Nihil metuo , nisi turpem famam-

58

LA CONFERENCE DES COVSTVMES

TANT GENERALES, QVE LOCALES

ET PARTICVLIERES DV

Royaume de France.

Gde Réserve
58

Distribuée en deux parties : contenant l'Harmonie & difference d'icelles :

Auec vne briefue explication tirée des Loix Romaines ou Canoniques, Anciens Docteurs & Modernes.

Ensemble des Ordonnances & Arrests des Cours Souueraines : Le tout pour seruir d'interpretation & esclarcissement des Articles desdictes Coustumes.

Plus des Indices fort amples, tant des Titres que des principales matieres & Annotations.

Par PIERRE GVENOYS *Conseiller du Roy, Lieutenant Particulier au siege Royal* D'ISSOVDVN.

Zacques Poille 3

PREMIER TOME.



Bibliothèque de l'École de Droit

A PARIS,

Chez GVILLAVME CHAVDIERE, ruë S. Iacques, à l'Enseigne du Temps & de l'Homme Sauuage.

M. D. XCVI.

AVEC PRIVILEGE DV ROY POVR DIX ANS.

Bibliothèque de l'École de Droit

Source : BIU Cujas



A MONSIEVR

MONSIEVR LE BARON DE LA CHA-

STRE CAPITAINE DE CINQVANTE HOM-
mes d'armes des Ordonnances, Gouuerneur & Lieutenant General pour le Roy au pays & Duché de Berry.

MONSIEVR, Il y a tantoſt douze ans que ie mis en lumiere la Conference des Ordonnances ſous la faueur du nom illuſtre de Monſeigneur le Mareſchal voſtre pere, pour l'affection que i'auois à voſtre maiſon, afin qu'elle fut mieux veuë & receuë pour le rang & auctorité qu'il tenoit en la Iuſtice. Cela à ſi bien reuſſi & m'a donné occaſion de paracheuer celle des Couſtumes, laquelle i'auois de longue main entrepriſe, & en meſme temps que celle des Ordonnances. Or conſiderant à qui ie pourrois offrir & addreſſer ceſte premiere partie, pour en eſtre le protecteur & defenſeur, i'ay penſé ne pouuoir faire vne plus ſaincte electiõ que de voſtre noble perſonne: la grandeur de voſtre illuſtre maiſon m'y conuie d'vne part: les grands & ſeignalez ſeruices de vos predeceſſeurs par eux faicts au public, m'incitent de ce faire, mais ſur tout la vertu, qui fait par effect reluire vos genereuſes actions, en imitant celles de Monſieur le Mareſchal voſtre pere & de tous vos ayeuls. Ie ſuis ſeulement marri que ie n'ay choiſi vn ſuiet qui vous fut agreable & propre à voſtre grãdeur: & crains infiniment de vous deſtourner de vos ſerieuſes occupations & exercices militaires: Car vous eſtes continuellement à la campagne és armees Royales pour le ſeruice du Roy, la defenſe du Royaume & ſouſtien de l'Eſtat & Courõne de France. Toutesfois i'eſpere que vous ne refuſerez point ce petit preſent, pour l'affection & ſinguliere amitié, dont m'a-

uez touſiours honoré: vo⁹ priãt au ſurplus de croire que les premiers traits de ceſt ouurage ont eſté commencez & dreſſez des voſtre ieuneſſe, pour en fin eſtant paracheué vous eſtre dedié & conſacré comme venant de la main de l'vn de vos plus affectionnez ſeruiteurs: & ſous l'aſſeurance certaine que vous l'accepterez auec autant d'affection, & bonne volonté qu'il vous eſt preſenté, Ie prie Dieu

Monſieur vous donner tres-heureuſe & longue vie auec vn accroiſſement de vos vertus, dignitez & honneurs. Eſcrit de voſtre maiſon le dernier jour de Iuillet 1596.

Voſtre treshumble et affectionné ſeruiteur
P. GVENOYS.

Source : BIU Cujas

PREFACE.



C'EST vne chose tres-constante & asseuree qu'il n'y a rien en nature, qui puisse des son origine paroistre en sa perfection & excellence. D'autant que toutes choses ont leurs principes, progrez & accroissemens successiuement les vns apres les autres. Ce qui se peut, sans qu'il soit necessaire de s'arrester à autre preuue, principalement remarquer en la grande varieté & diuersité des Loix & Coustumes. Ie ne veux neantmoins blasmer l'antiquité, laquelle nous doit estre touſiours en singuliere recommendation, voire autant ou plus qu'on sçauroit desirer de moy. Les Loix donc & Coustumes des leur premier establissement ne sont point paruenues à vne perfection: ains le temps, maistre de toutes choses, a faict clairement cognoistre leur defaut & imperfection. C'est ce qui a donné occasion à la posterité de les reformer, interpreter ou esclaircir, selon les occurrences qui se sont presentees, & lesquelles elle a iugé meriter correction ou interpretation. Or laissant les loix, ie parleray des Coustumes, qui de leur commencement n'estoient pas mises ne redigees par escrit: mais au contraire estoient introduites & donnees par tradition de pere en fils: lesquelles se prouuoient & verifioient par attestations & certifications des anciens Practiciens, quand elles estoient reuoquees en doute: ou bien quand se presentoient aucunes difficultez sur la forme de l'vsance, stil ou ancienne Coustume. Et d'autant que telles Coustumes n'estoient point par escrit, à ceste occasion plusieurs procés s'engendroient sur la forme & maniere d'en vser: qui estoit quelquesfois mise en auant par gens non lettrez, ignares & fort peu entendus au faict de la Iustice: nez seulement pour violer le droict & l'equité & introduire vne Coustume selon leurs opinions & conceptions qu'ils forgeoient en leurs cerueaux & entendemens. Pour obuier à ce mal populaire, ou plustost erreur vulgaire de Practiciens, & à fin de retrancher tous les abus qui s'y pouuoient commettre: Nos Roys de France, sur les plaintes & doleances de quelques gens de bien, zelez & affectionnez à la Iustice & amateurs du bien public, ayans deliberé de ceſt affaire en leur Conseil auec les sages & les plus grands du Royaume, ont esté conseillez de faire rediger & mettre par escrit les Coustumes de chacune Prouince, Bailliage ou Seneschaucee, en assemblant les trois Estats de chacune Prouince. Charles VII. apres auoir chassé hors de la France les Anglois, qui en auoient par longues annees detenu & occupé vne bonne partie, fit vne Ordonnance l'an 1453, par laquelle il vouloit & ordonnoit entre autres choses, de mettre & rediger par escrit toutes les Coustumes, stils & vsages de tous les pays de son Royau-

Source : BIU Cujas

me: pour apres eſtre decretees & homologuees par les gens de ſon Conſeil & de ſa Cour de Parlement: auec inhibitions & defenſes treſ-expreſſes de n'alleguer ou propoſer autres Couſtumes, que celles qui ſeroiẽt redigees & miſes par eſcrit. Ce qui a touſiours eſté ſuiuy par les Rois de France, qui ont depuis regné, iuſques à preſent: & notamment, du temps des Rois Louys XI. XII. *François* I. *Henry* II. *Semblablement le Roy defunct Henry* III. *de bonne memoire en l'aſſemblee des Eſtats tenus à Blois en l'an* 1576. *à la priere & inſtante ſupplication des trois Eſtats, promit de faire rediger, reformer & eſclaircir au mieux qu'il ſeroit poſſible, les conſtitutions particulieres & locales de chacune Prouince.*

Claudianus 4. de Cõſul. Honorij: Firmatur ſeniũ iuris, priſcámque reſumunt Canitiem leges, emendanturque vetuſtæ, accedúntque nouæ.

De ces Couſtumes eſt procedee la diſtinction qui ſe faict ordinairemẽt entre les pays couſtumiers & de droict eſcrit. Ceux de Tholoſe, comme tous autres pays de Droict eſcrit, ont quelques Couſtumes particulieres, qu'ils nommẽt Statuts & Couſtumes: & ſe trouuent encores de preſent en Latin, leſquelles ont eſté cõfirmees par Philippes Roy de France fils de S. Louys, le Mardy d'apres la S. Luc 1283. *Les Statuts de Prouence ſont aſſez cognus: ainſi la plus grande partie des villes d'Italie à ſes Statuts & Ordonnances Politiques, qui leur ſeruent de Couſtume. Tous nos Rois ont touſiours eu durant leur regne ce ſoing d'eſlire & deputer des plus notables & ſçauans perſonnages eſtans és Cours ſouueraines, auſquels ils ſe confioient, pour remedier à ce mal ordinaire & commun: eſtimans eſtre de leur ſoing, vigilance & preuoyance admirable qu'ils deuoiẽt en l'Eſtat de leur Royaume, cõme en toute autre Monarchie, entretenir de poinct en poinct le droict & l'equité: & que tout Royaume bien policé, doibt eſtre regi & gouuerné par Loix & Couſtumes. Ce qui eſt fort ayſé à prouuer par teſmoings dignes de foy: mais ie me contenteray de deux ou trois auctoritez, qui nous ſeruiront pour toute preuue, ſans qu'il ſoit beſoin de ſ'arreſter plus auant en choſe ſi notoire & commune. Theodoric dans Caſſiodore nous en faict pleine preuue en ces mots,* Decet Prouincias regno noſtro, Deo auxilante ſubiectas legibus & bonis moribus ordinari. Quia illa vita verè hominis eſt, quæ iuris ordine continetur. Nam belluarum ritus eſt, ſub caſu viuere, quæ dum rapiendi ambitu feruntur, improuiſa temeritate ſuccumbunt. Agrum ſuum denique à dumoſis ſentibus doctus purgat agricola, quia laus excolentis eſt, ſi agreſte ſolum dulcibus fructibus amœnetur. Sic quies ſuauiſſima populi & tranquilla diſpoſitio regionum, præconium probatur eſſe regnantium. *Il dit autant en vn autre endroict.* Propoſiti noſtri eſt, vt Prouincias nobis Deo auxiliante ſubiectas, ſicut armis defendimus, ita legibus ordinemus, quia ſemper auget principes obſeruata iuſtitia. Et quantum probabili inſtitutione viuitur, tantùm ſummis adhuc prouectibus aggregatur. *Et vn peu auparauant il auoit dict.* Quid eſt digniùs, quod diu noctúque aſſidua deliberatione voluamus, niſi vt Rempublicam noſtram ſicut arma protegunt, æquitas quoque inuiolata cuſtodiat. *Encores que les Couſtumes ne fuſſent pas anciennement miſes par eſcrit, ſi eſt-ce qu'elles prennent auiourd'huy force & auctorité de toy eſcrite, par le moyen de l'approbation & homologation qui eſt faicte*

Source : BIU Cujas

par les Cours ſouueraines. Et tout ainſi que nous diſons n'y auoir rien en l'art de Medecine, qui ne ſoit vtile & ſalutaire pour la conſeruatiõ du corps humain: ainſi peut l'on iuſtement affermer qu'il ne ſe treuue aucune choſe és Loix ou Couſtumes approuuees & confirmees par les Cours ſouueraines apres la redaction des Couſtumes, faictes par le conſentement des Eſtats de chacune Prouince, qui ne ſoit ordonné pour l'vtilité, profit & augmentation de la choſe publique. Il eſt ſans doute que les Couſtumes dont nous vſons auiourd'huy, ont prins leur ſource du peuple qui les à introduites, & ayans depuis eſté confirmees & approuuees par les Rois, decretees & homologuees par les Cours ſouueraines, doiuent eſtre gardees & obſeruees eſtroittement ſans les enfraindre ou aller au contraire: puis que le peuple les a voulu propoſer & mettre en auant pour eſtre doreſnauant gardees inuiolablement de poinct en poinct du conſentement des trois Eſtats: les anciens Romains eſtoient fort religieux en ce qui auoit eſté ordonné par le peuple, & voire meſmes qu'ils n'eſtimoient aucune choſe plus ſaincte & ſacree, que ce qui auoit eſté eſtably & ordonné par le peuple Romain qu'ils tenoiẽt touſiours pour inuiolable & ſacré. Nous liſons auoir eſté anciennement ordonné en la Republique d'Athenes, qu'il n'eſtoit aucunement licite ou permis à la ieuneſſe de ſ'informer des Loix Politiques de leur ville, & demander ſi telles Loix ou Couſtumes eſtoient bien ou mal eſtablies: mais au contraire, qu'elle deuoit tenir, garder & obſeruer auſſi religieuſement, & ne plus ne moins que s'ils elles eſtoient ordonnees & decretees par leurs Dieux. Et quant aux anciens, s'ils auoient quelque choſe à dire contre icelles, ſeroient tenus de le faire entendre à ceux qui auoient le gouuernement & maniement de la ville, ou bien à ceux qui eſtoient de leur aage & contemperanees, ſans que aucun des ieunes fuſt admis ou reçeu pour eſtre preſent aux plaintes & doleances que les anciens feroient ſur les Loix Politiques de la ville. Ce qui nous apprend qu'il ne faut pas aiſement blaſmer ou reprendre les Couſtumes, ainſi que dit eſt, bien & deüement approuuees & confirmees, Claudius parlant des Couſtumes des Romains, comme il eſt eſcrit dans Denys d'Halicarnaſſe liur. VI. μηδὲ κινεῖν ἔθη πατέρων ἀκίνητα *& au liure onzieſme, Claudius diſoit & ſouſtenoit que tous ceux qui vouloient oſter & abolir les Couſtumes du pays & l'ancien Eſtat de la Republique, eſtoient ennemis iurez d'icelle. Ce grand Philoſophe Ariſtote vraye lumiere de nature* καὶ τὰ πάτρια ἔθη πάσι, δίκαιόν ἐστι. Et in Concilio Nicæno. τὰ ἀρχαῖα ἔθη κρατείτω: *vn ancien diſoit ce me ſemble fort à propos,* in minimis quoque rebus omnia antiquæ conſuetudinis momenta ſeruanda eſſe Ioſeph contra Appionem & Molonem, *louë grandement les Lacedemoniens d'auoir conſtamment & fort longuement perſeueré en leurs loix, bonnes mœurs & anciennes Couſtumes de leur Republique. Gregorius Nanz. lib. 2. de Theol.* τὸ ἔθος χρόνῳ βεβαιωθὲν νόμος. *La Couſtume eſt tenue & cenſee pour Loy, principalement quand la Loy defaut.* Tertulian lib. de Corona militis, conſuetudo etiam in ciuilibus rebus pro lege ſuſcipitur, cùm deficit lex: nec differt ſcriptura an ratione conſiſtat: quando & legem ratio commendet. Idem Tertullianus libro de velandis virginibus, Quid obſeruabimus? quid deligemus? non

possumus respuere consuetudinem, quam damnare non possumus: vtpote non extraneam, quia non extraneorum, cum quibus scilicet communicamus ius pacis & nomen fraternitatis. *La Coustume est donc tenue pour Loy: à laquelle Loy doibt obeyr, comme icelle estant rangee sous la puissance & gouuernemẽt de la Coustume:* Facile mutari non potest quod per longa sæcula custoditur vt est apud Cassiodorum: *le Comique in Trinummo,*

Seneca, Grauissimũ est imperiũ consuetudinis: Plautus in Trinummo, Neque istis quicquam sanctum est, Leges mori seruiunt.

Mores leges perduxerunt iam in potestatem suam,
Magis queis sunt obnoxiosi, quàm parentes liberis.
Eæ miseræ etiam ad parietem sunt fixæ clauis ferreis:
Vbi malos mores affigi nimiò fuerat æquius.

Les Commissaires deputez & ordonnez par nos Rois pour la reformation des Coustumes, choisis & tirez d'entre les plus notables anciens & experimentez au faict de la Iustice, ont tousiours soigneusement regardé auec les anciens de chacun des Estats des Prouinces ou Bailliages, & consideré exactement les Coustumes qu'on desiroit reformer ou rediger par escrit, & en procedant à la redaction d'icelles, ont retranché ce qu'ils ont trouué contraire à la raison & equité: reduisant icelles à la vraye regle de toute Iustice: ne voulans aucunement permettre au corps d'vne Republique vne mauuaise Coustume ou tant soit peu preiudiciable au bien public: ne plus ne moins que les bons medecins ne laissent iamais le chancre courir & penetrer dans le corps humain. Et pour n'estre estimé par trop ennuyeux en vn subiect si commun & vulgaire, ie diray que ceste conference des Coustumes a esté entreprise des long temps par l'aduis, auctorité & conseil des plus fameux & mieux entendus au faict de Iustice & Practique: Et pour vous declarer particulierement & par le menu, ce qui est contenu en icelle, ie l'ay diuisee en deux parties: dont la premiere contient vingt six Titres ou Chapitres des matieres principales, qui se trouuent és Coustumes, dont celle de Paris ne faict aucune mention, & lesquelles on n'a peu approprier à celle de Paris par forme de Conference: La seconde partie comprend la Coustume de Paris entierement, en XVI. *Titres, à laquelle i'ay aussi rapporté par forme de Conference les autres Coustumes des autres Prouinces semblables ou contraires: par laquelle on peut facilement interpreter vne Coustume par l'autre. En cela i'ay pris celle de Paris pour patron & modelle: parce que c'est la ville capitale & principale de ce Royaume: à l'instar de laquelle toutes autres villes se doiuent regir, policer & gouuerner, quand la Coustume des lieux ne dispose de quelque faict particulier, qui se trouue en celle de Paris. Et ce, à l'exemple de Iustinian parlant de la ville de Constantinople.* Nec esse est, inquit, omnes Prouincias caput omnium nostrarum ciuitatum, id est hanc Regiam vrbem eiusque obseruantiam sequi. *Et parce qu'il s'est trouué és autres Coustumes plusieurs cas particuliers, qui n'ont peu estre commodement rapportez à celle de Paris: il a esté necessaire de faire des Additions à chacun titre de la Coustume de Paris,*

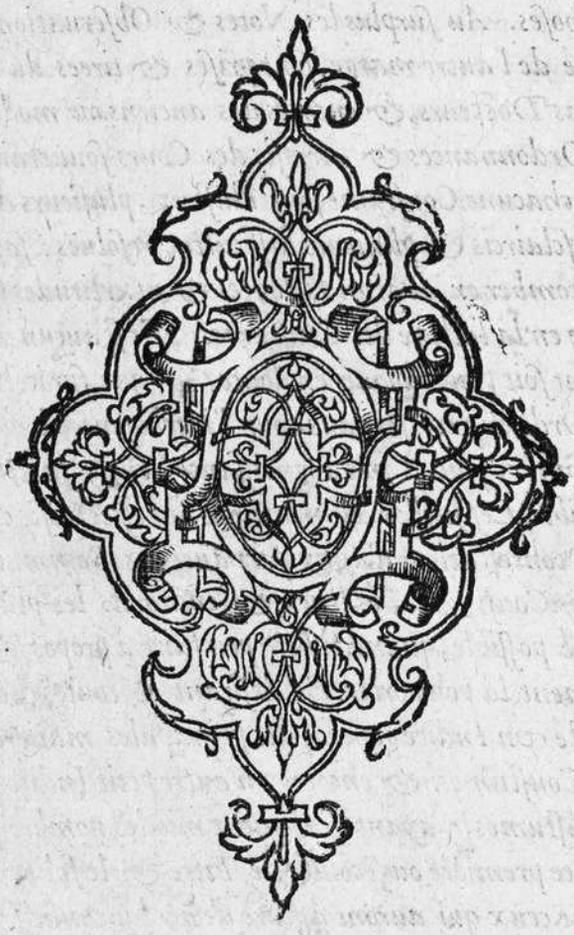
§. vlt. inst. de except.

Source : BIU Cujas

& disposer le tout le plus methodiquement qu'il m'a esté possible : à fin d'euiter la confusion des matieres qui se fut ensuyuie, sans l'ordre, que i'ay esté contrainct de garder. Au moyen dequoy la seconde partie à seize Titres, & autant d'Additions: & sont tousiours les Additions du mesme subiet & matiere du Titre, auquel elles sont adiousstees. Mais au reste i'ay en outre extraict sommairement les debats & contestations des trois Estats de chacune Prouince contenus és Procez verbaux des Coustumes: & les ay mis en marge à l'endroict des Articles de chacune Coustume, afin que les Lecteurs fussent aduertis de tout ce qui s'est passé en la redaction d'icelles: certains & asseurez, s'ils estoient anciens ou de nouuel reformez ou adiousstez & accordez ou discordez à la publication des Coustumes: ou à fin qu'ils en puissent tirer quelquefois la vraye intelligence par le moyen des contestations ou oppositions formees sur lesdits Articles. En fin on a suiuy la meilleure methode, qu'il a esté possible: vous remarquerez en cela la grande diligence & labeur infini: ensemble la candeur & bonté, dont on a vsé en toutes choses. Au surplus les Notes & Obseruations, qui sont mises & adiousstees du costé de l'autre marge, sont prises & tirees du Droict Romain ou Canonique anciens Docteurs, & encores des anciens ou modernes Interpretes des Coustumes, des Ordonnances & Arrests des Cours souueraines: par lesquels plusieurs Articles de chacune Coustume sont illustrez, plusieurs doutes leuez & ostez, infinité passages esclaircis & plusieurs difficultez resoluës: sans lesquelles les Lecteurs pouuoient tomber en de grands doutes & incertitudes pour les difficultez qui pouuoient naistre en la lecture des Coustumes. Et si aucun Article a esté mis en controuerse, ou tant soit peu reuoqué en doute, & que sur iceluy y ait eu aucun Arrest, Sentence ou Ordonnance seruans pour l'intelligence desdits Articles, à tout le moins quand ils sont venus à ma cognoissance, i'en ay faict recit le plus fidellemẽt qu'il m'a esté possible. Lesquelles Annotations ont esté mises en marge d'vn costé: & les debats & contestation d'autre part auec les Sommaires des choses contenues és Articles des Coustumes, és lieux & endroicts les plus commodes & necessaires qu'il a esté possible, quand il s'est peu faire à propos & que la marge du liure conuenablement la peu porter. Et desirant en toutes choses contenter les Lecteurs, i'ay adiousté vn Indice general des principales matieres & mots singuliers contenus esdictes Coustumes: & encores vn autre petit Indice abbregé du premier, sans cotter les Coustumes, y ayant seulement mis les nombre pour designer la partie de la Conference premiere ou seconde, le Titre & le folio ou la page, ou le Titre commence: afin que ceux qui auront affaire de quelque matiere contenue es Coustumes, puissent trouuer promptement & sans peine la matiere qu'ils cherchent és endroits cottez par l'Indice. Pareillement a esté faict & dressé vn autre & III. Indice des matieres contenues esdites notes & Obseruations. Finalement i'ay mis par ordre toutes les Coustumes de France contenues en ceste Conference, selon leurs Rubriques ou chapitres, les rapportant à la premiere ou seconde partie de la Conference & Titre: à fin que ceux qui desireront voir vn Article de quelque Coustu-

Source : BIU Cujas

me, ſoient certains du Titre, où il ſe pourra commodement trouuer: ou bien s'ils ont quelque affection particuliere de lire vne Couſtume Article par Article, ils puiſſent s'en ſeruir & ayder, ſelon leur bonne & louable intention. Et ſi nous auons en ces choſes atteint au but, où nous eſperons, ce ſera voſtre iugement: vous priant de croire que ma volonté eſt tresbonne, n'ayant iamais eu autre intention, que profiter au public; comme il a eſté ſouuent cognu: ſuppliant les Lecteurs de prendre le tout en bonne part, comme venant de celuy qui s'eſtime tres-heureux de faire choſe qui ſoit iugee vtile & profitable pour le public.



Source : BIU Cujas

Le Priuilege obtenu de ſa Majeſté eſt à la fin de l'indice des Annotations.

Source : BIU Cujas

SOMMAIRE DES TITRES ET RV-BRIQVES CONTENVES EN LA CONFERENCE DES Coustumes, selon l'Ordre & suite d'iceux.

PREMIERE PARTIE.

I. De l'Estat & qualité des personnes.1.a.
II. Des Seruitudes personnelles&reelles. 9.b.
III. Des Droicts de Iustice,haute Moyenne & Basse 19.b.
IIII. Des Droicts de Baronnie, Comté & Chastelnie.31.a.
V. Des Forfaitures, Confiscations & amendes. 34.a.
VI. Des Bastards, Aubeins, Espaues & biens vacans. 43.a.
VII. Des Droicts Seigneuriaux,Bãs de vin,de Mars, d'Aoust, Droicts d'herbage, Fautreage,Preage, Afforage, Ton lieu, Peage & Coustume. 54.b.
VIII. Des Moulins, Fours & Pressouers Banniers. 61.a.
IX. Du droict de Patronage.69.a.
X. Du droict de Monneage.69.a.
XI. Des Droicts des Eaues, Estangs,Bois & Forests. 69.a.
XII. Des Dommages & degasts faicts és heritages: ensemble de la prinse des bestes faicte ésdits heritages.76 b.
XIII. Des Garennes,Fayes & Colombiers.96.b.
XIIII. DesLoix & Ordonnances sur le faict de Police.98.b.
XV. Des Iuges,Ressort & iurisdiction d'iceux.101.a.
XVI. Des Maires & Escheuins de Ville, & de leur iurisdiction.111. b.
XVII. Des Arbitres.114.b.
XVIII. Des Greffiers 114.b.
XIX. Des Procureurs des parties.114.b.
XX. Des Notaires.116.a.
XXI. Des Sergens,Bayles,Messagiers.118.a.
XXII. De l'Ordre iudiciaire és matieres ciuiles. 120.a.
XXIII. Des iugemens, Sentences & executions d'icelles.140.b.
XXIIII. Des Appellations 142.a.
XXV. De la Taxe des despens.148.a.
XXVI. Des Crimes&peines impoſees à iceux 149.a.

SECONDE PARTIE.

I. De Fiefs.164.b.
II. De Censiues & Droicts Seigneuriaux. 304.a.
III. Quels Biens sont Meubles:& quels Immeubles 362.b.
IIII. De Complainte en cas de Saisine & Nouuelleté,& de simple Saisine.372.b.
V. Des actions personnelles & d'hypotheques.378.a.
VI. De Prescription 420.b.
VII. De Retraict lignager.436.b.
VIII. Des Arrests,Executions & Gageries.502.b.
IX. Des Seruitutes & Rapports des Iurez. 529.a.
X. De Communauté de biens.548.b.
XI. Des Douaires.6601 b.
XII. De Garde noble & Bourgeoise.627.a.
XIII. Des Donations & Don mutuel. 648.a.
XIIII. Des Testamens & Executiõs d'iceux.677.a.
XV. De Succession en ligne Directe ou Collaterale. 697.b.
XVI. De Criees.767.a.

FIN.

ORDRE ALPHABETIQVE des Titres Contenues en ceste Conference.

Le Premier nombre, monstre la partie premiere ou seconde, le second, le titre: & le troisiesme le Folio.

A.

Des Actions personnelles & d'hypotheque.2.5.378.a.
Des Appellations.1.24.142.a.
Des Arbitres.1.17.114.b.
Des Arrests, Executions & Gageries. 2.8.502.b.

B.

Des Bastards, Aubeins, Espaues&biẽs vacans.1.6.43.a.

C.

De Censiues & Droicts Seigneuriaux. 2.2.304.a.
De Communauté de biens. 2.10.548.b.
De Complainte en cas de Saisine & Nouuelleté:& de simple saisine 2.4.372.b.
De Criees 2.16.767.a.
Des Crimes & peines impoſees à iceux.1.26.149.a.

D.

Des Dommages & degasts faicts és heritages ensemble de la prinse de bestes faicte ésdits heritages-1.12.76.b.
Des Donations & Don mutuel.2.13.648.a.
Des Douaires 2.11.601.b.
Du Droict de Patronnage.1.10.69.a.
Du Droict de Monneage.1.11.69.a.
Des droicts de Iustice,haute,moyenne& Basse.1.3.19.b.
Des Droicts de Baronnie, Comté, & Chastellenie. 1.4.31.a.
Des Droicts Seigneuriaux, Bans de vin, de Mars, d'Aoust,d'Herbage, Fautreage,Preage, Afforage & Tonlieu,Peage & Coustume. 1.7.54.b.
Des droicts des Eaues,Estangs,Bois&Forests.1.11.69.a.

E.

Source : BIU Cujas

Ordre Alphabetique des Titres.

De l'Eſtat & qualité des perſonnes.1.1.1.a.

F.

De Fiefs.2.1.164.b.
Des Forfaictures,Confiſcations & Amendes.1.5.34.

G.

De Garde noble & Bourgeoiſe.2.12.627.a.
Des Garennes,Fuyes & Colombiers.1.13.96.b.
Des Greffiers.1. 18.114.b.

I.

Des Iugemens, Sentences & Executions d'icelles. 1.23.140.b.
Des Iuges, Reſſort & Iuriſdiction d'iceux. 1. 15.101.a.
Des Loix & ordonnances ſur le faict de Police.98.b.

M.

Des Maires & Eſcheuins de ville & de leur iuriſdiction 1.16.111.b.
Des Moulins,Fours,& Preſſouers Banniers.1.8.61.a.

N.

Des Notaires.1.20.116.a.

O.

De l'ordre iudiciaire en matiere ciuile. 1.22.120.a.

P.

De Preſcri ption 2.6.420.b.
Des Procureurs des parties.1.29 114 b.

Q.

Quels Biens ſont meubles,& quels Immeubles. 2.3.362.b.

R.

De Retraict lignager.2.7.436.b.

S.

Des Sergens,Bayles & Meſſagers. 1.21.118.a.
Des Seruitudes perſonnelles & reelles. 1. 2.9.b.
Des Seruitutes & Rapports des Iurez. 2.9.529.a.
De Succeſſiõ en ligne directe ou collaterale.2.5.697.b.

T.

De la taxe des deſpens.1.25.148.a.
De Teſtamens & executions d'iceux.2.14.677.a.

FIN.

Source : BIU Cujas

INDICE GENERAL DES PRINCIPALES MATIERES CONTENVES EN LA CONFERENCE des COVSTVMES: lesquelles seront plus particulierement declarees en l'Indice mis à la fin de ceste Conference.

Le premier nombre signifie la Partie, premiere ou seconde: le second est du Titre: & le troisiesme monstre la page de ceste Edition.

A.

Aage de
- Notaires. 1. 20. 116. a.
- Sergens. 1. 21. 118. a.
- Enfans pour porter la foy & hommage. 2. 1. 164. b.
- Enfans pour sortir hors de Garde. Tutelle. Curatelle. 2. 12. 627. a.
- Pour Tester. 2. 14. 677. a.

Abonnement de Tailles. 1. 2. 10. a.
Abournement de Fiefs. 2. 1. 164. b.
Absens. 2. 6. 420. b.
Accordemens, Lods ou ventes. 2. 2.
Accords ou Appointemens des parties. 1 22. 120. a.
Accreuës. 1 11. 69. b.
Accusez. 1. 26. 146. a.
Achats. 2. 3. 362. b.
Acheteurs de biens de Iustice. 2. 8. 502. b.
Acquests. 2. 3. 362. b. 2. 10. 548. b. 2. 15. 697. b.
Acquisitions. 2. 1. 164. b. 2. 304. a. 2. 10. 548. b. 2. 15. 697. b.
Acquit. 1. 7. 54. b.
Acre. 2. 2. 304. b.
Actions. 1. 22. 120. a.
Actions personnelles & Hypotheques. 2. 5. 378. b.
Hereditaires. 7. 30. 61.
Additions. 1. 22. 120. a.
Adheritances. 2. 2. 304. b.
Adheritemens.
Adiournemens. 1. 22. 120. a
Adiournemens en Retraict lignager. 2. 7. 436. b.
Adiournemens personnels ou à trois briefs iours. 1. 26. 149. a.
Adiudications par Decret. 2. 16. 767. a.
Adiudicataires des biens de Iustice. 2. 16. 767. a.
Administrateurs des biens des mineurs. 2. 12. 627. a.
Admortissemens. 2. 1. 164. b.
Adoption. 1. 1. 1. a.
Aduantage entre le mari & la femme. 2. 13. 648. a.
Aduantage entre enfans. 2. 15. 677. a.
Adueuz en matiere Feodale. 1. 3. 19. b. 2. 1. 164. b.
Adueuz pour chose mobiliaire. 2. 8. 502. b.
Adultes. 1. 1. 1. a.
Crime d'Adultere. 1. 26. 149 a.
Affiliation. 1. 1 1. a.
Afforages. 1. 7. 540. b.
Affixes ou Affiches. 2. 16.
Affranchissemens. 1. 2. 10. a.
Agriere. 2. 2. 304. a.
Aisances ou Aisemens. 2. 9. 529. a.
Droict d'Aisnesse. 2. 1. 164. b.
Alleyer. 1. 7. 54. b.
Aleu. 2. 1. 164. b.
Franc Aleu. 2. 2. 304. a.
Alluuion. 1. 1. 69. a.
Alienation de biens. 1. 2. 10. a 2. 1. 164. b. 2. 2. 304. a. 2. 5. 378. a. 2. 10. 548. b. 2. 11. 601. b.
Amendes. 1. 5. 34. a. 2. 1. 64. b. 2. 2. 304. a.
Ampliation de Criees. 2. 16. 767. a.
Annoblissemens. 1. 1. 1. a. 2. 15. 697. b.
Anticipation. 1. 24. 142. a.
Apoticaires. 2. 6. 420. a.
Appanage ou Appennage. 2. 15. 697. b.
Appellation ou Appel.
Appel à denegation de Droict 1. 24. 142. a.
Appel en matiere criminelle.
Applegemens & Contr'applegemens. 2. 4. 372. b.
Apports de la femme. 2. 10. 548. b.
Appreciation de grains. 2. 5. 378. a.
Appreciateurs de biens. 2. 8. 502. b. 2. 12. 627. a.
Appropriances.
Bannies & Appropriemens. 2. 16. 767. a.
Arammes. 1. 5. 34. a.
Arbans. 1. 1. 10. a.
Arbitres. 1. 17. 114. b.

Indice general

Quand Argent faut, finaiſon nulle. 2. 1. 164. b.
Argent rachete la Main-morte. 1. 2. 10. a.
Arpent. 2. 1. 164. b. / 2. 2. 304. a.
Arpenteurs. 2. 2. 304. a.
Arrentemens d'heritages. 2. 1. 164. b.
Arrentiſſemens.
Arrerages de Profits feodaux 2. 1. 164. b.
Cens. 2. 1 304. a.
Rentes. 1. 3. 19. b.
Aſſignaux. 2. 10. 548. b.
Armaires. 2. 9 529. a.
Armes. 1. 26. 149. a.
Armures.
Arres. 2. 5. 378. a.
Arreſts & Saiſies. 2. 8. 502. b.
Arreſts & Executions.
Arreſts de corps.
Arriereban. 2. 1. 164. b.
Arrierefief.
Arriere-Garde. 2. 12. 627. a.
Arriere-Vaſſal. 2. 1. 164.
Arriere-vaſſeurs.
Aſcendans. 2. 1. 164. b. / 2. 12. 627. a. / 2. 15. 697. b.
Aſſaſins. 1. 26-149. a.
Aſſenne. 2. 11. 601. b.
Aſſens. 2. 15. 697. b.
Aſſeurances. 1. 22. 120. a.
Aſſeuremens.
Aſſeureté.
Aſſiette & priſee de terres. 2. 1. 164. b.
Aſſignal de mariage. 2. 10. 549. b.
Aſſignation. 2. 10. 549. b.
Aſſiſe ou Deſdommage. 1. 12. 76. b.
Aſſiſes des Baillifs ou Iuges, ou des Hauts Iuſticiers ou autres. 1. 3. 19. b.
Grand Aſſiſe. 1. 15. 101. a.
Petit Aſſiſe.
Aſſociations. 2. 10. 548. b. / 2. 15. 697. b.
Attaches ou Affixes ou Affiches en matiere de Criees 2. 16. 767. a.
Attendue. 2. 22. 120. a.
Attentats. 2. 24. 142. a.
Attenuations. 2. 26. 149. a.
Attermoyement 2. 5. 378. a.
Atrourné. 1. 21. 118. a.
Droict d'Attrayeres, ou Eſtrayeres. 1. 5. 34. a.
Biens vacans par Attrayeres 1. 6. 43. a.
Attres. 2. 9. 529. a.
Aubains 1. 6. 43. a.
Droict d'Aubaine ou Aubanité.
Aubenage. 1. 6. 43. a.
Aubinage. 2. 1. 164. b.
Queſte & Aubergarde. 2. 2. 304. a.
Auctorité paternelle 1. 1. 1. 2. & 2. 12. 627. a.
Auctorité du mari, 2. 10. 548. b.
Auctorité de Tuteurs ou Curateurs. 2. 12. 627. a.
Auditeurs ou Notaires. 1.
Audition de Comptes. 1. 2. 10. a. / 2. 14. 677. a.
Auenages 2. 2. 304. a.
Biens Auitins. 2. 1. 164. b. / 2. 3. 302. b. / 2. 15. 697. b.
Droict d'Aulnage 1. 3. 19. b.
Aulnes. 2. 9. 529. a.
Auſmone pure ou franche. 2. 1. 164. b.
Auoirs. 1. 6. 45. a.
Auoutre. 1. 6. 43. a.
D'Ayder quand on leue gros bois, ou quand on crie au Feu &c. 1. 4 68 b.
Loyaux Aydes. 2. 1. 164. b.
Droict d'Aydes.
Ayeul ou Ayeulle. 2. 1. 164. b. / 2. 12. 627. a. / 2. 15. 697. b.

B.

Bacheliers. 1. 4. 31. a.
Bail de mineurs. 2. 12. 627. a.
Bailliſtres.
Bail d'heritage. 2. 1. 164. b. / 2. 2. 304. a. / 2. 15. 697 b.
Bail à ferme.
Bail de beſtes. 2. 5. 378. a.
Baillette. 2. 1. 164. b. / 2. 2. 304. a.
Baillifs, 2. 15. 101. a.
Ban & Arriereban. 2. 1. 164. b. / 2. 1. 601. b.
Ban & Banniſſement. 1. 26. 149 a.
Ban & main-miſe. 2. 8. 502. b.
Droict de Ban à [illegible] 1. 7. 54. b.
Ban de Mars & d'Aouſt, 1. 7. 54. b.
Ban ou Bannie. 1. 7. 54. b.
Droict de Bannalité. 1. 8. 61. a.
Bannie de Moulins, Fours. Preſſouers. 1. 8. 61. a.
Bannies & Appropriemens. 2. 16.
Bannieres. 1. 4. 31.
Bannis. 1. 5. 34. a. / 2. 15. 697. b.
Banlieue. 1. 8. 61. a.
Banlieue de Moulin.
Bannon & defends. 1. 12. 76. b.
Bans & Arbans. 1. 2. 10. a.
Barbiers. 1. 26. / 2. 6. 420. a.
Barons Baronnie. 1. 4. 31. a.
Baſtage. 1. 7. 54. b.
Baſtards. 1. 5. 34. a. / 1. 6. 43. a.

Source : BIU Cujas

des principales matieres.

Bastimens. 2. 9. 529. a.
Battures, Playes ou Excés. 1. 26. 149. a.
Baux ou Baux à ferme. 2. 5. 378. a.
Bayles & Messagers. 1. 21. 118. a.
Benefice de Diuision ou Discussion. 2. 5. 378. a. / 2. 16. 767. a.
Benefice d'Inuentaire. 2. 15. 697. b.
Bestail à pied fourché. 1. 5. 34. a.
Bestes ou Bestail. 1. 6. 43. a.
Bestes égarees. 1. 12. 76. a.
Bestes à Chaptel. 2. 5. 378 a.
Bestes à moison. 2. 8. 502. b.
Bians. 1. 2. 9. b.
Biens. 2. 3. 302. b. / 2. 15. 697. b.
Billete. 1. 7. 54. b.
Billots. 1. 7. 54. b.
Droicts de Blairie. 1. 7. 54. b.
Blanc Bois. 2. 3. 362. b.
Blasmes d'Adueus & Denombremens. 2. 1. 164. b. / 2. 2. 304. a.
Bohades. 1. 2. 10. a.
Bois. 1. 11. 69. a. / 2. 1. 164. b.
Bonnes, Bornes ou Bournes. 1. 3 19. b. / 1. 5. 34 a.
Bournage. 2. 9. 529. a.
Bortage. 1. 12. 76. b.
Botois.
La Bouche & les mains. 2. 1. 164. b.
Droict de Boucherie. 1. 4. 31. a.
Bouchers. 1 14. 98. b. / 2 6. 420. a.
Boullangers. 1. 8 61. a.
Bourdelage. 2 2. 304. a
Bourdeliers. 2. 2. 304. a.
Loy & Bourgage. 2 2. 304. a.
Relief & Bourgage 2. 2. 304. a.
Bourgeois du Roy ou d'autres Seigneurs. 1. 1. 1. a.
Bourgeois de Paris. 2 5. 378. a. / 2. & 502. b.
Bourgeois 1. 16. 111. b.
Droict ou deuoir de Bourgeoisie. 1. 1 1. a.
Boulliers. 2. 6. 420. a.
Fief Boursal. 2. 1. 164. b.
Bour seaux. 2. 1. 164. b.
Bourse. 2. 1. 164. b. / 2. 2.
Branchage. 2. 7. 436. b. / 2. 15 697. b.
Branches. 2. 15. 697. b
Branchieres 1. 7. 54 b.
Brandon, Saisie ou arrest. 2. 8. 502. b.
Breil de Forest. 1. 11. 69. a.
Bretesque. 2. 16.
Breuet d'Obligation ou Brief. 2. 8. 502. b
Brief de Sur demande. 1. 22. 120. a.
Nouuelle Dessaisine. 2. 4. 372. b.
Mariage encombré. 2. 10. 548. b.
Bris de marché ou Foire. 1. 26. 149. a.

C.

Cabal ou Caban. 2. 3. 362. b. / 2. 10. 548. b.
Cabaretiers. 2. 5. 378. a / 2. 6. 420. a
Calenge. 1. 26. 149. a
Carnalage.
Carnaler. 1. 12. 76. b.
Carnaleur.
Capitaine des Chasteaux. 2. 11. 601. b.
Capitaine Castellan. 1. 15. 101. a.
Carpot. 2. 2. 304. a.
Cas de saisine & nouuelleté. 2. 4.
Cas de simple saisine. 2. 4. 372. b
Cas & delicts priuilegiez
Cas Royaux & matieres priuilegiees. 1. 26. 372. b.
Cas appartenans au Haut Iusticier, Moyen, Bas. 1. 3. 19. b.
Cattel Catheux. 2 3. 362. b.
Seigneurs Cauiers. 2. 1. 164. b. / 2. 2. 304. a.
Causes sommaires. 1. 22. 120. a.
Droict de Cautionnage. 2. 1. 164. b.
Caution Bourgeoise 2. 5 378. / 2. 11. 548. b.
Iuratoire. 2. 13. 648. a.
Caution de payer le Iugé. 1. 22. 120. a.
Cedulles. 1. 22 120. a. / 2. 3. 362. b. / 2. 10. 548. b.
Ietter sa Ceincture.
Celle. 1. 2. 9. b.
Cens.
Cense. 2 2. 304. a
Droict de Censiue.
Seigneur Censuel. 1. 3. 19. b. / 2. 2.
Ceps. 1. 3. 19 b.
Cession de biens. 2. 5. 378. a.
Cession & transport. 2. 5. 378. a.
Cessionnaire. 2. 8. 502. b.
Cerquemanage. 2. 9. 529. a.
Cerquemaneurs.
Certification de Criees. 2. 16. 767. a.
Droict de Châbellage, ou Cambrelage, ou Chambellenage. 2. 1. 164. b.
Chambres. Aisees. Coyes ou quoyes. 2. 9. 529 a.
Champart ou droict de, Champart. 2. 2 384. a.

Source : BIU Cujas

Champayer ou Champoyer. 2. 4. 372. b. / 1. 12. 76. b.
Champeage.
Chandelle esteinte ou allumee. 2. 16.
Chanteau part le vilain. 1. 2. 10. a.
Droict de Chantrelle. 1. 2. 10. a.
Chappelain de l'hostel-Dieu. 2. 14. 677. a.
Chappeau ou Chappet de roses. 2. 10. 548. b.
Chaptel ou cheptel de Bestes. 2. 5. 378. a.
Charpentiers. 2. 6. 420. a.
Chastels & loyaux, cousts. 2. 1. 164. b. / 2. 2. 304. a. / 2. 7. 436. b.
Chasse.
Seigneurs Chastellains. 1. 4. 31. a.
Droict de Chastellenie. 1. 13. 96 b.
Droict de Chauffage. 1. 12. 76. b.
Chesliеu, ou mets.
Chef Seigneur. 2. 1. 164. b.
Chemier.
Cheminees. 2. 9 529. a.
Chemins. 2. 9. 529. a.
Chesnes. 2. 9. 529. a.
Cheual de Seruice. / Rencontre. 2. 1. 164. b.
Cheual trauersant. 1. 4. 31. a.
Chevalerie. 2. 1. 164. b.
Cheuecier. 2. 1. 164. b.
Cheze.
Chezolage. 2. 6. 420. a.
Chirurgiens. 1. 15. 34. a.
Clain. 1. 22. 120. a. / 2. 8. 502. b.
Clain ou Arrest.
Clameurs lignageres ou autres. 2. 1. 164. b.
Clameur reuocatoire. 2. 1. 164. b.
Clercs. 1. 22. 120. a
Priuilege Clerical. 1. 26. 149. a.
Cloaques. 2. 9. 529. a.
Clostures de Pasturages. / d'heritages. / de villes. 2. 9. 529. a.
Codicilles. 2. 14. 677. a.
Commissaires establis au regime des choses saisies ou sequestrees. 2. 1. 164. b. / 2. 15. 697. b. / 2. 16. 767. a.
Commise de Fief ou chose Censuelle. 2. 1. 164. b. / 2. 2. 304. a.
Communauté des biens entre conioincts par mariage. / Communauté de biens entre autres personnes. 2. 10. 548. b.
Compagnie & Societé de biens. 1. 22. 120. a.
Comparuit. 2. 5. 378. a.
Compensation. 1. 22. 120. a. / 1. 26. 149. a.
Competence de iurisdiction.
Complainte en cas de saisine & Nouuelleté. 2. 4. 372. b.
Vignes au terres donnees à Complant. 2. 2. 304. a.
Compromis en Iuges ordinaires. 1. 17. 114. b.

Audition de Comptes de testamens. 2. 14. 677. a.
Comté 1. 4. 31. a.
Comtes.
Concubinage. 1. 26. 149. a.
Conditions de personnes. 1. 1. 1 a. & 1. 2. 10. a.
Conduction. 2. 5. 378. a.
Conducteurs 2. 5. 378. a.
Confession 1. 22. 120. b.
Confiscation & amandes. 1. 5. 34. a. / 2. 8. 502. b.
Confortemain. 2. 1. 164. b.
Congé. 1. 22. 120. a.
Coniuration. 1. 26. 149. a.
Coniure du Seigneur, Gouuerneur 1. 15. 101. a.
Connestablie
Conquests. 2. 3. 362. b.
Consignation, 2. 1. 164. b. / 2. 7. 437. b.
Consolidation de Fiefs. 2. 1. 164. b.
Contestation en cause. 2. 5. 378. a.
Continuation de Communauté. 2. 10. 548. b.
Contraincte de mariage faicte par les Gentilshommes. 1. 26. 149. a.
Contracts & Conuentions. 2. 5. 378. a.
Contracts de mariage. 2. 10. 548. b. / 2. 13. 648. a. / 2. 15. 697. a.
Contracts vsuraires. 1. 20. 116. a.
Parties contrahans. 1. 20. 116. a.
Contredicts & Saluations. 1. 22. 120. a.
Contrelettres. 2. 10. 548. b.
Contre plege. 2. 5. 378. a.
Contreschange. 2. 1. 164. b. / 2. 2. 304. a. / 2. 7. 436. b.
Contribution. 2. 8. 502. b.
Contumaces. 1. 22. 120. a.
Conuenances. 2. 10. 548. b. / 2. 13. 648. b.
Conuention entre mariez. 2. 10. 548. b. / 2. 13. 648. a.
Conuentions. 2. 5. 378. a.
Corbeaux. 2. 9. 529. a.
Defenses de s'assembler en corps. 1. 3. 19. b.
Coruees. 1. 2. 10. a.
Cotterie. 2. 1. 164. b. / 2. 2. 164. b. / 22. 304. a. / 2. 15. 697. b.
Cottiers.
Droicts de Couletage. 1. 7. 54. b.
Droicts de Coulombier. 1. 13. 96. b. / 2. 1. 164. b.
Cour. 1. 3. 19. b. / 2. 1. 164. b.
Cour d'Ordre. 1. 3. 19. b.
Courtiers ou Courratiers. 2. 5. 378. a.
Coustume de Bleds &c. 2. 2. 304. a.

Source : BIU Cujas

Coustume ou leuage. 1.7.54.b.

Coustumiers. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.15.697.b.

Cousturiers. 2.6.420.a.

Couureurs. 2.6.420.a.

Creanciers. 2.5.378.a. 2.8.502.b. 2.10.548.b. 2.12.627.a. 2.13.648.a. 2.14.677.a. 2.15.697.b.

Criees. 2.16.

Crimes & delicts. 1.26.149.a.

Crime de leze Maiesté. 1.5.34.a.

Bail de bestes à croist. 2.5.378.a.

Croist & Chaptel de bestes. 2.5.378.a.

Cusiniers. 2.6.420.a.

Curatelle. 2.12.627.a.

Curateur de mineurs. 2.12.627.a.

Curateur ordonné aux biens vacans. 2.5.378.a. 2.16.767.a.

Curez & vicaires Generaux. 2.14.677.a.

D.

Dalles. 2.9.529.a.

Fiefs de Danger. 2.1.164.b

Debiter. 2.5.378.a. 2.8.502.b.

Lettres de Debitis. 1.12.120.a

Debleure. 1.12.76.b.

Debtes. 1.5.34.a. 2.5.378.a. 2.8.502.a.

Debteurs. 2.10.548.b. 2.15.697.b. 2.16.767.a.

Deception d'outre moitié de iuste pris. 2.5.378.a.

Declaration de choses roturieres &c. 2.1.164.b. 2.2.304.a.

Declaration d'hypotheque. 2.5.378.a.

Decliner la Cour. 1.22.120.a.

Declinatoire. 1.26.149.a.

Decret de Iustice. 1.3.19.b. 2.16.767.a.

Decrets d'heritages. 2.16.767.a.

Defaux en matiere Ciuile 1.22.120.a.

Defaux en matiere Criminelle 1.26.149.a. 2.7.436.b.

Degan. 1.16.111.b.

Degaerie.

Degradation de Clercs 1.26.149.a.

Deguerpissement & Esponce. 1.5.378.a.

Delation de Serment. 1.22.120.a.

Patolles de Delay. 1.26.149.a.

Delais. 1.22.120.a.

Delaissemens & esponces d'heritages. 2.5.378.a.

Delations de serment 1.21.120.a. 2.5.378.a.

Delicts communs. 1.26.149.a.

Demis licts. 2.15.697.b

Demolition de maison. &c. 2.9.529.a.

Deniers du Roy. 2.8.502.b.

Deniers dotaux. 2.10.548.b.

Derniers non employez par le mary. 2.5.362.b. 2.10.549.b.

Denombremens. 2.1.164.b.

Denoncemens criminels.

Denonciations. 1.26.149.a.

Denonciateur ou plaintif.

Denonciation de nouuel œuure. 2.9.529.a.

Departement de deniers. 1.2.10.a.

Deport. 2.1.164.b.

Depie de Fief. 2.1.164.b.

Depositances. 2.5.502.b.

Depositz. 2.5.378.a.

Deprier. 1.7.54.b.

Depry. 2.2.304.a.

Des adueu 1.2.10.a. 2.1.164.b.

Desbourssement. 2.1.164.b.

Biens des calengez. 1.26.149.a.

Desconfiture. 2.8.502.b.

Desertion d'Appel. 1.24.142.a.

Desgagement. 1.12.76.b.

Desgast ou Dommage. 1.12.76.b.

Desherance & Reuersion. 1.6.43.a.

Desheritemens 2.2.304. 2.5.378.a.

Desheritence. 2.13.648.a.

Despens. 1.25.148.a.

Despens faicts en Tauerne publique. 2.5.378.a. 2.8.502.b.

Desreng ou desrene. 1.22.120.a.

Desrentement. 2.2.304.a. 2.5.378.a.

Destination de pere de famille. 2.9.529.

Detenteur d'heritages. 2.1.164.b 2.2.304.a. 2.5.378.a.

Deueст. 2.2.304.a.

Ieux de Dez. 1.26.149.a.

Dict de Preud'hommes. 2.1.164.b

De la difference & qualité des personnes. 1.1.1.a

Dilation. 1.22.120.a.

Ordre de Discution. 2.5.378.a. 2.8.502.b

Iugement de discution. 2.16.767.a

Dismerie. 2.2.304.a.

Dismes.

Distribution de deniers. 2.16.767.a.

Distroict & Territoire. 1.15.101.a.

Source : BIU Cujas

Indice general

Diuiſions & Partages — 2.1.164.b. / 2.2.304.a. / 2.10.548.b. / 2.11.601.a. / 2.15.697.b.
Dixieme denier. 2.2.304.a.
Dol és contracts &c. 2.5.378.a.
Domaine. — Muable. / non Muable. / Congeable. 2.1.164.a. / Fieffé. 2.2.304.a. / non Fieffé. / Noble.
Exploict Domanier. 2.1.164.b.
Droict Domanier. 2.1.164.b.
Domicile. 1.22.120.a. / 1.26.149.a.
Dommage faict par beſtes,&c. 1.12.76.b.
Don Donation. 2.13.648.a.
Donner & retenir.
Donation. — ſimple / mutuelle. / remuneratoire. / entre vifs.
Donation pour cauſe de mort ou Teſtamentaire. 2.13.648.a.
Donation faicte en ſecondes nopces. 2.13.648.a.
Donation pour nopces. 2.11.601.b.
Donation en faueur de mariage. 2.13.648.a.
Donation en aduencement d'hoirie ou ſucceſſion. 2.1.164.b. / 23. / 2.13.648.b.
Doſſerie ou Doſſereſſe. 2.9.529.a.
Dot. 2.10.548.b.
Biens Dotaux. 1.2.10.a.
Douaire entre ſerfs. 2.1.164.b.
Douaire. 2.1.601.b.
Douairiere. 1.2.10.a. / 2.1.164.a.
Doublage.
Doublement. 2.1.164.b.
Double de Cens ou Surſens. 2.1.164.b. / 2.2.304.a.
Doublier. 2.9.529.a.
Douue & Foſſé 2.9.529.a.
Drapperie. / Draps. 1.14.98.b.
Drappier. 2.1.164.b.
Droicture & Relief. 2.2.304.a.
Droict de Sainctre. 1.12.76.b.
Droicts — Feodaux. 2.1.164.b. / Cenſuels. 2.2.304.a. / Seigneuriaux. 2.2.304.a. / Fonciers. 2.4.304.a. / Prediaux. / de Seruitude 2.9.529.a. / de Iuſtice. 1.3.19.b.
reels. 2.5.378.a.
de perſonnes. 1.1.1.a. 2.9.529.a.
Duché. 1.4.31.a.
Ducs.

E.

Eaues & Foreſts. 1.11.69.a.
Eaues & Riuieres.
Eccleſche de Fiefs. 2.1.164.b.
Eccleſiaſtiques. 1.1.1.a.
Ecclipſement de Fiefs. 2.1.164.b.
Edifice. 2.9.529.a.
Education & entretenemens de mineurs. 2.12.627.a.
Egliſe. 1.1.1.a. / 1.21. / 2.1.164.b. / 2.2.304.a.
Edifices & Baſtimens. 2.9.529.a.
Election de Tuteurs. 2.12.627.a.
Election de conuenances. 2.10.548.b.
Election de communauté.
Emancipation. 1.1.1.a. / 2.10.548.b.
Empeſchement & Saiſie. 2.1.164.b. / 2.2.304.a.
Empeſchement de chemins. 1.5.34.a. / 2.9.529.a.
Emphyteoſe. 2.5.378.a.
Emphyteote. 2.1.164.b.
Contract Emphyteotique. 2.2.304.a. / 2.5.378.a.
Encheres. 2.8.502.b.
Encheriſſeurs. 2.15.767.a.
Encis. 2.3.19.b.
Reſſorts & Enclauemens. 1.15.101.a.
Enclaues & Reſſorts.
Meriage Encombré. 2.10.548.b.
Encourement. 2.1.164.b.
Endoſſement. 2.2.304.a.
Enfans ſerfs quel condition doiuent ſuiure. 1.2.10.a.
Enfans. 2.12.627.a. / 2.15.697.b.
Enfans mineurs. 2.12.627.a.
Enfans expoſez. 2.12.627.a.
Enqueſtes. 1.22.120.a.
Enſaiſinement. 2.1.164.b. / 2.2. / 2.7.436.b.
Enſeignement de Loy. 1.5.34.a.
Choſe Entiercee. 2.8.502.b.
Entiercement.
Entrage. 2.2.304.a.
Entraueſtiſſement. 2.13.648.a.
Entree ou droict d'entree. 2.2.304.a.
Frammes. 1.5.34.a.
Terres Ermes. V. Hermes.

Source : BIU Cujas

Erremens. 1.22.120.a.
Droict d'Escas. 2.2.304.a.
Eschange. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.7.436.b.
Escheance. 2.1.164.b.
Escheute. 2.2.304.a.
Eschoitte. 2.15.697.a.
Eschelle. 1.3.19.b.
Escherpilleurs. 1.26.149.a.
Escheuer la chaleur. 2.9.529.a.
Escheuins. 1.116.111.b.
Escheuinage. 2.1.164.b.
Escleseche. 1.12.76.a.
Escouppieres. 1.22.120.a.
Escritures. 2.1.164.b.
Escroe & Declaration. 2.9.529.a.
Esgards & Iurez. 2.9.529.a.
Esgouts. 1.6.43.a.
Espaues. 1.6.43.a.
Espauité. 2.1.164.a.b.
Esperons dorez. 2.6.420.a.
Espiciers. 2.2.304.a.
Esponces d'heritages. 1.12.76.b.
Esporle. 1.3.19.b.
Esquierres de Clochiers, 1.26.149.b.
Essief. 1.7.54.b.
Essorilez. 2.9.529.a.
Establage ou Estallage: 1.6.43.a.
Estables. 2.1.164.b.
Estage. 1.3.19.b.
Estages. 2.9.129.a.
Estagiers ou Estagiers. 1.11.69.a. 2.1.164.b.
Estallons des fusts à vin d'Orleans ou Estallons de poids ou mesures.
Estangs.
Les trois Estats. 1.3.19.b.
Estat & qualité des personnes. 1.1.1.a.
Lettres d'Estat. 1.22.120.a.
Estelons. 1.11.69.a.
Nouuelles Esteulles. 1.5.34.b.
Estimation commune d'vn Rachat. 2.1.164.b.
Estoc. 2.7.436.b. 2.15.697.b.
Estocage.
Estrangers. 1.22.120.a.
Estrayeres. 1.6.43.a.
Estrousser. 2.16.767.a.
Euiction. 1.22.120.a. 2.7.436.b.
Executions. 2.8.502.b.
Executeurs testamentaires. 2.14.677.a.
Exceptions. 2.5.378.a.
Excez. 1.26.149.a.
Excommunication.
Exemptions de Four à Ban &c. 1.8.61.a.
Exemptions par Appel. 1.24.142.a.
Exemptions de subsides &c. 1.1.1.a.
Exheredation. 2.15.697.b.

Exhibition de
- Lettres. 2.1.164.b. 2.2.304.a 2.7.436.b.
- Conuétions, traictz, marchez & obligations. 1.22.120.a.

Exiguer. 2.5.378.a.
Exoines. 1.22.120.a.
Exploicter le Fief. 2.1.164.b.
Exploict du Seigneur.
Exploict Domanier.
Exploict
- de Cour. 1.15.101.a.
- d'Adiournement. 1.21.118.a.
- De Sergent. 2.8.502.b.
- De Iustice.

Exponce & Quittance. 2.5.378.a.
Exponsion.
Extrayeres. 1.6.43.a.

F.

Fabrique. 2.1.164.b.
Fabriqueurs.
Façons de vignes. 1.14.98.b.
Facteurs en faict de marchandise. 2.5.378.a.
Faute ou Defaut d'homme. 2.2.164.b.
Droict de Fautrage. 1.7.54.b.
Faux Adueu. 2.2.164.b.
Crime de Faux. 1.26.149.a.
Faux vendeurs.
Faux Tabellions &c.
Faux Monnoyeurs. 1.5.34.a. 1.26.149.a.
Faux Tesmoings. 1.26.149.
Iurisdiction de Faymi-dret. 1.3.19.b.
Feage. 2.5.378.a.
Felonnie. 2.2.1.164.b.
Femme suruiuant. 2.10.548.b. 2.13.648.a.
Femme mariee. 2.1.164.b. 2.10.548.b.
Femme vefue. 1.1.1.a. 2.10.548.b.
Femme se remariant. 1.1.1.a. 2.12.627.a
Femme marchande publique. 1.1.1.a. 2.10.548.b.
Feneſtres ou troux. 2.9.529.a.
Fermage. 2.1.164.b.
Fermance Vesaliere. 1.15.101.a.
Ferme, contre-ferme. 1.22.120.a
Fermes. 2.5.378.a.
Fermier.
Fermier.
- Du reuendage. 2.8.502.b.
- Des exploicts & amendes.
- De Iustice.
- Des exploicts & amendes. 1.5.34.a.

Source : BIU Cujas

Indice general

ermier ou Maiſonnier. 2. 5. 378. a.
Droicts de Feſtage. 2. 2. 304. a.
Feſtes & Feries. 1. 15. 101. a.
Feur l'emplage. 2. 1. 164. b.
Feu. 1. 14. 98. b. — 2. 2. 304.
Fideicommis. 2. 14. 677. a.
Fief. 2. 1. 164. b.
Filets. 2. 9. 529. a.
Fils de famille. 1. 1. 1. a. — 2. 13. 648. a. — 2. 15. 697. b.
Filles. 2. 1. 164. b. — 2. 2. 304. a. — 2. 13. 648. a. — 2. 14. 677. a. — 2. 15. 697. b.
Fins de non receuoir. 2. 6. 420.
Fiuater ou Fiuaters. 2. 1. 164. b. — 2. 2. 304. a.
Flegards. 1. 3. 19. b.
Fleſtrir. 1. 3. 19. b.
Fleuues. 1. 11. 69. a.
Folle enchere. 2. 5. 378. a. — 2. 16. 767. a.
Foy & hommage. 2. 1. 164. b.
Foires & marchez. 1. 4. 31. a.
Fondateurs des Egliſes. 1. 9. 69. a.
Iuſtice ou Seigneurie Fonciere. 1. 3. 19. b.
Seigneur Foncier. 1. 3. 19. b.
Droict de Forage. 1. 7. 54. b.
Forains. 2. 1. 22. 120. a. — 2. 5. 378. a. — 2. 8. 502.
Forban. 1. 26. 149. b.
Forbannir. 1. 22. 120. a.
Forcluſion. 1. 11. 69. a.
Foreſts. 1. 26. 149. a.
Forfaict. 1. 5. 34. a.
Forfaictures & Confiſcations. 2. 9. 529. a.
Forges. 1. 26. 149. a.
Foriurer le pays. 1 2. 10. a.
Formariage. 1. 26. 149. a.
Partie Formelle ou Formee. 2. 1. 164. b.
Formoture. 1. 5. 34. a.
Forte clameur. 2. 9. 529. a.
Foſſes ou Foſſez. 2. 9. 529. a.
Foſſes à latrines. 1. 3. 19. b.
Fouage. 2. 7. 436. — 2. 15. 697.
Fourchage. 1. 3. 19. b. & 14. 31. a.
Fourches patibulaires. 2. 1. 164. b.
Fourgagement. 2. 9. 529. a.
Fours. 1. 8. 61. a. — 2. 1. 164. b.
Fours banniers ou non. 2. 9. 129. a.
Fourniers. 1. 8. 61. a.
Fourniſſemens. 2. 4. 372. b.

Frairies & Communautez. 2. 1. 164. b. — 2. 9. 304. a.
Frais des proces. 1. 3. 19. b.
Frais des Saiſies & Criees. 2. 1. 164. b. — 2. 2. 304. — 2. 8. 502. b. — 2. 16. 767. a.
Francs deniers. 2. 1. 164. b. — 2. 2. 304. a.
Franc prix. 2. 2. 304. a.
Franches perſonnes. 1. 1. 1. a. & 1. 2. 10. a.
Franchiſes. 1. 2. 19. b. — 1. 26. 149. a.
Franqueſmes. 2. 2. 304. a.
Frareuſeté. 2. 7. 436. a.
Frareſcheurs. 2. 1. 164. b. — 2. 6. 420. a. — 2. 15. 697. b.
Forces. 1. 3. 19. b.
Flos.
Fronds.
Fruict de ventre quel condition ſuit. 1. 1. 1. a.
Fruicts des heritages. &c. 2. 2. 392. b. — 2. 7. — 2. 10 548. b.
Fumiers des meſtairies &c. 2. 5. 378. a.
Furemplage. 2. 1. 164. b.
Furieux & inſenſez. 1. 26. 149. a. — 2. 12. 627. a.
Furt qualifié. 1. 26. 149. a.
Liurement de Fuſt. V. Liurement.
Fuſtage. 1. 14. 98. b.
Fuye & Colombier. 1. 14. 98. b. — 2. 1. 164. b.

G.

Gabariers. 1. 7. 54. b.
Gabellos. 1. 1. 1. a.
Gagerie. 2. 1. 164. b.
Gagerie de Rachat. 2. 5. 378. b.
Gage. mort. 2. 8.
Gage. vif.
Gage-plege. 2. 1. 164. b.
Gage de Rachat. 2. 1. 164. b.
Gageure de Rachat. 2. 1. 164. b.
Terres Gaignables. 1. 6. 43. a. — 1. 12. 76. a.
Gaigne. 2. 10. 549. b.
Gambage. 1. 7. 54. b.
Droicts de Gants ou Ganrs. 2. 2. 304. a.
Garde Noble. 2. 12. 627. a.
Gardiens Bourgeoiſe. Nobles. Bourgeois.

Source : BIU Cujas

Garde de Iuſtice. 1.15.101.a.
Garde de biens. 2.8.502.b.
Gardien de Iuſtice ou Gardié de meubles.
Gardes de corps.
Gardes Liges. 2.1.164.b.
Gardes deues aux Chaſteaux des Seigneurs.
Gardes & mageurs. 1.21.118.a.
Garde-maneurs. 1.22.120.a.
Garde faicte. 1.12.76.b.
Garant ou Garend. 1.22.120.a.
Garandie ou Garentie
Garennes. 1.13.96.b.
Garieurs. 2.1.164.b.
Tenir en Gariment. 2.1.164.b. 2.5.378.a.
Garniſſemens & Conſignations. 2.7.436.b.
Garniſon de mains. 2.5.378.b.
Gaſtier. 1.12.76.b.
Gaſtines.
Gaudence. 2.2.304.a.
Citoſes Gayues. 1.6.43.a.
Gens-d'armes. 1.26.149.a.
Gens de Pote. 1.2.9.b.
Gens de meſtier. 2.6.420.a.
Gens de Corps. 1.2.9.b.
Gens de main-morte. 2.1.164.b.
Gens d'Egliſe. 2.2.304.a.
Gens d'Ordonnance. 2.8.
Giber. 1.3.19.b.& 1.4.31.a.
Giron V. Tendre.
Glanage 1.14.98.b.
Glaneurs.
Glandage ou Glandee. 1.11.69.a.
Gorſe. 2.9.529.a.
Arpenteurs & Goulleurs ou Gauleurs. 2.9.129.a.
Gourts. 1.1.69.a.
Goutieres. 2.9.529.a.
Graces & Remiſſions. 1.26.149.a.
Temps de Granier. 1.11.69.a.
Grains. 2.5.378.a.
Grands Tours. 1.15.101.a.
Grappeurs ou Grappetteurs. 1.14.98.b.
Grauoirs. 2.9.529.a.
Greffiers. 1.17.114.b.
Graniers aſſignez. 2.5.378.a.
Griefs. 2.24.142.a.
Gruyer. 1.11.69.a.
Droict de Grurie.
Guarlande ou Guirlande. 2.10.548.b.
Guerb. 3.12.76.b.
Guerpine. 1.2.10.a.
Guerpiſon. 2.5.378.b.
Gueſuer. 2.2.304.a.
Gueruement. 2.5.378.b.
Droict de Guet. 2.1.164.b
Guet à pens. 1.26.149.a.
Gueteurs de Chemins.
Gulpine. 2.5.378.b.

H.

Habitans. 1.12.76.b.
Habits. 2.10.548.b.
Haro. 1.26.149.a.
La Hart. 1.3.19.b.
Haut Iuſticier. 1.3.19.b.
Hayes. 2.9.529.a.
Hebergement. 2.1.164.b.
Herbages. 1.12.76.b.
Droict d'Herbage vif & mort. 1.7.54.b.
Heritages defenſables. 1.2.10.a.
Heritages. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.7.436.b. 2.13.648.a. 2.15.697.b.
Heritiers. 2.15.697.b.
Heritiers. ſimples. ſous benefice d'inuentaire. conuentionnels. eſtrangers. 2.15.697.
Heremps. 1.12.76.b.
Terres Hermes & vacans. 1.6.43.a.
Hoiries. 2.1.164.b.
Aduancement d'hoirie ou ſucceſſion. 2.1.164.b. 2.3.302.b. 2.13.648.a. 2.15.697.b.
Hommage. 2.1.164.b.
Hommes de Fief. 2.1.164.b.
Hommes & Vaſſaux.
Homme viuant & mourant. 2.1.164.
Hommes de corps. condition. main-morte. 1.2.9.b.
Homicides. 1.26.149.a.
Hoſpital & Maladerie. 1.4.31.a. 2.14.677.a.
Hoſtages & Peſcheries. 1.16.
Pains d'Hoſtellage. 2.2.304.a.
Deſpens d'Hoſtellage. 2.5.378.a.
Droicts d'Hoſtellage. 2.7.436.b. 2.8.502.b.
Hoſtelliers. 1.17. 2.5.378.a.
Rapports & Hoſtigemens. 2.5.378.a.
Huictieme. 1.3.19.
Huis ou feneſtre dependus. 2.2.304.a.
Action Hypothecaire. 2.5.378.a.
Requeſtes perſonnelles & Hypothecaires. 2.5.378.a.
Hypotheques. 2.5.378.a.

I.

Iambes ou Iambages. 2.9.529.a.
Iauge.
Iaugeur. 1.14.98.b.

Source : BIU Cujas

Indice General

Fect de Fossé. 2.9.529.a.
Immeubles. 2.3.362.b.
Immunitéz & Franchises. 1.26.149.a.
Impositions. 1.1.1.a.
Impostz. 1.1.1.a.
Incendies. 1.26.149.a.
Droict d'Indemnité. 1.2.10.a. 2.1.164.b.
Infame. 1.26.149.a.
Infeodation. 2.1.164.b.
Informations. 1.26.149.a.
Infraction de Saisie. 2.1.164.b. 2.2.304.a.
Inionction Sauuegarde ou Asseuremens. 1.22.120.a.
Iniure. 1.26.149.a. 2.6.420.a.
Inquant. 2.8.502.b.
Insinuation. 2.13.648.a.
Peremption d'Instance. 1.22.120.a
Institution d'heritier. 2.15.697.b.
Institution d'heritier faicte par contract de mariage. 2.15.697.b.
Interdiction de biens. 2.12.627.a.
Interest ciuil. 1.26.149.a. 2.6.420.a. 2.10.548.b.
Interruption. 2.5.378.a. 2.6.420.a.
Intimation. 1.24.142.a.
Intimé.
Inuentaire de biens. 2.10.548.b. 2.12.627.a. 2.14.677.a. 2.15.698.a.
Inuestiture. 2.1.164.b.
Inuestizon. 2.1.164.b.
Ioinction en cause. 1.22.120.a.
Iouer de son Fief. 2.1.164.b.
Iours seruants. 1.15.101.a.
Ioyaux. 2.10.548.b.
Grands Iours d'Auuergne. 1.15.101.a.
Droict d'Issue & entree. 2.2.304.a.
Iugemens dõnez contre La femme. Fils de famille. 1.1.1.a.
Iuges. 1.15.101.a. 1.17.114.b. 1.23.140.a. les habitans de Bourges. 1.26.149.a.
Iuges de Fiefs. 2.1.164.b.
Iurats. 1.15.101.a.
Droict de Iuree. 1.2.9.b.
Iuré de Cattel. 2.8.502.b. 2.10.549.b.
Iuré de la Paix. 2.8.502.b.
Iurez & Experts. 2.9.529.a.
Iurisdictions. 1.15.101.a.
Iustice Haute. Moyenne. Basse. Censuelle. 1.3.19.b.
Iustice n'argue le Fief. 1.3.19.b.
Iuueigneur. 2.1.164.b.
Iuueigneurie. 2.1.164.b. 2.15.697.a.

L.

Laboureurs. 2.6.420.a.
Ladres. 1.5.34.a. 1.14.98.b.
Layer. 1.11.69.a.
Laiz. 2.1.164.b.
Langayeur. 2.5.378.a.
Lar. 2.1.164.b.
Larcin. 1.26.149.a.
Larrons.
Latrines. 2.9.529.a.
Legataires. 2.14.677.a. 2.13.648.a.
Legats ou legs. 2.14.677.a. 2.15.697.b.
Legitime deue aux enfans. 2.13.648.a. 214.6677.a. 2.15.697.b.
Lettres perpetuelles ou non. 1.25.148.a.
Lettres de mixtion. 1.22.120.a.
Lettres en ferme. 2.2.304.a.
Lettres d'Estat. 1.22.120.a.
Lettres rogatoires. 1.22.120.a.
Leuage. 1.7.54.b.
Lez & costé. 2.7.436.b. 2.15.697.b.
Libellance. 2.2.304.a.
Libelle. 1.22.120.a.
Liberté. 1.2.10.a.
Lieu de mariage. 2.10.548.b. seruitude. 1.2.9.b.
Lieue de Moulin. 1.8.61.a.
Lieutenant general & particulier. 2.15.101.a.
Lige hommage ou homme Lige. 2.1.164.b.
Lignage. 2.7.436.b.
Ligne. 2.15.697.b.
Double Ligne. 2.15.697.b.
Lignagier ou Lignager. 2.1.164.b. 2.7.436.b. 2.15.697.b.
Litige. 1.9.69.a.
Littres. 1.4.34.a.
Liurement de fust & de terre. 2.1.164.b.
Locateur ou Locataire. 2.5.378.b.
Lods & ventes. 2.2.304.a.
Lots ou Loties. 2.15.697.b.
Louages. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.3.362. 2.5.378.a.

Source : BIU Cujas

Loyers de maiſons &c. 2. 5. 378. 2. 8.
Louage louagers. 2. 3. 362. b. 2. 5. 378. a. 2. 8. 502. b.
Louandier. 2. 5. 378. a.
Loy ou amende. 1. 5. 34. a.
Villes de Loy. 1. 5. 34. a. 2. 8. 502. b.
Loy & Bourgage. 2. 8. 502. b.
Loy apparoiſſant. 1. 22. 120. a.
Luminiers.
Loyaux Aydes. 2. 1. 164. b.

M.

Maçons. 2. 6. 420. a. 2. 9. 529. a.
Macquerelles. 1. 26. 149. b.
Mettre la Main au Baſton. 2. 1. 164. b.
Main de Iuſtice. 2. 1. 164. b.
Main de Cour. 2. 5. 378 a.
Main de Loy. 2. 8. 502. b.
Main Noble. 2. 1. 164. b.
Main Moyenne. 2. 15. 697. b.
Main Tierce.
Main aſſiſe. 2. 1. 164. b. 2. 1. 304. a. 2. 16.
Main-leuee.
Main-miſe. Feodale 2. 1. 164. b.
Main-miſe. Cenſuelle. 2. 2. 304. a.
Heritages de Main-ferme. 2. 15. 697. b.
Main-mis. 1. 2. 10. a.
Main-morte. 1. 2. 10. a.
Heritages Main-mortables. 1. 2. 10. a.
Homme ou Gens de Main-morte. 1. 2. 10. a.
Droict de Martaille. 1. 2. 10. a
Mortemains. 1. 2. 10. a.
Main pleine. 2. 8. 502. b.
Main ſouueraine. 2. 1. 164. b.
Maintenue & Garde. 2. 4. 372. b.
Maire Mairie. 1. 16. 111. b.
Maires & Eſcheuins.
Mayeur & Eſcheuins. 1. 16. 111. b.
Droict de Mairie & Communauté.
Droict de Maiſneté. 2. 15. 697. b.
Maiſnez. 2. 1. 164. b. 2. 15. 697. b
Maiſon de Deſpens. 1. 21. 118. a.
Maiſon bruſlee. 1. 26. 149. b.
Maiſonnages. 2. 3. 362. b.
Maiſonnier.
Maiſtres de Ieux de paulme. 2. 6. 420. a.
Maiſtre de Communauté. 2. 10. 548. b.
Maletoſte. 1. 1. 1. a.
Maleuots. 2. 81. 502. b.
Mambours. 1. 2. 10. a. 2. 10. 548 b.
Mambournie ou Mamburnie.
Manans & Habitans. 1. 12. 76. b.

Mauoir. 2. 1. 164. b. 2. 3. 362.
Manoirs anciens. 2. 1. 164. b. 2. 15. 697. b.
Maneuures. 1. 2. 9. b. 2. 8. 502.
Mandement. 2. 5. 378. a.
Manſionner. 2. 5. 378. a
Manumiſſion. 1. 2. 10. a
Maraſtre. 2. 15. 697. b.
Marc d'argent. 2. 1. 164. b.
Droict de Marchage. 1. 12. 76. b.
Marc chaines. 2. 3. 362. b.
Marchandiſe. 2. 5. 378. a.
Marchans. 2. 6. 420. a.
Droict de Marché. 1. 4. 31. b.
Marchez. 2. 5. 378. a.
Marciage. 2. 2. 304. a.
Mareſchaux. 2. 6. 420. a.
Mareſchauſſees. 2. 3. 362. b.
Marets ou Communautez. 1. 11. 69. a.
Marglifſeurs ou Marguilliers. 2. 1. 164.
Mariage aduenant. 2. 15. 697. b.
Mariage. 1. 5. 34. a. 2. 10. 548. b. 2 13. 648. a.
Mariez. 2. 15. 697. b.
Droict de Mariage entre Serfs. 1. 2. 10. a.
Mari. 2. 10. 548. b. 2. 2. 304. a.
Marmentau. 2. 1. 164. b. 2. 2. 648. a.
Maſure. 2. 1. 164. b.
Matieres Priuilegiees. 2. 5. 378. b
Matieres Sommaires. 1. 22. 120. a'
Matieres Poſſeſſoires. 2. 4. 372. b.
Matieres Petitoires.
Matrimoine. 2. 15. 697. b
Biens Matrimoniaux. 2. 15. 697. b.
le Mauuais emporte le bon. 1. 2. 10. a.
Medecins. 1. 26. 2. 6. 420.
Meffaicte Couſtumiere. 1. 5. 34. a.
Menee. 1. 21. 118. a.
Mercenaires. 2. 6. 420. a.
Merciers. 2. 6. 420. a.
Morts de Iuſtice. 1. 3. 10.
Morts de Gibet.
Mere. 2. 1. 164. b. 2. 10. 548. b. 2. 12. 627. a. 2. 15. 697. b.
Merin. 2. 8. 502. b
Meſſages. 1. 21. 118. a.
Meſſagerie.

Indice General

Messagers Iurez 1.21.118.a.
Messier. 1.12.76.b.
Mestayer Partiaire. 2.5.378.a.
Mestayer. 2.9.529.a.
Mesureurs. 1.3.19.b. 1.14.98.b. 2.2.304.b. 2.9.529.a.
Mesures.
Meubles. 2.3.362.b.
Mex ou Meix, 1.2.9.a.
Mineurs. 2.5.378.a. 2.12.627.a. 2.13.648.a.
Mineurs & femmes en quels cas peuuent ester en iugement, s'obliger, contracter ou non. 1.1.1.a.
Minus. 2.1.164.b.
Mise de faict. 2.5.378.a.
Moyen Iusticier. 1.3.19.b.
Moison de grains &c. 2.3.362.b.
Moisonnier. 2.5.378.b.
Moissines. 1.14.98.b.
Monastere. 2.15.697.b.
Droict de Monneage. 1.10.69.a.
Monstree ou Veue. 1.22.120.a.
Montenage ou Montonnage. 1.7.54.b.
Le mort saisit le vif. 2.15.697.b.
Mortaille. 1.2.10.a.
Mortemain.
Mort-gage. 2.1.164.b.
Motte Seigneuriale. 2.1.164.b.
Droict de Moulage.
Droict de bastir Moulin.
Moulin Bannier ou non. 1.8.61.a.
Mousnier.
Moutonnage. 1.7.54.b.
Mouuance de Fiefs. 2.1.164.b.
Murailles moitoyennes ou non. 2.9.529.a.
Murs moitoyens ou communs. 2.9.529.a.

N.

Naissant. Propre. Conuentionnel. 2.3.362.b.
Namps. 2.8.
Nantir. 2.5.378.a.
Nantissement. 2.5.378.a.
Nature & condition des heritages Feodaux.
Nature & condition de biens.
Nau. 2.9.529.a.
Maistres de Nauire. 2.5.378.a.
Nauire. 2.3.362.b.
Nepueux, Niepces. 2.1.164.b. 2.15.697.b.
Ny. 1.22.120.a. 1.1.1.a.
Noble. 2.1.164.b. 2.10.548.b.
Noblesse. 2.12.627.a. 2.15.697.b.
Nommee. 2.1.164.b.
Notaires. 1.4.31.a. 1.20.116.a.
Notaires Ecclesiastiques. 1.20.116.a.
Notes d'vn Notaire. 1.20.116.a.
Nouation de Plege. 2.5.378.a.
Cas ou matiere de Nouuelleté. 2.4.372.b.
Droict de Nouuel Acquest. 2.1.164.b.
Nouueau Titre. 2.2.304.a. 2.5.378.a.
Fief & Nuesse. 2.1.164.b.

O.

Obeissance. 1.3.19.b. 1.8.61.a.
Obiects de tesmoins. 1.22.120.a.
Droict d'Obligages.
Droict d'Oblie. 2.2.304.a.
Obligations. 2.3.362.b.
Obligéz. 2.5.378.a. 2.8.502.b. 2.16.767.a.
Droict d'Obole. 1.20.116.a.
Obseques & funerailles. 2.10.548.b.
Oeuures de Loy. 2.14.677.a. 2.15.697.b.
Offices venaux. 2.3.362.b. 2.16.767.a.
Offices.
Officiers. 1.15.101.
Offres faictes par le Vassal. 2.1.164.b.
Retraiant lignager. 2.7.436.b.
Oisifs & vagabons. 1.26.149.a
Opposition. 2.1.164.b
Opposans. 2.5.378.a 2.8.502.b 2.16.767.a
Ordonnance de derniere volonté. 2.13. 2.14.677.a 2.15.697.b
Ordre des creanciers opposans. 2.16.767.a
Ordures & Immondices. 1.14.98.b
Ostage. 2.8.502.b.
Droict d'Ostizes. 2.2.304.a.
Ousclage. 2.10.548.b
Outrages faicts à sergens ou ministres de Iustice. 1.26.149.a.
Ouuerture de Fiefs. Rachat. 2.1.164.b.
Vendanges. 1.14.98.b.
Oyes & canes. 1.12.76.b. 1.14.98.b.

Source : BIU Cujas

P.

Padouir. 1.12.76.b.
Paduentage. 1.12.76.b.
Padouens & Paſturages. 1.12.76.b.
Mettre hors de Pain. 2.12.627.a. / 1.1.1.a.
Pains d'Hoſtellage. V. Hoſtellage.
Pairs & Compagnons. 2.1.164.b.
Pairries. 2.1.164.b.
Paiſſons. 1.12.76.b. / 2.11.69.a.
Paix de la Ville. 1.26.149.b.
Leuer la Palee & VVaſon. 2.16.767.a.
Palmee. 2.16.
Pancarte. 1.7.54.b. / 2.16.767.a
Pannonceau Royal. 2.16.767.a.
Biens ou heritages Papoaux. 2.3.362.b
Biens de Papoadge. 2.15.697.b.
Parage. 2.1.164 b.
Parager. 2.1.164 b.
Parageau. 2.1.164 b.
Parcie. 2.2.304.
Parcieres. 2.2.304.
Parçon. 2.15.697.b.
Parchon. 2.15.697.b.
Parcours ou Procours. 1.1.1.a. / 1.2.9.b.
Pardons. 1.26.149.a.
Parens. 2.1.164.b. / 2.13.648.b. / 2.14.677.a. / 2.15.697.b.
Parentage. 2.7.436.b. / 2.15.697.b.
Droict de Pariage. 1.7.54.b.
Le Pariſis. 2.12.627.a.
Pariure. 1.26.149.b.
Parnage. 1.11.69.a
Parpaigne ou Perpeignes. 2.9.529.a.
Parquet. 1.15.101.a.
Part prenant, Part mettant. 2.1.164.b.
Partage de Comté, Vicomté &c. 2.1.164.b.
Partage de Pere & mere entre leurs enfans.
Partage entre Nobles, Roturiers, ou Couſtumiers, conioincts par mariage. 2.1.164.b. / 2.10.548.b.
Partage entre Communs, perſonnes annoblies, de Baſtards, Serfs. 2.10.548.b. / 2.1.164.b. / 2.15.697.b. / 1.6.43.a. / 1.2.10.a.
Vn parti tout eſt parti. 1.2.10.a.
Partie formee ou formelle. 1.26.149.a.
Paſnage ou Pennage. 1.11.69.a.
Paſquis. 1.12.76.b.
Droict de Paſſage. 2.5.378.a. / 2.9.529.a.
Paſſementiers. 2.6.420.a.
Droict de Paſturage. 1.12.76.b.
Puiſſance paternelle. V. Puiſſance.
Droict de Patronage. 1.9.69.a.
Droict de Paué. 2.9.529.a.
Paueurs. 2.1.164.b. / 2.2.304.a. / 2.5.378.a. / 2.7.436.b. / 2.10.548.b. / 2.15.607.b.
Payemens.
Droict de Peage. 1.7.54.b
Peagerie. 1.7.54.b
Peagers. 2.9.129.a.
Chemin Peager. Peageau.
Droict de Pellage. 1.7.54.b.
Pere. 1.1.1.a. / 2.1.164.b. / 2.3.362.b. / 2.13.648.a. / 2.15.697.a.
Pere a l'vſufruict des choſes donnees à ſes enfans. 1.1.1.a.
Peremption d'inſtance. 1.22.120.a.
Peres ou Perots. 2.11.601.b.
Perpriſon. 2.2.304.a.
Perſonnes. Nobles, Roturieres, Franches, Serues. 1.1.1.a. / 2.1.164. / 2.13.648.a. / 2.15.697.b.
Perſonniers. 2.10.548.b.
Peſche. 1.11.69.a.
Droict de Peſcherie. 1.11.69.a.
Le pied ſaiſit le chef. 2.9.129.a.
Pigeons. 1.14.98.b.
Pillier & Carcan.
Pillori. 1.3.19.b.
Places iardins ou terres vuides ioignans les meurs d'autruy &c. 2.9.529.a.
Plaids generaux. 1.15.101.a.
Plaids, & Aſſiſes. 1.3.19.b.
Plaincte ou Clain. 1.22.120.a.
Plaintifs. 1.26.149.a.
Plaincte à Loy. 1.22.120.a.
Plantages de Bournes d'Ayes.
Plantins. 1.3.19.b.
Plaict & Cheual de ſeruice, ou Plect. 2.1.164.b.
Plege & caution. 2.5.378.a.
Plege de Douaire. 2.11.601.b.
Plegemens ou Arreſts. 2.4.372.b.
Plegeur.
Pleine Cour. 1.3.19.b.
Plein Fief. 2.1.164.b.
Pleuine. 2.5.378.a.
Pluane. 2.2.304.a.
Poids du Roy. 1.3.19.b.
Droict de Pontenage. 1.7.54.b.
Porter la foy & hommage. 2.1.164 b.
Choſe Poſturable ou Paſturable. 1.6.43.

Source : BIU Cujas

Indice General

Gens de Pote. 1.1.1.a.
Porcs ou Pourceaux. 1.12.76.b. 2.5.378.a.
Port d'armes. 2.4.372.b.
Poſſeſſion. 2.1.164.b. 2.4.372.b
Poſſeſſion & ſaiſine. 2.4.372.b.
Poutres. 2.9.529.a.
Pourceaux. 1.12.76.b.
Pourprinſe. 2.1.164.b.
Pourpris. 2.1.164.b.
Droict de Pourſuite. 1.2.10.
Prairies. 1.12.76.b.
Droict de Preage. 1.7.54.b.
Prez. 1.12.76.b.
Precloſtures. 2.1164.b.
Preeminence és Egliſes. 1.1.1.a.
Droict de Prelation. 2.7.436.b.
Prelats, Eueſques. 1.7.54.b.
Retraict de Premeſſe. 2.7.436.b.
Preneur de beſtes. 1.12.76.b. 2.5.378.a.
Preneur d'heritages à cens, rente, ou ferme. 2.1.164.b. 2.2.304 a. 2.5.378.a
Preſcription. 1.8.61.a. 2.1164.b. 2.6.420. 1.2.9.
Preſens. 2.6.420.a
Preſentation. 2.1.164.b. 2.2304.a. 2.7.436.b.
Preſſouer. 1.8.61.a.
Preſts.
Dict de Preudhommes.
Preuention. 1.22.120.a. 1.26.149.a.
Preuoſts. 1.15.101.a.
Preuoſts & Receueurs. 1.3 19.b.
Preuue. 1.22.120.a
Prin Fief. 2.1.164.b.
Prinſe de corps. 2.2 304.a. 1.26.149.b.
Priſage. beſtes. 1.12.76.b.
Priſee de terre. 2.2.304.a.
Priſe de Poſſeſſion. 2.1.164.b. 2.4.372.b. & 2.7.436.b.
Priſeurs Iurez. 2.2.304.a.
Priſons. 1.26.149.a.
Priſonniers.
Priuez. 2.9.529.a.
Priuileges. 2.5.378.a. 2.8.502.b.
Priuilege Clerical. 1.26.149.a.
Priuilege des Nobles. 1.1.1.a. 2.10.548.b
Proces ordinaire. 1.22.120.a
Proces ciuils.
Proces criminel ou extraordinaire. 1.26.149.a.
Proche Fief. 2.1.164.b.
Procureur du Roy, ou Fiſcal ou d'office. 2.12.627.a.
Procureur des parties. 1.19.114.b.
Procurations. 1.19.114.b.
Prodigalité. Prodigue. 2.14.677.a.
Production des parties. 1.22.120.a.
Profit Feodal. 2.1.164.b. Cenſuel. 2.2.304.a.
Proiſme ou Proeſme. 2.7.436.b.
Promoteur d'Office. 1.26.149.b.
Propre heritages Conuentionnel. 2.3.36.b.
Proprietaire. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.5.378.a.
Droict de Proprieté. 2.4.372.b.
Prorogation de iuriſdiction. 1.15.101.a.
Prouiſion. 1.22.120.a.
Proxenetes. 2.5.378.a.
Proximité. V. Retraict.
Publication d'Enqueſte. 1.22.120.a.
Bois en Puel. 2.1.164.b. 2.2.304.a.
Puiſnez. 2.1.164.b. 2.15.
Puiſſance de Fief. 2.1.164.b.
Puiſſance Paternelle. 1.1.1.a.
Puits à Marne. 2.9.529.a.
Punition. 1.26.149.b.
Purges. 2.16.767.a.

Q.

Qualité & difference de biens. 2.3.62.b. perſonnes 1.1.1.a. & 1.2.10.a.
Quarantaine. 2.1.164.b.
Quart denier. 2.2.304.a.
Quarteron. 2.1.164.b.
Queſtaud. 1.2.10.
Queſte. 2.2.304.
Quittance & Exponſe. 2.5.378.a.
Quinquennelles. 2.5.378.a.
Droicts de Quint & Requint. 2.1.164.b.
Quint de viure. naturel. datif. viager. 2.1.164.b. 2.15.797.b
Quintaine. 1.5.34.a.
Quintemeut. 2.15.797.b.

R.

Droict de Rachat ou Relief. 2.1.164.b.
Rachat rencontré. 2.1.164.b.
Faculté de Rachat. 2.1.164.b.
Racquits de Rente. 2.10.548.b.
Radots. 1.11.69.a.
Ramage. 2.7.
Ramener à faict. 1.22.120.a. 2.5.378.a.
Rappel de Ban. 1.26.149.b.
Rappel de ſucceſſion. 2.15.697.b.

Source : BIU Cujas

Rapport & Denombrement. 2.1.164.b.
Rapports qui se doiuent faire en Partage. 2.15.677.a.
Rapport de main pleine. 2.8.502.b.
Rapport du Sergent.
Rapports d'heritage. 2.5.378.a.
Rappropriér à sa Table. 2.1.164.b.
Rapt, Rapteurs. 1.26.149.a.
Ratraicte. 2.7.436.b.
Rauestissemens. 2.13.648.a.
Rebellions faictes aux Sergens & ministres de Iustice. 1.26.149.a.
Reblandissemens. 1.7.54.b. 2.1.164.b. 2.2.304.a.
Recellee. 2.2.304.a.
Recelleurs. 1.26.149.a.
Reception en Foy & hommage. 2.1.164.b.
Lettres de Recepissé. 2.1.164.b.
Receueur. 2.2.304.a.
Reclain. 1.5.34.a.
Recognoissance. 2.1.164.b. 2.2.304.a.
Recolement de tesmoins. 1.26.
Recompensation ou recompense. 2.13.648.a.
Recompense d'alienatiõ des biẽs de la fẽme 2.10.548.b.
Reconduction tacite. 2.5.378.a.
Reconuention. 2.5.378.a.
Records. 1.21.118.a.
Records de mariage. 2.11.601.b. loy. 2.2.304.a.
Recreance. 2.4.372.b.
Recusations. 1.22.120.a.
Reddition de Comptes. 1.22.120.a.
Redeuances. 2.1.164.b. 2.2.304.a.
Redhibitoire. 2.5378.a.
Regain. 1.12.76.b.
Regale. Droict de Regaler. 2.1.164.b.
Registre des mariages. &c. 2.14.677.a.
Droict de Registre. 2.1.164.b. 2.2.304.a.
Registre des Vests. &c. 2.5.378.a.
Reiect de Fossé. 2.9.529.a.
Reilhage. 2.2.304.
Reintegrande. 2.4.372.b.
Reintegration.
Relaiz. 2.9.529.a.
Reliefs de Fief. 2.1.164.b. cottieres. 2.2.304.a.
Releuoisons à plaisir. 2.2.304.a.
Religieux. 2.1.164.b.
Religieuses. 2.15.697.b.
Reliqua. 2.12.627..a. 2.14.677.a.
Relot ou Relots. 2.2.304.a.
Rembourssement. 2.2.304.a. 2.10.548.b.
Remeré. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.7.436.b.
Remissions. 1.26.149.a.
Remonstrances. 1.26.149.a.
Remuemens. 2.1.164.b.

Renõciation faicte. A la Cõmunauté. 2.10.548.b. En contract de mariage. 2.15.697.b. A succession. 2.15.697.b. A heritage pour le cens, Réte ou hypotheque. 2.5378.a.
Renseigne. 2.16.767.a.
Rentes foncieres. 2.5.378.a.
Rentes constituees à pris d'argent. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.3.362.b. 2.5.378.a.
Rentes volantes. 2.5.378.a.
Rentes Feodales. 2.1.164.b.
Rentier. 2.5.378.a.
Renuois. 1.22.120.a. 1.26.149.a.
Reparations ciuiles. 1.26.149.a.
Reparations. necessaires. 2.5.378.a. 2.11.601.b. viageres de Prs, Chemins & c. 1.7.54.b. de Moulins. 1.8.61.a. communes. 2.9.529.a.
Representatiõ entre mariez 2.10.548.b. 2.7.436.b. 2.15.697.b.
Reprinses à titre de Proximité. fraureuseté. escleche. 2.7.436.b.
Reproches de tesmoins. 1.22.120.a.
Reprocher & Blasmer l'Adueu. 2.1.164.b.
Requart. 2.1.164.b.
Requestes personnelles. 2.5.378.a.
Requisitoire. 1.26.149.b.
Rierefief. Riere-vassal. 2.1.164.b.
Rescare de Four. 1.8.61.a.
Rescission de Contracts. 2.5.378.a.
Rescission de contracts, pour deception d'outre moitié de iuste prix. 2.5.378.a.
Rescousse. 1.12.76.b.
Residence des Officiers. 1.15.101.a.
Respits. 2.5.378.a.
Resseant. 2.1.164.b.
Ressort & Iurisdiction. 1.15.101.a.
Restablissement de Biens. 2.1.164.b. 2.2.b. Fruicts. 2.10.549.b.
Restitution en entier. 2.5.378.a. 2.10.548.b. 2.12.627.a.
Retention. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.7.436.b.
Retenue Feodale. Censuelle. 2.1.164.b.
Retraict Lignagier. 2.1.164.b. Feodal. 2.2.304.a. Censuel. 2.7.436.b. Conuentionnel. 2.7.436.b. de my-denier. 2.1.164.b. 2.7.436.b.

Source : BIU Cujas

Indice General

Retraict à droict de lettres leues. 2.7.436.b.
Retraict de Barre.
Retraicts ou Latrines. 2.9.529.a.
Retraire à la Table & Domaine. 2.1.164.b.
Retraicte. à titre de proximité / de lignage. / de Proximité lignagiere. 2.7.436.b.
Reuendage. 2.8.502.b.
Reuendeurs publics. 1.14.98.b. / 2.8.502.b.
Re-ventons. 2.2.
Re-viure. 1.12.76.b.
Re-vinion à la Table. Donations. Testamens. 2.15.648.a.
Reuocation de
Reuuard. 1.24.142.a.
Rez de Chauſſee. 2.9.529.a.
Riere fiefs. 2.1.164.b.
Riez. 1.11.169.b.
Reuieres. 1.11.169.b.
Rodage. 1.7.54.b.
Rolles de rentes. 2.5.378.a
Rompeis. 2.2.304.
Rompeurs de Boucheture.
Cas de Rompture. 2.5. / 2.11.601.b.
Rongner ſon Fef 2.1.164.b.
Ronteis. 2.2.304.
Rotiſſeurs. 2.6.420.a.
Roturiers. 1.1.1.a. / 2.1164.b.
Gens Roturiers & non nobles. 2.2.304.a.
Droict de Rouage. 2.15.697.b.
Roucins de ſeruice. 2.1.164.b.
Roy. 2.1164.b. / 2.2.304.a.
Biens Ruraux. 2.2.304.
Ruyer. 1.3.19.b.

S.

Sabaters. 1.12.76.b.
Droict de Sacquage. 1.7.54.b.
Droict de Sainctre. 1.12.76.b.
Saillies & Goulots. 2.9.529.a
Saiſine & Poſſeſſion d'acquerir.
Saiſie. Feodale. 2.1.164.b. / Cenſuelle. 2.2.304.a.
Saiſies & Arreſts.
Droict de Saiſine ou Deſsaiſine. 2.2.304.a.
Simple Saiſine. 2.4.372.b.
Cas de Saiſine & Nouuelleté. 2.4.
Salaires. 2.5.378.b.
Saluations. 1.22.120.a.
Sauf-conduit. 1.3.19.b.
Sauf-Reſpit. 2.1.164.b.
Sauuegardes. 1.3.19.b.
Sects. 1.3.19.b.
Droicts de Seaux. 1.4.31.a.
Seel. 1.22.120.a.
Seellé. 2.14.677.a.
Droict de Segreage. 1.7.54.b.
Seigneuries. 1.3.19.b. / 2.1.164.b. / 2.2.304.a.
Seigneurs. Feodaux. 2.1.164.b. / Cenſuels. 1.3.19.b. / Fonciers. 2.1 &2.164.b. / Cottiers. 304. / Iuſticiers. / Vicomtiers. / Chaſtelains. 1.3.19.b. / Barons. / Subalternes.
Sebliers. 2.6.420.a.
Seneſchal. 1.15.98.b.
Seneſchaucee.
Sentences arbitrales. 1.17.114.b.
Sentences. 1.23.140.b.
Sentences executoires non obſtant l'appel. 1.23.140.b.
Sentences paſſees en force de choſe iugee. 1.23.140.b.
Sentences criminelles. 1.26.149.a.
Separation de biens entre le mari & la féme. 2.10.548.b.
Separations & partage des ſerfs. 1.2.10.a.
Sequeſtre ou Sequeſtration. 1.22.120.a.
Serfs. 1.2.10.a.
Sergens. 1.4.31.a. / 1.11.69.a. / 1.21.118.a. / 2.8.502.b.
Sergenteries. 2.16767.a.
Serment de. Fidelité. 2.1.164.b. / Calomnie. 1.22.120.a. / Malice. 1.22.120.a. / Moulans. 1.8.61.a. / Marchans. 2.5.378.a. / Tuteurs. 2.12.627.a. / Nauré ou bleſſé. 1.26. / Tauerniers. / Negotiateurs. 2.5.378.a. / Deſpenſiers.
Seruice de. Plaids. / Fief. / Preuoſté. 2.1.164.b.
Seruiteurs & Seruantes. 2.6.420.a.
Seruitudes. 2.9.529.a.
Seulles & poutres. 2.9.529.a.
Seureté. 1.3.19.b.
Societez. 2.10.549.b.
Sol. 2.9.529.a.
Solemnité de Criees & ſubhaſtations. 2.16.767.a.
Solutions & payement 2.5.378.a.
Sommations. 1.22.120.a. / 2.1.164.b.
Soubs-Acazement. 2.2.304.a.
Soubs-Rachat. 2.1.164.b.
Soubs-Vaſſal.
Soudict. 1.16.111.b.
Souffrance. 2.1.164.b.
Souche. 2.7.436.b. / 2.15.697.b.
Soulte. 2.1.164.b.
Spoliation. 2.4.372.b

Source : BIU Cujas

Subhaſtation d'heritages mis en Criees. 2.16.
Submiſſion de Iuriſdiction. 1.22.120.a.
Subrogation en faict de Criees. 2.16.767.a.
Subſtitution. 2.15.697.b.
Quelles perſonnes peuuent ſucceder. 2.15.677.b.
Succeſſions
- de pere, mere, & aſcẽdãs à cauſe de leurs enfans decedez ſans hoirs de leurs corps 2.15.677.b.
- Directes. 2.15.677.b.
- Collaterales. 2.15.677.b.
- Nobles. 2.1.164.b. 2.15.677.b.
- Roturieres. 2.15.677.a.
- Entre perſonnes Annoblis. 2.15.677.a.
- Seruiles. 1.2.10.
- Entre Baſtards Aubains. 1.6.43.a.
- Gens d'Egliſe, Religieux. 2.15.677.a.

Suite par hypotheque. 2.8.502.b.
Suite de meubles. 2.8.502.b.
Suite de Diſmes. 2.2.304.a.
Suite de beſtes. 2.5.378.a.
Suite de perſonnes. 1.2.10.a.
Surcens. 2.2.304.a
Surcenſier. 2.2.304.a
Surcharge. 2.2.304.a. 2.5.378.b.
Surcottier. 2.5.378.a.
Droict de Suriet. 2.7.436.b.
Surpoil ou Serpaut. 2.10.548.a.
Surſoulte. 2.1.164.b 2.2.304.a. 2.7.436.b.
Suzerain. 2.1.164.b. 2.2.304.a.
Suzeraineté. 2.1.164.b.

T.

Tabellions ou Notaires. 1.4.31.a. 1.20.116.b.
Droict de Tabellionnage. 1.4.31.a. 1.20.116.a.
Reunion à la Table. 2.1.164.b.
Tableau. 1.7.54.b.
Taille de pain & de vin de la Ville d'Orleans. 2.8.502.b.
Tailles & Aydes. 2.1.164.b.
Tailles. 1.2.10.a. 2.1.164.b.
Tauerniers. 1.14.98.b. 2.5.378.a. & 2.6.420.a.
Taxe de deſpens. 1.25.148.a.
Tayons. 2.11.601.b.
Tendre le Giron. 2.7.436.b.
Tenanciers. 2.2.304.a.
Tenue
Tenure
- Feodale. 2.1.164.b.
- Cenſuelle. 2.2.304.a.
- de Iuueigneur.
- nobles.
- Liges.
- Par Parrage. 2.1.164.b.

Terceau. 2.2.304.a.
Terrage. 2.2.304.a.
Terregarde. 1.12.76.b.
Terrier & Papier. 2.2.304.a.
Territoire. 1.15.101.a.
Teſmoins. 1.2.10.a. 1.22.120.a.
Teſtamens. 2.14.677.
Thor.
Thoreau. 1.2.10.a. 1.7.54.b.
Tiercer.
Tierce Foy. 2.1.164.b
Tiercemens. 2.15.378. 2.16.767.a.
Tiers denier. 2.2.304.a.
Tiers detenteurs. 2.5.378.a.
Tiers oppoſans. 2.8.502.b. 2.16.767.a.
Tige. 2.15.697.b.
Titre valable. 2.1.164.b.
Paſſer Nouueau Titre. 2.1.164.b.
Toiſage. 2.9.129.a.
Toiſe.
Tonlieu. 1.7.54.b.
Tonnelliers. 1.14.98.b.
Toucs 2.9.529.a.
Tournes. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.7.436.b.
Tours & murailles. 2.9.129.a.
Trahiſon. 1.26.149.b.
Tranſport ſimple. 2.5.378.a.
Trauers. 1.7.54.b.
Treffonds. 2.2.304.a.
Trefiees. 1.3.19.b.
Treſor. 1.6.43.a.
Treu. 1.7.54.b.
Trezieme de vin. 1.7.54.b.
Trezieme denier. 2.2.304.a.
Tronc. 2.15.697.b.
Trou à perdre Eaue. 2.9.529.a.
Trouble. 2.4.372.b.
Trouſſeau ou Trouſſet. 2.10.548.b.
Tuteurs
- des enfans de ſerue condition. 1.2.10.a
- 2.12.627.a.

V.

Biens vacans. 1.6.43.a.
Vagabonds. 1.26.149.a.
Vaine Paſture. 1.12.76.b.
Terres Vaines. 1.6.43.a.
Vaiſſeaux à vin. 1.14.98.b.
Valets & ſeruantes. 2.5.378.a.
Varech. 1.6.43.a.
Vaſſal. 1.1.1.a. 2.1.164.b. 2.10.548.b
Femme vefue.
Droict de vefue. 2.10.548.b.
Vefuages des maris.
Vendanges. 1.14.98.b.
Vendeur de
- choſe mobiliaire. 1.14.98.b.
- draps. 2.5.378.a.
- cheuaux. 2.8.502.b.

Source : BIU Cujas

Indice General

Vendition & Alienation. 2. 1. 164. b. 2. 2. 304. b. 2. 5. 378. a.
Venel. 2.5.378.a.
Se venger en son Fief. 2.1.164.b.
Vente de meubles. 2.8.502.b.
Vente de Bois. 1 11.69.a. 2.1.164.b
Ventes & honneurs. Ventes & Lods. Venterolles. 2. 2.304.a.
Vendilation. 2.1.164.a.
Ventre. 1. 1. 1. a. 2.15.697.a.
Verge. 1.1.1.a.
Vestemens. 2.10.548.b.
Vests Deuests. 2. 2.304.a.
Vesture.
Veue de lieux. 1.22.120.a.
Veue en matiere de seruitudes. 2.9.529.
Veues & esgouts. 2.9.529.
Viage. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.11.601.b
Vicaire. 2.1.164.b.
Bailler Vicariat. 2.1.164.b.
Vicaire de la Parroisse. 2.14.677.a.
Vicomté. 1.4.31.a.
Vicomte. 1.3.19.b.
Vicomtier. 2.9.529.a.
Vidame. 2. 1. 164. b. 2. 2. 304. a.
Vidimus.
Droict de Viduité. 2.10.548.b.
Droict de Victrage. 1.7.54.b.
Vignes. 1.12.76.b. 1. 14. 38. b.
Vignerons. 1.14.98.b.
Vigniers. 2.1.164.b.
Vilain.
Vinades. 1.2.10.a.
Vinage. 2.2.304.a.
Droict de vins. 2.2.304.
Vin. 2.5.378.a.
Visitation. de lieux. 2.9. 2. 12. 627.a
Visitation. des Riuieres. 1 11.69.a.
Visitation du blessé. 1.26.149.a.
Droict de Viuelotte. 2.11.601.b
Viures. 1.14.98.b.
Vnion à la Table du Seigneur. 2. 1.164.b 2.2.304.a.
Voirie ou Fer dormant. 2.9.529.a.
Voirie ouuert. 2.9.529.a.
Voisins. 1.1.1.a.
Voisiné. 1.14.98.b. 2.5.378.a. & 2.9.529.a.
Voituriers. 2.5.378.a.
Vol de chappon. 2.1.164.b.
Voleurs de chemins. 1.26.145.a.
Voyes de faict prohibees. 1.26.149.a.
Voirie. Voyer. 1.3.19.b.
Voulrie. 1. 1. 1. a. 2.14.677.a.
Vsage. 1.11.69.a.
Vsagers.
Vsucapiou. 2 6.420.a.
Vsufruict. 2.1.164.b. 2.2.304.a. 2.13.648.a
Vsufruictier.
Vsurpateurs de Noblesse. 1.26.149.a.
Vtensilles. 2.3.362.b.
VVerp. 2.2.304.a.
Vuidanges & curages de puits priuez ou latrines cloaques. 2. 9. 529. a.
Vuider ses mains.
Vuade. 1. 1. 9. a.

FIN.

Source : BIU Cujas

ORDRE ET SVITE DES TITRES ET ARTICLES DES COVSTVMES GENERALES ET Particulieres contenues en la Conference des Couſtumes.

Le premier Nombre ſignifie l'Article : Le ſecond la partie de la Conference: & le troiſieſme le Tiltre.

COVSTVMES DE LA PREVOSTÉ & Vicomté de Paris.

Tit. I. de Fiefs.

I. II. III. IIII. V. VI. VII. VIII. IX. X. XI. XII. XIII. XIIII. XV. XVI. XVII. XVIII. XIX. XX. XXI. XXII. XXIII. XXIIII. XXV. XXVI. XXVII. XXVIII. XXIX. XXX. XXXI. XXXII. XXXIII. XXXIIII. XXXV. XXXVI. XXXVII. XXXVIII. XXXIX. XL. XLI. XLII. XLIII. XLIIII. XLV. XLVI. XLVII. XLVIII. XLIX. L. LI. LII. LIII. LIIII. LV. LVI. LVII. LVIII. LIX. LX. LXI. — 2. 1.

LXII. LXIII. LXIIII. LXV. LXVI. LXVII. LXVIII. LXIX. LXX. LXXI. LXXII.

Tit. II. De Cenſiues & droits Seigneuriaux.

LXXIII. LXXIIII. LXXV. LXXVI. LXXVII. LXXVIII. LXXIX. LXXX. LXXXI. LXXXII. LXXXIII. LXXXIIII. LXXXV. LXXXVI. LXXXVII. — 2. 2.

Tit. III. Quels biens ſont meubles & quels immeubles.

LXXXVIII. LXXXIX. XC. XCI. XCII. XCIII. XCIIII. XCV. — 2. 3.

Tit. IIII. De Complainte en cas de Saiſine & de nouuelleté, & de ſimple Saiſine.

XCVI. XCVII. XCVIII. — 2. 4.

Tit. V. Des actions perſonnelles & d'hypotheque.

XCIX. C. CI. CII. CIII. CIIII. CV. CVI. CVII. CVIII. CIX. CX. CXI. CXII. — 2. 5.

Titre VI De Preſcription.

CXIII. CXIIII. CXV. CXVI. CXVII. CXVIII. CXIX. CXX. CXXI. CXXII. CXXIII. CXXIIII. CXXV. CXXVI. CXXVII. CXXVIII. — 2. 6.

Titre VII. De Retrait lignagier.

CXXIX. CXXX. CXXXI. CXXXII. CXXXIII. CXXXIIII. CXXXV. CXXXVI. CXXXVII. CXXXVIII. CXXXIX. CXL. CXLI. CXLII. CXLIII. CXLIIII. CXLV. CXLVI. CXLVII. CXLVIII. CXLIX. CL. CLI. CLII. CLIII. CLIIII. CLV. CLVI. CLVII. CLVIII. CLIX. — 2. 7.

Titre VIII. Des Arreſts, Executions, & Gaigeries.

CLX. CLXI. CLXII. CLXIII. CLXIIII. CLXV. CLXVI. CLXVII. CLXVIII. CLXIX. CLXX.

Source : BIU Cujas

Table

CLXXI. 2. 8.
CLXXII.
CLXXIII.
CLXXIIII.
CLXXV.
CLXXVI.
CLXXVIII.
CLXXIX.
CLXXX.
CLXXXI.
CLXXXII.
CLXXXIII.

Titre IX. De Servitudes & Rapport de lurez.

CLXXXIIII.
CLXXXV.
CLXXXVI.
CLXXXVII.
CLXXXVIII.
CL XXXIX.
CXC.
CXCI.
CXCII.
CXCIII.
CXCIIII.
CXCV.
CXCVI.
CXCVII.
CXCVIII.
CXCIX.
CC. 2. 9.
CCI.
CCII.
CCIII.
CCIIII.
CCV.
CCVI.
CCVII.
CCVIII.
CCIX.
CCX
CCXI.
CCXII.
CCXIII.
CCXIIII.
CCXV.
CCXVI.
CCXVII.
CCXVIII.
CCXIX.

Tit. X. De Communauté de biens.

CCXX.
CCXXI.
CCXXII.
CCXXIII.
CCXXIIII.
CCXXV.
CCXXVI.
CCXXVII.
CCXXVIII.
CCXXIX.
CCXXX.
CCXXXI.
CCXXXII.
CCXXXIII.
CCXXXIIII. 2. 10.
CCXXXV.
CCXXXVI.
CCXXXVII.
CCXXXVIII.
CCXXXIX.
CCXL.
CCXLI.
CCXLII.
CCXLIII.
CCXLIIII.
CCXLV.
CCXLVI.

Titre XI. Des douaires.

CCXLVII.
CCXLVIII.
CCXLIX.
CCL.
CCLI.
CCLII.
CCLIII.
CCLIIII.
CCLV. 2. 11.
CCLVI.
CCLVII.
CCLVIII.
CCLIX.
CCLX.
CCLXI.
CCLXII.
CCLXIII.
CCLXIIII.

Titre XII. De Garde Noble & Bourgeoise.

CCLXV.
CCLXVI.
CCLXVII.
CCLXVIII. 2. 12.
CCLXIX.
CCLXX.
CCLXXI.

Titre XIII Des Donations & Don mutuel.

CCLXXII.
CCLXXIII.
CCLXXIIII.
CCLXXV.
CCLXXVI.
CCLXXVII.
CCLXXVIII. 2. 13.
CCLXXIX.
CCLXXX.
CCLXXXI.
CCLXXXII.
CCLXXXIII.
CCLXXXIIII.
CCLXXXV.
CCLXXXVI.
CCLXXXVII.
CCLXXXVIII.

Titre XIIII. Des Testamens & Executions d'iceux.

CCLXXXIX.
CCXC.
CCXCI.
CCXCII.
CCXCIII.
CCXCIIII. 2. 14.
CCXCV.
CCXCVI.
CCXCVII.
CCXCVIII.

Titre XV. De Succession en ligne directe & Collaterale.

CCXCIX.
CCC.
CCCI.
CCCII.
CCCIII.
CCCIIII.
CCCV.
CCCVI.
CCCVII.
CCCVIII.
CCCIX.
CCCX.
CCCXI.
CCCXII.
CCCXIII.
CCCXIIII.
CCCXV.
CCCXVI.
CCCXVII.
CCCXVIII.
CCCXIX.
CCCXX.
CCCXXI.
CCCX XII.
CCCXXIII.
C CCXXIIII.
CCCXXV.
CCCXXVI. 2. 15.
CCCXXVII.
CCCXXVIII.
CCCXXIX.
CCCXXX.
CCCXXXI.
CCCXXXII.
CCCXXXIII.
CCCXXXIIII.
CCCXXXV.
CCCXXXVI.
CCCXXXVII.
CCCXXXIX.
CCCXL.
CCCXLI.
CCCXLII.
CCCXLIII.
CCCXLIIII.

Titre XVI. Des Criees.

CCCXLV.
CCCXLVI.
CCCXLVII.
CCCXLVIII.
CCCXLIX.
CCCL.
CCCLI.
CCCLII.
CCCLIII.
CCCLIIII. 2. 16.
CCCLV.
CCCLVI.
CCCLVII.
CCCLVIII.
CCCLIX.
CCCLX.
CCCLXI.
CCCLXII.

MEAVX.

Chapitre I. De l'Estat & condition des personnes.

Art. I. I.
II. I. I.
III. I. I.
IV. I. I.
V. I. I.

Chapitre. II. De Douaire coustumier & prefix.

VI. 2. II. 2. I.
VII. 2. II.
VIII. 2. II.
IX. 2. II.
X. 2 II.

Source : BIU Cujas

Chap. III. Des Donations tant simples, cõme celles, qui sont faicles entre vifs, durant & constant le mariage d'aucunes personnes en cõtemplatiõ de mariage.

XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15
XV. 2. 13.
XVI. 2. 13.
XVII. 2. 13.

Chapit. IIII. De Donation mutuelle.

XVIII. 2. 13.
XIX. 2. 13.
XX. 2. 13.
XXI. 2. 13.
XXII. 2. 13.
XXIII. 2. 13.
XXIIII. 2. 13.
XXV. 2. 13.

Chap. V. Des Testamens & quelles personnes ne peuuent tester.

XXVI. 2. 14.
XXVII. 2. 14.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 14.
XXX. 1. 6.
XXXI. 2. 6.
XXXII. 2. 14.
XXXIII. 2. 15.

Chap. VI. Des executeurs des Testaments.

XXXIIII. 2. 14.
XXXV. 2. 14.
XXXVI. 2. 14
XXXVII. 2. 14.
XXXVIII. 2. 14.

Chap. VII. Comment au Roy ou à l'Eueſque appartient l'audition des Testamẽs.

XXXIX. 2. 14.

Chap. VIII. Des ſucceſſions & hoiries.

XL. 2. 15.
XLI. 2. 15.
XLII. 2. 15. 2. l.
XLIII. 2. 15.
XLIIII. 2. 15.
XLV. 2. 15. 2. l.
XLVI. 2. 15.
XLVII. 2. 15.
XLVIII. 1. 2.

Chap. IX. Comment ſe partiſſent les biens meubles & conqueſts immeubles entre le ſuruiuant de deux Conioincts par mariage, apres le decés de l'vn d'eux.

XLIX. 2. 10.
L. 2. 10.
LI. 2. 10.
LII. 2. 10.
LIII. 2. 10.
LIIII. 2. 10.
LV. 2. 10.
LVI. 2. 10.
LVII. 2. 10.
LVIII. 2. 10.
LIX. 2. 10.
LX. 2. 14.

Chap. X. D'acquerir Communité & partir les biens Communs.

LXI. 2. 10.
LXII. 2. 10.
LXIII. 2. 10.
LXIIII. 2. 6.
LXV. 2. 10.

Chap. XI. Comment Rente achettee eſt cenſee heritage.

LXVI. 2. 3.
LXVII. 2. 3.
LXVIII. 2. 5.
LXIX. 2. 3.
LXX. 2. 3.
LXXI. 2. 3.
LXXII. 2. 3.

Chap. XII. Des Seruitutes reelles.

LXXIII. 2. 9.
LXXIIII. 2. 9.
LXXV. 2. 9.
LXXVI. 2. 9.

Chap. XIII. Des Seruitutes perſonnelles.

LXXVII. 1 1.
LXXVIII. 1. 2.
LXXIX. 1. 2.

Chap. XIIII. Des Preſcriptions.

LXXX. 2. 6.
LXXXI. 2. 6.
LXXXII. 2. 6.

Chap. XV. De Retraict Linagier.

LXXXIII. 2. 7.
LXXXIIII. 2. 7.
LXXXV. 2. 7.
LXXXVI. 2. 7.
LXXXVII. 2. 7.
LXXXVIII. 2. 7.
LXXXIX. 2. 7.
XC. 2. 7.
XCI. 2. 7.
XCII. 2. 7.
XCIII. 2. 7.
XCIIII. 2. 7.
XCV. 2. 7.
XCVI. 2. 7.
XCVII. 2. 7.
XCVIII. 2. 7.
XCIX. 2. 7.
C. 2. 7.
CI. 2. 7.
CII. 2. 7.
CIII. 2. 7.
CIIII. 2. 7.
CV. 2. 7.
CVI. 2. 7.
CVII. 2. 7.
CVIII. 2. 7.
CIX. 2. 2.
CX. 2. 7.
CXI. 2. 7.
CXII. 2. 7.
CXIII. 2. 7.
CXIIII. 2. 7.

Chap. XVI. De matiere de Criees.

CXV. 2. 16.
CXVI. 2. 16.
CXVII. 2. 16.
CXVIII. 2. 16.
CXIX. 2. 16.
CXX. 2. 16.
CXXI. 2. 16.
CXXII. 2 16.
CXXIII. 2. 8.

Chap. XVII. De la Nature & conditiõ des heritages feodaux.

CXXIIII. 2. 1. 2. l.
CXXV. 2. 1.
CXXVI. 2. 1.
CXXVII. 2. 1.
CXXVIII 2. 1.
CXXIX. 2. 1.
CXXX. 2. 1.
CXXXI. 2. 1.
CXXXII. 2. 1.
CXXXIII. 2. 1. 2. l.
CXXXIIII. 2. 1.
CXXXV. 2. 1.
CXXXVI. 2. 1.
CXXXVII. 2. 1.
CXXXVIII. 2. 1. 2. l.
CXXXIX. 2. 1.
CXL. 2. 1.
CXLI. 2. 1.

Chap. XVIII. Par deuant quels Iuges ſont les Nobles reſponſables.

CXLII. 1. 21.
CXLIII 1. 21.
CXLIIII. 2. 1.
CXLV. 2. 1.
CXLVI. 2. 1. 2. l.

Chap. XIX. De Garde Noble Bail & de l'effect d'iceux.

CXLVII. 2. 12.
CXLVIII. 2. 12.
CXLIX. 2. 12.
CL. 2. 12.
CLI. 2. 1. 2. l.
CLII. 2. 12.
CLIII. 2. 12.

Chap. XX. Comment gens roturiers & non Nobles ne peuuent tenir Fiefs.

CLIIII. 2. 1.
CLV. 1. 1. p. 3. a.
CLVI. 2. 1.
CLVII. 2. 1.
CLVIII. 1. 2.
CLIX. 2. 1.

Chap. XXI. De la Succeſſion, & comment ſe partent les fiefs & choſes nobles tant en ligne directe, que collateral.

CLX. 2. 1.
CLXI. 2. 1.
CLXII. 2. 1.
CLXIII. 2. 1.
CLXIIII. 2. 15.
CLXV. 2. 1.
CLXVI. 2. 1.
CLXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
CLXIX. 2. 15.
CLXX. 2. 1.
CLXXI. 2. 1.
CLXXII. 2. 1.

Chap. XXI. De matiere de Foreſts.

CLXXIII. 2. 1.

Source : BIU Cujas

Table

CLXXIIII. 2. 11.
CLXXV. 1. 11.
CLXXVI. 1. 11.
CLXXVII. 1. 11.
CLXXVIII. 1. 12.
CLXXIX. 1. 13.
CLXXX. 1. 11.
CLXXXI. 1. 11.
CLXXXII. 1. 11.

Chap. XXIII. De l'effect de Souffrance.

CLXXXIII. 2. 1.
CLXXXIIII. 2. 1.
CLXXXV. 2. 1.
CLXXXVI. 1. 15.

Chap. XXIIII. En quel lieu eſt aſtraint le Vaſſal ſoy preſenter à ſon Seigneur pour eſtre receu en hommage.

CLXXXVII. 2. 1. 2. l.
CLXXXVIII. 2. 1. 2. l.

Chap. XXV. Des heritages tenus en franc-Aloy, Cenſiue & amortis.

CLXXXIX. 2. 2.
CXC. 2. 2.
CXCI. 2. 2.
CXCII. 2. 2.
CXCIII. 2. 2.
CXCIIII. 2. 2.
CXCV. 2. 2.
CXCVI. 2. 2.
CXCVII. 2. 2.
CXCVIII. 2. 2.
CXCIX. 2. 2.
CC. 2. 2.
CCI. 2. 2.
CCII. 2. 2.

Chap XXVI. De Iuſtice & droicts d'icelle.

CCIII. 1. 3.
CCIIII. 1. 6.
CCV 1. 6.
CCVI. 1. 5.
CCVII. 2. 8.
CCVIII. 1. 5.
CCIX. 1. 3. 2. l.

Chap. XXVII. Comment d'heritages baillez à Sur-cens, ne ſont deux ne lods ne ventes.

CCX. 2. 2.

Chap. XXVIII. De Garenne.

CCXI. 1. 13.
CCXII. 1. 13.
CCXIII. 1. 13.
CCXIIII. 1. 13.
CCXV. 1. 13.
CCXVI. 1. 13.
CCXVII. 1. 13.

Chapit. XXIX. De ſimple Saiſine.

CCXVIII. 2. 4.
CCXIX. 2. 5.

Couſtume Localle pour la Chaſtellenie de Meaux, Siege Capital dudit Bailliage.

I. 1. 13.
II. 2. 2.
III. 2. 2.

La Chaſtellenie de Prouins.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 1. 1.

La Chaſtellenie de Montereau, & les Chaſtellenies de Marolles, & autres reſſorts à celle Chaſtellenie de Montereau.

I. 2. 2.
II. 1. 5.
III. 1. 21.
IIII. 1. 25.
V. 1. 21.
VI. 1. 21.
VII. 1. 21.
VIII. 1. 21.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 1. 5.
XII. 1. 5.
XIII. 1. 5.
XIIII. 1. 25.
XV. 1. 5.
XVI. 1. 21.
XVII. 1. 21.

La Chaſtellenie de Coulommiers.

I. 2. 2.
II. 1. 1.
III. 1. 1.
IIII. 1. 5.
V. 1. 5.

La Chaſtellenie de la Ferté au coul.

I. 2. 2.

Four la Chamigny & Bolet.

I. 2 2.

Chaſtellenie de Crecy.

I. 2. 2

La Chaſtellenie de la Ferté Gauche.

I. 2. 2.

Ioy ſur Morain.

I. 2. 2.

Choiſy en Brie.

I. 2. 2.

La Chaſtellenie de Serris.

I. 2 2.

La Malle maiſon & Guerard.

I. 2. 2. 2. l.

Ligny ſur Marne.

I. 2. 2.

Reſbets.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 1. 2.
V. 1. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 1. 2.
X. 1. 2.

Fare Monſtier.

I. 2. 2.
II. 2. 2. 2. l.

La Selle.

I. 2. 2.

Les Murs, Villemareul, ny meaux, la haute maiſon & Mareul lez Meaux.

I. 2. 2.

La Chaſtellenie de Sezanne Treſſou & Chante-merle.

I 1. 1. 1.
II. 2. 2.

MELVN.

Chap. I. De Haute Iuſtice.

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 1. 3.
IIII. 1. 1.
V. 1. 3.
VI. 1. 6. 2. l.
VII. 1. 6.
VIII. 1. 6.
IX. 1. 6.
X. 1. 4.
XI. 1. 5.
XII. 1. 5.
XIII. 1. 3.
XIIII. 1. 5.
XV. 1. 5.

Chap. II. De Moyenne Iuſtice.

XVI. 1. 3.
XVII. 1. 3.
XVIIII. 1. 3.
XIX. 1. 3.

Chap. III. De Baſſe Iuſtice.

XX. 1. 3.
XXI. 1. 3.

Chap. IIII. Des Fiefs.

XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2 1
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1. 2. l.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1. 2. l.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.

Source : BIU Cujas

LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 1.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 1.
XCI. 2. 1.
XCII. 2. 1.
XCIII. 2. 2.
XCIIII. 2. 15.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 1.
XCIX. 2. 1.
C. 2. 15.
CI. 2. 1.
CII. 2. 1.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 2.

Chap. V. De franc Aleu.

CV. 2. 2.

Chapit. VI. Des droicts Censuels & Seigneuriaux.

CVI. 2. 2.
CVII. 2. 2.
CVIII. 2. 2.
CIX. 2. 2.
CX. 2. 2.
CXI. 2. 2.
CXII. 2. 2.
CXIII. 2. 2.
CXIIII. 2. 2.
CXV. 2. 2.
CXVI. 2. 2.
CXVII. 2. 2.
CXVIII. 2. 2.
CXIX. 2. 2.
CXX. 2. 2.
CXXI. 2. 2.
CXXII. 2. 2.
CXXIII. 2. 2.
CXXIIII. 2. 2.
CXXV. 2. 2.
CXXVI. 2. 2.
CXXVII. 2. 2.
CXXVIII. 2. 2.
CXXIX. 2. 2.

Chap. VII. De Retraict Lignager & Feodal.

CXXX. 2. 7.
CXXXI. 2. 7.
CXXXII. 2. 7.
CXXXIII. 2. 7.
CXXXIIII. 2. 7.
CXXXV. 2. 7.
CXXXVI. 2. 7.
CXXXVII. 2. 7.
CXXXVIII. 2. 7.
CXXXIX. 2. 7.
CXL. 2. 7.
CXLI. 2. 7.
CXLII. 2. 7.
CXLIII. 2. 7.
CXLIIII. 2. 7.
CXLV. 2. 7.
CXLVI. 2. 7.
CXLVII. 2. 7.
CXLVIII. 2. 7.
CXLIX. 2. 7.
CL. 2. 7.
CLI. 2. 7.
CLII. 2. 7.
CLIII. 2. 7.
CLIIII. 2. 7.
CLV. 2. 7.
CLVI. 7. 2.
CLVII. 2. 7. 2. 1.
CLVIII. 2. 7.
CLIX. 2. 7.
CLX. 2. 7.
CLXI. 2. 7.
CLXII. 2. 7.
CLXIII. 2. 7.
CLXIIII. 2. 7.
CLXV. 2. 7.

Chap. VIII. De Possession & Saisine.

CLXVI. 2. 15.
CLXVII. 2. 5.
CLXVIII. 2. 4.

Chap. IX. De Prescription.

CLXIX. 2. 6.
CLXX. 2. 6.
CLXXI. 2. 6.
CLXXII. 2. 6.
CLXXIII. 2. 6.
CLXXIIII. 2. 6.

Chapitre X. Des Hypotheques.

CLXXV. 2. 5.
CLXXVI. 2. 5.
CLXXVII. 2. 5.
CLXXVIII. 2. 5.

Chap. XI. Des Louages & Baux, & Fermes.

CLXXIX. 2. 8.
CLXXX. 2. 5.
CLXXXI. 2. 5.
CLXXXII. 2. 8.
CLXXXIII. 2. 8.
CLXXXIIII. 2. 8.
CLXXXV. 2. 5.
CLXXXVI. 2. 5.

Chap. XII. De Seruitutes & Rapports de Iurez.

CLXXXVII. 2. 9.
CLXXXVIII. 2. 9.
CLXXXIX. 2. 9.
CXC. 2. 9.
CXCI. 2. 9.
CXCII. 2. 9.
CXCIII. 2. 9.
CXCIIII. 2. 9.
CXCV. 2. 9.
CXCVI. 2. 9.
CXCVII. 2. 9.
CXCVIII. 2. 9.
CXCIX. 2. 9.
CC. 2. 9.
CCI. 2. 9.
CCII. 2. 9.
CCIII. 2. 9.
CCIIII. 2. 9.
CCV. 2. 9.
CCVI. 2. 9.
CCVII. 2. 9.
CCVIII. 2. 9.
CCIX. 2. 9.
CCX. 2. 9.

Chap. XIII. De Communauté de biens.

CCXI. 2. 10.
CCXII. 2. 10.
CCXIII. 2. 10.
CCXIIII. 2. 10.
CCXV. 2. 10.
CCXVI. 2. 10.
CCXVII. 2. 10.
CCXVIII. 2. 10.
CCXIX. 2. 10.
CCXX. 2. 10.
CCXXI. 2. 10.
CCXXII. 2. 10.
CCXXIII. 2. 10
CCXXIIII. 2. 10.
CCXXV. 2. 10.

Chap. XIIII. De Don mutuel & autres Donations faictes entre vifs.

CCXXVI. 2. 13.
CCXXVII. 2. 13.
CLXXVIII. 2. 13.
CCXXIX. 2. 13.
CCXXX. 2. 13.
CCXXXI. 2. 13.
CCXXXII. 2. 13.
CCXXXIII. 2. 13.
CCXXXIIII. 2. 13. 2. 1.

Chap. XV. De Douaire.

CCXXXV. 2. 11.
CCXXXVI. 2. 11.
CCXXXVII. 2 11.
CCXXXVIII. 2 11.
CCXXXIX. 2. 11.
CCXL. 2. 11.
CCXLI. 2. 11.
CCXLII. 2. 11.
CCXLIII. 2. 11.

Chap. XVI. Des Testamens & executions d'iceux.

CCXLIIII. 2. 14.
CCXLV. 2. 14.
CCXLVI. 2. 14.
CCXLVII. 2. 14.
CCXLVIII. 2. 14.
CCXLIX. 2. 15.
CCL. 2. 14.
CCLI. 2. 14.
CCLII. 2. 14.
CCLIII. 2. 14.
CCLIIII. 2. 14.
CCLV. 2. 14.

Chap. XVII. Des Successions, partages & diuisions.

CCLVI. 2. 15.
CCLVII. 2. 15.
CCLVIII. 2. 15.
CCLIX. 2. 15.
CCLX. 2. 15.

Source : BIU Cujas

Table

CCLXI. 2. 15.
CCLXII. 2. 15.
CCLXIIII. 2. 15.
CCLXIIII. 2. 15.
CCLXV. 2. 3.
CCLXVI. 2. 15.
CCLXVII. 2. 15.
CCLXVIII. 2. 15.
CCLXIX. 2. 13.
CCLXX. 2. 15.
CCLXXI. 2. 15.
CCLXXII. 2. 15.
CCLXXIIII. 2. 15.

Chap. XVIII. Des rapports, qui se doivent faire en Partage.

CCLXXIIII. 2. 15.
CCLXXV. 2. 15.
CCLXXVI. 2. 15.
CCLXXVII. 2. 15.
CCLXXVIII. 2. 15.

Chap. XIX. Des choses qui sont reputees Meuble ou Immeuble.

CCLXXIX. 2. 3.
CCLXXX. 2. 3.
CCLXXXI. 2. 3.
CCLXXXII. 2. 3.
CCLXXXIII. 2. 3.
CCLXXXIIII. 2. 3

Chap. XX. De Gardiēs Baillistres & Tuteurs.

CCLXXXV. 2. 12. 2. l.
CCLXXXVI. 2. 12.
CCLXXXVII. 2. 12.
CCLXXXVIII. 2. 12.
CCLXXXIX. 2. 12.
CCXC. 2. 12.
CCXCI. 2. 12.
CCXCII. 2. 12.
CCXCIII. 2. 12.
CCXCIIII. 1. 1. p. 1. a. & 3. 2.
CCXCV. 2. 12.
CCXCVI. 2. 1.

Chap. XXI. de Bastards.

CCXCVII. 1. 6.
CCXCVIII. 1. 6.
CCXCIX. 2. 14.
CCC. 1. 6.
CCCI. 1. 6.

Chap. XXII. Des Vsages & Pasturages.

CCCII. 1. 12.
CCCIII. 1. 12.
CCCIIII. 1. 12.
CCCV. 1. 12.
CCCVI. 1. 12.
CCCVII. 1. 11.
CCCVIII. 1. 12.
CCCIX. 1. 12.

Chap. XXIII. D'Executiōs, Saisies & Arrests.

CCCX. 2. 8.
CCCXI. 2. 8.
CCCXII. 2. 8.
CCCXIII. 2. 8
CCCXIIII. 2. 8.
CCCXV. 2. 8.
CCCXVI. 2. 8.
CCCXVII. 2. 8.
CCCXVIII. 2. 5.
CCCXIX. 2. 8.
CCCXX. 1. 23.
CCCXXI. 2. 8.
CCCXXII. 2. 5.
CCCXXIII. 2. 8.
CCCXXIIII. 2. 8.
CCCXXV. 2. 8.
CCCXXVI. 2. 5.
CCCXXVII. 2. 5.
CCCXXVIII. 2. 8.
CCCXXIX. 2. 6.
CCCXXX. 2. 5.
CCCXXXI. 2. 8.

Chap. XXIIII. De Criees.

CCCXXXII. 2. 16.
CCCXXXIII. 2. 16.
CCCXXXIIII. 2. 16.
CCCXXXV. 2. 16.
CCCXXXVI. 2. 16.
CCCXXXVII. 2. 16.
CCCXXXVIII. 2. 16.

Chap XXV. Autres Coustumes politiques.

CCCXXXIX. 1. 14.
CCCXL. 1. 14.
CCCXLI. 1. 14.
CCCXLII. 1. 14.
CCCXLIII. 1. 14.
CCCXLIIII. 1. 14.

SENS.

Tit. I. De haute Iustice & des exploicts d'icelle.

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 1. 3.
IIII. 1. 3.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 1. 6.
IX. 1. 21.
X 1. 6.
XI. 1. 6.
XII. 1. 6.
XIII. 1. 11.

Tit. II. De Moyenne Iustice & des exploicts d'icelle.

XIIII. 1. 3.
XV. 1. 3.
XVI. 1. 3.
XVII. 1. 3.

Tit. III. De basse Iustice & des exploicts d'icelle.

XVIII. 1. 3.
XIX. 1. 3.

Titre IIII. De Iustice fonciere & des exploicts d'icelle.

XX. 2. 2.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIII. 1. 2.

Tit. V. De Forfaitures & Confiscations.

XXIIII. 1. 5. & 2. 8.
XXV. 1. 5.
XXVI. 1. 5.
XXVII. 1. 5.

Tit. VI. Des Bastards.

XXVIII. 2. 14.
XXIX. 1. 6.
XXX. 1. 6.
XXXI. 1. 6.

Tit. VII. De Retraict linager.

XXXII. 2. 7. 2. l.
XXXIII. 2. 7.
XXXIIII. 2. 7.
XXXV. 2. 7.
XXXVI. 2. 7.
XXXVII. 2. 7.
XXXVIII. 2. 7. 2. l.
XXXIX. 2. 7.
XL. 2. 7.
XLI. 2. 7.
XLII. 2. 7.
XLIII. 2. 7.
XLIIII. 2. 7.
XLV. 2. 7.
XLVI. 2. 7.
XLVII. 2. 7.
XLVIII. 2. 7.
XLIX. 2. 7
L. 2. 7.
LI. 2. 7.
LII. 2. 7.
LIII. 2. 7.
LIIII. 2. 7.
LV. 2. 7.
LVI. 2. 7.
LVII. 2. 7.
LVIII. 2. 7.
LIX. 2. 7.
LX. 2. 7.
LXI. 2. 7.
LXII. 2. 7.
LXIII. 2. 7.
LXIIII. 2. 7.
LXV. 2. 7.
LXVI. 2. 7.
LXVII. 2. 7.

Tit. VIII. Des Testamens, Institution d'heritier legs, donation faicte en testament: & des executeurs de Testamens.

LXVIII. 2. 14.
LXIX. 2. 14.
LXX. 2. 15.
LXXI. 2. 13.
LXXII. 2. 15.
LXXIII. 2. 15.
LXXIIII. 2. 14.
LXXV. 2. 14.
LXXVI. 2. 14.
LXXVII. 2. 14.
LXXVIII. 2. 14.
LXXIX. 2. 14.
LXXX. 2. 14.
LXXXI. 2. 14.

Tit. IX. Des Successions, partages & diuisions.

LXXXII. 2. 15.
LXXXIII. 2. 10.
LXXXIIII. 2. 15.
LXXXV. 2. 15.
LXXXVI. 2. 15.
LXXXVII. 2. 15.
LXXXVIII. 2. 15.
LXXXIX. 2. 15.
XC. 2. 15. 2. l.
XCI. 2. 15.
XCII. 2. 15.

Source : BIU Cujas

XCIII. 2. 10.
XCIIII. 2. 10.
XCV. 2. 15.
XCVI. 2. 15
XCVII. 2. 15.

Tit. X. Des Seruitutes.

XCVIII. 2. 9.
XCIX. 2. 9.
C. 2. 9.
CI. 2. 9.
CII. 2. 9.
CIII. 2. 9.
CIIII. 2. 9.
CV. 2. 9.
CVI. 2. 9.
CVII. 2. 9.

Tit. XI. De Donation d'entre vifs, mutuelle & pour cauſe de Mariage.

CVIII. 2. 13.
CIX. 2. 13.
CX. 2. 13.
CXI. 2. 13.
CXII. 2. 13. 2. l.
CXIII. 2. 13.
CXIIII. 2. 3.
CXV. 2. 13.

Tit. XII. Comment on peut acquerir, garder & retenir Poſſeſſion.

CXVI. 2. 2.
CXVII. 2. 4.
CXVIII. 2. 15.
CXIX. 2. 4.

Tit. XIII. Des Rentes foncieres, volages & hypotheques.

CXX. 2. 8.
CXXI. 2. 5.
CXXII. 2. 3.
CXXIII. 2 1. & 3. 2. l.
CXXIIII. 2. 5.
CXXV. 2 16. 2. l.
CXXVI. 2. 16.
CXXVII. 2. 16.
CXXVIII. 2. 16.
CXXIX. 2. 16.
CXXX. 2. 5.
CXXXI. 2. 8.
CXXXII. 2. 5.
CXXXIII. 2. 5.
CXXXIIII. 2. 5.
CXXXV. 2. 5.

Tit. XIIII. Des Bourgeoiſies, & Adueus.

CXXXVI. 1. 1.
CXXXVII. 1. 1.
CXXXVIII. 1. 1.
CXXXIX. 1. 1.
CXL. 1. 1.
CXLI. 1. 21.
CXLII. 1. 21.
CXLIII. 1. 21.
CXLIIII. 1. 21.
CXLV. 1. 21.

Tit. XV. Des Bois, Foreſts, uſages & Paſturages.

CXLVI. 1. 12.
CXLVII. 1. 12.
CXLVIII. 1. 11.
CXLIX. 1. 12.
CL. 1. 12.
CLI. 1. 11.
CLII. 1. 11.
CLIII. 1. 11.
CLIIII. 1. 11.
CLV. 2. 11.

Tit. XVI. De Bail & Garde des enfans mineurs Nobles: & Tutele des non nobles.

CLVI. 2. 12. 2. l.
CLVII. 2. 1.
CLVIII. 2. 1.
CLIX. 2. 12.
CLX. 2. 10.
CLXI. 1. 1. p. 1. a.

Tit. XVII. De Douaire Couſtumier & prefix.

CLXII. 2. 11.
CLXIII. 2. 11.
CLXIIII. 2. 11.
CLXV. 2. 11.
CLXVI. 2. 11.
CLXVII. 2. 11.
CLXVIII. 2. 11.
CLXIX. 2. 11.

Tit. XVIII. Des Aſſeuremens.

CLXX. 1. 21.
CLXXI. 1. 21.
CLXXII. 1. 21.
CLXXIII. 1. 21.
CLXXIIII. 1. 21.
CLXXV. 1. 21.
CLXXVI. 1. 21.
CLXXVII. 1. 21.
CLXXVIII. 1. 21.
CLXXIX. 1. 21

Tit. XIX. Des Fiefs & profits Feodaux.

CLXXX. 2 1.
CLXXXI. 2. 1.
CLXXXII. 2. 1.
CLXXXIII. 2. 1.
CLXXXIIII. 2. 1.
CLXXXV. 2. 1.
CLXXXVI. 2. 1.
CLXXXVII. 2. 1.
CLXXXVIII. 2. 1.
CLXXXIX. 2. 1.
CXC. 2. 1.
CXCI. 2. 1.
CXCII. 2. 1.
CXCIII. 2. 1. 2. l.
CXCIIII. 2. 1. 2. l.
CXCV. 2. 1. 2. l.
CXCVI. 2. 1.
CXCVII. 2. 1.
CXCVIII. 2. 1.
CXCIX. 2. 1.
CC. 2. 1.
CCI. 2. 1.
CCII. 2. 1.
CCIII. 2. 15.
CCIIII. 2. 1.
CCV. 2. 1.
CCVI. 2. 1.
CCVII. 2. 1.
CCVIII. 2. 1.
CCIX. 2. 1.
CCX. 2. 1.
CCXI. 2. 1.
CCXII. 2. 1.
CCXIII. 2. 1.
CCXIIII. 2. 10.
CCXV. 2. 11.
CCXVI. 2. 1.
CCXVII. 2. 1.
CCXVIII. 2. 1.
CCXIX. 2. 1.
CCXX. 2. 1.
CCXXI. 2. 1.
CCXXII. 2. 1.
CCXXIII. 2. 1.
CCXXIIII. 2. 1.

Chap. XX. Des Cenſiues & Droicts Seigneuriaux.

CCXXV. 2. 2.
CCXXVI. 2. 2.
CCXXVII. 2. 2.
CCXXVIII. 2. 2.
CCXXIX. 2. 2.
CCXXX. 2. 2.
CCXXXI. 2. 2.
CCXXXII. 2. 2.
CCXXXIII. 2. 2.
CCXXXIIII. 2. 3.
CCXXXV. 2. 2.
CCXXXVI. 2. 2.
CCXXXVII. 2. 2.
CCXXXVIII. 2. 5.
CCXXXIX. 2. 2.
CCXL. 2. 2.
CCXLI. 2. 2.
CCXLII. 2. 2.
CCXLIII. 2. 2.
CCXLIIII. 2. 2.

Chap. XXI. Des Conuenances, Marchez, Ventes, Achats, Louages, Preſts, Depoſts & autres contracts.

CCXLV. 1. 18.
CCXLVI. 1. 18.
CCXLVII. 1. 18.
CCXLVIII. 1. 18.
CCXLIX. 1. 18.
CCL. 1. 18.
CCLI. 2. 5.
CCLII. 2. 5.
CCLIII. 2. 21.
CCLIIII. 2. 5.
CCLV. 2. 6.
CCLVI. 2. 5.
CCLVII. 2. 5.
CCLVIII. 2. 5.
CCLIX. 2. 5.
CCLX. 2. 5.
CCLXI. 2. 5.
CCLXII. 2. 8.

Tit XXII. De preſcription & laps de tẽps

CCLXIII. 2. 1.

Tit. XXIII. De Rapports qui ſe doiuent faire en partages.

CCLXIIII. 2. 15.
CCLXV. 2. 15.
CCLXVI. 2. 15.
CCLXVII. 2. 15.
CCLVIII. 2. 15.
CCLXIX. 2. 15.
CCLXX. 2. 15.
CCLXXI. 2. 15.

Tit XXIIII. De Compagnie & Communauté de biens entre homme & fẽme mariez & autres perſonnes.

CCLXXII. 2. 10.
CCLXXIII. 2. 10.
CCLXXIIII. 2. 10.

Source : BIU Cujas

Table

CCLXXV. 2. 10.
CCLXXVI. 2. 10.
CCLXXVII 2. 10.
CCLXXVIII. 2. 10.
CCLXXIX. 2. 10.
CCLXXX. 2. 10.
CCLXXXI. 2. 10.
CCLXXXII. 2. 10.
CCLXXXIII. 2. 10.
CCLXXXIIII. 2. 10.
CCLXXXV. 2. 10.
CCLXXXVI. 2. 10.

Coustumes Locales & Priuileges de la ville de Sens.

I. 2. 1.
II. 2. 8.
III. 1. 21.

LANGRES & Comté de Montsaulion.

I. 1. 6.
II. 1. 5.
III. 1. 11.
IIII. 2. 2.
V. 2 1.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.

AVXERRE.

Tit. I. De Iustice, Haute Moyenne & Basse.

I. 1. 3.
II. 1 3.
III. 1 3.
IIII. 1 3.
V. 1. 3.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 6.
XII. 1. 21.
XIII. 1. 6.
XIIII. 1. 6.
XV. 1. 6.
XVI. 1. 3.
XVII. 1. 3.
XVIII. 1. 3.
XIX. 1. 3.
XX. 2. 2. 2. 1.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.
XXV. 2. 2.
XXVI. 1. 5. & 2. 8.
XXVII. 1 5.
XXVIII. 1 5.
XXIX. 1. 5.
XXX. 1. 5.
XXXI. 2. 14.
XXXII. 1. 6.
XXXIII. 1. 6.
XXXIIII. 1. 6.
XXXV. 1. 1.
XXXVI 1 21.
XXXVII. 1 21.
XXXVIII. 1. 21.
XXXIX. 1. 21.
XL 1. 21.
XLI. 1. 21.

Titre II. Des Fiefs.

XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII 2. 1.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 15.
LVII. 2. 15.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1. 3. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI 2. 1.
LXXXII. 2. 1.

Tit. III. Des Censiues & droicts Seigneuriaux.

LXXXIII. 2. 2.
LXXXIIII. 2. 2.
LXXXV. 2. 2.
LXXXVI. 2. 2.
LXXXVII. 2. 2.
LXXXVIII. 2. 2.
LXXXIX. 2. 2.
XC. 2. 2.
XCI. 2. 2.
XCII. 2. 5.
XCIII. 2. 2.
XCIIII. 2. 2.
XCV. 2 2.
XCVI. 2. 2.
XCVII. 2. 2.
XCVIII. 2. 2.
XCIX. 2. 2.

Tit. IIII. Des Seruitutes.

C. 2. 9.
CI. 2. 9.
CII. 2. 9.
CIII. 2. 9.
CIIII. 2. 9.
CV. 2. 9.
CVI. 2. 9.
CVII. 2. 9.
CVIII. 2. 9.
CIX. 2. 9.
CX. 2. 9.
CXI. 2. 9.
CXII. 2. 9.
CXIII. 2. 9.
CXIIII. 2. 4.
CXV. 2. 9.
CXVI. 2. 9.
CXVII. 2. 9.

Tit. V. Des Rentes & Criees.

CXVIII. 2. 5.
CXIX. 2. 5.
CXX. 2. 2. & 3.
CXXI. 2. 10.
CXXII. 2. 5.
CXXIII. 2. 16.
CXXIIII. 2. 16.
CXXV. 2. 16.
CXXVI. 2. 16.
CXXVII. 2. 5.
CXXVIII 2. 5.
CXXIX. 2. 8.
CXXX. 2. 8.
CXXXI. 2. 5.
CXXXII. 2. 5.
CXXXIII. 2. 5.

Tit. VI. De Contracts & Conuentions.

CXXXIIII. 1. 18.
CXXXV. 2. 5.
CXXXVI. 2. 5.
CXXXVII. 2. 21.
CXXXVIII. 2. 5.
CXXXIX. 2. 6.
CXL. 2. 5.
CXLI. 2. 5.
CXLII. 2. 5.
CXLIII. 2. 5.
CXLIIII. 2. 5.
CXLV. 2. 5.
CXLVI. 2. 5.
CXLVII. 2. 5.
CXLVIII. 2. 5.
CXLIX. 2. 5.
CL. 2. 5.
CLI. 2. 5.
CLII. 2. 5.
CLIII. 2. 8.

Tit. VII. De Retraict lingager.

CLIIII. 2. 7.
CLV. 2. 7.
CLVI. 2. 7.
CLVII. 2. 7.
CLVIII. 2. 7.
CLIX. 2. 7. 2. 1.
CLX. 2. 7.
CLXI. 2. 7.
CLXII. 2. 7.
CLXIII. 2. 7.
CLXIIII. 2. 7.
CLXV. 2. 7.
CLXVI. 2. 7.
CLXVII. 2. 7.
LXVIII. 2. 7.
CLXIX. 2. 7.
CLXX. 2. 7.
CLXXI. 2. 7.
CLXXII. 2. 7.
CLXXIII. 2. 7.
CLXXIIII. 2. 7.
CLXXV. 2. 7.
CLXXVI. 2. 7
CLXXVII. 2. 7.
CLXXVIII. 2. 7.
CLXXIX. 2. 7.
CLXXX. 2. 7.
CLXXXI. 2. 7.
CLXXXII. 2. 7.
CLXXXIII. 2. 7.
CLXXXIIII. 2. 7.
CLXXXV. 2. 7.

Source : BIU Cujas

des Titres.

Tit. VIII. De Prescriptions.

CLXXXVI. 2. 1.
CLXXXVII. 2. 6.
CLXXXVIII. 2. 6.
CLXXXIX. 2. 6.

Tit. IX. De Communauté de biens.

CXC. 2. 10.
CXCI. 2. 10.
CXCII. 2. 10.
CXCIII. 2. 10.
CXCIIII. 2. 10.
CXCV. 2. 3.
CXCVI. 2. 10.
CXCVII. 2. 10.
CXCVIII. 2. 10.
CXCIX. 2. 10.
CC. 2. 10.
CCI. 2. 10.
CCII. 2. 10.
CCIII. 2. 10.
CCIIII. 2. 10.
CCV. 2. 10.
CCVI. 2. 10.
CCVII. 2. 10.

Tit. X. De Douaires.

CCVIII. 2. 11.
CCIX. 2. 11.
CCX. 2. 11.
CCXI. 2. 11.
CCXII. 2. 11.
CCXIII. 2. 11.
CCXIIII. 2. 11.
CCXV. 2. 11.
CCXVI. 2. 11.

Tit. XI. De Donations.

CCXVII. 2. 13.
CCXVIII. 2. 13.
CCXIX. 2. 13.
CCXX. 2. 13.
CCXXI. 2. 10.
CCXXII. 2. 13.
CCXXIII. 2. 13.
CCXXIIII. 2. 3.

Tit. XII. De Testamens & executions d'iceux.

CCXXV. 2. 14.
CCXXVI. 2. 14.
CCXXVII. 2. 15.
CCXXVIII. 2. 13.
CCXXIX. 2. 15.
CCXXX. 2. 15.
CCXXXI. 2. 14.
CCXXXII. 2. 14.
CCXXXIII. 2. 14.
CCXXXIIII. 2. 14.
CCXXXV. 2. 14.
CCXXXVI. 2. 14.
CCXXXVII. 2. 14.

Tit. XIII. Des Successions & Rapports.

CCXXXIX. 2. 15.
CCXL. 2. 15.
CCXLI. 2. 15.
CCXLII. 2. 15.
CCXLIII. 2. 15.
CCXLIIII. 2. 15.
CCXLV. 2. 15. 2. l.
CCXLVI. 2. 15.
CCXLVII. 2. 15.
CCXLVIII. 2. 15.
CCXLIX. 2. 15.
CCL. 2. 15.
CCLI. 2. 15.
CCLII. 2. 15.
CCLIII. 2. 15.

Tit. XIIII. De Tutelle & Curatelle.

CCLIIII. 2. 12.
CCLV. 2. 12.
CCLVI. 2. 12.
CCLVII. 2. 10.
CCLVIII. 2. 12.
CCLIX. 2. 12.

Tit. XV. Des Vsages & Pasturages.

CCLX. 1. 12.
CCLXI. 1. 12.
CCLXII. 1. 11.
CCLXIII. 1. 12.
CCLXIIII. 1. 12.
CCLXV. 1. 11.
CCLXVI. 1. 11.
CCLXVII. 1. 11.
CCLVIII. 1. 11.
CCLXIX. 1. 11.
CCLXX. 1. 11.
CCLXXI. 1. 12.
CCLXXII. 1. 12.

ESTAMPES.

Chap. I. Des fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1. 2. l.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1. 2. l.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 7.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.

Tit. II. Des Cens & droicts Seigneuriaux.

XLV. 2. 2.
XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 2.
XLVIII. 2. 2.
XLIX. 2. 2.
L. 2. 2.
LI. 2. 2.
LII. 2. 2.
LIII. 2. 2.
LIIII. 2. 2.
LV. 2. 2.
LVI. 2. 2.
LVII. 2. 2.
LVIII. 2. 2.

Chap. III. De droit de Champart.

LIX. 2. 2.
LX. 2. 2.
LXI. 2. 2.
LXII. 2. 2.

Chap. IIII. De Prescriptions.

LXIII. 2. 6.
LXIIII. 2. 6.
LXV. 2. 6.

Chap. V. Des Actions personnelles & hypotheques.

LXVI. 2. 5.
LXVII. 2. 5.
LXVIII. 2. 5.
LXIX. 2. 8.
LXX. 2. 5.

Chap. VI. Des Seruitudes & Rapports des Iurez.

LXXI. 2. 9.
LXXII. 2. 9.
LXXIII. 2. 9.
LXXIIII. 2. 9.
LXXV. 2. 9.
LXXVI. 2. 9.
LXXVII. 2. 9.
LXXVIII. 2. 9.
LXXIX. 2. 9.
LXXX. 2. 9.
LXXXI. 2. 9.
LXXXII. 2. 9.
LXXXIII. 2. 9.
LXXXIIII. 2. 9.
LXXXV. 2. 9.
LXXXVI. 2. 9.
LXXXVII. 2. 9.
LXXXVIII. 2. 9.

Chap. VII. De garde Noble & Bourgeoise.

LXXXIX. 2. 1 & 12. 4. l.
XC. 2. 12.

Chap VIII. De Communauté.

XCI. 2. 10.
XCII. 2. 10. 2. l.
XCIII. 2. 10.
XCIIII. 2. 10.
XCV. 2. 10.
XCVI. 2. 10. 2. l.
XCVII. 2. 10.
XCVIII. 2. 10.
XCIX. 2. 10.
C. 2. 10.
CI. 2. 10.

Source : BIU Cujas

CII. 2. 10.

Chap. IX. De Testamens.

CIII. 2. 14.
CIIII. 2. 14.
CV. 2. 14.
CVI. 2. 14.
CVII. 2. 14.

Chap. X. De Successions.

CVIII. 2. 15.
CIX. 2. 15.
CX. 2. 15.
CXI. 2. 15.
CXII. 2. 15.
CXIII. 2. 15.
CXIIII. 2. 15.
CXV. 2. 15.
CXVI. 2. 15.
CXVII. 2. 15.
CXVIII. 2. 15.
CXIX. 2. 15.
CXX. 2. 15.
CXXI. 2. 15.
CXXII. 2. 15.
CXXIII. 2. 15.
CXXIIII. 2. 15.
CXXV. 2. 15.
CXXVI. 2. 15.
CXXVII. 2. 15.
CXXVIII. 2. 14. 1. 6.
CXXIX. 2. 3.

Chap. XI. De Douaires.

CXXX. 2. 11.
CXXXI. 2. 11.
CXXXII. 2. 11.
CXXXIII. 2. 11.
CXXXIIII. 2. 11.
CXXXV. 2. 11.
CXXXVI. 2. 11.
CXXXVII. 2. 11.
CXXXVIII. 2. 11.
CXXXIX. 2. 11.

Chap. XII. De Don mutuel & autres Donations.

CXL. 2. 13.
CXLI. 2. 13.
CXLII. 2. 13.
CXLIII. 2. 13.
CXLIIII. 2. 13.
CXLV. 2. 13.
CXLVI. 2. 13.

Chap. XIII. Des Arrests Executions & gageries.

CXLVII. 2. 8.
CXLVIII. 2. 8.
CXLIX. 2. 8.
CL. 2. 8.
CLI. 2. 8.
CLII. 2. 8.
CLIII. 2. 2.
CLIIII. 2. 8.
CLV. 2. 8.
CLVI. 2. 6.
CLVII. 2. 8.
CLVIII. 2. 8.
CLIX. 2. 8.
CLX. 2. 8.
CLXI. 2. 8.
CLXII. 2. 8.
CLXIII. 2. 8.
CLXIIII. 2. 8.
CLXV. 2. 8.
CLXVI. 2. 5.
CLXVII. 2. 8.
CLXVIII. 2. 8.

Chap. XIIII. De Retraicts Linagiers

CLXIX. 2. 7.
CLXX. 2. 7.
CLXXI. 2. 7.
CLXXII. 2. 7.
CLXXIII. 2. 7.
CLXXIIII. 2. 7.
CLXXV. 2. 7.
CLXXVI. 2. 7.
CLXXVII. 2. 7.
CLXXVIII. 2. 7.
CLXXIX. 2. 7.
CLXXX. 2. 7.
CLXXXI. 2. 7.
CLXXXII. 2. 7.

Chap. XV. Des Degasts & dommages faits es heritages & prinses de bestes.

CLXXXIII. 2. 13.
CLXXXIIII. 1. 12.
CLXXXV. 1. 14.
CLXXXVI. 1. 14. 2. 1.
CLXXXVII. 1. 12.
CLXXXVIII. 1. 12.
CLXXXIX. 1. 12.
CXC. 1. 14.
CXCI. 1. 14.
CXCII. 1. 14.
CXCIII. 1. 14.

DOVRDAN

Titre I. Des fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.

Tit. II. De Censive & droicts Seigneuriaux.

XLIII. 2. 2.
XLIIII. 2. 2.
XLV. 2. 2. 2. 1.
XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 2.
XLVIII. 2. 2.
XLIX. 2. 3.
L. 2. 2.
LI. 2. 2.

Tit. III. Des actions personnelles & hypotheques.

LII. 2. 5.
LIII 2. 5.
LIIII. 2. 5.
LV. 2. 5.
LVI. 2. 5.
LVII. 2. 8.
LVIII. 2. 15.

Tit. IIII. De seruitudes.

LIX. 2. 9.
LX. 1. 12.
LXI. 1. 12.
LXII. 1. 12.
LXIII. 2. 9.
LXIIII. 2. 9.
LXV. 2. 9.
LXVI. 2. 9.
LXVII. 2. 9.
LXVIII. 2. 9.
LXIX. 2. 9.
LXX. 2. 9.
LXXI. 2. 9.
LXXII. 2. 9.

Titre V. De Prescription.

LXXIII. 2. 6.
LXXIIII. 2. 6.
LXXV. 2. 6.
LXXVI. 2. 6.

Tit. VI. Des Droicts appartenans à gens mariez.

LXXVII. 2. 10.
LXXVIII. 2. 10.
LXXIX. 2. 10.
LXXX. 2. 10. 2. 1.
LXXXI. 2. 10.
LXXXII. 2. 10.
LXXXIII. 2. 10.
LXXXIIII. 2. 10.
LXXXV. 2. 10.
LXXXVI. 2. 10.
LXXXVII. 2. 10.

Tit. VII. De Douaires.

LXXXVIII. 2. 11.
LXXXIX. 2. 11.
XC. 2. 11.

Tit. VIII. De Donations.

XCI. 2. 13.
XCII. 2. 13.
XCIII. 2. 13.

Source : BIU Cujas

XCIIII. 2. 13.
XCV. 2. 13.
XCVI. 2. 13.
XCVII. 2. 13.

Tit. IX. De Testamens & execution d'iceux.

XCVIII. 2. 15.
XCIX. 2. 14.
C. 2. 14
CI. 2. 14.
CII. 2. 14.
CIII. 2. 14.
CIIII. 2. 14.

Tit. X. De Succesions.

CV. 2. 15.
CVI. 2. 15.
CVII. 2. 15.
CVIII. 2. 15.
CIX. 2. 15.
CX. 2. 15.
CXI. 2. 15.
CXII. 2. 15.
CXIII. 2. 15.
CXIIII. 2. 15.
CXV. 2. 15.
CXVI. 2. 15.
CXVII. 2. 15.
CXVIII. 2. 15.
CXIX. 2. 15.
CXX. 2. 15.
CXXI. 2. 15.
CXXII. 2. 15.
CXXIII. 1. 6.

Tit. XI. De Garde noble & Bourgeoise.

CXXIIII. 2. 12. 2 l.
CXXV. 2 12. 2. l.
CXXVI. 2. 12.
CXXVII. 2. 12.
CXXVIII. 2. 12.
CXXIX. 2. 12.

Tit. XII. De criees.

CXXX. 2. 16.

Tit. XIII. De Retrait linager.

CXXXI. 2. 7.
CXXXII. 2. 7.
CXXXIII. 2. 7.
CXXXIIII. 2. 7.
CXXXV 2. 7.
CXXXVI. 2 7.
CXXXVII. 2. 7.
CXXXVIII. 2. 7.
CXXXIX. 2. 7.
CXL. 2. 7.
CXLI. 2. 7.
CXLII. 2. 7.

Tit. XIIII. Autres Coustumes.

CXLIII. 2. 5.
CXLIIII. 2. 8.
CXLV. 2. 5.
CXLVI. 2. 8.
CXLVII. 2. 13.
CXLVIII. 2 6.
CXLIX. 2. 12.
CL. 2. 8.
CLI. 1. 14.

Mont-fort Lamaubry, Gambvis, Neauphle le Chastel, & S. Ligieren Yuelines.

Chap. I. Des fiefs.

I. 2. 1
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1. 2. l.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.

Chap. II. De Censives & droicts Seigneuriaux.

XLVIII. 2. 2.
XLIX. 2. 2.
L. 2. 2.
LI. 2. 2.
LII. 2. 2.
LIII. 2. 2.
LIIII. 2. 3.
LV. 2. 2.
LVI. 2. 2.
LVII. 2. 2.
LVIII. 2. 3.

Chap. III. De Complainte & cas de saisine & nouvelleté.

LIX. 2. 4.
LX. 2. 4.

Chap. IIII. De Prescription.

LXI. 2. 6.
LXII. 2. 6.
LXIII. 2. 6.
LXIIII. 2. 6.

Chap V. Des Actions personnelles & hypotheques.

LXV. 2. 5.
LXVI. 2. 5.
LXVII. 2. 5.
LXVIII. 2. 5.
LXIX. 2. 5.
LXX. 2. 15.
LXXI. 2. 8.
LXXII. 2. 5.

Chap. VI. De Rapports des Iurez

LXXIII. 2. 9.

Chap. VII. De Seruitudes & autres droicts reels.

LXXIIII. 2. 9.
LXXV. 2. 9.
LXXVI. 2. 9.
LXXVII. 2. 9.
LXXVIII. 2. 9.
LXXIX. 2. 9.
LXXX. 2. 9.
LXXXI. 2. 9.
LXXXII. 2. 9.
LXXXIII. 2 9.
LXXXIIII. 2. 9.
LXXXV. 2. 9.

Chap. VIII. Des Testamens & executions d'iceux.

LXXXVI. 2. 14.
LXXXVII. 2. 14.
LXXXVIII. 2. 14.
LXXXIX. 2. 14.
XC. 2. 14.
XCI. 2. 14.

Chap. IX. De Succession.

XCII. 2. 15.
XCIII. 2. 15.
XCIIII. 2. 15.
XCV. 2. 15.
XCVI. 2. 15
XCVII. 2. 15.
XCVIII. 2. 15.
XCIX. 2. 15.
C. 2. 15.
CI. 2. 15.
CII. 2. 15.
CIII. 2. 15.
CIIII. 2. 15.
CV. 2. 15.
CVI. 1. 6.
CVII. 1. 6.
CVIII. 2. 15.
CIX. 2. 1.
CX. 2. 15.
CXI. 2. 15.
CXII. 2. 15.
CXIII. 2. 15.
CXIIII. 2. 15.
CXV. 2. 15.

Chap. X. De garde Noble & Bourgeoise.

CXVI. 2. 12. 2. l.
CXVII. 2. 12.

Source : BIU Cujas

CXVIII. 2. 12.
CXIX. 2. 12.
CXX. 2. 12.

Chap. XI. *De Communauté de biens.*

CXXI. 2. 10.
CXXII. 2. 10.
CXXIII. 2. 10.
CXXIIII. 2. 10.
CXXV. 2. 10.
CXXVI. 2. 10.
CXXVII. 2. 10.
CXXVIII. 2. 10.
CXXIX. 2. 10.
CXXX. 2. 10.
CXXXI. 2. 10.
CXXXII. 2. 10.
CXXXIII. 2. 10.
CXXXIIII. 2. 10.
CXXXV. 2. 10.
CXXXVI. 2. 10.

Chap. XII. *De Douaires.*

CXXXVII. 2. 11.
CXXXVIII. 2. 11.
CXXXIX. 2. 11.
CXL. 2. 11.
CXLI. 2. 11.
CXLII. 2. 11.
CXLIII. 2. 11.
CXLIIII. 2. 11.

Chap. XIII. *De Dons simples & mutuels, & autres dispositions entre vifs.*

CXLV. 2. 13.
CXLVI. 2. 13.
CXLVII. 2. 3.
CXLVIII. 2. 13.
CXLIX. 2. 13.
CL. 2. 13.
CLI. 2. 13.
CLII. 2. 13.
CLIII. 2. 13.

Chap. XIIII. *Des Arrests executions & saisies.*

CLIIII. 2. 8.
CLV. 2. 8.
CLVI. 2. 8.
CLVII. 2. 8.
CLVIII. 1. 12.

Chap. XV. *De Retraict linager.*

CLIX. 2. 7.
CLX. 2. 7.
CLXI. 2. 7.
CLXII. 2. 7.
CLXIII. 2. 7.
CLXIIII. 2. 7.
CLXV. 2. 7.
CLXVI. 2. 7.
CLXVII. 2. 7.
CLXVIII. 2. 7.
CLXIX. 2. 7.
CLXX. 2. 7.
CLXXI. 2. 7.
CLXXII. 2. 7.
CLXXIII. 2. 2.
CLXXIIII. 2. 7.

Chap. XVI. *De Criees.*

CLXXV. 2. 16.
CLXXVI. 2. 16.
CLXXVII. 2. 16.
CLXXVIII. 2. 16.
CLXXIX. 2. 16.

Chap. XVII. *Autres Coustumes.*

CLXXX. 2. 8.
CLXXXI. 2. 8.
CLXXXII. 2. 5.
CLXXXIII. 2. 8.
CLXXXIIII. 1. 25.
CLXXXV. 2. 8.
CLXXXVI. 2. 6.
CLXXXVII. 1. 5.

Maute & Meulant Chap. I.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 1.
X. 2. 1. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 1. 1. p. 3. a.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.

Chap. II. *De Censiues & droicts Seigneuriaux.*

XLV. 2. 2.
XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 2.
XLVIII. 2. 2.
XLIX. 2. 2.
L. 2. 2.
LI. 2. 2. 2. 1.
LII. 2. 3.
LIII. 2. 2.
LIIII. 2. 2.
LV. 2. 2.

Chap. III. *Des Actions obligations & hypotheques.*

LVI. 2. 5.
LVII. 2. 5.
LVIII. 2. 5.
LIX. 1. 21.
LX. 2. 5.
LXI. 2. 5.
LXII. 2. 5.
LXIII. 2. 15.
LXIIII. 2. 5.
LXV. 2. 8.
LXVI. 2. 5.
LXVII. 2. 8.
LXVIII. 2. 8.
LXIX. 2. 8.
LXX. 2. 8.
LXXI. 2. 15.

Chap. IIII. *De Retraict linagier.*

LXXII. 2. 7. 2. 1.
LXXIII. 2. 7.
LXXIIII. 2. 7.
LXXV. 2. 7.
LXXVI. 2. 7.
LXXVII. 2 7.
LXXVIII. 2. 7.
LXXIX. 2. 7.
LXXX. 2. 7.
LXXXI. 2. 7.
LXXXII. 2. 7.
LXXXIII. 2. 7.
LXXXIIII. 2. 7.
LXXXV. 2. 7.
LXXXVI. 2. 7.

Chap. V. *De nouuelleté.*

LXXXVII. 2. 4.
LXXXVIII. 2. 4.

Chap. VI. *De Saisine & Posiesion.*

LXXXIX. 2. 15.
XC. 2. 5.
XCI. 2. 4.

Chap. VII. *Des Louages & Baux à ferme.*

XCII. 2. 5. & 8.
XCIII. 2. 5.

Chap. VIII. *Des Seruitutes & autres droicts reels.*

XCIIII. 2. 9.
XCV. 2. 9.
XCVI. 2. 9.
XCVII. 2. 9.
XCVIII. 2. 9.
XCIX. 2. 9.
C. 2. 9.
CI. 2. 9.
CII. 2. 9.
CIII. 2. 9.
CIIII. 2. 9.
CV. 2. 9.
CVI. 2. 9.
CVII. 2. 9.

Chap. IX. *De Prescription.*

CVIII. 2. 6.
CIX. 2. 6.
CX. 2. 6.
CXI. 2. 6.

Source : BIU Cujas

CXII. 2. 6.

Chapitre X. De Criees.

CXIII. 2. 16.
CXIIII. 2. 16.
CXV. 2. 16.
CXVI. 2. 16.
CXVII. 2. 16.
CXVIII. 2. 16.

Chapitre XI. De Communauté de biens.

CXIX. 2. 10.
CXX. 2. 10.
CXXI. 2. 10.
CXXII. 2. 10.
CXXIII. 2. 10.
CXXIIII. 2. 10.
CXXV. 2. 10.
CXXVI. 2. 10.
CXXVII. 2. 10.
CXXVIII. 2. 10.
CXXIX. 2. 10.
CXXX. 2. 10.
CXXXI. 2. 10.
CXXXII. 2. 10.
CXXXIII. 2. 10.

Chapitre XII. De Douaire.

CXXXIIII. 2. 11.
CXXXV. 2. 11.
CXXXVI. 2. 11.
CXXXVII. 2. 11.
CXXXVIII. 2. 11.
CXXXIX. 2. 11.
CXL. 2. 11.
CXLI. 2. 11.
CXLII. 2. 1.

Chap. XIII. De Donations simples, mutuelles & autres dispositions faites entre vifs.

CXLIII. 2. 13.
CXLIIII. 2. 3.
CXLV. 2. 13.
CXLVI. 2. 13.
CXLVII. 2. 13.
CXLVIII. 2. 13.
CXLIX. 2. 13.
CL. 2. 13.

Chapitre XIIII. Des Testamens & execution d'iceux.

CLI. 2. 15.
CLII. 2. 15.
CLIII. 2. 14.
CLIIII. 2. 14.
CLV. 2. 14.
CLVI. 2. 14.
CLVII. 2. 14.
CLVIII. 2. 14.
CLIX. 2. 14.

Chapitre XV. De Succession.

CLX. 2. 15.
CLXI. 2. 15.
CLXII. 2. 15.
CLXIII. 2. 15.
CLXIIII. 2. 15.
CLXV. 2. 15.
CLXVI. 2. 15.
CLXVII. 2. 15.
CLXVIII. 2. 15.
CLXIX. 2. 15.
CLXX. 2. 15.
CLXXI. 2. 15.
CLXXII. 2. 15.
CLXXIII. 2. 15.
CLXXIIII. 2. 15.
CLXXV. 1. 6. & 2. 4.
CLXXVI. 1. 6.
CLXXVII. 1. 6.

Chap. XVI. Des Tuteurs Baillistres & Gardiens.

CLXXVIII. 2. 12.
CLXXIX. 2. 12. 2. 1.
CLXXX. 2. 12.
CLXXXI. 2. 12. 2. 1.
CLXXXII. 2. 12.
CLXXXIII. 2. 12.
CLXXXIIII. 2. 12.

Chap. XVII. Autres Coustumes.

CLXXXV. 2. 5.
CLXXXVI. 2. 8.
CLXXXVII. 2. 6.
CLXXVIII. 2. 8.
CLXXXIX. 1. 5.
CXC. 2. 8.
CXCI. 1. 12.
CXCII. 2. 8.
CXCIII. 2. 8.
CXCIIII. 1. 5.
CXCV. 1. 2. 1.
CXCVI. 2. 2.
CXCVII. 2. 8.

SENLIS.
Titre I. Du Ressort de Senlis.

I. 1. 15.
II. 1. 15.
III. 1. 15.
IIII. 1. 15.
V. 1. 15.
VI. 1. 15.
VII. 1. 15.
VIII. 1. 15.
IX. 1. 15.
X. 1. 15.
XI. 1. 15.
XII. 1. 15.
XIII. 1. 15.
XIIII. 1. 15.
XV. 1. 15.
XVI. 1. 15.
XVII. 1. 15.
XVIII. 1. 15.
XIX. 1. 15.
XX. 1. 15.
XXI. 1. 15.
XXII. 1. 15.
XXIII. 1. 15.
XXIIII. 1. 15.
XXV. 1. 15.
XXVI. 1. 15.
XXVII. 1. 3.
XXVIII. 1. 15.
XXIX. 1. 15.
XXX. 1. 15.
XXXI. 1. 15.
XXXII. 1. 15.
XXXIII. 1. 15.
XXXIIII. 1. 15.
XXXV. 1. 15.
XXXVI. 1. 15.
XXXVII. 1. 15.

Tit. II. Des Preuosts Royaux & Baillifs subalternes, ressortissans à l'Assise de Senlis.

XXXVIII. 1. 15.
XXXIX. 1. 15.
XL. 1. 15.
XLI. 1. 15.
XLII. 1. 15.
XLIII. 1. 15.
XLIIII. 1. 15.
XLV. 1. 23.
XLVI. 1. 23.
XLVII. 1. 23.
XLVIII. 1. 23.
XLIX. 1. 23.
L. 1. 15.
LI. 1. 23.
LII. 1. 23.
LIII. 1. 23.
LIIII. 1. 5.
LV. 1. 23.
LVI. 1. 23.
LVII. 1. 23.
LVIII. 1. 23.
LIX. 1. 23.
LX. 1. 23.
LXI. 1. 23.
LXII. 1. 23.
LXIII. 1. 15.
LXIIII. 1. 15.
LXV. 1. 15.
LXVI. 1. 15.
LXVII. 1. 15.
LXVIII. 1. 15.
LXIX. 1. 15.
LXX. 1. 15.
LXXI. 1. 15.
LXXII. 1. 15.
LXXIII. 1. 15.
LXXIIII. 1. 15.
LXXV. 1. 15.
LXXVI. 1. 15.
LXXVII. 1. 15.
LXXVIII. 1. 15.
LXXIX. 1. 23.
XC. 1. 15.
XCI. 1. 15.
XCII. 1. 15. & 23. 21.

Tit. III. Des Droicts appartenans aux Seigneurs Chastelains.

XCIII. 1. 4. & 15. 21
XCIIII. 1. 21.
XCV. 1. 4.

Tit. IIII. Des Cas appartenans à Haut Iusticier.

XCVI. 1. 3.
XCVII. 1. 5.
XCVIII. 1. 3.
XCIX. 1. 3.
C. 1. 3.
CI. 1. 3.
CII. 2. 3.
CIII. 2. 8.
CIIII. 2. 8.
CV. 2. 3.
CVI. 1. 3.
CVII. 1. 13.

Tit. V. Des cas appartenans au moyen Iusticier.

Source : BIU Cujas

CVIII. 1. 3.
CIX. 1. 3.
CX. 1. 3.
CXI. 1. 3.
CXII. 1. 3.
CXIII. 1. 3.
CXIIII. 1. 3.
CXV. 1. 3.
CXVI. 1. 21.
CXVII. 1. 3.
CXVIII. 1. 3.
CXIX. 1. 3.

Titre VI. Des Bas Iusticiers & des cas à eux appartenans, & desquels le moyen Iusticier à la congnoissance.

CXX. 1. 3.
CXXI. 1. 3.
CXXII. 1. 3.
CXXIIII. 1. 3.
CXXIIII. 1. 3.
CXXV. 1. 7.

Tit. VII. Des Successions des fiefs & autres heritages roturiers & biens meubles.

CXXVI. 2. 1.
CXXVII. 2. 1.
CXXVIII. 2. 1.
CXXIX. 2. 1.
CXXX. 2. 1.
CXXXI. 2. 1.
CXXXII. 2. 1. 2. l.
CXXXIII. 2. 15.
CXXXIIII. 2. 1.
CXXXV. 2. 1. 2. l.
CXXXVI. 2. 15.
CXXXVII. 2. 15.
CXXXVIII. 2. 15.
CXXXIX. 2. 15.
CXL. 2. 15.
CXLI. 2. 15.
CXLII. 2. 15.
CXLIII. 2. 13.
CXLIIII. 2. 13.
CXLV. 2. 10.
CXLVI. 2. 10.
CXLVII. 2. 10.
CXLVIII. 2. 14.
CXLIX. 2. 15.
CL. 2. 15.
CLI. 2. 15.
CLII. 2. 12. 2. l.
CLIII. 2. 12.
CLIIII. 2. 12.
CLV. 2. 1.
CLVI. 2. 1.
CLVII. 2. 1.
CLVIII. 2. 1.
CLIX. 2. 1.
CLX. 2. 15.
CLXI. 2. 15.
CLXII. 2. 15.
CLXIII. 2. 15.
CLXIIII. 2. 15.
CLXV. 2. 15.
CLXVI. 2. 1.
CLXVII. 2. 1.
CLXVIII. 2. 15.
CLXIX. 2. 10.
CLXX. 2. 15.
CLXXI. 2. 15.
CLXXII. 1. 6.
CLXXIII. 2. 14.

Titre VIII. Des Douaires.

CLXXIIII. 2. 11.
LCXXV. 2. 11.
CLXXVI. 2. 11.
CLXXVII. 2. 11.
CLXXVIII. 2. 11.
CLXXIX. 2. 11.
CLXXX. 2. 11.
CLXXXI. 2. 11.
CLXXXII. 2. 11.
CLXXXIII. 2. 1. & 11.
CLXXXIIII. 2. 11. & 11. 21.
CLXXXV. 2. 11.
CLXXXVI. 2. 11.
CLXXXVII. 2. 11.

Titre IX. De Prescription.

CLXXXVIII. 2. 6.
CLXXXIX. 2. 6.
CXC. 2. 6.
CXCI. 2. 6. 2. l.
CXCII. 2. 5.
CXCIII. 2. 6.
CXCIIII. 2. 6.
CXCV. 2. 1.
CXCVI. 2. 1.

Tit. X. Des Rentes constituees & assignees sur heritages.

CXCVII. 2. 1.
CXCVIII. 2. 5.
CXCIX. 1. 5.
CC. 1. 5.
CCI. 2. 16.
CCII. 2. 5.
CCIII. 2. 1.
CCIIIII. 2. 1.
CCV. 2. 1.
CCVI. 2. 5.
CCVII. 2. 10.
CCVIII. 2. 8.

Titre XI. Des Donations.

CCIX. 2. 13.
CCX. 2. 13.
CCXI. 2. 13.
CCXII. 2. 13.
CCXIII. 2. 15.
CCXIIII. 2. 1. & 2.
CCXV. 2. 1. & 2.
CCXVI. 2. 13.
CCXVII. 2. 14.
CCXVIII. 2. 14.
CCXIX. 2. 14.
CCXX. 1. 1.
CCXXI. 1. 1.

Tit. XII. De Retraict d'heritage linager.

CCXXII. 2. 7.
CCXXIII. 2. 7. 2. l.
CCXXIIII. 2. 7.
CCXXV. 2. 7.
CCXXVI. 2. 7.
CCXXVII. 2. 7.
CCXXVIII. 2. 7.
CCXXIX. 2. 7.
CCXXX. 2. 7.
CCXXXI. 2. 7.
CCXXXII. 2. 7.
CCXXXIII. 2. 7.
CCXXXIIII. 2. 1.

Tit. XIII. De Saisine & Dessaisine.

CCXXXV. 2. 1.
CCXXXVI. 2. 1.
CCXXXVII. 2. 1.
CCXXXVIII. 2. 2.
CCXXXIX. 2. 2. 2 l.
CCXL. 2. 2.
CCXLI. 2. 2.
CCXLII. 2. 2.
CCXLIII. 2. 2.
CCXLIIII. 2. 1.
CCXLV. 2. 1.
CCXLVI. 2. 2.
CCXLVII. 2. 2.
CCXLVIII. 2. 1.
CCXLIX. 2. 2.
CCL. 2. 1.
CCLI. 2. 1.
CCLII. 2. 1.
CCLIIII. 2. 1.
CCLIIII. 2. 1.
CCLV. 2. 1.
CCLVI. 2. 2.
CCLVII. 2. 2.
CCLVIII. 2. 1.
CCLIX. 2. 1.
CCLX. 2. 1.
CCLXI. 2. 1.
CCLXII. 2. 2. 2. l.
CCLXIII. 2. 2. 2. l.
CCLXIIII. 2. 1.
CCLXV. 2. 1.

Tit. XIIII. De Saisine & Possession d'acquerir.

CCLXVI. 2. 4.
CCLXVII. 2. 4.
CCLXVIII. 2. 9.
CCLXIX. 2. 9.
CCLXX. 2. 10.
CCLXXI. 2. 10.
CCLXXII. 2. 9.

Tit. XV. Des Decrets d'heritages.

CCLXXIII. 2. 16.
CCLXXIIII. 2. 16.
CCLXXV. 2. 16.
CCLXXVI. 2. 16.
CCLXXVII. 2. 16.
CCLXXVIIII. 2. 16.
CCLXXIX. 2. 16.
CCLXXX. 2. 16.
CCLXXXI. 2. 16.
CCLXXXII. 2. 16.
CCLXXXIII. 2. 16.
CCLXXXIIII. 2. 16. 2. l.
CCLXXXV. 2. 16.
CCLXXXVI. 2. 15.
CCLXXXVII. 2. 8.
CCLXXXVIII. 2. 5.
CCLXXXIX. 2. 5.
CCXC. 2. 5.
CCXCI. 2. 8.

CLERMONT, en Beauuoisis.

Titre I. Des Adiournemens.

I. 1. 20.
II. 1. 21.
III. 1. 20.
IIII. 1. 21.

Tit. II. De Retraict linagier.

V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7. 2. l.
XIIII. 2. 7.

Source : BIU Cujas

XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 7.
XX. 2. 7.
XXI. 2. 7.
XXII. 2. 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.
XXV. 2. 7.
XXVI. 2. 7.
XXVII. 2. 7.
XXVIII. 2. 7.
XXIX. 2. 7.
XXX. 2. 7.
XXXI. 2. 7.
XXXII. 2. 7.
XXXIII. 2. 7.

Tit III. Des Actions personnelles & hypotheques.

XXXIIII. 2. 15.
XXXV. 2. 5.
XXXVI. 2. 16.
XXXVII. 2. 5.
XXXVIII. 2. 5.
XXXIX. 2. 5.
XL. 2. 5.
XLI. 2. 5.
XLII. 2. 5.
XLIII. 2. 5.

Tit. IIII. De Complainte en cas de saisine & nouvelleté.

XLIIII. 2. 4.
XLV. 2. 4.
XLVI. 2. 4.
XLVII. 2. 4.
XLVIII. 2. 4.
XLIX. 2. 4.
L. 2. 4.
LI. 2. 4.

Tit. V. De Simple Saisine.

LII. 2. 4.

Tit VI. D'Arrests Executions & de Criees.

LIII 2 8.
LIIII. 2. 8.
LV. 2. 5.
LVI. 2. 8.
LVII. 2. 8.
LVIII. 2. 8.
LIX. 2. 8.
LX. 2. 16. 2. l.
LXI. 2. 16. 2. l.
LXII. 2. 16. 2. l.
LXIII. 2. 16.
LXIIII. 2. 16.
LXV. 2. 16.

Tit. VII. De Prescription.

LXVI. 2. 6.
LXVII. 2. 6.
LXVIII. 2. 6.
LXIX. 2. 6.
LXX. 2. 6.
LXXI. 2. 6.
LXXII. 2. 1.

Titre VIII. De matiere Feodal.

LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1. 2. l.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 15.
LXXXV. 2. 15.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 1.
XCI. 2. 1.
XCII. 2. 1.
XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2. 2.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 1.
XCIX. 2. 1.
C. 2. 1.
CI. 2. 1.
CII. 2. 1.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 1.
CV. 2. 1.
CVI. 2. 1.
CVII. 2. 1.
CVIII. 2. 1.
CIX. 2. 1.
CX. 2. 1.
CXI. 2. 1.

Tit. IX. De Censive & Champart.

CXII. 2. 2.
CXIII. 2. 1.
CXIIII. 2. 2.
CXV. 2. 2.
CXVI. 2. 2.
CXVII. 2. 2.
CXVIII. 2. 2.
CXIX. 2. 2.
CXX. 2. 2.
CXXI. 2. 2.

Tit. X. Des Dons & Dispositions entre vifs.

CXXII. 2. 13.
CXXIII. 2. 13.
CXXIIII. 2. 13.
CXXV. 2. 13.
CXXVI. 2. 13.
CXXVII. 2. 13.
CXXVIII. 2. 13.
CXXIX. 2. 15.

Tit. XI. De Testamens.

CXXX. 2. 14.
CXXXI. 2. 14.
CXXXII. 2. 13.
CXXXIII. 2. 14.
CXXXIIII. 2. 14.
CXXXV. 2. 14.
CXXXVI. 2. 15.
CXXXVII. 2. 15.
CXXXVIII. 2. 14.
CXXXIX. 2. 14.
CXL. 2. 14.

Titre XII. Des Successions.

CXLI. 2. 15.
CXLII. 2. 15.
CXLIII. 2. 15.
CXLIIII. 2. 15.
CXLV. 2. 15.
CXLVI. 2. 15.
CXLVII. 2. 15.
CXLVIII. 2. 15.
CXLIX. 2. 15.
CL. 2. 15.
CLI. 2. 15.
CLII. 1. 1. p. 3. a.
CLIII. 1. 6. & 2. 14.
CLIIII. 2. 15.
CLV. 2. 15.
CLVI. 2. 15.

Titre XIII. De Douaires.

CLVII. 2. 11.
CLVIII. 2. 11.
CLIX. 2. 11.
CLX. 2. 11.
CLXI. 2. 11.
CLXII. 2. 11.
CLXIII. 2. 11.
CLXIIII. 2. 11.
CLXV. 2. 11.
CLXVI. 2. 11.
CLXVII. 2. 11.
CXVIII. 2. 11.
CLXIX. 2. 11.

Tit. XIIII. Des Gardes Nobles.

CLXX. 2. 12. 2. l.
CLXXI. 2. 12. 2. l.
CLXXII. 2. 12.
CLXXIII. 2. 12.
CLXXIIII. 2. 12.
CLXXV. 2. 1.
CLXXVI. 2. 12. 2. l.
CLXXVII. 2. 12.
CLXXVIII. 2. 12.

Tit. XV. De Communauté de biens.

CLXXIX. 2. 10.
CLXXX. 2. 10.
CLXXXI. 2. 10.
CLXXXII. 2. 10.
CLXXXIII. 2. 10.
CLXXXIIII. 2. 10.
CLXXXV. 2. 10.
CLXXXVI. 2. 10.
CLXXXVII. 2. 10.
CLXXXVIII. 2. 10.
CLXXXIX. 2. 10.
CXC. 2. 10.
CXCI. 2. 10.
CXCII. 2. 10.

Tit. XVI. De Tuteurs & curateurs.

CXCIII. 2. 12.
CXCIIII. 2. 12.
CXCV. 2. 12.
CXCVI. 2. 12.
CXCVII. 2. 12.

Titre XVII. Des Iustices & preeminences d'icelles.

CXCVIII. 1. 4.
CXCIX. 1. 15.
CC. 1. 15.
CCI. 2. 8. 1. 2. l.

Source : BIU Cujas

Titre XVIII. Des Delicts.

CCII. 1. 24.
CCIII. 1. 24.
CCIIII. 1. 5.

Titre XIX. De matiere d'appel.

CCV. 1. 15.
CCVI. 1. 15.
CCVII. 1. 15.
CCVIII. 1. 15.
CCIX. 1. 15.
CCX. 1. 15.
CCXI. 1. 23.
CCXII. 1. 23.
CCXIII. 1. 21.
CCXIIII. 1. 23.
CCXV. 1. 23.

Tit. XX. Du faict des Esgouts venes & autres seruitutes.

CCXVI. 2. 9.
CCXVII. 2. 9.
CCXVIII. 2. 9.
CCXIX. 2. 9.
CCXX. 2. 9.
CCXXI. 2. 9.
CCXXII. 2. 9.
CCXXIII. 2. 9.
CCXXIIII. 2. 9.
CCXXV. 2. 9.

Titre XXI. Des diuersitez des chemins & mesures.

CCXXVI. 2. 9.
CCXXVII. 2. 9.
CCXXVIII. 2. 9.
CCXXIX. 2. 9.
CCXXX. 2. 9.
CCXXXI. 2. 9.
CCXXXII. 1. 14.
CCXXXIII. 1. 14.
CCXXXIIII. 2. 9.
CCXXXV. 2. 9.
CCXXXVI. 2. 9.
CCXXXVII. 2. 9.
CCXXXVIII. 2. 9.
CCXXXIX. 2. 9.
CCXL. 2. 9.
CCXLI. 2. 9.
CCXLII. 1. 24.
CCXLIII. 2. 9.
CCXLIIII. 2. 9.
CCXLV. 2. 9.

Titre XXII. Autres Coustumes.

CCXLVI. 2. 5.
CCXLVII. 2. 5.
CCXLVIII. 2. 5.
CCXLIX. 2. 8.
CCL. 2. 8.

VALLOIS Titre I. De Iustice.

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 1. 5.
IIII. 1. 3.
V. 1. 3.
VI. 1. 3.
VII. 1. 5.
VIII. 1. 15.

Titre II. De Presention.

IX. 1. 21.
X. 1. 24.
XI. 1. 21.
XII. 1. 21.

Titre III. Des saisines & droicts fonciers & Censuels.

XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.
XVIII. 2. 2.
XIX. 2. 5.
XX. 2. 2.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIII. 2. 2.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 2. 2. l. & 7.

Titre IIII. De fiefs.

XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1. 3. l.
XXXIIII. 2. 1. 2. l.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1. 2. l.
LIII. 2. 1.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 2.

Titre V. De Successions en fiefs.

LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 10.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 1. 1. p. 3. a.
LXVI. 1. 1.

Tit. VI. De Gardiens & Baillistres.

LXVII. 2. 12. 2. l.
LXVIII. 2. 12.
LXIX. 2. 12.
LXX. 2. 12.
LXXI. 2. 12.
LXXII. 2. 12.
LXXIII. 2. 12.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 12.
LXXVI. 2. 12.

Titre VII. De Succession.

LXXVII. 2. 15.
LXXVIII. 2. 15.
LXXIX. 2. 15.
LXXX. 2. 15.
LXXXI. 2. 15.
LXXXII. 2. 15.
LXXXIII. 2. 15.
LXXXIIII. 2. 14.
LXXXV. 2. 14.
LXXXVI. 2. 14.
LXXXVII. 2. 15.
LXXXVIII. 2. 15.
LXXXIX. 2. 15.
XC. 2. 15.
XCI. 1. 6. & 2. 15.
XCII. 2. 15.
XCIII. 2. 14.
XCIIII. 2. 10.
XCV. 2. 10.
XCVI. 2. 10.
XCVII. 2. 10.
XCVIII. 2. 10.
XCIX. 2. 10.
C. 2. 10.
CI. 2. 15.

Tit. VIII. De Douaires.

CII. 2. 11.
CIII. 2. 11.
CIIII. 2. 11.
CV. 2. 11.
CVI. 2. 11.
CVII. 2. 11.
CVIII. 2. 11.
CIX. 2. 11.
CX. 2. 11.
CXI. 2. 11.
CXII. 2. 11.
CXIII. 2. 1.
CXIIII. 2. 11.
CXV. 2. 11.

Titre IX. De Prescription & Possession.

CXVI. 2. 4.
CXVII. 2. 4.
CXVIII. 2. 4.
CXIX. 2. 6.
CXX. 2. 6.
CXXI. 2. 6.
CXXII. 2. 6.
CXXIII. 2. 6.
CXXIIII. 2. 9.
CXXV. 2. 9.
CXXVI. 2. 9.
CXXVII. 2. 9.

Titre X. De Donations.

CXXVIII. 2. 13.
CXXIX. 2. 13.
CXXX. 2. 13.
CXXXI. 2. 13.
CXXXII. 2. 3.
CXXXIII. 2. 13.
CXXXIIII. 2. 13.

Tit. XI. De Retraict Linager.

CXXXV. 2. 7.
CXXXVI. 2. 7. 2. l.
CXXXVII. 2. 7.
CXXXVIII. 2. 7.
CXXXIX. 2. 7.

Source : BIU Cujas

CXL. 2. 7.
CXLI. 2. 7.
CXLII. 2. 7.
CXLIII. 2. 7.
CXLIIII. 2. 7.
CXLV. 2. 7.
CXLVI. 2. 7.
CXLVII. 2. 7.
CXLVIII. 2. 7.
CXLIX. 2. 7.
CL. 2. 7.
CLI. 2. 7.
CLII. 2. 7.
CLIII. 2. 7.
CLIIII. 2. 7.
CLV. 2. 7.
CLVI. 2. 7.

Titre XII. D'*Hypotheque.*

CLVII. 2. 5.
CLVIII. 2. 8.
CLIX. 2. 5.
CLX. 2. 5.
CLXI. 2. 5. 2. l.
CLXII. 2. 8.
CLXIII. 2. 5.
CLXIIII. 2. 5.
CLXV. 2. 5.
CLXVI. 2. 15.
LXVII. 2. 5.
CLXVIII. 2. 5.

Titre XIII. De *Testament.*

CLXIX. 2. 15.
CLXX. 2. 14.
CLXXI. 2. 14.
CLXXII. 2. 14.
CLXXIII. 2. 15.
CLXXIIII. 2. 14.
CLXXV. 2. 14.
CLXXVI. 2. 14.

Tit. XIIII. De *Rentes constituees & assignees sur heritages.*

CLXXVII. 2. 5.
CLXXVIII. 2. 5.
CLXXIX. 1. 5.

Titre XV. *Du Priuilege de louage de maisons.*

CLXXX. 2. 5.
CLXXXI. 2. 5.
CLXXXII. 2. 5.

Titre XVI. De *Criees, & decret d'heritages.*

CLXXXIII. 2. 16.
CLXXXIIII. 2. 16.
CLXXXV. 2. 16.
CXXXVI. 2. 11.
CLXXXVII. 2. 16. 3. l.
CXXXVIII. 2. 16.
CLXXXIX. 2. 16.
CXC. 2. 16.
CXCI. 2. 16.
CXCII. 2. 8.

Titre XVII. De *Respits.*

CXCIII. 2. 5.

Titre XVIII. De *diuersité de chemins.*

CXCIIII. 2. 9.
CXCV. 2. 9.
CXCVI. 2. 9.
CXCVII. 2. 9.

TROYES.

Tit. I. De *l'Estat & condition des personnes.*

I. 1. 1.
II. 1. 1.
III. 1. 2.
IIII. 1. 2.
V. 1. 2.
VI. 1. 2. 3. l.
VII. 1. 1.
VIII. 1. 1.
IX. 1. 1.
X. 1. 1.

Tit. II. Des *droicts & prerogatiues des Nobles, & comme ils succedent*

XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 1. 1. p. 3. a.
XIIII. 2. 1. & 15. 4. l.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1. & 12. 3. l.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1. 2. l.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 10. &. 12.

Titre III. Des *droicts des Seigneurs contre leurs Vassaux.*

XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1. 2. l.
XXVII. 2. 1. 2. l.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1. 2. l.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1. 2. l.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.

Tit. IIII. De la *Nature & condition des heritages, Rentes, Censiues & Hypotheques.*

L. 2. 2.
LI. 2. 2.
LII. 2. 2.
LIII 2 2.
LIIII. 2. 2.
LV. 2. 2.
LVI. 2. 2.
LVII. 2. 2.
LVIII. 2. 2.
LIX. 2. 2.
LX. 1. 2.
LXI. 2. 9.
LXII. 2. 9.
LXIII. 2. 9.
LXIIII. 2. 9.
LXV. 2. 3.
LXVI. 2. 3.
LXVII. 2. 5.
LXVIII. 2. 15.
LXIX. 2. 16.
LXX. 2. 16.
LXXI. 2. 16.
LXXII. 2. 8.
LXXIII. 2. 5.
LXXIIII. 1. 19. & 2. 8.
LXXV. 2. 2.
LXXVI. 2. 2.
LXXVII. 2. 2.
LXXVIII. 2. 2.
LXXIX. 2. 2.

Tit. V. Des Droits de *Mariage.*

LXXX. 2. 10.
LXXXI. 2. 10.
LXXXII. 2. 7.
LXXXIII. 2. 10.
LXXXIIII. 2. 13. & 14.
LXXXV. 2. 13. 2. l.
LXXXVI. 2. 11. 3. l.
LXXXVII. 2. 11.
LXXXVIII. 2. 10.
LXXXIX. 2. 11.

Titre VI. Des *droicts de Succession.*

XC. 2. 15.
XCI. 1. 2.
XCII. 2. 15.
XCIII. 2. 15.
XCIIII. 1. 2.
XCV. 2. 14.
XCVI. 2. 15.
XCVII. 2. 14.
XCVIII. 2. 14.
XCIX. 2. 14.
C. 2. 14.
CI. 2. 10.
CII. 2. 10.
CIII. 2. 15.
CIIII. 2. 15.
CV. 2. 15.
CVI. 2. 15.
CVII. 2. 15. 2. l.
CVIII. 2. 15.
CIX. 2. 10.
CX. 2. 10.
CXI. 2. 15.
CXII. 2. 15.
CXIII. 2. 15.
CXIIII. 2. 14.
CXV. 2. 14.
CXVI. 2. 14.
CXVII. 1. 6.

Tit. VII. De *Iustice & droicts d'icelle.*

CXVIII. 1. 6.
CXIX. 1. 6.
CXX. 1. 5.
CXXI. 1. 12.
CXXII. 1. 11.
CXXIII. 1. 3. 2. l.
CXXIIII. 1. 21.
CXXV. 1. 21.
CXXVI. 2. 16.
CXXVII. 2. 16.
CXXVIII. 1. 3.
CXXIX. 2. 8.
CXXX. 1. 5.
CXXXI. 1. 5.
CXXXII. 2. 8.
CXXXIII. 1. 5.

Source : BIU Cujas

CXXXIIII. 1. 5.
CXXXV. 1. 5.
CXXXVI. 2. 4.

Tit. VIII. De Donations.

CXXXVII. 2. 13.
CXXXVIII. 2. 13.
CXXXIX. 2. 10.
CXL. 2. 13.
CXLI. 2. 3.
CXLII. 2. 15.
CXLIII. 2. 15.

Titre IX. De Retraict.

CXLIIII. 2. 7.
CXLV. 2. 7.
CXLVI. 2. 7.
CXLVII. 2. 7.
CXLVIII. 2. 7.
CXLIX. 2. 7.
CL. 2. 7.
CLI. 2. 7. 4. l.
CLII. 2. 7.
CLIII. 2. 7.
CLIIII. 2. 7.
CLV. 2. 7.
CLVI. 2. 7.
CLVII. 2. 7.
CLVIII. 2. 7.
CLIX. 2. 7.
CLX. 2. 7.
CLXI. 2. 7.
CLXII. 2. 7.
CLXIII. 2. 7.
CLXIIII. 2. 7.
CLXV. 2. 7.
CLXVI. 2. 7.
CLXVII. 2. 7.

Titre X. Des Bois Eaues & Forests.

CLXVIII. 1. 12.
CLXIX. 1. 12.
CLXX. 1. 12. 2. l.
CLXXI. 1. 12.
CLXXII. 1 12.
CLXXIII. 1. 11.
CLXXIIII. 1. 11.
CLXXV. 1. 11.
CLXXVI. 1. 11.
CLXXVII. 1. 11.
CLXXVIII. 1. 11.
CLXXIX. 1. 11.
CLXXX. 1. 11.
CLXXXI. 1. 11.

Titre XI. De l'Assiete & prisee des terres.

CLXXXII. 2. 2.
CLXXXIII. 2. 2.
CLXXXIIII. 2. 2.
CLXXXV. 2. 2.
CLXXXVI. 2. 2.
CLXXXVII. 2. 2.
CLXXXVIII. 2. 2.
CLXXXIX. 2. 2.
CXC. 2. 2.
CXCI. 2. 2.
CXCII. 2. 2.
CXCIII. 2. 2.
CXCIIII. 2. 2.
CXCV. 2. 2.
CXCVI. 2. 2.
CXCVII. 2. 2.
CXCVIII. 2. 2.
CXCIX. 2. 2.
CC. 2. 6.
CCI. 2. 6.
CCII. 2. 5.
CCIII. 2. 5.

CHAVMONT en Bassigny.

Tit. I. De l'estat & conditiõ des personnes Nobles & non Nobles, des droicts & prerogatiues, & comment ils succedent.

I. 1. 1.
II. 1. 1.
III. 1. 1. & 2.
IIII. 1. 1. p. 2. b.
V. 1. 1.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 1. & 15. 3. l.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1. & 12. 3. l.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1. 2. l.
XIIII. 2. 1. 2. l.

Tit. II. Des droicts des Seigneurs feodaux contre leurs Vassaux.

XV. 2. 1.
XVI. 2. 1. 2. l.
XVII. 2. 1. 2. l.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1. 2. l.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.

Tit. III. De la nature & condition des heritages des censiues, Rentes foncieres, vollages & hypotheques.

LVII. 2. 2.
LVIII. 2. 5.
LIX. 2. 2.
LX. 2. 2.
LXI. 2. 2.
LXII. 2. 2.
LXIII. 2. 2.
LXIIII. 2. 3.
LXV. 2. 8.

Tit. IIII. Des Droicts de Mariage.

LXVI. 2. 10.
LXVII. 2. 10.
LXVIII. 2. 13. & 14.
LXIX. 2. 13.
LXX. 2. 11. 2. l.
LXXI. 2. 11.
LXXII. 2. 11.
LXXIII. 2. 10.
LXXIIII. 2. 10.
LXXV. 2. 10.

Tit. V. De Donation entre vifs.

LXXVI. 2. 13.

Tit. VI. Des droicts de succession.

LXXVII. 2. 15.
LXXVIII. 1. 2.
LXXIX. 2. 15.
LXXX. 2. 15.
LXXXI. 1. 2.
LXXXII. 2. 14.
LXXXIII. 2. 15.
LXXXIIII. 2. 14.
LXXXV. 2. 15.
LXXXVI. 2. 14.
LXXXVII. 2. 15.
LXXXVIII. 2. 15.

Tit. VII. Des Testamens & executions d'iceux.

LXXXIX. 2. 14.
XC. 2. 14.
XCI. 2. 14.

Titre VIII. De Iustice & des droicts d'icelle.

XCII. 1. 6.
XCIII. 1. 6.
XCIIII. 1. 6.
XCV. 1. 5.
XCVI. 1. 5.
XCVII. 1. 11.
XCVIII. 1. 10. 20.
XCIX. 1. 3. & 2. 8. 3. l.
C. 1. 21.
CI. 1. 23.

Tit. IX. Des Bois, Forests & Eaues.

CII. 1. 12.
CIII. 1. 12.
CIIII. 1. 12. 2. l.
CV. 1. 12.
CVI. 1. 11.
CVII. 1. 11.
CVIII. 1. 11.
CIX. 1. 11.
CX. 1. 11.
CXI. 1. 11.

Titre X. De Retraict.

CXII. 2. 7. 2. l.
CXIII. 2. 7.
CXIIII. 2. 7.
CXV. 2. 7.
CXVI. 2. 7.

Source : BIU Cujas

CXVII. 2. 7.
CXVIII. 2. 7.
CXIX. 2. 6.
CXX. 2. 6.

VITRI en Partois.

Tit. I. De Iuſtice & des droicts que hauts Iuſticiers, Bas & moyens ont.

I. 1. 1. 5. & 6.
II. 1. 21.
III. 2. 8.
IIII. 2. 1.
V. 1. 5.
VI. 1. 21.
VII. 1. 23.
VIII. 1. 23.
IX. 1. 23.
X. 1. 23.
XI. 1. 23.
XII. 1. 23.
XIII. 1. 5.
XIIII. 1. 5.
XV. 1. 5.
XVI. 2. 6.
XVII. 2. 8.
XVIII. 2. 2.

Titre II. De franc-Aleu.

XIX. 2. 2.
XX. 2. 2.

Titre III. Des Fiefs.

XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1. 3. l.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1. & 3.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1. 2. l.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1. 2. l.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1.
LIIII. 2. 1.

Tit. IV. Des Succeſſions & partages entre gens Nobles & roturiers.

LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1. & 12. 3. l.
LXIIII. 2. 12.
LXV. 2. 12. 2. l.
LXVI. 2. 15.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 1. 1. & 2. 10.
LXIX. 1. 1.
LXX. 2. 2.
LXXI. 2. 15.
LXXII. 1. 6.
LXXIII. 2. 15.
LXXIIII. 2. 10.
LXXV. 2. 10
LXXVI. 2. 10.
CXXVII. 2. 15.
LXXVIII. 1. 1.
LXXIX. 1. 1.
LXXX. 2. 15.
LXXXI. 2. 15.
LXXXII. 2. 15.
LXXXIII. 2. 15.
LXXXIIII. 1. 1. p. 2. b.
LXXXV. 2. 15.

Titre V. De Douaire.

LXXXVI. 2. 11. 3 l.
LXXXVII. 2. 11. 2. l.
LXXXVIII. 2. 11.
LXXXIX. 2. 11.
XC. 2. 11.
XCI. 2. 10.
XCII. 2. 10.
XCIII. 2. 11.
XCIIII. 2. 11.
XCV. 2. 11.
XCVI. 2. 11. 2. l.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 11.

Titre VI. Des Teſtamens.

XCIX. 2. 15.
C. 2. 14. & 15.
CI. 2. 15.
CII. 2. 14.
CIII. 1. 2.
CIIII. 2. 10.
CV. 2. 14.
CVI. 2. 14.
CVII. 2. 14.
CVIII. 2. 14.
CIX. 2. 14.

Tit. VII. De Don.

CX. 1. 1.
CXI. 2. 13.
CXII. 2. 13.

Tit. VIII. De Conuentions entre l'homme & la femme.

CXIII. 2. 13.

Tit. IX. De droict de propriété.

CXIIII. 2. 3.
CXV. 2. 7.
CXVI. 2. 3.

Titre X. De Cenſiues.

CXVII. 2. 2.

Tit. XI. De Paſquis, Paſturages & Vſages.

CXVIII. 1. 11.
CXIX. 1. 11.
CXX. 1. 11.
CXXI. 1. 11.
CXXII. 1. 12. 2. l.
CXXIII. 2. 12.

Titre XII. De retraict.

CXXIIII. 2. 7.
CXXV. 2. 7.
CXXVI. 2. 7.
CXXVII. 2. 7.
CXXVIII. 2. 7.
CXXIX. 2. 7.
CXXX. 2. 7.

Titre XIII. De Rentes.

CXXXI. 2. 3.
CXXXII. 2. 5.
CXXXIII. 2. 5.

Titre XIIII. De Preſcription.

CXXXV. 2. 6.
CXXXVI. 2. 6.
CXXXVII. 2. 1.
CXXXVIII. 2. 6.

Titre XV. De Criees d'heritages & adiudication de Decret.

CXXXVIII. 2. 16.
CXXXIX. 2. 16.

Tit. XVI. Des Baſtards Aubains & manumis.

CXL. 1. 2.

Tit. XVII. De Seruitute Mortemains & Formariages.

CXLI. 1. 2.
CXLII. 1. 2.
CXLIII. 1. 2.
CXLIIII. 1. 2.
CXLV. 1. 2.
CXLVI. 1. 2.
CXLVII. 2. 6.
CXLVIII. 2. 6.

BAR, Titre I. Des fiefs & droicts d'iceux.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 1.
XIX. 1. 2.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.

Source : BIU Cujas

XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.

Tit. II. Des Droicts & exploicts de haute Iuſtice.

XXVIII. 1. 3.
XXIX. 2. 8.
XXX. 1. 5. 2. 1.
XXXI. 1. 5.
XXXII. 1. 6.
XXXIII. 1. 3.
XXXIIII. 1. 6.
XXXV. 1. 3.
XXXVI. 1. 3.
XXXVII. 1. 6.
XXXVIII. 1. 21.
XXXIX. 1. 12.
XL. 1. 21.
XLI. 1. 21.
XLII. 1. 15.
XLIII. 1. 21.
XLIIII. 2. 6.
XLV. 1. 3.
XLVI. 1. 3.
XLVII. 2. 1.

Titre III. De Moyenne Iuſtice.

XLVIII. 1. 3.

Titre IIII. De Iuſtice baſſe & fonciere.

XLIX. 1. 3.
L. 1. 3.
LI. 1. 3.
LII. 2. 2.
LIII. 2. 2.
LIIII. 2. 2.
LV. 2. 2.
LVI. 1. 3.

Tit. V. Des Cenſiues, Rentes Viageres & Hypotheques.

LVII. 2. 2.
LVIII. 2. 2.
LIX. 2. 3. & 5.
LX. 2. 8.
LXI. 2. 5.
LXII. 2. 3.
LXIII. 2. 5.
LXIIII. 2. 5.

Tit. VI. De l'eſtat, droicts & Conditions des perſonnes.

LXV. 1. 1.
LXVI. 2. 12.
LXVII. 2. 12.
LXVIII. 2. 12.
LXIX. 2. 12.
LXX. 2. 10.
LXXI. 1. 1. p. 2. b.
LXXII. 2. 2.
LXXIII. 1. 6. & 2. 14.
LXXIIII. 2. 12.
LXXV. 2. 10.

Tit. VII. Des droicts & appartenances à gens Mariez.

LXXVI. 2. 10. 2. 1.
LXXVII. 2. 10.
LXXVIII. 2. 10.
LXXIX. 2. 10.
LXXX. 2. 10.
LXXXI. 2. 10.
LXXXII. 2. 13.
LXXXIII. 2. 10.
LXXXIIII. 2. 10.
LXXXV. 2. 10.
LXXXVI. 2. 10.
LXXXVII. 2. 10.
LXXXVIII. 2. 10.
LXXXIX. 2. 11.
XC. 2. 11.
XCI. 2. 11.
XCII. 2. 10.
XCIII. 2. 11.

Titre VIII. Des Teſtamens & Codiciles.

XCIIII. 2. 14. 2. 1.
XCV. 2. 14.
XCVI. 2. 14.
XCVII. 2. 14.
XCVIII. 2. 14.
XCIX. 2. 15.
C. 2. 15.
CI. 2. 14.
CII. 2. 15.
CIII. 2. 14.
CIIII. 2. 14.
CV. 2. 14.
CVI. 2. 14.
CVII. 2. 14.
CVIII. 2. 14.
CIX. 2. 10.
CX. 2. 14.

Titre X. Des ſucceſſions & Rapports en partage.

CXI. 2. 1.
CXII. 2. 1.
CXIII. 2. 1.
CXIIII. 2. 1.
CXV. 2. 1.
CXVI. 2. 1.
CXVII. 2. 15.
CXVIII. 2. 1.
CXIX. 2. 15.
CXX. 2. 1.
CXXI. 2. 15.
CXXII. 2 13.
CXXIII. 2. 15.
CXXIIII. 2. 15.
CXXV. 2. 15.
CXXVI. 1. 6.
CXXVII. 2. 15.
CXXVIII. 2. 15.
CXXIX. 2. 15.
CXXX. 2. 15.
CXXXI. 2. 15.
CXXXII. 2. 10.
CXXXIII. 2. 15.
CXXXIIII. 2. 15.
CXXXV. 2. 15.
CXXXVI. 2. 15.
CXXXVII. 2. 15.
CXXXVIII. 2. 15.
CXXXIX. 2. 15.
CXL. 2. 15.
CXLI. 2. 15.
CXLII. 2. 15.
CXLIII. 2. 15.

Titre X. De Retraict Linagier.

CXLIIII. 2. 7.
CXLV. 2. 7.
CXLVI. 2. 7.
CXLVII. 2. 1.
CXLVIII. 2. 7.
CXLIX. 2. 7.
CL. 2. 7.
CLI. 2. 7.
CLII. 2. 7.
CLIII. 2. 7.
CLIIII. 2. 7.
CLV. 2. 7.
CLVI. 2. 7.
CLVII. 2. 7.
CLVIII. 2. 7.
CLIX. 2. 7.
CLX. 2. 7.
CLXI. 2. 7.
CLXII. 2. 7.

Titre XI. De Donations:

CLXIII. 2. 13.
CLXIIII. 2. 13.
CLXV. 2. 15.
CLXVI. 2. 15. 2. 1.
CLXVII. 2. 13.
CXVIII. 2. 13.
CLXIX. 2. 13.
CLXX. 2. 10.

Titre XII. De ſeruitudes reelles.

CLXXI. 2. 9.
CLXXII. 2. 9.
CLXXIII. 2. 9.
CLXXIIII. 2. 9.
CLXXV. 2. 9.
CLXXVI. 2. 9.
CLXXVII. 2. 9. 2. 1.
CLXXVIII. 2. 9.
CLXXIX. 2. 9.
CLXXX. 2. 9.
CLXXXI. 2. 9.
CLXXXII. 2. 9.
CLXXXIII. 2. 9.
CLXXXIIII. 2. 9.
CLXXXV. 2. 9.
CLXXXVI. 2. 9.
CLXXXVII. 2. 9.
CLXXXVIII. 2. 9.

Titre XIII. De Preſcriptions.

CLXXXIX. 2. 6.
CXC. 2. 6.
CXCI. 2. 6.
CXCII. 2. 6.
CXCIII. 2. 6.
CXCIIII. 2. 6.

Titre XIIII. De Conuenances, & autres contracts.

CXCV. 2. 5.
CXCVI. 1. 8.
CXCVII. 2. 5.
CXCVIII. 2. 5
CXCIX. 2. 5.
CC. 1. 21. & 2. 5.
CCI. 2. 5.
CCII. 2. 5.
CCIII. 2. 5.
CCIIII. 2. 5.

Titre XV. Des Bois P, aſquis, Paſturage, riuiere & vſage.

CCV. 1. 11.
CCVI. 1. 12.
CCVII. 1. 12.
CCVIII. 1. 12.
CCIX. 1. 11.
CCX. 2. 2.
CCXI. 2. 11.
CCXII. 1. 11.

Source : BIU Cujas

Titre XVI. Des Criees & subhastations d'heritages.

CCXIII. 2. 16.
CCXIIII. 2. 16.
CCXV. 2. 16.
CCXVI. 2. 16.
CCXVII. 2. 16.
CCXVIII. 2. 16.
CCXIX. 2. 16.
CCXX. 2. 16.
CCXXI. 2. 16.
CCXXII. 2. 16.
CCXXIII. 2. 16.
CCXXIIII. 2. 16.
CCXXV. 2. 16.
CCXXVI. 2. 16.
CCXXVII. 2. 16.
CCXXVIII. 2. 16.
CCXXIX. 2. 16.
CCXXX. 2. 16.
CCXXXI. 2. 2.

Bailliage de VERMANDOIS.

LAON.

Titre I. De iustice & droicts appartenans aux hauts Insticiers.

I. 1. 21.
II. 1. 21.
III. 1. 6.
IIII. 1. 6.
V. 1. 6. & 2. 14.
VI. 1. 6.
VII. 1. 6.
VIII. 1. 6.
IX. 1. 6.
X. 1. 6.
XI. 1. 5. & 2. 8.
XII. 1. 5.
XIII. 1. 5.

Tit. II. Des personnes Nobles.

XIIII. 1. 1.
XV. 1. 1.
XVI. 1. 1.

Tit. III. Des Droicts appartenans à gens Mariez.

XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 11.
XXV. 2. 11.
XXVI. 2. 10.
XXVII. 2. 10.
XXVIII. 2. 10.
XXIX. 2. 13.
XXX. 2. 10.
XXXI. 2. 10.

Titre IIII. Des Douaires.

XXXII. 2. 11.
XXXIII. 2. 11.
XXXIIII. 2. 11.
XXXV. 2. 11.
XXXVI. 2. 11.
XXXVII. 2. 11.
XXXVIII. 2. 11.
XXXIX. 2. 11.
XL. 2. 11.
XLI. 2. 11.
XLII. 2. 11.
XLIII. 2. 11.
XLIIII. 2. 11.
XLV. 2. 11.
XLVI. 2. 11.

Titre V. De Don mutuel.

XLVII. 2. 13.
XLVIII. 2. 13.
XLIX. 2. 13.
L. 2. 13.

Tit. VI. De Donation entre vifs.

LI. 2. 13.
LII. 2. 15.
LIII. 2. 13.
LIIII. 2. 13.
LV. 2. 13.
LVI. 1. 1.
LVII. 2. 13.

Titre VII. Des Testaments.

LVIII. 2. 14.
LIX. 2. 14.
LX. 2. 14.
LXI. 2. 14.
LXII. 2. 14.
LXIII. 2. 14.
LXIIII. 2. 14.
LXV. 2. 15.
LXVI. 2. 14.
LXVII. 2. 14.
LXVIII. 2. 15.
LXIX. 2. 15.
LXX. 2. 14.

Titre VIII. De Succeßions.

LXXI. 2. 15.
LXXII. 2. 15.
LXXIII. 2. 15.
LXXIIII. 2. 15.
LXXV. 2. 15.
LXXVI. 2. 15.
LXXVII. 2. 15.
LXXVIII. 2. 15.
LXXIX. 2. 15.
LXXX. 2. 15.
LXXXI. 2. 15.
LXXXII. 2. 15.
LXXXIII. 2. 15.
LXXXIIII. 2. 8.
LXXXV. 2. 8.
LXXXVI. 1. 6.
LXXXVII. 1. 6.

Tit. IX. Des Rapports qui se doiuent faire en partage.

LXXXVIII. 2. 15.
LXXXIX. 2. 15.
XC. 2. 15.
XCI. 1. 15.
XCII. 1. 15.
XCIII. 1. 15.
XCIIII. 1. 15.
XCV. 1. 15.
XCVI. 1. 15.
XCVII. 1. 15.
XCVIII. 1. 15.

Tit. X. Des meubles & acqueſts.

XCIX. 2. 3.
C. 2. 3.
CI. 2. 3.
CII. 2. 3.
CIII. 2. 3.
CIIII. 2. 3.
CV. 2. 3.
CVI. 2. 3.
CVII. 2. 3.

Tit. XI. De l'heritage propre vulgairement appellé, naiſſant.

CVIII. 2. 3.
CIX. 2. 15.
CX. 2. 15.
CXI. 2. 10.
CXII. 2. 3.
CXIII. 2. 3.
CXIIII. 2. 3.
CXV. 2. 7.

Titre XII. De Rentes, hypotheques & nantiſſements.

CXVI. 2. 5.
CXVII. 2. 5.
CXVIII. 2. 5.
CXIX. 2. 5.
CXX. 2. 5.
CXXI. 2. 5.
CXXII. 2. 5.
CXXIII. 2. 5.
CXXIIII. 2. 5.
CXXV. 2. 5.

Tit. XIII. De Saiſine & deſſaiſine, vulgairement appellé Veſt & Deueſt.

CXXVI. 2. 2.
CXXVII. 2. 2.
CXXVIII. 2. 2.
CXXIX. 2. 2.
CXXX. 2. 2.
CXXXI. 2. 2.
CXXXII. 2. 2.
CXXXIII. 2. 2.
CXXXIIII. 2. 4.

Tit. XIIII. De Cenſiues & Droicts Seigneuriaux.

CXXXV. 2. 2.
CXXXVI. 2. 2.
CXXXVII. 2. 2.
CXXXVIII. 2. 2.
CXXXIX. 2. 2.
CXL. 2. 2.

Titre XV. Des Preſcriptions.

CXLI. 2. 6.
CXLII. 2. 6.
CXLIII. 2. 6.
CXLIIII. 2. 16.
CXLV. 2. 9.
CXLVI. 2. 9.

Titre XVI. De Fiefs.

CXLVII. 2. 1.
CXLVIII. 2. 1.
CXLIX. 2. 1.
CL. 2. 1.
CLI. 2. 1.
CLII. 2. 1.
CLIII. 2. 1.
CLIIII. 2. 15.
CLV. 2. 15.
CLVI. 2. 15.

Source : BIU Cujas

Table

CLVII. 2. 1.
CLVIII. 2. 1.
CLIX. 2. 1.
CLX. 2. 1.
CLXI. 2. 1.
CLXII. 2. 15.
CLXIII. 2. 1.
CLXIIII. 2. 1.
CLXV. 2. 1.
CLXVI. 2. 1. 2. 1.
CLXVII. 2. 1.
CLXVIII. 2. 1.
CLXIX. 2. 1.
CLXX. 2. 1.
CLXXI. 2. 1.
CLXXII. 2. 1.
CLXXIII. 2. 1.
CLXXIIII. 2. 1.
CLXXV. 2. 1.
CLXXVI. 2. 1.
CLXXVII. 2. 1.
CLXXVIII. 2. 1.
CLXXIX. 2. 1.
CLXXX. 2. 1.
CLXXXI. 2. 1.
CLXXXII. 2. 1.
CLXXXIII. 2. 1.
CLXXXIIII. 2. 1.
CLXXXV. 2. 1.
CLXXXVI. 2. 1.
CLXXXVII. 2. 1.
CLXXXVIII. 2. 1.
CLXXXIX. 2. 1.
CXC. 2. 1.
CXCI. 2. 1.
CXCII. 2. 1.
CXCIII. 2. 1.
CXCIIII. 2. 1.
CXCV. 2. 1.
CXCVI. 2. 1.
CXCVII. 2. 1.
CXCVIII. 2. 1.
CXCIX. 2. 1.
CC. 2. 1.
CCI. 2. 1.
CCII. 2. 1.
CCIII. 2. 1.
CCIIII. 2. 1.
CCV. 2. 1.
CCVI. 2. 1.
CCVII. 2. 1.
CCVIII. 2. 1.
CCIX. 2. 1.
CCX. 2. 1.
CCXI. 2. 1.
CCXII. 2. 1.
CCXIII. 2. 1.
CCXIIII. 2. 1.
CCXV. 2. 1.
CCXVI. 2. 1.
CCXVII. 2. 1.
CCXVIII. 2. 1.
CCXIX. 2. 1.
CCXX. 2. 1.
CCXXI. 2. 1.
CCXXII. 2. 1.
CCXXIII. 2. 1.
CCXXIIII. 2. 1.

Titre XVII. Des Retraits linager & feodal.

CCXXV. 2. 7.
CCXXVI. 2. 7.
CCXXVII. 2. 7.
CCXXVIII. 2. 7.
CCXXIX. 2. 7.
CCXXX. 2. 7.
CCXXXI. 2. 7.
CCXXXII. 2. 7.
CCXXXIII. 2. 7.
CCXXXIIII. 2. 7.
CCXXXV. 2. 7.
CCXXXVI. 2. 7.
CCXXXVII. 2. 7.
CCXXXVIII. 2. 7.
CCXXXIX. 2. 7.
CCXL. 2. 7.
CCXLI. 2. 7.
CCXLII. 2. 7.
CCXLIII. 2. 7.
CCXLIIII. 2. 7.
CCXLV. 2. 7.
CCXLVI. 2. 7.
CCXLVII. 2. 7.
CCXLVIII. 2. 7.
CCXLIX. 2. 7.
CCL. 2. 7.
CCLI. 2. 7.
CCLII. 2. 7.
CCLIII. 2. 7.
CCLIIII. 2. 7.
CCLV. 2. 7.
CCLVI. 2. 7.
CCLVII. 2. 1.
CCLVIII. 2. 1.
CCLIX. 2. 1. & 7.
CCLX. 2. 1.

Titre XVIII. De Bail & Garde Noble d'enfans mineurs.

CCLXI. 2. 12. 2. 1.
CCLXII. 2. 12.
CCLXIII. 2. 12.
CCLXIIII. 2. 1.

Tit. XIX. De Societé & communauté de biens.

CCLXV. 2. 10.
CCLXVI. 2. 10.
CCLXVII. 2. 10.

Tit. XX. De Baſtimens & Rapports des Iurez.

CCLXVIII. 2. 9.
CCLXIX. 2. 9.
CCLXX. 2. 9.
CCLXXI. 2. 9.
CCLXXII. 2. 9.

Titre XXI. Autres Couſtumes.

CCLXXIII. 2. 8.
CCLXXIIII. 2. 8.
CCLXXV. 2. 5.
CCLXXVI. 2. 8.
CCLXXVII. 2. 8.
CCLXXVIII. 2. 5.
CCLXXIX. 2. 5.
CCLXXX. 2. 5.
CCLXXXI. 1. 21.

CHALONS.

Tit. I. De perſonnes Nobles.

I. 1. 1. p. b.
II. 1. 1. p. 2. b.
III. 1. 1.
IIII. 1. 1. p. 3. a.
V. 1. 1.
VI. 1. 21.

Tit. II. De puiſſance de pere.

VII. 1. 1.
VIII. 1. 1.

Tit. III. De Tuteurs & Curateurs d'enfans mineurs.

IX. 2. 12.
X. 2. 12.

Titre IIII. De Baſtards Aubains, Eſpaues & biens vacans.

XI. 2. 14.
XII. 1. 6.
XIII. 1. 6.
XIIII. 1. 6.
XV. 1. 6.
XVI. 1. 6. 2. 1.

Titre V. De gens de main-morte ou de ſerue condition.

XVII. 1. 2. 2. 1.
XVIII. 1. 2.

Titre VI. Des droicts appartenans à gens mariez.

XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 10.
XXVI. 2. 14.
XXVII. 2. 13.
XXVIII. 2. 10.
XXIX. 2. 10.
XXX. 2. 10.
XXXI. 2. 10.
XXXII. 2. 10.
XXXIII. 2. 11.
XXXIIII. 2. 01.
XXXV. 2. 13.

Titre VII. De Don mutuel.

XXXVI. 2. 13.
XXXVII. 2. 13.
XXXVIII. 2. 13.

Titre VIII. De Douaires.

XXXIX. 2. 11.
XL. 2. 11.
XLI. 2. 11.
XLII. 2. 11.
XLIII. 2. 11.
XLIIII. 2. 11.
XLV. 2. 11.
XLVI. 2. 11.
XLVII. 2. 6.
XLVIII. 2. 11.
XLIX. 2. 11.
L. 2. 11.
LI. 2. 11.
LII. 2. 11.
LIII. 2. 11.
LIIII. 2. 11.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 11.
LVIII. 2. 11.

Titre XI. De Compagnie & Societé de biens.

LIX. 2. 10.
LX. 2. 10.

Source : BIU Cujas

LXI. 2. 10.
LXII. 2. 10.

Tit. X. De *Donations.*

LXIII. 2. 13.
LXIIII. 2. 13.
LXV. 2. 13.
LXVI. 2. 13.

Tit XI. De *Testamens.*

LXVII. 2. 14.
LXVIII. 2. 14.
LXIX. 2. 15. 2. I.
LXX. 2. 14.
LXXI. 2. 15.
LXXII. 2. 14.
LXXIII. 2. 14.
LXXIIII. 2. 14.
LXXV. 2. 14.
LXXVI. 2. 14.
LXXVII. 2. 14.

Tit. XII. De *Succeſſions.*

LXXVIII. 2. 15.
LXXIX. 2. 15.
LXXX. 2. 15.
LXXXI. 2. 15.
LXXXII. 2. 15.
LXXXIII. 2. 15.
LXXXIIII. 2. 15.
LXXXV. 2. 15.
LXXXVI. 2. 15.
LXXXVII. 2. 15.
LXXXVIII. 2. 15.
LXXXIX. 2. 15.
XC. 2. 15.
XCI. 2. 15.
XCII. 2. 15.
XCIII. 2. 8.
XCIIII. 2. 8.
XCV. 2. 6.
XCVI. 2. 15.
XCVII. 2. 15.
XCVIII. 2. 15.
XCIX. 1. 6.

Titre XIII. De *Rapport, qui ſe doit faire en partage.*

C. 2. 15.
CI. 2. 15.
CII. 2. 15.
CIII. 2. 15.
CIIII. 2. 15.
CV. 2. 15.
CVI. 2. 15.
CVII. 2. 15.

Tit. XIIII. *De la difference & qualité de biens meubles acqueſt & de Naiſſant.*

CVIII. 2. 3.
CIX. 2. 3.
CX. 2. 3.
CXI. 2. 3.
CXII. 2. 3.
CXIII. 2. 3.
CXIIII. 2. 3.
CXV. 2. 3.
CXVI. 2. 3.
CXVII. 2. 3.
CXVIII. 2. 3.
CXIX. 2. 7.
CXX. 2. 3.
CXXI. 2. 3.
CXXII. 2. 5.

Tit XV. *De Saiſines & Cenſines.*

CXXIII. 2. 2.
CXXIIII. 2. 2.
CXXV. 2. 2.
CXXVI. 2. 2.
CXXVII. 2. 5.
CXXVIII. 2. 4.
CXXIX. 2. 2.

Titre XVI. De *Rentes & hypotheques*

CXXX. 2. 5.
CXXXI. 2. 5.
CXXXII. 2. 5.
CXXXIII. 2. 5.

Tit. XVII. *De baſtimens és villes & rapports des iurez.*

CXXXIIII. 2. 9.
CXXXV. 2. 9.
CXXXVI. 2. 9.
CXXXVII. 2. 9.
CXXXVIII. 2. 9.
CXXXIX. 2. 9.
CXL. 2. 9.
CXLI. 2. 9.
CXLII. 2. 9.

Tit. XVIII. *De Seruitutes.*

CXLIII. 2. 9.
CXLIIII. 2. 9.

Titre XIX. De *Preſcription.*

CXLV. 2. 6.
CXLVI. 2. 6.
CXLVII. 2. 6.
CXLVIII. 2. 6.
CXLIX. 2. 16.

Tit. XX. De *Fiefs.*

CL. 2. I.
CLI. 2. I.
CLII. 2. I.
CLIII. 2. I.
CLIIII. 2. I.
CLV. 2. I.
CLVI. 2. I.
CLVII. 2. I.
CLVIII. 2. I.
CLIX. 2. I.
CLX. 2. I.
CLXI. 2. 15.
CLXII. 2. 15.
CLXIII. 2. 15.
CLXIIII. 2. 15.
CLXV. 2. I.
CLXVI. 2. I.
LXVII. 2. I.
CLXVIII. 2. I.
CLXIX. 2. I.
CLXX. 2. I.
CLXXI. 2. I.
CLXXII. 2. I.
CLXXIII. 2. 15.
CLXXIIII. 2. I.
CLXXV. 3. I.
CLXXVI. 2. I.
CLXXVII. 2. I. 2. I.
CLXXVIII. 2. I.
CLXXIX. 2. I.
CLXXX. 2. I.
CLXXXI. 2. I.
CLXXXII. 2. I.
CLXXXIII. 2. I.
CLXXXIIII. 2. I.
CLXXXV. 2. I.
CLXXXVI. 2. I.
CLXXXVII 2. I.
CLXXXVIII. 2. I.
CLXXXIX. 2. I.
CXC. 2. I.
CXCI. 2. I.
CXCII. 2. I.
CXCIII. 2. I.
CXCIIII. 2. I.
CXCV. 2. I.
CXCVI. 2. I.
CXCVII. 2. I.
CXCVIII. 2. I.
CXCIX. 2. I.
CC. 2. I.
CCI. 2. I.
CCII. 2. I.
CCIII. 2. I.
CCIIII. 2. I.
CCV. 2. I.
CCVI. 2. I.
CCVII. 2. I.
CCVIII. 2. I.
CCIX. 2. I.
CCX. 2. I.
CCXI. 2. I.
CCXII. 2. I.
CCXIII. 2. I.
CCXIIII. 2. I.
CCXV. 2. I.
CCXVI. 2. I.
CCXVII. 2. I.
CCXVIII. 2. I.
CCXIX. 2. I.
CCXX. 2. I.
CCXXI. 2. I.
CCXXII. 2. I.
CCXXIII. 2. I.
CCXXIIII. 2. I.

Tit. XXI. De *Retraict Linagier*

CCXXV. 2. 7.
CCXXVI. 2. 7.
CCXXVII. 2. 7.
CCXXVIII. 2. 7.
CCXXIX. 2. 7.
CCXXX. 2. 7.
CCXXXI. 2. 7.
CCXXXII. 2. 7.
CCXXXIII. 2. 7.
CCXXXIIII. 2. 7.
CCXXXV. 2. 7.
CCXXXVI. 2. 7.
CCXXXVII. 2. 7.
CCXXXVIII. 2. 7.
CCXXXIX. 2. 7.
CCXL. 2. 7.
CCXLI. 2. 7.
CCXLII. 2. 7.
CCXLIII. 2. 7.
CCXLIIII. 2. 7.
CCXLV. 2. 7.
CCXLVI. 2. 7.
CCXLVII. 2. 7.
CCXLVIII. 2. 7.
CCXLIX. 2. 7.
CCL. 2. 7.
CCLI. 2. 7.
CCLII. 2. 7.
CCLIII. 2. 7.
CCLIIII. 2. 7.
CCLV. 2. 7.
CCLVI. 2. I.
CCLVII. 2. 7.
CCLVIII. 2. I.
CCLIX. 2. I.

Source : BIU Cujas

Table

Tit. XXII De Confiscations & amendes.

CCLX. 2. 8.
CCLXI. 1. 5.
CCLXII. 1. 5.
CCLXIII. 1. 5.
CCLXIIII. 1. 5.
CCLXV. 1. 5.

Tit. XXIII. Des vsages & pasturages.

CCLXVI. 1. 12.
CCLXVII. 1. 12.

Titre XXIIII. Autres Coustumes.

CCLXVIII. 2. 5.
CCLXIX. 2. 5.
CCLXX. 2. 5.
CCLXXI. 2. 8.
CCLXXII. 2. 5.
CCLXXIII. 2. 8.
CCLXXIIII. 2. 5.
CCLXXV. 2. 8.

REIMS.

Tit. I. De la qualité & difference des personnes.

I. 1. 1.
II. 1. 1.
III. 1. 1.
IIII. 1. 1.
V. 1. 1.
VI. 1. 1.
VII. 1. 1.
VIII. 1. 1.
IX. 1. 1.
X. 2. 10.
XI. 2. 13.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 1. 1.

Tit. II. De qualité & difference de biens.

XVI. 2. 3.
XVII. 2. 3.
XVIII. 2. 3.
XIX. 2. 3.
XX. 2. 3.
XXI. 2. 3.
XXII. 2. 3.
XXIII. 2. 3.
XXIIII. 2. 3.
XXV. 2. 3.
XXVI. 2. 3.
XXVII. 2. 3.
XXVIII. 2. 3.
XXIX. 2. 15.
XXX. 2. 3.
XXXI. 2. 3.
XXXII. 2. 3.
XXXIII. 2. 3.
XXXIIII. 2. 3.
XXXV. 2. 3.
XXXVI. 2. 7.
XXXVII. 2. 3.
XXXVIII. 2. 3.
XXXIX. 2. 3.
XL. 2. 2.

Titre III. De Fiefs.

XLI. 2. 1. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 15.
LI. 2. 1.
LII. 2. 15.
LIII. 2. 15.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.

Titre XI. De Compagnie & Societé de biens.

LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1. 2. 1.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 1.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 1.
XCI. 2. 1.
XCII. 2. 1.
XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2. 1.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 1.
XCIX. 2. 1.
C. 2. 1.
CI. 2. 1.
CII. 2. 1.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 1.
CV. 2. 1.
CVI. 2. 1.
CVII. 2. 1.
CVIII. 2. 1.
CIX. 2. 1.
CX. 2. 1.
CXI. 2. 1.
CXII. 2. 1.
CXIII. 2. 1.
CXIIII. 2. 1.
CXV. 2. 1.
CXVI. 2. 1.
CXVII. 2. 1.
CXVIII. 2. 1.
CXIX. 2. 1.
CXX. 2. 1.
CXXI. 2. 1.
CXXII. 2. 1.
CXXIII. 2. 1.
CXXIIII. 2. 1.
CXXV. 2. 1.
CXXVI. 2. 1.
CXXVII. 2. 1.
CXXVIII. 2. 1.
CXXIX. 2. 1.
CXXX. 2. 1.
CXXXI. 2. 1.
CXXXII. 2. 1.
CXXXIII. 2. 1.
CXXXIIII. 2. 1.
CXXXV. 2. 1.
CXXXVI. 2. 1.
CXXXVII. 2. 1.
CXXXVIII. 2. 1.

Tit. III Des heritages tenus en roture & droicts de cens, vesture & ventes deues à cause d'iceux.

CXXXIX. 2. 2.
CXL. 2. 2.
CXLI. 2. 2.
CXLII. 2. 2.
CXLIII. 2. 2.
CXLIIII. 2. 2.
CXLV. 2. 2.
CXLVI. 2. 5.
CXLVII. 2. 2.
CXLVIII. 2. 2.
CXLIX. 2. 2.
CL. 2. 2.
CLI. 2. 2.
CLII. 2. 2.
CLIII. 2. 2.
CLIIII. 2. 2.
CLV. 2. 2.
CLVI. 2. 2.
CLVII. 2. 2.
CLVIII. 2. 2.
CLIX. 2. 2.
CLX. 2. 2.
CLXI. 2. 2.

Tit. V. De Dessaisine, Saisine & hypotheque, vulgairement appellé Deuest, Vest & Namtissement.

CLXII. 2. 2.
CLXIII. 2. 2.
CLXIIII. 2. 2.
CLXV. 2. 2.
CLXVI. 2. 2.
CLXVII. 2. 2.
CXVIII. 2. 2.
CLXIX. 2. 2.
CLXX. 2. 2.
CLXXI. 2. 2.
CLXXII. 2. 2.
CLXXIII. 2. 5.
CLXXIIII. 2. 5.
CLXXV. 2. 5.
CLXXVI. 2. 5.
CLXXVII. 2. 5.
CLXXVIII. 2. 5.
CLXXIX. 2. 5.
CLXXX. 2. 5.
CLXXXI. 2. 5.
CLXXXII. 2. 5.
CLXXXIII. 2. 5.
CLXXXIIII. 2. 5.
CLXXXV. 2. 1.
CLXXXVI. 2. 8.

Tit. VI. De simple Saisine.

CLXXXVII. 2. 4.

Tit.

Source : BIU Cujas

Tit. VII. De Retraict Linager & Feodal.

CLXXXVIII. 2. 7.
CLXXXIX. 2. 7.
CXC. 2. 7. 2. l.
CXCI. 2. 7.
CXCII. 2. 7.
CXCIII. 2. 7.
CXCIIII. 2. 7.
CXCV. 2. 7.
CXCVI. 2. 7.
CXCVII. 2. 7.
CXCVIII. 2. 7.
CXCIX. 2. 7.
CC. 2. 7.
CCI. 2. 7.
CCII. 2 7.
CCIII. 2 7.
CCIIII. 2. 7.
CCV. 2. 7.
CCVI. 2. 7.
CCVII. 2. 7.
CCVIII. 2. 7.
CCIX. 2. 7.
CCX. 2. 7.
CCXI. 2. 7.
CCXII. 2. 7.
CCXIII. 2. 7.
CCXIIII. 2. 7.
CCXV. 2. 7.
CCXVI. 2. 7.
CCXVII. 2. 7.
CCXVIII. 2. 7.
CCXIX. 2. 7.
CCXX. 2. 1.
CCXXI. 2. 1.
CCXXII. 2. 1.
CCXXIII. 2. 7.
CCXXIIII. 2. 7.
CCXXV. 2. 7.
CCXXVI. 2. 7.
CCXXVII. 2. 7.
CCXXVIII. 2. 7.

Titre VIII. De Donations simples ou mutuelles, & autres dispositions faictes entre vifs.

CCXXIX. 2. 13.
CCXXX. 2. 13.
CCXXXI. 2. 2.
CCXXXII. 2. 13.
CCXXXIII. 1. 15.
CCXXXIIII. 2. 13. 2. l.
CCXXXV. 2. 13.
CCXXXVI. 2. 13.
CCXXXVII. 2. 13.
CCXXXVIII. 2. 13.

Tit. IX. Des Droicts appartenãs à gens mariez.

CCXXXIX. 2. 10.
CCXL. 2. 10.
CCXLI. 2. 10.
CCXLII. 2. 10.
CCXLIII. 2. 11. 2. l.
CCXLIIII. 2. 11.
CCXLV. 2. 11.
CCXLVI. 2. 10.
CCXLVII. 2. 11.
CCXLVIII. 2. 11.
CCXLIX. 2. 11.
CCL. 2. 11.
CCLI. 2. 11.
CCLII. 2. 11.
CCLIII. 2. 1.
CCLIIII. 2. 10.
CCLV. 2 10.
CCLVI. 2. 11.
CCLVII. 2. 10.
CCLVIII. 2. 10.
CCLIX. 2. 10.
CCLX. 2. 10.
CCLXI. 2. 10.
CCLXII. 2. 10.
CCLXIII. 2. 10.
CCLXIIII. 2. 10.
CCLXV. 2. 10.
CCLXVI. 2. 10.
CCLXVII. 2. 10.
CCLXVIII. 2. 10.
CCLXIX. 2. 10.
CCLXX. 2. 10.
CCLXXI. 2. 10.
CCLXXII. 2. 10.
CCLXXIII. 2. 10.
CCLXXIIII. 2. 10.
CCLXXV. 2. 10.
CCLXXVI. 2. 10.
CCLXXVII. 2. 10.
CCLXXVIII. 2. 11.
CCLXXIX. 2. 10.
CCLXXX. 2. 10.
CCLXXXI. 2. 10.
CCLXXXII. 2. 11. 3. l.
CCLXXXIII. 2. 10.
CCLXXXIIII. 2. 10.

Titre X. Des Testamens, & autres dispositions de dernieres volontez & executions d'icelles.

CCLXXXV. 2. 15.
CCLXXXVI. 2. 14.
CCLXXXVII. 2. 15.
CCLXXXVIII. 2. 15.
CCLXXXIX. 2. 14.
CCXC. 2. 14.
CCXCI. 2. 13.
CCXCII. 2. 14.
CCXCIII. 2. 13.
CCXCIIII. 2. 14.
CCXCV. 2. 14.
CCXCVI. 2. 14.
CCXCVII. 2. 14.
CCXCVIII. 2. 14.
CCXCIX. 2. 14.
CCC. 2. 15.
CCCI. 2. 15.
CCCII. 2. 15.
CCCIII. 2. 15.
CCCIIII. 2. 15.
CCCV. 2. 15.
CCCVI. 2. 15.

Titre XI. De Successions & Rapports qu'il conuiẽt faire en partageant icelles.

CCCVII. 2. 15.
CCCVIII. 2. 15.
CCCIX. 2. 15.
CCCX. 2. 15.
CCCXI. 2. 15.
CCCXII. 2. 15.
CCCXIII. 2. 15.
CCCXIIII. 2. 15.
CCCXV. 2. 15.
CCCXVI. 2. 15.
CCCXVII. 2. 15.
CCCXVIII. 2. 15.
CCCXIX. 2. 15.
CCCXX. 2. 15.
CCCXXI. 2. 15.
CCCXXII. 2. 15.
CCCXXIII. 2. 15.
CCCXXIIII. 2. 15.
CCCXXV. 2. 13.
CCCXXVI. 2. 15.
CCCXXVII. 2. 15.
CCCXXVIII. 2. 12. 21.
CCCXXIX. 2. 212.
CCCXXX. 2. 12.
CCCXXXI. 2. 12.
CCCXXXII. 2. 12.
CCCXXXIII. 2. 12. 2. l.
CCCXXXIIII. 2. 12.

Tit. XIII. De Bastards, Aubains, Espaues, biens vacans, forfaitures & Confiscations.

CCCXXXV. 1. 6.
CCCXXXVI. 2. 14.
CCCXXXVII. 1. 6.
CCCXXXVIII. 1. 6.
CCCXXXIX. 1. 6.
CCCXL. 1. 6.
CCCXLI. 1. 6.
CCCXLII. 1. 6.
CCCXLIII. 1. 6.
CCCXLIIII. 2. 8.
CCCXLV. 2. 8.
CCCXLVI. 1. 6.
CCCXLVII. 1. 6.
CCCXLVIII. 1. 5. & 2. 8.
CCCXLIX. 1. 5.

Titre XIIII. Des Seruitutes & droits reels.

CCCL. 2. 9.
CCCLI. 2. 9.
CCCLII. 2. 9.
CCCLIII. 2. 9.
CCCLIIII. 2. 9.
CCCLV. 2. 9.
CCCLVI. 2. 9.
CCCLVII. 2. 9.
CCCLVIII. 2. 9.
CCCLIX. 2. 9.
CCCLX. 2. 9.
CCCLXI. 2. 9.
CCCLXII. 2. 9.
CCCLXIII. 2. 9.
CCCLXIIII. 2. 9.
CCCLXV. 2. 9.
CCCLXVI. 2. 9.
CCCLXVII. 2. 9.
CCCLXVIII. 2. 9.
CCCLXIX. 2. 9.
CCCLXX. 2. 9.
CCCLXXI. 2. 9.
CCCLXXII. 2. 9.
CCCLXXIII. 2. 9.
CCCLXXIIII. 2. 9.
CCCLXXV. 2. 9.
CCCLXXVI. 2. 9.
CCCLXXVII. 2. 9.
CCCLXXVIII. 2. 9.
CCCLXXIX. 2. 9.

Titre XV. De Prescription.

CCCLXXX. 2. 6.
CCCLXXXI. 2. 6.
CCCLXXXII. 2. 6.
CCCLXXXIII. 2. 6.
CCCLXXXIIII. 2. 6.

Titre XVI. Autres Coustumes.

CCCLXXXV. 2. 10.
CCCLXXXVI. 2. 8.
CCCLXXXVII. 2. 8.
CCCLXXXVIII. 2. 5.
CCCLXXXIX. 2. 8.
CCCXC. 2. 5.
CCCXCI. 2. 8.
CCCXCII. 2. 5.
CCCXCIII. 2. 5.

Titre XIII. De Tuteur Curateur & Gardien.

Source : BIU Cujas

CCCXCIIII. 2. 6.
CCCXCV. 2. 8.
CCCXCVI. 2. 8.
CCCXCVII. 2. 5.
CCCXCVIII. 2. 8.
CCCXCIX. 2. 5.
CCCC. 2. 5.
CCCCI. 1. 12.
CCCCII. 1. 12.
CCCCIII. 1. 12.
CCCCIIII. 1. 12.
CCCCV. 1. 12.
CCCCVI. 2. 8.
CCCCVII. 2. 8.
CCCCVIII. 2. 8.

NOYON.

Titre I. De Succeſſion.

I. 2. 15.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 1.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.

Titre II. De Teſtament.

XVII. 2. 14.
XVIII. 2. 14.
XIX. 2. 13.

Titre III. De Donation entre vifs.

XX. 2. 13.
XXI. 2. 13.
XXII. 2. 3. & 15.

Titre IIII. Des droicts ſeigneuriaux & feodaux.

XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 2. 2. l.
XXV. 2. 1. 3. l.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.

Titre V. Des Douaires.

XXVIII. 2. 11. 2. l.
XXIX. 2. 11.
XXX. 2. 11.
XXXI. 2. 10.

Titre VI. De Preſcription.

XXXII. 2. 9.

Titre VII. De Retrait linager.

XXXIII. 2. 7.
XXXIIII. 2. 7.
XXXV. 2. 7.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII 2. 7.
XXXVIII. 2. 7.
XXXIX. 1. 21. 2. l. & 2. 2. 2. l.

S. QVENTIN.

Titre I. Des Droicts appartenans à gens mariez.

I. 1. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IIII. 2. 10.
V. 1. 1. & 2. 10. 2. l.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 13.
XV. 2. 10. 2. l.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10. & 13.
XIX. 2. 10.

Tit. II. De Teſtamens & executions d'iceux.

XX. 2. 14.
XXI. 2. 14.
XXII. 2. 14.
XXIII. 2. 14.
XXIIII. 2. 14.
XXV. 2. 14.
XXVI. 2. 14.
XXVII. 2. 14.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 15.
XXX. 2. 14.

Tit. III. De Succeſſion.

XXXI. 2. 15.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 15.
XLII. 2. 15.
XLIII. 2. 15.
XLIIII. 2. 15.
XLV. 1. 6.
XLVI. 2. 15.
XLVII. 2. 15.
XLVIII. 2. 15.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 15.
LI. 2. 15.
LII. 2. 15.
LIII. 2. 15.
LIIII. 2. 15.
LV. 2. 15.
LVI. 2. 15.
LVII. 2. 15.

Titre IIII. Des Fiefs & droicts d'iceux.

LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 1.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.

Titre V. De Cens.

XC. 2. 2.
XCI. 2. 2.

Titre VI. De Douaires.

XCII. 2. 11.
XCIII. 2. 11.
XCIIII. 2. 11.
XCV. 2. 11.
XCVI. 2. 11.
XCVII. 2. 11.
XCVIII. 2. 12.

RIBEMONT.

Tit. I. De Droict de Preuention.

I. 1. 21.

Titre II. De Fiefs.

II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1. 2. l.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.

Titre III. De Retraict linager.

XXXIIII. 2. 7.
XXXV. 2. 7.
XXXVI. 2. 7.
XXXVII. 2. 7.
XXXVIII. 2. 7.
XXXIX. 2. 7.
XL. 2. 7.

Source : BIU Cujas

XLI. 2. 7.
XLII. 2. 7.
XLIII. 2. 7.
XLIIII. 2. 7.
XLV. 2. 7.
XLVI. 2. 7.

Titre III I. De disposition entre vifs.

XLVII. 2. 13.
XLVIII. 2. 13.
XLIX. 2. 13.
L. 2. 13.

Titre V. Des Hypotheques.

LI. 2. 1.

Titre VI. Des Cens.

LII. 2. 2.
LIII 2. 2.
LIIII. 2. 6.

Titre VII. Des Testamens.

LV. 2. 14.

Tit. VIII. Des successions.

LVI. 2. 15.
LVII. 2. 15.
LVIII. 2. 15.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 15.
LXVI. 2. 15.
LXVII. 2. 15.
LXVIII. 2. 15.
LXIX. 2. 15.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 15.
LXXIX. 2. 15.
LXXX. 2. 15.
LXXXI. 2. 15.

Titre IX. De Douaires.

LXXXII. 2. 11.
LXXXIII. 2. 11.
LXXXIIII. 2. 11.
LXXXV. 2. 11.
LXXXVI. 2. 11. 2. 1.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 11.
LXXXIX. 2. 11.
XC. 2. 10.
XCI. 2. 10.
XCII. 2. 10.
XCIII. 2. 10.
XCIIII. 2. 10.
XCV. 2. 11.
XCVI. 1. 1. p. 3. 2.
XCVII. 2. 11.
XCVIII. 2. 11.
XCIX. 2. 11.
C. 2. 11.
CI. 2. 11.
CII. 2. 11.
CIII. 2. 11.
CIIII. 1. 21.

COVCY.

Tit. I. Des droicts appartenans à gens mariez.

I. 1. 10.
II. 2. 10.

Tit. II. Des Fiefs & droicts Censuels.

III. 2. 2. 2. 1.
IIII. 2. 1.

Tit. III. Des Successions & Testamens.

V. 2. 1
VI. 2. 1.
VII. 2. 1. & 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 14.
X. 2. 1.

AMIENS.

Tit. I. De Fiefs.

I. 2. 1. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 7.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 2.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1. 2. 1.
XLII. 2. 2.
XLIII. 2. 5.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.

Tit. II. De Donations.

XLVI. 2. 13.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 3.
LII. 2. 13.
LIII. 2. 13.
LIIII. 2. 13.

Titre III. De Testamens.

LV. 2. 14.
LVI. 2. 14.
LVII. 2. 14.
LVIII. 2. 14.
LIX. 2. 14.
LX. 2. 3.
LXI. 2. 14.
LXII. 2. 14.
LXIII. 2. 14.
LXIIII. 2. 14.
LXV. 2. 14.

Tit. IIII. De Successions.

LXVI. 2. 15.
LXVII. 2. 15.
LXVIII. 2. 15.
LXIX. 2. 15.
LXX. 2. 15.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 15.
LXXXIII. 2. 3.
LXXXIIII. 2. 15.
LXXXV 2. 15.
LXXXVI. 2. 15.
LXXXVII. 2. 15.
LXXXVIII. 2. 15.
LXXXIX. 2. 7.
XC. 2. 15.
XCI. 2. 15.
XCII. 2. 15.
XCIII. 2. 15.
XCIIII. 2. 1
XCV. 2. 15.
XCVI. 2. 13.
XCVII. 2. 3.

Tit. V. Des Droicts appartenans à gens mariez.

XCVIII. 2. 10.
XCIX. 2. 10.
C. 2. 10.
CI. 2. 10.
CII. 2. 1.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 1.
CV. 2. 10.
CVI. 2. 13.
CVII. 2 13.
CVIII. 2. 10.

Tit. VI. De Douaires.

CIX. 2. 11.
CX. 2. 11.
CXI. 2. 11.
CXII. 1. 11.
CXIII. 2. 11.
CXIIII. 2. 11.
CXV. 2. 11.
CXVI. 2. 1.
CXVII. 2. 11.
CXVIII. 2. 11.

Source : BIU Cujas

Table

CXIX. 2. 11.
CXX. 2. 11.
CXXI. 2. 11.
CXXII. 2. 11.
CXXIII. 2. 11.
CXXIIII. 1. 1. p. 3. a.

Tit. VII. Des Baillistres & enfans mineurs.

CXXV. 2. 12.
CXXVI. 2. 12.
CXXVII. 2. 12.
CXXVIII. 2. 12.
CXXIX. 2. 1.
CXXX. 2. 12.
CXXXI. 2. 12.
CXXXII. 2. 12.
CXXXIII. 2. 12.
CXXXIIII. 2. 12.
CXXXV. 1. 1.
CXXXVI. 1. 1.

Titre VIII. Des hypotheques.

CXXXVII. 2. 5.
CXXXVIII. 2. 5.
CXXXIX. 2. 5.
CXL. 2. 5.
CXLI. 2. 5.
CXLII. 2. 5.
CXLIII. 2. 5.
CXLIIII. 2. 5.
CXLV. 2. 5.
CXLVI. 2. 5.
CXLVII. 2. 5.
CXLVIII. 2. 5.
CXLIX. 2. 5.
CL. 2. 5.
CLI. 2. 5.
CLII. 2. 5.
CLIII. 2. 5.
CLIIII. 2. 5.
CLV. 2. 5.
CLVI. 2. 8.
CLVII. 2. 8.
CLVIII. 2. 8.
CLIX. 2. 15.

Titre IX. De Prescription.

CLX. 2. 6.
CLXI. 2. 6.
CLXII. 2. 6.
CLXIII. 2. 6.
CLXIIII. 2. 1.
CLXV. 2. 9.
CLXVI. 2. 9.

Tit. X. Des retraits linagers & feodaux.

CLXVII. 2. 7.
CLXVIII. 2. 7.
CLXIX. 2. 7.
CLXX. 2. 7.
CLXXI. 2. 7.
CLXXII. 2. 7.
CLXXIII. 2. 7.
CLXXIIII. 2. 7.
CLXXV. 2. 7.
CLXXVI. 2. 7.
CLXXVII. 2. 7.
CLXXVIII. 2. 7.
CLXXIX. 2. 7.
CLXXX. 2. 7.

Tit. XI. Des droits des Seigneurs & Iusticiers iurisdictions & amendes.

CLXXXI. 1. 7.
CLXXXII. 1. 7.
CLXXXIII. 1. 7.
CLXXXIIII. 1. 3.
CLXXXV. 2. 9. & 1. 5.
CLXXXVI. 2. 1.
CLXXXVII. 2. 1.
CLXXXVIII. 2. 1.
CLXXXIX. 2. 1.
CXC. 1. 6.
CXCI. 1. 6.
CXCII. 1. 1.
CXCIII. 2. 2.
CXCIIII. 2. 2.
CXCV. 2. 2.
CXCVI. 2. 2.
CXCVII. 2. 2.
CXCVIII. 1. 5.
CXCIX. 2. 2.
CC. 1. 11.
CCI. 1. 11.
CCII. 1. 11.
CCIII. 1. 11.
CCIIII. 1. 12.
CCV. 1. 11.
CCVI. 1. 11.
CCVII. 1. 11.
CCVIII. 1. 12.
CCIX. 1. 12.
CCX. 1 11.
CCXI. 1. 11.
CCXII. 1. 11.
CCXIII. 1. 11.
CCXIIII. 2. 2.
CCXV. 1. 11.
CCXVI. 1. 25.
CCXVII. 1. 23. 2. 1.
CCXVIII. 1. 23.
CCXIX. 1. 5.
CCXX. 1. 5.
CCXXI. 1. 5.
CCXXII. 1. 5.
CCXXIII. 1. 3.
CCXXIIII. 1. 3.
CCXXV. 1. 5.
CCXXVI. 1. 5.
CCXXVII. 1. 5.
CCXXVIII. 1. 5.
CCXXIX. 1. 20.
CCXXX. 1. 21.
CCXXXI. 1. 21.
CCXXXII. 1. 21.
CCXXXIII. 1. 25.
CCXXXIIII. 1. 15.
CCXXXV. 1. 15.
CCXXXVI. 1. 3.
CCXXXVII. 1. 5.
CCXXXVIII. 1. 5.
CCXXXIX. 1. 5.
CCXL. 1. 8.
CCXLI. 1. 3.
CCXLII. 1. 3.
CCXLIII. 1. 11.
CCXLIIII. 1. 12.
CCXLV. 1. 12.
CCXLVI. 1. 5.
CCXLVII. 1. 5.
CCXLVIII. 2. 5.
CCXLIX. 2. 14.
CCL. 1. 6.
CCLI. 1. 6.
CCLII. 1. 6.
CCLIII. 1. 6.

Tit. XII. De Criees.

CCLIIII. 2. 16.
CCLV. 2. 16.
CCLVI. 2. 16.
CCLVII. 2. 16.
CCLVIII. 2. 16.
CCLIX. 2. 16.

C. Locales de la ville, loy, Mairie, Preuosté, Eschevinage & Banlieue d'Amiens.

I. 2. 1.
II. 2. 3.
III. 2. 13.
IIII. 2. 11.
V. 2. 11.
VI. 2. 11.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 1. 5.
X. 1. 12.
XI. 1. 5.
XII. 1. 25.
XIII. 1. 25.
XIIII. 1. 25.
XV. 1. 25.
XVI. 1. 25.
XVII. 1. 5.
XVIII. 1. 5.
XIX. 1. 25.
XX. 1. 16.
XXI. 1. 16.
XXII. 2. 2.
XXIII. 2. 9.
XXIIII. 2. 9.
XXV. 2. 9.
XXVI. 2. 9.
XXVII. 2. 16.
XXVIII. 1. 19.
XXIX. 2. 8.
XXX. 2. 8.
XXXI. 2. 8.
XXXII. 2. 8.
XXXIII. 2. 8.

C. particulieres & Locales de la Preuosté de Monstreul sur la mer.

I. 2. 8.
II. 1. 15.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 2.
VI. 1. 12.
VII. 1. 11.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
XX. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 5.
XIII. 2. 9.
XIIII. 2. 5.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 5.
XVIII. 1. 6.
XIX. 1. 3. & 5.
XX. 1. 3.
XXI. 1. 6.
XXII. 1. 6.
XXIII. 1. 7.
XXIIII. 1. 7.
XXV 2. 1.
XXVI. 1. 7.
XXVII. 1. 23.
XXVIII. 1. 3.
XXIX. 1. 11.
XXX. 2. 5.
XXXI. 2. 2.
XXXII. 2. 2.
XXXIII. 2. 13.
XXXIIII. 2. 1. 13.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.

Source : BIU Cujas

XXXVII. 2. 5.
XXXVIII. 2. 11.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 11.
XLII. 2. 11.
XLIII. 2. 10.
XLIIII. 2. 10. 2. l.
XLV. 2. 3.
XLVI. 2. 3.
XLVII. 2. 3.
XLVIII. 1. 5.

Coustumes particulieres & locales de la Preuosté foraine de Beauquesne du costé d'Artois & de la Riuiere d'Authie.

I. 1. 3. 6. & 7.
II. 1. 3. & 7.
III. 2. 1.
IIII. 1. 5.
V. 2. 1
VI. 2. 1.
VII. 1. 7.
VIII. 1. 5.
IX. 2. 14.
X. 2. 3.
XI. 2. 3.
XII. 2. 3.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 11.
XV. 2. 11.
XVI. 2. 11.
XVII. 2. 10.

C. Locales de la Preuosté de Sainct Riquier.

I. 1. 7.
II. 1. 3.
III. 1. 3.

C. Locales & particulieres de la Preuosté de Doullens.

I. 2. 2.
II. 2. 1.
III. 2. 2.

C. Locale de la Preuosté de Fouilloy.

I. 2. 2.

C. Locales & particulieres de la Preuosté de Vimen.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 1. 7.
IIII. 1. 7.
V. 1. 3.
VI. 2. 1
VII. 2. 2.

Coustumes particulieres du Bailliage de S. Omer discordantes aux generales de la Preuosté de Monstreul.

Tit. I. Du faict des successions.

I. 1. 6.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IIII. 2. 15.
V. 2. 1.

Tit. II. Des droicts des Seigneurs & Reliefs.

VI. 1. 7.
VII. 1. 3.
VIII. 2. 1. 2. l.
IX. 2. 5.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 3.
XIIII. 1. 5.
XV. 2. 9.
XVI. 2. 9.
XVII. 1. 23.
XVIII. F. 6.
XIX. 2. 2.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.

Titre III. D'alienation d'heritages.

XXII. 2. 5.

Tit. IIII. Du Douaire des vefues.

XXIII. 2. 11.
XXIIII. 2. 10.

Titre V. De Prescription.

XXV. 2. 1.

C. particulieres de la ville Cité & Regale de Theroane situee & assise és mettes de la Preuosté de Monstreul sur la mer discordantes en aucuns poincts aux Coustumes generales de ladite Preuosté.

Tit. I. De Succession d'heritages & autres biens.

I. 2. 15. 2. l.
II. 2. 15.
III. 2. 1.
IIII. 1. 6.
V. 1. 6.

Tit. II. Des droicts & Reliefs des Seigneurs.

VI. 1. 15.
VII. 1. 7. 2. l.
VIII. 1. 15.
IX. 2. 1.
X. 2. 1. & 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 5.
XIIII. 1. 23.
XV. 2. 1.

Tit. III. D'alienations & hypotheques d'heritages.

XVI. 2. 5.

Tit. IIII. Des Retraicts linagers & du Seigneur.

XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 16.

Tit. V. Du Douaire des femmes.

XX. 2. 11.

Coustumes de la Comté de S. Paul discordantes en aucune maniere aux Coustumes generales de la Preuosté de Monstreul sur la mer.

Titre I. Des Successions.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 15.
IIII. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 3.
VII. 2. 10.

Tit. II. Des droicts des Seigneurs.

VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1. & 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 2.
XVII. 1. 7.
XVIII. 1. 7.
XIX. 1. 7.
XX. 1. 11.
XXI. 1. 11.
XXII. 1. 12.
XXIII. 1. 5.
XXIIII. 1. 12.
XXV. 1. 5.
XXVI. 1. 5.
XXVII. 1. 6.
XXVIII. 1. 15.
XXIX. 1. 7.
XXX. 1. 3. 2. l.
XXXI. 1. 15.
XXXII. 1. 25.
XXXIII. 1. 5.
XXXIIII. 2. 8.

Tit. III. D'alienations & donations d'heritages.

XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 5.
XXXVII. 2. 13. 2. l.
XXXVIII. 2. 13.
XXXIX. 2. 13.
XL. 2. 3.

Titre IIII. Du Retraict.

XLI. 2. 7. 2. l.

Tit. V. Pour acquerir droict reel.

XLII. 2. 5.
XLIII. 2. 5.

Titre VI. Du Douaire.

XLIIII. 2. 11.
XLV. 2. 10.
XLVI. 2. 11. 3. l.

Titre VII. De Prescription.

XLVII. 2. 6.

Coustumes De la Gouuernance, Bailliage & Preuosté de Chauny.

Tit. I. Comment le mary est reputé Seigneur des meubles, & quelles choses sont contenues sous ce mot meubles.

I. 2. 10. 2. l.
II. 2. 3.
III. 2. 5.
IIII. 2. 3.
V. 2. 3.
VI. 2. 3.

Tit. II. Quelle chose est nantissement & cõment & pour quelle cause il se peut faire.

VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.

Tit. III. Commẽt on peut disposer des meubles.

Source : BIU Cujas

Table

XII. 2. 13. & 14.
XIIII. 2. 15.
XIIIII. 2. 13.

Tit. IIII. Comment les Nobles peuuent apprehender & auoir les meubles apres le treſpas du premier mourant.

XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIIII. 2. 10.

Tit. V. Si choſe mobilaire donnee en Mariage ou autrement, ſe doit rapporter.

XIX. 2. 15.
XX. 2. 15
XXI. 2. 15.

Tit. VI. Des Acqueſts & comment peuuent eſtre faicts.

XXII. 2. 3.
XXIII. 2. 3.
XXIIII. 2. 3.
XXV. 2. 3.
XXVI. 2. 3.
XXVII. 2. 5.
XXVIII. 2. 5.
XXIX. 2. 5.
XXX. 2. 2.
XXXI. 2. 2.
XXXII. 2. 2.
XXXIII. 2. 2.
XXXIIII. 2. 2.

Tit. VII. Comment on peut ſucceder en ligne directe en tous heritages tant d'acqueſts que de naiſſans.

XXXV. 2. 15.
XXXVI. 2. 15.
XXXVII. 2. 15.
XXXVIII. 2. 15.
XXXIX. 2. 15.

Tit. VIII. De biens vacans demourez par le treſpas d'vn defunct non aians heritiers.

XL. 2. 8.
XLI. 2. 8.
XLII. 2. 8.
XLIII. 1. 6.

Tit. IX. D'heritages donnez en mariage ou autrement, & comment ils ſe doiuent rapporter.

XLIIII. 2. 15.
XLV. 2. 15.
XLVI. 2. 15.
XLVII. 2. 15.

Tit. X. Comment il eſt loiſible & permis de pouuoir diſpoſer de ſes heritages roturiers ou cenſuels par vendition ou donation entre vifs.

XLVIII. 2. 13.
XLIX. 2. 13.
L. 2. 10.
LI. 2. 11.
LII. 2. 2.
LIII. 2. 2.
LIIII. 2. 13.
LV. 1. 1.
LVI. 2. 13.

Tit. XI. Comment par Teſtament eſt licite ou permis diſpoſer d'heritages Cenſuels venus tant d'acqueſt que de naiſſant.

LVII. 2. 14.
LVIII. 2. 14.
LIX. 2. 14.
LX. 2. 15.
LXI. 2. 14.

Tit. XII. De Preſcription.

LXII. 2. 6.
LXIII. 2. 6.
LXIIII. 2. 6.
LXV. 2. 16.
LXVI. 2. 9.

Tit. XIII. De Nobleſſe & quels gens ſont reputez Nobles.

LXVII. 1. 1. p. 2. a.
LXVIII. 1. 1. p. 3. a.
LXIX. 1. 1. & 21. p. 3. b.

Tit. XIIII. Des fiefs qui viennent & eſcheent par ſucceßion en ligne directe, & quels droicts en doiuent les heritages au Seigneur feodal.

LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 15.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 15.

Tit. XV. De Succeßion en Fiefs en ligne collaterale & quels droicts en appartiennent.

LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 15.
LXXVII. 2. 1. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1. 2. 1.

Tit. XVI. De Donations de Fief entre vifs, & auſſi pour cauſe de mort ou par Teſtament, ou de vendition d'iceux, & quels droicts pour ce en appartiennent.

LXXXII. 2. 13.
LXXXIII. 2. 14.
LXXXIIII. 2. 11.
LXXXV. 2. 14.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 14.
XC. 2. 13.

Tit. XVII. De faire ſaiſir prendre & leuer les fruicts en pure perte par les Seigneurs & comment ils en doiuent vſer.

XCI. 2. 1.
XCII. 2. 1.
XCIII. 2. 1. 2. 1.
XCIIII. 2. 1.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 1.
XCIX. 2. 1
C. 2. 1.
CI. 2. 1.

Tit. XVIII. De receuoir pluſieurs hommes és droicts feodaux.

CII. 2. 1.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 1.
CV. 2. 1.

Titre XIX. De rei-terer ou faire de rechef Hõmage aux Seigneurs par les Vaſſaux.

CVI. 2. 1.

Titre XX. Des Cas & Actions de Retraict en matiere des heritages feodaux & Cenſuels.

CVII. 2. 7. 2. 1.
CVIII. 2. 7.
CIX. 2. 7.
CX. 2. 7.
CXI. 2. 7.
CXII. 2. 7.
CXIII. 2. 7.
CXIIII. 2. 7.
CXV. 2. 7. 2. 1.

Titre XXI. De retraire par puiſſance de Fief les Fiefs par le Seigneur dont ils ſont tenus.

CXVI. 2. 1.
CXVII. 2. 1.
CXVIII. 2. 1.
CXIX. 2. 7.

Titre XXII. De Douaire prefix & quand il a lieu.

CXX. 2. 11.
CXXI. 2. 11.

Tit. XXIII. De Douaire Couſtumier, & quand il a cours, & cõment on ſ'y doit faire mettre & maintenir par Iuſtice.

CXXII. 2. 11.
CXXIII. 2. 11.
CXXIIII. 2. 11.
CXXV. 2. 11.
CXXVI. 2. 1.
CXXVII. 2. 11.
CXXVIII. 2. 11.
CXXIX. 2. 11.
CXXX. 2. 11.
CXXXI. 2. 5. & 11.

Tit. XXIIII. Des Priuileges & autres droicts appartenans aux vefues tant Nobles qu'autres.

CXXXII. 2. 10.
CXXXIII. 2. 10.
CXXXIIII. 2. 11.
CXXXV. 2. 11.
CXXXVI. 2. 10.

Titre XXV. De Bail & Garde de mineurs Nobles.

CXXXVII. 2. 12.
CXXXVIII. 2. 12.
CXXXIX. 2. 12.
CXL. 2. 12.
CXLI. 2. 12.
CXLII. 2. 12.
CXLIII. 2. 12.

PONTHIEV.

Titre I. De Succeßions ab inteſtat.

I. 2. 1.
II. 2. 13.

Source : BIU Cujas

III. 2. 15.
IIII. 2 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15. 2. l.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 1. 6.
XVIII. 1. 16. & 2. 14.
XIX. 1. 6.

Titre II. Des Donations.

XX. 2. 5.
XXI. 2. 13.
XXII. 2. 13.
XXIII. 2. 13.
XXIIII. 2. 13.
XXV. 2. 13.
XXVI. 2. 14.
XXVII. 2. 14.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1. & 2.
XXXII. 2. 5.
XXXIII. 2. 11.
XXXIIII. 2. 11.
XXXV. 2. 11. 2. l.
XXXVI. 2. 11.
XXXVII. 2. 11.
XXXVIII. 2. 15.
XXXIX. 2. 10.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 3.
XLIII. 2. 13.
XLIIII. 2. 10. 2. l.
XLV. 2. 11.
XLVI. 2. 10.
XLVII. 2. 10.
XLVIII. 2. 10.
XLIX. 2. 10.
L. 2. 11.
LI. 2. 11.
LII. 2. 11.
LIII. 2. 11.
LIIII. 2. 11.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 15.
LVIII. 2. 11.
LIX. 1. 1.

Tit. III. Pour Quint de vivre naturel.

LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 13.
LXIII. 2. 1.

Titre IIII. D'alienation de Fiefs.

LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1. & 2.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1. 2. l.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 1. 11.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 8.
LXXX. 2. 13.
LXXXI. 1. 15.
LXXXII. 1. 3. 7. 8. & 13.
LXXXIII. 1. 8.
LXXXIIII. 1. 3. 7.
LXXXV. 1. 7.
LXXXVI. 1. 7.
LXXXVII. 2. 2.
LXXXVIII. 1. 23.

Titre V. Pour Cottieres.

LXXXIX. 2. 5.
XC. 2. 2.
XCI. 2. 2.
XCII. 2. 2.
XCIII. 2. 5.

Titre VI. De droict d'herbage & bannie des Moulins.

XCIIII. 1. 7.
XCV. 1. 7.
XCVI. 1. 8
XCVII. 1. 8.
XCVIII. 1. 8.
XCIX. 1. 8.
C. 1. 5.
CI. 1. 5.

Tit. VII. De prinse de bestes.

CII. 1. 12.
CIII. 1. 12.
CIIII. 1. 12.
CV. 1. 3.
CVI. 1. 12.
CVII. 1. 12.
CVIII. 1. 12.
CIX. 1. 3.
CX. 2. 2.
CXI. 1. 2.
CXII. 2. 2.

Tit. VIII. Pour Creer Hypotheques.

CXIII. 2. 5.
CXIIII. 2. 5.
CXV. 2. 5.
CXVI. 2. 5.
CXVII. 2. 16.
CXVIII. 2. 16.
CXIX. 2. 16.
CXX. 2. 16.
CXXI. 2. 16.
CXXII. 2. 16.
CXXIII. 2. 19.
CXXIIII. 2. 16.
CXXV. 2. 16.
CXXVI. 2. 16.
CXXVII. 2. 16.
CXXVIII. 2. 16.
CXXIX. 2. 16.
CXXX. 2. 16.
CXXXI. 2. 16.
CXXXII. 2. 5.

Tit. IX. De Retraict Linager.

CXXXIII. 2. 7.
CXXXIIII. 2. 7.
CXXXV. 2. 7.
CXXXVI. 2. 7.
CXXXVII. 2. 7.
CXXXVIII. 2. 7.
CXXXIX. 2. 7.
CXL. 2. 7.
CXLI. 2. 7.
CXLII. 2. 7.
CXLIII. 2. 7.

Tit. X. De Complainte de nouuellete

CXLIIII. 2. 4.
CXLV. 2. 4.
CXLVI. 2. 4.
CXLVII. 2. 4.
CXLVIII. 2. 4.
CXLIX. 2. 4.
CL. 2. 4.
CLI. 2. 4.
CLII. 2. 4.

Tit. XI. De Respit & Cession.

CLIII. 2. 5.
CLIIII. 2. 5.
CLV. 2. 5.
CLVI. 2. 5.
CLVII. 2. 5.

Titre XII. Des Crimes & delicts.

CLVIII. 1. 25.
CLIX. 1. 25.
CLX. 1. 25.
CLXI. 1. 5. & 2. 8.
CLXII. 1. 25.

Tit. XIII. Des procedures.

CLXIII. 1. 18.
CLXIIII. 2. 21.
CLXV. 1. 21.
CLXVI. 1. 21.
CLXVII. 1. 21.
CLXVIII. 1. 21.
CLXIX. 1. 21.
CLXX. 2. 5.
CLXXI. 1. 5.
CLXXII. 1. 21.
CLXXIII. 1. 21.
CLXXIIII. 2. 8.
CLXXV. 1. 21.
CLXXVI. 1. 21.
CLXXVII. 2. 8.
CLXXVIII. 1. 21.
CLXXIX. 2. 8.
CLXXX. 2. 8.
CLXXXI. 1. 21.
CLXXXII. 1. 21.
CLXXXIII. 1. 5.
CLXXXIIII. 1. 15. & 23. & 24.

BOVLLENOIS.

Titre I. Des Ressorts de la Seneschaucee & Comté de Boullenois.

I. 1. 15.
II. 1. 15.
III. 1. 15.
IIII. 1. 15.
V. 1. 15.
VI. 1. 15.
VII. 1. 15.
VIII. 1. 15.
IX. 1. 15.
X. 1. 15.
XI. 1. 15.
XII. 1. 15.
XIII. 1. 15.

Source : BIU Cujas

Table

XIIII. 1. 15.

Tit. II. Des droicts appartenans aux Barons.

XV. 1. 4.
XVI. 1. 4.

Tit. III. Des droicts de Relief, deuz aux Roy Barons & autres Seigneurs dudit Comté.

XVII. 2. 1.

Tit. IIII. De la Cour des Seigneurs de Fief.

XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.

Tit. V. Des Cas dont la congnoissance appartient aux Baillifs Royaux Barons & autres Seigneurs.

XX. 1. 4.

Titre VI. Des droicts appartenans aux Seigneurs de Fief & autres Iusticiers.

XXI. 2. 1.
XXII. 1. 6.
XXIII. 1. 6.

Tit. VII. Des matieres de Crimes, forfais, delits & amendes deues pour iceux.

XXIIII. 1. 5.
XXV. 1. 5.
XXVI. 1. 25.
XXVII. 1. 25.
XXVIII. 1. 25.
XXIX. 1. 5.
XXX. 1. 5.
XXXI. 1. 5.
XXXII. 1. 3.
XXXIII. 1. 11.
XXXIIII. 1. 11.

Titre VIII. Des Amendes deues aux Seigneurs, pour recellemens desdits droicts à eux appartenant de fol appel ou autrement.

XXXV. 1. 7.
XXXVI. 1. 7.
XXXVII. 2. 2.
XXXVIII. 1. 12.
XXXIX. 1. 23.
XL. 1. 7.

Tit. IX. Des fruicts des arbres estans és Voyes publiques.

XLI. 2. 9.

Titre X. Des matiere de fiefs Reliefs cottieres & autres droicts appartenans aux Seigneurs feodaux.

XLII. 2. 1.
XLIII. 1. 3.
XLIIII. 1. 13.
XLV. 1. 7.
XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 2.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.

Tit XI. Des Droicts Seigneuriaux.

L. 2. 1. 2. 1.

Tit. XII. De Saisie par faute d'homme, droicts Seigneuriaux non payez ou denombremens non baillez.

LI. 2. 2.
LII. 2. 1.
LIII 2 2.
LIIII. 2. 1.

Tit. XIII. De bailler homme vivant & mourant.

LV. 2. 1.

Tit. XIIII. Des Moulins banniers.

LVI. 1. 8.

Titre XV. Des Arrerages deuz par les Cottiers.

LVII. 2. 2.

Tit. XVI Des Escleches de Fiefs & denombremens d'iceux.

LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.

Tit. XVII. Des amendes pour puits à marne non estouppez.

LX. 1. 5.

Tit. XVIII. D'arrests pour louages de maisons non payees.

LXI. 2. 8.

Tit. XIX. De priorité ou posteriorité en Vente d'heritage.

LXII. 2. 16. 2. 1.

Tit. XX. De Successions en ligne directe.

LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 15.
LXX. 2. 15. 2. 15.
LXXI. 2. 15.
LXXII. 2. 15.
LXXIII. 2. 10.
LXXIIII. 2. 3.
LXXV. 2. 15.
LXXVI. 2. 15.
LXXVII. 2. 15.
LXXVIII. 2. 12. 3. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 15.
LXXXI. 2. 15.

Tit. XXI. De Successions en ligne collaterale.

LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 15.
LXXXIIII. 2. 15. 2. 1.
LXXXV. 2. 15.
LXXXVI. 2. 15.
LXXXVII. 2. 11.

Tit. XXII. De Donations faites entre vifs & dispositions testamentaires.

LXXXVIII. 2. 13.
LXXXIX. 2. 13.
XC. 2. 13.
XCI. 2. 1.
XCII. 2. 13.
XCIII. 2. 13.
XCIIII. 2. 10.
XCV. 2. 13.
XCVI. 2. 13.
XCVII. 2. 1.

Tit. XXIII. De matiere de Douaire, Communauté de biens & renonciation d'icelle.

XCVIII. 2. 11.
XCIX. 2. 11.
C. 2. 11.
CI. 2. 11.
CII. 2. 11.
CIII. 2. 11.
CIIII. 2. 10.
CV. 2. 10.
CVI. 2. 1. & 11.
CVII. 2. 11.
CVIII. 2. 11.
CIX. 2. 11.
CX. 2. 11.
CXI. 2. 11.
CXII. 2. 11.
CXIII. 2. 11.
CXIIII. 2. 11.
CXV. 2. 11.

Tit. XXIIII. Pour acquerir droict reel.

CXVI. 2. 5.
CXVII. 2. 5.
CXVIII. 2. 5.
CXIX. 2. 5.

Tit. XXV. Autres Coustumes en plusieurs autres matieres.

CXX. 1. 1.
CXXI. 2. 6.
CXXII. 2. 15.
CXXIII. 2. 15.
CXXIIII. 2. 3.
CXXV. 2. 5.
CXXVI. 2. 3.
CXXVII. 2. 5.
CXXVIII. 2. 5.
CXXIX 1. 7. 2. 5.

Tit. XXVI. De matieres de Rentes & arrerages d'icelles.

CXXX. 2. 5.
CXXXI. 2. 5.

Tit. XXVII. De Closture de Pasturages.

CXXXII. 1. 12.
CXXXIII. 1. 12.
CXXXIIII. 1. 12.

Tit. XXVIII. De Retraict Linager & retenue par puissance de Fief.

CXXXV. 2. 7.
CXXXVI. 2. 7.
CXXXVII. 2. 7.
CXXXVIII. 2. 7.
CXXXIX. 2. 1.

Tit. XXIX. Autres Coustumes en diuerses matieres

CXL. 2. 3.
CXLI. 2. 17.
CXLII. 2. 8.
CXLIII 2. 11.
CXLIIII. 2. 5.
CXLV. 2. 5.

Source : BIU Cujas

CXLVI. 2. 2.
CXLVII. 2. 5.
CXLVIII. 2. 11.
CXLIX. 2. 5.
CL. 2. 13.
CLI. 2. 8.
CLII. 1. 15.
CLIII. 1. 21.
CLIIII. 1. 21.
CLV. 1. 21.

Tit. XXX. Des Chemins, riuieres plantages de hayes, bournes & Vente de bois.

CLVI. 2. 9.
CLVII. 2. 9.
CLVIII. 2. 9.
CLIX. 2. 9.
CLX. 2. 9.
CLXI. 2. 9.
CLXII. 2. 9.
CLXIII. 2. 9.
CLXIIII. 2. 9.
CLXV. 2. 9.
CLXVI. 2. 9.
CLXVII. 2. 9.
CXVIII. 2. 9.
CLXIX. 2. 9.
CLXX. 2. 9.
CLXXI. 2. 9.
CLXXII. 2. 9.
CLXXIII. 2. 9.
CLXXIIII. 2. 11.
CLXXV. 1. 11.
CLXXVI. 1. 9.
CLXXVII. 29. 9.

Tit. XXXI. Des procedures & autres matieres.

CLXXVIII. 1. 21.
CLXXIX. 2. 8.
CLXXX. 2. 5.
CLXXXI. 1. 21.

Coustumes locales de la ville, Basse ville, Bourgaige & banlieue de Boulongne sur la mer.

I. 1. 16.
II. 1. 16.
III. 1. 16.
IIII. 1. 1.
V. 1. 5.
VI. 1. 15.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 8.
XII. 2. 11.
XIII. 2. 2.
XIIII. 1. 5.
XV. 1. 25.
XVI. 1. 25.
XVII. 1. 20.
XVIII. 2. 2.
XIX. 1. 1.
XX. 1. 23.
XXI. 1. 1.
XXII. 1. 16.
XXIII. 1. 16.
XXIIII. 1. 16.
XXV. 1. 16.
XXVI. 1. 5.

Coustumes locales du lieu & bourgaige de Desurene.

I. 2. 5.
II. 2. 16.
III. 2. 2.
IIII. 1. 7.
V. 1. 12. & 23.
VI. 2. 5.
VII. 2. 11.
VIII. 1. 7.

Coustumes Locales ayans lieu en la ville & Banlieue D'Estappes sur la mer, au dehors des Coustumes generales du Comté de Boullenois.

I. 2. 1.
II. 2. 1. & 2.
III. 2. 2.
IIII. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 11.

Coustumes Locales de la ville de VVissent au Comté de Boullenois.

I. 1. 16.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 1. 5.
V. 2. 2.
VI. 1. 1.
VII. 1. 10.
VIII. 1. 5.

Coustumes Locales du Village de Herly.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 1. 7.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 2. 2.
VII. 2. 15.

Coustumes Locales & particulieres de la terre & Seigneurie de Quesque en Boulonnois.

I. 1. 15.
II. 2. 2. & 2.
III. 2. 2.
IIII. 1. 5.
V. 2. 11.
VI. 2. 11.
VII. 2. 10.

Coustumes Locales du Bailliage de Nedonchel.

I. 2. 1. & 2.
II. 2. 1. & 15.
III. 2. 11.

PERONNE, Montdidier & Roye. Tit. I. Des droicts appartenans aux Hauts moyens & bas Iusticiers.

I. 1. 3.
II. 1. 5.
III. 1. 5.
IIII. 1. 6.
V. 2. 14.
VI. 1. 6.
VII. 1. 6.
VIII. 1. 6.
IX. 1. 6.
X. 1. 5.
XI. 1. 5.
XII. 1. 5.
XIII. 1. 11.
XIIII. 1. 8.
XV. 1. 8.
XVI. 1. 8.
XVII. 1. 6.
XVIII. 1. 6.
XIX. 1 6.
XX. 1. 3.

Tit. II. Des Fiefs.

XXI. 2. 1. 2. l.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1. 2. l.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1. 2. l.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 1. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 1.

Tit. III. Des Censiues.

LXXXV. 2. 2.
LXXXVI. 2. 2.
LXXXVII. 2. 2.

Source : BIU Cujas

LXXXVIII. 2. 2.
LXXXIX. 2. 2.
XC. 2. 2.
XCI. 2. 2. 2. l.
XCII. 2. 2. 2. l.
XCIII. 2. 2.
XCIIII. 2. 2.
XCV. 2. 2.
XCVI. 2. 2.
XCVII. 2. 2.
XCVIII. 2. 2.
XCIX. 2. 2.
C. 2. 2.
CI. 1. 3.
CII. 2. 2.
CIII. 2. 2.
CIIII. 2. 2.
CV. 2. 2.
CVI. 1. 14.

Tit. IIII. Des Donations.

CVII. 2. 13.
CVIII. 1. 3.
CIX. 2. 13.
CX. 2. 13.
CXI. 2. 13.

Tit. V. Des droicts appartenans à gens mariez.

CXII. 2. 10.
CXIII. 2. 10.
CXIIII. 2. 10.
CXV. 2. 10.
CXVI. 2. 10.
CXVII. 2. 10.
CXVIII. 2. 10.
CXIX. 2. 10.
CXX. 2. 10.
CXXI. 2. 10.
CXXII. 2. 10.
CXXIII. 2. 10.
CXXIIII. 2. 10.
CXXV. 2. 10.
CXXVI. 2. 10.
CXXVII. 2. 10.
CXXVIII. 2. 10.
CXXIX. 2. 10.
CXXX. 2. 10.
CXXXI. 2. 10.
CXXXII. 2. 10.
CXXXIII. 2. 10.
CXXXIIII. 1. 5.
CXXXV. 2. 10.
CXXXVI. 2. 10.
CXXXVII. 2. 10.

Tit. VI. Des Douaires.

CXXXVIII. 2. 11.
CXXXIX. 2. 11.
CXL. 2. 11.
CXLI. 2. 11.
CXLII. 2. 11.
CXLIII. 2. 11.
CXLIIII. 2. 11.
CXLV. 2. 11. 2. l.
CXLVI. 2. 11.
CXLVII. 2. 11.
CXLVIII. 2. 11.
CXLIX. 2. 11.
CL. 2. 11.
CLI. 2. 11.
CLII. 2. 11.
CLIII. 2. 1.
CLIIII. 2. 1.
CLV. 2. 10.
CLVI. 2. 11.
CLVII. 1. 1. p. 3. b.
CLVIII. 2. 11.
CLIX. 2. 11.
CLX. 2. 11.

Tit. VII. Des Testamens.

CLXI. 2. 15.
CLXII. 2. 14.
CLXIII. 2. 14.
CLXIIII. 2. 14.
CLXV. 2. 14.
CLXVI. 2. 14.
CLXVII. 2. 14.

Tit. VIII. Des successions.

CLXVIII. 2. 15.
CLXIX. 2. 1.
CLXX. 2. 1.
CLXXI. 2. 1.
CLXXII. 2. 1.
CLXXIII. 2. 1.
CLXXIIII. 2. 1.
CLXXV. 2. 1.
CLXXVI. 2. 1.
CLXXVII. 2. 1.
CLXXVIII. 2. 1.
CLXXIX. 2. 1.
CLXXX. 2. 1.
CLXXXI. 2. 1.
CLXXXII. 2. 1.
CLXXXIII. 2. 1.
CLXXXIIII. 2. 1.
CLXXXV. 2. 1.
CLXXXVI. 2. 1.
CLXXXVII. 2. 15.
CLXXXVIII. 2. 15.
CLXXXIX. 2. 15.
CXC. 2. 15.
CXCI. 2. 15.
CXCII. 2. 15.
CXCIII. 2. 15.
CXCIIII. 2. 15.
CXCV. 2. 15.
CXCVI. 2. 15.
CXCVII. 2. 15.
CXCVIII. 2. 15.
CXCIX. 2. 15.
CC. 2. 1.
CCI. 2. 13.
CCII. 2 15.
CCIII. 2. 15.
CCIIII. 2. 15.
CCV. 2. 15.
CCVI. 2. 15.
CCVII. 2. 15.
CCVIII. 2. 15.
CCIX. 2. 15.
CCX. 2. 6.
CCXI. 2. 6. 2. l.
CCXII. 2. 9.
CCXIII. 2. 6.
CCXIIII. 2. 6.
CCXV. 2. 5.
CCXVI. 2. 6.
CCXVII. 2. 6.
CCXVIII. 2. 4.
CCXIX. 2. 6.

Tit. IX. De Bailliſtre & Garde noble.

CCXX. 2. 12.
CCXXI. 2. 12.
CCXXII. 2. 12.
CCXXIII. 2. 12.
CCXXIIII. 2. 1. & 12.
CCXXV. 2. 12.
CCXXVI. 2. 12.
CCXXVII. 2. 12.
CCXXVIII. 2. 12.
CCXXIX. 2. 12
CCXXX. 2. 12.
CCXXXI. 2. 1.
CCXXXII. 2. 12.
CCXXXIII. 2. 12.
CCXXXIIII. 2. 1.

Tit. X. De Retraicts.

CCXXXV. 2. 7.
CCXXXVI. 2. 7.
CCXXXVII. 2. 7.
CCXXXVIIII. 2. 7.
CCXXXIX. 2. 7.
CCXL. 2. 7.
CCXLI. 2. 7.
CCXLII. 2. 7.
CCXLIII. 2. 7.
CCXLIIII. 2. 7.
CCXLV. 2. 7.
CCXLVI. 2. 7.
CCXLVII. 2. 7.
CCXLVIII. 2. 7.
CCXLIX. 2. 7.
CCL. 2. 7.
CCLI. 2. 7.
CCLII. 2. 7.
CCLIII. 2. 7.
CCLIIII. 2. 7.
CCLV. 2. 1.
CCLVI. 2. 1.
CCLVII. 2. 1.

Tit. X. De Rentes & Hypotheques, nantiſſement deſſaiſine & ſaiſines.

CCLVIII. 2. 5.
CCLIX. 2. 5.
CCLX. 2. 5.
CCLXI. 2. 5.
CCLXII. 2. 5.
CCLXIII. 2. 5.
CCLXIIII. 2. 2.
CCLXV. 2. 2.
CCLXVI. 2. 2.
CCLXVII. 2. 2.
CCLXVIII. 2. 5.
CCLXIX. 2. 5.
CCLXX 2. 3.
CCLXXI. 2. 5.
CCLXXII. 2. 5.
CCLXXIII. 2. 5.

MONDIDIER.
Locales contenue au proces Verbal.

I. 1. 16.
II. 1. 16.
III. 1. 16.
IIII. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 15.
IX. 1. 15.
X. 1. 15.

Couſtumes generales du Comté d'Artois
Tit. I. Des droicts des Seigneurs tant Fonciers, Vicontiers, comme de la haute Iuſtice.

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 1. 7.
IIII. 1. 3.
V. 1. 3.
VI. 1. 3. & 7.
VII. 1. 7.

Source : BIU Cujas

VIII. 1. 5.
IX. 1. 6.
X. 1. 6.
XI. 1. 6.
XII. 1. 6.
XIII. 1. 6.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 1. 5.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 2.
XXXV. 2. 3.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 14.
XL. 1. 6.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 15.
XLV. 2. 2.
XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 1. 7. & 12.
XLIX. 1. 5. & 12.
L. 1. 12.
LI. 1. 5.
LII. 1. 13.
LIII. 2. 1.
LIIII. 1. 12.
LV. 1. 11.
LVI. 1. 12.
LVII. 1. 11.
LVIII. 1. 11.
LIX. 1. 5.
LX. 1. 5.
LXI. 1. 8.
LXII. 2. 2.
LXIII. 2. 2.
LXIIII. 1. 25.
LXV. 1. 11.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.

Tit. II. De la maniere d'acquerir hypotheque sur heritages des droicts Seigneuriaux pour ce deuz au Seigneur auec aussi la maniere d'acquerir droit reel en heritages patrimoniaux de la condition & nature d'iceux heritages tant en succession qu'en Retraite quand ils sont vendus.

LXVIII. 2. 5.
LXIX. 2. 5.
LXX. 2. 5.
LXXI. 2. 5.
LXXII. 2. 6.
LXXIII. 2. 6.
LXXIIII. 2. 5.
LXXV. 2. 5.
LXXVI. 2. 5.
LXXVII. 2. 5.
LXXVIII. 2. 3.
LXXIX. 2. 5.
LXXX. 2. 13.
LXXXI. 2. 3.
LXXXII. 2. 13.
LXXXIII. 2. 13.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 1.
LXXXVI. 2. 10.
LXXXVII. 2. 14.
LXXXVIII. 2. 10.
LXXXIX. 2. 13.
XC. 2. 14.
XCI. 2. 14.
XCII. 2. 15.
XCIII. 2. 15.
XCIIII. 2. 1
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 15.
XCIX. 2. 1.
C. 2. 1.
CI. 2. 1.
CII. 2. 1.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 1.
CV. 2. 15.
CVI. 2. 15.
CVII. 2. 15.
CVIII. 2. 15.
CIX. 2. 1.
CX. 2. 15.
CXI. 2. 15.
CXII. 2. 15. 2. 1.
CXIII. 2. 15.
CXIIII. 2. 15.
CXV. 2. 15.

Tit. III. De la retraicte des heritages patrimoniaux vendus.

CXVI. 2. 1.
CXVII. 2. 1.
CXVIII. 2. 1.
CXIX. 2. 7.
CXX. 2. 10.
CXXI. 2. 7.
CXXII. 2. 1.
CXXIII. 2. 7.
CXXIIII. 2. 7.
CXXV. 2. 7.
CXXVI. 2. 7.
CXXVII. 2. 7.
CXXVIII. 2. 7.
CXXIX. 2. 7.
CXXX. 2. 7.
CXXXI. 2. 7.
CXXXII. 2. 7.

Titre IIII. De la nature des heritages acquestez soient feodaux ou cottiers.

CXXXIII. 2. 13.
CXXXIIII. 2. 10.
CXXXV. 2. 10.
CXXXVI. 2. 10.
CXXXVII. 2. 10.
CXXXVIII. 2. 3.

Tit. V. Des biens meubles à qui ils doiuent appartenir en Succession, & quelle chose est reputee meuble.

CXXXIX. 2. 10.
CXL. 2. 3.
CXLI. 2. 3.
CXLII. 2. 3.
CXLIII. 2. 3.
CXLIIII. 2. 3.
CXLV. 2. 3.
CXLVI. 2. 3.
CXLVII. 2. 15.
CXLVIII. 2. 15.
CXLIX. 2. 15.
CL. 1. 6.
CLI. 2. 15.
CLII. 2. 13.
CLIII. 2. 10.
CLIIII. 2. 12.

Titre VI. A qui il est loisible d'auoir Bail de mineurs d'ans, de la condition du Bail, & quand mineurs sont reputez aagez.

CLV. 2. 12.
CLVI. 2. 12.
CLVII. 2. 12.
CLVIII. 2. 1.
CLIX. 2. 12.
CLX. 2. 12.

Tit. VII. Comme les vefues se doiuent & peuuent conduire apres le treſpas de leurs maris, ſoit en l'appreheſion des meubles ou de leur Douaire Couſtumier ou commenance & de la nature d'iceux.

CLXI. 2. 10.
CLXII. 2. 10.
CLXIII. 2. 10.
CLXIIII. 2. 10.
CLXV. 2. 10.
CLXVI. 2. 11.
CLXVII. 2. 11.
CLXVIII. 2. 11.
CLXIX. 2. 1.
CLXX. 2. 11.
CLXXI. 2. 10.
CLXXII. 2. 11.
CLXXIII. 2. 11.
CLXXIIII. 2. 11.
CLXXV. 2. 11.
CLXXVI. 2. 11.
CLXXVII. 2. 11.
CLXXVIII. 2. 11.
CLXXIX. 2. 11.
CLXXX. 2. 11.
CLXXXI. 2. 11.

Tit. VIII. Des pouuoirs & auctoritez d'Executeurs de Teſtament.

CLXXXII. 2. 14.

Tit. IX. Comment & à qui les creãciers d'vn treſpaſſé peuuent addreſſer pour eſtre payez de leur deu, & quels heritages ſont ſubmis aux debtes du treſpaſſé.

CLXXXIII. 2. 10.
CLXXXIIII. 2. 10.
CLXXXV. 2. 15.
CLXXXVI. 2. 15.
CLXXXVII. 2. 15.
CLXXXVIII. 2. 5.
CLXXXIX. 2. 15.
CXC. 2. 16.
CXCI. 2. 16.
CXCII. 2. 16.
CXCIII. 2. 16.

Tit. X. Des Acqueſts de fief & quels gens doiuent droict de nouuel Acqueſt.

CXCIIII. 2. 1.
CXCV. 2. 1.
CXCVI. 2. 1.
CXCVII. 2. 1.
CXCVIII. 2. 1.
CXCIX. 1. 1.

Source : BIU Cujas

Table

CC. 1. 1.
CCI. 1. 6.

Coustumes de la Ville, Taille, Banlieu & Escheuinage de Lille.
Tit. I. Des Successions.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IIII. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 3.
VII. 2. 13.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 7.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 1. 15.
XIII. 1. 6.
XIIII. 1. 6.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 1. 25.
XXIII. 1. 10.
XXIIII. 1. 25.
XXV. 2. 5.

Titre II. Des Testamens dispositions dernieres & executions d'icelles.

XXVI. 2. 14.
XXVII. 2. 14.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 14.
XXX. 2. 14.
XXXI. 2. 14.
XXXII. 2. 14.
XXXIII. 2. 14.
XXXIIII. 2. 10.

Titre III. Des partages de Pere ou mere entre leurs enfans.

XXXV. 2. 15.
XXXVI. 2. 15.
XXXVII. 2. 10.
XXXVIII. 2. 15.
XXXIX. 2. 15.

Titre IIII. Des Tuteurs & Curateurs.

XL. 2. 12.
XLI. 1. 12.
XLII. 1. 1.
XLIII. 2. 12.
XLIIII. 2. 12.
XLV. 2. 12.
XLVI. 2. 12.
XLVII. 2. 12.
XLVIII. 2. 12.

Titre V. De Donations & venditions.

XLIX. 2. 5.
L. 1. 1.
LI. 2. 13.
LII. 2. 13.
LIII. 2. 10.
LIIII. 2. 5.
LV. 2. 5.
LVI. 2. 13.
LVII. 2. 5.
LVIII. 2. 13.
LIX. 2. 10.
LX. 2. 10.
LXI. 2. 13.
LXII. 2. 13.
LXIII. 2. 13.
LXIIII. 2. 13.
LXV. 2. 13.
LXVI. 2. 10.
LXVII. 2. 5.
LXVIII. 2. 5.
LXIX. 2. 5.
LXX. 1. 7.
LXXI. 2. 8.

Titre VI. De Prescription & Possession.

LXXII. 2. 6.
LXXIII. 2. 6.
LXXIIII. 2. 6.
LXXV. 2. 6.
LXXVI. 2. 4.
LXXVII. 2. 6.
LXXVIII. 2. 6.
LXXIX. 2. 6.
LXXX. 2. 9.
LXXXI. 2. 6.
LXXXII. 2. 6.

Titre VII. Des reprinses d'heritages ou maisons à titre de proximité, fraruseté & escleschc.

LXXXIII. 2. 7.
LXXXIIII. 2. 7.
LXXXV. 2. 7.
LXXXVI. 2. 7.
LXXXVII. 2. 7.
LXXXVIII. 2. 7.
LXXXIX. 2. 7.
XC. 2. 7.
XCI. 2. 7. 2. 1.
XCII. 2. 7.
XCIII. 2. 7.
XCIIII. 2. 7
XCV. 2. 7.
XCVI. 2. 7.

Titre VIII. Des Hypotheques, claims & saisines.

XCVII. 2. 5.
XCVIII. 2. 5.
XCIX. 2. 5.
C. 2. 5.
CI 2. 8.
CII. 2. 8.
CIII. 2. 8.
CIIII. 2. 8.
CV. 2. 8.
CVI. 2. 8.
CVII. 2 8.
CVIII. 2. 8.
CIX. 2. 8.
CX. 2. 8.
CXI. 2. 8.
CXII. 2. 5.
CXIII. 2. 8.
CXIIII. 2. 8.
CXV. 2. 8.
CXVI. 2. 8.
CXVII. 2. 5.
CXVIII. 2. 8.
CXIX. 2. 5.
CXX. 2. 5.
CXXI. 2. 5.

Titre IX. Des Arrests de Corps.

CXXII. 2. 8.
CXXIII. 2. 8.
CXXIIII. 2. 8.
CXXV. 2. 8.
CXXVI. 2. 8.
CXXVII. 2. 8.
CXXVIII. 2. 8.
CXXIX. 2. 8.
CXXX. 2. 8.
CXXXI. 2. 8.
CXXXII. 2. 8.
CXXXIII. 2. 8.
CXXXIIII. 2. 8.

Tit. X. Des actions poursieutes & adiournemens personnels.

CXXXV. 1. 21.
CXXXVI. 1. 21.
CXXXVII. 1. 21.
CXXXVIII. 1. 21.
CXX XIX. 2. 5.
CXL. 2. 5.
CXLI. 1. 21.
CXLII. 1. 21.
CXLIII. 1. 21.
CVLIIII. 2. 5.
CXLV. 1. 21.
CXLVI. 2. 5.
CXLVII. 1. 21.
CXLVIII. 1. 21.

Titre XI. Des matieres possessoires en cas de Saisine & nouuelleté.

CXLIX. 2. 4.
CL. 2. 4.
CLI. 2. 4.
CLII. 2. 4.
CLIII. 2. 4.
CLIIII. 2. 4.

Titre XII. De matiere de mise de faict.

CLV. 2. 5.
CLVI. 2. 5.
CLVII. 2. 5.
CLVIII. 2. 5.
CLIX. 2. 5.
CLX. 2. 5.
CLXI. 2. 5.

Titre XIII. Des Purges & decrets.

CLXII. 2. 16.
CLXIII. 2. 16.
CLXIIII. 2. 16.
CLXV. 2. 16.
CLXVI. 2. 16.
CLXVII. 2. 16.
CLXVIII. 2. 16.
CLXIX. 2. 16.
CLXX. 2. 16.
CLXXI. 2. 16.
CLXXII. 2. 16.
CLXXIII. 2. 16.
CLXXIIII. 2. 16.
CLXXV. 2. 16.

Titre XIII. Des benefices d' Inuentoire.

CLXXVI. 2. 15.
CLXXVII. 2. 15.
CLXXVIII. 2. 15.
CLXXIX. 2. 15.
CLXXX. 2. 15.
CLXXXI. 2. 15.
CLXXXII. 2. 15.
CLXXXIII. 2. 15.
CLXXXIIII. 2. 15.
CLXXXV. 2. 15.
CLXXXVI. 2. 15.

Titre XV. Des louages de Censes & maisons.

CLXXXVII. 2. 5.
CLXXXVIII. 2. 5.
CLXXXIX. 2. 5.

Source : BIU Cujas

CXC 2. 5.
CXCI. 2. 5.
CXCII. 2. 5.
CXCIII. 2. 5.
CXCIIII. 2. 5.
CXCV. 2. 5.
CXCVI. 2. 5.
CXCVII. 2. 5.
CXCVIII. 2. 5.
CXCIX. 2. 5.

Tit. XVI. Des Appellations.

CC. 1. 23.
CCI. 1. 23.
CCII. 1. 22.
CCIII. 1. 23.

Tit. XVII. De droict de Vefue.

CCIIII. 2. 10.
CCV. 2. 11.
CCVI. 2. 11.
CCVII. 2. 11.
CCVIII. 2. 10.
CCIX. 2. 11.
CCX. 2. 10.
CCXI. 2. 10.
CCXII. 2. 10.
CCXIII. 2. 10.

Titre XVIII. Des executions.

CCXIIII. 2. 8.
CCXV. 2. 8. 2. l.
CCXVI. 2. 8.
CCXVII. 2. 8.
CCXVIII. 2. 8.
CCXIX. 1. 22.
CCXX. 2. 8. 2. l.
CCXXI. 2. 8.
CCXXII. 2. 2.
CCXXIII. 2. 8.

Titre XIX. Des matieres de recongnoiſſance.

CCXXIIII. 1. 21.
CCXXV. 2. 8.
CCXXVI. 1. 21.

Titre XX. Des Ceſſions.

CCXXVII. 2. 5.
CCXXVIII. 2. 5.
CCXXIX. 2. 5.
CCXXX. 2. 5.
CCXXXI. 2. 5.

Titre XXI. Des Bonnages Cerquemanages & viſitations d'iceux.

CCXXXII. 1. 3.
CCXXXIII. 2. 9.
CCXXXIIII. 2. 9.
CCXXXV. 2. 9.
CCXXXVI. 2. 9.

Couſtumes de la Ville, Loy, Banlieue, & Eſcheuinage d'Arras Chef & capitale du pays & Comté d'Artois.

Titre I. Des entraueſtiſſemens.

I. 2. Tit. 13.
II. 2. Tit. 13.
III. 2. Tit. 13.

Titre II. Des heritages, rentes foncieres & meubles de quelle nature & condition ils ſont, & de la diſpoſition d'iceux.

IV. 2. Tit. 3.
V. 2. Tit. 3.
VI. 2. Tit. 5.
VII. 2. Tit. 14.
VIII. 2. Tit. 14.
IX. 2. Tit. 14.
X. 2. Tit. 10.
XI. 2. Tit. 13.
XII. 2. Tit. 14.
XIII. 2. Tit. 14.
XIIII. 2. Tit. 5.
XV. 2. Tit. 9.

Titre III. Des Succeſſions des treſpaſſez & appreheñſion des biens d'iceux treſpaſſez.

XVI. 2. Tit. 15.
XVII. 2. Tit. 15.
XVIII. 2. Tit. 15.
XIX. 2. Tit. 15.
XX. 2. Tit. 15.
XXI. 2. Tit. 10.
XXII. 2. Tit. 10.
XXIII. 2. Tit. 10.
XXIIII. 2. Tit. 15.
XXV. 2. Tit. 15.
XXVI. 2. Tit. 15.
XXVII. 2. Tit. 15.
XXVIII. 2. Tit. 15.
XXIX. 2. Tit. 15.
XXX. 1. Tit. 6.
XXXI. 2. Tit. 14.
XXXII. 2. Tit. 14.
XXXIII. 2. Tit. 14.
XXXIIII. 2. Tit. 14.

Titre IIII. Des Mineurs.

XXXV. 2. Tit 12.
XXXVI. 2. Tit. 12.
XXXVII. 2. Tit. 12.

Titre V. Des contracts & obligations recongneus par deuant les Eſcheuins de ladite Ville & de quelle nature ils ſont, & des executions.

XXXVIII. 1. Tit. 16.
XXXIX. 2. Tit. 8.
XL. 2. Tit. 5.
XLI. 2. Tit. 5.
XLII. 2. Tit. 5.
XLIII. 2. Tit. 8.
XLIIII. 2. Tit. 8.
XLV. 2. Tit. 5.
XLVI 2. Tit. 13.
XLVII. 2. Tit. 15.

Tit. VI. Des Retraites.

XLVIII. 2. Tit. 5.
XLIX. 2. Tit. 7.

Tit. VII. Des veſues & Douaires.

L. 2. Tit. 10.
LI. 2. Tit. 10.
LII. 2. Tit. 10.
LIII. 2. Tit. 10.
LIIII. 2. Tit. 11.

Titre VIII. De Preſcription.

LV. 2. Tit. 6.

Titre IX. De la maniere de proceder contre les delinquans & malfaicteurs pour les homicides battures naureures & autres excés communs eſdites Ville Loy & Banlieue & Eſcheuinage d'Arras.

LVI. 1. Tit. 26.

C. D.S. *OMER.*

C. De la Chaſtellenie & Bailliage d'Aire, derogãtes & contraires à celles du pays & Cõté d'Artois.

Titre I.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 2
IIII. 1. 12.
V. 2. 5.
VI. 2. 15.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 15.
IX. 1. 6.
X. 1. 1.
XI. 2. 11.

Autres Couſtumes particulieres receues audit Bailliage d'Aire non exprimees es generales d'Artois.

Titre II.

I. 2. 1.
II. 2. 1. & 2. 2. l.
III. 2. 10.
IIII. 2. 5.

LENS.

Couſtumes Du Bailliage de Bappalmes derogantes & contraires à celles du Comté d'Artois ſur les Art. cy deſſous reprins.

Titre I.

I. 1. 3.
II. 1. 7.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 3.
XII. 2. 3.
XIII. 2. 3.
XIIII. 2. 7.
XV. 1. 1.

Autres Couſtumes particulieres receues au Bailliage de Bappalmes non exprimees és generales d'Artois.

Titre II.

I. 2. 10.
II. 2.
III. 1. 10.
IIII. 2. 14.
V. 2 14.
VI. 2. 1.
VII. 2. 8.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 8.

Couſtumes receues au Bailliage de Heſdin derogantes & contraires à celles du Comté d'Artois ſur les points & Art. cy deſſous reprins.

Titre I.

I. 2. 1.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 2 2.
V. 1. 11.
VI. 1. 8.
VII. 1. 26.
VIII. 2. 2.
IX. 2 14.
X. 2. 2.
XI. 2. 7.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 12.
XIIII. 1. 11.

Autres Couſtumes particulieres receues audit Bailliage de Heſdin non exprimees par les Couſtumes generales.

Titre II.

I. 1. 3.
II. 1. 7.
III. 1. 7.
IIII. 1. 7.
V. 1. 7.
VI. 1. 6.
VII. 1. 5.
VIII. 1. 26.

Source : BIU Cujas

IX.	2. 2.
X.	2. 2.
XI.	2. 2.
XII.	2. 1.
XIII.	2. 1.
XIIII.	2. 2.
XV.	2. 2.
XVI.	2. 2.
XVII.	2. 1.
XVIII.	2. 1.
XIX.	2 2.
XX.	2. 2.
XXI.	2. 2.
XXII.	2. 2.
XXIII.	2. 2.
XXIIII.	2. 2.
XXV.	2. 2.
XXVI.	2. 2.
XXVII.	2. 2.
XXVIII.	2. 2.
XXIX.	2. 2.
XXX.	2. 2.
XXXI.	1. 11.
XXXII.	1. 12.
XXXIII.	1. 12.
XXXIIII.	1. 12.
XXXV.	1. 5.
XXXVI.	2. 9.
XXXVII.	2. 9.
XXXVIII.	2. 9.
XXXIX.	2. 9.
XL.	2. 9.
XLI.	1. 11.

Autres Coustumes particulieres dudit Bailliage de Hesdin touchant les Successions des douaires.
Chap. III.

I.	2. 15.
II.	2. 15.
III.	2. 15.
IV.	2. 15.
V.	2. 15.
VI.	2. 11.

Autres Coustumes particulieres dudit Hesdin concernans les droicts preeminences & iurisdictions appartenans à M. le Comte d'Artois tant es Garennes Marets comme par tout le Bailliage.
Titre III.

I.	1. 3.
II.	1. 13.
III.	1. 13.
IV.	1. 13.
V.	1. 13.
VI.	1. 13.
VII.	1. 13.
VIII.	1. 13.
IX.	1. 13.
X.	1. 13.
XI.	1. 13.
XII.	1. 13.
XIII.	1. 5.
XIIII.	1. 24.
XV.	1. 3.
XVI.	1. 13.
XVII.	1. 12.
XVIII.	1. 12.
XIX.	1. 12.
XX.	1. 12.
XXI.	1. 12.
XXII.	1. 3.
XXIII.	1. 5.

Autres Articles concernans le stil dudit Bailliage de Hesdin.
Titre V.

I.	1. 22.
II.	1. 22.
III.	1. 22.
IIII.	1 22.
V.	1. 22.
VI.	1. 26.
VII.	1. 26.
VIII.	1. 12.

Coustumes receues au pays de l'Alleue tenu & amorty de S. Vaast en Arras derogantes & contraires aux generales du Comté d'Artois.
Chapitre. I.

I.	2. 5.
II.	2. 6.
III.	2. 5.
IIII.	2. 15.
V.	2. 7.
VI.	2. 3.
VII.	2. 15.
VIII.	1. 6.
IX.	2. 12.
X.	2. 15.

Autres Coustumes receues audit pays de l'Alleue.
Titre II.

I.	2. 16.
II.	1. 16.
III.	2. 13.
IIII.	2. 13.
V.	2. 13.
VI.	2. 13.
VII.	2. 13.
VIII.	2. 13.
IX.	2. 10.
X.	2. 13.
XI.	2. 10.
XII.	2. 10.
XIII.	2. 15.
XIIII.	2. 5.
XV.	2. 15.
XVI.	2. 15.
XVII.	2. 10.
XVIII.	2. 2.
XIX.	2. 5.
XX.	2. 8.
XXI.	2. 8.
XXII.	2. 8.
XXIII.	2. 8.
XXIIII.	1. 22.
XXV.	2. 13.

Coustumes receues au Bailliage de Lillers contraires & derogantes aux Coustumes generales d'Artois sur les poincts & Art. cy dessous reprins.
Titre I.

I.	2. 14.
II.	1. 12.
III.	1. 12.
IIII.	1. 26.
V	2. 14.
VI.	2. 15.
VII.	2. 7.
VIII.	2. 3.

Autres Coustumes particulieres receues audit Bailliage de Lillers.
Titre II.

I.	2. 2.
II.	2. 2.
III.	2. 2.
IIII.	2. 1.
V.	1. 3.
VI.	2. 10.
VII.	1. 12.

Coustumes receues au Bailliage de S. Omer, desrogãtes & contraires à celles du Comté d'Artois. Tit. I. sur les poincts & articles cy dessous reprins.

I.	1. Tit. 3.
II.	2. Tit. 1.
III.	2. Tit. 1.
IV.	1. Tit. 6.
V.	2. Tit. 1.
VI.	1. Tit. 5.
VII.	1. Tit. 12.
VIII.	1. Tit. 11.
IX.	1. Tit. 5.
X.	1. Tit. 11.
XI.	2. Tit. 5.
XII.	2. Tit. 1.
XIII.	2. Tit. 13.
XIIII.	2. Tit. 14.
XV.	2 Tit. 15.
XVI.	2. Tit. 1.
XVII.	2 Tit. 1.
XVIII.	2. Tit. 7.
XIX.	2. Tit. 3.
XX.	2. Tit. 15.
XXI.	1. Tit. 6.

Autres Coustumes particulieres receues audit Bailliage de S. Omer non exprimees esdites generales d'Artois.
Titre II. Touchant les droicts des Seigneurs Fonsiers, Vicontiers, comme de la haute Iustice.

I.	1. Tit 3.
II.	1. Tit. 3.
III.	2. Tit. 5. 2. 1.
IIII.	2. Tit. 2.
V.	2. Tit. 2.
VI.	2. Tit. 5.
VII.	1. Tit. 7.
VIII.	1. Tit. 7.
IX.	1. Tit. 3.
X.	1. Tit. 6.
XI.	2. Tit. 2.
XII.	2. Tit. 1.
XIII.	1. Tit. 5.
XIIII.	1. Tit. 26.
XV.	2. Tit. 1.
XVI.	1. Tit. 11.
XVII.	2. Tit. 9.
XVIII.	2. Tit. 9.
XIX.	1. Tit. 15.
XX.	1. Tit. 15.
XXI.	2. Tit 9.
XXII.	1. Tit. 24.
XXIII.	1. Tit. 24.
XXIIII.	1. Tit. 24.
XXV.	1. Tit. 24.
XXVI.	1. Tit. 10.
XXVII.	2. Tit. 10.
XXVIII.	2. Tit. 8.
XXIX.	1. Tit. 3.

Coustumes de la Ville, Gouuernance & Aduouerie de Bethune derogantes & contraires à celles du Comté d'Artois.
Titre I. Sur les poincts & articles cy dessous reprins.

I.	1. Tit. 7.
II.	1. Tit. 3.
III.	1. Tit. 3.
IV.	1. Tit. 7.
V.	1. Tit. 11.
VI.	1. Tit. 26.
VII.	2. Tit. 7.
VIII.	2. Tit. 11.

Autres Coustumes Locales & particulieres de ladite Ville Banlieue & Escheuinage de Bethune, non exprimees és susdites generales d'Artois.

I.	2. Tit. 13.
II.	2. Tit. 13.
III.	2. Tit. 13.
IIII.	2. 13.
V.	2. 13.
VI.	2. 13.
VII.	2. 13.
VIII.	2. 13.
IX.	2. Tit. 5. & 7.
X.	2. 1.
XI.	2. 1.

Source : BIU Cujas

XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 5.
XV. 2. 5.
XVI. 2. 8.
XVII. 1. 3.
XVIII. 1. 1.
XIX. 1. 3.

Autres Coustumes particulieres receues en ladite Comté de S. Pol non contenues és Coustumes generales d'Artois.

Titre II.

I. 1. 7.
II. 1. 7.
III. 1. 7.
IV. 1. 5.
V. 1. 11.
VI. 1. 26.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 1. & 2. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 2.
XI. 1. 11.
XII. 1. 5.
XIII. 1. 5.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 2.

Titre III. De la maniere d'acquerir hypotheque de droict reel sur heritage tant par Donation succession qu'autre disposition & des droicts qui en sont deuz.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 7.
IX. 1. 8.
X. 2. 8.
XI. 2. 5.

Coustume receue au Bailliage de Lens desrogãte & contraire à celle du Comté d'Artois sur le poinct & article cy dessous reprins.

Titre

I. 2. 11.

Autres Coustumes particulieres receues audit Bailliage de Lens, non contenues, és generales du Comté d'Artois.

Titre II.

I. 1. 22.
II. 1. 11.
III. 1. 3.
IIII. 1. 22.
V. 2. 2.
VI. 1. 22

Coustumes receues en la Comté de S. Pol desrogantes & contraires aux Coustumes generales du Comté d'Artois sur les poincts & articles dessous reprins.

Titre I.

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 2. 1
IIII. 2. 2.
V. 1. 12.
VI. 2. 14.
VII. 1. 8.
VIII. 1. 26.
IX. 1. 11.
X. 2. 2.
XI. 2. 10.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 3.
XVI. 2. 3.
XVII. 2. 3.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 11.
XX. 2. 11.

Coustumes, & usages generaux de la Ville, Baillage & Chastellenie de Lille.

Titre I. De la iurisdiction Droicts & autoritez des hauts Iusticiers Seigneurs Vicontiers & Fonsciers.

I. 1. Tit. 3.
II. 1. Tit. 5.
III. 1. Tit. 3.
IV. 1. Tit. 26. 2. 1.
V. 1. Tit. 26.
VI. 1. Tit. 3.
VII. 1. Tit. 5.
VIII. 1. Tit. 7.
IX. 1. Tit. 11.
X. 1. Tit. 5.
XI. 1. Tit. 11.
XII. 1. Tit. 5.
XIII. 1. Tit. 7.
XIIII. 1. Tit. 5.
XV. 1. Tit. 24.
XVI. 1. Tit. 5.
XVII. 1. Tit. 3.
XVIII. 1. Tit. 26.
XIX. 1. Tit. 26.
XX. 1. Tit. 26.
XXI. 1. Tit. 26.
XXII. 1. Tit. 24.
XXIII. 1. Tit. 22.
XXIIII. 1. Tit. 22.
XXV. 1. Tit. 6.
XXVI. 1. Tit. 6.
XXVII. 1. Tit. 6.
XXVIII. 1. Tit. 6.
XXIX. 1. Tit. 9.
XXX. 2. Tit. 1.
XXXI. 2. Tit. 8.
XXXII. 1. Tit. 5.
XXXIII. 2. Tit. 1.
XXXIIII. 2. Tit. 1.
XXXV. 2. Tit. 1.
XXXVI. 2. Tit. 1.
XXXVII. 2. Tit. 1.
XXXVIII. 2. Tit. 1.
XXXIX. 2. Tit. 1.
XL. 2. Tit. 1.
XLI. 2. Tit. 1.
XLII. 2. Tit. 1.
XLIII. 2. Tit. 2.
XLIIII. 2. Tit. 1.
XLV. 2. Tit. 5.
XLVI. 2. Tit. 5.
XLVII. 2. Tit. 5.
XLVIII. 2. Tit. 5.
XLIX. 2. Tit. 1.
L. 2. Tit. 1.
LI. 2. Tit. 1.
LII. 2. Tit. 1.
LIII. 2. Tit. 1.
LIIII. 2. Tit. 1.
LV. 2. Tit. 1.
LVI. 2. Tit. 1.
LVII. 2. Tit. 1.
LVIII. 2. Tit. 1.
LIX. 2. Tit. 1.
LX. 2. Tit. 1.
LXI. 2. Tit. 1.
LXII. 2. Tit. 1.
XIII. 2. Tit. 2.
LXIIII. 2. Tit. 2.
LXV. 2. Tit. 1.
LXVI. 2. Tit. 1.
LXVII. 2. Tit. 1.
LXVIII. 2. Tit. 1
LXIX. 2. Tit. 1
LXX. 2. Tit. 1.
LXXI. 1. Tit. 5.
LXXII. 1. Tit. 13.
LXXIII. 1. Tit. 25.
LXXIIII. 2. Tit. 6.
LXXV. 2. Tit. 1.

Titre II. De Successions.

I. 2. Tit. 15
II. 2. Tit. 15.
III. 2. Tit. 15.
IV. 2. Tit. 15.
V. 2. Tit. 15.
VI. 2. Tit. .
VII. 2. Tit. 15.
VIII. 2. Tit. 15.
IX. 2. Tit. 15.
X. 2. Tit. 15.
XI. 2. Tit. 15.
XII. 2. Tit. 15.
XIII. 2. Tit. 15.
XIIII. 2. Tit. 15.
XV. 2. Tit. 15.
XVI. 2. Tit. 15.
XVII. 2. Tit. 15.
XVIII. 2. Tit. 15.
XIX. 2. Tit. 1.
XX. 2. Tit. 1.
XXI. 2. Tit. 1.
XXII. 2. Tit. 1.
XXIII. 2. Tit. 1.
XXIIII. 2. Tit. 15.
XXV. 2. Tit. 15.
XXVI. 2. Tit. 15.
XXVII. 2. Tit. 15.
XXVIII. 2. Tit. 10.
XXIX. 2. Tit. 10.
XXX. 2. Tit. 15.
XXXI. 2. Tit. 15.
XXXII. 2. Tit. 10.
XXXIII. 2. Tit. 15.
XXXIIII. 2. Tit. 15.
XXXV. 2. Tit 15.
XXXVI. 2. Tit. 7.
XXXVII. 2. Tit. 7.
XXXVIII. 2. Tit. 15.
XXXIX. 2. Tit. 10.
XL. 2. Tit. 10.
XLI. 2. Tit. 10.
XLII. 2. Tit. 10.
XLIII. 2. Tit. 10.
XLIIII. 2. Tit. 10.
XLV. 2. Tit. 10.
XLVI 2. Tit. 10.
XLVII. 2. Tit. 10.
XLVIII. 2. Tit. 10.
XLIX. 2. Tit. 10.
L. 2. Tit. 10.
LI. 2. Tit. 10.
LII. 2. Tit 10.
LIII. 2. Tit. 15.
LIIII. 2. Tit. 15.
LV. 2. Tit. 15.
LVI. 2. Tit. 15.
LVII. 2. Tit. 10.
LVIII. 2. Tit. 15.
LIX. 2. Tit. 15.
LX. 2. Tit. 15.
LXI. 1. Tit. 1.
LXII. 1. Tit. 1.
LXIII. 2. Tit. 15.
LXIIII. 2. Tit. 15.
LXV. 2. Tit. 15.
LXVI 2. Tit. 15.
LXVII. 2. Tit. 15.

Titre III. Du droict de Quint.

Source : BIU Cujas

Table

I. 2. Tit. 1.
II. 2. Tit. 1.
III. 2. Tit. 1.
IIII. 2. Tit. 1.
V. 2. Tit. 1.
VI. 2. Tit. 1.
VII. 2. Tit. 1.
VIII. 2. Tit. 1.
IX. 2. Tit. 1.
X. 2. Tit. 1.

Titre IIII. Du droit de Mesneté.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 15.
III. 2. Tit. 15.
IIII. 2. Tit. 15.
V. 2. Tit. 15.

Titre V. De droict de Douaire.

I. 2. Tit. 11.
II. 2. Tit. 11.
III. 2. Tit. 11.
IIII. 2. Tit. 11.
V. 2. Tit. 11.
VI. 2. Tit. 11.
VII. 2. Tit. 11.

Titre VI. Du droict de Viuenote.

I. 2. Tit. 11.
II. 2. Tit. 11.

Titre VII. Des biens meubles & immeubles.

I. 2. Tit. 3.
II. 2. Tit. 3.
III. 2. Tit. 3.
IV. 2. Tit. 3.
V. 2. Tit. 3.
VI. 2. Tit. 3.
VII. 2. Tit. 3.
VIII. 2. Tit. 3.
IX. 2. Tit. 3.
X. 2. Tit. 3.
XI. 2. Tit. 3.

Titre VIII. Du benefice d'inuentoire.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 15.
III. 2. Tit. 15.
IV. 2. Tit. 15.
V. 2. Tit. 15.
VI. 2. Tit. 15.
VII. 2. Tit. 15.

Titre IX. Des Testamens Codiciles & ordonnances de derniere volonté.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 14.
III. 2. Tit. 14.
IV. 2. Tit. 14.
V. 2. Tit. 14.
VI. 2. Tit. 14.
VII. 2. Tit. 14.
VIII. 2. Tit. 14.
IX. 2. Tit. 14.
X. 2. Tit. 14.

Tit. X. Des Donations & venditions.

I. 2. Tit. 5.
II. 2. Tit. 13.
III. 2. Tit. 13.
IV. 2. Tit. 13.
V. 2. Tit. 5.
VI. 2. Tit. 13.
VII. 2. Tit. 13.
VIII. 2. Tit. 5.
IX. 2. Tit. 5.
X. 2. Tit. 5.

Titre XI. Des Retraictes linagieres.

I. 2. Tit. 7.
II. 2. Tit. 7.
III. 2. Tit. 7.
IV. 2. Tit. 7.
V. 2. Tit. 7.
VI. 2. Tit. 7.
VII. 2. Tit. 7.
VIII. 2. Tit. 7.
IX. 2. Tit. 7.

Titre XII. Des droicts & actions concernans gens mariez.

I. 2. Tit. 10.
II. 2. Tit. 10.
III. 2. Tit. 10.
IV. 2. Tit. 10.
V. 2. Tit. 10.
VI. 2. Tit. 13.

Titre XIII. De la puissance du pere, & comment icelle se peut dissoudre & de la minorité d'eage.

I. 1. Tit. 1.
II. 1. Tit. 1.
III. 1. Tit. 1.
IV. 1. Tit. 1.
V. 1. Tit. 1.

Titre XIIII. Du Bail & gouuernement des biens des enfans.

I. 2. Tit. 12.

Titre XV. De la Tutelle & curatelle.

I. 2. Tit. 12.
II. 2. Tit. 12.
III. 2 Tit. 12.
IV. 2. Tit. 12.
V. 2. Tit. 12.
VI. 2. Tit. 12.
VII. 2. Tit. 12.
VIII. 2. Tit. 12.
IX. 2. Tit. 12.
X. 2. Tit. 12.
XI. 2. Tit. 12.
XII. 2. Tit. 12.

Titre XVI. Des Censes & Louages.

I. 2. Tit. 5.
II. 2. Tit. 5.
III. 2. Tit. 5.
IV. 2. Tit. 5.
V. 2. Tit. 5.
VI. 2. Tit. 5.
VII. 2. Tit. 5.
VIII. 2. Tit. 5.
IX. 2. Tit. 5.
X. 2. Tit. 5.
XI. 2. Tit. 5.

Titre XVII. Des Prescripsions.

I. 2. Tit. 6.
II. 2. Tit. 6.
III. 2. Tit. 6.
IV. 2. Tit. 6.
V. 2. Tit. 6.
VI. 2. Tit. 6.
VII. 2. Tit. 6.
VIII. 2. Tit. 6.

Titre XVIII. Des matieres possessoires, Complaintes & maintennes.

I. 2. Tit. 4.
II. 2. Tit. 4.
III. 2. Tit. 4.
IIII. 2. Tit. 4.
V. 1. Tit. 22.
VI. 2. Tit. 4.
VII. 1. Tit. 22.

Titre XIX. Des mises de fait.

I. 2. Tit. 5.
II. 2. Tit. 5.
III. 2. Tit. 5.

Titre XX. De main Assize.

I. 2. Tit. 5.
II. 2. Tit. 5.

Titre XXI. Des plaintes à loy.

I. 1. Tit. 22.
II. 2. Tit. 5.
III. 1. Tit. 22.
IIII. 1. Tit. 22.
V. 1. Tit. 22.
VI. 1. Tit. 22.
VII. 2. Tit. 22.
VIII. 1. Tit. 22.
IX. 1. Tit. 22.

Titre XXII. Des Hostigemens & autres hypotheques.

I. 2. Tit. 5.
II. 2. Tit. 5.
III. 2. Tit. 5.
IV. 2. Tit. 5.
V. 2. Tit. 5.
VI. 2. Tit. 5.
VII. 2. Tit. 8.
VIII. 2. Tit. 8.
IX. 2. Tit. 5.
X. 2. Tit. 5.
XI. 2. Tit. 8.
XII. 2. Tit. 8.

Titre XXIII. Des matieres d'executions decrets Criees & subhastations par nostre Gouuernance, Bailliage de Lille & Cours y sortissans.

I. 2. Tit. 8.
II. 2. Tit. 8.
III. 2. Tit. 8.
IV. 2. Tit. 8.
V. 2. Tit. 8.
VI. 1. Tit.
VII. 2. Tit. 8.
VIII. 2. Tit. 16.
IX. 2. Tit. 16.
X. 2. Tit. 16.
XI. 2. Tit. 16.
XII. 2. Tit. 16.
XIII. 2. Tit. 16.
XIIII. 2. Tit. 16.
XV. 2. Tit. 16.
XVI. 2. Tit. 16.
XVII. 2. Tit. 16.
XVIII. 2 Tit. 16.
XIX. 2. Tit. 16.
XX. 2. Tit. 16.
XXI. 2. Tit. 16.
XXII. 2. Tit. 16.
XXIII. 2. Tit. 16.
XXIIII. 2. Tit. 16.
XXV. 2. Tit. 16.
XXVI. 2. Tit. 16.
XXVII. 2. Tit. 16.
XXVIII. 2. Tit. 16.
XXIX. 2. Tit. 16.

Titre XXIIII. Des purges & ordonnances de deniers.

I. 2. Tit. 16.
II. 2. Tit. 16.
III. 2. Tit. 16.
IIII. 2. Tit. 16.
V. 2. Tit. 16.
VI. 2. Tit. 16.

Titre XXV. Des actions & exceptions en matieres personnelles.

I. 1. Tit. 22.

Source : BIU Cujas

II. 1. Tit. 22.
III. 1. Tit. 22.
IV. 1. Tit. 22.
V. 1. Tit. 25.
VI. 1. Tit. 22.
VII. 2. Tit. 5.
VIII. 1. Tit. 22.
IX. 1. Tit. 22.
X. 1. Tit. 22.
XI. 1. Tit. 23.
XII. 2. Tit. 5.
XIII. 2. Tit. 5.
XIIII. 1. Tit. 26.
XV. 1. Tit. 22.
XVI. 2. Tit. 5.
XVII. 2. Tit. 5.
XVIII. 2. Tit. 5.
XIX. 1. Tit. 22.
XX. 1. Tit. 22.
XXI. 1. Tit. 22.

Tit. XXVI. Des Appellations.

I. 1. Tit. 24.
II. 1. Tit. 24.

Titre XXVII. Des Bonnages & cerquemanages.

I. 1. Tit. 3.
II. 1. Tit. 3.
III. 2. Tit. 9.

Titre XXVIII. Des Ceſſions.

I. 2. Tit. 5.
II. 2. Tit. 5.
III. 2. Tit. 5.

Titre XXIX. Des Tailles & aydes.

I. 1. Tit. 1.
II. 1. Tit. 1.

Titre XXX. De remiſes ſus.

I. 1. Tit. 26.
II. 1. Tit. 26.

Titre XXXI. Des Receueurs.

I. 2. Tit. 5.

Titre XXXII. Des Ladres.

I. 1. Tit. 14.

Couſtumes Locales de la Ville & Eſcheuinage de Seclin.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 13.
III. 2. Tit. 13.
IV. 1. Tit. 16.
V. 1. Tit. 16.
VI. 2. Tit. 16.
VII. 2. Tit. 7.
VIII. 2. Tit. 2.
IX. 2. Tit. 8.
X. 2. Tit. 8.
XI. 2. Tit. 8.
XII. 2. Tit. 8.
XIII. 2. Tit. 8.
XIIII. 2. Tit. 2.
XV. 2. Tit. 2.
XVI. 2. Tit. 2.

C. Locales obſeruees en l'Eſcheuinages d'Anappes.

I. 1. Tit. 26.
II. 2. Tit. 15.
III. 2. Tit. 10.
IV. 2. Tit. 10.
V. 2. Tit. 10.
VI. 2. Tit. 15.

Couſtume Locale des Bancqs de l'Eſpine L'Appoſtelle membre de l'Eſcheuinage de Vueppes à nous appartenant comme Comte de Flandres.

I. 2. Tit. 7.

Couſtumes Locales de la Preuoſté & Eſcheuinage d'Eſquermes.

I. 2. Tit. 2.
II. 2. Tit. 7.
III. 2. Tit. 15.

C. Locale de la Paroie d'Eſreux.

I. 2. Tit. 2. & 7.

Couſtumes Locales de Francs Alleudz.

I. 2. Tit. 3.

Couſtume Locale du Fief du Chaſtelain de Lille Court & Halle de Phalempin.

I. 2. Tit. 7.

Couſtumes Locales de la Comté de Herlies, membre, du gros Fief dudit Chaſtelain de Lille, Court Hale de Phalempin.

I. 2. Tit. 2. & 15.
II. 2. Tit. 7.

Couſtumes de la Ville & Eſcheuinage de la Baſſee.

I. 1. Tit. 1.
II. 1. Tit. 1.
III. 2. Tit. 2.
IV. 2. Tit. 2.
V. 2. Tit. 2.
VI. 2. Tit. 3.
VII. 2. Tit. 10.
VIII. 2. Tit. 2.
IX. 2. Tit. 7.
X. 2. Tit. 8.
XI. 2. Tit. 8.
XII. 2. Tit. 8.
XIII. 2. Tit. 13.

Couſtumes Locales de l'Eſcheuinage d'Oſtricourt.

I. 2. Tit. 2.
II 2. Tit. 8.
III. 2. Tit. 8.
IV. 2. Tit. 7.
V. 2. Tit. 3.
VI. 2. Tit. 15.
VII. 2. Tit. 10.
VIII. 2. Tit. 10.
IX. 2. Tit. 10.
X. 2. Tit. 10.
XI. 2. Tit. 10.

Couſtumes Locales & particulieres de l'Eſcheuinage de Neufuille Paroiſſe de Phalempin.

I. 2. Tit. 15. 2. l.
II. 2. Tit. 10.
III. 2. Tit. 2.
IV. 2. Tit. 8.
V. 2. Tit. 7.
VI. 2. Tit. 10.
VII. 2. Tit. 10.

Couſtumes Locales de la Ville & Preuoſté de Chiſoing.

I. 2. Tit. 8.
II. 2. Tit. 8.
III. 2. Tit. 15. & Tit. 2.

Couſtumes Locales de la Ville & Eſcheuinage de Commines.

I. 1. Tit. 16.
II. 1. Tit. 16.
III. 1. Tit. 16.
IIII. 1. Tit. 16.
V 1. Tit. 16.
VI. 2. Tit. 8.
VII. 1. Tit. 16.
VIII. 1. Tit. 16.
IX. 2. Tit. 8.
X. 1. Tit. 5.
XI. 2. Tit. 8.
XII. 2. Tit. 8.
XIII. 2.
XIIII. 2.
XV. 2.
XVI. 2. Tit. 2.
XVII. 2. Tit. 10.
XVIII. 2. Tit. 15.
XIX. 2. Tit. 15.
XX. 2. Tit. 13.
XXI. 2. Tit. 7.
XXII. 2. Tit. 7.

Couſtumes de la Ville & Eſcheuinage d'Armentieres.

I. 2. Tit. 2.
II. 2. Tit. 7.
III. 2. Tit. 7.
IIII. 2. Tit. 7.
V. 2 Tit. 13.
VI. 2. Tit. 15.
VII. 2. Tit. 8.
VIII. 2. Tit. 8.
IX. 2. Tit. 16.

Autres Couſtumes Locales & particulieres des parties dudit Armentieres, Seignouries de S. Simon & Raiſſe, & Cours en dependans.

I. 2. Tit. 15. 2. l.
II. 2. Tit. 15.
III. 2. Tit. 7.
IIII. 2. Tit. 1.
V. 2. Tit. 16.

Couſtumes de la Ville de Lannoy.

I. 2. Tit. 15. & Tit. 2.
II. 2. Tit. 16.
III. 2. Tit. 16.
IIII. 2. Tit. 8.
V. 2. Tit. 8.
VI. 2. Tit. 8.

Couſtumes de la Seignourie de Erquinghebam ſur le lis.

I. 2. Tit. 7.
II. 2. Tit. 1.
III. 2. Tit. 1.
IIII I. 2. Tit. 16.

Couſtumes de la Seignourie de Tourcoing.

I. 2. Tit. 5.

Couſtumes de la Seignourie de Mouuaux.

I. 2. Tit. 7.
II. 2. Tit. 1.

Couſtumes des Preuoſt, Doyen & Chapitre de S. Piat de Seclin.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 2.
III. 2. Tit. 2.
IIII. 2. Tit. 2.
V. 2. Tit. 2.
VI. 2. Tit. 5.
VII. 2. Tit. 2.
VIII. 2. Tit. 2.
IX. 1. Tit. 3.
X. 2. Tit. 15.
XI. 2. Tit. 7.
XII. 2. Tit. 7.

Couſtumes de la Seignourie des Religieux, Abbé & Conuent de S. Quintin d'Iſle.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 7.

Source : BIU Cujas

Table

Coustume des Hameaux de Millonfosse & Bousignes situees en la Paroiche de Hasnon, en deçà la Riuiere de l'Escaut.

I. 2. Tit. 15. & 2.

Coustumes de la Seigneurie de Boumnes appartenans aux Religieux, Abbé & Conuent de S. Amand en Peuele.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 7.
III. 1. Tit. 26.
IIII. 1. Tit. 26.
V. 1. Tit. 26.
VI. 2. Tit. 2.
VII. 1. Tit. 7.

Coustumes Locales des Seigneuries des Religieux Abbé & conuent d'Aucin, S. Calix, Chisoing, & de Lox, Doyen & Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Tournay, les Religieuses Abbesses & Conuent de Felines, & de l'Abbaye des pretz en Douay, & les Chappellains des Chappelles de nostre Dame S. Iean & S. Nicaise fondees en l'Eglise de Templeuue, en Peuele ensemble des autres Fiefs & Seigneuries gisants audit Templeuue.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 5.
III. 1. Tit. 5.

Coustumes Locales de la Seigneurie & Quind de Salommes de la Ville de la Bassee.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 2.
III. 2. Tit. 7.

Coustumes de la Ville & Escheuinage du Pont à Vendien.

I. 2. Tit. 8.
II. 2. Tit. 15.
III. 2. Tit. 15.
IIII. 2. Tit. 10.
V. 2. Tit. 2.
VI. 2. Tit. 7.
VII. 2. Tit. 13.

Coustumes Locales de la Seignourie de le Bontillière de la Parroisse de Fleur Baix & en aucuns villages voisins.

I. 2. Tit. 15.
II. 2. Tit. 2.
III. 2. Tit. 2.
IIII. 2. Tit. 15.
V. 2. Tit. 7.

Coustumes locales & particulieres de la terre & Seignourie d'Ennetieres en vueppes, appartenant aux Religieux Abbé & conuent des Pierre lez Gand.

I. 2. Tit. 2.
II. 2. Tit. 15.
III. 2. Tit. 8.
IIII. 2. Tit. 10.
V. 2. Tit. 15.
VI. 2. Tit. 10.
VII. 2. Tit. 7.

Coustumes locales & particulieres de la Seignourie de Camphin appartenant audits Religieux de S. Pierre lez Gand.

I. 2. Tit. 2.
II. 2. Tit. 15.
III. 2. Tit. 10.
IIII. 2. Tit. 10.
V. 2. Tit. 10.
VI. 2. Tit. 5.
VII. 2. Tit. 10.
VIII. 2. Tit. 7.
IX. 2. Tit. 7.
X. 2. Tit. 8.

Coustumes Locales & particulieres de la Seignourie & Escheuinage de Vuastaignees.

I. 2. Tit 15.
II. 2. Tit. 10.
III. 2. Tit. 2.
IIII. 2. Tit. 7.
V. 2. Tit. 8.

Coustumes Locales des terres & Seignouries des Preuost Doyen & Chapitre de l'Eglise collegiale de S. Pierre de Lille.

I. 2. Tit. 7.
II. 2. Tit. 8.
III. 2. Tit. 8.
IIII. 2. Tit. 5.

Coustumes, stils & vsages de l'Escheuinage de la Ville & Cité de Tournay, pouuoir & banlieu d'icelle.

Titre I. Des mises de faict.

I. 2. 5.
II. 1. 22.

Titre II. Des Arrests.

I. 2. 8.
II. 2. 8.
III. 2. 8.
IIII. 2. 8.

Titre III. Des interruptions.

I. 1. 22.

Titre IIII. Des Sentences passees en force de chose iugee.

I. 1. 23.
II. 1. 23.
III. 2. 5.

Titre V. Des debiteurs fugitifs pour leurs debtes.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 1. 20.
V. 1. 20.
VI. 2. 2.

Titre VI. Des venditions d'heritages necessaires & alienations volontaires.

I. 2. 16.
II. 2. 16.

Titre VII. Des debats & oppositions interiettez aux ventes, & autres alienations d'heritages.

I. 2. 16.
II. 2. 16.

Titre VIII. Des rentes foncieres saisines, tenures & retraictes d'heritages.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 5.
XIII. 2. 5.
XIIII. 2. 5.
XV. 2. 5.
XVI. 2. 5.
XVII. 2. 5.

Titre IX. De ceux qui sont tenus pour saigez.

I. 2. 12.
II. 2. 10.

Titre X. Des Fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 7.
XXX. 2. 7.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 7.
XXXIII. 2. 14.
XXXIIII. 2. 14.
XXXV. 2. 14.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.

Titre XI. Des Crimes & delicts.

I. 1. 26.
II. 1. 26.
III. 1. 26.
IIII. 1. 26.
V. 1. 26.
VI. 1. 26.
VII. 1. 26.
VIII. 1. 26.
IX. 1. 26.
X. 1. 26.
XI. 1. 26.
XII. 1. 26.
XIII. 1. 26.
XIIII. 1. 26.
XV. 1. 26.

Source : BIU Cujas

XVI. 1. 26.
XVII. 1. 26.
XVIII. 1. 26.
XIX. 1. 26.
XX. 1. 26.
XXI. 1. 26.
XXII. 1. 26.
XXIII. 1. 26.
XXIIII. 1. 26.
XXV. 1. 26.

Titre XII. Des asseurances & paix de la Ville.

I. 1. 22.
II. 1. 22.
III. 1. 22.
IIII. 1. 22.
V. 1. 22.
VI. 1. 22.

Titre XIII. De ceux qui sont tenus pour manans & habitans de la ville de Tournay.

I. 1. 1.
II. 1 1.

Titre XIIII. Des autoritez & droicts des gens mariez tant durant leurs mariages que durant leur viduité, & apres des enfans de plusieurs licts.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IIII. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 13.
IX. 2. 13.
X. 2. 13.
XI. 2. 13.
XII. 2. 13.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIIII. 2. 15.

Titre XV. Des Douaires.

I. 2. 10.
II. 2. 13.
III. 2. 11.
IIII. 2. 11.
V. 2. 11.
VI. 2. 11.
VII. 2. 11.
VIII. 2. 11.
IX. 2. 11.

Titre XVI. Des hypotheques.

I. 2. 5.
II. 2. 3.

Titre XVII. Des heritages & de leurs franchises & libertez d'iceux.

I. 2. 2.
II. 2. 9.
III. 2. 9.
IIII. 2. 9.
V. 2. 9.
VI. 2. 9.
VII. 2. 9.
VIII. 2. 3.

Tit. XVIII. Des heritages partables ou non.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.

Tit. XIX. Des contracts d'emption & vendition & eschangement.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.

Titre XX. Des louages.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 8.
XI. 2. 8.
XII. 2. 8.
XIII. 2. 8.
XIIII. 2. 8.
XV. 2. 5.

Titre XXI. Des Prescriptions.

I. 2. 9.
II. 2. 6.

Titre XXII. Des Testamens.

I. 2. 14.
II. 2. 14.
III. 2. 15.
IV. 2. 15.
V. 2. 14.
VI. 2. 14.
VII. 2 14.
VIII. 2. 14.
IX. 2. 14.
X. 2. 14.
XI. 2. 14.

Titre XXIII. De Bastards.

I. 2. 14.
II. 1. 6.
III. 1. 6.

Titre XXIIII. Des Successions.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 2.
IV. 2. 15.
V. 2. 7.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.

Titre XXV. Des appellations.

I. 1. 23.
II. 1. 23.
III. 1. 23.
IV. 1. 23.
V. 1. 23.
VI. 1. 23.
VII. 1. 23.
VIII. 1. 23.
IX. 1. 23.

Titre XXVI. Des Stils.

I. 2. 5.
II. 1. 22.
III. 1. 22.
IV. 1. 22.
V. 1. 22.
VI. 1. 22.
VII. 1. 22.
VIII. 2. 8.
IX. 1. 22.
X. 1. 22.

Titre XXVII. Autres Coustumes, stils & vsages omis.

I. 1. 22.
II. 1. 22.
III. 2. 8.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 3.
VII. 2. 8. & 1. 22.
VIII. 1. 21.
IX. 1. 22.
X. 1. 22.
XI. 1. 23.
XII. 1. 26.
XIII. 1. 21.
XIIII. 1. 22.
XV. 1. 22.
XVI. 2. 16.
XVII. 2. 8.
XVIII. 1. 22.

Coustumes de la ville Banlieu & chef lieu de Valanciennes.

Titre I. De la iurisdiction tant du Preuost le Comte, ou son lieutenant, Preuost de la Ville auec la loy, & du Mayeur auec l'ordre de proceder.

I. 1. 15.
II. 1. 15.
III. 2. 21.
IIII. 1. 15.
V. 1. 26.
VI. 1. 26.
VII. 1. 15.
VIII. 1. 22.
IX. 1. 23. 2. 1.
X. 2. 23.
XI. 1. 26.

Titre II. De la Drapperie & iurisdiction d'icelle.

XII. 1. 16.
XIII. 1. 22.
XIIII. 1. 22.
XV. 1. 22.
XVI. 1. 22.
XVII. 1. 22.
XVIII. 1. 19.
XIX. 1. 19.
XX. 1. 19.
XXI. 1. 19.
XXII. 1. 22.
XXIII. 1. 22.
XXIIII. 1. 18.
XXV. 1. 24.
XXVI. 1. 23.
XXVII. 2. 12.
XXVIII. 2. 14.

Source : BIU Cujas

Table

Titre III. De l'Office du Mayeur.

XXIX. 1. 16.
XXX. 1. 16.
XXXI. 1. 16.
XXXII. 1. 16.

Titre IIII. Des Claings & arrest, preference & execution d'iceux.

XXXIII. 1. 22.
XXXIIII. 2. 8.
XXXV. 1. 15.
XXXVI. 1. 15.
XXXVII. 2. 8.
XXXVIII. 2. 8.
XXXIX. 2. 8.
XL. 2. 8.
XLI. 2. 8.
XLII. 2. 8.
XLIII. 2. 8.
XLIIII. 2. 8.
XLV. 2. 8.
XLVI. 2. 8.
XLVII. 2. 8.
XLVIII. 2. 8.
XLIX. 2. 8.
L. 2. 8.
LI. 2. 8.
LII. 2. 8.
LIII. 2. 8.
LIIII. 2. 8.

Titre V. Des contracts & dispositions d'entre vifs.

LV. 2. 13.
LVI. 2. 2.
LVII. 1. 16.
LVIII. 1. 16.
LIX. 1. 16.
LX. 1. 16.
LXI. 2. 5.
LXII. 2. 10.
LXIII. 2. 5.
LXIIII. 2. 5.
LXV. 2. 5.
LXVI. 2. 5.
LXVII. 2. 5.
LXVIII. 2. 3.
LXIX. 2. 5.
LXX. 2. 2.
LXXI. 1. 20.
LXXII. 2. 13.
LXXIII. 2. 15.
LXXIIII. 1. 22.
LXXV. 2. 7.
LXXVI. 2. 7.

Titre VI. Des Dons & aduancemens entre mary & femme.

LXXVII. 2. 13.
LXXVIII. 2. 10.
LXXIX. 2. 10.
LXXX. 2. 13.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 13.
LXXXIII. 2. 10.
LXXXIIII. 2. 15.
LXXXV. 2. 10.
LXXXVI. 2. 10.
LXXXVII. 2. 13.

Titre VII. Des Possessions & Prescriptions.

LXXXVIII. 2. 4.
LXXXIX. 2. 6.

Titre VIII. De minorité.

XC. 2. 12.

Titre IX. Des Successions & droicts de maisneté.

XCI. 2. 15.
XCII. 2. 15.
XCIII. 2. 15.
XCIIII. 2. 15
XCV. 2. 15.
XCVI. 2. 15.
XCVII. 2. 15.
XCVIII. 2. 15.
XCIX. 2. 15.
C. 2. 15.
CI. 2. 15.
CII. 2. 10.
CIII. 2. 10.
CIIII. 2. 15.
CV. 2. 15.
CVI. 2. 15.
CVII. 2. 15.
CVIII. 2. 15.
CIX. 2. 15.
CX. 1. 1.
CXI. 2. 13.
CXII. 2. 15.
CXIII. 2. 15.
CXIIII. 2. 15.
CXV. 2. 5.
CXVI. 2. 15.
CXVII. 2. 3.
CXVIII. 2. 3.
CXIX. 2. 3.
CXX. 2. 1.

Titre X. De Succession de bastards.

CXXI. 1. 6.
CXXII. 1. 6.
CXXIII. 1. 6.

Titre XI. De Cerquemanages.

CXXIIII. 2. 9.

Titre XII. Des Franchises remonstrances Bannissemens & homicides.

CXXV. 1. 26.
CXXVI. 1. 26.
CXXVII. 1. 26.
CXXVIII. 1. 26.
CXXIX. 1. 26.
CXXX. 1. 26.
CXXXI. 1. 26.
CXXXII. 1. 26.
CXXXIII. 1. 26.
CXXXIIII. 1. 26.
CXXXV. 1. 26.
CXXXVI. 1. 26.
CXXXVII. 1. 26.
CXXXVIII. 1. 26.
CXXXIX. 1. 26.
CXL. 1. 26.
CXLI. 1. 26.
CXLII. 1. 26.
CXLIII. 1. 26.
CXLIIII. 1. 26.

Tit. XIII. De Chef lieu de Valancienne.

CXLV. 1. 15.
CXLVI. 2. 15.
CXLVII. 1. 15.
CXLVIII. 1. 15.
CXLIX. 1. 22.
CL. 1. 22.
CLI. 1. 22.
CLII. 1. 22.
CLIII. 1. 22.
CLIIII. 1. 22.
CLV. 1. 22.
CLVI. 1. 23.
CLVII. 1. 24.
CLVIII. 1. 25.
CLIX. 1. 25.
CLX. 1. 20.
CLXI. 1. 20.
CLXII. 1. 20.

CAMBRAY.
Titre I. Des Fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 13.
XXIII. 2. 13.
XXIIII. 2. 15.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1
LIII. 2. 1. 2. 1.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.

Source : BIU Cujas

LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.

Tit. II. Des acquests & heritages de main-ferme.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IIII. 21 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 3.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 1.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 7.
XIIII. 1. 19.

Titre III. Des Donations.

I. 2. 3.
II. 2. 3.
III. 2. 3.
IIII. 2. 13.
V. 2. 13.
VI. 2. 13.
VII. 2. 13.
VIII. 2. 13.

Titre IIII. De Douaire.

I. 2. 11.
II. 2. 11.
III. 2. 11.
IIII. 2. 11.
V. 2. 11.
VI. 2. 11.
VII. 2. 11:
VIII. 2. 11.
IX. 2. 11.
X. 2. 11.

Titre V. Des deuoirs de loy touchant Dessaisines & Saisines & hypotheques d'heritages, des Records de loy, & lettres en ferme, qui se font sur iceux.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.

Titre VI. De l'estat & qualité des personnes & des Bails des pupils & mineurs.

I. 2. 10.
II. 1. 1.
III. 2. 12.
IIII. 2. 12.
V. 2. 12. 2. l.
VI. 2. 12.
VII. 1. 1.
VIII. 1. 1.
IX. 2. 12.
X. 2. 12.
XI. 2. 12.

Titre VII. Des droicts concernans gens mariez.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 14.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 14.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 13.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.

Titre VIII. De Maisneté.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IV. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.

Titre IX. De Ranestissement entre deux conioincts.

I. 2. 13.
II. 2. 13.
III. 2. 13.
IIII. 2 13.
V. 2. 13.
VI. 2. 13.
VII. 2. 13.

Titre X. De Ranestissement de sang.

I. 2. 13.
II. 2. 13.
III. 2. 13.

Titre XI. Des Rentes.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 3.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 5.
XIII. 2. 5.
XIIII. 2. 5.

Titre XII. Des Successions.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IIII. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 1. 6.
X. 2. 14.
XI. 1. 6.
XII. 1. 6.
XIII. 1. 6.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 13.
XVI. 1. 25.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 15.
XXIII. 2. 15.
XXIIII. 2. 15.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 15.
XXVII. 2. 15.

Titre XIII. Des Testamens & dispositions de derniere volonté.

I. 2. 14.
II. 2. 15.
III. 2. 14.
IV. 2. 14.
V. 2. 14.

Titre XIIII. De partage d'heritage entre coheritiers.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IIII. 2. 15.

Titre XV. Sur qui se prennent les debtes d'vn defunct.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.

Titre XVI. Quelles choses sont reputees meubles.

I. 2. 3.
II. 2. 3.
III. 2. 3.
IIII. 2. 3.
V. 2. 3.
VI. 2. 3.

Source : BIU Cujas

Table

Tit. XVII. De Prescription.

I. 2. 6.
II. 2. 6.
III. 2. 6.
IIII. 2. 6.
V. 2. 6.
VI. 2. 9.
VII. 2. 6.

Tit. XVIII. Des seruitudes & Vsances des clotures entre deux heritages.

I. 2. 9.
II. 2. 9.
III. 2. 9.
IIII. 2. 9.
V. 2. 9.
VI. 2. 9.
VII. 2. 9.

Tit. XIX. De Louage de maisons & terres ou autres heritages baillez à ferme.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.

Tit. XX. Des Rapports & hypotheques d'heritages, Subhastations & Criees.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 16.
IX. 2. 10.
X. 2. 16.
XI. 2. 8.

Tit. XXI. De Rescision de Contracts.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 5.

Tit. XXII. De Iurisdiction.

I. 1. 15.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IIII. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.
VII. 1. 3.
VIII. 1. 21.
IX. 1. 25.
X. 1. 25.

Tit. XXIII. Des Cessions & abandon de biens.

I. 2. 5.
II. 2. 5.

Tit. XXIIII. Des choses qui peuuent estre acquises au Seigneur.

I. 1. 5.
II. 1. 6.
III. 1. 6.
IIII. 1. 6.

Tit. XXV. Des Actions, Clains, Arrests & obligations & execution d'iceux.

I. 1. 21.
II. 1. 21.
III. 1. 21.
IIII. 1. 21.
V. 1. 21.
VI. 1. 21.
VII. 1. 21.
VIII. 1. 21.
IX. 1. 21.
X. 1. 21.
XI. 1. 21.
XII. 1. 21.
XIII. 1. 21.
XIIII. 1. 21.
XV. 1. 21.
XVI. 1. 21.
XVII. 1. 21.
XVIII. 1. 21.
XIX. 1. 21.
XX. 1. 21.
XXI. 1. 21.
XXII. 1. 21.
XXIII. 1. 21.
XXIIII. 1. 25.
XXV. 1. 21.
XXVI. 2. 4.
XXVII. 2. 4.
XXVIII. 1. 21.
XXIX. 2. 9.
XXX. 2. 9.
XXXI. 2. 9.
XXXII. 2. 9.
XXXIII. 2. 9.
XXXIIII. 2. 8.
XXXV. 2. 8.
XXXVI. 2. 8.
XXXVII. 2. 8.
XXXVIII. 2. 8.
XXXIX. 2. 8.
XL. 2. 8.
XLI. 2. 8.
XLII. 2. 8.
XLIII. 2. 8.
XLIIII. 1. 21.
XLV. 2. 8.
XLVI. 2. 8.
XLVII. 2. 8.
XLVIII. 2. 8.
XLIX. 2. 8.
L. 2. 8.
LI. 1. 21.
LII. 2. 5.
LIII. 2. 5.
LIIII. 1. 21.
LV. 2. 8.
LVI. 2. 8

Tit. XXVI. Du stil & pratique des Cours layes.

I. 1. 21.
II. 1. 21.
III. 1. 21.
IIII. 1. 21.
V. 1. 21.
VI. 1. 21.
VII. 1. 21.
VIII. 1. 21.
IX. 1. 21.
X. 1. 22.
XI. 1. 21.
XII. 1. 21.
XIII. 1. 21.
XIIII. 1. 21.
XV. 2. 5.
XVI. 2. 8.

Tit. XXVI. Des Appellations & executions des Sentences.

I. 1. 23.
II. 1. 23.
III. 1. 23.
IIII. 1. 23.
V. 1. 23.
VI. 1. 23.
VII. 1. 23.
VIII. 1. 22.

Coustumes generales du Pays & Duché de Bourgongne.

Chap. I. Des Iustices & droicts d'icelles.

I. 1. 6.
II. 1. 6.
III. 1. 6.
IV. 2. 1.
V. 1. 25.
VI. 1. 11.
VII. 1. 5.
VIII. 1. 3.

Chap. II. Des Confiscations.

I. 1. 5.
II. 1. 5.
III. 1. 5.

Chap. III. Des Fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.

Chap. IIII. Des droicts & appartenances à gens mariez, & de la Communion d'iceux.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IIII. 2. 14.
V. 2. 10.
VI. 2. 11.
VII. 2. 13.
VIII. 2. 11.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 11.
XVI. 2. 11.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 10.
XXVI. 2. 7.

Chap. V. Des Rentes vendues reachat & executiõs.

I. 2. 3.
II. 2. 3.
III. 2. 5.
IIII. 2. 8.

Source : BIU Cujas

Chap. V I. Des enfans & plusieurs licts.

I. 2. 11.
II. 2. 10.
III 1. 1.
IV. 2. 12
V. 2. 12.
VI. 1. 12.
VII. 2. 12.
VIII. 2. 12.
IX. 2. 12.

Chap. V II. Des Succeßions.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IV. 2. 14.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 15.
XXIII. 2. 15.

Chap. VIII. Des Succeßions des Baſtards.

I. 1. 6.
II. 1. 6.
III. 1. 6.
IIII. 1. 5.
V. 1. 6.

Chap. IX. Des Mainmortes.

I. 1. 2.
II. 1. 2.
III. 1. 2.
IV. 1. 2.
V. 1. 2.
VI. 1. 2.
VII. 1. 2.
VIII. 1. 2.
IX. 1. 2.
X. 1. 2.
XI. 1. 2.
XII. 1. 2.
XIII. 1. 2.
XIIII. 1. 2.
XV. 1. 2.
XVI. 1. 2.
XVII. 1. 2.
XVIII. 1. 2.
XIX. 1. 2.
XX. 1. 2.
XXI. 1. 2.
XXII. 1. 2.

Chap. X. De Retraict.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IIII. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.

Chap. X I. Des Cenſes.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.

Chapitre X II. Des Adueux.

I. 1. 25.

Chap. X III. Des Foreſts paſturages & riuieres.

I. 1. 11.
II. 1. 11.
III. 1. 11.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 13.
VII. 1. 12.

Chap. X IIII. De Preſcription.

I. 2. 6.

Chap. X V. De Colombier en pied.

I. 1. 13.

Couſtumes generales du Comté de Bourgongne.
Chap. I. Des Fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.

Chap. I I. Des gens mariez.

XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 10.
XXVI. 2. 11.
XXVII. 2. 10.
XXVIII. 2. 10.
XXIX. 2. 10.
XXX. 2. 10.
XXXI. 2. 10.
XXXII. 2. 10.
XXXIII. 2. 10.
XXXIIII. 2. 10.
XXXV. 2. 10.
XXXVI. 2. 10.
XXXVII. 2. 3.
XXXVIII. 2. 10.
XXXIX. 2. 10. & 11.
XL. 2. 11.
XLI. 2. 10.
XLII. 2. 10.

Chapitre I I I. De Succeßions.

XLIII. 2. 15.
XLIIII. 2. 15. 2. 1.
XLV. 2. 15.
XLVI. 2. 15.
XLVII. 2. 15.
XLVIII. 2. 15.
XLIX. 2. 15.
L. 2. 15.

Chapitre IIII. De Preſcription.

LI. 2. 6.
LII. 1. 21.

Chap. V. De Signe patibulaire.

LIII. 1. 3.

Chapitre V I. D'impoſer ayde.

LIIII. 2. 1.

Chapitre V I I. De Saincts.

LV. 1. 3.

Chapitre V I I I. Des Meßiers.

LVI. 1. 11.

Chapitre I X. Des Bois.

LVII. 1. 11.

Chap. X. De Reſcouße.

LVIII. 1. 5.

Chap. X I. Des Eſpaues.

LIX. 2. 6.
LX. 2. 6.
LXI. 2. 6.

Chapitre X II. Des Cenſes.

LXII. 2. 2.
LXIII. 2. 2.
LXIIII. 2. 2.
LXV. 2. 2.
LXVI. 2. 2.

Chapitre X I I I. Des Rachats.

LXVII. 2. 7.
LXVIII. 2. 7.
LXIX. 2. 7.
LXX. 2. 7.
LXXI. 2. 7.
LXXII. 2. 7.
LXXIII. 2. 7.
LXXIIII. 2. 7.
LXXV. 2. 7.
LXXVI. 2. 7.
LXXVII. 2. 7.
LXXVIII. 2. 7.
LXXIX. 2. 7. 2. 1.

Source : BIU Cujas

LXXX. 2. 5.
LXXXI. 2. 2.
LXXXII. 1. 25.

Chap. XIIII. De la main morte.

LXXXIII. 1. 2.
LXXXIIII. 1. 2.
LXXXV. 1. 2.
LXXXVI. 1. 2.
LXXXVII. 1. 2.
LXXXVIII. 1. 2.
LXXXIX. 1. 2.
XC. 1. 2.
XCI. 1. 2.
XCII. 1. 2.
XCIII. 1. 2.
XCIIII. 1. 2.
XCV. 1. 2.
XCVI. 1. 2.
XCVII. 1. 2.
XCVIII. 1. 2.
XCIX. 1. 2.
C. 1. 2.
CI. 1. 2.

Chap. XV. De ceux qui ne peuuent faire Procuration.

CII. 1. 3.

Chap. XVI. De Pasturages.

CIII. 2. 12.

Chap. XVII. Meubles n'ont point de suite.

CIIII. 2. 8.

Chap. XVIII. De la Chasse.

CV. 1. 13.
CVI. 1. 13.
CVII. 1. 13.
CVIII. 2. 1.

Coustumes de NIVERNOIS.
Chap. I. De Iustice & droicts d'icelle.

I. 1. 6.
II. 1. 6.
III. 1. 6.
IIII. 1. 6.
V. 1. 6.
VI. 1. 6.
VII. 1. 3.
VIII. 1. 25.
IX. 1. 3.
X. 1. 3.
XI. 1. 3.
XII. 1. 6.
XIII. 1. 3.
XIIII. 1. 3.
XV. 1. 3.
XVI. 1. 3.
XVII. 1. 3.
XVIII. 1. 5.
XIX. 1. 25.
XX. 1. 25.
XXI. 1. 25.
XXII. 1. 25.
XXIII. 1. 25.
XXIIII. 1. 4.
XXV. 1. 4.
XXVI. 1. 21.
XXVII. 1. 23.
XXVIII. 1. 21.

Chap. II. De Confiscations.

I. 2. 8.
II. 1. 5.
III. 1. 5.
IIII. 1. 5.
V. 1. 5.
VI. 1. 5.
VII. 1. 5.
VIII. 1. 5.

Chap. III. Des droicts de blayrie.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.

Chap. IIII. De Fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1. 2. l.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1. 2. l.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 7.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 1. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1.
LIIII. 1. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 2.
LXIIII. 2. 2.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.

Chap. V. Des Cens, censiues & droicts d'iceux.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.
XVIII. 2. 2.
XIX. 2. 2.
XX. 2. 5.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 6.
XXIII. 2. 2.
XXIIII. 1. 19.
XXV. 1. 19.

Chap. VI. Des Bourdelages.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.
XVIII. 2. 2.
XIX. 2. 2.
XX. 2. 2.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.
XXV. 2. 2.
XXVI. 2. 2.
XXVII. 2. 2.
XXVIII. 2. 6.
XXIX. 2. 2.
XXX. 2. 2.

Chap. VII. De Rentes & hypotheques.

I. 2. 2.
II. 2. 5.
III. 2. 5.

Source : BIU Cujas

IIII. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.

Chap. VIII. Des Seruitudes personnelles, Tailles poursuite, main-morte & autres droicts d'icelle.

I. 1. 2.
II. 1. 2.
III. 1. 2.
IV. 1. 2.
V. 1. 2.
VI. 1. 2.
VII. 1. 2.
VIII. 1. 2.
IX. 1. 2.
X. 1. 2.
XI. 1. 2.
XII. 1. 2.
XIII. 1. 2.
XIIII. 1. 2.
XV. 1. 2.
XVI. 1. 2.
XVII. 1. 2.
XVIII. 1. 2.
XIX. 1. 2.
XX. 1. 2.
XXI. 1. 2.
XXII. 1. 2.
XXIII. 1. 2.
XXIIII. 1. 2.
XXV. 1. 2.
XXVI. 1. 2.
XXVII. 1. 2.
XXVIII. 1. 2.
XXIX. 1. 2.
XXX. 1. 2.
XXXI. 1. 2.
XXXII. 1. 2.

Chapitre IX. Coustume locale du Vassal de Lury en la Chastellenie de Montenoison en matiere de Seruitude.

I. 1. 2.
II. 1. 2.
III. 1. 2.
IV. 1. 2.
V. 1. 2.
VI. 1. 2.
VII. 1. 2.
VIII. 1. 2.

Chap. X. Des maisons, murs, rues, eschenez heritages aux champ & Seruitudes reelles.

I. 2. 9.
II. 2. 9.
III. 2. 9.
IV. 2. 9.
V. 2. 9.
VI. 2. 9.
VII. 2. 9.
VIII. 2. 9.
IX. 2. 9.
X. 2. 9.
XI. 2. 9.
XII. 2. 9.
XIII. 2. 9.
XIIII. 2. 9.
XV. 2. 9.
XVI. 1. 14.
XVII. 2. 9.
XVIII. 1. 14.
XIX. 1. 14.
XX. 2. 9.
XXI. 1. 14.
XXII. 2. 9.
XXIII. 2. 9.
XXIIII. 2. 9.
XXV. 2. 9.
XXVI. 2. 4.

Chapitre XI. Des Champarts & parcies.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.

Chapitre XII. Des Dismes.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IV. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.

Chapitre XIII. De vignes.

I. 1. 14.
II. 1. 14.
III. 1. 14.
IV. 1. 14.
V. 1. 14.

Chap. XIIII. Des Prez & reuiures.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.

Chap. XV. Des prinses de bestes.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1. 12.
V. 1. 11.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 12.

Chap. XVI. Des Eaues riuieres & Estangs.

I. 1. 11.
II. 1. 11.
III. 1. 11.
IV. 1. 11.
V. 1. 11.

Chapitre XVII. Des Bois & Forests.

I. 1. 13.
II. 1. 12.
III. 1. 11.
IV. 1. 11.
V. 1. 11.
VI. 1. 11.
VII. 1. 11.
VIII. 1. 11.
IX. 2. 4.
X. 2. 4.
XI. 1. 11.
XII. 1. 11.
XIII. 1. 11.
XIIII. 1. 11.
XV. 1. 11.
XVI. 1. 13.
XVII. 1. 11.
XVIII. 1. 11.
XIX. 1. 11.
XX. 1. 11.
XXI. 1. 11.

Chapitre XVIII. De Fours Moulins & bans d'iceux.

I. 1. 8.
II. 1. 8.
III. 1. 8.
IV. 1. 8.
V. 1. 8.
VI. 1. 8.
VII. 1. 8.
VIII. 1. 8.
IX. 1. 8.
X. 1. 8.
XI. 1. 8.
XII. 1. 8.
XIII. 1. 8.
XIIII. 1. 8.
XV. 1. 8.

Chapitre XIX. De Coulombiers.

I. 1. 13.

Chapitre XX. Des Baux & adcenses.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.

Chapitre XXI. Des Croists & Chaptels de bestes.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 5.
XIII. 2. 5.
XIIII. 2. 5.
XV. 2. 5.
XVI. 2. 5.

Chapitre XXII. Des Communautez & Associations.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.

Chap. XXIII. Des droicts appartenans à gens mariez.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.

Source : BIU Cujas

Table

VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 15.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 10.
XXVII. 2. 13.
XXVIII. 2. 7.
XXIX. 2. 10.
XXX. 2. 7.
XXXI. 2. 10.
XXXII. 2. 10.

Chap. XXIIII. *De Douaires.*

I. 2. 11.
II. 2. 11.
III. 2. 11.
IIII. 2. 11.
V. 2. 11.
VI. 2. 11.
VII. 2. 11.
VIII. 2. 11.
IX. 2. 11.
X. 2. 11.
XI. 2. 11.
XII. 2. 11.
XIII. 2. 11.
XIIII. 2. 11.

Chap. XXV. *Des partages de gens communs.*

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IIII. 2. 10.

Chap. XXVI. *Quelles choſes ſont reputees meubles, Conqueſts & heritages.*

I. 2. 3.
II. 2. 3.
III. 2. 3.
IIII. 2. 3.
V. 2. 3.
VI. 2. 3.
VII. 2. 3.
VIII. 2. 3.
IX. 2. 3.
X. 2. 3.
XI. 2. 3.
XII. 2. 3.
XIII. 2. 3.
XIIII. 2. 3.

Chapitre XXVII. *De Donations.*

I. 2. 13.
II. 2. 13.
III. 2. 13.
IIII. 2. 13.
V. 2. 13.
VI. 2. 13.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 13.
IX. 2. 3.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 13.
XIII. 2. 13.

Chapitre XXVIII. *Des Hoſtelliers & Tauerniers.*

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 1. 14.
IV. 1. 14.
V. 1. 14.

Chap. XXIX. *Des marchands publics.*

I. 2. 5.
II. 2. 10.

Chapitre XXX. *Des Tutelles & Curatelles.*

I. 2. 12.
II. 2. 12.
III. 2. 12.
IV. 2. 12.
V. 2. 12.
VI. 2. 12.
VII. 2. 12.
VIII. 2. 12.
IX. 2. 12.

Chapitre XXXI. *De Retraict linager.*

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IV. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 7.
XX. 2. 7.
XXI. 2. 7.
XXII. 2. 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.
XXV. 2. 7.
XXVI. 2. 7.
XXVII. 2. 7.
XXVIII. 2. 7.
XXIX. 2. 7.

Chapit. XXXII. *Des Executions, Criees & ſubhaſtations.*

I. 2. 8.
II. 2. 8.
III. 2. 8.
IV. 2. 8.
V. 2. 8.
VI. 2. 8.
VII. 2. 8.
VIII. 2. 8.
IX. 2. 8.
X. 2. 8.
XI. 2. 8.
XII. 2. 8.
XIII. 2. 8.
XIIII. 2. 8.
XV. 2. 8.
XVI. 2. 8.
XVII. 2. 8.
XVIII. 2. 8.
XIX. 2. 8.
XX. 2. 8.
XXI. 2. 5.
XXII. 2. 8.
XXIII. 2. 16.
XXIIII. 2. 16.
XXV. 2. 16.
XXVI. 2. 16.
XXVII. 2. 16.
XXVIII. 2. 16.
XXIX. 2. 16.
XXX. 2. 16.
XXXI. 2. 15.
XXXII 2. 16.
XXXIII. 2. 16.
XXXIIII. 2. 16.
XXXV. 2. 16.
XXXVI. 2. 16.
XXXVII. 2. 16.
XXXVIII. 2. 16.
XXXIX. 2. 16.
XL. 2. 16.
XLI. 2. 16.
XLII. 2. 16.
XLIII. 2. 16.
XLIIII. 2. 16.
XLV. 2. 16.
XLVI. 2. 16.
XLVII. 2. 16.
XLVIII. 2. 16.
XLIX. 2. 16.
L. 2. 16.
LI. 2. 16.
LII. 2. 16.
LIII. 1. 21
LIIII. 1. 21.
LV. 2. 16.

Chapitre XXXIII. *Des Teſtamẽs & Codicilles*

I. 2. 14.
II. 2. 14.
III. 2. 14.
IV. 2. 14.
V. 2. 14.
VI. 2. 14.
VII. 2. 14.
VIII. 2. 14.
IX. 2. 14.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 14.
XIII. 2. 14.

Chapitre XXXIIII. *Des Succeſſions.*

I. 2. 15.
II. 1. 2.
III. 2. 15.
IIII. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 1. 6.
XXIII. 1. 6.
XXIIII. 2. 14.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 15.
XXVII. 2. 15.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 15.

Source : BIU Cujas

Chap. XXXV. De droict d'aisnesse.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 15.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.

Chapitre XXXVI. Des Prescriptions.

I. 2. 6.
II. 2. 6.
III. 2. 6.
IV. 2. 6.
V. 2. 6.
VI. 2. 6.

Chapitre XXXVII. D'assiette de terre.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IV. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.
XVIII. 2. 2.
XIX. 2. 2.
XX. 2. 2.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.
XXIIIII. 2. 2.
XXV. 2. 2.
XXVI. 2. 2.
XXVII. 2. 2.
XXVIII. 2. 2.
XXIX. 2. 2.

Coustumes anciennes de Lorris, des Bailliages & Preuosté de Montargis Sainct Forgeau, pays de Puisaye, Chastillon sur Loing, & autres lieux ressortissans audit Bailliage de Montargis, Comté de Gien, Sancerre, Duché de Nemours ce qui est au pays de Gastinois & autres lieux regis & gouuernez par lesdites Coustumes.

Chapitre I. Des Fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1. & 12. 2. 1.
XXVII. 2. 12.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 12. 2. 1.
XXXI. 2. 12.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1. 2. 1.
XXXIIII. 2. 12.
XXXV. 2. 12.
XXXVI. 2. 12.
XXXVII. 2. 12.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 15.
XL. 2. 10.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 15.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 12.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1.
LIIII. 2 1.
LV. 2 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 1.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2 1.
LXXXVIII. 2 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 1.
XCI. 2. 1.
XCII. 2. 1.
XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2. 1.
XCV. 2 1.

Chap. II. Des droicts & cens Censuels.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IV. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.
XVIII. 2. 2.
XIX. 2. 2.
XX. 2. 2.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.
XXV. 2. 2.
XXVI. 2. 2.
XXVII. 2. 5.
XXVIII. 2. 5.
XXIX. 2. 5.
XL. 2. 2.
XLI. 2. 2.
XLII. 2. 2.
XLIII. 2. 2.
XLIIII. 2. 2.
XLV. 2. 2.
XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 2.
XLVIII. 2. 2.
XLIX. 2. 2. 2. 1.
L. 2. 2.
LI. 2. 2.
LII. 2. 2.
LIII. 2. 2. 2. 1.

Chap. III. De Champart & Terrage.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IV. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.

Chap. IIII. De Pasturages, herbages & Paissons

I. 1. 12.
II. 1. 12. 2. 1.
III. 1. 12.
IV. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 11.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 12.
XIIII. 1. 12.
XV. 1. 12.

Source : BIU Cujas

Table

XVI. 1. 12.
XVII. 1. 12.
XVIII. 1. 12.
XIX. 1. 12.
XX. 1. 12.
XXI. 1. 12.

Chap. V. Des Espaues & Confiscations.

I. 1. 6.
II. 1. 6.
III. 1. 5.
IIII. 1. 5.

Chapitre VI. Des Estangs & Garennes.

I. 1. 13.
II. 1. 11.

Chap. VII. Du droict des gens & comme enfans sont faicts à leurs droicts & sont hors de puissance de Pere.

I. 1. 1. p. 2.
II. 1. 1.
III. 1. 1. & 2. 12.
IIII. 2. 12.
V. 2. 12.
VI. 2. 10.
VII. 2. 12. 2. l.
VIII. 1. 1.

Chap. VIII. De Communauté d'entre homme & femme mariez.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10. 2. l.
IIII. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 1. 25.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 3.
XI. 2. 3.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.

Chapitre IX. De Societé.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IIII. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.

Chap. X De Seruitudes reels.

I. 2. 9.
II. 2 9.
III. 2. 9.
IIII. 2. 9.
V. 2. 9.
VI. 2. 9.
VII. 2. 9.
VIII. 1. 11.
IX. 2. 9.
X. 2. 9.
XI. 2. 9.
XII. 2. 9.
XIII. 2. 9.

Chapitre XI. De Donations faictes entre vifs.

I. 2. 13.
II. 2. 15.
III. 2. 13.
IIII. 2. 13.
V. 2. 13.
VI. 2. 13.
VII. 2. 13.
VIII. 2. 13.
VIII. 2. 13.
IX. 2. 15. 2. l.
X. 2. 13.
XI. 2. 13.

Chap. XII. De Donation faite en mariage.

I. 2. 15.
II. 2. 15.

Chapitre XIII. De Donations testamentaires & pour cause de mort.

I. 2. 15.
II. 2. 14.
III. 2. 15.
IIII. 2. 14.
V. 2. 14. 2. l.
VI. 2. 15.
VII. 2. 13.
VIII. 2. 13.
IX. 2. 14.
X. 2. 14.
XI. 2. 14.
XII. 2. 13.

Chap. XIIII. De Douaire.

I. 2. 11. 2. l.
II. 2. 11.
III. 2. 11.

Chap. XV. Droicts de Successions.

I. 2. 15.
II. 2. 15. 2. l.
III. 2. 15.
IIII. 2. 15.
V. 1. 6.
VI. 2. 14.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 3.

Chap. XVI. De matiere de Retraict.

I. 2. 7. 3. l.
II. 2. 7.
III. 2. 3.
IV. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 7.
XX. 2. 7.
XXI. 2. 7.
XXII. 2 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.
XXV. 2. 7.
XXVI. 2. 5.
XXVII. 2. 5.

Chap. XVII. De Prescriptions.

I. 2. 6.
II. 2. 6.
III. 2. 6.
IV. 2. 6.

Chap. XVIII. D'executions de louages ou rentes de maisons.

I. 2. 8.
II. 2. 8.
III. 2. 8.
IV. 2. 8.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 8.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.

Chap. XIX. De Cries.

I. 2. 16.
II. 2. 16.
III. 2. 16.
IV. 2. 16.
V. 2. 16.
VI. 2. 16.
VII. 2. 16.
VIII. 2. 16.
IX. 2. 16.
X. 2. 16.

Chap. XX. D'executions de lettres obligatoires.

I. 2. 8.
II. 2. 8.
III. 2. 8.
IV. 2. 8.
V. 2. 8.
VI. 2. 8.
VII. 2. 8.
VIII. 2. 8.
IX. 2. 8.
X. 2. 20.
XI. 2. 8.
XII. 2. 8.
XIII. 1. 21.
XIIII. 1. 21.
XV. 2. 8.
XVI. 2. 8.
XVII. 2. 8.
XVIII. 1. 22.

Chap. XXI. Des cas possessoires.

I. 2. 4.
II. 2. 4.
III. 2. 4.
IV. 2. 4.
V. 2. 4.
VI. 2. 4.
VII. 2. 4.
VIII. 2. 4.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 4.

Chapitre XXII. Des appellations.

I. 1. 23.
II. 1. 23.

Source : BIU Cujas

Coustumes des Duché Bailliage & Preuosté d'Orleans & Ressorts d'iceux.

Tit. I. *Des Fiefs.*

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1. 2. l.
XXIII. 2. 1. & 12.
XXIIII. 2. 1. 2. l.
XXV. 2. 12. 2. l.
XXVI. 2. 12.
XXVII. 2. 1. &. 12. 2. l.
XXVIII. 2. 12.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1. & 12. 2. l.
XXXIII. 2. 1. & 12. 2. l.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1. 2. l.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 1.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 1.
XCI. 2. 15.
XCII. 2. 1.
XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2. 1.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 15.
XCIX. 2. 1.
C. 2. 1.
CI. 2. 1.

Titre II. *Des Cens & droicts Censuels.*

CII. 2. 2.
CIII. 2. 2.
CIIII. 2. 2.
CV. 2. 2.
CVI. 2. 2.
CVII. 2. 2. 2. l.
CVIII. 2. 2. 3. l.
CIX. 2. 2.
CX. 2. 2.
CXI. 2. 2.
CXII. 2. 2.
CXIII. 2. 2.
CXIIII. 2. 2.
CXV. 2. 2.
CXVI. 2. 2.
CXVII. 2. 2.
CXVIII. 2. 1.
CXIX. 2. 1.
CXX. 2. 1.
CXXI. 2. 2.
CXXII. 2. 2.
CXXIII. 2. 2.

Titre III. *Des Relevoisins à plaisir.*

CXXIIII. 2. 2.
CXXV. 2. 2.
CXXVI. 2. 2.
CXXVII. 2. 2.
CXXVIII. 2. 2.
CXXIX. 2. 2.
CXXX. 2. 2.
CXXXI. 2. 2.
CXXXII. 2. 2.
CXXXIII. 2. 2.
CXXXIIII. 2. 5.
CXXXV. 2. 2.
CXXXVI. 2. 2.
CXXXVII. 2. 2.
CXXXVIII. 2. 2.
CXXXIX. 2. 2.
CXL. 2. 2.

Tit. IIII. *Des Champarts & Terrages.*

CXLI. 2. 2.
CXLII. 2. 2.
CXLIII. 2. 2.

Tit. V. *Des droicts de pasturage, herbage, Paisson & prinse des bestes.*

CXLIIII. 1. 12.
CXLV. 1. 12. 2. l.
CXLVI. 1. 12.
CXLVII. 1. 12.
CXLVIII. 1. 12.
CXLIX. 1. 12.
CL. 1. 12.
CLI. 1. 12.
CLII. 1. 12.
CLIII. 1. 12.
CLIIII. 1. 11.
CLV. 2. 4.
CLVI. 1. 12.
CLVII. 1. 12.
CLVIII. 1. 12.
CLIX. 1. 12.
CLX. 1. 12.
CLXI. 1. 12.
CLXII 2. 12.

Tit. VI. *Des Espaues & bestes esgarees.*

CLXIII. 1. 6.
CLXIIII. 1. 6.
CLXV. 1. 6.
CLXVI. 1. 6.

Tit. VII. *Des Garennes & Coulombiers.*

CLXVII. 1. 13.
CLXVIII. 2. 1.

Titre VIII. *Des Estangs & droicts d'iceux.*

CLXIX. 1. 11.
CLXX. 1. 11.
CLXXI. 1. 11.
CLXXII. 1. 11.
CLXXIII. 1. 11.
CLXXIIII. 1. 11.
CLXXV. 1. 11.
CLXXVI. 1. 11.
CLXXVII. 1. 11.

Titre IX. *Des enfans qui sont en leurs droicts & hors puissance paternelle.*

CLXXVIII. 2. 12.
CLXXIX. 2. 12.
CLXXX. 2. 12.
CLXXXI. 2. 10.
CLXXXII. 2. 10. & 12.
CLXXXIII. 2. 12.
CLXXXIIII. 2. 12.
CLXXXV. 1. 1.

Titre X. *De Communauté d'entre homme & feme mariez.*

CLXXXVI. 2. 10. 2. l.
CLXXXVII. 2. 10.
CLXXXVIII. 2. 10.
CLXXXIX. 2. 10.
CXC 2. 10.
CXCI. 2. 3. & 5.
CXCII. 2. 10.
CXCIII. 2. 10.
CXCIIII. 2. 10.
CXCV. 2. 10.
CXCVI. 2. 10.
CXCVII. 2. 10.
CXCVIII. 2. 10.
CXCIX. 2. 10.
CC. 1. 25.
CCI. 2. 10.
CCII. 2. 10.
CCIII. 2. 13.
CCIIII. 2. 10.
CCV. 2. 10.

Source : BIU Cujas

Table

CCVI. 2. 10.
CCVII. 2. 3.
CCVIII. 2. 10.
CCIX. 1. 5.
CCX. 2. 13.
CCXI. 2. 10.
CCXII. 2. 10.

Titre XI. De Societé.

CCXIII. 2. 10.
CCXIIII. 2. 10.
CCXV. 2. 10.
CCXVI. 2. 10.
CCXVII. 2. 10.

Titre XII. Des Douaires.

CCXVIII. 2. 11.
CCXIX. 2. 11.
CCXX. 2. 11.
CCXXI. 2. 11.
CCXXII. 2. 11.
CCXXIII. 2. 11.
CCXXIIII. 1. 5.

Titre XIII. Des Servitutes reelles.

CCXXV. 2. 9.
CCXXVI. 2. 9.
CCXXVII. 2. 9.
CCXXVIII. 2. 9.
CCXXIX. 2. 9.
CCXXX. 2. 9.
CCXXXI. 2. 9.
CCXXXII. 2. 9.
CCXXXIII. 2. 9.
CCXXXIIII. 2. 9.
CCXXXV. 2. 9.
CCXXXVI. 2. 9.
CCXXXVII. 2. 9.
CCXXXVIII. 2. 9.
CCXXXIX. 2. 9.
CCXL. 2. 9.
CCXLI. 2. 9.
CCXLII. 2. 9.
CCXLIII. 2. 9.
CCXLIIII. 2. 9.
CCXLV. 2. 9.
CCXLVI. 2. 9.
CCXLVII. 2. 9.
CCXLVIII. 2. 9.
CCXLIX. 1. 14.
CCL. 1. 14.
CCLI. 2. 9.
CCLII. 2. 9.
CCLIII. 2. 9.
CCLIIII. 2. 9.
CCLV. 2. 1. & 2.
CCLVI. 1. 8.
CCLVII. 2. 9.
CCLVIII. 2. 9.
CCLIX. 2. 9.

Tit. XIIII. Des Prescriptions.

CCLX. 2. 6.
CCLXI. 2. 6.
CCLXII. 2. 6.
CCLXIII. 2. 6.
CCLXIIII. 2. 6.
CCLXV. 2. 6.
CCLXVI. 2. 6.
CCLXVII. 2. 6.
CCLXVIII. 2. 6.
CCLXIX. 2. 6.
CCLXX. 2. 6.
CCLXXI. 2. 6.

Titre XV. De Donations entre vifs & en mariage

CCLXXII. 2. 13.
CCLXXIII. 2. 1.
CCLXXIIII. 2. 14.
CCLXXV. 2. 13.
CCLXXVI. 2. 13.
CCLXXVII. 2. 13.
CCLXXVIII. 2. 13.
CCLXXIX. 2. 13.
CCLXXX. 2. 13.
CCLXXXI. 2. 13.
CCXXXII. 2. 13.
CCLXXXIII. 2. 13.
CCLXXXIIII. 2. 13.
CCLXXXV. 2. 1.
CCLXXXVI. 2. 13. & 15.

Titre XVI. De Testamens & Donations testamentaires & pour cause de mort.

CCLXXXVII. 2. 15. 2. 1.
CCLXXXVIII. 2. 15.
CCLXXXIX. 2. 14.
CCXC. 2. 14.
CCXCI. 2. 14. 2. 1.
CCXCII. 2. 14.
CCXCIII. 2. 14.
CCXCIIII. 2. 14.
CCXCV. 2. 14.
CCXCVI. 2. 13.
CCXCVII. 2. 13.
CCXCVIII. 2. 14.
CCXCIX. 2. 12.
CCC. 2. 13.

Tit. XVII. Des droicts de Successions.

CCCI. 2. 15.
CCCII. 2. 15.
CCCIII. 2. 3.
CCCIIII. 2. 15.
CCCV. 2. 15.
CCCVI. 2. 15.
CCCVII. 2. 15.
CCCVIII. 2. 15.
CCCIX. 2. 15.
CCCX. 1. 6.
CCCXI. 2. 14.
CCCXII. 1. 6.
CCCXIII. 2. 15.
CCCXIIII. 2. 15.
CCCXV. 2. 15.
CCCXVI. 2. 15.
CCCXVII. 2. 15.
CCCXVIII. 2. 15.
CCCXIX. 2. 15.
CCCXX. 2. 15.
CCCXXI. 2. 15.
CCCXXII. 2. 15.
CCCXXIII. 2. 15.
CCCXXIIII. 2. 15.
CCCXXV. 2. 15.
CCCXXVI. 2. 15.
CCCXXVII. 2. 15.
CCCXXVIII. 2. 15.
CCCXXIX. 2. 15.
CCCXXX. 2. 15.
CCCXXXI. 1. 5.
CCCXXXII. 1. 5.
CCCXXXIII. 2. 15.
CCCXXXIIII. 2. 15.
CCCXXXV. 2. 15.
CCCXXXVI. 2. 15.
CCCXXXVII. 2. 15.
CCCXXXVIII. 2. 13.
CCCXXXIX. 2. 15.
CCCXL. 2. 15.
CCCXLI. 2. 15.
CCCXLII. 2. 15.
CCCXLIII. 2. 15.
CCCXLIIII. 1. 6.
CCCXLV. 2. 15.
CCCXLVI. 2. 15.
CCCXLVII. 2. 15.
CCCXLVIII. 2. 15.
CCCXLIX. 2. 15.
CCCL. 2. 3.
CCCLI. 2. 3.
CCCLII. 2. 3.
CCCLIII. 2. 3.
CCCLIIII. 2. 3.
CCCLV. 2. 3.
CCCLVI. 2. 3.
CCCLVII. 2. 15.
CCCLVIII. 2. 15.
CCCLIX. 2. 15.
CCCLX. 2. 15.
CCCLXI. 2. 15.
CCCLXII. 2. 15.

Titre XVIII. De Retraict Linagier.

CCCLXIII. 2. 7.
CCCLXIIII. 2. 7.
CCCLXV. 2. 7.
CCCLXVI. 2. 7.
CCCLXVII 2. 7.
CCCLXVIII. 2. 7.
CCCLXIX. 2. 7.
CCCLXX. 2. 7.
CCCLXXI. 2. 7.
CCCLXXII. 2. 7.
CCCLXXIII. 2. 7.
CCCLXXIIII. 2. 7.
CCCLXXV. 2. 7.
CCCLXXVI. 2. 7.
CCCLXXVII. 2. 7.
CCCLXXVIII. 2. 7.
CCCLXXIX. 2. 7.
CCCLXXX. 2. 7.
CCCLXXXI. 2. 7.
CCCLXXXII. 2. 7.
CCCLXXXIII. 2. 7.
CCCLXXXIIII. 2. 7.
CCCLXXXV. 2. 7.
CCCLXXXVI. 2. 7.
CCCLXXXVII. 2. 7.
CCCLXXXVIII. 2. 7.
CCCLXXXIX. 2. 7.
CCCXC. 2. 7.
CCCXCI. 2. 7.
CCCXCII. 2. 7.
CCCXCIII. 2. 7.
CCCXCIIII. 2. 7.
CCCXCV. 2. 7.
CCCXCVI. 2 7.
CCCXCVII. 2. 7.
CCCXCVIII. 2 7.
CCCXCIX. 2. 7.
CCCC. 2. 7.
CCCCI. 2. 7.
CCCCII. 2. 7.
CCCCIII. 2. 7.
CCCCIIII. 2. 7.
CCCCV. 2. 7.

Titre XIX. Des executions pour Rentes fonciers, moisons ou pension d'heritages, Loyers & Benefice de Cession & Atermoyement.

CCCCVI. 2. 8.
CCCCVII. 2. 8.
CCCCVIIII. 2. 8.
CCCCIX. 2. 5.
CCCCX. 2. 5.
CCCCXI. 2. 5.
CCCCXII. 2. 5.

Source : BIU Cujas

CCCCXIII. 2. 5.
CCCCXIIII. 2. 8.
CCCCXV. 2. 8.
CCCCXVI. 2. 8.
CCCCXVII. 2. 5.
CCCCXVIII. 2. 8.
CCCCXIX. 2. 8.
CCCCXX. 2. 5.
CCCCXXI. 2. 8.
CCCCXXII. 2. 8.
CCCCXXIII. 2. 8.
CCCCXXIIII. 2. 5.
CCCCXXV. 2. 5.
CCCCXXVI. 2. 5.
CCCCXXVII. 2. 5.
CCCCXXVIII. 2. 5.
CCCCXXIX. 2. 5.

Titre XX. Des *Arrests & executions faictes par vertu de lettres obligatoires & sentences.*

CCCCXXX. 2. 8.
CCCCXXXI. 2. 5.
CCCCXXXII. 2. 8.
CCCCXXXIII. 2. 8.
CCCCXXXIIII. 2. 8.
CCCCXXXV. 2. 8.
CCCCXXXVI. 2. 5.
CCCCXXXVII. 1. 21.
CCCCXXXVIII. 2. 8.
CCCCXXXIX. 2. 8.
CCCCXL. 2. 8.
CCCCXLI. 2. 8.
CCCCXLII. 2. 8.
CCCCXLIII. 1. 21.
CCCCXLIIII. 2. 5.
CCCCXLV. 2. 8.
CCCCXLVI. 2. 5.
CCCCXLVII. 2. 8.
CCCCXLVIII. 2. 8.
CCCCXLIX. 2. 8.
CCCCL. 2. 8.
CCCCLI. 2. 8.
CCCCLII. 2. 8.
CCCCLIII. 2. 8.
CCCCLIIII. 2. 8.
CCCCLV. 2. 8.
CCCCLVI. 2. 8.
CCCCLVII. 2. 8.
CCCCLVIII. 2. 8.
CCCCLIX. 2. 14.
CCCCLX. 2. 10.
CCCCLXI. 1. 21.
CCCCLXII. 2. 5.
CCCCLXIII. 1. 19.

Titre XXI. *Des Criees.*

CCCCLXIIII. 2. 16.
CCCCLXV. 2. 16.
CCCCLXVI. 2. 16.
CCCCLXVII. 2. 16.
CCCCLXVIII. 2. 16.
CCCCLXIX. 2. 16.
CCCCLXX. 2. 16.
CCCCLXXI. 2. 16.
CCCCLXXII. 2. 16.
CCCCLXXIII. 2. 16.
CCCCLXXIIII. 2. 16.
CCCCLXXV. 2. 16.
CCCCLXXVI. 2. 16.
CCCCLXXVII. 2. 16.
CCCCLXXVIII. 2. 16.
CCCCLXXIX. 2. 16.
CCCCLXXX. 2. 16.
CCCCLXXXI. 2. 16.
CCCCLXXXII. 2. 16.
CCCCLXXXIII. 2. 16.
CCCCLXXXIIII. 2. 16.
CCCCLXXXV. 2. 3.

Tit XXII. *Des Cas Possessoires.*

CCCCLXXXVI. 2. 4.
CCCCLXXXVII. 2. 4.
CCCCLXXXVIII. 2. 4.
CCCCLXXXIX. 2. 4.
CCCCXC. 2. 4.

Titre XXIII. De la taille du pain & du vin & estallon des fusts à vin d'Orleans.

CCCCXCI. 2. 8.
CCCCXCII. 1. 14.

Coustumes du Pays de Normandie, anciẽs Ressorts & enclaues d'iceluy.
Chap. I. de Iurisdiction.

I. 1. 25.
II. 1. 21.
III. 1. 21.
IV. 1. 21.
V. 1. 3.
VI. 1. 3.
VII. 1. 3.
VIII. 1. 3.
IX. 1. 3.
X. 1. 15.
XI. 1. 3.
XII. 1. 22.
XIII. 1. 3.
XIIII. 1. 3.
XV. 1. 21.
XVI. 1. 15.
XVII. 1. 20.
XVIII. 1. 15.
XIX. 1. 15.
XX. 1. 3.
XXI. 1. 3.
XXII. 1. 3.
XXIII. 1. 21.
XXIIII. 1. 3.
XXV. 1. 3.
XXVI. 1. 3.
XXVII. 1. 3.
XXVIII. 1. 3.
XXIX. 1. 3.
XXX. 1. 3.
XXXI. 1. 3.
XXXII. 1. 3.
XXXIII. 1. 3.
XXXIIII. 2. 5.
XXXV. 1. 24.
XXXVI. 1. 11.
XXXVII. 1. 3.
XXXVIII. 1. 1.
XXXIX. 1. 21.
XL. 1. 21.
XLI. 1. 1.
XLII. 1. 3.
XLIII. 1. 25.
XLIIII. 1. 21.
XLV. 1. 21.
XLVI. 1. 21.
XLVII. 1. 21.
XLVIII. 1. 21.
XLIX. 1. 25.
L. 2. 4.
LI. 1. 21.
LII. 1. 15.
LIII. 1. 15.

Chapitre II. De Haro.

LIIII. 1. 25.
LV. 1. 25.
LVI. 1. 25.
LVII. 1. 25.
LVIII. 1. 25.
LIX. 1. 25.

Chapitre III. De Loy apparoissant.

LX. 1. 21.
LXI. 1. 21.
LXII. 1. 21.

Chapitre IIII. De deliurance de namps.

LXIII. 2. 8.
LXIIII. 2. 8.
LXV. 2. 8.
LXVI. 2. 8.
LXVII. 2. 8.
LXVIII. 1. 12.

Chapitre V. De Patronnage d'Eglises.

LXIX. 1. 9.
LXX. 1. 9.
LXXI. 1. 9.
LXXII. 1. 9.
LXXIII. 1. 9.
LXXIIII. 1. 9.
LXXV. 1. 9.

Chap. VI. De Monneage.

LXXVI. 1. 10.
LXXVII. 1. 10.
LXXVIII. 1. 10.
LXXIX. 1. 10.
LXXX. 1. 10.

Chapitre VII. De Banon & defends.

LXXXI. 1. 12.
LXXXII. 1. 12.
LXXXIII. 1. 12.
LXXXIIII. 1. 12.
LXXXV. 1. 11.

Chapitre VIII. De Benefice d'inuentaire.

LXXXVI. 2. 15.
LXXXVII. 2. 15.
LXXXVIII. 2. 15.
LXXXIX. 2. 15.
XC. 2. 15.
XCI. 2. 15.
XCII. 2. 15.
XCIII. 2. 15.
XCIIII. 2. 15.
XCV. 2. 15.
XCVI. 2. 15.
XCVII. 2. 15.
XCVIII. 2. 15.

Chap. IX. Des Fiefs & droicts Feodaux.

XCIX. 2. 2.
C. 2. 2.
CI. 2. 2.
CII. 2. 2.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 1.
CV. 2. 1.
CVI. 2. 1.
CVII. 2. 1.
CVIII. 2. 1.
CIX. 2. 1.
CX. 2. 1.
CXI. 2. 1.
CXII. 2. 1.
CXIII. 2. 1.
CXIIII. 2. 1.

Source : BIU Cujas

Table

CXV. 2. I.
CXVI. 2. I.
CXVII. 2. I.
CXVIII. 2. I.
CXIX. 2. I.
CXX. 2. I.
CXXI. 2. I.
CXXII. 2. I.
CXXIII. 2. I.
CXXIIII. 2. I.
CXXV. 2. I.
CXXVI. 2. I.
CXXVII. 2. I.
CXXVIII. 2. I.
CXXIX. 2. I.
CXXX. 2. I.
CXXXI. 2. I.
CXXXII. 2. I.
CXXXIII. 2. I.
CXXXIIII. 2. I.
CXXXV. 2. I.
CXXXVI. 2. I.
CXXXVII. 2. I.
CXXXVIII. 2. I.
CXXXIX. 2 I.
CXL. 2. I.
CXLI. 2. I.
CXLII. 2. I.
CXLIII. 2. 8.
CXLIIII. I. 5.
CXLV. I. 5.
CXLVI. I. 6.
CXLVII. I. 6.
CXLVIII. I. 6.
CXLIX. I. 25.
CL. I. 25.
CLI. I. 25.
CLII. 2. I.
CLIII. 2. I.
CLIIII. 2. I.
CLV. 2. I.
CLVI. 2. I.
CLVII. 2. I.
CLVIII. 2. I.
CLIX. 2. I.
CLX. 2. I.
CLXI. 2. I.
CLXII. 2. I.
CLXIII. 2. I.
CLXIIII. 2. I.
CLXV. 2. I.
CLXVI. 2. I.
CLXVII. 2. I.
CLXVIII. 2. I.
CLXIX. 2. I.
CLXX. 2. I.
CLXXI. 2. I.
CLXXII. 2. I.
CLXXIII. 2. I.
CLXXIIII. 2. I.
CLXXV. 2. I.
CLXXVI. 2. I.
CLXXVII. 2. I.
CLXCVIII. 2. I.
CLXXIX. 2. I.
CLXXX. 2. I.
CLXXXI. 2. I.
CLXXXII. 2. I.
CLXXXIII. 2. I.
CLXXXIIII. 2. I.
CLXXXV. 2. I.
CLXXXVI. 2. I.
CLXXXVII. 2. I.
CLXXXVIII. 2. I.
CLXXXIX. 2. I.
CXC. 2. I.
CXCI. 2. I.
CXCII. 2. I.
CXCIII. 2. I.
CXCIIII. 1. 6.
CXCV. 1. 11.
CXCVI. 2. I.
CXCVII. 2. I.
CXCVIII. 2. I.
CXCIX. 2. I.
CC. 2. I.
CCI. 2. I.
CCII. 2. I.
CCIII. 2. I.
CCIIII. 2. I.
CCV. 2. I.
CCVI. 1. 11.
CCVII. 1. 11.
CCVIII. 1. 11.
CCIX. 1. 11.
CCX. 1. 11.
CCXI. 1. 6.
CCXII. 1. 6.

Chap. X. De Gardes.

CCXIII. 2. 12.
CCXIIII. 2. 12.
CCXV. 2. 12.
CCXVI. 2. 12.
CCXVII. 2. 12.
CCXVIII. 2. 12.
CCXIX. 2. 12.
CCXX. 2. 12.
CCXXI. 2. 12.
CCXXII. 2. 12.
CCXXIII. 2. 12.
CCXXIIII. 2. 12.
CCXXV. 2. 12.
CCXXVI. 2. 12.
CCXXVII. 2. 12.
CCXXVIII. 2. 12.
CCXXIX. 2. 12.
CCXXX. 2. 12.
CCXXXI. 2. 12.
CCXXXII. 2. 12.
CCXXXIII. 2. 12.
CCXXXIIII. 2. 12.

Chapitre X. I. De Succession en propre & ancien patrimoine tant en ligne directe que collaterale.

CCXXXV. 2. 15.
CCXXXVI. 2. 15.
CCXXXVII. 2. 15.
CCXXXVIII. 2. 15.
CCXXXIX. 2. 15.
CCXL. 2. 15.
CCXLI. 2. 15.
CCXLII. 2. 15.
CCXLIII. 2. 15.
CCXLIIII. 2. 15.
CCXLV. 2. 15.
CCXLVI. 2. 15.
CCXLVII. 2. 3.
CCXLVIII. 2. 15.
CCXLIX. 2. 15.
CCL. 2. 15.
CCLI. 2. 15.
CCLII. 2. 15.
CCLIII. 2. 15.
CCLIIII. 2. 15.
CCLV. 2. 15.
CCLVI. 2. 15.
CCLVII. 2. 15.
CCLVIII. 2. 15.
CCLIX. 2. 15.
CCLX. 2. 15.
CCLXI. 2. 15.
CCLXII. 2. 15.
CCLXIII. 2. 15.
CCLXIIII. 2. 15.
CCLXV. 2. 15.
CCLXVI. 2. 15.
CCLXVII. 2. 15
CCLXVIII. 2. 15.
CCLXIX. 2. 15.
CCLXX. 2. 15.
CCLXXI. 2. 15.
CCLXXII. 2. 15.
CCLXXIII. 2. 15.
CCLXXIIII. 2. 15.
CCLXXV. 2. 15.
CCLXXVI. 2. 14.
CCLXXVII. 2. 15.
CCLXXVIII. 2. 15.

Chapitre XII. Des Successions en propre au Bailliage de Caux & autres lieux, ou ladite Coustume s'estend en la Vicomté de Rouen.

CCLXXIX. 2. 15.
CCLXXX. 2. 15.
CCLXXXI. 2. 15.
CCXXXII. 2. 15.
CCLXXXIII. 2. 15.
CCLXXXIIII. 2. 15.
CCLXXXV. 2. 15.
CCLXXXVI. 2. 15.
CCLXXXVII. 2. 15.

Chap. XIII. Des Successions Collaterale en meubles, Acquests & acquests.

CCLXXXVIII. 2. 15.
CCLXXXIX. 2. 15.
CCXC. 2. 15.
CCXCI. 2. 15.
CCXCII. 2. 15.
CCXCIII. 2. 15.
CCXCIIII. 2. 15.
CCXCV. 2. 15.
CCXCVI. 2. 15.
CCXCVII. 2. 15.
CCXCVIII. 2. 15.
CCXCIX. 2. 15.
CCC. 2. 15.
CCCI. 2. 15.
CCCII. 2. 15.
CCCIII. 2. 15.
CCCIIII. 2. 15.
CCCV. 2. 15.
CCCVI. 2. 15.
CCCVII. 2. 3.
CCCVIII. 2. 3.
CCCIX. 2. 15.
CCCX. 2. 15.
CCCXI. 2. 15.
CCCXII. 2. 15.
CCCXIII. 2. 10.
CCCXIIII. 2. 10.
CCCXV. 2. 10.
CCCXVI. 2. 10.
CCCXVII. 2. 5.
CCCXVIII. 2. 3.

Chap. XIIII. De partage d'heritage.

CCCXIX. 2. 15.
CCCXX. 2. 15.
CCCXXI. 2. 1.
CCCXXII. 2. 1.
CCCXXIII. 2. 1.
CCCXXIIII. 2. 15.
CCCXXV. 2. 15.
CCCXXVI. 2. 15.
CCCXXVII. 2. 15.
CCCXXVIII. 2. 15.
CCCXXIX. 2. 15.
CCCXXX. 2. 15.
CCCXXXI. 2. 15.
CCCXXXII. 2. 15.

Source.: BIU Cujas

CCCXXXIII. 2. 15.
CCCXXXIIII. 2. 15.
CCCXXXV. 2. 15.
CCCXXXVI. 2. 15.
CCCXXXVII. 2. 15.
CCCXXXVIII. 2. 15.
CCCXXXIX. 2. 15.
CCCXL. 2. 1.
CCCXLI. 2. 15.
CCCXLII. 2. 15.
CCCXLIII. 2. 15.
CCCXLIIII. 2. 15.
CCCXLV. 2. 15.
CCCXLVI. 2. 15.
CCCXLVII. 2. 15.
CCCXLVIII. 2. 15.
CCCXLIX. 2. 15.
CCCL. 2. 10.
CCCLI. 2. 10.

Titre XV. De Douaire de femmes & vefuage des maris.

CCCLII. 2. 11.
CCCLIII. 2. 11.
CCCLIIII. 2. 11.
CCCLV. 2. 11.
CCCLVI. 2. 11.
CCCLVII. 2. 11.
CCCLVIII. 2. 11.
CCCLIX. 2. 11.
CCCLX. 2. 11.
CCCLXI. 2. 11.
CCCLXII. 2. 11.
CCCLXIII. 2. 11.
CCCLXIIII. 2. 11.
CCCLXV. 2. 11.
CCCLXVI. 2. 11.
CCCLXVII. 2. 10.
CCCLXVIII. 2. 10.
CCCLXIX. 2. 10.
CCCLXX. 2. 10.
CCCLXXI. 2. 10.
CCCLXXII. 2. 11.
CCCLXXIII. 2. 11.
CCCLXXIIII. 2. 10.
CCCLXXV. 2. 10.
CCCLXXVI. 2. 10.
CCCLXXVII. 2. 10.
CCCLXXVIII. 2. 10.
CCCLXXIX. 2. 10.
CCCLXXX. 2. 10.
CCCLXXXI. 2. 10.
CCCLXXXII. 2. 11.
CCCLXXXIII. 2. 11.
CCCLXXXIIII. 2. 11.
CCCLXXXV. 2. 11.
CCCLXXXVI. 2. 11.
CCCLXXXVII. 2. 11.
CCCLXXXVIII. 2. 11.
CCCLXXXIX. 2. 11.
CCCXC. 2. 13.
CCCXCI. 2. 11.
CCCXCII. 2. 11.
CCCXCIII. 2. 10.
CCCXCIIII. 2. 10.
CCCXCV. 2. 13.
CCCXCVI. 2. 10.

Chap. XVI. Des Teſtamens.

CCCXCVII. 2. 14.
CCCXCVIII. 2 14.
CCCXCIX. 2. 14.
CCCC. 2. 14.
CCCCI. 2. 14.
CCCCII. 2. 14.
CCCCIII. 2. 14
CCCCIIII. 2. 14
CCCCV. 2. 14.
CCCCVI. 2. 15.
CCCCVII. 2. 14.
CCCCVIIII. 2. 14.
CCCCIX. 2. 15.
CCCCX. 2. 14.
CCCCXI. 2. 14.
CCCCXII. 2. 14.
CCCCXIII. 2. 13.
CCCCXIIII. 2. 14.
CCCCXV. 2. 13.
CCCCXVI. 2. 14.

Chapitre XVII. Des Donations.

CCCCXVII. 2. 15.
CCCCXVIII. 2. 13.
CCCCXIX. 2. 13.
CCCCXX. 2. 15.
CCCCXXI. 2. 13.
CCCCXXII. 2. 13.
CCCCXXIII. 2. 13.
CCCCXXIIII. 2. 13.
CCCCXXV. 2. 13.
CCCCXXVI. 2. 13.
CCCCXXVII. 2. 13.
CCCCXXVIII. 2. 13.
CCCCXXIX. 2. 13.
CCCCXXX. 2. 13.
CCCCXXXI. 2. 13.
CCCCXXXII. 2. 13.
CCCCXXXIII. 2. 13
CCCCXXXIIII. 2. 13.
CCCCXXXV. 2. 13.
CCCCXXXVI. 2. 13.

Titre XVIII. Des Retraicts, autrement dict. Clameurs de Bourſe.

CCCCXXXVII. 2. 7.
CCCCXXXVIII. 2. 7.
CCCCXXXIX. 2. 7.
CCCCXL. 2. 7.
CCCCXLI. 2. 7.
CCCCXLII. 2. 7.
CCCCXLIII. 2. 7.
CCCCXLIIII. 2. 7.
CCCCXLV. 2. 7.
CCCCXLVI. 2. 7.
CCCCXLVII. 2. 7.
CCCCXLVIII. 2. 7.
CCCCXLIX. 2. 7.
CCCCL. 2. 7.
CCCCLI. 2. 7.
CCCCLII. 2. 7.
CCCCLIII. 2. 7.
CCCCLIIII. 2. 7.
CCCCLV. 2. 7.
CCCCLVI. 2. 7.
CCCCLVII. 2. 7.
CCCCLVIII. 2. 7.
CCCCLIX. 2. 7.
CCCCLX. 2. 7.
CCCCLXI. 2. 7.
CCCCLXII. 2. 7.
CCCCLXIII. 2. 7.
CCCCLXIIII. 2. 7.
CCCCLXV. 2. 7.
CCCCLXVI. 2. 7.
CCCCLXVII. 2. 7.
CCCCLXVIII. 2. 15.
CCCCLXIX. 2. 3.
CCCCLXX. 2. 7.
CCCCLXXI. 2. 7.
CCCCLXXII. 2. 7.
CCCCLXXIII. 2. 7.
CCCCLXXIIII. 2. 3.
CCCCLXXV. 2. 7.
CCCCLXXVI. 2. 7.
CCCCLXXVII. 2. 7.
CCCCLXXVIII. 2. 7.
CCCCLXXIX. 2. 7.
CCCCLXXX. 2. 7.
CCCCLXXXI. 2. 7.
CCCCLXXXII. 2. 7.
CCCCLXXXIII. 2. 7.
CCCCLXXXIIII. 2. 7.
CCCCLXXXV. 2. 6.
CCCCLXXXVI. 2. 7.
CCCCLXXXVII. 2. 7.
CCCCLXXXVIII. 2. 7. 2. 1.
CCCCLXXXIX. 2. 7.

Chap. XIX. Quelles choſes ſont cenſees meubles: & quelles choſes immeubles.

CCCCXC. 2. 3.
CCCCXCI. 2. 3.
CCCCXCII. 2. 3.
CCCCXCIII. 2. 3.
CCCCXCIIII. 2. 3.
CCCCXCV. 2. 3.
CCCCXCVI. 2. 3.
CCCCXCVII. 2. 3.
CCCCXCVIII. 2. 3.
CCCCXCIX. 2. 3.
Vc. 2. 3.
Vc. I. 2. 3.
Vc. II. 2. 3.
Vc. III. 2. 3.
Vc. IIII. 2. 3.
Vc. V. 2. 3.
Vc. VI. 2. 3.

Chapitre XX. De Preſcription.

Vc. VII. 2. 6.
Vc. VIII. 2. 6.
Vc. IX. 2. 6.
Vc. X. 2. 6.
Vc. XI. 2. 6.
Vc. XII. 2. 1.
Vc. XIII. 1. 21.
Vc. XIIII. 1. 21.
Vc. XV. 2. 6.
Vc. XVI. 2. 6.
Vc. XVII. 1. 12.
Vc. XVIII. 2. 5.
Vc. XIX. 2. 6.
Vc. XX. 2. 6.
Vc. XXI. 2. 6.
Vc. XXII. 2. 6.

Chap. XXI. De Brief de mariage encombré.

Vc. XXIII. 2. 10.
Vc. XXIIII. 2. 10
Vc. XXV. 2. 10.
Vc. XXVI. 2. 10.
Vc. XXVII. 2. 10.
Vc. XXVIII. 2. 10.
Vc. XXIX. 1. 25.
Vc. XXX. 1. 25.
Vc. XXXI. 2. 4.

Chapitre XXII. Des executions par Decret.

Vc. XXXII. 2. 16.
Vc. XXXIII. 2. 16.
Vc. XXXIIII. 2. 16.
Vc. XXXV. 2. 16.
Vc. XXXVI. 2. 16.
Vc. XXXVII. 2. 16.
Vc. XXXVIII. 2. 16.
Vc. XXXIX. 2. 16.
Vc. XL. 2. 16.
Vc. XLI. 2. 16.
Vc. XLII. 2. 16.

Source : BIU Cujas

Table

Vc.XLIII. 2. 16.
Vc.XLIIII. 2. 16.
Vc XLV. 2. 16.
Vc.XLVI. 2. 16.
Vc.XLVII. 2. 16.
Vc.XLVIII. 2. 16.
Vc.XLIX. 2. 16.
Vc.L. 2. 16.
Vc.LI. 2. 16.
Vc.LII. 2. 16.
Vc.LIII. 2. 16.
Vc.LIIII. 2. 16.
Vc.LV. 2. 16.
Vc.LVI. 2. 16.
Vc.LVII. 2. 16.
Vc.LVIII. 2. 16.
Vc.LIX. 2. 16.
Vc LX. 2. 16.
Vc.LXI. 2. 16.
Vc.LXII. 2. 8.
Vc.LIII. 2. 16.
Vc.LXIIII. 2. 16.
Vc.LXV. 2. 16.
Vc.LXVI. 2. 16.
Vc.LXVII. 2. 16.
Vc.LXVIII. 2. 16.
Vc.LXIX. 2. 16.
Vc.LXX. 2. 16.
Vc.LXXI. 2. 16.
Vc.LXXII. 2. 16.
Vc.LXXIII. 2. 16.
Vc.LXXIIII. 2. 16.
Vc.LXXV. 2. 16.
Vc.LXXVI. 2. 16.
Vc.LXXVII. 2. 16.
Vc LXXVIII. 2. 16.
Vc.LXXIX. 2. 16.
Vc.LXXX. 2. 16.
Vc.LXXXI. 2. 16.
Vc.LX XXII. 2. 8.

Chap.XXIII.De Varech.

Vc.LXXXIII. 1. 6.
Vc.LXXXIIII. 1. 6.
Vc.LXXXV. 1. 6.
Vc.LXXXVI. 1. 6.
Vc LXXXVII. 1. 6.
Vc.LXXXVIII. 1. 6.
Vc.LXXXIX. 1. 6.
Vc X C. 1. 6.
Vc.XCI. 1. 6.
Vc.XCII. 1. 6.
Vc XCIII. 1. 6.

Chapitre XXIIII. De Seruitudes.

Vc.XCIIII. 2. 9.
Vc XCV. 2. 9.
Vc.XCVI. 2. 9.
Vc.XCVII. 2. 9.
Vc.XCVIII. 2. 9.
Vc.XCIX. 2. 9.
VIc. 2. 9.
VIc.I. 2. 9.
VIc.II. 2. 9.
VIc.III. 2. 9.
VIc.IIII. 2. 9.
VIc.V. 2. 9.
VIc.VI. 2. 9.
VIc.VII. 2. 9.
VIc.VIII. 2. 9.
VIc.IX. 2. 9.

Coustumes de la Ville de Calais & pays Recõquis.

Tit.I.De la nature & condition des biens.

I. 2. 3.
II. 2. 3.
III. 2. 3.
IV. 2. 3.
V. 2. 3.
VI. 2. 3.
VII. 2. 11.
VIII. 2. 3.
IX. 2. 3.
X. 2. 3.

Titre II.Des Fiefs & Censiues.

XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 2.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 1.

Titre II. De Cõmunauté de biens & autres droits entre conioinctz par mariage.

XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 10.
XXVI. 2. 10.
XXVII. 2. 10.
XXVIII. 2. 10.
XXIX. 2. 10.
XXX. 2. 10.
XXXI. 2. 10.
XXXII. 2. 10.
XXXIII. 2. 10.
XXXIIII. 2. 10.
XXXV. 2. 10.
XXXVI. 2. 10.
XXXVII. 2. 10.
XXXVIII. 2. 10.
XXXIX. 2. 10.
XL. 2. 10.
XLI. 2. 10.
XLII. 2. 10.
XLIII. 2. 10.
XLIIII. 2. 10.
XLV. 2. 10.
XLVI. 2. 10.
XLVII. 2. 10.

Titre IIII. De Douaires.

XLVIII. 2. 11.
XLIX. 2. 11.
L. 2. 11.
LI. 2. 11.
LII. 2. 11.
LIII. 2. 11.
LIIII. 2. 11.
LV. 2. 11.
LVI. 2. 11.
LVII. 2. 11.
LVIII. 2. 11. 2. 1.
LIX. 2. 11.
LX. 2. 11.
LXI. 2. 11.
LXII. 2. 11.
LXIII. 2. 11.
LXIIII. 2. 11.
LXV. 2. 11.

Titre V. De Donations.

LXVI. 2. 13.
LXVII. 2. 13.
LXVIII. 2. 13.
LXIX. 2. 13.
LXX. 2. 13.
LXXI. 2. 13.
LXXII. 2. 13. 2. 1.
LXXIII. 2. 13.
LXXIIII. 2. 13.
LXXV. 2. 13.
LXXVI. 2. 13.
LXXVII. 2. 13.
LXXVIII. 2. 13.
LXXIX. 2. 13.

Tit.VI.Des Testamens & executions d'iceux.

LXXX. 2. 14.
LXXXI. 2. 14.
LXXXII. 2. 14.
LXXXIII. 2. 15.
LXXXIIII. 2. 14.
LXXXV. 2. 14.
LXXXVI. 2. 14.
LXXXVII. 2. 14.
LXXXVIII. 2. 14.
LXXXIX. 2. 14.
XC. 2. 14.
XCI. 2. 14.
XCII. 2. 14.
XCIII. 2. 15.

Titre VII.De Succession en ligne directe & collaterale.

XCIIII. 2. 15.
XCV. 2. 15.
XCVI. 2. 15.
XCVII. 2. 15.
XCVIII. 2. 15.
XCIX. 2. 15.
C. 2. 15.
CI. 2. 15.
CII. 2. 15.
CIII. 2. 15.
CIIII. 2. 15.
CV. 2. 15.
CVI. 2. 15.
CVII. 2. 15.
CVIII. 2. 15.
CIX. 2. 15.
CX. 2. 15.
CXI. 2. 15.
CXII. 2. 15.
CXIII. 2. 15.
CXIIII. 2. 15.
CXV. 2. 15.
CXVI. 2. 15.
CXVII. 2. 15.
CXVIII. 2. 15.
CXIX. 2 15.
CXX. 2. 15.
CXXI. 2. 15.
CXXII. 2. 15.
CXXIII. 2. 15.
CXXIIII. 2. 15.
CXXV. 2. 15.
CXXVI. 2. 15.
CXXVII. 2. 15.
CXXVIII. 2. 15.
CXXIX. 2. 15.
CXXX. 2. 15.
CXXXI. 2. 15.
CXXXII. 2. 15.
CXXXIII. 2. 15.
CXXXIIII. 1. 6.
CXXXV. 1. 6.

Titre VIII.De Garde noble & Bourgeoise.

CXXXVI. 1. 6.

Source : BIU Cujas

CXXXVII. 2. 12.
CXXXVIII. 2. 12.
CXXXIX. 2. 12.
CXL. 2. 12.
CXLI. 2. 12.
CXLII. 2. 12.

Titre IX. De Retraict linager.

CXLIII. 2. 7.
CXLIIII. 2. 7.
CXLV. 2. 7.
CXLVI. 2. 7.
CXLVII. 2. 7.
CXLVIII. 2. 7.
CXLIX. 2. 7.
CL. 2. 7.
CLI. 2. 7.
CLII. 2. 7.
CLIII. 2. 7.
CLIIII. 2. 7.
CLV. 2. 7.
CLVI. 2. 7.
CLVII. 2. 7.
CLVIII. 2. 7.
CLIX. 2. 7.
CLX. 2. 7.
CLXI. 2. 7.
CLXII. 2. 7.
CLXIII. 2. 7.
CLXIIII. 2. 7.
CLXV. 2. 7.
CLXVI. 2. 7.
CLXVII. 2. 7.
CLXVIII. 2. 7.
CLXIX. 2. 7.

Titre X. De Seruitutes & rapports des Esgards & experts.

CLXX. 2. 9.
CLXXI. 2. 9.
CLXXII. 2. 9.
CLXXIII. 2. 9.
CLXXIIII. 2. 9.
CLXXV. 2. 9.
CLXXVI. 2. 9.
CLXXVII. 2. 9.
CLXCVIII. 2. 9.
CLXXIX. 2. 9.
CLXXX. 2. 9.
CLXXXI. 2. 9.
CLXXXII. 2. 9.
CLXXXIII. 2. 9.
CLXXXIIII. 2. 9.
CLXXXV. 2. 9.
CLXXXVI. 2. 9.
CLXXXVII. 2. 9.
CLXXXVIII. 2. 9.
CLXXXIX. 2. 9.
CXC. 2. 9.
CXCI. 2. 9.
CXCII. 2. 9.
CXCIII. 2. 9.
CXCIIII. 2. 9.
CXCV. 2. 9.
CXCVI. 2. 9.
CXCVII. 2. 9.
CXCVIII. 2. 9.
CXCIX. 2. 9.
CC. 2. 9.
CCI. 2. 9.
CCII. 2. 9.
CCIII. 2. 9.
CCIIII. 2. 9.

Titre XI. De Prescription.

CCV. 2. 6.
CCVI. 2. 6.
CCVII. 2. 6.
CCVIII. 2. 6.
CCIX. 2. 6.
CCX. 2. 6.
CCXI. 2. 6.
CCXII. 2. 6.
CCXIII. 2. 6.
CCXIIII. 2. 6.
CCXV. 2. 6.
CCXVI. 2. 6.
CCXVII. 2. 6.
CCXVIII. 2. 6.

Titre XII. Des actions personnelles & hypothecaires.

CCXIX. 2. 5.
CCXX. 2. 5.
CCXXI. 2. 5.
CCXXII. 2. 5.
CCXXIII. 2. 5.
CCXXIIII. 2. 5.
CCXXV. 2. 5.
CCXXVI. 2. 8.
CCXXVII. 2. 8.
CCXXVIII. 2. 5.
CCXXIX. 2. 5.

Titre XIII. De Complainte en cas de Saisine & de nouuellete.

CCXXX. 2. 4.
CCXXXI. 2. 4.

Titre XIIII. D'Arrests Executions & gageries.

CCXXXII. 2. 8.
CCXXXIII. 2. 8.
CCXXXIIII. 2. 8.
CCXXXV. 2. 8.
CCXXXVI. 2. 5.
CCXXXVII. 2. 8
CCXXXVIII. 2. 8.
CCXXXIX. 2. 8.
CCXL. 2. 8
CCXLI. 2. 8.
CCXLII. 2. 8.
CCXLIII. 2. 8.
CCXLIIII. 2. 8.
CCXLV. 2. 8.
CCXLVI. 2. 8.
CCXLVII. 2. 8
CCXLVIII. 2. 8.
CCXLIX. 2. 8.
CCL. 2. 8.

Titre XIIII. De Criees.

CCLI. 2. 16.
CCLII. 2. 16.
CCLIII. 2. 16.
CCLIIII. 2. 16.
CCLV. 2. 16.
CCLVI. 2. 16.
CCLVII. 2. 16.
CCLVIII. 2. 16.
CCLIX. 2. 16.
CCLX. 2. 16.
CCLXI. 2. 16.
CCLXII. 2. 16.
CCLXIII. 2. 16.
CCLXIIII. 2. 16.

Vsances particulieres de la ville & Banlieue de Calais.

I. 1. 16.
II. 1. 16.
III. 1. 16.
IIII. 1. 16.
V. 1. 1.
VI. 1. 1.
VII. 1. 1.
VIII. 1. 1.
IX. 1. 16.
X. 1. 16.
XI. 1. 1.
XII. 1. 16.
XIII. 1 16.
XIIII. 1. 16.
XV. 1. 16.

Coustumes generalles des terres & Seigneuries de Sedan, Iamets, Raulcourt, Florenges & autres souueraines de M. le Duc de Bouillon.

Tit. I. De la difference & qualité des personnes.

I. 1. 1 p. 2. 2.
II. 1. 1.
III. 1. 1.
IIII. 1. 1.
V. 1. 1.
VI. 1. 1.
VII. 1. 1.

Tit. II. De la qualite & difference des biens meubles & immeubles propres & acquests.

VIII. 2. 3.
IX. 2. 3.
X. 2. 3.
XI. 2. 3.
XII. 2. 3.
XIII. 2. 3.
XIIII. 2. 3.
XV. 2. 3.
XVI. 2. 3.
XVII. 2. 3.
XVIII. 2. 3.
XIX. 2. 5.
XX. 2. 5.
XXI. 2. 5.
XXII. 2 5.
XXIII. 2. 3.
XXIIII. 2. 3.
XXV. 2. 3.
XXVI. 2. 3.
XXVII. 2. 3.
XXVIII. 2. 3.
XXIX. 2. 3.
XXX. 2. 3.
XXXI. 2. 3.
XXXII. 2. 3.
XXXIII. 2. 3.
XXXIIII. 2. 3.
XXXV. 2. 3.
XXXVI. 2. 3.
XXXVII. 2. 3.
XXXVIII. 2. 3.
XXXIX. 2. 3.
XL. 2. 3.
XLI. 2. 3.

Titre III. Des Fiefs.

XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 7.

Source : BIU Cujas

Table

LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.

Titre IIII *De Communauté de biens.*

LXXVI. 2. 10.
LXXVII. 2. 10.
LXXVIII. 2. 10.
LXXIX. 2. 10.
LXXX. 2. 10.
LXXXI. 2. 10.
LXXXII. 2. 10.
LXXXIII. 2. 10.
LXXXIIII. 2. 10.
LXXXV. 2. 10.
LXXXVI. 2. 10.
LXXXVII. 2. 10.
LXXXVIII. 2. 10.
LXXXIX. 2. 10.
XC. 2. 10.
XCI. 2. 10.
XCII. 2. 10.
XCIII. 2. 10.
XCIIII. 2. 10.
XCV. 2. 10.
XCVI. 2. 10.
XCVII. 2. 10. 2. l.

Titre V. De Donations & conuentions entre l'hõme & la femme.

XCVIII. 2. 13.
XCIX. 2. 13.
C. 2. 13.
CI. 2. 13.
CII. 2. 13.
CIII. 2. 13.
CIIII. 2. 13.
CV. 2. 13.
CVI. 2. 10.
CVII. 2. 10.

Titre VI. De Donations faictes entre vifs.

CVIII. 2. 13.
CIX. 2. 13.
CX. 2. 13.
CXI. 2. 13.
CXII. 2. 13.
CXIII. 2. 13.
CXIIII. 2. 13.
CXV. 2. 13.
CXVI. 2. 13.
CXVII. 2. 14.
CXVIII. 2. 13.
CXIX. 2 13.
CXX. 2. 10.
CXXI. 2. 13.

Titre VII. Des Testamens & executions d'iceux.

CXXII. 2. 15.
CXXIII. 2. 14.
CXXIIII. 2. 14.
CXXV. 2. 14.
CXXVI. 2. 13.
CXXVII. 2. 13.
CXXVIII. 2. 15.
CXXIX. 2. 15.
CXXX. 2. 15.
CXXXI. 2. 14.
CXXXII. 2. 14.
CXXXIII. 2. 14.
CXXXIIII. 2. 14.
CXXXV. 2. 14.
CXXXVI. 2. 14.
CXXXVII. 2. 14.
CXXXVIII. 2. 14.
CXXXIX. 2. 14.

Tit. VIII. De Tuteurs Curateurs, Gardiens & Baillistres de mineurs.

CXL. 2. 12. 2. l.
CXLI. 2. 12.
CXLII. 2 12.
CXLIII. 2. 12.
CXLIIII. 2. 12.
CXLV. 2. 12.
CXLVI. 2. 12.
CXLVII. 2. 12.
CXLVIII. 2. 12.
CXLIX. 2. 12.
CL. 2. 12.
CLI. 2. 12.
CLII. 2. 12.
CLIII. 2. 1.
CLIIII. 2. 1.
CLV. 2. 12.

Titre IX. De Successions & Partages.

CLVI. 2. 15.
CLVII. 2. 15.
CLVIII. 2. 1.
CLIX. 2. 1.
CLX. 2. 1.
CLXI. 2. 1.
CLXII. 2. 1.
CLXIII. 2. 1. & 15.
CLXIIII. 2. 1.
CLXV. 2. 1.
CLXVI. 2. 15.
CLXVII. 2. 15.
CLXVIII. 2. 15.
CLXIX. 2. 15.
CLXX. 2. 1.
CLXXI. 2. 15.
CLXXII. 2. 15.
CLXXIII. 2. 15.
CLXXIIII. 2. 15.
CLXXV. 2. 15.
CLXXVI. 2. 15.
CLXXVII. 2. 15.
CLXXVIII. 2. 15.
CLXXIX. 2. 15.
CLXXX. 2. 15.
CLXXXI. 2. 15.
CLXXXII. 2. 15.
CLXXXIII. 2. 15.
CLXXXIIII. 2. 15.
CLXXXV. 2. 15.
CLXXXVI. 2. 15.
CLXXXVII. 2. 15.
CLXXXVIII. 2. 15.
CLXXXIX. 2. 15.
CXC. 2. 15.
CXCI. 2. 15.
CXCII. 2. 15.
CXCIII. 2. 15.
CXCIIII. 2. 15.
CXCV. 2. 15.
CXCVI. 2. 15.
CXCVII. 1. 6.
CXCVIII. 1. 6.
CXCIX. 2. 15.
CC. 2. 15.
CCI. 2. 15.
CCII. 2. 15.
CCIII. 2. 15.

Titre X. De Douaire.

CCIIII. 2. 11.
CCV. 2. 11.
CCVI. 2. 11.
CCVII. 2. 11.
CCVIII. 2. 10.
CCIX. 2 11.
CCX. 2. 11.
CCXI 2. 11.
CCXII. 2. 11.
CCXIII. 2. 11.
CCXIIII. 2. 11.
CCXV. 2. 11.
CCXVI. 2. 11.

Tit XI. De Retraict Lignager.

CCXVII. 2. 7.
CCXVIII. 2 7.
CCXIX. 2. 7.
CCXX. 2. 7.
CCXXI. 2. 7.
CCXXII. 2. 7.
CCXXIII. 2. 7.
CCXXIIII. 2. 7.
CCXXV. 2. 7.
CCXXVI. 2. 7.
CCXXVII. 2. 7.
CCXXVIII. 2. 7.
CCXXIX. 2. 7.
CCXXX. 2. 7.
CCXXXI. 2. 7.
CCXXXII. 2. 7.
CCXXXIII. 2. 7.
CCXXXIIII. 2. 7.
CCXXXV. 2. 7.
CCXXXVI. 2. 7.
CCXXXVII. 2. 7.
CCXXXVIII. 2. 7.
CCXXXIX. 2. 7.
CCXL. 2. 7.
CCXLI. 2. 7.
CCXLII. 2. 7.
CCXLIII. 2. 7.
CCXLIIII. 2. 7.
CCXLV. 2. 7.
CCXLVI. 2. 7.
CCXLVII. 2. 7.
CCXLVIII. 2. 7.
CCXLIX. 2. 7.
CCL. 2. 7.
CCLI. 2. 7.
CCLII. 2. 7.
CCLIII. 2. 7.
CCLIIII. 2. 7.
CCLV. 2. 7.
CCLVI. 2. 7.
CCLVII. 2. 7.

Titre XII. De Saisine & Possession.

CCLVIII. 2. 2.
CCLIX. 2. 2.
CCLX. 2. 2.
CCLXI. 2. 2.

Source : BIU Cujas

CCLXII. 2. 2.
CCLXIII. 2. 4.

Tit. XIII. D'hypotheque.

CCLXIIII. 2. 5.
CCLXV. 2. 5.
CCLXVI. 2. 15.
CCLXVII. 2. 5.
CCLXVIII. 2. 5.
CCLXIX. 2. 10.
CCLXX. 2. 5.
CCLXXI. 2. 5.
CCLXXII. 2. 5.
CCLXXIII. 2. 8.
CCLXXIIII. 2. 8.
CCLXXV. 2. 8.
CCLXXVI. 2. 8.

Tit. XIIII. De Servitudes reelles.

CCLXXVII. 2. 9.
CCLXXVIII. 2. 9.
CCLXXIX. 2. 9.
CCLXXX. 2. 9.
CCLXXXI. 2. 9.
CCLXXXII. 2. 9.
CCLXXXIII. 2. 9.
CCLXXXIIII. 2. 9.
CCLXXXV. 2. 9.
CCLXXXVI. 2. 9.
CCLXXXVII. 2. 9.
CCLXXXVIII. 2. 9.
CCLXXXIX. 2. 9.
CCXC. 2. 9.
CCXCI. 2. 9.
CCXCII. 2. 9.
CCXCIII. 2. 9.
CCXCIIII. 2. 9.
CCXCV. 2. 9.
CCXCVI. 2. 9.
CCXCVII. 2. 9.
CCXCVIII. 2. 9.
CCXCIX. 2. 9.
CCC. 2. 9.

Tit. XV. Des Pasquis, Pasturages, Aisances & Vsages.

CCCI. 1. 12.
CCCII. 1. 12.
CCCIII. 1. 12.
CCCIIII. 1. 12.
CCCV. 1. 5.
CCCVI. 1. 11.
CCCVII. 1. 11.

Tit. XVI. De Prescription.

CCCVIII. 2. 6.
CCCIX. 2. 6.
CCCX. 2. 6.
CCCXI. 2. 6.
CCCXII. 2. 6.
CCCXIII. 2. 6.
CCCXIIII. 2. 6.
CCCXV. 2. 6.
CCCXVI. 2. 6.
CCCXVII. 2. 6.
CCCXVIII. 2. 6.
CCCXIX. 1. 21.
CCCXX. 1. 21.
CCCXXI. 1. 21.
CCCXXII. 1. 21.
CCCXXIII. 2. 9.
CCCXXIIII. 2. 6.
CCCXXV. 2. 6.
CCCXXVI. 2. 6.

Coustumes du Duché & Bailliage de Touraine, anciens Ressorts & enclaues regis & gouuernez selon iceluy.

Tit. I. De Basse Iustice, autrement dicte Basse Voirie.

I. 1. 3. & 15.
II. 2. 1. & 2.
III. 2. 1.
IIII. 2. 21.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 1. 8.
VIII. 1. 8.
IX. 1. 8.
X. 1. 8.
XI. 1. 8.
XII. 1. 8.
XIII. 1. 8. 2. 1.
XIIII. 1. 8.
XV. 1. 8. 2. 1.
XVI. 1. 8.
XVII. 1. 6.
XVIII. 2. 8.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1. & 8.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 8.
XXIIII. 2. 8.
XXV. 2. 8.
XXVI. 2. 8.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 8.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 11. & 13.
XXXVIII. 2. 1.

Tit. II. De Moyenne Iustice, appellée Grand Voirie.

XXXIX. 1. 3. & 15.
XL. 1. 3.
XLI. 1. 3.
XLII. 1. 3.
XLIII. 1 6.
XLIIII. 2. 8.
XLV. 2. 8.
XLVI. 1. 3. & 15.
XLVII. 1. 6.
XLVIII. 1. 3.
XLIX. 1. 8.
L. 1. 8.
LI. 1. 3.

Tit. III. D'Espaues mobiliaires.

LII. 1. 6.
LIII. 1. 6.
LIIII. 1. 6.

Tit. IIII. De Haute Iustice, où n'y a droict de Comté, Vicomté, Baronnie ou Chastellenie.

LV. 1. 3. & 15.
LVI. 1. 15.
LVII. 1. 8.
LVIII. 1. 3.

Tit. V. Des Droicts de Chastellain nõ ayant droit de Comté, Vicomté ou Baronnie.

LIX. 1. 4. & 15. 2. 8.
LX. 1. 4.
LXI. 2. 1.
LXII. 1. 4.
LXIII. 1. 14.
LXIIII. 1. 4.
LXV. 1. 14.
LXVI. 1. 14.
LXVII. 1. 14.
LXVIII. 1. 14.
LXIX. 1. 14.

Tit. VI. Des droicts de Baronnie.

LXX. 1. 4.
LXXI. 1. 4
LXXII. 1. 4.
LXXIII. 1. 4.

Titre VII. Des droicts des Comtes & de leurs preeminences.

LXXIIII. 1. 4.
LXXV. 1. 4.
LXXVI. 1. 4.
LXXVII. 1. 19.
LXXVIII. 1. 19.
LXXIX. 1. 15.
LXXX. 1. 15.

Tit. VIII. Des droicts de Peage & Coustume.

LXXXI. 1. 7.
LXXXII. 1. 7.
LXXXIII. 1. 7.
LXXXIIII. 1. 7.
LXXXV. 1. 7.
LXXXVI. 1. 7.
LXXXVII. 1. 7.

Titre IX. Des loyaux Aydes & Roucins de seruice, & des Gardes deuz aux Chasteaux des Seigneurs.

LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 1.
XCI. 2. 1.
XCII. 2. 1.
XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2 1.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 1.
XCIX. 2. 1.

Titre X. Des droicts de Fautrage & Preage.

C. 1. 7.
CI. 1. 7.

Tit. XI. Du droict de Ban à vin.

CII. 1. 7.

Tit. XII. Du droict d'Indemnité.

CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 1.
CV. 2. 1.
CVI. 2. 1.
CVII. 2. 6.
CVIII. 2. 1.

Tit. XIII. Des hommages & offres qui se doiuẽt faire par le Vassal a son Seigneur.

Source : BIU Cujas

Table

CIX. 2. 1.
CX. 2. 1.
CXI. 2. 1.
CXII. 2. 1.
CXIII. 2. 1.
CXIIII. 2. 1.
CXV. 2. 1. 2. l.
CXVI. 2. 1.
CXVII. 2. 1.

Tit. XIIII. *De depié de fief & des Parages.*

CXVIII. 2. 1.
CXIX. 2. 1.
CXX. 2. 1.
CXXI. 2. 1.
CXXII. 2. 1.
CXXIII. 2. 2.
CXXIIII. 2. 1.
CXXV. 2. 1.
CXXVI. 2. 1.
CXXVII. 2. 1.
CXXVIII. 2. 1.
CXXIX. 2. 1.
CXXX. 2. 1.
CXXXI. 2. 1.

Titre XV. Des Rachats & ventes.

CXXXII. 2. 1.
CXXXIII. 2. 1.
CXXXIIII. 2. 1.
CXXXV. 2. 1.
CXXXVI. 2. 1.
CXXXVII. 2. 1.
CXXXVIII. 2. 1.
CXXXIX. 2. 1. 2. l.
CXL. 2. 1.
CXLI. 2. 1.
CXLII 2. 1.
CXLIII. 2. 1.
CXLIIII. 2. 1.
CXLV. 2. 2.
CXLVI. 2. 2.
CXLVII. 2. 2. 2. l.
CXLVIII. 2. 2.
CXLIX. 2. 2.
CL. 2. 2.
CLI. 2. 2.

Titre XVI. De Retraicts.

CLII. 2. 7.
CLIII. 2. 7.
CLIIII. 2. 7.
CLV. 2. 7.
CLVI. 2. 7. 2. l.
CLVII. 2. 7.
CLVIII. 2. 7.
CLIX. 2. 7.
CLX. 2. 6.
CLXI. 2. 7.
CLXII. 2. 7.
CLXIII. 2. 7.
CLXIIII. 2. 7.
CLXV. 2. 1.
CLXVI. 2. 7.
CLXVII. 2. 7.
CLXVIII. 2. 7.
CLXIX. 2. 7.
CLXX. 2. 7.
CLXXI. 2. 7.
CLXXII. 2. 7.
CLXXIII. 2. 7.
CLXXIIII. 2. 7.
CLXXV. 2. 7.
CLXXVI. 2. 7.
CLXXVII. 2. 7.
CLXXVIII. 2. 7.
CLXXIX. 2. 7.
CLXXX. 2. 7.
CLXXXI. 2. 7.
CLXXXII. 2. 7.
CLXXXIII. 2. 7.
CLXXXIIII. 2. 7.
CLXXXV. 2. 7.
CLXXXVI. 2. 1.
CLXXXVII. 2. 7.
CLXXXVIII. 2. 1.
CLXXXIX. 2. 7
CXC. 2. 7.
CXCI. 2. 7.
CXCII. 2. 7.
CXCIII. 2. 7.
CXCIIII. 2. 7.
CXCV. 2. 7. 2. l.
CXCVI. 2. 15.
CXCVII. 2. 7.

Tit. XVII. *De delaiſſemens & Eſponces d'heritages.*

CXCVIII. 2. 5.
CXCIX. 2. 5.
CC. 2. 5.
CCI. 2. 5.

Tit. XVIII. *Des Heritages defenſables.*

CCII. 1. 12.
CCIII. 1. 12.
CCIIII. 1. 12.
CCV. 1. 12.
CCVI. 1. 12.
CCVII. 1. 12.

Titre XIX *De Preſcription.*

CCVIII. 2. 6.
CCIX. 2. 6.
CCX. 2. 5.
CCXI. 2. 6.

Tit. XX. *Des Veues, & eſgouts de maiſons & autres ſeruitutes.*

CCXII. 2. 9.
CCXIII. 2. 9.

Tit. XXI. *De Rentes & hypotheques.*

CCXIIII. 2. 16.
CCXV. 2. 16.
CCXVI. 2. 16.
CCXVII. 2. 5.
CCXVIII. 2. 5.
CCXIX. 2. 5.
CCXX. 2. 8.

Tit. XXII. *Des choſes reputees Meubles ou Immeubles.*

CCXXI. 2. 3.
CCXXII. 2. 3.
CCXXIII. 2. 3.
CCXXIIII. 2. 3.
CCXXV. 2. 3.
CCXXVI. 2. 3.
CCXXVII. 2. 3.
CCXXVIII. 2. 3.
CCXXIX. 2. 3.

Titre XXIII. *De Communauté de biens.*

CCXXX. 2. 10.
CCXXXI. 2. 10.
CCXXXII. 2. 10.

Tit. XXIIII. *De Donations.*

CCXXXIII. 2. 13.
CCXXXIIII. 2. 13.
CCXXXV. 2. 13.
CCXXXVI. 2. 13.
CCXXXVII. 2. 13.
CCXXXVIII. 2. 13.
CCXXXIX. 2. 13.
CCXL. 2. 13.
CCXLI. 2. 13.
CCXLII. 2. 13.
CCXLIII. 2. 13.
CCXLIIII. 2. 13.
CCXLV. 2. 13.
CCXLVI. 2. 13.
CCXLVII. 2. 10. & 13.
CCXLVIII. 2. 13.
CCXLIX. 2. 13.
CCL. 2. 13.
CCLI. 2. 13.
CCLII. 2. 13.
CCLIII. 2. 13.
CCLIIII. 2. 13.
CCLV. 1. 5.
CCLVI. 2. 13.
CCLVII. 2. 13.

Titre XXV. *Des Succeſſions entre nobles: fors en Baronnie.*

CCLVIII. 2. 15.
CCLIX. 2. 15.
CCLX. 2. 1.
CCLXI. 2. 1.
CCLXII. 2. 15.
CCLXIII. 2. 15.
CCLXIIII. 2. 1.
CCLXV. 2. 1.
CCLXVI. 2. 1.
CCLXVII. 2. 1.
CCLXVIII. 2. 15.
CCLXIX. 2. 10.
CCLXX. 2. 10.
CCLXXI. 2. 15.
CCLXXII. 2. 15.
CCLXXIII. 2. 1. 2. l.
CCLXXIIII. 2. 15.
CCLXXV. 2. 1.
CCLXXVI. 2. 1.
CCLXXVII. 2. 1.
CCLXXVIII. 2. 1.
CCLXXIX. 2. 1.
CCLXXX. 2. 1.
CCLXXXI. 2. 1.
CCLXXXII. 2. 15.
CCLXXXIII. 2. 15.
CCCLXXXIIII. 2. 15.
CCCLXXXV. 2. 15.
CCLXXXVI. 2. 15.
CCLXXXVII. 2. 15. 2. l.
CCLXXXVIII 2. 15.
CCLXXXIX. 2. 15.
CCXC. 2. 10.
CCXCI. 2. 10.
CCXCII. 2. 10.
CCXCIII. 2. 10.

Titre XXVI. *De partage de Comté, Vicomté & Baronnie.*

CCXCIIII. 2. 1.
CCXCV. 2. 1.

Titre XXVII. *De Succeſſions de gens roturiers ou Couſtumiers.*

CCXCVI. 2. 15.
CCXCVII. 2. 1. 2. l. & 15.
CCXCVIII. 2. 1.
CCXCIX. 2. 15.

Source : BIU Cujas

CCC. 2. 15.
CCCI. 2. 15.
CCCII. 2. 15.
CCCIII. 2. 15.
CCCIIII. 2. 15.
CCCV. 2. 10.
CCCVI. 2. 10.
CCCVII. 2. 10.
CCCVIII. 2. 10.
CCCIX. 2. 15.
CCCX. 2. 15.
CCCXI. 2. 15.
CCCXII. 2. 15.
CCCXIII. 2. 15.
CCCXIIII. 2. 15.
CCCXV. 2. 15.
CCCXVI. 2. 15.
CCCXVII. 2. 1.
CCCXVIII. 2. 2.
CCCXIX. 2. 10.

Tit. XXVIII. De Succeßion de Baſtard.

CCCXX. 1. 6.
CCCXXI. 1. 6.

Tit. XXIX. De Teſtamens.

CCCXXII. 2. 14.
CCCXXIII. 2. 14.
CCCXXIIII. 2. 14.
CCCXXV. 2. 14.

Tit. XXX. De Douaires.

CCCXXVI. 2. 11. 2. 1.
CCCXXVII. 2. 11.
CCCXXVIII. 2. 11.
CCCXXIX. 2. 11.
CCCXXX. 2. 10.
CCCXXXI. 2. 11.
CCCXXXII. 2. 11.
CCCXXXIII. 2. 11.
CCCXXXIIII. 2. 11.
CCCXXXV. 2. 1.
CCCXXXVI. 2. 1.
CCCXXXVII. 2. 11.
CCCXXXVIII. 2. 11.

Tit. XXXI. Du Bail.

CCCXXXIX. 2. 12. 2. 1.
CCCXL. 2. 12.
CCCXLI. 2. 12.
CCCXLII. 2. 12.
CCCXLIII. 2. 1.
CCCXLIIII. 2. 1.
CCCXLV. 2. 12.

Tit XXXII. de Tuteurs ou Curateurs.

CCCXLVI. 2. 12.
CCCXLVII. 2. 12.
CCCXLVIII. 2. 10. & 12.
CCCXLIX. 2. 10.
CCCL. 2. 12.

Tit. XXXIIII. D'Emancipation.

CCCLI. 2. 10.

Tit. XXXIIII. D'Aſſiette de Rentes.

CCCLII. 2. 2.
CCCLIII. 2. 2.
CCCLIIII. 2. 2.
CCCLV. 2. 2.
CCCLVI. 2. 2.
CCCLVII. 2. 2.
CCCLVIII. 2. 2.
CCCLIX. 2. 2.
CCCLX. 2. 2.
CCCLXI. 2. 2.
CCCLXII. 2. 2.
CCCLXIII. 2. 2.

Tit. XXXV. D'Amendes.

CCCLXIIII. 1. 5.
CCCLXV. 2. 1.
CCCLXVI. 1. 5.
CCCLXVII. 1. 5.
CCCLXVIII. 2. 1.
CCCLXIX. 1. 5.
CCCLXX. 2. 8.
CCCLXXI. 1. 23.
CCCLXXII. 1. 5.
CCCLXXIII. 1. 11.
CCCLXXIIII. 1. 23.
CCCLXXV. 1. 5.
CCCLXXVI. 2. 2.
CCCLXXVII. 1. 5.

Tit XXXVI. de Crimes.

CCCLXXVIII. 2. 8.

Tit. XXXVII. Couſtume Locale.

CCCLXXIX. 1. 3.

Couſtumes Locales des quelques Seigneuries particulieres du Reſſort de Tours Chaſtillon ſur Yndre.

I. 1. 2.
II. 1. 2.
III. 1. 8.

FROMENTEAV.

I. 1. 2.

AMBOISE.

I. 1. 6.
II. 1. 8.

MONTRICHARD.

I. 1. 6. & 15.

MAIREMONSTIER.

I. 15.

PRVILLY.

I. 1. 6.
II. 1. 6.
III. 1. 15.
IV. 1. 4.
V. 1. 4.

AZAY LE FERRON.

I. 1. 3.
II. 1. 15.
III. 1. 2.
IIII. 1. 8.

SAINCTEIVLITE.

I. 1. 4.

LA ROCHE-DEPOVZAY.

I. 1. 6.

LAGVIERCHE.

I. 1. 6.

LIGVEIL.

I. 2. 1.

LAMOTHE SVRYNDRE.

I. 1. 3.

BVZANCOIS.

I. 1. 3.
II. 1. 15.
III. 1. 3.
IIII. 1. 8.
V. 1. 2.
VI. 1. 6.

BAVCHE.

I. 1. 3.
II. 1. 15.
III. 1. 11.
IV. 1. 11.
V. 1. 2.

S. GENOVST.

I. 1. 3.
II. 1. 8.
III. 1. 6.
IIII. 1. 2.

LACONDRAY.

I. 1. 2.

MAIZIERES.

I. 1. 3.
II. 2. 1.
III. 1. 8.
IV. 1. 8.
V. 1. 8.
VI. 1. 8.
VII. 1. 11.
VIII. 1. 5.
IX. 1. 8.
X. 1. 3.
XI. 1. 6.
XII. 1. 6.
XIII. 1. 3.
XIIII. 1. 11.
XV. 1. 11.
XVI. 1. 7.
XVII. 1. 7.
XVIII. 1. 7.
XIX. 1. 15.
XX. 1. 2.

S. CYRAN EN BRENE.

I. 1. 3. & 2. 1.
II. 1. 8.
III. 1. 8.
IIII. 1. 11.
V. 1. 11.
VI. 1. 6.
VII. 1. 7.
VIII. 1. 2.

L'ISLE SAVARY.

I. 1. 3.
II. 1. 15.
III. 1. 6.
IV. 1. 3.
V. 1. 8.
VI. 1. 8.
VII. 1. 8.
VIII. 1. 4.
IX. 1. 2.
X. 1. 11.

CHASTEAV-REGNAVD.

I. 1. 8.
II. 1. 4.
III. 1. 15.

HERBAVLT.

I. 2. 2.
II. 1. 8.

FRACINE.

I. 1. 4.

LES ESCLVSES.

I. 1. 12.
II. 1. 7.
III. 1. 7.
IIII. 1. 7.

Les Couſtumes generales du Pays & Duché d'Anjou contenant XVI. parties.

Titre I. Partie premiere Des Seigneurs temporels, de leurs Iuſtices: des mercs d'icelles: des droicts, prerogatiues & congnoiſſances, qu'ils ont l'vn ſur l'autre, de degré en degré: des droicts qu'ils ont ſur leurs ſuiets: ſans preiudice des droicts que le Roy a vniuerſellement par tout le Royaume: & de moyenne Iuſtice: & de dommage de beſtes.

Source : BIU Cujas

Table

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 1. 3.
IV. 1. 3.
V. 2. 1.
VI. 2. 1. 2. l.
VII. 2. 1.
VIII. 1. 3. & 7.
IX. 1 7.
X. 1. 6.
XI. 1. 7.
XII. 1. 3.
XIII. 1. 6.
XIIII. 1. 6.
XV. 1. 8.
XVI. 1. 8.
XVII. 1. 8.
XVIII. 1. 8.
XIX. 1. 8.
XX. 1. 8.
XXI. 1. 8.
XXII. 1. 8.
XXIII. 1. 8.
XXIIII. 1. 8.
XXV. 1. 8.
XXVI. 1. 8. 2. l.
XXVII. 1. 8.
XXVIII. 1. 8.
XXIX. 1. 11.
XXX. 1. 7. & 8.
XXXI. 1. 8.
XXXII. 1. 13.
XXXIII. 1. 13.
XXXIIII. 1. 13.
XXXV. 1. 13.
XXXVI. 1. 13.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.

Tit. II. De Moyenne Iuſtice, laquelle moyenne Iuſtice, grand voyrie & Iuſtice à ſang eſt tout vn.

XXXIX. 1. 3.
XL. 1. 3. & 6.
XLI. 1. 6.

Tit. III. De Haute Iuſtice.

XLII. 1. 3.

Tit. IIII. Des Droicts de Chaſtellenie.

XLIII 1. 4.
XLIIII. 1. 4.
XLV. 1. 4.
XLVI. 1. 4. & 15.

Tit. V. Des Seigneurs Barons.

XLVII. 1. 4. & 6.
XLVIII. 1. 4.
XLIX. 1. 4.
L. 1. 7.
LI. 1. 7.
LII. 1. 7.
LIII. 1. 7.
LIIII. 1. 7.
LV. 1. 7.
LVI. 1. 7.
LVII. 1. 7.
LVIII. 1. 7.
LIX. 1. 7.
LX. 2. 9.
LXI. 1. 6.
LXII. 1. 4.
LXIII. 1. 4.
LXIIII. 1. 15.

Titre VI.

Seconde partie traicte des cas, deſquels le Prince, videlicet le Duc D'Anjou a la preuention ſur ſes ſuiets: & deſquels il reud la Cour à ſes Vaſſaux: & les Vaſſaux à leurs ſuiets de degré en degré: & auſsi des exemptions par appel ou autrement.

LXV. 1. 21.
LXVI. 1. 21.
LXVII. 1. 23.
LXVIII. 1. 23.
LXIX. 1. 23.
LXX. 1. 23.
LXXI. 1. 25.
LXXII. 1. 25.
LXXIII. 1. 25.
LXXIIII. 1. 25.
LXXV. 1. 21.
LXXVI. 1. 21.
LXXVII. 1. 21.
LXXVIII. 1. 21.
LXXIX. 1. 21.
LXXX. 1. 21.
LXXXI. 1. 21.
LXXXII. 1. 21.
LXXXIII. 1. 21.

Titre VII.

Tierce partie eſt de la nature des fiefs & des prouffits & aduentures, qui appartiennent aux Seigneurs d'iceux: & en icelle partie eſt traicté de la matiere des Bails: & en quelle maniere le Seigneur peut aſsigner ſur ſon fief & prendre par defaut d'homme.

LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 12. 3. l.
LXXXVI. 2. 12.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 12.
LXXXIX. 2. 12.
XC. 2. 12.
XCI. 2. 12.
XCII. 2. 12.
XCIII. 2. 12.
XCIIII. 2. 12.
XCV. 2. 12.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 12.
XCIX. 2. 1.
C. 2. 1.
CI. 2. 1.
CII. 2. 1.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 1.
CV. 2. 1.
CVI. 2. 1.
CVII. 2. 1.
CVIII. 2. 1.
CIX. 2. 1.
CX. 2. 1.
CXI. 2. 1.
CXII. 2. 1.
CXIII. 2. 1.
CXIIII. 2. 1.
CXV. 2. 1.
CXVI. 2. 1.
CXVII. 2. 1.
CXVIII. 2. 1.
CXIX. 2 1.
CXX. 2. 1.
CXXI. 2. 1.
CXXII. 2. 1.
CXXIII. 2. 1.
CXXIIII. 2. 1.
CXXV. 2. 1.
CXXVI. 2. 1. 2. l.
CXXVII. 2. 1.
CXXVIII. 2. 1.
CXXIX. 2. 1.
CXXX. 2. 1.
CXXXI. 2. 1.
CXXXII. 2. 1.
CXXXIII. 2 1.
CXXXIIII. 2. 1.
CXXXV. 2. 1.
CXXXVI. 2. 1.
CXXXVII. 2. 1.
CXXXVIII. 2. 1.
CXXXIX. 2. 1.

Tit. VIII. Des terres tenues en franc-Aleu.

CXL. 2. 2.

Tit. IX.

La quarte partie eſt de la punition des crimes & des amendes, prouffits, forfaitures, pertes de fief, ventes, aduentures & confiſcations que les Seigneurs ont ſur leurs ſuiets & en quel cas.

CXLI. 1. 25.
CXLII. 1. 5.
CXLIII. 1. 5.
CXLIIII. 1. 5.
CXLV. 1. 25.
CXLVI. 2. 8.
CXLVII. 1. 25.
CXLVIII. 1. 25.
CXLIX. 1. 25.
CL. 1. 6.
CLI. 1. 6.
CLII. 1. 21.
CLIII. 2. 2.
CLIIII. 2. 2.
CLV. 2. 2.
CLVI. 2. 2.
CLVII. 2. 2.
CLVIII. 2. 2.
CLIX. 2. 2.
CLX. 2. 2.
CLXI. 2. 2.
CLXII. 2. 2.
CLXIII. 1. 5.
CLXIIII. 1. 11.
CLXV. 1. 5.
CLXVI. 1. 23.
CLXVII. 1. 5.
CLXVIII. 1. 5.
CLXIX. 2. 1.
CLXX. 2. 1.
CLXXI. 1. 13.
CLXXII. 1. 5.
CLXXIII. 1. 14.
CLXXIIII. 2. 1.
CLXXV. 2. 1.
CLXXVI. 2. 1.
CLXXVII. 2. 1.
CLXXVIII. 2. 2.
CLXXIX. 2. 2.
CLXXX. 2. 2.
CLXXXI. 2. 1.
CLXXXII. 1. 11.
CLXXXIII. 1. 12.
CLXXXIIII. 1. 7.
CLXXXV. 1. 7.
CLXXXVI. 1. 7.

Titre X.

La cinquieſme partie eſt des cas, eſquels le Vaſſal perd ſon Fief, enuers ſon Seigneur, c'eſt à ſçauoir tout ce qu'il tient de ſondit Seigneur à foy, & hõmage, & auſsi des cas, eſquels le Seigneur perd l'obeiſſance de ſon homme.

CLXXXVII. 2. 1.
CLXXXVIII. 2. 1.
CLXXXIX. 2. 1.
CXC. 2. 1.

Source : BIU Cujas

CXCI. 2. 1.
CXCII. 1. 11. & 13.
CXCIII. 2. 1.
CXCIIII. 2. 1.
CXCV. 2. 1.
CXCVI. 1. 23.
CXCVII. 2. 1.
CXCVIII. 1. 3.
CXCIX. 2. 4.
CC. 2. 2.

Tit. XI.

La VI. partie est de la matiere de depiéde fief & des Parages.

CCI. 2. 1.
CCII. 2. 1.
CCIII. 2. 1.
CCIIII. 2. 1.
CCV. 2. 1.
CCVI. 2. 1.
CCVII. 2. 1.
CCVIII. 2. 1.
CCIX. 2. 1.
CCX. 2. 1.
CCXI. 2. 1.
CCXII. 2. 1.
CCXIII. 2. 1.
CCXIIII. 2. 1.
CCXV. 2. 1.
CCXVI. 2. 1.
CCXVII. 2. 1.
CCXVIII. 2. 1.
CCXIX. 2. 1.
CCXX. 2. 1.
CCXXI. 2. 1.

Tit. XII.

La VII. partie des Successions tant des Nobles, que non Nobles, qui vulgairement s'appellent Roturiers & Coustumiers.

CCXXII. 2. 1.
CCXXIII. 2. 1.
CCXXIIII. 2. 1.
CCXXV. 2. 15.
CCXXVI. 2. 1.
CCXXVII. 2. 1.
CCXXVIII. 2. 1.
CCXXIX. 2. 15.
CCXXX. 2. 1.
CCXXXI. 2. 1.
CCXXXII. 2. 1.
CCXXXIII. 2. 1.
CCXXXIIII. 2. 1.
CCXXXV. 2. 15.
CCXXXVI. 2. 15.
CCXXXVII. 2. 15.
CCXXXVIII. 2. 10.
CCXXXIX. 2. 10.
CCXL. 2. 10.
CCXLI. 2. 15.
CCXLII. 2. 15.
CCXLIII. 2. 15.
CCXLIIII. 2. 15.
CCXLV. 2. 15.
CCXLVI. 2. 15.
CCXLVII. 2. 15.
CCXLVIII. 2. 15.
CCXLIX. 2. 15.
CCL. 2. 15.
CCLI. 2. 15.
CCLII. 2. 15.
CCLIII. 2. 15.
CCLIIII. 2. 15.
CCLV. 2. 15.
CCLVI. 2. 15.
CCLVII. 2. 15.
CCLVIII. 2. 15.
CCLIX. 2. 15.
CCLX. 2. 15. 2. 1.
CCLXI. 2. 15.
CCLXII. 2. 1.
CCLXIII. 2. 1.
CCLXIIII. 2. 1.
CCLXV. 2. 1.
CCLXVI. 2. 1.
CCLXVII. 2. 15.
CCLXVIII. 1. 6. & 2. 15.
CCLXIX. 2. 15.
CCLXX. 2. 15.
CCLXXI. 2. 15.
CCLXXII. 2. 15.
CCLXXIII. 2. 7.
CCLXXIIII. 2. 14.
CCLXXV. 2. 14.
CCLXXVI. 2. 14.

La VIII. partie de la maniere des partages, & comment ils se doiuent faire entre les coheritiers, & autres ayans ensemble choses à diuiser entr'eux.

Titre XIII.

CCLXXVII. 2. 1.
CCLXXVIII. 2. 1.
CCLXXIX. 2. 15.
CCLXXX. 2. 15.
CCLXXXI. 2. 15.
CCLXXXII. 2. 2.

La IX. partie des acquisitions par homme & femme leur mariage durant & quel droict y a le survivãt & d'autres acquests & profits d'iceux.

Tit. XIIII.

CCLXXXIII. 2. 10.
CCCLXXXIIII. 2. 10.
CCCLXXXV. 2. 7.
CCLXXXVI. 2. 10.
CCLXXXVII. 2. 1.
CCLXXXVIII. 2. 10.
CCLXXXIX. 2. 10.
CCXC. 2. 10.
CCXCI. 2. 10.
CCXCII. 2. 10.
CCXCIII. 2. 10.
CCXCIIII. 2. 1.
CCXCV. 2. 2.
CCXCVI. 2. 10.
CCXCVII. 2. 10.
CCXCVIII. 2. 10.

La X. Partie des Douaires que les femmes prennẽt sur les heritages de leurs maris.

Titre XV.

CCXCIX. 2. 11.
CCC. 2. 11.
CCCI. 2. 11.
CCCII. 2. 11.
CCCIII. 2. 11.
CCCIIII. 2. 11.
CCCV. 2. 11.
CCCVI. 2. 11.
CCCVII. 2. 11.
CCCVIII. 2. 11.
CCCIX. 2. 11.
CCCX. 2. 11.
CCCXI. 2. 11. 2. 1.
CCCXII. 2. 11.
CCCXIII. 2. 11.
CCCXIIII. 2. 11.
CCCXV. 2. 11.
CCCXVI. 2. 1.
CCCXVII. 2. 1.
CCCXVIII. 1. 5.
CCCXIX. 2. 11.

L'vnzieme partie des Donations & recompensatiõs

Titre XVI.

CCCXX. 2. 13.
CCCXXI. 2. 13.
CCCXXII. 2. 13.
CCCXXIII. 2. 13.
CCCXXIIII. 2. 13.
CCCXXV. 2. 13.
CCCXXVI. 2. 13.
CCCXXVII. 2. 13.
CCCXXVIII. 2. 13.
CCCXXIX. 2. 13.
CCCXXX. 2. 13.
CCCXXXI. 2. 13.
CCCXXXII. 2. 13.
CCCXXXIII. 2. 13.
CCCXXXIIII. 2. 15.
CCCXXXV. 2. 13.
CCCXXXVI. 2. 10.
CCCXXXVII. 2. 13. & 15.
CCCXXXVIIII. 2. 5.
CCCXXXIX. 2. 13.
CCCXL. 2. 13.
CCCXLI. 2. 13.
CCCXLII. 2. 13.
CCCXLIII. 2. 13.
CCCXLIIII. 1. 6.
CCCXLV. 2. 13.

La XII. partie des Retraits lignagers ou feodaux: & de ce qui en depend.

Titre XVII.

CCCXLVI. 2. 7. 2. 1.
CCCXLVII. 2. 1.
CCCXLVIII. 2. 7.
CCCXLIX. 2. 7.
CCCL. 2. 7.
CCCLI. 2. 7.
CCCLII. 2. 7.
CCCLIII. 2. 7.
CCCLIIII. 2. 7.
CCCLV. 2. 7.
CCCLVI. 2. 7.
CCCLVII. 2. 7.
CCCLVIII. 2. 7.
CCCLIX. 2. 7.
CCCLX. 2. 7.
CCCLXI. 2. 7.
CCCLXII. 2. 7.
CCCLXIII. 2. 7.
CCCLXIIII. 2. 7.
CCCLXV. 2. 7.
CCCLXVI. 2. 7.
CCCLXVII. 2. 7.
CCCLXVIII. 2. 7.
CCCLXIX. 2. 7.
CCCLXX. 2. 7. 2. 1.
CCCLXXI. 2. 7.
CCCLXXII. 2. 7.
CCCLXXIII. 2. 7.
CCCLXXIIII. 1. 7.
CCCLXXV. 2. 7.
CCCLXXVI. 2. 7.
CCCLXXVII. 2. 7.
CCCLXXVIII. 2. 7.
CCCLXXIX. 2. 7.
CCCLXXX. 2. 7.
CCCLXXXI. 2. 7.
CCCLXXXII. 2. 7.
CCCLXXXIII. 2. 7.
CCCLXXXIIII. 2. 1.
CCCLXXXV. 2. 7.
CCCLXXXVI. 2. 7.
CCCLXXXVII. 2. 1.
CCCLXXXVIII. 2. 1.
CCCLXXXIX. 2. 1.
CCCXC. 2. 7.
CCCXCI. 2. 1.
CCCXCII. 2. 7.
CCCXCIII. 2. 7.

Source : BIU Cujas

CCCXCIIII. 2. 7.
CCCXCV. 2. 7.
CCCXCVI. 2. 7.
CCCXCVII. 2. 7.
CCCXCVIII. 2. 7.
CCCXCIX. 2. 1.
CCCC. 2. 7.
CCCCI. 2. 7.
CCCCII. 2. 7.
CCCCIII. 2. 15.
CCCCIIII. 2. 7.
CCCCV. 2. 7.
CCCCVI. 2. 7.
CCCCVII. 2. 7.
CCCCVIII. 2. 7.
CCCCIX. 2. 7.
CCCCX. 2. 7.
CCCCXI. 2. 7.
CCCCXII. 2. 7.
CCCCXIII. 2. 7.
CCCCXIIII. 2. 7.
CCCCXV. 2. 6.
CCCCXVI. 2. 1.
CCCCXVII. 2 1.
CCCCXVIII. 2. 7.

La XIII. partie des Prescriptions & tenemens & en quel cas prescription a lieu & interruption de procés.

CCCCXIX. 2. 6.
CCCCXX. 2. 6.
CCCCXXI. 2. 6.
CCCCXXII. 2. 6.
CCCCXXIII. 2. 6.
CCCCXXIIII. 2. 6.
CCCCXXV. 2. 6.
CCCCXXVI. 2. 4.
CCCCXXVII. 2. 6.
CCCCXXVIII. 2. 6.
CCCCXXIX. 2. 6.
CCCCXXX. 2. 6.
CCCCXXXI. 2. 6.
CCCCXXXII. 2. 6.
CCCCXXXIII. 2. 6.
CCCCXXXIIII. 2. 6.
CCCCXXXV. 2. 6.
CCCCXXXVI. 2. 1.
CCCCXXXVII. 2. 6.
CCCCXXXVIII. 2. 6.
CCCCXXXIX. 2. 1.
CCCCXL. 2. 1.
CCCCXLI. 2. 6.
CCCCXLII. 2. 8.
CCCCXLIII. 2. 6.
CCCCXLIIII. 1. 1.
CCCCXLV. 2. 6.
CCCCXLVI. 2. 10.
CCCCXLVII 2. 6.
CCCCXLVIII. 2. 6.
CCCCXLIX. 2. 9.
CCCCL. 2. 9.
CCCCLI. 2. 9.
CCCCLII. 2. 9.
CCCCLIII. 2. 6.
CCCCLIIII. 2. 9.
CCCCLV. 2. 9.
CCCCLXVI. 2. 7.
CCCCLVII. 2. 6.
CCCCLVIII. 2. 6
CCCCLIX. 2. 6.
CCCCLX. 2. 6.
CCCCLXI. 2. 6.

La XIIII. Partie des Expoufions, & en quel cas elles ont lieu.
Tilitre XIX.

CCCCLXII. 2. 5.
CCCCLXIII. 2. 5.
CCCCLXIIII. 2. 5.
CCCCLXV. 2. 5.
CCCCLXVI. 2. 5.
CCCCLXVII. 2. 5.

La XV. partie de la matiere des Hypotheques & nature d'icelles: & des interruptions d'acquereur contre acquereur:
Titre XX.

CCCCLXVIII. 2. 5.
CCCCLXIX. 2. 5.
CCCCLXX. 2. 2.
CCCCLXXI. 2. 5.
CCCCLXXII. 2. 5.
CCCCLXXIII. 2. 5.
CCCCLXXIIII. 2. 5.
CCCCLXXV. 2. 5.
CCCCLXXVI. 2. 16.
CCCCLXXVII. 2. 16.
CCCCLXXVIII. 2. 5.
CCCCLXXIX. 2. 16.
CCCCLXXX. 2. 16.
CCCCLXXXI. 2. 16.
CCCCLXXXII. 2. 16.
CCCCLXXXIII. 2. 5.
CCCCLXXXIIII. 2. 5.
CCCCLXXXV. 2. 5.
CCCCLXXXVI. 2. 16.
CCCCLXXXVII. 2. 5.
CCCCLXXXVIII. 2. 5.
CCCCLXXIX. 2. 5.
CCCCXC. 2. 5.
CCCCXCI. 2. 5.

Titre XXI. D'*Aßiette de Rente.*

CCCCXCII. 2. 2.
CCCCXCIII. 2. 2.
CCCCXCIIII. 2. 2.
CCCCXCV. 2. 2.
CCCCXCVI. 2. 2.
CCCCXCVII. 2. 2.
CCCCXCVIII. 2. 2.
CCCCXCIX. 2. 2.
CCCCC. 2. 7.
CCCCCI. 2. 5.
CCCCCII. 2. 5.
CCCCCIII. 2. 6.
CCCCCIIII. 2. 8.
CCCCCV. 2. 8.
CCCCCVI. 2. 5.
CCCCCVII. 2. 10.
CCCCCVIII. 2. 6.
CCCCCIX. 1. 21.
CCCCCX. 2. 10.

La XVI. partie de Communauté de biens, & en quel cas elle a lieu.
Titre XXII.

CCCCCXI. 2. 10.
CCCCCXII. 2. 10.
CCCCCXIII. 2. 10.

Couftumes generales du pays & Comté du Maine.
Titre I.

I *La premiere partie traicte des Seigneurs temporels de leurs Iuftices, des meres d'icelles des droicts prerogatiues & congnoiffances qu'ils ont l'vn fur l'autre de degré en degré, des droicts qu'ils ont fur leurs fuiets: fans preiudice des droicts Royaux, que le Roy a vniuerfellement par tout fon Royaume.*

II. 1. 4.

Tit. II. Des Bas Iufticiers.

III. 1. 3.
IIII. 1. 3
V. 1. 3.
VI. 1. 3.
VII. 1. 3. & 2. 1. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 1. 3. & 7.
XI. 1. 6. & 7.
XII. 1. 3.
XIII. 1. 6.
XIIII. 1. 8.
XV. 1. 8.
XVI. 1. 8
XVII. 1. 8.
XVIII. 1. 8.
XIX. 1. 8.
XX. 1. 8.
XXI. 1. 8.
XXII. 1. 8.
XXIII. 1. 8.
XXIIII. 1 8.
XXV. 1. 8.
XXVI. 1. 8.
XXVII. 1. 8.
XXVIII. 1. 8.
XXIX. 1. 8.
XXX. 1. 8.
XXXI. 1. 8.
XXXII. 1. 8.
XXXIII. 1. 8.
XXXIIII. 1. 11.
XXXV 1. 7. & 8.
XXXVI. 1. 8.
XXXVII. 1. 13.
XXXVIII. 1. 13.
XXXIX. 1. 13.
XL. 1. 13.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.

XLIII. *Tit. III. De Moyenne Iuftice: laquelle moyenne Iuftice & grand voyerie & Iuftice à fang eft tout vn.*

XLIIII. 1. 3.
XLV. 1. 3.
XLVI. 1. 3.
XLVII 1. 3. & 6.
XLVIII. 1. 6.

Titre IIII. De haute Iuftice.

XLIX. 1. 3.

Titre V. Du Droict de Chaftellenie.

L 1. 4.
LI. 1. 4.
LII. 1. 4.
LIII. 1. 4.

Titre VI. Des Seigneurs Barons.

LIIII. 1. 4.
LV. 1. 6.
LVI 1. 4.
LVII. 1. 4.
LVIII. 1. 7.
LIX. 1. 7.
LX. 1. 7.
LXI. 1. 7.
LXII. 1. 7.
LXIII. 1. 7.
LXIIII. 1. 7.
LXV. 1. 7.
LXVI. 1. 7.
LXVII. 1. 7.

Source : BIU Cujas

LXVIII. 1. 7.
LXIX. 2. 9.
LXX. 1. 6.
LXXI. 1. 4.
LXXII. 1. 4.

LXXIII. *La seconde partie traicte des cas, desquels le Comte du Maine a la preuention sur ses suiets, & desquels il rend la Cour à ses Vassaux, & les Vassaux à leurs suiets de degré en degré : auſsi des exemptions par appel & autrement.*

LXXIIII. 1. 21.
LXXV. 1. 21.
LXXVI. 1. 21.
LXXVII 1. 23.
LXXVIII. 1. 23.
LXXIX. 1. 23.
LXXX. 1. 23.
LXXXI. 1. 25.
LXXXII. 1. 25.
LXXXIII. 1. 25.
LXXXIIII. 1. 25.
LXXXV. 1. 25.
LXXXVI. 1. 21.
LXXXVII. 1. 21.
LXXXVIII. 1. 21.
LXXXIX. 1. 21.
XC. 1. 21.
XCI. 1. 21.
XCII. 1. 21.
XCIII. 1. 21.
XCIIII. 1. 21.
XCV. 1. 21.

XCVI. *La III. Partie de la nature des fiefs, & des profits & aduentures, qui appartiennent aux Seigneurs d'iceux & de la matiere des Bails, & en quelle maniere le Seigneur peut aſsigner sur son fief, & prendre par defaut d'homme.*

Tit. VIII.

XCVII 2. 1.
XCVIII. 2. 12. 3.
XCIX. 2. 12.
C. 2. 1.
CI. 2. 12.
CII. 2. 12.
CIII. 2. 12.
CIIII. 2. 12.
CV 2. 12.
CVI 2. 12.
CVII. 2. 12.
CVIII. 2. 12.
CIX. 2. 1.
CX. 2. 1.
CXI. 2. 12.
CXII. 2. 1.
CXIII. 2. 1.
CXIIII. 2. 1.
CXV. 2. 1.
CXVI. 2. 1.
CXVII. 2. 1.
CXVIII. 2. 1
CXIX. 2. 1.
CXX. 2. 1.
CXXI. 2. 1.
CXXII. 2. 1.
CXXIII. 2. 1.
CXXIIII. 2. 1.
CXXV. 2. 1.
CXXVI. 2. 1. 2. l.
CXXVII. 2. 1.
CXXVIII. 2. 1.
CXXIX. 2. 1.
CXXX. 2. 1.
CXXXI. 2. 1.
CXXXII. 2. 1.
CXXXIII. 2. 1.
CXXXIIII. 2. 1.
CXXXV. 2. 1.
CXXXVI. 2. 1. 2. l.
CXXXVII. 2. 1.
CXXXVIII. 2. 1.
CXXXIX. 2. 1.
CXL. 2. 1.
CXLI. 2. 1.
CXLII. 2. 1.
CXLIII. 2. 1.
CXLIIII. 2. 1.
CXLV. 2. 1.
CXLVI. 2. 1.
CXLVII. 2. 1.
CXLVIII. 2. 1.
CXLIX. 2. 1.
CL. 2. 1.
CLI. 2. 1.
CLII. 2. 1.

Titre IX. De la terre tenue en franc-Aleu.

CLIII. 2. 2.
CLIIII. 2. 1.

CLV. *La IIII. partie de la punition des crimes & des amendes, proufits, forfaictures, pertes de fief aduentures & confiscations que les Seigneurs ont sur leurs suiets, & en quels cas.*

Titre X.

CLVI. 1. 25.
CLVII. 1. 5.
CLVIII. 1. 5.
CLIX. 1. 5.
CLX. 1. 25.
CLXI. 2. 8.
CLXII. 1. 13.
CLXIII. 1. 6.
CLXIIII. 1. 6.
CLXV. 1. 25.
CLXVI. 1. 25.
CLXVII. 1. 21.
CLXVIII. 1. 25.
CLXIX. 1. 25.
CLXX. 2. 2.
CLXXI. 2. 2.
CLXXII. 2. 2.
CLXXIII. 2. 2.
CLXXIIII. 2. 2.
CLXXV. 2. 2.
CLXXVI. 2. 2.
CLXXVII. 2. 2.
CLXCVIII. 2. 2.
CLXXIX. 2. 2.
CLXXX. 1. 5.
CLXXXI. 1. 11.
CLXXXII. 1. 5.
CLXXXIII. 1. 5.
CLXXXIIII. 1. 5.
CLXXXV. 1. 23.
CLXXXVI. 1. 5.
CLXXXVII. 2. 1.
CLXXXVIII. 1. 5. & 21.
CLXXXIX. 2. 1.
CXC. 1. 13.
CXCI. 1. 5.
CXCII. 1. 25.
CXCIII. 1. 14.
CXCIIII. 2. 1.
CXCV. 2. 1.
CXCVI. 2. 2.
CXCVII. 2. 2.
CXCVIII. 2. 2.
CXCIX. 2. 1.
CC. 1. 11.
CCI. 1. 7.
CCII. 1. 7.
CCIII. 1. 7.
CCIIII. 1. 7.

La V. partie est des cas, esquels le Vassal homme de foy perd son fief enuers son Seigneur c'est à sçauoir tout ce qu'il tient de son Seigneur à foy & hommage: & auſsi des cas, esquels le Seigneur perd l'obeissance de son homme.

Titre II.

CCV. 2. 1.
CCVI. 2. 1.
CCVII. 2. 1.
CCVIII. 2. 1.
CCIX. 1. 11.
CCX. 2. 1.
CCXI. 1. 22.
CCXII. 1. 3.
CCXIII. 2. 1.
CCXIIII. 2. 1.

CCXV. *La VI. partie traicte de la matiere de despié de fiefs & des parages.*

Tit. XII.

CCXVI. 2. 1.
CCXVII. 2. 1.
CCXVIII. 2. 1.
CCXIX. 2. 1.
CCXX. 2. 1.
CCXXI. 2. 1.
CCXXII. 2. 1.
CCXXIII. 2. 1.
CCXXIIII. 2. 1.
CCXXV. 2. 1.
CCXXVI. 2. 1.
CCXXVII. 2. 1.
CCXXVIII. 2. 1.
CCXXIX. 2. 1.
CCXXX. 2. 1.
CCXXXI. 2. 1.
CCXXXII. 2. 1.
CCXXXIII. 2. 1.
CCXXXIIII. 2. 1.
CCXXXV. 2. 1.
CCXXXVI. 2. 1.

La VII. Partie des Successions tant de personnes Nobles, que de non Nobles, qui vulgairement s'appellent Roturieres & Coustumiers.

Tit. XIII.

CCXXXVII. 2. 15. 2. l.
CCXXXVIII. 2. 1.
CCXXXIX. 2. 1.
CCXL. 2. 1.
CCXLI. 2. 15.
CCXLII. 2. 1.
CCXLIII. 2. 1.
CCXLIIII. 2. 1.
CCXLV. 2. 1.
CCXLVI. 2. 15.
CCXLVII. 2. 1.
CCXLVIII. 2. 1.
CCXLIX. 2. 1.
CCL. 2. 1.
CCLI. 2. 1.
CCLII. 2. 15.
CCLIII. 2. 15.
CCLIIII. 2. 15.
CCLV. 2. 10.
CCLVI. 2. 10.
CCLVII. 2. 10.
CCLVIII. 2. 15.
CCLIX. 2. 15.
CCLX. 2. 15.
CCLXI. 2. 15.

Source : BIU Cujas

Table

CCLXII. 2. 15.
CCLXIII. 2. 15.
CCLXIIII. 2. 15.
CCLXV. 2. 15.
CCLXVI. 2. 15.
CCLXVII. 2. 15.
CCLXVIII. 2. 15.
CCLXIX. 2. 15.
CCLXX. 2. 15.
CCLXXI. 2. 15.
CCLXXII. 2. 15.
CCLXXIII. 2. 15.
CCLXXIIII. 2. 15.
CCLXXV. 2. 15.
CCLXXVI. 2. 15.
CCLXXVII. 2. 15.
CCLXXVIII. 2. 15. 2. l.
CCLXXIX. 2. 15.
CCLXXX. 2. 1.
CCLXXXI. 2. 1.
CCLXXXII. 2. 1.
CCLXXXIII. 2. 1.
CCLXXXIIII. 2. 1.
CCLXXXV. 2. 15.
CCLXXXVI. 1. 6. & 2. 15.
CCLXXXVII. 2. 15.
CCLXXXVIII. 2. 15.
CCLXXXIX. 2. 15.
CCXC. 2. 7.
CCXCI. 2. 14.
CCXCII. 2. 14.

La VIII. partie de la maniere des partages & comment ils se doiuent faire entre les coheritiers & autres ayãs ensemble chose à diuiser par entr'eux.

Titre XIIII.

CCXCIII. 2. 1.
CCXCIIII. 2. 1.
CCXCV. 2. 15.
CCXCVI. 2. 15.
CCXCVII. 2. 15.
CCXCVIII. 2. 15.

La IX. partie traicte des acquisitions faictes par homme & femme leur mariage durant & quel droict y a le suruiuant, & d'autres Acquests & profits d'iceux.

Titre XV.

CCXCIX. 2. 10.
CCC. 2. 10.
CCCI. 2. 7.
CCCII. 2. 10.
CCCIII. 2. 1.
CCCIIII. 2. 10.
CCCV. 2. 10.
CCCVI. 2. 10.
CCCVII. 2. 10.
CCCVIII. 2. 10.
CCCIX. 2. 1.
CCCX. 2. 2.
CCCXI. 2. 10.
CCCXII. 2. 10.

La X. partie traicte des Douaires, que les femmes prennent sur les heritages de leurs maris.

Titre XVI.

CCCXIII. 2. 11.
CCCXIIII. 2. 11.
CCCXV. 2. 11.
CCCXVI. 2. 11.
CCCXVII. 2. 11. 2. l.
CCCXVIII. 2. 11.
CCCXIX. 2. 11.
CCCXX. 2. 11.
CCCXXI. 2. 11.
CCCXXII. 2. 11.
CCCXXIII. 2. 11.
CCCXXIIII. 2. 11. 2. l.
CCCXXV. 2. 11.
CCCXXVI. 2. 11.
CCCXXVII. 2. 11.
CCCXXVIII. 2. 11.
CCCXXIX. 2. 1.
CCCXXX. 1. 5.
CCCXXXI. 2. 11.

Titre XVII.

L'vnziesme partie traicte des Donations & recompensations.

CCCXXXII. 2. 13.
CCCXXXIII. 2. 13.
CCCXXXIIII. 2. 13.
CCCXXXV. 2. 13.
CCCXXXVI. 2. 13.
CCCXXXVII. 2. 13.
CCCXXXVIII. 2. 13.
CCCXXXIX. 2. 13.
CCCXL. 2. 13.
CCCXLI. 2. 13.
CCCXLII. 2. 13.
CCCXLIII. 2. 13.
CCCXLIIII. 2. 13.
CCCXLV. 2. 13.
CCCXLVI. 2. 15.
CCCXLVII. 2. 13.
CCCXLVIII. 2. 10.
CCCXLIX. 2. 13. & 15.
CCCL. 2. 15.
CCCLI. 2. 13.
CCCLII. 2. 13.
CCCLIII. 2. 13.
CCCLIIII. 2. 13.
CCCLV. 2. 13.
CCCLVI. 1. 6.
CCCLVII. 2. 13.

Titre XVIII.

La XII. partie traicte des Retraicts Lignagers & feodaux, & de ce qui en depend.

CCCLVIII. 2. 7. 2. l.
CCCLIX. 2. 1.
CCCLX. 2. 7.
CCCLXI. 2. 7.
CCCLXII. 2. 7.
CCCLXIII. 2. 7.
CCCLXIIII. 2. 7.
CCCLXV. 2. 7.
CCCLXVI. 2. 7.
CCCLXVII. 2. 7.
CCCLXVIII. 2. 7.
CCCLXIX. 2. 7.
CCCLXX. 2. 7.
CCCLXXI. 2. 7.
CCCLXXII. 2. 7.
CCCLXXIII. 2. 7.
CCCLXXIIII. 2. 7.
CCCLXXV. 2. 7.
CCCLXXVI. 2. 7.
CCCLXXVII. 2. 7.
CCCLXXVIII. 2. 7.
CCCLXXIX. 2. 7.
CCCLXXX. 2. 7. 2. l.
CCCLXXXI. 2. 7.
CCCLXXXII. 2. 7.
CCCLXXXIII. 2. 7.
CCCLXXXIIII. 2. 7.
CCCLXXXV. 2. 7.
CCCLXXXVI. 2. 7.
CCCLXXXVII. 2. 7.
CCCLXXXVIII. 2. 7.
CCCLXXXIX. 2. 7.
CCCXC. 2. 7.
CCCXCI. 2. 7.
CCCXCII. 2. 7.
CCCXCIII. 2. 7.
CCCXCIIII. 2. 1.
CCCXCV. 2. 7.
CCCXCVI. 2. 7.
CCCXCVII. 2. 1.
CCCXCVIII. 2. 1.
CCCXCIX. 2. 1.
CCCC. 2. 7.
CCCCI. 2. 1.
CCCCII. 2. 7.
CCCCIII. 2. 7.
CCCCIIII. 2. 7.
CCCCV. 2. 7.
CCCCVI. 2. 7.
CCCCVII. 2. 7.
CCCCVIII. 2. 7.
CCCCIX. 2. 1.
CCCCX. 2. 1.
CCCCXI. 2. 7.
CCCCXII. 2. 7.
CCCCXIII. 2. 7.
CCCCXIIII. 2. 15.
CCCCXV. 2. 7.
CCCCXVI. 2. 7.
CCCCXVII. 2. 7.
CCCCXVIII. 2. 7.
CCCCXIX. 2. 7.
CCCCXX. 2. 7.
CCCCXXI. 2. 7.
CCCCXXII. 2. 7.
CCCCXXIII. 2. 7.

Titre XIX.

La XIII. partie traicte des Prescriptions & tenemens & en quel cas Prescription a lieu, & interruption de proces.

CCCCXXIIII. 2. 6.
CCCCXXV. 2. 6.
CCCCXXVI. 2. 6.
CCCCXXVII. 2. 6.
CCCCXXVIII. 2. 6.
CCCCXXIX. 2. 6.
CCCCXL. 2. 6.
CCCCXLI. 2. 4.
CCCCXLII. 2. 6.
CCCCXLIII. 2. 6.
CCCCXLIIII. 2. 6.
CCCCXLV. 2. 6.
CCCCXLVI. 2. 6.
CCCCXLVII. 2. 6.
CCCCXLVIII. 2. 6.
CCCCXLIX. 2. 6.
CCCCL. 2. 1.
CCCCLI. 2. 1.
CCCCLII. 2. 6.
CCCCLIII. 2. 8.
CCCCLIIII. 2. 6.
CCCCLV. 1. 1.
CCCCLXVI. 1. 1.
CCCCLVII. 2. 6.
CCCCLVIII. 2. 6
CCCCLIX. 2. 6.
CCCCLX. 2. 6.
CCCCLXI. 2. 6.
CCCCLXII. 2. 9.
CCCCLXIII. 2. 9.
CCCCLXIIII. 2. 7.

Source : BIU Cujas

CCCCLXV. 2. 6.
CCCCLXVI. 2. 6.

Titre XX.

La XIIII. Partie traicte de la matiere des Exponsions & en quel cas elles ont lieu.

CCCCLXVII. 2. 5.
CCCCLXVIII. 2. 5.
CCCCLXIX. 2. 5.
CCCCLXX. 2. 5.

Tit.XXI.

La XV. Partie traicte de la matiere des Hypotheques & nature d'icelles & des interruptions d'acquereur contre acquereur.

CCCCLXXI. 2 5.
CCCCLXXII. 2. 5.
CCCCLXXIII. 2. 2.
CCCCLXXIIII. 2. 5.
CCCCLXXV 2. 5.
CCCCLXXVI. 2. 5.
CCCCLXXVII. 2. 5.
CCCCLXXVIII. 2 5.
CCCCLXXIX. 2. 16.
CCCCLXXX. 2. 16.
CCCCLXXXI. 2. 16.
CCCCLXXXII. 2. 16.
CCCCLXXXIII. 2. 16.
CCCCLXXXIIII. 2. 5.
CCCCLXXXV. 2. 16.
CCCCLXXXVI. 2. 16.
CCCCLXXXVII. 2. 16.
CCCCLXXXVIII. 2. 5.
CCCCLXXXIX. 2. 16.
CCCCXC. 2. 5.
CCCCXCI. 2. 5.
CCCCXCII. 2. 5.
CCCCXCIII. 2. 5.
CCCCXCIIII 2. 5.
CCCCXCV. 2. 5.
CCCCXCVI. 2. 7.
CCCCXCVII. 2. 5.
CCCCXCVIII. 2. 5.
CCCCXCIX. 2. 6.
Vc. 2. 8.
Vc.I. 2. 5.
Vc.II. 2. 10.
Vc.III. 2. 6.
Vc.IIII. 1. 21.
Vc.V. 2. 10.

Tit.XXII.

La XVI. Partie en quel communauté de biens à lieu.

Vc.VI. 2. 10.
Vc.VII. 2. 10.
Vc.VIII. 2. 10.
Vc.IX. 2. 10.

Coustumes des pays Comté & Bailliage du Grand Perche & des autres terres & Seigneuries regies & gouvernees selon iceux.

Tit.I. Des droicts de Baronnie, Chastellenie, haute, moyenne & Basse Iustice.

I. 1. 4.
II. 1. 4.
III. 1. 4.
IV. 1. 4.
V. 1. 4.
VI. 1. 4.
VII. 1. 4.
VIII. 1. 4.
IX. 1. 3.
X. 1. 3.
XI. 1. 3.
XII. 1. 3.
XIII. 1. 3.
XIIII. 1. 15.
XV. 1. 6.
XVI. 1. 6.
XVII. 2. 6.
XVIII. 1. 6.
XIX. 1. 5. & 8.
XX. 1. 3.
XXI. 1. 3.
XXII. 1. 3.
XXIII. 1. 15.
XXIIII. 1. 3. & 15.
XXV. 1. 8. 2. 1.
XXVI. 1. 8.
XXVII. 1. 8.
XXVIII. 1. 8.
XXIX. 1. 7.
XXX. 1. 7.

Tit.II. De fiefs & choses qui tombent en Rachat.

XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1. 2. 1.
XXXIX. 2. 2.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1. 2. 1
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1. 2. 1.
LIII. 2. 1.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1. 2. 1
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 1.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 2. 1.
LXVI. 2 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.

Tit.III. De Cens & droicts Seigneuriaux.

LXXXI. 2. 2.
LXXXII. 2. 2.
LXXXIII. 2. 2.
LXXXIIII. 2. 2.
LXXXV. 2. 2.
LXXXVI. 2. 2.
LXXXVII. 2. 2.
LXXXVIII. 2. 2.
LXXXIX. 2. 2.
XC. 2. 2.
XCI. 2. 2.
XCII. 2. 2.

Titre IIII. De Donations.

XCIII. 2. 13.
XCIIII. 2 13.
XCV. 2. 13.
XCVI. 2. 13.
XCVII. 2. 13.
XCVIII. 2. 13.
XCIX. 2. 13.
C. 2. 13.
CI. 2. 13.

Titre V. De Communauté de biens.

CII. 2. 10.
CIII. 2. 10.
CIIII. 2. 10.
CV. 2. 10.
CVI. 2. 10.
CVII. 2. 10.
CVIII. 2. 10.
CIX. 2. 10.
CX. 2. 10.

Titre VI. De Douaire.

CXI. 2. 11.
CXII. 2. 11.
CXIII. 2. 11.
CXIIII. 2. 11.
CXV. 2. 11.
CXVI. 2. 11.
CXVII. 2. 11.
CXVIII. 1. 5.
CXIX. 2. 11.
CXX. 2. 11.

Titre VII. De Testamens.

CXXI. 2. 15.
CXXII. 2. 14.
CXXIII. 2. 15.
CXXIIII. 2. 14.
CXXV. 2. 15.
CXXVI. 2. 15.
CXXVII. 2. 15.
CXXVIII. 2. 13.
CXXIX. 2. 14.
CXXX. 2. 13.
CXXXI. 2. 14.
CXXXII. 2. 14.
CXXXIII. 2. 14.
CXXXIIII. 2. 14.
CXXXV. 2. 14.

Titre VIII. De Successions.

CXXXVI. 2. 15.
CXXXVII 2. 1.
CXXXVIII. 2. 1.
CXXXIX. 2. 1.
CXL. 2. 1.
CXLI. 2. 1.
CXLII. 2. 1
CXLIII. 2. 1.
CXLIIII. 2. 1.
CXLV. 2. 1.
CXLVI. 2. 15.
CXLVII. 2. 15.

Source : BIU Cujas

CXLVIII. 2. 15.
CXLIX. 2. 15.
CL. 2. 1.
CLI. 2. 15.
CLII. 2. 15.
CLIII. 2. 15.
CLIIII. 2. 1.
CLV. 2. 15.
CLVI. 2. 15.
CLVII. 2. 1.
CLVIII. 2. 1.
CLIX. 2. 1.
CLX. 2. 15.
CLXI. 2. 15.
CLXII. 2. 15.
CLXIII. 2. 15.
CLXIIII. 2. 15.
CLXV. 2. 15.

Titre IX. Des Gardiens & Tuteurs.

CLXVI. 2. 12.
CLXVII. 2. 12.
CLXVIII. 2. 12.
CLXIX. 2. 12.
CLXX. 2. 12.
CLXXI. 2. 12.
CLXXII. 2. 12.
CLXXIII. 2. 10.
CLXXIIII. 2. 12.
CLXXV. 2. 12.
CLXXVI. 2. 12.

Tit. X. Des Retraicts lignagers & feodaux.

CLXXVII. 2. 7.
CLXXVIII. 2. 7.
CLXXIX. 2. 7.
CLXXX. 2. 7.
CLXXXI. 2. 7.
CLXXXII. 2. 7.
CLXXXIII. 2. 7.
CLXXXIIII. 2. 1.
CLXXXV. 2. 1.
CLXXXVI. 2. 7.
CLXXXVII. 2. 7.
CLXXXVIII. 2. 7.
CLXXXIX. 2. 7.
CXC. 2. 7.
CXCI. 2. 7.
CXCII. 2. 7.
CXCIII. 2. 7.
CXCIIII. 2. 7.
CXCV. 2. 7.
CXCVI. 2. 7.
CXCVII. 2. 7.
CXCVIII. 2. 7.
CXCIX. 2. 7.
CC. 2. 7.
CCI. 2. 1.
CCII. 2. 7.
CCIII. 2. 3.
CCIIII. 2. 7.

Titre XI. Des hypotheques.

CCV. 2. 5.
CCVI. 2. 8.
CCVII. 2. 5.

Tit. XII. Des Criees.

CCVIII. 2. 16.

Tit. XIII. Des Prescriptions.

CCIX. 2. 6.
CCX. 2. 4.
CCXI. 2. 6.
CCXII. 2. 6.
CCXIII. 2. 6.
CCXIIII. 2. 6.
CCCXV. 2. 6.

Tit. XIIII. De Seruitutes.

CCXVI. 2. 9.
CCXVII. 2. 9.
CCXVIII. 2. 9.
CCXIX. 1. 12. & 11.
CCXX. 2. 9.

Coustumes generales & vsages de la Baronnie, Chastellenie, terres & Seignouries de Chasteauneuf en Thimerais Ressort françois & dependances des lieux, terres & Seignouries estans és fins mettes, & enclaues d'icelle Baronnie & Chastelnie.

Chap. I. Des Fiefs & de leur nature & des droicts & prerogatiue d'aisnesse.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1. 2. l.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.

Chap. II. Des offres que le Vassal, qui doit profit est tenu faire à son S. Feodal.

VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1. 2. l.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.

Chap. III. Du Cheual de seruice.

XXI. 2. 1.

Chap. IIII. Quand le fief chet en profit de Rachat.

XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1. 2. l.
XXVIII. 2. 1.

Chap. V. Quand Seigneur feodal peut saisir & mettre en sa main le fief tenu de luy & faire les fruicts siens.

XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1. 2. l.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.

Chap. VI. Des Souffrances.

XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.

Chap. VII. De Cens & du Seigneur Censier.

XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 2.
XLVIII. 2. 2.
XLIX. 2. 2.
L. 2. 2.
LI. 2. 2.
LII. 2. 2.
LIII. 2. 2.
LIIII. 2. 2.

Chap. VIII. De Douaire.

LV. 2. 11.
LVI. 2. 11.
LVII. 2. 11.
LVIII. 2. 11.
LIX. 2. 11.
LX. 2. 11. 2. l.
LXI. 2. 11.
LXII. 2. 11.
LXIII. 2. 11.
LXIIII. 2. 11.
LXV. 2. 11.

Chap. IX. De Communauté & diuision de biens communs.

LXVI. 2. 10. 2. l.
LXVII. 2. 10.
LXVIII. 2. 10.
LXIX. 2. 10.
LXX. 2. 10.

Chap. X. De mariages & de la puissance que le mary a sur la femme & sur ses biens.

LXXI. 2. 10.
LXXII. 2. 10.
LXXIII. 2. 10.
LXXIIII. 2. 10. 2. l.

Chap. XI. De Retraict par puissance de fief.

LXXV. 2. 1.
LXXVI. 2. 1.

Chap. XII. De Retraict Lignager.

LXXVII. 2. 7. 2. l.
LXXVIII. 2. 7. 2. l.
LXXIX. 2. 7.
LXXX. 2. 7.
LXXXI. 2. 7.
LXXXII. 2. 7.
LXXXIII. 2. 7.
LXXXIIII. 2. 7. 2. l.
LXXXV. 2. 7.
LXXXVI. 2. 7.
LXXXVII. 2. 7.
LXXXVIII. 2. 7.
LXXXIX. 2. 7.
XC. 2. 7.
XCI. 2. 7.
XCII. 2. 7.
XCIII. 2. 7. 2. l.

Chap. XIII. De Seruitute & Prescription.

XCIIII. 2. 9.
XCV. 2. 9. 2. l.
XCVI. 2. 1.

Source : BIU Cujas

XCVII. 2. 6.

Chap. XIIII. De Decret, Cries & subhastations.

XCVIII. 2. 16.
XCIX. 2. 16.
C. 2. 16. 2. l.
CI. 2. 16.
CII. 2. 16.
CIII. 2. 5.
CIIII. 2. 16.
CV. 2. 16.

Chapitre XV. De Donation mutuelle.

CVI. 2. 13.
CVII. 2. 13.
CVIII. 2. 3.

Chapitre XVI. Des Donations & contraicts faicts entre vifs.

CIX. 2. 13.
CX. 2. 13.

Chap. XVII. Des legs & ordonnances testamentaires & de derniere volonte.

CXI. 2. 14.
CXII. 2. 14.
CXIII. 2. 14.
CXIIII. 2. 15.

Chapitre XVIII. De Succession.

CXV. 2. 15.
CXVI. 2. 15.
CXVII. 2. 15.
CXVIII. 2. 15.
CXIX. 2. 1.
CXX. 2. 15.
CXXI. 2. 3.
CXXII. 2. 15.
CXXIII. 2. 15.
CXXIIII. 2. 15.
CXXV. 2. 15.
CXXVI. 2. 15.
CXXVII. 2. 15.
CXXVIII. 2. 15.
CXXIX. 2. 15.
CXXX. 2. 15.
CXXXI. 2. 15.
CXXXII. 2. 8.

Chapitre XIX. De Bail, Garde, Tutelle & Curatelle d'enfans mineurs.

CXXXIII. 1. 1.
CXXXIIII. 2. 12.
CXXXV. 2. 12.
CXXXVI. 2. 12.
CXXXVII 2. 12.
CXXXVIII. 2. 1.
CXXXIX. 2. 12.
CXL. 2. 12.

Chapitre XX. D'amende de fiefs & de Cens.

CXLI. 2. 2.
CXLII. 2. 1.
CXLIII. 2. 2.
CXLIIII. 2. 2.
CXLV. 2. 2.
CXLVI. 2. 2.
CXLVII. 2. 2.
CXLVIII. 2. 2.

Chap. XXI. D'amende de Champart.
CXLIX. 2. 2.

Chap. XXII. D'amende de prinse de bestes.

CL. 1. 12.

Chap. XXIII. D'amende d'Arrest & main mises.

CLI. 2. 1.
CLII. 1. 13.
CLIII. 2. 5.
CLIIII. 2. 5.

Coustumes & vsages dont on a accoustumé vser à Chartres, pays Chartrain, Baronnies & Chastellenies d'Alluye, Brou, Mont-nirat & la Bazoche-gouet, estans au Perche gout, & des autres Chastellenies terres & Seigneuries estans au Bailliage de Chartres.

Tit chap. I. Des fiefs, de leur nature, des droicts & prerogatiue d'aisnesse.

I. 2. 1.
II. 2. 1. 2. l.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.

Cap. II. Des Offres que le Vassal, qui doit profit est tenu de faire à son S. Feodal.

VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 1. 2. l.
XIIII. 2. 1.

Chapitre III. Du Cheual de Seruice.
XV. 2. 1.

Chapitre IIII. Quand le fief chet en profit de Rachat.

XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.

Chapit. V. Quand le Seigneur feodal peut saisir & mettre en sa main le fief tenu de luy & en faire les fruicts siens.

XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1. 2. l.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.

Chapitre VI. Si le Vassal peut imposer aucune Rente ou charge sur son fief.

XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.

Chapitre VII. Des Souffrances.

XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.

Chapitre VIII. Des Cens & du Seigneur Censier.

XLIIII. 2. 2.
XLV. 2. 2.
XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 2.
XLVIII. 2. 2.
XLIX. 2. 2.
L. 2. 2.
LI. 2. 2.

Chapitre IX. De Douaire.

LII. 2. 11.
LIII. 2. 11.
LIIII. 2. 11.
LV. 2. 11.
LVI. 2. 11.

Chapitre X. De Communauté & diuision de bien communs.

LVII. 2. 10. 2. l.
LVIII. 2. 10.
LIX. 2. 10.
LX. 2. 10.
LXI. 2. 10.

Chapitre XI. Du mariage & de la puissance que le mary a sur la femme & ses biens.

LXII. 2. 10.
LXIII. 2. 10.
LXIIII. 2. 10. 2. l.

Chapitre XII. De Retraict par puissance de fief & du lignager.

LXV. 2. 1.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 7.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 7. 2. l.
LXX. 2. 7.
LXXI. 2. 7.
LXXII. 2. 7.
LXXIII. 2. 7.
LXXIIII. 2. 7.
LXXV. 2. 7.
LXXVI. 2. 7.
LXXVII. 2. 7.
LXXVIII. 2. 7.

Chapitre XIII. De Seruitute & Prescription.

LXXIX. 2. 9.
LXXX. 2. 9. 2. l.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 6.

Chapitre XIIII. De Decret Criees & subhastations.

LXXXIII. 2. 16.
LXXXIIII. 2. 16.
LXXXV. 2. 16. 2. l.
LXXXVI. 2. 16.

Chapitre XV. De Donation mutuelle.
LXXXVII. 2. 13.

Source : BIU Cujas

Table

Chap. XVI. De Donations & contracts faicts entre vifs.

LXXXVIII. 2. 13.

Chapitre XVII. Des laiz & ordonnances teſtamentaires & de derniere volonté.

LXXXIX. 2. 14.
XC. 2. 14.
XCI. 2. 14.
XCII. 2. 15.

Chapitre XVIII. De Succeſſion.

XCIII. 2. 15.
XCIIII. 2. 15.
XCV. 2. 15.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 15.
XCVIII. 2. 15.
XCIX. 2. 3.
C. 2. 15.
CI. 2. 15.
CII. 2. 15.

Chapitre XIX. De Bail, Garde, Tutelle & Curatelle d'enfans mineurs.

CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 12.
CV. 2. 12.
CVI. 2. 12.
CVII. 2. 1.
CVIII. 2. 12.

Chapitre XX. D'amende de Fiefs & de cens.

CIX. 2. 2.
CX. 2. 1.
CXI. 2. 2.
CXII. 2. 2.

Chapitre XXI. D'amendes de Champart & Terceau.

CXIII. 2. 2.
CXIIII. 2. 2.

Chapitre XXII. D'amende de prinſe de beſtes.

CXV. 1. 12.

Chapitre XXIII. D'Amẽde d'Arreſt & mainmiſe enfrainte.

CXVI. 2. 1.

Les Vſages & Conſtumes dont l'on a accouſtumé en l'Auditoire & Bailliage du Comté de Dreux de tout temps & d'ancienneté.

Chap. I. Des Fiefs & de leur nature & des droicts & prerogatiues d'aiſneſſe.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.

Chap. II. Des offres que le Vaſſal qui doit profit eſt tenu faire à ſon S. Feodal.

VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 2.
IX. 2 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 1.

Chapitre III. Du Cheual de Seruice.

XII. 2. 1.

Chapitre IIII. Quand le fief chet en profit de Rachat.

XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1. 2. l.
XIX. 2. 1.

Chapitre V. Quand le Seigneur feodal peut mettre le fief en ſa main, & faire les fruicts ſiens.

XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1. 2. l.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.

Chapitre VI. Si le Vaſſal peut impoſer aucune rente ou charge ſur ſon fief.

XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.

Chapitre VII. De Souffrance.

XXIX. 2. 1.
XXX 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.

Chapitre VIII. Du cens & du Seigneur Cenſier.

XXXIII. 2. 2.
XXXIIII. 2. 2.
XXXV. 2. 2.
XXXVI. 2. 2.
XXXVII. 2. 2.
XXXVIII. 2. 2.
XXXIX. 2. 2.
XL. 2. 2. 2. l.
XLI. 1. 12.
XLII. 2. 1.

Chapitre IX. De Douaire.

XLIII. 2. 11.
XLIIII. 2. 11.
XLV. 2. 11.
XLVI. 2. 11.
XLVII. 2. 11.

Chapitre X. De Communauté & diuiſion de biens communs.

XLVIII. 2. 10.
XLIX. 2. 10.
L. 2. 10.
LI. 2. 10.
LII. 2. 10.

Chapitre XI. Du mariage, & de la puiſſance que le mary a ſur ſa femme & ſes biens.

LIII. 2. 10.
LIIII. 2. 10.
LV. 2. 10.

Chapitre XII. Du Retraict par puiſſance de fief.

LVI. 2. 1.

Chapitre XIII. De Retraict lignager.

LVII. 2. 7.
LVIII. 2. 7. 2. l.
LIX. 2 9.
LX. 2. 7.
LXI. 2. 7.
LXII. 2. 7.
LXIII. 2. 7.
LXIIII. 2. 7.
LXV. 2. 7.

Chap. XIIII. De Seruitute & Preſcription.

LXVI. 2. 6.
LXVII. 2. 9
LXVIII. 2. 9. 2. l.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 6.

Chap. XV. De Decret, Criees & ſubhaſtations.

LXXI. 2. 16.
LXXII. 2. 16.
LXXIII. 2. 16. 2. l.
LXXIIII. 2. 16.

Chapire XVI. De Donation mutuelle.

LXXV. 2. 13.

Chap. XVII. De Donations & contracts faicts entre vifs.

LXXVI. 2. 13.
LXXVII. 2. 13.
LXXVIII. 2. 13.

Chapitre XVIII. Des laiz & ordonnances teſtamentaires & de derniere volonté.

LXXIX. 2. 14.
LXXX. 2. 14.
LXXXI. 2. 14.
LXXXII. 2. 14.

Chap. XIX. De Succeſſion.

LXXXIII. 2. 15.
LXXXIIII. 2. 15.
LXXXV. 2. 15.
LXXXVI. 2. 15.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 15.
LXXXIX. 2. 15.
XC. 2. 15.
XCI. 2. 15. 2. l.
XCII. 2. 15.

Chapitre XX. De Bail, Garde Tutelle & Curatelle d'enfans mineurs.

XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2. 12.
XCV. 2. 12.
XCVI. 2. 12.
XCVII. 2. 1.

Chapitre XXI. D'Amende de Champart & Cenſine.

XCVIII. 2. 2.
XCIX. 2. 2.
C. 2. 2.
CI. 2. 5.
CII. 2. 7.
CIII. 2. 10.
CIIII. 2. 12.

Conſtumes

Source : BIU Cujas

Coustumes generales du pays & Comté de Blois, auec les Coustumes Locales des Chastellenies & Baronnies du Ressort dudit Comté.

Chapitre I. De l'Estat des personnes.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.

Chapitre II. Des Gardiens & Baillistres.

IV. 2. 12.
V. 2. 12.
VI. 2. 12.
VII. 2. 12.
VIII. 2. 12.
IX. 2. 12.

Chap. III. De la Iurisdiction des Iuges du Comté de Blois.

X. 1. 4.
XI. 1. 4. & 21.
XII. 1. 15.
XIII. 1. 4.
XIIII. 1. 4.
XV. 1. 15.
XVI. 1. 4.
XVII. 1. 4.
XVIII. 2. 1.
XIX. 1. 15.
XX. 1. 3. & 6. 2. 8.
XXI. 1. 3.
XXII. 1. 3.
XXIII. 1. 3.
XXIIII. 1. 3.
XXV. 1. 5.
XXVI. 1. 6.
XXVII. 1. 3.
XXVIII. 1. 3.
XXIX. 1. 3.
XXX. 1. 3.
XXXI. 1. 3.
XXXII. 1. 6.

Chap. IIII. Des droicts Seigneuriaux.

XXXIII. 2. 2.
XXXIIII. 2. 2.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 2.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.

Chap. V. Des Fiefs.

XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 2. 1.
LVIII. 2. 1.
LIX. 2. 1.
LX. 2. 1.
LXI. 2. 1.
LXII. 2. 1.
LXIII. 2. 2.
LXIIII. 2. 1.
LXV. 1. 3.
LXVI. 2. 1.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 5.

Chapitre VI. De Garantir en Parage.

LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 1.
LXXIIII. 2. 1.
LXXV. 2. 1.

Chapitre VII. Des profits feodaux.

LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 1.
LXXVIII. 2. 1.
LXXIX. 2. 1.
LXXX. 2. 1.
LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 2.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 1.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 1.
XCI. 2. 1.
XCII. 2. 1
XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2. 1.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 1.
XCIX. 2. 4.
C. 2. 1.
CI. 2. 1. 2. 1.

Chapitre VIII. Des Adueus & denombremens.

CII. 2. 1.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 1.
CV. 2. 1.
CVI. 2. 1.
CVII. 2. 1.

Chapitre IX. Des Cens & profits Censuels.

CVIII. 2. 2.
CIX. 2. 2.
CX. 2. 2.
CXI. 2. 2.
CXII. 2. 2.
CXIII. 2. 2.
CXIIII. 2. 2.
CXV. 2. 2.
CXVI. 2. 2.
CXVII. 2. 2.
CXVIII. 2. 2.
CXIX. 2 2.
CXX. 2. 2.
CXXI. 2. 2.
CXXII. 2. 2.
CXXIII. 2. 2.
CXXIIII. 2. 2.
CXXV. 2. 2.
CXXVI. 2. 2.
CXXVII. 2. 2.
CXXVIII. 2. 2.
CXXIX. 2. 2.

Chap. X. De droict de Terrage.

CXXX. 2. 2.
CXXXI. 2. 2.
CXXXII. 2. 2.
CXXXIII. 2. 2.
CXXXIIII. 2. 2.
CXXXV. 2. 2.

Chap. XI. Des Successions.

CXXXVI. 2. 15.
CXXXVII. 2. 15.
CXXXVIII. 2. 15.
CXXXIX. 2. 15.
CXL. 2. 15.
CXLI. 2. 15.
CXLII. 2. 15.
CXLIII. 2. 1.
CXLIIII. 2. 1.
CXLV. 2. 1.
CXLVI. 1. 6.
CXLVII. 2. 15.
CXLVIII. 2. 15.
CXLIX. 2. 15.
CL. 2. 15.
CLI. 2. 15.
CLII. 2. 1.
CLIII. 2. 15.
CLIIII. 2. 15.
CLV. 2. 15.
CLVI. 2. 15.
CLVII. 2. 3.
CLVIII. 2. 15.
CLIX. 2. 15.

Chapitre XII. De Donations faictes tant entre vifs comme par testament.

CLX. 2. 13.
CLXI. 2. 13.
CLXII. 2. 13.
CLXIII. 2. 13.
CLXIIII. 2. 10.
CLXV. 2. 10.
CLXVI. 2. 13.
CLXVII. 2. 13.
CLXVIII. 2. 13.
CLXIX. 2. 13.
CLXX. 2. 13.
CLXXI. 2. 13.
CLXXII. 2. 13.
CLXXIII. 2. 14.
CLXXIIII. 2. 13.
CLXXV. 2. 14.
CLXXVI. 2. 13.
CLXXVII. 2. 14.

Chapitre XIII. De Mariage.

CLXXVIII. 2. 10.
CLXXIX. 2. 10.
CLXXX. 2. 10. 2. 1.
CLXXXI. 2. 10.
CLXXXII. 2. 10.
CLXXXIII. 2. 10.
CLXXXIIII. 2. 10.
CLXXXV. 2. 10.
CLXXXVI. 2. 10.

Chapitre XIIII. De Douaires.

CLXXXVII. 2. 11.
CLXXXVIII. 2. 11.
CLXXXIX. 2. 11. 2. 1.
CXC. 2. 11.
CXCI. 2. 1.

Chapitre XV. De Prescription.

CXCII. 2. 6.

Source : BIU Cujas

Table

Chapitre XVI. De Retraict lignage r

CXCIII. 2. 7.
CXCIIII. 2. 7.
CXCV. 2. 7.
CXCVI. 2. 7.
CXCVII. 2. 7.
CXCVIII. 2. 7. 2. l.
CXCIX. 2. 7.
CC. 2. 7.
CCI. 2. 7.
CCII. 2. 7.
CCIII. 2. 7.
CCIIII. 2. 7.
CCV. 2. 7.
CCVI. 2. 7.
CCVII. 2. 7.
CCVIII. 2. 7.
CCIX. 2. 7.
CCX. 2. 7.

Chapitre XVII. Des Emphyteotes.

CCXI. 2. 5.

Chapitre XVIII. Des matieres possessoires.

CCXII. 2. 4.
CCXIII. 2. 4.
CCXIIII. 2. 4.
CCXV. 2. 4.
CCXVI. 2. 4.

Chapitre XIX. De prinse de bestes.

CCXVII. 1. 12.
CCXVIII. 1. 12.
CCXIX. 1. 12.
CCXX. 1. 12.
CCXXI. 1. 12.
CCXXII. 1. 12.
CCXXIII. 1. 12.
CCXXIIII. 1. 12.
CCXXV. 1. 11. & 12.
CCXXVI. 1. 12.
CCXXVII. 1. 12.

Chapitre XX. D'Estangs.

CCXXVIII. 1. 11.
CCXXIX. 2. 3.

Chapitre XXI. De servitutes reelles.

CCXXX. 2. 9.
CCXXXI. 2. 9.
CCXXXII. 2. 9.
CCXXXIII. 2. 6.
CCXXXIIII. 2. 9.
CCXXXV. 2. 9.
CCXXXVI. 2. 6.
CCXXXVII. 1. 11.
CCXXXVIII. 1. 8.
CCXXXIX. 1. 13.
CCXL. 1. 8.
CCXLI. 1. 8.

Chapitre XXII. Des debtes personnelles & executions faictes par vertu des lettres obligatoires des Rentes & Louages de maisons.

CCXLII. 2. 15.
CCXLIII. 2. 5.
CCXLIIII. 2. 6.
CCXLV. 2. 8.
CCXLVI. 2. 8.
CCXLVII. 2. 8.
CCXLVIII. 2. 5.
CCXLIX. 2. 8.
CCL. 2. 8.
CCLI. 2. 8.
CCLII. 2. 8.
CCLIII. 2. 8.
CCLIIII. 2. 8.
CCLV. 2. 8.
CCLVI. 1. 20.
CCLVII. 2. 8.
CCLVIII. 2. 8.
CCLIX. 2. 8.
CCLX. 2. 8.
CCLXI. 2. 8.
CCLXII. 2. 8.
CCLXIII. 2. 8.
CCLXIIII. 2. 8.
CCLXV. 2. 5.
CCLXVI. 2. 5.
CCLXVII. 2. 8.
CCLXVIII. 2. 8.
CCLXIX. 2. 5.
CCLXX. 2. 5.

Chapit. XXIII. Des Criees & subhastatiõs.

CCLXXI. 2. 16.
CCLXXII. 2. 16.
CCLXXIII. 2. 16.
CCLXXIIII. 2. 16.
CCLXXV. 2. 5.

Coustumes Locales du Cõte & Bailliage de Dunois Seigneuries de Marchesnoir & Fretenal, mẽbres dependans dudit Cõté, & autres terres enclauees qui sont sous les Coustumes estant regies & Gouuernees par la Coustume de Dunois.

Chapitre I. De Fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1. 2. l.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 1. 5. & 6.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.

Chap. II. De l'estimation cõmune d'vn Rachat, qu'on dit le dict de deux preud'hommes.

XXV. 2. 2.
XXVI. 2. 2.
XXVII. 2. 2.
XXVIII. 2. 2.
XXIX. 2. 2.
XXX. 1. 11.
XXXI. 2. 1.

Chap. III. De matiere Censuelle.

XXXII. 2. 2.
XXXIII. 2. 2.
XXXIIII. 2. 2.
XXXV. 2. 2.
XXXVI. 2. 2.
XXXVII. 2. 2.
XXXVIII. 2. 2.
XXXIX. 2. 2.
XL. 2. 2.
XLI. 2. 2.
XLII. 2. 2.
XLIII. 2. 2.
XLIIII. 2. 2.
XLV. 2. 2.
XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 2.
XLVIII. 2. 2.
XLIX. 2. 2.

Chap. IIII. De Terrage & Champart.

L. 2. 2.
LI. 2. 8.

Chap. V. Des Pasturages & herbages.

LII. 1. 12.
LIII. 1. 12.

Chap. VI. De Espaues.

LIIII. 1. 6.
LV. 1. 6.
LVI. 1. 6.

Chap. VII. De Communautez d'entre hommes & femme mariez.

LVII. 2. 10.
LVIII. 2. 10. 2. l.

Chapitre VIII. Des Societez.

LIX. 2. 10.

Chapitre IX. Des Seruitutes reelles.

LX. 2. 9.
LXI. 2. 9.
LXII. 2. 9.
LXIII. 2. 9.

Chap. X. De Donations faictes entre vifs.

LXIIII. 2. 15.
LXV. 2. 3.

Chap. XI. De Donation faicte en mariage.

LXVI. 2. 15.
LXVII. 2. 15.

Chap. XII. Des Donations testamentaires & pour cause de mort.

LXVIII. 2. 13.

Chapitre XIII. Des Douaires des Femme.

LXIX. 2. 11.
LXX. 2. 11.

Chapitre XIIII. Des droicts de Successions.

LXXI. 2. 15.
LXXII. 2. 15.
LXXIII. 2. 14.
LXXIIII. 2. 15.
LXXV. 2. 3.
LXXVI. 2. 5.
LXXVII. 2. 15.
LXXVIII. 2. 3.

Chapitre XV. De Retraict.

LXXIX. 2. 7.
LXXX. 2. 7. 2. l.
LXXXI. 2. 7.
LXXXII. 2. 7. 2. l.

Source : BIU Cujas

LXXXIII. 2. 7.
LXXXIIII. 2. 7.

Chap. XVI. De Preſcription.

LXXXV. 2. 6.

Chap. XVII. Des Executions de louage de maiſons & meſtairie.

LXXXVI. 2. 8.
LXXXVII. 2. 8.
LXXXVIII. 2. 5.
LXXXIX. 2. 5.
XC. 2. 5.
XCI. 2. 8.
XCII. 2. 8.
XCIII. 2. 8.

Chapitre XVIII. Des Executions faictes par vertu de lettres obligatoires.

XCIIII. 1. 22.
XCV. 2. 8.
XCVI. 2. 8.
XCVII. 2. 8.
XCVIII. 1. 20.
XCIX. 2. 8.
C. 2. 8.

Couſtumes Locales de la Chaſtellenie de Romorantin Millancay, Villebroſſe & Billy.
Chap. I. Des proficts de fiefs.

I. 2. 1. 2. 1.

Chap. II. De Succeſſions de fiefs.

II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.

Chap. III. De proficts Cenſuels.

V. 2. 2.

Chapitre IIII. Des Terrages.

VI. 2. 2.
VII. 2. 2.

Chapitre V. Des Dons & recompenſes.

VIII. 2. 13.

Chapitre VI. De Retraict lignagier.

IX. 2. 7. 2. 1.

Chapitre VII. De priſe & degagement.

X. 1. 12.
XI. 2. 4.
XII. 1. 12.

Chapitre VIII. De matiere feodale.

XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.

Couſtumes Locales de la Baronnie & Seigneurie de S. Aignan.
Chapitre I. De priſe de beſtes.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1. 11. & 12.
V. 1. 12. 2. 1.
VI. 1. 12.
VII. 1. 5.

Chapitre II. Des droicts & deuoirs des Cens.

VIII. 2. 2. 2. 1.
IX. 2. 2.

Chapitre III. De Communauté.

X. 2. 10.
XI. 2. 10.

Chapitre IIII. De Douaires.

XII. 2. 11.
XIII. 2. 11

Chapitre V. De Succeſſions.

XIIII. 2. 1. & 15.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 1. 6.

Chapitre VI. De Donations.

XXI. 2. 13.
XXII. 2. 13.

Chapitre VII. Des Retraicts lignagers.

XXIIII. 2. 7. 2. 1.

Chapitre VIII. Des droicts feodaux.

XXIIII. 2. 1.

Couſtumes Locales de la Chaſtellenie de Menetou ſur Cher.
Chapitre I. Des Cens & droicts Cenſuels.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.

Chapitre II. Des Terrages.

IIII. 2. 2.
V. 2. 2.

Chapit. III. Des Terrages herbages & paiſſons.

VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12. 2. 1.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.

Chapitre IIII. Des Eſpaues.

XII. 1. 6.

Chapitre V. Des Eſtangs & Garennes.

XIII. 1. 13.
XIIII. 1. 11.

Chapitre VI. De Retraict lignager.

XV. 2. 7. 2. 1.
XVI. 2. 7.

Chapitre VII. De l'Eſtat & droict des perſonnes.

XVII. 1. 2.

Chapitre VIII. Des Preſcriptions.

XVIII. 2. 6.
XIX. 2. 6.

Chapitre IX. De Douaires.

XX. 2. 11.

Chapitre X. De Servitutes reelles.

XXI. 1. 11.
XXII. 1. 11.
XXIII. 1. 11.
XXIIII. 1. 12.
XXV. 1. 12.

Chapitre XI. De Diſme.

XXVI. 2. 2.

Couſtumes Locales de la Chaſtellenie de Selles en Berry.

Chapitre I. De priſe de beſtes.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

Chapitre II. Des droicts & deuoirs de Cens.

III. 2. 2.
IIII. 2. 2.

Chap. III. De Succeſſions.

V. 2. 15. 2. 1.
VI. 1. 6.

Chap. IIII. De Douaires.

VII. 2. 11.

Couſtumes Locales de la Chaſtellenie de Vallancay.
Chapitre I. Des Cens.

I. 2. 2.

Chapitre II. De Terrage.

II. 2. 2.
III. 2. 2.

Chap. III. Des Succeſſions.

IV. 2. 1.
V. 1. 5.
VI. 2. 2.

Chapitre IIII. De priſe de beſtes.

VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.

Chap. V. D'empeſchemens de chemins.

XII. 1. 5.

Couſtumes Locales, des terres & Chaſtellenies de Vaſtang, Buxueil, Ville-neufue ſous Barillon & le Puy ſainct Laurian.
Chap. I. Des Cens & profits d'iceux.

I. 2. 2. 2. 1.
II. 2. 2. 2. 1.

Chap. II. De Terrage.

III. 2. 2.
IV. 2. 2.

Chap. III. Des Iuges & Iuriſdictions.

V. 1. 15. & 21.

Chap. IIII. Des Executions.

VI. 2. 8.
VII. 2 8.

Chapitre V. De Preſcriptions.

VIII. 2. 6.

Chapitre VI. De Retraict limager.

IX. 2. 7.
X. 2. 7.

Chapitre VII. Des Douaires & communauté.

XI. 2. 11.
XII. 2. 10.

Chapitre VIII. De priſe de beſtes.

XIII. 1. 12.
XIIII. 1. 12.
XV. 1. 12.
XVI. 1. 12.
XVII. 1. 12.
XVIII. 1. 11.
XIX. 1 13.
XX. 1. 12.

Chap. IX. Des teſtamẽs & dernieres volontez

XXI. 2. 14.

Source : BIU Cujas

Table

Chapitre X. Des Succeßions.

XXII. 2. 15.

Couſtumes Locales de la Barõnie de la rue d'Yndre, eſtant és faux bourgs de la Ville de Chaſteauroux, & des Chaſtellenies & Iuſtices eſtans en foy & hommage & Reſſort d'icelle.

Chap. I. De Retraict lignager.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IV. 2. 7.

Chapitre II. Des droicts Feodaux.

V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.

Chapitre III. De choſes Cenſuelles.

IX. 2. 2.
X. 2. 2. & 6.
XI. 2. 2.

Chapitre IIII. De Succeßions.

XII. 2. 1.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 11.
XVI. 2. 13.
XVII. 2. 13.

Chapitre V. De la forme de ſucceder entre perſonnes franches, Bourgeois, eximees & abonnees des lieux de ſeruitutes, & qu'ils ont faculté de ſucceder les vns aux autres & diſpoſer de leurs biens & autrement.

XVIII. 1. 2.
XIX. 1. 2.

Chapitre VI. De prinſe de beſtes.

XX. 1. 12.
XXI. 1. 12.
XXII. 1. 12.

Chapitre VII. De Deſpenſe faicte, en tauernes publiques.

XXIII. 2. 8.
XXIIII. 2. 5.

Chap. VIII. De la Iuriſdiction & Bas Iuſticier.

XXV. 1. 3.
XXVI. 1. 3.
XXVII. 1. 21.

Chapitre IX. Des Notaires.

XXVIII. 1. 19.
XXIX. 1. 19.

Chapitre X. D'Emancipation.

XXX. 1. 1. & 2. 10.
XXXI. 2. 10.

Chapitre XI. De Baſtards.

XXXII. 1. 6.

Chapitre XII. Des Preſcriptions.

XXXIII. 2. 6.
XXXIIII. 2. 6.

Chapitre XIII. Des Crimes & delicts.

XXXV. 1. 25.
XXXVI. 1. 25.
XXXVII. 1. 25.

Chapitre XIIII. Des Aſſeuretez & Sauuegardes: & peines indictes aux infracteurs.

XXXVIII. 1. 21.
XXXIX. 1. 21.
XL. 1. 21.
XLI. 1. 21.
XLII. 1. 5.

Couſtumes Locales de la Baronnie de la Ferté Ymbaut.

Chapitre I. Des Fiefs.

I. 2. 1.

Chapitre II. Des Cens & profits cenſuels.

II. 2. 2. 2. 1.
III. 2. 2.
IIII. 2. 2.

Chapitre III. De Terrage.

V. 2. 2.

Chapitre IIII. De matieres poſſeſſoires.

VI. 1. 4. 12. & 2. 4.

Chapitre V. De prinſe de beſtes.

VII. 1. 12.
VIII. 1. 13.
IX. 1. 11.
X. 1. 8.

Couſtumes Locales de la terre & Seigneurie de Soeſmes.

Chapitre I. Des Champarts & Terrages.

I. 2. 2.
II. 1. 12.

Chapitre II. Des Cens.

III. 2. 2.

Chapitre III. De prinſe de beſtes.

IV. 1. 12.

Chapitre IIII. De Retraict lignager.

V. 2. 7. 2. 1.
VI. 2. 7. 2. 1.

Couſtumes Locales des terres & Chaſtellenies de Lepuroux & Bourge.

Chapitre I. De prinſe de beſtes.

I. 1. 12.

Chapitre II. De Confiſcation.

II. 1. 5.

Chap. III. De Terrage.

III. 2. 2.

Chapitre IIII. De Succeßions.

IV. 2. 1.
V. 2. 15.
VI. 2. 15. 2. 1.
VII. 2. 10.

Couſtumes Localles de la Chaſtellenie de la Ferté Auray.

Chapitre I. De prinſe de beſtes.

I. 1. 12.
II 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.
V. 2. 4.

Chapitre II. Des Cens.

VI. 2. 2.
VII. 2. 2.

Couſtumes Locales de Trẽbleuy & Villebroſſe.

Chap. I. Des Succeßions.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 15.
IV. 2. 2.

Chapitre II. De prinſe de beſtes.

V. 1. 12.
VI. 2. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 13.
IX. 1. 11.
X. 2. 9.

Chap. III. De Iuriſdiction.

XI. 1. 21.

Chap. IIII. De Douaires.

XII. 2. 11.

Couſtumes Locales de la Chaſtellenie, terre, Iuſtice & Seigneurie de Chabris.

Chap. I. De prinſe de beſtes.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.

Chap. II. De Cens, Ventes & Reliefs.

VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.

Chapitre III. De Douaire Couſtumier & prefix.

XI. 2. 11.

Chap. IIII. De Succeßions.

XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 1. 15.
XIX. 2. 15.

Chapitre V. De Donations.

XX. 2. 13.

Chapitre VI. De Retraicts.

XXI. 2. 7.
XXII. 2. 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.
XXV. 2. 7.

Chapitre VII. De Baſtards.

XXVI. 1. 5. & 6.

Couſtumes Locales de la Chaſtellenie de Molins en Berry, tenue de la Chaſtellenie de S. Aignã.

Chapitre I. De Cens.

I. 2. 2.

Chap. II. Des Bois de haute fuſtaye & taillis.

II. 1. 11.

Chapitre III. De Recouſſe de beſtes.

III. 1. 12.
IV. 1. 11.

Couſtumes Locales de la Seigneurie & Bailliage d'Autroche.

Chapitre I. De Cens.

I. 2. 2.

Chapitre II. De Champeage.

II. 1. 12.

Chapitre III. De prinſe de beſtes.

III. 1. 12.
IV. 1. 12.
V. 1. 5.

Couſtumes Locales de la Chaſtellenie de Villefranche ſur Cher.

Chapitre I. De Prinſe de beſtes.

I. 1. 12.

Source : BIU Cujas

Coustumes generales des pays & Duché de Berry tant de la Ville & Septaine de Bourges, que des autres Villes & lieux dudit pays & Duché.

Titre I. De l'Estat & qualité des personnes.

I. 1. 1.
II. 1. 1. } p. 2. a.
III. 2. 10.
IIII. 2. 10.
V. 1. 1.
VI. 1. 1.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 1. 1.
X. 2. 10.
XI. 1. 1.
XII. 1. 1.
XIII. 2. 6.
XIIII. 1. 1.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 12.
XXIII. 2. 12.
XXIIII. 2. 12.
XXV. 2. 12.
XXVI. 2. 12.
XXVII. 2. 12.
XXVIII. 2. 12.
XXIX. 2. 12.
XXX. 2. 12.
XXXI. 2. 12.
XXXII. 2. 12.
XXXIII. 2. 12.
XXXIIII. 2. 12.
XXXV. 2. 12.
XXXVI. 2. 12.
XXXVII. 2. 12.
XXXVIII. 2. 12.
XXXIX. 2. 1.
XL. 1. 12.
XLI. 2. 12.
XLII. 2. 12.
XLIII. 2. 12.
XLIIII. 2. 12.
XLV. 2. 12.
XLVI. 2. 12.
XLVII. 2. 12.
XLVIII. 2. 10.
XLIX. 2. 10.

Tit. II. Des Iuges, Iugemens, Rescisions, Espaues, Amendes & Confiscations.

I. 1. 5.
II. 1. 5.
III. 1. 5.
IV. 1. 16.
V. 2. 16.
VI. 1. 16.
VII. 1. 6.
VIII. 1. 6.
IX. 1 6.
X. 1. 6.
XI. 1. 6.
XII. 1. 6.
XIII. 1. 6.
XIIII. 1. 6.
XV. 1. 5.
XVI. 1. 5.
XVII. 1. 5.
XVIII. 1. 23.
XIX. 1. 5.
XX 1. 5.
XXI. 1. 5.
XXII. 1. 5.
XXIII. 1. 5.
XXIIII. 1. 5.
XXV. 1. 5.
XXVI. 1. 20.
XXVII. 1. 20.
XXVIII. 1. 20.
XXIX. 1. 20.
XXX 1. 20.
XXXI. 2. 5.
XXXII. 2. 4.
XXXIII. 2. 5.
XXXIIII. 1. 1.
XXXV. 1. 23.
XXXVI. 1. 23.
XXXVII. 1. 23.
XXXVIII. 1. 23.
XXXIX. 1. 23.

Tit. III. Des Notaires.

I. 1. 19.
II. 1. 19.

Titre IIII. Quelles choses sont reputees meubles ou immeubles.

I. 2. 3.
II. 2. 3.
III. 2. 3.
IIII. 2. 3.
V. 2. 3.
VI. 2. 3.

Titre V. Des Fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1. 2. l.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1. 2. l.
XXII 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1. 2. l.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 1.
LVII. 1. 3.

Titre VI. Des Cens, Rentes & hypotheques.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII 2. 2.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.
XVIII. 2. 2.
XIX. 2. 2.
XX. 2. 2.
XXI. 2. 2. 2. l.
XXII. 2. 2.
XXIII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.
XXV. 2. 5.
XXVI. 2. 2.
XXVII. 2. 2.
XXVIII. 2. 2.
XXIX. 2. 5.
XXX. 2. 2.
XXXI. 2. 2.
XXXII. 2. 2.
XXXIII. 2. 5.
XXXIIII. 2. 5.

Titre VII. De Donations.

I. 2. 13.
II. 2. 13.
III. 2. 13.
IV. 2. 13.
V. 2. 13.
VI. 2. 13.
VII. 2. 13.
VIII. 2. 13.
IX. 2. 13.
X. 2. 15.
XI. 2. 13.

Titre VIII. Des mariages, Douaires, Societez & Communautez.

I. 2. 13.
II. 2. 13.
III. 2. 13.
IV. 2. 13.
V. 2. 13.
VI. 2. 13.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 11.
XII. 2. 11.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 11.
XV. 2. 11.

Source : BIU Cujas

XVI. 2. 11.
XVII. 2. 11.
XVIII. 2. 11.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 3.
XXVI. 2. 10.

Titre IX. Des Executions, Criees & subhastations.

I. 2. 8.
II. 2. 8.
III. 2. 8.
IV. 2. 8.
V. 2. 8.
VI. 2. 8.
VII. 2. 8.
VIII. 2. 8.
IX. 2. 8.
X. 2. 8.
XI. 2. 8.
XII. 2. 8.
XIII. 2. 8.
XIIII. 1. 2. 11.
XV. 2. 8.
XVI. 2. 8.
XVII. 2. 8.
XVIII. 2. 8.
XIX. 2. 8.
XX. 2. 8.
XXI. 2. 5.
XXII. 2. 5.
XXIII. 2. 8.
XXIIII. 2. 8.
XXV. 2. 8.
XXVI. 2. 8.
XXVII. 2. 8.
XXVIII. 2. 8.
XXIX. 2. 8.
XXX. 2. 8.
XXXI. 2. 5.
XXXII. 2. 5.
XXXIII. 2. 5.
XXXIIII. 2. 5.
XXXV. 2. 5.
XXXVI. 2. 5.
XXXVII. 2. 8.
XXXVIII. 2. 8.
XXXIX. 2. 5.
XL. 2. 5.
XLI. 2. 5.
XLII. 2. 5. & 8.
XLIII. 2. 5.
XLIIII. 2. 8.
XLV. 2. 8.
XLVI. 2. 8.
XLVII. 2. 8.
XLVIII. 2. 5.
XLIX. 2. 16.
L. 2. 16.
LI. 2. 16.
LII. 2. 16.
LIII. 2. 16.
LIIII. 2. 16.
LV. 2. 16.
LVI. 2. 16.
LVII. 2. 16.
LVIII. 2. 16.
LIX. 2. 16.
LX. 2. 16.
LXI. 2. 16.
LXII. 2. 16.
LXIII. 2. 16.
LXIIII. 2. 16.
LXV. 2. 16.
LXVI. 2. 16.
LXVII. 2. 16.
LXVIII. 2. 16.
LXIX. 2. 16.
LXX. 2. 16.
LXXI. 2. 16.
LXXII. 2. 16.
LXXIII. 2. 16.
LXXIIII. 2. 16.
LXXV. 2. 16.
LXXVI. 2. 16.
LXXVII. 2. 16.
LXXVIII. 2. 16.
LXXIX. 2. 16.
LXXX. 2. 16.
LXXXI. 2. 16.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.

Tit. X. Des droicts prediaux.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 11.
XIII. 1. 11.
XIIII. 1. 13.
XV. 1. 12.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.
XVIII. 2. 2.
XIX. 1. 12.
XX. 1. 5.
XXI. 1. 5.
XXII. 2. 9.
XXIII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.
XXV. 2. 2.
XXVI. 2. 2.
XXVII. 2. 2.

Tit. XI. De Seruitutes reelles, tant aux villes qu'aux champs.

I. 2. 9.
II. 2. 9.
III. 2. 9.
IV. 2. 9.
V. 2. 9.
VI. 2. 9.
VII. 2. 9.
VIII. 2. 9.
IX. 2. 9.
X. 2. 9.
XI. 2. 9.
XII. 2. 9.
XIII. 2. 9.
XIIII. 2. 9.
XV. 2. 9.
XVI. 2. 9.
XVII. 2. 9.
XVIII. 1. 14.
XIX. 1. 14.
XX. 1. 14.
XXI. 2. 9.
XXII. 2. 9.
XXIII. 2. 9.
XXIIII. 2. 9.

Tit. XII. Des Prescriptions.

I. 2. 6.
II. 2. 6.
III. 2. 1. 6.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 6.
IX. 2. 1.
X. 2. 6.
XI. 2. 6.
XII. 2. 6.
XIII. 2. 6.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 6.
XVI. 2. 6.

Tit. XIII. De la Retenue des choses vendues, tenues en fief ou en cens.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.

Tit. XIIII. De Retraict lignager.

I. 2. 7. 2. 1.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IV. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 7.
XX. 2. 7.
XXI. 2. 7.
XXII. 2. 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.
XXV. 2. 7.
XXVI. 2. 7.
XXVII. 2. 7.
XXVIII. 2. 7.
XXIX. 2. 7.
XXX. 2. 7.

Titre XV. Des Vignerons.

I. 1. 14.
II 1. 14.
III. 1. 12.
IIII. 1. 7.
V. 1. 7.
VI. 1. 7.
VII. 1. 14.
VIII. 1. 14.

Titre XVI. Des Moulins & Musniers riuieres & Estangs.

I. 1. 8.

Source : BIU Cujas

II. 1. 8.
III. 1. 11.

Titre XVII. De Chaptel de bestes.

I. 1. 5.
II. 1. 5.
III. 1. 5.
IIII. 1. 5.
V. 1. 5.
VI. 1. 5.
VII. 1. 5.
VIII. 1. 5.
IX. 1. 5.
X. 1. 5.
XI. 1. 5.
XII. 1. 5.
XIII. 1. 5.

Tit. XVIII. Des Testamens.

I. 2. 14.
II. 2. 14.
III. 2. 14.
IV. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 14.
IX. 2. 14.
X. 2. 14.
XI. 2. 14.
XII. 2. 14.
XIII. 2. 14.
XIIII. 2. 14.
XV. 2. 14.
XVI. 2 14.
XVII. 2. 14.
XVIII. 2. 14.
XIX. 2. 14.
XX. 2. 14.
XXI. 2. 14.
XXII. 2. 14.
XXIII. 2. 14.
XXIIII. 2. 14.

Tit. XIX. Des Successions ab intestat.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IV. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 1. 6.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 15.
XXIII. 2. 15.
XXIIII. 2. 15.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 15.
XXVII. 2. 15.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 1. 6.
XXX. 2. 14.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 15.
XXXIII. 2. 15.
XXXIIII. 2. 15.
XXXV. 2. 15.
XXXVI. 2. 15.
XXXVII. 2. 15.
XXXVIII. 2. 15.
XXXIX. 2. 15.
XL. 2. 15.
XLI. 2. 15.
XLII. 2. 15.
XLIII. 2. 15.

Tit. XX. Des Partages & diuisions des Successiõs & autres Communautez.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IIII. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.

Coustumes generalles du pays & Duché de Bourbonnois.

Chapitre I. De Iurisdiction & Iustice.

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 1. 3.
IIII. 1. 3.
V. 1. 3.
VI. 1. 15.
VII. 1. 21.
VIII. 1. 21.
IX. 1. 3.
X. 1. 3.

Chapitre II. Des Renuois.

XI. 1. 25.
XII. 1. 21.

Chapitre III. Des Prescriptions.

XIII. 2. 6.
XIIII. 1. 21.
XV. 2. 6.
XVI. 2. 6.
XVII. 2. 6.
XVIII. 2. 6.
XIX. 2. 6.
XX. 2. 6.
XXI. 2. 6.
XXII. 2. 6.
XXIII. 2. 6.
XXIIII. 2. 6.
XXV. 1. 2.
XXVI. 2. 6.
XXVII. 2. 6.
XXVIII. 2. 6.
XXIX. 2. 6.
XXX. 2. 6.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 6.
XXXIII. 2. 6.
XXXIIII. 2. 6.
XXXV. 2. 6.

Chapitre IIII. Des Exceptions.

XXXVI. 2. 5.
XXXVII. 2. 5.
XXXVIII. 1. 21.

Chapitre V. Des Reproches.

XXXIX. 1. 21.
XL. 1. 21.
XLI. 1. 21.
XLII. 1. 21.
XLIII. 1. 21.
XLIIII. 1. 21.
XLV. 1. 21.
XLVI. 1. 21.
XLVII. 1. 21.

Chap. VI. Des Delations de serment.

XLVIII. 1. 21.
XLIX. 2. 5.
L. 2. 12.

Chap. VII. D'Asseuremens.

LI. 1. 21.
LII. 1. 21.
LIII. 1. 21
LIIII. 1. 21.
LV. 1. 21.
LVI. 1. 21.
LVII. 1. 21.
LVIII. 1. 21.
LIX. 1. 21.
LX. 1. 21.
LXI. 1. 21.

Chap. VIII. Des Crimes.

LXII. 1. 25.
LXIII. 1. 25.
LXIIII. 1. 25.
LXV. 1. 25.
LXVI. 1. 25.
LXVII. 1. 25.

Chap. IX. Des Respits & Quinquennelles.

LXVIII. 2. 5.
LXIX. 2. 5.
LXX. 2. 5.

Chap. X. Des Cessions de biens.

LXXI. 2. 5.
LXXII. 2. 5.
LXXIII. 2. 10.

Chap. XI. Des Notaires.

LXXIIII. 1. 19.
LXXV. 1. 19.
LXXVI. 1. 19.
LXXVII. 1. 19.
LXXVIII. 1. 19.
LXXIX. 1. 19.
LXXX. 1. 19.
LXXXI. 1. 19.
LXXXII. 1. 19.
LXXXIII. 1. 19.
LXXXIIII. 1. 19.
LXXXV. 1. 19.

Chap. XII. Des lettres contracts de vente, reuente & ou est tenu le debteur porter ce qu'il doit: & des cas de Saisine & de nouuelleté, & simple saisine & matiere possessoire.

LXXXVI. 2. 5.
LXXXVII. 2. 5.
LXXXVIII. 2. 5.
LXXXIX. 2. 4.
XC. 2. 4.
XCI. 2. 4.
XCII. 2. 4.
XCIII. 2. 4.

Source : BIU Cujas

Table

XCIIII. 2. 4.
XCV. 2. 4.

Chap. XIII. Des Executions.

XCVI. 2. 8.
XCVII. 2. 5.
XCVIII. 1. 22.
XCIX. 1. 23.
C. 2. 8.
CI. 2. 2.
CII. 2. 8.
CIII. 2. 2.
CIIII. 2. 8.
CV. 2. 8.
CVI. 2. 16.
CVII. 2. 8.
CVIII. 2. 8.
CIX. 2. 8.
CX. 2. 8.
CXI. 2. 8.
CXII. 2. 8.
CXIII. 2. 8.
CXIIII. 2. 5.
CXV. 2. 5.
CXVI. 2. 8.
CXVII. 2. 8.
CXVIII. 2. 8.
CXIX. 2 5.
CXX. 2. 5.
CXXI. 2. 5.
CXXII. 2. 8.
CXXIII. 2. 5.
CXXIIII. 2. 5.
CXXV. 2. 8.
CXXVI. 2. 8.
CXXVII. 2. 8.
CXXVIII. 2. 5.
CXXIX. 2. 8.
CXXX. 2. 8.
CXXXI. 2. 5.
CXXXII. 2. 5.
CXXXIII. 2. 8.
CXXXIIII. 2. 6.
CXXXV. 2. 8.
CXXXVI. 2. 5.
CXXXVII. 2. 16.
CXXXVIII. 2. 16.
CXXXIX. 2. 16.
CXL. 2. 16.
CXLI. 2. 16.
CXLII 2. 16.
CXLIII. 2. 16.
CXLIIII. 2. 16.
CXLV. 2. 16.
CXLVI. 1. 21.
CXLVII. 2. 16.
CXLVIII. 2. 16.
CXLIX. 2. 16.
CL. 2. 16. 2. 1.
CLI. 2. 16.
CLII. 2. 16.
CLIII. 1. 21.
CLIIII. 2. 16.

Chap. XIIII. De Taxe de despens & Amendes.

CLV. 1. 24.
CLVI. 1. 20.
CLVII. 1. 24.
CLVIII. 1. 24.
CLIX. 1. 21.
CLX. 1. 5.
CLXI. 1. 14.
CLXII. 1. 11.
CLXIII. 1. 5.
CLXIIII. 1. 5.
CLXV. 2. 5.

Chap. XV. Du droict & Estat des personnes.

CLXVI. 2. 10.
CLXVII. 1. 1.
CLXVIII. 2. 10.
CLXIX. 1. 1.
CLXX. 2. 10.
CLXXI. 2. 10.
CLXXII. 2. 5.
CLXXIII. 1. 1.

Chapitre XVI. Des Tutelles.

CLXXIIII. 1. 1. & 2. 12.
CLXXV. 2. 12.
CLXXVI. 2. 12.
CLXXVII. 2. 12.
CLXXVIII. 2. 12.
CLXXIX. 2. 12.
CLXXX. 2. 12. 2. 1.
CLXXXI. 2. 12.
CLXXXII. 2. 12.
CLXXIII. 2. 12.

Chapitre XVII. Des Bastards & Aubains.

CLXXXIIII. 2. 14.
CLXXXV. 1. 6.
CLXXXVI. 1. 6.
CLXXXVII. 1. 6.
CLXXXVIII. 1. 6.

Chapitre XVIII. Des Tailles personnelles.

CLXXXIX. 1. 2.
CXC. 1. 2.
CXCI. 1. 2.
CXCII. 1. 2.
CXCIII. 1. 2.
CXCIIII. 1. 2.
CXCV. 1. 2.
CXCVI. 1. 2.
CXCVII. 1. 2.
CXCVIII. 1. 2.
CXCIX. 1. 2.
CC. 1. 2.
CCI. 1. 2.
CCII. 1. 2.
CCIII. 1. 2.
CCIIII. 1. 2.
CCV. 1. 2.
CCVI. 1. 2.
CCVII. 1. 2.
CCVIII. 1. 2.

Chapitre XIX. Des Donations.

CCIX. 2. 13.
CCX. 2. 13.
CCXI. 2. 13.
CCXII. 2. 13.
CCXIII. 2. 13.
CCXIIII. 2. 13.
CCXV. 2. 13.
CCXVI. 2. 15.
CCXVII. 2. 15.
CCXVIII. 2. 13.

Chapitre XX. Des Donations, Dons mutuels & autres conuentions faites en contract de mariage & constant iceluy.

CCXIX. 2. 13.
CCXX. 2. 13.
CCXXI. 2. 10.
CCXXII. 2. 15.
CCXXIII. 2. 15.
CCXXIIII. 2. 13.
CCXXV. 2. 13.
CCXXVI. 2. 13.
CCXXVII. 2. 13.
CCXXVIII. 2. 13.
CCXXIX. 2. 13.
CCXXX. 2. 13.
CCXXXI. 2. 13.

Chapitre XXI. Des gens mariez, Dots, & Douaires.

CCXXXII. 2. 10.
CCXXXIII. 2. 10.
CCXXXIIII. 2. 10.
CCXXXV. 2. 10.
CCXXXVI. 2. 10.
CCXXXVII. 2. 10.
CCXXXVIII. 2. 10.
CCXXXIX. 2. 10.
CCXL. 2. 10.
CCXLI. 2. 10.
CCXLII. 2. 10.
CCXLIII. 2. 10.
CCXLIIII. 2. 10.
CCXLV. 2. 10.
CCXLVI. 2. 10.
CCXLVII. 2. 10.
CCXLVIII. 2. 10.
CCXLIX. 2. 11.
CCL. 2. 11. 2. 1.
CCLI. 2. 11.
CCLII. 2. 11.
CCLIII. 2. 11.
CCLIIII. 2. 11.
CCLV. 2. 11.
CCLVI. 2. 11.
CCLVII. 2. 11.
CCLVIII. 2. 11.
CCLIX. 2. 11.
CCLX. 2. 11.
CCLXI. 2. 11.
CCLXII. 2. 11.
CCLXIII. 2. 11.
CCLXIIII. 2. 11.
CCLXV. 2. 15.
CCLXVI. 1. 5.

Chapitre XXII. Des Communautez.

CCLXVII. 2. 10.
CCLXVIII. 2. 10.
CCLXIX. 2 10.
CCLXX. 2. 10.
CCLXXI. 2. 10.
CCLXXII. 2. 10.
CCLXXIII. 2. 10.
CCLXXIIII. 2. 10.
CCLXXV. 2. 3
CCLXXVI. 2. 10.
CCLXXVII. 2. 10.
CCLXXVIII. 2. 10.
CCLXXIX. 2. 10.
CCLXXX. 2. 10.

Chapitre XXIII. Des choses reputees Meubles, Conquests ou heritages.

CCLXXXI. 2. 3.
CCLXXXII. 2. 3.
CCLXXXIII. 2. 10.
CCLXXXIIII. 2. 3.
CCLXXXV. 2. 3.
CCLXXXVI. 2. 3.
CCLXXXVII. 2. 3.
CCLXXXVIII 2. 3.

Chapitre XXIIII. Des Testamens, Donatifs à cause de mort, Legats & Executeurs d'iceux.

CCLXXXIX. 2. 14.
CCXC. 2. 14.
CCXCI. 2. 14.
CCXCII. 2. 14.

Source : BIU Cujas

CCXCIII. 2. 14.
CCXCIIII. 2. 13.
CCXCV. 2. 14.
CCXCVI. 2. 14.
CCXCVII. 2. 14.
CCXCVIII. 2. 14.

Chap. XXV. Des Succeſſions.

CCXCIX. 2. 15.
CCC. 2. 15.
CCCI. 2. 1.
CCCII. 2. 1.
CCCIII. 2. 1.
CCCIIII. 2. 1.
CCCV. 2. 15.
CCCVI. 2. 15.
CCCVII. 2. 15.
CCCVIII. 2. 15.
CCCIX. 2. 15.
CCCX. 2. 15.
CCCXI. 2. 15.
CCCXII. 2. 15.
CCCXIII. 2. 15.
CCCXIIII. 2. 15.
CCCXV. 2. 15.
CCCXVI. 2. 15.
CCCXVII. 2. 15.
CCCXVIII. 2. 15.
CCCXIX. 2. 15.
CCCXX. 2. 15.
CCCXXI. 2. 15.
CCCXXII. 2. 15.
CCCXXIII. 2. 15.
CCCXXIIII. 2. 15.
CCCXXV. 2. 15.
CCCXXVI. 2. 15.
CCCXXVII. 2. 8.
CCCXXVIII. 1. 6.
CCCXXIX. 2. 15.
CCCXXX. 2. 15.

Chapitre XXVI. Des Droicts Seigneuriaux.

CCCXXXI. 1. 6.
CCCXXXII. 1. 6.
CCCXXXIII. 2. 2.
CCCXXXIIII. 2. 2.
CCCXXXV. 1. 6.
CCCXXXVI. 1. 6.
CCCXXXVII. 1. 6.
CCCXXXVIII. 1. 6.
CCCXXXIX. 1. 2.
CCCXL. 1. 11.
CCCXLI. 1. 11.
CCCXLII. 1. 11.
CCCXLIII. 2. 1.
CCCXLIIII. 2. 1.
CCCXLV. 2. 1.
CCCXLVI. 2. 1.
CCCXLVII. 2. 1.
CCCXLVIII. 2. 1.
CCCXLIX. 1. 5.
CCCL. 1. 5.
CCCLI. 1. 14.
CCCLII. 2. 2.
CCCLIII. 2. 2.
CCCLIIII. 1. 7.
CCCLV. 1. 7.
CCCLVI. 1. 7.
CCCLVII. 1. 7.
CCCLVIII. 1. 7.
CCCLIX. 1. 7.
CCCLX. 1. 7.
CCCLXI. 1. 7.
CCCLXII. 1. 7.
CCCLXIII. 1. 7.
CCCLXIIII. 1. 7.

Chap. XXVII. Des Fiefs.

CCCLXV. 2. 1.
CCCLXVI. 2. 1.
CCCLXVII. 2. 1.
CCCLXVIII. 2. 1.
CCCLXIX. 2. 1.
CCCLXX. 2. 1.
CCCLXXI. 2. 1.
CCCLXXII. 2. 1.
CCCLXXIII. 2. 1.
CCCLXXIIII. 2. 1.
CCCLXXV. 2. 1.
CCCLXXVI. 2. 1.
CCCLXXVII. 2. 1.
CCCLXXVIII. 2. 1.
CCCLXXIX. 2. 1.
CCCLXXX. 2. 1.
CCCLXXXI. 2. 1. 2. 1.
CCCLXXXII. 2. 1.
CCCLXXXIII. 2. 1.
CCCLXXXIIII. 2. 1.
CCCLXXXV. 2. 1.
CCCLXXXVI. 2. 1.
CCCLXXXVII. 2. 1.
CCCLXXXVIII. 2. 1.
CCCLXXXIX. 2. 1.
CCCXC. 2. 1.
CCCXCI. 2. 1.

Chapitre XXVIII. Des Cenſiues & droicts de directe Seigneurie.

CCCXCII. 2. 2.
CCCXCIII. 2. 2.
CCCXCIIII. 2. 2.
CCCXCV. 2. 2.
CCCXCVI. 2. 2.
CCCXCVII. 2. 2.
CCCXCVIII. 2. 2.
CCCXCIX. 2 5.
CCCC. 2. 2.
CCCCI. 2. 2.
CCCCII. 2. 2.
CCCCIII. 2. 2.
CCCCIIII. 2. 2.
CCCCV. 2. 2.
CCCCVI. 2. 2.
CCCCVII. 2. 2.
CCCCVIII. 2. 2.
CCCCIX. 2. 2.
CCCCX. 2. 2.
CCCCXI. 2. 2.
CCCCXII. 2. 2.
CCCCXIII. 2. 2.
CCCCXIIII. 2. 5.
CCCCXV. 2. 2.
CCCCXVI. 2. 2.
CCCCXVII. 1. 2.
CCCCXVIII. 2. 5.
CCCCXIX. 2. 2.
CCCCXX. 2. 2.
CCCCXXI. 2. 2.

Chap. XXIX. Des Retraicts Retennes & Rachats.

CCCCXXII. 2. 7.
CCCCXXIII. 2. 7.
CCCCXXIIII. 2. 1.
CCCCXXV. 2. 7. 2. 1.
CCCCXXVI. 2. 1.
CCCCXXVII. 2. 7.
CCCCXXVIII. 2. 7. 2. 1.
CCCCXXIX. 2. 7.
CCCCXXX. 2. 7.
CCCCXXXI. 2. 7.
CCCCXXXII. 2. 7.
CCCCXXXIII. 2. 7.
CCCCXXXIIII. 2. 7. 2. 1.
CCCCXXXV. 2. 7.
CCCCXXXVI. 2. 7.
CCCCXXXVII. 2. 7.
CCCCXXXVIII. 2. 7.
CCCCXXXIX. 2. 7.
CCCCXL. 2. 7.
CCCCXLI. 2. 7.
CCCCXLII. 2. 7.
CCCCXLIII. 2. 7.
CCCCXLIIII. 2. 7.
CCCCXLV. 2. 7.
CCCCXLVI. 2. 7.
CCCCXLVII. 2. 7.
CCCCXLVIII. 2. 7.
CCCCXLIX. 2. 7.
CCCCL. 2. 7.
CCCCLI. 2. 7.
CCCCLII. 2. 7.
CCCCLIII 2. 7
CCCCLIIII. 2. 7.
CCCCLV. 2. 7.
CCCCLVI. 2. 7.
CCCCLVII. 2. 7.
CCCCLVIII. 2. 7.
CCCCLIX. 2. 7.
CCCCLX. 2. 7.
CCCCLXI. 2. 7.
CCCCLXII. 2. 7.
CCCCLXIII. 2. 7.
CCCCLXIIII. 2. 7.
CCCCLXV. 2. 7.
CCCCLXVI. 2. 7.
CCCCLXVII. 2. 7.
CCCCLXVIII. 2. 7.
CCCCLXIX. 2. 2.
CCCCLXX. 2. 1.
CCCCLXXI. 2. 7.
CCCCLXXII. 2. 7.
CCCCLXXIII. 2. 7.
CCCCLXXIIII. 2. 7.
CCCCLXXV. 2. 7.
CCCCLXXVI. 2. 1.
CCCCLXXXVII. 2. 5.

Chapitre XXX. Des Tailles reelles.

CCCCLXXXVIII. 1. 2.
CCCCLXXXIX. 1. 2.
CCCCXC. 1. 2.
CCCCXCI. 1. 2.
CCCCXCII. 1. 2.
CCCCXCIII. 1. 2.
CCCCXCIIII. 1. 2.
CCCCXCV. 1. 2.
CCCCXCVI. 1. 2.
CCCCXCVII. 1. 2.
CCCCXCVIII. 2. 2.
CCCCXCIX. 2. 2.
Vc. 2. 2.
Vc. I. 2. 2.
Vc II. 2. 2.

Chapitre XXXI. Des Seruitutes & rapports des Iuges.

Vc. III. 2. 9.
Vc. IIII. 2. 9.
Vc. V. 2. 9.
Vc. VI. 2. 9.
Vc. VII. 2. 9.

Source : BIU Cujas

Table

Vc. VIII. 2. 9.
Vc. IX. 2. 9.
Vc. X. 2. 9.
Vc. XI. 2. 9.
Vc. XII. 2. 9.
Vc. XIII. 2. 9.
Vc. XIIII. 2. 9.
Vc. XV. 1. 14. & 2. 9.
Vc. XVI. 2. 9.
Vc. XVII. 2. 9.
Vc. XVIII. 2. 9.
Vc. XIX. 2. 9.
Vc. XX. 2. 9.
Vc. XXI. 2. 9.

Chap. XXXII. Des Prinses de bestes.

Vc. XXII. 1. 12.
Vc. XXIII. 1. 12.
Vc. XXIIII. 1. 11.
Vc. XXV. 1. 12.
Vc. XXVI. 1. 12.
Vc. XXVII. 1. 12.
Vc. XXVIII. 1. 12.
Vc. XXIX. 1. 12.
Vc. XXX. 1. 12.
Vc. XXXI. 1. 12.
Vc. XXXIII. 1. 12.
Vc. XXXIIII. 1. 12.

Chap. XXXIII. Des Moulins & Fours.

Vc. XXXV. 1. 8.
Vc. XXXVI. 1. 8.
Vc. XXXVII. 1. 8.
Vc. XXXVIII. 1. 8.
Vc. XXXIX. 1. 8.
Vc. XL. 1. 8.
Vc. XLI. 1. 8.
Vc. XLII. 1. 8.
Vc. XLIII. 1. 8.
Vc. XLIIII. 1. 8.
Vc. XLV. 1. 8.

Chap. XXXIIII. Des adcenses & Baux de fermes.

Vc. XLVI. 2. 5.
Vc. XLVII. 2. 5.
Vc. XLVIII. 2. 5.
Vc. XLIX. 2. 5.
Vc. L. 2. 5.
Vc. LI. 2. 5.
Vc. LII. 2. 5.

Chapitre XXXV. De Chaptel de bestes.

Vc. LIII. 2. 5.
Vc. LIIII. 2. 5.
Vc. LV. 2. 5.

Chapitre XXXVI. De la maniere de faire Assiette.

Vc. LVI. 2. 2.
Vc. LVII. 2. 2.
Vc. LVIII. 2. 2.
Vc. LIX. 2. 2.
Vc. LX. 2. 2.
Vc. LXI. 2. 2.
Vc. LXII. 2. 2.
Vc. LXIII. 2. 2.
Vc. LXIIII. 2. 2.
Vc. LXV. 2. 2.
Vc. LXVI. 2. 2.
Vc. LXVII. 2. 2.
Vc. LXVIII. 2. 2.
Vc. LXIX. 2. 2.
Vc. LXX. 2. 2.
Vc. LXXI. 2. 2.
Vc. LXXII. 2. 2.
Vc. LXXIII. 2. 2.
Vc. LXXIIII. 2. 2.
Vc. LXXV. 2. 2.
Vc. LXXVI. 2. 2.
Vc. LXXVII. 2. 2.
Vc. LXXVIII. 2. 2.
Vc. LXXIX. 2. 2.
Vc. LXXX. 2. 2.
Vc. LXXXI. 2. 2.
Vc. LXXXII. 2. 2.
Vc. LXXXIII. 2. 2.
Vc. LXXXIIII. 2. 2.

Coustumes Locales du pays & Duché de Bourbonnois, de Verueul & Billy.

Vc. LXXXV. 2. 2.
Vc. LXXXVI. 2. 2.
Vc. LXXXVII. 2. 2.
Vc. LXXXVIII. 2. 2.
Vc. LXXXIX. 2. 2.
Vc. XC. 2. 2.

GERMIGNY.

Vc. XCI. 2. 1.

SAINCT POVRSAIN.

Vc. XCII. 2. 7.
Vc. XCIII. 1. 21.

Les Coustumes generales du haut & bas pays d'Auuergne.

Chapitre I. Des Adiournemens.

I. 1. 20.
II. 1. 21.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 21.
VII. 1. 1.
VIII. 1. 21.
IX. 2. 10.

Chap. II. Des Iuges & leurs Iurisdictions.

I. 2. 4.
II. 1. 4.
III. 2. 4.
IIII. 1. 3.
V. 1. 3.
VI. 1. 3.
VII. 1. 3.
VIII. 2. 4.
IX. 1. 19.
X. 1. 21.
XI. 1. 21.

Chapitre III. Des Sermens.

I. 1. 21.
II. 2 5.

Chapitre IIII. Des Procureurs.

I. 2. 10.
II. 1. 18.

Chapitre V. Des Recusations baillees contre les Iuges.

I. 1. 21.
II. 1. 21.

Chap. VI. Des Dilations.

I. 1. 21.
II. 1. 21
III. 1. 21.
IIII. 1. 21.

Chapitre VII. Des Renuois de cause.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IIII. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 25.
IX. 1. 25.

Chapitre VIII. Des obiects & Repreches de tesmoins.

I. 1. 21.
II. 1. 21.
III. 1. 21.
IIII. 1. 21.
V. 1. 21.
VI. 1. 21.
VII. 1. 21.

Chapitre IX. Des Contumaces.

I. 1. 21.
II. 1. 21.
III. 1. 21.
IV. 1. 25.
V. 1. 21.
VI. 1. 21.
VII. 1. 21.
VIII. 1. 21.
IX. 1 21.
X. 1. 21.
XI. 1. 21.
XII. 1. 21.

Chapitre X. Des Asseuremens & Sauuegardes.

I. 1. 21.
II. 1. 21.
III. 1. 12.
IIII. 1. 21.
V. 1. 21.
VI. 1. 21.
VII. 1. 21.

Chapitre XI. Des Tuteurs.

I. 1. 12.
II. 1. 1.
III. 2. 12.
IIII. 2. 12.
V. 2. 12.
VI. 2. 12.
VII. 2. 12.
VIII. 2. 12.
IX. 2. 12.
X. 2. 12.
XI. 2. 12.
XII. 2. 12.
XIII. 2. 12.

Chapitre XII. Des Successions, testamens, & autres dispositions de derniere volonté.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IV. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.

Source : BIU Cujas

X. 1. 6.
XI. 1. 6.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 8.
XVI. 2. 14.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 15.
XXIII. 2. 15.
XXIIII. 2. 14.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 15.
XXVII. 2. 15.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 15.
XXX. 2. 15.
XXXI. 2. 15.
XXXII. 2. 15.
XXXIII. 2. 15.
XXXIIII. 2. 15.
XXXV. 2. 15.
XXXVI. 2. 15.
XXXVII. 2. 15.
XXXVIII. 2 15.
XXXIX 2. 15.
XL. 2. 15.
XLI. 2. 14.
XLII. 2. 14.
XLIII. 2. 14.
XLIIII. 2. 14.
XLV. 2. 14.
XLVI. 2. 14.
XLVII. 2. 14.
XLVIII. 2. 14.
XLIX. 2. 14.
L. 2. 15.
LI. 2. 1.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 15.
LIIII. 2. 15.
LV. 2. 15.

Chapitre XIII. *Des Mineurs*

I. 1. 1.
II. 1. 1.
III. 1. 1.

Chapitre XIIII. Des Donations dots & Mariage.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 11.
XII. 2. 13.
XIII. 2. 13.
XIIII. 2. 13.
XV. 2. 13.
XVI. 2. 13.
XVII. 2. 13.
XVIII. 2. 13.
XIX. 2. 13.
XX. 2. 13.
XXI. 2. 13.
XXII. 2. 13.
XXIII. 2. 13.
XXIIII. 2. 13.
XXV. 2. 13.
XXVI. 2. 13.
XXVII. 2. 13.
XXVIII. 2. 13.
XXIX. 2. 13.
XXX. 2. 13.
XXXI. 2. 15.
XXXII. 2. 13.
XXXIII. 2. 13.
XXXIIII. 2. 13.
XXXV. 2. 13.
XXXVI. 2. 13.
XXXVII. 2. 13.
XXXVIII. 2. 13.
XXXIX. 2. 13.
XL. 2. 13.
XLI. 2. 13.
XLII. 2. 13.
XLIII. 2. 10.
XLIIII. 2. 10.
XLV. 2. 10.
XLVI. 2. 13.
XLVII. 2. 13.
XLVIII. 1. 1.
XLIX. 1. 1.

Chapitre XV. Des Associations.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IIII. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 13.
VIII. 2. 13.

Chap. XVI. Des Achats Lods & Ventes.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IV. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 5.
X. 2. 3.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 5.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 5.
XVIII. 2. 5.
XIX. 2. 2.
XX. 2. 2.
XXI. 2. 5.
XXII. 2. 5.

Chapitre XVII. Des Prescriptions.

I. 2. 6.
II 2. 6.
III. 2. 6.
IIII. 2. 6.
V. 2. 6.
VI. 2. 6.
VII. 2. 6.
VIII. 2. 6.
IX. 2. 6.
X. 2. 6.
XI. 2. 6.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 6.
XV. 2. 6.
XVI. 2. 6.
XVII. 2. 6.
XVIII. 2. 6.
XIX. 2. 2.

Chapitre XVIII. Des obligations Exceptions, Solutions & compensations.

I. 1. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.

Chapitre XIX. Des Respits d'vn & cinq ans.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.

Chapitre XX. Des Cessions de biens.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.

Chapitre XXI. Des Emphyteoses & lomages.

I. 2. 1.
II. 2. 1. & 7.
III. 2. 1.
IV. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 5.
XVII. 2. 5.
XVIII. 2. 5.
XIX. 2. 2.
XX. 2. 7.
XXI. 2. 2.

Chap. XXII. Des Fiefs.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.

Source : BIU Cujas

XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1.
XXX IIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 1.
XLII. 2. 1.
XLIII. 2. 1.
XLIIII. 2. 1.
XLV. 2. 1.
XLVI. 2. 1.
XLVII. 2. 1.
XLVIII. 2. 1.
XLIX. 2. 1.
L. 2. 1.
LI. 2. 1.

Chapitre XXIII. De Retraict ou retenue.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IIII. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 7.
XX 2. 7.
XXI. 2. 7.
XXII. 2. 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.
XXV. 2. 7.
XXVI. 2. 7.
XXVII. 2. 7.
XXVIII. 2. 7.
XXIX. 2. 7.
XXX. 2. 7.
XXXI. 2. 7.
XXXII. 2. 7.
XXXIII. 2. 7.
XXXIIII. 2. 7.
XXXV. 2. 7.
XXXVI. 2. 7.
XXXVII. 2. 7.
XXX VIII. 2. 7.
XXXIX. 2. 7.
XL. 2. 7.
XLI. 2 7.

Chapitre XXIIII. Des Executions, Ventes & subhastations.

I. 2. 16.
II. 2. 16.
III. 2. 16.
IIII. 2. 16.
V. 2. 16.
VI. 2. 16.
VII. 2. 16.
VIII. 2. 16.
IX. 2. 16.
X. 2. 16.
XI. 2. 16.
XII. 2. 16.
XIII. 2. 16.
XIIII. 2. 16.
XV. 2. 16.
XVI. 2. 16.
XVII. 2. 16.
XVIII. 2. 16.
XIX. 2. 16.
XX. 2. 16.
XXI. 2. 16.
XXII. 2. 16.
XXIII. 2. 16.
XXIIII. 2. 16.
XXV. 2. 16.
XXVI. 2. 16.
XXVII. 2. 16.
XXVIII. 2. 16.
XXIX. 2. 16.
XXX. 2. 16.
XXXI. 2. 16.
XXXII. 2. 16.
XXXIII. 2. 16.
XXXIIII. 2. 16.
XXXV. 2. 16.
XXXVI. 2. 16.
XXXVII. 2. 16.
XXXVIII. 2. 16. & 1. 21.
XXXIX. 2. 16.
XL. 2. 16.
XLI. 2. 16.
XLII. 2. 16.
XLIII. 2. 16.
XLIIII. 2. 16.
XLV. 2. 16.
XLVI. 2. 8.
XLVII. 2. 8.
XLVIII, 2. 8.
XLIX. 2. 8.
L. 2. 8.
LI. 2. 8.
LII. 2. 8.
LIII. 2. 8.
LIIII. 2. 8.
LV. 2. 8.
LVI. 2. 8.
LVII. 2. 8.
LVIII. 2. 8.
LIX. 2. 8.
LX. 2. 8.
LXI. 2. 8.
LXII. 2. 8.
LXIII. 1. 21.
LXIIII. 1. 21.
LXV. 2. 16.
LXVI. 2. 8.
LXVII. 2. 8.
LXVIII. 2. 8.
LXIX. 2. 8.
LXX. 2. 8.
LXXI. 2. 8.
LXXII. 2. 2.

Chapitre XXV. Des Tailles, Guets & autres seruitutes.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 1. 7.
XVII. 1. 2.
XVIII. 1. 2.
XIX. 1. 2.
XX. 1. 2.
XXI. 1. 2.
XXII. 1. 2.

Chapitre XXVI. Des Esclaues.

I. 1. 6.
II. 1. 6.
III. 1. 6.
IIII. 1. 6.
V. 1. 6.
VI. 1. 6.
VII. 1. 6.
VIII. 1. 6.

Chapitre XXVII. De la condition de main-morte.

I. 1. 1. p. 2. 2.
II. 1. 2.
III. 1. 2.
IIII. 1. 2.
V. 1. 2.
VI. 1. 2.
VII. 1. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 1. 2.
X. 1. 2.
XI. 1. 2.

Chapitre XXVIII. Des pasturages & dommages de bestail.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 12.
XIIII. 1. 12.
XV. 1. 12.
XVI. 1. 12.
XVII. 1. 12.
XVIII. 1. 12.
XIX. 1. 12.
XX. 1. 12.
XXI. 1. 12.
XXII. 1. 12.
XXIII. 1. 11
XXIIII. 1. 12.
XXV. 1. 12.

Chapitre XXIX. Des iniures, crimes & delicts publics & priuez: confiscation & peines d'iceux.

I. 1. 25.
II. 1. 5.
III. 1. 25.

Source : BIU Cujas

IIII. 1. 5.
V. 1. 5.
VI. 2. 1.
VII. 1. 25.
VIII. 2. 6.
IX. 1. 25.
X. 1. 25.
XI. 1. 25.
XII. 1. 25.
XIII. 1. 25.
XIIII. 1. 25.
XV. 1. 25.
XVI. 1. 25.

Chapitre XXX. Des Appellations.

I. 1. 23.
II. 1. 23.
III. 1. 23.
IV. 1. 23.
V. 1. 23.
VI. 1. 23.
VII. 1. 23.
VIII. 1. 23.
IX. 1. 23.
X. 1. 23.
XI. 1. 22.
XII. 1. 23.
XIII. 1. 23.
XIIII. 1. 23.
XV. 1. 23.
XVI. 1. 23.

Chapitre XXXI. D'Aßiette de Rente.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IV. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.
XVIII. 2. 2.
XIX 2. 2.
XX. 2. 2.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.
XXV. 2. 2.
XXVI. 2. 2
XXVII. 2. 2.
XXVIII. 2. 2.
XXIX. 2. 2.
XXX. 2. 2.
XXXI. 2. 2.
XXXII. 2. 2.
XXXIII. 2. 2.
XXXIIII. 2. 2.
XXXV. 2. 2.
XXXVI. 2. 2.
XXXVII. 2. 2.
XXXVIII. 2. 2.
XXXIX. 2. 2.
XL. 2. 2.
XLI. 2. 2.
XLII. 2. 2.
XLIII. 2. 2.
XLIIII. 2. 2.
XLV. 2. 2.
XLVI. 2. 2.
XLVII. 2. 2.
XLVIII. 2. 2.
XLIX. 2. 2.
L. 2. 2.
LI. 2. 2.
LII. 2. 2.
LIII. 2. 2.
LIIII. 2. 2.
LV. 2. 2.
LVI. 2. 2.
LVII. 2. 2.
LVIII. 2. 2.
LIX. 2. 2.
LX. 2. 2.
LXI. 2. 2.
LXII. 2. 2.
LXIII. 2. 2.
LXIIII. 2. 2.
LXV. 2. 2.
LXVI. 2. 2.
LXVII. 2. 2.
LXVIII. 2. 2.
LXIX. 2. 2.
LXX. 2. 2.
LXXI. 2. 2.
LXXII. 2. 2.
LXXIII. 2. 2.
LXXIIII. 2. 2.
LXXV. 2. 2.
LXXVI. 2. 2.
LXXVII. 2. 2.
LXXVIII. 2. 2.

Coustumes Locales du bas pays d'Auuergne Premierement du Comté de Montpencier.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 1. 12.

La Ville d'Aigueſparce.

I. 2. 10.
II. 2. 2.
III. 2. 7.

Les Chaſtellenies de Biofat & S. Genez du Ret.

I. 1. 12.

La Chaſtellenie d'Arthonne.

I. 2. 10.

ESBREVLE.

I. 2. 10. 11. & 11.
II. 2. 1%.

La Chaſtellenie de Blot.

I. 2. 10.
II. 2. 10.

La Chaſtellenie de Menat.

I. 2. 10.
II. 1. 12.
III. 1. 11.

Combraille, Ennahen, Leſpau, Auzance Semur.

I. 1. 12.
II. 1. 11.

Crocs bas-ville, Villeneufue, Celle, Narbeiron, Anchera-Flayat, Lezeluze, Clerauaux, Maingbat, Maiſſat, Pontcartal, la Courrine, Sainct Maurice, la Broulhe, Seruares, S. Aignen, Longevialle, Condellez, les Cherzaux, Orts ou Franc-Aleu, Chaſteau ſur Cher.

I. 1. 12.

Gimeaux, Sardon la Mothade, Preſſinhat.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.

Le Comté d'Auuergne Les Chaſtellenies de Burõ Cremps, Buſſeol & S. Maurice.

I. 2. 9.

La Chaſtellenie de Mireſteur.

I. 1. 12.

La Chaſtellenie de Coppel.

I. 1. 12.

La Chaſtellenie de Sainct Babel.

I. 1. 12.

La Ville & Iuſtice de Sauxillanges ſituee en pays de droict eſcrit.

I. 2. 13.

La Ville de Chargnac.

I. 2. 7.

Les Chaſtellenies de S. Herem, Alanche, Malhargues, Eſpiucal, Vernoux, le Luguet, Lamairan, Fromental, Leothoing, Torciat & S. Geruaſy.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.

Les Chaſtellenies du Broc Ginhac, Perdmes, & Periers en ce qu'appartiẽt és Seigneur, de Vodable, du Broc & Sauxillanges & la Chaſtellenie de Bergonne, ſont ſituees en pays Couſtumier & y a Couſtume Locale.

I. 1. 12
II. 1. 12.

La Chaſtellenie de Vodable.

I. 1. 12.

La Ville & Comté de Brioude & de Beaumont, les Chaſtellenies de Polhac, Loriat, & partie de la Chaſtellenie du Bois bon parent: & les terres & mandement du Preuoſt de l'Egliſe de Sainct Iulian de Brioude, ſe regiſſent par droict eſcrit, & y a Couſtume Locale.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

Source : BIU Cujas

Table

La Chaſtellenie du bois Benparent, partie ſuiette du Comté de Brioude & partie de la Seigneurie de Bleſte pour M. le Duc, comme Baron de Mercueur en ce qui eſt rieres Brioudes, ſe regiſt comme la Ville de Brioude, & ont lieu les Conſtumes Localles deſſuſdites gardees audit Comté de Brioude.

I.

La Chaſtellenie de Pinhals pour l'Abbé de la Caſe-Dieu.

I. 1. 12.

A Sainct Pons borne, le Mayet, d'Eſcolle, Eſpinance, Elionne la grand.

I. 1. 12.

Les Chaſtellenies de Martylly Buſche, Cartal, la Feline, Bayet, Milly, Soytes, Lorige, Montmolt, Panthonet, Ventuel, & Boutareſſes, La Roche de Braſſat & Chazel, en ce qui eſt au pays d'Auuergne, n'ont aucunes Couſtumes locales & ſe regiſſent par les Couſtumes de Bourbonnois.

La Ville de Sainct Pourcain.

I. 2. 7.
II. 2. 2.

La Ville & Preuoſté de Cuſſet, des lieux de la Prugne, du Bort, la Chappelle S. Thaure, Sainct Chriſtophle, Vicpres Cuſſet, Moles, la Roſts, S. Torre.

I. 2. 10.
II. 2. 10. & 11.
III. 2. 10.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.

La Ville & Chaſtellenie de Riz.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IV. 2. 10.

La Chaſtellenie de Buſſet.

I. 2. 10.

La Ville de Lozoux, les mas de Codoignat & de Chaſſanbols ſe regiſſent par droict eſcrit, & les autres mas de ladite Ville & Chaſtellenie, ſe regiſſent & gouuernent, ſelon les Vz & Couſtumes du pays d'Auuergne Couſtumier, comme font les Chaſtellenies de Cunlhat, la Folhoze, Leuty.

La Chaſtellenie de Bullon.

I. 2. 10.
II. 2. 10.

La Chaſtellenie du Pont du Chaſtel, de Martres, d'Arbere, Cormede, & Dalez, Lunhat, Luſſat Chauaroux.

I. 2. 10.
II. 2 10.

La Chaſtellenie Sainct Bonnet Lez Alier.

I. 1. 12.

La Chaſtellenie d'Eſpirat.

I. 1. 12.

La Chaſtellenie de Chaz.

I. 1. 12.

La Chaſtellenie de Mozun en pays de droict eſcrit.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

La Chaſtellenie de Montargis Liſtenois & Reignant.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

La Chaſtellenie de Maiſſat & le Monſtier.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

La Chaſtellenie de Bort.

I. 1. 12. & 2. 10.

La Ville de Billon.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1. 12.

La Chaſtellenie de Mont-morin.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.

S. Germain Lern.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

La Ville de la Chaize-Dieu ou caſe-Dieu.

I. 2. 13.
II. 1. 12.

Les lieux de Ciſtrieres, S. Badel, Sainct Alaire, & la Chappelle Geneſtes.

I. 1. 12.

Vineroles, Baſtie, Mederolles Sauueſſages, Gramtif, Sainct Iuſt & S. Martin des Oliues.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1 12.

Montraueil & Burieres.

I. 1. 12.

Arlenc & Dore l'Egliſe & le bourg d'Arlenc.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1 12.

Doranges & Sainct Ican Doux-Bregoux.

I. 1. 12.

Roche Saxyne & Botonnargues.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.

La Roche de Montpeloux.

I.

Rioux & Chaumont.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1, 12.

Ambert tant ville que Parroiſſe, Vaſſiuiere, S. Martin des Olmes & Monts l'Egliſe.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

MONTS.

I. 1. 12.

Chaſtellenie d'Oliergues les parroiſſes de Chabaſſe Vertholie, Marat, Oliuet la Chappelle agnon, la Chaſtellenie de la Faye & du Bonuet.

I. 1. 12.

Sarmẽtaſon en la Iuſtice d'Aulberibe, de Corpiere, de la Garde & de courteſerre.

I. 1. 12.

Bleſte & Senſat.

I. 1. 12.

Les Chaſtellenies de Coubladour, Cereys, S. Romain, la Mouche, Ialanoux, Moriat, Vazaleiz la Marade de Roche Agude.

I. 1. 12.

SOLEZVIT.

I. 1. 12.

LA CHOLMETE.

I. 1. 12.

Charaiz, Roquelaire & Auuers.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

Les Chaſtellenies de S. Priuat & Vernet.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

La Chaſtellenie de Prades, pour le Seigneur de la Roche-baron & le Seigneur de Peatre.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

CHABREVGHOL.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

La Chaſtellenie & Vicomté de la Motte de Camillac.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.

Les Chaſtellenies de la Vimede en la Piarroiſſe & Deſpalẽc, la Gaude, Val, le Chaſtel vielle Brioude, Chauaignac, Faydic, Colombines, Ludeſſe, Bleſte pour M. le Duc, Leothoing, Creſtes, le Lugnet, Malẽpiſe, Giroõcle Auroze prés Maſtrat, Venoux, Margeride, Rochefort pres Vernieres, Lobareſſes, la Chaſtellenie de la cõmanderie du Tẽpel, Chabanes, Dally, les Olſes, vielle eſpece, Laſtie Ciſtrieres, Nubieres, la Rechiere, la Chaſtellenie du Chapitre de S. Flour en la Parroiſſe de S. Ebble, du Fayet, Serre, S. Ponthin en ce qui appartiẽt au Curé dudit lieu, Boiſſerat, la Roche du Bouchet, la Votte S. Cirgue, Lobieres, Moſſac, Silhac, Ronce Lorbe, Darlet, Blaſſac, Broſſadoux du Mas, Trauerſes, Viſſac, Chaſaiguet, Contheughol, ſoux Lang, Sillaguet, Leſtimal, Sauenat, Moncelar, Cuſſe, Murs, Faueroles, des Chezes, de chole neufue des Terraſſes, Aubuſſon, Auroze, Perroſſe, Sachinolles, Rilhat, Fiz, Alegre, S. Iuſt, Chomelis le haut & bas, Montredont, Laſſines, Beaumõt, Veeleyres Seaux, Colat S. Romain, Viſſac, Limaigne, Beauregard, Parroiſſe de vazelles, Berberin la chaſtellenie en la Parroiſſe de Moncelart, Sainct Badel, Dazerac, Boiſſeretes, la commanderie de ſainct Iean de lanchat, ſainct Ilpire, Vernieres, Maſſiac du Monteil, le Renoux, la Valete, Crone, Gillebertez, Pebrat, Monpeyroux, Chabon, Chazelles, pour l'Enfermerie de la Volte, la Faghe Tailhat, Montgrauat, Lode, Daſeniere, Digons, Beſſet & Mironne.

I. 1. 12.

Source : BIU Cujas

Core, Talezat, Thimeres & Manthieres.

I. 1. 12.

La Ville & Baronnie de Herment.

I. 2. 2.
II. 1. 7.

Pich crande en Ranel, Sainct Genez, Rochecilde Sauzet & Chambon,

I. 1. 12.

Chaſtellenies de Fontamlhes & Creſtes.

I. 2. 10.

Cornol, Chabanes Rodabat, Fohet, Montprades Eſtables S. Iulian & Azameres.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

Les Chaſtellenies de S. Saturnin S. Amans, S. Sandaux Mont-Peyroux, Montredom, & Chanonat.

I. 1. 12.

Les Chaſtellenies de Talende, le maieur & le mineur.

I. 1. 12.
II. 1. 24.
III. 1. 3.

La Chaſtellenie de Royat.

I. 2. 10.

Seleule, Sainct Myon, & d'Anayat.

I. 2. 10.

La Chaſtellenie Diſſat & la Torrette.

I. 2. 10.
II. 2. 10.

TEIHELDE.

I. 2. 10.
II. 2. 10.

La Chaſtellenie & Seigneurie de Marſat.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.

La Chaſtellenie de Prouſat.

I. 2. 10.
II. 2. 10.

Chaſtellenie de S. Vincent lez Blanzat Voluit S. Bonnet, l'enfant Charbonniers lez Varennes.

I. 2. 10.
II. 2. 10.

Les Chaſtellenies de Chaſtel-guyon, Combronde, & Charbonnieres les vieilles.

I. 2. 10.

La Ville & Cité de Clermont.

I. 1. 12.
II. 2 6.
III. 2. 9.
IIII. 2. 9.
V. 2. 9.
VI. 2. 5.

La Ville & Seigneurie de Nezat & Chaſtellenie des Vaux & Limaignes Sainct Bauzille, le Chaſtel d'Enezat Eſpones Peſſat & Ternhat.

I. 2. 10.

La ville & Chaſtellenie de Maringues.

I. 2. 10.
II. 2. 10.

S. André, Paignhans, ville Mont-Gaſcon, Luzilgat, S. Donyn, Cohat en la Comté de Montpenſier.

I. 2. 10.

Teiſſonyeres, S. Laure, Buſſerolles, & Tyrande Chaſtellenie de Ioze Sainctignat.

I. 2. 10.
II. 2. 10.

La Chaſtellenie de Rendans & villages d'icelle, comme S. Silueſtre en ce qui eſt en la Iuſtice de Rendans, S. Priet & autres Villages, Chaſtellenies de S. Martin des Alauſches Culhat, Lezat, S. Clemens de Rignat & Mons.

I. 2. 10.

La Chaſtellenie d'Eſcurolles & les Villages d'icelle.

I. 2. 10.
II. 2. 11.

Cohat, & Lyonne le grand.

I. 2. 10.

SALVIAT.

I. 1. 12.

La Ville & Cité de S. Flour.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 8.

La Chaſtellenie de S. Martin ſoux Vigoroux.

I. 1. 12.

Chaſtellenie de Requeſtail.

I. 1. 6.

La Ville & Baronnie de Pierre fort.

I. 1. 17.
II. 1. 12.

La Chaſtellenie de Dyenne, de Vezynet Cheillade, & Vicomté de Cheillane.

I. 1. 12.

La Ville & Vicomté de Murat.

I. 1. 12.

Polhac, mandement & Chaſtellenie de Chambon, & le Meynial, Bredon, S. Maurice, Cheylade la Paroiſſe de Valeughol & Vicôté de Cheillade.

I. 2. 7.

Saillheius la Peyre Iarrybon & Chambon.

I. 2. 7.

S. Maurice, Rochegode, Cuſſat, Noue Egliſe & Roffiat & la Chappelle Barrez.

I. 1. 12.

BREZONS.

I. 2. 7.

La Ville d'Orilhas.

I. 2. 5.
II. 2. 8.
III. 2. 9.
IV. 2. 8.

Noue Celles, Mandelhes, Ayren, les Celles, Sainct Cirgue de Iordane, Teyſsieres, Guarendelle, S. Symon, S. Iean de Doue, S. Paul de Landes Arpaghoſtal, Arpaphon ou Arpahon Vyolet, Carlat, Tiezat, & Vic.

I. 1. 12.

S. CIRGVE.

I. 1. 12.

DEYREN.

I. 2. 9.

S. CLEMENT.

I. 2. 9.

VIC.

I. 1. 11.

De Marminhac Parroiſſe de Cros.

I. 2. 9.
II. 1. 12.

IVSSAT.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.

GLENAT.

I. 2. 9.

La Chappelle d'Elfraiſſe.

I. 1. 12.

La Ville de Monſalny.

I. 1. 12.
II. 2. 9.

LEOCAM ET MARCOLEZ.

I. 1. 12.
II. 2. 9.
III. 2. 9.

MAVRIAC.

I. 1. 22.
II. 1. 17.
III. 2. 5.

VIGAM.

I. 1. 12.

TREIGNHAC.

I. 2. 7.

FONTANGES, LOPPIAT, S. VINCENT, ANGLARS ET S. MARTIN DE VALMAROVX.

I. 1. 12.

S. PAVL.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

D'APCHON & Parroiſſe D'YDE.

I. 1. 12.

TRIZAC.

I. 1. 12.

Conſtumes generales du haut pays du Comté de la Marche.

Chapitre I. Des Iuges & Iuriſdictions.

I. 1. 3.
II. 1. 21.
III. 1. 21.
IV. 2. 4.

Source : BIU Cujas

Table

V. 1. 3.
VI. 1. 3.
VII. 1. 4.
VIII. 1. 21.
IX. 2. 5.
X. 2. 10.
XI. 1. 1.

Chapitre II. Des Sergens & autres ministres de Iustice & d'Adiournemens.

XII. 1. 25.
XIII. 1. 21.
XIIII. 1. 21.
XV. 1. 15.
XVI. 1. 20.
XVII. 1. 25.

Chap. III. Des Renuois.

XVIII. 1. 25.
XIX. 1. 25.
XX. 1. 25.
XXI. 1. 25.
XXII. 1. 21.
XXIII. 1. 21.
XXIIII. 1. 21.
XXV. 1. 21.
XXVI. 1. 21.

Chap. IIII. Des Procureurs.

XXVII. 2. 10.
XXVIII. 1. 18.
XXIX. 1. 18.

Chapitre V. Des Asseuremens.

XXX. 1. 21.
XXXI. 1. 21.
XXXII. 1. 21.
XXXIII. 1. 21.
XXXIIII. 1. 21.
XXXV. 1. 21.
XXXVI. 1. 21.

Chapitre VI. Des Notaires & Tabellions.

XXXVII. 1. 19.
XXXVIII. 1. 19.
XXXIX. 1. 19.
XL. 1. 19.

Chapitre VII. Des Dilations.

XLI. 1. 21.
XLII. 1. 21.
XLIII. 1. 21.

Chapitre VIII. Des defaux contumaces & amendes.

XLIIII. 1. 25.
XLV. 1. 25.
XLVI. 1. 21.
XLVII. 1. 21.
XLVIII. 1. 21.
XLIX. 1. 21.
L. 1. 21.
LI. 1. 21.
LII. 1. 21.
LIII. 1. 21.
LIIII. 1. 5.
LV. 1. 5.

Chap. IX. Des Recusations baillees contre les Iuges.

LVI. 1. 21.

Chap. X. Des obiects & Reproches de tesmoins.

LVII. 1. 21.
LVIII. 1. 21.
LIX. 1. 21.
LX. 1. 21.
LXI. 1. 21.
LXII. 1. 21.
LXIII. 1. 21.

Chapitre XI. De Cession de biens & des Respits d'vn & cinq ans.

LXIIII. 2. 5.
LXV. 2. 5.
LXVI. 2. 5.
LXVII. 2. 5.
LXVIII. 2. 5.
LXIX. 2. 5.

Chapitre XII. De bail de mineurs entre nobles, & Tutelles de roturiers.

LXX. 2. 12. 2. l.
LXXI. 2. 12.
LXXII. 2. 12.
LXXIII. 2. 12.
LXXIIII. 2. 12.
LXXV. 2. 12.
LXXVI. 2. 12.
LXXVII. 2. 12.
LXXVIII. 2. 12.
LXXIX. 2. 12.
LXXX. 2. 12.
LXXXI. 2. 12.
LXXXII. 2. 12.
LXXXIII. 2. 12.
LXXXIIII. 2. 12. 2. l.
LXXXV. 2. 12.
LXXXVI. 2. 12.
LXXXVII. 2. 12.

Chapitre XIII. Des Prescriptions & vsucapions.

XC. 2. 6.
XCI. 2. 6.
XCII. 2. 6.
XCIII. 2. 6.
XCIIII. 2. 6.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 6.

Chapitre XIIII. Des obligations Exceptions & compensations.

XCVII. 2. 10.
XCVIII. 2. 5.
XCIX. 2. 5.
C. 2. 5.
CI. 2. 5.

Chapitre XV. Des Appellations.

CII. 1. 23.
CIII. 1. 23.
CIIII. 1. 23.
CV. 1. 23.
CVI. 1. 23.
CVII. 1. 23.
CVIII. 1. 23.
CIX. 1. 23.
CX. 1. 23.
CXI. 1. 23.

Chapitre XVI. Des Lods, ventes & achats.

CXII. 2. 5.
CXIII. 2. 3.
CXIIII. 2. 2.
CXV. 2. 2.
CXVI. 2. 5.
CXVII. 2. 5.
CXVIII. 2. 5.
CXIX. 2. 5.
CXX. 2. 2.
CXXI. 2. 5.
CXXII. 2. 5.
CXXIII. 2. 5.
CXXIIII. 2. 7.

Chapitre XVII. Des hommes francs serfs, mortaillables, nature & droicts d'iceux.

CXXV. 1. 1. p. 2. a.
CXXVI. 1. 2.
CXXVII. 1. 2.
CXXVIII. 1. 2.
CXXIX. 1. 2.
CXXX. 2. 1
CXXXI. 2. 1.
CXXXII. 2. 1.
CXXXIII. 2. 6.
CXXXIIII. 2. 1.
CXXXV. 2. 1.
CXXXVI. 1. 2.
CXXXVII. 1. 2.
CXXXVIII. 1. 2.
CXXXIX. 1. 2.
CXL. 1. 2.
CXLI. 1. 2.
CXLII. 1. 2.
CXLIII. 1. 2.
CXLIIII. 1. 2.
CXLV. 1. 2.
CXLVI. 1. 2.
CXLVII. 1. 2.
CXLVIII. 1. 2.
CXLIX. 1. 2.
CL. 1. 2.
CLI. 1. 2.
CLII. 1. 2.
CLIII. 1. 2.
CLIIII. 1. 2.
CLV. 1. 2.
CLVI. 1. 2.
CLVII. 2. 2.
CLVIII. 1. 2.
CLIX. 1. 2.
CLX. 1. 2.
CLXI. 1. 2.
CLXII. 1. 2.
CLXIII. 1. 2.
CLXIIII. 1. 2.
CLXV. 1. 1.
CLXVI. 1. 2.
CLXVII. 1. 2.
CLXVIII. 1. 2.
CLXIX. 2. 7.
CLXX. 1. 2.
CLXXI. 1. 2.
CLXXII. 1. 2.
CLXXIII. 1. 2.
CLXXIIII. 1. 2.
CLXXV. 1. 2.
CLXXVI. 2. 2.
CLXXVII. 2. 2.
CLXXVIII. 2. 2.

Chapit. XVIII. Des fiefs & droicts d'iceux.

CLXXIX. 1. 3.
CLXXX. 2. 1.
CLXXXI. 2. 1.
CLXXXII. 2. 1.
CLXXXIII. 2. 1.
CLXXXIIII. 2. 1.
CLXXXV. 2. 2.
CLXXXVI. 2. 1.
CLXXXVII. 2. 1.
CLXXXVIII. 2. 1.
CLXXXIX. 2. 1.
CXC. 2. 1.

Source : BIU Cujas

CXCI. 2. 1.
CXCII. 2. 1.
CXCIII. 2. 1.
CXCIIII. 2. 1.
CXCV. 2. 1.
CXCVI. 2. 1.
CXCVII. 2. 1.
CXCVIII. 2. 1.
CXCIX. 2. 1.
CC. 2. 1.
CCI. 2. 1.
CCII. 2. 1.
CCIII. 2. 1.
CCIIII. 2. 1.
CCV. 2. 1.
CCVI. 2. 1.
CCVII. 2. 1.
CCVIII. 2. 1.
CCIX. 2. 1.
CCX. 2. 1.

Chapitre XIX. Des Testamens, Successions testamentaires, & ab intestat & partages des biẽs.

CCXI. 2. 15.
CCXII. 2. 14.
CCXIII. 2. 1.
CCXIIII. 2. 15.
CCXV. 2. 1.
CCXVI. 2. 1. & 10.
CCXVII. 2. 15.
CCXVIII. 2. 15.
CCXIX. 2. 15.
CCXX. 2. 15.
CCXXI. 2. 6.
CCXXII. 2. 15.
CCXXIII. 2. 15.
CCXXIIII. 2. 15.
CCXXV. 1. 1.
CCXXVI. 2. 10.
CCXXVII. 2. 15.
CCXXVIII. 2. 15.
CCXXIX. 2. 15.
CCXXX. 2. 14.
CCXXXI. 2. 15.
CCXXXII. 2. 7.
CCXXXIII. 1. 6.
CCXXXIIII. 2. 15.
CCXXXV. 2. 15.
CCXXXVI. 2. 15.
CCXXXVII. 2. 15.
CCXXXVIII. 2. 15.
CCXL. 2. 15.
CCXLI. 2. 15.
CCXLII. 2. 15.
CCXLIII. 2. 15.
CCXLIIII. 2. 15.
CCXLV. 2. 15.
CCXLVI. 2. 15.
CCXLVII. 2. 15.
CCXLVIII. 2. 15.
CCXLIX. 2. 15.
CCL. 2. 15.
CCLI. 2. 14.
CCLII. 2. 14.
CCLIII. 2. 14.
CCLIIII. 2. 14.
CCLV. 2. 15.
CCLVI. 2. 15.
CCLVII. 2. 15.
CCLVIII. 2. 15.
CCLIX. 2. 14.

Chapitre XX. De Retraict Lignager & prelation de chose feodale, censiuiere ou franche.

CCLX. 2. 7.
CCLXI. 2. 7.
CCLXII. 2. 7.
CCLXIII. 2. 7.
CCLXIIII. 2. 7.
CCLXV. 2. 7.
CCLXVI. 2. 7. 2. l.
CCLXVII. 2. 7.
CCLXVIII. 2. 7.
CCLXIX. 2. 7.
CCLXX. 2. 7.
CCLXXI. 2. 7.
CCLXXII. 2. 7.
CCLXXIII. 2. 7.
CCLXXIIII. 2. 7.
CCLXXV. 2. 1.
CCLXXVI. 2. 1.
CCLXXVII. 2. 2.
CCLXXVIII. 2. 2.
CCLXXIX. 2. 1.
CCLXXX. 2. 7.
CCLXXXI. 2. 7.
CCLXXXII. 2. 7.
CCLXXXIII. 2. 7.
CCLXXXIIII. 2. 7.
CCLXXXV. 2. 7.
CCLXXXVI. 2. 7.
CCLXXXVII. 2. 7.

Chapitre XXI. Des Donations Dots, Douaires, & conuenances de mariage.

CCLXXXVIII. 2. 11.
CCLXXXIX. 2. 13.
CCXC. 2. 13.
CCXCI. 2. 15.
CCXCII. 2. 15.
CCXCIII. 2. 15.
CCXCIIII. 2. 15.
CCXCV. 2. 15.
CCXCVI. 2. 13.
CCXCVII. 2. 10.
CCXCVIII. 2. 10.
CCXCIX. 2. 10.
CCC. 2. 10.
CCCI. 2. 10.
CCCII. 2. 10.
CCCIII. 2. 10.
CCCIIII. 2. 10.
CCCV. 2. 10.
CCCVI. 2. 13.
CCCVII. 2. 10.
CCCVIII. 2. 10.
CCCIX. 2. 13.

Chap. XXII. Des Moulins, Fours & Estangs.

CCCX. 1. 11.
CCCXI. 1. 8.
CCCXII. 1. 8.
CCCXIII. 1. 8. 2. l.
CCCXIIII. 1. 8.
CCCXV. 1. 8.
CCCXVI. 1. 8.
CCCXVII. 1. 8.

Chap. XXIII. Du Ban.

CCCXVIII. 1. 7.
CCCXIX. 1. 7.
CCCXX. 1. 7.

Chapitre XXIIII. Des Espaues & biens vacans.

CCCXXI. 1. 6.
CCCXXII. 1. 6.
CCCXXIII. 1. 6.
CCCXXIIII. 1. 6.
CCCXXV. 1. 6.
CCCXXVI. 1. 6.
CCCXXVII. 1. 6.
CCCXXVIII. 1. 6.

Chapitre XXV. Des bornes & limites.

CCCXXIX. 2. 9.
CCCXXX. 2. 9.

Chapitre XXVI. Des Terrages & Reithages.

CCCXXXI. 2. 2.
CCCXXXII. 2. 2.

Chapitre XXVII. Des Crimes & delicts.

CCCXXXIII. 1. 25.
CCCXXXIIII. 2. 6.
CCCXXXV. 1. 25.
CCCXXXVI. 1. 25.
CCCXXXVII. 1. 3.
CCCXXXVIII. 1. 5.
CCCXXXIX. 1. 25.
CCCXL. 1. 25.
CCCXLI. 1. 25.
CCCXLII. 1. 25.
CCCXLIII. 1. 7.
CCCXLIIII. 1. 5.
CCCXLV. 1. 1.
CCCXLVI. 1. 25.

Chap. XXVIII. De Communauté entre consorts.

CCCXLVII. 1. 10.

Chap. XXIX. De Dommage de bestes.

CCCXLVIII. 1. 12.
CCCXLIX. 1. 12.
CCCL. 1. 12.
CCCLI. 1. 12.
CCCLII. 1. 12.
CCCLIII. 1. 12.
CCCLIIII. 1. 12.
CCCLV. 1. 11.
CCCLVI. 1. 11.
CCCLVII. 1. 12.
CCCLVIII. 1. 12.
CCCLIX. 1. 12.
CCCLX. 1. 12.
CCCLXI. 1. 12.
CCCLXII. 2. 4.

Chap. XXX. Des Executiõs de meubles, ventes, criees & subhastations d'heritage.

CCCLXIII. 2. 8.
CCCLXIIII. 2. 8.
CCCLXV. 2 8.
CCCLXVI. 2. 8.
CCCLXVII. 2. 8.
CCCLXVIII. 2. 8.
CCCLXIX. 2. 8.
CCCCLXX. 2. 16.
CCCLXXI. 2. 16.
CCCLXXII 2. 16.
CCCLXXIII 2. 16.
CCCLXXIIII. 2. 16.
CCCLXXV. 2. 16.
CCCLXXVI. 2. 16. 2. l.
CCCLXXVII. 2. 16.
CCCLXXVIII. 2. 16.
CCCLXXIX. 2. 16.
CCCLXXX. 2. 16.
CCCLXXXI. 2. 16.
CCCLXXXII. 2. 16.
CCCLXXXIII. 2. 16.
CCCLXXXIIII. 2. 16.
CCCLXXXV. 2. 16.
CCCLXXXVI. 2. 16.
CCCLXXXVII. 2. 16.
CCCLXXXVIII. 2. 16.
CCCLXXXIX. 2 16.
CCCXC. 2. 16.

Source : BIU Cujas

Table

CCCXCI. 2. 16.
CCCXCII. 2. 16.
CCCXCIII. 2. 16.
CCCXCIIII. 2. 16.
CCCXCV. 2. 16.
CCCXCVI. 2. 16.
CCCXCVII. 2. 8.
CCCXCVIII. 2. 8.
CCCXCIX. 2. 8.
CCCC. 2. 8.
CCCCI. 2. 8.
CCCCII. 2. 8.
CCCCIII. 2. 8.
CCCCIIII. 1. 21.
CCCCV. 2. 16.
CCCCVI. 2. 8.
CCCCVII. 2. 8.
CCCCVIII. 2. 8.

Chap. XXXI. d'Aſſiette de Rente.

CCCCIX. 2. 2.
CCCCX. 2. 2.
CCCCXI. 2. 2.
CCCCXII. 2. 2.
CCCCXIII. 2. 2.
CCCCXIIII. 2. 2.
CCCCXV. 2. 2.
CCCCXVI. 2. 2.
CCCCXVII. 2. 2.
CCCCXVIII 2. 2.
CCCCXIX. 2. 2.
CCCCXX. 2. 2.
CCCCXXI. 2. 2.
CCCCXXII. 2. 2.
CCCCXXIII. 2. 2.
CCCCXXIIII. 2. 2.
CCCCXXV. 2. 2.
CCCCXXVI. 2. 2.
CCCCXXVII. 2. 2.
CCCCXXVIII. 2. 2.
CCCCXXIX. 2. 2.
CCCCXL. 2. 2.
CCCCXLI 2. 2.
CCCCXLII. 2. 2.

Couſtumes generales gardees & obſeruées és terres pays & Seigneuries de Lodunois.

Chapitre I. Des droicts de Baſſe Iuſtice.

I. 1. 3. & 15.
II. 2. 1. & 2.
III. 1. 8.
IV. 1. 8.
V. 1. 8.
VI. 1. 8.
VII. 1. 8.
VIII. 1. 8.
IX. 1 8. 2. 1.
X. 1. 8.
XI. 1. 8.
XII. 1. 8.
XIII. 1. 6.
XIIII. 2. 8.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 8.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 8.
XXI. 2. 8.
XXII. 2. 8.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.

Chapitre II. Des droicts de la Moyenne Iuſtice.

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 1. 3.
IV. 1. 3.
V. 1. 6.
VI. 2. 8.
VII. 2. 8.
VIII. 1. 3. & 15.
IX. 1. 6.
X. 1. 3.
XI. 1. 8.
XII. 1. 8.
XIII. 1. 3.

Chap. III. D'Eſpaue mobiliaire.

I. 1. 6.
II. 1. 6.
III. 1. 6.

Chap. IIII. Des droicts de haute Iuſtice non ayant droict de Chaſtellenie.

I. 1. 3. & 15.
II. 1. 8.
III. 1. 3.

Chapitre V. Des droicts de Seigneur Chaſtelain.

I. 1. 4. & 15.
II. 1. 4. & 2. 9.
III. 2. 1.
IV. 1. 4.
V. 1. 14.
VI. 1. 4.
VII. 1. 14.
VIII. 1. 14.
IX. 1. 14.

Chapitre VI. Des droicts de Baronnie.

I. 1. 4.
II. 1. 4.
III. 1. 4.
IV. 1. 4.

Chapitre VII. Des droicts de Peage & Couſtumes.

I. 1. 7.
II. 1. 7.
III. 1. 7.
IIII. 1. 7.
V. 1. 7.
VI. 1. 7.
VII. 1. 7.

Chapitre VIII. Des Loyaux Aydes & Rouſſins ou chenaux de ſeruice des gardes deues aux Chaſteaux des Seigneurs, & la maniere comment ils doiuent eſtre faicts & leuez.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.

Chapitre IX. Du Ban à vin.

I. 1. 7.

Chapitre X. D'Indemnité & d'iniunction.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 6.
V. 2. 1.

Chapitre XI. Comment & quand hommage ſe doit offrir à ſon Seigneur.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 1. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1,
X. 2. 1.
XI. 2. 1.

Chapitre XII. De deppié de fief & de Parage.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.

Titre XIII. Des Deſadueux.

I. 2. 1.

Chapitre XIIII. De Rachats & ventes.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.

Source : BIU Cujas

XXV. 2. 2.
XXVI. 2. 2.
XXVII. 2. 2.
XXVIII. 2. 2.

Chap. XV. De Retraicts lignagers.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IV. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 1.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 7.
XX. 2. 7.
XXI. 2. 7.
XXII. 2. 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.
XXV. 2. 7.
XXVI. 2. 7.
XXVII. 2. 7.
XXVIII. 2. 7.
XXIX. 2. 7.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 7.
XXXII. 2. 7.
XXXIII. 2. 7.
XXXIIII. 2. 7.
XXXV. 2. 7.
XXXVI. 2. 7.
XXXVII. 2. 7.
XXXVIII. 2. 7.
XXXIX. 2. 7.
XL. 2. 7.
XLI. 2. 7.
XLII. 2. 7.

Chap. XVI. De Retraicts conuentionnels.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.

Chapitre XVII. De Retraicts Feodaux.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.

Chapitre XVIII. De Quitances & esponces d'heritage & de la maniere & commẽt ils se peuuent & doiuent faire.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.

Chapitre XIX. Des heritages defensables.

I. 1. 12. 2. l.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 11.

Chapitre XX. De Prescription.

I. 2. 6.
II. 2. 6.
III. 2. 6.
IIII. 2. 6.
V. 2. 6.
VI. 2. 5. & 6. 2. l.
VII. 2. 6. 2. l.
VIII. 2. 6.
IX. 2. 6.

Chapitre XXI. De Veues & Agoufts de maisons gouttures & latrines.

I. 2. 9.
II. 2. 9.

Chapitre XXII. D'Hypotheques, comment elles se diuisent, & comment l'on se peut faire payer de ses debtes & rentes: & lesquelles sont à preferer & lesquelles viennent à contribution.

I. 2. 16.
II. 2. 16.
III. 2. 16.
IV. 2. 5.
V. 2. 8.
VI. 2. 16.
VII. 2. 16.
VIII. 2. 6.

Chapitre XXIII. Des choses qui sont reputees meubles ou heritages.

I. 2. 3.
II. 1. 3.
III. 2. 3.

Chapitre XXIIII. De communauté de biens.

I. 2. 10.
II. 2. 10.

Chapitre XXV. De Donaisons faictes entre gens roturiers.

I. 2. 13.
II. 2. 13.
III. 2. 13.
IV. 2. 13.
V. 2. 13.
VI. 2. 13.
VII. 2. 13.
VIII. 2. 13.
IX. 2. 13.
X. 2. 13.
XI. 2. 13.
XII. 2. 15. 2. l.

Chap. XXVI. De donaison entre les Nobles.

I. 2. 13.
II 2. 13.
III. 2. 13.
IV. 2. 13.
V. 2. 13.
VI. 2. 10.

Chapitre XXVII De Succeßions de fiefs & autres heritages Nobles: fors de Baronnie.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 10. & 15.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 15.
XXIIII. 2. 15.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 15.
XXVII. 2. 15.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 12.
XXX. 2. 15.
XXXI. 2. 10.
XXXII. 2. 10.
XXXIII. 2. 10. 2. l.
XXXIIII. 2. 10.

Chapitre XXVIII. Comme Baronnie doit estre departie.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.

Chapitre XXIX. De Succeßions de gens roturiers ou coustumiers.

I. 2. 15.
II. 2. 1. & 15.
III. 2. 15.
IV. 2. 1.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10. 2. l.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 1. 1.
XIX. 1. 1.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 15.

Chapitre XXX. De Succeßion de Baſtards.

I. 1. 6.

Chapitre XXXI. De Douaire de femme noble.

I. 2. 11. 2. l.
II. 2. 11.
III. 2. 11.
IV. 2. 10.
V. 2. 11.

Source : BIU Cujas

VI. 2. 11.
VII. 2. 11.
VIII. 2. 11.
IX. 2. 11.

Chapitre XXXII. De Douaire entre roturiers.

I. 2. 11.
II. 2. 11.
III. 2. 10.

Chapitre XXXIII. Des Bails.

I. 2. 12. 3. l.
II. 2. 12.
III. 2. 12.
IV. 2. 1.
V. 2. 12.
VI. 2. 12.

Chapitre XXXIIII. De Tuteurs & Curateurs.

I. 2. 12.
II. 2. 10. & 12.
III. 2. 12.

Chap. XXXV. D'Emancipation.

I. 2. 10.

Chapitre XXXVI. Comment on doit bailler Rente par aſsiette.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.

Chapitre XXXVII. Des Amandes.

I. 1. 5.
II. 2. 1.
III. 1. 5.
IIII. 2. 1.
V. 1. 5.
VI. 2. 8.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 6.
IX. 1. 25.
X. 1. 23.
XI. 1. 12.
XII. 1. 11.
XIII. 1. 23.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 1. 5.
XVIII. 2. 2.

Chapitre XXXVIII. De perte de fief à vie, ou à perpetuité.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.

Chapitre XXXIX. Des Crimes.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 21.
IIII. 1. 25.
V. 1. 5.
VI. 1. 25.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 25.
IX. 1. 25.
X. 1. 25.
XI. 1. 25.
XII. 1. 25.
XIII. 1. 25.
XIIII. 1. 25.
XV. 1. 25.
XVI. 1. 25.

Coustumes du Comté & Pays de Poictou anciens Ressorts & enclaues d'iceluy.

Titre I. Des Fiefs & iurisdiction, haute moyenne & basse, & ce qui en depend.

I. 1. 4.
II. 1. 4.
III. 1. 4.
IIII. 1. 15.
V. 1. 4.
VI. 1. 15.
VII. 1. 15.
VIII. 1. 14.
IX. 1. 14.
X. 1. 14.
XI. 1. 14.
XII. 1. 7.
XIII. 1. 7.
XIIII. 1. 3. 2. l.
XV. 1. 3.
XVI. 1. 3. & 21.
XVII. 1. 3.
XVIII. 2. 15.
XIX. 1. 15.
XX. 1. 15.
XXI. 1. 3. & 1. 2.
XXII. 1. 3.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1. 2. l.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 2.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 1.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 2.
XXXIII. 2. 1.
XXXIIII. 1. 8.
XXXV. 1. 8.
XXXVI. 1. 8.
XXXVII. 1. 8.
XXXVIII. 1. 8.
XXXIX. 1. 8.
XL. 2. 8.
XLI. 1. 8.
XLII. 1. 8.
XLIII. 1. 8.
XLIIII. 1. 8.
XLV. 1. 8.
XLVI. 1. 8.
XLVII. 1. 8.
XLVIII. 1. 8.
XLIX. 1. 8.
L. 1. 8.
LI. 1. 8.
LII. 2. 1.
LIII. 2. 1.
LIIII. 2. 1.
LV. 2. 1.
LVI. 2. 2.
LVII. 2. 5.
LVIII. 2. 5.
LIX. 2. 5.
LX. 2. 5.
LXI. 2. 2.
LXII. 2. 2.
LXIII. 2. 2.
LXIIII. 2. 2.
LXV. 1. 3 2. l.
LXVI. 1. 3.
LXVII. 1. 3.
LXVIII. 1. 3.
LXIX. 1. 3.
LXX. 1. 3.
LXXI. 1. 15.
LXXII. 1. 15.
LXXIII. 1. 15.
LXXIIII. 1. 15.
LXXV. 1. 12.
LXXVI. 1. 12.
LXXVII. 1. 12.
LXXVIII. 1. 12.
LXXIX. 2. 5.
LXXX. 1. 12.
LXXXI. 1. 12.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 1.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2. 1.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 1.
XCI. 2. 1.
XCII. 2. 1.
XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2. 1.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 1.
XCVIII. 2. 1.
XCIX. 2. 1.
C. 2. 2. 2. l.
CI. 2. 2.
CII. 2. 2.
CIII. 2. 2.
CIIII. 2. 2.
CV. 2. 1.
CVI. 2. 1.
CVII. 2. 1.
CVIII. 2. 1.
CIX. 2. 1. 2. l.
CX. 2. 1.
CXI. 2. 1.
CXII. 2. 1.
CXIII. 2. 1.
CXIIII. 2. 1. 2. l.
CXV. 2. 1.
CXVI. 2. 1.
CXVII. 2. 1.
CXVIII. 2. 1.
CXIX. 2. 1.
CXX. 2. 1. 2. l.
CXXI. 2. 1.
CXXII. 2. 1.
CXXIII. 2. 1.
CXXIIII. 2. 1.
CXXV. 2. 1.
CXXVI. 2. 1. 2. l.
CXXVII. 2. 1.
CXXVIII. 2. 1.
CXXIX. 2. 1.
CXXX. 2. 1.
CXXXI. 2. 1.
CXXXII. 2. 1.
CXXXIII. 2. 1.
CXXXIIII. 2. 1.
CXXXV. 2. 1.
CXXXVI. 2. 1.

Source : BIU Cujas

CXXXVII. 2. 1.
CXXXVIII. 2. 1.
CXXXIX. 2. 1.
CXL. 2. 1.
CXLI. 2. 1.
CXLII. 2. 1.
CXLIII. 2. 1.
CXLIIII. 2. 1.
CXLV. 2. 1.
CXLVI. 2. 1.
CXLVII. 2. 1.
CXLVIII. 2. 1.
CXLIX. 2. 1.
CL. 2. 1.
CLI. 2. 1.
CLII. 2. 1.
CLIII. 2. 1.
CLIIII. 2. 1.
CLV. 2. 1.
CLVI. 2. 1.
CLVII. 2. 1.
CLVIII. 2. 1.
CLIX. 2. 1.
CLX. 2. 1.
CLXI. 2. 1.
CLXII. 2. 1.
CLXIII. 2. 1.
CLXIIII. 2. 1. 2. l.
CLXV. 2. 1.
CLXVI. 2. 1. 2. l.
CLXVII. 2. 1.
CLXVIII. 2. 1.
CLXIX. 2. 1.
CLXX. 2. 1.
CLXXI. 2. 1.
CLXXII. 2. 1.
CLXXIII. 2. 1.
CLXXIIII. 2. 1.
CLXXV. 2. 1.
CLXXVI. 2. 1.
CLXXVII. 2. 1.
CLXXVIII. 2. 1.
CLXXIX. 2. 1.
CLXXX. 2. 1.
CLXXXI. 2. 1.
CLXXXII. 2. 1.
CLXXXIII. 2. 1.
CLXXXIIII. 2. 1.
CLXXXV. 2. 1.
CLXXXVI. 2. 1.
CLXXXVII. 2. 1.
CLXXXVIII. 2. 1.
CLXXXIX. 2. 2.
CXC. 2. 2.
CXCI. 2. 2.
CXCII. 2. 2.
CXCIII. 1. 12.
CXCIIII. 1. 12.
CXCV. 1. 12.
CXCVI. 1. 11. & 12.
CXCVII. 1. 11.
CXCVIII. 1. 13.
CXCIX. 2. 2.
CC. 2. 8.
CCI. 1. 5.
CCII. 1. 5.

Titre II. De *Donations.*

CCIII. 2. 13.
CCIIII. 2. 13.
CCV. 2. 13.
CCVI. 2. 13.
CCVII. 2. 13.
CCVIII. 2. 13.
CCIX. 2. 13.
CCX. 2. 13.
CCXI. 2. 13.
CCXII. 2. 13.
CCXIII. 2. 13.
CCXIIII. 2. 13.
CCXV. 2. 13.
CCXVI. 2. 15.
CCXVII. 2. 13.
CCXVIII. 2. 15.
CCXIX. 2. 15.
CCXX. 2. 15.
CCXXI. 2. 15.
CCXXII. 2. 13.
CCXXIII. 2. 13.
CCXXIIII. 2. 13.

Titre III. Des *droicts appartenans à gens mariez, & de communauté de biens entr'eux & autres personnes.*

CCXXV. 2. 10.
CCXXVI. 2. 10.
CCXXVII. 2. 10.
CCXXVIII. 2. 10.
CC XXIX. 2. 10.
CCXXX. 2. 10.
CCXXXI. 2. 10.
CCXXXII. 2. 10.
CCXXXIII. 2. 3.
CCXXXIIII. 2. 10.
CCXXXV. 2. 10.
CCXXXVI. 2. 10.
CCXXXVII. 2. 10.
CCXXXVIII. 2. 10.
CCXXXIX. 2. 10.
CCXL. 2. 10.
CCXLI. 2. 10.
CCXLII. 2. 10.
CCXLIII. 2. 10.
CCXLIIII. 2. 10.
CCXLV. 2. 14.
CCXLVI. 2. 10.
CCXLVII. 2. 10.
CCXLVIII. 2. 10.
CCXLIX. 2. 10.
CCL. 2. 3.
CCLI. 2. 10.
CCLII. 2. 10.

Titre IIII. Des *Douaires.*

CCLIII. 2. 11.
CCLIIII. 2. 11.
CCLV. 2. 11.
CCLVI. 2. 11.
CCLVII. 2. 11.
CCLVIII. 2. 11.
CCLIX. 2. 11.
CCLX. 2. 11.
CCLXI. 2. 11.
CCLXII. 2. 11.
CCLXIII. 2. 11.
CCLXIIII. 2. 4.
CCLXV. 2. 1.
CCLXVI. 2. 11.
CCLXVII. 2. 11.

Titre V. Des *Testamens.*

CCLXVIII. 2. 14.
CCLXIX. 2. 14.
CCLXX. 2. 14.
CCLXXI. 2. 14.
CCLXXII. 2. 15. 2. l.
CCLXXIII. 2. 15.
CCLXXIIII. 2. 13.
CCLXXV. 2. 14.
CCLXXVI. 2. 14.

Titre VI. Des *Successions.*

CCLXXVII. 2. 15.
CCLXXVIII. 2. 15.
CCLXXIX. 2. 15.
CCLXXX. 2. 15.
CCLXXXI. 2. 15. 2. l.
CCLXXXII. 2. 15.
CCLXXXIII. 2. 15.
CCLXXXIIII. 2. 15.
CCLXXXV. 2. 15.
CCLXXXVI. 2. 15.
CCLXXXVII. 2. 15.
CCLXXXVIII. 2. 15.
CCLXXXIX. 2. 1.
CCXC. 2. 1.
CCXCI. 2. 15.
CCXCII. 2. 15.
CCXCIII. 2. 1.
CCXCIIII. 2. 1.
CCXCV. 2. 15.
CCXCVI. 2. 1.

Titre VII. De *Bastards biens vacans, aubains & espaues.*

CCXCVII. 1. 6.
CCXCVIII. 1. 6.
CCXCIX. 1. 6.
CCC. 1. 6.
CCCI. 1. 6.
CCCII. 1. 6.
CCCIII. 1. 6.

Tit. VIII. De *Tutelles & Curatelles.*

CCCIIII. 2. 12.
CCCV. 2. 12.
CCCVI. 2. 12.
CCCVII. 2. 12.
CCCVIII. 2. 10. & 12.
CCCIX. 2. 12.

Titre IX. De *la puissance paternelle, & Emancipation des enfans.*

CCCX. 1. 1.
CCCXI. 1. 1.
CCCXII. 1. 1.
CCCXIII. 1. 1.
CCCXIIII. 2. 10.
CCCXV. 1. 1.
CCCXVI. 1. 1.
CCCXVII. 1. 1.
CCCXVIII. 1. 1.

Titre X. De *Retraict lignager.*

CCCXIX. 2. 7.
CCCXX. 2. 7.
CCCXXI. 2. 7.
CCCXXII. 2. 7.
CCCXXIII. 2. 7.
CCCXXIIII. 2. 7.
CCCXXV. 2. 7.
CCCXXVI. 2. 7.
CCCXXVII. 2. 7.
CCCXXVIII. 2. 7.
CCCXXIX. 2. 7.
CCCXXX. 2. 7.
CCCXXXI. 2. 7.
CCCXXXII. 2. 7.
CCCXXXIII. 2. 7.
CCCXXXIIII. 2. 7.
CCCXXXV. 2. 7.
CCCXXXVI. 2. 7.
CCCXXXVII. 2. 7.
CCCXXXVIII. 2. 7.
CCCXXXIX. 2. 7.
CCCXL. 2. 7.
CCCXLI. 2. 7.

Source : BIU Cujas

CCCXLII. 2. 7.
CCCXLIII. 2. 7.
CCCXLIIII. 2. 7.
CCCXLV. 2. 7.
CCCXLVI. 2. 7.
CCCXLVII. 2. 1.
CCCXLVIII. 2. 7.
CCCXLIX. 2. 1. & 7.
CCCL. 2. 7.
CCCLI. 2. 7.
CCCLII. 2. 7.
CCCLIII. 2. 7.
CCCLIIII. 2. 7.
CCCLV. 2. 7.
CCCLVI. 2. 7.
CCCLVII. 2. 7.
CCCLVIII. 2. 7.
CCCLIX. 2. 7.
CCCLX. 2. 7.
CCCLXI. 2. 7.
CCCLXII. 2. 7.

Titre XI. De Retraict conuentionnel.

CCCLXIII. 2. 7.
CCCLXIIII. 2. 7.
CCCLXV. 2. 7.
CCCLXVI. 2. 7.
CCCLXVII. 2. 7.
CCCLXVIII. 2. 7.
CCCLXIX. 2. 7.
CCCCLXX. 2. 7.
CCCLXXI. 2. 7.

Titre XII. De Prescriptions.

CCCLXXII. 2. 6.
CCCLXXIII. 2. 6.
CCCLXXIIII. 2. 6.

Titre XIII. Des Notaires.

CCCLXXV. 1. 4.
CCCLXXVI. 1. 19.
CCCLXXVII. 1. 19.
CCCLXXVIII. 1. 19.
CCCLXXIX. 1. 19.
CCCLXXX. 1. 19.
CCCLXXXI. 1. 19.
CCCLXXXII. 1. 19.
CCCLXXXIII. 1. 19.
CCCLXXXIIII. 1. 19.

Titre XIIII. Des Sergens.

CCCLXXXV. 1. 20.
CCCLXXXVI. 1. 20.
CCCLXXXVII. 1. 4.

Titre XV. Des sentences Defaux & contumaces.

CCCLXXXVIII. 1. 21.
CCCLXXXIX. 1. 25.
CCCXC. 1. 21.
CCCXCI. 1. 21.
CCCXCII. 1. 21.
CCCXCIII. 1. 21.
CCCXCIIII. 1. 21.
CCCXCV. 1. 25.
CCCXCVI. 1. 21.
CCCXCVII. 1. 21.
CCCXCVIII. 1. 21.
CCCXCIX. 2. 4.
CCCC. 2. 4.
CCCCI. 2. 4.
CCCCII. 1. 21.
CCCCIII. 1. 21.
CCCCIIII. 2. 8.
CCCCV. 2. 5.
CCCCVI. 2. 5.
CCCCVII. 2. 5.
CCCCVIII. 2. 5.
CCCCIX. 2. 5.
CCCCX. 2. 5.

Titre XVI. Des Appellations.

CCCCXI. 1. 23.
CCCCXII. 1. 23.
CCCCXIII. 1. 23.
CCCCXIIII. 1. 23.
CCCCXV. 1. 21.
CCCCXVI. 1. 23.
CCCCXVII. 1. 23.
CCCCXVIII. 1. 21.

Titre XVII. D'Asseurtez.

CCCCXIX. 1. 21.
CCCCXX. 1. 21.
CCCCXXI. 1. 21.
CCCCXXII. 1. 21.
CCCCXXIII. 1. 21.

Titre XVIII. De redditien de comptes des biens de Iustice.

CCCCXXIIII. 1. 21.
CCCCXXV. 1. 21.

Tit. XIX. D'executions de sentences & condemnations.

CCCCXXVI. 1. 22.
CCCCXXVII. 1. 22.

Titre XX. De Criees.

CCCCXXVIII. 2. 8.
CCCCXXIX. 2. 8.
CCCCXXX. 2. 8.
CCCCXXXI. 2. 8.
CCCCXXXII. 2. 8.
CCCCXXXIII. 2. 16.
CCCCXXXIIII. 2. 16.
CCCCXXXV. 2. 16.
CCCCXXXVI. 2. 16.
CCCCXXXVII. 2. 16.
CCCCXXXVIII. 2. 16.
CCCCXXXIX. 2. 16.
CCCCXL. 2. 16.
CCCCXLI. 2. 16.
CCCCXLII. 2. 16.
CCCCXLIII. 2. 16. 3. l.
CCCCXLIIII. 2. 16. 2. l.
CCCCXLV. 2. 7. & 16.

Coustumes generales gardees & obseruees en la Comté d'Angoumois & Seneschaucee d'icelle.

Chap. I. De la distinctien & qualite des Iurisdictions, haute, moyenne & Basse & fonciere, & qui en est fondé.

I. 1. 4.
II. 1. 4.
III. 1. 4.
IIII. 1. 15.
V. 1. 4.
VI. 1. 3.
VII. 1. 15.
VIII. 1. 15.
IX. 1. 3.
X. 2. 2.
XI. 2. 1.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 1.
XIIII. 2. 1. 2. l.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.
XVIII. 2. 2.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 1. 8.
XXX. 1. 8.
XXXI. 1. 8.
XXXII. 1. 21.
XXXIII. 1. 21.
XXXIIII. 1. 12.
XXXV. 2. 2.
XXXVI. 1. 21.

Chap. II. Des Notaires & passemens des lettres.

XXXVII. 1. 19.
XXXVIII. 1. 19.
XXXIX. 1. 19.

Chapitre III. De Communauté de biens.

XL. 2. 10.
XLI. 2. 10.
XLII. 2. 10.
XLIII. 2. 10. 2. l.
XLIIII. 2. 10.
XLV. 2. 10.
XLVI. 2. 10.
XLVII. 2. 10.
XLVIII. 2. 10.

Chapitre IIII. De Donations.

XLIX. 2. 13.
L. 2. 13.
LI. 2. 13.
LII. 2. 13.
LIII. 2. 11.
LIIII. 2. 11.

Chapitre V. De Retraict lignager.

LV. 2. 7.
LVI. 2. 7.
LVII. 2. 7.
LVIII. 2. 7.
LIX. 2. 7.
LX. 2. 7.
LXI. 2. 7.
LXII. 2. 7.
LXIII. 2. 7.
LXIIII. 2. 7.
LXV. 2. 7.
LXVI. 2. 7.
LXVII. 2. 7.
LXVIII. 2. 7.
LXIX. 2. 7.
LXX. 2. 7.
LXXI. 2. 1. & 7.
LXXII. 2. 7.
LXXIII. 2. 7.
LXXIIII. 2. 7.
LXXV. 2. 7.
LXXVI. 2. 7.
LXXVII. 2. 7.
LXXVIII. 2. 7.
LXXIX. 2. 7.
LXXX. 2. 7.

Chap. VI. Des Douaires.

LXXXI. 2. 11.
LXXXII. 2. 11.

Chapitre VII. Des Successions.

LXXXIII. 2. 15.

Source : BIU Cujas

LXXXIIII. 2. 15.
LXXXV. 2. 15.
LXXXVI. 2. 15.
LXXXVII. 2. 1. & 15.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 15.
XCI. 2. 15.
XCII. 2. 15.
XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2. 15.
XCV. 2. 15.
XCVI. 1. 6.
XCVII. 2. 15.
XCVIII. 2. 10.
XCIX. 2. 10.
C. 2. 10.
CI. 2. 10.

Chapitre VIII. De Criees.

CII. 2. 16.
CIII. 2. 16.
CIIII. 2. 16.
CV. 2. 16.
CVI. 2. 16.
CVII. 2. 16.
CVIII. 2. 16.
CIX. 2. 16.
CX. 2. 16.
CXI. 2. 16.

Chap. IX. Des Testamens.

CXII. 2. 14.
CXIII. 2. 14.
CXIIII. 2. 15.
CXV. 2. 15.
CXVI. 2. 15.
CXVII. 2. 15.
CXVIII. 2. 14.
CXIX. 2. 14.

Chap. X. D'Emancipation.

CXX. 1. 1.
CXXI. 1. 1.

Coustumes generales gardees & obseruees en la Ville & Gouuernement de la Rochelle.

Chapitre I. De Iurisdiction & qui en est fondé: & de grande & petite Assise.

I. 1. 4. & 15.
II. 1. 3. & 15.

Chap. II. De Ventes & honneurs.

III. 2. 2.

Chap. III. Des Rachats.

IV. 2. 1.

Chapitre IIII. De saisir les choses de son suiet & autres.

V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1. 2. 1.
VIII. 2. 1.

Chapitre V. D'office de Sergens & de bailler Adsournement.

IX. 1. 20.
X. 1. 20.
XI. 1. 11.
XII. 2. 16.
XIII. 1. 18.

Chapitre VI. Des Executions Criees & ampliations.

XIIII. 2. 16. 2. 1.
XV. 2. 8.
XVI. 2. 8. 2. 1. 16.
XVII. 2. 16.
XVIII. 2. 8.
XIX. 2. 16.

Chapitre VII. D'adueuz & contr'adueuz.

XX. 2. 8.

Chapitre VIII. D'Arrest de meuble, & d'en faire deliurance.

XXI. 2. 8.

Chapitre IX. Des droicts du mari & de sa puissance sur sa femme.

XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.

Chapitre X. De donner Sentences par Contumaces en causes simples priuilegiees & de admonition.

XXV. 1. 21.
XXVI. 1. 21.
XXVII. 1. 21.

Chapitre XI. De plus demander qu'il n'est deu.

XXVIII. 1. 21.

Chapitre XII. De Retraict lignager, & quand il est deu Ventes.

XXIX. 2. 7.
XXX. 2. 7.
XXXI. 2. 7.
XXXII. 2. 7.
XXXIIII. 2. 7.
XXXIIII. 2. 7.
XXXV. 2. 7.
XXXVI. 2. 7.
XXXVII. 2. 7.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 7.
XL. 2. 7.

Chapitre XIII. Institution n'a point de lieu.

XLI. 2. 15.

Chapitre XIIII. De Donations.

XLII. 2. 15.
XLIII. 2. 13.
XLIIII. 2. 13.

Chap. XV. De Douaire & ousclage.

XLV. 2. 11.
XLVI. 2. 10.

Chap. XVI. De Communauté.

XLVII. 2. 10.
XLVIII. 2. 10.

Chapitre XVII. Des Donations entre les conioinsts.

XLIX. 2. 13.

Chapitre XVIII. De Succeder és intestats & collateraux, ascendans & descendans.

L. 2. 15.
LI. 2. 15.
LII. 2. 15.
LIII. 2. 15.

Chapitre XIX. Des Successions des nobles.

LIIII. 2. 1.
LV. 2. 15.
LVI. 2. 15.

Chapitre XX. D'Executions de complaintes applegemens & restablissemens.

LVII. 2. 4.
LVIII. 2. 4.
LIX. 2. 4.
LX. 2. 8.
LXI. 2. 5.

Chapitre XXI. De Complant & comment on s'en peut emparer.

LXII. 2. 2.

Chap. XXII. De saisine apres declaration d'hypotheque.

LXIII. 2. 16.

Chapitre XXIII. d'Exemption d'appel.

LXIIII. 1. 23.

Chapitre XXIIII. d'Arrerages de Rente.

LXV. 2. 15.

Chapitre XXV. D'obligation à prinse de corps.

LXVI. 2. 8.

Chapitre XXVI. Des Religieux profez.

LXVII. 2. 15.

Chap. XXVII. D'executeurs de Testamens.

LXVIII. 2. 14.

Coustumes du pays de Xainctonge, au Siege & Ressort de S. Iean d'Angeli.

Titre I. d'Association & affirmation.

I. 1. 1.

Titre II. D'emancipation.

II. 1. 2.

Titre III. En quel temps finit curatelle.

III. 2. 12.

Titre IIII. Des droicts de Iurisdiction & autres droicts Seigneuriaux.

IV. 2. 2.
V. 1. 3.
VI. 1. 8.
VII. 1. 8. 2. 1.
VIII. 1. 8.
IX. 1. 8.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 12.
XIIII. 1. 12.
XV. 1. 12.
XVI. 1. 12.
XVII. 1. 12.
XVIII. 2. 1.

Source : BIU Cujas

XIX. 2. 1. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 2. 2. 1.
XXII. 2. 1.
XXIII. 2. 1.
XXIIII. 2. 1.
XXV. 2. 1.
XXVI. 1. 3.
XXVII. 2. 1.
XXVIII. 2. 1.
XXIX. 2. 2.
XXX. 2. 1.
XXXI. 2. 1.
XXXII. 2. 1.
XXXIII. 2. 1. 2. 1.
XXXIIII. 2. 1.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 1.
XXXVIII. 2. 1.
XXXIX. 2. 1.
XL. 2. 1.
XLI. 2. 2.

Titre V. Des Ceſsions & transports.

XLII. 2. 5.

Titre VI. De Retraict lignager.

XLIII. 2. 7.
XLIIII. 2. 7.
XLV. 2. 7.
XLVI. 2. 7.
XLVII. 2. 7.
XLVIII. 2. 7.
XLIX. 2. 7.
L. 2. 7.
LI. 2. 7.
LII. 2. 7.
LIII. 2. 7.
LIIII. 2. 1. & 7.
LV. 2. 7.
LVI. 2. 7.
LVII. 2. 7.

Titre VII. De Societé.

LVIII. 2. 10.

Titre VIII. Des Donations faictes en faueur de mariage, ou traicté, ou conſtant iceluy, & droicts appartenans aux conioincts durãt & conſtant le mariage.

LIX. 2. 10.
LX. 2. 13.
LXI. 2. 13.
LXII. 2. 10.
LXIII. 2. 3.
LXIIII. 2. 10.
LXV. 2. 10.
LXVI. 2. 10.
LXVII. 2. 10.
LXVIII. 2. 10.
LXIX. 2. 14.
LXX. 2. 10.
LXXI. 2. 13.
LXXII. 2. 13.
LXXIII. 2. 10.
LXXIIII. 2. 10.

Titre IX. Des droicts & faculsez, qui appartiennent aux conioincts le mariage ſolu.

LXXV. 2. 11. 2. 1.
LXXVI. 2. 11.
LXXVII. 2. 13.
LXXVIII. 2. 13.
LXXIX. 2. 11.
LXXX. 2. 10.
LXXXI. 2. 10.
LXXXII. 2. 15.
LXXXIII. 2. 10.

Titre X. Des Teſtamens & autres dernieres volontez.

LXXXIIII. 2. 14.
LXXXV. 2. 14.
LXXXVI. 2. 14.
LXXXVII. 2. 15.
LXXXVIII. 2. 14.
LXXXIX. 2. 14.
XC. 2. 14.

Titre XI. Des Succeſsions ab inteſtat, directes ou collaterales.

XCI. 2. 1.
XCII. 2. 1.
XCIII. 2. 1.
XCIIII. 2. 1.
XCV. 2. 1.
XCVI. 2. 1.
XCVII. 2. 15.
XCVIII. 2. 15.
XCIX. 2. 15.
C. 2. 15.
CI. 2. 3.
CII. 2. 1.
CIII. 2. 1.
CIIII. 2. 15.
CV. 2. 15.
CVI. 2. 15.

Titre XII. Des droicts & preeminences autres qu'en ſuccedant, & apres la ſucceſsion obuenue à l'aiſné appartenans.

CVII. 2. 1.
CVIII. 2. 1.
CIX. 2. 1.
CX. 2. 1.

Titre XIII. De Preſcription.

CXI. 2. 6.
CXII. 2. 1.

Titre XIIII. De Defaut donné contre vn impetrant lettres Royaux, pour eſtre releué de la ſentence donnee par contumace.

CXIII. 1. 21.

Titre XV. D'Arreſt & aduen ſur meubles.

CXIIII. 2. 8.

Titre XVI. Des Obligations & Hypotheques.

CXV. 2. 5.
CXVI. 2. 5.
CXVII. 2. 5.

Titre XVII. Des Criees & ſubhaſtations.

CXVIII. 2. 16. 2. 1.
CXIX. 2. 16.
CXX. 2. 16.

Titre XVIII. De Rentes generales.

CXXI. 2. 5.

Titre XIX. Des Aſſiettes & precomptemens.

CXXII. 2. 2.
CXXIII. 2. 2.
CXXIIII. 2. 2.
CXXV. 2. 2.
CXXVI. 2. 2.
CXXVII. 2. 2.
CXXVIII. 2. 2.
CXXIX. 2. 2.
CXXX. 2. 2.
CXXXI. 2. 2.
CXXXII. 2. 2.
CXXXIII. 2. 2.

Titre XX. Des Poids & meſures.

CXXXIIII. 1. 14.
CXXXV. 1. 14.
CXXXVI. 1. 14.

Les Couſtumes du pays de Bordeaux & Bourdelois.

Chapitre I. De l'Eſtat & droict des perſonnes.

I. 1. 1.
II. 1. 1.
III. 1. 1.

Chapitre II. De Retraict lignager.

IIII. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 7.
XX. 2. 7.
XXI. 2. 7.
XXII. 2. 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.
XXV. 2. 7.
XXVI. 2. 7.
XXVII. 2. 7.
XXVIII. 2. 7.
XXIX. 2. 7.
XXX. 2. 7.
XXXI. 2. 7.
XXXII. 2. 7.
XXXIII. 2. 7.
XXXIIII. 2. 7.
XXXV. 2. 7.
XXXVI. 2. 7.

Chapitre III. De Louage.

XXXVII. 2. 5.
XXXVIII. 2. 5.
XXXIX. 2. 5.
XL. 2. 5.
XLI. 2. 5.

Chapitre IIII. Des Dot, Douaires Couſtumiers & autres biens de mary & femme.

XLII. 2. 10.
XLIII. 2. 10.
XLIIII. 2. 10.
XLV. 2. 10.
XLVI. 2. 10.
XLVII. 2. 10.
XLVIII. 2. 10.
XLIX. 2. 10.

Source : BIU Cujas

L. 2. 10.
LI. 2. 10.
LII. 2. 10.
LIII. 2. 10.

Chapitre V. Des Testamens, dernieres volontez, & successions tant entre nobles, que autres.

LIIII. 2. 15.
LV. 2. 15.
LVI. 2. 3.
LVII. 2. 15.
LVIII. 2. 15.
LIX. 2. 15.
LX. 2. 14.
LXI. 2. 14.
LXII. 2. 13.
LXIII. 2. 15.
LXIIII. 2. 15.
LXV. 2. 15.
LXVI. 2. 15.
LXVII. 2. 15.
LXVIII. 2. 15.
LXIX. 2. 15.
LXX. 2. 15.
LXXI. 2. 15.
LXXII. 2. 15.
IXXIII. 1. 6.
LXXIIII. 2. 15.
LXXV. 2. 15.
LXXVI. 2. 1.
LXXVII. 2. 15.
LXXVIII. 2. 15.

Chapitre VI. De Iurisdiction.

LXXIX. 1. 25.

Chapitre VII. De Prescription.

LXXX. 2. 6.

Chap. VIII. Des droicts des Seigneurs feodaux, fonciers & directs.

LXXXI. 2. 1.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 2.
LXXXVI. 2. 5.
LXXXVII. 2. 2.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 2. 1.
XC. 2. 1.
XCI. 1. 19.
XCII. 2. 2.
XCIII. 2. 5.
XCIIII. 2. 1.
XCV. 2. 2.
XCVI. 2. 2.
XCVII. 2. 2.
XCVIII. 2. 2.
XCIX. 2. 2.
C. 2. 5.
CI. 2. 1.
CII. 2. 2.
CIII. 2. 2.
CIIII. 2. 2.

Chapitre IX. Des Espaues.

CV. 1. 6.

Chapitre X. De celuy qui desrobe son Seigneur, ou Maistre, ou luy surprend & suborne sa femme, fille, niepce ou fille baillee en garde.

CVI. 1. 25.
CVII. 1. 25.

Chap. XI. De bestail trouué en heritage d'autruy.

CVIII. 1. 12.
CIX. 1. 12.
CX. 1. 12.

Chapit. XII. De ceux qui desrobent aubaredes, fuyes, Garennes, Estangs, & vignes d'autruy.

CXI. 1. 11.
CXII. 1. 13.
CXIII. 1. 25

Chapitre XIII. Des Criees & subhastations.

CXIIII. 2. 16.

Chap. XIIII. Des Vaisseaux à tenir vin.

CXV. 1. 14.

Chapitre XV. Du salaire des Gabariers.

CXVI. 1. 11.
CXVII. 2. 15.

Coustumes des Villes, Cité, Preuosté & autres lieux & Parroisses du Siege & Ressort d'Acs.

Titre I. Des Testamens, & comme l'on peut disposer des biens autins.

I. 2. 14.
II. 2. 14.
III. 2. 14.
IV. 2. 14.
V. 2. 14.
VI. 2 15.
VII. 2. 14.
VIII. 2. 3.

Titre II. Des Succeesions des decedez sans faire Testament, en maisons nobles entre enfans d'vn mariage, & d'autres ruraux.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 15.
XXIII. 2 15.
XXIIII. 2. 15.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 15.
XXVII. 2. 15.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 15.
XXX. 2. 15.
XXXI. 2. 15.
XXXII. 2. 15.
XXXIII. 2. 15.
XXXIIII. 2. 15.

Titre III. Des diuisions & partages.

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IV. 2. 15.
V. 2. 15.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.

Titre IIII. Des dots & Donations pour nopces, & autres droicts de mariage.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 1. 10.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 14.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.

Titre V. Des Donations.

I. 2. 13.

Titre VI. Des Venditions.

I. 2. 5.
II. 2 5.
III. 2. 16.

Titre VII. Des Louages.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.

Titre VIII. Des Fiefs, Cens, Rentes & autres droicts & deuoirs Seigneuriaux.

I. 2. 5.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IIII. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.

Tit. IX. Des Prescriptions.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 2. 1.
X. 2. 1.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.
XIIII. 2. 2.
XV. 2. 2.
XVI. 2. 2.
XVII. 2. 2.

Source : BIU Cujas

Table

XVIII. 2. 2.
XIX. 2. 2.
XX. 2. 2.
XXI. 2. 2.
XXII. 2. 2.
XXIII. 2. 2.
XXIIII. 2. 2.
XXV. 2. 2.
XXVI. 2. 2.
XXVII. 2. 2.
XXVIII. 2. 2.
XXIX. 2. 2.
XXX. 2. 2.
XXXI. 2. 2.
XXXII. 2. 2.
XXXIII. 2. 2.
XXXIIII. 2. 2.
XXXV. 2. 2.
XXXVI. 2. 2.
XXXVII. 2. 2.
XXXVIII. 2. 2.
XXXIX. 2. 2.
XL. 2. 2.
XLI. 2. 2.
XLII. 2. 2.
XLIII. 1. 15.
XLIIII. 1. 15.
XLV. 1. 15.
XLVI. 1. 15.

Titre X. De Retraict Lignager & autre.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IIII. 2. 7. 2. I.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 7.
XX. 2. 7.
XXI. 2. 7.
XXII 2. 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.

Titre XI. Des Pasturages & dommage de bestail.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 11.
IX. 1. 11.
X. 1. 11.
XI. 1. 11.
XII. 1. 11.
XIII. 1. 11.
XIIII. 1. 12.
XV 1. 12.
XVI. 1. 12.
XVII. 1. 12.
XVIII. 1. 11.
XIX. 1. 11.
XX. 1. 11.
XXI. 1. 11.
XXII. 1. 11.
XXIII. 1. 12.
XXIIII. 1. 12.
XXV. 1. 12.
XXVI. 1. 12.
XXVII. 1. 11.
XXVIII. 1. 11.
XXIX. 1. 11.
XXX. 1. 11.
XXXI. 1. 12.
XXXII. 1. 12.
XXXIII. 1. 12.
XXXIIII. 1. 12.
XXXV. 1. 12.
XXXVI. 1. 12.
XXXVII. 1. 12.
XXXVIII. 1. 12.
XXXIX. 1. 12.
XL. 1. 12.
XLI. 1. 11.
XLII. 1. 11.
XLIII. 1. 11.

Titre XII. Du Peage & d'alleyer.

I. 1. 7.
II. 1. 7.
III. 1. 7.
IIII. 1. 7.
V. 1. 7.
VI. 1. 7.
VII. 1 7.
VIII. 1. 7.
IX 1. 7.
X. 1. 7.
XI. 1. 7.

Titre XIII. Des amendes encourues pour playes & blessures.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 25.
IX. 1. 25.
X. 1. 25.
XI. 1. 25.
XII. 1. 5.
XIII. 1. 5.
XIIII. 1. 12.

Titre XIIII. Des Criees, subhastations & interpositions de Decret.

I. 2. 16.
II. 2. 16.
III. 2. 16.
IV. 2. 8.
V. 2. 16.
VI. 2. 16.

Titre XV. De l'Estat des Bayles & Iurez.

I. 2. 9.
II. 2. 9.
III. 2. 9.

Titre XVI. Des matieres personnelles & possessoires.

I. 2. 4.
II. 2. 4.
III. 1. 21.
IIII. 1. 21.
V. 1. 21.
VI. 1. 21.
VII. 1 21.
VIII. 1. 21.
IX. 1. 21.
X. 1. 21.
XI. 2. 21.
XII. 2. 8.
XIII 2. 8.
XIIII. 2. 8.

Titre XVII. Des Chemins publics & terres communes.

I. 1. 5.
II. 2. 9.

Titre XVIII. Des faux poids & faulses mesures.

I. 1. 25.
II. 1. 25.

Coustumes generales de la Preuosté & Siege de Sainct Seuer.
Titre I. De leur competent & ordre iudiciaire.

I. 1. 21.
II. 1. 21.
III. 1. 20.
IV. 1. 20.
V. 1. 21.
VI. 1. 21.
VII. 1. 21.
VIII. 1. 21.
IX. 1. 21.
X. 1. 21.
XI. 1. 21.
XII. 1. 21.
XIII. 1. 21.
XIIII. 1. 25.
XV. 1. 21.
XVI. 1. 21.
XVII. 1. 21.
XVIII. 1. 21.
XIX. 1. 21.
XX. 1. 21.
XXI. 1. 21.
XXII. 1. 21.
XXIII. 1. 21.
XXIIII. 1. 21.
XXV. 1. 21.

Titre II. De faire statuts & assemblees.

I. 1. 16.
II. 1. 16.

Titre III. Des pasturages & dommages faicts & dõnez par le bestail és heritages & biens d'autruy.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 12.
XIIII. 1. 12.
XV. 1. 12.
XVI. 1. 12.
XVII. 1. 11.
XVIII. 1. 11.
XIX. 1. 11.
XX. 1. 12.

Titre IIII. De Diuision & partage de biens communs entre freres.

Source : BIU Cujas

I. 2. 15.
II. 2. 15.
III. 2. 15.
IV. 2. 15.
V. 2. 15.

Titre V. De Retraict Lignager ou retenue par droict de proximité.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IV. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.

Titre VI. De Rente seche.

I. 2. 5.
II. 2. 5.

Titre VII. D'action redhibitoire.

I. 2. 5.

Titre VIII. Des Lods & ventes & autres droicts Seigneuriaux.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IV. 2. 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 1. 5.
IX. 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.
XII. 2. 2.
XIII. 2. 2.

Titre IX. De la condition de main-morte.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IV. 2. 2.

Titre X. Du Peage.

I. 1. 7.
II. 1. 7.
III. 1. 7.
IV. 1. 7.
V. 1. 7.
VI. 1. 7.
VII. 1. 7.
VIII. 1. 7.
IX. 1. 7.
X. 1. 7.
XI. 1. 7.

Titre XI. Des dots & donations pour nopces & restitution d'iceux.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IIII. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 14.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 11.
XX. 2. 11.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 10.
XXVI. 2. 10.

Titre XII. Des Testamens & Successions.

I. 2. 14.
II. 2. 14.
III. 2. 3.
IV. 2. 14.
V. 2. 14.
VI. 2. 14.
VII. 2. 14.
VIII. 2. 14.
IX. 2. 15.
X. 2. 14.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 1.
XV. 2. 1.
XVI. 2. 1.
XVII. 2. 1.
XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 1.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 15.
XXIII. 2. 15.
XXIIII. 2. 15.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 1.
XXVII. 2. 15.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 15.
XXX. 2. 15.
XXXI. 2. 15.
XXXII. 2. 15.
XXXIII. 2. 15.
XXXIIII. 2. 15.
XXXV. 2. 15.
XXXVI. 2. 15.
XXXVII. 2. 15.
XXXVIII. 2. 15.
XXXIX. 2. 15.
XL. 2. 15.
XLI. 2. 15.
XLII. 2. 15.
XLIII. 2. 15.

Titre XIII. De bastir & reddresser maisons.

I. 2. 9.
II. 2. 9.
III. 2. 9.

Titre XIIII. Des gages.

I. 2. 5.

Titre XV. De prelation.

I. 2. 8.

Titre XVI. Des Criees publiques & subhastatiõs.

I. 2. 16.
II. 2. 16.
III. 2. 8.
IV. 2. 8.
V. 2. 16.
VI. 2. 16.
VII. 2. 16.

Titre XVII. De pleigerie.

I. 2. 5.

Titre XVIII. Des amendes deues par playes & excez, vulgairement dictes Loix.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 25.
IX. 1. 25.
X 1. 25.
XI. 1. 25.
XII 1. 25.
XIII. 1. 25.
XIIII. 1. 25.
XV. 1. 25.
XVI. 1. 25.
XVII. 1. 25.
XVIII. 1. 25.
XIX. 1. 25.
XX. 1. 25.
XXI. 1. 25.
XXII. 1. 25.
XXIIII. 1. 25.
XXIIII. 1. 5.
XXV. 1. 21.
XXVI. 1. 12.

Titre XIX. Des biens des condamnez à mort.

I. 2. 8.

Les Coustumes Locales de S Seuer.

Tit. I. De leur competant & Ordre iudiciaire.

I. 1. 15.
II. 1. 15.
III. 1. 15.
IIII. 1. 15.
V. 2. 8.
VI. 2. 8.
VII. 1. 16.
VIII. 1 16.
IX. 1. 16.
X. 1. 21.
XI. 1. 21.
XII. 1. 21.
XIII 2. 8.
XIIII. 2. 8.
XV. 1. 15.
XVI. 1. 21.
XVII. 1. 24.
XVIII. 1. 24.
XIX. 1. 21.
XX. 1. 21.
XXI. 1. 21.
XXII. 1. 18.
XXIII. 1. 18.
XXIIII. 1. 25.
XXV. 1. 25.
XXVI. 1. 25
XXVII. 2. 8.

Titre II. Des dommages donnez par bestail és heritages d'autruy.

I. 1. 12.
II. 1. 12.

Titre III. Des Louages.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 8.

Source : BIU Cujas

III. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.

Titre III. Des secondes Nopces.

I. 2. 13.
II. 2. 13.

Titre V. D'exactions de Dot.

I. 2. 11.
II. 2. 10.

Titre VI. Des Tuteurs.

I. 2. 12.

Titre VII. Des Prescriptions.

I. 2. 6.
II. 2. 6.
III. 2. 6.
IV. 2. 6.

Titre VIII. D'alimenter enfans.

I. 2. 13.
II. 2. 13.

Titre IX. Quels sont dicts voisins.

I. 1. 1.
II. 1. 1.

Titre X. De la Police de ladite Ville, & droict des habitans d'icelle.

I. 1. 14.
II. 1. 25.
III. 1. 14.
IV. 1. 14.
V. 1. 1.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 14.
IX. 1. 6.

Titre XI. Des peines de divers crimes.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.

Coustumes de la Ville & Cité de Bayonne, & de la iurisdiction d'icelle.
Titre I. De Servitutes.

I. 2. 9.
II. 2. 9.
III. 2. 9.
IV. 2. 9.
V. 2. 9.

Titre II. Des dommages donnez és heritages & biens d'autruy.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 12.
XIIII. 1. 12.
XV. 1. 12.
XVI. 1. 12.
XVII. 1. 12.
XVIII. 1. 12.
XIX. 1. 12.
XX. 1. 12.
XXI. 1. 12.
XXII. 1. 12.
XXIII. 1. 12.
XXIIII. 1. 12.
XXV. 1. 12.
XXVI. 1. 12.

Titre III. De Depost, Societé & mandat.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 1. 10.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 10.
XXVI. 2. 5.
XXVII. 2. 5.

Titre IIII. Des Venditions & autres alienations de biens, tant meubles qu'immeubles.

I. 1. 1.
II. 1. 1.
III. 1. 1.
IV. 1. 1.
V. 1. 1.
VI. 1. 1.
VII. 1. 1.
VIII. 1. 1.
IX. 1. 1.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 5.
XIII. 2. 5.
XIIII. 2. 5.
XV. 2. 5.
XVI. 2. 5.
XVII. 1. 14.
XVIII. 2. 5.
XIX. 2. 5.
XX. 2. 5.
XXI. 2. 5.

Titre V. De Retraict des choses vendues.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IIII. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 1.
XI. 2. 1.
XII. 2. 1.
XIII. 2. 7.
XIIII. 2. 7.
XV. 2. 7.
XVI. 2. 7.
XVII. 2. 7.
XVIII. 2. 7.
XIX. 2. 7.
XX. 2. 7.
XXI. 2. 7.
XXII. 2. 7.
XXIII. 2. 7.
XXIIII. 2. 7.
XXV. 2. 7.
XXVI. 2. 7.
XXVII. 2. 7.
XXVIII. 2. 7.
XXIX. 2. 7.
XXX. 2. 7.
XXXI. 2. 7.
XXXII. 2. 7.
XXXIII. 2. 7.
XXXIIII. 2. 7.
XXXV. 2. 7.
XXXVI. 2. 7.
XXXVII. 2. 7.
XXXVIII. 2. 7.
XXXIX. 2. 7.
XL. 2. 7.
XLI. 2. 7.
XLII. 2. 7.
XLIII. 2. 7.
XLIIII. 2. 7.
XLV. 2. 7.
XLVI. 2. 7.
XLVII. 2. 7.
XLVIII. 2. 7.
XLIX. 2. 7.
L. 2. 7.
LI. 2. 7.
LII. 2. 7.
LIII. 2. 7.

Titre VI. Quelles choses ne peuuent estre vendues ou autrement exportees.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.

Titre VII. De Louages.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 8.
VIII. 2. 8.
IX. 2. 8.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 5.
XIII. 2. 5.
XIIII. 2. 5.
XV. 2. 5.
XVI. 2. 5.
XVII. 2. 5.
XVIII. 2. 5.
XIX. 2. 5.
XX. 2. 5.
XXI. 2. 5.
XXII. 2. 5.
XXIII. 2. 5.
XXIIII. 2. 5.
XXV. 2. 5.
XXVI. 2. 5.

Source : BIU Cujas

XXVII. 2. 5.
XXVIII. 2. 5.
XXIX. 2. 5.
XXX. 2. 5.
XXXI. 2. 5.
XXXII. 2. 5.
XXXIII. 2. 5.
XXXIIII. 2. 5.

Titre VIII. De la forme de leuer & recouurer Cens & rentes: & autres droicts Seigneuriaux & d'execution des hoſe iugee & de reuendeurs publics.

I. 2. 2.
II. 2. 2.
III. 2. 2.
IV. 2 2.
V. 2. 2.
VI. 2. 2.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.
IX. 2. 2.
X. 2. 5.
XI. 2. 8.
XII. 2. 8.
XIII. 2. 8.
XIIII. 2. 8.
XV. 2. 8.
XVI. 2. 8.
XVII. 2. 8.

Titre IX. D'aſſignation de Dets, Donation pour nopces & autres Droicts de mariage.

I. 2. 10.
II. 2. 10.
III. 2. 10.
IV. 2. 10.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 3.
XXVI. 2. 3.
XXVII. 2. 3.
XXVIII. 2. 10.
XXIX. 2. 10.
XXX. 2. 14.
XXXI. 2. 10.
XXXII. 2. 10.
XXXIII. 2. 10.
XXXIIII. 2. 10.
XXXV. 2. 10.
XXXVI. 2. 10.
XXXVII. 2. 10.
XXXVIII. 2. 10.
XXXIX. 2. 10.
XL. 2. 10.
XLI. 2. 10.
XLII. 2. 10.
XLIII. 2. 10.
XLIIII. 2. 10.
XLV. 2. 10.
XLVI. 2. 10.
XLVII. 2. 10.
XLVIII. 2. 10.
XLIX. 2. 10.
L. 2. 10.
LI. 2. 10.
LII. 2. 10.

Titre X. Des Tuteurs, & Curateurs, & commẽt ils doiuent eſtre receus & contraints.

I. 2. 12.
II. 2. 12.
III. 2. 12.
IIII. 2. 12.
V. 2. 12.
VI. 2. 12.
VII. 2. 12.
VIII. 2. 12.
IX. 2. 12.

Tit. XI. Des Teſtamens.

I. 2. 14.
II. 2. 14.
III. 2. 14.
IIII. 2. 14.
V. 2. 14.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 14.
XII. 2. 14.
XIII. 2. 14.
XIIII. 2. 14.
XV. 2. 14.

Tit. XII. Des Succeſsions Legitimes.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IIII. 2. 1.
V. 2. 15.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15
XIII. 2. 15.
XIIII. 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII 2. 15.
XXIII. 2. 15.
XXIIII. 2. 15.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 15.
XXVII. 2. 15.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 15.
XXX. 2. 15.
XXXI. 2. 15.
XXXII. 1. 15.
XXXIII. 2. 15.
XXXIIII. 2. 15.
XXXV. 2. 1.
XXXVI. 2. 1.
XXXVII. 2. 15.
XXXVIII. 1. 6.
XXXIX. 1. 6.

Titre XIII. Des Preſcriptions.

I. 2. 6.
II. 2. 6.
III. 2. 6.
IV. 2. 6.
V. 2. 6.
VI. 2. 6.
VII. 2. 2.
VIII. 2. 2.

Titre XIIII. Des matieres de Baus, Arreſts & autres empeſchemens.

I. 2. 8.
II. 2. 8.
III. 2. 8.
IV. 2. 8.
V. 2. 8.
VI. 2. 8.
VII. 2. 8.
VIII. 2. 8.
IX. 2. 8.
X. 2. 8.
XI. 2. 8.
XII. 2. 8.
XIII. 2. 8.
XIIII. 2. 8.
XV. 2. 8.

Titre XV. Des Criees, ſubhaſtations & interpoſition de Decres.

I. 2. 16.
II. 2. 16.
III. 2. 16.
IV. 2 16.
V. 2. 16.
VI. 2. 16.
VII. 2. 16.
VIII. 2. 16.
IX. 2. 16.
X. 2. 16.
XI. 2. 16.

Titre XVI. D'executions d'inſtrument garanſigioné, vulgairement nommé, Rollat.

I. 2. 8.
II. 2. 8.
III. 2. 8.

Titre XVII. Des Edifices priuez.

I. 2. 9.
II. 2. 9.
III. 2. 9.
IV. 2. 9.
V. 2. 9.
VI. 2. 9.
VII. 2. 9.
VIII. 2. 9.
IX. 2. 9.
X. 2. 9.
XI. 2. 9.
XII. 2. 9.
XIII. 2. 9.
XIIII. 2. 9.
XV. 2. 9.
XVI. 2. 9.

Titre XVIII. Des Reparations de Ponts, foſſez & chemins voiſinaux.

I. 1. 7.
II. 1. 7.
III. 1. 7.
IV. 1. 7.
V. 1. 7.
VI. 1. 7.
VII. 1. 7.

Source : BIU Cujas

VIII. 1. 7.
IX. 1. 7.

Titre XIX. Des matieres possessoires.

I. 2. 4.
II. 2. 4.
III. 2. 4.

Titre XX. Des engagemens & hypotheques de biens meubles & immeubles.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 5.
XIII. 2. 5.
XIIII. 2. 5.
XV. 2. 5.
XVI. 2. 5.

Titre XXI. Des personnages qui s'obligent chacun pour le tout.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.

Titre XXII. Des Fourniers.

I. 1. 8.
II. 1. 8.

Titre XXIII. Des Moulins.

I. 1. 8.
II. 1. 8.
III. 1. 8.
IV. 1. 8.
V. 1. 8.
VI. 1. 8.
VII. 1. 8.
VIII. 1. 8.
IX. 1. 8.
X. 1. 8.
XI. 1. 8.
XII. 1. 8.

Tit. XXIIII. Des Dommages donnez par feu ou ruine des maisons.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.

Tit. XXV. Des adulteres, concubins tant Prestres, Religieux que autres.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.

Titre XXVI. Des amendes & punitions de blessure, & autres battemens & excés faits à personnes.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 25.
IX. 1. 25.
X. 1. 25.
XI. 1. 25.
XII. 1. 16.
XIII. 1. 16.
XIIII. 1. 16.
XV. 1. 16.
XVI. 1. 16.
XVII. 1. 16.
XVIII. 1. 16.
XIX. 1. 16.
XX. 1. 16.
XXI. 1. 16.
XXII. 1. 16.
XXIII. 1. 16.
XXIIII. 1. 25.

Titre XXVII. Des faux poids & mesures.

I. 1. 25.
II. 1. 21.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.

Titre XXVIII. De la forme de proceder au iugement des crimes exigeans mort, & autre peine corporelle, & de l'execution d'icelle.

I. 1. 16.

Titre XXIX. Des biens des condamnez à mort.

I. 1. 5.
II. 1. 5.

Titre XXX. Quels sont dicts voisins.

I. 1. 1.
II. 1. 1.
III. 1. 1.
IV. 1. 1.
V. 1. 1.
VI. 1. 1.
VII. 1. 1.

Titre XXXI. De faire Status.

I. 1. 16.

Coustumes generales gardees & obseruees au pays & Bailliage de la Bourt, & ressort d'iceluy.

Titre I. De Feur competant.

I. 1. 15.
II. 1. 15.
III. 2. 8.
IV. 1. 15.
V. 1. 15.
VI. 1. 15. & 23.
VII. 2. 8.
VIII. 2. 8.

Titre II. De Mosniers.

I. 1. 8.
II. 1. 8.

Titre III. Des terres communes, herbages & pasturages & dommagez donnez és heritages.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1. 11.
V. 1. 11.
VI. 1. 11.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 12.
XIIII. 1. 12.
XV. 1. 12.
XVI. 1. 12.
XVII. 1. 12.
XVIII. 1. 12.
XIX. 1. 11.
XX. 1. 11.
XXI. 2. 25.
XXII. 2. 25.
XXIII. 1. 12.
XXIIII. 1. 12.
XXV. 1. 12.
XXVI. 1. 12.
XXVII. 1. 12.
XXVIII. 1. 12.
XXIX. 1. 12.
XXX. 1. 12.
XXXI. 1. 12.
XXXII. 1. 12.
XXXIII. 1. 12.

Titre III. Des dommages donnez par bestes és choses corporelles.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.

Titre V. Des Venditions & autres alienations.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 3.
VIII. 2. 3.
IX. 2. 5.

Titre VI. De Retraict lignager & droict de Retention.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IIII. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.
VIII. 2. 7.
IX. 2. 7.
X. 2. 7.
XI. 2. 7.
XII. 2. 7.
XIII. 2. 7.

Titre VII. Des Louages.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.

Source : BIU Cujas

X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 5.
XIII. 2. 5.
XIIII. 2. 5.
XV. 2. 5.
XVI. 2. 5.
XVII. 2. 5.

Titre VIII. Des Gardes de baiſtail.

I. 2. 5.

Tit. IX. Des droicts de Mariage.

I. 2. 10. 2. 1.
II. 2. 10.
III. 2. 13.
IIII. 2. 13.
V. 2. 13.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 10.
XXVI. 2. 10.
XXVII. 2. 10.
XXVIII. 2. 10.

Titre X. Des Tutelles & adminiſtrations des mineurs & de leurs biens.

I. 2. 12.
II. 2. 12.
III. 2. 12.
IV. 2. 12.
V. 2. 12.

Titre XI. Des Teſtamens & executions d'iceux.

I. 2. 14.
II. 2. 14.
III. 2. 14.
IV. 2. 14.
V. 2. 14.
VI. 2. 14.
VII. 2. 14.
VIII. 2. 14.

Titre XII. Des Succeſſions des decedez ſans Teſtament.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 15.
VII. 2. 15.
VIII. 2. 15.
IX. 2. 15.
X. 2. 15.
XI. 2. 15.
XII. 2. 15.
XIII. 2. 15.
XIIII 2. 15.
XV. 2. 15.
XVI. 2. 15.
XVII. 2. 15.
XVIII. 2. 15.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 15.
XXI. 2. 15.
XXII. 2. 15.

Titre XIII. Des Preſcriptions.

I. 2. 6.

Titre XIIII. Des Executions.

I. 2. 8.
II. 2. 8.
III. 2. 8.
IV. 2. 8.
V. 2. 8.
VI. 2. 8.
VII. 2. 8.
VIII. 2. 8.
IX. 2. 8.
X. 2. 8.
XI. 2. 8.
XII. 2. 8.
XIII. 2. 16.
XIIII. 2. 16.
XV. 2. 16.
XVI. 2. 16.
XVII. 2. 16.
XVIII. 2. 16.
XIX. 2. 16.
XX. 2. 16.
XXI. 2. 8.
XXII. 2. 8.
XXIII. 2. 8.
XXIIII. 2. 8.
XXV. 2. 8.
XXVI. 2. 8.

Titre XV. Des Banniſſemens.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.
VII. 1. 25.

Titre XVI. Des matieres poſſeſſoires.

I. 2. 4.
II. 2. 4.
III. 2. 4.
IV. 2. 4.
V. 2. 4.

Titre XVII. Des Engagements.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 5.

Titre XVIII. Des Plegeries & garans d'iceux.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 5.

Titre XIX. Des Crimineurs & punition d'iceux.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 25.
IX. 1. 25.
X. 1. 25.
XI. 1. 25.
XII. 1. 25.
XIII. 1. 25.

Titre XX. Des franchiſes & libertez du pays & habitans de la Bourt.

I. 1. 1.
II. 1. 1.
III. 1. 1.
IV. 1. 16.
V. 1. 16.

Conſtumes generales du Pays & Vicõté de Sole.
Titre I. Des droicts & de l'Eſtat des perſonnes.

I. 1. 1.
II. 1. 1. § p. 2. 2.
III. 1. 1.
IV. 1. 16.
V. 1. 16.

Titre II. Des Iuges & de leur Iuriſdiction.

I. 1. 15.
II. 1. 15.
III. 1. 15.
IV. 1. 15.
V. 1. 15
VI. 1. 15.
VII. 2. 1.
VIII. 1. 15.
IX. 1. 15.

Titre III. Des Recuſations contre les Iuges.

I. 1. 21.
II. 1. 21.

Titre IIII. Des Bayles & Meſſages.

I. 1. 19.
II. 1. 19.
III. 1. 19.
IIII. 1. 19.
V. 1. 19.

Tit. V. De Cour d'Ontre pour aſſembler trois Eſtats.

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 1. 3.
IIII. 1. 3.
V. 1. 3.
VI. 1. 3.

Tit. VI. Des Vics degagas & fermancas veſtaleres.

Source : BIU Cujas

Table

I. 1. 16.
II. 1. 16.

Titre VII. Des adiournemens.

I. 1. 21.
II. 1. 21.
III. 1. 19. & 21.
IV. 1. 19.
V. 1. 19.
VI. 1. 21.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 21.
IX. 1. 25.
X. 1. 21. & 25.
XI. 1. 1.
XII. 2. 10.
XIII. 1. 21.
XIIII. 1. 21.
XV. 1. 8.
XVI. 2. 8.
XVII. 1. 21.

Titre VIII. Des Procureurs.

I. 2. 10.
II. 1. 18.
III. 1. 18.

Titre IX. Des Dilations.

I. 1. 21.
II. 1. 21.
III. 1. 21.
IV. 1. 21.

Titre X. Des Seigneurs directs.

I. 1. 3.
II. 1. 3.
III. 1. 19.
IV. 2. 1.
V. 2. 1.
VI. 2. 1.
VII. 2. 1.
VIII. 2. 1.
IX. 1. 5.
X. 1. 2.

Tire XI. Des Appels.

I. 1. 23.
II. 1. 23.
III. 1. 23. 2. l.
IV. 1. 23.
V. 1. 23. 2. l.
VI. 1. 23. 2. l.
VII. 1. 23.

Titre XII. Des Molins, artigaus & Bordas.

I. 1. 8.
II. 1. 8.
III. 1. 8.
IV. 1. 8.
V. 1. 8.

Titre XIII. Des heremps communs & pardonnances de beſtial.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 11.
VIII. 1. 11.
IX. 1. 13.
X. 1. 13.

Titre XIIII. Des Porcs de montaignes & des Coylars.

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 12.
XIIII. 1. 12.
XV. 1. 12.
XVI. 1. 12.
XVII. 1. 12.

Tit XV. Des dommages & tales predsales

I. 1. 12.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IIII. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.
IX. 1. 12.
X. 1. 12.
XI. 1. 12.
XII. 1. 12.
XIII. 1. 12.
XIIII. 1. 12.
XV. 1. 12.
XVI. 1. 25.
XVII. 1. 25.
XVIII. 1. 11.
XIX. 1. 12.
XX. 1. 12.
XXI. 1. 12.
XXII. 1. 12.

Titre XVI. Des Vedats boalers.

I. 1. 11.
II. 1. 12.
III. 1. 12.
IV. 1. 12.
V. 1. 12.
VI. 1. 12.
VII. 1. 12.
VIII. 1. 12.

Titre XVII. Des venditions & alienations.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 3.
VI. 2. 3.
VII. 2 5.
VIII. 2. 2.
IX 2. 2.
X. 2. 2.
XI. 2. 2.

Titre XVIII. Des Couſtumes des fiefs & Cens.

I. 2. 1.
II. 2. 1.
III. 2. 1.

Tit XIX. De recouurer les biens papoaux & auitins & droict de retention.

I. 2. 7.
II. 2. 7.
III. 2. 7.
IIII. 2. 7.
V. 2. 7.
VI. 2. 7.
VII. 2. 7.

Tit. XX. De Gaſalhe & my goadanherie de beſtiars.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.

Tit. XXI. De Garde de beſtial.

I. 2. 5.
II. 2. 5.

Tit. XXII. De Louage.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.
XI. 2. 5.
XII. 2. 5.
XIII. 2. 5.

Tit. XXIII. Des Valets & Seruantes.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.

Tit. XXIIII. Des droicts de Mariage.

I. 2. 10. 2. l.
II. 2. 10.
III. 2. 13.
IV. 2. 13.
V. 2. 10.
VI. 2. 10.
VII. 2. 10.
VIII. 2. 10.
IX. 2. 10.
X. 2. 10.
XI. 2. 10.
XII. 2. 10.
XIII. 2. 10.
XIIII. 2. 10.
XV. 2. 10.
XVI. 2. 10.
XVII. 2. 10.
XVIII. 2. 10.
XIX. 2. 10.
XX. 2. 10.
XXI. 2. 10.
XXII. 2. 10.
XXIII. 2. 10.
XXIIII. 2. 10.
XXV. 2. 10.
XXVI. 2. 10.
XXVII. 2. 10.
XXVIII. 2. 10.
XXIX. 2. 10.
XXX. 2. 10.
XXXI. 2. 10.
XXXII. 2. 10.

Tit. XXV. Des Tuteurs & adminiſtrateurs des mineurs & de leurs biens.

I. 2. 12.
II. 2. 12.
III. 2. 12.
IV. 2. 12.
V. 2. 12.

Tit. XXVI. Des Teſtamens & execution d'iceux.

I. 2. 14.
II. 2. 14.
III. 2. 14.
IV. 2. 14.
V. 2. 14.
VI. 2. 14.
VII. 2. 14.
VIII. 2. 14.

Tit. XXVII. Des ſucceſſions des heritages & auſſi des decedez ſans Teſtament.

I. 2. I. & 15. 2. l.
II. 2. I.
III. 2. I.
IIII. 2. I.
V. 2. I.
VI. 2. I.
VII. 2. I.
VIII. 2. I.
IX. 2. I.
X. 2. I.
XI. 2. I.
XII. 2. I.
XIII. 2. I.
XIIII. 2. I.
XV. 2. I.
XVI. 2. I.
XVII. 2. I.

Source : BIU Cujas

XVIII. 2. 1.
XIX. 2. 15.
XX. 2. 1.
XXI. 2. 1.
XXII. 2. 15.
XXIII. 2. 15.
XXIIII. 2. 15.
XXV. 2. 15.
XXVI. 2. 15. 2. 1.
XXVII. 2. 15.
XXVIII. 2. 15.
XXIX. 2. 15.
XXX. 2. 15.
XXXI. 2. 15.
XXXII. 2. 15.
XXXIII. 2. 15.
XXXIIII. 2. 15.
XXXV. 2. 15.
XXXVI. 2. 15.

Titre XXVIII. Des Prescriptions.

I. 2. 6.
II. 2. 9.
III. 2. 6.
IV. 2. 6.

Titre XXIX. Des Executions.

I. 2. 8.
II. 2. 8.
III. 2. 8.
IV. 2. 8.
V. 2. 8.
VI. 2. 8.
VII. 2. 8.
VIII. 2. 8.
IX. 2. 8.
X. 2. 8.
XI. 2. 8.
XII. 2. 16.
XIII. 2. 16.
XIIII. 2. 16.
XV. 2. 16.
XVI. 2. 16.
XVII. 2. 16.
XVIII. 2. 16.
XIX. 2. 16. 2. 1.
XX. 2. 16.
XXI. 2. 16.
XXII. 2. 16.
XXIII. 2. 16.
XXIIII. 2. 16.
XXV. 2. 16.
XXVI. 2. 16.
XXVII. 2. 16.
XXVIII. 2. 8.
XXIX. 2. 8.
XXX. 2. 5.

Titre XXX. Des matieres possessoires.

I. 2. 4.
II. 2. 4.
III. 2. 4.
IV. 2. 4.
V. 2. 4.

Titre XXXI. Des engagemens ou empenhemẽs.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.
V. 2. 5.

Titre XXXII. Des fermanceries & garanties d'icelles.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IV. 2. 5.
V. 2. 5.
VI. 2. 5.
VII. 2. 5.
VIII. 2. 5. 2. 1.
IX. 2. 5.
X. 2. 5.

Titre XXXIII. Des Respits, d'un & cinq ans.

I. 2. 5.
II. 2. 5.
III. 2. 5.
IIII. 2. 5.

Titre XXXIIII. De Peage.

I. 1. 7.
II. 1. 7.
III. 1. 7.
IIII. 1. 7.
V. 1. 7.

Titre XXXV. Des Crimes & punition d'iceux.

I. 1. 25.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 1. 25.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 25.
IX. 1. 25.
X. 1. 25.
XI. 1. 25.
XII. 1. 25.
XIII. 1. 25.
XIIII. 1. 25.
XV. 1. 25.
XVI. 1. 25.
XVII. 1. 25.
XVIII. 1. 25.
XIX. 1. 25.
XX. 1. 25.
XXI. 1. 25.
XXII. 1. 25.
XXIII. 1. 25.

Titre XXXVI. Des chemins Royaux, garbers & alchoubides.

I. 2. 9.
II. 2. 9.
III. 1. 12.

Titre XXXVII. Des pieds & mesures.

I. 2. 9.
II. 1. 25.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.

Coustumes generales des Pays & Duche de Bretagne.

Titre I. Des Iustices & Iurisdictions, ministres & droicts d'icelles.

I. 1. 15.
II. 1. 15.
III. 1. 25.
IV. 1. 25.
V. 1. 25.
VI. 2. 5.
VII. 1. 25.
VIII. 1. 21.
IX. 1. 21.
X. 1. 21.
XI. 1. 25.
XII. 1. 25.
XIII. 1. 25.
XIIII. 1. 25.
XV. 1. 20.
XVI. 1. 22.
XVII. 1. 17.
XVIII. 1. 17.
XIX. 1. 15. & 20.
XX. 1. 25.
XXI. 1. 20.
XXII. 1. 21.
XXIII. 1. 21.
XXIIII. 1. 21.
XXV. 1. 21.
XXVI. 1. 21.
XXVII. 1. 21.
XXVIII. 1. 21.
XXIX. 1. 21.
XXX. 1. 5.
XXXI. 1. 15.
XXXII. 1. 15.
XXXIII. 1. 15.
XXXIIII. 1. 15.
XXXV. 1. 15.
XXXVI. 1. 15.
XXXVII. 1. 15.
XXXVIII. 1. 21.
XXXIX. 1. 21.
XL. 1. 21.
XLI. 1. 21.
XLII. 1. 21.
XLIII. 1. 21.

Titre II. Des droicts du Prince & autres Seigneurs, & des Aydes Coustumiers.

XLIIII. 1. 21.
XLV. 1. 25.
XLVI. 1. 6.
XLVII. 1. 6.
XLVIII. 1. 6.
XLIX. 1. 7.
L. 1. 25.
LI. 1. 1.
LII. 2. 2.
LIII. 2. 2.
LIIII. 2. 2.
LV. 2. 2.
LVI. 2. 2.
LVII. 2. 2.
LVIII. 2. 2.
LIX. 2. 2.
LX. 2. 2.
LXI. 2. 2.
LXII. 2. 2.
LXIII. 2. 2.
LXIIII. 2. 2.
LXV. 2. 2.
LXVI. 2. 2.
LXVII. 2. 1.
LXVIII. 2. 1.
LXIX. 2. 1.
LXX. 2. 1.
LXXI. 2. 1.
LXXII. 2. 1.
LXXIII. 2. 12.
LXXIIII. 2. 2.
LXXV. 2. 2.
LXXVI. 2. 2.
LXXVII. 2. 2.
LXXVIII. 2. 2.
LXXIX. 2. 2.
LXXX. 2. 2.
LXXXI. 2. 2.
LXXXII. 2. 1.
LXXXIII. 2. 1.
LXXXIIII. 2. 1.
LXXXV. 2. 1.
LXXXVI. 2. 1.
LXXXVII. 2. 11.
LXXXVIII. 2. 1.
LXXXIX. 1. 14.
XC. 1. 14.
XCI. 1. 2.

Titre III. Des Procureurs.

XCII. 1. 18.
XCIII. 1. 18.
XCIIII. 1. 18.
XCV. 1. 18.
XCVI. 1. 18.
XCVII. 1. 18.
XCVIII. 1. 18.
XCIX. 1. 18.
C. 1. 18.
CI. 1. 18.

Source : BIU Cujas

Table

CII. 1. 18.
Titre IIII. Des plegeries & attentats sur iceux.
CIII. 2. 4.
CIIII. 2. 4.
CV. 2. 4.
CVI. 2. 4.
CVII. 2. 4.
CVIII. 2. 4.
CIX. 2. 1.
CX. 2. 4.
CXI. 2. 15.
Titre V. Des Arrests & Ostages.
CXII. 2. 8.
CXIII. 2. 8.
CXIIII. 2. 8.
CXV. 2. 8.
CXVI. 2. 5.
CXVII. 2. 8.
CXVIII. 2. 8.
CXIX. 2. 8.
CXX. 2. 8.
CXXI. 2. 8.
CXXII. 2. 1.
CXXIII. 2. 8.
Titre VI. Des monstrees & Venes.
CXXIIII. 1. 21.
CXXV. 1. 21.
CXXVI. 1. 21.
CXXVII. 1. 21.
CXXVIII. 1. 21.
CXXIX. 1. 21.
CXXX. 1. 21.
CXXXI. 1. 21.
CXXXII. 1. 21.
CXXXIII. 1. 21.
CXXXIIII. 1. 21.
CXXXV. 1. 21.
CXXXVI. 1. 21.
CXXXVII. 1. 21.
Titre VII. Des garants & Requestes.
CXXXVIII. 2. 7.
CXXXIX. 1. 21.
CXL. 1 21.
CXLI. 1. 21.
CXLII. 1. 21.
CXLIII. 1. 21.
CXLIIII. 1. 21.
CXLV. 1. 21.
CXLVI. 1. 21.
Titre VIII. Des pronues & sermens.
CXLVII. 1. 21.
CXLVIII. 1. 21.
CXLIX. 1. 21.
CL. 1. 21.
CLI. 1. 21.
CLII. 1. 21.
CLIII. 1. 21.
CLIIII. 1. 21.
CLV. 1. 21.
CLVI. 1. 21.
CLVII. 1. 21.
CLVIII. 1. 21.
CLIX. 1. 21.
CLX. 1. 21.
CLXI. 2. 5.
CLXII. 2. 12.
CLXIII. 1. 21.
CLXIIII. 1. 21.
Titre IX Des sentences appellations & contredicts.
CLXV. 1. 22.
CLXVI. 1. 22.
CLXVII. 1. 23.
CLXVIII. 1. 23.
CLXIX. 1. 23.
CLXX. 1. 23.
Titre X. Des despens & dommages.
CLXXI. 1. 24.
CLXXII. 1. 24.
CLXXIII. 1. 24.
CLXXIIII. 1. 24.
CLXXV. 1. 14.
Titre XI, Des Obligations actions & pleuines.
CLXXVI. 2. 5.
CLXXVII. 2. 5.
CLXXVIII. 2. 5.
CLXXIX. 1. 25.
CLXXX. 1. 25.
CLXXXI. 2. 16.
CLXXXII. 2. 5.
CLXXXIII. 2. 8.
CLXXXIIII. 2. 5.
CLXXXV. 2. 5.
CLXXXVI. 2. 5.
CLXXXVII. 2. 5.
CLXXXVIII. 2. 5.
CLXXXIX. 2. 5.
CXC. 2. 5.
CXCI. 2. 5.
CXCII. 2. 5.
CXCIII. 2. 5.
CXCIIII. 2. 5.
CXCV. 2. 5.
CXCVI. 2. 5.
CXCVII. 1. 1.
CXCVIII. 2. 5.
Titre XII. Des Donations.
CXCIX. 2. 13.
CC. 2. 13.
CCI. 2. 13.
CCII. 2. 13.
CCIII. 2. 13.
CCIIII. 2. 13.
CCV. 2. 13.
CCVI. 2. 11.
CCVII. 2. 13.
CCVIII. 2. 13.
CCIX. 2. 13.
CCX. 2. 13.
CCXI. 2. 13.
CCXII. 2. 3.
CCXIII. 2. 13.
CCXIIII. 2. 13.
CCXV. 2. 13.
CCXVI. 2. 13.
CCXVII. 2. 13.
Titre XIII. Des Executions.
CCXVIII. 1. 22.
CCXIX. 2. 8.
CCXX. 2. 8.
CCXXI. 2. 8.
CCXXII. 2. 8.
CCXXIII. 2. 8.
CCXXIIII. 2. 8.
CCXXV. 2. 8.
CCXXVI. 2. 8.
CCXXVII. 2. 8.
CCXXVIII. 2. 8.
CCXXIX. 2. 8.
CCXXX. 2. 8.
CCXXXI. 2. 8.
CCXXXII. 2. 8.
CCXXXIII. 2. 8.
CCXXXIIII. 2. 8.
CCXXXV. 2. 8.
CCXXXVI. 2. 8.
CCXXXVII. 1. 22.
Tit. XIIII. Des prisages & appreciations
CCXXXVIII. 2. 2.
CCXXXIX. 2. 2.
CCXL. 2. 2.
CCXLI. 2. 2.
CCXLII. 2. 2.
CCXLIII. 2. 2.
CCXLIIII. 2. 2.
CCXLV. 2. 2.
CCXLVI. 2. 2.
CCXLVII. 2. 2.
CCXLVIII. 2. 2.
CCXLIX. 2. 2.
CCL. 2. 2.
CCLI. 2. 2.
CCLII. 2. 2.
CCLIII. 2. 2.
CCLIIII. 2. 2.
CCLV. 2. 2.
CCLVI. 2. 2.
CCLVII. 2. 2.
CCLVIII. 2. 2.
CCLIX. 2. 5.
CCLX. 2. 5.
CCLXI. 2. 2.
CCLXII. 2. 2.
CCLXIII. 2. 2.
CCLXIIII. 2. 2.
CCLXV. 2. 2.
CCLXVI. 2. 5.
CCLXVII. 2. 5.
CCLXVIII. 2. 5.
Titre XV. Des appropriance, bannies & prescriptions.
CCLXIX. 2. 16.
CCLXX. 2. 16.
CCLXXI. 2. 16.
CCLXXII. 2. 16.
CCLXXIII. 2. 16.
CCLXXIIII. 2. 16.
CCLXXV. 2. 16.
CCLXXVI. 2. 16.
CCLXXVII. 2. 16.
CCLXXVIII. 2. 16.
CCLXXIX. 2. 16.
CCLXXX. 2. 16.
CCLXXXI. 2. 6.
CCLXXXII. 2. 6.
CCLXXXIII. 2. 16.
CCLXXXIIII. 2. 6.
CCLXXXV. 2. 6.
CCLXXXVI. 2. 6.
CCLXXXVII. 2. 6.
CCLXXXVIII. 2. 6.
CCLXXXIX. 2. 6.
CCXC. 2. 6.
CCXCI. 2. 6.
CCXCII. 2. 6.
CCXCIII. 2. 5.
CCXCIIII. 1. 8.
CCXCV. 2. 5.
CCXCVI. 2. 5.
CCXCVII. 2. 6.
Titre XVI. Des Premesses & Retraict lignager & feodal.
CCXCVIII. 2. 7.
CCXCIX. 2. 7.
CCC. 2. 7.
CCCI. 2. 7.
CCCII. 2. 7.
CCCIII. 2. 7.
CCCIIII. 2. 7.
CCCV. 2. 7.
CCCVI. 2. 1.
CCCVII. 2. 7.
CCCVIII. 2. 7.
CCCIX. 2. 7.
CCCX. 2. 7.
CCCXI. 2. 7.
CCCXII. 2. 7.
CCCXIII. 2. 7.
CCCXIIII. 2. 7.
CCCXV. 2. 7.
CCCXVI. 2. 7.
CCCXVII. 2. 7.
CCCXVIII. 2. 1.
CCCXIX. 2. 7.
CCCXX. 2. 7.

Source : BIU Cujas

CCCXXI. 2. 7.
CCCXXII. 2. 7.
CCCXXIII. 2. 7.
CCCXXIIII. 2. 7.
CCCXXV. 2. 7.
CCCXXVI. 2. 7.
CCCXXVII. 2. 7.

Tit. XVII. Des fiefs, feautez & hommages.

CCCXXVIII. 2. 2.
CCCXXIX. 2. 1.
CCCXXX. 2. 1.
CCCXXXI. 2. 1.
CCCXXXII. 2. 1.
CCCXXXIII. 2. 1.
CCCXXXIIII. 2. 1.
CCCXXXV. 2. 1.
CCCXXXVI. 2. 1. 2. l.
CCCXXXVII. 2. 1.
CCCXXXVIII. 2. 1.
CCCXXXIX. 2. 1.
CCCXL. 2. 1.
CCCXLI. 2. 1.
CCCXLII. 2. 1.
CCCXLIII. 2. 1.
CCCXLIIII. 2. 1.
CCCXLV. 2. 1.
CCCXLVI. 2. 1.
CCCXLVII. 2. 1.
CCCXLVIII. 2. 1.
CCCXLIX. 2. 1.
CCCL. 2. 1.
CCCLI. 2. 1.
CCCLII. 2. 1.
CCCLIII. 2. 1.
CCCLIIII. 2. 1.
CCCLV. 2. 1.
CCCLVI. 2. 1.
CCCLVII. 2. 1.
CCCLVIII. 2. 1.
CCCLIX. 2. 1.
CCCLX. 2. 1.
CCCLXI. 2. 1.
CCCLXII. 2. 1.
CCCLXIII. 2. 1.
CCCLXIIII. 2. 1.
CCCLXV. 2. 1.
CCCLXVI. 2. 1.
CCCLXVII. 2. 1.
CCCLXVIII. 2. 1.
CCCLXIX. 2. 1.

Titre XVIII. Des Moulins Coulombiers, Garennes & autres edifices.

CCCLXX. 1. 8.
CCCLXXI. 1. 8.
CCCLXXII. 1. 8.
CCCLXXIII. 1. 8.
CCCLXXIIII. 1. 8.
CCCLXXV. 1. 8.
CCCLXXVI. 1. 8.
CCCLXXVII. 1. 8.
CCCLXXVIII. 1. 8.
CCCLXXIX. 1. 8.
CCCLXXX. 1. 8.
CCCLXXXI. 1. 8.
CCCLXXXII. 1. 8.
CCCLXXXIII. 1. 8.
CCCLXXXIIII. 1. 8.
CCCLXXXV. 1. 8.
CCCLXXXVI. 1. 8.
CCCLXXXVII. 1. 8.
CCCLXXXVIII. 1. 8.
CCCLXXXIX. 1. 13. & 2. 1.
CCCXC. 1. 13.
CCCXCI. 1. 13.
CCCXCII. 2. 9.
CCCXCIII. 2. 9.
CCCXCIIII. 2. 9.

Titre XIX. Des Aſsiſes, Amendes & Deſdommages deuz par cauſe de Beſtail.

CCCXCV. 1. 12.
CCCXCVI. 1. 12.
CCCXCVII. 1 12.
CCCXCVIII. 1. 12.
CCCXCIX. 1. 12.
CCCC. 1. 12.
CCCCI. 1. 12.
CCCCII. 1. 12.
CCCCIII. 1. 12.
CCCCIIII. 1. 12.
CCCCV. 1. 12.
CCCCVI. 1. 12.
CCCCVII. 1. 12.
CCCCVIII. 1. 12.
CCCCIX. 1. 12.
CCCCX. 1. 12.
CCCCXI. 1. 12.
CCCCXII. 1. 12.
CCCCXIII. 1. 12.
CCCCXIIII. 1. 12.
CCCCXV. 1. 12.
CCCCXVI. 1. 12.
CCCCXVII. 1. 12.
CCCCXVIII. 1. 12.
CCCCXIX. 1. 12.
CCCCXX. 1 12.
CCCCXXI. 1. 12.

Titre XX. Des mariages Douaires & droicts appartenans à gens mariez.

CCCCXXII. 2 10.
CCCCXXIII. 2. 10.
CCCCXXIIII. 2. 10. 2. l.
CCCCXXV. 2. 3.
CCCCXXVI. 2. 10.
CCCCXXVII. 2. 10.
CCCCXXVIII. 2. 10.
CCCCXXIX. 2. 10.
CCCCXXX. 2. 10.
CCCCXXXI. 2. 10.
CCCCXXXII. 2. 10. 2. l.
CCCCXXXIII. 2. 10.
CCCCXXXIIII. 2. 10.
CCCCXXXV. 2. 10.
CCCCXXXVI. 2. 10.
CCCCXXXVII. 2. 10.
CCCCXXXVIII. 2. 10.
CCCCXXXIX. 2. 10.
CCCCXL. 2. 10.
CCCCXLI. 2. 10.
CCCCXLII. 2. 10.
CCCCXLIII. 2. 10.
CCCCXLIIII. 2. 10.
CCCCXLV. 2. 8.
CCCCXLVI. 1. 5.
CCCCXLVII. 2. 10.
CCCCXLVIII. 2. 10.
CCCCXLIX. 2. 10.
CCCCL. 2. 11.
CCCCLI. 2. 11.
CCCCLII. 2. 11.
CCCCLIII. 2. 11.
CCCCLIIII. 2. 11.
CCCCLV. 2. 11.
CCCCLVI. 2. 11.
CCCCLVII. 2. 11.
CCCCLVIII. 2. 11.
CCCCLIX. 2. 11.
CCCCLX. 2. 11.
CCCCLXI. 2. 11.
CCCCLXII. 2. 11.
CCCCLXIII. 2. 11.
CCCCLXIIII. 2. 11.
CCCCLXV. 2. 11.
CCCCLXVI. 2. 11.
CCCCLXVII. 2. 11.
CCCCLXVIII. 2. 11.
CCCCLXIX. 2. 10.
CCCCLXX. 2. 11.
CCCCLXXI. 2. 10.
CCCCLXXII. 2. 10.

Titre XXI. Des Baſtards & autres illegitimes.

CCCCLXXIII. 1. 6.
CCCCLXXIIII. 1. 6.
CCCCLXXV. 1. 6.
CCCCLXXVI. 1. 6.
CCCCLXXVII. 2. 14.
CCCCLXXVIII. 1. 6.
CCCCLXXIX 2. 13.
CCCCLXXX. 1. 6.
CCCCLXXXI. 1. 6.
CCCCLXXXII. 1. 6.

Titre XXII. Des mineurs & autres, à qui on doit bailler des adminiſtrateurs & des Emancipatiõs.

CCCCLXXXIII. 1. 1.
CCCCLXXXIIII. 2. 12.
CCCCLXXXV. 2. 12.
CCCCLXXXVI. 2. 10.
CCCCLXXXVII. 2. 12.
CCCCLXXXVIII. 2. 7.
CCCCLXXXIX. 2. 7.
CCCCXC. 2. 12.
CCCCXCI. 2. 5.
CCCCXCII 1. 1.
CCCCXCIII. 1. 1.
CCCCXCIIII. 1. 1.
CCCCXCV. 2. 15.
CCCCXCVI. 1. 1.
CCCCXCVII. 1. 25.
CCCCXCVIII. 1. 1.
CCCCXCIX. 2. 10.
Vc. 2. 12.
Vc I. 2. 12.
Vc II. 2. 12.
Vc III. 2. 12.
Vc IIII. 2. 12.
Vc V. 2. 12.
Vc VI. 2. 12.
Vc VII. 2 12.
Vc VIII. 2. 12.
Vc IX. 2. 12.
Vc X. 2 10.
Vc XI. 2. 5.
Vc XII. 2. 5.
Vc XIII. 2. 12.
Vc XIIII. 2. 12.
Vc XV. 2. 12.
Vc XVI. 2. 12.
Vc XVII. 2. 12.
Vc XVIII. 2. 12.
Vc XIX. 2 12.
Vc XX. 2. 12.
Vc XXI. 2. 12.
Vc XXII. 2. 12.
Vc XXIII. 2. 12.
Vc XXIIII. 2. 12.
Vc XXV. 2. 12.
Vc XXVI. 1. 1.
Vc XXVII. 2. 10.
Vc XXVIII. 1. 1.
Vc XXIX. 1. 1.
Vc XXX. 2 15.
Vc XXXI. 2. 15.
Vc XXXII. 2. 12.
Vc XXXIII. 2 12.
Vc XXXIIII. 2. 12.
Vc XXXV. 2. 12.
Vc XXXVI. 2. 12.
Vc XXXVII. 2. 13.

Titre XXIII. Des Succeſsions & Partages.

Vc XXXVIII. 2. 15.
Vc XXXIX. 2. 15.
Vc XL. 2. 15.
Vc XLI. 2. 1.
Vc XLII. 2. 1.

Source : BIU Cujas

Table des Titres.

Vc XLIII. 2. 15.
Vc XLIIII. 2. 15.
Vc XLV. 2. 1.
Vc XLVI. 2. 1.
Vc XLVII. 2. 1.
Vc XLVIII. 2. 15.
Vc XLIX. 2. 15.
Vc L. 2. 15.
Vc LI. 2. 15.
Vc LII. 2. 15.
Vc LIII. 2. 15.
Vc LIIII. 2. 15.
Vc LV. 2. 15.
Vc LVI. 1. 1.
Vc LVII. 2. 15.
Vc LVIII. 2. 15.
Vc LIX. 2. 15.
Vc LX. 2. 15.
Vc LXI. 2. 15.
Vc LXII. 2. 15.
Vc LXIII. 2. 15.
Vc LXIIII. 2. 15.
Vc LXV. 2. 15.
Vc LXVI. 2. 15.
Vc LXVII. 2. 15.
Vc LXVIII. 2. 15.
Vc LXIX. 2. 15.
Vc LXX. 2. 15.
Vc LXXI. 2. 15. 2. 1.
Vc LXXII. 2. 15.
Vc LXXIII. 2. 15.
Vc LXXIIII. 2. 15.
Vc LXXV. 2. 15.
Vc LXXVI. 2. 15.
Vc LXXVII. 2. 15.
Vc LXXVIII. 2. 15.
Vc LXXIX. 2. 15.
Vc LXXX 2. 15.
Vc LXXXI. 2. 15.
Vc LXXXII. 2. 15.
Vc LXXXIII. 2. 10.
Vc LXXXIIII. 2. 10.
Vc LXXXV. 2. 10.
Vc LXXXVI. 2. 10.
Vc LXXXVII. 2. 15.
Vc LXXXVIII. 2. 15.
Vc LX XXIX. 2. 1.
Vc XC. 2. 1.
Vc XCI. 2. 15.
Vc XCII. 2. 15. 2. 1.
Vc XCIII. 2. 15.
Vc XCIIII. 2. 15.
Vc XCV. 1. 6.
Vc XCVI. 2. 15.
Vc XCVII. 2. 15.
Vc XCVIII. 2. 1.
Vc XCIX. 2. 1.
V Ic. 2. 11.
V Ic I. 1. 8.
V Ic II. 2. 10.
V Ic III. 2. 10.
V Ic IIII. 2. 11.
V Ic V. 2. 11.
V Ic VI. 2. 10.
V Ic VII. 2. 15.
V Ic VIII. 2. 15.
V Ic IX. 2. 15.
V Ic X. 2. 15.
V Ic XI. 2. 15.

Titre XXIIII. Des Testamens & Legats.

V Ic XII. 2. 14.
V Ic XIII. 2. 14.
V Ic XIIII. 2. 14.
V Ic XV. 2. 14.
V Ic XVI. 2. 14.
V Ic XVII. 2. 14.
V Ic XVIII. 2. 14.
V Ic XIX. 2. 14.

Tit. XXV. Des Crimes, Amendes & Confiscations.

V Ic XX. 1. 25.
V Ic XXI. 1. 11.
V Ic XXII. 1. 11.
V Ic XXIII. 1. 25.
V Ic XXIIII. 1. 25.
V Ic XXV. 1. 25.
V Ic XXVI. 1. 25.
V Ic XXVII. 1. 25.
V Ic XXVIII. 1. 25.
V Ic XXIX. 1. 2.
V Ic XXX. 1. 25.
V Ic XXXI. 1. 25.
V Ic XXXII. 1. 25.
V Ic XXXIII. 1. 25.
V Ic XXXIIII. 1. 25.
V Ic XXXV. 1. 25.
V Ic XXXVI. 1. 11.
V Ic XXXVII. 1. 25.
V Ic XXXVIII. 1. 5.
V Ic XXXIX. 1. 5.
V Ic XL. 1. 12.
V Ic XLI. 1. 11.
V Ic XLII. 1. 25.
V Ic XLIII. 1. 25.
V Ic XLIIII. 1. 25.
V Ic XLV. 1. 25.
V Ic XLVI. 1. 12.
V Ic XLVII. 1. 12.
V Ic XLVIII. 2. 5.
V Ic XLIX. 1. 5.
V Ic L. 1. 25.
V Ic LI. 1. 5.
V Ic LII. 1. 25.
V Ic LIII. 1. 5.
V Ic LIIII. 2. 1.
V Ic LV. 1. 25.
V Ic LVI. 1. 25.
V Ic LVII. 1. 5.
V Ic LVIII. 1. 5.
V Ic LIX. 1. 5.
V Ic LX. 1. 5.
V Ic LXI. 2. 1.
V Ic LXII. 2. 1.
V Ic LXIII. 1. 23.
V Ic LXIIII. 2. 1.
V Ic LXV. 1. 5.
V Ic LXVI. 1. 25.
V Ic LXVII. 1. 25.
V Ic LXVIII. 1. 21.
V Ic LXIX. 1. 21.
V Ic LXX. 1. 21.
V Ic LXXI. 1. 21.
V Ic LXXII. 1. 25.
V Ic LXXIII. 1. 25.
V Ic LXXIIII. 1. 25.
V Ic LXXV. 1. 25.
V Ic LXXVI. 1. 25.
V Ic LXXVII. 1. 25.
V Ic LXXVIII. 1. 25.
V Ic LXXIX. 1. 25.
V Ic LXXX. 1. 25.
V Ic LXXXI. 2. 5.
V Ic LXXXII. 1. 25.
V Ic LXXXIII. 1. 25.
V Ic LXXXIIII. 1. 7.
V Ic LXXXV. 1. 7.

Vsances & Loix particulieres de la Ville & fors-bours de Rennes.

V Ic LXXXVI. 1. 21.
V Ic LXXXVII. 2. 9.
V Ic LXXXVIII. 2. 9.
V Ic LXXXIX. 2. 9.
V Ic XC. 2. 9.
V Ic XCI. 2. 9.
V Ic XCII. 2. 9.
V Ic XCIII. 2. 9.
V Ic XCIIII. 2. 9.
V Ic XCV. 2. 9.
V Ic XCVI. 2. 9.
V Ic XCVII. 2. 9.
V Ic XCVIII. 2. 9.

Vsement de Goello.

V Ic XCIX. 2. 1.
V I Ic. 2. 2.

Vsement de Vennes.

V II Ic. I. 2. 10.
V II Ic II. 2. 8.
V II Ic III. 1. 2.

Les Vsemens des ville, fors bourgs & Comté de Nantes.

V II Ic IIII. 2. 10.
V II Ic V. 2. 9.
V II Ic VI. 2. 9.
V II Ic VII. 2. 9.
V II Ic VIII. 2. 9.
V II Ic IX. 2. 9.
V II Ic X. 2. 9.
V II Ic XI. 2. 9.
V II Ic XII. 2. 9.
V II Ic XIII. 2. 9.
V II Ic XIIII. 2. 9.
V II Ic XV. 2. 9.
V II Ic XVI. 2. 9.
V II Ic XVII. 2. 9.
V II Ic XVIII. 2. 9.
V II Ic XIX. 2. 9.
V II Ic XX. 2. 9.
V II Ic XXI. 2. 9.
V II Ic XXII. 2. 9.
V II Ic XXIII. 2. 9.
V II Ic XXIIII. 2. 9.
V II Ic XXV. 1. 14.
V II Ic XXVI. 2. 9.
V II Ic XXVII. 2. 9.
V II Ic XXVIII. 2. 15.
V II Ic XXIX. 2. 12.

Fin de l'ordre & suite des Tiltres & Articles des Coustumes contenus en la Conference.

Source : BIU Cujas

PREMIERE PARTIE DE LA CONFERENCE DES Coustumes, distribuee en XXVI. Titres.

TITRE PREMIER DE L'ESTAT & qualité des personnes.

I Diuision des personnes: Quelles personnes sont Nobles ou roturiers: franches ou de serue condition.
II *Quelle condition doit ensuiure le fruict, noble, roturiere ou serue.*
III *Priuilege de Noblesse: femme vefue iouist dudit priuilege, sa viduité durant.*
IIII *Des Nobles Ecclesiastiques, exempts & autres priuilegiez.*
V *Des Bourgeois du Roy ou d'autres Seigneurs & villes: la Ville de S. Seuer ne se peut aliener.*
VI *De la puissance paternelle: En quels cas les mineurs & femmes peuuẽt ester en iugement, s'obliger & contracter ou non.*
VII *D'Emancipation, & comme le pere a l'vsufruict des choses donnees à ses enfans estans en sa puissance.*
VIII *D'Adoption ou affiliation.*

Nobles roturiers.
Gens de pote.
Franches personnes.
Serfs.
Clercs.
Nobles.
†† *Cest Art. 294 est adiousté comme ancien, & obserué de tout tẽs.*
Nobles.
Non Nobles.
Franches personnes ou de serue condition.
Bourgeois du Roy.
Iuree.
Bourgeois des Seigneurs.
† *Cest Art. 1. est de consequence: & raison escrite veut le contraire & qui plus est la loy par exprés resiste à la Coustume. Surquoy les Nobles dirẽt que Noblesse procedoit & deuoit proceder du costé du pere, & non de la mere: & n'estoit ladite Coustume telle, qu'elle estoit contenuë audit Art. Et pour le different & contradiction, qui estoit entre lesdits Nobles & autres disans qu'il suffit que le pere ou mere soit Noble: posé que l'autre desdits conioints fut non Noble ou de serue condition. Ordonnons que ledit Art. demoureroit en telle vsance & Coustume, comme elle a esté & qu'on en a vse le temps passé.*

IEAVX Chap. 1. Art. 1. On tient au Bailliage de Meaux, aucunes personnes estre [a] Nobles, les autres roturiers & non Nobles, que l'on nõme gens [b] de pote. Art. 2. Nous trouuons des personnes estre [c] francs & franches personnes: les autres serfs & de serue condition, astraints & liez au lien de seruitude enuers aucun Seigneur, Seculier, ou d'Eglise, ayant iurisdiction temporelle. Art. 3. Des franches personnes aucuns sont Clercs, les autres sont laiz. Les Clercs sont personnes [d] Ecclesiastiques en Ordre & en dignité seruans à l'Eglise. Et les autres sont simples Clercs tonsurez: dont les vns sont mariez, les autres non.

MELVN Cha. 20. Art. 294. Les enfans†† nez de pere [e] Noble sont reputez Nobles: posé que leur mere soit roturiere.

SENS Tit. 16. Art. 161. les enfans nez de pere ou mere Nobles, sont reputez nobles: posé que l'vn d'iceux pere ou mere soit roturier.

TROIES Tit. 1. Art. 1. les † aucuns sont Nobles, les autres non Nobles. Ceux * qui sont Nobles, sont issus en mariage de pere ou * de mere Noble: Et suffit que

a Les Nobles en France sont de race, ou Annoblis par lettres du Roy deuemẽt verifiees tãt en la Cour de Parlement, Chambre des Comtes, que Cour des Aydes. Toutesfois il se trouue qu'aucuns sont & peuuent estre annoblis par leurs Estats & Offices, & ce faisant iouissent du priuilege octroyé aux nobles. Et n'est l'on tenu auoir aucun esgard à la Noblesse de droict, ou celle que les Philosophes ont voulu introduire: ains seulement a la race, ou au benefice du Prince, & se trouue vn ancien Arrest du 14. Decembre 1405. par lequel il est narré que Noblesse vient de hoirie ou du Prince & qu'vn Noble doit auoir nom, armes & cry. Sur ceste matiere sanee sur la Coustume de Bourg. Tit. des droicts appartenans à gens mariez Art. 29.

b Gens de pote, ou Coustumiers sont opposez aux Nobles, & en vn ancien Arrest, du 22. Mars 1347. appellé l'Arrest de Thomas de Cucy, ou comme aucuns ont escrit, l'Arrest de Thomas Dequi, *Homo potestatis & non nobilis.* Gens de pote ou de pooste sont non nobles & du tiers Estat: desquels il est faict mention en la Coustume du Duché de Bourgongne cha. 13. Art. 6. & Comté chap. 15. Art. 102. & 206. mis cy dessous Tit. 3. nombre 9. Et tout ainsi que nous tenons les Nobles estre ou de race ou annoblis, ainsi pouuons nous dire que les Gens de Pote ou roturiers sont ceux qui ne sont Nobles de race ny annoblis par le Roy, leurs dignitez ou offices. Aucuns sont d'aduis qu'en France, chacun est presumé roturier, s'il n'appert du contraire Baldus in l. non ignorat C. qui acc. non possunt. Bacquet Traicté des Francs Fiefs & c. chap 2.

Source : BIU Cujas

Et des remonstrances faites par les Nobles, auons ordonné qu'ils bailleront par escrit ce que bon leur semblera : qui sera monstré & communiqué au Procureur du Roy & autres du tiers Estat, pour y respondre, & en faire nostre rapport à la Cour, afin d'en ordonner ce que de raison.

* *Ceux sont Nobles qui sont &c.* Alias, *Ceux qui sont Nobles, sont &c. P. V.*

* Alias, *Ou mere. P. V.*

* Alias, *Et suffit que le Pere ou mere &c. P. V.*

c Francs & libres, ἐλεύθεροι, sui iuris, Opponuntur seruis etiam in iure.

d Can. Duo sunt genera. 12. q. 1.

e Aucunes Coustumes veulent que la Noblesse soit du pere pour le moins: autres de pere ou de mere Nobles, posé que l'vn ou l'autre fut roturier : ou de serue condition.

f Droits Royaux serõt cy dessus expliquez au Titres 3. 22. & 26. de ceste conference partie 1.

g Du Moulin dit que le Roy ne cognoist desdits Bourgeois en matiere reelle, petitoire, ny en ce qui est de Iustice fonciere. Vide Chopinum li. 2. de Doman. Franc. cap. 7.

h Naturali enim iure omnes liberi censemur Vlpianus in l. 4. D. de Iustit. & iur. & nomen istud seruitutis culpa meruit non natura, vt Diuus Aug. ait lib. 19. de Ciu. Dei cap. 15. & Seneca Pater lib. 7. Cõtrouersiarum contr. 5. ait fortunam hæc nomina singulis imposuisse. Plinius lib. 7. cap. 56. scribit Lacedemonios seruitium inuenisse. Au reste il faut premierement cognoistre de l'estat qualité & conditiõ de la personne, s'il est libre ou serf, que des autres actiõs iugé pour le chapitre de Paris à la Chandeleur 1257.

i Hoc sumptum videtur ex doctrina Vlpiani in l. 1. §. 1. D. Ad municip. En Champagne le vẽtre annoblist: En autres lieux la verge annoblist, & le ventre affranchist, ainsi qu'il est porté par la Coustume de Meaux au procés verbal. Chalons Art. 2. Aucuns ont ce priuilege de suiure l'origine & condition de leur mere ainsi que le porte la loi 1. §. 1. D. ad municip.

le pere ou la mere soit Noble : posé que l'autre desdits conioints soit non Noble ou de serue condition. Art. 2. les † non Nobles sont en deux manieres. Car les aucuns sont franches personnes : & les autres de serue condition : lesquelles franches personnes, tant comme ils demeureront sous le Roy, ou és ressorts des *Bailliages de la Preuosté de Troyes, ou sous aucun Haut Iusticier, non aiant en sa terre les f droicts Royaux, sont appellez Bourgeois du Roy : & sont ses iusticiables ordinairement en tous cas personnels, criminels g & ciuils, & redeuables de Iuree, s'ils ne sont Clercs ou autrement priuilegiez. Et si lesdites personnes sont demourans sous aucun Seigneur, qui ait les droicts Royaux en sa terre & Seigneurie, ils sont ses Bourgeois redeuables de Iuree, & ses iusticiables, cõme dessus, tant comme ils demeurent sous luy. Et sont tous lesdits non Nobles, franches personnes, h s'il n'appert de seruitude au contraire : & peuuent liberalement eux marier & faire tous faicts legitimes, comme franches personnes : excepté és cas concernans la police & realité. Toutesfois si aucun delinquant estranger ou forain, est trouué en la Iustice d'aucun Haut Iusticier, ou qu'il delinque en ladite Haute Iustice, ledit Haut Iusticier le peut punir & corriger dudit delict.

Chavmont Tit. 1. Art. 1. Touchant la condition des personnes, les aucuns sont Nobles : les autres non Nobles : & encores des non Nobles, les aucuns sont franches personnes, & les autres sont de condition seruile, cõme de main-morte & autres conditions serues Art. 2. Et quand † aux Nobles l'on tient Coustume estre audit Bailliage que ceux sont dicts, tenus & reputez Nobles, qui sont nez i & issus en mariage, de pere & de mere Nobles : ou de pere Noble & de mere nõ Noble : & qu'il suffit l'vn d'iceux pere ou mere estre Noble ; à ce que le fruict soit Noble. Art. 3. Et au regard des non Nobles, ils sont en deux manieres : dont les aucuns sont franches personnes, Bourgeois & Bourgeoises du Roy, ou d'autres Seigneurs, sous lesquels ils sont demourans : & les autres sont serfs & de serue condition, & de diuerses seruitutes, selon la nature des terres & Seigneuries, à cause desquelles ils sont hommes.

Laon Tit. 2. Art. 14. Enfans issus de pere & mere Nobles, ou de pere Noble & de mere roturiere en loyal mariage sont reputez Nobles. Mais si le pere est roturier, sont iceux enfans reputez roturiers, encores que la mere soit Noble.

Chalons Tit. 1. Art. 1. Toutes personnes issues de pere & mere Nobles, & nees en loyal mariage, sont reputees Nobles.

Reims Tit. 1. Art. 1. Par †† la Coustume dela Cité & Ville de Reims, Villes & villages, qui se reglent selon icelle, toutes personnes sont franches : & n'y en à aucun de seruile condition : & sont icelles personnes Nobles, ou roturiers. Art. 2. Celuy qui est né en loyal mariage, de pere & mere Nobles, ou de pere Noble seulement, encores que la Mere fut de roturiere condition, est Noble & iouyst du priuilege de Noblesse. Au contraire s'il est issu de pere non Noble & de mere k Noble, est reputé Noble.

†† *Iean Milon tant pour l'Euesque de Troyes, que pour le Clergé, & les Nobles de ladicte assemblee ont dit que l'Art. 2. estoit trop rigoureux, & que s'il demouroit ainsi qu'il est escrit & posé, leurs Hautes Iustices & Moyennes, qui tiennent en Fief du Roy, leurs seroient illusoires. Car en leurs Iustices y a sujets de quatre qualitez diuerses : C'est à sçauoir les Nobles, les Clercs, les roturiers, & les serfs, qui sont gens de mortemain. Or il est notoire que sur les Nobles il n'exercent iurisdiction sur les Clercs encores moins. Car il sont exemps de la iurisdiction temporelle. Sur les roturiers par ladite Coustume, il leur est prohibé. Car les roturiers s'ils ne sont Clercs ou de morte-main, ils sont Bourgeois du Roy. Parquoy s'il demeuroit, ils n'auroient iurisdictiõ que sur les serfs, hommes & femmes de corps. Et aussi que par les Ordonnances du Roy sur le faict des Bourgeoisies, lesdits Bourgeois du Roy sont suiets & astraincts à plusieurs choses qu'ils ne sont. Au moyen dequoy requeroient ledit Art. estre corrigé. Et apres que les Practiciẽs ont dit que ledit Art. estoit veritable, & qu'au dit Bailliage ne fut iamais practiqué le contraire. Surquoy auons ordonné que lesdits gens d'Eglise & Nobles escriront & produiront és fins que dessus ce que bon leur semblera, qui sera communiqué au procureur du Roy pour y respondre, & de ce faire rapport & pour y pourueoir par la Cour : ensemble es 9. & 10. Art. faisant mention des Bourgeoisies : sur lesquels ont esté faictes pareilles remonstrances.*

* Alias, *Du Bailliage P. V.*

† *Pour ces mots* ou de mere Noble, *leur fut par nous dit que l'Art. estoit de consequence &c.* Comme sur la Coustume de Troye, *Et pour le different & contradiction, Ordonnons que ledit Article demourera pour Coustume : fors & excepté que pour iceluy est dit qu'il suffit auoir mere Noble pour acquerir Noblesse : combien que le pere ne soit Noble : lequel demourera en suspens, iusques à ce que les parties ayent produit d'vne part & d'autre par deuers nous, pour en faire nostre rapport à la Cour, afin d'y estre pourueu ainsi que de raison.*

†† *Ce 1. Art. a esté de nouuel adiousté comme estant ancien, & omis en l'ancien Coustumier.*

Plut. lib. de claris mul. Herodot. lib. 1. Virg. 8. Aen. · Ni mistus matre Sabella, Hinc partem patriæ traheres, tu, &c. Silius Ital. · Cui vano corda tumore, maternum implebat genus. Vide Tiraquellum lib. de Nobil. cap. 18. Baer decis. 13. Bacquet traicté du droict des francs Fiefs chap. 11. où il faict mention des Coustumes de Meaux, Troyes, Chaumont, Vitré & Chasteautiery, & d'vn Arrest ancien donné le 7. Aoust 1483. au profit de Iean Gomer Esleu sur le faict des Aydes en l'election de Cha-

Source : BIU Cujas

steautierry, fils de Mathieu Goulet non Noble & de Thienette Baudier Noble. Mais aujourd'huy en France on tient que le ventre n'annoblist point & que ces Coustumes n'ont lieu, si ceux qui se pretendent nobles du costé de leur mere n'ont obtenu Arrest de la Cour des Aydes à leur profit. Qui est la voye la plus seure pour prouuer sa Noblesse. Aucuns ont escrit, que les Nobles iouyssent du priuilege de Noblesse, nonobstant le renuoy faict à la Cour de ces Articles. Mais la commune opinion est que aucun ne iouyst du priuilege de Noble, s'il n'a obtenu Arrest confirmatif de sa Noblesse, en la Cour de Parlement ou des Aydes, ainsi qu'il est porté par les Ordonnances de Henry 3. 1576. & 1577. mises en la Conference des Ordonnances.

k Les Coustumes accordees par les trois Estats & depuis homologuees en la Cour, peuuent ordonner les moyens d'estre Nobles. Et lege ciuitatis vel more quis nobilis effici potest l. vlt. §. 2 D de mun. & honor. Baldus Consil. 387. Paulus de Castro Cons. 125. volum 2. Tiraq lib. de Nobil. cap. 10 Bacquet en son Traicté du droict des francs Fiefs & nou. acq. chap. 11. & au traicté des Annoblissemens chap. 23. où il monstre les moyens qu'il faut tenir pour verifier la Noblesse.

CHAVNI Tit. 13. Art. 67. Toutes personnes procreés de pere Noble en mariage, sont tenus & reputez Nobles.

MONTARGIS Chap. 7. Art. 1. Toutes personnes demourans & subiects à ladite Coustume sont francs & de condition libre sans seruitude. Et si gens de serue condition y venoient demourer & y sont resident eux & leurs enfans, xx. ans sans reclamation de leurs Seigneurs, ils acquierent ample liberté de leurs personnes & biens acquis & possedez au pays de ladite Coustume sans plus pource estre inquietez en personnes ne biens.

Francs. Prescription de xx. ans pour la cõdition franche.

BERRY Tit. 1. Art. 1. Les † manans & habitans de la Ville & septaine de Bourges, premiere & capitale du Duché de Berry, pour l'ancienne Coustume sont libres & de franche l condition non subiects à aucuns droicts & deuoirs deuz & procedans à cause d'Estat ou qualité seruile, soit par droict de suite m ou autre maniere quelconque Art. 2. Semblable †† Coustume ont les manans & habitans des Villes & Chastel d'Yssoudun, Ville & septaine de Dun le Roy, Mehun sur Eure, Vierzon & du lieu de Concressaut.

Habitans d Bourges francs, & ceux d'Yssoudun, Mehun, Dũle Roy, Vierzon & Concressaut.

† *Les deputez des Eglises cathedrales de Bourges & S. chapelle se sont opposez à cest art. 1. Là où l'on voudroit cõprẽdre audit art. les biens de leurs gens serfs, qu'ils auoient au temps de leur retraicte en la ville de Bourges & en la septaine, tãt pour le regard des biẽs que des personnes de leurs gens par eux pretendus serfs: sur lesquelles personnes & biens desdits pretendus serfs, ils en pretendent auoir suite. Et par le secõd Estat fut dit les ẽblable, quãt à la septaine seulement, & offrirent lesdits d'Eglise de Bourges & S. chappelle & second Estat, verifier leur dire. Surquoy auõs ordonné qu'ils bailleront leurs cause d'oppositiõ par escrit, & mettrõt par deuers nous tout ce que bon leur sembleroit dedans la S. André pour tous delais & sans autre forclusion pour leur faire droict sur icelle, ou à nostre rapport par la Cour, ainsi quelle verra estre à faire auant qu'estre procede à l'homologation & enregistrement desdites Coustumes. Et depuis par Arrest donné sur l'enregistrement desdites Coustumes le 8. iour de Iuin 1540. La Cour a ordonné & ordonne que auant que proceder à l'homologation dudit Art. les opposans suiuant ce qui a este ia ordonné bailleront leurs causes d'opposition par escrit dedans quinzaine, qui seront communiquees aux Officiers du Roy*

l Plusieurs Coustumes parlent de la condition comme le proces verbal des Coustumes de Meaux, Troyes, Chaumont, Duché & Comté de Bourg. Niuern. chap. 8. Art. 9. Bourbõnois, cha. 30. Auuergne chap 25. & 27. La Marche chap. 17. & Sainct Seuer Tit. 9. Sole Tit. 1. Art. 1. ainsi qu'il se peut veoir en ce premier & au Titre second suiuãt.

m Aucunes Coustumes nommẽt ce droict droict de poursuitte, la Marche Art. 145. Bourbõ 189. 195. 197. & 203. Troyes Art. 166. Chaumont Art. 3 & 6. Vitry Art. 146. Les autres appellent droict de suite. Auuergne chap. 27. art. 2. & 9. Suitte de gens Sole Tit. 1. Art. 1.

n Voyez cy dessous le Tit. 2. de ceste premiere partie.

II. MEAVX Chap. 1. Art. 4. Entre † gens Nobles le fruict ensuit la condition du pere & * de la mere. Car il suffit que l'vn des conioints par mariage soit Noble, à ce que les enfans, qui en istiront soient tenez & reputez personnes Nobles: tellement que si la mere estoit venue & issue de Noble lignee, soit coniointe par mariage à vn homme roturier, les enfans qui en istront, sont reputez Nobles: supposé que le pere ne le soit pas. Et semblablement si le pere estoit Noble & la mere roturiere & non Noble, les enfans qui en istront sont dits & reputez Nobles. Art. 5. Entre gens o roturiers & de pote, le fruict ensuit la condition du ventre: c'est à dire que si la mere est de serue condition, les enfans qui en istront, sont de serue condition. Chap. 13. Art. 77. On tient pour Coustume audit Bailliage que si vn homme Noble espouse vne femme qui fut de seruile condition, que les enfans qui naissent de tels mariages, sont Nobles, & n'ensuiuent pas la condition de leur mere: mais aussi ils ne succedent pas à elle, en biens, qui cheent de mortemain, enuers le Seigneur de leurdite mere.

o Partus sequitur ventrem, l. ne diutius. 21. C. de agric. & censit. maternæ conditionis maculam, non paternam l bertatem sequitur Iustin. l. vlt. C. eod. titulo. vide l. 4. C. de agric. & mancipijs lib. 11.

Source : BIU Cujas

& de la Royne de Nauarre Ducheſſe de Berry, enſemble aux Maire & habitans de la Ville & ſeptaine de Bourges & autres y aians intereſt, pour y reſpondre, le tout dedans vn mois : & de quinzaine en quinzaine apres bailleront repliques & dupliques, ſi bon leur ſemble: & à deux mois enſuiuans apres informeront tant par lettres, que par teſmoins de leurs faicts ſuper modo vtendi: *pour ce fait & rapporté par deuers la Cour, eſtre faict droict diffinitiuement ſur leſdites cauſes d'oppoſition ainſi qu'il appartiendra par raiſon.*

†† *Semblable oppoſition a eſté formee à ceſt Art. 2. par les deſſuſdits: enſemble par le Prieur, Chanoines & Chapitre de S. Laurian de Vaſtang par Iean de la Varenne leur Procureur, qui pretendent auoir droict de ſuite tant de perſonnes que de biens de leurs gẽs ſerfs és Villes, Septaines & Reſſort, reſpectiuemẽt mẽtionnez audit Article & offrirẽt verifier ainſi que deſſus. Surquoy fut ordonné comme deſſus. Et outre fut par nous declaré que par la lecture deſdits Art. & autres ſubſequens, n'entendions deroger au droict de ſuite & ſeruitude pretendu par les deſſuſdits oppoſans, ſoit par droict conſtitué, preſcrit ou autre moyen valable. Et auſſi n'entendons que ceux contenus audit Art. aient autre liberté que celle de droict commun. Et que leſdites cauſes d'oppoſition ſeroient communiquees aux manans & habitans deſdites villes & Gouuerneurs d'icelles pour y reſpondre: & le tout mis par deuers nous dedans ledit temps pour en ordonner ou à noſtre rapport par la Cour &c. comme dict eſt. Et depuis par Arreſt du 8. Iuin 1540. donné ſur l'homologation des Couſtumes, la Cour a ordonné & ordonne, que les parties eſcriront* hinc inde *plus amplement leurs faicts dedans vn mois : & dedans quinzaine apres reſpondront reſpectiuement, & dedans le mois enſuiuant informeront reſpectiuement tant par lettres, que par teſmoins de leurs faicts* ſuper modo vtendi: *pour ce faict & rapporté par deuers ladite Cour, leur faire droict ainſi qu'il appartiendra par raiſon ſur ladite oppoſition.*

Fruict quelle condition doit enſuyure.

† *Ceſt Art. 4. eſt contre la loy & raiſon eſcrite: laquelle reſiſte par expres à ladicte Couſtume, ainſi qu'il fuſt remonſtré par les Commiſſaires. Aucuns Practiciens faiſans la moindre partie, firent reſponce que ladite Couſtume n'auoit lieu: & que par le dict commun des anciens de Brie & de Champaigne,* la verge annobliſt, & le ventre affranchiſt: *qui demonſtre qu'il eſt de neceſſité auparauant qu'vn enfant fut cenſé & reputé Noble, qu'il fut extraict de pere Noble. Les autres Practiciens en plus grand nombre au contraire, diſoient que telle eſtoit la Couſtume & qu'il ſuffit que l'vn des conioincts par mariage ſoit Noble, à ce que les enfans, qui en iſtront, ſoient cenſez & reputez Nobles. Les Nobles firent remonſtrer que ladicte Couſtume ne ſe pourroit verifier, & qu'elle eſtoit contraire à droict & raiſon. Sur quoy fut dict que M. Raoul d'Arennes n'auoit charge de propoſer telle choſe, & que pluſieurs Nobles vouloient ſouſtenir ladite Couſtume. Les Commiſſaires ordõnerent que les Nobles s'aſſembleroient & feroient entendre leur aduis en pleine aſſiſtance: & que le rapport contiendroit le nombre des Nobles. Et ſemblable Ordonnance fut faicte à ceux de l'Egliſe en leur donnant delay. Et depuis ſur ce differerent, pour la diuerſité des opinions fut le 4. Art. & le ſept vingt ſeize dependant d'iceluy remis à la Cour.*

* *Ou de la mere P.V.*

TROYES Tit 1. Art. 7. Et quand aucune deſdites franches perſonnes ſe ioint par mariage à perſonne de l'vne deſdites conditions ſerue deſſus declaree, les enfans qui ſont nez de tel mariage entre les Riuieres de Seine & Aulbe, & de Seine & Yonne, enſuiuent & ont le chois & option d'enſuir & prendre laquelle des deux conditions que bon leur ſemble, en delaiſſant les biens & ſucceſſion de celuy duquel ils delaiſſent la condition & ſeruitude: excepté en la Preuoſté de Troyes, en laquelle les enfans nez en mariage de pere franc & mere ſerue, *vel è contra*, enſuiuent la franche condition, vueillent ou non, & ne ſuccedent point à leur pere ou mere ſerf: Excepté auſſi les enfans nez d'homme ou femme de la condition & ſeruitude de l'Eueſché de Troyes & de franche cõdition: leſquels ſe partent par moytié, entre le Roy & ceux qui de luy ont droict, & l'Eueſque dudit Troyes. Et quand aux hõmes de ſerue condition d'autres Seigneurs, quand ils ſont mariez auec homme ou femme de la condition dudit Eueſché, iceluy Eueſque emporte pour le tout, le fruict & enfans iſſus de tel mariage. Et entre autres Seigneurs, le fruict ſe part entr'eux pour telle part & portion, que les pere & mere ſont leurs hommes ou femmes de ſeruitude: ſ'il n'y a par cours p ou Couſtume derogeant à ce, en leurs terres & Seigneuries. Art. 8. Et eſt à ſçauoir que par autre Couſtume generale gardee audit Bailliage entre les riuieres d'Aube & Marne le fruict enſuit le ventre & la condition d'iceluy: excepté quand l'vn deſdits conioints eſt Noble: auquel cas le fruict enſuit le coſté Noble, ſi ſuiure le veut.

CHAVMONT Tit. 1. Art. 4. †† p. *à Troyes* Art. 7. dont * ils delaiſſent la condition. Art. 5. Et que par autre Couſtume gardee &c. p. *à Troyes* Art. 8. en ce cas le fruict enſuit le coſté Noble, & ne ſuccede point au ſerf. Et au ſurplus en tout le Bailliage le fruict enſuit le ventre: excepté ſi l'vn des deux conioints eſt Noble.

VITRI Tit. 4. Art. 84. De deux conioints par mariage, dont l'vn eſt Noble, & l'autre ſerf, les enfans dudit mariage peuuent demourer Nobles, en renonçant aux biens & ſucceſſion du coſté ſerf.

CHALONS Tit. 1. Art. 2. Le † ventre affranchit & annoblit, pour iouyr du benefice que la couſtume ottroye aux Nobles ſeulement : & non en ce qui concerne les droicts du Roy.

BAR Tit. 6. Art. 71. Si le pere eſt Noble viuant Noblement & la mere roturiere, les enfans procreez d'eux ſeront Nobles, & ſuiuront la condition du pere: mais ſi le pere eſt roturier & la mere Noble, les enfans procreez du mariage ſuiuront l'eſtat & condition de la mere, ſi bon leur ſemble, en renonçant à la troiſieſme partie de la ſucceſſion paternelle, au profit du Seigneur Duc. Toutesfois ſi apres la ſucceſſion paternelle à eux eſcheuë, ils continuoient la roture d'iceluy,

Partus ſequitur ventrem.

†† *Ceſte clauſe* en delaiſſant &c. *a eſté miſe au lieu de ces mots anciens,* en delaiſſant les biens, & ſucceſſion de celuy qui eſt de cõdition ſerue.

* Aliàs, *il delaiſſe. P.V.*

† *Aucuns Officiers de Chalons ont remõſtré que par l'ancienne couſtume de la Preuoſté dudit Chalons la mere annobliſſoit ſon enfant, ores que le pere fut de roturiere condition, & fut que ledit enfant veſcut noblement ou roturieremẽt. Les gẽs du Roy au Siege de Laon ont remõſtré l'abſurdité qui ſ'enſuiuoit de ladite ancienne Couſtume, empeſchans que tels enfans ne iouiſſent du priuilege de Nobleſſe: meſmes en ce qui concerne les droicts du Roy, immunitez & priuileges otroyez par ledit Seigneur, à ſa nobleſſe. Sur ce auõs*

p Parcours, Procours & Entrecours, ſont couſtumes & vſances qui eſtoient entre les pays terres & Seigneuries de pluſieurs Seigneurs par alliance & confederation. Comté de Bourg. chap 16. Art. 103. Sens. Art. 137. & 138. Niuernois chap. 12. Art 1. Duché de Bourg chap. 10. Vitri Art. 78. & 79. Voyez les Memoires de Champagne.

Source : BIU Cujas

de l'aduis des Estats reformé, & moderé, la dite ancienne Coustume, ainsi qu'il est cõtenu audit Article.

Femme vefue iouist du priuilege de Noblesse pendant sa viduité.

ne seroient receus à l'estat de Noblesse: mon en renonçant à la totale succession paternelle, & obtenant rehabilitation dudit Seigneur, qui ne leur octroyera si bon ne luy semble.

III. MEAVX Chap.20.Art.155. La femme supposé qu'elle soit roturiere q & de pote, mariee a vn homme Noble, iouist des priuileges de Noblesse, r durant sa viduité.

MELVN Chap.20.Art.294. *A la fin.* Et telle mere iouyra du priuilege de Noblesse, durant le temps de son vefuage, & * qu'elle ne se mariera s à homme roturier.

MANTE Chap.1, Art.33. Femme mariee à Noble personne est annoblie par le mariage, & iouyst du priuilege de Noblesse, pendant sa viduité.

VALLOIS Tit 5.Art.65. Vne femme non Noble, qui auroit esté coniointe par mariage à homme Noble, apres le trespas d'iceluy, iouyra du priuilege de Noblesse, durant le temps de sa viduité. Art.66. Vne femme Noble qui auroit esté coniointe par mariage auec vn homme non Noble, iceluy son mari allé de vie à trespas, icelle iouyst du priuilege de Noblesse, tout autant & aussi auant, comme si elle n'auoit point esté coniointe par mariage auec vn homme non Noble: mais †† neantmoins elle ne iouyra pas de tous les cõquests, comme elle eust peu faire, si sondit mari eust esté Noble: ainçois en appartiẽt la moitié aux heritiers de sondit mary plainement, & l'autre moitié à elle, en pleine proprieté.

CLERMONT Tit.12. Art.152. Si vne femme non Noble se marie à vn homme Noble, qui apres voise de vie à trespas, elle qui n'estoit point Noble, iouyra du priuilege, durant son vefuage.

TROYES Tit.2.Art.13. Femme †† non Noble vefue de Noble, iouyst des priuileges & prerogatiues de Noblesse durant sa viduité tels que iouyssoit son feu mary.

VITRI Tit.4.Art.68. Et auec où telle femme demeurera en vefuage, elle iouist de tous les priuileges de son feu mary, sans payer aucune redeuance ou seruitute. Et où elle se remarieroit à homme roturier & de pote, icelle femme retourne à sa premiere condition. Art.69. Quand sont deux coniоints par mariage, le mari franche personne, & la femme Noble va de vie à trespas, delaissez enfans: le fils aisné aura son droict d'aisnesse, en la succession de sadite mere. Et si le pere estoit de serue condition, ledit fils en renonçant à tout ce qui seroit du costé serf, auroit pareil droict que dessus. Toutesfois à Chasteautierry & Chastillon, il suffit que ledit fils renonçant à ce qui chet en morte-main. Et ne peut l'enfant venu de franc t ventre, renoncer au costé franc pour prendre le serf.

LAON Tit.2.Art.15. Femme roturiere mariee à homme Noble, est reputee Noble, & iouyst du priuilege de Noblesse, tant qu'elle demeure en viduité. Mais si elle se remarie à homme roturier, pert le priuilege de Noblesse, encores que de tel & second mariage, elle retombe en viduité & continue en icelle. Art.16. Femme Noble se remariant à homme roturier ne iouyst du priuilege de Noblesse, pendant ledit mariage. Mais apres la mort de sondit mari, iouyst du priuilege de Noblesse, en declarant par elle, par deuant Iuge competant, qu'elle entend de là en auant viure Noblement: & pourueu que de rechef, elle ne se remarie à homme roturier.

CHALONS Tit.1. Art. 4. Femme roturiere mariee à homme Noble, constant le mariage, & tant qu'elle est en viduité, iouyst des priuileges de Noblesse: mais se remariant à homme roturier, retourne à sa premiere condition: & y demeure, encores qu'elle retombe en viduité par le decés dudit roturier. Art.5. Femme Noble mariee à homme roturier ne iouyst du priuilege de Noblesse constant le mariage &c. p. *à Laon* Art.16. Mary, en faisant declaration par &c. Noblement, elle iouyst du priuilege de Noblesse: pourueu &c.

REIMS Tit.1.Art.3.p.*à Chalons* Art.4. constant leur mariage, & tant &c. Art. 4. † p.*à Chalons* Art.5.

S. QVENTIN Tit.1.Art.5. *A la fin.* Le mary Noble annobliſt sa femme, de sorte que durant & apres le mariage elle est reputee Noble, & iouyst des priuileges de Noblesse durant sa viduité. Mais si elle se remarie à homme roturier, suit la condition d'iceluy, & perd les priuileges de Noblesse pour l'aduenir.

RIBEMONT Tit.9.Art.96. Femme Noble iouyst, durant son vefuage, du priuilege de Noblesse.

AMIENS Tit.6, Art.124. †† p.*à Laon* Art.16.

CHAVNI Tit.13.Art.68. Vne femme non Noble, qui a esté mariee à homme Noble predecedé, laquelle se remarie à homme non Noble, apres ledit second

* *Il fault supplear*, Tandis qu'elle &c.

†† *ces mots*, mais neantmoins &c. *sont de nouuel adiouſtez.*

†† *Voiez ce qui est noté en l'Art.* 11. *de Troyes en la conferẽce du Tit.* 10. *de Paris cy dessous.*

† *Ces mots*, mais si apres &c. *iusques à la fin ont esté adiouſtez pource que par l'ancienne Coustume il estoit requis que la vefue Noble, qui auoit esté mariee à vn homme roturier, obtint relief du Roy: & qu'elle ne pouuoit auãt que ledit Relief fut enterin é, iouir du priuilege de Noblesse, qui estoit vn circuit & fascherie repugnãte à toute raison.*

†† *Cest Art.*124 *est de nouuel adiouſte.*

q Vxoris coniugium radiis maritorum Nouel.a.105.cap. 2. & vt ait Vip. in l. feminæ. 6. D. de Senat. feminis clarissimam dignitatem mariti tribuunt. & ita Impp. in l. mulieres 13. C de dignitatib & l. mulieres 9. C. de incolis Mulieres honore maritorum eriguntur & genere nobilitãtur. Bar. in l.1. C. de dignit. Vide l. cum te.10. & l. si libertam 28. C. de nupt Nouel. 22. de nupt. c. 36. & Nou. de consul. c. 2.

r d. l. mulieres. C. de incolis &, l mulieres C. de dignit. l. feminæ. D. de senatoribus.

s En ce cas, elle perd le priuilege de Noblesse, & ne la peut recouurer apres la mort de son mari roturier, si elle n'est rehabilitee par lettres du Roy: qu'aucuns nomment lettres de derogance: par ce que par icelles elle est releuee de ce qu'elle a derogé à Noblesse. Toutesfois si elle se remarie à Gentilhomme ou Noble personne, apres la mort de son mary roturier, elle n'a besoin d'aucunes lettres, & est annoblie ne plus ne moins que la roturiere espousant vn Gẽtilhomme, & durant sa viduité iouyra du priuilege de Noblesse: cõme les Docteurs notẽt in l. Imperialis: & de nuptiis: & l.1.c. de sent. passis. Ainsi les enfans derogeans à Noblesse, doiuent obtenir lettres de rehabilitatiõ du Duc de Bar, en renonçant à la tierce partie de la succession à eux escheue par le decés de leur pere. Bar Tit. 6. Art. 71. Toutesfois aucunes coustumes: cõme celles de Laon Art. 16. & de Chalons Art. 5. Reims Art. 4 Sedan Art. 4. Amiẽs Art. 124. & Chauni Art. 69. ne requierẽt qu'vne declaration faicte par deuãt Iuge cõpetent, en ne se remariant à hõme roturier Vide Guid. Pap. decis. 196 per l. feminæ. D. de senat. Corn. Cons. 55. l. ingenuus l. edicimus c. de murileg. Plut. in præcept. connub. & Liuius lib. x. Virgona desiit esse patritia quæ plebeio nupserat.

Source : BIU Cujas

mariage, est reputee non Noble: parce qu'elle retourne en son premier estat: mais si elle demeure en viduité, elle iouyst du priuilege de Noblesse. Art. 69. Quand femme Noble est mariee à homme non NOBLE, elle ne doit iouyr du priuilege de Noblesse, constant iceluy mariage: mais si apres le trespas de son mary non Noble, icelle femme faisoit declaration par deuant Iuge competent, (qui est Seigneur, Gouuerneur & Bailly & son Lieutenant) ou par deuant le Preuost dudit Chauni ou son Lieutenant qu'elle entend d'illec en auant vser de Noblesse & viure Noblement, elle doit iouyr du priuilege de Noblesse.

PERONNE Tit. 6. Art. 157. La vefue d'vn Noble, iouyst durant sa viduité des priuileges de Noblesse dont iouyssoit son mary.

TOVRS Tit. 27. Art. 317. Femme roturiere qui se marie à homme Noble, est reputee Noble, & se depart sa succession Noblement: sinon qu'auparauant elle eust esté mariee à homme roturier, & eust enfans ou leurs representans viuans au temps qu'elle decederoit: Auquel cas sa succession se partagera entre ses enfans roturierement. Art. 318. Si ladite femme aiant esté mariee à homme Noble, duquel elle eust enfans ou representans, se marie à homme roturier, dont elle ait autres enfans, sa succession se partagera Noblement entre tous lesdits enfans, si audit temps qu'elle eschet, les enfans du premier mariage ou leurs representans estoiēt viuans.

LODVNOIS Chap. 29. Art. 18. p. *à Tours* Art. 317. pour Noble, & se departira &c. entre les enfans dudit mariage sinon &c. & elle eust enfans dudit mariage qui fussent ou leurs &c. que la succession escherroit: auquel &c. partira &c. Art. 19. p. *à Tours* Art. 318. apres ce qu'elle aura esté mariee &c. apres se remarioit à homme roturier, duquel pareillement elle eust des enfans, neantmoins sa succession se partira, entre ses enfans des premier & second mariage, Noblement, si les enfans du premier mariage ou leurs representans estoient viuans au temps que la succession escherroit.

BRETAGNE Tit. 23. Art. 556. La †. femme Noble s'estant mariee en premieres nopces auec vn roturier, dont il y ait enfans, si elle se remarie en secondes nopces auec vn Noble, dont il y ait enfans, la succession d'elle ou autre, soit directe ou collateralle, qui seroit de son estoc & aduiendroit à cause d'elle, sera partagee entre les enfans du premier lict, comme succession egale, sans preciput sur les portions des enfans du Noble: & leurs portions ainsi distraictes, ce que demeurera pour le droict des enfans du second lict sera partagé entre eux Noblement.

BAR Tit. 6. Art. 65. L'homme Noble marié à vne femme non Noble, annoblist sa femme, constant leur mariage: & apres le trespas de son mary, ladite femme iouyst du priuilege de Noblesse, comme elle faisoit cōstant leur mariage: mais si elle se remarie à vn roturier, elle perd son priuilege.

SEDAN Tit. 1. Art. 3. p. *à Chalons* Art. 4. Encores qu'elle retourne par &c. roturier en viduité, Art. 4. Si femme Noble se marie &c. p. *à Chalons* Art. 5. pert & ne iouyst &c. pendant le mariage le trespas &c. pardeuant le Iuge, que de là en auāt, & le veut & entend &c.

IV. NORMANDIE Chap. 1. Art. 38. Les †† Ecclesiastiques Nobles ont droit de seance pres & à costé des Iuges Art. 41. Tous les Ecclesiastiques possedās Fiefs NOBLES par aumosnes, ont l'exercice de la Iustice, & tous autres droicts appartenans à leurs Fiefs, par les mains de leurs Iuges, Seneschaux ou Baillifs.

CHALONS Tit. 1. Art. 3. Nobles issus de pere Noble, mere Noble ou roturiere, en loyal mariage, & ceux qui sont issus de pere roturier & mere Noble, sont exempts des droicts de Thonneux, u grand & petit guet, de Preuost & x Forage, & en ce qui est de leur creu, encores qu'ils viuent roturierement.

BRETAGNE Tit. 2. Art. 51. De toutes les Noblesses, qui sont deuës au Prince seulement, qu'autres ayent accoustumé à en vser, ils n'en iouyront, s'ils n'auoient titre certain.

AMIENS Tit. 11. Art. 192. Gens † d'Eglise & gens y Nobles viuans noblement sont francs & exempts de toutes Tailles, Subsides, Aydes, Impositions, Passages, Trauers, Peages, & Pontenages, z tant par eau que par terre.

BOLONGNE L. Art. 4. La Ville de Bolongne est franche & exempte de tailles, subsides & gabelles.

ARTOIS Tit. 10. Art. 199. Personne Noble faisant & exerçant chose derogeant à sa Noblesse, est asseable, a taillable & contribuable à toutes Tailles, aides, subsides & autres impost. Art. 200. Neantmoins en soy departant de son estat & maniere de viure derogeant audit Estat de Noblesse, peut retourner à la frāchise

t Cela est ordonné fauore libertatis, cuius causa multa sunt statuta cōtra communes iuris regulas, vt nominatim scriptum est in §. vlt. Inst. de Donat. l. vlt. C. de cōmuni seruorū, & Vlp. in l. generaliter. 24. §. si quis seruo. D. de fideic. lib. multa contra iuris rigorē pro libertate constituta.

v Tonlieu ou Thonneu, est vn droict Seigneurial qui se payent par les vendeurs & acheteurs de ce qu'ils vēdent & achetent pour toutes sortes de marchandise. L'ancienne Coustume de Boullenois Art. 12. vse de ce mot Thonneux, qui ne se trouue en l'Art. 35. de la nouuelle Coustume de Boullenois. Tonlieu Monstreul Art. 24. & 26. & a la fin de la coustume du proces verbal de Peronne, ou il

† C'est *Art.* 556 est de nouuel ad iouste.

†† Il a esté aduisé qu'il ne sera dressé aucuns Art. sur les priuileges Ecclesiastiques pour employer audit cayer: sauf aux Ecclesiastiques auser de leurs priuileges suiuans les anciens Canons & constitutiōs de l'Eglise.

† Sur l'Ar. 192 du Gart. pour le Vidame d'Amiens a dit qu'il persiste en l'opposition, que les predecesseurs Vidame firent sur ledit Art. en l'an 1507. & soustenu auoir droict de prēdre à cause du Pōt de Picquegny droict de Peage & pontenage & à cause de sa terre de Dours, droict de Bac sur toutes personnes de quelque qualité que ils soient: excepté les Princes du sang & ceux qui portent les fleurs de Lys en leurs armes: dont ils & ses predecesseurs sont en bōne possession & saisine & telle qu'elle surpasse toute memoire d'homme, iustifiee par plusieurs Arrests de la Cour donnez cōtradictoirement contre plusieurs personnes tant Nobles que autres: & mesmement contre le procureur general du Roy: dōt les aucuns sont donnez depuis ladite oppositiō formee en l'an 1507. Auquoy par ledit Cardinal de Crequy a esté dit qu'il y auoit Arrest de ladite Cour donné au contraire: parce que ceux de la maison de Crequy & de Soiſ-

Source : BIU Cujas

sons sont exēpts desdits droicts allegueʒ par le dit Gart. Et par ledit du Gart a esté repliqué que les Arrests si aucun en y a, parce que ceux de la maison de Soissons, dont ledit cardinal est issu portēt les fleurs de Lis en leurs armes. Surquoy auons ordonné que dans 6. mois ledit Vidame fera vuider auec le Procureur du Roy & gēs d'Eglise sadite opposition: Autrement & ou il sera negligent de ce faire, ledit Art. passera purement & simplement.

faut lire Tonlieu, pour Tonnelieu. Teloneum lib. 5. Feudorum in Constit. Frider. & in Annalib. Caroli Magni & legis Frācicę lib. 3. Tit. 12. & 54. & lib. 4. Tit. 24. & 52. Telonei canon Cassiodoro lib. 5. Var. Ep. 39. & l. 3 C. Theod. de indulg. debit. & in Codice Visigothorum lib. 11 Tit. 3. vbi Telonarij vocantur. M. Ragueau en son indice.

x Il sera parlé de ce droict au Titre 7. cy dessous nombre 2.

y Philippe de Valois le 15. iour de Decembre 1329. a donné aux gens d'Eglise exemption de tous impostz & tributs, auec confirmation de leurs autres priuileges, & auparauant Philippes troisiesme des tailles seulement 1274. & Philippes 4. 1303. comme S. Loys a confirmé aussi leurs priuileges des l'an 1228. & 1268. Charles 6. 1415. Charles 9. 1561. 1563. 1567. 1568. 1570. Art. 15. & 1572 & 1574. Henry 3. 1574. 1577. 1579. Art. 55. 56. & 59. & 1580. Art. 18. & 19. & 1585. & 1586. ainsi qu'il est contenu en la conference des Edicts & ordonnances Royaux liure 1. Tit. 2.

z Pontenage, vectigal quod in transitu pontis datur. At Iuuenalis Naulum vocat furor est post omnia perdere naulū. quod pro vectura & traiectu soluitur vectoribus tantum. ναῦλον vel ναυλος. Seneca lib. 2. ad Serenum c. 14 In pontibus aliquid pro transitu datur. Et Labeo in l. cum in plures. 60. ait redemptorem pontis portorium exigere Annonius lib. 5 cap. 1. vocat Pontaticum in pragmatico Caroli Magni. Vide Non. in verbo portitores vbi citat Tull. 4 de rep. & in voce portorium.

a Priuilege de ne payer aucunes tailles par les Nobles est fort ancien & tiré de ce que les Nobles sont tenus de suiure les armes & assister le Prince & de droict, militia est dignitas quædam, & his qui militant in castris, nullum munus municipale iniungi potest Vlp. l. Et qui 5. §. 1. D. de mun. & hon. & de faict le Roy Charles 6. a en l'an 1408. voulu que les Nobles ne contribuassent aux tailles, pour raison de leurs biens immeubles en façon quelconque, tant qu'ils les tiendroient en leurs mains: mais s'ils estoient donnez à ferme, les fermiers tant des Nobles, que personnes Ecclesiastiques, sont tenus payer les tailles. Et pour iouyr de ce priuilege doiuent les Nobles viure Noblement, sans faire aucun trafic de Marchandise, ny acte derogeant à Noblesse. Vide Masuer. in Praxi Tit. de Tallijs numero 2. §. item illi qui sunt Guidon. Pap. dec. 384. & 387. & la conference des Ordonnances Royaux liure 4. Tit. 10. & liure 1. Tit. 2. par lesquels il se cognoist quelles personnes ne peuuent faire trafic de marchandise, ou estre fermiers de terres ou Benefices: sur peine d'estre cottizé & imposé aux tailles: & a ce propos on peult voir la Loy Nobiliores. 3. C. de commerc. & mercat. l. milites. & l. vlt. C. de locato. l. milites & l. 15. C. de re mil. l. 7. C. de procur. l. 5. C. de cond. ob. caus. dat. Nouel. 116. Ambros. 1. Offic. cap. 36. Vegetius 1. militibus priuata negotia nō mandabantur. Sidon. 1. Epist. 8. vide Cuiac. ad Nouel. 116.

de la noblesse: sans que pour ce luy soit necessaire d'auoir rehabilitatiō de la personne: nonobstant la longueur du temps, qui estaint sa Noblesse & franchise: posé que ladite longueur soit de xx. ans ou plus.

LA Salle de Lille Tit. 29. Art. 1. Vne personne Noble viuant noblement, n'est asseable aux Tailles, Aydes & Subsides. Et se elle se mesle de marchandise ou autre negotiation derogeant à Noblesse, est durant ce temps, asseable & contribuable Art. 2. Telle personne peut tenir en ferme Dismes, sans pource deroger à l'estat de Noblesse.

V. PROVINS L. Art. 3. Toutes personnes rotu ieres, s'ils ne sont Clercs, sont dits & reputez en ladite Chastellenie Bourgeois r du Roy, en quelque lieu dedans ladite Chastellenie qu'ils soient demourans, soit en la haulte Iustice du Roy, ou d'autre haut Iusticier.

Bourgeois du Roy.

Droict de Iuree

Bourgeois de Iuree.

COVLLOMMIERS L. Art. 2. En icelle Chastellenie on a tousiours veu les Seigneurs Chastellains dudit Coullommiers iouyr & vser d'vn droict appellé droict de Iuree, qui se prend indifferemment sur toutes personnes demourans en ladite Chastellenie de Coullommiers, s'ils ne sont Nobles, Clercs ou de serue condition: sur lesquels telles personnes non Clercs, non NOBLES, ou non serues, on a veu pareillement iouyr & vser les Seigneurs dudit Coullommiers, de droict de iurisdiction & cognoissance. Art. 3. En toutes actions personnelles & de delits en quelque haute Iustice, Moyēne & Basse, que ce soit, on a veu lesdits Seigneurs auoir cognoissance & iurisdiction sur les personnes estans de l'estat & condition dessusdits, lesquels on appelle Bourgeois de Iuree: excepté sur les personnes demourans en aucunes Seigneuries & Iustices particulieres d'aucuns priuileges, qui ne sont pas redeuables dudit droit de Iuree, ne sortissans audit Coullommiers sinon par ressort & souueraineté. Mais quand lesdites personnes sont demourans hors ladite Chastellenie, on ne les en peut plus poursuir & en sont quittes.

SEZANNE L. Art. 1. Toutes personnes roturieres, s'ils ne sont Clercs, Bastards ou de serue condition, sont dicts & reputez esdictes Chastellenies, Bourgeois du Roy, en quelque lieu dedans lesdites Chastellenies, qu'ils soient &c. p. *à Prouins.*

† *Le Procureur du Roy a requis sur les Art. 136. 137. 138. 139. & 140. iusques au 145. qu'ils fussent enregistrez comme Coustume ancienne gardee & obseruee: & dict que le Roy est fondé au dit droict de Bourgeoisie tāt*

SENS Titre. 14. Article. 136. Vne † franche personne se peut aduouër & faire Bourgeois de la Bourgeoisie de Sens, si elle est de la Preuosté, ou du Ressort dudict Sens, ou de la Preuosté ou du Ressort de Ville-NEUFUE le Roy, en faisant les deuoirs de Bourgeoisie, & les solemnitez en tel cas requises. Article. 137. Les Bourgeois de Parcours, qui sont Bourgeois du Ressort de Sens és marches de Champagne, se peuuent aduouër Bourgeois du Roy, par simple aduеu, sans monstrer par escrit leur Bourgeoisie, en payant par chacun an xii. den. par. au Roy, au Bureau de sa recepte audit Sens. Art. 138. Les Bourgeois de la Riuiere de Vannes payent leur Bourgeoisie au Preuost fermier de ladite Riuiere: pource que lesdites Bourgeoisies sont baillees au iour du bail des fermes auec ladite Preuosté. En ce faisant ceux qui sont demourans és villes & fauxbourgs de ladite Riuiere, se peuuent aduouër Bourgeois du Roy par simple aduеu, comme les Bourgeois de Parcours. Art. 139. Ceux qui ne sont Bourgeois de Parcours ou

b Les Ordonnances de Philippes le Bel 1302 & de Iean 2. 1351. & 1355 sont en la Conference des Ordon. liure. 3. Ti. 6. Auquel reste la cognoissance des Bourgeois du Roy pour leur estat & qualité, appartient au Iuge Royal, & non aux Iuges subalternes des Seigneurs, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 11. May 1570. plaidant Pasquier pour l'Archeuesque de Sens: & depuis a esté vne pareille cause appointee au Cōseil par Arrest de la Cour le 14. Auril 1573. plaidant Chopin contre le Vicomte de saint Florentin, ainsi qu'il escrit en son liure du Domaine liure 2. Titre 7. & de faict le 23. Decēbre 1456. en l'Arrest de Guiot est narré que celuy qui se faisoit Bourgeois du Roy, se eximoit de toute autre iurisdictiō: & de ce y a vn Arrest ancien du 26. Ianuier 1386. contre le Seigneur de S. Aignan en Berry. Le Roy aussi ne peut receuoir en ses Bourgeoisies les Officiers d'aucun Seigneur

Source : BIU Cujas

nferieur, qu'ils n'ayent rendu compte de leurs adminiſtrations & payé le reliqua: & que s'ils y ſont receus, les faut renuoyer. ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt de la Pentecoſte pour le Comte de Champagne, 1283. La forme d'entrer en la Bourgeoiſie du Roy eſt preſcrit par vn ancien Arreſt donné à la S. André 1309. & par vn autre de la Pentecoſte 1290. pour l'Abbaye de S. Main pres Chalons. C'eſt vne choſe fort notoire que les Romains & autres nations ſouloient donner & octroyer droict de Bourgeoiſie, pour vertu ou recompenſe. Sueton. in Iul. cap. 42. in Auguſto cap. 40. Caligul. cap. 38. Tacit. vi & xiii. Annal. Ariſtophanes interpres in Nebulo. ἐπιχωρίαν εἰς πόλιν Plutarch. περὶ μισοξενίας Ἀλεξανδρῶ πολιτείαν Μεσαρεῖς ψηφισάμενοι & ita ſæpe apud Liuium Ciceronem, Demoſth. & alios claſſicos ſcriptores.

c Bourgeois doiuent payer leur droict de Bourgeoiſie au Roy, ou Seigneur, s'ils ſont Bourgeois du Roy ou de quelque Seigneur. Et deuoient anciennement payer les iſſues, quand ils partoient de leurs Bourgeoiſies, autrement ne pouuoient ſe retirer & quiter la Bourgeoiſie, ainſi qu'il appert par vn ancien Arreſt donné à la S. Martin 1260. & comme depuis il a eſté iugé pour la cõmune de Cõpiengne à la Touſſaincts 1266. Et encores a eſté defendu par le Roy d'exiger aucunes entrees pour les Bourgeoiſies. Toutesfois on peut receuoir ce qu'ils donneront liberalement ainſi qu'il eſt porté en l'Arreſt du Prieur de S. Pierre le Mouſtier a la Touſſaints 1269. Et quand vn Bourgeois demeure par pluſieurs annees en vne ville il perd la Bourgeoiſie de l'autre ville iugé par Arreſt donné à la Touſſaints 1265. ou 1263. pour ceux de la Ferté Millon contre ceux de Creſpy. Pompon. in l. poſtliminij §. vlt. D. de capt. & poſtl. reu. Cicero pro Balbo. Ius omne mutandæ ciuitatis, non ſolum in legibus publicis poſitum eſt, ſed etiam in priuatorum voluntate: vide Chop. lib. 2. de Domain cap. 7. Au reſte il eſt tombé entre mes mains vne vieille couſtume du pays de Berry contenant quatre vingt Articles, dont le 79. eſt tel: Le Roy Philippes que Dieux abſoille, fit en l'an 1302. Ordonnances des Bourgeois qui s'enſuit ou enſemblable c'eſt à ſçauoir que cils qui voudra entrer en Bourgeoiſie, viendra du lieu, d'ou il veut eſtre Bourgeois au Preuoſt ou au Maire d'où leu, & li dira tez moz, Sire ie veil eſtre Bourgeois le Roy, & faire mon deuoir de la Bourgeoiſie & me declarez quel li deuoirs. Et le Preuoſt ou Maire li dira que il le receura volontiers, mais il conuient qu'il ait maiſon en la ville dedans l'an de lx. ſols au moins & que à la Touſſaints il veigne à la ville demourer il & ſa femme ſe femme ha ou ſa chambriere, ſe il n'a femme & là renront feu & leu, iuſques à la Natiuité S. Iean enſuiuant. A laquelle Natiuité S. Iean il s'en polra partir & retourner tous Bourgeys au leu dont il eſt parti pour faire ſes meſſons & vendanges ne ne retournera pas au leu de la Bourgeiſie ſe il ne luy plaiſt iuſques à la Touſſaints enſuiuant. Et ce il iurera deuant le Preuoſt ou le Maire, trois ou quatre preud'hommes de la ville à ce appellez. Et ce faict li Preuoſt ou li Maire baillera vne lettre à vn ſergent, qui l'ira faire ſçauoir au Seigneur deſſous il eſt party, & li defendra qu'il ne li forface ou meffface en corps ne en biens: & qui riens li voudra demander, il eſtra à droict deuant les gens le Roy dou leu dont il eſt Bourgeis: bien eſt vrai que des cauſes qui ſeront commencees par luy ou contre luy, deuant le Seigneur deſſous qui il eſt parti puis trois mois, li diz Sirez en aura la Cour & la cognoiſſance. Art. 8. Mais à preſent l'en vſe autrement. Car puis que tel Bourgeis a fait ſon eſtage ſous le Roy des la Touſſaints, iuſques à la S. Iean enſuiuant, deſſors en ſus il peut demorer la où il li plera ou deſſous le Seigneur de qui il eſt parti ou ailleurs. Et ſera defendu comme Bourgeis en venant au lieu de la Bourgeiſie luy & ſa femme à trois Feſtes annuelles: ceſt à ſçauoir à Noël, Pentecoſte & à la Touſſaints. Aucuns diẽt à Paſques auſſi: & qu'il ait maiſon du lx. ſols du moins en la ville dont il ſera Bourgeis dedans l'an: & que il viegne la veille de la Feſte à veſpres.

par Loy auſtere, que par la Loy Ciuile, & ſuance immemoriale & en titres bons & valables confirmez par les Arreſts de la Cour: & que pour ſes droicts leſdits habitans dudit Bailliage payẽt chacun an rede uance au Roy, reuenant à mil liures tourn. ou peu pres: comme apperra par les liures anciẽs des receptes & comptes rẽdus: lequel droict eſt baillé chacũ an, au plus offrant auec les ſolemnitez accouſtumees eſtre gardees & obſeruees en baillant à ferme le domaine du Roy Baltazar pour le Cardinal de Bourbon Archeueſque de Sens: & pour le Cha-

pitre dudit Sens. L'Auſſerrois pour le Cardinal de Giuri, Eueſque de Lengres & M. Guillaume Thierry pour le Chapitre dudit Lengres, ont dit que leſdits Art. ne doiuent eſtre accordez pour Couſtume: mais doiuent eſtre rayez comme iniques & deſraiſonnables: & s'oppoſent à ce qu'ils ſoient receus & demeurent pour Couſtume. Bernage pour l'eſtat de la Nobleſſe dit que tous leſdits Art. doiuent eſtre rayez: par ce que ce n'eſt Couſtume: mais entrepriſe ſur les droicts des Seigneurs. Maiſtre Iean Richer Lieutenant general, audit Bailliage, Seigneur de Mallay le Vicõte, a auſſi empeſché que leſdits Art. ſoient receus pour Couſtume, & dit que par contract de vendition à luy faite de ladite terre & ſeigneurie de Malay, le droict de Bourgeoiſie eſt comprins. Maiſtre Nicole Virlois pour les Seigneurs de Malay le Roy a remonſtré que par chartre & contract faict auec le Roy, leur appartenoit de Bourgeoiſie, dont ils ont touſiours iouy & obtenu pluſieurs Arreſts, tant contre le Procureur du Roy, que leurs ſubiets protestant, qu'où leſdits Art. ſeroient receus, qu'ils ne leur pourront preiudicier. Garlin pour le Commandeur de Launay Grand Prieur de France, & pour les Seigneurs de Marigny & autres Hauts Iuſticiers, pour leſquels il a comparu à la ſeance, a empeſché la receptiõ deſdits Art. pour Couſtume. Minager pour l'Abbé de S. Pierre le Vif, aſſiſte du Crec ſon Procureur & pour les Religieux & Conuent de S. Colombe: le Siege Abbatial vacant, aſſiſté de Anthoine Guion: & encores pour le Cardinal de Chaſtillon, Abbé de S. Iean les Sens, comparãt par Maiſtre Claude Boucher & pour le Prieur de S. Sauueur lez Bray, a fait ſemblable empeſchement, ledit le Clerc & Rouſſat pour ceux pour leſquels ils ont comparu ont faict ſemblable empeſchement: Role Procureur du Roy, a maintenu au contraire & perſiſté en ſa requeſte. Surquoy ouis les trois Eſtats & par le moyen des oppoſitions, les parties ſont renuoyees à la Cour au lendemain de Quaſimodo. Et cependant iouyront leſdites parties, ainſi qu'elles ont accouſtumé: & ſeruiront les proteſtations deſſuſdites pour tous les autres Seigneurs tant laiz que d'Egliſe: dont ledit Procureur du Roy, a proteſté d'appeller apres auoir eu l'aduis du Procureur general.

de la riuiere de Vannes, doiuent auoir & prendre leurs lettres de Bourgeoiſie du Preuoſt de Sens, de Villeneufue le Roy ou leurs Lieutenans, chacun en ſon regard, preſens deux ou trois Bourgeois de la ville, en promettant faire leur deuoir en tel cas requis: & ſeront enregiſtrez és Regiſtres deſdites Preuoſtez. Art. 140. Et doiuent ceux qui ne ſont Bourgeois de Parcours, prendre lettres de deſadueu du Bailly de Sens ou ſon Lieutenãt: & par vertu d'icelles ſaduouër Bourgeois du Roy par vn Sergent Royal audit Bailliage: & deſ-auouër tel Seigneur que bon leur ſemblera. Et ſi le corps où biens deſdits Bourgeois ſont arreſtez ou empeſchez, ledit Sergent fera commandement aux Officiers de la Iuſtice du lieu, qui ont fait ou faict faire ledit exploict, qu'ils mettent à pleine deliurance leſdits corps & biens. Et en cas d'oppoſition, ledit Sergent fera recreancer leſdits corps & biens à caution ſuffiſante, ſi pour cas criminel leſdits Bourgeois n'eſtoient detenus, auquel cas le Sergent les amenera ou fera amener és priſons du Roy.

AVXERRE Tit. I. Art. 35. Franche & libre perſonne, &c. p. *à Sens* 136. Preuoſté & Reſſort d'Auxerre, en faiſant, &c.

TROYES Tit. I. Art. 9. les †† Bourgeois du Roy, ſe peuuent aduoüer Bourgeois du Roy par ſimple adueu, ſans monſtrer par eſcrit leur Bourgeoiſie: ex-

†† *Voyez pour ces deux Art. 9. & 10. ce qui a eſté note ſur l'Art. 1.*

Source : BIU Cujas

cepté au Comté de Ioigny. Art. 20. Vn Bourgeois du Roy demourant au Comté de Ioigny, doit auoir lettres de Bourgeoisie de M. le Bailly de Troyes, ou son Lieutenant : & par vertu d'icelles, soy faire aduouër Bourgeois du Roy par vn Sergent Royal, & * desauouër de tels Seigneurs que bon luy semble : & apres ledit desaueu, si les corps &c. p. *à Sens* 140. en fera recreance audit Bourgeois à caution : si pour cas criminel n'est detenu, &c.

VITRI Tit. 4. Art. 78. Par † l'entre cours gardé & obserué entre les païs de Champaigne & Barrois, quand aucun d homme ou femme né audit païs de Barrois, vient demourer audit Bailliage de Vitri, est acquis de ce mesme faict au Roy, & luy doit sa Iuree, comme les autres hõmes & femmes de Iuree, demourans audit Bailliage: & d'ainsi la leuer sur eux, en est le Roy nostre Sire en bonne possession & saisine : en telle maniere que quand tels hommes ou femme nez dudit pays de Barrois & demourans audit Bailliage, vont de vie à trespas sans heritier legitime demourant auec eux audit pays, & qui soit regnicole à l'heure de leur trespas: le Roy represente ledit heritier absent, leur succede & prend leurs biens au moyen dudit entre-cours. Art. 79. Et pareillement, où aucun dudit pays & Comté de Champaigne, mesmement dudit Bailliage, va demourer audit pays & Duché de Bar, il est acquis audit Seigneur Duc, au moyen dudit entrecours. Et s'il y decede, ses enfans nez ou demourans auec luy audit pays & Duché, au iour & heure de son trespas, ne succedẽt en ses biens assis & situez audit Bailliage : mais appartiennent au Roy par droict d'attrayeres, e qui represente lesdits enfans. Toutesfois s'il y auoit des heritiers prochains demourans au Bailliage de Vermandois, tels heritiers luy succederoient : & ainsi en vse l'on.

BOLONGNE L. Art. 19. Chacun Bourgeois peut tenir hostages f aux Pescheurs, en Pescheries de la Mer, & faire le Harenc soret blanc, Macquereaux & autre poisson salé : & nul autre, s'il n'est Bourgeois. Art. 21. Sont les enfans des Bourgeois estans à mourir, tenus pour Bourgeois, tãt & iusques à ce qu'ils prendront alliance par mariage.

VVISSENT L. Art. 6. En ladite Ville & Banlieuë nul ne peut faire marchandise de harencs blanc ou sor, s'il n'est Bourgeois de ladite ville : à peine de confiscation du harenc, & d'amende arbitraire, à l'ordonnance desdits Maieurs & Escheuins.

CALAIS L. Art. 5. Ont droict lesdits Maieurs & Escheuins de receuoir les Bourgeois: & n'est aucun habitant pour quelque laps de temps qu'il eust demeuré en ladite ville, tenu ne reputé pour Bourgeois auant ladite receptiõ, & le Serment par luy presté pour ceste effect, pardeuant lesdits Maieur ou Escheuins: iceux deuëment congregez & assemblez en l'Hostel commun de ladite Ville. Et celuy qui requiert estre admis au nombre & societé de Bourgeois, est tenu payer la somme de xxv. sols t. pour l'entree de ladite Bourgeoisie : des droicts de laquelle il peut en ce faisant, vser comme les autres Bourgeois. Art. 6. Doiuẽt ceux qui se presentent pour estre receus Bourgeois, rapporter attestation valable & suffisante de la Iustice des lieux, dont ils sont natifs, ou bien où ils ont fait leur demeure & residence: laquelle contiẽdra certificat de leurs bõnes vies & mœurs & conuersation : & qu'ils n'auront esté reprins de Iustice pour cas portant note d'infamie: & qu'ils ne soient issus ne descẽdus d'aucuns qui ayent esté entachez de la maladie de lepre : h autrement ne seront receus au nombre desdits Bourgeois. Art. 7. Si aucun a esté receu Bourgeois, & se depart de ladite ville, & transfere son domicile ailleurs, & par ce moyen demeure absent par an & iour, il perd son droict de Bourgeoisie, ores qu'il retournast demourer en ladite ville, que premierement il n'ait esté rehabilité & aye renouuellé son serment pardeuãt lesdits Maieur & Escheuins. Art. 8. Les enfans des Bourgeois sont tenus & reputez pour Bourgeois tant & si longuement qu'ils sont & demeurent auec leur pere, mere ou l'vn d'iceux. Et s'ils prennent alliance de mariage, ils seront tenus eux faire receuoir & prester le serment, sans toutesfois payer aucun droict. Art. 11. Tous Hostages pour faict de Pescherie sont propres ausdits hostes Bourgeois &

* S'entend, desaduouer Bourgeois de tels &c

† Les Nobles se sont opposez à cest Art. 78. disans que tel hõme ou feme naiz de leur femme de corps, venans dudit pais de Barrois audit Bailliage de Vitri, est leur serf & de mainmorte par deux raisons. Car par autre Coustume tous hommes & femmes de corps sont de poursuite en quelque part qu'ils aillent. Et par autre Coustume, l'efant ensuit le ventre. Par ces moyens, qu'en leur preiudice tel ne chet en Bourgeoisie du Roy. Et s'il y a eu accord entre les Comtes de Champagne & Ducs de Bar, & à tel accord fai re ne furent presens n'appellez les Hauts Iusticiers de Chãpagne aiãs sous eux plusieurs serfs mortaillables qui tiennẽt en foy & hõmage du Roy : requerans à ceste fin ledit Art. estre corrigé. Les Aduocat & Procureur du Roy audit Bailliage insistans au cõtraire, disans que ledit Art. auoit este couché pour coustume en l'assemblee derniere du consentemẽt des Estats. Et auss. que ledit Parcours estoit seulement entre les Bourgeois du Duché de Bar & Comté de Champagne, sans parler des Hauts Iusticiers desdits lieux, ainsi qu'il apperra par la teneur dudit Entrecours. Et qu'à la verité la Coustume estoit telle audit Bailliage de Vitri, vsitee & practiquee en iceluy toutes & quantesfois que les cas sont aduenus : mesmement alleguoit ledit Aduocat vn cas formel entre vn Gentilhomme nommé du Chastelet Chenalier demãdeur & autres pauures gens defendeurs naiz en Barrois d'vne femme de corps dudit Chastelet, le Procureur du Roy ioinct auec les dẽfendeurs. Auquel procez furent les parties sur ce appointees contraires & en Enqueste. Les Enquestes faites tant en ce Bailliage de Vitri, qu'au Duché de Bar, productions faites par vertu de ladite Coustume parlant dudit Entrecours de Bar & de Champagne, les defendeurs absous & le demandeur condãné ès despens: dont y eust appel interietté en la Cour de Parlement: & deux ou trois ans apres ledit appellant acquiesca: tellemẽt que la Sentence est passee en force de chose iugee. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demeureroit par Coustume : mais de leurs remonstrances en ferions mention en nostre Proces Verbal, pour par la Cour en estre ordonné comme de raison.

d Du Moulin tient que ces deux Art. 78. & 79 doiuent estre rayez parce que ceux du pays de Bar sont du Roy au me de France & qu'ils n'ont besoin d'aucunes lettres de naturalité cõme estans regnicoles. & qu'ils se gouuernẽt selon la Coustume generale de Sens. Toutesfois puis peu de temps en ça la Seigneurie de Bar ayãt esté erigee en souueraine, le Duc de Lorraine a fait faire redactiõ des Coustumes du Bailliage de Bar le 12. iour de Septembre & autres iours ensuiuans 1579. Ces deux Articles parlent seulemẽt de la mutation du domicile de celuy auquel on succede: & estant odieux, ne se doiuent estendre à la mutation de domicile qui procede du costé de celuiqui doit succeder, encores qu'il semble y auoir identité de raison: & ainsi a esté iugé en la Chãbre du Tresor & par le Iuge de Menehou. Et sur le faict, que luy fut proposé, dit, qu'il a esté bien iugé : vn quidam nommé Georges demourant à Vitry, a eu vn Fils Claude, & vne fille : la fille se marie à vn homme demourant au pays de Bar: la mere decede, & puis Claude meurt aussi sans aucũs enfans: la fille auec son mary pretend ses successions, & gaigne sa cause par sentence contre le procureur du Roy qui en apelle à la Cour de Parlement. Et la raison de la Sentence, depẽd de ce qu'on ne fait plus de doute que ce pays de Bar ne soit tenu en souueraineté & tenu du Royaume de France, ainsi qu'il a esté dit ailleurs.

e Il sera parlé de ce mot, Attrayeres, ci dessous, Tit. 6. de ceste cõference des Coustumes.

f Hostages s'entendẽt maisons logis ou autre lieux propres à loger & retirer les Pescheurs. Voy la Coustu. locale de Calais. Ar. 11. cy dessous.

Source : BIU Cujas

Bourgeois peuuent tenir Hostages aux Pescheurs: faire Harenc sol & blanc.
Enfans de Bourgeois sont reputez Bourgeois, iusques à ce qu'ils soient mariez.
Maieur & Escheuins ont droict de receuoir les Bourgeois.
Bourgeois tenus de prester le serment par deuant les Maieur & Escheuins, & doiuent payer d'entree vingt cinq sols.
Aucuns ne seront receus Bourgeois sans attestation suffisante de la Iustice des lieux, dont ils sont natifs auec certificat de leur bonne vie & mœurs.
Bourgeoisie se perd par an & iour en transferant son domicile ailleurs.
Enfans des Bourgeois tenus pour Bourgeois, tant qu'ils sont auec leur pere mere, ou l'vn d'iceux: & mariez doiuent se faire receuoir & prester le serment sans payer aucun droict.
Hostages sont propres aux hostes Bourgeois & transmissibles à leurs enfans & heritiers capables de les tenir.

g Lepra seu vitiligo. omnibus odiosæ & cõtagione sua lædunt. A ceste cause on met ceux qui sont entachez de lepre hors des villes és Maladeries ou Leproseries, qui se nomment aussi Aumosneries & les fait on separement dee villes & autres lieux afin que les lepreux & malades de ceste maladie, ne infectent & gastent les autres habitãs qui sont sains: Herod. Clio. ὡς ἀνδρὶ πρὸς τῶν λεπρὴν ἢ λευκὴν ἔχοι εἶς πόλιν οὔτε ἐς ἀγορὴν ἐσιέναι οὔτε συμμίσγεσθαι τοῖς ἄλλοισι Πέρσῃσι.
En quelques lieux, si les habitans d'vne Parroisse n'ont reuelé & denoncé ceux qui sont attaints de lepre, confisquent tout leur bestail, s'il meurt ladre sans estre rendu & declaré tel. Boul. Tit. 7. Art. 25. Boulongne l. Art. 14. Voyez Haynaut chap. 109. & Mõs Art. 14. La Salle de Lille Ti. 12. Art. 1. Les medecins font difference inter lepram & vitiliginem. λέπρα, & λεύκη. Aegineta lib. 4. cap. 2. & 5. Actuarius lib. 2. περὶ διαγν. παθ. cap. 20. & 23. Oribas. lib. 3. ad Eunapium cap. 56. Seneca 3. Nat. quæst. ca. 25. Creditũ est quasdam aquas scabiem afferre corporibus: quasdam vitiliginem & fœdam ex albo varietatẽ, siue infusa, siue pota sit quod vitium dicunt habere aquam ex rore collectam.

transmissibles, comme heritages, à leurs enfans & heritiers capables de les pouuoir tenir. Et ne peut aucun habitant de ladite ville, tenir Hostage pour le faict de la Pescherie de la mer, ne faire hareng sor & blanc, Maqueraux, Moruës & autres poissons salez, s'il n'est Bourgeois, enfans ou vefue de Bourgeois se contenant en viduité.

Voisins.

S. SEVERL. Tit. 9. Art. 1. Femme estrangere & non voisine mariee à voisin, ensuit la condition de son mary: & pource est dite voisine: mais si apres le trespas de son mary elle conuole à secondes nopces auec autre non voisin, elle n'est plus voisine. Art. 2. Et si homme non voisin se marie auec femme voisine, pource luy ne ses enfans ne sont dits voisins. Tit. 10. Art. 5, La ville de S. Seuer ne peut estre alienee hors la Couronne de France.

La ville de S. Seuer ne peut estre alienee hors la Couronne de France.

LA BASSEE Art. 1. Par la Coustume de ladite ville & Escheuinage, les Bourgeois d'icelle ville, sont tenus chacun an, le iour des Roys apres la cloche du vigneron sonné, bailler & deliurer, ou faire bailler & deliurer au ReVvard de ladite ville ou son Commis, pour le droict de Bourgeoisie, quatre deniers: à peril qu'en faute de ce, pour ledit an ils sont priuez de l'exemption des Tonlieux & debtes deuës au Seigneur ou Dame d'icelle ville. Art. 2. Se vn Bourgeois termine vie par mort, delaissant au iour de son trespas vn ou plusieurs fils nez en Bourgeoisie eagez veullans ioyr des droicts, priuileges, exemptions & libertez de ladite Bourgeoisie, sont tenus de endedans l'an ensuiuant ledit trespas, payer audit ReVuard ou son Commis, chacun quatre deniers: à peril que s'ils sont en faute de ce faire, ledit an reuolu, ils sont priuez & fourclos de ladite Bourgeoisie, & reputez pour non Bourgeois. Et si lesdits fils estoient en minorité d'aage, sont tenus payer lesdits quatre deniers endedans l'an apres auoir attaint leurdit eage.

TOVRNAY Tit. 13. Art. 1. Par la Coustume de Tournay, toutes personnes venans demourer, tenans mesnage & residence en ladite ville ou pouuoir & Banlieuë d'icelle: sont reputez & faits manans d'icelle, comme autres anciens inhabitans. Art. 2. En maniere que tels nouueaux manans sont tenus d'eux mettre vn guet, & sous l'vne des Bannieres des stils de ceste ville, faisant le serment à nous, comme Comte de Flandres & Seigneur dudit Tournay & Tournesis, tant en la main de l'vn des Preuosts, que du Doyen de la Banniere dudit Stil, sous lequel il se voudra mettre: & de la venue se doit faire enregistrement où liure à ce ordonné.

Voisin de la ville se dit en trois sortes.

BAYONNE Tit. 30. Art. 1. L'on est dit voisin de ladite ville en vne des trois manieres qui s'ensuiuent: c'est à sçauoir quand aucun est fils ou fille natiue de ladite ville. Art. 2. Secondement quand vn estranger se vient marier en ladite Ville, & prent vne fille en mariage d'vn voisin ou voisine de ladite Ville, ou vne fille estrangere se vient marier auec vn voisin ou fils de voisin, & demeurent & habitent ensemble en ladite ville. Art. 3. Tiercement quand vn estranger ou estrangere veut habiter en ladite Ville, & ledit Maire & Conseil l'admettent & reçoiuẽt voisin de grace. Auquel cas est tenu de payer vne piece d'Artillerie ou autre harnois en somme, pour la grace qu'on luy fait, pour icelle employer à la munition & fortereſſe de ladite ville, & prester le serment de voisin en tel cas accoustumé. Art. 4. Autrement les habitans & demeurans en ladite ville ne peuuent estre dicts voisins pour iouïr desdites franchises & libertez: posé ores qu'ils eussent presté le serment de voisin. Art. 5. Quand aucun desdits voisins s'en va habiter ailleurs hors de ladite ville, excepté cas de neceſſité, comme de mortalité, guerre ou autre: il perd les droicts, franchises & libertez de ladite ville. Art. 6. Et s'il y veut retourner, auant qu'il puisse iouyr desdits droicts & franchises, il doit demourer & tenir sa residẽce en ladite ville, & porter les charges par vn an & iour. Art. 7. Natif de ville, qui va demourer en seruice de marchandise ou autremẽt, en autre part doit en iouïr desdites libertez & priuileges, tãt qu'il demoure audit ser-

Droits de Bourgeoisie comme se perdent.

Source : BIU Cujas

uice: mais incontinent apres qu'il a changé son habitation & domicile, & retourne demourer en ladite ville, sans propos & deliberation de retourner au premier estat de seruice, doit iouïr desdites franchises, priuileges & libertez: pourueu qu'auant toute œuure, il se purge par serment entre les mains dudit Maire & Conseil qu'il n'entend s'en retourner pour demourer ailleurs.

Habitans de la Bourt peuuent porter armes pour leur defenses en tout tẽps.

LABOVRT Tit.20.Art.1.Les habitans de Labourt, pour ce qu'ils sont assis en l'extremité du Royaume, & confronte iceluy pays auec Royaumes & pays estranges, peuuent porter pour leurs defenses & dudit pays, harnois en tout tẽps, & de ce en auoient exprés priuileges, cõme ils disent & afferment, & en apparoissoit par lettres patentes qui se sont ésdirees à cause des guerres. Art.2. Les habitans d'iceluy pays de Labourt peuuent porter & faire passer par la Ville & Cité de Bayonne, & par la riuiere & eauë d'icelle toute maniere de prouision & de viures pour eux-mesmes, en payant au Roy les droicts deuz: & ce sans nul contredit n'empeschement ne autre cognoissance. Art.3. Pareillement peuuent porter & passer leurs pommades par icelle ville de BAYONNE par eauë ou par terre, vers le pays de BOURDELOIS ou ailleurs marchantement, pour les vendre: sans toutesfois les faire loger à BAYONNE: & ce en le signifiant & faisant à sçauoir au Maire ou à son Lieutenant.

SOLE Tit.1.Art.3.Les habitans de Sole, &c. p. *à LaBourt* 1. enuironnez & clos entre les Royaume de Nauarre, de Arragon & pays de Bearn, peuuent porter leurs armes pour leurs defenses & dudit pays en tout temps, Et tout ledit pays & Vicomté de Sole, de toute ancienneté est compris en compte de VIII. cẽs feux, Taille payans, sans plus.

BETHVNE Tit.2.Art.18.Es fins & termes d'icelle ville & Banlieuë sont tant par les octrois des predecesseurs Seigneurs de Bethune confirmez par les Roys de France & autrement, plusieurs Priuileges, Edicts, Statuts, Vsages, Ordonnances & autres manieres d'auctoritez, libertez & prerogatiues: le tout & par la maniere que plus au long est declaré és enseignemens des priuileges que ont pardeuers eux lesdits Escheuins.

Droict de puissance paternelle

VI. SENLIS Tit.11.Art.221.Le †† droict i de puissance paternelle n'a point de lieu audit Bailliage.

REIMS Tit.1. Art.5. Toutes † personnes k sont iouïssans & vsans de leurs droicts, ou sous la puissance d'autruy.

CHALONS Tit.2.Ait.7.les enfans sont en la puissance des Peres: & n'en sortent qu'ils ne soient aagez de xx.ans ou mariez, ou tenans maison, & faisans faict à part au sceu & veu du Pere, sinon qu'ils soient emancipez par leurdit Pere.

REIMS Tit.1.Art.6.Fils †† & filles de famille sont &c. p. *à Chalons* Art. 7. ans ou qu'ils ne soient mariez ou emancipez. Art.9. Homme † & femme aage xx. ans, sont vsans de leurs droicts.

SEDAN Tit.1.Art.5.p. *à Reims*.

MONTARGIS Chap.7.Art.2.Les enfans Nobles ou non nobles sont en la puissance de leur pere, tant qu'ils ont pere ou mere: sinon qu'ils soient mariez. Car par ledit mariage ils sont hors la puissance du pere. Art.3. Entre non nobles, quand l'vn des conioints, pere ou mere va de vie à trespas, les enfans sont à leurs droicts. l

CHASTEAVNEVF Chap.19.Art.133.Par le trespas de pere ou de mere, les enfans †† sont en leurs droicts & hors la puissance d'autruy: supposé qu'ils eussent ayeul ou ayeule: & defaut la puissance que le pere auoit sur eux.

CHARTRES Chap.19.Art.103. } p. *à Chasteauneuf* sont *sui iuris ethors* &c. ou
DREVX Chap.20.Art.93. } proayeule &c.

BOVRBONNOIS Chap.15.Art.167.p. *à Chartres* pere † sont &c. ou proayeul ou autre ascendant.

POICTOV Tit.9.Art.310. Les †† enfans sont en puissance du pere, soit Noble ou roturier.

REIMS Tit.1.Art.15.Le † mineur de xxv.ans ores qu'il fut maieur de XIIII. ans, masle, & la fille de XII.ans, ne peuuent contracter ne disposer de leurs meubles, sans l'auctorité de leur Tuteur & Curateur. Et quant aux immeubles peuuent contracter d'iceux solennellement auec leur Tuteur par Decret & auctorité de Iustice, & non autrement.

AMIENS Tit.7.Art.135.Masles †† & femelles estans en l'aage de xx.ans accomplis sont censez & reputez maieurs, pour ester en iugement, administrer leurs biens, contracter de leurs meubles & acquests immeubles: mais ne peuuent aliener n'hypothequer leurs biens propres & patrimoniaux, & meubles pretieux

Droict de puissance paternelle
†† *Cest Art. 221. est adiouste pour Coustume nouuelle du consentement. Toutesfois il se cognoist par la fin du Proces Verbal que cest Art est ancien.*
† *Cest Art.5.a esté adiouste pour seruir d'ordre & dispositiõ pour les Art. suiuans.*
†† *Cest Ar. 6. est nouuel en ce que les fils & filles de famille paruenus en l'aage de xx. ans, sortẽt de la puissance de leur pere. Car par l'ancienne Coustume, ores qu'elle ne soit contenue audit liure imprimé iceux enfans estoiẽt sous la puissance de leurdit pere iusques en l'aage de xxv.ans. Laquelle ancienne Coustume a este pour ce regard abrogue.*
† *Le 9. Art. est*

i Ceste Coustume qui est presque generale par la France, est prise d'Accurse in §. Instit. de nupt. Chassan. sur la Coustume de Bourg. contre ce que Cesar escrit en ses Commentaires liure 6. & Prosper d'Aquitaine, nous tesmoigne en vne de ses Epistres que ceux d'Aquitaine vsoiẽt de puissance paternelle sur leurs enfans. Toutefois nous ne deuõs estimer que ceste puissance paternelle soit auec autãt de liberté, que celle des Romains, ou des prouinces, qui se regissoiẽt selon les loix Romaines. Lactantius 4. de vera sap c. 1. Dominũ vero eundem esse, qui sit pater etiam iuris ciuilis ratio demonstrat. Quis enim poterit filios educare, nisi habeãt in eos domini potestatẽ: La nature nous a empraint ceste Loy commune que les peres doiuent commander à leurs enfans. Dionysius. 3. Antiq.
† νόμῳ κοινῷ ἀνθρώπων ἡ φύσις ἔδωκεν ἀπασι πᾶσι ἐξουσίαν ἀρχῆς τοῖς φυτεύσασι.
patria potestas in pietate, non atrocitate con-

Source : BIU Cujas

ſi ſtere debet Marcianus in l. Diuus Hadrianus. 5. D. ad legem Pomp. de parric. & pater acerbè patriam poteſtatem non debet exercere Vlp l. 1. De liber. exhib. & præſumptio. propter naturalem affectum facit, omnia patri videri conceſſa. Scæuola in l. Aurelius 28 §. Titius teſtamento D. de lib. leg. Vide Ferronum ad conſuet. Burdigal. Art. 2. Chop. de legib. Audium in præt.

k Ceſte diſtinction eſt priſe de Gaius in l. 1. D. de his qui ſunt ſui vel al. iuris & in Inſtit. eod. tit. in princ. par la Couſtume de Hainaut chap. 106 liberi ſui iuris vel alieni iuris dicuntur eſſe en pain, ou hors de pain.

l A leurs droicts que le droict dit, ſui iuris, Vitri Art. 143. Chartres chap. 19. Art. 103. Dreux chap. 20. Art. 93. & pluſieurs autres

m Par le droict le fils ne peut eſter en iugement ſans l'auctorité de ſon pere Iuſtin. in l. vlt. in principio C. de bon. quæ lib. Au reſte les mariez ſont reputez vſans de leurs droicts, pour auoir l'adminiſtration de leurs biens, & non pour vendre, engager ou aliener leurs immeubles pendant leur minorité. Paris Art. 239. Calais Art. 40. Auxerre Art. 257. Amiens Art. 135. & pluſieurs autres Couſtumez contenus en la Seconde partie de ceſte Conference Tit. 10. ſur ledit Art. 239. de Paris.

de nouuel introduict ſans preiudice du paſſé.

†† *Ces mots, sõt à leurs &c. ſont mis au lieu des anciens, ſui iuris.*

† *Ceſt Art. 167 eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

†† *Ceſt Art. 310. eſt adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé.*

† *Ceſt Art. 15. eſt adiouſté comme ancien.*

†† *Ceſt Art. 135. a eſté adiouſté ſuiuant les remonſtrances qui auoient eſté faites en l'an 1507. contenues au liure imprimé: & par conſequent abrogé le 46. Art. dudit ancien Couſtumier.*

& de grand pris, venans de leurs maieurs, qu'ils n'ayent l'aage de xxv. ans accomplis.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 59. Vn fils eſt tenu pour aagé & habil à gouuerner, & receuoir le ſien, l'accroiſtre ou diminuer, & en faire ainſi que bõ luy ſemble: & vendre & tranſporter biens n & heritages en y faiſant & gardant les ſolennitez & deuoirs requis en cas de vendition d'heritage, & à mener les cauſes & beſongnes, ſoit en demandant ou en defendant, incontinent qu'il a attaint l'aage de xv. ans, & vne fille xj. ans complets.

n Quelles ſolemnitez ſont requiſes en cas de vendition, faut voir cy deſſus l'addition ſur le Tit. 5. de la 11 partie de ceſte Conference Nõbre. Mais on doit auſſi entendre qu'il y faut decret de Iuge.

BOVLLENOIS Tit. 25. Art. 120. Vn enfant maſle eſt aagé ſuffiſamment depuis qu'il a attaint le xv. de ſon aage, & vne fille quand elle a attaint le xj. en telle ſorte que leſdits enfans maſles ou femelles, ainſi aagez, peuuent eſter en iugement, faire & paſſer tous contracts licites & raiſonnables: excepté o quant à la vendition de leurs immeubles, leſquels † ſils ſont mineurs de xxv. ans ne pourrõt vendre, engager, ny aliener, ſans Decret & auctorité de Iuſtice, les ſolennitez à ce requiſes gardees & obſeruees.

o Excepté auſſi quant aux autres choſes le benefice de reſtitution en entier, ſi la matiere y eſt diſpoſee, comme eſt noté par Alexandre Paul & Iaſon in l. poſt quam liti. C. de pactis. Du Moulin ſur ceſt art. 20. & ſur le 444. d'Anjou & 455. du Maine: & ſur l'Art. 1. de la Couſtume de Paris. Gloſſa. 7. num. 6. & ſur l'Art. 21 de Paris queſtion 5. & ſur le 173. Art. de Bour.

† *Ces mots, leſquels ſils &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

PERONNE Tit. 9. Art. 234. Auſſi leſdits mineurs peuuent iouyr de leurs biens ayans attaint l'aage de xx. ans, encores qu'ils ne ſoient mariez, ſ'ils le requierent. Toutesfois ne peuuent aliener leurs immeubles ne contracter d'iceux, auparauãt l'aage de xxv. ans.

SALLE DE LILLE Tit. 13. Art. 1. Enfans procreez en leal mariage, ſont & demourent en la puiſſance de leur pere, tant qu'ils ſoient emancipez pardeuant Iuſtice competente, qu'ils ſoient mariez ou ayent pris eſtat honorable. Art. 3. Fils ou filles de famille ne peuuent contracter n'eſter en iugement, ſans le conſentement de ſon pere, excepté en cas de delict au iniure. Art. 5. Enfans non ayans pere, ne eſté conſtituez en Tutelle, ſont reputez aagez & de franche condition, à ſçauoir les enfans maſles à l'aage de xviij. ans, & les femelles à xv. ans, iuſques auſquels aages, ils ſont reputez en minorité, & ſont inhabiles de contracter ou autrement diſpoſer de leurs biens.

AIRE Tit. 1. Art. 10. Le maſle eſt reputé aagé, ayant l'aage de xv. ans includs, & la femelle ayant l'aage de vnze ans includs. Et eux venus à tel aage, peuuent contracter & diſpoſer de leurs biens comme les aagez, ſans que pource il ſoit requis Emancipation.

BAPPALMES Tit. 1. Art. 15. Le maſle eſt reputé aagé atteindant l'aage de xv. ans: & la femelle atteindant l'aage de xij. ans, & eux venus en ceſt &c. p. *à Aire.*

p L. 1. & 2. C. Qui legitimam perſ. ſtandi in iudic. hab. l. clarum 4. C. de auctor. præſt.

LILLE Tit. 4, Art. 42. Enfans * en Tutelle: ne peuuent p eſter à droict ne contracter.

* *Voyez le 154. d'Artois mis en la 2. partie Tit. 12.*

CAMBRAY Tit. 6. Art. 7. Le mineur de xxv. ans ne peut vendre, charger, ny aliener ſes immeubles q ſans Decret de Iuſtice. Art. 8. Le Decret ſe doibt bailler par la Haute Iuſtice.

q L. inter pupillos D. de auctorit. tut. l. non ſolum 4. & l. inter omnes 17. C. de prædiis & aliis reb min. ſine decr. nonal. l. 22. C. de admi. tut. l 5. 8. §. 1. & 11. D. de rebus eorũ qui ſub &c. l. 2. C. de Curat. fur. vel prod.

ANIOV Tit. 18. Art. 444. Le maſle Noble n'eſt aagé iuſques à xx. ans accomplis, & la fille Noble, à xvj. ans. Mais enfans couſtumiers ſoient fils ou filles, ſont aagez à xiiij. ans, & ſont habiles à la pourſuite de leurs droicts, poſé que le Couſtumier ne ſoit aagé de tenir ſa terre tenue à foy pluſtoſt que le Noble. Et vaut & tient contract fait auec iceux couſtumiers aagez de xiiij. ans, entant que touche leurs meubles ſeulement. Et pourtant que touche les contracts portans alienation des choſes hereditaux, ils ne ſont valables ſans auctorité de Iuſtice, iuſques à ce qu'ils ayent xx. ans, comme les Nobles.

LE MAINE Tit. 19. Art. 455. p. *à Aniou.* 444. meubles menus & qui ne ſe peuuent

Source : BIU Cujas

peuuent garder ſeulement. Et pourtant que touche les contracts portans alienation des autres meubles & choſes r &c. Art. 456. Et †† ſils laiſſent paſſer ledit an apres qu'ils ſont aagez de xx. ans, ſans eux enſaiſiner, douloir, appleger ou complaindre pour raiſon deſdites choſes, apres ledit an, ils pourrõt venir par action ſans ce que le temps eſcheu durant leur minorité leur puiſſe nuire.

BERRI Tit. 1. Art. 6. Les enfans de famille exerçans publiquement ſ marchãdiſe, peuuent eſter en iugement, tant en demandant qu'en defendant, pour raiſon des choſes concernans l'eſtat & faict de marchandiſe, ſans l'auctorité de leur pere. Art. 9. Le iugement donné contre le fils de famille ne ſera executé contre le pere, ſi n'eſt que le fils de famille euſt exercé le faict de marchandiſe au veu t & ſceu de ſon pere, & ſous ſon adueu & conſentement expres, ou taiſible. Art. 11. Leſdits fils de famille & femmes mariees ne peuuent en toutes autres cauſes eſter en iugement, ſoit en demandant r ou defendant, ſans l'auctorité du pere & mari: ſinon és matieres u d'iniures & criminelles: quant auſquelles l'auctorité du pere ou du mari ne ſont requiſes. Art. 12. Les iugemens donnez contre la femme ou fils de famille, eſdites cauſes d'iniures & criminelles, eſquelles ils peuuẽt eſter en iugement, ſoit en demandant ou en defendant, ſans l'auctorité du pere ou du mari, ne ſe peuuent executer à l'encontre du mari ou du pere, ou ſur leurs biens, eux viuans. Art. 14. Ceux qui ſont ſous gouuernement de Tuteurs, ne ſont capables ſoit en demandant ou en defendant, d'eſter en iugement: ains ſeulement leurs Tuteurs. Mais quant aux adultes aians Curateur, pourront eſter en iugemẽt, en demandant ou en defendant, auec l'auctorité de leur Curateur: ou leur Curateur ſeul pourra pourſuiure en iugement leurs actions ou iceux defendre: & ſuffira de faire les adiournemens & exploits aux cas ſuſdits des Tuteurs ou Curateurs ſeulement. Tit. 2. Art. 34. Le mineur ayant xiiij. ans non ayant Curateur, peut contracter ſur ſon meuble, & faire Bail à ferme de ſes heritages à moindre temps que de dix ans. Toutesfois ſ'il eſt deceu & circonuenu notablement par ſa * facilité, pourra demander Reſtitution en entier.

BOVRBONNOIS Chap. 15. Art. 169. Fils de famille femmes mariees & ceux qui ſont en puiſſance de Tuteurs ou Curateurs, ne peuuent eſter en iugement, ſans l'auctorité du pere, mari, Tuteur & Curateur reſpectiuement: ſinon en matieres d'iniures ou cauſes criminelles: leſquelles leſdits enfans de famille, & femmes mariees peuuent intenter & ſouſtenir en demandant & defendant ſans l'auctorité de leurs peres ou maris. Toutesfois ſi leſdites femmes & fils de familles eſtoient condamnez en aucunes ſommes ou amendes y pour raiſon deſdites iniures ou cauſes criminelles, les executions d'icelles ne ſe peuuent faire ſur les biẽs de la Communauté, durant icelle, & ſur les biens du pere: z mais icelle Communauté diſſoluë, ou apres la mort du pere ou emancipation dudit fils, ſe pourra faire execution ſur la portion de ladite femme, & dudit fils, tout ainſi qu'elle euſt peu eſtre faite incontinent apres ladite condemnation, & ſans ſe pouuoir ayder contre icelle de preſcription ou laps de temps: ſinon à commencer du temps que l'execution a peu eſtre faite. Art. 173. Combien † qu'en certains cas par cy deuant, les maſles en l'aage de xiiij. ans, & les femelles en l'aage de xij. ans, & de preſent en ceſte publication, les maſles en l'aage de xx. ans, & les filles en l'aage de xvj. ans, ou autre moindre temps, ayent eſté reputez mineurs. Toutesfois par leſdites Couſtumes n'eſt entendu que ſi le mineur de xxv. ans fait contract duquel il pretende auoir eſté bleſſé, ou ſouffrir dommage a qu'il ou ſon heritier ne ſe puiſſent faire releuer.

AVVERGNE Chap. 1. Art. 7. Le fils familier greigneur de xxv. ans, peut eſter en iugement, ſoit en demandant ou defendant, ſans auctorité ou licence de ſon pere: mais le iugement qui ſ'en enſuit ne porte aucun intereſt audit pere. Chap. 13. Art. 1. & 2. Doreſ-nauant b mineur de xxv. ans ne pourra par contract de mariage, diſpoſer de ſes biens immeubles, ſans auctorité & Decret de Iuge, ſoit par conuenance de ſucceder ne autre. Art. 3. Auſſi ne pourra le mineur de xxv. ans en ſon preiudice faire contract d'aſſociation, auec conuenance de ſucceder n'autre, ſans auctorité de Curateur ou Decret de Iuge.

†† *Ceſt Art. 456. eſt paſſé en conſequence du 454. & ont eſté faites pareilles remonſtrances.*

Enfans de famille peuuent eſter en iugement ſans auctorité de leurs peres pour faict de marchãdiſe que ils exercent publiquement.

Sentence, ou Iugement dõné contre le fils de famille exerçant marchandiſe publiquemẽt, peut eſtre executé cõtre le pere.

Fils de famille ou femmes mariees peuuent eſter en iugement en matieres criminelles ou d'iniures, ſans aucune auctorité.

Iugemens donnez en matiere criminelle ou de iniure contre les enfans de famille ou femmes mariees, ne sõt executez contre le pere ou le mary.

Impuberes ne peuuent eſter en iugement: Toutesfois les adultes pourront eſter en iugemẽt auec leur curateur ſeul.

Adiournemens peuuẽt eſtre fais en la perſonne des tuteurs ou curateurs.

Mineur ayant 14. ans non aiãt curateur, peut contracter ſur ſon meuble & faire Bail à moindre temps que de dix ans.

† *Ceſt Art. 173 a eſté accordé pour Couſtume nouuelle, ſur les remonſtrances par nous faites.*

r Il ne faut pas conclurre que les filles nobles ſoient tenues maieurs, auant l'aage parfait & accomply ſinon en vn cas ſpecial exprimé par l'Art. 261. de la meſme Couſtume du Maine du Moulin.

ſ Filiũfamilias in publicis cauſis loco patris familias habetur, vt ait Pompon. in l. filiusfam. 9. D. de his qui ſunt ſui vel al. iur. Et Gaius in l. filiusf. 39. D. de oblig. & act. ait filiũfamilias ex omnibus cauſis tanquã patremfam. obligari. Vlp. in l. 57. D. de iudi. Andreas ſiculus in cap. Quod quibus dã. extr. de fideiuſſ. ſcribit filiũfam. ſi negotietur obligari, nam mercator filiusfam. pro patrefamilias habetur. argo. l. ſed & ſi §. parui & §. ſeq. d. de inſt act. Bald. in l. & ita §. hoc edicto. D. Naut camp. ſtab.

t L. ſi permittente l. Zenodorus C. ad Macedon. l. 1. §. magiſtrum D. de exerc. act. Tucil. l. vlt. D. Quod cum eo.

r Soit en Cour laye ou Eccleſiaſtique. Toutesfois pour ſon profit ou autre cauſe raiſonnable, la femme mariee, eſtant au refus de ſon mary auctoriſee par Iuſtice ou bien ſeparee de biens, peut eſter en Iugement. Sedan Art. 96. Si le fils de famille eſt beneficier, il peut eſter en Iugement ſans l'auctorité de ſon pere, pour raiſon de ſon benefice. Et ita ſtatuit Bonifac. Pontifex in cap. vlt de iudic. in 6 pourueu quil ait xiiii. ans. d. cap. vlt. & cap. indecorum. extra de ætate & qualit. & ita Panorm. in cap. ex parte. Extra de reſtit. ſpoliat.

u Voyez l'addition du Tit. x. de la Conference des Couſtumes 2. partie nombre.

x Filiusfamilias ſuo nomine nullam actionem habet: niſi iniuriarum &c. Paul l. Filiusfamilias 9. D. de oblig. & act. vlp. l. tam ex contractibus. 57. D. de iu-

dic. Vide l. noxali 32. & l. quotiẽs. D. de nox. act. §. vlt. Inſt. eod. tit. c'eſt vne maxime, vbicũq. minor eſt læſus, ſemper reſt. l. 1. D. de ininterg. reſt. Ceſte Couſtume ne parle que des meubles, & nõ des immeubles: la nullité eſt euidẽte quãd il ny aucũ decret de Iuſtice. Vide Ludouic. Rom. conſil. 58. ainſi que du Moulin eſcrit ſur le 173. Art. de Bourb. Voyez encor ce que i'aydit ſur le 120. Art de Boullenois. Mais en France le Mineur doit auoir lettres Royaux autrement n'eſt ouy. Voyez de nullité n'ôt point de lieu. Rebuffe.

y Nous parlerons de ceſte queiſton au Titre V. cy deſſous, partie 1. & Tit. 10. partie 2. en l'adition. Au reſte voyez la Conference des Couſtumes partie ſeconde Tit. 10. Art. 224. de Paris, auquel lieu ſont recitees quel-

Source : BIU Cujas

ques Couſtumes qui n'ont peu commodement ſe rapporter en ce lieu.

z In iudicio quaſi contrahitur vt eſt in l.licet 3.§.Idem D.de peculio.ſeruus ſi contrahat ſine iuſſu domini, non eum obligat: ita filius ſi agat ſine patris auctoritate, eum non poteſt obligare, par æquitatis ratio, patia iura deſiderat. §. 1. & §. quæ diximus Iuſt. Quòd cum eo qui alien. poteſt. Filius etiam debitum patris accipiendo, nihil detrahit paternæ obligationi l. filius 4. C. de pactis l. filius ſom 22. D. de Solut. Iure ciuili Filiusfam. ex contractu mutui non obligatur regulariter. §. illud Iuſt. Quod cum eo qui in al. pot. l. ſi filius tuus. C. ad Maced. l. 1. & 2. D. eod. vide l. ſi liberan. C. quod cum eo qui in aliena pot. Caſſiodor. libris Variarum. conſultò prouide decreuit antiquitas, minores contractus liberos non habere, vt & inſidiantium laqueis fruſtrarẽ tur, & lapſis ætas lubrica ſubueniret.

a Notable comme il eſt expreſſement porté par la Couſtume de Berri Tit. 2. Art. 34.

b Du Moulin eſcrit & remarque ſur ceſt Article 1. que les mots couchez en vne Couſtume, faiſans mention de l'ancienne Couſtume, dans le texte, qu'ils ſont pleine & entiere foy d'iceſſe: Accurſ. in l 1. C. qui adm. ad bon. Comme auſſi ſi le Proces Verbal de la Couſtume fait quelque mention de la Couſtume ancienne, il fait vne pleine preuue ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt au mois d'Aouſt 1546. contre le Seigneur de Laual.

LA MARCHE Chap. 1. Art. 11. Fils de famille maieur &c. p. *à Auuergne.* Art 7. auctorité de &c. iugement, ne peut preiudicier. Chap. 27. Art. 345. En cas d'iniure & excés la femme eſtant en puiſſance de mari, ou le fils de famille eſtant en puiſſance de pere, peuuent eſter en iugement en demandant & en defendant, ſans auctoriſation.

BORDEAVX Chap. 1. Art. 1. Si fils de famille exerce marchandiſe ou autre negociation publiquement, ſe pourra obliger, ſans le conſentement de ſon pere, és choſes concernans marchandiſe ou negotiation. Art. 2. Et auſſi apres l'aage de xxv. ans, fils de famille qui ont demouré hors la maiſon & compagnie de leur pere par vn an, à ce faire leſdits pere les ſouffrant, tenans maiſon ſeparee du pere, poſé qu'ils ne ſoient emancipez, ſe pourront obliger *ex quacunque cauſa*: auquel cas ledit fils de famille ſera tenu pour emancipé. Art. 3. Et la femme ne les enfans ne pourront eſter en iugement ſans licence des mari & pere reſpectiuement: ſinon és cas ſuſdits qu'ils fuſſent marchans publiques & maieurs de xxv. ans.

BAYONNE Tit. 4. Art. 1. Mineur de xxv. ans ne peut vendre, donner, quitter, engager, aſſenſer à long temps, ou autrement aliener aucune choſe immeuble ſans auctorité de Tuteur ou Curateur, & Decret de Iuge, inquiſition deuë precedente faite auec les parens des mineurs, tant du coſté du pere, que de la mere, ou affins d'iceluy mineur, en faute ou defaut de parens. Art. 2. Et ſi autrement alienation eſt faite par mineur de xxv. ans, eſt nulle c & de nulle efficace & valeur. Art. 3. Toutesfois l'acheteur recouure l'argent qu'il a baillé, ſ'il prouue qu'il ait eſté conuerti en l'vtilité du mineur, ou que par cas fortuit eſt aduenu que l'argẽt n'a eſté cõuerti en l'vtilité du mineur. Art. 4. Moindre de xviij. ans, maieur de xiiij. non ayant Curateur, peut louer choſes immeubles pour vn an, & l'an fini pour vn autre: & ainſi des autres apres iuſques audit aage de xviij. ans. Art. 5. Et ſ'il la veut louër à deux ou trois ans ou autre: plus long temps, iuſques à x. ans excluſiuement, faire ne le peut, ſans le conſentement de ſes parens & affins: au cas qu'il n'euſt parens. Art. 6. Maieur de xviij. ans, mineur de xxv. non aiant Curateur peut louer choſe immeuble d iuſques à ix. ans ſeulement, ſans aucun conſentement des parens. Art. 7. Maieur de xxv. ans. Seigneur de ſes droicts, peut aliener à ſa volonté tous ſes biens ſoient biens acquis ou de Succeſſion, meubles ou immeubles. Art. 8. Maieur de xxv. ans e non eſtant en puiſſance d'autruy, & de ſes droicts deuëment certioré, qui eſt ſachant & preſent à la vendition, donation, obligation ou autre alienation, qui par autruy eſt faite de ſa choſe, ou en laquelle il a autrement droict, & n'y contredit ou proteſte, preſens és contractans perd ſa choſe ou le droict qu'il a en icelle: tellement qu'il ne le peut plus que reller. Art. 9. Et a ladite Couſtume lieu au moindre de xxv. ans, maieur de xviij. quãd la choſe eſt alienee en contract de mariage par tiltre de Dot, ou Donation pour nopces.

SOLE Tit. 7. Art. 11. Tout fils de famille qui paſſe xxv. ans, peut, &c. p. *à Auuergne.* Art. 7.

BRETAGNE Tit. 11. Art. 197. Ceux †† qui ſont en pouuoir d'autruy, comme mineurs, enfans de famille, femmes mariees, prodigues, e qui ſont interdicts & furieux, ne f ſe peuuent obliger: & en ſont les obligatiõs du tout nulles: & n'en appartient aucune action: ſinon au cas que la femme ſ'obligeaſt pour ſes pere h & mere, pour ſon Seigneur eſpoux, ou pour ſes enfans: en ce cas les obligatiõs deſdites femmes ſeront valables eſtant auctoriſees de leurs maris: fors quand i l'obligation ſe feroit pour leurſdits maris, ſans qu'elles ſe puiſſent aider du droict de Velleian. Tit. 22. Art. 483. L'homme † ou femme qui ſont ſous l'aage de xxv. ans, ſont mineur, & ne pourront iuſques audit temps accompli aliener ne diſpo-

c Voyez cy deſſus la Couſtume de Berry & Ludon. Roman. conſil. 58.

d Mais ne peut outre les dis ans: parce que ce ſeroit alienation Berri Tit. 2. Art. 33. & Tit. 5. Art. 4. & Tit. 6. Art. 8.

e Multi ſolent ſalua ſui pignoris cauſa conſentire vlp. in l. ſi debitor 4. §. ſi in vẽditionel. §. 11. & 12. D. Quib. mo. pig. vel hypoth. ſol. l. 4. C. de remiſſ. pign. Bartole ſur la Loy. 4. D. Quib. modis &c. notat proteſtatione conſeruari ius proteſtantis. Quid ſ'il eſcrit & paſſé le contract? idem dicẽdum eſt: & ne ſe peut excuſer ſur la reuerence paternelle, qui ne la peut contraindre. Ainſi qu'il eſt eſcrit par Modeſtin in l. fideiuſſor 26. §. pater ſcio. D. de pign. & hypoth. Tamen non præiudicat, qui errat in ſubſcribẽ-

†† *Ceſt Art. 197. eſt mis au lieu des Art. 214. & 216. qui ont eſté corrigez & reformez.*

† *Ceſt Art. 483 réforme & corrige le 457. Ancienne: ce faiſant ont eſté rayez les Art. 470. & 507. cõme ayãt eſté pourueu par les precedẽs Ar. & ſubſequens.*

Source : BIU Cujas

ser de leurs heritages & choses immeubles, constituer hypotheque ne prendre aduãce sur leurs biens pour plus d'vn an, vendre ne demolir bois par pied. Pourront neantmoins les Nobles, auoir la iouissance de leurs biens, l'aage de xx. ans accomply, ager & defendre pour leurs meubles & iouissances. Art. 492. Mineur †† & celuy qui est en pouuoir d'autruy ne peut contracter ne negocier, conuenir ny estre l conuenu en Iustice, sans l'auctorité de celuy au pouuoir duquel il est: si ce n'estoit l contre celuy au pouuoir duquel il seroit. Auquel cas sera pourueu par la Iustice, de Curateur particulier audit mineur, ou autre qui seroit en puissance d'autruy. Art. 493. Mineur Bourgeois ou autre de bas estat, peut auoir par auctorité de Iustice & aduis de ses parens, l'administration & garde de ses biens, l'aage de xvij. ans accomply, & non auparauant: & desdits biens negocier & marchander en choses mobiliaires apres ledit aage, Art. 494. Et neantmoins le Noble n'aura l'administration de ses biens, qu'il n'ait xx. ans passez & accomplis. Art. 496. Le †† pere estant decedé, les m mineurs de xxv. ans voulans contracter mariage, seront tenus requerir & auoir le consentement de la mere, Tuteur m & proches parens auecques l'auctorité de Iustice. Art. 498. Les Contracts de mineurs sous l'aage de †† xxv. ans ne sont validez par o le Serment desdits mineurs.

VII. REIMS Tit. 1. Art. 7. Sont † lesdits enfans censez & reputez p emancipez, quand au veu & sceu de leur pere & mere, ils sont & exercent à part negociation, estant q ou charges publiques.

SEDAN Tit. 1. Art. 6. p. *à Reims.*

AMIENS Tit. 7. Art. 136. Emancipation †† d'enfans n'est necessaire pour auoir le gouuernement de leurs biens.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 6. Art. 3. Le fils ou fille estant hors d'aage de pupillarité, tenant feu & lieu, en leurs chefs ou separement de son pere, est reputé emancipé de sondit pere.

CAMBRAY Tit. 6. Art. 2. Fils ou filles aagez de xxv. ans complets, tenans feu, pot & domicil permanent, & à soy arriere de leurs pere & mere, sont tenus & reputez pour emancipez.

MONTARGIS Chap. 7. Art. 8. Emancipation se peut faire de pere aux enfans en quelque aage que soient lesdits enfans, tant en iugement r que dehors, presence qu'absence desdits enfans pardeuant Notaires & tesmoins: & succedent en rapportant.

ORLEANS Tit. 9. Art. 185. Vn pere peut emanciper son enfant tant en la presence qu'absence s dudit enfant, en quelque aage que ce soit.

RVE D'YNDRE Chap. 10. Art. 30. Le pere peut emanciper son fils deuant le Iuge: & ledit Iuge receuoir l'Emancipation.

†† *Les Art. 464. 465. 466. & 467. & 507. anciens ont este rayez & compris en cest Ar. 492.*

† *Cest Art. 496 est de nouuel ad iouste.*

†† *Ce mot, xxv a esté mis au lieu du mot ancien, xx.*

Emancipation.

† *Cest Art. 7. a esté de nouuel introduit pour estre doresnauãt garde & obserué pour Coustume, sans preiudice du passé.*

†† *Cest Art. 136. a esté prins du 41. Art. des Coustumes de Beauquesne & adiousté à l'ancienne Coustume pour auoir lieu à l'aduenir*

Ematcipatiõ se fait tant en iugemens que dehors: absẽce que presence.

l Bretaigne Tit. 3. Art. 100. Iure ciuili vt est in l. 2. C. qui legit. person. standi in iudic. hab. pupillus tutore auctore agere & conueniri potest, vt adultus etiam curatore consentiente.

m Par l'ordonnance des Estats, tenus à Blois Art. 41. il est dit que les Ordonnances cy deuãt faites contre les enfans contractans mariage sans le consentement de leurs peres, meres, tuteurs & curateurs seront gardees: mesmes celle qui permet en ce cas les exheredations. Voyez les Art. 42. & 43 & 44. de la mesme Ordon. & celle de Henry 2. 1556. mises au 1. liure de la Confer. Tit. 2. & ce qui a esté noté sur lesdites Ordonnances.

n Aliud est iure Romano. Paul. in l. sciendum est 20. D. de rit. nupt & l. 8. C. de nupt. l. 6. D. de sponsal. vide l. 20. C. de nuptiis. qui fait aucunement pour la decision de cest Art. Si patris auxilio destituta, matris & propinquorum & ipsius quoque requiratur adultæ iudicium. Si vero vtroque orbata parente sub curatoris defensione constituta sit &c. possunt tamen Tutores pupillæ suæ dotem constituere l. 5. 61. & 69. D. de iure dot. l. 7. D. de tutor. dat. l. 22. §. 10. D. Solut. matron.

o Aliud est iure ciuili l. 1. & Authentica Sacramenta puberum. C. Si aduers. vend. l. 3 in fine. C. si minor se maior dixerit.

p Tacitement. Secus est iure ciuili quo tempus decem aut viginti annorum requiritur l. 1. C. de patr. potest & ibi Acc. Baldus Salyc. Faber & alij. Idem Bald. in l. post mortem. D. de adop. & Bartol. in l. fin. D. de verb. obligat. Au reste ceste Coustume semble estre tiree de la nouuelle de Leon 25. par laquelle l'emancipation se peut faire tacitement & par souffrance: comme si le pere permet à son fils de viure à part & separement & administrer son bien, encores qu'il ne soit marié, laquelle Constitution est aussi repetee par Harmenopule liure 1. Tit. 17. & abrogé la Loy 3. C. de emancipat. tellement que ceste Coustume est contre ladite loy 3. & dernieres C. eodem qui demandent vn acte solemnel pour les emancipations.

q Iure nouo resoluit ius patriæ potestatis si filius augeatur dignitatibus quibusdam Nou. 81. cap. 2. & Idem Iust. in l. vlt. C. de

a Modest. in l. 39 D. de pignor. act. & Scæuolam l. Titius 8. C. de rescind. vendit.

f Prodigus, nisi bonis ei interdictum sit, etiam sit manifestus, potest gerere negotia, & gesta valent vt colligitur in l. tres tutores 55 §. quod autem D. de admin. tut. non potest alienare si bonis interdixerit Prætor. vt est in l. 3 C. de in integr. restit. vlt. l. 15. cui 6. D. de verborum obligat. Prodigus in l. 1. D. de Curat. fur. dicitur neque tempus neque finem expensarum habere. Vide Nou. Leonis. 39. ex delictis tamen obligatur.

g Furiosus obligari non potest citra auctoritatem curatoris l. furiosus. D. de oblig. & act. l. 15. cui 6. D. de verb. obl. l. Marcel. D. de fideiuss. furiosus enim nullum negotium contrahere potest d. l. furiosus & §. furiosus Inst. de inutil. stipul. l. 5. & l. 40. de regul. iur. l. 76. §. si a furioso. De fideiussor. & nulla voluntas est erratis l. 20. De aqua & aqua. pluu. arc. African. l. qui seruum 47. D. de adq. hered. Ideo per omnia & in omnibus absentis vel quiescentis habetur. Iulian. l. 2 §. furiosus. D. de iure codicill. Paul. l. 124. de reg. iur. Furiosi status & habitus à pupillo non multum abhorret vt ait, vlp in l. Fulcinius 7. §. adeo verse. plane. D. Quib. ex caus. in poss. eatur.

h Contra l. si paternam. C. ad Velleian. l. si Titius & Seia. D. de fideiuss. Vide l. 4. C ad velleianum ex qua notandum est mulierem quæ causam non dat obligationi iuuari velleiano: At si causam dederit vel sollicitauerit creditores, non iuuatur l. 32. §. 2. D. eodem.

i Aut. Si qua mulier. C. ad vell. Vide Nouel. 61. & 134 cap. 8.

k Falsa sententia Bart. in l. 1. § sufficit. De adm. tut. cum putat denuntiationes & citationes soli pupillo fieri l. operis. 10. De noui oper. nunt. At vera est, si in rem fiat denuntiatio. DD. l si ex legati causa. D. de verb. obligato Argentræus.

Conſul. § filius fam. Iuſt. Quibus modis ius pat. pot. ſoluitur Caſſiodor. Vi. Var. ep. 2. Leges illi tantam reuerentiam detulerunt, vt in ſacris poſitus cum hoc fuerit honore præcinctus, paternæ poteſtatis nexibus exuatur: vide Cuiac. ad Nou. 81. & in Parat. in eod. ad Tit. de emancip. lib. la dignité d'Eueſque deliure de la puiſſance paternelle d. Nouella. 81. & Anth. ſed epiſcopalis. C. de epiſ. & cler. contre la Loy 34 du meſme. Titre Chaſſan. ſur la Couſtume de Bourgon chap. 6. Art. 3.

r Iuſt. l. vlt. C. de adop. & l. vlt. C. de emancipat apud iudicem competentem fieri debet emancipatio Paul. 2. ſent. Tit. 25. Apud magiſtratus municipales: ſi habeant legis actionem emancipari poteſt. l. 4. D. de adopt. & l. vlt. C. de vind. lib. Ceſte couſtume eſt contre la Loy iubemus. 5. C. de emancipat.

ſ Vide Paul. in l. emancipari. 36. D. de adop. Quæritur an inuitus emancipari filius poſſit? Quidam recte colligunt ex l. 3. iuſta de cauſa inuitum emancipari poſſe. L'ancienne emancipation, qui ſe faiſoit per æs & libram, comme auſſi celle que Iuſtinian a introduit, requeroient la preſence de celuy qui eſtoit emancipé. Mais celle que l'Empereur Anaſtaſe a inuentee, permettoit d'emanciper meſmes les perſonnes abſents. Inuito autem filio non datur libertas 1. emancipatio ex Nou. 89. Et Paul. 2. Sent. Tit. 25. Filiusfamilias inuitus emancipari non cogitur, par ce que les anciennes Emancipations ſe doiuent faire inter volentes, niſi qua ſit iuſta cauſa inuiti emancipati vt in §. cum autem Iuſtit. de adopt. l. 3. & 4. C. de emancip. Parentes & iam non coguntur inuiti emancipare l. 31. D. de adopt. l. 92. D. de cond. & dem. l. vlt. D. Si quis à par. man. Iu. l. pen. D. vnde liberi §. vlt. Iuſt. Quib. mod. ius pat. pot. ſoluat. & apud Ciceronem in orat. pro Cluentio. Marcian. m. l. filiusfamilias. 114 § 5. verſ. ſed ſi liberos. D. de legat. 1. excipitur caſus expreſſus in l. 12. C de epiſc. aud. l. 6. C. de ſpectac. & l. vlt. C. Theod. de Lenon. Item ſi les choſes ont eſté donnees ſous la condition de les emanciper.

BERRI Tit. 1. Art. 5. Et † peut le pere emanciper ſon enfant, preſent ou abſent en quelque aage qu'il ſoit. Et n'eſt requiſe par ladite Couſtume la ſolennité de Droict, en l'emancipation des enfans qui ſont de l'aage de vij. ans ou au deſſous: pourueu que la cauſe, pour laquelle on fera ladite Emancipation ſoit au profit des enfans.

POICTOV Tit. 9. Art. 311. Le pere peut emanciper ſes enfans: & ſe doit faire ladite Emancipation pardeuant le Iuge ordinaire, aiant moyenne iuriſdiction pour le moins. Art. 312. Le fils d'aucun roturier marié, qui demoure en ſon meſnage hors de l'hoſtel & compagnie de ſon pere par an & iour, eſt deſlors taiſiblemét emancipé, & eſt vſant de ſes droicts, ſans qu'il luy ſoit beſoin d'autre Emancipation. Art. 313. Autre choſe eſt d'vn enfant Noble, qui pour eſtre marié ou pour demourer hors de la maiſon de ſon pere, n'eſt emancipé: ains conuient qu'il y ait Emancipation expreſſe. Art. 315. Quand aucun eſt emancipé expreſſement ou taiſiblement, il eſt fait perſonne vſant de ſon droict, Seigneur & plenier adminiſtrateur de ſes biens, ſans t que le pere ait aucun vſufruict n'y autre portion, ſi expreſſement il ne l'auoit retenu. Art. 316. Le fils eſtant en u la puiſſance de ſon pere, & non emancipé, ſi l'eſt marié, des ce qu'il a paſſé l'aage de xxv. ans, fait les fruicts de ſa terre ſiens, & les peut prendre & leuer à ſon profit: ſans ce que ſondit pere le puiſſe en ce empeſcher: encores que leſdits biens luy fuſſent venus x de par ſon pere, ſans reſeruation d'vſufruict par luy faite ſur iceux. Art. 317. Mais ſi ledit fils n'eſtoit marié & ſondit pere y ſe remarie, ledit pere neantmoins iouyra des fruicts, iuſques à ce que ſon fils ait l'aage de xxv. ans. Et ſi le pere ne ſe remarie, il fera touſiours les fruicts ſiens, tant que le fils ne ſera marié: & en ce faiſant ſera tenu ledit pere entretenir ledit fils ſelon ſon eſtat & faculté. Art. 318. Ledit fils eſtant z en puiſſance de ſon pere, & demourant auec luy, peut acquerir: & ſont leſdits acqueſts, meubles & immeubles ſiens, & à ſon profit: & n'y a rien le pere apres que le fils a accomply l'aage de xxv. ans. Mais auant ledit aage accomply, ſi ledit fils acquiert aucuns meubles, ils appartiennent au pere, & ſemblablement les fruicts des a immeubles: & au regard de la proprieté deſdits immeubles, il n'y a rien, & appartient audit fils.

ANGOVMOIS Chap. 10. Art. 120. Si le fils d'aucun roturier marié, demoure en ſon meſnage hors l'hoſtel & domicile de ſon pere par an & iour entiers, il eſt *eo ipſo*, emancipé & reputé vſant de ſes droicts. Art. 121. Et ſi ledit fils eſt emancipé ou marié, ou bien hors l'aage de xxv. ans, il peut demander à ſon pere partage luy eſtre fait à part, & diuis de ſes biens matrimoniaux ou d'autres, dont la proprieté luy appartiendroit, pour en iouir par ledit fils en pleniere proprieté.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 526. Le †† pere peut emanciper ſon enfant, ſ'il a xx. ans paſſez, & ſi l'enfant le requiert. Art. 528. Fils de famille qui aura excedé l'aage de xxv. ans, aiant domicile ſeparé de ſon pere, ſera cenſé & reputé emancipé à pouuoir contracter & eſter en iugement, ſans auctorité du pere. Art. 529. Tout ce que les enfans b non emancipez acquierent par marchandiſe ou par autre voye, eſt au pere: au cas que le pere le vueille auoir, & le declare ainſi en ſon viuant: ſinon que leſdits biens leur vinſſent par raiſon de mariage, ou fuſſent acquis par les enfans non emancipez, apres le mariage fait du conſentement du pere: ou qu'ils leur fuſſent venus par raiſon de Succeſſion, ou qu'ils les euſſent acquis par ſeruice ou par prouëſſe de leur corps.

XAINCTONGE Tit. 2. Art. 2. L'enfant maieur de † xxj. an entre Nobles, &

---

t par le droict le pere ſouloit donner à ſon fils emancipé pour ayder à le nourrir l. 2. & vlt. C. de emancip. l. vlt. C. Theod. de reuoc. donat. l. 8 C. de bō. proſc. Nouel. Leonis. 25. Cōme auſſi en contreſchāge le fils ſouloit dōner quelque choſe à ſon pere meſmes qu'anciēnement il eſtoit permis de retenir par deuers luy pro præmio emancipationis la troiſieſme partie des biens maternels l. 1. & 2. C. Theod. de bon. matern. Mais auiourd'hui il a la moitié l. 6. §. cum autem c. de bonis quæſib. l. vlt. C. de emancipat. ad renumerandum beneficium emancipationis, quod eſt beneficiū bonorum quærendorum vt ait l. 1. D. Si quis à par. man. Tellemēt que nous pouuons dire veritablement ceſte Couſtume eſtre contraire au droict commun. Ex l. ſi viua matre & ibi Sa licet. C. de bonis mater Vide Oldradum cōſil. 214. & Accurſ. in d. l. ſi viua matre.

u Ceſt Art. 316. eſt auſſi contre la diſpoſition

† *Ceſt Art. 5. eſt introduict pour nouuelle Couſtume.*

Le fils emancipé eſt ſeigneur & adminiſtrateur de ſon bien

Vſufruict du pere ſur les biēs de ſon fils non emancipé dure iuſques à ce que il ait l'aage de xxv. ans, ſ'il eſt marié & ſ'il eſt nō marié iuſque audit aage de xxv. ans, ſi le pere ſe remarie: & ſ'il ne ſe remarie tant que le fils ne ſera marié.

Fils de famille eſtant ſous la puiſſance de ſon pere & demourant auec luy, eſt reputé tacitement emancipé, ayant l'aage de xxv. ans accomplis: & eſt capable de adminiſtrer leſdits biēs mais auant ledit aage le pere fait les fruicts ſiens.

†† *Ceſt Art. 526. reforme le 498. ancien: & a eſté le ſurplus rayé.*

Acqueſts du fils emancipé à qui doiuent appartenir au pere ou au fils.

† *Ces mots, de xxj. ans entre Nobles & entre nō Nobles, ont eſté adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

lu droict ciuil l. 1. C de bon. mat. l. cum oportet & ibi D D. C. de bonis quæ lib. Rat.

c Ceſte Couſtume eſt auſſi fort particuliere contre la diſpoſition ordonnee in l. 2. & ibi ſalyc. C. de bonis mater.

y L. fin. C. de bon. mat.

z Contre le droict ciuil §. 1. Inſt. Per quas perſ. nobis adq. l. 1. §. nec caſtrenſe D. de collat. bon. & ce qui a eſté depuis ordonné in l. 1. & 2. C. de bon. quæ lib. & en fin par la l. cum oportet C. de bon. quæ lib. & en fin par loy 1. C. de Caſtrenſi pec. mil. lib. 12. P Rat.

1 Ceſt Art. 318. ſ' entend ſeullement des meubles & acqueſts acquis par l'induſtrie, peine & trauail de fils & de ſon argent & non pas de ce qui luy obuient par don ou legs Oldradus Conſ. 214.

b Cecy eſt tiré du droict §. igitur Inſt. Per quas perſonas. cuique adq. & Inſt. Per quas Perſ. n. oblig. adq Par le droict ancien tout ce que le fils acqueſtoit, quantum ad paganum peculium, eſtoit & appartenoit au pere. Toutesfois l'Empereur Conſtantin a le premier excepté les biens maternels l. 1. C. de bonis mat. Les Empereurs Gratian, Valentinian & Theodoſe, Arcadius & Honorius les biens qui viennent & procedent du coſté & ligne maternelle. l. 14 C. Theod. de bon. mat. & l. 2. C. eod. tit. Theodoſe & Valentinian, Leo & Anthemius les biens procedans de contract de mariage l. 1. & 4. C. de bonis quæ lib. Leo & Anthemius les biens prouenus des Francailles l. 5. C. eod. Iuſtinian a facilement excepté tous biens aduentifs. l. 6. C. eod. tit. De tous leſquels biens la proprieté eſt reſeruee aux enfans vide Nouellam 117. cap. 1. & 118. cap. 2. & 134. cap. 7. & Cuiacium in prioribus Notis. Inſtitut.

entre non Nobles de xxv. ans, marié qui ſe tient hors de ſon pere, & fait ſon train & negotiation par luy, il eſt dit & reputé perſonne de ſes droicts, cenſé emancipé: tellement qu'il peut eſter en iugement, tant en demandant, qu'en defendant, ſans licence de ſon pere: & les choſes qu'il acquiert, ſont à luy propres.

VITRI Tit. 7. Art. 110. Si aucune choſe eſt laiſſee ou autrement donnee à enfant mineur d'ans, & qui eſt en c voulrie de pere & mere, n'eſtoit que ledit mineur fut emancipé, ou que ledit laiz ou don fut fait d ſous telle condition, & que la choſe ainſi donnee, ſera & appartiendra audit mineur, & non à ſeſdits pere & mere. Et où la choſe ne ſera donnee ſous les conditions deſſuſdites, leſdits pere & mere doiuent iouir e de ladite choſe ainſi laiſſee ou donnee à leur enfant, leur vie durant tant ſeulement: ſans la pouuoir vendre, n'engager: & apres leur decés elle retourne en vſufruict & en proprieté à leur enfant, auquel elle auroit ainſi eſté donnee & laiſſee.

LAON Tit. 6. Art. 56. Si aucun heritage eſt donné à vn enfant mineur non emancipé, & eſtant en la puiſſance de pere, les fruicts dudit heritage appartiennẽt audit pere: qui en iouiſt, iuſques à ce qu'iceluy enfant ſoit en aage de xx. ans, marié ou emancipé, demourant toutesfois audit enfant la proprieté dudit heritage: ſinon qu'il fut donné à la charge que le pere n'en fit les fruicts ſiens,

CHALONS Tit. 2. Art. 8. p. *à Laon* à vn fils ou fille † de famille, les fruicts & prouſits dudit heritage appartiennent au pere, tant & ſi longuement qu'il a ſon fils en ſa puiſſance, & iuſques à ce qu'il ſoit emancipé, marié ou aagé de xx. ans: demourant toutesfois la proprieté dudit heritage audit enfant: ſinon que l'heritage fut donné à la charge & condition que ledit fruict & prouſit n'appartint au pere: auquel cas tout ledit heritage appartiendra audit enfant en proprieté & vſufruict: ſans que le pere y puiſſe rien pretendre.

REIMS Tit. 1. Art. 8. Si † quelque heritage eſt donné à fils &c. p. *à Chalons* ſon enfant en ſa puiſſance &c. emancipé par luy ou tenu pour emancipé, e marié, &c. au donataire enfant de famille, ſinon &c. condition expreſſe &c. leſdits fruicts & prouſits n'appartinſſent au pere. Auquel cas ledit heritage appartiendra au donataire en proprieté & vſufruict, ſans ce que le pere y puiſſe pretendre aucune choſe.

SEDAN Tit. 1. Art. 7. p. *à Reims.* Art. 8. & condition expreſſe, que leſdits &c.

CHAVNI Tit. 10. Art. 55. Quand l'on donne aucun heritage à enfant mineur non emancipé, mais eſtant en la puiſſance de pere ou mere, les fruicts de tel heritage appartiennent audit pere & mere, ou à l'vn d'eux, qui alimente ledit enfant, & les fait ſiens, iuſques au temps que ledit enfant ſera f aagé ou emancipé.

LILLE Tit. 5. Art. 50. Toutes donations faites aux enfans eſtans en puiſſance de pere, & non emancipez, appartiennent au pere, ſi apprehender le veut.

LA SALLE DE LILLE Tit. 13. Art. 2. p. *à Lille.* à enfans, eſtans en la &c.

VALANCIENNES Tit. 9. Art. 110. Si aux enfant, ou enfans du viuant de leur pere ou mere, aduiennent aucuns biens meubles, ſeront iceux biens vendus au prouffit deſdits enfans, & employez en achapt de rente, ou heritage, fils ſont mineurs d'ans: deſquels ioyront leur pere & mere, ou le ſuruiuant d'iceux: comme auſſi ils ioyront des heritages & rentes à rachat, qui eſcherront auſdits enfans, prouenans comme deſſus, durant leur minorité tant ſeulement: & ſi ledit enfant ou enfans eſtoient aagez, pourront eux-meſmes apprehender & ioyr deſdits biens & aduancees, comme de leur propre.

BOVBONNOIS Chap. 16. Art. 174. Le †† pere eſt adminiſtrateur g legitime

† *Ceſt Art. 8. eſt nouuel en ce que la proprieté de l'heritage dõné à fils de famille ainſi & en la maniere qu'il eſt contenu audit Art. demeure audit fils donataire: & conſequemment a eſté abrogé certain Art. ancie.*

l Ce mot voulrie en ceſte Couſtume, ſignifie puiſſance comme és Art. 70. 141. & 143.

f Par le droict ancié quand on vouloit que les peres ne iouiſſent les biens dõnez à leurs enfans, on faiſoit donation auſdits enfans à tele charge & condition qu'ils ſeroient emancipez & mis hors la puiſſance de leurs peres. Papin. in l. duos 70. & l. ama 87. D. de condic' & demoſt. Marcian. in l. cum ſeruus D. de condic. inſtit. l. dini. D. de iure C. Sueton. in vitel. cap. 6. Plinius lib. 4. Ep. 2. & lib. 8. Epiſt. 18. auquel cas les peres pouuoient eſtre contraints de les emanciper comme il a eſté dict cy deſſus. Vide l. ſcire. §. 1. de tutorib. vel curat. datis.

e Par vſufruict ſeulement la proprieté des choſes donnees ou leguees demourant aux enfans: & l'vſufruit cõſolidé à la proprieté, ils les ſõt en vſufruit & proprieté Au reſte Boerius Deciſ. 197. dit qu'en Frãce les enfans ſont emãcipez par mariage, ou par l'aage devingt ans. Voyez la Conference des Couſtumes partie ſeconde ſur l'Art. 239. de Paris cy deſſous.

f Aagé de vingt cinq ans, qui eſt l'aage prefix & ordonné pour delurer les enfans de la puiſſance paternelle.

g Ces Couſtumes ſont priſes du droict cõmun l. cum oportet C. de bonis quæ lib. §. finitur. Inſt quib. modis fin. vſusfructus l. ſicut §. more. D. Quibus modis vſusfr. amitt. l. 1. C. de bonis mat & ibi Baldus l. fin. C. de teſtam. mil & l. cum filiusfa. D. eodẽ.

Source : BIU Cujas

des biens maternels & aduentifs de ses enfans estans en sa puissance, & fait les fruicts siens, si bon luy semble: iusques à l'aage de xiiij. ans, quant aux filles, & à xviij. quant aux masles.

AVVERGNE Chap. 11. Art. 2. p. à *Bourbonnois*. biens aduentifs de ses enfans, & fait &c. siens: & n'est tenu faire [h] inuentaire ne rendre i compte: mais s'il conuole à secondes nopces est tenu auant le mariage, faire inuentaire: sur peine d'estre priué de l'vsufruict, qu'il à sur iceux. Chap. 14. Art. 48. Quand le pere fiance ou marie sa fille, il est priué de l'vsufruict [k] à luy appartenant és biens maternels ou aduentifs de sadite fille, si expressement il ne le reserue. Art. 49. Le pere est vsufructuaire des biens maternels & aduentifs de son enfant: & dure ledit vsufruict [l] nonobstant que l'enfant trespasse, le pere suruiuant.

LA MARCHE Chap. 19. Art. 225. Entre † personnes franches, le pere est vsufructier des biens maternels aduenus à son fils par le decés de sa mere: & aussi des autres biens par luy acquis ou aduenus par quelque autre moyen que ce soit.

VIII. XAINCTONGE Tit. 1. Art. 1. Celuy qui est associé & affilié, succede à l'associant & affiliant, auec ses enfans naturels & legitimes, par testes, és biens meubles & acquests immeubles, faits par l'affiliant seulement, & non és heritages. Car quant à iceux [m] Adoption ne peut profiter par la Coustume: si † n'est que les adoptez, affiliez ou associez portent & conferent les heritages, ou qu'à iceux aient renoncé, ou qu'en traicté de mariage autrement eust esté accordé. Car esdits cas l'affilié, associé ou adopté, succede par teste auec les autres enfans és heritages, comme és autres biens.

LA SALLE DE LILLE Tit. 13. Art. 4. Adoption n'a lieu.

† *Les gens du tiers Estat nous ont dit que cest Art. 225. estoit nouuelle Coustume, en ces mots,* peculæ castrense vel quasi, *qui ne sont dans le contexte.*
† *Ceste exception, Si n'est &c. a esté accordee & mise à la fin de cest Art. 1.*

h Baldus in Auth. causam quæ. in fine C. de episc. & cler. col. 2. & cons. 9. & 26. Vol. 2. Toutesfois il est tenu faire vne briefue description des biens aduentifs, non pas des fruicts Benedictus de perusio Cons. 149. in 6. dubio. Aymo Pedem. Mais Bessianus est d'aduis qu'il en face vne briefue description par vn Notaire en leur presence & deux amis congnus.

i Des fruicts qu'il fait siens: toutesfois doit rendre compte des biés aduentifs, lesquels il ne peut aliener: Au moyẽ dequoy le fils a vne tacite hypotheque sur les biens de son pere d. l. cũ oportet. §. non autem & ibi Acc. C. de bonis quæ lib.

k La Raison de ceste Coustume, parce que la fille estant mariee est en la puissance de son mary, & est sortie de celle de son pere, ainsi qu'il sera dit en la seconde partie Tit. 10. cy dessous, & l'vsufruict que le pere gaigne és biens aduentifs de sa fille, procede de la puissance paternelle Bald. in l. cũ non solum C. de bonis quælib. cessante causa cessat effectus l. Stichus §. Titia. D. de alim. & cit. leg. cap. cum cessante extra de appell. Vide Baldum Salyc. & Fab. in l. 1. & 3 C. de bonis mat. l si quis § sin vero §. ad Tertull. & Thomam Gramm. Decis. Neap. 54.

l D. l. siquis §. sin vero C. ad Tertull. l'vsufruict en ce cas dure contre les heritiers maternels du fils.

m Adoption n'a point de lieu en France, s'il n'y a contract exprés & permis. Du Moulin sur ceste Art. & sur l'Art. 8. q. 6. Ces Affiliations & adoptions par contract de mariage ont lieu en Berry principalement entre les rustiques & laboureurs, pays de Bourbonnois, Niuernois, Auuergne, & autres lieux, esquels ils marient aussi leurs enfans par eschange, ainsi que nous dirons en son lieu.

TITRE II. DES SERVITVDES personnelles & reelles.

I. *Especes de Serfs.*
II. *Des droicts de mariage entre Serfs, Douaire, & For-mariage.*
III. *Quelle condition doiuent ensuiure les enfans des Serfs.*
IIII. *Manumission ou affranchissement. En quelques lieux les heritages sont & appartiennent au Seigneur par la Manumission. Liberté comme se prescrit ou non par le Serf.*
V. *Serf se peut affranchir par desaueu.*
VI. *Heritages rendent l'homme Serf: lesquels toutesfois il peut guerpir: & les aiant abandonnez, y peut retourner dedans certain temps.*
VII. *Le Seigneur a droict de Suite.*
VIII. *Le Serf doit faire feu vif & resider.*
IX. *Des acquisitions & alienations faites par gens de serue condition ou mortaillable.*
X. *Serfs ne peuuent faire Testament sinon en quelques lieux iusques à certaine somme.*
XI. *Des Successions seruiles: & quand les Seigneurs succedent à leurs Serfs.*
XII. *Des Separations & partages des Serfs estans communs.*
XIII. *Des Tuteurs des enfans mineurs de serue condition.*
XIIII. *Des subiets & contribuables au droict de Taille, & comme elle se doit imposer & leuer: ensemble des Bans, Arbans, Bohades, Vmades & autres semblables Coruees.*
XV. *Deputez pour le departement des deniers & audition de Compte des Parroisses, ne prendront aucune chose.*
XVI. *Serfs peuuent ester en iugement mais ne peuuent porter aucun tesmoignage.*

Source : BfU Cujas

I. ROYES Tit.1.Art.3.Et au regard des a Serfs, ils ſont de pluſieurs & diuerſes conditions & ſeruitutes, ſelon la nature des terres & Seigneuries, à cauſe deſquels ils ſont hommes Serfs. Car les aucuns ſont taillables b enuers leurs Seigneurs de Taille à volonté, de pourſuite quelque part qu'ils ſe tranſportent, & de Formariage, quant ils ſe marient à perſonnes franches ou d'autre conditiõ que de la leur: & ſuccedent en tous cas les vns aux autres: & peuuent diſpoſer par Teſtament ou autrement de leurs biens, comme font & peuuent faire les perſonnes franches, ſ'ils ne ſont de main-morte, comme dit ſera cy apres. Et †† pour la diuerſité des droicts deſdites* Couſtumes, que les Seigneurs pretendent ſur leſdits hommes, n'y a Couſtume generale: mais eſt reſerué aux Seigneurs iouyr & vſer ſur leurs ſujets, de tels droicts de ſeruitute, qui leur peuuent competer & appartenir: & à leurs ſujets leurs defenſes au contraire. Art.4. Les autres ſont de Taille c aboſnee à aucune ſomme certaine enuers leur Seigneur. Et au pardeſſus de pareilles conditions, que declaré eſt en l'Article precedent. Art.5. Les autres ſont à cauſe de leurs perſonnes, de condition ſeruile, main-mortables enuers leur Seigneur, en tous biens meubles & heritages, quelque part qu'ils ſoient aſſis (ſuppoſé que leſdits heritages ſoient en Franc-Aleu ou en Cenſiue) quand ils treſpaſſent ſans delaiſſer enfant nay en mariage, eſtant de leur condition & en Selle. Et † ſ'il y a pluſieurs enfans mariez ou à marier, hors leur Selle, vn ſeul enfant eſtant en Selle, recueille ladite main-morte pour tous les autres qui ſeroient hors de Selle: & y ont pareil droit que luy. Art.6. Les autres ſont main-mortables en meubles ſeulement, & les autres en heritages ſeulement: & au pardeſſus de diuerſes conditions & ſeruitutes ſelon la nature des terres & Seigneuries, à cauſe deſquels ils ſont hommes de ſeruitute.

CHAVMONT Tit.1.Art.3. Les aucuns ſont taillables &c.p. *à Troyes.* Art.3. Raiſonnable, d de &c. comme les franches perſonnes. Les autres &c.p. *à Troyes.* Art.4. eſt declaré cy deſſus. Les autres &c.p. *à Troyes.* Art.5. ſuppoſé ores que &c. aucuns enfans naiz &c. en leur Selle. Laquelle eſt à entendre en leurs maiſons & demourances, ſans auoir eſté ſeparez. Et ſ'il &c. qui ſont hors &c. luy. Les autres &c.p. *à Troyes.* Art.6. ſeulement, & les autres d'autres diuerſes &c. Seigneuries enuers leurſdits Seigneurs. Et pour la diuerſité deſdites ſeruitutes & droicts que leſdits Seigneurs †† pretendent &c.p. *à Troyes.* Art.3. prendre, iouyr, &c.

DVCHE DE BOVRGONGNE Chap.9.Art,1. Audit Duché de Bourgongne n'a nuls hommes Serfs de corps.

AVVERGNE Chap. 27. Art. 2. Au pays de Combraille y a aucuns de ſerue condition, de main-morte, & de ſuite, & les autres francs & affranchis.

II. MEAVX Chap.13.Art.78. Les hommes de ſerue condition, ne ſe peuuent ne doiuent marier à femmes franches ou d'autre condition que de la Seruitute, dont ils ſont, ſans le congé & licence de leurs Seigneurs. Et ſ'ils font le contraire, ils ſont amendables par ladite Couſtume enuers le Seigneur, dont ils ſont Serfs, d'amende, qu'on nomme vulgairement amende de e Formariage.

VITRI Tit.17.Art.144. Homme de corps ne peut prendre par mariage, femme d'autre condition que la ſienne, ſans le congé de ſon Seigneur. Lequel congé ledit Seigneur ne luy baillera, ſi bon ne luy ſemble. Et ſi tel homme de corps prend de faict ſans le congé de ſon Seigneur, femme d'autre condition que celle dont il eſt, il chet pour ledit For-mariage en amende enuers ſon Seigneur, pour le cõtemnement, qui eſt de lx.ſols & vn denier. Et où il a demandé le congé à ſondit Seigneur, poſé ores qu'il ne l'ait obtenu, & depuis il ſe for-marie, il n'eſt tenu des lx.ſols & vn denier. Car il n'y auroit contemnement. Mais ſoit qu'il l'ait demandé ou non demandé, & il eſt for-marié, il doit à ſondit Seigneur pour ſon Indemnité le tiers de ſes biens meubles, f tels qu'il les a au iour & heure dudit mariage, où il eſt ſeulement de condition de main-morte de meubles. Et s'il eſtoit auec ce de morte-main d'heritages, ſondit Seigneur prend auec le tiers g deſdits meubles, le tiers de ſes heritages, qu'il a pareillement audit iour, aſſis és lieux où morte-main d'heritage a lieu. Et ainſi en a on vſé le temps paſſé.

†† *Ces mots* Et pour la &c. *inſques à la fin de l'Art. ont eſté de nouuel adiouſtez pour la diuerſité des Seruitutes, que les Seigneurs pretendoient audit Bailliage auoir ſur leurs ſuiets hommes ſerfs & main mortables.*

* *Aliàs, ſeruitudes. P.V.*

* *Aliàs Celle. P.V.*

Selle.

† *Laquelle Selle, par l'opinion de tous les aſſiſtans: (excepté les Seigneurs de Seignelay, de Meilligny, de Nully & de Chesley) eſt à entendre en leur maiſon, demourance & meslãge de biens: ou bien qu'il ſoit à l'eſcole, en ſeruice à l'adueu du pere & de la mere. Et s'il y a &c. P.V.*

Selle.

†† *Nous auõs remonſtré que ces mots anciens* Ains les Seigneurs *&c. ſeroient rayez & qu'au lieu d'iceux ſeroit miſe ceſte clauſe,* mais eſt *&c. parce que les Eſtats ne pouuoient alleguer Couſtume particuliere pour la diuerſité des ſeruitutes que les Seigneurs pretẽdent audit Bailliage auoir ſur leurs ſuiets ſerfs & mortaillables.*

Amende de Formariage eſt de lx. ſols vn denier.

Indemnité pour le droict de Formariage.

a Cenſiti, qui & capite cenſi à Iuliano in nouellis dicuntur, & Tributarij in l.1.C. Inquibus cauſis col. cenſ. do. a&c. poſſ. l.2. C. Th. ſi Vag mancip. ſerui ſunt & eorum peculium pertinet ad dominum Ad ſcriptitij etiam tributarij ſunt. 1. capitis cenſũ ſeu capitalem illationẽ inferũt l. pen. C. de agr. & cenſit. vide Sidon. epiſt. 5. ad Pud. & Saluianum li. 6. 5. c. de prouid.

b Vide Fabrum in § fin. Inſt. de donat. & in Inſtit. Tit. de iure perſ. cap. 2. ex de Iudæis in Decret.

c Taille à volonté & Taille abonnee ſe prẽd ſur les hõmes de main morte eſtans de condition ſeruile, & main-mortable, ou en tous biens meubles & heritages ou en meubles ſeulement: ou en heritages ſeulement, quãd ils decedẽt ſans enfans naiz en mariage eſtans de leur condition & en Selle Troyes Art. 3. 5. 6. & 91. Chaumont Art. 1. 3. & 78. Vitry Ar. 15. 141 Chalons Art. 17. & 18. Duché de Bourg. chap. 9. Art. 1.

d Le Seigneur les peut tailler audit pays de Chaumont de la cinquieſme partie de leurs meubles: ou de la valeur d'iceux, ainſi qu'il a eſté iugé audit Bailliage & depuis confirmé par Arreſt. Et ne les peult tailler outre la Couſtume vſitee. l. 1. C. ne ruſtican. ad vlla ob ſeq. l. 2. C. de agric. & cenſitis. d. cap. 2. extra de Iudeis. Gregorius 3. Epiſtol. nihil eis extra hoc oneris amplius indicatur. l. 1. C. in quib. cauſis colon. cenſ. dom. acc. l. cum ſatis. 23. §. caueant. C de agric. & cenſ.

e Ce droit de Formariage ſe prẽd pour le droit ou l'amẽde, que l'homme de ſerue condition doit à ſon Seigneur, quand il ſe marie ſans cõgé ou licẽce à fẽme d'autre condition & Iuſtice, que de la ſeruitute Iuſtice & condition dont il eſt ainſi. Les Citoyens Romains ne pouuoient contracter mariage legitimement auec les eſtrangers. Iuſtin. Inſtit. Tit. de nupt. in princ cum ſeruis vel cum latinis aut peregrinis Ciues Romani connubium non habent. Papinian. xv. Reſponſorum ciuem Romanum ſine connubio ſibi peregrinam in matrimonio habere. Cuiac. in poſt. Notis Alc. 2. Diſpunct. cap. 22. & 23. Gentiles olim ſeruis ſuis foras nubere interdicebant ne officia deſererent ne dominica promerent extraneis. Sed & ſeruituti vindicandos cenſuerunt, qui cum alieno ſeruo poſt denuntiationem in conſuetudine perſeueraſſent & Gentiles extraneis nuptæ libertatem ſuam amittebant, vt ſcribit Tertull. lib. 2. ad vxorem. On paye amende de lx. ſols Paris pour le Formariage au Roy ou au Seigneurs à qui il eſt deu, & ceſte amende eſt deuë, ſi l'on ſe marie ſans congé, auec le droict de Formariage: qui eſt en la Preuoſté de Ribemont & de ſainct

Source : BIU Cujas

Quentin estimé à la moitié des biens: & a Peronne & Soissons au tiers selon l'vsage des lieux, mais quand ils ont demandé licence & permission, n'est deuë aucune amende ains seulement Formariage tel que dessus. En quelques lieux du Bailliage de Chaumont & de Vitry l'amende est de lx. sols & vn den. t. seulement. Ces amendes & droicts de Formariage se leuoient anciennement par le Collecteur des Mortemains & Formariages: qui en comptoit à la chambre des Comptes. Mais depuis ces droicts comme vrayement domaniaux ont esté receus par les Receueurs ordinaires des lieux. Voyez Chopin liure 1. du Domaine de France Tit 13. Bacquet du Droict d'Aubeine Chap. 3. & 4. Ragueau en son Indice.

f Voyez ce qui est dit cy dessus en la precedente Annotation. Troyes Art. 3. Chaumont Art. 3. On tient au Bailliage de Chaumont qu'és lieux, esquels par la Coustume le fruict ensuit le ventre que la femme ne doit aucune amende, parce qu'en ce cas ledit Seigneur est sans interest, ayant icelle femme la cõdition du Seigneur meilleure de luy auoir acquis la posterité. Mais es lieux, ou par la Coustume le fruict n'ensuit le ventre, ou que le mary de telle femme est Noble, & que le fruict par la Coustume suit la partie Noble: en ce cas elle deuroit amende. Gousset sur la Coustume de Chaumont. Mais la Coustume du Duché de Bourg. est differente chap 9. Art. 21.

g Bastards se peuuent marier librement sans encourir la peine de Formariage. Laon Art. 7. & Reims Art 339. idem des Aubains, en la Coustume de Chalons Art. 16. comme il sera dit cy dessous Tit. 6.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 9. Art. 7. La femme de main-morte qui se marie à homme franc, est franche. Art. 8. Et s'vne femme franche se marie à vn homme serf & de main-morte, viuant son mary, elle est tenue & reputee de mainmorte. Et apres le decés de son mary, elle se peut departir dù lieu de main-morte, & aller demourer en lieu franc, s'elle veut, & demeure franche, comme elle estoit parauant ce qu'elle vint demourer audit lieu de main-morte. En delaissant dedans l'an & iour apres le trespas de son mary, le Meix h & tous les heritages de son mary estans audit lieu de main-morte. Art. 21. Es lieux, où l'on a accoustumé de prendre Formariage, le Seigneur i de la main-morte prend pour le Formariage de la femme main-mortable, les heritages qu'elle a sous luy, & où lieu de sa main-morte ou autant vaillant qu'elle emporte en mariage, au chois de ladite femme.

Femme de cõditiõ mainmortable, se mariãt à personne franche, est franche: & si elle estant frãche, se marie à homme de condition, elle est de la mesme condition: & apres la mort de son mary, peult aller en lieu franc & quitter le lieu de main-morte.

COMTE DE BOVRG. Chap. 14. Art. 85. L'homme franc qui se marie à femme de main-morte, & va demourer sur le Meix de sa femme de ladite condition de main-morte, s'en peut aller & partir quand bon luy semble, viuant sa femme, ou apres le trespas d'icelle dedans l'an & iour, en delaissant au Seigneur de la main-morte les Meix, heritages & biens estans en ladicte main-morte, & demeure franc. Et s'il meurt demourant en ladite main-morte, il est reputé homme main-mortable & sa posterité. Art. 87. L'homme franc affranchit sa femme main-mortable au regard seulement des acquestz & biens meubles faicts en lieu franc, & des biens qui luy aduiendront en lieu de franchise. Et si elle trespasse sans hoirs de son corps demourans en communion auec elle, sans auoir esté separez, le Seigneur de la main-morte, dont elle est nee, emporte le dot & mariage, qu'elle a apporté & le Trousseł & biens meubles, ou ce qui sera en nature desdits Trousseł & biens meubles qu'elle en a apporté Art. 90. En lieu de main-morte la fille mariee en son partage, peut retourner pour auoir & recouurer son partage ou prouision de biens de pere ou de mere: pourueu qu'elle retourne gesir la premiere nuict de ses nopces en son Meix & heritage. Art. 91. Si vne franche femme se marie en vn homme de main-morte, viuant &c. p. *au Duché.* Article 8. audit lieu de main-morte. Et si ladite femme y demoure plus d'an & iour, elle sera de la condition dudit mainmortable.

NIVERNOIS Chapitre 8. Article 16. Gens de condition peuuent marier leurs filles franchement, pere & mere viuans ou l'vn d'eux, meubles portans hors la communauté sans retour: en telle maniere que ladite fille ainsi mariee & conioincte par mariage auec vn homme franc, elle demoure tousiours franche. Et si elle est mariee à vn homme de condition, elle demoure serue au Seigneur de son mary, perpetuellement auec sa posterité & ligne: sauf & reserué és lieux, esquels les Seigneurs ne perdent ne gagnent: c'est à dire que lesdites filles ne se marient point franches: & aussi n'acquierent point lesdites filles ainsi mariees que dit est, qui en vseront ainsi qu'ils ont accoustumé le temps passé. Et pourra ladite femme se retirer si elle veut, l'an apres le trespas de son mary: auquel cas, elle demourera franche. Article vingtiesme. La vefue d'vn homme serf, franche ou serue, demoure douëe par Douaire Coustumier de la moitié des heritages de seruitude de son feu mary, & en est saisis, *etiam* contre le Seigneur en payant la Taille par serue dudit heritage, & non autrement. Et est tenue de bailler declaration & recognoissance dudit heritage, qu'elle tient en Douaire, si elle en est requise par ledit Seigneur: & si elle ne le faict dedans l'an, à compter du iour de ladite requisition, le Seigneur pourra pren-

Douaire de la femme d'vn hõme serf.

h Meix ou Mex mansus pour le tenement & heritage main-mortable, des personnes de seruile condition & de mainmorte. Duché de Bourg. chap. 9. Art. 3. 4. & Comté Art. 84. 85. 86. 90. 91. 98. Niuernois chap 4. Art. 68. & chap. 8. Art. 3. & 19. & chap. 37. Art. 13. Mas est vulgare Francorum, Meix ou Mex Burguntorum les Sauoisiens le nommẽt haberge. Vide Specul. Tit. de feudis 6. quoniam versic. 19. cap. 1. Si de feud fuerit contr. & cap. pen. extra de censib. vide l. colom. C. In quib. causis cẽsiti dom. acc. poss. cap. 1. ext. de censib.

i Mulier in officio mariti est l. sicut patronus 47. D. de op. lib. & sequitur mariti conditionem, & omnia quæ habet, præsumũtur esse viri l. fin. C. In quib. caus. coloni cẽsiti dom. acc. p.

dre & mettre en ſa main ledit Douaire, pour en faire les fruicts ſiens, iuſques à ce que ladite Douairiere ait baillé ladite declaration & ladite recognoiſſance Article 24. Si d'vn des conioints par mariage ſerf va de vie à treſpas delaiſſant l'autre ſon conioinct & ſes enfans communs: & apres leſdits enfans vont de vie à treſpas communs auec le ſuruiuant deſdits pere & mere delaiſſé ſeul, ſans autres communs: les meubles competent audit ſuruiuant hoir commun. Et l'heritage de ſeruitude appartiendra au Seigneur, dont il eſt mouuant, où ſ'il y a diuers heritages mouuans de diuers Seigneurs, l'heritage de chacun deſdits Seigneurs luy appartiendra en ſon regard. Art. 31. Gens de ladite [k] condition peuuent marier leurs enfans par eſchange. Et ſ'ils ſont de meſme ſeruitude, les enfans ainſi mariez au lieu, où ils ſont mariez ont droict & ſuccedent au lieu d'iceluy contre qui ils ſont changez. Et ſ'ils ſont de diuerſes ſeruitudes, ils ne pourront acquerir droict és heritages qui ſont d'autre ſeruitude, que celle dont ils partent quelque choſe, qu'il ſoit conuenu, ſi ce n'eſt de l'expres conſentement du Seigneur, dont eſt mouuant ledit heritage. Mais bien ſuccedent en tous meubles indifferemmẽt & és conqueſts qui ne ſont de ſeruitude, par teſte ou pour telle portion qu'il eſt conuenu entre les parties.

k Vide Chaſſan. Tit. des mainmortes Art. 21.

BOVRBONNOIS Chapitre 18. Article 208. Gens de ſerue condition peuuent marier leurs enfans & leur donner de leurs biens meubles & immeubles. Car leurs enfans & poſteritez enſuiuent touſiours leur condition, ainſi les heritages demeurent touſiours en leur condition. Car la pire condition emporte la meilleure.

III. RESBETS Art. 4. Les enfans des femmes de condition ſeruile, enſuiuent la condition de leur mere: nonobſtant que leur pere ſoit perſonne franche.

Enfans ſuiuent la conditiõ ſeruile de leur mere.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 9. Art. 3. En lieu & condition de l main-morte, l'enfant enſuit la condition du pere, & non pas de la mere.

Enfant ſuit la condition du pere, & non de la mere: ſ'il eſt en condition de main morte.

COMTE DE BOVRGONGNE Chap. 14. Art. 92. p. *au Duché iuſques à ce mot*, pere, *inclus*.

Le mauuais emporte le bon.

NIVERNOIS Chap. 8. Art. 22. Si homme & femme ſont conioints par mariage: dont l'vn eſt de condition ſuruile, & l'autre franc, ſoit l'homme ou la femme, les enfans qui naiſtront dudit mariage ſont & demeurent de pire condition, c'eſt à ſçauoir ſeruile enuers le Seigneur duquel meut ladite ſeruitude: & eſt la Couſtume dudit pays, par laquelle on dit que le mauuais emporte le bon Art. 23. Et ſi les mariez ſont tous deux ſerfs de diuerſes Seigneuries, les enfans procreez deſdits mariages, ſeront ſerfs deſdits Seigneurs *pro rata*: c'eſt à ſçauoir ſi le pere eſt ſerf d'vn Seigneur, la mere d'vn autre, l'enfant ſera ſerf de chacun deſdits Seigneurs *pro media*. Et ſi le pere eſt Serf de deux Seigneurs, & la mere d'vn autre ledit enfant ſera ſerf au Seigneur de ſon pere, chacun pour vn quart: & au Seigneur de la mere pour vne moitié. Chap. 9. Art. 1. Si * d'vn mariage d'entre deux mariez, dont l'vn eſt franc de quelque maniere de franchiſe, & l'autre ſerf du Comté, ou d'autre Seigneurie, ſont procreez pluſieurs enfans, le premier deſdits enfans peut eſlire la franchiſe ou la ſeruitude, le ſecond demeure ſerf, le tiers peut eſlire, comme le premier, le quart demeure ſerf. Et conſequemment ſelon l'ordre ſuſdit, tant qu'il y aura enfans: ſinon que le nombre ne fut egal ou pareil. Auquel cas le dernier aura ſemblable election que deſſus. Art. 2. S'il n'y a qu'vn enfant dudit mariage, il pourra eſlire celle des deux conioints, que bon luy ſemblera. Et doit eſtre faicte ladite eſlection en Iuſtice, appellé le Seigneur ou le Procureur. Art. 3. Leſdits enfans és cas ſuſdits ne ſont tenus faire ladite election, iuſques l'an reuolu, apres le deces de leur pere & mere. Art. 4. Et ſi leſdits enfans ſont pupilles à l'heure du decés ſuſdit ils ne ſeront tenus deſlire ſinon les maſles à xv. ans parfaicts, & les filles ou femelles à xiii. ans parfaits. Art. 5. Ladite election ne ſert auſdits enfans ſinon en renonçant à tous les heritages mouuans de la ſeruitude de leurſdits pere & mere, & auſſi à leurs biens meubles & delaiſſans effectuellement à leurs Seigneurs leſdits meubles & heritages: deſquels ils ſeront tenus faire inuentaire par Iuſtice, incontinent apres le decés de leurſdits pere & mere. Et leſdites election & renonciation faites, ſ'il n'y a qu'vn ſeul enfant, & il choiſiſſe la franchiſe, leſdits biens appartiendront au Seigneur: & ſ'ils ſont pluſieurs, leſdits biens appartiendront à l'enfant ou enfans qui demoureront de la Seruitude: Article 6. Leſdits enfant ou enfans, qui eſliſent la franchiſe, demourent Bourgeois de Monſieur le Compte. Et ſont tenus de payer à mondit Seigneur le Comte ou ſon Chaſtelain de Montenoiſon à la ſainct Remy par chacun an douze deniers tournois de Bourgeoiſie: & y peuuent aduouër autre Seigneur. Article 7.

* *Les Articles contenus en ce chapitre ſont pour le val de Lurcy en la chaſtelenie de Montenoiſon.*

l Il fault que le pere ſoit en lieu de mainmorte & de la condition de main-morte, & que la femme n'en ſoit point ignorante. Car autrement ſon ignorãce fait que le fruict eſt libre cap. fin. de cland. deſponſat. vide l. diffinimus C. de agric. & cẽſit. l. ne diutius. & l. vlt. C. eod. Tit. l 4. C. de agric. & mancipiis. &c. Vide ca. fin. De ſeruis non ordin. Au reſte les enfans nez auparauant la liberté acquiſe par le pere demeurent ſerfs, ſi aux enfans n'eſt dõné liberté, comme au pere Iugé contre le fils d'ũ bourgeois de Chauny à la Chandeleur 1254. Mais ſi le Seigneur dõne liberté à ſon ſerf, il ne peut ſexempter de payer les rentes & deuoirs qu'il doit ainſi qu'il a eſté iugé contre les habitãs de Retheil à la Touſſaints 1271.

Source : BIU Cujas

Les hommes serfs par ladite Coustume à l'effect, peuuent tenir leurs femmes franches, en les aduouant Bourgeoises de M. le Comte. Et se doit ledit aduеu faire en Iustice, le Seigneur de la seruitude ou son Procureur appellé. Art. 8. Et s'estend ladite Coustume en ix. Parroisses seulement, à sçauoir Lurcy le Bourg, Lurcy le Chastel, Nolay, Pruneaux, S. Bening des Bois. S. Martin de la Bretonniere, S. Marie de Flaioles, S. Franchi en Archeres.

BOVRBONNOIS Chapitre 18. Article 194. Si vne femme a plusieurs Bastards ou Bastardes d'vn homme franc, sesdits enfans vn ou plusieurs, seront tenus serfs: & le contraire est que si vne femme franche a Bastards d'vn homme serf, les enfans demeurent en Bastardage, & ne seront point serfs. Article 199. Les enfans descendans en mariage d'vn homme serf ou femme serue, ensuiuent la condition de leursdits pere & mere, tellement que si le pere ou la mere sont serfs, ou l'vn d'eux seulement, les enfans & les descendans de luy, seront serfs: combien que droict escrit die que, *Partus ventrem sequitur.* Car par la Coustume la pire condition emporte la meilleure.

BAR Tit 6. Art. 72. Entre gens roturiers le fruict suit le ventre: qu'est à dire que les enfans sont au Seigneur, à qui la mere appartient & est femme de corps, s'il n'y a titre, prescription ou priuilege au contraire.

IIII. MEAVX Chap. 13. Art. 79. On tient m ainsi par la Coustume, que les enfans masles d'vne femme de seruile condition, ne peuuent prendre, auoir ou porter n Couronne ou tonsure Clerical, sans administration, congé ou licence du Seigneur dont ils sont serfs. Chap. 20. Art. 168. Si aucun Seigneur a homme ou femme de seruile condition, & il les main-met, ils sont acquis au Roy, & sont serfs au Roy, s'ils ne se rachetent du Roy: parce que le Roy est Souuerain Fieffeux, & à son preiudice ne peut estre le Fief affoibly. *Roy souuerain Fieffeux.*

TROYES Tit. 1. Art. 6. *A la fin.* Et ne peuuent leurs enfans estre Clercs, sans le gré & consentement de leur Seigneur: & sont tous regulierement de poursuite & Formariage, enuers leurdit Seigneur, quand le cas y eschet.

VITRI Tit. 16. Art. 140. Quand vn vassal main-met son homme de corps, il vient & retourne de ce mesme faict, au Roy, en pareille condition, qu'il estoit à son Seigneur, auant ladite manumission, & auant qu'il soit franc, il faut payer finance, dont les Commis sur le faict des francs Fiefs, nouueaux Acquests & manumis, ont accoustumé traicter & composer.

NIVERNOIS Chap. 8. Article 17. Gens de condition ne peuuent faire leurs enfans Clercs sans l'expres consentement de leurs Seigneurs: & s'ils le font, lesdits Clercs demoureront Serfs: sauf quant aux o coruees: & a son recours le Seigneur pour son interest à l'encontre desdits gens de condition, Clercs ou Prestres & autres qu'il appartiendra.

S. SEVER Titre 9. Article 3. Et les peut ledit Seigneur affranchir: & par tel affranchement, sont dicts hommes francs, & non serfs ne Questaux. Article 4. Et ceux qui descendent & sortent desdits Questaux, sont de condition questale & serue, s'ils ne sont affranchis.

VITRI Titre 4. Article 70. Si vn Clerc a espousé vne femme de serue condition, tel Clerc affranchit sa femme de toute seruitude, qu'elle peut deuoir à son Seigneur, leur mariage & son vefuage durant. Mais quand ladite femme va de vie à trespas, le Seigneur d'elle prend & emporte sa morte-main: à la charge des debtes par elle deuës à l'heure de son trespas: & aussi à la charge du Testament, obseques & funerailles d'icelle femme, s'il n'y a enfans d'icelle femme en voulrie. Mais elle ne peut faire Testament que de v. sols tournois & au dessous. Titre 17. Article 146. Les hommes ou femmes de corps non reclamez ou poursuiuis par leurs Seigneurs, qui ont iouy de franchise p & liberté par xx. ans, en la

m Cynus faict mention des gens de condition ou de main-morte en la loy volontariæ C de excusa. tut. Alber. in Auth. Sed episcopalis dignitas. C de episc. & cler Petrus Pertic. & Ioan. Faber. in §. fin. Instit. Quibus modis ius patriæ potest solu. & l. quotiens. C. de rei vin. Vide Molinæum in Consuet. Paris. Art. 41. & Chopp. lib. 1. de Dom. cap. 13.

n Serui non sunt ordinę sine licentia dominorum. cap. 1. 2. & 5. De seruis non ordin. cap. 1. De filiis presbyt. non ordin. can 1. 2. & 6. & 9. Dist. 54. Ansegisus lib. 1. cap. 98. lequel au chap. 120. du mesme liure escrit qu'il estoit estroittement prohibé aux personnes franches de se faire Moines sans la licence du Roy. En l'Arrest des Tepliers d'Isoudun est narré que si vn serf est faict Religieux sans le vouloir de son Seigneur qui l'endure, il deuient serf de son superieur à la Chandeleur 1261. Quid si vn serf commun est faict Religieux sans le vouloir des personniers, lesdits personniers des l'heure, sans attendre son decés & trespas, ont leur part & portion de ses biens parce qu'il est reputé pour mort, iugé contre l'Abbé de Compiengne à la Chandeleur. 1261. Si vne personne de condition seruile mise en liberté par son maistre, sans congé du Seigneur de Fief, elle deuient serue dudit Seigneur de Fief: parce que l'on diminue le Fief. Ce qui ne se peut faire sans congé du Seigneur Iugé pour le Roy à S. Martin 1257. & pour l'Eueſque de Chalons le 5. Mars. 1333.

o Cap nullus 4. Ce seruis non ordin. can. frequens Dist. 54. vide can quicumque. Eadem Dist. Au reste le Roy peut affranchir les gens mortaillables & de main morte au preiudice du Seigneur direct, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest solemnel prononcé aux Arrests de la Pentecoste le 1. iour de Iuin 1571. comme recite Chopin liure 1. sur la Coustume d'Anjou.

p Ceste Coustume semble estre contraire au Droict l 31. l. cum scimus & l. vlt. c. de agric. & censit. l. omnes 4 c. de præscrip. 30. vel 40. ann. & ibi Accurs. l. siquis decurio 55. C. de decur. l. si cohortalis 12. C. de cohortalib. l. 26. C. Theod. de cohortalib. xxx. ann præscript. vide Guidon. Pap. q. 316. Acc. in l. 1. & 2. c. de præscr. long. temp. quæ prosc. lib. & l. 1. C. de patr. potest. Nouellam Valent. de

Prescription de vingt ans de franchise ou liberté contre les Seigneurs.

prouince, dont ils sont hommes & femmes de corps : tels hommes ou femmes de corps ont acquis par droict de prescription, franchise & liberté contre leur Seigneur: tellement que lesdits xx. ans passez se peuuent deffendre contre leursdits Seigneurs, par & au moyen de ladite prescription. Mais si tels hommes ou femmes de corps, se departoient furtiuement pour aller demourer hors ladite prouince, ils n'acquerroient en ce cas franchise par ledit laps de temps : mais seroient tenus & reputez serfs fugitifs.

CHALONS Tit. 5. Art. 18. p. *à Vitri* 146. † par x. ans &c. que ledit temps passé, se &c. parle &c. Mais si tels &c. s'estoient retirez furtiuement, sont reputez &c. fugitifs: & n'ont par ledit temps acquis franchise.

† Ce 18. *Art. est accordé pour nouuel pour le regard de l'abreuiation du tẽps de dix ans au lieu de xxv. ans qui estoit par la Coustume ancienne: Au surplus ledit Article est ancien. Et apres Beguin pour le Cardinal de Lorraine Garmer pour l'Euesque de Chalõs & pour ledit Abbé de S. Pierre de Chalons: D'Aoust pour le Chapitre de Chalons, Iacobé pour l'Abbé de Beaulieu. ont dit & remõstré qu'ils ont gens de corps & de main morte en diuerses sortes & sur iceux plusieurs droits domaniaux & patrimoniaux, & nous ont presenté plusieurs Art. des droits dont ils dient auoir ioui par cy deuant, requerans iceux Art. estre couchez en Coustume : du moins qu'il leur soit permis d'en iouir, comme ils ont faict par cy deuant: & que ce qui sera arresté pour Coustume ne puisse prejudicier à leurs droicts. Auons ordonné que lesdits v. Articl. à nous presentez ne seront couchez pour Coustume: ains leur seroit reserué de iouir de leursdicts droicts, comme ils ont faict par cy deuant, & ainsi que de raison. Et que neantmoins ferions mention en nostre procés verbal des Art. à nous presentez pour leur valoir ce que de raison.*

DVCHE DE BOVRG. Chap. 9. Art. 2. L'hõme de main-morte ne peut prescrire franchise & liberté contre son Seigneur par quelque laps de temps, qu'il face demourance ou residence hors du lieu de main-morte, quelque part que ce soit.

COMTE DE BOVRG. Chap. 14. Art. 83. p. *au Duché*. prescrire n'acquerir franchise q ne liberté &c. fors au cas cy apres declaré, & sans auoir titre valable: & laps de temps ne luy peut profiter, quelque part qu'il voise demourer : suppose qu'il voise demourer hors du lieu de la main-morte.

q Vide Molinæum Consil. 16. & 17. lib. 1. Guid. Pap. q. 316.

NIVERNOIS Chap. 8. Art. 26. Si l'homme ou femme de condition deuiennent francs par priuilege, manumission ou autrement, leurs heritages mouuans de la seruitude, *ipso facto*, aduiennent à leur S. & en est saisi: sinon qu'autrement en fut conuenu entre le S. & son homme.

BOVRBONNOIS Chap. 3. Art. 25. p. *au Duché* 2. ou liberté, par &c. demourance hors &c. soit: s'il n'y a †† priuilege au contraire.

V. DVCHE DE BOVRG. Chap. 9. Art. 9. L'homme r de main-morte peut desaduouer son Seigneur, & soy aduouer homme franc de mondit Seigneur le Duc. Et se doit faire ledit desaueu par homme de main-morte en sa personne, à la personne de son Seigneur, s'il le peut apprehender, en quelque lieu que trouuer le pourra. Et se trouuer & apprehender ne peut sondit Seigneur à sa personne, il le fera au domicile de son Seigneur ou à la personne du Chastelain ou Iuge du Seigneur du lieu, d'où il est main-mortable. Et doit auoir ledit homme auec luy vn sergent de mondit Seigneur le Duc garni de desadueu du Bailly ou du Bailliage, auquel est assis ledit lieu main-mortable, duquel ledit homme est extraict. Et en faisant ledit desadueu, ledit homme doit renoncer à *son Meix* s & autres biens meubles & heritages qu'il a sous ledit Seigneur, au lieu de main-morte: lesquels en ce cas sont & demeurent au Seigneur de main-morte.

r Specul. Tit. de feudis §. 19 Ioan Fab. §. fi. Iust de Donat.

s Ioannes Faber in d. §. fin. Iust de donat. & l. 3. C. de donat.

LA MARCHE Chap. 17. Art. 158. Si l'homme tenant heritage serf ou mortaillable desaduoue son Seigneur, l'heritage qu'il desaduoue tenir est acquis au Seigneur qu'il desaduoue, & doit ainsi estre declaré par Iustice, à l'encontre dudit homme, en monstrant par ledit Seigneur l'heritage estre tenu de luy en l'vne desdites conditions: & neantmoins peut estre conuenu pour les arrerages & droicts de seruitude encourus, & pour les interests, si aucuns en y a.

VI. DVCHE DE BOVRG. Chap. 9. Art. 4. Vn t Meix assis en lieu de main-morte, & entre Meix main-mortables, est reputé de semblable condition que sont les autres Meix main-mortables dudit lieu, s'il n'y a titre ou vsance au contraire. Art. 5. L'homme franc qui va demourer en lieu de main-morte, & y * prent Meix, & deuient par conuention homme de ladite condition, il demeure incontinent homme main-mortable, pour luy & sa posterité à naistre. Art. 6. L'hemme u franc qui va demourer en lieu de main-morte & tient feu & lieu par an & iour continuellement, & paye en souchef au Seigneur dudit lieu les deuoirs tels que font les autres hommes dudit lieu, demeure pour luy & sa posterité à naistre, de la condition dudit lieu de main-morte. Art. 22. Gens * de main-morte, qui s'absentent de la seigneurie de main-morte, peuuent retourner à leurs heritages, & les recouurer dedans x. ans, durant lequel temps de x. ans, le seigneur peut mettre desseruieurs esdits heritages & faire les fruicts siens: & iceux x. ans passez, lesdits heritages demoureront audit seigneur peur en disposer deslors en auant, ainsi que bon luy a semblé.

t Vide Guid. Pap. q. 314 & 315. Ioan. Fab. §. vlt. Iust. de iure person. Specul. Tit. de feudis §. quoniam super homagiis.

u Pour estre reputé vn homme de main-morte il faut que ces choses concurrissent. primò qu'il ait demouré par an & iour au lieu de la main-morte: qu'il y ait feu & lieu par an & iour continuellement: & que de son chef & en son nom il ait payé les deuoirs au Seign. de la main morte, que les autres gens main-mortables demourans audit lieu ont coustume de payer audit Seigneur. Chassan.

x Vide l. qui agros 8. & l. locorum domini & ibi Acc. Ioan. de Platea C. de omni agro deserto l. cum scimus. C. de agric. & cens. Au reste les heritages sont censez libres s'il n'appert du contraire l. altius C de seruit.

†† *Les Consuls des Villes de Ganat, Montagu en Cõbraille, Chantelle & Moutluconse sont opposez à cest Art. 25. maintenans les aucuns auoir priuilege, les autres Coustumes locales, que depuis qu'vn homme de main-morte est demeurant par an & iour esdites Chastellenies, pouuoit prescrire franchise & liberté requerans delay pour faire apparoir de leurs priuileges, & verifier leurs Coustumes locales. Et les gens d'Eglise & Nobles & auſsi le Procureur de ladite Dame ont main.*

Source : BIU Cujas

tenu au contraire ladite Couſtume eſtre generale par tout le pays & Duche de Bourbonnois. Surquoy a eſté ordonné du conſentement des trois Eſtats & pour la conſernation des deſſuſdits, que ces mots ſeroient adiouſtez. S'il n'y a priuilege au contraire. Deſaueu de Seigneur fait par l'homme de main morte en ſ'aduouant homme franc de Monſeigneur le Duc.

* *Les anciens exemplaires, ont,* Et il y prend Meix *&c. tant en ceſt Art. 5. que au 84. du Comte de Bourg. cy deſſous.*

COMTE DE BOVRG. Chap.14.Art.84.p.*au Duché.*5. par conuenance &c. Art.86.L'homme de main-morte pour luy & ſa poſterité à naiſtre & pour ſes enfans naiz eſtans en communauté auec luy tant ſeulement, peut delaiſſer & abandonner ſon Seigneur en renonçant audit ſeigneur ſes Meix, & heritages mainmortables,& la tierce partie de ſes meubles tant ſeulement, ſi c'eſt au tort dudict Seigneur,ſera ledit homme tenu de delaiſſer auec leſdits Meix & heritages, les deux parts de ſeſdits meubles,quelque part qu'ils ſoient. Et par ceſte maniere acquerra ledit homme franchiſe & liberté pour luy & ſa poſterité deſſus declaree. Art.93.Gens de main-morte qui n'ont abandonné leur Meix ou heritages mainmortables,en la maniere deſſus declaree,mais tant ſeulement ſ'en ſont abſentez, & dedans x.ans retournent pour auoir leurſdits Meix & heritages,ils y ſeront reçeus par leurs Seigneurs,en payant & rendant tous frais & y miſſions pour reparations neceſſaires faites pendant ledit temps eſdits Meix & heritages : & ſeront les fruits & profits deſdits Meix & heritages eſcheus durant leſdits ans audit Seigneur.Et ſi leſdits gens de main-morte ne les requierent dedans ledit terme de x.ans,leſdits Seigneurs en pourront faire leur plaiſir & profit.

y Miſſions pour miſes & deſpens.

NIVERNOIS Chap.9.Art.27. Si l'homme ou femme de condition vont demourer hors du lieu de leur ſeruitude,le Seigneur peut de ſon auctorité prendre & mettre en ſa main leurs heritages de ladite ſeruitude,& appliquer les fruits à ſon profit,& ſ'ils demeurent xxx.ans dehors ſans retourner,leſdits heritages ſont acquis incommutablement audit Seigneur: & neantmoins demeurent eux & leur poſterité à touſiours pourſuiuables pour les Tailles & autres droicts : enſemble pour la main-morte,quelque part qu'ils ſ'abſentent. Art. 28. Mais ſi leſdicts homme & femme retournent dedans les xxx.ans pour demourer en leurdit heritage, ils le recouurent en payant les frais & reparations neceſſaires & arrerages de leurs Tailles,ſi payees ne les ont,leur deduiſant toutefois ce qui aura eſté leué de leur heritage,les impenſes defalquees.

LA MARCHE Chap.17.Art.127.Audit † pays ſe peuuent faire les heritages ſerfs & mortaillables en autres deux manieres: c'eſt à ſçauoir quand aucun a recogneu eſtre ſerf d'aucun homme lay ou mortaillable d'aucune Egliſe, *iure conſtituti*, en aſſeruant quelque heritage: ou quand aucun Seigneur a poſſedé & iouy de ſeruitude ſur aucun,pour raiſon de l'heritage par luy tenu par l'eſpace de xxx.ans. Eſquels deux cas,tels recognoiſſans ou poſſedez,ſont reputez ſerfs ou mortaillables poſé qu'ils ne doiuent ou payent les rentes ordinaires de celuy,qui eſt reputé ſerf couſtumier: & doiuent ſeulement les rentes qu'ils ont recogneu & accouſtumé: enſemble les autres droicts de ſeruitude. Art.147. L'homme z tenant heritage ſerf ou mortaillable,qui a payé ſes droits & deuoirs eſcheuz,doit eſtre reçeu à * guerpir a & delaiſſer l'heritage qu'il tient en l'vne deſdites cõditions: & apres la guerpie ou quittance reçeue par le Seigneur,il n'a aucune pourſuitte ſur la perſonne dudit homme & ſes autres biens. Art.165. Femmes b tenans heritages ſerfs ou mortaillables,ſont de ſemblable condition,comme les hommes , quant és droicts de ſeruitude & mortaillable condition. Art.172. Si l'homme tenant heritage ſerf ou mortaillable ſ'en va hors ledit heritage , ſans le congé de ſon Seigneur, duquel il tient,ſ'il reuient dedans xxx.ans,il peut reprendre ledit heritage dedans ledit tẽps en payant les arrerages & droicts encourus deduction faite des fruicts: & ne peut le Seigneur le refuſer.

† *Ceſt Art.147 a eſté ainſi accordé pour Couſtume nouelle pour l'aduenir, encores qu'elle ſoit ancienne : & ce pour le ſoulagement du peuple: parce que l'Ar. anciẽ eſtoit trop rigoureux & trop pernicieux pour la choſe publique.*

* *Alias gurpir.*

z Lib. 4.Feud.Tit.44. poſſ.eſt cap. vn.de vaſſallo qui contra conſt. Loth benefic. al. l. ſed cum fructuarius D. de vſufr.

a Guerpir.Xaintonge Art.116.& 117.Maſuer Tit.2.3.8.11.& 25.Bourbõ.Ar.199. Hinc Guerpine.La Marche Ar. 92 & 180.Bourb.Art.399. & Guerpie la Marche Art.147.Gulpir, cõme lit Callet en ceſt Art. 147. Auuergne cha.21. Art. 16. & 18. Gulpine Auuergne chapitre.21. Art. 16.& 17.Theodulphus. Saxones baptizati more ſuo ômnem ingenuitatem & alo dem ſuam manibus gurpierunt.

b Gloſſa in cap.mulieres.De iudic.in 6. contra l.in multis.D.de ſtatu hom.

c Il y a deux ſrtes de *Serfs de corps ſont de pourſuite.*

VII. VITRI Tit.17.Art.145.Tous hommes & femmes de corps , ſont audit Bailliage de c pourſuite,quelque lieu d qu'ils aillent demourer,ſoit lieu franc ou non: & les peuuent leurs Seigneurs reclamer & faire reclamer,ſi bon leur ſemble Car tels hommes & femmes de corps,ſont cenſez & reputez du pied & partie de la terre,& ſe baillent en adueu & denombrement par les vaſſaux auec les autres terres.

BAR Tit.1.Art.19.Le Duc de Bar a retenue de ſes hommes & femmes demeurans audit Bailliage: poſé ores qu'ils voiſent demourer ſous les Vaſſaux des Hauts Iuſticiers. Et pareillement les vaſſaux dudit Bailliage ont retenue de leurs hommes & femmes qui vont demourer és villes & villages appartenans audict Sieur Duc, & où il eſt Haut Iuſticier. Et pareillement les vaſſaux les vns ſur les autres: exceptez en aucuns lieux,qui ſont chartrez & priuilegiez au contraire.

Niuernois

Source : BIU Cujas

mainmorte: car l'vne est personnelle & l'autre est reelle. L'homme condition ne qui l'est attraint a ladite condition par l'espace de trente ans, ne peut l'en aller ou quitter le tenement, ny mesmes ses enfans l. cum satis §. cum autem. C. de agric & cens. fit. & ibi Acc. in verbo. liberos: mais l'homme de main-morte est bien different & peut abandonner le Meix ou heritage l coloni. C. in quibus causis coloni dom. acc poss. & se peut liberer en laissant ledit Meix, l. interdum D. de oper. lib. Bernardus in c. quæ in Ecclesiarum extra de Const. comme il a esté dict cy dessus.

d Glossa in cap. 1. de censib. in 6. Bartol. in l. si vnus §. si pactus D. de pactis l. cum scimus C. de agric. & cens. Guid. Pa. q 27. Il se trouue Arrest du 3. iour d'Aoust 1559. par lequel fut confirmé la Sentence du Seneschal de Lyon du 16. iour de mars 1558 au profit de frere Hugues de Nagu, Cheualier de Malte, & Commandeur des Eschelles en Sauoye & eust la succession de son serf Iean Faucheau, nonobstant qu'il demouraſt à Lyon & y fut decedé. Semblable Arrest donné au profit de l'Abbé de Saincte Geneuiefue des l'an 1307. Chop. 1. de Dom. cap. 13.

NIVERNOIS Chap. 8. Art. 6. Les hommes & femmes de condition seruile, sont de pourſuitte qui est à dire qu'ils peuuent estre pourſuiuis pour leur taille, imposee ou abonnee, quelque part qu'ils aillent demourer.

CHASTILLON sur Yndre Ar. 2. Tous hõmes ou femmes serfs, qui viennent demourer au dedãs des terres & chastellenies de Chastillõ, & sõt per an & iour, sans estre suiuis & inquietez de leurs Seig. ils sont frãcs & liberes, & de libere cõditiõ.

BOVRBONNOIS Chap. 18. Art. 203. Tous ceux qui doiuent iiii. deniers de Taille personnelle (que l'on appelle les iiii. den. de Chantelle) & tous les descẽdans d'eux, ainsi qu'ils seront escrits, & se trouuent au Terrier ou papier dudit preuost desdits iiii. den. de Chantelle, ils sont tous serfs & de serue condition, de pourſuite & de main-morte.

AVVERG. Ch. 27. Ar. 11. Et aussi audit pays de Combraille, il y a plusieurs, qui sont de serue condition & de suite: sur lesquels les Seigneurs ont plusieurs droits tant par droict constitué, prescription qu'autrement: lesquels droits sont reseruez nonobstant ladite Coustume pour d'iceux iouyr ainsi que de raison.

VIII. LA MARCHE Ch. 17. Art. 144. Le Seigneur peut contraindre son hõme tenant heritage de luy seruement, ou mortaillablement, à faire feu vif & residẽce sur l'heritage tenu de luy, en l'vne ou en l'autre desdites cõditions, si ledit heritage est suffisant pour y entretenir vne paire de beufs: & à faute de ce faire peut ledict Seigneur Iusticier se faire emparer dudit heritage, & le faire faire declarer à luy acquis. Et s'il y a plusieurs personnes cõmuns audit heritage, l'vn pourra faire feu vif & payer les droits de seruitude pour tous les autres consorts. Art. 145. Si l'heritage serf ou mortaillable n'est suffisant pour entretenir vne paire de beufs, l'hõme n'est tenu y faire feu vif & residence. Toutesfois est tenu payer les rentes & tout droit de seruitude, cõme s'il y demouroit. Mais s'il voit que l'heritage ne vaille les charges, les peut quitter & delaisser, paiant les rentes & droits escheus. Art. 163. Le Seigneur ne peut contraindre aucun tenant portion d'heritage en droit de seruitude ou condition mortaillable, à faire residence ne payer les deuoirs de seruitude, tãt qu'il y aura cõmun ou personnier audit heritage, qui les face & paye. Ar. 175. Si †† aucun roturier tient d'eux heritages ou hebergemens de deux Seig. fonciers, en condition serue & mortaillable, & il se veut remuer de l'heritage, ou il tenoit feu vif, pour aller à l'autre, & le seigneur où il demouroit ne le veut souffrir, il faut que il reside & face feu vif, & paye les droits de seruitude accoustumee, ou qu'il quitte l'heritage. Car audit cas homme qui tient heritage d'aucun Seigneur en condition de seruitude ou mortaillable ne peut faire de nouuel autre feu vif ne rẽsidẽce personnelle, s'il ne plaist à son Seigneur, ou il demouroit: mais bien peut quitter l'heritage, en payant les droits encourus.

IX. CHALONS Tit. 5. Ar. 17. Gens de conditiõ seruile & de main-morte e peuuẽt donner, vendre & engager leurs meubles & heritages, & eux amortir, à qui bon leur semble: pourueu qu'ils ne soient malades de maladie, dont apres ils seroient vray-semblablement decedez.

DVCHE de Bourg. Ch. 9. Art. 10. L'hõme de main-morte peut vẽdre & aliener son heritage assis au lieu de main-morte, aux gẽs de la seigneurie & cõdition d'où il est, & ne le peut vendre à hõme de franche condition, ne d'autre seigneurie, si ce n'est du consentement, du Seigneur de la main-morte. Et n'entend on point preiudicier à ceux qui ont és lieux particuliers parcours, ou vsance.

COMTE De Bourg. Ch. 14. Ar. 95. L'hõme de main-morte ne peut vẽdre, aliener n'hypothequer l'heritage de main-morte sans cõsentemẽt du seign. Et s'il est aliené & la possessiõ froyale prinse, sans ledit cõsentemẽt, il est cõmis audit Seign.

NIVERN. Ch. 8. Ar. 18. Le franc acquiert & peut acquerir du serf: & le serf du franc Ar. 19. Si le serf vẽd ou aliene son Meix & tenemẽt serf, à personne franche ou hõme d'autre seruitude, le seigneur de la seruitude luy peut faire faire cõmandemẽt de le remettre hors de ses mains & le remettre en main habile. Et si l'acqueur ne le fait dedans l'an & iour, les choses vendues sont acquises au seigneur, *ipso facto*, & en est saisi le seig. tellemẽt qu'il les peut aprehẽder par autorité de Iustice

Homme tenant seruement ou mortaillablemẽt tenu faire feu vif & residence si l'heritage est suffisant pour entretenir vne paire de beufs: autrement non & suffit payer les rẽtes & droits de seruitude.

†† *Les Gens du tiers Estat ont requis que ces mots, fussent adioustes* Pourueu qu'il y ait heritage suffisant pour nourrir deux beufs *les Practiciens ont dit la Coustume estre ancienne. Nous ordonnons que ledit Ar. 175 demoureroit mais que de l'opposition desdits gens du tiers Estat, ferions mẽtion en nostre proces verbal.*

Gens de condition peuuent vendre, donner, & engager leurs meubles & heritages.

eQui peut diuiser peut aliener cap. constitutus Extra de restit. in integrum Chass. Tit. des Rentr. §. en vendition, mais cest Ar. 17. est fort differẽt des autres Coustumes, & mesmes contraire au droit Seruus prædium domini, inuito vel inscio domino pignori obligare non potest l. 6. & 9. C. Quod cum eo qui in al. pot. ita nec colonus l. per colonum 17. C. de agr. & censitis l. vlt. C. quod cũ eo &c. l. vlt. C. si alienatres pig. data sit. Vide l. vn. C. Nõ licere habit. metroci & ibi Ioan. de Platea l. quemadmodũ 7. C. de agric & censit. l. vn. C. de colon. Thra. l. coloni. C. in quib. causis col. dom. acc. poss. Le uit. 25. Terram meam nõ vẽdetis in æternum f Possessiõ royale est à dire realle, ou reelle Bourbon. Chap. 30. Ar. 490. notez que sous le mot d'aliener, doiuent estre compriſes les donations. vlp in l. cui ius est donandi D. de reg. iur. Iusti. in l. iubemus 14. §. scientes C. de sac. eccles. & ibi DD. Cuia. ad Nou. 7. ne dotis qui dẽ causa alienare possunt bona. La March. Art. 174. Voyez Petrus de Ferrariis en sa pratique l. in forma libelli prohered ab intest. de iura. in fine.

Source : BIU Cujas

Et pour les arrerages de la Taille, ledit Seigneur pourra auoir recours par action personnelle contre l'acquereur, ou par action hypothecaire sur ladite chose.

BOVRBONNOIS Chap.18.Art.201. La g personne franche peut bien vendre & transporter son heritage au Serf ou à personne serue. Mais par le contraire la personne serue ne peut transporter son heritage à personne franche. Et s'il le fait, l'heritage ainsi transporté par ledit homme Serf à personne franche, est acquis au Seigneur de qui l'homme Serf est Serf, apres que ledit Serf s'en seroit deuestu & dessaisi reaument & de faict, & l'acquereur en auroit prins la possession. Art.204. Et combien que tous les dessusdits deuans Tailles serues, soient Serfs & de serue condition : toutesfois ce nonobstant peuuent-ils passer tous contracts de ventes & transports à leur profit & contr'eux, tãt de mariage qu'autrement: reserué alienations de leurs heritages à personnes franches & autres que de leur condition : mais à gens de leur condition, qui sont hommes d'vn mesme Seigneur, ils peuuent vendre & aliener meubles, heritages & autres biẽs quelconques, comme les hommes francs & passer tous contracts, sans h congé de leur Seigneur. Chap.30.Art.490. Quiconque † porte aucun heritage taillable & à Taille, il ne le peut ou partie d'iceluy vendre, changer, transporter, y associer autruy, n'autrement l'aliener sans le congé & licence du Seigneur, de qui il est tenu à Taille. Et s'il le fait, ledit heritage ou la partie alienee, changee ou transportee est acquis & commis audit Seigneur, & s'en peut dire le Seigneur estre saisi & vestu par la Coustume dedans l'an que celuy qui vend, change ou transporte, s'en sera departy & dessaisi: & que l'acquereur en prendra possession reelle. Et pource qu'aucuns retiennent le bon vouloir & plaisir du Seigneur direct, celuy qui vend, change ou transporte s'en dessaisit, & l'acquereur en prend possession reelle, ladite reseruation, n'empesche point que l'heritage vendu, eschangé ou transporté ne soit acquis au Seigneur: i tout ainsi que s'il n'y auoit point eu de reseruation du bon plaisir & vouloir du Seigneur. Art.493. Le tenancier de l'heritage taillable k ne peut surcharger de rente ou autre surcharge quelconque ledit heritage, sans le consentement du Seigneur : & s'il le fait, ledit Seigneur peut faire empescher ladite charge, & la faire declarer par Iustice estre acquise à luy. Art. 494. Le tenancier k de l'heritage taillable ne le peut hypothequer à personne quelconque, soit taillable ou partie d'iceluy, sans le congé du Seigneur.

AVVERGNE Chap.27.Art.4. Et peut ledit conditionné aliener m & disposer desdits biens conditionnez à ladite condition, & autres ses biens quelconques par contract entre vifs pur & simple, à son plaisir & volonté.

LA MARCHE Chap.17.Art.148. L'homme qui tient heritage de serue condition ne peut vendre, donner ne surcharger ou autrement aliener sans le congé de son Seigneur, ledit heritage qu'il tient de luy en droict de seruitude, par contract entre vifs, ou par disposition aiant traict à mort. Et s'il fait le contraire ce qu'il en a aliené, doit estre declaré acquis au Seigneur. Art.149. L'homme tenant l'heritage mortaillable, ne peut vendre, permuter, surcharger ou autremẽt aliener par maniere que ce soit, l'heritage mortaillable, sans le congé de son Seigneur, si ce n'est à homme de semblable condition & de mesme Seigneurie, dont depend son heritage. Et s'il faict le contraire, l'heritage ainsi vendu ou aliené doit estre declaré acquis au Seigneur, de qui il estoit tenu. Art.150. Si l'homme tenant l'heritage mortaillable vend iceluy heritage à homme de mesme cõdition & Seigneurie, il est deu au Seigneur d'Eglise, duquel il tient, pour le droict de lods & ventes, le tiers denier, du pris qui est de xxx.sols, x.sols. Toutesfois si en aucun lieu particulier, les Seigneurs des heritages mortaillables, en ont accoustumé prendre plus ou moins, ils en n vseront, comme ils ont fait par cy deuant. Art. 151. Si †† celuy qui achete heritage mortaillable, ne paye les lods & ventes dedãs xl.iours, les ventes o doublent. Et s'il differe de payer lesdits lods & ventes, iusques apres an & iour, le Seigneur peut faire saisir par la Iustice ou par la Iustice de son Seigneur, l'heritage & iouira des fruicts, & fait lesdits fruicts siens, iusques à ce qu'il aura payé lesdits lods & ventes. Et ainsi est des hommes francs & des heritages tenus en Censiue ou franchise, és lieux, où lods & ventes sont deuës. Art.156. Homme † tenant heritage Serf ou mortaillable peut acquerir & posseder l'heritage franc, & d'iceluy disposer, sans le congé du Seigneur, duquel il tient ledit heritage serf ou mortaillable, sinon que tel heritage franc eust esté possedé par ledit homme tenant ledit heritage serf ou mortaillable, l'espace de xxx.ans. Apres lequel laps de temps l'heritage franc deuient de la condition du Serf ou mortaillable, & p la pire condition attire à soy la meilleure. Toutesfois si le Seigneur, de qui est tenu l'heritage franc, continue la perception de sa rente

g Voyez l'Art.204. de ceste mesme Coustume.

h vide cun. si quis obligatus Dist. 54. vn. C. de colonis Thrac. l. fin. C. de iure emphy. & ibi DD.

i Nisi acquirat ante quam possessionẽ realem capiat & dominiũ adeat. C M.

k d.l. per colonum C. de agric. & cens. l. vn. de colonis Thrac.

l l vlt. C. quod cum eo l. vlt. C. Si alien. res pigu. dat. sit d.l. per colonum. c. de agr. & censitis.

m vide Salic. Iasonem & Petrum Pertic. m.l. fin. C. de iure emphyt. vbi plura de hac re tractant.

n En cela il faut suiure la conuention accordee argumento l.1. §. si conueniat D. depos.

o Hæc est pœna reticẽtiæ. Toutesfois Guido Pap. q.171. dit qu'il a esté iugé au Parlemẽt de Bourdeaux, que recelant le vray pris, doit perdre l'heritage. Speculator Tit. de locato. §. nunc aliqua.

p En la Coustume de Niuernois chap. 8. Art. 22. le mauuais emporte le bon. ou bien comme il est dit ailleurs la pire condition attire à soy, ou emporte la meilleure Bourbonn. chap.18. Art.198.199.& 200. La Marche chap.17. Art. 156.

† *Maistre Gilbert Gay, comme Procureur des manans & habitãs de Germigny & Chaneroche s'est opposé à c'est Art. 490. suiuant l'opposition faite en l'an 1500. A laquelle opposition les auõs receus, & qu'ils pourront bailler leurs causes d'opposition, pour icelles veuës en estre ordonné par ladite Cour, comme de raison.*

†† *Cest Art. 151. est accordé pour Coustume nouuelle. Lods & ventes recelez par l'hõme serf ou frãc pour heritages serfs ou main-mortables, ou tenus en Censiue ou frãchise, doublent.*

† *Combien que la Coustume soit ancienne: neãtmoins pour le soulagement du pauure peuple, a esté accordé qu'elle aura lieu pour l'aduenir, & qu'elle sera mise comme nouuelle. Ceux d'Aubusson ont maintenu auoir Coume localle aucõtraire. Surquoy auons ordonné que de leur dire ferions mention en nostre proces verbal: & leur auons reserué leurs droicts: que leur auons aussi reseruez generalement à la publication des Coustumes.*

Source : BIU Cujas

ſur l'homme ſerf ou mortaillable, il conſerue à luy la perception d'icelle par xxx. ans, & perd le Seigneur la directe Seigneurie ſeulement. Et ſ'il laiſſe encourir preſcription ſur luy, c'eſt au profit de l'homme tenãt ledit heritage ſerf, ou mortaillable, & de ceux qui luy doiuent ſucceder. Mais le Seigneur de qui l'heritage eſt tenu, peut dedans xxx. ans, ſi bon luy ſemble, faire vuider à l'homme tenant ledit heritage ſerf, ſes mains de tel heritage franc, pour la conſeruation de ſa directe. Et n'a lieu telle preſcription entre les hommes du vaſſal, & ledit Seigneur du Serf, ne entre les hommes Serfs vaſſaux, quand acquerront des hommes frans du Seigneur du Serf, ne pareillement entre les hommes Serfs. Art. 174. Tenans q heritages Serfs ou mortaillables, ne peuuent en contract de mariage ou faueur d'iceluy, diſpoſer de leurs biens au profit d'autres que de leurs enfans, qui leur peuuent ſucceder.

X. TROYES Tit.1. Art.6. Et outre r leſdits hommes de ſeruitute ne peuuent teſter outre v. ſols t. au preiudice de leur Seigneur, quãt à ce qui eſt ſujet à main-morte.

CHAVMONT Tit.1. Art.3. Et outre aucuns deſdits eſtans de main-morte ne peuuent &c. p. *à Troyes*. Art.6. n'auſſi eux faire Clercs, quand ils ſont de pourſuite.

VITRI Tit.6. Art.103. Vn homme de corps de main-morte ne peut faire Teſtament de ce qui chet en morte-main que iuſques à v. ſols.

CHALONS Tit.5. Art.17. *A la fin.* Mais par Teſtament ne peuuent aucune choſe donner, ne leguer de ce qui eſt en morte-main, ſinon que iuſques à la ſomme de v. ſols t. Peuuent bien toutesfois faire Teſtament & autrement diſpoſer ſains & malades de ce qu'ils ne tiennent en main-morte, ainſi qu'autres perſonnes franches.

DVCHE DE BOVRG. Chap.9. Art.11. L'homme de main-morte ne peut diſpoſer de ſes biens meubles & heritages par Teſtament n'ordonnance de derniere volonté, ſans le conſentement de ſon Seigneur.

COMTE DE BOVRG. Chap.14. Art.96. *p. au Duché* n'heritages quelque part qu'ils ſoient aſſis, par ordonnance de derniere volonté, ne par Donation à cauſe de mort: reſerué au profit de ceux ſ eſtans en biens communs auec luy, qui par droict Couſtumier luy pourroient & deuroient ſucceder.

NIVERNOIS Chap.9. Art.32. Par ordonnance de derniere volonté gens de ladite condition ne peuuent diſpoſer de leurs biens que de la ſomme de lx. ſols t.

AVVERGNE Chap.27. Art.5. Ne peut le conditionné par Teſtament, contract de mariage, aſſociation n'autre quelconque, faire heritier ou conuention de ſucceder, au preiudice du Seigneur direct ayant le droict de conditions.

S. SEVER Tit.9. Art.1. En la Viconté de la Viguer, & Baronnie de Faget, le Seigneur à pluſieurs hommes appellez Queſtaux, & de condition ſerue: leſquels ne peuuent teſter ne diſpoſer des biens qu'ils poſſedent, par Teſtament ou cõtracts d'entre vifs, en aucune maniere. Car les biens & heritages ſont de condition queſtale & ſerue: & ſont au Seigneur, & non auſdits hommes queſtaux: ſinon quant à la ſeule adminiſtration. Art.2. Et les peut ledit Seigneur prendre, enſemble tout leurdit bien, quand il luy plaiſt.

XI. TROYES Tit.4. Art.59. Heritages redeuables de Couſtume eſcheable enuers le Seigneur ou premier bailleur, comme de chair, pain ou grain, aſſis en la Preuoſté de Troyes, ſont eſcheables & main-mortables en quelque eſtat qu'ils ſoient, enuers le Seigneur deſdites charges quand le poſſeſſeur d'iceux heritages treſpaſſe ſans hoir de ſon corps nay en mariage, & eſtant en Selle, & ne les peut charger, obliger, arrenter, n'aſſeoir au preiudice de ladite main-morte. Et ſ'ils ſont chargez d'argẽt auec leſdites charges ou l'vne d'icelles, ilsne ſont main-mortables. Car l'argent rachete la main-morte. Art.60. Leſquels heritages ainſi eſcheables. ledit Seigneur eſt tenu mettre hors de ſes mains, dedans l'an de ladite eſcheute, t & pour chacune fois qu'ils luy eſcheent. Tit.6. Art.91. Le Seigneur par le treſpas de ſon homme, eſt ſaiſi u des biens & ſucceſſion de ſondit homme de main-morte, quant à ce qu'il chet en ladite main-morte.

Argent rachete la main-morte.

CHAVMONT Tit.6. Art. 78. p. *à Troyes*. Art.91. main-morte qui va de vie à treſpas ſans hoir de ſon corps, eſtant en Selle. Et s'il y a pluſieurs enfans, dont l'vn ſoit en Selle ſeulement, & les autres non: par la Couſtume, celuy, en Selle rameine tous les autres, chacun pour ſa portion contingente.

VITRI Tit. 17. Art.141. Les Seigneurs, qui ont gens de corps, qui ſont de main-morte, quand tels Serfs vont de vie à treſpas, ſans hoir de leur corps de la-

q *DD in l. filius 154. §. Diui Seuerus. De leg. 1* ſcribunt prohibita alienari poſſe dotis cauſa alienari quod non ſeruatur in hac conſuetudine.

r Serui iure ciuili teſtamenti factionẽ non habebãt. Modeſtin. in. l filius familias 19. D. Qui teſtam. fac. Poſſ. §. 1. Iuſt. Qui. nõ eſt perm & in l. 4. C. communia de ſucc. ſeruus ſucceſſores habere non poteſt omnes teſtari poſſunt niſi prohibeantur. §. 1. Iuſt. Quib. non eſt per. fac. teſt. Acc. in l. fi. Iuſt. eod. tit. Serui autẽ prohibentur, vt dixi, Plin. 8. epiſt. 16. permuto ſeriusquaſi teſtamẽta facere eáque vt legitima cuſtodio: mandã rogántque quod viũ pareo oci⁹ ſuis diuidũt, donant, relinquunt dũtaxat intra domũ. Nã ſeruis Reſpublica quædam & quaſi ciuitas domus eſt. Vide l. ſiquis presbyter. 20. C. de epiſcop. & cleric. & Ioã. Fab. Iuſt de hered. quæ ab inteſt. de ſer. in. precipio &in. Tit. de ſeria. cognat.

ſ ſuis diuidunt, donãt, relinquunt duntaxat intra domum Plinius d. lib. 8. Ep. 16.

t S'il y a Collateraux qui doiuent heriter. Autre choſe eſt, s'il n'y a aucun qui y ait intereſt. C. M.

u Ioan. Fab. in §. ſeruitus Inſt. de iure perſon. Bald in. l. 1. §. ius naturale. D. de iuſt. & & iure. & ainſi par Arreſt ſolennel prononcé le 21. iour de Mars 1570 a eſté le Seigneur preferé aux parens collateraux du Serf. Vide chop 1. de Doman. cap. 13. num. 24. Maſueriũ. Tit. de ſucc. §. item ſi nulli & Ioan. Fabrum Inſt. Quib. modis ius pat. pot. ſol. mortuo ſ. b dito hærede ſuccedit domin⁹ terræ iure manus mortuæ Guidor. Pap. Dec 161.

Source : BIU Cujas

dite condition en voulrie, leurdit Seigneur leur succede en meubles & heritages ou en l'vn d'iceux, selon la condition dont ils sont. Et se partent les enfans de telle condition d'auec leur pere & mere par aage, par mariage, & par tenir feu & lieu. Et s'il aduient qu'vne personne de ladite condition decede & delaisse enfans, soient en sa voulrie ou departis de luy au iour de son trespas, & l'vn desdits enfans decede apres sans hoir de son corps, ledit Seigneur aura sa morte-main, à sçauoir la portion qui appartient audit enfant. Art. 142. Quād vn homme ou femme de serue condition de main-morte de meuble & heritage, ou de l'vn d'iceux, decede sans heritier procreé de son corps en bas aage & minorité, quoy qu'il soit en la puissance & gouuernement de tel decedant & de semblable condition & seruitute, la Succession de tel homme ou femme de corps, compete & appartient à sondit Seigneur, par droict de morte-main, selon la condition dudit homme ou femme: c'est à sçauoir que si tel decedant estoit de main-morte de meubles & d'heritages appartiendront audit Seigneur: qui est à entendre des meubles en quelque part qu'ils soient assis: & des immeubles assis és lieux, ou les heritages cheent en morte-main. Et s'il n'est morte-main que de l'vn, ledit Seigneur ne prendra que ce qui chet en morte-main. Et les heritiers dudit defunct, posé ores qu'ils ne soient de telle condition: mais franches personnes ou d'autre condition, emportent ce qui ne chet en morte-main. De laquelle Successiō, apres le decés de sondit homme ou femme de corps, se peut porter ou nommer saisi & vestu & en possession & saisine, à la charge de payer les x debtes pour autāt qu'il prendra de ladite Succession, au marc la liure: & ainsi en a on vsé le temps passé.

x voyez ce qui est noté au Tit. 5. cy dessous premiere partie, & Tit. 8 partie 2.

Dvche de Bovrg. Chap. 9. Art. 13. Gens de main-morte ne peuuēt succeder l'vn à l'autre: sinon eux demourans ensemble & estans en communion de biens. Art. 14. Le Seigneur demeure saisi des biens de son homme main-mortable, quand le cas de la main-morte y aduient. Art. 15. Le Seigneur quand escheute & Succession de main-morte à lieu, prend les heritages estans en sa Seigneurie main-mortable, sans pour raison d'iceux payer les debtes de son homme main-mortable trespassé. Et s'il prend les meubles estans en ladite main-morte & dehors, & les heritages estans en lieu franc demourez de ladite escheute: il est tenu de payer sur iceux les frais funeraux de sondit homme. Et apres ce, se payera de ce que sondit homme luy deuoit au temps de son trespas. Et au surplus payera les autres debtes de sondit homme, tant & si auant que lesdits meubles, estans au lieu de ladite main-morte & dehors, & les heritages estās en lieu franc, se pourront estendre, ou les abandonner aux creanciers. Art. 16. L'vne des Seigneuries de main-morte n'acquiert point sur l'autre, qu'est à entēdre que si vn homme ou vne femme de main-morte va demourer en autruy lieu main-mortable, que de son Seigneur, & la main-morte a lieu, chacun Seigneur prend & a ce qu'est en sa Seigneurie main-mortable, tant en meubles, comme en heritages, & ce qui est en franc lieu, tant en meubles, cōme en heritages, est au Seigneur * de qui Seigneurie main-mortable il est homme ou femme originellement. Art. 17. Quand gens de main-morte vont de vie à trespas, suruiuant l'vn de leurs parens prochains, qui leur doit succeder, demourant auec eux en communion: les autres qui semblablement pour raison doiuent estre leurs hoirs, & leur doiuent succeder, viennent à leur Succession, auec celuy qui demoure auec eux, & par le moyen d'iceluy. Art. 19. Le Seigneur de la main-morte, qui à prins les biens de son homme de main-morte redeuable ou censable, à autruy, qu'il auoit en lieu franc, à son viuāt, est tenu de les mettre hors de ses mains dedans l'an & iours apres le trespas de sondit homme de main-morte. Art. 20. Le Seigneur prend la Succession du Prestre de main-morte en meubles & heritages: s'il n'y a parens qui luy doiuent succeder demourans en Communauté auec luy.

* C'est à dire, la Seigneurie main-mortable duquel.

Comte de Bovrg. Cha. 24. Art. 88. à l'Art. 14. p. *du Duché*. Art. 89. Le Seigneur prend les meubles, immeubles & biens quelconques de la Succession des Prestres & Clercs, ses hōmes de condition main-mortable, de quelque estat qu'ils soient, s'ils n'ont parens communs & demourans y auec eux, qui leur doiuent succeder, selon la nature de la main-morte. Ar. 94. *p. au Duché*. Art. 16. Originellement & demoure chacun desdits Seigneurs saisi de la portion desdits biens. Art. 98. *p. au Duché*. Art. 13. sinon tandis qu'ils sont demourans en commun. Art. 100. *p. au Duché*. Art. 15. Homme trespassé, si lesdits heritages du consentement dudit Seigneur n'estoient pour ce obligez & hypothequez. Et s'il &c.

y En communauté. Et ne suffit qu'ils soient demourās en vne mesme maison, mais faut qu'ils soient communs & que les deux choses concurrent. Art. 96. 97. 98. & 99. C M.

Nivernois Chap. 8. Art. 7. Les hommes & femmes Serfs, taillables à volonté, abonnez, questables ou corueables, sont main-mortables: & au moyen du

Source : BIU Cujas

droict de main-morte, ſ'ils decedent ſans hoirs communs, leur ſuccession entierement des meubles & immeubles, & autres eſpeces de biés, quelque part qu'ils ſoient en terre main-mortable ou autre, compete & appartient à leur Seigneur, qui ſ'en peut dire veſtu & ſaiſi: ſinon que par priuilege, conuention ou preſcription ſuffiſante, ils ſoient exempts de ladite main-morte. Art. 8. Si homme ou femme de condition ſeruile tenoit ancien heritage en terre main-mortable, chargee enuers autres de Cens, rente ou autre charge: ſauf Bourdelage, ſon Seigneur luy ſuccede, en la maniere deuant dite. Et eſt tenu dedans l'an & iour apres le treſpas de ſondit hõme ou fẽme, vẽdre ledit heritage, ou le mettre hors de ſes maïs & en main habile: autremẽt le Seigneur de Cens, rẽte ou autre charge, les pourra ſans autre ſolẽnité mettre en ſes mains pour faire ſon profit. Art. 25. Si l'vn des conioints par mariage, va de vie à treſpas delaiſſant l'autre ſon cõioint, & ſes enfans cõmuns, & apres leſdits enfans vont de vie à treſpas, auec le ſuruiuant deſdits pere & mere, delaiſſé ſeul ſans autres communs, les meubles competent au ſuruiuant hoir commun: & l'heritage de Seruitude appartiendra au Seigneur, dont il eſt mouuant: ou ſ'il y a diuers heritages mouuans de diuers Seigneurs. L'heritage mouuant de chacun d'eſdits Seigneurs, luy appartiendra en ſon rang. Art. 29. Si deux ou pluſieurs ont pluſieurs hommes de condition communs entre eux, chacun d'eux peut pourſuiuir & prouoquer l'autre, ou les autres à partage & diuiſiõ, & aura le chois celuy, qui aura la plus grande part audit homme, & les heritages, ſinon qu'a vn ſeul appartint la Seruitude ſur la perſonne. Auquel cas le Seigneur de ladite perſonne ſera preferé quant audit chois, & ſ'ils ſont par egales portions, le partage ſe fera par ſort. Art. 30. Ledit partage fait, l'homme ou femme ſerf, tiendront plus l'heritage de ſeruitude mouuant du Seigneur, dõt ils demourent ſerfs: ſinon que ce fut du conſentement du Seigneur, qui leur euſt aduenu par ledit partage. Chap. 34. Art. 2. L'homme ou femme de condition ſeruile ne ſuccedent à leurs parens & *e contra*, l'homme ou femme z francs ne peuuent ſucceder à leurs parens de ladite condition ſeruile.

MEAVX Chap. 8. Art. 48. Le franc ne ſuccede point au Serf, *nec e contra* quand aux biens qui cheent en morte-main: en telle maniere que ſi vn enfant eſt né de pere Serf & de mere franche, il eſt franc, & ne ſuccede point à ſon pere Serf: ſ'il n'eſtoit que ledit pere Serf, euſt d'autre precedent mariage enfans naiz de mere ſerue, & de telle condition, que ledit pere eſtoit enuers vn meſme Seigneur. Auquel cas les enfans d'icelle condition ſuccederont, iaçoit ce que les euſt partis.

RESBETS Art. 5. Le droict deſdits Religieux & duquel ils iouiſſent, & ont iouy de tout temps, eſt tel que tous les heritages aſſis & ſituez en leurdite terre & Seigneurie de Resbets, & en leurs autres terres & Seigneuries deuant declarees, ſont main-mortables: en telle maniere que ſi aucun de quelque condition que ce ſoit: c'eſt à ſçauoir gens d'Egliſe, Nobles, de franche condition ou ſeruile, aiãt heritages en ladite terre & Seigneurie de Resbets, va de vie à treſpas, ſans hoir de ſon corps habile à luy ſucceder, tels heritages aduiennent, competent & appartiennent à ladite Egliſe par droict de morte-main: & ſi n'y ſuccedent point, les freres ne les ſœurs les vns aux autres. Et ainſi en vſe l'õ. Ar. 8. Le frãc ne ſuccede point au Serf, en biẽs qui cheẽt en motte-main enuers leſdits Religieux: en telle maniere que ſi vn enfant eſt né de pere de conditiõ ſeruile & de mere frãche, pour cauſe de ſa mere, il ne ſuccede point à ſon pere, en ce qui eſt cheãten mortemain: c'eſt à ſçauoir en meubles: & ainſi &c. Art 9. Quãd vn de leurs hõmes de corps va de vie à treſpas, ſ'il n'a hoir de ſon corps naturel & legitime, habile à luy ſucceder, qui ſoit de ladite Succeſſion, z membournié, & auſſi en ſa membournie, tous biens meubles qui demourent de tel homme & femme de corps appartiennent par droict de morte-main à l'Egliſe: & ne ſuccedent point à luy ſes parens & lignagers, ne ſes enfans, s'ils ne ſont en puiſſance paternelle: mais ſi tel homme de ſerue condition a enfans en ſa membournie, c'eſt à ſçauoir ſa puiſſance paternelle, ils ſuccedent à luy en meubles & heritages: en telle maniere que ſ'il en a vn ou pluſieurs eſtans hors de ſadite membournie, & vn eſtant en ſadite mem-

z l. Liber C. de petit. her. 1. Arrianus C. de liber cauſa L. ſeruus 4. C. cõmunia de ſucceſſ. certi tamen caſus excipiuntur, quibus ſeruus ſucceſſorẽ habere poteſt l. 1. & 3. D. de ſuis her. l. 8. c. de legit. hæred l. 8. c. de ſuis her. l. l. vlt. c. ad S. C. Orphit. l. pen. C. de his quib. vt indig. In Gallia nulli propriè ſunt ſerui. & ſe doit entendre la Couſtume en ceſt Art. 48. & és Couſtumes de Troyes. Art. 94. & Chaumont Art. 81. & autres miſes cy deſſous des ſeruitudes perſonnelles eſtans de pourſuite, de formariage, non pas des ſeruitudes reelles, encores qu'elles ſoiet de main-morte ſi le ſerf peut aller ou bon luy ſemble, & delaiſſer les heritages & biens qu'il detient & poſſede en lieu de main-morte.

z Membournie ſignifie la puiſſance paternelle & famille d'vn homme de ſerue condition en ce lieu: & en quelques autres Couſtumes, ſe prend pour le gouuernement qu'ont les peres ſur leurs enfans, qui ne ſont emancipez. mundium ſignificat la charge, le gouuernement & adminiſtration. Fridericus 2. Imp. lib. 2. Conſt. Neap. tit. 44. Mundualdus tutor qui in poteſtate habet virgines aut viduas in legibus Longobardorum l. 7. & 8. Tit. De iniuriis mul. vide Alberic. in l. conſilio §. vlt. D. de Curat. fur. Auguſ. Abb. lib. 6. c. 223. mundeburde. In Marculphi monachi libro, vt ſub mundeberde vel defenſione illuſtris vir Maioris domus cum omnibus rebus præfatæ Eccleſiæ quietus debeat reſidere. vide Cuiac. ad Tit. 4. lib. 2. Feud.

Source : BIU Cujas

bournie, garde* la succession mobiliaire aux autres enfans, & luy succedent tous les enfans en egale portion. Art. 10. Et semblablement quand les femmes de ladite condition seruile de ladite Eglise, ou d'autre Seigneur, vont de vie à trespas sans hoirs de leurs corps naturels & legitimes, estans de leur condition, & qui ne soient ou ayent esté mariez, ou soient Clercs: en ce cas les biens meubles de telles femmes de condition seruile par la Coustume appartiennent à ladite Eglise par droict de morte-main. Toutesfois si telles femmes n'ont enfans, qui n'ayēt esté mariez & ne soient Clercs, tels enfans leur succedent. Et garde l'vn estant de ladite qualité, aux autres mariez & Clercs, leur droict de succession. Et seront tenus lesdit Sieurs de Resbets de vuider leurs mains des heritages à eux aduenus par la forme dessusdicte, dedans l'an & iour de l'aduenement d'iceux: autrement ledit an reuolu, sont lesdits heritages acquis au Roy.

* C'est à dire conserue.

CHAVMONT Tit. 6. Art. 81. p. *à Meaux*. Art. 48. Serf: ne le Serf au franc.[b]

TROYES Tit. 6. Art. 94. p. *Meaux. nec e contra*. Le Serf au franc.

BOVBONNOIS Chap. 18. Art. 200. L'homme ou la femme franc ou franche ne succede point au Serf: mais le Serf succede bien à ses parens c francs. Art. 207. Gens Serfs & de serue condition succedent à leurs parens, & aussi leur parens de leurdite condition leur succedent, s'ils sont communs en biens, & demourans auec eux. Mais s'ils sont separez d'eux, ils ne leur succedent point, & appartiennent leurs biens & successions à leur Seigneur par droict de mortaille, posé qu'ils ayent enfans ou autres lignagers, qui soient separez de biens d'auec eux. Toutesfois si les enfans ou autres personniers habiles à succeder, s'estoient departis par estude, seruice, impression ou mal-traictement, ils succederōt neātmoins édits cas, comme s'ils estoient demourans ensemble.

AVVERGNE Chap. 27. Art. 3. Le Seigneur direct qui a audit pays droict de condition de main-morte, succede à son emphyteote conditionné de ladite condition, (s'il est separé & diuis de ses parens ou lignagers, & qu'il trespasse sans descendans de son corps en loyal mariage) à l'heritage conditionné de ladicte condition. Art. 6. L'emphyteote conditionné & tenu à ladicte condition depuis qu'il est party & diuis de ses freres & sœurs ou autres lignagers, ne peut faire pacte de succeder par contract d'association, n'autrement auec sesdits freres lignagers, ou autres au preiudice du Seigneur direct, ayant le droict de condition: en maniere que ledit Seigneur direct ayant ledict droict de condition ne luy succede, à defaut de descendās de luy en loyal mariage, és biens immeubles de ladite condition. Art. 8. Le Seigneur direct ayant le droict de condition, ne succede à la fille mariee de son conditionné, qui trespasse sans descendans, posé que luy ayt esté cōstitué en [d] dot heritage sujet à ladite condition: ains les lignagers, & au defaut d'iceux, succede le Seigneur, quant à l'heritage conditionné baillé en Dot. Aussi ne succede ledit Seigneur, és freres, cousins n'autres lignagers, qui n'ont fait partage reel & formel, [e] au commencement de partage, auec les autres freres, cousins ou lignagers, iaçoit qu'ils ayent demouré long temps separez les vns des autres, sans faire aucun partage: ains leurs succedent respectiuement leurs prochains lignagers, Art. 9. Aussi n'est preferé ledict Seigneur direct en la Succession de son emphyteote conditionné à ladite condition, à la fille mariee dudit conditionné: posé qu'il n'y eust autres enfans dudit conditionné: & nonobstant que ladite fille ait esté mariee du viuant de son pere & hors sa maison: ains est preferee ladite fille au S. diret. Art. 10. Toutesfois y a plusieurs Seigneurs qui ont plusieurs manoirs & tenemens tenus d'eux à condition de main-morte: & à cause de ce, par droit constitué ou prescription, outre ce que leur baille la Coustume ont plusieurs autres droicts tant à ladite Succession desdits conditionnez, qu'autrement: lesquels leur seront reseruez, nonobstant la Coustume, pour d'iceux iouyr selon leur droict constitué ou prescrit.

LA MARCHE Chap. 17. Art. 154. Le Seigneur succede à son homme tenāt son heritage serf ou mortaillable, qui decede sans hoirs descendans de luy, sinō que ledit homme qui tient ledit heritage serf ou mortaillable, ayt à l'heure de son decés aucuns parens, qui soient communs auec luy en meubles & immeubles: lesquels en ce cas sont preferez au Seigneur en la Succession. Mais si par le chanteau les meubles sont reputez partis, le Seigneur succedera aux meubles, acquests & conquests, noms, debtes & actions. Et le parent qui estoit commun auec le trespassé, succedera aux immeubles qui ne sont partis ne diuis au temps du decés. Art. 160. Les enfans ou nepueux en directe ligne demourans sur l'heritage franc, peuuent succeder à leur pere & ayeul respectiuement, és meubles & heritages par luy tenus en serue & mortaillable condition, iaçoit qu'ils demourent

b Serui enim apud prætorem pro nullis habentur. vlp. l. si seruus 1. D. de iure delib. l. nullo D. ad legem Corn. de falsis. l. 13. D de capite minutis. l 32. De regulis iuris. l. 20. § seruus. D. Qui testam. facere possunt vide Tit. de seruil. cogn. in Iust.

c Iure ciuili seruo liberi hominis hereditas potest adquiri vlp. l. sed si condicioni 6. §. seruus alienus & §§. seqq. Iulianus l. si seruus 7. vlp. l. quotiens. 9. §. seruus. D. de hered. instit. Voyez cy dessous l'Art. 491. de ceste mesme Coustume.

d Vide Salicetum ind. l. fin. C. de iure ephy.

e Vide l. cum pater §. dulcissimis & ibi DD. De leg. 2.

Source : BIU Cujas

ſeparement par feu, chanteau & demourance de leurſdits pere & ayeul. Et en defaut d'eux pourroit ſucceder éſdits heritages ſeulement, autre prochain parent dudit homme', ſ'il eſtoit commun: quant audit heritage ſerf ou mortaillable, iaçoit que celuy parent venant à ladite Succeſſion, fut demourant ſur l'heritage franc ſeparé dudit defunct, mais eſdits cas ou l'vn d'eux, ceux qui ſuccederont eſdits heritages, ſeront tenus faire feu vif, & tous autres droicts de ſeruitude ſelon la nature & qualité deſdits heritages Serfs ou mortaillables. Art.161. L'homme qui tient heritage Serf ou mortaillable, peut ſucceder à ſon parent commun ou ſeparé és biens & heritages tenus en franche condition: mais ſera permis au Seigneur dudit heritage franc, en faire vuider les mains du Serf. Art. 162. Quant le Seigneur ſuccede à l'homme qui tient de luy heritage ſerf ou mortaillable, ſi ledit Seigneur ſuccede & ſ'empare des meubles du defunct, il eſt tenu de payer les debtes. Mais ſ'il repudie les meubles & ſ'empare de l'heritage, il ſera tenu faire les obſeques f du defunct, & n'eſt tenu payer leſdictes debtes. Art. 164. Si aucun tient heritage ſerf ou mortaillable, de deux ou pluſieurs Seigneurs, & que ſa Succeſſion aduienne auſdits Seigneurs, chacun d'eux ſuccede en ſon heritage: & quant aux g meubles acqueſts & conqueſts, noms, debtes & actions, le Seigneur ſur l'heritage duquel ledit homme faiſoit feu vif & reſidence au temps de ſon treſpas, y ſuccede. Art.170. Si femme tenant h ſeruement heritages d'aucun Seigneur, eſt mariee à homme qui tient heritage Serf ou mortaillable d'autre Seigneur, & meurt ſans hoirs deſcendans d'elle, la particuliere Dot & meuble qu'elle a apportee & payee luy a eſté, appartient par Succeſſion au Seigneur de l'heritage ſerf de ſon mary, & non au Seigneur, dont elle eſt partie: & quant à ce qui reſte à payer, il demeure à celuy qui la promiſe & à ſes hoirs, & ſi elle eſt mariee à homme franc, les heritiers, qui luy deuroient ſucceder, luy ſuccederont.

f l.1. & 12. §. prætor ait. D. de religioſ. & ſumpt.fun. l.3. C. eodē.

g Les meubles ſuiuent touſiours le domicile.

Rve D'Yndre Chap.5. Art.18. Leſdites perſonnes ſuccedent les vnes aux autres *per capita* tant en Succeſſion collaterale, que autre: & leur eſt permis de teſter & diſpoſer de leurs biens par Donation mutuelle, quand ils n'ont enfans: ou autrement à qui bon leur ſemble: auſſi peuuent faire tous contracts, ventes & alienations de leurs biens, tant meubles qu'immeubles. Art.19. Iceux main-nus ne peuuent ſucceder à leurs lignagers qui ſont ſerfs: mais eſt de neceſſité, qu'ils ſoient de condition franche comme eux, auant qu'ils puiſſent ſucceder les vns lignagers aux autres.

Partage eſtant faict entre gens de main-morte ils ne ſe peuuent pas apres raſſẽbler, ſans congé du Seigneur.

XII. Dvche de Bovrg. Chap.9. Art.12. Gens de main-morte eſtans commus en biens, ſ'ils ſe ſeparent & diuiſent, ils ne ſe peuuent* re-vnir ne remettre enſemble, ſans conſentement du Seigneur du lieu de la main-morte: & ſ'entend ſeparation entre gens de main-morte, quand ils ont partis & diuiſez leurs biens meubles & heritages, & qu'ils ſont ſeparez d'vn feu & d'vn pain, & font demourance ſeparee chacun en ſon chef.

* *Alias*, renuir. *Separation ou partage entre gẽs de main-morte.*

Le feu & le pain partent l'homme morte-main.

Comte de Bovrg. Chap.14. Art.97. p. *au Duché*, main-morte communs en biens, qui ſe diuiſent & ſeparent de ladicte communion, ne peuuent iamais eſtre reputez communs en biens apres ladite ſeparation, ſans le conſentement de leur Seigneur. Art.99. La Couſtume par laquelle l'on dit, que le feu & le pain, partent l'homme morte-main, eſt à entendre quant gens de main-morte font leurs deſpens chacun à ſa charge, & ſeparement l'vn de l'autre: ſuppoſé qu'ils demeurent en vne meſme maiſon.

Vn party, tout eſt party, entre gens de condition.

Nivernois Chap.8. Art.9. Entre gens de condition, vn party, tout eſt party: c'eſt à dire que ſ'il y a pluſieurs gens de condition en vne Communauté, & l'vn ſe part d'icelle par partage ou diuiſion de biens, i tout le ſurplus, quant aux Seigneurs eſt reputé pour party, en telle maniere que ſi apres l'vn d'eux decede ſans hoirs communs, le Seigneur luy ſuccede: nonobſtant que le ſurplus deſdits communs par paction expreſſe ait contracté Communauté, ſi ce n'a eſté du conſentement dudit Seigneur. Art.10. L'Article precedent n'a lieu, quand celuy qui ſe depart eſt d'autre ſeruitude ou de diuers licts: comme ſi vne femme eſtãt de la ſeruitude d'autre Seigneur, apres le decés de ſon mary, ſe depart de la Cõmunauté: de meſme ſ'il y a enfans de pluſieurs licts en vne meſme Communauté ſ'il en depart quelqu'vn de leurs licts, le Seigneur ne prendra ſon droict de main-morte, ſinon ſur ceux du meſme lict, & non ſur ceux de l'autre & diuers lict. Art.11. Pareillement ſi la fille ayant droict acquis eſt mariee femme ſerue par ſes perſonniers meubles portant audit cas, elle ne depart point ſes perſonniers, deſquels elle depart. Art.12. Auſſi quand l'homme ou femme ſerfs, conſtant leur mariage, ſeparent l'vn ou aucun de leurs enfans en le mariant ou autrement, &

h La raiſon de ceſte Couſtume: eſt par ce que la femme mariee eſt cenſee & reputee de la famille du mary. l. quicunque 10. C. de re nulit.

i La mere comme cõuolant en ſecondes nopces, & ſe remariant & allãt demourer auec le ſecond, tiers ou autre mary, ſans faire inuentaire, ne ſe ſepare point mais elle demoure cõmune, tout ainſi qu'elle eſtoit auparauant. Au moyen dequoy le frere ſuccede à ſa ſœur mariee decedant ſans hoirs, & non pas le Seigneur, comme eſt porté par l'onzieſme Art. de ceſte Couſtume: & combien que la mere ait oſté quelques biens de la Communauté, ſans forme de partage: la communauté touteſfois ne laiſſe de durer. C. M.

Source : BIU Cujas

en demeurent d'autres auec eux: les separez & departis ne succedent en ladicte Communauté: mais seulement ceux qui y sont demourez. Et audit cas pour ledit departement, le Seigneur ne peut pretendre toute la Communauté estre departie. Art. 13. Gens de condition sont reputez pour partis à l'effect dessus declaré, quant ils tiennent par an & iour, feu & lieu à part, separement ou diuisement les vns des autres, & qu'ils ont departy pain & sel: posé qu'ils demeurent en & par dessus vn mesme tect ou maison, & qu'ils n'ayent faict autre partage de biens entre eux: & lesdits an & iour passez, ne peuuent demander partage les vns aux autres. Art. 14. Si l'enfant de ladite condition va demourer hors de ladite maison de ses pere & mere, & tient feu & lieu hors compagnie d'iceux par an & iour, il perd le droict de la Succession de sedicts pere & mere. Autre chose est, s'il estoit demourant autre-part par seruice ou autre semblable condition. Art. 15. Communauté de gens de ladite condition vne fois departie par les moyens deuant dits, ne peut par eux estre rassemblee, pour succeder les vns aux autres, sans le consentement expres du Seigneur.

BOVRBONNOIS Chap. 18. Art. 193. Si M. [k] Le Duc & son vassal ont vn serf par commun, & y a enfans qui soient à partir, M. Le Duc a le chois, quant on faict le partage. Et ce fait le partage en ceste maniere, quant il y a plusieurs Sers ou femme de serue condition, M. Le Duc prent celuy que bon luy semble: & celuy qui est commun choisit l'autre apres, tel que bon luy semble, & M. apres, iusques au paracheuement: & s'il en reste vn ou vne seuls, ils demeurent * communs. Chap. 30. Art. 491. S'ils †† sont plusieurs personniers qui tiennent communement & par indiuis aucun heritage taillable d'aucun Seigneur, il ne peut estre party ne diuisé sans la licence & congé dudit Seigneur, duquel il est tenu à Taille. Et s'ils font le contraire, il est acquis au Seigneur. Art. 492. Nul ne succede en heritage taillable ou tenancier d'iceluy, soient ses propres enfans ou autres, s'ils sont separez & diuisez d'ensemble. Et s'ils estoient communs & demourans ensemble auec le trespassé, à l'heure de son trespas, & ses prochains habiles à luy succeder, ou ses enfans non separez de luy, posé qu'ils ne soient communs auec les pere & mere. Car eux viuans, ils n'ont point de biens: toutesfois s'ils sont tousiours auec eux ou par leur vouloir en seruice ou ailleurs sans estre separez d'eux, ils leur succedent en heritages taillables. Mais s'ils sont separez volontairement & sans impression, ils ne leur succedent point. Mais si par impression du pere ou de la mere ou maistre ou autres, ou pour aucun debat & noise, ils demeurent hors d'auec leur pere: & il se prouue notoirement qu'il leur ait conuenu separer, ils ne laisseront point à leur succeder.

AVVERGNE Chap. 27. Art. 7. Ne se peut dire ne iuger aucun partage [m] auoir esté fait entre le conditionné & ses freres ou lignagers par la seule demeure separee du conditionné ou ses autres freres ou parens, par quelque laps de tẽps que ce soit, s'il n'y a partage formel fait entre le conditionné & ses freres ou lignagers, ou commencement de partage par le partement du * chanteau.

LA MARCHE Chap. 17. Art. 153. Entre hommes tenans heritages serf ou mortaillables le chanteau part le [n] villain: c'est à dire que quãd deux ou plusieurs desdits hommes parens ou autres, qui parauãt estoient communs, font pain separé par maniere de declaration de vouloir partir leurs meubles, ils sont tenus & reputez diuis, quant aux meubles, acquests, conquests, noms, debtes & actions. Art. 155. Ceux qui tiennent heritages Serfs ou mortaillables, qui vne fois ont parti leurs immeubles, ne se peuuẽt re-vnir & rassembler quant ausdits immeubles sans cõgé de leur Seigneur, au preiudice de son droict [o] succeſſif. Mais [p] s'ils ont seulement party leurs meubles, ils les peuuent remettre ensemble, comme parauãt sans le congé dudit Seigneur. Art. 173. Si auoine ou geline sont deuz par le tenancier d'heritage serf ou mortaillable, à cause de rente ordinaire, ladicte auoine & geline ne croist point par partage faict entre telles manieres de gens. Mais si ladicte auoine & geline sont deuz à cause de feu & seruitude, la geline croist: & en sont autant deuz au Seigneur, comme les tenanciers ont fait de portions & feuz separez. Aussi croist ladite auoine plus ou moins, selon la coustume des lieux. Et ainsi est-il de la segle deuë, en autres lieux des bœufs arans.

XIII. MENETON Chap. 7. Art. 17. S'il y a aucuns mineurs de condition seruile, qui demourent apres le decés de leurs pere & mere, le Seigneur peut & a accoustumé de faire pouruoir par ses Officiers de Tuteur ou Curateur selon leur aage pour la defense & tuition des corps & biens desdits mineurs: & n'en peuuent les parens en faire pouruoir, sans le vouloir & consentement dudit Seigneur, de ses Iuges & Officiers.

XIIII. NIVERNOIS Chap. 8. Art. 1. Hõmmes & femmes de condition ser-

[k] Vide l. & si non omnes 8. D. Comm. diuid. l. 13. C. de agr. & cens.

[l] Voyez l'Art. 207. cy dessus de ceste mesme Coustume.

[m] Accursius in l. fin. D. Cõm. diuid. dit que partage & diuision est presumee entre freres, s'ils ont demouré separement l'vn de l'autre par dix ans. Vide Iasonem in l. sciendum col. 6. verfic. octauo facit. D de verb. oblig.

[n] Villain vient de villa & signifie villageois. L'Italien dit, villano, villana, villanella: mais vilain vient de vilis. Agell. 70. cap. 11. & en cest Art. 153. signifie l'homme serf qui tient vn heritage de serue condition ou mortaillable d'aucun Seigneur. Villani, 'sunt villici, οἱ κατὰ ἀγρὸν οἰκονομοι, παρὰ τὸ ἀγρὸς οἰκον μὴν villa. Villicari, villæ præesse vel rusticari villicus à villa. Varro lib. 1. de re. rust. cap. 1. vide Cõstit. Neapol. Voyez l'Indice des droicts Royaux, & l'interprete de ceste Coustume.

[o] Ius succedendi quæsitum domino, interuertit non potest argumento l. insulam. §. fin. D. Solut. matr. Id enim quod nostrum est, sine voluntate nostra ad alium non potest transferri l. emp. in l. id quod nostrum. 11. D. de reg. iur. vlp. l. traditio. 20. D de adq. rer. dom. Gosset.

[p] L'estimation des meubles est vile, & a ceste cause n'ont point de suite, & aussi par ceste Coustume les heritages sont serfs seulement, mais les meubles sont libres. Gosset.

* *Aliàs commis.*

†† *Maistre Gilbert Gay pour les habitãs de Germigny, en ensuiuant l'opposition faite en l'an 1500. s'est opposé à c'est Artic. 491. A laquelle opposition les auõs receus, & ordonné qu'ils bailleront leurs causes d'opposition, pour icelles veues, en estre ordonné par la Cour, comme de raison.*

* *In editione Par. 1548. male legitur. Chasteau laquelle faute a esté suiuie par l'interprete. Auoine & geline deuz à cause de rente ne croissent point, si la rente ne croist par partage, mais s'ils sont deuz à cause de feu, ils croissent, si les feuz croissent. Seigneur Iusticier tenu de faire pouruoir de Tuteur ou Curateur aux enfans mineurs de condition seruile.*

Source : BIU Cujas

Hommes & femmes de condition ſeruile, taillables à volonté raiſonnable.

Taille ſe paye à la S. Bartholomier.

Tailles comme ſe doiuent impoſer ſur les corps & Meix & comment.

Queſte de trois ans en trois ans.

Taille abõnee.

uile, ſont taillables q à volonté raiſonnable vne fois l'an, pour payer la Taille à eux impoſee au terme S. Bartholomier. Art. 2. Et pour impoſer la Taille ſuſdite, le Seigneur ou ſes commis doiuent appeller deux ou trois preud hommes tels que bon leur ſemblera de la Paroiſſe ou Village, où ſont demourans leſdits hommes & femmes pour entendre d'eux & ſoy informer ſommairement, & ſans forme iudicielle des facultez deſdits hommes & femmes, pour ſelon ce qu'il trouuera, croiſtre ou diminuer raiſonnablement la Taille deſdits taillables. Art 3. La Taille s'impoſe ſur les corps deſdits taillables & ſur les Meix, & tenemens mouuans de la ſeruitude. Et s'ils n'en ont n'eſt moins loiſible au Seigneur de les impoſer ſur leſdits corps ſeulement. Art. 4. Les Seigneurs qui par conuenãce ou preſcription ſuffiſante ont plus ample droict de Taille qu'vne fois l'an ſur les hommes & ſerfs de tailler deux ou trois fois l'an, & de queſter leurs gens de trois en trois ans ou autre ſemblable temps, & d'auoir ſur eux Coruees, en vſeront ainſi qu'il eſt conuenu ou qu'ils ont accouſtumé d'ancienneté. Art. 5. De meſmes les gens de condition abonnez à certaine Taille par compoſition, r cõuenance ou preſcription ſuffiſante, en vſeront ſelon leſdites compoſitions, conuenances ou preſcriptiõs.

CHASTILLON SVR YNDRE. Art. 1. Au Siege Royal de Chaſtillon ſur Yndre, le Roy à cauſe de ſon Chaſtel & Chaſtellenie, a droict d'hommes: leſquels il priuilegie, en telle maniere que poſé qu'en pluſieurs Seigneuries dudict Bailliage eſtans en la temporalité de Touraine, & au Dioceſe de Bourges, les Seigneurs Barons, Chaſtelains & autres Seigneurs ayent hommes & femmes Serfs taillables, ſelon ce qu'ils ont accouſtumé d'en vſer, ſe tels hõmes ou femmes ſerfs taillables ſe font hommes du Roy, & ils eſtoient exceſſiuement taillez de Taille à volonté par leur Seigneur, il loiſt au Roy ou à ſes Officiers dudit lieu de Chaſtillon, au refus que le Seigneur, duquel ils ſont Serfs, ne les voudroit moderer raiſonnablement, corriger & diminuer leſdites Tailles, ainſi exceſſiuement faictes. Et s'eſtend ledit droict és Seigneuries de Buzançois, Maizieres, S. Genouſt, Cleon, Argy, & autres Seigneuries circonuoiſines.

FROMENTEAV. Art. 1. Le Seigneur de ladite Seigneurie a droict d'auoir homme & femme ſerfs de Taille abonnee & autrement, comme les autres Seigneurs eſtans de la temporalité de Touraine, & en la ſpiritualité de Berri.

AZAY LE FERRON Art. 3. Le S. d'Azay a droict d'hõmes & femmes ſerfs: les vns à volonté, les autres abonnez: dont il peut & doit vſer, ainſi que de tout temps & d'ancienneté il en a vſé, & qu'on a accouſtumé vſer és Baronnies, Chaſtellenies & Seigneuries eſtans, &c. Dioceſe de Bourges.

BVZANCOIS. Art. 5. Le Baron de Buzançois a droict d'auoir hommes & ſerfs &c. p. à *Azay*. Art. 3. Bourges ſans preiudice des droicts & defenſes de ſeſdits hommes & ſuiets au contraire.

BAVCHE. Art. 5. p. à *Buzançois* à volonté, abonnez comme les autres Seigneurs Barons & Chaſtellains eſtans, &c. Spiritualité de Berri: duquel droict il vſera, comme l'on a accouſtumé d'ancienneté: ſans preiudice du droict de ſes ſuiets.

Tailles perſonnelles.

† *Ceux de la Chaſtellenie de Murat, ont proteſté que leſdites Couſtumes ne leur puiſſent preiudicier, & qu'ils deuoient ſeulement taille franche, & n'entendoient eux departir de l'Arreſt donné par la Cour, pour raiſon deſdites Tailles, entre Madame & eux. De laquelle proteſtation auons or donné qu'en ferons mention en noſtre Proces Charrois & Coruees comme ſont dict.*

S. GENOVST. Art. 4. p. à *Bauché*. des droicts & defenſes de &c.

MAIZIERES. Art. 20. Le Baron de Maizieres, ſes vaſſaux, Chaſtellains & autres Seigneurs de Fief, &c. p. S. *Genouſt*. de leurs ſuiets.

S. CYRAN. Art. 8. p. à S. *Genouſt*.

L'ISLE SAVARY. Art. 9. Ledit Seigneur de l'Iſle a droict à cauſe de ſadicte ſeigneurie de l'Iſle, d'auoir hommes & femmes ſerfs de taille abonnee & autrement, comme les autres Seigneurs eſtans &c.

LA COVDRAY. Art. 1. p. à *L'Iſle Sauary*. 9.

BOVRBONNOIS Chap. 18. Art. 189. Il † y a au pays & Duché de Bourbonnois des Tailles, qui ſont Tailles perſonnelles & ſont ſur le chef & ſur la perſonne, dont les vnes ſont franches. Car elles ne rẽdent point la perſonne ſerue, combien qu'elles ſoient ſur le chef & ſur la perſonne, & d'autres, qui ne ſont point franches, qui rendent la perſonne ſerue & de pourſuitte ſ & main-morte. Art. 190 Quiconque doit Taille t perſonnelle & ſur le chef, ſoit Taille franche ou Taille ſerue, ladite Taille eſt à volonté raiſonnable: & la peut le Seigneur croiſtre ou diminuer, ſelon la faculté des biens de celuy qui la doit. Art. 191. Quiconques doit Taille perſonnelle & ſur le chef, ſoit franche ou ſerue, il doit quatre charrois l'an à ſon Seigneur, s'il a bœufs, & charrete ou beſte trainant: & s'il n'a bœufs & charette ou beſte trainant, il doit quatre Coruees l'an, où il plaiſt au Seigneur, u l'employer à ſon ſeruice du Soleil leuant au Soleil couchant. Art. 192. Il y a pluſieurs Serfs audit pays: dõt en y a les aucuns qui doiuẽt quatre den. à cauſe de ſeruitude, & s'appellent les iiij. den. de Chantelle: & par la Couſtume n'eſchoitent point les

q Le droict de taille volontaire & raiſonnable a eſté adiugé a Icã Cheurier Seigneur de C. Houdayen Berri par Arreſt de Paris, du 24 Nouembre 1542. Les hommes de ſeruitute & de main morte ſont en leur vie taillables & à leur decez taillables. Il y a autre Arreſt du 9. Septembre 1413. par leſquels les ſuiets du Chaſtelet en Berri ſont taillables, & doiuent Coruees au Sieur de Chauuigny. Seigneur de Chaſteauroux & du Chaſtelet. Capitatio, vulgo. Taille. Capitalis illatio l. pen. C de agr. & cenſ. l. vlt. §. fin. D. de mun. & hon. l. 2. C. de agric. & cenſ. l. 1. C. Neruſtic. ad vllum obſeq. deuoc. l. 8. C. de ſacr. eccl. & alibi ſæpe in Codice. Henricus Bohic in cap 15. De teſtam. ait huiuſmodi colonos tailliabiles in Biturigibus naſci & viuere ea lege & conditione. Guido Pap. Dec. 312. 314. & 361.

r Ioan. Fab. §. æquè ſi agat. Inſt. de act.

ſ Vide Gregorium in cap. indicatum 3. De immun. Eccl. & cap. multorũ 2. extr. De iudæis. Vbi Gloſſa ait glebæ adiſtrictos recedere non poſſe, & conſuetas penſiones ſoluere debere. l. omnes 6. l. originarios 11. l. ſeruos 12. l ſi coloni 14. & l. cũ ſatis 23. C. de agric. & cenſitis.

t Borrius Dec. 126. num. 3. & 361. Benedict. in cap. Raynutius in verbo & vxor. De Teſtam. num. 972. Ioan. Fab. §. 1. Inſt. Quib. mod. ius patr. pot. Hoſtienſis in ſumma Tit. de natis ex lib. vent.

u Reſeruee l'heure de midy: qui eſt deſtinee pour le repos à cauſe de l'ardeur extreme du Soleil, comme en Italie. Alſenus L. medicus 26. D. de operis lib. Il faut auſſi excepter le temps qu'ils doiuent prendre leur repas. Neratius l. operarum 50. §. non ſolum. D. eod. C. M.

Source : BIU Cujas

vns aux autres, ne leurs enfans: pourueu qu'ils soient partis & seperez. Autre chose est eux estans communs. Art. 195. Nul ne peut demeurer és Chastellenies de Murat, Herisson, Mont-laçon & Châtelle, n'aucunes d'icelles par an & iour qu'il ne donne Taille franche à Monseigneur ou autre, laquelle est sur le chef & sur la personne, & est de suite: sinon que telle personne soit Noble Clerc [x] ou personne priuilegiee, ou s'il ne demeure en lieu de frãchise. Ar. 196. Nul ne y peut aduouer Aubains ou nouueaux venãs estrangers esdictes Chastellenies, pour ses hõmes, ne leur indire n'imposer ladite Taille: si ce n'est M. le Duc, & non autre: sinon qu'il ait Iustice, Haute, Moyenne & Basse. Art. 197. Quiconque doit Taille personnel à Vassal autre qu'a M. le Duc, ladite Taille est serue & de suite & de main-morte. Art. 198. Si aucun personne, homme ou femme doit Taille personnelle à M. le Duc, & Taille à son Vassal, la Taille du Vassal est serue par le moyen du Vassal qui l'asseruit: & par la Coustume la pire cõdition attraict à soy la meilleure. Art. 202. Quiconques doit Taille personnelle trois fois l'an: c'est à sçauoir, en Aoust, à Noel & à Pasques, esdictes quatre Chastellenies, ladite Taille est serue & la personne qui la doit est serue & de serue condition, & tous les descendãs de luy, quelque part qu'ils [z] se transportent. Chap. 26. Art. 339. Homme suiet en Iustice faisant feu, doit pour raison de la Haute Iustice, iij. Charrois l'an, s'il a bœufs & charrete: & s'il n'a bœuf ou bestail tirant à charrete, il doit iij. Coruees, là où il plaist au Seigneur l'employer en sa Iustice ou hors. Et doit iceux charrois & coruees faire de Soleil leuant au Soleil couchant: tellement que du leuant il puisse estre en sa maison au couchant. Et est tenu ledit Seigneur qui prendra ledit charroy ou coruee, de nourrir ceux qui feront lesdits [a] charrois ou coruees: ou payer pour le charroy à deux bœufs, vj. d. t. à iiij. bœufs xij. den. à vj. bœufs, xviij. d. t. & pour coruees vj. d. t. au chois du Seigneur. Et ne peuuent lesdits Seigneurs contraindre les suiets, faire charrois pour autres, que pour eux & leurs affaires: n'aussi les prendre vne annee sur autre. Car ils ne s'arreragent point: & ne sont comprins en ceste Taille, les villes & autres lieux dudit pays qui ont franchise & priuilege de ne faire aucun charroy ou coruee. Aussi ne sont comprins ceux qui par Sentence, contract ou composition en doiuent plus ou moins. Auquel cas ils sont tenus faire les charrois, selon lesdites traictez, compositions & sentences. Chap. 28. Art. 417. Recognoissance faicte d'aucun deuoir de Taille par vn tenancier pour luy & ses autres personniers, sans nommer sesdits personniers, ne preiudicie au Seigneur taillablier & ne profite ausdits personniers non nommez: sinon qu'ils eussent ou leurs predecesseurs esté entierement reuestus dudit taillablier, & fussent residens auec celuy ou ceux qui n'ont faict la recognoissance au temps d'icelle. Chap. 30. Art. 488. Il y a audit pays & Duché vn deuoir annuel, que l'on appelle Taille: & sont les tailles oudit pays en double difference. Car les vnes sont reelles, & les autres sont Tailles personnelles. Les Tailles reelles sont deuës sur, pour raison & à cause des terres & heritages, prez, terres, maisons tenemẽs & autres heritages: & ensuiuẽt la terre & heritages les autres Tailles personnelles sont deuës sur le chef & sur la personne. Ar. 489. Quicõques doit au mois d'Aoust, pour raison d'aucun heritage, argẽt, bled & geline, ou des trois les deux dõt l'argent soit l'vn, ladite debte est deuoir de Taille reelle: & est ledit heritage taillable pour raison duquel ledit deuoir est deu, & est droict de directe Seigneurie. Ar. 495. Quicõques doit Taille reelle à aucun Seigneur, il luy doit iij. Charrois l'an, s'il a bœufs ou autres bestes trayant à charrete: & s'il n'a bœufs & charrete, il doit trois Coruees de sa personne: pourueu que le tenancier soit basty, ayt & tienne feu & lieu, ou taillable: sinon aussi qu'en baillant ledit heritage, lesdicts Charrois & Coruees ayent esté abonnez à deux ou trois, plus ou moins ou autres charges, ainsi que plusieurs fois entre le Seigneur & le tenancier est accordé, selon qu'il est dit en l'Art. cccxxxix. de ce Coustumier. Art. 496. Toutes Tailles deuës en Aoust, sont doublans & tierçans au regard de l'argent: c'est à sçauoir quiconques doit Tailles il doit vne annee le simple, & l'autre annee apres ledict simple & la moitie plus: comme si vn homme doit v. sols tour. il deura l'autre annee vij. sols vj. den. tour. & l'autte annee x. sols t. qui est communement vne annee

Nobles Clercs ou personnes priuilegiees est exemptez de Taille.

Tailles reelles ou personnelles.

Tailles deues en Aoust sont doublans & tiercans au regard de l'argent.

x Masuer. Tit. de Taillis num. 3. & 21. y Videl. cum scimus. C. de agr & cens. l. vn. C. de Colon. Thrac. l. vn C. de col. Palæst. l. 1. 2 & 3. C. de fugit. colon. l. 1 C. de munic. & origin. l. vn. c. de col. Illyric. Nou. 80. cap. 2. 3. 4. & 5.

z Ceste Coustume ne peut donner loy aux autres Prouinces, & est contraire à la Coustume de Berri Tit. 1. Art. 1. qui se doit limiter in fugiente & latitante: & ainsi se doit restraindre. ceste Coustume cõme Du Moulin & Papon sur ceste Art. 202. ont escrit, ex l. extra territorium 20. D. de iurisdict. vide l. 1. c de seruis fugit La ville de Paris n'a pas ce priuilege, car le Seigneur de Chasteauroux vindicant son serf qui s'estoit retiré & fait Bourgeois de Paris, obtint Arrest contre l'Abbé de S. Geneuiefue, ainsi que Chopin escrit, liure 1. chap. 13. Aucuns estiment que les Serfs dits Seigneurs estans hors le Royaume, sont faicts francs par l'entree du Royaume. Toutesfois cela n'est pas encor decidé. C. M.

a Neratius in l. operarum 50 §. nonsolum D. de operis. lib. Non solum, inquit, autem libertum, sed alium quemlibet operas edentem alendum, aut satis temporis ad quæstum alimentorum relinquendum, & in omnibus tempora ad curam corporis necessariam relinquenda. vide l. medicus. 26. D. eodẽ. Quid s'il n'y a point de conuention ou prescriptiõ suffisante pour monstrer celuy qui doit la nourriture en matiere de Coruees. En ce cas le redeuable de Coruees, est tenu de se nourrir & les faire à ses despans: afin qu'il les facent & rendent le deuoir, sans que les frais & despenses soient deduits ainsi qu'il a esté iugé par Arrest general prononcé en robbes rouges le 23. de Decembre 1578. par feu Monsieur de Thou premier President pour les habitans de Laonnois en Vermandois qui doiuent Coruees, Bians ou Charrois à leur Seigneur, qui estoit le Seigneur de Marigny, suiuant la Loy suo victu 15. D. de opt. hb. Guido Pap. Dec. 217. Au reste en ceste matiere de Coruees nous deuons considerer la Coustume de la prouince, & l'ancienne Loy & vsance du lieu suiet l. domini prædiorum. 5. C. de agric. & cens. Bartol. in l. si non sortem §. si libertus D. de cond. indeb. l. si prius D. de aq. & aq. plun. Guid. Pap. Dec. 217. & 472.

Source : BIU Cujas

Tailles simples ne tiercans ne doublans.

le simple & l'autre annee, le double. Mais le blé & autres debtes, & deuoirs ne doublent ne tiercent. Art. 497. Combien que de leur nature toutes Tailles deuës en Aoust doublent & tiercent en la maniere que dit est: toutesfois il y a plusieurs Tailles simples qui ne tiercent ne doublent: pour ce qu'ainsi a esté accordé, ordõné & cõuenu entre les Seigneurs & tenãciers, que l'on ne paieroit que le simple sans doubler ou tierçer, ou qu'ainsi l'õ a accoustumé, que l'õ ne paye que le simple par longue Coustume legitimement prescrite. Et aussi si par conuention ou Coustume legitimement prescrite, y a Tailles doublans & tierçans en autre temps qu'en Aoust, elles se payent selon lesdits accords, cõuenãce & longue Coustume.

Suiets guettables tenus aux reparations legieres des Chastels & fortereſſes.

AVVERGNE Chap. 25. Art. 17. Les suiets guettables b d'aucun Chastel, & qui ont droit de retraite en iceluy au temps d'eminent peril, & aussi ceux qui ont leur retraite ordinaire & de leurs biens à vn Chastel ou fortereſſe, sont tenus seulement aux legieres reparations c desdits Chastels & fortereſſes. Art. 18. Charrois, Coruees & maneuures à mercy & volonté, sont limitees par la Coustume à xij. l'annee, & icelles faire d'vn Soleil à autre à vsage honneste & licite, d soit dedans la Chastellenie ou autre: lesquelles pour la neceſſité du Seigneur se peuuent accumuler, à en prendre trois pour vn mois & non plus à diuerses semaines. Et ne tombent lesdits Charrois, Coruees & maneuures en arrerages, si les habitans ne sont sur ce interpellez. Art. 19. Et sont charitables à la raison desſusdite, ceux qui ont bœufs à charrois ou iournee de bœufs: & ceux qui n'ont bœufs mais beſtes à bast, à couruee: & ceux qui n'ont bœuf ne beſtes à basts, à maneuure à bras au seruice du Seigneur aiant ledit droict: lequel e est tenu leur administrer pain raisonnable pour la nourriture de l'homme, la iournee qu'il fera ledit seruice. Art. 20. Celuy qui fait l'vne desdites choses ou seruice n'est tenu à l'autre. Chap. 21. La Bohade ou Vinade deuë sans auoir lieu determiné par titre ou iouiſſance suffiſant à preſcription, est deuë au plus prochain vignoble, si en iceluy n'y a batture ou gelee. Auquel cas ladite Bohade ou Vinade se feront aux autres plus prochains vignobles, en fourniſſant par lesdits Seigneurs ayant ladite Vinade, les choses accoustumees. Art. 22. Tailles, Coruees & maneuures perſonnels qui ne sont assis sur fonds n'heritage certain ne tumbent en arrerages, s'ils ne sont demandez.

Coruees & charrois ne tõbent en arrerages.

†† Ces mots, dont l'vn est en Aoust, ont esté raiez, apres que les Practiciens ont dict que lesdits mots n'estoient point en ladite Coustume. Aquoy c'est opposé M. Leonard Marsella de pour le Seigneur de la Borde, à ce qu'ils ne fut comprins pour sa terre & Seigneurie d'Oignon, en la Coustume generale: maintenant que combien que ses suiets ne payent qu'à deux termes, auoine & geline, neantmoins ils sont Serfs Coustumiers. Surquoy luy auons reserué qu'il pourra coucher ledit droict pour Coustume locale.

LA MARCHE Chap. 17. Art. 126. Quiconques †† doit à son Seigneur à cause d'aucun heritage, argent à trois Tailles, payables a iij. termes, auoine & geline chacun an, il est reputé serf coustumier, s'il doit tels deuoirs a homme lay: & s'il les doit a l'Egliſe, il est reputé estre homme mortaillable. Art. 128. Tous hommes reputez Serfs coustumiers ou autres a droict de seruitude, qui doiuent Taille en Aoust, doiuent à leur Seigneur vne anne le double d'Aoust, qui est pareille somme que ce qui doiuent en deniers de Taille ordinaire rendable audit mois d'Aouſt, & en autre annee, ils doiuent la Queſte courant: laquelle le Seigneur peut impoſer, pour icelle faire payer audit mois d'Aoust, selon la faculté des biens de ſesdits hommes: pourueu qu'elle n'excede plus que ledit double d'Aoust deu audit Seigneur, pour tous leſdits hommes, qu'il a en la Chaſtellenie, ſur leſquels il impoſe ſadicte Queſte: laquelle doit eſtre impoſee egalement le fort portant f le foible. Comme ſi double d'Aouſt de tous les hommes que le Seigneur en la Chaſtellenie de Greret, ne peut monter que cent ſols, ladite Queſte courant ne peut eſtre impoſee ſur tous leſdicts hommes que pour cent ſols. Et ainſi des autres Chaſtellenies. Mais il en peut bailler a l'vn deſdicts hommes pour ladicte annee plus qu'il ne doit de double d'Aouſt, ſi la faculté de ſes biens le porte: & l'autre qui doit d'ordinaire parauanture plus de double d'Aouſt, il peut impoſer moins, le fort portant le foible. Artic. 129. Il eſt au chois du Seigneur prendre chacun an le double d'Aouſt, ou ladite Queſte courant: & le double d'Aouſt en l'autre. Article. 136. Tout homme † tenant ſeruement ſon heritage ou mortail-

Queſtes doiuent eſtre impoſees ſelon la faculté des biens.

† Les gens du tiers Eſtat ont requis qu'aux Art. 136. & 138 fuſſent adiouſtez ces mots, Pourueu qu'il eut heritage ſuffiſant pour tenir bœufs, car il ſembloit deſraiſonable que le ſuiet fut contraint aller faire la Vinade, ſ'il n'auoit heritage ſuffiſant pour nourrir bœufs. Les Practiciens ont dit que la Couſtume ancienne ne

b Guido Pap. Dec. 631. & Boer. Dec. 212. argumento cap. peruenit. 2. extra. De immu. Eccleſ. Les Roys de France, Loys onziéſme & douziéſme, François 1. & Charles 9. ont faict mention de ce droict par Ordonnances expreſſes, que vous trouuerez en la Conference des Ordonnances, Liure 12. Tit. 11. Par Arreſt de la Cour du 30. iour d'Aouſt 1427. fut le droict de Guet adiugé par prouiſion au Sieur Rocheguion, contre les habitans de Lunes, ainſi qu'il eſt recité par Choppin liure 3. du Domaine. Tit. 18. nombre 8. Quid le Chaſtel eſtant ruiné ou demoly, les ſuiets guettables peuuent ils eſtre contrainrs par le Seigneur à faire le guet que le Chaſtel ſoit refaict à ſes deſpens? Il a eſté iugé qu'ils ny eſtoient tenus aucunement comm: il a eſté iugé par Arreſt du 1. iour de Mars 1536. entre les habitans de la Parroiſſe de la Perriere Bariule, Sainct Iulien & le Roy de Nauarre à cauſe du Chaſteau de Beleſme mouuant du Comté du Perche. Semblable Arreſt du 16. iour de Decembre 1551. pour le Sieur de Mont-lieu, ſur le faict des guets pretẽdus par les Sieurs Chaſtelains: par lequel Arreſt eſt dict, que ledict Sieur de Mont-lieu ſeroit payé du droict de Guet, en entretenant & remettant ſon Chaſteau, qui eſtoit en ruine, en defenſe pour la ſeureté des ſuiets: veu que ledit droict de Guet eſt reciproquement introduit pour le Seigneur comme pour le ſuiet. Choppin liure 1. des Couſtumes d'Aniou.

c L. Turris 18. C. de ædific. priuat. & ibi Angelus & Faber in l. omnes c. eodem. Iaſon. in l. ſumptus in ſecunda lectura in fine de leg.

d Vlp. in l vt iuriſiurandi. 7. §. 3. D. de op. lib. operæ ſcilicet quæ probe iure licito imponuntur Paul. l. quod niſi 20. Iul. l. 23. & Celſus l. ſi libertus 30. D. eodem.

e Iauol. l. 21. & 33. & Nerat. l. operarum § non ſolum D. de oper. libert. At libertus ſeipſum alere debet & operas præſtare ſuo ſumptu Paul. l. 18. Gaius l. 19. & Paul. l. 20. Iauolenus l. 33. D. de oper. lib. verum recte Bartolus in d. l. 20. recte ſtatuit libertum operas præſtare debere ſuo ſumptu, niſi conſuetudo patriæ aliter ſe habeat. Idem Bart. in l. ſi non ſortem. §. ſi libertus. De cond. indebit. vide Bald. in l. ſi liberti. c. de op. libert. Guid Pap. Dec. 217. & 472. Ioan. Fab. in §. 1. Inſt. de adqu. per arrogat.

f l. reſcripto. D. de mun. & hon. l. 1. §. quod ſi nemo D. Quod cuiuſque vniuerſ.

Source : BIU Cujas

faict distinction des heritages suffisans ou non, pour tenir bœufs. Les Gens d'Eglise & Nobles ont requis que lesdits Articles demourent. Surquoy, parties oyes, auons ordonné que ledit Art. demourerost pour Coustume ancienne: Et que du dire des gens du Tiers Estat ferions mention en nostre Proces Verbal. Et parce que ledit Martelat pour le Seigneur d'Orgnon & M. Michel Berengne pour le Seigneur de Chauuert ont maintenu auoir plus grand droits, que ce qui est contenu audit Art. Auons reserue, si aucuns Seigneurs ont droit de prendre & auoir plus dudit droict, comme ils en doiuẽt iouyr. Et auſsi ſi les ſuiets ont accouſtumé prendre & auoir plus grand droit, que ce qui eſt contenu audit Article. Auons reſerué ſi aucuns Seigneurs ont droit de prendre & auoir plus grand droit, d'en iouir, comme ils en doiuent iouir: & auſsi ſi les ſuiets ont accouſtume de payer vn droit moindre, ils en vſeront comme de Couſtume: ſauf aux Seigneurs & ſuiets leurs deffenſes au contraire.

lablemẽt, doit faire chacune ſemaine à ſon Seigneur le Ban ou Arban: c'eſt à dire vné couruee àbras du meſtier qu'il ſçait faire: & ſ'il fait Arban auec deux bœufs il en vaut deux, ſi auec ij. bœufs & charrete, il en vaut trois. Et ſ'il le faict auec iiij. bœufs & charrete, l'Arbã en vaut & eſt compté pour quatre, ſinõ qu'il y ait vſance au contraire, par laquelle il en doiue moins. Art. 137. L'hõme tenant ſeruement ou en droict de mortaillable, n'eſt tenu faire Arban plus g loing qu'il ne puiſſe retourner de iour en ſa maiſon, ſoit en Chaſtellenie ou dehors. Art. 138. Outre eſt tenu tout homme qui tient heritage ſerf ou mortaillable, ſ'il a bœufs, la plus part de l'an à ayder a ſon Seigneur d'vne paire de bœufs ou d'vne charrete, ſ'il l'a, au chois du Seigneur, pour aller au vin ou vignoble le plus aiſé & conuenable pour le Seigneur, & pour ledit homme: en fourniſſant par ledict Seigneur, ou faiſant fournir par les autres hommes ou du ſien propre, le ſurplus qui eſt neceſſaire pour vinade entiere, & la deſpence accouſtumee: & n'eſt tenu ledit homme ayder a conduire ledit vin ailleurs qu'en la Chaſtellenie ou ledit homme eſt demourant. Art. 139. Vinade entiere eſt entendue de deux paires de bœufs & vne charrete: & de h Vouhadè eſt d'vne paire dẽ bœufs ou d'vne charrete. Article 140. Quiconque †† eſt tenu faire Vinade, ſoit homme franc ou tenant heritage Serf ou mortaillable, il eſt au chois du Seigneur de le contraindre à faire ladicte Vinade: pourueu que ledict Seigneur luy ſomme de tel temps, que le ſuiet puiſſe eſtre de retour à la ſainct Martin d'hyuer: en ce cas le Seigneur a l'option de le contraindre de faire icelle Vinade, ou prendre pour vinade entiere quinze ſols: & du plus, plus: & du moins, moins. Mais ſi ledict Seigneur n'a ſommé ſondit ſuiet, de faire ladicte Vinade, deuant la ſainct Martin en tel temps qu'il puiſſe eſtre de retour à ladicte ſainct Martin, il eſt en l'option du Serf de faire ladite Vinade, ou payer les quinze ſols pour vinade entiere: ou du plus, plus: du moins, moins. Et ou ledit Serf ſommé en temps deu, auparauant la ſainct Martin, auroit eſté refuſant de faire ladite Vinade, en ce cas ledit Serf eſt tenu à la vraye & iuſte eſtimation de ladicte Vinade, & des dommages & intereſts du Seigneur, auquel eſt deuë ladite Vinade. Art. 141. Hommes tenans heritages ſerfs ou mortaillables, †† qui n'ont bœufs tout du long de l'an, ne ſont tenus aller à la vinade: mais ſont quittes enuers le Seigneur, c'eſt à ſçauoir celuy qui doit Vinade entiere pour quinze ſols, & les autres pour plus ou moins au pris deſſuſdict: mais ſi l'homme à charrete & le Seigneur le veut, il ſera tenu la bailler: & ſera quitte de cinq ſols en deduction de la Vinade. Art. 142. L'homme franc qui doit Vinade de rente par droict recognu ou conſtitué, doit ſatisfaire aux intereſts, s'il ne l'a faict, ayt bœufs ou non. Art. 143. Homme qui tient heritage mortaillable, n'eſt tenu enuers le Seigneur dont il tient, à double d'Aouſt. Queſte courant ne Taille aux quatre cas: iaçoit ce qu'il fut de nouuel acquis par l'Egliſe d'aucun Seigneur Lay, qui paraſuant euſt ſur luy les droicts deſſuſdicts, bien doit par raiſon dudit heritage mortaillable faire Bans, Arbans, Vinades, comme faict l'homme tenant ſeruement. Et ſi tel tenant mortaillablement reuient en main laye, il retourne à ſa premiere nature touchant le double d'Aouſt, Queſte courant, Arbans & Tailles aux quatre ans, & autres droicts de ſeruitude. Art. 146. Arbans, i Bans & Vinades, qui ſont deuz par droit de Seruitude ou mortaillable conditiõ ne cheent k point en arrerages, s'ils ne ſont requis & commandez: c'eſt à ſçauoir la Vinade dedans l'an: & les Arbans dedans la ſemaine: & à faute de fournir ledit Arban, doit le redeuable deuëment ſommé, trois ſols à ſon Seigneur: leſquels il peut demander par Iuſtice: & de ladite ſommation ſera creu ledict Seigneur, ſon meſſager ou Seruiteur, en l'affirmant par ſerment. Art. 159. Si Queſte courant n'eſt impoſee & demandee iudiciellement l dedans l'an qu'elle doit eſtre

g Paul. l. quod niſi 10. § ex prouincia D. de op. libert.

h Bouade legit. Callæus à bobus.

i Les Bans & Arbans ſont Coruees à bras, ou de bœufs & charretes, que les ſuiets tenans heritages ſeruement ou mortaillablement doiuent à leurs Seigneurs. Leſquels ſont appellez Biains en la Couſtume d'Aniou. Art. 499. ou Bians Poictou. Art. 99. 102. & 192. Angoumois. Art. 22. Xainctonge. Art. 131. & 132.

k Pomponius in l. 3. & 8. Vlpian. l. ſi quis hac lege, 131. & 132. §. iudicium Gaius l. cũ patronus 22. Iulianus. l. quotiens 24. D. de

†† *Ceſt Art. 140. a eſté ainſi corrigé & modifié: par ce que l'ancien eſtoit obſcur & rigoureux.*

† *Ces mott, qui n'ont bœufs, ſont de nouuel adiouſtez pour les remonſtrances faictes ſur l'Art. 128. cy deſſous.*

Queſte courant comme le preſcrit.

Source : BIU Cujas

op.lib operæ incipiant cedere, voluntatiæ fiunt. Vide l.iolo 30.c.de lib.causa non videtur esse in mora, cum non recusauerit. Papon liure 13. Tit.6. Arrest.3.

l L.voluntatiæ 12.C de exc.tut. Dominus per vnum actum non perdit priuilegium pro futuro tempore. vide l. operis non impositis & l.operæ.D.de op.lib.Callæo.

imposee, elle est prescrite & ne se peut plus demander pour celle fois. Art.166. Queste courant, double d'Aouſt, Arbans, Vinades & tous autres droits de Seruitude, sont deuz par celuy, qui tient heritage serf ou mortaillable, combien qu'il ne face feu vif ou residence sur ledit heritage, & qui demeure en autre Seigneurie. Art.167. Le Seigneur peut demander à l'hõme tenant de luy heritage Serf ou mortaillable, argent pour Vinade ne pour Arbans, s'il les veut faire dedans le temps surce introduit. Et ne peut ledit Seigneur vendre ou trãsporter à autruy la commodité d'iceux Vinades & Arbans: mais faut qu'il les employe à son vsage & de son hostel, & non ailleurs. Ar.168. Si aucun Seigneur à baillé à ferme sa Seigneurie, l'adcenseur se peut ayder des Arbans pour amender ou recueillir les fruicts des heritages dudit Seigneur, non pas pour les appliquer à luy ne a son heritage. Et peut faire faire la Vinade, pour mettre en la maison dudit Seigneur, si luy ou ledit adcenseur y sont residence.

Homme Noble n'est tenu faire viles Coruees.

Sole Tit.10. Art.10. Les Fuiaters du Roy ne les Cauiers ne doiuent estre vexez ne trauaillez par le Seigneur ne par ses Officiers: & en carrieres & en autres maneuures ne sont tenus aller s'ils ne veulent de leur franche volonté.

† *Cest Art. 91. reforme le 95. Art. ancië. Et partant les 340. & 341. ont esté rayez: par ce qu'ils sont comprins en cest Art. 91.*

Bretagne Tit.2. Art.91. Noble † homme n'est tenu faire à son Seigneur viles Coruees en personne: mais est tenu pour sa terre noble, luy ayder aux armes & aydes de Noblesses. Et s'il possede terres roturieres, dont sont deuës viles Coruees, il sera tenu bailler homme pour les faire.

Vitri Tit.17. Art.143. Vn homme ou femme de corps & de serue condition, qui est hors voulrie & puissance de pere & de mere, que l'on dit vsans de leurs droicts en quelques lieux qu'ils soient demeurãs hors lieux frãcs, sont tenus payer par chacun an à leurs Seigneurs, telles & semblables redeuances qu'ont payé leurs predecesseurs, & payent de present ceux de semblable condition & seruitude.

†† *Cest Art. 680. est de nouuel adiousté.*

En departemẽt & egal de deniers & audition de Comptes des Parroisses on ne doit prendre: sinon pour l'escriture.

XV. Bretagne Tit.25. Art.680. Toutes †† personnes de quelque qualité qu'elles soient, qui procederont à departement m & egal de deniers & audition de Comptes de Parroisses, ne prendront aucune chose pour leur despence, vacation & salaire, sur peine de concussion: fors le Notaire ou Clerc, qui escrira lesdits departement, egail & comptes: lequel sera payé de l'escriture seulement.

Gens de condition, mainmortables haut & bas, corueables à volonté, & iusticiables en toute iustice, ne peuuent estre tesmoings pour leur Seigneur.

XVI. Dvche de Bovrg. Chap.9. Art.18. Gens de condition, mainmortables n haut & bas, corueables à volonté, iusticiables en toutes Iustices, ne sont point receus en tesmoignage pour le Seigneur, duquel ils sont hommes & suiets des dessusdites conditions, ou des trois, ou des deux d'icelles.

Comte de Bovrg. Chap.14. Art.101. p *au Duché*, bas & iusticiables & Iustice, ou qui seront des deux des conditions susdites, s'ils sont produits en tesmoignage en la cause de leurs Seigneurs, ils pourront estre reprochez valablement par partie aduerse: & n'y sera foy adiousteé: si veuë & consideree la chose, dont ils deposent, il ne semble au Iuge qu'en bonne equité, foy y doiue estre adiousteé.

Reproche de tesmoings valable.

Nivernois Chap.8. Art.21. Gens de ladite cõditiõ ne sont receus en tesmoignage pour & contre le Seigneur: sauf o en matiere criminelle contre leurdit Seigneur: & aussi contre leurdit Seigneur en matiere de franchise pretendue par aucuns des hommes, que ledit Seigneur querelle estre ses Serfs.

Bovrbonnois Chap.18. Art.205. Gens de telle condition peuuent porter tesmoignage & sont receus en tesmoignage indifferemment comme autres gens. Art.206. Gens Serfs & de serue condition peut ester p en iugement, cõmencer & poursuiure procés & causes en demandant & defendant contre leur Seigneur ou autre, sans le consentement de leur Seigneur.

La Marche Chap.17. Art.171. L'homme tenant heritage q Serf ne peut porter tesmoignage contre son Seigneur: duquel il tient sondit heritage: mais si fait le mortaillable.

m Cest Art.680. est pris des Arrests de la Cour des Aydes: Voy le liure, x. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. xvi.

n Serui iure ciuili testes esse non possunt Modestinus l. serui 7. Paul. l. quæro. 58. § seruum D. de æd. ed. Honor. & Theod. l. quoniã 11. c. de testib l. 22. § 7. D. Qui testam. fac poss. Δοῦλος ἐμαρτύρει Harmenop. 1. c. 6. Ratio hæc reddi potest quod vrait Seneca 3. de Beneficiis cap. 19. Seruus non habet negandi potestatem. & domini imperant seruis. vide Nou. 90. cap. 6. Nou. Leon. 49. & serui censentur domestici Paul. l. testes 24. D. de testib. l. vlt. §. pen. De his qui ad Eccl. cõfugiunt, vbi etiam inter domesticos numerantur adscriptij coloni &c. l. 3. c. de testib. vide l. 6. D. de testibus & l. eos 5. c. eod. tit. l. 1. & 6. c. de quæst can. idonei 4 q. 3. Decis. 4. Capell. Tholos Bened. leuita lib. 6. Capitul. cap. 157. libertus vel liberta in nullis negotiis contra quemquã testimonium dicere admittantur, excepto in aliquibus causis, vb. ingenuitas deesse dignoscetur, sicut & permissum est & de seruis Quia indignum nostra pensat clementia, vt libertorum testimonia ingenuis damna concutiãt, & lib. 7. cap 280. Serui in caput domini, neque à præside, neque à procuratore, tam in pecuniariis, quam in capitalibus causis interrogari possunt.

o Serui iure ciuili in certis criminibus aduersus dominũ torqueri possunt. l. 1 &. 6. c. de quæst. vide l. 1. c. in quibus causis colon. cens. dom. acc. poss. l. 1 D. de nanu. l. vix certis 53. D. de iudic.

p Hermog. in l. vix. 53. D. de iudic. l. 5 D. de manu miss. l. 7. D. Ad legem. Corn. de falsis. l. 1. D. Ad leg. Iul. de annona.

q Vide Ioan. Fab. in l. etiam. C. de testibus & § in testibus Iust. de testam. Salicetum Petrum Perticensem in l. de l. etiam & l. eos. C. de testibus.

Source : BIU Cujas

TITRE III. DES DROICTS DE IVSTICE, Haute, Moyenne & Basse.

I. *Fief & Iustice n'ont rien commun ensemble.*
II. Diuision de Iustice.
III. *Droicts de Haute Iustice, & marques d'icelle.*
IIII. *Droicts de Moyenne Iustice ou Vicomtiere ensemble des marques d'icelle.*
V. *Droicts de Basse Iustice ou fonciere.*
VI. *Droicts du S. Foncier n'ayant Iustice Fonciere ou Censuelle.*
VII. *Choses communes à la Iustice, Haute, Moyenne & Basse.*
VIII. *Les Seigneurs Iusticiers souffrans les delinquans en leurs terres, sont punis par le Suzerain.*
IX. *Les Subiets des Seigneurs n'ont puissance de s'assembler en corps, sans licence desdits Seigneurs.*
X. De Cour d'ordre pour assembler les III. Estats du pays.

ITOVRS Tit.36.Art.379.Es† Seigneuries de Maizieres, Buzançois, d'Azay le Ferron, la Mothe sur Yndre, de Bauché, de S. Genouſt, de S.Cyran & de l'Isle Sauary estans en la temporalité & Bailliage de Touraine & au Diocese de Berry, Fiefs a & Iustice n'ont rien meslé ensemble: parce que tel est seigneur de la Iustice, qui n'est seigneur de Fief: & au contraire. Et que les Iustices sont bornees & limitees.

AZAY LE FERRON Art.1.Fief &c.p.*à Tours.* Car tel &c. *& è contra.* Et sont les &c. bourneés &c.

LA MOTHE SVR YNDRE Art.1. Domaine, Fief & Iustice n'ont rien meslé ensemble.

BVZANÇOIS Art.1.Les Iustices desdits lieux sont bornees & limitees les vnes des autres: & n'ont les Fiefs, fonds & Iustice rien meslé ensemble. Car tel a fief qui n'a la Iustice, & tel a la Iustice, qui n'a le fief. Art. 3. Celuy qui a droict de fief ou censif en la Iustice des Barons & Chastelains, est tenu aller plaidoyer en la Iustice ou est son Fief situé & assis. Car le Fief ne suit la Iustice, ne la Iustice le Fief.

BAVCHE Art.1.Fonds, Fief & Iustice &c.p. *à la Mothe*, ensemble. Car tel a le Fief qui n'a pas la Iustice: *& è contra*: & sont les Iustices limitees & bournees les vnes des autres: en maniere que s'il y a aucun seigneur qui ait du Fief où Fond de la Iustice de son voisin, il faut que le seigneur dudit Fief aille plaidoyer sondit Fief, s'il en est question, en la Iustice de celuy, où est assis sondit Fief: sinon qu'il fut Suzerain de celuy, à qui appartiendra la Iustice. Auquel cas il ne seroit tenu aller plaidoyer deuant son Vassal.

S.GENOVST Art.1.le Fief &c. l'vn auec l'autre. Car tel est seigneur de Fief, qui n'a pas la Iustice. *& è contra.*

MAIZIERES Ar.1.Celuy qui a Fief n'est fondé d'auoir Iustice: & luy est prohibé par le seigneur Iusticier tenir Assise n'autre iurisdiction.

S.CYRAN Art.1.p.*à Maizieres.*

L'ISLE SAVARI Art.1.& 4.p.*à Buzançois* Art.1.& 3.

BLOIS Chap.5.Art.65.Fief & Iustice n'ont rien commun ensemble.

BERRY Tit.5.Art.57.Le Fief * n'argue la Iustice ou Ressort: ne la Iustice ou Ressort, le Fief & n'ont rien commun.

BOVRBONNOIS Chap.1.Art.1.Iurisdiction & Ressort d'icelle & Fief, n'ōt rien commun. Et peut estre iurisdiction & ressort à vn, & le fief à vn autre.

AVVERGNE Chap.2.Art.4.Le Ressort peut estre à l'vn, & le fief à autre. Car par la Coustume fief & ressort n'ont rien commun. Art.5.le S.Iusticier n'est fondé à cause de sa Iustice, de soy dire S.F. des choses situees en icelle.

LA MARCHE Chap.1. Art. 5. Fief, Ressort & directe seigneurie n'ont rien commun: & peut estre le Fief & foy hommage à vne personne: & la iurisdiction de la chose Feodale & directe à vn autre. Chap.18. Art.179. p. *à Auuergnes.* fondé d'estre S.F. de tout ce qui est situé en sa iurisdiction.

a Oldradus Cons.179. nihil habet commune proprietas prædiorum cum iurisdictione. Bal. in l. à procuratore C. mandati cap.vn. Qualiter iurare debeat vasallus dom.fidel.libr.2. Feud.Tit. 5. Masuer.in Praxi Tit.de feud §.itē non sequitur. Molinæus ad §.1.Glossa 5.q. 45. Bacquet.Traité des droicts de Iustice cha. 4.nōbre 4.Iason.cons. 146.vol.2.Bar.cons.89. Guidon.Pap. Dec.518. Boer.Dec.46.& 237.

Fief & Iustice n'ont rien commun ensemble.

† *Cest* Art.379 *a este adsouste pour Coustume. Mais quāt aux autres Art. des Coustumes locales, qu'ils ne seroient par nous receus ny arrestez pour coustume: attendu qu'ils n'ont este rapportez par les trois Estats comme il appartient: reseruant neantmoins ausdits Seigneurs respectiuemēt de pouuoir vser des droicts, esquels ils se trouueröt fondez par Adueuz denement verifiez & autres titres particuliers, ou par iouissance de temps immemorial: sauf à leurs suiets leurs defenses au contraire & quant aux droicts particuliers, que lesdits Seign. & autres. nous ont alleguez n'estans escrits au cayer ancien & concernans leur particulier seulement & non contenus en la Coustume generale ou locale*

ludit pays. Auons ordonné que aucune mention n'en seroit faite en nostre procés verbal: & les poursuiuront si bon leur semble, ainsi & pardeuant qui ils verront estre à faire par raison. Auons neantmoins donné acte audit Bonneau pour & au nom de messire Iacques de Brilhac Seigneur d'Argis, de ce qu'il a requis qu'aucuns Articles de Coustume pretendue

Source : BIU Cujas

locale de ſa Chaſtellenie d'Argis, qui eſt ſous la temporalité de Touraine & Spiritualité de Bern, à nous preſentez & fuſſent receus: ce qu'à la reformation des Couſtumes faictes en l'an 1507. il n'auroit remonſtré, au moyen qu'audit temps il eſtoit mineur & en bas aage: par l'vn deſquels eſtoit porté, que Fief & Iuſtice n'ont rien de commun enſemble: & que tel a le Fief qui n'a Iuſtice: & tel a Iuſtice, qui n'a le Fief: par ce que les Iuſtices ſont bornees & limitees. Pour le regard duquel Art. luy auons octroyé acte: & pour les autres par luy allegue, auons ordonné qu'il n'en ſeroit faite mention en noſtre procez verbal: ſauf à luy à ſe pouruoir pour les droicts par luy pretendus ſur ſes ſuiects, ainſi qu'il verra eſtre à faire par raiſon: & à leurs ſuiets leurs defenſes au contraire. Auons auſſi donné acte audit de la Folie pour & au nom de Chriſtofle du Viuier Seigneur de la Robandiere, de ce qu'il a empeſché que le Seigneur de Herbaut ne puiſſe pretendre les Couſtumes locales par luy cydeuant allegueés contraires à la Couſtume generale de Touraine: meſmes pour les droits de Relief à cher pris, Foreſtage, Segreage ſur les bois qui ſe vendent en ladite Seigneurie de Hebaut tant de haute fuſtaye, taillis que autres heritages.

* *Aliàs, ne marque la Iuſtice.*

Iuſtice Haute Moyenne, & Baſſe.

†† *Nous auons remonſtré aux trois Eſtats que Iuſtice ne ſe diuiſoit qu'é trois parties, à ſçauoir en Haute, Moyenne, & Baſſe: & que le S. foncier n'auoit aucun Officier: ains eſtoit tenu de pourſuiure ſon droit cé ſuel par deuant le Iuge ordinaire, & que fruſtratoiremẽt la dite Iuſtice fonciere eſtoit couchee audit Ar. Surquoy auons corrigé ſelon qu'il eſt contenu audit Art. Fourches patibulaires, ceps & pillori ſignes de Haute Iuſtice.*

† *Ces trois premiers Art. ſont anciens, encores qu'ils ſoient de nouuel adiouſtez.*

† *Le 5. Art. eſt nouel pour l'aduenir.*

† *Ce 13 Art. a eſté omis au liure imprimé & a eſté adiouſté comme ancien: nonobſtant les remõſtrãces faites par frere Pierre Prenoſt Prieur de Fleury, membre dependant de l'Abaye de S. Victor & de M. Iean Moireau par les Chanoines & Chapitre de Courpalay: leſquels pour le regard dudit 13 Art. ont ſouſte-*

II. VALLOIS Tit. 1. Art. 1. Iuſtice †† eſt diuiſee en trois manieres: c'eſt à ſçauoir en Haute, Moyenne, & Baſſe. b

III. MEAVX Chap. 26. Art. 209. Auoir fourches patibulaires, ceps & pillori, c ſont ſignes de Haut Iuſticier: & quand ils cheent, le ſeigneur les peut releuer dedans l'an, ſans danger ou congé d'autruy: & ſ'il paſſe l'an, ne le peut faire ſans congé du ſeigneur.

MELVN Chap. 1. Art. 1. Au † Haut Iuſticier appartient d la cognoiſſance des cas, pour leſquels y a d peine de mort, mutilation de meubres & autres peines corporelles, comme fuſtiger, pillorier, bannir, fleſtrir, & marquer & autres ſemblables fors les cas e Royaux: deſquels la cognoiſſance appartient au Iuge Royal ſeulement. Art. 2. Pour l'exercice de laquelle Iuſtice, peut ledit Haut Iuſticier auoir fourches patibulaires, és terres de ſadite Haute Iuſtice. Et ſi les fourches eſtoient tombees, les peut faire releuer dedans l'an: ce qu'il ne peut faire apres ledit an paſſé, ſans lettres du Roy: deſquelles il doit demander l'enterinement par deuant le Bailly de Melun ou ſon lieutenant en ſon Siege principal, le Procureur du Roy appellé. Art. 3. Pillori & Carcan mis d'ancienneté, ſont ſignes de Haute Iuſtice. Ar. 5. Le †† Haut Iuſticier doit auoir en ſadite Haute Iuſtice, f priſons bonnes ſeures & raiſonnables, baſties a rez de chauſſee: ſans vſer de fers, ceps, grillons, grue, ou autres inſtrumens ſemblables Art. 13. Le † Haut Iuſticier peut auoir & bailler en ſa terre meſures g à blé, grains, vins & autres fruits, deſquelles meſures, les Moyens & Bas Iuſticiers eſtans en & au dedans de ladite Haute Iuſtice, ſeront tenus en vſer.

SENS Tit. 1. Art. 1. Celuy †† qui a Haute Iuſtice a iuriſdiction, puiſſance & cognoiſſance des cas requerans mort & mutilation de membres & autres peines corporelles: comme fuſtiger, pillorier, eſcheler, bannir, marquer, h deporter, i & autres ſemblables. Art. 2. Pillori † & eſchelles ſont ſignes de Haute Iuſtice: & qui peut auoir & faire l'vn, il peut ſemblablement auoir & faire l'autre. Art. 3. Auoir tenir & bailler eſtelons de poids & meſures, appartient au Haut Iuſticier. Art. 4. Si †† le ſigne patibulaire, eſcheles ou pilori d'aucun ſeigneur Haut Iuſticier, pour quelque cas eſtoit cheu à terre, ledit Haut Iuſticier, le peut faire releuer dedans l'an & iour de la cheute, en la forme & maniere qu'il auoit eſté auparauant ſans congé & licence de ſon Souuerain: ce qu'il ne peut faire l'an & iour paſſez, ſans obtenir ſimples lettres de Iuſtice en la Chancellerie de Paris: deſquelles il demandera l'enterinement par deuant le Bailly de Sens ou ſon lieutenant en ſon ſiege capital & Preſidial, auec le Procureur du Roy.

b Aucuns adiouſtent vne quatrieſme eſpece de Iuſtice, qu'ils nomment iuſtice fonciere & cenſiere: qui eſt pour la conſeruation & maintention des droicts Feodaux & cenſuels: & dit on que ceſte iuſtice ineſt Feudo & cenſui de laquelle nous parlerons cy deſſous es nombres 5. & 6. Mais l'auteur de la ſomme Rurale Ti. des Iuriſdictiõs diuiſe la iuriſdiction en ordinaire, naturelle & commiſe. L'ordinaire eſt celle que le Prince tient en ſon pays: car il n'a nul ſouuerain fors Dieu, comme le Roy. La naturelle eſt celle que les Seigneurs ont par dignité de leur Seigneurie de leurs Fiefs & nobles tenemens: cõme les Barons, Hauts Iuſticiers, Vicomtiers, & les fonciers. La commiſe eſt celle qui eſt baillee ſoit par le Prince ſoit par autre Seig. qui ait pouuoir de ce faire, comme le prince ou autre Seigneur, qui commet & eſtabliſt aucun ſon Baillif ou ſon Seneſchal en vn lieu pour faire garder & exercer ſa Iuſtice.

c Locus in quo ſemel erectæ fuerunt furcæ, publicus iam in de factus vt ſcribit Bart. in l. ſi propius §. 1. D. de mort infer. Boer. Deciſ. 212 nu. 24 In loco publico poſita nihilo magis licet reficere quam ſtruere noua, abſque principali reſcripto vlp. in l. 2. §. ſi quis id quod. D. Nequid in loco public. At hi mores aliter ſtatuunt. Chopin ſur la Couſtume d'Aniou & Bacquet Traicté de Iuſtice chap. 9. nombre 9. 10. 11. 12. 13. & 14. on tient que le Haut Iuſticier ne peut auoir pillori en la ville, bourgade, en laquelle le Roy a pillory. Auquel cas les Hauts Iuſticiers ſe doiuent contenter d'eſcheles & poteaux à mettre carcans, ainſi qu'il eſt porté par le grand Couſtumier de France. Titre de Haute Iuſtice, Moyenne & baſſe. Vide Oldradum conſ. 6. Baldum. in l. à procuratore. C. mandat. Doctores in l. capitalium §. famoſos. D. de pœnis.

d Maſuer. Tit. de iudic. & eorum iuriſdict. num. 12.

e Les cas Royaux ou priuilegiez ſont exprimees par vne ancienne iuriſdiction extraicte du Parlemẽt le 5. iour d'Aouſt 1456. miſe au long par Bacquet Traicté de Iuſtice Tit. 7. & au grand Couſtumier de France Tit. des droicts Royaux qui en donne pluſieurs cas Chopin liure 2. du Dom. Tit. 7. Le Iuge ordinaire non Royal & ſubalterne a bien la capture, interrogatoires & tous preparatifs, qui ſont auſſi au ſoulagement de la Iuſtice Royal, pour y renuoyer ſans retardation du renuoy, & ſans empeſcher que le Iuge Royal ne preuient ſ'il eſt auſſi diligent. C. M.

f Charles 9. 1560. Art. 54 Voyez la Conference des Ordonnances Royaux liure ix. Tit. 4. & ſuiuant l'ordonnance par Arreſt du 15. iour de Ianuier 1563. fut enioint au ſubſtitut de M. le Procureur du Roy faire ſaiſir tout le reuenu temporel de la Iuſtice de S. Magloire: pour faire baſtir priſons à rez de chauſſee. Et le 22. Feurier 1578. fut enioint à vn Gentilhomme de tenir priſon ſeparee de ſon chaſteau en lieu propre & commode pour le Iuge: & a faute de ce que le Iuge ſuperieur pourroit faire tranſporter le priſonnier mal logé.

Source : BIU Cujas

g Guido. Pap. Dec. 490. Bartol. in l. diuinas C. de frumento Alexand. A ceſte cauſe par Arreſt du 1. Auril. 1544. le droict de meſurer & aulner les draps, & marquer les aulnes fut adiugé au Baron de Chaſteauroux en Berry. Cap. l. magnus voluit menſuras æquales eſſe Aug. ep. lib. 1. c. 74. les Ordonnances de Francois 1540. & de Henry 2. 1557. Charl. 9. 1561. miſes en la Conference liure 4. Tit. 10. Chopin liure 3. du Dom. Tit. 22. & liure 1. ſur la Couſtume d'Aniou.

h Contra l. ſi quis in metallum 17. C de pœnis qui n'eſt gardee en France, comme pluſieurs autres loix C. M. Et le 24. iour de Nouembr. 1551. feuſt declaré par Arreſt que à la Haute Iuſtice priuatiuement appartenoit la cognoiſſance & punition des exces faits auec effuſion de ſang.

i Les Seigneurs ont leurs iuſtices bornees & limitees, & à ceſte cauſe ne peuuent bannir hors leur territoire & iuriſdiction, ainſi qu'il eſt nommement porté par la Couſtume de Niuernois Chap. 1. Art. 15. Grand Perche. Art. 10. Bourb. Art. 2.

nu qu'à cauſe de leur Moyenne & baſſe Iuſtice, qu'ils ont eſdits lieux leur appartient bailler meſures & eſtallonnages à leurs ſuiets: ſouſtenu au cõtraire par l'Aduocat du Roy, & ſemblablement par Madame Marie Burgenſis, vefue de feu Meſſire Coſme Clauſe, tant en ſon nom, que comme tutrice & ayant la garde noble des enfans dudit defunct & d'elle: qui a dit qu'à elle ſeulle eſdits noms, comme aiãt la Haute Iuſtice dudit lieu de Fleury appartient de bailler meſures & eſtallonnages tant à ſes ſuiets qu'aux ſuiets dudit Prieuré: & que pour raiſon dudit droict y a proces à la Cour. Auſquelles parties auons donné acte de leurs remonſtrances & oppoſitions: & ordonné que ledit Art. paſſeroit ſans preiudice des proces intentez, de leurs droicts & titres particuliers, ſi aucuns en ont.

†† *Le Procureur du Roy ſur le 1. Art. requiſt que ces mots fuſſent adiouſtez,* Exceptez les cas dont la cognoiſſance eſt reſeruee & appartient aux Iuges Royaux priuatiuement à tous autres Iuges par les Edicts & Ordonn. Royaux *& autrement. Surquoy fut ordonné que ledit Art. tiendroit ſans preiudice toutesfois des droicts & Edits Royaux.*

† *Le Vvit pour ledit Meſſire Iacques du Bellay, & Gayet pour Loyſe de Clermont, eux diſant reſpectiuement Conte & Conteſſe de Tonnerre, ont ſouſtenu que par Couſtume locale & particuliere dudit Comté de Tonnerre, à eux ſeuls & priuatiuement à tous autres Seigneurs Iuſticiers dudit Comté, appartient auoir fourches patibulaires à quatre piliers. Ce qui a eſté denié par ledit Procureur du Roy: & autres Seigneurs dudit Comte illec preſens ou Procureurs pour eux. Nous ſur le different ſuſdit, auons renuoyé leſdites parties en ladite Cour, au lendemain de Quaſimodo, pour en eſtre par elle ordonné.*

†† *Sur ce 3. Art. Le Procureur du Roy a maintenu qu'au Roy ſeul appartient bailler poids & meſures en la Ville & fauxbourgs de Sens: & par le Preuoſt dudit Sens a eſté dit qu'il a la garde des autres meſures, & droict de les bailler tãt en la ville, fauxbourgs que banlieue dudit Sens. Ce qui a eſté denié par les Religieux, Abbez & Conuents de S. Pierre de Vic, S. Remy. S. Colombe, S. Iean lez Sens, pour leurs terres & Iuſtices aſſiſes en ladite banlieue, & par les autres Seigneurs d'icelle Banlieue. Nous ſur le different ſuſdit, auons renuoyé leſdites parties en ladite Cour audit iour.*

†† *Sur le 4. Art. Auons ordonné du conſentement aduis des trois Eſtats, que ces mots,* auquel cas il faut auoir permiſſion de Iuſtice, *ſeront rayez: & au lieu d'iceux ſeront mis ces mots,* ſans obtenir ſimples *&c. iuſques à la fin. Ce faict Maiſtre Nicole Dindelle Preuoſt de Villeneufue le Roy, ſoy diſant Procureur des manans & habitans de ladite Ville, & auoir charge d'aucuns des Nobles preſens, a dit que l'enterinement deſdites lettres ſe deuoit demander pardeuant ledit Bailly en ſon ſiege de Villeneufue, pour le regard des Seigneurs eſtans du reſſort dudit Siege: & ſ'oppoſoit à ce qu'autrement fut ordonné. Ce qui a eſté empeſché par ledit Procureur du Roy, qui a dit que la ville de Sens eſt le ſiege capital & Preſidial, où doiuent telles matieres eſtre traictees & non ailleurs: parce que ce ſont droicts Royaux & domanieres. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demourera reformé & additionné comme deſſus ſuiuant l'aduis des Eſtats: nonobſtant l'oppoſition dudit Dindelle, lequel en a appellé. Et ce faict, les Nobles illec preſens ont declaré n'auoir donné charge audit Dindelle de faire ladite requeſte, former ladite oppoſition, n'interietter ledit appel.*

† *Ces Art. 1. 2. & 4. ſont mis au lieu des Art. anciens eſtans ſous pareille cotte: & en ce faiſant a eſté rayé le 15. Art. dudit ancien comme comprins audit Art. 4.*

†† *Ces mots,* Et auoir lettres de ſa Chancellerie, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

AVXERRE Ti. 1. Ar. 1. p. *à Sens.* Ar. 1. iuriſdictiõ & &c. cas † pour leſquels eſchet peine de mort, inciſion de membres, fuſtiger, fleſtrir, pilorier, eſcheler, bannir & autres ſ. Art, 2. Tout S. Haut Iuſticier, peut auoir ſigne patibulaire, à iii. ou iiii. piliers, & non plus, ſ'il n'eſt Baron ou Comte. Art. 3. p. *à Sens.* 2. l'vn, peut &c. Art. 4. p. *à Sens.* 3. Iuſticier, auec cognoiſſance de la tranſgreſſion deſdits poids & meſures. Mais l'emolument & profit de l'amende appartient au Moyen Iuſticier, iuſques à lx. ſols tournois, & ce qui excedera ladite ſomme, audit Haut Iuſticier Art. 5. p. *à Sens* 4. ſont cheus à terre &c. iour ſans demander congé. Ce qu'il ne peut faire apres leſdits an & iour paſſez, ſans l'auctorité du Bailly, le bois eſtant en place. Et ſ'il n'y a apparence de viel bois, ſe doit pourueoir deuers le Roy, †† & auoir lettres de ſa Chancelerie.

BAR Tit. 2. Art. 28. Les Hauts Iuſticiers ont cognoiſſance des cas requerans mort, mutilation de membres, fuſtigations, pilloriſſemens, banniſſemens perpetuels ou à temps, ou autres peines corporelles. Art. 33. les Hauts Iuſticiers ont ſigne patibulaire, piloris, carcans, & choſes ſemblables pour faire les executions ſelon le cas. Toutesfois il y a aucuns Hauts Iuſticiers, qui n'ont l'execution de mort, ny ſigne patibulaire, mais ſ'en fait l'execution en la Iuſtice de la ville de Bar. Art. 35. Les Hauts Iuſticiers peuuent faire reddreſſer les ſignes de Haute Iuſtice cheus, dedans l'an & iour de la cheute & ruine d'iceux, ſans demander licence de ce faire audit Seigueur: mais apres ledit an & iour, ne le peuuent faire ſans demander ladite licence: à peine de l'amende qui eſt de lx. francs Barrois, & de le demolir, pour par apres le redreſſer par permiſſion. Art 36. Les cris des feſtes appartiennẽt aux Hauts Iuſticiers: & quand noſtredit Seigneur eſt Haut Iuſticier auec autres Hauts Iuſticiers, le ſergent dudit Seigneur Duc: en fait les Criees, & ſe nomme ledit ſeigneur Duc le premier, & les autres apres luy. Et neantmoins ſi la Seigneu-

Cris de Feſtes appartiẽnent au Haut Iuſticier.

Source : BIU Cujas

rie eſt indiuiſee, ſe fera le cry par le ſergent ordinaire d'icelle: lequel nommera M. le premier & les autres ſieurs apres: le tout ſans preiudice à ceux qui ont tiltre valable ou poſſeſſion immemoriale Article. 45. Creer [k] Tuteurs & curateurs, faire main-miſe, inuentaires, ſubhaſtations d'heritages, interpoſer decrets, emanciper, donner & adiuſter meſures, ſont exploits de Haute Iuſtice. Toutesfois en aucuns lieux dudit Bailliage, le Moyen Iuſticier fait l'adiuſtement des meſures.

SENLIS Tit. 1. Art. 27. Les† fourches patibulaires des Hauts Iuſticiers doiuent eſtre à deux pilliers, & ſont les liens [l] par dehors les piliers: en ſigne que les Hauts Iuſticiers ont regard aux champs & eſtendue de Haute Iuſtice & ſeigneurie. Tit. 4. Art. 96. Meurtre, rapt, [m] boutefeu, peché cõtre nature: de toutes batures & mutilures faites de faict à guet & propos deliberé ſans port d'armes: *& maxime* à la requeſte & priere d'autruy, par dõ, promeſſe ou autres choſes de tous ports d'armes, de chaude chole, la cognoiſſance en appartient au S. Haut Iuſticier, ſi le cas n'eſt que la cognoiſſance en doiue appartenir [n] au Roy ou ſes Officiers. Il a ſemblablement en ſa ſeigneurie & haute Iuſtice, regard ſur les meſures, fait meſurer & eſtallonner les poids & meſures dont l'on vſe en ſadite haute Iuſtice. Il fait tous cris publics: donne congé pour pendre pris & ioyaux, pour iouer à la paume, aux barres & autres ieux: aſſeoir bornes & punir les arracheurs d'icelles bornes pour gaigner terre: a regard & cognoiſſance ſur les voiries. Il a ſemblablement cognoiſſance des auuens ſur rue: & ne peut aucun picquer, houer, abbatre ou emonder arbres [o] ſur la voirie, ſans ſon congé ou licence & appoſer bornes entre iuriſdictions & terrouers de ſeigneurie. Il peut donner congé de mettre auuens, enſeignes de tauernes & autres exploits. Art. 98. Le haut Iuſticier a cognoiſſance de punition corporelle, comme abſciſſion de membre, fuſtigation, banniſſement de ſa terre & ſeigneurie, releuer à temps, de porter ou bannir à touſiours: & faire declaration de confiſcation. Art. 99. Le haut † Iuſticier cognoiſt des cas criminels, qui ſont de ſa iuriſdiction, de toutes cauſes reelles & poſſeſſoires deſſus declarees, & ciuiles: paſſer les decrets en ſa Cour: pourueu que les criees ayent eſté publiees au lieu de ſa Seigneurie par ſon [p] adiugé, non pas par obligation de ſeel [q] Royal: parce que de tel ſeel il ne peut auoir la cognoiſſance. Art. 100. Il loiſt à vn Haut Iuſticier de ſaiſir ou faire ſaiſir & mettre en ſa main tous les heritages eſtans és fins & mettes de ſa Iuſtice, pour contraindre les detenteurs deſdits heritages, à monſtrer & enſeigner à quel tiltre il les tiennent & poſſedent. Art. 101. Si les detenteurs & poſſeſſeurs deſdits heritages ſ'oppoſent audit Arreſt, ledit Arreſt ſeruira ſeulement * par adiournement. Et pendant le procés les detenteurs & poſſeſſeurs iouyront deſdits heritages ou heritage ſaiſis: & poſé ores qu'il fut & ſoit notoire, que ledit heritage ou heritages ſaiſis, fuſſent ſituez & aſſis és fins & limites de la haute Iuſtice dudit ſeigneur Haut Iuſticier. Art. 102. Si au moien dudit arreſt & ſaiſie au regime & gouuernement deſdits heritages ſaiſis, y a Commiſſaire ou Commiſſaires ordonnez, & ſi ledit Commiſſaire eſt pourſuiuy, pour rendre compte de l'adminiſtration deſdits heritages ſaiſis & le detenteur & poſſeſſeur ſ'oppoſe audit arreſt, & à ce eſt reçeu, ladite pourſuite ceſſera à l'encontre dudit Commiſſaire, & aura ledit detenteur & poſſeſſeur main-leuee, & tournera la matiere en action. Art. 105. Droict †† de Trauers eſt [r] droict ſeigneurial de Haute Iuſtice, & les exploicts qui en ſont faicts à la conſeruation dudit droict, ſont tenus & reputez exploicts de Haut Iuſticier. Auquel appartient la punition & correction des tranſgreſſeurs dudit droict de Trauers, & non pas au Moyen & Bas Iuſticier. Ar. 106. A † Haut Iuſticier d'aucũ lieu, appartiẽt à faire faire le cry le iour de la Feſte dudit lieu, prendre & faire prendre, punir & corriger les malfaiteurs: les punir criminellement, donner congé de faire pendre prix pour iouer à la paume, aux barres & autres ieux & aſſemblees illicites, honneſtes & raiſonnables: appeller ou faire appeller à Ban les delinquans, quand ils l'ont deſſerui: ſaiſir biens, inuenter, pendre, traiſner, fuſtiger, eſſoriler, pilloriſer, eſcheller, faire bournages, limites & ſeparations de Seigneuries & autres grans exploicts.

† *L'Art. 27. a eſté mis en ſurſeance comme l'Art. 26. precedent. Et depuis a eſté corrigé par prouiſion, ſans preiudice aux Moyens & Bas Iuſticiers d'eux pouruoir par deuers la Cour, ou ailleur ainſi que bõ leur ſemblera: & a eſté mis en la forme contenue audit 27. Art. dudit cayer.*

† *Le Procureur de l'Eueſque de Beauuais, le Procureur de l'Egliſe dudit Beaumais & le Seigneur de la Rochepot Seigneur Chaſtelain de Mello, le Baron & Seigneur de Mõchy le Chaſtel & pluſieurs autres Hauts Iuſticiers, ont dit que ils ont cognoiſſance du Seelé Royal, meſmement entre leurs ſuiets: leſquels ne peuuent proroger iuriſditiõ en leur preiudice, peuuent faire decrets ſur obligation faite ſous ſeel Royal: ſouſtenu au contraire par le Procureur du Roy audit Bailliage. Surquoy prins l'opinion des aſſiſtans & ouis les Eſtats de l'Egliſe & autres du tiers Eſtat, la pluſpart deſquels ont dit que l'ar. 99. doit demourer. Nous auõs ordõné par prouiſion que ledit Art. demourera en l'eſtat qu'il eſt: & ſur les oppoſitions des deſſus nommez, les auons renuoyez à la Cour*

k Vlp. in l. 1. & 3. D. de tut. & cur. dans l. 3. 6 & 13. C. Qui dare tut. vel cur poſſunt. Au reſte les choſes contenues en ceſt Art. 45. ſont par pluſieurs Couſtumes attribuees aux Moiens Iuſticiers Bourbonn. Art. 3. Sens eſt 14 15. & 16. Senlis Art. 9. Angoumois Art. 9. Blois 21. 22. 23. & 24. comme il ſera dit cy deſſous.

l Les fourches d'vn Haut Iuſticier ont les liẽs par dehors & ſont patez par embas: mais celles du Moyen Iuſticier ont les liens par dedans & non patez, ainſi qu'il eſt dit au grand Couſtumier de France chap. de Haute Iuſtice &c les Hauts Iuſticiers aucunesfois ont fourches patibulaires à quatre piliers: les autres à trois & aucuns à deux piliers ſelon leurs titre & poſſeſſion immemoriale. Vide Oldrad. Conſ. 161. Bald. conſil. 420. lib. 1. In crimẽ falſi incidit qui nullo iure ſibi competente furcas erigit l. eos qui D. de falſis. cap. ſi iudex de ſent. excom. 6.

m Les Iuges ſubalternes des Hauts Iuſticiers ne pouuoient aucunement cognoiſtre de meurtre ou homicide guet à pens, ny du rapt, incendie ou boutemet de feu: ainſi qu'il ſe cognoiſt par deux anciens Arreſts de l'an 1270. & de l'Octaue de la Touſſaints 1272. recité par Bacquet au traicté de Iuſtice Tit. 6. voyez le ſtil du Parlemẽt Tit. de alta media & baſſa iuriſdic. & le Boteillier en la ſomme rurale. Toutefois les couſtumes, les attribuent au S. Haut Iuſticier Chopin liure 2 du Domaine Tit. 7. & de ſacr. polit. lib. 3. Tit. 6. & lib. 1. de leg. Andium. Voyez la Couſtume de Tours Art. 55. cy deſſous. Au reſte le rapt eſt de Haute Iuſtice, iugé entre le Roy & l'Abbé de S. Germain des Prez à la Septembre 1257. & pour ceux de Senlis à la Touſſaints 1399.

n Ceſt a ſçauoir quand le cas Royal & que nul n'en peut cognoiſtre que le Iuge Royal. Voyez les Ordonnances de France pour les cas attribuez aux Iuges Royaux par Arreſt donné en plaidant le matin marily 24. Nouembre 1551. fut iugé que la Haute Iuſtice a cognoiſſance de toute effuſion de ſang, & non la Moyenne ou la Baſſe.

o Le grand Couſtumier de France Tit. de Haute Iuſtice &c. Item eſmonder arbres qui ſont ſur le chemin, ſont exploicts de Haute Iuſtice.

p Ceſt à dire par ſon ordonnance ou ſentence.

q Les Iuges ſubalternes non Royaux ne peuuent cognoiſtre du ſeel Royal: le grand Couſtumier Tit. de droicts Royaux

Source : BIU Cujas

où il eſt dict que le Roy cognoiſt de tous contracts faits ſous Seel Royal : & en cas qu'il y ait ſubmiſſion a toutes autres Cours il en aura la cognoiſſance par preuention. Pluſieurs le practiquent ainſi. Toutesfois aucuns diſent que tous Seaux ne ſont attributifs de iuriſdiction, & qu'il n'y a que celuy de Paris, d'Orleans, Mont pellier qui ont ce priuilege. Aucuns ont eſcrit que le Iuge Royal cognoiſt ſeul priuatiuement à tous Iuſticiers ſubalterne des lettres paſſees ſans Seel Royal, s'il eſt queſtion du crime de faux. Voyez Chopin liure 2. du Domaine de France Tit. 7. & liure 1. des Couſtumes d'Aniou Bacquet Tit. de Iuſtice Tit. 8. Notez qu'il y a Ordonnance & declaration du Roy Charles 9. 1566. pour ceſt effect cõtre les Officiers des Hauts Iuſticiers du Bailliage de Senlis : laquelle confirme ſpecialement ceſte Couſtume. Vòy la Conference des Ordonnances Royaux liure 12. Tit. 14.

r Droict de Trauers eſt exploicté de Haute Iuſtice & appartient au Haut Iuſticier, s'il l'a par grace, liberalité, permiſſion ou conceſſion du Roy : cap. ſuper quibuſdam §. præterea. Extra de verb. ſign. l. vectigalia. 10. D. de publ. & vect. l. non ſolent. C. de vectigal. noua inſt. non poſſe Salic in l. 2. c. eod. titulo Fridericus Conſt. quadam. Quæ ſint Regaliæ lib. 5. Feud. Bacquet Traicté de Iuſt. Tit. 30. Chopin liure 1. du Domaine Tit. 9. nombre 4.

* *Alias pour* † Les Nobles de la Chaſtellenie de Chaumõt, ont dit qu'en ladite Chaſtellenie y auoit pluſieurs d'entre eux, auãs ſeulement droict de Moyenne & Baſſe Iuſtice en leurs Seigneurs & Fiefs aſsis en ladite Chaſtellenie : à cauſe deſquelles leur appartenoit droict de Trauers auec la cognoiſſance, punition & correction des infracteurs & tranſgreſſeurs dudit droict, eux oppoſans à ce que l'Art 105. ne demeure en l'Eſtat qu'il eſt, mais requeroient qu'a iceluy fut adiouſté que ledit droict de Trauers appartient aux Moyens & Bas Iuſticiers, auec la cognoiſſance & punition de l'infraction d'iceluy. Et où ainſi ne ſeroit fait, que ce qui ſeroit ordonné ſur ledit Art. fut ſans preiudice de leurs dits droits & iuriſdictions. Surquoy a eſté ordonné que le contenu audit Art. demourera comme il giſt, ſans preiudice auſdits Moyẽs & Bas Iuſticiers dudit droict de Trauers, Iuſtice & punition des infracteurs d'iceluy en leurſdites Seigneuries, ſi aucuns droicts ils en ont.

†† *Aucuns Moyens & bas Iuſticiers de la Chaſtellenie de Chaumont, ont dit qu'à cauſe de leurs Moyennes & Baſſes Iuſtices ils ont droict de donner congé de pendre pris pour iouer à la paume, aux barres & autres ieux & aſſemblees licites & honneſtes, comme les Hauts Iuſticiers, requerans ce que dit eſt, eſtre adiouſté audit Art. Auſsi le Procureur des Maires & Pairs de la Ville de Beaunais à dit que l'Eueſque & Comte de Beaunais ne pouuoit faire ſaiſir en la Ville dudit lieu, les biens de ſes ſuiets n'abitans n'en faire faire inuentaire, ſans en eſtre requis ou ſes Officiers, & ainſi en auoit eſté & eſtoit vſe en ladite Ville. Et que par traicté & accord (appellé la grand cõpoſition faite entre l'Eueſque de Beaunais & ladite Ville en l'an 1276. au mois d'Aouſt) il eſt prohibé & defendu aux Officiers dudit Eueſque de proceder à confection d'inuentaire ſans requeſte, comme dit eſt. Parquoy proteſtoit que le contenu en l'Art. 106. ne peut preiudicier aux droicts, priuileges & prerogatiues de ladite Ville. Et par Maiſtre Iean le Roy Procureur dudit Eueſque a eſté faite proteſtation au contraire à celle deſdits Maire & Pairs, pour les droicts dudit Eueſque, en continuant & perſiſtant és autres proteſtations parfaites cy deſſus. Surquoy a eſté dit que ledit Art. demeurera ſelon ſa forme, & au ſurplus que leſdits Moyens & Bas Iuſticiers Maires & Pairs & Eueſque de Beaunais auröt acte de leurs declarations & proteſtatiõs.*

CLERMONT Tit. 17. Art. 201. *à la fin*, Et parce que quant aux droicts de Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe, ils giſent plus en diſpoſition de Droict, que de Couſtume, n'en eſt fait plus ample mention par les Couſtumes dudit Comté.

VALOIS Ti. 1. Ar. 2. Les Hauts Iuſticiers, ſuiets de ce Duché de Valois, ont cognoiſſance de tous cas & actions ciuiles & criminelles, ſ'ils ne ſont ſ priuilegiez. Auquel cas la cognoiſſance en appartient au Roy. Et peuuent leſdits Hauts Iuſticiers auoir Iuſtice patibulaire.

ſ Ceſt à dire des cas Royaux. Cas priuilegiez & cas Royaux idé ſignificant.

TROIES Tit. 7. Art. 123. Auoir ſigne patibulaire, ceps & pillori, ſont ſignes de Haute Iuſtice. Et quand ils cheent, le Seigneur les peut redreſſer dedans l'an, ſans danger d'autruy. Et ſ'il paſſe l'an, ne le peut faire ſans le congé du Roy ou de ſes Officiers. Art. 128. Pillori & Eſchelles &c. p. *à Sens* Art. 2. peut auoir &c.

CHAVMONT Tit. 8. Art. 99. p. *à Troyes* Ar. 123. ſans congé du Souuerain.

AMIENS Tit. 11. Art. 223. Tous Hauts Iuſticiers ont cognoiſſance de tous cas, crimes & delicts commis és fins de leurs iuriſdictions : hors mis des cas priuilegiez dont la cognoiſſance appartient aux Iuges Royaux ſeulement. Art. 236. Tous S. Hauts Iuſticiers ont cognoiſſance, punition & correction de tous cas tant criminels que ciuils & non priuilegiez : & leur appartiennent toutes matieres poſſeſſoires, reelles & mixtes : meſmes les Comtes, Chaſtellains, Barons & autres ayans vaſſaux & tenanciers Feodaux en premiere inſtance & par preuention, t peuuent prendre la cognoiſſance des ſuiets de leurs vaſſaux en toutes matieres : encores qu'iceux vaſſaux aient toute Iuſtice & Seigneurie, Haute Moyẽne & Baſſe : pourueu qu'en matiere perſonnelle ſoit queſtion de v. ſols tournois & au deſſus : ſauf les Renuois, u où ils appartiennent, quand ils ſont de la part deſdits vaſaux requis & en temps deu, comme auparauant conteſtation en cauſe ou delay peremptoire, prins en la cauſe. Art. 242. Aucun ne peut ſur les x frocs, chemins & ſiegards de la terre & Seigneurie d'vn Haut ou Moyen Iuſticier, eſtaller marchandiſe, pendre l'eſtoeuf pour iouer à la paume, danſer le iour de la Feſte du Patron, ou Dedicace de l'Egliſe, iouer à la cholle en aſſemblee publique : n'entreprendre autrement ſur la Iuſtice dudit Haut ou Moyen Iuſticier : ſans ſon cõgé ou conſentement, ou de ſes Officiers : autrement eſchet en amende de lx. ſols pariſis.

t De la matiere de preuention nous parlerons cy deſſous aux Titres 22. & 26.

u Voyez cy deſſous les Titres 22. & 26. ou nous parlerons de la matiere des renuois : tant en matiere ciuile, que criminelle.

x Frocs ou flos, ſiegards, chemins & voiries idem ſignificant : flos à fluo ſeu fluctu aquarum deductumqui buſdam videtur. Artois Art. 5. S. Omer Art. 13. Ponthieu Art. 104. Orleans Art. S. Paul. Art.

S. POL. Tit. 2. Art. 30. Tous Hauts Iuſticiers ont la cognoiſſance & punition de tous cas criminels, delicts & malefices commis és mettes de leur iuriſdiction : ſauf y de crime de leze Maieſté * reelle.

* *Alias Royale.*

PONTHIEV Tit. 4. Art. 84. Au Haut Iuſticier appartient de bailler l'eſtallon

Source : BIU Cujas

31. Boullenois Art. 41. Monstreul Art. 41. Therouanne Art. 6. Vide Nicolai Gossoni Commentaria ad Art. 5. consuet. Atreb. En la Coustume locale de S. Piat Art. 9. se nomment fronds & flegards. En l'Arrest de l'Abbé de S Riquier est faict mention de frotis, qui sont places vuides & communes d'vne ville. De la Chandeleur. 1266.

y Le crime de leze Maiesté est de la cognoissance & iurisdiction Royale, & les Iuges Royaux seuls en peuuent cognoistre Voyez le grand Coustumier Tit. des droicts Royaux & autres lieux & auctoritez par nous cy dessus alleguez par. aut des droicts Royaux: & a esté iugé par Arrest du dernier Decembre 1333. pour la Dame de Cassel, que de crime de leze Maiesté nul ne cognoist fors le Iuge Royal.

des mesures & du poids, dont l'on vse és mettes de sa Seigneurie Vicontiere Tit. 7. Art. 109. Quand aucun Seigneur est iouyssant & possedant d'aucune terre, ville ou Seigneurie és mettes de laquelle il a Haute Iustice & au dessous, il peut & luy loist, s'il luy plaist, faire ou faire ordonner poids, balances & mesures és mettes de sadite Seigneurie, pour peser, mesurer & auner les denrees, qui y sont aunees, pesees, mesurees & distribuees selon les vsages, & ainsi que l'on a anciennement vsé, & en prendre à son profit les emolumens pour ce deuz & appartenus sans ce que aucun autre Seigneur ou Iusticier, en celuy peut compediter n'empescher en aucune maniere.

CAMBRAY Tit. 22. Art. 7. Matiere de commandement concerne la Haute Iustice.

PERONNE Tit. 1. Art. 1. Les S. Hauts Iusticiers, aians les chefs lieux de leurs Seigneuries, situez hors ledit Gouuernement, ne peuuent distraire ne tirer en cause en leursdites Seigneuries, leurs suiets vassaux & tenanciers demourans audit Gouuernement: si ce n'est pour les z droicts & deuoirs Seigneuriaux, Feodaux ou Censuels de ladite Seigneurie: Art. 20. le S. Haut Iusticier peut faire releuer ses fourches patibulaires estans tombees à terre par antiquité ou autrement, eriger d'autres dedans l'an, qu'elles seront tombees. Et apres l'an doit auoir congé du Roy ou de ses Officiers. Tit. 3. Art. 101. Le † S. Haut Iusticier est fondé en droict de Seigneurie, en tout ce qui est au dedans de son Territoire, enclaues & limites d'icelles Seigneuries, s'il n'appert du contraire.

† *Cest Art. 101. a esté de nouuel introduict, pour auoir lieu a l'aueuir.*

ARTOIS Tit. 1. Art. 12. Au Haut Iusticier à cause de sa Seigneurie & Haute Iustice, loist faire Edits & statuts és mettes d'icelles, mettre & imposer amende arbitraire. Et si a cognoissance par ces hommes de tous crimes & forfaitures, mesmes de rapt, meurdre, larcin & de tous autres crimes & droict de confiscation.

† *Par l'Art. 19 de Bethune est porté au surplus toutes les Coustumes de la Gouuernance Aduouerie de Bethune: se conforme en tout aux Coustumes generales d'Artois.*

BETHVNE Tit. 2. Art. 17. En la † ville Banlieue, Escheuinage, Gouuernance & Aduouerie a de Bethune, le Seigneur d'icelle a & luy appartient toute Iustice, Haute, Moyenne & Basse: & pour l'exercer Gouuerneur, Procureur fiscal, conseiller, Hommes feodaux, Escheuins, Preuost des Clains, Preuost & Maieurs pour le faict de la veue, Greffier, Sergens & autres Officiers: lesquels hommes & Escheuins chacun en ses limites iugement à la coniure dudit Gouuerneur ou son lieutenant, auec tous droicts exploicts preeminences & auctoritez, que à Haute Iustice appartiennent.

LENS Tit. 2. Art. 3. Audit † Seigneur & Officiers appartient corriger toutes personnes, vsant de mesures non flatries de la marque de la ville de Lens, ou autres marquees d'icelle marque non estant de loyale mesure par decadẽce de fonds adiousteméns d'ablocque de bois ou autres choses, qui se feroient en fraudant telles mesures, de telle amende arbitraire & reparations honnorables, que par les Pers & hommes dudit Bailliage seroit ordonné, ainsi que le cas le requiert.

LILLE Tit. 21. Art. 232. Pour deuement mettre bonnes b & assens entre deux confins de maisons & heritages, est requis faire euoquer & adiourner sur le lieu le Preuost de Lille ou son Lieutenant quatre Escheuins du moins & les heritiers circonuoisins. Et illec par onuriers sermentez & autres à ce cognoissans, se mestier est, presens les dessus nommez Escheuins à la semonce dudit Preuost ou son Lieutenant, faire asseoir lesdites bonnes & assens. En faisant par ledit Preuost ou son Lieutenant defenses de non toucher à icelles bonnes & assens, ne fouir à vn pied c pres d'icelles: à peine de lx. sols d'amende de Loy & punition d'Escheuins.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 1. Art. 8. Quand le signe de Haute Iustice est cheu à terre, le Seigneur Haut Iusticier, le peut faire reddresser dedans l'an & iour apres ce qu'il est cheu, sans ce qu'il soit besoing en auoir congé ou licence de M. le Duc. Mais l'an & iour passez, il ne le peut faire, sans congé & licence de mondit Seigneur.

COMTE DE BOVRG. Chap. 5. Art. 53. Le signe patibulaire de la Haute Iustice, cheu par terre, se peut releuer & refaire dedans l'an & iour, apres qu'il est cheu par terre, sans le &c. p. *au Duché.* Art. 8.

z Peronne Art. 70. & 83. Accursius in l. fin. C. de recept. arb. ait morẽ seu consuetudinem dare iurisdictionem ex l. 1 C. de emancip. sed in d. l. fin. excipit iura patronalia vt in Art. 70. & 83. inf cap. ex transmissa. extra de foro cõ. vide Petrum Rat. in cõsuet. Pictau.

a Aduouerie en ce lieu signifie & exprime le mot Latin Aduocatio ou Aduocatia Garde & Bail. Es Arrests des 13. Decembre 1350. & 23. Ianuier 1377. & 21. Feurier 1386. est fait mention de l'Aduoue de Theroãne, qui est Pair de la Cour de l'Eueschié & qui tient à hommage de l'Eueschié de Theroanne & a Iustice dedans la Baillieue En la Chronique de Flandres est faict mention Chap. 10. de Guillaume l'Aduoué de Bethune: & chap. 16. & 18. Daniel l'Aduoué de Bethune. Aduocatia est vrbis aut Ecclesiæ præpositura cap. in quibusdam 12. de pœnis cap. præterea 6. De iure patron. can. saluator. 1. q. 3. Ex canone 99. Afr. Synodi post consularũ Suliconis, inducta est aduocatorum defensio pro causis eccl siæ. Auges. Abb. lib. 4. ca. 3. vide Cuiac. Hotoman ad lib. Feud. Pichæum & l'Indice des Droicts Royaux.

b Bonnes ou Bornes vel vt vulgo in quibus

Source : BIU Cujas

dam Galliæ locis Bunnes: βῶνοι. ſe mettoient anciennement en France ſans auctorité de Iuſtice. Le Bouteillier en la ſomme Rurale, il aduenoit que parties fuſſent d'accord de mettre & aſſeoir Bonne entre eux, faire le peuuent ſans l'appeller la Loy n'autres: fors voiſins tels qu'il leur plaira, & prendre & donner de leur terre l'vn à l'autre tant qu'il leur plaira: pourtant qu'ils ne facent choſe qui touche au regard du Seigneur ou du commun. Car lors il conuiendroit que le Seigneur & le commun y fuſſent appellez. Philippes de Beaumanoir. Totes gens qui requierent bonnages, le doiuent auoir, & bien poent les parties, ſe elles l'accordent, bonner ſan Iuſtice. Mais que ce ne ſoit en diuerſes Seignories, ou il y ait pluſieurs Seignors. Car en deuiſe de pluſieurs Seignors, li tenant bonner ſans les Seignors appeller. Actio de finibus, Plect de Bournes. Cuiac. c Deuteron. cap. 19. verſ. 14. Non aſſumes & transferes terminos proximi tui quos fixerunt priores in poſſeſſione tua, & cap. 27. verſ. 17. Maledictus qui transfert terminos proximi ſui, & dicit omnis populus, Amen. Oſee cap. 5. Facti ſunt Principes Iuda quaſi aſſumentes terminum ſuper eos effundam quaſi aquam iram meam. Prou. 22. Ne transgrediaris terminos antiquos, quos poſuerunt patres tui. Prisca lex Numæ apud Feſtum Quæ terminum exaraſſit, ipſus & boues ſacri ſunto. Plutarch. in Ῥωμαϊκοῖς ὁ τερμων ὡς θεὸς ὅριος καὶ φύλαξ φυλίας καὶ ἕρκους. Virg. 12. AEn. Limes agro poſitus litem vt diſcerneret aruis. Ouid. omnis erit ſine te litigioſus ager. & alio loco Cautus humum longo ſignauit limite menſor. Plato. 8. deleg. Μηδεὶς μὲν ἐκκόπτειν κινεῖν γῆς ὅρους γειτόνων & aliis quamplurimis locis: & Dionyſ. Halicarnaſſ. lib. 2 Vbi de Numa. Vide l. 1. & 2 & 3. De termino moto l. 1. C de accuſ. Rufinum in Collatione Legum Moſaicarum Tit. 13. de Terminis mota & auctores de limitibus agrorum. Iuuen. 16. ſaty. Qui ſacrum effodit medio de limite ſaxum. Sueton. in Othon. cap. 4. l. annonam D. de variis & extraord crim. & l. Hodie D. ad legem Corn. de falſis. Vide leges Baioariorum cap. 15. Tit. 2. 3. & 4.

NIVERNOIS Chap. 1. Art. 9. Deſormais aucun ne pourra eriger ou conſtruire de nouuel pilory ou autre ſigne patibulaire, ſ'il n'a Haute Iuſtice. Art. 10. Celuy qui a Haute Iuſtice ne peut leuer ſigne patibulaire, ſans le congé & auctorité du Prince du pays, au refus ou delay duquel Prince, ledit Seigneur Iuſticier aura recours au Souuerain Seigneur: mais pourra ledit Seigneur Iuſticier, pendant ce, faire faire l'execution en ſa Iuſtice à vn arbre, ou autrement en ſadite Iuſtice. Et n'a lieu ladite Couſtume quant és Iuſtices eſtans en franc-Aleu ou exemptes du Prince: les Seigneurs deſquelles Iuſtices, doiuent auoir recours pour leuer ledit ſigne patibulaire, de leurdite Iuſtice, à leur ſuperieur Seigneur. Art. 11. Le ſigne patibulaire cheu par terre, pour quelque occaſion que ce ſoit, le Seigneur, à qui la Iuſtice appartient, le peut faire reddreſſer dedans l'an & iour de ſon auctorité & ſans danger. Et apres l'an & iour, ne le peut faire, ſans congé comme deſſus: autrement ſera amendable arbitrairement enuers ſondit Seigneur ſuperieur: & outre ſera demoly ledit ſigne patibulaire, par auctorité dudit Seigneur: & neantmoins ledit Seigneur Iuſticier le pourra faire releuer, par le congé & ſe pourueoir comme deſſus. Art. 15. Au Haut Iuſticier appartient la cognoiſſance des cas & crimes puniſſables de mort, mutilation de membres, & autres peines corporelles, comme fuſtiger, fouetter, pilloriſer, eſcheller, marquer, amende honorable & publique, banniſſement hors ſa terre & iuriſdiction, bailler aſſeurement & autres ſẽblables.

NORMANDIE Chap. 1. Art. 13. Le Haut Iuſticier peut informer, cognoiſtre & iuger de tous & crimes: hors mis des cas Royaux Art. 14. Il doit faire les frais des proces d criminels pour crimes, excés, & delicts commis au diſtrict de ſa haute Iuſtice, & meſmes en cauſe d'apel Art. 20. Les Iuges des hauts Iuſticiers ne peuuent cognoiſtre des lettres de Remiſſion, de Reſpits, ny de lettres pour eſtre receu à faire ceſſion, ny pareillement des cauſes de crime de leze Maieſté, fauſſe monnoye & autres cas Royaux. Ar. 21. Les hauts Iuſticiers peuuent demander iuſques à xxix. annees d'arrerages des rentes Seigneuriales, qui leur ſont deues. Art. 22. Leſdits hauts Iuſticiers peuuent faire donner Trefues entre leurs ſuiets. Ar. 42. La cognoiſſance des mandemens de Tenure appartient au Iuge Royal: neantmoins les hauts Iuſticiers en cognoiſſent entre leurs ſuiets: pourueu que la Tenure du haut Iuſticier ne ſoit point debatue.

LA SALLE de Lille Tit. 1. Art. 1. Aux Hauts Iuſticiers par preuention compete & appartient, par deuant leurs hommes feodaux, la cognoiſſance des abus de la Loy, faits & commis, par leurs Eſcheuins ou Iuges, & les gens de Iuſtice de leurs vaſſaux Art. 3. Leſdits hauts Iuſticiers peuuẽt auoir Iuſtice patibulaire à trois pilliers: & par leur Iuſtice impoſer aux malfaicteurs peines du dernier ſupplice, par l'eſpee, feu, corde, fuſtigation, piloriſation, banniſſement & autrement, ſelon l'exigence des cas & meſ-vs. Tit. 27. Art. 1. Pour valablement planter & aſſeoir bõnes, eſt requis ce faire preſent Iuſtice, par pateurs & meſureurs ſermentez, ad ce euoquez les Seigneurs, Baillifs ou Lieutenans, & ceux à qui ce peut toucher Art. 2. Anciẽs foſſez & blãches eſpines, ſont reputez aſsẽs entre heritages circõuoiſins

HESDIN Tit. 2. Art. 1. & Tit. 4. Art. 1. A M. le Conte d'Artois à cauſe de ſa Chaſtellenie & Bailliage de Heſdin, appartient ſeul & pour le tout, la haute Iuſtice par tous les mettes dudit Bailliage: & ſur les admortiſſemens faits aux Egliſes compriſes & enclauees en iceluy. Tit. 4. Art. 15. En ladite Prairie appartient toute la Iuſtice. à M. S. le Comte d'Artois ſeul & pour le tout: qui ſ'exerce & met à execution par ſes Bailly ou Chaſtellain, ainſi que deſſus eſt declaré.

Haut Iuſticier deſquels cas peut iuger.

Frais des procés ſeront faits par le Seigneur haut Iuſticier.

Haut Iuſticier de quel cas ne peut cognoiſtre.

Arrerages des rentes ſeigneuriales iuſques à vingt neuf annees.

d La raiſon de ceſt Ar. 14. eſt parce que les ſeigneurs Iuſticiers doiuent purger leurs terres des malfaicteurs & gens mal-viuans, & à leurs deſpens en faire les recherches, pourſuites & executiõs pour ce neceſſaires & requiſes, tout ainſi que le Roy faict és prouinces de ſon Royaume. Les Iuges des Seigneurs hauts Iuſticiers ne peuuent condamner le criminel & delinquant au quel le procés a eſté fait & parfait à la Procureur Eiſcal, és deſpẽs du procés enuers le Seigneur Haut Iuſticier ny le condãner es frais de Iuſtice, ſ'il n'y a partie ciuile: ny en amende enuers Iuſtice. Mais faut ſimplement condamner le delinquant en l'amende enuers le Seigneur Haut Iuſticier: & ſur icelle prendre les frais du procés. Ainſi a eſté ordonné par Arreſt de la Cour du 15. Auril 1580. recité par Bacquet Traicté de Iuſtice chap. 7. le Roy auſſi n'a point de deſpens, & n'eſt condãné aux deſpens. Toutefois ſi le delinquant apelle du decret de priſe de corps contre luy decerné, & fait intimer le Seigneur Iuſticier, ſi l'appellant ſuccombe, il ſera cõdamné és deſpens enuers le Seign. intimé ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt le 18. Mars 1581.

Source : BIU Cujas

Plaids & aſſiſes du Haut Iuſticier.

TOVRS Tit.4.Art.55.Le haut Iuſticier eſt fondé de tenir ſes plaids de mois en mois & ſes aſſiſes.iiii.fois l'an:& donner Seureté:& faire leuer e homme trouué mort en ſa haute Iuſtice,hors grands chemins : cognoiſtre & punir des cas criminels concernans haute Iuſtice:excepté de meurtre fait de guet à pend,de femme forcee,de boutement de feu,& peut prendre amendes tant couſtumieres,que arbitraires.Art.58.Celuy qui a haute Iuſtice,peut auoir Iuſtice patibulaire à deux piliers & liens par dedans & par dehors.

MAIZIERES Art.13.Le haut Iuſticier,eſdites Baronnies & Chaſtellenies, n'a droict de cognoiſtre le crime,ne punition corporelle, n'auoir fourches patibulaires:& ne peut tenir ſes plaids,mais ſeulement les aſſiſes iiii. fois l'an.

LODVNOIS Chap.4.Art.1.p.*a Tours*.Art.55.Fondé tenir ſes &c.à penſee &c. Art.3.p.*a Tours*. Art.58.

ANIOV Tit.3.Art.42.Le haut Iuſticier peut auoir gibet à deux pilliers à liens au deſſus & au deſſous,dedans & au dehors:& outre les droicts deſſuſdits a toute iuriſdiction,haute,Moyẽne & Baſſe,pour punir & corriger les malfaicteurs, peut cognoiſtre de batures faictes de guet à pend,& de propos deliberé:& peut donner trefues entre ſes ſuiets,&non pas les oſter:peut principalement cognoiſtre de fauſſonnerie & de ce qui en depend:& a tous les autres droicts de Moyenne & baſſe Iuſtice,ſans preiudice des droicts & emolumens que les inferieurs ont ſous luy,chacun en ſa f nueſſe.

LE MAINE Tit.1.Art.1.Pour la declaration de la premiere partie, ſera traité des S.temporels de leurs Iuſtices,des marques d'icelles,des droicts, prerogatiues & cognoiſſances qu'ils ont l'vn ſur l'autre de degré en degré,des droicts qu'ils ont ſur leurs ſuiets,ſans preiudice des droicts Royaux,que le Roy a vniuerſellement par tout ſon Royaume.Tit.1.Art.49.p.*a Aniou*.41.à penſee & a propos &c.

GRAND PERCHE. Tit,1. Art.9. Au S.haut † Iuſticier appartient la cognoiſſance de toutes actions ciuiles & criminelles:& peut donner aſſeurance aux parties reſpectiuement ou auec ſommaire cognoiſſance de cauſe,à l'vne d'icelles ſeulement.Art.10.Peut †† bannir les delinquans hors ſon territoire:toutesfois eſtans bannis,ne luy appartient de les rappeller.Art.11.Le haut Iuſticier peut faire dreſſer en ſa Iuſtice fourches patibulaires à deux pilliers:& † les faire reedifier,quand elles * ſont abbatues,ſans cognoiſſance de cauſe & miniſtere de Iuſtice Art. 12. Doit †† ledit haut Iuſticier auoir priſons ſeures & raiſonnables à rez de terre, ſans vſer de ceps.Art.13.Doit auoir lieu certain, g conuenable & honneſte pour exercer ſa Iuſtice ſans icelle faire exercer aux Tauernes.

BLOIS Cha.3.Art.20.Ledit haut Iuſticier peut executer les Sentences de ſon Baillif,peut auoir fourches patibulaires,à deux pilliers ſeulement,liees par dedãs, & patees par en bas,pillier & carcan affichez.Mais il n'a point de Seel à contracts ne droict de Tabellionnage:ſinon qu'il euſt leſdits droicts par conceſſion & octroy de ſes ſuperieurs,ou qu'il en euſt iouy par temps immemorial:mais biẽ peut donner commiſſion en matiere de Saiſine & nouuelleté,de criees & ſubhaſtatiõs creer tuteurs & curateurs à mineurs,faire & ordonner inuentaire de biens.

BOVRBNNOIS Chap.1.Art.2.p.*a Sens* Art.1.Iuſtice,a cognoiſsance des cas à mort,inciſion &c.pillorizer & marquer,† bannir hors de ſa terre & iuriſdiction & autres ſemblables.Art.5.Le Seigneur qui a haute Iuſtice, ne peut contraindre ſes hommes & ſuiets à garder h les priſonniers en ſes priſons.

POICTOV Ti.1.Art.14.*A la fin*.Et peut tout haut Iuſticier auoir & tenir ſa iuſtice ou fourches patibulaires à deux pieds ou pilliers:& auſſi doit †† auoir bonne & ſeure priſon,baſtie à rez de chauſsee,ſans creuz ou foſses en terres:ſans auſſi vſer de ceps & fers pour la detention du priſonnier.Et ne peut ledit haut Iuſticier Comte,Vicomte,Baron ou Chaſtellain mettre leſdites fourches patibulaires au domaine de ſon ſuiet,ſans ſon conſentement.Ar.15.Le S.qui a haute Iuſtice ſoit S. Chaſtelain ou autre,ne peut contraindre ſes hommes & ſuiets à garder les priſonniers en ſes priſons : & ſ'il aduenoit que par leur Iuſtice aucun malfaicteur fut condamné à peine corporelle ou peine de mort,de la recouſſe duquel le Iuge euſt occaſion de crainte:en ce cas ſeulement pour la ſeureté de la Iuſtice,pourra ledit Seigneur contraindre ſes hommes roturiers i à accompaigner ſadite Iuſtice, par commandement qui leur ſera fait à ſon de trompe & cry public:& contre les cõtreuenans & deſobeiſsans pourra proceder à condemnation d'amende telle que de raiſon.Art.68.Le haut Iuſticier peut cognoiſtre en ſon Fief de tous crimes & cas commis appartenans à Iuſtice ſeculiere.Et peut auoir & tenir priſon à † rez de chauſsee,en la maniere que deſsus,en ſa maiſon ou domaine,pour mettre les malfaiteurs:& peut faire dreſser en ſon domaine fourches patibulaires. Ar.69. Celuy

† *Ceſt Art.9.a eſté accordé au lieu d'vnancien.*
†† *Ce 10. Art. eſt adiouſté comme ancien & omis.*
† *Ces mots,* Et les faire *&c.ſõt de nouuel adiouſtez.*
* *Aliàs,ſeront P.V.*
†† *Les 12.13.& 14.ſont adiouſtez & mis au lieu d'vn Art. ancien.*
† *Ces mots,* bannir hors de ſa terre & iuriſdiction, *ont eſté ainſi couchez pour limiter ce mot,bannir, qui eſtoit trop general : parce qu'on ne peut bannir que hors des limites de leurs iuriſdictions.*
†† *Ces mots,* Et auſſi doit auoir bõne *&c. iuſques à ce mot* priſonnier, *inclus ont eſté interpoſez au lieu des mots anciẽs,* Et auoir ſa priſon & ceps à mettre les delinquãs, *qui ont eſte rayez.*
† *Ces mots* , à rez de chauſsee *&c.iuſques à ce mot,* deſſus, *inclus ont eſté de nouuel adiouſtez & mis au lieu de ces mots , & ceps,qui ont eſté rayez.*

e Aucuns toutesfois eſtiment ſi l'homicide eſt commis es chemins publics,que la cognoiſſance en appartient au Iuge Royal ſeul & ainſi le 15. Mars 1575.entre les Chanoines & Chapitre de S.Benoiſt de Paris & le Procureur du Roy.Fut la cauſe appointee au Conſeil,& par main ſouueraine ordonné que le Preuoſt de Paris feroit le procés au priſonnier Voyez Bacquet Traicté de Iuſtice chap. 7. nomb.13.14.& 15.Toutesfois l'ancien interprete de ceſte Couſtume dit que ces mots, hors grands chemins ont eſté mis,à cauſe du Seigneur Chaſtellain, qui a la cognoiſſance des grands chemins.

f Nueſſe ſignifie l'eſtendue de la Seigneurie feudale ou cenſuelle:de laquelle les choſes ſont tenues nuemẽt immediatement ſans moyen.Anjou Art.10. 12. 13. 29. 42. 61. 179. 221.268.351. Le Maine Art. 9. 11. 13.29.34.49. 197.236.286.369.& en pluſieurs autres lieux.

g Charles 9.1560.Ar. 54.mis en la Confeten ce des Ordonnances ROYAUX, comme il a eſté dit cy deſſus.

h Par forme de Corueesou autre ſeruitude Iacob.de Sancto Georgio in trac.de oper. per Iaſon. in l. diuortio §. impẽdia D. Solut.mat. Boer. Dec. 212. Toutesfois ſi aucun des ſuiets auoit choiſi la charge de Concierge & garde de priſons,ou de miniſtre ou executeur de iuſtice, il pourroit eſtre contrainct,ſ'il auoit gages. C. M. ou bien s'il y auoit conuenance ou paction expreſſe : auquel cas le Seigneur les pourroit contraindre.

i S'ils ſont de la iuriſdiction où l'on faict execution:& ne peut cõtraindre les autres ſuiets d'vne autre iuriſdiction encores que tous ſoient à vn meſme Seigneur. Les Nobles ne peuuẽt eſtre contrains Theueneau.

Source : BIU Cujas

qui a haute Iuſtice en quelque lieu que ce ſoit, peut generalement ou ſpecialement ſous Seel paſſer ſes procurations & ſes adueuz & denombremens par eſcrit & autres contracts, quant à luy & à ſon preiudice: & fait foy ſon ſeel quant à ce. Et ſi ladite Haute Iuſtice eſtoit à cauſe de ſa femme, faire le pourra durant & conſtant le mariage. Art. 70. Mais ſi les procurations adueuz & denombremens qu'il fait & baille par eſcrit ſous ſondit ſeel, doiuent eſtre ſignez d'vn k Notaire: autrement ils ne font foy: & n'eſt l'on tenu de les receuoir.

Procurations Adueuz & Denombremens dõnez par eſcript par le S. Haut Iuſticier, ſous ſõ Seel ſignez d'vn Notaire, fõt foy contre luy & à ſon preiudice.

k Soit le Notaire de la Iuſtice, ou le Notaire Royal.

LA ROCHELLE Chap. 1. Art. 2. Le Seigneur, qui n'eſt Chaſtellain, aiant haute Iuſtice, peut tenir ſa iuſtice ou fourches patibulaires à deux pilliers.

IIII. MEAVX Chap. 26. Art. 209. *A la fin*, Auoir poids & meſures, l eſt eſpece de Moyenne Iuſtice.

l Guid. Pap. Dec. 490

MELVN Chap. 2. Art. 16. Le †† Moyen Iuſticier cognoiſt m en premiere inſtance de toutes actions ciuiles, & pareillement des delicts, deſquels l'amende n'excede lx. ſols. Par. Et ſi le crime commis en la terre dudit Moyen Iuſticier, meritoit plus griefue peine, il le doit faire ſcauoir au Haut Iuſticier, pour en cognoiſtre & iuger Art. 17. Peut toutesfois ledit Moyen Iuſticier, prendre ou faire prendre tous delinquans qu'il trouue en ſa terre, & les empriſonner & interroger, & iceux detenir par l'eſpace de xxiiii. heures ſeulement: dedans lequel temps, il eſt tenu faire mener le priſonnier au haut Iuſticier, & y faire porter les informations & procés verbaux, afin de faire & parfaire, par le Iuge dudit haut Iuſticier, le procés dudit priſonnier. Art. 18. Si le Iuge dudit haut Iuſticier donne ſentence contre les delinquans, le Moyen Iuſticier aura & prendra ſur l'amende & confiſcation adiugee, la ſomme de lx. ſols Par. auec les frais de la capture & autres frais raiſonnables, qu'il aura fait, auant que ledit Haut Iuſticier, y prenne aucune choſe. Art. 19 Le † Moyen Iuſticier peut auoir en ſa terre, priſons pour garder priſonniers en la maniere que deſſus, par le temps de xxiiii. heures, ſans vſer de fers, ceps, grillons, grue & autres inſtrumens ſemblables.

†† Les Art. 16 17. & 18. ont eſté adiouſtez cõme ancien.

m Vide l. imperium D. de iuriſd. omn. iud. & ibi DD.

SENS Tit. 2. Art. 14. Celuy †† qui a Moyenne Iuſtice, peut & luy loiſt creer & bailler tuteurs: bailler & decreter Sauuegardes n ſpeciales à ſes ſuiets pour leurs corps & biens: & auſſi commiſſions & gardes ſpeciales en cas poſſeſſoires. Art. 15. A la Moyenne Iuſtice appartient faire main-miſes, inuentaires, o ſubhaſtations, interpoſitions de Decret, & Emancipation. Art. 16. Et luy appartient iuriſdiction & cognoiſſance de delicts & malefices extraordinaires, où il peut cheoir amende pecuniaire, iuſques à lx. ſols t. Art. 17. Le †† Moyen Iuſticier a la cognoiſſance des meſures: leſquelles neantmoins il doit prẽdre du Seigneur haut Iuſticier. Et ſi les meſures eſtoient trouuees & reputees fauſſes, & qu'il les conuint ardre, le Haut Iuſticier en auroit la cognoiſſance & l'amende arbitraire: & le Moyen Iuſticier, iuſques à la ſomme de lx. ſols t.

† *Ceſt Art. 19. a eſté adiouſté cõme ancié pour auoir lieu a l'auenir.*

†† *Le Procureur du Roy a proteſté que l'A. 14. ne luy pourra nuire ne preiudicier. Et le Comte de Tonnerre a maintenu que par la Couſtume locale à luy ſeul appartient, donner ſauuegardes audit Comté: ce qui a eſté denié par les S. Hauts Iuſticiers dudit Comté. Les parties ſont renuoyees audit iour de lẽdemain de Quaſimodo: & cepẽdant ordõné par prouiſion que le dit Art. ſera gardé.*

n Des ſauuegardes & aſſeuremens. Voyez le Tit 22. cy deſſous.

o Faber in l. Tutores C. de admin. tutor. ait inuentarium fieri debere coram iudice: ſed ex conſuetudine corã Tabellione nec eſſe neceſſarium vocari creditores. Par l'Edict des Eſtats Blois 1579. Art. 164. Les heritiers ne ſont tenus appeller Iuge, Procureur du Roy, ne Greffier pour faire inuentaire de biens: ains ſeulement Notaires & Tabellions: ſinõ en cas de pretendue cõfiſcation, aubeine ou contention entre les parties, ou que par aucun y ayant intereſt il ſoit requis à ſes deſpẽs: ſauf neantmoins à proceder par voye de Seel ſi faire ſe doit, pour la cõſeruation des droits des mineurs ou abſens Voyez la Conference des Ordon. liure 6. Ti. 5. Le Roy François premier par Edicts expres portans reglement ſur l'Edict des Notaires & Tabellions en date du 11 Decembre 1541. & à S Maur le 24. Iuil. 1544 attribue la confection des inuentaires & partages aux Notaires, & l'interdict à tous Iuges & Greffiers. Ce qui eſt depuis confirmé par Henry 2. à Fontainebleau le 4. Decem. 1553

AVXERRE Tit. 1. Art. 16. p. *à Sens*. Art. 14. Loiſt † faire main-miſes, criees & ſubhaſtations, creer &c. Curateurs, faire ſeellez & inuentaires, interpoſer decrets pour l'alienation des biens des mineurs & autres, & faire emancipations.

† *Ce mot*, tournois, *eſt de nouuel adiouſté.*

BAR Tit. 3. Art. 48. Les Moyens iuſticiers ont cognoiſſance de toutes actions perſonnelles intentees contre leurs ſuiets, auec la cognoiſſance des amendes de lx. ſols valans iii. francs Barrois & au deſſous. Et pour l'exercice de leurdite iuſtice auront Sieges, Mayeurs, Greffiers & Sergent.

SENLIS Tit. 5. Art. 108. Le Moyen iuſticier és termes de ſa iuſtice, a cognoiſſance & peut cognoiſtre de delier, d'arracher bornes & limitation de terres, & auſſi de mettre bornes en terre de voiſins, & non point de limitation de iuſtice ou ſeigneurie. Art. 109. Le Moyen iuſticier a cognoiſſance de celuy qui a battu autruy, iuſques à ſang & playe ouuerte, *incluſiuè*, de poing garni. Art. 110. Le Moyen iuſticier cognoiſt auſſi de celuy qui a donné coups orbes de chaude colle, ſans p toutesfois prendre or, argent ou choſe promiſe, & ſans propos deliberé de faict precogité. Art. 111. Le Moyen iuſticier peut auoir priſon fermees, ceps, anneaux pour mettre & tenir en ſeureté les malfaiteurs, & les punir, ſi meſtier eſt. Ar. 112. le Moyen iuſticier peut donner q tuteurs & curateurs de ſes ſuiets aux mineurs ſes hoſtes & ſuiets: contraindre leſdits tuteurs & curateurs à faire la ſolennité en tel cas requiſe & faire inuentaire Art. 113. Le Moyen iuſticier a cognoiſſance de ſa main briſee, de Champart emporté: de ventes recelees: de ſoy mettre en heritage vendu, ſans ſaiſine, & des amendes à ce ordonnees iuſques à lx. ſols Par. Art. 114. Il a auſſi cognoiſſance d'vn laid dict ou iniure faite en iugement par deuant ſon Preuoſt ou Garde de Iuſtice. Art. 115. Le Moyen Iuſticier peut auoir Maire ou garde de Iuſtice, Sergens & r Promoteur d'office pour exercer ſa Iuſtice. Art. 117. Vn Moyen & Bas Iuſticier ne peut faire Bornage ne ſeparation de terrouer, Iuſtice &

†† Ce 17. Art. a eſté accordé ſous les proteſtations cy deuant faites reſpectiuement tant par le procureur du Roy, que Preuoſt de Sens & Seigneurs de la bãlieue cy deuant faites ſur le 3. Art.

† *Ceſt Art. 16. eſt de nouuel adiouſté.*

Source : BIU Cujas

pour les xii. Notaires de la Ville de Sens. A ce propos ce trouue Arrest de la Cour de Parlement du 24. iour de Ianuier 1538. sur l'appellation interiettee par le Procureur de la Communauté desdits xii. Notaires estably en la ville de Sens, de ce que le Bailly dudit lieu ou son Lieutenant auroit dit en emendant & corrigeant la sentence du preuost dudit lieu, que tous les inuentaires qui se feroient doresnauant en ladite ville & banlieue de Sens, seroient faits par le Greffier de la Preuosté, auec defenses ausdits Notaires de s'entremettre en la confection d'iceux: ladite Cour emendant le iugement, a ordonné qu'ausdits Notaires appartiendra la confection des inuentaires qui se feront en la ville & banlieue de Sens, selon & ensuiuant l'Edit du Roy faict à Fontainebleau.

p Ces cas sont de la cognoissance du Seigneur Haut Iusticier, comme il se peut voir cy dessus pour le faict des inuentaires le 28. Ianuier il fut dit que les Hauts ou Moyens Iusticiers pouuoient faire les inuentaires. Quid si le Haut Iusticier a proces auec son vassal ou suiet, il ne le peut faire: ains appartient au Iuge Royal. Plaidant Bossel contre Dauid par Arrest du 29. Decembre. 1564.

q Vlp. l muto §. tutoris datio. D. de tutelis. l. 3. 4. & 8. D. de tut. & curat. dat. cognitio de suspectis tutoribus dicitur esse mixti imperij l. 1. & pen. D. de offic. eius cui mand. est iurisd. Masuer. in Praxi Tit. de iudic. & eorum iurisd. §. item media iustitia. & Faber in §. si cui Iust. de Attil. tut. scribit iudicem regium in Gallico domini inferioris territorio tutorem dare non posse. Au reste par l'Edict de Cremieu de l'an 1536. Art. 6. La dation de tutelle & curatelle bail & gouuernement confection d'inuentaire des biens des mineurs & personnes Nobles viuans Noblement appartiendra aux Baillifs & Seneschaux & autres nos Iuges ressortissans sans moyen. Et au regard de la dation de Tutelle & curatelle, bail & gouuernement, & confection d'inuentaire des personnes roturiers & non Nobles, appartiendra aux Preuosts & autres iuges inferieurs. Voyez la Conference des Ordonnances liure 1. Tit. 21.

r Promoteur d'office, qui se nomme Procureur d'office, Procureur de Monsieur, ou Procureur Fiscal ou de cour, ou Procureur d'official, Procureur public ou de la Seigneurie. Charles 9. 1560. au Estats d'Orleans en cour d'Eglise on nomme les Promoteurs ceux qui font telle charge.

† *Cest Art. 4. est accordé pour ancien. Pource Iuuin au nom & cõme Procureur des venerables religieux, prieur & cõuent nostre Dame la Fontaine en Restz, dicts de Bourgs-Fõtaine de l'ordre Chartreuse, lequel a declaré que nonobstãt la dite Coustume & que lesdits Religieux n'aient que Moyenne iustice en la riuiere d'Ourq, neãtmoins ils sont en possession immemorial d'auoir toutes amendes ciuiles & criminelles, au dessus de lx. sols nerets quelques grosses qu'elles soient, parce que le Roy Philippes leur donna toutes les amendes, ainsi que ledit Seign. les souloit prendre, auparauant qu'il leur dõnast ladite riuiere. A ceste cause proteste ledit Iuuin que ladite Coustume ne peut preiudicier ausdits religieux, requerãt de ce lettres & vouloir coucher en nostre Proces verbal, ladite protestation: par le Procureur du Roy fut dit au cõtraire que lesdits religieux n'ont cognoissance sur ladite riuiere d'Ourq, n'es limites d'icelles que des amẽdes de lx. sols nerets à cause de leur Moyẽne iustice: & que le Roy en leur amortissant icelle, a retenu à soy la haute Iustice: & que la cognoissance des*

S. de soymesmes: mais ce apartiẽt aux Hauts Iusticiers, & nõ à autres de faire bournages, limites & separations des S. Art. 119. Le Moyẽ Iusticier peut asseoir ou faire asseoir en son terrouer entre ses suiets & entre deux voisins, bournes & separatiõs.

Vallois Tit. 1. Art. 4. Moyens † Iusticiers ont cognoissance d'actions personnelles & de delicts iusques à lx. sols.

Troyes Tit. 7. Art. 123. *à la fin*, Et auoir iustice &c. p. *a Meaux* Art. 209.

Chavmont Tit. 8. Art. 99. p. *à Troyes*.

Monstrevl Art. 19. Tous arbres croissans sur flegards & places communes d'aucune seigneurie, appartiennent au Seig. f Vicomtier aiant la iustice Vicõtiere ausdits flegards & places communes. Ar. 20. Au Seigneur Vicomtier n'apartient la cognoissance que du sang & du larron: c'est à scauoir, que de tous delicts faits par vn larron prins en la iustice Vicõtiere, d'aucun seig. Vicomtier, posé mesmes que le larron deut estre pendu & estranglé, en appartient la cognoissance & iudicature à la iustice, & au Bailly & hõmes dudit S. Vicomtier: mais de quelque autre crime dont mort s'en peut ensuyure par sentence de Iuge, la iustice Vicõtiere n'en peut cognoistre, & en appartient la cognoissance aux hauts iusticiers, qui ont haute Iustice & à leurs Baillifs & hommes és mettes de la iurisdiction, desquels sont faits, commis & perpetrez lesdits crimes & delicts.

Beavqvesne Art. 1. Aux S. Vicõtiers appartient la cognoissance cõtre larrons pour leur imposer la hard: mais n'õt la cõfiscation: laquelle appartiẽt aux hauts iusticiers: desquels ils tiennent les terres par moyen ou autrement, & peuuent auoir en leur Seigneurie vne fourche à deux pilliers, pour les executions criminelles.

Vimev Art. 5. La cognoissance du sang & du larron appartient au Seigneur Vicomtier: & sauf esdits deux cas luy appartient la confiscation.

Ponthiev Tit. 4. Art. 82. Quand aucune personne iouissant & possedãt d'aucũ Fief noble situé & assis en ladite Cõté, a iustice & S. Vicomtiere, il doit auoir des forfaits, dont Vicomtier peut cognoistre lx sols d'amẽde, la cognoisance du sang & du larron.

S. Omer Tit. 2. Art. 7. Les Vicomtiers ont le Sang & le larron: c'est à scauoir cognoisance de meslee de debat fait à sang courant & du larron prins en icelle Seigneurie, posé qu'il doiue estre pendu & estranglé: Et si ont extrayeres de bastards, volee à* debts, & amende de lx. sols Par. pour naureure à sang courant, batture & meslee, forfaitures faites en leurdite Seigneurie & cõfiscation des cas, dont la cognoisance leur pourroit appartenir.

S. Pol Tit. 1. Art. 30. *a la fin*. Quand aux Vicomtiers appartient la cognoisance du sang & du larron.

Bovllenois Tit. 10. Art. 43. Tous S. F. aians droict de Seigneurie es lieux a eux appartenans, ou tenus d'eux cotierement, ont pareille Iustice & Seigneurie es communes, flegards, lieux publiques & Riuieres, qui sont au deuant ou a l'endroit desdits tenemens. Et s'il y auoit autre Seigneur a ceste opposite, y ont chacũ d'eux droict de la moitié, a l'endroit de leursdits Fiefs & tenemens.

Artois Tit. 1. Art. 4. Le Vicontier, outre les droicts du foncier par ses hommes Feodaux a cognoissance, iudicature & punition de sang, iusques a lx. sols Par. inclusiuement: & du larron iusques a la mort, & autres punitions au dessous inclusiuement, sauf le † bannissement. Art. 5. La iustice du Vicõte s'estend és flos & fle-

f Les Seigneurs Vicõtiers sont ceux qui ont Moyenne Iustice Monstreul Art. 11. 18. 19. Amiens Ar. 191. Põthieu Art. 17. 82. & 84 Beauquesne Art. 1. & 3. Vimeu Art. 5. & la Vicõté est le droict de Moyẽne iustice. Hinc iustice, iurisdictiõ ou Seigneurie Vicomtiere. Ponthieu Art. 82. 84. & 104 Amiens Art. 191. & 246 Monstreul Art. 6. 7. 25. Artois Art. 5. Voyez les Edits de Charl. 5. 1376. François 1. 1514. & de Charles 9. 1567. Alexãder tertius in cap. clericis 5. Ne cleric. vel monachi sæcul. prohibet sub interminatione anathematis ne sacerdos sit vicecomes aut præpositus sæcularis. Specul. in Tit. de Vicecomite Augessis. lib. 2. cap. 6. comites ait facere iustitiã. Holmodius in Slau. hist. cap 68. super hominesfunctuseste comes honore cometiæ fecitque iustitiam. Albertus Crantzius in Vand. cap. 28. lib. 1 Gregor. Turon. lib. 4. Auẽtinus lib. 3. Vide l. 1. & 2 Vt episcop. & com. lib. 2. leg. long. Cuiac ad li. 1. Feud. Tit. 1. & 28. Hot. Chop. 1. de legib. Audiũ Hotom. in lib Feud. Verum quidam nomen Vicecomitis deducunt non à comite, sed a vico quod ipsa dictio non solum in propriis prædiis dominorum aliisque ab eis dependentibus verum etiam extenditur in vicos contiguos, vt scripsit Nicol Gosso. ad Art. 4. & 5. Cons. Attreb.

† Ceste exception est

mitte à cauſe des territoires qui ſont de petite eſtendue, parce que la relegation ſe faiſoit anciennement en quelques iſles ſuiettes & eſtans de la iuriſdiction des iuges: & ita Bald & Angelin l. nullæ. C. C. de ſent. & interloc. ſtatuunt relegandi ius ſolis cõpetere mixto imperio prędictis. Maſuer. in Tit. de iudicibus & eor. iuriſ. §. alta iuſticia & in antiquis moribus patriis, Forbannir n'eſt pas Iuſtice.

Vaſuaſſeur c'eſt à dire de Moyenne Iuſtice.

gards, chemins & voiries, eſtans à l'encontre des tenemens de ſon Fief: en façon que ſi les heritages d'vn coſté & d'autre ſont à luy ou de luy tenus, telles voyes & chemins & ce qui y croiſt & tout le droit de Iuſtice & Seigneurie d'iceux, luy appartient. Et ſi leſdits heritages de l'vn des coſtez, ſont ſeulement tenus dudit ſeigneur Vicomtier, ladite Iuſtice ſ'eſtend en la moitié ſeulement deſdits chemins & à l'endroict d'iceux tenemens. Art. 6. *a la fin.* Et ſi a auſſi le regard des meſures. Mais ſi elles ſont trouuees fauſſes, ou mauuaiſes, le S. Vicomtier les doit renuoyer à ſon haut Iuſticier pour en prendre la punition & les iuſtifier: ſauf audit Vicomtier ſon amende de lx. ſols pour auoir vſé deſdites meſures. Art. 55. Vn S. Vicomtier peut auoir vne fourche à deux pilliers, pour y faire Iuſtice de larrons.

S. OMER en Artois Tit. 1. Art. 9. Nul * ne peut mettre enſeigne hors pour y vendre bruuages & viures, ſans le congé du S. Vicomtier ou de ſon Bailly, à peine de lx. ſols Par.

BETHVNE Ti. 1. Ar. 2. Pour le ſang le S. de Bethune par priuilege és mettes de la Ville & banlieue prend amende de lx. liures Par. au lieu de lx. ſols Par. Art. 3. Par reſeruation expreſſe le S. de Bethune és mettes de ladite ville & banlieue, eſt ſeul Vicomtier, & à ceſte cauſe ſeul Ruyer. Et combien qu'il y ait Fiefs, qui ſ'eſtendent en ladite banlieue & dehors: & que au dehors de ladite banlieue, les poſſeſſeurs d'iceux Fiefs aient droict de Vicomte, toutef-voyes en ladite banlieue ils n'ont que Seigneurie fonciere.

S. POL en Artois. Tit. 1. Art. 2. Quand aucun Seigneur a vn ou pluſieurs Fiefs, & qu'en iceux il y ait Haute Iuſtice, Moyenne, en vne ville, village ou banlieue, de ceſtedite Comté, & qu'en icelle ville il y ait Mayeur ou Eſcheuins, tel S. n'a aucun droict ſur les flegards, ny au dehors des tenemens de ſondit Fief: mais appartient ſeulement aux Mayeur & Eſcheuins & au Seigneur, ſous lequel ils ſont fondez. Et par icelle Couſtume, nuls S. Vicomtiers n'ont aucun droit ſur les flegards, alencontre du haut Iuſticier: ny pareillement vn vaſſal n'a point de S. ſur les flegards, alencontre & endroit de ſon ſouuerain, dont il tient, ſi par eſpecial, il n'appert.

LA Salle de Lille Tit. 1. Art. 6. A vn S. Vicomtier appartient par ſa iuſtice, la correction & punition des larrons, & iceux faire executer par la corde à vne fourche à deux pilliers, ou autrement punir ſelon raiſon.

S. PIAT Art. 9. Les dits Doyen & Chapitre ſont Ruyers, & leur appartiennent les chemins, reiects, fronds & flegards abordans aux heritages dudit Eſcheuinage & deſdits Preuoſté, ſix prebendez & autres prebẽdes de ladite Egliſe: ſans ce que leſdits Preuoſt, ſix prebendez & autres particulierement prebendez ayent court ne cognoiſſance des delicts qui ſe y commettent, ne droit és plantins y eſtans & croiſſans: ains appartient la cognoiſſance deſdits delits aux Bailly & Eſcheuins de ladite Egliſe: & le droict deſdits Plantins auſdits Doyen & Chapitre.

HESDIN Tit. 4, Art. 22. Et ſi eſt M. le Cõte d'Artois, à cauſe de ſon Bailliage de Heſdin, Seigneur voyer & à luy ſeul & pour le tout appartient la cognoiſſance des grans chemins champeſtres, & des cas qu'en iceux peuuent aduenir, au dehors des villes & villages eſtans és mettes d'iceluy Bailliage. Et à ſes hommes & vaſſaux & autres hommes tenans en Fief, iuſtice Vicõtiere, appartient la cognoiſſance des flegards eſtans dedans l'enclos & hayes deſdits villages, chacun à l'endroit de ſes tenemens.

LILLERS Tit. 2. Art. 5. Toutes plantes eſtans ſur flegards, à l'encontre & à l'oppoſite d'aucuns tenemens, competent & appartiennẽt à ceux qui ont & poſſedent leſdits tenemẽs, pour releuer les chemins & flegards: ſauf que Riez & places des flegards cõpetẽt au S. Vicõtiers & Ruyers: ſi luy a fait eſpecial au cõtraire.

COMTE DE BOVRG, Chap. 7. Art. 55. Auoir u fects & adiuſter meſures x à bled, ſont par la Couſtume declarez eſpeces de moyenne Iuſtice, ſans preiudicier au droict ou iouyſſance, qu'aucuns particuliers peuuent auoir.

NIVERNOIS Chap. 1. Art. 14. Au Moyen Iuſticier appartient bailler & decerner tuteurs & curateurs, faire main-miſes & empeſchemẽs, ſeeller huis, coffres faire inuẽtaire & c. p. à l'Ar. 15. *de Sens.* Art. 17. les Moyen & Bas Iuſticiers, ſ'ils ont vn priſonnier, duquel la cognoiſſance ne leur appartient, le doiuent ſignifier au haut Iuſticier ou à ſes Officiers dedans xxiiii. heures, à compter de l'apprehenſion pour le venir querir, & luy eſtre rendu en paiant les frais raiſonnables. Et ſi ledit S. haut Iuſticier delaye ou refuſe de ce faire, leſdits moyens & bas Iuſticiers, ne ſeront tenus de garder ledit priſonnier, que deux iours apres ladite notification: & pourront auoir recours au ſuperieur dudit haut Iuſticier, à ſon delay ou refus.

NORMANDIE Chap. 1. Art. 5. Au Vicomte ou ſon Lieutenant, appartiennẽt la cognoiſſance des clameurs y de Haro, ciuilement intentees: de clameur de gage-plege

delicts commis ſur ladite riuiere, dont la punition excede les lx. ſols Nerets, appartient au Roy noſtre Sire & à ſes officiers & ne participẽt en ce leſdits Religieux & n'ont aucun droict es amẽdes excedãs leſdits lx. ſols Nerets: ains appartiennent au Roy noſtredit S. Et ſur ce auons ordonné que le dire deſdites parties ſeroit inſere en noſtre proces verbal, pour leur ſeruir ce que de raiſon.

** Volee d'eps, ſic legẽdum alij depts vel adex.*

** Par le 29. Ar. eſt dit, Et quãt au ſurplus des Couſtumes & vſãces dudit bailliage de S. Omer il ſe conforme en tout aux conſtumes generales du pays & Cõte d'Artois, decretees par l'Empereur.*

Ruyer.

u Molinæus hoc loco ait Sects eſſe vincula lignea, quibus manus & pedes includi ſolent.

x Ceſt à dire les rendre egalles & par conſequent rõpre les fauſſes & petites ou trop grandes meſures. Toutesfois ſ'il n'y a point de dol ou tromperie de la part de celuy qui en eſt trouué ſaiſi, ains elles ſont vſees pour ſ'en eſtre par trop ſerui, ou pour le lõg temps qu'il y a qu'elles ſont faites, on n'en peut eſtre puny C. M. vide Guid. Dec. 390.

y Voyez le Tit. 26. ey

Vicõte en Normandie de quelles choſes a cognoiſſance.

Source : BIU Cujas

ge-plege pour choſe roturiere, de vente & degagement de biens: d'interdicts entre roturiers, d'arreſts, d'executions, de matiere de namps, & des oppoſitions qui ſe mettent pour iceux namps: de dations de tutelles & curatelles de mineurs: de faire inuentaire de leurs biens: de ouir les comptes de leurs tuteurs & adminiſtrateurs, de partages de ſucceſſion & des autres actions perſonnelles, reelles & mixtes en poſſeſſoire & en proprieté: enſemble de toute matiere z de ſimple deſrene, entre roturiers & de choſes roturieres, encores qu'eſdites matieres eſchee veuë & enqueſte. Art. 6. Peut ledit Vicomte faire faire toutes criees, banniſſemens, interpoſitions & adiudications de Decret des heritages roturiers & non nobles. Art. 7. Cognoiſt auſſi des oppoſitions & differēs, qui aduiennēt ſur les ſaiſies & criees entre perſonnes Nobles, & entre perſonnes non Nobles pour debtes & autres choſes mobiliaires, arrerages de rentes roturieres & hypotheques. Art. 8. Appartient auſſi audit Vicomte la cognoiſſance des lettres de mixtiō pour les heritages ſituez dans le reſſort de ſa Vicomté: encores qu'ils ſoient de diuerſes ſergenteries ou aſſiſes dans le reſſort d'vn Haut Iuſticier, qui eſt dans les enclaues de ſa Vicōté: pourueu qu'il ny ait rien noble. Art. 9. Doit ledit Vicomte faire pauer les rues, reparer chemins, ponts, paſſages, & faire tenir le cours des eaues & riuieres en leur ancien eſtat. Art. 11. Et incidemment peut iuger de tous crimes.

TOVRS Tit. 2. Art. 39. Le S. qui à Moyenne Iuſtice peut cognoiſtre à ſes aſſiſes de toutes cauſes reelles & perſonnelles, dont l'amende n'excede lx. ſols, és choſes concernans ladite Moyenne Iuſtice. Art. 40. Le Moyen Iuſticier eſt fondé de droict a de boucherie, de bailler à ſes hommes & ſuiets meſures à bled, vin & huile, ſ'il n'y a vſance au contraire. Art. 41. Si †† le S. inferieur, qui eſt tenu adiuſter ſa meſure, au ſept & eſtelon de ſon ſuperieur, vſe de plus grande ou moindre meſure, il perd & eſt decheu de ſon droict de bailler meſures, & eſt amendable d'amende arbitraire. Art. 42. Le Seigneur aiant droict de meſure, ſoit Comte, Vicōte Baron, Chaſtellain, ou autre, ne peut auoir qu'vn ſept ou eſtelon: lequel il ne pourra croiſtre ou diminuer, ains vſer dudit droict, comme il a accouſtumé d'en vſer d'ancienneté: & ſ'il fait le contraire, il perd & eſt decheu dudit droict de meſures: & † ſont tenus les Seigneurs aians droict de meſures apporter ou enuoyer * en l'hoſtel de la ville plus prochaine, en laquelle y a droict de Mairie ou * communauté, le * ſept ou eſtellon, dont il ſ'entend aider pour y auoir recours: & ſi en ladite ville n'y a droict de Mairie * & communauté, au ſiege Royal ſuperieur plus prochain: & pource faire ne ſera prins par les Maire & Eſcheuins de ladite ville ou Iuge ſuperieur aucun ſalaire. Art. 46. Moyen †† Iuſticier peut par ſa Iuſtice faire mettre brandon & ſeeller huis, cognoiſtre de ſaiſie briſee: peut auſſi auoir priſon pour la capture & garde des delinquans, iuſques à xxiiii. heures: apres lequel temps, ſera tenu rendre les delinquans au ſuperieur immediat haut Iuſticier, Chaſtellain ou Baron, qui ſera tenu faire les frais du procés. Ar. 48. Le Moyen Iuſticier eſt fondé d'auoir lx. ſols & vn denier d'amende, où il appartiendra. Art. 51. En † la Cour du Moyen Iuſticier, on peut donner aux ſuiets d'iceluy Moyen Iuſticier, tutelles & curatelles.

MAIZIERES Art. 10. Le Moyen Iuſticier n'a cognoiſſance d'aucunes cauſes perſonnelles, qui ne concernent les faicts de la Moyenne Iuſtice: & ne peut cognoiſtre d'aucuns cas, éſquels eſchet punition corporelle.

LODVNOIS Chap. 2. Art. 1. 2. 3. 4. & 5. p. *a Tours*. Art. 39. 40. 41. & 42. *iuſques a ces mots*, eſt decheu dudit droict de bailler meſures, *inclus*. Art. 8. p. *a Tours*. Art. 46. ſaiſine briſee, & cognoiſtre de ſimple furt & auoir ſep, fer & anneaux de fer & autres priſons pour garder les malfaicteurs, & les punir iuſques au ſupplice de mort excluſiuement. Art. 10. p. à l'Art. 48. *de Tours*. Art. 13. En la &c. p. *a Tours*. 51. curateles, cognoiſtre de denonciemens ciuils, applegemens, contrapplegemens, adueus, cōtradueus, & de toutes actions ciuiles, ſoient reelles, perſonnelles ou mixtes, dont l'amende n'excede lx, ſols t.

ANIOV Tit. 2. Art. 39. Le Moyen Iuſticier peut auoir gibet à deux pilliers, à liens, au deſſus & au deſſous par dedans, & non par dehors: & cognoiſt outre les cas deſſuſdits des ſimples homicides faits ſans guet à pens, & des cas qui en dependent: de ceux qui ont arraché ou emblé bornes: & a la cognoiſſance des actions perſonnelles: outre cognoiſt entre tous ſes ſuiets de toutes ſimples demandes ciuiles, ſoient reelles ou perſonnelles, & outre peut cognoiſtre des incidens comme deſſus. Art. 40. Ont auſſi les Moyens Iuſticiers droict de bailler meſures à bled & à vin, du patron & eſſief du Seigneur, dont ils tiennent leur Iuſtice. Auſſi peuuent donner tuteles & curateles, & procurations b par non puiſſance.

†† *Le Subſtitut du Procureur general du Roy a proteſté que l'Arreſt & publication que ſeroit par nous faite dudit Art. 41. ne pourroit empeſcher l'Edict du Roy, qui a eſté nagueres fait pour reduire les poids & meſures: requerant acte de ſa dite proteſtation que luy auons octroyé.*

† *Ces mots, Et ſont tenus &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs, à l'hoſtel &c. P. V.*

* *Aliàs, ou droict de &c. P. V.*

* *Aliàs, le cep dont il ſ'ensend &c. P. V.*

* *Aliàs de Marie ne cōmunauté, au Iuge royal plus prochain &c. P. V.*

†† *Ceſt Ar. 46. eſt mis au lieu du 8. Ar. ancien.*

† *Ces mots, cognoiſtre des denoncimens ciuils, applegemens, contrapplegemens, adueuz contradueuz & de toutes actions ciuiles, ſoiēt reelles perſonnelles & mixtes dont l'amende n'excede lx. ſols, ont eſté rayez de ceſt Ar. 51. qui eſt le 13. de l'ancien Couſtumier.*

z Simple deſrene quād on ſe purge & deſcharge de quelque demande perſonnelle ou cas impoſé & mis en auant par le demādeur. Cuia. ad lib. 1. Feud. Tit. 1. & 24. En l'ancienne Couſtume de Normandie Deſrene ſ'appelle ſimple Loy, à la difference de Loy apparoiſſante, qui ſe conduit par Enqueſte. Normandie 85 & 121.

a Vide l. 1. §. cura carnis D. de offic. præſ vrbi. & ibi Bart. Bald. & Salyc. in l. 1. C. de epiſc aud. Doctores in cap. 1. extra de empt. l. 8. D. de mun. & hon.

b Olim in Gallia nul-

Source : BIU Cujas

tus per procuratorem litigare poterat in regiis tribunalibus. Ioan. Gallus q. 86. ainſi les Seigneurs Iuſticiers faiſoient Iuſtice ſeulement aux preſens, & ne vouloient receuoir les Procureurs des perſonnes abſents, ſinon ceux qu'ils auoient eux-meſmes donné, ou qui eſtoit baillé par leur congé & licence par celuy qui ne pouuoit comparoir. Inde, Procuratio, par non puiſſance, Vide Choppinum ad Art. 40. lib. 1. de legib. And. & le grand Couſtumier Chap. des Droicts Royaux. Item au Roy noſtre Sire ſeul & pour le tout appartient donner graces à plaidoyer par Procureur, & lettres d'Eſtat en & par tout ſon Royaume. Il ſe trouue pluſieurs Arreſts anciens donnez a ceſte fin, & ainſi fut iugé contre Monſieur Guy de Comminges Cheualier, le 11. Mars 1321. que en demandant nul n'eſtoit receu par Procureur à plaider ſans grace du Roy. Il y a autre Arreſt contre l'Abbé de la Caſe Dieu qu'en demandant en Parlement nul n'eſtoit receu ſans lettres à plaider par Procureur, ores qu'il euſt intenté la cauſe premier, premier que s'en aller & la vouluſt pourſuiure pendant ſon voyage, par Procureur, Iugé a la Chandeleur 1265. Et a eſté iugé ſi l'vn des conſorts au procés a grace de comparoir par Procureur, elle ſeſtend auſſi a l'autre, Iugé le 2. Ianuier 1319. Si le Procureur auoit eſté conſtitué en la preſence du Roy, il pouuoit faire tout ce que ſon Maiſtre feroit ſi preſent y eſtoit, encores qu'il n'ait lettres paſſees, & eſt receu à iurer en l'ame de ſon Maiſtre. Iugé pour le Comte de la Foreſt à la Pentecoſte 1267. Toutesfois en quelques cas ils pouuoient comparoir par Procureur. Car le demandeur & defendeur eſtoient receus à faire Veuës par Procureur, Iugé entre le Sieur de Concy & l'Abbé de ſainct Vincent de Laon a la Pentecoſte 1269. pouuoient auſſi comparoir par Procureur à la production de teſmoings, pour les voir iurer, ainſi qu'il a eſté iugé contre l'Archeueſque de Reims à la Pentecoſte 1269.

LE MAINE Tit. 3. Art. 44. p. *à Aniou.* 39. à liens par en haut & par bas, par dedans, &c. & cognoiſt, &c. ſimples crimes, comme de larcins, de ſimples homicides ſans guet à penſee, &c. *iuſques à ce mot*, perſonnelles, *inclus.* Art. 45. Outre cognoiſt entre &c. p. à l'Ar. 39. *d'Aniou.* Ar. 46. & 47. p. *à Aniou.* 40. peuuent leſdicts Moyens Iuſticiers *donner*, &c.

GRAND PERCHE Tit. 1. Art. 21. Aux †† S. Moyens Iuſticiers appartient la cognoiſſance de toutes actions perſonnelles, & non des actions reelles. Art. 22. Leur appartient auſſi de pouruoir aux mineurs de Curateurs aux cauſes : mais autrement ne leur appartient pouruoir ne bailler Tuteur ou Curateur à leurs perſonnes & biens.

BLOIS Chap. 3. Art. 21. Le Moyen Iuſticier que l'on appelle vulgairement gros Voyer, a cognoiſſance de toutes actions perſonnelles, reelles & mixtes, dont les amendes n'excedent lx. ſols t. ſauf † des cas de nouuelleté, dont il n'a cognoiſſance. Art. 22. Et ſi les matieres, dont l'amende excede lx. ſols t. ſont introduites par deuant luy, il n'en doit cognoiſtre : mais en doit faire renuoy pardeuant ſon Iuge Suzerain, qui en cognoiſtra : & neantmoins ſur l'amende, qui en iſtra ledit gros Voyer, prendra lx. ſols t. & ſon Seigneur Suzerain le ſurplus. Art. 23. Le Iuge du gros Voyer a cognoiſſance ſeulement des cas criminels qui s'enſuiuent : c'eſt à ſçauoir, †† de furt ſimple, ſoit de iour ou de nuict, d'homicide fait en chaude meſlee, & non quand il eſt fait de guet à pens & propos deliberé, & de tous autres cas criminels moindres que les deſſuſdits. Art. 24. Le gros Voyer peut auoir fourches patibulaires à deux pilliers fichez ſans pate, pillier & carcan, pour executer les delinquans par ſon Iuge condemnez pour les cas, dont il a cognoiſſance.

LARVE D'YNDRE Chap. 8. Art. 25. Moyenne Iuſtice & iuriſdiction eſt iuſques à lx. ſols & vn denier, eu regard à la valeur & eſtimation de la choſe demandee, & iuſques à icelle ſomme, a le moyen Iuſticier iuriſdiction & cognoiſſance des cauſes que par premiere inſtance ſont introduites pardeuant luy, en action perſonnelle ſeulement.

BOVRBONNOIS Chap. 1. Art. 3. Au Moyen Iuſticier appartient bailler & decerner Tuteurs, Curateurs, faire main-miſes &c. p. *a Sens.* Art. 15.

TALENDE Art. 3. Les Officiers de chacun deſdits Seigneurs de Talende le maieur & le mineur, peuuent aller faire inuentaire des biens d'vn treſpaſſé : & pourueoir de Tuteurs aux mineurs, en la Iuſtice l'vn de l'autre.

LA MARCHE Chap. 27. Art. 337. Le † Bas & Moyen Iuſticier ſ'ils ont vn priſonnier, dont ils ne doiuent auoir cognoiſſance, le doiuent ſignifier à leur ſuperieur, dedans xxiiij. heures, pour le venir * querir, en payant les frais raiſonnables. Et ſi le ſuperieur eſt dilayant dedans deux iours apres ladite notification faite, leſdits Seigneurs Bas & Moyen Iuſticiers ne ſont plus tenus de la garde. Et pourra l'on auoir recours au ſuperieur dudit Haut Iuſticier, pour ledit refus.

POICTOV Tit. 1. Art. 16. Le Vaſſal qui a Moyenne Iuſtice peut donner Tuteles & Curateles & emanciper, bailler meſures, c cognoiſtre d'applegemens &

†† *Ceſt Art. 21. à eſté accordé en la maniere qu'il eſt couché, nonobſtant la remonſtrance faite par aucuns de baſſe-iſtance, pretendans qu'aux Moyens Iuſticiers auſſi appartient la cognoiſſance des actions reelles & petitoires.*

† *Ceſt Art. 21. eſt demouré pour Couſtume: Excepté en ces mots, Sauf des cas, &c. leſquels mots demeurent en diſcord.*

†† *Ces mots de furt ſimple ont eſté mis, au lieu des mots anciens, de larcin, quel qu'il ſoit: demourant ledit Art. 23. ainſi qu'il eſt eſcrit audit couſtumier.*

† *Ceſt Art. 337. a eſté ainſi corrigé & modifié par ce que l'ancien eſtoit trop rigoureux.*

* *Aliàs, querre. P. V.*

c Il peut en conſequence du droict de bailler meſures, cognoiſtre des cauſes qui pourroient aduenir pour raiſon d'iceluy Poictou. Art. 65 Au reſte Applegemens ſignifient la Complainte, & contrapplegemens, l'oppoſition & defenſes du defendeur. Et par Arreſt de Paris le 29. Iuin. 1377. eſt recité que le cas d'Applegement & la Nouuelleté ſont conformes. Hinc S'appleger ou complaindre Lodunois chap. 1. Art. 23. & chap. 27. Art. 8. chap. 29. Art. 4. Aniou. Art. 234. & 272 le Maine. Art. 251. 287. 289. 299. & 456. Poictou. Article 264. 279. & 293. La Rochelle. Article 58. & 59. Voy l'Ordonnance de Char. l. 7. 1453. Article 12. 55. 73. & 74.

Source : BIU Cujas

contrapplegemens & autres cauſes dont l'amende n'excederoit la ſomme de lx. ſols. Art. 65. *A la fin.* Et au regard de la Moyenne dependent droicts de mettre meſures, & d'en cognoiſtre. Et quand l'on meſure à autre meſure, qu'à celle de ſon Seigneur, ou meſure non marquee, l'amende eſt de lx. ſols. Art. 66. Et à †† ceſte fin ſont tenus les Seigneurs auoir & tenir en leurs maiſons leur cep & meſure, ſans le pouuoir changer ny minuer: & auſſi faire peſer la quantité de grain entrãt audit cep & boiſſeau: & dudit poids & meſure, en faire Regiſtre en leur Greffe. Art. 67. Celuy qui a Moyenne Iuſtice, peut cognoiſtre de toutes cauſes d'iniures & autres dont l'amende ſeroit de lx. ſols, & au deſſous: & auſſi ſur ſon ſuiet, ſ'il a d fait ſang & playe, à vn autre: pourueu toutesfois que le cas ne requiere plus grande punition, qu'amende de lx. ſols t. Car en ce cas ledit Moyen Iuſticier eſt tenu mettre les delinquans és mains & priſons du Haut Iuſticier: lequel punira le delinquant de telle peine corporelle ou pecuniare, qu'il verra eſtre à faire par raiſon. Mais ſur ladite amende pecuniarie, ledit Moyen Iuſticier, prendra ſon amende de lx. ſols t.

†† *Ceſt Art. 66. eſt de nouuel introduit.*

Moyen Iuſticier de quelles iniures & cauſes criminelles peut auoir cognoiſſance, & iuſques à quelle ſomme peut cõdamner en l'amende.

d Il a eſté iugé par Arreſt prononcé le 24. Nouembre 1547. qu'en toute batterie, où y a effuſion de ſang c'eſt cauſe de Haute iuriſdiction, & non de Moyenne ny de Baſſe

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 9. Le Moyen Iuſticier ou Vaſſal, qui a Moyenne, &c. p. à *Poictou.* Art. 16. n'excede &c. tournois: & ne peut contraindre a donner Aſſeuretez.

XAINGTONGE Tit. 4. Art. 5. Seigneur qui a droict de Moyenne iuriſdiction peut donner par ſoy ou par ſon Seneſchal & Officiers, Tuteurs & Curateurs aux pupilles & mineurs reſpectiuement: & pareillement a droict de meſures, ſ'il † n'y a iouiſſance immemoriale.

† *Ces mots S'il n'y a, &c. ont eſté adiouſtez.*

V. MELVN Chap. 3. Art. 20. Le †† Bas Iuſticier cognoiſt ſeulement des actiõs perſonnelles contre ſes ſuiets, iuſques à la ſomme de lx. ſols. Par. & des delicts, dont l'amende eſt e de vij. ſols vj. den. Par. & au deſſous. Et ſi le delict requiert plus grande amende, en doit aduertir le Haut Iuſticier, qui en doit cognoiſtre: & prend le Bas Iuſticier ſur l'amende adiugee, vij. ſols vj. den. t. pour ſon amende. Art. 21. Le Bas Iuſticier peut prẽdre ou faire prendre en ſa terre, tous delinquans: mais les doit promptement mener au Iuſticier ſuperieur, auquel la iuriſdiction appartiẽt, pour en faire la punition.

†† *Ces Art. 20. & 21. ont eſté adiouſtez comme anciens. Sur leſquels Claude Barbin Sergent Fieffé en la Preuoſté de Hericy, la Broſſe, Vulaines & appartenances d'icelles, à proteſté que leſdits Art. ne luy puiſſent preiudicier au droict qu'il a, à cauſe de ſondit Eſtat, & Office de Sergens Fieffé, de bailler meſures ſçauoir, aulnes, toiſes & ſemblables en ladite Preuoſté de Hericy & apparte nances d'icelle: enſemble meſures pour meſurer grains, ſel, huiles, vins, citres & autres breuuages, & toutes autres eſpeces de marchandiſes ſuiettes à meſures vendues en ladite Preuoſté: & deſdites meſures en bailler eſtallon. Le Procureur du Roy au contraire a dit, que ledit Barbin n'ayant Haute Iuſtice, ne peut auoir droict de meſures. Et fut donné auſdites parties acte de leurs proteſtations ſeulement.*

SENS Tit. 3. Art. 18. Au † Sieur Bas Iuſticier appartient la iuriſdiction & cognoiſſance de toutes cauſes ciuiles, f perſonnelles & poſſeſſoires, reelles & mixtes, & des meffaicts de ſes ſuiets amendables iuſques à lx. ſols t. †† & au deſſous. Art. 19. Le Seigneur † Bas Iuſticier peut auoir Siege notable, Maire, Sergens & Priſons pour garder ſes priſonniers.

† *Ceſt Art. 18. a eſté accordé ſans preiudice des droicts Royaux, & autres droicts pretendus par le Procureur du Roy Par les Seigneurs Moyens & Bas au contraire.*

AVXERRE Tit. 1. Art. 17. Le Seigneur Bas Iuſticier a iuriſdiction &c. p. *a Sens.* Art. 18. reelles & mixtes non excedans pour vne fois lx. ſols tourn. & encores des meſfaicts, &c. à ſemblable ſomme de &c. Art. 18. p. *a Sens.* Art. 19. notable, Preuoſt, &c priſons †† raiſonnables à rez de chauſſee pour, &c.

†† *Ce mot,* tournois, *a eſté de nouuel adiouſté.*

BAR Tit. 4. Art. 49. Le S. Bas & foncier a la cognoiſſance des abornemens des heritages de parti à autre du finage de ſa fonciere. Art. 50. Et peut creer Meſſiers g & mettre en Bannie à requeſte des habitans, aucune portion de prez ou

† *En l'Art. 19. qui eſtoit le 17. ancien, ont eſté rayez ces mots,* Et ceps.

†† *Ces mots,* priſons raiſonnables & à rez de chauſſee *ont eſté mis au lieu de ce mot,* ceps, *qui eſtoit au 18. Art.*

e Baldus ex Nouella lege Iuſt. de finit. iuriſdictionem infimam, quæ alium inferiorem non habeat, vt pote à 50. aureis vel quæ iure magiſtratus competat in cap. irrefragabili. De offic. ordin. argumento §. Audient. De defenſ. ciuil. Mais les Couſtumes de France ne permettent au Seigneur Bas Iuſticier, que cognoiſtre iuſques à la ſomme de ſept ſols & demy, ou iuſques à la ſomme de lx. ſols, ainſi qu'il ſe peut voir en ceſte Cõference. Maſu. Tit. de iudic. & eorum iuriſd. §. Item aliæcauſæ. L'amende du Bas Iuſticier eſt ou de v. ſols, ou de ſept ſols vi. deniers, ou de lx. ſols, ſelon les Couſtumes particulieres.

f Voyez le grand Couſtumier Tit. de Baſſe Iuſtice celuy qui a Baſſe Iuſtice ſi a cognoiſſance des meffaicts de ſes ſuiets en cas perſonnels, comme de contracts, & aucunesfois de cas real, comme S. Marri, & des amendes iuſques à lx. ſols. Et peut auoir Siege notable Maire, Sergens, Priſons & Sep pour garder ſes priſonniers criminels vne nuict. Paul. in l. mandatam. 5. §. vlt. D. de offic. eius cui mand. eſt iuriſ. Iuriſdictio ſine modica coërcitione nulla eſt. Cic. 2. Catilin. ſcribit carcerem nefariorum ſcelerum vindicem maiores eſſe voluiſſe. At iure Pontificio carcer pœnalis cap. quamuis. De pœn. in 6.

g Meſſiers ſont les vigniers ou gardes des vignes ou de bled ou moiſſon & autres fruicts de la terre. Melun. Art. 306. Sens Art. 154. Duché de Bourg Art. 6 & 7. Comté. Art 56. & 58. Langres. Art. 3. Reims. Art. 402. Tours. Art. 62. Lodunois. chap. 5. Art. 4. En l'Edict du Roy Henry 2. 1554. Art. 5 Les Meſſiers & Gaſtiers ſont conioincts. En la Somme Rurale. Tit. du droict au Bas Iuſticier de auoir vn Sergent Meſſier & garde des champs.

Source : BIU Cujas

terres pour beſtes trayantes,& impoſer amendes aux infracteurs iuſques à v. ſols tant ſeulement,valans trois gros Barrois,s'il n'y a titre valable ou poſſeſſion immemoriale de prendre plus grande amende. Art.51. Il peut ſaiſir & brandonner à la requeſte des parties, terre ſuiette à Cenſiue, & le faire ſignifier à partie detentereſſe, & en retenir la cognoiſſance. Art.56. La Couſtume ne faict difference entre Iuſtice Baſſe & Fonciere.

SENLIS Tit.6. Art.120. Le Bas Iuſticier a cognoiſſance des meubles, de battre autruy, ſans ſang & ſans poing garny, de vilaines paroles & iniures entre ſes ſuiets & hoſtes. Art.121. Peut auſſi mettre bornes entre deux ſentiers, entre chãps & terres voiſines entre diuers heritiers ſes ſuiets. Art.122. Auoir cognoiſſance de ſa Cẽſiue, condamner ſes ſuiets en amende par faute de Cens non payé. Art.123. Faire arreſter & mettre brandons ſur les terres, par faute dudit Cens non payé, commettre Commiſſaires à icelles terres arreſtees, comme dit eſt. Art.124. Auoir cognoiſſance † de ſa main briſee: de Champart emporté, dont l'amende eſt de lx. ſols Pariſis.

VALLOIS Ti.1. Art.5. Les Bas †† Iuſticiers ont cognoiſſance d'actions perſonnelles, & de delicts iuſques à vij. ſols vj. den.

BEAVQVESNE Art. 2. *A la fin.* Et peuuent auoir Bailly ou Lieutenant & autres Officiers pour faire les Veſts & Saiſines auec autres exploits concernans la Iuſtice fonciere. Et ne peuuent cognoiſtre de matiere criminelle & de delicts, dont l'amende excede v. ſols.

ARTOIS Tit.1. Art.1. Le S. Foncier à cauſe de ſa Seigneurie, qui eſt Baſſe Iuſtice, a cognoiſſance & iudicature par ſes hommes cottiers, de tout ce qui concerne la deſſaiſine & ſaiſine des heritages de luy tenus & mouuans. Ar.2. Le S. Fõcier n'a cognoiſſance coërction & iudicature des delicts, dõt l'amende eſt de lx. ſ. Par. Art.11. Les S. Fonciers & Vicomtiers pour l'infraction de leur Iuſtice & Seigneurie, ont amende de lx. ſols Par.

NIVERNOIS Chap.1. Art.13. Au Bas Iuſticier appartient faire prinſes de beſtes, prinſes de delinquans en flagrant delict, & la cognoiſſance & deciſion en matiere ciuile indifferemment, des cauſes de ſes ſuiets, iuſques à lx. ſols: & auſſi és matieres criminelles, és cas où les amendes n'excedent lx. ſols tournois ſeulement.

NORMANDIE Chap.1. Art.24. Les Bas Iuſticiers qui ont h droict de Foires, & Marchez, peuuent prendre cognoiſſance des meſures de boire & de bled, ſ'ils les trouuent fauſſes en leur Fief, auant que la Iuſtice Royale y mette la main. Art.25. Ont auſſi la cognoiſſance du bruict du marché: c'eſt à ſçauoir ſ'il interuiẽt quelque bruict audit marché, le Seneſchal en peut cognoiſtre pourueu qu'il n'y ait ſang & playe: & enleuer amende. Art. 26. Pareillement cognoiſſent de parc briſé & des excés faits à leurs Preuoſts, en faiſant ſes exploicts. Art.27. Ont pouuoir auſſi de mettre pris aux vins & autres boiſſons, & d'auoir les amendes de ceux, qui y contreuiennent. Art.28. Peuuent auſſi tenir Plez & gage-plege, & ont la cognoiſſance des rentes congnues entre leurs hommes & de blaſmes d'Aduerez. Art.31. Les Bas Iuſticiers ne peuuent demander que trois annees d'arrerages des rentes Seigneuriales à eux deuës par leurs ſuiets, ſ'il n'y a compte, obligation, ou condemnation, ou qu'il apparoiſſe de la premiere fieffe par generale hypotheque. Art.32. Peuuent leſdits Bas Iuſticiers cognoiſtre de la diuiſion des terres, quand il eſt queſtion de la meſure entre eux & leurs Vaſſaux, pour la verification de leurs Adueus. Et pour le different des meſures d'entre les ſuiets, la cognoiſſance en appartient au Iuge Royal ou au Haut Iuſticier. Art. 33. Les Bas Iuſticiers en tenant les Plez, peuuent leuer xviij. ſ. vn d. d'amende, où amende eſchet & nõ plus pour rẽte nõ payee, & ſelõ la qualité d'icelle: ſans preiudice des amẽdes curiales des Defaux, Blaſme d'Adueu & autres inſtances. Ar.37. Si vn hõme eſt pris en la iuriſdiction Baſſe ou Moyenne d'vn Seigneur, ou ſ'il eſt pourſuiuy d'aucun cas criminel, & il le confeſſe: ſi le Bas Iuſticier peut recouurer aſſiſtans pour faire le iugement, il le peut faire dans vn iour naturel, qui ſont xxvj. heures. Autrement le doit renuoyer pardeuant le Iuge Royal ou du Haut Iuſticier.

S. POL EN ARTOIS Tit.1. Art.1. L'homme ayant vn Fief & Seigneurie fonciere, à cauſe d'icelle n'a Bailly, Lieutenant, ny hommes pour pouuoir auoir co-

† *Le Procureur du Roy en la Chaſtellenie de Compiengne, a remõſtré qu'ẽ la Preuoſté de l'exemption de Pierre-fonds ſortiſſant audit Compiengne, en aucuns lieux l'amende dont font mention les Art.124. & 125. eſt de lx. ſols. Nerets qui valent xxxvi. ſols Par. Surquoy a eſté ordonné que leſdits Art. demeureront comme ils giſent: & que de la declaration & remonſtrance faicte par le Procureur du Roy, ſera fait mention en noſtre Procés Verbal.*

† *Ponce Inuin pour les Religieux de Bourg Fõtaine a proteſté que ladite Couſtume ne peut preiudicier à iceux Religieux: par ce qu'au village de Semmeuieres où l'on dit leſdits Religieux n'auoir que Baſſe Iuſtice, ils ont accouſtumé prẽdre amende, iuſques à lx. ſols, & vii. ſols vi. den. pour la petite amende, & en ſont en poſſeſſiõ immemorial. Le Procureur du Roy diſant au contraire, que leſdits Religieux n'ẽt que Baſſe Iuſtice audit lieu de Semmeuieres, & ne peuuent prẽdre plus grande amende que de vii. ſols vi. den. t. attendu que les habitans dudit lieu de Semmeuieres, ſont nuement de la Preuoſté de Creſpy, tenus reſpondre pardeuant le Preuoſt forain dudit Creſpy en toutes actions reelles, perſonnelles & de*

h Le grand Couſtumier. Chap. des droicts Royaux. Item à luy ſeul & pour le tout appartient creer & ordõner Foires de nouuel, & Marché en & par tout ſon Royaume, & y donner & octroyer tous tels priuileges & franchiſes, comme bõ luy ſemble. Ceſt vn droict de ſouueraineté & Royal eſtablir Foires, ainſi qu'il ſe peut auſſi colliger de l'Ordonnance de Loys 12. 1499. Art. 70. Nundinarum ius non niſi principalibus Codicillis obtinetur. Modeſt. in l. nundinis. 1. D. de nundinis l. vn. C. eod. t. Ioan. Ananias in cap. vlt. extr. de vſur. Olim à ſenatu poterat impetrari, vt ex Plinio lib. 5. Epiſt. 4. & Suet. in Claud. cap. 12. adnotauimus. En France les Foires nouuelles ne ſe peuuent introduire ny faire ſans le congé du Roy. Iugé contre le Sieur de Chaſteau-roux en Berry au Parlement de la Pentecoſte. 1269. Vide Choppin. lib. 3. de Domanio Franc. cap. 27. & la Conference des Ord. Royaux. Liure 4. Tit. xi. Au reſte le Roy peut ordonner Foires & Marchez en ſes terres, encores qu'ils portent dommages aux Seigneurs voiſins. Iugé contre le Sieur du Payſet. A la Touſſaincts. 1271.

Source : BIU Cujas

delict: & de ce est le Roy nostre Sire en possession, mesmes prendre les amendes sur lesdits habetans excedans la somme de sept sols six den. Nerets qui vallent quatre sols six den. Par. Ausquelles parties auons octroyé acte de ce que dit est.
Arrerages de trois annees pour rentes Seigneuriales.

gnoissance d'aucuns delicts, commis en icelle Seigneurie, ny pour l'infraction d'icelle: ne pour pouuoir receuoir Dessaisine, & bailler Saisine des heritages de luy tenus: ny generalement pour pouuoir faire aucuns exploicts iudiciaires. Et a seulement les droicts Seigneuriaux & Reliefs escheans à cause des heritages ou terres tenues de sondit Fief. Et par ladite Coustume, auant qu'on puisse auoir ladite Seigneurie fonciere, faut qu'à cause dudit Fief, y ait deux hommes anciens tenans heritages ou terres, sans en faire deuoir, recognoissance à iceluy souuerain: n'est qu'il y ait faict especial par priuilege ou longue iouissance au contraire. Et neantmoins parauant bailler la Saisine par le Seigneur immediat, il conuient euoquer ledit S. foncier: afin qu'il entende quels sont ces droicts, & vser de sa faculté Seigneuriale telle que la Coustume luy donne, si bon luy semble.

BAPPALMES Tit.1. Art.1.p. *à Artois.* Art.2. excede lx.sols. Mais s'il estoit question de l'infraction de sa Iustice: la cognoissance appartient au Souuerain: & l'amende de lx.sols Par. appartient audit Seigneur foncier.

TOVRS Tit.1. Art.1. Le Seigneur, qui a Basse Iustice peut cognoistre en sa Cour des causes de partie à partie, tant de simples dommages, de bestes prinses és domaines estans en son Fief & iurisdiction, y faire monstree, que de ses deuoirs & autres actions reelles & petitoires concernans le tresfond, dõt l'amende n'excede vii.sols vi.den. faire asseoir bornes entre les heritages de ses suiets, & prendre amende iusques à vii.sols vi.den. du roturier: & des Nobles & gens d'Eglise, iusques à v.sols.

LODVNOIS Chap.1. Art.1.p. *à Tours.* concernans les droicts fonciers dont, &c. v.sols t.

**Aliàs, des Iusticiers, Aliàs des Seigneurs Iusticiers.*

ANIOV Tit.1. Art.1. Pour la declaration & entendement des Iustices, * degrez & prerogatiues desdits Seigneurs, selon l'vsage, coustume & obseruance du pays, sera traicté en premier lieu des droicts & cognoissance qu'ont les Seigneurs, aians seulement Basse Iustice, Iustice fonciere & simple voirie, [i] qui est tout-vn: & apres de chacun des autres au dessus. Art.2. Nous auons en generaux termes deux actions, l'vne criminelle, & l'autre ciuile. Des Criminelles, les Bas Iusticiers n'ont aucune cognoissance: mais sont fondez de cognoistre entre leurs suiets, des ciuiles reelles concernans choses immeubles, soient petitoires ou possessoires, dont pour chose d'icelle cause, n'y a que la Loy d'amende, qui est vii. sols vi.den. entre Nobles, & x.sols entre roturiers. Toutesfois s'il interuenoit aucun incident en ladite cause, comme vice de litige, fausonnerie ou autre crime incident, seruant ou preiudiciable à la decision de la matiere, la cognoissance leur en appartient, auec l'amende & taxation d'icelle, selon le cas interuenu audit incident. Art.3. Et au regard d'autres actions reelles, dont l'amende excede les Loix & amendes dessusdictes, & des pures personnelles, ils n'en ont aucune cognoissance, s'ils n'auoient acquis ce droict par titre particulier, priuilege ou prescription: fors pour saisine brisee (où ils peuuent taxer par leur Iustice l'amende de lx.s. t. pour iceluy bris) & pour les Ventes, qui leur ont esté recellees par an & iour, aussi pour auoir mis & assis bornes en leur Fief, sans auctorité de leur Iustice, où ils peuuent taxer * ceux qui y ont assis bornes de leur auctorité priuee, pour chacune bourne assise lx.sols t. Art.4. Les Bas Iusticiers sont fondez d'auoir Ventes: Retraicts par puissance de Fief, exhibition de contracts des acquests faicts en leurs Fiefs, amendes pour defaut d'auoir exhibé lesdits contracts, Rachats & autres emolumens de Fief, comme sera cy apres declaré. Art.8. Les Bas Iusticiers ont amendes pour leurs deuoirs non payez, auec ce ont ventes & autres emolumens de Fief. Aussi ont les amendes sur leurs Vassaux pour les defaux, qu'ils auroient faicts d'auoir baillé leurs Adueus. Peuuent à la requeste de partie, ou pour les droicts & deuoirs non faits & non payez, saisir & dessaisir les choses tenues d'eux. Ont la cognoissance de faire mettre bournes entre leurs suiets par les lieux que les parties ou sçauans du pays, en debat des parties, aduiseront. Art.12. Les Bas Iusticiers ont cognoissance des demandes des dommages des bestes, lesquelles bestes leur Sergent peut prendre en present meffaict, & les empriſonner iusques à satisfaction du dommage, ou qu'autrement par Iustice en soit ordonné: toutesfois le Sergent peut faire deliurance à celuy, à qui sont les bestes, s'il le requiert, en baillant plege suffisant du Pays.

** C'est l'amende.*

LE MAINE Tit.2. Art.3.p *à Aniou.* 1. Des Iustices, degrez &c. Ar.4.p. *à Aniou.*

[i] Simple voirie c'est la Basse Iustice en ceste Coustume. Art. Le Maine. Art.2. Bas Iusticier simple. Voyer Blois. Art. 27. Grand voirie en la Coustume de Tours. Art.39. Aniou. Art.39. La Ruë d'yndre. Art.26. Voirie est d'auoir la cognoissance de jambes d'huisseries de remuees de feneſtres, d'aigouts, de saillies, estaux, buffets, penniers à poullailles & autres semblables. Et n'a aucun droict de voirie, s'il n'a Iustice: ainsi que Choppin escrit liure 1. sur les Coustumes d'Aniou, & dit que Voyer est dict à viarum Curatione. Voyez la Conference des Ordonnances.

Source : BIU Cujas

2. deniers Manſaiz, qui eſt le double des tournois, &c. Art. 5. Et eſt à ſçauoir que toutesfois & quantes qu'il eſt fait mention de ce mot, Manſais, ſoit en amende, en contracts, en recepte ou autrement, eſt entendu le double [k] de tournois. Toutesfois ſ'il interuenoit, &c. p. audit Art. 2. *d'Anion.* Art. 6. p. *a Anion.* 3. pour iceluy pris &c. Art. 7. p. à Ar. 4. *d'Anion.* Art. 10. p. *a Anion.* Art. 8. peuuẽt pour leurs droits, &c. Art. 12. p. *a Anion.* 12.

k Le ſol Manſais valloit deux ſols tournois & le denier en valloit deux tournois. Du Moulin ſur ceſt Art. dit que in dubio on entende de Tournois etiam Pariſis.

GRAND PERCHE Tit. 1. Art. 24. Aux †† Seigneurs Bas Iuſticiers appartient la cognoiſſance des choſes d'entr'eux & leurs ſuiets, pour leurs deuoirs Feodaux, Cenſuels & Seigneuriaux.

BLOIS Chap. 3. Art. 27. Le † Bas Iuſticier, qu'on appelle ſimple Voyer, a cognoiſſance ſur ſes ſuiets & eſtrangers, de toutes actions perſonnelles ciuiles, dõt les amendes n'excedent point la ſomme de vii. ſols vi. den. t. Art. 28. Le Bas Iuſticier a vn ſeul Iuge pour cognoiſtre deſdites matieres perſonnelles & ciuiles: & peut auoir Siege pour ſadite iuriſdiction exercer, & Sergens pour faire les exploicts d'icelle. Art. 29. Peut le Bas Iuſticier auoir priſon & ceps, pour tenir & garder les priſonniers xxiiii. heures ſeulement: & plus ne les doit ne peut tenir: mais les doit denoncer au Iuge, auquel il eſt ſuiet ſans moyen, afin qu'il les enuoie querir. Art. 30. Et ſi le priſonnier a commis cas, pour lequel ſes biens ſoiẽt confiſquez ou qu'il ſoit condemné en l'amende pour ſon forfait, ledit Bas Iuſticier y aura & prendra la ſomme de vii. ſols ſix deniers t. ſeulement auec ſes frais & miſes. Art. 31. Le Bas Iuſticier n'a aucunes fourches patibulaires n'autre inſtrument pour punir

†† *Du Fay pour l'Eſtat de la Nobleſſe a dit, qu'aux Bas Iuſticiers doit appartenir en premiere inſtãce la cognoiſſance des actions perſonnelles, iuſques à certaine ſomme, qui doit eſtre limitee par l'aſſiſtance. Et par aucuns tãt de l'Eſtat de Nobleſſe que*

Practiciens, a eſté dit, qu'il y a Couſtume ancienne audit pays: par laquelle la cognoiſſance des actions perſonnelles appartient aux Bas Iuſticiers: pourueu que la partie appellee vueille prendre droict par vn ſeul teſmoin. Et où elle ne voudroit ce faire, que l'Officier du Bas Iuſticier doit renuoyer la cauſe pardeuant le Iuge ordinaire. Et à ceſte fin nous ont exhibé vn vieil Cayer eſcrit à la main non ſigné, contenant ce que deſſus. Ce qui a eſté empeſché par ledit Subſtitud du Procureur general du Roy, comme eſtant ladite pretendue Couſtume barbare, inepte & deſraiſonnable: & que leſdits Bas Iuſticiers n'en ont aucunement iouy. Ce qui a eſté pareillement empeſché par Gouyn pour le tiers Eſtat. La matiere miſe en deliberation, auons ordonné que le 24. Art. ainſi qu'il eſt couché, paſſera pour Couſtume. Et ſur ce que leſdits Bas Iuſticiers ont voulu pretendre plus ample cognoiſſance, que ce qui eſt contenu audit Art. Les auons renuoyez à la Cour, au lendemain de la S. Martin d'yuer prochain, pour eux ouis auec le Procureur general du Roy, leur eſtre pourueu ainſi que de raiſon. Auquel reſte a eſté preſenté vn Art. ancien contenant, Les Bas Iuſticiers peuuent contraindre leurs hommes tenans d'eux à foy & hommage, *&c. Lequel a eſté rayé pour n'auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice toutesfois des droicts acquis & des procés pour ce pendans. Et ſur la fin de la lecture des Articles de la Couſtume generale, ledit Brulart pour la Dame Marquiſe de Rothelin, comme ayant le bail & Garde noble dudit Duc de Longue-ville ſon fils, Seigneur & Baron de Loigny, perſiſtant aux remonſtrances par luy faites & contenues és debats des comparitions, a dit qu'il y a Articles des Couſtumes locales & particulieres en ladite Baronnie de Loigny, qu'il fait rediger par eſcrit en vn cayer pour eſtre receuës, publiees & homologuees par vn meſme moyen auec les Couſtumes generales dudit Comté de Perche, dont il diſoit auoir communiqué auec les autres Officiers de Loigny & gens des trois Eſtats, leur faiſant à ſçauoir qu'ils euſſent à comparoir pardeuant nous pour eſtre procedé à ladite redaction deſdites Couſtumes locales. Lequel cayer ſigné Brulart il nous a preſenté contenant xvii. Art. Et par ledit Grauelle Procureur des Bourgeois manans & habitans dudit Loigny, a eſté dit, combien que ladite Baronnie ne ſoit dudit Comté du grand Perche, ains du Bailliage de Chartres: neantmoins en ladite Baronnie de Loigny l'on a touſiours vſé de Couſtumes pareilles qu'audit Comté du Perche. A ceſte cauſe empeſche que leſdits Art. preſentez pour Couſtumes locales ſoient receus, diſant iceux n'auoir eſté vſitez & n'auoir eu lieu à ladite Baronnie de Loigny, conſentant à la redaction des Couſtumes generales dudit Comté du Perche pour auoir lieu, en tout & par tout en la Baronnie de Loigny. Pareillement par ledit Ribot Procureur dudit de Haruille Seigneur de la Mothe Diuerſay perſiſtant aux remonſtrances par luy faites & contenues és debats deſdites comparitions, a eſté dit qu'en la Chaſtellenie de la Mothe Diuerſay y a Couſtumes locales & particulieres: leſquelles, apres auoir communiqué & deliberé auec les gens des trois Eſtats de ladite Chaſtellenie, il a fait rediger par eſcrit en vn cayer: lequel il nous a preſenté ſigné Ribot contenant viii. Art. nous requerant ledit Ribot audit nom, vouloir proceder à la lecture & redaction deſdites Couſtumes locales & particulieres. Et par les Seigneurs de la Fretté & Damilly a eſté dit qu'ils n'empeſchoient qu'il ne fut procedé à la lecture & redaction deſdites Couſtumes, de Loigny & de la Mothe Diuerſay. Et par ledit Subſtitut du Procureur du Roy a eſté dit qu'il n'empeſchoit que leſdits Brulart & Ribot euſſent acte de leur remonſtrance. Mais quant aux Art. par eux preſentez empeſchoit que lecture en fut faite: attendu que leſdits Art. n'eſtoient ſignez des gens de trois Eſtats, des Seigneurs de Loigny & de la Mothe Diuerſay, ne par eux ne pardeuant nous rapportez, ainſi qu'il appartenoit: meſmes qu'aux pretendues Couſtumes locales de Loigny, y auoit oppoſition formee pour le iii. Eſtat, & qu'ils euſſent à eux pouruoir par deuers ladite Cour de Parlement ou ailleurs, ainſi qu'ils verroient eſtre à faire par raiſon: & que cependant ils fuſſent reglez & gouuernez ſelon les Couſtumes generales dudit Comté du Perche. Surquoy auons ordonné que leſdits Brulart & Ribot auront acte de leurs remonſtrances, pour eux pouruoir ainſi que de raiſon. Et quant à preſent ne ſera procedé à la lecture deſdites Art. & redactiõ deſdits pretendues Couſtumes locales: ains leſdits Seigneurs manans & habitans de Loigny & de la Mothe Diuerſay, par prouiſion ſe regleront & gouuernerõt en tout & par tout ſelon la Couſtume generale dudit Comté de Perche.*

† *C'eſt Art. 27. a eſté contredit par Perrant pour le Seigneur de Vaupereux, par ledit Boucher pour les Religieux, Abbé & Conuent de Maire-monſtier, pretendans que le Bas Iuſticier a cognoiſſance de toutes matieres perſonnelles & reelles, dont les amendes n'excedent la ſomme de vii. ſols vi. d. tournois. Les gens du Roy diſans le contraire. Et ſur ce ouye l'opinion des aſſiſtans, Auons ordonné que les Bas Iuſticiers cognoiſtront des actions perſonnelles ciuiles.* Et demourera ledit *Art. en la forme qu'il eſt couché audit Couſtumier par maniere de prouiſion: & iuſques à ce qu'autrement en ſoit ordonné: Dõt Iean Meſnard pour le Seigneur de Vaupereux & ledit Boucher pour les Religieux de Maire-monſtier ſe ſont portez pour appellans: Nonobſtant lequel appel & ſans preiudice d'iceluy, auons ordonné que ledit Art. demoureroit ainſi qu'il eſt eſcrit audit cayer. Depuis nous a ledit Boucher allegué qu'il pretend auoir à conceſſion de Prince, pour cognoiſtre de toutes matieres perſonnelles & reelles. Auquel auons declaré que n'entendons le debouter de ſadite conceſſion, ſ'aucune en a,*

Source : BIU Cujas

les delinquans. Car auſſi la punition & correction des mal-faicteurs ne luy appartient: mais ſeulement la caption, ſi prendre peut les delinquans.

LA RVE D'YNDRE Chap.8.Art.26. Et le Bas Iuſticier a iuriſdiction iuſques à vii.ſols vi.den.eu regard à la valeur de la choſe demandee des cauſes, que par premiere inſtance ſont introduites pardeuant ſon Iuge. Et n'ōt leſdits Moyés & Bas Iuſticiers qu'vn ſeul Iuge, qui ſe doit nommer communement Iuge Veher, en action perſonnelle ſeulement.

BOVRBONNOIS Chap.1.Art.4. Le †† Bas Iuſticier peut cognoiſtre en matiere ciuile indifferemment des cauſes de ſes ſuiets, de ſa iuriſdiction: mais de matieres criminelles ne peut cognoiſtre de choſe, dont l'amende excede lx.ſols t. Auſſi y a autres Bas Iuſticiers qui n'ont cognoiſſance criminelle ne ciuile, que iuſques à vii.ſols d'amende. Tous leſquels Bas & Moyens Iuſticiers, ſ'ils ont vn priſonnier, dont ils ne doiuent auoir cognoiſſance, le doiuent ſignifier à leur ſuperieur, dedans xxiiii.heures, [l] pour le venir querir en payant les frais raiſonnables. Et ſi le ſuperieur eſt delaiant, dedans deux iours apres ladite ſignification faite, les Seigneurs Bas & Moyens Iuſticiers ne ſont plus tenus de la garde: pourra l'on auoir recours au ſuperieur dudit Haut Iuſticier.

POICTOV Tit.1.Art.17. Celuy qui tient en Fief noblement & par hommage, en Parage & part prenant ou par-mettant, eſt fondé par la Couſtume d'auoir en ſondit Fief Baſſe iuriſdiction: & a ledit Bas Iuſticier, iuriſdiction & contrainte, iuſques à amende de vii.ſols vi.den.ſeulement: & peut cognoiſtre ſur ſes hommes en actions perſonnelles & en actions reelles des choſes immeubles, eſtans de ſondit Fief, & en ſa iuriſdiction. Auſſi peut cognoiſtre ſur ſeſdits hommes & ſuiets de cauſes d'iniures, dont l'amende n'excederoit vii. ſols vi.den. Par. & parce ne peut cognoiſtre d'iniures de ſang, ou plaies ou de paroles de delay. Car en telles iniures l'amende eſt de lx.ſols t. Leſquelles [m] paroles de delay ſont comme appeller aucun traiſtre, meurtrier, ou autres paroles iniurieuſes equipollētes, & pour leſquelles ſi elles eſtoient vrayes, celuy contre qui elles ſont dites, ſeroit puniſſable en corps, ou publiquement diffamé: & en tout cas peut cognoiſtre ſur tous leſdicts hommes, & ſur les choſes immeubles de ſondit Fief, de toutes cauſes, dōt l'amende n'excede vii.ſols vi.den. Et ne peut ledit Bas Iuſticier bailler meſures, ſi ce n'eſt par poſſeſſion ou vſance ancienne acquiſe † auparauant ladicte ancienne Reformation, & depuis continuee.

SOLE Tit.10.Art.1. Les Gentils-hommes qui ont iuriſdiction Baſſe entre leurs Finaters, ne peuuent au pays de Sole exercer iuriſdiction contre aucuns eſtrangers, ſinon ſeulement entre leurs Finaters, & quand eſt queſtion de leurs terres Feudales entre les pretendās paruenir à la Succeſſion des Seigneurs vtils, en choſes feudales. Art.2. Le S. de Fief qui a iuriſdiction [n] de faymidret, peut tenir Cour en ſa iuriſdiction, ſ'il eſt ſur ſa terre, auec deux Gentils-hommes & deux Cauiers.

VI. VALLOIS Tit.1.Art.6. Les S.[o] Fonciers non ayans Iuſtice, n'ont point de cognoiſſance de cauſe n'Officiers: mais pourſuiuēt leurs droicts Seigneuriaux pardeuant les Iuges des parties, auſquels la cognoiſſance en appartient: & auſdits S. fonciers appartiennent les amendes des Cens non payez, & des droicts Seigneuriaux recelez.

MEAVX Chap.26.Art.203. Droict de Cenſiue n'attribue droict de Iuſtice, Haute, Moyenne & Baſſe, mais Cenſuelle ſeulement, qui eſt la pourſuite & action des droicts Cenſuels.

†† *Ceſt Art.4. a eſté ainſi reformé, parce que l'Art. ancié en ces mots.* Et ſi le ſuperieur eſt dilaiant, *eſtoient en termes generaux & confus, & qu'il eſt bon d'arbitrer le temps, dedans lequel le ſuperieur ſeroit cenſé & reputé delaiant.*

Paroles de delay.

† *Ces mots, acquiſe auparauant, &c. ont eſté adiouſtez pour plus grande explication du contenu au dit Art. voyez cy deſſus ce qui eſt noté ſur le 18. Art.*

Seigneurs fonciers non ayans Iuſtice, n'Officiers, doiuent pourſuiure leurs droicts en Iuſtice, & ont les amendes des Cens nō payez, & droicts Seigneuriaux recellez.

Droict de Cenſiue n'attribue droict de Iuſtice: ſinon cenſuelle.

[l] In aliis Editionibus male, quatorze heures.

[m] Paroles de delay, ſont laidanges, laide, villenie ou parole iniurieuſe. Les crimes ſont les cas laids & vilains. λοιδορειν conuitiari. Laidanges. Normandie en l'ancienne chap. 51.53. & 86. Monſtrelet chap.40 Ancienne Chronique de Flandres.chap. 60. Voy l'Indice des droits Royaux, & la Couſtume de Hainaut, chap. 18.& 26. Mons, chap. 51.

[n] Iuriſdiction de faymidret, c'eſt la Baſſe Iuſtice fonciere: qui appartient aux Seigneurs de Fief, Cauiers & fonciers en ceſt Art. 2. de Sole. & Tit.2.Art. 8.& Tit.18. Art.1. L'ancienne Couſtume de Touraine. Art.1. l'appelle Semi-droict, ſur lequel Art. l'interprete remarque la varieté de ſemi-droict ou de ſemi-droict, & veut eſtre dit ſemi droict, comme fort debile, & ſemidroict comme demy droict non ayant la pleine & entiere Iuſtice. Aucuns diſent ſemidroict quaſi ſimi droict, quaſi ius infimum.

[o] En aucunes Couſtumes, il eſt faict diſtinction de Iuſtice en Haute, Moyenne & Baſſe ſeulement: en autres, on met vne iiii., qui eſt la Iuſtice fonciere ſeparee de la Baſſe. Toutesfois aucunes Couſt. nomment la Iuſtice Baſſe, Iuſtice Baſſe & fonciere, autres l'appellent Iuſtice Baſſe & ſimple Voirie. Le grand Couſtumier chap. de Iuſtice fonciere. Iuſtice fonciere eſt auoir Cens ſur les ſuiets. qui eſt de Chief Cens & menu Cens, de tournois ou de maille, ou de gros Cens, comme de vingt ſols, aucunesfois de trente, mais non mie groſſe rente. Car elle n'eſt pas de telle nature. Car du Cens non payé l'en paye amende v.ſols ou vij.ſols ſelon la maniere & Couſtume du lieu & du Cens recelé, & du Champart leue lx.ſols vn denier. Et peut auoir ledit Seigneur pour executer ſur ſon fonds & Siege d'vne forme ou d'vne Table pour receuoir ſes Cēs, & peut auoir droict de Chantellage & de Rouage: toutesfois Iuſtice fonciere ne l'emporte pas: & auſſi tel a chantellage, qui n'a pas pourtāt Rouage, & prent ventes & ſaiſines: mais non pas cognoiſſance de Bournes oſtees. Par lettres de Philippes 3. du moys d'Aouſt 1280. contenant le don par luy faict au Prieur de ſainct Eloy de Paris. Inſuper retinemus in tota terra ad dictum Priorem pertinente in villa Pariſienſi, extra loca ſuperius expreſſa, Iuſtitiam altam & Baſſam, & omnes Coſtumas, excepta Iuſtitia de fundo terræ, quæ tantummodo prædicto priori & ſuis ſucceſſoribus volumus remanere, vide Chop.lib.1. de legib. Audium.

Source : BIU Cujas

POICTOV Tit.1.Art.21.Droicts d'auoir ventes & honneurs ou la choſe vendue par puiſſance de Fief, en payant le pris, dependent de Baſſe iuriſdiction ou fonciere, Et pour ce quand aucune choſe immeuble eſt vendue, le S.Foncier & plus prés du fonds, au Fief duquel eſt ladite p choſe eſt fondé d'en auoir ventes & honneurs, ou la choſe par puiſſance de Fief, comme dit eſt. Art.22. Le Seigneur qui a Iuſtice ne peut demander ventes n'honneurs, n'auoir par puiſſance de Fief la choſe vendue: ſinon celuy qui a Baſſe iuriſdiction & plus pres du fonds.

Le droict de ventes & honneurs appartiẽt au S. Bas Iuſticier & foncier, ou la choſe vendue par droict de Retraict Feodal. Ventes & honneurs ſe payent par l'acheteur.

p Inſpicitur loci conſuetudo ſeruientis, faut entendre ſituee en Poictou. C. M. en ce lieu & ſur la couſtume de Par. Art.7.

XAINCTONGE Tit.4.Art.26.Le S.foncier qui n'a exercice de iuriſdiction, doit pourſuiure les amendes par defaut de Cens, Rentes, Ventes & honneurs, & autres deuoirs non payez & contracts recellez & non exhibez à luy eſcheus pardeuant le Seneſchal ou Iuge du Seigneur, duquel il tient à hommage, leſquelles amendes luy doiuent eſtre adiugees toute & quantesfois qu'il le requiert & le cas y eſchet.

VII. AVXERRE Tit.1.Art.19.Aux †† S.Hauts Iuſticiers appartiennent q les droicts qu'ont les S.Moyens & Bas Iuſticiers, & aux S. Moyens Iuſticiers appartiennent les droicts qu'ont les Bas Iuſticiers.

q Cui plus licet, & id quod minus eſt licet vlp.l. non debet 21. D. de reg iur.cap.cui licet 53.De regul.iur.in 6. τῷ γὰρ πλέονι τὸ ἔλαττον ἔνεστιν. In eo quod plus eſt, ineſt & minus Paul.l. in eo 110 D. de reg.iur. cap. plus 35. De reg. iur.in 6.Ariſt. 4. Phyſ.

AMIENS Tit.11.Art.184.Tous † S.aians Haute Iuſtice ou Moyenne; ſont Seigneurs Voyers és frocs, flegards, chemins & voirie eſtant au deuant de leurs tenemẽs ou heritage, ſoit par eauë ou par terre: & ſ'il y a tenement d'vn coſté d'vne Seigneurie, & d'autre coſté d'autre Seigneurie, a chacun appartient la moitié deſdits chemins, frocs, flegards & voiries à l'endroit & ſelon l'eſtendue de leurs tenemens & heritages. Art.224. Il eſt permis à tous S.Hauts ou Moyens Iuſticiers, faire commandemens de defenſes ou prohibitions generales ou particulieres és fins de leur terre & Seigneurie pour le bien de la choſe publique, ſur peine de l'amende de lx.ſols.Par.& au deſſous.Art.241. Il n'eſt loiſible à aucun Seigneur pour voiſin n'autre perſonne priuee, de faire exploit de Iuſtice en la terre & Seigneurie du Haut Iuſticier, ſans permiſſiõ de luy ou de ſes Officiers: & qui le faict, il eſchet en amende de lx.ſols Par.enuers ledit Seigneur.

†† *Ce 19. Art. eſt mis au lieu des 13.& 14. Art. anciens qui ont eſté rayez.*

† *A ceſt Art. 184. ſe ſont oppoſez le Cardinal de Crequy en ſa perſonne, ledit des Eſſars pour le Cardinal de Bourbon Abbé & Comte de Corbie : & les Religieux & Conuent dudit lieu: ledit du Gart, tant pour le Vidame d'Amiens le Sieur de la Freſle, que pour luy en ſon nom priué : encores ledit ſieur des Eſſards pour le Sieur de Rambures: ledit Iaques Baudouin pour le Sieur de Gamaches à cauſe de ſa terre & Seigneurie de Thiembroune diſans qu'ils perſiſtent aux oppoſitions formees par leurs predeceſſeurs, des l'an 1507.& qu'ils ont Iuſtices & autres droicts en aucunes eauës & riuieres, combien qu'ils ne ſoient Seigneurs des terres contigues : meſmes ledit Seigneur de la Freſle qu'il a Seigneurie en pluſieurs chemins à trois lieues de ladite terre de Freſle. Auſſi ledit du Beguin pour le Seigneur, d'Eſclebecq, a faict ſemblable oppoſition. Pareillement ſe ſont oppoſez audit Article leſdits l'Eſcouuette & Vaillant, pour ledit Seigneur Cardinal de Chaſtillon, diſans que combien qu'aucuns Seigneurs ayent au dedans dudit Vidame de Gerberoy, Iuſtice: toutesfois ledit Seigneur Cardinal eſt ſeul Seigneur Voyer. Auſſi ledit Miremont pour leſdits Maiſtre Iean Vauchelles Preſtre Curé, Antoine le Blond Seigneur, Bernard Flauier & Guillaume Aſe, Eſcheuins de l'Eſtoille, ſ'eſt oppoſé meſmement ledit le Blond pour le droict de peſcherie, qu'il dit auoir en la riuiere de Somme, non ſeulement és endroicts de ſa Seigneurie, mais auſſi ailleurs : dont il a titres particuliers & poſſeſſion immemoriale. Nous auons ordonné que ledit Article paſſera pour Couſtume generale, ſans preiudice auſdits oppoſans de leurs droicts, ſi aucuns en ont par titres ou poſſeſſion immemoriale.*

S. RIQVIER Art.2. Vaſſaux tenans noblement & en Fief par lx.ſols Par.de Relief, & xx.ſols Par.de Chambellage, n'ont telle & ſemblable Seigneurie, que le S.dont ils releuent leurs Fiefs: ains ont les aucuns Moyenne Iuſtice, que l'on dit Vicontiere : & les autres Baſſe Iuſtice, que l'on dit fonciere, ſelon leurs anciens Adueuz, Denombremens ou Regiſtres faiſans mention des droicts deſdits Fiefs. Art.3. Le Vaſſal eſt tenu faire apparoir à ſon S.de ſa Iuſtice & droict Seigneurial, ſ'il en eſt ſommé & requis par luy.

PONTHIEV Tit.7. Art.105. Quiconques a iuriſdiction vicontiere ſur aucun tenement eſtant ſur frocq ſitué en ladite Comté, ſa iuriſdiction vicontiere ſ'eſtẽd & en peut vſer & auoir les profits iuſques à la iuſte moitié & milieu du frocq eſtant à l'endroit de ſon tenement, ſur lequel il a la Iuſtice Vicontiere, & autant & auſſi auant que ſon tenement ſe comporte & eſtend ſur ledit frocq, & y a toute Iuſtice Vicontiere & les profits & les droicts, qu'à Vicontier appartient, & y peut faire & exploiter toute action Viconterie, comme ſur ſondit tenement.

S. OMER Tit.2.Art.13.Vn S.foncier n'a iuriſdiction ne Seigneurie au dehors de ſes bornes & limites: en telle maniere que s'il y a frocs, flegards & lieux communs entre vn S.Vicontier & en deſſus, & le S.foncier, ledit Vicontier & en deſſus aura entierement leſdits frocs, flegards, & lieux communs, iuſques aux bornes & limites.

BOVLLENOIS Tit. 7. Art 32. Si aucun fait exploit de Iuſtice en la terre & Seigneurie d'aucun Haut Iuſticier, ſon pur voiſin, & ſans le congé de luy, ſes Officiers ou commis, il commet enuers luy pour chacune fois amende de lx.

Source : BIU Cujas

sols Par. * excepté le Roy †† & ses Officiers : lesquels pourront exploiter en la maniere accoustumee. Art. 43. Tous S. F. aians droict de seigneurie és lieux à eux appartenãs ou tenus d'eux cotierement, ont pareille Iustice & seigneurie és communes, flegards, lieux publiques & riuieres, qui sont au deuant ou à l'endroit desdits tenemens. Et s'il y a autre Seigneur à ceste opposite, y ont chacun d'eux droit de la moitié à l'endroit de leursdits Fiefs & tenemens.

* *Le Proces verbal porte Seigneurs Hauts Iusticiers : excepté, &c.*

†† *Ces mots, Excepté le Roy &c. ont este mis de nouuel au lieu des mots anciens Seig. Preuoisins.*

ARTOIS Tit. 1. Art. 13. Quiconque exploite en seigneurie [r] d'autruy, soit haute Iustice ou Vicomterie sans requerir congé ou assistance, il eschet en amende de lx. sols P. au profit du Seigneur où il exploite.

S. OMER EN ARTOIS Tit. 2. Art. 1. p. *à S. Omer*, Art. 13. Flos, flegards, & lieux communs &c. & vn S. foncier &c. limites dudit foncier. Art. 2. Vn tenant Cottier n'a aucuns Droicts Seigneuriaux ny aucune chose outre les bornes, hayes & limites de son tenement.

LA SALE DE LILLE Tit. 1. Art. 17. Ausdits S. Hauts Iusticiers ou Viscõtiers, competent & appartiennent, s'il n'appert du contraire, tous les chemins, frons, flegards, flots, reiets, & les arbres ou plantins croissans sur iceux, estans & abordans contre & à l'endroit de leurs Fiefs & seigneuries, ou des heritages tenus de leursdites seigneuries. Et s'ils marchissent & abordent à deux & diuerses seigneuries, ils competent à tels Seigneurs chacun par moitié, aussi auant qu'ils sont abordans à leursdites seigneuries ou heritages tenus d'icelles. Et ne peut l'on fouir sur iceux ny sur le gros des Fiefs desdits Seigneurs, copper, abbatre ou espinchier lesdits arbres & plantins sans congé & licence de tels Seigneurs, leurs Baillifs ou Lieutenans: sur peine de fourfaire l'amende de lx. sols, & de reparer le lieu & dommage: En ce non comprins les Chemins Royaux, qui appartiennent au Comte de Flandres.

Seigneurs peuuent faire prendre leurs Preuosts, Receueurs & Meusniers, & les detenir prisonniers pour leur faire rendre compte.

NORMANDIE Chap. 1. Art. 29. Les Seigneurs peuuent faire prendre leurs Preuosts, Receueurs & Meusniers, vn mois apres leur charge expiree, pour leur faire rendre compte, & les detenir prisonniers, iusques à ce qu'ils ayent rendu compte, ou baillé plege de compter. Toutesfois s'ils n'ont que Basse Iustice, ils ne les peuuent detenir en leurs prisons que xxiiii. heures: & apres sont tenus les renuoyer és prisons du Roy, ou de la Haute Iustice, dont ils dependent. Art. 30. Ne peuuent iusticier ou prendre Namps que sur leur Fief, ne poursuiure personne qui ne tienne d'eux, s'ils ne les trouuent en leur Fief en present meffait, comme au dommage de leurs bleds, herbages ou autres fruicts, ou s'ils n'emportent leur [t] panage ou autre chose desdits Seigneurs. Car de ce doiuent-ils payer & amender aux Vz & Coustumes des villes, des Marchez, des Foires & des panages.

ANIOV Tit. 1. Art. 1. De tous les cas [u] & droicts declarez en chacun degré, dont la cognoissance appartient au Suzerain, les inferieurs n'ont cognoissance s'il n'est expressement declaré. Mais au contraire les suzerains en iurisdiction ont la cognoissance en toutes matieres, qu'ont & sont fondez leurs inferieurs.

NIVERNOIS Chap. 1. Article 16. Qui a la haute Iustice, il est fondé de la Moyenne & Basse; & qui a la Moyenne, il est fondé de la Basse : excepté en chacun desdits cas, s'il n'y a titre ou chose equipollent a titre au contraire.

GRAND PERCHE Titre 1. Article 2. Quiconques a droict de Haute Iustice, a droict de Moyenne & Basse Iustice, & tous droicts appartenans à icelle.

LA MARCHE Chapitre 1. Article 1. Celuy qui a iurisdiction Haute & Moyenne en vn territoire, est fondé d'y auoir la Basse, s'il ne appert du contraire.

POICTOV Titre 1. Article 14. Celuy qui a Haute Iustice en aucun lieu, est fondé par la Coustume d'auoir en iceluy la Moyenne & Basse : & peut lesdites Iustices exercer, si autre ne les y a par conuenance où vsance ancienne. Artic. 65. Celuy qui a la Moyenne Iustice, est fondé d'auoir la Basse : & celuy qui a la Haute, est fondé d'auoir la Moyenne & la Basse, si autres ne les y ont.

ANGOVMOIS Chapitre 1. Article 6. p. *à Poictou.* 14. Lieu & sans droict de Chastellenie, par la Coustume est fondé d'auoir, &c. Iceluy lieu &c. les peut faire exercer &c. Les a par concession de Prince, conuenance, &c. ancienne: & auoir fourches patibulaires à deux pilliers, prisons & ceps à mettre les delinquans.

SENLIS Titre 5. Article 118. Le † Moyen & Bas Iusticier y peut prendre bestes en present meffaict, sur les heritages estans en sa Seigneurie : pareillement prendre & arrester prisonniers, ceux qui cueillent fruicts en autruy heritage, saisir & mettre en leurs mains heritages estans en leur Censiue, par faute de Cens

† *Sur le 118. Art. le Procu-*

[r] Vide Ioan. Fab. in l. 2. c. de offic. præs. vrbi. Congé ou assistance, visa ou pareatis. Quæritur si le Iuge le peut refuser : cela dependant de sa volonté, il est certain qu'il est en sa puissance de l'octroyer ou le refuser. Mais s'il le refuse, on se doit addresser au Iuge superieur de celuy qui a faict refus de donner la permission: qui baillera & octroyera vne permission subsidiairement. vlp. l. ille à quo 13. §. tempestiuum D. Ad Trebellian. cap. innotuit 20. extr. de elect. Encores que celuy qui exploicte en vertu de mandement du iuge superieur, doiue demander permission à l'inferieur, cela est de courtoisie & honnesteté, mais non pas de neceßité, tellement qu'il peut mettre à execution ce qui luy est mandé, soit qu'il ait permission ou non.

[t] Panage, pennage ou parnage c'est la glãdee ou paisson ou paisage ou bien le droict qui se paye pour la glandee ou paisson, paisage & pasturage des bestes. Senlis Art. 107. Poict. Art. 159. Anjou. Art. 497. La Marche. Art. dernier. Voiez les Ordonn. des Eaues & forests mises en la Conference, des Ordon. liure xi. Tit. xii.

[u] Ceste maxime n'a pas de lieu, si les parties sont submissiõ aux Seigneurs infer. Moyens ou Bas Iustic. Salicet in l. certa ratione. 5. c. Quãdo nõ est prouoc. nec Iul. in l. de quare 74. D. de iudic. Paul. l. 28. D. ad municip. Guid Papa Dec. 285. & 626. Francisc. Marc. Dec. Gratiano pol. 663. vide l. 2. & ibi Acc. & comm. vtr iudic.

[x] Par conuenance, longue vsance & possessiõ: qui sont les seuls moyens de produire la prescription de l'exercice de la Basse Iustice ainsi qu'il est porté par la Coustume de Poictou Art. 14.

[y] Voiez le Tit. xii. cy dessous en ceste premiere partie.

Source : BIU Cujas

non payé : prendre ceux qui ont briſé la main de Iuſtice : auoir cognoiſſance de Champart emporté.

VIII. ANIOV Tit.10.Art.198.Et ſi les Vaſſaux ayans la Iuſtice & z punition des delinquans ſouffrent ou tollerent les delinquans frequenter & conuerſer en leurs territoires & iuriſdictions, ſans faire pourſuitte & diligence de les corriger, ils & leurs Officiers en ſeront reprins, & ſera procedé par leurs Suzerains à declaration de perdition d'icelle Iuſtice, ou autrement punis de leur defaut & negligence ſelon l'exigence des cas. Et ſi pour leur negligence conuenoit que les Officiers de la Iuſtice Suzeraine enuoiaſſent gens pour prendre tels delinquans, ce ſera aux propres deſpans d'iceux Vaſſaux.

LE MAINE Titre vnzieſme, Art:212. p. à *Anion.* 198. *iuſques a ces mots,* du cas, *inclus.*

IX. DVCHE DE BOVRGONGNE Chapitre 13. Article 6. Gens de poëte ane ſe peuuent aſſembler, ne faire gets ne collecte ſur eux, ne faire ou

z Voyez cy deſſous le Tit. xvi. Nombre 4. en ceſte 1. partie. Le Seigneur abuſant de ſa Iuſtice, doit eſtre priué du droict d'icelle ſuiuãt le texte du chap. 16. du 4. liure des Feud & ſuiuant ceſte maxime ont eſté donnez pluſieurs Arreſts, meſmes vn recité par Deluc liure 7. Tit. 4. Arreſt. 1. contre l'Eueſque de Nantes le 9. iour de Iuin 1455. & autre recité ſans date par Papon liure 13. Tit. 1. Arreſt. 13. contre Pierre Creſpat. Autre donné contre vn Gentil hõme de Poictou, le 21. Nouembre 1558. Voy. Bacquet. Traicté de Iuſt. chap. 18. Accurſ. in l. vlt. c. de cuſt. reor. Nou. 17. cap. 3. & Nou. 86. cap. 2. 4. & 6.

a Ioan. Fab. in §. vniuerſitatis Inſt. de rer. diuiſ. Bart. in l. actor. D. Rem. rat. hab. Baldus & Alber. in l. nulli D. Quod cuiuſc. vniu. Angel. in l. 1. D. cod. Acc. in l. omnes in verbo Renouate c. de oper. pub. Guido Pap Dec. 106. La raiſon de ceſte Couſtume eſt euidente & fondee ſur les meſmes raiſons que les Colleges & aſſemblees illicites ſont defendus par les anciens Arreſts du Senat de Rome, & par le Droict & les Confrairies en France par les Edicts des Roys François 1. Charles 9. & de Henry 3. miſes en la Conference liure x Tit. xv. Les ſuiets pourroient faire des conuenticules & aſſemblees contre, & au preiudice de leur Seigneur, & ne quod minus poſſunt ſinguli, vt quidã ait, plus præſumant vniuerſi. Et in his conuenticulis vt ait Philo Iud. ad Flaccum, ὠδὲ ὑγιὲς, ἀλλὰ ἀκριτος καὶ μετὰ καὶ παρρησίας vide Dionem in Claudio Plinio Epiſt. & Plin lib. 8. c. 7. Anim. Marc. 28. Suet. in Tib. cap 3. Lamprid. in Alexad. Seuero Ioſephum xiiii.

reur de l'Eueſque de Beauuais a dit que es Moyens Iuſticiers de ſon Comté, tenans de luy en ſon Fief ou Arriere-fief, n'ont point de fourches patibulaires : & ne peuuent donner condemnation de mort, par la Couſtume gardee audit Comté & Vidamé de Gerberoy, à ceſte cauſe empeſche & s'oppoſe à ce que l'Art. 118. ne ſoit receu. Le Procureur de Cha. de Beauuais a dit qu'esterres & Seigneuries, ou leſdits de Chap. ont Moyẽne & Baſſe Iuſtice, ils ont les droits declarez audit aucien Art. meſmes fourches patibulaires à trois pilliers, dont ils ont iouy & en ont Arreſt contre le Seigneur d'Auſſac, requerant demourer l'Art. comme il giſt. Iaques Methelin Lieutenant du Preuoſt forain de Senlis, les Preuoſt de Compiengne, Procureur du Roy audit lieu, Preuoſt de Chaumont, de Creeil, & Procureur du Roy à Beaumont: les Procureurs des Dames de Perſant & du Meru & chacun d'eux, & pareillement les Aduocats & Procureur du Roy au Bailliage de Senlis ont empeſché ledit Article, & le contenu en iceluy, en la clauſe contenant que le Moyen & Bas Iuſticier a cognoiſſance punition & correction totale iuſques à la mort d'homicide commis de chaude chole, & doit auoir fourches patibulaires: par ce qu'ils ont dit ledit droict n'appartenir auſdits Moyens & Bas Iuſticiers, requerant la correction dudit Article en ce regard. Les Nobles de la Chaſtellenie de Chaumont & Deleguez comparans pour leſdits Nobles eſtat & la Communauté d'iceux, ont dit qu'en ladite Chaſtellenie de Chaumont, qui eſt de grande eſtendue, y a peu de Hautes Iuſtices: & à ceſte cauſe & que les delicts ne demeurraſſent impunis, a eſté delaiſſé aux S. Moyens Iuſticiers la cognoiſſance, correction & punition totale entre autres droicts, de l'homicide commis de chaude chole & de ſimple larcin, à la difference du Haut Iuſticier, auquel appartient la cognoiſſance & punition corporelle de tous autres cas, cõme Chap. precedent: & eſtoit bien raiſon que le moyẽ Iuſticier qui approche dudit haut Iuſticier ſelon le degré de cõparaiſon, participaſt d'aucune choſe de ſa puiſſance, & que pour le moins luy fut delaiſſee la punition dudit homicide cõmis de chaude cholle & ſimple larcin: qui ſont delicts priuez & ſimples nõ qualifiez, & dont leſdits moyẽs Iuſticiers ont touſiours cõgneu par toute ladite Chaſtellenie de Chaumõt: & de ce droit ont iouy eux & leurs predeceſſeurs de ſi long temps qu'il n'eſt memoire de contraire, comme droits à eux appartenans, à cauſe de leurs Iuſtices, qui ſont reputees hereditables & patrimoniales. Et en ſigne de ce ont touſiours fourches patibulaires erigees en leurſdites terres, eſquels ils font pendre & executer pluſieurs delinquãs pour leſdits cas au veu & ſceu des Officiers du Roy & Hauts Iuſticiers, ſans que iamais leur ait eſté donné contredit n'empeſchement. Et ſi ont dauantage leſdits Moyens Iuſticiers de ladite Chaſtellenie de Chaumont, droit de Voirie par toutes leſdites terres : ce qu'n'ont leſdits Moyens Iuſticiers de la Chaſtellenie de Senlis, qui par tout l'argument qu'on veut fonder ſur eux de dire qu'ils n'ayent droit de releguer ne deporter n'auſſi d'abſciſſion de membres, & que conſequẽment ils ne doiuent auoir cognoiſſance ne pouuoir de punir à mort ne mutiler : Ce ne peut eſtre prins au preiudice deſdits moyens Iuſticiers de ladite Chaſtellenie: par ce que la cauſe, qui pourroit eſtre que leſdits Moyens Iuſticiers de ladite Chaſtellenie de Senlis, ne peuuent releguer ne deporter, c'eſt à raiſon de ce qu'ils n'ont Voirie ne territoire, ce qui ceſſe auſdits Seigneurs Moyens Iuſticiers dudit Chaumont, qui, comme dit eſt, ſont Seigneurs Voyers & ont territoire par toutes leurſdites terres limité de tout temps pour pouuoir releguer & deporter dudit droit de Voirie & relegation, banniſſement ou deportation ont ſemblablement touſiours iouy de ſi long temps, qu'il n'eſt memoire du contraire, comme de toutes ces choſes ils offrent faire apparoir tant par titres & ſentences, que par teſmoins, requerans à ce eſtre receus. Et pour ces cauſes empeſchent que leſdits droits leur ſoient oſtez, ne l'Article faiſant mention d'iceux corrigé, entant qu'a eux touche: mais pluſtoſt requierent qu'ils y ſoient adiouſtez quant à eux, la cognoiſſance & pouuoir de releguer & deporter hors leurſdites terres auec abſciſſion de membres, meſmes de pouuoir coupper oreilles & autres choſes faire, que deſia on leur veut oſter par ledit Article. Autrement qui du tout leur voudroit tollir la cognoiſſance & punition deſdits cas, ce ſeroit les reduire & remettre à pareille condition que pourroit eſtre vn ſimple Bas Iuſticier. Ce qui ne le doit faire. Le Procureur des Religieux, Abbé & Conuent de S. Gemer de Flay, pour les terres, Seigneuries & Iuſtices Moyennes & Baſſes qu'ils ont aſſiſes en la Chaſtellenie de Chaumont & Bailliage de Senlis, a emploié ce que par leſdits Nobles à eſté dit cy deſſus, & fait pareil empeſchement & requeſte qu'eux. Les Aduocat & Procureur du Roy en la Chaſtellenie de Compiengne, ont dit, que les Moyens & Bas Iuſticiers de ladite Chaſtellenie n'ont aucunes fourches patibulaires. Sur le cas & matiere dudit Article ont eſté prins les aduis & opinions des Officiers du Roy, gens d'Egliſe & gens des Eſtats comparans, autres, que les Nobles de ladite Chaſtellenie de Chaumont, & ſelon leſdits aduis & opinions. Nous auons dit que ledit Article ancien ſera rayé, ſans preiudice aux droits deſdits Nobles, de Chapitre de Beauuais & Religieux de S. Gemer, qu'ils voudroient pretendre ou leur pourroient appartenir és cas contenus audit Article, & dont eſt queſtion, en quoy ils ſeroient fondez autrement que par la Couſtume. De laquelle ordonnance ou appointement leſdits Nobles de la Chaſtellenie de Chaumont, c'eſt à ſçauoir Loys de Seilly Seigneur de la Roche-guyon, Meſſire Iean de l'Iſle Seigneur de Marinaux, Gilles de Chaumont Eſcuier Seigneur de Buſſy, Charles Pelené dit Mal'herbes, Seigneur de Ioy, & Guillaume Pillauoine Eſcuyer Seigneur de Villerceaux, tãt pour eux, que comme Deleguez & Procureurs de l'Eſtat des Nobles de ladite Chaſtellenie, ont appellé. Et pareillement en a appellé M. Antoine Pillar Chanoine de Beauuais & M. Martin Thierry Procureur deſdits de Chapitre.

Source : BIU Cujas

ἀρχαιολογίας Les habitans n'ayans corps ne commune, ne peuuent constituer Procureur de leur auctorité, mais bien par le vouloir, congé & auctorité de leur Seigneur & du Roy en son refus : Iugé pour l'Abbé de Sainct Germain des Prez contre les habitans de villeneufue S. George & autres le 21. Mars 1321. Et contre les habitans de Ioigny & dissept Villes d'enuiron, pour l'Abbé de Monstier la Celle, le 5. iour de Mars 1322. Autre Arrest du 29. Mars 1327. & pour ceux de Laon le 28. iour de Ianuier 1334. & contre ceux de Chelles au Parlement de S. Martin 1318. Et combien que singuliers ne puissent sans congé de leur Seigneur constituer Procureur, toutesfois le peuuent bien faire nomine singulorum, Iugé pour ceux de Courcelles le 11. Auril. 1334. Vide l. 1. D. Quod cuiusque vniuersit nomine, &c.

b Bar. in l. 1. C. de mul. & in quo loco, &c. scribit neminem posse imponere collectam, nisi cum auctoritate superioris. Idem Bartol. in l. placet C. de sac. Eccles. DD. in cap. nouimus extra de imm. Eccl. cap. innouamus. Extr. de censib. Bart. & Ioan. de Platea. in l. 1. c. de superindicto. Guido Pap. Dec. 6. 7. 131. Hass. sur l'Art. 6. de Bourg.

passer procuration, sans l'auctorité & licence de leur Seigneur Haut Iusticier: & en son refus & delay, doiuent recourir au Prince ou c à ses Officiers.

COMTE DE BOVRG. Chap. 15. Art. 102. p. *au Duché.* Art. 6. ne peuuent pour faict de leur Communauté eux assembler, ne passer procuration sans le congé, &c. Iusticier: sans toutesfois preiudicier à aucuns Moyens ou Bas Iusticiers, que l'on dit auoir droict par titres, qu'ils en ont, ou par ancienne vsance, de pouuoir bailler ladite licence. Et sont tenus lesdits gens de poëte, en demandant ledit cõgé, de declarer audit Seigneur les causes, parquoy ils le requierẽt & demandent: & au refus dudit Seigneur de bailler ledit congé, le Seigneur immediat & Haut Iusticier aura auctorité de donner ladite licence.

c C'est a sçauoir au Iuge Royal ordinaire superieur dudit Seigneur. C. M.

NIVERNOIS Chap. 1. Art. 7. Peuple & suiets outre le nombre de x. s'ils n'õt de ce Chartre & priuilege, ou s'ils n'ont corps ou Communauté approuuee, ne se peuuent assembler, passer Procuratiõ, n'imposer ne faire assiette sur eux pour quelque affaire que ce soit, sans l'auctorité du Seigneur Haut Iusticier: & en son refus ou delay, doiuẽt recourir au superieur immediat. Et s'ils le font, l'acte est nul, & sont amendables d'amende arbitraire d enuers ledit S. Haut Iusticier.

d Frideric. cap. 1. §. conuenticulas De pace ten. lib. 5. Feud. vide l. conuenticulas 15. c. de Epis. & Cler.

BAR Titre 2. Article 46. Suiets ne se peuuent assembler, ny faire gets, collectes, ny passer procurations, sans permission de leur Seigneur Haut Iusticier: & à son refus, peuuent recouurir au Bailly de BAR, ou son Lieutenant.

BOVRBONNOIS Chapitre premier. Article neufiesme. Les habitans d'aucunes Iustices, qui n'ont corps commun ne Consulat, ne se doiuent assembler pour leurs affaires communs, sans le congé de leur Seigneur Iusticier ou de ses Iuges: sur peine d'amende arbitraire. Article dixiesme. Aucuns †† qui n'ont corps commun ne Consulat, ne peuuent faire assemblees pour faire impost, ne collectes sur eux, sans congé de leur Seigneur Haut Iusticier, ou de ses Iuges, sinon d qu'ils en e ayent priuilege, mais au refus dudict Haut Iusticier, peuuent recourir à leur superieur immediat, & ainsi consequemment.

†† *Les gẽs des Estats ont dit qu'ils entendoient l'Article dixiesme, estre des petits impost & collectes qui se leuent pour la conduite d'aucun procés, & la poursuite de leurs causes communes, & qu'ainsi ils en auoient iouy par temps immemorial. Surquoy auons ordonné, veue leur dite opposition, que sans preiudice des droicts du Roy, ledit Article demoureroit escrit, sauf au Procureur general de le pouuoir debatre cõme il verra estre à faire par raisõ*

e Ex. l. 1. §. quibus. D. Quod cuiusc. vniu. nomine, &c.

AVVERGNE Chapitre deuxiesme, Article sixiesme, p. *à Bourbon.* neuf. * Commune, ne Consulat, & cetera, ou és Officiers du lieu, dont ils sont suiets: sur peine d'amende qui doit estre arbitree par le Iuge selon l'exigence du cas. Article septiesme, La licence par eux requise, en declarant le cas pour lequel se veulent assembler, si elle leur est refusee, se pourront assembler nonobstant le refus, pourueu que sous couleur de ladicte assemblee, ils ne traictent chose qui ne soit licite & honneste. Et quant aux departemens des deniers Royaux, en vseront comme ils ont accoustumé: & ont lieu lesdits deux Articles precedens, au Bas pays d'Auuergne. Car au Haut, les habitans en iceluy se peuuent assembler sans auctorité de Iustice, pour faire f Luminiers ou Iurez, qui ont les administrations des affaires commuus des lieux, Villages ou Parroisses dudict pays.

f C. Hassan. sur l'Article 6. du Duché tient qu'il ne se doit entendre sinon pour le faict du temporel: non pas de ce qui concerne le Spirituel & le seruice de Dieu. Baldus in l. 1. C. de sacr. Eccles. Innocen. Panorm. Petr. Anch. in cap. dilecta extr. de excess. præl. Guido Papa Dec. 631. Decis. Capel. Tolos. l. 348. Tellement qu'ils se peuuent licitement assembler sans congé pour les affaires de leur Parroisse, comme pour les reparations de leurs Eglises, achat des ornemens d'icelles: & à ceste fin en faire collecte: vide Marcianum in lib. 1. §. sed & religionis causa D. de Colleg. illicitis & l. 2. D. de extr. crim. Au reste ce mot, Luminiers, en ceste Coustume se prent pour Procureurs & Fabriciens des affaires communes, Fabrice & Parroisse, & qui ont charge des Luminaires de l'Eglise: lesquels ont esté esleus par les habitans.

LA MARCHE Chapitre premier, Article sixiesme. Les † habitans en aucu-

* *Aliàs, Cour, au lieu de corps.*

Source : BIU Cujas

Auons remonstre aux habitans que Iusticence de Iuge, ou congé de Prince, il ne leur estoit loysible de ce faire. Tous ont persisté en ladite coustume, & que de tous temps ils en auoient vsé. A ceste cause ledit Article 6. a esté accordé pour Coustume: reserué au Procureur general du Roy, de dire contre iceluy, ce que bon luy semblera.

Trois Estats du pays comme sont mandez par le Seigneur a la Cour d'ordre.

ne Iustice, qui n'ont corps commun ou Consulat, ne se peuuent assembler, pour faire congregation pour les affaires communes ou autres, sans demander licence au Seigneur Iusticier ou à ses Officiers, sur peine d'amende : mais si la licence leur est refusee, & ils ont declaré à la Iustice la cause de leur assemblee, & elle est licite & honneste : ils se peuuent assembler & parler de leurs affaires, dont ils ont fait declaration, nonobstant que la licence leur soit refusee.

X. SOLE Titre cinquiesme, Article premier. Les Messages, quand par le Seigneur sont mandez, chacun en sa Messagerie, sont tenus de bien mander les trois Estats à la Cour d'Ordre, dudict pays, tant pour les affaires, qui touchent le Roy, que pour les Cœinthes dudict pays. Lesquels doiuent mander aux Gentils-hommes & aux degaas, & les degaas aux fermances versalieres chacun en sa degaerie, & les fermances versalieres doiuent mander les Parroissiens de la Parroisse, dont sont fermances au tocque sainct d'Ordre : & par ce s'ouure la Cour d'Ordre. Article second. Mais deuant que faire mander Cour d'Ordre, le Capitaine commis pour le Roy ou son Lieutenant, doit faire assembler les Potestats, Gentils-hommes & autres sçauans hommes dudict pays, pour prendre conseil : lesquels doiuent estre mandez par le Messager Iuré, & leur doit remonstrer la cœinthe, & si l'affaire le requiert & ne viennent lesdits Potestats & Gentils-hommes, qui sont deffaillans incourent six sols Morlaas, & s'ils viennent, & ne se trouuent bastans pour donner conseil, & mettre le remede necessaire, que au cas appartient, par leur conseil & aduis se doiuent mander les trois Estats du pays, à la Cour d'Ordre, & par conseil & deliberation de toute la Cour, ou de la plus grande partie, doit estre procedé & conclud au profit & honneur du Roy, & du bien commun dudit pays, selon l'exigence des cas. Et les defaillans encourent six sols Morlaas chacun enuers le Roy, quand la Cour est mandee deuëment : sauf legitime excuse : autrement sans garder ce que dessus, le Capitaine ne son Lieutenant ne doiuent faire mander la Cour d'Ordre, ne fatiguer le pays : sinon que la cœinthe fut fort pressee, que la demeure puisse porter dommage. Auquel cas se peut mander ladicte Cour. Article troisiesme. Excusez sont de venir à ladicte Cour d'Ordre, les faurs, meusniers, & les bouërs en chacune Parroisse, en obeissant & accomplissant de leur costé, ce qui sera ordonné par ladite Cour. Article quatriesme. Et doiuent attendre la conclusion sans partir à tel heure que puissent arriuer de iours au premier village de leurs Bourgs, s'il est de leur Degaërius. Et qui faict le contraire, encort la peine de vi. sols Morlaas. Article cinquiesme. S'il aduient qu'il y ayt corps mort, le iour de la Cour d'Ordre, les parens, voisins & confreres du defunct, qui sont aux honneurs & funerailles, sont excusez : & ne tombent en l'amende du defaut pour ce iour, obeissant & accomplissant ce que par ladicte Cour est ordonné. Article sixiesme. Et sont receus les gens, comme de chacune Parroisse en ladicte Cour, par Procureurs exprés qu'ils peuuent constituer d'eux entant que bon leur semble, auec pleine puissance en forme deuë, pour comparoir en leur nom & voix, & y conclure, comme l'affaire le requiert.

Source : BIU Cujas

TIT. IIII. DES DROICTS DE BARONnie, Comté, & Chaſtellenie.

I. *Quels droicts à Baronnie.*
II. *Droicts de Comté & Viconté.*
III. *Droicts de Chaſtellenie.*
IIII. *Des Seigneurs Bacheliers.*

I. BOVLLENOIS Tit.2.Art.15.Ont les[a] Barons Pairs & Chaſtellains,és mettes de leur Baronnies,Pairries & Chaſtellenies, toute Iuſtice, Haute, Moyenne & Baſſe, cognoiſſance de toutes cauſes & matieres en premiere inſtance par leurs Baillifs & hõmes Feodaux : ſauf des cas Royaux & matieres priuilegiees au Roy.Reſſortiſſent pareillement par appel,immediatement pardeuant le Seneſchal de Boulonnois, comme font toutes les Iuſtices inferieures de ladite Comté: aiant les S.de Fief, v.hommes ſous eux: leſquels †† ſemblablement ont toute Iuſtice,Haute,Moyennne & Baſſe, & les droicts y appartenans. Art.16. Et ſont leſdites Egliſes,Barons & Pairs & leur tenans exempts des Iuſtices des Baillifs Royaux, comme eſtans purs voiſins à eux.Tit.5.Art.20. Et peuuent par la Couſtume les Baillifs Royaux, Barons, Pairs, Seigneurs, Maieurs & Eſcheuins cognoiſtre auſſi en premiere inſtance de tous cas tant en ciuil, que criminel: ſauf des cas Royaux & matieres priuilegiees : à la charge de Renuoy, aux Seigneurs & Iuſtices, qui leur ſont inferieures, tenues & mouuans d'eux & de leurs Seigneurs, pour les cas qui tumbent pareillement en Renuoy.

TOVRS Tit.6.Art.70.Le † Baron vſe de tous les droicts, dont vſent les Seigneurs & Iuſticiers precedens.Art.71.Auant qu'aucun ſe puiſſe dire[b] S. Baron il conuient qu'il ait ſous luy pluſieurs Chaſtellenies, ou deux pour le moins: & eſt fondé d'auoir ville cloſe, College, Abbaye ou Prieuré & autres droicts declarez dans les droicts du S.Chaſtellain. Art.72. Le S.Baron peut donner à ſon Vaſſal qui tient de luy à foy & hommage Haute[c] Iuſtice, Moyenne & Baſſe: toutesfois †† ne les peut dõner au preiudice de ſes ſuiets ne des droicts du Roy, ou du reſſort: tellement que les appellations du Iuge dudit Seigneur, à qui telle Iuſtice a eſté donnee, ne reſſortiſſent pardeuant le Iuge du Seigneur ſuperieur de celuy qui a donné : & peut ledit Baron auoir Iuſtice patibulaire à iiii. pilliers, garnis de liens par dedans & par dehors : mais il n'y a point de feſts par deſſus. Art.73.En Baronnie †† la Iuſtice du Parageau reſſortit en la Iuſtice du Seigneur ſuperieur : pardeuant lequel reſſortiſſent les appellations du Iuge du Parageur.

PRVILLY Art.1.Ledict Baron a droict d'auoir Iuſtice patibulaire à quatre pilliers iiii.pointes & feſtes par deſſus.

†† *Ces mots,* leſquels Seigneurs aians v. hommes de Fief ont,&c. *ont eſte adiouſtez à la remõſtrance des Preiats& Nobles.*

† *Ces mots,* auec ce peut rappeller, *qui eſtoient en l'ancien Ar.ont eſte rayez.*

† *Ces mots,* Toutesfois ne les,&c.*iuſques à ces mots*, qui a dõné, *inclus, ont eſte de nouuel adiouſtez.*
†† *Le 73. Art. eſt mis au lieu du 4.Art.ancië de la meſme Rubrique.*

a Baron anciennemẽt ſe nommoit Ber, ainſi qu'il ſe peut cognoiſtre par les anciens Practiciens,meſmes en la Somme Rurale chapitre du droict du Baron ou auber & Baronnie anciennement ſignifioit en France Seigneurie premiere, apres la Souueraine du Roy, ayant toute Iuſtice & tous droicts mouuans de la Couronne immediatement comme appert par les Articles concernans les differens du Roy de France & du Roy d'Angleterre, Duc de Guyenne, depeſchez au Parlement à Paris, de la Touſſaincts 1281. & par l'Arreſt du Cõte à la noſtre Dame de Septembre, 1259. Mais auiourd'huy elle ſe prend pour vne dignité feudale plus grãde, que celle du Seigneur Chaſtellain, & moindre que celle du Comte. Ce qui ſe voit par pluſieurs Couſtumes, & par les matieres feudales. Les Baronnies ſont erigez en Comtez ainſi qu'il ſe voit par pluſieurs erections faictes par les Rois de France, pour gratifier la Nobleſſe. Voyez Chopin liure 1.des Couſtumes d'Aniou. Article 47.& liure 3.du Domaine.Tit.26.

b Pour eſtre Baron il faut auoir des Chaſtellenies ſous la Baronnie, & le Chaſtellain doit auoir auſſi des Seigneurs Hauts Iuſticiers mouuans de ſa Chaſtellenie, l'Ordre des dignitez Françoiſes, eſt Chaſtellain, Baron, Viconte, Comte, Marquis & Duc. Le Baron anciennement deuoit auoir trois ou quatre Bannieres de ſon patrimoine ou acquiſes,dont la moindre doit eſtre de dix hommes Nobles ſes hommes tous ſes ſuiets, ainſi qu'il ſe voit en pluſieurs liures anciens, & meſmes en celuy qui eſt inticulé, La Salade.Et en vn ancien Practicien Baron eſt celuy, qui a le Haut Iuſticier, Chaſtellains ſous luy, & reſſortiſſans en ſa Cour : ou autrement Baron eſt celuy qui a ſon Fief Bannieres ſes Vaſſaux qui tiennent de luy. A la table d'vn Baron ne ſiet aucun, s'il n'eſt Cheualier, Preſtre ou Clerc d'auctorité. En la Couſtume d'Anjou. Art. 47. Droicte Baronnie doit auoir trois Chaſtellenies ſuiectes du Corps de la Baronnie, à laquelle eſt conforme ceſte Couſtume de Touis. Article 71. Lodunois. Ar.2.cod.tit. Poictou. Art.1.51 nous deſirons entendre particulierement les prerogatiues des dignitez de la France faut voir l'Edict du Roy Henry 3.1579 du 17. Aouſt verifié au Parlement de Bretagne le 23. Septembre oudit an: Par lequel ſuiuant l'Arreſt du Conſeil Priué du 20.iour de Mars 1578. eſt defendu publier aucunes erections de Seigneuries en nouuelles dignitez: ſinon que les Seigneuries,auſquelles ſera attribuee nouuelle dignité, ſoient de la qualité requiſe:à ſçauoir que la terre, qui ſera erigee en Chaſtellenie ait d'ancienneté Haute Iuſtice, Moyẽne & Baſſe, ſur les ſuiets d'icelle, droict de Foires, Marché, Preuoſté, Peage & preeminence ſur toutes Egliſes eſtans au dedans de ladicte terre. Que la Baronnie ſera compoſee de trois Chaſtellenies pour le moins, qui ſeront vnies & incorporees enſemble, pour eſtre tenues à vn ſeul hommage du Roy. Que le Comte aura deux Baronnies, & trois Chaſtellenies pour le moins, ou vne Baronnie & ſix Chaſtellenies auſſi vnies & tenues du Roy. Que le Marquiſat ſera compoſé de trois Baronnies & trois Chaſtellenies pour le moins, ou de deux Baronnies & ſix Chaſtellenies vnies & tenues cõme deſſus. Voiez Chop. ſur la Couſtume d'Aniou, & le liure intitulé La Salade. Comme auſſi l'Ordonnance de Charles 9.1566. au mois de Iuillet ſur les erections nouuelles des Duchez, Marquiſats & Comtez, confirmez par Henry 3.1579. Art. 279. mile au x. liure de la Conference des Ordon. Tit.1. Chop. liure 1. du Domaine. Tit.5.

c Charles 9.1560. Art.50. ordonna qu'il n'y auroit en chacune ville qu'vn degré de iuriſdiction. Et depuis par Edicts expres des annees 1563, au mois de May pour Villeneufue le Roy & en l'Edict de la Subuẽtiõ. Art.14. Et en l'Edict fait à Paris. Art.24.25.& 26.& par autre Ordonnãce de la meſme annee pour Argentuel, 1563. qu'il n'y auroit plus qu'vn degré de iuriſdiction en chacune ville, Bourg ou lieu, & que les Seigneurs ſeroient tenus opter dans certain temps: ainſi qu'il ſe voit en la Conſe. des Ord. l.3. Tit.6. Ces Ord. cõtraires & derogãtes à la Couſt. l'aboliſſent. Et ne doit auoir lieu la Couſtume és choſes qui ſont non ſeulemẽt introduites par erreur, mais auſſi cõtre les droits du Roy & le bien public, ainſi que Du Moulin eſcrit.

Source : BIU Cujas

S. IVLITE Art.1. En la Chaſtellenie de S. Iulite, dependant de la Baronnie de Pruilly, y a pareilles & ſemblables Couſtumes qu'en ladite Baronnie.

LODVNOIS Chap.6. Art.1. p. *à Tours.* 70. precedens: & auec ce peut rappeller. Art.2.3. & 4. p. *à Tours.* 71.72. & 73. reſſort en la Iuſtice de ſon chef Paragueur.

ANIOV Tit.5. Art.47. Droite Baronnie doit auoir iii. Chaſtellenies ſuiettes du corps de la Baronnie, d ville cloſe, Abbaye, Prieuré conuentuel ou College, auec foreſt: & qui auroit trois Chaſtellenies ſuietes du corps, ſans les autres choſes deſſuſdites, peut eſtre dit Baron. Art.48. Les † Seigneurs, Comtes, Vicomtes, Barons, ſous le reſſort de Suzeraineté du Roy & Duc d'Aniou, ont toute iuriſdiction, Haute, Moyenne & Baſſe, en leur territoire & ſur leurs ſuiets, la punition & correction d'eux, & peuuent forbannir leurs ſuiets de leurs terres: & peut auoir le Comte ou Maire de ſa Iuſtice, gibet à vi. pilliers, & le Vicomte & Baron, à iiii. pilliers: toutesfois le Duc d'Aniou peut bien auoir gibet à feſt, & tel que bon luy ſemblera, en ſigne de Suzeraineté. Art.49. Les Comtes, Vicomtes, Barons & Seigneurs Chaſtellains ſont fondez d'auoir Foires, marchez, Seaux de contracts: tous droicts de Couſtumes, Preuoſtez, Peages, Acquits, Trauers, confiſcation & forfaitures des denrees & marchandiſes treſpaſſees par les deſtroicts & paſſages de leur Seigneurie, ſans payer l'acquit ou Couſtume.

LE MAINE Tit.1. Art.2. Nous auons le Roy, le Comte du Maine, le Comte de Laual, Vicomte de Beaumont & Barons & Chaſtellains, Hauts, Moyens & Bas Iuſticiers. Tit.6. Art.54.56. †† & 57. p. *à Aniou.* 47.48. & 49. Suzeraineté du Duc du Maine, & ont &c. auoir le Comte ou Vicomte de Beaumont ou merc de leur Iuſtice &c.

GRAND PERCHE. Tit.1. Ar.1. Au † S. Baron appartient toute Iuſtice, e haute, Moyenne & Baſſe. Pour exercice de laquelle peut auoir Preuoſt iugeant en premiere inſtance, & Bailly Seneſchal iugeant par appel & reſſort. Art.2. Auſſi luy appartient auoir fourches patibulaires à iiii pilliers. Art.3. Outre luy appartiẽnent tous droicts, qu'ont S. Chaſtelains, Hauts, Moyens & Bas Iuſticiers.

BLOIS Cha.3. Art.13. Le †† Baron a droict d'auoir fourches patibulaires à quatre pilliers liees par dedans & par dehors, & à feſts & à * ſou-feſts: & tout autre droict de Iuſtice, qu'ont les Chaſtelains & autres Seigneurs inferieurs.

POICTOV Tit.1. Art.1. Tout † Seigneur, qui a Comté, Vicomté ou Baronnie, eſt fondé par la Couſtume d'auoir droict de Chaſtel, Chaſtellenie, Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe. Et peut le S. Comte, Vicomte ou Baron auoir & tenir à iiii. pilliers ſa Iuſtice: c'eſt à ſçauoir fourches patibulaires, pour pendre & executer malfaicteurs. Et peut porter f Banniere, qui eſt à dire que le Comte, Vicomte ou Baron peut en guerre ou armoirie porter ſes armes en quarré: ce que ne peut faire le S. Chaſtelain: lequel ſeulement les peut porter en forme d'eſcuſſon. Art.2. Et peuuent leſdits Comte, Vicomte ou Baron, bannir les delinquans hors de leur Comté, Vicomté & Baronnie. Et à ce qu'aucun ſe puiſſe dire Comte, Vicomte ou Baron, conuient qu'il ait ſous luy aucuns Vaſſaux, vn ou pluſieurs, qui ayent droit de Chaſtellenie. Art.5. Leſdits † Comtes, Vicomtes, Barons & S. Chaſtelains, peuuent & non leurs Seneſchaux & Iuges, creer Notaires en leurs terres pour paſſer lettres & contracts volontaires, ſous leurs Seels, Chaſtellenies & Reſſort. Peuuent auſſi commettre & creer Sergens en leurſdites terres: le tout iuſques au nombre & de la qualité dont ſera parlé cy apres. Tit.13. Ar.375. Les Vicomtes, Barõs & Seigneurs Chaſtelains peuuent creer Notaires: ſçauoir eſt le Vicomte xii. le Baron viii. & le S. Chaſtelain vi. & non plus. Tit.14. Ar.387. Et peuuent les Vicomtes, Barons & S. Chaſtelains creer Sergens en leurs terres à ſçauoir le Vicomte xii. le Baron viii. & le S. Chaſtelain vi. & non plus.

d Droict de Baronnie eſtant donné à vn Seigneur, il a par ce moyẽ droict de clorre ſa principale ville & la murer auec Tours & Pontleuis, ſans autre nouuelle impetration Ioan. Fab. & Angel. Aret. in §. Sãctæ. Inſt. de rer. diuiſ. Bart. in l. ex hoc iure D. de iuſt. & iure Baldus in verbo ciuitates. De pace Conſtantiæ Odofredus in l. ad inſtructionem. C. de ſacr. ec. Additio ad Bart. in l.1. D. de colleg. illic. & l. vrbis appellatio D. de verb. ſignif. C. M. & Chopinus ad Art. 47.

e Ceſt Art.1. du Perche, eſt abrogé pour les degrez de Iuriſdiction ainſi que nous auons dict ſur la Couſtume de Tours. Art.71. Parce que ceſt ancien de la Nobleſſe de France, eſt abrogé & reduit à vne ſeule iuriſdiction par Edicts du Roy Charles 9. 1563.

f Barons peuuent porter leurs armoiries en quarré. Et au plaidoyé fait en Parlemẽt à Poitiers le 27. Aouſt 1432. eſt narré, que les habitans de Poictiers ſont ſous la Banniere du Vicomte de Chaſtelheraud. Et en vn autre du 27 Feur. 1447. eſt narré que le plus grãd Vaſſal & premier du Comté de Poictiers, eſt le Vicomte de Thouars, qui a ſous luy trente deux Bannieres. Et de là ſont nõmez les cheualiers bannerets: & vn bãneret fut appellé par mocquerie le cheualier au drappeau quarré. Les 3. & 7. Iuin 1400. par Arreſt. Ceſte Couſtume monſtre que ceſt plus de porter ſes armes en quarré, que en eſcuſſon. Voy l'Indice des Droicts Royaux. Au reſte le liure intitulé la Salade, les ſolemnitez qui ſe gardent pour faire vn Duc, Marquis & Comte. Et quand vn marquis ou vn Comte ha quatre Comtez ou quatre Baronnies pour chacune Cõté, l'Empereur ou ſon Roy le peut faire Duc, en ſa meilleure ville, qui doit eſtre cité, & d'icelle ou du pays porter le nom de Duc en tout la forme que le Roy eſt couronné: excepté d'eſtre oingt. Quand le Comte ou Baron ſe veut faire Marquis, il faut que pour raiſon de ce il ait pour le moins cinq ou ſix Baronnies, dont en la moindre y ait dix hommes Nobles, tous ſes ſuiets. Ledit Comte ou Baron requerra la dignité de Marquis luy eſtant a genoux deuant le Roy, en luy offrant nouuel hommage de ſes Baronnies reduites à vn ſeul nõ de la plus Noble Seigneurie, & ce faict le priuilege ſera publiquemẽt leu, & le receura à ſon hommage & foy de luy, & puis l'en veſtira & mettra en poſſeſſion par vn Ruby, qui porte Seigneurie qu'il mettra au moyen doigt. Mais ſi vn Vicomte ou Baron ſe veut faire Comte, il faut qu'il ait quatre Baronnies, & chacune ait x. Nobles, & en abſence du Roy, vn Prince ou Marquis le peut faire, & luy eſt donné vn Diamant. Au reſte en l'Arreſt de Iacques & Guillaume Iuſtes eſt narré qu'en Bourgongne quant l'Eſcuyer eſtoit faict Cheualier, il changeoit ſon Seel, le 16. iour d'Aouſt. 1376.

† *Ceſt Ar.48. a eſté ainſi corrigé & moderé, ſur ce qu'il a eſté remoſtré, que le Roy ſeul peut remettre & pardõner les crimes & delicts commis & perpetrez par les ſuiets de ſon Royaume, bailler rapeaux de ban, & muer le cas criminel en ciuil. A quoy auroit eſté reſpõdu par les Comtes, Vicomtes & Barõs, qu'ils en auoient ioüy de ancienneté du droict de dõner pardon ou remiſſion des delicts faicts par leurs ſuiets & en leur terres: & en eſtoit le contenu dudit Art. ancien, eſcrit és Couſtumes anciennes dudit pays d'Aniou.*

†† *Ceſt Art. 56. eſt auſſi corrigé & moderé ſur telles remonſtrances faictes ſur la Couſtume d'Aniou. Et depuis la correction M. Iean Bouglier, Eſtiẽne Peſchart, procureurs de Monſieur le Duc de Lorraine Baron de Sablé & de la Ferté Bernard, ont dit & remonſtré que ledit Duc auoit droit de bailler remiſſiõ & pardon eſdites Baronnies, & auſſi de cõuertir le criminel en ciuil, proteſtans que la correctiõ dudit Art. ne puiſſe preiudicier à ſes droits, & de ce ont requis acte: qui leur a eſté otroyé.*

† *Les Art.1.*

Source : BIU Cujas

2. & 3. ont eſté adiouſtez comme anciens & ayans eſté omis en l'ancien cayer. Ce qui a eſté accordé par le Subſtitut du Procureur general du Roy, quand aux Barons du Comté du Perche: excepté pour le regard du Baron de S. Forgent: lequel a dit n'auoir qu'vn ſeul degré de iuriſdiction, qui ſ'exerce par vn bailly & n'a ſeaux, meres ne meſures: ains vſe de Seaux, meres & meſures du Roy en ſa Chaſtellenie de la Perriere. Surquoy auons ordonné que leſdites parties auront acte de leurs declarations.

* Alias, Sourfeſt. P. V.

†† Faut noter que ceſt Art. ancien cõmençant, Aucun ne peut eſtre &c. a eſté du conſentement des trois Eſtats rayé du liure Couſtumier: & enſera faict & vſé, comme d'ancienneté l'on a accouſtumé de faire.

† Le Lieutenant general a remonſtré que ce Tit. 1. eſtoit defectueux. Car combien qu'en la plus part du pays de Poictou tous S. de Fief ſoient fondez en quelque iuriſdiction, toutesfois eſt bon que par ledit Titre ſoit faict mention des Fiefs, afin que ceux qui liront ledit Couſtumier entendent que ladite matiere de Fiefs y eſt traictee ſous ledit Titre. A ceſte cauſe auons de l'aduis des Eſtats, changé ledit Titre de Fiefs & iuriſdiction, Haute, Moyenne & Baſſe & de ce qui en depend. Et ce faict Eſtienne Fergon Seigneur de la Palaudiere aſſiſte de M. Iean du Poix nous a remonſtré pour les Duc & Ducheſſe de Montpenſier qu'à cauſe de leurs terres & Seigneuries, ils ſont de tout temps immemorial fondez en tous leurs droits autoritez & preeminences, que leur dõne & dõnoit l'ancienne Couſtume dudit pays de Poictou: deſquels ils ont iouy paiſiblemẽt & ſans contredit, tant depuis l'an 1503. qu'auparauãt, nous requerant conſeruer leſdits Duc & Ducheſſe, enſemble leurs Vaſſaux en leurſdits droicts, auctoritez & preeminences: autrement où voudrions faire & ordonner quelque choſe au contraire, ont declaré qu'ils s'oppoſoient & ont requis acte, que leurs anons octroyé: & neantmoins ordonné que ſuiuant le pouuoir à nous donné par noſtre commiſſion, nous reformerions modererions, corrigerions & abrogerions ce qui ſeroit trouué & trouuerions par l'aduis des Eſtats ou la pluſpart d'iceux, dur & deſraiſonnable pour eſtre obſerué à l'aduenir, ſans pource preiudicier aux procez intentez, droicts acquis & aux droicts & titres particuliers des ſeigneurs, ſi aucuns en ont.

†† Ceſt Art. V. eſt introduict de nouuel & mis au lieu du V. ancien & partie du VI.

† Ceſt Art. 375. a eſté de nouuel introduict, nonobſtant les remonſtrances faites par ceux qui s'enſuiuent: à ſcauoir par Maiſtre Georges Baron Aduocat, & Iean Danid Procureur, qui ont dit que feu M. Adam Fumee, en ſon viuant Conſeiller & Maiſtre des Requeſtes ordinaire de l'hoſtel du Roy, auroit par ordonnance & commiſſion du feu Roy Loys xii. & ſelon l'aduis des Officiers de la ville de Poictiers, reformé & reduit à certain nombre leſdits Notaires en pluſieurs lieux de Poictou, & meſmement en la Baronnie de Chauuigny eſtably vi. Notaires, à ſcauoir trois pour le Roy & trois pour le S. Baron dudit lieu: & pareil nombre es Chaſtellenies du Blanc en Berry tenues par le S. Vidame de Chartres ſcauoir l'vne du Roy, & l'autre du Baron de Chaſteauroux: lequel nombre auroit touſiours eſté obſerué audit lieu: meſme ceux de Chauuigny ont obtenu ſentence & iugement à leur profit contre les autres Notaires: à ceſte cauſe ont requis ledit ancien nombre & reglement faict des l'an 1514. leur eſtre entretenu & conſerué. Et par ledit Bouchet a eſté dit & remonſtré pour ledit S. Vicomte de Thouars, les Notaires auroient eſté reduits au nombre de xxiiii. & hors ladite Ville & Chaſtellenie de Thouars, au nombre de xii. à ceſte cauſe s'eſt oppoſé, à ce qu'aucune choſe ſoit entrepriſe contre ledit reglement ou ſi aucune innouation ſe faiſoit par nous de l'aduis deſdits Eſtats, que ce fut ſans preiudicier aucunement aux droicts & prerogatiues de ladite Chaſtellenie de Thouars. Ledit Bouchet au nõ & cõme Procureur de Iean du Puy l'aiſné, Ieã du Puy le ieuſne, & Ieã Boulleau Notaires de la Chaſtellenie de Laynes, de Celles, Leueſqueau, Couhé & Aubigné demourans au bourg & parroiſſe de Pãprou, a dit que leſdits Notaires ſe ſont touſiours biẽ & au cõtentement d'vn chacun gouuernez en leurs Eſtats de Notaires, eſquels ils ſont receus de long temps, & n'ont autre vacation & moyen de nourrir eux & leurs familles: au territoire de Pamprou, où ils ſe tiennent y a deux groſſes parroiſſes bien peuplees, où y a quatre foires l'annee, & marché public tous les Lundy de ladite annee auquel y a grand apport de marchandiſes: au moyen dequoy ſe paſſent pluſieurs contracts & obligations: tellement que le nombre des Notaires, qui y ſont à preſent, eſt bien requis: ioinct que ledit lieu de Pamprou n'eſt comprins ſous aucune Chaſtellenie, ains eſt ſous la iuriſdiction de l'Abbé de S. Maixant, lequel n'a ſeau ne contract, & n'y a aucuns Notaires Royaux audit lieu de Pamprou, n'a trois lieues pres d'iceluy: requerans que ſi faiſions aucune reſtriction, que ce fut ſans preiudice deſdits Notaires: autrement s'y oppoſoit. Auſquels deſſuſdits auons donné acte de leurs remonſtrances & oppoſitions pour leur ſeruir ce que de raiſon. Ledit Deſguire pour leſdits Iean Erachet Baron de Perruſſe & Iulien Faucaut Seigneur Chaſtellain de Billanges, a requis que deſenſes fuſſent faictes à tous Notaires de mettre & apposer aucunes ſubmiſſions de iuriſdiction aux ſieges Royaux, au preiudice deſdits ſeigneurs & de leurſdites Baronnies & Chaſtellenies, ſi par expres leſdits Notaires n'en ſont requis par les parties contractantes. Auquel Deſguire ce requerant auons donné acte de ſes remonſtrances.

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 1. p. *à Poictou.* 1. Comté ou Baronnie &c. droict de Chaſtellenie, &c. *iuſques a ce mot*, Baſſe, *inclus.* Art. 1. Et peuuent leſdits Comte ou Baron auoir fourches &c. malfaicteurs & Seel à contracts. Art. 5. Le Comte en ſa Ville & Chaſtellenie d'Angouleſme, pourra creer iuſques au nombre de xii. Notaires & Sergens: Le Baron en ſa Baronnie, vi. Notaires & vi. Sergens. Le S. Chaſtelain iv. g Notaires & iv. Sergens. Le Haut Iuſticier, Moyen & Bas deux Sergẽs: le Moyen & Bas Iuſticier deux Sergens tant ſeulement. Et au regard du Comte d'Angouleſme, és Chaſtellenies d'autruy, ne pourra creer en chacune d'icelles eſtans audit Comté, qu'vn Sergent.

LA ROCHELLE Chap. 1. Art. 1. p. *à Poictou.* 1. Fondé de droict commun, d'auoir &c. Et peut tenir & auoir ſa Iuſtice à iiii. pilliers, pour pendre & eſtrangler malfaicteurs, auoir Seaux aux contracts.

BRETAGNE Tit. 2. Art. 50. Aucun h n'a cognoiſſance de punition de feu: ſi n'eſt le Prince ou les anciens Barons en leur Baronnie.

II. CLERMONT Tit. 17. Art. 198. Aucun †† autre que le Comte dudit Clermont, n'a par tout icelle Comté, Seel authentique: ne pouuoir de commettre Auditeurs ou Notaires pour receuoir contrats par foy & ſerment, pour quelque cauſe que ce ſoit.

TOVRS Tit. 9. Art. 74. Le S. Comte a tels & ſemblables droicts que tous les S. Iuſticiers precedans: & outre peut eriger fourches patibulaires à vi. pilliers. Art. 75. Ledit S. Comte, & auſſi les Barons peuuent auoir xii. Notaires en chacune Cõ-

† Leſdits M. Nicole Goſſet, pour ledit Charles de Roye Seigneur de Comty Iacques petit pour ledit Bouſſiers à cauſe de ſon tiers de Nul-

g Les Notaires Royaux ayans eſté en vne des Chaſtelleniesde ceſte prouince, en fin le Chaſtelain voulant les chaſſer & leur defendre de ſ'entremettre de ſ'exercer leur eſtat de Notaire en ſa Chaſtelenie ſuiuant la Doctrine de Faber aux Inſtit. de act. & gaigna ſa cauſe par Arreſt du Parlement de Paris. C. M.

h En la ſomme Rurale le chap. du Droict au Baron, ou au Ber, Et de tous cas, qui a Iuſtice & Seigneurie de Baonnie appartiennent

Source : BIU Cujas

& peuuent appartenir si cõme d'ardoir, pour cas qui le desire, de trainer & de pendre, pour meurtre & pour rapt: & sel on aucuns bouillir pour fausse monoye autre que du Roy: Car pour celle du Roy, au Roy en appartient la cognoissance & non à autre &c. Mais le cas de ressort & de leze Maiesté en sont reseruez: Car ceux la appartiennent au Roy & non a autre.

i Voyez ce qui a esté dit cy dessus pour l'Ordonnance de Charles 9. 1563. concernant les diuers degrez de iurisdiction & Du Moulin sur l'Art. 71. du Maine & sur la Coustume de Paris, Art. 10. num. 25. & és Annotations sur le droict Canon in cap. vlt. Ne cler. vel mon. in 6. & cap. si is cui de offi. del. in 6.

k Le Seigneur Chastelain est Seigneur de la terre & Iustice, qui avn chastel: & droit de chastellenie, en laquelle y a Iustice & droit de seel aux contracts: & doit auoir le Seigneur chastelain, chasteau, maisõ ou Tour bataillere, cõme porte l'ancienne Coustume de Normãdie chap. 33. Niuernois Art. 25. chap. 1. Pour faire vne chastelenie, faut qu'il y ait Abbaye ou Prieuré cõuentuel foubannier & autres choses semblables, comme est narré en vn Plaidoyé fait en Parlement à Paris le dernier iour d'Auril & 27. Iuil. 1444 Les Chastelains peuuent empescher que autres qu'eux facent forteresse en leur Chastelenie, Iugé pour le Cõte de Sanxerre és Enquestes du Parlement de Toussaincts 1273. & contre luy à la Chandeleur 1266. Autres Arrests à la Touss. 1268. Voyez Chopin sur les Coustumes d'Aniou. Il y a Arrest aux Octaues de Pasques de l'an 1309 & 1268. par lequel vn chasteau ou forteresse bastie en chastelenie d'autruy, est demoly & abbatu: cõme aussi par autre Arrest de l'an 1308. fut la forteresse ou chasteau demolie, ayãt esté bastie sans le consentement du Roy.

te ou Baronnie, & non plus. Et les 5. Chastelains en auront vi. seulement: sur peine de nullité de contracts & instrumens, qui seront passez par les supernumeraires. Art. 76. Lesdits S. Comtes & Barons peuuent auoir xii. Sergens: & les Chastelains & autres Hauts, Moyens & Bas Iusticiers, en auront vi. seulement: sur peine de nullité des exploicts faits par les supernumeraires.

ANIOV Tit. 5. Art. 62. Les †† Comte, Vicomte & Baron, peuuent bien donner i Haute Iustice, Moyenne & Basse a aucun de leurs Vassaux, & en retenir le ressort & Suzeraineté, & non pas les autres au dessous.

LE MAINE Tit. 6. Art. 71. p. *à Aniou*, dessous: comme le Chastelain, Bachelier & Haut Iusticier.

BLOIS Chap. 3. Art. 10. Premierement le Roy nostre Sire à cause de sa Comté de Blois, a tout droict de Iustice, Haute, Moyenne & basse, & cognoissance de toutes actions personnelles, reelles & mixtes, ciuiles & criminelles, & la punition & correction de tous cas, crimes & delicts. Ar. 11. Ledit S. comme Comte de BLOIS, a Ressort & Suzeraineté sur ses Vassaux & suiets estans audit Comté: c'est à sçauoir sur le Comté de Dunois, & sur les BARONS, Chastelains, Hauts, Moyens & BAS Iusticiers estans audit Comté de BLOIS, tant en cas d'appel qu'autrement.

III. SENLIS Tit. 3. Art. 93. A la fin, Il a Seel authentique, k Tabellion, droict de marché, & aucuns on droict de Trauers: Prieuré ou Eglise Collegial, Hostel-Dieu & Maladerie, Tour & Chastel, s'il luy plaist, fort & pont-leuis. Art. 95. Tel †† BAILLIF du S. Chastelain peut reformer en tout temps aussi bien en assise que dehors, les Iuges & Officiers, Hauts, moyens & bas Iusticiers suiets à sa Chastellenie, des abus par eux commis: & pareillement ses vassaux à ce appellez, les autres Pairs & compagnons, qui sont suiets à assister és iugemens de la Iustice du Seigneur Chastelain, auec les vassaux qu'ont veut reformer. Aussi le Sergent executeur du BAILLY ou Preuost Chastelain, est tenu demander assistance au Haut Iusticier ou ses Officiers: mais quand ledit BAILLIF ou Preuost ou leurs Lieutenans besongnent en personnes és termes de ladite Chastellenie, ils ne sont point tenus demander assistance. Neantmoins vn Sergent seul, en l'absence de tel Iuge, peut sans assistance prendre vn delinquant: & sa prinse faite, auant le transporter, le notifier à tel Haut Iusticier, pour oster les abus, qu'ils pourroient commettre: & sont tenus lesdits Pairs & compagnons, iuger à leurs perils & fortunes & danger de telle amende, que dessus enuers le Roy, en tous les proces d'assise & autres, si à ce faire ils sont appellez par le S. Chastelain ou son BAILLIF. Et où ils ne sont appellez, tel BAILLIF est aduoué soy-mesmes de iuger au danger du Seigneur Chastelain, sous telle amende.

ly & M. Iean Filleau pour les Dame & seign. de Remy, Gournay & Moyenuille, ont dit que chacun d'eux respectiuemẽt ont droict & auctorité d'auoir seel authentique & commettre Auditeurs, & tenir Assises esdites terres & Seign. cõme seigneurs Chastelains, chacun pour son regard: à ces causes se sont opposez à la publication des 198. & 199. Au contraire les gẽs du Roy ont soustenu que lesdits opposans n'ont aucun droict de Chastelenie ny aucun pouuoir de faire exercer les actes dessusdits. Et n'en ont aucunemẽt iouy ains appartiennẽt lesdits drois au Cõte de Clermont, seul par toute ladite Cõté. Surquoy parties ouyes auons ordonné que les dessusdits opposans bailleront aux gẽs du Roy leurs causes d'opposition par escrit, pour y faire responce: & pour decider & determiner leurs differens, les auons renuoyez à la Cour: & neantmoins auõs par prouision ordonné que lesdits deux Art. demoureront comme recognus par tous les assistans, pour Coustumes anciennes.

† *Ces Art. 74. 75. & 76. & tous les subsequens du mesme Titre sont adioustez pour auoir lieu à l'aduenir: & ce sans auoir egard à l'opposition formee par Maistre Bertin Petit, Procureur de Messire Iean Chasteignier Seigneur de la Roche de Pozay & en partie de la Baronnie de Pruilly en ce que par l'Art. 79. il luy est osté vn degré de iurisdiction.*

†† *Les gens du Roy ont remonstré que les Vicomtes & Barons en donnant Haute Iustice, Moyenne & Basse, à aucuns de leurs Vassaux, & retenans à eux le ressort & Suzeraineté: font par ce moyen plusieurs degrez de iurisdiction au preiudice du Roy & de ses suiets. Et parce ledit Art. 62. ne doit estre accordé pour Coustume, protestant que le contenu en iceluy entant que touche le ressort, ne puisse nuire ne preiudicier aux droicts & prerogatiues du Roy, & que de ce en ferions mention en nostre Proces Verbal. Et par les Nobles a este respondu que ledit Art. estoit escrit en l'ancien Coustumier, & d'iceluy en auoient touiours iouy & vsé, & par ainsi deuoit estre obserué & gardé pour Coustume. Ce qui a esté ordonné & que les gens du Roy auroient acte de leur protestation.*

† *Les Procureurs des Seigneurs Chastelains de Mellos Moucy, l'Isle Adam, de la Roche Guyon, de Meru & Persaut, ont dit qu'outre les droicts contenus audit Art. leur appartiennent plusieurs droicts particuliers, qu'ils ont par leurs denombremens anciens, titres & autrement, requerant iceux estre adioustez audit Art. Ce que le Procureur du Roy audit Bailliage de Senlis assisté de l'Aduocat dudit seigneur a empesché pour les causes par luy alleguees. Surquoy auons ordonné que les parties auront lettres. Aussi le Procureur du Roy en la Chastellenie de Compiengne a dit qu'es Preuostez dudit Compiegne & exemption de Pierre-fons sortissant audit Compiegne au Roy seul appartient tenir & faire tenir Assises par son Baillif de Senlis ou son lieutenant general d'auoir seel authentique & Tabellions, & de ce est en possession immemorial, negatiue & exclusiue à tous autres: & n'ont les S. qui se disent Chastelains comme les Seigneur ou Seigneurs de Thorotte, les Religieux Abbé & conuent de S. Marc les Soissons à cause de leur terre de Vic sur Aisne & autres (si aucuns se disent Chastelains) assises, ressort, seel authentique ne Tabellions, requerant à ce moyen qu'entant que touche lesdites Preuostez & ressorts de Compiengne, que ledit Art. 93. soit restraint & limité, & proteste que la lecture presentement faite ne peut preiudicier aux droicts & possessions du Roy. Et au contraire a esté soustenu par Messire Iean de Sains, Cheualier Seigneur dudit Thorotte: Surquoy les parties ont este renuoyees à la Cour pour en ordonner: & ce pendant par prouision demeurera l'Art. en sa forme & teneur.*

†† *Sur le 95. Art. le Procureur du Roy en la Chastelenie de Compiegne, a employé la declaration & protestation par luy faite sur le 93. Art. en ce qu'il touche la Seigneurie de Thorotte, à l'encontre de Messire Iean de Sains, Cheualier Seigneur dudit Thorotte. Le Procureur du Roy a confessé le droict de Chastelenie & Haute Iustice audit Thorotte, dont ledit de Sains requis lettres, qui luy ont este octroyees, & ordonné que mention en sera faite en nostre Proces verbal. Et par*

Source : BIU Cujas

le Procureur du Roy au Bailliage de Senlis, a eſté dit que les droicts contenus es 93. 94. & 95. Art. appartiennent aux S. Chaſtelains, qui ont quelque ſimilitude aux Barons, & ſont ſeuls Seigneurs en leurs terres: & non aux autres Chaſtelains qui ne ſont ſeuls Seigneurs eſdites terres, qui du commancement de leur erection ne ſont que gardes des Chaſteaux, & depuis ſe ſont nommez Chaſtelains ou Seigneurs Chaſtelains: à aucuns deſquels pourroit appartenir droict de Haute Iuſtice: mais ils n'ont aſſiſe ne reſſort, ny les autres droicts eſdits Art. deſignez. Parquoy proteſtoit que leſdites Chaſtellenies ſimples ſous couleur deſdites Couſtumes ne puiſſent pretendre plus grand droict, qu'il leur appartient en leurs Fiefs: dont auſſi il a requis lettres, qui luy ont eſté accordees.

NIVERNOIS Chap.1. Art.24. Aucun en ſa Iuſtice n'a droict d'auoir Baillif, tenir aſſiſes, cognoiſtre & decider des cauſes d'appel, ſ'il n'a droict de Chaſtelenie ou qu'il ait iouy dudit droict par tems & moyens ſuffiſans à acquerir iceluy droit: mais ſeulement à Iuge & Garde de Iuſtice Art.25. L'on ne peut dire & maintenir auoir droict de Chaſtellenie, ſi l'on n'a en ſa Seigneurie ſeel aux contracts authentiques, Prioré ou maladerie, foires ou marchez: ou deſdites v. choſes les trois, dont neceſſairement faut que le ſeel authentique en ſoit l'vn: ſ'il n'y a preſcriptiõ ou titre valable.

TOVRS Tit.5. Art. 59. Les droicts de S. Chaſtelain ſont tels, qu'en ſa terre & Chaſtellenie, il a Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe, & peut bannir de ſa terre, & non rappeller. Auſſi des droicts de S. Chaſtelain, ſont & dependent droicts de foreſts, Colleges, Fõires, Marchez, Aumoſneries, Maladeries, Seels de contracts, droict de Peage de long & du Trauers, & droict de Preuoſté en ſa terre, Chaſtellenie & Seigneurie. A la cognoiſſance de grands chemins, & des cas commis en iceux: † excepté pour les cas Royaux, de meurtres faits l de guet à pend, de femme forcee & de boutement de feu. Art.60. Le S. Chaſtelain eſt fondé d'auoir preeminence, m auant ſes Vaſſaux, és Egliſes eſtans en & dedans ſa Chaſtellenie: comme d'auoir & tenir litres n en ſes armes & timbres, au dedans & dehors deſdites Egliſes: & peut prohiber & defendre qu'autres ſes Vaſſaux ne mettent litres ne armoiries eſdites Egliſes au preiudice de ſa preeminence: ſinon que ſon vaſſal fut fondateur ſpecial de ladite Egliſe. Auquel cas il peut auoir & tenir litres à ſes armes & armoiries à timbres & autrement, au dedans & dehors de ladite Egliſe: ſinon que ladite Egliſe fut la principale Egliſe Parochiale: en laquelle fut aſſis le Chaſtel ou principale maiſon de ladite Chaſtellenie. Auquel cas il ne pourra auoir ſeſdites litres & armes dehors: mais les pourra auoir par dedans ſeulement: & auſſi ſi ledit Vaſſal d'ancienneté auoit accouſtumé de tenir litres & armes au dedans de ladite Egliſe, faire le pourra. Art.62. le †† S. Chaſtelain a droict de police, de faire bans, cris, proclamations en ſa ville ou Bourg, mettre & indire peine ſur les ſuiets ſelon la qualité du cas: auſſi mettre aune, poids, balances, crochets & meſures: & ſont tenus apporter ou enuoyer le Sep ou eſtelon deſdits poids & meſures à l'hoſtel de la Ville plus prochaine aiant droict de Mairie & communauté de ville. Et ſ'il n'y a ville aiant ladite qualité par deuant le Iuge Royal ſuperieur plus prochain, & ce vne fois à la vie du S. qui a iceluy droict. Et outre a ledit Chaſtelain droit d'inſtituer, Arpenteur, Meſſier & Meſureur. Art.64. Ledit S. Chaſtelain eſt fondé d'auoir Chaſtel: & peut auoir Iuſtice patibulaire, à trois pilliers garnis de liens par dedans & par dehors.

LODVNOIS Chap.5. Art.1. p. *à Tours.* 59. Preuoſté: & en ſa terre & Seigneurie a &c. iceux. Et deſquels droicts ils pourront iouyr, comme d'ancienneté en ont iouy & iouyſſent à preſent & non autrement. Art.2. & 4. p. *à Tours* 60. & 62. auſſi bailler aulnes &c, & crochets. Et ſeront tenus ceux qui ont droict de Sep: à poids & meſures & en vſent, de preſenter leur Sep à Iuſtice du S. Suzerain, dont ils ſont ſuiets vne fois &c. celuy droict: à ce qu'ils ne puiſſent eſtre creuz ou diminuez. Et a droict d'inſtituer Meſſier ou Meſureur. Art.6. p. *à Tours.* 64.

ANIOV Tit. 4. Art. 43. Celuy qui à droict de Chaſtelenie eſt fondé d'auoir Chaſtel ou Maire de Chaſtel, grans chemins peageaux, la cognoiſſance des delicts faicts en iceux chemins: acquits, brechieres, Trauers, Preuoſté, Foires, Marchez, Seaux de contracts, meſures à bled & à vin, dont il prend le patron à ſoy-meſmes & au Maire du Gibet de ſa Iuſtice patibulaire peut mettre trois pilliers. Art.44. Le S. Chaſtelain eſt fondé d'auoir toute Iuſtice, Haute, Moyẽne & Baſſe, auec la cognoiſſance des grands cas cy apres declarez: c'eſt à ſçauoir de rauiſſement, de perſonnes, d'homicide faict de guet à pens, & de encis, o qui eſt de meurdrir femme enceinte ou ſon enfant au ventre: d'embraſeurs de maiſons, guetteurs de chemins, ſacrileges, deſrobeurs & deſſerpilleurs de paſſans les chemins, depopulateurs de champs: brigans, empoiſonneurs & autres cas ſemblables, qui en dependent. Mais autres Iuſticiers au deſſous, ne ſont fondez de cognoiſtre deſdits grans cas.

† *Ces mots,* Excepté pour les cas *&c.* iuſques à ce mot, *feu*, inclus, *ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'auenir ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 62. eſt mis au lieu du 4. Art. ancien. Et aura ledit Gardette pour les Maire & Eſcheuins de Tours acte de ce qu'ils nous a remonſtré qu'ils ſont fondez en droict de police de ladite ville & fauxbourgs, & meſmement d'auoir la garde de ceps & eſtellons de meſures: ſuppoſé que autres qu'eux en aient la garde: proteſtãt que ce qui ſera par nous ordõné ne puiſſe preiudicier aux priuileges & droicts de ladicte ville. Et pareillement Charles Budet portier & garde de la premiere porte & priſons du chaſteau d'Amboiſe, aura acte de ce qu'il a monſtré, qu'à cauſe de ſeſdits Eſtats, il a la garde des eſtelons meſures aulnages, poids & balances de ladite ville & fauxbourgs de Amboiſe, dont il dit auoir iouy par temps immemorial.*

l Ces trois crimes ſont deniez aux Seigneurs Chaſtelains le meurtre faict de guet à penſee, femme forcee, & boutement de feu: les anciens Practiciens attribuent au Seigneur la cognoiſſance du meurtre, du rapt & de l'encis ainſi qu'il ſe voit en pluſieurs anciens Practiciens: & meſmes en celuy intitulé ly eſtabliſſement ly Rois de Frãce, de Paris & d'Orliẽs &c. & en vn autre traictant de Iuſtice, & du droict: & des commandemens du droict de Cheualerie &c. Chapitre des Barons, Bers ſi a en ſa terre, le murtre, le rat & l'encis, ſe aucũs eſtoit qui ne l'euſt pas anciennement. Rat ſi eſt femme forcer: Encis ſi eſt, quãd l'on fiert fame enceincte & elle muert & ly enfans auſſi: Murtre ſi eſt quand on tue homme ou femme ou de ior ou de nuit en ſon lict ou en aucune maniere, porquoy il ne ſoit en meſlee. Au reſte il eſt certain que les Seigneurs ſubalternes ne peuuẽt cognoiſtre du Meurtre faict de guet é penſee, Rapt, & incendie, ainſi qu'il a eſté dit cy deſſus & dont il ſe trouue vn ancien Arreſt du Parlement de Paris es octaues de la Touſſaincts de l'an 1272. contre l'Egliſe de Carcaſſonne. Voy la ſomme Rurale Tit. du droit au Baron

Source : BIU Cujas

m Ioan. Fab. in §. aliam. Inſt. de bon. poſſeſſio. parle de ceſte queſtion: & ſe trouue Arreſt de Paris du 7. Mars 1570. entre Eſtienne Dalance Seigneur de la Roche du Broc appellant & Meſſire Mathurin du Broc Cheualier Seigneur dudit lieu du Broc & Liſarderie &c. intimé: & demandeur en complainte &c. par lequel ledit intimé fut maintenu & gardé és poſſeſſions par luy prinſes & baptiſees, à l'encontre de l'appellant pour raiſon du banc & ſiege dont eſt queſtion en l'Egliſe & Parroiſſe du Broc, & l'appellant condamné es deſpens de l'inſtance principale tels que de raiſon. Il y a autres Arreſts donnez le 5. iour de Iuillet 1554. entre les Religieux Prieur & conuent de S. Martin des champs à Paris appellans du Preuoſt ou ſon lieutenant criminel & la vefue d'vn Seigneur inthimee pour l'Egliſe de Louures en Pariſis qui eſt fort notable pour les littres & armoiries recité au long par Bacquet Traicté de Iuſtice chap. 19. Le meilleur & plus ſeur moyen eſt venir par ſupplication & requeſte preſentee au Iuge, pour eſtre conſerué es droicts honorifiques, ſans former complainte reintegrande ou autre interdict ny pareillement intenter action petitoire.

n Ce mot de litre, eſt pris par aucuns du mot litura: qui ſignifie non ſeulement effaceure, mais auſſi enduit ou frottement de quelque liqueur. Elle s'appelle ceinture de cingulum parce qu'elle enuironne & entoure l'Egliſe, tant par dedans que par dehors. Aucuns l'appellent liſiere: parce qu'elle eſt faicte en forme de liſiere d'vn drap. Subleſta pictura eſt tantum primis lineamentis deformata ac nullis coloribus adumbrata. γραμμὴ in vet. Gloſſario eſt liſta. Sic & lineam vocamus. Dicta autem liſta à λίστρη pinte. forte hinc illud vocabulum litre.

o Ce mot encis, qui eſt le meurtre de la femme enceinte ou de ſon enfant a eſté cy deſſus expliqué. Femina inciens quæ vterum gerit. Voyez la ſomme Rurale Titre de action criminelle. Et au titre des amendes qui ſont criminelles. In legib. Baioriorum cap. 19. & 20. l. ſiquis necandi C. Ad leg. Corn. de ſic. & cap. ſi aliquis extr. de homicidio vbi de abortu. In lege vero ſalica cap. 28. § 4. Si quis feminam ingenuam grauidam trabattit, & ipſa femina fuerit mortua, malb. anuano. Leudinia xxviii. M den. qui faciunt ſolidos DCCC. culpabilis iudicetur. & §. 4. Si quis infantem in ventre matris ſuæ occiderit malb. anouuado VIII. M. den. qui ſolidos CC. & eiuſdem legis Salicæ cap. 75.

Art. 45. Le S. Chaſtelain peut faire bans, edicts, cris & proclamations, mettre &c. p. *a Tours 62. iuſques a ce mot*, cas, *inclus*. Art. 46. Eſquels † leſdits Officiers en Office de Chaſtelain, peuuent cognoiſtre de toutes actions perſonnelles, ciuiles, non excedans la ſomme de lx. ſols t. entre gens laiz roturiers ſeulement: toutesfois entre marchans forains, peuuent bien leſdits Officiers Chaſtelains, cognoiſtre ſommairemẽt & de plain, de plus grand ſomme, ſans attendre leſdits plaids Chaſtelains: duquel Iuſticier Chaſtelain on peut appeller: & doit on releuer en l'ordinaire des aſſiſes dudit S. Chaſtelain deuant le Bailly, Iuge ou Seneſchal. Et ne peut ledit Officier Chaſtelain donner Tutelles, curatelles & procurations p par non puiſſance n'autre prouiſion de Iuſtice.

† *Maiſtre Ieã Frappin Procureur de M. de Longueuille Seigneur de Montereau Belloy, a proteſté que le contenu audit Art. ne peut préiudicier aux droits dudit S. requerãt que de ladite proteſtation fiſſions mẽtiõ en noſtre proces verbal. Ce que luy auons octroyé & accordé.*

p Voyez ce qui a eſté dict cy deſſus au Tit. 3. de ceſte Conferẽce ſur l'Art 40. de la Couſtume d'Aniou.

Le Maine Tit. 5. Art. 50. p. *a Aniou*. 43. Mere de Chaſtel &c. chemins peageaux, acquits &c. & au merc &c. Ar. 51. †† p. *a Aniou* 44. ou deſſerpilleurs &c. Ar. 52. & 53. p. *a Aniou*. 45. & 46. ſoixante ſols Manſais entre &c.

†† *Ces Art. 51. & 56. ont eſté ainſi moderez & corrigez*

Grand Perche Tit. 1. Art. 4. Aux S. Chaſtelains appartient droict de Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe & auoir fourches patibulaires à trois piliers. Ar. 5. Ont les S. Chaſtelains droict de marques & meſures, Seel à contracts. Art. 6. ont pareillement droict de foires & Marchez: pourueu qu'ils l'ayent racheté, mis & employé dedans leur adueu, ou que de tout temps & ancienneté ils en aient iouy. Art. 7. Ont auſſi droict de Peages, Trauers & forfaitures de denrees & marchandiſes, paſſans par les deſtroicts & paſſages de leurs Seigneuries: pourueu qu'ils l'ayent racheté & employé en leur adueu, ou qu'ils en ayent iouy de tout temps & ancienneté, en entretenant par eux en bon & conuenable eſtat, les ponts, chauſſees, paſſages & autres lieux, pour raiſon deſquels ils perçoiuent leſdits droits. Ar. 8. Et outre leſdits Chaſtelains ont tous droicts appartenans aux Hauts, Moyens & Bas Iuſticiers.

Blois Chap. 3. Art. 14. Le S. Chaſtelain, qui eſt moindre du Baron, a toute iuriſdiction & cognoiſſance de toutes actions reelles & perſonnelles & mixtes: Et auſſi la correction & cognoiſſance de tout cas, crimes & delicts faicts en ſa terre & Chaſtelenie: excepté les cas Royaux. Art. 16. Le S. Chaſtelain a droict d'auoir fourches patibulaires à quatre pilliers liees par dehors & patees par embas. Art. 17. Auſſi ledit Chaſtelain a Seel à contracts, droict de Tabellionnage, peut bannir & exiler de ſa terre, les delinquans en ſadite terre: a la cognoiſſance des grans chemins: des cas commis en iceux: peut donner tuteurs & curateurs à mineurs, prodigues & incenſez: faire inuentaire de biens, criees & ſubhaſtations de biens & heritages.

q Qu'on dit en vn mot ſyncopé, trepied.

Poictou Tit. 1. Art. 3. Le S. Chaſtelain eſt fondé d'auoir par la Couſtume, Chaſtel & Chaſtelenie, Haute Iuſtice, Moyenne & baſſe. Et peut auoir & tenir Iuſtice ou fourches patibulaires à trois pilliers en q tiers pied: & auoir Seels à contracts. Et ne peut & ne doit aucun autre: fors le S. Chaſtelain, auoir Seels à cõtrats: ſi ce n'eſtoit par vſance ou poſſeſſion ancienne, acquiſe †† auparauant l'ancienne reformation de l'an M.D.XIIII. & depuis continuee.

†† *Ces mots, acquiſe auparauant &c. ont eſté de nouuel adiouſtez pour plꝰ grãde explica-*

Angoumois Chap. 1. Art. 3. p. *a Poictou*. 3. Baſſe: Seels à contracts & fourches patibulaires à quatre piliers. Mais en icelles fourches, le S. chaſtelain ne peut auoir Chappellet: ce que toutesfois peut auoir le Baron.

Source : BIU Cujas

tion du contenu audit Art. 3. Sur lequel M. Estiene L'amoureux pour le Seign. de la Vaugion, a dit qu'au pays de la Basse marche, les S. Chastelains ont fourches patibulaires à quatre piliers. Auquel ce requerant avons donné acte de son dire pour luy servir comme de raison.

PRVILLY Art. 4. En ladite Baronnie, les S. Chastelains d'icelle, comme S. Iulite, la Roche de Pouzay, Azay le Ferron, S. Flomer, sont tenus vne fois à la vie du S. Baron ou du S. Chastelain, quand il mue armes pour mettre en son ceps, de venir adiuster aux ceps du Seigneur Baron, leurs mesures a bled, vins, huiles, aulnes, toises, poids, balances, auant qu'adiuster & distribuer mesures à ses suiets: & de ce en a on vsé en la Baronnie, sans le reuoquer en doute: excepté ceux du Parage.

CHASTEAV REGNAVD Art. 2. A droict de tenir Iustice patibulaire à iv. piliers par dedans & par dehors: combien que par la Coustume generale, le S. Chastelain n'est fondé que de tenir Iustice patibulaire à iii. piliers.

L'ISLE SAVARY Art. 8. Aussi peut auoir ledit S. de l'Isle Sauary Iustice patibulaire à iv. pilliers garnis de liens dedans & dehors & de pointes, comme les autres Chastelains desdites Chastellenies estans en la Spiritualité de Berri.

FRACINE Art. 1. Le S. de Fracine a les droits dessusdits: fors droict de Chastellenie.

IIII. ANIOV Tit. 5. Art. 63. Outre les Seigneurs dessusdits, y a audit pays autres Seigneurs qui ne sont Comtes, Vicomtes, Barons ne Chastelains, qui ont Chasteaux, forteresses, grosses maisons, places qui sont parties de Comtez, Vicomtez, Barónies ou Chastellenies desdits pais. Et tels s'appellent r Bacheliers & ont bien telle & semblable Iustice comme ont ceux, dont ils sont partis, & y sont fondez par la loy & Coustume du pays, ainsi qu'il sera touché cy dessous plus à plain en la matiere de Parage.

LE MAINE Tit. 6. Art. 72. p. *a Aniou. 63.*

r Bacheliers en ces Art. sont Seigneurs qui ont chasteaux, forteresses & grosses maisons, qui sont partis des Cótez, Vicomtez, Baronnies ou Chastellenies. Le Bachelier marchoit sous la Banniere d'autruy, & estoit moindre que le Banneret, que le Cheualier, mais toutesfois plus que l'Escuyer, & l'Escuyer plus que le Sergét. Les Bacheliers aspiroient à la Cheualerie. Le Banneret se nommoit miles vexillatus, ainsi qu'il se cognoist en vn ancien Arrest du 22. Feurier. 1385. autres le cotte du 23 Feurier & au plaidoyé du Comte de Laual des 3. & 7 Iuin 1400 ou 1401. Cheualier du drapeau quaré. Voyez la somme Rurale chap. des pupilles, & l'ancien liure nommé la Salade Chopin liure 3. du Domaine chap. 26. nóbre 14. & sur la Coustume d'Aniou & l'indice des droicts Royaux.

TITRE V. DES FORFAITVRES, Confiscations & Amendes.

I. *A qui doit appartenir le droict de Confiscation: en quelles personnes elle a lieu. Qui doit payer les debtes en cas de Confiscation. Bestail à pied fourché est confiqué quand les habitans ne declarent à Iustice les ladres.*

II. *Mari ou la femme ne confisquent les biens de sa femme ou de son mari.*

III. *Des amendes, & en quels cas elles ont lieu. Fermiers ne peuuent composer d'icelles.*

Confiscation des meubles & heritages appartient au Haut Iusticier: fors en crime de leze maiesté, heresie & fausse monnoye, esquels cas elle est au Roy seul.

† *Cest Art. 10. est de nouuel adiousté, cõme ancien.*

†† *L'Aduocat du Roy a requis que ces mots fussent adioustez, & diuine: pretẽdant qu'audit cas de crime de leze maiesté diuine la confiscation appartient au Roy seul, priuatiuement à tous autres Iusticiers. Ce qui a esté empeschè par les Estats.*

I. MEAVX Chap. 26. Art. 206. Au Haut Iusticier appartient a la confiscation des biens meubles & heritages, estans en sa Iustice au temps & heure de la declaration de la confiscation desdits biens: sinon que ce fut pour crime de b leze Maiesté, c Heresie, d fausse-monnoye: esquels cas iceux biens confisquez appartiennent au Roy seul.

MELVN Chap. 1. Art. 10. La † personne condamnee à mort, ou à bannissement perpetuellement, confisque tous ses biens meubles, & immeubles, qui appartiennent aux Hauts Iusticiers, & à chacun d'eux en son destroit & territoire: excepté en crime de leze Maiesté †† humaine: auquel cas ladite confiscation appartient au Roy seul.

SENS Tit. 5. Art. 24. Appartient ladite confiscation aux S. Hauts Iusticiers, en la Iustice desquels sont trouuez lesdits biens: excepté toutesfois en cas & crime de leze Maiesté: & quand les heritages seront e main-mortables enuers aucun Seigneur Art. 25. L'homme qui est banni à tousiours, confisque ses biens.

a Cecy est contre le droict commun. Bartolus in l. fin. D. Solut. matr. tient que confiscatiõ est des profits de la iurisdiction. Ioan. Fab. & Salyc. in Authent. Bona damnatorum C. de bo. prosc. ex notatis in cap. felicis de pœnis in 6. & cap. 1. eod. tit. in Clem. cap. Romana §. notoria de censib. in 6. En l'Arrest de Maistre Pierre Blanchet iugé que les biens immeubles confisquez vont au sieur iusticier sans payer debtes, iugé le 27. Ianuier 1385. comme aussi il auoit esté iugé au parauant le 20. Ianuier 1383. Pareil Arrest du 22. iour de May. 1355. pour les biens de Nicolas Poirer par lequel auoit esté ordonné iugé que la confiscation n'est suiette aux debtes. Nous tenons que chacun des Iusticiers est tenu contribuer au payement des debtes passiues tant mobiliaires que immobiliaires du defunct, pro modo emolumenti. l. 3. C. de sent. passis l. Tutoris 2. C. ad leg. Iul. de vi pub. l. quæsitum § 1. D. de pecul. l. Celsus. D. de rel. & sumpt. fun. AEs enim alienum respicit vniuersum patrimonium l. fideicommissum. §. tractatum D. de iudiciis. Paris. Art. 334. & 335. de la nouuelle cy dessous en la Seconde partie de ceste Conference. Au reste les confiscations ont lieu & appartiennent aux sieurs, où les biens sont sis & situez ores que le crime soit faict ou puny ailleurs par Arrest donné à la Chandeleur 1161. Pareil Arrest à la Chandeleur 1264. & pour Raoul le Bouteillier à la Chandeleur 1267. & pour l'Eueque de Cahors à la Pentecoste 1271. Qui sert pour monstrer que la Confiscation des biens d'vn delinquant adiugee en vn pays, où elle est receue, n'a lieu & ne s'estend en autre lieu, où elle est admise. Suiuant ce que nous tenons qu'il faut suiure la Coustume du lieu, où le delict a esté commis & ainsi a esté iugé par Arrest de Paris l'an 1502. recité par Charondans liure v. des Resp. 35.

b Les confiscations adiugees pour crime de leze Maiesté soit au premier ou second chef, heresie, fausse monnoye: appar

Source : BIU Cujas

tiénent au Roy seul : mais celles qui sont adiugees à cause de meurtre cõmis de guet à pens, rapt ou incendie, homicides cõmis es grands chemins & voyes publiques, sont & appartiennent au Haut Iusticier. Il y a Edict du Roy François 1. 1539. du 10 Aoust que pour crime de leze Maiesté au premier chef y a confiscation tant en Fiefs, arriere fiefs qu'autres biens meubles & immeubles & sans charge de Substitution & le tout au profit nonobstant la Restriction de Madric recité par le President Lizet in l. quisquis C. ad leg. Iul. Maiest. Et se trouue que le Roy Iean a octroyé aux peuples d'Aquitaine de n'estre suiets à confiscation, si ce n'est pour crime de leze Maiesté diuine ou humaine, par lettres patentes du 15. May 1353. à la requeste de la Noblesse de Gascongne. Au reste en l'Arrest de Iean du Vergy iugé le premier Feurier. 1353. qu'en crime de leze maiesté, la mort de l'accusé, auant sa condemnation ne descharge les enfans quant aux biens & confiscation. Car en ce crime la confiscation est acquise du iour du crime commis. Voyez Chopin liure 1. du Domaine Tit. 7. & 8. & liure 3. Tit. 11. Bacquet traicté de Iustice chap. 11. & 13. vide l. quisquis. C. ad leg. Iul. Maiest. Nou 134. §. vlt. & Guid. Pap. dec. 341. I. Gallus. q. 361. Liuium lib. 2. vbi de lege lata à valerio Publicola de sacrando bonis capite eius, qui regni occupandi consilium iniuisset. Les Arrests des 27 & 28. Octobre 1572. contre les autheurs des guerres ciuiles & ceux qui depuis ont esté donnez au Parlement de Tours és annees 1560. 591. & 1594. Voyez encores la conference des Ordon. liure 9 Tit. 5.

c Ce crime d'heresie est public commis contre la Maiesté diuine, & quod in religionem diuinam committitur, in omnium fertur iniuriam vt est in l. Manichæos 4. C. de hær. Or c'est plus offenser la Maiesté diuine que la Maiesté humaine & temporelle ainsi qu'il est in Authent. Gazaros. C. eod. tit. Les confiscations ne souloient auoir lieu pour ce crime d'heresie par les Loix anciennes, ainsi qu'il se voit au Code Tit. de hæret. encores que ladite loy 4 die, Hæreticos omnium bonorum publicatione persequimur. Car ceste confiscation estoit au profit des parens. Mais auiourd'huy nous gardons le chapitre vergentis 10. ex tra de hæret. & l'Authent Gazaros C. de hæreticis. cap. cum secundum de hæret. in 6. Au reste en cas d'heresie on peut iuger le procés criminel apres la mort de l'accusé afin de confiscation iugé contre les heritiers du feu sieur de Fenoillet à la Pentecoste l'an 1261. Mais és autres crimes le contraire est iugé quant à vn homicide à la Nostre Dame de Septembre 1261. Voyez la conference des Ordon. Royaux liure 1. Tit. 5.

d Constant. in l. 2. C. de fals. moneta. Par Edict du Roy 1542. est abrogée l'ancienne Coustume par laquelle les Chanceliers de France pretendoient la confiscation pour falsification du Seel Royal. Toutesfois il se trouue Arrest donné contre Maistre Gerard de Bunyot Cheualier à la Toussaincts 1304. par lequel appert que la confiscation du faux és lettres patentes du Roy, n'est au Chancelier, mais au Roy. Voyez la Confer. des Ordonnances Royaux liure 9. Tit. 14. Les Hauts Iusticiers subalternes n'ont point cognoissance du crime de fausse monnoye ainsi qu'il a esté souuent iugé, mesmes par Arrest du 18. iour de May 1115. Toutesfois ils peuuent cognoistre contre ceux qui les exposent en leur terre, iugé pour les Religieux de S. Germain des Prez seigneurs de Villeneufue S. Georges les Paris l'an 1252. Autre & pareil Arrest du 18. Ianuier 1342. pour les mesmes Religieux de S. Germain. Le Comte de Neuers auoit auparauant obtenu tel Arrest à son profit au Parlement de l'an 1270. & par Edict du Roy special pour le pays de Niuernois l'an 1316. & ce faisant nos anciens puniſſoient celuy qui exposoit la monnoye fausse & qui en vsoit, comme simple Larron, & non comme faussaire. Est fort remarquable en Normandie le priuilege de la Fierte de Rouen ou de la Fierte de S. Romain octroyé à ceux qui portent la Chasse de S. Romain premier Archeuesque de Rouen le iour de l'Ascension de quelque crime qu'ils soient preuenus ou accusez: & ont par ce moyen pardõ & remission du crime par eux commis. Toutesfois aucun ne peut porter ladite Chasse sans la permission des Doyen & Chapitre de Rouë. Par Edict du Roy Lóuys douziesme les crimes d'heresie, leze Maiesté, fausse Monnoye & de meurtre de guet à pens en sont exceptez Voyez Chop. liure 2. du Domaine. Tit. 7. Et sur la Coustume d'Aniou Art. 77. Pour fausse monnoye, la confiscatiõ a touiours esté adiugee au Roy, comme contre Marin & François Fuschard le 23. Mars 1510.

e Les heritages d'vn homme main mortable sont au Seigneur Iusticier, & non à celuy que les tient en condition de main-morte. Et ainsi est narré en l'Arrest de M. Iean de Quadrelles le 16. Auril 1334. que les biens d'vn homme de serue condition ne tombent en confiscation. Voyez Bar. Art. 3. Niuernois chap. 2. Art 5. Bourbonnois Art. 349. Cuias escrit que la confiscatiõ de tous biens a seulement lieu contre ceux qui ne sont en puissance d'autruy: qui seuls ont des biens suiets a confiscation & le titre de la Loy. 1. & 2. C de bonis proſc.

Et sur ce different, furent les parties renuoyees à la Cour, au lendemain de la Trinité, pour elles ouyes estre ordõné ce qu'elle verroit estre à faire par raison.

† *Les trois estats ont esté d'aduis d'adiouster apres ces mots de leze Maiesté, ces mots, au premier chef. Empesche par le procureur du Roy, qui a dit & soustenu, que ledit Art. 24. deuoit demourer purement & simplement sans distinction du premier second n'autre chef du crime de leze Maieste: les parties furẽt renuoyees à la Cour audit iour de lendemain de quasimodo, pour en estre par elle ordonne ce que de raison.*

†† *Le Procureur du Roy a requis que ledit Art. 26. a esté reformé au preiudice dudit Seigneur. Car par l'Art. 27. ancie de l'an 1507 est porté le contraire, ainsi quil est escrit en la marge du liure ancien. Lesdits Cheualier & Brooïs pour lesdits Estats de l'Eglise & de Noblesse a esté dict au contraire, que ledit Art. en ces mots de leze maiesté, s'entendoit de leze maiesté humaine, & non diuine: de laquelle ne se parloit pour lors. Sur ce fut ordonné que ledit Art. 26. demeureroit ainsi qu'il estoit couché, sans preiudice du passé & du droict dudit Seigneur pour le regard de la maiesté diuine: pour lequel auõs*

f Des biens vacans, Espaues & Tresors sera parlé cy dessous Tit 6.

g Voyez Bacquet traité de Iustice chap. 13.

Avxerre Tit. 1. Art. 26. p. *a Sens.* 24. †† Maiesté humaine: auquel cas la confiscation appartient au Roy. Art. 27. Le banni perpetuellement à tousiours &c. p. *a l'Art. 25. de Sens.* Art. 30. le S. Bas Iusticier prend sur la confiscation appartenant au S. Haut Iusticier, lx. sols t.

Montfort Chap. 17. Art. 187. Confiscations & f Espaues † & biens vacans appartiennent au S. Haut Iusticier: fors quant à la confiscation en crime de leze Maiesté humaine, qui appartient au Roy seul & priuatiuement à tous Hauts Iusticiers.

Mante Chap. 17. Art, 189. †† p. *a Montfort* à tous autres Hauts &c.

Senlis Tit. 4. Art 97. Le † Haut Iusticier a cognoissance des Espaues, confiscations & Tresors trouuez en sa Iustice: & viennent à son profit: sur lequel droict de confiscation, le Moyen Iusticier doit prendre lx. sols Par. pour son droit d'amende sur ses iusticiables, quand il en faict diligence Tit. 20. Art. 199. Quand †† aucuns biens, heritages ou rentes situez & assis en la Haute Iustice d'aucun Seign. sont dicts & declarez confisquez. Le Haut Iusticier, qui en vertu de ladite confiscation apprehendera les meubles sera tenu payer g les debtes personnelles, & pour vne fois du confiscant: si lesdits meubles sont suffisans, & iusques à la concurrence d'iceux. Et lesdits meubles discutez, ledit Haut Iusticier, qui apprehendera les heritages ou rentes du confiscant, autrement que par felonnie ou à faute d'hõme, droits & deuoirs non faits: sera tenu de payer le surplus: si tant iceux heritages se peuuent monter, & iusques à la concurrence d'iceux. Aussi sera tenu ledit haut Iusticier, qui apprehendera les meubles, payer les rentes constituees par le confiscant, non ensaisinees n'afeodees, ensemble les arrerages d'icelles, si tant lesdits meubles peuuent monter, & iusques à la concurrence d'iceux: sans que le creancier de telle rente, se puisse addresser sur les heritages confisquez pour raison desdites rentes & arrerages: pourueu que le creancier de ladite rente non ensaisinee n'infeodee, ait esté negligent de xl. iours à compter du iour de la constitution d'icelle de soy faire ensaisiner ou infeoder. Art. 200. Quand aucun confisquera, les

renuoye les parties à la Cour au mois.

frais de Iuſtice faits en la pourſuite de la declaration de la Confiſcation, ſeront prealablement prins ſur les biens du confiſcant, auant tous les autres creanciers.

VALLOIS Tit.1.Art.3. Aux † Hauts Iuſticiers competent & appartiennent tous & chacuns les heritages & biens vacans & Confiſcations, dedans leur Hautes Iuſtices: excepté les biens vacans par h Aubenage, par mort & treſpas des Baſtards, des perſonnes ſuiettes à morte-main: & auſſi des cas priuilegiez au Roy, comme crime de leze Maieſté, diuine & humaine, fauſſe monnoye, & autres: leſquels biens appartiennent au Roy à cauſe de ſa prerogatiue. Tit.14.Art.179.†† p. *à Senlis*.199.

TROYES Tit.7.Art.120.p.*a Meaux* 206. depend de crime de leze Maieſté: auquel cas, elle appartient au Roy. Art.133.p.*à Sens*.25.

CHAVMONT Tit.8.Art.95.p.*a Troyes* 120. Maieſté diuine ou humaine, ou de forger ou ayder à forger fauſſe monnoye: auquel cas, elle appartiendroit au Roy.

VITRI Tit.1.Art.1.Les † S.Hauts Iuſticiers ont audit Bailliage, à cauſe de leur Haute Iuſtice, les biens vacans par attrayeres & confiſcations: n'eſtoit que leſdits biens fuſſent des Bourgeois du Roy: auquel cas les meubles appartiendront au Roy, & les immeubles aux Hauts Iuſticiers. Et par ce mot attrayere ſe doiuent entendre, les biens aſſis en autre Iuſtice, qui viennent au Roy ou autre Seigneur, ſoit à cauſe de leurs Hautes Iuſtices, ou de leurs hommes ou femmes de corps, par ſucceſſion, confiſcation ou autrement. Art.15. Toutes terres vacans & autres venans * par mainmorte, attrayeres & Confiſcation, aſſiſes és terres de la Haute Iuſtice d'aucun Seigneur, ſont & appartiennent audit S.Haut Iuſticier, à cauſe de ſadite haute Iuſtice: & en peut faire ſon profit comme de ſa propre choſe: fors †† & excepté les confiſcations venans & procedans de crime de leze Maieſté, diuine ou humaine, & de forger fauſſe monnoye Royale. Car és cas deſſuſdits la confiſcation appartient au Roy.

LAON Tit.1.Art.11.Et † appartient la confiſcation au Roy & aux hauts Iuſticiers, chacun en ſon endroit & limite de ſa haute Iuſtice: excepté en crime de leze Maieſté, dont la confiſcation appartient au Roy.

CHALONS Tit.22.Art.261.p.*à Auxerre* 26. Maieſté: auquel cas &c. Art.262.p. *à Sens*.25. touſiours ou à plus de dix ans, confiſque &c.

REIMS Tit.13.Art.348.†† p.*à Laon* ſeul: à la charge de payer les debtes par le S. qui prendra ladite confiſcation, & ce iuſques à la concurrence des biẽs confiſquez.

† *Les S.hauts Iuſticiers ont requis que l'on y adiouſtat, aubeine, ſouſtenãs qu'ils ont iouy de tout tẽps du droict d'Aubeine. Ce qui a eſté empeſché formellemẽt par le Procureur du Roy, diſant que au Roy ſeul, & non à autres appartient ledict droict d'Aubeine. Dauantage ont leſdits hauts Iuſticiers requis que la cõfiſcation à cauſe de crime de leze Maieſté diuine, leur fut adiugee, accordãs au Roy celle qui procede à cauſe de crime de leze maieſté humaine. Ce qui a eſté empeſché par ledit Procureur du Roy, maintenãt que la confiſcation à cauſe de crime de leze Maieſté tãt diuine, qu'humaine appartenoit au Roy ſeul. Surquoy & pour le regard des Aubeines & confiſcations procedans à cauſe dudit crime de leze Maieſté diuine, auons renuoye & renuoyons les parties en la Cour de Parlement au lendemain des Rois prochainement venant.*

†† *Le Procureur du Roy a dit que l'exception contenue en l'Art.189.n'eſt ſuffiſante: & qu'auſſi à cauſe du crime de leze Maieſté diuine, la confiſcation appartient au Roy ſeul priuatiuement à tous autres Hauts Iuſticiers. Souſtenu au contraire par les gens des trois Eſtats, meſmement par ceux de la Nobleſſe. Au moyen dequoy auons ordonne que ledit Art.paſſera, ainſi qu'il eſt, ſans preiudice dudit debat, pour lequel auons renuoyé les parties à la Cour de Parlement, pour eſtre ordonné par elle, ainſi qu'elle verra eſtre à faire par raiſon.*

†. *Le Procureur de l'Eueſque de Beauuais & les Seigneurs Chaſtelains & Hauts Iuſticiers aſſiſtans en ladite aſſemblee ont dit qu'outre les droicts contenus en l'Art.97. leur appartient & ont droict d'Aubeine & des Succeſſions des Baſtards Ce qui a eſté debatu par le Procureur du Roy, diſant que leſdits droicts appartiennent au Roy nuement. Auſſi a dit que tous Treſors trouuez en ſon Royaume, ſpecialement quand ils ſont en or, luy appartiennent priuatiuement contre tous autres, requerant ledit Art.eſtre corrigé entant que touche leſdits Treſors. Ce qui a eſté empeſché par les deſſuſdits. Surquoy auons ordonné par prouiſion que ledit Art.demourera ſans y faire aucune Addition ou correction: ſauf aux parties d'eux pourueoir en la Cour ſi bon leur ſemble.*

†† *Le Procureur du Roy a requis que le S.Haut Iuſticier ſoit tenu des debtes du confiſcant, & les payer & acquiter, ainſi qu'il diſoit auoir eſté aduiſé en l'aſſemblee faite des Eſtats tenus audit Senlis en l'an 1506. Et ſi a eſté dict par luy que le droict d'Aubeine n'appartient à autre qu'au Roy, requerant en cela correction deſdits Art.199. & 200. anciens. Surquoy a eſté accordé que leſdits Art.ſeront rayez & oſtez dudit liure Couſtumier, & en lieu d'iceux ſeront mis les deux Art.cottez, comme les precedens, ainſi qu'ils ſont eſcrits audit liure Couſtumier.*

† *Noble homme Maiſtre Angilbert Clauſſe Conſeiller du Roy en ſa Cour de Parlement, Seigneur en partie de Nery, a dit qu'à cauſe de ſon fief de Nery, il eſt Chaſtelain heredital de Bethiſy, à luy & autres S. de Nery ſeuls & pour le tout appartiennent les Eſpaues par toute la Chaſtellenie de Bethiſy, & ſur les Hauts Iuſticiers d'icelle, en ſont en bonne poſſeſſion, meſmes en ont iouy tant luy que ſes predeceſſeurs de tout temps & d'ancienneté: proteſtant qu'on on voudroit comprendre leſdites Eſpaues dedans ledit Art.que ce ne luy peut preiudicier n'à autres Seigneurs dudit Nery. Semblablement Meßire Henry de Lenoncourt, Cheualier Seigneur Chaſtelain de Nampheul le Hauldouym, a dit que leſdits Eſpaues luy appartiennent audit lieu de Nampheul faiſant pareilles proteſtations que deſſus: requerans par les deſſuſdits chacun en ſon regard, actes deſdites proteſtations. Ce qui leur a eſté octroyé & ordonné qu'icelles ſeroient inſerees en noſtre Proces Verbal: & neantmoins que ledit Art.demoureroit en l'eſtat qu'il eſt.*

h Des Aubeins Baſtards & Attrayeres ſera parlé au Titre 6. cy deſſous.

i L'ancienne Couſtume de Vermandois eſtoit cõtraire, ainſi que il ſe cognoiſt pour vn Arreſt ancié du 6. iour de 1354. pour l'Abbaye de S.Remy de Reims, par lequel la couſtume du pays Couſtumier & meſme du pays de Vermandois fut iugee bõne, que les Hauts Iuſticiers ont les biens confiſquez ſans payer aucunes debtes: nous en auons cotté cy deſſus quelques autres arreſts anciens ſur le comencemẽt de ce Titre. Mais il eſt plus equitable que les Seigneurs, auſquels appartient le droict de confiſcation chacun en leur iuriſdiction payẽt les debtes du condamné pro rata bonorum & ſelon qu'ils amendẽt des biens confiſquez. Et a eſté iugé par Arreſt que l'amẽde adiugee au Roy ne ſe paye ſolidairemẽt par les S. Iuſticiers: ains par portion & contributiõ deſdits biens. Arreſt à ceſte fin du 24.Iuil.1574 recité par Bacquet traicté de Iuſtice chap 13. Il ſe trouue vn ancien Arreſt donné à la Pentecoſte 1268. contre la Cõmune de Villeneufue en Beauuoiſis, par lequel il fut dit, que les biẽs des confiſquez au Roy, ne ſont empeſchez pour debtes des villes ou Bourgeoiſies des condemnez.

Source : BIU Cujas

†† *Ce 19. Art. est introduict pour nouuelle Coustume.*

† *Ce 1. Art. corrige l'ancienne Coustume.*

* *Alias par attrayere, main morte &c. P. V.*

†† *Ceste clause, fors & excepté &c. iusques à la fin est de nouuel adiouſtee.*

† *Le Procureur du Roy a ſoustenu que la confiſcation en cas de crime de leze Maieſté, ſoit diuine ou humaine, appartient au Roy. Ce qui a eſte accordé par les Hauts Iuſticiers pour le regard du crime de lez. Maieſté humaine: & empeſché pour lez. Maieſte diuine: pretendant audit cas de leze Maieſte diuine, la confiſcation leur appartenir. Sur lequel different auons renuoye les parties à la Cour au lendemain des Rois prochainement venant, pour icelles ouyes, enſemble le Procureur general, en eſtre ordonné, ainſi que de raiſon.*

†† *Pareilles remonſtrances & Ordonnances en meſmes termes, ont eſté faites ſur ceſt Art. 348. que ſur la Couſtume de Laon.*

AMIENS Tit. 11. Art. 225. Quand aucun pour crime eſt iugé & executé à mort ou banny de ce Royaume, à † plus de ix. ans, il confiſque tous ces biens meubles & immeubles: à ſçauoir leſdits meubles enuers le Seigneur, duquel il eſtoit ſuiet & iuſticiable au iour de ſa prinſe: à la charge des frais & deſpens de Iuſtice & debtes perſonnelles, iuſques à la valeur deſdits meubles: & les immeubles enuers les S. Hauts Iuſticiers, dont ils ſont tenus, à la charge des redeuances reelles & foncieres precedentes la prinſe & execution, & de payer les miſes de Iuſtice & debtes perſonnelles, ſi les meubles n'eſtoient ſuffiſans. Art. 226. Toutesfois †† en cas de crime de leze Maieſté humaine, ou autres cas, dont aux Iuges Royaux ſeulement appartient la Iuſtice & punition, au Roy ſeul appartient la Confiſcation des meubles & immeubles aux charges ſuſdites.

PONTHIEV Tit. 12. Art. 161. *A la fin.* Et ſi aucune perſonne eſt executee par Iuſtice, pour ſes demerites, il confiſque ſes meubles & immeubles ſituez en ladite Compté au profit du Seigneur Haut Iuſticier, duquel il tient les immeubles, ſ'il eſt executé pour homicide: & ſi c'eſt pour larcin, au Vicomtier appartient la confiſcation: & ſi c'eſt pour crime de leze Maieſté, au Roy appartient.

MONSTREVL Art. 48. En la Comté de Boullenois confiſcation de meubles & heritages a lieu ſeulement en crime d'hereſie & de leze Maieſté: & pour autre cas le condemné confiſque ſes meubles ſeulement, incontinent qu'il eſt executé & ſes heritages viennent à ſes heritiers & plus prochains parens: mais ſi ladite confiſcation aduient par banniſſemẽt & iugement de cõfiſcation de biens & heritages, le banni en ladite Comté, confiſque tous ſes biens meubles & le reuenu de ſes heritages, ſa vie durant: & apres ſon treſpas, viennent à ſes heritiers.

BOVLLENOIS Tit. 7. Art. 24. Pour †† quelque cas criminel qu'aucun delinquant ait commis, ne confiſque, ſinon le corps: ſauf le cas de crime de leze Maieſté diuine & humaine, au premier chef: ſçauoir * contre le Roy & ſon Royaume.

BOVLONGNE Article 5. Pour quelque † crime que ce ſoit, il n'y a confiſcation que de corps ſeulement: excepté, en crime &c. *iuſques a ce mot*, chef, *inclus.*

S. POL Tit. 2. Art. 26. Quand aucun pour cas criminel eſt executé & mis à mort, il confiſque tous ſes biens & heritages enuers le S. Haut Iuſticier, ſous qui leſdits biens & heritages ſont tenus, aux charges reelles & foncieres precedentes ſa prinſe & execution: ſur leſquels biens & heritages ſe prennent prealablement les deſpens & miſes de Iuſtice raiſonnables: pourueu que la ſentence le porte. Ar. 33. Le S. & Comte de S. Pol à cauſe de ſa Comté, a toutes confiſcations: ſauf de crime de leze maieſté reel: & ſi a pareillement toutes amendes arbitraires, auec la cognoiſſance par ſes Baillifs & hommes, de tous crimes, delicts & malefices, qui ſe peuuent commettre és limites de ſa Comté, & d'iceux en faire faire punition, correction & Iuſtice: ſauf audit cas de leze Maieſté reel.

VVISSENT Art. 4. En † ladite ville & banlieue en quelque cas de crime que ce ſoit, la perſonne ne confiſque que le corps: fors & excepté en crime de leze maieſté diuine ou maieſté Royal.

QVESQVE Art. 4. Leſdits Seigneurs Chanoines à cauſe de leur haute Iuſtice ont tous droicts à icelle appartenans: comme de confiſcation de biens & heritages de perſonnes, qui pour cas criminel auroient merité la mort, droits d'Eſpaues, de Baſtards & autres droicts.

† *Ces mots, à plus de ix. ans, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ce mot, humaine, a eſté de nouuel adiouſté. Et neantmoins ledit des Eſſars pour le Cardinal de Bourbõ Abbe & Comte de Corbie, & les Religieux & Conuent ont au dit lieu de Corbie, tout tel & ſemblable droit que le Roy. Et les Maieur & Eſcheuins d'Amiens ont dit qu'ils ont iuriſdiction & cognoiſſance de fauſſe monnoye. Ce qui a eſté dõné par l'Aduocat du Roy. Deſquels dire & de negation leur auons octroye acte.*

†† *Ceſt Art. 24. fut remis au lendemain. Et depuis a eſté ainſi conclud & arreſté ſur la remonſtrance faicte, que par tout le Royaume de France, meſmes es lieux & pays où confiſcation n'a lieu: ſe gardoit qu'en crime de leze maieſté ladite confiſcation auoit lieu: & qu'ẽ aucunes couſtumes nouuellement areſtees & publiees: ledit crime auoit eſté ſpecialement excepte: & ce pour oſter du tout la racine dudit delict ſi pernicieux d'autant que les peres voyans par ledit Art. leurs enfans eſtre priuez de tous & chacuns leurs biens, ſeroient plus deterrez de commettre iceluy delict: par ce que bien ſouuent les parens ont autant ou plus de crainte & terreur de la peine qui ſ'infligе à leurs corps, que de celle qui ſ'infligе à eux meſmes. Et depuis a eſté accorde que ceſte clauſe ſeroit & de nouuel adiouſtee, excepté en &c.*

* Sçauoir *eſt contre &c. P. V.*

Source : BIU Cujas

PERONNE Tit.1.Art.2.Nul n'a droict de confiſcation, s'il n'eſt Haut Iuſticier: lequel haut Iuſticier confiſque tous les biens du condamné, qui ſont en ſa terre & Iuſtice, encores qu'il n'ait faict faire le procés du condamné: ſinon †† que la condamnation fut pour crime de leze maieſté humaine. Art. 3. Et en prenant ladite confiſcation, ledit haut Iuſticier eſt tenu de rembourſer les frais du procés: & doiuent les debtes du condamné eſtre premierement payées.

HESDIN Tit.2.Art.7.Les S.Vicomtiers ne peuuent demander confiſcation des biens du larron, d'autant que par icelle Couſtume, vn larron en tel cas, confiſque ſeulement ſon corps: & non ſes biens Tit.4.Art.23.Les Seigneurs Vicomtiers ny autres, ne peuuent auoir ny demander les confiſcations des biens du larron, pource que par icelle Couſtume vn larron en tel cas, &c. comme en l'Art.7.

S.POL en Artois Tit.2.Art.4.p. *as.Pol* Art.26.executé par Iuſtice, il &c. Iuſticier, †† duquel ils ſont tenus &c. leſquels ſe prendront les &c. Iuſtice: ſi la ſentence le porte: auec payer les debtes dudit executé deuement prouuees.

S.OMER EN ARTOIS Tit.1.Art.1.Les S.Vicomtiers ont droict de confiſcation des cas dont la cognoiſſance leur peut appartenir. Tit.2.Art.13. Si aucun commet homicide en ſa perſonne ou d'autruy, pourquoy ſon corps doiue eſtre condemné à eſtre mis à la fourche ou dernier ſupplice: tel homicide de luy ou d'autre, confiſque enuers le S. qui a la Iuſtice dudit corps, ſondit corps tous ſes biens meubles & heritages enuers les Seigneurs Iuſticiers, deſquels ils ſont tenus.

LILLE Tit.1.Art.25.Quant à Confiſcation ladite ville & la communauté d'icelle, demeurent en telles Couſtumes, vſances, loix & franchiſes, qu'ils en ont eſté iuſques à preſent.

LA SALLE DE LILLE Tit.1.Art.71.Et quand à la confiſcation de biens giſans en ladite Chaſtellenie, ſoient Fiefs, meubles ou heritages, ils demeurent en &c. p.à Lille.Art.25.

CAMBRAY Tit.24.Art.1.Confiſcation conformement au droict Ciuil n'a point de lieu au pays de Cambreſis: Mais en aucũs cas certains biens meubles particuliers peuuent eſtre declarez acquis au Seigneur, ſelon les vſances & ſtatuts ſur ce faits & obſeruez.

BAR Tit.2.Art.30.Les biens confiſquez appartiennent aux hauts Iuſticiers des lieux, où leſdits biens ſont aſſis.

DVCHE DE BOVRG. Chap.2.Art.1.Appartient la Confiſcation au S. haut Iuſticier ſous lequel ſont les biens. Art.3.Se l'homme qui k a confiſqué corps & biens a heritages taillables ou de main-morte, en Iuſtice d'autruy, leſdits heritages ſont au S.de qui ils ſont taillables ou main-mortables, & non au S. de la haute Iuſtice. Chap.8.Art.4.Se vn Baſtard forfait corps & biens par crime par luy commis, ſes biens ſont au S.haut Iuſticier, ſous lequel ils ſont aſſis.

NIVERNOIS Chap.2.Art.2. Les biens confiſquez, meubles ou immeubles appartiennent au S.haut Iuſticier, en la Iuſtice duquel ſont trouuez leſdits biens au temps de la prononciation de la ſentence. Et ſi ladite Iuſtice haute appartient à l'vn, la Moyenne & Baſſe ſeulement à vn autre, le Moyen & Bas Iuſticier, ou le Bas ſeulement, ont lx. ſols ſur ladite confiſcation. Et ſi la haute Iuſtice de choſe confiſquee appartient au criminel, la confiſcation appartient au Seigneur du Reſſort immediat. Art.5. L'homme de cõdition ſeruile executé ou banni, comme deſſus, par la Iuſtice d'autre Seigneur, que celuy dont il eſt homme, ne confiſque rien au S. qui l'a condamné: mais appartiennent ſes biens ſeulement tant meubles, que immeubles, au S. duquel il eſt homme, en paiant lx. ſols pour les frais du procés & procedure d'iceluy. Art.6. Le Vaſſal, Bourdelier, Cenſier ou autre tenant l'heritage d'autruy en directe ou ſous autre charge & redeuance, confiſque l'heritage ainſi par luy tenu, au S. haut Iuſticier immediat, à la charge de la redeuance & droicts, dont il eſt chargé. Et eſt tenu ledit S.haut Iuſticier de vuider ſes mains de la choſe dedans l'an. Et à faute de ce, ladite choſe eſt commiſe, *ipſo facto* au profit du S.de Fief, Cenſier ou Bourdelier reſpectiuement: & ne ſera deu aucun profit au S.direct, ſinon de l'alienation qui ſe fera par ledit S.haut Iuſticier Art.7. Au S. haut iuſticier appartient declarer confiſcation contre tous criminels, ſoient francs ou ſerfs. Art.8. Le Clerc banni ou condamné à Chartre perpetuelle, l confiſque ſes meubles au Prelat, duquel il eſt ſuiet, & ſes immeubles au Seigneur haut Iuſticier.

MONTARGIS Chap.5.Art.4.Les biens confiſquez appartiennent au haut Iuſticier, en la iuriſdiction duquel leſdits biens & heritages ſont aſſis: Sur leſquels biens le Moyen ou Bas Iuſticier ſ'aucuns ſont, prennent pareille ſomme, iuſques

†† *Par l'Art. 26. l'on ſe regle en ladite ville, bourgage & baliene pour le ſurplus par les couſtumes generales du pays & Comté de Boulenois.*

† *Par l'Art.8. Pour le ſurpluss on ſe regle ſelon les couſtumes generales du comté, pays & Seneſchaucee de Boulenois.*

†† *Ces mots, ſinon que &c. ont eſté adiouſtez apres que les Eſtats d'Egliſe & Nobleſſe ont ſouſtenu que pour crime de leze maieſté diuine, confiſcation leur appartient & a apartenu de tout tẽps & que le Procureur du Roy à ſouſtenu le contraire.*

Baſtard executé à mort pour ſes demerites, cõfiſque ſes biẽs au profit du haut iuſticier, ſous lequel ils ſont aſſis.

k Voyez ce qui a eſté par nous dit ſur la couſtume de Sens Art.24. & la couſtume de Niuernoy deſſous Art.5.

l Le 17. iour de Iuillet 1386. en la cauſe du Prieur de S.Eloy fut reſolu que la condemnation à Chartre perpetuelle, au pain & eau emportoit cõfiſcation & ſe autre Arreſt donné au profit de l'Eueſque de Senlis, auquel fut adiugé la confiſcation d'vn Clerc pour les meubles, ayant eſté banny par ſon Official iugé le premier Mars 1342. & les immeubles confiſquez appartiennent aux Seigneurs iuſticiers, en la iuriſdiction deſquels ils ſont ſituez iugé par Arreſt à la Touſſaincts 1285. contre les Templiers Vide Oldrad.conſ.17. & Dec.cap.Thol.q.150 Paul de Caſt conſ.340

Source : BIU Cujas

à laquelle ils ont iuſtice.

ORLEANS Tit. 17. Art. 331. Quand aucun pour ſes demerites eſt executé par Iuſtice, & ſes biens declarez confiſquez, leſdits biens meubles & immeubles ſont acquis au S. Haut Iuſticier, en la iuriſdiction duquel leſdits meubles ſont trouuez, & leſdits immeubles aſſis, à la charge de payer & acquiter les debtes audit executé & auſſi à la charge du Douaire & conuentions matrimoniales iuſques à la valeur deſdits biens & heritages. Art. 332. Le S. Bas Iuſticier prend ſur ladite confiſcation pareille &c. p. *a Montargis.*

NORMANDIE Chap. 9. Art. 144. Au m Roy ſeul appartient la confiſcation des condánez pour crime de leze Maieſté : encores que leurs heritages ne ſoient immediatement tenus de luy. Art. 145. Les † fruicts des immeubles de celuy, qui eſt condamné par Iuſtice Royale, appartiennent au Roy pour la premiere annee, exempts de toutes debtes, autres que les rentes Seigneuriales & foncieres deues pour ladite annee. Et outre il a les meubles du condamné, les debtes prealablement payees, chap. 18. Ar. 452. Le crediteur qui contre verité denie ou meſcognoit le gage, confiſque au Roy les deniers qu'il a preſtez ſur iceluy, & le gage doit eſtre rendu à celuy qui l'a baillé.

LODVNOIS Chap. 39. Art. 5. En crime de leze maieſté & d'hereſie, le criminel confiſque corps & biens.

ANIOV Tit. 9. Art. 142. Le delinquant de tels meffaits, ſi c'eſt homme, il doit eſtre trainé, pendu & eſtranglé, & ſont ſes meubles confiſquez : ſi c'eſt femme, elle doit eſtre arſe, & y a ſemblablement confiſcation des meubles aux S. Iuſticiers, qui ont ce droit : & quant aux heritages, il n'y a point de Confiſcation : & conuertira le S. de Fief les fruicts d'vne annee des heritages du malfaicteur à ſon profit, l'annee prochaine enſuiuant la condemnation. Et apres ſeront rendus aux hoirs pour les poſſeder. Car eſdits pays n'a n confiſcation ne forfaiture de terres en matiere criminelle : ſauf en deux cas, en crime d'hereſie & en leze Maieſté : bien y a perte de Fief és cas cy apres touchez. Art. 143. Des autres cas, les Seigneurs, poſé qu'ils ne ſoient que Hauts Iuſticiers, ont la punition & correction chacun en ſa Seigneurie : & peuuent leſdits Hauts Iuſticiers, par titre ou par poſſeſſion auoir la cognoiſſance deſdits grans cas, auec la confiſcation qui y appartient telle que deſſus. Art. 144. En ſimple homicide faict de guet à pens n'a confiſcation de meuble ne d'heritage : mais a deſſerui le delinquant eſtre pendu & eſtranglé.

† *Ceſt Art. 145. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle, à la charge des proteſtations faictes par les deputez de la Nobleſſe. Que le Roy ne peut auoir le fruict des immeubles du condamné à mort, pour la premiere annee : ſinon en payant les rentes Seigneuriales & foncieres deues pour l'annee qu'il a iouy. Et de la proteſtation au contraire faite par ledit Vauquelin, premier Aduocat du Roy : meſmes de ce que ledit de Leſtre Procureur de ladite Dame Ducheſſe de Longueuille, a allegué que ſi aucun eſt condamné à mort par les Iuges de ſes Hautes Iuſtices, elle a le droict des fruits des immeubles pour la premiere annee, exceptée de toutes debtes. Et outre les meubles du condamné, à la charge des debtes, au preiudice du S. F. n'ayant Haute Iuſtice. Et en eſt en bonne & paiſible poſſeſſion, tant en ſes Duchez de Longueuille, Eſtouteuille, que autres ſes Comtez, Baronnies, terres & Seigneuries, où elle a droict de Haute Iuſtice : ſouſtenant partant que ledit droict luy doit eſtre attribué en ce qui depend deſdites Hautes Iuſtices. Et de la declaration auſſi faicte au contraire par ledict Vauquelin, que ledict droict appartient au Roy ſeul, à cauſe de ſa Souueraineté : dont acte leur a eſté reſpectiuement accordé.*

m En l'Arreſt de Ieã & Perrin Ioſſe, iugé le 11. Aouſt. 1361, contre le Roy que les biens des mineurs ne tombent en cõfiſcation ny ceux de Tutelle : c'eſt à dire que les biens de leur tuteur executé à mort ou autrement condamné ne peut confiſquer ſes biens au preiudice de ſes mineurs : parce que leſdits biens dudit tuteur ſont affectez & hypothequez auſdits mineurs, du iour de la Tutelle. Mais on peut demander ſi vn fermier ayant confiſqué corps & biens au Roy ſi le profit de la ferme augmenté, doit appartenir au Roy pour le temps d'icelle & eſtre cenié de la Confiſcation : ce qui fut iugé au profit du Procureur du Roy contre le fermier de l'Abbé de S. Geneuiefue à la Touſſaincts 1398. Quid ſ'il y a vn Bail eſcheu apres la cõdemnation il n'eſt compris en la confiſcation : mais vient & doit appartenir au plus proche parent iugé pour le Roy contre Bernard de Monteſquieu es Octaues de la Chandeleur 1502. Si celuy qui eſt condemné, n'a qu'vn vſufruict des immeubles, tel vſufruict tombe en Confiſcation ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt de Dame Ieanne de Belleuile le 18. iour de Mars 1356. & ce conformement à la diſpoſition de Droict in l. ſtatius 48. § Cornelio D. de iure fiſci. Quid ſi le pere a donné par contract de mariage quelques biens à ſon fils, les biens ainſi donnez ne ſont ſuiets à confiſcation pour crime commis par le pere, ſi l'enfant les poſſedoit pleinement tant en proprieté qu'vſufruict : mais ſi le pere en iouyſſoit par vſufruict, tel vſufruict tombe en confiſcation, & ſe trouue vn ancien Arreſt donné contre Ythier Ralle du 15. iour de May. 1395. qui auoit eſté appointé au Conſeil le 16 Auril. 1394. & ſemble eſtre contraire ſ'il eſt poſſeſſeur de quelques biens auec condition & charge de ne les pouuoir aliener à perſonne eſtrange. ils ne tombent en confiſcation iugé par Arreſt ſolemnel à la Pẽtecoſte 1576 recité par Chopin liure 1. du Dom. Tit. 8 Vide l. 2 l vlt. § ſi in libertinum D. De bon. damn. Acc. in l. 1. C. de bon. libert. Bart. in l. ſi finita §. ſi de vectigalibus D. de dam in fecto. Au reſte eſt notable l'Arreſt du Parlement de Rouen du 17. iour d'Aouſt 1563. le Roy Charles 9 ſeant en ſon lict de Iuſtice : par lequel il fut ordonné aux filles partage heredital en la ſucceſſion de leur pere contre le Procureur du Roy & Marie Richard femme de Nicolas Morel frere aiſné des filles : qui auoit confiſqué ſes biens. Les plaidoyers ſont imprimez & inſerez és Ordonnances Royaux. Tome. 2. Tit. 1.

n Cecy eſt contre le Droict commun in l. 1 D. de bonis damn. & l. 2. & 4. C. de bonis proſcr. l. 3. D. de ſent. paſſis, & ces mots, *de biens eſtans audit pays*, ſ'entendent s'ils ſont regis par la Couſtume de Berri. Mais s'ils ſont regis & gouuernez par la Couſtume de Lorris, & neantmoins ſont ſituez au pays & Duché de Berry, la confiſcation a lieu, ſelon ladite Couſtume de Lorris L'ancienne Couſtume de ce pays & Duché de Berry en l'Art. 10. & 11. monſtre l'antiquité de ceſte Couſtume & ay vn liure eſcrit à la main intitulé Couſtumes en la Baillie de Bourges, qui m'a eſté donné par Maiſtre Guillaume de Brielles Aduocat au ſiege Preſidial de Bourges : dont le premier Article eſt tel, La Couſtume des biens des condemnez eſt telle ſe aucun ſe meſfaict, & ly corps en porte la penitence. li hoir de ſon corps ou li collateral auront les biens : Et ſe hoirs n'y a, les biens ſeront gardez en la main de dix Preud'hommes de la parroiſſe par an & iour. Et ſe dedans le temps aucun vient qui ſe puiſſe alignager, il aura les biens : ou ſe ce non, li biens ſeront vendus & donnez pour dieu pour l'ame du mort. Et ainſi eſt il gardé de chacun des habitans de Bourges & à Dun. Combien que aucun ou pluſieurs meurent de leur bonne mort ſans hoir. Et ſe il aduient que li malfaicteurs ſ'enfuye, & pour ſa fuitte ſoit banny, tous ſes biens demeurent au Seigneur en quelque Iuſtice, ou ils ſont aſſis de quelque Fief il ſoit.

Source : BIU Cujas

LE MAINE Tit.19.Ar. 57. Audit pays n'a confiſcation &c.p. *a Anjou.142.* touchez. En la Baronnie de Maine la Iuhez, le Baron pretend que qui perd la vie, il confiſque les meubles és cas deſſuſdits. Art.158.& 159.p. *a Anjou.143.& 144.* à penſee &c. d'heritage: fors en ladite Baronnie, ou il y a confiſcation de meubles de celuy qui confiſque le corps. Autre choſe eſt ſ'il confiſquoit le membre.

GRAND PERCHE Tit.1.Art.19. *à la fin*, Et †† appartient la confiſcation au Haut Iuſticier: excepté en crime de leze Maieſté humaine, où la confiſcation appartient au Roy ſeul.

BLOIS Chapitre 3.Art.25. Si le cas des criminels requiert confiſcation, & elle eſt adiugee par la ſentence de ſon Iuge, la confiſcation appartiendra à ſon Seigneur Suzerain, & non à luy: ſauf qu'il prendra prealablement ſur les biens confiſquez la ſomme lx. ſols t. auec les frais & miſes, qu'il aura faict à la pourſuitte dudit criminel.

DVNOIS Chap.1.Art.16. Et quant à la confiſcation, elle appartient au Haut Iuſticier où ſeront aſſiſes & ſituees les choſes confiſquees.

LEPVROVX Chap.2.Art.2. Confiſcation n'a lieu, ſinon en cas de crime de leze maieſté diuine ou humaine.

CHABRIS Chap.7. Art.26. Les S. de Chabris ont les confiſcations des criminels.

BERRI Tit.2, Art.1. Es † pays & Duché de Berri par l'ancienne & inueteree Couſtume d'iceluy, en quelque crime que ce ſoit, commis & perpetré par les manans & habitans audit pays ou aucuns d'iceux, confiſcation de biens o eſtans audit pays n'a lieu. Art.2. Toutesfois † en crime de leze p maieſté humaine au premier chef, comme de conſpiration contre la perſonne du Prince ou ſon Royaume ſeulement, ladite confiſcation a & doit auoir lieu. Art.3. Et en tous autres crimes les biens des delinquans, bien qu'ils ſoient executez à mort par Iuſtice, viennent à leurs hoirs & ſucceſſeurs, ſoit en q ligne directe ou collaterale, tout ainſi & en la forme & maniere que la Succeſſion euſt eſté deferee, ſ'ils n'euſſent commis leſdits crimes & n'euſſent eſté executez pour iceux.

BOVRBONNOIS Chap.26.Art.349. Les biens de celuy qui eſt banny à perpetuel, ou eſt condamné à mort, ſont confiſquez, ſans autre declaration, aux S. Hauts Iuſticiers, en la Iuſtice deſquels leſdits biens ſont ſituez ou aſſis, ſoient meubles ou immeubles, en paiant les frais de Iuſtice. Et ſi aucuns deſdits immeubles eſtoient heritages taillables, les heritages taillables appartiennent au S. dudit taillable: & ſi ledit condamné à mort ou banni à perpetuel eſtoit mortaillable, ſes biens meubles & immeubles appartiennent au S. duquel il eſt mortaillable, & non au S. Haut Iuſticier. Art.350. Quand le S. haut Iuſticier prend biens confiſquez ou biens vacans, les creanciers ſont payez tant que les biens ſe peuuent eſtendre: & non autrement: & ſe commence le payement ſur les meubles, noms, debtes & actions, & en defaut d'iceux ſur les immeubles.

AVVERGNE Chap.29.Art.2. Celuy qui eſt à perpetuel banni du pays ou du Royaume, ou eſt &c.p. *a Bourbonnois* 349. aſſis: ſi ce n'eſt és cas de leze maieſté, de fauſſe monnoye, & autres deſquels la confiſcation au Roy ſeul appartient. Art.4. Audit pays n'y a que trois confiſcations: à ſçauoir quand le corps eſt confiſqué par condemnation ciuile ou naturelle Art.5. Cens ſur cens eſt confiſqué au premier Seigneur direct.

LA MARCHE Chap.27.Art.338. Si aucun eſt mis à mort par Iuſtice par ſon meffaict, ſes biens ne ſont pour ce confiſquez: mais appartiendront aux heritiers, ſi aucuns en a: ſinon qu'il euſt commis crime de leze maieſté diuine ou humaine: Toutesfois pourra le Iuge ordonner ſur leſdits biens, les frais raiſonnables eſtre prins & les intereſts & dommages des parties intereſſees.

POICTOV Tit.1.Art.202. Le S. qui par confiſcation prend les meubles, r eſt tenu de payer les debtes perſonnelles de celuy qui confiſque: & †† ce iuſques à la concurrence des biens ſeulement, en aiant faict inuentaire d'iceux.

BAYONNE Tit.29, Art.1. Par quelque crime que ce ſoit, les biens du delinquant ne ſont confiſquez au Roy, que pour vn an les immeubles ſeulement, & apres l'an fini retournent aux heritiers du delinquant. Art.2. Excepté en crime de leze Maieſté, auquel iamais les biens ne retournent aux heritiers: ains ſont confiſquez à perpetuité.

†† *Le Subſtitut du Procureur general du Roy a remonſtré qu'en crime de leze maieſte diuine, la cõfiſcation appartiẽt au Roy ſeul priuatiuement à tous autres, cõme en crime de leze maieſte humaine. Souſtenu au cõtraire par les S. Hauts iuſticiers, pretendans audit cas de crime de leze maieſte diuine, la confiſcation leur appartenir. Au moyen dequoy auõs tout donne que ledit Art.19. paſſera ainſi qu'il eſt ſans preiudice dudit debat. Pour lequel auons renuoye les parties à la cour de Parlement, pour ledit procureur general du Roy, & elles ouyes, en eſtre ordonne, ainſi que elle verra eſtre à faire par raiſon.*

† *Ceſt Art. 2. interpretatif du precedent a eſté diſcordé par les gens du ſecond eſtat leſquels cõme euſſẽt requis que ledit ſecond Art fut diſtrait & que l'ancienne Couſtume fut gardee: Auons ordonné que ledit Art. demoureroit redigé leu & publié ſans preiudice des oppoſitions que l'on voudroit former à iceluy: à laquelle ſeroient par nous receus ceux qui les voudroient former en apportãt procuratiõ ſpeciale & les noms des particuliers & autres que ſe voudroient oppoſer audit Art. dedans la S. Andre pour toutes prefixions & delais. Et depuis par Arreſt du viii. iour de Iuin 1540. La Cour a ordonné & ordonne que ledit 2. Ar. demourera leu & publié & ſera enregiſtré comme homologué par icelle Cour.*

o Ceſte exception a eſté adiouſtee par les nouueaux reformateurs contre la diſpoſition de l'ancienne Couſtume. Art. 11. & practique tellement que la Couſtume demeure qu'en crime d'hereſie ny a point de confiſcation. C. M.

p Confiſcation en France auoit lieu & ne ſe trouuent que quelques prouinces particulieres exemptes d'icelle par priuilege ſpecial. Elle eſtoit practiquee du tẽps de Charlemagne, comme appert par le liure 3. d'Angeſiſus Abbas. lib. 3. c. 47. & lib. 2. legis Fran. cap. 47. Par Ordonnance de Philippes le Bel de l'an 1304. il eſt ordõné que le Roy mettra hors de ſes mains les biens à luy confiſquez: ce qui ſ'entẽd s'ils ſont en la mouuance & tenure d'autre Seigneur, encores qu'ils fuſſent adiugez pour crime de leze Maieſté: afin que le Roy ne porte dommage & preiudice aux Seigneurs Feodaux, ainſi qu'il fut iugé & areſté le 3. iour d'Aouſt 1551 cõtre Odet de Bié Mareſchal de France. Vide Fabrum in Auth. Bona damnatorum. C. de bon. proſcript.

q L. cum ratio D. de bon. dam. Nou. 17. cap. 12. & Nou. 134. cap. vlt. Auth. Bona damnatorum C. de bon. proſcr. Cic. 16. Epiſt ad Brutũ. l. crimen 26. D. de pœnis Deuter. 24. 2 Reg 4. 2. Paral. 25 Ezech. 18. Diony. Halic. 8. vbi de liberis Caſſij.

r Ceſte Couſtume ne permet la Confiſcatiõ qu'en meubles: parce que ceux du pays d'Aquitaine, ont priuilege ſpecial ottroyé par le Roy Iean le 15. iour de May 1353. ainſi que i'ay dit cy deſſus: fors en crime de leze Maieſté diuine ou humaine ainſi que nous auõs noté cy deſſus. Vide Ferronum ad Conſuet. Burd. qui cotte ce priuilege de l'an 1338. & Theueneau de l'an 1337.

t Art. dedans la S. Andre pour toutes prefixions & delais. Et depuis par Arreſt du viii. iour de Iuin 1540. La Cour a ordonné & ordonne que ledit 2. Ar. demourera leu & publié & ſera enregiſtré comme homologué par icelle Cour. †† *Ces mots, Et ce iuſques à la &c. ont eſté adiouſtez au lieu des mots anciens* pour ſa part & portion, *qui eſtoient à la fin du 190. Art. ancien du liure imprimé.*

Source : BIU Cujas

BRETAIGNE Tit.25.Art.638. Tout homme qui eſt condemné & declaré pariure, ou qui eſt vaincu de cas de crime, où eſt impoſee peine corporelle: perd tous ſes meubles: & ſont à celuy par la Iuſtice duquel il eſt atteint & condemné, & en peut prendre ſa volonté: pourueu qu'il en face pourſuite en l'anne. Article 658. Confiſcation d'heritage n'a lieu en quelque crime que ce ſoit: fors & excepté és cas cy apres declarez. Art.659. Si le delinquant n'eſt trouué pour faire execution de luy, parquoy il ſoit banny, il perd ſes meubles & les fruicts de ſes heritages à ſa vie. Art.660. Et ſi depuis le ban, il eſtoit larron ou meurdrier, ou autrement delinquoit, à raiſon dequoy il fut pris & condemné à mort, ſes biens meubles & immeubles ſont confiſquez à la Iuſtice.

Confiſcation n'a lieu en Bretaigne; ſinon en certains cas.

BOVLLENOIS Tit.7. Art.25. Si aucun meurt ladre, & eſt trouué eſtre tel par gens à ce cognoiſſans, & les Parroiſſiens de l'Egliſe, où il demouroit au iour de ſa mort n'ont fait diligence d'aduertir la Iuſtice, ſous laquelle il eſt decedé, & faiſoit ſa reſidence, ou la Iuſtice ſouueraine, afin de viſiter ledit ladre de ſon viuãt, pour le iuger & ſequeſtrer hors des ſains, tout le beſtail à pied fourché deſdicts Parroiſſiens appartient & eſt eſcheu aux droicts dudit Seigneur ou Seigneurs Hauts Iuſticiers d'icelle Parroiſſe, & vn chacun d'eux en ſon regard & de ſes tenans & ſuiets: pourueu † toutesfois que celuy, lequel apres ſa mort, aura ainſi eſté trouué mort ladre, en ait eu durant ſa vie * quelques ſignes & apparences exterieures.

Confiſcation de beſtail à pied fourche en quel cas a lieu.

† *Ces mots,* Pourueu que, *&c. ont eſte de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs, quelques apparences & ſignes exterieurs, & en ait eſté ſoupçonnez. P.V.*

BOVLONGNE Art.14. Si aucun Ladre ou Lepreux meurt en ladite Ville, Bourgage & Banlieuë, ſans eſtre viſité & iugé, il n'y a aucune confiſcation de beſtail.

II. MEAVX Chap.26.Art. 208. Le mari † executé par Iuſtice, confiſque les meubles & conqueſts immeubles, enſemble ſes propres: à la charge du Douaire u Couſtumier, ou prefix de la femme, qui doit eſtre prealablement pris ſur leſdits biens, auant toute autre confiſcation: & ſi la femme eſt executee, elle confiſque ſes propres ſeulement.

Mari confiſque les meubles & conqueſts immeubles, & ſes propres à la charge du Douaire: mais la femme confiſque ſeulement ſes propres.

MELVN Chap.1. Art.11. Le †† mari ne confiſque la moitié des meubles & conqueſts immeubles qui doiuent appartenir à la femme, à cauſe de la communauté: à laquelle doit eſtre auſſi reſerué ſon Douaire ſur les biens du mary. Art. 12. Femme mariee ne confiſque pour ſon forfaict que ſes propres, & non ſa part des meubles & conqueſts, qui luy doiuent appartenir apres la diſſolution du mariage, au preiudice du mary: ſinon qu'il ſenſuiue mort naturelle.

Les 11. & 12. Art. ſont de nouuel adiouſtez, comme anciens.

SENS Tit.5.Art.26. Quand † le mary confiſque, il ne confiſque que ſes propres, & la moitié des meubles & conqueſts: l'autre moitié deſdits meubles & cõqueſts demeurant à la femme, auec ſon Douaire: laquelle femme en ce cas ſera tenue de la moitié des debtes. Art.27. La femme mariee par ſon forfaict confiſque ſeulement ſes propres heritages.

† *Ceſt Art. 26 contient la reformation du 25. de l'ancien Couſtumier.*

AVXERRE Tit.1.Art.28. L'homme †† marié confiſque pour ſon crime ſon heritage propre, &c: p. *à Sens.26.* ſeulement, & l'autre, &c. auec heritage propre & Douaire. Et retenant par la femme ladite moitié des meubles & conqueſts, ſera tenue en la moitié des debtes perſonnelles. Art.29. p. *à Sens.27.* heritages, † la totalité des meubles & conqueſts demeurant au mary: lequel les retenant demeure chargé de payer toutes les debtes.

†† *Le 28. Art. eſt mis au lieu du 29. ancien.*

† *Ces mots,* la totalité, *&c. ont eſte de nouuel adiouſtez.*

BAR Tit.2.Art.30. *A la fin.* Toutesfois, où les condemnez ſeront mariez, ils ne confiſquent les biens & droicts qui appartiennent à leurs femmes par traicté de mariage, ou par Couſtume du Bailliage. Art.31. p. *à Sens,* 27.

MANTE Chap.17.Art.194. Le † mary confiſcant, ne peut confiſquer la part des biens que la femme doit auoir en la communauté, apres le decés de ſon mary.

†† *Ce 194. Art. eſt de nouuel introduit.*

TROYES Tit.7.Art.134. L'homme marié par ſon forfaict, perd tous ſes biens propres, & conqueſts & immeubles, & non pas le Douaire de ſa femme: laquelle en ce cas ne paye aucune debte. Art.135. p. *à Sens.27.* confiſque ſes, &c.

LAON Tit.1.Art.12. Le mary confiſcant, ne peut confiſquer la part des meubles

---

ſ Il y a Edict du Roy, par lequel il declare que la confiſcation de meubles & immeubles n'a point de lieu en ce pays hors les cas de la Couſtume, & fut regiſtré en Parlement, le 30. iour d'Octobre 1557.

t La raiſon de ceſte Couſtume que les delicts ſont perſonnels, & qu'il n'y a aucune ſocieté ou Communauté entre l'homme & la femme pour crime. Il ſe trouue Ordonnance de Philippes iiii. de l'an 1303. & 1304 recitee par Aufrerius au Stil du Parlement. Tit.20. de lib. obl. Art. 4. Si contingat bona alicuius venire in commiſſum ratione alicuius maleficij, ſtatim ſatisfiat vxori de dote & aliis creditoribus, ſi quos habet quæ ſibi debentur, prout fuerint priores tempore. Femme ne confiſque ſon heritage pour le crime du mary: Toutesfois les fruicts ſont confiſquez tant qu'il vit, iugé contre Monſieur Eude de Broucõ net à la Chandeleur, 1256. Pareil Arreſt que la femme ne peut demander ſon Douaire ſur les biens du mary banny à perpetuité, tãt que le mary vit, ores qu'il ſoit mort ciuilement, iugé le 11. iour de Iuillet 1354. Autre & pareil Arreſt du 6. Mars 1365. contre Ieãne de Iailly. Et par autre Arreſt du dernier iour de Iuillet 1370. La femme de Robert de Canteleu banny, à prouiſion de tous ſes propres heritages venus de par elle, durant la vie naturelle de ſon mary: lequel Arreſt eſt trouué eſtrange par aucuns, veu que les fruicts ſont en l'adminiſtration du mary. En l'Arreſt de l'Abbé de S. Denis, le 30. iour de May 1365. Le Douaire eſt adiugé à la veufue d'vn Cheualier pour crime de leze Majeſté ſur tous ſes biens qu'il tenoit hors du mariage, & ceux depuis à luy eſcheus par la ſucceſſion de ſes pere & mere. Froiſſart Liure 4 chap. 48. parlant du Sieur de la Riuiere fauory du Roy Charles 6. en l'an 1392. On luy oſta tout & les terres & heritages qu'il auoit acquiſes & achetees: reſerué qu'on laiſſa à la femme la Dame Daunel, tous les heritages, leſquels venoient de ſon coſté de pere & de mere. Vide l. 2. c. ne vxor pro mar. l. 1. c. ad leg. Iul. de vi pub. l. quiſquis §. vxores c. ad leg. Iul. maieſt. cap. decreuit. De hæret. in 6. l. inter eos §. bonis D. de fide iuſſ. l. 24. c. de don. inter vir. l.

Source : BIU Cujas

13. D. eod. & ainsi a esté iugé au profit de la femme demandant Donation mutuelle, par Arrest de Paris, l'an 1578.

u La Sentence de Publius Mutius au profit de la femme de Gracchus est fort à propos, & qui est receuë par Iauolenus in l. in his rebus 66. D. Solut. matr. vide Nou. 39. Ob maritorum culpam vxores inquietari leges vetant l. 2. c. ne vxor pro marito, &c. l. 1. c. ad leg. Iul. de vi publica. l. 24. C. de don. inter. vir. & vxor l. 15. §. 1. D. eod. & alieni criminis infortunio astringenda non est vxor d. l. 24. l. 22. c. de pœn. l. 1. c. l. 1. de bon. prof.

x Dos etiam mulieris publicari & confiscari potest certis casibus ex lege Maiestatis vis publicæ, parricidij veneficij, & de sicariis. Vlp. l. 3. D. de bonis damn. vide l. si constante 24. §. vlt. D. Solut. mat. l. vlt. D. de vi. prm. d. l. 1. C. Th. de bon. proscript. vbi Anianus scribit mariti crimine vxorem non posse obligari.

z Etiam la part qui appartenoit à la femme selon l'ancienne practique. Et ainsi fut iugé par Arrest president Maistre François de S. André, le Mardy 8. iour de Iuin 1546. au matin Mais cela est inique. Car celuy qui par contractue peut frauder toute la Communauté, ne la peut en delinquant vt per Bert. in l. si quis in tantam. C. vnde vi. Voyez Du Moulin sur le § 8. Art. de la Coustume de Paris, & sur l'Art. 12. de Laon, où il tient que la Coustume de Laon, Art. 12. est fort equitable, il en escrit autant sur le 2. Art. du Duché de Bourg. chap. 2. où il dit auoir fait iuger par Arrest l'an 1532. que le mary ne confisquoit la moitié de la Communauté appartenant à la femme. Le Bouteiller en la Somme Rurale liure 2. Tit. du droict de confiscation. Se les delinquans, dont confiscation s'assiet, sur les biens, sont mariez, sçachez qu'ils ne peuuent meffaire que la moitié de leurs biens, & l'autre demeure à la femme tout franchement. Item luy demeure son assené, & tout ce qu'elle a auant le meffait de son mary, qui donné luy a esté, & tout ce qu'elle deuoit auoir par le traicté de mariage. Car l'homme ne peut meffaire ce qu'a sa femme peut & doit appartenir Fridericus 2. lib. 2. Const. Neap. tit. de vxoribus forouid. & parente.

&c. p. *Melun.* 11. femme apres son trespas: à laquelle aussi doiuent estre reseruez sur les heritages de son mary, ses Douaires & conuentions matrimoniales, nõobstant icelle confiscation. Art. 13. Aussi la femme, &c, p. *a Sens.* 27. ne confisque que son propre heritage.

† *Ce 263. est accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

CHALONS Tit. 22. Art. 263. Le † mary confiscant, ne confisque que ses propres heritages, & la moitié des meubles & conquests communs entre luy & sa femme: l'autre moitié desdits biens meubles & conquests demeurant à ladicte femme, auec son Douaire & conuentions matrimoniales. Art. 264. Laquelle femme est tenue de la moitié des debtes: & le Roy ou lesdits S. Hauts Iusticiers, de l'autre moitié, si lesdits biens confisquez y peuuent fournir. Art. 265. p. *a Sens.* 27. que ses propres, &c.

†† *Cest Art. 349. est de nouuel introduit. Et les Art. des Rubriches des essongnes & amendes, pource deuës ont esté abrogez comme desraisonnables: & auons ordonné que le contenu sous la Rubriche des mesures, poids, balances & amendes pource deuës, comme appartenans a police de Ville, ne seroit couche en Art. de Coustume: sauf aux manans & habitans de la ville de Reims, Villes & Villages, regis selon icelle, en vser comme ils ont accoustumé de faire par cy deuant, & selon les Ordõnances & Edicts Royaux surce faicts. Et ce nonobstant les empeschemens faicts en termes generaux par ledit Beguin au nom desdits Seigneurs, disans que tant lesdites deux Rubriches, que les Rubriches des biens vacans, Morte-main, attrayeres & la Rubriche des Confiscations & forfaictures de biens, estans audit liure imprimé, deuoient demourer & estre gardees & obseruees, ainsi qu'elles sont couchees audit liure. Et que lesdits Seigneurs, pour lesquels ils comparoissoient, auoient interest à l'obseruation d'icelles: par ce que ce sont leurs droicts Seigneuriaux & domaniaux, nous requerans acte de son dire pour luy seruir & valoir en temps & lieu. Ce que luy auons octroyé pour la conseruation de leursdicts droicts Seigneuriaux & patrimoniaux: afin d'en iouir par eux ainsi comme bonnement & raisonnablement par cy deuant ils ont faict. A ceste fin auons ordonné que lesdites Rubriches & les Art. contenus en icelles seront couchees en nostre proces verbal.*

REIMS Tit. 13. Art. 349. Le †† forfait du mari ne peut preiudicier au chois qu'à la femme suruiuant son mary, de partir cõtre les heritiers d'iceluy ny aux Douaires & autres droicts & conuentions matrimoniales de ladite femme: cõme aussi le forfait d'icelle femme, ne peut preiudicier à l'vsufruict des conquests & autres droicts qu'auroit ledit mary, la suruiuant. Tellement que le suruiuant desdits deux cõioints iouira desdits droits, nõobstãt la cõfiscatiõ ensuiuie, à raisõ dudit forfait.

AMIENS Tit. 11. Art. 227. p. *a Laon.* 12. † ne confisque la part, &c. Art. 228. La femme mariee par son forfaict confisque ses propres seulement, & non, &c. p. *a Melun.* 12. deuroient auoir en la Communauté apres, &c.

PERONNE Tit. 5. Art. 134. Le mary pour son delict ne confisque la moitié des meubles & conquests, qui doiuent appartenir à la femme par la dissolution de la Communauté: & encores sur les propres heritages dudit mary, le Douaire de ladicte femme, & autres droicts & hypotheques à luy appartenans luy doiuent estre reseruez.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 2. Art. 2. L'homme qui confisque corps & biens, il confisque tant seulement ses biens, sans pource confisquer les biens & droicts de sa femme, qui appartiennent à icelle ladite femme par traicté de mariage ou par Coustume.

NIVERNOIS Chap. 2. Art. 3. Le criminel executé à mort ou banny à perpetuel, confisque ses immeubles anciens, & la moitié des immeubles & conquests immeubles de la Communauté de luy & de sa femme: & l'autre moitié, ladicte femme lairra & prendra, comme à elle appartenant à cause de ladite Communauté: sinon que ladite femme fut reserué par son contract de mariage, qu'elle se peut tenir à ses conuenances. Auquel cas, en se tenant par elle à sesdictes conuenãces, elle les aura & prendra premieremẽt & auant tout œuure, sur les biens de ladite Communauté, & le surplus demeurera confisqué. Et si elle ne se tient à

Source : BIU Cujas

ſes conuenances, mais à ladite Communauté, outre la moitié deſdits meubles & conqueſts, aura & prendra l'heritage de ſon mary, ſur lequel les deniers de mariage ſortiſſans nature d'heritage ſont aſſignez à la charge de rachat, ſelon la Couſtume deſſous declaree. Et ſ'ils ne ſont aſſignez, elle prendra ſes deniers ſortiſſans nature d'heritage premierement & auant tout partage, ſur les biens de la Communauté, ſi leſdits biens ſont ſuffiſans, & ſ'ils ne ſont ſuffiſans, ſur l'heritage de ſon mary, & le parenſus, ſi aucun en y a, des biens de ladite Communauté, ſe partira par moitié entre le Seigneur, au profit duquel ſont confiſquez leſdits biens & ladite femme. Et d'auantage aura ladite femme ſon Douaire prefix ou Couſtumier. Art. 4. La femme mariee eſdits cas confiſque ſeulement ſes heritages, & non les meubles & conqueſts, qui eſtoient communs entre ſon mary & elle, par Communauté* conuenue ou couſtumiere. Et demeurent leſdits meubles & conqueſts à ſondit mary, comme Seigneur d'iceux.

* *Aliàs, comme au Couſtumier.*

MONTARGIS Chap. 5. Art. 3. Quand le mary confiſque, il ne confiſque que ſes propres, &c. p. *a Sens.* 26. demeurera à ſa femme, &c. & ſera ladite femme tenue de la moitié des debtes. Et ſi la femme confiſque, elle confiſque ſeulement ſes propres, és lieux où confiſcation à lieu. a

a Iure Societatis prę-manente marito pe-rius non decreſcendi. C.M.

ORLEANS Tit. 10. Art. 209. Homme †† marié, ſ'il eſt condemné pour ſes demerites en cas de confiſcation, confiſque auec ſes propres la moitié des meubles & conqueſts immeubles de la Communauté. Mais ſi la femme condemnee & executee pour ſes demerites, ne confiſque les meubles & conqueſts immeubles, qu'elle & ſon mary ont lors de la condemnation, ains demeurét aux heritiers de ladite femme. Tit. 11. Art. 224. La femme de celuy qui a eſté condemné & executé par Iuſtice & ſes biens confiſquez, ne perd ſon Douaire: ains le prend ſur les biẽs confiſquez: & eſt preferee au Fiſc.

†† *Ceſt Art. 209. eſt tiré des 176. & 254. de l'ancien Couſtumier: & ce qui a eſté adiouſté eſt pour auoir lieu à l'auenir.*

NORMANDIE Chap. 13. Art. 317. Aduenant que le mary confiſque, la femme ne laiſſe d'auoir ſa part aux meubles & conqueſts, telle comme la Couſtume luy donne, comme ſi le mary n'auoit confiſqué.

TOVRS Tit. 14. Art. 255. Le mary ou femme ſoit Noble ou roturier ne confiſquent és cas où il y a confiſcation par la Couſtume, que leur part & portion de leurs meubles & acqueſts.

ANIOV Tit. 15. Art. 318. Pour le meffaict de l'homme ne perd ſa femme ſon Douaire.

LE MAINE Tit. 16. Art. 330. p. à. *Aniou.*

GRAND PERCHE Tit. 6. Art. 118. Pour † le forfaict du mary, par lequel ſes biens ſeroient confiſquez, la part que la femme a des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles au moyen de la Communau té ne tombe en confiſcation: ains doit eſtre reſeruee à la femme, comme elle feroit par la mort naturelle du mary.

† *Ceſt Art. 118. eſt accordé pour auoir lieu à l'aduenir.*

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 266. Si par delict eſcheoit Confiſcation, ſoit de biens du mary ou de la femme, ladite Confiſcation n'a lieu, que pour la portion des biens du delinquant: & ne perd la femme par la Confiſcation de ſon mary, ſon Douaire ne ſon droict de Communauté, & autres à elle appartenans, ſur les biens de ſon mary: *nec e contra*: ne pareillement les creanciers leurs debtes & deuoirs.

POICTOV Tit. 1. Art. 201. Le mary en confiſcant ſes biens meubles ou immeubles, ſelon le cas deſſusdit, ne confiſque la part des meubles ou immeubles appartenans à ſa femme.

BRETAGNE Tit. 20. Art. 446. Les †† heritages du mary ny de la femme, ne ſont confiſquez pour le forfaict l'vn de l'autre, és cas, où eſchet confiſcation. Et ſi le forfaict du mary eſt tel que ſes meubles doiuent eſtre confiſquez: en ce cas ſi la femme a eſté par an & iour en mariage, & partant y ait Communité entr'eux, la femme aura b prouiſion raiſonnable, à l'arbitrage du Iuge, pour elle & ſes enfans, ſur les meubles de la Communauté, & fruicts des heritages du mary. Et ſ'il ny auoit Communité, elle prendra ce qu'elle auroit apporté, tant meubles que autres choſes quelconques, ſi elle n'eſtoit participante du delict. Tit. 25. Art. 657. Le † mary ne doit eſtre repris ne accuſé des choſes que ſa femme faict, qui cheent en crime s'il n'en eſt ſçauant & conſentant: mais eſt tenu reparer ciuilement le forfaict que ſa femme feroit, ſur les biens de leur Communité.

†† *Ceſt Art. 446. qui eſtoit le 423. a eſté ainſi declaré & reformé.*

† *Les Art. 425. & 612. ont eſté reformez & reduits en ceſt Art. 657.*

b Iulianus in l. ſi marito 31. D. Sol. matr. tient que le mary ayãt confiſqué vne partie de ſes biens, que le fiſque doit ſatisfaire les creãciers: du nombre deſquels eſt la femme. l. 2. c. ſol. marr. l. 1. c. de repud. vide Baldum in l. vlt. c. de dotis promiſſ. c Clain, o.. clameur, clain ou demande. Actio eſt clamor, cau ſidici, clamatores cic. 1.

III. MONTEREAV. Art. 2. Au Roy noſtre Sire appartient & a droict de prendre de chacun c clain en toute ladite Chaſtellenie, des lettres & contracts faicts & paſſez ſous le Seel Royal de ladite ville & Chaſtellénie la ſomme de vii. ſols vi. d. t. pour l'amende de la fraction de la promeſſe faicte par ſerment par les debteurs: leſquels ſ'obligent en la main du Tabellion ou Notaire Iuré volontai-

Clain en toute ladite Chaſtellenie, des lettres & contracts faicts & paſſez ſous le Seel Royal de ladite ville & Chaſtellénie la ſomme de vii. ſols vi. d. t. pour l'amende de la fraction de la promeſſe faicte par ſerment par les debteurs: leſquels ſ'obligent en la main du Tabellion ou Notaire Iuré volontai-

Amende pour clain.

Source : BIU Cujas

2. & 3. de Orat. Anel. Abbas lib. 2. cap. 12. & lib. 3. cap. 7. de clamatoribus *vel causidicis*. Et cap. in Constit. Pipini Tit. 16. Inde clamores apud Anfegis. lib. 2. cap. 33. In Duplumate Hludou contra Regiam Maiestatem nostram, si quis iniustè aliquid commiserit, clamorem de illo ad Abbatem faciemus. En aucunes le clain signifie l'amende deuë par celuy qui succombe en Iustice par sa confession auant contestation en cause. Masuer en sa Pract. Tit. 6. appelle Clame, dont vsent quelques Coustumes, comme il sera dit cy dessous. Voy la Somme Rurale & autres anciens Practiciens. Reclain signifie aussi la plainte faite en iugement, lors que le debteur obligé sous Seel Royal rompt sa promesse, & doit amende au Roy, comme en la Coustume de Montereau & Colommiers. Voyez l'Indice des Droicts Royaux.

Amẽde de Forte-clameur pour les fols plaideurs.

re. Art. 11. En ladicte Preuosté ledit Seigneur a vn droict qu'on appelle forte-clameur, en telle maniere que si aucun faict adiourner vn autre en action personnelle, il y a amende audit Seigneur de la somme de ii. sols vi. den. tor. par celuy qui succumbe en la cause, pour le premier adiournement: posé que les parties s'accordent, sans mettre ladite cause à audience: & s'ils persistent en outre & que ladite cause fut contestee, y a vii. sols vi. d. t. Art. 12. Et s'il estoit adiourné pour la seconde fois pour vne mesme chose, & que ledit demandeur se vousit deporter dudit adiournement, si seroit tenu l'autre desdites parties, en l'amende de ii. sols vi. den. t. & ne fut ledit adiournement faict qu'en simple sommation seulement. Art. 13. Es Arrests & empeschemens en matiere de reiudication, s'il y a opposition interiettee ou congé du Iuge donné, de faire lesdits Arrests, y a pour l'amende v. sols t & s'elle est contestee, y a x. sols d'amende enuers ledit Seigneur. Art. 15. Es adiournemens faicts en matiere d'interest seulement à requeste de partie, y a ii. sols vi. d. t. d'amende: & si elle est contestee, y a vii. sols v. d. t.

Reclains.

COVLOMMIERS Art. 4. Et au regard des Reclains d des lettres obligatoires, de condemnations & commandemens sous quelque Seel, ou pardeuant quelque Iuge qu'ils soient passez, le Iuge fermier des exploicts dudit S. de Coulommiers a coustume de prendre sur chacun Reclain de lettres obligatoires, commãdemens & condẽnations ii. sols vi. d. t. Ar. 5. Quãt aux contestatiõs en cause, toutes & quantesfois qu'vn defendeur a nié la demande d'vn demandeur purement & absoluement, celuy qui succombe est tenu de vii. sols vi. den. t. d'amende.

d Plaintes iudiciaires Cest Art. 4. & le 5. sont obseruez audit lieu. C. M.

Amende pour ouuerture de chemins.

MELVN Chap. 1. Art. 14. Celuy †† qui ouure la terre en voye publique, pour le bastiment ou autrement, sans e le congé du Haut Iusticier, est amendable enuers ledit Haut Iusticier de lx. sols Par. & est tenu reparer & remettre la terre en l'estat qu'elle estoit à ses despens. Art. 15. Celuy qui arrache, rompt ou transporte Bornes, couppe, abbat, ou demolit arbre tenu pour borne & seruant de separatiõ, est amendable de lx. sols Par. enuers le Haut Iusticier, & doit remettre lesdites bornes à ses despens en leur lieu: & outre payer les dommages & interests à la partie.

e Papin. in l. vn. C. de via publ. curent autem vt nullus effodiat vias: neque subruat, neque construat in viis aliquid & ibi DD. Paul. in l. vlt. D. de via publ. & itin. publ. refic. Qui viam publicam exarauerit, ad munitionem eius solus compellitur. Par la Coustume de France les chemins sont aux Seigneurs Iusticiers: mais les grãds chemins Royaux sont au Roy. Desquels, & de leur difference nous parlerons en la seconde partie de ceste Conference. Tit. 9.

Ces Art. 14. & 15. ont esté de nouuel adiouſtez comme anciens.

Amende pour Bornes transportez.

LANGRES Ar. 2. Ceux † qui vsurpent, labourent & entreprẽnent sur les chemins, & voyes communes, sont amendables de l'amende du lieu: tenus de reparer & remettre ce qu'ils auront entrepris en tel estat qu'il estoit auant leur entrepriſe.

CLERMONT Tit. 18. Art. 204. De tous delicts ciuils commis par aucuns en la terre d'vn Haut Iusticier, la cognoissance & l'amende en appartient au Haut Iusticier: iaçoit ce que le delinquant ne soit pas suiet, pourueu toutesfois que tel delinquant soit prins par ledit Haut Iusticier, en cas de present meffait.

VALLOIS Tit. 1. Art. 7. Es †† Chastellenies & Preuostez de Crespy & la Frete-milon, les amendes ordinaires sont de lx. sols Nerets, qui vallent xxxvi. sols Par. & de vii. sols vi. den. Nerets, vallans iiii. sols vi. den. Par. pour la petite amende des Reclains, defauts & Arammes f & du Cens non payé. En la Preuosté

f Arammes ou Errãmes ou Errames, videtur significare Eremodicium. Clermont. Art. 4. Au reste en Vallois amende de Reclain est de sept sols six deniers. Mais à Laon de lx. sols. Vn quidam s'estant obligé sous le Seel de Vallois, & neantmoins les parties estant du pays de Laon, le crean-

† *L'Ausserrois pour le Cardinal de Grury, a denié que ce fut Coustume es. 1. 2. & 3. Art. & neantmoins estans trouuez raisonnables, ne l'empesche les gens du tiers Estat dudict pays, ont dict estre Coustume locale & ancienne. Ordonnons que lesdits premier, second, & troisiesme seront receus & gardez.*

†† *Cest Art. 7. contient l'abolition & correction de l'ancienne Coustume, en ce que deux sols vi. den. Parisis d'amende prins pour delay de Conseil estoit permise, qui estoit chose inique & vsurpee, veu l'interest d'vne partie, qui ne se peut recorder sans auoir quelque delay pour y penser, voir son papier iournal & autrement s'instruire de la verité du faict, requerant lesdits Estats, que ladite amende fut abolie, veu qu'il n'y a delict ne quasi delict. Le Procureur du Roy a soustenu au contraire, que le Roy estoit en possession d'auoir ladite amende. Sur quoy fut ordonné que ladite amende seroit abolie & rayee dudit Art. lequel a esté corrigé, selon qu'il est contenu.*

cier prend Commission du Iuge de Laon, & l'obligé ayant refusé pour la demeure, est condamné à l'amende de Reclain suiuant la Coustume de Vallois. Dont y eust appel par le fermier: & fut remonstré pour l'appellant, & pour le Roy, que ladicte amende n'estoit pour le debat, à faute de solemnité du contract: auquel cas il faudroit aller pardeuant le Iuge dudict contract suiuant la Loy si fundus 6. D. de euict. Bartol. in l. 1. D. de vsur. Mais icy l'amende estoit deuë ratione iurisdictionis, en vertu de la peine iudiciaire fut par Arrest du neufiesme iour de Decembre cinq cens septante six, fut l'appellation, & ce

Source : BIU Cujas

dont estoit appellé au neant en amendant le iugement que l'amende seroit payee selon la Coustume de Laon: ayant esté prealablement informé de la quantité & valeur d'icelle.

de Bonneul de lx.sols Par.& de vii.sols vi.d.Par. En la Preuosté d'Arcy de lx.sols tour.& de vii.sols vi.den.tour.qui sont deux Preuostez compriſes, & estans dedans la Chastellenie de Crespy. Et en la Chastellenie de Pierre-fonds de lx.sols Par.& de vii.sols vi.den.Par. En la Chastellenie de Bethisy & Verberic, pareillement de lx.sols P.& de vii.sols vi.den.Par.

TROYES Tit.7.Art.130. Quand aucun laboure & trauerse en labourant vn Chemin Royal ou autre grand chemin & voye publique, il y a amende de lx.sols tour. Et s'il fait voye ouuerte, au long desdits chemins, en entreprenant sur iceux, y a pareille amende de lx.sols tour. Et s'il faict voye ouuerte au long desdits chemins, en entreprenant sur iceux, y a pareille amende de lx.sols : & s'il y esplete, y a seulement v.sols t. Art.131. Si aucun entreprend sur heritage bosné par Iustice, y a lx.sols t. d'amende: & qui arrache lesdites bosnes, y a amende arbitraire.

CHAVMONT Tit.8.Art.96. Quand aucun creancier a fait executer ou gager son debteur par vertu de lettres obligatoires, en quoy il est obligé à luy, pour payement de sa debte, si ledit debteur s'oppose & faict litis contestation en la cause au principal : & que depuis soit dit ou iugé, qu'à tort s'est opposé, il enchet en v.sols d'amende enuers Iustice: & semblablement le creancier, s'il est dit qu'à tort il ait fait executer.

VITRI Tit.1.Art.5. Celuy qui est attaint de labourer grands chemins, voyes, sentiers, les pasquis & les termes, qui font separation de finage, l'amende est ordinaire † de lx.sols t. Mais celuy qui en labourant passe les bornes d'entre luy & son voisin, l'amende est seulement de v.sols t. Art 13. Quand vn Noble a commis quelque cas de crime ou delict, dont l'amende seroit contre le non noble & roturier, de lx.sols t. telle amende est contre ledit Noble arbitraire, & ainsi en vse l'on. Art.14. Quand †† aucun est executé en vertu de lettres faites & passees sous Seel Royal registrees, & qu'à icelle execution y a opposition, l'opposant, où il a tort, est tenu pour ce d'amende enuers le Roy de vii.sols vi.den.t.& pareillement le demandeur où il a tort.

AMIENS Tit.11.Art.185. *A la fin.* Et † ne doiuent ceux, à qui appartiennent lesdites terres voisines, les labourer plus auant, n'empescher le passage, à peine de lx.sols Par. d'amende, & autre plus grande, s'il y eschet, à la discretion de Iustice, Art.198. Vn tenancier cottier ne peut sans le consentement de son S. demolir aucuns edifices abloquez & soliuez estans en l'heritage par luy tenu en roture : & s'il le faict sans le consentement de sondit S. il eschet en amende de lx.sols Par. Et si est tenu de remettre ledit edifice au premier estat. Art.219. Quand vn suiet faict & soustient procés en la Iustice de son S.& apres contestation en cause, il dechet, il doit l'amende de xv.sols Par. audit S. à cause des faicts par luy proposez: & s'il y auoit simple denegation, celuy qui dechet dudit procés, doit vii.sols vi.den.Par. seulement. Art.220. Si le procés est en cas de nouuelleté, celuy qui dechet doit l'amende de lx.sols Par. en la Iustice du Seigneur, où est le procés : & y a pareils droits & amendes pour le Roy, en tous Sieges Royaux dudit Bailliage, quand les matieres y sont traictees. Art.221. Celuy, lequel estant adiourné en la Cour de son Seigneur, se laisse mettre en Defaut, doit amende audit S. de vii.sols vi.den. Par. pour chacun defaut: mais s'il demeure en lieu Noble, doit x.sols Par. Article 222. Quand †† aucun est obligé par lettres obligatoires passees sous Seel Royal, ou pardeuant le S. dont l'obligé est suiet, pour deniers payables à iour & terme: & le creancier apres le terme se retire à la Iustice du Roy, quand l'obligation est sous Seel Royal: ou à la Iustice du Seigneur, quand l'obligation y est passee, & l'obligé y est demourant : ledit obligé doit vii.sols vi.den.Par. d'amende au Roy ou au Seigneur auquel on se retire à faute de payement. Art.237. Celuy qui enfraint la main du Haut, Moyen ou Bas Iusticier, il eschet en amende de lx.sols Par. enuers ledit Iusticier: & doit estre cõtraint à reintegrer la main de Iustice, & † par corps. Art.238. Quiconques picque, fouë, houë en la iurisdiction d'vn Haut Iusticier faisant dommages, eschet enuers ledit S. en lx.sols Par. d'amende pour chacune fois. Art.239. Quiconque couppe, ou esmonde arbres d'vn Haut ou Moyen Iusticier, croissans sur la voirie, ou couppe arbre portant fruict és fins de sa iurisdiction, il eschet en pareille amende de lx.sols Par. enuers ledit S. Art.246. Quiconques faict vn puy à marne, g & y met attachement pour tirer la marne, il est tenu de restou-

† *Nous auons remonstré que la condemnation d'amende, dont audit Art. est faite mentiõ deuoit estre arbitraire. Car és peines pecuniaires, le riche doit estre condamné en plus grande peine que le pauure. Et aussi que selon les qualitez des delicts pourrõt estre plus grãd en l'vn qu'en l'autre. Mais nonobstant lesdites remonstrances, nous ont requis instamment, que ledit Art. demoure, comme il est couché. Au moyen dequoy auons ordonné qu'il demourroit, & neantmoins que les remonstrances par nous à eux faites, seroient inserees en nostre Procés Verbal, pour par la Cour y auoir tel esgard & en ordonner comme de raison.*

†† *Ce 14. Art. corrige l'ancienne Coustume, afin de reduire ledit Bailliage en vne Loy.*

† *Cest Art.*

g Plinius lib. 17. cap. 7 Leucargillon vocant candidam argillam, qua in Megarico agro vtuntur, sed tantum in humida frigidaque terra Illas Gallias Bri-

Source : BIU Cujas

†† *A ceſt Art. 222. ſe ſont oppoſez, l'Eſcouuette & Vaillant pour le Cardinal de Chaſtillon, Vidame de Gerberoy, & Maiſtre Nicole le Car, auſſi Procureur dudit Seigneur Cardinal Abbe de S. Lucien, pour les terres & Seigneuries de ladicte Abbaye aux fins & mettes dudit Bailliage d'Amiens. Auſſi oppoſe ledit de l'Eſſau pour le Duc d'Aumale, à cauſe de ſa terre & Baronnie de Bouës: diſans que par leurs Iuſtices & Sergens deſdits lieux, ils peuuent faire faire execution de lettres obligatoires & mandemens Royaux: Ce qu'ont pareillement dit les Maieur & Eſcheuins d'Amiens, qui ont perſiſté en leur oppoſition faite en l'an 1507. Deſquelles oppoſitions, encores qu'elles ne ſemblent pertinentes, à l'Art. leur auons donné acte pour leur ſeruir ce que de raiſon.*

† *Ces mots,* Et par corps, *ont eſté adiouſtez pour l'aduenir.*

tanmaſque locupletantes cum cura dici conuenit & cap. 8. Alterum genus albæ cretæ argentaria eſt. Petitur ex alto, in centenos pedes actis plerũque puteis, ore anguſtatis, intus, vt in metallis ſpatiante vena. Hac maxime Britannia vtitur. Durat annis octoginta. Neque eſt exemplum vllius, qui bis in vita hanc eidem iniecerit. *Infra.* Columbinam Gallia ſuo nomine eglecopalam appellat, glebis excitatur lapidum modo: ſole & gelatione ita ſoluitur, vt tenuiſſimas bracteas faciat. Hæc exæquo fertilis, & *infra*, omnis marga arato inicienda eſt, vt medicamentum rapiatur. Les François l'appellent Marne: que Pline nomme Marga. Les terres froides & ſteriles ſont pluſtoſt eſchauffees & amendees, que par le fumier. Collumella lib. 2 de re ruſt cap. 16. Ces puits ſont fort frequents en quelque partie de le Brie & Picardie. Voyez Du Moulin ſur ceſt Art. & au traicté diuidui & ind. parte 3. mu 307. Vide cap. 21. Exodi & Bened. ſeu. lib. 6. cap. 15. ca. ſi quis aperiens. Extra de iniuriis & damn. dato & ibi Gloſſa pour monſtrer qu'on eſt tenu de reſtoupper & boucher les foſſes & ciſternes & l. qui foueas 28. D. ad leg. Aq. l. 7. §. præterea D. Quod viant clan.

per bien & deuëment ledit puy dés l'inſtant que l'attachement eſt oſté: & s'il ne le fait, il commet amende de lx. ſols Par. enuers le Roy ou le S. qui a Iuſtice, Haute ou Vicontiere: à celuy d'eux, qui a preuenu, & dont les Officiers ont faict l'apprehenſion. Art. 247. Si †† aucun arrache borne ou abbat vne eſpine, tenue & reputee pour borne, il eſchet en amende de lx. ſols Par. applicable à celuy qui y a intereſt.

†† *Ceſt Art. 247. qui eſt le 28. de Mõſtreul, a eſté de nouuel adiouſté à la Couſtume generale pour auoir lieu à l'aduenir.*

AMIENS L. Art. 9. Nul ne peut picquer, fouir, ne houër ſur les frocs & flegards n'en la terre & iuriſdiction d'icelle exploiter ſans le congé des Maieur, Preuoſt & Eſcheuins, à peine de lx. ſols Par. d'amende enuers eux. Art. 11. Quiconque par leur Iuſtice fait arreſter aucune choſe qu'il pretend luy eſtre mal prinſe, & il defaut de preuue, il eſchet par la fauſſe plainte, en lx. ſols Par. enuers ladite ville. Art. 17. Le ſurplus de toutes leſdites amendes appartiennent à l'Eueſque & au h Vidame d'Amiens, chacun pour ſon droict, apres qu'elles ont eſté adiugees par les Maieurs, Preuoſt & Eſcheuins, auſquels la cognoiſſance en appartient, & non autrement. Art. 18. Toutesfois en tous leſdits cas, l'amende peut eſtre plus grande à la diſcretion de Iuſtice, ſelon l'exigence du cas, & non moindre que la Couſtumiere.

h Nous auons en France Vidame d'Amiẽs, Vidame de Chartres, Vidame de Reims, Vidame de Gerberoy: qui ont dignitez feudales tenues de l'Egliſe. Ces Vidames en droict Canon ſe nomment Vice Domini can. volumus can. Diaconum. Diſt. 89. can. ſalvator. 1. q. 3. cap. in quibuſdã de pœnitent. in Decret. cap. 15. De iudic. extra. cap. 7. De confirm. vtili vel inut. cap. 23. De iure patron. extra. cap. 7. De ſtat. monach. Sigebertus in chron. Theophitus vice dominus ſecundas partes Eccleſiaſticæ diſpenſationis ſub Epiſcopo agebat, ſex ſunt Epiſcopi qui circa latus Romani Põtificis agunt, Sabinenſis, Albanus, Hoſtienſis, Portuenſis, Prænestinus, Tuſculanus, & hi proprie habent vice dominos. Il ſe trouue vn ancien Arreſt donné à la Pẽtecoſte. 1280. par lequel les amendes ſont adiugees aux Hoſpitaliers & à l'Eueſque & Vidame de Laon.

MONSTREVL Art. 19. Et quiconques abbat ou eſbranche leſdits * arbres, il commet enuers ledit S. amende de lx. ſols Par.

* *Croiſſans ſur les Flegards & places communes.*

BEAVQVESNE Art. 4. Chacun † Seigneur ayant Iuſtice, peut pourſuiure par luy ou ſes Officiers, toutes amendes enuers luy commiſes, à cauſe de ſa Iuſtice, par prinſe & detention de corps, de ceux qui les ont encourus: pourueu que les malfaicteurs ſoient prins en preſent meffaict, ou qu'il y ait information precedente auparauant proceder à l'encontre du delinquant, par prinſe de corps, & n'eſt tenu le S. leur bailler eſlargiſſement de leurs perſonnes, ſi ce n'eſt en baillant caution deſdites amendes. Art. 8. Pour infraction de Iuſtice, Vicontiere ou fonciere, eſt deu aux S. Vicontiers ou fonciers amende de lx. ſols Pariſis, ſuppoſé que leſdits Seigneurs fonciers n'ayent amende que de v. ſols.

† *Ceſt Art. 4. qui eſt oit Art. de l'ancien Couſtumier eſt paſſé auec la remonſtrance ancienne miſe audit liure à la fin dudit Art. qui a eſté receuë & trouuee bõne par leſdits Eſtats.*

S. OMER Tit. 2. Art. 14. Quiconque arrache borne ou couppe ou abbat, &c. p. *à Amiens.* 247. il commet enuers le S. Vicomtier amende de lx. ſols Par. Et ſi ce fait entre deux Seigneuries, celuy doit à chacun Seigneur pareille amende. Et neantmoins ſ'il le faiſoit malicieuſement, pour oſter a autruy le ſien, il eſcherroit plus grande punition, à l'arbitrage du Iuge, auquel la cognoiſſance en appartiendroit: mais touſiours le Vicomtier auroit ſon amende.

S. POL Tit. 2. Art. 23. Quand aucun faict mettre la main de Iuſtice à aucuns heritages, & que ce a eſté ſignifié à ceux qui poſſedẽt leſdits heritages, ils emportent ou font emporter ce qui eſt ſur leſdits heritages, ſans premier auoir la main-leuee, ils eſcheent en l'amende vers le Seigueur de lx. ſols Pariſis. Et ſi la main eſt requiſe par ledit poſſeſſeur eſtre leuee, il le doit auoir en baillant caution ſuiette ſuffiſant. Article 25. Quand aucunes perſonnes font pourſuite l'vn contre l'autre, & ſi auant eſt procedé en la cauſe, qu'ils ſont appointez à faicts contraires & à eſcrit, celuy qui deſchet doit amende de xx. ſols, des faits propoſez audit procés. Et ſi en ladite cauſe, n'y a en nuls faicts propoſez du coſté du defendeur: mais ſimple denegation ſeulement: il n'eſt deu que dix ſols Pariſis d'amende, que l'on appelle demy-faicts propoſez. Et s'il y a appointemẽt entre leſdites parties, premier qu'il

Source : BIU Cujas

en ſoit enſuiuy Sentence diffinitiue, les amendes ſe prennent ſur les demandeurs.

PONTHIEV Tit.6.Art.100.Si aucun ſ'ingere de fouir, picquer, ou houër en la Seigneurie d'aucun Haut Iuſticier ou Vicõtier,ou de remplir par voye de faict aucuns foſſez, trenchees ou autres choſes, en empeſchant le S.en ſes droicts Seigneuriaux & Iuſtice, & en ſes poſſeſſions & ſaiſines : celuy ou ceux qui ce auroient fait,eſcheent enuers ledit S.pour chacune fois en l'amende de lx.ſols. Art. 101.Quand aucun paſſe par la terre d'autruy, là où il n'y a & ne doit auoir chemin ſi ladite terre eſt en derniere Roye, pour eſtre ſemencee,ou qu'elle ſoit ſemee: Et ſi le paſſant y fait dommage,il eſchet en amende de vij.ſols vi.deniers enuers le S. ſoit Haut Iuſticier, Vicomtier ou foncier, & en reſtitution du dommage enuers celuy qui auroit ledit dommage & intereſt.Tit.13.Art.171.Si aucune perſonne eſt obligee pour vnes lettres enuers deux perſonnes, ſi les creanciers ſont retraicte pour leur deu, le debteur doit auoir autant de retraites, qu'il doit de termes eſcheus, & pour chacune perſonne, enuers leſquels il eſt obligé ſeparement, & qui de luy ſe ſont retraicts.Et pour chacune retraicte,vii.ſols vi.deniers Pariſis,s'il demeure en lieu cottier: & s'il demeure en lieu Noble, x.ſols Par. Art.183. Quand aucunes parties ſont appointees en aucunes cauſes contraires & à eſcrire, & leur eſt ordonné de fournir Eſcritures, ſans attendre iudicature de cauſe, il doit eſtre chargé par faute de pourſuite de ladite amende des faicts propoſez. Et pour denegation n'y a amende, que de vii.ſols vi.den.Par. & pour retraicte, vii.ſols vi.d. Pariſis,& ſe prennent leſdites amendes ſur ceux qui en decheent & en ſont ſuccombez.

BOVLLENOIS Tit.7.Art.29.Si aucun picque,ou faict baſtiment, œuure la terre,ferme ruë,commune,ou flegardsd'vn S.Foncier,ou approprie à luy ſans ſon conſentement,& cougé, il commet pour chacune fois enuers ledit S. amende de xii.ſols Par.& eſt tenu remettre l'œuure à ſes deſpens,au premier eſtat & deu. Art. 30.Si aucun enfraint la main de Iuſtice d'aucun Seigneur par reſcouſſe ou deſobeiſſance,il commet enuers ledit S.pour chacune fois amende de lx.ſols Par.Art. 31.Si aucun rompt, arrache, efface ou tranſporte de lieu en autre, aucune borne, couppe,abbat ou demolit aucun arbre tenu pour borne & enſeignement de ſeparation de terres, commet auſſi pour chacune fois, enuers le S. Haut Iuſticier du lieu, où a eſté fait ladite œuure, amende de lx. ſols Pariſis.Et †† outre ſera tenu remettre ou faire remettre, ainſi qu'il appartient les bornes par luy arrachees & oſtees, à ſes propres couſts & deſpans.Tit.17.Art.60.Amendes de puys à marne, non eſtouppez & tous autres puys, troux à argille auſſi non bouchez dont pourront enſuiure danger ou peril, & de nouuelles eſteules de trois iours, ſont de lx. ſols Pariſis enuers le Roy ou ſon Seigneur, chacun en ſon endroit, & par preuention.

†† *Ceſte clauſe,* Et outre, *&c. a eſté de nouuel adiouſtee.*

PERONNE Tit.1.Art.10.Celuy qui tient en ſa maiſon plus haut d'vne nuict beſtes eſtranges, & qui ne luy appartiennent, & les met paiſtre au paſturage public,ſans le congé du Seigneur ou de ſes Officiers, il eſchet en amende de lx. ſols Pariſis.Art.11.Celuy qui fait faire puy à marne meſmement en lieu de paſſage, eſt tenu le remplir & reſtoupper bien & deuëment dedans vn mois apres l'ouuerture commencee, & faire en ſorte, qu'il n'en aduienne aucun inconuenient, à peine de l'amẽde de lx.ſols Par.& l'intereſt de la partie qui a eu dommage.Art.12.Laboureurs ayans champs & pieces de terre contigues l'vne l'autre, chargees de bleds ou autres grains, ſont tenus en la moiſſon les deſrenger & ſeparer d'auec leurs voiſins, & auant la deſpouille pour euiter entrepriſe & querelle, à peine de l'amende contre les contreuenans, refuſans ou delaians, aians eſté interpellez de ce faire.

ARTOIS Tit.1.Art.8.Pour forfaictures & entrepriſes contre les droicts de la Seigneurie, il y a amende de lx.ſols Par.Art.19. Tous Iuſticiers indifferemment par eux ou leur Commis,&c.p.*à Beauquеſne.*4.des perſonnes de ceux qui les font : & ne conſentent, ſi bon ne leur ſemble, eſſargiſſement : n'eſt en nantiſſant ou baillant caution ſuiette pour icelles : deſquels les hommes deſdits Iuſticiers, ont la cognoiſſance & iudicature. Art.49.Amendes de nouuelles eſteulles ſont de xx.ſols Par.& pour puys à marnes non reſtouppez, ſont de lx.ſols Par.Article 50. Et ſe dient nouuelles eſteulles, iuſques à trois iours apres les ablais emportez hors du champ, où ils ont creu.Art.51.Quiconque picque,fœul,ou houë en aucuns flegards, voyes ou chemins, & couppe branches ou arbres eſtans en iceux, ou en prend ou faict exploict ſur Seigneurie d'autruy, il eſchet en amende de ſoixante ſols Pariſis enuers le Seigneur auquel appartient la Iuſtice Vicomtiere. Comme

Source : BIU Cujas

auſſi ceſtuy qui arrache ou deplante aucun arbre és bois ou autres lieux. Article 59. Qui arrache vne Borne ou eſpine reputee pour Borne, il eſchet en amende de ſoixante ſols Pariſis enuers le Seigneur Vicontier. Mais ſi le cas pour les circonſtances d'iceluy, requiert plus grande punition, la cognoiſſance ſera à celuy des Seigneurs, ſoit Vicomtier ou Haut Iuſticier, à qui il appartiendra. Article 60. Si aucun deſpouille aucun heritage ou partie d'iceluy, outre la volonté de celuy, auquel ledit heritage appartient, il eſchet en amende de lx. ſols Par. enuers le S. aiant Iuſtice fonciere.

S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 6. p. *à Amiens.* 246. à marle, il ſe ſubmet de le reſtoupper bien & deuëment que meſchef n'en aduienne à perſonne dés l'inſtant qu'il oſte le trieuble & attachement: par lequel il a tiré la marle: & s'il ne le faict, &c. enuers le S. preuenant ſoit Vicomtier ou Haut Iuſticier. Art. 9. p. *à S. Omer.* 14. Vicomtier, en la iuriſdiction duquel leſdites Bornes ou eſpines ſont aſſiſes ou plantees amende, &c. Et ſe leſdites Bornes ou eſpines eſtoient entre deux iuriſdictions, celuy doit enuers chacun deſdits Seigneurs pareille amende de lx. ſols Par. Et ne peut-on ahanner ou fouir à pied & demy prés de ladite Borne ou eſpine, * ſous ladite amende.

* *Sans ladicte.*

La Sale de Lille Tit. 1. Art. 2. Auſdits Hauts Iuſticiers compete & appartient, de par leur Iuſtice, faire viſiter & leuer corps morts, noyez, deſeſperez ou occis ſur le camp, & à nuls autres, à peril de cõmettre abus, & pour iceluy fourfaire l'amẽde de lx. liures, au proufit deſdits Hauts Iuſticiers. Art. 7. Aux Seigneurs Hauts Iuſticiers ou Vicontiers appartient l'amende de lx. ſols, pour le ſang & autres amendes, & en deſſous pour ſombres coups: leſquelles amendes ils pourſuiuent par prinſe de corps des delinquans en preſent meffaict, ou information precedente, & prouiſion ſur icelle baillee par leur Iuſtice. Art. 10. L'on ne peut iouër aux dez & autres jeux defendus, ne tenir brelencq, ſur peril d'encourir vers leſdits Seigneurs aians Haute Iuſtice ou Viſcomterie, l'amende de lx. ſols, tant par chacun iouant, que ceux qui tiennent & ſeuffrent ledit jeu en leurs maiſons: auſſi que leſdits Hauts Iuſticiers & Viſcontiers ou leurs Officiers, ne pourront conſentir que l'on puiſt iouer auſdits jeux defendus, en prennant argent pour ledit conſentement ne autrement. Article 12. Si aucun s'aduance de ſon auctorité priuee de fouyr à trois pieds pres d'vne Bonne, il forfait vers leſdits Seigneurs Hauts Iuſticiers ou Viſcomtiers l'amende de lx. ſols, & s'il le faict de nuict, eſt reputé larron. Art. 14. Auſdits Seigneurs appartient l'amende de lx. ſols, pour infraction de la main de Iuſtice, en laquelle amende encourrent les infracteurs, & en reparation du lieu. Art. 16. Vn Cabartier, Hoſte ou autre vendant boire à debit, ne peut auoir pots en ſa maiſon & Cabaret, qu'ils ne ſoient de gauge & grandeur ſuffiſante, à peril d'encourir, au profit deſdits Seigneurs aians Haute Iuſtice ou Viſcomterie, l'amende de lx. ſols pour chacun pot, & auoir leſdits pots caſſez & rompus. Et s'il y auoit pluſieurs pots prins pour vne fois, y chet ſeulement ſalaire d'vne prinſe, & droict d'vn Renuoy, ſe requis eſt. Art. 32. A vn S. Foncier appartiennent les amendes de v. ſols four-faictes ſur ſon Fief, & heritages tenus d'iceluy. Et pour infraction de la main de ſa Iuſtice, l'amende de lx. ſols.

Commines Art. 10. Celuy qui ſuccombe & dechet du procés pardeuant leſdits Eſcheuins apres litis confiſcation en cauſe, fourfaict & encourt en l'amende de lx. ſols, deſquels iceux Eſcheuins ont le tiers, & le Seigneur le ſurplus.

Ancin Art. 3. Toutes amendes fourfaites ſur leſdites Seigneuries giſans eſdites Parroiſſes de Templeune & la Chappelle, de lx. ſols & en deſſous, le ſol ſe reduit à la monnoye Douyſienne, & vaut ſeulement le ſol Douiſien iiii. deniers Flandres, & les lx. ſols xx. ſols d'icelle monnoye.

Bappalmes Tit. 2. Art. 8. Quand quelque perſonne a & ſouſtient procés en la Cour de ladite Gouuernance & Bailliage de Bappalmes, apres litis conteſtation faicts deſdits proces, ſe doiuent amẽdes de lx. ſ. par celuy qui deſchet deſdites matieres, à cauſe des faits propoſez en leurdit proces. Et s'il n'y auoit que ſimple denegation faite audit proces: celuy qui ce feroit, encourroit en x. ſ. d'amende. Et ſi depuis leſdits litis conteſtatiõs faites, ils faiſoient appointemẽt & traictaſſent enſemble, ſans demander congé audit Gouuerneur ou ſondit Lieutenant, ils eſcheẽt encores en lx. ſols Par. d'amende.

Hesdin Tit. 2. Ar. 35. Quicõques s'oppoſe aux cõmandemẽs ou deféſes à luy faites par la Iuſtice d'aucun S. haut Iuſticier ou vicõtier, & deſobeiſt aux cõmãdemens, il cõmet auſſi vers ledit S. amende de lx. ſols Par. Tit. 4. Art. 13. Il loiſt à M. S. le Chaſtelain moderer les amẽdes par luy adiugees au profit de M. S. le C. d'Artois à telles ſõmes que bõ lui sẽble: ſelõ la qualité & facul. des parties par lui cõdãnees.

Source : BIU Cujas

S. Pol en Artois Tit.2.Art.12.p.à *S.Pol.* Art.25. ordonnez en faits contraire escrire,&c.Et si esdites causes n'y a du costé du defendeur, que simple denegatiõ &c.dẽu pour ladite amende,&c.Par.que l'on appelle Demy-faits proposé.Art.13. Et s'il y a appoitemẽt entre les parties,premier qu'en soit ensuiuie Sentence diffinitiue lesdits fauxfaits & demy-faits proposez se prennent sur,&c.sauf à le recouurer sur le defendeur,s'il a payé aucune chose du principal.

Dvche de Bourg.Chap.1.Art.7.L'amẽde de simple rescousse de gages prins aux Sergens Messiers ou Forestiers,quant ladite rescousse est suffisammẽt prouuee par autres que lesdits Sergens,Messiers ou Forestiers, ausquels est faite ladite rescousse,i est de lxv .sols t.Et entend l'on esté suffisamment prouuee par deux tesmoins suffisans, autres que lesdits Sergens.

Comte de Bourg.Chap.10.Art.58.p.*au Duché*.faite contre Officiers, Sergẽs, & est de lx.sols.Et sera ladite rescousse prouue par ii.tesmoins outre celuy a qui ladite rescousse aura esté faite:ou par la confession de celuy qui sera charge de l'auoir faite: lequel sera tenu d'en dire la verité, si requis en est.

Nivernois Chap.1.Art.18.L'amende d'vne seule desobeissance,est de iii. s.t.d'vne main [k] enfrainte & empeschement signifié,est de lx s.sauf en ce le droict des Bourgeois,qui en vseront selon leurs priuileges & vsances.Mais main-brisee, en maintenue & garde executee reaumẽt & par effect, auec defẽses accoustumees ou en Sauuegarde executee & notifiee, auec defences, est punissable d'amende arbitraire.

Tovrs Tit.35.Art.364.Homme ou femme roturier venãt contre son obligation paye lx.sols d'amẽde, Art.366.Pour deuoirs non payez à iour & pour decheute de querelle,où il n'y a obligation de foy,y a amende de vii sols vi d.sur le roturier,& sur le Noble ou d'Eglise,v.sols.Et ne seront deuës plusieurs & diuerses amendes pour les arrerages d'vn deuoir qui seroit pour plusieurs annees, quand le suiet paye lesdits arrerages à vne fois.Pareillement † ne sont deuës plusieurs& diuerses amendes, pour plusieurs deuoirs deuz à vn seul terme, quand le suiet paye tous les arrerages ensemble:ains esdits cas est deuë vne seule amende.Art. 367. Aussi pour plusieurs contracts recellez & depuis exhibez le mesme iour, n'est deuë qu'vne amende.Art.369.Qui dechet de requeste de lettre fermee deuëmẽt faite & applegee,paye l'amende x.sols tant le demandeur que le defendeur : & pour ladite requeste & execution d'icelle, le Sergent en la ville & faux-bourgs n'aura que v.sols tant pour luy que pour ses records:& s'il va dehors,sera payé selon l'Ordonnance.Art.372.Qui dechet de clain de poursuite de Cour Ecclesiastique,paye lx.s. d'amẽde.Ar. 375. Qui †† nie son Seing & succombe, doit payer l'amende arbitraire,tant Noble,que roturier. Art. 377. Ne † sera deuë ne leuee amende,sinon que le Defaut soit iugé & l'amende adiugee & taxee par le Iuge.

Lodvnois Cha.37.Ar.1.p.à *Tours*.364.leur obligation & qu'ils en soient succombez par sentence diffinitiue,payent,&c.d'amende. Et s'ils pacifient auant la Sentence donnee,y a amende à l'arbitratiode Iustice,au dessus de la somme de lx. sols.Art.3.p.*à Tours*. 366.choiste de querelle,ou il n'y a lieu d'obligation & de foy, *&c.iusques a ces mots*,v.sols. Art.5. Pour choiste d'applegement [l] & contrapplegement par Sentence,y a amende de lx.sols: & sinon, n'y a que la Loy de, &c. Art. 17.p.*à Tours*.375.son Seel ou Seing manuel,& il succombe par Sentence,y a amende sur le Roturier lx.sols,& sur le Noble arbitraire.

Maizieres. Art. 8. Quand les Musniers demourans esdites Baronnies & Chastellenies,combien qu'ils ne soient és Fiefs & Arriere-fiefs desdits Barons & Chastelains,ains seulement en leurdite Iustice & Chastellenie,sont tenus vne fois l'an frapper par trois coups le pal de la [m] Quintaine en la proche riuiere du Chastel dudit Seigneur Baron ou Chastelain ou autre lieu accoustumé : & s'ils se faignent rompre leurs perches,ou s'ils defaillent au iour,lieu & heure accoustumez, y a amende de lx.sols.

Sedan Tit.15.Art.305.Nuls personnes,mesmement les marchans Bouchers ne peuuent faire trouppeaux particuliers de vaches,veaux, poulains, moutons ou autre bestail pour nourrir sur le ban & terroir de Sedan, & autres adiacens: sur peine de lx.sols t.d'amende contre les contreuenans.

Aniov Tit.9.Art. 163. En execution de requeste de lettre, l'obligé ou l'heritier de l'obligé,qui s'oppose, & en dechet,s'il est homme Coustumier,fait amende de lx.sols t.Et s'il n'est obligé n'heritier de l'obligé,il fait amende de x.sols t.de Loy.Et s'il est Noble homme, & il est obligé ou heritier de l'obligé, il fait amende arbitraire.Et semblablement le Bail ou Tuteur du mineur, Noble heritier de l'obligé, apres ce qu'il aura esté informé de la debte: & neantmoins persiste en

i Les Amendes sont mis entre les profits de la iurisdi. Bart. in l.fin. D.Sol mat.& Bald.in l. 1.c. de fruct.& lit.exp

k Les amendes prouenans d'infraction des Ordon.du Roy,appartiennent au Roy seul, Iugé contre la Cõmune de Senlis à la Pentecoste 1281. & les leue par sa main par tout son Royaume,mesmes és terres de ses inferieurs, iugé contre le Cõte de Flandres, qui pretendoit luy falloir demander permiss. à la Pẽtec or 1282. Le Roy a aussi les amendes contrauẽ.aux Cõmãdemẽs ou defenses des Offic. du Roy,& en a le Iuge Roial la cognoissance, iugé à la Chandeleur, contre la Commune de Senlis,1267.

l Nous auons parlé cy dessus des Applegemẽs & contrapplegemens: lesquels se trouuent ostez du Diocese de Xainctonge,quant aux Ecclesiastiques par Arrest de la Pentecoste, 1288. & pareil Arrest dõné à la Toussaincts oudit an, & ne valent que Complainte & opposition , iugé par Arrest du 3. iour de May.1403.

m Vide l.1.c de alex lusu & ibi cuiac.& contium & l'Indice des Droicts Royaux. Aucuns ayans ce droict de Quintaine en vsent aux iours & Festes solennelles, comme Pasques,ou la Pentecoste. Et se trouue Arrest du Parlement de Bretagne de l'an 1546. par lequel est fait inhibition & defenses à tous Prieurs ayans droict de Quintaine , d'en vser par cy apres le lendemain de Pasques : sauf a eux à icelles assigner à autre iour, qu'il sera ordonné. Et leur defend encor la Cour à l'aduenir d'vser du droict de chanson & baller par eux pretendus au moyen de leurs Quintaines , sur les femmes nouuellement mariees.

† *Ces mots,* Pareillement ne sont, *&c. sont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 375. a eſté mis au lieu du 22. Art. ancien du meſme Titre.*
† *Ceſt Art.377. eſt de nouuel adiouſté.*

Amende pour ne frapper le pal de la Quintaine.

Amende contre celuy qui dechet de ſon oppoſition.

Source : BIU Cujas

son opposition, faict amende arbitraire, comme dessus. Et si la requeste est trouuee frauduleuse, le requereur soit Noble ou Coustumier, paye pareillement l'amende arbitraire. Art.165. En simples actions petitoires, reelles aussi & personnelles, comme de debtes, dommages de bestes & autres telles actions, le demandeur ou defendeur qui succombe faict amende de la Loy. Toutesfois est a entẽdre que si le defendeur confesse la demande du demandeur des le premier terme, sans y auoir faict cõtradiction, opposition ne procés, ny eschet amende. Et est à noter que si aucun suiet est appellé en diuerses causes & demandes en vne mesme iurisdiction, & s'il y a defaut, n'y a qu'vne amende pour iour: *etiam*, quãd lesdites causes sont separees & diuisees. Et pourtãt que touche les amẽdes mises à l'office, sur les ii. parties ou l'vned'icelles, qui sont appellees l'vne vers l'autre, s'ils se faillẽt de terme ou intimatiõ, on mettra l'amẽde sur le defaillãt, tãt pour lesdefaux, que pour le principal. Et qui prõd l'amẽde d'vn defaillãt ou plusieurs, auãt qu'iceluy defaillant soit cheu en terme en intimation, sans luy commander garder le terme, où il est demouré prouué par les Defaux, il retourne en iour simple, quant à l'office: & si le defaillant de terme en intimation, à autresfois payé les Defaux precedẽs ou aucuns d'iceux, desquels depend ledit terme en intimation, le Iuge en taxant l'amende dudit terme en intimation, y doit faire moderation, & y auoir regard, selon la qualité de la cause: & ne le doit l'on plus faire retourner n'appeller à l'office: mais s'en doit l'on rapporter à la partie de le poursuiuir, si bon luy semble. Art.167. En choiste de cause en applegemens simples, y a amende de Loy. Toutesfois si celuy qui dechet de son applegement ou Complainte possessoire, n'auoit grand apparence de faire tels proces, y aura sur luy par les Ordonnances Royaux, amende arbitraire. Art.168. Et †† pour exploiteurs prins en Aduouërie, en applegement, où il n'y a eu violence esdits exploits ne port d'armes, n'assemblee effrenee d'exploiteurs, n'y aura amende. Art.172. Celuy qui tranche chemin, ou l'empesche scientement: tellement qu'on n'y peut aller, comme par chemin public, fait lx.sols tour. d'amende, s'il est Coustumier: & s'il est Noble & veut attribuer à soy chemin, ou le changer sans l'auctorité de celuy, qui le peut permettre, il fait amende arbitraire. Et en chemin empesché par defaut de reparation, celuy qui le doit entretenir, fait amende de la Loy, soit Noble ou Coustumier. Toutesfois s'il auoit esté condamné à reparer ledit chemin, ou luy eust esté cõmandé par Iustice, & n'eust obey, on l'en pourroit punir, comme desobeissant de plus grande amende, à l'arbritation de Iustice.

LE MAINE Tit.10. Art.180. p. *à Aniou.*163. amende de son meuble. Et semblablement &c. amende de ses meubles, qui est de lx.sols Mansaiz. Et si la, &c. Art, 182. p. *à Aniou.*165. amende: mais seulement despens à la partie en ce cas: & n'en aura le Greffier rabat n'issue de Cour. Art.183. Est à noter, &c. p. *audit Art.*165. iour combien que &c. Art.184. Et pourtant, &c. auec intimation, &c. office ne contraindre à passer issue de Cour: mais, &c. Art.186. En Cheute de cause en applegemens simples, y a amende de Loy. Article.288. p. *à Aniou.* 168. d'exploiteurs, suffira mettre vne amende de Loy pour tous, sans mettre sur chacun d'eux l'amende. Mais s'il y auoit port d'armes, violence ou assemblee illicite, y eschet amende sur chacun desdits exploicteurs, à l'arbitration de Iustice: combien qu'au simple exploit, ils fussent prins en Aduouërie. Art.191. p. *à Aniou.*172.

S. AIGNAN Chapitre 1. Art. 7. Toutes personnes qui empeschent chemins publics, & errans par leur faute & coulpe, encheent en lx.sols d'amende: s'il † n'y a priuilege ou concession au contraire.

VALLANCAY Chap.5. Art.12. Quand aucune personne tient & occupe aucun chemin public & errant, par sa coulpe empesché, il est amendable de lx.sols enuers Iustice.

LA RVE d'Yndre, Chap.14. Art.42. En toute la Baronnie & Seigneurie de la Ruë d'Yndre & ressorts d'icelle, y a trois manieres d'amende: la premiere est de vii.sols vi.den.t. la seconde de lx.sols t. la tierce est arbitraire.

AVTROCHE Chap.3. Art.5. Toutes amendes ordinaires sont de v.sols t. seulement: & les autres selon le cas, dont elles procedent.

BERRI Tit.2. Art.15. Le defaillant n adiourné en parlant à sa personne, doit vii.sols vi.deniers Par. pour l'amende de Iustice à Bourges, & à Dun le Roy, quãt aux Laiz: & quant aux Clercs, audit Dun le Roy ne doiuent que vii. sols vi den. tour. Art.16. Et à †† Yssoudun, Mehum, Vierzon & Concressaut, n'y a pour Defaut amende que de v.sols tour. Art.17. Celuy qui succombe en matiere possessoire o ou d'execution, doit soixante sols Parisis d'amende, en la Ville & Septaine de Bourges & de Dun le Roy: & en toutes autres villes Royales du pays de

†† *Cest Art.* 168. *contient la correction de l'ancienne Coustume.*

† *Ces mots, s'il n'y a, &c. sont de nouuel adiouſtez: parce que les habitãs de Coutres ont dit auoir priuileges au contraire. Au moyen dequoy ledit Art.* 7. *a esté accordé, sans preiudice des priuileges & libertez des habitans de Coutres, & autres aians priuileges.*

Amendes de trois sortes. Amendes ordinaires.

†† *Le Procureur du Roy a dit qu'audit Yssoudun, y auoit amende du Defaut, fut que le defaillant fut adiourné en sa personne: mais seulement en son domicile, bien & deuëment: laquelle estoit de v. sols t. Surquoy auõs ordonné & ordonne que le Procureur general du Roy Et depuis par Arrest du* 8. *Iuin* 1540. *La Cour a ordonné que ledit Art. suiuant ce qui a esté ordõne par les dessusdits Commissaires, sera communiqué au Procureur general du Roy pour surcedire & requerir pour la cõseruation du droict du Roy, ce qu'il appartiendra.*

n Ioannes Faber in l. cunctos populos c. de summa trin. dit que ceſt vne Coustume generale de France.

o Par l'Ordon. de Charl. 8. 1493. Art. 49. Celuy qui succombe en matiere de Nouuelleté, doit estre condamné és despans, dõmages & interests: & amende arbitraire. Ce qui est confirmé par Loys 12. 1510. Art. 50. & de François 1. 1535. Ch. 9. Art. 4. Lesquelles sont mises en la Conference liure iii. tit. vi. François 1. 1539. Art. 73. ordonne vne amende arbitraire contre les mal executans. Et s'entend ceſt Art. 17. tant pour le regard du demandeur, que du defendeur, iaçoit que l'opposition n'ait esté confessee. Toutesfois celuy qui forme son opposition, à fin de sommer, ne doit aucune amende, par l'Art. 23. cy dessous.

Source : BIU Cujas

Berri, lx. sols tour. & le tiers opposant à l'execution, s'il succombe, doit à Yssoudun v. sols tour. Art. 19. Le Defaut en matiere criminelle en la Ville & Siege d'Yssoudun, soit pardeuant le Bailly ou Garde de la Preuosté, quant l'adiournement est faict parlant à la personne du delinquant, ou à cry public, & sur peine de bannissement, emporte lx. sols tour. d'amende enuers le Roy : laquelle est executable par vertu du Rolle ou extraict du Registre du Greffe. Art. 20. Pareillement l'on a accoustumé audit Yssoudun, pour Defaut baillé en matiere d'asseurement, payer lx. sols Parisis d'amende au Roy. Art. 21. Et † quant aux iurisdictions subalternes, où l'on auoit accoustumé prendre moindre amende que de vii. sols vi. deniers t. pour Defaut, ne seront les defaillans tenus de payer plus grande amende, que l'amende accoustumee : & aussi n'en pourront prendre lesdits Seigneurs subalternes outre lesdits vii. sols vi. deniers tour. Art. 22. Et où le defaillant auroit esté adiourné en sa personne, pour cause de xiii. de vin, vin vendu en la Ville & Septaine de Bourges, ne sera tenu de payer ladite amende. Art. 23. Defauts donnez en cas de tesmoignage, deniers de ville, ou pour assister à la taxe d'aucuns despens, sommations ou pour voir faire veuës d'heritages n'emportent aucune p amende. Art. 24 La partie apres la cause ciuile q contestee, soy desistant d'icelle, ou confessant l'intention de sa partie aduerse, ou qui perd sa cause par sentence, ou qui laisse interrompre le procés par an & iour, & laquelle par ce moyen doit succomber en iceluy, doit pour le ny pour ce que dessus attaint & verifié, vii. sols vi. deniers tour. aux Sieges de Bourges & de Dun le Roy seulement. Et au Siege d'Yssoudun, Mehum, Vierzon & Concressaut, v. sols tour. Article. 25. Et †† quant aux matieres criminelles, s'il y a condemnation d'autre amende enuers le Roy, ladite condemnation d'amende contenue en l'Art. precedent n'a lieu. Tit. 10. Article 20. Ceux qui rompent les murs ou hayes ou fossez des prez, terres, iardins, vignes, boys, Garennes & autres heritages sont amendables de soixante sols tour. Art. 21. Et si ladite rompure est faicte par les bestes par faute de garde, seront tenus les suiets d'icelle, restablir le dommage, & payer v. sols t. d'amende.

BOVRBONNOIS Chap. 14. Ar. 160. Pource qu'audit pays & Duché de Bourbonnois y a diuerses taxes d'amendes, & que les amendes des actions personnelles, petitoires, possessoires, Sauuegardes, main-mises, executions, assignement & autres instances, se taxent à diuerses sommes, & en diuerses manieres, & qu'il y a diuersité d'vsage en diuers lieux, & les taxes d'icelles amendes se feront r selon que de tout temps a esté obserué & gardé : par ce qu'on n'y sçauroit donner n'y assigner Coustume generale. Article 163. Qui rescout ou rauit ses bestes de celuy qui en a faict la prinse, pour les mettre à Iustice, il est amendable. Artic. 164. Si aucun couppe, brusle ou abbat arbres faisans limites de Iustice, forests, territoires ou autres choses, il est amendable, & est tenu és interests des interessez. Article 165. Toutes amendes arbitraires se doiuent taxer sur le champ, ou en prononçant & donnant Sentence & appoinctement.

LA MARCHE Chapitre huictiesme. Art. 54. Quand les parties relatent estre d'accord en matiere pure ciuile, ou autre pour laquelle on a accoustumé auoir amende certaine, qu'on appelle amende de la Cour, l'amende doit estre declaree par main s commune, sauf l'accord : & si en la matiere, de laquelle les parties ont appoincté, l'amende eust esté arbitraire, le Iuge doit iuger l'amende sur celle des parties qu'il appartiendra, veu par luy ledict accord & merite du proces. Art. 55. Pource qu'en diuerses Cours dudit pays, y a diuersité de taxe d'exploicts & emolumens de Cour, comme Defaux, amendes de Sequestre, amendes en matieres ciuiles & autres ordinaires, les Iuges des Seigneurs Iusticiers en vseront en leurs t consciences comme ils deuront. Mais où il sera question d'amende arbitraire, ils la iugeront & taxeront par mesme sentence : afin que la partie condamnee puisse acquiescer ou appeller. Chapitre 27. Art. 344. En infraction de main-mise, l'amende est de lx. sols tour. outre la restitution des choses prinses & emportees : & Asseurement enfraint emporte amende arbitraire.

ACS Titre 13. Article 13. Pour Defaut ou cõtumace les Seigneurs soient Hauts ou Bas Iusticiers ne prendront doresnauant de chacun Defaut ou defaillant, que v. sols tour. Tit. 17. Art. 1. Qui occupe ou applique à soy chemin public, qu'on appelle Royal ou terre commune, paye au Seigneur Haut Iusticier soixante sols tournois d'amende, & repare le dommage, ainsi que par Iustice est ordonné.

S. SEVER Titre. 8. Art. 8. Il n'est permis a aucun homme ou femme leuer morts par armes ou autres accidens, sans le congé du S. Haut Iusticier, ou ledit mort est trouué : & qui le faict, doit audit Seigneur la Loy ou amende de sept liures sept sols

p Imber liure 2. des Instit. forens. chap. 20.

q Voy cy dessous le Tit. 22. de ceste premiere partie nomb. 19.

r Faber in l. consuetudinis c. Quæ sit long. cons. prescrit, la forme que l'on garde en Frãce pour prouuer vne Coustume.

s Debitorum pactionibus, creditorum petitio tolli non potest l. 25. c. de pactis & l. 39. D. de neg. gestis & secundum fidem conuentionis solutum condici potest quasi ex fide conuentionis idque est quod consuetudo dicit *Sauf l'accord*, Et ces mots *parmain cõmune*, se doiuent entendre qu'ils doiuent payer l'amende par moitié, par le demandeur & defendeur.

t Ils doiuent suiure la plus douce interpretatiue l. absentem. D. de pœnis l. Arrianus. D. de oblig. & act. l. 125. De reg. iur. cap. cum sint paria De reg in. 6. Aristot. Probl. 18.

† *Ceſt Art. 21. eſt nouuelle coouſtume declaratiue de l'ancïne.*

Amendes en quels cas n'ont point de lieu.

†† *Sur ceſt Art. 25. & autres precedens faiſans mention d'amendes, leſquels Art. ſont d'ancienne couſtume, auons declaré apres auoir les gens des Eſtats & les Aduocats & Procureur du Roy à Bourges, ſur les amendes mentiõnez eſdits Art. que leſdits Art. demoureroient redigez & publiez ſans preiudice des Couſtumes & amẽdes locales pretendues par les gens des trois Eſtats : reſerué aux Seigneurs des Seigneuries ſubalternes, d'ẽ pouuoir iouir & leuer les amendes, tout ainſi & par la forme & maniere, qu'ils auoient iuſtemẽt & deuëment accouſtumez auparauant la preſente redaction & reformation deſdites Couſtumes : ſauf & preſerué où leſdites amendes excederoiẽt les amendes du Roy, ſeront & demoureront reduites à la raiſon d'icelles amendes du Roy : & celles qui ſont ſemblables ou moindres que celles du Roy, demoureront en leur eſtat & taxe accouſtumee.*

Source : BIU Cujas

fois six deniers tournois. Titre 18. Article 25. p. a *Acs.* 13.

SOLE Tit. 10. Art. 9. Qui oste par force au Message la pentiere sans fermer ny soppoſer, encourt l'amende de lxvi. sols Morlaas enuers le Roy.

BRETAGNE Tit. 1. Art. 30. Les Iuges, qui indeuëment & iniustement taxent & font leuer amendes, sont punissables de peine arbitraire, iusqu'à suspension ou priuation de leurs offices, & plus grande si le cas le requiert. Titre. 25. Art. 639. Amende ne doit estre iugee ne leuee des cas qui sont u d'auanture ou de fortune: si † auparauant il n'y auoit eu dol, malice ou coulpe notable. Art. 649. Quand iniure a esté faicte au Seigneur, comme à ceux de sa garde, en chemin, en Foire ou Marché, qui luy appartenoient, qui auroient despecé Brandon, fait attentat ou escousse au Sergent ou à partie ou enfraint le Iugé, esdits cas la plus grande amende appartient au Seigneur, & à la partie la moindre. Art. 651. Toutes amendes sont arbitraires selon la qualité & estat des personnes & du meffait. Art. 653. Pour amende deuë au Seigneur, ne doit aucune terre estre vendue à la requeste du Seigneur: mais il se peut saisir des fruicts & des leuees de son Fief pour ses amendes. Art. 665. Quand aucun defaut en iugement, pour le Defaut est deu amende à la Cour, qui ne peut estre taxé plus de xx. deniers.

SENLIS Tit. 2. Art. 54. Les Fermiers des exploicts & amendes de toutes les iurisdictions Royales du Bailliage, pourront faire la poursuite en Iustice des cas delicts & malefices dont l'amende excede lx. sols Par. mais ne pourront compoſer de telles amẽdes que pour le cas & delict ja commis: x ne faire ladite composition, sinon par forme de condemnation qu'ils seront tenus faire enregistrer au Greffe du Iuge des amendes & exploicts duquel ils seront Fermiers: & desdites compoſitions & condemnations ils seront tenus conferer & communiquer aux Gens du Roy: lesquels Iuges & Gens du Roy, seront tenus proceder sommairement & de plain esdites matieres. Ce qui aura lieu & en sera vſé aux Chastellenies & iurisdictions particulieres dudict Bailliage de Senlis & Comté de Beaumont.

ACS Titre 13. Article 12. Et n'est loisible à aucun Fermier, Iusticier ou Officier, de trãsiger ou appoincter des exces en façon que ce soit, auant Sentence dõnee: sur peine de l. liures appliquables au Roy.

S. SEVER Titre 18. Art. 24 p. à *Acs.*

† *Ces mots,* Si auparauant, *&c. ont esté adiouſtez, & ces mots rayez,* Le vueille leuer en *l'amee.*

u Quæ fortuitis casibus accidunt, cum præuideri non potuerint, nullo bonæ fidei iudicio præstantur. l. quæ fortuitis. 6. c. De pign. act. Et quæ ex improuiſo casu potius accidunt, quam fraude, fato plerumque imputantur. l. 1. c ad leg cor. de fic. vide l. 5. c. eod. tit.

x Par Ordonnance de Henry 2. 1554. donnee en Paris au moys de Nouembre. Art. 26. Il est defendu aux Fermiers des Defaux, exploits & amendes, sur peine de punition corporelle, & d'amende arbitraire enuers le Roy, & auſsi de rendre & restituer le quadruple, de ce qu'ils auront pris & extorqué à la partie, de laquelle ils auront faict ladite extorsion, de ne compoſer & traicter auec les malfaicteurs & delinquans, auant qu'ils soient iugez & condemnez. Si le Fermier ou Seigneur Iusticier est grandement punissable, comme fut le Seigneur de Vielle maisons, qui estoit Seigneur Haut Iusticier, pour auoir transigé, cheuy & compoſé auec vn prisonnier criminel, pour le droict de confiscation & frais du proces, condemné en deux cens liures Parisis d'amende, & és despens du proces & fut dit par le President, qu'il meritoit d'estre priué de son droict de Iustice, ainsi qu'il fut dit par Arrest de la Tournelle le 2. Septembre, 1564.

TITRE VI. DES BASTARDS, AVBEINS, Espaues, & biens Vacans.

I. *Bastards ne sont capables de Succeſsion, toutesfois leurs enfans nez en loyal mariage leur succedent: comme faict le pere ou la mere és meubles & cõquests: Pere ou mere peuuent faire Donation à leur enfant Bastard. Succeſsion des Bastards decedez sans hoirs & sans tester à qui doit appartenir.*

II. *Aubeins: leur explication: Ne peuuent faire Testament. Succeſsion d'Aubeins appartient au Roy, ou au Haut ou Moyen Iusticier & Chastelain selon la diuersité de Coustumes Droict d'Aubeinage ou d'Aubeine.*

III. *Espaues à qui doiuent competer & appartenir: forme de les faire adiuger par la Iustice des Seigneurs, à qui elles sont. Espaues doiuent estre notifiees au Seigneur ou à ses Officiers dedans xxiiii. heures. Explication des mots, Espaues, biens Vacans, Varech choses gayues.*

IIII. *Biens Vacans à qui doiuent appartenir.*

V. *Du Tresor trouué fortuitement.*

Source : BIU Cujas

MEAVX Chap.5.Art.30.Et †† s'il decede sans Testament faire, la succession a vient au Roy: & s'il faict Testament, ledit Testament accõply, ce qui reste appartient au Roy. Car les successions des Bastards sont & appartiennent au Roy, s'ils n'ont enfans de leurs corps procreez en loyal mariage. Art.31. Si tels Bastards procreez & naiz en la Iustice haute Moyenne & Basse d'aucuns Seigneurs, de leurs femmes de corps, naiz de condition serue d'iceux Seigneurs, & qu'ils meurent & decedent esdites Seigneuries: les biens desdicts Bastards, appartiennent en ce cas aux Seigneurs desdits lieux, & non au Roy.

MELVN Chap.21.Art.297. Le Bastard b n'est capable de succeder à ses pere & mere ou autres parens: sinon qu'il ait esté legitimé, mais peut bien receuoir don d'eux faict entre vifs: pourueu que le donnant se dessaisisse par † tradition actuelle ou acte equipollent à iceluy, comme retention d'vsufruict, constitution de precaire & autres semblables Art.298. Aussi †† peut ledit Bastard receuoir Don & laiz testamentaire de sesdits pere & mere & autres parens, ainsi que personne estrange: pourueu que ledit Don ne soit immoderé & immẽse Art.300. Les enfans d'vn Bastard procreez en loyal mariage, luy succedent: & † luy pareillement succede à ses enfans en leurs meubles & Conquests: & †† subsequemmẽt les enfans desdits enfans, leurs freres, cousins germains succedent les vns aux autres Art. 301. Et si † le Bastard meurt sans hoir de son corps, naiz en loyal mariage, le Roy ou le Haut Iusticier, en la terre duquel sont les meubles & immeubles, luy succedera: & iceluy Bastard viuant, n'ayant enfans ne peut succeder à autruy.

SENS Tit.6.Art.29. Si les Bastards ont enfans en loyal mariage, lesdits enfans leur succederont: & pareillement ils succederont à leurs enfans: & subsequemment &c. p. *a Melun.*300. Cousins succederont &c. Art.30. Et si † la ligne procedant desdits Bastards cesse, les biẽs dont seront detenteurs les derniers heritiers d'iceux Bastards, seront au S. Haut Iusticier, en la Iustice duquel ils sont assis: pourueu qu'ils soient mouuans du propre chef d'iceluy Bastard. Et quand aux autres meubles, & immeubles, ils retourneront à la ligne franche desdits hoirs Art.31. Vn Bastard ne peut succeder à pere n'à mere, s'il n'est legitimé par le Roy †† ou par mariage subsequent selon le Droict.

AVXERRE Tit.1.Art.32.p. *a Sens.*29. succedent &c. enfans † és meubles & conquests immeubles seulement. Et si lesdits enfans n'ont descendans ou collateraux, lesdits peres Bastards leurs succedent aux propres, à l'exclusion du Fisque. Et consequemment &c. & ou cousins succedent les vns aux autres. Art.33. Enfans nez hors mariages sont reputez legitimes par le subsequent mariage de leurs pere & mere, & leurs succedent, tout ainsi que s'ils estoient nez en mariage Article.34.p. *a Sens.*31. succeder †† s'il n'est &c. subsequent mariage, sinon à sesdits enfans.

ESTAMPES Chap.10.Art.128. Bastards ne succedent: & à eux succedẽt leurs enfans naiz en loyal mariage.

a Le Roy pretend par tout la Succession des Bastards ainsi qu'il a esté souuẽt par Arrests anciens mesmes à la Chandeleur l'an 1260. Toutesfois plusieurs Seigneurs Hauts Iusticiers par la faute, negligence ou conniuence des officiers du Roy ont vsurpé ce droit de succeder aux Bastards au grand preiudice du Roy & de son Domaine. Le grand Coustumier de France chap. des droits Royaux. Au Roy appartient la succession de tous Bastards soient Clercs ou laiz: toutesfois aucũs hauts Iusticiers en ont iouy: mais auant qu'ils doiuent auoir la Succession desdits Bastards, il cõuient qu'il y ait trois choses concurrens ensemble. Primò, que les Bastards ou Bastardes soient nez en leurs terres: secundò qu'ils y soient demourans: tertio qu'ils y trespassent: alias non audiuntur. Et en vn ancien liure intitulé, Ly establissemẽt &c. Quand vn bastard muert sans her de sa femme, toutes les choses sont au Seigneur, à chacun de ce qui sera en son Fief: mais il en puit bien prendre ses meubles à en faire l'aumosne: mais sa fame y aura son Douaire & apres sa mort retournera au Seigneur. Voyez Chopin liure 1. sur la coustume d'Aniou Ar. 42. & liure 3. du Domaine chap.10. Bacquet 1 partie du Droict de Bastard Chap.8. Il y a ordonnance du mois de Septembre 1386. par laquelle les biens des Bastards appartiennent au Roy à defaut d'enfans legitimes, & n'y a possession au contraire s'il ny a priuilege expres Autre Ordonnance du 22. Aoust 1319.

b Sudas in verbo, αγχισεια cite Aristophanes le comique ὁρῶ σὸν τόδ' μὴ εἶναι ἀγχισείαν id est Nothum non posse capere hereditatem aut non esse capacem successionis aut bonorum Ἀγχισείαν μειουσθαι της οὐσιας Mais le passage d'Aristophane est plus a propos entier Ἐρῶ δὲ σοὶ κἀγὼ Σύλλαμβος σοι τόμου Νόθῳ δὲ μὴ εἶναι ἀγχισείαν παίδων ὄντων γνησίων Ἐὰν δὲ παῖδες μὴ ὦσι γνήσιοι τοὺς ἐγγυτάτω τοῦ γένους μετεῖναι τῆς οὐσίας. Et le Scholiaste Grec ἀκ ἐξῆν αὐτοῖς κληρονομεῖν. La loy d'Athenes, dont il faict mention, permettoit de leur laisser iusques à cinq mines seulement & non plus auant. Le Boutillier en la Somme Rurale Titre de legitimer vn Bastard. Peut auoir & apprehender tous honneurs, toutes offices & laiz & toutes Bourgeoisies, sans ce que l'en ne puisse ne doiue pour ce doubter ne reprocher, & selon aucun les peut habiliter tant à possesser que à receuoir escheance de par pere & de par mere le 30. iour de May. 19. iour de Iuin & 13. iour de Iuillet 1381. a este iugé qu'vn Bastard peut tenir office temporel. Toutesfois aucuns y adiouſtent dispense. Les Aubains & Bastards sont incapables de pouuoir succeder ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 7. Septembre 1584. Bartol. in l. hereditas C. de his qu. vt ind. & Bened. in cap. Raynutius. Par Arrest donné le 14. Auril 1579. en la v. chambre des Enquestes au rapport de monsieur le Voix a esté iugé au profit de François de Beauuais Tuteur de Iean fils Bastard de Louys de Pouilly, contre Louys de Pouilly & ses consorts heritiers collateraux: ont esté adiugez audit Bastard legataire tous les meubles, acquests & tout ce qui luy estoit permis de disposer pour les immeubles suiuant la coustume de Vitry, & par autre Arrest de l'an 1528. fut dit au profit du Bastard du sieur de Presly qu'il estoit capable de donations & legats.

†† *L'Official de l'Eueſque de Meaux tant pour ledit Eueſque, que Clergé: enſemble les nobles & Hauts Iuſticiers ſe sõt oppoſez à ceſt Art. diſans qu'à eux à cauſe de leurs Hautes Iuſtices appartiẽnent les mains mortes des Baſtards, à chacũ pour autãt qu'il eſt trouué en ſa Haute Iuſtice, Les gẽs du Roy au cõtraire ſouſtenoient la ſucceſſion deſdits Baſtards apartenir au Roy, ainſi qu'il eſt dit par la Couſtume: Surquoy les parties furent appointees à eſcrire par aduertiſſemẽt que ſeroit faict rapport à la Cour.*

† *Ces mots* par tradition *&c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez pour l'interpretation de l'ancien Art. qui eſtoient,* pourueu que le donnãt *&c.*

†† *Ceſt Art. 298. eſt introduict de nouuel pour l'aduenir & abroge le 2. Art. ancien du meſme Titre: cõmençant: baſtard ne peut, &c.*

† *Ces mots,* Et luy pareillement *&c. iuſques à ce mot,* conqueſts, *inclus, ont eſté de nouuel adiouſtez pour l'aduenir & à l'imitation de l'ancienne Couſtume Art.3.*

†† *Ces mots,* Et ſubſequemment *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir eſté touſiours ladite Couſtume gardee & obſeruee.*

†† *Sur l'Art.301. Le Procureur du Roy dit qu'à la redaction de ceſte Couſtume faicte en l'an 1506. fut remonſtré par ſon predeceſſeur qu'il conuenoit auant que autre que le Roy ſuccedaſt à vn Baſtard, qu'iceluy Baſtard euſt eſté né, faict ſa principale reſidence, & qu'il fut mort en la terre du Haut Iuſticier, qui ſe diſoit heritier: & s'oppoſa ledit Procureur,*

Source : BIU Cujas

& en laquelle oppoſition il perſiſtoit. Mais par les gens des trois Eſtats a eſté remonſtré que deſlors de ladite premiere redaction, ledit Art. fut accordé pour Couſtume nonobſtant l'oppoſition dudit Procureur & ſans preiudice d'icelle, requerans que ledit Art. demeuraſt purement & ſimplement ainſi qu'il eſtoit couché en l'ancien Couſtumier. Surquoy veu tant ladite ancienne Couſtume que Proces verbal, fut ordonné que ledit Procureur du Roy ſe pourueoroit ainſi qu'il verroit eſtre a faire par raiſon.

† *Sur l'Art 30. Le Procureur du Roy a ſouſtenu qu'audit Roy ſeul privatiuement à tous autres Iuſticiers appartiennent les biens delaiſſez par les Baſtards decedez ſans enfans: & que dudit droict il a iouy par temps immemorial, & eſt fondé en Sentences, iugemens & Arreſts. Denié par les gens des trois Eſtats. Sur ce leſdites parties ont eſté renuoyees en la Cour audit iour du lendemain de Quaſimodo.*

†† *Ces mots,* ou par mariage *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Art. 32. eſt mis au lieu du 34. Art. ancien: & a eſté rayé l'Art. 35.*

†† *Ces mots,* ou par ſubſequent mariage *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez: & ces mots anciens,* poſé qu'il ait Couronne rayez.

† *Ceſt Art. 107. a eſté accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé & nonobſtant l'empeſchement du Procureur du Roy.*

†† *Ces mots.* pourueu que *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Art. 172 eſt accordé ſimplemẽt, ſans preiudice du paſſé.*

†† *Les Nobles & gẽs d'Egliſe par Maiſtre Iean Robin Bailly de Chalons ont remonſtré que la Succeſſion des Baſtards naiz de leurs femmes de corps, leur compete & appartient, en quelque lieu qu'ils ſoiẽt decedez. Car par autre Couſtume dudit bailliage tout homme & femme de corps ſont de pourſuitte en quelque lieu qu'ils aillent demourer. Ce que les Aduocat & Procureur du Roy ont debatu au cõtraire. Sur ce par l'aduis des aſſiſtans & des Praticiens dudit Bailliage ledit Art. a eſté corrigé & eſcrit, ainſi qu'il eſt en ce Couſtumier.*

† *Les Art. 4. 5. 6. & 7. ſon*

DOVRDAN Tit.10.Art.123.Baſtards ne ſuccedent à pere, mere, parens paternels & maternels: mais les enfans des Baſtards nez en loyal mariage leurs ſuccedent, & eux à leurs enfans.

MONTFORT Chap.9. Art.106. Vn Baſtard n'eſt capable d'heritier n'y venir à Succeſſion Art.107. Les † enfans d'vn Baſtard luy ſuccedent pourueu qu'ils ſoient nez en loyal mariage.

MANTE Chap.15. Art.175.p. *a Montfort.106.* ne venir &c. Art.176.p. *a Montfort.* Art.107. procreez en loyal &c. luy ſuccedent: & luy pareillement ſuccede à ſeſdits enfans. Art.177. Au Baſtard decedant ſans enfans ſuccedent les Hauts Iuſticiers: pourueu †† que ledit Baſtard ſoit né & decedé en la Iuſtice dudit Haut Iuſticier & que les biens dudit Baſtard y ſoient aſſis.

SENLIS Tit.7. Art.172. Vn † Baſtard ne ſuccede point: ſinon és meubles & acqueſts de ſes enfans legitimes. c

CLERMONT Tit.12. Art.153.p. *a Senlis* point: & auſſi puis qu'il ne ſuccede point il ne peut auoir heritiers autres que ſes enfans naiz en loyal mariage. Mais ſi iceux enfans vont de vie à treſpas ſans hoirs procreez de leurs corps, le Seigneur peut prendre les heritages à eux venus de par le pere.

VALLOIS Tit.7. Art.91. *a la fin,* Baſtards ne ſuccedent point.

TROYES Tit.6. Art.117. Si les Baſtards ont des enfans en loyal mariage, leſdits enfans leur ſuccedent. Et pareillement, ils &c.p. *a Melun.* 300. couſins des enfans legitimes deſdits enfans ſuccedent &c.

VITRI Tit.1. Art.1. Ont †† auſſi droict leſdicts Hauts Iuſticiers, de prendre les biens des Baſtards naiz de leurs femmes de corps en leurs Iuſtices, quand ils decedent ſans hoirs procreez de leurs corps en loyal mariage, ſoit en leurs Iuſtices ou ailleurs.

LAON Tit.1. Art.4. Aux † Hauts Iuſticiers appartient la ſucceſſion des Baſtards, quand leſdits Baſtards ſont naiz en leurs terres, & leurs biens y ſont aſſis, & y ſont iceux baſtards aſsis & domiciliez & decedez ſans hoirs procreez de leurs corps. Art.5. Et ſi leſdits baſtards ont des enfans en loyal mariage, leſdits enfans leur ſuccedent Art.6. Et hors les cas deſſuſdits, la Succeſsion deſdits baſtards appartient au Roy: ſinon que les Hauts Iuſticiers ſoient fondez de titre ou priuileges au contraire, ou de poſſeſsion immemoriale equipollent a titre. Art.7. Les baſtards ſe peuuent marier librement, ainſi que bon leur ſemble, d ſans encourir la peine de Formariage.

CHALONS Tit.4. Art.12. Les enfans des baſtards nez en loyal mariage luy ſuccedent. Art.13. Les ſucceſsions des baſtards decedez ſans hoirs de leurs corps en loyal mariage, appartiennent aux Hauts Iuſticiers, quand tels baſtards ont eſté nez en leur Haute Iuſtice, & qu'ils y ſont domiciliez & decedez, & leurs biens & heritages y aſsis: autrement competent & appartiennent au Roy, n'eſtoit que leſdits Hauts Iuſticiers aient priuilege au contraire. Art.16. Baſtards & Aubeins ſe peuuent marier ſans encourir les peines de Formariage.

REIMS Tit.13. Art.335. †† p. *a Laon* 4. corps en loyal mariage. Art.337.p. *a Laon.* 5. & enfans de leurs enfans leur &c. Art.338. & 339.p. *a Laon* 6. & 7.

S. QVENTIN Tit.3. Art.45. Les enfans des Baſtards naiz en loyal mariage, ſuccedent a leur pere & mere.

CALAIS Tit.7. Art 134. Si le Baſtard delaiſſe enfans nez & procreez en loyal mariage, leſdits enfans luy ſuccedent: & reciproquement luy a eux au cas de leurs predecedés ſelon le contenu au CIII. Article cy deſſus, Art.135. Et hors les cas deſſuſdits Baſtard n'eſt habile a ſucceder, ſ'il n'a eſté legitimé e du conſentement de ceux de la ſucceſsion deſquels eſt queſtion.

c Idem de ce qui leur a eſté donné, pour leur eſtre propre: ſinon qu'il euſt eſté dict nommément pour eſtre propre du coſté de la mere. C.M.

d En l'ancien extraict de la chambre des cõtes recité par Bacquet au Traicté d'Aubeine chap.3. Art.7. Nuls Baſtars, Eſpaues, Aubains ne manumis neſe peuuent marier a perſonne autre que de leur cõdition ſans le congé du Roy, ou ſes Officiers, qu'ils ne ſoient tenus payer lx. ſols Pariſis d'amende ainſi que nous auons monſtré cy deſſus Art.2. de ceſte Conference.

e Il n'y a que le Roy quipeut legitimer e. per

Source : BIU Cujas

venerabilem. Qui filij sint legitimi Faber in l. imperialis C de nup. Les lettres de legitimation doiuent estre addressees à Messieurs de la Chambre des Comtes & par eux verifiees, tout ainsi que les lettres de naturalité pour les Aubains ou estrangers autrement elles sont nulles. Par Arrest du 13. iour de Iuillet en audience le matin 1585. fut debouté vn fils naturel de la complainte par luy intentee contre vn sien frere qui auoit bruslé ses lettres de legitimation trouuees és papiers de defunt son pere parce qu'elles n'auoient esté verifiees par Messieurs de la Chambre des Comptes, ny enregistrees par deuant les Iuges ordinaires de la demourance des parties: & ne fut receu le fils naturel à faire preuue de la volonté de son pere, & des propos par luy tenus durant sa vie, qu'il auoit faict legitimer son fils. Les Bastards se legitiment encor par mariage subsequent suiuant la disposition ciuile & Canonique cap. tanta vis est. & cap. causam 1. & cap. cum inter. Qui filij sint legit. l. cum quis C. de nat. lib. l. nuper. C. eod. Nouel. 74. Auquel cas il faut que les enfans nez auparauant le mariage subsequent, soient recognus & mis sous le poisle, lors de la celebration du mariage subsequent & seroit bon d'y adiouster ceste solemnité, qu'il y ait contract de passé par escript, par lequel ils recognoissent ses pour leurs enfans legitimez. Si pendant la question de Bastardise, le legitimé par mariage subsequent, peut estre admis à partager auec ses freres. Et a esté iugé par Arrest donné en Audience 10. iour de Iuillet 1579. entre Estienne de la Roche se disant fils legitimé par mariage subsequent de Ieanne de la Roche & Guyonne de Mondelet contre Pierre de la Roche fils naturel & legitime: que pendant la question de Bastardise, sçauoir s'il estoit né pendant vn autre mariage, les biens de leurs defuncts pere & mere seroient partagez par prouision entre eux, & qu'ils iouyroiẽt par moitié, sans preiudice des droicts des parties au principal. Nous ne receuons que ces deux especes de legitimations, & non les autres introduites par le Droict. Voyez Bacquet Traicté de Bastardise chap. 9. Chopin liure 1. du Domaine Tit. 7. Au reste il a esté iugé par Arrest prononcé solemnellement aux Arrests de Nouël. 1584. Que les lettres de legitimation verifiees & enterinees à la chambre des Comptes apres la mort du pere, ne peuuent seruir au fils pour succeder à son pere ou autres siens parens & ne peuuẽt prendre leur force du iour de l'impetratiõ: & estoit necessaire qu'elles fussent verifiees viuẽte patre & consentiente. Les Bastards des Prestres peuuent bien estre legitimez ad honores pour estre capables de Donations, mais non pas de successions, ainsi qu'il fust iugé par Arrest solemnel prononcé par Monsieur le President Seguier le 29. Mars 1563. & depuis pareil Arrest donné en la presence du Roy & des Polonnois au mois de Septembre 1573.

adiouſtez pour l'aduenir & sãs preiudice du passé.

†† *Les Art. 335. 337. 338. & 339. sont de nouuel introduits.*

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. 25. Ausdits Hauts Iusticiers & Vicomtiers compete & appartient l'auoir de Bastard, biens Espaues ou estrayers estans & trouuez és termes de leurs Seigneuries, tant meubles que Fiefs & heritages. Art. 26. Lesdits hauts Iusticiers & Vicomtiers, pour auoir & apprehender lesdits biens delaissez de Bastard, peuuent & doiuent par leur Iustice faire saisir iceux biens, par plainte à loy, en y obseruant les deuoirs en tels cas requis & accoustumez. Tit. 2. Art. 60. Bastards & Bastardes ne peuuent succeder: posé qu'ils soient legitimez Art. 61. Enfans legitimez de bastards ou bastarde succedent à leurs pere & mere. Art. 62. Les parens collateraux ne peuuent succeder és fiefs & heritages venans d'vn Bastard ou Bastarde non legitimé qu'apres la tierce lignee.

ARRAS Tit. 3. Art. 30. Les Bastards audit Escheuinage ne peuuent succeder en ligne directe ascendante & collaterale. Et s'ils terminent vie par mort sans heritiers descendans d'eux, ceux dont iceux Bastards sont descendus, ne leurs collateraux, ne leur peuuent succeder, mais escheent leurs biens au Prince, s'ils n'en disposent: ce que faire peuuent.

AIRE Tit. 1. Art. 9. Tous Bastards peuuent succeder és biens meubles, immeubles de leurs meres: pourueu qu'à leurs trespas, elles ne delaissent enfans legitimes.

L'ALLEVE Tit. 1. Art. 8. Par la Coustume dudit pays de l'Alleue, il n'est nul enfant Bastard de par mere: mesmes succedent és biens meubles catheux & heritages de par la mere, à compte de testes, auec les enfans de leurdite mere procreez en mariage.

TOVRNAY Tit. 23. Art. 2. Si le Bastard non ayant enfans legitimes decede intestat, les biens d'iceluy escheent à la ville & demeurent d'icelle, en payant ses debtes. Art. 3. Le Bastard ne herite à son pere ny à sa mere: ny au contraire le pere ou la mere à son enfant Bastard.

SEDAN Tit. 9. Art. 197. Les Bastards & fils naturels ne succedent à leurs peres & meres de quelque costé & ligne que ce soit: mais les enfans & autres descendãs en droicte ligne desdits Bastards en loyal mariage, succederont à leurs pere, mere, ayeul ou ayeule. Art. 198. Et quant aux autres parens & lignagers des Bastards decedez sans hoirs de leurs corps, ils ne succedent ausdits Bastards: ains les Successions & biens desdits bastards appartiennent au Seigneur Souuerain, s'ils n'ont de luy lettres & priuileges au contraire.

BAR Tit. 6. Art. 73. *A la fin.* Bastard ne peut succeder à ses parens ny autres, s'il n'est legitimé par mariage subsequent. Tit. 9. Art. 126. Les descendans d'vn bastard en ligne directe & loyal mariage luy succedent, & en defaut d'enfans, le S. Haut Iusticier: pourueu que ledit bastard ait esté né, viuant & mourant au dedans de leur Haute Iustice: autrement appartiennent lesdites Successions audit Seigneur Duc.

AMIENS Tit. 11. Art. 250. Et † s'il y a enfans de sa chair, lesdits enfans luy succedent. Art. 251. S'il n'a enfans & n'a disposé de ses biens, au S. Haut Iusticier, en la Iustice duquel il estoit demourant & est decedé, appartiennent ses biens meu-

† *Les Ar. 247. 248. 249. 250. 251. 252. & 253. qui estoient les 28. 43. 44. 45. 46. & 47. de Monstreul ont esté adiouſtez a la Coustume generale pour auoir lieu a l'aduenir.*

Source : BIU Cujas

bles, & ſes heritages appartiennent au Seigneur, duquel il les tient.

MONSTREVL Art. 21. Quand le Baſtard va de vie a treſpas ſans hoirs de ſa chair, & ſans auoir faict teſtament, ſes biens meubles appartiennent au S. Vicomtier en la Seigneurie duquel il eſt allé de vie à treſpas : enſemble les heritages de luy tenus: & ſes autres heritages, appartiennent aux S. Vicomtiers, deſquels il les tenoit.

BEAVQVESNE Ar. 1. Aux S. Vicomtiers appartient l'eſcheance des Baſtards & droicts d'Eſpaues aduenus & eſcheus en leurs Seigneuries.

S. OMER Tit. 1. Art. 1. l'enfant Baſtard ſuccede à ſa f mere: & ſuccede éſdites Succeſſions, és heritages venus du coſté maternel. Et ſi ledit baſtard va de vie à treſpas, ſans hoir legitime de ſa chair, les prochains parens & amis dudit coſté maternel, dont les heritages ſont venus, ſuccedent audit baſtard.

THEROANNE Tit. 1. Art. 4. Nul n'eſt Baſtard de par ſa mere g neantmoins iceluy baſtard ou baſtarde ne ſuccede en rien à la Succeſsion de ſes oncles & tantes : & n'a autre auancement d'hoirie: fors tant ſeulement de ce dont ſadite mere eſt ſaiſie, iouyſſant & poſſedant à l'heure de ſon treſpas. Art. 5. Si aucun eſt nay & procreé en mariage d'vn baſtard ou baſtarde: & iceluy nay & procreé va de vie à treſpas ſans delaiſſer hoir de ſa chair, ſes biens demeurent à ſes heritiers, & non point au Seigneur.

S. POL Tit. 2. Ar. 27. Quand aucune perſonne illegitime va de vie à treſpas ſans auoir diſpoſé de ſes biens meubles, debtes, catheux, & acqueſtes, iceux competent & appartiennent au S. haut Iuſticier ou Vicomtier, ſur qui il eſt ſuiet au iour du treſpas, ſauf que ſ'il tient de pluſieurs Seigneurs, à chacun deſdits Seigneurs compete & appartient ce qui eſt és mettes de leur Seigneurie: & n'y peuuent les enfans de ladite perſonne illegitime aucune choſe demander : mais ſi iceluy ainſi decedant, eſt allié par mariage, le ſuruiuant a la moitié deſdits biens meubles, debtes & acqueſtes, en ce qui ſeroit partable.

CHAVNI Tit. 8. Art. 43. les biens & Succeſsions des baſtards, Eſpaues & Aubains ne ſont en ce comprins: par ce qu'ils appartiennent au Roy, à cauſe de ſa ſouueraineté & non à autre.

PONTHIEV Tit. 1. Art. 17. Quand Baſtard ou illegitime decede inteſtat, ſa ſucceſſion appartient au S. Vicomtier, és mettes de la iuriſdiction duquel les biẽs ſont trouuez au iour du treſpas dudit illegitime: leſquels illegitimes ne ſuccedẽt point à leurs parens és meubles, ne és heritages. Art. 18. Peut prẽdre & apprehender legats & dons à luy faicts.

BOVLLENOIS Tit. 6. Art. 22. Au S. Haut Iuſticier appartiennent les meubles des baſtards, qui meurent inteſtats, ſans delaiſſer hoirs legitimes de leur chair en la terre dudit haut Iuſticier, & auſſi les immeubles tenus de luy.

PERONNE Tit. 1. Ar. 4. Les †† S. Hauts Iuſticiers ſont heritiers des baſtards demeurans en leurſdites Seigneuries, decedez inteſtats, & ſans enfans legitimes de leurs corps, en tous biens meubles. Et auſſi aux immeubles eſtans en leurdite Seigneurie. Et ſ'il y a autres immeubles, appartiennent au Haut Iuſticier, en la ſeigneurie duquel ils ſont ſituez & aſſis: à la charge de payer les debtes, obſeques & funerailles, & accomplir le Teſtament, chacun pour telle part & portion qu'ils prennent éſdits biens Art. 6. Les enfans des Baſtards nez en loyal mariage leur ſuccedent.

ARTOIS Tit. 1. Art. 9. Au Vicomtier appartient les droicts d'Eſpaues, hoiries & ſucceſſions de baſtards, qui meurent inteſtats non delaiſſans heritier legitime de leur chair. Tit. 5. Art. 150. Baſtards ne ſuccedent à pere, mere n'autres leurs parens : fauf à leurs enfans ou neueux deſcendans d'eux en ligne directe par mariage. Tit. 10. Art. 201. Baſtards iſſus h de noble generation de par pere & leurs enfans ſont tenus & reputez Nobles & iouiſſans du priuilege de Nobleſſe en toutes choſes.

S. OMER EN ARTOIS Tit. 1. Art. 21. L'enfant baſtard ſuccede à ſa mere. Et ſ'il va de vie à treſpas ſans delaiſſer hoir legitime de ſa chair, ſes prochains parens du coſté maternel luy ſuccedent és ſucceſſions & heritages du coſté maternel.

†† *Sur les remonſtrances faites par pluſieurs Seigneurs tant Hauts Iuſticiers, que Cenſuels: Auons ordonné à ſçauoir que n'entendõs par ceſte redaction de Couſtume preiudicier à pluſieurs droicts de Iuſtice, Feudalité Cenſiues, ventes & amendes, quand le cas y eſchet Trauers, Peſcheries, Meſurages, Tonnelieu, Queuage, Champart, herbage, Diſmage, Terrage, Forage, Aſſorage, Võtenage, Rouage, de confiſcations, d'Aubeine, forfaitures, fours Bannaux & autres qu'ils pretẽdent auoir & eſtre plus grans que ne ſont ceux contenus és Art. de Couſtume cy deſſus par nous redigez par eſcrit: dont ils ſe trouuerõt auoir titres particuliers & poſſeſſions immemoriales.*

f Vide l. ſi qua illuſtris 5. C. ad Sen. Orfit. & Nou. 18. & 89. cap. 15. Cuiac. ad Nou. 18. D. Hierony. can. vidua 34 Diſt. Paul. l. Patronæ. 18. D. de bonis libert. Gaius l. hac parte 2. Modeſtinus l. Modeſtinus 8. D. Vnde cognati. vlp. l. 1. §. 2. & l. 1. D. ad Sc. Tertyl. §. Inſt. de legit. agn. ſucc. §. fin. Inſt. de Sc. Orfit.

g En pluſieurs Couſtumes de la Flandre, il n'y a point de Baſtards de par la mere, ainſi qu'il ſe voit par pluſieurs Couſtumes miſes en ceſte Conference. Le Bouteillier en la Somme Ruralle, Si ſachez que à la Couſtume de Flandres Caſſel, & de Tournois. Nul n'eſt Baſtard par la mere : pource qu'ils dient que certaine choſe eſt de la mere, & incertaine choſe eſt du pere: & emportent de par leur mere ſucceſſion vraye quant la mere n'a nuls enfans viuans de loyal mariage au iour de ſon treſpas: mais ſel õ droit eſcrit ne vient rien aux illegitimes de par la mere. l. ſi qua illuſtris. C. ad Sc. Orfit.

h Par la Couſtume generale de Frãce les Baſtards, ſont eſtimez nobles, eſtans aduouez de Peres nobles, & iouyſſent des priuileges, prerogatiues & exemptiõs de nobleſſe, auec pouuoir de porter les nõs & armoiries de leurs peres naturels auec la differẽce d'vne bãde ou barre trauerſãt du haut à coſté gauche au bas du coſté droit: ainſi que dit Boer. Dec. 127. Papon liure 21. Tit. 3 Arreſt 1. & Charondans 1. liure des Pandectes. Ils ne ſont pas capables de Succeſſions ne de laiſſer heritiers, s'ils ne ſont legitimez. Par Arreſt de Paris prononcé en Robbes rouges par M le Preſident Briſſon aux arreſts de Paſques 1584. confirmatif de la Sentence du Bailly d'Auxerre, fut la donation faite par vne femme noble de tous ſes biens meubles & immeubles à ſon fils Baſtard n'ayant autres enfans, qu'elle auoit eu d'vn Gentil homme, fut iugee bonne & va-

Source : BIU Cujas

lable auec la condition de porter par les armoiries de la maiſon & titre d'Eſcuyer. Voyez ce qui eſt noté par les Docteurs ſur la Loy derniere C. de verb ſignific. Vide Guid. Pap. q. 580.

VALANCIENNES Tit. 10. Art. 121. En Succeſſion maternelle n'y a nuls baſtards: tellement que les baſtards naturellement tant ſuccedent à leur mere, auſſi bien que les autres enfans procreez en leal mariage. Art. 122. Et ſi ledit baſtard eſtant ſeulement naturel, decede ſans diſpoſer de ſes biens, ou delaiſſer enfant legitime & naturel, ſa mere ſuccede en ſes biens & heritages: & ſi la mere eſtoit allee devie à treſpas: en ce cas ſuccederont les plus prochains heritiers du coſté d'icelle ſa mere, tant ſeulement és biens venans de par icelle mere. Art. 123. Mais quãt aux autres biens acqueſtez ou aduenus auſdits Baſtards, ils nous appartiendront & à nos ſucceſſeurs Seigneurs de Valanciénes: Si feront tous biens delaiſſez par tous autres Baſtards eſtans d'autre nature: ſi comme de gens d'Egliſe, adulteres & autres de ſemblable condition.

CAMBRAY Tit. 12. Art. 9. Les enfans des Baſtards nez en loyal mariage, leur ſuccedent. Art. 11. Baſtards ſont inhabiles & forclos de toutes Succeſſions ab inteſtat: excepté de leurs enfans legitimes: auſquels ils ſont habiles à ſucceder. Art. 12. Si vn baſtard decede ſans enfans legitimes procreez de luy en loyal mariage, & ſans auoir diſpoſé par Teſtament ou autrement de ſes meubles, ou par deuoirs de Loy ſuffiſans de ſes immeubles, le S. Haut Iuſticier du lieu de ſa reſidence, luy ſuccede en tous biens meubles, & auſſi aux immeubles eſtans en ſa Seigneurie. Et ſ'il y a autres immeubles, appantiennent au Haut Iuſticier, en la Seigneurie duquel ils ſont ſituez: à la charge de payer les debtes, obſeques & funerailles ſur leſdits meubles: & à defaut d'iceux ſur leſdits immeubles, par chacun Seigneur, pour telle part & portion, qu'ils prennent en iceux.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 8. Art. 1. Se vn baſtard ou baſtarde va de vie à treſpas ſans hoirs legitimes de ſon corps. M. le Duc luy ſuccede en tous ſes biens quelque part qu'ils ſoient aſſis, ſoient en lieu de main-morte ou autrement en paiant & ſupportant par mondit Seigneur les charges reelles des heritages, & paiant i les debtes: & en demeure ſaiſi mondit Seigneur: lequel eſt tenu de mettre hors de ſes mains les heritages de la main-morte, dedans l'an & iour apres le treſpas dudit baſtard ou baſtarde. Art. 2. Se les enfans legitimes des Baſtards, ou les enfans d'iceux enfans ou autres deſcendans du Baſtard vont de vie à treſpas hoirs legitimes de leurs corps: mondit Seigneur aura ſeulement les heritages procedans du tronc du pere baſtard, ou grand pere baſtard ou de la mere ou grand mere baſtarde. Et les autres heritiers collateraux auront le ſurplus des biens. Art. 3. Le baſtard ou baſtarde ne vient point ab inteſtat, à la Succeſſion de pere ne de mere. Art. 5. Quand le Preſtre Baſtard va de vie à treſpas, M. le Duc prend les heritages dudit Preſtre baſtard. Et au regard des biens meubles, ils ſont & demeurent à leurs Prelats ou Ordinaires, qui les ont accouſtumé d'auoir.

i L. 1. C. de her. act. & l. 1. C. de bon. vac. & ibi Bart. l. fiſcus, D. de iure fiſci.

NIVERNOIS Chap. 34. Art. 22. Baſtards de quelque qualité qu'ils ſoient ne ſuccedent point à leurs parens en ligne directe ou collateralle: mais bien ſuccedent à leurs enfans & deſcendans comme les autres peres ou meres: auſſi leſdits parens ne leur ſuccedent, ſ'ils ne ſont deſcendus de leurs corps. Art. 23. Si leſdits baſtards decedent ſans hoirs de leurs corps, le S. Haut Iuſticier, leur ſuccede.

MONTARGIS Chap. 15. Art. 5. Enfans baſtards ne ſuccedent point.

ORLEANS Tit. 17. Art. 310. p. *a l'Art. 5. de Montargis.* Art. 312. Les † Vefues des baſtards & Aubains & de ceux qui n'ont point d'heritiers, ne perdent leurs Douaires, communauté de biens & autres conuentions matrimoniales.

† *Ceſt Art. 312 eſtoit le 256. de l'ancien & ce qui a eſté adiouſté eſt pour explication.*

LILLE Tit. 1. Art. 13. Vn baſtard ne k peut ſucceder: poſé qu'il ſoit legitimé. Art. 14. Les enfant ou enfans d'vn baſtard ou baſtarde nez & procreez en leal mariage, ſuccedent à leurs pere & mere: iaçoit qu'iceux leurs peres & meres ne ſoiẽt legitimes.

k Toutesfois il peut auoir & prendre legs particulier, ou donatiõ ſans fraude C. M. Voyez le chap. 25. de la Geneſe cap. cum haberet. De eo qui duxit in ma. quam pol. per adult.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 147. Les heritages aians appartenu aux baſtards, reuiennent aux S. en pure proprieté apres leur decés, aux charges de Droict, comme dict eſt, ſi leſdits baſtards n'ont eſté legitimez par octroy de Prince enteriné appellez, ceux qui en doiuent eſtre appellez ou qu'ils n'ayent enfans procreez en loyal mariage. Chap. 11. Art. 275. Baſtard ne peut ſucceder à pere, mere ou aucun, ſ'il n'eſt legitimé par lettres du Prince, appellez ceux qui pour ce faire ſeront à appeller.

TOVRS Tit. 28. Art. 320. Les enfans des baſtards naiz en loyal mariage, viennent à la Succeſſion de leur pere ou mere: & ſe depart la Succeſſion roturieremẽt

†† *Ceſt Art. 321. eſt de nouuel introduict pour auoir lieu à l'aduenir.*

Source : BIU Cujas

& par teſte. Art. 321. Le †† S. Iuſticier ſuccede aux baſtards en ce qui eſt en ſon fief quand ils ſont naiz en ſa terre, qu'ils y demeurent & decedent ſans faire Teſtament ne delaiſſans aucuns enfans.

LODVNOIS Chap. 30. Art. 1. p. *à Tours* 320. baſtard ou baſtarde naiz &c. Succeſſion entre leſdits enfans par teſte.

ANIOV Tit. 2. Art. 41. Les † biens meubles des baſtards ou Aubains appartiennent aux Seigneurs a chacun pourtant qu'il eſt trouué en ſa Seigneurie, qui ont droict d'Eſpaue mobiliaire en leur terre. Et les heritages acquis par tels baſtards appartiennent aux bas Iuſticiers, en la iuriſdiction deſquels ils ſont aſsis, quand tels baſtards ou Aubeins treſpaſſent ſans hoir de leur chair, iſſus en loyal mariage: & ſ'en peuuent iceux S. de Fief dire & porter ſaiſis, comme pourroient faire autres heritiers Tit. 16. Art. 344. p. *a Tours.* 320. de pere & de mere &c. entre leſdits enfans par teſte.

LE MAINE Tit. 3. Art. 48. p. *a Aniou.* 41. Aubains †† & autres natifs du Royaume, & qui decedent ſans hoir, appartiennent &c. Tit. 17. Article 356. p. *a Aniou.* 344.

GRAND PERCHE Tit. 1. Art. 17. La Succeſſion des Baſtards decedez ſans hoirs de leurs corps, appartiennent aux Hauts Iuſticiers: pourueu que leſdits baſtards ſoient nez & decedez en leur Haute Iuſtice: & que leurs biens y ſoient aſſis.

BLOIS Chap. 3 Art. 20. Le † Haut Iuſticier a droict de prendre & appliquer à luy les Succeſſions des baſtards, qui meurent ſans enfans naturels & legitimes. Chap. 11. Art. 146. Baſtards ne ſuccedent à leurs parens: mais toutesfois leurs enfans naturels & legitimes leur ſuccedent.

S. AIGNAN Chap. 5. Art. 20. Succeſſion †† de baſtards decedez ſans hoirs legitimes, appartiennent à mondit Sieur: & auſſi les ſucceſſions des Aubains enſemble les Succeſſions vacantes.

SELLES EN BERRI Chap. 3. Art. 6. Ledit † Seigneur dudit lieu de Selles, a la Succeſſion des baſtards & Aubains, qui meurent ſans hoirs habiles à leur ſucceder: & auſſi les Succeſſions vacantes.

VALLANÇAY Chap. 3. Art. 5. Baſtards ne peuuent ſucceder à autruy: mais leurs enfans en loyal mariage leurs peuuent ſucceder: & ſ'ils n'ont enfans, ledit S. de Vallancay a accouſtumé de prendre & recueillir leurs Succeſſions, & des gens Aubains qui meurent ſans hoirs habiles à leur ſucceder.

LA RVE D'YNDRE Chap. 11. Art. 32. Le † S. Baron de la Rue d'Yndre ſuccede aux baſtards en tous les biens, eſquels ils ſont ſaiſis & veſtus à l'heure de leur treſpas, quand ils n'ont enfans deſcendans de leur corps, ſoient Nobles ou rotiers.

CHABRIS Chap. 7. Art. 26. Les †† S. de Chabris en leurs Chaſtellenie & terre de Chabris ont la Succeſſion des baſtards, Eſpaues & d'Aubains, qui meurent ſans hoir habile à leur ſucceder.

BERRI Tit. 19. Art. 29. Au baſtard [1] decedant ſans hoirs procreez de ſon corps en loyal mariage, & ſans Teſtament contenant inſtitution d'heritier, le S. Haut Iuſticier ſuccede entierement en tous & chacuns ſes biens.

† *L'Eueſque d'Angiers, tant pour luy, que pour ſon Clergé fit remonſtrer que le contenu en ceſt Art. 41. eſtoit contraire & preiudiciable aux droicts & libertez de l'Egliſe: diſant & maintenant que les Eueſques doiuẽt ſucceder és biens meubles des gẽs d'Egliſe, ſoient Baſtards ou aubains: ſ'oppoſant & proteſtant en tant que beſoin ſeroit que le cõtenu audit Art. ne peut nuire ne preiudicier aux droicts & libertez de l'Egliſe: requerant acte de ſon oppoſitiõ & proteſtation. Le Procureur du Roy ſouſtenant le contraire, diſoit que la ſucceſsion des Aubains appartiẽt au Roy, & non à autre. Et quand aux baſtards les biẽs immeubles appartiennẽt aux Iuſticiers en la iuriſdiction deſquels ils ſont aſsis: & les meubles à ceux qui ont Moyenne ou Haute Iuſtice. Et par les Nobles a eſté dict & ſouſtenu qu'és biens des Aubains, le Roy ne doit ſucceder: mais les Barons, Seigneurs Chaſtelains & Iuſticiers en la iuriſdiction deſquels les biens deſdits Aubains ſont aſsis. Apres leſquelles remonſtrances fut dit que la Couſtume eſtoit telle, qu'elle eſtoit couchee audit Article: & telle eſtoit eſcrite és anciens Couſtumiers du pays. Surquoy auons ordonne que ledit Art. ne ſeroit mué ne changé: mais que ledit Eueſque & les gens & Officiers du Roy auront acte de leur oppoſition & proteſtation.*

†† *Les gens du Roy proteſterent qu'entant que touche la Succeſsion des Aubains, que ladite Couſtume ne doit aucunement preiudicier au droict du Roy: lequel ſeul & non autre ſuccede aux meubles & immeubles deſdits Aubains. Et apres ce l'Official de l'Eueſque du Mans tant pour ledit Eueſque que pour le Clergé, s'eſt oppoſé faiſant pareilles remonſtrances, que l'Eueſque d'Angiers cy deſſus en l'Art. 41. Surquoy y a eu pareille Ordonnance.*

† *Voyez ce qui eſt noté cy deſſous en la 2. partie de la Conference Tit. 8.*

†† *Ceſt Art. 20. eſt contredit & empeſché par le Procureur du Roy, qui s'y eſt oppoſé à quoy il a eſté receu entant que concerne la Succeſsion des Baſtards, & ſera mis en teſte, non accordé quant à la Succeſsion des Baſtards, & en iouyront les parties, comme ils ont accouſtumé.*

† *Le Procureur du Roy s'eſt oppoſé à ceſt Art. 6. diſant qu'au Roy ſeul compete & appartient le droict de ſucceder aux Baſtards: Si l'auons receu à oppoſition comme auſſi aux autres precedens Articles de ce faiſans mention.*

†† *Ceſt Art. 5. a eſté remis à la Cour pour l'oppoſition faite par le Procureur du Roy entant que touche la Succeſsion des Baſtards: & ce pendant iouyront les parties, comme ils ont accouſtumé.*

† *Le Procureur du Roy s'eſt oppoſé à ceſt Art. 32. diſant qu'au &c. comme l'Art. 6. de Selles ledit droict. Si &c.* iuſques a ce mot, *Articles.*

†† *Ce 26. Art. eſt contredit & empeſché par le Procureur du Roy, comme deſſus.*

1 Par l'ancienne couſtume de la Baillie de Bourges eſcrite à la main Art. 68. Li habitãt à Bourges & à Dun ont priuilege que li Rois ne prant riens des biens de Baſtard mourant ſans hoir ou non, ainçois demorront à leurs hoirs ſe hoirs ont ou ſeront donné pour Dieu. Qui monſtre biẽ que les Seigneurs Iuſticiers ny le Roy ne ſuccedoiẽt aux baſtars Il ſe trouue Arreſt du mois de Septẽbre 1563. par lequel la mere ſuccede à ſes enfans nez de baſtards, & eſt preferee au Seigneur Iuſticier.

Source : BIU Cujas

m Nous ſuiuons le droict Canonique : par lequel eſt permis au pere de donner à ſon filsbaſtard quelquechoſe par forme d'vſufruit & tant qu'ils viuront. cap. cum haberet de eo qui duxit in matrim. quam polluit per adult. Decius in cap. clerici 1. extr. de iud. contre la Nouelle 89. §. vlt. cap. per venerabilem. Qui filij ſint legit. par arreſt prononcé le 14. Aouſt 1582. aux Arreſts generaux fut vn baſtard debouté du partage par luy requis par faute de lettres de legitimation, encore que le pere l'euſt adoué. Et le meſme iour fut prononcé autre arreſt contre vne fille naturelle douataire d'vne maiſon par lequel il fut dit, qu'elle iouyroit de l'vſufruict, tanquam alimentorum nomine: & neantmoins que ladicte maiſon ſeroit affectee aux debtes, auſquelles l'heritier fut condamné. Et par autre Arreſt ſolennel prononcé par M. le Preſidẽt Seguier le 29. Mars 1563 fut dict que le fils baſtard ou naturel d'vn Preſtre, legitimé & cõceu, *etiam ex ſoluta cõme concubina*, eſtoit incapable de ſucceder & ne pouuoit exclure les heritiers collateraux. Pareil Arreſt à la my-Aouſt 1570. par M. le Preſident du Hatlay ſauf à demander les alimens en execution. Et par Arreſt du 21. iour de Iuillet 1575. Ieã de l'Orme baſtard adulterin pretendãt par donation de meubles, acqueſts & conqueſts, à luy faicte par ſon pere encore viuant, & s'eſtant porté pour appellant du decret & adiudication de criees des heritages comprins en ſa donatiõ, & ſaiſiz ſur ſon pere, fut l'appellation remiſe à neant: ordonné que la ſentence ſortiroit ſon plein & entier effect; ſauf à l'appellant à demander en diſtribution de deniers la prouiſion des alimẽs & viure neceſſaire. Il y a plus, que le baſtard legitimé & marié par le pere viẽt à la ſucceſ-

BOVRBONNOIS Chap.17. Art.185. Baſtards ne ſuccedent ab inteſtat, ne par Teſtament, à leurs parens & lignagers de quelque eſtoc qu'ils ſoient. Art.186. Les deſcendans en directe ligne en loyal mariage des baſtards leur ſuccedent, & non leurs autres parens & lignagers. Art.187. Si † l'enfant du baſtard va de vie à treſpas delaiſſé ſon pere ou mere, ou frere, les biens meubles & acqueſts immeubles appartiennent à ſes pere, mere, ou au ſuruiuant d'eux auec ſes freres par egales portions. Et ſ'il n'a pere ne mere, ils appartiennent auſdits freres: mais ſ'il va de vie à treſpas ſans enfans, pere, mere ne freres, ne leurs deſcendãs: en ce cas il a deux heritiers, l'vn du coſté paternel, qui eſt le S. Haut Iuſticier repreſentant l'eſtoc paternel, qui ſuccede à la moitié des meubles & conqueſts, & aux propres du coſté paternel, & ſes prochains heritiers du coſté maternel, qui ſuccedent en l'autre moitié deſdits meubles & conqueſts: & en tout l'heritage du coſté maternel.

AVVERGNE Chap.12. Art.10. Baſtards ne ſuccedent à leurs &c. p. à l'Art.185. *de Bourb.* Art.11. p. *à Bourbonnois.* 186.

LA MARCHE Chap.19. Art.221. p. *à Anuergne* 10. point †† à pere n'a mere: neantmoins ſi la mere pour le nourrir & alimenter luy fait Donations, dedans les termes de la Couſtume qui eſt de la iii. partie de tous ſes biens par Teſtament, telle Donation eſt bonne & valable. Art.233. Madame † comme Comteſſe de la Marche ſuccede ab inteſtat aux biens meubles & immeubles des baſtards, feodaux ou roturiers, ſ'ils n'ont deſcendans d'eux naturels & legitimes.

POICTOV Ti.7. Art.297. p. *à la Marche* 221. mere. Toutesfois m le pere & la mere, pour les alimenter, nourrir & entretenir ſelon leur eſtat, leur peuuent faire donation.

ANGOVMOIS Chap.7. Art.96. p. *à Poictou* iuſques *à ce mot*, mere, *inclus.*

BOVRDEAVX Chap.5. Ar.73. Si le fils baſtard decede, pourra teſtamenter des biens qu'il auroit gãgnez, & iceux laiſſer à ſes enfans ou autres qu'il voudra. Mais ſ'il decede ſans faire teſtament, ſ'il n'y a hoirs deſcendans de ſon corps, ſes autres prochains parens, ſoient freres, & ſœurs, mere ou autre de ſon lignage, ne luy ſuccederont: ains ſeulement le Roy: ſinon qu'il tienne en Fief d'aucun Seigneur leſdits biens: auquel fief ledit Seigneur ſuccedera: & les autres biens appartiendront au Roy.

BAYONNE Tit.12. Ar.38. Entre baſtards legitimes freres de pere & de mere, ſi l'vn d'eux decede ſans faire teſtament & ſans enfans, l'autre ou autres ſuruiuans luy ſuccedent Art.39. Et ſi tous les baſtards legitimes decedent ſans faire teſtamẽt & ſans enfans, le plus prochain lignager de loyal mariage tant du pere, que de la mere, ſ'il y en a de tous coſtez, ſuccedent au dernier decedé.

BRETAGNE Tit.21. Art.473. Heritages †† que les baſtards acquierent, au cas qu'ils n'ont hois de leurs corps engendrez en loyal mariage, doiuent eſtre au Seig. ſous lequel ceſte acquiſition a eſté faicte: pourueu qu'il ait obeiſſance & Moyenne Iuſtice: combien qu'il n'ait Haute Iuſtice. Art.474. Et ſi le baſtard a maiſon ou hebergemẽt en aucune Seigneurie, qui ſoit à luy par heritage, ou qu'il euſt accouſtumé à y demeurer, combien qu'il mourut en autre lieu, qui ne fut en ſon heritage: toutesfois tous ſes meubles, quelque part qu'ils ſoient doiuent eſtre à celuy S. où il a eu herbregement & demeure: ſoit par mariage ou autrement, l'obſeque, le Teſtament & les autres choſes accomplies & les debtes payees, iuſques à la valeur & concurrence des meubles. Art.475. Et ſera reputee reſidence propre le lieu, où on eſt nourri: & le lieu, où on reſide auec ſa femme, ou le lieu, où on a demouré par l'eſpace de x. ans continuellemẽt prochains deuant le decés. Art.476. Le † baſtard ne ſuccede à ſes pere ne mere, frere, ne ſœur ne ſ'accroiſt ſur leurs biens. Et auſſi les pere & mere, frere ne ſœur ne ſuccedẽt au baſtard. Pourra neantmoins le pere donner à ſon baſtard quelque choſe par vſufruit ſeulement, pour ſon alimẽt, nourriture & entretenement. Art.478. Si †† aucun auoit enfans baſtards ieunes & non puiſſans d'eux pouruoir de leurs corps, ils doiuent eſtre pourueus ſur les biẽs † de leur pere ou de leur mere. Art.480. Auouhe ne peut donner ne aumoſner meuble n'heritage: ne faire Teſtament, ſ'il ne donne & ſ'il ne baille en ſaine vie: en †† ſaiſiſſant actuellement le donataire ſans aucune poſſeſſion n'autre choſe retenir. Art.481. Les enfans naiz en loyal mariage des baſtards, auoutres & autres illegitimes, ſuccedent a leurs pere & mere. Ar.482. Si les enfans des baſtards naiz en mariage decedent ſans hoirs faits de leurs corps en loyal mariage, leurs biens doiuent tourner au plus prochain lignager d'iceux, ſelon le ramage, dont ils ſont iſſus tant deuers le pere que deuers la mere.

† *Auons remõſtré aux Eſtats que le Procureur general du Roy pretẽd leſdictes ſucceſſiõs luy appartenir, & que nul en ce Royaume, Duc, Comte, n'autre en quelque dignité que ce ſoit ne peut ſucceder à aucũ baſtard & aubain que le Roy. Les Eſtats ont dit que les haults Iuſticiers õt en leurs hautes iuſtices ſuccedé aux baſtards: mais és Aubins le Duc de Bourbonnois ſeul. A ceſte cauſe ſous la reſeruation expreſſe du droict du Roy, & ſans aucunement toucher ne preiudicier à ſon droict entant que touche la ſucceſſiõ des Baſtards, auõs ordonné que les Art. 187. & 188. demoureröt ainſi qu'ils ſont eſcrits. Au reſte quant à vn ancien Art. contenant* Quand Preſtre baſtard *&c. ceux de l'Egliſe ont dit que il eſt cõtre droit & l'Eueſque d'Oſtun & autres Prelats circonuoiſins auoyent couſtume de ſucceder aux Preſtres baſtars Les Practiciens ont dict qu'ils n'en virent iamais couſtume, queſtion ne procés. A ceſte cauſe auons ordõné que ledict art. ancien ſeroit rayé & qu'ils demoureroyẽt en leurs poſſeſſions & droicts tels que de raiſon.*

† *Les gens d'Egliſe ont dit que ceſte couſtume eſtoit inductiue de peché, & par ce deuoit eſtre rayee. Les Practiciens ont dict que ladicte couſtume eſtoit ancienne. Surquoy auons ordonne que ledict Art. 221. demoureroit pour ancien, & que des remonſtrances faictes par les gens d'Egliſe ferions mention en noſtre procés verbal. Et au ledict Art. eſté corrige du conſentement des Eſtats, par ce que l'Art. ancien eſtoit trop rigoureux.*

Source : BIU Cujas

II. MELVN Chap. 1. Art. 6. Les †† biens des n Aubeins appartiennent au Roy, encores qu'ils euſſent delaiſſé o enfans ou proches parens: ſinon qu'il y ait lettres de naturalité bien & deuement verifiees.

VITRI Tit. 4. Art. 72. En nobleſſe ne giſt p Eſpauité: qui eſt à entendre que les Nobles natifs & demourans és pays d'Allemaigne, Brebant, Lorraine, Barrois ou ailleurs hors du Royaume, ſuccedent à leurs parens decedez, ſoit qu'ils fuſſent demourans audit Royaume ou ailleurs, és biens delaiſſez par leur treſpas audit bailliage, meubles ou immeubles, Nobles ou roturiers.

LAON Tit. 1. Art. 8. Aubains † qui ſont eſtrangers naiz en pays, qui n'eſt de la Souueraineté de la Couronne de France, peuuent acquerir biens audit bailliage de Vermandois, & d'iceux diſpoſer entre vifs, ainſi que bon leur ſemble. Art. 9. Toutesfois ne q peuuent diſpoſer par teſtament de leurs biens: ſinon moderemẽt pour leurs obſeques & funerailles. Art. 10. Et appartient au Roy la ſucceſsion deſdits Aubains, ſ'ils n'ont r eu lettres de naturalité & non aux Hauts Iuſticiers: ſinon qu'ils ayent titre ou priuilege au contraire.

CHALONS Tit. 4. Art. 14. Les Succeſſiõs des aubains decedez és Iuſtices des Hauts Iuſticiers, ſoit qu'ils ayent hoirs de leurs corps en legitime mariage, ou nõ: appartiennent au Roy: ſinon que les Sieurs Hauts Iuſticiers ayent titre au contraire Art. 16. *A la fin.* Et peuuent leſdits Aubains diſpoſer de leurdits biens entre vifs, ainſi que bon leur ſemble: mais n'en &c. p. *à Laon.* Art. 9.

REIMS Tit. 13. Art. 340. † p. *à Laon.* Art. 8. en ladite Cité & Ville de Reims, villes & villages regis ſelon icelle: & d'iceux &c. Art. 341. & 342. p. *à Laon.* Art. 9. & 10.

AMIENS Tit. 11. Art. 253. La †† Succeſſion des Aubeines appartient au Roy, ſ'ils n'ont eu lettres de naturalité.

PONTHIEV Tit. 1. Art. 19. Si vne perſonne qui ſoit Aubain dehors ce Royaume, meurt teſtat ou inteſtat, tous ſes meubles & immeubles appartiennent au Roy par droict d'Aubeine.

PERONNE Tit. 1. Art. 7. le Roy ſuccede aux Aubins, ſ'ils n'ont obtenu lettres de naturalité. Toutesfois ſi leſdits Aubins ont enfans legitimes nez au Royaume, & y demeurans, leſdicts enfans leurs ſuccedent: encores que leſdicts enfans n'ayent obtenu leſdictes lettres. Art. 8. Leſdicts Aubins ne peuuent ſans leſdictes lettres de naturalité, teſter de leurs biens: ſi ce n'eſt au profit de leurſdicts enfans nez au Royaume, & y demourans.

ARTOIS Tit. 1. Art. 40. En Artois on n'vſe point d'Aubaineté.

NORMANDIE chap. 9. Art. 148. Les heritages & biens, tant meubles que immeubles des Aubins & eſtrangers appartiennent au Roy, apres leur mort, aux charges de Droict, comme dit eſt, encores qu'ils ſoyent tenuz d'autres Seigneurs s'ils n'ont eſté naturaliſez, & qu'ils ayent heritiers legitimes, regni-coles.

S. OMER Tit. 2. Art. 18. Si aucuns biens d'eſtrangers ſont trouuez en la iuriſdiction des Seigneurs Vicomtiers: iceux biens doyuent eſtre an & iour ſoubs la main de iuſtice, & l'an reuolu, ſi aucun ne les a demandez où ſe ſoit fondé à loy, le Seigneur ou ſon Receueur les peut prendre & leuer de Iuſtice. Mais en ladicte ville & Banlieu dudict S. Omer, les S. Vicõtiers n'ont droict eſdicts biens ny en hoirie de Baſtards que de lx. ſols Pariſis.

S. OMER en Artois Tit. 2. Art. 4. p. *a S. Omer,* eſtrangers ou autres &c. garde de &c. ou ne ſe ſoit. &c.

TOVRS Tit. 2. Art. 43. Quand †† aucuns forains qui ne ſont du baillage de Touraine decedent en la Iuſtice d'vn Seigneur, a ledict Seigneur droict d'Aubenage: c'eſt à ſçauoir, vne bourſe neufue, & iiii. den. dedans. Et doit eſtre payé ledict Aubenage au Seigneur ſon Receueur ou Fermier, ou en ſon abſence à ſon officier, ou porté à ſon logis, ou maiſon, ſi aucune en a xxiiii. heures apres que le corps ſera inhumé, & mis en terre: ſans ce que pour raiſon dudit droict, l'inhumation dudict corps puiſſe eſtre retardee. Et en defaut de payer ledict Aubenage, ledict Seigneur peut prendre & leuer lx. ſols d'amende, ſur les heritiers & biens dudict defunct, enſemble ſondict droict d'Aubenage.

† *Les Practiciẽs ont dict que ceſte couſtume eſtoit ancienne Surquoy auons ordõne que l'article 213. demourerott eſcrit sãs preiudice au Procureur general du Roy, de pouuoir debattre leſdicts biens des Aubains, & auſſi ſans preiudice des proces pendans pardeuant le Seneſchal de la Marche, & des priuileges ou couſtumes que les vaſſaux ont pretendu auoir au cõtraire.*

†† *L'Art.* 448 *a eſté raye comme ſuperflu & compris aux precedẽs & ſubſequens art.*

† *Ceſt art.* 476 *reforme le* 450. *ancien.*

†† *Ceſt Art.* 478. *eſtoit le* 452. *ancien, lequel a eſte auſſi reformé.*

† *Ces mots de leur &c. ont eſté adiouſtez.*

†† *Ces mots,* en ſaiſiſſant actuellement. *&c. ſont adiouſtez & mis au lieu de ces mots anciens,* ſans en auoir iamais ſaiſine, enuſant comme les Seigneurs deſchoſes donnees & aumoſnees.

† *Ceſt Art.* 6. *ancien a eſté de nouuel adiouſté comme ayant eſté obmis.*

†† *Ces* 8. 9. & 10. *Art. ſont adiouſtez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

† *Ceſt Art.* 340. 341 & 342 *ſont de nouuel introduicts.*

†† *Voyez ce qui eſt notte ſur l'Art.* 250. *cy deſſus.*

Droict d'Aubenage comme ſe doit payer.

†† *Ceſt Ar.* 43.

ſion de celuy qui le fait legitimer, auec les enfans de la femme, que ledict pere prend apres Ceſt l'Arreſt du Preſident de Calumont de Bordeaux prononcé ſolennellemẽt par M. Seguier aux Arreſts de la Septembre. 1565.

n Aubains ſont ceux qui ſont eſtrãgers nais en pays qui n'eſt de la ſouueraineté de France, qui ne ſont naiz dedans le Royaume, pays, terre, & ſeigneurie de l'obeiſſance du Roy de France, comme i'ay monſtré en la conference des ordonnan. liure x. Tit. 5. auquel lieu vous trouuerez l'ord. de Charl. 6. 1386. par laquelle le Roy declare que les biens des Aulbins Eſpaues & des Baſtards, luy competẽt & appartiennẽt au pais de Champagne. Louys 12. 1499. Ar. 5. François 1. 1535. chap. 1. Art. 92. reuoquent les lettres de naturalité, qui n'ont eſté executees. Ce droict d'Aubaine appartient au Roy: mais la negligence ou conniuence des officiers du Roy, a laiſſé vſurper ce droict aux S. ſubalternes, cõme nous auons dict cy deſſus du droict de baſtardiſe. Si l'eſtranger Aubin a obtenu lettres de naturalité, s'il decede ſans enfans, le Roy luy ſuccede, ainſi qu'il fut dict par Arreſt general du 29. de Mars. 1580. par M. de Mortſancõtre certains hauts Iuſticiers, qu'au Roy ſeul appartient la ſucceſſion de l'eſtranger, ores que naturaliſé, s'il meurt ſans enfans, leſdicts Sieurs ſe fondans ſur la couſtume qui leur attribue la ſucceſſiõ de celuy qui meurt ſans heritiers. Ce qui ſe doit prendre & entendre du droict de desherence, du regnicole. Le meſme auoit autres fois eſté iugé le 23. Iuillet 1565. plaidant Briſſon contre le Procureur du Roy. Quid ſi le naturalisé a adopté, vn pour porter ſon nom? ceſte queſtion a eſté vuidee par Arreſt prononcé en robbes rouges par M. de Morſan le 8. iour de Iuin ſurueille de la Pentecoſte 1576 Par lequel la Succeſſion d'vn nommé Champaigne, ayant obtenu lettres de naturalité. *Pourueu qu'il euſt enfans regnicoles,* & en conſequence de ce adopté vn de ſon nom, fut adiugee à l'enfant adoptif, & par autre Arreſt donné en Audience le 29. Mars 1580. fut la prouiſion adiugee aux enfans nez en France, encores que leur pere ſoit decedé en pays eſtranger & eſt receu le faict mis en auant pour eſtre faict preuue qu'ils ſont nez hors de France.

o Les enfans des eſtrangers naiz en France de loyal mariage, ils ſuccedent entierement à leur pere & mere és biens eſtans en Frãce. encores que les pere & mere ſoient Aubains & n'ayent obtenu lettres de naturalite du Roy, ainſi que Bacquet eſcrit Traicté d'Aubeine chap. 32. conformement aux Art. 4. 5. 8. & dernier de l'extraict de la Chambre des Comptes tranſcrit au 2. chapitre, allegue le dire d'Ezechiel, Aduenæ, qui acceſſerint ad vos, & genuerint filios, in medio veſtrũm erunt vobis, ſicut

Source : BIU Cujas

indigenæ. Tellement que ceſte Couſtume s'entend des enfans naiz hors le Royaume, ſoit qu'ils demeurent en iceluy ou nõ non pas des enfans naiz & demourans hors le Royaume. Autrement la Couſtume ſeroit inhumaine, contraire à l'ancienne vſance de France, & à tout droict, raiſon & equité. Voyez du Moulin ſur ce 6. Art. &c. Chop. liure 1. Du. Dom. Tit. 11.

p Du Moulin dit que ces mots *En Nobleſſe ne giſt Eſpaute* ſignifié qu'en nobleſſe le droict d'Aubaine Royal ceſſe & n'a lieu, & qu'il faut auſſi entendre qu'il n'a point de lieu és pays & prouinces deſignees par ceſt Art. Toutesfois il eſt certain que ceſte Couſtume n'empeſche point que le Roy ne iouyſſe du droict d'Aubaine en ce baillage. Les Aubains ont eſté appellez Eſpaues au pays de Vermandois & ailleurs. Bacquet Traicté du droict d'Aubaine chap. 30.

q Voyez la ſeconde partie de ceſte Conferen. Tit. 14. cy deſſous.

r Il a eſté iugé par Arreſt general prononcé du 27. May 1569. par M. Seguier recité par Bacquet Traicté d'Aub. au profit des Doyen & chapitre de Clery, contre le Procureur du Roy pretendant l'Aubaine d'vn Chanoine de Clery eſtranger, ayant obtenu lettres de naturalité du Roy, que les biens de l'eſtranger naturaliſé leur appartiennent cõme vacans & leur furent adiugez: tellemẽt que le Roy ayant donné lettres de naturalité renonce à ſon droict d'Aubaine. Toutesfois iugé au contraire le 29. Mars 1580. mis cy deſſus. Si d'vn regnicole & d'vn eſtranger ſont nais enfans au Royaume. Ils ne ſont neãtmoins reputez Aulbains és biens prouenuz, du regnicole iugé par Arreſt du 23. iour de Iuillet 1540. Les Phryſons ſont exempts du droict d'Aubaine par traicté faict entre le Roy & l'Empereur le mois de Decembre 1544. verifié en Parlement, le 9. Ianuier oudict an. Et ainſi par Arreſt du dernier iour de Septembre 1589. donné en la grand chambre au rapport de Monſieur Cheualier Conſeiller en la Cour de Parlement, au profit de Nicolas de Vilbergue Phriſon, contre N. le Queux donataire d'vn Aubeine d'vn Phriſon, nous auons monſtré en la Conference des Ordonnances liure x. Tit. v. qu'il y en auoit d'autres exempts de ce droict.

a eſté mis au lieu du 5. Ar. ancïe du meſme Titre.

AMBOISE Art. 1. Le Roy à cauſe de ſa Baronnie d'Amboiſe, a droict d'auoir, prendre & leuer tous Aubeins tant de meuble qu'immeuble, en quelque fief que decede l'Aubein, eſtant ladicte Baronnie & tenue dudict Amboiſe: & n'appartient ledict droict à autre qu'audict Seigneur: & des natifs hors du Royaume, prend les biens deſdicts Aubeins à cauſe de la Couronne.

MONT-RICHARD Art. 1. Le Roy a droict d'auoir & prendre tous Aubeins &c. fors des eſtrangers natifs hors du Royaume, dont il prend &c.

PRVILLY Art. 2. Pour droict d'Aubenage, outre la Couſtume generale en ladicte Baronnie, eſt deu vne liure de cire: & en defaut de payement de ladicte cire, eſt deuë l'amende ſelon ladicte Couſtume.

LA ROCHE-POVZAY Art. 1. le S. Chaſtelain dudict lieu, outre le droict d'Aubenage ordonné par la couſtume generale, a droict d'auoir & prendre, auãt que le corps dudict Aubain ſoit enterré, vne liure de cire: & en defaut de payement, y a lx. ſols d'amende.

LA GVIERCHE Art. 1. le S. de la Guierche en ſa ſeigneurie & deppendances d'icelle, prend ou a tel droict d'Aubenage, que le S. de Pruilly & de la Roche Pouzay.

BVZANÇOIS Art. 6. Le Baron de Buzançois en ſadicte Baronnie a droict de prendre & appliquer à ſoy, les meubles & immeubles des Aubains & Baſtards nez au Royaume de France, qui decedent ſans hoir en icelle Baronnie: ſinon que leſdicts Baſtards & Aubeins, ſe fuſſent faicts en leurs vies hommes du Roy, à Caſtillon. Auquel quand ils ſont hommagez du Roy, le Roy prend leur ſucceſſion, & non ledict Seigneur.

MAIZIERES Art. 12. Le droict d'Aubenage n'appartient au moyen Iuſticier: mais appartient au S. Baron ou Chaſtelain, chacun en droict ſoy: & ſe leue ledict droict d'Aubenage en ladicte Baronnie ou Chaſtellenie, ſur les decedans éſdictes Baronnies ou Chaſtellenie, qui ne ſont du Creſme de Bourges, de quelque eſtat ou condition qu'ils ſoyent.

S. CYRAN Art. 6. Le droict d'Aubenage ſe prend par le S. de S. Cyran, & en chacune iuriſdiction dependante de ſadicte Chaſtellenie, tel qu'il eſt introduit par la Couſtume generale, ſi le decedant n'eſt du Creſme de Bourges: pource que ladicte Chaſtellenie eſt en la Spiritualité de Berry, & en la temporalité de Touraine.

L'ISLE SAVARY, Art. 3, Droict d'Aubenage ſe prend ſur tous ceux qui ne ſont du Dioceſe de Bourges. Et eſt ledict droict & l'amende tels qu'ils ſont declarez par la couſtume generale.

† *A ceſt Art. 16. s'eſt oppoſé le Procureur du Roy, en tant que touche le droict d'Aubenage, diſant qu'au Roy ſeul appartient le droict d'Aubenage: & à ce l'auons receu.*

S. GENOVST Art. 3. Quand aucun meurt ſans adueu de Seigneur au dedans de ſa iuſtice qui s'appelle vulgairement Aubain, ledict S. de S. Genouſt ſe peut porter heritier du decedé tant de ſes biens meubles qu'immeubles.

LODVNOIS Chap. 2. Art. 5. p. *à Tours*, Art. 43. Officier, auant que le corps du decedé ſoit mis hors de ſa maiſon, où il eſt treſpaſſé: & en defaut &c. ſondict Aubenage. Chap. 37. Art. 8. Pour non auoir payé le droict d'Aubenage au S. de fief du decedé qui n'eſtoit du Dioceſe, auãt que le corps ſoit enleué hors de la maiſon d'iceluy decedé, y a amẽde de lx. ſols, qui ſe prennẽt ſur les biens d'iceluy decedé

GRAND PERCHE Tit. 1. Art. 18. Droict d'Aubeine appartiẽt au Roy ſeul.

DVNOIS ch. 1. Ar. 16. Nul s ne peut auoir droict d'Aubenage, s'il n'eſt chaſtelin

†† *Voy ce qui a eſté mis ſur le 187. cy deſſus.*

s Il a eſté iugé par Arreſt ſolennel prononcé à Paris le 29. iour de Mars 1580. Charondas le met de l'an 1581.

Source : BIU Cujas

que les biẽs d'vn eſtrãger non naturaliſé n'appartiennẽt au Seigneur nault Iuſticier, en la terre duquel il eſt decedé, par droict de deſherence, mais appartiennent au Roy par droict d'Aubeine, quand le droict appartient au Roy ſeul. Au liure 3. des loix des Lombards Tit. de aduenis. omnes Vvaregang. 1. aduenæ, qui de extremis finibus, in regni noſtri fini-bus aduenerint ſéque ſuóque ſub ſcuto poteſtatis noſtræ ſubdiderint, legibus noſtris Longobardorum viuere debeant niſi legem aliam à noſtra pietate meruerint. Si legitimos filios habuerint, heredes eorum in omnibus, ſicut & filii Longobardorum exiſtant. Et ſi filios legitimos non habuerint, non ſit illis poteſtas abſque miſſione regis, res ſuas cuicunque tha gare aut per quemlibet titulum alienare. En la couſtume de Bretagne s'eſt meuë ceſte queſtion. Iallier Receueur de Nantes prend par droict d'Aubaine l'heritage de Hieroſme Martin, les heritiers duquel diſoyẽt qu'ils auoit lettres de naturalité verifiees en la chambre des comptes, & au Siege de Nantes. Le Receueur dict qu'il faut par l'Ordonnance tiree de l'ancienne Couſtume Art. 339. qu'elles ayent eſté verifiees en la Cour: autrement elles ſont nulles. Le Iuge de Nantes adiuge les heritages par droict d'Aubeine, dont les heritiers appellent: & ce pendant obtiennent lettres du Roy, par leſquelles il vadicte publication tout ainſi que ſi elle auoit eſté faicte en la Cour. Mais on dict contre les lettres que l'effect de ladicte Ordonnance n'a eſté donné à entendre, la cauſe ayant eſté appoinctee au Conſeil le 23. Auril. 1566. en Feurier apres Bretaigne. On demande ſi vn Marchand eſtranger vient en France pour vendre & debiter ſa marchandiſe, ſans auoir intention d'y faire ſa demeurance & il y decede, ſi le droict d'Aubeine a lieu, par Arreſt donné en Audience le 19. Auril, 1584. entre Simon Hazouard heritiers du defunct, & François de Morees & Nicolas de Louuiers, & le Procurenr du Roy. Et a eſté ſouuent iugé par Arreſt, qu'en ce cas, le droict d'Aubeine n'auoit point de lieu, & de faict les 27. Iuin 1579. & 7. Ianuier 1581. elle adiuge aux heritiers de l'eſtranger paſſant ou marchant, tous les biens meubles & immeubles qu'ils auoyent en France. Voyez Chopin liure 1. du Domaine Tit 11.

Bovrbonnois Chap. 17. Art. 188. La†† Succeſſion des Aubains appartiẽt à Madame des biens eſtans au pays & Duché de Bourbonnois.

La Marche Chap. 24. Art. 328. Les † biens des Aubains eſtrangers qui n'ont heritiers capables appartiennent à Madame.

Poictov Tit. 7. Art. 298. Les † biens des Aubains natifs hors du Royaume, appartiennent au Roy, ſ'ils n'ont lettres de naturalité ou congé du Prince de teſter.

III. Meavx Chap. 26. Art. 204. Les t Eſpaues aduenues & trouuees au territoire d'vn Seigneur Haut Iuſticier luy appartiennent: toutesfois auant qu'il les applique à luy, il les doit faire publier & crier pour trois Octaues au lieu accouſtumé à faire cris, ou exercer Iuſtice en ſa terre: & ſ'il vient aucun qui les reclame ſiens, ils luy doiuent eſtre deliurez, en payant les frais de Iuſtice raiſonnables. Ar. 205. Qui trouue Eſpaues, eſt tenu le declarer au Haut Iuſticier, en la terre & Seigneurie de qui elles ſont trouuees, où à ſes officiers dedans xxiiii. heures. Et ſ'il ne le faict, eſt tenu en amende de lx. ſols t. enuers ledit Haut Iuſticier: ſ'il n'auoit empeſchement ou excuſation legitime.

Melvn Chap. 1. Art. 7. Eſpaues †† ſe doiuent denoncer & publier és lieux accouſtumez à faire cris & proclamations, par trois diuers iours, incontinent qu'elles ſeront apparues: & ſi dedans xl. iours apres la publication, celuy auquel elles appartiennent, les vient demander, luy doiuent eſtre rendues en payant la nourriture, garde & frais de Iuſtice: & ledit temps paſſé, ſont acquiſes audit Seigneur Haut Iuſticier. Art. 8. Et où leſdites Eſpaues ne ſe pourroient garder, ſans ſe conſommer en frais, ledit Haut Iuſticier les aiant faict publier par trois iours conſecutifs en l'Egliſe Parochiale ou autre lieu public, les peut faire vendre par ſa Iuſtice, à cry public, au plus offrant & dernier encheriſſeur: & les deniers procedans de la vente, doiuent demeurer conſignez en Iuſtice, & y demeurer iuſques à lx. iours: lequel temps paſſé, ſont acquis u & appartiennent audit Seigneur. Art. 9. Celuy qui trouue Eſpaue, & la recelle, ſans denoncer à Iuſtice, x dedãs xxiiii. heures, eſt amendable à l'arbitrage de Iuſtice.

† *Les Practiciens & les gẽs des trois Eſtats ont dit ceſte couſtume eſtre ancienne. Surquoy auons ordonné qu'elle demourroit, comme ancienne, ſans preiudice au Procureur general du Roy de dire ce que bon luy ſemblera: & à Madame la Ducheſſe ſes defenſes au contraire. Et a requis M. Iean de Coſtes pour la Dame de Harfeille cõme tutrice de ſes enfans, qu'il fut mis ſans preiudice des proces pendans par deuant le Seneſchal de la Marche entre ladite Dame au dit nõ & ſa partie aduerſe. Auons ordonné que ce ſeroit ſans preiudice des proces pendans par deuant ledit Seneſchal de la Marche.*

† *Ceſt Art. 298. a eſté mis au lieu du 229. Art. ancien remis à la Cour par la derniere reformation: & ce pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé. Et ſur les remonſtrances faites par M. Guillaume d'Eſgures pour le Baron dudit Peruſſe: & le Seigneur de Birauges à ce que ſuiuant ledit Art. ancien, leſdits Seigneurs iouyſſent des biens des Aubains & eſtrangers natifs hors de ce Royaume, comme aians demouré long temps dans leurs iuriſdictions, & dans icelles acquis leſdits biens tenus en cenſiue ou mouuans de leurs Fiefs, Cens ou emphyteoſe: à ſcauoir que au cas que leſdits Aubains & eſtrangers decedent ſans enfans, au dedans de leurſdites iuriſdictions, leurs biens ſoient declarez, appartenir auſdits S. de Peruſſe & de Birauges tant par droict de re-vnion directe deſdits biens immeubles, que à cauſe de leurſdites Iuſtices, ſuiuant la diſpoſition de la raiſon eſcrite, Couſtume du pays de Poictou & Arreſts ſur ce interuenus, & poſſeſſion immemoriale. Auons ordonne que la preſente reformation aura lieu, ſans preiudice des titres deſdits Seigneurs, Arreſts par eux obtenus & droicts acquis, ſi aucuns en ont.*

Eſpaues.

Eſpaues trouuees doiuent eſtre denoncees au Haut Iuſticier ou à ſes Officiers dans vingt quatre heures.

†† *Ces Art. 7. 8. & 9. ont eſté adiouſtez comme anciens & aians eſté omis en l'ancienne Couſtume.*

t Eſpaues ſont beſtes eſgarees, ou choſes trouuees qui ne ſont recogneues par aucun Seigneur, & neantmoins ſont trouuées ainſi errantes en la terre & iuſtice d'aucun Seigneur. Vaga animalia Faber in §. Apium Iuſt. de re. diuiſ. ait dominos terrarum occupare & vocare. Eſpaues vide l. quiſquis 3. c. de agr. & cenſit. Paul. 7. poſſideri 3. §. Nerua D. de adq. poſſ. Pecus atque aberrauerit, aut vas ita exciderit vt non inueniatur protinus deſinere à nobis poſſideri, licet à nullo poſſideatur Deuteron. 22. Non videbis bouem fratris tui aut ouem errantem & præteribis: ſed reduces fratri tuo. Geneſ. 23. Verſ. 4. Si occurreris boui inimici tui, aut aſino erranti reduc ad eum c. ſi quid 14. q. 5. Maſuer. in praxi Tit. de iudicibus §. item bona vacantia Ioſephus lib. 4. Ant. c. 8. Le droict d'Eſpaue eſt de haute iuſtice, par la Couſtume de Meaux, Melun, Sens, Auxerre, Berri & autres Toutesfois aucuns dõnent & attribuent le droict d'Eſpaues au moyen Iuſticier, comme il ſe voit par plu-

Source : BIU Cujas

sieurs anciens Practiciens, le Bouteiller en la somme Rurale Tit. des Vicomtiers, Item à la trouue de l'Espaue, & l'escheance du Bastard en la terre. Et ainsi fut il iugé en la salle à L'isle 1379. d'entre le Seigneur de Ligne lors Seigneur, de Mortaigne sur l'Escaul, & le Seigneur de Foreſt du Chasteau de Mortaigne en Vicomté: comme aussi faict Masuer en sa practique d. § bona vacantia. Mais il a esté souuent iugé que les Espaues appartiennent au hauts iusticiers priuatiuemẽt au Moyen ou bas Iusticier, & mesmes par Arrest du 2. iour de Ianuier 1580. entre Maistre Iean Veuillard Conseiller du Roy & Auditeur de la Chambre des Comptes Seigneur du fief de S. Eloy, assis à Arcueil appellant & fiere Hieroſme Chambellã Prieur de S. Denis de Lestree & Seigneur d'Arcueil: par lequel fut dit auoir esté bien iugé, mal & sans grief appellé par l'appellant. Ordonné que la sentence dont est appel sortiroit son plein & entier effect, condamné en l'amende & és despens de la cause d'appel, ainsi que le tout est bien au long recité par Bacquet Traicté de Iustice, cha. 33. Pareil Arrest donné à la Tous-saincts 1269. Vide Bened. in cap. Raynutius, in verbis & vxorem nomine Adeleſiam num. 921. & seqq. de testam.

u Il faut entendre n'estans reclamez.

y C'est à dire en la iustice duquel.

SENS Tit. 1. Art. 10. y Aubaines, † Espaues & biens vacans appartiennent au Haut Iusticier. Art. 11. p. *a Melun.* 7. proclamations, & depuis de xv. en xv. durant vi. semaines: pendans lesquels, si aucun appert, qui prouue la chose luy appartenir, elle luy sera rendue, en paiant les frais de Iustice auec la garde & nourriture, si elle y eschet. Toutesfois si le S. voit que l'Espaue soit de si petite valeur, & qu'elle ne puisse payer les garde & nourriture, il la peut apres la premiere xv. & deux Criees, faire vendre & garder l'argent au prouſit de qui il appartiendra. Art. 12. p. *a Melun* Art. 9.

AVXERRE Tit. 1. Art. 13. Toutes †† Aubeines &c. p. a l'Art. 10. *de Sens.* Art. 14 p. *a Sens.* 11. proclamations, incontinent qu'elle est trouuee, & depuis par trois xv. prochaines & consecutiues: pendant &c. apparoist &c. suffise au payement de sa garde &c. Art. 15. p. *a Sens.* 12. amendable d'amende arbitraire.

BAR Tit. 2. Art. 32. Les Espaues appartiennent aux Hauts Iusticiers, & se doiuent publier és lieux accoustumez à faire cris & proclamations & par III. huictaines: pendant lesquelles s'il se presente aucun qui prouue la chose luy appartenir &c. p. *a Sens.* Ar. 11. Le Seigneur la peut &c. huictaine & deux &c. Ar. 34. p. *a Sens.* 12.

TROYES Tit. 7. Art. 118. Les † bestes Espaues, & autres biens meubles non reclamez, trouuez &c. p. *a Meaux.* 204. appliquer à luy &c. par trois fois dedans l'octaue &c. raisonnablement. Et si tels biens, ne sont reclamez, le Seign. les peut faire vendre au plus offrant. Art. 119. Celuy qui trouue lesdites Espaues ou autres biens meubles, est à &c. p. *a Meaux.* Art. 205. sous z qui &c.

CHAVMONT Tit 8. Art. 93. p. *a Troyes* 118. par †† trois criees & trois octaues &c. raisonnables de Iustice Art. 94. p. *à Troyes.* 119. lesdites Espaues est tenu les deliurer au Haut Iusticier &c.

LAON Tit. 1. Art. 3. Biens † vacans & Espaues appartiennent aux Hauts iusticiers. Et s'entendent les biens vacans, les biens delaissez par celuy qui est decedé sans heritiers habiles à luy succeder. Et Espaues s'entendent bestes esgarees, qui ne sont aduouees par aucun Seigneur.

CHALONS Tit. 4. Art. 15. Bestes Espaues & biens vacans appartiennent aux hauts Iusticiers.

REIMS Tit. 13. Art. 343. Biens †† vacans & Espaues appartiennent au Roy & aux hauts Iusticiers, chacun en son endroit & limite de sa haute Iustice. Et s'entendent &c. p. *a Laon.* 3. succeder d'vn costé ou d'autre. Espaces s'entendent &c.

AMIENS Tit. 11. Art. 190. Toutes choses trouuees Espaues és fins de la S. du haut ou moyen Iusticier, se peuuent prendre par luy ou par sa Iustice, & les appliquer à son profit, si aucun ne poursuit la chose trouuee, & verifiee qu'elle luy appartient: auquel cas luy est rendue. Et si autres que ledit S. ou ses officiers auoient prins lesdites choses ainsi trouuees Espaues, sans le consentement dudit seign. ou sans l'auoir denoncé à Iustice, encourroient lx. sols P. d'amẽde enuers ledit S. Art. 191. Si † aucuns eps a ou mouches à miel s'en volent hors leurs vaisseaux, & celuy à qui elles appartiennent, les poursuit tant qu'elles soient assises, elles luy demeurent, & n'en perd la Seigneurie: & doit demander congé aux gens de la Iustice de les leuer & prendre, qui les luy doiuent accorder. Mais s'il ne les poursuit, & elles s'assient en la Iustice Vicomtiere ou plus haute d'aucun S. la moitié en appartiẽt à celuy qui les trouue: & l'autre moitié au S. Vicomtier ou †† autres aians plus haute Iustice, en la Seigneurie: duquel elles sont assises.

MONSTREVL Art. 18. Toutes Espaues doiuent estre mises en la main du S. Vicomtier en la Seigneurie duquel elles ont esté trouuees: & doit ledit S. faire publier la chose trouuee és lieux publics & marchez voisins, à ce qu'iceux ausquels elle appartient, la puissent venir querir. Et † s'ils y viẽnent dedans vn an, leur doit estre rendue, en payant les frais de la garde: sinon ledit S. en peut faire son profit.

HESDIN Tit. 2. Art 6. Quiconques s'ingere de leuer eps ou mouches à miel assemblees

z Cest Art. 10. de Sens a esté confirmé par arrest de la Cour le 17. Auril 1548. donné au profit de messire Dominique de Plaisance aiãt don du Roy de la succession d'Aubaine de Pierre Bouë Albanois contre le Cardinal de Bourbon Archeuesque de Sens, Seigneur de vilenesuse l'Archeuesque ouquel lieu ledit Bouë auoit deposé quelque somme d'argent.

a Eps ou essain d'auettes, dicitur examẽ apũ. Faber in §. examen apũ Inst. de rer. diuis. Espaues d'abeilles ou d'auettes. Tours Art. 54. Lodunois chap. 1. Art. 3 Aniou Art. 11. le Maine Art. 13. Bouteillier en la Somme Rurale. Sachez que les mouches, qui font le miel, qu'on appelle eps: male excusum est, ceps. Mais ces Coustumes parlant de ces auettes, sont contre la disposition du Droit Ciuil in l. quod enim 3. D. de adq. rer. dom. §. 12 Inst. de rer. diuis.

† Cest Art. 10. est passé pour le regard des biẽs vacans & Espaues: & quant aux Aubaines le Procureur du Roy a maintenu que au Roy seul appartenir & les S. Hauts Iusticiers au cõtraire les parties furent enuoyees à la cour audit iour de lendemain de Quasimodo.

†† Le Procureur du Roy a dit que toutes Aubeines appartiennent au Roy seul, priuatiuement à tous S. Iusticiers & qu'il en est en possession immemoriale. Denié par les gens d'Eglise & nobles, qui ont soustenu ledit Art. ancien & de tout temps obserué. Furent les parties renuoyees à la Cour, au lendemain de la S. Martin pour en estre par eux ordonné.

† L'Art. 123. sous la cotte ancienne a este rayé parlant des Successions des biens vacãs par defaut d'hoir: par ce que la plus grande partie des assistans a dit qu'ils ne sçauoient si de ce il y auoit coustume ou non: & a este reserue à ceux qui ont droict & priuilege, quant à ce, d'en iouyr, comme ils ont faict le temps passé: & aux autres

Source : BIU Cujas

ſuiets leurs defenſes au contraire.

†† *Notez que l'ancien Art.98. a eſté rayé parce qu'ils ne ſcauoient, s'il y auoit Couſtume pourtant ces mots*, les Succeſſions des Aubeines, *Baſtards &c.*

† *Les Art.3.4.5.6.7. 8.9.& 10 ſont adiouſtez pour l'Aduenir ſans preiudice du paſſé, au lieu des Art. anciens.*

†† *Ceſt Art.343. eſt de nouuel introduict.*

† *Ceſt Art.191. qui eſtoit le 39. de Monſtreul a eſté adiouſté à la Couſtume generale comme eſtant anciennement obſerué audit Bailliage: combien qu'il ait eſté omis en l'ancien Couſtumier.*

†† *Ces mots*, ou autre aiant plus haute Iuſtice, *ont eſté adiouſtez pour l'aduenir.*

aſſemblees à aucun arbre, ou autre choſe, ou aucuns biens Eſpaues, trouuez en la iuriſdiction deſdits Seigneurs hauts Iuſticiers ou Vicomtiers, ſans grace de leurs Officiers: commet pour chacune fois, amende de lx. ſols Par. & ſi eſt tenu reſtituer les eps & choſes leuees: ſauf que ſi leſdites mouches eſtoient arreſtees, dans le tenement de celuy, qui les trouue: il les pourroit leuer par grace du Seigneur: & audit cas auroit la moitié du prouſit qui en procederoit: & l'autre moitié appartiendroit au Seigneur.

La Salle de Lille Tit.1. Art.27. Et quand auſdits biens Eſpaues ou b Eſtrayers, apres qu'ils ſont ſaiſis, conuient faire publication és trois Egliſes Parochiales prochaines du lieu, où ils ſont trouuez, à heure de grand Meſſe, par vn iour de Dimenche, à fin que ſe aucun les veut dire ſiens, il compare à certain iour aſſigné, & obtenir les heures de premier, ſecond, tiers & quart iour de quinzaine en quinzaine. Pendant lequel temps, ſ'aucun compare en faiſant apparoir que leſdits biens Eſpaues ou eſtrayers luy appartiennẽt, ſont a rendre, en payant la nourriture, droicts & deſpens de Iuſtice. Et ſe perſonne ne compare, leſdits biens ſont à adiuger auſdits hauts Iuſticiers & Vicomtiers reſpectiuement. Ar.28. Se aucuns &c. p. *à Amiens*. Art.191. Vaiſſeaux & ſe aſſeent ſous la iuriſdiction d'vn Haut Iuſticier ou Vicõtier, ſans eſtre pourſuiuis par celuy à qui ils appartenoient, la moitié d'iceux ceps, appartient à celuy qui les trouue, en le ſignifiant, auant les leuer, audit Seigneur ou ſes Officiers, auquel l'autre moitié appartient. Mais ſ'ils ſont leuez auant ladite ſignification, iceux appartiennent entierement à icelui Seigneur.

† *Ces mots*, Et ſ'ils y viennent *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez au lieu des mots anciens*, Et ſi aucun ne vient *&c. qui eſtoient au* 40. *Art. ancien.*

Bovllenois Tit.6. Art.23. Au S. Haut Iuſticier aiant Cour & hommes en ſes terres & Seigneuries, appartiennent toutes beſtes & choſes Eſpaues, trouuees és mettes de ſa Seigneurie, en le faiſant publier vne fois à l'Egliſe Parochiale de ſa terre, par vn iour de Dimanche ou Feſte ſolennelle: & pareillement par vn iour de marché, au marché plus prochain d'icelle terre, en gardant ladite choſe Eſpaue par an & iour, à celuy qui en feroit pourſuitte ou demande pendant ledit an, en paiant la garde & miſes de Iuſtice raiſonnables. Apres c lequel temps paſſé, ſi le proprietaire n'en fait pourſuitte & vienne à cognoiſſance, il appartient au profit dudit S. Et ne peut autruy fut le proprietaire, prendre ladite choſe Eſpaue, ny oſter hors des mains dudit Seigneur, ny de ſes Officiers ſans leur congé ou licence: tellement que celuy qui fait le contraire, commet amende de lx. ſols Par. enuers ledit S. & eſt tenu reintegrer la choſe prinſe ou leuee. Et ſi ladite choſe Eſpaue ne ſe peut garder, & eſt periſſable, apres leſdites ſignifications faictes, ledit S. ou ſes Officiers, la pourra faire vendre par Iuſtice à cry public, & garder les deniers iuſques au bout de l'an. Demeurent pareillement leſdits deniers. ledit temps paſſé, à ſon profit, comme deſſus.

Peronne Tit.1. Art.17. Toutes beſtes & autres choſes eſgarees, appartiennent au S. Haut Iuſticier du lieu, où elles ſont trouuees & arreſtees, ſi xl. iours apres qu'il aura fait publier par trois Dimanches à iſſue des grand Meſſe du lieu de la S. où leſdites choſes auront eſté trouuees, ne ſe trouue aucũ, qui les aduouë Ar. 18. Et ſi dedans les xl. iours, le proprietaire deſdites choſes trouuees apparoiſt, luy ſeront rendues en payant les frais de Iuſtice & autres impenſes Art.19. Et ſi celuy qui aura trouué leſdites beſtes ou choſes Eſpaues, les retient plus de xxiiii. heures, ſans le ſignifier audit haut Iuſticier ou ſes Officiers, il eſchet en amende de lx. ſols Par. auec reſtitution deſdites Eſpaues.

Artois Tit.1. Ar.10. Si aucun prend quelque choſe trouuee Eſpaue en quelque S. ſans le conſentement du S. Vicõtier ou ſes Officiers, & ſans l'auoir denõcé, au dedans de xxiiii. heures, il commet amende de lx. ſols P. enuers ledit S. Vicõtier

S. Omer en Artois Tit.2. Art,10. p. *à Amiens*. 191. ſ'euolent &c. perd point la &c. Et de l'octroy & licence du S. ou de ſes Officiers, en quelle iuriſdictiõ, ils ſerõt aſſis, les pourra prẽdre & leuer. Mais ſe iceux eps ou mouches ne ſont pourſuiuies & ſe aſſiẽt en la S. d'aucun S. Vicomtiet, la moitié d'iceux eps appartiẽt à iceluy qui les aura trouuees: & l'autre moitié audit Vicomtier, en la S. duquel ils ſont aſſis. Toutesfois ſi celui qui les a trouuees, les eſleuoit, ſans aduertir le S. il perdroit ſon droict, & eſcherroit auec ce en amende de lx. ſols Par.

b Eſtrayeres, ou Atrayeres ſont les biens des Baſtards, Aubains & Eſpaues demourans en ce Royaume comme appert par les extraicts de la chambre des Comtes recitez par Bacquet Traicté du droict d'Aubeine Tit.3.

c Vide Nou. 5. Conſtantini Porphyrogennetæ.

Source : BIU Cujas

CAMBRAY Tit.24.Art.2. Biens, Espaues se peuuent apprehender par les Baillifs ou autres Iusticiers, pour appartenir au Seigneur, en cas que nuls ne les viennent reclamer & prouuer siens dedans l'an: iusques auquel terme ils doiuent demourer és mains de Iustice, & si c'estoit Cheual ou autre beste fraiable ou perissable, se doit vendre au debout de trois iours, & l'argent demourer és mains de Iustice, iusques ledit temps expiré. Art.4. Vaisseaux d'æz ou abeillons à miel trouuez Espaues, & non poursuiuis dedans viii.iours du proprietaire, doiuent appartenir la moitié au Seigneur de la Seigneurie, en laquelle ils sont trouuez: & l'autre moitié à celuy qui les a trouué.

DYCHE de Bourg.Chap.1.Ar.1. Toutes Espaues, &c.p.à *Meaux*.204. Seigneur, sont & appartiennent au S.Haut Iusticier dudit territoire. Art.2. Le S. Haut Iusticier, qui a droit d'auoir & prendre Espaues, prẽd celles qui aduiennent en sa Iustice & Seigneurie, & les garde par l'espace de xl.iours, durant lesquels xl.iours, il doit faire crier par iii. Edicts huictaines, les Espaues au marché du lieu, s'il y a marché, ou au plus prochain lieu d'illec, où il y aura marché, ou és lieux accoustumez, où és Eglises voisines, à la Messe Parrochiale, & se durant les quarãte iours, celuy, à qui est ladicte Espaue vient, & la prouue estre sienne, elle luy est rendue, en payant les despens que ladite Espaue a faits, se c'est beste pasturant. Et se dedans ledit terme de xl.iours, il ne vient, le S. l'applique à son profit, apres lesdicts xl. iours passez. Et ne la pourra ledit Iusticier appliquer à soy, iusques à ce que lesdites solennitez seront accomplies. Art.3. Celuy qui trouue Espaue & la retient sans la &c.p.*à Peronne*. Art.19. signifier dedans xxiiii.heures, à la Iustice ou aux Officiers du S.Haut Iusticier, où territoire duquel ladite Espaue est trouuee, est amendable de lx.sols enuers ledit S.Haut Iusticier, &c.

COMTE de Bourg.Chap.11.Art.59.p.*au Duché*. Art.1.territoire, xl.iours passez. Art.60.p.*au Duché*. Art.2. & durant ledit temps de xl.iours, &c. les Espaues. Et se feront lesdits cris & publications és lieux, où l'on a accoustumé de faire cris & publications en la terre du Seigneur, où les Espaues seront trouuees. Et si ledict Seigneur n'a lieu accoustumé à faire cris, l'on les signifiera en l'Eglise Parrochiale. Et si durant &c. payant les despens & tous frais de Iustice. Arti. 61.p. *au Duché*. Art.3. sans dedans xxiiii.heures, &c.

NIVERNOIS Chap.1.Art.1. Toute Espaue tant soy mouuant que autre mobiliaire, apprehendee au territoire & Iustice d'aucun, appartient entierement au S.Haut Iusticier du lieu. Et si la Iustice Basse appartient à l'vn, & la Haute à vn autre, ladite Espaue appartiendra au Bas Iusticier iusques à lx.sols: & le surplus, s'il y en a, appartiendra au Haut Iusticier. Art.2. La declaration, vente & adiudication de ladite Espaue, compete & appartient au Haut Iusticier, qui recouurera ses frais sur le Bas Iusticier entierement, quand l'Espaue vaut seulement lx.sols, & au dessous. Et si plus vaut, les frais se prendront sur lesdits Seigneurs *prorata*. Artic.3. Le Haut Iusticier, auant que ordonner la vente de ladite Espaue, la doit garder, si c'est chose mouuante & paturable (à sçauoir chieures, brebis, moutons, couchõs, veaux & autres semblables menues bestes) par l'espace de x. iours: pendant lesquels il sera tenu les faire crier par deux fois, distantes l'vne de l'autre de iii. iours entiers: l'vne d'icelles au lieu du marché de ladicte Iustice, si marché y a: & s'il n'y a marché, au lieu public & plus apparent de ladite Iustice: & l'autre iour du Dimanche à l'issue de la grand Messe Parrochiale de ladite Iustice. Et les grosses bestes, comme Bœufs, Vaches, Iumens, Cheuaux, Poulains, Pourceaux & leurs semblables, l'espace de xx. iours: pẽdant lesquels, il sera tenu les faire crier & proclamer par trois diuerses fois, distantes l'vne de l'autre de trois iours entiers, les deux d'icelles au iour du Dimanche à l'issue de la grand Messe de Parroisse de ladite Iustice: & l'autre au lieu de marché, si marché y a: ou au lieu public & plus apparant d'icelle Iustice. Et si dedans ledit temps il n'appert qu'aucun face poursuite desdites bestes, il les peut, ledit temps passé, faire vendre audit lieu public, au plus offrant & dernier encherisseur. Art.4. Et si dedans xl iours apres ledit temps, passé, le maistre & Seigneur desdites Espaues, les veut recouurer, faire le pourra si elles ne sont vendues, en faisant apparoir qu'elles luy appartiennent, & payant les pastures faictes durant les x.iours & frais raisonnables, quant aux menues bestes: & durant xx.iours, quant aux grosses bestes. Et si lesdites bestes sont vendues il recouurera seulement le pris & l'argent issu d'icelle: lequel sera mis entre les mains du Procureur de la Iustice deslors de la vendition. Et à ce sera ledit Procureur contraint, incontinent par prison, sans prendre aucun profit, hors mis lesdites pasturages & frais raisonnables. Lesquels x. & xx. iours seront cõprins & comptez esdicts xl.iours. Art.5. Et quant aux autres choses mobiliaires non pastura-

Source : BIU Cujas

bles ou periſſables, le Seigneur les doit garder par xl. iours : & durant ledit temps, les faire crier, comme deſſus. Et ne pourront eſtre vendues, que les xl. iours ne ſoiẽt paſſez: durant lequel temps le Seigneur ou maiſtre de l'Eſpaue, les pourra recouurer, en faiſant apparoir qu'elles luy appartiennent, & payant les frais raiſonnables: & en tous leſdits cas, le temps deſſuſdit de xl. iours paſſez, y comprins les xx. iours, le S. Haut Iuſticier, pourra declarer ladite Eſpaue eſtre confiſquee: & iuſques à ladite declaration, le maiſtre de ladicte Eſpaue, ſera touſiours receu, comme deſſus. Art. 6. Celuy qui trouue Eſpaue, & la retient & recelle plus de xxiiii. heures, ſans le notifier au S. Haut Iuſticier, ou aux Officiers de ladite Haute Iuſtice du lieu, où elle ſera apprehendee, eſt amendable enuers ledit Seigneur Haut Iuſticier, à la diſcretion du Iuge: & ſi eſt condamné à la reſtitution de ladicte Eſpaue.

MONTARGIS Chap. 5. Art. 1. Eſpaues ſe doiuent garder par xl. iours, & les crier par trois huictieſmes, & appartiennent au Haut Iuſticier, en la terre duquel ſont trouuees : ſinon que le Seigneur apparuſt dedans leſdits xl. iours, ou apres les xl. iours, auant la deliurance: auquel cas ſeront rendus au Seigneur, en paiant les frais raiſonnables, & apres non. Art. 2. Celuy qui trouue quelque Eſpaue, eſt tenu la rendre à Iuſtice dedans huictaine, ſur peine de l'amende.

†† *Ceſt Art. 163. 164. 165. & 166. ont eſté tirez & mis au lieu du 116. de l'ancien Couſtumier : & ce qui a eſté adiouſté, eſt ſans preiudice du paſſé.*

ORLEANS Tit. 6. Art. 163. p. à *Montargis*. 1. & †† ce pendant proclamer par trois diuers Dimanches aux Proſnes de la grande Meſſe Parrochiale, au Siege de la Iuſtice du lieu, où elles auront eſté trouuees, à iour de plaids, à la diligence des Seigneurs de Haute, Moyenne ou Baſſe Iuſtice, ou de celuy, qui aura trouué leſdites Eſpaues. Art. 164. Si celuy, à qui appartiendra l'Eſpaue, l'apparoiſt dedãs leſdits xl. iours, à compter du iour du premier cry faict ſolennellement, elle luy ſera rendue, en payant les nourritures & frais faicts en la garde & proclamation d'icelle. Et où il ne ſe trouueroit perſonne, qui recherchaſt ladicte Eſpaue dedans ledit temps, & iceluy paſſé, ſera adiugee aux S. Iuſticier, ſelon les droicts de leur Iuſtice : ſur l'adiudication de laquelle prendra celuy qui l'aura ſerree & deferee à Iuſtice, le tiers de ce qu'elle ſera vendue publiquement, tous frais deduicts. Art. 165. Neantmoins aduenant que le temps deſdits cris & proclamation fut paſſé, & la beſte eſgaree ne fut encores adiugee, viendra le Seigneur d'icelle Eſpaue à temps pour la recouurer & luy ſera rendue, faiſant apparoir qu'elle luy appartienne, & payant les frais comme deſſus. Art. 166. Qui recele aucune Eſpaue ou beſte eſgaree plus de trois iours, ſans le declarer à Iuſtice, où la faire crier, eſt amendable d'vn eſcu ſol enuers Iuſtice, & tenu des dommages & intereſts du Seigneur d'icelle.

† *Les Art. 184. & 185. ont eſté accordez ſans preiudice des remonſtrances de la Dame de Longueuille, qui pretẽd qu'à cauſe du Comté de Tancarville, il luy appartiẽt le droict de Varech, Marais, Alluuion, Peſcherie, & toute autre droiture, Iuſtice, Vicõte, & Iuriſdiction des eauës, depuis la pierre du figuier, au deſſus du Chaſteau Daurischer iuſques au Val-varin, & Cricque du Saux du coſté du Nort, & du coſté du Su, depuis le Noir port & groſſe Tour de Honneſteur, iuſques au rabbat de Quellebeuf, dont elle eſt iouiſſante de poſſeſſion immemorial. Valdory pour les Abbé & Religieux de Feſcam, & auſſi remonſtré, qu'ils ont touſiours iouy, & iouiſſent encores paiſiblement dudict droict de Varech, meſmes de Reliefs, tant ſur terres, nobiles, maſures, que autres ſuiettes à campart. Du Saulſay, Depute pour la Nobleſſe du Bailliage de S. Sauueur le Vicomte, a dit qu'il y a pluſieurs Seigneurs de Fief, tant audit Bailliage que en celuy de Conſentin qui ont droict de Varech non ſeulement en l'eſtendue de leurs terres: mais auſſi hors la teneure d'icelles, & ſont en poſſeſſion valable, requerant qu'il ſoit adiouſté audit dernier Art. ces mots, S'il n'y a titre particulier ou poſſeſſion au contraire. Et par M. Nicolas Ferrant Procureur des Abbeſſe & Religieuſes de Caën a eſté ſupplié, qu'elles ſoient maintenues en la poſſeſſion de droict de Varech, qu'elles ont de temps immemorial, depuis le fil de la riuiere de Saire ſituee en la mer, iuſques au fil de l'eaue de la riuiere du Parier, courant en la Parroiſſe de Morſalines en quelques Fiefs, terres & Seigneuries qu'il arriue auec la garde d'iceluy Siege & paſſage de Nautres, ainſi qu'il eſt contenu en leurs Adueus & Arreſts de la Cour ſur ce euſuiuis. Suiuant leſquelles ont eſté appoſees deux colonnes de carreau*

d Varech ſignifie tout ce que l'eau aura ietté ou bourté à terre, à la difference des choſes periees, qui auroient eſté peſchees à flot & tirees du fonds de la mer. Et ſur leſquelles les Seigneurs prennent droict de Bris. Les choſes gayues ſont Eſpaues, & choſes eſgarees & adicees qu'aucun ne reclame ſiennes. Gueſuer ou Gayuer ſignifie delaiſſer & Gueſuemẽt en la Couſtume d'Orleans, gueſuer l'heritage, gueſuement. Art. 121. & 132. de l'ancienne Terrien ſur la Couſtume de Norm. & par Arreſt donné à la S. Martin 1281. eſt declaré la forme & mandement de demander le Vareſque, qui eſt tout ce que la mer iette à terre, & par autre Arreſt donné à la Chandeleur 1282. le Roy en a la garde.

Source : BIU Cujas

pour mercs & diuises aux deux costez de ladite riuiere du Parier, pres les masures Perret. Surquoy ont este adiousteż à la fin du dernier Art. ces mots, S'il n'y a titre possession ou conuenant au contraire.

ne se presentera dedans l'an & iour pour reclamer, le Varech appartient au Seigneur, sans qu'il en puisse estre inquieté. Art. 589. L'or & l'argent en quelque espece qu'il soit en vaisseaux, monnoyé ou en masse, pourueu qu'il vaille plus de xx. liures, Cheuaux de seruice, francs chiens, Oyseaux, Yuoire, Courail, Pierrerie, Escarlate, le ver, le gris, & les peaux Sebelines, qui ne sont encores appropriees à aucun vsage d'homme: les trousseaux des draps entiers liez, & tous les draps de soye entiers, & tout le poisson Royal, qui de luy vient en terre, sans aide d'homme, appartient au Roy: enquoy n'est compriſe la Balaine, & toutes autres choses appartiennẽt au S. du F. Ar. 590. Les choses gayues sont qui ne sont appropriees à aucun vsage d'hõme, ne reclamees par aucun, & doiuẽt estre gardees par an & iour, & redues à ceux qui feront preuue, qu'elles leur appartiennent. Art. 591. Les choses gayues appartiennent au S. du Fief: & seront gardees par luy, son Seneschal, Preuost, Procureur ou autres Officiers par an & iour. Art. 592. Nul ne peut retenir les choses gayues plus de vii. iours: ains les doiuent rendre au Roy, ou au Seigneur, à qui elles appartiennent: sur peine de l'amende. Art. 593. Celuy qui afferme la chose prise comme gayue, luy appartenir, comme son bœuf ou son cheual, la doit reclamer dedans l'an & iour: & prouuer qu'elle luy appartient: autrement demourra au Roy.

TOVRS Tit. 1. Art, 17. Le Bas Iusticier est fondé d'auoir Espaues d'auettes, qui sont mouches à miel. Tit. 2. Art. 47. Le Moyen Iusticier prend les Espaues mobiliaires, qui seront trouuees en son Fief, en gardant les solennitez cy apres declarees. Tit. 3. Art. 52. Espaue mobiliaire appartient au Seigneur, qui a Moyenne Iustice, quand elle est trouuee en son Fief & iurisdiction: & icelle chose doit garder pour icelle rendre à celuy, à qui elle seroit, s'il la venoit demander: & en l'informant qu'elle fut sienne, la luy doit rendre & restituer, en rendant les impenses. Art. 53. Quand aucunes Espaues sont trouuees en la terre d'aucun Seigneur, iceluy Seigneur les doit faire proclamer par iii. Dimanches ou Festes solennelles en la Parroisse du lieu, où elles ont esté trouuees, ou par trois iours de marché, s'il y a iour de marché. Et si durant lesdites trois proclamations, il ne vient aucun qui les aduouë, ledit Seigneur en peut disposer à son plaisir: declaration prealablement faicte par son Iuge ou autre Iuge competant. Art. 54. Si aucun des suiets du Seigneur trouue essain d'abeilles en son fond, où il n'a Fief ne Iustice, il sera tenu de le reueler au Seigneur en la Iustice, duquel est ledit essain, dedans viii. iours: & en ce faisant il aura la moitié dudit Espaue d'abeilles: & l'autre moitié appartiendra à celuy a qui sera la Iustice Et s'il le recelle, & en soit conuaincu, il restituera ladicte Espaue d'abeilles, & payera l'amende de lx. sols à appliquer: c'est à sçauoir au Bas Iusticier vii, sols vi. den. & le surplus à son Suzerain. Et s'il prend ledit essain d'abeilles au fonds d'autruy & les emporte, il sera puny a l'arbitrage de Iustice.

PRVILLY Art. 1. Le droict d'Espaues d'auettes & autres Espaues appartiennent au Moyen Iusticier, & n'y peut pretendre ou demander aucun droict le Bas Iusticier.

MAIZIERES Art. 11. Le Moyen Iusticier n'a droict d'Espaues mobiliaires: ains appartiennent au S. Baron ou Chastelain chacun endroit soy.

LODVNOIS Chap. 1 Art. 13. p. *à Tours.* 17. d'auettes. Et si lesdites auettes sont arrestees & ayent prins leur nourrissement en l'arbre d'aucun domanier, qui n'a point de Iustice, elles sont & appartiennẽt au Seigneur du Fief, qui a Iustice fonciere audit lieu, pour la moitié: & l'autre moitié au S. du domaine: ainsi s'ensuit que si le Seigneur domanier a Iustice fonciere audit lieu, où sont lesdites auettes, elles luy appartiennent pour le tout: mais si lesdites auettes sont poursuiuies par le Seigneur du lieu, dont elles sont parties, auant qu'elles soient logees & entrees & prins leur nourrissement audit lieu, le Seigneur du lieu, dont elles sont parties, les doit auoir & emporter comme siennes. Chap. 2. Art. 9. p. *à Tours.* 47. Chap. 3. Art. 1. p. *à Tours.* 53. les mises & impensees. Art. 2. p. *à Tours.* 52. Dimanches continuels & consecutifs en la Parroisse du lieu &c. & par trois iours de marché. Et si durant, &c. Seigneur declaration &c. en peut d.a.s.p. Art. 3. p. *à Tours.* 54. Espaue & l'autre moitié &c. recelle malicieusement & en soit conuaincu, il restituera ladite Espaue, & payera, &c. Suzerain: Toutesfois si ledit Seigneur est negligent, la reuelation à luy deuëment faicte par ledit suiet, à recueillir lesdites auettes dedans viii. iours, elles demoureront au Seigneur dudict fonds. Et si aucun prend ledit essain

Source : BIU Cujas

d'auettes en autruy fonds &c. il eſt reputé larron & ſera puny &c.

ANIOV Tit.1.Art.10.Les Bas Iuſticiers ont auſſi les Eſpaues foncieres : c'eſt à ſçauoir dufons & domaine, ou autres choſes immeubles, par autant qu'elles ſ'eſtendroient en leurdit Fief* & nueſſe. Art.13. Les Eſpaues des auettes, nonobſtant qu'elles ſoient mouuantes, tenans & eſtans en aucun arbre ou autrement aſſiſes au Fief d'aucun, appartiennent pour le tout au Seigneur dufonds, où elles ſont aſſiſes, ſi ledict Seigneur dufonds y a Iuſtice fonciere en nueſſe. Art.14. Et ſ'il n'a Iuſtice fonciere en fonds, elles luy appartiennent pour la moitié, & au Iuſticier en nueſſe pour l'autre moitié: Mais ſi leſdites auettes ſont pourſuiuies, auant qu'elles ſe ſoient encores logees & prins leur nourriſſement audit lieu, où elles ſe ſont aſſiſes, le Seigneur du lieu, dont elles ſont parties, les peut pourſuiuir & les doit auoir comme ſiennes. Tit.3.Ar.40. *A la fin.* Outre ont droict d'Eſpaues mobiliaires, quand elles ſe trouuent en leur Fief. Et doiuent les choſes trouuees prinſes par Eſpaues, eſtre proclamees par &c. p. *a Tours.* 53. declaration faicte par le Seneſchal, Bailly ou autre &c. en. p. d. à. ſ. p. Tit.5. Art.47. *A la fin.* Au Baron appartient l'Eſpaue du faucon & du deſtrier : & eſt entendu deſtrier vn grand cheual de guerre, courſier ou cheual de lance. Tit.9. Art.150. Celuy qui trouue Eſpaues mobiliaires, & les recelle par viii. iours, fait la loy d'amende, qui eſt vii. ſ. vi. deniers. t. ſur le Noble, & x. ſ. t. ſur le couſtumier. Et s'il recelle par xv. iours ou plus, il faict ſoixante ſ. t. Car il eſt veu qu'il les veut retenir, & les doit rapporter à Iuſtice. Et ſi l'Eſpaue eſt bannie & demandee, ſ'il ne la rend, il cõmet, & en doit eſtre puny, comme de larcin, ſi le ban vient à ſa cognoiſſance. Art.151. Gentil-homme qui recelle Eſpaue viii. iours paſſez, s'il eſt homme de foy du Seigneur de Fief, à qui elle appartient, fait amende arbitraire.

LE MAINE Tit.2.Art.11. *A la fin.* Et auſſi ont les Eſpaues &c. p. à l'Art.10. d'*Aniou.* Art.13. p. aux 13. & 14. d'*Aniou.* aſſiſes, celuy a qui elles appartiennent, les peut &c. Tit.3.Art.47. p. *à Aniou.* 40. par vn Dimanche ou feſte ſolennelle, en la Parroiſſe &c. & és deux autres Parroiſſes voiſines, ou par trois iours de marché, &c. ou viii. iours apres, il ne &c. faicte par Iuge competant &c. plaiſir. Et pourra le Sergent dudit S. faire leſdites proclamations eſdites Parroiſſes, nonobſtant que ce ne ſoit ſon territoire. Et auſſi pourra ledit Seigneur faire proceder à ladicte declaration, nonobſtant que ſa iuriſdiction ne tienne. Tit.6. Art.55. p. *a Aniou.* 47. guerre, appellé courſier &c. Tit.10. Art.163. p. *a Aniou.* 150. Manſais &c. veut tenir, &c. larcin, ſ'il n'allegue iuſte cauſe d'ignorance. Art.164. p. *a Aniou.* 151. amende de ſon meuble : laquelle amende de meuble ſe moderera à lx. ſols Manſais, ſelon la valeur du Fief, qu'il tient, la qualité de cauſe, & la faculté de celuy qui eſt impoſé en icelle amende.

GRAND PERCHE Tit.1. Art.15, Au†† Haut Iuſticier appartient droict d'Eſpaues: lequel il doit racheter & employer en ſon Adueu: Sinon† que fut Fief appartenant a l'Egliſe & admorti. Auquel cas ne laiſſe auoir ledict droict, encores qu'il ne ſoit comprins & employé en Adueu.

BLOIS Chap.3. Art.26 Le gros Voyer a droict de prendre toutes Eſpaues mobiliaires trouuees en ſa terre, iuſques a lx. ſols t. Et le reſte appartient a ſon ſuperieur, les Criees & declarations a ce requiſes prealablement faictes Art.32. le Bas Iuſticier a droict d'Eſpaues mobiliares, iuſques a vii ſols vi. den. t. & le ſurplus appartient a ſon ſuperieur, les Criees & declarations prealablement faicts.

DVNOIS Chap.6. Art.54. Qui recelle aucune Eſpaue plus de xxiiii. heures, & il ne la porte ou meine à Iuſtice, il eſt condemnable en amende de lx. ſols t. enuers Iuſtice. Art.55. Toutes Eſpaues, qui ſont amenees à Iuſtice, ſe doiuent crier & ſubhaſter par trois iours de marché, au lieu, où on a accouſtumé faire cris. Et ſ'il ne vient perſonne, qui aduouë ſienne ladite Eſpaue, elle doit eſtre vendue & liuree au marché, où l'on vend les biens prins par execution, au plus offrant & dernier encheriſſeur. Et ſur les deniers qui en iſtront de la vente de ladicte Eſpaue, en

* *Aliàs, en nueſſe.*

†† *Le Subſtitut du Procureur general du Roy, a remonſtré qu'au Roy ſeul appartient le droict d'Eſpaues : & qu'aux Baux faits pour ledit Seigneur, ſont ſpecialement baillez leſdits droicts, qui reuiennent à groſſes ſommes de deniers à la Recepte de ſon Domaine. Ce qui a eſté denié par leſdits Eſtats, qui ont maintenu les Hauts Iuſticiers auoir iouy dudit droict d'Eſpaues en toutes Hautes Iuſtices. Auons ordonné que ledit Subſtitut aura acte de ſa remonſtrance. Et ſur ce que René le Lieure a maintenu qu'auſſi aux Moyens Iuſticiers appartient droict d'Eſpaues, requerant qu'il en fut faict Article de Couſtume. Ce que pareillement a eſté requis par aucuns des Nobles. Souſtenu au contraire par ledit Subſtitut. La matiere miſe en deliberation, auons ordonné qu'il n'en ſera faict aucun Article de Couſtume: ſauf auſdicts Moyens Iuſticiers leur droict, tel qu'ils peuuent auoir par titre & poſſeſſion immemoriale : & non autrement: & que ledit Artule 15. demourera, ainſi qu'il eſt.*

† *Ces mots, Sinon que ce fut, &c. ſont de nouueau adiouſtez pour plus grande explication dudict Article, ce requerant ledit Bien-aſsis pour l'Eſtat de l'Egliſe.*

Source : BIU Cujas

doit estre deliuré iusques à lx. sols t. au Preuost Fermier de la Iustice, où sera trouuee ladite Espaue, si tant est vendue: & le surplus au Seigneur de ladicte Iustice. Art. 56. Et si aucun vient dedans lesdits trois marchez, qui aduouë sienne ladicte Espaue, en informant deuëment qu'elle luy appartient, elle luy sera deliuree par Iustice, en payant par luy les frais raisonnables.

MENETON Chap. 4. Art. 12. Espaues se doiuent crier & publier par trois huictaines au lieu accoustumé à faire cris. Et si dedans ledit temps ne s'apparoist aucun, * les Espaues sont acquises au Preuost, iusques à lx. sols, & au dessous, & le residu au Seigneur, si plus elles vallent, declaration prealablement faicte par Iustice.

BERRI Titre 2. Art. 7. Les Hauts Iusticiers aians droict d'Espaue, apres l'auoir trouuee & prins, sont tenus le faire crier dedans la premiere huictaine qu'il aura esté trouué par deux fois, &c. p. *à Niuernois.* 3. Et où il n'y a marché, au lieu plus, &c. de l'Eglise de ladite Iustice. Art. 8. Et †† si ledit Espaue est chose mouuante, pasturable ou posturable, comme chieures, brebis, moutons, cochons, veaux & autres semblables menues bestes, les gardera par l'espace de xv. iours, auant que les exposer en vente: pendant lequel temps, si le Seigneur desdites bestes pretendues, vient & fait apparoir sommairement, qu'elles luy appartiennent, luy seront deliurees en payant la despence, qui aura esté faite ce pendant par lesdites bestes: pour laquelle le Seigneur ne pourra prendre pour chacun chef de menues bestes outre iii. den. t. pour iour. Et lesdits xv. iours passez, ne sera plus le Seigneur d'icelles receuable à les demander: & pourra le Seigneur qui les a prinses comme Espaues, icelles vendre ou les retenir à luy, & en faire son profit. Art. 9. Et quant aux grosses bestes comme bœufs, vaches, iumens, cheuaux, poulains, pourceaux, & autres semblables, est tenu ledit Haut Iusticier, sans les exposer en vente, l'espace de xxx. iours: durant lequel temps, il est tenu les faire crier & proclamer dedans la premiere quinzaine qu'elles auront esté trouuees par trois &c. p. *à Niuernois.* 3. *iusques a ces mots* d'icelle Iustice, *inclus*. Art. 10. Et si pendant ledit temps de xxx. iours, celuy à qui appartiennent lesdites bestes, vient & fait apparoir sommairement, luy seront &c. comme au 8. cy dessus pour cheual outre deux sols to. par iour: & pour grosses bestes, comme vaches, pourceaux & autres semblables, outre vi. den. t. Et si celuy à qui appartiennent lesdites bestes, ne vient dedans ledit temps de xxx. iours, ne sera plus receuable: & pourra ledit Seigneur vendre lesdites bestes, ou les retenir & en faire son profit. Art. 11. Et quant aux Espaues appartenans au Roy, seront vendues apres ledit temps: & le pris mis entre les mains du Receueur du Roy pour en faire compte, comme des autres deniers de sa Recepte. Art. 12. Et au regard des autres choses mobiliaires, pasturables ou posturables ne perissables, le Seigneur, &c. p. *à Niuernois.* 5. durant les xx. premiers iours les faire crier par trois fois: durant lequel temps de xl. iours, si celuy, à qui sont lesdits meubles, vient & fait apparoir qu'ils luy appartiennent, en payant &c. pour lesquels le Seigneur ne pourra prendre outre v. sols t. luy seront rendus. Art. 13. Et lesdits xl. iours passez, le Seigneur ne sera tenu les rendre, ains les pourra retenir & en faire son profit. Art. 14. S'aucun trouue Espaue f chose perdue ou esgaree, sera tenu dedans xxiiii. heures, le notifier au S. Haut Iusticier du lieu, où il l'aura trouuee: & sera contraint de rendre & restituer ladicte Espaue au Seigneur: & pour l'auoir recelee & n'auoir notifié dedans xxiiii. heures, sera condamné en amende arbitraire, à la discretion de Iustice, quant au Seigneur subalterne: & en l'amende accoustumee de lx. sols Parisis enuers le Roy.

BOVRBONNOIS Chap. 26. Art. 336. Bestes prinses pour Espaues, auant que pouuoir estre vendues, par Iustice, doiuent estre gardees: c'est à sçauoir chieures, brebis & autre menu bestail, l'espace de trois † iours & trois nuicts. Et les grosses

* *qui les maintient siennes.*

†† *Pelordes Esuyer Seigneur de Coloignes de Bar, Vicomté de Ville-mesnart, de la porte, Vicomte de S. Georges sur Meulon, de Coqueborne, Vicomte de Fussy, & François Pellerin Vicomte de Bourges à cause de sa femme, ont dit & remonstré qu'à cause desdites Vicomtez, qui sont situees & assises en la Septaine de Bourges, leur competoient & appartenoit respectiuement entre autres droicts, le droict de receuoir, garder & vendre les bestes Espaues, prendre & appliquer à eux la tierce partie des deniers procedans des ventes: & les deux autres tierces parties appartenoient au Roy ou à son Preuost Fermier. Et semblablement leur competoit & appartenoit la tierce partie de toutes amendes coustumieres, & taxees par la Coustume, iusques à la somme de lx. sols Parisis, ou au dessous pour cause des recelees desdites Espaues, prinses de bestes, recelees desdites bestes, & autres crimes & delicts commis esdites Vicomtez, fins & limites d'icelles: desquels ils auoient ioüy par temps immemorial, & les tenoient ensemble lesdites Vicomtez en foy & hommage du Roy. A ceste cause nous ont requis que lesdits droicts fussent redigez auec ledict Art. & autres subsequens sans mention desdites amendes & iurisdiction des Iuges: ou bien que la redaction fut faicte sous la reseruation desdicts droicts, & autres droicts à eux appartenans à cause desdites Vicomtez, sans preiudice d'iceux. Surce fut par nous decla-*

c In legib. Longobardorum lib. 1. Tit. De eo qui peculium in damno inuenerit, Rotharis ita statuit, l. 1. Si quis caballum alienum aut quodlibet peculium damnum sibi facientem inuenerit: ipsumque in curte clauserit & non venerit certus dominus qui eum cognoscat, tunc ille qui eum in damno inuenerit, ducat eum ad iudicem, qui in loco ordinatus est: aut certe ante Ecclesiam in conuētum vsque ad quartam vel quintam vicem & omnibus voce præconia innotescat, Quia caballum inueni, & nescio cuius sit: iubemus vt ille qui inuenerit, caballum, custodiat eum tanquā suum propriū. Et si mortuus fuerit, signa de corio conseruet, vt cum venerit certus dominus, habeat, quod ei ostendat. Et si ista neglexerit, & inuentum fuerit, sibi nouum reddat: & si istam cautelam obseruauerit, sit absolutus à calumnia.

f Accursius in l. falsus. 43. §. qui alienum D. de furtis. in verbo εὑρεῖν, citat legem si quis aurum. Tit. de fugacib. in leg. Longobar. quæ est lib. 1. Tit. de furtis & fugac. Si quis aurum aut vestem aut quamlibet rem in via inuenerit: & super genuculum leuauerit, & non manifestauerit, aut ad iudicem suum non adduxerit, sibi nouum reddat sic habet Codex M. Claudij Puteani Consiliarij Regij. Qui alienum quid iacens, lucrifaciendi causa, sustulit furti obstringitur: can. si quid inuenerit 14. q. 5. Vlp. l. quo naufragium. 3. D. de incendio ruina &c qui autem rem in littore iacentem postea quam naufragium factum est, abstulit, in ea condicione est, vt magis fur sit, quam hoc edicto teneatur. Vide §. vlt. Inst de rer. diuis. Felin. & Panor. in cap. cum dilecti extra de accus. Barto. in d. l. falsus d. §. si quis alienum. D. de furtis. cap. sæpe. De restit. spoliat.

Source : BIU Cujas

ré que n'entendions par la dicte redaction aucunement deroger aux arrests par eux & chacun d'eux pretendus, s'aucuns en auoient.

† *Ceſt Art.336. eſt nouuel en ces mots,* trois iours & trois nuicts, viii.iours & viii.nuicts.

beſtes, comme bœufs, vaches, iumens, pourceaux & leurs ſemblables, l'eſpace de viii.iours & viii.nuicts: pendant lequel temps ſera faicte notification au lieu accouſtumé à faire proclamations, du lieu, auquel elles auroient eſté prinſes, afin que les maiſtres ou Seigneurs deſdites beſtes, les puiſſent recouurer. Et ſi dedans ledit temps il n'appert qu'aucun face pourſuite deſdites beſtes, elles peuuent eſtre vendues au lieu public, apres ledit temps de trois ou viii.iours paſſez, reſpectiuement, au plus offrant & dernier encheriſſeur. Et ſi dedans xl.iours apres ladicte vente, le Seigneur deſdites beſtes reuient, & les veut recouurer, faire le pourra, en payant les paſtures & frais de ladite vente: autrement leſdits deniers appartiennent auſdits Seigneurs. Art.337. Si †† aucun trouue ou abeillon à miel Eſpaue en ſon heritage, qui ne ſoit pourſuiuy par celuy, à qui il appartient, il eſt tenu de le reueler au S. Iuſticier ou à vn de ſes Officiers en la Iuſtice duquel il eſt trouué dedans xxiiii.heures apres qu'il aura ſçeu ledict abeillon eſtre en ſon heritage. Et ſi ledit abeillon n'eſt pourſuiuy de celuy, à qui il appartient dedans viii.iours, ledit reuelant en aura la moitié, & l'autre moitié ſera au S. Haut Iuſticier. Et ſ'il ne reuele, il en ſoit conuaincu, il reſtablira ledit abeillon & Eſpaue, & ſera condamné en l'amende. Et ſ'il le prend en autruy fonds, il ſera condamné en amende arbitraire & à la reſtitution. Art.338. Auſſi qui trouue Eſpaue & la retient, ſans le reueler dedans † xxiiii.heures à la Iuſtice ou aux Officiers dudit S. Iuſticier, au territoire duquel ladite Eſpaue eſt trouuee, il eſt amendable enuers ledit S. Iuſticier auec reſtitution de ladite Eſpaue.

†† *Ceſt Art. 337. eſt accordé pour nouuelle Couſtume.*

† *Ceſt Art. 338. eſt nouuel en ces mots,* dedans xxiiii. heures.

Avvergne Chap.26.Art.1.p. *à Bourbonnois.336.* de trois iours entiers. Art.2. Et les groſſes, &c. iumens & leurs ſuiuans ou leurs &c. Art.3. Toutesfois ſi dedans ledit temps, il n'appert qu'aucun &c. *iuſques a ce mot,* encheriſſeur, *inclus.* Art.4. Et les deniers qui en iſtront & prouiendront, auant que les adiuger au Seigneur, doiuent eſtre conſignees en main tierce, autre que dudit Seigneur & de ſes Officiers. Art.5. Et neantmoins auant qu'adiuger leſdits deniers audit Seigneur, ſeront criez & proclamez par iiii. Aſſiſes pour ſçauoir ſi le Seigneur ou maiſtre deſdites beſtes apparoiſtra, pour luy rendre leſdits deniers, en payant les paſtures raiſonnables, ſans autres couſts. Art.6. Si dedans leſdites iiii. Aſſiſes, apres la vente deſdites beſtes, aucun ne ſ'appert ou ſe monſtre aucun Seigneur d'icelles, les deniers qui en ſeront prouenus, ſeront adiugez audit Seigneur Iuſticier, rieres lequel leſdites beſtes Eſpaues ont eſté trouuees. Art.7. Si aucun trouue bornion g à miel d'Eſpaue, en ſon heritage, il ſera tenu &c. p. *a Bourb.337.* trouué ledict bornion, dedans viii.iours, & en ce faiſant il aura la moitié dudit bornion &c. appartiendra au Seigneur Iuſticier. Art.8. Et ſ'il le recelle & en ſoit conuaincu, il reſtituera ledit bornion Eſpaue, &c. p. *audit.* Art.337. de lx.ſols. Et ſ'il &c. puny en amende arbitraire, & condamné à rendre ledit bornion.

Requestail Art.1. Celuy qui trouue Eſpaue dedans ladite Parroiſſe & Iuſtice, le peut garder viii.iours, ſans le rendre a Iuſtice, n'eſtre amendable, a cauſe de ladite garde, enuers ledit Seigneur Iuſticier.

La Marche Chap.24.Art.321. Beſtes menues comme chieures, pourceaux & autres ſemblables prinſes par Eſpaue, doiuent eſtre gardees trois iours auant qu'eſtre vendues par Iuſtice: & groſſes beſtes, comme bœufs, vaches, iumens, aſnes & autres ſemblables viii.iours, afin que les maiſtres les puiſſent recognoiſtre. Art.322. Si ledit temps paſſé, n'appert aucun qui pourſuite en face, pourront eſtre vendues & deliurees par l'Officier de la Iuſtice, au plus offrant, en la place publique, à l'acheteur & dernier encheriſſeur. Art.323. Les deniers doiuent demourer en main tierce &c. p. *a Auuergne.4.* Officiers: & ce faict, par trois prochaines Aſſiſes ſera faicte proclamation, h ſ'il y a perſonne requerant leſdites beſtes, & qu'il les puiſſe & ſache aduouër: & s'il s'en trouue aucun, les deniers conſignez luy ſeront rendus, en payant les frais raiſonnables. Art.324. Si aucun n'appert, qui puiſſe prouuer leſdites beſtes eſtre ſiennes, dedans leſdites iii. Aſſiſes, les deniers ſeront adiugez au S. Haut Iuſticier, ou † autre ayant droict d'Eſpaue, en la iuriſdiction duquel les beſtes auront eſté trouuees. Art.325. p. *a Auuergne.7.* Iuſticier ou autre ayant droict d'Eſpaue. Art.326. p. *a Auuergne.8.*

† *Ces mots,* ou autre ayant droict d'Eſpaue, *ont eſte de nouuel adiouſtez à ces Art. 324. & 326.*

Poictou Tit.7.Art.302. Eſpaues n'ayans adueu, appartiennent au Bas Iuſticier, quand elles n'excedent la valeur de vii.ſols vi. den. t. où elles vaudroient lx.

g Gains in l. naturalem § apium & §. examen. D. de adq.rer. dom. Paul.l.poſſideri. 3.§. aues. D. de adq. poſſ.§. apium Inſt. de rer.diuiſione.

h Vlp.in d.l. falſus.§. proinde. D. de furtis Solent plerique etiam hoc facere, vt libellum proponant continentem, inueniſſe, & redditurum ei qui deſiderauerit. Iul. in l.ſolent. 15. D. de præſcr. verb. Solent qui nouerunt ſeruos fugitiuos alicubi celari, eos indicari eos dominis, vbi celentur. Mercurius apud Apul.6. de Aſino aureo Præmium inueſtigationis Pſyches publico præconio edicit, Si quis à fuga retrahere vel occultam demonſtrare poterit, fugitiuã regis filiam, conueniat Mercurium prædicatorem, accepturus in dicij nomine, ab ipſa venere, ſeptem ſuauia.

Source : BIU Cujas

ſols & au deſſous, appartiennent au Moyen Iuſticier : & ſi elles excedent & vallent plus de lx. ſols, appartiennent au Haut Iuſticier, és lieux, éſquels leſdites Eſpaues ont eſté trouuees. Art. 303. La Iuſtice doit faire ſçauoir par cry public en plain marché au plus prochain des lieux, où ledites Eſpaues auront eſté trouuees, ou à l'Egliſe Parrochiale le Dimanche au Proſne, que leſdites Eſpaues ont eſté trouuees, & qu'on les rendra à qui elles appartiennent: & apres l'on doit attendre xl. iours, auant qu'on les liure. Et les xl. iours paſſez, ſi aucun n'eſt venu, les peut vendre ou aliener: & en ſera fait Seigneur celuy, auquel deliurance en aura eſté faicte: ou bien ledit Seigneur, ſi elles n'eſtoient vendues.

BORDEAVX Chap. 9. Art. 105. Si aucuns ſoient hommes ou femmes, trouuent aucun beſtail ou autres choſes Eſpaues, ſeront tenus dedans xxiiii. heures le mener à ſon Seigneur ou à Iuſtice, où ſera trouué ledit beſtail, ou autre choſe Eſpaue, à peine de lxv. ſols d'amende, & rendre ce qu'il aura trouué, s'il eſt en nature, ou bien la valeur: & auſſi de payer plus grande amende, ſi celuy qui le trouue eſt en grand dol. Et apres que ledit beſtail ou autres choſes ſeront entre les mains du Seigneur ou de la Iuſtice, ſeront tenus de le faire crier par iiii. iours en plein marché, s'il en y a en ſa terre: ou bien par iiii. iours de Cour: & ſi aucun ne ſuruient ſera deliuré audit Seigneur par ſadite Cour, & ſera tenu le garder ou faire garder xl. iours apres la deliurance faicte. Et ſi celuy ou ceux, a qui le beſtail ou autres choſes appartiennent, viennent pendant ledit terme, leur ſera deliuré, en payant les deſpens, frais, & miſes de Iuſtice: ſinon qu'elles fuſſent perdues par cas fortuit ou autrement.

BRETAGNE Tit. 2. Art. 47. Choſe trouuee doit eſtre gardee par xl. iours, & durant ledit temps, doiuent eſtre faictes trois bannies par trois Dimanches conſecutifs, apres la grand Meſſe de la Parroiſſe, ou la choſe a eſté trouuee: & † vne fois au prochain marché. Leſquelles bannies ſeront verifiees du Iuge du Seigneur du lieu: & apres leſdits xl. iours & bannies deuëment faictes & verifiees, le Seigneur qui a Haute Iuſtice ſur les lieux, les peut exploiter, & en retenir a luy les deux parts, & en bailler l'autre tiers a celuy qui l'a trouuee: tous deſpens & miſes prealablement payez ſur icelle. Et ſi parauant qu'elle fut deſpendue, ou que les lx. iours ſoient paſſez, aucun aduouë & verifie la choſe ſienne, il la doit auoir & recouurer quelque qu'elle ſoit, ou l'argent qui en ſera prouenu, en payant par luy tous les loyaux frais, miſes & deſpens. Et apres ladite choſe deſpendue, leſdits xl. iours paſſez & bannies faictes, verifiees comme deſſus, le Seignenr ny autres ne ſeront tenus de reſpondre de ladite choſe: & celuy qui exploiteroit, ſans garder la forme cy deſſus, chet en crime. Art. 48. Il n'appartient a aucun auoir iouiſſance des choſes egarees, ſ'il n'a Haute Iuſtice, au lieu, ou elles ont eſté trouuees.

† *Ces mots, & vne fois au prochain marché: leſquelles bannies ſeront verifiees du Iuge du ſeigneur, on eſte adiouſtez. Au reſte nous a eſté remonſtré par aucuns Deputez de la Nobleſſe, vn cayer eſcrit ſur papier, qu'ils ont dict auoir eſté apporté par M. Pierre du Freſne, à preſent Procureur fiſcal de la iuriſdiction de Roham, contenant les vſances locales & Couſtumes particulieres, de la Seigneurie & Vicomté de Roham, daté du xvi. iour de May preſent moys, ſigné Reger, Bouuin, Gaſchair Dalbré, Britand de Leſmes & autres Officiers de la iuriſdiction de Ploërmel : Nous requerant qu'euſſions fait inſerer leſdits Art. au lieu de ceſte reformation au titre des vſances locales pour ſeruir de Loy à l'aduenir. Et apres auoir veu & faict lire vne requeſte ce meſme iour preſentee par M. Nicolas Vaſſaut, & de luy ſignee comme Procureur du S. Vicomte de Roban, Prince de Leon, & Comte de Porhouet, par laquelle il remonſtroit que à cauſe du Vicomté de Rohan, Principauté de Leon, Comté de Porhouet, par laquelle il remonſtroit que à cauſe du Vicomté de Roham, Principauté de Leon, Comté de Porhouel, & autres ſes terres & Seigneuries ſituees en ce pays, il auoit pluſieurs Fiefs, domaines congeables, vſement & autres droicts particuliers: auſquels n'a eſté touché par les precedentes reformations des Couſtumes: ains luy ont eſté ſpecialement reſerué, & à ſes Officiers, hommes & ſuiets. Ce qu'il ſupplie & requiert qu'il ſoit faict par la preſente reformation autrement il auroit dit s'oppoſer. Proteſtant que quelque reformation que l'on face de ladite Couſtume, elle ne luy pourra nuire, deroger ne preiudicier à ſes anciens droicts & vſemens, de tout gardez & particulierement obſeruez en ſes terres & Seigneuries. Et de la preſente requeſte, oppoſition & proteſtation ordonner luy eſtre deliuré acte, pour luy ſeruir ainſi que de raiſon. Aurions ordonné ledit cayer du domaine congeable eſtre communiqué audit Vaſſant Procureur dudit Seigneur de Rohan, pour, luy ouy ordonner ce qu'il appartiendroit. Aurions auſſi veu & fait lire vne autre requeſte, preſentee par M. Michel du Quellenic, & de luy ſignee comme Procureur de Iean Marquis de Couet-quen, Comte de Combourg, Baron de Vaurifier, Seigneur Chaſtelain d'Vſel : par laquelle il requeroit que les droicts & priuileges, qui de tout temps ont eſté gardez & obſeruez en la Vicomté de Roham, touchant les vſements des domaines congeables, & par conſequence en ſadite Chaſtellenie d'Vſel, qui eſt ſous ladite Vicomté, par luy, ſes hommes & ſuiets, ſoient maintenus, gardez & obſeruez en ladite Vicomté de Roham. Et depuis aucuns deſdits Eſtats nous repeterent la requeſte qu'ils nous auoient auparauant faicte, qu'euſſions veu les cayers & Articles qu'ils nous auoient auparauant preſentez, concernans les vſemens des domaines congeables, à ce qu'ils fuſſent redigez par eſcrit, & adiouſtez au liure de la Couſtume, pour eſtre gardez & obſeruez en cedit pays : ou bien qu'euſſions decerné noſtre Commiſſion au premier des Conſeillers de la Cour, ou autres Iuges pour informer de la verité deſdits vſemens, & contenu auſdicts cayers. Surquoy Maiſtre Nicolas Vaſſaut au nom dudit Seigneur de Rohan, nous auroit preſenté vn eſcrit ſigné de luy: lequel nous aurions à ſa requeſte fait lire. Au contenu duquel nous auroit requis vouloir auoir égard, pour la conſeruation des droicts dudit Seigneur de Rohan, & iceluy rapporter & inſerer en noſtre Procés verbal. Ce qu'aurions ordonné, & remis à faire reſponſe ſur leſdits cayers faiſans mention deſdits dommaines congeables & remonſtrance dudit Vaſſaut en l'aſſemblee generale deſdicts Eſtats, en laquelle ſe feroit la publication des Couſtumes par nous reformees. Lequel Vaſſaut*

Source : BIU Cujas

nous a dit & remonſtre par iceluy n'auoir charge dudit Seigneur de Rohan, que de s'oppoſer, comme il a faict, à ce que quelque reformation que l'on face de la Couſtume de ce pays & Duché de Bretaigne, que ce ſoit ſans preiudice de ſes anciens droicts & vſemens particuliers, tant patrimoniaux, que autres de tout temps gardez & obſeruez en ſes Vicomté de Rohan, Principauté de Leon, Comte de Porhouet, & autres ſes terres & Seigneuries: à laquelle fin ledit Vaſſaut audit nom auroit cy deuant preſenté ſa requeſte, contenant ſon oppoſition & proteſtation. Laquelle il auroit requis & requiert encores à preſent eſtre rapportee en noſtre Proces Verbal, & du tout luy en eſtre decerné acte. Diſant & remonſtrant ledit Vaſſaut audit nom, qu'il ne ſeroit raiſonnable d'adiouſter foy au cayer enuoyé par les Iuges & Officiers de Ploërmel & par eux ſignez: ſçauoir eſt par le Seneſchal Alloué Subſtitut & quelques Aduocats & Procureurs audit Ploërmel, d'autant qu'ils ſont parties formelles contre ledit Seigneur de Rohan pour l'entrepriſe qu'ils font iournellement ſur ſes iuriſdictions & ſes Officiers en icelles dont meſmes y en a proces pendant en la Cour. Et pour bien monſtrer leur affection, & que l'enuoy dudit cayer n'eſt point pour zele de la Iuſtice, ains pour quelque autre affection particuliere, ledit cayer eſt enuoyé de leur authorité, & ſans commiſſion ne information deuëment faicte, & à l'appetit deſdits Iuges & Officiers de Ploëmel, & quelques autres particuliers, qu'ils voudroient s'attribuer droict, au preiudice dudit Seigneur de Rohan, & luy preiudicier & deroger à ſes droicts particuliers & anciens priuileges de tout temps gardez & obſeruez en ladite Vicomté de Rohan. De tout quoy ledit Vaſſaut audit nom, pareillement a requis luy eſtre decerné acte, & le tout inſeré & rapporté audit Proces Verbal, pour ſeruir & valoir audit Seigneur de Rohan, en temps & lieu, ainſi que de raiſon, & qu'il ne ſoit rien fait en tout & par tout à ſon preiudice. Nous auroit auſſi eſté preſentée requeſte par le Procureur de Touſſaincts de Beau-manoir, Baron du Pont, Seigneur du Beſſo, Vicomte du Fou, &c. tant pour luy, que comme Curateur de la Dame de Limoëlan ſa femme, par laquelle il requeroit que ce que ſeroit de nouueau introduit en ladite reformation tant pour les partages, qu'autres anciens droicts particuliers: deſquels eux & ceux de leur maiſon & famille ſoit de tout temps en poſſeſſion, fut declaré non preiudiciable à eux ny à leur poſterité. Dequoy luy aurions decerné acte. Meſſire François Thomé Eueſque de Sainct Malo, accompagné deſdits Bouſcher Threſorier de l'Egliſe de Rennes & Fauetel Chantre de Dol, qui nous auroient remonſtré l'effect & contenu d'vne requeſte. Et ont requis pour la conſeruation des droicts de l'Egliſe, quelle fut rapportee & trãſcrite en noſtre Proces Verbal: & ont dit que de tout temps immemorial & par Couſtume deuëment preſcrite, les Eueſques ont droict par eux leurs Vicaires ou Officiers, & en ſont en poſſeſſion d'auoir iuriſdiction & cognoiſſance des Teſtamens, Legats ordonnez par les gens de bien pour œuures pies, leur appartenir auſſi l'audition & examen des Comptes des Fabriques, Marguilleries des Parroiſſes: ſors & reſerué ce qui concerne les deniers des Tailles, Fouages & autres qui s'egallent & leuent ſur le peuple pour le ſeruice & ſecours de la Majeſté. Auſſi qu'onques les Eueſques & autres Prelats de ce pays ne furent trauaillez ou chargez pour les frais & deſpences des Clercs, Preſtres & Religieux priſonniers quelque part que ce fut, ſinon depuis la denonciation & demande du Renuoy: lequel accordé, le Proces ſera faict & parfait auſdits Priſonniers, aux priſons deſdits Eueſques par leurs Officiers, conioinctement auec les Officiers laiz, ſi le cas le requiert, ſans qu'autrement ils peuſſent eſtre tenus bailler leurs Vicariats: ſinon au cas de l'Ordonnance de Blois. Article 61. Plus auoir meſmes par les anciennes Couſtumes de ce pays, pluſieurs droicts, tant pour la Iuriſdiction Eccleſiaſtique, priuileges, immunitez, franchiſes & libertez de l'Egliſe, que leſdits Eccleſiaſtiques deſireroient leur eſtre entretenus au corps de la Couſtume: ou pour le moins qu'il ne ſoit aucune choſe innouee & ordonnee au contraire, de la teneur, effect & ſubſtance de ladite ancienne Couſtume, au preiudice de l'Egliſe & deſdits Eccleſiaſtiques, ſans aucunement auoir regard à la reformation de la Couſtume faite l'an 1539. Et s'il eſtoit ordonné quelque choſe contraire, ledit Eſtat Eccleſiaſtique s'oppoſe, nous ſupplians de leur decerner acte de leurs oppoſitions à la conſeruation des droicts de l'Egliſe.

Biens vacans.

†† Ceſt Art. 6. a eſté adiouſté comme ancien.

Terres de commune delaiſſees à labourer par trois ans, ſont au premier occupant.

† Ceſt Art. 1. eſt accordé cõme i'ay dit cy deſſus.

III. MELVN Chapitre 1. Article 6. Biens †† vacans appartiennent au Haut Iuſticer, i en la Iuſtice duquel ils ſont.

LANGRES L. Article premier. Terres † de commune delaiſſees à labourer par trois ans, retournent en la meſme nature qu'elles eſtoient auparauant, pour eſtre poſſedees par le premier occupant du lieu, où elles ſont aſſiſes.

BAR Titre deuxieſme. Article trente ſept. Si aucun va de vie à treſpas audict Bailliage, ſans aucun heritier habil à luy ſucceder, le Haut Iuſticier prend & emporte les biens delaiſſez en ſa Haute Iuſtice: à la charge de payer les debtes, & accomplir le Teſtament, ſi aucun en y a, iuſques à la concurrence deſdits biens [k] & non plus auant.

i Biens vacans ſont ceux qui appartiennent au Roy ou au Haut Iuſticier par droict de deſherence à faute de heritier. Ex cadentiæ & morticiæ. in Conſt. Reg. Sic. lib. 1. Tit. 85. 86. & lib. 3. Tit. 5. Bona vacantia ſunt ἀδέσποτα ἀκληρώματα quæ fiſco vindicantur l. Iulia. l. quidam §. quotiens l. 114. §. 2. De leg. 1. l. 1. & 4. C. de bonis Vac. l. pen. C. de præpoſ. ſac. cubic. L. 1. D de ſucc. edicto: mais aucuns font difference entre Biens vacans & le mot deſherence. On tient qu'au Roy ſeul appartiennent les biens vacans, ſuiuant les textes cy deſſus alleguez, & le texte des Feudes, Tit. Quæ ſint regal Caſſiod. lib. 5. Var. Neantmoins les Hauts Iuſticiers ont vſurpé & entrepris ſur le Roy le Droict de deſ-herance, par la tollerance des Officiers du Roy: & n'appartient aucunement au Bas ou Moyen Iuſticier, s'il ne leur eſt attribué par la Couſtume. Et par la Commune vſance & practique de France, le Seigneur peut faire proceder par ſaiſies de biens & par voyes de Sceellé ſur iceux, ainſi que Ioannes Faber eſcrit ſur le §. 1. Inſt. de hæred. quæ ab inteſt. def. Chopin liure premier du Domaine Titre douxieſme. Bacquet. Traicté de deſ herence Chapitre deuxieſme. En ce cas le Roy ny les Hauts Iuſticiers ne ſont heritiers, ny ſucceſſeurs és biens, tellement que chacun prend ce qui eſt en ſon territoire, ainſi qu'il à eſté iugé par Arreſt du vingtieſme iour de Mars mil trois cens quarante trois, au profit des Religieux, Abbé & Conuent de ſainct Germain des prez contre le Procureur du Roy. vide l ſiquis præsbyter. c. de Epiſc. & Cler.

k L. 3. C. de ſent paſſ. l. tutoris C. ad leg. Iul. de vi. publ. l. quæſitum §. 1. D. de pecul. l. Celſus cum leg. ſeq. D. de Religioſ. & ſumpt. fun. l ſi vir vxori D. ad leg. Falc. l. inter eos §. fin. D. de fide iuſſ. l. quotiens vbi Barth. & Paulus de Caſtro. D. de nouat. Baldus in l. ſi quis mihi bona §. ſi fiſci D. de adq hæred. l. 1. §. an bona D. de iure fiſci. Maſuer. De ſucc. §. prim. Bened. in Capit. Raynutius, in verbo, vxorem nomine Adelaſiam num. 851. Voyez Chopin liure premier du Domaine Titre huictieſme & trezieſme. Bacquet Traicté de deſ-herance Chapitre troiſieſme, & Traicté de Iuſt. Chap. 21. Fiſcus poſt omnes eſt & vt ait Caſſiodorzs 6. Variar. principis perſona poſt omnes eſt vide l. 11. & 17. & l. fiſcus. D. de iure fiſci. l. vn. c. pœnis fiſc. cred. Paul. lib. 5. Sent. Tit. 12. l. ſubſignatum. D. de vert. ſign.

Source : BIU Cujas

CHAVMONT Tit.8.Art.92. Tous biens Vacans par defaut d'hoir & heritages non occupez par l'espace de xxx.ans continuels, sont aux S. Hauts Iusticiers, és termes de leur Haute Iustice.

LAON Tit.8.Art.86. S'il y a biens Vacans en diuers lieux, chacun Seigneur Haut Iusticier doit auoir ceux qui sont en sa Seigneurie, & Haute Iustice, tant meubles, qu'immeubles, & en ce cas les meubles ne suiuent le domicil. Art.87. Le Seigneur ou Seigneurs prenans lesdits biens en defaut d'heritier, sont tenus d'accomplir le Testament, & payer les debtes du defunct chacun *pro rata*, & iusques à la concurance desdits biens.

Meubles ne suiuent tousiours le domicile.

CHALONS Tit.12.Art.95. Quand vn Seigneur ou plusieurs Seigneurs Hauts Iusticiers prennent les biens d'aucun defunct à faute d'heritiers, sont tenus &c p. *a Laon.*87.chacun pour telle part & portion, qu'ils ont prins desdits biens: mais n'en sont tenus outre la valeur d'iceux. Art.99.p. *a Laon.86.*

REIMS Tit.13.Art.†† 346.& 347.p. *a Laon.86.*& 87.

†† *Cest Art. 346.est de nouuel introduit.*

AMIENS Tit.11.Art.252.Au † S.Haut Iusticier appartiennent les biens meubles ce celuy qui n'ayant aucuns parens, qui luy puissent succeder: & est allé de vie à trespas en sa Iustice, sans auoir disposé: & les heritages appartiennent aux S. desquels ils sont tenus.

† *Voyez ce qui est noté sur les Art. 250.& 251.*

MONSTREVL Art. 22. Quand celuy qui n'a aucun parẽt, qui luy puisse succeder, va de vie à trespas, sans auoir disposé de ses biens au S. Vicomtier, en la iurisdictiõ duquel il est allé de vie à trespas, appartiẽnẽt les biẽs meubles dud. trespassé, & les heritages tenus de luy: & les autres appartiẽnẽt aux S. Vicõt. desquels il les tenoit.

PERONNE Tit.1.Ar.9. Les biens Vacans d'vn trespassé à faute d'apparent heritier legitime, habile a luy succeder, appartiennent au S.H.Iusticier: A sçauoir les immeubles au S. du lieu, où ils sont assis: & les meubles au S. du lieu, où ledit defũct auoit son domicile: a la charge de paier les debtes obseq. & funerail. iusques a la cõcurance de la valeur desdits biens, qu'il sera tenu prendre par inuentaire & prisee.

NIVERNOIS Chap.1.Art.12. Quand le S.H.Iusticier prend les biens Vacans par le decés d'aucun a faute d'hoir, & aussi quand il prend les biens d'vn criminel a luy confisquez, il est tenu de payer les debtes du decedé ou confiscant, tant que les biens se pourront estendre, les frais surce prealablement prins.

ORLEANS Ti.17.Ar.344. Si aucũ va de vie à trespas sãs heritiers au S.H.Iusticier en appartiẽt la succession de ce qui est en sa Iustice: sinõ que l le decedé fut Aubein.

NORMANDIE Chap.9.Art.146. Aux S.F. appartiennent les heritages de leurs Vassaux, apres leur decés a droict de des-herance & ligne estainte, aux charges de Droict, s'il ne s'y presente hoirs habiles à succeder m dãs le vii. degré inclusiuemẽt.

ANIOV Tit.12.Ar.268. *à la fin.* Et s'il n'y a hoir en l'vne des lignes, le S. de Fief en nuesse, auquel pouuoir & iurisdiction les choses & biens sont assises, succedera s'il luy plaist pour la moitié, *videlicet* pour la ligne n defaillant: c'est à sçauoir pour les conquests & meubles: & quãt aux propres le S. de Fief y succedera pour le tout entant qu'il sera trouué en son Fief: & payeront les S. de Fief les debtes du defunct *pro rata*, chacun à raison de ce qu'il aura eu des biens d'iceluy defunct: & l'autre ligne prendra & succedera aux heritages de sa ligne: & aussi payera la moitié des debtes, comme dit est: toutesfois si ledit S. de Fief en nuesse n'auoit droict de Moyenne Iustice, il ne succedera point aux meubles: mais seront acquis à celuy qui a Moyenne Iustice immediate, és lieux, où seront trouuez iceux meubles.

LE Maine, Tit.13.Art.286. A *la fin.* p. *a Aniou.*268.

GRAND Perche Tit.1.Art.16.p. *Melun.6. iusques a ce mot.* Iusticier, *inclus.*

BLOIS Chap.3.Art.20. Aussi a droit de prendre & appliquer à luy les terres, dont les S. meurent sans laisser aucuns lignagers, & qu'il y a estainte de ligne.

BERRY Tit.19.Art.8. En defaut de tous parẽs en ligne directe & collaterale, o le mary succede a la femme, & la femme au mari, allãt de vie a trespas, sans Testamẽt ou disposition de derniere volõté. Lesquels Test. & dispositiõ de derniere volõté, s'il y en a, sortirõt leur effect audit cas, au preiudice du mari ou de la femme.

l Auquel cas il appartient au Roy seul, ainsi qu'il a esté dit cy dessus.

m Modestinus in l. nõ facile 4. D. de grad. & & ad fin. Non facile quod ad ius nostrum attinet, cum de naturali cognatione quæritur, septimum quis gradum excedit: quatenus vltra cum fere gradum, rerum natura, cognatorum vitam consistere non patitur. Paulus 4. Sent. Tit. 11. Successionis idcirco gradus septem constituti sunt, quia vlterius per rerum naturam, nec nomina inueniri, nec vita succedentibus prorogari potest. Aucuns tiennent que le fisc peut estre exclus par les parens qui se trouuent estre dans le x. degré §. hoc loco Inst. de cogn. succ. Et de faict par Arrest de Paris du 17. iour de May 1572. donné en la chambre des requestes, entre Claude du Fay & Marguerite de Mineray sa femme appellans des Requestes du Palais, & Catherine de Mohiers vefue de feu Iean de la Douche, fut iugé que les parens outre le x. degré excluent non seulement le fisc, mais aussi tout autre parent venant d'vne autre branche, ainsi que Chopin escrit l.1.du Dom. Tit.12.nomb.7 Il faut noter les loix anciennes de ceux de Banieres Tit.5. Quod si maritus & mulier sine hærede mortui fuerint, & nullus vsque ad vn. gradum de propinquis & quibuscunque parentibus inuenitur, tunc illas res fiscus adquirat.

n Ceste Coustume est inique, & introduite par erreur: & par la mesme faute n'a point esté debatue, lors qu'elle fut redigee & demoure iusques à ce qu'elle soit reformee par les 3. Estats, parce que les parẽs en quel q. deg. que ce soit, excl. le fisc. R. C. M.

o Adfinitatis iure nulla est successf. l. vitrico 3. & l. 7. c. comm. de succ. l. vn. §. pen. c. de cad. toll. Nous gardons en Berri le Tit. de legit. hær. Iustin. Nou. 53. & 117. c. 5. l. 2. c. de pet. bon. subl. nullis ex propinquorum numero existentibus, vel vxore, vel maritus vsque ad vn. gradum de propinquis & quibuscunque parentibus inuenitur, tunc illas res fiscus adquirat. Vnde vir & vxor. Hi enim in successione fisco excludunt l. 1. c. eod. tit. fisco nostro matrimonij iura præponimus l. vlt. c. Theod. rito, fati munus impleuerit, & l. 4. c. de bonis vacantib. l. si quis præsbyter c. de episc. & cler. Nec ei parentes vel liberi agnati vel cognati, vel vxor extiterit & l. tit. 4. §. 1. De leg. 1. Plutarchum Romulo. Poictou Art. 299. cy dessous. La plus part des autres

Couſtumes affectent les Succeſſ. ſeulement a la ligne de conſanguinité. Mais non pas pour preferer le fiſc au mari ou a la femme. Car nous deuons auoir recours au droict commun, quand il ſe preſente quelques cas ou pacts non exprimez par les Couſt. & ainſi a eſté iugé par Arreſt dõné en la 5. Chãbre des Enqueſtes, au rapport de M. du Four, apres en auoir communiqué à toutes les Chãb. le 22. iour d'Aouſt 1582. contre M. de Mõt-penſier S. de Chãpigny en Touraine, ſur l'Art. 310. de ladite Couſt. ainſi que Chop. eſcrit 1. du Dom. Quid ſi femme eſt ſeparee du mari? Aucuns tiennẽt que le fiſc doit ſucceder, & non le mary ou la fẽme, attendu qu'ils ſont ſeparez: & que ceſte faueur de ſucceder eſt introduite pour la coniõction & proximité, & pour la Cõmunauté qui eſt entre eux, & eſt Ioan. Faber de ceſt opinion ſur l'Authentique præterea c. Vnde vir & vxor ex vlp. in l. 1. §. 1. D. eod. Sed ſi diuortiũ ſecutũ ſit verũtamen iure durat matrimoniũ, hæc ſucceſsio locũ non habet. Notez qu'en ceſt Art. 8. n'a lieu l'Art. 1. Tit. 8. & doit ſeruir de limitatiõ & exceptiõ audit Art. 1. par ce que le mari ou la fem. en cas qu'ils ou l'vn d'eux n'ait aucũs parẽs qui puiſſent ſucceder, celuy qui n'a parẽs peut dõner & diſpoſer de ſes biẽs par donatiõ à cauſe de mort, Teſt. ou autre diſpoſitiõ de derniere volõté, à ſa fem. aut è contra nonobſtant ledit Art. 1. Vide leges Burgudun. Tit. 14

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 328. Le S. Haut Iuſticier ſuccede aux decedãs ſans parens & lignagers habiles à luy ſucceder: & ne le forcloſt le mari en la ſucceſſion de la femme, ne la femme en celle du mari: n'auſſi le lignager és biens, eſquels il n'eſt habile [p] à luy ſucceder. Art. 331. Terres hermes & vacans ſont au S. Iuſticier. Art. 332. Biens vacans & Eſpaues appartiennent au S. Haut Iuſticier.

LA MARCHE Chap. 24. Ar 328. Biẽs vacans ſont & appartiennent au S. Haut Iuſticier en la iuriſdiction duquel ils ſont aſſis: ſur leſquels ſe doiuent payer les funerailles & les creanciers, tant que les biens durent: & ce doiuent crier publiquement par iiii. Aſſiſes: & à la derniere ſ'il n'y a oppoſition, doiuent eſtre adiugez: & ce pendant doiuent eſtre ſaiſis, & mis en main de Iuſtice.

Biens vacans.

POICTOV Tit. 7. Art. 299. Biens vacans ſont les biens de ceux, qui vont de vie à treſpas, & ne delaiſſent aucuns parens ne lignagers, de quelque ligne que ce ſoit, qui leur doiuent ou veulent ſucceder: & où il n'y auroit lignager capable à ſucceder, la femme ſuccederoit au mari, & le mari à la femme, pluſtoſt que leſdits biens ſoient dicts vacans. Et defaillans les deſſuſdits, leſdits biens appartiennent au Bas Iuſticier, en la Seigneurie duquel ils eſtoient au temps du decés du defunct, ſ'il n'auoit fait Teſtament ou autrement diſpoſé de ſeſdits biens: ce qu'il peut faire ſouxte & ſelon la Couſtume, ainſi que pourroit faire vn autre, qui auroit heritiers legitimes, qui luy pourroient ſucceder. Art. 300. Celuy qui ſuccede és biens meubles du defunct, comme biens vacans, eſt tenu faire inuentaire deſdits meubles: & ſ'il n'auoit que biens meubles, il doit faire les obſeques du defunct, & payer les debtes mobiliaires, iuſques à la valeur & eſtimation deſdits biens meubles: & non plus. Et ſi leſdits biens meubles ne ſuffiſent à payer les creanciers, ils ſe pourront addreſſer contre ceux qui auront & tiendront les immeubles du defunct, comme de raiſon. Mais ſi le S. prend iceux meubles, ſans les faire inuentorier, il ſera tenu payer toutes les debtes mobiliaires, encores que les meubles ne fuſſent ſuffiſans pour les payer. Art. 301. Et ſi aucuns lignagers ou autres, qui doiuẽt ſucceder viennent requerir leſdits biens vacans, ils y ſeront receus iuſques à xxx. ans, leſdits biens eſtans touſiours demourez en la main dudit S. ou ſon heritier. Mais ſi ledit S. les auoit alienez à autre par titre particulier, qui de bonne foy les euſt tenus par x. ans entre preſens, & xx. ans entre abſens, celuy qui ainſi les aura tenus, ſ'en pourra defendre par preſcription de x. ou xx. ans. Et audit cas que l'heritier vienne dedans ledit temps de xxx. ans, eſtans les biens demourez en la poſſeſſion dudit S. ou de ſon heritier, ſi ledit S. n'auoit fait inuentaire, le ſerment ſera deferé audit heritier ou autre qui deura ſucceder, s'il eſt perſonne digne de foy, ſelon l'arbitrage du Iuge, ioinct la commune renommee des facultez dudit defunct.

Mary ou femme quand ſuccede l'vn à l'autre.

S. SEVERL. Tit. 10. Art. 9. En ladite ville n'appartenances d'icelles, en defaut de lignagers le Fiſque ne la femme ne ſuccede point és biens delaiſſez du decés d'aucun voiſin, & habitant de ladite ville: mais leſdits biens doiuent eſtre diſtribuees pour Dieu.

BRETAGNE Tit. 23. Art. 595. Et† defaillãt vn eſtoc, ne ſuccedera l'autre eſtoc: ains ſera le S. du Fief preferé à recueillir les choſes par droit de def-herẽce & reuerſiõ.

† *Ceſt Art. 595. eſt de nouuel adiouſté. Treſor comme doit eſtre parti.*

CAMBRAY Tit. 12. Art. 13. Pareillement le S. Haut Iuſticier ſuccede aux decedans ſans hoirs lignagers habiles a leur ſucceder & ſans Teſtament ou diſpoſition valable de leurs biens ainſi & a la charge comme deſſus.

V. SENS Tit. 1. Art. 8. Treſor †† muſſé d'ancienneté, q dont on ne peut auoir cognoiſſance, a qui il puiſſe appartenir, ſera diſtribué, a ſçauoir a celuy qui le trouuera

†† *Ceſt Art. 8. corrige le 6. ancien.*

[p] Du Moulin entend ceſt Art. 328. d'vne inhabilité abſolue & parfaicte, comme d'vn Moine, ou d'vn Baſtard legitimé pour ſucceder ſeulement aux meubles. Autrement vn du coſté de la mere qui ſera dans le vii. ou x. degré excleura le Fiſc, & luy ſera preferé ainſi qu'il a eſté dict cy deſſus.

[q] Le Bouteillier en la Somme Rurale Tit. de fortune d'or, attribue au Roy la puiſſance de cognoiſtre appliquer a luy la fortune & trouue d'or en ſon Royaume: & au Titre droict du droict au Baron ou au Ber, il attribue au Baron, la fortune d'argẽt, & a ſouuent eſté iugé qu'vn Treſor trouué en quelque Iuſtice que ce ſoit, a eſté adiugé au Roy priuatiuement à tous S. & a tous particuliers, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt a la Touſſaincts de l'ã 1259. Et en vn ancien liure de Practique, Nul n'a fortune d'or, s'il n'eſt Roy & les fortunes d'argent ſont aux Barons & aux Comtes, qui ont grans Iuſtices en leurs terres. Treſor qui eſt en or, appartiẽt au Roy & non a autre. Mais ne doit eſtre eſtimé Treſor vne piece d'or trouuee en apert, & lieu apparant, & telle piece doit eſtre adiugee au S. Iuſticier, & non au Roy, cõme vne choſe Eſpaue & ſans adueu, iugé pour l'Abbé de S. Denis en Frãce à la Touſſaincts 1296. ou ſelon aucuns 1295. Autre Arreſt pour l'Abbé de S. Pierre le vif de Sens à la Septemb. 1259. En l'ancienne Couſt. de Meaux vn Treſor trouué fut party la moitié au Roy, & l'autre moitié au proprietaire, par Arreſt du 12. May, 1407. Il ſe trouue Arreſt dõné à la S. Martin 1261. par lequel pour de l'argent trouué en la ville de Loches. Lequel fut adiugé entierement au S. proprietaire de la maiſon, en cas qu'il ne ſe trouuaſt Couſt. au contraire. L'Empereur Hadrian a ordõné que le Treſor appartint à celuy qui le trouueroit en ſon fonds, mais ſ'il le trouuoit en l'heritage d'autruy, il en auroit la moitié, l'autre moitié demourant au S. proprietaire: & ſ'il eſtoit trouué en lieu public, il ſeroit auſſi party par moitié entre le Fiſc & luy, ainſi que Spartian eſcrit en ſa vie, vide l. vn. c. de Theſauris l. 2. c. Theod. eod. tit. Nouel. Leon. 51. l. 1. §. ſi in locis. D. de iur fiſci § Theſauros Inſt. de rer. diuiſ. l. 3. §. Neratius D. de adq poſſ. l. nunq. §. Theſaurus & l. 63. D. de adqu. rer. dom. l. a tu

Source : BIU Cujas

tore §. fundū D. de rei vind. l. diuortio §. fundū D. Sol. matr. Cassiod. 4. Var. ep. 34. Ioseph. lib. 4. antiq. c. 8. Panor. l. 2. de vita Apoll. L'ancienne Cous't. de Berry. Art. 16. L'en garde que se aucun treuue en son fons mõnoye d'or ou d'argent, ou noire qui soit menoiee, elle est soue: & se il trouue or ou argent en masse, les gens ly roy veullent dire, qu'il est au Roy.

en l'heritage sien, la moitié: & au S. Iusticier, r l'autre moitié. Et celuy qui le trouuera en l'heritage d'autruy en aura vn tiers, le proprietaire vn tiers, & le Seigneur l'autre tiers.

AVXERRE Tit. 1. Art. 11.† p. *à Sens.*

BAR Tit. 2. Ar. 44. Tresor trouué en lieu public, appartiẽt pour la moitié au haut Iusticier du lieu, ou il est trouué: & l'autre moitié à celuy qui la trouué: lequel est tenu incontinent de manifester audit H. Iusticier: & s'il ne le faict il est amendable: & s'il trouue le Tresor au fõd d'vn particulier, il en aura &c. p. *à Sens.* Art. 8. S. Haut Iusticier l'autre tiers: & s'il le trouue en son fonds, il en aura les deux tiers, & le Seigneur Haut Iusticier l'autre tiers.

CAMBRAY Tit. 24. Art. 3. p. *à Sens.* appartenir, trouué és lieux publiques, doit appartenir la moitié au S. H. Iusticier: & l'autre moitié à celuy qui l'aura trouué.

NORMANDIE Ch. 9. Art. 211. Tresor†† trouué aux terres du Domaine du Roy, appartiẽt au Roy. Et s'il est trouué ailleurs, il appartiẽt au S. du Fief, soit lay ou Ecclesiastique. Art. 212. Neantmoins s'il est trouué dans la nef ou cimetiere de l'Eglise il appartient à la Fabrique, & s'il est trouué dans le cœur de l'Eglise, il appartient à celuy qui doit entretenir le chœur ou chancel.

ANIOV Tit. 5. Art. 61. La fortune d'or, s trouuee en mine appartient au Roy: & la fortune d'argent trouuee en mine, appartient au Comte, Vicõte, ou Baron chacun en sa terre. Toutesfois Tresor trouué au Fief & Nuesse d'aucun S. foncier aiãt Basse Iustice appartient moitié audit S. de Fief ou S. foncier: & l'autre moitié à celuy qui tel Tresor a trouué. Et si tel Tresor estoit trouué en quelque lieu non hommagé, le S. de Fief y aura vn tiers, le Seigneur du fonds vn autre tiers: & l'autre tiers aura l'inuenteur dudit Tresor.

LE Maine, Tit. 6. Art. 70. p. *à Aniou.* Vicomte de Beaumont & Baron.

BOVRBONNOIS Chap. 26. Art. 335. Tresors† mussez d'anciennẽt le tiers au S. H. Iusti. tiers au S. de l'heritage, où ils serõt trouuez: & le tiers à celui qui les a trouuez.

BRETAGNE Tit. 2. Art. 46. Tresors d'or ou d'argent trouuez en terre par bechement ou ouuerture, est au Prince, s'il n'y a poursuite. Et si terre n'estoit bechee & ouuerte, ce qu'est trouué doit estre rendu a la Iustice dessus les lieux pour le faire bannir & rendre a qui il appartient.

r Par Arrest du 29. Iuillet 1570. entre le Sieur de Mont morancy & le Prieur d'Argenteuil se pretendans Hauts Iusticiers, & Iean Fontaine inuenteur du Tresor, & Pierre Brissard contre le Procureur general du Roy, le Tresor a esté partie en trois vn tiers a celuy qui l'auoit trouué, & l'autre tiers au proprietaire du lieu, & le reste au Seigneur Haut Iusticier, ainsi qu'il est amplement recité par Bacquet Traicté de Iustice chap. 32. Chopin liure 2. du Domaine Tit. 5. & sur la Coustume d Aniou. Art. 61. & Charondas 1. liure des Pandectes. Tit. 8.

§ Thesaurus enim dicitur fortunæ donum in l. si is qui 63. §. 1. & D. i beneficium in l. vn. C. de Thesaur.

† *Cest Art. 11 est mis, au lieu du 17. ancien.*

†† *Vauquelin 1. Aduocat general du Roy a soustenu que de disposition de droict Coustu. tout Tresor trouué appartiẽt au Roy: les Deputez ont dit que la Coustu. est telle, quel le est contenue és deux Ar. 211. & 212. & que conformemẽt à icelle ont esté dõnez plusieurs Arrests en ladite Cour, en pareil cas. Surq. auons ordonné que lesdits 2. Art. demourerõt, ainsi qu'ils sont couchez.*

† *Auons remõstré aux Estats que ceste Cous't. estoit contraire au droit Escrit, & aux droicts du Roy, & que le Roy pretend tous les Tresors en quelque Iustice ou Seign. qu'ils soient trouuez, luy cõpeter & appartenir. Lesquels nous ont dit ladite Cous't. estre ancienne, & de tout tẽps obseruee. A ceste cause auons ordõné que ladite demoureroit escrite, sans preiudice des droits du Roy & des proces s'aucuns en y a pendãs pour raison de ce: en reseruant audit Procureur general tout tel droict & actiõ, qu'il a & peut auoir és cas susdits en la forme & maniere qu'il auoit auparauant la publication de ces presentes.*

TITRE VII. DES DROICTS SEIGNEVriaux, Bans de Vin, de Mars, d'Aoust: droicts d'heritage, fautreage, Preage, Afforage, Tonlieu, Peage & Coustume.

I. *Droict de Ban à vin ne dure que quarante iours. Amende de ceux qui le rompent. Priuilegiez n'en sont exempts.*
II. *Droict d'Afforage ou Forage.*
III. *Ban de Mars & d'Aoust.*
IIII. *Droict d'herbage vif & mort, & montonnage,*
V. *Droicts de Fautreage & Preage.*
VI. *Droict de Peage & Coustume, leuage ou Tonlieu, Couletage: Salaire des Gabariers de Bourdeaux.*
VII. *Les Prelats, Euesques, Comtes & autres Seigneurs Chapitres & Communautez de Bretagne iouiront de leurs droicts.*

I. IOVRS Tit. 11. Art. 102. Le Seigneur qui a droict de Ban a a vin, peut vendre le vin de son creu de son Fief, pour raison duquel il a le droict de bannalité: ledit vin bon, pur & net, a pris raisonnable, selon le cours du pays durãt son Ban, par les mains de ses seruiteurs ou Cõmis, au dedãs de sadite Bãnalité. Et ledit droict ne pourra bailler n'affermer†† generalement

a Ce mot Ban ou Bannalité signifie prohibition & empeschement: & Bannir prohiber & empescher.

Droict de ban a vin.

†† *Ces mots, generalement auec sa terre,*

Source : BIU Cujas

Autres eſtiment qu'il vient du mot ancien François qui ſignifie publication & inionction ſur quelque peine, ainſi que Bacquet eſcrit au Traicté de Iuſtice, chap. 29. De ce droict de Ban eſt parlé en la Conference des Ordonn. Royaux li. x. tit. 17. & l'appelle le lieu ou ſe vend le vin tauerne banniere. Par la Chartre du Ban octroié aux Eſcheuins & habitans de la ville de Mante, l'an 1211. Que la commune dudit lieu, pourra eſtablir & ordonner Ban en la ville de Mante, & que nul ne puiſſe vendre vin en icelle s'il n'eſt de la Commune & habitans d'icelle, ou s'il n'eſt Clerc ou gendarme demourant en icelle ville. Auquel droict ne ſont ſuiets les gens priuilegiez ainſi qu'il eſt notoire, & meſmes par les Couſt. d'Aniou Ar. 31. & 186. Le Maine. Art 36. & 204.

lement auec ſa terre, particulierement n'autrement, & ne durera le Ban que xl. iours: pendant † leſquels il peut faire defenſes à toutes perſonnes demourans en ſadite Bannalité, de vendre vin en deſtail. Toutesfois ſondit vin vendu, en pourront ſes ſuiets vendre, encores que leſdits xl. iours ſoient paſſez. Et ſi ledit S. vſe dudit droit autremẽt, qu'il eſt cõtenu cy deſſus, il perd & eſt decheu dudit droit.

Lodvnois Chap. 9. Art. 1. p. *à Tours*. 102. droict de Bancage, ledit vin, &c. de ſon Bancage. Et ledit droict &c. affermer, & ne durera ledit Bancage, que xl. iours. Et ſi ledit S. &c. droict pour l'annee prochaine enſuiuant.

Aniov Tit. 9. Art. 184. Celuy qui vend vin en detail, durant le Ban de ſon S. ſans congé de luy ou de ſes Officiers, il fera xl. ſols t. d'amende. Et dure le Ban ordinairement xl. iours ſubſecutifs par chacun an ſans interualle. Et appartient ledit droict aux S. Chaſtelains ou autre Suzerain, & non aux inferieurs, s'ils ne l'ont par titre ou preſcription. Et doit ledit S. durant ledit Ban vendre vin de ſon creu en detail à pris commun & competant. Art. 185. Ban b de vandanger n'eſt reputé prerogatiue de Chaſtellenie ne Haute Iuſtice. Et pour ce ceux qui ſont en poſſeſſion ancienne d'en vſer, en iouiront: & y eſchet neantmoins amende de Loy contre ceux qui rompent tel Ban Art. 186. Gens priuilegiez, comme Nobles & gens d'Egliſe, ne ſont exempts du Ban de leur Seigneur, tant de vendre vin, que vendanger, en plus que couſtumiers: ſinon que par titre ou poſſeſſion ſuffiſante, ils ayent acquis telle exemption.

Le Maine Tit. 10. Art. 201. p. *à Aniou*. 184. *iuſques à ces mots*, ou preſcription, *inclus*. Art 202. Et leſquels Seigneurs, qui ont ce droict par titre ou par preſcription, en iouiront pour les vins de leur creu ſeulement. Et ſeront leſdits vins, ſains & nets, & les vendront à pris competant ſelon le cours du pays. Et vendrõt ou feront vendre leſdits vins en leurs mains, ſans qu'ils puiſſent affermer n'autrement bailler ledit droict à autruy, és Bourgs de leurs Seigneuries, où il y a chemin paſſant, & où on a accouſtumé vendre vin en detail. Et ne pourront les habitans deſdits Bourgs, iaçoit qu'ils ne ſoient ſuiets deſdits Seigneurs, vendre vin en detail durant ledit Ban. Et s'ils le font, ils payeront pour chacune fois, dont ils ſont attaints, x. ſols d'amende aux S. qui ont le droict dudit Ban. Et ſi leſdits S. n'ont vin de leur creu à ſuffire, pour fournir durant ledit Ban, ou que leſdits vins ne fuſſent ſains & nets, ou les vendiſſent hors le pris raiſonnable, ceux qui vẽdront vins eſdits Bourgs, le pourrõt faire, & ſont leſdits S. priuez dudit Ban pour icelle fois. Art. 103. & 204. †† p. *à Aniou*. 185. & 186.

La Marche, Chap. 23. Art. 318. Seigneur, qui a droict de Ban en la Marche, peut vendre ſon vin ou autre denree, ne le peut tenir outre xl. iours continuels chacun an: mais ſi moins a accouſtumé le tenir, il ſera tenu ſoy tenir au moins: & eſt tenu de bailler ſa denree pour le pris qu'elle vaut le iour precedant la bandie: laquelle il doit faire apprecier par ſes Officiers, s'il eſt Iuſticier: * ſinon par Officiers de la Iuſtice, appellez trois ou quatre Preud'hommes à ce cognoiſſans. Art 319. Et ne peut & ne doit tel Bandier entrer en caue ou cellier d'autruy, pour viſiter quels vins il y a, ne les meſurer: mais bien ſe peut enquerir, s'il y a perſonne qui vende au preiudice dudit Ban, pour en faire pourſuite par Iuſtice. Et qui vient contre la bandie, il doit lx ſ. d'amende & intereſt de partie, qui a ledit droict de Ban. Ar. 320. Tel S. ne peut empeſcher, que ceux de la bandie, ne doiuent vin ou autres dẽrees ſuiettes audit Ban.

Senlis Ti. 6. Ar. 125. Peut † prẽdre c Forage, Rouage, Viẽtrage des vins & autres breuuages vendus, & les amẽdes qui en dependent, ou en ſa terre il a ce droict.

particulierement, *ont eſté interpoſez*.

† *Ces mots*, pẽdant leſquels, *&c. iuſques à ce mot*, paſſez, *inclus*, *ſont de nouuel interpoſez*.

†† *Les gens d'Egliſe ont remonſtré que le contenu en ceſt Art. 204. ne doit eſtre arreſté pour Couſtume, entant qu'il eſt faict mention des gẽs d'Egliſe. Car ledit Statut ou Couſtume ſeroit contre la liberté d'icelle. Pour ce que par iceluy la venditiõ des biens meubles des gens d'Egliſe leur eſt interdite & empeſchee. Leſquels ſont exempts de la Iuriſdiction des Iuges ſeculiers.*

* *Du Seigneur Suzerain.*

† *Voyez ce qui eſt dit cy deſſus. Tit. 3.*

b Voyez cy deſſous le Tit. 14.

c Forage & Aſſorage ou aſſeurrage eſt tel que les ſuiets ne peuuent vendre ne diſtribuer leur vin en detail, ſans premierement y auoir faict mettre pris par les Seigneurs auſquels leſdits ſuiets ſont tenus de payer de chacune piece de vin par eux vendue à broche quelques lots de vin, ſelon la diuerſité des Couſtumes locales. Es anciens Practiciens ita hæciura diſtingui ſolent, Forage eſt vn droict qui eſt prins pour l'afforement, ou le feur ou le pris que l'on ſouloit mettre de par le S. ſur le vin vendu à tauerne, comme l'en affeurre en Picardie: où il eſt dit pour force, pource que ce droict eſt deu à la premiere piece traicte. Rouage ſi eſt deu quãd le vin eſt vendu en gros & chargé, l'on doit payer le droict du S. auant que la roue tourne. Liage eſt vn autre droict prins ſur la lie. Celerage eſt vn autre droict prins quãd le vin eſt mis en Cellier. Chantellage eſt vn droict, que l'on prend pour les Chantiers, qui ſont aſſis ſur le fonds du Seigneur. Chop. ſur la Couſtume d'Aiou. Art 9. Et au grand Cooſtumier de France Chap. De Haute Iuſtice, ces droicts ſont attribuez au S. Haut Iuſticier: Item Chantellage, Rouage, Forage, cognoiſſance de Bournes oſtees, Bannages, Liages, Eſtallons de Meſure à vin, de meſure à blé, de meſure à auoine, aulnes, Preſſouer, Four, Moulin & Thorel Bannier, toutes telles choſes appartiennent au Haut Iuſticier, iaçoit ce qu'aucuns autres par longues tollerance & ſouffrance, par longue ſaiſine & vſage, en ayent vſé & vſent. Ce mot de Rouage, dicitur Rotaticum in Pragmatico immunitatis à Carolo magno conceſſæ cœnobio S. Germani Pariſienſis apud Amoinum lib. 5. cap. 1. & Rodaticum apud Angeſif. Abb. lib. 6. cap. 216. Et par Arreſt du 23. Iannier 1572. fut adiugé aux Maires d'Amiens droict de taſter la premiere pinte. d. En l'ancienne Couſtume de Monſtreul. Art. 49. S. Omer. Art. 6. Herly. Art. 6. rectius legitur Montonnage: alij male montrouage ou montaigue.

Source : BIU Cujas

AMIENS Tit.11.Art.182. Tous S.aians Haute Iuſtice ou Moyenne, ont ſur tous leurs ſuiets vendans vin à broche & à detail, droict qu'ils ne peuuent vendre ne diſtribuer ledit vin, ſans premierement y auoir fait mettre pris par leſdits Seigneurs ou leurs Officiers: ſur peine de lx. ſols Par. d'amende enuers le Seigneur contre chacun d'eux & pour chacune fois qu'ils feroient le contraire: & ſuffit auſdits ſuiets pour mettre prix à leur vin, qu'ils baillent & deliurent auſdits officiers vn pain & vn lot de vin, pour en gouſter & taſter: afin qu'ils puiſſent bailler prix raiſonnable audit vin ſelon la bonté d'iceluy: & eſt ledit ſuiet creu par ſon ſermẽt du prix, que ledit vin aura couſté. Art.183. Aux S.aians Haute Iuſtice ou Moyenne appartient droict de Forage ſur tous leurs ſuiets vendans vin à broche & en deſtail, és lieux de leurs Seigneuries, en lieux non francs: qui eſt tel, que de chacune pinte de vin par eux vendue, à broche & à deſtail, ils ſont tenus payer audit Seigneur quatre lots d'iceluy vin: qui eſt pour chacun fonds, deux lots meſure du lieu, où ledit vin ſe vend.

MONSTREVL Art.23. Qui veut vendre vin, ceruoiſe ou autre breuuage, & mettre enſeigne, il doit demander congé au S. Vicomtier & afforer leſdits vins, ceruoiſes & autres breuuages, prendre prix par la Iuſtice, & payer droict d'Afforage: & ſ'il ne le faict, il eſchet en amende de lx. ſols Par. enuers ledit S. Vicomtier. Art.24. Tous hommes de Fief peuuent nourrir, acheter, & vendre franchemẽt ſur leurs tenemens feodaux, ſans eſtre tenus ne ſuiets à payer Tonlieux, Afforages, ne d Montenages. Et pour les Afforages y a double regard: l'vn eſt pour les droits des fonds de Vaiſſeau, lequel appartient touſiours à l'homme de Fief: l'autre eſt l'afforage, qui ſe faict par Iuſtice, pour ſçauoir ſi le breuuage eſt bon au corps humain: lequel droict appartient au S.aiant Iuſtice, & non à l'homme de fief qui n'y en a point.

d En l'ancienne Couſtume de Monſtreul. Art.49. S. Omer. Art. 6. Herly Art. 6. rectius legitur Moutonnage: alij male montrouage ou montaigne.

BEAVQVESNE Art.1. *A la fin.* Et leur appartient droict d'afforages, auec amendes de lx. ſols Par. & au deſſous. Art.2. Tous S.fonciers autrement dits de baſſe Iuſtice, ont droict de Forage, pour le fonds qui eſt de deux lods de chacun fond auec amende de v. ſols. Art.7. Le S. Vicomtier a en ſes tenemens droict de bailler par ſes hommes prix au vin & autres breuuages, que l'on dit droict d'Afforage.

THEROANNE Tit.2. Art.7. Ledit Eueſque a droict de Forages de vins amenez en ladite ville, qui ſ'y vendent à bloque & en gros: pareillement des ceruoiſes, brieſmars & autres breuuages braſſez de grain.

S.POL Tit.2. Art.18. Les poſſeſſeurs de Haute Iuſtice ou Vicomtiere, ont ſur leurs ſuiets vendans vin à broche ou à detail, droict d'Afforage, qu'ils ne peuuent &c. p. *Amiens.* 182. fois. Et ſuffit que ledit ſuiet vueillant ainſi vẽdre, deliure auſdits Officiers pour iceluy droict d'afforage, demy lot de vin, vn pain & vn fagot. Art.19. Et ſi eſt par ladite Couſtume droict d'afforage deu au Seigneur: qui eſt de deux lots de chacune piece de vin, qui eſt pour chacun fonds vn lot, à la meſure des lieux, où le vin ſe vend.

PONTHIEV Tit.4. Art.84. Quiconques vend vin à deſtail, ſur aucune Seigneurie Vicomtiere ou fonciere, il doit prendre le prix & feur au S. Vicomtier, & au S. foncier appartient le droict de Forage, qui eſt tel que de chacun fonds portant barre, il prend deux lots de vin afforé ſur ſon Fief & Seigneurie, & és mettes d'icelle Iuſtice fonciere Art.85. Quiconques vend breuuage à detail en la Iuriſdiction du S. Vicomtier ſans afforer, il eſchet en lx. ſols d'amẽde enuers le Seigneur Vicomtier. Et qui eſt refuſant de payer le Forage au S. Fõcier, il eſchet enuers iceluy S. Foncier en pareille amende & à payer ledit droict de Forage.

BAPPALMES Tit.1. Art.2. Le S. Fonſier a droict d'Afforage tel que deux ſols du fonds de vin ou autre breuuage, qui ſe vend en detail, és mettes de ſa Seigneurie: & ſe peuuent faire leſdits Afforages par ſes hommes qui en ont ſalaire.

HESDIN Tit.2. Art.5. Quiconque vend vin, ceruoiſe ou autre breuuage és mettes de la iuriſdiction deſdits Seigneurs Hauts Iuſticiers, Vicomtiers ou l'vn d'eux, il doit au Seigneur droict d'Afforage, tel que de chacun fonds portant barre, deux lots: & de chacun fonds non portant barre, vn lot ſeulement.

BOVINNES Art.7. Auſdits Religieux, Abbé & conuent, compete & appartient droict d'Afforage du vin qui ſe debite ſur ladite Seigneurie: a ſçauoir vn lot de chacun fonds, & aux hommes de Fiefs ou Eſcheuins faiſans ledit Afforage, vn lot de chacune piece, ſix deniers de pain & vne taille de fromaige.

HERMENT Art.2. Les vendans vin & pain en ladite ville ne les peuuent vendre, ſi ce n'eſt apres qu'ils ſeront mis à prix par Iuſtice, appellez les Conſuls.

BOVLLENOIS Tit.10. Art.45. Le S.F. a droict d'Affeurrage de vin & autres breuuages vendus en detail ſur ſon Fief, qui eſt vn lot pour chacun fonds: & ſe

Source : BIU Cujas

fera ledit Affeurrage par la Iuſtice du lieu. Et †† outre a ledit S.F. droict de Gambage ſur les Braſſeurs, qui eſt de quatre lots pour chacun * braſſin.

†† *Ces mots, Et outre &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs Braſſain.*

DESVRENE Art. 8. Et ſi ont les Maieurs & Eſcheuins cognoiſſance de mettre prix aux vins, biere & pain: & ont pour chacun poinçõ de vin, qui ſe diſtribue audit Deſurene, vn lot de vin pour leur droict.

HERLY Art. 3. Sous les Francquieſmes tout homme qui eſt reſident, couchãt & leuant, il ne doit nul Afforage, e Gambage, Herbage, f Montonnage, Reſcarre de four n'y autre: mais a tous priuileges & franchiſes, autant que ſ'il eſtoit reſident couchant & leuant ſous ſon Fief.

ARTOIS Tit. 1. Art. 3. Le S. foncier a droict de Forage: tel que de deux lods de fonds de vin ou autres breuuages, qui ſe vendent à detail au lieu de ſon tenement Art. 6. Le Vicomtier en ce qui eſt de ſon tenement, a droit d'afforer: à ſcauoir que par ſes hommes eſt mis le prix au vin & autres breuuages. Et ſi a regard ſur les viures & autres denrees és mettes de ſa Seigneurie: & la correction & punition d'iceux viures & marchandiſes, ſi elle y eſchet, iuſques à lx ſols. P. Art. 7. Toutes perſonnes vendans vin ou autre breuuage, ne peuuent vendre ledit vin ou breuuage que premierement g il ne ſoit afforé par le S. Vicomtier, ſon Bailly ou Lieutenant & prix aſſis: ſur peine de lx. ſols Par. d'amende: & apres le prix aſſis, de ne vendre ledit vin, à plus haut prix, à peril de pareille amende pour chacune fois, que l'on ſ'ingereroit de faire le contraire, à appliquer au S. Vicomtier.

BETHVNE Tit. 1. Art. 1. Le Vicomtier en ladite Aduouërie de Bethune a accouſtumé prendre pour ſon droict d'afforage de chacun fonds de vin, ceruoiſe ou autres breuuages, qui ſe vendent, vn loth: ſauf & reſerué que és mettes de ladite ville & banlieue de Bethune, le S. dudit Bethune ſeul prend pour ſondit droict d'afforage, ſur chacune piece de deux muids & en deſſous, vn loth de vin: & ſi elle excede deux muids, il en prend deux loths. Art. 4. Es mettes de ladite ville & banlieue les Eſcheuins dudit Bethune en appellant le Gouuerneur, ſon lieutenant ou vn ſergent pour coniure, ont adminiſtration de tous les droicts du S. tant de la Seigneurie fonciere, Vicomtiere, que Haute, & ſuiuant ce, font l'aſſiette des vins & de tous boires bouillis.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. 8. Aux hauts Iuſticiers & Vicomtiers compete & appartient de faire publier les Bans de Mars & Aouſt, apres que leſdits Bans à leur requeſte, ou de leur bailly ou lieutenant, ont eſté adiugez par leur Iuſtice, & prendre & auoir apres leſdits bans publiez és lieux ordinaires & accouſtumez, les amendes de lx. ſols, & en deſſous indites par leſdits bans. Ar. 13. Leſdits Seigneurs hauts Iuſticiers & Vicomtiers ſortiſſans au Bailliage de Lille, ne peuuent faire adiuger & publier en leurs terres & Seigneuries les bans des Mars & d'Aouſt, que prealablement ils n'ayent eſté adiugez en la Salle dudit Lille.

BOVLLENOIS Tit. 8. Art. 40. Tous S. ayans Iuſtices peuuent faire publier en leurs Cours, les bans de Mars & d'Aouſth & iceux bans ordonner eſtre gardez à peine de lx. ſols Pariſis enuers ledict Seigneur pour chacun infracteur ou infracteure.

ARTOIS Tit. 1. Art. 48. *A la fin.* Peut faire bans d'Aouſt & de Mars.

IIII. AMIENS Tit. 11. Art. 181. Seigneurs ayans † Haute ou moyenne Iuſtice ſeulement, ont droict d'herbage vif & mort ſur tous leurs ſuiets demeurans ſur tenemens cottiers & non francs: qui eſt que quand aucun deſdits ſuiets à beſtes à laine, qui ont pernocté la veille de Noel, en leurs tenemens cottiers, ſi le nombre deſdites beſtes eſt de vingt ou au deſſus, le S. aiant haute Iuſtice ou moyenne, a droict de prendre pour le vif herbage l'vne deſdites beſtes à laine, à ſon chois: apres toutesfois que celuy, à qui appartient leſdites beſtes en aura choiſi vne. Et ſi ledit nombre de beſtes, eſt au deſſous de xx. celuy à qui elles appartiennent, eſt tenu de payer audit ſeigneur pour le droict de mort-herbage pour chacune d'icelles beſtes, vn den. P. au iour de S. Baptiſte prochain, enſuiuãt ladite veille de Noël ſur peine de lx. ſols Par. d'amende enuers ledit Seigneur: mais quant audit herbage vif, il ſe doit payer, quand il eſt demãdé audit iour de ſainct Baptiſte, ou depuis ſans peril de l'amende.

Droict d'herbage vif & mort.

† *A ceſt Art. 181. s'eſt oppoſé André Pecoul par Charles de Gomer Eſcuyer, Seigneur de Cugneres, comme mari & bail de Damoiſelle Ieãne de la Tramiere, Dame de Quequauuiller: diſant qu'il y a Couſtume audit lieu de Quequauuiller ſitué en la Preuoſté de Beauuoiſis, par laquelle il a droict de mort & vif herbage, tel que de chacun ſuiet aiant beſtes à laines iuſques au nombre de neuf & au deſſous pernoctans la veille de Noël és mettes & fins d'icelle Seigneurie, luy appartient de chacune deſdites beſtes, vne obole Par. pour mort-herbage, qui ſe doit payer ſans demander la veille de S. Iean Baptiſte, à peine de lx. ſols Par. d'amende. Et ſi ledit nombre eſt de dix & au deſſus, & pernoctans la veille de Noël, comme dit eſt luy appartient pour droict de vif herbage, vne deſdites beſtes à ſon chois: apres toutesfois que celuy, à qui appartiennent leſdites beſtes en aura choiſi vne: lequel droict de vif herbage, ſe paye, quand il eſt demandé & ſans autre peine d'amende s'il*

e Gambage ſ'entend des Braſſeurs de biaire & qui appartient au ſeigneur feudal ſur les Braſſeurs, & eſt de quatre lots pour chacun braſſin ſelon la Couſtume de Boullenois Art. 45. Nicolaus Goſſo ad Art. 3. Conſ. Attreb.

f Voyez cy deſſous nombre 4.

g S'ils ſont pluſieurs ſeigneurs, il ſuffit le denoncer à vn deſdits ſeigneurs comme il eſt dit en ſéblable cas en l'art. 63. de ceſte meſme Couſtume.

h Le Bouteillier en la Somme Rurale liure 1. Tit. des Bans d'Aouſt & defences, & liure 2. Tit. des droicts Royaux.

Source : BIU Cujas

n'eſtoit refuſant lors qu'on le demande, & que le Seigneur ou ſon Commis fut empeſché à la perception d'iceluy. Auquel cas y auroit ſemblable amande de lx. ſols Par. ſans preiudice aux Fiefs & lieux francs dudit droict. Duquel droict ledit Sieur & ſes predeceſſeurs Seigneurs dudit lieu, ont iouy paiſiblement par temps immemorial: & meſmes ſes ſuiets audit lieu luy ont recongnu & confeſſé ledit droict par les Adueus & denombremens, qui luy ont baillé, xl. ans ſont & plus, & auſſi en appert par la Couſtume locale dudit Quequauuiller, miſe au greffe dudit Bailliage d'Amiens des l'an 1507. Empeſché par ces moyens, qu'à ſon preiudice ledit Art. ſoit paſſé & homologué. Par ledit Aduocat du Roy, a eſté dit que ledit oppoſant n'eſt receuable en ſon oppoſition, attendu le laps de temps, qui eſt de lx. ans & plus que leſdites Couſtumes du bailliage d'Amiens furent homologuees, ſans que ledit oppoſant ne ſes predeceſſeurs s'y ſoient oppoſez. Auons ordonné que ledit Art. demourera, comme il eſt ſans preiudice des droicts dudit oppoſant & autres, dont il fera apparoir par titre, conuention ou poſſeßion immemoriale.

MONSTREVL Art. 28. Celuy qui demeure cottierement & tient en terre cottiere beſtes à laine en la iuriſdiction & Seigneurie d'aucun Seigneur, ſ'il en tient iuſques au nombre de dix ou plus, il eſt tenu apres la ſommatiõ du Seigneur ou ſes commis, bailler & deliurer audit Seigneur le iour S. Iean Baptiſte, l'vne deſdites beſtes & la meilleure apres l'vne: & ſ'il eſt refuſant de bailler, il commet amende de lx. ſols P. enuers ledit ſeigneur. Et ſ'il ne tient que neuf beſtes & au deſſous, il eſt tenu d'aller payer au ſeigneur ou à ſes officiers pour chacune beſte, vne maille ledit iour de S. Iean Baptiſte au dedans ſoleil couchant, ſur pareille amende de lx. ſols P. & ſans ſommation: en †† tenant toutesfois par le S. ſon Bureau. Et eſt dict vif herbage, quand le nombre des beſtes, eſt de dix & au deſſus: & mort herbage, quand il eſt de neuf & au deſſous.

†† *Ces mots,* En tenant toutesfois par ledit Seigneur sõ Bureau, *ont eſté adiouſtez à ceſt Art. 28. qui eſtoit le 55. de l'ancien: pour auoir lieu à l'aduenir*

S. RIQVIER Art. 1. Celuy qui a beſtes à laine pernoctans hors lieu franc, és mettes de ladite Preuoſté iuſques au nombre de neuf, ou au deſſous, doit à ſon ſeigneur, ſoit haut Iuſticier ou Vicomtier, pour droict de mort-herbage, pour chacune beſte, vne maille, qu'il eſt tenu payer audit ſeigneur ou ſon commis, la veille de S. Iean Baptiſte: ſur peine de lx. ſols Par. à appliquer audit ſeigneur: & pour le nombre de dix beſtes & au deſſus, doit auoir audit iour pour droict de vif herbage, vne beſte viue, à la prendre, apres vne choiſie par celuy, auquel leſdites beſtes appartiennent.

S. POL Tit. 2. Art. 17. Toutes perſonnes, qui ont en leurs Fiefs haute Iuſtice ou Vicomtiere, ont droict d'herbage vif ou mort, ſur tous ceux demeurans és lieux cottiers non francs: leſquels droicts ſont tels, que leſdits ſuiets aiant beſtes à laine pernoctans la veille de Noël en leurs maiſons & tenemens: doiuent quand elles attaignent le nombre de dix & au deſſus, vne beſte viue, que le ſeigneur peut prẽdre au trouppeau des beſtes deſdits ſuiets, à ſon chois, apres que leſdits ſuiets en ont choiſi vne: & en deſſous, eſt deu pour ledit mort herbage vne obole Pariſis pour chacune beſte. Et ſe doit payer ledit mort-herbage auſſi la veille S. Iean Baptiſte, ſur & à peine de lx. ſols Par. enuers les ſeigneurs: à condition que ledit ſeigneur le doit demander ou faire demander ledit iour.

PONTHIEV. Tit. 6. Art. 94. Toutesfois qu'aucun demourant cottierement en lieu non priuilegié, és mettes de ladite Comté & ſous les iuriſdictions d'aucun Feodal, ou autre S. aiant iuriſdiction fonciere, a beſtes à laine, iuſques au nombre de dix ou au deſſus, elles doiuent au ſeigneur foncier, en la iuriſdiction duquel elles pernoctent, la nuict de Noël droict d'herbage vif qui eſt tel, que de toutes les beſtes à laines, le norrequier en choiſit vne en ſa main: & apres ledit ſeigneur en choiſit vne autre, telle qu'il luy plaiſt pour ſon droict d'herbage: & ainſi a ledit S. chacun vn an, vne beſte à laine vifue, de tous ſes tenans cottiers, qui ont en ſadite iuriſdiction beſtes à laine au nombre de dix. Et ſ'ils en ont au deſſous de dix, ils doiuent mort-herbage audit ſeigneur foncier: pour lequel mort-herbage, luy appartient vne maille de chacune beſte à laine: & ſ'engendre droict herbage tant le vif, comme le mort, la nuict de Noël, & ſe lieue la veille ſainct Iean Baptiſte Art. 95. Qui ne paye à ſondit ſeigneur ledit mort-herbage la nuict ſainct Iean Baptiſte il eſchet enuers ledit ſeigneur en lx. ſols d'amende, & à payer vne obole pour chacune beſte. Et ne ſe doit point demander par ledit ſeigneur ledit mort-herbage, ſ'il ne luy plaiſt. Car ſoit que ledit ſeigneur le demande ou non, à ſon homme redeuable ladicte nuict de ſainct Iean: ſi le redeuable d'iceluy mort herbage eſt negligent de le payer ladicte nuict ſainct Iean, il eſchet en ladite amende: mais pour herbage vif non payé, il n'y eſchet point d'amende, ſ'il n'eſt demandé par le ſeign. & que le redeuable ſoit refuſant de le payer.

HESDIN Tit. 2. Art. 2. Quiconque tient d'aucun ſeigneur Haut Iuſticier ou Vicomtier aucuns manoirs & tenemens cottiers, ſi eſdits tenemens il auoit aucunes beſtes à laine, iuſques au nombre de dix & plus, eſt tenu eſtant ſommé par

Source : BIU Cujas

ledit ſeigneur ou ſes cõmis, au iour de S. Iean Baptiſte, de bailler auſdits ſeigneurs l'vne de ſeſdites beſtes à laine, la meilleure apres vne, pour le droict de vif herbage. Et ſ'il eſt refuſant de ce faire, il commet vers ledit ſeigneur amende de lx. ſols Par. & ſi eſt encores tenu payer ledit droict de vif herbage. Art. 3. Mais ſi leſdits tenans cottiers n'ont que ix. beſtes à laine & en deſſous: ils ſont tenus payer auſdits ſeigneurs pour chacune beſte, vne obole Pariſis, la veille de S. Iean Baptiſte, en dedans le ſoleil couchant, ſans quelque ſommation: & ſe nomme ledit droict, mort-herbage.

†† *Ce mot, de xxv. a eſté mis au lieu de* l. beſtes *qui eſtoient en l'ancienne Couſtume.*

BOVLLENOIS Tit. 8 Art. 36. Tous rentiers cottiers & fermiers tenans beſtes à laine ſur leurs tenemens, fermes & cottieres, iuſques à †† xxv. & au deſſous, doiuent à leur ſeigneur, au iour ſainct Iean Baptiſte, la meilleure deſdites beſtes apres la premiere: eux ſommez par iceluy ſeigneur, ſes officiers ou commis, de bailler ledit droict qu'on appelle vif herbage. Et ſ'ils ſont refuſans du fourniſſement, ledit iour paſſé, ils commettent enuers ledit S. F. amende de lx. ſols Par. Et en pareil cas du droit de Montonnage arrenty. Mais ſi le rentier, cottier ou fermier n'a beſtes qu'au deſſous deſdits xxv. il eſt tenu de luy payer pour chacune beſte ledict iour de ſainct Iean Baptiſte, dedans ſoleil couchãt vne obole, qu'on appelle droit de mort-herbage, ſur pareille amende de lx. ſols Par. ſans aucune ſommation: ſans † preiudice toutesfois à ceux, qui auroient conuention, paction ou iouyſſance deuëment preſcrite au contraire.

† *Ces mots, ſans preiudice &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

VIMEV Art. 3. Ceux qui ont beſtes à laine, iuſques au nombre de x. & au deſſus, ſ'ils ne ſont demourans ſur le chef lieu de fief Noble, ou franc herbage, doiuẽt au ſeigneur du lieu, où les beſtes ont pernocté la nuict de Noël, vne beſte de vif herbage qui ſe doit payer la nuict de ſainct Iean Baptiſte, & ſe doit demander par ledit ſeigneur ou ſes commis: & ſ'il y a refus de payer, le refuſant eſchet en amende de lx. ſols Par. & outre doit bailler la beſte ou payer la iuſte valeur, au chois du ſeigneur: ſauf en la ville d'Oyſemont, en ce qu'eſt tenu de la commanderie dudit lieu: en laquelle n'eſt deu vif herbage, ſ'il n'y a plus de xviii. beſtes. Art. 4. Et ſi les tenans beſtes à laine n'en ont iuſques au nombre de x. ils doiuent payer au ſeign. ou à ſes officiers la nuict ſainct Iean Baptiſte pour mort-herbage, vne obole, pour chacune beſte, qui ſe doit payer, ſans demander: autrement les defaillans eſcheent en amende de lx. ſols Par.

SAINCT OMER Tit. 2. Art. 6. Il n'eſt aucun droict de Montonnage, vif ne mort-herbage.

S. POL en Artois Tit. 2. Art. 1. p. *à S. Paul* 17. & Seigneuries, Haute &c. en lieu &c. apres que le ſuiet en a choiſi vne &c. Et en deſſous de x. eſt deu &c. vne beſte que &c. deſſous de dix &c. vne maille &c. d'amende enuers &c. demander ladite veille de ſainct Iean Baptiſte: auparauant y pouuoir appliquer amende: & le peut demander.

†† *Ces mots, particulierement ou &c. iuſques à ce mot, Seigneurie inclus, ont eſté interpoſez.*

V. TOVRS Tit. 10. Art. 100. Qui a droict de Fautrage ou Preage, le tiendra en ſa main, ſans l'affermer, ſoit †† particulierement ou auec la totalité de la ſeigneurie, & en vſera, comme ſ'enſuit: c'eſt à ſçauoir qu'il ſera tenu garder ou faire garder les prez dudit Fautrage ou Preage. Et quand il mettra ou fera mettre les beſtes dudit Fautrage ou Preage, accouſtumees y eſtre miſes, il les fera toucher de pré en pré ſans interualle. Et leſdites beſtes, qui au commencement dudit Fautrage ou Preage, y auront eſté miſes, ne pourront eſtre changees. Et † ſi leſdites beſtes, ſont trouuees ſans garde, elles pourront eſtre menees en priſon. Et ceux qui ont droit de mettre beſtes cheualines & vaches auec leurs ſuiets, ny mettront que le croiſt & ſuite de l'annee ſeulement. Art. 101. Et ſi par defaut de garder leſdites beſtes, elles font aucun dommage, ledit Seigneur en reſpondra: & ſ'il vſe dudit Fautrage ou Preage autrement qu'il eſt contenu au precedent Article, il perd & eſt decheu dudit droict †† à perpetuité.

† *Ces mots, Et ſi leſdites beſtes &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots, à perpetuité, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

LES ESCLVSES Art. 2. Combien que par la Couſtume generale il ſoit dict, que celuy qui a droit de Fautrage & Preage, il le doit tenir en ſa main ſans l'affermer à la charge de garder les prez dudit Fautrage & faire toucher les beſtes de pré en pré ſans interualle: neantmoins ledit S. des Eſcluſes, a droict ſeigneurial de mettre ou faire mettre en ſadicte Prairie des Eſcluſes, trois iumẽs auec leurs poulains & poutres de l'annee: lequel droit il & ſes predeceſſeurs ont touſiours affermé ou autrement tenu en leur main, ainſi que bon leur a ſemblé. Art. 3. Et n'eſt luy ne ſes fermiers tenu toucher ou faire toucher leſdits iumens: mais ſeulement eſt tenu ſon ſergent prairier les remuer depuis qu'elles ont eſté xv. iours deuers la boëre, appellee la boyre des Semaines & puis remiſes de l'autre part du coſté deſdites hayes.

Source : BIU Cujas

VI. TOVRS Tit.8. Art.81. Marchant forain ou autre, conduisant denrees par le chef de la i Peagerie, passant outre icelle Peagerie sans acquiter, paye lx. sols t. d'amende & le droict de la Coustume du Peage, & les frais de la poursuite. Mais si le forain passe outre par l'vn des branchages, ignorant ledit Peage ou Coustume, en iurant ladite ignorance & payant ladite Coustume, il s'en ira sans amende pour la premiere fois. Et s'il ne veut ou differe iurer, il payera lx. sols d'amende, & le droit de Peage ou de Coustume, & les frais de la poursuitte. Et† sont tenus tous Seigneurs pretendans droict de Peage, soit par eauë ou par terre, mettre à vn posteau, au chef de la Peagerie, la k Pancarte contenant les droicts qu'ils pretẽdent: laquelle ils doiuent faire verifier pardeuant le Iuge Royal & superieur du lieu, où est deu ledit Peage. Art 82 Qui conduit ou fait conduire par eauës les choses du creu de son heritage ou†† autres meubles à luy appartenans, d'vne Peagerie en l'autre, en aucune de ses maisons, ne doit que depry: en certifiãt par luy en personne, ou par cedule: & en defaut de prier, paye amende de lx. sols, & les frais de la poursuite: & par terre n'est deu Coustume ne depry, s'il ne passe par le chef de la Peagerie, ou autre lieu, où y ait billette: auquel cas il doit depry seulement: & † laquelle billete sera mise au lieu, où elle a accoustumé d'estre anciennement. Art.84. Qui a droict de Peage, doit tenir en reparation les ponts, ports & passages sur chemins, riuieres & ruisseaux du grand chemin peagier: sinon l qu'autres par deuoir y fussent tenus. Et au regard des reparations des autres chemins voisinaux il y sera pourueu par lés Iuges ordinaires des lieux, en la Iustice desquels sont lesdits chemins, ainsi que de raison. Ar.85. Et si le marchant ou autre passant outre ledit Peage, par defaut d'entretenir lesdits ponts, ports, passages & chemins en bonne & suffisante reparation, souffroit & soustenoit aucuns dommages & interests, ledit Seigneur ayant ledit droict ou son Fermier en sera tenu. Et pourra ledit Seigneur Suzerain, ou †† le Iuge Royal, à la requeste de partie interessee, saisir les fruicts de la Seigneurie, où sera situé ledit Peage, iusques à pleine satisfaction desdits interests & dommages, ledit Seigneur ou ledit Fermier à ce appellez: & † en ce cas tiendra la saisie faite par le iuge Royal, sans preiudice de l'appel & par prouision. Art.86. Si aucun marchant part de son logis pour aller à Foire ou Marché, passant par aucune Peagerie, & en iceluy iour retourne par ses pas, ne doit Peage ne depry, ores qu'il ait vẽdu ladite marchãdise ou partie d'icelle. Et †† ne sera deu par le marchant aucun droict en la Peagerie de son domicile, quand il part d'iceluy: encores qu'il transporte sa marchandise ailleurs & qu'il ne retourne ledit iour Art.87. Pour auoir mal acquité n'y a confiscation: mais il eschet amende de lx. sols auec le droict de Peage, & les frais, mises & despenses.

† *Ces mots*, Et sont tenus *&c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots*, ou autres meubles à luy appartenans, *ont esté interposez.*

† *Ces mots*, Et laquelle *&c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots*, ou le Iuge Royal, *ont esté interposez.*

† *Ces mots*, En ce cas *&c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots*, Et ne sera deu *&c. sont de nouuel adiouſtez.*

MAIZIERES Art.16. En ladite Baronnie qui conduit & mene marchandise par aucun destroit d'aucune Peagerie, & ce iour retourne par ses pas, & amene autre marchandise, que celle qu'il auoit passee par ses pas au matin, il doit Peage & l'amende par defaut. Art.17. Si aucun s'en va demourer hors le destroit desdites Baronnie & Chastellenie, il doit Peages pour ses vstencilles & biens meubles, qu'il conduit en autre Peagerie, & l'amende par defaut. Art.18. L'on ne peut estre conuenu pour le peage ou depry, en la Cour du Seigneur du Peage.

S. CYRAN. Art.7. Quand aucun mue son domicile de la Chastellenie de sainct Cyran, & s'en va demourer en autre Chastellenie ou Seigneurie, hors la Peagerie audit lieu dudit S. Cyran, il est tenu payer Peage audit lieu, de S. Cyran pour ses vstencilles & autres biens meubles, qu'ils emmenẽt d'icelle Peagerie: & par defaut du Peage est deu amende.

LODVNOIS Chap.7. Art.1. p. *à Tours.* Art.81. trespas par l'vne des brãches &c. Et s'il n'ose iurer, il &c. *iusques à ces mots*, Et sont tenus &c. Art.2. p. *à Tours.* Art.82. conduite les choses du creu &c. ne doit coustume ne depry s'il ne passe &c. *iusques à ce mot*, seulement. Art.4. p. *à Tours.* Art.84. ponts & passages &c. chemin peageau &c. seront situez & assis lesdits chemins &c. Art.5. p. *à Tours.* Art.85. Suzerain, à la &c. *iusques à ces mots*, à ce appellé, *inclus.* Art.6. p. *à Tours.* Art.86. se part au matin de son hebergement pour &c. iour d'auenture, il retourne par ses pas, il ne doit qu'vn peage ne qu'vn depry: supposé qu'il ait vendu ladite marchandise ou partie d'icelle. Art.7. p. *à Tours*, Art.87. sols pour le mal acquité auec &c.

ANIOV Tit.5. Art.50. Si aucun marchant forain trespasse par les branchieres d'aucune coustumiere par la terre de Comte, Vicomte, Baron ou Seigneur Chastelain, sans acquiter sa denree, s'il ignore l'acquit (pourueu qu'autresfois n'y ait passé) il sera receu à le iurer par serment, & en fera la loy d'amende de x. sols t. & s'il ne l'ose iurer, il payera lx. sols d'amende & la Coustume. Art.51. Et aussi s'il passe par & outre le corps de la Chastellenie, sans acquiter, il payera lx. sols t. d'a-

i Peage, Pedagium in cap 4. & 10. De censib. cap. 16. De verb. sign. Host in cap. Postulasti De for. comp. c. si quis Romipetas 24. q. 3. vectigal quod in itinere præstari solet. l. si quis pro vxore 21. d. de don. inter vir. & vxor. Aucũ ne peut imposer nouueau Peage, sans le vouloir & permission du Roy: dont la cognoissance appartient au iuge Royal seul. Es Arrests de la Pentecoste 1273. & à la Toussaints 1316. le Seigneur prenãt Peage est tenu recompenser la perte par Arrest contre le sieur de Crenecœur donné à la Chandeleur 1254. Aristo. καὶ δασμοῖσι ἀκουτμοῖσι Clau. Panegyr. 2. Patrium vectigal soluere gaudet immunis qui clade fuit. Archid. in can si quis peregrinos 24. q. 3. In lib. 2. Anseg. Abb. cap. 54. & lib. 4. c. 31 & 47. Vt nullus cogatur ire ad fluuium transeũdum propter tholonei causam, quando ille in alio loco compendiosius illud flumen transire potest, Similiter & in plano cãpo, vbi nec pons nec traiectus est, ibi omni modis, præcipimus vt tholonæum non exigatur.

k Charles 9. 1560. és Estats d'Orleans Art. 138. & Henry 3. 1579. Ar. 282. Veullẽt que les Seigneurs ayent vn Tableau ou pancarte contenans les droicts des dits peages, sans qu'ils puissent estre muez, chãgez, ou effacez ainsi que porte l'Ordonnance de Charles 9. 1570. Henry 3. 1577. pour la Riuiere de Loyre. Voy la Confer. des Ordon. Royaux liure 4. Tit. 12. Il se trouuent Arrests donnez à Paris du 11. Mars 1539. 15. Mars 1558 & du 21. Iuillet 1567. pour ceste effect contre les Seigneurs pretendans peage sur la riuiere de Loyre.

l Les Seigneurs prenant peage doiuent reparer les chemins, autrement on n'est point tenu de payer le peage. Par les Ordonnances

Source : BIU Cujas

des Eſtats d'Orleans 1560. Art. 107. & de Blois 1579. Art. 282. & 355. ſont tenus entretenir en bonne & deuë reparation les pôts chemins & paſſages: & à faute de ce faire le Procureur du Roy peut faire ſaiſir le reuenu deſdits Trauers & peages. Il y a Arreſt du Parlement de Paris du 13. iour de Mars. 1561. par lequel les Seigneurs pretendans Peage ſur la riuiere de Loire ſont condamnez a faire nettoyer & ballizer ladite riuiere en leur deſtroit du heu, où ils leuent leſdits droicts: de ſorte que la nauigation n'y ſoit encombree ny empeſchee par leur faute comme les Seigneurs du Peage de Sully furent condamnez par Arreſt le 30. iour d'Aouſt 1586. & contre les Religieux Abbé & Conuent de S. Meſmin d'Orleans, és fins & limites de leur ſalage le 23. iour d'Auril 1583. Autre contre le Seigneur de Bleré le 17. iour de Iuin 1581. Autre Arreſt du 23. iour de Iuin. 1576. contre les Seigneurs & Dame de Chaumont, Bleré, Selles en Berry, S. Meſmin & autres par leſquels ils ſont tous condamnez à ballizer & nettoyer les riuieres de Loire & Cher, és fins & limites de leurs Peages & Salages. Anſegiſ. lib. 4. cap. 43. eligant quorum curæ ſit pontes per diuerſa loca emendare, & eos qui illos emendare debent, ex noſtra iuſſione admonere, vt vnuſquiſque iuxta ſuam poſſibilitatem eos emendare ſtudeat: & a eſté iugé contre Guillaume de Villerer, que celuy qui prend le Peage d'vn Pont, eſt tenu de le reparer. Et par autre Arreſt donné à la Pentecoſte 1261. que les fermiers des peages du Roy, n'ont aucun rabais, pource que les marchans eſtrangers ne ſont venus aux foires, & fut donné l'Arreſt contre celuy de Creſpy.

mende ſans eſtre receu audit ſerment: pource qu'en ce cas ignorance ne le peut excuſer: attendu qu'en paſſant par le corps deſſuſdit, il peut auoir cognoiſſance de ladite Couſtume: & en iceluy cas, luy ſerõt rendues ſes denrees, cheuaux, charrettes & autres voitures, en payant les frais de Iuſtice, miſes & deſpenſes raiſonnables faites à cauſe de ce. Art. 52. Et eſt entendu le corps de la Chaſtellenie, la principalle ville ou le principal bourg d'icelle: & les Branchieres ſont les autres lieux, où l'on a accouſtumé d'ancienneté mettre & aſſeoir la billette & autres lieux hors la principale ville ou Bourg. Art. 53. Et † ſi le voiturier paſſe outre les bornes & limitations dudit corps ou branchieres (au dedans deſquelles ſe reçoit ladite couſtume) ſcientement ſans acquiter ſes denrees * ou marchandiſes, les cheuaux, charrettes ou autres voitures ſeulement, ſont confiſquees au Seigneur de ladite Couſtume, s'ils ſont pris ſaiſis de ladite denree. Et auſſi ſeront confiſquees les denrees & marchandiſes * en cas, où l'on pourra monſtrer, que le marchant ait cõmis dol, fraude ou larcin pour defrauder ou deſrobber l'acquit ou Couſtume. Et eſt à noter qu'au cas deſſuſdit & tous autres, où la Couſtume du pays permet confiſcatiõ, declaration eſt neceſſaire, qui ſe fera ſommairement & de plain, & d'heure à heure: & ce pendant ſeront leſdites choſes, deſquelles on requiert confiſcation, appretiees & eſtimees par gens notables & experts: & ce faict, ſera au chois de celui a qui appartiennent les choſes, deſquelles on demande confiſcation, de conſigner en main de Iuſtice ledit pris, à quoy leſdites choſes auront eſté appretiees, ou de bailler plege & caution ſoluable & ſuffiſante du pays, qui ſe conſtituera debteur & acheteur de biens, pour en reſpondre, où il appartiendra. Lequel plege ſera tenu obeyr & reſpondre à la iuriſdiction du Seigneur, qui demande ladite confiſcation: & * à ce ſoy ſoumettre: & en ce faiſant, ſera faite deliurance deſdites choſes, pendant le procés de ladite Confiſcation. Art. 54. Et ſi aucun marchant ou autre treſpaſſe aucun Peage ſans acquiter & il retourne par la Couſtumiere qu'il a treſpaſſee, le Seigneur d'icelle, le peut contraindre à payer lx. ſols d'amende & la Couſtume: & n'aura plus de confiſcation, pource qu'il n'a plus de denree. Et pareillement en vſera l'on, pour le regard des Nobles ou autres, ſ'ils faillent à deprier. Art. 55. Gens d'Egliſe, Nobles, Eſcoliers & autres en ce priuilegiez, ne ſont tenus payer Couſtume n'acquit: mais ſeulement ſont tenus de deprier par eux ou leurs gens & ſeruiteurs menans & conduiſans leurs choſes par pays. Et ſi leurs gens ou ſeruiteurs n'ont certification, ils ſeront creus en verifiant par ſermẽt que leſdites choſes ſont aux gens priuilegiez ou à aucun d'eux. Et ſeront tenus par apres leſdites gens & ſeruiteurs, en rapporter ou renuoyer certification dudit priuilege. Art. 56. Si aucun affirme frauduleuſement, qu'il menne ſa marchandiſe ou autre choſes par pays, pour gens d'Egliſe, Nobles au autres priuilegiez, ſ'il en eſt attaint: & il eſt trouué que leſdites choſes, pour leſquelles il a deprié, ne ſoient pour leſdits priuilegiez: tel abuſeur en ſera puny comme fauſſaire, ou autrement à l'arbitration de Iuſtice, & outre payera la Couſtume & l'amende, au Seigneur, auquel aura eſté faicte ladite fraude. Art. 57. Chacun †† pourra [m] paſſer le reuenu de ſes heritages, ou ce qu'il a acheté pour ſa prouiſion & non pour reuendre, en depriant, pourueu qu'il ne ſoit marchant ordinaire, ou tel qu'on ne puiſſe noter aucune fraude. Art 58. Et à ſçauoir que pour obuier aux fraudes & abus que les Fermiers des Preuoſtez font chacun iour, contre les marchans & paſſans par leſdites Preuoſtez, en eux abſentant & laiſſant leur maiſon ſans gens, deſaduoüant ceux qui y ſeroient, voulant greuer leſdits treſpaſſez, leſdits Preuoſts ſeront tenus faire reſidence, ou laiſſer gens à leurs maiſons pour receuoir la Couſtume & depry: autrement leſdits treſpaſſans ſeront tenus quittes en payant la Couſtume

† *Le Procureur des marchans du pays d'Anjou a remonſtré qu'au commencement de la premiere partie de l'Art. ancien, eſt faicte mention de la confiſcation des denrees & marchandiſes paſſees par la Chaſtellenie, ſans payer la Couſtume, ſoit par le marchant ou voiturier. Et que ſi ladite couſtume eſtoit tenue & gardee, elle ſeroit preiudiciable & dõmageable à pluſieurs marchans & n'y auoit apparence de vouloir auoir par confiſcation la marchandiſe, ſous couleur que on auroit deffailly à payer vn ou deux deniers pour la Couſtume ou deuoir. Car la confiſcation de la denree & marchãdiſe pouuoit mõter à grand ſomme de deniers, & deuroit bien ſuffire au Seign. de la Couſtume ou Peage, d'auoir ladite amẽde qui eſt de lx. ſols, ſans luy bailler le droit*

m L. 5. C. de vect & comm. l. ſi publicanus §. 1 D. de publ. & in antiqua inſcript. Quod vſuarium inuehitur, an ſarium non debet, vt Cuiac. 14. Obſer. 3. vide l. 203 De verb. ſign. l. 16 §. licet & § Diuus D. de publicanis.

Source : BIU Cujas

de Confiſcation. A tout le moins, ſans ce que par le defaut dol ou fraude faicte par le voicturier, les denrees & marchandiſes fuſſent confiſquees au preiudice du marchant & Seigneur d'icelles. A quoy par Maiſtre Iean Parrain pour les Nobles & Seigneurs Chaſtelains & autres aians droict de Peage: a eſté reſpondu que ledit Art. ne deuoit eſtre corrigé. Car les marchans aians cognoiſſance des droicts de Peage, en fraudant les Seigneurs de leur droict de Peage, deuoient forfaire & confiſquer leurs marchandiſes: & que ladite Couſtume, telle ou ſemblable au contenu de ce preſent Art. eſt eſcrite au liure Couſtumier ancien du pays d'Anion & ainſi en auoit l'on vſe audit pays les marchans diſans au contraire, que combien qu'elle ſoit eſcrite, elle n'a eſté vſitee: & que quand elle auroit eſté practiquee, comme inique & trop rigoureuſe deuoit eſtre corrigee: ou à tout le moins moderee, quant à la confiſcation des denrees & marchandiſes: procedans par la faute des voituriers. Surquoy auons ordonné que ledit Art. ſeroit corrigé ſelon qu'il eſt eſcrit.

* *Alias, & P.V.*

* *Alias, és cas. P.V.*

* *Alias, à ce ſouſmettre. P.V.*

†† *Les Doyen, Chanoine, & Chapitre de S. Lau les Angers, & ſemblablement le Seigneur de Montſoreau, ont dit & proteſté que l'Art. 57. ne leur peut preiudicier: maintenans qu'ils ont droict de Peage ſur toutes perſonnes, ſoit que ce qu'ils font mener & conduire, ſoit pour leur prouiſion & nourriture de leurs maiſons, ou non. Et les Officiers du Roy, ont proteſté au contraire. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demourera ainſi qu'il eſt eſcrit: & auront leſdits Doyen & Seigneur de Montſoreau acte de leur proteſtation.*

ou faiſant depry, à ceux qui ſeront trouuez en la maiſon ou aux plus prochains voiſins, ſ'aucuns en y a: & de ce ſeront creus les treſpaſſans à leur ſerment. Et ſeront tenus leſdits Preuoſts, faire & tenir leur recepte de ladite preuoſté, ſur le grand chemin, & és Branchieres pendre la billette, que leſdits treſpaſſans puiſſent voir: & non en autre lieu, hors n'a part dudit chemin: en maniere que ceux, qui doiuent acquit ou depry, ſoient contraints reculer n'eux deſtourner dudit grand chemin pour aller payer ledit acquit ou depry. Art. 59. Tout homme, qui a Couſtume & acquit en ſa terre, doit tenir les ponts & chemins publiques en eſtat & reparation: & les lieux, où il n'y a point de Preuoſtez, le S. Chaſtelain ou autres qui ont en celuy endroit cognoiſſance deſdits grands chemins, les feront reparer aux deſpens d'eux. Toutesfois ſi par le defaut ou coulpe d'aucuns habitãs, leſdits chemins eſtoient empeſchez: tels ſeroient contraignables à en faire la reparation, & oſter ledit empeſchement, aux deſpens de ceux, par le defaut ou coulpe deſquels eſt interuenu tel empeſchement.

LE MAINE Tit. 6. Art. 58. p. *à Anion.* 50. Chaſtelain ou autres aians droict de Preuoſté, ſans acquiter &c. Art. 59. & 60. p. *aux Art.* 51. & 52. *d'Anion.* Art. 61. Et ſ'il paſſe outre &c. p. *à Anion.* Ar. 53. pour ayder de fraude &c. Et ſera auſſi bien priſe la cõfiſcation & amẽde par la forme deſſuſdite, pour le defaut ou fraude faite par le voiturier, comme par le propre Seigneur de la marchandiſe. Et eſt à noter &c. notables experts &c. ou caution. &c. Art. 62. 63. & 64. p. *à Anion.* Art. 54. & 55. Nobles, ſ'ils &c. *iuſques a ces mots*, ou aucuns d'eux. Art. 65. p. à l'Art. 56. *d'Anion.* Art. 66. Aucun n'eſt tenu pour treſpaſſer, fors à faire depry, pour le reuenu de ſes heritages, ou de ce qu'il achete pour ſa prouiſion, & non pour reuendre, ou pour mener de ſon meuble d'vn lieu à autre, ſ'il ne ſortoit hors le pays: pourueu qu'on n'y puiſſe noter fraudes. Art. 67. p. *à Anion.* Ar. 58. reculer ny eux diſtraire du chemin &c. ou faire ledit depry. Art. 68. p. *à Anion.* 59.

BOVRBONNOIS Chap. 26. Art. 354. Marchans forains & autres conduiſans marchandiſes & denrees par le chef du Peage, auquel doit eſtre miſe enſeigne, ſ'ils treſpaſſent iceluy, ſans l'acquiter payent lx. ſols tournois d'amende, à appliquer au Seigneur du Peage, & le droict dudit Peage, enſemble les frais de la pourſuite ſans autre confiſcation. Mais ſi ledit forain treſpaſſe par l'vn des branchages dudit Peage, ignorant iceluy Peage, en iurant l'ignorance, & payant ledit Peage, il eſt quitte de ladite amende pour la premiere fois. Et ſ'il ne veut iurer, il eſt tenu de payer ladite amende, auec le droit d'iceluy Peage & frais de ladite pourſuitte. Art. 355. Ceux qui achetent vins & autres choſes pour leur prouiſion ou autrement, qui paſſent par les Peages, doiuent leſdits droicts de Peage, ſ'ils ne ſont priuilegiez: & ſ'ils le ſont, doiuent certifier & faire apparoir de leur priuilege: autrement doiuent payer: & ſ'ils ne payent, ſont tenus audit Seigneur du Peage, & en amende de lx. ſols. Article 356. Et ſi dudit priuilege y a debat, pour cauſe apparente, entre le Seigneur dudit Peage ou ſon fermier, iceluy qui allegue ledit priuilege, eſt tenu de conſigner ou bailler reſpondant pour ce que ſeroit deu dudit Peage, en la Iuſtice du Seigneur, duquel ledit Peage eſt aſſis. Art. 357. Mais ſi le ſeigneur dudit Peage ou fermier ſuccombe au procés, il eſt tenu enuers ledit priuilege, de tous deſpens dommages & intereſts. Art. 358. Si le Seigneur du peage n ou ſon fermier exigent plus grande ſomme, que deuë n'eſt pour raiſon dudit Peage, il eſt tenu en l'amende, & de rendre le double de la ſomme exigee, & és deſpens, dommages & intereſts. Article 359. Quand vn marchant ou autre partant de ſa

n Charle 9. 1560. és Eſtats d'Orleans, Art. 138. & 1570. Henry 3.

Source : BIU Cujas

1579. és Etats de Blois Art. 282. & 1577. pour les marchans frequentans la riuiere de Loire: miſes en la Conference des Ordonnances Royaux. Vide l. non ſolent 3. & l. 4. C. vect. noua inſt. non poſſe l. 12. C. de vect. & comm. l. 4. in fine & l. 9. D. de public.

maiſon pour aller en foire, marché ou ailleurs, a payé le Peage ou paſſage par lequel il paſſe, il ne doit rien de retour, ſ'il retourne ledit iour: ait vendu ſa marchandiſe ou non. Art. 360. Si † le marchãt ou autre paſſant par vn peage, en defaut &c. p. *a Tours.* 85. ſouffre ou ſouſtient aucun &c. Suzerain où la &c. ou Fermiers dudit peage à ce appellez. Art. 361. Les S. aians leſdits peages, doiuent entretenir les chemins & voyes publiques pour raiſon deſquels ils tirent leſdits peages, & les tenir en ſeureté pour les paſſans & repaſſans. Et quant és autres chemins, & voyes publiques, pour raiſon deſquels n'eſt deu Peage, n'autre droict, les habitans des Parroiſſes, où ſont leſdits chemins, ponts & paſſages, ſont tenus les reparer & entretenir: & ſeront contraincts par le Iuge ordinaire à contribuer pour la quantité des ſommes neceſſaires pour reparer leſdits chemins & paſſages, & doiuent faire les impoſts neceſſaires, les Procureurs deſdites Parroiſſes, trois ou quatre d'eux appellez. Et eſt ledit impoſt fait ſans aucuns frais, & vaut ledit impoſt, combien que les impoſez ne ſoient de la iuriſdiction dudit Iuge: mais que la plus grande partie en ſoit: doiuent leſdits impoſez, payer leur impoſt & quottitez, nonobſtant oppoſition ou appellation quelconques, ſelon l'ordonnance, & ſans preiudice de icelles. Art, 362. Si aucun affirme frauduleuſement qu'il mene aucune choſe par pays, pour gens priuilegiez, & il eſt cõuaincu du contraire, il eſt puni comme pariure, à l'arbitrage du Iuge: & outre eſt tenu audit Peage. Art. 363. Combien que les choſes appartenãs à gens priuilegiez, ſoient voiturees par gens mercenaires & qui gaignent argent, n'en eſt deu aucun Peage. Art. 364. Quand aucun voiturier ne troune le Seigneur du Peage ou ſon fermier, audit lieu de Peage & il baille ce qu'il eſt tenu bailler & payer à aucun qu'il trouue en la maiſon du Seigneur ou fermier ou prochain voiſin, il eſt quitte dudit Peage, & n'eſt amendable.

† *Meßire Frãçois Obeilh pour Meßire Iaques de Chabanes Seigneur de la Palice, & Mareſchal de France, & Meßire Ieã de Leuis, Chenalier Seigneur de Chaſteaumorant, à proteſté que les Art. 360 & 361. ne leur pourront nuire ne preiudicier: maintenant ledit Obeilh que les ſuiets de la Palice, ſont tenus d'entretenir les ponts & paſſages d'icelle ſeigneurie: requerans que de leur dire fut fait mẽtion en noſtre procés verbal. Ce que leur auons accordé.*

Avvergne Chap. 25. Art. 16. Ses S. aians droict de Peage, o doiuent entretenir les chemins, ponts & voyes publiques, pour raiſon deſquels ils leuent &c. p. *à Bourb. 361. iuſques à ce mot*, repaſſans, *inclus.*

La Marche Chap. 27. Art. 343. Si aucun tenu à payer Peage, paſſe par la Peagerie d'aucun Seigneur ſans payer ſon Peage, & il ſoit conuaincu de Peage briſé, il ſera quitte en payant: pourueu qu'il iure qu'il ne ſçauoit qu'il y euſt illec Peage: ſinon qu'il y euſt enſeigne notoire de Peage: ou qu'il euſt eſté interpellé de le payer: auquel cas ledit paſſant ſera amendable de lx. ſols, moitié au S. Iuſticier & moitié au S. dudit Peage.

Poictov Tit. 1. Art. 12. Le †† S. qui a droict de Peage, doit tenir en reparation les ponts, ports & paſſages &c. p. *a Tours* 84. chemin: ſinon qu'autres &c. Et au regard des reparations des autres chemins voiſins, les Iuges ordinaires p des lieux &c. y pouruoiront & contraindront leſdits S. ainſi &c. Art. 13. p. *a Lodunois.* 5.

†† *Ces 12. & 13. Art. ſont introduits de nouuel pour auoir lieu à l'aduenir*

Acs Tit. 12. Art. 1. Celuy qui paſſe ſans payer le Peage, ou alleyer, encourt la peine de lx. ſols t. ſi mieux n'aime perdre la marchandiſe. Art. 2. Les marchans ſont tenus payer ou alleyer au lieu accouſtumé: & ſ'ils paſſent outre ledit lieu, ils ſont dits auoir encouru ladite peine. Art. 3. Alleyer eſt declarer par ſerment au S. peager, ou à ſon commis la marchandiſe apportee, & combien l'on en apporte & cõduit, ſi le paſſant doit Peage. Art. 4. Et ſ'il eſt exempt, ſe doit purger par ſerment, que la marchandiſe eſt ~~à luy~~ & à ſon maiſtre exempt, pour qui la conduit, & non à autre à ſes perils & fortunes. Art 5. & 6. L'on * n'eſt tenu payer peage n'autre ſubſide pour q Baſtage ou Rodage, ſoit en conduiſant marchandiſe ou non. Art. 7. Chacun peager eſt tenu faire vn Tableau, & le tenir ſur le chemin public & apparent, au lieu où il leue le peage, afin que chacun le puiſſe voir & ſçauoir ce qu'il deura payer. Art. 8. L'on ne peut prendre aucun fruictage n'autre deuoir de fruict qui ſont r portez ſur la teſte ou ſur le dos pour vendre, ſ'il n'y en a plus de x. paniers appartenans à meſme perſonnage. Art. 9. Ne pareillement d'œufs, poullailles ne autre volature: & qui fait le contraire, encourt l'amende de x. liures, enuers le Roy. Art. 10. Des marchandiſes, deſquelles les Seigneurs ont accouſtumé prendre Peages, ſoit ſaffran, eſpicerie, merlus, ſouliers ou autre marchandiſe, leſdits S. ne peuuent prendre aucune choſe de ladite marchandiſe, ne autre deuoir, que le deuoir en argent accouſtumé eſtre payé, pour raiſon de Peage. Art. 11. Si n'eſt que leſdits Seigneurs euſſent accouſtumé prendre le peage en marchandiſe, & non en argent.

* *Alias, voiſinaux.*

Alleyer.

All yer quid.

o Voyez ce que nous auons dit cy deſſus ſur la Couſtume de Tours à quoy nous pouuons adiouſter que les Eſleus en faiſant leurs chevauchees & viſitations des Parroiſſes de leur election, doiuent viſiter les ponts, paſſages & chemins & contraindre les Seigneurs peagers à les reparer, iuſques à certaine ſomme portee par les Ordonnances. Henry 2. 1552. Art. 72. Henry 3. 1575. Voyez la Confer. des Ordon. liure xi. Tit. 21. Au reſte la Cour des Aydes ny les Eſleus ne ſont competens de cognoiſtre des droicts de peage, de Trauers & de Barrage ains les Iuges ordinaires, & par apel en la Cour: parce que ce ſont droicts domaniaux, & non ayde & de ſubſide, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt dõné en audience le Ieudi 4. Mars 1562. Voyez Bacquet traicté de Iuſtice chap. 30.

p Faut entendre les Iuges ordinaires Royaux. Voyez les Ordon. cy deſſus alleguees.

q Baſtage, c'eſt vn deuoir que le Seigneur

Source : BIU Cujas

peager prend d'vn cheual basté sans charge ou chargé pour raison du bast outre le peage pour raison de la marchandise. Sainct Seuer Tit. 10. Art.5.& 6.Rodage,c'est ce que nous auons dit cy dessus Rouage, Rodaticũ,ou Rocaticũ le deuoir que le S. peager prend pour vne Charrette vuide ou chargee de marchandise passant par le chemin public & Royal, outre le peage deu pour raison de la marchandise v.t. Indice des droicts Royaux.

r Quia earum rerum nunquam præstitum est vectigal. Paul. in l locatio 9. §. earum rerum. D. de public. & in vectigalibus percipiendis consuetudo spectari solet. Paul. l 4. §. in omnibus D. eod. tit.

S. Sever Tit. 10. Art. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. & 11. p. à Act.

Bayonne Tit. 18. Art. 1. Si ponts ou fossez dits vulgairement estez, ou autres chemins voisinaux, à plusieurs gens, qui ont heritages, ausquels heritages les voisins ont accoustumé aller par lesdits ponts, fossez ou chemins, ont besoin estre reparez, vn ou plusieurs Seigneurs des autres heritages, qui ont passage par lesdits lieux, qu'ils contribuent à ladite reparation pour leur cotte-part & portion: & en cas de refus ou delay, l'vn d'eux ou plusieurs, qui se peuuent accorder, font ladite reparation. Art. 2. Et icelle faite, porte le compte d'icelle au Mayre ou son Lieutenant, & le verifient par serment. Art. 3. Et ce fait, le Mayre ou son Lieutenant contraint chacun des autres personniers à payer leur cotte-part & portion de ladite reparation, aiant égard à la qualité des heritages & seruitudes de la chose reparee, sans autre ordre de procés. Art. 4. Et sont executez & pignorez comme pour chose connuee & iugee. Art. 5. Et s'ils sont opposans à telle execution, ne sont ouys sans garnir prealablement. Art. 6. Toutes les Tours & murailles vieilles de ladite ville, depuis le port de Saut, iusques au Chasteau vieux, sont du Roy & de la ville, & non des particuliers: & ceux qui s'en seruent, les tiennent en garde & en nom de precaire, pour leur particulier seruice, tant qu'il plaira au Roy, & au Mayre & Escheuins de la ville, & autrement iusques qu'ils en auront à besoigner pour la defense de la ville, ou pour y mettre l'Artillerie, poudres, munitions ou pierres de fonte ou autre chose, qu'il plairra à ceux qui en ont principalement la charge. Ar. 7. Que ceux qui les tiennent, les doiuent tenir bien nettes, couuertes & en estat, qu'elles ne tombent en ruine: ou autrement sont tenus de les reparer à leurs despens. Art. 8. Est defendu aux detenteurs qu'ils ne rompent en tout ou en partie, lesdites tours & murailles, pour y faire aucun bastiment: sur peine de l. liures t. applicable à la reparation & fortification des murailles & tours: & outre sont tenus retourner au premier estat à leurs despens, tout ce qu'ils auront fait ou deffait. Ar. 9. Les detenteurs ne doiuent vendre ou aliener lesdites tours, murailles ou partie d'icelles, ne alleguer aucune possession ou prescription, en quelque maniere que ce soit, & fut elle de mil ans.

Sole Tit. 34. Art. 1. Toute personne du pays de Sole, est franche de vendre sa creuë, & toute chose tenuë & possedee par l'espace de xxi. iours, & ce sans payer aucun peage. Art. 2. Toute personne du pays, qui a acquis & reuendu la chose par luy acquise, sans la tenir & posseder par l'espace de xxi. iours, est tenu de payer Peage, qui est entendu seulement quand les marchandises, auec toute condition de grain, vin, pomade, beurrages, & autres choses & denrees sur charrettes & tirees à bœufs ou vaches. Et pareillement si lesdites personnes acquierent & vendent, dedans les xxi. iours, de gros bestail, comme sont cheuaux, iumens, bœufs, vaches, porcs & de leur nature: & non pas de moutons, oüailles & autres semblables qui sont franches de tout tribut, Peage, Gabelle & Imposition. Art. 3. Si le pastre, qui est tenu payer Peage, trie ou fait trier ses bestiaux, pour les mener vendre au marché de Mauleon, lo Dimercs, lo Digeaux & lo Dibendres: s'il vend le bestail au chemin, en allant ou tournant, est tenu de payer Peage dedans iii. iours prochains ensuiuans. Et si dedans lesdits iii. iours n'a payé ou contenté le peager, a encoure lxvi. sols Morlaas de peine enuers le Roy. Art 4. Si le pastre ou autre personne, qui sans tenir l'espace de xxi. iours, vend au marché son haber, & passe la riuiere de Xerante, le milieu du pont de Mauleon, ou la Croix de Labourader sans payer le Peage, & il est prouué, tombe en l'amende de lxvi. sols Morlaas, enuers le Roy, qui valent ix. francs & liiii. ardits. Art. 5. Pour bailler son bestail à my-garde, ne pour retenir iceluy, apres que le serment est fait, ne pour le rendre au S. du bestail, aucun ne doit bailler Peage.

Bretagne Tit. 2. Art. 49. Les Seigneurs qui ont iurisdiction sur les hommes en leur terre, doiuent garder & borner les voyes & routes, qui nè sont de ville marchande à ville marchande: & tous les autres chemins, sont en la garde du Prince Et †† les Seigneurs doiuent mettre les deniers de leurs amendes pour reparer & amender les mauuais chemins. Et † s'il n'y a deniers d'amende, pourront les Iuges desdits S. contraindre les possesseurs des terres voisines, de contribuer

†† *Ces mots,* Et les seigneurs *&c. iusques à ces mots,* mauuais chemins, *sont adiouſtez & pris du 631. ancien Titre des crimes: & a esté rayé le 403. Ar. ancien Titre des Assises & amendes &c. parce qu'il y a esté pourueu par ceſt Art. 49.*

† *Ces mots,* Et s'il n'y a *&c. sont de nul adiouſt*

Source : BIU Cujas

à la reparation deſdits chemins, ſi leſdits Seigneurs ou autres n'y ſont d'ailleurs tenus & * obligez.

* *Alias, ne obligez.*

HESDIN Tit. 1. Art. 4. Quiconque prend ou lieue en Seigneurie de Haute Iuſtice ou Vicomtiere, par achat ou autrement, aucune choſe, & la tranſporte en autre Iuriſdiction: il doit au Seigneur en la Iuriſdiction duquel ladite choſe eſt prinſe, droict d'iſſue, ſelon l'eſſence de la choſe prinſe ou tranſportee: à peine de lx. ſols Par. d'amende, qui demeure à celuy qui tranſporte, & le depart de ladite iuriſdicti on, ſans payer ledit droict d'Iſſue, pour chacune fois. Et ſi eſt tenu payer ledit droict au Seigneur.

S. POL en Artois Tit. 2. Art. 3. Quand aucune perſonne meine, paſſe & conduit aucune choſe tributaire, au droict de Trauers par les mettes de ladite Comté de S. Pol, ou d'autres aiant iceluy droict de Trauers en ladite Comté & enclauement d'icelle, ſans payer ledit droict de Trauers il eſchet vers le Seigneur en amende de lx. ſols Par. n'eſt que telle perſonne ſoit priuilegiee ou monſtre faict eſpecial, par lequel elle ſoit exempte dudit droict de Trauers.

Trauers.

MONSTREVL Art. 26. Tous vendeurs & acheteurs doiuẽt payer Tonlieux de ce qu'ils vendent & achetent, qui eſt de plus & moins, ſelon les lieux: mais ſ'ils ne payent dedans Soleil couchant du iour de la vendition, ils doiuent au S. l'amẽde de lx. ſols. par.

Tonlieux.

THEROANNE Tit. 2. Art. 7. *A la fin.* Et ſi a droict de Tonlieu ſur toutes marchandiſes, ſoit beſtes queualines ou autres: meſures à meſurer grain: droicts de Sacquage, & vn poids commun pour peſer toutes marchandiſes: pour toutes leſquelles choſes prendre, auoir & recueillir, y a fermier & gens commis, qui les recueillent & reçoiuent ſelon les regiſtres & papiers accouſtumez.

Droict de Sacquage.

S. POL Tit. 2. Art. 29. Il eſt deu aux S. Hauts Iuſticiers & Vicomtiers droicts de Iſſue, d'herbage & d'eſtablages des marchandiſes & autres choſes qu'on vend és mettres de leur Seigneurie, ſur peine de lx. ſols. Par.

PONTHIEV Tit. 4. Art. 82. Doit prendre & leuer Acqueſt des choſes vẽdues & liurees és mettes de ſa Seigneurie. Art. 86. En pareille amende eſchet enuers le S. Vicomtier, celuy qui eſt defaillant payer le droict d'acquit, quand il eſt engendré, enuers le S. Vicomtier, ſ'il ne paye en dedans Soleil couché, le iour de la vente.

BOVLLENOIS Tit 8. Art. 35. Au †† S. F. appartient droict de Taille ou de la vente & achat du beſtail, qui ſe vend ſur ſon Fief, qui eſt quatre den. du vendeur: & autant de l'acheteur: pour chacune beſte cheualine, bœuf ou vache: pour chacune beſte blanche, vn denier: ſçauoir vne maille pour le vendeur, & autant pour l'acheteur. Et pour le pourceau vn denier par le vendeur, & autant par l'acheteur: qu'ils & chacun d'eux ſont tenus payer dedans Soleil couchant. En quoy ne ſont comprins les priuilegiez, ny ſemblablement ceux qui auroient paction, conuention ou iouyſſance deüement preſcrite. Art. 129. Perſonnes Nobles & gens d'Egliſe peuuent franchement acheter & vendre en tous lieux, que bon leur ſemble dudit Comté de Boullenois, pour eux & leurs maiſons, toutes beſtes & autres choſes dont eſt deu Tonlieu, ſans payer iceluy droict de Tonlieu. Mais ſi ce ſont perſonnes non Nobles, ils doiuent ledit Tonlieu: ſuppoſé qu'ils ſoient demourans ſur leurs Fiefs: ſi ce n'eſt que la vente ou achat ſe facent ſur leurs Fiefs, & és mettes d'iceux.

†† *Ceſt Ar. 35. fut remis à la Cour: & depuis acordé ſçauoir que pour beſte blanche, ſe payeroit vn denier, ſcauoir vne maille par le vendeur, & autant par l'acheteur: & pour beſte cheualine, bœuf ou vache, iiii. d. par le vendeur, & autant par l'acheteur.*

LILLE Tit. 5. Art. 70. Pour venditions droict de Coletage ſ n'eſt deu.

ſ Aucuns eſtiment ce droict de Coutelage, eſtre le droict de Tonlieu, de maille & de venditions.

S. OMER en Artois Tit. 2. Art. 7. Tous vendeurs & acheteurs en la Seigneurie d'aucuns Seigneurs Vicomtiers, doiuent payer leurs Tonlieux, de beſtes viues de ce qu'ils vendent ou acheptent par dedans Soleil couchant, du iour qu'ils ont faict la vendition ou achat: à peine de lx. ſols Pariſis d'amende enuers le S. Vicomtier. Art. 8. Tous hommes de Fief, peuuent auoir, achepter & vendre en leurs tenemens Feodaux & francs Alleux ſans eſtre ſouſmis ne tenus à payer Tonlieux ne afforages.

S. POL en Artois Tit. 2. Art. 2. *à S. Pol* eſtallages &c. Et à faute de le payer, les acheteurs & eſtalleurs, leur doiuent amende de lx. ſols Par.

DESVRENES Art. 4. Bourgeois & Eſtagers ne doiuent aucun Tonlieu.

Couſtume.

TOVRS Tit. 8. Art. 83. Ceux qui achetent bled, vin ou autres choſes pour leurs prouiſions, doiuent la t Couſtume, ſ'ils ne ſont priuilegiez: auquel cas doiuent depry ſeulement: & en defaut de depry, payeront lx. ſols d'amende auec les frais, comme deſſus.

t Secus du Peage ainſi qu'il a eſté dit cy deſſus par nous.

LODVNOIS Chap. 7. Article 3. p. *a Tours.* 83. treſpaſſent hors de la peagerie, doiuent &c.

Source : BIU Cujas

ANIOV Tit.1.Art.8.*A la fin*, La petite Coustume des denrees vendues en leur Fief, comme bled, vin, bestes & autres choses. Art. 9. Pareillement ont leuage des deniers, qui ont seiourné viii. iours u naturels, vendues & autrement transportees en autruy main-mises iceluy Fief: s'il n'y a titre, prescription ou exemption au cõtraire. Lequel leuage est deu par l'acheteur: & s'en pourra addresser le Seigneur contre le vendeur ou acheteur, à son chois. Toutesfois le vendeur en sera deschargé, en aduertissant le S. de Fief, son Receueur ou Sergent, de soy faire payer dudit leuage auant que la denree soit leuee de sondit Fief. Aussi ont le leuage des biens de leurs suiets, qui vont demourer hors leurdit Fief. Art.11. Et lequel leuage x & petite Coustume, est vn denier pour bœuf, vache, pipe de vin & charge de bleds, vendus & tirez hors le Fief: & pour autre bestail menu, comme porcs, moutons & brebis vendus, & qui auroient seiourné par viii. iours, sera payé obole. Et au regard du leuage des biens des suiets, qui vont demourer hors le Fief, tel leuage ne pourra excederv. sols t. Et pource qu'en plusieurs lieux n'est accoustumé d'vser d'iceux droicts de petites Coustumes & leuages, n'en est en rien derogé ne preiudicié aux exemptions & prescriptions, qu'on pourroit auoir au contraire. Auec ce est entendu que s'aucun Seigneur prenoit droict de Preuosté ou grand Coustume, il n'auroit la petite. Art.30. Celuy qui tient à foy & hommage le hebergement, où il demeure soit Noble ou Coustumier, ne paye à son S. aucunes petites Coustumes ne leuages.

LE MAINE Tit.2.Art.10.p.*à Aniou*. Art.8.autres meubles. Et lequel leuage &c.p.*à Aniou* Art.11.payé maille: & est à entendre que pour autres meubles sera payé.iiii.den.pour charrette, deux den.pour charge de cheual, & vn den. le tout tourn.pour faiz d'hommes: excepté pour les gens priuilegiez. Art.11. p.*à Aniou*. Art.9.autre main &c.acheteur. Et ne pourra ledit leuage exceder v. sols: & s'en pourra &c.a son chois dedans l'an. Toutesfois &c. Fief auec le leuage &c. hors ledit Fief. Et si aucũ Seigneur prenoit Preuosté &c.p.*à Aniou*. Ar.11. La petite Coustume. Art.35.p.*à Aniou* 30.

GRAND PERCHE Tit.1.Art.29. Les †† S. Bas Iusticiers ont droict de Coustume, qui est de prẽdre vn den.t. de chacune beste à quatre pieds nourrie en leur Fief, achetee & liuree en iceluy, en rachetant ledit droict de leur Seigneur superieur, & l'employant en leur Adueu. Et se doit payer ledit droit de Coustume, dedans la viii. apres que ladite beste aura esté liuree: & à faute de payer ledit droict dedans iceluy temps, est deu l'amende de ii. sols vi. den.t. pour Coustume non payee: pourueu que ce ne soit beste de laict, volatille, & menues denrees: pour lesquelles n'est deu ledit droict de Coustume Art.30. Et si l'acheteur de ladite beste suiette audit droict de Coustume n'est demeurant en la Seigneurie, le suiet qui à icelle vendue, doit receuoir la Coustume de son marchant, & la payera à son Seigneur dedans le temps dessusdit: sur peine de ladite amende.

BORDEAVX Chap.15.Art.116. A esté arresté que pour le passage de la ville de Bordeaux à Larmont, l'on payera homme & cheual, vn Carolus: & à la Bastide, deux liards: homme à pied tant iusques à Larmont, que iusques à la Bastide, vn de. t. Et sera tenu chacun Gabarier auoir trois personnages dedans sa Gabarre: c'est à sçauoir vn Gouuerneur & deux tireurs auec equipage necessaire, de Vaires à Libournes, comme à Larmont: & à la Cauerruere deux liards pour homme. Et de Bourdeaux à Blaye, v. sols t. homme & cheual, & homme à pied x. den. t. Item à Bourg de Bordeaux à Podensac, homme & cheual, ii. sols. vi. de. t. homme à pied, deux liards. De Bordeaux à S. Macaire & Lengon, homme à Cheual, v. sols t. & homme a pied, x. den. t. Et est faict inhibition & defense à tous Gabariers de n'exiger plus grande somme, à peine du fouët: & à mesme peine de ne refuser aucun personnage a passer.

VII. BRETAGNE. Tit.25.Art.684. Plusieurs Prelats, Eueques, Comtes, Barons, Seigneurs, Chapitres & Communautez d'Eglises & de ville †& autres de ce Duché, ont certains priuileges & droicts particuliers, & aucuns d'iceux patrimoniaux & hereditaux, qui ne sont escrits, compris ne contenus en ce liure Coustumier, desquels ils iouyront: & seront gardez & obseruez ainsi qu'ils ont esté par le passé, nonobstant la reformation, lecture & publication desdites Coustumes: qui ne leur pourront preiudicier: sinon en ce qu'expressement, y seroit derogé. Art. 685. Tous †† & chacuns les Art.cy deuant escrits seront entierement gardez, entretenus & obseruez de poinct en poinct, selon leur forme & teneur: sans qu'aucuns Iuges subalternes, souuerains, n'autres quelconques les puissent amplifier, soit pour tenir les peines, comme comminatoires ou autremẽt pour quelque cause que ce soit.

u Les Fermiers sont tenus par les Ordonnances demander dans six mois leur peage, autrement sont non receuables, ainsi fut iugé par Arrest de Paris le 16. Sept. 1577. au profit de Nicolas Bouin Fermier des Religieux de S. Lazare, contre le fermier du Barrage qui demandoit ledit Peage vn an apres.

x Ce droict de Leuage appartient au S. Iusticier pour les denrees qui ont seiourné huict iours naturels en son fief, & y ont esté vendues & transportees en autre main, & mises hors iceluy fief.

Petite Coustume.

†† M. *Iean Ratier Escuyer S. de Maison-Maugis nous a presenté requeste, qu'à cause de sadite Seigneurie de Maison-Maugis, ou y a Haute, Moyenne & Basse Iustice, luy appartient les droicts de Peage, Trauers, & Espaues: dont luy & ses predecesseurs ont tousiours iouy de tout tẽps immemorial: & ont racheté lesdits droicts dudit Comté de Perche à cause de sa Chastellenie de Mortaignes, ainsi qu'il offroit faire presentement apparoir. Et neantmoins en son absence auroit este passé pour Coustume, qu'aux chastelains seuls lesdits droicts de Peage, Trauers & Espaues appartenoient, à son grand preiudice & dommage: requeroit à ceste*

Source : BIU Cujas

à ceste cause qu'il luy fut reserué pouuoir iouyr desdits droicts, tout ainsi que luy & ses predecesseurs auoient accoustumé de iouyr & vser, comme dit est, & en charger nostre Procés verbal. Surquoy auons ordonné que la requeste seroit employee en nostre procés verbal, à la conseruation de son droict & possession immemorial, si aucun en auoit: auquel n'entendons par la redaction desdites Coustumes preiudicier. † *Ces mots,* Et autres de ce Duché *iusques à la fin, ont este de nouuel adiouſtez. Lesdits Estats ont requis que les mots adiouſtez à la fin de ceſt Art.* sinon en ce que expressement il y seroit derogé, *fussent rayez, disant que ce seroit abolir plusieurs vsemens & droicts particuliers, qui sont outre & contre aucuns Art. de ceste reformation: lesquels toutesfois ont este receus, & en ont ceux qui les pretendent, iouy & vsé de tout temps. iusques à present: & ne peuuent plus leur estre ostez, sans leur faire grand preiudice. Et pource ont demandé qu'ils leur fussent reseruez & excepteż, comme ils auroient este sur la reformation faite en l'an 1539. Ce que pareillement ont supplié lesdits Godet au nom du S. de Laual: Theart Procureur des Abbé & conuent de Rhedon, M. Pierre Bleuin Procureur des Abbé & conuent de Begat, & ledit Sieur du Bois Feurier, & chacun pour leur interest, qu'ils ont cy deuant dit & proposé. Aussi ont lesdits des Estats remonstré que sur les Art. & requestes qui nous auoient este presentees des le mois de* May *dernier, pour regler & rediger en certaine Coustume, les droicts & vsemens du Domaine congeable, nous aurions remis à y ordonner en ceste assemblee generale des Estats, où se feroit la publication des Coustumes reformees: ce qui estoit fort neceſſaire pour retrancher la longueur des procés, & soulager le peuple des grãds frais qu'il est contraint de porter pour informer chacun iour desdits droicts & vsemens: à cause de l'incertitude, varieté & diuersité d'iceux. Et pource ont requis qu'il fut informé tant sur les Ar. & memoires, qu'autres qu'ils ont offert bailler encores à present. Et que l'information faicte, lesdits droicts & vsemens fussent reglez, escrits & inserez à la fin du liure Coustumier, auec les autres vsances locales: lesquelles ils ont aussi requis estre adiouſtees à ce liure Coustumier, comme elles estoient au precedentes. Surquoy apres auoir ouy le Procureur general, qui auroit dit, que tous ceux qui pretendent aucuns droits, priuileges & vsemens particuliers, qui ne sont comprins en la Coustume generale dudit pays, auoient esté en vertu de nos Commissions enuoyees & publiees par tous les Sieges Royaux de ce pays, deuëment appellez auec intimation, qu'à faute d'eux comparoir & venir proposer & verifier lesdits vsemens, ils en seroient declarez descheus & suiets à la Coustume generale. Et a demande Defaut tant contre lesdits pretendans droicts & vsemens particuliers, que tous autres soient gens d'Eglise, de Noblesse ou du tiers Estat, qui ne sont comparus à ceste reformation, & publication de Coustumes, auec tel profit que de raison. Auons ordonné, que ces mots,* Sinon en ce *& c. demeureront à la fin dudit Art. & que les vsances locales de Rennes, Goëllo, Vennes, Ville & Comté de Nantes, seront adiouſtees & escrites à la fin de ce liure Coustumier, comme elles estoient au precedent. Et quant aux droicts & vsemens de Domaines congeables, que les faicts contenus aux Cahiers, requestes & memoires, qui nous ont esté presentez, seront arrestez par escrit sous le seing dudit Procureur general, pour ce faict, y estre ordonné ce que de raison. Et cependant que ceux qui pretendront lesdits droicts de conuenans & domaine congeable, en vseront & iouyront comme ils ont faict au temps passé, bien & deuëment. Et au regard dudit Seigneur de la Val & Seign. du Bois Feurier, que sans preiudice de leurs oppositions, les Articles demeureront & sortiront leur effect par prouision, ainsi qu'ils sont escrits au cahier de ceste reformation. Aussi auons donné & deliuré defaut audit Procureur general contre tous ceux &c.*

†† *Ceſt Art. 685. est de nouuel adiouſté.*

TITRE VIII. DES MOVLINS, FOVRS & Pressouërs Banniers.

I. *En aucuns lieux il eſt permis faire Moulin en ſon heritage: & en autre lieux il eſt defendu.*

II. *Seigneurs aians droict de Moulin Bannier, peuuent contraindre leurs ſuiets à moudre en leur Moulin: differens prouenans à cauſe dudit droict, comme ſe doiuent vuider & terminer.*

III. *Banlieue comme ſe doit entendre.*

IIII. *Droict de moulage appartenant aux Muſniers des Seigneurs. Dans quel temps les Muſniers doiuent rendre la farine: & en quels cas les ſuiets peuuent aller moudre ailleurs.*

V. *Muſniers doiuent tenir leur Moulin en eſtat & au poinct rond.*

VI. *Reparation de Moulins comme ſe doit faire.*

VII. *Confiſcation & amendes pour raiſon des farines moulues ou pain cuit en autre Moulin ou Four, que bannier.*

VIII. *Serment des moulans contre les Muſniers pour les dommages & intereſts qu'ils ont ſoufferts: & ſi la farine ſe perd au Moulin, ſont tenus de la perte.*

IX. *Muſniers chaſſans en autre bannage, punis.*

X. *Droict de Four à Ban.*

XI. *Preſcription du droict de Moulin ou Four à Ban.*

XII. *Exemption des Moulins ou Fours Banniers.*

XIII. *Droict de Preſſouer Bannal.*

† *Fut remonſtré par ceux de la S. Chappelle qu'en leur Baronnie de Gracay eſt prohibé & defendu de faire Moulin à eauë ou a vents, ſans*

IL ERR I Tit. 16. Art. 1. Chacun peut † faire en ſon heritage, edifier & construire a Moulin a vent: pourueu que ce ne ſoit dedans le territoire & Iuſtice d'aucũ S. aiant droit de Moulin bannier a blé. Art. 2. Chacun peut en ſon heritage, par lequel paſſe aucun fleuue ou riuiere non nauigable ne publique, faire edifier Moulin: pourueu que ce ne ſoit dedãs les fins & limites d'aucune terre & S. d'aucũ S. aiãt Moulin bãnier: & q̃ le lieu ſoit diſpoſé pour ce faire: a ſçauoir qu'il y ait ſaut & entryõ.

a La liberté eſt fort fauorable, & par diſpoſition de Droict toutes perſonnes & tous heritagez ſont tenus & reputez libres & exẽpts de toute ſeruitude l. li-

Source : BIU Cujas

bertas D. de ſta. ho. l. alii C. de ſeruit. & aq. l. cũ eo l. cuius D. de ſeruit. ruſtic. præd. ceſt pourquoy il eſt permis de baſtir & conſtruire Moulin en ſon fond: pourueu que ce ne ſoit au preiudice du Seigneur ayant droict de Moulin bannier. Autres eſtimẽt n'eſtre aucunement loiſible en France baſtir Moulins à vent, ſans permiſſion du Seigneur Haut Iuſticier: duquel ils dient eſtre neceſſaire acheter le vent. Bacquet Traicté de Iuſt. chap 29. DD in cap. ex tranſmiſſa. Extra de Decimis l. 1. & 2. D. Ne quid in loc. pub. & pen. lib. xi. La Couſtume de Paris 72. monſtre que moulin à vent n'eſt eſtimé Bannal, s'il n'y a titre ou recognoiſſance par eſcrit. Il y a Arreſt donné à la Pentecoſte, 1275. contre l'Abbé de Reaumont: par lequel moulin à vent eſt permis à vn chacun: & ne peut eſtre empeſché pour nuire à autres moulins.

leur permiſſion requirent que la reduction dudict Art. 2 fut ſans preiudice de leurs droicts, enſemble de leurs Moulins banniers, qu'ils ont és Faux-bourgs de la ville de Bourg. Auõs declaré que n'entendiõs preiudicier audit droit & iouiſſance, où ils ſeroiẽt preſcrits, cõſtituez ou deuẽmẽt recongnus ou à eux appartenãs par autre moyen valable. Et lei. Eſtat requit que l'Art. 2 fut rayé, par ce que c'eſtoit Couſtume nouuelle. Et où voudrions paſſer outre, s'oppoſoient. Ordonnons qu'ils bailleront leur oppoſition par eſcrit & tout ce que bon leur ſembleroit dedans la S. André, &c. Et les gens du ſecond Eſtat diſcorderent les 1. 2. & 3. Art. par ce que pluſieurs Iuſticiers auoient vſé du contraire par temps immemorial. Sur ce auons ordonné que ſans preiudice de leur dire qu'ils bailleroient par eſcrit, & tout ce que bon leur ſembleroit, &c. leſdicts Art. demoureroient ce pendant redigez, iuſques à ce qu'autrement en fuſt ordonné ſans derogation de leurs droicts. Et depuis par Arreſt du 8. Iuin, 1540. La Cour a ordonné & ordonne que leſdits gens du premier Eſtat eſcriront plus amplement leurs faicts, leſquels ſeront communiquez aux Officiers du Roy, & de ladite Ducheſſe de Berri pour y reſpondre reſſpectiuement, le tout dans vn mois: & de xv. en xv. iours apres bailleront les parties Repliques & Dupliques, & dedans deux mois apres informeront tant par lettres que par teſmoins de leurs faicts & ſuper modo vtendi: pour ce faict, & rapporté par deuers ladicte Cour, faire droict aux parties, ainſi qu'il appartiendra par raiſon.

La Ferte ymbavt Chap. 5. Art. 10. Nul ne peut aſſeoir Moulin, ſans le congé dudit Seigneur.

Maizieres Art. 9. En ladite Baronnie, aucun s'il n'eſt S. Chaſtellain, ne peut de nouuel faire moulin, ſans le congé, permiſſion ou licence dudit Seigneur Baron ou Chaſtelain, & ſans luy en faire deuoir: auquel cas ledit Muſnier ſera tenu frapper la Quintaine: ſoient leſdits Moulins en riuiere ou ailleurs.

Orleans Tit. 13. Art. 256. Il n'eſt loiſible auoir & tenir Moulins ſur riuiere publique, au deſſus & au deſſous des ponts, qui puiſſent faire dommages, & ſoient preiudiciables auſdits pont, Chauſſees, Turcies, Talus b ou à †† la nauigation.

b Vlp. l. 1. in princ. & §. 14. D. de fluminibus: ne quid in flumine publico ripáue eius, &c. l. 1. & 3. D. Ne quid in flumine publico fra. &c. l. vn. d. de ripa num. l. in littore 4. D. Ne quid in loco pub. l. 50. De ad quit. rer. dom. l. vlt. D. de ſeru. præd. ruſt. vlp. l. 1. §. quod ſi quis. D. de oper. nou. nunt. vide l. ſi nimeo. D. de aq. pl. arc. cap. ſignificante. ext. de appell. & ibi Innoc. Cæpoll. cap. 50. de furno.

†† *Ces mots ou a la nauigation, ont eſté adiouſtez pour explication à ceſt Art. 256. qui eſtoit le 20. de l'ancien.*

Sole Tit. 12. Art. 1. Chacun peut faire ſelon la Couſtume Moulin, Artigau, Cabane & Borde en ſa propre terre, s'il ne faict preiudice euident à la ſeruitude commune de paſſage, repaſſage, ou par engorgemens d'eauës face dommage en commun ou en particulier à aucun.

Bretagne Tit. 23. Art. 601. L'homme † Noble peut faire en ſon heritage noble, manoir, Moulins, Eſtangs & autres edifices: & la femme ne ſes hoirs n'y auront rien: ſi n'eſt d'autant que ſon Douaire ſera plus valeur.

† *Ceſt Art. 601 reforme le 374. ancien duquel ont eſté oſtez ces mots, qui ſe gouuernent noblement, & a eſté mis ce mot, Noble.*

II. Nivernois Chap. 18. Art. 11. Et ſi les Moulins ou Fours banniers ſont rompus ou n'eſtoient en eſtat de moudre, ou cuire, par quelque moyen que ce ſoit: parquoy fut notoire que le bled ne pourroit eſtre moulu, ne le pain cuit dedans le temps ſuſdit, le ſuiet peut porter ſon pain cuire, ou prendre ſon bled, & le faire moudre où bon luy ſemblera ſans peril d'amende. Ar. 12. Leſdits Moulins ou Fourmis en eſtat deu, le S. Bannier eſt tenu de le faire denoncer au Proſne de la Meſſe Parrochiale, où à cry public, au lieu, où les proclamations de la Iuſtice ont accouſtumé d'eſtre faictes: apres laquelle denonciation les ſuiets au Ban, ſont tenus venir moudre ou cuire eſdits Moulin & Four, & ſur peine, comme deſſus. Art 14. Si le Moulin bannal n'eſt propre à faire farine à pain blanc, declaration prealablement faicte par la Iuſtice du lieu, le Boulanger public pourra aller moudre ailleurs. Car le bien public, qui eſt preferé au particulier, l'excuſe. Art. 15. Qui achete bled hors les limites du Moulin ou Four bannal, & le porte dedans icelles limites pour manger ou faire manger, il eſt tenu de moudre & cuire eſdits Four ou Moulin, ſ'il n'y a titre ou preſcription au contraire.

Tovrs Tit. 1. Art. 7. Le Bas Iuſticier qui a vn ou pluſieurs Fiefs, eſt fondé d'auoir Moulin bannal à eauë, en l'vn de ſes Fiefs, poſé qu'ils fuſſent tenus de pluſieurs & diuers Seigneurs, & contraindre de venir moudre à celuy moulin eſtant en eſtat, tous ſes ſuiets eſtagiers Couſtumiers de ſeſdits Fiefs: pourueu qu'ils ſoient demourans au dedans de la lieuë dudict Moulin: & que ledict Moulin ait eauë perpetuelle. Toutesfois ledit Bas Iuſticier ne peut de nouuel faire conſtruire Moulin Bannal, quand ſon Seigneur a eu d'ancienneté Moulin Bannal, où il ait accouſtumé contraindre les ſuiets dudict Bas Iuſticier. Art. 9. Et s'il n'a Moulin en eſtat, ſes ſuiets iront au Moulin du Seigneur Suzerain, s'il eſt au dedans de la lieuë. Et deſlors que le Vaſſal aura faict reparer ſon Moulin bannier ancien, ſommation faicte à ſon Seigneur de luy rendre ſes ſuiets moulans, il ſera ſaiſi, &

Source : BIU Cujas

demourera en ſon droit de les y pouuoir contraindre. Art. 10. Si le ſuiet eſt Boulanger public, & le Moulin de ſon Seigneur n'eſt, &c. p. *à Niuernois*. 14. en la Iuſtice du Seigneur, & †† à luy ou à ſon Procureur ſignifiee, il peut appeller ailleurs. Art. 11. Le ſuiet qui a acheté bled hors le bancage de ſon Seigneur, en l'amenant en ſon eſtage, le peut faire moudre à autre Moulin ſans offence. Art. 12. Si le ſuiet enleue bled du bancage, il le peut faire moudre, où bon luy ſemble pour en vendre la farine ou pain hors dudict bancage. Tit. 2. Art. 50. Moyen Iuſticier qui a Moulin bannal, peut contraindre ſes ſuiets eſtagers & couſtumiers au dedans de la lieuë de ſon Moulin, à aller moudre à ſondit Moulin : ſur peine de lx. ſols vn d. t. d'amende: pourueu † qu'il y ait eaue, & qu'il ſoit en bon eſtat de moudre. Tit. 4. Art. 57. Et ſi le Haut Iuſticier a Vaſſaux, qui tiennent de luy a foy & hommage, & n'ayent Moulins en leurs Fiefs, ledit Haut Iuſticier pourra contraindre les eſtagers Couſtumiers de ſes Vaſſaux à venir &c. p. *au* 50. Moulin : pourueu qu'ils ſoient demourans au dedans de la lieue dudict Moulin : & †† que ledit Moulin ait eaue & ſoit en bon eſtat pour moudre.

CHASTILLON ſur Yndre. Art. 3. Les ſuiets tonſurez & l'Egliſe d'icelle Chaſtellenie, & tous autres de la ville de Chaſtillon de quelque condition qu'ils ſoient, peuuent *impunè*, & leur loiſt mener moudre leur bled, où bon leur ſemble, ſans contrainte aucune. Et peuuent tenir Fours particuliers pour tenir leur eſteuoir & cuire leur paſte.

AZAY le Ferron. Art. 4. Les ſuiets qui ſont demourans au dedans de la lieuë du Moulin banquier, ſont tenus mener moudre leur bled audit moulin, & aller querir leurs farines: & s'ils ſont hors la lieuë, ils peuuent mener moudre leur bled, où bon leur ſemble. Mais ſi autres Muſniers, que le Muſnier dudit Moulin banquier, eſtoient trouuez chaſſans bleds & emmener farines au dedans de ladicte Chaſtellenie, leſdicts bleds & farines peuuent eſtre confiſquez, declaration premierement faicte.

BVZANÇOIS. Art. 4. Leſdits S. Barons & Chaſtelains peuuent contraindre leurs ſuiets eſtans en leur Fief ou és Fiefs de leurs ſuiets, qui n'ont Moulin banquier, d'amener leur bled moudre à leurs Moulins banquiers. Et ſi leſdicts ſuiets ſont hors la lieuë, ils peuuent mener leur bled moudre, où bon leur ſemblera. Toutesfois leſdits S. Barons & Chaſtelains peuuent prohiber, faire prohiber & defendre à tous Muſniers de non chaſſer par leurs terres, & s'ils y eſtoient trouuez, ont droit d'auoir Confiſcation des bleds & farines dont ſeroient trouuez ſaiſis leſdits Muſniers, declaration premierement faicte par leurs Iuges.

S. GENOVST Art. 3. Les ſuiets demourans au dedans de la Bãlieuë des Moulins de ladicte Seigneurie, ſont tenus mener moudre leurs bleds auſdits Moulins, & ſont tenus aller querir leur farine: & s'ils ſont hors ladite lieuë, ils peuuent aller moudre où bon leur ſemble.

MAIZIERES Art. 3. Les ſuiets demourans en ladicte Baronnie & Chaſtellenie d'icelle, ſont tenus mener moudre leurs bleds & grains à l'vn des Moulins dudict Seigneur Baron de Maizieres, ou de ſes Vaſſaux Chaſtelains ou autres aians cauſe dudit Seigneur Baron ou de ſeſdits vaſſaux, & retourner leurs farines, ſoient leſdicts ſuiets demourans en ou hors la lieue deſdits Moulins & chacun d'iceux.

S. CYRAN. Art. 2. Tous les ſuiets de la Iuſtice dudit lieu de S. Cyran, poſé qu'ils ne ſoient de ſon Fief, ains ſeulement en ſa Iuſtice ſont tenus mener moudre leurs bleds à l'vn des Moulins banquiers de ladite Chaſtellenie, & ramener leurs farines, ſoient leſdicts ſuiets demourans en ou hors la lieue du Moulin, & ce ſur les peines contenues en la Couſtume generale.

L'ISLE Sauary. Art. 5. Tous les demourans en la Iuſtice dudit lieu de L'Iſle, ſont tenus & peuuent eſtre contraincts d'aller & porter moudre leurs bleds, & aller querir leurs farines, à l'vn des Moulins banquiers dudit Seigneur, en ſadicte Chaſtellenie, & ne peuuent aller autrepart moudre, fors reſpectiuement leſdicts ſuiets de ladite Iuſtice, qui peuuent mener leurs bleds aux Moulins du Seigneur de Maizieres. *Ad idem*, leſdits ſuiets de ladite Seigneurie & Iuſtice de Maizieres, peuuent mener moudre leurſdits bleds eſdits Moulins de L'Iſle Sauary, ſans toutesfois que les Muſniers deſdites Seigneuries de Maizieres puiſſent chaſſer en & au dedans d'icelles Seigneuries & Iuſtice reſpectiuement.

LODVNOIS Chap. 1. Art. 3. p. *à Tours*. 7. Moulin banquier à eaue, &c. Iuſticier: pourueu que ledict Moulin dudit ſeigneur ait eaue perpetuelle. Art. 5. p. *à Tours* 9. il ſera de ſon droict de les y contraindre, Art. 6. 7. & 8. p. *à Tours*, 10. 11. & 12. Chap. 2. Art. 12. p. *à Tours*. 50. & banquier & en vſe, peut, &c. eſtagers au dedans, & cetera,

†† *Ces mots, & à luy ou à ſon Procureur ſignifiee, ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir : ſans preiudice du paſſé.*

† *Ces mots, pourueu qu'il y ait, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez pour plus grande explication du contenu audit Art.*

†† *Ces mots, Et que ledict Moulin, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez pour plus grande explication de ceſt Art. 57. qui eſtoit le 2. Art. ancien de la meſme Rubriche.*

Source : BIU Cujas

iusques a ce mot, d'amende, *inclus*. Chap. 4. Art. 2. p. *a Tours*. 57. *iusques a ces mots*, de la lieue dudit Moulin, *inclus*,

ANIOV Tit. 1. Art. 15. Outre peut auoir le Bas Iusticier Moulin a bled au dedans ou dehors son Fief: & peut contraindre ses suiets estagiers coustumiers, demeurans au dedans de la Banlieue dudit moulin, d'aller moudre à iceluy moulin, par confiscation de la farine prinse & arrestee en son Fief, & du pain faict d'icelle mouture à autruy Four, ou les traicter par sa Cour, & en prendre l'amende, ou pourroit poursuiuir son interest par la Cour Suzeraine: pourueu que ledit Moulin soit en suffisant estat & reparation, s'il n'y a exemption ou Prescription au cõtraire. Et ne sont point la beste harnois ne sacs confisquez. Art. 16. Et si le suiet veut maintenir son bled auoir esté moulu au moulin de son Seigneur, ou son pain fourroyé à son Four, il en aura deliurance à plege. Et s'il dechet, & il est trouué qu'il y ait confiscation, il sera d'auantage mis en amende de la Loy, pour auoir mal requis la deliurance, & ressaisira son S. fief. Art. 17. Et s'il n'a Moulin en estat suffisant, ses suiets sont contraignables d'aller au moulin de son S. Suzerain, duquel ils tiennent par ressort, s'il est au dedans de la Banlieue. Car les suiets ne sont tenus d'aller moudre au Moulin de leur Seigneur, dont ils sont suiets par ressort nuement n'autrement, si ledit Moulin n'est dedans la lieue de leur demeure. Art. 18. Et est à sçauoir que toutesfois que le S. de Fief aura acquis ou fait faire Moulin en lieu aduenant: c'est à sçauoir au dedans de la lieue, soit au dedans ou dehors son fief, il aura la moitié desdits suiets, & n'iront plus au moulin du Suzerain. Mais en sera saisi ledit Seigneur, sommation & requeste par luy faicte à sondit seigneur Suzerain, de luy laisser la moitié desdits suiets: pourueu que telle sommation soit faite dedãs l'an, à compter du iour que ledit Seigneur auroit acquis ou fait faire ledit Moulin, en estat suffisant de moudre, & apres l'an pourra poursuiure ladite moute de ses suiets par action petitoire. Art. 19. p. à *l'Art. 10. de Tours*. Art. 20. Le suiet qui achete [c] bled en autruy pouuoir, hors le fief de son Seigneur, en l'amenant à son estage, le peut faire moudre à autruy Moulin, sans mesprendre. Art. 22. Outre † peut ledit Bas Iusticier auoir Moulin à draps, & par forme dessusdite contraidre ses suiets estagers demeurans au dedans de trois lieues dudit Moulin, y aller fouller leurs draps. Et s'ils sont trouuez allans fouller ou leur drap foullé à autre Moulin, ils seront tenus payer xii. de. t. pour chacune, outre le droict de follage: & en ladite Coustume ne sont comprins les draps, qui se foullent au pied.

Moulins draps. † *C'est Art. 22 est correctif de l'ancienne Coustume.*

LE Maine. Tit. 2. Ar. 14. p. *à Aniou. 15.* reparation. Et ne sont &c. Art. p. *a a Aniou. 16.* ou plege &c. Art. 16. 17. 18. & 19. p. *a Aniou. 17. 18. 19. & 20.* sans fraude a acheté bled en autre pouuoir & c. Art. 21. p. à *l'Art. 22. d'Aniou*. Art. 22. Et †† s'ils &c. p. *a Aniou. 22.* Moulin, il y a confiscation dudit drap au S. de fief, & le peut faire prendre comme à luy appartenant par confiscation. Mais sera ledit drap rachetable par celuy, à qui il appartient, à quinzaine se bon luy semble, au pris chacune aulne xii. den. Mansaiz, & neantmoins payera le droict de foullage. Art. 33. Le Iusticier foncier peut contraindre son suiet à ressentir d'estage, au lieu, où il a esté anciennement & d'estager: sinon qu'il vueille quitter ledit estage. Et sans ce que la mutation soit dommageable au S. de fief, au dedans de xxx. ans apres ledit estage demoly: & n'aura ledit estager que trois ans, de ressentir apres la Sentence sur ce donnee.

†† *Gouyn pour les habitans de Nogent, a remonstré qu'il est loisible aux habitans dudit Nogent de faire moudre leur bled ou bon leur semble. Soustenu au contraire par Duret & Goullet par lesdits S. de Nogent: la matiere mise en deliberation, auons ordonné que iesdits habitãs auront acte de leurs remonstrances, pour sur icelles eux pourueoir ainsi que de raison: & que neantmoins les Art. 25. 26. 27. & 28 demoureront.*

GRAND Perche Tit. 1. Art. 25. Il † est loisible aux Bas Iusticiers auoir [d] Moulin,

†† *C'est Art. 22. a esté moderé par l'aduis des assistans.*

[c] Toutesfois celuy qui achete du Seigneur du Moulin ou autre exempt, ne peut iouir & vser de la franchise & liberté du vendeur. Bartol. in l. Licitatio. D. de public. Et celuy qui achete d'vn estranger n'est point semblable, & n'achete pas la liberté de moudre où bon luy semble, par priuilege d'exemption, mais achete de celuy qui ha liberté de droict commun, n'ayant de sa part aucune liberté. C. M. Au reste il se trouue Arrest du 18. iour de Septembre, 1563. recité au long par Bacquet Traicté de Iustice, Chap. 29. & Chopin liure 2. sur la Coustume d'Aniou part. 2. Tit. 3. Entre quelques habitans de Gonnesse, & le fermier pour le Roy des Moulins Banniers: par lequel les appellans furent condamnez comme Banniers, à aller moudre és Moulins de Gonnesse, les bleds & grains dont ils font pain tant pour la nourriture & prouision de leur famille & maison, que pour vendre & debiter au lieu & reil bled & grain de chacun septier qui aura esté moulu. A inhibé & defendu ausdits appellans aller ou enuoyer pour ce regard moudre ailleurs, qu'esdits Moulins Banniers: sur peine de confiscation de leurs sacs, farines & bestes portans icelle, & de lx. sols Parisis enuers le Roy. Et pour les bleds & grains achetez hors le territoire & bannalité, pour faire pain, & le vendre hors ledit lieu, en sont exempts.

[d] Boerius. Decis. 298. quæst. 125. Guido Pap. Dec. 298. Iacobus à Diuo Georgio Tit. de homagiis. §. & cum molendinis. Hostiensis Panorm & Bald. in cap. significic. extr. de appell. De ce droict de Moulin Bannier faut voir la Somme Rural. Tit. du droict de Vauasseur. Selon aucuns ne doit auoir Four ne Moulin à Ban. Et selon aucuns lieux si a, pource aux Coustumiers des lieux s'en faut rapporter, & le grand Coustumier de France Titre de Saisine en fief par l'Art. 71. de la Coustume de Paris mis cy dessous en la 2 partie Tit 1. Nul Seigneur ne peut contraindre ses suiets d'aller au four ou moulin qu'il pretend bannal ou faire coruees, s'il n'en a titre vallable ou Adueu & Denombrement ancien, c'est a dire auparauant vingt cinq ans ceste bannalité soit de fours ou moulins est vne espece de seruitude: par ce que les suiets y sont tellement asseruis & contraincts qu'ils n'oseroient aller moudre ou cuire ailleurs sur peine d'amende, & confiscation telles que les Coustumes ont introduit. Il faut donc qu'il y ait consentement des suiets: qui ne se peut mieux verifier que par titre vallable, c'est à dire par contract faict entre le Seigneur & les suiets portant telle recognoissance, obligation & promesse faicte par lesdicts suiets, sic enim queritur seruitus vt ait Baldus, in l. si plures. vers. item si debeas C. de cond. insert. Sic enim seruitus constitui potest vt est in Inst.

Source : BIU Cujas

Tit.de ſeruit.præd.§.ſiquis velit poteſt tamen etiam conſtitui conſuetudine aut loci ſtatuti vt colligunt ex l.1.§.vlt.D.de aqua plu.item vſu capione vt l.10.D.Si ſeruit.vind.Habent ſeruitutes cauſam ex pactis conuentis,non ex natura vt Doctores ſcribunt in d.l.altius.8 c.de ſeruit. Si les ſuiets vont moudre pour leur commodité & non par ſuiettion de Bannalité, ils ne peuuent eſtre contraints Cynus & Bald.in l.1.c.eod.tit Cynus in l.2.c. Quæ ſit longa conſuet. Boer.Dec.125. Capolla tractatu de ſeruit.vrb.cap 50.de furno. Les ſuiets peuuent preſcrire la liberté par le temps de trente ans: comme on preſcrit les profits de fief : par ce que le droict de Bannalité ou Corueés ne ſont de l'eſſence du Fief: ains pluſtoſt reputez fruicts & reuenus d'iceluy, vide D D.in l.3.§.fin.D.de vſu cap.

& en leur Iuſtice & ſeigneurie, en la rachetant du S. F. & l'employant en leurs Adueus: & faiſant entretenir ledit Moulin en bonne & ſuffiſante reparation. Peuuent contraindre leurs ſuiets eſtãgiers,demourans en la Banlieuë d'y aller faire moudre leur bled,eſtant creu en leur Fief: ou s'il n'y eſtoit creu, y ayant repoſé xxiiii.heures.

BOVRBONNOIS Chap.33.Art.539.Et ſi le Moulin n'eſtoit en eſtat de moudre, comme ſ'il eſtoit rompu,ou qu'il n'y euſt point d'eauë ou autrement, pourquoy, &c.p.*a Niuernois.*11.la farine ne peut &c. peut prendre, &c.le mener moudre ailleurs. Art.540.Et ſi ledit Moulin mis en eſtat de moudre, le S.dudit Moulin,&c.p.*a Niuernois.*12.denoncer & declarer, &c.ou à ſon Aſſiſe, où eſt ledit Moulin aſſis : apres,&c.dudit Moulin ſont tenus moudre audit Moulin,comme parauant. Art.542.Si le ſuiet eſt Boulenger public, & le Moulin de ſon Seigneur ne ſoit propre,&c.p.*a Niuernois.*14.premierement faicte,&c.public eſt, &c. Art. 545.†† p.*a Niuernois.* 15. audit Moulin & Four banniers, ſur peine d'amende : ſ'il n'y a priuilege ou deuë preſcription,&c.

†† *Ceſt Art. 545.eſt accordé pour nouuelle Couſtume.*

LA Marche Chap.22. Art.311.Si aucun a Moulin moulant & en eſtat, ſes hõmes de feudalité ſoient francs ou tenans en ſeruitude ou de condition mortaillable,demeurans dedans la Banlieue dudit Moulin, ſont tenus y aller moudre, quelque laps de temps qu'ils ayent moulu ailleurs,pendant que ledit Moulin n'eſtoit encores baſty. Art.315.Si † aucun Baron, Chaſtelain ou Haut Iuſticier auoit Moulin & ſon Valuaſſeur,n'en euſt point: tous les hommes du Valuaſſeur demeurans en la Banlieue du MOULIN, iront moudre audit moulin du Baron, iuſques à ce que le Valuaſſeur ait MOULIN. Et ſi toſt que le Valuaſſeur aura MOULIN, ſeſdits hommes demeurans dedans ladicte Banlieue d'iceluy, ſont tenus d'aller moudre au MOULIN dudit Valuaſſeur par quelque laps de temps qu'ils aient moulu au MOULIN du Baron.

† *Maiſtre Leonard Martelade pour & au nom du Seig.de la Borne s'eſt oppoſé à ceſt Art. 315. Les gens des trois Eſtats & Praticiens ont dit la Couſtume eſtre ancienne. Auons ordonné que ladite Couſtume demoureroit pour ancienne : & que de l'oppoſition dudit Seigneur de la Borne ſerions mention en noſtre proces Verbal.*

POICTOV Tit.1.Art.34. Outre leſdits droicts dependans de Iuriſdiction Baſſe, ſi celuy qui a ladite Baſſe Iuriſdiction, a en icelle hommes roturiers, couchans & leuans roturierement, & il a moulin moulant à ſon domaine,dedans la BANLIEUE,il peut leſdits hommes,ores que ledit MOULIN ne fut d'iceluy fief, contraindre de moudre leurs bleds à ſondit MOULIN: & en prendre pour luy ou ſon MUSNIER, le profit qu'en tel cas,l'on à accouſtumé prendre au pays. Et eſt tenu le MUSNIER aller querir le bled & rendre la farine à la meſure, és hoſtels déſdits hõmes & ſuiets: ſi autrement d'ancienneté l'on n'a accouſtumé de porter ledit bled audit MOULIN,& querir les farines. Art.38.Pour le temps que le S.de fief n'a MOULIN moulant dedans la BANLIEUE de ſondit ſuiet roturier, ledit ſuiet eſt tenu aller moudre ſes grains au MOULIN de ſon Seigneur Suzerain,s'il a MOULIN au dedans de la BANLIEUE dudit ſuiet. Et ſi le Seigneur n'a MOULIN, ledit ſuiet peut moudre ſans offenſe,ſon bled, là où bon luy ſemble: & durant ce ne court aucune preſcription contre le S.du fief: mais ſi durant ce temps que ledit Seig. du fief a MOULIN moulant,ledit ſuiet moult à autre MOULIN, il doit à ſondit Seigneur, par chacune fois l'amende ſimple : & au MUSNIER ou fermier du MOULIN,s'il y eſt, la reſtitution du prouſit du moulage. Et de ce peut ledit Seigneur cognoiſtre à ſon Aſſiſe. Art. 40. Si le S.Bas Iuſticier plus prochain du fonds, n'a MOULIN moulant dedans la BANLIEUE de l'homme roturier, & le Seigneur de qui il tient ait MOULIN dedans ladicte BANLIEUE,il peut durant le temps, que le Vaſſal n'a MONLIN moulant, contraindre l'homme roturier de ſon Vaſſal à moudre à ſondit MOULIN, & en prendre le profit, iuſques à ce que ledit ſeigneur Vaſſal plus prochain du fonds, ait MOULIN moulant,comme deſſus Art.42. A ce qu'aucun puiſſe eſtre contraint à moudre ſon bled au MOULIN de ſon S.il conuient que ledit homme ſoit perſonne roturiere,& le lieu,auquel il demeure ſoit tenu roturierement, & que le MOULIN ſoit au dedans de la BANLIEUE. Car ſi vn Noble homme demeure en vn lieu Noble,ou que le moulant ne ſoit au dedans de la BANLIEUE, il n'y a aucune contrainte de MOULIN. Car il ne ſeroit pas leuant & couchant roturierement au dedans de la BANLIEUE. Art.43. A ce qu'aucun puiſſe auoir contrainte de MOULIN, il ſuffit qu'il

Source : BIU Cujas

ait Moulin, soit à vent ou à eauë : pourueu qu'il soit Moulin suffisant pour fournir lesdits hommes : & que ledit Moulin soit en sondit Fief ou autre lieu tenu de luy noblement ou roturierement au dedans de ladite Banlieue. Art. 45. Si aucun fief ou iurisdiction est commune entre deux Vassaux, qui en iceluy ayent Moulin & hommes roturiers par commun, ils peuuent contraindre leursdits hommes roturiers à moudre audit moulin commun, & en auoir chacun la moitié du profit & de l'amende. Et si en ladite Iurisdiction commune, n'a aucun Moulin, qui soit commun, ou n'ayent ailleurs Moulin commun, qui soit au dedans de ladicte Banlieue: mais chacun des Seigneurs personniers de ladite iurisdiction commune ait Moulin à part soy, ailleurs dedãs la banlieue, ou l'vn desdits Seigneurs n'en ait, le suiet moudra au Moulin duquel luy plaira desdits Seigneurs ou ailleurs, sans ce que l'autre desdits Seigneurs s'en puissent douloir. Art. 48. Si aucun qui n'a Moulin, & a hommes roturiers leuans & couchans roturierement, ou soit qu'il ait Moulin au dehors ou au dedans la banlieue, veut que sesdits hommes allent moudre au Moulin de son voisin, ou transporte à son voisin le droict de contraindre lesdits hommes, qui doiuent moudre à sondit Moulin : pour ce ne seront tenus lesdits hommes moudre au moulin dudit voisin. Et pour auoir contrainte, faut que ceux, qu'on veut contraindre soient suiets de celuy qui les veut contraindre. Art. 49. Toutesfois, où †† par partage faict entre coheritiers, les suiets de celuy, qui n'a Moulin seroient reseruez à la part de celuy, auquel est aduenu ledit Moulin, iceluy, auquel a esté faicte ladite reseruation, peut vser dudict droict, ores que lesdits suiets ne fussent tombez en son partage. Art. 50. Si celuy, qui n'a Moulin au dedans de la banlieue, se marie auec femme qui ait Moulin, durant ledit mariage, il peut contraindre ses hommes à moudre audit Moulin, qui est à sa femme. Art. 51. Celuy qui a hommes roturiers, aiant prins à ferme à temps & non à perpetuité, aucun Moulin, dedans la banlieue, ses hommes ne sont pourtant tenus d'y moudre par contrainct. Par ce que le Seigneur ne peut dire que le Moulin soit sien : & que celuy qui veut vser de telle contrainte, doit auoir Moulin du tout à luy appartenant, qui soit situé au dedans de ladite banlieue.

†† *Cest Art. 49. est de nouuel introduit.*

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 29. Celuy, qui a fief tenu noblement auec Iurisdiction exercee, peut entretenir ou de nouuel eriger, en sa Iurisdiction, Four ou Moulins banniers, ou plusieurs Moulins *sub eodem tecto*: & contraindre les hommes leuans & couchans en ladite Iurisdiction, au dedans de la banlieue, en laquelle il a iurisdiction exercee, d'apporter ou enuoyer moudre leurs bleds & grains audit Moulin bannier, & leur pain cuire audit Four : pourueu que ledict Moulin ou Moulins *sub eodem tecto*, soient suffisans pour la mouture & la despesche desdits bleds & grains, & que celuy que ledit Seigneur veut contraindre, soit de roturiere condition, & que ledit Seigneur tienne ledit Moulin à sa main. Et au regard du S.F. qui n'a exercice de Iurisdiction, ne peut auoir Moulin bannier, si son Adueu ne le porte, ou par prescription suffisante. Et entant que touche le Four bannier, faut que le Four soit assis au Bourg de la Seigneurie.

XAINCTONGE Tit. 4. Art. 7. Seigneur qui a Basse iurisdiction, & en icelle hommes, &c. p. *a Poictou.* 34. leuans & Moulin, &c. assis dedans, &c. Banlieue de ses hommes roturiers, qui est vne lieue de † long, si tant la terre du Seigneur s'estẽd, iaçoit que le MOULIN ne soit du fief, dont les hommes roturiers font moudre leurs bleds en son Moulin, &c. cas accoustumé: qui est le Sezain: à ce que le Musnier, &c. des hommes roturiers, si autrement d'ancienneté lesdits hommes n'ont accoustumé, &c. querir leurs farines.

† *Ces mots,* long, si &c. iusques à ce mot, s'estend, *inclus sont mis au lieu de ce mot,* circuit.

SOLE Tit. 12. Art. 2. A chacun est permis & licite d'aller moudre son grain au plus prochain Moulin de sa maison, & le Seigneur ne ses Officiers, ne doiuent contraindre aucun habitant dudit pays, d'aller moudre son grain au Moulin du Seigneur par force, si le Moulin du Seigneur n'est aussi pres ou plus. Art. 3. Si le Seigneur baille Moulin a son Fiuater, aussi prés comme vn autre : Le Fiuater doit aller moudre au Moulin du Seigneur du fief: & s'il ne peut moudre, doit laisser le grain iusques au lendemain, autant que le Musnier ait moulu le disner & soupper, apres le grain de la tremollie, & laisser le reste au Moulin du Seigneur, iusques au lendemain. Et si le lendemain ne trouue son grain moulu, & qu'alors ne peut moudre, peut aller moudre, où il luy plaira. Et si sans garder ce que dit est, le Seign. ou son Musnier le trouue en allant moudre en autre MOULIN, ou retournant d'autre MOULIN, luy peut oster le grain ou la farine: & le Fiuatier est tenu luy laisser sans faire rebellion.

BRETAGNE Tit. 18. Art. 370. Les e Moulins & les moulans suiets aux Moulins, qui sont rapportez en partage entre les freres & sœurs, peuuent estre assis

e Voyez la seconde partie de ceste Conference cy dessous ou nous traicterons les questions appartenans à ce lieu.

Source : BIU Cujas

par l'aiſné aux Iuueigneurs, au pris qu'ils ont eſté eſtimez. Art. 371. Et ſi partage †† faiſant d'vne ſucceſſion entre freres & ſœurs & autres coheritiers, ſeroit eſcheu vn Moulin auec ſes moulans, à l'vn d'eux, les autres coheritiers ne pourront faire Moulin pour y tirer les ſuiets, deſquels le diſtroit auroit eſté baillé à celuy qui auroit eu ledit Moulin. Et ſi aucun lignager deſcendu dudit coheritier ainſi partagé, ſe trouuoit en longue poſſeſſion deſdits moulans, & le lignage fut eſlongné, tellement que les hommes & les femmes deſcendans tant de l'aiſné, que du puiſné, ſe peuſſent marier enſemble, encores qu'on ne peut faire prouue que ledit Moulin euſt eſté baillé en partage, il ſuffira de prouuer le lignage & poſſeſſion du diſtroit ſur les moulans. Et ne pourroit le coheritier ou deſcendant ou ayant cauſe de luy, faiſant Moulin de nouueau, retirer à ſoy leſdits moulins: ſinon en cas de reſſort: qui eſt quand le Moulin eſcheu en partage ſeroit chomant ou occupé. Auquel cas celuy qui voudroit auoir reſſort des moulans, bailleroit ſeureté & obligation de ne preiudicier à l'autre partie au temps aduenir, que les moulans ne luy retournent: lors que ſon Moulin ſera en eſtat deu: ſi autre conuention n'eſtoit entr'eux. Art. 372. Et ſi le frere aiſné ne ſes Iuueigneurs n'auoiẽt Moulin au temps du partage d'entr'eux, & l'vn d'eux aiſné ou Iuueigneur fit Moulin de nouueau, tous les hommes d'iceux aiſnez & Iuueigneurs tombez audict partage, iront audit Moulin, ſ'ils ne ſont ſuiets à autres: ſans toutesfois que leſdits moulans ſoient iuſticiables par la Cour de celuy qui auroit edifié ledit Moulin: ains ſeront iuſticiez pardeuant le S. prochain ou ſuperieur: qui auront tous emolument: fors ledit deuoir de moulte. Art. 373. Et audit cas celuy qui voudroit auoir ladicte moulte, ſera tenu bailler lettre de non preiudice auec caution, à ſes autres conſorts: au cas qu'ils voudroient faire edifier Moulin. Art. 375. Il appartient au prochain Seigneur auoir & retirer les moultes des hommes de ſes Vaſſaux: au cas que ceux Vaſſaux n'auroient Moulin pour moudre. Art. 376. Nul eſt ſuiet aller moudre au Moulin d'autruy, ſ'il n'eſt ſon menſonnier en proche fief auec Arrierefief, ou a Moulin commun en ſocieté, ou du partage d'entre aiſné & Iuueigneur, ou s'il ne s'y eſt obligé par contract † non preiudiciable au Seigneur. Art. 377. Et nonobſtant qu'aucun auroit au fief d'vn S. maiſon en la banlieuë de ſes Moulins, il ſeroit neantmoins tenu ſuiure & obeir aux Moulins du ſeigneur, duquel il eſt eſtager menſionnier. Art. 378. Les hommes de ceux, qui ont partagé en Parage, doiuent aller au Moulin de leur prochain ſeig. s'il n'y a autre condition au contract: & puis au prochain de degré en degré. Art. 379. Si le ſeign. ſuperieur a Moulin dedans la banlieue, & ſoit en poſſeſſion de contraindre les hommes de ſon Vaſſal Noble, d'y aller moudre: & celuy Vaſſal faict Moulin de nouueau, il doit aller à ſon ſeig. Lige, & luy requerir le retraict de ſeſdits hommes, que ledit S. Lige luy doit ottroyer, neantmoins longue tenue, ſi les hommes ne le debattent: auquel cas ledit ſeig. ſeroit droict entr'eux. Et ſi neantmoins ladite requeſte, ledit S. ſuperieur s'efforçoit tenir leſdicts hommes à ſon Moulin, il n'en ſeroit Iuge, ſi le Vaſſal le vouloit debattre. Art. 380. Neantmoins longue tenue ny ſaiſine, que le ſeig. ait ſur les hommes de les faire moudre à ſon Moulin, au cas que les ſuiets diroient n'eſtre dedans la banlieue, la lieue ſera meſuree aux deſpens des hommes. Et ſi le ſeig. †† faict Moulin de nouueau, & n'en ſoit en ſaiſine & poſſeſſion, & il vueille contraindre ſes hommes, ſ'ils le debattent, ſera la lieue meſuree à ſes deſpans: ſauf ſon droict & l'amende & des deſpans au cas qu'il obtiendroit. Art. 381. Et ſi le ſeig. auoit Moulin d'ancienneté & fut en poſſeſſion ſur ſes hommes de les y faire aller: en celuy cas il feroit meſurer la lieue aux deſpẽs deſdits hommes: & pendant le debat, ſeroient leſdits hommes tenus de continuer ladicte poſſeſſion, ſi ledit ſeig. n'eſtoit en defaut de leur faire Iuſtice touchant ce faict. Art. 382. Les hommes ſont tenus aller au Moulin de leur ſeign. qui eſt dedans la banlieue, ores que le Moulin fut hors la ſeigneurie, où la Baronnie & Chaſtellenie, s'il n'y auoit conditions au contraire, où qu'il y euſt autre Moulin, auquel ils fuſſent tenus d'aller. Et ne ſont leſdicts hommes ſuiets d'aller audit Moulin: s'il n'eſt dedans la banlieue: ſi ce n'eſt de leur bonne volonté. Art. 384. Celuy qui ne va au Moulin de ſon ſeig. proche, eſt tenu aller à celuy de ſon ſeig. prochain apres. Et s'il alloit de ſa volonté au Moulin de ſon ſeig. proche, qui ne fut dedans la banlieue, il ne pourroit eſtre contrainct d'aller à autre Moulin en la banlieue, s'il n'y auoit autre condition ou obligation. Art. 387. Le S. ou celuy qui le repreſente peut vne fois en chacun an ſuiure ſes hommes & ſuiets en ſon Moulin, par Iuſtice, & auoir leurs ſermens du faict dedans l'an ſeulement: qu'ils ont bien ſuiui le Moulin dudit ſeig. ou prouuer par autre moyen, qu'ils ayent eſté moudre ailleurs. Et ſ'il prouue, ils doiuent l'amende & rendre le deuoir de

†† *Ceſt Art. 371. reforme & amplifie le 348. Art. ancien.*

† *Ces mots, non preiudiciable au Seigneur, ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots, faict Moulin, &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez: qui ſont prins de l'Art. 360. lequel a eſté rayé pour le ſurplus du contenu en iceluy.*

Source : BIU Cujas

moulte : & peut le musnier sattacher à la farine s'il la trouue venãte d'autre moulin, pour auoir son droict de moulture, qui est la xvi. partie du bled qui aura esté moulu.

III. TOVRS Tit. 1. Art. 13. Lieue de moulin doit contenir deux mil pas, chacun pas vallant v. pieds à prendre la huche du moulin, venant à l'entree d'enclos de l'estage.

LODVNOIS Chap. 1. Art. 9. p. *à Tours*. de la closture de l'estage dudit suiet.

ANIOV Tit. 1. Art. 23. p. *à Tours*. mil tours de rouë, ayant ladite rouë xv. pieds de tour & circuit par dehors, à prendre depuis la maison du suiet, iusques à la maison dudit moulin.

LE Maine Tit. 2. Art. 23. p. *à Aniou*.

POICTOV Tit. 1. Art. 39. La banlieue † doit contenir deux mil pas, chacun, &c. *à Tours*. l'estage par les chemins accoustumez.

† *Cest Art. 39. est de nouuel introduit.*

BRETAGNE Tit. 18. Artic. 383. La banlieue contient six vingt Cordes, chacune corde de six vingt pieds, assise par six vingt fois. Et doit estre mesuree des lieux, où la somme de bled est leuee, iusques au lieu, où elle doit choir, par les voyes que le Seigneur pourra garantir à ses hommes sans empeschement. Ar. 388. Le †† distroit du moulin a fouller draps, s'estend iusques à v. lieues de la mesure susdite. Et s'il n'y a autre vsement audit pays, peut ledit suiure pour ledit moulin, ainsi que pour les autres: afin d'auoir le deuoir, qui est pour chacune aulne de drap, iii. den. t.

†† *Cest Art. 388. corrige le 367. ancien: duquel ont esté ostez ces mots,* piece de drap entiere, *&c. iusques a la fin, Droict de moulage.*

IIII. NIVERNOIS Chap. 18. Art. 6. Droict de moulage est tel, que quand on baille au musnier vn boisseau au rez de bled, il en doit rendre vn comble de farine, bien & conuenablement moulu, outre le droict de moulture. Art. 7. Les musniers peuuent faire mesurer en leurs presences les bleds qui leurs sont portez à moudre, ou autrement ils seront tenus de rendre tel nombre de bled, selon ce que dict est cy dessus, que ceux qui l'auront porté affermeront s'ils sont gẽs de bõne renommee: & à ce seront contraints lesdits musniers par detention de leurs bestes & autres biens. Art. 8. Le musnier est tenu de rendre la farine moulue bien & conuenablement dedans xxiiii. heures: autrement le suiet pourra prendre son bled, & le mener moudre ailleurs sans peril d'amende.

TOVRS Tit. 1. Art. 13. *A la fin.* Et sera tenu le musnier rendre la farine moulue bien & conuenablement, dedans deux iours & vne nuict, ou deux nuicts & vn iour, autrement le suiet pourra prendre son bled, & le mener moudre à autre moulin, où bon luy semblera: & du temps sera creu le suiet par serment. Article quatorzieſme, p. *a Niuernois*. sixieſme. Aux musniers le bled nettoyé & curé, ils doiuent rendre du boisseau de bled raiz vn comble de farine bien & conuenablement moulue: & rendre treize pour douze: & au dessous à la raison dessusdicte: & l'outreplus le musnier peut seulement retenir. Et † au cas que le musnier ait receu & amené bled, il ne sera plus receu à dire, qu'il n'estoit curé & nettoyé: Et à ladicte mesure, le boisseau doit auoir de profond, le tiers de son large. Art. 15. *A la fin.* Et seront contraincts les musniers à rendre ladicte mesure par detention & arrest de leurs bestes & poches.

† *Ces mots,* Et au cas, *&c. iusques à ce mot,* nettoyé, *inclus sont adiouſtez de nouuel.*

LODVNOIS Chap. 1. Art. 9. *A la fin.* p. *a Tours*. 13. vn iour non feriable: autrement &c. Art. 10. p. *a Tours*. 14. Et ausdites mesures faire, le boisseau, &c. large: & l'outre-plus peut retenir le musnier, & non plus. Art. 11. p. *a Tours*. 15.

ANIOV Tit. 1. Art. 26.* Est à entendre, que les musniers outre leur payement & droict de mouture, sont tenus rendre de xii. boisseaux de bon bled sec & net, xiii. boisseaux pour le moins de farine, comblez & paëslez au boisseau: qui aura de parfõd le tiers de son large. Et pourrõt, si bõ leur semble lesdits musniers faire mesurer en presence de ceux qui baillẽt ledit bled, iceux bleds qui leurs serõt portez ou baillez à moudre. Autremẽt ils seront tenus de rendre tel nombre de bled, que celuy ou ceux qui l'auroient porté, offriront iurer, s'ils sont dignes de foy, ou la farine à la raison dessusdite. Art. 26. Le suiet qui a mené son bled au moulin de son Seigneur, quand sondit bled a seiourné par xxiiii. heures audit moulin de son Seigneur, sans estre moulu, il peut mener pour celle fois moudre sondit bled, à tel moulin qu'il luy plaira.

* *Ce nombre 26. est double en ces 2. Art.*

LE Maine Tit. 2. Art. 26. p. *a Aniou*. Net xiiii. boisseaux, &c. porté & auront iuré, &c. Art. 27. Le suiet, &c. p. *a Aniou*. 26.

GRAND Perche. Tit. 1. Art. 25. *A la fin.* Et doit le musnier dudict moulin, faire moudre le bled dedans vingt-quatre heures: autrement ledit temps passé (& dont ledit suiet sera creu par serment) peut mener moudre son bled autre-part, où bon luy semblera.

Source : BIU Cujas

BLOIS Chap.21.Art.240.Quand on baille aux muſniers le bled pour moudre nettoyé & curé,ils doiuent rendre du boiſſeau de farine comble, bien & conuenablement moulue, & rendre xiii.pour xii.& l'outre-plus doit reuenir au muſnier & non plus: autrement ſeront detenues & arreſtees leurs beſtes & poſches, iuſques à ce qu'ils ayent ſatisfaict à ce que deſſus.

†† *Ces Art. 535 & 536.ſont accordez pour Couſtume nouuelle.*

BOVRBONNOIS Chap. 33. Art.535.& 536.p.*a Niuernois.6.& 7.*renommee, dedans †† le iour de leur farine rendue. Et ſont contraincts leſdicts muſniers rendre ladite meſure par &c. Art.538.Le muſnier du moulin bannier eſt tenu de rendre,&c.p.*a Tours 13.*vn † iour,qui ſont xxxvi. heures: autrement, &c. moudre ailleurs,&c.

† *Ceſt Art. 538.eſt accordé pour Couſtume nouuelle, quand à ces mots,* deux iours & vne nuict : ou deux nuicts & vn iour: qui ſont xxxvi. heures.

LA Marche,Chap.22.Art.313. Le muſnier eſt tenu rendre la farine de reez à comble,outre le droict de moulture.Art.316.Si le moulin ou fours * bandiers ne ſont en eſtat ſuffiſant, l'homme peut aller moudre ailleurs, ſans amende n'intereſts.Et n'eſt reprehenſible, iuſques à ce que le muſnier ou fournier auront faict ſçauoir au Proſne de l'Egliſe,que les fours & moulins ſont en eſtat ſuffiſant. Art. 317.Si le muſnier differe de moudre xxiiii.heures,le bled qu'on y a porté, l'homme à qui eſt le bled peut aller pour celle fois moudre ailleurs, ſans eſtre reputé infracteur de la bandie.

* *Al Bamiers.*

POICTOV Tit.1.Art.35.Et †† ſera la meſure eſtallonnee ſur la meſure eſtant en l'hoſtel de ville,ou du Siege Royal,ou du Seigneur, qui a droict de meſure. Art.36.Le droict de moulage,que peuuent prendre, les muſniers,eſt tel,que quād on leur baille bled net & curé, ils doiuent rendre du boiſſeau de bled rez, vn boiſſeau comble de farine: & de deux boiſſeaux l'vn de ladite farine vne fois emply,caché & preſſé auec les deux mains miſes en croix, & derechef comblé. Et pour faire leſdites meſures, le boiſſeau doit auoir de parfond le tiers de ſon large: & l'outre-plus doit ſeulement retenir le muſnier. Art.44.Si les moulins à vent,ou a eauë, ceſſent de moudre par defaut d'eaue ou de vent ou autrement par xxiiii. heures ledit homme toturier leuant & couchant, peut ledict temps paſſé & non deuant, moudre ailleurs ſans offenſe, iuſques à ce que l'eaue ou vent ſoient reuenus audit moulin.

†† *Ceſt Art. 35. eſt de nouuel introduit.*

ANGOVMOIS Chap.1.Art.30.Le S.aiant moulin bannier eſt tenu faire moudre le bled de ſes hommes dedans xxiiii. heures, apres que l'on aura conduit & mené le bled iuſques au moulin: *alias*, il eſt permis auſdits ſuiets, le faire moudre, où bon leur ſemblera. Art.31.Le S.aiant droict de moulin bannier, pour le droict de ſa moulture,peut prendre le xvi.& non plus:ſi du plus ou moins, entre luy & ſes ſuiets,il n'y auoit paction au contraire.

† *Ces mots,* Et ne pourra,*&c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez.*

XAINCTONGE Tit.4.Art.7.*A la fin.*Et † ne pourra ledit muſnier garder le bled plus de trois iours: & les trois iours paſſez, l'on le pourra emmener ſans en payer aucune amende. Et ſera tenu ledit Seigneur bailler meſure dudict Sezain audit muſnier marché de ſon marchet.Et ſi le S.dudict moulin n'a droict de meſure, la prendra de ſon Suzerain. Art.9.Le droict de mouldurer ou moulage eſt que quand on a baillé,&c.p.*a Poictou.35.*curé, les Seigneurs leurs muſniers ou fermiers doiuent rendre pour boiſſeau raiz, boiſſeau comble de farine.Et s'il a eſté baillé plus d'vn boiſſeau de bled net & curé, de deux boiſſeaux, l'vn des boiſſeaux de la farine peut vne fois eſtre caché,& cet eſtre comblé : & le demeurant, qui reſte de la farine appartient au S.ou au muſnier pour ſon droict.

BAYONNE Tit.23.Art.2.Les Seigneurs des moulins ou leurs muſniers, ſont tenus moudre les bleds des voiſins & habitans de ladicte ville, en prenant la dixhuictieſme partie du bled moulu, & non plus ſans prendre deniers ne maille. Article.3.Si n'eſt depuis la feſte Sainct Iean Baptiſte, iuſques à la feſte de Sainct Michel de Septembre : auquel temps doiuent prendre outre ladicte dixhuictieſme partie, vn denier obole pour conque de bled. Artic e.8. Les S. des moulins peuuēt tenir és maiſons de la deſcharge ou charge du bled & farines de leurs moulins,& prend la conque de froment en paiemēt,viii. d. meilleur marché qu'il ne ſe vēdde leurs moulins,poids pour poiſer les bleds & farines de ceux qui portent bled pour moudre:ſans toutesfois en prendre ou exiger aucun droict. Art.9. Les poids de bled & far.doiuēt eſtre de liiii.l.pour cōque,& xxvii l. pour cōque: & de xiii.l.& demie pour le quart,& pource doit poiſer la cōque de farine,ſans le ſac,liiii.l.& la demie conque & quart à l'equipollent Art.10.Mais il en faut defalquer & rabbatre de chacune conque de farine,iii.l.deſdites liiii.l. qui eſt pour le droict du muſnier:lequel on appelle cōmunement la xviii.pingneree de la cōque, & à l'equippol. de la demie cōque,& du quart. Art.11. Et ainſi doit poiſ. la cōque de farine ſans le ſac,li.l. Art.12.Si le S. du moulin ou muſnier ne rēd le vrais poids

Source : BIU Cujas

ou y commet fraude eſt tenu rendre ce qui defaut du vray poids : outre paye l'amende de xx. ſols t. moitié applicable à la reparation de ladite ville, & l'autre moitié, à partie intereſſee.

LABOVRT Tit. 2. Art. 2. Le Muſnier ne doit prendre qu'vne pugneree pour la mouture de chacune conque de bled.

SOLE Tit. 12. Art. 4. p. *a la Bourt.*

BRETAGNE Tit. 18. Art. 386. Les moulans doiuent moudre leurs bleds au Moulin de leur Seigneur en leur rang, comme il y arriuent. Et ſi le Muſnier le fait autrement, il eſt tenu l'amender & deſdommager: ſinon que ce fut le bled du Seigneur ou de celuy qui a Seigneurie ſur le Moulin, qui doit eſtre preferé en la mouture. Et eſt l'homme tenu attendre l'eauë trois iours & trois nuicts: & au Moulin à vent, vn iour & vne nuict.

PONTHIEV Tit. 6. Art. 99. Si vn ſuiet va moindre à vn Moulin bannier, porte ſon blé audit moulin, & ne peut eſtre moulu en dedans xxiiii. apres, & qu'il la laiſſe audit Moulin par ledit temps, ſ'il n'eſt moulu, il peut licitement ſans meffaire porter moudre à autre Moulin, qu'audit Moulin bannier.

V. NIVERNOIS Chap. 28. Art. 9. Le S. bannier eſt tenu de tenir ſon Moulin en poinct rond & bien clos: ſur peine d'amende arbitraire.

TOVRS Tit. 1. Art. 15. Et ſera tenu ledit Muſnier tenir ſon Moulin à poinct, roué & bien cloué: ſur &c.

LODVNOIS Chap. 1. Art. 11. p. *a Tours* a poinct rond & bien clos &c.

BLOIS Chap. 21. Art. 241. Doreſnauant †† ſera tenu le Seigneur ou ſon Muſnier &c. p. *a Niuernois.* 9. arbitraire. Et ſeront tenus ceux qui ont Moulins carrez, ſoient banniers ou autres, de les faire ronds, dedans trois mois : ſur peine de x. liures d'amende & demolition de leurſdit Moulins, ſ'ils ſont trouuez carrez, ledict temps paſſé.

†† *Ceſt. Art 241. eſt adiouſté pour Couſtume nouuelle.*

BOVRBONNOIS Chap. 33. Art. 537. Et eſt tenu le Seigneur &c. p. *a Blois.* 241.

LA MARCHE Chap. 22. Art. 313. *A la fin* & tenir le lict & cercle de ſes Moulins à rond.

POICTOV Tit. 1. Art. 37. Tiendra † le Muſnier ſon Moulin à poinct rond : & aura en ſon Moulin vn boiſſeau tiercier, de la façon que deſſus.

† *Ceſt Art. 37. eſt de nouuel introduict.*

VI. BLOIS Chap. 21. Art. 238. On ne pourra leuer les Viez & ſus-grauier du Moulin, ſans appeller Iuſtice: & prendra eſchantillon pour le remettre au lieu, où il eſtoit auparauant.

Reparation des Moulins communs.

BAYONNE Tit. 23. Art. 4. S'il f eſt neceſſaire reparer aucun Moulin commun à pluſieurs, celuy qui veut faire la reparation, doit requerir les autres conſorts, que chacun contribue à ladite reparation pour ſa cotte-part & portion. Art. 5. Et en cas de refus, le requerant peut faire la reparation, & icelle faite, ſommer les autres conſors, ſ'ils ſont en la ville, de voir, ouyr & arreſter les comptes de ſes fournitures. Art. 6. Et ſi leſdits conſorts refuſent ou dilayent, ou ne ſont en la ville de Bayonne, celuy qui a reparé, faict & arreſte le compte auec deux autres perſonnages deputez par le Maire ou ſon Lieutenant: lequel arreſté laiſſe deuers eux. Art. 7. Et ce faict ſe paye par les mains de la ſomme qu'il a fourni éſdites reparations, des fruicts prouenans du Moulin, & prend la conque de froment, en payement, viii. den. meilleur marché qu'il ne ſe vend au marché, & iiii. den. moins la conque du mil, iuſques à ce qu'il ſoit entieremẽt payé de ce qu'il a fourni & auancé pour les reparations.

f Pap. in l. cũ duobus. 52. §. idem reſpondit. D. Pro ſoc. l. ſi vt propo nis C. de ædif. priu. l. ad curatoris. 46. §. domũ. D. de dam. inf. l. 16. C. de rei vindic.

BRETAGNE Tit. 18. Art. 374. Quand Moulin qui eſt en communité & ſocieté entre pluſieurs, eſt ruineux, & aucun d'eux le veut refaire, il doit requerir les autres conſorts d'aider à le refaire à l'equipollent, de ce que chacun y doit prendre. Et la requeſte faite deuement, à faute deſdits conſorts d'y contribuer, celui qui les a ainſi requis, peut faire les edifices dudit MOULIN. Et ne prendrõt leſdits conſorts aucune choſe au profit dudit MOULIN, iuſques à ce qu'ils ayent payé & rendu leur contingente portion deſdits edifices. Et neantmoins demoureront les moulans audit MOULIN du diſtroict d'iceluy, comme ils auoient accouſtumé: ſans qu'aucun deſdits conſorts puiſſe faire autre MOULIN, pour les y attraire, nonobſtant le defaut deſdits conſorts d'auoir contribué, comme deſſus. Et rendant & payant par eux ce qu'il appartiendra pour leurdite portion contingente, ils prendrõt audit MOULIN reedifié au temps aduenir, depuis ledit rembourſement, & non du temps precedent. Et ne ſeront tenus rendre fors le prix, que les edifices vaudront au temps d'iceluy rembourſement: & le ſemblable ſera obſerué en tous autres edifices qui ſeront en communité.

Source : BIU Cujas

ANIOV Tit.1.Art.21. Quand Moulin eſt commun ou perſonnier entre deux ou pluſieurs perſonnes,& il y faut meule,roüe,roüel on autre reparation ou refection neceſſaire,parquoy il ne puiſſe moudre: l'vn des perſonniers peut ſommer l'autre de contribuer à la reparation du Moulin. Et ladite ſommation faicte,ſ'il ne veut ou ſ'il dilaye,l'autre perſonnier le peut faire reparer: & prendra & fera ſiens tous les profits du Moulin, iuſques à ce que l'autre perſonnier ait payé ſa part de la reparation:mais ſ'il le faiſoit reparer,ſans le ſommer,l'autre perſonnier payeroit ſa part de la reparation,& auroit ſa part de ce que le Moulin auroit gaigné.

LE MAINE Tit.2.Art.20.p.*à Aniou.*

VII.AMIENS Ti.11.Ar.240.Quand aucun S.aiant droict de bannee de Four ou Moulin,ou ſes Officiers trouuent aucuns ſuiets à ladite bannee, aians farine moulue,pain ou autre ouurage de Four, moulu & cuit ailleurs, qu'au Moulin & Four dudit Seigneur,peut prendre & mettre g en ſes mains,farines pains & autres choſes auec les ſacs,eſquels ils ſont trouuez, & les appliquer au profit dudit Seigneur,comme acquis par droict de confiſcation:& ſ'en peut faire la pourſuite & reſcouſſe auſſi bien au dehors de ladite Seigneurie & Iuſtice d'iceluy S.comme és fins d'icelle.

g Voyez cy deſſus l'Arreſt du 18.iour de Sept. 1563. contre les habitãs de Goneſſe recité au long par Bacquet Traicté de Iuſtice Chap.29 Guido Pap.Dec.72.Faber. §. ſi æquè Inſt. de act. Chaſſan. Tit. des Foreſts.

PONTHIEV Tit.6.Art.97. Quand aucune perſonne eſt ſuiette par maniere de ſuiection & bannie,de moudre à Moulin bannier, ſi le S. auquel appartient le Moulin bannier & le droict de bannie ou ſes Officiers,trouuent bled appartenant à ſes banniers ſuiets audit droict de bannie, qui ſoit porté ou qu'on porte pour moudre à autre Moulin,ſans le congé ou licence dudit S. bannier au de ſes Muſniers & Fermiers:leſquels bleds & farines ſont confiſquees audit S.& pareillemẽt les beſtes quadrupedes ſur leſquels ſeroient trouuez leſdits bleds & farines. Art. 98.Le Muſnier ou S.aiant droict de bannie peut arreſter & prendre en eſtrange iuriſdiction & ſans meffaict,les bleds & farines,qu'il trouuera aller moudre ou auoir eſté moulues en autre Moulin,qu'au Moulin bannier: auquel ſes ſuiets banniers ſont tenus par ſuiection & bannie de moudre: ſi iceux bleds & farines appartiennent à tels banniers. Et pareillement les beſtes qui porteroient ou rapporteroient moudre leſdits bleds & farines,& arreſter les perſonnes, qui conduiroient ou porteroient leſdits bleds & farines.

BOVLLENOIS Tit.14.Art.56.Vn S.F.aiant Moulin bannier en ſon fief,peut pourſuiure ſon bannier portant ſon grain moudre à autre Moulin,par ſes Sergens & Officiers,& prendre le grain & farine,auec la beſte hors ſondit fief & iuriſdiction,& le tout appliquer à ſon profit:ſans pouree commettre par leurs S.F.leurs Officiers ou commis aucune amende enuers ledit Seigneur, où la prinſe ſera faicte.

ARTOIS Tit.1.Art.61.Si aucuns ſubmis aux Moulins ou Fours banniers,ſont trouuez auoir moulu ou cuit quelque choſe à autre Moulin ou Four, ils eſcheent enuers ceux auſquels ils ſont banniers,en l'amende de lx.ſols Par.& ſi perdent le ſac ou farine ou ce qu'ils ont cuit,enuers celuy, a qui appartient ledit Moulin ou Four:iaçoit qu'il n'ait aucune Iuſtice à cauſe dudit Moulin ou Four.

HESDIN Tit.1.Art.6.Si aucuns ſuiets ſubmis &c.p.*à Artois.* Four les pains,tartes ou autres blancs viures,& ce ſur quoy il les portent auec les farines, & le ſac, auquel elles ſont miſes:enſemble les beſtes,chair &charretes,qui ſont trouuez les portans,ſont de plain droit confiſquez,au profit des Seigneurs,dont ils ſont banniers.

S.POL en Artois Tit.1.Art.7.Si aucuns S.aians droict de bannier,ſoit de Four ou de Moulin,& leurs Officiers trouuent aucuns ſuiets ſubmis à ladite bannee,auec farine moulue,pain ou autre ouurage de Four cuit ou moulu ailleurs qu'à ſon Moulin & Four,ils peuuent prendre & mettre en leurs mains ou de leur Iuſtice, leſdites farines,& viures qui ſeroient trouuees:& le tout appliquer au profit dudit Seigneur,comme à luy acquis par droict de confiſcation, ſans autre amende pecuniaire.

PERONNE Tit.1.Art.14.En la Preuoſté de Peronne ſi le ſuiet à Moulin bannier fait moudre ſon grain en autre Moulin,ſans le congé du S. de ſon fermier, il eſchet pour chacune fois en l'amende de lx.ſols P.enuers ledit Seigneur.Et ſ'il eſt ſurprins ſur le faict dedans le Ban,les ſacs & farines ſont confiſquez audit S.ſinon que ledit Moulin ait ceſſé par faute d'eaue ou de vent, ou pour ouurage & refection d'iceluy par l'eſpace de xxiiii. heures. Eſquels cas peuuent leſdits ſuiets, apres les xxiiii.heures:& auſſi au cas qu'il y ait refus ou retardation non legitime de la part du Muſnier,aller moudre ailleurs,ſans encourir aucune peine.

NIVERNOIS Chap.18. Art.3. Suiets à bannie de Four, ſont ſuiets de venir

Source : BIU Cujas

tous cuire leur pain: & ſuiets à bánie de Moulin, ſont tenus d'y venir moudre tout leur bled deſtiné à manger. Et ſ'ils vont autre part cuire ou moudre, leurs pains & farines ſont confiſquez *ipſo facto* au Seigneur bannier. Et les peut ledit Seigneur faire prendre de ſon auctorité où il les trouuera, & auec ce ſont amendables enuers ledit S. bannier de vii. ſols vi. den. pour chacune fois. Art. 4. Et ſ'entẽd ce que dit eſt, quant au pain & bled que le ſuiet à la bannie, mange ou veut manger és fins de ladite bannie. Car ledit ſuiet peut faire emporter de ſon bled hors deſdites limites pour ſa deſpence en autres lieux, ou pour h vendre autre part, ſoit en pain, farine ou en bled.

h Par l'Arreſt donné le 18. Septembre, 1563. cy deſſus cotté, eſt dit, que pour le regard des bleds & grains, que les appellans acheteront hors la Bannalité de Gonneſſe, pour faire pain à fin de le vendre ou faire vendre & debiter en la ville de Paris & autres lieux hors le lieu, Chaſtellenie & enclaues dudit Gonneſſe: qu'ils ſeroient exempts dudit droict de Bannalité & non ſuiets d'aller moudre aux Moulins banniers.

TOVRS Tit. 1. Art. 8. Et ſ'ils ne viennent moudre, ledit Seigneur par ſon Sergent ou commis, peut faire prendre la farine, en la conduiſant au dedans de ſon Fief, & l'appliquer à ſon profit, & luy demourera commiſe, apres declaration faicte en ſa Cour: laquelle †† declaration il ſera tenu faire terminer & decider dedans xxiiii. heures apres ladite prinſe: autremẽt ſe pourra le ſuiet pouruoir par deuant le Chaſtelain ſuperieur dudit Seigneur, ou bien par deuant le Iuge Royal du lieu, à ſon chois & election: & la poche, beſte & harnois ne tombent en commiſe. Et ſi la farine n'eſt trouuee en ſon Fief, en la conduiſant, ledit Seigneur ou le muſnier, qui aura ſon droict, pourra bien faire conuenir ledit ſuiet pour en auoir vii. ſols vi. deniers d'amende, auec l'intereſt de ſa monture & frais de la pourſuitte.

†† *Ces mots,* La quelle declaration, *&c.* iuſques à ce *mot,* election, *enclus, ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

MAIZIERES Art. 4. Si leſdits ſuiets vont moudre à aucuns Moulins eſtans hors ladite Baronnie, reſſort & iuriſdiction d'icelle, & ils ſoient trouuez par les Sergens ou Officiers dudit Seigneur Baron ou de ſeſdits vaſſaux Chaſtelains ou aians Moulins & amenez à Iuſtice, la farine eſt commiſe audit S. Baron Iuſticier diligent, declaration faite. Et eſt ledit ſuiet amendable de lx. ſols, iuſques au payement de laquelle amende, les beſtes & harnois peuuent eſtre retenus és mains de Iuſtice.

LODVNOIS Chap. 1. Art. 4. p. *4 Tours.* 8. En ſa Cour & Iuſtice, où en la Cour de ſon Suzerain, ſi bon luy ſemble: & ne ſont ſa poche & harnois, ne beſtes cõmiſes, &c. de ſa moute & de la pourſuitte.

GRAND PERCHE Tit. 1. Art. 26. Et où le ſuiet ſeroit defaillant de mener ſondit bled au Moulin dudit S. il eſt permis à iceluy Seigneur trouuant le Muſnier au dedans de ſon Fief conduiſant ſa farine, la prendre & icelle appliquer à luy, declaration prealablement faicte en Iuſtice: toutesfois audit cas, la poche, harnois & beſte portant ladicte farine ne tombent en commis. Art. 27. Et n'eſtant ladite farine trouuee au fief dudict Seigneur: peut neantmoins ledict S. ou autre ayant droict de luy faire conuenir ledict ſuiet pour auoir l'amende de deux ſ. vi. den. t. en laquelle il eſt encouru outre & pardeſſus le droict de mouture, qui eſt auſſi acquis audit Seigneur. Art. 28. Toutesfois où le ſuiet ſeroit Boulanger & le moulin dudit Seigneur ne ſeroit propre à faire pain blanc, peut ledict Boulanger mener moudre ſon bled à autre moulin pour faire farine à pain blanc.

LA MARCHE Chap. 22. Art. 312. Et ſi aucun de ſes hommes a moulu ailleurs, & le S. du moulin ou ſes gens le peuuent prendre, en ramenant farine dudict moulin, la farine eſt audit S. ou à ſon muſnier: & s'il y a beſte portant ladicte farine, ladite beſte reſpondra de l'amende à la Iuſtice du lieu. Art. 314. Si aucun a Four bandier, & aucun d'iceux qui ſont ſuiets de la bandie cuiſent ailleurs qu'audit Four, le Seigneur du Four ou ſes gens peuuent prendre ou faire prendre par Iuſtice, le pain cuit ailleurs, qu'en ſon four, & luy ſera adiugé le pain & l'amende à la Iuſtice.

XAINCTONGE Tit. 4. Art. 8. Si les hommes roturiers vont moudre à autre moulin, doiuent pour chacune fois l'amende ſimple de † vii. ſ. vi. den. t. à leur Seigneur & l'intereſt ou prouſit de la moulange au muſnier ou fermier du moulin. Et en peut cognoiſtre le S. en ſon Aſſiſe. Mais ſi le S. n'a moulin, le roturier peut aller moudre ſon bled là où bon luy ſemblera, ſans encourir aucune amende ou autre peine.

† *Ces mots,* vii. ſols vi. d. t *ſont adiouſtez.*

VIII. NIVERNOIS Chap. 18. Art. 13. Le moulant ou cuiſant en four ou moulin, eſt creu par ſon ſerment à l'encontre du muſnier, fournier ou fermiers du four & moulins, de ſon dommage iuſques a v. ſ. t. s'il eſt de bonne renommee: pourueu qu'il vienne dedans le iour, apres le dommage faict. Et s'il vouloit prouuer plus ample dommage, il y ſera receu: & le muſnier & fermier à prouuer le contraire.

ANIOV Tit. 1. Art. 25. Muſnier & Fournier doiuent eſtre condemnez & contrainctz par ledit Seigneur, à deſdommager le moulant & cuiſant, iuſques a v. ſ. des trois dernieres cuites ou moultes, & non de parauant: en iurant par le ſuiet de bonne

Source : BIU Cujas

bonne renõmee celuy dommage: ou ſeront receus à prouuer, s'ils veulent maintenir auoir eu dommage plus grand. Et en ce cas ſera receu le Muſnier ou Fournier à alleguer ou prouuer faicts au contraire des ſuiets, comme dire qu'il n'auoit pas tant de bled, ou qu'il leur a baillé tant de farine, & luy en faire prompte Iuſtice. Et en cas de refus ou delay du S. de faire reparer leſdits dõmages, les ſuiets ne ſõt tenus retourner audit four ne moulin iuſques à ce que le S. leur ait fait raiſõ.

LE MAINE Ti. 2. Ar. 25. Muſnier ou Fournier &c. p. *a Anion.* & en faire, &c.

BOVRBONNOIS Chap. 33. Art. 541. Muſniers ou Fermiers de Moulins ou Fours, pour moudre & cuire, cõme il appartient, ſont tenus deſdõmager, &c. p. *a Anion* tournois en iurãt par ledit intereſſé, ſ'il eſt de bõne renommee ledit intereſt: pourueu qu'il vienne viii. iours apres le dommage fait: autrement n'y eſt receu. Mais ſi ledit dommage excedoit ladite ſomme de v. ſols t. ledit intereſt eſt receu à le prouuer, & ledit Muſnier à prouuer le contraire.

BAYONNE Tit. 23 Art. 1. Si aucun habitant de ladite Cité baille dedans le Moulin au Muſnier ou au lieu de la deſcharge au deſchargeur ſes ſacs de bled, ſi les ſacs de bled ſe perdent, ou le bled ſe gaſte, les Muſniers ou deſchargeurs, qui ont prins ledit bled, payent entierement ce que ledit bled a couſté au Seigneur d'iceluy, qui en eſt creu par ſerment: ou leſdicts Muſniers & deſchargeurs n'ont dequoy payer, le Seigneur du Moulin eſt tenu payer le bled perdu ou gaſté.

LA BOURT, Tit. 2. Art. 1. Si par defaut du Muſnier, ſe perd ou ſe gaſte le froment ou autre bled, qu'on a baillé à moudre, le Muſnier doit payer le bled au Seigneur d'iceluy, qui doit eſtre creu du pris dudit grain par ſon ſerment: & ſi le Muſnier n'a dequoy, le Seigneur du Moulin eſt tenu le payer.

SOLE Tit. 12. Art. 5. S'il laiſſe ſon grain au Moulin pour moudre, le doit faire à ſçauoir au Muſnier: & le grain ou farine ſe perd au Moulin, le Muſnier doit payer ce qui ſera perdu, enſemble tous dommages & intereſts: leſquels par faute de tenir en bon eſtat le Moulin, le Fiuater à ſupportez.

BRETAG. Ti. 18. Ar. 385. Celui qui ſe plaint de la perte ou dõmage de ſon bled au moulin, en doit eſtre creu par ſerm. ſi le muſn. ne l'auoit auparauãt requis de meſurer ſon bled: & par le moyen dudit ſerment, ne doit le Muſn. eſtre reputé infame

IX. PERONNE Titre premier, Article quinze. Muſniers & ſeruiteurs de Muſniers, ne peuuent aller ſur le Bannage d'autruy, charger bled & y mener farine: ſur peine de ſoixante ſols Pariſis d'amende, & confiſcation de grains & farines, beſtes, chariots, charretes & harnois. Article 16. Semblablement ne peuuent leſdicts Muſniers ou leurs ſeruiteurs aller ne enuoier grains és villages des Seigneurs Voyers & Hauts Iuſticiers aians Moulins en iceux, ne y mener farine, encores que leſdicts Sieurs n'aient droict de Bannage en leurs Moulins, ſur peine de pareille amende & confiſcation, comme deſſus. Toutesfois peuuent paſſer & repaſſer par leſdits villages & Seigneuries, ſans encourir amende & confiſcation: pourueu qu'ils n'aient chargé grains ne mené farine.

AMBOISE Article deuxieſme. Ledit Seigneur a droict, que nuls Muſniers eſtans & demeurans tant en ladicte Baronnie, qu'ailleurs ne peuuent ou doiuent chaſſer & aller querir les bleds des ſuiets de ladicte Baronnie, pour moudre à leurs Moulins, ſ'ils ne ſont affermez aux Fermiers des grans Moulins appartenans audit Seigneur: fors & excepté ceux qui ſont priuilegiez.

MAIZIERES Article cinquieſme. Les Muſniers dudict Seigneur & de ſes ſuiets ou d'autres circonuoiſins ne peuuent ou doiuent chaſſer, ne aller querir les bleds deſdits ſuiets pour mener moudre à leurs Moulins: ſur les peines qui ſenſuiuent: c'eſt à ſçauoir ſ'ils ſont Muſniers de ladicte Baronnie ou deſdicts Vaſſaux ou aians cauſe, ils ſeront tenus en ſoixante ſols d'amende, & leurs beſtes & harnois retenus iuſques au payement, ſ'ils ſont trouuez & prins en ladicte Baronnie: & s'ils n'y ſont trouuez, peuuent eſtre conuenus pour ladite amende, & ne payera audict cas le ſuiet mouture ne amende. Article ſixieſme. Et ſi le Muſnier eſt de Seigneurie circõuoiſine, trouué & prins, comme deſſus, il payera l'amende de lx. ſols t. & ſeront retenus les beſtes & harnois, iuſques au payement, & la farine commiſe au Iuſticier diligent.

S. CYRAN Article troiſieſme. Les Muſniers de ladicte Seigneurie ou autres Seigneuries circonuoiſines, & cetera. Moulins, & s'ils y ſont trouuez & ſoient Muſniers de ladicte Seigneurie, ils ſont amendables de ſoixante ſols tournois, & cetera, payement de ladicte amende, & ſera la farine rendue au ſuiet. Et ſi les Muſniers ſont de ſeigneurie circonuoiſine, ladicte farine ſera commiſe & confiſquee au Seigneur, declaration faicte par ſon Iuge: & le Muſnier tenu en ſoixante ſols tournois d'amende, & contrainct à icelle payer: toutesfois ſi ledict Muſnier n'eſtoit trouué en ladicte ſeigneurie, & il euſt

chaſſé & faict comme deſſus, le ſuiet pourra eſtre conuenu en la Iuſtice dudict Seigneur de ſainct Cyran, pour auoir la moute & l'amende.

L'ISLE SAVARY. Article ſixieſme. Si leſdicts Muſniers eſtoient trouuez chaſſans, ou leſdicts Iuſticiables menans leurs bleds & apportans leurs farines, de, ou à autres Moulins, qu'aux & aux deſſuſdicts, ledict Seigneur de l'Iſle & ſes Officiers peuuent prendre les beſtes, farines & bleds, & icelles à luy appliquer, declaration premierement faicte par ſes Bailly, Iuge ou Chaſtelain.

CHASTEAV-REGNAVLT. Article premier. En & au dedans de ladicte Chaſtellenie, pour-autant que la Riuiere de Bienne ſ'eſtend, pourſuit & comporte, ſur laquelle riuiere y a pluſieurs Moulins non banquiers, les Muſniers d'iceux Moulins n'autres quels-conques n'ont droict, & ne peuuent aller chaſſer ne querir les bleds par ladicte Chaſtellenie, pour les faire moudre en leurs Moulins, ſans le congé, permiſſion ou licence dudit Seigneur Chaſtelain, ſes Officiers ou Preuoſts fermiers de ladicte Chaſtellenie: ſinon qu'ils fuſſent abonnez audit Seigneur à perpetuité, & d'iceluy droict il a iouy comme dict eſt, & affermé auec ſa Preuoſté: & celuy qui afferme ladicte Preuoſté, afferme leſdicts Muſniers. Et où ils ſe trouuent aucuns Muſniers qui ne ſoient affermez chaſſans par ladicte Chaſtellenie, ledit Preuoſt peut faire prendre les farines, & ſont confiſquez & condamnez en amende: & lequel droict eſt pareil & ſemblable, que le Roy a en ſa Comté de Blois, de laquelle eſt ſortie ladicte Seigneurie & Chaſtellenie: & dudict droict en a iouy paiſiblement ſans contends, & de tel temps qu'il n'eſt memoire du contraire.

HERBAVT Article deuxieſme. Ledict Seigneur a droict de chaſſe de Muſniers, qui eſt que nuls hommes ne peuuent chaſſer n'aller querir bled par ſadicte terre ſur ſes ſuiets particulierement, pour moudre hors ſon Moulin dudit Herbaut: ſans ſon congé, & qu'on ne luy paye tribut: lequel pareillement il tient & iouiſt comme eſtant en Blaiſois.

X. PONTHIEV Titre ſixieſme. Article nonante ſix. Si aucune perſonne poſſede & demeure en lieu cottier, & non Noble, qu'il tienne du Seigneur, dont il eſt ſuiet couchant & leuant, & qu'il eſt bannier de Fournier au i Four de ſondit Seigneur, il ne luy loiſt ne peut conſtruire, faire, n'edifier Four en ſon lieu, & tenement cottier, pour y cuire ou fournier pain, tartes, paſtez, flans n'autres choſes, ſans le congé, octroy & conſentement de ſondict Seigneur, duquel il eſt ſuiet & tient ſondit tenement: ſur peine d'encourir enuers ſondit Seigneur, en amende de ſoixante ſols, & de luy abbatre & demolir ledit Four, quand il plaira audit S. le contraindre à ce faire.

i Ioan. Faber in §. ſi æque Inſt. de act.

TOVRS Titre premier, Article ſeize. Le Bas Iuſticier n'eſt fondé d'auoir Four à Ban, & n'en peut vſer, ſi d'ancienneté il n'en a iouy. Titre deuxieſme. Article quarante neuf. Moyen Iuſticier qui a Bourg, & par temps ſuffiſant a acquis droict de Four à Ban, peut contraindre ſes ſuiets Couſtumiers eſtagers, demourans en iceluy Bourg, à venir cuire leurs paſtes à ſon Four eſtant audict Bourg: & s'ils n'y viennent, il peut faire prendre leur pain qu'ils ont faict cuire à autre Four, par ſon Sergent, & par ſa Iuſtice le faire declarer eſtre ſien: laquelle †† declaration il fera faire dedans vingt-quatre heures apres la prinſe: autrement ne peut plus rien pretendre contre le ſuiet. Et outre ſera tenu faire faire chauffer ſon Four & faire cuire le pain de ſes ſuiets trois fois la ſemaine pour le moins. Toutesfois en baillant caution au Sergent pour la valeur du pain ſaiſi, en ſera faicte deliurance audit ſuiet: & neantmoins ne ſeront en ce comprins pour ladicte contrainte les Boulengers publiques, pour le pain, qu'ils ont à vendre.

†† *Ces mots, laquelle declaration, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

LODVNOIS. Chapitre premier, Article douzieſme. p. *a Tours.* Article ſeize. Chapitre deuxieſme. Artic. vnzieſme. p. *a Tours.* quarante neuf. Bourg & a vſé d'ancienneté d'auoir Four à Ban, & cetera, le pain qu'ils, & cetera, *iuſques a ce mot*, ſien, inclus.

NIVERNOIS Chapitre dixhuictieſme. Article cinquieſme. Es fins & mettes de la bannie du Four ou Moulin, aucun ne peut faire ou conſtruire Four ou Moulin, ſans le conſentement du Seigneur Bannier, lequel où il n'aura conſenty, peut faire abbatre de ſon auctorité leſdits Four ou Moulin: hors mis qu'on pourra auoir vn four, iuſques à boiſſeau meſure de Neuers: auquel on ne pourra cuire pain: ſinon goueres, paſtez & autres fricanderies. Art. 10. Et quant au Four bannier, le fournier eſt tenu de cuire ſi ſouuent que les ſuiets au Ban, puiſſent cuire leur pain & paſtez. Et ſ'il ne le faict, il eſt tenu aux intereſts deſdits ſuiets, dont ils

Source : BIU Cujas

ſeront creus, & feront comme cy deſſous ſera dit en cas ſemblable.

ANIOV Tit.1. Art.24. Si le bas Iuſticier a Bourg ou partie en Bourg nuement tenu de luy, il a droict d'y faire Four à ban, & peut contraindre ſes ſuiets eſtagiers dudit bourg, d'y faire cuire leur pain, & en prendre le prouſit du fournage accouſtumé (pourueu que conuenablemẽt & ſans perte & empiremẽt de leur paſte, les ſuiets y puiſſent aller) & prendre par cõfiſcation le pain de ſes ſuiets fournoié à autre Four, iceluy Four eſtant en eſtat: & ſera tenu ledit Seigneur de bien entretenir ſondit four à ban: ou en defaut ou delay de ce, pourront les ſuiets en faire & edifier en leurs maiſons ou autrement ſe pourueoir, ſans plus eſtre contraignables, requeſte de ce prealablement faite audit Seigneur, ſ'il n'y a exemption ou preſcription au contraire.

LE MAINE Tit.2. Art.24. p. *a Aniou.* de ce, par vn mois, pourront les ſuiets en faire edifier en leurs maiſons.

POICTOV Tit.1. Art.46. La contrainte de fournoier à aucun four, depend des droicts de baſſe Iuriſdiction: mais aucun ne peut contraindre ſes ſuiets roturiers de fournoier à ſon four, ſi leſdits ſuiets ne ſont hommes roturiers d'homme & de lieu: comme dit eſt, couchans & leuans roturierement, & ledit four ſoit en lieu, où ledict Seigneur ait ville, Bourg, ou chef bourg: auquel ſoient leuans & couchans leſdits hommes. Et ne les peut faire venir des villages ne de loing. Art. 47. Les † Boulengers qui cuiront pain pour l'expoſer en vente, & debiter aux eſtrangers ſans fraude, ne ſont tenus aller au four à ban.

† *Ceſt Art. 47. eſt de nouuel introduit nonobſtant les remonſtrances dudit Briaud, qui a pour le S. Cõte de la Roche-Foucaut, dit que ledit Comte a droict & eſt en poſſeſſion de tout temps immemorial d'empeſcher que ſes hommes & ſuiets de ſa Principauté & Seigneurie de Marſillac ayent & tiennent aucuns Fours en leurs maiſons, & de les contraindre à cuire au Four bannier dudict Seigneur leurs paſtes, ſoit pour la neceſſité d'eux & de leurs familles, ou pour icelles ailleurs vendre & debiter. Sẽblablement M. François Eſtant nous a dit pour M. Benoiſt le Roux Preuoſt commendataire & Seign. Chaſtelain de S. Benoiſt du Saux, que ledit Roux & ſes predeceſſeurs Preuoſts dudit S. Benoiſt, ſont en poſſeſſion & iouiſſance de pouuoir contraindre les manans & habitans de la ville de S. Benoiſt & Faux-bourgs d'icelle, enſemble les manans & habitans du Bourg de Sacierges d'apporter leurs paſtes aux Fours à ban deſdits lieux, ſoit pour la prouiſion de leurs maiſons & nourriture d'eux & de leur famille, ou pour les vendre en autres lieux: à ceſte cauſe ſ'oppoſoient leſdits Briaud & Botaut eſdits noms à la correction du contenu en ce preſent Art. requerans acte de leurs oppoſitions: que leur auons octroyé & ordonné que ledit Art. tiendra, ſans preiudicier à leurs droicts & titres particuliers, ſi aucuns en ont.*

XAINCTONGE Tit. 4. Art.6. Seigneur aiant baſſe Iuriſdiction, ou qui a bourg ou chef-bourg, eſt fondé par la Couſtume de pouuoir contraindre ſes hommes roturiers demourans en maiſon roturiere ou bourg ou chef de bourg, à cuire leurs paſtes en ſon four à ban, & de contredire & empeſcher qu'autre que luy ne puiſſe contraindre ſes hommes roturiers à cuire à autre four qu'au ſien, tant qu'il y aura four à ban, ſi n'eſt que le four du Seigneur eſtant en nature, y euſt vſance de †† dix ans au contraire. Car audit cas celui qui auroit cuit ſon pain chez ſoy ou ailleurs, par ledit temps de x. ans ne ſeroit plus contraignable audit four à ban, & ſe peut aider de preſcription de liberté.

BAYONNE Tit.22. Art.1. Les Fourniers doiuent cuire le pain de telle ſorte & façon, que l'vn pain ne touche l'autre, qu'il ne ſoit mal cuit ou bruſlé. Et au cas qu'il ſoit trouué le contraire, le Fournier doit prendre le pain, & en faire à ſon plaiſir & payer au Seigneur du pain ce que le bled aura couſté, & le quart dauantage pour l'intereſt. Art.2. Les Fourniers ſont tenus de cuire en leurs Fours, le pain des voiſins & habitans de la Cité, à raiſon de iii. den. pour conque: & pour pain blanc vendable, vi. den. t.

XI. NIVERNOIS Chap 18. Art.1. A *la fin.* Et pour aller cuire ou moudre [k] par aiſance, voiſinage ou pure & libere faculté, ne ſ'acquiert aucun droict de bannie ſur celuy, qui eſt allé par la maniere deuant dite, *etiam*, par temps centenaire & immemorial. Art.2. Les ſuiets de la bannie ne ſe peuuent exempter d'aller cuire ou moudre au moulin ou four bannaux, par poſſeſſion d'auoir moulu & cuit autrepart, ſi ladite poſſeſſion n'eſtoit continuee & paiſible par xxx. ans apres la contradiction contre gens laiz, & xl. ans contre l'Egliſe.

ANIOV Tit.1. Art.27. Les ſuiets ne ſe peuuent exempter de non aller au four ou au Moulin de leur S. aiant droict de Four ou Moulin. Et poſſeſſion d'eſtre allé ailleurs ne vaut pour moins de temps, que de xxx. ans, aiant ledit Seigneur durant leſdits xxx. ans, ſeſdits moulin & four en eſtat, & demeurans ſeſdits ſuiets en lieu qu'il les ait peu contraindre à ce Art.28. La poſſeſſion faite d'aller au Four & Moulin par ceux qui y ſont contraignables, qui y ſont allez de leur bonne volonté & ſans contrainte, par forme de courtoiſie, ne nuit par quelque temps que ce ſoit, & n'acquiert aucun droict au S. de Fief de les y contraindre pour l'aduenir: mais la poſſeſſion faicte par ceux qui y ſont contraints, & par les contraignables leur nuit.

†† *Ces mots,* de dix ans, *ont eſté adiouſtez: comme auſſi ces mots ſuiuans,* Car audit cas, *&c.*

K l. vlt. D. Quemad. ſeru an. l. qui iure familiaritatis 41. D. de adq. poſſ. Paul. lib. 5. Sent. Tit. vlt. Voyez Bacquet Traicté de Iuſtice Chap. 29. Chopin ſur la Couſtume d'Aniou.

Source : BIU Cujas

LE Maine, Tit. 2. Art. 31. p. *à Aniou.* Ar. 27. Moulin ou Preſſoir de leur Seigneur: & poſſeſſion, &c. Four & Preſſoir, &c. leſdicts ſuiets, &c. Art. 32. p. *a Aniou.* Art. 28. Moulin & Preſſoir, &c.

BOVRBONNOIS Chap. 33. Art. 543. p. *a Aniou.* Art. 27. Four ou Preſſoir bānier, aiant droict dudit bannage, par poſſeſſion d'auoir eſté moudre ailleurs pour moins de temps, que de xxx. ans contre les laiz, & xl. ans contre l'Egliſe. Art. 544. p. *a Aniou*, Art. 28. Four ou Preſſoir. &c. tenus ny ſuiets: mais y ſont allez de leur volonté, &c. forme d'aiſance, courtoiſie ou voiſinage ne leur peut preiudicier par &c. des Moulins, Four bannier ou Preſſoir de &c. *iuſques a ce mot*, aduenir, *inclus.*

POICTOV Tit. 1. Art. 41. Preſcription ne coûrt contre celuy qui n'a Moulin. Car quand il aura Moulin, ſeſdits hommes doiuent moudre à iceluy, & non au Moulin dudit S. Suzerain, auquel auparauant ſeſdits hommes auoient moulu.

Ceſt Art. 294. corrige & amplifie le 281. Art. ancien.

BRETAGNE Tit. 15. Art. 294. Entre † le Seigneur & homme de foy, longue tenue ne nuit, ny ne porte preiudice audit Seigneur, qu'il n'ait le retraict de ſes hommes à Cour & Moulin. Et ſera ledit Seigneur ſuperieur tenu faire renuoy deſdits hommes du S. ſuiet, à la premiere requeſte, que luy ou ſon Procureur en feront audit Seigneur ſuperieur.

XII. ANIOV Tit. 1. Art. 30. *A la fin* Et n'eſt ſuiet ne contraignable d'aller au Four ou Moulin de ſon Seigneur: mais peut aller à tel Four & Moulin que bon luy ſemble. Et ſi autre que luy y demouroit, comme vn Meſtayer ou autre, à qui il l'euſt baillé à ferme ou rente, il ſera contraint à aller au Four & Moulin de celuy, de qui ledit hebergement eſt tenu à foy & hommage. Art. 31. Gens d'Egliſe ne Nobles ne doiuent moutes ne fournages, preſſoirages ne coruees, s'ils n'acquierent choſes qui les doiuent: combien qu'ils ne peuuent faire Four ne Moulin, au preiudice des Seigneurs: & iront leurs Meſtayers & gens roturiers demourans és lieux & feages nobles audit Moulin & Four. Car le priuilege de non y aller deſcend des perſonnes, non pas des lieux.

LE Maine, Ti. 2. Ar. 35. *A la fin* p. *a l'Art. 30. d'Aniou.* Art. 36. p. *à Aniou.* ne ſont contraignables à aller au Four ne au Moulin, & outre ne doiuent preſſourages, ne coruees s'ils ne tiennent choſes, &c. lieux. Et ne pourront aucuns doreſnauant vſer de vertes moutes.

PONTHIEV Tit. 4. Art. 82. Les demeurans au chef lieu du Fief, ſont exempts du droict de bannee de Four & de Moulin. Art. 83. Quand ſur le chef lieu d'aucun Fief ſont demourans pluſieurs meſnagers, il n'y en doit auoir qu'vn ſeul meſnage, qui puiſſe iouir des franchiſes & libertez qui audit Fief appartiennent

L. Il eſt faict mention de ce droict au grand Couſtumier de France chap. de ſaiſine en fief. Item par la Couſt. des preſſouers banniers de quelconques vignes bannieres dont le marc ſoit apporté à ſon preſſoir bannier, iamais le marc ne peut eſtre remporté ſans le conſentement du Seign. mais d'autres vignes

XIII. LE Maine, Tit. 2. Art. 28. Outre a le Bas Iuſticier droict de contraindre ſes ſuiets par la forme deſſuſdicte, à tourner ſon preſſoir au regard des vignes. qu'ils tiennent de luy, ledict preſſoir eſtant en eſtat & au dedans de demye lieuë de diſtance deſdites vignes. Art. 29. Si l'vn dedits ſuiets à x. quartiers de vignes ou au deſſus, en la nueſſe du S. Foncier, & en autres Fiefs au dedans d'vne lieue dudit preſſoir, iceluy ſuiet peut faire Preſſoir pour ſoy ſeulement, & n'eſt contraignable à celuy de ſon Seigneur: mais il faut auant que preſſoirer à ſon Preſſoir, ſ'il a preſſoiré à celuy de ſondit Seigneur, qu'il ait informé ſondit Seigneur qu'il ait quantité de vignes & luy ait payé v. ſols. iiii. den. t. laquelle ſomme demourera audit S. qui portera deſſaiſine du preſſoirage, qu'il auoit accouſtumé auoir ſur ſondit ſuiet. Art. 30. Et ſi le cas aduient que leſdits x. quartiers de vigne ou au deſſus ſoient diuiſez apres le decés dudit ſuiet, entre ſes enfans ou autres ſes heritiers, ils & non autres pourront preſſoirer la vendange de leurs vignes & non d'autres au Preſſoir de leurs predeceſſeurs.

TITRE IX. DV DROICT DE PATRONnage d'Egliſe, en Normandie, & des Fondations.

I. *Patrons ont ſix mois pour preſenter.*
II. *Patronnage quand eſt tenu & reputé litigieux.*
III. *Litige quand eſt dict fini.*
IIII. *Le Roy a la preſentation, pendāt le Litige.*
V. *Brief de Patronnage, & pourquoy eſt introduict.*
VI. *Pourueus des Benefices doiuent porter tout honneur & fidelité à leurs Patrons.*
VII. *Fondateurs d'Egliſes.*

Source : BIU Cujas

I. NORMANDIE Chap. 5. Art. 69. Les Patrons tant laiques, qu'Eccleſiaſtiques a ont vi. mois pour preſenter, à compter du iour que la mort du dernier poſſeſſeur eſt b ſceue communement. Art 70. Le Patronnage n'eſt tenu pour
II. Litigieux, s'il n'y a Brief de Patronnage obtenu, ſignifié, aſſignation donnee &
III. conteſtation entre les parties. Art. 71. De Patronnage l'on doit plaider deuant le
IIII. Iuge Royal & en l'Aſſiſe. Art. 72. Le Litige n'eſt finy, ſinon apres qu'il y a iugement diffinitif & l'amende payee. Art. 73. Le Roy par priuilege ſpecial a la Pre-
V. ſentation du Benefice qui eſchet vacant, pendant le Litige, par la mort de l'vn des
VI. preſentez & collitigans: à raiſon deſquels ledit Brief a eſté intenté, & y preſentera à chacune eſcheance, iuſques à ce que le Brief ſoit vuidé. Art. 74. Le Brief de Patronnage eſt introduit, non ſeulement pour la poſſeſſion, mais pour la pro-
VII. prieté dudit Patronnage. Art. 75. Les preſentez & pourueus doiuent porter honneur & fidelité à leurs Patrons: ſans toutesfois leur faire foy & hommage.

LA SALLE de l'Ille, Tit. 1. Art. 29. Vn S. Haut Iuſticier ou Viſcontier, ayant tous les heritages ou la pluſpart d'iceux abordans au Cimetiere de l'Egliſe Parrochiale eſtans de ſon gros de Fief ou tenus d'iceluy, eſt reputé Seigneur temporel & fondateur de ladite Egliſe, s'il n'appert du contraire. Auquel Seigneur, ſon Bailly ou Lieutenant appartient de par l'aduis du Curé ou Vicegerent & Paroichiens, creer & inſtituer Clerc Parochial, Miniſtres, Margliſeurs & charitables des pauures, les deporter & inſtituer autres, oyr les comptes qu'ils rendent de leur adminiſtration, les ſigner, aller a la Proceſſion, portant blanche verge, par ſondit Bailly ou Lieutenant, en ſigne de Seigneurie, de faire maintenir la Dedicaſſe d'icelle Egliſe & Parroiſſe, y faire danſer & meneſtrauder, donner Eſpinette, roſe ou ioyaux. Et a toutes autres auctoritez & preeminences temporelles en icelle Egliſe: meſmes d'eſtre preſent, ſon Bailly, ou Lieutenant à l'aſſiette & recolement des Aydes, que nous ſont accordez.

a Par le droict Canõ le Patron Eccleſiaſtiq eſt different du Patron lay. Car l'Eccleſiaſtiq. a ſix mois pour preſenter, cap. nulla 2. De cõc. præb. cap. Deteſtanda eod. tit. in 6. cap. vnico. §. fin De iure patr. in 6. Le Patron lay a quatre mois cap. cũ propter. 27. De iure Patr. c. vn. eod. tit. in 6. Toutesfois ceſte Couſtume de Normandie eſt cõtraire.

b Cap. quia diuerſitatẽ 5. de iure patron. Innocent. Ep. 2 & 56. cap. 2. eodit. in 2. compil.

TIT. X. DV DROICT DE MONNEAGE.

I. *Quel eſt le droict de Monneage, & pourquoy il eſt introduit.*
II. *Exempts de Monneage.*
III. *Iuriſdiction de Monneage appartient au Roy ſeul.*

I. NORMANDIE Chap. 6. Art. 76. Le Roy pour le droict de Monneage, peut prendre xii. d. de iii. en iii. ans ſur chacun feu, pour ſon Mõneage a & Fouage, qui luy fut octroyé anciennement pour ne changer la Monnoye. Art. 77. Du payement de ceſt Ayde ſont exempts tous Religieux, Clercs conſtituez és S. Ordres, Sergens, Fieffiez des Egliſes, Beneficiers, perſonnes nobles, leurs femmes & enfans: femmes qui n'ont xx. ſols de rente ou xl. ſols de meuble, hors leur robbe & vtencilles: & toutes autres perſonnes ayans exemption & priuilege, ou qui ſont en poſſeſſion de ne rien payer dudit Ayde. Art. 78. La Chaſtellenie de S. Iaques & le Val de Mortaing, ſont exempts dudit Monneage. Art. 79. Tous Barõs aians vii. Sergens ou Officiers en leurs Baronnies, ſont quittes dudit Monneage.
III. Art. 80. Au Roy ſeul & à ſes Iuges appartient la iuriſdiction dudit Monneage.

a Il eſt fait mention de ces droicts de Monneage & Fouage en la Chartre aux Normans qui eſt du Roy Loys Hutain de l'an 1314. Et en vn Arreſt donné à la Chandeleur, il eſt fait mention du Fouage en Normandie, qui ſe leue ſur chacun feu. Par autre Arreſt de Paris du 6. Mars 1549. donné par prouiſion pour les Fouages de Prouence, contre les gens d'Egliſe, de Iuſtice & les Nobles, pour leurs heritages ruraux & roturiers par eux acquis par Retenue. Voyez l'Indice des droicts Royaux.

TIT. XI. DES DROICTS DES EAVES, Eſtangs, Bois & Foreſts.

I. *Eaues à qui appartiennent: enſemble Iſles prouenues par Alluuion ou autrement, viſitation des Eaues & Riuieres.*
II. *Droicts des Eſtangs, & à qui il appartient faire Eſtang.*
III. *De la Peſche prohibee & autres choſes defendues és Eſtãgs & Riuieres.*
IIII. *Bois de haute fuſtaye. Vaſſal tenant terre en bois en foy & hõmage, ne le peut appliquer à autre vſage.*
V. *Bois en quel temps ſont defenſables: enſemble du dommage fait en iceux tant par les perſonnes, que par les beſtes. Temps de gramer.*
VI. *Accreues à qui doiuent appartenir.*
VII. *Sergens comme ſont creuz en leurs Rapports.*
VIII. *Du droict d'vſage en matiere de Foreſts ou Bois, & comme les vſagers en doiuent iouir & vſer.*

Source : BIU Cujas

I. MEAVX Chap.22. Art.182. On tient que tous Fleuues nauigeables [a] ſont au Roy, s'il n'y a Seigneur, qui ait titre particulier : & ſuppoſé qu'aucun ait Haute Iuſtice en aucune terre pres ledit Fleuue, n'eſt pas cenſé auoir haute Iuſtice ſur leſdits Fleuues : s'il n'y a titre exprés ou longue iouiſſance de ſi long temps qu'il ne ſoit memoire du contraire.

SENS Tit.1. Art.13. Iſles [b] en Riuieres nauigables & Fleuues publiques appartiennent au S. haut Iuſticier: ſ'il †† n'y a titre valable ou preſcription ſuffiſante au contraire.

MENETOV Chap. 10. Art.21. A toute perſonne qui a heritage ſur la Riuiere de Cher, aiant l'Eaue endroit de ſes heritages, iuſques au fil de l'eaue, luy compete & appartient l'Eaue: ſinon qu'il y ait titre au contraire. Toutesfois le long de ladite Riuiere y a Sente à pied pour y aller & venir.

BOVLLENOIS Tit. 30. Art.177. Si aucunes diuiſions ſe font entre parties pour Riuieres ou Eaues courants, qui aient aucune choſe gaigné au dehors de l'ancien cours, à l'encontre d'aucunes parties, ſoit par iardins, prez, bois ou terres, leſdites Riuieres & Eaues ſe doiuent remettre, ſi poſſible eſt, à l'ancié Cours. Art. 178. Et doiuent icelles Riuieres ou Eaues au plus pres des commencemens des Sourgeons porter de largeur de vi. à vii. pieds, au pied du Roy : & en deſcendant en bas, ſelon qu'elles ſ'efforcent par ſources, ſe doiuent maintenir en largeur de x. à xij. pieds, leurſdits cours durant iuſques aux groſſes Riuieres & eaues de nom. Et cela ſe doit faire par MEſureurs & Viſiteurs Iurez, & ainſi en ont accouſtumé faire & vſer de tout temps les Meſureurs Iurez d'icelle Comté de Boullenois.

MAIZIERES Art.2. Le S. Baron de Maizieres & autres S. Chaſtelains de ladite Baronnie, chacun endroit ſoy, ont droict & ſont fondez chacun d'eux dire & porter Seigneurs gardes & protecteurs de toutes & chacunes les Riuieres fleuues perennes & qui decourent en tout temps: ont droict de prohiber, garder & defendre qu'aucun : fors eux ny face aucun moulin, arreſt ou deſtour d'eaue, ne peſche à aucuns engins, ſans leur congé, permiſſion & licence, & ſans leur faire deuoir ou redeuance. Les Muſniers demourans eſdites Baronnies & Chaſtellenies, combien qu'ils ſoient és Fiefs & Arrierefiefs deſdits Barons & Chaſtelains, ains ſeulement en leurdite Iuſtice & Chaſtellenie : ſont tenus vne fois l'an, frapper par trois coups le pal de la [c] Quintaine, en la plus proche Riuiere du Chaſtel dudit Seigneur Baron & Chaſtelain, ou autre lieu accouſtumé : & ſ'ils faignent rompre leurs perches, ou s'ils defaillent au iour, lieu & heure accouſtumez, y a amende de ſoixante ſols. Muſnier eſt tenu frapper la Quintaine comme deſſus, ſoient leſdits Moulins en Riuiere ou ailleurs.

BOVRBONNOIS Chapitre vingt-ſixieſme, Article trois cens quarante. La † Riuiere tolt & donne au [d] Seigneur Haut Iuſticier : & ne donne aucunement au Seigneur tresfoncier & proprietaire, qui n'a point ladicte Iuſtice : & ſera la croiſſance que la Riuiere donne, vray domaine au Seigneur Haut Iuſticier qui s'appelle communement laiz. Article trois cens quarante & vn. Et ſi la Riuiere laiſſe Iſle, elle eſt au Seigneur Haut Iuſticier, en la Iuſtice duquel ladicte Iſle ſera le plus pres, eu regard au fil de l'eaue de ladicte Riuiere. Et ſ'entend des Riuieres d'Aller, Loyre, Cyolle, Cher & Beſbre. Autre choſe eſt des petites Riuieres & ruiſſeaux. Article trois cens quarante deux. Motte ferme eſt conſeruatiue au Seigneur proprietaire & tresfoncier, en telle maniere que ſi la Riuiere noye ou inonde vne partie d'heritage d'aucun Seigneur : la partie qui demeure en terre ferme & non inondee, conſerue droict au proprietaire, en la partie inondee : tellement que ſi la Riuiere par traict de temps laiſſe ladicte partie inondee, le Seigneur proprietaire la reprendra: & ne ſera en ce cas au Haut Iuſticier.

VIC Art.1. La Riuiere de Cyre ne tolt ne baille : c'eſt à ſçauoir que quand elle prend aucunes poſſeſſions par inundation ou autrement, petit à petit, deça ou delà l'eauë, eſt permis à celuy qui perd, ſuiure ſa poſſeſſion.

BAR, Titre quinzieſme. Article deux cens douze. Celuy qui perd ſon heritage ou partie d'iceluy, par le moyen du cours de la Riuiere, en peut reprendre autant de l'autre coſté : moyennant que le voiſin ou voiſins dudit coſté, ayent ce qui leur appartient.

NORMANDIE Chap.9. Art.195. Les † terres d'Alluuion accroiſſent aux proprietaires des heritages cõtigus: à la charge de les bailler par Adueu au S. du fief, en payer les droicts Seigneuriaux, comme des autres heritages adiacens : s'il †† n'y a titre, poſſeſſion ou conuenant au contraire.

Fleuues nauigables ſont au Roy, s'il n'y a titre expres au contraire.

Iſles en Riuieres nauigables ſont au haut Iuſticier.

†† *Ces mots, S'il n'y a titre, &c. ſont de nouuel adiouſtez.*

† *M. Denis Berlant Aduocat pour M. Ieã de la Boette Conſeiller en la Cour de Parlement, & Gilbert Pointet Controlleur des cheuaucheure du Roy, s'eſt oppoſé aux Art. 140. & 141. maintenant leſdites Couſtu. eſtre nouuelles. Les Practiciẽs & gens des trois Eſtats ont dit leſdictes Couſt. eſtre anciennes. Auõs ordonné que leſdites Couſt. demoureront pour anciennes, ſans preiudice de l'oppoſition des oppoſans: & des droicts & proces ſi aucuns en y auoit: & que de leur oppoſition ſeroit faite mention en noſtre Proces Verbal, pour leur ſeruir ce que de raiſon.*

† *Voyez ce qui a eſté dit cy deſſus ſur l'Ar. 194.*

†† *Ces mots, S'il n'y a titre, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez comme dit eſt.*

a L. fluminũ 24. §. verſ. plane & princeps D. de damno infecto l. prætor. 2. §. Si quis à principe D. Ne quid in loco publ. l. quo minus 2. D. D e fluminib. Iauol. l. ſi in publico 18. §. vlt. 23. D. de aqua & aq. pl. l. 1. §. idque à principe. D. de aqua cott. & æſtiua. vide Tit. Quæ ſint regaliæ in vſib. feud.

b Aucuns eſtiment qu'elles appartiennent au Roy, l. inſulæ. 9. D. de iudic. l. Cæſar, 15. D. de publ. l. 90. §. continẽtes D. de verb. ſignif. l. qui ex vico 30. D. Ad municip. Tellemẽt que les Couſtu. attribuans ces Iſles au haut Iuſticier ou au Roy, ſont cõtre la diſpoſition du Droict. l adeo §. inſula & l. 65. §. Si inſula D. de adq. rer. dom. l. 1. §. Si inſula D. De flum. §. inſula Inſt. de rer. diuiſ.

c Voyez ce qui a eſté noté cy deſſus Titre 5. nombre dernier.

d Cecy eſt contre le droict ciuil : par lequel l'Alluuion donne & augmente le fonds au profit du Seigneur proprieraire : comme auſſi elle diminue ſon fõds & domaine. Pars proprietatis, ſicut alluuio parti accreſcit, nõ perſonæ. vlp. l. item 9. §. huic vicinus. D. de vſufruct. l. ſi conuenerit. 18. §. 1. D de pign. act. l. ſi fundus 16. D. de pignor. l. ſi proprietati 4. D. de iur dot. §. præter. Inſt. de rer. diuiſ. l. 1. c. de allu. Nouell. Theod. de allu. Alluuionũ quæ contingere ſolent in prædiis quæ ripis quorũdam fluminum terminantur, ea natura eſt, vt ſemper incerta poſſeſſio, incertum ſit eius dominium quod poſſeſſori per alluuionem accreſcit. Et recte colligitur ex ea Nouel. & ex l 3. c de alluu. alluuionẽ non eſſe principis aut fiſci. Les Couſtumes de Bar, Normandie, & la Couſtume Locale de Vic plus conformes au Droict, vide Boer Dec. 126. & & Guid. Pap. ſing. 13.

Source : BIU Cujas

Viſitation des Cours des eaues ponts, planques faite par le Bailly de Lens ou ſes Officiers.

LENS Tit.2.Art.2.Par preuention au Bailly de Lens & Officiers appartient viſitation des cours des Eaues,Pôts,Planques,pierretes, eſtãs ſur les flots & flegards és mettes dudit Bailliage:en telle façon que ſe aucuns ou aucune perſonne proprietaire aians leurs heritages contigus & voiſins à l'encontre deſdits cours des Eaues & autres, ſont defaillans & qu'ils n'ayent releué & entretenu les choſes deſſuſdites en dedans xl.iours apres la publication de ce introduite:tel & ainſi nõ aiant releué ou entretenu les choſes deſſuſdites eſcheent vers le S. en amende de lx.ſols Par.pour chacune fois,qu'ils ſeroiẽt trouuez defaillans:laquelle publicatiõ ne ſe peut faire par le Souuerain que le my-Mars ne ſoit paſſé. Et leſdits xl.iours paſſez depuis ledit my-Mars,ledit ſouuerain peut faire ladite viſitation.Et pareillement quant aux cours des Eaux xl. iours apres les bans d'Aouſt publiez au my-Iuillet.

HESDIN Tit.2.Art.41. Si les riuieres ou Eaues courantes au dehors de leurs anciens cours,gaignent aucune choſe contre autrui,ſoit ſur prez,iardins,manoirs, terres ou bois:par Meſureurs ſermentez l'on les doit reddreſſer, & remettre en leur ancien cours,au plus prez que faire ſe doit & peut.

II.TROYES tit.10.Art.180.Si aucun Haut Iuſticier veut edifier de nouuel vn Eſtãg[e] à poiſſon en ſa Iuſtice,faire le peut:pourueu q̃ la chaũſſee ſoit en ſon fonds & Iuſtice:& peut dilater ſon Eaue ſur les heritages voiſins aſſis en ſadite Iuſtice, en recompenſant prealablement de faict & auant qu'inonder, ceux auſquels appartiennent les heritages,d'autre heritage equipollent.

[e] Boer.Conſ.33.Guid. Papa.Dec.91.Doctores in l.fluminum §. item videamus. De dã. infecto.

CHAVMONT tit.9.Ar.III.p.*à Troyes* nouueau Eſtang à poiſſon &c.recompẽſant ceux &c.d'autres à l'equipollent.

NIVERNOIS Chap.16.Art.4.Le Haut Iuſticier peut edifier &c.p.*à Troyes*.prealablement & auant que poſer la bonde,ceux à qui les heritages,qui ſeroient inõdez,appartiennent,d'autres heritages à l'equipollent de ſemblable qualité & valeur au dict de trois Preud'hommes dont les parties conuiendront.Art.5.Il eſt loiſible à vn chacun faire Eſtang en ſon heritage,& y aſſeoir bonde ou pilon ſ pourueu qu'il n'entreprenne ſur le chemin & ſur le droict d'autruy.

MONTARGIS Chap.6.Art.2.p.*à Niuernois*.5.chacun de ſon auctorité priuee faire en ſon propre heritage Eſtangs,& y aſſeoir bondes:pourueu &c.ou ſur l'heritage ou droict d'autruy.

† *Ces Art. 171. 172. 173. 174. 175. 176. & 177. ont eſté accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

ORLEANS tit.8. Art.170. p.*à Montargis* bondes,grilles & chauſſees &c. le chemin & droict &c.Art.171. Vn † Seigneur d'Eſtang peut ſuiure ſon poiſſon, qui ſeroit monté par creue ou deſbordement d'eaues en tout temps, iuſques & dedans la foſſe & auge de l'Eſtang prochain,& qui eſt au deſſus de ſon Eſtang,iuſques à faire vuider & eſpuiſer l'eaue de ladite foſſe,pour y prendre ſondit poiſſon viii.iours apres les eaues retirees appellé ou deuement ſommé le Seigneur ou fermier dudit Eſtang & foſſe.Art.172.Et où il ne ſe trouueroit Eſtang au deſſus du ſien,luy ſera permis ſuiure le poiſſon de ſondit Eſtang, iuſques & en l'heritage de autruy,& en iceluy le prendre & peſcher comme deſſus.Et ſe faict ladite ſuite en montant & en deſcendant.Toutesfois ne ſe peut faire ladite ſuite à viuier ou foſſe à poiſſon peuplee en l'heritage d'autruy.Art.173.Ne peuuent leſdits Seigneurs d'Eſtangs faire vuider l'eaue d'iceux par ouuertures faictes à l'endroict des grilles chauſſees & rechauſſees : par leſquelles elle puiſſe endommager l'heritage d'autruy:ains par les bondes,guaiſees,breches ou endroits,par leſquels elle tõbe dans les ruiſſeaux deſdites bondes d'iceux Eſtangs. Art.174. Celuy qui peſche ſon Eſtang, peut ſuiure ſon poiſſon, & le peſcher au prochain Eſtang d'embas vuide d'eaue & peſche auparauant le ſien. Art.175. Tout Seigneur, qui aura Eſtang ſi plein d'eaue,que pour l'abondance d'icelle,l'eau de l'Eſtang proche & au deſſus, ne ſe peut vuider pour eſtre peſché,eſt tenu,eſtant ſommé, leuer dans trois iours la bonde du ſiẽ, pour faire baiſſer & euacuer l'eau d'iceluy,iuſques à ce qu'il n'en reçoiue perte ou dommage:ſi à ce il n'eſt ſuiet par droict de Seruitute ou autrement.Et ne peut aucun eſtre contraint leuer la bõde de ſon Eſtang, ſinon que depuis le premier iour d'Octobre,iuſques au xv.Mars.Art.176.Qui a Eſtangs voiſins & qui ſe vuident és prairies,éſquelles herbe n'eſt fauchee ne leuee,ne peut iceux, peſcher,tirer ne faire vuider,ſans viii.iours auparauant, & à iour de Dimanche l'auoir faict à ſçauoir par le Curé aux proſnes de la grande Meſſe de Parroiſſe, dont leſdits Eſtangs & prairies ſeront:à peine des dommages & intereſts des Seigneurs d'icelles. Art.177. Quand eſtangs ſont aſſis en meſure, ruiſſeau & cours d'Eaue,ſi l'vn d'iceux eſt preſt à peſcher, ne pourra celuy de deſſus leuer la bonde du ſien,pendant que celuy de deſſous eſt en peſche : laquelle il ſera tenu faire en toute diligence.

NORMANDIE Chap.9.Art.210. Nul ne peut faire construire de nouueau pescherie ou Moulin,si les deux riues de la Riuiere ne sont assises en son fief.

TOVRS Tit.1.Art.37.Le S.qui a Fief, & n'eust il que Basse Iustice peut construire & faire Estang.Et quand la Chaussee est en son fonds & fief, il peut faire retenue d'Eaues,& en ce faisant submerger les domaines de sesdits suiets estans en son fief,en les recompensant prealablement : sinon qu'il y eust maison ou fief au dedans desdits domaines.

BAVCHE Art.3.Le S.Haut Iusticier peut en son fonds & fief,faire,construire & edifier chaussees d'Estang,arrest d'Eaues & faire bondes:& si lesdits Estangs submergent ou noyent aucuns domaines,ou heritages de ses suiets ou vassaux, il sera tenu les recompenser raisonnablement à l'arbitrage de gens de bien:sans que aucunement ledit vassal ou suiet le puisse empescher : sinon qu'en la comprinse desdits Estang ou Estangs,y eust MOULIN banquier,Garenne,edifice de maison ou autres grans edifices:aussi que lesdites terres ne soient tenues noblement. Art. 4. Le roturier ne peut faire n'asseoir bonde ou bondes en edifices d'Estangs, sans le congé du Seigneur Iusticier & sans luy faire deuoir de ladite bonde:qui concerne le droict de ladite Iustice.

MAIZIERES Art.14.Le Haut Iusticier peut construire & edifier Estang ou Estangs & arrest d'Eaues en son fonds,fief & Iustice,& non autre,sans son congé & luy en faire deuoir. Art.15. Et si lesdits Estangs submergent aucuns domaines, celuy qui aura construict lesdits Estangs, sera tenu recompenser le S. domanier, selon la valeur desdits domaines:& ne peut ledit domanier empescher faire lesdits Estangs en faisant lesdites recompenses:sinon qu'audit domaine eust maison, Garenne,Moulin ou autre edifice,ou que ce fut l'interest de la chose publique.

S.CYRAN Art.4.&5.Le S.de Sainct Cyran peut construire en son fonds,fief & Iustice,Estang ou Estangs & arrest d'eaues,& asseoir bonde ou bondes:& non autres &c.p.*à Maizieres*.14.& 15.Estangs par luy ou autre par son congé faits, noyent aucunes terres & domaines &c.faict ledit Estang,sera &c.de la valeur de son domaine submergé.Et ne peut &c.Grange,Garennes &c. grands edifices &c.

ANIOV Tit.1.Art.29.Le S.de Fief peut faire Estang en son Fief & nuesse:pourueu que la chaussee en soit nouee par les deux bouts en son domaine:& si ledit S. noye les prez ou terre de ses suiets par ledit Estang, il peut & doit contenter par eschange aduenant:& ne le peuuent empescher lesdits suiets:pourueu que le desdommagement soit fait ausdits suiets, parauant que les heritages desdits suiets soient submergez n'autrement empeschez.Et lequel desdommagemẽt doit estre fait prealablement ausdits suiets,en autres heritages & de telle valeur cõme ceux desdits suiets qui seront empeschez par ledit Estang.

LE MAINE Tit.2.Art.34.p.*à Aniou*,prez ou autres de &c.il les peut contenter &c.

BLOIS Chap.20.Art.228. Que toutes & quantesfois que le poisson d'aucun Estang monte par affluence d'eaue, ou autrement en quelque temps que ce soit, le Seigneur dudit Estang,le peut suiure iusques à la fosse de la bonde du prochain Estang,qui pourroit estre au dessus,& le prendre & peseher en ladite fosse. Et s'il n'y a point d'Estang au dessus,il le peut suiure,iusques en l'heritage prochain où il sera trouué en montant.Et a la suite ledit Seigneur dudit poisson en montant & non pas en descendant.

MENETOV Chap.5.Art.14.On ne peut leuer bonde d'Estang en son heritage ou autre part,ne faire saut de Moulin sans le congé du Seigneur.

LA FERTE YMBAVT Chap.5.Art.9.Nul ne peut asseoir bonde d'Estang, sans le &c.

TREMBLEVY Chap.2.Art 9.Il est loisible à vn chacun de son auctorité priuee faire en son heritage Estang : & asseoir bondes & grisles d'Estang : pourueu qu'il n'entreprenne sur les chemins droicts & heritages d'autruy.

BERRI Tit.16.Art.3.Chacun †† peut en son fonds faire faire Estangs & y auoir bonde:pourueu que ce soit,sans preiudice du droit de son Seigneur & d'autruy.

LA MARCHE Chap.22.Ar.310.Si aucun a place riere soy pour faire chaussee & asseoir bonde,il peut apres sa chaussee leuee,contraindre les voisins, à prendre recompense des terres & heritages,que l'Eaue peut inonder,en les recompensant *arbitrio boni viri*, & par cognoissance de cause : & pareillement s'il a place à faire Moulin,pourra allonger son escluse,apres que le Moulin sera faict:pourueu† que lesdites terres suiettes à ladite inondation ou prochaines du lieu, où on faict le Moulin,ne soient du domaine,& appartiennent au Seigneur direct ou Iusticier.

†† *Voyez ce qui a esté dit sur les Art.1. & 2. de ceste Coustume au Titre 8.*

† *Ces mots,* pourueu que *&c. iusques à la fin sont de nouuel adiousteZ.*

Source : BIU Cujas

Car en ces cas ledit Seigneur ne ſera contrainct les vendre, ne les laiſſer par recompenſe.

III. TROYES Tit. 10. Art. 179. En Eaues & Riuieres bannales, f ſi aucun y peſche, ſans le congé du Seigneur ou de ſon Fermier, il y a amende de lx. ſols t. auec reſtitution du poiſſon pour chacune fois. Et outre ſ'il y eſt trouué & prins en preſent meffait, auec fillers g & harnois, il y a confiſcation de nacelles, fillers & harnois auec ladite amende de lx. ſols. Et ſ'il eſt trouué peſchant h de nuict au feu, ou peſchant en Eſtangs ou foſſez defendus, ou chaſſant en Garenne, il y a amende arbitraire.

CHAVMONT Tit. 9. Art. 110. p. a *Troyes.*

VITRI Tit. 11. Art. 121. Et où aucun ſeroit prins peſchant en Riuiere bannale, & il n'auroit congé & permiſſion de ce faire, l'amende ſeroit ſur luy pareillement de lx. ſols t. Autre choſe ſeroit d'eſtre trouué peſchant en foſſez ou Eſtangs. Car en ce cas on puniroit tel peſcheur, comme de furt ou larcin: & ainſi doiuent eſtre punis ceux que l'on trouue chaſſans en Garennes anciennes.

AMIENS Tit. 11. Art. 215. Nul ne doit peſcher à fillets, trez & ligne à plomb, ou autres engins defendus, és eaues des Seigneurs aians Iuſtice & droict de peſcherie en icelles, à peine de lx. ſols Par. enuers le Seigneur, à qui appartient l'eaue pour chacune fois Art. 243. On ne peut rouyr lins, chanures ou autres choſes és riuieres ou mareſts publiques du Haut ou Moyen Iuſticier: ny autrement empeſcher leſdits mareſts ou cours de riuieres, ſans le congé du S. & ſans encorir pareille amende de lx. ſols Par.

LA Salle de Lille Tit. 1. Art. 9. Quiconque peſche és EAUES, viuiers, EſTANGS & foſſez deſdits Seigneurs Hauts Iuſticiers, Viſcomtiers ou d'autruy, en leur Seigneurie, fourfaict vers leſdits Seigneurs, de iour, l'amende de lx. ſols: & de nuict, fait à punir, comme larron. Art. 11. L'on ne peut rouyr lin en l'eaue d'autruy, ſans ſon gré, à peril de lx. ſols d'amende, vers leſdits Hauts Iuſticiers ou Vicomtiers & de reparer le dommage.

NIVERNOIS Chap. 16. Art. 1. On ne peut tenir Riuiere en Garene & defenſe: ſ'il n'y a titre ou preſcription ſuffiſante. Art. 2. L'on ne peut auoir vſage en riuiere bannal d'autruy, ne droit petitoire ou poſſeſſoire par quelque laps de temps qu'on en ait iouy, ſans auoir titre ou payé redeuance. Art. 3. Si aucun peſche en Eaues ou riuieres bannaux, ſans le congé du Seigneur ou de ſon Fermier, il y a amende arbitraire auec reſtitution du poiſſon pour chacune fois. Et outre ſ'il eſt trouué ou prins en preſent meffait auec ſes filliers & harnois, il y a confiſcation de naſſelles, filliers & harnois auec ladite amende. ET ſ'il eſt trouué outre la iii. fois, il eſt puny comme de furt. ET ſ'il eſt trouué peſchant de nuict au feu és eſtangs, foſſez, foſſes & cros en heritage d'autruy defendus, & ſ'il n'y a conuention au contraire, il ſera puny comme de furt. ET quant à ceux qui mettent chaux & autres appas, ils ſeront punis ſelon droict, les Ordonnances Royaux & ainſi qu'il appartiendra.

MONTARGIS Chap. 10. Art. 8. On ne peut empeſcher les Riuieres courans perpetuellement, que les Moulins ne meulent ou qu'ils n'ayent vne ablee ou l'anciere ouuerte pour donner cours à l'eaue: ſauf és Moulins, qui ne peuuent autrement moudre ſans eſcluſes.

ORLEANS Tit. 8. Art. 169. Eſtangs, Foſſes & Foſſez, qui ne ſont à frou & lieu public, ſont defendus à ceux qui n'y ont droict, pour y pouuoir ligner, peſcher & prendre poiſſon par filets, naſſes, troubleaux & autres engins, quels qu'ils ſoient: à peine d'eſtre punis comme de larcin.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 206. Le Seigneur peut deſtourner l'eaue courãte en ſa terre: pourueu que les deux riues ſoient en ſon fief, & qu'au ſortir d'iceluy il les remette en leurs cours ordinaire, & que le tout ſe face ſans dommage d'autruy. Art. 207. Ceux qui ont nouueaux EſTANGS, foſſes ou eſcluſes ne peuuent detenir les eaues des fleuues & Riuieres, qu'ils ne courent continuellement, pour la commodité de ceux, qui ſont au deſſous: à peine de tous dommages & intereſts. Art. 208. ET ceux qui ont d'ancienneté foſſes ou eſcluſes ne peuuent retenir l'eaue ſinon depuis le Soleil leuant, iuſques au Soleil couchant. Art. 209. Roteurs ne peuuent eſtre faicts en eaue courante. ET ſi aucun veut deſtourner eaue, pour en faire, il doit vuider l'eaue dudit Roteur, en ſorte que l'eaue d'iceluy Roteur ne puiſſe retourner au cours de la riuiere.

ANIOV Tit. 10. Art. 192. Si le ſuiet peſche les EſTANGS ou deffais de ſon Seigneur, il fait amende arbitraire ET ſ'il fait de nuict, il ſera puny extraordinairement.

f Ioannes Faber in §. flumina Inſt. de rer. diuiſ. Hoc hodie obtinet de conſuetudine regni Francie, vbi ſunt piſcariæ & deſeſæ, in multis locis fluminum, vt ſolus quis piſcare ſolitus in certa parte fluminis ceteros prohibeat & ius ſibi acquirat. le droit & permiſſion de peſcher és Riuieres, ſe doit donner par le Roy ou ſes officiers aians pouuoir de le donner §. flumina Inſt. de rer. diuiſ. l. iniuriarum §. pen. D. de iniuriis l. venditor fundi. D. communia præd.

g Par les Ordonnance il y a certains engins prohibez & defendus pour le faict de la peſche Philipes 1291. Charles 1326. Charl. 5. 1376. Art. 52. Charl. 6. 1402. Art. 72. Franc. 1. 1515. Art. 89. & 91. & par les Ordonnances des Rois Philippes 1291. Charl. 1326. Charles 6. 1402. Art 72. & de François 1. 1515. Art. 89. doiuent eſtre bruſlez. Voy le xi. liure de la Conf. Ti. 12.

h Charles le Bel. 1326. Charl. 6. 1402. Art. 72. & François 1. 1515. Art. 89. defendent la peſche de nuict en deux tẽps. La raiſon en peut eſtre tiree d'Ariſtote liure 6. de l'hiſtoire des animaux chap. 17. & liu. 1. de la generation chap. 8. & liure 4. chap. 10.

Source : BIU Cujas

LE MAINE Tit.11.Art.209.p.*a Anjou*,deffais,Riuieres ou Ruisseaux defensables de son Seigneur,& prent ses commis de iour en ses garénes,il fait son meuble d'amende,de lx.sols Mansais.Et s'il &c.

BLOIS Chap.21.Art.237.p.*a Montargis* allee ouuerte pour &c. és Riuieres & Moulins que &c.sans retenue d'eaue & sans Escluses, & qui en ont ainsi iouy le temps passé.Toutesfois ne pourra on retenir l'Eaue, en maniere que l'Eaue submergeast ou noye les terres d'autruy:& ne pourront empescher la nauigation publique.

MENETOV Chap,10.Art.22.L'on ne peut pescher en icelle à la ligne, à trois poils seulement,sans en pouuoir estre reprins : & aussi à l'ableret, autrement appellé le carre. Art. 23. Les Garennes & Archaux en ladite Riuiere de Cher sont defendus.Et pareillement les fosses,autrement appellees les bondures des Moulins,qui sont sans la roue & bastimens desdits Moulins.

BOVRBONNOIS Chap.14.Ar.162.On ne peut mettre chanure ne lins,chaux ou autres choses portant poison en Estang,pescheries, gourts, marets appartenãs à particuliers sans leur vouloir & congé:autrement on est tenu enuers le S.Iusticier & l'interest de partie.

IIII.SENS Tit.15.Art.153.Hauts Bois,bois à maisonner & edifier,portãs glãd & paisson,& qui sont en lieu,où il n'est memoire auoir veu labourage, sont Bois de Haute fustaye,

AVXERRE Tit 15. Art.267. p.*a Sens* & qui n'ont esté couppez de memoire d'homme sont reputez Bois &c.

TROYES Tit.10.Art.181.p.*a Sens*.

BOVLLENOIS Tit.30.Art.176.Si aucuns marchans achetent Bois à vn Seig. ausquels Bois se trouuent aucunes fautes de Bois de chesne ou de souches de Bois plantez de faulde ou anciennes charrieres, ce se doit rabbatre ausdits marchans:s'il n'est reserué par le marché à la vente desdits Bois:& cela se doit faire & appointer par mesureurs iurez.

DVCHE de Bourg.Chap.13.Art.1.Le Bois acquiert le plain:c'est à entendre en Foreſt bannal & en Haute Iustice, de celuy, à qui appartient ladite Haute Foreſt: s'il n'y a separation entre ladite Foreſt & le plain,par fousſez,bonnes, murs & autres enseignes.Et apres que ledit plain est demouré sans labeur & sans essart, l'espace de xxx.ans.

COMTE de Bourg.Chap.9.Art.57.p.*au Duché*,plain en Foreſt bannaux appartenans aux Seigneurs Hauts Iusticiers és lieux ioignans ausdits Bois,qui sont de la Haute Iustice desdits Seigneurs s'il &c.separation de bornes,fossez ou autres enseignes faisans ladite separation,apres ce que par xv.ans continuels ceux,à qui seront les terres,y auront laissé croistre le Bois.

DVNOIS Chap.2. Art. 30. Vn Vassal aiant & tenant Bois en Foy & hommage de quelque nature que soit ledit Bois,ne le pourra doresnauant appliquer à autre chose qu'à Bois : sinon †† que le Bois fut sec auquel cas par ordonnance de Iuge, le pourra faire coupper.

V.SENS Tit.15.Art.148.On † ne peut mener bestes aumailles,[i] cheualines,cheures ou autres qui peuuent porter dommage au reiect,és Bois Taillis,iusques à ce qu'ils soient defensables:& que tels ils ayent esté declarez par sentence du Iuge, encores que lesdits Bois appartiennent aux habitans en proprieté:ou qu'ils y aiẽt droict d'vsage seulement.Art.151.Le temps de grainer en Bois & Foreſts,cõmence à la S.Michel,& dure iusques à la S. André : durant lequel temps on ne peut mener porc,n'autre beste és Bois & Foreſts sans le consentement de ceux, ausquels lesdits Bois & Foreſts appartiennent Art.152.Si porcs sont trouuez & prins en Hautes Foreſts & Bois de Haute Fustaye, durant le temps de grainer, & ils y sont tenus à garde †† faite, il y a amende arbitraire: & s'ils y sont par eschappee, il y a amende de Loy,† qui est de v.sols t.auec restitution du dommage.

AVXERRE Tit.15.Art.262.Nul †† ne peut mener bestes aumailles &c. p. à l'Art.148.de *Sens*.Art.263.En quelque temps que ce soit, on ne peut &c. p. audit Art.148:à qui ils sont.Art.265.Durãt le temps de grainer on ne peut mener porcs n'autres bestes en bois ne foreſts,sans le consentement de ceux,à qui ils sont. Art. 266.Si aucuns porcs &c.p.*a Sens*.Art.52.en foreſts & bois &c.soient trouuez à garde &c.arbitraire auec restitution de dommage.Et s'ils &c.en temps de grainer, il y a amende de v.&c.pour chacun porc.&c.Art.269.p.*a Sens* Art.151. à la S. Remy &c.*iusques a ce mot*, André,*inclus*.

BAR Tit.15.Art.205.p.*a Sens*.148.bestes,qui peuuent &c.Bois taillis,soit qu'ils appartiennent à communauté,ou qu'elle y ait droict d'vsage,s'ils ne sont defensa-

i Par les Ordonnances de Philippes le Lõg 1318. Art.25.de Charles 6.1402.Ar.55.& de Frãçois 1.1515. Art. 72. est ordonné que nulle beste ne doit aller en bois taillis,iusques à ce qu'il soit en defence Franc. 1.1518.Art.14.Henry 3. 1583.Art.1.& 2.Charles 9.1573 mises au liure xi de la Conference des Ordon.Royaux Ti xi. Vide Plinium lib.8. ca. 50.& l.1.C.de fundis & saltibus rei.dom.Quãd les bois ou autre plante se peut defendre de l'iniure des bestes les grecs les nomment Φυξίμηλα vide Plut.ἐν Ελληνικοῖς. & Theoph.lib.5.de causis Plant.cap 25.l.fin.C. de lege Aquil.l.qui occidit 30.§.si quis alienũ

†† *A ceſt Art. 30. s'eſt oppoſé Maiſtre Pierre Habert pour les Doyens,Chanoines & Chapitre de Chartres. Et apres pluſieurs raisõs par lui alleguees & ouis les practiciens. Auons ordonné, qu'à la fin dudit Ar. ſerõt adiouſtez ces mots,* Sinon que *&c. & eſt ladite Couſtume nouuelle.*

† *Ce 148. Art. contient la reformation du 154. Ar.ancien.*

†† *Ce mot,* faicte, *eſt de nouuel adiouſtee.*

† *Ces mots,* qui eſt de v.

Source : BIU Cujas

ſols t. *ſont denouel adiouſtez.* †† *Le 262. Ar. a eſté mis au lieu du neuf vingt treziesme Ar. ancien.*

D. ad leg. Aquil. Au reſte il a eſté iugé par Arreſt du 26. Aouſt. 1540. En l'Arreſt du Comte de Roucy, que les bois de trente ans ſont de hauſte fuſtaye, & eſt alleguee la Couſtume de Berri que ce ſont heritages.

bles. Et parce qu'il y en a qui ſont de meilleure recreuë les vns que les autres, s'il vint difficulté, le Iuge ordinaire du lieu, par deux ou trois non ſuſpects declarera par ſentence quand ledit Bois ſera de defenſe.

TROYES Tit. 10. Ar. 175. le tẽps de grainer eſt des le iour de Feſte de S. Remy (qui eſt le chef d'Octobre) includ, iuſques au iour de feſte de s ANDRÉ enſuiuãt auſſi includ: apres lequel tẽps eſcheu, les porcs eſtãs & tenus à garde faite éſdits bois, appartenans à autres qu'aux vſagers, ſont amendables d'amende arbitraire au S. Haut Iuſticier, ſ'ils y ſont trouuez & prins ſans le conſentemẽt du ſeigneur dudit Bois. Art. 176. En Bois & Foreſt de garenne & defenſe, où il n'y a aucun vſage, ſi aucunes beſtes y ſont trouuees & prinſes à garde faite, y a amende de lx. ſols t. auec reſtitution & reparation du dommage: & les frais pour chacune proye ou garde, ou d'vn particulier en tout temps. Art. 178. En Bois & Foreſts de vẽte, l'on ne peut & doit mener aucunes beſtes, vain paſturer, iuſques à v. ans paſſez, apres qu'ils ſont couppez pour la conſeruation des reiects & reuenues: iuſques à ce que les Bois ſe puiſſent defendre ſuffiſammẽt: apres lequel temps l'on peut vain paſturer en tous Bois de clocher à autre: fors en Bois de garenne & de defenſe: excepté que Chieures ou Boucs ny peuuent eſtre menez, à peine d'amende arbitraire.

CHAVMONT Tit. 9. Art. 107. p. *à Troyes.* 175. enſuiuant, exclud: apres &c. eſtãs éſdits Bois, appartenant à autres qu'aux Vſagiers, ſont acquis & confiſquez, ſ'ils y ſont trouuez & prins &c. Bois. Et en Bois & Foreſt non vſagiers, ſi aucunes &c. p. *à Troyes.* 176. des frais pour &c. Art. 109. p. *à Troyes.* 178. ſuffiſamment: ſur peine de lx ſols t. d'amende, ſ'il n'y a eſchappee: auquel cas n'y a que v. ſols t. & reſtitution du dommage.

VITRI Tit. 11. Art. 118. Quand aucuns habitans ont droict de paſquis ou paſturages en aucuns Bois ou Foreſts, tels habitans vſagiers, ne peuuent mettre leurs beſtes és nouueaux Taillis, qui ſont faicts éſdits Bois & Foreſts, que v. ans apres la couppe. Toutesfois où le fonds eſt fertil, & que le Bois ſeroit pluſtoſt reuenu, les vſagiers y pourront mettre leurs beſtes, auant ledit temps de v. ans: pourueu que le dict Bois ſoit defenſable contre leſdites beſtes.

AMIENS Tit. 11. Art. 200. Quand aucunes beſtes à laine, vaches, pourceaux, cheuaux ou autres beſtes, ſont trouuees paſturãt & faiſant dommage en Bois taillis au deſſous de iii. ans, celuy, auquel appartiennent leſdites beſtes, encourt l'amẽde de lx. ſols Par. enuers le Seigneur, auquel le droict appartient: à ſçauoir au Seigneur ſuperieur ou ſouuerain de celuy, auquel appartient ledit Bois ou aux Preuoſts Royaux, à celuy deſquels en cas de preuention, la prinſe, amende ou condẽnation appartient. Art. 201. Toutesfois ſi celuy, auquel appartient ledit Bois, a Iuſtice & requiert en auoir la cognoiſſance, elle luy doit eſtre baillee: pourueu qu'il face la requiſition auparauant la condemnation d'amende, & que le delinquant ſoit ſon ſuiet & hoſte: à la charge de payer par ledit Seigneur, en faiſant ladite requiſition les miſes de Iuſtice. Art. 202. Et ſi leſdites beſtes ſont trouuees paſturans & faiſans dommages és Bois eſtans au deſſous de iii. ans, il eſchet en amẽde de vii. ſols vi. d. Par. tant éſdits Bois † taillis, que Haut BOIS. Art. 203. Et en chacun des cas ſuſdits outre ladite amende eſchet reſtitution de l'intereſt à la partie intereſſee, ſi elle le requiert. Art. 110. Il n'eſt loiſible à aucun coupper n'abbatre cheſne ou marrian, qu'on dit eſtallons, perots, ou tayons és Bois d'vn Iuſticier, à peine de lx. ſols Par. d'amende pour chacune fois contre chacun de ceux, qui ont abbatu leſdits arbres, & pour chacun d'iceux arbres. Et pour autres bois abbatu, y a vii. ſols vi. den. Par. d'amende ſeulement: leſquelles amendes ſ'appliquent au Seigneur d'iceluy bois aiant Iuſtice, auec reſtitution de la valeur & eſtimation d'iceluy bois. Art. 211 Et ſi aucun prend le fait & garentie, de pluſieurs aians couppé & abbatu pluſieurs eſtallons, perots ou tayons: & il dechet, il eſt tenu enuers ledit Seigneur en autant d'amende de lx. ſols Par. qu'il y a eu deſdits arbres couppez & abbatus: & où ledit garand ne ſeroit ſoluable, ledit Seigneur a ſon recours contre les garantis. Art. 212 Et pour bois taillis au deſſous de iii. ans couppez, y a amende de lx. ſols Par. enuers le Seigneur pour chacune fois & contre chacun de ceux qui ont abbatu ledit bois & ſi aucun prend, charge ou emporte le bois abbatu à couppe ordinaire, ou la maneuure d'iceux, ſans le conſentement de luy ou de ceux, auſquels appartient icelle manouure, il encourt enuers ledit Seigneur en amende de vii. ſols vi. den. Par. pour chacune fois: & auec ce, eſt tenu à reſtitution de bois & maneuure par luy

† *Ces mots, tãt eſdits bois &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouel adiouſtez & prins de la Couſtume locale de Vimeus pour auoir lieu à l'aduenir.*

Source : BIU Cujas

prins & emporté & des dommages, & interests. Art. 213. Ceux qui ont prins Bois à couper & à layer, sont tenus de coupper & abbatre dedans le premier iour de May, & vuider la maneuure dedans le iour de la Magdelaine prochainement suiuant: autrement ledit Bois non abbatu, dedans ledit premier iour de May, & mãeuure delaissee apres ledit iour de la Magdelaine, sont confisquez & appartiennent au Seigneur du Bois: & neantmoins les preneurs sont tenus payer le pris entierement.

MONSTREVL Art. 7. Quand aucun met ou enuoye ses bestes pasturer en Bois Taillis, à garde faite, il eschet enuers le S. aiant Iustice Vicomtiere audit bois, en amende de lx. sols Par. & est tenu enuers celuy, auquel le bois appartient, aux dommages & interests. Et s'entend le Bois estre taillis, quand il est au dessous de iiii. ans apres la couppe. Et si ledit bois auoit plus grand' aage, il n'y a amende que de iii. sols Par. Art. 29. Quiconques couppe ou abbat és bois d'aucun Seigneur aiãt Iustice Vicomtiere ou autre plus grande, aucun chesne, estallon, tayon ou perot, il commet enuers ledit Seigneur amende de lx. sols Par. Et est vn chesne dit & nommé perot, quand il a les deux aages de la couppe du bois: & tayon quand il a les trois aage d'icelle couppe. Mais en la Comté de Bolonnois, n'est deu que xii. sols Par. d'amende pour l'estallon.

S. POL Tit. 2. Art. 20. Si aucunes bestes à laine, pourceaux &c. p. *a Amiens* 200. trouuees en taillis de bois & au dessous de iii. ans, faisans dommages & pasturans és taillis, ceux à qui &c. commettent & escheent en amende de lx. sols Par. enuers le Seigneur, à qui appartiennent lesdits bois aiant iustice Vicomtiere du moins & peut par * apprehension le Seigneur souuerain prendre ou faire prendre icelles bestes, comme trouuees en dommage, & les calengier de ladite amẽde toutesfois si celuy à qui appartient ledit bois aiant la Iustice requiert auoir la cognoissance d'icelle amende, elle luy doit estre rebaillee: pourueu qu'il face ladite requisition parauant ladite amende adiugee ou condemnation: à la charge de payer les mises de Iustice. Et si telles bestes sont trouuees és bois au dessusdit aage, il y a xii. sols vi. den. Par. d'amende auec restitution de l'interest: esquelles amendes, les Sergens preneurs ont le tiers Art. 21. Nul ne peut és bois d'aucun Iusticier, coupper ny abbatre aucuns chesnes ny autres merriens, soient estallons, perots ou tayons, que ce ne soit en commettant amende de lx. sols Par. pour chacune fois qu'ils auoient abbatu: & si aucun abbat autre bois, il commet amende de vii. sols vi. den. Par. & restitution de l'interest.

BOVLLENOIS Tit. 7. Art. 33. Quiconques couppe ou abbat, fait coupper k & abbatre, sur la terre & bois d'aucun S. F. sans le congé de luy, ses Officiers ou Commis, aucun chesne, qui soit de iii. aages & couppes ordinaires, ou de deux aages, qu'on appelle perrot, il commet enuers ledit S. F. pour chacun chesne, amende de lx. sols Par. Et s'il estoit chesne de l'aage de bois tant seulement, qu'on dit estallon, ou quelque autre arbre, il doit tant seulement amende de xii. sols Par. auec la restitution de l'arbre & bois abbatu pour chacun cas. Pourront †† toutesfois lesdits Seigneurs si bon leur semble, faire garder les amendes, & autres peines contenues és Ordonnances faites contre les larrons & couppeurs des bois à luy appartenans. Art. 34. Et aussi ladite coustume n'a lieu és bois du Roy, qui sont reglez selon ses Ordonnances.

ARTOIS Tit. 1. Art. 55. Bestes trouuees en nouueaux taillis ou Plantis en dessus de iii. ans, escheent en lx. sols Par. d'amende enuers l. S. Vicomtier: auec ce de rendre l'interest & dommage: & trouuees és bois de plus grand aage, en amende de v. sols Par. Art. 57. Quand quelque berger ou garde de bestes, meine son troupeau ou bestes sur terres ou bois d'autruy, & fait dommage, il commet l'amende de lx. sols Par. pour laquelle amende se pourront prendre les bestes. Ar. 58. Quiconques abbat vn estallon ou arbre, il eschet en amende de lx. sols Parisis enuers le Seigneur.

BETHVNE Tit. 1. Art. 5. Le S. de Bethune prend pour amende de bestes trouuees en ses taillis: sauf que ledit Seigneur maintient qu'en abbatant estallons, marriens, perots ou autres arbres, où le trou d'vne tarelle peut auoir lieu, il doit auoir amende de lx. liures Par.

S. OMER EN ARTOIS Titre 1. Article 8. p. *a Artois.* 58. estallon, commet &c. Parisis. Et pour chacun chesne ou autre arbre de trois ans aagez, en amende de lx. liures Par. en laquelle se prendront lx. sols P. pour le Vicomtier, auec restitution de dommage. Tit. 2. Art. 16. Quicõque couppe & abbat és bois à couppe, celuy commet amende de lx. sols Par. enuers iceluy, à qui appartient le bois, se il y a Iustice: sinon enuers celuy, à qui la Iustice appartient, s'il preuiẽt en cognois-

sance

k Par les Ordonnances les arbres ou bois ne doiuent estre couppez ou abbatus sur peine d'estre punis par la rigueur des Ordonnãces Franc. 1. 1518. Ar. 25. 26. 27. & 28. ainsi qu'il se peut voir en nostre Conference des Ordõnances liure xi. Tit. xi. Vide l. 1. & 2. D. arb. furt. cæs. vide Plinium. lib. 17. cap. 1. & in xii. Tab. Qui furtim iniuriãue alienas arbores ceciderit in singulas æris Linto. Vide Tit. D. Arborũ furtim cæs. Paul. 2 Sent. Tit. 31. & lib. 5. Sent. Tit 5. l. 28. §. D. de iureiur. l. 2. D. Arbor. furt. cæs. & legis salicæ Tit. 8. §. vlt. & cap. 26. §. 12. & in legib. Baioarior. cap. 30.

* Forte, *prætention. Ce que monstre les mots suiuans de ceste Article.*

†† *Ceste clause* Pourront toutesfois *& ce a esté de nouuel ad iouster.*

ſance de ladite offenſe,& auec eſt tenu reſtituer le dommage fait au lieu,où il ſera trouué en meffait.

HESDIN Tit.1.Art.5.Beſtes trouuees en grans bois par deſſus l'aage de trois ans,eſcheent en amende de trois ſols Par.au prouſit des Seigneurs y ayans Iuſtice.Tit.2.Art.31.Qui couppe, & eſt trouué couppant ou emportant bois verds, des bois à autruy appartenans: il commet amende de trois ſols Pariſis enuers les Seigneurs deſdits bois, aiant Iuſtice, comme deſſus,auec reſtitution de l'intereſt ſur tout.

S. POL EN ARTOIS Titre 7. Article 6. Beſtes trouuees és bois du Seigneur Haut Iuſticier ou Vicomtier de plus grande aage,que de trois ans,eſcheent en amende de trois ſols Pariſis. Mais ſi elles eſtoient trouuees à garde faicte,elles eſcherroient en amende de ſoixante ſols Pariſis, comme elles feroient en ablais, auec reſtitution d'intereſt.Titre 2.Article 5. Tous Hauts Iuſticiers ou Vicomtiers ont amende de ſoixante ſols Pariſis quand aucunes beſtes ſont trouuees en taillis en deſſous de iii.ans.Et peut par preuention le Seigneur &c.p.*à S. Pol* icelles & les caleuger &c.mais ſi celuy, &c.& ayant &c. parauant qu'elle ait eſté gagee, ou qu'il y ait de condemnation:il la doit r'auoir en payant les miſes de Iuſtice. Eſquelles &c. Article 11.p.*à S. Pol* Article 21.d'aucuns Iuſticiers &c. ou autres mariens &c.peres ou tayons ny les eſbrancher, que &c. fois & pour chacune piece, qu'ils auroient abbatu ou eſbranché,Et ſi &c.reſtitution des intereſts.

NIVERNOIS Chap.15.Article 5. Quand aux prinſes de beſtes en Garennes,bois reuenans & autres bois de garde & defenſe, ſera gardé ce que cy apres eſt declaré.Chap.17.Article 3.Audict pays y a autres bois appellez de garde, qui ne ſont clos ne foſſoyez,& portent paiſſon,& ont accouſtumé eſtre vendus par le Seigneur. Article 4. Eſdits bois de garde,ceux de la Iuſtice,où leſdits bois ſont aſſis,& autres qui ont droict de paſturage & paſcage peuuent enuoyer paſturer leurs beſtes de toutes manieres en toutes ſaiſons de l'an ſans le peril de l'amende: ſinon depuis la cloſture deſdicts bois,iuſques à l'ouuerture d'iceux auquel temps leſdits bois ſont de garde & defenſe. Article 5. Le temps de la cloſture commence le iour & Feſte ſainct Michel,& dure iuſques à la Purification Noſtre Dame: ſauf en aucuns lieux, où l'ouuerture & cloſture deſdicts bois à accouſtumé d'eſtre plus auancee & retardee. Articl.6. Si aucunes beſtes ſont prinſes éſdits bois pendant le temps de paiſſon,garde & defenſe, ſoit par iour ou nuict à garde faicte:les maiſtres deſdites beſtes ſont amendables enuers le S. Iuſticier de lx.ſols tournois & enuers partie de xii.den.pour chacune beſte. Et ſi leſdites beſtes y ſont prinſes par eſchappee ou abandon,chacun maiſtre deſdites beſtes, ſera amédable enuers le S.Iuſticier de xx.den.tournois pour chacune prinſe & pour tect: Et en la Preuoſté de Neuers pour iii. ſols tournois au cas qu'elles ſeront rendues à Iuſtice,& non autrement:& le Seigneur foncier, aura pour chacune beſte, vi. den.tournois pour ſon intereſt & dommage Art.7.En bois de couppe & de vendue aucun ne peut mener ou enuoyer ſes beſtes brouſtans, paſturer ne paſcager, quelque vſage,qu'il y aye,iuſques à iiii.ans apres la couppe.Et ſ'il fait le contraire, chacun aians beſtes prinſes à garde faite,ſoit par iour ou nuict, eſt amendable enuers le S.Iuſticier de lx.ſols t.Et pour eſchappee ou bandon , de vii. ſols vi. den.t. ſauf la Preuoſté de Neuers,où il n'y a que trois ſols tourn. & enuers le S. foncier, chacun deſdits maiſtres en ſes intereſts & dommages.Art.8. Si vn Seigneur proprietaire d'vn bois de couppe,le veut tenir en ſa garde & defenſe pour l'exploiter,vendre le glan & paiſſon d'iceluy,il le pourra faire apres xx.ans paſſez:à compter du temps de la couppe d'iceluy,en le notifiant & faiſant à ſçauoir par cry public & affixes aux lieux accouſtumez de la Iuſtice, où leſdits bois ſont aſſis,à tous ceux qui ont accouſtumé d'y auoir vaine paſture,à ce qu'ils ſe gardent d'y plus mener ou enuoyer leurs beſtes paſturer en la ſaiſon de paiſſon,garde & defenſe.Ar. 17.En bois appartenant à autruy en pleine proprieté, il n'eſt loiſible à aucun d'y cueillir,abbatre,prendre ou amaſſer glan,feiues, poumes ou autres fruicts ſans le congé ou conſentement exptes du S.foncier:ſur peine pour la premiere fois de xx.ſols t.d'amende,qui ſe partiront entre le S.de la Iuſtice & le Seigneur foncier. Pour la ſeconde fois,ſur peine de lx.ſols tourn.qui ſe partiront comme deſſus. Et pour la iii.ſur peine d'eſtre puny comme larron,auec dommages & intereſts du S. foncier ſ'il n'y a priuilege au contraire Art.18.En bois vſagers eſt obſerué ſemblable peine & punition que deſſus:& outre ce eſt reſerué aux vſagers actiõ & pourſuite,pour leurs intereſts & dommages,ſ'il n'y a priuilege,comme deſſus. Art.19. Quand les vſagers ont droit de mettre leurs porceaux paſcager en temps de paiſſon & de garde,ils ne peuuent mettre autres porceaux , que de leur nourriture

Source : BIU Cujas

& de lange Mars: qui eſt à dire ceux qui eſtoient à eux à la Noſtre Dame de Mars precedent la paſſion, & qui depuis ſont procreez d'iceux: & ſ'ils font le contraire, ils ſont amendables enuers le Seigneur Iuſticier de lx.ſols tournois & tenu aux dommages & intereſts du Seigneur foncier & proprietaire dudit bois pour chacune fois, ſ'il n'y a conuenance au contraire. Art. 20. Le Seigneur proprietaire & foncier peut enquerir & faire enquerir par auctorité de Iuſtice, enuiron le temps de l'ouuerture de ſon bois quel nombre de pourceaux de la condition declaree à chacun vſager, aiant tel droict que deſſus, à ce que leſdits vſagers n'excedent en nombre ou autrement à ſon preiudice Art. 21. Le S. proprietaire peut vendre la paiſſon de ſon bois vſager en la maniere ſuſdite, à la charge dudit vſage.

MONTARGIS Chap. 4. Art. 8. En temps de glandee & paiſſon aucun ne peut aller ne mener ſes beſtes en eſcrues de bois venus és terres labourables depuis la S. Croix, iuſques au premier iour de Ianuier, ne és Foreſts, ne autres bois anciens, en quelque temps que ce ſoit: ſinon qu'on ait titre ou priuilege expres.

ORLEANS Tit. 5. Art. 154. p. *à Montargis.* aux eſcrues des bois, qui ne luy appartiennent, depuis le iour de S. Remy &c. & autres bois &c. ſoit, ſ'ils ne ſont ſiens, ou qu'il ait titre &c, expres du droict d'vſage.

NORMANDIE Chap. 1. Art. 36. En forfaict de bois, de Garennes & d'Eaues deſcendues, degaſts de bleds ou de prez ou pour telles manieres de forfaicts, peuuent eſtre les malfaicteurs tenus & arreſtez par les Seigneurs, aux Fiefs deſquels ils font tels forfaits, pour tant qu'ils ſoient pris en preſent meffait, par le temps de xxiiii. heures, iuſques à ce qu'ils ayent baillé plege ou namps de payer le dommage & amende: & ledit temps de xxiiii. heures paſſé, doiuent renuoyer les priſonniers és priſons Royales ou du Haut Iuſticier, comme en priſon empruntee. Chap. 7. Article 85. Les bois ſont touſiours en defends, reſerué pour ceux qui ont droict de Couſtume & vſage: leſquels en vſeront ſuiuant l'Ordonnance.

TOVRS Tit. 35. Art. 373. Pour dommage de beſtes fait és taillis du S. au dedans de iii. ans & vn May, y a amende de lx. ſols.

LODVNOIS Chap. 19. Article 7. Celuy qui dommage autruy ou ſes beſtes en bois taillis eſtans au deſſous de iii. ans & trois mois, faict amende de lx. ſols & le deſdommagement de la partie. Chap. 37. Art. 12. p. *à Tours.* trois de May, y a &c.

ANIOV Tit. 9. Art. 164. Gentilhomme ou roturier qui trenche en autre foreſt en fait amende ſelon la Couſtume de la foreſt. Articl. 182. Celuy, qui auec ſes beſtes endommage autruy en bois taillis eſtans au deſſous de trois ans entiers, & iuſques au mois de May enſuiuant inclus, faict amende de lx. ſols tournois, outre le dedommagement de la partie. Car trenchis ſont defenſables, iuſques a iii. ans & vn May, poſé ores qu'il y ait vſagiers, qui y aient droict d'herbages & paſturages.

LE MAINE Tit. 10. Article 181. p. *à Aniou.* 164. ou couſtumier &c. en foreſt, ſera puny ſelon &c. Ar. 200. p. *à Aniou* 182. lx. ſols Manſaiz &c. tranchis & taillis de &c.

GRAND PERCHE Tit. 14. Art. 219. *a la fin.* Et† n'eſt loiſible à aucunes perſonnes aians beſtail quel qu'il ſoit, de le mener paſturer au bois taillis, vignes, prez, aulnois & autres heritages plantez d'arbres fruictiers: ſur peine d'amende arbitraire, & des deſpens, dommages & intereſts: deſquels & de la prinſe, les preneurs ſoient proprietaires, meſtayers, fermiets ou voiſins ſeront creux par ſerment & du dommage ainſi que dit eſt.

† *Ceſt Ar. 219. eſt accordé pour auoir lieu à l'aduenir.*

BLOIS Chap. 19. Art 225. *a la fin.* Et†† en taillis, où il y a vſage, eſt defendu en quelque temps que ce ſoit. Toutesfois celuy, auquel appartient bois taillis appartenans à autrui, y pourra mettre & mener ce que bon luy ſemblera.

†† *Ceſt Ar. 225. ainſi corrigé, eſt accordé pour nouuelle Couſtume.*

S. AIGNAN Chap. 1. Art. 4. *a la fin,* Et ſemblablement les taillis de tous bois, iuſques à quatre ans apres la couppe.

VASTANG Chap. 8. Art. 18. En bois quel qu'il ſoit, n'y a n'y eſchet prinſe de beſtes en quelque temps que ce ſoit, ſ'il n'y a taillis fruicts, paiſſons ou garenne. Car où il y a taillis durant iii. ans accomplis & vn mois de May, à compter du temps de la couppe & auſſi où il y a fruict ou paiſſon: c'eſt à ſcauoir depuis la mi-Aouſt iuſques à Paſques, & ou y a Garenne, y eſchet prinſe de beſtes: fors ſeulement vn bois appellé Pourryou eſtant en la terre de Buxueil: lequel en tout

Source : BIU Cujas

temps eſt defendu & gardable.

MOLINS Chap. 2. Article 2. Les † Taillis dudict Molins ſont defenſables en tout temps, & ſont les amendes des prinſes des beſtes & autres delicts qui y ſont au deſſous de la coupe de iiii. ans, de lx. ſols tournois. Et pour les prinſes qui y ſont faictes en autre temps, y a v. ſols d'amende, le tout applicable audit Seigneur.

BERRI Tit. 10. Art. 12. Bois ne ſont defenſables: ſi n'eſt en temps de glandee & paiſſon: qui dure depuis la mi-Aouſt iuſques à Paſques: & quand ils ont eſté couppez nouuellement, iuſques à trois ans & vn mois de May. Ar. 13. Bois taillis & bois bruſlez, apres qu'ils ſont couppez ou bruſlez ſont defenſables iuſques à iii. ans & vn mois de May.

BOVRBONNOIS Chap. 32. Art. 524. Taillis †† & bois reuenans, ſont apres la couppe, de garde de iii. ans & vn May: en telle maniere que la prinſe de beſtes faicte en iceux durant ledit temps, eſt de telle valeur & eſtimation, comme celle de garennes. Toutesfois ſi en garennes ou taillis ou ioignant iceux, y a chemin Royal paſſant, leſdites beſtes ne pourront eſtre prinſes en paſſant ſeulement: pourueu qu'elles ny arreſtent aucunement & ne ſera le Seigneur tenu faire telles preuues qu'en garennes: mais ſera creu le preneur de la prinſe par ſon ſerment, en monſtrant de la diligence ſelon le premier Article. Auſſi ſi a l'iſſue des villes & villages à vn traict d'arc, aucuns ſoient Nobles ou autres ont bois taillis & reuenans iuſques à deux ſepterees, ils ſeront tenus les tenir clos & bouchez: autrement ils ne peuuent vſer de prinſes de beſtes, comme en bois taillis: mais en pourront vſer comme en ſimple gaſt d'autres heritages.

AVVERGNE Chap. 28. Art. 23. Ieunes bois eſtans en puel, ſont defenſables iii. ans apres la couppe d'iceux ſur peine d'amende arbitraire.

MENAT Art. 3. Seigneur ou Seigneurs aians bois reuenus & de couppe, leſdits bois eſtans en puel, ſont & demeurent en defenſe trois ans & le mois de May enſuiuant: tellemẽt qu'il n'eſt loiſible ne permis à aucun faire paſturer ſon beſtail, dedans leſdits bois ainſi eſtans en puel, dedans leſdites iii. annees & mois de May. Et ſ'il eſt trouué du contraire, ceux à qui ſont leſdites beſtes, ſont amendables: poſé ores qu'ils ayent droict de paſturage éſdits bois.

COMBRAILLES Art. 2. p. *a Menat.*

LA MARCHE Chap. 29. Art. 355. Chacun peut prendre en ſon bois beſtes de autruy paſturans poſé qu'il n'y ait fruicts, en quelque temps & ſaiſon de l'an, pour en auoir ſeulement la meffaite couſtumiere. Mais ſi éſdits bois, y a fruicts, ou ſi ce ſont taillis dedans trois ans & vn May ou garennes, on peut demander meffaicte couſtumiere ou dommage donné, ſelon que deſſus. Art. 356. Et ſi leſdites beſtes ſont prinſes en bois taillis couppé depuis trois ans, & le mois de May apres enſuiuãt leſdits iii. ans, à cõpter du tẽps de ladite couppe y a pour chacune beſte à corne, mouton ou brebis, pour chacune prinſe la premiere annee iii. ſols de meffaite couſtumiere, pour la ſeconde annee, ii. ſols, & pour la iii. annee, xii. den. Et ainſi ſe garde en Garenne ancienne en tout temps: & la cheure prinſe en tout temps & ſaiſon de l'an, doit iii. ſols de meffaite.

POICTOV Tit. 1. Art. 196. *a la fin*, Les bois taillis ou de ſerpe, éſdits lieux communs à paſturages comme deſſus, qui ſont en couppe, ſont defenſables, pour le regard des cheures, iuſques à ce qu'ils ayent v. ans accomplis: & au regard des autres beſtes, iuſques à iiii. ans. Art. 197. Et au regard des gros bois chargeans gland, eſtãs éſdits lieux cõmuns à paſturer, quãd ils ſont tenus en fief noblement par hõmage, ou autremẽt noblemẽt, & cõtiennent x. arpẽs ſans aucune diuiſion, à prendre l'arpẽt de lxxx. pas en carré, dés que le glãd cõmence à cheoir, iuſques à la Feſte S. André, leſdits bois ſont defenſables à toutes beſtes paſturans & autres beſtes quelconques Et peut celuy, à qui ſont leſdits bois vendre ou autrement tranſporter le glan & paſturage deſdits Bois: & iceluy defendre par Arreſt, empriſonnement deſdites beſtes, & par toutes autres voyes deuës & raiſonnables, ainſi que l'õ peut & eſt accouſtumé faire en toutes autres choſes defenſables, enuers toutes perſonnes quelconques. Mais † ſi leſdits bois ne ſont tenus noblement, ou ſ'il y en auoit moins, que de x. arpens en vne piece, celuy à qui ſont leſdits bois, pourra bien proceder par arreſt & empriſonnement ſur leſdites beſtes trouuees en dommage, & les detenir par xxiv. heures ſeulement. Mais ſera tenu ledit temps paſſé, les mener en l'hoſtel & priſon de ſon Seigneur plus proche du fond ou Suzerain, pour auoir ſon intereſt, & ledit S. l'amende.

BORDEAVX Chap. 12. Art. 111. Qui deſrobera bois & aubarede ſec ou verd, pour la premiere fois payera xx. ſols tournois & outre ce, le dommage donné: &

† *Par l'Art. 4 de Molins, eſt dict que la Chaſtellenie de Molins, ſe regle ſelon les Couſtumes de la Barõnie de S. Aignã. Et en defaut que les Couſtumes de S. Aignan n'y ſatisferoient, ladite Chaſtellenie de Molins ſe regle ſelon les Couſtumes generales du Cõte de Blois*

†† *Voyez ce qui eſt note ſur l'Art. 523. cy deſſous Tit. xii.*

† *Ces mots, Mais ſi leſdits bois &c. ont eſté mis au lieu des mots anciẽs Mais ſ'il ne tenoit leſdits bois &c.*

Source : BIU Cujas

au S. Iuſticier, xl. ſols t. pour la premiere fois: & à la ſeconde fois, ſeront fouettez par la ville & aux champs, és lieux, où l'on a accouſtumé fouetter malfaicteurs.

Acs Tit. 11. Art. 8. Et ſi és heritages clos, ſoit en temps de fruicts, ou non fruits, & és autres heritages non clos au temps qu'il y a fruicts, & en aubaredes, taillis & ieunes pindhars, le beſtail du voiſin y eſt trouué, le Seigneur du beſtail paye le dommage au Seigneur de l'heritage, & ne paye aucune amende. Art. 9. Si n'eſt que le ban du Seigneur y euſt eſté appoſé auparauant: auquel cas paye pour l'amende audit Seigneur, x. ſols t. & en aucuns lieux moins. Eſquels lieux, où il a accouſtumé en prendre moins, l'ancienne couſtume ſera gardee. Art. 10. Et laquelle couſtume quant aux Aubaredes, taillis & pindhars, n'a lieu és Baronnies de Sorde, de la Fontan, Parroiſſe de S. Cric. Car éſdits lieux les habitans d'iceux reſpectiuement meinent paiſtre leur beſtail par toutes Aubaredes & taillis, ſans payer aucune amende ou dommage. Art. 11. En quelque temps ou lieu que ce ſoit, il n'eſt permis carnaler le beſtail entre voiſins d'vne Parroiſſe. Art. 12. Si n'eſt au temps de glandage & bois vetez dicts vulgairement vedats, ou quand il a eſté ainſi ſtatué entre les Seigneurs ou Baile ou habitans d'vne Parroiſſe au commencement des fruicts Art. 13. Et éſdits cas & lieux peuuent ſeulemẽt carnaler vn porceau de chacun troupeau chacun iour, & non d'autre beſtail. Art. 18. Et eſt dit Bedal aucuneſfois quant à tous autres: reſerué le Seigneur du Bois des S. Hauts Iuſticiers ou caguers, en temps de fruicts, & à Nerte la Garenne du Seigneur de Poilhoaut, qu'eſt nommee vulgairement la Garenne Royale en tout temps. Art. 19. Et aucunesfois quant à tous ceux qui ne ſont d'vn meſme cornau, comme en la Barõnie de Poutons, és cornaux de Bar, Aruy, le Caſtet, & les bordes Eſtreſſe, Oſſencs, Lo Reſt, & Ballenbiſt: & ainſi eſt il en pluſieurs autres Parroiſſes. Art. 20. Aucunesfois quant à ceux qui ne ſont de meſme Parroiſſe, & maintesfois auſſi qui ſont d'autre iuriſdiction, qu'eſt choſe notoire és lieux, où ſont tels Bois, & auſſi tous bois & chaſtaguers clos ſont dicts Bedats, quant à garde faite. Art. 21. En temps de glandee, il eſt permis à chacun Seigneur de fonds direct & vtil, ou vtil ſeulement, où il trouue les porceaux d'vn eſtranger en ſon fonds, carnaller vn porceau de chacun troupeau chacun iour: lequel ſera appliqué en la maniere accouſtumee. Art. 22. Et eſt dict eſtranger, quant à carnaller en bois particulier & priué, celuy qui eſt d'autre Parroiſſe: & en bois commun, celuy qui n'a droict de paiſtre en icelui. Ar. 41. L'on ne peut coupper ne prendre bois en la terre de ſon voiſin, outre ſon gré: ſur peine de l'amende pour chacune fois de v. ſols t. & neantmoins reparer le dommage. Art. 42. Carnaller eſt tuer le beſtail & le conuertir en ſes vſages. Art. 43. Mais tuer eſt l'occire ſans en faire ſon profit: & demeure ledit beſtail au Seigneur, à qui il eſtoit auparauant.

S. Sever Tit. 3. Art. 17. Il y a en ladite Preuoſté pluſieurs bois & foreſts defenſables, appartenans à pluſieurs Seigneurs, éſquels n'eſt permis en aucun tẽps y mettre paſturer les beſtails: & ſ'ils y ſont trouuez, peuuent eſtre carnallez ou prins par le Seigneur ou ſes ſeruiteurs de chacun troppeau, comme deſſus eſt dit. Art. 18. Et y a d'autres foreſts, qui ſont defenſables depuis la feſte S. Vincent, qui eſt le premier iour de Septembre, iuſques à la Touſſaincts: autres iuſques à Noel: autres iuſques à l'autre feſte S. Vincent, qui eſt en Ianuier: leſquels termes finis eſt permis aux habitans des iuriſdictions, où leſdites foreſts ſont ſituees, & autres aiãs telles ou ſemblables poſſeſſions, y mettre & paſturer leur beſtail, & non durant les termes & temps ſuſdits: autrement n'eſt permis de les carnaler & manger, comme deſſus. Art. 19. S. Villes d'Ayre, du Mas & S. Maurice chacun habitant deſdites villes & lieux peut defendre les cheſnes qu'il a en ſon heritage en temps de glandage: & n'eſt permis aux autres beſtes, y faire glandager leur beſtail, ſans le congé du Seigneur dudit heritage.

La Bovrt Tit. 3. Art. 19. Le beſtail, qui entre en temps de glandage dedans vn bois, vulgairement appellé barrendegui, clos & fermé raiſonnablement, comme eſt accouſtumé clorre, peut eſtre prins par le Seigneur dudit bois, & icelui beſtail retenir iuſques à ce que celui, à qui eſt le beſtail, l'ait ſatisfaict du dommage, a l'ordonnance & eſtimation de deux gens de bien. Art. 20. Et la où le Seigneur de bois ne trouue tel beſtail dedans ſondit bois, & peut prouuer qu'ils y ont eſté, peut faire paier le dommage, que par leſdits deux gens de bien eſt eſtimé.

Sole Tit. 13. Art. 8. Auſſi à aucun paſtre n'autre n'eſt permis de deſrocar aucun arbre portant fruict, ne raxo, ne branches pour faire manger la fueille aux beſtes, ne derrocar lo glandage ne la faye pour les porcs n'autrement. Et qui faict le contraire, encourt pour chacune fois, iii. francs enuers le Roy: ſinon qu'il fut en

Source : BIU Cujas

extreme neceſſité de grand fortune de nege: que la terre en fut couuerte: en ſorte que le beſtail ne trouuaſt herbe deſcouuerte pour manger & que fuſſent en danger de mourir. En tel cas durant ladite neceſſité, peuuent abbatre de la fueille & du brot & de la fage, aux lieux moins dommageables: mais en tout autre temps ladite defenſe tient. Et quant aux manans & habitans de Larrain, pourueu que leſdits de Larrain contribuent aux affaires & neceſſitez communs dudit pais *pro rata*: autrement n'ont liberté de ce faire. Tit. 15. Art. 1. Tous les vedats boulers ſont & doiuent eſtre vedats du iour de a Ramps, iuſques au iour de Hadun: & à aucun n'eſt permis de coupper aucune condition d'arbres ſans le conſentemẽt des voiſins à qui appartiennent le vedat: & aſſoper l'entretenement de lompeyre des beſtiaux en temps d'eſté, profit & vtilité d'iceux. Art. 18. Qui picque attrocement, arrache ou porque pour faire ſier, caſſo, taufin, fage, taxo, noyer, pommier, chaſtaignier & been, qui eſt aſſis aux mugaas de las arrolhes des Moulins du Caber ou deſpouille ſa terre, doit paier viii. ſols Morlaas de amẽde, & le dommage au double: & pour autres arbres, payera l'eſtimation, qui par experts ou par Iuſtice ſera ordonné, les Couſtumes des vedats demourans en leur efficace & vertu: & de l'homme franc, xii. ſols Morlaas, & le dommage au double: & de l'homme feudal, vi. ſols Morlaas, & le dommage au double.

BRETAGNE Titre 25. Article 621. Bois pris outre la volonté de celui, à qui il eſt, ne porte crime, ſ'il n'eſtoit charpenté pour merrain à edifier: ou deſrobé de nuict ou ſié ou fauſſement merché ou bois qui porte fruict, ou qui eſt és pourpris hebergemens & prochaines cloſtures de le maiſon, pour la decoration d'icelle. Art. 622. Et d'autres arbres & bois couppez, on doit amender & deſdommager ſelon la qualité du faict & des perſonnes.

Accreues de Bois appartiennent au Haut Iuſticier ſinon &c.

VI. SENS Tit. 15. Art. 154. Les Accreues appartiennent au haut Iuſticier: comme biens vacans: ſinon qu'elles ſoient en fonds & heritage par aucun detenus: auquel cas elles appartiennent a celui, a qui eſt le fonds & heritage. Et ſont toutes Accreues, reputees lieux de vaine paſture.

AVXERRE Tit. 15. Art. 268. p. *a Sens* appartiennent comme vacans au Seigneur Haut Iuſticier, ſinon &c. heritages, dont il ait detenteur &c. iuſques a ces mots, *Et ſont* &c.

TROYES Tit. 10. Art. 177. Accreues de bois, ioignans à bois & foreſts, ſans borne faiſant ſeparation de Iuſtice, eſtans en vne meſme Seigneurie, enſuiuent la nature & condition deſdits bois & foreſts, durant le temps qu'elles ſont en Accreue, leſquelles Accreues le Seigneur peut faire aſſorter, quand bon luy ſemble.

CHAVMONT Tit. 9. Ar. 108. p. *a Troies*. Foreſts enſuiuent &c qu'elles ſont en Foreſts: pourueu que ce ſoit en Haute Iuſtice de celuy, à qui ſont & appartiennent leſdits bois & foreſts: ſ'il n'y a foſſe ou boſne faiſant la ſeparation deſdits bois: auquel cas n'y a Accreues.

VII. MELVN Chap. 22. Art. 307. Vn †† Sergent[1] ou Meſſier eſt creu de ſa prinſe ou rapport d'icelle, & du lieu, auquel ladite prinſe a eſté faicte, iuſques à iiii. ſols Par. ſeulement. Et où partie endommagee ne ſe voudra contenter de ladite ſomme, luy ſera permis informer ſommairement & ſans figure de proces: afin d'auoir plus grande reparation, ſi bon luy ſemble.

†† *Ceſt Ar. 307. eſt de nouuel introduict pour le bien & vtilité publique.*

SENS Tit. 15. Art. 155. Vn † Sergent Foreſtier ou Meſſier ſera &c. p. *a Melun*, v. ſols t. ſeulement: informer pour auoir &c. reparation de ſon dommage.

† *Ceſt Art 155. eſt de nouuel adiouſté.*

LANGRES Art. 3. †† p. *a Sens*.

†† *Ces mots, où l'amẽde excederoit v. ſols t. ont eſté de nouuel adiouſtez. Car ou elle excederoit v. ſols t. il y faudroit pl^s grãd preuue que la relation du Sergent foreſtier*

AVXERRE Tit. 15. Art. 270. Le † Sergent ordinaire blaiurer ou Meſſier &c. p. *a Sens* creu ſeul & ſans teſmoins &c. du lieu iuſques à iii. ſols t. d'amende & au deſſous. Sous le rapport duquel, le detenteur du lieu, où la prinſe aura eſté faicte, ſera creu par ſerment de ſon dommage, iuſques à v. ſols t. & au deſſous. Et ſi partie intereſſee ne ſ'en veut contenter, luy ſera permis d'informer du dommage fait & ſouffert, pour en auoir plus grande reparation.

† *Le 270. Ar. eſt de nouel introduit.*

TROYES Tit. 7. Art. 122. Vn Sergent meſſilier eſt creu de ſa prinſe, iuſques à v. ſols t.

CHAVMONT Tit. 8. Art. 97. p. *à Troyes*.

VITRI Tit. 11. Ar. 120. Le S. qui a bois ou foreſts en ſa haute Iuſtice & Seigneurie, foreſtier eſtabli & iuré pour la garde deſdits bois, ou tel foreſtier trouue quelqu'vn en forfaiture, il le peut prendre & gager: & eſt creu de ſa prinſe ou exploit, ou †† l'amende n'excederoit v. ſols t. Et ſi celui, qui eſt prins en forfaicture n'a vſage éſdits bois, l'amende ſeroit ſur luy de lx. ſols.

AMIENS Tit. 11. Art. 205. Sont les Sergens des Seigneurs iuſticiers & Sergens

1 Les Sergens des foreſts ſont creuz par les Ordonnances du Roy par ſerment de leurs prinſes ſinõ qu'il y euſt inimitié. Philipp. 4. 1318 Ar. 26. Charles 6 1402 Art. 56. Frãc. 1. 1515. Art. 71. Henry 2. 1554. Art. 26. & doiuent auſſi faire rapport veritable de toutes les priſes, adiournemens & exploicts. Franc. 1518. Art. 17. ainſi qu'il a eſté dit en la cõference des ordonnances Royaux liure xi. Tit. xi.

Source : BIU Cujas

Royaux creuz de la prinſe, où les amendes ſont de vii. ſols vi. den par leur affirmation ſans autre preuue. Art. 206. Mais ſi celuy qui a garde faicte, fait paſturer ſes beſtes en ablais croiſſans, eſchet en lx. ſols Par. d'amende: de laquelle le ſergent ſeul n'eſt creu: ains conuient verifier ladite prinſe par deux teſmoins: dont le ſergent dudit Seigneur peut eſtre l'vn: pourueu † qu'il n'ait part en l'amende, dõt il ſe purgera par ſerment Art. 207. Pareillement és amendes pour couppes de bois, le ſergent eſt creu iuſques à vii. ſols vi. den. Par. & de toutes autres pareilles amendes: mais pour l'amende de lx. ſols Par. faut qu'il y ait teſmoins, comme deſſus.

† *Ces mots, pourueu qu'il &c. ſont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

PONTHIEV tit. 4. Art, 76. Vn Sergent eſt creu de l'amende de vii. ſols vi. de. de la prinſe faite par luy des cas concernans ladite amende.

BOVLLENOIS tit. 29. Art. 142. Vn Sergent eſt creu par ſon ſerment d'auoir fait priſes de beſtes en dommages, dont luy eſt deu iii. ſols de ſa prinſe, ſi c'eſt à la requeſte de partie, mais ſ'il n'y a partie, il ne luy appartient que xii. den.

PERONNE tit. 1, Art. 13. Tous Sergens des Hauts Iuſticiers ſont creuz à leur relation de prinſes de gens & beſtes, qu'ils trouuent en dommage, és bois, prez, vignes, iardins & ablaiz d'autruy, iuſques à xxxii. ſols Par. aians auec eux vn records, & ſans records iuſques à viii. ſols Par. ſi ce n'eſt que la partie vueille faire preuue au contraire de ladite relation.

ARTOIS tit. 1. Art. 65. Les Sergens & Officiers de Iuſtice ſont creuz par leur ſerment, pour amende de v. ſols Par. & en deſſous.

S. OMER EN ARTOIS Tit. 1. Art. 10. Vn Sergent eſt creu par le ſerment qu'il a faict à ſon Seigneur, ou à Iuſtice, d'auoir faict prinſe des perſonnes ou de beſtes faiſans dommage, és biens d'autruy, ſi l'amende eſt de vii. ſols vi. deniers Pariſis & en deſſous. Mais ſ'il y a plus grande amende, il faut que la prinſe, ou l'offenſe ſoit monſtree par deux teſmoins, dont le Sergent ſera l'vn.

S. POL en Artois Tit. 1. Art. 9. Les Sergens & Officiers de Iuſtice ſont creuz par leur ſerment pour l'amende de vii. ſols vi. den. & en deſſous.

LENS Art. 8. Tous Sergens du bailliage és mettes d'iceluy ſont creuz de toutes & chacunes les prinſes par eux faites par affirmation d'iceux pour amendes de v. ſols & deſſous, & non plus.

DVCHE de Bourg. Chap. 1. Art. 6. Meſſiers & ſergens ſont creuz par leurs ſermens de leurs rapports en meſ-vſage, iuſques à vii. ſols t. & en deſſous.

COMTE de Bourg. Chap. 8. Art. 56. Les commis a la garde des fruicts de la terre, que l'on nomme en aucuns lieux Meſſiers: & és autres bannars, en leurs iuriſdictions & territoires ſont creuz par ſerment de iii. ſols & au deſſous & non plus haut.

LA ROCHELLE Chap. 5. Art. 11. Vn ſergent bien famé ou autre perſonne digne de foy, qui a trouué beſtes en dommage, doit eſtre creu par ſerment de ſon exploict ou rapport, pour l'amende de la Cour, iuſques à vii. ſols vi. deniers tournois & au deſſous: & en plus grãde amende, ſi le cas le requiert, & y a preuue ſuffiſante.

LE MAINE Tit. 11. Art. 181. *à la fin* Les ſergens des foreſts ne ſeront creuz de leurs rapports ſ'ils n'ont vn record non ſuſpect pour le moins.

BAR Tit. 15. Art. 209. Vn Meſſier & garde de finage, eſt creu ſans records, iuſques à x. ſols vaillans vi. gros.

VIII. MEAVX Chap. 22. Art. 175. Quand vn bois ſe couppe de vii. ans en vii. ans, ceux qui ont vſage audit bois, n'y peuuent aller ny conuerſer iuſques à la quinte fueille du moins: pource qu'ils empeſcheroiẽt à croiſtre leſdits bois, & gaſteroiẽt le bourgeon. Et ſ'ils ſont trouuez faiſant le contraire, il y a lx. ſols t. d'amende. Art. 176. Audit Bailliage nul ne peut auoir vſage en bois & foreſts, [m] ſ'il ne le monſtre par chartre ou tiltre, ou ſ'il ne le tient en Fief de celuy, à qui ledit bois appartient: où ſ'il n'en a iouy par tel tẽps qu'il n'eſt memoire du contraire. Art. 177. Si aucun homme ou femme Noble ou autre aiant droit de foreſts ou bois en leur iuſtice & S. & foreſtier ou ſergent pour la garde d'icelle, ſ'il y a aucuns vſagers ou autres qui y viennent éſdites foreſts & facent dommage, le foreſtier, ſ'il les prent, eſt creu par ſon ſimple ſerment, auec vn teſmoin de la prinſe du delinquant, & non du dommage: & doit ledit delinquant lx. ſols t. d'amende. Art. 180. En bois, riuiere, mareſts & paſturages aſſis en Haute Iuſtice & Seigneurie d'aucuns, éſquels les habitãs des lieux ont vſage, leſdits vſagers ne peuuent vendre bois, foins, herbe de paſturage ou de paiſſon: ſur peine de lx. ſols t. d'amende à chacune fois: & ſ'ils continuent & rencheent pluſieurs fois: ſur peine de perdition deſdits vſages. Art. 181. Et eſt tant ſeulemẽt permis auſdits vſagers prendre du bois, herbe & paiſſon pour leur vſage.

m Voyez le xi. liu. de la Conference des Ordon. Royaux Tit. xi. & par leſquelles Ordonnances les vſagers ſont tenus monſtrer leurs titres aux Maiſtres des Eaues & Foreſts Char. 5. 1376. Art. 30. Charles 6. 1402. Ar. 29. Franc. 1. 1515. Art. 45. & par l'Ordonnance du Roy Hẽry 3. 1583. Art. 11. ils doiuent obtenir confirmation de leurs priuileges & ne doiuent forfaire és bois ny prendre bois ſans permiſſion des officiers Hẽry 3. 1583. Art. 2. & ſeront reglez & reſtraints par les Grands Maiſtres, maiſtres particuliers Lieutenãs & autres nos officiers Hẽry 3. 1583. Art. 6. & 10.

Source : BIU Cujas

TROIES Tit.10. Art.173. En bois & Foreſts d'vſage, ſi aucun non vſager, eſt trouué & prins forfaiſant, y a confiſcation des Cheuaux, hornois & outils, & des beſtes, qui y ſeroient prinſes, & perdition du bois : toutesfois on y peut paſſer, ſans arreſter ne poſer, & ſans y faire ny porter dommage: & ſi aucunes beſtes par eſchappee y eſtoient trouuees, pourſuies, y auroit ſeulement reſtitution du dommage. Art.174. Et ſi vn vſager vſe mal de ſon vſage en le vendant à n vn non vſager, ou le tranſportant hors les lieux comprins audit vſage: il y a pour chacune fois, confiſcation de la choſe vendue, tranſportee ou leuee, & lx. ſols tournois d'amende au prouſit du Seigneur, & priuation de ſon vſage, par an & iour.

CHAVMONT Tit.9. Art.106. p. *a Troyes*. 173.

DVCHE de Bourg. Chap.13. Art.2. L'on ne peut auoir vſage en bois & Riuiere bannale d'autruy, ne droict petitoire ou poſſeſſoire par quelques laps de temps qu'on en ait iouy ſans en auoir titre ou paier redeuance. Art.3. En bois de coupiz & de vendue, l'on ne doit paſturer, quelque vſage, qui y ſoit, iuſques apres la quarte fueille.

NIVERNOIS Chap.17. Art.11. Vſage de bois regulierement eſt tel, que l'vſager peut prendre bois o mort & mort bois, en ſon eſpece de bois, pour ſe chauffer & pour ſes autres neceſſitez: ſi ledit vſage n'eſt amplié ou limité par titre ou preſcription ſuffiſante au cõtraire. Art.12. Mort p bois eſt tenu & reputé bois non portant fruict: & bois mort eſt bois cheu, abbatu ou ſec debout, qui ne peut ſeruir, qu'à bruſler. Ar.13. Vſagers aians droict de prendre bois pour baſtir, ne le peuuent prendre ſans ſoy addreſſer au Seigneur Foncier, ſon Foreſtier ou Commis, pour venir marquer & deliurer au lieu moins dommageable dudit bois vſager, que faire ſe pourra. Et ſi leſdits vſagers prennent bois à baſtir autrement, ils ſont amendables enuers le S. Foncier: poſé qu'il n'ait Iuſtice, pour la premiere fois, de xxx. ſols t. pour la ſeconde fois arbitrairement, & pour la tierce perdront leurs vſages. Art.14. Et ſi leſdits vſagers requierent la marque & deliurance audit Seigneur ou ſon Foreſtier ou Commis, & il en eſt refuſant ou delayant, ils le pourrõt ſommer en Iuſtice, ou pardeuant Notaires: & ce faict, viii. iours apre pourront vſer de leurs vſages franchement, ſans peril d'amende. Art.15. Vſagers de quelque qualité qu'ils ſoient, ne peuuent vendre bois, herbe ou autre choſe quelconque, croiſſant ou eſtant en l'heritage dont ils ſont vſagers, ne prendre ne mener beſtes d'autruy, auec les leurs pour vſer de ſemblable droict qu'ils ont, n'autrement abuſer de leurs vſages: mais leur eſt ſeulement permis de prendre leſdites choſes pour leurs vſages, & en vſer comme bons peres de famille. Et s'ils font le contraire, ils ſeront punis arbitrairement ſelon l'exigence du cas.

VITRI Tit.11. Art.119. On ne peut auoir vſage en bois ou Foreſts, s'il n'eſt monſtré par Chartre, ou que l'vſager en ait payé redeuance au Seigneur, à qui appartient ledit bois par temps ſuffiſant, qui eſt de xxx. ans: ou le tienne en fief dudict Seigneur: ou l'ait acquis, *longiſſima præſcriptione*, qui eſt de quarante ans.

SEDAN Tit.15. Art.306. Les Bourgeois & ſuiets de Sedan, & autres terres & Seigneuries du Seigneur Souuerain, vſagers prenans bois & aiſances és Foreſts dudit Seigneur, ne peuuent prendre bois, Cheſnes eſdites Foreſts & aiſances, ny faire abbattre pour baſtir aucuns bois: s'il n'eſt marqué du marteau du q Gruyer: les eſcouppiers deſquels bois ainſi marquez, ils peuuent pour leur commodité, conuertir en nature d'eſchannes auſſi & autres menus bois pour leſdits baſtimẽs. Art.307. Mais s'ils veulent auoir cheſnes eſdites Foreſts, pour faire paillis, chappes & eſchalats, ſont tenus les acheter du Gruyer dudit S. preſens ſes Officiers, & reuiennent les deniers à ſa recepte.

ACS Tit. 11. Art.27. Les habitans d'vne Parroiſſe où il y a bois commun, quãt au droict de paſturages, auec autres habitans d'autres Parroiſſes voiſines, & quant à la proprieté deſdits bois ſeulement, entre les habitans de ladicte Parroiſſe, où il eſt aſſis, ne peuuent rien ſeuls ſans les autres, qui ont le droict de paiſtre, ou autre ſtatut, en ce que concerne le droict de Paduentage ou autre: ſi n'eſt qu'autremẽt en fut dit par ſentence: ne auſſi pareillement en ce que concerne ladite proprieté, ſi tel Statut portoit preiudice au droict de Paduentage par conceſſion ou pacte. Art.28. Et audit cas ne peuuent vſer que comme vn bon pere de famille: c'eſt à ſçauoir que leſdits habitans proprietaires peuuent prendre bois mort, & mort bois, & autre bois vif pour baſtir, & auſſi pour chauffer s'il n'y en a de mort. Art.29. Au temps de fruict l'vn deſdits aians droict de Paduentage, ne peut mettre plus de beſtail, que l'autre audit bois. Art.30. Si n'eſt en paiant & rembourſant ceux qui n'ẽ aurõt tant, le tout ainſi qu'il eſt entr'eux accordé quãd le cas yeſchet.

n Par les Ordon. les vſagers ne peuuent ceder ou tranſporter leur droict d'vſage à autres qu'à leurs hoirs Charl. 6. 1402. Art. 71. François 1. 1515. Art. 88. & en doiuent vſer ſeulement ſelon la forme de leur don. Phil. 4. 1318. Art. 22. Charl. 6. 1402. Art. 54. François 1. 1515. Art 71.

o Par l'Ordonnance de Henry 2. 1554. Art. 29 les vſagers ne doiuent prendre ne conpper aucuns arbres s'ils ne ſont entierement morts. Et par les Ordonnances de Charles 5. 1376. Art. 47. Charles 6. 1402. Art. 44. François 1. 1515. Art. 61. ne doiuent abbatre arbres en eſtant.

p Ceſte Couſtume eſt priſe des Ordonnances de Charles 5. 1376. Art. 40. Charl. 6. 1402. Art. 38. Franc. 1. 1515. Art. 55. & 1533. que tu peux voir en la Conference.

q Voyez le xi. liure de la Conference des Ordon. Royaux. Tit. xi. où nous auons expliqué ces mots, Gruyer, Segrayer, Grurie.

Source : BIU Cujas

LA BOVRT Tit.3.Art.4.Chacun Parroiſſien peut prendre des arbres és bois communs de la Parroiſſe pour ſa prouiſion de leigne,de bois & fuſte,pour baſtir en la Parroiſſe, & non pour vendre & tirer hors la Parroiſſe.Art.5.Et ſi aucun en vend ou tire hors la Parroiſſe,les autres Parroiſſiens peuuent coupper ou prendre ledit bois ou fuſte, & autrement diſpoſer d'icelles à leur propre volonté.Art.6.Toutesfois peuuent les Parroiſſiens vendre des arbres communs de la Parroiſſe , & ce pour leurs neceſſitez communes & de leur Parroiſſe : pourueu que tous les Parroiſſiens ou la plus grande partie d'iceux y conſentent.

SOLE Tit.13.Art.7.Aux Sabaters eſt permis de prendre en leurs paſturages la tierce partie de la croſte du tauſin, pour faire tan: & ſont tenus de laiſſer les deux parts entieres,pour tenir en ladite ville l'arble.Et qui plus en prent, encourt pour chacun arbre qui porga, iii.francs Bourdelois enuers le Roy.

L'ISLE Sauary, Art.10. Ledit S.a droict de * Segreage depuis la Parroiſſe de Trange, pardela la Riuiere d'Yndre,iuſques à la Garenne de la Foreſt de Loches , comme ledit droict s'eſtend & pourſuit tant en long,qu'en large : & en a iouy luy & ſes predeceſſeurs de tout temps & d'ancienneté: & a la Iuſtice & cognoiſſance concernant ledit droict de Segreage.

Segreage. **Alias Segorage.*

TITRE XII. DES DOMMAGES ET DEgasts faicts és heritages: enſemble de la prinſe des beſtes eſdicts heritages.

I. *Action pour dommages de beſtes dans quel temps ſe doit intenter.*
II. *Heritages clos ſont defenſables.*
III. *Paſturages ſont limitez: Vaine paſture: Des Porcs, des Montagnes & des Coyalarts des vedats baalers.*
IIII. *Prez, Vignes, Ablaiz & nouuelles eſtailles,en quel temps ſont defenſables ou non.*
V. *Prinſe de beſtes en heritages defenſables comme doit eſtre faicte , & par qui. Amendes pour raiſon de ladicte prinſe. Beſtes eſtant aduouees doiuent eſtre rendues: & n'eſtans aduouees ſeront vendues. On peut demander gage à ceux qui font ou ſouffrent faire le dommage.*
VI. *Reſcouſſe de beſtes.*
VII. *Du dommage faict par vne beſte à vne autre beſte ou perſonne.*

I. ESTAMPES Chap.15.Art.189.L'action pour[a] les degasts, prinſes,dommages & intereſts ſe doit intenter dedans huictaine, apres laquelle huictaine ne ſe peut intenter.

Action pour dommage de beſtes dans quel temps ſe doit intenter.

ORLEANS Tit.5.Art.151.Nul † n'eſt receu a intenter action pour dommage faict par beſte,xx.iours apres le dommage faict.

† *Ceſt Art.151. a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

NORMANDIE Chapitre 20.Article 517.Action en dommages de beſtes, eſt annale.

II. NIVERNOIS Chap.15.Art.1.Qui veut tenir en garde & defenſe heritages accouſtumez d'eſtre gardez, il les doit tenir clos & bouchez : autrement ſi les beſtes y ſont prinſes,il n'en doit receuoir dommage : ſinon qu'il y ait culture de labourage.

Heritages quand ſont defenſables.

BOVLLENOIS Tit.27.Art.132.Chacun peut licitement enclorre le Quint de ſon Fief, & au moyen de ce,le tenir franc en tout temps de l'an : & † en iouir franchement par luy,ſes Cenſiers & rentiers.Et quant aux cottieres chacun peut licitement & valablement enclorre,iuſques à vne meſure ou cinq carterons de terre cottiere,ſoit labourable ou autre,ſur chemin ou flegard,ou en bouts& iſſues de villes.Et au moyen de ladite cloſture le tenir franc en tout temps de l'an:pourueu qu'il face ledit enclos iardiner,planter & y edifier vne maiſon manable : ſans †† preiudice toutesfois des anciens enclos : leſquels de leur nature ſont francs,& dont les proprietaires ont d'ancienneté accouſtumé de iouir franchement , qui demeureront en leur franchiſe accouſtumee, ſans ce que perſonne y ait droict d'y paſturer en quelque temps de l'annee que ce ſoit.

† *Ces mots, pour & en iouir franchement par eux, leurs Cenſiers & Receueurs, ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots, Sans preiudice &c. ont eſté de nouuel adiouſtez ſuiuant les remonſtrances du Procureur du Roy.*

NORMANDIE Chap.7.Art.83.Il eſt loiſible à vn chacun d'accommoder ſa

a Iure ciuili, actio de paſtu pecoris eſt perpetua: quia eſt rei perſecutoria vt recte Paulus ſtatuit in l.2. in honorariis 35 D. de obligat. & act. vlp.l.3.§.hæc actio. D. de vi & vi arm. & l. quæſitum eſt. 8. §. interdictum D. de prec. & l Prætor. 20. §. hoc interdictum D. de oper. noui nunt. Mais ces Couſtumes ſont contraires : dont aucunes veulēt qu'elle s'intente dans huictaine, ou dans xx. iours , ou dans l'an. Vide l. qui ſeruandarum 14. §. vlt. D. de præſc. verb. In lege Sal.cap. 10. §.7. Si alicuius pecora propter damnum incluſa fuerint, damnum æſtimatum reddat. Voyez cy deſſous le Tit 6. de ceſte Conference , ſeconde partie, & le

Source : BIU Cujas

Chap.22. de l'Exode Verſ.5. Si læſerit quiſpiam agrum vel vineam & dimiſerit iumentum ſuum vt depaſcatur aliena: quic quid optimum habuerit in agro ſuo vel in vinea, pro damni æſtimatione reſtituet, cap.ſi læſerit & ibi Gloſſa extr. de iniur. cum, quamuis in damno eum inuenerit vitiare, ſed includat eum, donec domino eius oſtendat damnum, & aliqui de vicinis videant hoc & deſignent locum, qui læſus eſt, &c.§.2. Ita de vinea & de prato faciat, ſicut æſtimatores arbitrauerunt & componunt.

terre de foſſez & de hayes, en gardant les chemins Royaux de la largeur contenue en l'Ordonnance: & les chemins & ſentes pour le voiſiné.

† *Ceſt Art.12 eſt de nouuel adiouſté.*

ROMORANTIN Chap.7.Art.12. Terre † en iſſue de ville, ſi elle n'eſt bouchee n'eſt defenſable.

TREMBLEVI Chap.5.Art.5. Tous heritages contenus au Bailliage & Chaſtellenie de Trembleuy, ſont defenſables.

LA Ferté Ymbaut Chap.4.Art.6. *A la fin.* Et ſont tous heritages defenſables en toutes ſaiſons, ſoit qu'ils ſoient enfruictez ou non.

MENETON Chap.10. Art.25. On peut aller & venir, paiſtre, paſturer & champayer en l'heritage d'autruy: & n'y peut-on faire prinſe, meſmement en heritage eſtant ſur le chemin public au front du village, n'ailleurs: ſinon que l'heritage ſoit clos & enſemencé ou en chaume ou gaignage: ſauf Monſeigneur, qui n'eſt point tenu de boucher. Et des prinſes faictes és heritages eſtans de la nature deſſuſdite, ne pourra eſtre faicte demande, ſinon qu'en heritages eſtãs ſur le chemin public, front de village & ailleurs non bouchez, les beſtes fuſſent tenues & trouuees à garde faicte. Auquel cas y aura amende couſtumiere, & non pas eſchappee.

BERRI Tit.10.Art.19. Heritages eſtans ſur grans chemins & à l'iſſue des villes & villages, doiuent eſtre deuëment clos & bouchez: autrement l'on ne peut en iceux faire prinſes de beſtes trouuees en faiſant dommage, ſi n'eſt qu'elles y fuſſent gardees pour y paſturer.

†† *Ceſt Art. 533. eſt accordé pour nouuelle Couſtume.*

BOVRBONNOIS Chap.32.Art.533. Si †† aucun heritage n'eſt ſuffiſamment clos & bouché, pour empeſcher l'entree du beſtail des circonuoiſins, leſdits circõuoiſins peuuent denoncer au Seigneur de le clorre dedans xl. iours. Et à faute de ce faire, ils peuuent de leur auctorité clorre ledit heritage, aux deſpens des circonuoiſins.

CLERMONT en Auuergne, Art.1. Les habitans en la ville peuuent clorre à leur plaiſir & volonté leurs heritages: & portent leſdits heritages clos, defenſes en toute ſaiſon de l'an.

XAINCTONGE Tit.4.Art.16. Vn chacun laboureur peut clorre & fermer pour chacun bœuf d'aree pour faire paſtis, vn iournau de terre.

† *Ceſt Art.395. eſtoit le 378. ancien qu'il corrige.*

BRETAGNE Tit.19.Art 395. Le † Domaine du Seigneur, ou y a ſi graude eſtendue qu'autre, n'a que querir enuiron, combien, qu'il ſoit declos, eſt touſiours defenſable. Et peut le Seigneur pour le beſtail, qui y ſeroit trouué, demander l'aſſiſe ou deſdommage à ſon chois. Art.396. Les Domaines Nobles ſont en defenſes toute l'annee, s'ils ſont clos: pour les defendre d'vn cheual encheuelé. Et ceux qui y mettroient beſtes, ſont amendables ſelon la qualité du faict.

III. MEAVX Chap.22. Art.179. Habitañs de villes ou villages, peuuent champoyer & mener leur beſtail pour leur nourriture, & ſans fraude en paſturage vains, de clocher à autre, ſans danger d'amende, depuis les prez, auoines & autres gaignages leuez: & ne peuuent les Seig. Hauts Iuſticiers, empeſcher ne faire prendre leur beſtail. Mais en bois & paſturage gras ny peuuent mener leur beſtail, ſans le gré ou conſentement du Seigneur: ſur la peine de l'amende: à ſçauoir ſi c'eſt à garde faicte ou à bandon & ſans garde, de lx. ſols t. & ſi c'eſt vne eſchappee, v. ſols t.

†† *Ceſt Art. 303. a eſté de nouuel introduit pour le bien & vtilité publique.*

MELVN Chap.22.Art.303. Habitans †† de villes, villages & Parroiſſes, eſtans du Bailliage de Melun & anciens Reſſorts d'iceluy, peuuent mener ou faire mener, leurs beſtes groſſes & menues, qui ſont pour les nourritures ſeulement, paſturer és lieux de vaine paſture de leur finage, & Parroiſſes contigues & iognantes de clocher à autre.

† *Ces mots, ou Parroiſſes eſtãs du Bailliage de Sens, ont eſté mis apres ces mots anciens, de ville ou vil-*

SENS Tit.15. Art.146. p. *a Melun.* † de Sens, peuuent, &c. menues, [b] paſturer & champoyer és, &c. Art.147. Habitans de villes, villages ou †† Parroiſſes, ſoit en general ou en particulier, ne peuuent pretendre auoir vſages ou paſturages outre la vaine paſture, s'ils n'ont titre, ou qu'ils n'en payent redeuance: ou qu'ils n'en ayent iouy franchement de tel & ſi long temps, qu'il ne ſoit memoire du contraire.

b Par Arreſt de la Cour du 20. iour de Feurier, 1551. au profit des habitans de Sauigny cõtre les habitans de Perrigny a eſté iugé conformement à la ſentence dudit Bailliage, que les Bois de Haute fuſtaye hors le temps de graiſner, & les taillis apres la quinte feuille, eſtoient declarez & reputez lieux de vaine paſture.

Source : BIU Cujas

lage, *& ſera oſté ce mot*, ou: *demourant le reſte de l'Art. ainſi qu'il eſt, nonobſtant & ſans auoir eſgard aux oppoſitions formees par les habitans de Gurgey, Buxeroles, Chambian & autres dont les auons de boutez.*

†† *Ces mots*, ou Parroiſſes, *ont eſté adiouſtez.*

AVXERRE Tit.15.Art.260.p.*à Sens*, 146. Villes & villages, peuuent, &c. menues champayer & paſturer és lieux, &c. à eux contigus & ioignans, &c. Art.261. p.*à Sens*.147. & villages en g. & en particulier, &c. qu'il n'eſt, &c.

TROYES Tit.10, Art.168. Habitans, † Communautez n'autres gens particuliers, ne peuuent pretendre n'auoir droict d'vſage, ne paſturage, en Seigneurie & Haute Iuſtice d'autruy, ſans titre, c ou en payer redeuance au Seigneur, ou ſon Procureur ou Receueur, ou qu'ils en ayent iouy par temps ſuffiſant, pour acquerir preſcription. Art.169. On garde audit Bailliage, que les habitans des villes & villages ou territoires, ſont voiſins ou tenans l'vn à l'autre, peuuent mener champoyer & vain paſturer, leurs beſtes groſſes & menues, les vns ſur les autres de clocher à autre: & ſ'ils le paſſent, & y ſont prins par Iuſtice du lieu, y a amende de lx. ſols tour. contre chacune garde ou proye entiere: eſtans ſous vn baſton ou garde par la Communité, auec la reſtitution du dommage: & ſ'il y a beſtes de gens particuliers, & ils y paſſent & ſont prins comme deſſus, y a ſeulement v. ſols tour. d'amende. Et neantmoins beſtes blanches peuuent eſtre menees, ſi loing que l'on veut: pourueu qu'elles retournent ou puiſſent retourner au giſte de iour en leur finage: & ſi autres beſtes demourant au giſte, outre leſdits clochers, à garde faite, en ce cas auroit l'amende arbitraire.

c Le Seigneur eſt fondé en la proprieté de ſa Haute Iuſtice. Voiez du Moulin ſur la Couſtume de Paris. Art,46.

CHAVMONT Tit.9. Art,102. p.*à Troyes*. 168. en Iuſtice & Seigneurie d'aucuns Seigneurs Hauts Iuſticiers, ſans auoir titre d'iceux Seigneurs: ou leur †† en auoir payer redeuance par xxx. ans: d ſi n'eſt que leſdicts habitans en ayent iouy de tel & ſi long temps, qu'il n'eſt memoire du e commencement ne du contraire. Artic. 103. Les habitans des villes & villages, dont les finage & territoire ſont voiſins, tenans, &c. p.*à Troyes*. 169. autres, à l'endroit f des clochers de leurs Egliſes. Et ſ'ils, &c. y a amende ſelon la quantité du beſtail & dommage, auec reſtitution dudict dommage, ce neantmoins, &c. ſe peuuent mener: &c. retournent de iour au giſte en leur finage.

d Guido Pap. Dec. 574. dit que de Droict commun il ſuffit dix ans.

e Vide Iaſonem in l. nummis col.3. D. de in litem iurando.

f Voyez cy deſſous la Couſtume de Chalons Art.266.

VITRI Tit.11. Art.122. Les habitans de deux villes ou villages, qui ont leurs finages contigus, & ioignans ſans moyen, peuuent mener leurs beſtes groſſes & menues, l'vn ſur l'autre, és terrouërs en vaine paſture, iuſques aux eſquierres des clochers & Egliſes. Et ſ'il n'y auoit Egliſe eſdits lieux, les pourroient mener, cõme deſſus, au droict de la moitié & milieu deſdites villes & villages. Art.123. Et par meſme Couſtume, tels habitans contigus & ioignans, ne peuuent mener leurſdictes beſtes l'vn ſur l'autre en paſquis & graſſes paſtures: mais en vaines paſtures, comme dit eſt. Et ſont leſdites graſſes paſtures aux habitans & demourans aux finages, ou elles ſont aſſiſes: n'eſtoit que leurs voiſins y euſſent acquis vſage par xl. ans, ou qu'ils en euſſent titre valable.

CHALONS Tit.23. Art.266.† p.*à Vitri*.122. des villes, &c. ſoit en general ou en particulier eſdits terrouërs, &c. Eſquiers, &c. lieux, iuſques à la moitié deſdictes, &c. Art.267. Leſdits habitans ne peuuent mener, &c. p.*à Vitri*.123. ains ſont leſdites &c. demourans reſpectiuement és finages, &c. euſſent titre ou poſſeſſion immemoriale equipollente à titre au contraire.

BOVLLENOIS Tit.27. Art.134. Et ne peut vne Parroiſſe d'vn village entreprendre ſur le territoire d'vn autre village, ny paſſer ſes limites.

DVCHE de Bourg. Chap.13. Art.5. Les habitans d'vne ville ou village ne peuuent pretendre auoir vain paſturage, ſur aucun autre ville ou village d'autre Seigneurie & Parrocheage, ne pretendre droict petitoire ou poſſeſſoire: ſinon per parcours, ou qu'ils en ayent titre ou payé redeuance au Seigneur.

COMTE de Bourg. Chap.16. Art.103. Sur ce qu'aucuns ont voulu pretendre par Couſtume generale, pouuoir vſager de vain paſturage de clocher à autre, ſ'il n'y a empeſchement de Riuieres, grandes Foreſts ou montagnes, ladite Couſtume & parcours n'eſt point tenue ne reputee generale: & n'entend l'on pource aucunemẽt preiudicier au parcours, qu'aucuns particuliers dudit Cõté de Bourg. ont accouſtumé auoir les vns ſur les territoires des autres.

NIVERNOIS Chap.3. Art.1. Gens d'vne Iuſtice, peuuent mener ou enuoyer leurs beſtes de toutes eſpeces, paſturer en vaine paſture & Iuſtice d'autruy, en quelque ſaiſon de l'annee que ce ſoit: ſans danger d'amende: ſinon qu'en ladicte Iuſtice y ait droict de blairie. Art.2. Auquel cas quand le S. Iuſticier a droict de

† *Aucuns des aſſiſtans requirent plus ample declaration de l'Art. ancien: remonſtrans que pour auoir eſté payé par trois ou quatre ans, par les habitans d'aucun lieu, aucun droict ou redeuance au Seign. ou a ſon Receueur ſans autre lettre ou poſſeſſion que de trois ou quatre ans, ſi par ce leſdits habitans auoiẽt acquis droict de paſturage. Et ſurce les Nobles & Practiciens ont dit que non. Parquoy furent d'aduis que ledit Art. fut ainſi eſcrit, ainſi qu'il eſt couché & que la clauſe derniere de l'Art. ancien, Si n'eſt qu'ils &c. du conſentement des gens d'Egliſe. Nobles & Practiciens, remiſe à droict: pour par eux eſtre doreſnauant vſee ſelon que le droit l'ordonne.*

†† *Pareilles remonſtrances que deſſus ſur Troyes. Surquoy fut ordonné que ces mots*, ou en auoir payé redeuence par trente ans, *ſeroient adiouſtez.*

† *Les Art.266. & 267. ont eſté accordez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Source : BIU Cujas

blairie, leſdicts gens d'vne Iuſtice, ne peuuent en ſaiſon que ce ſoit, mener ou enuoyer leurſdictes beſtes vain paſturer en la blairie d'autruy. Et ſi leſdictes beſtes y ſont prinſes ledit Seigneur blayer, a droict de prendre pour chacune prinſe, ſur chacun maiſtre deſdites beſtes, vi. den. t. ſinon que leſdits forains ayent compoſé auec ledit Seigneur blayer, ou qu'ils ayent procours, ou droict de mener ou enuoyer paſturer leurs beſtes, les vns ſur les autres: lequel procours ou droict, ſ'acquiert par titre ou iouiſſance ſuffiſante à preſcription auec payement de redeuances. Art. 3. Et quant aux ſuiets dudit Seigneur demourans és fins de ladicte Iuſtice, ils peuuent mener ou enuoyer leurſdites beſtes paſturer en ladicte blairie ſans danger d'amende, en payant la redeuance accouſtumee de payer pour la blairie. Art. 4. Le droict de blairie ne peut appartenir à aucun, ſ'il n'a Iuſtice & titre particulier ou preſcription ſuffiſante. Art. 6. Pour droict de blairie, & permiſſion de vaine paſture, ſe paye au Seigneur blayer par ſes ſuiets ou forains, la redeuance commune ou ſuffiſamment preſcripte. Art. 7. En pluſieurs lieux du pays, blairie a lieu & en autre non.

MONTARGIS Chap. 4. Art. 1. En †† nul temps, on ne peut mener paſturer ſes beſtes és heritages tenus en Fief, qui ſoient ioignans au manoir tenu en Fief, dont ils ſont domaine: mais ſ'ils ſont ſeparez dudit manoir & non entretenans à iceluy, ils enſuiuent la nature des heritages roturiers quant à paſturages. Art. 2. En terres vaines roturieres, les habitans d'vne Parroiſſe peuuẽt mener paſturer leurs beſtes de ieur creu, nourriture & pour leur vſage, iuſques aux clochers des Parroiſſes ioignans & voiſines tenans à eux: ſinon que les terres ſoient cloſes ou foſſoiees: Toutesfois peut defendre le laboureur de la terre, où il y a chaumes, que l'on n'y voiſe, iuſques à ce qu'il ait eu eſpace d'enleuer ledit chaume & ſans fraude. Et n'entend on ceſt Art. comprendre les hauts marchans de beſtail. Art. 6. Et n'ont pas lieu leſdites Couſtumes contenues eſdits trois Articles premiers és Cõté de Gyen, Chaſtillon ſur Loire, de Molinet, la Court de Marigny & Chaſtellenie de Lorris: par ce qu'on ne peut mener paſturer ſes beſtes en heritage d'autruy, ſans congé.

ORLEANS Tit. 5. Art. 144. En quelque temps que ce ſoit, on ne, &c. p. *a Montargis.* Art. 1. qui ſont, &c. non tenans, &c. nature des roturiers, &c. au paſturage. Art. 145. p. *a Montargis.* 2. beſtes & de leur creu, & pour leur, &c. clouzeaux des Parroiſſes ioignantes & voiſines tenans &c. ait eu, &c. chacune ſans fraude. Art. 146. En la ſaiſon que les bleds & autres grains ſont en terre ou couppez & non ſerrez, eſt defendu à toutes perſonnes, mener auãt iour paſturer ſes beſtes és †† chemins & voyes publiques enuiron d'icelles terres, & les y tenir apres iour faillir: ſur peine d'amende arbitraire. Art. 148. Ce que deſſus a ſeulement lieu au pays de Beauſſe, & hors la Foreſt d'Orleans: & quant au pays de Saulongne, Val de Loire, Gaſtinois & Foreſt d'Orleans, & autres lieux dudict Bailliage, fors ledict pays de Beauſſe, nul ne peut mener paſturer & champayer ſon beſtail en l'heritage d'autruy, ſans permiſſion du Seigneur d'iceluy: le droict du Roy & des vſagers, pour le regard de ladicte Foreſt, demourant en ſon entier. Art. 149. Es † prairies, paſtis, paſturages & buiſſons appartenans à vne Communauté, ou eſtans au public l'vſage ſera libre à vn chacun, pour y mener paſturer ſon beſtail. Art. 150. L'vn des Seigneurs d'vn pré & paſturage commun entre aucuns particuliers & indiuiſé, ne peut faire foſſoier, boucher ny clorre, au preiudice de ſon conſeigneur: y mener ou faire mener plus grande quantité de beſtes, que en pourra iuſtement porter la portion & droict qu'il a audit paſturage.

DVNOIS Chap. 5. Art. 53. En ſaiſon que les fruicts & deſblees ſont en terre & non cueillis, il eſt prohibé mener les beſtes paſturer aux champs, où il y a deſblees, auant le poinct du iour leué: & les y tenir, apres Soleil couché: ſur peine d'amende arbitraire.

MENETON Chap. 3. Art. 8. On peut mener ſes beſtes és terres d'autruy: ſinon que leſdictes terres ſont en gueret, ou ſemees ou en gaignage ou en chaume, ou embouſchees: toutesfois le Seigneur n'eſt tenu boucher ſes heritages.

LA FERTÉ-AURAY, Chap. 1. Art. 3. On ne peut mener champaier les beſtes, en quelque ſaiſon que ce ſoit, en l'heritage d'autruy, ſans le conſentement du S. à qui appartient l'heritage.

TREMBLEVY Chap. 2. Art. 6. On ne peut ne doit-on aller ou paſſer, mener & faire champaier, ne paſturer beſtes en heritages d'autruy, en quelque ſaiſon que ce ſoit, & quelque heritage que ce ſoit: ſans le gré & conſentement du S. dudit heritage, ſoient iceux heritages clos & defenſables ou non.

AVTROCHE Chap. 2. Art. 2. On ne peut & ne doit-on mener paiſtre ne

† *Les gẽs d'Egliſe, Nobles & tiers Eſtat ſe ſont oppoſez au 1. Art. requerans qu'il fut rayé: & que les Art. de l'ancienne Couſtume fuſſent remis audit cayer: à ſçauoir le premier qui ſe commence, En nul temps, &c. & le ſecond, En terres vaines, &c. & iceux deux Art. eſtre gardez & obſeruez, comme l'on auoit accouſtumé. Et par les Aduocat & Procureur du Roy, a eſté dit, que leſdits deux Art. de l'ancienne Couſtume, ne doiuent plus auoir lieu: ains la Couſtu. couchee audit Art. de nouuel faict, qui reformoit leſdits deux Art. pour le biẽ & vtilité de la choſe publique. Apres auoir mis la matiere en deliberation & quy les opinions des aſſiſtans, qui tous ont dit concordablement, ſauf les Aduocat & Procureur du Roy & Preuoſt de Montargis, que ledit Art. nouueau ſe deuoit rayer: & les deux de l'ancienne Couſtu. deuoient eſtre remis audit cayer, & en vſer ſelon icelle. Auons ordonné que ledit nouueau Art. ſera rayé: & au lieu d'iceluy ſeroiẽt mis les deux Art. anciens.*

†† *Ces mots, és chemins & voyes publiques enuiron d'icelles terres, ſont adiouſtez pour explication au lieu de ces mots, aux*

Source : BIU Cujas

champs où il y a des bleds, *qui eſtoient au 155 ancien: dont eſt tiré le 146. Art.*
† *Ces Art. 149. & 150. ont eſté accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

champaier aucunes beſtes, en quelque temps & ſaiſon que ce ſoit, en heritage d'autruy, ſoit defenſable ou non, ſans le conſentement de celuy, auquel appartient l'heritage.

BERRI Tit. 10. Art. 11. Lieux non cultiuez qui ſont en chaumes, friſches, bruieres & buiſſons, ne ſont aucunement defenſables, en quelque temps que ce ſoit: Toutesfois pourra le S. y faire paſturer ſes beſtes, ſi bon luy ſemble, & faire chaſſer les autres: ſans preiudice du droict de Sainctre aux Seigneurs, qui en feront deuëment apparoir. Art. 15. Es paſtureaux communs les habitans des lieux peuuent, indifferemment en tout temps y amener leurs beſtes paſturer, (excepté les pourceaux) & en peuuent prendre auec la faucille en tout temps pour leur vſage: mais non auec la faux: ſi n'eſt depuis la feſte S. Michel, iuſques à la feſte Noſtre-Dame en Mars, excepté à Dun le Roy, où il eſt permis à chacun du lieu des le lendemain de la feſte de la Magdelaine, faucher és paſtureaux communs.

BOVRBONNOIS Chap. 32. Art. †† 534. p. *à Orleans.* 146. terre & non cueillis, il eſt prohibé mener les beſtes paſturer és chemins, &c. prochains des fruicts & bleds, auant le poinct du iour, & les y tenir apres Soleil couché: ſur, &c.

†† *Ceſt Art. 534. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

AVVERGNE Chap. 28. Art. 1. Les paſturages ſont limitez en la Limaigne & Bas pays d'Auuergne par Iuſtice: en maniere, qu'il n'eſt leu ne permis à aucun faire paſturer en autruy Iuſtice: & ſ'il le faict, & le beſtail y eſt trouué & prins paſturant, l'on eſt tenu enuers le S. Iuſticier en l'amende de lx. ſols: ou laiſſer le beſtail pour le meffaict: ſinon que le beſtail fut trouué paſturant par cas fortuit, ou d'eſchappee, & qu'il euſt ſuite. Art. 2. Toutesfois en pluſieurs lieux les habitans en vne Iuſtice peuuent paſturer par droict de marchage en autruy Iuſtice. Article 3. Mais quant és habitans d'vne meſme Iuſtice, il leur eſt leu & permis faire paſturer leur beſtail quelconque és paſturages communs, & terres hermes & vacans, ſituees en ladicte Iuſtice, & en tout temps & ſaiſon de l'an. Art. 4. Et és heritages portans fruicts, ſoient prez ou terres, iceux fruicts leuez, ou paſſé le temps qu'ils le doiuent eſtre: ſi ce n'eſt és prés, où d'ancienneté l'on a accouſtumé faire reuiure. Art. 5. Au Haut païs d'Auuergne & és montagnes du Bas païs, les paſturages ſe limitent par mas & villages: tellement qu'il n'eſt leu ne permis, és habitans en aucun village, iaçoit qu'il ſoit de meſme Iuſtice, faire paſturer leur beſtail, quel qu'il ſoit, dedans les appartenances d'autruy village: ſur peine d'amende pour chacune garde. Art. 6. Les habitans en meſme Iuſtice ou village audit pays, peuuent deſtiner partie de leurs franx & paſturages, & auſſi de leurs prez, en temps non defenſable, & pour leur beſtail arant & labourant: ſans qu'autre beſtail y puiſſe entrer: ſur peine de clame enuers le Seigneur, & intereſt enuers partie. Art. 11. On ne peut faire paſturer beſtail és paſturages communs au particulier d'aucune Iuſtice, à plus grand nombre, que l'on n'a hiuerné & nourry des foins & pailles prouenans des heritages, que l'on tient en ladicte Iuſtice, ſoient leurs ou par louage ou autrement. Et a lieu ladicte Couſtume tant au pays Couſtumier, que de Droict eſcrit.

MONT-PENSIER Art. 11. Audit Comté les paſturages ſe limitent par ville & villages: tellement qu'il n'eſt permis aux habitans deſdits villages, faire paſturer leur beſtail en autruy village, n'auſſi és appartenances de ladicte ville d'Aigues-parce: & quand font le contraire, ſont amendables enuers le Seigneur, ſi ledict beſtail eſt baillé à Iuſtice, ſont tenus à l'intereſt de partie.

BIOFAT Art. 1. Les Couſtumes particulieres des Chaſtellenies de Biofat & S. Genez du ret ſont telles & ſemblables audit Comté.

MENAT Art. 2. Les paſturages ſe limitent par villages, mas & tenemens en ladite Chaſtellenie de Manat: tellement qu'il n'eſt loiſible ne permis aux habitans d'vn village ou tenement, faire &c. village ou tenement. Et quant, &c. amendables.

COMBRAILLES Art. 1. En la Chaſtellenie du pays de Combrailles, où il y a les Sieges de Euuahon, Chambon, l'Eſpan, Auzance & Semur, les paſturages, &c. p. *à Menat.*

CROC Baſuille Art. 1. Eſdites Chaſtellenies & lieux a Couſtume locale, que les paſturages, &c. p. *à Menat.*

S. HEREN Art. 1. Les paſturages ſe limitent par mas & villages en toutes les Chaſtellenies de S. Heren, Alanche, Malharques, Eſpincat, Vernox, Luguet, Lamairan,

Source : BIU Cujas

mairan, Fromental, Leothoing, Torciat, & S. Geruaſy, tellemẽt qu'il n'eſt permis aux habitans en village, faire paſturer leur beſtail, en autruy village, poſé que ſoit de meſme Iuſtice, en quelque ſaiſon de l'an que ce ſoit. Art. 2. Reſerué en ladicte Chaſtellenie de S. Heren: en laquelle les paſturages ſe limitent par Iuſtices, & nõ par villages. Art. 3. Il n'eſt permis és habitans deſdites Iuſtices de S. Heren & villages des autres Chaſtellenies deſſuſdites, faire paſturer en temps d'eſté és fraux communs & paſturages, plus grand nõbre de beſtail, qu'ils ne peuuent vn chacun d'eux hyuerner des fruicts & pailles excroiſſans reſpectiuement en leurs heritages ſituez eſdits villages.

VODABLE Art. 1. Les paſturages ſe limitent en la Chaſtellenie de Vodable par gaſtines: en telle maniere que le beſtail d'vne gaſtine, ne peut paſturer dedãs l'autre: ſur peine de clame & droit de gaſtine: poſé que ſoit de meſme Iuſtice.

BRIOVDE Art. 1. En la ville & Comté de Brioude & de Baumont, Chaſtellenies de Polhac, Loriat, & partie de la Chaſtellenie du Bois bouparent, terres & amendemẽs du Preuoſt de l'Egliſe de S. Iulian de Brioude, les paſturages ſe limitent par villages: tellement que le beſtail des habitãs en vn village, ne peut paſturer dedans vn autre village: poſé que les villages ſoient de meſme Iuſtice, & audit Bas pays d'Auuerg. Et ſi le beſtail eſt trouué paſturant en autruy village, doit amende au S. Iuſticier: ſi ce n'eſt és lieux, où droict de marchage a lieu. Art. 2. Tous les habitans en l'vn deſdits villages paſturent enſemble dedans les limites dudit village: iaçoit que ledit village ſoit de diuerſes Iuſtices.

PINHOLS Art. 1. Es Chaſtellenies de Pinhols les paſturages ſe limitent par villages: excepté és lieux, où il y a marchage, cõme en la ville & Comté de Brioude.

MOZVN Art. 1. Les paſturages de la Chaſtellenie de Mozun ſe limitent par Parroiſſes: & ceux de chacune Parroiſſe, ſe limitent par villages: poſé que ce ſoiẽt de meſme Iuſtice, depuis la feſte noſtre-Dame de Mars, iuſques à la feſte S. Martin d'hyuer, & depuis la feſte S. Martin iuſques à la noſtre-Dame de Mars, tous les paſturages de ladite Chaſtellenie ſont communs.

BORT Art. 1. Ont ſemblables Couſtumes que ceux de Rauel touchant les heritages y aſſis, ainſi qu'il concerne le faict des paſturages.

BILLON Art. 1. En toutes ſaiſons de l'an, les premiers fruicts leuez, ils peuuent faire paſturer leur beſtail és prez & terres de ladite Iuſtice: excepté és vignes & prez clos des habitans.

MONT-MORIN Art. 1. Le premier quatier de la Chaſtellenie de Mont-morin eſt le quartier appellé de la Limaigne, où les habitans ont Couſtume locale, qu'ils peuuent faire paſturer leur beſtail en tous les prez & terres dudit quartier, apres les premiers fruicts leuez. Et ſi leſdits fruicts ne ſont leuez à la S. Iean Baptiſte, les peuuent garder & defendre iuſques à la S. Iulian ſeulement. Et leurſdits heritages peuuent tenir clos, en laiſſant paſſage & ouuerture, en temps & lieu defenſable, pour y aller paſturer. Art. 2. Les habitans dudit quartier, peuuent eſlire partie de leurs paſturages communs pour les bœufs & beſtes arans: ou n'eſt permis mettre ne faire paſturer autre beſtail iuſques à la feſte de S. Croix de Septembre. Art. 4. L'autre quartier de ladicte Chaſtellenie eſt appellé de la Montagne, où leſdits habitans ont Couſtume locale: c'eſt à ſçauoir que leurs heritages ſont defenſables depuis la Feſte de Noſtre-Dame de Mars, iuſques à la S. Martin d'hyuer: & durant ledit temps ne leur eſt permis y marcher ne paſturer, ſoit en terres cultiuees ou és prez, bois & autres paſturages: & peuuent tenir clos iceux heritages, ſi bon leur ſemble, comme ceux du quartier de Limaigne. Art. 5. L'autre & tiers quartier eſt appellé de la Baſtice, où il y a ſemblables Couſtumes, qu'au precedent quartier. Art. 7. Les paſturages ſont limitez par villages: & chacun village a ſon paſturage ſeparé qui eſt ſeulement defenſable depuis, &c. d'hyuer: mais depuis la S. Martin, iuſques à la Noſtre-Dame de Mars ſont communs à tous les habitans de ladicte Chaſtellenie: & peuuent marcher & paſturer l'vn dedans l'autre.

S. GERMAIN Lern. Art. 1. & 2. Aucun ne peut faire paſturer és marets & paſturages communs de S. Germain Lern & Parroiſſe, qui ne portent reuiure en temps d'eſté, plus de beſtail qu'il n'a hyuerné ledit an en ſa maiſon.

VIVEROLS Art. 1. Les lieux de Viuerols, Baffie, Mederolles, Sauueſſauges, Grantif, S. Iuſt, Roche-mont peloux & S. Martin des Oliues ont couſtumes que les paſturages ſe limitent par villages en toutes ſaiſons de l'an. Art. 2. Aucun des habitans deſdits lieux, ne peut tenir plus grand nombre de beſtail paſturant en temps d'eſté, és paſchiers & Mezes communs, qu'il ne peut hyuerner en ſa maiſon de ſon creu, ou autre paſture que de ſadicte maiſon par louage ou autrement. Et

Source : BIU Cujas

peuuent tenir bestail lanu; pour parguer en leursdits heritages. Art. 3. Et si aucun desdits habitans fait pasturer leurs prez à la prime, & ne veullent recueillir les premiers fruicts, l'on y peut aller pasturer, quand les circonuoisins les ont leuez.

MONTRAVEIL & Burieres, Art. 1. Les habitans esdits lieux, ont telle Coustume touchant les pasturages qu'audit Viuerols.

ARLENC. Art. 1. Ceux de la ville & Bourg d'Arlenc auec les villages Dolere, les deux Carpeteaux, Barates, le Verdier, la Grange, Moranges, le Solier, Iarrage, le Bouchet, terre-noire, le Moulin, les Maiz & Vrolhes ont entr'eux les pasturages communs en toutes saisons de l'an. Art. 2. L'on ne peut iouir des pasturages en plus grand nombre de bestail en temps d'esté, que l'on n'a hyuerné l'hyuer precedent. Art. 3. Les autres villages de ladicte Seigneurie d'Arlenc, ont leurs pasturages distincts & separez, qui se limitent par villages. Et qui a heritage dedans vn autre village, peut iouir de son heritage en faict de pasturage: & autrement, le temps qui porte defense.

DORANGES Art. 1. Les lieux de Doranges & S. Ieã Doux-Bregoux en fait de pasturages se regissent cõme les villages de la Seign. d'Arlenc & de Dolere.

ROCHE-SAVINE & Botonnargues Art. 1. Les pasturages se limitent par villages: toutesfois sont communs à tous les habitans desdites Chastellenies, depuis la Feste S. Martin, iusques à la Nostre-Dame de Mars Art. 2. Du nõbre du bestail que l'õpeut faire pasturer en tẽps d'esté, se gouuernẽt cõme ceux de Viuerols.

RIOVX & Chaumont Art. 1. Les pasturages se limitent par villages en toutes saisons de l'an: excepté qu'és lieux de Rioux & Marsat les habitãs ont aucuns pasturages, desquels iouissent seuls & par le tout, depuis la Toussaincts, iusques à Nostre-Dame de Mars. Art. 2. Et semblablement aucuns autres villages ont pasturages entr'eux cõmuns: c'est à sçauoir les habitans du village de la Tour, auec ceux de Traignat, les habitans de Marsat auec ceux de Fontepede, & ceux des villages de Fleytes du Mas, du Chaslon & du Peschier.

AMBERT, Monts & Oliergues, Art. 1. Les pasturages de la Parroisse de S. Martin des Oliues, de Vassimere & de Monts, Chastellenie d'Oliergues, de Chabasse, Vertholye, Marat, Oliuet, la Chapelle Agnon, Chastellenie de la Faye, & du Bonuent, se limitent par villages.

SARMENTASON Art. 1. Aucun des habitans és lieux de Sarmentason, en la Iustice d'Auteribe, de Corpiere, de la garde, & de Courte-ferre, ne peut tenir bestail és pasturages desdits lieux, si ce n'est à l'equippollent qu'il tient & possede du village sans soy charger d'autre bestail que raisonnablement, il peut nourrir & hiuerner selon la quotte qu'il tient dudit village.

BLESLE & Combladour, Article premier. Es Seigneuries de Blesle, Sensat, Chastellenies de Combladour Cereys, S. Romain, la Monghe, de Ialanoux, Moriat, Vazaleiz, la Marade & de Roche-Agude, les pasturages se limitent par villages, comme en la Comté de Brioude.

SOLEZ-VIT, Art. 1. Les pasturages se limitent par Parroisses: c'est à sçauoir que tous ceux de la Parroisses de Solez-vit pasturent ensemble, dedans ladicte Parroisse de Solez-vit.

CHOLMETE Art. 1. Ceux de la Parroisse de la Cholmete, qui est la Iustice de Solez-vit, pasturent ensemble dedans ladicte Parroisse de Cholmete. Et ne peut pasturer vne Parroisse riere l'autre: posé que ce soit de mesme Iustice: à peine d'amende: hors mis aucuns communaux, où ils ont marchage ensemble.

CHARAIZ Art 1. Les Chastellenies de Charaiz, de Roquelaire & d'Anuers, quant és pasturages sont limitez par Parroisses: tellement que combien qu'ils soient de diuerses Chastellenies: toutesfois les habitans de ladicte Parroisse de Charaiz pasturent ensemble: & les autres qui y sont, posé qu'ils soient d'vne mesme Iustice, ne peuuent pasturer dedans ladite Parroisse: à peine d'amende s'ils y sont trouuez & prins pasturans. Art. 2. Quant és villages desdites Chastellenies, qui sont hors de ladite Parroisse de Charaiz, se limitent par villages.

S. PRIVAT Art. 1. Les pasturages se limitent par la Iustice & Chastellenie de S. Priuat: tellement qu'il n'est permis aux habitans d'autruy Iustice, y faire pasturer aucun bestail: sur peine d'amende: posé qu'il soit situé en pays de Mõtagne.

VERNET. Art. 2. La Chastellenie de Vernet est semblable à S. Priuat.

PARADES Art. 1. & 2. Les pasturages se limitẽt par la Parroisse de Prades: tous les habitans de laquelle pasturent ensemble: posé qu'ils soiẽt de diuerses Iustices: & si ont marchages és autres Parroisses circonuoisines, comme ils pretendent.

CHABREVGHOL, Art. 2. Et sur le faict des pasturages y a Coustume locale pour la Chastellenie de Chabreughol, pareille à la Seigneurie de Besle.

Source : BIU Cujas

MOTTE de Canillac, Art.1. Les paſturages ſe limitent par village: c'eſt à ſçauoir que les habitans en vn village ne peuuent faire paſturer leur beſtail en autre village: iaçoit que les villages ſoient de meſme Iuſtice & dudit Bas pays. Art.2. Et ſi le beſtail eſt trouué paſturant en autre village, doit amende au S. Iuſticier: ſi ce n'eſt és lieux, où ils ont droict de marchage. Ar.3. Auſſi tous habitãs en vn village paſturẽt enſéble dedãs les limites d'icelui: poſé que led. villa. ſoit de diuerſes Iuſtic.

PINEDE Art.1. Les Chaſtellenies de la Pinede en la Parroiſſe d'Eſpalenc, la Gaude, Val, le Chaſtel vielle, Brioude, Chauaignac, Faydic, Colombires, Ludeſſe, Bleſſe pour M. le Duc, Leothoing, Creſſes, le Lugnet, Madempiſe, Gironde, Aurozei pres Maſſiat, Venoux, Margeride, Rochefort pres Vernieres, Lobareſſes, la Chaſtellenie de la Commanderie du Tempel, Chabanes, Dally, les Oſles, Vielle-Eſpece Laſtie, Ciſtrieres, Nubiers, la Rechiere, la Chaſtellenie du Chapitre de S. Flour en la Parroiſſe de S. Ebble, du Fayer, Serre, S. Ponthinence qu'appartient au Curé dudit lieu, Boiſſerat, la Roche du Bouſchet, la Volte, S. Cirgue, Lobieres, Moſſac, Silhac, Ronce, Lorbe, Darlet, Blaſſar, Broſſadoux du Mas, Trauerſes, Viſſac, Chaſſaignes, Contheugholſous Lanhat, Sillaguet, L'eſtiual, Sauenat, Moncelar, Cuſſe, Murs, Faueroles, des Chezes, de Choueſe, Villeneufue de Ferraſſes, Aubuſſon, Amoze, Peroſſe, Sachinolles, Rilhat, Fiz, Alegre, S. Iuſt, Chomelis le haut & bas, Montredont, Laſſimes, Beaumont, Vedeyres, Seaux, Colat, S. Romain, Viſſac, Limaigne, Beauregard Parroiſſe de Vazelles, Berberin, la Chaſtellenie en la Parroiſſe de Moncelart, S. Badel, Dazerac, Boiſſerettes, la Commanderie de S. Iean de Langhat, S. Ilpire, Vernieres, Maſſiac de Monteil, le Renous, la Valete, Crouë, Gilbertez, Pebrat, Mont-peyroux, Chambon, Chazelles pour l'Enfermerie de la Volte, la Faghe, Tailhat, Mont-grauat, Lode, Daſeniere, Digons, Beſſet, Myronne, ſont regis & gouuernez par meſmes Couſtumes locales que ladicte Chaſtellenie de la Motte Canillac.

CORE, Ar.1. Les Chaſtel. de Core, Talezat Thimeres & Mãthieres ont pareilles, &c

PICHERANDE, Art.1. Si aucun acquiert heritages dedans les lieux & villages de Picherãde en Rauel, S. Genez, Rochecilde, Sauzet & Chãbon, poſé que ſoit d'autruy village & iuſtice, peut paſturer en tẽps d'eſté, és fraux & communaux du village, où l'heritage acquis eſt ſitué, tel nombre de beſtail qu'il peut hyueruer des fruicts & pailles des heritages, qu'il a audit lieu: pourueu que ledit acheteur tienne ou face tenir feu ou reſidence audit heritage acquis.

CORNOL, Art.1. Les paſturages des lieux & villages de Cornol, Chabanes, Rodomat, Fohet, Mõt-prades, Eſtables, S. Iuliã, & Azenieres, ſe limitẽt par villages: & à chacun village y a paſturages ſeparez l'vn de l'autre, poſé qu'ils ſoiẽt de meſme Iuſti. & dudit bas pays d'Auuerg. tellemẽt qu'il n'eſt loiſible ne permis aux habitãs de l'vn deſdits villages faire paſturer le beſtail és paſturages d'vn autre village, ſur peine d'amende. Art.2. Et peuuent les habitans eſdits villages & chacun d'iceux endroit ſoy, faire paſturer leur beſtail és paſturages d'iceux villages tant ſeulement, & non le beſtail qu'ils ont prins d'autruy.

TALENDE Ar.1. Es Iuſtices des Chaſtelle. de Talẽde le maieur & mineur, les paſturag. ſont cõmuns: cõbiẽ qu'icelles Iuſti. ſoiẽt à diuers S. & ſituees audit bas païs

SALMAT Art.1. Les habitãs en la Chaſtellenie de Salmat ont ſemblables Couſtumes touchant les marchages & paſturages comme les habitans en la Chaſtellenie de Meſmont.

PIERRE-FORT Art.2. Les habitans en la ville & Baronnie de Pierre-fort ne peuuent faire paſturer en tẽps d'eſté plus grand nombre de beſtail és fraux & paſturages de ladite Baronnie & Iuſtice, qu'ils ne peuuent hyuerner du creu des foings & pailles qu'ils cueillent en leurs heritages ſituez en ladite Baronnie.

DYENE & Murat, Art.1. La Chaſtellenie de Dyene & Vicomté de Murat, ont ſemblables Couſtumes, quant au fait des paſturages, comme Pierre-fort.

S. MAVRICE Art.1. Les habitans és Parroiſſes & lieux de S. Maurice, Rochegonde, Cuſſat, Noue-Egliſe & chacun d'iceux, ne peuuent faire paſturer, en temps d'eſté, &c p. *à Pierre-fort*. Art.2.

NOVE-CELLES Art.1. Par la Couſtume des lieux & Parroiſſes de Noue-celles, Mandhelles, Azren, les Celles, S. Cirgue de Iordane, Teyſſieres, Guarandelle, S. Simon, S. Iean de Doue, S. Paul de Landes, Arpaghoſts, Vyolet, Carlat, Trezat & Vic, nul habitant ne peut tenir és fraux cõmuns: ſinon le beſtail, qu'il peut hyuerner des foings & pailles qu'il a cueilly aux villages dõt depẽdẽt les paſturages.

S. CIRGVE Art.1. Les habitans de S. Cirgue ne peuuent changer le beſtail, qu'ils hyuernent audit lieu, ne mettre autre beſtail, pour iceluy faire eſtiuer és fraux & communs dudit lieu en temps d'eſté.

Source : BIU Cujas

VIGAM Art. 1. Chacun des habitans de Vigam peut mettre aux pasturages communs & fraux dudit lieu, tant de bestail, qu'il peut hiuerner des fruicts de ses heritages assis audit lieu. Et ceux qui n'ont point de bestail en peuuent subroger d'autres à l'estimation de ce qu'ils auront peu hiuerner.

S. PAVL Art. 1. Ceux qui veulent nourrir & estiuer leur bestail és montagnes communes de la Parroisse S. Paul, sont tenus auoir ledit bestail, qu'ils veulent nourrir & estiuer esdites montagnes, les iours sainct Martin d'hyuer: autrement ne les y peuuent mettre. Et quand il aduient que l'hyuer passé, ils vendent leur bestail, ils en peuuent subroger en tel nombre qu'ils en ont vendu, pour estiuer esdites montagnes communes. Article second. Quand aucun des habitans du village de la Nauaste, oste vne beste des montagnes communes, ne luy est permis en subroger vne autre: ains ledit droict de pasturage pour ladicte annee accroist aux autres habitans.

APCHON Art. 1. Les habitans des lieux d'Apchon & Parroisse d'Ide ne peuuent nourrir bestes aux pasturages communs, si ce n'est le bestail, qu'ils peuuent hiuerner & nourrir de leurs foings & pailles excroissans en ladicte Parroisse: & dauantage vne beste ferree, pourceaux & cheures necessaires pour les alimenter.

TRIZAC Art. 1. Chacun habitant au lieu de Trizac peut faire pasturer aux montagnes communes d'iceluy, tant de bestail qu'ils peuuent hiuerner de ses foings, &c. Et ne leur est permis en louër ne mettre d'autre: mais quand vendẽt ou perdent aucunes de leurs bestes, leur est permis subroger audit cas vne autre.

MARMINHAC Art. 2. Par autre Coustume gardee audit lieu de Vic & audit lieu de Thiezac, quand il est question de partir ou emplir vne montagne, la Coustume de faire le compte par testes, est qu'vne vache laictant tendre auec son veau est comptee pour vne teste, vne vache borriere laictãt auec son borret pour vne teste, vne iument laictant auec son poulain pour deux testes: quatre borrets ou quatre borrettes à corne d'vn an, pour vne teste: quatre borrets ou borrettes d'vn an de cheualin, pour deux testes: deux doublons ou doublonnez de vaches pour vne teste: vn tierçon ou tierçonné de vache pour vne teste: six brebis pour vne teste. Et a esté aduisé par lesdits Estats, qu'icelle Coustume, quant à la supputation des bestes aura lieu en tout le pays d'Auuergne, Haut & Bas, Coustumier & de droict escrit.

LA MARCHE Chap. 29. Art. 359. Les champs communs, pasturages & marchages tant de champs que de Bois, és lieux, où il y a Bois communs & vergers destinez à pasturages se limitent par villages. Article 360. Et ne peuuent les habitans d'vn village aller mener paistre & pasturer leur bestail, és pasturages de l'autre village. Et si ledict bestail y est trouué, y eschet meffaicte Coustumiere ou dommage donné: sinon que les habitans desdits villages ayent par commun entr'eux aucun droict de marchage. Article 361. Aucun ne peut estiuer ou tenir en aucun village & pasturages communs d'iceluy plus de bestail, qu'il n'en a hiuerné ou qu'il en eust peu hiuerner, des foings & pailles qu'il a recueilly des heritages, qu'il tient de son propre, ou par louage audit village ladite annee, sur peine d'amende arbitraire.

HESDIN Tit. 4. Art. 17. Appartient aussi à M. le Comte d'Artois seul & pour le tout, la garde & la conseruation de tous les marets & cõmunautez, estans és mettes dudit Bailliage & Chastellenie de Hesdin: & la cognoissance des cas perpetrez & commis és mettes desdits marets & cõmunautez. Ar. 18. Esquels marets & communautez toutes manieres de gens de quelque lieu ou estat, qu'ils soiẽt, peuuent sans meffaict communiquer & faire paistre toutes bestes cheualines, ouailles ou à corne, entre deux soleils & non autrement: sur peine, s'ils font le contraire, de confiscation des bestes, ou d'amende de lx. s. à nostredit S. le Cõte d'Artois. Ar. 19. Mais les demourans és villes & villages, où sont assis & situez lesdits marets & cõmunautez: peuuent sans meffaict en iceux marets & cõmunautez, tant de iour, cõme de nuict, auoir & tenir pasturans leurs bestes cheualines & à cornes: & chacun mesnage, iusques à ix. bestes à laine, & non plus pour leur vsage seulement, & non point pour en faire marchandise, sur semblables amendes que dessus.

POICTOV Tit. 1. Art. 193. Es pays & lieux de Poictou, esquels les pasturages sont cõmuns, les laboureurs peuuent entretenir toutes bestes cõuenables & profitables, tãt qu'il leur est besoin pour leursdits labourages seulement, selon la qualité de terres qu'ils ont: excepté cheures, dont chacun laboureur, pour chacun couple de bœufs en peut tenir deux † seulement en pays de boccage & landes, & vne, en pays de plaine, & non plus: sur peine de confiscation. Et peuuent lesdicts

† *Ces mots, seulement en pays de boccage & landes: & en pays de plaine, vne & non plus, ont esté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

Source : BIU Cujas

laboureurs mettre leurſdites beſtes par tout, les vns ſur les autres : ſaut en lieu & en temps defenſable : & doiuent auoir paſteurs & faire garder leſdites beſtes, tant qu'elles ſont aux champs. Mais autres qui n'ont & ne tiennent labourages à bleds, ne peuuent auoir ne tenir leſdites beſtes, ſ'ils n'ont terres & heritages, qui ſoient à eux, ou autres qui tiennent à ferme ou louage ſuffiſans, pour les nourrir: & ne peuuent les faire paſturer ſur le commun.

Acs Tit.11. Art.2. Où il y a terre ou lande commune à pluſieurs, comme ſinguliers : c'eſt à ſçauoir que chacun y a part certaine contigue l'vne à l'autre ſans maiſons ou autres heritages parmy, que l'on appelle cõmunement chãp beſialle, il eſt permis, où il n'y a fruicts autres que paſturages de beſtail, ou ſ'il y en a, apres qu'ils ſeront recueillis, à vn chacun deſdits voiſins, faire mener paiſtre ſon beſtail au champ de l'autre dict beſialle, ſans contradiction aucune, que l'on appelle vulgairement padouir l'vn ſur l'autre. Art.3. Et ce, tant que le champ demeure en ladite qualité de champ: mais s'il eſt cõuerti en vigne ou verger, iardin, pré ou Bois clos, eſt gardé ce que dit eſt au precedent Art. Art.4. En la Cité & Preuoſté d'Acs & és Vicomtez de Tartas, de Marenne, & d'Horte, & és Baronnies d'Aurmat, Mont-fort, Sorde, La fontan, Goſſe, Senhans, Capebreton, Mimbaſte, Tercqs, Haſtingues la Lucque & de Pontons & és Parroiſſes de Cames, Sames, de Leren & de S. Pey, il eſt permis entre voiſins & de l'vn à l'autre de faire paiſtre ſon beſtail en l'heritage de ſon voiſin: qui n'eſt clos & en temps qu'il n'y a point de fruits ſans aucune contradiction: poſé que ce ne ſoit champ beſiale. Art.5. Es Baronnies d'Arrion, Braſſent, Sabres, d'Albret, Sore, Baſlade, Piſſols, Moſtey, Diſchos, Herbe Faueyre, La Farie l'Eſperon & de Marenſin, chacun peut garder ſon heritage clos & non clos, en tout temps, y ait-il fruicts ou non. Art.6. Ceſt à ſçauoir que le S. de l'heritage peut prohiber, qu'autruy n'entre ou meine paiſtre beſtail en ſondit heritage: & ſ'il le trouue, le peut mettre hors gracieuſemẽt. Art.7. Mais ſi aucun voiſin eſdits lieux ceſſant la prohibition du S. de l'heritage, en tant que les fruits ſont amaſſez, met ou ameine ſon beſtail, pour paiſtre en l'heritage dudit fruict.

S. Sever Tit.3. Art.1. Les paſturages de ladicte Preuoſté ſont diuiſez par iuriſdictions: tellement qu'il n'eſt loiſible aux habitans d'vne iuriſdiction faire paiſtre & herbeyer leur beſtail en autre iuriſdiction, ſi de ce faire ils n'ont droict de pariage ou poſſeſſion loingtaine. Art.2. Et ſi aucun beſtail eſt trouué paſturant eſdictes iuriſdictions, ſi ledit Seigneur dudit beſtail n'a droict de pariage ou poſſeſſiõ d'y paſturer, peut eſtre carnalé ou tué & appliqué au S. Ar.3. A ſçauoir de chacun trouppeau de pourceaux, vn: & chacun trouppeau de vaches, vne pour chacun iour: & de chacun trouppeau de brebis, peuuent eſtre prinſes & carnalees xii. & le maſle & les cheures, peuuent eſtre occiſes. Ar.4. Bœufs aratoires & cheuaux dõptez n'ont point de carnalage: mais doiuẽt amẽde au S. laquelle a eſté du conſentement des Eſtats taxee & moderee à xii. den. pour beſte, quant à ceux, qui ont accouſtumé prẽdre ladicte amende, & non autrement. Ar.5. Beſte eſchappee ne peut eſtre carnalee, ſi elle a ſuite: & que le maiſtre ou paſteur, à qui elle eſt vueille iurer qu'il l'a touſiours ſuiuie. Ar.6. Il eſt à touſiours permis à vn chacun habitant des Bailliages & iuriſdictiõs de ladite Preuoſté de paſturer leurs beſtails és terres communes & herbes de la iuriſdiction, dont ils ſont habitans. Art.7. Et auſſi és terres & heritages particuliers deſdites iuriſdictions portans fruicts ou non, en temps que le fruict eſt cueilly. Art.8. Il n'eſt permis à aucun defendre les cheſnes qu'il a en ſes heritages tenus à Cens, encores qu'il y ait fruict: mais peuuent les habitans deſdits lieux & iuriſdictions y faire paiſtre leur beſtail. Art.9. Et peuuent faire entrer leſdicts beſtail és heritages clos & fermez de foſſez ou ſep, par le pertuis, où le Seigneur dudit heritage & ſon beſtail y entrent, ſans toutesfois rompre leſdits foſſez. Art.10. Sauf qu'il n'eſt permis en aucun temps auſdits habitans paſturer ledit beſtail és vignes, iardins, Taillis & Vergers ou croiſſent les pommes. Art.20. Chacun habitant des villes d'Ayre & du Mas peuuent defendre la x. partie de ſon heritage, & prohiber d'y mettre le beſtail des autres habitans en aucun temps.

S. Sever L. Tit.10 Art.6. Chacun voiſin de S. Seuer, peut donner à ſes paſteurs tenue de beſtail auec les ſiens: à ſçauoir eſt au Vacher, vi. chefs de vaches: aux gardeurs de brebis ou cheures, xviii. chefs: & aux gardeurs de pourceaux, xii. chefs. Art.7. Et peut ledit paſteur faire paſturer leſdits beſtails par tous lieux, où les beſtes de ſon maiſtre peuunt paſturer.

La Bourt, Titre.3. Article premier. En la terre de Bourt chacune Parroiſſe a & poſſede ſes terres communes & voiſines entre tous les Parroiſſiens d'icelle Parroiſſe par indiuis, diſtinctes & ſeparees des autres Parroiſſes, comme appert

Source : BIU Cujas

par bornes & limites. Article second. Chacun Parroissien és terres communes de la Parroisse, d'où il est Parroissien, peut indifferemment tenir & pasturer son bestail gros & menu, de quelque qualité & nombre qu'il soit, & en tout temps de iour & de nuict. Art. 3. Et peut aussi faire cabinet, loges & clostures pour retirer le bestail, pasteurs & gardes, sans qu'il soit tenu payer aucune chose aux Parroissiens : reserué en temps de glandage. Auquel temps les Parroissiens departent le glandage entr'eux, si bon leur semble: & baillent à chacun sa part & portion, selon qu'ils sont egallez & departis aux Tailles & autres subsides de ladite Parroisse. Art. 7. Du iour de feste de S. Michel, iusques à S. Martin d'hyuer les Parroissiés d'vne Parroisse ne peuuent ne doiuent mener leur bestail pour pasturer en autre Parroisse. Article 8. Et si les habitans d'vne Parroisse trouuent durant iceluy temps le bestail d'autre Parroisse prochaine & voisine, ils le peuuent prendre. Article seizieſme. Le bestail d'aucune Parroisse, reserué cabanes de vaches, & en autre temps que depuis la sainct Michel iusques à la sainct Martin, en tout temps, peut pasturer aux Padoens & pasturages de l'autre Parroisse, soit ioignante ou non : pourueu que l'on n'y face cabane ou loge, où le pasteur feu & giste esdicts Padoëns. Article 17. Et si l'on y faict cabane ou loge, feu ou giste de nuict, les habitans d'icelle les peuuent pignorer & faire payer pour chacun trouppeau & chacune fois vn franc Bourdelois. Article dixhuictieſme. Toutesfois ce que dict est n'a lieu en bœufs aratoires : lesquels ayent pasteur ou non, en tout temps, de iour & de nuict, y peuuent pasturer : reserué ledit temps de S. Michel, iusques à la S. Martin.

Sole Titre treizieſme. Art. premier. Toutes les herbes, paisson & glandage des heremps communs, aygues, pesques & casles de la terre de Sole, d'ancienne Coustume sont communs & francs, à chacun manant & habitant dudit pays : & chacun peut iouir du fustage desdicts heremps, pour le bastir & pour le chauffage : si n'est affuizat par le Roy ou ses Officiers. Car ledict Seigneur est de ce faire en possession. Article second. Exceptee la Casse, quant à aucuns qui sont specifiez au liure Censuel qui doiuent donner casse au Chastel de Mauleon, si prennent comme il est contenu au liure censuel: mais tous les autres sont francs. Article troisieſme. Aussi chacun peut faire labaquis, Treteyns & fornats esdicts heremps communs, fors és lieux preiudiciaux des passages & repassages, semer & cuillir toute condition de grain, qui bon leur semble, par l'espace de quatre ans consecutifs : & passé les quatre ans, doit laisser lesdits fornats, labaquis & Treteyns francs & ouuers pour la seruite commune. Et qui occupe lesdits Labaquis esdits heremps communs, plus auant de quatre ans, encourt trois leys maieurs par chacun an, qu'il occupera, enuers le Roy : & n'est permis de barrer de plante tels fornats. Article quatrieſme Tous les manans & habitans du pays de Sole peuuent & leur est permis & licite, de faire pasturer les bestail quels qu'ils soient és padoënces, communes, terres & heremps vacans audict pays, en tout temps & saison de l'an : & semblablement és fougeres particulieres dehors les barraths & estarts des campagnes, qui d'ancienneté ont esté franches. Et n'est permis de barrer icelles, ne d'empescher la padoënce à aucun : mais la feugnere & sostre desdictes feugneres, est du Seigneur d'heritage : & la padoënce du bestail est commune & franche à ceux dudict pays. Article cinquieſme. Aucun ne peut faire pasturer bestails ausdicts pasturages, à plus grand nombre, qu'il n'a hyuerné & nourry des foings & pailles, prouenans des heritages qu'il tient en sondict pays, de son propre, n'autres.

Sedan Tit. 15. Art. 302. Les habitans de deux villages voisins, tant en general que particulierement, peuuent mener ou faire mener leur bestail en vaine pasture les vns sur les autres. Article 304. Toutesfois les habitans d'aucunes villes ou villages en general ou en particulier, qui ont droict d'aisance, vsage & pasturage des Boys & Forests d'autruy, pourront iouir & vser selon leurs titres & priuileges de leursdictes aisances & vsage, nonobstant ce que dessus.

Melvn Chap. 22. Art. 302. Prez †† fauchez dont l'herbe ou foing ont esté enleuez, sont reputez vaine pasture: sinon qu'ils soient clos & fermez de hayes ou fossez, ou que d'ancienneté & ordinairement on ait accoustumé faire regain. Toutesfois si l'herbe ou foing estoient delaissez esdits prez l'on n'y pourroit entrer iusques apres la S. Remy.

Sens Tit. 15. Art. 149. p. à Melun. Remy: & dure vaine pasture depuis ce iour, iusques à la my-mars.

Vaine pasture. †† *L'Art. 302. est de nouuel introduict pour le bien & vtilité publique.*

AVXERRE Tit.15.Art.263.p.*a Sens.* iuſques au † premier iour de Mars ſeulement. Apres †† lequel temps n'y pourront ſous pretexte d'ancienne iouyſſance, mener leur beſtail, ſoit le iour de Paſques, vendredy ſainct ou autres iours.

TROYES Tit.10.Art.170. Vain paſturage eſt en terres & prez deſpouillez & plaines charines & autres heritages non clos ne fermez: toutesfois au regard deſdits prez, en temps qu'ils ſont defendus, qui eſt depuis la noſtre-Dame en Mars, iuſques à ce qu'ils ſoient deſpouillez.

CHAVMONT Tit.9.Ar.109.p.*a Troyes*, deſpouillez, en charnies &c. qui eſt des le commencement du mois de Mars, iuſques &c. deſpouillez: & le temps des bannies, où l'on a accouſtumé faire bannies.

VITRI Tit.11.Art.122.*a la fin*, Et ſont appellees vaines paſtures, terres en friche, labourages hors les deſpouilles, terres non enſemencees, prez apres la faux g & iuſques au xv. iour de Feurier, ou au commencement de Mars, ſelon que les annees ſont haſtiues ou tardiues, & que l'herbe deſdits prez poinct.

CHALONS Tit.23.Art.266.*a la fin* p.*a Vitri*, xv. iour de Mars.

DVCHE de Bourg.Chap.13.Art.4. Vne paſture en bois de hauſte Foreſt, eſt entendu dés la S. Michel iuſques à la S. André, inclus: & durant ledit tẽps tous vſagers, vains paſturiers, doiuent ceſſer d'y faire paſturer.

NIVERNOIS Chap.3.Art.5. Vaine paſture doit eſtre entendue en chemins, prez, en prairie, deſpouilles, terres, bois & autres heritages non clos ne fermez: excepté toutesfois où & quand leſdits heritages ſont de defenſe par la Couſtume.

MONTARGIS Chap.4.Art.2 *a la fin*, Et ſont dites terres vaines, où il n'y a aucune ſemence.

ORLEANS Tit.5.Art.145.*a la fin*, p.*a Montargis*, ſemences ou fruicts.

BAR Tit.15.Art.206. Le vain paſturage & lieu de vaine paſture eſt permis de clocher à autre à l'eſcarre. Art.207. Vaine paſture en bois & foreſts doit ceſſer des le iour de feſte ſainct Remy inclus, iuſques au premier iour de Feurier inclus.

SEDAN Tit.15.Ar.303. Et ſont reputees vaines paſtures, les terres & prez non clos, apres la deſpouille, comme auſſi les terres vacantes non labourees, terres en ſauart & en friche, hayes & buiſſons: excepté ce que les laboureurs reſeruent à labourer de leurs terres pour le paſturage de leurs cheuaux, que l'on appelle Eſpargne, dont les paſtres & autres s'abſtiendront, ainſi qu'il eſt accouſtumé d'ancienneté: Excepté auſſi les terres, prez & autres heritages, prochains des villes & villages, que l'on voudroit appliquer & approprier en iardinages, logis & maiſons, qui ne ſont reputees vaines paſtures, des incontinent qu'ils ſeront clos de foſſez, palis, hayes, murailles ou autre apparence de cloſture & defenſe.

SOLE Tit.14.Ar.1. Tout gremy de beſtial, qui faict ſocieté, aſſemblee de la terre de Sole, ſoient porcs ou autres beſtials, que l'on nourriſt librement en las pargnies, chacun an doit payer per los alchoubides acouſtumez & demourer au port du iour *de ſeptem fratrum*, que l'on appelle au langage du pays corſtoballo, *incluſiue*, entre le iour de la vigille de S. Pierre: & qui a demouré la vingtaine accomplimẽt pour y profiter les herbles dudit port: & ſauuer durant ladite vingtaine, les herbes de dela lodit port, pour le profit commun dudit pays: ſi autrement par la Cour d'Ordre n'eſt ordonné par neceſſité occurrente. Car en cas d'eminent peril, de guerre ou mortalité de beſtial, ladite Cour d'Ordre y peut & a accouſtumé auoir regard, & en ordonner ſelon la neceſſité, au profit commun dudit pays. Art.2. Du iour de S. Barnabé Apoſtre, qui eſt l'onzieſme iour du mois de Iuin, *incluſiue*, entre le iour *ſeptem fratrum*, *excluſiue*, tous les ports de la Montagne dudit pays de Sole, ſont Vedats, & les peuuent carnaler les Seigneurs deux coyalards, chacun en ſon coyalar, & chacun de leur famille, de chacun trouppeau de beſtial, de iour vn, & de nuict deux: excepté le port ou montagne appellé algaondaa, autrement appelle aſalegine. En laquelle du iour de la Purification de noſtre-Dame, qui eſt le ſecond iour de Feurier, entre le iour de *vincula* S. *Petri*, qui eſt le premier iour d'Aouſt, chacun dudit pays, peut faire padoyr & heberger les beſtials de nuict & de iour, ſi bon luy ſemble, franchement: pourueu qu'ils ayent payé les droits deus coyalars deſdits vedats, aux Seigneurs à qui ils ſont deuz, qui d'ancienneté ont accouſtumé d'eſtre payez. Art.3. Et au port de Vnhorice peut carnaler le Seigneur & auſſi chacun dudit pays, de iour vn, & de nuict deux, de chacun trouppeau de beſtail en chacune vegade: & fait lo carnau, le doit tirer hors le vedat, ſans mal traiter le beſtial. Art.4. De Corſtoballo *incluſiue*, iuſques à la vigile S. Pierre, tous les ports de la Montagne dudit pays ſont francs de iours: mais de nuict chacun peut carnaler en ſon coyalar: car pendant iceluy terme, n'eſt permis à aucun iaſi-

† *Ces mots*, iuſques au premier iour de Mars, *ont eſté de nouuel adiouſtez au lieu des anciens*, iuſques au xv. Mars.

†† *Ces mots*, Apres lequel temps *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

g Non ſeulement apres la premiere faux, ains auſſi apres la ſecõde pour ſauuer le regain. Et ainſi a eſté iugé l'an 1557. entre les habitans de Nectaucourt defendeurs & opposãs au profit de Geofroy Tannoy demandeur. C.M.

Source : BIU Cujas

lhoir, faire cabane n'habiter le feu de nuict en lo coyalard d'autrui, ſans conſentement du Seigneur du coyalar: & de chacun troupeau peut carnaler de nuit deux: & de iours non. Car tous ſont francs de iours. Art. 5. Celuy qui oſte par force le Carnau, qui deuëment eſt carnalé au vedat, doit eſtre contrainct par le Meſſage auec mandement du Seigneur à rendre le Carnau, ſ'il eſt en nature: & ſi le Carnau eſt forabut, le meſſage doit deliurer au forſat l'alheyte du trouppeau du forcé: & en cas d'oppoſition ou fermatiue, parties doiuent eſtre aſſignees à la Cour de lixarre, pour eſtre procedé ſur l'oppoſition, comme de raiſon: Art. 6. Tous les ports & coyalars de Sole ſont francs depuis la vigille S. Pierre iuſques à la S. Barnabé *excluſiue*, par la Couſtume ancienne du païs, qui eſt Corſtoballe: & prendre ſon Carnau de tout meſtier durant ledit temps au port de Vnhorice par Couſtume ancienne Art. 8. Et pour emparer & garder ledit port, ledit Seigneur doit auoir de chacun coyalart de vaches, vn fromage: & ſi le Seigneur du coyalart: a trouppeau d'oüailles, doit auoir pareillement vn fromage le Seigneur de Mauleon. Art. 9. Le Meſſage cognu du Seigneur de Mauleon doit carnaller au port de vnhnorice, de chacun trouppeau, vn carnau, qu'il frappera: & ſ'il laiſſe le carnau frappé, au milieu du trouppeau, doit aller aux perils dudit Seigneur, & les paſteurs doiuent garder leſdits carnaux, comme leur propre beſtial, du trouppeau, à leur loyal pouuoir: & ſi les paſteurs fora bien les carnaux, le meſſage doit eſtre creu en ſon ſerment: & le Seigneur du coyalar doit rendre le Carnau, auec ſon dommage, qui eſt vi. ſols Morlaas: & ſi les paſteurs veulent iurer que le carnau eſt perdu ſans leur coulpe, doiuent eſtre creuz en leurs ſermens. Art. 10. Tous les coyalars de vnhorice, où beſtials ſe retirent, doiuent chacun an à la cabane de Mauleon ſeng les taulas, de lamplor du pied deu mayorau, & de la longueur dudit mayorau: & ſi aucun paſteur rompt la cabane, du coyalar du Seigneur auec le beſtial ou autremẽt, doit payer xviii. ſols Morlaas & reparer le dommage. Art. 12. Et ſi rompt lo coyalar de franc, encourt ſix ſols de Morlaas, & doit reparer le dommage enuers le Seigneur du coyalar, & ainſi moien des fruaters, ſ'ils ont coyalar. Art. 13. Chacun qui a coyalar au port pour ſoi & pour ſes familiers, peut carnaler le beſtial, qu'il trouuera en ſon coyalar au temps de vedat. Art. 14. Le degan, ſ'il eſt maiorau de la cabane, doit faire droit au coyalar entre les paſteurs & gardes du beſtial, ſur les differens de la garde du beſtial, dommages & intereſts d'iceux, qui ſe ſont enſuiuis par faute des paſteurs, & ſur l'ordre & police que doiuent tenir & obſeruer en leurdit coyalar, durant la ſocieté des cabaners. Art. 15. Aux ports tout coyalar doit auoir ſon vedat per los anhols, & le Seigneur du coyalar peut prendre ſon carnau en icelui, ſi aucun beſtial il trouue. Art. 16. Aucune beſte eſbarride, ſoit de homme eſtranger ou du païs, ne peut eſtre carnau en aucun vedat ne coïalar, ains en facent ſes diligences, de le ſerrer dans trois iours & trois nuicts: doit eſtre tournee à icelui, de qui eſt telle beſte eſbarride. Ar. 17. Et eſt dite beſte eſbarride icelle, qui tourne en taux adherens & comarques, ou ſera eſtade nourrie ou chercher taurs, & qui eſt eſbarris par autres cas contre la volonté de qui le beſtial, ou ſ'eſchappe en menant au marché, ou en tournant. Tit. 16. Art. 2. Si aramat de vaches entre de nuict au vedat bouler, peut l'homme occir la vache eſquirade ou quelle autre vache qu'il veut: & ſi elle entre de iours, peut homme prendre vne vime de deux ans: & en cas qu'il n'i ait vima, peut homme prendre des vaches meres: & la doit homme tenir iuſques au iii. iour: pendant lequel terme, le Seigneur de la vache ou vime la peut racheter, en paiant ſix ſols Morlaas. Et ſi dedans les trois iours, ne rachete & paie leſdits vi. ſols Morlaas, ſi la vache ou vime eſt de perſonne de la medixe Parroiſſe, le Carnaleur doit mettre teſmoins du meſme lieu, & ſ'il eſt d'autre Parroiſſe, doit mettre teſmoins de l'autre Parroiſſe, comme il aura tenu ledit Carnau depuis iuſques au iii. iour: & alors le pourra tuer & diſtribuer à ſa volonté. Et eſt neceſſaire qu'en tel carnalement, y ſoient deux hommes: deſquels l'vn à tout le moins ſera chef de maiſon, pour euiter ſuſpicion de malice qui ſ'en pourroit enſuiure Art. 3. Et ſ'ils entrent vaches caſaliques au vedat baaler, le Carnaleur doit auoir ſengles Morlaas pour chacune. Mais ſi icelui de qui ſont les vaches caſaliques agoſſe, refuſe en icelui iour de bailler aucun malau de la Parroiſſe, païe. xiii. ſols de Morlaas pour la redemption d'iceux. Art. 4. Les beſtes & anhets peuuent paiſtre aux vadats du port, de la S. Croix iuſques au iour de S. Iean, ſans eſtre carnalez. Art. 5 Des ouailles qui entrent és vedats boalers, homme peut carnaler vne ouaille an paſſé, & la tuer: & ſi porcs y entrent, doit l'homme carnaler vne truie, qui ne ſoit pleine ne allaictant ſes petits, & icelle retenir, iuſques à ce qu'il aura paié trois ſols Morlaas. Si euges y entrent, homme la doit mener ſans frapper, ne mal traicter & les faire entrer en la parguie, & à qui retenir vne pourra an paſſé: & ſ'il n'i a podra, vne eu-

Source : BIU Cujas

gue, iuſques à ce qu'il ait paié vi. ſols Morlaas, pour racheter ladite eugue ou podra. Art. 6. L'on peut paſſer & repaſſer franchement toute maniere & condition de beſtial, boïeir & cargar en allant par le chemin, tirant par la corde ou menant deuant : & auſſi en cabaucant en tout temps & ſaiſon de l'an par tous les vedats de Sole, ſans eſtre carnalé Art. 7. Le bœuf tirant d'vn ioug & vache caſalique tirant, qui ſont debat lo boër de la boalhe, quand eſt carnalé en aucun vedat boaler, ſe peut racheter & acquiter en paiant vne conque de froment au carnaleur: & en tous les vedats des degaëries Daroa & Domaſanh, ſont quites en paiãt demie conque de mil, pour chacun chef: & n'eſt compriſe en icelui Article, la parroiſſe de Barçois qui a en ce ſes Couſtumes particulieres. Art. 8. Les Seigneurs D'eliſſable, & de Caſamaior, de Treſbieles, de Gentenh, & du Domec de Xerante, ſe ſont oppoſez touchant leurs vedats, qui ne veulent en ce eſtre compris.

Vaine paſture en quel temps a lieu.

IIII. MELVN Chap. 22. Art. 304. La † vaine paſture pour le regard des prez dure depuis le iour de S. Remy, iuſques au premier iour de Mars. Ar. 305. En quelque temps que ce ſoit, on ne peut mener ne mettre porcs h és prez. Art. 306. Il ne eſt licite de mener aucunes beſtes i és vignes, en quelque temps ou ſaiſon que ce ſoit: & qui fait le contraire, eſt amendable enuers partie intereſſee, à la diſcretion du Iuge.

† *Ces Ar. 304 305. & 306. ont eſté denouuel introduicts, pour le bien & vtilité publique.*

SENS Tit. 15. Art. 150. p. *à Melun* 305. prez. Car ils les fouiſſent & gaſtent.

AVXERRE Tit. 15. Art. 264. p. *à Sens*, peut mettre porcs en prez, vignes †† & ſaulſis, n'en terres tant qu'elles ſeront emblauees.

†† *Ces mots, vignes & ſaulſis, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

ESTAMPES Chap. 15. Art. 184. N'eſt loiſible à aucune perſonne en quelque temps, ou ſaiſon que ce ſoit, aller en vignes, gagnages, prez & autres heritages plãtez d'arbres, auſnois, ſaulſayes, ormayes, pour y prendre & cueillir herbes, fueilles ou autres choſes: ſur peine d'amende arbitraire, & des intereſts enuers l'intereſſé. Et de ladite prinſe ſont creuz les proprietaires, vignerons, fermiers & autres qui ont charge deſdits heritages, & pareillement des intereſts, iuſques à v. ſols Par. en affermant par ſerment. Art. 187. Toutes perſonnes ayant beſtail quel qu'il ſoit, ne le peuuẽt mener paſturer aux bois taillis, vignes, prez, auſnoïes, & autres heritages plantez d'arbres fruictiers & autres: ſur peine d'amende arbitraire & de deſpens, dommages & intereſts enuers la partie intereſſee: deſquels & de la prinſe les proprietaires & gardiens des deſſuſdits heritages, ſont creuz par ſerment & du dommage iuſques à v. ſols Par.

DOVRDAN Tit. 4. Art. 60. Nul ne peut ſe tranſporter & enuoyer ſes gens, & ſeruiteurs ou mettre ſes beſtes dedans les iardins, oziers, aulnois & vignes d'autrui en quelque ſaiſon que ce ſoit, ſans le conſentement du proprietaire : ſur peine de payer les dommages & intereſts du proprietaire, & de x. ſols Par. d'amende enuers le proprietaire, à prendre ſur ceux, auſquels appartiennent leſdites beſtes : & eſt creu le proprietaire par ſon ſimple ſerment de la prinſe deſdites beſtes : pourueu que le rapport de ladite prinſe ſoit fait dedans xxiiii. heures apres. Art. 61. Nul ne peut mener ſes beſtes paſturer és prez d'autruy depuis la mi-Mars, iuſques au premier iour d'Octobre : & depuis le premier iour d'Octobre iuſques à la mi-Mars, il eſt loiſible à tous de mener leſdites beſtes éſdits prez, ſans y faire dommage : pourueu qu'ils ne ſoient fermez de murailles, foſſez ou hayes viues ou autre cloſture de defenſe. Art. 162. Nul ne doit laiſſer ſes porcs & autres beſtes de nourriture ſans garde à Dourdan, villes & faux-bourgs dudit bailliage de Dourdan: à peine d'amende, & des dommages & intereſts des parties intereſſees.

TROYES Tit. 10. Art. 170. *à la fin*, En tout tẽps on ne peut mener pourceaux és prez. Art. 172. Si pourceaux ſont trouuez en vigne, y aura amende arbitraire, auec reſtitution du dommage.

CHAVMONT Tit. 9. Article 104. p. *à Troies.* 170. pores &c. aux peines que deſſus.

CHALONS Tit. 23. Art. 266. *à la fin*, On ne peut mener porceaux en prez en quelque ſaiſon que ce ſoit.

AMIENS Tit. 11. Art. 208. Nul ne peut mettre en paſture aucun beſtial és prez, k depuis la mi-Mars, iuſques à la S. Remy: ſur peine de vii. ſols vi. den. P. d'amende: dont le Sergent du Haut Iuſticier, eſt creu par ſerment: mais ſi aucun y faiſoit garder ſes beſtes à laine, ſoit deuant la mi-Mars ou apres, y auroit amende de lx. ſols Par. & reſtitution de l'intereſt. Art. 209. Nul ne peut mettre en paſture beſtes à laine en mareſts communs: ſur peine de lx. ſols Par. enuers le Seigneur, qui a la Iuſtice deſdits mareſts. Art. 244. Si aucun laiſſe paſturer ſes beſtes en nouuelles eſteulles, il commet amende de lx. ſols. Par. enuers le Seigneur aiant Haute Iuſtice, & qui preuient en apprehenſion: & ont auſſi en ce cas les Officiers Royaux pre-

h Videl. Quintus Mutius 39. §. quamuis D. ad leg. Aquil. Specul. Tit. de actor. verſic. ſed pone inuenio. Extat apud Petrum de vineis lib. v. Epiſt. conſtitutio Friderici contra deuaſtãtes hortos & vineas: Liberi quidem carceribus coërcentur : ſerui fuſtibus ſubiiciuntur.

i Collumella lib. 2. de re ruſtic. c. 18. Neque ſuem velimus impaſci pratum, quoniã roſtro ſuffodiat & ceſpites excitet neque pecora maiora, niſi cum ſicciſſimum ſolumeſt, quoniã demergunt vngulas, & alteriũt ſcinduntque radices herbarũ. *Et infrà* Nec pecora quidem oportet teneris adhuc & ſubſidentibus pratis immittere, ſed quoties herba profiluerit falcibus deſecare. Nam pecudes vt ante iam dixi, molli ſolo infigunt vngulas atque interruptas non ſinunt herbarum radices ſerpere & condenſare. Altero tamen anno minora pecora poſt fœniſicia permittemus admitti ſi modo ſiccitas & conditio loci patietur vide lib. 1. legum longob. Tit. De eo qui peculium in damno inuenerit, vbi rex luit prãdus, Si quis in prato porcos foſſas facientes inuenerit vnum aut plures, occidatur vnus tantum & non requiratur.

k Plinius lib. 28. ca. 18. Accurſ. in l. pratum D. de verb. ſignif. l. fin. C. de leg. Aquil. l. qui occidit § qui alienũ D. eo. tit. Spec. tit. de iniur & dam. dato §. ſequitur. verſ. ſi oues.

Source : BIU Cujas

uention: de maniere que s'ils preuiennent en apprehension, l'amende en appartient au Roy. Art. 245 Nouuelles esteulles sont depuis que les iauelles sont liees iusques au iii. iour ensuiuant.

AMIENS L. Art. 10. Si aucunes bestes à laine sont trouuees paissans és marets communs d'icelle Banlieue, il eschet en amende de lx. sols Par.

MONSTREVL Art. 6. Si aucun laisse pasturer ses bestes en terres ablayées de bleds ou de Mars, ou és iardins & prez d'autruy, il eschet enuers le S. aiant Iustice Vicomtiere, en amende de iii. sols Par. & est suiet à la restitution de l'interest enuers la partie.

S. POL Tit. 2. Art. 22. Si les bestes à laine, cheuaux, pourceaux & autres bestes, sont trouuees en nouuelles esteulles auant iii. iours expirez depuis que lesdits biés estans sur ledit champ sont mis en gerbes ou dixeaux, ceux à qui appartiennent lesdites bestes, escheent en amende de lx. sols Par. En laquelle amende, les preneurs ont le tiers. Et si icelles bestes sont prinses pasturans en prez, bleds, auoines ou tre mois croissant, ceux à qui appartiennent lesdites bestes escheent en ameude de iiii. sols Par. qui appartiennent au Seigneur preneur, auec restitution de l'interest. Art. 24. Si aucuns à garde faisoient pasturer leurs bestes en aucuns ablaiz croissans ils escheent en amende de l. sols Par. en laquelle amende le Sergent preneur ne seroit creu: ainçois conuiendroit verifier par deux tesmoins du moins.

PONTHIEV Tit. 7. Art. 106. Si aucun est trouué faisant pasturer, soient bestes à corne ou à laine, cheuaux, iumens ou autres bestiaux, en l'esteulle de bled, auant le iii. iour, depuis que le bled, qui y auroit creu, seroit lié, il eschet enuers le Roy, si ses Officiers preuiennẽt, ou enuers le haut Iusticier ou Vicomtier, s'ils preuiennẽt, pour chacune fois l'amende de lx. sols. Art. 107. Nul ne peut enuoyer pasturer ses bestes en nouuelles esteulles: c'est à sçauoir en vn champ ou a creu ablay, que ce ne soit le iii. iour apres que lesdits ablaiz soient liez & endizellez: sur peine de lx. sols d'amende enuers le Roy. Et aux Iuges Royaux en appartient la correction. Et si ne peut nul charrier n'emporter ses ablaiz deuant Soleil leué, ne apres Soleil couché: sur pareille amende de lx. sols. Article 108. Nul ne peut charrier &c. p. à la fin du prec. Art. Sur peine & amende de lx. sols: si ce n'est par congé du Seigneur.

BOVLLENOIS Tit. 27. Art. 133. Tous Riez & pasturages, qui de leur nature ne sont francs, tout le temps de l'an sont francs du tout au profit de ceux à qui ils appartiennent en temps clos: qui est depuis la my-Mars iusques au iour S. Pierre entrant en Aoust exclud, par celui ou ceux à qui lesdits Riez de pasturages appartiennent, & non autres, les pouuoir faire pasturer & despouiller par leur bestail & autrement, si faire le veullent. Et si dedans ledit iour S. Pierre ne les ont despoillez ou pasturez, les peuuent encores tenir francs iusques au iour S. Remy exclud: en les faisant houppellonner des la my-Mars. Et ledit iour de S. Remy venu, soit que ils les ayent despouillez ou non, lesdits Riez & pasturages sont publiques & cõmuns, iusques à la my-Mars ensuiuant. Et quand aux † prez vn chacun, s'il n'a priuilege ou iouissance deuëment prescrite de tenir ses prez francs en tout temps, est tenu de faire faucher & despouiller dedans ledit iour S. Pierre entrant Aoust, & non plustot, s'il ne luy plaist: & ledit iour S. Pierre passé, & non plustot, vn chacun pourra, qui voudra faire pasturer son bestail dedans iceux prez: encores qu'ils ne fussent fauchez. Et si deuant ledit iour S. Pierre, iceux prez sont fauchez, ladite fauche faite & * lesdits foins charriez & emmenez, pourra semblablement, qui voudra faire pasturer sondit bestail dedans lesdits prez.

† *Ces mots, Et quant aux prez &c. sont de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs, lesdits foins ſerrez, chacun qui voudra, pourra ſemblablement faire paſturer ſon beſtail.*

HERLY Art. 4. Quiconques a terre à Disme, & qui par fortune de guerre ou autrement sont demourees à reiects, tout homme à qui appartiennent lesdites terres & riets, les peut garder & defendre, en y mettant enseignement de defense: en peut faire son profit iusques à la S. Iean Baptiste. Et apres ce lesdits Riets sont mis à commun, combien qu'iceux ne soient enclos. Plus si iceux n'ont esté defendus ne gardez auparauant la S. Iean Baptiste, iceux se peuuent garder & defendre, apres ledit temps, iusques à la Toussaints, & l'on en a tousiours accoustumé vser de tout temps, si ancien, que n'est memoire du contraire. Art. 5. Tout homme qui a enclos, il en peut iouyr en tout temps, soit hyuer ou esté sans contredit, & soit fief ou cottiere, de l'vn comme de l'autre.

ARTOIS Tit. 1. Art. 48. Le Vicomtier a la cognoissance des bestes trouuees és nouuelles esteulles, & de puis à marles estouppez. Art. 49. Amendes de nouuelles esteulles sont de xx. sols. P. Art. 50. Et se dient nouuelles iusques trois iours apres les ablaiz emportez hors du champ, où ils ont creu. Art. 56. L'on ne peut mettre en pasture aucunes bestes à laine és marets communs: à peine de lx. sols Par.

Source : BIU Cujas

LILLERS Tit.1.Art.2.Si * aucunes bestes en temps de moisson d'Aoust, sont prinses en nouuelles esteulles, és mettes dudit bailliage: il y eschet amende de lx. sols Par. au Seigneur de la Seigneurie, où icelles sont prinses.

HESDIN Tit.2.Art.32.Semblablement toutes bestes trouuees prinses en dõmages, soit en iardins, prez ou terres des champs: lesdites bestes pour chacune fois que ce aduient: & aussi quand aucun est trouué menant & chassant bestes par voye ou sentier non accoustumé à chasser bestes, cõmet pareille amende de trois sols, au droict & proufit, comme dessus. Art.33. Par icelle Coustumes, toutes personnes conduisantes char ou charrettes trouuees & veuës en dommage, ou passantes parmy voyes & sentiers non charriables: commettent pour chacune fois que ce aduient, à sçauoir pour le char à quatre roües, amende de xiiii. sols P. & pour la charrette à deux rouës, vii. sols Par. Art.34. Et si loist à vn chacun interessé, soit Seigneur ou autre, faire regarder, visiter & iuger son interest & dommage, par les hõmes & Officiers de la Iustice des lieux, où lesdits interests auront esté faits. Et selon lesdites visitations les poursuiuir & demãder sur les bestes prinses ou empeschees, ou sur iceluy ou ceux, à qui elles appartiendront. En faisant lesquelles visitations l'on n'a point regard, si autres bestes non prinses ny veuës, ont esté cause dudit dommage: mais s'arreste l'on à la derniere prinse: sur laquelle ladite visitatiõ s'est ensuiuie Tit.44.Art.20. Si les pourceaux sont trouuez ésdits marets & communautez ils sont confisquez au droict de M. le Comte, ou ceux, à qui ils appartiennent, sont tenus payer amende de lx. sols Par. au cas toutesfois que lesdits pourceaux ne soient trouuees euaquellez au groin. Art.21. Semblablement * si aucun charie, couppe, fend ou picque ou hauue ou autrement emprend sur lesdits marets & communautez, sans grace ou congé de M. le Comte ou sondit Bailly ou lieutenant de Hesdin: il commet pour chacune fois amende de lx. sols Par.

NIVERNOIS Chap.14.Art.1. Pré en pairie regulierement est abandõné pour pasturer toutes bestes: reserué pourceaux depuis que le foin est entierement hors dudit pré, iusques à la nostre-Dame de Mars: sinon que le pré porte iniure, auquel cas il peut estre gardé iusques à la S. Martin d'hyuer *inclusiuè*: & ledit iour passé, est abandonné iusques à ladite feste de nostre-Dame de Mars. Art.2. Et quant aux autres prez non estans en prairie, ils sont de garde & defense, tant qu'il y a foin ou reuiure: & apres lesdits foin & reuiure leuez: qui bouche, il garde: c'est à dire, si le Seigneur dudit pré, le bouche, sondit pré est de garde & de defense: autrement non. Art.3. En prairie l'on ne peut de nouueau mettre pré en reuiure, sinon que le Seigneut face vne maison audit pré, & qu'il y tienne feu & lieu continuellement. Et s'il se depart de ladite maison, ledit pré retourne à son mesme estat. Art. 4. On ne peut charroyer par prez, en saison que ce soit: sinõ pour enleuer le foin Et qui fait le contraire, durant ledit temps de la garde d'iceux, il est amendable enuers Iustice de lx. sols t. & en autre temps de xx. den. t. Excepté en la Preuosté de Neuers, où il y a iii. sols t. & auec ce en tous les deux cas, on est tenu aux dommages & interests de partie: & s'entend ce que dit est: pourueu qu'esdits prez n'y ait point de grans chemins d'ancienneté. Chap.15. Art.8. Aucun ne peut mener pourceaux en pré en quelque saison que ce soit, en maniere qu'ils fougent. Et s'ils sont prins & trouuez a bandon sans garde & par eschappee en fougeant, l'amende est pour chacun aiant porcs de iii. sols t. Et s'ils sont prins à garde faite fougeans au temps de defense, il y a lx. sols t. d'amende: & en autre temps, y a vii sols vi. den. t. pour le Seigneur Iusticier, sans l'interest de partie, qui est deu en tous les cas dessusdits. Art.9. Qui garde autres bestes en prez & bleds, durant le temps qu'ils sont de garde par nuict, il est amendable arbitrairement: & si c'est par iour, il y a lx. sols t. d'amende: & si c'est d'eschappee ou à bandon, il y a xx. den. t. d'amẽde: & en tous lesdits cas n'est deu l'interest de partie: sauf és Preuostez de Neuers, Marzy, & les Admoignes, où il y a iii. sols t. Art.10. Si aucunes bestes sont prinses en vignes, depuis la nostre-Dame de Mars, iusques à la S. Laurens, & rendues à Iustice, chacun aiant bestes prinses sera amendable de xx. sols t. au S. Iusticier: & payera les interests de partie. Et si lesdites bestes sont prinses depuis la S. Laurens, iusques en vendanges *inclusiuè*, l'on les doit garder separément & distinctement l'vne de l'autre par xxiiii. heures: & si elles grument, c'est à dire qu'il apparoisse par la fiente qu'ils aient mangé raisins, lesdites bestes sont confisquees à Iustice: & celuy à qui sont lesdites bestes paye les dommages de partie. Et sur ladite confiscation prendra le Preuost, son amende de lx. sols t. Art.11. Et où lesdites bestes ne grument, celuy à qui elles appartiennent, est amendable enuers Iustice de xxx. sols t. & tenu aux dommages de ladite partie. Art.12. Si depuis les vendanges iusques à la nostre Dame de Mars bestes sont prinses ésdites vignes, les Maistres d'icelles, pour cha-

* *Tit.2. Ar. 7. Et quant au surplus des coustumes receues audit Bailliage de Lillers, elles sont confirmes aux generales decretees en Artois.*

* *Par l'Art. 8. du Tit. 5. Et quant au surplus des Coustumes dudit Bailliage elles sont cõfirmes & semblables aux coustumes generales du comté d'Artois.*

Source : BIU Cujas

cune prinse sont amendables enuers Iustice de iii. sols t. & tenu aux dommages de la partie.

Montargis Chap. 4. Art. 3. Tous prez sont defendus depuis le premier iour de Mars, iusques au xv. iour d'octobre, sinon qu'ils soient fauchez: & si les aucuns desdits prez sont à deux herbes, on n'y peut aller qu'ils ne soient fauchez deux fois: ou que le xv. iour d'Octobre soit passé: & en ceux qui sont hayez ou fossoyez, on n'y peut aller en nul temps: ne és pastures depuis le xv. Mars, iusques au premier iour de Iuillet: mais on ne peut hayer ne fossoyer, boucher ne clorre en prairie ne és pastures publiques & communes apres ledit premier iour de Iuillet. Art. 4. Quand prairie est bouchee, & y a prez à deux herbes, tous ceux qui y passeront, seront tenus de rebouscher le passage de leur voisin, où aurõt passé: sur peine d'estre tenus du dommage. Art. 5. En tout temps les vignes sont defendues: & n'y peut on mener pasturer aucunes bestes quelcõques qu'elles soiẽt. Art. 7. On ne peut mener pourceaux és prez n'és vignes en quel temps que ce soit.

Orleans Tit. 5. Ar. 147. Tous † prez, soient à vne herbe ou deux, sont defendus, depuis le iour & Feste Nostre-Dame en Mars, iusques à ce qu'ils soient fauchez & l'herbe d'iceux enleuee, où le iour de S. Remy passé. Et au regard de ceux qui sont clos à hayes ou fossez, on ny peut mener pasturer bestail en aucune saison sans permissiõ. Ar. 152. Il est defendu mener & pasturer bœuf, vaches, porcs, brebis, cheures, oyes, bestes cheualines, és vignes gaignages, clouzeaux, vergers, plants d'arbres fruictiers, chesnoyes, ormoyes, sausayes: & entrer en iceux, pour cueillir fruicts, fueilles, fueillards & herbes: à peine d'vn quart d'escu d'amende enuers le Seigneur d'iceux, ou de plus grande amende, si le cas y eschet: dont il sera creu par serment auec vn tesmoin. Article 153. On ne peut mener pasturer porcs és prez, pastis & vignes en quelque temps que ce soit.

Normandie Chap. 7. Ar. 81. Toutes terres cultiuees & ensemencees sont en defends en tout temps, iusques à ce que les fruicts soient recueillis. Art. 82. Les prez, terres vuides & non cultiuees sont en defends depuis la my-Mars iusques à la S. Croix en Septẽbre: & en autre temps, elles sont comunes, si elles ne sont closes ou defendues d'ancienneté. Art. 84. Les cheures, k & porcs & autres bestes malfaisantes, sont en tout temps en defends.

k Plinius lib. 8. cap. 50.

Tovrs Tit. 18. Art. 202. Les †† bestes cheualines, aumailles, bestes à laine & asnes, peuuent pasturer és prez non clos de fossez ou hayes, depuis que l'herbe est fauchee, fenee & emmenee, iusques au viii. iour de Mars. Et quant aux prez gaigneaux clos à fossez ou hayes, ny peuuent pasturer: & si apres elles y sont trouuees, ceux à qui sont les prez, ou autres leurs seruiteurs ou commis, les pourront prendre ou mener incontinent, si faire le peuuent, en prison, s'il y en a au lieu: sinõ à la plus proche prison: & ce pour la garde seulement. Art. 206. Et est à sçauoir que si les bestes dessusdites sont prinses ésdits prez, bleds ou vignes d'aucunes personnes, elles pourront estre prinses & amenees en prison: & en auront les Seigneurs des heritages ou autres aians interest & la Iustice, desdommagement & amendes, ainsi & en la maniere que dit est. Et si plus grand dommages ils font que de v. sols tournois à ceux, à qui le dommage aura esté faict, en seront desdommagez iusques à la valeur du dommage qui sera prouué. Art. 207. Si pourceau ou truye, en quelque saison que ce soit, sont trouuez en bleds, prez ou vignes, seront amenez à Iustice, si amenez peuuent estre, & en sera prinse l'amende de vii. sols vi. den. aussi le desdommagement selon la quantité du dommage. Et le pareil sera des cheures, asnes & autres bestes trouuees és vignes. Et si les oyes sont trouuees en bleds ou prez, & elles ne peuuent estre amenees en prison, on les peut tuer sans offense.

Les Esclvses Art. 1. Combien que par la Coustume generale ne soit permis de mettre les bestes és prairies, iusques au viii. iour de Mars: ce neantmoings il a droict de mettre depuis le viii. iour de Mars, iusques au xv. iour d'Auril ou faire mettre en sa prairie dudict lieu des Eschizes estans à Langes, bestes aumailles & cheualines, aussi brebial en toute sa Chastellenie: & pour chacune beste aumaille & cheualine, prendre & auoir iv. deniers tournois, & pour trois moutons ou brebis, vn den. tournois le tout payable à sa recepte dudict lieu des Escluses, au iour de Pasques Fleuries, qui est deuoir annuel & Seigneurial.

Lodvnois Chap. 19. Art. 1. p. à *Tours*. 202. A fossez ou hayes, & non gaymaux depuis &c. au premier iour de Mars. Et si apres &c. & mener en prison, s'il les y peuuent

† *C'est Ar. 147. a esté tiré du 143. Art. de l'ancien: & ont esté adioustez pour explicatiõ ces mots*, Et l'herbe d'iceux enleuee. *Et ont esté rayez du cõsentement des Estats ces mots*, Et est à sçauoir qu'en plusieurs lieux les prairies ne sont defendues que iusques au iour & feste S. croix en May: *nonobstant & sans prejudice de l'opposition des habitans de Marcau & Chasteau-Regnard: dont ils auront acte, pour se pouruoir ainsi qu'ils verront estre à faire.*

†† *Les Art. 202. & 203. ont esté mis au lieu du 1. Art. ancien de ce Titre.*

peuuent amener. Art. 4. & 5. p. *a l'ours.* 206. & 207. oyes ou poullailes &c. prez ou vignes eſtans en fruict & elles ne peuuent &c. Art. 6. Si beſtes ſont trouuees en vigne, en quelque ſaiſon que ce ſoit, il y a vii. ſols vi. den. d'amende auec le deſdommagement de la partie.

BLOIS Chap. 19. Art. 222. Qui † trouuera les oyes ‖ d'autruy en ſes prez, vignes, bleds, gaignages luy faiſans dommage, luy ſera loiſible & permis en tuer vne ou deux pour le plus, quand leſdites oyes ſont par trouppes. Et s'il n'en trouue qu'vne, eſt permis icelle tuer, & la doit laiſſer ſur le champ. Et où il ne voudroit & ne pourroit tuer leſdites oyes, il pourra demander à Iuſtice reparation du dommage qu'elles luy pourroient auoir faict: qui luy ſera adiugé ſans amende de Iuſtice. Ar. 224. Les prez non clos ſont defenſables depuis la my-Mars iuſques à ce qu'ils ſoient fauchez & l'herbage emmenee: ſauf ceux qui ſe fauchent à deux herbes: leſquels †† ſont defenſables iuſques à ce que l'herbe ſoit leuee: au moins iuſques à la Touſſaints. Art. 225. En † quelque temps que ce ſoit nul ne pourra mener ne faire mener beſtes en ſes vignes enuironnees d'autres vignes circonuoiſines appartenantes à autruy: mais ſ'il y a vignes ſeparees, il y pourra mettre & mener ce que bon luy ſembleta. Art. 226. En nul temps on ne peut mener les porcs és prairies ne és vignes.

S. AIGNAN Chap. 1. Art. 3. Tous prez gaigneaux & paſtureaux, que l'on voudra dire defenſables, outre la ſaiſon deſſuſdite faut qu'ils ſoient deuëmẽt foſſoiez ou bouchez. Ar. 4. Les vignes & iardins ſont defenſables en tout tẽps, & les terres enfruictees en bleds ou autres ſemences, & les chaumes, iuſques à la Touſſaincts.

MENETOV Chap. 3. Art. 6. Vn chacun peut mener ſes beſtes, fors les porcs, paiſtre és prez, depuis qu'ils ſont fauchez, ſans contredit, iuſques à la noſtre-Dame de Mars: ſinon que les prez ſoient clos & fermez: auquel cas, ils ſont touſiours defendus. Art. 7. On ne peut mener en quelque ſaiſon que ce ſoit, les porcs éſdites prairies: & s'ils y ſont trouuez, on les peut prendre & mener à Iuſtice, & y eſchet amende. Art. 8. *a la fin.* Et ſont les vignes defendues en tout temps,

VALLANÇAY Chap. 4. Art. 7. Quand prinſe de beſtes eſt faicte de nuict, és bleds & vignes en tout temps & ſaiſon, & és prez en la ſaiſon depuis la Feſte noſtre-Dame chaſſe-Mars, iuſques à la S. Michel, ſi pluſtoſt ne ſont fauchez: en icelui cas, les amendes ſont de lx. ſols t. ladite prinſe de nuict prouuee.

VASTANG Chap. 8. Art. 15. Les prez appellez ſecherons ſont defenſables, & n'eſt permis y mettre ny mener beſtes depuis la noſtre-Dame de Mars, iuſques à la my-Aouſt. Et les prez des riuieres ſont defenſables depuis la S. Croix de May, iuſques a la S. Michel. Et qui fait le contraire, on peut faire prinſe, comme dit eſt: mais depuis leſdites feſtes, ny eſchet prinſe: excepté des pourceaux, qui en tout temps ſont defendus d'aller éſdits prez. Art. 16. Si oyes ſont trouuees en prez ou vignes, en quelque temps que ce ſoit, ou terres emblauees ou ſemees, pource que elles y font grand dommage, elles y peuuent eſtre prinſes & menees en Iuſtice, ou ſi bon ſemble, à celuy, à qui elles font dommage, luy eſt permis par la Couſtume en tuer vne ou deux, & ſur le champ les laiſſer mortes.

CHABRIS Chap. 1. Art. 5. Et ſont les heritages, éſquels les beſtes ainſi trouuees ſont prinſes, reputez defenſables: éſquels leſdites beſtes peuuent faire & porter dommage: c'eſt à ſçauoir prez ſecherons depuis la noſtre-Dame chaſſe-Mars, iuſques à la S. Iean: & les grans prez depuis la S. Croix de May, iuſques à la S. Michel, ſi pluſtot ne ſont fauchez. Art. 6. Tous prez gaigneaux & paſtureaux, que l'on voudra dire & tenir defenſables outre les ſaiſons deſſuſdites, faut qu'ils ſoiẽt foſſoyez & bouchez ſuffiſamment. Art. 7. Et neantmoins il eſt permis à vn chacun prendre ou faire prendre en ſes prez, les pourceaux en tout temps & ſaiſon.

BERRI Tit. 10. Art. 6. Des †† & depuis le premier iour de Mars, iuſques au xv. Octobre, tous prez ſont defenſables: & n'eſt loiſible y mettre aucunes beſtes pour paſturer: ſi n'eſt apres qu'ils ſont fauchez, ou que le foin aura eſté recueilly, ou que le Seigneur aura eu temps ſuffiſant pour le retirer: auquel cas, iaçoit qu'il y euſt prohibition & defenſe du Seigneur, eſt loiſible à tous autres y mettre leurs beſtes paſturer: toutesfois ſi leſdits prez portoient ſeconde herbe & reuiure, ſeront defenſables durãt le temps deſſuſdit, apres que la premiere herbe aura eſté fauchee, iuſques à ce que la ſeconde herbe aura eſté recueillie. Art. 7. Tous prez & autres heritages clos & fermez de murailles, hayes, palis & foſſez, ſont defenſables en quelque temps que ce ſoit: & les peuuent les Seigneurs d'iceux faire clorre en la maniere que deſſus, pour les faire defenſables, bien qu'ils ne l'ayent iamais eſté au precedent. Art. 8. Tous paſtureaux ſont auſſi defenſables depuis le xv. iour de Mars, m iuſques au xv. iour de Iuillet. Art. 9. Vignes † en tout temps ſont de-

† *Ceſt Art. 222 eſt ainſi corrigé du conſentemẽt des Eſtats: pour ce que l'ancienne Couſtume eſtoit trop rigoureuſe, à cauſe de faire dommage à autruy.*

†† *Ces mots, leſquels ſont &c. ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Ces Ar. 225. & 226. ſont accordez & adiouſtez pour couſtume nouuelle.*

†† *Ceſt Art. 6. eſt Couſtume nouuelle quant à la prorogatiõ du temps.*

† *Ceſt Art. 9. a eſté diſcorde*

‖ Ioan. Fab. in §. auiũ & §. gallinarum Inſt. de rer. diuiſ.

m Plinius lib. 18 cap. 26. & collum. lib. de reruſt. Au reſte notez

Source : BIU Cujas

pour l'Art.9. suiuant que par les Ordonnances d'Orleans de Charles 9.1560. Art.108. & des Estats de Blois de Henry 3.1579. Art.285. Il est defendu à toutes sortes de personne de chasser soit à pied ou à cheual auec chiens ou oiseaux sur les terres ensemencees, depuis que le bled est en tuyau: & aux vignes depuis le premier iour de Mars iusques apres la despouille.

par les gens du second Estat, dissans qu'ils ont accoustumé aler chasser és vignes: & les gens des premier & tiers Estats, ont soustenu & accordé ledit Art. & requis la publication & homologation d'iceluy. Ordonnons que lesdits du second Estat bailleront leurs causes d'opposition & tout ce que bon leur semblera dedãs la S. André, pour toutes prefixions & delais & sans autre forclusion, pour à nostre rapport, leur faire droict par la Cour ainsi qu'elle verra estre à faire parauant ledit enregistrement. Et depuis par Arrest du 8. Iuin 1540. donné comme dit est, la Cour a debouté & déboute lesdits gens du second Estat de leur opposition, & ordonne que nonobstant icelle, ladite Coustume demourera enregistree.

fensables: & ny peut l'on mener bestes ny chasser: ains est amendable celui qui y chasse: & doit estre condemné en tous dommages & interests de la partie. Ar.10 En tout temps prez, iaçoit qu'ils soient fauchez, sont defensables, quant aux pourceaux: & s'ils y sont trouuez, y eschet prinse, cõme dessus. Tit.15. Art.3. Les vignerons ou autres commis à la garde des vignes, n'entreront dedans en quelque sorte que ce soit: si ce n'est pour prinse de personnes ou de bestes, qui y seroiẽt entrees & tiendront les passages d'icelles clos & bien bouchez: en sorte que par leur faute & negligẽce, lesdites bestes ny puissent entrer: mais seront & se tiẽdront à faire ladite garde, autour & du lõg des bouchetures des vignes par dehors, specialemẽt és grãs chemins publics, à ce que l'on n'y puisse entrer à leur desceu, pour y prendre, emporter & desrobber les raisins ou autres fruicts: & s'ils font le cõtraire, seront tenus aux interests de ceux à qui seront les vignes, où lesdites bestes seroient entrees ou autres personnes pource que dessus: & si seront amendables.

BOVRBONNOIS Chap.32. Art.525. Les prez estans en prairies non bouchez sont defensables depuis la nostre-Dame, iusques apres la faux: & les prez portans [n] reuiures, sont defensables depuis ladite nostre-Dame, iusques à la S. Martin de hyuer. Et y peut l'on vser de prinses de bestes: & de ladite S. Martin d'hyuer en outre, non: & au regard des pourceaux, ils sont de prinse toute l'annee: & quant aux prez & prairies bouchees, & qui ont accoustumé de l'estre, on y peut vser de prinse toute l'annee. Art.526. Fruictiers, iardins, vergiers clos & vignes soient closes ou non, sont defensables en toutes saisons de l'an, & de toutes bestes: sur peine de l'amende au S. Iusticier & interests de partie. Et si plusieurs particuliers auoiẽt vignes, iardins, vergiers & fruitiers sous vne mesme closture, il n'est loisible, à aucun y mettre pasturer son bestail, quãd ores il le voudroit faire rieres lui, & en son propre heritage. Art.527. Si depuis le 1. iour d'Aoust iusques apres vendanges faites sont trouuez aucuns porceaux & cheures ésdites vignes, lesdits pourceaux & cheures sont confisquez moitié au Seigneur Iusticier, & moitié au possesseur & iouyssant [o] desdites vignes: Et si lesdits porceaux & cheures ne peuuent estre prinses, il est loisible les tuer, & en ce cas se partiront, comme dessus. Art.528. Plants sont defensables & de garde, iusques à quatre ans inclusiuement de cheures, moutons, brebis, asnes & autres bestes: sur peine de l'amẽde enuers le S. Iusticier & és dommages & interests des parties.

AVVERGNE Chap.28. Art.7. L'on ne peut faire pasturer aucun bestail és vignes en aucune saison de l'an, n'aussi és vergiers & fruictiers clos. Art. 24. Doresnauãt ne sera permis faire pasturer és prez situez audit pays, aucuns pourceaux ne oyes, en quelque saison de l'an que ce soit: sur peine de clame quãt ésdits pourceaux: & quant aux oyes, s'il y en a nombre des xx. & au dessus, est permis en tuer deux, en les laissant és prez, où auront esté trouuees, sans les pouuoir approprier à son profit: & s'il y en a moins que le nombre de xx. l'on n'en pourra tuer qu'vne, comme dessus. Art. 25. Et pareillement si aucunes cheures sont trouuees donnans dommages és plants nouueaux de quatre ans, & au dessous, les Seigneurs & maistres d'icelles, seront tenus à la clame, enuers le Seigneur Iusticier pour chacune garde, & és interests de partie. Et seront creuz le prenant & autres personnes par leur serment.

ESPIRAT Art.1. Quand aucun habitant fait pasturer son pré en la prime, ne le peut tenir defensable, si n'est iusques à la feste S. Iean Baptiste.

MOZVN Art.2. L'on ne peut tenir pré clos audit tẽps nõ defẽsable, sãs laisser passage pour y entrer le bestail pour pasturer: autrement l'on peut faire ledit passage.

MONTAGV Art.1. Les habitans de la Chastellenie de Montagu, Listenois & Reignat, ont semblable Coustume touchant de laisser passage és prez clos, cõme ceux dudit Mozun: excepté que l'on n'entre és prez, iusques apres la S. Martin de hyuer. Art.2. Quand l'on fait pasturer son pré apres la my-May, il y a mesme coustume, cõme ceux desdits lieux de Chaz & Espirat: semblablement d'aller faucher

[n] L'herbe seconde qu'aucuns appellent aussi le regain ou le reuiure.

[o] Soit proprietaire ou detenteur qui en iouist en vertu d'vn contract d'adcense. C.M.

Source : BIU Cujas

leurs communaux apres la feſte S. Iulian & prendre les fruicts, comme ceux dudit Eſpirat.

MAISSAT Art. 1. Si aucun des habitans des Chaſtellenies de Maiſſat & le Mouſtier fait paſturer ſon pré, l'on y peut aller paſturer, incontinent apres la feſte S. Iean Baptiſte.

BILLON Art 1. Tous habitans en la ville de Billon peuuent faire & tenir dedans la Iuſtice Billon, pré ou autre heritage clos en toute ſaiſon de l'an: ſans que perſonne y puiſſe entrer ne paſturer tant qu'il demeure clos. Ar. 2. Nul forain qui n'eſt contribuable és affaires cõmuns de ladite ville, ne peut faire ou tenir de nouuel pré clos en ladite Iuſtice en temps non defenſable: qui eſt depuis la feſte de la Magdelaine, iuſques à la noſtre-Dame de Mars. Art. 4. En toutes ſaiſons de l'an, les premiers fruicts leuez, ils peuuent faire paſturer leur beſtail és prez & terres de ladite Iuſtice: excepté és vignes & prez clos deſdits habitans.

VIVEROLS Art. 3. Et ſi aucuns des habitans de Viuerols &c. font paſturer leurs prez à la prime, & ne veullent recueillir les premiers fruits, l'on y peut aller quand les circonuoiſins les ont leuez.

S. SATVRNIN S. Amans &c. Art. 1. Les prez portans riuiere doiuent eſtre clos & fermez: autrement ſi la cloſture d'iceux n'eſt entretenue, le beſtail trouué en iceux en temps defenſable, ne peut eſtre prins ne baillé à Iuſtice: mais le peut l'on mettre dehors leſdits prez gracieuſement, ſans le pouuoir bailler pour clame, intereſt, n'amende.

ELFRAISE Art. 1. Il eſt leu & permis és habitans de la Chappelle d'Elfraiſe faire paſturer leur beſtail quelconque dedans les prez ſituez en icelle, depuis la S. Martin d'hyuer iuſques à la noſtre-Dame de Mars.

MONT-SALVY Art. 1. p. *à Elfraiſe.*

LEOCAMP Art. 1. Es lieux de Leocamp & Marcolez, quãt és paſturages, y a ſemblable couſtume, comme éſdits lieux de Mont-ſaluy & Chappelle d'Elfraiſe.

FONTANGES Ar. 1. Es lieux de Fontãges, Loppiat, S. Vincent, Anglars & S. Martin de Valmaroux, paſſez les iours de S. Martin d'hyuer eſt permis à chacun mettre ſon beſtail dedãs les prez de ladite Parroiſſe, iuſques à la noſtre-Dame de mars

LA MARCHE Chap. 29. Art. 354. Tous prez clos ſont defenſables en tout temps, tant & ſi longuement que lon les tient clos: mais quand ils ne ſont clos, ne ſont defenſables, depuis la Sainct Martin d'hyuer iuſques à my-Mars enſuiuant. Toutesfois pource qu'en pluſieurs lieux, on a accouſtumé faire paiſtre les prez incontinent, que le foin en eſt hors, l'on vſera comme l'on a accouſtumé.

POICTOV Tit. 1. Art. 194. Vignes en quelque temps & ſaiſon que ce ſoit, ſont defenſables de toutes beſtes quelconques. Art. 195. Terres labourables és lieux, où les paſturages ſont communs en la forme ſuſdite, des que le bled eſt ſemé, iuſques à ce qu'il ſoit cueilly & hors deſdites terres, ſont defenſables, & encores vn mois apres. Art. 196. Prez gaignaux & de regain ſont éſdits lieux defenſables des la feſte de la Purification noſtre-Dame, iuſques à la feſte S. Michel: & ceux qui ne ſont gaignaux, des le premier iour de Mars, iuſques à ce que l'herbe ſoit fauchee & emmenee.

XAINCTONGE Tit. 4. Art. 14. Vignes & Garennes à connils, bois de ſerpe nouuellement couppé, iuſques à iv. ans apres la couppe ſont prohibez à toutes beſtes & en toutes ſaiſons: & le bois taillis, aux cheures, iuſques à v. ans apres la coupe. Art. 15. Prez en toutes ſaiſons ſont prohibez à pourceaux †† & oyes. Et quãt aux ouailles & moutons, † iuſques à la S. Michel. Et à toutes beſtes, les prez châpaux, des le 1. iour de Feburier: & les prez en fõds de riuiere des le 1. iour de Mars iuſques à ce que l'herbe & foin d'iceux eſt cueillie & emmenee. Mais †† ſi leſdits prez champaux ou chechillons ſont clos, ſont defenſables en tout temps. Auſſi les gueymaux anciens & clos, ſont prohibez en tout temps.

BORDEAVX Chap. 11. Art. 110. L'on n'entrera aux prez depuis le premier iour de Mars, iuſques à la noſtre-Dame Septembre.

ACS Tit. 11. Art. 1. En la Cité & ſiege d'Acs és vignes, vergers, iardins, prez & bois bien & deuëment clos & fermez, aucun ne peut mettre ſon beſtail de quelque condition que ce ſoit, en temps de fruicts ou non. Art. 14. Et quand les pourceaux du voiſin ſont trouuez en vigne, verger, iardrin, ou en vn pré clos & fermé, deuëment en quelque temps que ce ſoit le Seigneur proprietaire peut pignorer leſdits pourceaux pour le dommage ou en tuer vn à ſon chois. Art. 15. Mais ſi l'occit, n'a aucune reparation du dommage: & neantmoins le pourceau tué, demeure au Seigneur à qui il eſtoit auparauant. Article 16. Et ſi éſdites

†† *Ces mots,* &oyes. Et quãt *&c. ont eſté adiouſtez.*

† *Ces mots,* iuſques à la S. Michel, & à toutes, *ont eſté adiouſtez.*

†† *Ces mots,* mais ſi les prez *&c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

vignes, vergiers, iardrins & prez clos, eſt trouué gros beſtail à garde faite ou auec cloche fermee ou bouchee, en temps de fruicts de nuict, le ſeigneur du beſtail encourt l'amende de xx. ſols tournois pour chacun chef: & ſ'il eſt trouué de iour, l'amende de x. ſols tournois pour chacun chef: & en temps de non fruicts, encourt la moitié deſdites amendes reſpectiuement. Art. 17. Et au Bailliage de Tartas eſt permis au ſeigneur de l'heritage en temps de fruits & en tous heritages clos autres que prez, quād il trouue pourceaux, cheures ou oyes: & és prez, poſé qu'ils ne ſoiēt clos en tout temps, en tuer vn de chacun trouppeau & chacun iour.

S. Sever Tit. 3. Art. 11. Porceaux ne peuuent en aucuns temps paſturer és prez portans foin: & ſ'ils y ſont trouuez, peuuent eſtre tuez Art. 12. Et leſdits prez portans foin ſont defendus depuis la noſtre-Dame de Mars, iuſques à ce que le foin eſt cueilly.

Sole Tit 13. Art. 26. Es campagnes & heritages portans fruicts, ſoient prez ou autres, les fruicts leuez ou paſſé le temps qu'ils doiuent eſtre cueillis, le beſtail eſt franc: ſauf és prez clos, vignes, caſaux & vergers, que l'on peut barrer. Mais ſi les vergers ſont ouuerts y peuuent paſturer. Tit. 15. Art. 8. Il n'eſt permis ne licite à aucun faire paſturer aux prez, vignes ne aux caſaux ſituez audit pays de Sole, porcs, oyes, en quelque ſaiſon que ce ſoit, ny aux vergers en temps de pommadere: ſur peine de v. ardits pour chacun porc ou truye, pour chacune fois qu'ils ſeront trouuez paſturant ou herbayant auſdits prez, caſau ou verger, ou payer la taille, qui par gens expers ſera eſtimee à l'option du Seigneur de l'heritage. Et quant aux oyes, ſi elles ſont xx. ou au deſſous, eſt permis d'en tuer deux, & les laiſſer au pré, où elles ſont trouuees, ſans les pouuoir apporter à ſon profit: & ſ'il y en a moins que le nōbre de xx. on n'en pourra tuer qu'vne, en la laiſſant comme deſſus: & ce deux iours de rang *incluſiue*. Art. 9. Et pareillement ſi aucunes crabas ſe trouuent en aucun barral, baillant dommage en vigne ou aux plants nouueaux de iiii. ans ou au deſſous, ou au plantabroc, aux ſeigneurs & maiſtres d'iceux, eſt permis de tuer à chacune fois vne, en la laiſſant ſans la pouuoir porter à ſon profit: & ſont creuz le Seigneur de l'heritage, ſon borders, ſeruiteurs & commis par leurs ſermens. Titre 36. Article 3. Et eſt defendu par la Couſtume de mener ledit beſtail par les chemins des campagnes, au temps des bleds & mil, qui ſont éſdites campagnes, ains doiuent eſtre menez par les alcoubides, tant audit marché, que à ladite montagne: & qui fait le contraire, doit pour chacun chef de beſtail & pour chacune fois, vne targue, la moitié pour le Roy, & l'autre moitié pour la partie accuſante, & payer la taille, qui ſera eſtimee au dommage, ſ'ils font dommage aux fruicts.

Bretagne Tit. 19. Art. 401. Pour les gaigneries & vignes, qui ſont faictes iuſques au temps que ſont en grain & bourgeon, on peut demander l'aſſiſe, amende ou deſdommage: c'eſt à ſçauoir pour le tort faict, l'amende & de la priſe ſans tort faict, l'aſſiſe ou deſdommage, au chois du preneur. Art. 405. Puis que les terres ſont en defenſes, ou vignes, ſoit la terre noble ou non noble on peut auoir l'aſſiſe ou deſdommage, ſi n'eſt depuis que les bleds, prez & vignes ſeroient en eſtat, qu'on peut eſtimer le deſdommage: auquel cas n'y aura aſſiſe: mais pourra on demander le deſdommage. Et peut mettre chacun ſa terre en defenſe & la hayer: & ſi elle n'eſtoit hayee auparauant la my-Auril, & que ne fut domaine noble, on ne pourroit demander aſſiſe ou deſdommage: ſi ce n'eſtoit vigne, bois taillis, pré ou terre, où il y euſt gaignerie. Tit. 25. Art. 636. Qui mettroit ſcientement de nuict les beſtes és gaigneries enſemencees en bleds, ſpecialemēt au temps que leſdits bleds ſont pris en grains ou en prez en icelle ſaiſon, ou en vignes depuis qu'elles ſont en bourgeon, ſeroit puny comme larron: & doit le S. Iuſticier auoir les beſtes: & ſur la valeur d'icelles, deſdommager la partie.

Sedan Tit. 15. Art. 301. Toutes perſonnes peuuent mener & faire mener en paſture leur beſtail, en toutes terres & prez, apres la deſpouille: meſmes aux prez iuſques au xxv. Mars: fors & excepté és prez du Seigneur ſouuerain, où l'on a accouſtumé faire deux herbes: auſquels prez à deux herbes, aucun ne pourra mener beſtail paſturer, iuſques apres le regain leué: ſur peine de xl. ſols t. d'amende pour la premiere fois: de lx ſols t. pour la ſeconde: & pour la iii. fois de c. ſols t. & de confiſcation des beſtes.

Bar Tit. 15. Art. 208. En prez non clos de hayes, palis ou autrement, l'on peut faire vain-paſturer tout beſtial: fors les porcs: depuis que leſdits prez ſont entierement fauchez & le foin amené, iuſques au premier iour de Mars.

V. Meavx Chap. 22. Art. 168. En bois & foreſts de vente, ſi beſtes ſont trouuees & prinſes a garde faite, faiſans dommage, il y a lx. ſols t. d'amende auec reſti-

Source : BIU Cujas

tution du dommage. Si c'est par ignorance & eschappee, l'amende est de v. sols t. auec restitution du dommage, qu'elles auroient fait.

MELVN Chap 22. Art. 308. Bestes † trouuees és terres & prez defendus, peuuent estre prinses par les proprietaires & Seigneurs desdites terres & prez, ou par autres de par eux, qui seront tenus les representer en Iustice, incontinent & le plustot que faire se pourra, selon la distance des lieux pour estre ledit proprietaire satisfaict & payé des dommages à luy faicts par lesdites bestes. Art. 309. Si vne beste est trouuee en dommage, le Seigneur de la beste sera quitte en delaissant ladite beste pour le dommage: pourueu que ce ne soit garde faite auquel cas sera tenu payer le dommage.

† *C'est Ar. 308. & 309. ont esté de nouuel introduits pour le bien & vtilité publique.*

AVXERRE Ti. 15. Ar. 271. Il †† est permis à vn chacũ prendre ou gager personnes & bestes en son dommage, & rendre le gage à Iustice dans xii. heures. Et est le preneur creu par serment de l'amende de la prinse, iusques à iii. sols t. & de son dommage, iusques à v. sols t. & au dessous: sauf que s'il veut prouuer plus amplement, faire le pourra comme dessus. Art. 272. Et sera le gage de la personne prinse, recongnu ou verifié, au parauant que gagé soit tenu de ladite amende & dommage. Et s'il y a refus de recognoistre le gage, ou qu'il ne peut estre verifié, ledit gage appartiendra au preneur. Et neantmoins sera ledit proprietaire creu de son dommage, iusques à v. sols t. comme dessus.

†† *Les Ar. 271. & 272. sont de nouuel introduicts.*

ESTAMPES Chap. 15. Art. 188. De toutes prinses de bestes faisans dommage, le preneur soit proprietaire ou fermier, soit enfant ou seruiteur d'aage competãt, ou le voisin, sont creuz par serment & du dommage, selon que dit est.

MONTFORT Chap. 14. Art. 158. Toute personne bien famee & renommee, sera creuë par serment, de prinse des bestes & du dommage à luy fait iusques à v. sols Par. tant seulement: & où il pretendra plus grand dommage luy auoir esté fait sera tenu iceluy faire veoir & visiter dedans xxiiii. heures, partie presente ou appellee.

MANTE Chap. 17. Art. 191. † p. *à Montfort* de sa prinse &c.

† *C'est Ar. 191 est de nouuel introduict.*

TROYES Tit. 70. Art. 121. Au †† Haut Iusticier appartient l'amende & cognoissance des bestes prinses & trouuees en dommage, és termes & estendues de sa Haute Iustice. Tit. 10. Art. 171. Si beste ou bestes sont trouuees &c. p. *à Meaux.* 168. dommage à autruy, & y a &c. par eschappee non poursuye ou sans garde, y a seulement v. sols t. auec restitution du dommage.

†† *C'est Art. 121. est correctif de l'ancienne Coustume.*

CHAVMONT Tit. 9. Art. 105. Si bestes &c. p. *à Troies.* 171.

REIMS Tit. 16. Art. 401. p. *à Montfort.* 158. † appellée. Et ledit temps passé n'y sera plus receu. Art. 402. Tous S. qui ont iurisdiction pourront prendre ou faire prendre par leurs Sergens, gardes ou Messiers, les bestes qui seront trouuees malfaisantes & en dommage, à leurs Seigneuries & territoires: & les pourront tenir en leur hostel ou autre lieu, en prison, iusques à ce que ceux, à qui elles sont, les viennent requerir ou aduouër par gage & plege suffisant, pour l'amende & le dommage qu'elles auront fait. Et en ce cas luy seront rendues. Art. 403. Et si lesdites bestes estoient trouuees en dommage ou meffaict par ceux ausquels appartiendront les heritages, & ils n'auoient Sergens ou Messiers presens, les pourront prendre ou faire prendre: & les pourront detenir par vn iour & vne nuict: & apres les mener aux prisons, pour apres recouurer leurs dommages & interests. Ar. 404. Et si celuy, a qui sont lesdites bestes, ne les requiert & deliure par plege ou gage, ledit Seigneur ou son Procureur, fera a sçauoir a celuy, a qui elles sont, qu'il les fera exposer & mettre en vente a certain iour qui sera declaré, auquel iour le fera publier. Et si elles sont mises a pris, les pourra deliurer a la huictaine suiuante, au dernier encherisseur, qui en sera faict Seigneur. Et si elles ne sont mises a pris, ledit Seigneur les pourra retenir pour le meffait. Art. 405. Et s'il y a opposition par celuy, a qui sont lesdites bestes, luy serõt rẽdues sans gage ny caution, au cas qu'il soit habitant du lieu, y aiant & possedant biens pour en respondre.

† *Les Art. 401 402. 403. 404. & 405. sont de nouuel introduicts.*

AMIENS Tit. 11. Art. 204. Si beste a laine ou autre bestail est trouuée aux ablais ou vignes croissans, prez ou iardins du terroir du Seigneur aiant Iustice, ledit Seigneur, son superieur ou Preuost Royal, peut faire prendre lesdites bestes par ses Officiers ou contraindre ceux a qui elles appartiennent payer au Seigneur, par l'auctorité duquel est faicte ladite prinse, vii. sols vi. den. Parisis d'amende, & faire restituer le dommage selon qu'il sera trouué par Iustice.

S. OMER Tit. 2. Art 12. Gens ou bestes trouuees en dommage, escheent en amende de iii. sols Pa. enuers le Seigneur: dont le preneur sera creu par son fermẽt

Source : BIU Cujas

auec ce rendra le dommage & interest à partie endommagee.

PONTHIEV Tit. 7. Art. 102. Quand aucune prinse de bestes est faite par Sergent à ce ordonné en la Seigneurie & Iustice, en laquelle ledit Sergent est commis, si iceluy Sergent relate au Iuge ou Seigneur, auquel l'amende de ladite prinse appartient, auoir faict ladite prinse de bestes en meffaict, & que la partie soit presente ou appellee, ledit Sergent est creu par affirmation sans autre preuue faire, pour attaindre amende iusques à vii. sols vi. den. & sur son affirmation se peut inferer sentence & condemnation, iusques à ladicte somme, de laquelle ledit Sergent a pour son droict le tiers & n'a poinct d'autre salaire pour ladite prinse. Art. 103. Si plusieurs bestes quadrupedes estans sous vne seule garde, soit en herbe, par cage ou autrement, sont prinses en málfaict & portans dommage à autruy, soit en bois nouueaux taillis au dessous de trois ans, à garde ou sans garde, eschet vne amende de lx. sols seulement. Car il n'y eschet qu'vne amende pour toutes lesdites bestes, supposé qu'elles soiẽt apartenãtes à diuerses gens & personnes. Et si ladite prinse estoit pour auoir pasturé par lesdites bestes és hauts bois, prez ou ablais, il n'y eschet que vii. sols vi. deniers d'amende de chacune personne à qui lesdites bestes appartiennent, auec restitution de l'interest: si ainsi n'estoit que lesdites bestes fussent prinses à garde faicte: auquel cas y auroit lx. sols d'amende pour chacune garde. Article 104. Si aucune prinse est faite d'aucunes bestes sur le Fief de aucun Fiefué, & que la cognoissance en soit baillee par le Sergent qui aura faict la prinse, au Seigneur ou Officiers dont ledit Feodal tiendroit son Fief, ou que l'amende s'adiugeast par le Seigneur dudit Feodal, icelui Feodal en doit auoir la cognoissance & amende, s'il le requiert à son Seigneur, si iceluy Feodal estoit capable par la nature de son Fief de cognoistre du malfaict, dont seroit procedé ladite amende.

BOVLLENOIS Tit. 8. Ar. 38. Pour bestes trouuees faisans dommage és biens du S. F. à garde faite, eschet au S. amende de xii. sols P. pour chacune fois. Et si lesdites bestes eschappoient sans garde, n'y eschet amende, sinon de iii. sols pour la prinse auec restitution de l'interest en chacũ desdits cas. Et à faute de Sergẽt peut vn chacun faire ladite prinse, en les mettant par forme de garde, és prisons dudict lieu.

ARTOIS Tit. 1. Art. 54. Bestes ou gens trouuez en dõmage, escheent en amẽde de v. sols vers le S. Vicomtier.

S. OMER en Artois Tit. 1. Art. 7. p. *à S. Omer.* Art. 12. enuers le S. qui en fera faire la prinse, & dont &c.

AIRE Tit. 1. Ar. 4. Bestes ou gens trouuez & prins, faisãs dõmage à autrui, escheẽt en amẽde de iii. sols P. si doiuẽt restituer l'interest selõ l'appreciatiõ de la Iustice.

LILLERS Tit. 1. Art. 3. Les bestes chassees és biens d'autrui & trouuees en dõmage, escheent en amende de iii. sols Par. enuers le S. auec és dõmages & interests par prisee de gens en ce experimentez.

NIVERNOIS Chap. 15. Art. 2. Le preneur des bestes en faisant dommage, ou celui qui les poursuit promptement & rencontre, apres ledit dommage, il est creu par son serment de la prinse & suite en mõstrant de sa diligence: & celui à qui sõt les bestes est creu du dommage: sinon que le demandeur vousit faire preuue: auquel cas il sera receu auant le serment. Art. 3. Et aussi le Sergent est creu par serment de la prinse des bestes, qu'il dit auoir trouuees au dommage d'autrui dedans les fins & limites de la Iustice, de laquelle il est Sergent, en declarant par luy la quantité & qualité des bestes qu'il dit auoir prinses, l'heure & le lieu de la prinse, ensemble la façon & maniere du dommage: autrement à son rapport ne doit estre adioustee foy. Et encores en ce faisant, comme dit est, la partie sera receuë à monstrer du contraire, en delarant par elle promptement les moiens. Et aussi tel rapport ne peut seruir contre celuy, à qui appartiennent lesdites bestes, qui auoit auant la prinse d'icelles, pouuoir du Seigneur de l'heritage, auquel elles ont esté trouuees de les mener ou enuoyer audit heritage. Et aura ledit Sergent pour son salaire de ladite prinse, vi. den. t. seulement, que sera tenu payer le maistre desdites bestes. Art. 4. Il est permis à vn chacun prendre en son dommage toutes manieres de bestes, & icelles garder xxiiii. heures, & les peut rendre à partie, sans peril de l'amende: mais s'il les garde plus de xxiiii. heures, il est amendable enuers Iustice de lx. sols. Art. 6. Si pourceaux sont trouuez fougeans en estans vuides & sont prins à bandon, il y a clameur pour le Seigneur Iusticier & v. sols tournois pour l'interest de partie pour chacun aiant porceaux. Et s'il y a garde faicte, il y a v. sols tournois d'amende pour le Seigneur Iusticier, & xv. sols pour l'interest du proprietaire de l'estang sur chacun ayaant porceaux. Article 7.

Source : BIU Cujas

Si le Seigneur de l'heritage, & le maiſtre des beſtes prinſes ſont d'accord dedans xxiiii. heures, & leſdites beſtes n'ayent eſté rendues à Iuſtice, il n'y a point de clameur pour le Seigneur Iuſticier: hors mis de beſtes priſes és vignes depuis la S. Laurens, iuſques à ce qu'elles ſoient vendangees: auquel cas, le preneur ſera tenu incontinent les rendre à Iuſtice pour eſtre gardees, ſçauoir ſi elles grumeront, pour en faire ſelon qu'il eſt apres declaré. Art. 13. La Iuſtice peut prendre ou faire prendre beſtes en dommage d'autruy, & pour la prinſe eſt deu vn clain à la Iuſtice, qui eſt de xx. den. t. ſinon en la Preuoſté de Neuers, Marzy & les Admoignes, où il y a iii. ſols t. Chap. 17. Art. 2. Bois, Buiſſons & chaumes de garenne ſont de garde & defenſe en toutes ſaiſons de l'an: & n'eſt permis à aucun d'y aller ou enuoyer paſcager ou autrement en vſer, en iour de l'an, ſans l'expres conſentement du Seigneur. Et qui fait le contraire à garde faite, ſoit de iour ou de nuict, il eſt amendable de lx. ſols t. enuers le S. Iuſticier, & enuers le Seigneur foncier en ii. ſols t. pour chacune beſte Et ſi leſdites beſtes ſont prinſes à bandon en ladite garenne, ſans garde faicte, chacun ayant beſtes, doit au S. Haut Iuſticier xx. den. t. pour la clameur, & au Seigneur foncier ſon dommage tel qu'il ſera eſtimé: ſauf en la Preuoſté de Neuers, où il y a trois ſols tournois, pour le Seigneur Iuſticier.

MONTARGIS Chap. 4. Art. 9. Beſtes qui ſont trouuees és prez, vignes, paſtures, terres, Bois, eſcruës & autres choſes defendues, peuuent eſtre prinſes par le proprietaire du lieu & autre, à qui le dommage peut appartenir, ſes gens, ſeruiteurs ou autres de ſon commandement, & mener à Iuſtice dedans xxiiii. heures, pour eſtre ſatisfaicts & payez des intereſts & dommages, qu'ont fait leſdites beſtes: & ſ'il en prend pan ou gage, il ſuffit l'apporter à Iuſtice dedans huictaine. Art. 10. Et ceux qui prennent leſdites beſtes, en amenant icelles beſtes à Iuſtice, ou apportant le gage ou pan du paſtre recognus par ledit paſtre, ou celuy à qui appartiennent leſdites beſtes, ils ſeront creuz par leurs ſermens de la prinſe, du lieu & du dommage, & iuſques à v. ſols & deſſous, ſelon la Couſtume des lieux. Art. 11. Et ſi leſdits preneurs ne ſe veulent reſtraindre aux v. ſols de dommage, ils pourront prouuer que leſdites beſtes ou perſonnes lors de ladicte prinſe, leur firent plus grand dommage. Art. 12. Et de ſemblable prinſe, priuilege & degagement, peuuent vſer leſdits proprietaires ou leurs gens & commis ſur & contre les perſonnes qui ſont trouuees faire dommage en heritage d'autruy, par paſſer, rompre hayes, labeur ou autre choſe d'entreprinſe faiſant dommage: ſauf qu'ils ne peuuent empriſonner ladite perſonne faiſant le dommage. Art. 13. En cas de prinſes de beſtes, l'amende de Iuſtice eſt de lx. ſols à garde faicte, & de lx. à abandon & ſans garde, & de v. ſ. d'vne eſchappee. Mais ſi pluſieurs beſtes ſous vn paſtre ſont prinſes, ne doiuent qu'vne amende, & en prinſe & deſgagement de dommage de perſonnes, n'y a amende pour Iuſtice que de v. ſols. Art. 14. Toutesfois quand il aduient que les beſtes fuyent par mouſches, eſpouuentement, par ſuite de loups, chaleur & chaſſe de beſtes ou autre inconuenient, ſi le paſtre faict diligence de les ſuiure, il n'y a point d'amende. Art 15. Et ſ'il aduient que celuy qui a prins leſdites beſtes, les rende à partie dedans les xxiiii. heures, le pan ou gage dedans la huictaine, ſans prendre n'exiger aucun dommage de partie, il n'y a point d'amende enuers Iuſtice. Art. 17. Qui refuſe de bailler gage, le refuſant eſt amendable de v. ſols. Art. 18. Quand Oyes ou autres beſtes volans ſont trouuees en dommage, il loiſt au Seigneur, à qui eſt l'heritage en tuer vne ou deux, & les laiſſer ſur le lieu ou les ietter deuant ledit heritage, ou ſi ledict Seigneur ne les veut tuer, ne les peut amener à Iuſtice, & requerir reparation de ſon intereſt ſans amende de Iuſtice. Art. 19. Beſtes qui ſont veuës faiſans dommage, ou que l'on chaſſe & qui ſ'enfuyent, peuuent par celuy, auquel eſt ledit dommage faict ou ſes gens eſtre baillees priſonnieres au paſtre ou maiſtre deſdites beſtes, & ſeront creuz de la veuë, bail de priſon & dommage iuſques à v. ſols: mais ne ſera l'amende que de v. ſols. Art. 20. Par †† les Articles precedens ne ſera derogé aux droicts qui appartiennent au Comte de Sancerre en ſes Foreſts de Charnes, Garennes de Sancerre & Motte de Baunon aſſis au Comté dudict Sancerre, Bois Foreſts de Vailly & autres, la Foreſt de Vignole, de Bruneroy & autres ſes bois,

†† *Ces Art. 20. & 23. ſont pour les Seigneurs & habitans de Sancerre, Chaſtellenie d'Aubigny, ſur Nerre, la Chappelle d'Anguillon, de Concreſſaut, & ſainct Briſſon, Cernoy, terre & Iuſtice d'Autry, la Ville d'Autry, le Chaſtel Pierre-fiche és Bois Blancafort, Chaſtellenie & Iuſtice de Vailly, Barlieu, Champignon, Maiſon Tout, & Soulongné & autres Chaſtellenies & Seigneuries du Bailliage de Berry, regies & gouuernees ſelon la Couſtume de Montargis.*

Source : BIU Cujas

S. Brisson, Autry, Pierre-fiete, és Bois de Blancafort appartenans à la Dame de la Chappelle d'argent : desquels droicts ils iouiront ainsi qu'ils ont accoustumé par cy deuant. Art. 21. Le † Baron de Toucy & les habitans dudit lieu dient & accordent que l'amende d'vne simple prinse de bestes aumailles & bestes à laine, par eschappee, est de xii. den. t. & pareillement des bestes chaualines non empestrees.

† *C'est Art. 21 est particulier pour le Baron de Toucy & habitans dudit lieu.*

Orleans Tit. 5. Art. 156. En †† prinses de bestes, soit à bandon & sans garde ou quand le pastre ou berger est trouué gardant ses bestes de iour en l'heritage d'autruy, auquel y a desblees, prez, Bois de Haute fustaye, Taillis, Ormaye, garennes & Buissons, ou que ledit berger soit proches desdits heritages, ses bestes estans dedans iceux, est amendable de xx. sols t. & si c'est de nuict, xl. sols t. enuers le Seigneur dudit heritage: lequel † sera creu par serment auec vn tesmoing, iusques ausdites sommes. Et si ledit Seigneur pretend auoir receu plus de dommage que lesdites sommes, sera admis le verifier. De laquelle amende ensemble du dommage respondront les maistres desdicts pastres. Art. 157. p. *à Montargis.* Art. 14. Pressees & affarouchees par &c. poursuites de loups ou autres accidens, & le berger ou pastre face diligence les suiure & chasser hors l'heritage d'autruy: en ce cas ny escherra dommage ny amende. Art. 158. p. *à Montargis.* Art. 9. Endroicts cy dessus defendus, &c. prinses & baillees en garde par les S. leurs seruiteurs, gens, fermiers desdits heritages, ou deferees à Iustice xxiiii. heures apres la prinse d'icelles : & outre par eux pris pan ou gage, pour faire preuue & estre satisfait & reparé du dommage que lesdites bestes auroient faict: duquel & du lieu de la prinse, il sera creu par serment iusques à v. sols t. Et †† dudit dommage respondront lesdictes bestes & le Seigneur ou fermier d'icelles. Ar. 159. Neantmoins si celuy qui auroit pris lesdictes bestes, pan ou gage en son heritage, & icelles baillees en garde, les rendroit sans en faire plainte en Iustice dedans xxiiii. heures: ne pourra par apres pretendre aucun dommage, interest ou amende. Art. 160. Le † Pastre ou berger, qui refuse bailler gage ou pan, est amendable de x. sols t. enuers le Seigneur de l'heritage, où il aura mené & laisser aller ses bestes, sous l'affirmation dudit preneur, & preuue qu'il en fera par vn tesmoing. Art. 162. p. *à Montargis.* Art. 18. ou autres voltures sont, &c. il est loisible, &c. ou detenteur de l'heritage, en &c. si mieux n'aime pour reparation de son interest, se pourueoir en Iustice.

†† *Les Art. 156. & 157. ont esté tirez des 149. & 150. Ar. de l'ancien Coustumier, desquels ont esté les amendes changees, pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ces mots, lequel sera creu par serment auec vn tesmoing, ont esté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *C'est Art. 158. est tiré des 147. & 148. de l'ancien. Auquel ont esté adiouſtez ces mots* respondront les bestes ou fermier, *sans preiudice du passé.*

† *C'est Art. 160 est tiré du 153 de l'ancien, & ont esté les amendes augmẽtees pour auoir lieu a l'aduenir.*

Normandie Chap. 4. Art. 68. Le Seigneur peut saisir toutes bestes faisans dommage sur son Fief, encores qu'elles ne soient appartenantes à ses Vassaux.

Tovrs Tit. 18. Art. 203. Les †† proprietaires tant desdits prez, que Bois taillis, vignes, & autres heritages defensables, & les gardiens d'iceux heritages, seront creuz par serment du dommage, iusques à v. sols seulement, pour chacune fois qu'ils les prendront & meneront à Iustice : & en aura le Seigneur Iusticier pour ladicte prinse vii. sols vi. den. tourn. d'amende: & s'il y a garde faicte, en aura lx. sols t. d'amende: & la partie, le dommagement, qui sera prouué sommairement. Art. 205. Et s'il aduient que celuy qui a prins lesdictes bestes en son danger par luy ou par autre de sa famille, ne les puisse amener à Iustice, en venant vers la Iustice du lieu xxiiii. heures apres que lesdites bestes luy seront eschappees, il sera creu par son serment tant de la prinse, que de son dommage, iusques à iii. sols iiii. den. t. & enuers la Iustice, y aura xx. den. t. d'amende : sinon † que le proprietaire voulut maintenir, prouuer & verifier sommairement & promptement le contraire de ladite prinse.

† *C'est Art. 203. est mis au lieu du 1 Art. ancien comme il a esté dit cy dessus.*

† *Ces mots, sinon que le proprietaire, &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez & en consequẽce dudit Art. a esté raye l'Art. dernier ancien dudit Titre.*

Lodvnois Chap. 19. Art. 1. *A la fin.* Et en auront ceux, à qui sont les prez, leur desdommagement, duquel ils seront creuz à leur serment iusques à v. sols, vne fois l'an seulement, & contre chacunes personnes aiant bestes qui auroient faict dommage, Iustice en aura pour ladicte prinse vii. sols vi. den. d'amende sur le roturier : & sur le Noble & gens d'Eglise, v. sols. Toutefois si apres ledict serment faict, lesdictes bestes estoient audit an, de rechef trouuees faisans dommage en sesdits domaines, le Seigneur pourra suiure le dommage par action & en faire preuue, si bon luy semble. Art. 2. Et si de propos deliberé, aucun est trouué gardant ses bestes esdicts prez, il y amende à Iustice de lx. sols & le desdommagement à la partie. Chap. 37. Art. 11. Pour dommage de bestes y a amende Coustumiere comme dessus.

S. Pol en Artois, Tit. 1. Art. 5. Bestes ou gens trouuez en dommages escheent en amende de iii. sols Parisis enuers le Seigneur Haut Iusticier ou Vicomtier.

Source : BIU Cujas

ANIOV Tit.9. Art.183. Celuy qui trouue les beſtes d'autruy le dedommageant, il ſera creu par ſerment de la prinſe & auſſi du dommage iuſques à la ſomme de v.ſols t. pourueu qu'il ſoit trouué de bonne renommee, & ne ſoit couſtumier de faire queſtion de telles demandes, & que ce ſoit dedans les trois mois apres le dommage faict, & n'y aura aucune amende: mais y aura deſpens pour la partie, ſi ainſi eſt que le defendeur ait eſté ſommé.

†† *Ceſt Art. 219. eſt accordé pour auoir lieu à l'aduenir.*

GRAND Perche, Tit.14. Art.219. De †† toutes prinſes de beſtes faiſans dommage, le preneur ſoit proprietaire ou fermier, ſoit enfant ou ſeruiteur d'aage competant, ou le voiſin ſeront creuz par ſerment & du dommage iuſques à xii. den. tour.

CHASTEAV-NEVF Chap.22. Art.150. En prinſes de beſtes le preneur bien famé & renommé ſera creu par ſon ſerment de la prinſe deſdictes beſtes faiſant dommage, & vaut l'amende pour la prinſe faicte hors Foreſts & bois taillables v. ſols t. & ſauf à celuy, auquel les beſtes prinſes appartiennent de recouurer ladicte amende & ſes autres dommages & intereſts au cas que ledit preneur ſeroit trouué auoir mal faict ladicte prinſe.

† *Ceſt Art. 115. eſt de nouuel adiouſté.*

CHARTRES Chap.22. Art.115. † p. *à Chaſteau-neuf.* dommage: & ſera l'amende de ladicte prinſe payee ſelon qu'on a accouſtumé par cy deuant és lieux, terres & iuſtices, où ladicte prinſe ſera faicte.

DREVX Chap.8. Art.41. Pour prinſe de beſtes en aucun dommage, le preneur bien famé & renommé, eſt creu par ſon ſimple ſerment, en affermant ſa prinſe: & non du dommage: lequel dommage doit eſtre viſité dedans les xxiiii. heures, par le congé du Sergent du lieu: & pour l'amende, eſt tenu de payer, celuy à qui ſont les beſtes, ii. ſols vi. den. ſi le dommage eſt faict en vigne, cinq ſols. Et ſi le dommage eſt faict en la Foreſt de Crothais eſtant en la Comté de Dreux, v. ſols.

BLOIS Chap.19. Art.217 Celuy qui voit, prend ou trouue beſtes d'autruy en ſon heritage duquel les fruicts luy appartiennent, luy faiſans dommage, & il meine leſdites beſtes à Iuſtice, ou ſ'efforce de ſon pouuoir les mener, ou s'il ne les peut mener & il demande gage le iour ou le lendemain de ladicte prinſe, au Seigneur deſdites beſtes à perſonnes ou domicile, ou au paſtre quant il eſt d'aage competant, doit eſtre creu p par ſerment dudit dommage à luy faict, à l'heure de la veuë, prinſe & trouuee: enſemble du gage demandé. Et ſelon ſon ſerment, le Seigneur deſdictes beſtes doit eſtre condamné, & ſera tenu reparer ledit dommage au deſſuſdit, auquel il a eſté faict: pourueu que le Seigneur deſdites beſtes ou gardien, ſoit adiourné au dedans de xxx. iours, apres ladicte veuë, prinſe & trouuee. Art.218. Celuy qui prend leſdites beſtes ne les peut retenir, mais les doit mener à Iuſtice le iour ou le lendemain. Art.219. Si aucun voit ou trouue autruy en ſon heritage, ou duquel les fruicts luy appartiennent, luy faiſant dommage, & il luy demande gage, & le faict adiourner au dedans de xxx. iours apres la veuë & trouuee, pour auoir reparation dudit dommage, celuy qui a faict ladite veuë & trouuee, doit eſtre creu par ſon ſermẽt dudit dõmage à luy fait lors de la veue & trouuee & dudit gage demandé: & ſelon ſon ſerment luy doit eſtre adiugé ledict dommage. Toutesfois † le Iuge de ſon Office pourra faire information ſommaire dudit dommage, ſi beſoin eſt, pour en eſtre par luy ordonné comme de raiſon. Art.220. Autant eſt-il, ſi leſdictes prinſes ſont faictes par les ſeruiteurs, meſtayers, commis & deputez des Seigneurs deſdits heritages, eſquels icelles prinſes, veuës & trouuees ſont faictes. Art.221. Et ſi aucun, qui aura demandé ledict gage, & on le luy refuſe, oſte iceluy gage par force & violence, auquel il demande, il ſera debouté de ſa demande, & payera l'amende de Iuſtice, & deſpens de la partie qui l'aura faict conuenir, & ſera tenu rendre iceluy gage, ſans en auoir profit. Et ſi ledit gage luy eſt baillé, il ſera tenu le porter à Iuſtice: c'eſt à ſçauoir à vn Sergent ou Preuoſt de la Iuſtice, où ſera l'heritage aſſis & ſitué dedans le iour ou le lendemain. Art.223. En †† prinſe de beſte faite en l'heritage d'autruy defenſable ou enfruicté, de iour auec garde faicte, ou de nuict ſans garde, y faiſans dommage, il y aura vii. ſols vi. den. t. d'amende pour la premiere fois, à appliquer à Iuſtice, où ledit heritage eſt aſſis, ſ'il * y a iuſques à ladite ſomme. Et pourra ladite partie demander ſon dommage en Iuſtice: & pour la ſeconde fois que les beſtes auront eſté trouuees audit heritage de iour auec garde faite, ou de nuict ſans garde, y aura peine excedant leſdits vii. ſols vi. den. t. à l'arbitrage du Iuge. Et pour la iii.* ſeront punis corporellement ceux qui auront mis leurſdictes beſtes eſdits heritages: pourueu qu'il y ait deux teſmoings, à veoir leſdictes * deux & dernieres prinſes. Art.227. De chacune † cheure prinſe en heritage d'autruy, en

† *Ces mots, Toutesfois le Iuge, &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 223. eſt accordé pour Couſtume nouuelle: parce que l'ancienne eſtoit trop rigoureuſe.*

* *Aliàs*, S'il a Iuſtice. *P.V.*

* *Aliàs*, troiſieſme fois. *P.V.*

* *Aliàs*, deuxieſme & derniere, *P.V.*

† *Ceſt Art. 227 eſt adiouſté pour Couſtume nouuelle.*

p Pour vne petite ſomme telle qu'elle eſt cõtenue en l'Art. 223. cy deſſus. Toutesfois le Iuge peut taxer la ſomme iuſques à laquelle il ſera creu, l. videamus §. iurare D. de in lit. em. iur. Bart. in l. ſiquis pro redemptione §. pen. D. de donat. Les Couſtumes qui parlẽt du ſerment pour le dõmage fait, ne decident rien des deſpens. Balde eſcrit que quand le ſerment ſuppletif eſt deferé, que le defendeur eſt excuſable des deſpens. in l. generaliter, in 6. oppoſ. Cod. de epiſ. & cler. Accurſius in §. oportet. Nouel. de iud. Bartol. in l. 1. D. ad Turpill. Gloſſa in cap. finem liubus. Extra de dolo & contumacia. vide l. eũ qui in princ. & ibi Iaſonem D. de iureiur. Toutesfois en ce cas icy les defendeurs doiuent les deſpens, & y ſont condamnez communement.

Source : BIU Cujas

eit deu pour l'amende douze deniers tournois.

DVNOIS Chap.5.Art.52.Quand †† aucun treuue en ses heritages aucunes personnes ou bestes, luy faisans dommage, il s'en peut clamer à Iustice, dedans xv.iours ensuiuans, & en affirmant par lue l'entree & dommage faict par icelles bestes, celuy à qui appartiennent doit estre condamné en l'amende de Iustice, qui est de v.sols t.pourueu que le denonciateur soit personne legale, & que telle amende luy appartienne, il la peut affirmer ou faire affirmer par ses enfans, seruiteurs, Procureurs, familiers ou domestiques, en ayant auec luy vn tesmoing. Et en Marchesnoir vne personne non reprochable est creuë de ses dommages, iusques à cinq sols tourn.

ROMORANTIN Chap.7.Art.10.Quand aucun faict prinse ou desgagemẽt sur gens ou bestes qu'il trouue en son heritage luy faisant & portant dommage, par la Coustume il est creu de ses dommages, iusques à la somme de v. sols tour. & au dessous, en les affermant. Et si plus en demande, il est tenu de le prouuer.

S. AIGNAN Cha.1.Ar.1.Il est permis à vn chacun possesseur ou detẽteur d'aucũs heritages defensables, quãd ils trouuẽt les bestes d'autruy en iceux, les prendre ou faire prendre, & les mener en Iustice pour en auoir l'amende coustumiere, qui est de v.sols, à appliquer les deux parts au preneur, & le tiers à Iustice. Et est ledit preneur creu par serment du lieu, où il a fait la prinse, pourueu qu'il ait saisi Iustice desdites bestes, ou qu'il ait plege ou gage de ladite amende. Art.2. Si le preneur desdites bestes les retient outre les xxiiii.heures, & n'en saisit Iustice, il est amendable de lx.sols. Et si ledit preneur pretend plus grand dommage que de v.sols pour ladite amende, il est receu à demander les dommages tels que monstrer les pourra: pourueu qu'il n'y ait priuilege au contraire. Art.5 Quand aucun trouue autruy en ses heritages luy faisant & portant dommage, il le peut degager ou faire degager: & est ledit degagé amendable de v.sols, à appliquer pour les deux parts à celuy qui a fait ledit degagement, & le tiers à Iustice.

MENETON Chap.3.Art.9.Toutes personnes peuuent prendre gens & bestes d'autruy, qu'ils trouuent en son heritage defendu, luy faisans dommage, & est creu par serment de sa prinse, du lieu, où il la faicte, & de son dommage iusques à v.sols t.& au dessous, en signifiant ladite prinse à partie ou à Iustice dedans viii. iours. Et aussi peut prendre gage bon, au refus du pastre ou gardien de bestes, & le denoncer comme dessus, & se peut tenir ausdits v.sols t.ou prouuer l'outreplus de son dõmage, & n'y a aucune amẽde pour iustice sur les gens francs de franche condition: mais sur les gens serfs à xxi.den.t.à Iustice. Art.10.Si les bestes de diuers tects estoient prinses, il y a diuerses amendes & pour chacun tect, est deu vne amende: supposé qu'elles soient sous vne mesme garde, & sous vn mesme pastre: toutesfois en froux ou friche on ne peut faire prinse, sinon qu'il soit bouché. Art.11.Quand aucunes bestes sont prinses par nuict en heritage defendu, & qu'elles sont trouuees à garde faicte, il y a lx.sols t. d'amende. Chap.10.Art.24.De chacune cheure prinse en l'heritage d'autruy, en est deu pour l'amende xii.den.t. ou le preneur a son chois de luy coupper la langue & la mettre en la corne.

SELLES Chap.1. Art.1.p.*as S. Aignan.* Art.1.il y trouue &c.d'autruy, les &c. mener au Preuost du lieu ou son commis pour &c.sols t.ladite prinse. Et si ledit preneur veut pretendre plus grand interest & dommage, que ladite amende, il y est receu, en le prouuant par luy. Art.2.Il est permis à vn chacun Seigneur & possesseur d'aucun heritage, quand il trouue autruy en iceluy faisant & portant dommage, le degager, & dudit gage saisir Iustice, pour en auoir l'amende coustumiere qui est de v.sols t.&c.p.*as S. Aignan.* Art.5.

VALLANÇAY Chap.4.Art.8.Quand aucun a faict prinse d'aucun gage sur aucun, il est tenu le mettre en Iustice dedans viii.iours: & en defaut de ce faire, lesdits viii.iours passez, est le detenteur dudit gage amendable de lx.sols pour le recellement d'iceluy.

VASTANG Chap.8.Art.13.Il est permis à vn chacun prendre toutes personnes ou bestes d'autruy, qu'il trouue en son heritage luy faisans dommage, & faire prendre par les Sergens desdites Iustices ou leurs commis, pour les mener à Iustice, pour estre payé de ses interests & dommages, ou icelles bestes bailler aux parties. Et par ladicte Coustume celuy ou celle qui prend lesdites bestes ou personnes, est creu par son serment, de sadite prinse & baillee aux parties: lequel serment fera en Iustice, present la partie à qui sont lesdites bestes ou appellee. Et depuis que celuy à qui appartient ledit heritage, où aura esté fait ledit dommage, à fait l'accusation des prinses, y a amende de Iustice de vii.sols vi.den.t.& iuss-

†† *Deux Art. increns: dont l'vn cõmençoit, Qui y trouue oyes, &c. L'autre, Il n'est permis, &c. lesquels estoiẽt fort rigoureux & donnans occasion de faire mal à autruy, ont esté rayez & estez dudit Coustumier, & permis en iouir & vser selon que contenu est esdites Coustumes generales de Blois.*

Source : BIU Cujas

ques à ce qu'icelle amende soit cognue, & icelle prise rapportee, ne peut la partie interessee appointer de son dommage, apres l'adiournement fait, au preiudice du Seigneur: sur peine de l'amende arbitraire. Mais si celuy ou ceux, à qui sont lesdites bestes les gardoit ou faisoit garder à garde faicte, il l'amendera à l'Ordonnance de Iustice, selon ledit cas. Auquel cas de garde faite, celuy qui fait ladite prinse n'est creu sans tesmoings: par ce que l'amende excede vii. sols vi den. t. Art. 14. Celuy qui fait rapport desdites prinses à Iustice, est tenu le faire dedans viii. iours à compter du iour de ladite prinse, autrement il n'est plus à ce receuable. Art. 17. Es lieux incultiuez, qui sont en chaume, en friche, bruyere & buissons n'y a & ny peut-on faire prinse de bestes en quelque temps que ce soit Art. 20. Sont tenus ceux qui ont leurs heritages pres & contigus les villages, pastureaux & abbreuoirs communs tenir leursdits heritages bouchez: autrement si par eschappee les bestes y entroient, ne seroient amendables les personnes, à qui seroient lesdites bestes.

Rve D'yndre Chap. 6. Art. 20. Tout homme de bonne renommee & d'honneste vie & conuersation, en prinse de bestes est creu de la prinse, en affirmant par son serment qu'il a veu ou prins lesdites bestes en son danger, luy faisant dommage, & par icelle seule affirmation, luy est decidee ladite matiere par le Iuge: pourueu que par la demande dudit demandeur, soit dit & proposé, qu'il a fait la prinse depuis xv. iours, eü regard à la denonciation. Art. 21. Et conuient apres la condemnation faite par le Iuge, poursuiure les dommages, & les prouuer par tesmoins: aliàs, iceux dommages ne seront payez. Art. 22. Et quãt à autres dommages donnez en biens ou en personnes, il les conuient poursuiure par simple action, quand c'est simple dommage, & les prouuer par tesmoins ou autres legitimes preuues: excepté delicts enormes, où il y a grands excez, esquels escherroit grand punition, où il est procedé par procedure extraordinaire, selon l'exigence des cas.

La Ferte-Ymbavt Chap. 5. Ar. 7. Il est loisible à tout homme de prendre & degager toutes manieres de gens & bestes, qu'il trouue en ses heritages luy faisans & portans dommage: & faut amener les bestes prisonnieres à Iustice ou les bailler au pastre gardant icelles, dedans xxiiii. heures, apres qu'elles auront esté faites, ou les mener en la maison de celuy à qui elles appartiennent ou prendre gage dudit pastre. Et s'il prend gage, il suffit de le bailler à Iustice dedans viii. iours apres que ladite prinse aura esté faicte. Et de ladite prinse, denonciation & accusation d'icelle, est le preneur creu par serment: lequel il doit faire en Iustice, le Seigneur desdites bestes present ou appellé. Et en ce faisant, celuy qui est prins ou le maistre des bestes, qui sont prinses, est amendable de v. sols t. dont en appartient les deux tiers au preneur, & l'autre tiers à Iustice. Toutesfois s'il ne se veut restraindre à la prinse Coustumiere, il pourra demander son interest en le verifiant.

Soesmes Chap. 1. Art. 2. Esdites terres qui sont en Terrage, pource que ladite terre de Soesmes est maigre pays & qu'elle abonde assez en bestail a laine, les premiers chaumes qui auront esté fumez esdites terres de Terrage, sont seulement de garde, & y peut celuy qui les aura fumez & emblauez ou son Commis, faire prise dedans, sans toutesfois les autres bontez & annees ensuiuans. Esquelles autres annees, les chaumes millerines & aueneris ne sont aucunement de garde: sinon entant que le fruict est dedans lesdites terres. Car autrement en ladite terre de Soesmes, l'on ne pourroit nourrir bestail, qui seroit la destruction de ladite terre & pays. Chap. 3. Art. 4. Quant aux prinses de bestes & desgagemens de corps, celuy qui fera la prinse ou desgagement en quelque lieu que ce soit en ladite terre, sera tenu de faire apparoir de la beste, prinse ou gage, a tout le moins par vn tesmoing digne de foy, a Iustice: ou autrement la prinse ou desgagement sera nulle & de nulle valeur. Et sont en ladite terre de Soesmes les prinses & desgagemens de x. sols t. v. sols a partie, & v. sols a Iustice: iaçoit ce que par cy deuant le preneur estoit creu par serment auoir fait ladite prinse, & offroit veu du lieu.

Lepvrovx Chap. 1. Art. 1. En prinse en son dommage, le preneur est creu de sa prinse, en icelle affirmant par serment, & des dommages & interests iusques a la somme de v. sols tournois. Et si par le defendeur la reddition des bestes luy est deniee, est tenu le demandeur de le prouuer.

La Ferte-Avray Chapitre premier, Article premier. Tous preneurs de bestes ou desgageurs de gens, sont tenus mener les bestes a Iustice, si faire le peuuent. Et s'ils ne le peuuent faire, ils sont tenus requerir gage, au

Source : BIU Cujas

maiſtre & paſteur des beſtes, & denoncer ladite prinſe a Iuſtice au dedans de vingt-quatre heures : & ce fait ledit preneur pourra pourſuiure ſadite prinſe ou deſgagement & dommage, iuſques à trente iours apres le denoncement. Art. 2. Duquel dommage ledit preneur des beſtes ou deſgageur de gens, en ſera creu iuſques à cinq ſols & au deſſous, en le iurant par ſerment. Et s'il ne veut iurer ſon dommage, il n'aura que quatre deniers ſeulement pour ſa prinſe. Et s'il vouloit iurer ſondit dommage au deſſus de cinq ſols, il ſera tenu prouuer l'outreplus ſon intereſt. Article 4. Et ſi aucun fait prinſe de beſtes ou deſgagement, ſans ce que dommage luy ſoit faict, mais à cauſe de ce que le preneur ou deſgageur voudroit dire, qu'on voudroit entreprendre poſſeſſion ſur ſon heritage : en ce cas ſi le preneur ou deſgageur veut iurer dommage luy eſtre faict ou ſemblablement qu'il a faites leſdites prinſes ou deſgagemens pour l'entrepriſe qu'on pourroit faire ſur ſon heritage, le Seigneur des beſtes ou le deſgagé, ſera condemné en l'amende & és deſpens : pourueu que celuy ou ceux qui ainſi ſeront deſgagez, ou à qui appartiendront leſdites beſtes, ne pretendent droict ou poſſeſſion en l'heritage : & qu'ils conſentent & accordent que le preneur ou deſgageur ſoit maintenu & gardé en poſſeſſion & ſaiſine dudit heritage.

TREMBLEVY Chap. 2. Art. 7. Il loiſt à toutes perſonnes, prendre ou faire prendre beſtes, & deſgager gens, en ſon heritage luy faiſans & portans dommage : iceux accuſer à Iuſtice, faire payer l'amende, dommages & deſpens, ainſi qu'il eſt contenu és Couſtumes de Blois. Et ſera creu le preneur de ſon dommage, iuſques à cinq ſols tournois ſeulement, & au deſſous en l'affirmant par ſerment. Et ſi plus il en demande, il en ſera tenu informer ſuffiſamment : & l'amende de Iuſtice eſt de cinq ſols ſeulement. Et ſi le preneur demande aucune choſe de ſon dommage, il aura quatre deniers tour. pour venir iurer & affirmer ladite prinſe.

CHABRIS Chap. 1. Art. 1. p. *a S. Aignan.* Art. 1. Prendre par autruy en ſon adueu, les q beſtes & les mener en Iuſtice : auquel cas celuy, à qui ſont leſdites beſtes, eſt amendable de l'amende couſtumiere, les deux parts à la Iuſtice, & le tiers à la partie qui a fait ladite prinſe. Art. 2. Et de laquelle prinſe de beſtes, celuy qui l'aura faite en ſera creu iuſques à la ſomme de cinq ſols : pourueu que deſdites beſtes il ait ſaiſi Iuſtice, ou qu'il ait gage, partie ou plege. Art. 3. Et ſi le preneur deſdites beſtes pretend luy auoir eſté faict plus grand dommage par icelles, excedant ladite ſomme de cinq ſols, faire le pourra & aura ſes dommages tels que monſtrer le pourra. Art. 4. Et ſi le preneur les detient & recelle outre xxiiii. heures, il eſt amendable de lx. ſols tourn.

q faut entendre les beſtes trouuees en ſon dommage.

AVTROCHE Chap. 3. Art. 3. Il eſt loiſible & permis à chacun de prendre en ſon heritage gens & beſtes luy faiſans dommage, ſoit qu'il ſoit clos ou non, & requerir & demander gage. Et eſt tenu celuy qui fera ladite prinſe l'accuſer au Preuoſt fermier, ou Sergent de la Iuſtice, au dedans la huictaine. Et apres ladicte huictaine, ledit preneur peut faire adiourner celuy qui a faict ledit dommage dedans trente iours apres, pour auoir reparation de ſon dommage : duquel il eſt creu par ſon ſerment iuſques à cinq ſols & au deſſous. Et pour l'amende de Iuſtice en appartient ſeulement la ſomme de cinq ſols : laquelle amende ledit Seigneur ou ſon fermier, eſt tenu pourſuiure dedans quarante iours apres ladite prinſe faicte : autrement n'en peut faire pourſuite qu'apres leſdits quarante iours contre celuy qui auroit pris ne contre celuy qui auroit faict ledit dommage. Article 4. Celuy qui aura faict aucune prinſe de gens & beſtes, eſt tenu icelle affirmer : & ſi apres qu'il l'aura affirmee, il ſe deporte de ſondit dommage, il aura pour ſadite affirmation xx. den. t. ſans autres deſpens.

VILLE-FRANCHE Chap. 1. Art. 1. En matiere de prinſe de beſtes, au preneur eſt adiugé trois ſols, & au Preuoſt dudit lieu deux ſols pour l'amende de chacune prinſe. Et neantmoins le preneur eſt receu à demander ſes dommages & intereſts, iuſques à telle ſomme qu'il les pourra prouuer & monſtrer, s'ils excedent ladite ſomme de iii. ſols t.

BERRI Tit. 10. Art. 1. Beſtes † d'autruy trouuees en preſent dommage par le Seigneur, poſſeſſeur, fermier, Receueur ou Commis d'aucun heritage dedans ſondit heritage, peuuent par luy eſtre prinſes & amenees dedans vingt-quatre heures

† *Les gens des premier & ſecond Eſtats, ont requis qu'il fut adiouſté à ce premier Art' que ladite amende doit eſtre adiugee au Seigneur ſubalterne Haut Iuſticier, hors les Seigneuries du Roy : pourueu qu'elles n'excedent lx. ſols tourn. Surquoy auons declare que les amnedes pretendues par autre que par le Roy, demoureroient reduites à la taxation des amendes du Roy, s'elles excedoient : & les moindres demoureroient ainſi qu'elles eſtoient.*

Source : BIU Cujas

heures à Iuſtice, pour auoir par luy reparation de ſon dommage, & dudit dommage & prinſe de beſtes en ſon heritage, il ſera creu par ſon ſerment, iuſques à la ſomme de v. ſols t. & au deſſous. Et ſi plus grand dommage il pretend, il ſera tenu faire apparoir dudit dommage: autrement que par ſon ſerment. Et s'il retient leſdites beſtes par luy prinſes outre xxiiii. heures, il ſera amendable de la ſomme de lx. ſols Par. enuers le Roy, en la Ville & Septaine de Bourges, & és autres lieux de lx. ſols t. Art. 2. Et †† celuy duquel les beſtes ont eſté prinſes en preſent dommage, bien qu'elles ne fuſſent gardees, eſt amendable enuers le Roy, de cinq ſols Pariſis. Art. 3. Et où le Seigneur, ſes fermiers ou domeſtiques trouueroient en preſent dommage, dedans leurs heritages aucunes beſtes, & ne les pourront prendre, ſeront creuz par leur ſerment, de ce qu'ils auront trouué leſdictes beſtes & ne les auront peu prendre, & du dommage iuſques à cinq ſols tourn. Et auſſi ſera audit cas, le Seigneur des beſtes qui auroient eſté trouuees en dommage, amendable de cinq ſols Pariſis enuers le Roy, & en l'amende accouſtumee enuers le Seigneur ſubalterne: pourueu qu'elle n'excede cinq ſols tourn. Art. 4. Et ſi leſdictes beſtes eſtoient trouuees en faiſant dommage, gardees en l'heritage d'autruy, eſt deu amende de ſoixante ſols Pariſis au Roy: & aux autres Seigneurs Hauts Iuſticiers telle amende, qu'ils ont accouſtumé: pourueu qu'elle n'excede ſoixante ſols tourn. Art. 5. Et ſi le Seigneur d'aucuns heritages trouue en ſeſdicts heritages aucune perſonne, en preſent dommage, coupant & abbatant ſes arbres, prenant les fruicts de ſeſdits heritages, ſoient prez, terres, vignes ou autres heritages quelconques, le pourra gager de ſa robbe, habillement ou autres gages: & ſera tenu denoncer à Iuſtice, le gage prins dedans vingt-quatre heures: & ſera creu par ſon ſerment de ce qu'il a trouué ladicte perſonne par luy gagee en preſent dommage dedans ſon heritage, ou qu'il ne l'aura peu gager, & ce pour auoir reparation de ſon dommage, iuſques à cinq ſols tournois & au deſſous. Et ſi plus grand reparation pretend, ſera tenu de prouuer, autrement que par ſon ſerment, le dommage par luy pretendu. Et s'il ne le denonce à Iuſtice dedans vingt-quatre heures, ſera amendable comme deſſus. Et neantmoins au cas ſuſdict, fera faire le Iuge, la denonciation faicte, information du fur & larcin pour en faire punition exemplaire.

BOVRBONNOIS Chapitre trente deux. Article cinq cens vingt-deux. En prinſe de beſtes, celuy qui les prend en faiſant dommage en ſes prez ou autres heritages, ou les ſuit promptement, & incontinent apres ledit dommage, il ſera creu de ſa prinſe & ſuite, en monſtrant la diligence, qu'il a faicte d'auoir prinſes les beſtes: comme de les auoir menees & rendues à Iuſtice, ou à ſon hoſtel, ou auoir prins gage ou plege, & le maiſtre de la beſte ſera creu du dommage que ſa beſte aura faict. Touresfois ſi le demandeur veut prouuer de plus grand dommage que le defendeur ne dira, il ſera receu auant le ſerment, ſi le demandeur offre faire ladite preuue, & il affirme le dommage exceder la ſomme de cinq ſols tournois. Article cinq cens vingt-trois. Prinſe de † beſtes en Garennes, eſt pour l'intereſt du Seigneur de ladite Garenne, pour la premiere beſte ſept ſols tournois, & pour chacune des autres, douze deniers tournois, en monſtrant deuëment de la prinſe faicte en ladicte Garenne, quand il y en a pluſieurs enſemble à vne prinſe; & s'il ne ſe veut charger de la preuue, il aura ſon intereſt ſelon l'Article precedent, en ce non comprins l'amende du Seigneur, laquelle eſt de ſept ſols tournois. Et quand il y en a vne ſeule, il y a touſiours ſept ſols tournois. Article 529. Quand beſtail eſt prins de iour à garde faicte, il y a amende de ſoixante ſols tourn. de laquelle le Seigneur Iuſticier a la moitié: & la partie intereſſee, outre ſon intereſt, l'autre moitié. Article 530. Le beſtail prins en garde faicte de nuict, eſt confiſqué moitié au Seigneur Iuſticier, & moitié à celuy qui le prend, outre les intereſts & dommages de la partie intereſſee. Article cinq cens trente & vn. Et eſt dite garde faicte, quand celuy qui eſt commis à la garde du beſtail, eſt trouué gardant le beſtail en l'heritage auquel le dommage eſt faict, ou que ledict gardien eſt pres dudit beſtail, en maniere qu'il le puiſſe voir, & ne fait diligence de le mettre hors, ou qu'il meine & conduit ledict beſtail audit heritage, ou qu'il le decloſt & debouche, en maniere que ſondit beſtail y puiſſe entrer: & apres au moyen de ladicte ouuerture ledit beſtail y entre. Et au cõtraire ſi aucun auoit declos & debouché ſon heritage, pour donner occaſion que le beſtail d'autruy y entre, il eſt tenu en amende de lx. ſols t. enuers le S. Iuſticier: & ne peut pretendre intereſt au beſtail, qui eſt entré en ſondit heritage. Art. 532. Et quant aux amendes de ſept ſols

†† *Les deſſuſdits ont requis qu'il fut mis en ceſt Art.* Es lieux, eſquels le Roy a iuriſdiction ordinaire, & aux autres lieux, és iuriſdictions des S. ſubalternes, ce qu'ils ont accouſtumé auoir: pourueu qu'elle n'excede v. ſols t. *Auſquels auons declaré que par la redaction dudit Art. 2. n'entẽdons aucunement deroger aux Iuriſdictions ſubalternes n'aux droits d'amende qu'ils ont accouſtumé de prendre pour raiſon de la prinſe des beſtes faites dedans leur iuriſdictiõ & deſtroict: pourueu toutesfois qu'elle n'excede l'amende que le Roy a accouſtumé de prendre.*

† *Les Art. 523. & 524. ont eſté debattus par ledit le Gay, pour les habitãs de la Chaſtelle. de Bichy, & s'eſt oppoſé enſuiuant l'oppoſ. faite en l'an 1500. maintenant auoir Couſtume locale & particuliere en ladite S. Chaſtellenie, & reſſort d'icelle, & qu'vn homme ne fera qu'vne amende au S. de ladite Garẽne & du Bois, pour toutes ſes beſtes: laquelle eſt vii. ſols t. Auons ordonné que de ladite oppoſitiõ ſera fait mentiõ en noſtre Proces verbal.*

r Il n'eſt foy adiouſtee au S. de l'heritage ny au Sergent, s'ils ont ont eſté conuaincus de pariure, ou bien ont quelque inimitié capitale contre le maiſtre des beſtes, ou celuy qui eſt trouué en dommage, ou ſi le S. des beſtes prouue le contraire du rapport fait par le Sergent ainſi qu'il ſe peut colliger des Ordonnances Royaux faites pour les Eaues & Foreſts. Philippes 1318. Art. 26. Charl. 6. 1402 Art. 56. Franc. 1. 1515. Art. 73. Henry 2. 1554 Art. 26. ainſi qu'il a eſté dit cy deſſus. Tit. xi. nõbre dernier. Vide Iaſonem Tit. de act. §. ſeiſtæ Angel. l. qui iudicio. De acc. Boer. in Conſ. Bit. Tit. de iuriſ. §. 25. Alex. Conſ. 114. Lib. 4.

Source : BIU Cujas

& autres qu'en garde faite, si les Seigneurs Iusticiers ont accoustumé les prendre plus grandes, il les auront. Aussi si les suiets ont accoustumé de les payer moindres, ils n'en payeront, sinon ainsi qu'ils ont accoustumé.

AVVERGNE Chap. 28. Art. 8. Si le bestail de plusieurs estrangers est trouué pasturant en autruy Iustice & sous vne garde, tous les Seigneurs dudit bestail, posé qu'ils soient plusieurs, ne doiuent payer qu'vne amende de lx. sols, si la prinse est faite de iour. Art. 9. Mais si elle est faite de nuict, & que ledit bestail soit trouué pasturant à garde ſ faite, p. *à Bourbonnois.* Art. 530. à partie qui aura souffert dommage. Et s'il n'y a garde faite, l'amende est arbitraire. Art. 10. Le Seigneur de l'heritage situé en autruy Iustice, peut iouir de son heritage en telle maniere & qualité que bon luy semble, en temps prohibé & defensable, selon la Coustume des lieux. Et a lieu ladite Coustume, tant au pays Coustumier, que de Droict escrit. Art. 12. Si le bestail est trouué en mesme Iustice donnant dommage, le Seigneur de l'heritage, le peut prendre de son auctorité, & le mener en sa maison, & iceluy detenir xxiiii. heures : pendant lesquelles il peut composer auec partie de son interest, & rendre ledit bestail, si bon luy semble, sans amende ne clame. Art. 13. Lesdites xxiiii. heures passees, il ne peut garder ledit bestail, & est contraint le rendre au maistre & Seigneur d'iceluy, ou le bailler au Seigneur de la Iustice pour clame & pour son interest, si aucun en veut : lequel sera tenu faire estimer dedans iiii. iours : autrement ne sera receu à le demander. Art. 14. Et sera creu le Seigneur de l'heritage, son mestayer, louandier, seruiteur ou commis de la prinse dudit bestail, quant au droict du Seigneur, qui est de droict de clame. Article 15. Aussi sera creu ledit Seigneur de l'heritage & autres dessusdicts, de ladite prinse tant seulement, quant à son interest particulier, qu'il sera tenu faire estimer. Article 16. Toutesfois si la partie, auparauant ledit serment, veut estre admise à prouuer le contraire, il sera receu : & pour ce faire luy sera donné vn seul delay : autrement le Seigneur de l'heritage, qui dit auoir fait ladite prinse, en sera creu par son serment. Article dixsept. Et si la prinse est faite de iour en mesme Iustice, n'y a que clame au Seigneur. Article dixhuict. Mais si c'est de nuict à garde faicte, & donnant dommage, le bestail est confisqué, &c. p. *à Bourbon.* Article 530. De l'heritage : & audit cas, ne sera celuy Seigneur de l'heritage creu par son serment de ladicte prinse : & si ce n'estoit à garde faite l'amende est arbitraire. Art. 19. Si celle prinse est faite en mesme Iustice par l'Officier ou ministre de Iustice, la clame est deuë au Seigneur Iusticier, & est ledit ministre de Iustice creu de ladite prinse. Article 20. Contre tout bail de clame, soit de beste ou autre chose donnant dommage, y aura doresnauant opposition : combien que par cy deuant en plusieurs lieux le contraire ait esté gardé. Art. 21. Et s'apporteront tous bails de clame en iugement, partie presente ou appellee. Art. 22. Les Garennes anciennes portent defenses en toutes saisons de l'an : & ne peuuent estre pasturees sans le congé & licence du Seigneur, à qui elles appartiennent : sur peine de soixante sols d'amende, quand le bestail y est trouué d'eschappee : mais si c'est de garde faite, l'amende est arbitraire.

ſ Vide Masuer in Praxi Tit. expensis int. & dam. nu. 1. & 2. Specul. Tit. de iniuriis & dam. dato §. sequitur Alber. de Rosate in statutis quæst. 91 & 98.

MIREFLEVR Art. premier. En la Chastellenie de Mirefleur, Buron, Cremps, Busseol, S. Maurice, si aucun est trouué donnant dommage en l'heritage d'autruy, ne peut estre baillé pour clame par le Seigneur dudit heritage, s'il n'y a vn Guastier present ou deux.

COPPEL Art. 1. Le Guastier presenté à Iustice par les habitans en la Chastellenie de Coppel, est tenu garder les heritages situez dedãs icelle, & respondre du dommage donné ou denoncer la partie qui a fait iceluy dommage.

S. BABEL Art. 1. Il n'est loisible a aucun habitant en la Iustice de sainct Babel, bailler pour clame, bestail, personne n'autre chose donnant dommage : sinon qu'il soit saisi du bestail, personnage ou autre chose donnant dommage : toutesfois s'il a deux tesmoins de sa prinse, ores qu'il ne soit saisi, pourra bailler ladite clame.

BROC Art. 1. Es Chastellenies de Broc Ginhac, Perdines & Periers, &c. le Guastier qui prend bestail en dommage en l'heritage d'autruy, ou autre preneur d'iceluy, ne peut bailler à Iustice, sa prinse dudit bestail, s'il n'est requis par la partie interessee, de ce faire. Art. 2. Si partie ne veut aduouer ladite prinse, le Guastier de soy ne la peut faire.

S. PONTS Art. premier. Les habitans és lieux de S. Ponts, Borne, le Mayet D'escole, Espinace, Couhat, & Elionne le grand, peuuent faire plainte de la prinse du bestail, dedans la premiere Assise, qui se tient cõmunement de

Source : BIU Cujas

quinze, en quinze iours : & d'icelles prinses sont creuz par leur serment.

Sainct Bonnet, Article premier. En la Chastellenie de S. Bonnet lez Alier quand aucun trouue bestail en son domaine, est creu de prinse & de son interest iusques à vi.d.t.

Maissat Article 2. En la Chastellenie de Maissat & le Monstier, celuy qui trouue bestail en son dommage, est creu de la prinse par son serment pour la clame, & de son interest iusques à vi.den.

Billon Article 3. Peuuent prendre le bestail leur donnant dommage, & le garder & tenir vingt-quatre heures sans le bailler à Iustice, faire estimer leur dommage, & d'iceluy se faire payer, & de l'estimation sont creuz iusques à vi. deniers.

Mont-morin Article troisiesme. D'auantage, quand il se trouue aucun bestail leur donnant dommage, le peuuent prendre & garder vingt-quatre heures, & pendant ledit temps, le rendre à partie, si bon leur semble, sans licence de Iustice : composer de leur interest ou bailler à Iustice pour clame : & seront creuz de ladite prinse & interests iusques à vi. deniers tourn. mais si tost qu'ils ont baillé ledit bestail au Sergent, la clame est deuë. Art. 6. Et quant à la prinse du bestail, leur donnant dommage, ont semblable coustume comme ceux de l'autre quartier de la limaigne.

Chaise-Dieu Article 2. Celuy qui trouue bestail en son dommage, est creu de la prinse par son serment pour vne clame au profit du Seigneur, & non pour son interest.

Cistrieres Art. 1. Les lieux de Cistrieres S. Badel, S. Alire, & la Chappelle Geneste, ont pareilles Coustumes que la Chaise-Dieu.

Viverols Art. 4. Viuerols, Basfie, Mederolles, Sauuessanges, Grantif, S. Iust & S. Martin des Oliues de la prinse du bestail en dommage, ont telle Coustume que ceux de la Chaise-Dieu.

Roche-Savine Article 3. De la prinse du bestail donnant dommage, Roche-sauine & Botonnargues ont telle Coustume comme ceux de la Chaise-Dieu.

Riovx Art. 2. Et de la prinse du bestail en dommage, se gouuernent comme ceux de Viuerols.

S. Martin Art. 1. En la Parroisse & Chastellenie de S. Martin sous Vigoureux, si aucun fait prinse de bestail luy donnant dommage en son heritage, n'est creu de la prinse d'iceluy pour droict de clame ou autre droict : si ce n'est qu'il y ait vn tesmoin auec luy, affermant ladite prinse.

La Marche Cha. 29. Ar. 348. Pour bestes pasturans en autruy dõmage, soit en bleds, prez, Bois taillis apres les trois annees & May, Garẽnes ou autres heritages, n'y a point d'amende à la Iustice, s'il n'y a main-mise, brãdõs precedẽs ou garde faite. Mais celuy a qui a esté fait le dommage, a le chois d'auoir l'estimation d'iceluy, en le prouuant ou la meffaite coustumiere, qui est quant au pourceau, deux den. pour la brebis, vn den. pour vache ou bœuf ou autre grosse beste à corne, iiii. den. pour cheure, iii. sols : pour cheual ou iument ferrez, xvi den. s'ils ne sont ferrez, huict. Et s'il y a main-mise, brandon ou garde faicte, il y a soixante sols enuers Iustice, & l'interest de partie. Art. 349. Il est permis à vn chacun, de prendre bestes d'autruy, trouuees en son fonds & heritage luy donnant dommage, & les garder vingt-quatre heures, pour estre payé de sa meffaite coustumiere, ou du dommage donné à son chois & election. Et est celuy qui prend lesdites bestes creu par son serment de les auoir trouuees & prinses en son dommage : & du temps de la prinse, quant à recouurer l'estimation du dommage ou la meffaicte coustumiere : lequel serment il doit faire és mains de Iustice à ce present : & appellé celuy, à qui seront lesdites bestes : & se peut faire ladite prinse, sans tesmoins : mais és lieux & causes, où il y a amende en prinse de bestes, il faut vn tesmoin. Art. 350. Si celuy à qui sont lesdites bestes, les vient requerir dedans vingt-quatre heures, celuy qui les a prises est tenu les rendre, en luy baillant gage ou caution de payer ladite meffaite ou dommage donné. Et ne les peut le preneur bailler à Iustice, deuant lesdites xxiiii. heures : sur peine d'amende, sinõ qu'il y eust main-mise ou garde faite. Et si celuy à qui sont lesdites bestes, ne vient les querir dedans ledit temps de xxiiii. heures, celuy qui les a prinses, les doit bailler a Iustice le plustost qu'il pourra, pour le plus tard dedans vi. heures : & dudit temps sera creu par serment. Et si lesdites bestes sont aduouees par celuy sur qui elles sont prinses, il y a soixante sols d'amende, outre la meffaicte

Source : BIU Cujas

& dommage, & les pastures & frais raisonnables. Et s'il n'y a d'adueu, lesdites bestes sont au Seigneur Iusticier, comme Espaues : sur lesquelles sera prinse la meffaicte & interests du preneur, frais & pastures. Article trois cent cinquante vn. Si celuy qui a trouué lesdites bestes en son meffait, ne les a peu prendre, & qu'il s'en soit mis en son deuoir, il les peut denoncer à Iustice pour auoir sadite meffaicte coustumiere ou dommage donné. Et est creu par son serment d'auoir trouué lesdites bestes, & ne les auoir peu amener : lequel serment fait, partie presente ou appellee, il doit auoir sadite meffaite ou dommage.

Article trois cent cinquante deux. Mais s'il s'arreste à auoir dommage donné, ne doit estre creu de l'estimation d'iceluy : ains le doit faire veoir & estimer dedans quatre iours apres la prinse (comme si fait, tout autre qui demande dommage donné) par gens à ce cognoissans, parties presentes ou appellees, pour en faire leur rapport à Iustice : contre laquelle ladite partie sera ouye à dire, ce que de raison: & si le dommage n'est estimé dedans quatre iours, il ne pourra demander que la meffaite coustumiere. Article 357. Es lieux & champs non cultiuez, iaçoit qu'ils soient propres à aucun, comme chaumes, bruyeres, restoubles & autres semblables, qui ne sont clos, ny eschet prinse de bestes, entre ceux d'vn mesme village & marchage. Mais si fait bien és plants & buissons vifs seruans à closture de prez & terres, quand les cheures, bœufs ou vaches, y sont sont trouuez pour en auoir la meffaite coustumiere, ou le dommage donné. Article 358. Si on garde bestail en dommage d'autruy à garde faite, l'amende est de soixante sols tournois, à Iustice : & l'interest & dommage de la partie à l'estimation du Iuge, veuë & rapports faits comme dessus. Et si aucune beste est prinse de nuict donnant dommage sans garde, il y a soixante sols, ou confiscation de la beste, outre l'interest de la partie. Et en ce cas y faict tesmoins.

Poictou Tit. 1. Art. 75. Tout homme qui a iurisdiction peut prendre ou faire prendre par son Sergent ou seruiteur les bestes qu'il trouuera mal faisans & gastans en son domaine, Terragerie ou Complanterie, & les peut detenir en son hostel en prison, iusques à ce que celuy à qui elles sont les vienne requerir & reblandir par gage ou plege suffisant. Et le Seigneur est tenu de les luy bailler & deliurer, en luy baillant gage ou plege suffisant pour payer l'amende & le dommage, qui y aura esté fait. Article 76. Toutesfois s'il nioit, que lesdites bestes eussent esté prinses au domaine dudit Seigneur, ledit Seigneur n'en seroit creu, s'il auoit prins lesdites bestes. Mais si son Sergent les auoit prinses, il en seroit creu par son serment pour toute preuue, quant à l'amende simple, qui est de sept sols six deniers t. seulement, & au dessous : & non de l'interest ou qualité du dommage. Car s'il est nié, il le conuient prouuer, ou que le Iuge s'en informe sommairement. Puis doit ledict Iuge estimer la chose, & en bailler & deferer le serment, au dessous de certaine estimation, à celuy qui en a esté endommagé. Article septente sept. Et si celuy à qui sont les bestes, qui auront esté prinses en meffait, & pour ce mises en prison, ne les requiert pour luy en estre faict deliurance à plege suffisant, le Seigneur Iusticier és prisons duquel sont lesdites bestes, pourra faire, à sçauoir à celuy à qui elles sont, qu'il les fera exposer & mettre en vente au Marché plus prochain, à certain iour ou à vn iour de Feste solennelle, à l'Eglise Parrochiale à l'issue de la grand Messe, s'il n'y a Marché en la iurisdiction dudit Seigneur, ou là pres. Et audit iour assigné fera à sçauoir par cry public audit marché, ou en ladicte Eglise Parochiale audict iour & Feste, la vente desdictes bestes. Et si elles sont mises à pris, il les pourra liurer a huictaine ensuiuant : & enseigner celuy a qui les bestes seront liurees, ou si elles ne sont mises a pris, le Seigneur les peut retenir pour le meffaict. Article septante huict. Et quand aucun demande & reblandist ainsi par gage ou plege lesdictes bestes, la chose est affectee a l'amende. Mais s'il en demande la deliurance ou recreance, defendant la cause, ou appellant aucun a garand, elle luy deura estre faicte sans gage, en baillant plege, ou constituant son temporel en lieu de plege, s'il est suffisant pour en respondre. Et s'il a biens assis dedans ladicte iurisdiction, pourra le Seigneur bailler ou faire bailler adiournement a son Assise, ou a l'Assise de son souuerain Seigneur. Et sera tousiours creu le Sergent ou Officier, qui les aura prinses, de ladicte prinse ou du lieu, où il les aura prinses, iusques a ladicte amende simple, en iurant & affermant, comme dict est. Article septente neuf. Le Seigneur ou son Vassal qui a prins ou fait prẽdre bestes en son domaine, a le chois de prẽdre son amẽde ou le

dommage & ne peut demander que l'vn des deux. Art.81. Celuy qui n'a aucune iurisdiction, peut semblablement prendre ou faire prendre, les bestes qui seront trouuees gastans en son domaine, & en sera creu de la prinse seulement, & †† non du dommage ou interest: & les peut detenir par vn iour & vne nuict. Et apres ce les doit mener à l'hostel ou prison de son Seigneur, plus proche du fonds ou autre Suzerain, s'il ne les a rendues: & en peut demander son dommage, & le Seigneur l'amende.

ANGOVMOIS Chap.1.Art.34. En matiere * d'agatis, s'il y a eu plainte, & par tesmoins est prouué, que les bestes du defendeur ayent esté trouuees en dõmage, il y a amende pour le S. Mais où ledit dõmage ne sera suffisamment prouué, il n'y a amende sur le defendeur, quelque assertion que puisse faire le demandeur. Mais en ce cas, & si le demandeur ne prouue son faict, l'amende chet sur le demandeur.

XAINCTONGE Tit.4.Art.10. Le † Seigneur, à qui appartiennent aucuns domaines assis au Fief, auquel ils sont, peut par luy ou ses Officiers, hommes & seruiteurs, prendre & empriſonner les bestes trouuees és domaines en tẽps prohibé, pour en auoir l'amende simple de chacune compagnie. Art.11. Et si le Seigneur Chastelain preuient, sera tenu r'enuoyer deuant son Vassal, aiant iurisdiction, s'il le requiert. Et si le Vassal n'a point de Iurisdiction, la moitié de l'amende appartiendra au S. Iusticier, & l'autre moitié au Seigneur Foncier, & outre luy sera resarcy l'interest, si le dommage est donné en son domaine: & pourra le Vassal Seigneur Foncier, faire l'execution par vertu de la sentence donnee par le Seigneur Iusticier, par vertu du simple extraict, sans payer aucune chose au Greffier. Et ne pourront composer lesdits Seigneurs Iusticiers ou fonciers, l'vn en preiudice de l'autre: sans preiudice de ceux qui auroient titre particulier au contraire. Art. 12. Et peuuent icelles bestes estre detenues, iusques à ce qu'elles ayent trouué aduouateur, auquel on les doit deliurer en baillant caution ou desgagement de l'amende coustumiere s'il est estranger: & outre l'aduouateur tenu resarcir que le bestail aura donné. Art.13. Par chacune compagnie est entendu tout ce qui appartient à vn homme. Art.17. La deliurance des bestes prinses, doit estre demãdee au S. ou à son Iuge ou Seneschal ou autre Officier ou fermier resident sur le lieu. Car autre n'en peut faire la deliurance & recreance.

BORDEAVX Chap.11. Art.108. Celuy qui trouuera bestail en son heritage donnant dommage, le pourra prendre & rendre a Iustice dedans xxiiii. heures. Et s'il est digne de foy, sera creu par serment de l'inuention, & sur le dommage, iusques à vii. sols vi. den. tour. pour tout le dommage, si mieux n'aime le faire estimer. Et s'il excede ladite somme, sera estimee par deux gens de bien, & payeront ceux à qui est le bestail l'amende au Seigneur, s'il y a Ban rompu, proclamation ou plainte. Et si *data opera*, l'on met le bestail en l'heritage d'autruy, sera puny autrement de peine arbitraire. Art.109. Et en pignore & dõmage donné, l'on payera l'amende qui s'ensuit: c'est à sçauoir pour chacun gros bestail, iiii. sols iii. den. t. pour chieure, ii. sols t. autant du porc: & pour chacune brebis, payeront semblable sõme: & des Oyes, quãd les fruicts y sont: & quãd les fruicts n'y serõt, la moitié: & sur le tout, le dõmag. d'aduãtage: duquel dedãs six. iours serõt faire l'estimatiõ

ACS Tit.11.Art.23. A chacun Seigneur de l'heritage est permis en temps de fruicts de chasser le bestail, qu'il trouue dessous les chesnes ou autres fruictiers qui sont dedans son heritage separez & non en forme de bois: & audit cas n'est permis † carnaller ou pignorer le bestail du voisin: mais celuy de l'estranger peut pignorer pour le dommage. Art.24. En temps qu'il n'y a point de fruicts, le Seigneur de l'heritage peut pignorer le bestail de l'estranger trouué en son heritage. Art.25. Et se paye le S. du bestail pour chacun chef de bestail gros, xii. den. t. de pourceau & de cheure, vi. den. t. & pour chacun chef de brebis, moutons & autre bestail menu, iii. den. t. Art. 26. Et mesme amende paye le S. du bestail estranger aux habitans d'vne Parroisse, si son bestail est trouué au paduentage cõmun de ladite Parroisse. Art.31. Le Seigneur de l'heritage ou son messager, louãdier, seruiteur ou commis peut faire la prinse ou pignoration, ou carnallage dudit bestail de son auctorité. Art.32. Et est celuy qui l'a prins, s'il est digne de foy, creu par serment de la prinse seulement. Art.33. Et quant à l'interest particulier, est tenu le S. de l'heritage faire estimer, le dõmage, partie appellee ou assignee, s'il a cognoissance de luy, és cas, où reparatiõ de dõmage y eschoit. Art.34. Celui qui a prins le bestail, le peut tenir iusques à ce que celui à qui appartiẽt ledit bestail, ait baillé cautiõ, de bailler cautiõ ou gage, de payer le dõmage. Ar.35. Celuy qui a receu le dõmage, est tenu le faire estimer dedãs iiii. iours: autrement ne le peut de-

†† *Ces mots, & non du dõmage ou interest, ont esté interposez pour auoir lieu à l'aduenir.*

* *Alias de gastis.*

† *Cest Art.10. esté debatu par le S. d'Archiac pour l'organe de M. Guillaume Pastoureau, disant qu'aux S. fonciers non aians iurisdict. n'appartiẽt l'amende prouenant pour raison des dõmages donnez par bestes, autrement appellez Agatis ou Agastis: ains appartiennent aux S. Chastelains ou autres aians iurisdict. desquels aians iurisdictiõ tiennent noblement le Fief ou le domaine est dõné. Et par les non aians iurisdictiõa esté maintenu au contraire. Et sur ce aussi que les Seig. Chastelains disoient auoir droict de preuention en la matiere d'Agatis sur leurs Vassaux etiam aians iurisdict. d'vn cõmun accord ont esté adioustez ces mots Et si le S. &c. iusques à la fin, contenus en ii. Art. Et depuis sur ce different les nobles, Seig. Chastel. ou autres aiãs iurisdict. estans interrogez disoiẽt l'amẽde leur appartenir: & les S. fonciers nõ aiãs iurisdiction disoiẽt au cõtraire leur appartenir & en estre en possession & saisine. Plusieurs autres tenoient tantost vne opinion, & tantost vne autre. Sur lequel different fut mis en auant*

† Vide lib. 1. legum Longobard. Tit. de eo qui peculium in damno inuenerit & Tit. de furtis & ferius fugac. & lib. Legum Salic. Tit. x. Si damnũ in messe vel in qualibet clausura illatum, vbi multa ad has consuetudines spectantia tractantur.

Source : BIU Cujas

que ladite amẽde deuë pour raiſon des dõmages dõnez, ſoit diuiſee par egales portions entre le S. Chaſtelain, ou autre ayant iuriſdict. duquel le fief ou le dommage eſt donné, eſt noblement tenu, & ledit S. plus pres du fonds Vaſſal non ayant iuriſdiction. Et à ceſte cauſe ledit Art. fut ainſi accordé & arreſté, ainſi qu'il eſt couché.

mander. Et ſi apres ne fait demande en iugement dedans l'an, l'action qui luy cõpete pour raiſon du dõmage, eſt preſcrite. Art. 36. Si auparauant ledit ſerment la partie veut eſtre admiſe à prouuer le contraire, y eſt receu: & pource faire, luy eſt donné vn ſeul delay: autrement celuy qui dit auoir fait la prinſe, en eſt creu par ſerment. Art. 39. Où le S. deſdits heritages & poſſeſſions n'a peu prendre ledict beſtail, peut faire eſtimer le dommage, & le faire payer par Iuſtice. Art. 40. Si celuy, de qui le beſtail a donné le dommage, n'aime mieux donner ledit beſtail pour le dommage.

S. SEVER Tit. 3. Art. 13. Les habitans de chacune iuriſdiction peuuent tenir & prendre beſtail eſtranger en cõpaignie partiere, vulgairemẽt appellee, Gazaille: pourueu qu'elle ſoit vraie, & non feinte. Art. 14. Et ſi aucun beſtail eſt trouué paſturant eſdits heritages, auſquels n'eſt permis paſturer, le S. deſdits heritages ou ſes ſeruiteurs & domeſtiques, le peuuent prendre & retenir de leur auctorité, & retenir à ſa maiſon, ou le bailler en la main de Iuſtice, pour ſatisfaire & payer le dommage & amende ſelon les Statuts deſdites iuriſdictiõs. Art. 15. Et celuy qui aura trouué & prins ledit beſtail en ſon heritage, eſt creu en ſon ſerment de l'y auoir trouué, & non du dommage. Art. 16 Mais doit eſtre le dõmage, qui aura eſté fait par ledict beſtail, eſtimé par les gens expers, qui ſont commis par Iuſtice.

S. SEVER L. Tit. 2. Art. 1. Chacun habitant de ladite ville peut prendre le beſtail qu'il trouue faiſant dõmage, non ſeulement en ſon heritage: mais d'autruy: & eſt creu en ſon ſerment de l'auoir trouué en ſon ou autruy heritage. Art. 2. La beſte atteinte en l'heritage d'autruy, doit payer le dommage, qui aura eſté fait audit heritage par elles ou autres, qui auront eſté, & que le S. ignore: & eſt audit atteint action reſeruee contre les autres.

BAYONNE Titre ſecond. Article premier. Beſtail trouué dedans verger ou pommiers, ou en vigne ou iardin raiſonnablement clos, ou champ de bled, eſtans en la iuriſdiction de ladicte ville, peut eſtre prins par le Seigneur de l'heritage ou ſes ſeruiteurs ou autre voiſin de ladite ville, pour l'amener au Seigneur de l'heritage: lequel peut detenir le beſtail iuſques à ce que le Seigneur du beſtail paye l'amende & le dommage, & la deſpence que le beſtail a fait pendant la detention & garde: lequel dommage eſt viſité & taxé par les Iurez des terres. Article deuxieſme. L'amende, ſ'ils ſont trouuez deux, trois, quatre ou cinq chefs de bœufs, ou vaches, ou d'autre gros beſtail, appartenant à meſme perſonnage, eſt de la ſomme de deux liures tourn. moitié appliquable à la reparation de la ville, & l'autre moitié au Seigneur de l'heritage. Article troiſieſme. Et ſi leſdits deux, trois, quatre ou cinq chefs de bœufs ou d'autre gros beſtail, appartiennent à diuers Seigneurs, & qu'il y ait autant de Seigneurs que de chefs de beſtail, chacun des Seigneurs dudit beſtail, pour chacun chef paye l'amende d'vne liure tourn. appliquable comme deſſus, enſemble le dommage & deſpens. Article 4. Et ſ'il eſt trouué plus de cinq chefs de bœufs ou vaches ou d'autre gros beſtail és heritages appartenans à meſme perſonnage, le Seigneur du beſtail paye pour raiſon deſdicts cinq chefs, ladite amende de deux liures tournois, & pour chacun des autres qui ſont plus de cinq, vne amende d'vne liure tournois d'auantage, enſemble le dommage & deſpens. Article cinquieſme. Et ſi moutons, ouailles, cheures & boucs ſont trouuez en aucun heritage, le Seigneur ou Dame d'iceux, paye quatre ſols d'amende, pour chacun chef, appliquable comme deſſus. Article ſixieſme. Si le Seigneur du beſtail nie que ledict beſtail ait eſté trouué és heritages, le Seigneur ou Dame de l'heritage ou ſon ſeruiteur, ou autre qui l'a trouué, eſt creu par ſon ſerment: pourueu qu'il ſoit homme de bonne & honneſte conuerſation, & tel tenu & reputé. Article ſeptieſme. Si le S. Dame ou ſeruiteur, ou autre voiſin ne peut prendre le beſtail és heritages pour iceluy retenir, par ce que ledit beſtail ſe ſeroit mis en fuite, eſt permis au S. ou Dame de l'heritage ou à ſa famille ou autre voiſin de ladite ville, ſi c'eſt beſtail bon à manger, le tuer où il le peut faire en le ſuiuant indifferemment s'il appartiẽt à hõme d'autre iuriſdiction: & ſi le beſtail appartient à hõme de la iuriſdictiõ, pareillemẽt le peut tuer audit cas, s'il ne cognoiſt le S. du beſtail. Ar. 8. Et paye neãtmoins le S. du beſtail, l'amende & dommage en la maniere que deſſus, ſi mieux il n'aime laiſſer le beſtail pour le dommage, & amende. Article 9. Et ſi ledict beſtail ne peut eſtre prins ou tué reſpectiuement la garde du beſtail peut eſtre prins & detenu iuſques à ſatisfaction de ce que deſſus. Article treizieſme. Leſdictes amendes & peines n'ont lieu quand le beſtail eſt trouué en vignes,

Source : BIU Cujas

vergers ou autres heritages delaiſſez à cultiuer: mais en ceux ſeulement que l'on entretient en culture. Art.14. Si en paſturant ou paſſant chemin, aucun beſtail, entre en heritage d'autruy & celuy qui en a la garde ſuit diligemment le beſtail, pour le mettre hors l'heritage d'autruy, auquel eſt entré & le met dehors, le Seigneur du beſtail ne paye aucune amende: mais ſeulement paye le dommage. Ar. 15. Si aucun beſtail entre en terre d'autruy non labouree, & en laquelle n'a aucuns arbres ou autres choſes plantees portans fruits pour l'vſage de l'hõme ou en aucun bois que le Seigneur a accouſtumé clorre ou fermer en tel cas ny eſchet aucune amende: mais ſeulement paye le dommage. Art. 16. Si aucun trouue pourceaux en ſon heritage, les peut tuer, carnaller & en faire ſon profit & ſ'il ne les peut attaindre & ſçait de qui ſont, peut faire contraindre le Seigneur d'iceux, payer xii den. t. pour chacun chef, enſemble le dõmage, qu'ils auront fait en l'heritage. Art. 17. Et en tous leſdits cas, ſi le Seigneur du beſtail, veut iceluy recouurer des mains du Seigneur de l'heritage, qui la pignoré, & veut eſtre ouy en ſes defenſes, eſt prealablement tenu conſigner, iuſques à la ſomme de ladite amende entre les mains du Maire ou ſon Lieutenant, en or ou en argent monnoyé ou à monnoyer. Art. 18. Et outre ſi le Seigneur du beſtail ne poſſede immeubles, eſt tenu bailler pleges & cautions entre les mains du Maire ou ſon Lieutenant, pour l'eſtimation du dõmage par le beſtail inferé: & ce fait eſt procedé par deuãt ledit Maire ou ſon Lieutenant, ſommairement & de plain & ſans figure de procés ſur le fait & eſtimation du dommage, & dire des parties. Art. 19. Et quand le Seigneur de l'heritage ne peut trouuer le Seigneur du beſtail, eſt accouſtumé iceluy faire crier par auctorité du Maire ou ſon lieutenant autour de ladite ville, par trois iours conſecutifs, menant le beſtail parmy ladite ville, en faiſant leſdites criees, & ſi pendant leſdits trois iours ne ſe monſtre aucun ſeigneur du beſtail qui à donné le dommage, eſt deliuré au plus offrant & dernier encheriſſeur, & de l'argent qui en vient, le ſeigneur de l'heritage eſt payé tant de l'amende que du dommage & deſpens ſur ce faits: & ſ'il n'eſt trouué aucun acheteur, le beſtail eſt apprecié par experts. Art. 20. Et ſi la valeur d'iceluy ſurmonte leſdites amendes & eſtimation de dommage & deſpens, le ſeigneur de l'heritage prealablement ſatisfaict, le ſurplus eſt mis entre les mains de Iuſtice, pour le garder au ſeigneur du beſtail, ſ'il vient dedãs deux mois apres la deliurance: autrement eſt employé à la reparation de ladite ville: & ſi le beſtail n'eſt eſtimé a la valeur de ladite amende & eſtimation de dommage & deſpens, ou plus, eſt adiugé & deliuré pour le tout au Seigneur de l'heritage. Ar. 21. Et ſi aucun de l'aage de x. ans ou plus entre de nuict en vigne, verger, iardin, ou autre heritage clos en temps que les fruicts y ſont, ou de iour homme incongnu, ou de petite reputation & rompt la porte ou cloſture, & prend du fruict contre la volonté du Seigneur: iceluy ſeigneur, ſes ſeruiteurs & famille ou autre voiſin peuuent prendre tel perſonnage de leur propre auctorité & le mener priſonnier par deuers le Maire ou ſon Lieutenant. Art. 22. Et tient priſon iuſques à ce qu'il ait payé la ſomme de cent ſols tournois applicable la moitié à la reparation & affaires de ladite ville, & l'autre moitié au ſeigneur de l'heritage. Article 23. Et d'auantage repare le dommage qu'il a inferé. Leſquels Seigneurs ou Dame, ſeruiteur ou autre perſonnage qui a prins le priſonnier, ſ'ils ſont gens dignes de foy, ſont creuz à leur ſerment, ſans autre teſmoignage ſur ce qu'ils diſent auoir veu & trouué le perſonnage en l'heritage. Article 24. Et la briſure de porte ou cloſture eſt prouuee incontinent par l'euidence du faict, ou ſ'il a eſté fermé incontinent par teſmoins qui ayent veu la briſure ou rompure. Article. 25. Mais ſi celuy qui eſt trouué de iour en l'heritage en temps de fruicts auec briſure de porte ou cloſture, eſt homme cogneu & d'apparence: celuy qui la prins ne le peut mener que iuſques à quelque lieu, où il puiſſe trouuer teſmoins pour teſtifier qu'ils l'ont veu prins & veu la briſure & rompure & la le laiſſer. Art 26. Et apres le S. de l'heritage doit dreſſer ſes actions contre luy, & eſt creu celui qui la prins en la maniere que deſſus.

La Bovrt Tit. 3. Art 9. Et celuy où ceux qui l'ont trouué, le peuuent mener à leur maiſon, iuſques à ce qu'ils ayent eſté ſatisfaicts: ſçauoir eſt de chacun trouppeau de beſtail, pour le dommage faict de iour xv. ardits: & la nuict, xxx. ardits. Article 10. Et ſ'il eſt trouppeau de pourceaux, leſdits habitans peuuent faire, ſi faire le veullẽt, occire vn pourceau d'vn an ou au deſſus, vulgairemẽt appellé marſo: lequel celuy qui l'aura tué le pourra porter à ſa maiſon & d'iceluy faire à ſon plaiſir, ſi le maiſtre n'ayme mieux luy payer leſdicts xv. ou xxx. ardits, ſelon qu'il pourra faire auant qu'il ſoit deſpecé. Article 11. Et ſi le beſtail qui eſt

trouué en vne Parroisse, est d'autre Parroisse que de la prochaine voisine, posé qu'il ait esté mené en la voisiné pour paistre du consentement des habitans d'icelle, peuuent iceux habitans le pignorer & retenir, iusques à ce qu'ils soient satisfaicts pour le dommage donné de iour xxx. ardits & de nuict, lx. Article 12. Et là où se trouuent pourceaux estrangers, iceux habitans peuuent tuer le meilleur, vn de iour & vn de nuict, toutes les fois, qu'ils les y trouuent & les emporter, si mieux le maistre d'iceux pourceaux n'aime payer la somme susdicte respectiuement, auparauant qu'ils soient despecez, à celuy ou ceux qui les auront trouuez. Art. 13. Et par la Coustume celuy qui a occis lesdicts pourceaux auant les emporter & chasser, l'autre bestail dehors, ou emmener ceux qu'il pignorera, doit crier par trois fois à haute voix, en appellant le porcher ou autre garde. Article 14. Celuy qui a trouué tel bestail ainsi que dessus est declaré, doit estre creu par son serment, s'il est digne de foy, là ou il n'y a tesmoins. Article 15. Aussi doit estre creu celuy qui a pignoré & prins aucun bestail en son heritage. Art. 23. De tout bestail de pays estrange, qui vient aux Padouens d'aucune Parroisse de La-Bourt, pour y pasturer du consentement des Parroissiens d'icelle, le Roy doit auoir & prend pour porc, vulgairement dit porc pacher, qui sont pour engresser, ou d'autres petits porcs, qui sont estimez pour vn porc pacher, deux ardits: & de vache, iument & bœuf, iiii. ardits: & pour chacun chef de cheure ou oüaille vn ardit. Art. 24. Si les habitans d'aucune Parroisse en La Bourt vendent les pasturages communs d'icelle Parroisse à aucun estranger hors du Royaume, pour pasturer le bestail estranger, le Roy a & prend la v. partie de la somme qu'iceux Parroissiens ont de l'estranger pour iceluy pasturage. Art. 25. Et si celuy estranger laisse aller son bestail pasturer en autre Parroisse, qu'en icelle d'ou a esté vendu le pasturage, il doit payer aux habitans d'icelle autre Parroisse xxx. ardits de nuict pour chacune fois, que tel bestail y est entré pasturer, & si c'est de iour, xv. ardits. Article 26. Et pour telle somme peuuent iceux habitans prendre iceluy bestail, & le retenir iusques à satisfaction. Art. 27. Si és Padouens & pasturages d'aucune Parroisse de La Bourt sans congé des Parroissiens d'icelle, y entre pour pasturer vaches ou iumens appartenans és estrangers hors du Royaume, le Bailly peut prendre pour le droict du Roy, la v. partie d'icelui bestail. Art. 28. Si n'est que tel bestail fut mené en aucune Parroisse d'icelui païs ou ailleurs: auquel cas pour l'entree ou passage d'icelui bestail ne se prend aucune chose, s'il ne seiourne en chacune Parroisse en passant plus haut d'vn iour & d'vne nuict. Art. 29. Si en aucun verger ou autre heritage clos a esté faict aucun dommage par quelque bestail que ce soit, & celui à qui le dommage a esté faict, trouue tel bestail en son heritage, le peut prendre & retenir, iusques à ce que ledit dommage soit taxé & estimé par gens qui sachent bien cognoistre & taxer, & soit payé ou contenté entierement du dommage, ou de celuy soit baillé gage. Article 30. Et à faire l'estimation d'iceluy dommage, le Seigneur du bestail doit estre appellé, si trouué peut estre: & s'il n'y est appellé, luy mesme le peut faire appeller derechef par lesdicts experts ou autre. Article 31. Et s'il peut monstrer que autre bestail y eust aussi esté à faire le dommage, fera deduire & rabbatre dudit dommage, selon le nombre & quantité du bestail, qui a esté à faire tel dommage auec ledit bestail. Art. 32. Si aucun occist en son bled, iardin ou autre heritage ou autrement desmembre ou affole porceau, cheure ou autre beste, il doit paier l'estimation d'icelle beste, qui sera faicte par gens suffisans. Art. 33. Et le Seigneur de telle beste doit aussi paier le dommage qu'elle a fait à celui, qui l'a tuee.

Sole Tit. 15. Art. 1. Si le bestail d'autrui est trouué donnant dommage, le Seigneur de l'heritage, son border, seruiteur ou commis, le peut prendre de son auctorité & mener à sa maison, parguie ou borde, & iceluy tenir xxiiii. heures, pendant lesquelles peut sçauoir de qui est le bestail, & peut composer auec la partie pour son interest & rendre le bestail. Et lesdites xxiiii. heures passees, ne peut garder le bestail, ains est contrainct de le rendre en lui baillant gage ou caution valable pour estre satisfaict du dommage, qui sera estimé par gens expers: lequel est tenu faire estimer, aussi le seigneur du bestail, si bon luy semble de sa part, & ce dedans iiii. iours: autrement n'est receu à le demander. Et est creu le seigneur de l'heritage, ou son border, seruiteur ou commis de la prise dudit bestail, en son serment Art. 2. Et s'il laisse eschapper, si celui, à qui est faict le dommage sçait de qui est le bestail, en iceluy cas le Seigneur du bestail doit estre appellé, ou luy faire scauoir en son domicile, à faire l'estimation du dommage: & pourra faire estimer son dõmage par expers, & aussi le Seigneur du bestail, si bon luy semble, dans ledit terme de iiii. iours. Article 3. Et si le Seigneur du bestail peut faire apparoir que &c. p.

Source : BIU Cujas

a la Bourt. Art.31. à faire le dommage, le ſeigneur, auquel le dommage aura eſté faict, ſ'il veut eſtre payé du dommage, eſt tenu de iurer, ſi la partie le requiert, qu'il ne ſçait point qu'autre beſtail ait eſté à faire le dommage. Art.5. Si le beſtail appartient à Gentil-homme ou autre homme puiſſant & les voiſins qui ſont requis, refuſent de viſiter & eſtimer le dommage: en ce cas il peut recourir au Seigneur, & denoncer le refus: & audit cas le Seigneur leur doit faire mander, qu'vn chacun deſdits rebelles ſoient menez au Seigneur & condemnez à vi. ſols Morlaas d'amende. Art.6.p.*a l'Art 32. de la Bourt.* Art.7. Le †† bœuf tirant & vache caſalique tirant, quant elle eſt carnalee en aucun vedat, ſe peut racheter & acquiter, en payant vne conque de froment au carnaleur. Art.13. Tout porc caſalier doit porter la barre au col, que l'on nomme ſelon la langue du pays, Tarabella, & ſi l'on tue ledit porc portant ladite barre ou taleder de iours, doit payer la valeur d'vn porc, qui eſt eſtimé par gens expers. Art.14. Et ſi ledit porc eſt trouué non portant ladite barre donnant dommage, le ſeigneur de l'heritage, ſon border, ſeruiteur ou commis le peut tuer *impune*. Article 15. Chacun doit tenir ſes porcs en la court, borde, ou parguie, enſerrez & gardez qu'ils ne facent dommage à aucun. Et ſi l'on trouue le porc caſalier auec barre ou ſans barre, ou autres porcs en nombre à garde ou ſans garde, de nuict paiſſant le glandage, ou ſous les noyers, vignes, caſau ou verger, le ſeigneur de l'heritage en peut tuer chacune fois vn, & n'eſt tenu de le payer. Article 19. Qui met de nuict expreſſement bœuf, vache, rouſſin, aſne ou autre beſte en blé, pré, vigne ou autre ſerralh d'autruy, paye au ſeigneur de l'heritage pour chacune beſte & pour chacune fois, xii. ardits, & le dommage qui ſera eſtimé par experts.

†† *Les Seigneurs de Caſemaior, de Treſbielle, du Domec, de Xerante, & de Gentemh pour l'intereſt de leurs Vedats, ſe ſont oppoſez a ceſt Art. 7. tous les autres aſsiſtans l'aians approuué: fors Arnaud de Vadaguier qui ſeſt auſſi oppoſé.*

BRETAGNE Tit.19. Art.397. Le Seigneur ſe peut tenir à ſa priſe, iuſques à auoir † gage-mort: & aſſigner terme pour proceder à la Cour: & ſera creu de l'aſſignation ſans ſerment. Et ſi ſon ſeruiteur a fait la priſe & aſſigné terme, il en ſera creu par ſerment. Art.398. Es demandes de l'aſſiſe & deſdommage, le Seigneur, ou ſon ſeruiteur qui ont pris les beſtes en leurs terres defenſables, ſerõt creuz par leurs ſermens du lieu, ou le beſtail a eſté pris. Et ne ſera partie aduerſe receuë à prouuer le contraire: pourueu que ledit Seigneur ou ſon ſeruiteur ſoient perſonnes qui puiſſent faire ſerment. Art.399. Et ſi on demandoit l'amende, faudroit faire la preuue du tort fait, autrement que par ſerment: & la prouue faicte on auroit l'amende, les dommages & les deſpens. Art.400. Depuis la †† my-Septembre iuſques à la premiere ſemaine de Decembre pour les beſtes de charrue, on ne doit payer amende, aſſiſe ne deſdommage, ſi elles n'eſtoient pris en lieux ſi clos qu'ils fuſſent defenſables de toutes beſtes ou qu'elles y fuſſent miſes ſcientement & appenſement. Et en autre temps, nul ne doit laiſſer ſes beſtes aller la nuict hors, ſans les faire garder. Et des beſtes égarees ne ſont les Seigneurs tenus, fors à deſdommager. Art.402. Le Foreſtier du Seigneur pour la priſe qu'il faict des beſtes és domaines defenſables ne doit auoir aucune choſe: fors ſur l'amende ſeroit deue au Seigneur. Art.403. Celuy qui a fait la priſe en ſes domaines nobles doit deliurer le beſtail à toute perſonne qui le requerra, baillant † gage mort. Et ſe peut le Seigneur prendre à celuy, auquel il a faict la deliurance: cõbien qu'il ne ſoit ſeigneur du beſtail, & luy aſſigner terme, comme dit eſt. Art.404. Et celuy à qui a eſté faicte la deliurance ſe peut prendre aux beſtes, ſi celuy à qui ſont leſdites beſtes ne le vouloit guarantir. Art.406. Amende ou aſſiſe ne peuuent eſtre demandez, ſi le beſtail n'a eſté pris & rendu auec gage-mort, ou qu'ils ayent eſté forcez apres la priſe: mais on peut demander deſdommage des beſtes, qui auroient eſté és domaines & terres d'autruy, le prouuant: cõbien qu'elles n'auroient eſté priſes, ſi on ne deſaduouoit les beſtes: auquel cas on pourroit ſ'attacher aux beſtes. Art.408. Gens de baſſe condition ſ'ils ont clos en leurs terres & icelles miſes en defenſes, ne doiuent auoir Guerb, c'eſt à dire auoir faculté de laiſſer leurs beſtes paſturer és terres des autres voiſins, ſans payer amende, deſdommage ou aſſiſe, és temps de Guerb. Auquel temps qui eſt depuis la my-Septembre, iuſques à la my-Feurier, ſi leſdites terres ne ſont enſemencees, on ne peut demander amende, aſſiſe ou deſdommage és terres des gens roturiers de baſſe condition. Art.409. Beſtes d'aumaille & cheures quand elles ſont priſes en nouuelle couppe de taillis ou nouuelle plante de bois, & celuy qui a faict la priſe ou ſon maiſtre, qui les auroit trouuees, les traict afin d'en auoir l'aſſiſe, chacune beſte doit payer xii. den. pour l'aſſiſe, de la premiere annee pour chacune fois: & pour la ſeconde, vi. den. & de la tierce, iii. den. Et auſſi doit beſte d'aumaille en quelconque de faux, où elle ſoit trouuée, vn den. & ſi elle eſt en lande ou geneſtay ou en haye, elle doit ii. den. pour chacune fois: pourueu que le geneſtay ne la lande n'ayent paſſé plus

† *Ces mots, gage mort, ſont mis au lieu de ces mots anciẽs, plege de droit.*

†† *Ceſt Art. 400. reforme & corrige l'ancien Art. 381. duquel ont eſté rayez ces mots, en temps d'yuernage qui eſt.*

† *Ces mots, gage mort, ſont mis au lieu des mots, plege de droit, & ainſi eſt il en l'Art. 406.*

Source : BIU Cujas

de deux ans. Art.410. Et si lesdites bestes sont prises en vignes, qui n'est en bourgeon & est despouillee de fruict, on doit payer pour le desdommage, comme de bois taillis de la premiere annee, à la raison que dessus. Art.411. Cheures ou boucs, s'ils sont trouuez en lande ou genestays, en haye ou buissons ou autres bois, chacun doit deux deniers. Art.412. Les brebis ou moutons, les quatre autant comme vne beste d'aumaille, pour chacune fois. Art. 413. Faon de l'annee, porc ne truye ne doiuent assise: fors desdommage. Art.414. La beste cheualine doit deux den. en quelque lieu qu'elle soit prise: & si elle est enheudee & prise en taillis, elle doit iiii. den. Art.415. Sur autre beste ne court point assise: mais desdommage ou amende. Art.416. Quand bestail est pris en terres roturieres, celuy qui le prend, peut assigner terme à la Cour du Seigneur de qui les terres sont tenues pour auoir desdommage ou assise, ainsi qu'il sera iugé par le Iuge de ladite Cour. Et si partie aduerse defaut, le preneur du bestail sera creu du premier adiournement, comme dit est. Art.417. Quand †† bestes sont prises par parchage & mises en l'hostel de celuy qui les aura prises ou autre maison, on ne doit clorre l'huis à fermeures sur les bestes, sans laisser gens qui les puissent deliurer. Et seront tenus ceux, à qui les bestes appartiennent, xxiiii. heures apres la denonciation à eux faite, venir retirer leurs bestes: autrement payeront l'amende, outre les despens & dommages. Art. 418. Et si on ne pouuoit trouuer le maistre ou celuy qui les auroit emparchees, on pourroit bailler † gage-mort à celuy ou celle qui seroit demouré à l'hostel & mener ses bestes sans tort fait. Et si on ne trouuoit personne, on doit aller aux Seigneur des lieux, son Iuge ou Sergent, qui prendront le gage-mort, assigneront terme aux parties & deliureront les bestes. Art.419. Quand on prend beste cheualine, on ne la doit mettre sous fermure ou la lier, sans faire à sçauoir à celuy à qui elle est: fors la nuict pour la garder. Et neantmoins les bestes prises sont en la garde de ceux qui les prennent: lesquels ne les doiuent mener loing des lieux, où elles ont esté prises: mais les doiuent mettre en leurs demeurances s'ils en ont pres: ou s'ils n'en ont, ou voisiné & ou fief, s'il y a maisons en celuy fief: & s'il n'y en a, au prochain voisiné. Art 420. En trois villages on peut auoir vn Taureau qui ne peut estre empesché d'aller à ieu: & pour iceluy quelque part qu'il soit trouué, ne doit estre payé amende, desdommage ou assise. Art. 421. Quand auoirs ou autres choses ont esté baillez à my-croist ou à mestairie nul ne peut prendre pour le faict du preneur, aucune chose sur iceux auoirs: fors le Seigneur, entant que ils auroient pasturé en ses terres: & aussi entant qu'iceux preneurs prendroient sur lesdits auoirs.

†† *Cest Art. 417. est pris du 397. Art. ancien duquel ont esté rayez ces mots,* Et se pourra *&c. iusques à la fin.*

† *Ces mots,* gage-mort, *sõt adiouſtez comme dessus.*

VI. DESVRENE Art.5. *A la fin.* Et si [u] quelqu'vn fait rescousse aux Maieur & Escheuins ou leurs sergens, y a amende de xxviii. liures Par.

Amende pour rescousse faicte aux Maieur, Eſcheuins ou Sergens.

MONTARGIS Chap.4. Art.16. Qui rescout bestes gagés ou pan des mains de celuy qui a faict la prinse, il est amendable d'amende arbitraire, s'il est prouué contre luy: & s'il ne peut estre prouué, le preneur en sera creu: auquel cas n'aura que v. sols d'amende.

ORLEANS Tit.5. Art.161. Qui rauit ou rescouſt ses bestes &c. p. *à Montargis*, arbitraire. Et sera creu du rauissement celuy qui aura faict ladite prise, par serment auec vn tesmoin.

TOVRS Tit.18. Art.204. Et si aucun, à qui sont lesdites bestes, les oste à celuy qui les a prinses en son pré, ou les empesche de mener à Iustice, la chose prouuee il en paye à Iustice lx. sols d'amende pour la rescousse.

LODVNOIS Chap.19. Art.3. p. *à Tours*, oste ou fait oster à celuy &c.

S. AIGNAN Chap.1. Art.5. *A la fin*, Et si le degagé empesche que Iustice ne soit saisie dudit gagè, & qu'il l'oste & rescouure, il enchet en l'amende de lx. sols à appliquer comme dessus: s'il †† n'y a priuilege ou concession au contraire. Art. 6. Celuy qui recourt ou empesche que les bestes prinses en dommage d'autrui ne soient menees à Iustice, il est amendable de lx. sols à appliquer, comme dessus.

†† *Les habitans de Contres ont dit auoir priuilege au contraire au moien dequoy a esté accorde ſans preiudice des priuileges & libertez des habitãs de Cõtres & autres ayans priuilege. Auons ordonné qu'en la fin dudit Art. ſe rõt mis ces mots* S'il n'y a priuilege ou cõceſſiõ au cõtraire.

VALANÇAY Chap.4. Art.9. Quand aucun est dessaisi de bestes d'autruy ou du gage prins ou faict prendre en ses heritages, ou empesché par rescousse & voie de faict de les mener à Iustice: en ce cas ladite rescousse prouuee, celui qui icelle aura faite, est amendable de lx. sols t. à appliquer à celuy qui aura fait ladite prinse. Et si Iustice s'y adioint, elle y aura le tiers: & si elle ne s'y adioint, elle n'aura que v. sols, que ledit preneur, sur qui aura esté faicte ladite rescousse, sera tenu paier à ladite Iustice. Art.10. Et au cas que celuy, sur qui aura esté faite ladite rescousse, ne veut icelle poursuiure, Iustice le pourra faire: & en ce cas aura toute ladite amende de lx. sols t. Et si ledit demandeur en ladite rescousse dechet de sa cause, il est amendable de pareille somme de lx. sols t. enuers Iustice. Art.11. Si aucun est con-

u In lege Salica Tit. 10. Si damnum in messe &c. §.6. Si cuius pecora de damno, cum alios labores vastantur aut inclaudantur, aut in domum minantur, & ea quiuis expellere aut excutere presumpserit malb. schoto. De den. qui faciunt solid. xv. culpabilis iudicetur excepto capitale & delatura Ansegis. Abb li. 4. App. 2. c. 34. Si aliquis Saxo caballos in sua messe inuenerit, & ipsos caballos inde ducere pro suo damno, ad comprobandum voluerit, si quis liber homo ei hoc contradixerit aut aliquod malum pro hoc ei fecerit, tripla compositionẽ secundũ legẽ & secundum euua ea emendare studeat, & insuper bannum dominicum soluat & manũ perdat, pro eo quod inobediens fuit contra præceptũ domini Imp. quod ipse pro pace statuere iussit. Si seruus hoc fecerit, secundum suam legem omnia in triplum restituat, & disciplinæ corporali subiaceat.

Source : BIU Cujas

uaincu d'auoir prins & osté, fait prendre ou oster, aucunes bestes prisonnieres, d'entre les mains de Iustice saisie d'icelles: en iceluy cas est amendable d'amende arbitraire.

Molins Chap. 3. Art. 3. En rescousse de bestes deuëment prouuee, y a lx. sols d'amende contre celuy qui a faict ladite rescousse & est applicable à Iustice. Et si le demandeur dechet de ladite rescousse, il n'est amendable que dev. sols t. Et sont toutes amendes de prinses de bestes & desgagemens applicables à Iustice.

La Marche Chap. 29. Art. 353. Si aucun fait recours de bestes prinses en meffait d'autruy il est amendable de lx. sols t. enuers Iustice: outre la meffaite ou dommage donné, dont le preneur desdites bestes aura recours, contre celui, à qui lesdites bestes appartiennent.

Acs Tit. 11. Art. 37. Si aucun rauit par force ledit bestail à celuy qui a fait ladite prinse, s'il en veut iurer, ou s'il le peut prouuer, celuy qui a ainsi rauy ledit bestail est tenu luy rendre & payer xx. sols t. d'amende, moitié au Seigneur Iusticier, & l'autre moitié à partie. Art. 38. Si n'est qu'il y eust exces fait à personne: auquel cas l'amende est arbitraire.

Bayonne Tit. 2. Art. 10. Si le Seigneur du bestail trouue ésdits heritages ou son seruiteur, & la garde dudit bestail resiste à ce que le Seigneur de l'heritage ou son seruiteur, ou autre voisin de ladire ville, prenne & emmene ledit bestail, ou par force en l'emmenant le luy oste: iceluy Seigneur du bestail paye l'amende telle que dessus & le dommage. Art. 11. Et d'auantage pour la resistance ou force, la somme de deux liures xv. sols t. appliquable, comme dessus. Art. 12. Et est creu le Seigneur ou Dame de l'heritage par son serment ou le seruiteur ou autre voisin auquel a esté resisté: pourueu que soient gens de foy & honneste conuersation & pour tels tenus & reputez.

Sole Tit. 15 Art. 4. Et si le Seigneur du bestail par son auctorité, sans bailler gage ne caution ou accordé auec celuy à qui est fait le dommage, prend le bestail saisi estans dedans l'hostel, borde ou parguie: que le maistre de l'heritage aura enserré: ou l'ait osté par force en le menant serrer doit payer xii. sols Morlaas, la moitié au Roy, & l'autre moitié à la partie qui a souffert le dommage: & le dommage en tel cas de vie se doit faire au double.

Bretagne Tit. 19. Art. 407. Puis que les bestes sont prises pour estre mises en parc, qui les escourroit, le deuroit amender, selon la qualité des personnes & du meffaict.

VII. Acs Tit. 13. Art. 14. Les x Seigneurs soient Hauts ou bas Iusticiers ne prënent aucune amende pour playe faicte par bestes brutes à personnes d'elle mesmes: mais en ce cas le seigneur de la beste est tenu reparer le dommage, s'il n'ayme mieux bailler la beste pour le dommage.

S. Sever Tit. 18. Art. 26. p. *à Acs* personnes d'icelles mesmes: &c.

La Bovrt Tit. 4. Art. 1. Si aucune beste occist ou affole la beste d'vn autre, & le Seigneur de la beste, qui fait le dommage, sçait le vice de la beste, il doit paier le dommage à la discretion du Seigneur ou de son Iuge. Art. 2. Et s'il ne sçait sa beste estre vicieuse, doit estre quitte, en baillant & laissant sa beste à celuy de qui la beste a esté damnifiee, si mieux n'aime payer le dommage. Art. 3. Si aucune beste occist ou affole aucune personne, le Seigneur Iusticier peut mettre à sa main telle beste, & neantmoins le seigneur d'icelle beste, qui la sçauoit estre vicieuse & qui en est en coulpe par faute de la garder ou autrement doit estre condamné enuers la partie interessee, à la discretion d'iceluy Seigneur.

Sole Tit 15. Art. 20. Qui prend bœuf d'autruy contre la volonté du Seigneur du bœuf, en la lana à la padoence ou en autre part & le fait triballar, encourt pour chacun bœuf, à chacune fois ix. sols Morlaas enuers le seigneur du bœuf & payera d'autre part le dommage & interest: & s'il le detient clandestinement comme dessus est dit & de chacun rossin semblablement & de l'asne, vi. ardits pour chacun iour, & aussi doit payer le dommage, si aucun en y a. Art. 21. Et qui prend les eugues d'autruy de son auctorité, & les fait triballer, abbatre le grand garbe ou mil ou autrement, ou les tient clandestinement enserrees, paye au seigneur d'icelles pour chacun chef & pour chacun iour, v. sols Morlaas: & en outre doit satisfaire le dommage & interest. Art. 22. Qui trouue cabane d'abeilles à miel en autruy heritage & la prent, sera puny d'amende arbitraire & rendra les abeilles auec le profit.

Bretagne Tit. 25. Art. 640. Si les cheuaux ou charrette ou autres choses meffaisoient, reparation en seroit faite sur la valeur. Et au cas que ceux, à qui sont les cheuaux, charrettes ou autres choses ne les voudroient laisser pour la repara-

x Ces Coustumes sont conformes au Droict. vlp. in l. 1. D. Si quadrupes paup. fec. dicatur e. vide Tit. Inst. dex. noxal. act. & Tit. Si quad. paup. fec. dic. & lib. 1. legum longob. Tit. de Pauperie & lib. legis Salicæ Tit. 39. & legis Ripuar. Ti. 48. & legis Alemman. cap. 102. & 103 & legis Baiour. cap. 17. Bened leuita. lib. 6. cap. 15. & 17.

Source : BIU Cujas

tion du meffait, ils ſeroient tenus les reparer à la diſcretion de Iuſtice. Art. 641. Si par moulins ou autres ſemblables choſes, eſt fait dommage à autruy, ceux à qui appartiennent leſdits moulins ou autres choſes n'en ſont tenus, s'ils n'en ſont en coulpe. Art. 646. Si aucun abbatoit vn arbre ou autre choſe pour entente de faire profit, & les choſes qu'il abbatroit feroient dommage à autres, il n'en deuroit reparation ne rẽdre aucune choſe, au cas qu'il n'euſt veu ou peu voir & faire oſter leſdites choſes au temps de la choiſte. Art. 647. Mais s'il y auoit homme ou femme mort, Iuſtice doit informer de la verité: & ſi celuy qui abbatroit les choſes auoit au temps du meffait ou de parauãt haine auec les decedez ou les leurs: & s'il euſt peu engarder ou empeſcher ledit meffait: Et au cas qu'on ne trouueroit aucune choſe ſur lui, Iuſtice doit prendre ſon ſerment qu'il n'a fait le meffait ſcientement: & partant il doit eſtre quitte. Et où le contraire ſeroit trouué contre luy, il doit eſtre puny.

a Iure Romano in aliena ſylua venari licet, ſecundum ius gentium ni dominus prohibeat Gaiusin l. quod enim 3. § 1. D. de adq. rer. dom. L. Diuus 16. D. de ſeru. ruſt. pr. Mart. l. 1. D. ad leg. Iul. de vi pub. Cuiac. 4. Obſ. ca. 2. Par les Ordonnances la chaſſe eſt defendue aux roturiers & non nobles: meſmes aux Gentilshommes pour raiſon des foreſts du Roy ſ'ils n'ont droict & conceſſion d'y chaſſer Franc. 1. 1515. Art. 1. & 1533. Héry 2. 1547. & 1548. & 1552. Charl. 9. 1560. aux Eſtats d'Orleans Art. 108. Henry 3. 1578. & 1581. Toutesfois les gẽtilshõmes doiuent apparoir aux Baillifs & Seneſchaux ou leurs lieutenans de leur droit de Chaſſer es Foreſts du Roy Charles 9. 1560. Art. 108. Et de Henry 3. 1579. Art. 185. Ces Ordonnances ſont miſes en la Conference des Ord. Royaux liure xi. Tit. xii. Lib. 1. Legũ Lõgob. Carolus l. vlt. Tit. de venat. vt nemo pedi cas in foreſto dominico nec in quolibet regali loco tendere præſumat: & ſi ingenuus hoc perpetrauerit, banñ dominicum ſoluat: & ſi ſeruus eſt, domin' illius emendet ſicut lex eſt. Ceux qui ont le droict de chaſſe en peuuẽt eux ſeuls vſer, ſans qu'ils permettent que ceux qui ne ſõt de leur maiſon chaſſent. Charles 6. 1402. Art. 62. Frãc. 1. 1515. Au reſte les accroiſſemens de Garennes anciennes & nouuelles ont eſté oſtees. Iean 1155. Art. 4. Charles 1356. Art. 1. Vide Fabrum in §. feræ. Inſt. de rer. diuiſ. Guid. Pap. Dec 218. Bened. in cap. Raynutius de teſtam. in verbo, & vxorem nomine Adeleſiam num. 896. La ſainct 1296. eſt recitee l'Ordonnance Royale, de ne chaſſer à rets ny à pans.

TITRE XIII. DES GARENNES ET Colombiers.

I. Garennes iurees: Chaſſe defendue eſdites Garennes ou autres lieux.

II. Droict de Colombier à qui doit appartenir.

I. MEAVX Chap. 28. Art. 211. Aucun ne peut tenir Garenne iuree, a ſuppoſé qu'il ait Haute Iuſtice en ſa terre, ſ'il ne la par permiſſion du Roy titre particulier b & expres, ou de telle & ſi longue iouyſſance qu'il ne ſoit memoire du commencement ne du contraire. Art. 212. Garenne iuree ſ'entend Garenne defendue, & là où on ne peut aller chaſſer, ſans dãger de Iuſtice. Art. 213. Mais ſi Haut ou Bas Iuſticier vouloit faire quelque buiſſon à connins en ſa terre & Seigneurie, faire le peut du conſentement de ſes ſuiets, & non autrement: mais ledit buiſſon n'eſt point cenſé ou reputé Garenne. Art. 214. Qui eſt trouué chaſſant en Garenne iuree, ſoit à chiens & à penneaux, furon ou autre harnois, par ladite Couſtume, le harnois qui eſt trouué en ladite Garenne, eſt confiſqué & eſt tenu d'amẽde arbitraire: celuy qui eſt trouué chaſſant auec ce, eſt tenu de rendre & remettre en ladite Garenne autant de meres qu'il y auroit prins de connins. Art. 215. S'il eſt trouué qu'il ſoit couſtumier d'y chaſſer: en ce cas, ſelon la diſcretion de Iuſtice & qualité des perſonnes on peut proceder criminellement ou corporellement, à l'encontre de telles perſonnes couſtumieres de chaſſer. Art. 216. Autre choſe eſt, ſi on trouue chaſſant en la Garenne du Roy. Car en ce cas l'amende eſt plus grande: & tient on qu'on procede par punition corporelle, fuſtigation ou autrement contre ceux qui y ſeront trouuez chaſſans. Art. 217. On peut par ladite couſtume auoir Garenne tant a groſſes beſtes, qu'a connins: & eſt cenſee Garenne, quand elle l'eſt par l'octroy & permiſſion du Roy. *Garenne iuree.*

MEAVX L. Art. 1. Par priuilege expres, dont ont vſé les habitans de la ville du dit Meaux, marché & village de la Chaſtellenie ont droict & leur loiſt chaſſer a cor & a cry a tout harnois & engins par toute la Foreſt du Mans: laquelle Foreſt eſt tenue du Roy a cauſe de ſon hoſtel dudit Meaux.

DOVRDAN Tit. 14. Art. 147. Nul ne peut peſcher és Eſtangs, viuiers ou foſſes, & chaſſer és Garennes, où il n'a droict: ſur peine de punition corporelle.

ESTAMPES Chap. 15. Art. 183. Il eſt loiſible a toutes perſonnes aians Garennes, buiſſons, Taillis & clos d'arbres, Eſtangs, Viuiers & foſſes, prendre & faire prendre ceux qu'ils y trouueront pour chaſſer & coupper bois, peſcher & prendre fruicts és lieux ſuſdits, & les mener en priſon, pour par les Iuges eſtre punis comme larrons.

Inſt. de rer. diuiſ. Guid. Pap. Dec 218. Bened. in cap. Raynutius de teſtam. in verbo, & vxorem nomine Adeleſiam num. 896. La Somme Rurale Liure 2. Tit. de la forme & maniere des chaſſes. En l'Arreſt des habitãs de la Chaſtellenie de Blois à la Touſſ

b Les Garennes anciennement eſtoient defendues aux proprietaires dans leurs terres, ſi elles n'eſtoient enregiſtrees en la Chambre des Comptes, ainſi qu'il fut iugé le 14. iour d'Auril 1319. Voy les Ordonnances de Iean & Charles cy deſſus cottees Et ſe trouue Arreſt prononcé en robbes rouges le 17. iour de Mars 1573. entre Lourdin de Saligny, Baron S. Haut Iuſticier & Claude de Buffumant ſeigneur du lieu noble de Bellemont par lequel il fut dit que ledit ſieur de Bellemont pourroit chaſſer dans ſon Fief & domaine comme eſtant le droict de chaſſe annexé au fief, & non pas à la Iuſtice: comme auſſi il auroit droit de pourſuitte dans la terre & Seigneurie d'autruy ſi la beſte eſtoit leuee dans ſa terre. Chopin liure 3. du Dom. Tit. 22. Il y auoit au parauant Arreſt prononcé ſolennellement le 23. Decemb. 1566. entre Maiſtre Iean Mathieu ſieur de Ville vandé appellant & Damoiſelle Loyſe d'Orgemont vefue de feu Meſſire Louys, du Broullard, inthimee: recité par Bacquet Traicté de Iuſtice chap. 34. Il y a Arreſt de l'an 1270. contre le Prieur de Longueuille par lequel celuy qui prend cerf ou biſche en lieu ou y a Garenne eſt amendable. Voyez Sudor. lib. 1. Diſput. Ciuil. cap. de iure venationũ in Gallia. Bened. in cap. Raynutius in verbis, vxorem nomine Adeleſiam Deciſ. V. Cepola Tract. de ſeruit. cap. de aucup. Boer. in conſ. Præd. §. 5.

Heſdin

HESDIN Tit.4.Art 2. A M.le Comte d'Artois tant par la couſtume generale deſdits Bailliage & Chaſtellenie de Heſdin,y notoirement gardee & obſeruee de tout temps, comme à cauſe de ſes authoritez & prerogatiues anciennement Pair de France,compete & appartient droict de Garenne és mettes deſdits Bailliage & Chaſtellenie de Heſdin.Laquelle commence au deſſous de la ville de Firieſnes,ſur la riuiere de Cauche:& vient en deſcendant au long de ladite riuiere, paſſer parmy la ville de Heſdin,& tout en bas iuſques entour du village d'Anuin,& faut enuiron à vn petit cours d'eaue,qui vient de deuers Cauerons cheoir en ladite riuiere de Cauche entre le bout de la foreſt dudit Heſdin, en la ville de Contes. Article 3. Et dudit lieu de Firieſnes d'autre coſté rencontre ladite Garenne,à l'Egliſe & clocher dudit lieu: & de la ſ'en va en montant vers la ville de Sainct Pol,au clocher de Lenſeux:& dudit clocher ſ'en va à vne grande eaue,qui eſt au deſſous d'Oeufs en Ternois: & en tirant au clocher de Noielles: duquel clocher ladite Garenne ſ'en vient paſſer aſſez pres des bois de Rollencourt, en venant au clocher de l'Abbaye d'Auchy: duquel clocher ladite Garenne paſſe par le bout du bois qui ſe nomme la Falize d'Auchy: & ſ'en va tout le chemin qui paſſe entre la ville de Vvamin,& le bois Sainct Iean,iuſques à vn lieu, qui ſe nomme le pré d'Eſcalippre: & va paſſer au dehors de la Lorge Cornillet, en allant au bout de ladite ville de Canrons, & au deſſuſdits ruiſſeau, qui vient cheoir en Cauche,comme dit eſt. Art.4. Le fil de ladite riuiere de Cauche eſt de la Garenne & par ladite Couſtume,ſi aucuns chaſſent à quelque Foreſt ou bois,du coſté deuers Abbeuille,à cerfs,biches,ſangliers & autres beſtes:ſont prinſes au cours de ladite riuiere de Cauche:telles beſtes ſont & eſcheent au droit de mondit Seigneur le Conte d'Artois:à cauſe de ſadite Garenne:& eſt ce aduenu pluſieurs fois. Art.5. Nul de quelque eſtat qu'il ſoit,ne peut ou doit voler ne faire voler Faulcõs, Louuiers,Laneres,Eſtours,ny autres oyſeaux ſur ladite riuiere: à peril d'amende arbitraire,à la iudicature & moderation du Chaſtelain. Art. 6. Nuls ne peuuent en ladite Garenne du coſté du Chaſteau dudit vieil Heſdin,querir les lieures, ny autres beſtes ſauuages eſtans aux champs : ſur peine de punition & amende &c. Art.7. Si aucuns chaſſoient pour le rouge ou pour le noir, en aucuns bois au dehors de ladite Garenne:& il aduenoit qu'aucunes des beſtes chaſſees fuſſent prinſes en ladite Garenne:les chaſſeurs ne les pourroient ou deuroient leuer ſans grace de mondit Seigneur le Comte d'Artois ou de ſondit Chaſtelain:aux peines, comme deſſus. Art.8. Nul ſoit eſtranger ou demourant és mettes de ladite Garẽne,ne peut & ne doit mener chiens par ladite Garenne:ſinon par les chemins. Et ne peuuent les habitans & demourans és mettes d'icelle,tenir chiẽs en leurs maiſons:ſ'ils ne ſont enlarnonnez ou affolez,à peine de chacun deſdits cas, de lx. ſols Par. d'amende à la moderation de mondit Seigneur le Chaſtellain. Art. 9. Es mettes de ladite Garenne,aſſez pres du Chaſteau dudit viel Heſdin, tendant aux murs du parc d'iceluy,du coſté des fauxbourgs de S.Quentin y a vne grande prairie:ſur laquelle eſtoit ſituee & aſſiſe vne Chappelle,fondee au nom de noſtre-Dame:laquelle prairie ſe nommoit vulgairement la Garenne. En laquelle prairie,par ladite Couſtume,ſi aucuns debats ſ'y font,commettent ou perpetrent:au moyen des ieux de barres & autres eſbatemens qui ſe faiſoient ou pourroient faire,& autrement les Maieurs & Eſcheuins de ladite ville de Heſdin, n'ont deſdits debus aucune cognoiſſance,ne prinſe des delinquans. Ains en appartiẽt la cognoiſſance, correction & punition,à M.le Bailly de Heſdin,ou ſon Lieutenant & autres officiers du dit Bailly pour mondit S.le Cõte d'Artois. Art.10. De toutes autres choſes,qui peuuent aduenir en la Garenne comme de connins & autres beſtes ſauuages,couper roſeaux & herbes au dehors du paſturage des beſtes danmarle, la cognoiſſance en appartient à M,le Chaſtelain. Art.11. Semblablement nuls ne peuuent coupper brãches,ny may aux arbres eſtans aſſez pres en ladite prairie:ny dõner grace de clorre ieux de barres,ou autremẽt ſi ce n'eſt par le congé de mondit S.le Chaſtelain. Art. 12. Nul ne peut picquer, hevver,ne eſticquer en ladite prairie de la Garẽne,ou prẽdre preaux ou gaſons:ſans grace & congé de mondit S. le Chaſtelain & non d'autres:le tout aux peines & moderations que deſſus. Art.16 Si noſtre dit S.ou ſon Chaſtel.de Heſdin chaſſent ou facent chaſſer en ladite foreſt les S.aiãs aucuns bois ne peuuẽt chaſſer ou faire chaſſer en leurſdits bois, iuſques à iii.iours apres la chaſſe qui ſeroit faite en ladite foreſt. Afin q̃ pẽdãt ledit tẽps,l'officier de ladite Chaſtell.qui ſe dit rechaſſer les beſtes en ladite foreſt:leſquelles au moyen de ladite chaſſe ſ'eſtoiẽt & ſe ſeroiẽt eſpauiſees& alees éſdits bois voiſins.

DVCHE de Bourg. Chap.13.Art.7.Au regard du faict de la Gruyrie & de la chaſſe,l'on ſ'en remet aux Ordonnances ſur ce faites & à faire par les Ducs de

Bourgongne.

COMTE de Bourg. Chap. 18. Art. 105. La beſte mute de la chaſſe d'aucun aiãt droict & pouuoir de faire chaſſer, ſe peut pourſuiuir en autre Iuſtice ou Seigneurie. Et ſi elle y eſt prinſe & abbatue, elle doit eſtre rendue au premier de qui chaſſe elle eſt mute, ſi elle eſt pourſuiuie par les chaſſeurs ou par les chiens dedãs xxiiii. heures apres ce qu'elle ſera abbatue: & doit eſtre gardee ladite beſte ſans demembrer, leſdites xxiiii. heures durant. Art. 106. Gens c de poëte ne pourront chaſſer ne hayer à beſtes rouſſes ou noires, ſans le congé du Seigneur, ſous qui ils chaſſeront, ou s'ils n'en priuilege ſpecial, dont ils facent apparoir. Art. 107. Des beſtes chaſſees par communes gens en aucune Seigneurie, où ils auront congé ou priuilege de ce faire, qui ſeront prinſes & abbatues en autre Seigneurie, ſera baillé au Seigneur de la Haute Iuſtice du lieu, où elle ſera abbatue, le droict & treu accouſtumé: ſi ladite chaſſe n'eſt fait par Seigneur ou Noble homme, qui ſoit en icelle chaſſe en perſonne, ou aucuns de ſes ſeruiteurs de ſon hoſtel: & ſera porté ledit droict audit Seigneur, s'il eſt au lieu ou à ſes officiers.

NIVERNOIS Chap. 17. Art. 1. Bois ſont reputez & preſumez Garennes quãd ils ont clappiers, foſſez d'ancienneté, ou ancienne denomination de Garenne. Art. 16. Ceux qui ſont trouuez chaſſans en Garennes ou conninieres ſont puniſſables comme larrons. d

MONTARGIS Chap. 6. Art. 1. Eſtangs & Riuieres portans Garennes: & auſſi Garennes ſont defenduës: & qui y chaſſe ou peſche, ſera puny comme de larcin.

ORLEANS Tit. 7. Art. 167. Nul ne peut chaſſer & prendre lappins ou connils és Garennes & buiſſons d'autruy, par quelque façon & engin que ce ſoit: ſur peine d'en eſtre tenu comme de larcin.

TOVRS Tit. 1. Art. 37. *A la fin.* Auſſi †† peut le Seigneur de fief faire en ſon fief, fuye ou Garenne, ſi bon luy ſemble.

ANIOV Tit. 1. Art. 32. Homme Noble ou Couſtumier en ſon domaine hommagé eſt fondé d'auoir buiſſon à cõnins defenſable, au vol d'vn chappon, enuiron la maiſon de ſon domaine hommagé: & contient vol de chappon, huict vingt pas doubles, qui ſont ſeize vingt pas ſimples, vallant à prendre à la longueur des cordes d'vn meſureur ou corde de leur terre. Art. 33. Homme Noble peut auoir buiſſon à connins defenſable, au vol d'vn chappon, enuiron la maiſon de ſon domaine, où il fait ſa demeure continuelle: ſuppoſé que ledit domaine ne ſoit hommagé, ſans le preiudice d'autruy. Article 34. Tous autres accroiſſemens de Garennes ſont prohibez eſtre faits au preiudice d'autruy. Art. 35. Nul ne peut de iour ne de nuict tendre, ne theſurer en autruy domaine: & s'entend ladite Couſtume tant és Quintes e d'Angers qu'ailleurs. Art. 36. Qui n'a foreſt ou breil de foreſt, ou longue poſſeſſion, n'eſt fondé d'auoir chaſſe defenſable à groſſes beſtes, ſ'il n'eſt Chaſtelain pour le moins. Et eſt reputé f breil de foreſt, vn grand bois marmentau ou taillis, auquel telles groſſes beſtes ont accouſtumé ſe retirer ou frequenter. Et de chaſſer auec les chiens ou à la gaule au domaine d'autruy, aucun n'en eſt fondé: toutesfois aucuns Seigneurs peuuent auoir acquis celuy droit par preſcriptions & poſſeſſions anciennes: & neantmoins ſeroit entendu qu'ils en vſaſſent ſans endommager iceux ſuiets en leurs bleds n'en leurs vignes ou autres labourages: autrement pourroient demander le deſdommagement. Titre 9. Article 171. En applegement de ſaiſine briſee ſur refus de plege d'auoir chaſſé en la Garenne, ou peſché en l'Eſtang ou deffaiz de ſon Seigneur, ou de ſon ſuiet, d'auoir Iuſtice ou pouuoir d'aucun Seigneur comme en tenant plaids, en prenant biens, gens au corps, & autres exploicts de Iuſtice, y a amende arbitraire des Nobles perſonnes, & des Couſtumiers de lx. ſols tournois. Tit. 10. Art. 192. *A la fin.* Et pour les connins emblez ou deſrobbez és Garennes par autres de iour ou de nuict, ils ſeront punis ſemblablement comme deſſus.

LE MAINE Tit. 2. Art. 37. p. *a Aniou.* Art. 32. connils &c. *iuſques a ce mot,* hommagé. Art. 38. p. *à l'Art. 33. d'Aniou.* Art. 39. & 40. p. *a Aniou.* 34. 35. & 36. Foreſt, qui eſt à entendre buiſſon tel que conuenablement les groſſes beſtes ſ'y puiſſent retirer, titre ou longue &c. *iuſques a ces mots,* pour le moins. Tit. 10. Art. 162. De connils emblez de nuict en Garenne, & de poiſſon emblé de nuict en Eſtang, le larron couſtumier de ce faire doit eſtre puny corporellement: & ne peut aucun de iour ou de nuict tendre ne theſurer en autruy domaine. Art. 190. p. *a Aniou.* 171. d'aduouër Iuſtice, amende de lx. ſols Manſais, comme deſſus eſt dict.

c Voyez l'onzieme liure de la Confer. des Ord. Tit. xii.

d Il y a Ordonnance du Roy Frãcois 1. 1536. pour le pays de Bretagne. Art. 7. Chap. 3. par lequel tous larrons de Garennes & Eſtangs ſont punis & corrigez cõme larrons. En l'ancienne Couſtume de la Baillie de Bourges nõ imprimee. Art. 43. L'en garde en Berry que colon de colombier ſont reputé pour garenne: & ſont punis cil qui les prennent pour autant comme cil qui prennẽt les connis.

e Quinte d'Angers ceſt la Preuoſté d'Angers comme on dit la Preuoſté & Septaine de Bourges, ceſt la iuriſdiction & eſtendue du premier iuge ordinaire d'Angers: ainſi on dit la Preuoſté & Voirie du Mans. Autres la Preuoſté & Chaſtellenie.

f Bois marmentau vbi armenta paſcuntur ou bien vn petit bois pour l'ornement & embelliſſement de la maiſon: & a trente ou quarante ans. Breil de foreſt ſ'entend du lieu, ou ſe retirent les groſſes beſtes comme brin de foreſt, vn gros buiſſon, bois marmentau ou taillis. Alij quaſi braire & brailler à raiſon du cry & clameur des beſtes ſauuages qui y frequentent. La Gloſſe in Clem. 1. §. porro De ſtatu monach. rend la raiſon pourquoy on les nomme ſaltus. Chopin ſur ceſt Art. 36.

†† *Ces mots,* Et auſſi peut *&c. ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

Source : BIU Cujas

LA FERTE Ymbaut Chap.5. Art.8. Qui challe en Garenne ou peſche en Eſtang, eſt puny comme de larcin.

MENETOV Chap.5. Art.13. Eſtangs & Garennes ſont defendus: qui y chaſſe ou peſche, en ſera puny comme de larcin.

TREMBLEVY Chap.2. Art.8. Eſtangs & Garennes ſont defendus & pareillement foſſes & foſſez & qui y peſche ou chaſſe, ſera &c. p. *a Menetou.*

BERRI Tit.10. Art.14. Garennes en tout temps ſont defenſables.

POICTOV Tit.1. Art.198. Garennes à connins ſont defenſables en toutes ſaiſons, non ſeulement en faict de chaſſes, mais auſſi en faict de paſturages à toutes beſtes.

LA SALLE de Lille Tit.1. Art.72. En ladite Chaſtellenie n'y a nulles franches Garennes, Fours ne Moulins banherets.

BORDEAVX Chap. 12. Art. 112. Ceux qui deſrobent les fuyes, g colombiers, garennes, ou qui les prendront à rets, filets, bourſes & appaſts heronniers, peſcheries, eſtangs, gourgues de moulins & foſſez des maiſons, prez & aubaredes, ſeront punis pour la premiere fois en l'amende de lx. ſols t. & outre leſdites peines, payeront le dommage donné.

SOLE Tit.13. Art.9. Tout manant & habitant de la terre de Solé, peut prendre Auſtours & Eſparuiers aux filets. Art.10. Et n'eſt permis à aucune condition de gens audit pays de prendre leſdits h Auſtours ne Eſparuiers ne les œufs d'iceux aux nids. Et celuy qui prend au nid ou faict prendre, encourt pour chacun Autour ou œuf, vn marc d'argent enuers le Roy: & pour chacun Eſparuier vne loy maieur pour le premier coup: & pour le ſecond fouetté. Et qui faict prendre par homme eſtranger, encourt le double: & de telle priſe ou conſentement chacun du païs & eſtrãger peut eſtre ouy & examiné par le S. & par le Procureur du Roy & par chacun d'eux: & peut confeſſer la verité moyennant ſerment.

BRETAGNE Tit.18. Art.390. On ne doit tirer ne tendre aux pigeons de colombier auec filets, glus, cordons, laçons ne autrement: ne pareillement tendre ne tirer aux garennes, ne peſcher Eſtang, ſi on n'a droict de ce faire: ſur peine de punition corporelle. Art.391. Noble hõme peut faire en ſa terre ou fief noble, faux à connils au cas qu'il n'y auroit garennes à autre S. és lieux prochains. Et ne doit aucun y aller chaſſer ne és clos adiacens, appartenans audit Noble homme.

II. PONTHIEV Tit.4. Art.82. Et peuuent & loiſt les demourans ſurchef lieu de fief: ſuppoſé que leur S.F. n'euſt que Iuſtice fonciere, tenir en leur chef lieu, colombier, Thor, i Ver, mare & auoir four, forages & autres choſes appartenans à droict de fief.

BOVLLENOIS Tit.10. Art.44. Vn chacun S.F. peut en ſon tenement auoir coulombier, tenir, thoreau & verrot. K

* *Alias, Four.* ARTOIS Tit.1. Art. 52. Les S. Hauts Iuſticiers, Vicomtiers ou fonciers, n'ont moulin, * Tor, ver n'autre choſe banniere, à cauſe de leur Seigneurie, ſi par fait eſpecial, ſoit par lettres, denombremens, recepiſſez ou longue iouiſſance, ils ne font apparoir leur appartenir.

DVCHE de Bourg. Chap.15. Art.1. On ne peut faire coulombier en pied de nouueau en Iuſtice d'autruy, ſans licence du Seigneur.

NIVERNOIS Chap.19. Art.1. L'on &c. p. *a Bourg.* pied & en fond de terre, de nouuel &c. Seigneur Iuſticier. Mais l'on peut faire coulombier ſur ſolier, ſans cõgé de Iuſtice.

CHASTEAVNEVF Chap.23. Art.152. On ne peut faire de nouueau coulombier, ne trye ne volliere, où il afflue multitude de pigeons en la Iuſtice d'autruy, ſans le congé du Seigneur Chaſtelain.

g Venuleuis in l. Põponius 8. §. Pomponius D. fam. ercis. l 5. §. 1. D. l. de adq. rer. dom ſi reditus. l. quæſitum. De inſtr. & inſtr. leg. Tryphon. l. vſumfructuarium. 62. §. ſi vinariis d. de vſuft. Le Boureiller en la ſomme Rurale liure 1. Quand les Couſtumes n'ont rien de fini touchant le droict de coulombier, chacun en peut librement en ſon fief & terre faire cõſtruire & baſtir, auſſi grand & capable qu'il en peut nourrir en ſes terres voiſines & y faire autant de boulins & pertuis pourueu qu'il ne ſoit à pied: ains en volet. Par Arreſt du 18. iour de May 1549. entre Guillaume de Melun & la vefue Dragon Budé. Autre & ſemblable Arreſt du 8. iour de Decembre 1565. entre François Soueuille & & Loyſe Bremont. Par Arreſt de l'Eſchiquier de Normandie donné à Paſques 1276. le droit de coulombier eſt vne marque de la Nobleſſe des fiefs, & ainſi la nouuelle couſtume de Normandie Art. 160. Garennes, coulombiers & Moulins ſont dependances de fief. Voyez la Couſtume de Paris Tit. 1. Art. 69. & 70. Chopin 3. liure du Domaine Tit. 22. Papon. liure 18. des Arreſts Tidern. Arreſt 2.

h Le Bouteillier liure 1 chap. de la forme & maniere des Chaſſes. Item eſt defendu que nul, ſinon les Princes & les Barons en leurs terres & Seigneuries, puiſſent prendre ou faire prendre Faulcons, Aultours, Laniers ne gerfaux ſe n'eſt par le congé d'iceux Seigneurs, à qui il compete. Et leſdits oiſeaux doiuent porter ceux qui ainſi les prennent tantoſt par deuers leſdits Princes & Barons, & doiuent auoir certain pris pour chacun oyſeau, *& plus bas*: Item ne peut ne doit nul prendre és Bois ne és Foreſts du Roy Eſpreuier en nid ne y tendre ſur l'amende de lx. ſols pour chacun oyſeau ainſi prins.

i Taureau Bannier qu'aucuns Seigneurs ont pour faire ſaillir les vaches de leurs ſuiets. Et au grand Couſtumier de France Titre de ſaiſine en fief. Nul ne peut auoir Torel bannier ſ'il n'eſt Haut Iuſticier. La Couſtume de Bretagne. Art. 404. En trois villages peut auoir vn Taureau, qui ne peut eſtre empeſché d'aller à ieu &c. Et au liure intitulé. Pour monſtrer & apprendre à vn chacun qu'elle maniere de proceder eſt en Cour laye &c. Aucuns Iuſticiers ont quatre fois l'an Bande vin. 1. tauerne Banniere: Item de leurs droicts ils ont Preſſoir bannier, Four bannier & Taureau bannier.

k Du Moulin dit qu'il en peut tirer profit, mais que le Taureau ou Verrot n'eſt bannier, pour contraindre les ſuiets & habitans de ſa terre.

Source : BIU Cujas

VASTANG Chap.8. Art.19. N'eſt loiſible ne permis à aucun, de faire ne de tenir & auoir Garenne, Fuye, Coulombier, mouuant de pied, n'eſleuer bonde d'eſtang, n'edifier moulin éſdites terres & Seigneuries, qui d'ancienneté ſont faicts, ſans le vouloir & conſentement du Seigneur.

BRETAGNE Tit.18. Art.389. *à la fin.* Et†† ne ſera loiſible à aucunes perſonnes de quelque qualité qu'elles ſoient, d'auoir ny faire faire tryes, trappes ou autres refuges pour retirer, tenir ou nourrir pigeons aux maiſons des gens: ſur peine d'eſtre demolies par la Iuſtice du Seigneur du fief ou ſuperieur & d'amende arbitraire.

†† *Ceſt. Ar.389 reforme le 368. Art. ancien.*

TITRE XIIII. DES LOIX ET ORDONNANCES ſur le faict de Police.

I. Beſtes à laine, Oyes, Porcs, Pigeons ne doiuent eſtre nourris és villes.
II. Eaues, ordures & immondices.
III. Des bouchers.
IIII. Tauerniers ne peuuent expoſer en vente qu'vn vaiſſeau de vin: ny faire braſſerie.
V. On ne doit aller au des viures amenez aux marchez des villes.
VI. Des vendeurs de draps.
VII. A quelle iauge les Tonneliers doiuent faire leurs vaiſſeaux.
VIII. Des vignerons.
IX. Du ban de vendanger.
X. Des glaneurs & grappeteurs.
XI. Chacun eſt tenu ayder a ſon voiſin, ſi on leue quelque gros bois d'vne maiſon, ou ſi on crie au feu ou meurdre.
XII. Des Ladres.

MELVN Chap.25. Art.339. N'eſt † loiſible aux habitans de la ville de Melun, tenir & nourrir dãs icelle, beſtes à laine, oyes, canes: ſur peine de confiſcation deſdites beſtes & d'amende arbitraire. Ar.341 Nul ne peut nourrir pigeons patez & non patez dedans la ville de Melun ne pareillement auoir ne tenir clappier à connils. Art.342. Auſſi nul ne peut nourrir porcs dedans ladite ville ne ſur les grans chemins paſſans des fauxbourgs d'icelle: ſur peine de confiſcation deſdits porcs & d'amende arbitraire: & à ceſte fin ſeront tenus les proprietaires des lieux, éſquels à preſent y a toict à porceaux, de les approprier a autre vſage.

Police de la ville de Melun pour beſtes que l'õ ne doit nourrir en icelle.
† *Les Art.339. 341. & 342. ont eſté de nouuel adiouſtez, cõme bons viles & ſeruans au bien public.*
Clappier à connils.
Porcs.

ESTAMPES Chap.15. Art.185. N'eſt †† loiſible à perſonne faiſant ſa demourance en la ville d'Eſtampes, tenir beſtes à laine, porcs, oyes & canes: ſur peine de confiſcation deſdites beſtes, oyes & canes & d'amende arbitraire. Art.186 Peuuent neantmoins les bouchers pour la fourniture de ladite ville, tenir en icelle leſdites beſtes à laine pour viii. iours ſeulement. Art.192. Aucune perſonne de quelque eſtat ou condition qu'elle ſoit, faiſant ſa demeurance dedans ladite ville ne peut nourrir pigeons priuez ou autres, patez ou non patez: ſur peine de cent ſols Pariſis d'amende: ne peut pareillement tenir clappier à connils, ſur pareille peine. Ne peut auſſi perſonne de la contrition que deſſus, y tenir coulombier ou voliere: pour quelque laps de temps qu'il en ait iouy, ſ'il n'eſt fondé en titre par eſcrit. Art.193. Toute perſonne prenant en quelque part que ce ſoit viels pigeons à trappe, filets ou collets, eſt par ladite couſtume puniſſable, comme aiant commis larcin.

†† *Les Art. 185. & 186. ont eſté de nouuel introduicts.*
Beſtes à laine, porcs, oyes, & canes.
Bouchers.
Pigeons.
Clappier à connils.
Coulombier.

NIVERNOIS Chap.10. Art.18. Dedans les murs de la Ville & Cité de Neuers, l'on ne peut nourrir pourceaux, truyes, boucs, cheures, cochons, cheureaux & autres ſemblables beſtes: ſur peine d'amende: & auſſi és villes de Clamecy & Deſire.

BERRI Tit.11. Art.18. Pour la ſanté, honneſte & bonne diſpoſition de la ville de Bourges, d'Yſſoudun, & autres villes Royalles du Duché & pays de Berri, par l'ancienne Couſtume dudit pays, l'on ne peut nourrir au dedans des murs d'icelles &c.p. *à Niuernois.* Art.18. Cheures, brebis, moutons, & autres &c. d'amende arbitraire: ſi n'eſt quand aux cheures en cas de neceſſité pour maladie ou nourriture de petits enfans.

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art.343. a eſté adiouſté, comme bon & ſeruant au bien public.*

†† *Ceſt Art. 87. eſt de nouuel introduit.*

II. MELVN Chap.25.Art.343.Si † aucun eſt trouué portant, iettant, ou auoir porté ou ietté, a immondices ou ordures deuant la maiſon d'autruy, places ou rues vuides,ou pres des portes de ladite ville ou dedans les foſſez d'icelle, & auſſi pres les Egliſes & autres lieux publics,doit eſtre pour la premiere fois condemné en x.ſols Par.d'amende:pour la ſeconde,en xx.ſols Par.& pour la iii. en lx. ſols P. & ſ'il eſt couſtumier de ce faire,ſera puny corporellement.

ESTAMPES Chap.6.Art.87. *A la fin* Et †† ſi aucun &c. p. *à Melun.* Art. 34. vuides,eſt pour la iii.en xx.ſols Par.Et eſt le ſemblable obſerué, contre ceux,qui iettent immondices pres les portes des Egliſes & autres lieux publics.

NIVERNOIS Chap. 10. Art.16. Si aucun faict ou iette immondices ou ordures deuant la maiſon d'autruy, portes des villes, places, rues ou lieux vuides de ladite ville : pour la premiere fois il eſt amendable de iii.ſols : pour la ii.& autres fois, *arbitrio iudicis.* Article 19. En grandes rues de ladite Cité de Neuers & autres villes dudit païs,l'on ne peut tenir fumiers, n'ordure plus haut d'vn iour ſur peine d'amende. Article 21. Auſſi és petites rues eſtroittes, chacun peut tenir ſon fumier par l'eſpace de vii.iours:& ledit temps paſſé,ſ'il eſt ſommé & apres refuſant ou delaiant,comme deſſus,eſt amendable d'amende arbitraire. Et quant aux autres ordures,aucun ne les peut mettre ou laiſſer en rue que ce ſoit éſdites Cité & villes,ſur peine d'amende arbitraire.

BERRI Tit. 11. Art. 19. En la ville de Bourges, Yſſoudun & autres villes Royales du païs & Duché de Berry, l'on ne peut tenir hors leſdites maiſons aucuns fumiers,ordures ou autres immondices & choſes infectes, outre xxiiii. heures:dedans leſquelles ceux, qui ont mis leſdits fumiers ou iettez leſdites ordures & immondices,ſeront tenus les faire vuider & porter hors leſdites villes és lieux accouſtumez à receuoir immondices hors les fauxbourgs deſdites villes,afin qu'il n'en puiſſe aduenir infection auſdites villes. Art. 20. Eſdites villes de Bourges, Yſſoudun & autres villes Royales du païs & Duché de Berry, l'on ne peut & ne doit on,ſur peine d'amende arbitraire apporter aucunes ordures, immondices, pierres,grauois ou autres choſes quelconques és foſſez deſditesvilles,qui puiſſent remplir leſdits foſſez ou partie d'iceux ne pareillement en la foſſe des Arenes de ladite ville de Bourges,& és entours des murs d'icelle.

BOVRBONNOIS Chap.14.Art.161.Qui iette eaue ou autre choſe par b feneſtre en rue publique és villes,ſans crier par trois fois,il doit c l'amende au S.Iuſticier,& intereſt de partie.Chap.31. Art.515.*a la fin.*p. *a Eſtampes.* Art. 87. de vii. ſols t.Et pour la ſeconde en amende de xiiii.ſols t.& pour la iii.en amende de xxi. ſols. Et le ſemblable eſt obſerué &c. immondicitez contre les portes deſdites villes.

BRETAGNE Tit. 10. Art. 175. Celui qui pour endommager ſon voiſin, ſa choſe ou ſon eſtat,faict vilenies en ſon heritage ou pourprins, comme chambres coyes ou autres villes cloſes, le doit amender à Iuſtice & à partie, & à mettre les choſes par luy ainſi faictes,au premier eſtat & deu.

ORLEANS Tit.13.Art 249.Quand il y a puits,retraits,latrines ou eſgouts cõmunsentre deux parties,les vuidanges & curages,ſe doiuent faire aux deſpens des parties y aians droict.Et ſi la vuidange eſt faite par l'heritage de l'vne deſdites parties,de là en auant les autres parties ſeront tenues conſecutiuement endurer ladite vuidange par leur heritage,l'vne apres l'autre.Toutesfois celui qui endure & a la vuidange de ſon coſté ne doit payer que le tiers des frais:& l'autre partie du coſté,de laquelle ne ſeroit fait ladite vuidange,doit paier les deux autres tiers:& ainſi conſecutiuement. Art. 250. Et ſi tels puits eſtoient faicts & aſſis ioignans des caues ſeruans à mettre vin ou autres biens, ſi toſt qu'iceux puits ſeront pleins de la hauteur deſdites caues:ceux à qui appartiennent leſdits puits, ſeront tenus les faire vuider,pour euiter que leſdits puits ne creuent, & que les immondices ne cheent éſdites caues.

NANTES L.Art.725.p.*a Orleans.* Art. 249. parties qui ont droict &c. tierces parties &c.

† *Ceſt Ar.340. a eſté adiouſté comme bon,vtile & ſeruant au bien public.*

III.MELVN Chap.25.Art.340.Sont † tenus les Bouchers d'icelle ville, d tuer leurs beſtes ſur la riuiere,& non en leurs maiſons : ſur peine auſſi de confiſcation deſdites beſtes & d'amende arbitraire.

ESTAMPES Chap.15.Art.186. *a la fin,* Et ſont &c, p. *a Melun, iuſques a ce mot,* maiſons,*inclus.*

S.SEVER L.Tit.10.Art.1.Boucher qui vend chair malade pour ſaine, ou la femelle pour maſle, là où eſt difference de la femelle au maſle,doit de loy iii. liures

a Papin.in l. vn. D.de via publica.Ædiles nõ permittunt in viam publicã.Κόπρους ἐν βάλλειν μηδὲ νεκροὺς μηδὲ δέρματα βάπτειν.

b Publicè vtile eſt ſine metu & periculo per itinera commeari. vlp. l. 2. §. 1.& 2.D. de his qui effud. vel deiec. & d §. 2. Semper ea loca per quæ iter vulgò ſolet fieri, eandem ſecuritatem debent habere, Vide l.6.C.eod.l.ſi putator 31 D.Ad l.Aquil. & 1.Bartol.

c Vlp.l.ſi vero 5.§.prætor.D.eod.tit.

d Voyez le liure xii. de la Conference des Ordon. Royaux Tit. xvi.Charles 9 1567.Ti. 7 Art:14 Henry 3.1577 Tit.7. Art. 14. où il eſt ordonné que chacune Boucherie aura ſa tuerie.

Source : BIU Cujas

vii. sols vi. deniers tourn. les deux tiers au Seigneur, & l'autre tiers à la ville, & ladite chair iettee ou donnee pour Dieu. Art. 8. Il n'est permis à aucun voisin ou habitant de ladite ville, vendre, trancher ou poiser chair en detail aux Tabliers communs de ladite ville, pour ce deputez, s'il n'a premierement fait & prestéle serмēt en tel cas accoustumé.

IIII. NIVERNOIS Chap. 28. Art. 3. Le Tauernier, Hostelier ou autre, qui aura mis ou exposé en vente vn vaisseau de vin, ne le pourra surcharger d'autre vin, n'y en iceluy vaisseau mettre autre vin ny faire aucune brasserie: sur peine de perdition & confiscation desdits vin & vaisseau, & amende arbitraire enuers Iustice. *Hostelliers & reuendeurs n'iront au deuant des viures.*

c Voyez les Ordonnances au xii. liure de la Conference. Tit. xvi.

V. NIVERNOIS Chap. 28. Art. 4. Aucuns c Hostelliers, Reuendeurs ou autres personnes ne pourront aller au deuant des viures & dērees qui seront apportees, & que l'on apporte és villes, foires ou marchez dudit païs: mais les prendrōt és marchez, lieux & heure de marché accoustumez ou ordonnez à vendre en public: autrement ils confisquent lesdites denrees, & sont condemnables en amendes arbitraires. Art. 5. Et est inhibé aux forains de ne vendre lesdits viures en autres lieux & heures, que dessus: sur semblable peine.

BAYONNE Tit. 4. Art. 17. Aucun habitant de ladite ville ne doit aller au deuant des nauires, ou bateaux venās à ladite ville, deuers le boucaut ou deuers horgaue, lesdits lieux inclus, ne au long de la Riuiere de Niue, ou au deuant autres portans viures par terre, iusques au dects anciens, acheter lesdits viures qui sont dans lesdits basteaux ou nauires ou autremēt conduits par terre, pour apres iceux vendre: sur peine de perdre les viures achaptez appliquables à la reparation des murailles & fossez de ladite ville.

VI. TOVRS Tit. 5. Art. 65. Tous vendans draps en detail, les aulneront par le f fest: sur peine d'amende arbitraire: fors les rouleaux & carisis d'Angleterre. Ar. 66. Nul ne peut de quelque qualité g & condition qu'ils soient demeurant au bailliage de Touraine, tirer ou faire tirer à poulies ne autres engins, les draps de laine, qu'il fera ou fera faire ou aura acheté pour les reuendre. Art. 67. Et ne serōt lesdits draps de laine vendus ou exposez en vente à l'aune dudit bailliage de Touraine: sinon qu'ils soient mouillez, retraits & prests d'eau: & ceux qui seront trouuez faisans le contraire, seront punis selon & ainsi qu'il appartiendra. Art. 68. Et pourront lesdits marchans tenir presses en leurs maisons, & presser lesdits draps: pourueu que lesdites presses soient comme elles sont à Paris: c'est à sçauoir en bois, & puis en papier tant seulement, & non en fer, airain ne autres choses. Art. 69. Toutes aulnes du Bailliage de Touraine seront egalles & adiousstees à l'aulne Royal de la ville & Cité de Tours: sans preiudice au reste des droicts des S. aians droict de mesure & aulnage: lesquels bailleront doresnauant les aulnes à leurs suiets, à la mesure de ladite aulne du Roy à Tours. *Marchās drappiers cōme doiuēt aulner leurs draps.*

f Ceste Coustume est introduicte pour oster les trōperies dōt vsent souuent les marchans. Voy l'Ordonnance de Franc. I. 1543 mise au 4 liure de la Conference Tit. 10.

g Les Ordonnances du Roy Louis xii. du 27. Ianuier. 1490. ont donné lieu à ceste coustume.

h à ce qu'ils ne se plus restraindre aliàs les robes qu'on en feroit seroient inutiles C. M.

LODVNOIS Chap. 5. Art. 7. p. *à Tours.* Art. 65. soit en gros ou en detail &c. rouleaux, frizez & carizez &c. Art. 8. p. *à Tours.* Art. 67. d'eaue fors & excepté les frises & doubleures non excedans xii. sols vi. de. t. l'aulne. Et ceux qui seront trouuez faisans le contraire, seront punis selon les Ordonnances Royaux sur ce faites. Art. 9. p. *à Tours.* Art. 68.

ANIOV Tit. 9. Art. 173. Tous vendeurs de draps &c. p. *à Tours.* Art. 65. arbitraire. Et s'il est trouué que les Texiers y facent fraude, en faisant le drap, plus lōg par le fest, que par les Lizieres, ils en seront punis: & ceux qui en seront trouuez participans, par amende arbitraire, comme dessus.

LE MAINE Tit 10. Art. 193. Tous vendans draps &c. p. *à Anion.* 173.

POICTOV Tit 1. Art. 8. † p. à l'Art. 65. *de Tours.* Art. 9. Nuls de quelque estat & qualité qu'ils soient demourans en la Seneschaucee de Poictou & anciēs ressorts d'icelle, ne pourront tirer &c. p. *à Tours.* Art. 66. reuendre n'iceux draps farder de bourre n'autre chose, qui s'y puisse appliquer: ains seront tenus les marchans les faconner deuement & sans fraude. Art. 10. p. *à Tours.* Art. 67. audit païs lesdits draps de laine, sinon &c. *iusques a ce mot*, punis, *inclus.* Art. 11. p. *à Tours.* Art. 68. † *Ces Art. 8. 9. 10. & 11. sont de nouuel introduits pour estre obseruez a l'aduenir.*

XAINCTONGE Tit. 20. Art. 134. Toutes marchandises à poids vendues, serōt vendues au poids du Roy & non à autre: & celles qui se vendent à mesures, serōt vendues à l'aune de Paris. Art. 135. Brasse pour mesurer bois doit auoir vi. pieds communs. Art. 136. lesquels poids & mesures seront baillez par celuy, à qui il appartient. *Poids du Roy.*

VI. CLERMONT Tit. 21. Art. 232. Le vin se vend par pintes & chopines: & en aucuns lieux par pots & par lots: & sont de diuerses grandeurs: plus viii. pintes, font vn septier: & de xxvi. à xxviii. septiers, vn muy de vin: & faut trois muys de vin pour vn tonneau, qui se nomme communement deux queuës. Article 233. *Vin a quelles mesures se doit vendre.*

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art. 233. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

Il †† eſt loiſible à toutes perſonnes qui achetét vin de faire jauger la fuſtaille, en laquelle ſera le vin par luy acheté : & s'il trouue qu'il y ait plus ou moins de xxvi. à xxvii. ſeptiers: en ce ſera augmenté ou diminué de pris: *pro rata*: & ſera prins pour le droict du iaugeur, vn den.t. ſur le vendeur, & vn den.t. ſur l'acheteur: & neant-moins pourra eſtre pourſuiuy le Tonnelier i & vendeur, qui aura faict & vendu la fuſtaille, chacune piece, ſi on trouue qu'il y ait faute notable. Et eſt deſormais pour l'aduenir defendu à tous Tonneliers & autres, de faire fuſtailles nefues de muys & demy muys, & autres vaiſſeaux reſpectiuement, qui ne ſoient de jauge de xxvi. à xxvii. ſeptiers pour muy: & enioint à chacun Tõnelier de marquer leſdites fuſtailles: ſur peine d'amende arbitraire.

i *Vlp. l. ſed addes. 19. §. ſiquis dolia vitioſa D. Locati : Pompon. l. tenetur 6. §. ſi vas D. de act. empti Gaius l. in rebus 18. item qui ſciens vaſa D. Commodati. vbi Accurſ. Albericus. & ceteri. DD.*

† *Ceſt Art. 492. eſt accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

ORLEANS Tit.23. Art.492. En † tout le Bailliage d'Orleans n'y a qu'vne jauge & eſtallon de fuſt à mettre vin, & contient le poinſſon xii. iallayes: & chacune iallaye, xvi. pintes de la grand Meſure de la ville d'Orleans, & le quart à l'equipollent.

TOVRS Tit.5. Art.63. Et ſeront faits les vaiſſeaux à vin, comme Pipes, Trauerſiers & quarts, de bon bois ſec, non punais, rongé, vergé, n'artiſonné, ſans anbour, reliez bien & conuenablement, & tiendra chacune Pipe xxxvi. iallais: chacune iallay de xii. pintes à la grand meſure, & les trauerſiers & quarts à l'equipollent. Et eſt defendu à tous Tonneliers de faire aucuns vaiſſeanx qui ne ſoient de matiere & meſure ſuſdite : & ſeront tenus leſdits Tonneliers chacun endroit ſoy, mettre leur marque en chacun vaiſſeau qu'ils vendront, le tout ſur peine d'amende arbitraire, & de payer les intereſts des parties. Et †† feront les S. Chaſtelains garder le contenu cy deſſus: à peine de s'en prendre à eux.

†† *Ces mots, Et feront, &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

LODVNOIS Chap 5. Art.5. p. *à Tours*, Art.63. Pipes buſars & quarts, &c. verigné n'artiſonné, &c. les buſſarts & quarts, &c. *iuſques à ce mot*, parties, *inclus*.

BORDEAVX Chap.14. Art.115. Aucuns Charpentiers ne feront mauuaiſes, puantes ne fauſſes douëlles, bois gelis, & bois, où y ait aubec, bois cuſſonné, ne autrement fauſſes douëlles, en pipes, barriques, tonneaux, cuues, doils, & autre ſorte de vaiſſelle à vin, grande ne petite. Et ceux qui en mettront ou feront au contraire payeront le dommage à ceux qui auront acheté la vaiſſelle dedans l'an du bois gelis & aubec: & des autres bois iuſques à Noël, ſi en defaut du maiſtre en vient dommage & autre amende arbitraire. Et ſeront tenus de marquer ladite vaiſſelle de marque cogneuë & differente l'vn maiſtre de l'autre. Et toutes de jauge ou meſure de villes & Seigneuries: autrement le bois ſera confiſqué, & ſeront punis en amende arbitraire. Et ceux qui beſongnent dudit meſtier, ſeront tenus auoir la meſure ou jauge en leur maiſon, & ſeront creuz leſdits acheteurs par ſerment, du dommage qu'ils en auront ſouffert, s'ils ſont gens digne de foy, & en monſtrant la fauſſe Douelle: & en tout le pays de Bourdelois, és lieux qui peuuent mettre vin dedans Bordeaux, n'aura qu'vne meſure de vaiſſelle de vin au temps aduenir.

Façons de vigne.

VII. NIVERNOIS Chap.13. Art.5. Celuy qui prend à faire vigne a partie ou autrement, eſt tenu de les tailler & addreſſer en ſaiſon deuë. Et outre ce, de les faire fouir dans le premier iour de May, biner deuant la Magdelaine, & rebiner deuant les vendanges, ſi les ſaiſons ſont conuenables: & s'il n'a rebiné pour la cauſe ſuſdite auant vendanges, il doit recurer incontinent apres vendanges. Et ſi faute y a en chacune deſdites façons, le preneur ſera tenu aux intereſts d'icelle vigne.

BERRY Tit.15. Art.1. Les vignerons, laboureurs de vignes beſongnans à iournee pour autruy ſeront tenus aller en beſongne, depuis le premier iour de Mars, iuſques au premier iour d'Octobre, deuant cinq heures, & prendre temps ſuffiſant auant ladite heure, ſelon la diſtance & longueur du chemin, qu'il y aura iuſques aux lieux & contrees des vignes où ils iront beſongner pour commencer & eſtre en beſongne à ladite heure de v. heures preciſement, & beſongner iuſques à vi. heures du ſoir. Et depuis le premier iour d'Octobre, iuſques audit iour ſeront en beſongne dedans la vigne, où ils iront beſongner, au poinct du iour auſſi preciſement, & beſongneront iuſques à la nuict : pendant lequel temps, ils employeront leur iournee, à faire les façons des vignes, pour leſquelles ils ſerõt enuoyez, loiaument & diligemment & bien, au profit de ceux qui les auront mis en beſongne: & ne feront à la fin de leur iournee aucune huee ne cry, pour aduertir & inciter les autres à laiſſer beſongne, ainſi qu'ils auoient accouſtumé par cy deuant. Et s'ils font le contraire du contenu au preſent Article, perdront le pris & ſalaire de leur iournee. Art.2. Les vignerons ne feront feu dedans les vignes en quelque temps que ce ſoit, bien pourront hors icelles aux heures de

Source : BIU Cujas

leur repas seulement, faire feu de charbon, si bon leur semble & non des perches, pesseaux, charniers, paux, paillis, hayes ou boucheture desdites vignes : n'emporteront en leurs maisons ou feront emporter aucuns bois d'icelles, soient desdites perches, charniers, paux, paillis ou bouchetures, moëssines n'autres fruicts en quantité notable: ne vendront ny donneront cheuelus ny chabots: n'auront aucuns chiens esdites vignes en quelque temps que ce soit. Et s'ils font le contraire, seront amendables de lx. sols t. & tenus aux interests de la partie. Art. 8. Les Fermiers & accenseurs des vignes seront tenus prouigner par chacun an, en chacun arpent d'icelles, lxxx. prouins pour le moins: & les faire bien labourer, coupper & tailler en temps deu : à sçauoir les deschausser, tailler, marrer & essarter dedans le xv. iour d'Auril, & biner en May: de sorte qu'elles ne soient defrutees, deteriorees, ou diminuees, par faute que toutes lesdites façons ne fussent bien & deuëment faictes par les fermiers & accenseurs. Et ceux qui feront le contraire du contenu cy dessus, seront condemnez enuers les S. desdites vignes, en tous dommages & interests.

S. Sever L. Tit. 10. Art. 3. Il n'est permis à aucun mettre vendange en vin en ladite ville de S. Seuer, iurisdiction, Parroisse, fins & limites d'icelle, autre que du creu de ladite ville, Parroisses & appartenances d'icelles : sur peine d'estre prins publiquement, defoncé & abandonné, & le vaisseau ars & brusle. Art. 4. Toutesfois en cas de necessité, & que ladite ville n'auroit prouision du creu d'icelle, les S. Iurats & Conseil, peuuent permettre d'y mettre durant la necessité: & icelle cessant, ladite prohibition demeure en sa force & valeur.

k Plinius lib. 18. cap. 31 Ceste Bannie est introduite pour le bien public, ne vnæ immaturæ legantur: aut furtum committatur.

VIII. Nivernois Chap. 13. Art. 1. L'on ne peut vendanger vignes estans en bannie [k] auant l'ouuerture du Ban: sur peine de vii. sols vi. den. t. d'amende & de confiscation de la vendange couppee au proufit du Seigneur du ban : s'il n'y a priuilege au contraire. Art. 2. Vergiers & iardins clos & fermez, estans hors vignobles, peuuent estre vendangez quand il plaist au Seigneur d'iceux : & aussi les vergiers & iardins estans aux vignobles prochains & ioignans des maisons auant l'ouuerture du ban, sans danger d'amende & de confiscation. Art. 3. Le Seigneur du ban, à priuilege de vendanger ses vignes la veille de l'ouuerture du ban. Art. 4. Le Seigneur du ban doit faire appeller par cry public à certain iour pardeuant luy & ses Officiers & commis les suiets audit ban, par l'aduis des comparans & de la plus grande & saine partie d'iceux, il doit faire l'ouuerture dudit ban. Et s'il ne faict & de ce est requis, chacun peut vendanger, sans danger, s'il n'y a priuilege au contraire.

Berri Tit. 15. Art. 14. Il n'est permis à aucun, de quelque estat qu'il soit, aiãt vignes encloz icelles vendanger, iusques à ce que l'ouuerture des vendanges sera faicte, par le Iuge ordinaire du lieu, ou par les Maire & Escheuins de ladicte ville de Bourges, quant à ladite ville, en laquelle ils ont police, & és autres villes Roiales dudit pays, appellez les Escheuins ou Gouuerneurs, aians la superintendance des affaires communs d'icelle ville : & és Seigneuries subalternes & villages, les Procureurs des Fabrices ou autres aians la superintendance des affaires de la Communauté. Art. 5. Et pour ce faire seront aussi appellez desdictes villes Roiales, quatre bons & notables Bourgeois d'icelles, & esdites Seigneuries & villages, quatre laboureurs habitans d'iceux, & encores en toutes lesdites villes & villages, quatre vignerons ou autres aians vignes au clos, que l'on voudra visiter, pour eux transporter ensemblement esdites vignes, en tel endroit ou quartier d'icelles qu'ils seront requis & aduiser en leurs consciences, si les fruicts & raisins y pendans sont en suffisante maturité, pour estre cueillis & vendangez, & en quels endroits, contrees & vignobles, afin que par l'aduis de ladite assemblee ou de la plus grande partie, l'ouuerture desdites vendanges soit faite & permise, en chacune desdites contrees, pour le bien & vtilité commun, en declarant pour chacun endroit & contree, le iour que l'on commencera à vendanger audit endroit ou contree. Art. 6. Et laquelle ouuerture sera proclamee à cry public és lieux, où l'on a accoustumé faire proclamations. Et ceux qui vendangeront auant ladicte ouuerture, seront mulctez de cent sols t. ou de plus grande somme: à la discretion de Iustice, & seront condamnez aux dommages & interest de leurs voisins.

IX. Melvn Chap. 25. Art. 344. Tous † laboureurs ou fermiers de terres situees audit Bailliage, peuuent de leur auctorité, par eux, leurs gens ou seruiteurs, oster aux Glaneurs l les glaines trouuees sur leurs champs, auant l'enlieuement des gerbes : & amener les Glaneurs és prisons, pour estre punis en Iustice. Mais lesdits Laboureurs, Fermiers & autres ne peuuent mettre ou faire mettre par eux

l Le Bouteiller en la Somme Rurale dit au Titre des Bãs d'Aoust & deffenses, que nul

† Cest Art. 344. a esté de nouuel adiousté pour le bien & vtilité publique.

Source : BIU Cujas

ne nulle ne souffre mettre bestes en esteulles en autruy bled iusques au tiers iour que la Vuarison sera amence. Et est le tiers iour entendu, si comme le bled estoit porté hors le Lundy, les bestes y peuuent aller le Mercredy apres. Laquelle Ordonnance fut faicte par M.S.Loys Roy de France, afin que les pauures membres de Dieu y peussent auoir Glanison. Henry 2.1554. Art.20 veut que defenses soient faictes par chacun an durant le temps d'Aoust de non glaner: fors qu'il veut estre permis aux gens vieils ou debilitez, &c.apres que le Sr.aura enleué ses gerbes & les Dismes estants emportez. Leuit.19. Cumque messueris segetes terræ tuæ, non tondebis vsque ad solum superficiem terræ: nec remanentes spicas colliges. Neque repetez en mesmes termes au Chap.23.du mesme Leuitique, Vide cap.24. Deuter.vers.19.20.& 21.Ruth.cap.2.vers.2.3.7.8.16.& 17.

leurs gens ou seruiteurs leur bestail, dans lesdits champs,n'empescher en quelque maniere que ce soit, le glainage: sinon xxiiii.heures apres la vuidange d'iceux champs, sur peine de confiscation de leur bestail, & d'amende arbitraire. Et sera le semblable obserué contre les grappeurs de vignes.

ESTAMPES Chap.15.Art.190.p.*a Melun.* Art.344.Oster les glaines aux glaneurs,&c.pour estre iusticies.Mais,&c.arbitraire.Et est le pareil obserué,&c.

Art. 191. Toutes personnes aians prez en la saison que l'on fauche & seme les premiers & secondes herbes, y trouuans glaineurs, auec fauchets, sacs ou autres choses glainans esdites premieres & secondes herbes auant qu'elles soient enleuees, peuuent de leur auctorité priuee,oster le foing,sac & fauchet, dont ils les trouueront saisis, & les amener à Iustice, pour estre punis, comme aiant faict & commis larcin.

DOVRDAN Tit.14. Art. 151. Nul ne se peut transporter és terres d'autruy pour y glaner en temps de moissons, iusques à ce que les grains soient enleuez: sur peine d'amende arbitraire, n'aussi mener son bestail dedans lesdites terres: sinon xxiiii.heures apres iceux grains enleuez: sur peine aussi d'amende arbitraire contre les Bergers & Pasteurs, qui auront mené lesdites bestes esdictes terres.

PERONNE Tit.3.Art.106.Trois iours apres la vendange & moisson enleuez, le peuple peut aller glaner & grapper, & ne peut estre empesché de ce faire par ceux à qui appartiennent les heritages: ausquels ne autres n'est permis d'y mettre ny faire entrer bestail, sinon trois iours apres la moisson ou vendange.

BERRI Tit.15. Art.7. Il n'est aussi permis entrer és vignes d'autruy apres qu'elles seront vendangees, pour y chercher & prendre les fruicts & grappes de raisins, qui y pourroient estre demourez,iusques à ce que tout le clos d'icelle soit vendangé: sur peine d'amende arbitraire.

BOVRBONNOIS Chap.26.Art.351. On ne doit aller aux vignes pour icelles grappeter, que †† trois iours apres que lesdites vignes seront vendangees: sur peine d'amende. Et n'est partant entendu que les Seigneurs desdites vignes ne les puissent garder plus longuement, que du iour assigné de la bandee, pour en faire leur profit,si bon leur semble.

BRETAGNE Tit.2.Art.89.Et † quand on leue gros bois d'vne maison, chacun voisin qui est requis, y doit aller ayder. Art.90.Aussi quand † aucun crie au feu ou au meurdre, chacun y est tenu aller, sans espoir de salaire.

XII. LA SALLE DE LILLE Tit.32.Art.1.Les manans & habitans de la Parroisse, là ou vne personne entachee de lepre, a esté nee & baptisee, sont tenus, si ledit entaché le requiert, luy deliurer en ladite Parroisse, maison pour sa demeure, vn chalict, lict, manteau, esclaue, table, plateau, & autres menues vtensilles de bois.Et peut tel malade demander les aumosnes des bonnes gens.

†† *C'est Art. 351. a esté accordé pour Coustume nouuelle en ces mots,* trois iours apres.

† *C'est Art. 90. reforme le 94. Art. ancien.*

TITRE XV. DES IVGES, RESSORT ET Iurisdiction d'iceux.

I. Iuges ne doiuent exercer leur Iurisdiction es iours de Festes.
II. Des Assises, Ressort ou Iurisdiction, Plaids generaux. Auctorite de la Ville de Valencienne sur plusieurs bonnes villes
III. Officiers doiuent estre residens.
IIII. Officiers faisans mal leur deuoir, comme doiuent estre punis.

I. BRETAGNE Tit.1.Art.1.Les Iuges ordinaires ne pourront tenir leurs Iurisdictions, plaids & deliurances, ny † faire exploits de Iurisdiction contentieuse és iours de a Festes commandees à garder par l'Eglise & chomables

† *Ces mots,* ny faire exploits

a Les Festes doiuent estre gardees & ob-

seruees par toutes personnes, & principalement par les Officiers de la Iustice, afin de seruir d'exemple au peuple. Constantin. in l. omnes 3. c. de feriis omnes iudices vrbanæque plebes & cunctarum artium officia venerabili die solis quiescant. Voyez les Loix, quadraginta diebus. 6. l. omnes dies. 7. l. 8. 9. & 11. c. cod. Par les Ordonnances de Henry 2. 1551. Art. 40. Les Festes solennelles doiuent estre frequentees par les Gentils-hommes & gens de Iustice. In Rhenensis synodi cap. 35. vt diebus Dominicis secundum domini præceptum nulla opera seruilia quilibet perficiat, nec ad placita conueniat, nec etiam donationes in publico facere præsumat, neque mercata exerceat. Le Concile de Magonce can. 37. en ordonne de mesmes. Bened. Leuita. cap. 18. lib. 5. Si quis die dominico opera seruilia fecerit, liber homo, si bouem iunxerit & eum curro ambulauerit dextrum bouem perdat. Et si alia, quæ canonica auctoritate prohibita sunt, seruilia fecerit opera, sacerdotibus illa e mendet, sicut de reliquis negligentiis iudicibus emendari solet: & ab ipsis sacerdotibus pœnitentiam accipiat. Similiter & de præcipuis festiuitatibus obseruari placuit, & lib. 6. capitular. cap. 186.

de iurisdiction contentieuse, ont este adiouſtez.

du peuple, au lieu, ou s'exerce la iurisdiction : sur peine de nullité de ce qui aura esté faict, & †† des Defauts obtenus esdits iours. Art. 2. Pourront † neantmoins les Commissaires venans d'autres lieux & iurisdictions, vacquer au faict de leurs Commissions, és iours de Festes qui ne sont vniuersellement commandees & gardees au Duché.

†† *Ces mots,* Et des defaux, *&c. iusques à la fin, sont adiouſtez.*

† *Ceſt Art. 2. eſt de nouuel adiouſté.*

II. MEAVX Chap. 23. Art. 186. Nul ne peut auoir b Ressort ne cognoissance d'appeaux interiettez de ses suiets, s'il n'a ce droit & titre expres ou grande possession & iouissance immemorial, & s'il s'efforce faire le contraire, il * entreuient sur la preminence du Roy : & est amendable à la discretion de Iustice.

* *Aliàs, entreprent.*

b Ressort c'est le destroict du Iuge, qui a droict de cognoistre des causes d'appel, & se nomme droict de Ressort. Les Ordonnances de l'Eschiquier de l'an 1583. en Normandie nomment la Cohue, où les proces se iugent & decident à coeuntium litigatorum multitudine. Boutelier liure 2. de la Sõme Rurale chap. des Baillifs, Preuosts, &c. Item qu'ils ne preignẽt sur les suiets de nos Hauts Iusticiers ou Vicõtiers ne fonciers nulle cognoissance des cas qui ne sont de Ressort se n'estoit en cas d'appel ou en cas de defaute & refus de droict. Et au li. 4 du grand Coustumier de France. Il ne suffit pas de dire i'ay toute Iustice, parce i'ay Ressort: car la consequence n'est pas vraye: mais l'en doit regarder en leurs anciens aduеuz, s'ils auoient tenir à Iustice, & quelle: item leur demander leur titre de Ressort. Item se il se nomme Baillif, pource n'a-il pas Ressort, ne ce n'est qu'vn nom troué contre raison, ne si ne peut pas pour ce tenir Assise, car il n'est que Iuge premier pour ordonner en premiere iurisdiction, & prendre Court, qui ne doit cognoistre que des causes pures ordinaires, comme Maire, ne tous deux ou plus, se plus sont ne doiuent auoir qu'vn seul lieu, vn seul siege, vn pretoire, vn Tabellion, vn papier. Et si ainsi abusiuement & sans titre ils auoient vsé de Ressort & de souueraineté en cas d'appel, en entreprenant contre la Souueraineté du Roy, sa iurisdiction & la Noblesse de son Ressort de tel lieu, en entreprenant faict d'Assise, en eux attribuant plus grande & plus ample iurisdiction que sa Iustice & son Fief ne diuise, il vsurpe le droict du Roy & luy tolt & abuse de sa Iustice, & doit estre forfaite & confisquee. Voyez le Tit. 3. de ceste Conference, Nombre 1.

SENLIS Tit. 1. Art. 1. De †† l'ancien Ressort du Bailliage de Senlis, est le Duché de Vallois, en ce que consistoit le Comté dudit Vallois, auparauant qu'il fut erigé en Duché, ensemble les Chastellenies de Pierre-fons, Bethysi & Verberie, distraite dudit Bailliage de Senlis pour eriger ledit Comté de Vallois en Duché. Art. 2. Aussi les † terres & Seigneuries assises audit Duché de Vallois appartenans à plusieurs Eglises tant de Senlis, Compiengne, Soissons, qu'autres, sont demourees exemptes de la iurisdiction dudit Duché de Vallois, & du tout suiettes à la Iurisdiction du Roy: les aucuns és Sieges des Bailliages & Preuosté dudit Senlis: & les autres à Compiengne, à cause de la Preuosté, que l'on dit l'exemption de Pierre-fons, ressortissans audit Compiengne. Art. 3. De †† l'ancien Ressort du Bailliage de Senlis est le Comté de Clermont, au moins la pluspart d'iceluy, mesmement les Chastellenies de Clermõt, Bulles, Milly, Gournay sur Arondes, Sacy & Remy. Auquel Comté y a de present Bailly nouuellement erigé. Art. 4. Apres † ledit Comté de Clermont, y a plusieurs terres exemptes reseruees à la iurisdiction du Roy, qui ressortiront respectiuement és lieux, ou d'ancienneté elles souloient & ont accoustumé ressortir. Art. 6. 7. 8. 9. & 10. Chastellenies Royaux estans du Bailliage de Senlis: Senlis qui est le siege capital, Compiengne, Creeil, Ponthoise: Chaumont. Art. 11. Beaumont †† sur

†† *Ceſt Art. 1. eſt mis au lieu de l'ancien: attendu que le Duché de Vallois eſt en la main du Roy, & de preſent erigé en Bailliage.*

† *Sur ceſt Art. 2. le Procureur du Roy en la Chaſtellenie de Compiengne, a proteſté, qu'au cas que les lieux & Chaſtellenies de Pierre-fons, Bethyſi, & Verberie eſtans de preſent ſous ladite Duché de Vallois, en la main du Roy, auquel ils auoient eſté adioints pour l'erection dudict Duché, & pour ce faire & eſtre diſtraites de ladite Chaſtellenie de Cõpiengne, eſtoient cy apres par aucun moyen diſtraites dudit Duché de Vallois, & baillees en Appanage, ou miſe en autre main que du Roy, d'auoir par ledit Bailly de Senlis ou ſon Lieutenant audit Compiengne, le reſſort & iuriſdiction deſdits lieux, quant aux cas Royaux, comme d'ancienneté aiant eſté de ladite Chaſtellenie de Compiengne ſitué & aſsis le plus prés d'icelles: & ledit Bailly de Senlis ou ſon Lieutenant audit Compiengne eſtant le plus prochain Iuge ſuperieur. Laquelle proteſtation auons ordonné eſtre inſeree en noſtre Proces Verbal.*

†† *Ceſt Art. 3. eſt mis au lieu du 3. Art. ancien.*

† *Le Procureur du Roy en ladite Chaſtellenie de Compiengne s'eſt oppoſé, à ce que ledit Art. ne demeure en l'eſtat qu'il eſt, maintenant que partie deſdites terres reſeruees à la iuriſdiction du Roy, eſtre reſſortiſſantes audit compiengne d'ancienneté. Surquoy ouy le Bailly de Senlis & ſon Lieutenant general, a eſté dict du conſentement d'iceux & dudit Procureur à Compiengne, que l'Art. deſſus-dit demourera & ſera mis par eſcrit tel qu'il eſt contenu au 4. Art. dudit cayer. Le Procureur du Roy à Compiengne a dit ſur ledit Art. que d'ancienneté le lieu de Remy en Beaunoiſis eſtoit de la Chaſtellenie dudit Compiengne, & Reſſortiſſoit en iuriſdiction audit lieu: lequel comme depuis acquis par les Comtes dudit Clermont auoit par eux eſté re-vny & ioinct audit Comté, qui à preſent eſtoit appartenant au Roy, & tenu en ſes mains, & conſequemment ledit lieu de Remy. Parquoy a proteſté qu'au cas que cy apres, le lieu deſſuſdit fut diſtraict dudit Comté, & mis en autre main que le Roy & la Couronne ou baillé en Appanage, d'auoir Iuriſdiction & Reſſort des ſuiets dudit lieu, quant aux cas Royaux pour ledit Bailly de Senlis ou ſon Lieutenant, à Compiengne, comme ils auoiẽt eu au temps deſſuſdit. Ouye laquelle proteſtation, auons ordonné qu'elle ſera inſeree en noſtre Proces Verbal.*

Source : BIU Cujas

†† *Iean des-Prez Procureur audit Senlis du Seigneur Anne de Mont-morancy, Conneſtable de France, Comte dudit Beaumont, à requis ledit Article 11. eſtre intitulé & ſur iceluy eſtre mis ces mots, COMTE de Beaumont, pour en faire ſeparation d'auec les Chaſtellenies dudit Bailliage & du Chapitre ou Rubriche d'iceluy, & ledit Titre monſtrer ladite ſeparatiõ & diſtinctiõ. Par ce que c'eſtoit vn Comté ancien, & que cõme tel deuoit auoir & porter intitulation telle que dit eſt. Au ſurplus qu'audit Art. doit eſtre mis & adiouſté que ledit Comté appartient à heritage audit Seigneur Cõneſtable: les Aduocats & Procureurs du Roy audit Senlis, ont empeſché ledit Titre particulier, & la ſeparation dudict Comté d'auec leſdites Chaſtellenies: par ce qu'iceluy Comté auoit eſté d'ancienneté l'vne deſdites Chaſtellenies dudit Bailliage de Senlis, mis & enregiſtré ſous le Titre des Chaſtellenies d'iceluy. Declarans qu'ils ne vouloient empeſcher qu'au dit Art. fut mis, Que ledit Comté appartenoit à heritage audit de Mont-morancy Seigneur Conneſtable: à la charge que les Officiers d'iceluy Comté, ſeront & demoureront Royaux. Pareillement Maiſtre Simon le Grand Baillif dudit Beaumont, en employant les proteſtations par luy cy deſſus faites, à requis que ces mots de Chaſtellenie de Beaumont, fuſſent oſtez & rayez du Chapitre des Chaſtellenies dudit Bailliage de Senlis: requerant auſſi que ledit Comte de Beaumont fut mis en ordre au Chapitre des Comtez, & apres le Comté de Vallois: par ce que le Comté de Vallois & le Cõté dudit Beaumont ont eſté re-vnis & remis à la Couronne par le feu Roy Loys à ſon aduenement, en vn meſme temps: ce qui auroit auſſi eſté empeſché par le Procureur dudit Bailliage de Senlis pour les cauſes deſſuſdites. Surquoy a eſté dit, ſuiuant les declarations deſdites parties, que ledit Article demeurera, & ſera mis par eſcrit en la forme contenue en l'onzieſme Article dudit Couſtumier.*

Oize, de preſent eſtant Comté, comme il a eſté d'ancienneté, appartenant à heritage à haut & puiſſant Seigneur, Anne de Mont-morancy, Baron dudit lieu, Conneſtable & Grand Maiſtre de France: à la charge que les Officiers dudict Comté: ſont demourez & demourent Royaux. Art. 12. Chambly le Haut berger. Art. 13. Eſquelles † Villes & Chaſtellenies de Senlis doiuent eſtre reſidens & demourans, le Baillif dudit Senlis, ſon Lieutenant general, & particulier en ſon Siege dudit Senlis, qui en l'abſence dudit Baillif & ſon Lieutenant, vſe de pareille preeminence & auctorité que ledit Lieutenant general & les Aduocat, Procureur & Receueur ordinaire en chef: Auquel lieu de Senlis, qui eſt le lieu capital dudit Bailliage, de tout temps & d'ancienneté, par Ordonnance du Roy noſtre Seigneur, & de Meſſieurs les Treſoriers de France dernierement faicte, à eſté accouſtumé cognoiſtre, diſcuter & terminer du faict du Domaine du Roy de tout ledit Bailliage: ſans que les Officiers ſubſtituts particuliers eſdites Chaſtellenies, en doiuent ou puiſſent cognoiſtre. Art. 14. Et pour ce que leſdites Chaſtellenies de Chaumont, Compiengne & Ponthoiſe ſont diſtans dudit lieu de Senlis, Siege Capital dudit Bailliage, l'vne de viii. lieuës, l'autre de x. & l'autre de xiiii. lieuës ou enuiron, pour releuer les ſuiets deſdits lieues, & leur adminiſtrer Iuſtice à moindre frais & deſpens, a eſté de tout temps & d'ancienneté ordonné, qu'à chacune deſdites Chaſtellenies & autres deſſous nommees, ſeroit vn Lieutenant particulier de M. le Baillif, qui pourra cognoiſtre de toutes querelles, cauſes & matieres qui pourroient ſuruenir par deuant luy chacun iour, tout ainſi que ſi ledit Baillif ou ſon Lieutenant general & autres Officiers y eſtoient reſidens en perſonne: excepté toutesfois les cauſes & matieres du Domaine du Roy & reformation comme dit eſt. Art. 15. La Chaſtellenie de Senlis s'eſtend és preeminences & droicts cy apres declarez, autres que n'ont les autres Chaſtellenies dudit Bailliage. Art. 16. Preuoſts Royaux ſous la Chaſtellenie dudit Senlis, le †† Preuoſt forain de Senlis qui eſt le Iuge ordinaire de toute la Chaſtellenie. Art. 17. De ladite Preuoſté ordinaire ont eſté faicts d'ancienneté deux membres, pour ce que la Chaſtellenie eſt grande: c'eſt à ſçauoir la Preuoſté d'Angy, & la Mairie de la Brenaille qui ſont Iuges Royaux. Art. 18. Le Siege de ladite Preuoſté d'Angy, ſe tient à Angy, qui appartient au Doyen & Chapitre de l'Egliſe Collegial & Chappelle Royal S. Frambouſt par indiuis. Art. 19. Audit lieu d'Angy, y a Maire de par le Roy & deſdits Chapitre, au moyen d'vne aſſociation, que l'on dit pieça auoir eſté faite au Roy par leſdits de Chapitre: & par ce ledit Maire eſt reputé Iuge Royal: mais à preſent ladicte Mairie appartient auſdits de Chapitre, par acquiſition n'agueres faite de la portion qui en appartenoit au Roy: à la charge de faculté de rachat perpetuel.

† *Maiſtre Iean d'Auuergne Lieutenãt particulier du Bailly de Senlis à Ponthoiſe, & Maiſtre Charles Gueſdon Preuoſt Vicõtal dudit Ponthoiſe, en ce que les Art. 13. & 14. contiennent qu'audit Baillif de Senlis ou ſon Lieutenant, en ſon ſiege capital dudit Senlis, appartient la cognoiſſance de tout le Domaine du Roy, & de tout ledit Bailliage, ſont trop generaux, en ce regard eux oppoſans, tant pour eux, que pour les autres Officiers de la Chaſtellenie dudit Ponthoiſe, à ce qu'ils ſont, en ce qui concerne la cognoiſſance du Domaine: au moins qu'à iceluy ne ſoient mis & adiouſtez ces mots, Excepté en la Chaſtellenie de Ponthoiſe, par ce qu'ils ont maintenu eux & leſdits Officiers audit lieu, auoir eu d'ancienneté cognoiſſance du Domaine de ladite Chaſtellenie chacun en ſon regard, quand le cas s'y eſtoit offert, meſmes ledit Gueſdon, qui comme Preuoſt Vicomtal auoit à cauſe dudit Office, charge & entremiſe de Recepte dudit Domaine, en aucunes parties d'iceluy en ladite Chaſtellenie, & de ce auoir iouy, comme il diſoit faire encores à preſent. Leſquelles correction audit Article & reſeruation requis par leſdits Lieutenant & Preuoſt de Ponthoiſe, leſdits Baillif de Senlis & ſon Lieutenant general, Aduocat & Procureur du Roy audit Bailliage, ont empeſche: demant auſdits Officiers de Ponthoiſe qu'ils ayent cogneu & leur appartiennent la cognoiſſance dudit Domaine audit lieu: mais au contraire, la cognoiſſance leur en appartenir, en auoir cogneu & iouy audit Senlis, enſemble leurs predeceſſeurs de tout temps & d'ancienneté: meſmement quant aux Fiefs eſtans de la Chaſtellenie & ſuiets à icelle ſaiſie, Reliefs, main-leuee & expedition d'iceux, & autres droicts concernans ledit Domaine,*

Source : BIU Cujas

& dependans d'iceluy. Sur lequel droict de iurisdiction, preeminence & possession d'iceluy, ils auoient n'agueres obtenu Arrest de la Cour à leur profit contre lesdits Officiers de Ponthoise, & contre les Officiers des autres Chastellenies particulieres dudit Bailliage : outre lequel y auoit Edict du Roy, par lequel la cognoissance de tel domaine estoit attribuee aux Sieges Presidiaux ou leurs Lieutenans en leurs sieges principaux : lesdits Lieutenant & Preuost de Ponthoise, ont dit que supposé qu'en la matiere fut intervenu aucun Arrest, si en estoient les parties en Procés sur l'execution d'iceluy : Et par ce mesme nonobstant le dire desdits Officiers de Senlis, sur ledit Edict, ont persisté en leur Requeste, remonstrance & opposition cy dessus contenue : Surquoy apres lecture faicte de l'Edict, a esté dict par prouision, que lesdits Art. demoureront selon leur forme & teneur : sans preiudice toutesfois aux droicts & preeminence desdits Lieutenant & Preuost de Ponthoise à cause de leursdits Estats & Offices. Et au principal de la matiere, sur le different d'entre lesdites parties sur le Ressort, cognoissance & iurisdiction dudit Domaine du Roy, les auons renuoyez & renuoyons en ladite Cour, où ils ont dit auoir procés pendant entr'eux, sur l'execution de l'Arrest allegué par lesdits Officiers de Senlis.

†† *Sur ceſt Art. 16. fut ordonné que le Preuoſt de Senlis ſera mis & intitulé le Preuoſt forain, le Baillif dudit Senlis & ſon Lieutenant general, ont requis qu'en la fin dudit Art. fuſſent mis & adiouſtez ces mots*, Sans preiudice à l'Edict faict par le Roy, faisant mention des cas & matieres dont la cognoissance par iceluy est attribuee aux Baillifs, Seneschaux & Iuges Presidiaux. *Pierre Paumart Preuoſt d'Angy, Preuoſt en garde de par le Roy, & ledit Thureau Preuoſt de la ville de Senlis reſpectiuement pour leurs droicts & iuriſdictions ſe ſont oppoſez, à ce que ledit Art. demeure en l'eſtat qu'il eſt, en ce qu'il contient ledit Preuoſt forain de Senlis, eſtre Iuge ordinaire de toute la Chaſtellenie dudit Senlis, au moins qu'audit Article fuſſent mis ces mots*, Excepté, c'est à ſçauoir quant audit Preuoſt d'Angy, ladite Preuosté d'Angy ſuiets & estendue d'icelle: & quant audit Preuoſt de ville, la Ville & Banlieuë de Senlis: *parce qu'ils ont maintenu eſtre Iuges ordinaires : ſçauoir eſt ledit Paumart de ladite Preuoſté d'Angy, ſuiets & eſtendue : & ledict Thureau, de ladite ville & Banlieue, & auoir tout droict de Iuſtice, ſur les habitans & ſuiets d'iceux, auec iuriſdiction & cognoiſſance de tous cas & matieres d'entre leſdits habitans & ſuiets pour le regard des heritages ſituez & aſſis, en dedans leſdites Preuoſtez d'Angy & Banlieue de Senlis auſſi reſpectiuement : pareillement pour raiſon des choſes immeubles & droicts reels perceuables & pretendus ſur iceux : fors quant aux gens d'Egliſe, Nobles & Communautez quant audit Preuoſt d'Angy. Maiſtre Iean Chaſtellen Aduocat, Daniel Vizet Procureur, Iean Goſſet & Iaques du Puy Marchans auec les Gouuerneurs & Eſcheuins de ladite ville de Senlis, deleguez pour les autres habitans d'icelle, & de la Banlieuë, ont fait pareille oppoſition & requeſte, afin d'eſtre conuenus & traitez és cas deſſuſdits, & chacun d'iceux pardeuant ledit Preuoſt de la ville de Senlis, duquel ils ont aduoüé & dit eſtre ſuiets eſdits cas, & eſtre Iugé à eux deputé & delegué par lettres de Chartre des Roys de France, preſentement exhibees par eux, de laquelle ils ont requis lecture eſtre faite par Maiſtre Iean Greſſin Preuoſt forain dudit Senlis. Quant à la requeſte faite par le Bailly de Senlis ou ſon Lieutenant, ladite requeſte a eſté par luy conſentie & accordee. Et au faict & oppoſition deſdits Paumart, Thureau Preuoſt de la ville de Senlis, & des deleguez manans & habitans d'icelle ville, il les a empeſchez & maintenu au contraire eſtre Iuge ordinaire de toute ladite Chaſtellenie de Senlis, à la reſeruation & modification dudit Edict, quant audit Bailliage de Senlis ou ſon Lieutenant, & conſequemment eſtre Iuge ordinaire deſdites Preuoſté d'Angy Ville & Banlieuë de Senlis, qui eſtoient aſſis & comprins en ladite Chaſtellenie de Senlis, dont la ville de Senlis eſtoit le principal & chef d'icelle Chaſtellenie: meſmement quant au droict de Haute Iuſtice, cognoiſſance & iuriſdiction des matieres pour raiſon d'heritages & droicts reels entre autres droicts & toutes perſonnes, ainſi que le contenoit meſmes le 16. Art. qu'à preſent leſdits Preuoſts requeroient eſtre corrigez: le contenu auquel ledit Preuoſt forain, emploioit pour la preuue & verification du droict & preeminence du Iuge Chaſtelain à luy appartenant: entre autre preuue, alleguant par luy, que ſur le different eſtant pour raiſon de ce entre ledit Preuoſt de ville & luy, ou leurs predeceſſeurs, y auoit procés pendans & indecis en la Cour de Parlement. Surquoy quant au different d'entre leſdits Preuoſt & habitans de la ville de Senlis, les auons renuoyez & renuoyons à la Cour, en laquelle ils ont dit auoir procés pendant entre iceux Preuoſt forain, & de ville ou leurs predeceſſeurs, pour raiſon des droicts & preeminences de leurs Offices, pour chacun deſdits Preuoſts & parties deſſus nommees, eſtre ouyes en ladite Cour, & ordonner par elle deſdits differens, comme elle verra eſtre à faire. Et quant audit Bailly de Senlis & ſon Lieutenant, & ledit Preuoſt forain, dit a eſté par prouiſion ſuiuant leurs declarations & conſentemens, que ſans preiudice de l'Edict fait par le Roy pour le reglement des Baillifs & Preuoſts de ce Royaume, ledit 16. Article demourera en la forme qu'il eſt contenu audict cayer, ſous ſemblable cotte.*

Art. 20. Le † Siege de ladite Mairie de Brenoulle ſe tient audit lieu de Brenoulle. Art. 21. Leſdits Preuoſt †† d'Angy & Maire de Brenoulle, n'ont point de cognoiſſance de gens d'Egliſe, Nobles & Communautez : mais ſont reſeruees au Preuoſt forain de Senlis : qui eſt Iuge Chaſtelain : excepté quant auſdits gẽs Nobles & autres deſſus nommez, eſtans de la Chaſtellenie dudit Senlis : deſquels le Bailly de Senlis & ſes Lieutenans audit lieu, auront la cognoiſſance, quant aux cas declarez en l'Edict fait par le Roy c ſur la iuriſdiction & Reglement des Baillifs, Seneſchaux & Iuges Preſidiaux, & ſelon iceluy Edict. Art. 22. Leſdits Preuoſt d'Angy & Maire de Brenoulle, ne peuuent tenir vn priſonnier criminer, plus de xxiiii. heures en leurs mains, ſans le mener és Priſons dudit Senlis : ſi leſdits Preuoſt & Maire n'auoient cauſe raiſonnable, & excuſation qu'ils ne pourroient ſi toſt mener ou enuoyer audit Senlis leurſdits priſonniers. Art. 23. Leſdits Preuoſt d'Angy & Maire de Brenoulle, doiuent & ſont tenus faire & parfaire le procés de leurs priſonniers criminels és Priſons dudit Senlis: & font faire les executions criminelles en la Iuſtice de Senlis, comme en la Iuſtice de la Chaſtellenie, & n'en ont point d'autre. Art. 24. Ledit † Preuoſt forain a cognoiſſance des gens d'Egliſe, Nobles & Communautez aux reſeruations cy deſſus contenues. Art. 25. A Senlis †† y a vn autre Preuoſt nommé le Preuoſt de ville : qui n'a que Moyenne & Baſſe Iuſtice, & cognoiſſance de matieres perſonnelles. Art. 26. Sous † le nom de Moyenne Iuſtice, ledit Preuoſt a & peut auoir cognoiſſance de larcin commis en furt; ſans autre circonſtance

c Il entend les Edicts de Cremier de Laon faicts par François 1. 1536. & Henry 2. 1554. & 1559.

† *Le Procureur du Seig. du lieu de Rieux, a dit que puis certain temps, il auoit acquis tel droict & Iuſtice & autre que ſouloit auoir le Roy audit Rieux: parquoy empeſchoit que doreſnauant le Siege dudit Maire de Brenoulle y fut plus tenu. Les Aduocat & Procureur du Roy audit Bailliage de Senlis, ont confeſſé ladite acquiſition : mais*

Source : BIU Cujas

disent icelle estre faite a la charge de faculte de rachat perpetuel, consentant que ledit Siege en fut oste & distraict, & tenu doresnauant à Brenoulle. Surquoy en ensuiuant les declarations desdites parties, & dudit Maire de Brenoulle, qui a esté ouy, dit à esté que ledit Seigneur de Rieux auroit acte de la declaration & remonstrance faite par ledit Procureur. Et au surplus, que ledit Siege dudit Maire de Brenoulle se tiendra doresnauant audit Brenoulle.

†† Les Baillif de Senlis & son Lieutenant general, consideré l'Edict du Roy, par lequel la cognoissance & iurisdiction sur les gens d'Eglise, Nobles & Communautez leur est attribuee, & aux autres Baillifs, Seneschaux & autres Iuges Presidiaux, ont requis que l'Article vingt-vniesme estre rayé. Surquoy ouys lesdits Preuosts, d'Angy, Maire de Brenoulle & Preuost forain de Senlis: lesquels c'est à sçauoir, lesdits Preuosts d'Angy & Maire de Brenoulle l'ont ainsi consenty: & quant au Preuost forain de Senlis a de Senlis, à declaré qu'il ne veut empescher qu'en la fin dudit Article soit mis & adiouste: fors & excepté les gens Nobles de la Chastellenie de Senlis: desquels lesdits Baillif & ses Lieutenans auront la cognoissance pour le regard des cas concernans lesdits Nobles declarez audit Edict, & selon iceluy: laquelle addition, lesdits Baillif & sondit Lieutenant ont accordé en la forme dessusdite, quant aux Nobles & autres dessus nommez és cas dudit Edict. Maistre Anthoine Pilan Chanoine & Procureur du Chapitre de Beauuais assiste de Maistre Martin Thierry a protesté pour lesdits de Chapitre, que ce ne leur peut preiudicier, specialement quant à leur Garde Gardienne, & autres droicts, priuileges, auctoritez, preeminences & prerogatiues d'iceux. Surquoy dit a esté que lesdits de Chapitre auront acte de leur dite protestation. Et au surplus suiuant les declarations des Baillif, Lieutenant, Preuost forain, Preuost d'Angy & Maire de Brenoulle, dit a este que ledit Article demeurera & sera mis par escrit en la forme qu'il est contenu au 21. Article dudit cayer.

† Maistre Claude Thureau Preuost de la Ville de Senlis, a employé le plaidoyé par luy fait cy dessus entre Maistre Iean Greffin Preuost forain dudit Senlis, pour le titre de Preuost forain, & au contraire ledit Greffin son plaidoye: & sur le different a este par nous dit que ledit Greffin sera mis & intitulé Preuost forain. Le Baillif de Senlis & son Lieutenant ont requis qu'auec ledit Greffin, Preuost forain, il fut dit qu'audit Article 24. en ce qu'il faisoit mention de la cognoissance que ledit Preuost forain dit auoir sur les gens d'Eglise, Nobles & de Communauté, seroient mis & adioustez ces mots, Sans preiudice à l'Edict du Roy fait pour les Baillifs & Seneschaux sur la cognoissance & iurisdiction desdits gens d'Eglise & de Communauté. Et si ont remonstré, qu'au surplus dudit Article il est notoirement abusif, desraisonnable & contre toute disposition de Droict. Car le Preuost de Senlis aiant en premier lieu la cognoissance des appellations interiettees des Seigneurs Hauts Iusticiers de la Chastellenie dudit Senlis ou leurs Officiers, & du Preuost de Ville audit lieu, l'on peut encores appeller par deuant ledit Baillif ou son Lieutenant, & d'eux en la Cour de Parlement, qui sont trois appellations diuerses pour raison d'vne meme matiere. Dauantage que c'est vn circuit de Iurisdiction qui vient totalement au detriment de la chose publique, & au grand interest, vexation, perte & dommage des suiets de ladite Chastellenie. Par ce que si aucun en premiere instance est poursuiuy & mis en cause pardeuant le Preuost en garde de Iustice du Seigneur Haut Iusticier, Moyen & Bas, & il veut fuir & dilayer (comme souuent il s'en trouue de tels) il appelle à toutes heures, ne luy chaut à quelle occasion, se confians ausdites trois appellations: & sachans que de long temps, partie ne peut auoir expedition de sa matiere d'appel, relevé pardeuant ledit Preuost forain, la cause principale est retardee de six ou huict mois, aucunesfois d'vn an & plus, dise ledit Preuost par sa sentence ce qu'il voudra, il est de rechef appellé de luy, deuant ledit Baillif de Senlis ou son Lieutenat: où le procés d'appel peut encores prendre long traict. Car l'appellant, peut tousiours delayer, veut bailler Griefs hors le procés, l'inthimé respondre à iceux, & faire quelques productions nouuelles en vertu de lettres Royaux qu'ils obtiennent ou autrement: Par ce moyen les droicts des pauures parties sont longuement retardez, les procés rendus immortels, & n'y a point de fin. Plus lesdites appellations releuees en Preuosté sont proces par escrit ou appellations verbales. Des appellations verbales, tout volontiers il s'en faut des proces par escrit, & sont les parties appointees à estre deliberee de leur faire droict sur leur cause d'appel, & à escrire par aduertissemens, Additions & Responsifs, qui est nouuelle pasture pour les Aduocats & Procureurs du Siege: Quant au Preuost, il prend Espices pour la visitation de luy & ceux du Conseil: Ainsi, oculairement les pauures parties sont vexees & affligees de doubles Espices & de frais & mises superflues, qu'il leur conuient faire à la conduite & poursuite de ces deux appellations pecuniaires: tellement qu'aucunesfois, attendis de la longue demeure & despens, ils delaissent, lesdites poursuites & perdent leurs droicts. Brief, tout consideré, au cas qui s'offre, il n'est question que de profit particulier des Iuges, Aduocats & Procureurs, & point du bien public: à quoy toutesfois principalement on doit auoir esgard. D'abondant, il aduient souuent, que si ledit Preuost forain dit bien iugé: ledit Lieutenant general, par conseil dit au contraire, mal iugé par ledit Preuost: en maniere que les parties sont en perplexité telle, qu'elles ne sçauent auquel iugement des deux soy arrester. A ceste cause, lesdits Baillif & Lieutenant se sont opposez & opposent, empeschans que ledit Article & autres dependans d'iceluy, ou corroborans iceluy, escrits au Liure Coustumier de Senlis, ayent lieu: soustenans qu'ils doiuent estre rayez, à ce que ledit Preuost n'ait la cognoissance desdites appellations: & où promptement ne pourrions discuter dudit different, que ce soit sans preiudice à l'Edict du Roy faict sur la Iurisdiction des Baillifs & Preuosts, publié & enregistré és Registres de Parlement, & de la Cour de ceans, & à la Iurisdiction desdits Baillif de Senlis & sondit Lieutenant general. Pareillement, Iean Desprez au nom & comme Procureur dudit Seigneur Anne de Mont-morancy, Connestable de France, pour les terres & Seigneuries & Iustices, que ledit Seigneur a assises en la Chastellenie dudit Senlis. Messire François de Mont-morancy, Cheualier de l'Ordre du Roy, Gouuerneur & Lieutenant pour le Roy à Paris & Isle de France, pour ses terres & Seigneuries de Messel, & le Fief de la grand Chaussee de Cire lez Mello, en sa personne: Pierre de Sainct Geobert, Procureur de l'Eueque de Senlis, Maistre Martin Thierry, Procureur des Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Beauuais, pour les terres, Seigneuries & Iustices, qu'ils ont assises en ladite Chastellenie de Senlis, aussi comme Procureur des Maire & Pairs de la Ville de Beauuais: François Des-prez au nom & comme Procureur des Religieux, Abbé & Conuent de la Victoire, aussi comme Procureur des Seigneurs de Raray, Dongnon, Malegueestre & lieu de Bachets, pour lesdites Seigneuries: Robert de Bonnillier, comme Procureur de Loys de Sainct Simon Escuyer, Seigneur du Plessier, Choisel & Tuiller: Philippe Thureau, comme Procureur du Seigneur de Runnescul, pour les terres, Seigneuries & Iustices, qu'ils ont en la dite Chastellenie. Encores luy, comme Procureur de Dame Ieanne de Rieux, Dame de Bertherauffosse: Loys Foucquet, au nom & comme Procureur des Religieux, Abbé & Conuent de Royaumont, aussi pour les terres qu'ils ont en ladite Chastellenie: & aussi des Religieux de sainct Leu. Et Pierre de Bonuiller, au nom & comme Procureur de Iean de Micault, Seigneur de l'Espine, lesdits Procureurs fondez de lettres de procuration aussi par eux mises au Greffe, se sont chacun d'eux respectiuement & en leur regard opposez: & ont soustenu que lesdits Articles doiuent estre rayez: & que ledit Preuost forain ne deuoit cognoistre desdites appellations, pour les raisons cy deuant alleguees, par lesdits Baillif de Senlis & Lieutenant general, qu'ils ont employees, & autres par eux respectiuement deduites, chacun en son égard, pour le ressort des appellations, qui seront interiettees de leurs Iuges & Gardes des Iustices de leursdictes terres, Seigneuries & Iustices, pour l'abreuiation desdites appellations, soulagement d'eux, leurs suiets, & de la chose publique. Et par ledit

Source : BIU Cujas

Preuoſt forain de Senlis, a eſté dit, que la cognoiſſance deſdites appellations eſt de ſa iuriſdiction ordinaire, à luy & à ſes predeceſſeurs Preuoſts, attribuee par les Princes & priuilege eſpecial, de temps immemorial & de quatre cent ans & plus, à l'inſtitution & erection d'office de Preuoſt, & par autres pluſieurs moyens iuſtes & raiſonnables, à alleguer cy apres pardeuant Iuge competent, & où il appartiendra, & dont luy & ſes predeceſſeurs Preuoſts ont touſiours iouy en la preſence & cognoiſſance des Baillifs dudit Senlis, & leurs Lieutenans generaux & particuliers & tous autres. Et que les lettres patétes à nous addreſſans, tendent effectuellemẽt à fin de veoir, corriger, reformer, redacter & homologuer les Couſtumes dudit Senlis, les trois Eſtats pour ce faire appellez: & que la cognoiſſance du droict deſdites appellations n'eſt du droict de noſtre Commiſsion & dependance d'icelle. Par ce meſmement que les Articles faiſans mention deſdites appellations & autres droicts appartenans audit Preuoſt, ne ſont couchez ſous la Rubrèche des Couſtumes dudit Senlis, mais ſous le Titre d'vne declaration faite, comme notoire & indubitable, par les gens deſdits trois Eſtats appellez par cy deuant, pour redacter leſdites Couſtumes. Auſſi que quand autres cas regardans le fait de la Iuriſdiction dudit Preuoſt de Senlis, ont eſté debatus en noz preſences en procedant à la reformation deſdites Couſtumes, Auons declaré que n'en prendrons aucune cognoiſſance, & ont eſté par nous renuoyez les differens pardeuant Meſſieurs de la Cour de Parlement, ſuiuant ladite Commiſsion. A ceſte cauſe ſouſtient ledit Preuoſt, que ne deuons en vertu de ladite Commiſsion, cognoiſtre ne decider du droict deſdites appellations: & qu'en ce regard ſommes Iuges incompetens. Et par ledit Procureur du Roy au Bailliage de Senlis a eſté dit, que de tout temps & ancienneté, y a eu audit Senlis, vn Preuoſt Chaſtelain, lequel par grande preeminence & prerogatiue & pour la conſeruation de la Souueraineté & droict de Chaſtellenie appartenant au Roy au Siege & lieu capital du Bailliage de Senlis, qui eſt la Ville de Senlis, a cogneu & cognoiſt indifferemment, & par preeminence, des gens d'Egliſe, Nobles & Communautez de ladite Chaſtellenie: deſquels les Hauts Iuſticiers & Iuges ſubalternes peuuent auoir la cognoiſſance, & par preeminence de toutes matieres d'entre les ſuiets de ladite Chaſtelleme, & ſemblablement de toutes les appellations interiettees de tous les Iuges ſubalternes d'icelle Chaſtellenie, tant des Iuges, Maires & Pairs de la Ville de Beauuais, Sainct Pierre dudit Beauuais, que generalement de tous les autres Iuges ſubalternes de ladite Chaſtellenie, en ſigne & demonſtrance de Souueraineté pour le Roy, par deſſus les autres Chaſtellenies dudit Bailliage: tellement que ladite Ville de Beauuais, le pays de Beauuoiſis, & autres Iuſtices ſubalternes, ſont de ladite Chaſtellenie & Preuoſté de Senlis, & ſont reſponſables par appel, reſſorts & Iuriſdiction, pardeuant ledit Preuoſt: leſquels neantmoins par tous les moyens à eux poſsibles, pretendent à eux exempter de ladite Chaſtellenie de Senlis, au grand intereſt & dommage du Roy, & au preiudice de ſa Iuſtice, Chaſtellenie, & Iuriſdiction ordinaire: dont il a iouy par temps immemorial, en ayant touſiours Preuoſt Chaſtelain audit Senlis: qui a cogneu & cognoiſt entre autres choſes, deſdites appellations, par ſouueraineté & preeminence, comme dit eſt, & ainſi qu'a accouſtumé faire le Preuoſt de Paris & le Preuoſt de Melun. Laquelle cognoiſſance deſdites appellations & droict de Chaſtellenie appartiennent au Roy: & n'eſt ledit Article comprins ſous le Titre des Couſtumes du Bailliage de Senlis, leſquelles eſt queſtion de reformer & accorder: mais eſt vne preeminence & droict appartenant au Roy, qui eſt vn degré de Iuriſdiction: lequel ne doit, ſous correction, eſtre oſté audit Seigneur ou ſon Preuoſt: attendu qu'en ce faiſant, le domaine, auctorité, preeminence & prerogatiue du Roy, ſeroient grandement diminuez, tant pour les cauſes deſſuſdites, comme à cauſe des amendes adiugees au Roy à cauſe deſdites appellations, que de ſon Greffe & autres droicts à luy appartenans par le moyen de l'exercice de ladite Preuoſté. Et ſi ſeroit du tout oſté ledit degré de Iuriſdiction, ainſi que ledit Procureur entend plus amplement declarer, en temps & lieu, empeſchant à ceſte fin que ledit Article ſoit rayé. Surquoy, entendu que du droict pretendu par ledit Preuoſt forain, au Reſſort & cognoiſſance des appellations, dont eſt queſtion, eſt faite mention en l'Article de preſent, qui eſt contenu & enregiſtré au cayer & Liure des Couſtumes dudit Bailliage: duquel a eſté faite lecture, apres que ledit Preuoſt a eſté par nous requis & ſommé de declarer, s'il auoit autre titre ou priuilege dudit droict & preeminence par luy pretendu, qui a fait reſponſe qu'ouy, eſtant à la Chambre des Comptes à Paris, comme il diſoit, qu'il auoit intention recouurer, & en faire apparoir pardeuant Iuge competent, en temps & lieu. Nous auons dit & diſons, que les Officiers, gens des Eſtats & autres comparans & aſsiſtans ſeroient par nous enquis & ouys, ſur l'vtilité ou inutilité du contenu audit Article, quant au reſſort & cognoiſſance des appellations dont eſt queſtion, pour, les aduis d'iceux ouys, ordonner du different cas & matieres deſdites appellations, comme il appartiendra par raiſon. De laquelle ordonnance ou appointement ledit Preuoſt forain a appellé. Auquel auons declaré, que nonobſtant ledit appel & ſans preiudice d'iceluy, ſuiuant leſdites lettres patentes & le pouuoir à nous donné par icelles, ſera par nous paſſé outre, & procedé en la matiere, dont il a de rechef appellé comme de Iuge incompetant, proteſtant d'attentat. En enſuiuant lequel appointement, ſans preiudice dudit appel, ont eſté par nous prins & enquis, les aduis & opinions de chacun les Lieutenans particuliers dudit Baillif de Senlis, Chaſtellenies particulieres dudit Bailliage, Aduocats & Procureurs du Roy, Preuoſts & autres Officiers deſdites Chaſtellenies, Baillif, Procureur du Roy au Comté de Beaumont, Baillif & Procureur de l'Eueſque de Beauuais, Nobles deſdites Chaſtellenies aſsiſtans, des Deleguez comparans pour les trois Eſtats en ladite aſſemblee & de pluſieurs autres comparans. Leſquels & chacun d'eux, ont eſté d'aduis & opinion, que c'eſtoit innolution de proces & circuit trop long, & conſequemment l'intereſt de la choſe publique, que les appellans des Iuges des Seigneurs ſubalternes de ladite Chaſtellenie de Senlis, fuſſent reſſortiſſant pardeuant ledit Preuoſt, ne qu'il en euſt la cognoiſſance immediatement: mais eſtoit l'abbreuiation deſdites appellations, diminution de frais & deſpens, & choſe vtile & raiſonnable, que leſdites appellations fuſſent doreſnauant releuees, pourſuiuies & terminees, directement immediatement pardeuant ledit Baillif de Senlis, ou ſes Lieutenans. Duquel aduis ont eſté meſmement, les Lieutenant & Procureur du Roy à Compiengne, auec le Preuoſt de l'exemption de Pierre-fonds, qui neantmoins ont dit, ſembler que la diſcuſsion & termination du different & matiere deſſuſdite, deuoit eſtre par nous reſeruee, iuſques à la fin de l'aſſemblee, ou eſtre arbitré ou prefixé audit Preuoſt forain de Senlis, aucun temps ou delay raiſonnable, s'il le requeroit, pour, pendant iceluy, recouurer par luy, & faire apparoir d'aucun titre & priuilege, s'aucun en auoit, faiſant mention du droict & preeminence par luy pretendu, & eſtre ouy plus amplement. Et apres leſdits aduis & opinions prins, & que par nous a eſté requis & demandé à tous leſdits aſsiſtans, s'il y auoit aucun, qui vouſit dire ou alleguer aucune choſe contraire à iceux, & qu'aucun n'a voulu ce faire, ledit Preuoſt forain a eſté derechef par nous ſommé, de dire & declarer, s'il pretendoit auoir aucun titre ou priuilege dudit droict & preeminence, en vouloir faire apparoir & requerir delay pour ce faire. Lequel a dit & reſpondu, qu'ouy, ſans preiudice à la fin, à laquelle par ſon dire & plaidoyé cy deſſus il a tendu, & par proteſtation de ne ſoy en departir. Surquoy nous auons ordonné que le iugement, deciſion & determination du cas & matiere, dont eſt queſtion, ſeront, & les auons reſeruez & reſeruons iuſques à Lundy prochain: en dedans lequel pour tout le iour, ledit Preuoſt pourra recouurer, & faire apparoir du titre ou priuilege par luy pretendu, s'aucun il en a, & auſſi dire en la matiere ce que bon luy ſemblera, pour ce fait, ordonner de ladite matiere, comme de raiſon. Lequel iour de Lundy, luy auons donné & aſsigné pour toutes prefixions & delais, & ſans autre forcluſion: alias, l'auons de ce faire, des-maintenant, comme pour lors, declaré & declarons decheu. Et le Mardy vingt-

Source : BIU Cujas

sixiesme iour du mois d'Aouſt, ledit Preuoſt forain en ſa perſonne, s'eſt declaré & porté pour appellant, en adherant aux appellations par luy deſſus interiettees des ordonnances, appoinctement ou appoinctemens deſſus contenus, donnez de nous. Auſsi Maiſtre Nicole Goſſet, Aduocat pour la Communauté des Sergens à Cheual, dudit Bailliage & Preuoſté foraine dudit Senlis, pour le Greffier du Siege de ladite Preuoſté, & pour le Fermier des exploicts d'icelle, a dit, que leſdits Sergens, Greffier & Fermier des exploicts, ont eſté n'agueres aduertis, que ledit Baillif de Senlis & ſon Lieutenant general auoient requis pardeuant nous, qu'il fut inhibé audit Preuoſt forain, de plus cognoiſtre des appellations interiettees des Iuges inferieurs & ſubalternes de la Chaſtellenie dudict Senlis, & pour ce que c'eſtoit à la diminution des droicts & prouſits des Offices deſd. Sergens, des deniers du Roy, quant audit fermier des exploicts, & Greffier, c'eſt à ſçauoir audit Greffier, pour les Commiſsions, actes, appoinctemens & Sentences en cas d'appel, qui en pouuoient aduenir pardeuant ledit Preuoſt, & audit Greffe & le profit d'iceux: & audit Fermier des exploicts pour les amendes deſdites appellations, qui pouuoient eſtre adiugees, & luy aduenir, ſe ſont oppoſez à ce que leſdites inhibitions ſoient faites, ne que la requeſte faicte par leſdicts Baillif de Senlis & ſon Lieutenant (par laquelle ils requeroient que l'Article faiſant mention de la preeminence dudit Preuoſt forain, de cognoiſtre deſdites appellations) leur fut adiugee: & ont leſdicts Fermier & Greffier, pour leur intereſt, ſommé audit Procureur du Roy, qu'il euſt à conſerver les droicts deſdicts Fermiers & leur garantir: Qui a faict reſponſe, qu'il ſe garderoit de meſprendre. De laquelle oppoſition & ſommation deſdicts Sergens, Fermier & Greffier, ordonné a eſté qu'ils auront lettre: laquelle oppoſition deſdicts Sergens, Fermier & Greffier ouye par leſdicts Baillif & ſon Lieutenant, Procureur dudict Seigneur Conneſtable de France, & conſors deſſus nommez, ils ont dit en la preſence de Iacques Mechelet Lieutenant & Procureur dudict Preuoſt forain, que par l'appoinctement de nous donné cy deſſus, il a eſté ordonné audit Greffin Preuoſt forain, ſur la requeſte par luy faicte à ceſte fin, & s'eſt iceluy Greffin lié & aſtraint, de faire apparoir, en dedans le iour de Lundy dernier, du priuilege par luy pretendu, qu'il diſoit eſtre enregiſtré en la Chambre des Comptes à Paris, alias, deſlors l'en aurions deboute, parquoy, à faute d'auoir ce faict, requierent les deſſuſdicts, que ledict appoictement ſortiſſe ſon effect: n'y fait n'en dedire que par temps immemorial il a eu la cognoiſſance deſdicles appellations: car il n'y a que quarante ou cinquante ans qu'audit Senlis n'y auoit Preuoſt en garde: ains ſe bailloit ladite Preuoſte à ferme pour deux ans, comme les autres fermes muables du Roy, & Preuoſts Fermiers, qui n'auoient cognoiſſance deſdites appellations. Auſsi, comme deſſus a eſté deduit, c'eſt vn abus au preiudice de la choſe publique, en diſant par luy, que ledict Article n'eſt de noſtre pouuoir & iuriſdiction: parce qu'il n'eſt comprins, comme il dit, ſous la Rubriche des Couſtumes de Senlis, il n'y a propos. Car ledit Article eſt eſcrit au Liure Couſtumier dudit Bailliage, auec autres droicts baillez à pluſieurs perſonnes par Couſtume, & ont eſté leuz par noſtre Ordonnance, à la requeſte des trois Eſtats, pour Couſtumes. Parquoy deuions paſſer outre à le faire rayer auec autres concernans iceluy, ſelon l'aduis & deliberation par nous prins deſdits trois Eſtats: leſquels tous concordablement, nemine diſcrepante, ont eſté d'aduis qu'il ſe deuoit ainſi faire. De dire que ſur ledit different, auons renuoyé les parties en la Cour de Parlement, il appert du contraire par le plaidoye meſmes qu'il a faict Mardy dernier pardeuant nous. Et quant au Procureur du Roy, qui s'efforce ſeul, ſans conſeil de l'Aduocat dudit Seigneur, monſtrer qu'en rayant ledit Article, le Roy ſeroit intereſſé, pour aucunes amendes de ſoixante ſols Pariſis, & la diminution du Greffe de ladite Preuoſté, diſent les deſſuſdits, qu'au contraire le Roy aura grand profit. Car les appellations premierement deduites au ſiege du Bailliage, s'en vuidera beaucoup plus qu'en Preuoſté, on ſouuent elles demeurent ſans pourſuite, au moyen de la longue demeure, vexation, frais & miſes ſuperflus des pauures parties. Et s'il eſt dit mal iugé, le Roy aura ſon amende ſur le garde de Iuſtice: ſi au contraire, il aura amende ſur l'appellant, & ne peut faillir. Dauantage, le Greffe de la Preuoſté eſt erigé en titre d'office, & le tient vn nommé Gimot, qui en prend ſeul les profits: mais le Greffe du Bailliage eſt baillé à ferme de deux en deux ans, ſous le Roy: lequel en augmentera grandement au prouſit du Roy. Auſsi eſt il vray-ſemblable, que le Roy deſirant l'abbreuiation des matieres, de releuer ſes ſuiets deſdites vexations, pertes & dommages, entend preferer le bien public à tel petit intereſt que de ſoixante ſols Pariſis d'amende: & ne ſe doit tollerer tel circuit de iuriſdiction. De dire par ledit Procureur du Roy, que ledit Preuoſt eſt Iuge Chaſtelain, qui a cognoiſſance des Nobles ſur les Seigneurs Hauts Iuſticiers, nihil eſt. Bien peut eſtre Iuge ordinaire és matieres non concernans l'Edict: mais que ſous ombre de ce, il doiue auoir cognoiſſance deſdictes appellations, il n'y a propos: & eſt vne repugnance qu'il ſoit Iuge ordinaire & Iuge d'appel. Auſsi, par ledit Liure Couſtumier, le Preuoſt de la Chaſtellenie de Chaumont dependant dudit Bailliage, eſt bien intitulé Iuge Chaſtelain, & les autres Preuoſts pareillement: leſquels toutesfois ne cognoiſſent d'appel. De vouloir faire comparaiſon dudit Preuoſt au Preuoſt de Paris, il y a difference trop grande. Car ledit Preuoſt de Paris eſt plus que Baillif: & ſortiſſent directement les appellations interiettees de luy, en la Cour de Parlement. Et ſi le Preuoſt de Melun a cogneu de telles & ſemblables matieres, que non: c'eſt alleguer inconuenient, & a eſté par vſurpation ou priuilege ſpecial du Roy. Quant à l'adionction des Sergens & Fermiers des exploicts dudit Bailliage, nihil, impertinemment, & ne vient l'intereſt par eux pretendu en conſideration: mais fait la dite adionction formellement pour ledit Baillif de Senlis & conſors, pour monſtrer de la vexation, frais & impenſes ſuperflues, dont les pauures parties ſont affligees par ledit circuit de iuriſdiction. Car, tout deduit, il n'eſt queſtion que du profit particulier dudit Preuoſt, Aduocats & Procureurs: auec leſquels leſdits Sergens veulent paſturer à leur endroit, qui eſt vn abus. A ceſte cauſe, nonobſtant le dire du Procureur du Roy (lequel præter omnium opinionem, ſans conſideration s'efforce faire ledit empeſchement, & non aiant eſgard au bien public) & dudit Greffier, Preuoſt & Sergens, ſouſtiennent leſdits Baillif & conſors, que leſdits Articles doiuent eſtre rayez: & que par prouiſion, ſans preiudice aux appellations interiettees par ledit Greffin (qui ne cherche que moyens obliques & ſubterfuges) où ne voudrions diſcuter dudit different principal, ils doiuent eſtre rayez, & defenſes eſtre faites audit Preuoſt, de ne cognoiſtre deſdites appellations: employans ce que deſſus a eſté par eux dit: requerans que l'aſſignation qui eſcheoit à luy en ceſte matiere entre les parties fut continuee iuſques à demain. Ce qui a eſté par nous faict, auec ledit Methelet Lieutenant & Procureur dudit Preuoſt forain. Et ledit iour de lendemain, Mercredy vingt ſeptieſme iour dudit mois d'Aouſt, comparans ledit Lieutenant general en ſa perſonne & pour ledit Baillif, & ledit Preuoſt forain, par ledit Methelet ſon Procureur, a eſté ſommé ledit Methelet audit nom, de faire apparoir du titre ou priuilege pretendu par ledit Preuoſt forain, de cognoiſtre des appellations interiettees des Iuges ſubalternes de la Chaſtellenie de Senlis. A quoy ledit Methelet audit nom a reſpondu, que ledit Preuoſt forain eſtoit appellant, & ne vouloit dire ne produire autre choſe pour le preſent. Partant auons derechef fait faire lecture dudit Art. en la preſence de tous les aſſiſtãs, & icelle lecture ouye, auons ordonné du conſentemẽt deſdits eſtats, que par maniere de prouiſion, attendu que l'Article deſſuſdit eſtoit fondé ſeulement en Couſtume, qu'il ſeroit raye en ce qu'il fait mention du droict & preeminence, de cognoiſtre par ledit Preuoſt forain, des appellations interiettees des Iuges ſubalternes, ſans preiudice toutesfois des droits pretendus par ledit Preuoſt forain, au principal, pour leſquels cognoiſtre & decider l'auõs renuoié enſemble les parties, aux iours ordinaires du Bailliage de Sẽlis du Parlemẽt aduenir. Et quãt au ſurplus du contenu audit Art. faiſant mention de la cognoiſſance des gens d'Egliſe, Nobles & Communautez, que ſans preiudice de l'Edict fait par le

Roy sur la limitation, declaration & regle, de la iurisdiction, & cognoissance des Baillifs, Seneschaux & Iuges Presidiaux, ledit Article demourera de la forme contenue au 24. Art. dudit cayer: dont ledit Methelet oudit nom, a appellé, entant que ladite ordonnance ou sentence fait contre ledit Preuost.

†† *Maistre Claude Thureau Preuost de la ville de Senlis a dit, & maintenu auoir en ladite Ville & Banlieuë d'icelle, tout droict de Iustice, Haute, Moyenne & Basse auec cognoissance de tous cas, crimes & delicts, & de toutes matieres personnelles & reelles, sur les heritages & suiets de ladite Ville & Banlieuë, pour raison des heritages & choses immeubles situez & assis en iceux: requerant à ceste cause l'Article 25. estre corrigé, en ce qu'il faict mention du droict de Moyenne Iustice seulement. Ce qu'ont aussi requis les Gouuerneurs d'icelles, employant par ledit Preuost, & eux ce qui a esté par cy deuant dit en autre Article faisant mention des Preuost forain, & de ville dudit Senlis: empeschant aussi par eux & par ledit Baillif dudit Senlis & son Lieutenant general & autres Seigneurs subalternes de ladite Chastellenie de Senlis dessus nommez, que le Preuost forain dudit Senlis ait la cognoissance des appellations interiettees d'eux, respectiuement chacun en son regard pour les causes dessus alleguees: ledit Preuost forain a maintenu le contraire, employant le contenu audit Article à l'encontre dudit Preuost de ville & autres dessus nommez pour la preuue & verification de son faict. Surquoy, quant audit different d'entre le Preuost forain, & le Preuost de ville, pour les droicts de leurs Offices & iurisdictions en la ville dudit Senlis, les auons, suiuant l'appoinctement cy dessus donné, renuoyez en la Cour: & quant ausdites appellations, le iugement & decision a esté mis en surseance iusques à ce qu'il soit discuté de l'Article precedent. Ce qui a este faict: & depuis ordonné par maniere de prouision que ledit Article seroit rayé, depuis ces mots,* les appellations duquel ressortissent, *sans preiudice dudict Preuost forain de soy pourueoir à la Cour.*

† *Le Preuost forain de Senlis d'vne part, & ledit Preuost de Senlis & habitans d'autre ont employé l'vn à l'encontre de l'autre sur ce 26. Article, en ce qu'à la fin d'iceluy il contient que la condemnation à mort y declaree, n'est reputee par la Coustume, que Moyenne Iustice, les empeschemens & dire par eux faits sur le different dont fait mention le 25. Art. precedent. Surquoy, auons ordonné entant que le 26. Art. donne puissance au Moyen & Bas Iusticier de condemnation à mort naturelle, & auoir fourches patibulaires, il sera mis en surseance, iusques à ce que la Rubriche des droits des Moyens & Bas Iusticiers en soit discute. Et depuis a esté ordonné par maniere de prouision du consentement desdits Estats (excepté aucuns de la Noblesse) que ledit Article seroit corrigé en ce qu'il donne authorité au Moyen & Bass Iusticier, de condamner à mort naturelle & auoir fourches patibulaires: sauf aux opposans d'eux pourueoir à la Cour, si bon leur semble, & sans preiudice aux droicts dudit Preuost de ville au principal, dont est procés en la Cour, & demourera l'Article, ainsi qu'il est couché au 26. Art. dudit cayer.*

stance aggrauant, comme crocheterie ou autre effort. Article vingt-huict. Sous †† la Chastellenie de Senlis y a les Chastellenies subalternes cy apres declarees, c'est à sçauoir le Comté de Beauuais tenu en Pairrie. Art. 29. L'Eueſque & Comte de Beauuais a son Baillif, duquel les appellations sortissent deuant le Baillif de Senlis, à l'Assise & Siege dudit Senlis. Apres en descendant de degré en degre, les Preuosts Roiaux, qui y sortissent qui cy apres seront nommez. Art. 30. Ledit Eueſque & Comte de Beauuais, a aussi son Preuost de Beauuais, & si a Preuosts en plusieurs Chastellenies de ladite Comté, Sergens & autres Officiers, les appellations desquels sortissent pardeuant ledit Baillif de Beauuais à son assise. Art. 31. Pareillement ledit Baillif de Beauuais a cognoissance des appellations de toutes les Seigneuries, quelles qu'elles soient, tenans en Fief de ladite Cõté & de leurs Officiers. Art. 32. Le Baillif de Beauuais iuge en son d Assise, par le conseil & ordonnance des hommes de Fief, au peril de lx. sols Paris. d'amende, que payeront lesdits hommes, s'il estoit dit mal iugé. Article 33. Iceluy Baillif de Beauuais hors Assise, en quelque cas que ce soit, ciuil ou crimi-

†† *Sur les 28. 29. 30. 31. 32. & 33. Artic. les Baillif & Procureur de l'Eueſque & Comte de Beauuais ont faict protestation comme ils auoient en leur comparence, ne leur pourra nuire ne preiudicier aux Coustumes locales desdites Comté & Vidamé de Gerberoy, n'a sesdits droicts.*

Et le Procureur du Roy a protesté au contraire. Surquoy auons ordonné, par maniere de prouision, que lesdits Articles demoureront en l'estat qu'ils sont: & au principal se pourueoiront les parties en la Cour, ainsi qu'il auoit esté ia ordonné: & a esté rayé vn Article ancien suiuant ledit Article trente trois, par ce qu'il n'y a eu aucun en l'assistance qui ait sceu dire auoir veu le pretendu Iuge des Exemps par appel au Comté de Beauuais, exercer ladite iurisdiction n'en parler.

d Assises sont plaids solennels ou ordinaires, & les Assises qui appartiennent au Iuge d'appel sont bien solennelles, mais elles ne se tiennent qu'a certains iours, esquelles se doiuent releuer & ressortir les appellations des Iuges inferieurs soient Royaux ou subalternes: il y a d'autres sortes d'Assises, & petits plaids, ainsi qu'il se voit par ceste Conference, & en quelques lieux, il y a la grande & petite Assise: la grande pour le Seneschal, & la petite pour le Preuost Angoumois. Article quatriesme. La Rochelle. Article premier & second. Poictou. Article quatriesme. Le Boutellier en la Somme Rurale liure second. Titre des Baillifs & Preuosts. Item que les souuerains Baillifs du Roy tiennent leurs Assises és lieux accoustumez d'ancienneté en leurs Bailliages, & non ailleurs, & de trois moys en trois mois. Et qu'en fin de leurs Assises ils facent sçauoir quant l'autre sera, afin que chacun puisse à ce pourueoir. Et par Ordonnance de Philippes le Bel du mois de Mars mil trois cens deux. Article seize, estoit ordonné que les Seneschaux & Baillifs eussent à tenir leurs Assises de deux en deux mois, & qu'en fin de chacune Assises, ils fissent sçauoir le temps que se deuoit tenir l'autre. Charles septiesme, 1453. Article nonante trois, ordonne que les Baillifs & Seneschaux facent tenir leurs Assises en leurs Sieges & Ressorts. Voyez la Conference des Ordonnances Royaux, Liure premier, Titre vingt-vng. Assises des Chastellenies, & les Plaids des Hauts Iusticiers es Coustumes d'Anjou & le Maine. Nous auons monstré en la Conference liure premier, Titre vingt-vng, que les Baillifs estoient ainsi nommez, comme baillez & enuoyez en diuers lieux, missi dominici in Capitularibus Carol. magni. ou bien comme gardiens de Iustice, par ce que ce mot Baillie signifie garde, ainsi qu'il sera monstré en la seconde partie de ceste Conference, Titre xii.

Source : BIU Cujas

nel en quelque iugement ou exploict de Iustice qu'il face, iuge au peril de soixante sols d'amende, s'il estoit dict mal iugé ou exploicté. Laquelle amende seroit tenu de payer ledict Euesque & Comte de Beauuais : pource que ledit Baillif est tenu & reputé pour aduoué de soy. Art.34. Aussi † au Bailliage de Senlis, y a la Baronnie & Chastellenie de Mello, la Baronnie & Chastellenie de Moncy le Chastel. Art. 35. Le Seigneur de Mello & le Seigneur de Moncy, ont chacun son Baillif tenant Assise : en laquelle Assise ressortissent les appellations de leurs Preuosts & Sergens : & aussi des Preuosts, Maires & Sergens des Seigneurs tenans en Fief de leurs Chastellenies. Et si les appellans ont releué ailleurs, lesdites appellations se doiuent renuoier pardeuant lesdits Baillifs. Art. 36. Les Religieux, Abbé & Conuent de sainct Lucian lez Beauuais, ont priuilege & en iouissent, par lequel ils ont Baillif, Assise & Ressort de leurs suiets & Officiers, comme les autres Baillifs : & sont reputez en ce cas, comme Chastelains. Mais il conuient entendre que leur Eglise est assise és mettes du Bailliage d'Amiens, & leurs Seigneuries sont assises en trois Bailliages, c'est à sçauoir, Amiens, Vermandois & Senlis. Tous leurs suiets desdits trois Bailliages indifferemment, sont conuenus en leur Iustice ordinaire : & aussi ressortissent à l'Assise du Baillif de sainct Lucian, qui tient son siege en ladite Eglise pour tous lesdits Bailliages : & s'il y a appellations, elles ressortissent pardeuant le Baillif Royal, sous lequel l'appellation est suiette: c'est à sçauoir les suiets du Bailliage de Senlis, en Assise audit Senlis : les suiets du Bailliage de Vermandois, pardeuant le Gouuerneur de Mondidier, qui est la Chastellenie Royale, sous qui ils sont suiets: & les suiets d'Amiens, pardeuant le Baillif d'Amiens. Art.37. Les Baillifs de Mello, & S.Lucian iugent, &c.p.à l'Art.31.Parisis.Et au regard des autres iugemens & exploits ordinaires, où lesdits hommes de Fief ne sont point appellez pour iuger,lesdits Baillifs iugent aux perils de telle amende que dessus, dont les Seigneurs respondront,tout ainsi que dessus a esté declaré du Baillif de Beauuais Tit.2. Art.38.Preuosts †† Royaux & Baillifs subalternes ressortissent à l'Assise de Senlis: le Preuost forain de Senlis le premier, le Preuost d'Angy, le Maire de Brenoulle, le Preuost de Ponts, le Preuost de Pont-poing, le Maire d'Angy, & le Preuost de la ville de Senlis. Art. 39. Lesdits Preuosts de Ponts & Pont-poingt, ne sont point de la Chastellenie de Senlis: & si n'ont point d'Assise sur le lieu,comme ont Creeil, Chambly & autres Chastellenies : mais sont simples Preuosts ressortissans à l'Assise dudit Senlis. Art.40. La Preuosté † de Ponts est vne Preuosté ordõnee au moyen d'vne associatiõ, que l'on dit auoir esté faite au Roy par les Seigneurs Chastelains de Ponts. Et a ledit Preuost de Ponts pour le Roy la cognoissance & ses droicts limitez,sans rien entreprendre sur les droicts du Seigneur Chastelain. Art.41.Ledit Seigneur Chastelain a pour luy son Preuost & Officiers : qui pareillement ressortissent à ladite Assise de Senlis. Art. 42.Les Religieuses, Abbesse & Conuent de Moncel, sont Dames vsufructuaires de Pont-poingt, & le Roy est le proprietaire:& par leur fondation leur Preuost & Sergent sont reputez Officiers Royaux. Et veut le Roy que tous leurs droicts se conduisent en son nom & à ses despens, & soient Officiers Royaux,& ainsi en vsent lesdites Dames: & par ce ressortissent en ladite Assise de Senlis. Art.43.Lesdits Preuosts & Sergẽs de Pont-poingt ressortissent comme dessus en ladite Assise de Senlis. Art. 44.Le †† Baillif de Beauuais, le Baillif de Mello,le Baillif de Moncy & le Baillif de S.Lucian : ensemble tous Sergens executeurs de leurs Commissions & exploits, ressortissent à ladite Assise dudit Senlis. Art. 50.La publication de toutes lesdites Assises, se doit faire du moins xl. iours deuant, & publier en iugement & attacher és lieux publiques. Art. 63. La Chastellenie de Compiengne. Art.64.Le Lieutenant general de M. le Baillif de

† *Le Seigneur & Baron de Mello en personne assiste de son Baillif, & le Procureur du Seigneur & Baron de Mõcy le Chastel, ont dit que lesdites Baronnies & Chastellenies n'estoient de la Chastellenie de Senlis: parquoy ne deuoiẽt estre enregistrees sous ladite Chastellenie: mais deuoient estre nommees & mises par escrit, estre assises au Bailliage de Senlis. Maistre Iean Greffin Preuost forain, a dit qu'il ne vouloit contester sur le dire ou remonstrance desdits Barons & Seigneurs Chastelains: mais veu ledit Article & consideré le contenu en iceluy, & que sous le Titre ou Rubriche d'iceluy Article, lesdites Seigneuries, Baronnies & Chastellenies estoient enregistrees & contenues, a dit que ledit Art. deuoit demourer, comme il gist. Ce qu'õt empesché lesdits Seigneurs, au moins ont empesché que ce mot, aussi estant le premier mot dudit Article soit osté Surquoy a esté ordonné du cõsentement desdits Seigneurs & Preuost, qu'audit Article 34.sont lesdites Baronnies & Chastellenies de Mello & Moncy, au Bailliage de Senlis.*

†† *Sur le 38. Art. ouys les Officiers du Roy & des trois Estats, a esté ordonné que le 38. Article en ce qu'il faisoit mention du Iuge des exempts de Beauuais pour les causes que dessus: & que par prouision seroit adiousté audit Article le Preuost de ladite ville de Senlis, & ledit Article mis ainsi qu'il est contenu au 38. Art. dudit cayer.*

† *Sur le 40.Article le Procureur du Roy au Bailliage de Senlis, a fait quant à iceluy pareil empeschement qu'il a fait en l'acte de la comparence faite par les Seigneurs Chastelains, a dit qu'il n'y a eu aucune association faite du Roy par lesdits Seigneurs de Ponts par cy deuant ou d'ancienneté en la Iustice & Seigneurie de Ponts. Parquoy protestoit que le contenu audit Article faisant mention de ladite association & limitation des droicts & iurisdictions du Roy & lesdits Seigneurs, ne peut preiudicier au Roy, n'aux droicts qu'il a en ladite Seigneurie, & Preuoste. Et par les Procureurs desdits Seigneurs a esté fait protestation contraire.Surquoy a esté ordonné que lesdites parties auront lettres de leurs protestations.*

Source : BIU Cujas

† *Sur le 44. les Baillif & Procureur dudit Beaumais ont proteſté, comme dit eſt: & au contraire le Procureur du Roy: & ont eſté renuoyez à la Cour, comme deſſus.*

Senlis va tenir l'Aſſiſe à Cõpiengne: & s'il a empeſchement, le Lieutenant particulier la tient. A laquelle Aſſiſe reſſortiſſent les Preuoſts qui ſenſuiuent. Ar. 65. *Primò*, † le Preuoſt forain de Cõpiengne, qui eſt Iuge ordinaire & Preuoſt Chaſtelain, cõme le Preuoſt forain de Senlis. Ar. 66. Le Preuoſt de l'exẽptiõ de Pierre-fons, qui tient ſon ſiege audit lieu de Compiengne, qui eſt pareillement Iuge ordinaire ſur les ſuiets. Ar. 67. Et †† à entendre que c'eſt de l'exẽption de Pierre fons, & dudit Preuoſt qui tient ſon Siege audit Compieng. cõme le Preuoſt ordinaire. Il eſt vray que quand le Duché de Vallois fut donné au Duc d'Orleans par * empanage, pluſieurs Egliſes, qui eſtoient de fondation Roial audit Duché de Vallois s'oppoſerẽt que leurs terres & Seig. demouraſſent ſuiettes audit Duché de Vallois: parquoy fut fait ceſte ordonnance d'y cõmettre vn Preuoſt pour le Roy des terres exẽptes & amorties, & meſmemẽt des terres aſſiſes en la Chaſtellenie de Pierre-fõs, qui eſtoit & eſt la pluſpart dudit Duché, & où il y a plus d'Egliſes Roiales: fut aſſis & ordonné le Siege du Preuoſt des exempts à Cõpieng. cõme la plus prochaine ville du Roy. Et au regard d'autres Egliſes & terres exẽptes de ceſte de Senlis, elles demeurent nuement de la Preuoſté de Senlis: & encores en iouiſt le Roy paiſiblement, cõme auſſi fait-il de toute l'exemption de Pierre-fons. Ar. 68. Le Preuoſt de la ville de Compieng. a pareille iuriſdictiõ que le Preuoſt de la ville de Senlis, & reſſortit à ladite Aſſiſe de Cõpieng. Ar. 69. Le Preuoſt de Marigny & le Preuoſt de Thorote pareillement reſſortiſſent à ladite Aſſiſe. Auquel lieu de Thorote, le Preuoſt de Cõpieng. tient ſiege & iuriſdictiõ, chacune ſemaine le Ieudy, & toutes les appellations de tous Iuges, Sergẽs & Officiers ſubalternes reſſortiſſent à ladite Aſſiſe Ar. 70. A Ponthoiſe y a pareillement Lieutenant particulier, & y eſt tenue Aſſiſe par le Lieutenant general, cõme és autres Chaſtellenies. Ar. 71. A ladite Aſsiſe reſſortiſſent le Preuoſt Vicõtal de Ponthoiſe, cõme Iuge Chaſtelain. Art. 72. Le Preuoſt & Maire dudit Põthoiſe, qui eſt Moyenne & Baſſe Iuſtice, cõme les autres. Art. 73. Le † Preuoſt de Villeneufue le Roy & tous les Iuges, Sergens & Officiers de toutes les Iuſtices ſubalternes, reſſortiſſent auſdites Aſsiſes: & n'en a point le Preuoſt de cognoiſſance. Art. 74. Le Preuoſt Vicõtal de Ponthoiſe, eſt Preuoſt en garde en Office: & n'eſt tenu paier aucuns deſpens, ainſi que dit eſt du Preuoſt de Senlis, & a cognoiſſance des Nobles & autres matieres a luy attribuees par Edict ſpecial a luy attribué par le Roy & verifié en la Cour de Parlement à Paris. Article ſeptante cinq. Sous la Chaſtellenie de Ponthoiſe, y a la Chaſtellenie de L'Iſle-Adam: en laquelle y a Aſsiſe & Reſſort, & ont cognoiſſance de leurs ſuiets par appellations, comme les autres Baillifs, dont cy deſſus eſt fait mention, qui ſemblablement iugent au peril de telle amende, que les autres Baillifs & reſſortiſſent à ladite Aſſiſe de Ponthoiſe. Art. 79. Audit Chaumont, y a ordinairement Lieutenant particulier, comme és autres Chaſtellenies: & y va pareillement le Lieutenant general tenir Aſsiſe, s'il n'a empeſchement: ſous laquelle Chaſtellenie ſont les Preuoſts & Baillifs qui ſenſuiuẽt. Ar. 80. *Primo*, le Preuoſt forain de Chaumõt, eſt Iuge ordinaire & Preuoſt Chaſtelain, & a vn Siege au village de Maigny: pource qu'vne portion du pays, nõmé à preſent l'eſcroiſſemẽt de Maigny eſt de preſent, & de lõg tẽps adioinct auec & ſous ladite Chaſtellenie de Chaumõt, à cauſe que ceſt loing de Senlis, & qu'on en veut faire Preuoſté & ſiege à part. Ar. 81. Le †† Preuoſt de la ville de Chaumõt a Moyẽne & baſſe Iuſtice, comme les autres de Sẽlis & Cõpiẽg. & reſſortit à ladite Aſsiſe. Ar. 82. Le Baillif de la Roche-guyõ eſt ſous la Chaſtel. de Chaumõt, & y reſſortit en aſsiſe & iuge ſous tel peril de l'amẽde cõme les autres Baillifs chaſtelaĩs dudit bailliage de Sẽlis. Ar. 83. Ledit Baillif à ſon aſsiſe & reſſort a cognoiſsãce de ſes Preuoſts, Serg. & ſuiets en telle cõdition & ainſi que cy deſſus eſt declaré tãt en amẽde, que des deſpẽs. Ar. 84. Au Cõté de Beaumõt ſur Oyze, y a Baillif, qui a ſes Lieutenãs & autres Officiers pour le Roy:

† *Sur les 65. & 66. Art. le Preuoſt de l'exẽptiõ de Pierre fons & le Procu. du Roy en la Chaſtellenie de Cõpiengne ont dit que non ſeulemẽt ladite Preuoſté a eſte ordonnee audit Cõpieng. pour les Egliſes & exempts de la iuriſdiction & Duché de Vallois (pource que ſeulement au tẽps de la creation de ladite Preuoſté, ledit Duché eſtoit baillé par empanage & hors la main du Roy) mais a eſté ladite Preuoſté ordõnee auec le ſiege d'iceluy audit Compiẽg. par le Roy cõme perpetuelle, par donation dudit S. & priuilege ſpecial. Et pour ce ont proteſté que le contenu eſdits Art. en ce qu'ils pourroiẽt contenir choſe preiudiciable audit Office & priuilege qu'il ne peut preiudicier aux Preuoſts n'aux droicts, Ordonnance, Siege de ladite Preuoſté & ſituation d'icelle. Surquoy a eſté dit que de ladite proteſtation ils auroiẽt acte.*

†† *Le Preuoſt de la Ville de Compieng. à dit auoir autre iuriſdiction, droicts & preeminence de la ville de Cõpiẽg. que le Preuoſt de la ville de Senlis: par ce qu'il a maintenu auoir en ladite ville de Compiengne droict de Haute Iuſtice, auec cognoiſſance de toutes matieres indifferemment entre les habitans d'icelle: & en eſtre en poſſeſſion immemoriale. Ce qu'a denié le Preuoſt forain dudit Senlis: qui au contraire a maintenu le droict de Haute Iuſtice luy appartenir: auec la cognoiſſance de toutes matieres, meſmes des matieres reelles entre les habitans d'icelle: Sur lequel different auons declaré que n'en voulons prendre cognoiſſance n'en terminer: & qu'ils euſſent à eux pouruoir pardeuant le Baillif de Senlis ou ſon Lieutenant, ou en la Cour, comme ils verroient eſtre à faire.*

* *Aliàs, Appanage.*

† *Sur le 73. Article a eſté remonſtré par les Officiers du Roy en la ville de Ponthoiſe, que le lieu de Villeneufue le Roy, a eſté vendu par ledit Seigneur à faculté de rachat perpetuel, à Thomas Turquan: & pource de preſent eſtoit Iuſtice ſubalterne.*

†† *Sur le octante-vnieſme Article, André Bouer Preuoſt de la ville de Chaumont, a dict qu'a cauſe dudit*

Source : BIU Cujas

Office il à droict de Haute Iuſtice, en la ville de Chaumont, & ſur les habitans qui y ſont demourans & ſuiets. Le Procureur audit Chaumont pour ledit Seigneur, & les deleguez & comparans par deuant nous pour les Eſtats de ladite ville, ont eſté ouys & ont declaré qu'ils n'ont aucun intereſt, au conſentement dudit Preuoſt forain, & ſe rapportent aux parties de connoiſtre entre elles pour raiſon dudit droict, comme elles verront eſtre à faire. Et ſur ce Noble homme Charles de Peleué, dict Malherbes, ſeigneur de Ioy, & de la Tour au Beſgue, s'eſt oppoſé, à ce que ledit Preuoſt de la ville de Chaumont, ait droict de Haute Iuſtice en ladite ville: parce qu'anciennement ladite Prouoſté n'eſtoit que Mairie, aiant ledit Preuoſt de ville, Moyenne & Baſſe Iuſtice en icelle, ainſi que le Preuoſt de la ville de Senlis, & non plus: proteſtant que le conſentement cy deſſus fait par ledit Preuoſt forain de Chaumont, au Preuoſt de la ville dudit lieu, dudit droict de Haute Iuſtice, ne luy peut preiudicier: parce qu'il a maintenu qu'à cauſe de ladite Seigneurie de la Tour au Beſgue il à tout droict de Iuſtice, Haute, Moyenne & Baſſe audit Chaumont, & pluſieurs lieux tant ſur les voiries à luy appartenans, que ſur les hoſtes & ſuiets & dependances de ladite Seigneurie: meſmes ſur les vendans & achetans marchandiſes audit Chaumont pour le droict de Couſtume dudit lieu à luy appartenant. Auſſi M. Martin Thierry Procureur des Doyen Chanoines & Chapitre de ladite Egliſe, ont faict pareille proteſtation que ledit Peleue, pour pluſieurs terres, fiefs, Seigneuries, droicts, priuileges, franchiſes & libertez qu'ils ont dit auoir & leur appartenir. Pareillement le Preuoſt forain dudit Senlis a proteſté que ledit conſentement fait par ledit Preuoſt forain de Chaumont au Preuoſt de la ville dudit lieu, quant au droict de Haute Iuſtice, ne preiudicier aux droicts à luy appartenans, à cauſe de ſondit office, & au different qu'il en a à l'encontre du Preuoſt de la ville de Senlis, lequel Preuoſt de la ville de Senlis a proteſté au cõtraire que le conſentement deſſuſdit peut valoir & ſeruir aux droicts de ſondit office & ſur leſdits differens. Surquoy a eſte par nous ordonné que tant du conſentement & declarations faictes par ledit Preuoſt forain de Chaumont au profit du Preuoſt de la ville dudit lieu, que des proteſtations cy deſſus contenues, les parties deſſus nommees auront acte.

& a droict d'Aſſiſe, où reſſortiſſent le Preuoſt Royal dudit Beaumont, enſemble les appellations des Sergens, auec les Baillifs, Chaſtelains & Iuges ſubalternes dudit Comté. Art. 85. Dudit Comté ſont les Chaſtellenies de Perſent & Meru, reſſortiſſant par appel en l'Aſſiſe dudit Beaumont: les Baillifs deſquelles Chaſtellenies iugent à peril d'amende, & ſont tenus ſouſtenir leur iuge, comme deſſus. Art. 86. Le Baillif de Senlis ou ſon Lieutenant, tient pareillement Aſſiſe audit Creil: à laquelle reſſortit le Preuoſt de Creil: qui a toute cognoiſſance ordinaire: pource qu'il eſt ſeul Preuoſt. Art. 87. Auſſi y a aucunes Mairies Royales, S. Queux & autres, en maniere de Sergens Fieffez, & n'eſt pas grand choſe: & les Seigneurs ſubalternes reſſortiſſent à ladite Aſſiſe: & illec n'y a autres Sergens que ceux que commet le Sergent fieffé par priuilege qu'il a: mais il n'en peut commettre que iuſques au nombre de trois: c'eſt à ſçauoir deux à cheual, & vn à verge qui ſont inſtituez par le Baillif de Senlis ou ſon Lieutenant, & tenus & reputez Sergẽs Royaux. Art. 88. Les hommes de Fief de ladite Chaſtellenie ſont aſſiſtans & iugeans pour ledit Baillif à leurs perils de telle amende que les autres dont deſſus eſt parlé: pource que depuis aucun temps, comme deux cens ans ou enuiron, ladite Chaſtellenie a eſté re-vnie en la main du Roy. Et au temps qu'vne partie eſtoit en la main de feu Meſſire Portus de la Vercines, qu'on dit qui confiſqua, leſdits hommes de fief y eſtoient tenus ſeruir: & depuis y a ainſi eſté continué. Art. 90. Châbly eſt vn petit ſiege, où ledit Lieutenant va tenir Aſſiſe, & y a auſſi Lieutenãt particulier ordinaire ſur le lieu. Art. 91. A l'Aſſiſe de Chambly, reſſortit le Preuoſt dudit Chambly, ſes Sergens & aucuns ſuiets de ladite Seigneurie, qui eſt de petite eſtendue. Art. 92. Ladite Seigneurie de Chambly appartient en vſufruict aux Religieuſes dudit Moncel, & au Roy en proprieté, pour les cauſes & ainſi qu'il eſt dit cy deſſus, touchant la Seigneurie de Pont-poing. Tit. 3. Art. 93. Au † Seigneur Chaſtelain, outre vn Haut Iuſticier, appartient Aſſiſe & Reſſort de ſes Preuoſts ou Gardes de Iuſtice, ſes ſuiets par deuant ſon Baillif en cas d'appel & autrement par reformation.

† *Sur l'Ar. 91. Voyez ce qui a eſté mis cy deſſus au Titre 4.*

CLERMONT Tit. 17. Art. 199. Nul †† Seigneur dudit Comté n'a aucune Aſſiſe ne Reſſort, ſinon le Comte dudit Clermont qui a accouſtumé les faire tenir par ſon Baillif d'vn an à autre: & à ladite Aſſiſe ſont tenus comparoir, quand ils y ſont ſuffiſamment adiournez, tous les vaſſaux tenans en plain fief au Chaſteau dudit Clermont. Art. 200. Leſquels † Vaſſaux doiuent à leurs perils & fortunes faire les iugemens éſdites aſſiſes, enſemble en tous autres cas, tant criminels que ciuils: dont les proces ſont faits par ledit Baillif: Gouuerneur ou ſon Lieutenant. Tit. 10. Art. 205. Les †† appellations faites des Preuoſts & tous autres Iuges ſubalternes dudit Comté, reſſortiſſent de plein droict à l'Aſſiſe dudit Clermont, qui ſe tient & a accouſtumé de tenir audit Clermont par M. le Bailly, Gouuerneur ou par ſon Lieutenant. Art. 206. Ladite Aſſiſe ſe doit publier audit Clermont, & pareillement és chefs lieux des Chaſtellenies d'icelle Comté, ſix ſemaines deuant qu'elles ſe tiennent: à ce que nul n'en pretende cauſe d'ignorance. Art. 207. Tous les hommes & Vaſſaux dudit Comté de Clermont, ſont tenus de comparoir en perſonne en icelle Aſſiſe, ou Procureurs ſuffiſamment fondez pour eux ſur peine de defaut, qui eſt de x. ſols Par. d'amende pour chacun iour: qui a accouſtumé ſ'appliquer aux fraix de ladite Aſſiſe. Art. 208. A ladite aſſiſe M. le Baillif

†† *Voyez ce qui a eſté mis cy deſſus ſur l'Ar. 198. au Titre 4.*

† *Maiſtre Nicole Goſſet pour le Seigneur de Roye. Petit pour ledit Seigneur de Bouffiers, & encores pour les Religieux, Abé & Conuent d'Ourcamps pour Guy du Bois Seign. de S. Remy & Charles de Voignacourt Seig. d'Auuergny, & pour M. Florét.*

Source : BIU Cujas

Gouuerneur peut reformer leſdits vaſſaux, leurs Iuges ou Officiers de tous abus & malefices qu'ils auroient ou pourroient auoir faict de leur Iuſtice ou autremẽt au preiudice d'autruy, & ſur ce les corriger ſelon l'exigence des cas. Articl. 209. Peut auſsi reformer Chaſtelains, Greffiers ou Sergens des abus qu'ils pourroient auoir faict en leurſdits Offices ou autrement: & les corriger à la raiſon, en la maniere que les autres y prennent exemple. Art. 210. Peuuent en ladite Aſsiſe reformer & corrigertous ſtils, vſages & abus tant ſur le faict de la Iuſtice, que ſur les meſtiers, marchandiſes & autrement: pour le bien & entretenement de la choſe publique.

AMIENS Tit. 11. Art. 234. Les † Preuoſts Royaux du Bailliage d'Amiens, qui ſont viii. en nombre, ſuiets & reſsortiſsans au Siege du Bailliage d'Amiens, ne peuuent prendre cognoiſsance de quelque matiere criminelle, ne de cas priuilegiez criminels ou ciuils: pour leſquels ils ont la capture des delinquans: mais ſont tenus les enuoyer par deuers le Baillif ou ſon Lieutenãt, à ſçauoir les Preuoſts de Beauqueſne, Dourlens, S. Riquier, Vimeu, Foulloy, Beauuoiſis & Amiens, en ſon Siege principal en la ville d'Amiens: & le Preuoſt de Monſtreuil a ſon ſiege de Monſtreuil: & ne peuuent leſdits Preuoſts mulcter aucun de peine ou amende pecuniaire excedant lx. ſols.

MONSTREVL Art. 2. Nul ne peut eſtre pourſuiuy pardeuant le Preuoſt de Monſtreul ou ſon Lieutenant en action perſonnelle non priuilegiee par ſimple commiſsion, à la demande, pour moindre ſomme que de xx. ſols Par.

Dubuiſſon Seigneur de Beronnel: ledit Filleau pour les Dame & Seigneur de Remy Gournay & Moyenuille: & pour Damoiſelle Geneuiefue du Bois, Dame dudit Gournay en partie: M. Pierre de Hacqueuille Conſeiller du Roy en ſa Cour de Parlement & Seign. d'Ons en Bray: Antoine de Rauenel Seigneur de Rantegny, & de Foulleſences Louys d'Onguyes Seigneur d'Eſtoy & de Mery, Guy de Belloy Seigneur de Rouuillier: François de Breueil Seigneur de Gicourt, Lix & Boullancourt: Maiſtre Iean Bocart, Seigneur du Nonroy: M. Gabriel du Vergier, Seigneur de Rotheleu: ledit de Vaulcourt Procureur audit Siege de Clermont pour Meſsire Iean de Humieres Cheualier Seigneur de Roquenquerolles & de Nointel, pour les Religieux Abbé & Conuent de Froiſmont: L'Alle pour Nicolas Popillon, Seigneur d'Anſac: Gayant pour M. Pierre Bochart Seigneur d'Ons en Bray en partie: & par Vaſts de Hedouuille Seigneur d'Anuiller, ſe ſont tous oppoſez à la publication de l'Art. 200. diſant qu'ils ne ſont tenus aſsiſter eſdites Aſsiſes pour iuger à leurs perils & fortunes ny autrement les matieres & proces d'entre les parties, ſoient ciuils ou criminels, & ne fut onc ladite Couſtume practiquee: auſsi que le Roy doit faire Iuſtice à ſes deſpens, par les Officiers: leſquels ne iugent à preſent à peril d'amende, empeſchans pour ces cauſes ledit Art. eſtre mis au cayer deſdites Couſtumes, comme n'ayant eſté en aucun ancien liure Couſtumier qui fut authentique. Et par les gens du Roy a eſté dit que ledit Art. eſt l'ancienne Couſtume de tout temps obſeruee audit Clermont toutes & quantesfois que par le Bailly, Gouuerneur du lieu, ont eſté tenues les Aſsiſes, & comme ancienne eſt eſcrite és liures Coſtumiers audit Comté: ſont leſdits hommes vaſſaux tenans du Chaſteau dudit Clermont tenus faire les ingemens à leurs perils & fortunes, des procés ciuils & criminels: & doiuent ceſte ſeruitude au Comte de Clermont ſeigneur ſuperieur & dominant à cauſe de leurs fiefs. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demeurera audit Couſtumier par prouiſion, comme il git: & que pour faire droit auſdites parties ſur leurs cauſes d'oppoſition & reſponſes, les auons renuoyees à la Cour: & neantmoins pendant leur different, chacunes deſdites parties iouyront de leurs droicts pour le regard dudit Art. comme ils ont acconſtumé faire par cy deuant.

†† *Ledit Goſſet pour ledit de Roye: Filleau pour leſdits Seigneur & Dame de Remy, Gournay & Moyenuille: Petit pour ledit de Boufflers ſe ſont oppoſez à la publication dudit Art. pour les cauſes cy deſſus deduites: & par les gens du Roy a eſté ſouſtenu comme deuant: leſquelles parties auons renuoié à la Cour pour leur faire droict ſur leurs differens: & neantmoins ordonne que par prouiſion l'Art. 205. demeurera comme il giſt par l'aduis des Eſtats, apres ce que par eux a eſté recongnu pour ancienne Couſtume.*

† *Les Maieur Preuoſt & Eſcheuins d'Amiens ont perſiſté à leur ancienne oppoſition, ſouſtenans qu'ils ſont Iuges Royaux à cauſe de la Preuoſté d'Amiens annexee & incorporee auec la Mairie & Eſcheuinage, & cõme tels ſont capables & peuuent cognoiſtre de toutes matieres criminelles: excepté de meurtre & rapt, & ne payent aucune choſe pour la conduite des Priſonniers en la ville de Paris, ne pour les ramener audit Amiens: & qu'ils peuuent condamner en plus grandes amendes que de lx. ſols Par. Et par le Cardinal de Crequy comme Eueſque d'Amiens, & du Gard pour ledit Vidame d'Amiens a eſté perſiſté à l'oppoſition de leurs predeceſſeurs faite ſur l'ancien Article en l'an 1507. diſans que leſdits Eueſques & Vidame ſont en partie Seigneurs de ladite ville d'Amiens, & y ont leurs Officiers & en ceſte qualité ont part aux amendes qui ſont adiugees & ſadiugent ordinairement en ladite ville par leſdits Maire, Preuoſt & Eſcheuins: leſquels peuuent condamner les malfaicteurs en plus grandes amendes, & ont cognoiſſance de tous cas & delicts: meſme du crime de fauſſe monnoye, dont ils ſont fondez par pluſieurs Arreſts. Et par leſdits Preuoſts de Beauqueſne, Foulloy, S. Riquier, Dourlens, Vimeu & Beauuoiſis, a eſté dit qu'ils ſont fondez en l'Edict de Cremieu: par lequel ils peuuent cognoiſtre de toutes matieres criminelles, comme il eſt contenu plus au long audit Edict: à ceſte cauſe ſ'oppoſent auſdits Articles. Et par la Nobleſſe a eſté dict qu'ils empeſchent, que leſdits Preuoſts cognoiſſent de matieres criminelles, diſans qu'au Baillif d'Amiens ſeul priuatiuement auſdits Preuoſts, appartient de cognoiſtre deſdites matieres criminelles. Et par l'Aduocat du Roy a eſté remonſtré pour le regard de l'oppoſition des Maire, Preuoſt & Eſcheuins, qu'en leur oppoſition de l'an 1507. ils n'auoient prins ladite qualité de Iuges Royaux: laquelle auſsi ne ſe pouuoit ſouſtenir: parce que de tout temps la Iuſtice des Maire & Eſcheuins a eſté diſtincte & ſeparee de celle de la Preuoſté: & pour ce monſtrer euidemment a dit qu'il eſt notoire qu'il y a diuers Iuges, Greffiers, Sergens & diuers iours & heures pour tenir leurs plaidoyez & exercer leurſdites Iuſtices en chacune deſdites Iuriſdictions: ioinct que la Preuoſté d'Amiens a eſté baillee à ferme par le Roy auſdits Maire & Eſcheuins & que leſdits Maire & Eſcheuins ſont purs Iuges patrimoniaux a ceſte cauſe a empeſché & empeſche ladite qualité de Iuges Royaux. Et quant auſdits Preuoſt de Beauqueſne & Lieutenant particulier cy deſſus nommez, qui ſont Iuges ſubalternes & reſſortiſſans par appel audit Bailliage d'Amiens de tout temps & d'ancienneté: meſmes par la Couſtume generale d'Amiens, vſances & anciens titres d'icelle Preuoſté, ne peuuent cognoiſtre de matieres criminelles & condamner en amende plus grande de lx. ſols Par. & que ſi leur oppoſition auoit lieu, ce ſeroit rendre inutile l'eſtat & office du Baillif d'Amiens ou ſon Lieutenant, & du tout eneruer & abolir la iuriſdiction du Bailliage: laquelle anciennement & auparauant que le Reſſort d'Artois & Bailliage de Heſdin fut perdu, eſtoit l'vn des beaux Sieges & d'auſsi grande eſtendue & reſſort, qu'il y euſt ſous la Cour de Parlement de Paris: que ce n'eſtoit d'auiourd'huy que leſdits Preuoſts ont voulu ainſi augmenter leurs Iuriſdictions, au preiudice de celle du Bailliage: mais ſi toſt que les Officiers du Roy audit Bailliage ont eſté*

Source : BIU Cujas

outs, & que la Couſtume generale dudit Bailliage a eſté donnee entendre à Meſſeurs du Conſeil, leſdits Preuoſts n'ont obtenu à leurs intentions: meſmes y a eu lettres de declaration du Roy pour l'entretenement & conſeruation de ladite Couſtume contre ledit Edict de Gremieu enterinees en la Cour de Parlement, ouy ſur ce le Procureur general du Roy: & Arreſt contradictoirement donne entre ledit Bailly d'Amiens ou ſon Lieutenant & leſdits Preuoſts en l'an 1538. par leſquels leſdits Preuoſts ont eſté declarez non recenables à l'oppoſition par eux formee à l'enterinement deſdites lettres de Declaration. Et outre en l'an 1554 ſur l'entierinement de certain Edict donné à Laon à l'aduantage & amplification de la Iuriſdiction deſdits Preuoſts y euſt lettres de declaration du Roy donnees en ſon Conſeil priué obtenues à la pourſuitte, inſtance & requeſte des Maire, Preuoſt & Eſcheuins d'Amiens publiees & enregiſtrees en la Cour de Parlement. Par ces moyens & auſſi pour l'inconuenient qu'aduiendroit au public, ſi l'oppoſition deſdits Preuoſts auoit lieu, eſtans les Sieges deſdits Preuoſts aſsis en lieux champeſtres, & la pluſpart au dela la riuiere de Somme, ou n'y a priſons pour tenir ſeurement les priſonniers: & que cela redonderoit à la grand diminution & ruine de ladite ville d'Amiens capitale dudit pays: requiert que ladite Couſtume generale ſoit entretenue. Surquoy auons donné auſdits Cardinal Eueſque d'Amiens & Vidame d'Amiens acte de leurs oppoſitions, & declaré que n'entendions preiudicier à leurs droicts particuliers, dont ils ont tiltres & poſſeſſions immemoriales. Et quant aux autres oppoſitions auons renuoyé les parties en la Cour, au lendemain de la S. Martin. Et cependant ordonné que ledit Art. aura lieu: & neantmoins enioint auſdites parties de garder les Edicts, Ordonnances & Arreſts ſur ce donnez entre elles, ſans aucune choſe innouer: le tout par maniere de prouiſion, iuſques à ce qu'autrement en ait eſté ordonné par le Roy ou ladite Cour.

THEROANNE Tit. 2. Art. 6. Quiconques eſt Eueſque dudit Theroanne, à cauſe de ſondit Eueſché, eſt ſeigneur ſpirituel & temporel de ladite ville, fros, flegards, chemins, voiries & abordement d'icelle: en laquelle, enſemble, en toutes ſes autres terres à luy appartenans à cauſe de ſondit Eueſché, il a toute Iuſtice, Haute, Moyenne & Baſſe, ſous le Roy noſtre Sire & Amortiſſement real: & dont les Baillifs & Eſcheuins du haut banc, ont la police & gouuernement d'icelle ville. Et ſi a ledit Eueſque à preſent en ſes mains, la terre & Seigneurie de Marlers, où il a Preuoſt & Eſcheuins, vſans de pareille Couſtume que ladite Regale. Art. 8. Pour ledit Eueſque & le bien public de ladite vile & auſſi pour corriger tous delicts ſelon les Ordonnances, ſtatuts & Edicts de ladicte ville, ſadiugent deux fois l'an les francs plaids d'iceluy Seigneur tenir: leſquels ſe publient & ſe tiennent comme de tout temps on a accouſtumé, & eſquels à la generale accuſation du Procureur dudit S. Eueſque, enſemble ſur les depoſitions & autres productions deſdits ſtatuts & Edicts de ladite ville, ſans euoquer particulierement les delinquans, ſ'il appert des delicts: ce faict, eſt donnee par iceux Eſcheuins, à la coniure dudit Bailly ou ſon lieutenant, ſentence par eſcrit ſur chacun attaint & conuaincu, ſans autrement l'ouyr, n'eſtre appellé ſur la condemnation ou taxation d'amende, telle que par raiſon ils ont trouué qu'ils ont forfait: laquelle ſe publie le iour des Arreſts deſdits francs plaids: qui ſe tiennent à ſçauoir le lundy pour preſentation, le Mardy pour les informations, le Mercredy pour ledit iour des Arreſts: & apres icelle publication ainſi rendue, ſe baille en double, ſous le ſeing manuel du Greffier dudit Bailliage, la copie dudit Regiſtre deſdites condemnations: à ſçauoir vn double au Greffier dudit Eueſché & vn autre au Vicomte de Theroanne: & ſi ordonnance nouuelle eſt faite auſdits francs plaids ſur le faict de police, le Greffier en Bailliage en baille le double audit Procureur, afin d'accuſer les contreuenans.

S. POL Tit. 2. Art. 28. Tous Seigneurs aians Iuſtice & Seigneurie, & qui ont homme de fief ou Cottiere, qui tiennent d'eux, à la charge de ſeruir les plaids dudit Seigneur, iceux hommes doiuent faire les e iugemens, appointemens & ſentences des cauſes & matieres criminelles ou ciuilles pendans & eſtans en la Iuſtice, deſdits Seigneurs, à leurs deſpens: en telle maniere que ſi ainſi aduenoit que leſdits hommes euſſent mal iugé ou appointé, ils commettent & eſcheent vers leſdits Seigneurs, dont ils tiennent leurs fiefs, en amende de lx. ſols Par. Art. 31. Quand vn Seigneur a vn ou pluſieurs fiefs, & en iceux il y a Haute Iuſtice, Moienne & Baſſe en vne ville, village ou Banlieuë: & qu'en iceluy lieu, il y ait Maieur & Eſcheuins, tel Seigneur n'a aucun droict ſur les flegards, n'au deuant des tenemés de ſon fief: mais appartiennent auſdits Maieur & Eſcheuins & au Seigneur, ſur leſquels ils ſont fondez tant ſeulement: & par icelle Couſtume, nul Seigneur Vicomtier n'a aucun droict ſur les flegards à l'encontre du Haut Iuſticier: ne pareillement vn Vaſſal ne peut auoir aucune Seigneurie ſur flegards, à l'encontre & endroit de ſon ſouuerain.

PONTHIEV Tit. 4. Art. 81. Vn chacun homme Feodal aiant Iuſtice & Seigneurie ſoit Haute, Moyenne ou Baſſe, en ſon fief & terre, peut & luy loiſt exercer & faire exercer ſa Iuſtice, & renir ſes plaids en & par tout ſondit fief & terre, & en tel lieu d'icelle ſa terre qu'il luy plaiſt. Et ſi ceſt Seigneur qui ait Hommes Feodaux ſous ſoy, pour ſur leurs Fiefs & Arrierefiefs, & ſur les cottieres de ſa Iuriſdiction tenir & faire tenir ſes plaids & exercer ſa iuriſdiction, ſans ce que

e Voyez cy deſſous le Tit. 24. de ceſte Conference, & le Tit. 1. és Additions partie ſecõde.

Source : BIU Cujas

le Vassal ou tenant, le puisse empescher ou y contredire: supposé qu'iceux tenans eussent en leurs dicts Fiefs & Tenures, Iurisdiction telle & semblable, que leurdit Seigneur, duquel ils tiendroient. Titre 12. Article 184. Les Baillifs peuuent iuger d'eux mesmes & decider toutes matieres meües à leurs cours, ou les faire iuger par les hommes liges de leurs Bailliages, quand ce sont proces par escrit. Et lesdits hommes liges sont tenus & sont contraincts à leurs perils & fortunes, & à leurs despens de consulter lesdits proces, soient criminels ou ciuils: & bailler au Bailly la Sentence ou Dictum: lequel Bailly doit prononcer la Sentence ou Dictum, au iugement d'iceux hommes liges.

S. PIAT Article 10. Lesdites Seignouries particulieres dudit Preuosts desdicts vi. francs prebendez & des autres particulierement prebendez de ladite Eglise, combien que les heritages en dependans sortissent nature d'heritage, & que l'od sy regle en leur Iustice Vicomtiere en autre cas selon la Coustume generale de nostre Chastellenie de Lille, sortissent neantmoins par appel en premiere instance par deuant lesdits Bailly & Escheuins, de ladite Eglise, comme Seigneurs superieurs: & ont lesdits Bailly & Escheuins la cognoissance, de la Hauste Iustice sur lesdits prebendez, comme Vicomtiers dependans de ladicte Eglise.

BOVLLENOIS Tit. 1. Art. 1. En la Comté de Boullenois le Roy a vi. Abbayes à sçauoir en la ville de Boulongne l'Abbaye de Nostre-Dame, & l'Abbaye de S. Vvillemer, l'Abbaye de S. Samer au bois, l'Abbaye de Longuilliers, l'Abbaye de Dodeauuille, & l'Abbaye de BEAULIEU. Art. 2. Quatre Prieurez à sçauoir Rumilly, le Cote, le Vvast, BEUSSEN & Herly. Art. 3. Et y a encores Conuent de Chartreux de Nostre-Dame des Prez à Neufuille, & vn Hospital nommé S. Ingleuert. Art. 4. Et aussi le Comté de S. Paul tenue du Roy, à cause de son chasteau de Desurene, des appendans dudit Comté de BOULLENOIS. Art. 5. Plusieurs terres & Seigneuries appartenans à plusieurs Abbayes & Eglises, dont les chefs lieux sont situez hors la Iurisdiction dudit Comté de BOULLENOIS. Lesquels pays par la coustume ont leurs causes commises par deuant le Seneschal de BOULLENOIS, Iuge prouincial dudit pays. Article 6. Audit Comté, y a xii. BARONNIES: à sçauoir les BARONNIES d'Ordre, Dengodsens, Lyanne, Dondeauuille, Thiébronne, BEINTHUN, BELLEBRONNE, Collambert, Courslet, Hesdigneux, Disacre & BARUIEULLES: dont est deu par la Coustume Reliefau Roy, de x. liures Par. & xx. sols Par. pour le Chambellage. Article 7. Quatre Perries, à scauoir, L'enseigne & Gouffanier, la Mareschaucee & la BOUTILLIERE de BOULLENOIS: pour chacune desquelles est deu au Roy, cent sols Par. de Relief & le tiers de Chambellage. Art. 8. Audit Comté y a quatre Chastellenies, tenues du Roy: à sçauoir Fiennes, Thingry, Longuilliers & BESLE: desquelles est deu comme dessus. Art. 9. Audit Comté a le Roy, la Seneschaucee de BOULLENOIS, Iustice principal dudit pays, cognoissant le Seneschal de BOULLENOIS, de toutes causes & matieres en premiere instance dudit Cõté, ressorts & enclauemens: sauf le renuoy aux S. & Iustices inferieures des choses dont leur appartient la cognoissance. Et y a audit Comté, viii. bailliages Royaux: à scauoir BOULONGNE, Oultreciue, Vvissent, & Londefort, qui est vn seul office exercé par vn seul baillif. Art. 10. Les bailliages d'Estappes, L'eschocquet, & BELLEFONTAINE par vn seul office: & le bailliage de Desurene. AR. 11. Lesquels baillifs sont Iuges en premiere instance, tant en ciuil, qu'en criminel, des matieres des roturiers, & autres dont ils ont accoustumé cognoistre: sauf les matieres priuilegiees ressortissans par la coustume en cas d'appel par deuant ledit Seneschal. ART. 12. En ladite Comté y a v. Villes de Loy priuilegiees, qui ont Maieurs & Escheuins, qui ont cognoissance du faict politique & de toutes matieres suruenans aux BOURGEOIS ressortissans semblablement par appel pardeuant ledit Seneschal de BOULLENOIS. ART. 13. & 14. Audit Comté & des appendances y a v. villages enclauez au pays d'ARTOIS: à scauoir Nedonchel, Ligny, Tyremande, Vvetrehen, Rehy, & la Cense de Tatincloud, tenus du Roy, à cause de son Chasteau de Desurene: ressortissans par deuant ledit Seneschal en premiere instance és cas Royaux & priuilegiez: & aussi par appel des Sentences & iugemens donnez par les BAILLIFS, hommes & Iustices d'iceux villages & Seigneuries.

QVESQVE ART. 1. Ausdits S. Chanoines & Chapitre, a cause de leur ancienne fondation appartient ladite terre & S. de Quesquen: en laquelle ils ont toute Iustice, Haute, Moyẽne & basse, Bailly, Lieutenãt, Procureur d'office & receueur auec vn Preuost heredital, qui est tenu faire les exploits de Iustice, ou y commettre vn Sergent lequel Preuost a le tiers denier des droits Seigneuriaux, qui leur escheent par vendition de Fiefs ou cottieres d'eux tenus, ensemble le tiers des amendes.

MONDIDIER L. ART. 9. En † ladite Coustume, il y a de tout temps &

† Ces deux Ar.

9.& 10.furent preſentez par M.Romain Paſquier Preuoſt & Iuge ordinaire de ladite ville de Mondidier:& fut ordonné qu'ils ſeroient au Proces verbal,pour ſeruir & valoir ce que de raiſon,audit Romain & à ſes ſucceſſeurs audit Office de Preuoſt & Iuge ordinaire ainſi que de raiſon,& qu'ils ſe trouuera auoir eſté iouy au precedent par titre & poſſeſſion immemoriale:auſquels n'entendons aucunement preiudicier.

d'ancienneté Preuoſt & Iuge ordinaire en ladite ville & Preuoſté de Mondidier. Art.10. Auquel par ladite Couſtume, appartient iuriſdiction & cognoiſſance, en premiere inſtance ſur tous les hoſtes & ſuiets roturiers de ladite Preuoſté, ſoient ſuiets du Roy ou des Hauts Iuſticiers:leſquels ſuiuant ladite Couſtume ſont iuſticiables & ont de tout temps accouſtumé eſtre traictez & cõuenus en toutes leurs cauſes & actions,tant ciuiles,que criminelles, par deuant ledit Preuoſt, ſans preiudicier au Renuoy des ſuiets deſdits Hauts Iuſticiers.

CAMBRAY Tit.22.Art.1.Tous Seigneurs en ce païs de Cambreſis,aians Seigneurie,Bailly,Cour,Hommes de Fief,Maieur & Eſcheuins ont toute Iuriſdictiõ ſur leurs Seigneuries Haute,Moyenne Baſſe.

VALENCIENNES Tit.1.Art.1.Que le Preuoſt Iurez & Eſcheuins de noſtre ville de Valencienne auront ſous noſtre main à la coniure & ſemonce de nos Officiers,ainſi que cy apres ſera declaré,la cognoiſſance & iudicature de toutes matieres & actions criminelles,ciuiles,reelles,perſonnelles & mixtes:excepté cas de crime de Leze Maieſté,diuine & humaine,en tous leurs membres,& de nos Officiers & ceux de nos ſucceſſeurs. Art. 2. Que leſdits Preuoſts Iurez auront l'auctorité en preſence de noſtre Preuoſt le Comte ou ſon Lieutenant & à ſa ſemonce de faire ſtatuts & ordonnances concernant le faict & police de noſtre ville, tãt ſur les meſtiers que autres quelconques negotiations,les changer,alterer ou diminuer,comme ils voiront au cas appartenir, pourueu qu'ils ne nous toucheront ne nos ſucceſſeurs,ne noſtre hauteur, preeminence, placart, ordonnance & demaine. Art. 4. Que leſdits Preuoſts Iurez & Eſcheuins inſtituent & commettent chacun an,vn Preuoſt,Mayeur,Bourſier & xiii.hõmes leſquels auront la cognoiſſance & regard ſur le faict de la drapperie & ce qu'en depend, pour eux regler & conduire,ſelon & ainſi que cy apres ſera declaré. Art.7.Que ledit Preuoſt de la ville aura la cognoiſſance ſommiere & ſans figure de procés de toutes matieres & actions perſonnelles, non dependans d'Ayuvve ou realité,pour ſommierement ouyr les parties,& les appointer ſi faire ſe peut ſinon rendre ſon appointement, ou les renuoyer par deuers les Eſcheuins,ſes Pers & compagnõs ſelon qu'il trouuera conuenir,pour le bien & expedition de la Iuſtice. Tit. 4. Art.35. Les plaids genereux ſur le faict des claings ſe tiendront trois fois l'an,à ſcauoir Lundy, Mardy,& Merquedy apres le iour des Rois, dont les ſentences ſe rendront le lendemain du iour des cendres,les deuzieſmes à pareils iours de Lundy,Mardy & Merquedy,dont les ſentences ſe rendront le xv.iour de May,& les tierces & derniers le Lundy,Mardy & Merquedy apres la S.Remy, dont les ſentences ſe rendront le Vendredy apres la Sainct Andrieu. Artic.36. Auſquels iours de plaids genereux ſe peut & doit clamer de tous debteurs,non clerqz tonſurez, mais quant auſdicts Clercqz tonſurez l'on ſe pourra clamer d'eux en tout temps. Titre treize. Article cent quarante cinq. Noſtredite ville de Valencienne aura auctorité & preeminence du chef de Cens: à ſcauoir de donner aduis par forme de chef de Cens en pluſieurs bonnes villes & villages,ſituees en noſtre Cõté de Haynaut,Flandres Cambreſis,Tourneſis & ailleurs,ou ils ont accouſtumé le bailler. Art.147.Que ſi aucuns deſdites bonnes villes & villages dudit cheflieu veulent faire ou renouueller aucuns ſtatuts & loix,pour la police des lieux & bien publicq d'iceux,il conuient que leſdites Loix & ſtatuts ſoient veuz & viſitez,corrigez & approuuez, par les Preuoſt, Iurez & Eſcheuins de ladite ville de Valencienne.Et que apres ladite approbation ſeront les ſuiets d'iceux lieux tenus eux regler & conduire ſelon icelles loix & ſtatuts:ſauf que tels ſtatuts ne nous concernent en nos ſucceſſions,& qu'ils n'emportent effect de priuilege, ou autre choſe dependante de noſtre auctorité. Art.148. Leſdites loix & ſtatuts ſe font & renouuellent ſur clain,que font les Seigneurs,ceux de la Iuſtice,tous manans & habitans deſdits lieux,ou la pluſpart d'iceux.Et lequel claing eſt apporté auſdits Preuoſt,Iurez & Eſcheuins:leſquels ſur iceluy font leſdits loix & ſtatuts: leſquels ſe doiuent publier és lieux,pour leſquels ils ſont faicts, & en ſont eſcrits deux doubles,dont l'vn eſt mis aux fermes,& l'autre és mains du Seigneur.

§. POL EN ARTOIS Tit.2.Art.14.p.*a S.Pol.*28.De fiefs qui tiennent d'eux ſont chargez de ſeruice ou faire ſeruir &c. Tit.3. Art.10.Il loiſt au Seneſchal & Bailly dudit Comté ou ſon lieutenant,bailler toutes commiſſions de Iuſtice,tant

Source : BIU Cujas

executoires qu'autres ſur lettres obligatoires recognues ou paſſees par deuant Iuges Imperiaux ou autres Iuges ſouuerains.

S. Omer en Artois Tit.2.Art.19. Tous les ſuiets du Bailliage & Chaſtellenie de S. Omer, demeurans ſur les manoir amazez ou amazables eſtans ſur les fronts des rues, ſont tenus comparoir à la franche verité des Edecquines, qui ſe tiennent de vii.ans en vii.ans : ſans en pouuoir partir, iuſques apres que les Arreſts qui ſe prononcent ledit iour ſont vuidez: autrement chacun eſchet en amende lx.ſols Par. ſans autre ſommation ou pourſuite, ſ'il n'appert par eſpecial d'exemption. Art.20. Le Bailly de S. Omer ou ſon Lieutenant, preſens les hommes de Fief dudit Bailliage, peut par chacun an aller, ſur les Seigneuries & Iuriſdictions ſubalternes d'iceluy Bailliage, pour y tenir veritez au iour & lieu aſſignez, ſuiets deſdictes Seigneuries : auſquels iceux ſuiets ſont tenus comparoir ſans en partir, iuſques apres les Arreſts prononcez, ſur l'amende de lx ſols Pariſis.

f Voyez le Titre 21. de ceſte premiere partie cy deſſous.

Bar Tit.2.Art.42. La f cognoiſſance, iudicature & coërcion de tous cas priuilegiez appartiennent au Bailly de Bar ou ſon Lieutenant, & non à autres: reſerué ceux qui ont titres & poſſeſſions au contraire.

Normandie Chap.1.Art.10. Le Vicomte doit tenir plaids de quinzaine en quinzaine. En tenant leſquels plaids, il peut diligemment enquerir de tous crimes & en informer, pour l'information faite eſtre iugee par le bailly. Art. 16. Les Hauts Iuſticiers, ſoit qu'ils ſoient reſſortiſſans ſans moyen en la Cour ou autre lieu, ne peuuent tenir leurs pleds & Aſſiſes, pendant le temps que les Iuges Royaux tiennent leurs pleds & Aſſiſes dans leurs Vicomtez & Seigneuries : aux enclaues deſquelles leſdites Hautes Iuſtices ſont aſſiſes: & ſe regleront ſur le tẽps de la Meſſion, qui ſera baillee & declaree par les anciens Baillifs Royaux. Art. 18. Leſdits Hauts Iuſticiers ne peuuent vſer d'Arreſt ou empriſonnement ſur aucuns Officiers ou Sergens Royaux & ordinaires, qui exploicteront dans le deſtroict de leurs Hautes Iuſtices: & ne peuuent prendre cognoiſſance des fautes que leſdits Officiers & Sergens Royaux pourroient commettre en faiſant l'exercice de leurs Offices, en leurs Hautes Iuſtices. Mais ſ'ils vouloient pretendre que leſdits Officiers ou Sergens euſſent failly en leurs exploicts, ils ſe pourront plaindre au prochain Bailly Royal, qui en fera la Iuſtice. Art.19. Les Iuges des Hauts Iuſticiers reſſortiſſans par deuant les Baillifs Royaux, doiuent comparoir à deux Aſſiſes des Bailliages, où ils reſſortiſſent: c'eſt à ſçauoir, à celles qui ſe tiennent apres la Meſſion & à Paſques: auſquelles les Ordonnances doiuent eſtre leuës. Art.52. Le Bailly doit cognoiſtre de brief de ſur-demande que le vaſſal obtient, quand il pretend que le Seigneur luy demande plus grande rente ou redeuance qu'il ne luy doit. Article 53. Les Hauts Iuſticiers cognoiſſent auſſi dudit brief de ſur-demande entre leurs Vaſſaux, & non quand le brief eſt obtenu contre eux.

Tovrs Tit.1.Art.1. *A la fin.* Et †† doit faire tenir ſes Aſſiſes quatre fois l'an autrement & à faute de ce faire, le ſuiet pourra auoir ſon recours, au ſuperieur immediat, auquel audit cas ladite cauſe ſera deuolue. Tit.2.Art.39. *A la fin,* Et † ſera tenu le Moyen Iuſticier faire tenir ſes Aſſiſes quatre fois l'an : autrement le ſuiet aura ſon recours &c. Seigneur ſuperieur, où la cauſe ſera & demourera &c. Art.45. Le Haut Iuſticier eſt fondé de tenir ſes plaids de mois en mois: & ſes Aſſiſes quatre fois l'an. Art.46. Doit tenir ſes Aſſiſes quatre fois l'an. Tit. 4. Art. 56. Le †† Haut Iuſticier doit faire tenir ſes plaids & Aſſiſes ſelon le temps declaré en l'Art. precedent, hors mis le temps des induces, meſtiues, vendanges & autres temps, auſquels les plaids doiuent ceſſer : autrement & defaut de ce faire, la cognoiſſance des cauſes pendans en ſa Iuſtice, ſera & demourera deuoluë par deuant le Iuge ſuperieur immediat. Et le ſemblable ſera gardé pour les Comtez, Vicomtez, Baronnies & Chaſtellenies, où ils ne ſeroient tenir leurs plaids és iours qu'ils ſont tenus par la Couſtume. Tit. 5. Art. 59. *A la fin.* Et tiendront † leurs plaids de quinzaine en quinzaine & leurs Aſſiſes quatre fois l'an : autrement les cauſes demoureront deuolues comme il a eſté dict cy deſſus. Tit.7.Art.79. En †† toute Iuriſdiction ſubalterne n'y aura que deux degrez, auparauant que de venir deuant le Iuge Royal. Art.80. Et ſ'il y auoit vn Comté, Vicomté ou Chaſtelain, reſſortiſſant nuëment par deuant le Iuge Royal, eſtant de toute ancienneté fondé

†† *Ces mots,* Et doit faire, *&c. iuſques à la fin ſõt de nouuel adiouſtez au lieu des mots anciens* & faire tenir ſes plaids quatre fois l'á.

† *Ces mots,* Et ſera tenu *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 56. a eſté de nouuel introduict.*

† *Ces mots,* Et tiendront *&c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez comme deſſus.*

†† *Ces deux Art.79. & 80. ſont adiouſtez pour l'aduenir: nonobſtant l'oppoſition formee par le Seigneur de la Roche-Poſay &c. comme il a eſté dit ſur les Art.75. & 76.*

d'auoir

d'auoir deux degrez de iuriſdiction, à ſcauoir Iuge Chaſtelain, Bailly ou Seneſchal, il en pourra vſer en la maniere accouſtumee: & quant aux autres Chaſtelains & Officiers, qui ne reſſortiſſent nuëment par deuant le Iuge Royal ils n'auront qu'vn Bailly, Iuge ou Seneſchal, les appellations duquel viendront par deuant le Bailly ou Seneſchal deſdits Comte, Vicomte, Baron ou Chaſtelain: & d'iceux Bailly ou Seneſchal par deuant le Iuge Royal.

MONTRICHARD Art.1. Et a couſtume ledit S. de faire tenir ſes plaids de huictaine en huictaine.

MAIREMONSTIER Art.1. En leur Iuſtice, qu'ils ont outre les ponts de Tours, tiennent leurs plaids de xv. en xv.

PRVILLY Art.3. Au S. Chaſtelain appartient ſeulement de tenir plaids: & les autres S. inferieurs, peuuent ſeulement tenir Aſſiſes iiii. fois l'an, & euſſent ils Haute Iuſtice.

AZAY le Ferron Art.2. Ceux qui ont Iuſtice limitee ne peuuent tenir plaids ſ'ils ne ſont Chaſtelains: poſé qu'ils ayent Haute Iuſtice: mais peuuent bien tenir leurs Aſſiſes iiii. fois l'an.

BVZANÇOIS Article 2. Les Seigneurs Barons & Chaſtelains ont droict de tenir plaids & Aſſiſes: & au regard des Seigneurs inferieurs, poſé qu'ils ayent Haute Iuſtice, ils n'ont droict de tenir plaids: ains peuuent ſeulement tenir leurs Aſſiſes iiii. fois l'an.

BAVCHE Article 2. Au Seigneur Baron ou Chaſtelain appartient ſeulement tenir plaids & Aſſiſe: & ne peuuent les autres Seigneurs inferieurs, poſé qu'ils euſſent Haute Iuſtice, tenir plaids: mais bien peuuẽt ils tenir leurs Aſſiſes iiii. fois l'an.

MAIZIERES Art.19. Les Iuſtices enclauees en ladite Baronnie, ſont ſuiettes en reſſort & iuriſdiction à la Iuſtice dudit S. Baron.

LISLE Sauary Art.2. p. *à Bauché.* Et au regard des autres &c. euſſent ils Haute &c. ils ne peuuent tenir: mais ſeulement leurs &c.

CHASTEAV-REGNAVD Art.3. A droict & a vſé de tenir ſes plaids en ſadite Chaſtellenie, de huictaine en huictaine: combien que par la couſtume generale, le S. Chaſtelain ne ſoit fondé de tenir ſeſdicts plaids que de quinzaine en quinzaine.

LODVNOIS Chap.1. Art.1. Et faire tenir ſes Aſſiſes iiii. fois l'an. Chap.2. Art. 8. Tenir ſes Aſſiſes iiii. fois l'an. Chap.4. Art.1. p. *à Tours* Art.55. Fondé de tenir ſes Aſſiſes iiii. fois l'an. Chap.5. Art.1. Auſſi peut faire tenir ſes plaids de xv. en xv. & ſes Aſſiſes iiii. fois l'an.

ANIOV Tit.4. Art.46. Peuuent dauantage leſdicts Seigneurs Chaſtelains, faire tenir leurs petits plaids Chaſtelains, de quinze en quinze iours. Eſquels &c. *mis cy deſſus.* Tit. 5. Art. 64. Les Seigneurs Barons & Chaſtelains pourront faire tenir leurs Aſſiſes iiii. fois l'an: & les Hauts, Moyens & Bas Iuſticiers pourront faire ſemblablement tenir leurs Aſſiſes iiii. fois l'an & non plus: & ſ'il y a lettre d'abbreuiation, leurs Seneſchaux ſeront tenus faire l'expedition des cauſes, és lieux, où l'on pourra auoir ſuffiſant conſeil. Eſquels lieux pourront emprunter territoire, ſ'ils ne l'ont.

GRAND PERCHE Tit.1. Art.14. Doit † pareillement auoir Iuge & Greffier exerçant la Iuſtice ſur le lieu, à iours certains, & qui ſoient reſidens au Comté & Bailliage du Perche. Article 23. Peuuent leſdits Moyens Iuſticiers faire tenir & exercer leurs iuriſdictions de quinzaine en quinzaine en lieux certains g & honneſtes. Art.24. *A la fin.* Et peuuent faire exercer leurs Iuſtices de &c. p au 23. Art.

BLOIS Chap.3. Art.12. Ledit ſeigneur Comte, Barons & Chaſtelains dudit comté & bailliage de Blois, ont droict de tenir leurs Aſſiſes iiii. fois: éſquelles Aſſiſes ſont traictees les cauſes d'appel, interiettees des Iuges inferieurs reſſortiſſans és Sieges deſdits ſeigneurs: & auſquelles ſont tenus comparoir leſdits Vaſſaux ou leurs Iuges ou Procureurs en leurſdites Iuſtices. Art.15. Le ſeigneur Chaſtelain peut auoir h deux Iuges: c'eſt à ſçauoir BAILLIF & Preuoſt: dont ledit BAILLIF a cognoiſſance des actions reelles & mixtes & la correction deſdits crimes & delicts: Et ledit Preuoſt des actions perſonnelles tant ſeulement: les appellations duquel Preuoſt, reſſortiſſent deuant ledit BAILLIF. Art.19. Le †† Haut Iuſticier non aiant droict de Chaſtellenie, a vn ſeul Iuge, qui ſ'appelle BAILLIF: lequel a cognoiſſance de toutes actions reelles, perſonnelles & mixtes, & peut punir & corriger tous crimes & delicts, qui ſont commis & perpetrez en ſon BAILLIAGE, tant ciuilement que criminellement: ſinon qu'il y ait reſeruation expreſſe au contraire.

† *Ceſt Art.14 eſt mis au lieu de l'ancien Art. Au reſte par M. Richard l'Albey, Vicomte du Perche Iean Abat Lieutenant general, & Galleran du Fay Lieutenant particulier audit Vicomté, a eſté remonſtré que par la Couſtume du pays du Perche de tout temps & d'ancienneté gardee & obſeruee & par le premier chapitre de l'ancien cayer d'i-*

g Charles 9. 1560. Eſtats d'Orleans Art.54. Enioinct à tous Hauts Iuſticiers ſalarier leurs Officiers de gages hõneſtes, & faire adminiſtrer la Iuſtice en lieu certain

h Ceſte Couſtume eſt reſtraincte, cõme pluſieurs autres par les ordonnances de Rouſſillon de l'an 1563. Art. 24. 25. & 26. en confirmant l'Ordon. d'Orleans Ar. 50. ainſi qu'il ſe peut voir en la Conference des Ordonn. Royaux liure 3. Tit. 6.

Source : BIU Cujas

celle, y auoit Article cotenant les Reglemẽs des Bailly & Vicõte du Perche: que neantmoins M. Iacques Courtin à present Bailly dudit Perche voulant auctoriser sa iurisdiction, les auoit obmis à mettre audit cayer qu'il nous auoit baillé. Le Vicomte &c. Item au Bailly dudit Comté &c. nous requerans les dessusdits vouloir iceux Articles rediger & arrester. Ce qui a esté empesché par ledit Courtin Bailly du Perche, disant que ce n'estoit aux Estats à faire reglement entre luy & ledit Vicomte: ains appartenoit au Roy qui l'auoit proueu dudit Estat de Bailly, pour iouir d'iceluy en telle auctorité, preeminence & iurisdiction, qu'ont les autres Baillifs de ce Royaume, selon & ensuiuant les Edicts Royaux & Arrests de la Cour: par lesquels la iurisdiction desdits Baillifs & autres Iuges subalternes, comme Preuost & Chastelain, tel qu'est ledit Vicomte, est reglee & limitee: & en ceste qualité & condition a esté receu audit Office de Bailly par la Cour de Parlement: en laquelle aussi pour raison dudit Reglement, y a proces pendant entre eux. Deniant au surplus ledit Bailly, lesdits pretendus & alleguez Articles auoir oncques esté receus & obseruez par Coustume audit Comté du Perche. Et qu'au contraire de tout temps & d'ancienneté audit Bailly du Perche a appartenu la cognoissance des causes des Nobles viuans noblement, des terres nobles entre quelques personnes que ce soit, la preuention en toutes causes criminelles, cognoissance des suiets & des Hauts Iusticiers, & generalement tout ce que par iceux Edicts & Arrests est attribué à la cognoissance des Baillifs, Seneschaux & autres Iuges ressortissans sans moyen à ladite Cour de Parlement. Surquoy auons ordonné que les parties se pourueoiront en ladite Cour pour le reglement de leurs Offices ainsi que de raison.

†† A ceste Art. 19. Les Religieux, Abbé & Conuent de S. Lomer de Blois, ensemble les Seigneurs de Lorge & de la Mothe se sont opposez entant que ledit Art. contient que le Haut Iusticier non aiant droict de Chastellenie a vn seul Iuge, qui s'appelle Baillif, pretendans lesdits opposans auoir deux Iuges, c'est à scauoir Preuost & Baillif. Et apres auoir ouy l'opinion des Estats, auons ordonné que ledit Art. ainsi qu'il est couché demourera par maniere de prouision, nonobstant ladite opposition & sans preiudice d'icelle, & iusques à ce qu'autrement en soit ordonné.

VASTANG Chap. 3. Art. 5. Le Iuge & Garde des Preuostez & Iurisdictions sont Iuges ordinaires pour y exercer Iurisdiction. Et le Bailly desdites terres & Iurisdictions est Iuge Suzerain immediat dudit Iuge & Garde, pour cognoistre des causes d'appel, à vn chacun Siege desdits lieux & y auoir sur luy Iurisdiction Suzeraine.

BOVRBONNOIS Chap. 1. Art. 6. Les Seigneurs Iusticiers leurs Chastelains, Lieutenans n'autres Officiers ne peuuent tenir leurs iours ou Assises, pendant l'audience que le Seneschal de Bourbonnois ou son Lieutenant tient en leurs Iustices & Chastellenies: & aussi pendant les Assises des Vassaux Seigneurs Iusticiers, les inferieurs Seigneurs Iusticiers, leurs Chastelains ou Lieutenans ressortissans ésdites Assises desdicts Vassaux, ne peuuent tenir leurs iours & Assises.

i Cest Ar. 4. est corrigé comme aussi le 19. par les Ordonnances des annees 1563 & 1564 demourant la fin dudit 4. Art. en son entier seulement que l'on ne pourra interietter que deux fois appellations pour paruenir pardeuant le Iuge Royal.

POICTOV Tit. 1. Art. 4. Tous † Comtes, i Vicomtes, Barons & Seigneurs Chastelains ressortissans nuëment par deuant le Iuge Royal, peuuent vser de doubles degrez de Iurisdiction, qui sont la grande & petite Assise, où d'ancienneté ils en auoient vsé. Et les autres Seigneurs inferieurs pourront auoir vn seul Iuge: les appellations duquel ressortiront nuement & sans moyen par deuant le Seneschal ressortissant immediatement & sans moyen, pardeuant le Iuge Royal: tellement que pour paruenir audit Iuge Royal, ny aura que deux degrez de Iurisdiction. Article 6. Le Seneschal desdits Comtes, Vicomtes, Barons & Chastelains, & autres qui ont deux degrez de iurisdiction, peut euoquer par deuant luy à sa grande Assise, les causes & proces, qui pendent en la petite Assise, par deuant le Iuge Chastelain ou preuost, au parauant la contestation, s'il y a cause legitime: laquelle en ce cas, ledit Seneschal sera tenu exprimer ésdites lettres d'euocation. Art. 18. Quiconques † a Iurisdiction, est fondé de pouuoir tenir Assise, cõbien qu'autrefois ne l'eust tenue: excepté en la Chastellenie de Thouars, en laquelle nul n'a droict de tenir Assise, si d'ancienneté ne l'a accoustumé de tenir: & s'il n'est Bas Iusticier en Thouarçois, il n'a cognoissance, fors de l'estroict fonds & non de demande personnelle entre ses suiets n'autres : & conuient quand il a Assise qu'il tienne son Asisse en la ville de Thouars, si par possession ancienne ne l'a accoustumé tenir en son Fief. Article 19. Tout Seigneur qui a droict de Chastellenie de †† la qualité cy deuant dite, peut, doit & est tenu faire tenir sa grande Assise iiii. fois l'an & non plus : & sa petite Assise, Preuosté ou plaids par chacun mois, ou par chacune quinzaine ou huictaine ainsi qu'il est accoustumé tenir: lesquelles † Assises seront tenus faire exercer & tenir selon que dessus: autrement en * defaut de ce, se pourront les suiets pouruoir par deuant le Iuge superieur. Et ne seront les causes d'Asisises expediees hors l'Asisise, sans le consentement des parties, si ce n'estoit par lettres d'abbreuiation, ou que les causes fussent prouisoires ou priuilegiees. Article 20. Celuy qui a Haute Iustice & Moyenne, & n'est Seigneur Chastelain, peut tenir son Asisise vi. fois l'an seulement : & celuy qui n'a que Basse Iurisdiction ne la peut tenir que quatre fois l'an. Art. 71. Celuy qui a droict de tenir Asisise, soit S. †† Chastelain, Haut, Moyen ou Bas Iusticier, la peut tenir en Domaine

† Brebier nous a remõstré pour le Procureur du Roy, qu'au moyen des apparageurs & des apparageaux, qui sont les freres aisnez & puisnez, qui en diuisant & partageant entre eux leurs successiõs feodales constituent et creent Iurisdictions subalternes, faisans multiplicatiõ de degré d'icelles, au grand preiudice et foule des pauures suiets, qui pour plaider de leurs brebis ou vaches sont par telle multiplication de degrez grandement trauaillez: tellemẽt que le principal dont ils plaidẽt est consommé deuant qu'ils soiẽt venus au Iuge

Royal: & neantmoins lesdits apparageurs ne trouuerõt par leurs aduenz, qu'ils ayẽt permissiõ du Roy de ce faire, qu'à ce sle cause seroit bõ de trouuer quelque moyẽ pour à ce obuier, no' requerãs que sur ce en vouluissiõs demãder l'aduis des estats

Source : BIU Cujas

Ce qu'auons faict. Et de l'aduis d'iceux auons mis ledit Art. 4. pour auoir lieu a l'aduenir, ſans preiudice du paſſé: nonobſtant le dire de Maiſtre Guillaume d'Aigure Seneſchal de la Baronnie de la Peruſſe: lequel a requis pour Iean Brachet Seigneur & Baron dudit Peruſſe, & Iulien Foucaut Seigneur de la Chaſtellenie de villages que l'ancien Art. demouraſt, & où le voudrions tollir & abroger, qu'il ſ'oppoſoit pour ledit Seigneur: de laquelle oppoſition luy auons donné acte: & nonobſtant icelle ordonné que ledit Art. demeurera reformé ainſi qu'il eſt.

† *Voyez ce qui a eſté noté ſur le 17. Art. au Titre 3. nombre.*

†† *Ces mots,* de la qualité cy deuant dite, *ont eſté adiouſtez: & apres ce mot,* peut, *ont eſté adiouſtez ces mots,* doit & *eſt tenu en conſequence du 4. Art. pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ces mots,* leſquelles Aſſiſes *&c. iuſques à la fin ont eſté de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs,* & en defaut: *P. V.*

†† *Ces mots,* Chaſtelain, de la qualité cy deuant dite, *ont eſté adioutez en conſequence du 4. Art. cy deuant adiouſté, au lieu de ce mot,* Suzerain.

roturier de ſon ſuiet ſans moyen, toutes & quantes fois que bon luy ſemble: ou au fief de ſon vaſſal vne fois en la vie du Seigneur, à qui eſt ladite Aſſiſe, & vne fois à la vie du vaſſal: & ſi plus le faiſoit, le Vaſſal en pourroit appeller ou ſen complaindre. Et ſil l'auoit tenue au Fief dudit Vaſſal vne fois en ſa vie & vne fois en la vie dudit Vaſſal, ne la pourra plus tenir durant le temps, ſur l'homme roturier ou homme de foy dudit Vaſſal. Article ſeptante deux. Tout Vaſſal ſuiet de Seigneur Chaſtelain, peut tenir ſon Aſſiſe, toutes & quantes fois qu'il luy plairra, au lieu & ſiege principal de ſon Seigneur, Baron & Chaſtelain, auquel il a accouſtumé tenir ſes plaids, ſil a lieu ordonné pour ce faire, comme ſeroit là où eſt ſon parquet eſtably pour y tenir ſeſdits plaids, en Sale ou autre lieu public, pres dudict parquet: & en ce faiſant n'eſt en rien derogé audit Seigneur: mais luy eſt approuuee iuriſdiction. Article ſeptante trois. Quand aucun Seigneur Chaſtelain, de la qualité cy deuant dicte, faict tenir & expedier ſes grandes Aſſiſes, éſquels a diuers bailliages, où les Vaſſaux ſuiets doiuent & ont accouſtumé reſpondre & obeir, chacun en ſon Bailliage, leſdits vaſſaux & ſuiets ne peuuent ny ne doiuent tenir leurs Aſſiſes durant leurſdicts Bailliages deſdictes Aſſiſes de leur Seigneur Suzerain, dont ils ſont de Reſſort & ſuiets. Mais ſi ledit Seigneur Chaſtelain ou plus grand, aiant grande & petite Aſſiſe, faict tenir ſa petite Aſſiſe, ledit Vaſſal ſuiet peut bien tenir ſon Aſſiſe, durant la petite Aſſiſe du Seigneur, & non durant la grande Aſſiſe, tant comme dure le Bailliage, dont il eſt ſuiet. Article ſeptante quatre. Celuy qui à pluſieurs Fiefs en vne Chaſtellenie, tenus de diuers Seigneurs, ſuppoſé qu'au regard de chacun il peut tenir vne Aſſiſe: toutesfois ſil veut, il n'en tiendra qu'vne: & à icelle ſeront tenus obeyr ſes ſuiets, ſi elle eſt tenue dedans la Chaſtelenie: ſuppoſé que aucuns d'eux ne ſoient ſuiets à cauſe du Fief, duquel eſt tenue ladite Aſſiſe. Et ne peut contraindre ledit Seigneur leſdits hommes d'vne Chaſtellenie, à obeir à l'aſſiſe tenue en autre Chaſtellenie.

ANGOVMOIS Chap. 1. Article 4. Et pour exercice d'icelle Iuſtice, peuuent leſdicts Comtes, Barons ou Seigneur Chaſtelain auoir deux Iuges: ſçauoir eſt pour ſa grande Aſſiſe, Seneſchal: & pour ſa petite Aſſiſe, Iuge Preuoſtal. Article 7. Tout Seigneur qui a droict &c. p. *a Poictou.* Article 19. peut faire &c. l'an pour le moins: autrement les deſobeiſſances luy pourroient deniees: & la petite Aſſiſe, pour chacun mois ou quinzaine. Art. 8. Celuy qui a Haute Iuſtice & Moyenne ſans droict de Chaſtellenie, peut tenir & faire tenir ſes Aſſiſes chacun an vne fois.

LA ROCHELLE Chap. 1. Art. 1. *A la fin.* Et eſt fondé d'auoir grande Aſsiſe & petite. Et eſt à ſçauoir qu'en la ville de la Rochelle n'y a que grande Aſsiſe: laquelle ſe tient quatre fois l'an par le Gouuerneur de la Rochelle ou ſon Lieutenant. Car en ladite ville de la Rochelle, n'y a Comte, Vicomte, Baron ne Chaſtelain, que le Roy. Mais hors ladite ville, la petite Aſsiſe ſe tient par le Iuge, Preuoſt ou Chaſtelain deſdits Comte, Vicomte, Seneſchaux, ou Baron & Chaſtelain: & ſe tient de quinzaine en quinzaine. Mais la grande Aſsiſe, ſe tient par les Baillifs deſdits Comtes, Vicomtes, Barons & Chaſtelains: & en icelle Aſsiſe ſe decident les appellations interiettees des petites Aſsiſes. Et ne peuuent leſdites grandes Aſsiſes eſtre tenues que quatre fois l'an. Article. 2. *A la fin.* Et peuuent leſdicts Comtes, Vicomtes, Barons & Seigneurs Chaſtelains Hauts Iuſticiers & ceux, qui ont Baſſe & Moyenne Iuriſdiction, tenir leurs Aſsiſes quatre fois l'an ſeulement. Et leſdits Comtes, Vicomtes, Barons,

Source : BIU Cujas

Seigneurs Chaſtelains & autres qui ſont en poſſeſſion d'auoir grande ou petite Aſſiſe, peuuent tenir leurdite petite Aſsiſe, Preuoſté, Bailliage ou Chaſtellenie, de quinzaine en quinzaine.

k Seigneurs cauiers ont cognoiſſance & iuſtice Baſſe & fonciere entre leurs hommes & leurs heritages: & des amendes enuers eux, & des chemins priuez entre leurs tenanciers & finatiers.

Acs Tit. 9. Art. 43. Les Seigneurs k Cauiers peuuent cognoiſtre de toutes actions perſonnelles & realles d'entre leurs hommes & leurs heritages: & auſſi des amendes enuers les Seigneurs Cauiers encourues: & pareillement ſont les Bayles Royaux Pedanens. Art. 44. Toutesfois ne peuuent proceder par adiournement perſonnel, ne captionner aucun: ſi ce n'eſt en crime flagrant: & le peuuent tenir xxiiii. heures: & apres le mener au Haut Iuſticier: ſur peine d'amende arbitraire. Art. 45. Auſſi des chemins priuez de voiſin à voiſin, la cognoiſſance appartient aux Seigneurs Cauiers entre leurs tenanciers. Art. 46. Et quād aucun a ſurprins ſur iceux les Cauiers en ont amende, vi. ſols tournois & condānent celuy qui a fait ledit dommage, à le reparer, & lequel contraignent à ce faire.

S. Sever L. Tit. 1. Art. 1. En ladite Ville, les Preuoſts, Bayle & Iurez d'icelle, ont toute Iuſtice & cognoiſſance en & ſur les habitans d'icelle, de toutes matieres ciuiles & criminelles. Art. 2. Et peuuent leſdits Preuoſts ou Bayle, l'vn en l'abſence de l'autre auec l'vn des Iurats & non autrement. Article 3. Mais leſdits Preuoſts & Bayle tous deux enſemble, peuuent tenir Cour, ſans leſdits Iurats ou aucuns d'eux, ſ'ils y ſont appellez, & n'y ſoient voulus venir & non autrement. Article 4. Par quelque cas, ſoit en matiere ciuile ou criminelle, les voiſins ou habitans de ladite ville, ne peuuent eſtre tirez hors icelle en premiere inſtance: mais leur doit eſtre faicte cognoiſſance & iugement en ladite premiere inſtance au dedans de ladite ville, des matieres dont la cognoiſſance appartient ſeulemēt éſdits Preuoſts, Bayle & Iurez. Art. 15. Les Preuoſts Bayle & Iurez de ladite ville, ont cognoiſſance entre les habitās de leur Iuriſdictiō en toutes matieres & remedes poſſeſſoires, ſoit de reintegratiō ou autres & peuuēt ſequeſtrer la choſe contentieuſe, ſi ſequeſtre y a lieu: & en doit eſtre la cognoiſſance ſommaire.

La Bovrt Tit. 1. Art. 1. Le Seneſchal des Lannes au Siege de Bayonne cognoiſt en premiere inſtance ſur les habitans de La-bourt en crime de leze Maieſté & en matiere de fauſſeté de lettres ou Seels Royaux, & ſur gage l de bataille, & ſur le different des armes entre les Gentils hommes du pays, & quand aucun eſt obligé ſous le Seel de ladite Seneſchaucee, & contre ceux qui falſifient, rayent & lauent monnoye d'Or ou d'argent: & en autre cas n'a cognoiſſance ſur leſdits habitans que par appel: mais le Baillif de la Bourt, qui eſt commis pour le Roy, a la premiere cognoiſſance de toutes matieres & actions ciuiles & criminelles, tant entre les habitans dudit pays, que les eſtrangers comme iuge ordinaire. Art. 2. Si aucun eſtranger eſt obligé, ou tenu pour delict enuers aucun ou pluſieurs, ſoient habitans de la Bourt ou d'ailleurs, & le creancier requiert Iuſtice, le Baillif la luy doit adminiſtrer. Article. 4. Les Seigneurs Cauiers, qui ont Iuriſdiction Baſſe entre leurs Finatiers, ne peuuent au pays de la Bourt, exercer aucune Iuriſdiction contre aucuns eſtrangers: ſinon ſeulement contre leſdits Finaters & en cauſes ciuiles tant ſeulement. Article 5. Et ſi le demandeur n'eſt ſuffiſamment fondé de biens immeubles en la terre de la Bourt, doit bailler deuant le Bailly caution ſuffiſante de refondre les deſpens, ſ'il eſt dit. Art. 6. Les appeaux des Iuges des S. Cauiers du pays de La Bourt, reſſortent par deuant le Baillif du pays.

Sole Tit. 2. Art. 1. Le Chaſtellan ou Capitaine de Mauleon, qui eſt commis par le Roy auec les Poteſtats & Gentilshommes terre-tenans dudit pays à la premiere cognoiſſance de toutes matieres & actions criminelles & ciuilles tant entre les habitans dudit pays &c. p. *à l'Art. 1. de la Bourt.* Art. 2. Et ledict Caſtelan ou Capitaine, qui eſt commis par le Roy ou ſon Lieutenant, doit faire ſerment audit pays, qu'il gardera & obſeruera & fera garder & obſeruer les vz & Couſtumes dudit pays, adminiſtrera la Iuſtice egalement ſans aucune partialité ou acceptation de perſonnes: garder & defendre les manans & habitans dudit païs & chacun d'eux, de tort & de force & de tous autres, à ſon loyal ſçauoir & pouuoir. Article 3. Audit pays de Sole, y a dix Poteſtats ou Seigneuries, ceſt à ſcauoir le Seigneur du Domec de Lacari, le Seigneur du Domec Doſſas, le Seigneur Amichalgun de Charri, le Seigneur de Genteinh, le Seigneur de la Sale de Charrite: le Seigneur Deſpes: le Seigneur du Domec de Cherante. Leſquels ſont tenus de venir à tout le moins de huictaine en huictaine à

l Gage de Bataille ſ'entend pour les Duels. Guido Pap. Dec. 617. ou il faict mention de l'Edict de Philippes le Bel de l'an 1306. par lequel le gage de bataille eſt permis en certains cas: iaçoit qu'en l'an 1303. le meſme Roy l'euſt defendu il failloit que le crime fut tel que peine criminelle ſ'en deuſt enſuiure par Arreſt du 17. iour de May 1331. Le ſtil du Parlement latin chap. 16. Bouteiller en la Somme Rural. liure 1. Saint Louis, Nous defendōs batailles par tout noſtre Domaine en toutes querelles, & en lieu des batailles nous mettons preuue par teſmoins & Chartres. Le Concile de Trente a abrogé ceſte Couſtume & defēdu les duels, ſeſſion 24. cap. 19. qui eſtoit auſſi defendu par les anciens Canōs can. monomachiam. 2. q. 5. cap. 1. & 2. De cler. pug. in duello cap. 1. & 2. de torneam. cap. 9. Concilium Lateranenſe ſub Alexādro 3. ca. 20. Iuo carnotenſis in decretis & in Epiſtolis V. Chap. liure 3. du Domaine Tit. 26 nombre 15. 16. 17. & 18. & l'Indice des droits Royaux. Bodin 4. de la Rep. chap. 7. Cuias & Hotoman ſur les Feudes.

Source : BIU Cujas

la Cour de Lixarre, tenir Cour auec le Capitaine Caſtellan ou Capitaine ou Lieutenant commis par le Roy: pour lequel le Seigneur & le pays lui a attribué és herbes & Eauës de Sole, de mettre Sengles gremis de beſtiars de dehors ledit pays en tout temps, & le Chaſtellan ou Capitaine commis par le Roy, en peut mettre deux gremis: c'eſt à ſçauoir chacune Poteſtat du nombre de ſix vingts ouaïlles & le marro, ſoixante porcs & le verrat, xxx. vaches & le toureau: xv. eugues & le garaing: & les petits qui naiſſent d'iceux ſont francs: & ne doiuent eſtre carnalez. Et peut carnaler chacun habitant dudit pays, chacun iour vn, & de nuict deux. Car par iceluy iour ou nuict ne peuuent plus eſtre carnalez par aucun: & doiuent prendre cartels des Poteſtats du beſtial, qui mettent audit pays, ſignez pour ledit Seigneur Caſtellan ou ſon Lieutenant, & enregiſtrez par le Greffier de la Cour de Lixarre. Art. 3. Et chacun trouppeau de beſtail deſdits Poteſtats doit eſtre ſous la garde d'vn paſteur ſelon la Couſtume ancienne. Art. 4. Et nul autre beſtial eſtranger de dehors ledit pays, ontre leſdits Poteſtats, le Seigneur ne peut mettre paiſtre ne heberger és herbes dudit pays. Art. 5. Nul homme qui a charge de fermance veſaliere, qui eſt dit au langage du pays, Saynhora, ne peut eſtre Iuge en la Cour de Lixarre, n'en autre Cour de Sole: & n'a aucun Famidret: & ne peut leuer Taille en ſon Botoi: poſé qu'il aye Botoge ou Botois. Article. 6. En toutes matieres de Crime, de fonds de terre, & autre d'importance, le Seigneur ou ſon Lieutenant peut faire mander par les Meſſages Iurats, les Poteſtats & Gentilshommes iugeans dudit pays, au iugement à la Cour de Lixarre: & les defaillans, qui n'ont excuſe legitime, encourent v. ſols Morlaas de peine enuers le Roy, qui ſont liiii. ardits pour chacune fois, qu'ils ſont defaillans. Art. 8. Et peuuent eſtre mandez les Poteſtats de viii. en viii. & les autres Gentilshommes de la quarte à la quarte Cour, en matieres ciuiles, & és criminelles extraordinairement, ainſi que l'affaire le requiert: & pource le Seigneur & le pays ont octroyé anciennement auſdits Gentilshommes Iuriſdiction de fayme-dret ſur leurs botois & fuiaters. Art. 7. Et le Seigneur peut proceder au iugement, leſdits Poteſtats, qui comparent ou ſont preſens, luy aſſiſtans, nonobſtant l'abſence des defaillans.

BRETAGNE Tit. 1. Art. 19. Les Iuges ne tiendront leurs Iuriſdictions, ne feront exploicts de Iuſtice de nuict: & tiendront leurs Iuriſdictions, pleds & deliurances és lieux ſuffiſans & honneſtes à ce deputez.

III. BOVLLENOIS Tit. 30. Art. 152. Tous [m] Officiers & Practiciens de ladite Seneſchaucee, ſont tenus reſider ſur le lieu, & les Officiers des Seigneurs en la Comté, & au Reſſort de la Iuriſdiction de ladicte Seneſchaucee.

POICTOV Titre 1. Art. 7. Les † Seigneurs aians Iuriſdiction, pour l'exercice d'icelle, ſont tenus auoir Iuges reſidens ſur les lieux ou vn commis pour eux.

IIII. BRETAGNE Tit. 1. Art. 31. Toutes perſonnes meſprenans ſciemment en leurs Offices, és choſes qu'ils doiuent garder, ſeront punies ſans diſſimulation. Art. 32. Et doiuent reſpondre du meffaict mis ſur eux, & des doleances ſur le champ, ſans autre adiournement, au cas qu'ils ſeroient Officiers, au temps de la doleance, & ſans retraict d'autre Cour, toutes dilations & plaidoiries ceſſantes. Et ſ'ils ſont hors de leurs offices, ſont tenus de reſpondre de leurs malefices & maluerſations en les adiournant. Art. 33. Et doiuent les Seigneurs, ſ'informer & ſ'enquerir ſouuent & ſecretement du gouuernement de leurs Officiers en leurs charges & Offices, & ſ'ils font aucunes oppreſſions ſur leurs ſuiets. Art. 34. Et ſi defaut eſt trouné éſdits Officiers, ou ſ'ils meſprennent en leurs Offices, leſdits Seigneurs ſont tenus leur faire reparer, ou le reparer eux-meſmes & en deſdommager les parties & amender à Iuſtice ſuperieure. Art. 35. Le Seigneur ne doit refuſer ne differer chacun en ſon regard. Et ſ'il y failloit, il y perdroit [n] ſa Iuſtice & Iuriſdiction, ſpecialement en celuy cas, ſ'il eſtoit repris de la Iuſtice ſuperieure. Art. 36. Si le †† Seigneur ſuiet & ſes Officiers vouloient cognoiſtre des faicts & droicts qui appartiennent au Seigneur ſuperieur, ledit Seigneur ſuiet, le doit amender. Et ſi ſ'eſtoient ſes Officiers ſeulement, en ce cas & autres qui ſeroient contre le ſerment de fidelité deu au Seigneur ſuperieur, pourra ledit Seigneur deſaduouer ſes Officiers, ſ'ils n'auoient mandement ſpecial de luy. Article 37. Iuge ou autre Officier de Iuſtice, qui eſt prouué parlure eſt infame & incapable d'eſtre Iuge & auoir autre Office public.

† Ceſt Art. 7. a eſté de nouuel introduict pour auoir lieu à l'aduenir: nõobſtant les remonſtrances de M. François du Querroy pour les Seigneurs Vicomtes dudit Bridiers: qui a dit que les Officiers dudit Vicomté ont touſiours par cy deuant reſidé en la ville de la Souſterraine, comme eſtant le lieu plus propre & commode, tant aux officiers, qu'aux ſuiets & iuſticiables: meſmes que ladite ville eſt ſiſe au milieu dudit Vicomté: & ont leſdits ſuiets eſleu ledit lieu & place pour porter leurs grains & deuoirs anuels, & ſ'eſt oppoſé à ce que ledit Art. fut de nouuel adiouſté. De laquelle oppoſition l'auons deboute, & ordonné que ledit Art. demoureroit adiouſté pour eſtre obſerué pour l'aduenir.

m La reſidence des Officiers eſt fort requiſe afin de adminiſtrer la Iuſtice, ſelon le deuoir de leurs Offices. C'eſt pourquoi les rois de France ont ordonné que leurs Officiers ſeroient tenus de faire reſidence continuelle Philippes 4. 1302. Art. 16. Charl. 6. 1388. Charles 7. 1443. & 1453. Art. 86. Louis 12. 1498. Art. 60. François 1. 1535. ch. 12. Art. 1. & 1539. Art. 5. & 1539. en Nouembre & 1540. Art. 14. Franc. 2. 1560. Charl. 9. 1560. Art. 48. & 1566. Art. 21. & 1567. Henry 3. 1579. Art. 266. leſquelles no' auõs miſes au premier liure de la Conference Tit. 21. Il y a pluſieurs autres Officiers qui doiuent faire reſidence dont nous auons parlé en ladite Conference des Ordõnances Royaux en ſon lieu.

n Voiez Bacquet Traicté de Iuſtice chap. 18.

Source : BIU Cujas

mir : nonobſtant auſſi le dire de Maiſtre François Pineau & Brice de la Chaumette : leſquels pour les Seigneurs de Gartau, Mandriſac, Bocheron, Cromieres, Maiſonnez, Monthron, Crineraut, & Puioix, ont fait ſemblable remonſtrance que ledit Duquerroy.

†† *Ceſt Art. 36. eſt faict des Art. 16. & 39. anciens, & ont eſté les 41. 43. & 44. anciens rayez, comme ſuperflus.*

TITRE XVI. DES MAIRES ET Eſcheuins de Ville : & de leur Iuriſdiction.

I. Maires des Villes & leur pouuoir & auctorité.
II. Maires peuuent faire ſtatuts.
III. Bourgeois ſont appellez au iugement des criminels.
IIII. Des Degaas des Parroiſſes de Sole.

CALAIS L. Art. 1. La † Ville de Calais eſt Ville de Loy, policee par vn a Maieur & IIII. Eſcheuins, qui ſont creez & eſtablis par priuilege du Roy. Leſquels ſe renouuellent & ſont annuellement eſleus par ſuffrages & voix commune des Bourgeois, manans & habitans d'icelle ville, le premier iour de l'an, y appellez les Officiers du Roy de ladite ville, & ſelon la forme & maniere portee par les lettres deſdits priuileges & Arreſt de la Cour de Parlement interuenu ſur la verification d'icelles. Article 2. Auſquels Maieur & Eſcheuins par leſdits priuileges appartient la cognoiſſance & Iuriſdiction du faict de police, auec toute coërtion & contrainte ſur tous les Bourgeois, manans & habitans de ladite ville, bourg & banlieuë, en ce qui depend du faict de police. Article 3. Sont eſtablies en ladite ville deux Foires franches en l'an. La premiere commençant le lendemain de la Feſte des Rois, ſ'il n'eſt iour de Dimanche. Et la ſeconde, le quinzieſme iour de May, qui ſe tiennent hors de la ville. Et dure chacune deſdites Foires, viii. iours entiers & ouurables : durant le temps deſquelles Foires, tous autres Marchez voiſins, qui ſe tiennent audit pays reconquis, doiuent ceſſer. Article 4. Appartient audit Maieur & Eſcheuins pouruoir aux Eſtats & offices de ladite maiſon de ville, commettre Eſgards & Iurez : & iceux deſtituer en cas de faute & negligence. Et leſquels Officiers ſont annuellement tenus de renouueller ledit ſerment, par deuant celuy qui eſt Maieur. Article 9. Eſt permis & loiſible auſdits Maieur & Eſcheuins, faire tous ſtatuts & Ordonnances politiques, pour le faict des hoſtages de la Peſcherie de la mer & harengaiſon, auec inionction, commandement & contrainte ſur tous Bourgeois, manans & habitans pour l'entretenement & obſeruation deſdits ſtatuts & ordonnances : ſur les peines indictes & portees par icelles. Art. 10. Sont tenus tous marchans forains d'aduertir leſdits Maieur & Eſcheuins des marchandiſes qu'ils amenent ou font amener dedans ladite ville & Haure d'icelle, auant que les pouuoir expoſer en vente. Art. 12. S'il ſuruient procés pour le faict deſdits Hoſtages & Peſcherie, entre l'Hoſte & Bourgeois, Marinier ou autre perſonne que ce ſoit, ou qu'il y ait oppoſition à l'Hoſtage, la cognoiſſance en appartient auſdits Maieur & Eſcheuins. Comme pareillement des contrauentions faites auſdits ſtatuts & Ordonnances deſdits Maieur & Eſcheuins, ſur le faict deſdites Peſcheries & Hoſtages : & des iugemens qui ſont par eux donnez en ladite matiere, l'appel reſſortit par deuant le Iuge general dudit Calais. Art. 13. Appartient auſdits Maieur & Eſcheuins de receuoir les M. des meſtiers, cognoiſtre de leurs chefs d'euures, & des debats qui ſe forment ſur la viſitation & approbatiõ d'iceux, entre les M. Preuoſts, Iurez, opoſans ou empeſchãs : ſans toutesfois toucher aux barbiers Chirurgiens, Apoticaires & Orfeures. Ar. 14. Cognoiſsẽt leſdits Maieur & Eſch. de toutes choſes cõcernãs leſdits meſtiers & ouurages des artiſans de ladite ville.

a Voyez Chopin liu. 3. du Domaine Tit. 20.

† *Le Procureur du Roy a proteſté que le contenu au cayer particulier, ne puiſſe preiudicier aux droicts, auctoritez & iuriſdiction du Roy, en ce que pourroit exceder le contenu aux priuileges auſdits habitans octroyez par le Roy deuëment verifiez : dont luy auons octroyé acte. Pareillement ledit maiſtre Amadis de la Planche pour les habitans de Guynes ſ'eſt oppoſé à l'Article deſdictes vſances particulieres, pourtãt que durant leſdites Foires de ceſte ville, tous autres Marchez doiuent ceſſer. Qui ſeroit vn preiudice faict aux manans & habitans de Guynes : leſquels par priuileges & conceſſions du Roy, peuuent tener & faire ſeruir par chacune ſemaine Marche audit Bourg de Guynes.*

Source : BIU Cujas

Ausquels priuileges ne peut estre deroge par lesdites vsances particulieres, qui n'ont & ne doiuent auoir lieu que en ladite Ville & Banlieuë d'icelle, ny aussi astraindre autres personnes, que les manans & habitans dudit Calais, & non ceux dudit Bourg de Guygnes: Surquoy auons ordonné, que lesdits habitans de Guygnes auront acte de leur opposition, & communiqueront leur Titre de cocession dudit Marche ausdits Procureur du Roy & Procureur de la maison de Ville, pour estre les parties sur leursdits differens, ainsi & par qui il appartiendra par raison.

Et quant aux taux des viures & victuailles, la cognoissance du faict appartient conioinctement audit Iuge general, & aux Maieur & Escheuins: lesquels pour ceste effect s'assemblent aux iours & heure qu'il appartient. Art.15. Toutes Sentences rendues par lesdits Maieur & Escheuins, pour le faict de la Pescherie, sont executoires par prouision, nonobstant l'appel, & sans preiudice d'iceluy.

AMIENS L. Art.20. La cognoissance de tous autres delicts & infraction d'ordonnance de ladite ville & iugement des amendes, qui en prouiennent, appartient aux Maieur, Preuost & Escheuins: & sont lesdites amendes arbitraires au profit de ladite ville, sans part d'autruy. Art.21. La garde de nuict, iurisdiction, apprehension & cognoissance des personnes trouuees delinquans, de quelque estat & condition qu'ils soient, appartient aux Maieur, Preuost & Escheuins: sauf à faire le Renuoy des personnes priuilegiees où il appartient, quād ils en sont requis en temps deu.

BOVLONGNE L. Art.1. En la ville de Boulongne sur la mer, y a Maire & Escheuins qui ont toute Iustice, Haute, Moyenne & Basse, & la police de ladite ville, Bourgage & Banlieuë. Art.2. Lesdits Maire & Escheuins ont cognoissance de tous Bourgeois & habitans d'icelle Ville, Bourgage & Banlieuë, & des querelles & proces estans entr'eux, sans preiudice des cas Royaux & autres priuileges, dont la cognoissance appartient aux Iuges Royaux. Art.3. Si lesdits Bourgeois & manans sont traictez & conuenus en autre iurisdiction que celle desdits Maire & Escheuins, le Renuoy leur en est fait: excepté quant ausdits cas Royaux & priuilegiez, qui ne sont suiets à Renuoy. Art.22. Ausdits Maire & Escheuins appartient mettre b pris sur le sel, grains, harens, poissons & toutes autres marchandises arriuez en ceste-dite Ville, hable & Bourgage: & de faire tous Statuts sur le faict de police, cognoistre des matieres & en donner leur sentence & iugement. Art.23. S'il suruient opposition ou procés pour raison du faict desdites pescheries & marchandises arriuees audit hable de Boulongne, la cognoissance en appartient ausdits Maire & Escheuins. Art.24. De toutes marchandises incontinent arriuees audit hable sont tenus les maistres marchans aduertir les Maire & Escheuins, ou leurs commis, auparauant les exposer en vente. Art. 25. Appartient ausdits Maire & Escheuins de cognoistre & decider de toutes matieres d'Arrests faits par l'Officier de la Vicomté, & ne peut le Vicomte de luy seul tenir iugement, sans appeller vn Escheuin de ladite ville pour regler les parties. Et se nomme ledit Escheuin Preuost de ladite Vicomté.

b Contre la Loy, imperatores. D. ad leg. Iul. de annon. vlp. l. 1. §. cūra carnis D. de offic. præf. verbi.

ARRAS Tit.5. Art.38. Pour passer & recognoistre aucuns Contracts, obligations, donations, testamens, venditions, procurations, & generalement toutes recognoissances souffit ce faire pardeuant deux Escheuins.

VVISSENT Art.1. Les Maire & Escheuins de la Ville de Vvissent, ont tous droicts de Iustice, Hautre Moyenne & Basse, & la police de la Ville & Banlieuë d'icelle: auec cognoissance en premiere instance de tous leurs Bourgeois & habitans: de sorte que s'ils sont tirez en autres Iurisdictions, & ils sont requis par le Procureur d'icelle Ville & Communauté: ils sont renuoyez pardeuant lesdits Maires & Escheuins: sans preiudice toutesfois des cas Roiaux priuilegiez, qui ne sont suiets à Renuoy.

L'ALLEVE Tit.2. Art.1. Les Escheuins dudit pays n'ont aucune cognoissanse touchant les Fiefs: & se reglent en Succession seloñ la Coustume d'Arras. Art.2. Les Escheuins cognoissent de tous delicts, commis tant sur les Fiefs, comme sur les terres cottieres: sauf que les hommes de Fiefs ont cognoissance des adheritemens & des heritemens, saisine & dessaisine, & Reliefs desdicts Fiefs.

SECLIN Art.4. Les Mayeur & Escheuins de ladite ville à la semonce du Bailly ou son Lieutenant indifferemment, ont cognoissance & iudicature, tant sur les manans & habitans de ladite ville & Escheuinage, que ceux residens sur les xvii. Fiefs y enclauez, & heritages tenus & mouuans d'iceux & d'autres Fiefs: sauf ceux residens sur les Seigneuries dependans de Raimboucourt & du Tournesis. Et aussi, qu'aux Seigneurs desdits xvii. Fiefs & autres Fiefs, compete & appartient, la Iustice fonciere. Art.5. Lesdits Mayeur & Escheuins, Bailly, Lieu-

tenant & autres Officiers de ladite ville, ont cognoiſſance des Bans, d'Aſſens & Iuſtice politique en ladite ville & Eſcheuinage.

COMMINES Ar.1. L'on tient Siege ſous la Halle d'icelle ville iii.iours en chacune Semaine & à l'heure accouſtumee: ſi comme les Lundy, Ieudy, & Samedy, ou ſont deux Eſcheuins de ladite ville ou plus. Et quiconques veut pour quelque deuattraire, Bourgeois, Bourgeoiſe ou manant d'icelle Ville, luy eſt beſoin les faire adiourner ou mander par le Meſſager des Eſcheuins, lequel a pour ce, ſon ſalaire ordinaire, à comparoir audit Siege: & ce ſur l'vn deſdits trois iours & à heure accouſtummee. Car ſur autres iours ne ſont ſelon l'vſance des Eſcheuins tenus y eſtre: n'eſt que le demander fut eſtranger & demourant hors les cris de l'Egliſe dudit Commines: que lors à toute heure on adminiſtre à iceux eſtrangers Iuſtice, à tel iour qu'ils le requierent, & le plus brief qu'on peut. Art. 2. Quand tel Bourgeois, Bourgeoiſe ou manant d'icelle ville eſt mandé ou adiourné, deuãt leſdits Eſcheuins, à la requeſte de partie, vne fois, autre fois, & tierce fois, & au tiers iour ne compare, il eſt pour icelle inobedience, entant qu'il touche celle meſme pourſuite, tenu pour eſtranger: en telle maniere que s'il demeure en ladite ville de Commines, on le peut pour icelle pourſuite faire plaintir ou prendre au corps dedans icelle ville comme vn eſtranger. Et en cas qu'il ſoit Bourgeois ou Bourgeoiſe, demourant hors ladite ville, leſdits Eſcheuins donnent audit demandeur congé de pouuoir prendre ledit Bourgeois ou Bourgeoiſe, entant qu'il touche ladite pourſuite faire plaintir, ou qu'ils le treuuent comme eſtranger, ſoit en ladite ville de Commines ou dehors. Et ſe ledit deſobeiſſant BOURGEOIS ou BOURGEOISE eſt plaincti en ladite ville pour ladite pourſuite, ou pour la meſme cauſe, luy conuient donner ſeureté, comme eſtanger, ſe partie le requiert. Art.3. Se ledit Bourgeois, Bourgeoiſe ou manant adiourné comme deſſus, compare deuant les Eſcheuins, en deniant le deu, leſdits Eſcheuins ordonnent audit demandeur de pourſuiuir ſon deu plainte à la Loy ſur la halle d'icelle ville: mais il ne peut faire faire ladite plainte ſur le meſme iour: & faut neantmoins que ladite plainte ſoit faite trois iours auant le iour des plaids. Art.4. Quand vn BOURGEOIS, BOURGEOISE ou manant adiourné comme deſſus, compare deuant les Eſcheuins, confeſſant le deu, il luy eſt ordonné de payer en dedans vii.iours & vii.nuicts, ou aller en la maiſon de deſpens, que l'on dit vulgairement, Thuys van coſten. Et s'il n'a furny à ladite ordonnance, & que partie ſe plainde, l'on adiourne ledit Bourgeois, Bourgeoiſe ou manant pour la iiii. fois d'habondant, pour ſçauoir s'il a fourny à ladite Ordonnance. Et en cas qu'il compare, & qu'il ne ſçache monſtrer payement ou altermination, leſdits Eſcheuins luy font commandement de payer endedens vii.iours enſuiuans ou aller en ladite maiſon de deſpens. Et en cas de deſobeiſſance, ou faute dudit payement, leſdits vii.iours paſſez, ledit Bailly ou ſon Lieutenant, à la requeſte de partie, eſt tenu à l'enſeignement deſdits Eſcheuins ſaiſir ſes biens meubles dedans ladite ville ou dehors és limites de ſa Iuriſdiction, pour autant que le deu confeſſé, & deſpens iudiciaires peuuent porter & faire priſer par les Priſeurs iurez de ladite ville, leſdits biens ſaiſis & les vendre à vii.iours & vii.nuicts de rachat: & en cas que tel debiteur ne compare audit quatrieſme adiournement: en ce cas ledict Bailly ou ſon Lieutenant peut à l'enſeignement d'iceux Eſcheuins promptement faire ladite ſaiſine, & faire faire la priſerie deſdits biens, comme deſſus. Art. 5. Se vn Bourgeois, Bourgeoiſe ou manant obligé pardeuant leſdits Eſcheuins en nombre de Loy, eſt adiourné à requeſte de partie complaindante pardeuant leſdits Eſcheuins pour ouir la demande de ladite partie, en cas de confeſſion, ou ſe il ne ſcet monſtrer payement ou quictance, luy eſt ordonné de payer promptement, ou aller en ladite maiſon de deſpens. Et s'il eſt en faute de ce faire, eſt procedé comme deſſus: meſmes en cas de inſuffiſance deſdits biens meubles, à la ſaiſine & vendition de ſes heritages auſſi auant qu'ils ſont giſans en la Iuriſdiction deſdits Eſcheuins. Art.7. Se vn BOURGEOIS, BOURGEOISE ou manant par ordonnance deſdits Eſcheuins eſt entré, en ladite maiſon de deſpens & de ſon auctorité priuee ſe departe d'icelle, auant auoir ſatisfait ou contenté ſon creancier: en ce cas il fourfaict vers le Seigneur dudit Commines, l'amende de lx.ſols. Et peut l'on proceder pour ledit deu, comme deſſus, preſtement ledit partement. Art. 8. Le debteur peut choiſir ladite maiſon de deſpens, abordant & confrontant au marché d'icelle ville, ou au plus loing de la diſtance de xl.pieds.

VALANCIENNES Tit.2. Art.12. Que le Preuoſt de la Drapperie & le Mayeur d'icelle, en l'abſence dudit Preuoſt aura la cognoiſſance de tous traictez & pourſuites, que ſe feront entre parties, pour & à cauſe de ladite Drapperie, &

Source : BIU Cujas

ce que en depend : tant de Tainturiers, foullons, tondeurs, laniers, que autrement, en faisant faire lesdits traictez, & mettre à execution leur Sentence par leur Clerc ou Sergent à ce commis. Et si de leurdite Sentence & execution est proclamé, la cognoissance de l'appel sortira pardeuant les xiii. hommes, & d'illec au Preuost, Iurez & Escheuins de nostre-dite ville, & seront lesdits appellans tenus de namptir, nonobstant ledit appel, si ainsi leur est ordonné. Et se regleront ledit Preuost, Mayeur & xiii. hommes au faict de leur office, concernant ladite Drapperie, & ce que en depend, selon les Briefs & Statuts de nostre-dicte ville, qu'ils ont, ou que leur seront baillé par cy apres par nostre Preuost le Cõte ou son Lieutenant, & lesdits Preuosts, Iurez & Escheuins de nostre-dite ville. Auec ce, si quelqu'vn est trouué contreuenir ausdits Briefs & Statuts concernans le faict de ladite Drapperie, & ce que en depend, tel contreuenant sera imposé & calengé par ledit Mayeur, & sera faict droict par les xiii. hommes de ce semoncez par le Preuost de la Drapperie, selon qu'ils trouueront ladite matiere dispoſee. Et si lesdits Preuost & xiii. hommes trouuent la matiere difficile, pourront faire r'assembler leur conseil, qui est d'autre xx. hommes à ce commis, pour par ensemble en appointer comme de raison. Et si ceux qui seront condamnez & punis appellent, la cognoissance dudit appel appartiendra ausdits Preuost ou son Lieutenant, Iurez & Escheuins de nostre-dite ville. Tit. 3. Art. 29. Au Mayeur que commettrons en nostre ville, appartient de faire toutes significations & sommations ciuiles, tant pour meubles, que immeubles, aussi auoir en depost & garde tous deniers venans de vendange d'heritages ou rentes heritieres par l'espace de xv. iours ou autre temps à ce ordonné : & aussi de regir & gouuerner sous sa main toutes choses sequestrees, pour en rẽdre compte en diffinitiue à ceux qu'il appartient, à l'ordonnance de Iustice. Art. 30. Appartient aussi audit Mayeur de garder & tenir en ses mains tous deniers procedans d'heritages vendues suiets & submis à remploy, & iusques à ce que tel remploy soit trouué & faict sans en rendre aucun prouffit à ceux ausquels lesdits deniers peuuent appartenir. Art. 31. Appartient encores audit Mayeur incontinent apres le trespas d'vn manant & habitant de nostre-dite ville & banlieu de seeller la maison mortuaire, inuentorier & mettre en ses mains tous les biens delaissez par vn trespassé : & ce iusques à ce que l'heritier sera apparu : ou que les Testamens, dõs & ordonnances d'iceluy trespassé soient amenez à cognoissance de Iustice, & ce pour la seureté des heritiers & legataires. Art. 32. Si quelcun demande Cerquemanage contre vn qui est absent & expaïsé, nostre-dit Mayeur y sera appellé, au lieu dudit expaïsé, pour estre present à voir faire ledit Cerquemanaque, & y dire ce qu'il trouuera au cas appartenir : & desbourſera cestuy qui demandera ledit Cerquemanage les despens dudit Mayeur : sauf son recours sur la partie. Tit. 5. Art. 57. Les Escheuins durant le temps d'Escheuinage peuuent receuoir tous contracts & conuentions mobiliaires, & aussi apres leurdit Escheuinage expiré demeurent le parfaict de leurs vies Iurez de Cattel, & en ceste qualité peuuent receuoir & passer tous contracts & recognoissances mobiliaires seulemẽt : pourueu qu'il y ait deux Iurez du moins à ce faire. Art. 58. Que tous contracts passez pardeuant Escheuins ou deux Iurez de Cattel, seront recordez pardeuant le Mayeur & vii. Escheuins, en dedans l'an de leurs passemens, tant qu'ils soient executoires : pour lequel record sera payé xxii. gros, à charge d'en tenir Registre, & en bailler lettres Escheuinales. Art. 59. Et quant aux Testamens & autres dispositions & derniere volonté, ou dons faits pour les prendre apres le trespas, ils seront recordez endedans six semaines, apres le trespas du testateur ou donateur, publié & venu à la cognoissance en ladite Ville & Banlieu, pardeuant le Mayeur & iiii. Escheuins. Art. 60. Et lesdits records faits, seront lesdits contracts, dons, testamens & dispositions de derniere volonté executoires.

MONT-DIDIER L. Art. 1. A la ville de Mont-didier appartient la Mairie dudit lieu, droict de Iustice, Seigneurie, reuenus, emolumens & autres droicts y appartenans : mesmement droict de Police, Trauers qui s'estend en plusieurs branches, tant en ladite ville, qu'ailleurs, confiscations, Aubeines, Tonnelieux, droicts de Rouaige, Foraige, Cerquemanage, auec plusieurs autres beaux droicts. Art. 2. A † cause de laquelle Iustice & Seigneurie, les Mayeur & Escheuins de ladite ville de Mont-didier, qui exercent icelle Iustice, ont tous les droicts, prerogatiues & preeminences qui appartiennent à S. Hauts Iusticiers. En somme, appartient à ladite ville ladite Iustice, Haute, Moyenne & Basse, en laquelle indifferemment sont suiets & responsables tous les habitans de ladite ville, fauxbourgs & banlieuë d'icelle, pour quelque cause & matiere que ce soit, tant ciuile

† *A ceſt Art. 2. & 4. s'eſt oppoſé le Sieur de Mornillier : Sur laquelle oppoſition auons renuoié les parties à la Cour*

Source : BIU Cujas

de Parlement au lendemain de la S. Martin. Et neant-moins que lesdits Art. seront inserez en nostre Proces verbal, comme droicts pretendus par les Mayeur, Escheuins, & habitans de Mont-didier, esquels droicts n'auons entendu, & n'entendons deroger par la redaction de la Coustume generale: que les parties iouiront respectiuement selon leurs Titres particuliers ou possessions immemoriales.

que criminelle, sans que autres, encores qu'ils ayent Fiefs en ladite Ville & Banlieuë, ayent ou puissent pretendre aucun droict de Iustice. Art. 3. Pour l'exercice de laquelle Iustice, est loisible aux manans & habitans d'icelle ville & banlieuë commettre tous Officiers, c'est à sçauoir Mayeur, Escheuins & Iurez, Aduocat & Procureur de ville, Greffier tant de l'Escheuinage, que ordinaire, Sergens & autres Officiers.

II. BAYONNE Tit. 31. Art. 1. Le Maire ou son Lieutenant, Escheuins & Conseil de ladite ville peuuent faire Statuts concernans le bien & police de la ville & iurisdiction d'icelle: & tels Statuts tant faicts qu'à faire ont force & valeur: pourueu qu'ils ne soient contre les Coustumes cy dessus inserees, ou contre Droict commun, ou les droicts du Roy.

S. SEVER Titre 2. Art. 1. Les Seigneurs ou les Officiers Iurats & habitans des Villes & Iurisdictions de ladite Preuosté de S. Seuer peuuent faire Statuts chacun en son endroit, pour le bien, profit & vtilité d'eux & du bien commun desdites Iurisdictions chacun an, quand bon leur semble, auec inionctions de peines sans deroger aucunement aux Coustumes. Art. 2. Et se peuuent lesdicts Iurats & habitans desdites Iurisdictions assembler entr'eux pour communiquer des affaires communs, faire syndicats pour la poursuite des proces & pouruoir à autre affaire, c sans congé du Seigneur Iusticier.

c Voyez cy dessus le Titre 3. Nombre dernier.

LA BOVRT Tit. 20. Art. 4. Les Parroissiens de chacune Parroisse d'icelluy pays de La Bourt, peuuent entr'eux assembler, pour traicter de leurs besongnes communes, & de leur Parroisse, à chacune fois que besoin sera: & peuuent faire & ordonner entr'eux Statuts & Ordonnances particulieres, pour entretenir & garder les boscages, padouëns & pasturages, & ce selon la Loy vulgairement appellee la Loy de S. Benoist, & autremẽt pour procurer de leurs negoces, au profit commun d'entr'eux & de ladite Parroisse. Ar. 5. Lesquelles iceux Parroissiens sont tenus tenir & obseruer: pourueu toutesfois qu'iceux Status ou Ordonnances ne soient contre le bien commun, ne au preiudice du Roy ne de ses droicts.

SOLE Tit. 1. Art. 4. & 5. p. *à La Bourt.* Tit. 20. Art. 4. & 5.

III. BERRI Tit. 2. Art. 4. Par † l'ancienne d Coustume vsage & obseruance de la Ville & Septaine de Bourges, le iugement des causes criminelles des manans & habitans de ladite ville, faux-bourgs & Septaine, apres que le Procés aura esté instruict & mis en estat de iuger par les Iuges Royaux desdits lieux, qui en ont la cognoissance, appartient au Maire, Escheuins & Bourgeois de ladite Ville, iugeans audit cas par & sous l'auctorité du Roy: pardeuers lesquels le procés est apporté par le Iuge Royal qui l'a instruict, veu & leu en sa presence par son Greffier, & doit dire le premier son opinion, & aussi y doiuent assister les Aduocats & Practiciens du Siege en competant nombre pour en dire leur aduis. Art. 5. Et les amendes & confiscations, où elles ont lieu, appartiennent entierement au Roy: & sont lesdits iugemens executez par l'auctorité de la Iustice du Roy, à sçauoir du Iuge Royal, qui a fait le procés, & la sentence enregistree & expediee par son Greffier. Art. 6. Et ont accoustumé de toute ancienneté les appellations interiettees desdits iugemens & sentences ressortissans moyẽ à la Cour de Parlement.

d En l'ancienne Coustume de la Baillie de Bourges. Art. 24. Li iugement en la terre le Roy se font à Bourges par les Bourgeois, tant en cas ciuil, comme en cas criminel: & ne peut l'en appeller de leur iugement: fors que au Parlement: A Yssoudun, a Cẽquoins & a S. Pierre le Moustier, se font par les Preuosts & en Assises par le Baillif. Et quant l'en appelle dou iugement du Preuost au Parlement, la Cour le renuoye au Baillif, & descend la partie appellee le iugement au sien mettent. Bien est voir qu'à Bourges les causes des Seellez se iugent par le Baillif ou par le Preuost: & aussi iugent li Bourgeois les amendes le Roy: ne la ne sierront li Bailly, li Preuost ne li Sergent à leur iugement. Il y a Arrest dõné a la Chãdeleur 1262. par lequel il se cognoist que les

† *Fut remonstré par l'Archeuesque de Bourges, & Chapitre de ladite Eglise, lesdits de la S. Chapelle, de S. Vrsin, de S. Sulpice, Religieux, Abbé & Conuent de S. Ambrois par ledit Chambert, qu'eux & chacun d'eux en sa maison & cloistre, destroit & faux-bourgs, tant en ladite ville & Septaine, que Faux-bourgs de Bourges auoient toute Iustice Haute, Moyenne & Basse, ce que n'auoient discordé les Lieutenant, Preuost, Aduocat, Procureur du Roy, Maire & Escheuins de ladite ville de Bourges, sur ce par nous interrogez: Auons declaré que n'entendions aucunement preiudicier à leurs droicts & authorité de Iustice, par la reduction de ce 4. Art. ains en pourroient iouir & exercer leurdite Iurisdiction selon & en la maniere qu'ils faisoient auparauant ladite reduction. Et comme eussent les Maire & Escheuins, manans & habitans de ladite Ville, dit qu'outre ceux de la Ville & Septaine de Bourges, le iugement des estrangers leur appartenoit, ainsi qu'il estoit escrit au cayer de l'ancienne Coustume: dont ils auoient iouy immemorialement, & nous ont requis ce mettre & rediger esdites Coustumes. Et les manans & habitans dudit Dun le Roy eussent dit & requis le semblable, & d'aduantage qu'ils pouuoient assister au iugement des criminels faits par les Maire & Escheuins de ladite ville de Bourges: soustenans lesdits Maire & Escheuins, manans & habitans de Bourges & Dun le Roy, qu'ils auoient ce par priuilege & ancienne Coustume: de laquelle ils auoient touſiours iouy iusques à present. Surce ouys lesdits Aduocats & Procureurs du Roy, Auons ordonné que lesdits Maire & Escheuins manans & habitans de Bourges & Dun le Roy, mettront pardeuers nous, leurs priuileges, requestes, & ce que bon leur sembleroit, & feront apparoir de leurs droicts, priuileges & Coustumes, tant par lettres que tesmoins, dedans la S. André, pour toutes prefixions & delais: & sans autre forclusion pour le tout communi-*

Source : BIU Cujas

quer au Procureur du Roy,& luy ſur ce ouy, eſtre par nous ou par la Cour, a noſtre rapport ſur le tout ordonne ce que de raiſon. Et depuis par Arreſt du 8. iour de Iuin 1540. La Cour a ordonné & ordonne que les Maire, & Eſcheuins, manans & habitans de ladite ville de Bourges, & de Dun le Roy eſcriront plus amplement leurs faicts dedans vn mois, qui ſeront communiquez aux Officiers du Roy & de la Royne de Nauarre, Ducheſſe de Berry pour y reſpondre à la quinzaine enſuiuant: & de quinzaine en quinzaine, apres bailleront repliques & dupliques, ſi bon leur ſemble: & deux mois apres enſuiuant informeront reſpectiuement de leurs faits, & ſuper modo vtendi, tant par lettres, que par teſmoins, pour ſur ce fait & rapporté par deuers ladite Cour, ordonner par elle, ſur le requiſitoire deſdits Maire & Eſcheuins, Bourgeois, manans & habitans de Bourges & Dun le Roy, ainſi qu'il appartiendra par raiſon.

S. Severl. Tit. 1. Art. 7. Es iugemens des matieres criminelles, leſdits Preuoſts, Bayle & Iurez, ſont tenus y appeller des Bourgeois de ladite ville, & des plus experts, idoines & ſuffiſans, en tel nombre que bon leur ſemblera, & fait le rapport du procés deuant eux, ſont tenus opiner ſur le ſerment qu'ils ont à ladite ville: & s'il ſemble bon auſdits Preuoſts, Bayle & Iurez, leur peuuent faire faire nouueau ſerment, de bien opiner ſelon Dieu & leurs conſciences. Art. 8. Et pour ceux deſdits Bourgeois qui ainſi auront eſté appellez, ſont tenus d'y aller, ſur peine de xiii. ſols vi. den. t. Art. 9. Et leſdits procés doiuent eſtre iugez ſelon que la plus grande & ſaine partie deſdits aſſiſtans aura opiné.

Bayonne Ti. 26. Ar. 12. Quand le Maire ou ſon Lieutenant & Conſeil fait commandement à aucuns voiſins & habitans de la Cité au cas deſſuſdit, c'eſt à ſçauoir d'iniurier ou mal traicter de faict ou de dict l'vn à l'autre, ou de tenir arreſt ou priſon, & de n'enuoyer ou porter harnois contre aucun autre, ou l'inuader: ſi celuy à qui eſt inhibé & defendu faict le contraire, de ce qu'il fait le contraire, encourt l'amende de cent liures t. applicable à la reparation de ladite ville. Art. 13. Et apres faites Informations ſur ce, s'il appert de l'infraction des inhibitions, l'infracteur eſt pignoré & gagé: & s'il ſ'oppoſe à la main garnie des biens meubles ou immeubles iuſques à la valeur, eſt ouy au long & non autrement, Art. 14. Et où le tranſgreſſeur deſdites inhibitions n'a aucuns biens pour payer l'amende, il eſt banny s'il n'aime mieux demourer en priſon trente cinq iours. Art. 15. Ladite amende ne peut eſtre remiſe ne pardonnée, ſans le vouloir & commune opinion du Maire ou ſon Lieutenant & Eſcheuins Iurez & xxiiii. Cõſeillers de ladite ville, ou la greigneur partie d'iceux en commune aſſemblee. Art. 16. Eſt requis auant que l'infracteur puiſſe eſtre condamné à payer ladite amende, que partie aduerſe face apparoir au Maire & Conſeil, par acte ou inſtrument du Greffe ou d'autres Notaires publics, que leſdites inhibitions & commãdemens ont eſté faits. Art. 17. Outre ladite amende, l'infracteur par ſoy ou autres perſonnes interpoſees, doit eſtre condamnée à reparer le dommage, ſelon les Couſtumes par cy deuant eſcrites & autrement comme de Droict & raiſon, & en peine corporelle, ſi le cas le requiert. Article 18. Par Couſtume & ancien vſage en ladite ville obſerué & gardé en matieres d'iniures verbales ou reales, l'iniurié doit bailler ſa plainte par eſcrit au Maire & Conſeil en iugement ou dehors, au pied de laquelle doit nommer les teſmoins, par leſquels entend prouuer le contenu en ſa plainte. Art. 19. Et apres le Maire ou ſon Lieutenant faict faire Informations par l'Enqueſteur ordinaire & à gage de ladite ville, ſur le contenu en ladite plainte. Art. 20. Leſquelles Informations faites, l'Enqueſteur les doit bailler audit Lieutenant & Conſeil, octroiant prinſe de corps contre le coupable, ou adiournement perſonnel, ſelon l'exigence des cas: lequel prins au corps ou adiourné comparant eſt ouy & examiné par vn des Eſcheuins, appellé auec luy le Greffier de la Cour: & s'il n'eſt queſtion de mort ou mutilation de membre, eſt eſlargy par le Maire & Conſeil, auec caution. Art. 21. Et ce faict, ledict plaignant fait adiourner partie aduerſe, s'il eſt eſlargy, & prend ſes concluſions, & en cas de negatiue, fait recoller ſes teſmoins, qui iurent iudiciairement partie appellee ou ſon Procureur. Art. 22. Et commettent leſdits Maire ou ſon Lieutenant & Conſeil vn des gens dudit Conſeil auec le Greffier pour faire ledit recollement, & aſſignent parties pour rapporter & publier ledit recollement: & au defendeur pour bailler ſes attenuations & iuſtifications. Leſquelles iuſtifications baillees, le procés eſt mis en droict & veu ſommairemẽt, ſi en apportãt ledit proces ils trouuoient que les faits & moyens deſdites iuſtificatiõs ſoient receuables, ils reçoiuẽt partie a y faire preuue. Ar. 23. Laquelle faite & rapportee, derechef eſt mis le procés en droict ſans Obiects: ſinon que la partie ſans delay en iugement, le vouſiſt dire de bouche pour en faire acte. Ti. 28. Ar. 1. Quãd le Maire, Eſcheuins & Cõſeil, cõdẽnent aucune perſonne à prendre peine corporelle, où il y a effuſiõ de ſang, & que l'executiõ doit eſtre faite par l'executeur de la haute Iuſtice, eſt accompagné de deux Eſcheuins, & de deux Sergens de la Cour, & de deux Sergens de la Baſſe Cour, & de deux Sergens de la Cour de la Monnoye, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Vaux, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Mehun ſur Yeure, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Sancerre, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Graçay, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Dun le Roy, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Concreſſault, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Henrichemont, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Sancoins, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Charenton, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Meſtay, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Sainct Amand, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Sainct Pierre le Moutier, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Nyuernois, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Sainct Saulge, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Montigny, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Montfaucon, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Montrichard, & de deux Sergens de la Cour de la Chaſtellenie de Montſoreau

coustumé à faire tel iugement incontinent la sentence donnee, la deliurance du criminel condamné est faite audit Preuost, qui doit faire mettre ladite sentence à execution.

IIII. SOLE Tit. 6. Art. 1. En tous Vics de Sole, qui sont vii. soit à dextre ou à senestre, en sola Sobiran, & en Larbalhe la degaërie de Peyriede & la degaërie de Arbathe & en la Barrohe la degaërie de Larims, la degaerie de Aroa, & la degaerie de Domasanh, les gens de chacune degaerie doiuent eslire degan en leurs vics, le premier iour de May. Art. 2. Si le S. trouue le Bourg sans degan, en chacun Bourg, le S. doit auoir vn bœuf de la valeur de x. francs Bourdelois, d'amende, pour chacun iour que le Bourg demoure sans degans: lequel bœuf doit payer la Parroisse qui deuoit faire le degan. Et si celuy qui est esleu pour degan, recuse accepter la charge sans cause legitime, doit payer ledit bœuf pour chacun iour, que le Bourg demoure sans degan par sa faute.

TITRE XVII. DES ARBITRES.

I. Parties peuuent compromettre: Iuges ne peuuent estre arbitres. Sentences arbitrales comme seront executees.

I. BRETAIGNE Tit. 1. Art. 17. Les a parties peuuent librement compromettre de leurs differens en telles personnes que bon leur semble: fors & excepté en leurs Iuges ordinaires, b qui ne peuuent estre arbitres entre leurs suiets. Art. 18. Et ne peuuent lesdits Arbitres executer leurs sentences, sinon qu'ils eussent les choses contentieuses en leurs mains, pour les bailler à la partie, qui obtient gain de cause.

Iuges ordinaires ne peuuent estre Arbitres.

b La submission à Arbitres n'est que volontaire, & nul ny peut estre contrainct ainsi qu'il a esté souuent iugé, & mesmes le 2. iour de Iuillet, 1571. Voyez les Edicts de Louis 12. 1510. Art. 34. de Franc. 1. 1560. & de Charles 9. 1566. Art. 73. par nous mises en la Conference, Liure. 2. Tit. 9.

b Franc. 1. 1535. chap. 1. Art. 75. enioint aux Presidens & Conseillers de ne prendre charge d'arbitrage ne compromis: ny faire Consultations pour les parties par le Droict ancien des Romains, Lege Iulia iudiciorum scilicet Iudex ordinarius arbiter esse non potest. Vlp. l. sed si in seruum 9. §. si quis iudex D. de recept. arbit. vide l. 2. §. si conuenerit. D. de iudiciis.

TITRE XVIII. DES GREFFIERS.

I. Salaire des Greffiers.

I. VA LA CIENNE Tit. 2. Art. 24. Le a Greffier ne fera aucuns actes de Iustice, s'il n'en est requis, & quant requis en sera, il aura pour chacune acte, trois gros & s'il y a excessiues escritures, pourra auoir plus ample salaire à l'Ordonnance desdits de la Loy: Sauf les actes que nostre Preuost le Comte, ou son Lieutenant, & nostre Procureur d'office leueront: dont & de quelques autres affaires, qui nous concerneront, lesdits de la Loy, Greffiers & autres Officiers n'auront aucun salaire.

a Voyez le liure xii. de la Conference, Tit. 13. parlant du deuoir & office des Greffiers ciuil & criminels.

TIT. XIX. DES PROCVREVRS des Parties.

I. Procureurs doiuent faire apparoir de leur procuration & pouuoir: & se feront aduouer, s'ils proposent iniure contre partie aduerse.

II. Quelles personnes peuuent comparoir par Procureur ou non: ensemble ceux qui peuuent estre Procureurs.

III. Procureur quel serment doit faire en la cause.

IIII. Procureur aiant comparu ou conteste doit comparoir.

V. Procureurs doiuent bailler recepisses aux parties: & apres trois ans ne sont receus a demander leurs salaires.

VI. Procurations ne sont valables apres trois ans.

VII. Les constituants doiuent s'obliger ès Procurations de payer le iugé.

I. BRETAGNE Tit. 3. Art. 92. Celuy †† qui a fait faire exploict en qualité de Procureur d'aucun, a doit faire apparoir de Procuration generale ou speciale, selon le cas, en date precedent ledit exploict. Et s'il n'a ladite Procuration,

a Procureur sans procuration n'est à receuoir: & ce qui seroit

†† *Cest Art. 92. reforme le 96. Art. ancien: & a este le surplus rayé comme inutil.*

Source : BIU Cujas

fait par luy ne vaut. Le Boutelier, liure 1. Par le Droict aucun ne doit s'ingerer à eſtre Procureur pour autruy, nec eſt ferendus procurator, qui ſibi adſerit procurationem. Nam hoc ipſo ſuſpectus eſt qui operam ſuam inuito ingerit: niſi forte purgare magis conuicium, quam procurationem exſequi maluit Vlp. l. quæ omnia 25. D. de Procur. l. 25. C. eod tit. & ſic tutor non eſt qui ſe teſtamento tutorem ſcripſit. l. ex ſententia 29. D. de teſtam. tut. l. vxori 18. §. qui ſe filio D. de lege Corn. de falſis. Paul 3. Sent. Tit. vide l. ſemper §. conductores. D. de iure imm. A ceſte cauſe le Roy François premier, 1535. Chapitre 5. Article 6. veut que les Procureurs comparans ſans procuration ſoient punis, comme fauſſaires & par l'Ordonnance de Loys douzieſme, 1498. Art. 134. doiuent mettre leurs Procurations au Greffe, s'ils en ſont requis. Par Arreſt du quatrieſme iour de Iuillet mil cinq cens ſoixante cinq, en audience fut dit qu'vn Procureur ne pouuoit ſe preſenter ny occuper ſans charge ſpeciale.

ration en main, le Iuge luy baillera delay competent: autrement & à faute de luy en faire apparoir de * precedent date, l'exploict eſt nul, & payera ledit pretendu Procureur deſpens à la partie, & amende à la Cour. Article 101. Quand † Procureur b ou Aduocat n'ayans charge ou memoire ſigné de leur partie, mettent en auant aucun crime ou iniure, à l'encontre de partie aduerſe, ils ſe feront aduouër à leur partie: autrement ſeront tenus de reparer l'honneur & deſdommager partie aduerſe, & l'amender ſelon l'exigence du cas.

II. PONTHIEV Titre 3. Article 163. Vne chacune perſonne habille à proceder en iugement doit eſtre receu tant en demandant, qu'en defendant, pardeuant les Iuges de ladite Comté de Ponthieu à paſſer c par Procureur, ſans auoir n'obtenir du Roy ne de ſa Chancellerie, lettres de graces, ſi n'eſt en Aſſiſe.

VALANCIENNES Tit. 2. Art. 18. Que ſi quelqu'vn des demandeurs ou defendeurs ſont forains non aians domicile en la ville, ſeront tenus d'eſlire domicile en icelle ville, & laiſſer Procureur pour occuper en ladite cauſe, & comparoir à chacun iour de plaids. Article dix-neuf. Et pourront paſſer leurs Procurations pardeuant telles Loix de Villes, que bon leur ſemblera ſans eſtre contraint de paſſer leſdites Procurations pardeuant noſtre-dit Mayeur & deux Eſcheuins de noſtre-dite ville, comme ils ſouloient faire anciennement. Article vingtieſme. Et s'il aduenoit que aucunes deſdites parties litigantes ne fut pourueuë de Procureur, elles ſeront ſignifiees par noſtre-dit Mayeur, en preſence de ſon Iuré à leur domicile, vne fois ſeulement pour toutes, ne fut que pour aucuns regards, la Loy fut meuë d'ordonner vne ſignification d'abondant. Article 21. Et contre le forain qui n'aura eſleu domicile, ſera procedé comme contre autres defaillans.

AVVERGNE Chapitre 4. Article ſecond. Toute perſonne en matiere d ciuile eſt receuë à comparoir par Procureur ſans grace: ſinon qu'autrement par le Iuge en ſoit ordonné.

PIERRE-FORT Article 1. Chacun eſt receu à comparoir pour autruy à la premiere aſſignation de cauſe, ſans Procuration aucune, en iuſtifiant par ledit comparant à l'aſſignation prochaine enſuiuant, de Procuration en forme ou par extraict.

MAVRIAC Art. 2. Les habitans de ladite ville quand ſont adiournez, ſont receus à la premiere aſſignation par ſimple comparuit: combien que n'aye Procuration de l'adiourné.

LA MARCHE Chap. 4. Art. 28. Chacun eſt receu &c. p. *a Auuergne.* Art. 2. à plaider & comparoir, &c. ſinon que par L. I. en, &c.

S. SEVER L. Tit. 1. Art. 22. Iaçoit que par cy deuant ladite Cour fut perſonnelle, à eſté aduiſé que ladite Cour ſera perſonnelle ſeulement, iuſques à conteſtation de cauſe, & non apres ny au parauant, ſi parties n'y conſentent. Article 23. Toutesfois Prelat, Chapitre, College, Conuent ou Vniuerſité, touſiours y eſt receu par Procureur.

* *Alias, precedente.*

† *Ces mots, ou Aduocat n'ayant charge ou memoire de leur partie, ont eſté adiouſtez à ceſt Art. 101. qui eſtoit le 105. Art. ancien.*

b Les Procureurs ne doiuent par les Ordonnances prendre Procuration ne charge ſans auoir memoire & inſtructions des parties. Charles ſeptieſme, 1446. Art. vingt ſept, & 1453. Article 43. François 1. 1535. Chapitre 5. Article 4 & Charles 9. 1563. Art. ſept. miſes au Liure ſecond de la Conference des Ordõnances Royaux, Tit. 4.

c Voy ce que nous auons dict cy deſſus au Titre 3. où il eſt des procurations paſſees par non puiſſance. Le Boutelier en la Somme Rurale liure premier, Tit. Des Procureurs. Eſt à ſçauoir que ſelon le ſtile du Royaume de France, nul en demãdant n'eſt receu par Procureur, ſans grace du Roy noſtre Sire, dont il face apparoir par lettres patentes: leſquelles ne durent que vn an, ſi ainſi n'eſtoit que la cauſe durant iceluy an fut encommencee. Car lors elle dureroit durant la Cauſe. Mais ſelon l'vſage de Haynaut nul en demãdant n'eſt receu par Procureur & conuient qu'il face ſon procés en perſonne ou autrement n'y ſeroit receu: Si eſt à ſçauoir qu'en France faut la regle. Car en demandant ſont receus par Procureur. Egliſes Cathedrales & Collegiales, corps de Ville qui ont Communauté, Prelat & dignité. vide l. 25. C. de Procur. & l. 3. C. vbi Senat. vel Clar.

d Procureur ne peut eſtre receu en matiere criminelle, & doit l'accuſé reſpondre par ſa bouche ſans miniſtere d'Aduocat ou Procureur. François premier, mil cinq cens trente neuf. Article cent ſoixante deux. Pap. in lib 13. §. ad crimen. D. de publ. iud & ibi. Bartol. contra l. reos 3. C. de accuſat. de qua Cuiac. 20. Obſer. cap. 20. Clarus v. ſent. §. vlt. q. 32. Et par la Couſtume de Bretagne. Article cinq cens trente ſix, mis cy deſſous. Titre vingt ſix. Nombre ſix. mais plus apertement par les Articles nonante huict & nonante neuf mis en ce Titre dix neuf.

Source : BIU Cujas

SOLE Titre huictieſme. Article deuxieſme, p. *à Auuergne.* par la Cour en ſoit, & cetera. Article troiſieſme. En actions de Loix maieurs parents, le bleſſé & celuy qui a bleſſé, eſtant adiournez, ne ſont receus par Procureur : ains ſont tenus comparoir en perſonne & reſpondre par leurs bouches.

BRETAGNE Titre troiſieſme. Article nonante ſix. Nul †† perſonne infame, e ne mineur f de dix-huict ans, eſt capable d'eſtre Procureur en iugement. Article nonante ſept. Procureurs qui ſont eſtablis, ſous Seel d'Egliſe, & n'ont autres lettres, ne ſont receuables en Cour ſeculiere, s'il n'y a autre ſeel appoſé en leurs lettres. Article nonante huict. En cauſe criminelle, où la preſence de la perſonne eſt requiſe, le Procureur n'eſt receuable à comparoir pour le delinquant, ou pour celuy qui doit comparoir en perſonne. Article nonante neuf. Procureur † fondé & receu en cauſe ciuile, peut defendre le conſtituant, ores qu'il eſcheut queſtion de crime incidemment, pour vn terme ſeulement : & luy ſera baillé delay pour faire venir le conſtituant. Article 100. Celuy †† qui eſt en pouuoir d'autruy, ne peut eſtablir Procureurs, ſans l'auctorité de celuy, en pouuoir de qui il eſt : ſi ce n'eſtoit contre le faict de celuy qui deuroit donner l'auctorité.

III. BRETAGNE Titre troiſieſme. Article nonante cinq. Procureur accepté par la partie en la cauſe, peut faire ſerment pour la liquidation de deſpens, & tout autre ſerment ſeruant à la cauſe : pourueu qu'il ne ſoit deciſif, ny concernant le faict des preuues, ou †† que d'ailleurs requere mandement ſpecial.

IIII. LA MARCHE Chapitre quatrieſme. Article vingt-neuf. Le Procureur qui a conteſté cauſe, g eſt tenu de paſſer outre, & prendre appointement: ſur peine d'amende.

LA ROCHELLE Chapitre cinquieſme. Article treize. L'on peu donner adiournement à la partie, en perſonne du Procureur qui a comparu en la cauſe, quant pour veues ou monſtrees, produire teſmoins ou collations des pieces.

V. BRETAGNE Titre troiſieſme. Article 102. Tous † Procureurs ſeront tenus bailler h Recepiſſé aux parties, par briefue certification ou reſcription de la charge, lettres & argent au deſſus de cent ſols Monnoye, qui leur ſeront baillez, & leur charge expiree par iugement executé, reuocation ou autrement, ſeront tenus i rendre les lettres & pieces aux parties, lors qu'ils en ſeront requis: & les parties tenues de les retirer dedans trois ans : lequel temps paſſé, ne ſeront leſdits Procureurs recherchez, iurant ne les auoir ny par dol delaiſſé de les auoir : ſi auparauant ledit ſerment la partie ne ſe charge de prouuer le contraire, autrement que par ledit Recepiſſé. Et ne ſeront auſſi k leſdicts trois ans paſſez, leſdits Procureurs receus à demander leurs ſalaires & miſes.

VI. BRETAGNE Titre troiſieſme, Article nonante quatre. Et ne †† ſeront leſdites Procurations valables n'y d'aucun effect, apres les l trois ans de L'octroy : ſinon qu'au moyen d'icelles il euſt eſté exploicté, & en la cauſe ſeulement, en laquelle il a eſté procedé.

VII. BRETAGNE Titre troiſieſme. Article nonante trois. Es Procurations ad Lites, ſera le conſtituant tenu ſobliger à payer le Iugé, ſous l'obligation & hypotheque de ſes biens. Et eſdictes Procurations ſera mis le lieu, où elles ſont conſenties : & ſeront ſeellees de Seel authentique ou conſtituant ſ'il a Seel.

†† *Le 99. Art. a eſté rayé & remis à ce qui eſt ordonné par les prochains ſubſequens Art. Et de ceſt Art. 96. qui eſtoit le 100. Art. ancié ont eſté rayez ces mots,* Et ne peuuent les Clercs ſoluts, *&c. iuſques à la fin.*

† *De ceſt Art. 99. qui eſtoit le 103. Art. ancié a eſté rayé depuis ces mots,* Et ou ledict Procureur, *&c iuſques à la fin.*

†† *De ceſt Art. 100. qui eſtoit le 104. Art. en a eſté rayé depuis ces mots,* Et conuient, *&c. iuſques à la fin, pour y auoir eſté pourueu par les precedens Articles.*

†† *Ces mots,* ou que d'ailleurs, *&c. ſont adiouſtez à ceſt Artic. 95 qui eſtoit le 98. Art. ancien.*

† *Ceſt Art. 102. eſt de nouuel adiouſté.*

†† *Ceſt Art. 94. eſt de nouuel adiouſté.*

e Infames remouentur a poſtulando iure ciuili Vlp. l.1. §. ait prætor. D. de poſtul.

f L. minor. 51. D. de procurat. l. exigendi. C. eod. tit. vide Cuiac. lib 21. Obſer. c. 16. Par l'Edict des Preſidiaux de Henry 2. 1551. Article neuf, doiuent auoir vingt cinq ans: comme auſſi par l'ancien Stil d'Yſſoudun ils deuoiét auoir vingt cinq ans : mais il ſuffit auiourd'huy auoir dix huict ans ſelon le droict, qui eſtoit l'aage prefix & ordonné pour poſtuler, Vlp. l. 1. § initium D. de poſtul. Qui eſt l'opinion de Cuias au lieu prealegué.

g Charles 9. 1563. Art. 7. a ordonné que le Procureur qui aura eu Procuration pour occuper en la cauſe, ſera tenu & contrainct comparoir en l'inſtance de l'execution des Arreſts ou iugemens, ſans nouuelle procuration.

h Tous Procureurs ſont tenus faire Regiſtre de tout ce qu'ils reçoiuent de leurs parties, ainſi qu'il a eſté ordonné par les Ordonnances de Charles 7. 1453. Art. 44 & 45. Franc. 1. 1535 Chap. 5. Art. 30. ainſi fut ordonné par Arreſt du Parlement de Bretagne, le 11. iour de Mars, 1563. recité par Du fait, liure premier.

i Les Ordonnances de Charles 7. 1453. Art. 44. & de François 1. 1535. Chapitre 5. Article 8. defendent aux Procureurs retenir les pieces des parties ſous ombre de leurs ſalaires. Par Arreſt du 26. Octobre 1577. du Parlement de Bretagne furent faicts commandemens à tous Procureurs de cauſe, de ſe faire deſcharger des ſacs, les proces eſtans iugez dedans trois ans apres, & d'en retirer quittance, ſuiuant les anciennes Ordonnances : ſur peine d'en reſpondre, & des dommages & interests des parties.

k Les Procureurs ou leurs heritiers ne ſont receus à demander leur ſalaires & vacations apres vn an ou deux au plus. Charles ſeptieſme, mil quatre cens cinquante trois. Article quarante quatre. François premier, mil cinq cens trente cinq. Chapitre cinquieſme. Article trente deux. Leſquels ſe doiuent auſſi contenter de ſalaires moderez, comme il eſt expreſſement porté par l'Ordonnance de Charles 7. 1453. Art. 44.

l Voyez ce qui a eſté dit cy deſſus en ce Titre au commencement.

Source : BIU Cujas

TITRE XX. DES Notaires.

I. Notaires par qui doiuent estre installez, & quelle solennité on y doit garder.
II. Quelles personnes ne peuuent exercer l'estat de Notaire.
III. Office & deuoir des Notaires: & ne doiuent passer aucuns Contracts ou actes hors leurs mettes. Lettres ou titres perdues comme se peuuent recouurer.
IIII. Salaire des Notaires.
V. Droict de Tabellionnage.
VI. Contracts & obligations en la ville de Valancienne doiuent estre mis en forme dedans xl. iours.
VII. Tabellions de Cour d'Eglise.

I. TOVRS Titre 7. Article 77. Et † ne doit estre receu aucun Notaire a ou Sergent, qu'il n'ait attaint l'aage de vingt-cinq ans, qu'il ne b sache lire & escrire, & qu'il ne soit trouué capable & suffisant c par le Iuge du lieu.

LA RVE D'YNDRE Chapitre neuf. Article 28. Tous Notaires sont tenus prendre Commission du Seigneur, & de faire serment de loyaument exercer ledit office de Notaire.

POICTOV Titre 13. Article 376. Les †† Notaires creez par les Vicomtes, Barons & Seigneurs Chastelains seront instituez par leurs Seneschaux, Iuges des Seigneurs, à qui les lettres seront addressees: qui feront inquisition sur leur vie, mœurs, aage, qui ne peut estre moindre de vingt-cinq ans, & sur leur experience. Et feront escrire en vn papier leurs lettres de prouision: & à la fin leur feront mettre leurs seings dont ils entendent vser en leur estat de Notaire, à ce que par cy apres il ne puisse varier, & que l'on puisse auoir recours audit papier, s'il en est besoin. Article 377. Les Iuges ayans faict faute de garder les solennitez susdictes, seront tenus des dommages & interests des parties interessees.

II. TOVRS Titre 7. Art. 78. Nul † ne peut estre Notaire & Sergent en mesme Iustice.

POICTOV Titre 13. Art. 384. Les Prestres & Religieux ne peuuent estre Notaires d en Cour seculiere: & où de faict ils auroient passé quelques Contracts, on e ny adioustera aucune foy: & †† seront tenus des dommages, &c. p. à l'Article 377. interessees, & punis arbitrairement.

ANGOVMOIS Chap. 2. Article trente huict. Gens d'Eglise & Religieux ne sont receus à estre Notaires de Cour Laye: & les Contracts ou passemens qu'ils reçoiuent sous ladite Cour ne sont valables. Article trente neuf. Et ne peuuēt par ladite Coustume Notaires de Cour d'Eglise, autrement qu'en la compagnie d'vn Notaire de Cour Laye, passer entre Laiz aucuns contracts des choses concernans la temporalité & realité: & les contracts passez par iceux Notaires de Cour d'Eglise seulement, sont de nul effect & valeur.

BERRI Titre 3. Article 2. Les † Notaires Ecclesiastiques, Apostoliques ou Episcopaux ne peuuent & ne doiuent receuoir aucuns contracts faicts entre personnes Layes, ou pour choses reelles & mixtes. Et s'ils font le contraire, l'instrument ne portera aucun effect de realité ou execution.

Notaire ou Sergent doit estre aagé de xxv. ans.

† *Cest Art. 77. est adiousté pour auoir lieu à l'aduenir, ainsi qu'il a esté dit sur le 74. 75. & 76. Art.*

†† *Les Art. 376. 377. 378. 379. 380. & 381. ont esté mis au lieu du 322. Ar. ancien pour auoir lieu à l'aduenir en ce qui est corrigé & adiousté audit Art. 322.*

† *Cest Art. 78. est de nouuel adiousté comme dit est.*

†† *Ces mots, Et seront tenus &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiousteż à cest Art. 384. qui estoit le 324. Art. ancien.*

† *Cest Art. 2. a esté reputé par les second & troisiesme Estat pour Coustume ancienne: & par l'Archeuesque de Bourges soustenue nouuelle, disant que pour raison de ce, estoit proces pendant en la*

p Les Notaires & Sergens doiuent estre aagez de vingt cinq ans, par l'Ordonnance des Estats d'Orleans 1560. Article octante deux & octante neuf. A ceste cause par Arrest prononcé en robbes rouges, le vingt-troisiesme Decembre, mil cinq censseptante quatre, fut dit que le mineur estāt Notaire ne pouuoit estre releué de sa promesse, sous couleur de minorité.

b Ces mots, *qu'il ne sachent lire ou escrire*, sont mis seulement pour le regard des Sergens: qui estoient le plus souuent receus par les Seigneurs subalternes, sans qu'ils sceussent lire ou escrire. Les Ordonnances de François 1. 1535. Chap. 6. Art. 4. & Chapitre 20. Article 2. Charles 9. 1560. Article 89. & 1563. Article 28. veulent que les Sergens ne soient receus s'ils ne sçauent lire ou escrire, & seront examinez auant leur reception, & ne seront receus sans inquisition prealable, ainsi qu'il a esté mis au Liure xii. de la Conference des Ordonnances Royaux Charles neufiesme, 1563. Tit. 15. & estant receus par les Iuges, doiuent escrire & enregistrer de leur main leur nom au Greffe, Article vingt huict.

c Les Notaires doiuent estre examinez par les Iuges & prester serment auant leur reception. Charl. 8. 1490. Art. 20. Franc 1. 1535. Chap. 19. Art. 1. & 2. & mettront leur nom, surnom & seing manuel, dont ils entendent vser. François 1. 1555. Chap. 19. Art. 2. comme il a esté par nous monstré en la Conf. des Ordon. Royaux liure xii. Tit. xiii. Voy la Coust. de Poictou. Art. 376.

d Par les Edicts du Roy François 1. 1542. au mois de Nouemb. & 1543. en Decemb. & d'Henry 2. 1553. du 4. Octobre, verifiez en la Cour, il est defendu à tous Iuges, Lieutenans & Greffiers de receuoir ne passer aucūs contracts volontaires entre quelques personnes, & pour quelque cause que ce soit: ains les laisser receuoir & grossoyer aux Notaires & Tabellions, sur peine de rendre le quadruple du profict & emolument qu'ils en auront receu, & des dommages & interests des parties interessees. Au reste pour le faict des Notaires Ecclesiastiques, qui ne peuuent receuoir aucuns contracts entre personnes Layes, faut voir le stile du Parlement en latin parte 3. Tit de fide instrum. & Boerius Dec. 242. voyez Chop. li. 3. du Domaine. Tit. 21.

e Cecy est tiré du Droict Canon Innoc. 3. Cap. sicut 8. Extra. Ne Cler. vel monachi.

Source : BIU Cujas

Cour: auquel ne deuoit eſtre preiudicie: les parties ſurce ouyes, & les Aduocat & Procureur du Roy, ordonnons que ledit Art. ſera leu & publié pour Couſtume ancienne: ſans preiudice toutesfois audit proces pretendu par ledit Archeueſque de Bourges: lequel pourra bailler ſa requeſte ſurce à la Cour dedans la S. Andre pour tous delais, ſans autre forclusion, pour par elle en eſtre ordonné comme elle verra eſtre à faire par raiſon.

III. SENS Tit. 21. Art. 245. Vn f Notaire ou Tabellion, ne peut receuoir aucun contract, s'il n'a deux teſmoins, ou qu'ils ſoient deux Notaires ou Tabellions: autrement les lettres, qui en ſeroient paſſees ſeront nulles & de nul effect. Art. 246. les teſmoins nommez en l'inſtrument du Notaire ou Tabellion, doiuent eſtre maſles: & doit †† ledit Tabellion g mettre leurs noms, qualitez & demeurances.

AVXERRE Tit. 6. Art. 134. Pour † rendre vn contract authentique, eſt requis qu'il ſoit receu par deux Notaires, ou par vn Notaire auec deux teſmoins inſtrumentaires maſles, & non domeſtiques dudit Notaire: lequel ſera tenu mettre audit Contract les noms, qualitez & demeurances des teſmoins.

CAMBRAY Tit. 2. Art. 14. En h vendition, permutation, arrentement ou autre alienation d'heritage à titre onereux, ou en faiſant rapport & hypotheque d'iceux, pour ſeureté de quelque charge, rente ou debte, les alienans chargeans ou hypothequans leurs heritages, ſont tenus de declarer par ſerment, les rentes, charges & hypotheques, auſquels leſdits heritages ſont affectez. Et s'ils les conduiſent francs, & ils ſoient trouuez chargez de leur faict ou d'autres dont ils ayẽt eu le cognoiſſance: doiuent eſtre ſubmis à tous intereſts de l'autre partie, & ſont punis comme fauſſaires.

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 24. En tous contracts de vente, eſchange ou permutation & autres alienations ou diſpoſitions d'heritages & choſes immeubles, les Notaires doiuent inſerer & faire mention eſdits contracts des Fiefs, Cens, rentes & autres charges deuës à cauſe deſdites choſes immeubles, & à qui ils ſont deuz, & pour ce faire interroguer les parties. Et ſi leſdites parties ſur ce interroguez, diſent & afferment n'en ſçauoir aucune choſe, leſdits Notaires de leurs affirmations & interrogations, ſont tenus de faire mention eſdits contracts: ſur peine d'amende arbitraire. Art. 25. Auſſi tous contrahans ſont tenus de declarer les Fiefs, Cens, rentes, charges & hypotheques ſpeciales, & aſſignations ſur leſdits heritages & choſes immeubles, qu'ils alienent à Titre onereux: ſur telle peine que deſſus.

BERRI Tit. 3. Art. 1. Les †† Notaires ſeront tenus cy apres i dreſſer la minute des Contracts par eſcrit, auant que prendre la main & ſerment des parties, pour la reception d'iceux, & en faire lecture intelligible en la preſence des parties, & des teſmoins qui y ſeront appellez.

BOVRBONNOIS Chap. 11. Art. 74. Vn Notaire ou Tabellion ne peut receuoir aucun Contract, ſ'il n'y a deux teſmoins, ou qu'ils ſoient deux Notaires. Art. 75. Les teſmoins nommez en l'inſtrument du Notaire doiuent eſtre maſles & maieurs de xx. ans: & doit ledit Notaire mettre leur demeurance. Et s'ils ſont varlets ſeruans, doit mettre le nom des maiſtres qu'ils ſeruent, & doiuent les Notaires cognoiſtre les teſmoins. Art. 76. Leſdits † Notaires doiuent inſerer & mettre en leurs notes & lettres qu'ils reçoiuent le lieu, k auquel il les reçoiuent: autrement leſdites lettres ſont reputees eſcriture priuee, & le Notaire condamné en amende. Et auront les parties intereſſees leurs recours contre leſdits Notaires pour leurs dommages & intereſts. Article ſeptante ſept. Et ſont leſdits

†† *Ces mots, Et doit mettre, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Le 134. Art. a eſté adiouſté pour plus grande explication au lieu du ſept vingt-dixneufieſme Art. ancien.*

†† *Ceſt Art. 1. eſt nouuelle Couſtume.*

† *Ceſt Art. 76. eſt accordé pour nouuelle Conſtume.*

f Les Notaires ne peuuent receuoir aucuns Contracts ſinon qu'il y ait deux teſmoins ou deux Notaires ſans teſmoins. Loys 12. 1498. Art. 66. Franc. 1. 1543. & 1544. Henry 2. 1580. Boer. Dec. 21. Guido Pap. Dec. 22. cap. 2. extr. de fide inſtr. ne doiuent receuoir aucuns Contracts, qu'ils cognoiſſent les parties & les teſmoins Louis 12. 1498. Art. 65. Franc. 1. 1535. Chap. 19. Art. 7. & doiuent conſequemment faire ſigner tous actes & contracts, aux parties & teſmoins, s'ils ſçauent, & en faire mention. Charles 9. 1560. Art. 84. & 1572. Henry 3. 1579. Art. 165. & 1579. en Iuin. Et ſont tenus appeller vn teſmoin pour le moins qui ſçache ſigner, s'ils ſont és villes & gros bourgs. Henry 3. 1579. Art. 166.

g Les Notaires & Tabellions doiuent mettre la qualité, demourance & Parroiſſes des parties, la maiſon, où les Contracts ſont paſſez, & le temps de deuant ou apres Midy. Franc. 1. 1539. Art. 67. Henry 3. 1579. Art. 167.

h Par les Ordonnances les Notaires ſont tenus de ne receuoir aucuns Contracts que les parties n'expriment en quel Fief ou Cenſiue les choſes ſont ſituees, & quelles charges elles doiuent. Frãc. 1. 1536. Chap. 3. Art. 4. & 5. & 1539. Art. 180. & 181. Henry 2. 1549. Henry 3. 1579. Art. 180. Ce qui eſt porté par ceſte Couſtume, & par celle de Niuernois. Chap. 5. Art. 24. Bourbonnois. Art. 79.

i Voyez l'Ordonnance de Charles 9. 1560. des Eſtats d'Orleans. Art 84. pour laquelle ils ſont tenus audiencer les Contracts par eux receus, & les faire ſigner, & de ce les ſommer & en faire mention, comme il a eſté dict cy deſſus.

k Par l'Ordonnance des Eſtats de Blois. 1579. Art. 167. cy deſſus cotté, ils doiuent mettre la maiſon, où les Contracts ſont paſſez, & le temps de deuant ou apres midy. Le lieu eſt donc de la Subſtance du Contract, & y eſt neceſſairement requis par ceſte Ordonnance, comme il l'eſtoit par ceſt Article ſeptante ſix. Accurſ. in L. generali 3. Cap de Tabulariis lib. 1. monſtre les choſes requiſes & neceſſaires pour la perfection d'vn Contract ou inſtrument, & meſmes y met le lieu. Felinus in cap. 1. extra de fide inſtrumen. Philipp. Cornæus conſ. 80. lib. 4. Deciſ. Thol. q. 461. Guido Pap. Deciſ. 482. Du Moulin dit que les Contracts & inſtruments anciens & faicts auparauant la redaction de ceſte Couſtume ſans faire mention du lieu, où ils ont eſté paſſez, font foy.

Source : BIU Cujas

Notaires tenus de escrire les contracts, l auant que les receuoir : & en apres en faire lecture, haut & cler en la presence des parties & tesmoins. Art. 78. Et pareillement sont tenus de faire Protocoles m & Regists des † lettres perpetuelles par eux receuës. Article 79. †† p. *à Niuernois.* Art. 24. & autres alienations & dispositions d'heritages & choses immeubles, &c. & autres deuoirs deuz à cause desdites choses, &c. & pour ce faire interroger les parties. Et si lesdites parties sur ce interrogees, dient & afferment, &c. Art. 80. p. *à Niuernois.* Art. 25. Les † rentes, charges, &c. qu'ils vendent * eschangent ou alienent entr'eux à titre onereux : autrement ils * sont griefuement punis. Et s'ils les vendent franchement, & elles soient trouuees chargees de leur faict ou d'autres dont ils sont deuement aduertis, ils sont punis comme faussaires. Art. 81. Aussi sont punis comme faussaires ceux qui vendent ou autrement alienẽt chose à autre par eux auparauant vendue ou alienee. Art. 83. L'Office de Notaire n'est reuoqué par la mort n & mutation du Seigneur, qui la creé & institué. Art. 84. Les Protocoles & Regists desdits Notaires de Bourbonnois, apres leur decés, appartiennent à Madame : & à semblable les Protocoles & Regists des Notaires des Vassaux aians Seaux aux contracts, appartiennent, apres le decés desdits Notaires ausdits Vassaux : & †† en doit estre faict Inuentaire, & baillee quictance & descharge aux heritiers desdits Notaires. Art. 85. Les Notaires, ausquels sont vendues ou donnees les notes non grossoyees, les peuuent grossoyer & mettre en forme de *Retulit*, auquel *Retulit*, ils doiuent inserer les payemens & choses qui se trouuent escrites au dos ou au pied ou au dedans de ladite note : & aussi doiuent faire mention, si elle a esté grossoyee ou non, & pour qui.

AVVERGNE Chapitre 2. Article 9. Lettres non perpetuelles ne peuuent estre regrossoyees, sans auctorité de Iustice, & la partie appellee qui y peut auoir interest.

LA MARCHE Chap. 6. Art. 37. p. *à Auuergne.* perpetuelles, comme obligations, louages & autres ne se peuuent regrossoyer, &c. partie qui a interest, appellee. Art. 38. Tous Notaires sont tenus, sur peine d'amende arbitraire de faire Protocole, &c. p. à l'Art. 78. *de Bourbonnois.* Art. 39. Les Notaires doiuent inserer en leurs notes, &c. p. *à Bourbon.* Art. 76. priuee : & auront, &c. interessees, par faute de ce que dit est, recours, &c. de tous leurs, &c. Art. 40. Lesdits Notaires doiuent cognoistre les tesmoins qu'ils inserent pour presens en leurs notes ou lettres : sur peine d'amende arbitraire.

POICTOV Tit. 13. Art. 378. Ne †† peuuent lesdits Notaires passer aucuns contracts, hors les fins o & mettes du lieu, où ils ont esté instituez Notaires : sur peine de nullité : & de respondre des dommages & interests. Article 379. p. *à Bourbonnois.* Article 83. instituez, comme dessus, &c. qui les a creez. Article 380. Les Notaires doiuent faire Protocole de tous contracts & instrumens qu'ils reçoiuent : & garder les minutes originales, pour y auoir recours, quand il en sera besoin, & iceux signer à la fin, & faire signer lesdites minutes aux parties, qui pourront signer. Article 381. Doiuent les Notaires lire aux parties les contracts & instrumens, & leur donner à entendre les renonciations par eux faites au benefice de diuision, de discussion, de Velleian & autres non entendues par gens simples & non lettrez. Article 382. Lesdits Notaires ne peuuent & ne doiuent passer lettres obligatoires ou liberatoires d'heritages & choses immeubles, au dessus de vingt sols de rente, ou à l'equipollent, ou de chose mobiliaire au dessus de x. liures ou à l'equipollent, s'ils ne sont deux Notaires : sur peine d'estre priuez de leurs Offices & d'amende arbitraire. Art. 383. Bien pourra vn Notaire seul, en presence de deux tesmoins, receuoir contracts au dessous desdictes

† *Auons demande aux Estats, qu'ils entendoient par ces mots : qui ont fait responses, qu'ils entendoient lettres de Testamens, Contracts de mariage, constitutions de rentes & hypotheques, venditions, donatiõs, eschanges & autres cõtracts transl atifs de proprieté & Seigneurie. Et n'entendent qu'obligations, quictãces, louages & autres contracts semblables, soient dits lettres perpetuelles.*

†† *Cest Art. 79. est accordé pour Coustume nouuelle.*

† *Cest Art. 80. a esté ainsi accordé & reformé du consentement des Estats.*

* *Aliàs, changent. P. V.*

* *Aliàs, ils y seront. P. V.*

†† *Ces mots, Et en doit, &c. ont esté de nouuel adioustez.*

† *Ces Art. 39. & 40. sont adiostez pour Coustume nouuelle & comme vtils & necessaires pour le bien & vtilité dudit pays.*

†† *Pour les Art. 378. 379. 380. & 381. Voyez ce qui a esté noté cy dessus sur l'Art. 376.*

l Les parties doiuent declarer leur volonté aux Notaires, qui les redigeront apres par escrit, & les liront en la presence des parties, & ny mettront aucune chose qui ne soit par elles dicté, & n'vsent de paroles superflus. François premier, 1535. chapitre dixneuf. Article 3 & quatre, & 1543. & 1544.

m Les Notaires sont tenus faire Regists de tous contracts & actes. Louys douziesme, 1510. Article 65. François premier, 1535. Chapitre dixneuf. Article 6. & 1539. Article 173. 174. 175. & 176. Lettres perpetuelles s'entendent celles qui ont leur effect perpetuel à la difference des Sommations & protestations qui n'ont que vn effect de peu de duree, & ne seruent que pour vn temps.

n Guido Pap. Dec. 118. & 404. le Retulit. se faict au nom du Garde du Seel : & le Notaire faict la grosse au long. C.. M. Par les Ordonnances du Roy François premier 1543. & 1544. les Notaires reçoiuent & passent les contracts demourant la grosse aux Tabellions : sans qu'ils puissent entreprendre sur les limites les vns des autres : Mais depuis par Edict du Roy Henry troisiesme, 1575. les Gardenotes ont esté erigez en office : en vertu duquel Edict tous Notaires ont esté faicts Notaires Gardenotes.

o Les Notaires ne peuuent demeurer en la terre des Seigneurs, & y passer Instrumens suiuant les Ordonnances anciennes, & dont sont interuenus plusieurs Arrests, mesmes entre François de Vendosme, Vidame de Chartres appellant, & le Duc d'Orleans & d'Angoumois prenant la cause pour son Procureur Fiscal à Angoulesme. Maistres Geoffroy du Clos, & Iaques Iarronde, eux disans Notaires Royaux en la Baronnie de Conjoulant le dernier iour de Iuillet, mil cinq cens quarante trois, par lequel les intimez deboutez des lettres de prouision par eux obtenues. Autre Arrest du vingtiesme Decembre, mil cinq cens septante cinq, en Audience : par lequel fut ordonné conformement à l'Ordonnance que les Notaires & Sergens Royaux mariez, demourans en la Ville, Baronnie, terre & Seigneurie de Sainct Valery, y pourront resider : toutesfois ne pourront les Sergens exploicter, sinon és cas de Ressort, ny les Notaires instrumenter, sinon par la permission des Seigneurs. Autre Arrest donné au profit de Messire Guillaume de l'Aubespine, Sieur de Chasteau neuf sur Cher, contre vn Notaire de Dun le Roy, en Audience, le Ieudy vingt septiesme Iuillet, mil cinq cens septante quatre. Autre Arrest donné le vnziesme Feurier, mil cinq cens octante. en au audience, au profit du Duc & Ducheſſe de Niuernois, contre des Notaires & Sergens du Comté de Rethelois. Voyez Bacquet Traicté de Iustice, Chapitre vingt-cinquiesme. Chopin Liure troisiesme, du Domaine. Titre vingt-vniesme, & Liure premier des Coustumes d'Anjou sur l'Article septante six.

Source : BIU Cujas

ſommes: & ſi autrement eſt faict, foy ne ſera adiouſtee eſdites lettres & contracts.

ANGOVMOIS Chap.2. Art.37. Tous Notaires reçoiuent & paſſent toutes manieres de contracts & paſſemens, ſous les Seaux de la Cour Laye, dont ils ſont Notaires, & n'y a point de ſomme limitee. Et eſt requis qu'ils ſoient deux Notaires d'vne ou diuerſes Cours de Cour Laye, ou bien vn Notaire & deux teſmoins, auparauant que les contracts, Teſtamens, Codicilles & autres paſſemés ſoient valables: & autant en eſt-il requis à paſſer Procurations. Leſquels il conuient eſtre ſignez & ſeellez.

TOVRNAY Titre 5. Article 4. Si par quelque contract l'on veut eſtre faict Seigneur heritier & proprietaire d'aucun heritage ou de choſe pour telle reputee, ſeant & giſant és termes deſdits Eſcheuinages, il eſt neceſſaire que tel contract ſauf ſi c'eſtoit traicté de mariage, ſoit faict & paſſé pardeuant leſdicts Eſcheuins, ou deux d'iceux du moins. Art.5. Et ſi vente, eſchangement, donation, tranſport, partage ou diuiſion de quelque heritage ou de choſe reputee pour telle ou autre contract ſemblable, ſe paſſoit pardeuant Tabellions Imperiaux, Auditeurs, Notaires ou autrement que pardeuant les Eſcheuins de l'Eſcheuinage, ne ſ'en acquerront droict de proprieté: ains en demeureroient les alienateurs Seigneurs & proprietaires: mais ſeulement ſ'engendroit par tel contract action, pour paruenir à tradition de la choſe alienee ou à intereſt.

BOVRDEAVX Chap.8. Art.91. Seront tenus doreſnauant les vendeurs, acheteurs & acquereurs de mettre és contracts d'acquiſition les rentes & autres deuoirs: & les noms des Seigneurs, de qui ſeront tenues les choſes acquiſes, ſ'ils le ſçauent: dont ſe purgeront par ſerment pardeuant le Notaire qui receura leſdits inſtrumens: & en iceux en ſera faite mention. Auſſi les Notaires ſeront tenus en aduertir les contractans & l'inſerer en leurs contracts.

ORLEANS Ti.20. Art.463. Vn Notaire ou Tabellion, ne peuuent valablemẽt paſſer ne receuoir lettres & contracts, hors leurs Chaſtelenies & Iuriſdictions: ſinon les Notaires du Chaſtelet p de Paris, d'Orleans & Mont-pellier: qui par priuilege peuuent & ont accouſtumé receuoir & paſſer tous contracts par tout le Royaume de France.

p Par Ordonnace du Roy Louys 12. 1510. miſe en la Conference liure xii. Tit. xiiii.

VALANCIENNES Tit.5. Art.71. Si quelcun ait perdu vne ayuvve & autres lettres Eſcheuinales, il les polra recouurer par vidimus ou copie collationee à celle, qui eſt au Regiſtre, ou ſinon ſur la minute ou embriefueure, & en defaut de la minute par record de ceux ou l'vn d'eux aiãs eſté preſens à faire les deuoirs dudit contract par congé & licence des Eſcheuins, à la ſemonce du Mayeur partie à ce appellee, & ce endedans ſix ans, apres la date du contract, & non apres. Tit.13. Art.161. S'il aduenoit que par celle partie ſe veulent aider de tel chirographe ou lettres euſt perdu ſa piece, elle peut par congé du grand Bailly de Haynaut ou par vertu de charge baillee audit Chief-lieu ſurclaing à ceſte cauſe par elle faict, faire faire ouuerture dudit ferme, & contre la piece y trouuee faire collationner ou vidimer copie: laquelle ſera ſignee du Clerc, au commandemẽt des Mayeur & Eſcheuins de laquelle il ſe pourra aider, cõme il euſt fait de celle qu'il a perdu. Art. 162. S'il aduenoit que de telles conuentions & traictez, paſſez pardeuant leſdicts Mayeurs & Eſcheuins ne fuſſent faites lettres ne chirographes, & que l'vne des parties ſe vouſiſt aider de tel contract ou cõuent, icelle partie deura faire le clain pardeuãt leſdits Mayeur & Eſcheuins, aians eſté preſens auſdits conuentions & contracts: leſquels en tel nombre qu'ils auront eſté fut deux ou trois, ou pluſieurs ſeroient reſtably audit Eſtat d'Eſcheuins, ſi alors ne l'eſtoient, & apres ledit reſtabliſſement, recorderoient pardeuant leſdits Mayeur & Eſcheuins, ce que deuant eux auroit eſté fait & beſongné, & dudit record, ſeroient faites lettres, & d'icelles deux doubles, dont l'vn ſeroit mis au ferme, & l'autre deliuré à la partie qui ſ'en voudroit ayder: leſquelles lettres de Record ſeront de tel effect & valeur, comme auoiẽt eſté & ſeroiẽt les lettres, qui premieres en auroiẽt eſté faites: ſauf que le record ſe deura faire endedãs vi ans apres la date du contract ou conuention.

IIII. LA Rue d'Yndre, Ch.9. Art.29. Et ſont leſdits Notaires q ſalariez, ſelon l'eſcriture & labeur, qu'ils ont à la minute & groſſe du contract qu'ils reçoiuent, au taux & arbitre du Garde du Seel.

q Par les Ordonnances d'Orleans 1560 Art. 85. & 1561. il eſt ordonné que les Notaires ſeront reglez par les Iuges Royaux tant pour le ſtil, que pour leur ſalaire & vacations.

BOVRBONNOIS Ch.11 Ar.82. La taxe requiſe des contracts receus par Notaires, ſe fait par le Iuge ordinaire ou Garde des Seaux, ou l'vn d'eux: & ſe peut faire en abſence des parties. Et ne peuuent leſdits Notaires exiger pour chacune peau de groſſe plus de xx.ſ. & de plus, plus: & de moins, moins. Et † doit contenir chacune peau lx. lignes, & chacune ligne, lx. mots ou ſyllabes.

† *Ces mots,* Et doit, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

V. SENS Tit. 21. Art. 247. Au Roy †† ou autre ayant droit dudit Seigneur, à cause du Tabellionnage de Sens, est deu r droict d'obole : (qui est de chacune liure vne obolois à sçauoir de tournois, * le tournois : & de * Parisis, le Parisis :) pour raison des contracts de vendition d'heritages ou autres choses excedans la somme de xv. liures t. pour vne fois. Art. 248. Pour vne obligation de deniers prestez, excedant aussi ladite somme de xv. l. tourn, pour vne fois, soit que le contrat porte numeration actuelle, ou qu'il y ait seulement confession de receu. Art. 249. Plus pour contract de permutation ou eschange, esquels y a soulte de deniers, excedant icelle soulte la somme de xv. l. t. pour vne fois, & pour les deniers de ladite soulte seulement, le tout ce que dessus : pourueu que les contracts soient Tabellionnez & mis en forme. Et ne pourront les parties estre contraintes leuer en forme lesdits contracts. Et où lesdits contracts seroient leuez & mis en forme plusieurs fois, ne sera deu droict d'obole, que pour vne fois seulement. Art. 250. Et quand aux contracts de mariage, partage, transactions, permutations, eschanges sans soultes de deniers, baux à ferme, transports, Testamens & generalement tous autres contracts & distracts quelconques n'est deu pour raison d'iceux aucun droict d'obole.

VI. TROYES Tit. 4. Art. 75. Les Tabellions de Cour d'Eglise ne peuuent receuoir ne passer inuentaire.

VII. VALANCIENNE Tit. 13. Art. 160. Tous contracts & obligations passez par deuant les loix Escheuinales dudit chef-lieu, est requis que lettres en soiét faictes & vn double d'icelles mis au ferme en dedans quarante iours ensuiuans.

†† *Les gens des Estats ont dit qu'au Tabellion appartenoit & auoit droict de prendre vne obole pour liure de chacun cõtract de vente & de prest excedant la somme de 15. liures : & pour les contracts de permutation & eschãge : esquels y auoit soulte excedant ladite somme de quinze liures t. & ce pour le regard desdites soultes seulement, & pour les deniers actuellement & reellement nombrez en sa presence. Et quant à tous autres Cõtracts mesmes de permutation, mariage, transaction, baux à ferme, ne luy estoit deu aucun droict d'obole : & que de tout temps en auoit ainsi esté vsé audit Bailliage. Toutesfois estoit aduenu que puis quelque temps, aucuns Fermiers dudit Tabellionnage, auoient voulu pretendre plus grand droict, & s'efforçoient le leuer & pource ont requis que ledit droict fut mis & redigé en forme de Coustume. M. Pontian Hodoart a dict qu'il auoit acquis du Roy le droict de Tabellionnage de Sens, & n'auoit prins ne leué aucuns deniers qui ne luy fussent loyaument deuz, & n'en auoit autrement vsé que ses predecesseurs. Et pour ce que ledit Tabellionnage luy a esté vendu par le Roy à faculté de rachapt perpetuel, la defense dudit droict appartient à son Procureur, auquel il s'en rapportoit : & ne vouloit empescher que lesdits droits de Tabellionnage fussent redigez en forme de Coustume. L'Aduocat du Roy, pour le Procureur, a dit qu'il a trouué à la verité que d'ancienneté ledit droict d'obole n'auoit este payé que pour raison desdits contracts d'eschange, & pour raison desdites soultes seulement : aussi pour contracts de venditions d'heritages ou autres choses & contracts de prests, le tout excedant la somme de xv. liures t. Toutesfois pour la decharge dudit Procureur du Roy a requis, qu'eussions à faire prester le serment aux assistans, & les enquerir de ladite vsance & ancienne forme de leuer & percenoir ledit droict. Suiuant laquelle requeste, auons faict faire le serment aux Officiers dudit Seigneur, illec presens, & autres gens des trois Estats, & iceux enquis particulierement, mesmes ceux qui ont cy deuant esté fermiers dudit Tabellionnage, ou faict quelque exercice en iceluy, sous lesdits fermiers, & qui vray-semblablement en auoient cognoissance. Et auons trouué par le Commun tesmoignage & sans contradiction, que de tout tẽps ledict droict d'obole a esté paye au Roy, son Tabellion, leurs Fermiers & commis, à sçauoir pour lesdits contracts de vente, prest & eschange, esquels il y à soulte d'argent, le tout excedant la somme de xv. l. t. seulement. Et quant aux autres contracts quelconques n'en auoit esté prins aucun droict d'obole, fors puis quelque temps ença. Apres lequel tesmoignage & rapport, ledit Moncourt pour ledit Procureur du Roy a declaré qu'il ne vouloit empescher que ledit droict d'obole, tel que dessus fut mis & redigé par escrit en forme de Coustume. Pareille declaration & consentement a faict ledit Hodoart pour l'aduenir. Nous en enterinant la requeste faicte par les gens desdits Estats, & aians esgard au tesmoignage dessusdit, auons ordonné que ledit droict d'obole seva redigé par escrit, par forme commune & vsance commune pour l'aduenir, & inseré apres les Art. dessusdits en la forme contenue es Art. 247. 248. 249. & 250. Le Procureur du Roy & gens des trois Estats ont aussi dit qu'aux Tabellions de Ville-neufue le Roy, Granches & autres. Tabellions Royaux estans dudit Bailliage & Ressorts d'iceluy, appartenoit pareil droict que dessus & non autre : & requis que pour l'aduenir qu'il fut ainsi mis & redigé pour Coustume. Ce qu'auons ordonné estre faict.*

r Ce droit de Tabellionnage est par ceste Coust. vn droit domanial, tout ainsi que le droit du garde du Seel à contracts, ou il y en a d'establis & creez. Par Arrest du 26. iour de Iuillet 1572. il est dict que le garde des Seaux d'Angers n'aura que douze deniers tournois pour chacune expedition de Iustice seellee : hors mis que des Sentences diffinitiues, Tutelles, Curatelles, partages, decrets & autres actes y denommees excedans cent sols, il en aura cinq sols.

TITRE XXI. DES SERGENS, BAYLES & Messagiers &c.

I. Sergens comme doiuent estre receus & instituez.
II. Sergens quand peuuent faire adiournement sans mandement ou commission du Iuge.
III. Sergens comme sont creus de leurs exploicts.
IIII. Sergens ne doiuent exploicter ès terres des seigneurs Iusticiers ny faire aucun exploit de nuict : delinquans en leurs estats sont punis. Dans quel temps ils sont tenus rendre les executions parfaites.
V. Salaire des Sergens.
VI. Des Bayles & Messagers.

Source : BIU Cujas

a Sergẽs ou Huiſſiers ne doiuẽt eſtre receus ſ'ils ne ſçauent lire & eſcrire, ſeront examinez auant leur receptiõ & preſteront le ſermẽt ſuiuant les Ordonnances de Louys 12. 1510. Art. 54. Frãc. 1 1535. ch. 6. Art. 4. & ch. 20. Art. 2. Charl. 9. 1560. Ar. 89. & 1563. Art. 28. & doiuent enregiſtrer leur nom au Greffe de leur main. Louis 12. 1510. Ar. 54. Franc. 1. 1535. chap. 6 Art. 4. & chap. 20. Art. 2. Charl. 9. 1563. Art. 28. Leſquelles vous pourrez voir au liure xii. de la Conference Tit. xv.

b Bartol. in l. fin. C. de extr. vel tranſm. reis Panorm. in cap. l. extr. de rud. Bald. in l. ſi quando C. de teſtam. qui monſtrent les cas, éſquels les Sergens peuuent adiourner ſans cõmiſſion.

c Par les Ordonnances les Sergens ne peuuent faire aucuns exploicts ſans aſſiſtance de deux Records, non domeſtiques, parens & alliez des parties. Louis 12. 1498. Art. 56. Franc. 1535. ch. 20. Ar. 6. Char. 9 1560. Art. 93. & 1568. Art. 3. Henry 3. 1579. Art. 173.

d Les Sergẽs Royaux en deux cas ſeulement peuuent exploicter és

POICTOV Tit. 14. Art. 386. Les † Iuges auparauant que inſtituer a les Sergens, ſ'enquerront de leur vie & renommee, & ſ'ils ſçauent eſcrire en la maniere que cy deſſus eſt dit des Notaires. Et ne les receuront ſ'ils ne ſçauent lire & eſcrire: autrement ſeront tenus des dommages & intereſts, que les parties pourroient encourir par la faute deſdits Sergens.

VALANCIENNE Tit. 1. Art. 3. Que leſdits Preuoſts Iurez & Eſcheuins, incontinent qu'ils ſeront par nous ou nos Commis creez, auront l'auctorite de cõmettre xiii. Sergens, appellez les ſergens Baſtonniers: leſquels ſerõt tenus d'obeir auſdits Preuoſts, Iurez & Eſcheuins: & eux au ſurplus regler enuers noſtre Preuoſt le Comte & ſon Lieutenant, ſelon l'ordonnance faite ſur l'office dudit Preuoſt le Comte ou ſon Lieutenant.

II. CLERMONT Tit. 1. Art. 1. Pour faire adiournemens, arreſts ſur fruicts & deſpouilles d'heritages, & executions en la ville & faux bourgs de Clermont & par toute la banlieue, n'eſt requis auoir ne prendre commiſſion: b excepté pour adiournemens perſonnels & prinſes de corps decretees pour delict.

AMIENS L. Art. 28. Auſſi peuuent leſdits Sergens en vertu de leurs maſſes faire tous adiournemens & ſignifications en matiere ciuile, perſonnelle ou reelle, ſur les habitans de ladite ville, & executer toutes obligations, contracts & ſentences donnees deſdits Maieur, Preuoſt & Eſcheuins, ou par Iuges Royaux, ſans pource auoir commiſſion par eſcrit, en baillãt toutesfois copies de leurs exploits, ſentences ou obligations.

BOVLONGNE L. Art. 17. Pour ſimple adiournement l'on n'vſe par eſcrit: & ſuffit que le Sergent, en faiſant ſon adiournement, ait ſa verge pour demonſtrer ſon pouuoir.

VVISSENT Art. 7. p. *a Boulongne* entre leſdits Bourgeois l'on &c. de ladite ville, ſoit garny de ſa verge.

AVVERGNE Chap. 1. Art. 1. Les Sergens des Iuriſdictions ſubalternes & ordinaires, peuuent faire de partie à partie, tous adiournemens ſimples & main-miſes ſur heritages, ſans auoir de ce autre commiſsion verbale ne par eſcrit. Et n'eſt adiouſtee foy à leurs exploicts, ſi à iceux n'y a vn ou deux c teſmoins autres que Sergens.

LA MARCHE Chap. 2. Art. 16. Tous adiournemens ſimples faits par deuant Chaſtelains ou Iuges inferieurs, ſe peuuent faire par les ſergens ſans commiſſion ou mandement de Iuge, par eſcrit ou de bouche, à la requeſte de partie: mais par deuant le Seneſchal & Baillif du pays, y faut commiſsion par ſeel & par eſcrit: & auſsi en tous exploicts formels par deuant tous Iuges.

POICTOV Tit. 14. Art. 385. Les † Sergens chacun en ſon Bailliage peuuent ſans mandement ou commiſsion du Iuge, faire & bailler les adiournemens, dont ils ſeront requis, tant par le Procureur de la Cour, que par les parties: & peuuent receuoir Applegemens & Adueuz: & les faire a ſcauoir aux parties aduerſes: & receuoir les contr'applegemens & contr'adueuz: & faire & bailler les adiournemens: mais hors de leurs Bailliages ne peuuent exploicts ſans mandement.

LA ROCHELLE Chap. 5. Art. 9. Tout Sergent ſans mandement de Iuſtice, peut faire adiournemẽs ſimples à la requeſte de partie, ſoit pour donner aſſeuretez, pour voir, ouyr & prendre concluſions, & pour ouyr ſommations & requeſtes. Art. 10. Chacun Sergent de la Cour du Gouuernement de la Rochelle, peut intimer & adiourner en cas d'appel, à la requeſte de l'appellant en icelle Cour dudit gouuernement, ſ'il eſt preſent & requis en meſme iugement de ce faire, en la Cour du Seel de ladite ville, quand la ſentence ou appointement dont eſt appellé eſt donnee: & ce ſans auoir mandement ou reliefuement par eſcrit pour ce faire dudit gouuerneur ou de ſon lieutenant.

S. SEVER Tit. 1. Art. 3. Les Sergens Iurats deſdites Iuriſdictions peuuent faire tous adiournemens, à la requeſte des parties, main-miſe & autres exploicts par commandement de bouche deſdits Bayle ou Sous-Bayle ſans auoir aucunes lettres. Art. 4. En pluſieurs iuriſdictions de ladite Preuoſté vn des Iurats ou Conſuls peut faire leſdits exploicts en abſence du Bayle ou ſous-Bayle.

III. CHAVMONT Tit. 8. Art. 98. Vn Sergent eſt creu de ſon adiournement ou aſsignation de iour ſimple.

IIII. CLERMONT Tit. 1. Art. 3. Aucun †† Sergent ne pourra exploiter d en la terre d'vn Haut Iuſticier, ſans luy demander aſsiſtance ou à ſes Officiers: ſur peine de lx. ſols Par. d'amende: fors & excepté en la ville & faux bourgs dudit Clermont: à laquelle pour l'aduerſité des iuriſdictions, ſuffira de demander aſsi-

† *Ceſt Ar. 386 eſt de nouuel introduict.*

† *Deſguire pour les Seign. Barons de Peruſſe & Chaſtelain de Billanges a requis que inhibitions fuſſent faictes aux Sergẽs Royaux d'exploicter dedans leurs terres & Iuriſdictions deſdicts Seigneurs, ſinon en cas d'appel & de reſſort ou en matiere dont la cognoiſſance eſt atribuee aux Iuges Royaux. Auquel auons donné acte de ſa remonſtrance.*

†† *Sur ceſt Art. 3, nous auons remonſtré que ledit Art.*

Source : BIU Cujas

terres des Seigneurs Hauts Iusticiers sçauoir en cas de ressort ou d'appel: ou en cas Royal: & doiuent auoir commission pour ceste effect du Iuge Royal contenant le cas Royal, ou le cas de Ressort. Ioan. Faber. in §. 1. Inst. de Attil. Tut. Ordonnance de Philippes le Bel 1302. Art. 18. Voyez Bacquet Traicté de Iustice chap. 25. & 26.

estoit trop general, & que par la teneur d'icelluy, vn Conseiller ou autre cõmissaire depute par le Roy ou par la Cour ne pourroit executer sa commission dedans les fins & mettes dudit Comté, sans enuoyer deuers lesdits Officiers & auoir ladite assistance, qui seroit chose fort estrange, & hors des termes de raison & encores pourroit aduenir, que pour obtenir ladite assistance, il conuiendroit faire long seiour, sans besongner, en enuoyant deuers lesdits Officiers: pour la longueur & grandeur dudit bailliage: qui seroient grans frais & retardement pour les parties, mesmement pour le regard des Huissiers ou Sergens à Cheual du Chastelet de Paris, qui iournellement y font exploicts. Et auons demandé aux assistans s'ils ont accoustume obseruer tel Article. A quoy par plusieurs des gens des trois Estats, ayans Iustice audit Comté, a esté dit que ledit Art. n'est en vsance & que tous Huissiers, Sergens & autres Officiers exploictãs en leurs Seigneuries & Iustice, sont tenus de leur demander assistance ou à leurs Officiers: sur peine de lx. sols Par. d'amende, & non ausdits Officiers du Roy: mesmement les Sergens dudit Bailliage, & de ce sont en possession de tout temps & d'ancienneté: parquoy ont requis correction estre faicte dudit Article, & qu'il y soit mis que l'assistance des exploicts qu'il conuiendra faire en leur Iustice, leur seroit demandee ou à leurs Officiers: sur peine de ladite amende. Au contraire a esté dict par les gens du Roy, que le Comte dudit Clermont a ceste preeminence & auctorité, que tous Commissaires, Huissiers, & Sergens estranges voulans exploicter dedans les fins & mettes dudit Comté, doiuent demander assistance à ses Officiers, & non à ses Vassaux: & ce pour obuier aux abus qui se pourroient commettre, & sçauoir s'il y a quelque transport de iurisdiction ou non: & aussi que les Sergens dudit Comte ne sont tenus demander aucune assistance ausdits Vassaux & leurs Officiers, pour faire tous adiournemens: & desdits droicts & preeminences le Roy & ses Officiers & Sergens audict Comte en ont tousiours vsé paisiblement & sans aucun contredit. Surquoy auons demandé l'opinion des assistans: & par l'aduis & deliberation de la plus grande & saine partie, auons ordonné que ledit Art. seroit rayé: & qu'au lieu d'icelluy seroit mise la Coustume, ainsi qu'elle est contenue au troisiesme Article dudit Coustumier.

stance au Iuge Royal ou à son lieutenant: toutesfois s'il est question d'vne prinse de corps, la pourra le Sergent executer, auant que demander ladite assistance: sans toutesfois qu'il puisse trãsporter le prisonnier qu'il ne l'ait notifié audit Haut Iusticier ou ses Officiers. Et est enioint audit Haut Iusticier, sous couleur de ladite assistance, ne permettre aucun abus estre faict.

AMIENS Tit. 11. Ar. 229. Tous Sergẽs Royaux en l'execution & leuee des biens seulement, sont tenus demander assistance aux Seigneurs Hauts Iusticiers ou Moyens, leurs Baillifs, Lieutenans & Officiers de Iustice, és fins des terres & Seigneuries, ésquelles ils veulent exploiter par execution: & où sans auoir demandé ladite assistance, ils executeroient és fins & limites des Hauts Iusticiers ou Moyens, pour chacune fois escheent en amende de lx. sols Par. enuers eux: la cognoissance & adiudication de laquelle appartient au Bailly d'Amiens, ses Lieutenans ou Preuosts Royaux seulement.

ARTOIS Tit. 1. Ar. 13. Quiconques exploite en Seigneurie d'autruy, soit Haute Iustice ou Vicomtiere sans requerir congé ou assistance, il eschet en amẽde de lx. sols Par. au profit du Seigneur, où il exploite.

MONTARGIS Chap 20. Art. 10. Vn Sergent est tenu executer e les lettres à luy baillez, & rendre l'execution parfaite dedans xv iours qu'il aura receu lesdites lettres: sur peine de payer le debt: sinon qu'il y eust opposition ou autre cause raisonnable, qui peut empescher ou differer ladite execution.

NORMANDIE Chap. 1. Art. 17. Les Sergens Royaux ne peuuent faire exploicts dans les Hautes Iustices, sans auoir mandement ou commission du Roy ou des Iuges Royaux, dont ils feront apparoir aux Hauts Iusticiers, s'ils en sont requis: sauf pour les debtes du Roy ou pour le cas de souueraineté: pour crime ou pour chose, où il y eust eminent peril.

BLOIS Chap. 22. Art. 256. Vn Sergent est tenu mettre à execution les lettres de sentence & obligation qui luy sont baillez à executer dedans les nuicts, qui sont les trois samedis ensuiuans l'vn l'autre: sur peine de payer la somme, pour laquelle il deura & pourra faire execution, & de tenir prison iusques à pleine satisfaction.

DVNOIS Chap. 18. Art. 98. p. *à Blois* executer les lettres à luy baillees & rendre les lettres executees dedans trois iours de Marché, apres qu'il aura reçeu lesdites lettres: sur peine de payer le debt & tenir prison: sinon &c. p. *à Montargis.*

†† *Cest Ar. 26. 27. 28. 29. & 30. sont nouuelles Coustumes.*

BERRI Tit. 2. Art. 26. Le †† Sergent aiant prins charge d'executer iugement, sentences ou lettres obligatoires passees sous Seel authentique, sera tenu és lieux & villes, ésquelles lesdites Sentences ou lettres obligatoires luy auront esté baillees, faire & parfaire son execution dedans le ledemain. Art. 27. Et hors lesdites villes & lieux, si c'est dedans la Prouince dudit pays & Duché de Berri, dedans huictaine pour tous delais. Art. 28. Et les executions faites ésdits lieux & villes, rendront lesdites lettres f obligatoires iugement ou sentences executees, de-

e Par l'Ordonnance du Roy Charles 1571. Les Sergens doiuent mettre à execution dãs huictaine les pieces qui leur ont esté mises entre mains. Mais s'il y a quelque chose ordonné de plus brief temps par les Coustumes, il se doit garder & obseruer Au reste tous Sergens sont tenus obeir à leurs Iuges & superieurs & fut le 22. Mars 1578. plaidant Chezelles vn Sergent de Tours condamné en dix escus d'amende enuers le Lieutenãt criminel de tours pour n'auoir voulu executer son mandemẽt ores qu'il n'y eust decret. Et fut par ledit Arrest enioint à tous Sergens d'obeir à leurs Iuges, à leurs mandemẽs & commandemens: & fut ledit Lieutenant declaré follement intimé parce que le Procureur

Source : BIU Cujas

du Roy estoit partie pour l'emprisonnement dudit Sergent: & que l'Arrest seroit lieu au siege de Tours.

f Ou bien l'argent qu'ils auront receu des Executions par eux faictes, sur peine de suspension & priuation de leurs Estats & d'amende arbitraire & de tous despens, dommages & interests ainsi qu'il a esté iugé par Arrest en audience le 7. iour d'Auril 1555. recité par Papon liure 6. des Arrests. Tit. 7. Arrest dernier par l'Ordonnance des Estats d'Orleans 1560. Art. 91.

dans trois iours apres l'execution faite. Art. 29. Et quant aux executions qui seront faites hors lesdites villes & lieux, les rendront dedans la huictaine ensuiuant pour le plus tard. En maniere que la partie qui l'aura mis en besongne, ait les exploicts auant le iour assigné à l'executé, escheu. Art. 30. Et en defaut de ce faire par le Sergent, sera condamné, apres auoir esté sur ce sommairement ouy, promptement en iugement sans en faire plus long proces, s'il confesse auoir prins la charge, ou qu'il soit verifié par celuy qui l'aura mis en besongne, en tous ses dommages & interests & en l'amende arbitraire de Iustice.

BRETAGNE Tit. 1. Art. 15. Vn Sergent delinquant & forfaisant en son Office, est iusticiable de la Iustice du Seigneur duquel il est commis, ou de la Iustice superieure. Et où † il prendroit fausse qualité de Sergent, seroit puny par le Iuge du delict, comme il est dit cy dessus. Art. 19. *A la fin,* Et aussi ne feront les Sergens exploicts de Iustice de nuict: si ce n'estoit pour forfait & delict ou autre cas requerant celerité.

† *Ces mots,* Et où il *&c. iusques a la fin sõt mis au lieu des mots anciens,* Mais celuy *&c.*

V. BOVRBONNOIS Chap. 14 Art. 156. Les Sergens de Madame, g qui font exploicts d'execution, ont pour la prinse de biens xii. deniers pour le iour de la vente xii. deniers tournois. Et quand ils reçoiuent rachats de gage, xii. deniers tournois & où ils font exploicts d'asseuremens, empeschemens, maintenues & gardes & autres exploicts formels, ils ont és villes franchises & Parroisses, où ils sont demourans pour leur exploict qu'ils sont tenus bailler par escrit, ii. sols tournois pour tout: & pour vn adiournement simple, s'il est rapporté verbalement, v. deniers tournois & s'il est rapporté par escrit, x. deniers tournois. Autre chose est si lesdits Sergens font leurs exploicts hors desdites villes, franchises & Parroisses, où ils font leurs demeurances. Auquel cas leur taxe se fera à l'arbitrage du Iuge qui doit auoir la cognoissance desdits exploicts.

g Les salaires des Sergens sont reglez par les Ordonnances de Philippes 40. 1302. Art. 22. Charl. 5. 1356. Art 5. & 6 Franc. 1. 1535. Chap. 6. Art. 10. & chap. 20. Art. 3. & 1539. Art. 183. & 184 Charles 9. 1573. Et par Ordõnance des Estats d'Orleans 1560. Ar. 170 Il est enioint a tous Iuges de taxer les salaires des Sergens. Ils ne doiuent prendre leurs salaires & vacations par ceux qu'ils adiourneront Ch. 8. 1490. Ar. 86 Louis 12. 498 Art. 155 Franc. 1. 1535. Chap. 10. Art. 4. & chap. 20. Art. 3. qui ont esté mises par nous au liure xii. de la Conference des ord. Royaux Tit. xv. Sergẽt ayant esté emprisonné par sa negligence & auoir retenu argẽt pour ses salaires: fut condamné à rendre la somme à peine de prison: sauf à se faire faire taxer par le Iuge, ainsi qu'il fut iugé le 19. Decẽ. 1580.

SOLE Tit. 4. Art. 3. *A la fin.* Les Bayles chacun en sa Baylie, doit prendre les criminels, & arrester les personnes, dont ils ont commandement par les Seigneurs ou requis par les parties respectiuement: & prennent pour chacun arrest de personne xxx. ardits de salaire, quand ce faict pour debte, qui passe x. francs Bourdelois: & és autres qui ne passent x. francs, prennent ix. ardits sans plus. Art. 4. Et si plusieurs sont executez pour vn debte, en vne mesme Parroisse, ne prennent sinon vn salaire de tous, comme pour vn debte & vne execution, soit pour les deniers du Roy ou autrement.

BRETAGNE Tit. 1. Art. 21. Sergent † executant ou exploictant pour son Seigneur, ne peut demander aucun salaire, sinon qu'il y eust vne bannie & commandement faict au Prosne de grand Messe, à tous les suiets de payer les rentes deues au Seigneur: & outre sommation particuliere par escrit. Auquel cas les executions & autres exploicts de Iustice seront faicts au despens des suiets: si par l'euenement ils s'y trouuent auoir indeuement refusé de payer, si le Sergent n'estoit feodé: lequel n'aura aucun salaire. Et si le Seigneur apres ladite bannie & sommation, faisoit exploiter par autre que par son Sergent, il n'auroit autre salaire, que celuy que deuroit auoir sondit sergent. Et quand iceluy Sergent exploictera pour autre que pour le Seigneur, il aura salaire raisonnable, s'il n'estoit feodé. Et si les suiets faisoient exploicter par autres Sergens que ceux dudit fief, ils ne pourront pretendre repetition de plus grand salaire que celuy qu'eust deu auoir le Sergent d'iceluy fief: si n'estoit en cas de refus du Sergent dudit fief.

† *Cest Art. 21. a esté esclarcy, amplifié & reformé.*

VI. SOLE Tit. 4. Art. 1. Chacune annee le Seigneur doit deputer & mettre trois Messagers idoines & suffisans, l'vn pour seruir au parsan de la Messagerie de Barthoa, qui est Mauleon en Bas: l'autre en Larbarlhe: & le troisiesme en Sole Sobiran: & lesdits Messagers doiuent faire le fermẽt sur le Messel, la Croix mise dessus, publiquement en Cour generale d'Ordre, de bien & deuement faire & exercer l'office de la Messagerie, & de faire vrais & loyaux rapports des exploits qu'ils feront: & qu'ils ne feront aucune exaction indeue, outre leurs salaires deuz, garder & obseruer les Vz & Coustumes dudit pays inuiolablemẽt, à tout leur loyal pouuoir & sçauoir, en ce qui concerne ledit Office: & doiuent bailler caution suffisante chacun pour soy, de reparer tous dommages & interests à parties interessees, en cas qu'ils facent le contraire de ce que dessus est dit & de ester à droict,

Source : BIU Cujas

qui ſ'obligent de ce faire & accomplir, entre les mains du Greffier de ladite Cour. Art.2. Auſſi le Seigneur doit mettre deux Bayles idoines, l'vn de Mauleõ en bas, & l'autre de Mauleon en ſus, qui iurent & baillent caution ſemblablement reſpectiue, comme leſdits Meſſages. Art.3. Leſquels Bayles ne peuuent ſubroger ne mettre aucun autre en leur lieu, à faire leſdites executions. Tit 7. Art.3. *A la fin*, Et leſdits Meſſages &c.p. à l'Art.3.mis cy deſſus. Art.4. Et ſi pluſieurs &c. p.à l'Art.4.cy deſſus. Art.5 q.audit Art.3.cy deſſus.Tit.10 Art.3.le S.du fief peut mettre Bayle en ſon lieu pour faire executions ſur les choſes à luy feudales : & le Bayle ne peut ſubroger ne commettre aucun autre en ſon lieu, à faire leſdites executions.

TITRE XXII. DE L'ORDRE IVDICIAIRE és matieres ciuiles.

I. De la Competence de Iuriſdiction ordinaire, Preuention, Renuoy & Declinatoire.
II. Cauſes de Recuſation.
III. Adiournemens doiuent auoir certain interualle: ſeront teſmoignez: à quel iour ſe peuuent faire. Libelle peut eſtre augmenté.
IIII. Des Aſſeuremens & Sauuegardes: Quelles perſonnes ſont tenus les donner. Infracteur d'iceux punis, comme auſſi celuy qui refuſe donner ledit Aſſeurement: lequel ne ſe doit reiterer.
V. Proces ciuils comme ſe doiuent introduire, enſemble des actions & clameurs & cauſes ſommaires.
VI. Des Delais.
VII. De Monſtree ou Veuë: Garand.
VIII. Des Exoines : & accords ou appointemens propoſez pour l'vne des parties.
IX. Des Congez, defaux & contumaces, qui s'obtiennent en plaidant.
X. Serment de Calomnie: enſemble de la delation de ſerment.
XI. Du Sequeſtre ordonné par Iuſtice.
XII. Des Enqueſtes & confection d'icelles.
XIII. Des teſmoins & autres preuues.
XIIII. Reproches de Teſmoins.
XV. Des lettres d'Eſtat.
XVI. Caution de payer le Iugé & les deſpens.
XVII. Exhibition des conuentions, traictez, marchez & obligations.
XVIII. Des Eſcritures & productions des parties.
XIX. De la Peremption d'inſtance.

IMEAVX Chap. 28. Art. 142. Les Nobles a demourans en iceluy Bailliage, ſont reſponſables par deuant M.le Baillif ou ſon Lieutenãt à ſon Siege plus prochain. Et ne peuuent eſtre contraincts proceder pardeuant autre Iuge, ſinon de leur conſentement, poſé qu'ils ſoient demourans en la ſuiection d'aucun Haut Iuſticier, ſi n'eſt que ledit Haut Iuſticier euſt Chaſtellenie & Bailliage. Art.143. Si ledit Haut Iuſticier a Chaſtellenie & Bailliage: en ce cas leſdits Nobles pourroient eſtre adiournez & pourſuiuis, par deuant le Baillif * ou dit Seigneur Chaſtelain, & non par deuant le Preuoſt. Car tous Preuoſts ou autres n'ont point de cognoiſſance deſdits gens Nobles, ſi ce n'eſt de leur gré & conſentement.

* dudit.

MONTEREAV Art.3. Et ſ'aucuns forains demourans tant en ladite Chaſtellenie, que hors icelle, achetent marchandiſe en ladite ville & faux bourgs le iour de Samedy, qui eſt iour priuilegié & iour de Marché: en ce cas ſont tenus reſpondre par deuant le Preuoſt dudit Montereau, & n'ont aucuns renuois par deuant autres Iuges. Art.5. Et ſi aucuns de ladite Chaſtellenie & gens forains, font aucune deſpence de bouche aux Tauernes & Hoſtelleries dudit Montereau, n'ont ſemblablement aucun Renuoy ſ'ils ſont pourſuiuis: mais ſont tenus reſpõdre par deuant ledit Preuoſt de Montereau. Art.6. Et ſont tenus auſſi tous les demourans en ladite Chaſtellenie par Preuention reſpondre pardeuant ledit Preuoſt de Montereau, ſans leur bailler aucun Renuoy, ſoit qu'ils ſoient conuenus de partie à partie ou par cas de delict. Art. 7. Et ſ'il aduenoit qu'aucuns fuſſent obligez ſous le ſeel b de ladite Chaſtellenie, & ils ſont adiournez & appellez, ou mis en cauſe par deuant iceluy Preuoſt, pareillement ſont tenus proceder par deuant ledit Preuoſt. Art.8. Et peut ledit Preuoſt par preuention, ſ'il trouue aucuns mal-

a Voyez les Edicts de Cremieu de l'an 1536. & de Paris & Laõ 1554 & 1559. mis au 1. Liure de la Conference Tit. 21. Les Nobles Vaſſaux des Hauts Iuſticiers n'ont leur renuoi par deuant le Bailly Royal, ains faut qu'ils reſpondent par deuant leſdits ſieurs Hauts Iuſticiers: à la charge toutesfois qu'ils auront Iuges pour exercer leur Iuſtice auec vn Greffier & autres Officiers, ainſi qu'il fut iugé le 7. iour de Mars 1563. pour le ſieur de Longvillier Eſcoſſois, contre aucuns de ſes Vaſſaux tenans Arriereſiefs de luy. Si on eſt conuenu en autre iuriſdiction qu'il ne faut, meſmes hors le Royaume, on peut appeller de la diſtraction de iuriſdictiõ

Source : BIU Cujas

comme il a esté iugé par Arrest donné en audience le 7. Ianuier 1586.

b Aucuns tiennent que le Seel n'est attributif de iurisdiction en France & n'y a que le Seel du Chastelet de Paris, d'Orleans & Montpellier. Voy Bacquet Traicté de Iustice chap. 8. Vn marchant de Montargis & domicilié audit lieu, s'estoit soumis à la Cour d'Orleans, où conuenu, il declina, & demande son renuoy, qui luy fut denié par le Baillif d'Orleans. Appel, & fut par Arrest du 19. iour de Iuillet 1568. dit bien iugé & l'appellant condamné en l'amende & r'enuoyé par deuãt le Bailly d'Orleans auec despens. Le Bouteillier liure 2. Tit. De quel cas les officiers doiuent cognoistre. Item en cas de Ressort a la cognoissance de toutes lettres sous Seel Royal sans renuoy faire selon les officiers Royaux, qui gouuernent les cours Royaux &c.

faicteurs faisans delict, ou aucunes bestes faisant degast ou dommage en ladite Chastellenie, prendra ou faire prendre les delinquans, faisans dommage, & les amener prisonniers en ladite ville, & en faire la punition telle qu'au cas appartiendra.

Sens Tit. 14. Art. 141. Au † moyen d'icelle Bourgeoisie, lesdits Bourgeois peuuent decliner la Cour & iurisdiction de tous Seigneurs subalternes, en tous cas & delicts: excepté le cas de present meffaict, & en cas commis, trois mois c auant la Bourgeoisie obtenue. Art. 142. Peuuent aussi lesdits Bourgeois decliner la Cour desdits Seigneurs subalternes en toutes causes personnelles, actions, questions & querelles menees contre eux. Art. 143. Mais entant que touche les droits Seigneuriaux du Seigneur, & en action reelle, à cause des heritages & successions assis en la Seigneurie subalterne, les Bourgeois du Roy ne sont exempts de la Iustice d'iceluy Seigneur: ains respondront par deuant les Iuges, où lesdits droicts sont deuz, & les heritages assis. Art. 144. Et si le Bourgeois a prins iour d'aduis, de conseil, de veuë, de garãt, ou contesté en cause, il ne peut apres s'aduouër bourgeois en ladite cause. Art. 145. Si aucun demourant en la Iustice d'vn Seigneur subalterne, doit aucunes debtes à vn qui soit bourgeois du Roy, ledit bourgeois du Roy sous ombre de sa bourgeoisie, ne peut faire conuenir son debteur, autre part que par deuant le Seigneur, pardeuant lequel il est ordinairement responsable.

† *Les Ar. 141. 142. 143. 144. & 145. sont renuoyez à la cour pour les protestations faites sur lesdits Art. cõtenues cy dessus en l'Art. 137. & autres ensuiuans mis au Titre 1. de ceste premiere partie.*

Sens L. Art. 3. Et †† si aucuns forains demourans dix lieues à l'enuiron dudit Sens, sont obligez sous le seel de la Preuosté dudit Sẽs, & pour raison du contenu és obligations passees sous ledit Seel, ils ou leurs heritiers sont adiournez, executez ou autrement mis en cause par deuant les Baillifs ou Preuosts dudit Sẽs ils seront tenus proceder par deuant eux. Et ne peuuent lesdits debteurs ou leurs heritiers demourans au dedans des dix lieues decliner la iurisdiction de celui desdits Baillifs ou Preuost, qui preuiẽdra, non comprins ceux de Villeneufue & ceux dudit lieu.

†† *Sur les empeschemẽs faits par l'Archeuesque de Sens & Chapitres dudit lieu: & autres de la Noblesse presens, furent les parties renuoyees au lendemain de Quasimodo & cependant iouyrent comme elles ont fait cy deuant*

Avxerre Tit. 1. Art. 36. Lequel Bourgeois au moyen &c. p. *a Sens.* 141. Ladite Bourgeoisie &c. Art. 37. & 38. p. *a Sens.* 142. & 143. contre luy &c. mais quant aux &c. respondront &c. Art. 39. Si aucun desdits Bourgeois conteste en cause, il ne se peut apres ladite contestation, aduouer Bourgeois du Roy en ladite cause. Art. 40. Si par aucuns &c. p. *a Sens.* Art. 145. sont deues &c. au Bourgeois, ledit Bourgeois, sous &c. par deuant leur Iuge domiciliaire. Art. 41. Quand aucun comme Bourgeois du Roy decline Cour ou Iurisdiction du Seigneur subalterne touchãt aucune cause ou aucun cas, dont le Iuge faict difficulté, s'il en doit cognoistre ou non, il est permis au Iuge d'assigner iour aux parties deuers leur Iuge Royal: pour par iceluy Iuge Royal decider & determiner, s'il en cognoistra de ladite cause, ou s'il la renuoyra par deuant ledit Iuge subalterne.

Senlis Tit. 3. Art. 94. Les suiets de toute sa Chastellenie sont bien conuenus par deuant son Preuost Chastelain ou Baillif: lesquels neantmoins sont tenus les renuoyer, d quand ils en sont requis suffisamment, par vn Seigneur son suiet, aiant Haute Iustice sous luy: sinon toutesfois que le demandeur se rapporte de sa demande au serment du defendeur. Auquel cas le Iuge Chastelain en cognoistra sans ce qu'il soit tenu en faire aucun Renuoy. Tit. 5. Art. 116. Si le suiet de Moyẽ & Bas Iusticier, est conuenu ou adiourné par deuant le Iuge Royal, Iuge Chastelain subalterne ou autre Haut Iusticier pour raison des cas & matieres, dont la cognoissance appartient audit Seigneur Moyen & Bas Iusticier, & tel suiet est requis par son Seigneur ou Procureur, ledit Iuge Chastelain ou Haut Iusticier sont tenus en faire Renuoy par deuant le Maire ou Garde de Iustice dudit Moyen & Bas Iusticier: sauf si la partie demanderesse se submettoit au serment du defendeur, & que la matiere se peut expedier sur le champ: auquel cas n'en seroit faict aucun renuoy.

Vallois Tit. 2. Art. 9. Le Roy a Preuention de toutes matieres dependans de son seel. Art. 12. Toutes & quantes fois qu'vne partie est adiournee sur recognoissance

Preuention. Cedule.

c Actionum ex delicto venientium obligationes cum capite ambulant l. Tutelas §. iniuriarum D. de cap. minut. l. 4. C. An seruus ex suo facto post manuum ten. & nemo delictis exuitur quamuis capite minutus sit. l. 2. §. nemo. D. de capit. minut. desquels lieux on peut tirer la raison de ceste exception: laquelle neantmoins porte le temps de trois mois pour en faire la poursuitte par le Iuge subalterne. Et le temps de trois passé ne laisse d'estre poursuiuable pour crime commis, auparauant le droit de Bourgeoisie obtenu, mais ce sera par deuant son Iuge Royal. Au reste le 22 iour de Ianuier 1578 plaidãt Chopin fut iugé qu'vn Bourgeois ayant droit de Bourgeoisie est exempt de la Iustice inferieure, & subalterne, & que ledit droict de Bourgeoisie s'acquiert par simple adueu, sans autre acte iudiciaire comme aussi le 21. iour dudit mois de Ianuier 1578. vn suiet par simple adueu fut declaré exempt du Seigneur: & fut pareille cause contre le sieur de la Chappelle aux Vrsins appointé au Conseil le 18. Feurier. 1581.

d Pour la matiere des Renuois faut voir l'Edict de Cremieu 1536. & de Laon 1559. & de Vincennes 1574. & de Paris 1581. Citati

non debent appellare, ted suum allegare priuilegium l. si quis ex aliena D. de iudic. l. ex quacunque causa & si quis in ius voc. non. ierit. & ex aliena iurisdictione vocatus, ad prætorem debet venire. Vlp. l. si quis ex aliena. 5. D. de iud. l. 2. D. Ne quis eum qui in ius vocabitur vi eximat. Faber in §. item Seruiana Inst. de action. Au liure du grand Coustumier liure 3. Tit. des exceptions. Nota qu'en pays Coustumier se le Iusticiable d'aucune Iustice suiette est adiourné deuant le Souuerain, & il decline, il ne sera pas renuoyé, se deux choses ne concurrent ensemble: c'est à sçauoir que le suiet & le Seigneur requierent le Renuoy, en action personnelle: en action reelle si sera. Car iaçoit ce que la personne qui est franche se submette à autre iurisdiction ne peut il pas submettre son heritage. Item en Cour seculiere vn Clerc ne sera point ouy ne reçeu à decliner en cas de louage de maison. Au reste il a esté autresfois iugé que Renuoy ne se deuoit faire sans la requisition du sieur Haut Iusticier, à la requeste du suiet seul, par Arrest donné à la Toussaints 1268. pour l'Eueſque de Noyon. Renuoy n'a point de lieu apres contestation iugé contre la Contesse d'Alençon à la Toussaints 1289. & cõtre Bernard de Bourdeille à la Pentecoste 1283. Toutesfois si le seigneur a requis son suiet auant contestation, encores qu'elle soit faite depuis par le suiet, y a renuoy Iugé pour l'Eueſque de Paris: à la Pentecoste 1284. Le Boutillier liure 2. Chap. De quels cas les Officiers peuuent & doiuent cognoistre. Item est cas de Ressort des Bans d'Aoust, puis que les Officiers Royaux en tiennent premier la prinse, & aux Officiers du Roy en appartient la cognoissance sans Renuoy, iaçoit ce que fut trouué en la terre du Haut iusticier, ou d'autre qui le requist &c Voyez Chopin sur la Coustume d'Aniou Art. 65. Au reste en cas de debat & difficulté pour la Preuention, la prouision demoure au Roy, quand la dispute est entre le Roy & le Iuge non Royal: & entre Iuges Royaux, à celuy qui a preuenu iuge par Arrest le 29 iour de Nouembre 1585. entre le Bailly de S. Germain des Prez & le Bailly du Palais & le Preuost de Paris. Idem contre le Vidame de Gerbercy par Arrest du 3. iour de Feurier 1587. En cas de debat, on renuoye touſiours par prouision pardeuant le Iuge Royal, sans preiudice des droicts des parties en autre cause, ainsi qu'il fut iugé le 10. Decembre 1585 contre le Preuost, Chanoine & Chapitre de Reims.

gnoissance de cedule par deuant le Iuge Royal competent, sera tenu la confesser ou nier: sans que ledit Iuge Royal soit tenu en faire aucun renuoy, iusques apres la recognoissance ou denegation de ladite cedule.

† *Cest Art. 2 corrige l'ancienne Coustume & se lit ainsi,* Les Nobles viuans Noblemẽt peuuent estre conuenus & seront tenus respõdre par &c.

VITRY Tit. 1. Art. 2. Les † Nobles viuans noblement conuenus pardeuant le Preuost, ne sont tenus respondre, si bon ne leur semble, & peuuent demander leur renuoy pardeuant le Bailly. Et au regard des Nobles viuans roturierement, peuuent estre conuenus & sont tenus respondre par deuant ledit Preuost. Art. 6. Toutes †† gens Bourgeois du Roy en quelques villes ou lieux qu'ils soient demourans en ladite Preuosté, sont iusticiables en tous cas personnels ou ciuils ou criminels, par la Iustice du Roy, & non par autre. Et où ils font le contraire, ils sont amendables enuers le Roy.

†† *Les gens d'Eglise & Nobles de ladite assemblee nous ont dit que l'art. 6. estoit trop rigoureux &c. pareilles remonstrãces qu'en la Coustume de Troyes Art. 2. cy dessus. Sur quoy auons ordonné que ledit Art. demoureroit pour le present pour Coustume, & que lesdits gens d'Eglise & Nobles escriront & produiront és fins que dessus ce que bon leur sẽblera, qui sera communiqué au Procureur du Roy pour y respondre sur tout & faire nostre rapport à la Cour afin d'y estre pourueu, cõme de raison.*

BAR Tit. 1. Art. 41. La cognoissance des sauuegardes e enfraintes, complaintes en matiere de saisine & nouuelleté, apartiennent au Bailly de Bar ou son lieutenant & non à autres: fors à ceux qui ont titres & possessions au contraire. Art. 43. Le Baillif de Bar est Iuge en premiere instance de toutes personnes Nobles, & ne sont tenus ressortir par deuant autres ny en autres lieux, si les Seigneurs desdits lieux ne sont titrez ou en possession d'en cognoistre.

e Voyez cy dessous le nõbre 4. où il sera parlé des Sauuegardes & asseuremens.

LAON Tit. 1. Art. 1. Au † Roy appartient la cognoissance en premiere instance, par Preuention & concurrence auec les Seigneurs Hauts Insticiers de ladite Preuosté foraine de Laon, de toutes matieres possessoires, ensemble de toutes lettres obligatoires, contracts, Testamens & autres instrumens passez par deuant Notaires Royaux, sous le Seel Royal du bailliage de Vermandois, soit qu'il y ait submission ou non. Art. 2. Le Bailly †† de Vermandois est tenu & reputé de tout temps & ancienneté, Capitaine & Iuge ordinaire des Nobles tant pour le regard du Ban & Arriereban que de la Iustice ordinaire: en sorte que si vn Noble est conuenu & poursuyui par deuant ledit Bailly ou son Lieutenant, est tenu de proceder par deuant luy en tous cas, sans pouuoir decliner: si ce n'estoit pour heritages assis en autre Preuosté: l'assiette desquels empeschast ladite Iurisdiction.

CHALONS Tit. 1. Art. 6. Toutes † personnes Nobles sont responsables en tous cas: c'est à sçauoir ceux du Bailliage de Chalons, par deuant le Bailly de Chalons: ceux demourans és terres de Chapitre & Abbé, par deuant leur Bailly ou Garde de leur Iustice: & ne sont responsables par deuant le Bailly de Vermandois en premiere instance: sinon és cas, esquels la cognoissance par priuilege doit apartenir au Roy. *

NOYON Tit. 7. Art. 39. Et si maintient le Roy la cognoissance par preuention de toutes matieres ciuiles & criminelles, sur les suiets des Hauts Iusticiers. *

RIBEMONT Tit. 1. Art. 1. Le †† Roy nostre Sire, son Preuost & ses Officiers audit lieu, ont droict de Preuention sur tous les Seigneurs & suiets de ladite Preuosté. *

* *Par l'Art. 281. de Laõ. Les Villes de Laon, Soissons, Vailly, Crespy, Bruyeres, Marles, la Fere, Vreuin & toutes autres villes, bourgs & villages estans de la Preuosté foraine de Laon, se gouuernent selon la Coustume generale de ladite Preuosté de Laon, telle qu'elle est cy dessus, sans en pretendre aucune particuliere pour l'aduenir.*

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art.1.a eſte empeſche par le Bailly de Marle pour le Roy de Nauarre & Duc de Guyſe: remonſtrant que la iuriſdiction des Seigneurs eſt patrimoniale, a eux octroyee par le Roy en l'erection des fiefs à eux baillez, & partant que les Iuges Royaux ne doiuent auoir la cognoiſſance en premiere inſtance ſur leurs ſuiets, par concurrence ny autrement des contracts par eux paſſez: encores qu'ils euſſent eſté receus par Notaires Royaux. Et où ils auroient eſté adiournez par deuant eux, doiuent eſtre renuoyez par deuant les Iuges en la Iuſtice de leurs Seigneurs. Souſtenu par le Procureur du Roy au contraire, & qu'audit Seigneur appartenoit cognoiſtre par preuention & concurrence, non ſeulement des lettres obligatoires paſſees ſous Seel Royal mais auſſi des cedules priuees faites entre ſeſdits ſuiets. Surquoy auons ordonné qu'ils auroient acte de leur remonſtrance: & neantmoins que ſuiuant l'aduis deſdits Eſtats l'Art. demourera pour Couſtume, ainſi qu'il eſt couché. Et ſur l'Art.1. ancien contenant,* Le Roy pour Couſtume, *&c. Aignelet pour le Cardinal de Lorraine, Roland pour le Chapitre de Reims, à cauſe des terres qu'ils ont en la Preuoſté foraine de Laon, & ledit Bailly de Marle pour le Roy de Nauarre & Duc de Guiſe, ont remonſtré, que combien que le Procureur du Roy ait voulu ſouſtenir la preuention mentionnee audit Art. ancien, que toutesfois elle a touſiours eſté empeſchee & eſconduite par les Seigneurs Hauts Iuſticiers & qu'il ne ſe trouuera aucun Arreſt donné au profit dudit Procureur general du Roy: contre lequel voulant ſouſtenir ladite preuention, eux au contraire ont obtenu Arreſt: meſmes ledit Bailly de Marles, a offert de faire apparoir promptement que pour raiſon de ce, il y a appellation & litiſpendence en ladite Cour de Parlement, des 52. ans: au moyen dequoy ledit Procureur general n'en peut pretendre paiſible iouyſſance. Leſdits Aduocat & Procureur du Roy au contraire ont ſouſtenu ladite Preuention auoir eu lieu de tout; & qu'ils ſont en poſſeſſion confirmee par pluſieurs Arreſts de la Cour. Sur ce par l'aduis des Eſtats auons ordonné que ledit Article ne paſſera pour Couſtume, ſans preiudice audit Procureur & aux Seigneurs Hauts Iuſticiers de leurs droicts & pretendues poſſeſſions. Comme auſſi a eſté rayé l'Article deuzieſme ancien, nonobſtant la remonſtrance du Procureur du Roy, & ſauf à luy à ſe pourueoir ſelon les Edicts & Ordonnances du Roy contre les Hauts Iuſticiers, s'ils ſe trouue qu'ils ſoient refuſans, delaians ou negligens d'adminiſtrer Iuſtice.*

†† *Le Procureur du Roy a requis que ceſt Art.2. ſoit redigé pour Couſtume, ſouſtenant que de tout temps, il a eſté practiqué & obſerué. Ce qui a eſté denié par les Hauts Iuſticiers tant de l'eſtat d'Egliſe que de Nobleſſe, & empeſché que l'Art. paſſaſt pour Couſtume. Au moyen dequoy a eſté ledit Art.2. remis à la Cour & les parties renuoyees en icelle au lendemain des Rois prochainement venant, pour icelles ouyes, enſemble le Procureur general du Roy en eſtre ordonné comme de raiſon. Et cependant iouyront les parties ainſi qu'elles ont cy deuant fait.*

† *Ceſt Art. 6. a eſté empeſché par Longueuille Procureur du Roy: ſouſtenu au contraire par le Bailly de l'Eueſque de Chalons & autres de l'Eſtat de l'Egliſe. La matiere miſe en deliberation pour la difficulté qui s'y eſt trouuee, les parties ont eſté renuoyees en la Cour de Parlement au lendemain des Roys, pour icelles ouyes, enſemble le Procureur general du Roy eſtre ordonné ainſi que de raiſon. Et ce pendant iouyront les parties ainſi qu'elles ont faict cy deuant, & ſans preiudice des droicts des Eſcheuins de la ville de Chalons pretendans auoir la iuriſdiction des Nobles de Chalons.*

* *Par ledit Art. 39. La Preuoſté de Noyon ſe regle & gouuerne, ſe reglera & gouuernera ſelon les Couſtumes de Vermandois en la Preuoſté de Laon, en ce qui eſt contraire ou derogeant aux Couſtumes propres & particulieres de ladite Preuoſté de Noyon, eſcrites & redigees: ſauf &c.*

†† *Ce 1. Art. a eſté debatu & empeſché par Flamigny Bailly de Guyſe, Pair de France, diſant que ledit Art. ne deuoit paſſer pour Couſtume: & combien que les Officiers pour le Roy au Siege de Ribemont aient pretendu que le Roy eſtoit fondé en ce droict par la Couſtume du pays: neantmoins ont touſiours eſté contredits par ledit Seigneur Duc de Guyſe & ſes predeceſſeurs. Et de ce y a proces pendant en la Cour de Parlement entre le Procureur general du Roy & ledit Seigneur Duc de Guiſe. Au moyen dequoy auons renuoyé les parties à ladite Cour de Parlement au lendemain des Rois prochainement venant, pour elles ouyes auec ledit Procureur general du Roy, eſtre ordonné ce que de raiſon. Et cependant auons ordonné que les parties iouiront en la forme & maniere que par cy deuant elles ont valablement & raiſonnablement iouy, ſans que par la preſente redaction, l'on puiſſe porter aucun preiudice ou dommage, ny attribuer plus ou moins de Droict que elles ont eu ou pretendu par cy deuant.*

* *Par l'Art. 104. Tit. 9. il eſt dit, pour le reſte de ce qui n'eſt couché, leſdits de Ribemont ſe ſont remis à la Couſtume generale de Vermandois & Preuoſté foraine de Laon: ſous laquelle ils entendent eux regir & gouuerner.*

AMIENS Tit 11. Art. 230. Au Bailly d'Amiens ou ſon Lieutenant Iuge prouincial appartient en premiere inſtance par preuention, la cognoiſſance de tous cas criminels & ciuils, quels qu'ils ſoient commis és fins de ſon Bailliage: meſmement par les ſuiets d'icelui Bailliage en quelconque Seigneurie ou iuriſdiction particuliere: & ſous quelque Seigneur Pair de France ou Eccleſiaſtique, lui appartient la cognoiſſance de toutes matieres perſonnelles, reelles & mixtes: pourueu quant à la perſonnelle, qu'il ſoit queſtion de lx. ſols tournois & au deſſus: ſauf és matieres, les renuois, où il appartient, quand ils ſont requis en tẽps deu auparauant conteſtation en cauſe ou delay peremptoire. Art. 231. Audit Bailly d'Amiens ou ſon Lieutenant ſeul & ſans renuoi, appartient la cognoiſſance, punition & correction de tous cas priuilegiez, tant criminels, que ciuils quels qu'ils ſoient: & en ce le cas priuilegié attraict à ſoy le delict commun en maniere que par deuant lui, ſil y a cas priuilegié au Roy, le Seigneur ſubalterne eſt tenu demander ſon amende pour le delict commun, & les parties intereſſees leurs dommages & intereſts & reparation. Art. 232. Auſſi appartient audit Bailly d'Amiens ſeul, la cognoiſſance de toutes lettres de remiſſion, pardon & autres cas priuilegiez. Art. 235. Leſdits Preuoſts és fins de leurs Preuoſtez ont cognoiſſance de toutes matieres perſonnelles, reelles & mixtes, d'iniures & delicts communs & non priuilegiez: pourueu qu'en matiere perſonnelle, il ſoit queſtion de v. ſols & au deſſus: & éſdits cas cognoiſſent en premiere inſtance & par preuention: ſauf les renuois, où ils appartient quand ils ſont requis.

† *A Ceſt Ar. 231. ſ'eſt oppoſé Maiſtre Iean Guerard pour le Lieutenãt du Bailly d'Amiẽs au Siege de Mõſtreul, perſiſtant à ſon oppoſition faite en l'ã 1507 contenans que les ſuiets de ladite Preuoſté de Monſtreul ne ſont pourſuiuables au Siege d'Amiens. Auſſi*

Source : BIU Cujas

leſdits l'Eſcouette & Vaillant pour le Cardinal de Chaſtillon tant ſur ledit Article que ſur le ſubſequent: proteſtant que le cas de preuention & renuois mentionnez és dits Art. ne lui puiſſent nuire ne preiudicier pour le regard de ſon Vidame de Gerberoy: ſur les ſuiets duquel ledit Bailly d'Amiens n'a aucune cognoiſſance: ains appartient audit Bailly de Gerberoy: & par ledit Aduocat du Roy a eſté emploié pour reſponſe à ladite oppoſition. Ce qu'il dit cy deſſus contre leur oppoſition faite à la comparution deſdits l'Eſcouette & Vaillant, pour ledit Cardinal de Chaſtillon, à cauſe dudit Vidame Gerberoy: ſouſtenant que ledit Vidame & Chaſtellenie de Gerberoy auoit eſté & eſtoit de tout temps ſubalterne, ſuiet & reſſortiſſant au Siege du Bailliage d'Amiens tant en premiere inſtance qu'en tous autres cas: Jauf les renuois quand ils eſtoient requis en temps deu & ils y eſcheoient: Et que de ce le Bailly d'Amiens ou ſes lieutenans eſtoient en bonne poſſeſſion: & que ledit Vidame & Chaſtellenie eſtoient de la Pairrie & Eueſché de Beauuais: Outre ce que la plus grande partie de ladite Pairrie & iuſques à certains limites eſtoit auſſi ſubalterne & reſſortiſſant audit Bailliage d'Amiens. Ce qui eſt notoire à tous les Officiers & ſuiets dudit Gerberoy depuis ledit temps: & que ledit Vidame a eſté acquis par les predeceſſeurs Eueſques de Beauuais, & a eſté touſiours vne Seigneurie à part diſtincte & ſeparee dudit Eueſché & Pairrie de Beauuais tenue nuement du Roy, à cauſe de ſondit Bailliage d'Amiens: lequel Vidame eſt aſsis és fins & limites dudit Bailliage & és mettes de la Preuoſté de Beauuoiſis & a touſiours releué dudit Bailliage d'Amiens & mainleuee d'icelui baillee par ledit Bailli toutes & quantesfois qu'il a eſté ſaiſi à faute de relief & Denombrement non baillé: leſquelles ſaiſies ont eſté approuuees par Arreſt de la Cour de Parlement contre le Procureur du Roy de Senlis qui ſouſtenoit ledit Vidamé eſtre tenu du Bailliage de Senlis, & ſe ſont de tout temps les Eueſques de Beauuais par leurs Titres nommez & intitulez Eueſque & Comte de Beauuais, Pair de France & Vidame de Gerberoy, pour monſtrer la diſtinction de Vidame de Gerberoy à ladite Pairrie. Et qu'il y a eu Ordonnance du Conſeil priué faite à Chalons le 22. May. 1502 portant declaration expreſſe que Gerberoy, la Preuoſté de Monſtreul, & Bailliage de Heſdin, ſeroient du reſſort du Bailliage d'Amiens: ioinct la poſſeſſion immemoriale continuee iuſques auiourd'huy par les Officiers dudit Bailliage dont aiſement ils ſeront apparoir par les actes & procedures faites par les ſuiets dudit Gerberoy: meſmes par les Sentences des condemnations d'amendes contre eux données depuis vn an: auſquelles ils ont acquieſcé, qui demonſtre aſſez qu'ils ſont ſubalternes, ſuiets à ce luy, & y reſſortiſſans. Au reſte faut noter qu'en la redaction des Couſtumes de Peronne, Mondidier & Roye, le Procureur du Roy a dit qu'aucun renuoy ne ſe deuoit faire des cauſes contenues és Anciens Art. & que le Roy eſt en poſſeſſion immemoriale, meſmes en la ville de Peronne, de preuenir ſans octroyer aucun renuoy: parce que meſmement la pluſpart des villages & Seigneuries de ladite Preuoſté ſont par dela la riuiere de Somme & pays limitrophe & de non ſeur accez en temps de guerre qui eſt frequente audit pays: tellement que la pluſpart des villes & Bourgs ſont ruinez & n'y a Iuges ſur les lieux pour adminiſtrer Iuſtice aux parties plaidantes, tant en ciuil, que criminel. Laignier pour la Nobleſſe a ſouſtenu le contraire, diſant que les iuriſdictions ſont patrimoniales aux Seigneurs ſubalternes, qui ont Baillifs & Officiers pour adminiſtrer la Iuſtice à chacun de leurs ſuiets, meſmes en matieres perſonnelles, reelles, mixtes, petitoires, poſſeſſoires & criminelles: excepté toutefois és cas priuilegiez & dont par les Ordonnances ou autrement la cognoiſſance appartient par preuention aux Iuges Royaux priuatiuement à tous autres. Par ledit Procureur a eſté replique c'eſt choſe notoire que par leſdits Iuges Royaux ne ſ'eſt iamais fait aucun renuoy des cauſes petitoires, poſſeſſoires, reelles & mixtes. Surquoy auons de l'aduis des Eſtats dreſſé ceſt Article, Les Iuges Royaux peuuent preuenir en toutes cauſes, ciuiles & perſonnelles, mixtes & poſſeſſoires. Toutesfois les Seigneurs Hauts Iuſticiers ou leurs Procureurs, demandans renuoy en eſtre fait par deuant les Officiers deſdits Hauts Iuſticiers, leur ſera ledit renuoy fait: hors mis des cas Royaux, & deſquels par les Ordonnances la cognoiſſance appartient auſdits Iuges priuatiuement à tous autres. *Et pource que leſdits Officiers ont grandement inſiſté audit Article, alleguans le grand intereſt du Roy, diminution de ſes fermes & de ſon domaine & leur poſſeſſion immemoriale. Auons ordonné que ledit Article ne ſeroit tiré pour Couſtume: ains auons enioinct auſdicts Officiers de garder les Ordonnances concernans ladite preuention & Arreſts ſur ce donnez: & reſerué aux Seigneurs Hauts Iuſticiers leurs droicts de Iuſtice tels & en la maniere qu'ils ont & en ont iouy par cy deuant.*

CHAVNY Tit. 13. Art. 69. *A la fin.* Et doiuẽt & ſont tenus leſdites perſonnes Nobles: ſortir iuriſdiction par deuãt leſdits Bailly & Preuoſt de Chauny, ou l'vn d'eux en 1. inſtance, ſans pouuoir decliner, toutesfois qu'ils y ſeront appellez.

PONTHIEV Tit. 13. Art. 164. Si aucun Preſtre ou Clerc non marié, eſt euoqué par deuant le Seneſchal ou l'vn des v. Baillifs Royaux de ladite Cõté pour cognoiſtre ou nier ſa lettre eſcrite, ſon ſeing manuel ou autre ſigne ou Seau, ou pour reſpondre aux faits & choſes contenues en aucunes lettres ſous ſeaux priuilegiez ou en matiere de Complainte & de nouuelleté, ou de miſe de faict ou de ſauuegarde il ne doit eſtre receu à decliner: mais eſt contrainct à proceder par deuant leſdits Iuges ou leurs Lieutenans pour les cauſes ſuſdites. Toutesfois il ſe renuoye du Siege d'icelle Seneſchaucee pardeuant l'vn des Baillifs, duquel il ſeroit ſuiet, ſi l'euocation eſt faite pour cognoiſtre ou nier les Seings ou eſcriture, & non pour aucune autre euocation faite pour l'vne des cauſes ſuſdites. Art. 184. Si on ſe traict premierement par deuant l'vn deſdits Baillifs de matiere ſuiette à ſon office, en luy baillant la cognoiſſance en matiere & cas de preuention, les cas ſur ce intẽtez à ſon Siege, y doiuent demourer ſans en faite aucun renuoy: deſquels cas de preuention, la declaration ſ'enſuit: c'eſt à ſçauoir de matiere de Complainte de nouuelleté, des Obligations Royaux, ſur toutes miſes de faict, de Douaires, Dons, aumoſnes & autrement, Inuentaires qui eſcherroient par preuention de main aſſiſe en vertu des lettres Royaux, aſſignation de viure, Aſſeurement Royal, & des Signatures ou Seaux des Iuges & autrement.

BOVLLENOIS Tit. 29. Art. 153. Tous Officiers, Aduocats & Practiciẽs dudit Siege ont leurs cauſes cõmiſes en ladite Seneſchaucee sãs eſtre ſubmis à aucũ rẽuoy. Ar. 154. Quicõques eſt pourſuiui pour reſpõdre à lettres en ladite Iuſtice de la Seneſchaucee, eſt ſubmis y reſpõdre, ſans pouuoir requerir rẽuoy. Ar. 155. De toutes matieres de puits, riuieres & autres lieux dãgereux, refectiõs de chemins, põts & paſſages: & toutes matieres cõcernãs les veſues, ſeruices, ſalaires & loiers, mineurs d'ãs inſeſez orphelins & autres gẽs miſerables, en apartiẽt la cognoiſsãce par preeminence de prerogatiue au Iuge Royal, ſans eſtre ſubmis à aucun renuoy.

Source : BIU Cujas

LA SALLE DE LILLE Tit.1.Art.23. Aufdits Hauts Iuſticiers & Vicomtiers eſt deu le renuoy en action perſonnelle de leurs hoſtes & tenans adiournez ou attraicts en ſiege ſuperieur, ſ'ils ſ'y r'aduouënt. N'eſt que leſdits adiournez ſoient conuenus par cognoiſtre ou nier lettres,inſtrumens,ou cedules:ou que le demandeur ſe ſoit rapporté de ſes faits au ſerment deſdits adiournez, éſquels cas Renuoy n'eſt deu,ſi leſdits Seigneurs ne ſont à ces fins priuilegez ou en poſſeſſiõ immemoriale au contraire. Art 24. Des cauſes & matieres reelles & miſes de faict,Renuoy eſt auſſi deu,les defendeurs r'aduouans pour les biens,fiefs & heritages ſituez en la iuriſdiction deſdits Seigneurs. Pourueu que toutes les parties apprehendees ou contenues en ladite demande, ſoient tenues d'vn meſme Seigneur,requerant ledit Renuoy mediatement ou immediatement. Et où il y a tenement de diuers Seigneurs,ou que leſdites miſes de faict,ſe font pour ſeureté de rentes heritieres ou viaigeres:ledit renuoy n'eſt deu. Tit.18.Art.5. Les S.Hauts Iuſticiers ou Vicomtiers ne doiuent auoir le Renuoy des complaintes intentees au Siege de noſtre Gouuernance de Lille. Art.7.A noſtre Gouuerneur de Lille ou ſon Lieutenant compete & appartient la cognoiſſance en matiere poſſeſſoire des benefices eſtans en noſtre ville & Chaſtellenie dudit Lille. Tit.21. Art.1. L'on peut pour actions perſonnelles & reelles intenter pourſuites par deuant les Bailly ou leurs lieutenans,hommes de Fiefs de la Salle dudit Lille,& hommes de Fiefs,Eſcheuins ou Iuges de Cours en dependans par plaincte à loy & ſaiſine de biens meubles & immeubles. Art.3. Se quelcun apprehende Fiefs, maiſons ou heritages par plaincte à loy & ſaiſine,ſe le defendeur eſt poſſeſſeur d'an & iour, doit auoir la iouyſſance durant le litige,ſ'il le requiert en temps deu,la main de Iuſtice tenant au fond.Mais ſe leſdites plaincte & ſaiſine ſont faictes pour quelque deu,eſt requis auant auoir mainleuee, bailler caution ſuffiſante au fourniſſement du iugé. Art.4. Pour deuement ſoy fonder en plainte eſt requis, qu'icelle ſoit faite par deuant le Seigneur,Bailly ou Lieutenant,trois hommes de Fief, trois Iuges ou quatre Eſcheuins du moins,ſur laquelle plainte ledit Seigneur, ſon Bailly ou lieutenant doit à l'enſeignement deſdits hommes de Fief, Eſcheuins ou Iuges, iceux ce ſemons prendre & mettre en la main de Iuſtice verbalement tous les biens,meubles & immeubles,ſur leſquels ledit plainctiſſant faict plainte. En faiſant defenſes à tous de non emporter ne tranſporter leſdits biens ius du lieu,à peril,d'encourir en l'amende de lx.ſols & de reparer le lieu & aſſigner iour aux parties,en eſpecial,& en tous autres en general,au iour de plais ordinaires de ladite Cour & Seignourie, ou ſ'il n'y a plais ordinaires du iour de ladite plaincte en xv.iours,& ſur ce ſemoncer & coniurer de loy,leſdits hommes de Fief,Eſcheuins ou Iuges,leſquels à ladite ſemonce doiuẽt reſpondre que ledit Bailly a prins & mis ſi ſouffiſamment en ladite main de Iuſtice, leſdits biens qu'il peut & doit ſouffrir à loy:pourueu que le ſurplus ſe parface en temps & en lieu. Art.5.Apres laquelle plaincte faicte,eſt requis faire ſaiſir les biens en faiſant par ledit plainctiſſant ou Procureur pour luy veue & oſtenſion d'iceux en dedans vii. iours & vii. nuicts du iour de ladite plaincte par ledit Seigneur, Bailly ou Lieutenant ou Sergent en la preſence & pour ayde de loy de deux deſdits hommes de Fiefs, Iuges ou Eſcheuins du moins,en prendant & mettant en la main de Iuſtice effectuellement iceux biens,en faiſant ſemblables defenſes & adiournemens que deſſus, & ſceulte deſdites ſaiſines,defenſes & adiournemens à la perſonne contre laquelle l'on fait la plainte à loy,ſe l'on la peut recouurer,& ſinon au lieu de ſon domicile à ſes familiers & domeſtiques,ſe aucũs en y a:& en faute de ce par cry publique en l'Egliſe Parochiale par vn iour de Feſte au lieu des heritages & biens ſaiſis. Et au iour aſſigné ledit plaintiſſant ou Procureur pour luy eſt tenu ſoy preſenter à l'encõtre deſdits adiournez en eſpecial & general.Et apres relation faite deſdites ſaiſine,defenſes,adiournemẽs & ſceultes,meſmes du iour d'icelle ſaiſine, ramener à fait leſdites plaintes & ſaiſine. Ar.6.Se tel plaintiſſant offre verifier ſes faits,&que nuls deſdits adiournez ou aucun d'eux ne compare,il doit obtenir contre les defaillans par diuers plaids deuement entretenus,des heures de 1.2.3.& 4.iour,&en faiſant audit tiers iour debouter de defenſes leſdits adiournez, & leſdites heures obtenues fait audit plaintiſſant ſa demande à adiuger,ſi auãt qu'il en fera apparoir en l'ordonnant à ces fins à preuue,ſur intendit en dedans tẽps deu.Et en cas qu'aucun des adiournez en eſpecial ou general ſe veille preſenter & oppoſer, il eſt à ce reçeu en dedãs l'heure de tiers iour obtenue.Et ſe ledit plaintiſſant par ſa plainte & ramene à fait ſe rapporte à ſerment deſdits adiournez ou adiourné en eſpecial, qui ne comparent,luy fait à adiuger,ſ'il le requiert,defaut premier à tel profit que leſdits defaillans ou defaillant ſont à readiourner par intimation en parlant à leur

Renuoy.

Source : BIU Cujas

domicile. Et en cas que ſur ledit r adiournement ils ne comparent, defaut ſecond doit eſtre contre eux donné & ledit ſerment referé audit demandeur & plaintiſſant. Art. 7. L'on ſe peut par plainte à loy faire aſſeurer pour rẽdages de cẽſes non eſcheus aux deſpens du plaintiſſant & non pour ſommes de deniers n'autres choſes non eſcheues. Ar. 8. S'aucuns biens meubles mouuables eſtoient iudiciairemẽt ſaiſis par plainte à loy ou autremẽt en la maiſon & pourpris du debiteur, & fuſsẽt apres trouuez ſans garde aiant pouuoir à ces fins, tels biens ſont reputez deſcalẽgez & deſchargez de ladite ſaiſine, de ſorte que ſ autres faiſoient iudiciairement par apres ſaiſir leſdits biens & à iceux mettre garde, aiant pouuoir, ſeroient à preferer. Art. 9. Pour appellation faite ſur plainte à loy l'on ne doit differer la ſaiſine & exploict tant & iuſques à ce que la main de Iuſtice ſoit garnie ou caution baillee, ſi auant que le plaintiſſant auroit fait preparatiuement apparoir de ſon preten du. Tit. 25. Art. 1. Pour auoir renuoy en action perſonnelle, eſt requis qu'il ſoit demandé par le Seigneur, ſon Bailly ou Lieutenant ou autre aiant pouuoir à ce: duquel pouuoir ſ il eſt blaſmé, eſt tenu faire exhibition ſur le champ, & qu'audit Rẽuoy l'adiourné ſe y r'aduoue & ſans ledit r'adueu, icelui Renuoy ne ſe fait: comme auſſi ne ſe fait, ſe tel adiourné a litiſconteſté en cauſe, on pris delay peremptoire. Art. 10. Les adiournez ſur recognoiſſance de lettres, inſtrumẽs, ou cedules, ne peuuent eſtre receus à dire contre la teneur d'iceux, ſans prealablement nantir le pretendu, ſi auant qu'il ſeroit eſcheu: N'eſt qu'ils ſe rapportent au ſerment des demãdeurs de fait emportant deciſion de cauſe. Et ledit nantiſſemẽt fait, telle pourſuite eſt equipollee à execution. Et doit le demãdeur à ces fins prendre concluſion.

LENS Tit. 2. Art. 1. A * M. le Comte d'Artois à cauſe de ſon Bailliage dudit Lens, appartient la cognoiſſance des Egliſes & des droicts d'icelles, qui ſont fondees ſous luy és mettes dudit Bailliage. Ar. 4. Et peuuent leſdits Baillifs & hõmes par ladite Couſtume, cognoiſtre de toutes matieres criminelles, ciuiles, reelles ou perſonnelles: ſoit en matiere d'appeaux, complainte de nouuelleté, ſimple ſaiſine, miſe de fait ou autrement. Et auſſi bailler tãt & telles commiſſions executoires & autres ſur lettres obligatoires Royaux ou autres Seaux cogneuz, de quelque iuriſdiction qu'ils ſoient: pour en vertu d'icelles mettre leſdites lettres à execution, ſelon leur forme & teneur par les Sergens & Officiers dudit Bailliage, és termes & mettes d'iceluy.

NIVERNOIS Chapitre 1. Article 26. Vn Preuoſt fermier f ne peut eſtre Iuge és cauſes procedans de ſon office, & eſquelles y a amendes, qui luy peuuent aduenir. Art. 28. le ſuiet appellé deuant vn autre Iuge en matiere ciuile, qui demãde ſon renuoy deuant ſon Seigneur Iuſticier, és cas, où renuoy a lieu & doit eſtre octroyé, doit obtenir ledit renuoy: poſé qu'il ne ſoit aduoué ſuiet par ſondit Seigneur: en matiere criminelle, *ſecus*.

MONTARGIS Chap. 20. Art. 13. Lettres ou cedules du Seel ou ſignees du Seing manuel du debteur, giſent en action ſeulement. Et eſt tenu le debteur cognoiſtre ou nier ſon ſeing manuel ou Seel, ſi à ce eſt appellé. Et iceluy cognu, eſt tenu conſigner les deniers contenus en ladite cedule, ou bailler biens exploictables, auant qu'il ſoit reçeu à aucune choſe alleguer ne dire, ſoient defenſes ou exceptions. Art. 14. Les gens d'Egliſe peuuẽt eſtre contraints par deuant le Iuge lay, pour nier ou cognoiſtre leurs cedules ſignees de leurs ſeings manuels ou ſeellees de leurs Seels, par caption de leur tẽporel: ſans ce toutesfois que leſdits gens d'Egliſe ſoient tenus de paſſer outre deuant le Iuge lay. g

ORLEANS Tit. 20. Art. 443. Si † aucun forain ou eſtranger fait quelque contract, promeſſe, paction ou marchandiſe dedans la ville & fauxbourgs d'Orleans, & que pour raiſon de ce il ſoit dedans les xxiv. heures conuenu & appellé, il en reſpondra par deuant le Preuoſt d'Orleans ou ſon Lieutenant. Article 461. Tous preſtres, Clercs, laiz, quand ils ſont conuenus par deuant Iuge lay, pour cognoiſtre ou nier cedules faites ſous leur Seel, ils ſont tenus icelles recognoiſtre ou nier par deuant le Iuge lay, & y reſpondre, quant à ladite recognoiſſance.

MANTE Chap. 3. Art. 59. Celuy qui eſt obligé ſous ſon ſeing, ſoit Clerc ou lay, adiourné par deuant Iuge Lay, pour cognoiſtre ou nier ſondit Seing ou Seel, eſt tenu de ce faire auant que propoſer aucunes exceptions ſoient declinatoires, dilatoires ou peremptoires. Et ſ il recognoiſt ſondit ſeing ou Seel, il ſera tenu de garnir la main en deniers ou quittances valables, auparauant que d'eſtre ouy au principal: pour †† lequel & auſſi pour l'executiõ de ladite garniſon, ſera renuoié par deuãt ſon Iuge: & ce pourueu que l'obligation ſoit pure & ſimple & non conditionnelle, & qu'elle ne giſe en plus grande cognoiſſance de cauſe.

* *Par l'Ar. 6. Et quãt au ſurplus des Couſtumes dudit Bailliage: elles ſont pareilles & ſemblables aux couſtumes generales poſees au cahier d'Artois.*

† *Ceſt Art. 443. eſtoit le 333 ancie & ſur les remonſtrances faites par le Bailly d'Orleãs ou ſon Lieutenant & par les Iuges & Conſuls a eſté ordõne que ledit Article paſſera, ſans preiudice de leur Iuriſdiction & d'autres Iuges.*

†† *Ces mots, Pour lequel &c. iuſques à ce mot, Iuge, inclus, ont eſte de nouuel adiouſtez.*

f Cela eſt auſſi defendu par l'Ordonnance de Charles 8. 1493. Art. 55. par laquelle eſt ordonné mettre ſeparement vn fermier ou receueur des amendes.

g Si le Iuge lay eſt cõpetẽt, il peut paſſer outre: comme ſi l'homme d'Egliſe eſt tuteur d'vn mineur, ou adminiſtrateur, encores que la cedule porte qu'il promet en ſon priué nom. Car ces choſes dependent de l'office ſeculier. C. M. Au reſte ſi la cedule eſtoit faite pour ieu on ne doit eſtre condãné à garnir ainſi qu'il fut iugé le 18. iour de Mars 1586. en audience par Arreſt, par lequel vne cedulle non cauſee faite en ieu fut declaree nulle.

Source : BIU Cujas

NORMANDIE Chap.1.Art.1.Le Bailly ou ſon Lieutenant cognoiſt de tous crimes en premiere inſtance Art.2.Cognoiſt auſſi en premiere inſtance de toutes matieres hereditaires & perſonnelles,entre perſonnes Nobles:de fiefs Nobles& leurs appartenances entre toutes perſonnes,ſoient Nobles & roturiers Art.3.De matieres Beneficiales,Decimales,de Patronnage d'Egliſe,de Clameur de Loy apparante,de Clameur reuocatoire, des priuileges Royaux, de nouuelle deſſaiſine de mariage encombré,de ſurdemande. Art.4.Auſſi a la cognoiſſance des lettres de mixtion,quand les terres contẽtieuſes ſont aſſiſes en deux Vicomtez Royales: encores que l'vne ſoit dans le reſſort d'vn Haut Iuſticier. Art.15.Les Hauts Iuſticiers ſont tenus demander aux Iuges Royaux,les renuois des cauſes,dont ils pretendent la cognoiſſance leur appartenir, ſans qu'ils puiſſent vſer de defenſes à l'encontre deſdits Iuges Royaux & des ſuiets du Roy. Art.23.Les Iuges Royaux cognoiſſent par tout des poids & meſures, & meſmes par preuention aux terres des Hauts Iuſticiers. Art. 45. Tous Iuges ſont competens à donner trefues,ſans que le defendeur puiſſe decliner quelque priuilege qu'il puiſſe alleguer. Art.47. Nul autre que le Iuge lay ne peut cognoiſtre de trefues enfraintes.

ANIOV Tit.6 Art.65.Premierement le Roy,comme Duc d'Aniou,a reſſort & Suzerainеté ſur les ſuiets dudit pays, tant en cas d'appel, qu'autrement: auſſi ont les Comtes, Vicomtes, Barons & Chaſtelains & autres Seigneurs de fief chacun en ſon regard. Et outre ledit Duc d'Aniou, Comtes, Vicomtes, Barons, Seigneurs Chaſtelains & autres de degré en degré, ont par preuention la cognoiſſance de tous cas criminels & ciuils, en toutes actions ciuiles, reelles & perſonnelles, ſur les Vaſſaux & les ſuiets de leurs Vaſſaux, iuſques à ce que litiſconteſtation ſoit faicte,pour laquelle les parties ſoient appointees en faicts contraire & Enqueſte. A laquelle conteſtation & non pluſtoſt, ſi le Vaſſal ou autre inferieur, dont les choſes deſquelles eſt queſtion,ſont ſuiettes,ſi ceſt matiere perſonnelle non criminelle,ſi le defendeur eſt eſtagier h dudit vaſſal, & iceluy vaſſal ou ſon Procureur requiert la Cour, renuoy & obeiſſance de la cauſe, elle luy ſera rendue auec les parties adiournees,pour proceder en icelle cauſe en la Cour dudit Vaſſal. Et ſi à requerir ledit renuoy,ſe trouuent aſſemblement, le Seigneur immediat des choſes dont eſt queſtion & ſon Suzerain, ledit Seigneur immediat y ſera preferé:pourueu qu'il ait telle Iuſtice,qu'il ſoit fondé de cognoiſtre d'icelle cauſe. Et en iceluy cas que le Seigneur immediat ou Procureur pour luy,ne ſeroit trouué à requerir le renuoy,& ſeroit rẽdue à ſon Seigneur Suzerain ledit Seigneur immediat le pourra aller requerir en la Cour de ſondit Seigneur Suzerain,à la conteſtation:toutesfois en cauſe d'appel releué ou anticipé en cour Suzeraine, *omiſſo medio*, ledit Seigneur immediat relaiſſé, en aura le renuoy i auant conteſtation,ſ'il le requiert. Auſſi le peut requerir la partie intimee ou anticipee. Art.66. Et † combien que les Iuges Suzerains du Duc d'Aniou & autres Seigneurs,ayent la preuention telle que deſſus,neantmoins pource que ſouuentesfois aucuns en petites matieres perſonnelles de xx.ſols t & au deſſous,ſ'entreuexent & trauaillent,en ſ'entrefaiſant adiourner au loing comme vi. lieues ou enuiron,combien qu'ils puiſſent recouurer Iuſtice és Cours des Seigneurs ſubalternes,leſdits Iuges Suzerains ſi ſommairement & de plain ne vuident leur queſtion & procés, pourront en faire incontinent renuoy,parauant conteſtation,ſi l'on cognoiſt qu'il y ait officiers reſidens,éſdites Chaſtelenies ſuffiſans pour adminiſtrer Iuſtice.Et ſi l'on cognoiſt que malicieuſement iceux demandeurs aient fait adiourner au loing les defendeurs,pour petites matieres comme de xx. ſols & au deſſous,ledit Iuge Suzerain pourra, pour reprouuer telle vexation & trauail des ſuiets,condamner tel demandeur en amende & deſpens,& faire le renuoy, cõme deſſus, pardeuant celuy Iuge ſubalterne qu'il verra eſtre à faire.Et doiuent les Iuſticiers,qui cognoiſtront des petites cauſes perſonnelles de xxx. ou xl. ſols & au deſſous, les vuider ſommairement & de plain, ſans ſouffrir libelle eſtre baillé: fors par leur acte d'iceluy iour & ſans autre figure de procés ordinaire: ſur peine d'en eſtre punis & corrigez par amendes ou autrement ſ'ils en ſont reprins faiſant le contraire. Article 75. En matiere reelle, le Suzerain ne fera aucun renuoy à ſon Vaſſal de ſes hommes, ſi les choſes dont ſera queſtion entre les parties, ſont aſſiſes en pluſieurs & diuerſes Iuriſdictions comme dudit vaſſal & d'autre Seigneur. Semblablement ledit Comte,Vicõte & Baron iouiſſent de la preuention & autres cas deſſuſdits ſur ſon vaſſal:& de degré en degré chacun ſur ſon ſuiet ſans diſtinction. Art.76.En †† matiere d'execution de lettres obligatoires paſſees ſous * Seaux des contracts du Roy,& auſſi quãd il eſt queſtiõ qu'il y ait eu fauſſeté cõmiſe éſdits cõtrats & lettres,au Roy & à ſes Iuges & offi-

h Domicilier ou y reſident & habitant C. M.

i Mais nõ apres C.M.

† *Maiſtre Ieã de Guiſy & Ieã Gilles Procureurs de M. le Comte de Vendoſme, & auſsi pluſieurs gens d'Egliſe & Nobles dirent & remonſtrerent qu'à cauſe de la preuention & cognoiſsãce que le Duc d'Aniou, & auſsi les Comtes, Vicomtes, Barons & Chaſtelains ont ſur leurs vaſſaux & ſuiets, les ſuiets, ſont fort vexez & trauaillez. Car ſouuent pour petites ſommes, cõme de xx. ou xxx.ſols, xl. & autres petites matieres, l'on*

Source : BIU Cujas

les contraint de plaider pardeuant les Officiers du Duche d'Anjou, en les distraiant & faisant comparoir pardeuant eux, de plus de x. & xx. lieues loing de leurs demeures & residences: & seroit plus profitable audits suiets de payer la somme qu'on leur demande, que de laisser leur labeur, & perdre leur iournee pour plaider si loing & pour peu de chose. A quoy par le Procureur du Roy fut dit que si le Roy a la preuention sur le Comte, aussi a le Comte sur ses Vassaux, & ne doit on oster au Roy ledit droict de preuention, dont luy & ses predecesseurs ont tousiours iouy & vsé. Surquoy pour la diuersité des opinions, auons ordonné que lesdites parties produiroient ce que bon leur sembleroit, pour en faire nostre Rapport a la Cour, afin d'y estre sur ce pourueu pour le temps aduenir, au bien & profit du pays. Et que neant-moins du contenu audit Art. 66. l'on en vseroit ainsi que l'on en auoit accoustumé.

†† *Cest Art. 76. est correctif de l'ancienne Coustume.*

* *Alias, Seels des Contracts du Roy quand il y a eu fausseté commise esdicts Contracts ou lettres, en ce cas, au Roy, &c.*

ciers en appartiẽt la cognoissance & preuẽtion, seul & pour le tout: & non à autre: posé que les parties soient nuëment * suiects desdicts Cõtes, Barons, Chastelains & autres Vassaux. Et n'est pas ainsi de lettres passees sous les Seaux des contracts desdits Comtes, Barons & Chastelains. Car chacun a la cognoissance de son suiet sans auoir regard au Seellé. Art. 77. Semblablement de l'execution des Sentences, iugemens ou appointemens donnez ou prononcez en la Cour du Prince (que les anciens escrits appellent la Cour du Roy) ne s'en faict point de renuoy. Autant & en pareils termes est de l'execution des Sentences, iugees & appointemens donnez ou prononcez en la Cour des Comtes, Vicomtes & Barons & de fausseté commise en leurs lettres & Seaux, dont la cognoissance appartient à eux & à leurs Iusticiers: sinon és cas de preuention, où ils procederont par la voye dessusdicte. Art. 78. Des trefues donnees en la Cour du Prince enfraintes, la cognoissance, punition & correction en appartient au Prince, & à ses Iuges & Officiers. Et semblablement est-il des trefues & asseuremens donnez en la Cour des Vassaux, dont la cognoissance, punition & correction appartient à leurs Iuges & Officiers: si le Prince ou autre Suzerain, n'en auoit entreprins la cognoissance par Preuention. Art. 79. Autres cas sont, esquels le Suzerain ne rend point la Cour ne les causes à son Vassal, soit Baron, Chastelain ou autre: ne semblablement les Barons à leurs hommes & suiets: c'est à sçauoir, d'empeschement de chemin peageau, de delict faict en grand chemin, quand par preuention le Suzerain a entrepris la cognoissance, d'auoir mesuré à fausse aulne, ou à fausse mesure, de bris de marché, de denoncemens criminels faicts par le blessé en la Cour du Suzerain, selon la forme dessusdite declaree: en matiere d'hypotheque vniuersel, quand il est question de rentes ou arrerages d'icelles, & que les choses hypothequees sont en diuerses iurisdictions. Art. 80. Es causes de relieuement ou restitutions, qu'autre que le Roy ne peut octroyer, k les Officiers du Roy n'en rendront la Cour, ne feront aucun renuoy aux inferieurs. Art. 81. On † se peut reclamer de Cour inferieure en Cour Suzeraine, en matiere de Retraict pour iceluy cognoistre à ce que les deniers de l'aquereur ne soient retardez, & non en autre cas. Tit. 21. Art. 509. Si aucun est adiourné pour cognoistre ou nier son seing manuel, s'il le cognoist, il sera contraint garnir la main du contenu en la Cedule, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, tout ainsi qu'il seroit contraint faire en matiere de requeste deuëment applegee.

* *Alias, suiettes.*

† *Cest Art. 81. est correctif de l'ancienne Coustume.*

k C'est à sçauoir és choses qui sont de grace simple, mais és choses de Iustice, c'est à dire du droict commun, combien que les Procureurs du Roy taschent d'attirer tout à la Iustice Roiale. C.M.

Le Maine Tit. 7. Art. 74. Premierement le &c. p. *a Aniou.* Art. 65. du Maine &c. Les autres Vicomtes de Beaumont, Barons, &c. chacun en son regard. Art. 75. Et ont par preuention, &c. p. *a Aniou.* Art. 75. l contraires & Enqueste. A laquelle, &c. Suzerain, en contestation qui sera faicte: toutesfois, &c. Art. 76. † p. *a Aniou. 66.* dudit Comté du Maine & autres Seigneurs du Maine ayent, &c. personnelles s'entre-vexent, &c. loing combien, &c. la contestation & autrement, ainsi qu'ils verront estre à faire. Et si l'on cognoist que malicieusement le demandeur ait fait conuenir le defendeur pour petites matieres, ledict Iuge pour reprimer telle vexation, &c. Art. 86. p. *a Aniou.* 75. reelle ou possessoire, le, &c. Art. 87. p. *a Aniou.* 75. Vicomte de Beaumont & Baron, &c. Art. 88. p. *a Aniou.* Art. 76. Sous †† le Seel, &c. & si lesdites lettres sont maintenues fausses, au Roy seul & à ses Officiers, &c. cognoissante, & és autres cas le Iuge Royal parauant la contestation de la cause, sera tenu en faire le Renuoy, s'il en est requis. Art. 89. 90. 91. & 92. p. *a Aniou.* 78. 79 80. & 81. retardez. Et aussi pour demande torsionnaire, & non en autre cas: & esdicts cas exonie ne doit estre receu. Tit. 21. Art. 504. p. *a Aniou.* Art. 509. requeste deuement applegee.

l C'est à sçauoir quãd il y a faicts contraires, où quand ils sont appointez en Droict. quand il n'y a faicts contraires probatifs par tesmoins. C.M.

† *Nicolas le Camus Procureur de Madame la Duchesse d'Alençon aiãt le Bail de M. le Duc d'Alençon son fils, Vicomte de Beaumont, Fresne, Saincte Suzanne & Baron de Mayenne la Iuhez: & aussi Maistre Iean Bouglier & Estienne Peschard Procureurs de M. le*

Blois Chap. 3. Art. 11. *A la fin.* Et † a ledit Seigneur preuention en tout son dit Comté & Ressort d'iceluy és cas de nouuelleté.

Vastang Chap. 3. Art. 5. *A la fin,* Et aussi peut ledit Bailly par preuen-

Source : BIU Cujas

Duc de Lorraine Baron de Sable & de la Ferte Bernard & Iean Perot & Lommer Vaumour, Procureurs de M. le Duc de Vendosme, Seigneur de Mondoubleau, & de S. Kalez & plusieurs autres Nobles ont faict pareilles remonstrances que celles qui ont este faites sur le 66. Art. d'Amiou. Surquoy fut ordonne que les parties escriroient leurs causes & raisons plus amplement qui seroient monstrees au Procureur du Roy pour y respondre, & produiroient pardeuers nous pour de ce faire nostre rapport à la Cour, pour y estre pourueu comme de raison.

†† *Ceſt Art. 88. a este escrit & modere ainsi qu'il est escrit.*

† *A ceſt Art. 11. se sont opposez les Nobles & Hauts Iusticiers pretendans interests esdites preuentions: par ce qu'ils perderoient leurs iurisdictions, & la cognoissance de leurs suiets: qui est directement contre l'intention du Roy, qui veut & entend en toutes choses releuer le peuple ses suiets & Vassaux, l'oppression & violence. A quoy par les Aduocat & Procureur du Roy a este respondu que la Coustume estoit toute notoire, & qu'onc ne fut que le Cote de Blois n'eust droict de preuention au ressort dudit Comté en toutes actions, & ainsi en ont ioüy de tout temps & d'ancienneté. Sur ce, ouys les Aduocats & Practiciens, auons ordonne que ledit Art. entant que touche ces mots, qu'autrement, demeurerom en discord & non accordez: & produiront les parties ce que bon leur semblera dedans six semaines pour en faire nostre rapport à la Cour. Et ce pendant & iusques à ce qu'autrement en soit ordonné, les auons laissez en leurs possessions & iouissance telle qu'ils ont accoustumé iouir & vser.*

tion exercer toute Iurisdiction & cognoistre en premiere instance de toutes causes, comme Iuge & garde, soient criminelles ou autres, & en ce preuenir son Iuge.

LA RVE D'YNDRE Chap. 8. Art. 27. Et ont iceux Iusticiers droict de Renuoy quand leurs suiets sont conuenus en iurisdiction superieure.

TREMBLEVI Chap. 3. Art. 11. Si aucun forain ou estranger fait quelque contract, promesse, paction ou marchandise en la Iurisdiction dudit Trembleuy, & que pour raison de ce, il soit dedans les xxiiii. heures conuenu & appellé, il sera tenu respondre pardeuant le Iuge dudit lieu.

LILLE Tit. 19. Art. 221. Quand vne personne veut estre payee par son debteur, ayant Cedule signee de la main de sondit debteur ou de Notaires, il peut faire conuenir sondit debteur, pour cognoistre ou nier ladite Cedule, respondre au contenu d'icelle, & se voir & oyr contre luy & ses biens prononcier & declarer executoire selon sa teneur, ou cas toutesfois, qu'au iour de l'adiournemẽt il y ait quelque chose escheu, ou que le debteur ait promis faire ladite recognoissance Et ne peut l'adiourné rien dire contre la Cedule, sans premiers nantir ce qu'il seroit escheu, ou qu'il se rapporte au serment du demandeur, d'vn faict portant decision de la cause. Et se peut faire le semblable, pour lettres seellees de Seaux de Iustice, non portant vigueur d'execution. Art. 222. Sur l'execution d'vne Cedule prononchiee executoire l'on est receu à opposition, en nantissant. Art. 223. Quand sur poursieultes de recognoissances de cedules ou instrumens, le defendeur a fait nantissement, telle poursieute est equipollee à execution, & en ensuiuant doit le demandeur prendre conclusions.

BERRI Tit. 9. Art. 14. L'heritier [m] estranger du debteur, qui estoit domicilier au pays & Duché de Berry, qui a delaissé aucuns biens meubles audit pays sera tenu respondre & proceder des debtes audit pays, par son prédecesseur, pardeuant le Iuge ordinaire du domicile du defunct: & à ce faire sera contraint par arrest de meubles hereditaires, desquels il n'aura main-leuee, iusques à ce qu'il aura baillé caution [n] suffisante dedans le pays de Berri, de proceder, ester en iugement & satisfaire au iugé, s'il y a cedules ou lettres obligatoires ou autre preuue prompte de la debte pretendue.

BOVRBONNOIS Chap. 2. Art. 12. Qui est conuenu promptement au lieu, où il fait despense, pardeuant le Iuge dudit lieu, il est tenu d'y respondre: & ne luy est octroyé aucun Renuoy.

AVVERGNE Chap. 1. Art. 8. Tout homme [o] d'Eglise peut estre adiourné pardeuant le Iuge Lay, sur verification & recognoissance de seing manuel.

LA MARCHE Chap. 1. Art. 2. S'il † est debat d'vne chose entre Madame & son suiet, le Iuge de Madame en cognoistra & gardera le droict à elle & à autruy, & fera prouision & Iustice, comme il appartiendra. Cha. 3. Art. 22. Tout homme d'Eglise ou autre trouué en la Iurisdiction d'aucun Iuge Lay sur verification & recognoissance de son Seing manuel. Et ne doit estre delaissé ou renuoyé, qu'il ne cognoisse ou nie, sans †† preiudice de ses droicts: & ladite recognoissance faite, doit estre renuoyé pardeuant son Iuge. Art. 23. Le forain conuenu à iour de Marché pour la marchandise faite ledit iour ou pour le pris d'icelle n'a point de renuoy: ne pareillement le delinquant en plein marché, s'il est prins en flagrant delict. Art. 24. Le Procureur de Madame est receu sans le consentement du suiet * sans moyen, à demander renuoy ou delaissement dudit suiet conuenu pardeuant les Iuges inferieurs de la Marche. Aussi est ledit suiet

m Heritier estranger qui demoure hors la Prouince de Berry, hors le destroict & iurisdiction d'icelle. La raison de ceſt Art. par ce que les meubles suiuent le corps & le domicile, mais les immeubles suiuent la Coustume du lieu, où ils sont situez. Argumento l. exigere D. de iudic. Faber in l. cunctos populos. C. de summ. trin.

n Les Estrangers sont tenus de bailler caution pour payer le iugé ainsi que l'Ordonnance de Henry 2. 1557. le porte pour les deuolutaires. vide l. hæres absens D. de iudic.

o Voyez l'Ordonnance de François 1. 1539. Art. 92. & de Charles 9. 1563. à Paris. Art. 10. mises au liure. 4. de la Conference. Tit. 2.

† *Il y auoit vn Art. ancien,* Toute personne, *&c. lequel a este rayé & mis hors du Coustumier, & ordonné qu'ils en iouiroient & demeureroient en l'estat qu'ils estoient selon raison.*

†† *Ces mots,* Sans preiudice, *&c. ont este mis au lieu des*

Source : BIU Cujas

mots anciens, mais la recognoissance n'emportera main garnie sur le meuble t'homme d'Eglise.
* *C'est à dire immediat.*

sans moyen, sans ledit Procureur. Art.25. Celuy qui est conuenu pardeuant les Iuges de Madame ou autre Iuge subalterne, n'est renuoyé sans adueu de son Seigneur Iusticier ou de son Procureur. Art.26. Si † le Procureur Fiscal empesche le Renuoy sans cause raisonnable, il doit estre condamné és despens de partie en son propre nom.

† *C'est Art. 26. est accordé pour Coustume nouuelle.*

POICTOV Tit.18. Art. 425. Si vn p Prestre ou Clerc dit ou faict iniure en Cour Seculiere à aucun, il en respondra, & l'amendera tant à Cour, qu'à partie: & y sera contraint par prinse & detention de son temporel: & ne sera receu à dire qu'il est Clerc, & qu'il n'en doit respondre.

p Contre la disposition Canonique cap. at si Clerici cap. cum non ab homine, extra de iudic. cap. nullus iudicium. De foro comp. Mais la Coustume est contraire, & faut la garder & obseruer, laquelle est prise de Balde in l. nullum C. de testib. Boerius Dec. 297. Decisio Capellæ Thol. 489.

ANGOVMOIS Chap.1. Art.32. *Ratione contractus vel delicti quis non fortitur forum:* ains est bien conuenu pardeuant le Iuge du domicile qui n'est tenu en bailler & faire renuoy au lieu dudit contract ou delict commis. Art.33. Toutesfois si aucun de quelque estat qu'il soit, dict ou fait à autre iniure en iugement, ledict Iuge en cognoistra & ira auant la partie, qui a dit ou fait ladite iniure, pardeuant luy, sans en auoir aucun Renuoy: sinon que ledit iniuriant fut Clerc, & en estat de iouir du priuilege de Clerc: auquel cas tirera, auant le Iuge Lay pour le cas priuilegié: mais pour delict * commun, sera renuoyé pardeuant son ordinaire. Art.36. Homme d'Eglise respondra pardeuant Iuge Lay pour arrerages de rente ou autre action reelle, ou si l'on fait saisir la chose, pour laquelle sont deuz lesdits arrerages, & procedera sans ce que le Iuge luy soit tenu en faire Renuoy.

* *Aliàs, commis.*

BRETAGNE Tit.1. Art.8. Toutes personnes seront conuenues pardeuant le Iuge de leur domicile, pour raison de contracts, rescissions de contracts, demande de Retraict conuentionnel, & en toutes actions personnelles. Art. 9. Et quant aux instances petitoires & actions pures reelles, le Seigneur ou son Iuge, est Iuge competant pour toutes les lettres & heritages, qui sont en son distroict & iurisdiction. Et †† quant aux actions de Retraict lignager & autres semblables, appellees en Droict escrites *in rem*, seront poursuiuies pardeuant les Iuges du domicile q ou de l'heritage, à l'option du demandeur. Art. 10. Pourront r toutes personnes se submettre à la iurisdiction du Iuge, au dedans du distroict duquel ne sont demourans ne iusticiables, par prorogatiõ & submission expresse: & † où cas qu'elle soit faite par contract, ny aura lieu de retraict de barre: & vaudra la prorogation tant pour le prorogeant, que pour ses hoirs. f Art.26. En toutes actions, le Seigneur peut retirer son suiet de Cour superieure, és cas dont le Seigneur ou sa Iustice peut auoir cognoissance: & se fera le retraict dudit suiet de degré en degré. Et si le Seigneur ne le retiroit pour ce n'aura il perdu sa Iustice en autre cas. Et en cause de Douaire, ny autres Officiers delinquans en leurs Offices, n'y †† a retraict à Cour inferieure. Art.27. En matiere d'arrest ou de plegement par Cour superieure, le Seigneur peut retirer son suiet, ores que l'on pretende l'infraction d'arrest ou attentat de plegement auoir esté faits par le suiet. Et s'il trouue infraction ou attentat, le Iuge inferieur condamnera l'infracteur en l'amende enuers la Cour superieure: de laquelle amende sera tenu certifier & rapporter au Iuge superieur. Art. 28. Si le Seigneur veut pretendre plus grand deuoir luy estre deu par son suiet, que le suiet n'aduouë & recognoist, iceluy suiet peut decliner la iurisdiction de sondit Seigneur, & aller à la iurisdiction superieure. Art. 38. Le Seigneur peut poursuiure ses hommes par sa Cour, pour les choses qui luy touchent: sçauoir pour les deuoirs de son Fief, pour le meffait & mesdit à ceux qui sont en sa garde, ou qui viennent prendre droict par sa Cour, ou qui contreuiennent aux commandemens & defenses faites par ladite Cour, qui attendent contre ses plegemens & Arrests, qui troublent ou rompent son marché ou foire, ou son brandon ou semblable cas. Ar.39. Et † quant aux meffaits ou mesdits t faits par les suiets & par les hõmes d'autres iurisdictions, au Seigneur, ses femme, enfans ou domestiques en son distroict ou iurisdiction, ledit Seigneur ou son Iuge, les pourra poursuiure iusques à capture seulement, sans qu'il puisse plus retenir de xxiiii. heures, apres ladite capture faicte: ains sera tenu les renuoyer à Iustice superieure. Art. 40. Cognoistra aussi le Seigneur ou son Iuge, des choses qui ne touchent son faict, & neantmoins appartiennent à son Office: comme faict de crime commis en sa iurisdiction, soit à denonciation de partie, ou sans denonciation. Art.41. Nul ne sera contrainct respondre en cause d'heritages deuant le Iuge du Seigneur, qui veut retirer à soy

†† *Ces mots, Et quant aux actions, &c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots, & au cas qu'elle, &c. sont de nouuel adiouſtez. Maistre Guillaume Godet Sieur de Boos, Aduocat en la Cour, se portant Procureur du Seigneur Comte de la Val, de Mont-fort, Quintin, Harcourt, Vicomte de Rennes, Baron de Vitre, la Roche-Bernard, Sires, de Rieux & de Rochefort, auroit dit & remonstré, qu'estant les iurisdictions des Seigneurs de Fief patrimoniales, comme elles sont, on ne peut par raison distraire leurs suiets proches de leurs dites*

q Pour oster les opinions des Docteurs in l. Titiæ textores De leg. 1. & de la Glosse in l. forma §. agri. D. de censib. Argentré.

r Vide DD. in l. si cõuenerit D. de iurisdict. & l. vn. c vt act. abher. & contr. her. l. vlt. de pactis.

f Et femmes qui ont part en la Communauté, si par le contract y a prorogation ou submission Argentré.

t Vide l. Senatusconsulto. 16. D. de offic. præsid. l. qui iurisdictioni 10. D. de iurisd. Argentr.

Source : BIU Cujas

iurisdictions & territoire:, & n'y peuuent lesdits suiets deroger ny renoncer au preiudice desdits Seigneurs. A ceste cause, auroit requis, que nonobstant la prorogation de iurisdiction faite par ceux qui sont ses Vassaux & suiets, il luy fut permis les retirer à luy, par droict de retraict de barre: & spectalement pour le regard de ses Vassaux & suiets de la Baronnie de Vitré, en laquelle il a vn priuilege particulier fondé en contracts, titres anciens & valables de ne pouuoir ny mesmes sesdits hommes & suiets de ladite Baronnie, estre conuenus, par deuant le Seneschal de Rennes, & non deuant autre Iuge: & ce par mandement clos & seellé du cachet dudit Seneschal de Rennes, & par adiournement fait par le Sergent appellé le Sergent d'Espinay, au commencement des plaids generaux dudit Rennes. Et apres ladite premiere comparution, ledit Seigneur Baron peut par son Procureur demander le retraict de ses hommes & suiets, & la cognoissance de leurs causes ciuiles & criminelles, laquelle luy est touiours & a esté de tout temps accordee sans difficulté: neãtmoins que lesdits suiets euſſent prorogé de iurisdiction audit Rennes. Auſquels droicts & priuileges, le contenu audit Art. ny en l'Art. 28. de ce Titre, ne doit nuire ne preiudicier: & a insisté qu'ainsi fut par nous dit & declaré. Et depuis les Estats ont requis que dudit Article fussent rayez ces mots, Et au cas que la prorogation soit faite par contract, n'y aura lieu de retraict de barre, *& au lieu d'iceux soit mis que*, Le Seigneur du reel pourra neantmoins ladite prerogatiue & submission auoir le retraict de ses hommes, demandant iceluy retraict auparauant la contestation. *Et outre lesdits Messire Nicolas l'Angelier Eueſque de S. Brieuc & Godet Procureur dudit Seigneur de la Val, auroit dit s'opposer pour leurs interests particuliers & empescher que ledit Article soit publié, comme il est escrit au Cayer de ladite reformation: nonobstant lesquelles remonstrances & oppositions & sans preiudice d'icelles, Aurions ordonné que ledit Art. demoureroit & sortiroit effect, comme il est escrit audit cayer.*

† *Ces mots sont adiouſtez & pris du quarante-vniesme Article ancien: duquel ils ont esté rayez pour estre icy employez.*

†† *Ceſt Article 39. est pris du 45. Article ancien: lequel a esté ainsi corrigé & esclarcy. Et a esté rayé le 47. Art. ancien comme inutil.*

---

ou à son hoir, l'heritage contentieux, si celuy qui seroit cõuenu ne l'auroit accepté à Iuge: auquel cas ne pourroit ressortir à Cour superieure: si n'estoit de grief faict depuis l'acceptation. Art. 42. Aussi †† ne peut le Seigneur poursuiure son homme proche ou arriere, par sa Cour, des obligations & contracts, que le Seigneur diroit auoir faits auec son homme, d'autres choses estrangeres, qui ne toucheroient l'office ou le faict du Seigneur: comme exploict de sa Cour, amẽdes ou autres cas, dont est dit que le Seigneur peut poursuiure son homme par sa Cour, s'il ne l'auoit accepté pour Iuge. Art. 43. Le † Seigneur n'a aucune Iustice sur son mestayer ou Censier, si n'estoit de contract fait par sa Cour, †† auec submission & prorogation expresse, ou de meffaict commis en sa iurisdiction, s'il n'a autre Seigneurie & iurisdiction sur iceluy.

RENNES L. Art. 686. L'vsement † de la Preuosté de Rennes est tel: Que les contrahans és fins & mettes de la iurisdiction de ladite Preuosté: c'est à sçauoir en la ville, neuf Parroisses d'icelle ville, & en la Chastellenie dudit Rennes, ceux contrahãs sont suiets & peuuent estre contraints par ladite Cour de la Preuosté de Rennes, entretenir lesdites promesses, grez & octrois par eux faicts esdites fins & mettes de ladite iurisdiction: pourueu qu'en l'adiournement soit iceluy vsement libellé & mentionné, soient lesdits contrahans estrangers du pays ou d'autre iurisdiction quelconque: sauf toutesfois les manans & suiets de Vitré & Foulgeres, qui sont exempts par priuilege special.

II. BOVRBONNOIS Chap. 1. Art. 7. Si contre Iuge u ordinaire ou x delegué sont proposees causes de Recusation, qui soient euidemment friuoles, ledit Iuge se peut declarer competent, & proceder: autrement doit faire eslire & nommer Arbitres de Droict en nombre impar par les parties, pour cognoistre desdites causes de Recusation: ausquels ordonnera d'en cognoistre & les vuider dedans le delay, qui par luy sera prefix & baillé. Et † au cas que lesdits arbitres

† *Ceſt Art. 42. est pris du 49. Art. ancien: lequel a esté ainsi retranché iusques au commencement de ceſt Art.*

†† *Les Deputez de la Noblesse ont requis qu'à la fin d'iceluy fut adiousté, que les Seigneurs pourront neãtmoins exercer leur iurisdiction & confection d'inuentaire sur leurs hommes conuenanciers comme au passé. Et pour ce que cela depend des vsemens & droicts de Domaine congeable, leur auons dit qu'en donnant reglement sur iceux, seroit pourueu sur leur requeste.*

† *Ces mots,* auec submission & prorogation expresse, *ont esté adiouſtez pour plus grande explication dudit Art. 43. qui estoit le 50. Art. ancien.*

†† *Ces Articles concernans la Ville de* Rennes *ont esté ordonnez auoir lieu pour l'aduenir, & sortir effect de Loy & de Coustume en la Ville & Faux-bourgs de Rennes.*

† *Ces mots,* Et au cas que lesdits, *&c. ont esté de nouuel adiouſtez.*

---

u Le Droict ciuil est contraire L. apertissimi C de iudicius & ibi Acc. Bald. Paut. & Iason per rationem l. cum prætor. D. de iudiciis Iason in l. qui iurisdictioni præest. Mais la Coustume est conforme au Droict Canon, cap. secundo requiris § fin. De appell. Bart. in l. quia poterat. D. Ad Trebell. Iason ind. l. apertissimi. C. de iudic. cap. licet. De foro comp. cap. cũ sit cap. cura speciali cap. cum à te cap. cum ad hoc extr. de appell. cap. legitima De app. in 6. Mais auiourd'huy il faut garder en ceste matiere les Edicts & Ordonnances du Roy François 1. 1539. Art. 10. 11. 12. 13. 14. & 15. & de Charles neufiesme, mil cinq cens soixante trois. Article douziesme & treiziesme, & c564. Article quatriesme, mises en la Conference Liure 3. Tit. 1.

x D. l. apertissimi C. de iudiciis & ibi Iason. Notez qu'vn Iuge recusé sans faire declarer les causes de Recusation inadmissibles, passant outre, ores qu'il ne face que renuoyer, est bien prins à partie, & condemnable aux despans, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest, le vingt-vniesme Decembre 1563 contre le Lieutenant de la Rochelle. Autre Arrest du trezieſme iour de Mars, 1563. contre vn Esleu de Nyort. Et ayant prononcé, ne doit iuger, ains ordonner que les parties se pourueiront comme de raison, iugé le 19. Auril, 1564.

Source : BIU Cujas

n'auront vuidé lesdites causes de Recusation dedans ledit delay, par la faute ou negligence du recusant: audit cas ledit Iuge peut cognoistre de ladite cause, sans autre assignation. Art. 8. Et si lesdites causes seroient trouuees non legitimes ou non valables par lesdits arbitres de droict, celuy qui les a proposees, doit estre condemné aux despens, dommages & interests de partie. Et si lesdictes causes sont declarees legitimes, ou vrayes, ledit Iuge recusé du consentement des parties, doit commettre le negoce à personne idoine, pour en cognoistre au lieu.

AVVERGNE Chap.5.Art.1.Si aucun contre,&c.p.*à Bourbonnois.* Art.7. Recusation, & elles ne soient admissibles, ou qu'elles soient notoirement fausses, il se,&c.Iuge ou autrement faut cõmettre arbitre de Droict. Art. 2. Et où lesdites causes de Recusation, seroient notoirement fausses ou trouuees non veritables par lesdits arbitres de Droict, le recusant qui les aura proposees, doit estre condemné y en tous les despens, dommages & interests de partie, à cause de la retardation du procés, & en l'amende enuers le Seigneur, pour l'outrage fait à son Officier.

LA MARCHE Chap.9.Art.56. Si † la partie recuse le Iuge, soit ordinaire ou delegué, & les causes de Recusation sont impertinentes & notoiremẽt fausses, il se peut declarer Iuge competent. Mais autrement il doit superseder & bailler arbitres de Droict pour cognoistre d'icelles, & leur prefiger temps pour ce faire, si dedans ledit temps à eux ordonné, elles ne sont iugees, & que la partie recusant soit negligent de les faire vuider, le Iuge recusé peut passer outre. Si les causes de Recusation, sont trouuees non veritables, le recusant doit estre cõdemné par lesdits Arbitres en tous,&c.p.*à Auuergne.* Art. 2. amende arbitraire, &c.pour l'iniure,&c.

SOLE Tit.3.Art.1.& 2. Si contre aucun Iuge,causes,&c.p.*a Auuergne.* Art. 1.& 2.non valables, &c. l'amende arbitraire à la Cour enuers le Roy pour, &c. à son Iuge. Et aussi en la Cour des Cauiers ou Gentils-hommes à l'arbitre de leurs Cours.

III. MANTE Cha.17.Ar.195.Tous †† Adiournemens qui se font à Colleges, Communautez, personnes Nobles & Officiers du Roy, doiuent estre faits hors huictaine, si la matiere n'est priuilegiee: & ce doit estre entendu pour le premier Adiournement seulement.

CLERMONT Tit.1.Art.2. Toutes personnes, Nobles, Colleges, † Gens d'Eglises, de Religion, & Communautez, doiuent pour le premier Adiournement seulement estre adiournez hors huictaine: excepté en cas de peril, delicts, prouisions & arrests.

BOVLENOIS Tit.31.Art.179. Vn Sergent ne poura donner plus long delay, qu'aux seconds plaids ensuiuans le iour de son assignation.

LA SALLE DE LILLE Tit.25. Art.2. Pour assigner iour à gens Nobles, est requis qu'il y ait viii. iours francs entre le iour de l'adiournement & le iour assigné, & v.iours pour non Nobles: à peril de congé de Cour & despens, s'il est requis. N'est que pour iuste cause on leur ait fait assigner plus brief iour: lesquels adiournemens se doiuent faire au domicile de l'adiourné ou en la Paroiche de sa residence, ou à sa personne. Art.3. Qui defaut de qualité ou narre sa demande de fause cause, il dechet de l'instance, & faict à cõdemner à despens. Art.4. Vn demandeur est tenu z faire sa demande si clairatiue que sa partie y puist respondre: à peril que celuy surce sommé il est en faute, il fait à debouter de l'instance, & à condemner és despens. Art.15. Vn demandeur apres conclusions par luy prinses & la cause contestee, ne peut amplier ou changer icelles: mais les peut restraindre.

LILLE Tit.10.Art.135. Pour assigner iour competent faut qu'il y ait huict iours francs entre le iour de l'adiournement & le iour seruant, pour gens Nobles: & v.iours pour non Nobles, à peril que le defendeur doit auoir congié de Cour & despens s'il le requiert. Art.136. Escheuins ou le Maieur seul peuuent donner congié au demandeur de faire lesdits adiournemens à briefs iours, s'ils voyẽt que la matiere soit ad ce disposee. Art.137. Qui defaut de qualité ou narre sa demande de fausse cause, il doit decheoir de l'instance, & estre condemné és despens. Art.138. Vn demandeur ne peut apres conclusions par luy prinses, & la cause contestee augmenter, muer ou changier icelles: mais bien restraindre. Art. 143. Vn demandeur doit faire sa demande si declaratiue que sa partie y puisse respondre, à peril que se luy surce sommé estoit en defaute, il feroit à debouter de l'instance & à condemner és despens.

HESDIN Tit.5.Art.5. Et si est requis si les adiournez demeurent en Fief

† *C'est Art. 56. est accordé pour Coustume nouuelle.*

Adiournemẽs en quels cas seront faits hors huictaine.

†† *C'est Art. 195.est de nouuel introduit.*

† *Ces mots, Gens d'Eglise, ont esté de nouuel adiouſtez: par ce que lesdits gens d'Eglise, ont touſiours eu pareille preminence qu'iceux Nobles, pour le regard de ce en quoy ils sont ſuiets à la iuriſdiction ſeculiere. Et ont ſemblable priuilege par la Couſtume de tout temps obſeruee audit Clermont tant pour le reſſort de ladite iuriſdiction, que tout ce qui en depend. Ce qui a eſté confeſſé & accordé par les deux autres Eſtats. Partant auons ordonné que ledit Art. ſeroit augmenté, & que les gens d'Egliſe y ſeroient denommez par la maniere qu'il eſt contenu audit Art.2.*

y L.non ignoret C. de fructib.& lit. exp. François 1.1539. Art. 14.celuy qui propose causes de Recusation fausses, est condamné pour chacun faict de Recusatiõ calomnieusement proposé és Cours souueraines en vingt liures Parisis, moitié enuers le Roy, & moitié enuers la partie: & de dix liures aussi par moitié és Iustices inferieures, & par les Ordonnances de Charles 9.1563. Art. 13.& 1564. Art.4.si les causes de recusation ne sont calomnieuses, les Iuges peuuent deschar ger le recusant de l'amende.

z Les adiournemens doiuent estre libellez, ainsi qu'il fut ordonné contre l'Eueſque de Beauuais, à la Chandeleur, 1268.& par plusieurs autres Arrests & depuis est introduite l'Ordonnance du Roy Franc.1.1539. Art.16.& 17. & de Charl. 9.1563. Art.1.& Henry 2. 1553. pour le faict des Aydes. Art 1. a ordonné que les adiournemens des Aydez seroient libellez & recordez. Vide cap. paſtoralis. extr de Offic.de leg cap.fin De l.b.obl. cap. peruenit de cenſib.

Source : BIU Cujas

meſmement entre parties priuees, en cas ciuil, qu'il y ait entre les iours de l'Adiournement & les iours aſſignez, neuf iours francs : & ſix iours, s'ils demeurent ſur heritages cottiers & cenſuels.

TOVRNAY Tit. 26. Art. 2. Il eſt loiſible aux parties litigans augmenter ou diminuer, alterer & charger leurs demandes, defenſes & concluſions, demourant neantmoins l'action intentee en ſa nature, iuſques à ce que la cauſe ſoit litiſcontestee.

NORMANDIE Chap. 1. Art. 39. Nul † n'eſt tenu de reſpondre de ſon heritage en moindre temps que de quinzaine. Mais la premiere aſſignation ſe peut donner aux prochains plez, encores qu'il n'y ait quinzaine.

† *Ceſt Art. 39 eſt de nouuel adiouſté.*

AVVERGNE Chap. 1. Art. 2. Adiournemens faits les iours [b] feriez, à iour non ferié ou ferié, ſont bons & valables, comme s'ils eſtoient faits à iour non ferié: mais l'aſſignation eſcheant au iour ferié & remiſe de ſoy au prochain iour ſubſequent non ferié. Art. 6. Adiournemens en matieres ciuiles ſont arbitraires, eu eſgard à la diſtance des lieux. Chap. 2. Art. 10. L'on peut augmenter ou diminuer ſon libelle à la premiere aſſignation, quand les adiournemens ou relations ſont libellees. Art. 11. Et ſi leſdits adiournemens ou relations ne ſont libellees, l'on pourra augmenter ou diminuer leſdits libelles dedans la ſeconde aſſignation, ſi n'eſt en fin de cauſe, ſi en cela partie ſuccombe.

LA MARCHE Chap. 2. Art. 13. On ne doit adiouſter foy aux adiournemẽs, que l'on dict faits par les Sergens, & ne ſont creuz de leurs [c] exploicts, s'ils ne ſont teſmoignez d'vn ou deux teſmoins. Art. 14. Vn adiournement fait le iour ferié, à iour ferié ou non ferié, eſt bon & valable.

S. SEVER Tit. 1. Art. 5. Et ſont creuz leſdits Bayle, Sous-Bayle, Iurat ou Sergens d'auoir fait leſdits exploits, faiſant leur rapport de bouche en Iuſtice, ſans bailler aucuns exploicts par eſcrit. Art. 6. Leſdits adiournemens & tous autres exploicts ſuſdits ſont bons & valables, nonobſtant qu'ils ayent eſté faits en iour ferié & non ferié, auquel n'auroit point de Cour. Art. 7. Et tombent leſdits adiournemens faits à iour ferié ou non ferié, auquel la Cour ne tiendroit point, au plus prochain iour de Cour enſuiuant, és lieux, ou ladite Cour tient pluſieurs fois la ſemaine: mais és iours, où il n'y a qu'vne Cour la ſemaine, faut nouueau adiournement. Art. 22. Tous adiournemens ſe doiuent faire és Cours par interualle de trois iours: autrement ne ſont valables, fors s'ils ſont trouuez iudiciairement, ſe peuuent faire la Cour ſeante. Art. 23. Et l'Article precedent quãt à l'interualle des trois iours, a lieu entre les voiſins & habitans des lieux: & non entre les eſtrangers: leſquels peuuent eſtre adiournez à touſiours & heures, eux trouuez perſonnellement.

SOLE Tit. 7. Art. 1. Adiournemens en actions perſonnelles ſe font par chacun Bayle, Meſſage, Degan & fermance veſaliere, en ſon endroit audit pays: & auſſi en leurs Bourgs dudit pays, par chacun Iurat verbalement ſans aucune commiſsion verbale ne par eſcrit, & prennent de ſalaire pour chacun adiournement, vn ardit ſans autre choſe: & ſe font leſdits adiournemens trois iours à tout le moins deuant le iour que l'aſsignation tombe: ſinon que le debteur fut apprehendé à Mauleon ou a la Cour iudicialement. Auquel cas ſe peut adiourner à l'heure preſente, ſi par partie en eſt requis. Et ſont creuz en leur ſerment leſdits Bayle, Meſſages, Degas, fermances verſalieres & Iurats d'auoir fait l'adiournement. Art. 2. Mais les Gentils-hommes ſont adiournez tant ſeulement par les Bayle: & Meſſages: & ne doiuent eſtre adiournez par les Degas & fermences verſalieres. Art. 3. Auſsi les meſſages chacun en ſa Meſſagerie, doiuent faire les executions des mandemens & lettres executoires, qui ſont emanees du Capitaine ou Chaſtelan de Mauleon, ban, main-miſes, penheres, & aſsignations ſur oppoſitions ou fermatiue. Et doiuent faire relation de leurs exploicts. Art. 6. p. a l'Art. 2. *d'Auuergne.* Art. 8. Adiournemens faits au domiciles en actions perſonnelles de ceux qui ſont au pays, & ne peuuent par l'executeur eſtre apprehendez perſonnellement, en notifiant à la femme, au mary ou autre perſonne de la famille du domicile, qui n'eſt de moindre eſtat, ſont bons & valables: & la famille acertenee doit notifier la citation au cité. Art. 10. Et ſe doiuent donner les aſsignations des adiournemens en matieres ciuiles, à trois iours deuant. Art. 17. Nul homme ne doit eſtre adiourné ne appellé pour cauſe de fons de terre, ſinon precedente requeſte de ix. iours deuant l'adiournement, qu'il laiſſe ou rende la cauſe que l'on entend demander en Iuſtice: & les ix. iours paſſez, en cas de refus ou delay, le peut faire appeller.

BRETAGNE Titre 1. Art. 22. Nul n'eſt tenu de reſpondre ny proceder en iugement

a L. edita 3. C. de edendo libellus emendari vel mutari poteſt ab actore. §. ſi minus & §. ſiquis aliud. Inſt. de act. Petrus Ferrarienſis Tit. de forma libelli in actione reali, &c.

b Maſuerius in Praxi. Tit. de adiorn. num. 6. Acc. in l. Dies. C. de feriis. Iaſon. in l. 1. §. nuntiatio. D. de op. nou. nunt. cap. fin. ext. de feriis.

c Par les Ordonnances de Loys 12. 1498. Art. 56. & 1507. Art. 245 François 1. 1535. Chap. 20. Art. 6. & 1539. Art. 9. Charl. 9. 1568. Art. 3. portent que foy ne ſera point adiouſtee au dire des Sergens, ſinon qu'il ſoit recordé par teſmoins.

Source : BIU Cujas

iugement, s'il n'a adiournement. Article 23. Nul terme n'eſt competent, s'il n'eſt aſſigné de † trois iours francs pour le moins, qui †† ſont ſans comprendre le iour de l'adiournement donné, & celuy de l'aſſignation: exceptez les cas qui enſuiuent : ſçauoir eſt du meffaict de iour, ou du faict d'entre marchans paſſans, ou du faict de marché ou de foire, dont la Iuſtice peut faire expedition de iour en iour, & d'heure en autre, ou de meffaict commis entre les aſſignations & termes pendans entre les parties, ou de ſpoliation de biens, dont la premiere aſſignation peut eſtre faicte du iour au lendemain, s'il † n'y a Feſte. Article 24. En †† toutes cauſes l'adiournement en premiere aſſignation eſt competant, quand il y a huict iours d'interualle, & que celuy qui eſt adiourné n'eſt en diſtance de plus de trois lieuës : & au deſſus de dix lieuës, y aura quinze, & au deſſus de vingt lieuës, trois ſemaines, s'il n'y a autre conuention entre les parties. Toutes † leſquelles aſſignations ſeront franches, comme il a eſté dit des trois iours cy deſſus. Art. 25. Si l'adiournement eſt faict au domicile, aux gens y eſtans, en l'abſence de celuy ou ceux que on veut adiourner, & à la premiere aſſignation, celuy à qui aura eſté faict, à ſçauoir l'adiournement, iure qu'il n'a veu l'adiourné depuis l'adiournement, il aura vn delay pour le faire comparoir.

IIII. MELVN Chapitre premier. Article quatrieſme. Au †† Haut Iuſticier appartient donner d Aſſeurement : & au Iuge Royal Sauuegarde priuatiuement à tous autres.

SENS Titre premier. Article neufieſme. Donner † Aſſeurement eſt exploict de Haute Iuſtice. Titre 18. Article 170. Aſſeurement † peut eſtre donné par le Roy ou Haut Iuſticier, pardeuant lequel il ſera demandé & requis en affermant. Article cens ſeptante vn. Aſſeurement peut eſtre donné par le Seigneur Haut Iuſticier ou ſon Iuge quel qu'il ſoit, & non par le Moyé ou Bas Iuſticier. Article 172. Qui indeuëment enfraint Aſſeurement, il chet ſelon la Couſtume de France en la peine capitale, qui eſt de la hart : pour ce que le Iuge en baillant ledit Aſſeurement, faict defenſes de l'enfreindre à ladite peine. Article cent ſeptante trois. Aſſeurement eſt enfraint pour battre & frapper indeuëment par celuy qui a donné ledit Aſſeurement, ou par autres à ſon adueu & pourſuite, la perſonne à laquelle eſt donné ledit Aſſeurement ou autre de ſa famille & maiſon, & non pour iniure verbale. Mais ſi celuy qui donne ledit Aſſeurement, iniurie verbalement celuy, auquel il eſt donné, il ſera puny pecuniairement à l'arbitrage du Iuge. Article 174. Garde ſpeciale & particuliere peut eſtre baillee par le Seigneur Haut Iuſticier ou ſon Iuge, à ſes ſuiets ou aucuns d'iceux. Article 175. Sauuegarde generale ou ſpeciale ſe baille par le Roy, ſes Baillifs, Seneſchaux & Iuges à toutes perſonnes du Royaume : reſerué aux ſuiets contre leurs Seigneurs, s'il n'y a cauſe raiſonnable & apparente. Article 176. Qui enfraint la Sauuegarde du Roy, il eſchet en la peine & amende arbitraire enuers le Roy, & la partie iniuriee : ſur laquelle enfrainte ladicte amende ſera taxee, ſelon la qualité du delict & faute du delin-

† *Ces mots, de trois iours francs, ont eſté mis au lieu de ces mots anciens, de tier iour.*

†† *Ces mots, qui ſont, &c. iuſques à ce mot, aſſignation, inclus, ont eſté adiouſtez.*

† *Ces mots, S'il n'y a Feſte, ont eſté mis au lieu des anciens mots, ſans compter les Feſtes.*

†† *Le 24. Art. ancien a eſté rayé comme inutil, & qui ne concerne que les formes preſcrites par les Ordonnances.*

† *Ces mots, Toutes leſquelles, &c. ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 4. eſt ancien, encores qu'il ſoit de nouuel adiouſté.*

† *Les Comte & Conteſſe de Tonnerre ont maintenu que par la Couſtume Locale dudict Tonnerre leur appartient priuatiuement à tous autres Hauts Iuſticiers dudict Comté, de bailler Sauuegarde & Aſſeurement. Soubtenu au contraire, par les Seigneurs Hauts Iuſticiers dudit Comté. Les parties ſont renuoyees à la Cour au lendemain de Quaſimodo.*

d Aucunes Couſtumes font difference entre Aſſeurement, & Sauuegarde, comme il ſe cognoiſt par celles de Melun. Article 4. Sens. Article neufieſme. 170. & 171. Auxerre. Article 12. Bar. Article 38. Troyes. Article 124. & par vn ancien Arreſt donné à la Touſſaincts, 1278. contre les Mayeur & Iurez de la Ville de Peronne, a eſté dit que Aſſeurement ſe doit bailler pardeuant le Iuge Royal, & que le Iuge ſubalterne peut creancer vne paix ſans terme. Et ſçauoir ſi le Iuge Royal ou bien le ſubalterne doit auoir cognoiſſance de l'infraction de la Sauuegarde ou d'Aſſeurement, cela depend des vieux Titres & Regiſtres. Mais in re dubia & obſcura, le Iuge ſubalterne doit laiſſer la cognoiſſance au Iuge Royal. Infraction d'Aſſeurement eſt ſuite & des appartenances de meurtre, & pour ce eſt de Haute Iuſtice, & en appartient la cognoiſſance au Roy, iugé pour vn quidam de la Ville & Commune d'Archiſte au Parlement de la Noſtre-Dame de la Septembre, mil deux cens ſoixante, & contre la Commune de Villeneufue en Beauuoiſin à la Pentecoſte, 1268. & contre celle de Senlis à la Touſſaincts mil deux cens ſoixante huict, & contre celle de Sainct Riquier à la Touſſaincts en deux Arreſts, 1270. Maſuer en ſa Practique Titre des Aſſeuremens : mais la commune opinion, eſt que le Seigneur Haut Iuſticier doit donner Aſſeurement, & le Iuge Royal, Sauuegarde. Melun. Article 4. par l'Edict de Cremieu, mil cinq cens trente ſix. Article quinzieſme. Les Baillifs & Seneſchaux ne doiuent bailler Sauuegardes en termes generaux, ce qui auoit eſté auparauant ordonné par l'Ordonnance du Roy Louys douzieſme, mil cinq cens dix. Article ſoixante. Vide Guid. Pap. Dec. 56. & 77. Boer. Dec. Burd. 197. Maſuer in Praxi. Tit. de remiſſionibus. Faber & Salyc. in L. denunciamus C. de his qui ad Eccl Confug. Au reſte celuy qui donne Aſſeurement, le donne à la peine de la hart, s'il eſt Lay. Mais s'il eſt Clerc tonſuré, il ne donne l'Aſſeurement à ladicte peine : ains à la peine de la perdition & confiſcation de ſes immeubles. La Couſtume de Sens Article cent ſeptante deux, dict indeuement, qui eſt a dire ſans cauſe & prouocation. Car celuy qui eſtant prouoqué & aſſailly ſoit de faict ou de paroles, ſonnans iniures atroces, auroit iceluy enfreint, il ne cherroit en ladicte peine de la hart, ains pecuniaire & arbitraire. A ceſte cauſe le Iuge faict defenſes au demandeur de ne prouoquer ou irriter le defendeur, ſoit de faict ou de paroles.

Et ce pendant ordonné, que ledit Article neufieſme tiendra, & demourera pour Conſtume generale : de laquelle vſeront leſdits Seigneurs, par maniere de proviſion.

Source : BIU Cujas

† *Le 170. Art. contient la reformation du sept-vingt dixiesme. Art. ancien.*

quant. Article 177. Qui enfraint semblablement la Sauuegarde du Haut Iusticier, il eschet aussi en la peine & amende arbitraire enuers le Seigneur Haut Iusticier & la partie iniuriee, comme dit est. Art. 178. Si aucun estant en la sauuegarde d'vn Seigneur Haut Iusticier, se fait mettre & comprendre en la Sauuegarde du Roy, la Sauuegarde du Roy sera preferee à la Sauuegarde du Haut Iusticier. Art. 179. Sauuegarde est enfrainte par batture & voye de faict faicte en la personne de celuy qui est en la Sauuegarde: & non pour iniures verbales: mais ladite Sauuegarde aggraue lesdites iniures.

AVXERRE Tit. 1. Art. 12. Donner Asseurement est vn exploict de Haute Iustice: lequel †† ne doit estre baillé sans sommaire cognoissance de cause: si non qu'il soit baillé respectiuement aux parties.

†† *Ces mots* lequel ne, &c. *ont esté adiouſtez de nouuel. Et ont esté rayez les Articles mis en l'ancien Coustumier Titre des Asseuremẽs & Sauuegardes, & remis à la discretion des Iuges.*

BAR Tit. 2. Article 38. Hauts Iusticiers peuuent bailler Asseurement aux personnes qui le requierent contre leurs suiets, apres que la personne requerante aura affermé par serment qu'il a iuste cause de le requerir: & est ouy sans autres preuues: & defend le Iuge aux suiets de n'offencer le requerant, à peine d'amende arbitraire. Article 39. L'Asseurement demandé est reciproque tant à celuy qui l'a demandé, qu'à celuy contre lequel il est demandé. Article 40. Les Sauuegardes se baillent par le Bailly de Bar ou son Lieutenant, auec opposition de Pannonceaux armoyez des armes dudit Seigneur Duc, si besoin est.

TROYES Tit. 7. Art. 124. p. *à Auxerre.* Art. 12. *iusques a ce mot*, Iustice, *inclus.* Art. 125. Celuy qui est requis pardeuant e le Iuge Lay, de bailler Asseurement à partie qui le requiert & afferme, qu'il a cause de le demander, est tenu de bailler ledit Asseurement, & promettre & iurer de le tenir & garder par luy & les siens: à peine de la hart: si celuy qui est requis n'est Prestre ou Clerc: auquel cas le conuient faire appeller pardeuant son Iuge Ecclesiastique. Toutesfois si premierement ledit Prestre ou Clerc estoit requis pardeuant le Iuge Lay, & refuse de le bailler, ledit Iuge Lay doit eniondre & prefiger temps de le bailler pardeuant le Iuge d'Eglise: & defendre à celuy de qui l'on requiert ledit Asseurement, que pendant ledit delay, il attente contre celuy qui le requiert. Et si peut ledit Iuge Lay, contraindre le Clerc marié par sa temporalité, à bailler ledit Asseurement pardeuant luy.

CHAVMONT Tit. 8. Art. 100. p. *à Troyes.* Art. 125. siens: † sur peine d'estre puny rigoureusement par le Iuge, selon la qualité de l'infraction dudit Sauf-conduit ou Sauuegarde.

† *Ces mots*, Sur peine, &c. *ont esté mis au lieu des anciẽs*, à peine de la hart: *par ce que les infracteurs de Sauuegarde ou Asseurement selon la qualité des personnes, & la forme de l'infraction doiuent estre punis en aucuns cas plus rigoureusement qu'es autres.*

CAMBRAY Titre 22. Article 8. Asseurance contre celuy de qui on est menacé ou enuahy, se doit demander pardeuant le Haut Iusticier, qui le doit accorder apres g cognoissance de cause.

e Asseuremens de Clercs se faisoient anciennement pardeuãt les Iuges Laiz, ainsi qu'il se voit par deux Arrests de l'an 1276. & à la Chandeleur 1267. mais le plus communement les personnes laicques donnoient Asseuremẽt pardeuãt les laiz, & les Iuges Ecclesiastiques, en Cour d'Eglise, ainsi qu'il a esté anciennement iugé par plusieurs Arrests, mesmes le premier iour de Decembr 1365. & 11. & 29. Decẽbre 1374. & 1277. Voyez le grand Coustumier Tit. des Asseuremens. On peut demander si vn Seigneur Feodal ou autre est tenu de donner Asseurement à son Vassal & suiet, ou bien si le Vassal est tenu de le donner à son Seigneur? Au liure du grand Coustumier liure 1. Chap. des Asseuremens. Le Seigneur est contraint de le donner à son Vassal, iaçoit ce qu'il semble que le serment de feaulté l'en doiue excuser: Item semblablement le Seigneur à son homme de corps. Il y a aucuns Arrests contraires en ceste matiere: mesmes celuy donné à la Toussaincts, 1270. pour Regnaut de L'Isle, par lequel il se cognoist que le Vassal ne doit asseurer son Seigneur de Fief. Car hommage porte asseurement: mais qu'on peut seulement faire defenses au Vassal de ne meffaire ou mesdire à son Seigneur & aux siens, & par autre du 5. iour de Decembre, 1398. que le Sieur de Fief n'est tenu de bailler Asseurement à son Vassal, apres qu'il a faict l'hõmage: mais auparauant il y peut estre contrainct à la charge qu'il cessera apres que sera faict ledit hommage. Autre Arrest du 28. iour de Ianuier, 1393. par lequel en la cause de Michel de la Riuiere, fut dit que defenses & inhibitions estoient faictes au Sieur de ne meffaire ne mesdire audit Riuiere son homme de corps & taillable pretendu. Au contraire se trouue autres Arrests contraires, comme celuy du 10. iour de May, 1338. par lequel Pierre de la Mothe donna Asseurement à son Vassal, sans preiudice toutesfois de pouuoir vser de sa iurisdiction sur iceluy. Autre Arrest de la S. Martin 1338. contre Monsieur Iean Huon de Chambly Cheualier. Autre Arrest du 29. Auril 1372. contre Philippes sieur de Mareul. Stilus Parl. Tit. de asseur. §. 2. & 3. Les Asseuremens ne se doiuent donner que de suiet à suiet. Bart. in l. sed & si susceperit §. vlt. D. de iudic. leg. Suiets ne sont punissables pour la rupture & infraction desdits Asseuremens, ainsi qu'il a esté ordonné par Arrest du 9. Iuiller, 1337. & ainsi le huictiesme Ianuier 1371. fut iugé qu'vn qui n'est du Royaume ne peut estre contraint à asseurer. Il a esté aussi iugé le troisiesme Auril mil trois cent septente deux, qu'vn Bailly ou Officier du Roy n'est tenu bailler Asseurement: mais la Cour luy faict defenses de ne meffaire ny mesdire, & prend la Cour celuy qui le demande en la Sauuegarde du Roy.

f Tout Asseurement se doit bailler par Serment, & ne suffit la promesse verbale se elle n'est iuree, ainsi qu'il fut iugé contre Estienne de Berry à la Toussaincts. 1270.

g Bart. in l. Capitalium §. Statuas D. de pœnis, & Bald. in l. si pater C. de Cess. bon.

Source : BIU Cujas

TOVRNAY Tit.12. Art.1. Quant aucun craint estre iniurié ou outragié de son ennemy, soit qu'il y ait heu menaches precedentes ou non, est accoustumé de faire adiourner sommierement pardeuant lesdits Preuosts & Iurez, personnellement, celuy duquel il a doute ou crainte ou aucun de ses parens lignagiers ou affins, & pardeuant eux requerir qu'il iure Asseurance pour luy ses parens lignagiers, affins, Bastards ou legitimes de non battre, outragier, iniurier ou faire desplaisir de faict en quelque maniere que ce soit, à sa partie ou aux siens, à peine de mort, bannissement ou autre peine arbitraire, se par le iurant ou autres dessusdits estoit contreuenu en quelque lieu que ce fut: lesquelles Asseurances l'adiourné est tenu de prestement accorder & iurer, comme est sa partie h reciproquement tenue de faire, en sorte que en cas de refus ils y sont contraints par detention de leurs personnes en prison fermee à leurs despens: & en ce cas que lesdites Asseurances soient accordees & iurees, icelles se enregistrent ou liure & registre de ladite Ville, & se publient aux Bretesques d'icelle, afin de venir à notice d'vn chacun pour soy garder d'y contreuenir. Toutesfois se durant le temps desdictes Asseurances, noise ou debat aduenoit, entre les parens, affins ou lignagiers des parties ayans iuré lesdites Asseurances de chaulde collere pour autre & toute diuerse cause & motif, que celle, pour laquelle lesdites Asseurances auroient esté prinses, sans y presumer dol ou mauuaise couleur, en ce cas ne seroient les delinquans punissables comme infracteurs desdictes Asseurances, ains à la discretion desdicts Preuosts & Iurez. Article second. Lesdicts Preuosts & Iurez, *ex Officio*, peuuent & ont accoustumé mander les manans qu'ils sçauent nourrir haine & malueillance les vns aux autres, & à iceux donner la paix de la ville, leur defendant la voye de faict, sur peine de mort, bannissement ou autre peine arbitraire: laquelle en cas de contrauention se doit executer: mais oudit cas sont comprins seulement les parties, & non autres pourquoy ladicte paix se enregistre seulement, sans en faire quelque publication. Article troisiesme. Et ou cas que les parties soient absens, lesdicts Preuosts & Iurez quand il y a grand apparence de combat, sont accoustumez, apres icelles parties appellees, prononcer de leur office seur estat & Asseurance entre elles, & tous leurs parens, amis, alliez, aydans, complices & adherans. Bastards & autres tant d'vn costé, comme d'autre, leur defendant la voye de faict: sur confiscation de corps & de biens. Article quatriesme. Lesquelles Asseurances durent tant du viuant de ceux qui les ont accordees & iurees, que de leurs lignagiers viuans au iour qu'elles auront esté donnees, & la paix dure les vies de ceux, ausquels les defenses auroient esté faictes: mais il est en la faculté des parties de les mettre ius, & faire tracer des Registres quand bon leur semble, par commun consentement, & apres ce recognu & consenty pardeuant lesdicts Preuosts & Iurez, chacun est tenu deschargé. Article cinquiesme. Et est à sçauoir que ladicte paix de la Ville se baille & accorde aux parties par l'vn des Preuosts seuls, & n'a l'effect d'icelle lieu hors des limites de ladite Ville, & du pouuoir d'icelle: mais quant ausdictes Asseurances, elles ont lieu par tout. Article sixiesme. Lesquels estats & paix de la ville en quels-conques manieres qu'ils ayent esté donnez & accordez, se mettent aussi à neant du mutuel consentement des parties principales, comme dit est des Asseurances.

NORMANDIE Chapitre premier. Article quarante quatre. L'Action i de Trefues enfraintes est annale: & nul n'est receu à l'intenter apres l'an. Article quarante six. L'action de Trefues enfraintes doit estre intentee deuant le Iuge ordinaire du defendeur ou deuant celuy, qui a donné les Trefues. Article quarante huictiesme. En Adiournement de Trefues, il n'y a respit ne delay.

ANIOV Tit.6. Art.82. Tout adiournement pour auoir Trefues doit estre baillé nommement & declarement en demande de Trefues: autrement celuy qui sera adiourné, aura despens, sinon que ledit demandeur monstre promptemẽt par relation ou rapport de Sergent, qu'il a faict bailler ledit adiournement en demande de Trefues. Lesquelles ledit defendeur sera neant-moins tenu luy donner. Article 83. Et si au premier iour de l'adiournement baillé declarement en demande de Trefues, la partie iure qu'il auoit & entendoit auoir cause de demander Trefues, il n'y aura point de despens: sinon que celuy qui aura esté adiourné, informe qu'il ait offert donner lesdictes Trefues au pays deuant le Sergent & deux tesmoins: auquel cas s'il les veut auoir plus amples pardeuant le Iuge, il fera despens. Titre neuf. Article 152. Si aucun refuse de donner Trefues à autruy, & depuis celuy soit nauré, mutilé ou desrobbé, le refusant en sera

h Felinus in Tit de treuga & pace. Aufrer. Thol. Dec. 489. Bart. in l. qui bona §. si quis D. de damno infecto.

i Ceste Coustume est tiree de la Loy si nõ conuitij C. de iniur. & l. 17. §. 6. in fin. D. eod. Iniuriarũ actio ex bono & æquo est & dissimulatione aboletur, vt ait Vlp. l. non solum 11. § 1. D. eod. Tit. §. vlt. Inst. eod. tit. Le Boutelier liure 1. en est d'aduis. Mais est à sçauoir qu'en cas d'Asseuremẽt assez vient on à temps à impetrer adiournement, supposé que le cas pourquoy l'Asseurement est requis fut aduenu en l'an, car en ce cas y est tout homme contraint à tout temps, nonobstant quelque exẽption qu'il y puisse auoir ita fuit dictum per Arrestum anno. 25.

Source : BIU Cujas

puny comme de Trefues k enfraintes, s'il ne peut monstrer & prouuer excusation suffisante au contraire. Aussi peut estre le refusant contraint par prinse de corps, & detention de sa personne, à donner lesdites Trefues.

LE MAINE Tit.7. Art.93. & 94. p. *a Anjou.* Art.82. & 83. les demander, celuy qui est adiourné sera tenu en personne ou par Procureur special les luy donner, & n'y aura, &c. deuant le plus prochain Iuge capable: auquel cas celuy qui les demande auoir plus amplement, fera despens. Semblablement fera despens s'il fait adiourner à Trefues & à demande ou demandes, & au iour du premier adiournement, il se restraint à demander Trefues seulement. Et ne pourra adiournement à Trefues estre si bref, que celuy qui est adiourné n'ait pour chacune dix lieuës, vn iour: en cé non comprins le iour de l'adiournement. Tit.20. Art.167. p. *a Anjou.* Art.152.

LA RVE D'YNDRE Chap.14. Art.38. Le Iuge donne Asseureté à celuy qui la demande, & fait promettre au conuenu en Asseureté, de le tenir & leur enioinct de la faire sur peine de la hart, qui est d'estre pendu & estranglé au gibet patibulaire. Art. 39. Et si telle ASSEVRETÉ est enfainte, ledit infracteur doit estre puny du dernier supplice de mort, & pour le moins de punition publique & corporelle, quant à l'infraction faite en corps: & quant à l'infraction des biens, par amendes arbitraires. Art.40. Et touchant les Sauuegardes, le Iuge prend le requerant en la Sauuegarde du Seigneur, & fait ou fait faire inhibition à ceux qu'il luy requiert, qu'ils ne luy meffacent en corps n'en biens à la peine de cinq cens liures ou autre grande somme de deniers. Art. 41. Et si la Sauuegarde est enfrainte, l'enfracteur est puny de ladite peine à luy indite, ou d'autre peine par amende arbitraire, telle que le Iuge aduisera, selon la qualité & quantité de l'infraction.

BOVRBONNOIS Chap.7. Art.51. L'on †† ne peut faire adiourner en Asseurement pardeuant le Seneschal de Bourbonnois à Molins, ou autre Iusticier du pays & Duché de Bourbonnois, sinon que ce soit pour transport abusif de iurisdiction, ou pour excés, informatiõ & decret de Iuge prealable, ou que les adiournez fussent vagabons & non domiciliez dudit pays & Duché. Et si aucun est adiourné en ASSEVREMENT en autres cas que les dessusdits, il n'est tenu de comparoir personnellement. Et est tenu celuy qui l'aura fait adiourner des despens, dommages & interests dudit adiourné. ART.52. En matiere d'ASSEVREMENS les parties, és cas dessusdits, sont tenues de comparoir l en personne, iusques à ce que par le Iuge autrement en soit ordonné: & pour iceluy prester m n'a lieu renuoy: mais si apres l'ASSEVREMENT fait, les parties ou aucune d'icelles requierent la doleance faite, estre renuoyez pardeuant leurs Iuges ordinaires, estre le doiuent, si la matiere y est suiette. Art.53. Asseurement baillé vne fois, ne peut estre reiteré pour le cas, pour lequel a esté baillé, en faisant apparoir promptement qu'il a esté baillé: auquel cas l'adiourné doit auoir despens, dommages & interests. Art.54. Si celuy qui est adiourné en ASSEVREMENT, refuse de le bailler, il y est n contraint par empriſonnement de sa personne, & sans luy bailler aucun delay. Ar.55. Fils † de famille aagé de xx. ans, & fille de famille aagee de xvi. ans & fẽmes o mariees, peuuent estre és cas dessusdits adiournees, & faire faire adiournemẽs en cas d'ASSEVREMẽT, *actiué & passiue*, sans auctorité de leurs peres ou maris. Ar.56. p. *a Sens.* Ar. 173. poursuite ou autre de sa famille, &c. Toutesfois si celuy, &c. puny plus grieuement de peine pecuniaire à l'arbitrage du Iuge. Et est reputé l'ASSEVREMENT enfraint, si celuy qui a fait faire l'adiournement a esté outragé par l'adiourné puis l'adiournement posé. Ar.57. Infraction d'Asseuremẽt emporte punitiõ corporelle

k Vide Guido Pap. Dec.418.

l Ceſt à ſçauoir, quand il y a information, & non pas ſous vne ſimple requeſte. C.M.

m Aufrer. in Stilo Parl. Tit. de aſſecur. §. fin. Troyes. Art.125. cy deſſus.

n Par Arreſt du premier Decembre, mil trois cens ſeptante deux. Meſſire Roger de Fay fut condamné par priſon, à bailler Aſſeurement, & ſi apprehendé ne pouuoit eſtre, ordonné que mangeurs & gardeurs ſeroient mis en ſes maiſons, iuſques à ce qu'il euſt obey à Iuſtice.

o Femmes ſont tenues bailler Aſſeuremens quand il eſt queſtion de querelle pretendue pour iniure, ainſi qu'il fut iugé contre Aglantine de Bonneuil à la Septembre, mil deux cens ſoixante, & peuuent les femmes demander Aſſeurement à leurs maris, quand il y a procés entre eux, ainſi qu'il fut iugé contre Guyon de Maluoiſin, les trentieſme Auril, & neufieſme Iuillet, mil trois cens ſeptante. Voyez Faber in L. non ſolum C. de bonis quæ lib. Bart. in l. ſi ſuſceperit in fine D. de iudic. Gurdo Pap. q.54.

†† *A eſté remonſtré aux Eſtats que l'Art. ancien eſtoit fort pernicieux, & a cauſe d'iceluy ſe pourroiẽt engendrer pluſieurs procés, & meſmement que l'adiournement en matiere d'Aſſeurement emportoit comparition perſonnelle. Car ledit adiourné eſtoit tenu comparoir en perſonne, & en ſon defaut eſtoit prins au corps. Surquoy leſdits Eſtats ont accordé ledit Art. 51. pour Couſtume nouuelle, ainſi qu'il eſt. Et depuis ceux de l'Egliſe ont dit que ſi contre vn Clerc eſtoit baillé Aſſeurement, que ledit Clerc ne peut eſtre priſonnier par le Iuge Lay. Les Nobles, Practiciens & gens du tiers Eſtat, & les Officiers des Seigneurs Duc & Ducheſſe ont dit que ſi: mais qu'ils n'entendoient par ledit Article prendre cognoiſſance du Clerc pour le delict commun: neantmoins ils entendoient pour le cas priuilegié le pouuoir punir.*

† *Ceſt Art.55. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

ou pecuniaire p à l'arbitrage du Iuge, ſelon la qualité des perſonnes & exigence des cas: & appartient la cognoiſſance au Iuge, pardeuant lequel a eſté poſé l'adiournement en Aſſeurement Article 58. Les ſuiets en Iuſtice ne peuuent vſer d'Aſſeurement q contre leur Seigneur Iuſticier : toutesfois ils ſe peuuent aſſeurer pardeuant le ſuperieur. Article 59. Aſſeurement ſpecial peut eſtre baillé par le Seigneur Haut Iuſticier ou ſon Iuge, à ſes ſuiets. Et qui enfraint Aſſeurement, eſchet enuers le Seigneur & la partie iniuriee, en amende arbitraire, qui ſera taxee ſelon la qualité des perſonnes, & du delict. Article 60. Si l'Aſſeurement du Haut Iuſticier & de ſon ſuperieur concurrent enſemble : celuy du ſuperieur ſera preferé, & luy appartient l'amende pour l'infraction d'iceluy. Article 61. Aſſeurement eſt enfraint pour batture & voye de faict commis à la perſonne de celuy qui eſt en Aſſeurement, & non pour iniures verbales.

S. Povrçain L. Art. 593. En matiere d'Aſſeurement ſe gouuernent ſelon la Couſtume du pays Couſtumier d'Auuergne, & en autres choſes ſelon les vz & Couſtumes du pays de Bourbonnois hors leurs priuileges & compoſitions.

Avvergne Chapitre 10. Article 1. Adiournement en matiere d'Aſſeurement ſe peut donner par le ſerment de celuy qui le requiert, s'il ne peut autrement prouuer l'excés, inuaſion ou r menaces qu'il pretend luy auoir eſté faits: pourueu qu'il apparoiſſe par information precedente de la legalité & preud'hõmie de ſa perſonne, & autres coniectures qui pourroient à ce mouuoir le Iuge. Article 2. Mais ſi les excés, battures ou menaces ſe pouuoient prouuer, iceluy adiournement ne ſe doit bailler ſans information precedente, ioinct le ſerment de partie. Article troiſieſme. p. *a Bourbon.* Article cinquante deux. *iuſques a ce mot* ordonné, *inclus.* Article quatrieſme. Infraction d'Aſſeurement emporte la hart : tellement que celuy qui eſt conuaincu de l'auoir enfraint, doit eſtre puny de peine capitale. Article cinquieſme. Et eſt reputé, & cetera p. à la fin du cinquante ſixieſme Article, *de Bourb. iuſques a ce mot* Adiournement, *incus.* Article ſixieſme. Si celuy qui a fait adiourner ſa partie en matiere d'Aſſeurement, ou qui a obtenu Aſſeurement par Sentence, eſt trouué bleſſé, battu ou mort, il eſt à preſumer que l'adiourné ou celuy qui a obtenu ſentence d'Aſſeurement, ait enfraint & briſé ledit Aſſeurement, s'il ne faict apparoir de ſon innocence. Art. 7. Le ſuiet en Iuſtice ne peut vſer de Sauuegarde perſonnelle contre ſon S. Iuſticier.

La Marche Chapitre cinquieſme. Article trentieſme. Adiournement en matiere d'Aſſeurance, ſe peut faire par Sergent ſans Commiſſion par eſcrit, ne mandement de Iuge, & ſuffit qu'il ſoit faict à la requeſte de partie. Article trente-vn. En matiere d'Aſſeurement, &c. p. *a Bourb.* Article cinquãte deux, Ou en lettres de procuration expreſſe au cas, iuſques à ce que de la comparoiſſance perſonnelle, &c. *iuſques a ce mot*, ordonné, *inclus.* Article 32. p. *a Auuergne.* Article 4. enfrainte en corps, &c. corporelle ou autrement à la diſcretion du Iuge. Et s'il eſt enfraint en biens, la peine eſt arbitraire. Article 33. En matiere d'Aſſeurement, le demandeur au iour de l'aſſignation, ſera tenu affirmer par ſerment la doutance pardeuant le Iuge: & le defendeur eſt tenu bailler ledit Aſſeurement au demandeur, & par ſerment: & s'il veut iurer doutance de ſa part, & requiert Aſſeurement il l'aura ſans autre adiournement. Art. 34. L'Aſſeurement eſt reputé enfraint, &c. p. *a Auuergne.* Art. 5. fait faire l'adiournement en cas d'Aſſeurement à eſtre outrage par l'adiourné depuis, &c. Art. 35. Pour obuier aux vexations l'on ne pourra demander Aſſeurement qu'vne fois en l'an entre meſmes parties: neant-moins s'il ne demande apres l'an, l'Aſſeurement eſt perpetuel, ſinon que l'on s'en ſoit departy. Art. 36. Si †† la partie adiournee en cas d'Aſſeurement fait defaut, le Iuge par vertu d'iceluy peut ordonner priſe de corps, ſi l'adiournement eſt fait à perſonne, & ait delay competent pour comparoir. Mais ſi ledit adiournement eſt fait ſeulement à domicile, deuant que le Iuge puiſſe decerner priſe de corps par vertu dudit defaut, eſt requis qu'il y ait information ſuffiſante pour monſtrer que celuy qui demande l'Aſſeurement a eſté offenſé ou menacé : & par ce moyen qu'il a iuſte cauſe de demander ledit Aſſeurement.

Lodvnois Chap. 39. Art. 3. Si homme fait adiourner autre à luy donner Aſſeureté ou Trefues, & pendant l'adiournement, auant qu'il les ait donnees, il luy meffait, il en doit eſtre puny comme de Trefues enfraintes, combien qu'elles ne ſoient donnees.

Poictov. Tit. 1. Art. 16. *A la fin.* Le Vaſſal ne peut cõtraindre à donner Aſ-

p Guid. Pap. q. 418. Faber ind l. denuncia mus. l. 1. Ad leg. Iul. Maieſt. l. hodie D. de pæn. l. 1 D. de iſſ

q Voyez ce qui a eſté noté cy deſſus & Deciſ. Toloſ. 489. & Boer. Dec. Burd. 34. Felin. & Dec. in cap. ſi quando Dec. offic. de leg.

r Minæ inducunt iuſtum metum ſecundum qualitatem comminantis & verborum ſignificationem DD. in l. famoſi §. 1. D. Ad leg. Iul. maieſt. Acc. in l. metum D. Quod metus cauſa. Maſuer in Praxi. Tit. de aſſecurãnum 2. Αἱ μὲν βάρβαραι μάλιστοι τοὺς παῖδας, αἱδὲ ἄπιλαι τοὺς ἀφρόνας καπαλήτυπ vt ait Socrates apud Stobæum. Bald. in l. fin. D. de her. inſt.

†† Ceſt Art. 36. a eſté ainſi corrige & modifié par ce que l'ancienne Couſtume eſtoit trop dure & trop pernicieuſe.

Source : BIU Cujas

seurement, si ce n'est par vsance ou possession ancienne au contraire acquise † auparauant l'ancienne reformation faicte en l'an 1514. & depuis continuee. Tit. 17. Art. 419. Si celuy duquel on se doute est trouué en iugement & est requis de donner Asseureté, il doit estre contrainct de ce faire par empriſonnement de sa personne, en cas de refus, sans luy bailler aucun delay, la doute prealablement iuree. Art. 420. Et s'il n'est trouué en iugement, ains adiourné pour ce faire, & au iour ne compare, ne doit estre donné ledit defaut contre luy : & en ce faisant Asseurté est donnee, & appointé qu'il sera signifié au defaillant : & doit estre condemné és despens du demandeur, & en l'amende de la Cour pour le defaut. Art. 421. On peut demander Asseurté par procuration speciale, & aussi peut estre donnee par Procureur aiant puissance de ce faire.

† *Ceſt mots, acquiſe au, &c ſont adiouſtez pour plus grãde explication de ceſt Art. 16.*

Bretagne Tit. 2. Art. 44. Au Roy Duc seul appartient bailler Sauuegarde. Tit. 25. Art. 668. Celuy qui auroit brisé la Seureté par luy donnee en iugement doit estre puny par amende honnorable, pecuniaire ou autre à l'arbitrage du Iuge selon la qualité du delict. Art. 669. Action de Seureté est requerir paix à soy & à ses choses & autres pour lesquelles on la demande. Et qui requiert Seureté, la donne: pourueu qu'elle luy soit donnee. Art. 670. Tout homme est tenu donner Seureté, iurant celuy qui la demande qu'il se craint de celuy, auquel il la demande. Et qui denie Seureté à autre, Iustice le doit arrester, iusques à ce qu'il l'ait baillee. Art. 671. Si aucun menace autruy, & le menacé requiert Seureté à l'encontre du menaceur, qui la denie : & ne peut Iustice pour lors l'arrester ne retenir, s'il se trouue apres que le menacé soit outragé, le menacé sera tenu de reparer le meffait : s'il ne monstre & verifie qu'autre l'a fait, ou qu'il ait esté feict sans sa coulpe.

V. S. Sever Titre 1. Article 1. Tous procés ordinairement s'introduisent és Cours ou Iurisdictions ordinaires de ladite Preuosté par vn des trois moyens, à sçauoir par adiournement simple, par opposition de ban & main-mise, tant en biens meubles que immeubles, & par la Clameur. Article 2. Et peuuent les Bayles & Sous-Bayles desdictes iurisdictions prendre & receuoir toutes Clameurs & plaintes, & la ferme d'icelles, & mettre les bans & main-mises, & faire tous adiournemens sans aucunes lettres : toutesfois en vn procés ne se pourra faire qu'vne ferme & contre-ferme. Art. 8. Es introductions de procés qui se font par opposition de ban & main-mise : faut que celuy contre qui est fait la main-mise, soit faite sur les biens meubles ou immeubles, ferme ou plege desdits bans & main-mise, entre les mains dudit Bayle & sous-Bayle, en aucuns lieux dedans ix. iours, & en autres dedans autres termes: autrement ne peut estre ouy : & n'y a qu'vne ferme & contreferme. Article 9. Et faite ladite ferme doit estre notifiee à celuy qui aura fait faire ladicte main-mise. Lequel pareillement la doit contre-fermer ou contre-pleger : & faicte ladite ferme ou contre-ferme, sont assignez à Court. Article 10. Et és matieres qui s'introduisent par Clameur, faut que celuy qui faict la Clameur, la ferme ou plege incontinent, & aussi celuy contre qui est faicte ladite Clameur, contre-ferme en aucuns lieux, incontinent, sur peine d'estre arresté & detenu, iusques à ce qu'il aura contre-fermé, & és autres lieux dedans neuf iours. Article vnzieſme. Et au cas que celuy oux ceux qui auroient fait ladite Clameur, ou celuy ou ceux contre qui seroit faicte, ne trouueroient pleges, sont receus à caution iuratoire. Article douzieſme. Lesdits Bayle ou sous-Bayle peuuent arrester à requeste de partie, tout homme estranger trouué en leur Iurisdiction, encores qu'il n'y ait obligé exprés : & sont tenus fermer & contre-fermer, si l'arresté le veut faire, en cas de long procés. Article trezieſme. Mais quand ledict estranger arresté voudroit estre ouy sur le champ, ny faut point de ferme ny contre-ferme. Article quinzieſme. Et en tous cas dessusdicts où il y a Clameur, ferme ou contre-ferme, ban & main-mise, aussi plege & complege, celuy qui succombe est amendable au Seigneur & Iustice, à cause desdites ferme & contre-ferme, en aucuns lieux de xiii. sols vi. den. t. Art. 16. Pareille Loy de xiii. sols vi. den. t. en aucuns lieux, en autres de vi. sols vi. d. t. est deuë au S. par celuy ou ceux qui rompent ledit ban ou main-mise & arrest donné en aucune personne. Art. 17. Celuy qui prend par force aux Bayle, Sous-bayle ou Sergens Iurez aucune chose meuble pignoree, doit en aucuns lieux ladite Loy de xiii. sols vi. deniers t. & en autres de vi. sols vi. d. tour. surquoy lesdicts Bayle, Sous-Bayle ou Sergens sont creus par serment de leurs offices. Art. 18. Quand ban ou main-mise est faite sur les biens d'autruy, & celuy contre qui elle est faite ne la ferme ou plege dedãs les iours de la Coustume, les Bayle, ou Sous-Bayle & Iurez peuuent bailler à

Proces ordinaires ſont introduits par trois manieres.

Source : BIU Cujas

partie qui aura obtenu ladite main-mise, si elle le requiert, la possession de ladite chose, vendue ou prinse, pour la mettre aux criees. Art. 19. Et telle possession ainsi baillee en aucuns lieux est verbale, dont s'ensuiuent criees: & és autres lieux est reale, pour apres la mettre ésdites criees. Art. 20. En matiere de terre garde quand est question entre parties de fins & limites ou chemins, les Iuges à la requeste des parties se doiuent transporter sur le lieu, & illec sommairement ouyr parties, receuoir & examiner les tesmoins d'vn costé & d'autre produits, & vuider ladite matiere si faire se peut: sinon les assigner à autre iour sur ledit lieu, ou en la Cour, selon qu'ils verront estre à faire, & ce sans clameur ou auec clameur.

S. Sever L. Tit. 1. Art. 16. Impetrant de ban ou main-mise ne doit loy n'amende au S. s'il succombe: posé ores qu'il ait contre-ferme audit ban.

Cambray Tit. 25. Art. 1. Action pour debte ciuile non priuilegiee en Cour laye, se doit intenter en la cité de Cambray contre manans, par clain & loy sur leurs personnes & non sur leurs biens, par deuant la Iustice du Marché en la presence de deux Escheuins, & ne suffit le Valet de ladite Iustice. Art 2. Mais contre forains, le clain se peut faire tant sur leurs corps, que sur leurs biens par la Iustice ou son Valet, sans y auoir Escheuins: lequel clain se doit renouueller en dedans xxiiii. heures par deuant deux Escheuins, en faisant assigner la partie par ladite Iustice à certain iour de plaids. Art. 3. Et hors la Ville & Banlieu, entre manans de la Seigneurie, on y peut proceder par adiournement, par deuant les Maieur & Escheuins du lieu. Et contre forains se peut faire clain par deuant le Maieur ou Sergent, tant sur le corps, que sur les biens du debteur, renouuellant le clain & assignant iour comme dessus. Art. 4. Action pour loyers & desertes de seruice, labeurs ou peine de corps, se peut faire par clain & desgagement à la requeste de partie par deux Sergens à l'ordonnance du Preuost en ladite Cité & Banlieue d'icelle: & hors ladite Cité par le Maieur ou vn Sergent à l'ordonnance de loy par dedans xv. iours en assignant iour aux parties par deuant Escheuins, aux prochains plais. Art. 5. Tel desgagement ne se doit faire que pour vne annee de seruice ou loyer. Car action pour loyers & seruices de peine de corps ou labeurs, qui sont plus viels que d'vn an, ſ n'est tenue & reputee priuilegee. Art. 6. Esdites causes de desgagement qui sont priuilegees en vertu d'vn seul defaut, le demandeur est admis à la retenue par serment sur la demande. Art. 7. Action pour faire departir vne personne du lieu qu'il occupe contre le gré du proprietaire, se intente par commandement de departir: lequel commandement se doit faire par l'ordonnance de la loy, par les deux Huissiers de la Chambre en la Cité & Banlieue, ou par vn Sergent hors ladite Cité: & se doit assigner iour en cas d'opposition: & sont requis trois adiournemens, si la partie ne compare au premier ou second adiournement, lesquels passez, si l'occupeur ne compare le commandement est decreté auoir lieu: & doit l'occupeur estre deiecté dudit lieu: & ses meubles mis sur la ruë: comme aussi doit faire apres sentence rendue, partie ouye: nonobstant appellation quelconque & sans preiudice d'icelle. Art. 8. Action pour se faire payer pour louange t de maison, iardin ou autre lieu: se peut intenter en Cour laye par clain fait present loy sur les biens trouuez occupans le lieu: & si lesdits biens se transportoient, celuy à qui le louage est deu endedãs. xv. iours apres le louage escheu, ou les biens transportez, peut ou que lesdits biens soient comme tacitement hypothequez, poursuiuir & faire clain sur iceux biens. Art. 9. Et peut le locateur faire ledit clain sur lesdits biẽs aux despens du conducteur pour termes escheus, & à ses despẽs pour se faire pour terme entamé & termes aduenir. Art. 10. Si aucun doit louage, & celuy à qui il est deu ne trouue aucuns biens qui aient occupé l'heritage tenu à louage, iceluy se peut clamer sur la personne de son debteur, pour les termes passez: & s'il estoit suspect de fuite pour les termes entamez & prochainement aduenir. Art. 11. Action pour auoir payement de redhibence & cense de terres escheu se peut faire par clain sur les aduestures ou despouilles: & si les despouilles desdites terres sont mises en lieu qui soit Fief, par clain par deuant Bailly & hommes: & si c'est sur main-fermes, par Maieur & Escheuins: apres lequel clain, les Bailly & Maieur doiuent mettre gardes ausdites despouilles & faire battre les grains & payer les gardes & batteurs aux despens des debteurs. Art. 12. Action pour rente fonsciere, louage & cense, à sçauoir les rentes pour les trois dernieres annees, louages pour vn an: & Cens pour l'annee courante, & non pour autres arrerages, sont priuilegees, tellement que les clamãs pour les dessusdits precedent tous les autres crediteurs. Art. 13. Action pour rente heritiere fonciere se doit intenter par clain fait present loy sur le lieu, qui doit la rente, & pour icelle se peuuent leuer biens occupans ledit lieu pour four-

ſ Voyez le Tit. vi. De prescriptiõ en la 2. partie de ceste Conferẽce.

t Voyez les Tit. 5. & 8 de la seconde partie de ceste Conference.

Source : BIU Cujas

nir aux termes eſcheus: & doit eſtre iour aſſigné à partie, pour apres y eſtre procedé comme de raiſon. Art. 14. Action pour rente heritiere à titre d'arrentement, ſe peut intenter par clain faict comme deſſus, & pour les termes eſcheus faire prendre des biens appartenans à celuy qui doit la rente, ou aux louageurs occupeurs, ſ'ils ſont trouuez ſur le lieu, & non autrement. Art. 15. Mais ſi celuy à qui la rente eſt deuë, veut apres les termes contenus és lettres d'arrentement eſcheus & paſſez proceder à la retraicte de l'heritage arrenté, il peut faire ſommer par Iuſtice ou Maieur & preſens teſmoins, le poſſeſſeur & proprietaire de l'heritage tenu par arrentement, que en dedans vn mois, il ait ſatisfait des termes eſcheus & ſ'il eſt negligent, y furnir, celuy à qui la rente eſt deuë, peut apres ledit terme d'vn mois paſſé, preſens luy, faire clain pour retraicte dudit heritage: & apres le clain fait, faire aſſigner iour à partie, apres lequel clain & aſſignation de iour, & qu'il eſt apparu des lettres de l'arrentement deuëment verifiees, doit la retraicte eſtre adiugee, à celuy à qui la rente eſt deue. Et n'eſt tenu en ce cas de rendre aucunes meliorations: mais reprent l'heritage en tel eſtat qu'il le trouue auec les fruicts & profits de l'heritage depuis le clain de retraicte fait. Art. 16. Action pour rente viagere ou heritiere par lettres & à rachat, ſe doit intenter par clain fait ſur les biens occupans le lieu & heritage, ſur lequel eſt aſſignee la rente: ou apres les termes contenus és lettres ſur ce faites & paſſees par clain pour execution de lettres, qui ſe doit faire ſur ledit lieu & heritage rapporté pour ladite rẽte. Lequel clain eſt de tel effect qu'apres que celuy qui doit, ſera forclos ou debouté de paye propoſer, & que ſes lettres ſeront verifiees ſuffiſammãt & par ſentence declarees & decretees executoires, l'heritage rapporté pour ladite rente doit eſtre publié à vente par trois quinzaines & vendu au plus offrant & dernier rẽcheriſſant à iour aſſigné à la chandelle eſtainte: ſi ce n'eſt que deuant le paſſement & recours, tous les termes de la rente eſcheus auec tous deſpens, ſoient reellement & effectuellement payez & refondez. Et ſi les deniers de la vente ne portent autant que les deniers principaux, les arrerages & courant de la rente auec deſpens de Iuſtice, l'heritier ſucceſſeur ſeroit tenu à payer la reſte, comme les autres debtes. Art. 17. Si pluſieurs rentes à titre d'arrentement rentes heritieres par lettres à rachat ou viagers, ſont deues à diuerſes perſonnes ſurvn heritage: les premiers creez precedent: & ſe peut faire la retraicte, ſi la rente eſt à titre d'arrentement ſans quelque charge des ſubſequentes, & pareillement ſur l'execution ſeroit prins le principal & tous arrerages deuz à cauſe de la premiere rente heritiere à rachat ou viagere: nonobſtant que ceux à qui ſeront deues les poſterieures rentes à titre d'arrentement, heritiers à rachat ou viagers, fuſſent plus diligens à ordre de clain. Art. 18. En matiere de rentes, cenſes ou redhibences de terres & louages de maiſons, iardins ou autres heritages, ſi apres le clain fait & deuement ſignifié, le defendeur ne compare en iugement, & ſe laiſſe prendre en defaut au iour ſur ce à luy aſſigné, apres ledit defaut contre luy obtenu, le demandeur eſt admis ſur ſa demande à ſa retenue par ſerment: & le defendeur condemné ſi auant que le demandeur afferme par ſerment luy eſtre deu. Art. 19. En autres cauſes non priuilegiees, ſi le defendeur adiourné ne compare, & ſe laiſſe prendre en trois defauts, le demandeur apres leſdits trois defauts obtenus, eſt admis à inſtruire & prouuer ſa demande, pour l'enqueſte faite proceder à ſentence diffinitiue. Art. 20. Action pour debte, dont le crediteur a pour ſeureté de payement prins & accepté rapport & hypotheque, ſe peut intenter contre la perſonne du debteur perſonnellement ou par clain pour execution de lettres ſur les heritages rapportez & proceder apres ſignifications & publications par trois quinzaines à la vente de la choſe hypothequee. Mais ſi elle eſtoit moins vendue que les deniers du rapport ne portent, le debteur ou ſon heritier, qui ſeroit tenu aux debtes, ſeroit pourſuiuable pour la reſte. Art. 21. Action en matiere d'obſeruation de contracts & marchez de ventes & achats de quelque marchandiſe ou auſſi d'heritage ſe intente en Cour Laye par voye de ſommation pour eſtre liuré ou faire receuoir la choſe vendue. Laquelle ſe fait en la Cité de Cambray par les Maieurs en aſſignant iour competent à la partie ſommee, pardeuant Meſſieurs les Eſcheuins en la Chambre ou par deuant M. les Officiaux, ſi ladite partie ſommee eſt Clerc. Et ſ'il n'y a nuls Maieurs de la marchandiſe dont ſeroit queſtion, ladite ſommation ſe fait par les Huiſſiers de la Chambre par ordonnance d'Eſcheuins: & hors la ville par le Maieur du lieu. Et eſt tenu le pourſuiuant nantir & offrir reellement le pris ou la choſe vendue des le commencement de ſa pourſuitte. Art. 22. Action redhibitoire ou forfaiture de beſtes cheualines, ſ'intente en la Cité par mettre la beſte és mains des Maieurs de cheuaux en fourrie. Leſquels doiuent ſignifier à la partie ladite miſe

Source : BIU Cujas

en fourrie pour reprendre la beſte ou ſoy trouuer à la vente d'icelle au iii. iour, en luy aſſignant iour à comparoir par deuant les Eſcheuins de la Chambre à certain iour de plaids pour proceder en cauſe ſur ladite miſe en fourrie. Hors ladite Cité, telle beſte ſe peut mettre és mains de loy pour proceder comme deſſus. Art. 23. Action pour amendiſe ou intereſt de quelque ouurage ou marchandiſe fraudeuſe, non leale ou malfaite, ſ'intente pour mettre la choſe és mains des Maieurs du meſtier, ſi Maieurs y a, ou és mains de iuſtice pour eſtimer la faude ou intereſt. Leſquels Maieurs ou Iuſtice doiuent ſignifier à la partie, en luy aſſignant iour à comparoir en Iuſtice, comme deſſus. Art. 25. Action en matiere reelle pour proprieté d'heritage ſ'intente par clain d'apprehenſion fait ſur le lieu, preſent Iuſtice, en faiſant apres ſignifier ledit clain à l'occupeur, & ſur iceluy luy aſſigner iournee. Art. 54. Si la partie defendereſſe pourſuiuie en iugement par quelque voye ou action que ce ſoit a obtenu congé de Cour contre le demandeur, ou que le demandeur ſe ſoit deporté de la pourſuite & inſtance, ſoit expreſſement ou tacitement, le demandeur ne peut recommencer pour la meſme choſe, nouuelle action contre ledit defendeur, ſans auoir prealablement refondé les deſpens de telle premiere pourſuite & inſtance, ou effectuellement nanti en main de Iuſtice, à peine que ſi ledit defendeur en fait obiect & debat, doit derechef obtenir congé de Cour auec deſpens.

VALENCIENNES Tit. 1. Art. 8. Si quelque crediteur ſe trouue vers le Preuoſt de la ville & requiert eſtre ſatisfaict & payé d'aucunes debtes à lui deues, par manant ou Bourgeois de noſtre ville & banlieue, ledit Preuoſt apres que luy ſera ſommairement apparu de ladite debte, ordonnera aux deſpens du pourſuiuant à deux Sergeans Baſtonniers d'aller à la maiſon vers le debiteur: & luy commander qu'il paye, & ſi ledit debiteur eſt de ce delayant, leſdits Sergeans prendront gage ſuffiſant, pour furnir à ladite debte. Et ſ'ils ne trouuent biens portatifs ledit Preuoſt ordõnera Gardemaneurs eſtre mis en la maiſon du debiteur iuſques à ce qu'il aura ſatisfaict ou nanti, des biens non periſſables & ſuffiſans ou baillé caution au contentement dudit Preuoſt: lequel nãpt ſera mis és mains dudit Preuoſt, qui ſe deliurera au pourſuiuant en baillant caution ſuffiſante & ſuiet de la rendre en diffinitif, ſ'il eſt dict qu'ainſi faire le doit. Tit. 2. Ar. 13. Si quelqu'vn fait faire pourſuitte par deuant Preuoſts, Iurez & Eſcheuins pour quelque matiere que ce ſoit, ciuile, reelle ou mixte, tel pourſuiuant ſera tenu comparoir par luy ou Procureur ſouffiſamment fondé par deuant leſdits Preuoſts & Eſcheuins. Et illec donner à entendre ce qu'il demande, & requerir que ſa partie ſoit ſignifié par noſtre Maieur à la huictieſme enſuiuãt. Et ce fait, leſdits Preuoſt, Iurez & Eſcheuins ſeront tenus de faire faire par noſtre Maieur en preſence d'vn Iuré de Cattel ladite ſignification pour ladite huictieſme. Tit. 13. Art. 149. Leſdits Preuoſts Iurez & Eſcheuins de Valencienne cognoiſſent ou baillent charges ſur toutes & quelconques matieres qui ſe font & traictent par deuant Maieur & Eſcheuins dudit Cheflieu. Et ſont les Iuſtices & ſuiets dudit Cheflieu tenus eux regler & conduire ſelon & par la forme & maniere qui ſ'enſuit. Art. 150. A ſçauoir quant aucun veut agir contre autruy pour quelque matiere que ce ſoit, par deuant Maieur & Eſcheuins dudit Cheflieu, il eſt requis que tel pourſuiuant par ſoy ou ſon Procureur ſouffiſamment eſtably, face ſon clain par eſcrit, contenant ſa demande. Sur lequel clain ledit Maieur & Eſcheuins ordonneront à partie en prendre copie, & y reſpondre en dedens la quinzaine à peine de forcloſion.

Sergens Baſtonniers. Gardemaneurs.

COMMINES Art. 12. Pour rente ou ſoubrente, hypothequee ſur maiſon ou heritage en ladite ville & Eſcheuinage en faute de payement, l'on peut faire plainte par deuant ledit Bailly ou ſon Lieutenant, & deux Eſcheuins du moins, & enſuiuant ce faire adiourner la partie en eſpecial & tous autres en general à comparoir ſur la Halle d'icelle ville au premier iour de plais enſuiuant, ſur le premier cry ou ſon d'vn baſton. Art. 13. Auquel iour ſe partie ne compare, on le doit r'adiourner pour comparoir au prochain iour de plais enſuiuant ſur ſon deuxieſme cry & ſon, & ſ'il ne compare, on le r'adiourne par cry à la feneſtre d'icelle halle ſur ſon troiſieſme. Art. 14. Se au troiſieſme iour, cry & ſon de baſton à ladite feneſtre, perſonne ne compare pour ſoy oppoſer à ladite plainte & defendre l'hypotheque, ledit hypotheque eſt par loy mis à an & iour, pour cependant l'heritier de la maiſon ou heritage hypothequee payer audit demandeur ſes arrerages, deſpẽs de Iuſtice & refection, en cas qu'aucuns ayent par le demãdeur eſté faits. Art. 15. Se ledit heritier, pendant ce temps, eſt en faute de payer, ledit an paſſé, on le r'adiourne à ladite feneſtre, comme deſſus vne fois pour toute, pour mõſtrer quictance ou reſpit de ce que dit eſt. Et ſ'il eſt de ce faire en faute, ou par contumace

Source : BIU Cujas

debouté, l'on met par loy ledit demandeur de ladite rente ou soubsrente ce requerant, en possession dudit hypotheque, pour en iouyr perpetuellement: & en demeurent les heritiers perpetuellement deboutez: sauf ceux qui sont hors du pays. Lesquels peuuent r'auoir leurs heritages ou maisons, au bout de l'an qu'ils sont retournez en paiant neantmoins comme dessus. Ensemble enfans non eagez de eage de liberté, lesquels pareillement retournent à leurs maisons & heritages au bout de l'an qu'ils sont hors de Tutelle & mis en leurs biens, en paiant aussi, comme dit est.

TOVRNAY Tit 26. Art. 6. Es poursuites qui se font par deuant l'vn des Preuosts de ladite ville, est par les parties sans Procureur ou autre conseil procedé de viue voix, sommairement & de plain, en maniere que apres l'adiournement fait & relation du Sergent, d'auoir adiourné partie parlant à sa personne, à la requeste du demandeur, est accordé defaut à tel profit que tel adiourné pour le faire obeïr est executé par desgagement de la somme de v. liures ii. sols Flandres, qui se doit faire en dedens tiers iour: mais si ainsi desgagié compare à autre iour, est ouy nonobstant ledit desgagiement en refundant despés pour sa contumace: & si apres deux autres fois estre adiourné ne compare, defaut est contre luy accordé, à tel effect qu'il est debouté de toutes defenses & sa partie reçeuë à preuue: laquelle preuue faicte se rend sentence par le Iuge qui a cogneu de la cause. Art. 7. Mais en cas de comparition des parties au premier adiournement ou autre, icelles sont ouyes à proposer de viue voix & dire ce que peut seruir à leur cause sommierement, de plain & sans figure de proces ou autre ordre de droict garder, sur leur allegué receus à prouuer si besoin est, laquelle se fait ou mesme instant ou autre iour publiquement prenant par le Iuge le serment des tesmoins & iceux examinez partie presente ou autrement le proces sommier instruict par autres especes de probation, rend sa sentence ainsi qu'il cognoist estre de droict & raison. Art. 9. Par le stil & vsage des Cours desdits Preuosts & Iurez & Escheuins, si aucun adiourné est poursuy par action personnelle en vertu de Cedule, que le demandeur maintient estre souscripte, sousignée ou marquee de la main de l'adiourné sur conclusion prinse par tel demandeur à confession ou denegation de telle Cedule, que l'on met en Cour, iceluy adiourné est tenu & contraint auant pouuoir aucunes exceptions ou defenses proposer, confesser ou nier son escriture, souscription, signature ou sa marque, & s'il la confesse, ou cas que la partie le requiert, luy est par les Iuges ordonné de namptir, quant la cedule est pure, simple & nullement condicionnee: auant a quoy furnir n'est receuable a proposer aucunes exceptions ou defenses: & s'il la nie, partie est prestement receuë a prouuer ladite souscription, signature ou marque, & ce verifié, s'ensuit condemnation. Mais si tel adiourné ne la veut confesser ou nier, en sa defaute & contumace, la cedule est tenue pour confessee, si auant que elle soit pure, simple & nullement conditionnee & conuient a l'adiourné namptir auant vlterieure procedure, en faute dequoy icelui adiourné y est contrainct par execution: sauf si partie adiournee allegue payement & que promptement & sur le champ ou auant le Siege leué, le verifie, doit estre receu sans namptissement. Tit. 27. Art. 13. Toutes causes en matieres reelles & foncieres se doiuent plaider de huictaine en huictaine. Art. 14. Quant en vertu de quelque commission ou autre prouision de Iustice, l'on faict commandement ou defenses à quelque personne icelle personne ne peut entrer en cause, n'est que premier il se rende formel opposante. Art. 15. Quand quelque personne fait demande de quelque somme de deniers a cause de quelconque sorte de marchandise que ce soit, liuree sur taille, que le demandeur faisant sa demande fait exhibition de sa taille, requerant que l'adiourné exhibe sa contre-taille, en ce cas le r'adiourné, si auant qu'il ait en la contretaille de celle exhibee, est tenu a en faire exhibition: a defaute de quoy faire, la taille par le demandeur exhibee, est tenue pour verifiee & ce fait tel demandeur est par apres seulement tenu a verifier le pris. Art. 18. Quand l'vne des parties collitigantes est condamnée de namptir la somme a luy demandee par cedule, en faute de faire ledit namptissement, pourra, a ce estre contraint realement & de fait, ou sera a la poursuitte du demandeur procedé en la matiere principale, sommierement & de plain sans train ordinaire de procés pour venir a la condemnation du principal.

NORMANDIE Chap. 3. Art. 60. Chacun est receu dans les xl. ans a demander par action de loy [u] apparoissant, estre declaré proprietaire de l'heritage

[u] Loy apparoissant ou apparẽte, c'est la demande que l'on faict en Iustice pour la proprieté d'vn heritage, qu'vn autre possede & detient puis quarante ans: & quand celuy qui s'en pretend Seigneur obtient loy &

mandement du Iuge sur l'affirmation d'vn tesmoin, qui depoſe, que depuis quarante ans il a veu l'impetrant ou ſes predeceſſeurs, deſquels il eſt heritier, iouyr de l'heritage ainſi qu'il eſt porté par le ſtil de Normandie. Voyez Terrien liure 8. Chap. 21. & l'Indice des droicts Royaux.

qui luy appartient, ou qui a appartenu à ſes predeceſſeurs, ou autres deſquels il a le droict, & dont il ou ſes predeceſſeurs ont perdu la poſſeſſion depuis xl. ans. Ar. 61. La cognoiſſance de Loy apparoiſſant appartient au Bailly Royal & Haut Iuſticier. Art. 62. Durant la ſuite de loy apparoiſſant, le defendeur demeure ſaiſi: ſauf la queſtion des fruicts, ſi en fin de cauſe il dechoit.

A CS Tit. 16. Art. 3. Par l'aduis & deliberation des Eſtats a eſté ſtatué, qu'és actions perſonnelles où il n'y aura Iugé ou obligation à ce equipollent, ſous Seel Royal, aucun ne peut proceder par ban, ne par arreſt cõtre aucun qui ſoit reſſeãt, iaçoit que par cy deuant ait eſté accouſtumé faire le contraire. Mais qui voudra faire demande à l'autre, le pourra faire adiourner par deuant ſon Seigneur ou ſon Bayle, & propoſer ſa demande: & le Bayle eſt tenu les ouyr ſans ferme ne contreferme, & iuſques a ſentence diffinitiue excluſiuement ne prendra aucune choſe: pour laquelle ſentence prendra de celuy qui obtiendra ſes fins, xi. ſols iii. deniers tournois & pour condemnation ou relaxation verbale, ii. ſols ſans plus. Art. 4. Ferme eſt venir par le defendeur toucher a la main du Bayle, en affirmant qu'il a bon droict, que porte oppoſition. Art. 5. Contre-ferme eſt par le demandeur en meſme maniere affirmer auſſi qu'il a bon droict, qui ſe faiſoit quaſi en toute interlocutoire, & en ſouloit prendre le Bayle par chacune ferme & contre-ferme, xi. ſols iii. den. qui eſt aboly, & iuſques a diffinitiue ſentence excluſiuemẽt ne prẽdra rien. Art. 6. Par meſme deliberation eſt defendu d'vſer doreſnauant d'aucuns Seels ou Biahores: mais chacun viendra par action ſelon la nature de la choſe dont ſera queſtion. Art. 7. Et ſ'il eſchoit condemnation ou ſentence, le Bayle prendra comme deſſus. Art. 8. Reſerué qu'és choſes meubles, l'on pourra proceder par Seel ou adueu. Art. 9. Si celuy, qui eſt ainſi Seellé ou defendu contreuient, il encourt enuers le Seigneur xii. ſols iii. den. Art. 10. Et eſt tenu auant toute œuure, ſ'il eſt requis par la partie rendre deſſous le Seel, qui eſt deſſous la main du Seigneur & de Iuſtice la choſe ainſi ſeellee, ſi elle eſt en nature, ou ſinon la valeur que l'on appelle vulgairement tourne: penlis. Art. 11. Et celuy contre qui tel Seel a eſté faict, peut ſ'oppoſer, & apres les parties procedent en la cauſe par termes de Iuſtice, & celuy qui a tort en fin de cauſe, paye leſdits xi. ſols iii. d. t. & les deſpens.

Ferme. Contreferme.

Seels defendus.

VI. BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 98. Qui eſt adiourné pour garnir, il aura deux delais à l'arbitrage du Iuge: & † ſera receu à garnir argent ou quitance: & a faute de garnir argent ou quitance dedans iceux delais, il ſera condamné à payer.

† *Ces mots, Et ſera &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

AVVERGNE Chap. 6. Art. 1. Delais en matiere ciuile ſont x arbitraires, aiant regard à la diſtance des lieux, y qualité des perſonnes & matiere dont eſt queſtion. Art. 2. Il y a trois delais ordinaires z pour faire Enqueſtes, & le quart auec cognoiſſance de cauſe: & ſont leſdits Delais communs és demandeurs & defendeurs. Art. 3. Toutesfois és petites cauſes & de petite importance, le Iuge en pourra moins bailler. Art. 4. Le Delay à deliberer d'eſtre heritier eſt arbitraire à la diſcretion des Iuges, aiant eſgard à la qualité des parties & diſtance des lieux.

LA MARCHE Chap. 7. Art. 41. Iuges peuuent arbitrer tous delais en toutes inſtances pendant par deuant eux, ſelon la qualité des perſonnages & matieres dont eſt queſtion. Art. 42. En †† cauſe d'appel, en ſurceance de Sequeſtre, en Recreance, en Reproches de teſmoins & autres choſes incidentes en vn procés, n'y a qu'vn ſeul Delay de faire Enqueſte. En action perſonnelle non excedant x. liures, n'y a que deux Delais de faire Enqueſte: en proces ordinaire y a trois Delais de faire Enqueſte &c. p. *a Auuergne.* Art. 3. & non plus: & ſont &c. defendeurs: & à la derniere ſe doit faire production de titre, & prendre delay de bailler Contredicts. Art. 43. p. *à Auuergne.* Art. 4. heritier d'aucun eſt &c. lieux: Et en telle inſtance n'y a point de Renuoy.

†† *Ceſt Art. 42. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

S. SEVER Tit. 1. Art. 21. Doreſnauant tous Delais tant à defendre, prouuer que autres: ſont arbitraires à la diſcretion des Iuges.

x Les Delais en France par le ſtil & vſance commune des iuriſdictions, ſont arbitraires ainſi que Rebuffe eſcrit ſur les Ordonnances in proœmio gloſſa 5. nume 1052. Ils ſont auiourd'huy reglez par les ordonnances Royaux, qu'il faut ſuiure, auec le ſtil des lieux pour l'inſtruction des proces l. 1. C. de dilatio. vbi Dilationes moderandæ ſunt ſecundum locorũ diſtantiam & aduerſitatem cauſæ.

y Cecy eſt abrogé par les Ordonnances de François 1. 1539. 22. 33. & 34. & de Charles 9. 1563. Art. 2. Henry 3 1579. Art. 155. qui veulent tous Delais pour prouuer & informer,

eſtre peremptoires & arbitraires à la diſcretion des Iuges, leſquels ſont auſſi tenus de garder & obſeruer les Ordonnances

Source : BIU Cujas

sur les Delais & abbreuiation des proces Charles 9. 1560. Art 56. Vide l. fin. D. de feriis Panor. & Innoc. in capit. in cauſis extr. de teſtib. Au reſte les delais de faire Enqueſte, ſe renouuellent par prudence du Iuge, ainſi qu'il fut dit par Arreſt le 13. May. 1574.

z Contra L. fin. §. ſed quia quædam C. de iure delib. dat nouem menſes. Vide Bart. in l. quidam & l. cum antiquioribus. C. de iur. delib. Guido. Pap. q. 532. Bald. in l. 1. C. de ſucc. edicto. Au reſte on a quarante iours pour deliberer ſi l'on ſe veut porter heritier de quelque defunct.

SOLE Tit. 9. Art. 1. 2. & 3. p. *a Auuergne.* Chap. 6. Art. 1. 2. 3. & 4. La Cour en pourra. &c.

VENNES L. Art. 703. Eſt d'vſement entre les marchans deſdites villes & fors bourgs de Vennes, que aucun deſdits marchans eſt en quelque voyage ſur mer, pour ſon faict de marchandiſe, & il eſt appellé en Iuſtice, ſoit par Cour Eccleſiaſtique ou ſeculiere, le terme d'iceluy a marchand doit eſtre remis & continué iuſques à quelque raiſonnable temps: à l'arbitrage du Iuge: en aiant regard au tẽps dudit voyage encommencé & la diſtance des lieux: pourueu que pour la partie dudit marchand conuenu, il ſoit deuement informé d'iceluy voyage.

VII. PONTHIEV Tit. 13. Art. 168. Quand entre parties litigantes és iuriſdictions d'icelle Comté, il eſt ordonné de faire b Veue reelle & proprietaire, ſi la partie qui doit faire la Veue, defaut de la faire au iour & heure aſſignee, l'autre partie, a laquelle la Veue n'eſt point faicte, ou ſi icelle partie qui auroit faict deuement la veue, n'enſeigne par eſcrit a ſa partie auoir fait ladite veue au iour qu'il y a eu retour en cauſe, icelle partie qui ne ſeroit enſeignee par eſcrit, ou à laquelle on auroit defailly de faire la Veue, auroit & doit auoir congé de Cour & deſpens Ar. 169. Quiconques en vne cauſe a obtenu delay de veue, il doit auoir Garant contre celui, contre lequel il auroit eu veue, pour la choſe immobiliaire: de laquelle auroit eſté ordonné faire ladite veue. Art. 175. Si aucun prend par deuant aucun Iuge de Ponthieu, volontairement le Garant d'vn conuenu en Iuſtice, celuy qui ainſi aura emprins volontairement & ſans eſtre adiourné, ne doit auoir Garãt, n'induce ne veue en la dont il aura emprins le Garant. Mais eſt tenu proceder peremptoirement par vn ſeul defaut. Quand partie a iour d'amener Garant, ſi elle eſt negligente & qu'elle ſoit miſe en defaut, elle doit eſtre priuee de Garant. Mais ſi l'euoqué pour Garant eſt mis en vn defaut, il ne doit pour ledit defaut eſtre condamné a garantir: ſi ſur ce il n'eſt mis en quatre c Defauts. Art. 176. Auſſi bien eſt il permis aux demandeurs és cauſes qu'ils ont en Ponthieu, d'auoir Garãt, comme aux defendeurs quand le cas le requiert.

BOVLLENOIS Tit. 31. Art. 182. Si le Seigneur met en cauſe ſon rentier pour raiſon de ſa rente, il n'eſt tenu faire Veue: parce que ſon rentier eſt tenu luy meſmes luy bailler declaration de ſa rente.

TOVRNAY Tit. 27. Art. 8. Veue de lieu ſur different & litige d'heritages ſe peut requerre vne fois par le defendeur & oppoſiteur auant la cauſe litiſconteſtee, & non apres ſi n'eſtoit pour cauſe raiſonnable: qui pourroit mouuoir le Iuge l'accorder apres icelle litiſconteſtation.

NORMANDIE Chap. 1. Art. 51. En action reelle le demandeur doit bailler Declaration contenant les bouts & coſtez de l'heritage pour en faire Veue, ſi les parties ne demeurent d'accord.

TOVRS Tit. 1. Art. 4. Et ſi †† le ſuiet eſt en Cour ſuperieure pour deuoirs particuliers contre luy pretendus a cauſe de quelque heritage, le Seigneur eſt tenu de luy faire d Monſtree deſdits heritages, ſi le ſuiet le demande. Mais ſi leſdits deuoirs ſont generalement demandez: a cauſe de ce que le ſuiet tient en fief: en ce cas le Seigneur n'eſt tenu luy en faire Monſtree.

BRETAGNE Tit. 6. Art. 124. Monſtree peut eſtre faite tant pour inſtructiõ de Iuſtice, qu'a la requeſte de la partie, a ce que la Iuſtice puiſſe faire ſon Iugemẽt plus certain, & que l'execution du Iuge ſoit plus facilement faite. Art. 125. Entre freres & ſœurs quand l'vn faict demande a l'autre des heritages de la ſucceſſion de pere ou mere, pour en auoir ſa contingente portion, & en toute autre demande vniuerſelle, n'y doit auoir aucune Monſtree ne Veue. Art. 126. En action perſonnelle, d'attentat, ſpoliation de fruicts ou autre forfaict ſur terre ou ſur maiſons ou couppes de bois & en arrachemens de bournes, on peut demander & y a lieu de Monſtree & Veue. Art. 127. En toute action reelle concernãt le fait d'heritage, on peut demander & y a lieu de Monſtree & Veue: fors és cas cy apres exceptez. Art. 128. Nul n'eſt receuable a demander Monſtree ou Veue des choſes qu'il a baillees ou promis bailler pour contract ou autrement de ſon faict. Art 129. Le defendeur en Promeſſe n'eſt receuable a requerir Monſtree

a Vide l. fin. C. de feriis l. vn. C. Th. eod. tit. l. 3. C. Th. de iur. fiſci. l. 21. C. Theod. de appel. l. vlt. C. Th. de rep. appel.

b La Veue d'vn heritage ſe faict par le demandeur au defendeur quand les parties ſe tranſportent ſur le lieu contentieux, par ordonnance du Iuge apres que l'aſſignation certaine aeſté donnee aux parties par vn Huiſſier ou Sergent envertu de commiſſion du Iuge, à ce que le Iuge puiſſe faire ſon iugemẽt plus certain, & que le defendeur ſoit auſſi certain de l'heritage, pour lequel il eſt mis en proces. Au grand Couſtumier de France liure 3. Tit de veue: veue doit eſtre faicte aux quatre angles de l'heritage de bout en bout, de long en long, au doigt & à l'œil: & doit l'aduerſaire eſtre appellé à ce, & le Sergent ou autre, qui repreſente la Iuſtice, y eſtre preſent, & lui doit l'en monſtrer les quatre Bournes, & les quatre quignets de chacune part, & dire au commiſſaire, Ie fais veue à ma partie aduerſe de ceſte preſente piece de terre, ſi comme elle ſe comporte (& doit nommer le terrouer & le nom de la piece) en la preſence de vous Sergent. La raiſon pourquoy ſe fait la veue eſt declaree par la Couſtume de Bretagne cy deſſous. Ar. 6. Voy la Somme Rurale liu. 1. ch. de veue & oſtẽſion de lieu & les Docteurs ſur la loy ſi irruptione. D. Finium regund.

c Cela eſt corrigé par les Ordonnances, par leſquelles il ſuffit deux defaux, comme nous dirons cy deſſous.

†† *Ceſt Ar. 4. a eſté de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Veue pourquoy ſe doit faire.

Veue ne ſe faict en demande de ſucceſſion vniuerſelle.

Veue en quelle action a lieu: ou non.

Source : BIU Cujas

d Monstree & veue signifie le meime en cette Coustume Art.1.2. & 4. Lodunois Chap.1. Art.1.& 2. La Marche Art.178. La Rochelle Art.13. Brel. Art.6.126.127.128.129.130.131.132.133.134.135.136.& 137. Au reste les demandeurs en vniuersité de biens ne sont tenus faire veuë du lieu, ainsi qu'il a esté autres fois iugé en l'an 1391. comme recite Papon liure 8. des Arrests. Tit.14. Arrest.1.& depuis le mesme a esté iugé par Arrest donné en audience le 3. iour de Iuin 1582. plaidant Martin pour vn Seigneur qui fut declaré exempt de faire veue. Et depuis encores le 12. iour de Decembre 1586. aux apresdinees fut iugé que le Seigneur de Fief n'estoit tenu faire veue à son Vassal ce requerant.

---

stree à celuy qui est demandeur en Promesse, ou au Seigneur qui demande quelque chose par puissance de Fief: pourueu qu'il soit question de contract faict par ledit defendeur. Art. 130. Nul n'est receuable a demander Monstree ne veue: sinon qu'il soit question de chose particuliere. Art. 131. En plegement general de non troubler sur les possessions, si le defendeur, declare qu'il s'oppose au plegement pour quelque piece ou pieces contenues sous le plegement general, le defendeur, est tenu de faire Monstree, & Veue, des choses, sur lesquelles il s'est rendu opposant. Art. 132. Si aucun fait demande de la maison, où demeure le defendeur, il n'y doit auoir Monstree ne veue. Art. 133. Le Vassal est tenu de faire Monstree & veue de ce qu'il tient de son S F. qui se fera aux despens du Seigneur: excepté que le suiet & Vassal fera sa despence. Et si l'homme delaissoit aucune chose à monstrer, le Seigneur la pourra faire † saisir & mettre en sa main, iusques à ce qu'il ait esté recognu. Art. 134. Le Iuueigneur ou celuy qui le represente, n'est tenu de faire Monstree à son aisné ou à celuy qui le represente du Fief qu'il tient de luy & qu'il luy a baillé: sinon au cas que le Seigneur superieur voudroit contraindre ledit aisné à luy monstrer ses Fiefs en la Iuueigneurie: auquel cas seroit le Iuueigneur ou le representât, tenu monstrer ses Fiefs à son aisné, & l'aisné à son Seigneur superieur. Art. 135. Monstree & veue se peut faire par vn defaut deuement obtenu. Art. 136. Celuy qui doit faire la Monstree & Veue, est tenu de monstrer la chose demandee, clairemẽt par tenans & aboutissans, & si mestier est & faire se peut par cerne & circuit des lieux. Et en faisant lesdites veues, pourront les parties faire telles protestations que bon leur semblera. Art. 137. Si le defendeur apres la monstree faicte declaroit ne pretendre droict, & ne vouloir troubler le demandeur sur les choses monstrees, & ledit demandeur ne peut faire prouue du trouble, il seroit tenu desdommager ledict defendeur.

† *Ces mots, Saisir & mettre &c. ont esté mis au lieu de ce mot ancien, prendre comme si l'hõme l'auoit desaduoué.*

CAMBRAY Tit.26. Art.2. Quant à la requeste du defendeur est ordonné au demandeur de faire veue de lieu, & que le iour & heure est sur ce assignee aux parties, pour faire & voir estre faicte ladite veue & ostension de lieu, si le demandeur ne faict son deuoir de comparoir & venir faire ladite veue de lieu audit iour & heure assignee: & le defendeur peut demander & obtenir aux prochains plaids à defaute de ce, congé de Cour auec despens. Et doit estre en faisant veue de lieu, demonstree la chose clairement par tenans & aboutissans.

SENS Tit.21. Art.253. Pour porter Garantie chacun doit laisser son Iuge & aller porter Garantie deuant le Iuge, pour lequel est plaid de la e chose: & qui le refuse est tenu de tous dommages.

AVXERRE Tit.6. Art. 137. Le Garand doit respondre par deuant le Iuge, où la chose est faite contentieuse, pour laquelle il est appellé: & ne peut decliner par deuant son Iuge ordinaire: & s'il est refusant, est tenu de tous les dommages & interests.

BAR Tit.14. Art.200. *A la fin,* Pour la Garandie desquels chacun doit laisser son Iuge, & aller garantir deuant celuy, par deuant lequel il est procés dudit immeuble: & qui &c. p. *à Sens.*

e C'est à sçauoir quand il appert qu'il est Garand. Car s'il nie estre Garand, ceste question doit estre agitee deuant le Iuge de luy defendeur. Au reste aucuns disent que nul ne garantist pas qui ne veut: mais la verité est bien que nul ne prend la garantie, si bon ne luy semble, mais cela n'empesche point qu'ils ne doiuent garantir & que l'on n'ait recours contre luy pour l'euiction. L. non dubitatur 6. 8. 9. & l 15. C. de euict. l. 2. & 19. D. eod. tit. l. 12. C. de contr. empt. l. vlt. C. de comm. rer. alien. Le Bouteillier en la Somme Rurale liure 1. Vn appellé en Garand prenant la cause & garandie pour vn autre ne peut demander Renuoy. Autre chose est, s'il denie estre Garand. Car lors il vse de son priuilege, ainsi qu'il fut iugé par Arrests du premier iour de Decembre 1572. & 26. May 1576. Autre Arrest du 1. iour de Decembre 1583. contre deux marchans de Paris appellans du deny de renuoy, fut dit bien iugé mal appellé, ordonné que ce dont estoit appel sortiroit son plein & entier effect, & les appellans condamnés en l'amende & és despens. Garand appellé deniant estre Garand, a ordinairement son Renuoy, comme nous auons dit, mais quand la matiere est connexe & que le Garand a interest comme heritier d'vn contuteur, pour assister à la reddition de Tutelle le 3. iour de Ianuier 1587. fut iugé que l'intimé Garand seroit tenu assister pour son interest. Quand il n'y a que simple obligation de Garantie d'vne charge ou rente sur vn heritage, on ne peut estre condemné qu'à garantir en cas d'euiction sans dommages &

Source : BIU Cujas

interests, sinon depuis ladite euiction effectuee. Autre chose seroit si on s'obligeoit de garandir, & promettoit faire valoir les arrerages. Car lors y a dommages & interests iugé par Arrest le 23. iour de Feurier 1578. Ceux qui sont appellez à Garand, encores qu'ils soustiennent n'auoir esté appellez à temps, & qu'il n'y ait lieu de Garandie, quand la cause est contestee ou que la rente est rachetee, ne doiuent neantmoins laisser de comparoir, & remonstrer cela par deuant le Iuge ainsi qu'il fut iugé en audience plaidans le Vest & Buisson contre vn appellant qui fut condamné aux despens, & fut la cause renuoyee par Arrest du 29. iour de May. 1576. Au reste si la femme est tenue de Garandie, le mary peut estre condamné à garantir pour sa femme, iugé par Arrest en audience le 20. Feurier 1579. Est notable, l'ancien prouerbe vsité en aucunes cours & iurisdictions. Qui tire à Garent, & Garent n'a, sa cause perdue il a.

CAMBRAY Tit. 25. Art. 51. Contre vn requis en Garand, si c'est pour heritage en matiere reelle, il faut obtenir v. defauts, pour obtenir contre luy action d'interest en cas d'euiction: mais en matiere personnelle, il suffit vn seul defaut, apres qu'il est deuement euoqué & signifié.

TOVRNAY Tit. 27. Art. 10. Vne cause principale qui seroit intentee pour fonds d'heritage d'entre le pretendant droit en icelui, & l'occupeur & possesseur doit sursoir durant la cause d'euiction & euocation de Garand, si auant que cestui auquel appartiendroit & auroit requis le Garand, seroit son deuoir de poursuir iceluy son Garand à chacun iour de plaids seruans, qui est de huictaine à autre, sans y accorder autrés delais, que les delais ordinaires par les Ordonnances sur ce pieça faites & en defaute de ce faire, sera contraignable de respondre à la matiere principale.

LA SALLE de Lille Tit. 28. Art. 8. Qui veut auoir recouurier sur autruy de quelque debte ou autre chose, est tenu soy laisser iudiciairement poursuiuir & requerir & faire conuenir en Garand, celuy ou ceux, sur qui il pretend auoir recouurier: à peril que s'il furnissoit sans auoir fait lesdits deuoirs, il n'est receuable les poursuiuir pour iceluy recourier. Art. 9. Les adiournez en Garand, s'il en appert par lettres cognues ou autres lettres ou instrumens en cas de denegation sommierement verifiez, sont tenus emprendre ledit Garand. Et en faute de ce, sont à condamner s'ils resident en nostre Chastellenie. Et s'il n'en appert par lettres ou instrumens, ne sont tenus se bon ne leur semble, d'emprendre ledit Garand. Et en ce cas ledit pretendant Garand, peut faire toutes sommations & protestations pertinétes: sans estre tenu plus auant soustenir en la principale poursuite. Et ou lesdits adiournez se ioindent auec luy & alleguent moyens peremptoires, il est tenu demourer en cause aux despens desdits adiournez, si auant que de raison. Art. 21. Pour faire veue de quelque maison, fonds ou heritage, est requis que le demandeur en la principale poursuite ou son Procureur estant sur ledit lieu monstre à sa partie aduerse ou son Procureur, icelle maison, fonds & heritage, en declarant deux ou trois habouts du moins veritables & conformes à sa veue en Cour: en declarant aussi la Parroisse & le tenement: A peril s'il est en faute de ce faire, tel demandeur dechet de l'instance, pour la partie, en laquelle seroit ladite defaute: & peut ladite veue de lieu faite, estre par apres blasmee, n'est que sur le champ, la partie aduerse proteste ce faire & le face au iour du ramené à faict.

NIVERNOIS Chap. 32. Art. 53. En procés de criees, Garand formel f n'a lieu quant au debteur principal ou heritier declaré ou tiers detenteur, s'il * n'y a Sentence ou declaration precedente contre le tiers detenteur. Article cinquante quatre. En choses vendues & adiugees par peremptoire, g Euiction n'a lieu.

---

f Garand formel, qui prend entierement & absolument la garándie de la cause pour vn demandeur ou defendeur, & le met hors de cause: a lieu en realité, & non en obligation personnelle. Et se nomme garend formel à la difference de celuy qui a esté appellé ou sommé en cause, & y demoure ioinct seulement sans estre receu à prendre la cause pour celuy qui l'a sommé: pource que la cause n'est plus en estat de prendre la cause pour le demandeur ou defendeur: ou bien pource qu'il ne veut prendre la cause & offre de se ioindre auec ledit demandeur ou defendeur. On nomme garand en replique, celuy qui prend la cause & garantie pour le demandeur. Le garand se doit appeller auant contestation en cause: toutes fois si la cause est contestee, on ne laisse d'appeller garand en sommation, pour se ioindre au proces ou pour y assister sans retardation du proces: & se reçoit ordinairement à demourer ioinct sous les mesmes defences du defendeur.

g Par le droict ciuil, d bitor tenetur euictionis nomine & pretium restituere debet l. si ob causam 13. C. de euict. Vide Bartol. & Iason. in l. a diuo Pio. §. si super rebus D. de rebus auct. iud. poss. & ibi Accurs. ratio huius consuetudinis depēd des criees qui se font solemnellement auctore prætore l. 3. C. de quadrien. præscr. & qu'il seroit inique & contre toute raison & equité, que euiction eust lieu en matiere de criees, attendu que tous pretendans interest y sont euoquez & appellez & iure ciuili vendit. ob. & præcipue l. 2. C. eod. tit. & l. ex empto. §. sententiam. D. de act. empti.

* *Alij legūt. S'il y a Sentence ce que la coustume d'Auuergne ch. 24. Art. 64. & la Marche Art. 404. monstrent euidemment.*

Source : BIU Cujas

LILLE Tit.10. Art.145. Quiconques entend auoir recouurier ſur autruy d'aucune choſe,il eſt tenu ſoy &c.p. *à la Salle de Lille.* Art.8. & ſur ce requerir &c. celuy ſur &c.ſ'il payoit ſans auoir fait ledit deuoir, il ne ſeroit receuable intenter pourſieute pour ledit recouurier. Art.148. Quand vn perſonnage conuenu en matiere de garand,eſt tenu audit Garand, par lettres cognues ou autres lettres ou inſtrumens,en cas de negation ſommierement verifiez,il eſt tenu de garandir reallement & de faict le demandeur de la pourſuitte.Et en cas de defaute, il y doit eſtre condamné,& ſ'il n'apperre par lettres telles que deſſus, qu'il ſoit tenu audit garand:en ce cas l'adiourné peut paſſer ſans emprendre le faix de la cauſe,& peut faire le demandeur en garand ſes ſommations & proteſtations pertinentes, pour luy valoir en temps & lieu ce que de raiſon,ſans eſtre tenu plus auant ſouſtenir en la principale pourſieute,ſe bon ne luy ſemble,ſans que de ce il en puiſt eſtre argué par ledit adiourné en garãd,lors que ſera agy cõtre luy pour l'indénité du condẽné:neantmoins où ledit adiourné garand,voudroit adminiſtrer moiẽsvalables audit demandeur en garand,& ſe ioindre auec lui en la principale pourſieute,icelui demandeur ne ſ'en pourroit deſiſter,ains ſeroit tenu de demorer en la cauſe.

† *Ceſt Ar.40 eſt de nouuel ad iouſté.*

NORMANDIE Chap.1.Art.40.Nul † n'eſt tenu attendre le iv garand,ſans auoir iugement:& le premier garand ne peut appeller le ſecond, ſans faillir de garandie,ou ſ'en charger:& ainſi de garand en garand.

LE MAINE Tit.10. Art.188. *A la fin*, Pour port d'armes, violence ou autre delict,il n'y a Garand:& ne peuuent eſtre deſchargez pour eſtre prins en aduouërie.

BOVRBONNOIS Chap.13.Art.146.& 153.p. *à Niuernois.* Art.53.& 54.

AVVERGNE Chap.24.Art.38. En choſes vendues par criees, Euiction n'a point de lieu. Art.63.p. *à Bourbonnois.* Art.146. debteur ſon heritier n'au tiers, où il y aura ſentence ou declaration d'hypotheque contre luy donnee:ains ſeulemẽt ſommation. Article ſoixante quatre. Mais où il n'y aura declaration d'hypotheque precedente contre ledict tiers poſſeſſeur Garand formel aura lieu.

LA MARCHE Chap.30.Art.395. *ſur la fin*,Et n'y a eu interpoſition de Decret,aucune Euiction. Art 404.p.*à Auuergne.* Art.63.& 64.heritier, ne pareillement contre autre detẽteur,contre lequel perſonnage aura eſté donnee &c.d'hypotheque Delay de Garand formel n'a point de lieu:mais &c.ſommation. Et où le tiers detenteur n'auroit ſentence de declaration donnee auec luy ou ſon predeceſſeur vniuerſel,il peut auoir garand.

S.SEVER L.Tit.1.Art.19. En h vn procés ne doit eſtre reçeu outre du tiers Garieur. Art.20.Et doit iurer celuy qui demande Garieur qu'il le doit garantir: & pareillement celuy qui eſt clamé en Garieur, doit iurer que la defenſe luy appartient & appartenoit auparauant ledit procés.

† *Le 142.Ar. ancië a eſté raié comme eſtant cõprins en ceſt Ar. 141.*

BRETAGNE Tit.7.Art.139.En delict & forfaict n'y a Garand. Art.140,Le nouueau acquereur n'a recours à garãtie contre ſon baillëur,apres qu'il eſt deuëment approprié de la choſe par Bannie ou laps de temps. Art.141.Si † on vendique ou autrement on met en procés l'acheteur pour choſes achetees par execution,l'acheteur ſans autre plaid,doit auoir recours de garandie à l'encontre de ſon vendeur,& le vendeur,qui eſt le creancier à l'encontre du debteur, qui ſont tenus de garantir:c'eſt à ſçauoir le vendeur l'acheteur, & le debteur le vendeur. Art.142.Entre coheritiers k y a Garantage des choſes qui ſont tombees en partage.Et ſi aucun des coheritiers eſt euincé de ſon partage ou de partie,iceluy ſans coulpe ou ſon faict,ſes coheritiers ſont tenus le recompenſer & deſdommager, chacun pour la quotité & portion:& proceder †† à nouuelles Loties, ſi autrement ladite recompenſe ne ſe peut faire. Art.143.Quand † aucun a eſté reçeu à amener Garand,& ne l'amene à l'aſſignation qui luy a eſté baillee,il n'aura plus de delay de Garand,& ſera tenu l de defendre en la cauſe de luy meſmes & de ſon chef. Mais ſ'il amene Garand, qui prenne le procés, il demeurera en ſurſeance:& iuſques à la ſentence donnee contre le Garand. Art.145.Si † aucun eſt trouué ſaiſi ou a diſpoſé de choſe deſrobee ou mal priſe,il & ladite choſe peuuent eſtre arreſtez. Et ſi celuy qui m eſt arreſté clame Garent neantmoins il demourera arreſté, iuſques a ce qu'il amene Garent: & ſ'il amene Garent, ſera eſlargy par tout: & ledit Garent ſera arreſté iuſques à ce qu'il ſoit cogneu à qui appartient ladite choſe. Et ſ'ils ſe trouuent coulpables l'vn ou l'autre, ou tous deux, ſeront punis ſelon l'exigence des cas & tenus l'amender ou deſdommager, celuy à qui ſera trouué appartenir ladite choſe. Article 146.

†† *Ces mots, Et proceder, &c.iuſques à la fin,ſont de nouuel adiouſtez a ceſt Ar.142.qui eſtoit le 149. Art.ancien.*

† *Ceſt Ar.143 corrige le 150. Art.ancien.*

† *Ceſt Ar.145 qui eſtoit le 152 ancië a eſté ainſi corrigé,& cõpriſ le 187. Ar. qui a eſté rayé comme eſtant cõprins en ceſt Art.*

h Le Bouteillier en la ſomme Rurale,En garans demãder en pourroit on en Cour, iuſques à trois& non plus Et peut vn chacũ auoir tous les delais qu'vn ſeul peut auoir l'vn apres l'autre, ita fuit ordinatum en Parlement pour Iean de Beaulieu contre Iean de Beaucart l'an 1358.

i Peccata ſuos tenent auctores: l. ſancimus 22. C. de pœn. l. 18.C Th.eod.tit.l.2. §. 9. D de decur.l.74. D.de reiur. l. 24. C. de donat. int.vir.& vxo cap.12.& 23.De regul. in 6.l.crimen D.de pœnis. l. ol maritorum culpam 2. C.ne vxor pro marito. l.1. c. ad leg. Iul.de vpubl.Ludou.Rom.cõſ. 15.& 487. & au 3. liure du grand Couſtumier de France, En delit n'a nul garant fut maiſtre ou pere ou autre qui vouſiſt bien eſtre garãt Car à eux en tel cas nul n'eſt tenu d'obeir & garãtir:mais vn Iuge peut bien eſtre garant à ſon Sergent.

k Coheres coheredibus ſuis tenetur de eui ctione partis hereditariæ l ſi familiæ 14.C.fa erc.Paul. l. heredes 25. §.item curare. D.eodẽ tit.l.7. c. com. vtriuſq. iud.niſi ſpecialiter inter eos conuenerit vt vnus quiſque rei euentum ſuſciperet vt eſt nominatim cautum in d.l.14 eod.tit.

l Ceſt à dire, qui'l y peut demourer cõme ioinct. Car il n'y a pas garãd formel veu qu'il demoure obligé de ſon faict.C.M.

m Voyez l'Art.120.de ceſte meſme Couſtume mis en la 2. partie de ceſte Conference Tit.8.

Source : BIU Cujas

Vn †† defendeur pourra appeller tous ceux que bon luy semblera pour venir & assister à la cause, en toutes actions tant ciuiles que criminelles: & leur pourra faire telles interpellations & sommations qu'il verra estre requises & necessaires Et s'ils n'y viennent ou qu'ils ne defendent ausdites sommations, seront forclos de toutes leurs actions vers ledit defendeur. Toutesfois pendant la principale instance, ceux qui sont appellez se pourront ioindre au proces en l'estat qu'il sera pour deduire leur interest: & sur iceluy proceder comme de raison: nonobstant le Defaut pris contre eux: par faute de venir ou defendre.

†† Cest Art. 146. estoit le 133 Art. ancien: duquel ont esté rayez ces mots anciens, pour ce que le fimport est du tout abolÿ.

VIII. Le Maine Tit. 7. Art. 95. Et en autres matieres nul ne sera receu a soy faire n exoiner que de maladie de sa personne, qui soit telle qu'il ne puisse aller en iugement, ou qu'il y ait empeschement és chemins & voyes publiques, comme d'innondations d'eaues ou de riuiere ou d'autre cas & fortune, où ledit adiourné ne pourroit pouruoir, ou d'adiournement à comparoir en personne en Cour Suzeraine. Lesquelles Exoines seront semblablement receues en autres matieres qu'ésdits clains.

Exoine.

Poictou Tit. 15. Art. 394. En cause ciuile, la partie soit le demandeur ou le defendeur, ne peut proposer Exoine: mais en causes criminelles, ésquelles comparition personnelle est decretee par Iuge exoine se peut proposer: pourueu que celui qui la propose, affirme par serment que l'exoine proposé est veritable: & que l'exoine tel, qu'au moyen d'iceluy l'adiourné, qui estoit tenu comparoir personnellement, n'a peu comparoir: & n'est peu venir à pied n'a cheual, sans danger de sa personne: auquel cas sera baillé defaut, sauf l'exoine: lequel defaut demeure bõ & valable, si celuy qui a fait proposer ledit exoine, ne le prouue par tesmoins. Car en ce cas ledit exoine suffisamment prouué, ledit defaut demourera nul.

Exoine n'a lieu en cause ciuile: mais biẽ en cause criminelle & comment il doit estre proposé.

Montereav L. Art. 17. Et ne peuuent les parties demandeur & defendeur, apres lesdits adiournemens faits eux departir de cause, qu'ils ne soient tenus demander congé au Iuge, & rapporter accord s'ils l'ont fait ensemble. Aliàs sont tenus d'amender, & prendre congé par lesdites deux parties.

Bovrbonnois Chap. 4. Art. 38. Aucun n'est receu à proposer appointement, accord, o arbitrage ou deportement de procés, en quelque maniere que ce soit, pour empescher la procedure d'vne cause, s'il n'en iustifie p incontinent & sur le champ. Chap. 14. Art. 159. Si † apres l'adiournement posé en matiere ciuile, & auant l'assignation escheue & rapport fait par le Sergent, les parties sont d'appointement, & le font à sçauoir au Sergent, ledit Sergent ne les peut relater. Et s'il le fait, & les parties alleguent ou prouuẽt notification, il n'y a clame ny d'amende contre aucune des parties: & est le Sergent amendable tenu aux interests & dommages.

† *A cest Art. 159. qui est acordé pour Coustume nouuelle, se sont opposez les Seigneurs de Chasteaumerãt Montfaut Belle Naue, Mont Morin & Charenton, ou leurs Procureurs, disans que depuis que l'adiournement estoit baillé, la clame & amende estoit acquise à leurs Iustices, soit du costé du demandeur ou defendeur, tellement que par l'acord subsequent ladite amẽde ne pouuoit estre perdue: & que de tout temps ilsen auoiẽt ainsi usé*

n Aucuns disent que les anciens Practiciens ont vsé de ces mots exoiner, & exoine, pour exonerer, exonerari & excusari scilicet ab onere vocationis in ius. Et que les Iuges ont nommé ceste excuse d'absence, exoine & c'est propremẽt l'excuse legitime de l'absent. Sunnis significat excusationem in veteribus, legibus Caroli Magni lib. 3. cap. 45. & in veter. Gloss. Sunnis impeditio, Sunnis, impedimẽtum. Alemannis, Saumnus, Nobis Esoine, Exonia, Hincmarus Carol. regi, Quo mittens ad dominationem vestrã, excusationem impossibilitatis suæ veniendi, requisita est quam patriotica lingua nominamus, Exonia, quia venire nequiuerit, quod hactenus est inauditũ. Cuiacius ad l. 22. D. de oblig. & act. à barbara voce Exidoniare quasi non esse idoneum se affirmare. & ita Idoneare accipitur apud Anseg. lib. 3. c. 64. & 89. & apud Gregor. Turon. 9. & in lege Ripuar. Tit. 61. 69. & 73. & in lege Alemannorum. Tit. 45. & 92. Aucuns prennent l'etymologie du mot Grec, Ἐξόμνυμι cum iureiurando excuso. Voyez l'Indice des Droicts Royaux & la nouuelle Edition d'Angesis. Abbas. imprimee à Paris l'an 1588. Au reste Exoines, se nomment enseignes ou contremands en la Somme Rurale liure 1. & ainsi se douuẽt entendre aucuns Arrests anciens donnez en Parlemens par lesquels il est ordonné qu'en crimes contremands n'ont point de lieu, ainsi qu'il fut dit & iugé contre Guillaume de Montagu à la Chandeleur 1254. comme aussi contremans n'ont lieu en enqueste ou reception de tesmoings, ainsi qu'il fut iugé contre le Comte d'Aniou à la Toussainets 1259. & de faict contremans estans proposez, si partie le requiert, celuy qui a contremandé doit exprimer ses exoines: & si c'est maladie, la doit prouuer par son serment, & non par tesmoins, & ne suffit le serment du Procureur, iugé cõtre le Comte d'Aniou à la Nostre Dame de Septembre 1260. comme aussi il fut ordonné le 16. iour de Iuin 1379. qu'en Parlement, Exoines n'estoient receus qu'en deux cas: quand aucun est prisonnier ou malade de telle maladie, que les pieds ne peuuent porter le corps. Il a esté iugé par Arrest du 15. Decembre 1554. que vn Prestre ne peut exoiner vn adiourné à comparoir en personne & par autre Arrest du 19 Nouembre 1531. que l'exoine n'est raisonnable de vacquer aux obseques de son pere ou mere trespassez: recitez par Papon liure 24. Tit. 5. Arrest 9.

o Cest Article est fort obserué, par l'Ordonnance de Charles 9. 1563. Art. 2. & 3. & de Henry 3. 1579. Art. 155. & 156. Les Iuges sont tenus regler les parties de tous appointemens necessaires & peremptoires, des la contestation des parties.

p Masuer. in Praxi Tit. de remissionibus num. 5. Bald. in l. fin. C. de edict. diui. Adr. toll. Paul. Castr. in l. nulli. C. de iudiciis.

Surquoy leur auons remonstré qu'il n'y auoit pas grand propos quand vn pauure homme adiourné auparauant l'assignation par celuy qui la faict adiourner ou trouue façon d'auoir terme de payer, ou autrement appointé, attendu que les parties ne sont entrees en plaid ne proces, de dire en ce cas, qu'il y ait amende: le Chancelier de Bourbonnois a dit le contenu dudit Art. estre de grosse consequence pour le Duc de Bourbonnois: & que les fermes des exploicts au moyen dudit Article s'en diminueroient, & requis delay pour en parler au Seigneur Duc: lequel luy auons octroyé. Et depuis il nous a dit que pour le soulagement de ses suiets il consentoit ledit Article. Semblablement se sont departis de leurs oppositions lesdits Seigneurs &c. & ont consenty audit Article. Surquoy auons ordonné que ledit Article demourroit en la forme qu'il est escrit pour nouuelle Coustume. A la publication desdites Coustumes à esté accordé pour Coustume nouuelle.

Source : BIU Cujas

IX. MONTEREAV L.Art.16. Si aucuns ſont adiournez d'office ou requeſte de partie, deuant le Preuoſt, & ils ne comparent ou Procureur pour eux, ſont tenus de defaut, qui eſt de vii.ſols vi.den.t.ſoit le demandeur ou defendeur: & ſ'ils ne cõparent tous deux, ſont tenus pour defaillans & tenus en pareille ſomme, chacune de vii.ſols vi.d.t.

CLERMONT Tit.1.Art.4. Quand vne perſonne Noble adiournee par deuant le Baillif, Gouuerneur de Clermont ou autre Iuge, ſe laiſſe mettre en vn ou pluſieurs defaux, tel defaillãt eſt tenu paier x.ſols Par. pour chacun defaut és lieux & iuriſdictions, où le roturier paye v. ſols Pariſis, & xv. ſols Pariſis és lieux, ou le roturier paye vii.ſols vi.deniers Pariſis & autant pour chacune Erramme & pour chacun Reclain, quand le cas y eſchet. Tit.19. Art.213. La matiere d'appel eſt de ſoy ſi haineuſe que pour vn ſeul defaut ou congé donné en Aſſiſes, tel defaut ou congé emporte gain de cauſe: excepté les Iuges Royaux, qui ne ſont prins à partie.

AMIENS Tit. 11.Art.221. Celuy lequel eſtant adiourné en la Cour de ſon Seigneur, ſe laiſſe mettre en defaut, doit amende audit Seigneur de vii. ſols vi. den. Pariſis pour chacun defaut: mais ſ'il demeure en lieu Noble, doit x. ſols Par.

PONTHIEV Tit.13. Art.165. Si aucun eſt pourſuy par aucun demandeur qui face la pourſuite à titre d'autruy, & le pourſuy requiert eſtre enſeigné, le demandeur eſt tenu faire apparoir ſur le champ de ſon pouuoir & titre, en vertu duquel il procede, ou autrement le pourſuy doit auoir congé de Cour & deſpens: & ſi c'eſt matiere d'Execution, & que la cauſe ſoit ramenee à faict, le demandeur ſeroit priué à iamais de ſon Execution. Art.172. Quand aucun demandeur met en cauſe aucun defendeur en ladite Seneſchaucee & és iuriſdictions ſuiettes, ſi c'eſt par Euocation, & l'euoqué eſt mis en cauſe, & ſe laiſſe contumacer & couler en iv. q defauts ſur vne Euocation, le demandeur à apporté par eſcrit, le profit qu'il entend auoir acquis par iceux iv. defauts, & il le met par deuers le Iuge, qu'il appaire iceux defaux eſtre bien & deuëment prins, verifié & entretenus, & le demandeur afferme ſon deu: le defaillant doit eſtre condemné, en autant que ledit demandeur affermera de ſa demande. Art. 173. Si aucun defendeur eſt tiré en cauſe par voye d'Execution, & il eſchet en vn ſeul defaut obtenu par celuy qui la fait executer, Execution ſe doit declarer deuoir parfaire ſur les nantiſſemens de l'Execution, & les defaillans condamnez és deſpens. Art.178. En cauſe, où il y a litiſconteſtation par deuant aucun Iuge de ladite Comté, ſi le demandeur defaut de comparoir à aucune aſſignation, iamais ne le donne congé de Cour au defendeur quelque negligence que comprenne le demandeur. Mais ſe donne & doit donner defaut contre le demandeur: & le defaut obtenu, le defendeur gaigne le benefice du iour, & non plus. Et pareillement apres cauſe litiſconteſtee, ſi le demandeur obtient defaut contre ſon defendeur il ne gaigne que le benefice du iour. Art. 181. En toutes les Cours & iuriſdictions ordinaires de la Comté de Ponthieu ſingulierement és cauſes qui touchent fonds & realité, le demandeur doit enſeigner par eſcrit ſon defendeur, de l'eſtat de la cauſe, où le defendeur emporteroit congé de Cour & deſpens, ſ'il le requiert. Art.182. Par le ſtyle & vſance ordinaire de la Comté de Ponthieu, en laquelle y a v. Bailliages Royaux, quiconques ſe laiſſe couler en aucuns defauts au Siege d'icelle, Seneſchaucee, & és Sieges d'aucuns d'iceux Bailliages, il eſchet enuers le Roy ou ſes Fermiers, en vii. ſols vi.deniers P. d'amende pour chacun defaut: ſauf que quand aucun eſt euoqué ſur miſe de faict pour voir decreter aucune vefue en ſon douaire ou aucun legataire en ſon legat, ou pour voir emanciper lettres de remiſſion ou de pardon, ou lettres d'Eſtat pour reſpit ou ſurſeances auoir debtes payer, ou pour auoir Retraict, ou Quint de viure naturel, ou pour voir faire Ceſſion de biens, en cas de teſmoignage, & auſſi en tous defauts, qui emportent Sentence diffinitiue & gain de cauſe, en tels & ſemblables cas, ſi les euoquez ſe laiſſent mettre en defaut, ils n'eſcheent en aucune amende.

CAMBRAY Tit.26. Art.3. En matiere de commandement & autres cauſes non priuilegiees, apres que le defendeur a vne fois comparu en cauſe, & que depuis ſe laiſſe prendre en defaut auant litiſconteſtation, l'on adiuge au demandeur defaut à tel profit que de raiſõ, pour adiuger le profit d'icelui aux prochains plais enſuiuans ſelon la nature & qualité de la cauſe, ſi lors ledit defaut n'eſt purgé r & rabbatu. Art.14. Quand le demandeur eſt prins en defaut auant litiſconteſtatiõ le defendeur eſt abſous de l'inſtance, & obtient congé de Cour & deſpens.

TOVRNAY Tit.1.Art.2. Que au iour ſeruant, ſi la partie ne cõpare & adiuge premier defaut, pour le profit duquel partie eſt deboutee de declinatoire, & par

q Auiourd'huy par l'Ordonnance de François 1.1539. Art. 24.26. & 27. il ſuffit en toutes matieres ciuiles deux defaux. Leſquels Art. il faut garder eſtroictemẽt. Les amendes pour defaux & contumaces ſont ordonnees pour le meſpris & contemnement de la Iuſtice, & n'ont lieu par quelques Couſtumes ſi l'adiournement n'eſt faict à perſonne ou domicile. Idque propter ſolam abſentiæ contumaciam vt eſt in l. properãdum C. de iudic. vide l. & poſt edictum §. fin. D. de iudic. Poictou Tit. 15.Art.388.cy deſſous.

r Par l'Ordonnance de Loys 12. 1498. Art. 133. il eſt enioint à tous Iuges de faire lire & publier les defaux auant que ſe leuer du Siege, & de rabbatre ſ'ils ſont preſens, en prenant par les parties appointement & procedant à la cauſe. Autrement ne doiuent eſtre rabbatus ſans cauſe legitime & ſãs appeller la partie & 1507. pour le pays de Normandie Art.241.

Source : BIU Cujas

autre adiournement ſecond defaut, en vertu deſquels deux defauts, le defaillant eſt debouté de toutes exceptions dilatoires & peremptoires, & l'impetrant receu à verifier ſon mit en auant, & ce faict, partie defaillante, ſera adiournee pour ſeruir de Reproches, que ſi lors elle faict defaut de ſeruir de Reproches, elle eſt deboutee d'icelles Reproches, & le proces tenu pour conclu & en droict. Tit. 27. Art. 9. Vn defendeur apres defenſes propoſees peut requerre congié de Cour à l'encontre de ſa partie demandereſſe en defaute de repliquer: & lequel congié de Cour auec condemnation de deſpens, doit eſtre en ladite defaute accordee par le Iuge, les parties litigans par ſtil meſmement vn defendeur eſt tenu de perẽptoirement & à toutes fins reſpondre à la demãde d'vn demandeur, & auſſi le demãdeur ſur chacun poinct des defenſes du defendeur: ſauf en ce l'exception declinatoire.

HESDIN Tit. 5. Ar. 1. Et ſi les pourſuiuis apres qu'ils aurõt cognus leurs ſeings, ne ſont mis en defaut, & vueillent propoſer defenſes ou exceptions, reçeus y doiuent eſtre ſans pource faire aucun namptiſſement. Art. 2. Mais ſi leſdits contumacez par la maniere dite, ſont contraints par execution à faire payement & furniſſement du contenu deſdites lettres de contumace, & à ce vueillent oppoſer: reçeus y doiuent eſtre en nantiſſant. Et ſur leſdites oppoſitions doit eſtre donné iour aux oppoſans: pour ſur ce proceder, comme il appartiendra. Art. 3. Mais ſi les pourſuiuis de leur conſentement ou ſur contredit ſont condamnez à furnir le contenu éſdites condemnations, qu'ils ſoient contraints & iuſticiez en dedãs l'an enſuiuant icelles: Et ſi auſdites contraintes & Iuſtices ſe veullent oppoſer: à ladite oppoſition doiuent eſtre reçeus, en nantiſſant, non autrement, Si ce n'eſt par faict expres le condemné & iuſticié vueille dire eſtre payee la choſe demandee, depuis ladite condemnation enſuiuie. Et encores conuient que ce, ſe face de l'office du Iuge. Art. 4. Tous defaux ſont tenus & reputez deuement prins & donnez: quãd il appert des adiournemens ou aſſignations par exploicts & reſcriptions valables: ou par actes des Iuges ſur Regiſtres de Court & autres ſuffiſans enſeignemens.

VALANCIENNES Tit. 2. Art. 14. Et ſi tel ſignifié ne compare au iour aſſigné, le pourſuiuant pourra requerir que 2. inſinuation & ſignification ſoit faite au defaillant. Ce que leſdits Preuoſts & Eſcheuins ſeront tenus d'accorder, pour ſeruir au Lundy ou Mercredy enſuiuant. Et ſi l'adiourné ainſi inſinüé ne compare, ledict pourſuiuant requerra iteratiuement eſtre ſignifié pour la iii. fois pour eſtre inſinué au prochain iour lors plaidoyable. Ce que pareillement lui ſera par les ſuſdits accordé à la ſemõce de noſtredit Maieur, pour chacune deſquelles ſignificatiõs noſtre dit Maieur aura vi. gros: & ſi audit iour tel inſinué & ſignifié ne cõpare, il ſera forclos & priué de ſes defenſes, n'eſtoit que ledit iour luy fut par vii. Eſcheuins du moins à la ſemonce dudit Mayeur continué & r'alongé, pour aucunes bonnes & iuſtes cauſes, & en cas qu'il ſoit defaillãt, le demãdeur ſera admis à ſeruir de ſon interdit, & verifier icelui par teſmoins ou enſeignemẽt, & comme il trouuerra au cas appartenir, faiſant adiourner partie à ces fins, pour ce veoir faire, & en apres ſeruir de Reproches & contredits ſi bon leur ſemble: le tout par vn ſeul adiournement. Et ſi tel inſinué & ſignifié eſt defaillant de furnir à ladite ſignification ſera par inſtruict ledit procés pour le diffinir en fin deuë & comme de raiſon.

AVVERGNE Chap. 9. Art. 1. En action perſonnelle ou petitoire le defaillant en vertu du premier defaut, eſt decheu des fins declinatoires: par le ſecond des fins dilatoires: & par le tiers des fins peremptoires, & n'a qu'vn ny. Art. 2. Leſdits trois defaux donnez, le demandeur fera apparoir de ſon intention ſ par titres ou teſmoins, & ſera readiourné le defaillant pour voir donner Sentence. Ar. 3. Et ce fait apres t le iv. defaut, le Iuge peut dõner Sentẽce diffinitiue contre le defaillant ſelõ qu'il trouue par raiſon. Ar. 5. Es matieres d'executiõ de meubles, de criees, de nouuelleté & autres matieres poſſeſſoires, verification de cedules, de ceſſiõ de biẽs, de taxe de deſpens, de reſpits à vn ou v. ans, de recours ſur ce qu'à tort & ſans cauſe & recours en matiere d'inhibitions & defenſes, vn ſeul defaut ou cõgé, *re integra*, emporte finalité & gain de cauſe. Art. 6. Congé en cauſe d'appel obtenu par l'intimé contre l'appellant, où il n'y a anticipation emporte gain de cauſe, *re integra*. Article 7. Mais à l'appellant contre l'intimé, faut deux defauts: & à l'intimé contre l'appellant, où il y a anticipation, en conuient obtenir deux pour auoir gain de cauſe, ſoit en Aſſiſe, ou hors Aſſiſe. Art. 8. Vn ſeul defaut en enterinement de lettres Royaux obtenues à fin d'eſtre releué de quelque omiſſion interuenue au procés, emporte tel profit que les lettres doiuẽt eſtre enterinees: & auſſi par le congé obtenu contre l'impetrãt, il eſt debouté de l'effet d'icelles. Art. 9. En matiere * d'Aſſenemẽt, reprinſe de proces, execution de Sẽtẽce, recours de garãtie, matieres purgatiues, taxes de iournees, cancellation de lettres, matieres de partages

ſ Franc. 1. 1539. Ar. 27.

t Faut ſuiure l'Ordõnance de Franc. 1. 1539. Art. 24.

* *Rectius*, Aſſeurement.

Source : BIU Cujas

de succession ou chose particuliere: & aussi en matieres de bournes & limitations deux Defaux emportent gain de cause, en iustifiant par le demandeur de son droict. Art.10. En matiere de reintegration, le defaillant par vertu du premier Defaut, est decheu de ses defenses, & n'a qu'vn seul ny: & par vertu d'iceluy, apres auoir informé de la possession, & expoliation, le Iuge peut proceder à sentence, sans autre readiournement. Art. 11. Es matieres pendans & indecises pardeuant aucuns Iuges, où les parties ont comparu, & l'vne d'icelles obtient Defaut ou Congé, le profit est tel que la partie contre laquelle a esté obtenu, est decheue de ce qu'auroit à faire à ladite assignation. Art.11. En toutes matieres conuient inserer la u demande & prõfit de Defaut en l'acte du premier Defaut, autrement le Iuge n'y aura aucun regard.

u l. properandum §. & si quidem. C. de iud. & ibi Iason. & Bart. Abbas & Decius in cap. quoniam contra falsam D. extr. probat.

La Marche Chap.8. Art.45. En matieres, &c. p. *a Auuergne.* Chap.9. Art.5. adiudication de decret, matieres de nouuelleté, &c. possessoires, enterinement de lettres Royaux, pour omission de procés, *re integra*, verification, &c. biens: inhibitions & defenses, plainte de torsionnaire execution, le Defaut obtenu en vertu d'adiournement bien tesmoigné, emporte, *re integra*, gain de cause: *& é contra.* Art.46. En matiere ciuile par iiii. Defauts deuement continuez, le Iuge peut proceder à sentence diffinitiue & adiuger au demandeur ses fins & conclusions, s'il luy appert du contenu en la demande, par lettres ou tesmoins. Et † si ledit demandeur ne peut prouuer sa demande par lettres ou tesmoins: en ce cas contre la partie defaillante pourra prẽdre Commission pour deferer ou referer: & si contre la partie adiournee obtient Defaut: en ce cas sera creu par serment du contenu en sa demande. Art.47. Apres contestation de cause, ou que les parties ont vne fois comparu, si l'vne tombe en Defaut, le Defaut emporte tel profit: c'est à sçauoir que le defaillant, est forclos de faire ce qu'il deuoit au iour de l'assignation, & est condemné és despens du Defaut. Art. 48. En toutes matieres, le demandeur est tenu de monstrer de l'assignation precedente: pourtant procedera par escrit, s'il en est requis par le defendeur: autrement le defendeur doit auoir despens, & la Cour Defaut, qui emporte vii. sols. Et neant-moins est tenu le defendeur comparoir à l'Assise ensuiuant. Et si le demandeur ne compare & face apparoir de iour, le defendeur aura congé, qui emporte absolution de l'instance, condemnation de despens, & l'amende du principal à la Cour. Art.49. En reintegration par lettres Royaux ou autrement, le demandeur par vertu du premier Defaut, peut faire apparoir de sa spoliation, au Iuge: & ce faict, sans autre readiournement, le Iuge peut proceder à ladite reintegration. Art.50. La demande en toutes matieres doit estre inseree dans le premier Defaut ou attachee à iceluy, pour iuger ledit Defaut ou autres subsequens. Autrement le Iuge ny doit auoir esgard: & ne sont les Defaux reputez bien * obtenus. Art. 51. Tous Defaus & Congez soient obtenus contre le demandeur ou defendeur, emportent Despens, auant contestation en cause, ou apres, & sont preiudiciaux contre le demandeur, & executoires contre le defendeur. Art.52. Congé ou Defaut en cause d'appel, &c. p. *a Auuergne.* Art.6. & 7. Defauts: tellement que si l'intimé est tombé au premier Defaut & re-adiourné, il veut proceder, il doit estre receu en refondant les despens du premier Defaut, s'il est bien obtenu. Art.53. Et à l'intimé, &c. p. *audit* Art.7. faut deux Defaux, &c. pour, &c.

† *Ces mots, si ledit demandeur, &c. iusques à la fin, ont esté adiouſtez, au lieu des mots anciens,* ou affirmation de partie.

* *Aliàs, entretenus.*

Poictou Tit.15. Art.388. En †† toutes matieres ciuiles & criminelles, où l'on auoit accoustumé par l'ancienne Coustume vser de iiii. Defauts, suffira d'en auoir deux bien & deuëment obtenus par l'adiournement faict à personne ou domicile: sauf que les Iuges d'office en pourront ordonner vn iii. si lesdicts adiournemens n'ont esté faicts à personne, & ils voyent que la matiere y soit disposee. Art.390. En toutes actions ciuiles, où il y aura deux Defaux, sera par vertu du second, le defendeur debouté de ses defenses: & par mesme moyen, permis au demandeur de verifier sa demande. Et apres l'Enqueste faicte, sera la partie adiournee pour voir produire lettres & titres, & bailler contredits si bon luy semble, & prendre appointement en droict: sans qu'il soit neccessaire ordõner que ledit defaillant soit adiourné pour bailler son ny. Art. 391. Mais s'il aduient que le defendeur conteste sur la demande dudict demandeur, & depuis la contestation en cause, le defendeur se defaille, par vertu d'vn Defaut sera decheu & debouté de ce qu'il estoit tenu à faire à ladite assignation, & assignation baillee à la personne de son Procureur, pour proceder plus outre: & ce iusques à l'appoinctement en droict, sans qu'il soit neccessaire ordonner que ledict defaillant soit adiourné pour bailler son ny. Art.392. Mais s'il aduient que le

†† *Les Art. 387. 389. & 390 ont esté mis au lieu du 326. Art. ancien.*

Source : BIU Cujas

defendeur conteſte ſur la demande dudit demandeur, & depuis la conteſtation en cauſe le defendeur ſe defaille, par vertu d'vn Defaut ſera decheu & debouté de ce qu'il eſtoit tenu a faire à ladite aſſignation, & aſſignation baillee à la perſonne de ſon Procureur, pour proceder plus outre, & ce iuſques à l'appoinctement en droict de bailler Contredicts & Saluations: & apres les forcluſions bien & deuement prinſes, ſera donnee Sentence, comme de raiſon. Mais ſi la cauſe auoit eſté conteſtee auec la partie, ſans Procureur, & la partie ou Procureur pour elle ne compare en ce cas par vertu de † deux Defauts bien & deuement obtenus & entretenus, & apres que le demandeur aura verifié ſa demande, ſera donnee ſentence comme de raiſon: & †† ſera procedé par forcluſion, apres conteſtation faite auec la partie ou ſon Procureur, aiant eſleu domicile. Art. 392. En l'appointement de conteſtation en cauſe, ſera par le Greffier en bref couché la demande du demandeur. Art. 393. Si vn defendeur adiourné à certain iour, compare en iugement auparauant que le demandeur ait comparu, ny faict ſa demande, & le demandeur ne compare, & contre luy ſoit donné Defaut, par vertu d'iceluy, ſera au defendeur comparant donné Congé auec contemnation de deſpens. Mais ſi le demandeur & defendeur comparent, & apres conteſtation en cauſe, le demandeur defaille & ne fournit aux appointemens donnez par le Iuge, il ſera forclos de ce qu'il auoit à faire, & aſſignation baillee à ſon Procureur pour paſſer & proceder outre en la cauſe: & par telles forcluſions d'appointemens à appointement iuſques à l'appointement d'ouir droict, ſemblablement ſe donnera ſentence comme il appartiendra par raiſon. Art. 395. Il conuient que l'adiournement donné ſur Defaut, en matiere ſimple contienne quinzaine, & † qu'il y ait deux Recors: & †† que tous Defaux portans profit, ſurſoient huictaine ſinon que le Iuge de ſon office ordonne plus long delay. Art. 396. Et ſ'il y a production deuers la Cour, d'Enqueſte de teſmoins ou de titre d'vne part ou d'autre, auparauant la declaration du dernier Defaut, ſeront veues par le Iuge pour donner la ſentence par contumace. Art. 397. Les matieres priuilegees ſont cauſes d'applegemens, adueuz applegez, complaintes, requeſtes ſur execution, par vertu de contracts & obligations ſous Seaux de Cour ſeculiere: ou de Douaire: ou de Teſtament, ou de recognoiſſance de Cedules: cauſes d'appel, ou d'Aſſeurtez: dations de Tutelles ou Curatelles, taxation de deſpens: cauſes de reddition de comptes dependans de l'execution. Art. 398. Eſdites matieres † tant audit applegement que complaintes, n'y a qu'vn Defaut ô intimation pour obtenir Sentence par contumace. Tit. 16. Art. 418. En matiere d'appellations, ne faut que deux Defaux bien obtenus, &c. *comme deſſus.* Tit. 18. Art. 424. Auſſi en † matiere de reddition de compte procedant d'execution, par le premier Defaut, le defaillant eſt contumax pour eſtre condemné à rendre compte: & doit eſtre adiourné ſur Defaut ô intimation, pour rendre compte & payer le reliqua: & ſ'il ſe defaut ſera contraint à ce faire & rendre ſon compte, par prinſe de corps. Et ſi prins & apprehendé ne peut eſtre, doit eſtre condemné à payer le reliqua, tel que le demandeur affirmera par ſerment: & ce qu'il pourra monſtrer & prouuer ſommairemẽt, des autres choſes qui ne ſeront de ſon faict.

La Rochelle Chap. 10. Art. 25. En cauſe ſimple pour auoir & obtenir gain de cauſe par Contumace, conuient auoir & obtenir iiii. Defauts bien venus. Et és matieres d'appel, de Complaintes, d'Adueuz, d'Applegemens, de Criees & de matieres où giſt Sequeſtration pendant le procés, ſuffit obtenir deux Defaux ſeulement. Art. 26. En la Cour dudit Seel de la Rochelle en matiere d'admonition ſoit perſonnelle ou Hypothecaire enſemble, ou perſonnelle ſeulement, ou hypotheque ſeulement, ſuffit deux Defaux pour auoir gain de cauſe par contumace. Art. 27. Toutesfois & quantes qu'aucun ſoit demandeur ou defendeur en quelque cauſe que ce ſoit, obtient és matieres, eſquelles faut obtenir iiii. Defauts, quatre: & és matieres, eſquelles ſuffit obtenir deux Defauts, deux Defauts bien venus & deſcendus à l'encontre de ſa partie aduerſe, nonobſtant conteſtation en cauſe en quelque procedure faite en ladite matiere auparauant ledit quart Defaut obtenu, il a & obtient gain de cauſe & ſentence par contumace. Et n'eſt plus le contumax partie qui face à receuoir à impugner & debatre les fins & concluſions de ſa partie aduerſe.

Xainctonge Tit. 14. Art. 113. Quand quelque Sentence par contumace a eſté donnee contre aucun, & qu'il obtient lettres Royaux pour eſtre releué de ladite Contumace: & en vertu d'icelle, fait donner iour & aſſignation à ſa partie aduerſe, & que l'impetrant ſe defaut au iour de l'aſſignation à ſa partie aduerſe, ou †† autre dependant d'iceluy auant la conteſtation, & eſt contre luy donné Defaut: ledit Defaut emporte gain de cauſe en la matiere & le forcloſt

† *Ces mots,* Deux Defauts *ont eſté mis au lieu de ces mots* quatre Defauts *qui eſtoient en l'ancien Art.* 327. *dõt eſt tiré ceſt Art.* 391.

†† *Ces mots,* Et ſera procedé, *&c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots,* Et qu'il y ait deux Records, *ont eſté adiouſtez à ceſt Art.* 395. *qui eſtoit le* 331. *Ancien au lieu de ces mots,* Et ſoit garanty par ſerment de deux teſmoins: *qui ont eſté rayez.*

†† *Ces mots,* Et que tous Defaux, *&c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Art.* 398. *a eſté mis au lieu du* 334. *Art. ancien.*

†† *A eſté rayé le* 364. *Art. ancien commençant,* En toutes leſdites cauſes priuilegiees, *&c.*

†† *Ces mots,* ou autre dependant d'ice-

Source : BIU Cujas

luy auant la conteſtation *ont eſte adiouſtez par ce que les Practiciens dirent qu'vn ſeul Defaut emportoit gain de cauſe, iaçoit il eſtoit intreuenu auant la conteſtation. Mais apres la conteſtation, non: ains en failloit deux.*

† *Ces mots, Mais ſi la cauſe, &c. ont eſté adiouſtez comme deſſus.*

de lettres. Mais † ſi la cauſe eſt conteſtee ſur leſdites lettres, ſeront requis deux Defauts, pour obtenir gain en ladite cauſe.

S. SEVERL. Tit.1. Art.21. Ordonnons que le defendeur ſera receu en payant & purgeant le Defaut, à proceder audit procés, en l'eſtat qu'il eſtoit au temps dudit Defaut.

X. VALLOIS Tit.2. Art.11. Toutes & quantesfois qu'vne partie ſe rapporte au Serment de l'autre, & il eſt queſtion du faict de ceſtuy, à qui le Sermẽt eſt deferé, x il eſt tenu d'affermer ou referer: ſans ce que le Iuge Royal, pardeuant lequel la matiere eſt pendant, ſoit tenu d'en faire Renuoy pardeuant autre Iuge non Royal.

CAMBRAY Tit.26. Art.6. En iugement l'vne des parties n'eſt point tenue, ſi elle ne veut de preſter ou referer le ſerment, a la delation de partie aduerſe. Mais les Iuges de leur office peuuent bien en ſupplement de preuue, receuoir le ſerment de l'vne des parties.

TOVRNAY Tit.26. Art.10. Quand y l'vne des parties collitigant ſe rapporte de ſes faicts ou d'aucun d'iceux au ſerment de ſa contre-partie, telle contre-partie doit purement & ſimplement iceux faicts affermer ou nier, ſi auant qu'ils ſoient de ſon faict: & en faute de ce, tels faicts ſe doiuent referer au ſerment de la partie aduerſe, ſi auant qu'ils ſoient referables: ſinon doiuent leſdits faicts eſtre tenus pour verifiez.

BOVRBONNOIS Chap.6. Art.48. Celuy à qui eſt deferé le ſerment, n'eſt tenu iurer ne referer, ſi le deferant ne le veut croire, tant ſur la delation, que ſur ſes exceptions & defenſes peremptoires: leſquelles il eſt tenu propoſer & bailler promptement, afin que le deferant declare, ſ'il veut perſiſter à ſadite delation, ou s'en retirer.

AVVERGNE Chap.3. Art.1. p. *à Bourb.* peremptoires ſur ce faites: leſquelles ſera tenu bailler, &c. deferant aduiſé, ſ'il, &c.

LA MARCHE Chap.1. Art.3. Si aucun eſt conuenu pardeuant le Iuge de ſon ſuperieur, & l'vne des parties veut croire l'autre par ſon ſerment, la cauſe ſe doit vuider ſommairement & de plain, ſans en faire Renuoy, ſi elle ſe peut vuider par le ſerment des parties. Art.8. p. *à Auuergne*, ſerment iudiciellement par ſa partie, n'eſt tenu l'accepter ſ'il ne veut, non que la partie vueille le croire ſur ſes defenſes ou repliques peremptoires, &c. bailler & deduire promptement, &c. la partie delibere ſi elle le veut z du tout croire ou ſoy retirer.

S. SEVER Tit.1. Art.24. Eſdites Cours & iuriſdictions doit eſtre iuré de a calomnie & verité dire, s'il eſt requis: & en iurant ou reſpondant, la peine de Droict a lieu.

S. SEVER L. Tit.1. Art.10. En matiere de dommage faict ou donné és heritages & biens d'autruy, celuy qui aura prins ledit dommage, peut faire ouyr & examiner par ſerment celuy, ou ceux qu'il doubtera auoir faict ou donné ledit dommage: & ce par les Iurez de ladite ville, eſquels appartient de ce faire. Art. 11. Et ſont tenus ceux que l'on requiert eſtre ainſi ouys & examinez, dire & depoſer verité: & à ce peuuent eſtre contraints par arreſts & detention de leurs perſonnes, iuſques à ce qu'ils auront depoſé. Art.12. Et par telle confeſſion faicte par ledit dommageant, il peut eſtre condamné, apres qu'il aura apparu du dommage.

SOLE Tit.9. Art. 4. Ou la demande ne paſſe trois francs Bourdelois & parties ſont preſentes, au pays, ſi le demandeur ſans figure de procés veut eſter au iurement du defendeur, offrant de iurer, en cas de refus du defendeur, le defendeur eſt tenu iurer ou referer: & n'y a qu'vn Delay pour ce faire. Et ſi a la huictaine le defendeur ne vient iurer, la Cour reçoit le ſerment du demandeur, & condamne le defendeur au principal, & aux deſpens ceſſant empeſchement legitime.

BRETAGNE Tit.1 Art.29. Quiconque propoſe exception, ou fait autres exploits empeſchans proceder au principal, ſ'il eſt vaincu cela vaut Defaut au principal. Tit.8. Art.157. Quand l'vne des parties plaidoyantes fait allegances de faicts retardans le principal, il eſt tenu de iurer de malice. Art. 158. Celuy qui ſe fait ſçauant d'aucun faict, dont il n'eſt tenu reſpondre à certain, eſt tenu en iurer. Art.160. Si †† aucun eſt deſſaiſy de ſes biens ſans ſon conſentement ou auctorité de Iuſtice, il ſera b creu de la quantité deſdits biens par ſon ſerment,

†† *Ceſt Art. 160. corrige le 168. Art. ancien*

x Manifeſtæ turpitudinis & confeſſionis eſt nolle nec iurare, nec iuſiurandum referre, vt ait Paul. in l. manifeſtæ. 38. D. de iureiur. Innoc. & Panorm. in cap. fin. extr. eod. Si reus iurauerit, nemine ei iuſiurandum deferente, prætor id iuſiurandum non tuebitur. Sibi enim iurauit alioquin facillimus quiſque ad iuſiurandũ decurrens, nemine ſibi deferente iuſiurandum oneribus actionum ſe liberabit Vlp. l. ait prætor. 3. in princ. & l. 5. §. 4 D. eod tit. l. 23. D. de dolo.

y Iuſiurandum in bonæ fidei contractibus & cæteris cauſis, propter inopiam probationum defertur à iudice l. 3. C. de rebus cred. L. 1. & 31. D. de iureiur. Mais en France en pays Couſtumier les Iuges ne doiuent à faute de preuue, deferer le ſerment au demandeur, ſans lettres du Roy, encores qu'il ait à demy prouué ſon intention. Rebuff. in Proem. Conſt. Gloſſ. 5. num. 58. vide Ioan. de Immol. & Dom. de S. Gem. in cap. cupientes & ibi Gloſſa. De elect in 6. Iaſon. Conſ. 86. Lib. 1. Boer. Deciſ. 243. C. M.

z Par l'Ordonnance du Roy Franc. 1. 1539. Art. 38. Les parties ſont tenus affermer les faicts contenus en leurs Eſcritures & Additions: & ſe peuuent faire interroger ſur icelles reſpectiuement: Franc. 1. 1539. Art. 36. 38. & 39. & par l'Ordõnance du Roy Charles 9. 1563. Art. 6. Les Reſponſes de verité ſur articles pertinens, ſeront faictes en per-

Source : BIU Cujas

sonne & non par Procureur ou par escrit : pardeuant le Iuge de la cause : autrement à faute de ce, les articles seront tenus pour confessez & aduerez, ainsi a esté iugé par Arrest en audience, le 26. Nouembre 1584. que telles responses se doiuent faire en personne : & sont receus tous faicts pertinens à la matiere, ores qu'ils ne soient posez. Papon Liure 9. Titre 5. Article 3.

a Les parties sont tenues se purger iudiciellement du Serment de Calomnie par l'Ordonnance des Estats d'Orleans, 1560. Art. 58. vide l. 2. C. de iur. propt. cal. dando L inter. §. qui familiæ. D. fam. erc. Nou. 112.

b Ex l. si quando 9. C. vnde vi. Quand aucun a esté spolié & pillé, & l'on agit à fin de restitution ou reintegrande, le spolié est creu par serment, ioinct la commune renommee, dont le demandeur peut informer, non pas le defendeur, d'autant que ce seroit induire vn periure, & frustrer le serment. A ceste cause le 5. iour de Iuillet 1565. en la Tournelle, fut vn appellant condamné és despens, & ordonné que l'Enqueste du defendeur seroit reiettee.

informant prealbalement par gens suffisans que sa perte peut estre telle. Art. 163. Quand à la requeste & de la volonté de la partie aucun a iuré, la partie qui a deferé, le Serment n'est à luy de disputer ne dire qu'il ait mal iuré, & s'il s'efforce de dire ou faire, il est tenu le desdommager à Cour & à partie.

XI. Poictou Tit. 15. Art. 402. Es † causes possessoires, d'applegemés & Complaintes, si c le Sequestre & Saisine des choses contentieuses, sont contredits & empeschez, sera faict commandement aux parties de restablir ce qu'elles ont prins des choses contentieuses les an & iour precedens, à peine de perdition de cause. Art. 403. Et si les parties ou l'vne d'icelles defaillent d'y fournir & obeir, peut estre donnee Sentence de perdition de cause, en matieres profanes contre les defaillans.

La Rochelle Chap. 11. Art. 28. Es matieres odieuses ou priuilegiees, où gist Sequestration, qui demande plus qu'il ne doit, il doit dechoir. Et qui dechet d'vn poinct, dechet de l'instance, d & doit payer l'amende & les despens.

Cambray Tit. 26. Art. 12. Quand en dedans l'an, apres vn Fief estre premierement releué, vient le second releuant & inquiete le premier par la voie ordinaire de Iustice, les fruicts doiuent estre sequestrez és mains des deputez par les Iuges, qui du Fief auront la cognoissance, sous la main dudit Bailly, & reseruez pour celuy qui obtiendra. Neant-moins si le premier releuant est annale paisible possesseur, il ou son aiant cause doit iouir & possesser des fruicts dudit Fief, iusques en fin de cause, en baillant caution idoine, s'il estoit par Sentence euaincu, de rendre lesdits fruicts depuis le litige encommencé. Art. 13. Et quant pour heritages de main fermes, action & procés en matiere reelle intenté, si le defendeur n'est triennel possesseur paisible, il doit demourer & estre entretenu en sa possession durant le procés, en baillant caution idoine, en cas que par Sentence il soit euaincu, de rendre les fruicts receus depuis le litige encommencé.

XII. Ponthieu Tit. 13. Art. 184. Toutes e Enqueste par escrit, qui se font par les Baillifs & par leur Iustice ordinaire, ils les doiuent faire en la presence de deux hommes Liges de leurs Bailliages ou de leurs Procureurs, ou autrement elles ne sont vallables.

Valanciennes Tit. 2. Art. 23. Les Enqueste des parties se feront par deux Escheuins & Greffier tant seulement, lequel redigera par escrit la deposition des tesmoins, & auront pour leur Salaire chacun Escheuin, aussi le Greffier par iour, x. gros sans plus : si auant qu'ils besongnent v. heures par iour : & si moins, à l'aduenant. Tit. 13. Art. 154. Si les parties sont trouuees contraires ou en Enqueste, elles feront leurs monstrances par titre, enseignemens ou production de tesmoins, comme bon leur semblera, en faisant par le Mayeur signifier partie aduerse, pour lesdits tesmoins veoir iurer & produire, ensemble au produisant. Et soit que la partie signifiee vienne ou non au iour à elle assigné, l'on procedera à l'audition des tesmoins, reception des titres & enseignemens : & sera ladite partie autresfois signifiee pour y bailler Reproches, endedans quinzaine ensuiuant, à peine de forclosion. Art. 155. Contre lesquelles Reproches, la partie pourra seruir de Saluation, si bon luy semble, endedans autre quinzaine, à peine que dessus.

Bovbonnois Chap. 5. Art. 39. Doresnauant †† publication f d'Enqueste aura lieu audit pays, & pour ladite publication, lecture sera faicte des Enquestes par le Greffier aux parties ou leurs Procureurs. Et pour faire ladite lecture, le Greffier ne prendra aucun salaire : & neant-moins si les parties veulent auoir double de leurs Enqueste, ou de celles de leurs parties aduerses, ou de partie d'icelles, le Greffier sera tenu de les bailler aux despens du requerant : Et n'aura pour fueillet. Art. 41. Es matieres prouisionnales, comme és matieres de

c Pour la matiere des Sequestres faut voir les Ordonnances du Roy Franc. 1. 1539. Art. 105. 106. & 107. mises en la Conference des Ordonnances Royaux liure 3. Tit. 9.

d Cela n'a point de lieu contre celuy qui a iuste cause d'ignorance ainsi que Imber escrit en ses Institutions forenses.

e Les faicts doiuent estre accordez par les parties au Greffe, & non par defaut, auant que proceder à la confection de l'Enqueste, ainsi qu'il fut preiugé par Arrest donné en audience, le 13. iour d'Aoust, 1584.

f Accursius in l. prolatam. C. de sent. & interloc. omn. iud. tient que la faute de publication des Enqueste rend le procés nul. & Glossa in cap. 2. ext. de testib. mais la plus grã

† *Cest Art. 402. est pris du 338. Art. ancien Et ont esté raiez ces mots*, Et depuis par deux commãdemens de restablir faits à deux termes iudiciaires en cause, & le tiers commãdemẽt par apres aussi à iour & terme ordinaire.

† *Cest Art. 39. a esté accordé pour Coustume nouuelle: & a esté l'ancienne abrogee: par laquelle publication d'Enqueste n'auoit lieu.*

Source : BIU Cujas

de partie des Docteurs tient le contraire. Aufrere in stilum Parl. c.17. Guid. Pap. Dec. 586. & singul. 488. Les Enqueſtes eſtant rapportees & receuës, les parties en ont communication apres laquelle elles ne ſont plus receuës à bailler aucuns Reproches & obiects de teſmoins. Ceſte Publication d'Enqueſte a eſté introduite par Ordonnance du Roy François 1. 1539. Art. 86. en toutes Cours en matiere ciuile, fors en la Cour de Parlement. Mais le Roy Henry 3. 1579. Art. 150. a depuis voulu & ordonné qu'il y euſt publication d'Enqueſte és Parlemens, Cours ſouueraines & requeſtes du Palais, comme pardeuãt les Iuges ordinaires. Il a eſté iugé le 26. iour de May 1575. qu'apres la publication d'Enqueſte, l'on n'eſt receu à produire nouueaux teſmoins, pour crainte de corruption. Les Ordonnances ſe doiuent entendre en ciuil, & non pas en matiere criminelle. Car les informations ſont ſecretes, & ne ſe doiuent aucunement communiquer aux parties : Voyez la Conference des Ordonnances Royaux liure 4. Tit 4.

fourniſſement ſurſeance de Sequeſtre, d'alimens, de Douaire, medicamens, dation de Tutelles, & auſſi en autres incidens, qui ne ſont deciſifs de la cauſe principale, publication d'Enqueſte n'a lieu: ne auſſi Reproches de teſmoins. Mais ſi l'Enqueſte faite eſdites inſtances & matieres, eſt employee en la matiere principale, les teſmoins deſdites Enqueſtes pourront eſtre reprochez audit principal, & ſeront leſdites Enqueſtes publiees.

† *Ceſt Art. 63. a eſté ainſi eſcrit & corrige l'ancien.*

LA MARCHE Chap. 10. Art. 63. Doreſnauant † les parties auront publication d'Enqueſte, comme ils auoient de celles de leurs parties aduerſes, & tant g és matieres prouiſionnalles qu'es matieres de fourniſſement, &c. p. *a Bourb.* Art. 41. Tutelles, matieres criminelles & auſſi, &c. deciſif des matieres principales, &c. publication, &c.

g Cap. Statuta §. iubemus De hær. in 6. Felin. in cap. veniens extr. de teſtib.

TOVRNAY Tit. 27. Art. 7. Publication d'Enqueſte n'a lieu és Cours Layes de ladite ville.

BRETAGNE Tit. 8. Art. 156. Auparauant la publication d'Enqueſte on peut mettre à ſerment des faicts conteſtez entre parties: pourueu que le temps prefix pour informer ne ſoit paſſé.

XIII. LA SALLE DE LILLE Tit. 25. Art. 6. Vn demandeur traictant du Droict d'autruy ou à titre particulier, prenant qualité autre que la ſienne, eſt tenu en faire apparoir par lettres ou enſeignements ſur le champ, s'il eſt ſommé de faire ou endedans tel iour, que la Iuſtice luy accorde & à ſes deſpens. Et ſe ledit demandeur declare n'auoir lettres ou enſeignemens par eſcrit, luy eſt ordonné de endedans certain iour limité, le verifier à ſes deſpens, à peril tel que deſſus.

LILLE Tit. 10. Art. 142. Quand vn demandeur en faiſant ſa demande, traicte du droict d'autruy à titre particulier, il conuient qu'il face apparoir dudit droict par lettres, titres, enſeignemens ou autrement deuëment ſur le champ, ou endedans tel iour que Eſcheuins verront au cas appartenir, & les deſpens en cas qu'il en ſoit ſommé, à peril de congié de Cour & deſpens: Sauf que ſi ledict demandeur declaroit qu'il n'en euſt lettres, & ne s'en voulſiſt ayder, ains prouuer par teſmoins la qualité: en ce cas paſſera iceluy demandeur par ladite reſponce, & ſera tenu le defendeur proceder outre.

NORMANDIE Chap. 20. Art. 513. Nul †† n'eſt tenu attendre preuue de ſon heritage par teſmoins : ains doiuent tous contracts hereditaires & hypothecaires eſtre paſſez pardeuant Notaires & Tabellions, ou pour le moins, ſous Seing priué des contractans. Art. 514. Neant-moins ſi contract en a eſté paſſé outre le Seing priué a eſté recognu deuant Tabellions, ou que les Regiſtres ne s'en puiſſent recouurer, celuy qui la perdu, doit eſtre receu à faire preuue par teſmoins, que ledit contract auec ladite recognoiſſance ont eſté veuz, tenus & leuz, & le contenu en iceux, & qu'il ait eu poſſeſſion ſuiuant le contract.

†† *Il a eſté requis par aucuns des Eſtats que audit cayer de la Conſtume fut emploié que tous excommuniez ne doiuent eſtre receus en action & en teſmoignage, ainſi qu'il eſt porté par l'ancien Couſtumier. Mais ſur les difficultez qui ſe ſont meues, n'ayans peu demourer d'accord ſur la façon & vſance, a eſté arreſté qu'il n'en ſera rien employe audit cayer: & que les Deputez ſe pourroie-*

BRETAGNE Tit. 8. Art. 147. La † prouue h qui eſt faicte par deux teſmoins, eſt ſuffiſante : & neant-moins pourra eſtre pris le ſerment de la partie, que ſes teſmoins ont dit verité, ſi requis en eſt. Art. 148. En toutes matieres, où les teſmoins ſont examinez en iugement, en preſence de leur partie, ſi elle ne propoſe Reproches contre leſdits teſmoins, ou proteſte de les reprocher: apres leur examen & poſitions receues, n'eſt plus receu à les reprocher. Art. 149. Tous teſmoins enquis par Iuges doiuent eſtre purgez de conſeil. Art. 150. Le †† roturier iuſticiable d'aucun Seigneur, ſoit à cauſe de la perſonne ou de la choſe qu'il poſſede & Gentil-homme eſt ager, i ne peuuent eſtre teſmoins pour leur Seigneur fors, ou il ſeroit queſtion de prouuer poſſeſſion de rente ou autre deuoir Feodal, pretendu par le S. Et auſſi en cas de crime, qui auroit eſté commis en tel lieu, ou heure, qu'on ne peut auoir prouue par autre que par leſdits ſuiets. Art. 151. Nulle perſonne k infame d'infamie de Droict peut porter teſmoignage : ſinon en cas excepté de Droict : & celuy eſt infame, qui eſt cenſé &

h Vide cap. 1. extr. De teſtib.

i Bartol. & Albericus in Iidonet 6. D. de teſtib. Affictus Dec. 2 Lib 2. Alex. conſ. 88. num 10. lib. 5. Panorm. in cap. 2 vt lite non conteſt. Argentr.

k Panorm. in cap

testimonium extr. de testibus, & ibi Glossa can. testes. 2. q. 7. cap. denique extra De except. can. præsul. 2. q. 4. & cap. in literis extr. de testib. debent testes esse probatæ vitæ & opinionis & iure ciuili etiam debent esse integræ frontis vt ait Papinianus in l. quæsitum 13. D. de testib.

roient pardeuers la Cour, pour sur ledit Article estre ordonné ce que de raison.

† *Cest Article 147. corrige le 154. Article ancien: & le surplus dudit Article rayé: par ce qu'il est cy apres employé en l'Art. 169.*

†† *Cest Art. 150. corrige le 158. Art. ancien.*

reputé infame par disposition de droict ciuil. Art. 152. Nul roturier ne doit estre receu en tesmoignage pour faict de Noblesse, des personnes ne de Fief, s'il n'estoit Prestre, ou de l'estat de la Iustice. Art. 153. Cousin germain & ceux qui sont au dessous ne peuuent estre tesmoins l pour Cousin germain ou ceux qui sont au dessous, en quelque action que ce soit: sinon que le tesmoing attaigne de lignage autant au demandeur qu'au defendeur, ou qu'il fut question de chose mobiliaire, de valeur de cent sols monnoye, vne fois payee ou au dessous. Art. 154. En cause criminelle nul estant de la consanguinité de l'accusateur dedans le ix. degré, peut estre tesmoing pour l'accusateur: sinon qu'il attaigne en proximité de lignage autant à l'accusé qu'a l'accusateur. Art. 155. Ceux qui sont m seruiteurs † domestiques ne peuuent estre tesmoins pour leurs maistres: ne aussi ceux qui ont profit en la cause, ne qui sont du Conseil, n ne peuuent estre tesmoins és causes, où ils ont donné conseil, ou esquelles ils pretendent interest, sinon que la cause fut si petite que par Iustice fut autrement ordonné eu esgard à l'estat de la personne. Art. 159. Exploict †† de Cour ne se prouuera par tesmoins, ains par actes ou par le serment de la partie: sinon en cas qu'on alleguast la perte o de l'acte. Auquel cas l'exploict & teneur dudit acte se pourra verifier par trois tesmoins. Art. 164. Confession faite p en iugement par † la partie ou Procureur specialement fondé faict entiere prouue: fors en cas de crime. Auquel cas ne doit nuire la confession à celuy qui confesse, si autrement il n'appert du delict.

XIIII. Bovrbonnois Chap. 5. Art. 40. L'on †† peut bailler Reproches contre les q personnes des tesmoins seulement, & non contre les dicts & depositions: & se doiuent bailler auant r publication. Mais on peut bailler Saluations s contre les Reproches, si bon semble. Art. 42. Reproche † d'estre t larron, periure, u infame, Rauisseur & d'autres crimes & delicts, ne sont receus, s'il n'y a Sentence ou composition faicte à partie. Art. 43. Reproche de familiarité & amitié, n'est receu, n'aussi de seruices s'il n'est domestic x ordinaire. Art. 44. Obiects & Reproches y generaux ne sont admis ne receus: mais faut qu'ils soient specifiez & declarez. Art. 45. Les Aduocats z ne doiuent, sur peine d'amende & suspension de postulation à temps ou priuation à l'arbitrage du Iuge, particuler aucuns faicts de Reproches: sinon qu'ils soient receuables, & qu'ils ayent charge des parties: ce qu'ils sont tenus affirmer par serment,

l Paul. in l. 4. D. de testibus.

m Iure ciuili domestici testimonij fides improbatur. l. etiam 3. C. de testib. l. 24. D. eod. tit. Paul. 5. Sent. Tit. 15. Voyez ce qui sera noté cy dessous. Iosephus lib. 4. cap. 8. μαρτυρεῖ πᾶσι δὲ μὴτε δοῦλοι δι' ἃ πὶ τῆς ψυχῆς ἀγεναῶς ἢ δι' ἀνέδος εἶπός, ἢ διὰ φύσιν μὴ παλαιᾶ μαρτυρῆσαι.

† *Ce mot, domestiques, a esté mis au lieu des mots anciens, a paine poe.*

†† *Cest Art. 159. qui estoit le 167. Art. ancien a esté ainsi reformé, en y coprenant la fin du 154. Art. ancien.*

n Vt aduocati &c. l. mandatis 25. D. de testib. l. prætor 17. D. de iurisdict. vide cap. Romana. De appell. in 6. & ibi. DD. idem de Procuratore ad lites, tutoribus vel curatoribus minorum.

† *Ces mots, Pour la partie ou Procureur specialement fondé, ont esté adiouslez à cest Art. 164. qui estoit le 172. duquel ont esté ostez ces mots, S'il n'est accusé par autre.*

o Gordianus in l. sicut iniquum est 5. C. de fide instr. L. testium 18. c. de testibus. l. apud eos. 13. C. de fide instrum. Scripturæ siquidem fiunt vt quod actum est, per eas facilius probari possit. l. contrahitur. D. de pign. l. in re hypothecæ. D. de fide instr. Scriptura est necessaria ad probationem.

†† *Cest Art. 140. a esté ainsi modifié du consentement des Estats.*

† *Les Art. 42. & 43. sont accordez pour Coustume nouuelle.*

p Confessi in iure pro iudicatis habentur l. 1. & 3. l. 6. D. de confessis l. 1. C. eod. tit. l. 14. C. de repud. hered. l. 7. 8. & 12. D. de interrog. act. Paul. lib. 5. Sent. Tit. 5. l. 13. D. de nomini pec. l. 25. D. de probat. L. 26. D. depositu apud iudicem competentem confiteri debent vt constat ex cap. 4. extra de iudiciis cap. pen. extr. de confessis.

q Franc. 1. 1539. Artic. 36. Il n'y aura plus de contredicts contre les dicts & depositions des tesmoins, & defendons aux Iuges de les receuoir, & aux parties de les bailler, sur peine d'amende arbitraire: il faut reprocher la personne L. Lucius. D. de his qui not. infam vide cap. 15. & cap. præsentium 31. extr. de testib & ibi Gloss.

r Idem tenet Iason in l. admonendi D. de iureiur col. 75. Panorm. in cap. 1. extr. de exceptionibus, & l'Ordonnance de Louys douziesme, 1510. Art. 30. defend aux parties de fournir de Reproches auant la publication d'Enqueste. Franc. 1. 1535. Chap. 7. Art. 14. chap. 8. Art. 19. a ordonné le mesme.

s Saluations s'entendent quand on soustient les tesmoins reprochez: & aussi quand on soustient les titres contre dicts, qu'aucuns appellent à ceste cause, Soustenemens de Titres: & disent Saluations de tesmoins, & Soustenemens de Titres: mais on vse indifferemment de ce mot de Saluations.

t Glossa in cap. cunte. extr. de re iudic. Decius in Cap. at si clerici extr. de iudiciis. Vlp. in l. furti. 6. §. 1. D. de his qui not infam. & 16. DD Petrus Anchar. Cons. 25. Boer. Dec. Burdigal. 321. vide l. 4. 5 calumniator & l. 19. D. eodem tit. de his qui not. inf. L. capitalium §. solent. D. De pœnis Accurs. & Faber in l. 1. C. de summa trin. L. testium §. lege Iulia. D. de testibus. Mais par le droit canon si l'on est en crime, encores qu'il n'y ait Sentence ou condemnation, le Reproche est receu. cap. super eo. 13. & cap. testimonium 54. extr. De testibus cap. 1. extr. de except. & la Glosse sur le Chapitre super eo, monstre la difference du droict ciuil, & Canonique. Mais en France pour ce point nous suiuons le droict Ciuil. Voyez Du Moulin & Papon sur cest Art.

u Crimen periurij semper obiicitur cap. 7. & cap. testimonium 54. extr. de testibus can. quicumque 6. q. 1. can. si quis & can.

Source : BIU Cujas

can. paruuli 22. q. 5. cap. literas. De præsumpt. Ceterum infames ipso iure in quibuscumque causis reprobari possunt. cap. 7. 10. 47. & 54. extr. de testibus. l. 3. §. lege & l. 15. D. eodem tit. Sed & ij etiam reprobantur, qui ipso iure infames non sunt ex dicto prætoris vt cap. 54. & cap. vlt. extr. de testibus & quibus aliquod crimen obiicitur cap. 13. extr. de testibus c. 1. extr. de exceptionib. c. 13. De testib. in prima cõpil. Reproche iniurieux, cõme dire qu'vn hõme a deposé faux en proces est bon & receuable en iugement, & non hors iugement. Tellement qu'vn reprochant ayant semé telles paroles extraiudiciairement, fut receu à s'en desdire, & maintenir que sa partie estoit homme de bien, & furent les parties mises hors de Cour sans preiudice de ses faicts de Reproches au proces, par Arrest donné en audience le 10. iour de Decemb. 1584.

Au reste les tesmoins produits de part & d'autre ne sont suiets à Reproches quant à la personne, & se nomment en practique, tesmoins affidez. Iustin. in l. si quis testibus 17. C. de testibus can. 3. si testes. vers. si quis testibus 4. q. 3. & ibi Gloss. Quod semel approbo, amplius reprobare non possum. Labeo in L. apud Ausidium. 20. D. de opt. legata.

x Les Domestiques ne sont receuables en tesmoignage, s'ils sont domestiques lors & au temps de leur deposition. L. etiam 5. C. de testibus L penult. D. eod. tit L. idonei eod. tit. & ainsi se practique au liure troisiesme du grand Coustumier, item qu'il est domestic & familier, & estoit au temps de son tesmoignage : ou vous pourrez voir plusieurs choses concernans le faict des Reproches. Toutesfois on reçoit leur tesmoignage, si l'on n'a point de preuue d'ailleurs, & que leur deposition est requise, ex l. quoties. C. de naufrag. & ibi Bart. & en crime pour monstrer l'innocence ou iustification. Angel. in l. si is cum quo D. de confessis. Specul. Tit. de testib. §. 1. Masuer. in Praxi. il est fort equitable que les tesmoins ne soient demourans lors de leur deposition. Symmachus Papa in can. accusatoribus, 3 q. 5. Cic. pro Flacco, Hi viuunt cum inimicis adsunt cum aduersarijs, habitant cum accusatoribus, & infra, ne ignotis testibus, ne incitatis, ne accusatoris consessoribus, conuinis, contubernalibus, ciuem ac supplicem vestrum dederetis. Voyez Charondas 4. des Resp. 34. Petr. Archac. cons. 246. & 398. Andr. Barb. cons. Lib. 3.

y L. 7. D. de iniuriis cap. præsentium. De testibus in 6. & ibi Innoc. cap. vt citca. De elect. in 6. ce qui a esté souuent confirmé par Arrest ainsi que Papon escrit liure neufiesme. Tit. troisiesme. Arrest 9. 10. 11. & 13. Vide Boer. Dec. 321. Ludou. Rom. cons. 290. Dec Thol. 53.

z Le Roy François premier 1539. Article 41. veut que pour chacun faict de Reproche calomnieusement proposé, non verifié, que la partie soit condamnee és Cours Souueraines en vingt liures Parisis d'amende, moitié au Roy, & moitié à partie, & és Cours inferieures, en la moitié moins.

---

sils en sont requis. Article 46. Les parties a ne doiuent estre appointees à informer sur les faicts de Reproches & Saluations de tesmoins, sans voir lesdits Reproches & Saluations, auec les procés principaux : & ne sont receus en preuue desdits faicts, sinon qu'ils fussent concluans, & contre tesmoins sans la deposition desquels lesdits procés ne se pourroient iuger. Article 47. Et ne sont les parties b receuës à bailler Reproches contre les tesmoins examinez sur les faicts contenus és premiers Reproches : sinon que le Iuge en voyant le procés le fit pour vrgente cause.

a Ceste Coustu. est conforme à l'Ordonn. de Louis 12. 1510. Art. 39. & de Franc. 1. 1535. Chap. 8. Art. 20.

b Cap. Licet dilectus 49. De testibus. Tertia refutatio reprobatur. c. 15. & pen. extr. eod. tit. 2. eod. tit. in 6. Nouella. 90. de testibus.

Avvergne Chap. 8. Article 1. Obiects & Reproches se doiuent bailler auant publication d'Enqueste : autrement ne sont receus. Article 2. Reproches ou Obiects contre tesmoins examinez sur Reproches ne doiuent estre receus : si n'est que le Iuge cognoissant de la cause, vit & cognut vrgente cause pour ce faire. Article 3. Le Iuge ne doit appointer les parties en preuue sur les faicts contenus és Obiects & Saluations des parties, sans voir entierement les procés : & iuger prealablement les faicts receuables. Article 4. Reproche c d'excommunication contre tesmoing n'est receuable. Article 5. p. *a Bourb.* 42. composition d'amende, ou que lesdicts crimes fussent notoires, & ce pour reietter les tesmoins entierement : toutesfois seront lesdicts Reproches receus, quant à la diminution de la renommee des tesmoins. Article sixiesme. Obiets & Reproches generaux, sans specifier le cas, pour lequel l'on veut reietter le tesmoing, ne sont receuables. Article septiesme. Et quant és matieres criminelles, les Reproches demeurent à l'arbitrage du Iuge.

c Cap. veniens. 2. extr de test. & ibi Gloss. & Panorm. cap. decernimus. De sent. exc. in 6. cap. intelleximus extr. de iudic. cap. cum inter extra de except. cap. vlt de iudic. in 5. compil. liure 3. du grand Coustumier chap. des Reproches. Item par le Stil de la Cour, ne sont pas receus les Reproches, c'est à sçauoir, que les tesmoins estoient excommuniez, &c. Le tesmoing n'est receu à informer des iniures contre luy dictes par forme de Reproches, comme si l'on l'appelle faux tesmoing. Car l'accusé en doit informer, iugé le 20. Aoust, 1580.

La Marche Chapitre 10. Article 57. Obiects de faict se doiuent bailler auant rapport ou publication d'Enqueste. Article 58. Iuges ne doiuent &c. p. *a Auuergne.* Article second, à faire Enqueste, sans premier auoir veu tout le procés & iugé si les faicts sont receuables : & si sans s'enquerir de la verité d'iceux, le procés se peut iuger par la preuue ou literatoire, ou des tesmoins qui ne sont reprochez. Article cinquante-neuf. Obiects concernans crime ou infamie, pour debouter du tout le tesmoing en matiere ciuile, ne sont receuables, qui ne faict apparoir de condemnation ou composition d'amende, ou s'ils ne sont totalement notoires. Article soixante. En matiere criminelle tous Obiects sont arbitraires. Article 61. Reproches de tesmoins examinez sur Reproches ne se doiuent admettre sans grande cognoissance de cause. Article 62. Obiect † que le tesmoing est excommunié n'a point de lieu en Cour Laye: Aussi n'ont lieu Obiects generaux, sans specifier le cas.

† *Cest Art. 62. les gens d'Eglise se sont opposez, disans icelluy estre inductif de peché. Les Practiciés ont affermé la-*

S. Sever Titre premier. Article vingt-cinquiesme. Esdictes Cours, où il y auoit publication d'Enqueste, & estoient apres receuës les parties à obiicer contre les personnes & dire des tesmoins, seront doresnauant baillez Obiects contre les tesmoins par les parties, si bon leur semble, auant la pu-

Source : BIU Cujas

dite Coustume estre ancienne: & les Nobles & ceux du tiers Estat ont requis ledit Article demourer. Auons ordonné que ledit Article demoureroit sans preiudice de ladicte opposition: & que d'icelle serions mention en nostre Proces Verbal.

blication desdites Enquestes: & apres iceluy seront receuës.

TOVRNAY Titre 26. Article 5. Semblablement les parties litigans ne peuuent par leurs Reproches & Saluations articuler faicts concernans le principal de la matiere: à peine de reiection d'iceux.

CAMBRAY Tit. 26. Art. 1. Si vn defendeur respond à la demande du demandeur par simple denegation absoluë, sans proposer exception contre icelle demande, & que le demandeur soit admis à prouuer, iceluy defendeur n'est depuis receuable proposer exceptions ou oppositions peremptoires ou faicts principaux: sinon faicts de Reproches contre les preuues & raisons de Droict. Art. 8. p. *a la Marche.* Art. 61.

VALANCIENNES Tit. 2. Art. 15. Et si ledit adiourné ou insinué sert d'aucunes Reproches, le demandeur pourra seruir de Saluations au contraire endedens huictaine peréptoire, à peine que ledit iour passé, le procés sera tenu pour conclu: & ledit demandeur forclos de seruir desdits Saluations: sans ce qu'il soit besoin proceder pour ce iudiciairement sur le Rolle.

XV. PONTHIEV Tit. 13. Art. *166.* Quiconque sayde de lettres d d'Estat, d'ordonnance d'aucun Iuge superieur enuoyé à son subalterne pour continuer causes pour raison de l'occupation d'aucun Conseiller, ledit Estat doit estre obey, s'il est pour occupation d'vn Aduocat de ladicte Comté, & és Iurisdictions d'icelle, & non si c'est pour occupation d'vn Procur. si ce n'est en lieu chapestre.

XVI. CAMBRAY Tit. 25. Art. 44. Le Iusticier par lequel à la poursuite du crediteur, clain & arrest se faict sur la personne ou aucuns biens du debteur, se doit tenir saisi & asseuré de ladite personne ou biens arrestez, pour apres sentence rendue en payer le Iugé, e si auant que le bien arresté peut porter, & ne doit accorder au debteur main leuee, s'il n'est suffisamment & a son appaisement cautionné pour payer le Iugé. Titre 26. Article 4. Tous demandeurs s'ils sont Clercs ou forains, sont tenus de furnir caution de despens, si le defendeur le requiert.

VALANCIENNES Titre quatriesme. Article 33. Si aucun forain traicte en cause vn Bourgeois, ou que vn forain faict arrester en nostre-dicte Ville & Banlieu d'icelle, les biens ou la personne d'vn autre forain. Tel attraiant est tenu de bailler & faire caution pour les despens, au cas qu'il y fut condemné: & s'il veut affirmer par serment qu'il ne peut trouuer ou furnir ladite caution, il sera tenu de iurer en cas de condemnation, il se rendra en ladicte ville, & y demourera sans en partir, iusques à ce qu'il ait satisfaict ou contenté sa partie de ce en quoy il sera condamné. Et quant aux biens ou personnes arrestez, en sera baille main-leuee moyennant caution suffisante, iusques à la valeur d'iceux biens.

L'ALLEVE Titre second. Article vingt-quatriesme. Tous demandeurs & defendeurs en cause forains & autres non resseans audit pays, sont tenus bailler caution de despens, quand sa partie le requiert.

TOVRNAY Titre vingt-sept. Article premier. Les manans d'icelle ne sont suiets à caution de despens: ne fut pour cause pregnante mouuant le Iuge au contraire. Article second. Tous estrangers ayans cause tant en demandant qu'en defendant, seront tenus de bailler caution, à sçauoir le demandeur pour les despens, & le defendeur d'ester à droict & furnir le iugié, & auec ce establir & eslire domicile en icelle ville, chacun d'eux en leur regard, que par Coustume toute personne estrangiere venant en ladicte ville pour le faict de Iusti-

d Lettres d'Estat sont nommees par ce qu'au moyen d'icelles les procés sont tenus en estat & surseance, desquelles est faict souuent mention és Ordonnances de Philippes le Bel, mil trois cens dix huict. Article huictiesme. Philippes sixiesme, 1348. Iean premier, mil trois cens soixante trois. & de Charles septiesme, mil quatre cens cinquante trois. Article cinquáte cinq, cinquante six, cinquante sept, & cinquante huict, ainsi qu'il se voit en la Conference des Ordonnances Royaux, Liure premier. Titre dixiesme. Ces lettres n'ont pas lieu, és cas de nouuelleté & Complainte, par Arrest de Paris, du vingt-septiesme iour de Mars mil trois cens quarante sept, ny és causes Sommaires & matieres suiettes à prouision, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du troisiesme iour de May, mil trois cens trente sept, & au mois de Ianuier, mil cinq cens vingt cinq, ny contre le Roy, iugé l'an mil trois cens octante six. Ioan. Gall. q. 87. 105. 126. & 416. Lettres de Surseance en l'Edict du Roy Louis douziesme, mil cinq cens dix. Article cinquante quatre. Sic Iulius Cæsar obtinuit ne reus fieret, cum reipublicæ causa abesset. Suet. in Iul. cap. 23. mais en France, elles n'ont lieu en matiere criminelle, par Arrest de Thoze du mois d'Aoust, mil cinq cens quarante deux, suiuant le droict in l. fin. C. de libertis & eor. lib. Voyez Papon Liure dixiesme, des Arrests. Titre huictiesme. Terrien Liure neufiesme, Chapitre trezieſme, & l'Indice des droicts Royaux.

e Caution de payer le iugé, a lieu par le Droict ciuil: mais aucuns estiment qu'elle n'a point de lieu en France: ainsi que Baco & Rebuffe ont laissé par escrit, & plusieurs autres. Toutesfois il y a certains cas exceptez: par lesquels ladite caution est receuë, comme contre les deuolutaires par les Ordonnances de Henry 2. 1557. & Henry 3. 1576. Article 46. & 1580. Article 17. les estrangers sont aussi adstraints de donner telle caution. La Coustume de Berri. Tit. 9. Art. 14. veut que l'heritier estranger donne caution de payer le Iugé. Voyez Bacquet 2. partie du droict d'Aubeine, chap. 16.

Source : BIU Cujas

ce, ou cauſe pendant ſans fraude, ne peut eſtre arreſté, mais doit auoir ſon aller & venir franche.

SOLE Tit. 7. Art.13. Et ſi le demandeur n'eſt fondé ſuffiſamment de pietrau ou cadenc, ou biens meubles audit pays, doit bailler caution ſuffiſante en la Cour, deuant le Seigneur, de refondre les deſpens, ſ'il eſt dict. Et ſemblablement le defendeur ſ'il n'eſt fondé ſuffiſamment de pietrau audit pays, doit bailler caution ſuffiſante ou autre qu'il pourra bailler, d'accomplir la cauſe iugee par la Cour, & ſon reſſort. Art.14. Et qui ne peut trouuer caution, doit iurer, qu'il a cherché & faict diligence d'en trouuer, & qu'il n'en a peu trouuer, & par faute de caution ſe doit obliger iudiciairement qu'il payera & accomplira ce que par Iuſtice ſera ordonné & iugé.

XVII. VALANCIENNES Tit.5. Art.74. Quiconques ſe voudra ayder de Conuentions, traictez, marchez, Teſtamens & obligations, ſera tenu en faire apparoir par lettres ſoit de Chirographe ou autrement.

XVIII. CAMBRAY Tit.16. Art.5. Es procés qui ſe plaident par eſcrit, les parties ne peuuent ſur le principal de la matiere plus auant eſcrire que iuſques à tripliques pour le demandeur, & iuſques à quadrupliques pour le defendeur, ſi les parties le debatent. Article neufieſme. En matiere de Diſmes ou Terrage pour obtenir ſentence ſur le poſſeſſoire, il ſuffit produire vn Chartulaire ou cachereau authentique, ou autre titre, en forme probante deſignant clairement par bons & certains abouts.

VALANCIENNES Titre 2. Article 16. Et ſi partie adiournee compare aux inſinuations, auant que le demandeur ait ſeruy d'Intendit, le demandeur ſera tenu rafreſchir la demande, & y pourra partie en refundant deſpens des defences, reſpondre ſur le champ, ſi bon luy ſemble, & le demandeur y repliquer promptement, ou prendre iour, ſi bon luy ſemble. Article dix-ſept. Et ſi au iour que ledit demandeur aura prins pour repliquer, il faict defaute, ſera priué de replique, & ſera faict droict ſur les demandes & reſponces, ou autrement ſeront les parties reglees diſpoſitiuement, & comme il appartiendra par raiſon. Article 22. Et ſi les parties procedent verbalement par demande, reſponce, replique & duplique, ſans plus auant les admettre, ſeront reglees diſpoſitiuement à eſcrire à toutes fins. Et ſi pourront ſeruir d'Additions ſur les Eſcritures, ſi bon leur ſemble, ſans plus amplement eſcrire. Et ſeront leſdictes Eſcritures & Additions auec les titres, imminens à ce ſeruantes, veu par leſdicts de la Loy, pour faire droict aux parties, ou les regler à preuues ou autrement, comme ils trouueront au cas appartenir. Titre trezieſme. Article 151. Et apres ce que le defendeur aura baillé ſa requeſte par eſcrit, ordonneront audit clamant ou demandant y reſpondre par eſcrit, endedans autre quinzaine, à peine que deſſus. Et ce faict, ordonneront au defendeur prendre coppie & y dupliquer, à autre quinzaine, & à ſemblable peine. Article 152. Item ledict defendeur par ſa defenſe, ſera tenu proceder à toutes fins, & ne pourront leſdictes parties plus auant eſcrire: que de demande, reſponſe, Replique & duplique. Article 153. Et apres que leſdictes parties ont eſcrit comme deſſus, ou qu'elles en ſoient forcloſes, tous leſdicts eſcrits ſeront rapportez par deux d'iceux Eſcheuins & non plus, audit Chief-lieu: leſquels du Chief-lieu ordonneront & deliureront par eſcrit, audit Maieur & Eſcheuins ce qu'ils auront à faire en ladite matiere, & ſeront tauxees les iournees & vacations de ceux qui apporteront leſdicts eſcrits, eu regard aux perſonnages & diſtance des lieux, ſans pouuoir prendre ou auoir plus grand ſalaire que ne leur ſera tauxé par leſdicts de Valancienne.

TOVRNAY Tit.26. Art.3. Auſſi l'on ne peut par poſitifs Eſcritures, memoires, Intendits, Additions, Superadditions, ou reſponces, ne par autres pieces articuler aucuns faicts non propoſez ne plaidoyez en effect ou ſubſtance auant litiſconteſtation en cauſe, neant-moins ſi auant que partie aiant couché tels faicts en ſes Eſcritures originelles affermeroit iceux faicts, auoir eſté plaidoyez en effect ou ſubſtance, ils ſeroient tenus pour litiſconteſtez. Art.4. Pareillement l'on ne peut reſpõdre aux dupliques de partie, n'eſt qu'en icelle y ſoit faits nouueaux.

XVIII. COMTE DE BOVRG. Chap.4. Article 52. L'Inſtance des cauſes commencees en iugement ne ſera point perie par interruption de temps, iuſques apres xxx.ans. f

f L. properandum C. de iudiciis contraria eſt. vide Molin, Conſ.25.num.10. & 11. vbi hanc conſuetudinem explicat. Notez que les Couſtumes limitent diuerſement la peremption d'inſtance, les vnes par an & iour, les autres ſuiuant l'Ordon. & le droict ciuil à trois ans. Voy la Couſtume de Berry Titre 2. Article 24. & Liure 3. de la Conference des Ordonnances Royaux. Tit.1.

Source : BIU Cujas

CAMBRAY Tit. 26. Art. 7. Vne cause encommencee, laquelle est delaissee & mise en silence par le demandeur, par l'espace d'vn an, est tenue pour interrupte.

TOVRNAY Tit. 3. Art. 1. Tous Procés pendans pardeuant Preuosts & Iurez, Escheuins ou autres Iustices de ladite ville de Tournay, cheent en interruption par les non appeller au tour de Rolle par l'espace d'vn an: en sorte que la partie poursuiuie n'est tenue aller auant en cause, n'est que partie voulant proceder ait obtenu de nous lettres de Relief d'icelle interruption.

LA Salle de Lille Tit. 25. Art. 19. Es Sieges desdits Gouuernance & Bailliage dudit Lille, les causes ne cheent vagues ou interruptes. Art. 20. Si comparãt est prins en cause, celuy qui veut proceder auant, est tenu endedans l'an dudit cõparuit prins, faire adiourner ceux, contre lesquels il veut proceder outre pour reprendre ou delaisser les erremens, & proceder en la cause selon les retroactes. Et ledit an reuolu, telle cause chet en interruption.

LILLE Tit. 10. Art. 140. Il ne chet aucunes causes vagues ou interruptes: sauf qu'apres comparuit prins en cause, apres le trespas de l'vne des parties collitigãtes, celuy qui en veut profiter, est tenu endedans l'an auoir faict adiourner sa partie pour reprendre ou delaisser les erremens, & proceder en la cause selon les retroactes, à peril que la cause chet vague & interrupte.

PONTHIEV Tit. 13. Art. 167. Quand aucune cause est introduite pardeuant aucun Iuge en ladite Comté, & que par an & iour elle est discontinuee sans proceder en icelle par an & iour, elle est interrupte & chet en interruption. Et n'est tenue partie defenderesse d'y proceder, s'il ne luy plaist, si n'estoit que la cause fut mis en l'aduis du Iuge, ou qu'elle fut conclute pour ouir droict, ou que la partie demanderesse fut releuee par mandement Royal, de ladite interruption, & que prealablement elle eust refondé les despens encourus en ladite cause auparauãt ledit Relief.

BOVRBONNOIS Chap. 3. Art. 14. Par † discontinuation de poursuiure vn procés, soit par faute de proceder ou defaut obtenu par l'vne des parties, par trois g ans l'instance est perie.

† *Cest Art. 14. est accordé de nouuel.*

SEDAN Tit. 16. Art. 319. Toutes instances interruptes apres contestation en cause par trois ans entiers, sont peries: & ne pourront estre reprinses ne poursuiuies, s'il n'y a h minorité ou autre empeschement necessaire, comme de prison, dont le temps sera deduit, comme des autres prescriptions. Et si la declaration de la peremption d'instance est demandee & requise en iugement, elle sera adiugee auec despens tant de l'instance perie, que de l'instance de peremption. Art. 320. Et quant aux instances non contestees, elles sont peries par an & iour, & les demandeurs qui les auront intentees, si ladite peremption est poursuiuie, seront condamnez és despens tant de l'instance principale, que de la peremption. Art. 321. Si vne cause est discontinuee par trois mois sans estre appellee, ou y prendre appointement, elle ne pourra plus estre poursuiuie, ny exploict donné contre partie, sans la faire re-adiourner, n'estoit qu'elle vueille proceder volontairemẽt en la cause. Art. 322. Et se fera l'adiournement aux despens du poursuiuant, sans esperance de les recouurer en diffinitiue ou autrement.

g Le Roy Franc. 1. en l'an 1539. Art. 122. defẽd toutes lettres pour peremption d'instance laquelle Ordonn. est fort practiquee, & depuis est interuenue l'Ordon. de Charles 9. 1563. Art. 15. par laquelle l'instance intentee si par le laps de trois ans elle est discontinuee, n'a aucun effect de proroger ou perpetuer l'action: mais à la prescription son cours. Laquelle derniere Ordonn. n'est interpretatiue de l'ancienne Ordonn. du Roy Franc. 1. 1539. ains du droict cõmun in l. properandũ C. de iudic. Cynus ind. l. properandum §. vlt. Les Docteurs tiennẽt litis ordinatoria perire instãtia perempta cap. causam extr. de testib. Bartol. in l. 2. D. iud. solui Baldus in l. cum antea C. de arbitris, ou ils disent que sententia lata super illis est ipso iure nulla. Voyez ce qui a esté par nous noté au liure 3. de la Conference des Ordonn. Royaux Tit 1. & Chopin liure 3. du Dom. Tit. 29. nomb. 6.

h Cynus ind. l. properandum §. vlt. C. de iudic.

TITRE XXIII. DES IVGEMENS, SENTENces & executions d'icelles.

I. En Normandie les Iuges tenus de donner leurs Sentences par aduis de Conseil.
II. Sentences prononcees en iugement.
III. En action mobiliaire ou personnelle n'y que sept iours pour payer en quelques lieux.
IIII. Sentences prouisoires executoires nonobstant l'appel. Iuges Royaux iusques a quelle somme peuuent declarer leurs Sentences executoires nonobstant l'appel. Execution de lettres de Sentence. Opposition.
V. Lettres rogatoires pour l'execution des Sentences.

I. NORMANDIE Chap. 1. Art. 12. Et sont tous Iuges tant Royaux que subalternes suiets & tenus iuger par a l'aduis & opinion de l'assistance.

a Par le Stil de Normandie les iugemens se font par les opinions

II. VALANCIENNES Tit. 13. Art. 156. Le proces ainsi instruict, sera

des sages Coustumiers & Practiciens, & aussi par Arrest de la Cour des annees 1525. & 1547. fut ordonné à tous Iuges du pays de Normandie de iuger les proces en plein Auditoire, & donner leurs Sentences par opinion d'assistence, suiuant la Coustume, Ordonnances & Arrests de la Cour: sur peine de nullité des iugemens qui seront autrement donnez. Pareillement fut enioinct aux Aduocats d'assister & eux trouuer aux Sieges ordinaires : & ainsi par Ord. du Roy François 1. 1540. fut ordonné de iuger les appellations par assistance d'Aduocats non suspects. Voyez le Terrien liure 10. Tit. 1.

derechef rapporté audit Chief-lieu par deux desdits Escheuins, pour en auoir ordonnance dudit Chief-lieu, soit par sentence diffinitiue ou autre, comme ils verront au cas appartenir: laquelle sentence ou autres appointemés desdits Preuosts Iurez & Escheuins se prononcera par lesdicts Escheuins : a la semonce de leur Mayeur, en leur lieu & iugement accoustumé.

III. POICTOV Tit. 19. Art. 426. Quand aucun est condamné en action personnelle & mobiliaire, il n'a que vii. iours [b] de terme pour payer : & le doit le Iuge condamner à payer dedans vii. iours, le iour de la Sẽtence en ce comté : & donner mandement de l'executer, lesdits vii. iours passez. Art. 427. En tous cas desquels par la Coustume on doit faire aucune chose dedans vii. iours, comme aux cas dessusdits: & aussi pour releuer appel & autres semblables, le iour de la Sentence & exploict n'est aucunement comté esdits iours, & y a viii. iours inclusiuement.

BRETAGNE Ti. 13. Art. 218. Apres condẽnation ou Sentence donnee à l'encontre d'aucun, le condemné a viii. iours à payer & satisfaire à icelle, & le Iuge qui a condemné doit executer sa sentence par luy ou ses commis, si l'execution se peut faire au dedans de son distroict : autrement faudroit executer par requisitoire.

IIII. VALANCIENNES Tit. 1. Art. 9. *A la fin.* Et neant-moins nõobstant iceluy appel, les Sentences & appointemens rendus par ledit Preuost non excedant la somme de xx. Carolus d'or, pour vne fois, se mettront [c] à execution, en baillant caution par celuy, qui les auroit obtenu, le tout sans preiudice en autre chose dudit appel. Art. 10. Ledit Preuost de la ville aiant rendu son appointement ou Sentences, enuoira quant requis en sera de partie, deux Sergens Bastonniers en la maison du condemné, qu'il fournisse. Et si ledit condemné differe de à ce satisfaire, lesdits Sergens pourront prendre gages suffisans, pour furnir à ladite Sentence. Et s'ils ne trouuoient biens portatifs, ledit Preuost ordonnera Gardemaneurs estre mis en la maison du condemné, iusques à ce qu'il ait administré biens pour satisfaction de ladite Sentence. Sur lesquels se pourra faire l'execution auant dite, ou en faute de ce, l'on pourra faire contraindre le condemné par emprisonnement de sa personne. Tit. 2. Art. 26. Et neant-moins si les Sentences sont en dessous ou iusques à l. Carolus d'or, pour vne fois, & v. Carolus d'or de rente, seront executees nonobstant & sans preiudice dudit appel & à caution.

LILLE Tit. 16. Art. 202. Sur Sentences rendues par le Reuvart, les condemnez sur execution d'icelle, sont & doiuent estre receus, s'ils le requierent, à opposition en nantissant, & sont oys en leurs defenses & exceptions, fins & conclusiõs pardeuant Escheuins. Tit. 18. Art. 217. Sur Sentence rendue par Escheuins, le condamné n'est receu à opposition. Art. 222. Vne Sentence n'a vigueur d'execution que l'espace d'vn an ensuiuant le iour de la date d'icelle. Et est requis l'an expiré, pour l'auoir de rechef executoire, de faire adiourner le condemné pour voir prononchier executoire, & n'est receu le cõdemné à proposer defenses sans nantir, n'est en soy rapportant au serment du demandeur, d'vn faict portant decision de cause.

TOVRNAY Tit. 4. Art. 1. Tous Sentences sont executoires sans surannemẽt contre les condemnez : mais apres leur trespas soit qu'elles soient surannees ou non, est besoin les faire declarer executoires contre leurs heritiers, qui se fera sommierement sans cognoissance des merites d'icelles sentences : ne fut que l'execution fut commencee du viuant des condemnez : auquel cas se parfera l'execution sans les declarer executoires. Art. 2. L'on pourra vser d'execution contre les heritiers du feu obligé, n'est qu'eux à ce adiournez & ouys les lettres obligatoires soient declarees executoires contre eux. Tit. 25. Art. 9. Toutes Sentences diffinitiues donnees par les Preuosts & Iurez ou par Mayeurs & Escheuins desdits deux Escheuinages par l'aduis & resolution d'iceux Preuosts & Iurez & non autres, sont executoires sous bonne & suffisante caution, nonobstant appel, si auant que icelles Sentences soient reparables en diffinitiue, & non autrement.

CAMBRAY Tit. 26. Article 10. Pour execution de Sentence rendue en Cour Laye, és causes qui sont intentees par clain, saisines & arrest, si les Bailly,

[b] Par l'ancienne Loy des xii. Tables, il y auoit xxx. iours, mais par le droict ciuil il y a le temps de iiii. mois prefix & ordõné pour payer le Iugé. Papin. in l. 3. D. de vsur. l. vlt. C. de exec. rei iud. L. 1. 2. & 3. C. de vsur. rei iudic. Forn. lib. 2. Selec. cap. 15 cap. quærenti & ibi Glossa. De offic. del. At Callistratus in l. debitoribus. 31. D. de re iudicata videtur duos menses tantum constituere iudicato faciendo sed hi duo menses pignoribus vendendis tantũ præstituti videntur, vt etiam in l. 2. C. Th. de distract. pign. quade re Cuiac 3. Obs. 39. & Forn. 2. Sel. c. 15. au moyen dequoy la Coustu. de Paris Tit. 8. Art. 172. veut que les executans soient tenus faire vendre les biens dedans deux mois apres les oppositions iugees ou cessees. Au reste il y auoit ii. mois auant Iustiniã l. 3 §. vlt. C. de vsur. rei iud. l. 1 c. Th. eod. tit. antiquitas reis condemnatis laxamentum duorum mẽsium præstabat.

[c] Il n'est permis de mettre à execution toutes sortes de Sentẽces, ains faut deferer aux appellations : si les Ordon. où les Coustu. ne permettent de les mettre a execution, nonobstant l'appel. Voyez le 7. liure de la Conference Tit. 1. & 6. & autres lieux, où vous pourrez voir plusieurs Sentences qui se peuuent executer nonobstant l'appel, tant en matiere ciuile, que criminelle.

Source : BIU Cujas

Preuosts, ou Mayeurs, sont delaians ou refusans fournir à l'execution de telles Sentences, il conuient requerir de clorre leurs plaids tant que le Bailly, Preuost ou Maieur aura furny à ladite execution si auant que les biens, sur lesquels, les clain, saisine ou arrest aura esté faict, peuuent porter. Et à defaut de point vouloir clorre les plaids, l'on en peut appeller comme de denegation de Iustice. Tit. 27. Art. 8. Les Sentences des Iuges superieurs rendues és causes d'appel, se doiuent mettre à execution par les Iuges inferieurs, qui ont rendu la premiere Sentence, à l'ordonnance desdits Iuges superieurs.

LA Salle de Lille. Tit. 23. Art. 6. Vne Sentence passee & vallee en force de chose iugee, n'a vigueur d'execution entre parties priuees, qu'vn an. Tit. 25. Art. 11. Sur execution de lettres, instrumens ou Cedules recognues ou prononcees executoires, l'on est receu à opposition en nantissant: & demeurent en vigueur d'execution, combien qu'elles soient surannees.

MELVN Chap. 23. Art. 320. Sentences †† donnees contre le Garand, sont [d] executoires tant pour le principal que despens contre le garanti : diligence & discussion prealablement faite, sur les biens meubles dudit Garand, pour le regard desdits despens seulement.

MONTARGIS Chap. 20. Art. 17. Sentences donnees contre aucuns ayãs prins la cause pour vn autre, sont executoires tant du principal, que des despens, contre celuy pour qui on a prins la cause, en ayant diligence sur les meubles du condamné. Art. 18. Lettres de Sentences en declaration d'hypotheque donnees contre vn detenteur, sont executoires contre le condemné', tant qu'il est detenteur de l'heritage redeuable à ladite rente, nonobstant que ledit an & iour soient passez.

DVNOIS Chap. 18. Art. 94. Vne Sentence, &c. p. *à Montargis.* 17. pour vn autre, &c. tant cõtre celuy qui est condemné, que celuy pour lequel il a prins, &c. diligence contre le principal condemné.

ORLEANS Tit. 20. Art. 437. p. *à Montargis.* Art. 18. de ladite rente, &c. nonobstant que l'an & iour d'icelles s. &c. Art. 457. Les † Sentences & iugemens donnez contre les Garands sont executoires contre les garantis, tout ainsi que contre les condamnez : sauf des despens, dommages & interests, dont la liquidation & execution ne se fera contre les garantis : sinon que au prealable discussion ait esté faicte sur les meubles des Garens.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 99. Sentences ou condemnatiõs donnees contre aucun, qui a prins la cause pour vn autre, est executoire, tant du principal, que des despens, tant contre celuy qui est condemné, que celuy pour lequel il a prins la cause, au chois de celuy qui a obtenu : en aiant, quant és despens seulement, fait deuë discussion sur les biens meubles du principal condemné.

BRETAGNE Tit. 7. Art. 44. Et † s'il aduenoit que le Garand fut condãné, la Sentence sera executoire contre le garanti: sauf, &c. p. *a Orleans.* 457. de l'instãce se fera contre le Garand seulement, sans recours vers le garanti, ores que le Garand fut insoluable. Tit. 9. Art. 165. Toutes †† Sentences prouisoires donnees [e] en matieres suiettes à prouision par quelque Iuge que ce soit, comme alimens, Douaires, medicamens, recreance, reintegrande, garnison de main, & autres semblables seroit executoires baillant caution, iusques à la somme de cinquante liures monnoye, nonobstant l'appel, opposition ou empeschement quelconque, & sans preiudice d'iceux. Et au dessus de ladite somme de cinquante liures monnoye, les Iuges subalternes non Royaux, appelleront auec eux pour conseil, deux autres Iuges ou Aduocats qui signeront auec lesdits Iuges, dont sera faite mention au bas de ladite sentence : autrement ne seront les Sentences desdits Iuges subalternes executoires par dessus l'appel. Art. 166. Toutes Sentences donnees par Iuge competant en presence des parties, seront executees reaument & de faict, s'il n'y a appel ou contredict interietté †† desdites Sentences. Tit. 13. Art. 237. Toute condemnation ou Iugé doit estre executé nonobstant quelconque exception que voudroit proposer le debteur, s'il ne la verifie † promptement.

V. BRETAGNE Tit. 1. Art. 16. Si le Iuge a condamné aucun & ne trouue biens du condamné dans son distroict & iurisdiction suffisans pour mettre à execution sa Sentence, il peut requerir le Iuge au distroict & iurisdiction duquel ledit condamné a biens. Et est le Iuge qui est requis tenu obeir au requisitoire, s'il luy appert sommairement que la condemnation soit donnee par Iuge competent: autrement ne seroit tenu y obeir.

†† *Cest* Art. 320. *a esté introduit pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Cest Art. 457. a esté tiré du 361. de l'ancien : & ce qui a esté adiousté est sans preiudice du passé.*

† *Cest* Art. 144. *qui estoit le 151. a esté ainsi esclarcy & reformé.*

†† *Cest Art. 165. qui estoit le 163. Art. de l'ancien a esté ainsi reforme.*

†† *Ce mot,* lors, *qui estoit en l'ancien a esté rayé.*

† *Ces mots,* en baillant caution, *ont esté rayez de cest Art. 237. qui estoit le 264. ancien.*

[d] L'Ordonnance du Roy Franc. I. 1539. Art. 10. veut que les iugemens & sentences dõnez contre les Garãds soient executoires cõtre les garentis, tout ainsi que contre les cõdamnez: sauf des despens dommages & interests dont la liquidation & execution se fera contre le Garand seulement: & suiuant ceste Ord. les Coustu. d Orleans. Art. 457. & de Bretagne. Art. 44 ont esté reformees. Mais aucunes Coustu. comme celles de Melun, Montargis & Bourbonnois, tiennẽt que le recours est reserué contre le garenty, si le Garand est faict insoluable. Imber liure 1. chap 20. Du Moulin sur la Const. de Bourb. & tract. diuid. & ind. in 2. parte 2. part q. 10. num. 514. Terrien liure 9. Tit. 23. Voyez Papon liure 11. des Arrests. Tit. 4. Arrest 13. qui sert pour l'intelligence de l'Ordõ. & Coustumes.

[e] Charl 8. 1493. Art. 51. Louis 12. 1498. Art. 80. & 1507. Art. 228. Franc. I. 1535. Chap. 12. Art. 13. & Chap. 16. Art. 24. monstrent quelles Sentences sont executoires par prouision.

Source : BIU Cujas

TITRE XXIIII. DES APPELLATIONS.

I. On ne doit releuer ſon Appel, omiſſo medio, & en quels lieux l'Appel reſſortit.
II. Amende du fol Appel & mal iugé.
III. Dans quel temps on doit releuer l'Appel ou renoncer à iceluy.
IIII. Appel du deny de Iuſtice.
V. Appel des interlocutoires.
VI. Appellation quand eſt deſerte.
VII. Appellans doiuent faire apporter le procés par Meſſagers non ſuſpects, & les Iuges ne ſont tenus de porter leurs Sentences.
VIII. Appellation ſe doit touſiours iuger ſuper iiſdem actis.
IX. Appel en matiere criminelle.
X. Des exemptions par Appel.

† Le 48. *Art. a eſté mis en ſurſeance pour le different d'entre le Bailif de Senlis & ſon Lieutenant & ledit Preuoſt forain. Et depuis corrigé par maniere de Prouiſion entant que touche ledit Preuoſt forain, par ce qu'il ne doit auoir la cognoiſſance des cauſes d'appel. Et entant que touche l'Eueſque de Beauuais, il aura acte de ſa proteſtation & le Procureur du Roy au contraire. A eſté ordonné que ledit Art. demoureroit en la forme qu'il eſt contenu audit cayer. Et a eſté rayé vn Art. ancien ſuiuant ledit Art. 48. cõmençant,* les Appellations *&c.*

ISENLIS Tit. 2. Art. 48. Si † aucuns Appellans ſubalternes ou ſuiets des Iuges Chaſtelains dudit Bailliage, ont releué à l'Aſſiſe dudit Senlis, a *omiſſo medio*, ils ſont renuoyez de ladite Aſſiſe par deuant leur Iuge d'Appel immediat, chacun endroit ſoy: ſ'il n'y auoit aucuns attentats ou cauſe pourquoy on doiue retenir la cognoiſſance.

SOLE Tit. 11. Art. 3. Les Appels de la Cour de Lixarre reſſortiſſent par Couſtume ancienne par deuant les Maire & Iurats d'Acs ou à la Cour de la Seneſchaucee de Guyenne, à l'option de l'appellant. Art. 5. De la Sentence des Maire & Iurats d'Acs l'on peut appeller à la Cour de la Seneſchaucee de Guyenne eſtant à Bourdeaux. Art. 6. De la Sentence de la Cour de ladite Seneſchaucee: l'on peut releuer à la Cour ſouueraine du Parlement de Bourdeaux.

TOVRNAY Tit. 25. Art. 1. Des Sentences interlocutoires des Mayeurs & Eſcheuins de ladite ville & deſdits Eſcheuinage & de S. Brixe & du Bruille, & pareillement des Sentences diffinitiues donnees à leurs requeſtes, comme auſſi de celles rendues par l'vn ou l'autre ſeul deſdits Preuoſts, ou Mayeurs, ou par les Doyens ou ſous-Doyens, quelles qu'icelles ſentences ſoient, pource qu'elles ne ſe rendent par aduis & reſolution deſdits Preuoſts & Iurez, l'on reſſortit immediatement par appel par deuant iceux Iurez, & d'illec en noſtre Chambre du Conſeil en Flandres. Art. 2. Mais au regard des ſentences diffinitiues deſdits Mayeurs & Eſcheuins, de quelque Eſcheuinage que ce ſoit, pource qu'elles ſe rendẽt par l'aduis & reſolution deſdits Preuoſts & Iurez, l'on en appelle par deuant nos amez & feaux les Preſident & gens de noſtre Conſeil en Flandres.

LA SALLE de Lille Tit. 1. Art. 22. Leſdits Hauts Iuſticiers & Vicomtiers ont pardeuant leurs hommes Feodaux, la cognoiſſance, en cas d'appel des ſentences diffinitiues ou appointemens interlocutoires rendus & prononcez par leurs Eſcheuins ou Iuges cottiers: ſi auant que les interlocutoires ne ſoient reparables en diffinitiue, & autrement non. Et ſi les appellans relieuent leurdit appel, par deuant la Iuſtice ſuperieure, & que leſdits Seigneurs demandent le Renuoy, les appellez (eux à ce r'aduouans) tel Renuoy leur eſt deu.

II. SENLIS Tit. 2. Art. 45. Si en enſuiuant b les Ordonnances Royaux, les appellans d'vn Sergent executeur, comme excedant les termes de ſa commiſſion, vouloient releuer par deuant le Bailly, qui auroit donné ladite Commiſſion, faire le pourroient. Art. 51. Tous les Preuoſts & Sergens Royaux, iugent & exploictent ſans danger d'amende. Art. 52. Les Preuoſts & Sergens, ſ'ils ſouſtiennent leur Iuge & exploits, auec les parties intimees, ſ'il eſt dit mal iugé ou exploicté: ils payent les deſpens par moitié, & auſſi ils les acquierent pour moitié, ſe ils gaignent leurs cauſes: pourueu que leſdits Preuoſts & Sergens ſoient intimees es matieres d'appel, ou qu'ils ayent aucun intereſt notable concernant leurs offices & droicts d'iceux. Art. 52. Si leſdits Preuoſts & Sergens declarent, qu'ils ſe rapportent aux parties de ſouſtenir, ou ne ſe preſentent point, ils ne doiuent nuls deſpens, ſi ainſi n'eſt qu'il y ait abus ou exces: pour leſquels ils ſoient prins à partie éſquels cas, ils ſeront tenus ſouſtenir leur iugé & exploict à leurs perils & fortunes d'amende & deſpens ſelon l'exigence des cas. Art. 55. Si en telles cauſes d'office y a appellation, le Preuoſt fermier eſt reputé partie intimee pour ſon intereſt: parquoy ſ'il eſt dit mal iugé, il eſt condamné és deſpens de l'appellant. Art. 56. Si les appellans des Preuoſts & ſergens Royaux, ont mal appellé, ils ſont condam-

a L. 21. D. de appell. Nou. 17. c. 3. cap. Romana eod. tit. in 6. can. Si quis 2. q. 6. Abbas in cap. dilecti. De appell. Les Appellations doiuent releuer par deuãt les Iuges, par deuant leſquels nuement & immediatement elles doiuent reſſortir: les Ordonnances y ſont expreſſes Ieã 1364. Charl. 5. 1358. Art. 12. Charl. 7. 1453. Art. 9. Frãc. 1. 1535. Chap. 1. Art. 31. & cha. 16. Art. 4. & 31. fut ainſi par Arreſt du 13. iour de May 1583. reiette vne Appellation releuee *omiſſo medio*, q eſtoiẽt les Preſidiaux. C'eſt tout vn ne point releuer ſon Appel, & le releuer, où il ne faut, & peut on valablement adiourner en deſertiõ, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 5. iour Decembre 1564. L'ancienne couſtume de Berri. Art. 25. L'en garde par Couſtume, & de ce eſt li Rois en ſaiſine, que la ou aucuns appelle d'vn iugement donné en la Cour d'vn Baron ou de vn Chaſtelain, au Baillif le Roy, delaiſſé le moyen, ſe moyen y a, cil moyen, ſ'il en requiert la Cour ne l'aura pas, ains en cognoiſtra li Baillif pour le Roy & determinera.

b On peut appeller d'vn executeur ou ſergent quand il excede: duquel appel la cognoiſſance appartient aux Iuges, dont procedent les Sentẽces qu'õ veut mettre à executiõ,

Source : BIU Cujas

ou auſquels appartient la cognoiſſance de la cauſe principale, ainſi qu'il eſt porté par les Ordonnances de Charl. 7. 1453. Art. 11. & 12. Franc. 1. 1535. chap. 16. Art. 17. & 19. miſes en la Conference liure 7. Tit 2.

nez és deſpens & en l'amende de lx. ſols Par. que prend le Preuoſt fermier chacun en ſes termes. Art. 57. Les appellans des Baillifs, Preuoſts & Iuges ſubalternes, qui releuent leurs appellations en Aſſiſe ou dehors par anticipation, ſ'il eſt dit mal iugé, l'appellant de Iuge ſubalterne, qui n'eſt Iuge Royal, eſt condemné es amendes de ſon fol Appel: c'eſt à ſçauoir en lx. ſols Par. enuers le Iuge, duquel il eſt appellant, & autres lx. ſols Par. enuers le Roy, qui ſont prins & cueillis par le fermier des amendes pour le Roy, qui eſt en la Chaſtellenie de Senlis: & †† le fermier des exploicts de la Preuoſté foraine: lequel prend leſdites amendes de lx. ſols Par. tant du Iuge dudit Baillif, que dudit Preuoſt forain. Art. 58. Les † appellans des Sentences donnees par le Preuoſt de la ville de Senlis, ſ'il eſt dit bien iugé par ledit Preuoſt & mal appellé par eux, ou que tel Appel ſoit declaré deſert, ne payeront qu'vne amende de lx. ſols Par. qui ſera leuee par le fermier des exploicts du Bailliage: & pareillement des Appellations qui ſeront interiettees du Preuoſt de la ville de Compiengne, Preuoſt de la Ville de Chaumont, & du Preuoſt Maire de Ponthoiſe: ce qui aura auſſi lieu és autres Chaſtellenies particulieres dudit Bailliage & par tout iceluy. Art. 59. Les appellans ſoit en Aſſiſe ou en iour ordinaire, ſont tenus de cotter le iour de leur Appellation & de leur Relief, pour fonder iugement: ſur peine de donner congé de Cour, qui emporte declaration de la deſertion de ladite appellation, & par conſequent mal appellé: ſ'il n'y auoit aucune cauſe ou excuſation apparente, pour laquelle le Iuge de ſon office & pour iuſte cauſe, ſuppliaſt par l'opinion des aſſiſtans, & n'y ſert de rien de demander abſence * en cas. Art. 60. Le Preuoſt forain de Senlis & autres Preuoſts en Garde qui ne ſont fermiers des exploicts, ne payent aucuns deſpens. Art. 61. Les Iuges, Sergens & Officiers ſubalternes, ſ'ils ont mal iugé & exploicté, ſont condamnez en lx. ſols Par. d'amende pour le mal & és deſpens des parties. Idem des Baillifs Chaſtelains, qui ſont condemnez en pareille amende pour leur mal iugé. Mais les Iuges Royaux, comme le Preuoſt forain de Senlis, le Preuoſt de la ville, le Preuoſt d'Angy, ne payent amende de leur mal iugé. Art. 63. Si le Seigneur a donné la ſentence, ou fait l'empriſonnement ou exploict en perſonne, dont il eſt appellé, & il eſt dit bien appellé & mal iugé ou exploicté, tel Seigneur eſt condemné en telle amende, comme deſſus, comme les Baillifs, Chaſtelains: pource que le Seigneur eſt aduoué de ſoy. Art. 77. Auſſi les Seigneurs leurs Iuges & Sergens iugent ſous les perils d'amende & de deſpens, tout ainſi que cy deſſus eſt declaré. Art. 89. Les Preuoſts, Maires, Sergens, appellans & intimez, ſont tenus eux conduire & ſe reglent en leurs appellations, condemnations d'amendes & deſpens, comme il eſt declaré cy deſſus, ſelon la Preuoſté de Senlis. Art. 92. *A la fin.* Et ſont au ſurplus les appellans & Appellations de pareille condition d'amende & deſpens que deſſus.

CLERMONT Tit. 19. Art. 212. Quand aucun appellant dechet de ſa cauſe d'appel, par congé de Cour, interruption ou autrement, tel appellant eſt tenu d'amende de lx. ſols Par. enuers la Iuſtice, dont il a appellé. Et ſi le Iuge c a mal iugé, il encourt en pareille amende enuers le Roy: toutesfois ne ſont en ce comprins les Iuges Royaux de ceſte Comté. Art. 214. Quand vn vaſſal Noble eſt adiourné en cas d'Appel à ladite Aſſiſe, pour acte de Iuſtice ou exploict par luy faict ou faict faire contre vn appellant, pour raiſon de quelque tort par luy allegué, & ledit Vaſſal dechet de ſa cauſe, en maniere qu'il eſt dit contre luy, bien appellé & mal iugé: ledit Vaſſal Noble eſt pour ce tenu, en amende enuers le Roy, qui eſt de lx. ſols †† Par. d'amende. Art. 215. Et en pareille amende ſeroit tenu le Vaſſal Noble, là où en matiere d'Appel il aduoueroit ſon Garde de Iuſtice, duquel il ſeroit appellé & mal iugé. Mais ſi ledit Garde de Iuſtice n'eſtoit aduoué, audit cas ledit Garde ſera tenu pour raiſon dudit mal iugé, en lx. ſols Par. d'amende enuers le Comte de Clermont.

CHAVMONT Tit 8. Art. 101. Sur † le CI. Art. ſaiſant mention que ſ'en appelle d'vn Preuoſt, Sergent ou autre Officier de la terre & Seigneurie d'vn S. Haut Iuſticier aiant Baronnie ou droict de Chaſtellenie en ſa terre: en ce cas les ſuiets ou autres appellans deſdits Preuoſt, Maire ou Sergent, ont l'option & chois de releuer leur Appel par deuant le Bailly de Chaumont Iuge Reformateur immediatement ſuiet à la Cour, ou par deuant le Bailly ſubalterne: dont le Bailly Royal eſt Reformateur, les Commiſſaires ont ordonné d que les Barons Sei-

c Au grand Couſtumier liure 3. Item les Iuges en pays de droict eſcrit ou Couſtumier, qui ſont Iuges Royaux pour auoir mal iugé ne doiuent point d'amende, ſi ce ne ſont les hõmes du Roy iugeãs en aucune Court: Car ceux là doiuent amendes, & auſſi les Iuges autres que Royaux. Et ſ'il eſt prononcé bien iugé, & les appellans ſont d'autres Bailliages que Royaux, ils doiuent au Seigneur lx. ſols. Et en autre endroit, le Iuge doit faire ſon iugemẽt bon, & pource eſt il adiourné pour le defendre: & en paye l'amen-

†† *Le 57. Art. a eſté mis auſſi en ſurſeance, entant qu'il faict mention des appellations reſſortiſſans par deuant le Preuoſt forain, & depuis a eſté corrigé par maniere de prouiſion comme deſſus, et mis en la forme que il eſt contenu au dit cayer & ſ' pareille cotte.*

† *Le Preuoſt forain de Senlis a requis ledit Art. 58. entant qu'à luy eſt, demourer ſelon ſa forme & teneur en ce qu'il faict mention que le Preuoſt de la ville dudit Senlis n'eſt pas reputé Haut Iuſticier. Surquoy a eſté faict empeſchement par le Preuoſt deuille & autres oppoſans contenus es Art. cy deſſus faiſans mention des Preuoſt Royaux ſur le different des iuriſdictions deſdits Preuoſts Royaux. En en ce regard, ont eſté les parties renuoyees en la Cour. Et quant au ſurplus dudit Art. ſur ce qu'il contient que les appellãs ſont condemnez en deux amendes quãd ils ſuccombent, & que ledit Preuoſt de la ville de Senlis & Preuoſts des villes de Chaumont, Ponthoiſe & Compiengne ont dit que leſdits amendes*

Source : BIU Cujas

quand il n'y en auroit qu'vne, doiuent appartenir aux fermiers de leurs exploicts, & non aux fermiers des exploicts des Iuges ſuperieurs & d'Appel. Et que ledit Procureur audit Bailliage de Senlis a dit au contraire, que leſdites amendes doiuent appartenir au Fermier des exploicts deſdits Iuges ſuperieurs. Dict a eſte par l'aduis des Eſtats & de leur conſentement, que ledit Art. ſera corrigé mis ſelon qu'il eſt contenu audit cayer ſous pareille cotte.

* *Alias, en ce cas.*

†† *Anciennement l'amende eſtoit de lx. liures Par. Mais elle a eſté moderee d'vn commun conſentement à lx. ſols Par. és Art. 214. & 215.*

† *Ceſt Art. contient l'ordonnance des Commiſſaires, laquelle ne deuoit eſtre inſeree en iceluy. Mais ie n'ay rien voulu changer & fut renuoyé à la Cour pour en ordonner.*

de, s'il eſt dict bien iugé, & eſt reputé ſon faict. Mais le contraire eſt és appellations faites en pays de Droict eſcrit. Car en icelui pais ne pour bien iugé, ne pour mal iugé, l'en ne paye point d'amende. Franc. 1. 1539. Art. 116. a ordonné le contraire. Iur. ciuili pœna iniuſtæ

prouocationis erat quinquaginta librarum auri, aut argẽti l. 10. 15. 16. 25. & 30. Quor. appell. non præcip. l. 6. §. ne temere C. De appellat. l. 1. C. Quorum appell. non recip. l. 2. C. de epiſc. aud. Par le droict canonique il ſuffit que l'appellant perde ſa cauſe, & ſoit condamné aux deſpens dommages & intereſt de l'intimé. Selon l'opinion de Balde, Cynus & Salicet. ſur le D. §. ne temere. cap. Nicolao 64. extra de appell. Abbas & Panorm. in cap. 2. eod tit. Specul. Tit. de appell. §. nunc dicendum. Au reſte les Iuges ſubalternes & non Royaux ne ſont tenus de leur iugé quand il y a partie, iugé le 25. Feurier 1572. comme auſſi les Iuges Royaux n'en ſont tenus encores qu'ils paſſent outre, iugé le 12. Feurier 1574.

d Ceſt Art. 101. ſe practique touſiours ſuiuant l'opinion & choix par les ſuiets des Seigneurs Barons, qui relieuent leurs appellations à leurs chois ou par deuant le Bailly Royal immediatement, ou par deuant le Bailly Chaſtelain. N'eſtoit que le Bailly Chaſtelain euſt fait publier ſon Aſſiſe: auquel cas le ſuiet eſt tenu releuer par deuant le Bailly Chaſtelain, & non par deuant le Bailly Royal. Gouſſet. Appellation, omiſſo medio, des Preſidiaux, fut reiettee & les parties renuoyees par deuãt leſdits Preſidiaux, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt donné en audience le 13. iour de May. 1583. Au reſte ceux qui n'ont point d'intereſt, ne ſont receuables appellans ainſi qu'il a eſté ſouuẽt iugé, & meſmes le 24. iour de Feurier 1564. & le 17. iour d'Aouſt 1584 contre la Dame de la Grenache, comme auſſi ils ſont quelquefois declarez non receuables, n'ayans les Sentences & pieces au poing, & ne ſont excuſables de dire que par colluſion & intelligence le Greffier ne leur a voulu deliurer la Sentence. Car il le faut compulſer & en auoir acte du refus, comme il a eſté iugé par Arreſt du 18. iour de Feurier. 1563.

gneurs Chaſtelains & autres aians iuſtice Haute, eſquels y auoit Baillif & Preuoſt, bailleront par eſcrit leurs cauſes & raiſons, & produiront tout ce que bon leur ſembleroit, qui ſeroient communiquez au Procureur du Roy, pour y reſpondre; & du tout en eſtre par eux fait rapport à la Cour, pour y pouruoir.

Vitry Tit. 1. Art. 7. Si †† vn appellant qui a releué ſon appel, faut à ſoy preſenter le iour des preſentations de l'Aſſiſe, ſ'il eſt homme roturier & non Noble, l'amende eſt ſur luy de lx. ſols t. Et ſi doit eſtre pareille amende en la Iuſtice & Seigneurie, dont il eſt appellant. Et ſi tel appellant eſtoit Noble perſonne, viuant Noblement ou roturierement, vne Communauté, Chapitre, College, ou Iuſtice en Garde, l'amende ſeroit de vi. liures t. & ſi perdroit tel appellant ſa cauſe, & les deſpens, au profit des adiournez ou intimez preſentez. Et ſemblablement deuroit autre amende de vi. liures t. enuers la Iuſtice dont eſt appellé. Et emporte l'appellé preſenté contre tel appellant defaillant, congé de Cour portant de gain de cauſe & deſpens. Art. 8. Et quand l'appellant ſe preſente, & que les adiournez defaillent, ſoit à la premiere aſſignation ou auant litiſconteſtation, tel appellant preſenté & comparant, emporte contre leſdits adiournez gain de cauſe & deſpẽs Et ſi ſont leſdits adiournez condamnez en amende tant au profit de la Iuſtice du reſſort de celle dõt eſt appellé, à ſçauoir les roturiers nobles de lx. ſols t. & les Nobles viuans noblement roturierement, Communauté, Chapitre, College, Iuſtice en Garde de vi. liures t. Art. 9. Et quand les appellans defaillent, apres litiſconteſtation, l'amende eſt de xx. ſols t. ſur eux: & porte ledit defaut profit à partie cõparant, tel que le defaillant eſt forclos de ce qu'il auoit à faire pour ledit iour. Et au regard des adiournez ou intimez non nobles, qui ſont defaillans apres litiſconteſtation, l'amende eſt ſur eux de dix ſols t. Mais ſ'ils ſont Nobles, Chapitres, Cõmunautez, Colleges, ou Iuſtices en Garde, l'amende eſt de xx ſols t. & ſi ſont forclos leſdits defaillans de ce qu'ils ont à faire pour ledit iour. Toutesfois quand par le Defaut obtenu contre l'appellant, apres litiſconteſtation, les adiournez ou intimez emportent gain de cauſe: en ce cas pource que la cauſe ſeroit terminee, l'amende ſeroit contre le non Noble de lx. ſols t. Et contre le Noble, Chapitre, Iuſtice en Garde, College ou Communauté, de vi. liures t. Et touſiours y a pareille & ſemblable amende à la Iuſtice ſubalterne, de laquelle eſt appellé, ſelon les diſtinctions des Nobles & non nobles, Chapitres, Colleges, Communautez & Iuſtices en Garde: ſi n'eſtoit que leſdites deux Iuſtices fuſſent à vn meſme Seigneur. Auquel cas n'y auroit qu'vne amende. Art. 10. Et quand l'appellant ne relieue ſon appel, & qu'il eſt par ce moyen deſert, l'amende eſt ſur tel appellant telle & ſemblable que deſſus eſt dit, des appellans qui ne ſe preſentent en Aſſiſe, ſelon la diſtinction des Nobles, & non Nobles, Chapitres, Communautez, Colleges, Iuſtices en Garde. Art. 11. L'intimé en cas d'appel, n'eſt tenu ſoy preſenter, ſi bon

†† *Les Gens d'Egliſe, nobles & officiers du Roy & Practiciẽs dudit Bailliage & autres aſſiſtans tous cõcordablement nous ont remonſtré que l'Art. 7 ancien eſtoit de trop grãde charge: par ce que par iceluy il y auoit pluſieurs Gentils-hõmes & Communautez deſtruicts, & que par crainte deſdites amẽdes tel eſtat ſont ment greué par le Preuoſt, qui n'oſoit appeller par deuant le Bailly. Sur quoi leur auons demandé leur aduis, en leur remonſtrant l'intereſt du Roy, & que le contenu audit Art. auoit eſté introduict, à ce que les Nobles ſous ombre d'auctorité, ne fiſſent aucunes violences ou oppreſſiõs aux pauures.*

Source : BIU Cujas

Et ſur ce tous ont eſté d'aduis que ledit Art. fut moderé, & eſcrit ainſi qu'il ſenſuit. Et ainſi a eſté ordonné le contenu és Art. 8. & 9. où par iceux les Nobles pour l'amende du defaut emportant gain de cauſe, deuoient payer lx. ſoures t. ils ne payeront d'oreſnauant que vi. l. t. en enſuiuant le contenu au precedent Art.

ne luy ſemble: & où il defaut, l'appellant emporte contre luy gain de cauſe & ſans deſpens. Mais ſi tel intimé ſ'eſt preſenté & a ſouſtenu, & apres il fait defaut auant litiſconteſtation, l'appellant emporte contre luy pareillement gain de cauſe & auec ce deſpens & doit amende de v. ſols t.

AMIENS Tit. 11. Art. 217. Celuy † qui appelle du Seigneur Haut Iuſticier, ſon Bailly & officiers, ſ'il eſt dit qu'il a mal appellé, doit eſtre condemné enuers ledit S. en lx. ſols Par. d'amende.

† *Ceſt Ar. 217. a eſté mis au lieu 91. Art. ancien.*

PONTHIEV Tit 4. Art. 188. Quand aucuns Hauts Iuſticiers ou Vicomtiers ont Baillifs & hommes de fief en leurs terres, & ils font aucun iugement, & la partie en appelle, & il eſt trouué qu'ils ayent mal iugé, les hommes de fief ſont eſcheus vers leſdits Seigneurs d'amende de lx. liures Par. Et ſ'il eſt trouué que la partie ait mal appellé, il eſt eſcheu vers leſdits Seigneurs en amende de lx. ſols t. Tit. 13. Art. 184. Et ſi de la Sentence eſtoit appellé, & que l'appellant fut dit bien appellant, & les hommes liges condamnez en l'amende, de l'Appel, ils ſeroient à lx. liures Par. Et ſi l'appellant eſtoit dit mal appellant, & condemné en l'amende, n'eſcherroit qu'à lx. ſols Par. enuers le S. ou ſon fermier.

BOVLLENOIS Tit. 8. Art. 39. L'appellant d'aucunes Sentences, appointemens, exploict ou refus donnez ou faicts par les Baillifs & hommes du Seigneuriant Cour & hommes, ſi par le Iuge ſuperieur eſt dit mal appointé, ſentencié ou refuſé, les hommes feodaux d'icelle Seigneurie & non le Bailly ou ſon Lieutenant doiuent au Seigneur amẽde de lx. ſols Par. Et ſ'il eſt dit bien iugé, appointé ou refuſé, douroit ledit appellant audit Seigneur pareille amende de lx. ſols Par. cõme auſſi deuroit ledit appellant ſemblable amende, quand il acquieſce apres les iours de renoncer paſſez.

BOVLONGNE L. Art. 20. Quiconques appelle des ſentences deſdits Maire & Eſcheuins, & il ſoit declaré mal appellant par le Seneſchal de Boullenois Iuge ſuperieur, il eſchet en amende de lx. ſols P. Et ſ'il acquieſce dedans la viii. doit amende de xl. ſols Par.

MONTARGIS Chap. 22 Art. 2. Le Seigneur eſt tenu prendre la cauſe pour ſon Baillif ou Garde de Iuſtice, duquel a eſté appellé & icelle pourſuir à ſes frais, couſts & deſpens. Car ledit Seigneur ne peut deſaduouer ſondit Baillif ou garde de Iuſtice, ſoit qu'il ait bien iugé ou mal iugé.

TOVRS Tit. 35. Art. 371. L'appellant qui dechet d'Appel, paye d'amende lx. ſols.

LODVNOIS Chap. 37. Art. 10. p. *à Tours* d'appel par ſentence, paye &c.

ANIOV Tit. 9. Art. 166. En cas d'appel, l'appellant qui dechet, ſ'il eſt couſtumier, doit lx. ſols t. d'amende, & l'intimé, ſ'il defend la cauſe & en dechet, ne doit point e d'amende: pource qu'il y a eu de prime face couleur de ſouſtenir la ſentence & appointement du Iuge, donnez ou faits à ſon prouſit. Et ſi l'appellant eſt Noble & ſuiet de la iuriſdiction dont il appelle, & il dechet de ſon appel, il faut amende arbitraire. Et ſ'il n'en eſt ſuiet, il en fait lx. ſols d'amẽde: le tout en la cour où eſt iugé l'Appel.

LE MAINE Tit. 10 Art. 185. p. *à Aniou* dechet ſoit Noble ou roturier, doit amende de lx. ſols Manſais &c. appointement ou exploits donnez &c. *iuſques à ce mot*, profit, *inclus*.

LA SALLE de Lille Tit. 1. Art. 15. Semblablement compete auſdits Hauts Iuſticiers ou Vicomtiers, l'amende lx. ſols de folles appellations interiettees de leur Iuſtice: & auſſi des fols iugez faits par les Iuſtices de leurs Vaſſaux par eux reformez.

BERRI Tit. 2. Art. 18. Pareillement le fol appel ou fol iugé des iuriſdictions ſubalternes, eſt deu d'amende au Roy f de lx. ſols Par. és villes & Septaines de Bourges & Dun le Roy: & lx. ſols t. és autres villes Royales du pays de Berri. Art. 35. Le †† Seigneur ſubalterne eſt tenu de reſpondre des iugemens de ſes Iuges, fautes & abus par eux commis à l'exercice de leurs offices, & doit eſtre cõdemné à l'amende pour le mal iugé, qui eſt de lx. ſols Par. g

†† *Les gens du premier eſtat ont debatu ceſt Art. 35. qui eſt ancien requerãs à tout le moins,*

AVVERGNE Chap. 30. Art. 1. Au pays Couſtumier d'Auuergne, il y a amende de fol appel, qui eſt de lx. ſols au profit des S. dont eſt appellé. Art. 2. Et pareillement en deſertion d'Appel.

e La raiſon eſt euidente, parce que l'intimé a iuſte occaſion de ſouſtenir le iugement donné à ſon profit. cap. cum inter. extr. de re. iud. res iudicata proveritate accipitur l. ingenuũ 25. D. de ſtat. hom. l. res iudicata 207. D. de reg. iur. l 2. C. de his qui permet. iud. nõ appel. Toutesfois la Cour les condamne en l'amẽde, quand il n'y a moyẽ de ſouſtenir la ſentence eſtant donnee contre les Ordonnances: mais les autres Iuges n'ont ce pouuoir. S'il perd ſa cauſe, il doit les deſpens: ſi ce n'eſt que par le moien d'vne production nouuelle faite par l'appellant, les deſ

Source : BIU Cujas

ou ledit Art. auroit lieu, leur action fut reſeruee contre les Iuges pour leurs fols iugemens, fautes & abus. Auſquels fut par nous reſpondu qu'ils deuoient choiſir & eſlire pour bailler leurſdits offices de Iuges, gens de preud'hommie, ſçauoir & experience requiſes & qu'ils eſtoient reuocables à leur volonté. A ceſte cauſe failloit qu'ils reſpondiſſent de leurs fautes. Et neantmoins leur auons reſerué generalement leur recours contre ceux qu'il appartiendra, & à eux leurs defenſes au contraire.

pens doiuent eſtre cõpenſez Bald. in l. properandum §. finautem C. de iud. Bart. l. & generaliter C. de rebus creditis.

Art. 6. 7. & 8. & ſ'entend ceſt Art. 18. ſoit que le Iuge ſoit Royal, ou non: & à ce eſt conforme l'Art. 35. cy mis. Du Moulin ſur ceſt Art. ſemble tenir le contraire. On demande ſi ceſte amende eſt abſorbee par celle de lx. liures. Maſuer en ſa Practique Tit. des App. nombre 14. tiẽt qu'ouy Faber in l. eos C. de modo mult. & cap. 25. ſtil. Parl. eſt fort notable l'Arreſt du 4. iour de Iuillet 1551. entre Monſieur le Procureur general ayant prins la cauſe pour ſon ſubſtitut à Yſſoudun, & Iean Hemard Fermier des exploicts & amendes appellans de la Sentence du Bailly de Berry ou ſon Lieutenant à Yſſoudun cõtre Claude Biaut intimé ainſi qu'il eſt recité par monſieur l'Abbé: par lequel fut l'appellation & ſentence miſes au neant: emendant la ſentence qu'il auoit eſté bien procedé & exploicté à la requeſte dudit Hemard pour lx. ſols d'amende pour le fol appel interietté par l'intimé du Bailly de Deols, ou ſon Lieutenant, mal oppoſé. Ordonné que l'execution encommencee ſeroit paracheuee: ſans preiudice audit intimé de ſes actions pour la repetition de ſemblable ſomme par luy payee à autre, que audit Hemard: contre qui il appartiendroit, & defenſes au contraire, & l'intimé condamné és deſpens. Au reſte ils ſont pluſieurs appellans chacun doit amende argumento l. ſi plures D. de iniuriis, ſauf le mary & la femme qui n'en doiuent qu'vne. Autres diſent qu'ils ſont tenus au pro rata, iugé par Arreſt de Paris l'an 1394. Ie ne veux oublier vn Arreſt donné en Audience le 4. iour de Decembre 1581. par lequel fut iugé contre les fermiers des Seigneurs Iuſticiers que l'amende du fol appel, ores qu'il procede de la Sentence de Iuge non Royal, appartient au Roy ſeul, & non aux ſieurs Iuſticiers, & fut l'Arreſt donné au profit du ſieur de Mondidier.

f François 1. 1539.

g Ceſt Art. 35. ſe doit entendre ſi l'appel reſſortit par deuant les Baillifs. Car ſ'il reſſortit nuement en la Cour de Parlement, il eſt de lx. liures par les Ordonnances Royaux. La Iuſtice eſt octroyee par le Roy aux Iuſticiers, à la charge de iuger au peril de l'amende. Et à ceſte cauſe ſont adiournez les Seigneurs pour ſouſtenir le iugement donné par leurs Iuges. Ioan. Gall. q. 99. En l'Ordonnance de Rouſſillon 1563. Art. 27. par laquelle les Iuſticiers reſſortiſſans nuement en Parlement ſont condamnez ſuiuant l'ancienne Ordonnance en lx. liures Par. pour le mal iugé de leurs Iuges. Leſquels à ceſte cauſe ils peuuent deſtituer: ſ'ils ne ſont pourueus pour recompenſe de ſeruice, ou autre titre onereux.

MAVRIAC Art. 1. En la ville, Seigneurie & Parroiſſe de Mauriac, combien qu'il ſoit en pays de Droict eſcrit, ſont receuables à appeller d'appointemẽt interlocutoire *verbo*, ſans bailler Griefs par eſcrit. Et quand l'appellant ſuccombe en la cauſe d'appel, paye vii. ſols d'amende au Seigneur. Et ſemblable Couſtume ont aux lieux d'Arches & du Vignaut.

LA MARCHE Chap. 15. Art. 105. L'amende du fol appel interietté tant des Sergens, que des Iuges ou autres eſt de lx. ſols contre l'appellant, & contre l'intimé, ſ'il eſt dit mal iugé & exploité, ou contre l'appellant ſ'il n'y a perſonne qui prẽne ſa cauſe: & pareillement en deſertion d'appel: mais à tout ce faut declaracion de Iuge.

POICTOV Tit. 16. Art, 416. Le Seigneur de l'Officier duquel eſt appellé, ou la partie pour laquelle a eſté faict l'exploict, peut, ſi bon luy ſemble, defendre le iugement ou exploict: & y doit eſtre reçeu, ſans ce qu'il ſoit beſoin que le Iuge ou Officier y comparoiſſe audit cas, ſi ce n'eſtoit que l'on maintint excés ou attentats.

BRETAGNE Ti. 25. Ar. 663. Qui appelle ou contredit le iugement qui eſt fait contre luy, & il ſuccombe, à la cauſe d'appel ou contredict, doit xv. ſols d'amende à ſon ſeigneur, & deſpens à la partie: & ſ'il n'y a deſpens à la partie, n'appartiẽt amende.

Appel ſe releue dedans 40. iours.

III. SENLIS Tit. 2. Art. 46. Les appellans deſdits Baillifs, Preuoſts, Sergens & Officiers, ſoient Preuoſts ou Sergens Royaux ou ſubalternes, ſont tenus releuer en dedans xl. iours, à compter du iour de l'appellation pour vn iour, & le iour du Relief pour vn autre: ſur peine de deſertion. Art. 47. Leſdits appellans peuuent renoncer à leurs appellations dedans h la huictaine du iour de leurſdites appellations, ſans amende. Art. 40. Les † appellations des Baillifs de Beauuais, Mello, Moncy, & S. Lucian, ſe relieuent à l'Aſſiſe de Senlis pareillement dedans xl. iours. Art. 76. Les appellans ſont tenus releuer & pourſuiure leurs appellations comme deſſus. Art. 78. Toutes les appellations interiettees dudit Bailly de Senlis ou ſes Lieutenans, en tous leſdits Sieges, ſoit en Aſſiſe ou hors Aſſiſe, reſſortiſſent en Parlement aux iours ordinaires du Bailliage de Senlis.

† *Sur le 49. Art. les officiers de l'Eueſque de Beauuais ont repeté les proteſtations & oppoſitions cy deſſus faites & le Procureur du Roy au contraire. Surquoy ils ont eſté renuoyez à la Cour.*

h Les Ordonnances de Philippes 6. 1344 Charles 5. 1365. Charl. 7. 1443. & 1453. Art. 16. François 1. 1535. Chap. 16. Art. 22. Veulent que les appellans puiſſent renoncer à leur appel huict iours au Greffe. Il a eſté iugé par Arreſt du Parlement à Paris le 18. iour de Nouembre 1566. que doreſnauant les renonciations faites au Greffe ſeroiẽt inſerees par le renon-

CLERMONT Tit. 19. Art. 211. Quand aucun appelle d'aucun Iuge dudit Comté, il eſt requis deuëment releuer l'appellation en dedans xl. iours: & ſur ce faire adiourner en cas d'appel, le Iuge, duquel on ſe porte pour appellant à ladite Aſſiſe, & intimer la partie, qui a obtenu, à ce qu'elle compare à ladite Aſſiſe, ſi bon luy ſemble.

VITRY Tit. 1. Art. 12. L'appellant dedans la huictaine peut renoncer à ſon

Source : BIU Cujas

çant au pied de l'acte & appointement, dont il s'estoit porté pour appellant. Comme aussi il a esté iugé par Arrest du 10. iour de Ianuier 1563. que ce n'estoit assez de renonçer à son appel entre les mains du Sergent: si la renonciation n'est faite a la partie & signifiee: quo casu il suffit, sans aller au Greffe.

appel: pourueu que telle renonciation se face *apud acta*, & par deuant le Greffier: & en ce cas tel appellant, s'il est roturier doit x. sols d'amende: & s'il est Noble, xx. sols t.

AMIENS Tit. 11. Art. 217. *A la fin.* Et s'il y renonce apres la huictaine doit xx. sols Parisis d'amende, mais s'il y renonce dedans la huictaine au Greffe ou par acte deuement signifié, ne doit aucune amende. Art. 218. Le †† temps de releuer les appellations interiettees de la Iustice des Seigneurs ressortissans par deuant le Bailly d'Amiens, est de xl. iours: & si dedans ledit temps l'appel n'est releué, il doit estre declaré desert, & l'appellant condamné en l'amende de soixante sols Par.

†† *Cest Art. 218. qui estoit le 52. Ar. de Monstreul a esté adiousté à la Coustume generale pour auoir lieu à l'aduenir.*

THEROANNE Tit. 2. Art. 14. Quiconques appelle des Escheuins de ladite ville & Cité de Theroanne, & aussi de la Seigneurie de l'Aduouerie de Theroanne, & il dechet de son appellation, ou à icelle renonce, apres dix iours passez il commet & chet en amende de xvii. liures x. sols Parisis. Mais qu'il y renonce dedans les dix iours à compter du iour de ladite appellation, il n'y a que xl. sols Parisis.

PONTHIEV Tit. 13. Art. 184. *A la fin.* Et qui a renoncé à son appellation en dedans viii. il eschet en pareille amende de lx. sols Par.

DESVRENE Art. 5. Si aucun appelle à mauuaise cause, y a en ce cas amende de lx. sols Par.

TOVRNAY Tit. 25. Art. 3. Quiconque veut appeller de quelque Sentence ou appointement desdits Preuosts, Mayeurs, Escheuins ou Doyens & sous-Doyens, il est tenu ce faire en dedans vii. iours & vii. nuicts à compter du iour de la sentence ou de l'appointement rendu, iceluy iour inclus, & son Appellation releuer & faire executer le Relief en dedans autres vii. iours & vii. nuicts, n'estoit que l'appellãt eust appellé illico: ouquel cas il auroit xiiii. iours a compter comme dessus pour releuer sondit appel & le faire executer. Art. 4. Par laquelle execution doit estre iour assigné aux appellez & intimez à comparoir par deuant lesdits Preuosts & Iurez aux premieres Assises du mois & plus prochainement ensuiuãs: à peine que par faute de ce l'appel seroit declaré deserte. Art. 5. L'appellant de quelque sentence ou appointement interlocutoire donnee sur l'aduis & resolution desdits Preuosts & Iurez, peut renoncer à son appellation en dedans les vii. iours & vii. nuicts à compter du iour d'icelle appellation inclus: en ployant l'amende, qui est à entendre, en payant la moitié de l'amende du fol appel pourtant ladite amende lx. sols t. vallables v. liures deux sols Flandres. Art. 6. Mais si l'appellant ou Procureur pour luy venoit renoncher à son appel durant les plais, esquels ladite Sentence ou ledit appointement auroit esté rendu contre luy & dont il auroit appellé : en ce cas il ne seroit tenu à quelque amende.

CAMBRAY Tit. 27. Art. 1. Tous appellans des sentences des Cours Layes, sont tenus de releuer leur appel, & obtenir Commission & mandement de Relief des Iuges superieurs en dedans xl. iours à compter du iour de l'appellation interiettee : sur peine de desertion de leurdit appel. Art. 2. Excepté és appellations interiettees à la Chambre Imperiale de Spire, pour lesquelles l'on se doit regler selon les Ordonnances de ladite Chambre Imperiale. Art. 3. Si l'appellant n'a releué son appel, en dedans ledit terme à ce introduit & ordonné, la sentence comme estant tournee en chose iugee par la desertion, de l'appel, peut estre executee par le Iuge qui la donnee, sans ce qu'il soit besoin à partie de faire adiourner l'appellant pour la desertion dudit appel.

LA SALLE DE LILLE Tit. 26. Art. 1. Qui entend estre greué d'vne sentence ou appointement rendu, ou de quelque exploict de Iustice, est tenu s'il est present, d'appeller sur le champ. Et s'il est absent, en dedans vii. iours & vii. nuicts ensuiuans, ou incontinent qu'il en a la cognoissance, & releuer ladite appellation. A sçauoir si elle est interiettee des Sieges de nostre dicte Gouuernance ou Bailliage dudit Lille, en dedans trois mois ensuiuans ledit appel. Et se elle est interiettee des Cours y sortissans, en dedans quarante iours. A peril de soixante sols d'amende, & que l'appellation est de soy-mesme deserte. Pendant

Source : BIU Cujas

dant lequel temps de releuer, la partie peut faire anticiper ledit appellant, & iceluy temps de releuer expiré, l'on peut faire adiourner ledit appellant en cas de defertion, & soy voir condamner en ladite amende.

VALANCIENNES Tit.1. Art.9. Et si quelqu'vn se veut douloir des Sentences ou appointemens rendus par ledit Preuost de la ville, faire le polra par deuant le Lieutenant d'iceluy Preuost, & Escheuins, en dedans x. iours apres ledit appointement ou Sentence. Et se presenter à conclurre en matiere d'appel aux premiers plaids apres ladite appellation interiettee, & d'amende de vi. liures blancs. Tit. 2. Art. 25. Si quelqu'vn se veut porter ou constituer appellant de quelque sentence ou appointement rendu par lesdits Preuosts, Iurez & Escheuins, il sera tenu interietter icelle appellation, en dedans x. iours, à compter du iour de ladite sentence ou appointement: ou du iour qu'il sera venu à sa cognoissance, & le releuer en dedans xl. iours. Tit.13. Art.157. Que la partie aiant eu Sentence contre elle, pourra d'icelle Sentence, si bon luy semble appeller, & deura releuer iceluy appel ensuiuant l'appointement & ordonnance sur ce faicte & baillee par deuant lesdits Preuosts Iurez & Escheuins de ladite ville de Valancienne & autres à ce commis, selon le contenu audit appointement. Et ce pour autant qu'il touche ceux du chieflieu estans en nostre dit pays de Haynaut: lesquels releueront ledit appel en dedans xl. iours ensuiuans la date de ladite sentence, par commission de nostre grand Bailly de Haynaut.

Defertion.

S. OMER EN ARTOIS Tit.2. Art.220. Si vne appellation est declaree deserte: l'appellant doit estre condamné en amende de lx. sols Par. vers le Seigneur qui en fera la poursuite auec les despens de la defertion. Art.23. Celuy qui appelle des Bailly & hommes de S. Omer & il y renonce en dedans vii. iours & vii. nuicts: il eschet seulement enuers le Comte d'Artois, en amende de lx. sols Par. Art.26. Si de l'exploict ou Sentence d'aucuns hommes de fiefs ou cottiers, est appellé: & que par le Iuge aiant cogneu de l'appellation, soit dict mal exploicté ou mal iugé: lesdits hommes doiuent à leur S. duquel ils tiennẽt les fiefs, & auquel appartient la Iustice amende de lx. sols Par. Et pareillement si l'appellãt est dict mal appellant ou renonce à son appel, doit pareille amende de lx. sols P. au S. à qui appartient la Iustice.

NIVERNOIS Chap.1. Art.27. Si vn appel est interietté & non releué dedans trois mois, ou dedans l'Assise, s'il y a xx. iours francs, l'appellant est amendable de lx. sols t. enuers Iustice, & son appellation deserte.

MONTARGIS Chap.22. Ar.1. Vn appellant est tenu de releuer son appel tant contre le Iuge qu'autres Officiers de la Iustice, dont il a appellé, que contre le Seigneur d'icelle Iustice. Quand il releue sondit appel hors la Seigneurie dudit Seigneur: autrement s'il defaut de faire adiourner ledit Seigneur, son appel desdit iaçoit ce qu'il ait releué & fait adiourner le Iuge, Sergent ou autres desquels il a appellé & intimé partie. Mais s'il releue sondit appel par deuant autre Iuge, qui soit sous vn mesme que celuy, auquel n'est appellant, il suffit adiourner le Iuge ou son Officier, & doit releuer ledit appellant x. iours francs deuant l'assise.

TOVRS Tit.35. Art.374. Pour delais d'appel faict au dedans de viii. iours, n'y a amende: & apres viii. iours y a lx. sols en Cour Royale: & vii. sols vi. deniers en Cour inferieure pour le regard du roturier: & sur l'homme Noble ou d'Eglise, v. sols.

HESDIN Tit.4. Art.14. Quiconques appelloit par cy deuant de M. S. le Chastelain, il estoit tenu de releuer son appellation, à la Table de Marbre à Paris: endedans trois mois de l'appellation interiettee. Et si tel appellant estoit dict mal appellant, il escheoit & deuoit estre condemné enuers M. S. le Comte d'Artois, en x. liures. Et ainsi en a esté vsé par cy deuant.

LILLE Tit.16. Art.197. p. *à la Salle de Lille.* Art.1. rendu par Escheuins, est &c. ensuiuans ladite Sentence ou appointement rendu, ou quand il en aura la cognoissance, & apres releuer son appellation en dedans trois mois ensuiuans le iour de son appel. Et sortissent lesdits Escheuins en premiere instance immediatement en la chambre du Conseil en Flandres par la voye d'appel, sans estre submis à reformation. Art.198. Toutes Sentences rendues par les Reõ Vvart, Paiseurs, Maieur de la Perse, Trippiers de Velours, commis à la vingtaine & autres Colleges subalternes à Escheuins, sortissent par appel par deuãt lesdits Escheuins & se doiuent les appellations releuer dedans xl. iours ensuiuant icelles interiettees, à peril d'amende accoustumee.

† *C'est Ar.36. 37.38. & 39. sõt nouuelles Coustumes.*

BERRI Tit.2. Art.36. L'appellant † de iugement diffinitif ou interlo

Source : BIU Cujas

cutoire contre luy donné, ſera tenu doreſnauant releuer ſon appel par deuant les Iuges ſuperieurs du pays & Duché de Berri, qui doiuent cognoiſtre de la cauſe d'appel, és matieres ordinaires, dedans xl. iours, i autrement l'appellation ſera deſerte: & és matieres Sommaires k dedans x. iours. Art. 37. Et ne ſeront auſſi doreſnauãt leſdites appellatiõs releuees à iour d'Aſſiſe, mais ſeront tenus les releuer aux iours ordinaires d'audiẽce: & ne pourrõt faire bailler aux parties intimees és cauſes ordinaires plus long delay que de quinzaine, autrement pour n'auoir releué deuëment ainſi qu'il appartient, pourront eſtre adiournez en deſertion. Ar. 38. Et quant aux cauſes ſommaires, ne pourront bailler plus longue aſſignation que huictaine autremẽt auſſi ne ſeront reputez auoir deuemẽt releuez: ains pourra l'appellation eſtre declaree deſerte. Art. 39. Et pour adiourner leſdits appellans en deſertion, l'on prendra la commiſſion l du Iuge de la cauſe d'appel.

Avvergne Chap. 30. Art 3. Les appellans peuuent renoncer à leurs appellations dedans viii. iours au Greffe de la Cour, dont eſt appellé, en paiant v. ſols ſeulement. Et ne ſeront tenus faire ſignification à la partie de ladite renonciatiõ. Art. 4. Et ſi l'appellant ſe deſiſte iudiciellement & ſur le champ de ladite appellation, il ne doit rien. Art. 5. Les appellations des ſubalternes doiuent eſtre releuees dedans xl. iours, & celles qui ſont interiettees en la Cour de Parlement, ou és Grans iours du Duché d'Auuergne, ſe doiuent releuer dedans trois mois. Art. 8. Les appellans des Sergens & executeurs peuuent renoncer a leurs appellations en preſence des teſmoins & Notaires, dedans ledit temps de viii. entre les mains deſdits Sergens & executeurs, dont ils ſe ſont portez pour appellans, ou deuant les Iuges, dont procedent leurs commiſſions, ou qui doiuent cognoiſtre de la matiere, en ſignifiant à partie ladite renonciation. Art. 9. Et où leſdits Sergens & executeurs executent par commiſſion des Iuges du pays, entre les mains deſquels auront eſté faites leſdites renonciations, les appellans ſeront tenus aller au Greffe deſdits Iuges, faire enregiſtrer ladite renonciation & payer le droict accouſtumé pour icelle, & ſignifier a partie ladite renonciation. Art. 16. Les appellans és matieres ciuiles ſont receus par Procureur, ſoit en Aſſiſes ou hors Aſſiſes.

La Marche Chap. 15. Art. 102. Qui n'appelle illicò, il n'eſt receuable m comme appellant. Art. 103. L'appellant † peut renoncer dedans viii. iours, & n'eſt le iour de l'appel en rien compté. Art. 104. L'appellant eſt tenu de releuer ſon appellation dedans dix iours ſoit que l'on appelle de Chaſtelain, Baillif ou d'vn Sergent, quand on veut releuer par deuant le Seneſchal de la Marche ou autre Iuge du pays aiant reſſort en cas d'appel: autremẽt l'appellation qu'il a interiettee ſera declaree deſerte. Art. 111. Si l'intimé ſe depart de la Sentence auparauant l'execution & relieuement en cas d'appel ou apres, il eſt neantmoins condemné és deſpens de l'appellant tel que de raiſon. n

Lodvnois Chap. 37. Art. 13. p. *4 iours.* Art. 3 7 4. iours, en Cour non ſuiette, ou de Sergent, y a amende de vii. ſols vi. den. ſur le roturier, & ſur le Noble ou d'Egliſe v. ſols: & en Cour Royale lx. ſols.

Poictov Tit. 16. Art. 411. On a viii. pour releuer appellations: en laquelle eſt comptè le iour de l'appel, & doit on dedans l'Aſſiſe prochaiue enſuiuant du Seigneur ſuperieur par deuant lequel eſt releué ledit appel, faire adiourner le Iuge ou autre qui a fait le tort & l'exploict par maniere de Iuſtice, & auſſi intimer la partie, au profit de laquelle il a eſté faict: autrement eſt l'appel deſert en chacun deſdits cas. Art. 412. Auſſi ſera l'appel deſert, ſi l'appellant laiſſe paſſer la prochaine Aſſiſe, ſans faire enrooller ou apeller ladite cauſe d'appel: ſinon que ladite prochaine Aſſiſe, ſoit au dedans de huictaine dudit appel. Art. 415. Les Iuges Chaſtelains ou Preuoſts & autres Officiers qui ſont par deſſous les Seneſchaux, n'ont cognoiſſance des matieres d'appel, & ne doit eſtre l'appel releué deuant eux. Art. 417. Si †† l'appel eſt releué en Cour ſouueraine, omis le Seneſchal & Iuge moyen, combien que ledit appel ſoit bien releué, neantmoins le S. par deuãt le Seneſchal & Iuge, duquel doit reſſortir immediatemẽt ledit appel, en peut demander l'obeiſſance & luy doit eſtre rendue auec condemnation de deſpens contre celuy, qui a ainſi releué.

La Boyrt Tit. 1. Art. 6. *A la fin.* Pour leſquels appeaux releuer par deuant ledit Baillif, ont leſdits appellans xxx. iours de terme: & pour lequel relief, le

i Vide cap. ad hæc c. propoſuit & cap. peruenit. De appell. cap. cum cauſa extr. de re iud. Alex. conſ. 43. vol. 3. & c. 21. ſtyl. Parl. En ceſte matiere le iour de l'appel n'eſt cõprins. Guid. Pap. q. 270. fors ſi la Couſtume en diſpoſe Poictou Art. 411.

k Matieres ſommaires qui ſont de peu de valeur ou de petite ſomme, comme pour ſalaire de ſeruiteurs, iournaliers &c. qui n'excedent trois eſcus vn tiers: deſquelles eſt faict mention és Ordonnances de Charles 8. 1490. Ar. 14. Franc. 1. 1535. Chap. 13. Art. 5. Charl. 9. 1560. Art. 57. Henry 3. 1579. Art. 153. La matiere d'execution eſt auſſi ſommaire Acc. in l. 1. D. Ad exhib. ia verbo Summatim, mais ſi la prouiſion eſt adiugee, la cauſe n'eſt plus ſommaire, ains ordinaire. Vide Clem. Sæpe. De verb. ſign Bald. in l. Iudices. C. de iudic. & in l. 1. C. vi in poſſ legat.

l Ceſt Art 39. ſert d'interpretation aux Ar. 37 & 38. cy deſſus. Ce qui eſt porté par iceluy, ſe faict à fin de faire encourir l'amende à l'appellant. Neantmoins par l'Ordonnance de Charl. 7. 1485. Art 15 & 1493. Art. 59 Le Iuge peut mettre à executiõ ſa ſentẽce nonobſtant l'appel ou oppoſition, quand ledit appel n'a eſté relené dedans le temps preſix par les ordonnances ou la Couſtume, ſans qu'il ſoit beſoin faire adiourner l'appellant en matiere de Deſertion. Ces Ordonnances ſont confirmees par Franc. 1. 1535. Chap. 16. Art. 3 & 33 vide Clem. ſicut & Clem. appellationem. De appellat.

m Les appellans ſont tenus appeller illicò, ſinon que par dol, fraude & colluſion de leurs Procureurs ils n'euſſent appellé par les Ordonnances de Charl. 8. 1493. Art. 8. Franc. 1 1535. chap. 16. Art. 1. & 34. Ce qui eſt pratiqué auiourd'huy contre l'Authentique, hodie C. de appell. & ſuiuons pluſtoſt la Loy litigatoribus 14. C. eod. tit. l. 2. & 5. de eod. Maſ. in Praxi eod tit. num. 19. Toutesfois on eſt releué de l'illicò par lettres Royaux, qui ſobtiennent en Chancellerie. Aucuns Iuges les reçoiuent ſans lettres, en payant le Sçau. Ce qui ne deuoit faire au preiudice des droicts du Roy.

n L. properandum. §. ſinautem C. de iud. l. cum quem temere 79. D. de iudic. l. 4. C. de fruct. & lit expenſis.

† *Ces Ar. 103. & 104. contiẽnent la reformation de l'ancienne Couſtume.*

†† *Ceſt Art. 417. eſt pris du 154. duquel ont eſté rayé ces mots,* Poſé ores que le ſeigneur n'euſt cognoiſſance que de l'eſtroit fonds.

Source : BIU Cujas

Greffier prend deux ſols vi.den.& pour le Seel du Roy,ii.ſols vi.den.

IIII. AVVERGNE Chap.30.Art.14. L'on n'eſt receu appellant à denegation de droict,ſans prealablement ſommer par eſcrit le Seigneur ou ſes Officiers, par o trois diuerſes fois & interualles de temps à chacune d'icelle de trois iours en trois iours pour le moins,de luy faire & adminiſtrer Iuſtice,& qu'il apparoiſſe deſdites ſommations par inſtrument authentique. Art.15. Iaçoit qu'aucun appelle à denegation de Droict, neantmoins il peut releuer ſon appellation dedans le temps deu,des torts & griefs ſeulement, ſans eſtre tenu de la deſertion, à faute de n'auoir expreſſement releué à denegation de Droict.

LA MARCHE Chap.15.Art.109. L'homme n'eſt receu &c. p. *d'Auuergne.* Ar.14.authentique:& en ce faut intimer le S.que l'on a ſommé pour ſouſtenir ſon refus.

V.CAMBRAY Tit.27.Art.6. Il n'eſt permis d'appeller p d'vne ſentence interlocutoire,ſi elle ne cõtient grief par la diffinitiue non reparable,ou qu'elle ait effect de diffinitiue.

VI. AVVERGNE Chap.30. Art.6. L'appellation ne peut eſtre dite q deſerte,ſans declaration de Iuge ſuperieur,& que l'appellant ne ſoit adiourné:poſé que le temps ſoit paſſé d'icelle releuer. Art.7. Toutesfois la ſentence r peut à la requeſte de partie,eſtre miſe à execution, apres ledit temps de releuer paſſé, par auctorité du Iuge qui a donné ladite ſentence,& non autrement.

LA MARCHE Chap.15.Art.110.p. *d'Auuergne.* Art 6.& 7.Toutesfois le Iuge qui a donné la ſentence la pourra à la requeſte de partie,mettre &c.

SOLE Tit.11.Art.2. Si le iour aſſigné par la Cour à receuoir les procés pour porter iuger au Reſſort de Lixarre, l'appellant eſt negligent de prendre le procés,l'appel eſt deſert:& la ſentence ou appointement doit eſtre miſe à execution. Article 3. *A la fin.* Et ſont tenus les appellans receuoir le procés appellatoire clos & ſecret pour porter à la Cour dudit Reſſort. Et en defaut de prendre le proces, l'appel eſt tenu pour deſert.Et doit proceder le Seigneur à faire executer la Sentence ou appointement de ſa Cour de Lixarre.

VII.CAMBRAY Tit.27. Art.4. Les Iuges ne ſont tenus de porter leurs Sentences. Art.7. Les appellans ſont tenus par la Couſtume & ſtil de ce pays de Cambreſis,rapporter & reproduire le procés de la premiere inſtance à leurs deſpens.

TOVRNAY Tit.27.Art 11. Vn appellant eſt tenu faire apparoir de la ſentence de laquelle il eſt appellant:& les appellez & intimez du proces.

SOLE Tit.11.Art.4. L'appellant doit auoir Meſſager non ſuſpect pour porter le proces appellatoire au Reſſort : & ſi parties ne ſ'accordent au Meſſager, la Cour depute vn Meſſager non ſuſpect,qui prend le procés au iour aſſigné clos & ſerré,& a terme de dix iours pour retourner le proces deſdits Maire & Iurats, iugé *ex iiſdem actis* à la Cour de Lixarre ou lettre d'excuſe du Reſſort, pourquoy ne ſera iugé. Et s'il n'apporte le procés iugé ne lettre d'excuſe,le S.doit faire mettre la ſentence ou appointement de ſa Cour à execution,aiant l'appel pour deſert d'ancienne couſtume:& paie l'apellãt pour la ſentẽce à la Cour dudit reſſort d'Acs xxvii.ardits,ſans autre choſe. Art. 5. *A la fin.* Et le iour qui eſt aſſigné pour ſerrer & receuoir le proces, l'appellant eſt tenu de le prendre & tranſmettre par Meſſage non ſuſpect ou qui ſera ordonné par la Cour : en cas que les parties ne

o La conſtitution de Federic incorporee au corps du droict en l'Authen. ſtatuimus C. de epiſc. & cleric. ſemble monſtrer ceſte forme preſcrite par la couſtume, Sancimus vt ſiquis clericis vel Eccleſiaſticis perſonis iuſtitiam denegare præſumpſerit tertiò requiſitus iuriſdictionem ſuam amittat. Abbas in cap. cum cauſam. De offic.del.in extra.l.ſi cõuenit 4. D. de pign.act.& ibi Bart. l.fin.C.de vſ. pupil.paulus 2.Sent. Tit.5.& 13. Maſuerius. Tit.de appell.num.40.Anciennement qui eſtoit appellant comme de deny de Iuſtice, ſ'il ſuccomboit il perdoit le principal& confiſquoit ce qu'il tenoit du Seigneur Iuſticier, ſ'il ne l'amendoit du vouloir dudit ſieur. Iugé pour le Comte de Flandres contre ceux de Gãd,à la Touſſaints 1279.& à la Pentecoſte 1282.& à la Pent.1284.

p Par les Ordonn. de Louis 12.1510. Art. 57. & de François 1. 1535. Chap.16.Art.11. Les appellans des Sentences interlocutoires ſont tenus de declarer& ſpecifier leurs Griefs par le menu & particulierement,& non en termes generaux. Leſquelles Ordonnances ne ſe practiquent : parce qu'on ne laiſſe de propoſer autres griefs,en vertu du relief portant generalement & autres torts & griefs. Par le Droict ciuil, on ne pouuoit appeller des interlocutoires l.vlt. C.de ſent.& interloc.omni.iud.l. apertiſſimi 16. C. de iudic.l. 36.C.de appell.reſtituta à Cuiac.12. Obſer.3.l.11.& 18.C.Th.Quor.appell.non recip.l.4.C.de iuriſd.omn.iud.

q Appel deſert,quant l'appellant n'a releué ſon appel dedans le temps de l'Ordonnance ou Couſtume,ou qu'il ne la releue deuement,ou point releué du tout,ainſi qu'il ſe peut colliger des Ordonnanc.de Charl. 7.1453.Art.15.& 16.Charl.8.1493. Art.59.Franc.1.1535.Chap.16.Art.3.11.& 33.Deſertion d'appel eſt reputee couuerte quand il y a concluſion ou proces cõme en proces par eſcrit:& furent les parties miſes hors de Cour & ordonné que les parties concluroient le 15.Auril 1586.en audience.Lettres de deſertion obtenues auant le temps de trois mois,ne vallent qu'anticipation ainſi qu'il fut iugé le 11.iour de Mars 1585.ſans auoir eſgard auſdites lettres,&qu'il ſeroit paſſé outre comme auſſi le meſme iour & an il fut dit que pour lettres de deſertion obtenues auant l'appel,& non executees,qu'il n'y auoit deſertion en quels cas l'appellation eſt reputee deſerte,faut voir la loy 2.in fin.C.de temp.& rep.appel.& l.8.&l. quoniã 18.C.de appel.cap cum ſit Romana cap.ex ratione.cap.conſtitutus 45.extr,cod.& l.ſi præſes 6.C.Quom.& quãdo iudex.Ceſt au Iuge d'appel,de iuger la deſertion, & non pas celuy duquel on eſt appellant ainſi qu'il ſe practique ſuiuãt l'ordonn.& Couſt.de France.Au reſte l'ordonn de Franc.1.1539.Art.120.veut qu'il ne ſoit baillé aucunes lettres de relieuemẽt de deſertiõ.Mais le cõtraire ſe practique Aucũs toutesfois ſont d'aduis qu'il n'appartient qu'à la Cour d'auoir eſgard aux lettres de deſertion par ladite ordon. Le Procureurs de la Cour de Parl.ſont tenus vuider toutes deſertiõs,folles intimatiõs,fins de nõ proceder hors iugemẽt par l'aduis de M.les gẽs du Roy,ou par expedient,à peine de l'amende,ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé meſmes en l'an 1575

r Cecy eſt pris de l'ordonn.de Charl. 7.1453.Art.15.Charl.8.1493.Art.59.& de Franc.1.1535.chap.16.Ar.3.11.& 33.Vide l.cap.cõſtitutus 4.extr.de appell Clemẽtina. Sicut & Clem.ſi appellationẽ eod.tit.Felin.in cap.ex ratione extr.eod.tit.& in cap paſtoralis.verſ. præterea col.2. de offic.del. Iaſon.4.in l.tale pactũ.§.qui prouocauit D.de pact.Bald.in l.nulli C. de iudic.& Aut.Si quis litigantiũ,C.de epiſc. aud.Boer. Dec.207.Toutesfois les Iuges ne pourront prononcer ſur la deſertion,& par leurs ſentences declarer l'appel deſert, ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé,& ſe trouue vn Arreſt du Parl.de Bretag.du dernier iour d'Oct.1555.recité au liure des Meſlanges,& par autre Arreſt du meſme Parl.donné en l'audice le 9.Mars 1556. furent faites inhibitions & defenſes à tous Iuges tant Royaux que inferieurs d'entreprendre aucune cognoiſſance des deſertions.

Source : BIU Cujas

ſoient d'accord du Meſſager: lequel eſt tenu de retourner & rendre le procés iugé *ex iiſdem actis* à ladite Cour de Lixarre ou au Greffier d'icelle, dedans le terme de xxx. iours, à compter du iour de la reception du procés, ou lettres d'excuſe. Et en defaut de ce le Seigneur doit faire mettre la ſentence ou appointement de ſa Cour a execution. Car en tel cas, l'appel eſt tenu pour deſert. Et le Iuge de ladite Seneſchaucee a pour ladite ſentence, vn eſcu d'or, & le Greffier xxx. ardits: & prend le Seigneur pour le ſac de chacun procés d'appel en chacune reception xx. ardits, & le Greffier xii. ardits. Art. 6. *A la fin*, Et doit eſtre porté le procés en icelle par Meſſager non ſuſpect.

VIII. TOVRNAY Tit. 25. Art. 7. Au iour aſſigné aux appellez & intimez ou autre entretenu par continuation, ſi le procés de la ſentence duquel eſt appellé, eſt par eſcrit, ſe doit iceluy, par la Couſtume conclurre comme en procés par eſcrit, afin qu'il ſoit cogneu *ex iiſdem actis an bene vel male fuerit iudicatum*, ſans pouuoir plaidoyer aucune choſe de nouueau, n'eſtoit par prouiſion de Relief venant du ſouuerain. Art. 8. Et ſi ledit procés n'eſt ſouffiſamment fondé ou inſtruict pour eſtre tenu & reputé procés par eſcrit, oudit cas l'appellant doit de viue voix par Aduocat de la Cour faire propoſer ſes cauſes d'Appel & Griefs, auſquels ſur le champ les appellez & intimez doiuent reſpondre, l'appellant repliquer & leſdits appellez & intimez dupliquer, litiſconteſtant la cauſe.

SOLE Tit. 11. Article 1. Les appellans des Cours des Gentils-hommes & de leurs Bayles reſſortiſſent à la Cour de Lixarre, pour cognoiſtre *ex iiſdem actis an bene vel male*, & renuoye le proces iugé au Iuge *à quo*, pour mettre la ſentence à execution ou lettre d'excuſe, & prend le Seigneur pour la Sentence cinquante quatre ardits & le Greffier quarante cinq ardits.

IX. CAMBRAY Tit. 27. Art. 5. Appellation par la Couſtume n'a point de lieu ſ és cauſes criminelles, criminellement intentees.

LILLE Tit. 16. Art. 200. Appellation n'a lieu en matiere criminelle.

LA SALE de Lille Tit. 29. Art. 2. p. *à Lille.*

SOLE Tit. 11. Art. 7. Nul † priſonnier par ſon appel ou autrement ne doit eſtre tiré hors le pays de Sole: ains le proces doit eſtre iugé en cas d'appel au reſſort *ex iiſdem actis*, Car auſſi ne peut eſtre mené en autre part du Royaume, ſans paſſer par la terre d'Arragon, Nauarre ou Bearn, qui ſeroit en franchiſe, & ſeroit cauſe que les delinquans demoureroient impunis, comme l'on dit pays de Sole ſoit clos & enuironné des Royaume de Nauarre, Arragon & pays de Bearn.

BRETAGNE Tit. 9. Art. 169. Si la partie intereſſee appelloit de l'eſlargiſſement du priſonnier, nonobſtant l'appel, le priſonnier ſera eſlargy, en baillant caution de payer le iugé, & de ſe repreſenter deuant le Iuge de l'Appel, à l'aſſignation qui luy ſera baillee. Art. 170. Et †† où le Procureur de la iuriſdiction ſeroit appellant de l'eſlargiſſemẽt du priſonnier, il demeurera pendant l'appel en priſon, ſinon que ledit Procureur euſt conclud à peine pecuniaire ſeulement. Auquel cas, nonobſtant ledit appel, le priſonnier ſera eſlargy, en baillãt caution comme dit eſt.

X. MONSTREVL Art. 27. Quiconque eſt exempt par appel t d'aucune Iuſtice autre que la Royale, il eſt exempt en tout d'icelle Iuſtice iuſques à ce que ladite appellation ſoit vuidee: pourueu † que l'appel ſoit interietté ſans fraude: & eſt tenu l'appellant le faire vuider dedans vi. mois: autrement icelui tẽps paſſé l'exemption n'a lieu.

---

iouſtez à ceſt Article vingt ſept, qui eſtoit le cinquante quatre Article ancien.

ſ Ces Couſtumes ſont iniques, oſtãs l'appel en matiere criminelle: & n'y a que les Cours ou Parlemens qui doiuent iuger ſans appel. Et par les Ordonnances de François 1. 1536. Art. 22. & 1539. Art. 163. & 1540. les appellations des ſentences de torture & autres peines afflictiues de corps, ſe releuent directement és Cours de Parlement. Mais les appellations des interlocutoires & diffinitiues n'eſtans de la qualité ſuſdite ſe releuent par deuant les Iuges Royaux reſſortiſſans nuement en Parlement. Il ſe trouue vn ancien Arreſt de Paris du 14. iour de May, par lequel eſt narré qu'en matiere criminelle n'y auoit appel en pays Couſtumier & fut l'Arreſt donné contre Iean Camelin Seneſchal de Ponthieu.

† *Monſieur le Commiſſaire a dit que de ceſt Art. 7. il veut aduertir la Cour.*

†† *Ceſt Art. 170. qui eſtoit le 179. ancien, a eſté ainſi reformé & amplifié, & le 180. Art. ancien raié comme ſuperflu.*

† *Ces mots,* Pourueu que *&c. ont eſté ad-*

t Faber in l. 1. C. de offic. com. ſac. patr. Au 3. liure du grand Couſtumier de France Tit. des Appellations. Celuy qui appelle des Iuges Royaux n'eſt point exempt de la iuriſdiction de celuy, de qui il appelle, fors de la cauſe, pour laquelle il appelle. Et hoc obſeruat Curia Parlamenti. Mais qui appelle des Iuges ſuiets en pays Couſtumier, il eſt exempt du Iuge, pendente appellatione en toutes ſes cauſes tant en demandant, comme en defendant. Quant l'en appelle des Pairs de France ou de leurs Iuges, ſoit en pays Couſtumier ou de Droict eſcrit, l'appellant eſt exempt de la iuriſdiction du Pair & de tous ſes ſuiets en toutes ſes cauſes, tant en demandant, comme en defendant. En la Duché d'Aquitaine qui appelle, il eſt exempt de toutes cauſes & cas tant comme l'Appel durera. Ainſi a eſté iugé par Arreſt de la Pentecoſte 1284. par lequel Gombaut l'eſcuyer fut declaré exempt de la Iuſtice du Roy d'Angleterre, comme ſil auoit appellé à denegation de Droict, & ſil delinque, cependant, il ſera puny par le Seneſchal du Roy de France Iuge ſuperieur. Il fut auſſi pour Maiſtre Louys de Marigny contre la Conteſſe d'Artois le 14. iour de Decembre 1325. qu'vn appellant d'vn Seigneur inferieur du Roy eſt exempt de luy en

Source : BIU Cujas

toutes causes pendant celle d'appel. Et par autre Arrest donné a la Pentecoste 1287. contre l'Euesque de Lymoges, a esté iugé que l'appel d'vn Officier du Roy n'exempte l'appellant que quant à celle cause, non quant aux autres. Si les Coustumes ne disposent de ceste exemption, le suiet ne sen peut preualoir contre son Seigneur. Casus statutis omissus, in iuris dispositione relinquitur l. commodissimè D. de lib. & postum. ainsi qu'il fut iugé aux grands iours d'Aniou en la Coustume d'Angoumois le 22. iour d'Octobre 1539. & depuis en la mesme Coustume au prouffit du Baron d'Aubeterre au mois de Iuillet 1561. ainsi que Chopin escrit liure Second du Domaine Tit. 8. nombre 4. les exemptions n'ont pas lieu en pays de Droict escrit, fors és terres des Pairs de France ainsi qu'il est porté en l'ancien stile du Parlement, il y auoit vn Iuge des exempts par appel: cõme il se cognoist par les anciens Practiciens, mesmes au liure 3. du grand Coustumier de France. Item à celuy, qui est exempt la Cour baille vn Preud'homme, qui est gardien & iuge en toutes ses causes, pendant son appel. Ainsi en la Coustume de Senlis, les Iuges de l'exemption de Pierrefons & és appanages de France, on a coustume de mettre les Iuges des exempts par appel, ainsi qu'il voit és lettres d'appennage des annees 1566. Voyez Chopin sur la Coustume d'Aniou liure 1. Article 67. 68. 69. & 70.

S. Omer Tit. 2. Art. 17. Vn appellant n'est exempt de la iurisdiction du Iuge, dont il est appellant: sinon de la cause, pour laquelle il est appellant, & pour toutes autres actions ciuiles & personnelles il est poursuiuable par deuant le Iuge dont il est en autre cause appellant.

S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 24. Vn appellant &c. p. *à S. Omer.* iurisdiction & coërction du Iuge &c. actions criminelles ou ciuiles il est poursuiuable & punissable par &c.

Aniov Tit. 6. Art. 67. Vn † suiet peut faire adiourner en la Cour Suzeraine u son Seigneur dont il tient & duquel il est estagier, declarement sur tort faict, ou en cas d'Appel, s'il est appellant: auquel cas pendant la cause dudit tort fait ou appel, il est exempt de la Iustice de sondit Seigneur. Art. 68. Quand aucun se porte exempt de son Seigneur, soit sur tort faict ou par appel faict de luy ou de ses Officiers, il sera exempt de son Seigneur & ses Officiers en celles causes & toutes autres, si bon luy semble. Toutesfois ses suiets n'en seront pource exempts sinon que nommément ils fussent appellans ou maintissent tort leur auoir esté faict. Art. 69. Et au regard des appellations interiettees du Duc d'Aniou ou de ses Seneschaux ou Iuges Suzerains, les appellans d'eux ne seront exempts: fors en la cause, en laquelle ils ont appellé, & encores en icelle cause, où il est appellant n'est exempt, s'il se peut reparer en diffinitiue. Et est surce à sçauoir que pour simple clain ou adiournement, s'il est nommément en cas d'appel ou sur tort faict, iceux suiets ne sont aucunement exempts de leurs Seigneurs ne de leurs Officiers. Et auec ce pour estre iceux suiets appellans des Sergens, Preuosts & Chastelains d'aucun Baron ou Chastelain, ils ne sont pource exempts de leurs Iuges. Et pareillement les Applegemens simples, faits de suiet à Seigneur, comme de voisin à voisin ne portent aucune exemption d'iceluy suiet ne de ses hommes, Art. 70. Sans attenter le malfaiteur exempt par appel ou clain sur tort faict, information precedente du cas, peut estre constitué prisonnier, si le cas de soy est suiet à l'emprisonnement & enuoyé auec l'information à la Iustice Suzeraine. Aussi sans information peut estre prins pour crime notoire ou present meffait. Tit. 10. Art 196. Et est à sçauoir que durant & pendant le temps que le Seigneur & le suiet ont plaid & procés ensemble par deuant leur Suzerain és cas susdits, ou y auroit felonnie par le Vassal, ou exemption de Fief contre le S. F. autres qui ne sont cõme devoisin à voisin, mais sur tort fait de l'vn à l'autre, soit en demãdãt ou defendãt, le suiet demeure exempt de son S. & de ses Iuges & Officiers en icelle cause, & en ce qui en depẽd, & en toutes autres, si bõ luy semble: sauf qu'en la Cour du Duc d'Aniou n'y a exemption, fors en la cause particuliere dont seroit question, & non pas en autres matieres. Et au regard des suiets du Vassal pour tort fait que maintient ledit Seigneur contre ledit Vassal, ils ne doiuent demourer exempts dudit Seigneur. Autre chose est si ledit vassal maintient ledit tort faict que lesdits suiets y ayent interest & se constituent parties. Auquel cas ils demourent exempts en ladite cause & és dependances d'icelles & non és autres: mais icelle cause decidee & terminee par Sentence diffinitiue, s'il est declaré que ledit Seigneur ait fait le tort, parquoy il demoure exempt en toutes autres choses lesdits suiets demoureront pareillement exempts.

Le Maine Tit. 7. Art. 77. Si le Seigneur ou son Procureur & le suiet sont en procés l'vn contre l'autre, soit en Cour Suzeraine ou ailleurs, dont le suiet soit appellant, ledit suiet, si bon luy semble, est exempt en toutes causes de la Iustice de sondit Seigneur pendant l'appel: mais si le suiet est appellant contre autre que son Seigneur ou son Procureur, il n'est exempt de la Iustice de son Sei-

† *Les gens d'Eglise, Nobles & autres aians droict de Iustice, dirent qu'ils sont fort dommagez à cause de ce que leurs suiets pretendẽt estre exempts d'eux & de leurs Officiers par Appel, requerant qu'il pleust au Roy & à la Cour y pouruoir pour l'interest de leur Iustice, offrãt bailler par escrit & mettre par deuers nous leurs causes & raisõs à ceste fin. Ce que leur auons ordonné faire, & les monstrer & cõmuniquer au Procureur du Roy pour y respondre au contraire, & produire ce que ils voudroient, d'vn costé & d'autre pour en faire nostre rapport à la Cour pour y pourueoir, & ordonnons que le contenu es Art. 67. & 68. seroit gardé & obserué iusques à ce que autrement en fut ordonné.*

u Ceste exemption n'a point de lieu en deux. Le premier, si l'appellant recognoist le Iuge dont est appel en autre cause argumento cap. 1. De restit. spol. ainsi qu'il a esté iugé pour le Comte d'Artois cõtre le Sieur de Lonchy en Parlemẽt l'an 25. comme on peut voir au viel stil du Parlement parte 1. cap. 21. Le second le successeur en estat, dignité ou benefice, pour lequel son predecesseur auoit eu proces, & interietté appel, pour causes nouuelles: ainsi qu'il a esté iugé le dernier iour de Sept. 1533. Elle n'est point attachee à la personne, ains au siege de la Iustice dont est appel, comme il fut iugé le 18. iour de Septembre 1579. aux grãs iours de Poictiers entre vn appellant & le Duc de Thouars & le seigneur des Dorides. Le Iuge Royal superieur des Seigneurs Iusticiers dont est appel, pendant l'appel, peuuent prendre cognoissance des causes dudit suiet, nonobstant l'empeschement du Seigneur Iusticier, iugé le 15. iour de Septembre 1531. entre Michel Guillelaut appellant & Pierre Regrenil intimé. Chopin.

Source : BIU Cujas

meur qu'en ladite cause. Art. 78. p. *à Anjou.* Art. 67. faict ou en demande torsionnaire, ou par &c. semblable au cas dessusdit. Toutesfois &c. fait on que les fiefs suiets eussent interest en ladite cause. Art. 79. p. *à Anjou.* Art. 68. du Maine, du Seneschal Iuge du Maine les &c appellé. Art. 80. p. audit Art. 69. fait ou en demande torsionnaire, iceux &c. Iuges: sinon de ceux dont ils sont appellans. Et pareillement Applegemens &c. Tit. 11. Art. 211. p. *à Anjou.* Art. 196. y auroit confiscation ou exemption de fief, le suiet &c. qu'es Cours dudit Comte du Maine, où n'y a &c. le Vassal contre ledit Seigneur, ils &c. le Vassal demeure exempt &c.

AVVERGNE Chap. 30. Art. 10. Les appellans à denegation de Droict x sont exempts du Seigneur, duquel les appellations sont interiettees, pendant la cause d'appel, en toutes causes ciuiles & criminelles: pourueu qu'ils ayent releué en ladite qualité, & depuis leur Relief executé, & non de parauant. Art. 11. Autre chose est quand ils sont appellans des torts & Griefs: auquel cas ils ne sont exempts en autres causes. Art. 12. Et s'il est dit bien appellé par l'appellant, ledit appellant sa posterité & biens quelconques, sont exempts * de la iurisdiction du Seigneur, dont a esté appellé & deuient homme du Seigneur Suzerain immediat. Art. 13. Et au contraire si ladite appellation à denegation de Droict n'est trouuee bonne & valable: ledit appellant doit estre condemné en l'amende de lx. sols tournois pour le fol appel, & en tous les despens, dommages & interests enuers le Seigneur.

LA MARCHE Chap. 15. Art. 106. Qui est appellant d'vne cause de son Iuge ordinaire est tenu de respondre * en autres causes, desquelles il est poursuiuy, sinon qu'elles fussent connexes ou dependans de sa cause d'appel. Art. 107. Si aucun est appellant d'aucun Seigneur Iusticier, comme pour denegation formelle de Droict, il est exempt pendant ladite cause d'appel de toutes ses causes & matieres: & s'il est dit bien &c. p. *à Auuergne.* Art. 12. L'appellant sera &c. & demeure homme &c. immediat à la vie de celuy qui a denié Iustice, & † à la vie de celuy à qui elle a esté denïee. Art. 108. p. *à Auuergne.* Art. 13. Appellation n'est &c. l'amende du fol appel, & en tous &c.

POICTOV Tit. 16. Art. 413. Celuy †† qui est appellant en aucune cause d'aucun Iuge ou Officier, se peut pendant ladite cause d'appel, tenir exempt par appel dudit Iuge & Officier, en toutes autres causes: mais non de son successeur audit office, qui ne luy auroit fait ledit Grief, ne aussi le successeur de l'appellant, pource que le Grief n'a esté à luy faict. Art. 414. Telles exemptions par appel n'ont lieu quand les appellations sont interiettees des officiers du Comté de Poictou, estant ledit Comté hors la main du Roy: ne pareillement és appellations interiettees des Iuges Royaux. y

LA ROCHELLE Chap. 23. Art 64. Quand aucun est appellant d'autre Iuge que Royal, il se peut porter exempt s'il veut, pendant la decision dudit appel, de la Cour & iurisdiction de laquelle il est appellant.

BRETAGNE Tit. 9. Art. 167. L'appel † de denegation de Iustice suspend la iurisdiction du Iuge quant audit appellant, en tous autres cas: sinon que ledit appellant depuis sondit appel eust volontairement obey audit Iuge: auquel cas il renonce à sondit appel. Et si ledit appellant succombe en ladite cause d'appel, il fera amende à la Iustice & au Iuge. Art. 168. L'appellant de certaine sentence ou Article, n'est exempt de la iurisdiction dont est appellé, en autres cas.

x Masuer in Praxi Tit. de appell. num. 5. 6. 9. 37. & 38. Si l'appellant du deny de Iustice gaignoit sa cause, il demouroit auec sa femme, famille & biens estans en la Seigneurie & Iustice du sieur Iusticier, dont il est appellant, exempt de sa iurisdiction, iugé contre la Comtesse d'Artois au Parlement de S. André. 1309. & estoit absouls de l'hommage foy & obeissance, qu'il deuoit à son Seigneur, & reuiennent lesdits foy & hommage au superieur auec la cause iugé contre ladite contesse d'Artois és Enquestes du Parlement des Brandons 1.09. Masuer Tit. des Appel. nombre 5.

y En l'ancienne Coustume de Berry escrite à la main Art. 26. l'en garde par Costume, & de ce se dit li Rois estre en saisine, que là où aucuns appellent ou Bail lif le Roy d'vn iugement donné en la cour d'vn Barõ ou d'vn chastelain, ou de ve de droict, (c'est à dire de deny de Iustice) li appellans est exempt de la iurisdiction de son Seigneur, dont il a appellé, non pas seulemẽt de celuy cas, dont il a appellé: mais en tous autres cas. Et autrement est de celuy qui appelle dou Baillif ou du Preuost le Roy. Car il n'est exempts que dou cas, dont il a appellé seulement.

* *S'entend de là en auant en ses causes & proces.*

* *S'entend par deuant son Iuge ordinaire.*

† *Ces mots, Et à la vie &c. iusques à la fin ont esté mis au lieu des mots anciẽs, sa posterité & biens quelconques sont à perpetuité exẽpts: lesquels ont esté rayez comme trop rigoureux & pernicieux pour la chose publique.*

†† *Sur cest Art. 413. qui estoit de 350. ans cien, ledit de la Combe pour le Seigneur de la Roche-chouart a dit & remonstré que par le moyen des exẽptions par appel se commettent de iour en iour plusieurs fraudes, par lesquelles la iurisdiction dudit Seigneur Vicomte est grandement enuruee Car le plus souuent au pourchas des Practiciens s'entendans auec les Iuges Royaux, sont dressees plusieurs appellations interiettees d'vn seul defaut ou delay, encores qu'il fut baillé à leur profit, pour à ce moyen s'exempter de leur iurisdiction naturelle & primitiue: par l'exercice de laquelle il est tenu entretenir Officiers à grans frais: ioint que les pauures parties intimees souffrent grand interest pour estre distraictes de leur iurisdiction, & contraintes d'aller loing poursuiure leurs droits à grans frais & despens: requerant qu'eussions à reformer ledit Art. & ordonner que cy apres on n'aura esgard à telles exemptions d'Appel ainsi exquises & practiquees, & qu'elles n'auront lieu sinon pour les iugemens diffinitifs ou interlocutoires non reparables en diffinitiue: & qu'en tous cas ne sera deferé à telles appellations friuoles & que tels appellans friuolement soient tenus releuer leurs appellations ô intimations en tel cas requise, dedans xv. pour tout delay, par deuant le superieur: auquel iour sera tenu l'appellant comparoir pour estre fait droict prõptement sur ledit appel: pour & au cas qu'il se trouuera auoir esté friuollement interietté, estre promptement sur ce donné iugement, auec renuoy des parties pardeuant le Iuge à quo: & de n'entreprendre cependant cognoissance es autres causes dont ils se voudroient dire exempts, pendant ladite xv. que se vuidera ledit appel: quoy faisant sera conseruee aux S. Iusticiers leur ordre & degré de iurisdictiõ. Le sẽblable à este requis par Ribãdeau & Ioulain pour ledit S. Vicõte de Rohã, à cause de ses Baronnies de la Gamache & Beauuoir sur Mer, remõstrãs que sous pretexte que certaines parties cõcluẽt hypothecairemẽt en matieres pures personnelles procedãs de cõtracts & obligations, les Iuges Royaux retiennent ordinairemẽt & indifferẽment la cognoissãce de telles matieres: qui fait que sous telles conclusions hypothecaires, les subiets & iusticiables desdites terres, sont distraicts de leurs territoires & iurisdictions.*

Source : BIU Cujas

Aussi par ledit Daigue pour le Baron de Perusse & Chastelain de Billanges, a esté requis que ledit Art. fut abroge, pour obuier à la malice des parties litigantes, ou à tout le moins fut par nous ordonné que la cognoissance des causes & exemption contenue audit Article, doresnauant appartiendra & sera demolue aux Seneschaux desdits Seigneurs. Autrement s'oppose à la conclusion & approbation dudit Article. Semblable requeste a esté faicte par lesdits de Connignac, Supinaut, Meschinet, & Ogeron, pour les Officiers & Iuges subalternes, & non Royaux des Villes, Vicomtez, Baronnies & Chastellenies de Thouars, Partenay, Secondigny, Mauleon, Aulonnes, Genay, S. Loup, Argenton le Chasteau, Monstreul bonnin, Luçon, Bressuire, Mortaigne, & autres Iurisdictions dudit pays. Soustenu au contraire par le Procureur du Roy, & que ledit Article estoit ancien & inuiolablement de tout temps gardé & obserué. Auquel moyen dequoy auons ordonné que ledit Article passera par prouision, ainsi qu'il est, sans preiudice des debats: pour lesquels auons renuoyé lesdites parties à la Cour de Parlement, pour le Procureur general du Roy, & elles oyes, en estre ordonné ainsi qu'elle verra estre à faire par raison.

† *Le 177. Article ancien a esté rayé: par ce qu'au moyen de la voye d'appel, il demoureroit inutil.*

TITRE XXV. DE LA TAXE des Despens.

I. Taxe de Despens. Ceux qui les doiuent, & quand ils sont preiudiciaux.

I. PONTHIEV Tit. 13. Art. 184. *A la fin.* Esdits Bailliages n'y a que iiii. den. pour vn Acte, deux sols la iournee d'vn Procureur, & iiii. sols la iournee d'vn Aduocat.

CAMBRAY Tit. 26. Art. 11. Sur adiournement à voir taxer a Despens, en vertu d'vn seul Defaut, il est ordonné que les Despens se taxeront.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. 73. Vn Seigneur, son Baillif ou Lieutenant n'a recouurer despens par luy faits & soustenus en sa Cour, à cause d'office, ne la partie contre luy. Tit. 25. Art. 5. Il conuient que le demandeur au Siege de la Gouuernance, obtienne en lx. sols, à peril de decheoir de l'instance, s'il en est redargué, & estre condemné és despens: n'est que l'adiourné soit traicté en vertu de Lettres de debitis.

NORMANDIE Chap. 1. Art. 35. Le Seigneur contre le Vassal, & le Vassal contre le Seigneur estans en procés en la Cour dudit Seigneur, ne peuuent auoir aucuns Despens que les Curiaux.

BOVBONNOIS Chap. 14. Art. 155. Taxe b de Despens se doit faire par le Iuge, eu esgard à la qualité des personnes, c distance des lieux & merite de la cause: & †† est reuoquee & abrogee l'obseruance d'aucunes Chastellenies dudit pays, par lesquelles n'estoit taxé aux parties qui obtenoient Despens, de quelque qualité qu'ils fussent, ne de quelque distance qu'il y eust, sinon somme de v den. t. par iour, ou autre petite somme non raisonnable. Art. 157. En † grosses d'Escritures chacune page de fueillet d doit contenir xx. lignes, & chacune ligne xii. syllabes: & en grosse de Sentence diffinitiue ou interlocutoire, chacune peau doit contenir L. lignes, & chacune ligne, L. Syllabes. Art. 158. Les Sentences interlocutoires ou diffinitiues excedans vne peau de parchemin, doiuent estre taxees par les Iuges qui les ont donnees, auant que le Greffier en puisse demander aucune chose aux parties: autrement elles ne viennent en Taxe: & si les Greffiers font le contraire, ils sont contraints rendre aux parties ce qu'ils en ont receu.

†† *Ces mots, Et est reuoqué &c. iusques à la fin, sont de nouuel adioustez.*

† *Cest Art. 157. est accordé pour Coustume nouuelle.*

POICTOV Tit. 17. Art. 422. En taxation de Despens ny faut qu'vn Defaut pour obtenir Sentence par contumace: & doit estre baillé l'adiournement ô l'intimation: & si l'adiourné pour voir taxer les Despens ne compare, seront taxez en son absence. Art. 423. Et si c'est le demandeur qui se defaut, & l'adiourné comparoit, il doit par iceluy estre enuoyé de l'assignation, auec condemnation de Despens de ladite assignation.

S. SEVER L. Tit. 1. Art. 17. En la Cour ordinaire dudit S. Seuer, les Bourgeois voisins & habitans d'icelle, n'ont Despens les vns contre les autres: sinon qu'ils procedent par Escritures. Art. 18. Mais s'il est question entre vn voisin & vn estranger, ou entre deux estrangers, il y a Despens entre eux.

BRETAGNE Tit. 10. Art. 171. Tous Despens preiudiciaux, e doiuent apres la liquidation & esclarcissement d'iceux estre payez deuant que la partie, au profit de laquelle les Despens sont adiugez, soit tenue proceder outre à la cause principale. Art. 172. Et Despens sont reputez preiudiciaux, quand sont Despens de Defaut donné à l'encontre d'vn demandeur, ou Despens à l'encon-

a Vlp. l. eum quem temere. 79. D. de iudiciis. Bald. & Accurs. in l. idem §. idem Labeo. D. Mandat. 1. Faber. §. hæc autem. De pœn. tem lit l. 4. C. de fruct. & lit. exp. En taxe de despens faut suiure la Coustume Innoc. & Pan. in cap. finem litib. extra de dolo. Faber in d § hæc autem & in l Sancimus C. de iud. l. properandum. § siue autē alter vtra. C. eod. tit. Vlp. l qui solidum. 78. §. etiam respublica. De leg. 2.

b Les Despens se doiuent taxer par le Iuge, qui a donné la Sentence, & fut iugé contre vn tiers heritier du condamné demourant hors la Iurisdiction, lequel connu, vingt ans apres la Sentence donnee, pour voir taxer les despens adiugez contre le defunct, dont il est heritier, demande son renuoy, qui luy est denié: dont il appelle, remonstrant qu'il estoit heritier & non iusticiable du Iuge, qui auoit donné la Sentence: la Cour mis l'appellation au neant, & condamna l'appellant aux despens de la cause d'appel, & furēt renuoyees les parties pardeuant le Iuge de la Sentence, pour voir taxer lesdits despens, par Arrest du

Source : BIU Cujas

7. iour de Feurier 1505. Et par autre Arrest du 19. iour de May 1579. fut enioinct aux Procureurs de la Cour en taxe de despens de croiser & bailler les diminutions à part, comme en compte les debats. Au reste il a esté souuent iugé que l'appel n'est receu de la taxe de despens taxez en presence des Procureurs, ainsi qu'il fut iugé le dernier iour d'Auril 1521. & le 11 iour d'Aoust, 1585. Autres Arrests du Parlement de Bretagne des 27. iour de Septembre, 1569. contre Raoul Loruelour, & le 25. Septembre, 1578. contre Maistre Georges des Hayers, qui furent tous deux declarez non receuables appellans, de la taxe de despens faicte en la presence de leurs Procureurs. Les Iuges doiuent taxer les despens & non les Greffiers, par les Ordonnances. Franc. 1. 1539. Art. 182. Henry 2. 1551. & 1552.

c L. non ignoret 4. C de fructib. & lit. expens. l. 13. §. 6. l. 15. & 79. D. de iudiciis. §. hæc autẽ omnia. Inst. de pœna temere litig. l. qui solidum. 78. §. 2. De leg. 1. Aucuns demandent, si l'on peut mettre en taxe de despens les salaires & vacations, encores que la partie ne les ait desbourſez. Masuer in Praxi. Tit. de expens. & interesse num vlt. traicte ceste question, où il tient auec Cynus sur la Loy, neque per se C. de her. instit. & in l. omnimodo. C. de inoff. que cela ne doit estre taxé. Ce que Bart. & Balde semblent tenir in l. fin. c. de fruct. & lit. expens. Toutesfois le contraire se practique, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 10. iour de Feurier, 1507. donné és Chambres des Enqueſtes conformement à l'opinion de Bart. in l. quod si domus D. loca. Hic enim ad *arrestum* obligatus l. sedet si lege 27. §. consuluit. D. de pet. her. & tantumdem ei abesse videtur. vt est in l. si quis mandato. D. de negot. gest. Voyez Papon sur ceſt Art. 155. & liure 18. des Arrests Tit. 2. Arrest 14. & 15.

d Par l'Ordonnance du Roy Charl. 9 1560. Art. 47. les declarations de despens doiuent estre escrites en papier chacune page contenant vingt lignes.

e Despens preiudiciaux sont ceux que l'on doit payer auant que la partie soit tenue proceder en la cause. L. sancimus C. de iudic. cap. finem ext. de dolo & contum. Masu. in Praxi. Tit. de exp. nu. 10. Bartol. in l. contumacia §. 1. D. de re iudic. §. præiudiciales Inst. de act. & ne se peuuent tels despens compenser auec autres despens ou debte liquide, iugé le 27. May, 1530. en audience. Au reste il a esté iugé par Arrest du 7. iour d'Auril, 1566 que quand aucun a esté condamné aux despens, il doit non seulement les despens de son temps, mais du temps de son predecesseur: si le condamné a reprins le procés purement & simplement.

---

tre d'vn spoliateur, où adiugez à l'encontre d'vn defendeur defaillant à la premiere assignation d'instance de plegement, s'il veut puis apres suiure ledit plegement, ou si sont Despens d'incident, qui auroit retardé le principal. Art. 173. Celuy à qui on faict demande de quelque debte, qui ne vient de son faict, apres que la debte luy est verifiee, s'il persiste à la denier, il doit Despens & interests de toute l'instance. Mais apres la verification faicte, s'il veut recognoistre la debte, & la payer, il ne deuroit aucuns Despens. Art. 174. On †† peut proceder à toutes Taxes de Despens par vn seul Defaut obtenu sur adiournement deuëment intimé: & la Taxe de Despens faicte par le Commissaire, sont lesdits Despens verifiez par le serment de la partie ou de son Procureur suffisamment fondé.

VALANCIENNES Tit. 13. Art. 158. Et quand l'vne des parties est condemnee és despens, & elle n'a appellé, si la partie aiant obtenu veut estre payee d'iceux Despens, elle baillera son claing par escrit auec declaration desdits Despens, aux Mayeur & Escheuins, pardeuant lesquels le procés auroit esté. Lesquels Mayeur & Escheuins ordonneront la partie condemnee estre signifiee, & prendre coppie de ladite declaration, pour à l'encontre d'icelle bailler diminution, en dedans d'vne quinzaine, à peine d'en estre forclos. Article 159. Et ce faict ladicte declaration de diminution se d'aucune a esté seruy auec les verifications que le demandeur aura exhibé, pour verifier iceux Despens, sera rapporté audit Chef-lieu, où iceux Despens seront tauxez. Et ne seront aucuns Despens tauxez d'Enqueste ou monstrance, s'il n'appert par le billet du Clerc qui auroit faict ladicte monstrance, ou par Record de Mayeur & Escheuins. Et ladicte tauxation faicte, sera enuoyee par lettres closes ausdicts Mayeur & Escheuins, lesquels la prononceront en iour de plaids & lieu accoustumé.

†† *Ceſt Article 174. estoit le 184. ancien, duquel ont esté rayez ces mots,* Pourueu que ladicte partie, ou son Procureur, *n'estoient infames. Aucuns desdits Estats ont requis que pour euiter aux frais dont les parties sont vexees, fut ordonné que ceux qui sont conuenus pardeuant les Iuges de la iurisdiction superieure, s'ils sont par lesdits Iuges condamnez aux despens, lesdits despens ne soient taxez à plus grande somme, ny les interests plus estimez, que s'ils eussent esté poursuiuis & conuenus que par la iurisdiction inferieure, sans auoir à laquelle requeste auons ordonné qu'il en seroit vsé comme on auoit fait au passé.*

Source : BIU Cujas

TITRE XXVI. DES CRIMES ET PEINES imposees à iceux.

I. *De la competance des Iuges pour la cognoissance & iurisdiction ordinaire des Crimes: ensemble des Renuois & Preuentions. Priuilege Clerical. Procés criminel des Ecclesiastiques comme doit estre faict.*

II. *Des parties formelles, Clameurs de Haro, plaintifs, Denonciations & Informations.*

III. *Des Immunitez & franchises.*

IIII. *Des adiournemens personnels en cas de Ban ou autrement.*

V. *Des Defaux & contumaces.*

VI. *Accusé doit respondre par sa bouche.*

VII. *De visitation faicte par les Medecins & Chirurgiens.*

VIII. *Du Rapt des filles & contrainte de mariage faicte par les Gentilshommes.*

IX. *Du crime d'Adultere, Concubinage, & Sodomie.*

X. *Du crime de Faux.*

XI. *Du crime d'homicide, ensemble des Voleurs & guetteurs de chemins.*

XII. *Du crime de Larcin, & des Receleurs.*

XIII. *Des incendies.*

XIIII. *Des Excés & autres voyes de faict prohibees.*

XV. *Des outrages & rebellions faicts aux Sergens & Ministres de Iustice.*

XVI. *Des furieux & insensez.*

XVII. *Des iniures.*

XVIII. *Des Oisifs & Vagabons.*

XIX. *Des Prisonniers.*

XX. *Du Bannissement.*

XXI. *Sentences criminelles doiuent estre executees promptement.*

XXII. *Des Graces, Pardons & Remissions.*

XXIII. *Des Reparations ou interest ciuil.*

I. MONT-FORT Chap.17. Art.184. La cognoissance & punition de delict, appartient au Iuge du domicile des delinquans, & non pas au Iuge, ou le delict a a esté commis, quand il est requis par le Iuge du domicile: s'il n'y a cas priuilegié.

CLERMONT Tit.18. Art.202. En † matiere de delict & excés, Preuention b a lieu, en telle maniere, que les Officiers dudit Comté de Clermont, peuuent preuenir sur les Vassaux: & en ce cas ils ne sont tenus de faire Renuoy de ladite matiere, pardeuant lesdits Vassaux ou leurs Officiers: ausquels la cognoissance en pouuoit appartenir: excepté és cas & delicts priuilegiees au Roy & à ses Officiers: ausquels il n'y a aucune Preuention contre le Roy: mais en appartient la cognoissance aux Officiers dudit Clermont, priuatiue à tous autres. Art.203. Auant que les Iuges dudit Comte de Clermont soiét estimez auoir preueu ledit Vassal en ladite matiere de delicts & excés, il est requis qu'ils ayent Information ou faict informer desdits excés ou delicts, & decreté ladite Information, de prinse de corps ou d'adiournement personnel, ou fait apprehender le delinquant en present meffaict.

VALLOIS Tit.2. Art.10. Le Roy & ses Officiers ont cognoissance par preuention de toutes matieres de delicts sur les suiets & Vassaux dudit Duché, excepté les cas priuilegiez: lesquels appartiennent au Roy nuëment & priuatiuement à tous autres.

AMIENS Tit.11. Art.233. Le Bailly d'Amiens a cognoissance pour le cas priuilegié contre toutes personnes estans de son Bailliage, de quelque auctorité ou dignité qu'ils soient, seculiere ou Ecclesiastique: soient Prestres, Clercs, Religieux ou autres, lesquels ne peuuent pour ledit cas priuilegié decliner la Iurisdiction du Bailly: toutesfois l'Eueſque ou autre leur Iuge Ecclesiastique, à la detention desdits Prestres, Clercs ou Religieux s'il le requiert: à la charge des mises de Iustice, & de representer audit Bailly ou son Lieutenant, lesdits prisonniers pour respondre sur ledit cas priuilegié, toutes & quantesfois que requis en seront.

CAMBRAY Tit.22. Art.2. Vn Seigneur ou Officier de quelque Seigneurie pour homicide ou autre crime commis par quelqu'vn non suiet à luy sur vne

† *Plusieurs d'Eglise & autres du tiers Estat ayans Fiefs audit Comté, ont dit que tous Vassaux audit Comté, ont respectiuement sur leurs suiets par toutes leurs terres & Seigneuries, Haute, Moyenne & Basse, en tous endroicts, qui en despendent, sans en rien excepter: à cause de laquelle Iustice, doiuent auoir la cognoissance des delicts commis par leurs suiets, en faire la Iustice & punition, & en prẽdre à leur profit toutes leurs*

a Charles 9. 1563. Art.19. & 1566. Art.35. veut que les crimes soient punis, où le delict a esté commis: & sont tenus les Iuges du domicile renuoyer le delinquant, s'ils en sont requis. Ausquelles Ordonnãces le droict ciuil est conforme. l.7. §.pen. & vlt. l. vlt. D. de accus. l. 2. C. vbi de crim. agi oport. l.3. D. de re mil. l.1. C. vbi Senat. vel clarissimi l.1. c. de exhib. reis l. 6. 7. & 11. D. de custod. reor. l. 12. C. de adult. Nou 69. cap.1. & Nou. 134. cap. 5 Auth. Qua in Prouincia. C. vbi de crim. agi. op. l 3. De offic. præs. Fet. cap. licet extr. de foro comp. & ibi Pan. & Felinus. Et ainsi a esté iugé autresfois contre la commune de Tournay à la Pentecoste 1265. par lequel vn quidam fut rendu à la Iustice en laquelle il auoit fait le crime.

c Voyez l'Ordon-

Source : BIU Cujas

nance de Cremieu, 1536. Art. 19. & de Henry 2. 1552. Art. 1. & 1559. Art. 25. où il eſt parlé de la Preuention entre les Baillifs & les Preuoſts & Iuges Chaſtelains : & par la verification de la Cour ſur l'Edict 1554. eſt ordonné auoir lieu entre eux quand les ſuiets des Iuges ſubalternes ſont pourſuiuis pardeuant eux, & ne ſont requis par les Seigneurs. Et ſuiuant les Ordonnances, on eſt tenu ordonner le renuoy, quand il eſt requis par le ſuiet conioinctement auec le Seigneur qui le vindique : par ce qu'il a le principal intereſt au renuoy, au moyen de ce que ſa Iuſtice eſt patrimoniale, & il peut renoncer au profit d'icelle, ainſi fut iugé pour vn nommé Rouſſeau Medecin, contre vn Gentil-homme Iuſticiable du Seigneur de Bieré le 3. iour de Sept. 1554. & ſont auſſi les Pairs de France tenus requerir leurs ſuiets, comme il fut iugé contre Monſieur de Neuers Seigneur de Donziais, le 20. iour de Nouembre, 1559. ainſi qu'il eſt recité par Bacquet au traicté de Iuſtice, Chap. 9. Chopin liure 2. du Domaine. Tit. 8. Papon liure 7. des Arreſts. 7. Arreſt 15. 16. & 56. Le Roy a preuention ſur ſes ſuiets, comme ont les Loix, & comme dit Cic. pro Milone, Non ſe expectari iubet, cum ei qui expectare velit, ante iniuſta pœna luenda ſit, quam iniuſta repetenda. Or pour acquerir preuention en matiere criminelle, il ſuffit qu'à la requeſte du Procureur fiſcal ou d'office, y ait information precedente à l'autre. Toutesfois eſt bon faire adiourner partie ciuile, à ce qu'elle ait à venir declarer ſi elle ſe veut rendre partie : iugé par Arreſt du 18. Auril, 1564.

amẽdes: eſquelles ils ſont condamnez ſoit de lx. ſols Par. ou autre plus grãd ſomme, & de ce ſont en bonne poſſeſſion & ſaiſine : & n'a le Comte de Clermont aucun droict de Preuention ſur eux : parquoy ſe ſont oppoſez à la publication des premiers & ſeconds Articles de la Rubriche des delicts. Et quant aux deux autres Articles enſuiuans, les Nobles ont remonſtré que les Couſtumes y declarees n'ont par cy deuãt eſté obſeruees: & que ſ'il aduient qu'aucun d'eux commette delict, la taxe de l'amende doit proceder par l'arbitrage du Iuge, ſelon que le delict ſe trouuera pernicieux. Parquoy s'oppoſoient à la publication deſdites Couſtumes. Et par les gens du Roy a eſté dit que leſdites Couſtumes ſont anciennes & de tout temps practiquees & obſeruees audit Comté, denians que tous les Vaſſaux dudit Comté ayent en leurs Fiefs & Seigneuries, Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe : & que ſi aucuns ont le droict de Iuſtice, le Comte de Clermont par priuilege ſpecial, à la cognoiſſance de tous les delicts, par toute ladite Comté excedans lx. ſols Par. d'amende: & pour les autres delicts, a droit de preuention ſur leſdits Vaſſaux, comme plus à plain eſt declaré par leſdits Art. Surquoy auons ordonné que leſdits quatre Art. anciens ſeront rayez, & qu'au lieu d'iceux ſeront mis & couchez audit Couſtumier les Art. cottez 202. & 203.

autre terre & Seigneurie, ne doit prendre la cognoiſſance, correction & punition, ſi ce n'eſt par plainte de partie formee, ou pour crime qui infame la perſonne. Art. 3. Toutesfois les Officiers & Iuſticiers, qui detiennent vn mal-faicteur prins pour aucun delict commis en leur Seigneurie, peuuent bien conſecutiuement s'informer d'autres crimes parauant commis par tel malfaicteur en autruy Seigneurie, & ſelon leſdits crimes precedens augmenter & faire la punition dudit malfaicteur ſelon l'exigence & qualité de ſes crimes & delicts. Art. 4. L'on ne doit par ladite Couſtume apprehender quelcun priſonnier pour crime, ſ'il n'eſt trouué & apprehendé en preſent meſ-vs ou par ordonnance de Iuges, apres Informations preparatoires ou par partie formee. Art. 9. Les S. Superieurs immediats peuuent par defaut ou refus de Iuſtice, exploiter ſur la terre & Seigneurie de leurs Vaſſaux & inferieurs. Et ſi c'eſt contre criminels, deura eſtre ledit exploict aux deſpens de l'inferieur defaillant ou refuſant. Art. 10. Vn delinquant eſt iuſticiable par la Iuſtice du lieu, où il a commis le delict, ſ'il eſt apprehendé audit lieu ou pourſuiuy promptement de chaude pourſuite. Et ſ'il n'eſt apprehendé, & qu'il ſ'abſente, peut eſtre appellé à peine de Ban, Information prealablement tenue, ſi le delict requiert banniſſement.

La Sale de Lille Tit. 1. Art. 4. Leſdits Hauts Iuſticiers peuuẽt faire par leurs Baillifs, Lieutenans & hommes Feodaux pour cas d'homicide aduenus en leurs terres & Seignouries, apres information tenue, ou c Verité eſpeciale proceder à appeaux contre les delinquans, & par contumace les bannir de leurs terres & Seignouries, appartenances & dependances. Art. 5. Par l'vſage, afin de deuëment proceder auſdits Appeaux & banniſſemens, eſt requis que leſdits Seigneurs, leurs Baillifs ou Lieutenans ſe fondent en plainɛte, & doiuent ſemondre leſdits hommes de Fief, afin d'auoir ladite Verité eſpeciale adiugee ſur l'aduenue dudit homicide, qui ſe fait par leſdits hommes Feodaux, en ordonnant de faire adiourner les teſmoins pardeuant eux, pour eſtre ouis ſur la verité d'iceluy cas. Laquelle verité tenue, leſdits hommes de Fiefs, ſur la requeſte & ſemonce deſdits Seigneurs, Baillifs ou Lieutenans, ordonnent auſdits Seigneurs, Baillifs, Lieutenans ou Sergens, ſoy tranſporter par iour ſolennel au lieu dudit homicide commis, & apres en l'Egliſe Parochiale ou Cimetiere dudit lieu, & illec appeller le delinquant à comparoir le tiers iour enſuiuant, au lieu plaidoyable deſdites Seignouries, auquel tiers iour, apres que leſdits Seigneurs, Baillifs ou Lieutenans ſe ſont preſentez contre ledit delinquant, & calengé à fin de banniſſement, ſ'il ne compare, leſdits hommes de Fiefs à la ſemonce que deſſus, accordent defaut, ordonnant auſdits Seigneurs, Baillifs, Lieutenans ou Sergent ſoy tranſporter derechef, & appellet le delinquant és lieux deſſuſdits par iour ſolennel, en le r'adiournant au tiers iour enſuiuant. Auquel iour ſi iceluy delinquant ne compare, leſdits hommes à ladite ſemonce accordent ſecond defaut, ordonnant iteratiuement faire tels Appeaux & deuoirs que deſſus. Que lors ſe

Verité eſpeciale.

c Veritez ou franches veritez, quand le Seigneur Iuſticier fait informer par ſes hommes de Loy, des delicts commis en ſa terre & de ſon office, ſans aucune partie formee, ou apparante, comme il ſe cognoiſt par pluſieurs Couſtumes du pays de Flandres, & par la lecture de la Somme Rurale. Par la Couſtume de Lille il y a deux ſortes de Veritez, les vnes generales ou ſpeciales. Tit. 1. Art. 4. & 19.

Source : BIU Cujas

ledit delinquant ne compare, iceux hommes baillent defaut troisiesme, le debou tant de defenses, en ordonnant lesdits Seigneurs, Baillifs & Lieutenans à preuue. Et ladite verité pour preuue employee, se iceluy delinquant est atteint, & que la matiere y soit disposee, lesdits hommes de Fief, banniſſent iceluy delinquant, desdites Seignouries, appartenances & appendances: lequel banniſſement se publie au lieu accoustumé. Art. 18. Lesdits Hauts Iusticiers ou Seigneurs Vicomtiers, leurs Baillifs, Lieutenans & Sergens, ne peuuent proceder à la prinse des delinquans, n'est par l'vne des trois voyes: à sçauoir, present meffait, information precedente, & prouision sur icelle, ou partie formee. Article. 19. Iceux Hauts Iusticiers & Seigneurs Vicomtiers, leurs Baillifs ou Lieutenans, peuuent par leur Iustice faire adiuger veritez generales, vne fois l'an en leurs terres & Seignouries, & de trois ans en trois ans és terres & Seignouries de leurs Vassaux & inferieurs, pour les delicts & cas criminels ou ciuils y aduenus, apres icelles veritez publiees en l'Eglise ou Eglises Parochiales, ou leursdites Seignouries sont situees, & s'estendent par iour de Dimenche, ou autres festes solennelles, à heure de grand Messe, faire tenir par leursdites Iustices lesdites Veritez aux iours assignez & lieux accoustumez. Ausquelles Veritez les manans & habitans esdites Seignouries de franche & libre condition, sont tenus comparoir: & s'ils defaillent, sauf leale ensongne ou congé, chacun defaillant fourfait vers lesdits Seigneurs, l'amende de lx. sols. Et neant-moins sont tenus les comparans dire la verité par serment, des cas & amendes qu'ils sçauent estre aduenus esdites Seignouries, depuis la verité precedente. Et leurs depositions redigees par escrit par ladite Iustice closes & sellees, rapporter au prochain iour des plaids ou autre iour assigné, & icelle ouuerte par ladite Iustice, ceux qui sont trouuez deuëment atteints d'auoir fourfait à aucunes amendes, sont à condamner en icelles, & lesdits defaillans, chacun en lx. sols. Lesquels condamnez sont neant-moins receus à opposition, en baillant caution: auquel cas lesdits Seigneurs, Baillifs ou Lieutenans sont tenus d calenger lesdits opposans. Et au regard de ceux attains de crime, prouision fait à bailler de les prendre & apprehender au corps. Et quand aux homicides de les prendre ou appeller. Art. 20. Si pour aucunes amendes fourfaites les Seigneurs superieurs ou Officiers du Bailliage dudit Lille, preuiennent en prinse ou attrayent aucuns delinquans attaints par Veritez d'eux tenues: lesdits Hauts Iusticiers & Vicomtiers, sous la Seignourie desquels telles amendes sont fourfaites, peuuent requerir le Renuoy, endedens l'heure de tiers iour, en payant droict de prinse & Information: lequel Renuoy fait à accorder: toutesfois pour amendes de sang, ou sombres coups, les Seigneurs superieurs ne sont tenus faire ledit Renuoy, ains ont lesdits Seigneurs droict de pareilles amendes, tant ceux en la Seignourie desquels lesdites amendes ont esté fourfaites, que leurs superieurs & faire proceder par leur Iustice, pour auoir chacun pareille amende. N'est que lesdites amendes ayent esté engagees au Seigneur, son Bailly ou Lieutenant, sous qui elles seroient fourfaictes, & lesdits engagemens signifiees ausdits superieurs auant prinse, en payant droict d'Information, si auant qu'elles seroient tenues au iour de ladite signification: auquel cas lesdits superieurs sont tenus cesser. Art. 21. Et pour autres delicts & crimes, desquels lesdits Hauts Iusticiers ou Vicomtiers sont fondez de Iurisdiction, le Renuoy leur est deu, s'ils le requierent, quand les Seigneurs superieurs ont preuenu les delinquans: ne fut que lesdits delinquans eussent defendu peremptoirement pardeuant eux.

Veritez generales.

VALANCIENNE Titre 1. Article 5. Que nostre Preuost le Comte ou son Lieutenant aura la semonce de matieres criminelles, où il y chiet punition ou affliction corporelle, banniſſement ou amende ciuile, & semoncera la Loy, comme Iurez: & en matiere ciuile, nostre Mayeur les semoncera comme Escheuins en la maniere accoustumee. Art. 6. Nostre-dit Preuost le Comte ou son Lieutenant aura la calenge de tous cas, où il chiet punition ciuile ou criminelle, & se reglera en outre nostre-dit Preuost le Comte ou son Lieutenant, à l'exercice de son Estat & Office selon l'ordonnance & regle que luy en a esté baillee. Art. 11. Que nostre Preuost le Comte ou son Lieutenant, & aussi le Preuost de la ville, ou son Lieutenant porront auec les Sergens Bastonniers ou autres pour eux à ce appellez, aller de nuict visiter les lieux dissolus, Cabarets, Tauernes, & regarder apres les mauuais garnemens & autres contreuenans aux Ordonnances & Edicts de nostre-dite Ville. Et s'ils en trouuoient aucuns, les faire mettre és prisons, si besoin est, & que la matiere y soit disposee. Et ceux qu'il aura apprehendé, le Preuost de la Ville les presentera au Preuost le Comte ou son Lieutenant, Iurez, & Escheuins, pour en estre faict la punition selon l'exigence du cas.

d Calenges s'entend prise de corps qui faict par vn Sergent quand il apprehende & saisit vn criminel ou autre: ainsi se doit prendre ce mot calenger en ces Coustumes, & en la Somme Rurale, & en plusieurs autres lieux.

Source : BIU Cujas

HESDIN Tit.2. Art. 8. Quiconque delinque en aucune iuriſdiction eſtrange, & ſ'en depart ſans eſtre calengé, tel delinquant peut eſlire, & ſoy rendre priſonnier pour receuoir droict, en l'vne des trois Cours: à ſçauoir en Cour ſoueraine, en la Cour du lieu, où il a delinqué, ou en la Cour du Seigneur dont il eſt ſuiet couchant & leuant. Et icelle des Cours qu'il eſlira, aura la cognoiſſance de ſon delict: ſans que les autres Cours y puiſſent contredire.

DVCHE DE BOVRG. Chap.12. Art.1. c L'Adueu emporte l'homme, quand il eſt detenu pour cas criminel: pour lequel punition ſe doit enſuir & qu'il eſt prouué ſuffiſamment qu'il ſoit homme iuſticiable à celuy, à qui il eſt aduoué homme.

COMTE DE BOVRG. Chap.13. Art. 82. p. *au Duché* enſuiure, & doit eſtre rendu au Seigneur à qui il ſ'aduouë, ſi auoir le veut, s'il a puiſſance de iuger & cognoiſtre dudit cas.

NORMANDIE Chap.1. Art.1. Le Bailly ou ſon Lieutenant cognoiſt de tous Crimes en premiere inſtance.

ANIOV Tit.9. Art.141. Le †† Duc d'Aniou, Comtes, Vicomtes, Barons & Seigneurs Chaſtelains ont la cognoiſſance, punition & correction des grans cas deſſus declarez au Traicté des droicts de Chaſtelenie.

LE MAINE Tit.10. Art.156. Le Comte du Maine, Vicomte de Beaumont, Barons, &c. p. *a Aniou.*

BOVRBONNOIS Chap. 2. Art. 11. En matiere criminelle ne ſe faict Renuoy, que le Seigneur ne face l'adueu & requiere ledit Renuoy: pourueu quant eſdites cauſes criminelles, que la Iuſtice de laquelle il ſ'aduouë, ſoit audict pays & Duché de Bourbonnois: & l'aura quant au criminel, *in quacunque parte litis*, en payant les frais. f Chap.8. Art.62. Le Seigneur en la Iuſtice duquel le delict a eſté commis, peut cognoiſtre dudit delict & punir le delinquant, & n'eſt tenu iceluy rendre au S. du domicile, ſi ledit delinquant a eſté prins en preſent meffaict, ou par la pourſuite faite incontinent apres le delict.

AVVERGNE Chap.7. Art.1. L'adueu emporte l'homme, ſoit en matiere ciuile ou criminelle: tellement que le ſuiet peut demander ſon Renuoy pardeuant le Seigneur dont il ſ'aduouë, poſé que ledit Seigneur ne le demãde: pourueu, &c. p. *a Bourb.* Art.11. pays d'Auuergne. Art.2. Et où les parties ſont d'accord de l'adueu & Renuoy, le Iuge eſt tenu renuoyer celuy qui requiert ledict Renuoy: ſi n'eſt que le Procureur d'Office du Siege, le vouſit empeſcher: auquel cas ſi ledit Procureur l'empeſche ſans cauſe raiſonnable, doit eſtre condemné és deſpens de partie en ſon priué nom. Art.3. Mais ſi ledit ſuiet fait faux adueu, il doit eſtre condemné en l'amende de lx. ſols enuers ſon Seigneur, & en tous les deſpens dommages & intereſts de partie. Art.4. Le delinquant qui eſt prins en flagrant delict, ne doit eſtre renuoyé deuant ſon Iuge: mais peut eſtre puny par le Iuge, rieres lequel il a eſté trouué delinquant. Art.5. En matiere criminelle quand aucun Seigneur demãde le Renuoy de ſon ſuiet, il eſt tenu de payer les frais de Iuſtice faicts deuant le premier Iuge, qui luy renuoye ou delaiſſe ſondit ſuiet. Art.6. Et ſi l'accuſé tenant priſon, demande ledit Renuoy ſeul ſans ſondit Seigneur, l'adueu ſera ſignifié à iceluy Seigneur ou à ſes Officiers pour le venir querir dedans le temps, qui luy ſera prefix. Art.7. Et ledit temps paſſé, ſi on ne le vient querir, le premier Iuge en pourra cognoiſtre: ſinon que ledit delinquant ſe vouſit faire mener à ſes deſpens. Art.8. Et ſi ledit priſonnier dedans ledit temps, eſt renuoyé deuant ſon Seigneur, les frais faits deuant le premier Iuge, ſeront prins ſur la confiſcation des biens dudit delinquant ou condemnation d'amende: ſi aucune s'enſuit. Art.9. Si pluſieurs Seigneurs aduouent le criminel, pour en auoir le Renuoy ſans fraude, pour le debat des parties, & ſans preiudice de leur droict, le Iuge qui a commencé de cognoiſtre de la matiere, doit retenir la cognoiſſance.

TALENDE Art.2. Es Chaſtellenies de Talende le maieur & le mineur, ſi aucun eſtranger vient demourer en l'vn deſdits lieux, ſe peut aduouer homme du Seigneur dudit lieu, auquel il eſt habitant, ou du Seigneur de l'autre deſdits lieux: & l'adueu fait, ne peut varier: ſinon qu'il allaſt demourer an & iour hors la Iuſtice dudit lieu. Auquel cas l'an reuolu, ſe pourra derechef aduouer dedans an & iour, ſuiet du Seigneur de l'vn deſdits lieux, qu'il voudra.

LA MARCHE Chap.2. Art. 12. Si †† Sergent ou Officier d'aucune Iuſtice, prend vn malfaicteur, & il ſ'aduoue homme iuſticiable de Madame, ſans moyen, le Iuge de Madame le pourra prendre en ſa main, & le iuſticier, ſi celuy qui l'auoit prins, ne veut maintenir l'auoir prins en preſent meffaict ou de chaude

ſuite.

c Ceſt Art. ſ'entend quand le S. vendique ſon ſuiet, & en requiert le renuoy, encores qu'il ſoit priſonnier: qui luy doit eſtre dõné pourueu qu'il ait Iuſtice exercee conuenable pour punir le delinquant, & en ſa terre & iuriſdiction de bonnes & ſeures priſons. Autrement le Iuge Royal peut & doit luy denier le Renuoy: & paſſer outre à la confection & inſtruction du procés criminel, ainſi que Du Moulin a noté ſur la Couſtume de Paris. Art. 2. Gloſſ. 4. Vide Nou. 134. cap. 5. Bald. in l. requirendi. C. de ſeruis fug. Salic. in l. 1. C. vbi de crim. L. ſi cui §. fin. D. de accuſ. & ibi Bartol. Mais en ces cas il faut ſuiure les Ordonnãces de Charles 9 1563. Art. 19. & des Eſtats de Moulins, 1566. Art. 35. cy deſſus alleguees.

f Soit Iuge Royal ou ſubalterne. Ceſt Art. 11. eſt limité par l. 62. Art. cy mis.

† *Notez qu'en la Couſtume du Perche, il y auoit vn Art. ancien, Le Roy Comte de Perche, a preuention en matiere criminelle, ſur les ſuiets dudit Cõté: A la lecture duquel Maiſtre Nicole Nepueu, Bailly du Mouſtiers ſ'eſt oppoſé pour Maiſtre Iean Huraut, Prieur Commendataire dudit Mouſtiers, Seigneur & Chaſtelain temporel dudit lieu. Auquel ont adheré les gens des trois Eſtats. Et ſur ce ouy le Subſtitut du Procureur general du Roy auons ordonné que ledit Art. ne paſſera pour Couſtume.*

†† *Les gens des trois Eſtats ont requis que ceſt Art. 12. fut couché pour Couſtume nouuelle.*

Source : BIU Cujas

ſuite. Auquel cas, le preſent meffaict ou de chaude ſuite prouuez pardeuant le Iuge de Madame, ſera renuoyé le priſonnier pardeuant le Iuge ſubalterne qui l'auoit prins pour eſtre puny. Chapitre troiſieſme. Article dixhuict. Le ſuiet, &c. p. à l'Article troiſieſme *a Auuergne*. Article 19. Si le Seigneur demande Renuoy de ſon ſuiet en matiere criminelle, & eſt trouué que faire ſe doiue, il doit, &c. p. *a Auuergne*. Article 5. parauant ledit Renuoy en la Iuriſdiction du premier Iuge, en luy baillant les charges & Informations. Article 20. Si en ladicte matiere criminelle le defendeur demande Renuoy, és cas, où il luy eſt permis de ſoy demander le Renuoy ſans ſon Seigneur, & eſt trouué comme deſſus que faire ſe doiue, l'on doit ſignifier la requiſition au Seigneur Iuſticier pour requerir ſon homme, & payer les frais † dedans x. iours. Et ſ'il y faut, le premier Iuge en peut cognoiſtre: ſinon que le requerant ſe vueille conduire à ſes deſpens & payer. Article 21. p. *a Auuergne*. Article 9. demandent le Renuoy d'vn criminel, ſans fraude, le ſuperieur ou celuy qui aura cognu, en peut retenir la cognoiſſance, ſans preiudice des droicts des parties. Chapitre 27. Article 341. Si aucun malfaicteur a forfaict en la terre d'aucun Iuſticier, & ſ'en va en la terre d'vn autre Iuſticier, le Seigneur, où il auroit forfaict ou ſes gens le peuuent prendre en autre Iuſtice: mais ne le peuuent mettre hors de ladicte Iuſtice, où il ſera prins ſans authorité d'icelle. Et le doit auoir la Iuſtice, où il aura delinqué, puis qu'il la le premier prins pour le punir ou renuoyer, ſi la matiere y eſt ſuiette: poſe que le delinquant fut pourſuiuy de chaude ſuite. Mais ſi le Seigneur en la Iuriſdiction duquel il ſeroit trouué la prins le premier, l'autre Iuſticier en la Iuriſdiction duquel il auorit delinqué ne l'aura point, ſ'il ne l'auoit pourſuiuy de chaude ſuite. Et en ce dernier cas, fera droict le Iuſticier, où il ſera prins, ſur le Renuoy, ſ'il y eſchet.

† *Ces mots, dedans x. iours ont eſté mis au lieu des mots anciens, dedans certain temps.*

BRETAGNE Titre 1. Article 3. Les †† Iuges ſeculiers peuuent en tous cas de delict requerant capture, prendre & apprehender les Preſtres, Clercs & Religieux, & auſſi les arreſter, au cas qu'ils denieroient & refuſeroient donner Seureté à autres, ſauf à les rendre aux Iuges Eccleſiaſtiques du lieu, où le delict aura eſté commis, ſ'ils en ſont requis & faire ſe doit. Et ſeront tous les frais raiſonnables de la Iuſtice ſeculiere, autres que ceux qui auroient eſté faicts par les parties, payez par leſdits Iuges Eccleſiaſtiques, ſ'il n'y auoit cas priuilegié: auquel cas ne ſeront leſdicts frais payez que pour la moitié. Et ſera tenu le Iuge ſeculier, incontinent apres qu'il ſera informé de la qualité & priuilege des Preſtres & autres Clercs * priuilegiez, en aduertir le Iuge Eccleſiaſtique pour les retirer. Article quatrieſme. Ne † iouiront g du priuilege des Clercs, ſinon ceux qui * ſeront conſtituez és Ordres Sacrez: & pour le moins Sous-Diacres ou Clercs Beneficiez ou actuellement reſidens ou ſeruans aux Offices, miniſteres & Benefices, qu'ils tiennent en l'Egliſe, ou Eſcoliers actuellement eſtudians & ſans fraude. Article cinquieſme. Le Iuge ſeculier à la requeſte du Iuge h d'Egliſe ſera tenu prendre quelque perſonne que ce ſoit, accuſé †† de tous crimes, dont la cognoiſſance appartient aux Iuges d'Egliſe, faiſant apparoir du Decret. Article ſeptieſme. Si † les Preſtres, Diacres, Sous-Diacres & Religieux profez, ont delinqué en la Monnoye ou commis autres delicts, où y ait cas priuilegié, leurs procés leur ſeront faicts aux priſons des Iuges Eccleſiaſtiques, s'ils en ont ſur le lieu de ſeures & commodes: ſinon és priſons des Iuges ſeculiers concurremment i par les Iuges d'Egliſe & ſeculiers, tant ſur le delict commun que cas priuilegié. Et ſeront tenus à ceſte fin leſdicts Prelats aſſiſter ou commettre Vicaire pour faire & parfaire le procés ſur les lieux, & donner Sentences par iugemens ſeparez. Et ſeront leſdicts Prelats tenus de garder k les ſuſdicts delinquans, s'ils ſont conuaincus dudit crime de fauſſe monnoye, ou autre meritant Degradation: pour eſtre punis de mort par le Iuge ſeculier, s'ils ont deſſeruy. Article vnzieſme. Les †† delinquans non domiciliers, ſont iuſticiables du Iuge au diſtroict & territoire, duquel ils ont commis le delict, pour raiſon d'iceluy delict, ſils ſont apprehendez audit lieu ou preuenus par Decrets ou adiournemens executez, ou cas que le Iuge ſoit capable de la cognoiſſance dudit delict. Lequel Iuge procedera contre leſdicts delinquans, où ils ne comparoiſtroient ou ne pourroient eſtre apprehendez par Defaux & Contumaces, iuſques à Sentence diffinitiue. Laquelle il ſera tenu donner dedans quatre mois, à compter du iour du delict. A faute dequoy, & ledit temps paſſé, le Iuge du domicile en pourra & deura cognoiſtre, ſelon l'exigence du cas, ſans qu'il ſoit tenu en faire Renuoy au Iuge du delict. Et où il ne ſeroit capa

†† *Meſſire François Thomé Eueſque de Sainct Malo, au nom dudit Clergé, a remonſtré qu'au moyen de ce que les frais de Iuſtice ſeculiere ſeront payez lors que les Preſtres & autres Clercs priuilegiez ſeront rendus à leurs Iuges Eccleſiaſtiques, les Prelats ſont chargez d'infinis frais, par les Iuges Royaux & autres inferieurs: leſquels ne leur renuoyent leſdits Preſtres & Clercs qu'apres les auoir long temps retenus priſonniers: & ne les veulent rendre qu'ils ne ſoient prealablement payez, tant de la deſpence faicte en leurs priſons, que de leurs vacations & autres grans frais, qu'ils diſent auoir faicts pour la confection des proces: combiẽ*

g Cecy eſt pris des Ordonnances du Roy Charles neufieſme, mil cinq cens ſoixante trois. Article vingt vn, & mil cinq cens ſoixante ſix. Article 40. & mil cinq cens ſoixante ſix. Article huictieſme: & mil cinq cens ſeptante vn, par leſquelles nul ne iouiſt du priuilege Clerical, s'il n'eſt conſtitué és Ordres Sacrez, & pour le moins Sous-Diacre ou Clerc Beneficié ou reſident & ſeruant, &c. ou Eſcolier actuellement eſtudiant.

h Les Iuges Royaux doiuent preſter ayde pour l'execution des Sentences des Iuges Eccleſiaſtiques, ſans en prendre cognoiſſance. Henry troiſieſme, mil cinq cens octante. Article 24.

i Les Iuges Royaux doiuent inſtruire en

Source : BIU Cujas

cous cas les procés pour les delicts priuilegiez contre les Eccleſiaſtiques auparauant en faire aucun delaiſſement pour le delict commun. Charles neufieſme, 1566. aux Eſtats de Molins. Article trente-neuf. & 1566. Article ſeptieſme, & 1572. Mais depuis par l'Ordonnance de Melun, 1580. Article vingt deuxieſme, ils doiuent faire conioinctement l'inſtruction des procés criminels pour les cas priuilegiez, auec les Iuges d'Egliſe, & iront trouuer les Eccleſiaſtiques.

k Charles neufieſme, mil cinq cens ſeptante vn. Article quatorze. Les Preſtres & autres promeus aux Ordres ſacrez ne ſeront executez en cas de crime & condemnation, ſans degradation precedente. Cap. 1. De hæret. Cap. 2. De pœnis cap. nouimus. De verbo. ſignif. in 6. Concil. Trident. Seſſ. 13. De reform. mat. Cap. 4. can. ſuggero. 3. q. 8. can. Felix Epiſcopus. 15. q. 7.

que les procedures par eux faites, ſoient nulles, comme faites par Iuges incompetens. A ceſte cauſe, a requis, qu'en declarant ledit Article fut dit, que leſdits Eccleſiaſtiques payeront ſeulement leſdits frais du iour de la ſommation & requeſte qui leur aura eſté faite de retirer & receuoir leſdits Preſtres & Clercs. Ce que ledit Procureur general a empeſché: diſant que la pluſpart deſdits Preſtres & Clercs ſont prins en habits diſſolus & deſguiſez: de ſorte, qu'on ne peut cognoiſtre ny iuger qu'ils ſoient de l'ordre & profeſſion Eccleſiaſtique, & ſouuent feignent d'eſtre d'autre vacation. Et ne ſe diſent eſtre Preſtres ny Clercs, que lors que leurs procés ſont preſts a iuger, & quelquesfois attendent à le dire en la Cauſe d'Appel: tellement que la longueur de leur detention & de leur procés, dont ſe plaignent leſdits Eccleſiaſtiques ne prouient de la faute des Iuges ſeculiers: mais de la malice des priſonniers. Et ſi leſdits Eueſques ou autres Prelats n'en payoient les frais, le Roy ſeroit contraint les porter ſur ſes finances, leſquelles ſont par les autres frais de la Iuſtice fort diminuees. Et pour ce a requis qu'il ſoit dict & ordonné, comme auſſi à touſiours eſté obſerué par Couſtume ancienne, que leſdits Prelats payeront tous les frais deſdits Preſtres & Clercs, aux cas non priuilegiez: & la moitié aux cas priuilegiez. Surquoy apres auoir oy les Deputez de la Nobleſſe & tiers Eſtat, qui ſe ſeroient remis en nous d'y pourueoir. Auons ordonné qu'apres ces mots, tous les frais de la Iuſtice ſeculiere: ſeroit adiouſté, autres que ceux qui auroient eſté faicts par les parties: & à la fin ſeroit adiouſté ce qui ſenſuit, Et ſera tenu le Iuge ſeculier, &c.

* *Ce mot,* priuilegiez, *n'eſt dans le Procés Verbal.*

† *Ceſt Article 4. eſt de nouuel adiouſté.*

✱ *Aliàs, ſont, P.V.*

†† *Ces mots,* de tous crimes, *&c. iuſques à la fin, ſont mis au lieu des anciens,* de crime d'hereſie.

† *Ceſt Article 7. contient la reformation de l'ancien Article, & a eſté le huictieſme Article ancien rayé & remis à la diſpoſition du Droict commun.*

†† *Ceſt Article 11. declare & amplifie l'ancien Article.*

ble de la cognoiſſance dudict delict, doit intimer la Iuſtice du Seigneur ſuperieur, qui doit, & eſt tenu prendre & receuoir les accuſez pour en faire Iuſtice, ſelon la qualité du delict, s'ils n'eſtoient Clercs priuilegiez qui doiuent eſtre rendus aux Iuges d'Egliſe, comme il eſt dict cy deſſus. Article douzieſme. Et ſi le delict eſt commis en Foire ou en Marché, ou la choſe deſrobbee ou rauie, ſoit portee l ou menee audit Marché ou Foire, pour y eſtre vendue & depoſee, la cognoiſſance en appartient au Iuge dudict Marché ou Foire: ſ'il n'y † auoit preuention & pourſuitte continuelle, faicte par le Iuge dudit delict, iuſques auſdictes Foire & Marché, ſi le delinquant n'eſtoit Clerc priuilegié, comme deſſus. Article treizieſme. Si aucun delinquant eſt prins hors du lieu ou diſtroict du delict & de ſon domicile, par autre Iuſtice, & apres l'auoir intimé aux Iuges des lieux du delict & domicile, iceux Iuges ne le vouloient retirer, pour en faire Iuſtice, le Iuge qui l'apprehende en pourra & deura faire Iuſtice, & le punir ſelon le meffaict & qualité du delict, ſi le delinquant n'eſt Clerc priuilegié, comme deuant. Titre deuxieſme. Article quarante cinquieſme. Au Roy ſeul & à ſes Iuges appartient la cognoiſſance de Monnoye, & peuuent auoir cognoiſſance ſur toutes perſonnes, ſoient Preſtres, Clercs, priuilegiez ou gens de Religion. Article cinquantieſme. Aucun †† n'a cognoiſſance de punition de feu ſi n'eſt le Prince ou les anciens Barons en leurs Baronnies. Titre vingt-cinquieſme. Article ſix cens ſoixante ſix. Nul Croixé, s'il n'eſt Clerc, a priuilege en cas de crime, s'il a deſſeruy à ſouffrir mort, qu'il ne ſoit executé par mort ſeculiere.

II. CAMBRAY Tit. 22. Art. 5. Nul ne doit eſtre receu à partie formee m

l Ex nona contrectatione noua naſcitur actio furti l. ſi dominum 47. D. de furtis & ibi Bart. l. 4. §. 12. §. De vſurpat. l. 56. & 66. D. eod. de furt.

† *Ces mots,* S'il n'y auoit preuention, *&c. iuſques à ce mot,* Marché, *includs ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Maiſtre Iean le Preuoſt ſoy diſant Procureur du Duc de Painthieure a remonſtré que neãt-moins que c'eſt Article cinquãtieſme qui eſtoit le cinquante cinquieſme Article ancien, ne fait mention que des Barons, toutesfois ledit Seigneur Duc, comme Comte ancien & Seigneur de Painthieure, qu'eſtoit partage de Bretagne, eſtoit en bonne poſſeſſion d'auoir cognoiſſance & punition du feu. Et pource auroit requis que au dit Article il euſt eſté fait mention du droict appartenant audit Duc de Painthieure. Surquoy auoit eſté remonſtré par aucuns de la Nobleſſe, au nom d'autres Seigneurs, qu'il y auoit d'autres Comtes anciens en cedit pays, leſquels eſtoient à cauſe de leurs Comtez, en bonne poſſeſſion de ſemblable droict. Et partant requeroient qu'il fut fait mention par ledit Article des anciens Comtes en general, non en particulier de celuy de Painthieure, à ce que les autres ne ſemblent eſtre exclus, ou bien que l'Article demouraſt, comme il eſtoit eſ-*

m Partie formee ou partie ciuile eſt celuy, auquel appartient l'intereſt & reparation ciuile ſeulement. Les Procureurs du Roy ou d'Office, prennent concluſions criminelles ſur informations precedentes,

Source : BIU Cujas

crit audit Liure. Surquoy auons ordonne que ledit Article demourera comme il est escrit au Cayer par nous reforme: & que les anciens Comtes du pays en vseront, comme ils ont fait au temps passé. Et depuis Maistre Sebastien Caradeu se disant Procureur de Messire Albert de Gondy, Doyen, Baron de Raiz, Mareschal de France, Gouuerneur & Lieutenãt general pour le Roy en Prouence, & premier Gentil-homme de sa Chambre, Auroit supplié qu'en procedant à ladite reformation, il ne fut rien changé, innoué ny alteré à ses Droicts, entre autres, à son titre de Cõte, Doyen, Baron de Raiz, aux droicts de Bris & naufrages de mer, & brieufs de Sauueté, aux franchises de ses ports & haures & droicts d'Admirauté, presentation des Abbayes, Prieurez & autres Benifices estans de la fondation & dotation de ses predecesseurs Barons de Raiz, ny au rang premier, que de toute ancienneté les Barons ont apres les Ducs, de ne prescrire aucune forme de partage entre les heritiers des Comtes, Barons: & que toutes les causes & querelles de leurs Vassaux, soient en premiere instance, instruites & iugees deuant leurs Iuges, sans que les Iuges Royaux en puissent prendre cognoissance: attendu que les Iurisdictions sont patrimoniales: & qu'ils ont toute punition: mesmes iusques à la peine du feu. Protestant au cas que l'on voudroit faire ou feroit faire innouation ou derogation, que cela ne luy pourra preiudicier ny à ses droicts, desquels il offre deuemẽt informer. Et a demandé acte luy estre deliure de sadite requeste & protestatiõ. Ce qu'aurions ordõné.

Partie formee en quel cas a lieu.

& sans peril d'amende. Les simples denonciateurs, sont differens de la partie ciuile. Qui propriam causam agit, delatoris opera non fungitur vt ait Pap. in l. fiscus. 38. D. de iure fisci & delator non est qui protegẽdæ rei suæ gratia aliquid ad fiscũ denuntiat. Pap. in l. Bona. 39. §. vlt. & Paul. in l. delator 44. D. eod. tit. La partie formelle par quelques Coustumes se doit rendre prisonnier auec l'accusé, & n'a lieu qu'en certains cas, ainsi qu'il sera cogneu par la Conference des Coustumes cy dessous en ce nombre 2. Vn particulier en France n'est point receuable à accuser par vindicte ou animosité, quand les parens & parties interessees & le Procureur du Roy se taisent, ainsi qu'il a esté souuent iugé, mesmes le 12. iour de Iuillet, 1578. & depuis le 3. iour de Septembre, 1583.

pour faire apprehender sa partie aduerse au corps, si ce n'est pour homicide ou autre foulle & crime grief, qui requiert detention corporelle. Art. 6. Et si le demandeur succombe, il doit estre condemné à reparation, dommages & interests enuers sa partie, si elle le requiert, & en amende arbitraire, selon la qualité & exigence du cas.

ARRAS Titre 9. Article 56. Pour les homicides, battures, naureures & excés commis esdites Ville, Loy, Banlieuë & Escheuinage, si les malfaicteurs & delinquans ne sont apprehendez pour proceder à leur correction & punition, apres que Monsieur le Gouuerneur ou son Lieutenant à baillé sa plainte pour Iustice par escrit, ausdicts Escheuins, à l'encontre de ceux qu'il veut charger desdits cas: lesdits Escheuins s'informent du contenu en ladite plainte, sur les tesmoins qui leur sont produit par ledit Gouuerneur ou son Lieutenant, & font rediger par escrit les dicts & depositions desdits tesmoins. Et si ledit Gouuerneur ou sondit Lieutenant, offre prendre droict contre les accusez, par ladite Information, & ce qui est faict: lors lesdits Escheuins font appeller au pied de la halle, par vn de leurs Sergens, lesdicts accusez, à estre & comparoir à l'encontre dudict Gouuerneur ou son Lieutenant pardeuant eux, à briefue heure: pour estre ouis & respondre aux charges & accusations que ledit Gouuerneur ou son Lieutenant fait contre eux. Et s'ils ne comparent, l'on donne contre eux Defaut: à tel profit, que ladite Information est receuë pour veritable & vaillable, & lesdits malfaicteurs & delinquans, reputez consentir prendre droict par icelle. Et ce faict: Si ledit Gouuerneur ou sondit Lieutenant consent de sa part, & pour l'office, d'ainsi prendre droict sur ladite information: lesdits Escheuins procedent en iugement, à la pronunciation de leur Sentence, soit de banniſſement perpetuel, sur la peine de la hart, ou de la teste à trancher, banniſſement à temps limité, d'amendes pecunielles & autres peines, ou de declarer lesdits accusez absous des fins & conclusions dudit Gouuerneur, ou de sondit Lieutenant: le tout selon qu'ils voyent audit cas appartenir, & les matieres disposees.

Plainte.

Information.

Defaut.

TOVRNAY Titre 11. Article 1. Par la Coustume & vsage de ladicte ville & Cité de Tournay, obseruez ou Consistoire desdits Preuosts & Iurez les Hauts Iusticiers de tous crimes publics ou priuez. Esquels de Droict, Coustume, Edict de Prince ou autre Ordonnance ou Statut est indicte ou statuee peine de mort, perdition de membre, fustigation ou autre peine corporelle, les procés se font extraordinairement à l'encontre des malfaicteurs, apprehendez sur les Informations tenues des cas par les Procureurs d'icelle Ville, ou autres que l'on depute, és cas griefs & d'importance, par Interrogatoires, confrontations, tortures, si besoin est, & autres procedures au secret iusques en diffinitiue inclusiuement, sans en public proposer accusations, ny de la part du malfaicteur, defenses. Article deuxiesme. Mais en autres delicts non deseruans peine corporelle, les procés se demainent ordinairement, par accusation ou calenge precedente instituee & proposee de viue voix, par le Procureur general de ladicte Ville, deffenses de partie accusee, Repliques,

Procés extraordinaires, cõme se doiuent estre instruits.

Source : BIU Cujas

Dupliques, & autres conſequentes procedures iuſques à concluſion en cauſe, n'eſt que les parties ſe rapportent aux informations & ordonnances des Preuoſts & Iurez : leſquels les procés veus, ordonnent de la punition, s'elle y chiet, & ſi eſt leur Sentence pronunchee en iugement, & apres publiee aux Breteſques de ladicte Ville, lieu accouſtumé à faire cris & publications.

Partie formelle a lieu en matiere criminelle ſeulement, & non en ciuil. Partie formelle a lieu en trois cas.

NIVERNOIS Chap. I. Art. 20. Partie formelle pour cas & matiere ciuile n'a point de lieu : mais ſeulement en matiere criminelle en trois cas : à ſçauoir pour iniure reelle, où il y a grand' effuſion de ſang ou enorme machure : ou pour cas & crime qui requiert detention de perſonne : & en cas de furt, où le Larron ſe trouuera ſaiſi. Et ſi ladicte partie formelle eſt faicte en autre cas, elle eſt nulle. Et celuy qui s'eſt rendu partie doit eſtre condemné à reparer l'iniure à ſa partie, & en ſes deſpens, dommages & intereſts, & amende de ſoixante ſols enuers Iuſtice : ſans preiudice toutesfois de l'action qu'il peut auoir par autre voye & moyen. Article vingt-vn. Celuy qui ſe conſtitue partie formelle & ſa partie, doiuent eſtre conſtituez priſonniers, s'ils ne baillent caution ſuffiſante d'eſtre à droict, & payer l'adiugé ou caution eſchet. Et ſera tenu le demandeur en partie formelle, faire incontinent Information du cas. Article vingt-deuxieſme. Vn Sergent ne peut receuoir partie formelle : mais ſi elle eſt faicte en ſes mains, il doit mener les parties priſonnieres aux Iuges ou Iuſticiers de la Haute Iuſtice, ou aucuns d'eux, du lieu pour en ordonner ſur ce. Article vingt-troiſieſme. Celuy qui ſuccombe en partie formelle, eſt condamné enuers ſa partie, à reparation, dommages & intereſts, ſ'il le requiert : & enuers Iuſtice, ſi c'eſt le demandeur, en amende de ſoixante ſols : ſi c'eſt le defendeur en telle peine ou amende, que le cas le requiert : ſur ce ouy le Procureur de la Seigneurie : auquel le procés doit eſtre communiqué, pour prendre concluſions, ſi le cas le requiert, & que la matiere y ſoit ſuiette.

Partie formelle & l'accuſé doiuent eſtre conſtituez priſonniers s'ils ne donnent caution. Sergent comme peut receuoir partie formelle.

NORMANDIE Chapitre ſecond. Article 54. Le Haro [n] peut eſtre interietté non ſeulement pour malefice de corps & pour choſes, où il y auroit eminent peril : mais pour toute introduction de procés poſſeſſoire : encores que ce ſoit en matiere Beneficiale ou concernant le faict de l'Egliſe. Articl ecinquante cinq. Clameur de Haro ſe peut intenter tant pour meuble, que pour heritage. Article cinquante ſix. Les parties ſont tenues bailler reſpectiuement plege & caution, l'vn de pourſuiure, & l'autre de defendre le Haro. Article cinquante ſept. Apres la caution baillee, la choſe contentieuſe eſt ſequeſtree, par la nature du Haro, iuſques à ce que par Iuſtice ait eſté ordonné de la prouiſion. Article cinquante huict. Le Sergent apres la clameur interiettee, doit mettre le Sequeſtre en main ſeure, autre que les deux parties. Article cinquante neuf. Le Iuge ne peut vider la Clameur de Haro, ſans amende.

n Haro n'eſtoit crié que pour cauſe criminelle par la Couſtume de Normandie : & par le ſtil du pays, pour matiere poſſeſſoire : ce que la Couſtume nouuellement reformee a comprins par ceſt Article cinquante quatre. Terrien au liure 8. Chap. 11. eſcrit apres pluſieurs autres, que ce cry de Haro a prins ſon origine de Rou, ou de Rollo, ou de Raoul premier Duc de Normandie, qui fut Prince de grand Iuſtice : au moyen dequoy ſes ſuiets l'appelloient à ſon ayde & confort contre la force & violence d'autruy : & eſt faict mention de ceſte clameur de Haro en deux Arreſts, l'vn de la Touſſaincts, & l'autre de la Sainct Martin, mil deux cens octante deux, & de la Pentecoſte, mil deux cens octante trois. & de la Touſſaincts, mil deux cens octante ſix. Et Monſtrelet au Chapitre 200. du premier volume eſcrit que les habitans de Rouën eſtans aſſiegez par le Roy d'Angleterre en l'an 1418

LA SALLE DE LILLE Titre 25. Article quatorze. L'on peut par partie formee intenter action pour delict actuel, & intereſt procedans du fonds, tant contre les manans de ladicte Chaſtellenie, que forains.

ANIOV Titre 6. Article 71. Si aucun fait denoncement criminel deuement applegé, à l'encontre d'aucun, ſoit de meurdre, de larcin, ou d'embraſement, de femme violee ou rauie, de batture ou mutilation faicte de guet à pens, ou d'autre crime, en la Cour Suzeraine, iamais le Vaſſal n'en aura la Cour ou Renuoy : mais en aura la punition, celuy qui a preuenu en la cognoiſſance : ſuppoſé que le denonceur ſe delaiſſe, auant que la cauſe ait prins fin. Et ſemblablement en pourront vſer les Comtes, Barons, Seigneurs Chaſtelains, Hauts & Moyens Iuſticiers. Article 72. Et ſi denoncement eſtoit faict par vn meſme perſonne & d'vn meſme cas, en Cour Suzeraine & en Cour ſuiette, iceluy qui premier aura receu & executé le denoncement, en aura la cognoiſſance : pourueu que le Seigneur ſuiet informe les Officiers du Suzerain, qu'il ait preuenu. Article 73. Et ſi par accuſation d'office le criminel auoit eſté preuenu par vne Cour, & apres la partie plaintiue fit denoncement en accuſation applegee par autre Cour, en ce cas la cognoiſſance en demourera à celuy qui aura preuenu d'office, & doit la partie pardeuant luy pourſuir ſon intereſt, ſans ce que le denoncé fut tenu en procés en diuerſes Cours pour vn meſme cas. Et à ſemblable ſi tel criminel ou delinquant eſtoit conuenu à l'office de Iuſtice en diuerſes Iuriſdictions capables, pour raiſon d'vn meſme cas, à celuy qui auroit preuenu, demeureroit la cognoiſſance. Et eſt à entendre telle prouiſion, ſi entant que touche la partie principale, y auoit denoncement formé & deuement ap-

Source : BIU Cujas

ont crié le grand Harou par leur deputé contre le Roy de France pour auoir ſecours. Voyez Tanneguy Sorin en ſon traicté de Quiritatione Normannorum, dit que ce mot Haro, vaut autant comme s'il eſtoit eſcrit Ha Ro, ou Ha Rou: voulant dire, Si vous, Raoul, Duc treſ iuſte & equitable eſtiez viuant, ie ne ſouffrirois tant d'oppreſſions & de violence. Celuy qui crie Haro, eſt en la Sauuegarde du Roy ou du Seigneur: & s'il eſt feru depuis le Haro crié, celuy qui fiert enfraint la Sauuegarde du Roy. Auſſi le Haro crié ſur aucun, faict que celuy ſur qui il eſt crié, eſt priſonnier du Roy: & s'il s'abſente, eſt touſiours reputé priſonnier du Roy quelque part qu'il ſoit, encores qu'il ſoit d'autre iuriſdiction, & peut eſtre pourſuiuy & prins à chaude chaſſe, en quelque iuriſdiction qu'il ſoit trouué, pour eſtre amené aux priſons du lieu, ou le Haro a eſté crié. Et s'il ne peut eſtre prins par la Chaſſe, il ſera adiourné par lettres requiſitoires, & le fera ſon Iuge adiourner, s'il n'y a cas ou crime priuilegié, dont la cognoiſſance appartienne à autre qu'au Iuge du lieu, ou le Haro a eſté faict

plegé ou adiournement baillé ſur ledict cas d'excés. Et au regard de l'office de Iuſtice, celuy qui aura preuenu, qui premier prendra le criminel ou delinquant, ou qui l'aura premier faict adiourner perſonnellement, ou faict ſaiſir & inuentorier ſes biens, Information precedente: ſinon, *in flagranti delicto*, où l'on peut empriſonner ſans Information. Article 74. Et ſi par denonciation ou accuſation criminelle d'office, aucun malfaicteur eſt conuenu & approché, par la Cour du Haut Iuſticier, dont il ne ſoit eſtagier, & le Seigneur de qui il n'eſt eſtagier & qui n'eſt voiſin du Seigneur, par la Cour duquel a eſté faicte la preuention, ait telle Iuſtice, qu'il puiſſe cognoiſtre dudit cas: iceluy Seigneur duquel le malfaicteur n'eſt eſtagier qui en aura entreprins la cognoiſſance, ſera tenu le rendre audit voiſin de qui ledit malfaicteur ſera eſtagier, ſ'il le requiert, en quelque eſtat que ce ſoit le procés, en payant les frais. Mais ſi le delict a eſté faict au pouuoir de celuy qui premier faict l'approché, la cognoiſſance luy en demourera: & ne le rendra point audit voiſin, duquel ledit malfaicteur eſt eſtagier.

Le Maine Titre ſeptieſme. Article octante vn. p. *a Aniou.* Article ſeptente vn. à penſee, & cet. Article octante deux. S'il n'y a partie accuſant ou denonceur, celuy qui premier prend le crimineux, ou qui le faict adiourner perſonnellement, ou que l'adiournement eſt decreté, & faict inuentaire de ſes biens, ſelon la qualité du cas, il a preuenu par execution reelle, & en aura la cognoiſſance. Article octante trois. Et ſemblablement, & cete. p. à l'Article ſeptante vn. *d'Aniou.* Article octante quatre. p. *a Aniou.* Article ſeptante trois. pourſuiuir ſon, & cet. applegé. Et au regard, & ceter. precedente. Et n'y ſuffiroit dire auoir faict Information, ſ'il n'y auoit telle ou ſemblable diligence que deſſus. Article octante cinq. p. *a Aniou.* Article ſeptante quatre. Titre dixieſme. Article cens ſoixante huict. p. à l'Article octante vn. *cy deſſus.* crime, il eſt receu ſoy delaiſſer de ſon denoncement ou accuſation, en iurant qu'il cuidoit auoir bon denoncement & loyal, & qu'il n'en delaiſſe que par defaut de preuue, & payera l'amende de Loy. Mais ſ'il procede, tant qu'il deſcende en Enqueſte & face production de teſmoins, où s'il ſe laiſſe choir en terme, la cauſe tenue aux Enqueſtes, s'il ſe delaiſſe depuis, il fera amende de trente ſols Manſaiz: & en iceluy cas on ne prendra point de ſerment de luy. Et neant-moins pourra le Procureur de la Cour pourſuiure l'intereſt de Iuſtice. Article cens ſoixante-neuf. Aucun ne ſera receu à faire denoncement pour raiſon de battures, ſi elles n'ont eſté faictes de guet à penſee, ou que leſdictes battures faictes ſans guet à penſee, ſoient trouuees griefues & attroces.

La Rve D'yndre Chapitre 13. Ar. 35. Le Iuge quand il n'y a partie formee contre aucun à cauſe de crime, eſt tenu de ſoy informer ſur l'accuſation & partie formee contre le criminel: & l'Information veue, il doit faire conſtituer priſonnier, ſi apprehendé peut eſtre: ſinon faire ſaiſir ſes biens, & mettre par inuentaire, & adiourner ou faire adiourner ledict criminel à iour certain & competant, à comparoir en perſonne pardeuant luy, ſur peine d'eſtre attaint & conuaincu, des cas à luy impoſez, & à certaines grandes peines. Article trente ſix. Ou ſi le cas eſtoit perilleux & requeroit celerité, ledict Iuge au moyen de ladicte partie formee, doit faire conſtituer priſonnier l'accuſé de crime ou accuſement: lequel ſera eſlargy à bonne caution, pour faire ſa preuue. Article trente ſept. Et n'eſt le Procureur de la Cour receuable à conuenir aucun pardeuant le Iuge, s'il n'affirme par ſerment, ou monſtre par eſcrit, qu'il eſt deuëment informé, qu'il a cauſe de demander & pourſuiure par luy, la choſe pretendue & demandee.

Source : BIU Cujas

Anciennement es accuſez abſous n'eſtoient receus à ſe conſtituer demandeurs en reparation, ne dommages & intereſts contre les denonciateurs ainſi qu'il fut iugé le vingt-cinquieſme iour de Nouembre, mil trois cens trente cinq. Maſuer. in Praxi Tit. de dam. & in l. Bart l. vn. C. de ſumpt recup. & Fab. in l. non eſt ignotum. C. de adm. tut. Par Ordonnance des Eſtats d'Orleans, 1560. Article 73. Les Procureurs du Roy ou des Hauts Iuſticiers, ſont tenus nommer le Denonciateur, apres que l'accuſé aura obtenu Arreſt & iugement d'abſolution. Quid s'il. Si le priſonnier a eſté eſlargi *quouſque* : en ce cas il n'eſt tenu le nõmer : par ce que la cauſe n'eſt pas finie & n'a obtenu Arreſt ou iugement d'abſolution. En crimes notoires & publics par commune fame & renommee, ſi le Procureur du Roy a fait la pourſuite de ſon ſeul office, n'eſt tenu de nommer le delateur. Il eſt fort equitable que le denonciateur ſoit tenu des deſpens dommages & intereſts puis que la peine de Talion n'eſt point vſitee ne practiquee en France. Occultis ſecretiſque delationibus nihil credi debet. Sed cũ qui aliquid defert, ad iudiciũ venire conuenit: vt ſi quod detulit, non potuerit probare, capitali ſubiaceat vltioni, vt ait Rex Theodoricus. Prouiſum eſt ne quis temere in alieni capitis diſcrimẽ irrueret, niſi idẽ priuſpœnæ ſponſione vinciret, vt ait Symmachus lib. 10. Epiſt. 63. Huiuſmodi accuſatores, huiuſmodi teſtes in tuo conſtitue bas iudicio, qui neque accuſare audebant, neque delationis nexu obligare, vt ait Ambroſ. lib. 8. epiſt. 64. L'Empereur Conſtantin in l. omnes iudices. 5. C. de delat. Dat omnibus licentiam qui ſe læſos exiſtimant, contra delatores iudicium eueritatem implorare ferro diſtrictam. Accurſe ſur ceſte loy dit que par les loix du Code Theodoſien, les delateurs eſtoient tellemẽt punis qu'on leur arrachoit la langue. Ce qui ſe trouue encores és reliques anciennes in l. 2. C. Th. de pet. & vlt. dat

BOVRBONNOIS Chapitre huictieſme. Article ſoixante trois. Le Procureur d'office peut pourſuiuir les delinquans auec information precedente decretee par Iuſtice, ſoit qu'il y ait plaintif ou o denonciateur, ou non. Et quant il y a partie, ſe peut ledit Procureur ioindre auec ladicte partie. Article ſoixante quatre. Si le denonciateur ou plaintif a fauſſement denoncé, il eſt tenu en l'amende, & és intereſts & dommages des parties. Et ſ'il eſt partie au procés, & ne pourſuit ſon accuſation ou denonciation dedans les delais à luy donnez : il doit eſtre condamné en amende enuers Iuſtice, & és deſpens, dommages & intereſts de partie, ſi elle le requiert. Article ſoixante cinq. Combien que le plaintif ou denonciateur ne ſoit en procés, ſi le defendeur accuſé eſt abſous, ledit denõciateur ou plaintif ſur ce appellé, ſera condemné en l'amende enuers le Seigneur, & auſſi és dommages & intereſts de cauſe, enuers l'accuſé, ſ'il le requiert. Article ſoixante ſix. Si † le denonciateur & accuſateur compoſe ou appointe, pendant le procés, auec l'accuſé, & * rapporte p profit d'iceluy appointement, l'accuſé eſt tenu en l'amende enuers le Seigneur Iuſticier. Et ſi l'accuſé ne rapporte profit d'iceluy appointement, ou ne baille aucune choſe à l'accuſant ou denonçant, ledit accuſant ou denonçant eſt tenu en l'amende. Et ſera tenu celuy au profit duquel eſt faict ledict appointement, ſe iuſtifier d'iceluy au Procureur d'office du lieu, où pend le Procés, dedans quinze iours apres ledict appoinctement faict, pour faire retenir ladicte partie en l'amende : & à faute de ce, eſt condamné en l'amende.

† *Ceſt Art. 66. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

* *C'eſt à dire qui rapporte.*

AVVERGNE Chapitre vingt-neufieſme. Article neuf. En cas priuilegié de Sauuegarde ou de main-miſe enfrainte ou autre ſemblable, le Procureur d'Office eſt receu à pourſuiure les delinquans, ſans partie, pourueu qu'il y ait plaintif ou denonciateur. Article dixieſme. Et en cas d'excés, où il y a Sang & playe ouuerte, ou autre batture outrageuſe, le Procureur d'Office eſt receuable ſans plaintif ou denonciateur. Article vnzieſme. p. *a Bourbonn.* Article ſoixantieſme. Plaintif ou denonciateur. Article douzieſme. Si le plaintif ou denonciateur, & cetera. p. *a Bourbonn.* Article ſoixante quatrieſme. Dommages enuers partie. Article treizieſme. Si le denonciateur ou plaintif, qui eſt partie au procés, ne, & cet. p. *a Bourbonn.* Article ſoixante quatrieſme. condamné en la folle plainte & denonciation, enuers Iuſtice, & és deſpens, & cet. intereſts de l'accuſé. Article quatorzieſme. Et combien, &c. p. *a Bourbonn.* Article ſoixante cinquieſme. doit eſtre condamné en l'amende, & aux deſpens, dommages & intereſts de l'accuſé. Article quinzieſme. p. *a Bourbon.* Article ſoixante-ſixieſme. Iuſticier, où pend la cauſe. Et ſi, & cetera *iuſques a ces mots*, à l'amende. Article ſeizieſme. Et ſera tenu, &c. p. *a Bourbonn.* Article *66.* iuſtifier d'icelle au Procureur, &c. à l'amende, &c. en l'amende telle que de raiſon.

LA MARCHE Chapitre 27. Article 335. p. *a Auuergne.* Article. 9. priuilegié † comme d'Aſſeurement ou main-miſe enfraints, ou &c. n'eſt receuable qu'il n'y ait, &c. Mais en cas d'excés, &c. p. *a Auuergne.* Article dixieſme. il eſt receuable de ſon Office ſans plaintif, &c. pourueu qu'il y ait informations precedentes. Article 336. Plaintifs ou denonciateurs, qui ont fauſſement denoncé, ſont tenus enuers Iuſtice en l'amende arbitraire, & enuers partie en tous intereſts & dommages. Et s'ils ne pourſuiuent leur denonciation ou plainte, quand ils ſe ſont faicts partie au procés & dedans les delais à eux donnez, ils doiuent eſtre condamnez en la folle plainte, qui eſt arbitraire enuers Iuſtice, & cet. p. *a Auuergne.* Article treizieſme. intereſts de la partie accuſee. Et combien, &c. p. *a Auuergne.* Article quatorzieſme. L'accuſé, apres l'abſolution, doit ſur eux auoir deſpens, dommages & intereſts, & la Iuſtice l'amende.

LODVNOIS Chapitre trente-ſept. Article neuf. Qui faict denoncement contre aucun, & il en dechet par Sentence diffinitiue, paye amende lx. ſols.

BOVRDEAVX Chap. 6. Art. 79. Aucun ne ſera receu à faire partie formee ſinon que ce ſoit pour crime ou delict, & qu'il y euſt crainte de la fuicte du delinquant. Auſſi en matiere ciuile, quand il y auroit obligé portant ſoubmiſſion expreſſe à prinſe de corps, ou bien ſ'il eſtoit eſtranger hors de la Seneſchauſſee de Guyenne : audict cas ſ'il n'a biens immeubles valans la debte en ladicte Seneſchaucee, ſera tenu bailler pleges, ou bien tenir priſon. Et ſi autrement eſt faict, celuy contre qui ſera faicte ladicte partie formee, ſera

Source : BIU Cujas

& delator in bonis cauſis tertiò inuentus, capite punitur l.12.13.& 28.C.Th.eod.tit. Vide l.1.c.de infam. En France vn particulier n'eſt receuable à accuſer par vindicte ou animoſité, quand les parens & parties intereſſees & le Procureur du Roy ſe taiſent, ainſi qu'il fut iugé le 12.iour de Iuillet.1578.& le 3.iour de Septembre 1583.en la Tournelle.

p L'accuſateur en France peut deſiſter ſans infamie ou peine du Turpilian, ſi ce n'eſt que l'on ait receu profit, encores que l'on ſe ſoit rendu partie ciuile, ainſi qu'il fut iugé en la Tournelle le 12 iour d'Auril 1578. Vide l.& in priuatis 3.D.ad SC.Turpil.l.8.C.de calumniat.l.2.C.Th.eod.tit.& calumniantes ad vindictam poſcit ſimilitudo ſupplicij l.vlt.C.de calumn. legis Salicæ cap.20.

relaxé des priſons, auec deſpens, dommages & intereſts & reparation de l'iniure: excepté entre marchans, & qu'il ſoit queſtion de viures ou preſt: éſquels cas ſera permis faire partie formee. Mais marchand n'autre ne pourra faire partie formee, contre ceux qui ont biens en la Seneſchaucee de Guyenne. Et és cas, eſquels eſt permis faire partie formee, ſera neceſſaire auoir permiſſion de Iuge, & bailler caution: excepté en crainte de fuite.

S.Sever Tit.1.Art.14. Et peuuent leſdits Bayle ou Sous-Bayle prendre & receuoir toutes clameurs de parties formelles: ſoient en matieres de crimes, exces ou autres, & peuuent detenir en Arreſt les parties, iuſques à ce qu'ils auront plegé ladite clameur.

La Bovrt Tit.19.Art.1. Pour crime ou delict, aucune perſonne à la requeſte du Procureur du Roy, ne du Procureur d'aucun Seigneur Iuſticier, ne doit eſtre accuſé en iugement, ſans informations precedentes ſur iceux delicts, & qu'elles ſoient premierement decretees.

Sole Tit.35.Art.1. Nulle perſonne ne peut eſtre empriſonnee, ne adiourné en perſonne, ne accuſé par le Procureur du Roy, ne autre, ſ'il ne ſe rend & conſtitue partie formelle: ſinon en cas de Droict & des Ordonnances Royaux.

Bretagne Tit.1.Art.14. Si †† le Seigneur inferieur en ſa Iuſtice, eſtoit negligent de faire ſon deuoir d'informer & decreter dedans quinzaine à compter du iour du delict commis, le Seigneur ſuperieur en cognoiſtra, ſans qu'il ſoit tenu en faire aucun renuoy: ſi n'en eſt requis dans ladite xv.

III.Valanciennes Tit.12.Art.125. Vn forain aiant commis homicide, ou nauré autruy, hors ladite ville & Banlieu, peut ioyr de franchiſe d'icelle ville, en le requerant & enuoyant vers deux Iurez de Cattel, qui luy demanderont l'aduenue du cas, & ſ'ils trouuent iceluy cas eſtre de beau faict & nonvillain, commis entre deux Soleil, & que ledit requerant n'ait eſté aggreſſeur: luy accorderont icelle franchiſe: en luy enioindant, de ſe tenir paiſible, & ne prendre noiſe ne debat: ſur peine de la hart, & perdre ſa franchiſe: & luy doiuent auſſi dire, qu'il garde ſe trouuer au Chaſteau le Compte, en la maiſon & hoſtel de la Sale, & ſes appartenances, n'en la Riuiere de l'Eſcaut: éſquels lieux ils ne ioyront de ladite franchiſe. Art.126. Qui veut demander franchiſe ne peut entrer en la ville ou Banlieu, auparauant l'auoir obtenu: n'eſtoit qu'il fut à ce contrainct pour ſauuer ſon corps des amis du treſpaſſé ou nauré. Art.127. Que noſtre Preuoſt le Comte, ou ſon Lieutenant, enſemble partie intereſſee peuuent debattre ladite franchiſe accordee: & prouuer le cas eſtre vilain, & non qualifié pour iouir de ladite franchiſe duquel cas ledit requerant ſera tenu tenir priſon: pour en eſtre puny ſ'il appert le cas non eſtre de beau faict & tellement qualifié qu'il ne doiue iouir de ladite franchiſe. Art.129. Forains aians commis homicides au dehors de ladite ville & bãlieu ne peuuent eſtre en icelle ville & banlieu, ſur peine d'en faire l'execution ſi apprehendez & conuaincus eſtoient: n'eſt qu'ils ayent obtenu ladite franchiſe, ou qu'ils ayent lettres de Remiſſion du Seigneur de Valanciennes ſouffiſamment interinees.

Normandie Chap.1. Art.49. Celuy † qui eſt enuoyé en ſa franchiſe pour en iouir, doit foriurer le pays par deuant ſon Iuge, ceſt à dire qu'il doit incõtinent & ſans delai partir par le chemin, & dans le temps qui luy ſera preſcrit pour ſ'en aller hors de Normãdie, & iuret de ny r'entrer iamais: & où puis apres il y ſera trouué, il ſera contre luy procedé par la Iuſtice & iugement donné, ſans qu'il puiſſe de là en auant plus ſ'aider de ladite franchiſe.

Bretagne Tit.25.Art.667. En tous cas de delict y aura q immunité: fors aux cas exceptez de Droict.

IIII. Amiens L. Art.19. Quand aucun eſt nauré ou bleſſé, dont mort ou r meſ-hain ſ'en peut enſuiuir: leſdits Maieur, Preuoſt & Eſcheuins apres information faite, font par leur Sergent & par cry public aux lieux accouſtumez, appeller les delinquans pour comparoir dedans le lendemain pour eſter à droict: & ſ'ils ſont defaillans ils eſcheent par vn ſeul Defaut en amende de lx. liures Par. dont

†† *Ceſt Art. 14. qui eſtoit le 31. Art. ancien, & ainſi reformé Et depuis ledit Godet, à remonſtré que le delay, qui eſt baille aux Seigneur inferieurs pour informer & decreter, ceux qui auroit delinqué en leurs iuriſdictions, eſt trop brief, & que ceſt vn moyen d'attribuer la cognoiſſance de tous crimes aux Iuges Royaux, & par conſequence priuer les Seigneurs Hauts Iuſticiers des amendes & confiſcations, qui leur appartiennent. Et a requis que ledit temps de xv. fut prolongé. Sans auoir eſgard à ladite requeſte, auons ordonné que ledit Art. demoureroit comme il eſt eſcrit audit cayer.*

Franchiſe de forains.

† *Ceſt Art. 49. eſt pris de l'ancien & a eſté le ſurplus abrogé.*

q Le Roy Frãc.1.1539 Art. 166. veut qu'il n'y ait plus lieu d'immunité pour debtes ny matieres ciuiles: & ſe pourront prẽdre toutes perſonnes eſtans en fran-

Source : BIU Cujas

chiſe, ſauf à les reintegrer, quand il y aura prinſe de corps decernee contre eux ſur les informations, & qu'il ſoit ainſi ordonné par le Iuge. Tellement que le delinquant ſera prins en lieu ſainct & dehors : ſans toutesfois qu'il ſoit beſoin en cas de debte de l'ordonnance du Iuge. Rebuffe entend que ceux qui ſont pris en franchiſe ſoient reintegrez, ſ'il eſt ainſi ordonné par le Iuge. Vide l. 1. & 6. C. de his qui ad Ecc. conf. Plutarchus in lib. περὶ τοῦ μὴ δανείζειν. Ασυλίαν παρέχει καὶ ἄνθρωπος ἀνθρώπῳ θεὸς δαίμων. tenetur Oeconomus & Epiſcopus ſi confugas non exhibuerit Nou. 17. & Edicto Iuſt 10. cap. 1. & Ed. 13. In criminalibus cauſis non ſeruatur ius Aſyli d. Nou. 17. 37. & 117. cap. vlt. Imo ex altari extrahi poſſunt. Conſtantin. in Nouel. περὶ φονευόντων μετὰ ξίφους. De aſylis Iudæorum Exod. 21. Num. 35. Deut. 4. & 19. Ioſu. 20. 3 Reg. 1. 2. Voyez ce qui a eſté par nous noté ſur le Tit. 8. liure 1. de la Conference des Ordonnances.

r Meſ-haing ſ'entend quand il y a aucun membre perdu, ainſi qu'il eſt narré en vn Arreſt du Parlement de Paris du 10. iour d'Aouſt 1341. en l'Arreſt de Iean Odinet: il ſe prend auſſi pour toute bleſſure & coup donné à ſang & playe. Voy la Somme Rurale.

au Roy en appartient xxvii. liures, & à ladite ville, xxxiii. liures. Et ſi mort ſ'en enſuit, l'on procede contre les delinquans & defaillans par banniſſement ou cloche du Beffroy: ſur peine de la hart.

PONTHIEV Tit. 12. Art. 158. Quand †† vn delict ou malefice eſt commis, faict ou perpetré en ladite Comté en cas criminel, ou dehors par les ſuiets d'icelle Seneſchaucee, & les delinquans & malfaicteurs ne ſont apprehendez & deffuient Iuſtice, les Sergens du Roy & les Sergens des Iuſticiers és mettes de la Iuriſdiction deſquels leſdicts delicts ſeront aduenus, eux informez auant toute œuure appelleront pour vne fois ſeulement, auec eux hommes liges ou Procureurs d'iceux hommes liges, les malfaicteurs ſur les lieux, où le meffait aura eſté faict, & le ſignifieront à leurs domiciles, & à leur premier adiournement leur aſſigneront leurs tierçaines ordinairement comme il eſt accouſtumé de faire: en telle maniere qu'il y ait touſiours vn iour entre deux de chacune tierçaine. Et les tierces & quinzaines paſſees, à vi. ſemaines enſuiuans les prochains plaids. Art. 159. Et ſi eſt tenu ledit Sergent Royal, de raporter par deuers le Clerc du Bailliage des Appeaux, & lequel Clerc ordinaire auec le Sergent & hommes liges ou leurs Procureurs, gardera ſuffiſamment les trois tiercaines à chacun iour de l'aſſignation, & les trois quinzaines enſuiuans, aſſignees aux iours de plaids, ſeront gardees par les Baillifs ou leurs lieutenans, à heure de plaids & à l'heure ſur ce ordonnee. Art. 160. Et apres tous les Defaux paſſez & entretenus ſuffiſamment, ſeront les malfaicteurs par le Sergent auec les hommes liges ou auec les Procureurs d'iceux, ſommez d'Aſſiſe, xv. iours auant l'Aſſiſe, à peine de Ban : & par le rapport du Sergent & des hommes liges ou de leurs Procureurs, des adiournemens & ſommations, & du Clerc ſermenté, ſ'il appert les defaux eſtre ſuffiſammẽt prins & entretenus, pourra l'on proceder à ban, ou autrement ſelon que le cas le requerra, & cõme de raiſon faire ſe deura.

VALANCIENNE Tit. 12. Art. 141. Leſdits Preuoſts & Iurez de Paix ont auctorité, que quant aucun cas ou malefice vilain eſt commis en ladite ville & Banlieu, & que l'on ne peut ſcauoir qui ou quels ont faict le cas, de faire appeller par cry public à la Breteſque de ladite ville en dedans le temps ſur ce limité, leſdits facteurs, venir denoncer iceluy meſ-vs, & eſtre à droict: & ſi ils ſont de ce defaillans, tel cas eſt reputé pour faict vilain, & comme tel eſtre puny.

AVVERGNE Chap. 1. Art. 3. Adiournemens en cas de Ban faicts és domiciles des abſens, ſi aucuns en ont en la iuriſdiction du Iuge, qui a decerné iceux adiournemens, auec cry public, és lieux accouſtumez, où le delict a eſté cõmis, en les faiſant auſſi appeller en iugemẽt au iour à eux aſſigné, ſont bons & valables ſans aucune auctoriſation. Art. 4. Et ſ'ils n'ont domicile en ladite iuriſdiction, ſuffit faire leſdits adiournemens par cry public au lieu du delict commis, & là où les cris ont accouſtumé eſtre faits. Car tels adiournemens en les faiſant auſſi appeller en iugement au iour aſſigné, ſont bons ſans aucune auctoriſation. Art. 5. Et ſe doiuent donner les aſſignations deſdits adiournemens & autres perſonnels en cas d'excés, crimes & delicts ſ de x. en x. iours, qui ſont viii. iours francs.

LA MARCHE Chap. 2. Art. 15. En matiere criminelle les adiournemens perſonnels & autres ſur defaux en cas de Ban, doiuent eſtre du moins de viii. ſans compter le iour, qu'ils ſont faicts & de l'aſſignation, qui ſont viii. iours francs: ſinõ que le Iuge pour aucune cauſe à ce le mouuant, le deut abbreger ou prolonger, ſans † preiudicier au priuilege des Clercs. Art. 17. Les adiournemens en cas de ban ſeront &c. p. *à Auuergne*. Art. 3. qui les decernera : & outre à cry &c. de faire cris en la iuriſdiction du lieu du delict. Et ce fait ſeront appellez en iugement aux lieux & iours aſſignez. Et ſ'ils &c. faits: & en faiſant appeller la cauſe en iugement au iour aſſigné : tels adiournemens ſont valables en haine des defaillans. t

†† *Les gens d'Egliſe ont proteſté entant que touche le criminel, dont cy deſſus ſeroit faict mention, qu'ils ne ſ'en veulent rien entremettre & ſ'en ſont rapportez aux loix & droicts de leurs prelats.*

ſ Vlp. l. per interuallum. 69. D. de iudic. l. properandum. 13. §. & ſi quidem. C. eod. ti. Mais la Nouuelle. 112. cap. 3. veut qu'il y ait trente iours.

† *Ces mots,* Sãs preiudicier *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

t Contumaces pro

confeſſis & conuictis habentur l.contumacia D.de re iud l.Diuus.De in integ.reſt.l.impubenbus §. vlt.D. de iuſp.tut.l.tres denunciationes 8.C quomodo & quand.iudex.d.l.properandum §.2.C. de iudic.

Criminel Contumax.

S.Sever L.Tit 1.Art.24. Crimineux adiournez contumax par trois fois, doit eſtre adiourné la quarte fois à ſon de trompe & cry public en la ville de S.Seuer: & l'vtilité dudit quart adiournement eſt telle, que ſi ledit crimineux ne compare, il eſt tenu pour attaint & conuaincu du cas & crime à luy impoſé. Art. 25. Et en vertu deſdits defauts peut ledit crimineux contumax eſtre banny ou mulcté ſelon l'exigence du cas.

Sole Tit.7.Art.7.p.*à Auuergne.* Chap.1.Art.3.en a celuy qui a delinqué, en les faiſant appeller &c.valables. Art.9. Et ſi le delinquant n'a domicile en ladite terre de Sole, ſuffit &c.p.*à Auuergne.* Art.4.par la Crie Iuree de Mauleon aux lieux accouſtumez de ladite ville, à iour de Marché, en les faiſant appeller au iour aſſigné. Art.10.p.*à Auuergne.* Art.5. adiournemens en matiere de crimes & autres perſonnels &c.

Tovrnay Tit.11.Art.10. Si leſdits delinquans ne pouuoient eſtre prins ne apprehendez par Iuſtice, ils ſeront adiournez à l'encontre du Procureur de ladite ville, & partie iniuriee à quatre briefs iours: à ſçauoir de tiers iours en tiers iour pardeuant Preuoſts & Iurez, pour à eux reſpondre ſur leſdits cas, les oyr en leurs defenſes, & proceder comme il appartiendra, à fin de punition & amende: & ſ'ils n'y viennent auſdits iours, ils ſeront bannis de ladite ville, à tel peril que au cas appartiendra, & ne pourront rauoir ladite ville ſ'ils n'ont fait paix à partie. Art.14. Se aucun deſdits bleſſez, ne veut comparoir pour eſtre viſité & d'eſtre tenu hors deſdits perils, ſe faire ſe doit: en ce cas le facteur le fait à ſes fins adiourner à comparoir par deuant leſdits Preuoſts & Iurez, & quatre defaux prins en quatre iours plaidoyables contre luy obtenus ſur la relation des Chirurgiens eſt mis hors deſdits perils: en ſorte que leſdits deuoirs faits, les fauteurs & complices peuuent ioyr de l'habitation de ladite ville.

Hesdin Tit.5.Art.6. Et ſi les delinquans ne comparent ſur leſdites tierçaines: icelles demeurent gardees & entretenues audit Chaſteau, ſelon qu'en tel cas eſt accouſtumé. Et ſur ce ſont mis en defaut, ladite Information ſe met en la main des Pairs & hommes liges, en la fin des plaids ordinaires prochains, enſuiuans leſdites tierçaines paſſees. Se fait ſommation publique auſdits delinquans ſur ſemblable peine de confiſcation du corps & des biẽs, que deſſus, à comparoir en perſonne aux plaids de la quinzaine enſuiuante. A laquelle quinzaine de ſommation, ſi iceux delinquans ne comparent: il ſont derechef mis en defaut. Au iugement deſdits Pairs & hommes, iceux delinquans par faute de iour & comme deuement contumacez, ſont publiquement bannis de la Comté d'Artois, reſſorts & enclauemens: & leurs biens & heritages declairez confiſquez. Art.7. Et encores quand leſdits delinquans ſuiets & demeurans audit Bailliage, auroient cõmis le crime, hors des mettes d'iceluy: M. le Comte d'Artois, ou ſes Officiers dudit Bailliage, ſ'ils ſe rendent fugitifs, les peuuent appeller au domicile, où ils ſont demourans au temps deſdits crimes commis: & les adiourner de tierçaines & ſommations: Et ſ'ils ne viennent, doiuent proceder à leur banniſſement, & à la declaration de la confiſcation de leurs biens, comme deſſus.

†† *Voyez ce qui a eſté noté ſur le 388. cy deſſus.*

V.Poictov Tit.15.Art.389. Quant †† és matieres criminelles, par vertu du u premier defaut donné ſur adiournement perſonnel, ſera decerné prinſe de corps: & ſ'il y a deux defaux, ſera dict qu'à faute de pouuoir apprehender le defaillant, il ſera adiourné à trois briefs iours, auec annotation x & ſaiſie de ſes biens, iuſques à ce qu'il ait obey.

Avvergne Chap.9.Art.4. En vertu de iv.defaux donnez contre vn delinquant en cauſe criminelle, le Iuge peut proceder à condemnation par les informations qui ſeront par deuers luy, ſans qu'il ſoit beſoin recoler les teſmoins.

La Marche Chap.8.Art.44.p.*à Auuergne.* Defaux bien continuez contre vn adiourné en cas d'excés, *viſis informationibus.* l'on peut proceder à ſentence diffinitiue ſans recoler l'information.

VI.Bretagne Tit.22.Art.536. En cas y de crime criminellemẽt propoſé, n'eſt requis auctorité paternelle, ne auoir auctorité de ceux qui ont puiſſance ſur le delinquant.

VII. La Salle de Lille Tit.30.Art.1. Quand aucun ayant bleſſé autruy, a iudiciairement par vn Medecin & Chirurgiens ſermentez fait viſiter le bleſché, & par telle viſitation ledit bleſché eſt remis ſus & trouué hors de peril de

u Par l'Ordonnance de François 1. 1539. Art.24.& 25.eſt ordonné qu'en toutes matieres ciuiles & criminelles, ou l'on ſouloit vſer de quatre defaux, ſuffira d'y en auoir deux, bien & deuement obtenus par adiournemẽt faict à perſonne ou domicile. Et qu'és matieres criminelles par vertu du premier defaut &c.ainſi qu'il eſt porté par ce 389. Art. laquelle Ordonnance ſe doit garder.

Source : BIU Cujas

x L.fin. D. de requir. reis l. si quis intra prouinciam. C. de bon. præscript. l. 3. C. de bonis vac. l. 2. C. de aquæ ductu. l. 4. D. de censib.

y En la mesme Coustume de Bretagne Tit. 3. Art. 98. est porté qu'en cause criminelle la presence des parties est requise au moyen dequoy les Procureurs ne sont receuables a comparoir pour le delinquant, ou pour celuy qui doit comparoir en personne. Toutesfois par l'Art. 99. si le crime est incident en matiere ciuile, ils peuuent comparoir pour vn terme seulement par le droict ancien, à quoy est conforme ceste Coustume. On pouuoit accuser les mineurs, sans que l'auctorité de leurs Tuteurs ou Curateurs fut requise: Toutesfois lesdits mineurs ne pouuoient se rendre accusateurs sans l'auctorité de leurs Tuteurs ou Curateurs, & y estoit leur presence necessaire. l. 2. §. pupillis D. de accusat. l. propter violatam. 7. C. de ad leg. Iul. de adult. Paul. V. Sent. Tit. 12. l. Post. legatum. 5. §. ætati & l. tutorem. 22. D. de his quæ vt indig. Mais l'Empereur Iustinian a depuis corrigé ce droict ancien in l. 4 C. de auctor præst. & ordonné vt in criminalibus causis necessaria esset auctoritas tutoris vel curatoris. Nous suiuons l'ancien Droict, & non le dernier introduict par la Loy de Iustinian: & les procés estoiēt pour lors de son temps instruits publiquement. Le Tuteur ne doit estre present par nostre Practique à l'interrogatoire: par ce que les accusez sont tenus respondre par leur bouche: & suffit que ledit interrogatoire faict, le Iuge ordonne qu'il sera communiqué au Tuteur, pour y dire, changer & adiouster ce que bon luy semblera. On le peut appeller à la confrontation pour donner Reproches apres que l'accusé aura dit ce que bon luy semblera. Au reste les Ordonnances de Franc. 1. 1539. Art. 162. veulent que les accusez soient ouyes par leur bouche sans conseil & ministere d'aucune personne.

peril de mort: tel est dechargé de la mort dudit blesché: combien qu'apres il termine vie par mort. Art. 2. Pour deuement remettre sus vn blesché, est requis de par le facteur faire iudiciairement visiter ledit blesché par vn Medecin & Chirurgiens sermentez. Et si par leur rapport ils afferment iceluy blesché estre hors de peril de mort, tel facteur faict à descharger de la mort, sapres il fine ses iours.

VIII. Bovrdeavx Chap. 10. Art. 106. Quand aucun soit facteur z ou autre seruiteur, estant auec son Seigneur & maistre ou maistresse en son seruice ou autres gens de quelque condition qu'ils soient auront desrobbé ou soustraict sa femme ou espouse, sa fille, niepce ou fille baillee en garde, soit sous couleur de mariage ou autrement: comme faux & desloyal à son maistre, doit perdre la teste sans mercy.

La Bovrt Tit. 19. Art. 10. Qui force ou viole femme a de son corps, doit estre decapité, nonobstant qu'il vueille ou puisse prendre à femme. Art. 12. Qui seduit fille pucelle & la cognoist charnellement, la doit b prendre à femme, & luy mesme la doit doter: & s'il ne la veut ou ne la peut prendre à femme, luy doit donner Douaire raisonnable, selon la qualité de sa personne, à la discretion du Baillif.

Sole Tit. 35. Art. 10. & 11. p. *A La Bourt.* Art. 10. & 12. à la discretion de la Cour de Lixarre ou de son Ressort, si homme en appelle.

Bretagne Tit. 22. Art. 497. Et † ceux qui seront conuaincus d'auoir suborné fils ou fille mineur de xxv. ans, sous pretexte de mariage, c ou autre couleur, sans le gré, sçeu, vouloir, & consentement expres des peres & mere & des tuteurs seront punis de mort. Tit. 25. Art. 623. Rapteurs de femmes non publiques, seront punis de mort. Et si la femme publique estoit mariee & demeurante auec son mary, le rapteur seroit puny de semblable peine. Art. 624. Femmes qui attirent ieunes gens pour les deceuoir & leur faire perdre leur bien, doiuent estre punies à l'arbitrage du Iuge. Art. 678. Tous †† Seigneurs, d Gentils hommes & autres, qui poursuiuront & cōtraindront, que les fils ou filles de leurs suiets contre leur gré & de leurs parens, soient mariez à leurs seruiteurs domestiques pour recompense, de seruice, ou autres, perdront l'obeissance qu'ils auront sur leurs dits suiets: & outre seront punis selon l'exigence du cas. Art. 679. Les Tuteurs & parens qui auront pris or, argent ou present, pour consentir les mariages de leurs parens mineurs, seront comme indignes priuez de leurs successions, comme elles escherront & outre punis à l'arbitrage du Iuge.

VIIII. S. Sever L. Tit. 11. Art. 3. Homme & femme trouuez en e Adultere, doiuent estre fustigez f par ladite ville, tous deux ensemble, & payer au S. vii. liures vii. sols vi. den. t.

Bayonne Tit. 25. Art. 1. Crime d'Adultere pour la premiere fois est puni à peine de courir la ville sans fustigation, & de banniſſement arbitraire de la ville & iurisdiction. Art. 2. Et la seconde fois par fustigation publique & banniſſement perpetuel. Art. 3. Et les Maquerelles pour la premiere fois, sont fustigees par les Carrefours & bannies à perpetuité. Art. 4. Et pour la seconde fois condamnees à mort. Art. 5. Au crime d'Adultere meslé auec inceste, ou d'inceste seul, a lieu la peine de fustigation par les Carrefours de la ville & de banniſſement du Royaume à perpetuité: posé ores que le mary ou femme n'ayent complaignās ou accusateurs l'vn de l'autre. Art. 6. Les Concubines des Prestres ou Religieux & qui demeurent auec eux, & les seruent continuellement, sont de la iurisdiction & coërction desdits Maire & Conseil, tant quant à la cognoissance dudit crime,

z Le Droict ciuil punit tels seruiteurs du feu, & la maistresse est punie capitalement cōme escrit Constantin. in l. vn. C. de mul. quæ se propriis seruis iunx. l. vn. C. Th. eod. tit. la fēme ne souloit que perdre ses biens auec sa liberté & deuenoit serue l. vn. C. de SC. Claud. toll. §. fin. Inst. de Succ. sub. quæ fiebāt per bo. vend. Corn. Tac. lib. 12. Annal. vide l. 1. D. de extraord crim. La Coustume se doit aussi entendre des chambrieres & seruātes, qui ont serui de macquerelles à leur maistresse, par ce qu'en crime & en toutes matieres de peine la femme est comprinse sous le nom masculin, comme Iason & les autres nouueaux Docteurs escriuent in l. si quis id quod D. de iurisd. Elle veut encores, que le valet soit puny encores qu'il ait cogneu sous pretexte de mariage l. miles §. licet. l. quæsitū. D. ad leg. Iul. de adult. Toutesfois le Droict canonique se contente, qu'on dote les filles, ou qu'on les espouse Exo. 22. & cap. 1. cap. peruenit De adult. & stup. c. cum causa. cap. accedē. extra de rapt. cap. ad id quod extr. Despōs. cap. de illis 7. De desp. impub. Ferronus.

a L. vnica. C. de rapt. virgin. Par le Droict ciuil la fille rauie ne

† *Cest Art. 497. est adiouſté de nouuel.*

†† *Les Art. 678. & 679. sōt de nouuel adiouſtez.*

Source : BIU.Cujas

peut ſe marier à celuy qui la rauie d.l.vn. Olim ſi nupſiſſet, pœnæ cauſa, rapta per lictorem deducebatur ad raptorem, vt ſcribit Fab. Quintil. ce que les Canoniſtes ont remis en vſage, ayant permis tel mariage cap. vlt. extr. De rapt.

b D. cap. peruenit extra de adult. & ſtupro.

c Voyez l'Ordonnance du Roy Henry 2. 1556. contre les mariages clandeſtins: meſmes celle des Eſtats de Blois 1579. Art 41. par laquelle il eſt dict que les Ordonnances cy deuant faictes contre les enfans contractans mariage ſans le conſentemẽt de leurs peres, meres, tuteurs & curateurs ſoient gardees, meſmes celles, qui permet en ce cas l'exheredation. Et par l'Art. 42 les punit de mort dont eſt tiree ceſte Couſtume. Il y a Arreſt de la Cour de Parlement de Rouan du mois d'Aouſt 1556. par lequel il eſt defendu de diſtraire les filles ſous pretexte de mariage: ſur peine de confiſcation de corps & biens: recité par Terrien liure 12. Tit. 14.

d Charles 9. 1560. és Eſtats d'Orleans Art. 111. Henry 3. Eſtats de Blois 1579. Art. 281. Leſdites Ordonnances ſont miſes au V. liure de la Conference Tit. 1. & 2.

e Les Adulteres par l'ancienne loy deuoiẽt eſtre punis de mort, ainſi qu'il ſe cognoiſt par pluſieurs lieux de la Bible Exod. 22. Gen. 7. 19. & 34. Leu. 38. Deut. 22. Nombre 26. Ezech. 18. 1. Reg. 11. & 15. Les loix Romaines ont diuerſement puny les Adulteres: tãtoſt de Relegation, tãtoſt de la peine de mort. Car par la loy Iulie des adulteres, ce n'eſtoit vn crime capital, qui depuis a eſté faict capital par les nouuelles conſtitutions ainſi que Cuias a remarqué en ſes Obſer. liure 6. chap. 11. & liur. 19. cha. 39. & liure 20. chap. 18. & 20. & en pluſieurs autres lieux. Hotomã. 21. Ill. Quæſt. Plin. lib. 6. Epiſtol. Sen. V. de Benefic. Suet. in Aug. cap. 65. vell Paterc. lib. 2. Tacit. 1. & 2. Ann. Arnob 4. aduerſ. gent Suet. in Dom. cap. 8. Capitol. in Macr. no. Vopiſcus in Aurel. Ac ne iuris quidem ſeueritate lege de adulteriis ad diſcrimen capitis vocabo tam venuſtum & pulchellum vt ait Apul. 9. de aſino aureo. Caſſiodor. 1. Var. 37. Dio lib. 54. 55. Philo. Iud. περὶ τῶν νομίμων. & alibi ſæpe Æſch. in Timarchũ. Demoſth. in Neæram Plat. 6. & 8 de legib. Ambroſ. in Epiſt. ad Gal. Adulteros & homicidas & falſos teſtes & fures & maleficos & ceterorum malorum admiſſores puniunt leges Romanæ l. caſtitati 9. l. quamuis 30. §. vlt. C. ad leg. Iul. de adult. l. 4. C. Th. Quor. app. non recip. Nou. 117. c. 8 & Nou. 124. cap. 10. l. 5. D. quæſt. l. 1. De extr. crimin. l. Tranſigere C. de tranſact. l. 5. D. de quæſt. Faber eſcrit qu'en France les adulteres ne ſouloient eſtre punis de mort: ce qui a eſté practiqué fort long temps. Les anciens Arreſts monſtrent qu'on les puniſſoit ſeulement du fouet, ou du banniſſement comme il appert d'vn Arreſt donné à la Touſſainct 1272. pour le Prieur de Charlieu: & à la Pentecoſte 1290. pour l'Abbé de S. Front. En l'Arreſt de l'Abbé & cõuent de Mont-oliue en Languedoc le penultiéme Iuillet 1351. eſt narré que la Couſtume eſtoit que pour adultere, le conuaincu ou deprehendé alloit nud par la ville, ſans autre peine: Et par Arreſt du 23. iour de Iuin 1358. qu'a Malines la femme eſtoit ſeulement punie ciuilement pour adultere: ſçauoir eſt bannie, mais on a depuis repris le droict nouuel, de les punir de mort: & eſt notable l'Arreſt de Paris donné contre Iean de Sains ayans commis adultere donné le 10. Iuillet 1565. & fut executé & pendu: & vn Arreſt notable du Parlement de Bretagnes ſeant à Rennes donné en audience de la Tournelle le 17. Nouembre 1568. par lequel fut ordonné que tous adulteres ſeront doreſnauant punis de peine de mort, ſans diſtinction de ſexe. Arreſts dudit Parlement des dernier iour de May 1568. & du 28. Septemb. 1570. par leſquelles les adulteres ont eſté punis de peine de mort. Vide Nou. Leon. 32.

f Par la Loy derniere du Code Tit. ad leg. Iul. de adult. miſe au 60. liure des Baſil. & recite par Harmeno. liure 2. Les adulteres ſont fouettez, & ſi on leur couppoit le nez. Les Egyptiens auoient auſſi ceſte Loy, qui puniſſoit les hommes ayans commis adultere, du fouet: & les femmes auoient le nez couppé, ainſi que Diodore lib. 1. c. 8. Les femmes ont ſouuent eſté fouettees, tondues & miſes en vn monaſtere Auth. ſed hodie. C. ad leg. Iul. de adult. Nou. 134. cap. 10. Boër. Dec. 297. Arreſt cy deſſus allegué du 17. Nouembre 1568 donné contre Renee Faucheux femme eſpouſe de Guillaume Neon, accuſee d'auoir commis adultere auec Iaques le Trac condemné pour ledit faict à ſouffrir mort par Arreſt cy deſſus recité du dernier iour de May. 1568. l'interprete d'Ariſtophane in Pluto: monſtre que ceux qui eſtoient ſurprins en adultere en eſtoient quittes pour de l'argent & ne ſouffroient autre peine, ſ'ils auoient dequoy: ſinon on leur faiſoit ceſt honte de leur arracher en public le poil de leurs parties ſecrettes, & appelloient cela. ἀγνάλωσις ou ἀπεφαλλωτισμὸς illis podex depilabatur, aut depilatus raphano traiiciebatur. lib. 3. Cod. legum Viſigoth. Vit. 2. Adulter & adultera ante iudicem publicè fuſtigentur & ignibus concremẽtur.

---

qu'en autres matieres: & l'Eueſque ne autre Iuge Eccleſiaſtique n'y a que voir & cognoiſtre.

BRETAGNE Tit. 25. Art. 633. Tous condemnez de crime de g Sodomie ſeront traiſnez, ars & bruſlez.

IX. CLERMONT Tit. 21. Art. 242. Quiconques vend à faux poids h & à fauſes meſures non ſignees n'eſtallonnees, il encourt en l'amende de lx. ſols P. pour la premiere fois: & ſi doit eſtre bruſlee telle meſure.

LE MAINE Tit. 10. Art. 165. Faux Tabellions par la Couſtume i & loy du pays, doiuent eſtre punis corporellement: c'eſt à ſçauoir d'eſtre pendus & eſtranglez. Art. 192. Semblable amende de lx. ſols Manſais, fait l'homme, ſoit noble ou Couſtumier, qui eſt trouué ſaiſi de fauſſe aulne, poids ou meſure, ſans en auoir vſé: mais ſ'il en auoit vſé, doit eſtre puny d'amende arbitraire. Et pareillement le marchant de draps, en l'ouuroir ou boutique duquel ſont trouuez faux draps, qui eſt trouué les vendant, ou les auoir expoſé en vente, iceux draps doiuent eſtre ars publiquement, ou donnez aux pauures à l'arbitration du Iuge: & neantmoins iceluy marchant doit eſtre mis en amende arbitraire.

LODVNOIS Chap. 39. Art. 1. Qui faict ou forge fauſſe Monnoye, k doit eſtre trainé, bouilly & pendu: & la maiſon, ou elle eſt forgee au ſçeu du Seigneur d'icelle maiſon, confiſquee au Roy: de ce aux Iuges Royaux en appartient la cognoiſſance. Art. 9. Notaire ou autre criminel de faux doit eſtre piloriſé, le poing dextre couppé, & condemné és intereſts de la partie.

g Ce crime eſt fort deteſtable defendu par les S. Eſcritures. Exod. 22. Leu. 18. 20. Eſ. 19. 40 Ier. 16. Ez. 49. mais auſſi par les loix des anciẽs Romains, la Loy Scantinie dont fait mention Iuuenal. ſaty 2. & Cic. liure 8. de ſes Epiſt. 12. & 14. & Philip. 3. 5. Valer. lib. 6. cap. 1. Tertull. lib. de monog. Suet. in Domitiæ cap 8. Auſon. epig. 88. Licin. Ruſin recite vne loy Tit. de ſtupratoribus de Valentiniam, Theodoſe & Arcadius, Laudanda experiẽtia tua, omnes quibus flagitioſus luxus eſt viri corpus muliebriter conſtitutũ alieni ſexus damnare patientia, nihilque diſcretum habere cum feminis, occupatos, vt flagitij poſcit immanitas, atque omnibus ſeductos pudet dicere, virorum lupanaribus, ſpectante populo flammis vindicibus expiabit &c. l. cum vir. 31. C. ad leg. Iul. de adult. l 3. C. Th. eod. tit. Nou. 77. & 141. l. 1. §.

Source : BIU Cujas

qui puero. De extraord. crim. l. stuprum D. ad leg. Iul. de adult. can. flagitia 32 q. 2. can. mulier 15. q. 1. Guido. Pap. 4 Dec. 238. ou il dict qu'il a veu practiquer la peine du feu contre la femme, que contre l'animal. Le droict les punit de mort §. item lex Iulia Iust. de publ. iud. En la ville d'Athenes gladio puniebantur Æsch. in Timarchum. Les Gots, se contentoient de les Chastrer. l 8. C. Visig. de incest. lib. 3. Tit. 5.

h Voyez ce qui a esté dit par nous cy dessus Tit. 3. & 5. de ceste conference.

i Le Roy François 1. par ordonnance du mois de Mars 1531. a ordonné que tous faux Notaires & Tabellions ayans faict & passé faux contracts, & faux tesmoins portans faux tesmoignage en Iustice, seroient punis de mort : laquelle il a depuis confirmee l'an 1535. chap. 19. Art. 9. & 1536. chap. 3. Art. 8. ces ordonnances se practiquent en leur rigueur, ainsi que nous auons monstré au liure IX. de la Conference Tit. 13. Par Arrest donné à la Tournelle le 8. iour de Mars 1581. Vn Notaire nommé Herbin pour auoir supposé & antidaté vne obligation en faueur de Talon frere d'iceluy, qui auoit rauy la fille de Malet pour sauuer partie du bien & estre preferé aux creanciers, fut condamné à estre pendu & executé à mort. On ne peut transiger de ce crime de faux ainsi qu'il fut iugé le 14. iour de Feurier 1569. conformement au Droict ciuil. l. transigere. C. de transact. vide Nou. Leonis 76. & 77.

k Les Ordonnances contre les faux monnoyeurs, rongneurs de monnoye de François. 1. 1536. Art. 6. & 1540. Art. 61. & de Henry 2. 1549. Art. 21. Charles 9. 1560. Estats d'Orleans Art. 149. sont vsitees & practiquees en France, ainsi que nous auons monstré au liure IX. de la Conferen. Tit. 14. Par les anciennes loix des Egyptiens les faux Notaires & Tabellions & les faux monnoyeurs auoient le poing couppé. Diod. Sicule liure 1.

La Marche Chap. 27. Art. 340. Si aucun marchand meine faux draps ou autre marchandise fausse, & il est prouué, ladite marchandise doit estre arse & bruslee ou autrement distribuee à l'ordonnance du Iuge, & le marchand condamné en amende arbitraire. Art. 342. Si † aucun tient fausse mesure publiquement ou vse d'icelle, l'amende est arbitraire à Madame és Chastellenies & Seigneuries de la Marche à elles appartenantes : & aux autres, esquelles elle a droict de * mesurer. Mais és Chastellenies & Seigneuries dependans du Comté de la Marche, appartenans aux Vassaux ou Arriere-Vassaux, elle est arbitraire, en la iurisdiction, où la mesure fausse sera trouuee.

† *Cest Art. 342. a esté ainsi corrigé & modifié, ainsi qu'il est escrit.*

* Aliàs, *mesures P. V.*

Acs Tit. 18. Art. 1. Quiconque fait faux poids ou fausse mesure, pour la premiere fois, encourt xx. sols tournois, pour la seconde, le double : & pour la tierce, est priué de son office, & condemné en amende arbitraire, & en tous cas reparer le Dommage. Art. 2. Et qui forge lesdits poids & mesures faussement, ou qui des poids & mesures fausses vse, est puny arbitrairement.

Bayonne Tit. 27. Art. 1. Tout homme ou femme, qui est trouué auoir fait mauuais poids ou mesure, doit estre condemné en l'amende de x. liures t. par ledit Maire & Conseil, applicable à la reparation de ladite ville. Art. 2. Vendeurs à poids & mesures, ne doiuent vser de deux poids & mesures, les vns pour acheter, les autres pour vendre : sur peine d'estre punis comme faussaires & de payer l'amende de cent liures tournois applicable à reparation de ladite Cité. Art. 3. Le quintal doit poiser quatre vingt seze liures, & la liure xiiii. onces & demie : & le demy quintal, demie liure & quart à l'equipollent : sur peine que dessus. Art. 4. Tant en temps de Foires marchez que autres en vendant & achetant draps de soye, ribans ou autres draps, n'est permis d'vser d'autre aune ou verge, que de celle qui ait la marque de ladite ville & lettre de B. & ce sur peine de xxv. l. tournois applicables les deux parties à la reparation de la ville, & l'autre tierce partie à celuy qui la reuelé.

S. Sever Tit. 11. Art. 4. Faux tesmoin en matiere ciuile, doit amender à celuy, contre qui il aura porté ledit faux tesmoignage, & doit estre fustigué, & la langue percee d'vne broche de ferd chaud, & banny à perpetuité de ladite ville : & autre doit payer vii. l. viii. sols vi. den. au Seigneur. Art. 5. En matiere criminelle doit estre puny de semblable peine, qu'auroit esté puny le crimineux par son faux tesmoignage. Art. 6. Et s'il ne peut payer ladite amende, doit estre puny d'autre peine corporelle au lieu de ladite amende, à l'arbitrage de Iustice.

La Bovrt Tit. 19. Art. 4. Qui falsifie lettres Royaux ou commet cas de trahison enuers le Roy, doit estre decapité : & s'il falsifie lettres d'autre Seigneur, doit estre puny à l'arbitrage du Iuge.

Sole Tit. 35. Art. 4. p. *à la Bourt.* Art. 4. à l'arbitrage de la Cour de Lixarre ou de son Ressort. Tit. 37. Art. 2. Celuy qui est trouué vendant chair à faux ou moindre poids, confisque la chair qu'il a en son estail, à vendre, & en outre xviii. sols Morlaas de peine, la tierce partie au Roy, l'autre tierce partie a la Fabrique de l'Eglise de la Parroisse, où le cas est perpetré, & l'autre tierce part au denonciateur : & est priué de l'office de boucher pour vn an & iour. Art. 3. *Et idem* des autres choses qui se vendent. Art. 4. Et celuy qui est atteint ou trouué mesurant a fausse ou moindre mesure, bled, vin, pommade & autres viures, aunage de draps & autres choses qui se vendent a mesure, confisque la marchandise, en outre xviii. sols Morlaas, & tant ladite marchandise, que lesdits xviii. sols, sont la tierce partie pour l'Eglise

gliſe de la Parroiſſe,où le cas eſt perpetré,& la tierce part au Roy:& l'autre tierce part au denonciateur:& eſt priué de ne rien vendre à meſure pour vn an & iour.

BRETAGNE Tit.25.Art.634.Les faux Monnoyers ſeront boullis,puis pendus. Art.677. Aucun n'vſurpera †† le nom,titre,armes,preeminences & priuileges de Nobleſſe l & ceux qui le feroient & en ſeroient conuaincus, ſeront condamnez rayer leſdits noms,qualité,armes & preeminences de Nobleſſe,& en l'amende de trois cens liures,moitié à la Parroiſſe,moitié au delateur,outre l'amende deue au Roy : & ſans preiudice de plus grande peine pour le crime de faux, ſi elle y eſchet. Art.682. Tous †† faux vendeurs ou qui auroient m vendu meſme choſe à deux,ſeront punis comme larrons & fauſſaires.

XI. NORMANDIE Chap.1.Art.43. Le † corps de perſonne homicidé, ne doit eſtre leué ne mis en terre,iuſques à ce que la Iuſtice l'ait veu.Chap.9. Art. 149 Les meubles de ceux qui ſe ſont occis n d'eux meſmes, appartiennent au Roy priuatiuement aux Seigneurs, ſ'ils n'ont titre ou poſſeſſion valable au contraire:neantmoins ſi par force de maladie,frenezie ou autre accident, ils eſtoient cauſe de leur mort, leurs meubles demeurent aux heritiers auſſi bien que les immeubles.

AVVERGNE Chap.29.Art.1. Si quelqu'vn de propos deliberé & de guet o à pens a fait ſon effort p de commettre homicide, ou autre crime enorme, tellement qu'il n'a tenu à luy que ſa deliberation n'ait ſorti effet,il doit eſtre puny dudit cas,comme ſ'il euſt commis.

LODVNOIS Chap.39.Art.2. Femme qui tue ſon enfant par malice & à ſon eſcient,doit eſtre arſe & bruſlee. Art.8. Le corps de celuy qui ſe faict mourir à ſon eſcient, doit eſtre trainé & pendu, ſ'il eſt homme : & la femme doit eſtre enfouye:declaration premierement faite,qu'il ſ'eſt fait mourir à ſon eſcient.

S.SEVER L.Tit. 11.Art.1. Meurtre fait en ieu d'eſbattement par cas fortuit,n'eſt puniſſable d'aucune peine ou amende au Seigneur : mais eſt amendable pour l'ame & parens du feu, à la cognoiſſance de Iuſtice, ſi amende eſchoit,en prenant remiſſion ou pardon.

LA BOVRT Tit.19.Art.2. Tout homme qui tue vn autre,doit eſtre condẽné à auoir la teſte tranchee,ſi n'eſt qu'il l'euſt fait en ſoy defendant.

SOLE Tit.35. Art.2.p. *à la Bourt* en ſon corps defendant.

BRETAGNE Tit.25. Art.625, Celuy qui q donne loyer, & celuy qui le prend pour malfaire,doiuent eſtre punis en vne meſme maniere. Art. 631. Si aucun ſe tue à ſon eſcient,il doit eſtre pendu par † les pieds & trainé cõme meurdrier,& ſont ſes biens meubles acquis à qui il appartient. Art.632. Tous r traiſtres,meurdriers,guetteurs de chemins pour vollerie,aſſaſins, ſ bruſleurs & ardeurs de maiſons, t rauiſſeurs de femmes & d'autres biens, ſeront trainez des lieux,où ils ſeront iuſques aux lieux,où ils doiuent eſtre mis à mort.

TOVRNAY Tit.11. Art.16 Si à commettre aucun homicide pluſieurs ſont combatans,aidans & confortans:& en ce cas le bleſſé par coniuration ne denomme le facteur ou preuenu de mort,n'a eſté coniuré,& qu'il ne puiſt apparoir qui a inferé le cop mortel,oudit cas tant aians inferé les playes mortelles,que autres aians aidé,aſſiſté & conforté audit homicide commettre,chargez par information ſont tous tenus & puniſſables comme homicides u de peine de mort,ſ'ils peuuenteſtreapprehendez:& ſ'ils ſabſentent,eſt contre eux à ceſte cauſe procedé à banniſſement criminel & perpetuel de ladite ville, pouuoir & banlieue d'icelle, enſemble des Bailliages de Tourneſis,pays & Comté de Flãdres,à peine de mort ſe tenus y eſtoient & confiſcation de tous leurs biẽs au profit de ladite ville. Art. 17. Mais ſi par coniuration ou par mandement du cas fait par celuy aiant commis l'homicide ou autrement appert du facteur:en ce cas iceluy facteur eſt ſeul banni criminellement:& leſdits complices aidans & confortans multez à l'arbitrage des Iuges. Art.18. Toutefuoyes fait à entendre quant par viſitation du corps mort, ou coniuration,le bleſſé auroit eſté rapporté & tenu en peril de mort. Car par la Couſtume de ladite ville ſe aucun bleſſe ou naure par cõiuration n'eſt tenu en peril de mort,& neantmoins auant eſtre du tout ſane termine de vie par treſpas, ſes facteurs ou facteur,leſdits complices aidans & confortans ne ſont reputez homicides:mais ſeulement punis comme aians nauré ou bleſſé.

†† *Ceſt Art. 677. eſt de nouuel adiouſté, & a eſté raye le 155 Art. ancien & remis à ce qui eſt ordonné par ceſt Art.677. & par le 541. Tit. des Succeſſions.*

†† *Ceſt Art. 682. eſt de nouuel adiouſté.*

† *Ceſt Art. 43 eſt de nouuel adiouſte.*

† *Ces mots,par les pieds,ont eſté de nouuel adiouſtez.*

l Charles 9.1560.Art. 110. Henry 3. 1576. & 1577.& 1579. Eſtats de Blois Art. 257. & 1583. Art. 1. par Ordonnances veulent que les vſurpateurs du nom & titre de Nobleſſe ſoiẽt punis par la rigueur de icelles,ainſi qu'il ſevoit au 12. liure de la Conference Tit.1. Henry 1. Roy d'Angleterre l'an 1125. fit punir les faux monnoyeurs,& leur fit coupper les mains Mathæ.Paris.

m Vlp.l.1.§.1.D.de crimine ſtell. l.4.C.eo. tit.l.16.§.1. & 36. D. de pig.act.l.9.§.1.D.de ſtatalib.Cuiac. 13. Obſ.21. Par Arreſt du 26. iour de Mars 1575. Vn ſtellionataire de Lyon nõmé Chauuain,appellãt de l'empriſonnement de ſa perſonne:fut l'appellation & ce miſe au neant.Ordonné que ce dont eſt appel ſortiroit ſon effect. Pareil Arreſt du 26.May 1575.

n Cecy eſt pris du Droict ciuil in l.3.D.de bonis eorum qui ſib mortem cõſc.l. liberorum 11.§. non ſolẽt. D de his qui not. inf. l. ſi quis 6.§.eius D. de inuſto rapt. & irr. teſt. l.eius 34.D. deteſtam.milit.l.1.§.ſi quis non metu.D. de SC. Silan.l.in fraudem 45.§.2. D. de iure fiſci l. omne delictum.6.§.qui ſe vulnerauit D. de re mil.l.1.& vlt.C. de bonis eorum qui ſibi mart.conſc. La peine ordinaire de ceux qui ſe tuent eux meſmes,eſt de les faire ietter à la voirie & comme dit Caſſiodore X. Var.fiat paſtus pij vulturis,qui necem potuit crudeliter deſiderare paſtoris tali potius ſepulchro recipiatur, qui dominum reddidit inſepultum. Et les anciẽs auoient de Couſtume de leur couper la main: les autres les expoſoiẽt à la paſture des oyſeaux ſans ſepulture.

On a de couſtume de donner vn Curateur au corps mort,& luy fait on ſon procés,comme ſ'il eſtoit encor viuant, quand le cas le merite.Arreſt du 15.Iuin 1578.contre le Preuoſt des Mareſchaux de Chaſteaudun. Vide cap.placuit 23.q 5. Tertul.lib. de an.cap.15.Lactant.3.de falſa ſap.cap.18. Æſchines en l'oraiſon contre Cteſiphon eſcrit qu'on enterroit la main de celui qui ſ'eſtoit tué. Au mois de Feurier 1586.vn medecin ſ'eſtant eſtranglé luy meſmes en la Conciergerie fut trainé par les rues de

Source : BIU Cujas

Paris & iette au Gibet de Montfaucon. Autres Arrests des 15. & 26. Auril 1586. donnez en la Tournelle, & fut creé vn Curateur au corps.

o Homicides de guet à pens, guetteurs de chemins sont punis de la peine de la Roue par l'Ordonnance du Roy Henry 2. 1547. & de Henry 3. 1579. Art. 194. & 165. mises au IX. liure de la Conference des Ordonnances Tit. 10. De pœna Grassatorum vide DD. in l. capitalium §. famosos D. de pœnis & Nou. Leonis 70. Nou. 134. cap. 13. l. is qui cum telo. 7. C. ad leg. Corn. de sic, l. 1. D. eod tit. l. 3 §. 1. D. de vi publ. §. 5. Inst. de public. iud. Rebuffe sur les Ordonnances tient qu'en France ceste loy n'est suiuie & gardee. Mais en ce cas quand aucuns se mettent en effort de tuer, dont leur volonté est punissable, sont rouez & executez à mort le plus souuent. Toutesfois on augmente ou diminue la peine selon les circonstances du delit, ainsi fut roué celuy qui voulut donner vn coup de pistole à M. Nicolai Conseiller en Parlement au mois d'Aoust 1563. Saluian. vi. de prouid. Homicidæ homines non semper occidunt, & homicidæ tamen sunt, etiam quando non occidunt, quia interdum polluũtur homicidio. Les Egyptiens punissoient de mort ceux qui auoient commis homicide de guet à pens, Diodore Sicule liure 1. chap. 8.

p L. eum qui 5. C. ad leg. Corn. de sicar. l. 1. §. 3. D. de adq. poss. cap. maiores De baptismo. cap. lator. 9. cap. dilectus 13. cap. 14. 15. 16. De homic. volunt vel cas. & vt est in l. 1. C. eod. tit. Quæ ex improuiso casu potius, quam fraude accidunt, fato plerumque non noxæ imputantur. Par Arrest du 19. Feurier 1569. en vne guerre faicte par ieu entre de ieunes Escoliers de la ville d'Estampes: par lequel il fut ordonné qu'il seroit fait vn seruice diuin, pour l'ame d'vn ieune Escolier, qui auoit tué, où l'accusé & ses complices & tous les Precepteurs d'Estampes assisteroient: & à la fin du Libera, seroit faite vne remonstrance aux enfans sans note d'infamie, auec defenses aux Maistres d'Escoles & Peres de laisser iouer leurs enfans auec armes offensibles sur peine de sen prendre a eux. Et le 16. iour de Mars 1582. à la Tournelle en pleine audience vn ieune enfant de quinze ans aiant creué l'œil à vn sien compagnon sans haine precedente, fut condamné a estre deliuré par le Iuge à son pere, pour estre par luy discipliné en la presence des Marguilliers & en 15. escus pour reparation ciuile. Et le 3. iour de Septembre mil cinq cens quatre vingts, vn ieune enfant de dix à vnze ans appellant de l'adiournement personnel, comme aiant blessé auec d'autres, fut mis hors de Cour: sauf à l'intimé son recours contre les autres. Et le quatorziesme iour de Iuillet 1579. fut ordonné qu'vn ieune garson aiant donné vn coup de ganiuet à son compagnon seroit mené à l'escolle de Bois Commun du Ressort d'Orleans pour y estre en presence des autres discipliné, & si fut condamné en 20. escus pour faire penser le blessé.

q Vlp. in l. non solum 11. §. 3. 4. 5. & 6. D. de iniuriis & l. 7. D. de iurisd. mandatur conductor & suasor iniuriæ faciendæ tenetur. Et mandator cædis pro homicida habetur Paul. 5. Sent. Tit. 23. ὁ ἐπιλαλήσας τινὶ φονεῦσαι, ὡς φονεὺς κείσεται. Ceste loy est recitee au LX. liure des Basiliques & in Eccloge lib. 36. Tit. de homic. ex qua. ca. fact. Ceste Coustume de Bretagne est prise des Ordonnances des Estats de Blois 1579. Art. 195. vide l. non ideo C. de accus. l. 3. §. D. de vi & vi arm. l. 15. D. ad leg. Corn. de sic. l 11. §. 1. D. de iniur. l. 1. §. 3. D. de vi & vi arm. cap. vlt. De homicid. in 6.

r Proditores capite puniuntur vt ait lex proditores 7. de re milit. l. aut damnum §. hostes. l. si quis aliquid 38. §. 2. D. de pœn. l. 3. D. ad leg. com. de sic. Ils sont pendus ou decapitez ou bruslez: aucunesfois mis en quatre quartiers, comme il se voit dans Mõstrelet. Vol. 2. & 3. Vide l. omne 6 §. Exploratores D. de re nul. le Droict Canonique est plus doux in cap. ita cap. ad liberandum extra de Iudæis à ceux qui vendent & transportent le fer ou autre chose prohibee l. 1. & 2. Quæ res export. Ils sont mis au nombre des Traistres Proditioni proximum est armis hostem instruere d. l. 2. Tacitus de moribus German. Proditores & transfugas arboribus suspendunt. Senec. 1. de Ira. Tarpeio proditorem hostémve imponam. Val. 6. cap. lib. 9. Dio. 52. Diony. 3.

s Assasins on estime que ces mauuais garnemens ont pris leur origine de la Perse. Paul. Æmyl. lib. 5. Sarraceni Assanitæ Amm. Marcellino lib. 24. Volaterr. lib. 11. Georg. cap. de sectis Syriæ Alber. in verbo, Assasinus. cap. 1. Extr. de homic. in 6. Sur lequel Chapitre Ioan Andr. & Archidiaconus discourent fort amplement de l'origine de ces Assasins.

t L. capitalium §. incendiarij D. de pœnis l. vlt. §. qui data opera. D. de incendio ru. & naufr. l. qui ædes & l. si fortuito. D. eod. tit. Paul. lib. 5. Sent. Tit. 20. Lic. Rufin. in Collatione leg. Mosaic. Tit. de incend. l. si quis dolo. 10. D. Ad leg. Corn. de Sicariis. Les boutefeux & incendiaires sont bruslez ou executez à mort. Vide l. 54. D. de furt. & l. 4. D. Ad leg. Aq.

u L. vlt. D. Ad legem Corn. de sic. Paulus lib. 5. Sent. Tit. de homicidio in coll. leg. Mos. Vlp. l. item Mela. 11. §. si plures. & l. 31. D. ad leg. Aquil.

VALANCIENNES Tit. 12. Art. 130. Quand aucun Bourgeois ou manant de ladite ville, homicide autruy en iceluy, soit le Bourgeois mort ou non: tel facteur est tenu en dedens trois iours enfuiuans par luy ou l'vn de ses complices, si aucuns en y auoit, mander le faict par lui commis, en le baillant par escrit, és mains d'vn Bourgeois, en la presence de deux autres Bourgeois, lequel Bourgeois aiant ledit escrit, l'apportera aux Preuosts & Iurez de la paix, en nombre de vii. en la presence du Preuost le Comte ou son Lieutenant: lequel semont ledit Preuost & Iurez sur sadite reception: laquelle lors se faict pour valoir audit facteur, ce que de raison, & en ce faisant ne perd ledit facteur l'habitation de ladite ville, mais peut rentrer en icelle, apres auoir obtenu Remission deuëment interinee. Art. 131. Vn aiant commis Homicide en la ville ou banlieue, non faisant deuoir de mander le faict en dedans le tiers iour, sera banny de ladite ville & banlieue, & le faict tenu pour vilain & meurdre. Art. 132. Si aucun Bourgeois, manant ou autre, homicide aucun en ladite ville, en corps defendant, tel homicide en faisant souffisamment apparoir audit Preuost & Iurez de la paix, n'est reputé pour homicide, & est declaré absous du cas. Art. 133. Mais si vn banny de la ville se treuue en icelle, & face inuasion contre autre, & soit occis par celui qui sera inuahy, & ledit inuahy en demourera quicte & deschargé, posé qu'il ne fit apparoir que ce fut en corps defendant. Art. 134. Qui se veut ayder de corps defendant, est tenu deposer au billet, qu'il mande le faict en dedans le tiers iour apres iceluy aduenu, protestant en faire apparoir en temps deu. Autrement s'il

Source : BIU Cujas

ne le faict, & qu'il ne fut contenu audit billet de mandement, icelui ne lui pourra en ce cas ayder ne valloir & ne viendroit apres à temps pour ſoy aider dudit corps defendant. Art. 135. Quand aucun ſoit Bourgeois ou non, naure aucun à ſang courant, & plaie ouuerte, par ire ou courroux, & que tel nauré termine vie par mort, ſans eſtre remonſtré ſelon la Couſtume de ladite ville, & que le doute de la mort d'iceluy ne ſoit mis ius: tel facteur ſoit que ledit nauré treſpaſſe par ladite naureure ou autre accident, eſt reputé pour homicide: & pour tel doit eſtre puny. Art. 136. Leſdites remonſtrances ſe font en trois manieres: à ſçauoir la premiere, que le facteur peut par le conſentement du Maire faire remonſtrer iceluy par deuant deux Iurez de Cattel, en le monſtrant allant, xl. pieds de loin ou plus, ſans ſoy tenir ou appuier à aucune choſe. Leſquels deux Iurez ſont tenus de venir recorder ladite remonſtrance par deuant leſdits Preuoſts & Iurez de paix en nombre de ſept en la preſence du Preuoſt le Comte ou ſon Lieutenant en requerant le doute de la mort dudit nauré eſtre mis ius, à la deſcharge dudit facteur: leſquels Preuoſts & Iurez de la Paix, à la ſemonce du Preuoſt le Comte ou ſon lieutenant, ſi auant qu'ils ſe treuuent appaiſez, mettét ius icelle doute de mort en condemnant neantmoins ledit facteur: à ſçauoir ſi le cas eſt commis de iour & par vn Bourgeois ou manant, à dix liures blancs. Et ſi ledit cas a eſté commis par vn forain, à xxxiii. liures blancs, auſſi ſ'il a eſté commis de nuict, leſdites amendes doublent ſur leſdits facteurs. Art. 137. La ſeconde voie eſt que ledit nauré de ſon conſentement, quand il ne peut bonnement aller, ſe laiſſe porter ou mener hors ladite ville & banlieue: auquel lieu, ſoit qu'il voiſe ou non, il eſt remonſtré par deuant vn Bourgeois d'icelle ville eſtre vif, auſſi ſi ledit nauré ſe tenoit hors ladite ville & banlieue guery ou non guery de ladite naureure, & qu'il fut veu & remonſtré par deuant deux deſdits bourgeois, fuſſe de ſon conſentement ou non, & que leſdits bourgeois facent le rapport deſdites remonſtrances par deuant leſdits Preuoſts & Iurez en tel nombre que deſſus, & en la preſence dudit Preuoſt le Comte ou ſon Lieutenant, affirmant & declarant par leur ſerment, que ledit nauré ils ont veu vif eſtant hors la banlieue, ledit Preuoſt & Iurez à la ſemonce que deſſus mettent ius la doute de la mort, en condemnant ledit facteur ou facteurs, aux amendes que dit eſt. Art. 138. La tierce voye eſt quand aucun eſt nauré en la ville, non ſoy vueillant laiſſer remonſtrer par la ſorte que dit eſt, demourant en ſa maiſon ou portant baſton pour ſoy appuyer, eſtant en bõne conualeſcence, il eſt permis & loiſible au facteur ſoy retirer vers ledit Preuoſt & Iurez de la paix, leur donnant à cognoiſtre l'eſtat du nauré, auec ſon refus de ſoy laiſſer remonſtrer, en requerant prouiſion de remonſtrance. Ce faict leſdits Preuoſt & Iurez à la ſemonce que deſſus dict eſt, ordonnent par maniere de prouiſion, à deux Sergeans de la paix, prendre auec eux les Medecins & Chirurgiens ſermentez à ladite ville, & par enſemble viſiter ledit nauré pour apres ſi par leur rapport & ſerment deuement faict par leſdits Chirurgiens, il eſt trouué ſain & guery, mettre par iceux Preuoſt & Iurez à la demande que deſſus, ius la doute de la mort, en condemnant le facteur és amendes que deſſus. Art. 139. Auſſi ſi tel nauré eſtoit allant publiquement à val la ville, ſans ſoy appuyer, il eſt permis au facteur ſans le ſçeu ou conſentement dudit nauré, le remonſtrer deuant les deux Iurez de Cattel: leſquels font ſemblable record que deſſus, & eſt ſur ledit record ladite mort miſe ius, en condemnant éſdites amendes. Art. 140. Leſquelles trois manieres de remonſtrance ſont & ſeront entendus preſumptiues, tellement que ſi le Preuoſt le Comte ou ſon Lieutenãt veut faire apparoir du contraire, ſçauoir que le nauré ſoit treſpaſſé de la naureure, iceluy facteur ſera tenu & puny comme homicide.

XII. Dvche de Bourg. Chap. 1. Ar. 5. S'aucũ cõmet ſimple larcin, x qui n'excede x. l.t. pour la premiere fois, il ſera puni ſelõ l'arbitrage du Iuge, ſans mort naturelle ou mutilatiõ de mẽbres. Et ſ'il cõmet plus grãd larcin, q̃ de x.l. y pour ladite

x Larcin eſt prohibé par les S. Eſcritures Exode cap. 20. 21. & 22. Leuit. c. 19. Deuter. 5. Matth. 19. & Ioan 12. & 1. Cor. 6. Licinnius Rufin. in Coll. Legum Moſaic. Tit de furib. & pœna eorum. Les peines introduites par le Droict du double, ou du triple ne ſont practiquees, les peines eſtans en France arbitraires. Les Iuges condamnent le larron à la reſtitution de la choſe deſrobbee auec amende arbitraire enuers le Roy ou Seigneur Iuſticier, & enuers la partie ciuile. Et ſelon la circonſtance du delict ordonnent que le larron ſera marqué d'vne fleur de Lys & fouetté ou bien l'aureille couppee: ou les enſemblement. Voyez l'Auth. ſed nouo iure C. de ſeruis fugit. le Droict Canon leur donnent vne plus douce punition can. fraternitas. 12. q. 2. can. ſi quis clericus 17. q. 4. Balde tient que vn larron ayant commis larcin deux ou trois fois, peut eſtre puny de mort, & la plus grand partie des Docteurs eſt de ceſt aduis Faber. in §. alia Iuſt. de pub. iud. Vide Diodorum lib. 1. cap. 8. & Arrianum. Gellium lib. 11. cap 23.

y Bordeaux Art. 107. excedant 50. liures Bordelois. Niuernois Chap. 1. Art. 8. lx. ſols.

premiere fois, il ſera puny corporellement, ſelon l'exigence & qualité du cas, & à l'arbitrage du Iuge. Et ſ'il ne rechet & ne commet autre larcin, il en perdra la vie, ſ'il n'a grace du Prince.

NIVERNOIS Chap. 1. Art. 8. p. *au Duché.* Art. 5. non excedant lx. ſols &c. la diſcretion & arbitrage du Iuge, iuſques à mutilation de membres excluſiuement, & pour la ſeconde, à la diſcretion du Iuge, iuſques à mutilation incluſiuement: & pour la tierce, il ſera condemné à mourir. Et ſ'entend quand chacune deſdites fois, il a eſté apprehendé & attaint par Iuſtice. Et ſi le larcin eſt qualifié, ou aggraué de quelque qualité, le delinquant ſera puny ſelon l'exigence du cas, de la peine ordinaire de Droict.

LA MARCHE Chap. 27. Art. 346. Celuy †† qui enuoye Gend'armes ou mauuais garſons en la maiſon d'autruy, pour le piller & outrager en ſa perſonne ou biens: & en eſt conuaincu, doit eſtre condemné en tous les dommages z & intereſts ſoufferts & ſouſtenus par iceluy ou ceux, en la maiſon deſquels leſdits Gens-d'armes ont eſté enuoyez, & en amende enuers le Seigneur & enuers les parties intereſſees. Et ſi par leſdits Gens-d'armes y a meurtre ou autre crime public commis, ſera puny celuy qui les y aura enuoyez comme deſſus, & reſpondra de ſa perſonne.

†† *Ceſt Art. 27. a eſté ainſi corrigé du conſentement des Eſtats.*

LODVNOIS Chap. 39. Art. 6. Crocheteurs, a auſſi larrons qui ont fait bris, doiuent eſtre pendus & eſtranglez. Art. 7. Le domeſtique b qui a fait furt a ſon maiſtre ſans bris, ſi ledit furt eſt iuſques à xx. ſols, doit eſtre battu par les carrefours pour la premiere fois. Art. 11. Celuy qui emble Cheual ou iument, doit eſtre pẽdu. Art. 12. Celuy qui emble bœuf ou vache, doit auoir c l'oreille couppee, autant eſt du mouton, brebis & autre beſte à pied fourché: & pour le ſecond larcin eſtre pendu. Art. 13. Ceux qui recellent d ou recueillent larrons, meurtriers, forceurs de femmes, embraſeurs de maiſons & qui participent en leurs meffaits, encourent en ſemblables peines, comme malfaicteurs principaux. Art. 14. Toutes choſes emblees aux champs, comme harnois, ſoc e de charrue, drap a polies, linges qui ſechent & autres choſes qui ſont aux champs hors la maiſon, ſont en la garde de Iuſtice: & pource les malfaiteurs doiuent eſtre punis corporellement.

BOVRDEAVX Chap. 10. Art. 107. Quand le ſeruiteur ou chambriere deſrobbe ſon maiſtre ou maiſtreſſe de choſe qui excede l. francs f Bourdelois, ſera pendu, ſi eſt de moindre valeur, ſera fouetté deux fois par la ville. Chap. 12. Art. 113. Si aucun non aiant vignes eſt trouué vendre raiſins, ſera tenu dire & prouuer dont il les a eu: autrement ſera mis en priſon & payera l'amende. Auſſi ceux qui font les paniers & n'ont bois, ſeront tenus dire & prouuer, dont ils ont le bois a faire leſdits paniers: autrement ſeront mis en priſon & payeront l'amende.

S. SEVERL. Tit. 11. Art. 2. Larron nocturne trouué de nuict en aucune maiſon le furt en main, ou commencé d'y auoir deſrobbé, par rupture & fracture, doit eſtre pendu & eſtranglé.

LA BOVRT Tit. 9. Art. 3 Qui deſrobbera Egliſe, maiſon, g Cabane, Moulin ou en chemin public, de nuict ou de iour, doit eſtre condemné a mort. Art. 6. Celuy qui par furt ou Larcin a eſté prins & puny, c'eſt qu'il a eſté fuſtigué, ſ'il retourne a deſrobber choſe de valeur, & eſt attaint doit eſtre pendu & eſtranglé aux fourches. Art. 7. Tout homme qui deſrobbe beſte ou aucune autre choſe de valeur, doit eſtre condemné pour la premiere fois, a eſtre fouetté: & pour vn ſeul furt d'vne beſte ou d'vne autre petite choſe, doit payer l. ſols t. au Roy: & doit eſtre banny de la terre de la Bourt pour vn an.

---

z Qui damnum dat is dare iubet l. 15. damnum. 179. C. de regul. iur. & damnum dat, qui damni occaſionem præbet Vlp. l. prætor. 4. §. ſed & ſiquis. D. vi bon. rapt, cap. 9. extra de iniuriis. & damnum, alterius impulſu datum, actione in factum vindicari ſolet Vlp l. 7. §. proinde Alſenus l. ſi ex plagis. 52. §. incliuo. D. ad leg. Aq. pœnæ ſuos auctores ſequuntur l. ſancimus C. de pœnis.

a Effractores puniũtur extra ordinem l. 1. § ſimilimodo. & l. 2. D. de effractor l. nam & ſalutem. 3. §. effracturæ D. de offic. præſ. vigil. l. fin. D. ad leg. Iul. de vi pub. Cuiac. 10. Obſ. 27.

b Furta domeſtica actionem non pariunt, ſi modica ſint nec vindicanda ſunt publicè l. 17. & 89 D. de furt. l. 21 C. de furtis. Vne chambriere de Boulongne empriſonnee à la requeſte de ſon maiſtre ſous preſomption de larcin non verifié, eſtant appellante, fut par Arreſt du vingtieſme iour de Ianuier 1586. dit mal empriſonné, mal executé, ordonné que les priſons luy ſeroient ouuertes & l'intimé condamné és deſpens dommages & intereſts, liquidez à ſix eſcus.

c Les Larrons & couppeurs de Bourſes pour la premiere ou ſeconde fois, ont la fleur de Lys ou l'oreille couppee. Les Rois de Perſes ſouloient pour les delicts & malefices faire couppper les oreilles, ainſi que nous liſons dans Amian Marcellin liu. 30.

d Sublatis ſuſceptoribus, cupido graſſantium conquieſcit l. 13 D. de offic. præſ. & ſine receptatoribus nemo diutius latere poteſt l. 1 D. de receptat. & par ipſos & reos pœna expectat. l. 1. C. de his qui latrones vel aliis crim. reos occult. & D. l. 1. D. de recept. Fab Decl. 255. Proximos exiſtimo eſſe eos transfugis à quibus transfugæ recipiuntur.

e Cela eſtoit capital en Phrygie, comme nous teſmoigne Stobee.

f Ainſi la Loy de Solon vouloit que celuy qui deſroboit choſe excedant 50. Drachmes fut puny de mort.

g Furtum ne leges quidem niſi multa pecuniaria vel ad ſummum exilij, circa quemlibet hominum cenſuerunt, vt ſcribit Oroſius. Toutesfois nous auons aſſez de teſmoignage que les Loix ciuiles ont puny le larron du dernier ſupplice. Põponius. l. cum ſeruus 15. D. de cond. cauſa data præfectus vigilum eum ſummo ſupplicio affecit l. interdum 56. §. qui furem l. vlt. D. de furtis. Cuiac. 9. Obſ. 37. & 14. Obſ. 15. Mais en ce faict il nous faut auoir recours à l'vſage & Practique de France & Couſtume des lieux, & in dubio, à l'Authentique. Sed nouo iure C de ſeruis fugit. Quant à la Conſtitution de Federic in §. ſi quis plus quæ ſolidos. De pace ten. eſt ſpeciale, & non generale. De pœnis furti vide Exod. 22. & Num. 5.

Source : BIU Cujas

SOLE Tit.35. Art.3.6.& 7.p. *à la Bourt.* Art.3.6.&, 7. doit payer lxv.sols de Morlaas au Roy &c de Sole pour vn an. Art.22. Tout homme qui a perdu son auoir,soit aucune chose a luy appartenant, ou luy a esté fait clandestinement aucun dommage en ses biens,& de ce a suspicion contre autre qui aye desrobbé, ce qui est perdu ou faict ou fait faire ledit dommage consentant ou sachant,peut requerir celuy,de qui est suspicion,qu'il face Edict ou amende au Bourg moyennãt serment. Et celuy,qui est requis, doit faire l'Edict au requerant auec serment en l'Eglise Parrochiale,dont l'accusé est Parroissien,sus l'Autel,le Messel & la Croix dessus posee:& ce faire dedans le terme de dix iours,apres qu'il en est requis. Et est entendre.Edict,qu'il n'est compulsé sachant ne consentant de ce dont est accusé,de la perte ou du dommage dont le requerant est en suspicion : & s'il ne fait ledit serment,doit amender & payer a la partie la chose perdue ou dommage fait & de tous despens dommages & interests, & au Seigneur, vi.sols Morlaas. Art. 23. Aussi le requerant qui se dit estre perdant ou endommagé,& auoir suspicion s'il est requis par iceluy est premier tenu de iurer en la mesme maniere, & sur lesdits Autel,Messel & Croix,auoir perdu ou estre endommagé , & que pour donner peine,desplaisir ne des-honneur,a celuy duquel il a suspicion, ne la requis faire ledit serment:sinon pour estre satisfaict de sa chose perdue,ou en estre hors de suspicion.

† *Cest Ar.626. reforme le 582. Art.ancien.*
†† *Cest Ar. 627.est de nouuel adiousté.*
† *Ces mots,* de dix liures, *ont esté mis au lieu des anciens* xx.sols.
†† *Cest Art. 635.reforme le 590. Art.ancie.*

BRETAGNE Tit.25.Art.626. Furt † qualifié sera puny de mort. Art.627. Ceux †† qui seront conuaincus de larcin,de cheuaux,bœufs ou autres bestes de seruice& labeur,seront punis de mort. Art.628. Et pour furt non qualifié ne sera imposee peine de mort,s'il ne monte ou excede la somme de † x.liures monnoye:auquel cas.s'ensuiura peine de mort:sauf en tout l'arbitrage du Iuge,selon la qualité & circonstance du delict. Art.629.Si aucun trouue argent ou autre chose a autruy appartenant,& il entend ou sçait que l'on demande,&depuis il la recelle & retient,Iustice le doit punir cõme larron. Art.630. Et si aucun prenoit les biens delaissez par les laboureurs aux champs,& il les recelloit , il seroit pareillemẽt puny comme larron. Art.635. Ceux †† qui ostent ou arrachent h bornes scientement & ceux qui mettent fausses bornes doiuent estre punis comme larrons.

XIII.S.SEVER L.Tit.10.Art.2. Pour arrester feu prins i en ladite ville ou aux fauxbourgs d'icelle, l'on peut k abbatre vne ou plusieurs maisons : & si le feu s'arreste ausdites maisons abbatues , la ville est tenue reparer lesdites maisons abbatues:mais non si ledit feu passe outre.

BAYONNE Tit.24.Art.1. Quand au moyen de feu qui se prend en vn four commun,de ladite ville,les maisons circonuoisines ou autres sont bruslees ou abbatues pour euiter plus grand feu & dommage,le Seigneur du four,est tenu reparer le dommage,tant des maisons bruslees que perdues,ou meuble qui s'est perdu & gasté de la valeur,duquel meuble sont creuz par serment les perdãs & endommagez. Art.2. Si tel dommage vient par feu venant d'autre maison particuliere, le Seigneur d'icelle & conducteur, s'il en y a , l'vn pour l'autre & chacun pour le tout,est tenu reparer tel dommage. Art.3. Et si le feu est aduenu par dol,coulpe ou fraude d'aucun,n'est soluable,il est prins au corps precedent informatiõ & puny corporellement selon l'exigence du cas.

LA BOVRT Tit.3.Art.21. Si aucun ou aucune malicieusement met feu aux landes,ou boscages appartenans a la Commune , & y est trouué , doit payer aux Parroissiens de la Parroisse,a laquelle appartiennent lesdites landes ou boscages, x. francs Bourdelois ou autre somme de deniers , a l'estimation de quatre gens de bien non suspects,qui ne soient d'icelle Parroisse. Art.22. Par lesquels est aussi taxé le dommage, qui est souffert a l'occasion du feu:laquelle taxe doit estre payee a iceux Parroissiens. Tit.19.Art.5. Toute personne qui met feu en maison ou moulin par malice, doit estre decapité & le dommage doit estre payé sur ses bien.

h Voyez ce qui a esté dit cy dessus és Tit. 3. & 5. de ceste Conference.

i Voyez ce qui a esté cy dessus noté au nombre 11. & notez le chap.22.de l'Exode.ca. si egressus. extra de iuriis. Rufin in collat.legum Mosaic.Tit.12.de incend.

k Vlp.l. quo nau fragium 3.§. quod ait Prætor. D.de incendio ruin. & naufr. cum defendendarum ædium mearum causa fecerim vtique dolo careo. Puto igitur non esse verũ quod Labeo scribit. Attamen lege Aquilia agi cum hoc possit: & non puto agendum nec enim iniuria hoc fecit, qui se tueri volũt, cum aliàs non posset. & ita Celsus scribit. Le mesme Vlp.in l.si alius 7.§. est & alia D.Quod vi aut clam.où il traicte la mesme question,& in l.49. D. ad Leg.Aquil.nullam iniuriam aut damnum dare videtur æquè perituris ædibus. vt ait d. l. 7. Quod vi aut clam. & iusto metu ductus,ne ad se ignis perueniret,vicinas ædes intercidit vt ait.d.l.49.§.vlt.Ad leg. Aquil.Qui cum aliter se tueri non possunt, damni culpam dederint innoxij sunt. Il est permis à chacun de se conseruer & faire sa condition meilleure , voire mesmes au preiudice d'vn tiers, pourueu que l'on n'ait intention de luy nuire & porter dommage comme on peut tirer de ces textes cy dessus cottez , & ex l. 2. D de iust. & iure. l. 19. §. 3. D. de neg. gestis. l.29. §.3. D. Ad leg. Aquil.l.1.D.de act.empti l. 42. D. de adq.hered.l 77.§.31.De leg.2.l.30.D.de bonis libert.l.5.§.1.D.de doli except.l.1.§.12.D. de aqua & aquæ pl.arc.

Source : BIU Cujas

SOLE Tit.15.Art.16.&c.p. *à la Bourt.* Art. 21.aucunement feu &c. iceluy ou icelle qui aura mis le feu, doit estre condemné en x. francs Bourdelois enuers le Roy. Art.17. Et si en landes ou boscages d'aucuns particuliers mettent le feu, doit estre condemné enuers celuy qui a souffert le dõmage,à l'estimation des Experts pour le dommage & d'amende à xviii.sols Morlaas. Tit.35.Art.5.p. *à la Bourt.* Art.5.

l L.1.C.depositi. BRETAGNE Tit.25.Art.642. Le Iuge peut absoudre l des cas aduenus par fortune ou ignorance. Art.643. Si † le feu prend en maison & la brusle, celuy qui y demeure,verifiant qu'il n'y ait eu de sa faute,ne sera respõsable de la maison n'y des meubles,qui y estoient.Et si aucuns meubles lui auroiẽt esté baillez en garde,& ne les auroit peu sauuer, pour estre trop pesans & difficiles à remuer & trãsporter,ne sera tenu en rẽdre aucune chose,cõbien qu'il eut sauué tout ou partie des siens. Art.644. Et quand le feu ard la maison d'aucũn & la maison d'vn autre perille par le mesme feu,si luy ne ses adherens ne l'y mettent pour faire dommage à celuy à qui elle est ou à autres,il n'est tenu en rendre aucune chose. Art. 645. Quand le feu est esbrandy en plusieurs maisons, on peut abbatre les maisons prochaines pour appaiser & esteindre le feu,& à fin que les autres soient sauuees & tous ceux, de qui on peut apperceuoir que leurs maisons ayent esté sauuees, sont tenus à desdommager ceux à qui les maisons ont esté abbatues chacun à la discretion de Iustice.

† *Cest Art. 643. reforme le 598. Art. ancien.*

XIIII. MONTEREAV Art.4.Le iour de Samedy, qui est iour de Marché, s'il est trouué aucun delinquãt en faisant battures & exces en la personne d'aucun ou pour raison de pareil cas ou delict, l'amende seroit ordinaire de v.sols t. pour raison dudit iour de Samedy & Marché,elle est de lx.sols t.

AMIENS L.Art.13. Pour auoir frappé de la main, il eschet en amende de xx.sols.Par.dont à ladite ville en appartient xvii.sols ii.den.pite. Art.14.Pour ferir & abbatre par terre par courroux & debat,y a amende de lx.sols Par.dont a ladite ville appartient xlviii.sols ix.den. Art.15. Quiconques en ladite ville & Banlieue tire cousteau ou espee,en debat ou par malueillance,il eschet en amende de vi.liures Par.dont à ladite ville appartient iiii.l.xvii.sols vi.den. Art.16. Qui frappe de baston,espee ou d'arme moulue,il eschet en amende de ix.liures Par.dont à ladite ville appartient la somme de vi.l.vi.sols iiii.den.

BOVLLENOIS Tit.7.Art.26. Quiconque fait debat, emprinse, outrage ou meslee de faict sur la terre d'aucun Seigneur Feodal,il y a commission & condemnation vers ledit S. F. d'amende de xii sols Par. pour chacun delinquant & pour chacune fois. Art.27. Si le delinquant se depart de la Seigneurie,où il a commis le debat,sans estre apprehendé,il se pourra purger du delict en la S. du Haut Iusticier,sous laquelle il est couchãt & leuant,en le faisant intimer & signifier à partie interessee & au S.du lieu,où le debat & meslee s'est faicte. Et ledit S.bien & deuement contumacé,& non comparant pour faire demande & poursuite de l'amende,appartiendra icelle amende audit S. aiant eu du faict la cognoissance. Art. 28.Et si le delinquant est homme Feodal dudit Seigneur,& fait le delict sur la terre de sondit Seigneur, il commet amende de lx.sols pour chacune fois, comme dessus.

BOVLONGNE L.Art.15. Quiconques fiert & desgaigne de glaiue,és mettes desdites ville & banlieue,commet amende de lx.liures Par.

S. POL Tit.2.Art.32. Quand aucun fiert ou touche par felonnie autruy,& si le blesse à sang courant & playe ouuerte, il eschet en amende de lx. sols P. enuers le S.sous lequel ledit debat est fait:& sans sang à xx. sols Par. Mais en cas de preuention le S.souuerain auroit pareille amende : combien que si les delinquans estoient requis par leur S.où ledit debat auroit esté fait,premier qu'il ait gagé ladite amende,il luy seroit rendu, en paiant les mises de Iustice : & neantmoins que lesdits delinquans ayant payé ladite amende au S.souuerain,si ledit S.où ledit debat auroit esté faict ou ses Officiers,peuuent trouuer lesdits delinquans és mettes de leur Seigneurie,il les peuuent prendre,& leur faire payer lesdites amendes.

ARTOIS Tit.1.Art.64. Quiconques bat autruy de main ou poing garni de baston ou autre chose,sans sang,il y a amende de xx.sols.Et s'il frappe de main ou poing non garni,sans sang,il eschet en amende de x.sols.

S. OMER en Artois Tit.2.Art.14. Si aucun aiant faict debat ou meslee en la terre & Seigneurie d'aucun S. est party descalengé : il se peut purger dudit cas, en la Iustice du Seigneur,où il a esté cõmis,ou du lieu,où il est couchant & leuant en euoquant le S.où ledit cas a esté commis,auquel appartient l'amende dudit cas ou meslee.

Source : BIU Cujas

BETHVNE Tit.1. Art.6. Le Seigneur dudit Bethune, és mettes de ladite Ville & Banlieue, pour vn coup de poing, main garnie, prent x. liures Pariſis d'amende: & à main non garnie, xxx. ſols Pariſis, pourueu qu'il n'y ait ſang. Et ſi prend lx. liures Par. d'amende, ſur ceux qui d'eſpee, dague, couſteau ou autre baſton inuaſible frappent ou lanchent apres autruy, ſi ce n'eſt en ſon corps defendant, &c. par preuilege.

HESDIN Tit.1. Art.7. Quiconque par debat, ou ne fiert autruy de main ou de poing non garny: il commet amende de vii. ſols vi. den. Par. enuers le S. en la iuriſdiction duquel le faict eſt commis.

S. POL EN ARTOIS Tit.1. Art.8. Quiconques bat autruy de main ou poing garny ou non garny, ſans ſang: il eſchet en amende de xx. ſols Pariſis. Tit.2. Art.6. Le Seigneur Souuerain a pouuoir de prendre par preuention, les delinquans, pour amende de lx. ſols Par. ou en deſſous és mettes de la Seigneurie de ſon Vaſſal. Combien que le Seigneur du delinquant, eſtant requis par le S. où ledit, &c. p. à. S. Pol. Art.32. qu'euſt eſté gagee ladite amende, &c. ledit delinquãt, és mettes de la Seigneurie, &c. le peuuent, &c. luy faire, &c.

LILLERS Tit.1. Art.4. Quiconques bat autruy par tout, ſoit à ſang ou non, en iceluy Bailliage commet amende de lx. ſols Par. ſauf qu'en Bourgeoiſie de la Ville de Lillers, s'il n'y a ſang courant, ou que le delinquant n'a frappé de baſton, il n'y a que trois ſols Pariſis d'amende: pourueu que le debat ſe face entre deux Bourgeois.

ANAPPES Art.1. Quiconque bleſche ou naure autruy à ſang, fourfaict l'amende de lx. liures. Et qui frappe de ſombre coups, ou tire glaiue ou couſtel nud, x. liures.

BOVVINES Art.3. Qui frappe autruy par ire à playe ouuerte & ſang courant ſur l'Eſcheuinage de ladite Seigneurie, il fourfait vers leſdits Religieux, Abbé & Conuent, lx. liu. Loniſiennes, qui vaillent xx. liures Pariſis Monnoye de Flandres, & deſpens de prinſe & Information. Art. 4. Celuy qui frappe autruy de ſombre coup ſans ſang, ſur ledit Eſcheuinage, il fourfait l'amende de x. liures Loniſiennes, qui vaillent lxvi. ſols viii. den. Pariſis, Monnoye de Flandres. Art. 5. Quiconques tire vn couſtel à fer eſmolu ou vne eſpee, par mal-talent, pour vouloir frapper autruy ſur ledit Eſcheuinage, il fourfait pareille amende de x. liures Loniſiennes.

TOVRNAY Tit. 11. Art. 5. Quand il eſt venu à la cognoiſſance de l'vn deſdits Preuoſts ou du Procureur general de ladite Ville, par le rapport des Chirurgiens ou autrement, aucun eſt nauré ou bleſché en icelle Ville, & Banlieuë, l'vn d'iceux Preuoſts auec deux Iurez, & le premier Greffier ou ſon Clerc, ſi auant qu'il y ait quelque peril eminent, ſe tranſportent incontinent vers le bleſché, duquel il prend ſerment par trois fois, & ſ'enquiert de luy qui l'a nauré ou bleſché, & ſe ledit bleſché ainſi adiuré denomme le facteur, ſon affirmation fait foy en ce que concerne l'intereſt de Iuſtice ſeulement. Art.6. Apres tel ſerment preſté, les Chirurgiens aians veu les playes ou bleſcheures de tel nauré, afferment & declarent le peril, où il eſt conſtitué, ſoit de mort, deffiguration, affolure ou autre debilitation: leſquels ſerment & declaration ſont redigez par eſcrit, & en vulgaire eſt appellee coniuration: laquelle ſe rapporte & ſe lit ou College deſdicts Preuoſts & Iurez, pour la confermer ou ordonner autre viſitation eſtre faicte, ſi l'on doubte de la leauté & experience deſdits Chirurgiens: autrement eſt enregiſtré és regiſtres criminels de ladite Ville. Art. 7. Que telle coniuration ainſi faite & confermee outre ce que l'on y adiouſte foy, comme dit eſt deſſus eſt de tel effect, que ſi tel nauré ou bleſché denomme ou deſigne celuy qui luy auroit inferé ladite naureure ou bleſcheure mortelle, vne ou pluſieurs par leſdits Chirurgiens tenus en peril de mort, terminaſt vie par treſpas, l'on preſume iceluy eſtre decedé à cauſe de telles naureures ou bleſcheures, & eſt le facteur denommé puny comme homicide, n'eſtoit que par bonnes & amples probations il fit apparoir le bleſché auoir eſté du tout ſane, ou par autre accident ou maladie ſuruenue eſtre decedé, ou par Loy eſtre mis hors dudit peril de mort. Art. 8. Ceux qui ont conſtitué aucun eſdits perils de mort, deffiguration, deſmembration ou affolure, ne peuuent ioyr de l'habitation de ladite Ville, n'eſt que le nauré ou bleſché ſoit mis par Loy hors deſdits perils, & que les delinquans ayent contenté leur partie. Art.9. Et ſi ledit nauré ou bleſché treuue ſa partie és mettes de ladite Ville ou du pooir & Banlieuë d'icelle, il la peut faire conſtituer priſonnier, & illec la detenir, iuſques à ce qu'il ſoit hors deſdits perils, & contenté de ſes iniures, naureures & bleſcheures. Art.11. Mais pour autres iniures ou bleſcheures

Source : BIU Cujas

hors desdits perils, les ayans inferé, peuuent iouir de l'habitation d'icelle Ville & Cité, en payant les amendes apres qu'elles sont adiugees, demourant partie blesschee en son entier de pouoir par action traicter celuy ou ceux, qui auroient faict lesdites naureures ou blescheures. Art. 12. D'abondant si en vn debat sont plusieurs personnes conflictans, & que le nauré ou blesché coniuré, comme dit est, ne sçet denommer celuy qui la blesché ou nauré : audit cas l'on publie aux Bretesques, que celuy, qui a faict les naureures ou blescheures la vienne declarer à Iustice endedens tiers iour, à paine que en faute de ce, sera procedé contre tous lesdicts conflictans, comme il appartiendra par raison. Art. 13. Quand ausdits blesschez ou naurez en peril de mort, demembration, affolure ou deffiguration, il est accoustumé les faire comparoir pardeuant lesdits Preuosts & Iurez, en la presence desquels ils sont par les Chirurgiens sermentez visitez, & si auant que les Chirurgiens afferment qu'il leur semble estre hors d'iceux perils, & parmet l'on entant qu'il touche la Ville, que le facteur ou facteurs ioyssent de l'habitation d'icelle, & si sont quittes & seurs de non estre tenus *de occiso*, si par apres tels blesschez à mort terminoient comment que ce fut vie par trespas. Art. 15. Bien entendu, que si aucun nauré, desmembré ou blesché estoit iugé & tenu pour affolé, desmembré ou desfiguré, oudit cas celuy, qui auroit fait ladite blescheure, affolure, desmembration ou desfiguration, ne pourra iouir de ladite habitation, s'il ne l'auoit amendé enuers le blesché, & le contenté de son iniure & interest : en maniere qu'à la doleance dudit blesché il deura estre constitué prisonnier. Art. 19. Quiconques en ladite Ville constitue quelcun és dessusdits perils, il est de vsage le cacher à son cloche, combien que aucune n'en soit sonnee: pour lequel il doit à la Ville vn son de cloche vaillable v. francs estimez à viii. liures x. sols Flandres, sans lequel son de cloche auoir payé ou finé, comme dit est, il ne peut iouir de l'habitation de ladite Ville. Art. 20. Outre laquelle somme, les ayans delinqué en la maniere dicte, sont adiournez à la poursuite en Procureur general de ladite Ville & calengez, & du apres condemnez, à sçauoir ceux ayans constitué aucuns en peril de mort, en l'amende de xii. Carolus & trois quarts, vaillables xxv. liures x. sols, & les ayant constitué en peril d'affolure, desmembration ou desfiguration en viii. Carolus & demy d'or, vaillables xvii. liures Flandres. Art. 21. Si toutesfois aucuns desdits adiournez & calengez comparent auant le tiers defaut contre luy obtenu, & se presentant se dit estre Clerc tonsuré alleguant & prouuant par ses lettres de tonsure ou autrement, en soy rapportãt comme Clerc à l'Ordonnance desdits Preuosts & Iurez, oudit cas n'est condemné esdites amendes : mais en certains voyages qu'il peut faire en personne partant endedens xv. iours apres les condemnations ou iceux racheter à l'ancien taux, duquel il peut finer. Art. 22. Mais si les constituez esdits perils d'affolure, desfiguration ou desmembration, estoient au rapport des Chirurgiens iugez, affolez, desfigurez ou desmembrez, esdits cas les delinquans sont quittes, en payant promptement cinquante sols Par. seulement vaillables v. liures vi. sols trois den. Flandres pardessus ledit son de cloche, à fin que partie puist mieux estre reparez. Et au regard des naureures ou blescheures que l'on feroit à aucuns en ladite Ville à sang courant, concussions, tumefactions ou autre maniere sans les susdits perils, ayans inferé sont condamnables en l'amende de deux Carolus d'or, vaillables quatre liures Flandres, ou en voyages se ils sont Clercs sans payer son de cloche. Art. 23. Bien entendu que si en commettant lesdites naureures & blescheures, y auoit qualité aggrauant, icelle se polroit punir à l'arbitrage desdits Preuosts & Iurez. Art. 24. Quiconques par coniuration ou information seroit chargé d'auoir inferé coup mortel, peut en trois cas soy purger : à sçauoir en prenant Alibi, que autre que le chargé eust inferé la blessure mortelle, en monstrant corps defendant, & à chacune de ses fins se doit rendre le chargé prisonnier ausdits Preuosts & Iurez, & d'eux obtenir Commission de purge *informa*. Art. 25. Le semblable se peut practiquer en cas d'affolure de desfiguration, desmembration ou autre simple naureure, blescheure ou autres crimes ou delicts.

ARCS Tit. 13. Art. 1. Quand l'on blesse auec harnois, l'homme du Seigneur Cauier en la teste au dessus du menton, dont sort effusion de sang à cause de ladite blessure ou ailleurs, au dessous de playe de marque, qu'est la longueur d'vne once de poulce, ou d'estoc, qui entre parfond, ou s'il ne touche à l'os, qu'il soit de la parfondeur d'vne once, encourt enuers le Seigneur l'amende de vi. liu. tournois, & autant enuers le Seigneur Haut Iusticier. Art. 2. Reserué au Vicomté de Tartas, & és Baronnies de Gamarde, Clarmont, Poyartin, d'Ordisse, & de Mimbasté: esquels lieux l'amende enuers les Seigneurs Cauiers est de deux

liures v.ſols t.ſeulement. Art.3. Et à Mont-fort & à Pontons, l'amende enuers les Seigneurs Cauiers n'eſt que d'onze ſols trois deniers. Art. 4. Si vn bleſſe pluſieurs perſonnages en la qualité & façon que deſſus eſt dict, leſdits Seigneurs ont autant d'amendes, qu'il y a d'hommes bleſſez. Art.5. Si en departant ou defendant, ou ignoramment l'on faict bleſſure ou playe, celuy qui faict la playe n'encourt aucune amende. Art.6. Si apres qu'vn a bleſſé vn autre, & ſe depart de luy xxx.pas de loing, ou bien qu'il remette ſon harnois dedans le fourreau, & apres retourne de rechef: en ces cas doit vne autre amende de vi.liures tour.aux Seigneurs ſuſdits, ſi la playe eſt de la qualité que deſſus. Art. 7. & 8. Outre les amendes par la Couſtume taxees & deuës aux Seigneurs Cauiers & Hauts Iuſticiers, les Iuges des Hauts Iuſticiers puniront les delinquans arbitrairement, eu eſgard à la qualité du delict & aux perſonnes du delinquant & bleſſé & temps & lieu, eſquels le delict ſera commis enuers la partie bleſſee ou autre à qui il appartiendra, en la maniere qu'ils verront eſtre à faire par raiſon. Art. 9. Leſquelles amendes arbitraires ne pourront eſtre iugees par le ſeul Iuge du Seigneur Haut Iuſticier, ſans les Bayle & Iurez du lieu: leſquels toutesfois ne pourront en arbitrant condamner en peine pecuniaire enuers les Seigneurs en plus grande ſomme que d'vne autre amende de vi.liures tour.& ſi le cas ne requiert peine corporelle. Mais ſi le cas requiert peine corporelle, ſeront tenus faire punir le delinquant ſelon la qualité du delict: & audit cas ny pourra auoir lieu, que l'amende ancienne taxee par la Couſtume, qui eſt de vi.liures: toutesfois en tous cas le iugeant, condemnera le delinquant enuers la partie en telle amende qu'il verra eſtre à faire par raiſon. Art.10. Et ſ'il y a appel deſdits Seigneurs Hauts Iuſticiers ou de leurs Officiers au Seneſchal, ou à ſon Lieutenant, ledit Seneſchal ou ſon Lieutenant ne pourra condamner le delinquant enuers les Seigneurs Iuſticiers en plus grande peine pecuniaire, qu'il aura eſté condamné par les Bayle, Iurez & Iuge du Haut Iuſticier en moindre bien. Et ſi le cas requiert peine corporelle, en reformant la Sentence, punira le delinquant corporellement, en abſorbant du tout l'amende arbitraire adiugee au Seigneur, en ce qu'excedera l'ordinaire taxee par la Couſtume ancienne: mais en tous cas l'amende adiugee à la partie, ledit Seneſchal ou ſon Lieutenant pourra augmenter par ſa Sentence, ſ'il voit que faire ſe doiue, pour raiſon de la qualité du delict. Art.11. Et ce que dit eſt a lieu, où les excés ont eſté faicts ſans aſſemblee, à port d'armes. Car en tels cas la cognoiſſance en appartient aux Officiers Royaux: leſquels outre les amendes deuës par la Couſtume puniront les delinquans arbitrairement.

S. Sever Tit.18. Art.1. Par la Couſtume de la Preuoſté & Siege de S. Seuer, de toute playe Leyau, à la maniere du pays eſt deu au Haut Iuſticier d'amende vii.liures viii.ſols vi.den.t.ſi elle eſt faicte malicieuſement, & auec armes defendues. Art. 2. Et pour eſtre dict Leyau, ladite playe doit auoir de longueur & inciſion vne once de poulce, qui eſt la vi.partie du pan de cane. Art. 3. Et quand ladite playe n'auroit vne once de longueur, & inciſion, & l'auroit en profondeur auſſi eſt deuë. Art.4. A Amor, Saut, Naſſiet, Marpas, Argellos, Caſternau, Barſeques, Fayet, Codures, Samadet, Mant, Mont-ſegur, la Vicomté de Lo Vigner, Vielle, Vrgons & à Montaut, eſdits lieux quiconque tire, prend ou leue malicieuſement armes contre autruy ſur la rue publique, & vn des Iurats deſdits lieux le voit, doit de Loy & amende au Seigneur vii.liures viii. ſols vi.de. t.encores qu'il n'en frappe point, ſ'il ne le fait en defendant ſon corps: ſurquoy ledit Iurat eſt creu à ſon rapport, & par ſondit rapport en eſt faicte condénation. Art.5. Et eſt dicte arme, quant à ce, couſteau, eſpee, biſarme ou vouge, Lance ou Iaueline, Eſpieu, Dard & tout fer eſmolu & non eſmolu, barre, baſton, tiſon & toute autre choſe dequoy l'on pourroit tirer ou bleſſer vn homme. Art. 6. A Samardet, Mant, & Mont-ſegur, & à Batz en Turſan n'eſt deue aucune amende ou Loy au Seigneur de playe de moindre longueur que dit eſt deſſus. Art.7. A Ayre, Samadet, Mant & à Mont-ſegur, ſi vn homme faict à autre pluſieurs playes, de la longueur ou profondeur que deſſus en vn conflict, de chacune eſt deue l'amende ou Loy au Seigneur, de vii.liures viii.ſ.viii.d.t. Art. 8. Au lieu de Pimbou, de playe de la longueur ou profondeur que deſſus, eſt deu au Seigneur de Loy & amende, xlv.ſols t.& non plus. Art. 9. A Pimbou, la Vicomté de Lo Vigner, Rocquefort de Turſan, la Baronnie de Mire-mont, la Ville & Cité d'Aire eſdits lieux de moindre playe que de la longueur ou profondeur que deſſus, eſt deu Loy & amende au Seigneur xiii.ſ.vi.den.t. & audit Pimbou, pour vn ſoufflet, eſt deu autant. Art. 10. En la Baronnie de Caſtetnau en Chaloſſe,

Source : BIU Cujas

d'eſtoc ou coup de traict de quelque profondeur qu'il ſoit, & autre quelconque playe, ſi elle n'a la longueur d'vne once, n'eſt deu au Seigneur de Loy ou amende, ſinon xl.ſ.vi.den.t. Art.11. Toutesfois ſi ledit eſtoc ou coup de traict perçe tout outre le corps ou aucun des membres, eſt deu de Loy l'amende au Seigneur iiii.l.vn ſ.t. Art.12. A eſté eſtably par l'aduis & deliberation des Eſtats ce que par cy deuant l'on auroit accouſtumé croire le bleſſé à ſon ſimple ſerment contre celuy qu'il diſoit l'auoir bleſſé en preſence ou abſence dudit pretendu delinquant: & par ladite ſimple aſſertion iuree, eſtoit condemné: ce que doreſnauant, ſ'il n'y a autre preuue ſuffiſante, n'y aura condemnation. Art.13. A Cauna, Mugron, Tolozete, Meilhan, Amor, Bonnegarde, Arricau, la Baronnie de Fayet, où ſont les lieux de la Baſtide, Codures, Audigon, & S. Colombe, Momuy, Geno, S. Loboer, Pimbou, Buanes, le Caſtetnau en Turſan, la Vicomté de Lo Vigner, Damollent, Bahus, Sobiran, Serront, Arbocane, Samadet, Mant, Mont-ſegur, Sarragaſton, S. Maurice, Sarraziet & Mont-gaillard, Fargues, Ayre, & le Mas, eſdits lieux n'eſt point faite difference quant à la Loy & amende, ſi la playe eſt en la teſte ou au corps. Car quelque part qu'elle ſoit, faut qu'elle ſoit de la longueur ou profondeur que deſſus, à ce que ladite Loy & amende de vii. liures viii. ſ. vi. d. t. y eſchoye. Art. 14. Mais en tous autres lieux de ladite Preuoſté, ſi ladicte playe eſt au menton ou deſſus, ladite Loy & amende de vii. liures viii. ſ. vi. den. t. eſt deue au Seigneur: poſé que ladite playe ne fut de la longueur & profondeur que deſſus, ſ'il n'y a aucune inciſion faicte auec arme & ſang en ſort. Art.15. Ce qu'en pluſieurs & diuers lieux de ladite Preuoſté contre raiſon, celuy qui bleſſoit en ſoy defendant, payoit l'amende: & en aucuns lieux de ladite Preuoſté, le battu payoit l'amende, par l'aduis & deliberation deſdits Eſtats, a eſté aboly: tellement que comme choſe non tollerable doreſnauant n'aura lieu telle Couſtume. Article. 16. A Amor, Bonnegarde, & Arricau, ſi aucun bleſſe vn autre de macheure, pour laquelle guerir il faille faire inciſion, par les Barbiers, ſi ladite inciſion eſt de la longueur d'vne once, ladite Loy & amende de vii. l. viii. ſols vi. d. t. eſt deue au Seigneur & non és autres lieux de ladite Preuoſté: ſinon qu'il y ait inciſion, comme dit eſt. Art.17. 18. 19. & 20. p. *à Acs.* Tit.13. Art. 7. 8. & 9. du lieu, où il y en a: leſquels, &c. Art.21.22. & 23. p. *à Acs.* Art. 10. & 11.

BAYONNE Tit.26. Art. 1. Celuy qui tire couteau, eſpee ou autre harnois emolu, ou leue barre en rixe pour bleſſer ou endommager celuy auec lequel il a debat, iaçoit qu'il ne face que deſguener ou leuer la barre, ſans faire autre choſe encourt l'amende de lx. ſols t. Art. 2. Et ſ'il tire outre ſoy eſſayant de frapper, poſé qu'il ne frappe, encourt l'amende de vi. liu. Art.3. Et qui eſtant de l'aage de xvi. ans ou plus, tire pierre contre autruy, poſé qu'il ne touche, encourt l'amende de x. l. t. Art.4. Et qui tire vne Iaueline ou vn Dard, ou deſſerre vne arbaleſte aiant traict deſſus, ſoit materas, garrot ou autre, poſé qu'il ne touche, encourt l'amende de xxv. liures t. appliquables leſdites amendes la moitié à la partie, & l'autre moitié à la reparation de ladite Ville. Art. 5. Et s'il bleſſe paye la ſomme de x. l. t. d'amende applicable comme deſſus. Art. 6. Et neant-moins pour le port d'armes, eu eſgard au temps & au lieu que le delict a eſté commis, à la qualité du delinquant & de l'outrage, le iugeant outre ladite amende, peut punir le delinquant arbitrairement. Art.7. Si celuy qui a fait leſdits excés, ne peut payer leſdites amendes, eſt accouſtumé le tenir en priſon, & luy eſt deduit deux ſols tour. pour chacun iour, iuſques à ce que ladite amende ſuſdite qu'il deuoit payer ſoit du tout defalquee & rabbatue. Art. 8. Et neant-moins pour la punition arbitraire, ſi le iugeant voit qu'elle y eſchoit outre ladite amende taxee par la Couſtume, apres ladite ſatisfaction d'amende taxee, demeure en priſon aux deſpens de l'inſtigant iuſques à ſon proces fait ou autrement, ainſi que le iugeant aduiſera. Art.9. Et ſ'il eſt trouué que ladite traicte d'armes ait eſté faite pour ſoy defendre & non pour offencer, n'y a encourement des Loix ny amendes. Art.10. Celuy qui prouoque par chaleur & ſans propos deliberé baille ſoufflet ou coup de pied, encourt l'amende de lx. ſols t. ſi pour ledit coup n'en eſt enſuiuie difformité en la perſonne du battu. Art.11. Pour les cas ou delicts communs de propos deliberé, ont lieu les peines telles que de Droict & accouſtumees obſeruer en ce Royaume.

LABOVRT Tit.19. Art.8. Tout homme qui tire harnois contre vn autre pour l'offencer, doit payer au Roy xxx. ſols t. & ſ'il naure ou bleſſe, doit payer l'amende audit Seigneur & à la partie bleſſee, à la diſcretion du Iuge dudit Seigneur. Art.9. Qui contre vn autre de lance, dard & traict d'arbaleſte, iaçoit qu'il ne frappe ne bleſſe aucunement celuy qu'il veut bleſſer, doit eſtre puny &

Source : BIU Cujas

condemné tant enuers le Roy, que la partie, à la diſcretion du Iuge dudit Seigneur: de laquelle Sentence le condemné, ſi elle luy ſemble eſtre griefue, peut appeller tant du Bailly, que des autres Iuges. Art.11. Celuy qui prouoque ſans chaleur & ſans propos deliberé baille ſoufflet ou coup de pied, encourt amende de xviii. ſ. t. ſi pour ledit coup n'eſt enſuiuy difformité en la perſonne du batt u.

Sole Tit.35. Art.12. Qui tire coup de traict de baleſte contre autre, iaçoit,&c.p.*à la Bourt.* Tit.19. Art.9. Puny à l'arbitrage de la Cour de Lixaire ou de ſon reſſort, ſi on appelle. Art.13. Qui tire coup de lance, de dard,de dague, ou poignard contre vn autre, & ne le frappe, doit eſtre puny,&c. Art.14. Si la playe de playe de playe Leyau de Loy maior, doit payer lxvi. Morlaas au Roy. Art.15. Et la grandeur de la marque de playe Leyau de Loy maior, eſt de queſte pagere, qui aſſies pergeade. Art.16. Tout homme qui bleſſe malicieuſement autre,autrement qu'en ſon corps defendant, doit faire les miſes & frais au bleſſé, tant des Chirurgiens que de ſa perſonne, eu eſgard & cognoiſſance de la Cour de Lixaire, ou de ſon Reſſort en cas d'appel: & doit payer pour la playe de Loy maior, lxvi.ſols de Morlaas au Roy: & au bleſſé doit amender ce que par la Cour de Lixaire ſera ordonné, aiant eſgard à la qualité du bleſſant & bleſſé, du lieu, temps & maniere de l'excés. Art.17. Le Meſſage en ſa Meſſagerie doit viſiter les plaies ſoy meſmes, & non par autres, ſi ſont Leys ou paroens,& doit prendre la marque de la playe deuant teſmoins: & ſi la playe eſt de Loy maior, doit laiſſer vne marque de ladite playe deuant teſmoins: & ſi la playe, eſt de Loy maior, doit laiſſer vne marque de ladite playe au bleſſé, & autre pareille marque doit porter auec ſoy, pour faire le rapport & le monſtrer à la Cour.Lequel Meſſager doit adiourner celuy qui faict la playe à la Cour de Lixaire & le bleſſé,pour auerer, ſi le bleſſant le denie.Et ſont tenus de comparoir en perſonne & reſpondre par leurs bouches, & deuant que reſpondre de leurs bouches, ne ſont receus par Procureurs. Et au cas que le Meſſage fut empeſché par maladie, ou ſoy abſent pour cauſe legitime, le Bayle de ladicte Meſſagerie durant l'abſence du Meſſage, pourra faire leſdicts exploicts en la maniere ſuſdicte, & autres executions, qui ſont neceſſaires, tant pour les affaires du Roy que des gens de ladicte Meſſagerie, par permiſſion du Seigneur & de la Cour, receu premierement le ſerment & caution dudit Bayle, comme du Meſſage. Art.18. Et ſi celuy qui a bleſſé denie auoir fait malicieuſement la playe ou playes, le bleſſé ſ'il eſt perſonne idoine de l'aage de xv.ans ou au deſſus,& de bonne vie eſt creu en ſon ſerment. Mais ſ'il n'eſt tel, comme dit eſt, & ne puiſſe prouuer ſon intention par teſmoins, l'accuſé doit eſtre creu en ſon ſerment, & ſ'il iure n'auoir faict la playe ou playes, ou ſ'il la faict non par aucune maniere eſt relaſché. Art.19. Et de pluſieurs plaies Leyaux de Loy maior, faictes par vn homme à vn autre en vn conflict, ne ſe paye de trois Leys enſus, en conde de Leys maiors.Mais ſi les autres playes montent trois ou plus, payera comme pour trois parens.Et ſi les parens ſont plus de trois, ne payera ſinon trois. Et ſi en tels cas pluſieurs ſont qui ont bleſſé, payera chacun trois Lois maiors, & trois parents ſi tant ſe montent.Et eſt creu le bleſſé en ſon ſerment, ſ'il eſt perſonne idoine, en defaut de teſmoins: autrement les accuſez, dont le bleſſé eſt plaignant, ſont creuz en leur ſerment, & ſont relaſchez à faute de preuue. Art. 20. Le ſerment és cas ſuſdits, d'anciéne Couſtume des ſommes qui paſſent xx.ſols Morlaas, ſe doit faire par ceux de Mauleon en iugement à S.Eſtienne d'Aroa, & par ceux qui ſont de Arbathe, à S.Pierre de Vdans: & par ceux de Sole, Sobiran, à S.Martin d'Eſibas.Toutesfois la Cour de Lixaire, quand bon luy ſemble peut receuoir le ſerment iudicialement,ou en l'Oratoire de S Iean de Lixarre, à l'arbitre de ladite Cour. Art. 21. Si aucun fils ou fille mineur de xv.ans mal gardant les beſtes, & icelles laiſſant aller aux Taleders ou autrement eſt battu de verges legerement, ou auec quelque petit baſton par maniere de Correction: ou tels enfans en ſ'eſbatans, ſe font aucune bleſſure ou bleſſe l'vn l'autre, n'encourent aucune amende de Loy, ne de parens: & ne doiuent eſtre conuoquez.

Bretagne Tit.25. Art.620. Si aucun auoit eſté outragé, [m] & apres l'outrage & bleſſure, il vit plus de xl.iours: & apres xl.iours il decede, celuy qui l'a outragé & bleſſé, ne ſera puny de peine de mort: mais autrement à l'arbitrage du Iuge. Art.650. Si aucun eſtoit bleſſé, plus grande amende appartient au bleſſé: & au Seigneur moindre, au cas qui ne touchent le Seigneur. Art. 652. Quand † aucun eſt bleſſé en ſa perſonne tellement qu'il à perdu membre, & ſeroit rendu impotent de pouuoir gagner ſa vie, celuy qui l'a bleſſé eſt tenu le pouruoir de ſa vie, tout le temps d'icelle, ſelon l'eſtat du bleſſé, qualité & puiſ-

† *Ceſt Art. 652. reforme & eſclaircit le 607. Art. ancié.*

[m] Accurſ. in l. 1. C. de emend. ſeruorum.

Source : BIU Cujas

sance du malfaicteur si les excés n'auoient esté faicts en se defendant de tels ou plus grans excés que ceux qu'il auroit faicts. Art. 676. Aucune †† chose ne sera innouee ny vsurpee aux preeminences des Eglises, & ny sera vsé aucunement de voye de faict : sur peine à celuy qui l'auroit faict de dechoir du droict, qu'il y pourroit pretendre, & de punition corporelle.

†† *Cest Art. 676. est de nouuel adiousté.*

LODVNOIS Chap.37. Art.7. Pour † battures simples faites au dessus des mers : c'est à sçauoir sur la teste ou par le visage, y a d'amende lx.sols contre celuy qui a battu : & au dessous vii.sols vi.den.au regard des roturiers : & des Nobles & gens d'Eglise, v.sols. Chap. 39. Art. 15. En bris de Marché & de Foire, comme qui bat autruy de simple batture, soit Noble ou Coustumier, faict amende arbitraire, & l'interest à l'arbitration de Iustice. Art.16. En batture faicte de propos deliberé, & de guet à pensee, y appartient punition corporelle: pourueu qu'il y ait mutilation.

† *Les Art. 2.3.4.6.7.& 8. de Tours estans en l'ancienne Coustume ont esté rayez : & les peines mentionnez esdits Art. remises à la discretion des Iuges, pour en inger a leur conscience selon les Ordonnances du Roy, & la raison escrite.*

XV. BRETAGNE Tit.1. Art.20. Quand on faict outrage au Sergent n exerçant son Office, & qu'il crie & demande aide, les suiets qui le pourront ouir & secourir, & ne l'auront faict, sont punissables & amendables.

n Par Arrest donné à la Toussaincts, 1316. Loys de Flandre Cõte de Neuers fut puny pour aucuns excés faits à vn Sergent, & son lieu Noble demoly. Par les Ordonnances de Charles 9. 1566. Art.34.& 1571. à Amboise en Ianuier. Art. 1. & d'Henry 3. 1579. Art. 190. est defendu à toutes personnes d'exceder ou outrager aucuns Magistrats, Officiers, Huissiers ou Sergens exerçans & executans actes de Iustice: ainsi qu'il a esté par nous noté au ix. Liure de la Conference. Titre 9.

LODVNOIS Chap.39. Art. 4. Pour battures enormes faictes au Sergent Royal, en faisant son exploict, on doit auoir le poing couppé.

XVI. NORMANDIE Chap. 9. Art.150. Les †† parens doiuent estre soigneux de faire mettre en seure garde, ceux qui sont o troublez d'entendement, pour euiter qu'ils ne facent dommage à aucun. Art.151. Et où il n'y auroit parens, les voisins seront tenus le denoncer en Iustice, & ce pendant le garder: & à faute de ce faire les vns & les autres seront tenus ciuilement aux dommages & interests, qui en pourroient aduenir.

†† *Ces Art. 150.& 151. sont adiousteż. Furieux & insenseż doiuent estre gardez par leurs parens.*

o Vlp. L. congruit. 13.§.furiosi. & l.Diuus D. de offic. præsidis, & culpæ eorum adscribendum est, qui negligentiores in officio fuerunt d. l. Diuus in fine, & quisque in officio suo diligentiam præstare tenetur. l. 3. C. de offic. præf. præt. or.

XVII. AMIENS Tit.11. Art. 216. Pour † iniure verbale, p excés faict de main garnie en la Iustice du S. Haut Iusticier, eschet amende arbitraire, à la discretion de Iustice applicable audit Seigneur : laquelle amende pour iniure verbale ou excés de main non garnie, ne peut estre moindre de vii.sols vi den. Parisis, & pour excés faicts de main garnie, de lx.sols Par.

† *Cest Art. 216. a esté mis au lieu du 90. Art. ancien.*

AMIENS L. Art.12. Qui est attaint & conuaincu d'auoir iniurié autruy par paroles, il eschet en amende de vingt sols Parisis enuers ladicte Ville.

BOVLONGNE Art.16. Quiconques dit iniures commet amende, pour le faict dict, de xl.sols Parisis.

CAMBRAY Tit.25. Art.24. Action pour iniure & reparation, s'intente en Cour Laye par complainte à Loy, faire adiourner la partie iniuriante contre laquelle se peut requerir adionction de l'office pour amende.

NIVERNOIS Chap.1. Art. 19. L'amende d'vne presente meslee iniurieuse, est de lx.s.t.& la doit payer l'aggresseur de faict.

p Iniuriæ nominatim damnatus fit infamis L. Decuriones. 5.l. iniuriarum & L. 18. C. Ex quib. caus. infam. non irr. §. 2. Inst. de pœna temere litig. l. 7. D de iniuriis. L 2. D. de obseq. Par. l. 4. §. fin. & l. 6. D. de his qui not. infam. Harmenop. 1. Tit. 6. & Lib. 6. Tit. 15. Les iniures dictes à vn Iuge soit verbalement ou par escrit, sont punies selon la qualité, de l'iniure & dignité de la personne, ainsi le 19. iour de mars, 1575. cõtre M. Iean le Feillier fut ordonné que les paroles iniurieuses couchees par Relief ou escritures seroient

NORMANDIE Chap.21. Art.529. Femme †† peut pour iniure q faicte à sa personne rendre la plainte en Iustice & la poursuiure, encores qu'elle soit des-aduouee par son mary, & la doit le Iuge receuoir : pourueu que l'iniure soit attroce : & où elle descherroit & seroit condemnee és despens, le mary ne sera tenu en respondre : sinon iusques à la concurrence des fruicts du bien de la femme : & où les fruicts ne seroient suffisans, la condemnation sera portee sur les biens de la femme, autre que le Dol. Art.530. Et où la femme seroit poursuiuie pour meffaict ou mesdit ou autre crime, son mary en sera tenu ciuilement, s'il la defend. Et s'il l'a des-auoue, & elle est condemnee, la condemnation sera portee sur tous les biens à elle appartenans de quelque qualité, si les fruicts ny peuuent suffire.

†† *Ces Art. 529. & 530. sont adiousteż.*

MONTARGIS Chap.8. Art.7. Femme mariee peut intenter & poursuiuir en iugement sans son mary l'action d'iniures, pour raison de l'iniure dicte ou faicte à elle. Et aussi peut estre conuenue en action d'iniures sans sondit mary, pour iniure qu'elle auroit faicte ou dicte : mais le mary n'en respondra en sa vie.

ORLEANS Tit.10. Art.200. Femme † mariee peut poursuiure en iugement sans son mary, l'iniure dicte ou faicte à elle : & aussi peut estre conuenue sans son mary, pour l'iniure qu'elle auroit faite ou dicte à aucun. Toutesfois si ladicte femme est condemnee, le mary & les biens que luy & sadite femme ont & possedent, constant leur mariage n'en sont tenus durant ladicte Communauté de biens.

† *Cest Art. 200. estoit le 172. ancien, auquel ont esté adiousteż pour explication ces mots,* n'en sont tenus durant la Communauté.

AVVERGNE Chap.29. Art.7. Quand aucun est appellé en iugement pour raison d'vn mesdit, si l'accusateur se veut desister de son accusation, r ou le mes-

rayées auec condemnation d'amende. Et le 28. Feurier 1578. vn Eſcheuin de Ianuilles ayant dit par irreuerence au Iuge du lieu que c'eſtoit vn veau, & qu'il en feroit dauantage fut condamné à vingt eſcuz d'amende, & és deſpens du Procez. Ainſi le 19. iour de Decembre oudit an, 1578. vn ſolliciteur ayant par lettres d'euocation, iniurié l'Aduocat du Roy de Roye: fut ordonné que la partie repreſenteroit l'original & le Duplicata pour eſtre lacerez en preſence: autrement des à preſent la partie condamnée à mil eſcus, ſauf ſon recours contre le Solliciteur.

q Nous auons parlé cy deſſus au Titre 1. nombre 6. de ceſte matiere, ou l'on pourra auoir recours. Vide Vlp. in l. 1 §. vlt. D. de iniurijs.

r En matiere d'iniures verbales, on a de couſtume quand celuy qui a dit les iniures ſe repent & deſdit deuant le Iuge, declarant qu'il ne les veut ſouſtenir, les ayant dit par colere, & recognoiſſant la faute par luy faicte, & maintenant la partie offenſée eſtre ſans aucune tache ou infamie, le Iuge ordonne que l'iniurié en aura acte, & quelques fois luy permet de faire publier la Sentence, & condamne l'iniuriant en l'amende & és deſpens, quand la matiere le merite. Quand les iniures ſont atroces: & qu'il eſt beſoin d'informer ou enquerir deſdites iniures, le Iuge doit bien peſer & examiner toutes les circonſtances. Vide l. ſi non conuicij C. de iniur. & ib. Bald. & Ang. l. quicquid adore. D. de reg. iur.

le meſdiſant de ſon meſdit: il n'eſt tenu enuers le Seigneur Iuſticier, qu'en l'amende & ſomme de vii. ſols: mais ſi le meſdit eſt atrox & portant diffamation l'amende eſt arbitraire.

LA MARCHE Chap. 27. Art. 333. Si aucun eſt appellé en iugement, pour vne ſimple iniure, & l'accuſateur ou accuſé ne veut perſiſter, il ny a amende pour la Iuſtice que de vii. ſols. Mais ſi l'iniure eſt ſ atroce portant diffamation, l'amende, &c.

BAYONNE Tit. 26. Art. 24. Infame eſt celuy qui prouoque & eſt condamné pour vne iniure verbale ou reale, dicte ou faicte ſans propos deliberé & en chaleur.

LABOVRT Tit. 19. Art. 13. pag. *a Bayonne.*

LE MAINE Tit. 10. Art. 166. En excez faict en Marché ou en Foire, comme celuy qui a battu de ſimple batture autruy, fait à la Cour amende pecuniaire, à l'arbitration de Iuſtice, ſoit Noble ou Couſtumier, & l'intereſt de partie à l'arbitration du Iuge ſelon la qualité des perſonnes & de l'excez.

BRETAGNE Tit. 11. Art. 180. L'action d'iniures verbales ne paſſe t à l'heritier de l'iniuriant, ou iniurié, en principal deſpens, n'autre acceſſoire, s'il n'y a conteſtation. Tit. 25. Art. 672. Qui prouue iniure luy auoir eſté faicte, l'iniuriant n'eſt receu pour attenuer la reparation, à verifier le faict u pour lequel il l'a iniurié. Art. 673. En iniures verbales, x y a compenſation, ſi l'vne iniure eſt auſſi grande que l'autre. Art. 674. Quand gens de bas eſtat ou viles perſonnes iniurient le Noble, ils doiuent eſtre punis par priſon ou autrement ou l'arbitrage du Iuge. Art. 675. Et ſi Noble perſonne dit iniure à vile perſonne, il le doit reparer par pecune.

MONTEREAV Art. 14. Es adiournemens faits pardeuant ledit Preuoſt en matiere d'iniures & vilennies, incontinent ledit adiournement fait contre aucune partie, y a pour l'amende, v. ſols t. & ſ'elle eſt conteſtee, y a x. ſols t. d'amende enuers ledit Seigneur.

XVIII. LODVNOIS Chap. 39. Art. 10. Si en ville y a compagnõ oyſeux & vagabond, y & n'ait rente ne reuenu pour ſon eſtat ſouſtenir, la Iuſtice le peut prendre & l'empriſonner & l'examiner. Et s'il eſt trouué variãt, ſoy enquerir plus auant pour le faire vuider hors le pays.

† *Ceſt Art. 683. eſtoit le 42. Art. en l'ancien Couſtumié.*

XIX. BRETAGNE Tit. 25. Art. 683. Si † aucun priſonnier eſchappe z de priſon, celuy qui le tiendroit ou auroit en garde, n'en tomberoit en peril, s'il pouuoit monſtrer & faire apparoir deuëment que ce fut par ſa faute. Et ſi ledit priſonnier eſtoit eſchappé par ignorance de celuy, qui tiédroit ou auroit en garde, ledit garde ſeroit tenu deſdommager enuers Cour & partie, ſelon la qualité du cas. Mais s'il eſtoit trouué qu'il euſt enuoyé le priſonnier ou ſouſtenu ſecretement, parquoy il s'en fut allé hors de priſon, il ſeroit puny comme le malfaicteur.

†† *Ce mot, faute, a eſté mis au lieu du mot, coupe.*

TOVRNAY Tit. 27. Article 12. Toutes cauſes de priſonniers arreſtez ſe doiuent traicter de tiers iours en tiers iours plaidoyables.

Adiournement à Ban.

XX. ANIOV Tit. 9. Art. 147. Combien qu'ordinairement perſonne Noble ne ſeroit tenue reſpondre d'adiournement faict à Ban, toutesfois quand il eſt queſtion de matiere criminelle, ou ſ'il eſt queſtiõ d'autre matiere qui requiert prouiſion, comme de deliurance de priſonniers ou autre: & on ne peut cõuenablement recouurer tel Noble, le Iuge peut decreter d'adiournemẽt à Bã, cry public & autrement, ainſi qu'il voit eſtre à faire, auſſi bien que contre gens couſtumiers. Art. 148. Bannis ſurprins & trouuez és pays a ou Seigneuries, deſquelles ils ſeront bannis, pourront pour la premiere fois eſtre eſſorillez pour leur at-

Bannis ſurpris, & trouuez és terres dont ils ſont bannis ſeront punis.

ſ Atrox iniuria aut perſona, aut tempore, aut reipſa ſit l. Prætor. §. atrocem. D. de iniur. §. Atrox. Inſt. eod. tit. l. atrocem. 4. C. eod. tit.

t Actio iniuriarum neque heredi neque in heredem datur Vlp. l. 23. in principio. l. 14. § iniuriarum D. de iniurijs l. 1. §. 1. D. de priuatis del. l. 32. D. Ad leg. falc. l. 1. C. ex delict. defunct. her. l. vlt. C. de reuoc. donat.

u Veritas conuitij non excuſat iniuriantem Cynus & D D. in d. L. ſi non conuitij 5. C. De iniurijs Gaylus. 2. Obſerv. 99. 200. 101. Oldrad. conſ. 53. Corraſ. 6. Miſcell. c. 24. l. eum qui nocentem. 18. D. de iniur.

x Paria delicta mutua penſatione diſſoluuntur vt ait Pap. in l. viro atque vxore D. Sol. matr. L. cum mulier 47. D. eod. tit. l. 28. C. ad leg. Iul. de adult. l. vlt. D. de eo per quem factum eſt. Iniuria cum iniuria compenſari poteſt vt colligunt ex L. ſi ambo 10. §. quotiens D. de compenſ. l. eum qui 18. D. de iniurijs eſt enim delicti vel doli compenſatio cum delicto vel dolo d. l. 10. §. quotiens D. de compenſ. l. 42. D. de act. empt. l. 25. D. de procur.

y Les Egyptiens ont les premiers eſtably vne Loy, & à mon opinion ce fut Amaſis, par laquelle vn chacun eſtoit tenu de rendre

Source : BIU Cujas

compte de ſes moyens & facultez de viure, & de quel meſtier il viuoit: autrement ſ'ils eſtoient ſans exercice ou artifice on les puniſſoit de mort. Laquelle Ordonnance fut depuis renouuellée par Solon és Loix qu'il fit pour la ville d'Athenes, cõme nous liſons dans Diogenes in Solone, & Herodote in Euterpe. Diog. Τὸ γὰρ σχολάζειν ἐν ἀστυκῷ, ζητέες ἐς κακίην ἠ ἀφέλκεται. τὸ δ' ἐγρηγορὸς καὶ ποδὸς τι τὴν διάνοιαν ἐντετακὸς, ἐφελκύσα τὸ τε ποδὸς κεκλιμένον βίου τοιούτου τῷ ἑαυτῆ τυτέων τὲς μηδὲν ἐς χρέος πιπτούσας διαλεξίας. vt ait Hippocr. περὶ εὐχῆς μοσύνης. Otium & ignauia improbitatem quęrunt & ad eam trahuntur, vigilantia vero & mens ad aliquid intenta, trahunt ad ſeipſas otioſę ſapientię inutiles diſputationes, veluti ornamenta & condimenta quotidianę conuerſationis.

z Le Geolier ayant laiſſé euader le priſonnier eſt puniſſable. L. 4. C. de cuſtod. reor. & eſt ſouuent condamné à repreſenter le priſonnier dans certain temps, ſ'il y a quelque apparence de negligence. Le 8. iour de Mars, 1578. fut dit contre vn Geolier pauure vigneron appellant, qui auoit eſté condamné à repreſenter vn priſonnier euadé, ayant allegué que les priſons ne valloient rien, fut ordonné auant que faire droict ſur la cauſe d'appel, que les priſons ſeroient viſitées. Et le 2. iour de Decemb. 1581. fut par Arreſt donné adiournement perſonnel contre le Geolier de l'Eueſché de Senlis pour l'euaſion d'vn priſonnier, l'eſchelle ayant eſté trouuée dreſſée contre la muraille.

a Marcianus in L. relegati 4. D. de pœnis relegati ſiue deportati in inſulam, debent locis interdictis abſtinere, & hoc iure vtimur, vt relegatus interdictis locis non excedat, &c. contumacia eius cumulat pœnam L. aut damnum 8. §. quiſquis D. eod. tit. vide Cuiac. 6. Obſ. 36.

tentat & deſobeiſſance: & pour la ſecõde fois, pourront eſtre plus griefuement punis. Pareillement doiuent eſtre corrigez & punis tous ceux & celles, qui és lieux dudit banniſſement, recueilleront tels Bannis en leurs maiſons, ou autrement les ſupporteront, en attentant contre l'auctorité de Iuſtice. Art. 149. Et à ce que chacun ce garde de meſprẽdre tous bannis par Iuſtice ſeront enrotulez en vn Tableau és Auditoires, & pareillement au Tableau des priſons Royaux d'Angers, Saumur & Baugé, à ce qu'on ait recours quand beſoin ſera.

Bannis enregiſtrez dans vn Tableau és Auditoires & Priſons Royaux.

AVVERGNE Chap. 29. Art. 3. Le Banny ou relegué à certain temps, ſ'il viẽt dedans le temps, iceluy temps luy eſt redoublé. Et ſi ce nonobſtant il viẽt dedãs ledit temps redoublé, il eſt banny à perpetuel, ſi apres il vient, il ſera fuſtigé & les oreilles couppées: & ſi neant-moins il reuient, il ſera puny arbitrairement de peine capitale.

LA Marche, Cha. 27. Art. 339. p. *a Auuergne*. S'il reuient dedans le temps de ſa relegation, ou banniſſement, tout le temps, &c. reuient ou eſt trouué au lieu dedans, &c. il retourne il ſera, &c. aura les, &c. de plus grande peine, &c.

S. SEVERL. Tit. 1. Art. 26. Et ſi apres le banniſſement ledit crimineux eſt trouué & attaint au dedãs de ladite Iuriſdiction, eſt permis à vn chacun habitãt d'icelle, le prẽdre & mener à Iuſtice, & ſ'il reſiſtoit le tuer, ſi autremẽt ne le pouuoit prendre: ſans pour ce en eſtre puniſſable ne amendable enuers Iuſtice.

LA Bourt, Tit. 15. Art. 1. Tout homme peut eſtre banny pour matiere ciuile ou cas d'excés: pour le ciuil ſi aucun ſe delaiſſe de faillir pardeuant le Bailly par trois fois aux adiournemẽs à luy dõnez à la requeſte de partie, & n'a aucuns biẽs ſuffiſans à faire le payement de la ſomme à luy demãdée: & pour l'excés, ſi le crime ainſi le requiert, iaçoit qu'il ait des biẽs, le bãniſſement doit eſtre declaré par Sentence. Art. 2. Apres la Sentence donnée ſur le banniſſement, ſ'il y a aucun inſtigãt, & il le requiert, ix. ſols t. pour le droict du Roy prealablemẽt payez, & vi. ardits pour le Greffier, le Bailly doit ottroyer mandement addreſſant au Merin de la Paroiſſe, ou habite le debteur ou banny a la requeſte de tel, que tous le cognoiſſent & tiennent pour banny. Art. 3. Iceluy banniſſement par le Merin publié par vn Dimanche en l'Egliſe Parochiale au peuple, tel banny doit comparoir en la Cour du Baillif dedans viii. iours pour alleguer & deduire ſon droit auec la partie. Art. 4. Et ſ'il n'y compare, celuy qui tel banny reçoit en ſa maiſon doit payer au creãcier inſtigant, ce qu'a la verité ſe treuue par tel bãny eſtre deu. Art. 5. Et pour la deſobeiſſance faicte au Roy, doit payer d'amende audit S. lx. ſols t. ou tant qu'a eſté enioint audit bãniſſement, ſ'il n'oſe iurer tel bãniſſement n'eſtre venu à ſa notice. Art. 6. Pareillement ſi le banny peut eſtre trouué & attaint, doit payer la peine ou amende, qui luy a eſté impoſée par le baillif, reſeruant legitime defenſe, quant à la peine corporelle ſ'il eſt banny pour excés. Art. 7. Toutesfois celuy qui pour contumace a eſté banny, ne doit eſtre receu à purger les Defaux qu'il n'ait payé les ix. ſols & vi. ardits d'vne part, & les lx. ſols tour. d'amende.

SOLE Tit. 35. Art. 8. & 9. p. *a Auuergne*. Art. 3.

VALENCIENNES Tit. 12. Art. 142. Quand aucun meſ-vſant eſt banny de la ville l'eſpace de trois ans, & il r'entre en ladite ville auãt ledit tẽps expiré, ſans auoir obtenu r'appel de ban, il eſt de rechef pour contemnement par luy fait dudit ban, mis au chep l'eſpace de xxiiii. heures, & apres banny à touſiours d'icelle ville. Art. 143. Les Bannis à touſiours de noſtre-dite ville ne peuuent r'entrer en icelle, ſans r'appel de ban, ſur peine, ſi trouuez y eſtoit & fuſſent apprehendez, que la Iuſtice ſ'en feroit, ſelon l'exigence du cas.

XXI. PONTHIEV Tit. 12. Art. 162. Tous criminels qui ſe veulent pur-

Source : BIU Cujas

ger par lettres & Graces du Roy, des crimes capitaux par eux commis, ils doiuent faire leur procés contre le Procureur & Priſonniers, & tenir priſon fermee iuſques en diffinitiue.

BOVRBONNOIS Chap. 8. Art. 67. Si aucun delinquant obtient [b] remiſſion, pardon ou autre prouiſion de Grace, il eſt tenu payer tous les frais faicts pour la pourſuite, en laquelle aura eſté procedé contre luy: mais † pour raiſon d'iceux n'aura le Haut Iuſticier retention du priſonnier.

LA Sale de Lille, Tit. 1. Art. 4. *A la fin.* Et ſi leſdits delinquans obtiennent lettres de Remiſſion, leſdits Seigneurs, leurs Baillifs, ou Lieutenans, ſe peuuent oppoſer, afin d'eſtre payez des droicts & ſalaires deuz & encourus, à cauſe deſdits appeaux, defaux & banniſſemens enſuiuis, qui leur ſont, en cas d'enterinemẽt à adiuger & payer auparauant que tels impetrans ſoient deliurez de priſon.

XXII. BRETAGNE Tit. 11. Art. 179. Si contre le delinquant on a intenté action, †† ou preſenté plainte pardeuant le Iuge pour raiſon du delict, & il decede, l'heritier eſt tenu ſeulement de l'intereſt [c] ciuil pour raiſon du delict, ſoit que la cauſe ſoit conteſtee ou non, ſinon que l'heritier fut participant du delict: auquel cas il ſera tenu comme delinquant. Tit. 25. Art. 655. Le pere ou la mere auront ſatisfaction de la mort de leurs enfans, au cas que leſdits enfans occis n'auroient enfans de leurs corps. Et apres leſdits pere & mere, les prochains parens qui leur doiuent ſucceder pour † la portion qu'ils pretendent aux meubles: pourueu qu'ils ſe ſoient plaints & en ayent fait la pourſuite. Art. 656. Si l'enfant fait tort à autruy, tant qu'il ſera au pouuoir de ſon pere, le pere doit payer l'amende ciuile: pour ce qu'il doit chaſtier ſes enfans.

XXIII. TOVRNAY Tit. 11. Art. 3. En icelle ville & Cité, toutes Sentences & condemations criminelles ſoient à mort ou autres ſ'executent preſtement, nonobſtant [d] appel ou priuilege de ſimple tonſure propoſé apres la Sentence renduë. Art. 4. Mais ſi le priſonnier auant la prononciation de telle Sentence ou condemnation venoit alleguer & verifier ou autre pour luy, qu'il eſt Clerc tonſuré, requerant eſtre rendu au Iuge Eccleſiaſtique: en ce cas il ſeroit renuoyé enſuiuant la requiſition, n'eſtoit qu'il euſt commis cas enorme, execrable & vilain, & tel que pour iceluy, il ne deuſt, ſelon droict, ioüyr du priuilege de clericature.

VALANCIENNES Tit. 11. Art. 144. Doreſnauant les delinquans & malfaicteurs ayans deſerui la mort, ſeront condemnez à eſtre executez publiquement, par l'eſpee, par la corde ou par le feu, ſelon que les cas le requierront, ſans que l'on puiſſe plus vſer d'executer ſecretement ou autrement, par la foſſe, & apres les bannir cent ans & vn iour, comme auroit eſté fait par cy deuant: ſauf que pour garder l'honneur des parens du delinquant, on les pourra executer par l'eſpee, au lieu là ou par cy deuant on les executoit par la Foſſe à la demande & ſemonce dudit Preuoſt, le Comte ou ſon Lieutenant, & autrement non.

BRETAGNE Tit. 25. Art. 637. Les Sentences de punition de corps, doiuent eſtre promptement executees, és lieux [e] plus exemplaires, en terreur du peuple.

† *Auons remonſtré que pour raiſon deſdits frais, la deciſion du procez de Remiſsion & Pardon ne doit eſtre differee: mais apres que les lettres de Remiſſion leur ont eſté exhibees ſont tenus renuoyer le priſonnier pardeuant le Iuge ordinaire, auquel les lettres de Remiſſion ſ'addreſſent. Surquoy auons ordonné des conſentement des Eſtats, que ces mots,* Mais pour, *&c. ſeroient adiouſtez.*

†† *Ces mots,* ou preſenté plainte pardeuant le Iuge, *ont eſté adiouſtez. Heritier obligé pour le delict du defunct.*

† *Ces mots,* pour la portion, *&c. iuſques à la fin ſont adiouſtez.*

Sentences criminelles.

b Porteurs de lettres de Remiſſion doiuent eſtre oüys de nouueau, & leur proces faict & parfaict. François 1. 1535. Chapit. 2. Article 28 Preſenteront les lettres de Remiſſion eſtãs à genoux, nuë teſte. Louis 12. 1498. Article 101. & 126. François 1. 1535. Chap. 13. Artic. 33. Charles 9. 1572. Art. 9. Et ne vallẽt trois mois apres la datte d'icelles, ainſi que veut l'Ordonnance de Molins, 1566. Art. 35. & doiuent eſtre addreſſees aux Cours ſouueraines, ſi les perſonnes ſont Nobles: ou aux Iuges ordinaires, ſi elles ſont Nobles. Charles 9. 1566. Art. 35. & 1572. Art. 9. Henry 3. 1579. Art. 199. & ne ſeront enterinees ſans oüyr les Aduocat & Procureur du Roy. Louis 12. 1498. Art. 127. François 1. 1535. Chap. 15. Art. 34. Et ne doiuent eſtre baillees, ſinon celles qui ſont de Iuſtice & de Droict. François 1. 1539. Art. 168. & 169. Charles 9. 1560. Art. 75. ne ſeront baillees pour cas non meritans peine corporelle. Franc. 1. 1539. Art. 172. ainſi que nous auons monſtré au liure 9. de la Conference, Tit. 18. où nous auons monſtré en quels lieux & pardeuant qui ſe doiuent preſenter les Remiſſions.

c Des Reparations ciuiles ou intereſt nous parlerons au Tit. x. de la Seconde partie de ceſte Confer. en l'Addition. Vide Tit. Cod. Ex delict. defunct. her. inquant. teneantur.

d Voyez cy deſſus le Tit. 23. Nouembre dernier.

e Selon la Couſtume & vſance du pays Δεῖ πὰς κολάσεις παρεικῶς πιεῖν. vt ait Ariſt. 5. Pol. cap. 11. Ruſticus & Ioannes Cutazis interfectores mulis impoſiti publice circunferuntur præcone clamante, vt ſinguli leges vererentur, & ſinguli innoxio crimine abſtinerent: vt ſcribit Agathias lib. 4. Diuerſitas ſupplicij illuc reſpicit tanquam ſcelera oſtendi oporteat dum puniuntur, flagitio abſcondi, vt ait Tacitus de morib. Germanorum. Et Fab. Declamatione 274. Quotiens noxios crucifigimus, celeberrimæ eliguntur viæ, vbi plurimi intueri, plurimi commoueri hoc metu poſſint. Omnis enim pœna non tam ad delictum (Alij legunt addictum) quam ad exemplum pertinet. Caſſiodorus 7. Variarum. Arma iſta iuris ſunt non furoris: hæc oſtentatio nimirum contra noxios eſt inſtituta, vt plus terror corrigat, quam pœna conſumat. Agellius 6. cap. 14. Vbi puniendorum peccatorum tres cauſas refert. Tertia ratio, inquit, vindictæ. quæ δεῖγμα. à Græcis nominatur, cum punitio propter exemplum eſt neceſſaria, vt ceteri ſimilibus peccatis, quæ prohiberi publicitus intereſt, metu cognitæ pœnæ deterreantur. Idcirco veteres quoque noſtri pro maximis grauiſſimiſque penis, exempla dicebant, vbi citat locum Platonis in Gorgia. Seneca lib. 3. de Ira. c. 19. Quid tam inauditum, quam nocturnum ſupplicum? cum Latrocinium tenebris abſcondi ſoleat: animaduerſiones quò notiores ſunt, plus ad exemplum emendationémque proficiunt.

Fin de la premiere partie de Conference des Couſtumes.

Source : BIU Cujas

Source : BIU Cujas

LA CONFERENCE DES COVSTVMES,

TANT GENERALES QVE LOCALES, ET PARTICVLIERES DV ROYAVME DE FRANCE; distribuée en deux parties : Contenant l'Harmonie & difference d'icelles :

Auec vne briefue explication tirée des LOIX ROMAINES *ou* CANONIQVES, *Anciens Docteurs & Modernes :*

Enſemble des Ordonnances & Arreſts des Cours Souueraines; Le tout pour ſeruir d'interpretation & eſclarciſſement des Articles deſdictes Couſtumes, Auec des Indices fort amples.

Par PIERRE GVENOYS *Conſeiller du Roy, Lieutenant Particulier au Siege Royal* D'YSSOVDVN.

SECOND TOME.



A PARIS,

Chez GVILLAVME CHAVDIERE, ruë S. Iaques, à l'Enſeigne du Temps & de l'Homme Sauuage.

M. D. XCVI.

AVEC PRIVILEGE DV ROY POVR DIX ANS.

Source : BIU Cujas

LA CONFERENCE DES COVSTVMES,

TANT GENERALES QVE LOCALES, DE TOVTES LES PARTIES COVSTVMIERES DV ROYAVME DE FRANCE, diſtribuée en deux parties : Contenant l'Harmonie & difference d'icelles :

Auec vne briefue explication viue de Loix Romaines & Canoniques, Edictes Docteurs & Arbitres :

Enſemble des Ordonnances & Arrelz des Cours Souueraines, Le tout pour leuis d'interpretation & eſclarciſſement des Arrelz & deſdictes Couſtumes, Auec des Indices fort amples.

Par PIERRE GVENOYS Conſeiller du Roy, Lieutenant Particulier au Siege Royal d'Yſoudun.

SECOND TOME.



CLARISSIMIS ET AMPLISSIMIS VIRIS ANTONIO SEGVIERIO ET IACOBO GVESLÆO,

VTRIVSQVE REGII CONSISTORII CONSILIARIIS, Aduocato & Procuratori Generali Fiſci Regij in ſupremo Pariſiorum Senatu. S. P. D.

PETRVS GVENOIS.

QVÆ de moribus Gallicis, W. CC. collegi & in vnum corpus compegi, etiam tunc cùm collegi, animo ſemper vobis deſtinaui & inſcripſi. Annus agitur, vt opinor, duodecimus, ex quo hanc noſtram Ειωσιν τῶν ἐθῶν *concinnaui. Sed vereor, ne vos præſtationis huiusce moram incuſetis. Multa quidem huic præſtationi moram fecêre. Sed præcipua hæc. Internecina bella, aut potius hoc totum florentiſsimum regnum bellis aut diſſidijs inteſtinis tandiu turbatum. Hæc mentem animúmque meum, ne dicam omnium cordatorum Gallorum, à meis ſtudijs forenſibúſque negotijs quam ſæpiſsimè auocarunt. Quotus enim quiſque eſt, ſi modo in hoc Galliæ vetuſtiſsimo ſolo natus ſit aut educatus, qui non cottidie ingemuerit & vicem noſtram, hoc eſt fortunam communem non doluerit. Ego vero debitor, licet omnino non interpellatus, nolui amplius in exſolutione præſtationis ceſſare: ſed cumulatiſsimè fidem exſoluere cupiens, hoc opus qualecúnque eſt, vobis do, dico, addico, & ad aram veſtram, vt ita dicam, ſuſpendo. Quod etſi per ſe haud magnum pondus habeat, ſtudio potius mei cultus meæq; in vos obſeruantiæ, quàm ſui pretio æſtimari velim. Cuius quidem operis, aut potius laboris immenſi probandi curam vt aliquando ſuſcipiatis valde opto: ſi modo id vobis liceat, & non ſit ingratum per maxima negotia Fori vel regni, quibus aſſiduè in foro aut principis conſiſtorio obſeſſi &*

Source : BIU Cujas

oppreſsi vix vobis vllus reſpirandi locus datur. Vos enim aut litibus ſecandis, nodis & ænigmatibus legum ſoluendis, aut ſedandis huius Galliæ furentibus turbis ſemper vacare liquidò mihi conſtat. In hac igitur ἔπωσι, QVOD VOS PROBAVERITIS, *vt olim de viris iuratis operi probando conſtitutis dici ſolebat,* PROBATVM ESTO: QVOD IMPROBAVERITIS, IMPROBATVM ESTO. *Omnéſque bonos & eruditos viros idem facturos, non diffido: qui veſtro iudicio, vti ſpero, lubentiſsimis animis ſcientes & gnari ſubſcribent. Interea benè valete,* W. CC. *Datum Iſſoduni Biturigum. Idibus Iulij,* M. D. XCVI.

Source : BIU Cujas

SECONDE PARTIE DE LA CONFERENCE DES COVSTVMES.

TEXTE DE LA COVSTVME de Paris, Tit. 1. De Fiefs. [a]

Art. 1.

LE Seigneur [b] Feodal par faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts & non payez, peut mettre en sa main le Fief mouuant de luy, & iceluy Fief exploicter en pure perte, & faire les fruicts siens pendant la main-mise: à la †† charge d'en vser comme vn bon pere de famille. [c]

CONFERENCE.

CALAIS † Tit.2. Art.11. p. *à Paris.*

ESTAMPES Chap.1. Art.1. p. *à Paris.* prendre & faire les fruicts siens, durant la main-mise en pure perte du Vassal.

DOVRDAN Tit.1. Art.1. } p. *à Paris*, iusques à ce mot, *main-mise*, in-
MONT FORT Chap.1. Art.1. } clus.

MEAVX Chap.17. Art.124. Tant que le S. F. a mis & met en sa main son Fief, par †† faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts, il faict les fruicts siens, par quelque temps, qu'il en iouysse, iusques à ce qu'il ait homme & soit payé & satisfaict de ses droicts. Car, &c.

MELVN Chap.4. Art.77. Le S.F. par faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts, peut mettre en sa main le Fief mouuant de luy, toutesfois qu'il le trouue ouuert, & l'exploicter en pure perte, faisant les fruicts siens par la main-mise, iusques à ce que le Vassal luy ait faict deuoir ou offres.

SENS Tit.19. Art.180. Le S. F. Les xl. iours passez apres le trespas de son Vassal peut mettre & apposer sa main feodale en la terre tenuë de luy en Fief, & † iouyr de ladite terre en pure perte sus son Vassal, & en fera les fruicts siens, iusques à ce qu'il ait homme. Mais si pour aucune cause raisonnable, le S.F. auãt les xl. iours appose sa main, ne fera les fruicts siens, iusques à ce que lesdits xl. iours soient passez.

AVXERRE Tit.2. Art.42. Le †† S.F. xl. iours apres le trespas de son Vassal peut, &c. p. *à Sens* en Fief, & tiendra la terre en sa main, & en fera les fruicts &c. iusques à ce mot, *homme*, inclus.

SENLIS Tit.13. Art.248. Le S.F. ou Censuel, apres les xl. iours passez depuis l'acquisition, pour estre payez de leurs droicts de ventes, ou de Quints deniers, & pour les droicts de saisine, Rachats, Reliefs ou autres droicts, peuuent proceder ou faire proceder par arrests de leurs Iustices, sur les heritages ainsi vendus: lequel arrest & main-mise tiendra quant aux heritages tenus en Fief, iusques à ce que les droicts & deuoirs ayent esté payez, & les foy & hommage faicts. Et quant aux roturiers, iusques à ce que le detenteur se soit rendu [d] opposant: ou si bon semble ausdits Seigneurs, peuuẽt faire adiourner lesdits vendeur & acheteur pour payer les droicts & deuoirs, faire les foy & hommage, & estre ensaisinez ou infeodez desdits heritages acquestez.

CHAVMONT Tit. 2. Art. 15. Le S. F. apres le decez de son Vassal, peut mettre & asseoir la main à son Fief par defaut d'hommage non faict: & faict les fruicts siens pendant la main-mise apres quarante iours, iusques à ce que l'hommage luy soit fait ou deuëment offert. Artic. 18. Si l'acheteur n'en a fait incontinent foy & hommage, & si le Quint & Requint, où ils sont deuz ne sont incontinent payez au S. F. iceluy peut saisir & mettre en sa main le Fief, & en prendre & leuer à son profit les fruicts & reuenus, iusques à ce que lesdits foy & hommage en soient faits, & le Quint ou Requint, & autres droicts, si aucuns ne sont deuz, payez

Seigneur Feodal quand peut saisir & faire les fruits siens.

†† *Ces mots,* A la charge, *&c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez.*

S. Feodal doit vser du fief saisi cõme vn bon pere de famille.

† *Par l'Art.22. de Calais est dit,* Et pour le surplus des droicts & *differens de Fiefs, qui pourront suruenir cy apres, sera suiuie, gardée & obseruée, la Coustume de la Preuosté & Vicomté de Paris, laquelle aura lieu pour les cas omis au present Chapitre.*

†† *Ces mots,* Par faute d'hõme, droicts & deuoirs non faits, *ont esté adiouſtez.*

† *Ces mots,* Et iouyra de ladite terre en pure perte souz son Vassal, *ont esté mis au lieu des mots anciens,* Et tiendra ladite terre en pure perte.

†† *Ces mots anciens du 219. Art. ancie.* Mais si pour aucune cause raisonnable. Le S. F. y appose sa main *&c. iusques à la fin, ont esté rayez cõme superflus & comprins tant au present Art. que subsequens.*

S. F. ou Censuel quand peut saisir le Fief acquesté, ou bien faire adiourner les vendeur & acheteur, pour satisfaire aux droicts, &c.

a De l'Origine des Fiefs. Voyez Cuias, Hotoman & Baro, sur les Feudes, Du Moulin sur ce Titre.

b Ceſt Article premier, comme escrit Du Moulin sur iceluy, gloſ. 8. q. 5. est des anciens François, & gardé non seulemẽt par toutes les Gaules, mais aussi par delà le Rhin és Allemagnes, & par delà les Monts en Lombardie, Sicile & en Angleterre, & quasi par tout, où l'vsage des Fiefs est receu & approuué. Le S. Feodal ayant faict saisir le Fief de son Vassal à faute de foy & hommage, & deuoirs nõ payez, encores qu'il vende sondit Fief, & que l'acquereur ait receu depuis ladite saisie ledit Vassal à foy & hommage, si le vendeur s'est reserué le droict de saisie, il peut continuër & poursuiure icelle, & ne se cõtenter de l'actiõ, ainsi qu'il fut iugé par Arrest du Parlement de Paris, le 10. iour de Decembre 1565. Si les creãciers du Vassal font saisir le Fief qui depuis est saisi à la requeste du Seigneur dominant, il est à preferer aux creanciers, encores que sa saisie soit posterieure, ainsi qu'il fut iugé par Arrest donné en Audience le 17. iour de Decemb. 1585. Du Moulin in Gloſſa 2. num. 3. tient que la Saisie Feodale est preferée à toute autre saisie. Charondas 3. des responses. 1. l'vsage & cõmune pratique pour le faict des Saisies feodales, est que le Seigneur Feodal ayãt Haute ou Moyẽne Iustice peuuent faire proceder par saisie feodale quand le cas y eschet, par ses Officiers, & en

vertu de leur Commiſſion octroyée par leur Iuge ou Bailly de leur Iuſtice. Le meſmes ſe garde, ſ'ils n'ont que Baſſe Iuſtice. Toutesfois ſ'ils n'ont aucune Iuriſdiction, ils peuuẽt ſaiſir en vertu de la Cõmiſſiõ de Iuge competent: tellement que ces ſaiſies ne ſe doiuent faire d'auctorité priuée ny par aucune voye de fait, ains par voye de la Iuſtice ordinaire. Ce qui a eſté noté par du Moulin, ſur ceſt Art. 1. Gloſſa. 4. Quid ſ'il y a debat de Fief entre deux Seigneurs, dont l'vn ait ſaiſi ſeulement. Ce debat n'empeſche pas l'adiudication des fruicts en pure perte au profit du Seigneur ſaiſiſſant, qui doit obtenir: ſinon que ce pendant le Vaſſal ait prins lettres Royaux de mainleuée par main ſouueraine, en conſignant les droicts & deuoirs deuz à cauſe du Fief ſeruant. Par Arreſt de Paris du 17. iour de Iuillet, 1577. entre Loys de Rohan Comte de Mont-Bazon en Touraine, & le ſieur de Thais ſon Vaſſal, a eſté iugé que le Iuge Royal ſeul peut donner mainleuée au Vaſſal demandeur en main-leuée en vertu de lettres Royaux, & non le Iuge de la cauſe principale: ledict Sieur Comte plaidant auec l'Archeueſque de Tours. Et le 9. iour de Decembre, 1585. en Audience és apres diſnées, fut iugé que le S. F. peut iouyr & exploiter par ſes mains, encores que parauant il euſt faict ſaiſir & eſtablir Cõmiſſaires au regime & gouuernement du Fief ſaiſi, ayant chãgé de volonté, & voulãt iouyr par ſes mains. Chopin liu. 2. des Couſt. d'Anjou. Tit. 1. num. 3 & 4. Et le 9. iour de Mars, 1576. par Arreſt fut dit que ſaiſies faites par S. F. ſur les fruicts du Vaſſal parauãt les xl. iours ſont tortiõnaires & ſujettes à tous deſpens, dommages & intereſts. Si le fief eſt [illegible] Fief en l'air ſans terre & ſans domaine, il faut ſaiſir & arreſter entre les mains des ſujets & redeuables des droits & deuoirs ou

& autrement accomplis. Art. 21. *a la fin.* Et en defaut de le faire † & payer, ledit S. F. le peut faire mettre en ſa main, & en faire les fruicts ſiens comme dit eſt deuant.

VALLOIS Titre 4. Art. 34. *A la fin.* Et †† à defaut de ce faire leſdicts quarãte iours paſſez, pourra le S. Feodal ſaiſir ou faire ſaiſir le Fief par faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts, & ſera les fruicts ſiens, iuſques à ce que l'heritier ait faict leſdictes offres, comme dit eſt. Artic. 40. Le †† S. F. incontinent apres le treſpas de ſon Vaſſal peut faire ſaiſir le Fief tenu de luy, & quarante iours paſſez du iour de la ſaiſie, le S. Feod. prendra & fera ſiens les fruicts, iuſques à ce qu'il ait homme, & que les droicts & deuoirs luy ſoient faicts & payez, ou fait offres au S. Feodal ou à ſes Officiers, ſ'ils ſont en la Chaſtellenie ou Baillage du lieu où le fief eſt aſſis. Et ſ'ils eſtoient abſens d'icelles, ſuffiroit aller ſur le Fief, duquel ledit Fief ou Fiefs ſont tenuz & mouuans, & illec faire les offres. Et où le Seigneur ſeroit refuſans receuoir le Vaſſal à homme: en ce cas le Vaſſal ſe peut retirer deuers le Seigneur Souuerain, pour ſe faire receuoir.

VITRY Titre 3. Article 41. Apres le treſpas du Vaſſal, ſi la terre eſt ſaiſie par faute d'homme, droicts & deuoirs non faits & non payez, le reuenu de la terre ne chet en pure perte au profit du Seigneur Feodal deuant les xl. iours, à cõpter du iour de la ſaiſie. Et par autant que l'on attendoit à la ſaiſir pour le cas deſſuſdit, pour autant en demeureroient les fruicts & reuenuës à iceluy qui la tiendroit. Car ſi iamais ny auoit ſaiſie, le Seigneur Feodal ny auroit profit. Car par la Couſtume generale autant que, &c. *mis cy deſſus en l'Article 61. de Paris*

LAON Titre 16. Article 182. Le Seigneur Feodal peut faire ſaiſir & mettre en ſes mains par ſon ſergent, appellez deux hommes de Fief ou gens de Iuſtice, les Fiefs tenuz de luy, quand il y a ouuerture à faute d'homme, droicts & deuoirs nõ faicts. Art. 195. Si le Vaſſal vend, dõne ou autrement aliene ſon fief, & le met en la main de l'acquereur, qui ſ'immiſce en iceluy, ſans auoir releué ne faict offres raiſonnables au Seigneur Feodal, iceluy peut faire ſaiſir ledict fief, & faire les fruicts ſiens iuſques au iour que tel acquereur ait releué de luy, & faict leſdictes offres. Mais ſi le Vaſſal auoit vendu, donné & aliené, ſans l'auoir declaré & notifié audit Seigneur, ou ſans ſoy eſtre deſſaiſi, le Seigneur ne le tiendroit entre ſes mains, ains eſt iceluy Vaſſal tenu homme dudit Seigneur. Article 211. Le Seigneur tenant le fief de ſon Vaſſal ſaiſi, & faiſant les fruicts ſiens, en doit iouir comme bon pere de famille ſans coupper les Bois de Haute fuſtaye, ne Bois Taillis, ne * peſcher les Eſtangs ſinon à leur ſaiſon & temps conuenable: doit repeupler les Viuiers, & ſ'y conduire, ſans rien deſgaſter ne deſdommager ledit Vaſſal.

REIMS Titre 3. Article 99. Le Vaſſal eſt tenu incontinent apres la mutation venant de ſon coſté, ſi elle eſt autrement que par mort: ſi ce n'eſt par mort, dedans les xl. iours apres aller deuers ſon Seigneur Feodal luy faire les foy & hommage de ſon fief ſeulement: & outre payer audit Seigneur Rachat ou Quint ou Requint: autrement par faute de ce auoir fait, peut le Seigneur Feodal mettre en ſa main le Fief mouuant de luy, & iceluy faire exploicter en pure perte, & en faire les fruits ſiens pendant la main-miſe. Article 103. Sera tenu le Seigneur Feodal faiſant les fruicts ſiens és manieres que deſſus, entretenir les baſtimens & autres appartenãces dudit Fief, de reparations menuës & neceſſaires, comme vn bon pere de famille, & outre payer les charges anciennes dudit Fief. Article 118. * p. *a Laon* Artic. 195. iceluy fief, & en faire, &c. & ſans ſoy, &c. ains eſt touſiours iceluy Vaſſal tenu & reputé homme, &c.

CHALONS Titre 20. Article 210. p. *a Laon* Article 211. n'endommager. &c.

RIBEMONT Titre 2. Art. 16. Le ** Seigneur de fief peut ſaiſir ſon fief, quand il y a ouuerture par faute d'homme, droicts & deuoirs non payez, & faire les fruicts ſiens, & tombent en pure perte ſur ſon Vaſſal qui n'a releué ne droituré ſon fief, & fait ce qu'il eſt tenu de faire par la Couſtume.

S. QVENTIN Tit. 4. Artic. 61. Le † S. Feodal eſtant de fief ouuert, iouïra du fief, & fera les fruicts ſiens, en vſant d'iceluy Fief cõme vn bon pere de famille.

AMIENS Tit. 1. Art. 1. *à la fin.* Et en doit vſer comme vn bon pere de famille, ſans aucune choſe demolir n'autrement en mal vſer. Mais ſ'il ne fait ſaiſir, ne fait ledit Seigneur les fruicts ſiens.

BOVLLENOIS Tit 12. Art. 54. Et quant aux Fiefs le Seigneur les peut faire tant ſeulement ſaiſir & y eſtablir Commiſſaires au regime d'iceux, pour en prendre à ſon profit les leuées, iuſques à ce que les heritiers viendront payer & ſatisfaire du Relief, & faire tous droicts & deuoirs, qu'homme Feodal eſt ſubmis enuers ſon S. ſouuerain

S. POL Titre 2. Artic 8. Tous Fiefs ſe doiuent releuer dans xl. iours, & ſ'ils

† *Sçauoir eſt hõmage, & payer le Relief.*

†† *Ceſt Art. 34. eſt de nouuel introduit.*

†† *Ce 40. Art. eſt de nouuel introduit: & a eſté rayé l'Art. 38. de l'ancien Couſtumier.*

Offres comme ſe doiuent faire par le Vaſſal, & en quel lieu.

Vaſſal ſe peut faire receuoir par le Seigneur ſouuerain, en cas de refus fait par ſon S.F.

S. F. doit iouyr du fief ſaiſi comme vn bon pere de famille.

* *Al. Ne Eſtangs.*

S. F. en cas de ſaiſie & faiſant les fruicts ſiens eſt tenu des reparations menuës & neceſſaires: & doit payer les charges anciennes.

* *Ceſt Art. 118. eſt de nouuel introduit.*

** *Ceſt Art. 16. eſt de nouuel accordé: & l'ancienne Couſtume, par laquelle le S. de fief pouuoit regarder tous les Fiefs du Fief ſaiſi, a eſté abrogée, & ordõné qu'vn S. de Fief, ne pourra doreſnauant iouyr du fief ſaiſi, ſinon que comme vn bon pere de famille.*

† *Ceſt Art. 61. a eſté mis au lieu de l'ancien qui a eſté abrogé.*

Commiſſaires eſtablis aux Fiefs ſaiſis.

Fiefs dans quel temps ſe doiuent releuer.

Source : BIU Cujas

ne ſont releuez dedãs ledict temps, le Seigneur peut prendre à ſon profit les fruits & profits du fief de luy tenu pourueu qu'il ait fait ſaiſir ledit fief par faute d'hõme.

CHAVNI Tit. 17. Art. 91. Toutes & quãtesfois qu'vn Vaſſal iouïſſant & poſſedant Fiefs, decede ou autrement aliene ſes Fiefs, il loiſt au S. dont ils ſont tenus de faire ſaiſir & tenir en ſes mains, iceux Fiefs, xl. iours apres, & non deuant au preiudice de ſon Vaſſal. En vertu de laquelle ſaiſine appartiennent au S. en pur pert les fruicts & emolumens, iuſques à ce que l'heritier ou acheteur ou donataire ait releué ou droicturé ou fait offres raiſonnables. Et ſi eſt tenu l'heritier ou aiant cauſe payer les frais de la ſaiſine: pourueu qu'elle n'ait eſté faite auparauant les xl. iours, & que le Vaſſal ou autre ait fait diligence dedans iceluy temps. Artic. 101. Vn S. qui lieue & prend en pur pert les fruicts du Fief de ſon Vaſſal, eſt tenu en vſer, comme vn bon pere de famille doit faire: en telle maniere que ſi le reuenu conſiſte en bois, eſtangs, viuiers & autres ſemblables choſes, dont le reuenu n'eſt ordonné chacun an, il n'eſt loiſible à iceluy Seigneur coupper les Bois, ſ'ils ne ſont aagez ou en couppes ordinaires: ne pareillement peſcher les viuiers ou eſtangs, ſinon en la maniere & ſelon les termes, qu'on a accouſtumé les peſcher parauant: & en tout autre reuenu ne doit faire choſe, ſinon en temps conuenable. Et ſi eſt tenu iceluy Seigneur, repeupler, rempoiſſonner les viuiers ou eſtangs par luy peſchez, & en tout & par tout ſoy gouuerner par raiſon, ſans en mal verſer ou vſer, ne preiudicier auſdicts Fiefs.

PERONNE Tit. 2. Art. 23. Et fait ledit e S. F. les fruicts ſiens, depuis & pendant ladite ſaiſie iuſques à ce que le Vaſſal ait fait les deuoirs & payé les f droicts. Art. 25. Auparauant la ſaiſie encores que les xl. iours ſoient paſſez, le S. Feod. ne peut iouïr du Fief ne faire les fruicts ſiens: ains en iouïſt le vaſſal, iuſques à ce que la ſaiſie ait eſté deuëment faicte & ſignifiee. g

ARTOIS Tit. 1. Art. 20. Si les heritages ne ſont releuez & droicturez en dedans les iours pource introduicts: ſçauoir le Fief dedans xl. iours, & les Cottiers & main-fermes en dedans les vii. iours, ils reuiennent de plain droict à la table du Seigneur, dont ils ſont tenus, qui a droict de regarder, prendre & appliquer à ſon profit les profits d'iceux.

DVCHE DE BOVRG Chap. 3. Art. 1. Le S. du Fief peut mettre la main à la choſe mouuant de ſon Fief, apres le decez de ſon vaſſal, pour cauſe de deuoir de Fief non fait, dedans l'an & iour apres le decez, ou apres l'an quand bon luy ſemble. Et doit ſa main-miſe, l'an & iours paſſez, apres le decez, faire les fruicts ſiens, à l'encontre de ceux qui ſont hors de pupillarité: iuſques à ce que les heritiers ſucceſſeurs en la choſe Feodale ayent fait ou deuëment preſenté de faire leur deuoir de Fied, à la perſonne du h Seigneur, ſ'il eſt au pays: & ſ'il en eſt abſent, au lieu & maiſon, dont, le Fief ſera mouuant ou à la perſonne de ſon principal Officier. COMTE DE BOVRG. Chap. 1. Art. 1. Le S. F. peut aſſeoir & mettre la main à la choſe mouuant de ſon fief pour defaut i d'hommage non faict, & fera les fruicts ſiens pendant la main-miſe & iuſques à ce que ledict hommage luy ſoit fait ou deuëmẽt preſenté ſans toutes fois, (à cauſe dudit hommage non fait) pouuoir prendre droict de commiſe contre le vaſſal.

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 6. Le S. F. peut faire ſaiſir ſon Fief, quand il y a ouuerture: & ce par faute de foy & hommage non faits; droicts & deuoirs non faits & non payez. Artic. 8. Es deux premiers cas, à ſçauoir par faute de foy & hommage non faits, droicts & deuoirs non faits & non payez, le S. a la ſaiſie & notification faite en la maniere deuãt dite, fait les fruits ſiens incontinent apres la notification, & les peut leuer par Commiſſaire à ce deputé, ou les laiſſer à ſon vaſſal, qui eſt tenu rendre cõpte, quãd il luy ſera enioinct. Et en chacun deſdits trois cas le vaſſal auant la main-leuée, eſt tenu de payer au S. les frais raiſonnables de la ſaiſie & dependances.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 8. Quand le S. de Fief n'a point d'homme, parce que ſon vaſſal a vendu, tranſporté ou autrement aliené ſon heritage tenu en Fief, ledit S. peut apres xx. iours †† ſaiſir l'heritage de luy tenu en Fief, & iceluy exploicter & en prendre & faire les fruicts ſiens, iuſques à ce qu'il aye homme, & qu'il aye eſté payé de ſes deuoirs & profits de fief: ſinon que le vaſſal voulſiſt faire la foy, payer les profits ou faire offres pertinentes, dedans xl. iours du ſaiſiſſement: auquel cas ſeront les fruicts comprins ou exclus dudit profit. Artic. 19. Si la foy faut du coſté du vaſſal, le S. du Fief quel qu'il ſoit, ſans ſommation peut ſaiſir l'heritage tenu de luy en Fief xx. iours apres l'ouuerture du Fief, & à cauſe de la foy, ſauf de l'heritier du vaſſal qui aura xl. iours apres l'ouuerture du Fief, & pluſtoſt ne pourra eſtre ſaiſi. Art. 20. Et ſi le vaſſal vient dedans les xl. iours apres le ſaiſiſ-

Saiſie doit eſtre ſignifiée & deuëment faicte. Frais de la ſaiſie ſeront payez par le vaſſal.

†† *Le S. de Chaſtillon ſur Loing & le Cõte de Dampmartin ſe ſont oppoſez & ont requis que ces mots,* xx. iours, *couchez en ceſt Art. 8. fuſſent rayez, & qu'il fut mis ce mot,* incontinẽt *comme il eſtoit en l'ancien Couſtumier. Par les Aduocat & Procureur du Roy ſouſtenu au contraire. Auons ordonné que ledit Art. demoureroit comme il eſt eſcrit, ſans preiudice des oppoſitions deſdits oppoſans: Sur laquelle les auons renuoyez en la Cour de Parlement au premier iour apres la S. Martin d'hyuer prochainemẽt venant pour dire leurs cauſes d'oppoſition: & ce pẽdant mettrõt par deuers nous tout ce que bon leur ſembleroit, pour en faire noſtre rapport à la Cour pour par elle en ordonner comme de raiſon. Et neãt moins ce pendant ſeroit obſeruẽ & tiendroit ledict Art. pour Couſtume, dont leſdits oppoſans appellerent.*

profits de Fief, qu'ils pourront deuoir à cauſe de leurs maiſons de terre aduenant vacatiõ & ouuerture de Fief ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt au moys de May 1580. en la Chambre des Enqueſtes.

c Vſufructuarius vti frui debet, vt dominus ſolet: nec abuti proprietate Vlp. l. ſed ſi quid 15. §. 1. & l. ſi pendentes 27. §. 1. & §. 5. D. de vſufr. & quẽ. quis vt fru. nec poteſt niſi honeſtè ea vti frui argumento l. non aliter. 7. D. de vſu & hab. vide l. 4. C. de vſufr. l. 7. C. vt in poſſ. legat. l. 1. & l. ſeq. D. Vſufr. quemad. can. l. 13. D. de vſufr. Paul. l. Sent. Tit. 11. §. vlt. & debet præſtare non ſolũ dolum & culpam, ſed etiam cuſtodiam l. ſi vt certo §. nũc videndum. D. cõmod. l. contract. D. de reg. iur. l. Quod Nerua. D. depoſiti.

d Ceſte derniere cauſe reſtrainct la permiſſiõ generale portée par l'Artic. 256. pour le regard des choſes cenſuelles ſeulement. C. M. ſur ceſt Art. 248. & le 52. Artic. de Paris. Gloſſa. 1. nu. 67. 68. 69. vſque ad numerum. 71.

e Voyez les Art. 27. & 28. de ceſte Couſtume de Peronne.

f Ou faict les offres ſuffiſantes, ainſi qu'il eſt porté par les 24. & 30. Art de ceſte meſme Couſtume.

g Voyez cy deſſous le 30. Art. de Paris auec les Conferences des autres Couſtumes.

h Voyez ce qui ſera noté ſur l'Art. 63. de Paris cy deſſous.

i La Couſtume ne dit pas, *droicts & deuoirs* par ce que ces droicts qui cõſiſtent en argẽt ſont en Fief, par le droit public de la Couſtume C. M.

Source : BIU Cujas

sement & ne doit profit, le Seigneur le receura & luy leuera la main de son heritage, en paiant les frais raisonnables, & si Rachat est deu, & le Seigneur accepte l'année, les fruits qui seront audit heritage dedans lesdits xl. iours seront de ladicte année. Artic. 21. Et † si le Seigneur accepte la somme de deniers qui luy sera offerte: en ce cas les fruicts empeschez ou leuez, seront restituez au vassal icelle somme payée, & en payant les frais: lesquels, s'il en est different, seront taxez & arbitrez par le Iuge ordinaire: & pour lesdits frais & differens ne demeurera saisi. Art. 69. Toutes & quantes-fois qu'vn S. de Fief trouue son fief ouuert, & il chet en exploit il le peut exploiter en pure perte du vassal: sans ce qu'il en lieue vienne en deduction des droicts à luy deuz par le vassal, sous les modifications dessusdites. Art. 73. Et au regard des maisons & edifices de Fief exploitez, le S. sera tenu les entretenir l'année qu'il en iouïra par exploict: ensemble les iardins, terres, prez & autres choses, dont il iouïra & prendra le reuenu, sans rien deteriorer: mais en vser comme vn bon pere de famille. Art. 92. Quand †† le S. de Fief n'a point d'homme, par alienation faite par son vassal de l'heritage mouuant de luy en fief, il peut incontinent saisir l'heritage & iceluy exploicter, & fait les fruits siens en pur perte de son vassal, iusques à ce qu'il ait homme, & qu'il ait esté payé de ses profits. Lesquels payez, & foy & hommage faits ou offres pertinentes, le vassal aura main-leuée de son Fief. Artic. 93. De quelque costé que la foy faille, du S. ou du vassal, ou des deux, le S. de Fief n'exploitera le Fief de son vassal, sinon que son vassal eust vendu ou autrement aliené: auquel cas il exploitera incontinent comme dessus.

ORLEANS Tit. 1. Art. 43. p. *à Montargis.* Art. 8. peut incontinent saisir l'heritage & l'exploicter, &c. *iusques a ces mots*, profits de Fief, inclus. Art. 61. p. *a Montargis*, Art. 19. Sommation ou saisie &c. terme de xl. iours &c. ou offres suffisantes dedans le temps, ledit vassal iouïra des fruicts saisis sans payer aucuns frais. Autrement apres lesdits xl. iours, les fruicts cueillis & abbatus sont acquis &c. fief qui aura saisi. Art. 70. Quand le S. de fief, exploite son fief, & en iouïst, il ne peut deteriorer ledit fief, ne les edifices estans en iceluy: ains est le tout tenu conseruer, garder & en iouyr comme vn bon pere de famille. Art. 71. p. *a Montargis.* Art. 69. sans que les fruicts viennent en deduction des droicts à luy deuz par son vassal, en payant au † prealable par le S. F. les labourages, k semences, cultures & autres loyaux cousts & mises raisonnables. Art. 74. Si le S. en l'heritage de son vassal, par faute de foy & hommage non faits, veut exploicter & rauoirer, soient estangs, bois, vignes & & deslées meures, il prend tout ce qu'il trouue audit heritage, & l'applique à son profit: fors les bois de haute fustaye, & ceux qui sont pour l'embellissement des maisons, & autres qui n'ont accoustumé d'estre couppez: lesquels il ne peut couppper. Et quant aux estangs & autres bois, ne les peut pescher ne coupper, sinon en temps & saisons deuës & conuenables. Et si le S. de Fief aiant saisi les estangs, fait leuer la bonde d'iceux, en l'année & saison de pescher, il emmeubliſt le poisson trouué esdits estangs. Artic. 75. Le S. de Fief emmeubliſt & faict siens les bois de couppe de luy tenuz en Fief, estans en estat & saison de coupper, en les saisissant & abbatant, s'ils sont hors de Grurie. l Et s'ils sont en Grurie, quād ils seront en couppe, mesurez, arpētez, layez, criez & liurez selon la Coustume de la Grurie.

TOVRS Tit. 1. Art. 21. Peut le S. prendre & saisir par defaut d'hōme & d'hommage non fait: & leuer ou faire prendre & leuer à son profit le reuenu des choses tenues de luy, par sa main ainsi que bon luy semblera: & iusques à ce qu'il ait homme, qui luy ait fait hommage, ou †† que le subiet ait demandé souffrance ou autrement se soit mis en son deuoir. Artic. 22. En † saisie par faute d'homme & d'hommage non fait, le S. de fief faict les fruicts siens, & est à son chois de les leuer ou faire leuer en sa main, ou par Cōmissaires, cōmis par sa Iustice & estās de sa Iustice, dōt il sera respōsable, iusques à ce qu'il ait esté deuëment reblādi. Toutes-fois s'il y auoit differēt sur le reblādissement, seront, pēdant iceluy, les choses regies par Commissaires, à la charge d'en rendre compte par eux en fin de cause à qui il appartiendra. Et en ce cas l'appellation ou opposition, ne suspend la saisine faite, sinon que le sujet informast promptement le S. ou ses officiers auoir faict la foy & hommage, ou qu'il desaduouast tenir les choses de luy: ou maintint n'estre deu hommage pour raison desdictes choses: esquels cas le suiet doit iouïr, pendant le procez par prouision, en baillant caution. Tit. 13. Art. 109. Quand aucun vassal qui tient à foy & hommage d'aucun Seigneur, va de vie à trespas, son heritier est tenu aller vers ledit S. dedans xl. iours, apres la mort dudit vassal, pour faire la foy & hommage audit S. des choses tenues de luy à ladicte foy. Et s'il ne le fait, ledit S. peut leuer à son m profit tous les fruits & reuenus d'icelle terre, par defaut de foy & hommage non faits: reserué le droict d'vn laboureur. Et peut faire pescher les

k Fructus intelliguntur deductis expensis. Paul l. si à domino 36. §. fructus D. de pet. her. Iul. l. fundus 51. D. fam. ercisc. Gaius l. 4. Vlp. l. fin §. vlt. De op. seruo. Vlp. l. fructus 7. D. Sol. matr. & l. 46. D. de vsu. l. 1. C. de fructib. & lit. exp. & pendentes videtur pars fundi l. fructus 44. D. de rei vind. l. si fraudator. 25. §. non solum. § fructus D. Quæ in fraud. cred. l. 22. C. De rei vind. Mais en ce faict le Seigneur exploicte en pure perte au preiudice du vassal: & doit seulement rendre au laboureur, soit le vassal ou autre les labourages, semences, cultures, & autres loyaux cousts, & omnis fructus non iure seminis, sed iure soli percipitur vt ait Iulianus in l. qui scit. 25. D. de vsur. & le Seigneur exploictant le fief de son vassal, quòd ad fructus attinet, loco domini pœnè est, vt in l. 48. D. de adq. rer. dom. vide Bar. & Cynum l. si fundus. D. de rei vind. Paul. de Castro. Consil. 157. Molin. in Consuet. Paris. Art. 1. Gloss. 5. num. 92. & 93. & Gloss. 8. q. 3.

l Gruirie s'entēd quād on a droict de chasse & la paisō & pasnage des Bois, appartenans aux vassaux, ainsi que nous auons monstré au liure XI. de la Conference Tit. 12. sur les Edicts de Ftançois 1. 1543. & de Henry 2. 1558. & en l'Edict de Charles 9. 1566.

† *Ceſt Art. 21. a eſté de nouuel accordé.*

Iuge ordinaire taxe les frais de la ſaiſie.

Fief ne demoure ſaiſi pour les frais & differens procedās d'iceux.

Le S. F. doit entretenir le fief ſaiſi comme vn bon pere de famille.

†† *Ces Art. 92. 93. ſont particuliers pour les Cōté & pays de Sāſerre, Chaſtellenies d'Aubigny ſur Nerre, la Chappelle d'Anguillon. Concreſſant, S. Briſſon, Cernoy, Terres & Iuſtices d'Autry, la ville Autry, le Chaſtel Fierre ficte és bois Blācafort, les Chaſtellenies & Iuſtices de Vailly, Berlu, Charpeignon maiſon, Tout & Soulongne, & autres Chaſtellenies, Iuſtices & Seigneuries du Bailliage de Berry regies anciennemēt ſelon les Couſtumes de Lorris.*

† *Ces mots*, au prealable, *ſont mis au lieu de ce mot*, Toutesfois *ſans preiudice du paſſé.*

S. F. ne peut coupper les bois de haute fuſtaye &c.

S. F. coupe les bois ou peſche les eſtangs en ſaiſon deuë.

†† *Ces mots*, ou que le ſuiet *&c. iuſques à la fin, ont eſté mis au lieu de ces mots anciens*, En ces Reſpits.

† *Ceſt Art. 22. eſt mis au lieu du 19. Art. ancien. Reblandiſſemēt.*

Source : BIU Cujas

m Ceſt Art. 109 doit eſtre reſtrainct par les Art. 21. & 22. cy deſſus ainſi que du Moulin a noté ſur ceſt Art. 109. & ſur l'art. 1. de la Couſtume Paris Gloſſ. 4. num. 2. & 19. & ne peut le Seigneur ſans ſaiſie precedente leuer les fruits à ſon profit: encores que les fruicts ſemble eſtre acquis au Seigneur par la negligence & contumace du vaſſal: & hæc verba, *pourra leuer à ſon profit*, ſunt facultatis pœnalis, & doit le Seigneur prealablement notifier ſa ſaiſie & declarer ſa volonté pour le gain des fruicts, & ceſte notification ne doit pas preceder la ſaiſie tout ainſi que pour vne choſe dõnée en Emphyteoſe, le Seigneur doit premierement declarer ſa volonté pour la commiſe de la Seigneurie vtile du Moulin ſur l'art 30. de Paris nomb. 106. Alex. Conſ. 173 col. vlt lib. 2. Ioan Rim. in l. vlt. col. 4. C de pactis.

cher les eſtangs qui ſont en peſche, & coupper & vendre le bois de couppe, ſans en faire rauage, degaſt ne diſſipation, iuſques à ce qu'il ait homme.

LODVNOIS Chap. 1. Art. 18. p. *à Tours*. Art. 21. ou fait offre deuë d'iceluy faire ou que ledit ſuiet ſe ſoit mis en ſes Reſpits Chap. 11. Art. 1. p. *à Tours* Art. 109. a treſpaſſement, ſon, &c. par ſa main, en defaut de foy & hommage non faits, ou commettre par ſa Cour à ce faire: reſerué le droict du laboureur. Et pourra faire peſcher les eſtangs, &c. ſans faire, &c.

ANIOV Tit. 7. Art. 103. Quand le S. de Fief n'eſt deuëment ſerui de l'hommage qu'il pourra monſtrer luy auoir eſté fait par le dernier predeceſſeur & vaſſal par la mutation duquel eſt deu l'hommage, ou luy auoir eſté cogneu par Adueu, acceptation de Reſpit, ou offre faite par le ſuiet de faire l'hommage, ou par iugement, condemnation ou autrement deuëment, il peut prendre par defaut d'homme nonobſtant oppoſition ou appellation quelconque: & mettre en ſa main la choſe tenuë de luy à foy & hommage dedans l'an & iour, apres que l'hõmage luy ſera deu & eſcheu, ou que le Seig. aura faict à ſçauoir deuëment au ſuiet, qu'il vienne faire n l'hommage, & n'y ait obey: & fera les fruits ſiens des heritages tenuz de luy à foy & hommage, & ſi peut prendre & releuer o l'effoueil, reuenu & accroiſt du beſtail nourry du domaine & meſtairie tenuë de luy à foy & hommage pour la portion du vaſſal, ſuiet & Seigneur vtile du lieu, auec tous autres profits, reuenz & aduentures du fief, qui eſcherront en la choſe tenuë de luy, & appliquer à ſon profit, ſans coupper les bois marmentaux p & arbres * fruictiers n'empirer la proprieté de la choſe, & en iouyra comme vn bon pere de famille ſans faire aucun rauage. Art. 104. Le S. de Fief ne ſera tenu faire aucune deliurance à ſon ſuiet homme de foy, ne le laiſſer iouïr des choſes hommagées iuſques à ce que ſon fief ſoit ſeruy. Et apres ce qu'il aura eſté ſeruy, tous les fruicts & emolumens prins par le defaut d'hommage non faict, & qui ſeroient conſumez, demoureront au S. du Fief. Toutesfois n'eſt point entendu que le S. de Fief puiſſe par defaut d'homme, prendre n'appliquer à ſoy meubles n'autres choſes, que ceux qui procedent du reuenu des choſes hommagées ainſi prinſes par defaut d'homme: & iouïra de tout le reuenu de la choſe hommagée, tant de beſtes qu'autres choſes, ainſi que le ſuiet en euſt peu vſer, & comme vn bon pere de famille pourroit faire: & ne prendra rien du droict des meſtayers & laboureurs. Aartic. 105. Et ſi † le ſuiet homme de foy, vient deuers ſon S. & il luy ait offert à faire ſon hommage & payer les droits & deuoirs, le S. eſt tenu luy rendre & reſtituer les fruicts qu'il aura prins depuis ladicte * offre Titre 18. Artic. 436. Le vaſſal ſuiet ſera tenu dedans xl. iours faire l'hommage à ſon S. F. ou le luy offrir faire. Et ſi ledict vaſſal dedans leſdits xl. iours ne faiſoit ledit hommage ou offres iceluy S. apres leſdits xl. iours, dedans l'an que tel hõmage ſera deu, ou qu'on aura fait à ſçauoir d'y tourner, pourra ſaiſir le fief de ſon vaſſal. Et du iour de la ſaiſine & main miſe deuëment faite il fera les fruicts ſiens iuſques à ce qu'il ait homme.

LE MAINE Tit. 8. Art. 116. p. *à Aniou* Art. 103. Le ſeul reuenu &c. *iuſques à ces mots, Et en iouyra*, Art. 117. p. *à Aniou*. Art. 104.

* *Aliàs, fructuaux.*

† *Ceſt Ar. 105. eſt correctif de l'ancienne Couſtume.*

* *Ladicte offre d'hommage. P. V.*

n Le Seigneur ayant fait proceder par ſaiſie ſur le fief de ſon vaſſal, auquel il donne ſurſeance iuſques à ce que le vaſſal ſoit de retour de l'armée du Roy ou de la guerre. Lequel la paix eſtant faite, & luy retourné en ſa maiſon ne faict ſon deuoir enuers ſon S. Feodal. Au moyen dequoy le Seigneur Feodal fait appeller le Commiſſaire à fin de rendre compte des fruits dudit fief ſaiſi à ſa requeſte. Le vaſſal interaint en cauſe & remõſtre que la ſurſeance de ſaiſie Feodale pour vn temps accordée par le Seigneur Feodal auoit ceſt effect que le vaſſal pouuoit iouyr libremẽt de ſondit fief. Partant que ceſte ſaiſie eſtãt ainſi ſuſpẽduë, demouroit ſans aucun effect, ſi elle n'eſtoit de nouueau faicte & renouuellée. Le Seigneur Feodal au contraire maintenoit que ſa ſaiſie eſtoit touſiours demourée, & de laquelle il n'y auoit eu aucune main leuée faite: que ſi l'effect d'icelle a eſté ſuſpendu pour vn temps ſeulement à la priere & requeſte dudict vaſſal: & que ce temps de ſurſeance eſtant expiré, la ſaiſie eſtoit continuée & deuoit demourer en ſa force & vertu. Qu'il ſe deuoit contenter d'auoir perceu les fruicts de ſon fief, pendãt ladicte ſurſeance: & ne deuoit ainſi abuſer de la grace à luy concedée par ſon S. F. Par Arreſt du 26. iour de May 1565. contre le Marquis de Mezieres en Touraine, Comte de S. Forgeau en Puiſoye au profit de Blaiſe de Rabutin Baron de Huban ſon vaſſal. Ainſi que Chopin eſcrit liure 2. des Couſtumes d'Anjou partie 2. Tit. 1. En choſe odieuſe, comme eſt la ſaiſie & l'eſtabliſſemẽt de commiſſaire, on doit reſtraindre la ſaiſie l. cum quidam. De lib. & poteſt. cap. odia. De reg iur. in 6.

o Effoueil, fœtus le reuenu, & le croiſt & la Couſtume du Mans, Art. 116. Lit, le ſeul reuenu, & eſcroit, in omnibus editionibus. Et ces deux Couſtumes, ſe doiuent entendre quand la terre eſt principalement à cela deſtinée, cõme eſt des Eſtangs & Garannes.

p Bois marmentaux ſont bois de Haute fuſtaye & de touche pour la decoration du lieu, à la difference du Bois taillis qui eſt en fruict. Le Rouillé ſur la Couſtume du Mans dit que ce mot marmentau, vint de la marque ou du marteau, duquel l'on marque le bois de haute fuſtaye pour vendre ou bien de la memoire, ou de la marque de la maiſon, de laquelle ils ſont proches & contigus eſtans pour l'embelliſſement d'icelle.

Source : BIU Cujas

GRAND-PERCHE Tit. 2. Art. 32. Le S. du Fief par faute d'homme, droicts & deuoirs non faits & non payez, & pour chacun d'iceux peut proceder par saisie sur les heritages tenuz de luy en Fief. Et doit faire signifier sadicte saisie, bailler assignation sur icelle aux detenteurs du Fief aux plaids prochains ensuiuans & autres iours competans de la Iustice, dont procede la saisie: laquelle saisie doit estre rapportée en ladicte Iustice, en laquelle, ou y aura partie opposante, le Seigneur F. auparauant que iouyr par ses mains, doit auoir deliurance & permission de iouïr, & doit estre la main par luy mise & assise leuée à son profit, pour apres par ses mains en iouïr & faire les fruicts siens, iusques à ce qu'il ayt esté deseruy & payé de ses droicts & deuoirs, pour raison desquels la saisie a esté faicte. Art. 73. Le Seigneur de fief ne peut coupper les bois taillis, ne pescher les estangs de son vassal saisi, sinon en temps conuenable: doit vser du Fief, comme bon pere de famille. Article septante quatre. Le temps pour coupper bois taillis est de sept en sept ans: & pour pescher les estangs de trois en trois ans, apres qu'ils auront esté peuplez. Art. 75. Le †† bois ayant passé trois couppes, n'est plus reputé bois taillis: ains bois de haute fustaye, & pour tel se doit racheter. Artic. 80. Le S. Feodal ne peut faire les fruicts siens, sinon qu'il ait fait saisir le fief de son vassal, & aiant ce fait, ne laisse à faire les fruicts siens, encores qu'il n'ait fait establir commissaires.

CHASTEAV-NEVF Chap. 5. Artic. 30. Vn S. F. par defaut d'homme peut saisir & prendre en sa main le fief tenu de luy & d'iceluy iouïr & prendre les fruits à son profit, & en vser comme vn bon pere de famille fait & doit faire de sa chose iusques à ce qu'il en ait homme qui l'ait seruy, & faict ses deuoirs de fief enuers luy. Art. 32. Le S. F. faict les fruicts siens de l'heritage qu'il tient en sa main par defaut d'homme, supposé qu'il descende ou vienne à fils de succession de pere ou mere ou autrement en ligne directe, & qu'il ne soit deu aucun Rachat. Art. 33. Vn S. F. par defaut d'homme & de deuoirs de fief non faicts & non payez, peut assigner luy mesmes q brandon sur les heritages tenus de fief en luy & les mettre en sa main & les empescher: & peut aussi si bon luy semble, faire mettre & apposer la main du Roy r ou d'autre S. son Suzerain dont le fief depend, en confortant sa main. Et pendant le temps de la main mise signifiée à son vassal ou autre detenteur du fief, le S. du fief faict les fruicts siens. Et si le vassal les prend, il est tenu de les restituer & restablir, auparauant que le S. soit tenu le receuoir en foy & hõmage: outre luy leuer la main.

CHARTRES Chap. 5. Art. 29. 31. & 32. p. *à Chasteau-neuf.* Art. 30. 32. & 33. Et les mettre en sa main, brandonner & empescher, & y faire mettre & apposer la main du Roy ou d'autre Seigneur son Souuerain &c. s'il les perçoit &c.

DREVX Chap. 5. Art. 21. Vn S. F. peut prendre & faire les fruicts siens par defaut d'homme apres les xl. iours d'vn fief tenu de luy qu'il auroit mis en sa main, & en iouyr comme vn bon pere de famille &c p. *à Chasteau neuf.* Art. 30. homme qui ait fait ses deuoirs dudit fief. Art 22. p. *à Chasteau-neuf.* 32. d'vn heritage qui est tenu de luy par defaut &c & vienne de pere ou de mere &c. & qu'il ne doiue aucun Rachat. Et suffit au vassal qui ne doit que la foy & hommage de faire ses offres à son S. vne fois seulement. Art. 23. Vn S. F. & c. p. *à Chasteau-neuf.* 33. & deuoirs &c. peut asseoir sur les heritages tenus en fief &c. sa main, & les brandonner & y faire mettre & apposer &c. Seigneur Suzerain, en confortant la sienne. Et pendant le temps &c. *iusques à ce mot,* restablir, *inclus.*

BLOIS Chap. 4. Art. 38. Les † Seigneurs qui ont droict de Fief, Cens ou Terrage, ou leurs Procureurs peuuent par la commission du S. s'il a Iustice, prendre, saisir & mettre en leur main, si bon leur semble, l'heritage tenu d'eux à l'vn desdits droicts par faute de recognoissance ou payement desdits droicts & profits d'iceux, & signifier ledict saisissement aux Seigneurs ou detenteurs des heritages, & leur faire defendre tous exploicts. Art. 39. Peuuent obtenir commission confortatiue du Roy ou de leur superieur immediat, si bon leur semble, pour cõforter leur saisie, & doit tenir la main de Iustice iusques à pleine satisfaction. Pour laquelle faire seront les fruicts vendus & adenerez par le Sergẽt & executeur. Et s'il y a opposition, s la main-mise de Iustice tiendra iusques à ce que par Iustice en soit ordonné, ou que l'opposant presente garand, qui prenne la cause, & pretende l'heritage saisi estre tenu de luy, à l'vn desdits droicts. Auquel cas l'opposant aura main-leuée des fruicts, pendant le procez & en iouyra sous main de Iustice. Chap. 7. Art. 76. Si †† le S. F. trouue son Fief vuide & ouuert & qu'il n'ait point d'homme qui luy ait faict la foy & hõmage ne les offres, il peut faire exploicter son Fief en pure perte par le vassal, de la * commission t de son luge, s'il a Iustice: sinon par son

Saisie doit estre signifiée & comment elle doit estre faite.

Bois taillis dans quel tẽps se doit coupper.
Estãgs dans quel temps se doiuent pescher.
†† *Cest Art. 75. a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*
Bois taillis & bois de haute fustaye sont differens.
Commissaires n'estans establis à la saisie feodale n'empeschent la perte des fruicts.

Vassal doit faire ses offres vne fois seulement, s'il ne doit que la foy & hommage.

† *Cest Art. 38. a esté ainsi corrigé pour les inconueniens & abus qui à cause de ce pouuoiẽt aduenir, & mesmement qu'il y auoit aucũs Seigneurs qui n'auoient Iustice.*
†† *Cest Art. 76 a esté ainsi reformé sur les remonstrances des abus & inconueniens qui en pouuoient aduenir &c. cõme en l'Art. 38.*
* *Allàs, par la Cõmission. P. V.*

q Ce mot brandon signifie le signe, que le fief est saisi ou empesché par le Seigneur par Iustice ou par vn Sergent. A ceste cause les Coustumes disent Arrest ou Brãdon. Reims Art. 144. Paris Art. 74. Brandon & saisissemẽt Pour ceste effect on picque dans la terre saisie ou empeschée vn baston garni de paille: cõme aussi en vertu de l'Edict des Criées les Sergens attachent vn Pannonceau Royal à la maison saisie.

r Ces lettres se nomment, lettre de Conforte-main François 1. 1536. en l'Edict de Cremieu. Art. 4. Berry Tit. 2. Art. 26. Angoumois Art. 11 Auuergne Cha. 22. Artic. 2. & ont lieu quãd le Seigneur Feodal ou Censuel, vse de la main de la commission & auctorité de la Iustice Royale, ou de son Seigneur Suzerain pour conforter la saisie faicte de son auctorité & conseruer par ce moyen ses droicts Voy la Coustume de Blois Art. 39. Faber. §. preiudiciales. uersic. Quid de Vassallo. 22. coll. Inst. de actionibus.

Source : BIU Cujas

ſ Idem ſil y a appellation, encores que aucuns ſoient d'aduis contraire: par ce que la ſaiſie n'eſt point vn exploict de iuriſdiction, ains vn exploict domanial, & n'eſt la cõmiſſion du Iuge de ſoy neceſſaire, mais elle eſt requiſe afin que la ſaiſie ſoit par eſcrit & authoriſée par Iuſtice, parce que les Seigneurs en pourroient abuſer autrement. Et doit en ces cas la ſaiſie demeurer nonobſtant l'appel ou oppoſition, comme du Moulin eſcrit ſur la Couſtume de Paris Art. 1. Gloſſ. 4. & Art. 52. Aucuns tiennent que la commiſſion n'eſt point neceſſaire: ainſi qu'il ſe practique en quelques lieux.

t A faute de commiſſion de ſon Iuge, il ne gaignera les fruicts en pure perte: toutesfois il ne ſera tenu à aucuns dommages & intereſts ſi pour cauſe iuſte il a faict ſaiſir ſans commiſſion ou autre ſolemnité requiſe. C.M.

ſuperieur ayant Iuſtice, apres le temps declaré. Et fera ſiens tous les fruicts, profits, reuenus & emolumens, qu'il aura prins ou faict prendre audit Fief, iuſques à ce qu'il ait homme, & qu'il ſoit payé de ſes profits Feodaux, ſi aucuns en ſont deuz. Art. 78. Si le S. de Fief trouue ſondit Fief vuide & ouuert, le doit exploicter, comme bon pere de famille, & non autrement. Car il ne peut coupper n'abbatre bois de haute Fuſtaye ne Touche, qui ſoit l'embelliſſemẽt du lieu, ne cueillir les fruicts ſils ne ſont en maturité, comme les bleds en la ſaiſon d'Aouſt, & les vignes en la ſaiſon de vendanges, ne peſcher les eſtangs ſ'ils ne ſont en peſche: ne coupper les taillis des bois, ſ'ils ne ſont en couppe & ſaiſon, comme il eſt accouſtumé faire, & ainſi des autres ſemblables. Eſquels fruicts & tous autres le S. de Fief ne prendra plus ne outre qu'euſt faict ledit vaſſal. Et ne peut en tous cas le laboureur, fermier, u ou maiſonnier dudict vaſſal perdre ſon droict. Et eſt reputé bois de Haute Fuſtaye, quand il a eſté xxx ans ſans coupper.

u Secùs du preneur à cens, fief ou rente, comme il eſt dit és Art. 61. & 62. de Blois. C.M.

Berry Tit. 5. Art. 7. Le nouuel acquereur du Fief ou de rentes ou autres charges reelles ſur ledit fief, eſt tenu d'aller deuers ſon S.F. luy faire la Foy & hommage, & payer les droicts de Rachat, dedans † xx. iours: autrement leſdicts xx. iours paſſez peut le Seigneur Feodal mettre & tenir en ſa main & exploicter les choſes acquiſes, en prendre & perceuoir les fruicts & les faire ſiens, iuſques à ce qu'il aura homme & ſera ſatisfaict de ſes droicts & profits de Fief. Article 8. Toutesfois, où le vaſſal fera enuers ſon S. F. le deuoir ou offres de faire les Foy & hommage, & payer les droicts de rachapts, dedans xl. iours apres le ſaiſiſſemẽt: audit cas les fruicts ne ſeront acquis au S.F. ains ſera tenu les rendre, ſ'il les a prins & perçeuz au vaſſal, en payant les frais raiſonnables. Art. 25. Par defaut de faire les foy & hommage par le vaſſal dedans le temps, & de payer les droicts & deuoirs des Rachats, és cas, eſquels ils ſont deuz, peut le Seigneur Feodal vſer d'exploict domanier, ſur la choſe x Feodale, par luy ou ſon Commis, & icelle tenir en ſa main, iuſques à ce que le vaſſal ait faict le deuoir enuers luy: en faiſant ſignifier la ſaiſie à ſon vaſſal, poſſeſſeur ou detenteur du Fief. Art. 31. Et pourra touſiours y le vaſſal, quelque eſpace de temps que le Seigneur Feodal ait tenu le Fief en ſa main, requerir eſtre reçeu en foy & hommage, en payant les droicts de Rachat: & en ce faiſant aura main-leuée de ſon Fief. Toutesfois les fruicts precedens demoureront au Seigneur Feodal és cas eſquels ils luy peuuent appartenir: pourueu qu'ils ayent eſté prins & recueillis par luy: & quãt à ceux qui ne ſont recueillis appartiennent au vaſſal. Art. 33. Le Seigneur tenant le Fief ſaiſi és cas, eſquels il fait les fruicts ſiens, bien que la ſaiſie fut faicte, les fruicts eſtans preſts à recueillir, fait les fruicts ſiens apres les auoir recueillis, en pure perte du vaſſal: en maniere que par le gain deſdits fruicts, ne pourra pretendre le vaſſal, le Seigneur auoir eſté ſatisfaict de ſon droict de Rachat. Art. 42. Le Seigneur Feodal exploictant le Fief de ſon vaſſal, par defaut d'homme, droicts & deuoirs non payez, peut prendre & recueillir tous & chacuns les fruicts de ſon Fief, qui ſont preſts à eſtre recueillis, ſoit de bois, taillis, prez, terres emblauées & autres fruicts & emolumens quelconques prouenans du fonds de ſon Fief, & iceux appliquer à ſon profit, és cas, eſquels il fait les fruits ſiens: non comprins les fruicts & profits du beſtial tant gros que menu. Art. 43. Et auſſi ne peut prendre aucune choſe és bois de haute Fuſtaye, qui ſont en proprieté & non en fruict, ſi n'eſt les fruicts d'iceux: ne pareillement autres bois deſtinez pour la decoration de la maiſon du vaſſal, & qui n'ont accouſtumé eſtre en couppe, ne conſequemment en fruict. Toutesfois pour le chauffage de la maiſon du vaſſal, qui aura eſté ſaiſie, ou le Seigneur Feodal, ſon fermier ou receueur y demourera, pourra prendre du mort bois & bois mort moderément és autres bois (quant au mort bois) qui ne ſont pour la decoration de la maiſon, & en vſant d'iceluy comme bon pere de famille. Art. 48. Et ſera tenu le Seigneur Feodal exploictant le fief de ſon vaſſal en quelque maniere que ce ſoit, durant le temps qu'il l'exploitera & tiendra en ſa main, entretenir en bon & ſuffiſant eſtat, les maiſons, manoirs & edifices d'iceluy Fief, quant aux menuës reparations: & le ſemblable ſe fera quant aux iardins, prez & autres choſes, dont il

x Il ne peut ſaiſir les Arrierefiefs mouuãs de ſon vaſſal, qui eſt en demeure, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt de Paris le 15. iour de Decembre 1543. Le Roy ſeul a ce priuilege comme Papõ eſcrit auoir eſté ſouuẽt iugé par Arreſt liure 12. de ſon Recueil. Tit. 1. Art. 15. l'Abbé.

y Cela depend de ceſte maxime vulgaire, en matiere de fiefs, Tant que le vaſſal dort, le ſeigneur veille & è cõtra: dont nous parlerõs cy deſſous en l'Art. 60. de Paris.

Nouuel acquereur doit faire la foy & hommage & payer le rachat dans vingt iours: & ayant faict les offres de faire les foy & hõmage, & payer le rachat dãs xl. iours apres la ſaiſie: le S. ne fait les fruicts ſiens.

† Ceſte Couſtume eſt nouuelle, quant au tẽps.

Exploict domanier cõtre le vaſſal à faute de faire la foy & hommage.

Vaſſal eſt receu en tout temps à faire la foy & hõmage en payãt les droicts de rachat & faiſant la foy & hommage.

S.F faiſant les fruicts ſiens par la ſaiſie feodale, n'eſt pas ſatisfaict de ſon droit de rachat.

S.F. exploictãt le fief de ſon vaſſal & faiſant les fruicts ſiens, par defaut d'homme, droits & deuoirs non payez, prẽd tous les fruicts preſts à recueillir: fors les fruicts & profits du beſtail tãt gros que menu: des bois de haute fuſtaye nõ eſtans en fruict, & bois deſtinez

Source : BIU Cujas

pour la decoration de la maison: & en quelle maniere il aura son chauffage.

S. F. ayant saisi & iouyssant du fief saisi doit entretenir des menuës reparations les maisons &c. payera les charges anciennes &c.

iouyra: lesquels il sera tenu exploicter sans aucune deterioration ou diminution d'iceux, & en vser comme vn bon pere de famille: & payera les charges anciennes pour le temps qu'il tiendra & exploictera ledit fief: & fera les fruicts siens.

Bovrbonnois Chap. 27. Art. 368. Quand vn fief est ouuert par alienation ou autre mutation de vassal, le S. F. peut par puissance de fief, entrer en son fief & le mettre en sa main, soit qu'il ait Iustice sur iceluy ou non: & fera les fruicts siens xl. iours †† apres l'assignement, tant que le vassal sera en demeure de luy faire la foy & hommage: & est ce que l'on dit ainsi audit pays, Tant que le vassal dort, le S. veille. Toutesfois si le fief est ouuert par le trespas du vassal, le S. F. ne peut saisir auant xl. iours z apres le decez du vassal. Et si le S. de fief est negligent à saisir & contraindre le vassal, ledit vassal faict les fruicts siens, & est ce que l'on dit, Tant que le S. dort, le vassal veille. Art. 372. Si † le detenteur du fief, depuis les xl. iours apres l'empeschement & saisie fait, & deuëment à luy a signifié par le S. F. a prins les fruicts de la chose Feodale, le S. F. n'est tenu le receuoir à foy & hommage, qu'il n'ait prealablement rendu les fruicts. Et s'ils ne s'accordent de la valeur des fruicts, le vassal est tenu consigner és mains de Iustice, ce qu'ils peuuent annuellement monter & valoir par commune estimation: sans preiudice du plus ou du moins, quand les fruicts seront deuëment cogneuz & verifiez: & en ce faisant le S. F. est tenu receuoir le vassal en foy & hommage, & ne fera apres les fruicts siens.

†† *Cest Art. 378. a esté accordé pour Coustume nouuelle en ces mots*, xl. iours.

† *Cest Artic. 372. a esté accordé pour Coustume nouuelle.*

Avvergne Chap. 22. Art. 1. Toutes & quantes fois qu'vn fief Noble est ouuert par alienation, trespas ou autre mutation de S. F. ou vassal peut par puissance de fief entrer en son fief, soit qu'il ait Iustice sur iceluy ou non. Art. 2. Et peut le S. F. si bon luy semble, par confortemain du S. Iusticier, en la Iustice duquel est le fief, ou du superieur, faire assener sur iceluy fief, à la confortation & conseruation de son droict & min mise. Art. 3. Le S. F. ne peut faire les fruicts siens, si ce n'est qu'il y ait saisie & empeschement de fief deuëment signifiez au vassal. Art. 4. Quarante iours apres la saisie faicte & deuëment signifiée ou a son domicile: s'il est demourant audit pays, ou sinon au lieu de la chose Feodale, en parlant és personnes de ses accenseurs, entremetteurs, Procureurs & negociateurs, ou aucuns d'eux tenans & possedans ladite chose Feodale le S. F. faict siens tous les fruicts du fief, iusques à ce que foy & hommage à luy deuz luy auront esté faicts, selon la nature du fief, ou que le vassal se soit mis en deuoir.

La Marche Chap. 18. Art. 183. Si le fief est ouuert du costé du vassal, par mort, ou autre mutation d'homme. Le Seigneur peut saisir & mettre en sa main la chose Feodale quarante iours apres l'ouuerture, & iceux passez, durant la saisie & depuis icelle deuëment signifiée en personne ou domicile du vassal, son Procureur, entremetteur de ses affaires ou au fermier du lieu en presence de tesmoins, fera les fruicts siens, iusques à ce qu'il aura homme qui ait faict la foy & hommage.

S. Feodal comme doit vser de la chose Feodale saisie.

Poictov Tit. 1. Art. 119. Au cas que le S. leue les fruicts par faute d'homme, il en doit vser comme vn bon pere de famille & vsufruictier: & ne doit coupper les gros bois, ne deserter les maisons, vignes, estangs, garénes & autres choses, ains les doit tenir en estat. Art. 120. Le S. quand l'hommage ne luy est faict, peut prendre & leuer par defaut d'homme les fruits de la chose, ou la peut saisir & mettre en sa main par defaut d'homme.

La Rochelle Chap. 4. Art. 5. Le S. ayant iurisdiction peut par son Seneschal ou Iuge ayant iurisdiction haute, moyenne ou basse, saisir les choses estans en sa iurisdiction, & aussi les fiefs tenus de luy & mouuans, par defaut d'hommage non faict, Cens non payez ou contracts recellez & non notifiez dedans le tẽps de la Coustume. Art. 7. Apres la saisine faite de faire l hommage, & Commissaires baillez pour regir & gouuerner le fief, tant que le vassal demourera à faire son hommage, les fruicts cheent en perte.

Xainctonge Tit 4. Art. 19. Et quand la saisine est faite par faute d'hommage lors le S gaine les fruicts, iusques à ce que l'hommage est faict, ou que le vassal n'est en demeure. Art. 23. Et quand le S. de fief lieue le fief de son vassal par defaut d'homme, il en doit vser comme vn bon pere de famille & ne doit coupper &c. p. *a Poictou.* Art. 119.

Bretagne

z Il ne sera neãtmoins les fruicts siens sinon apres autre xl. iours, à compter du iour de la saisie. C. M.

a Par Arrest des grãds iours de Molins, le 4. iour d'Octobre 1540. a esté iugé que le Seigneur doit faire signifier à son vassal la saisie & la cause pour laquelle elle a esté faicte. Et depuis est intenuenuë l'Ordonnance du Roy Charles 9. 1563. Art. 11. declarer precisément pour quelle cause, droits & profits il enrẽd auoit faict saisir le fief. Et le 24. iour de Ianuier 1563. par Arrest donné cõtre l'Abbesse de Mõgueral fut dit que les saisies generales sans expression de cause estoient nulles & abusiues. Toutesfois le Seigneur Feodal fait saisir generalement à faute d'homme, foy & hommage non est fait, n'est tenu autrement declarer par le menu les causes de la saisie. Mais quãd on fait saisir pour autre droict, il faut specifier la cause. Autrement le sujet est bien receuable à demander main leuée, ainsi qu'il fut iugé par Arrest le 2. iour d'Aoust 1573.

Source : BIU Cujas

BRETAGNE Tit.17.Art.336. *A la fin.* A faute de ce faire l'aiſné ou celuy qui le repreſente, peut ſaiſir par faute d'homme & hommage non fait. Et la ſaiſie executee & ſignifiee, fera les fruicts ſiens, iuſques à ce que la foy luy ſoit faite.

NORMANDIE Chap.9.Art.109. A faute d'homme, adueu non baillé, droits & deuoirs Seigneutiaux non faits, le S. peut vſer de priſes de fief, xl iours apres le deces du dernier poſſeſſeur ou mutation du vaſſal aduenue.

Voyez les Couſtumes de *Melun* Art.57.& 80. cy deſſus en la Conference des Art.56.& 57. *Sens* Art.194.& *Auxerre* Art.64.en la Conference de l'Art. 47. *Montfort* Art.32.*Chaſteauneuf* Art.31. *Chartres.* Art.30.*Romorantin* Art.1.

Art.2. PARIS.

Saiſie Feodale par faute d'homme &c. comme peut eſtre faite à la requeſte de l'vſufruictier.

L'vſufruictier †† d'vn Fief [b] peut à ſa requeſte, perils & fortunes, faire ſaiſir le Fief ou Fiefs & Arrierefiefs ouuerts, mouuans & dependans du Fief, dont il iouiſt par vſufruict, à faute d'homme, droicts & deuoirs non faits & non payez: pourueu qu'en l'exploict, qui ſera fait, le nom du proprietaire du Fief ſoit mis & appoſé, ſommation toutesfois prealablement faicte audit proprietaire à ſa perſonne ou au lieu du Fief dominant, de faire ſaiſir. Et ne peut le proprietaire bailler main-leuee, ſinon en paiant les droicts audit vſufruictier.

†† *Ceſt Art. 2. eſt adiouſte pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

b Du Moulin traicte ceſte queſtion en la Couſtume de Paris Art.1. Gloſſa 1. in verbo le Seigneur Feodal numero 7. & ſeq. vſque ad num. 24. & in Gloſſa 4. q. 1. & tient ſeulement que l'vſufruictier peut faire ſaiſir le Fief du vaſſal, au nom & comme Procureur du proprietaire argumento l.1. §.1. D.de operis noui nũt.& l.1. cum le. ſeq. D. vſufr. quemad. cau. ou tous les Docteurs remarquent que l'vſufruictier a la garde de la choſe, dont il iouyſt par vſufruict: & mandement general. Toutesfois qu'il n'eſt pas neantmoins Procureur general, ſinon en quelques cas particuliers, comme pour la garde, defenſe, adminiſtratiõ & conſeruation de la choſe & des droicts y appartenans. Et pour ceſte cauſe eſt tenu de conſeruer leſdits droits & deuoirs deuz à la proprieté. Et ſ'il eſt negligent de les conſeruer & les laiſſe preſcrire, il eſt tenu aux dommages & intereſts enuers le Seigneur proprietaire d. l.1. D.quẽad.vſufr.cau. mais nous tenons que l'vſufruictier peut ſaiſir à ſa requeſte: & quaſi dominus cenſetur, & illi pro inde ius prehenſionis competit & vtilis actio. l.ſi vſufructus. 22. D.de aqua & aquæ pl.ar. Au contraire on peut demander ſi le Rachat eſt deu, par qui il doit eſtre payé, par le proprietaire, ou bien par l'vſufruictier. Mais il a eſté iugé par deux Arreſts que c'eſt au proprietaire de ſatisfaire, & en acquiter l'vſufruictier: le premier eſt du 28.iour d'Aouſt 1568.& l'autre du 23.Feurier 1570.en la 5.chambre des Enqueſtes.

CONFERENCE.

ORLEANS Tit.1.Art.63. † p. *a Paris.*

† *Ceſt Ar. 63. a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Art.3. PARIS.

En ligne directe n'eſt deu aucun droict, ſinõ la bouche & les mains auec le ſerment de fidelite: fors au Vexin le François

Quand aucun Fief eſchet par ſucceſſion de pere, mere, [c] ayeul ou ayeule, il n'eſt deu au S.F. du Fief, par les deſcendans en ligne directe, que la bouche & les mains, auec le ſerment de fidelité: quãd leſdits pere & mere, ayeul ou ayeule ont fait & payé les droicts & deuoirs [d] en leur temps: en ce non compris les Fiefs, qui relieuent & ſe gouuernent ſelon la Couſtume du [e] Vexin le François. Eſquels †† Fiefs, qui ſe gouuernent ſelon la Couſtume dudit Vexin, eſt deu Relief à toutes mutations: & auſſi ne ſont deuz Quints.

†† *Ces mots, Eſquels Fiefs, &c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez pour interpretation de ceſt Art.3. Relief eſt deu à toutes mutatiõs ſans Quint.*

CONFERENCE.

MEAVX Chap.17.Art.134. En ligne directe du fief eſcheu au S.F. n'eſt deu aucun droict de Rachat ou Relief: mais ſeulement les foy & hommage, Adueu & Denombrement, ſoit que le fief deſcende aux enfans de par pere ou de par mere, ayeul ou ayeule *in recta linea aſcendendo ſiue deſcendendo.*

MELVN Chap.4.Art.52. Celuy auquel eſchet vn Fief par ſucceſſion directe, ou partage fait [f] par pere, mere ou autre aſcendant à ſes enfans, doit ſeulement au S F. la bouche & les mains.

SENS Tit.19.Art.192. L'heritier en ligne directe, de celuy, qui en ſon viuant a fait ſes deuoirs de feauté, ne doit au S.F. que la bouche & les mains.

AVXERRE Tit.2.Art.62.p. *a Sens*, du vaſſal qui &c. deuoirs de fidelité &c.

CALAIS Tit.2.Art.12. p. *a Paris* temps: ſi ce n'eſt que par conuention ſpeciale, ſoit deu à toute mutation aucun droict.

DOVRDAN Tit.1.Art.2.p. *a Paris*, iuſques à ce mot, *temps*, inclus.

c Par la Couſtume generale de France, en ligne directe n'eſt deu Rachat, ainſi qu'il eſt porté au liure ſecond du grand Couſtumier de France Titre des Couſtumes des Fiefs. Et n'en eſt deu, ſinon en ligne collateralle. Sicut olim iure ciuili in limite directo nullum erat onus viceſimæ, caducorum 1.quartæ curiæ & Siliquatorum vt ſcribit Cuiac ad lib.1.Feud.Tit.25 Toutesfois audit grand Couſtumier ſur la fin dudit Titre des fiefs, eſt dit, En ligne directe ne chiet point de Rachat: mais toutesfois par defaut d'homme le Seigneur lieue les fruicts.

Source : BIU Cujas

d Les enfans ſont tenus de payer les droicts de Rachats ou de Quint ou Requint non acquitez par leur pere ou mere: ſils n'ont eſté preſcripts par le laps de trente ans ſuiuant la Couſtume de Paris Art. 12. par lequel tous profits de Fiefs ſe preſcriuent par trente ans, ſ'il n'y a ſaiſie ou inſtance pour raiſon d'iceux : Ils doiuent encor les profits de Fiefs deuz par leurs peres, meres & autres aſcendans, ſils ont eſté receus par le Seigneur Feodal, ſans payer leſdits droicts & profits, auec reſeruation expreſſe faite par le Seigneur Feodal, qui les ait receu ſans preiudice des droicts de profit & rachat par luy pretendus : & que leſdits pere & mere ayent promis de les payer, ou bien le Seigneur leur ayant donné terme de les payer. Auquel cas le S. n'a qu'vne ſimple action pour ſe faire payer deſdits profits de fief. C.M.

e Vexin, ou Vvlquecin, ou Volxin: eſt vers le pays de Normandie & tirant du coſté dudit pays. Le Seigneur Feodal prend Relief à toutes mutations venans du coſté du vaſſal. Qui eſt droict particulier, auquel la Couſtume generale n'a voulu deroger: par ce que les Seigneurs feodaux ont baillé leurs Fiefs à telles conditions. A ceſte cauſe ſont exceptez les fiefs qui ſe gouuernent ſelon la Couſt. du Vexin le François, ainſi nommé à la difference du Vexin qui eſt en Normandie. Senlis Art. 156. Au grand Couſtumier Tit. des Rachats de fiefs. En aucuns autres lieux l'en rachete de toutes mains, comme d'achat, d'eſchange, de Don, de quelconques autres alienations, & pource l'on dit audit pays comme à Gonneſſe, & és fiefs qui ſe relieuent & ſe gouuernent ſelon la Couſtume du Vexin le françois.

f Voyez cy deſſous le nombre 6. de l'addition miſe à la fin de ce Titre. Melun Art. 54. Auxerre Art. 71. dit qu'il n'eſt Relief pour partage ſoit en ligne directe ou collaterale. Chaumont Art. 33. Laon Art. 60. Reims Art. 71. Ribemont. Art. 15. Amiẽs Art. 94. la Salle de Lille Tit. 1. Art. 59. & 60. Niuernois Chap. 4. Art. 19. Montargis Chap. 1. Art. 51. Orleans Tit. 1. Art. 15. Diuiſio vicem emptionis obtinet l. 1. C. comm. vtr. iud. l. 20. §. 3. D. fam. erc. Sed eſt impropria alienatio.

MONTFORT Chap. 1. Art. 2. † p. *à Paris* iuſques à ces mots, *de fidelité*, inclus.

SENLIS Tit. 7. Art. 156. En †† ligne directe en matiere de fief, comme de pere à fils, n'eſt deu aucune finance pour droict de Relief: mais ſeulement la bouche & les mains auec le Chambellage, qui eſt ſelon la nature dudit lieu : excepté les fiefs des Chaſtellenies de Pontoiſe & Chaumont, qui ſe relieuent de toutes mains & mutations: excepté auſſi les Chaſtellenies de Mello & Moncy le Chaſtel & les fiefs qui en dependent, qui pareillement ſe relieuent de toutes mains & mutations tant en ligne directe que collaterale.

CLERMONT Tit. 8. Art. 73. Les fiefs tenus ſans moyen du Chaſtel de Clermont, quand ils eſcheent en ſucceſſion en ligne directe, que l'on dit de pere à fils, tels ſucceſſeurs ne doiuent aucun Rachat: mais ſeulement bouche & mains: ſauf que les non Nobles, auec bouche & mains, doiuent droict ne Chambellage, qui eſt de xx. ſols Par. pour chacun fief: toutesfois en ce ne ſont compriſes les Seigneuries de Bulles & de Conty. Art. 74. Les Seigneuries de Bulles & Conty, enſemble tous les fiefs, & arrierefiefs qui en ſont mouuans, (ſauf & reſerué la terre & Chaſtellenie de Milly, mouuant de Bulles) ſe relieuent de toutes mains & mutations, ſoit en ligne directe ou collaterale, & autrement. Art. 75. La terre & Chaſtellenie de Milly & les fiefs qui en dependent arrierefiefs de Bulles, ſe releuent à la nature de ceux mouuans du Chaſtel de Clermont en ligne directe: excepté trois fiefs ſeulement: le fief de la Cour d'Auneul diuiſé en deux, & le fief de Arames : leſquels ſe relieuẽt ſelon la nature des fiefs mouuãs de Bulles, c'eſt à ſçauoir de toutes mains & mutations.

VALLOIS Tit. 4. Art. 33. En ſucceſſion de fiefs, qui vont en ligne directe, comme de pere au fils ou à la fille non mariee, & du fils au pere ou à l'ayeul, n'a point de rachat ou profit.

TROYES Tit. 3. Art. 25. Si vn heritage de fief eſchet en ligne directe ſoit en aſcendant ou deſcendant, l'heritier eſt tenu en faire foy & hommage : & ne luy doit autres droicts.

CHAVMONT Tit. 2. Art. 16. Si le fief eſchet en ligne &c. p. *a l'Art. 25. de Troies* Art. 25. En ligne directe n'y a point de relief ou rachat: mais en ſucceſſion de ligne collateral y a relief ou rachat. Art. 47. Le fils qui veut reprendre la terre à luy eſcheuë par le treſpaſſement de ſon pere, qui n'auoit pas fait le relief ou rachat qu'il deuoit, pource qu'icelle terre luy eſtoit eſcheuë de ligne collateralle, ainçois qu'il ſoit reçeu, doit payer le relief ou rachat que ſon pere ne paya pas : iaçoit que de ſon chef ſon fils n'en deuſt point.

VITRY Tit. 3. Art. 29. Des heritages feodaux, qui viennent en ligne directe, n'eſt deu aucun relief, rachat, quint ou requint.

LAON Tit. 16. Art. 157. Le vaſſal, auquel eſchet vn fief en ligne directe ne doit à ſon Seigneur F. droict de relief : ains la bouche & les mains ſeulement auec les droicts de Chambellage : qui eſt à dire que le vaſſal eſt tenu luy faire foy & hommage & recognoiſtre tenir de luy le fief, promettre de luy ſeruir ſelon la nature & condicion du fief, & l'aduertir de ſon bien & du dommage qu'on luy voudroit faire. Article 158. Droict de Chambellage eſt d'vne piece d'Or à la volonté du vaſſal.

† *Le Procureur du Roy a requis que pour le regard de la Chaſtellenie de Neauphle le Chaſtel l'on ſe reglaſt ſelon la Couſtume du Vvlquecin le François : que ladite Chaſtellenie eſt vne acquiſition ſeparee du Bailliage de Monifort, qui ſe gouuerne ſelon ladite Couſtume du Vvlquecin & releuoit anciennement du Roy, à cauſe de la Chaſtellenie de Meulan: & que toutes morts & mutations eſt deu Rachat. Ce qui a eſté touſiours obſerué & ont eſté donnees pluſieurs ſentences conformes à icelle Couſtume. A ceſte cauſe a requis que de ceſt Art. 2. ſoit excepteé ladite Chaſtelenie. Leſdits Matreas pour la Ducheſſe de Valentinois, les Seigneurs de Villiers, Culdeſue & de Pail leſeau pour ſa portion de la Breteſche, Baucher: & Bonichon pour le S. de la Granche, preſens: & pour les Seigneurs de la Breteſche ont ſouſtenu que de pere à fils ne eſt deu que la*

Source : BIU Cujas

bouche & les mains. Et ont requis que ledit Art. demeurast sans aucune exception. Lesdits Hostelier & Beauuais pour le Seigneur de la Queuë, à cause de sondit Fief de la Queuë, ont dit qu'iceluy Fief releue dudit Neauphle Chastel, & en a faict ledit Seigneur de la Queuë Foy & hommage au Roy, à cause dudit Neauphle, & qu'il a plusieurs Fiefs relevans du Roy, y assis & situez, & qu'ils se gouuernent selon la Coustume dudit Vlxin le François: & à fait pareil requisitoire que le Procureur du Roy. Ouy l'opinion des trois Estats, a esté ordonné que ledit Article demeurera sans aucune exception & sans preiudice des proces pendans & conuentions particulieres si aucunes en y a. Dont le Procureur du Roy a protesté d'appeller, comme aussi a faict ledit Bazin Procureur pour ladite Dame Duchesse d'Estouteuille.

†† *Sur cest Art. 156. ont esté faites plusieurs remonstrances & protestations tant par M. l'Eueſque de Beauuais, le Seigneur de Ioy, le Seigneur de Fresnoy en Thelles, la Dame d'Estouteuille, que autres, dont leur a esté accordé lettres hors le proces verbal: parce qu'il n'est question que de droits particuliers qui ne sont introduits par la Coustume. Et neantmoins pour accorder la Coustume cy dessus escrite auec la Coustume locale du Vlxin le François, les assistans sont condescendus à la Coustume, telle qu'elle est audit Art. 156. dudit cayer.*

Chambellage.

Fiefs de Bulles & Conty: ensemble les Fiefs & Arrierefiefs mouuans d'icelles Seigneuries se relieuent de toutes mains & mutations, fors la Chastellenie de Milly, & les Fiefs qui en dependent excepté trois Fiefs.

Fils doit payer les Reliefs & Rachats que son pere deuoit, encores que de son chef il n'en doiue aucun.

Chambellage.

CHALONS Tit. 20. Art. *166.* Pour Fief escheu en ligne directe, n'est deu aucun Relief, Rachat ou profit de fief: mais main & bouche tant seulement & sans aucun droict de Chambellage. Art. 170. Quand pere, mere, ayeul ou ayeulle font partage entre leurs enfans des biens à eux appartenans, soit que lesdits enfans en iouissent deslors ou apres le trespas desdits pere & mere, ayeul ou ayeulle seulement, n'est deu aucun droict de Relief, ains la bouche & les mains.

REIMS Tit. 3. Art. 70. Quand g vn Fief eschet à aucun par succession directe ou luy est donné par pere, mere, ayeul, ayeulle ou autre ascendant en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie, n'est deu au S. F. que la bouche & les mains auec le droict de Chambellage.

NOYON Tit. 4. Art. 25. p. *à Reims.* par succession †† de pere ou mere, ayeul &c. ascendans, n'est deu &c.

S. QVENTIN Tit. 4. Art. 62. Quand par succession de pere, ou de mere, ayeul ou ayeulle, aucun Fief est escheu à leur heritier, est seulement deu au S. F. droict de Chambellage, auec l'hommage & serment de fidelité.

RIBEMONT Tit. 2 Art. 3. Pour fief escheu par succession en ligne directe, par le trespas de pere & mere, ayeul & ayeulle ou autres ascendans, n'est deu au S. F. aucun profit Seigneurial: sinon droict de Chambellage auec la bouche & les mains.

MANTE Chap. 1. Art. *6.* Quand † le Fief vient par succession de ligne directe à fils, fille ou autre descendant, n'est deu au S. F. droict de Rachat ou Relief, pour telle mutation: mais luy est deu le droict de Chambellage, qui est vn escu au soleil, si le fief vaut cinquante liures tournois de reuenu & plus: & s'il vaut moins, il luy est deu seulement la foy & hommage, sans aucun droict de Chambellage.

SEDAN Tit. 3. Art. 44. Des terres feodales aduenues par droict successif en ligne directe, n'est deu aucun Quint, Requint n'autre droict feodal: sinon les foy & hommage & vn escu pour le droict de Chambellage.

g *C'est Art. 70. depend du 62. Art. de la mesme Coustume, par lequel se cognoist que le vassal ne doit que la bouche & les mains en certains cas exprimez par ladite Coustume es Articles suiuans iusques au 75. Art.*

†† *A esté remõstré par ledit Hurdeau que les Doyen, Chanoines & Chapitre de Noyon ont droit de Relief pour chacune mutatiõ d'hõme, auec main & bouche & droict de Chambellage. Auons ordõné que cest Art. 25. passera pour Coustume: sans preiudice audits Doyen, Chanoines & Chapitre de leurs droicts & possessions: pour lesquels ils demeureront en leur entier.*

† *Le Procureur du Roy a remonstré que l'ancienne Coustume du Bailliage de Mante & Meullant, par laquelle en succession de Fief en ligne directe, estoit deu droict de Relief ou Rachat, comme trop dure & inhumaine deuoit estre par nous reformee, tollue & abrogee, nous requerant d'en demander l'aduis des Estats. Ce qu'auons fait & trouué que tous, (excepte Frere Iean Badolet, Prieur du Conuent des Celestins lez Mante) estoient d'aduis, mesmes ceux de la Noblesse, qui ont le principal interest, que ladite Coustume fut reformee, ainsi qu'elle est contenue au 6. Article, pour estre obseruee pour l'aduenir, sans preiudice du passé. Ce qu'auons ordonné estre fait, & sans preiudicier aussi aux conuentions priuees & particulieres, si par aucunes les Fiefs auoient esté baillees à la charge des Rachats à toutes mutations, & ce nonobstant le dire dudit Badolet: lequel tant en son nom, que des Religieux & Conuent des Celestins de la Trinité lez Mante, nous a remonstré, que la dotation dudit Conuent faite par feu de bonne memoire Charles cinquiesme premier fondateur & dotateur dudit Conuent, consiste principalement en la iouyssance qu'ils ont dudit droict de Relief & Rachat en succession de Fief en ligne directe, & qu'autrement ils seroient grandement interessez: tellement qu'a l'aduenir ils pourroient estre contraincts diminuer le nombre des Religieux, qui seroit contre l'intention dudit fondateur: ioinct que quand l'homme viuant & mourant par eux nommé aux Seigneurs dont ils relieuent leurs Fiefs, decede, ils sont tenus payer plein droict de Relief: & neantmoins en la mutation en ligne directe des Fiefs releuans d'eux,*

ils n'auroient aucuns profits, & que partant la reciprocation ne seroit bonne. Et depuis Maistre Iean Ioullet Conseiller au Siege Presidial de Mante comme Procureur & fils de Pierre Ioullet Contrerolleur du Domaine audit Mante, ayant Bail de la Roine Douairiere dudit Comté de Mante & Meullant, qui a remonstré, que l'ancienne Coustume, par laquelle en succession de Fief en ligne directe, droict de Rachat ou Relief estoit deu, auoit este le Ieudy precedent reformee au grand preiudice du Roy & de ladite Roine Douairiere reformee, interpellant le Procureur dudit Seigneur audit Bailliage de soustenir ledit droict du Roy, & empescher la reformation de ladite ancienne Coustume: protestant qu'ou ledit Article auroit ainsi esté accordé auec lesdits gens du Roy, que ce ne luy puisse nuire ne preiudicier, & de pouuoir vser de retention de sondit droict & fermage, iusques à la concurrence de ce que pourroient monter les droicts & profits de Rachat, qui aduiendroient par telles mutations en ligne directe durant ledit Bail: faisant au surplus toutes protestations à ce pertinentes. Semblablement Nobles hommes François de Bethune Seigneur & Baron de Rosny & Villeneufue en Cheurie, & Guy de Giffart Seigneur de Hannecourt Eschançon ordinaire du Roy, & Louys de Caillot Seigneur du Mesnil Renard ont remonstré, que de toute ancienneté l'ancienne Coustume, par laquelle plein droict de Relief & Rachat de Fief escheant en ligne directe a esté deu & payé sans aucune difficulté tant à eux qu'à tous autres S. F. quand le cas est eschu: & que ce n'estoit raison que ladite Coustume fut reformee: ains deuoit demourer en son entier. Aussi par ledit frere Iean Badolet Prieur du Conuent des Celestins a esté persisté en ses remonstrances faictes ledit iour de Ieudy dernier sur ledit Art. 6. Les gens du Roy ont remonstré, que tant lesdits Ioullet, de Bethune, de Giffart & de Caillot, ne sont receuables a retracter ce qui a esté concordablement requis & arresté par lesdits Estats: auquel iour lesdits Gentils-hommes se deuoient trouuer pour faire leurs remonstrances, & que ne deuons retracter nostredite Ordonnance, que ne fut du consentement desdits Estats. Et que quant audit Frere Iean Badolet il estoit encores moins receuable de requerir ce qui estoit, nonobstant ses remonstrances faites, passé & arresté de commun aduis desdits Estats. Surquoy auons ordonné, que ledit Art. 6. demourera pour Coustume nouuelle, ainsi qu'il est couché & arresté: sauf ausdits Ioullet, de Bethune, de Giffard, de Caillot & Badolet, à eux pouruoir ainsi que de raison.

AMIENS Tit. 2. Art. 49. Semblablement pour †† partage fait par pere, mere, ayeul ou ayeulle à leurs enfans ou autres descendãs d'eux, ne sont deuz aucuns droits Seigneuriaux, encores que le partage ne fut fait du consentement desdits enfans ou descendans: chacun desquels peut apres le trespas desdits pere &c. apprehender sa portion, en paiant simple Relief & Chambellage.

PERONNE Tit. 2. Art. 32. En succession de fief en ligne directe, n'est deu au S. dominant, que le serment de fidelité, auec le droit de Chambellage.

ARTOIS Tit. 2. Art. 85. Le proprietaire d'aucuns heritages acquis, en peut faire partage à ses heritiers apparans, sans leur consentement, pour par lesdits heritiers apres le trespas du partageur, payer Relief seulement: lequel partage est tenu pour titre vniuersel.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 32. En succession de ligne directe h n'a aucun profit de fief.

ORLEANS Tit. 1. Art. 22. p. *a Montargis* n'y a aucun &c.

TOVRS Tit. 15. Art. 133. En succession directe i n'eschet aucun Rachat: n'aussi des freres ne de sœurs: & † en toutes autres y aura ouuerture de Rachat.

GRAND PERCHE Tit. 22. Art. 31. Foy, hommage & Rachats de Fiefs sont deuz en toutes mutations de vassal k proprietaire du Fief, par mort ou autrement, soit en ligne directe ou collaterale. Et ne sont deuz les Rachats que pour choses hommagees.

CHASTEAVNEVF Chap. 4. Art. 22. Le vassal du Fief, qui luy est venu & escheu par le decés de pere & de mere, ayeul ou ayeulle & par succession de ligne directe, soit en ascendant ou descendant, ne doit point de Rachat: mais doit seulement la bouche & les mains. Et est tenu le S. F. receuoir son vassal, à qui il est ainsi escheu en ligne directe, vn Fief sans profit de Rachat: toutesfois si le Fief est abourné, on se doit regler selon l'abournage: & si ledit abournement porte, que le fils doiue Rachat par le decés de pere &c. il se doit payer & payera selon l'abournement.

†† *Cest Art. 49. qui estoit le 27. de la Coustume de Beauquesne a esté adiousté à la Coustume generale, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Relief est deu pour partage fait par pere &c. aux descendans.

Relief est deu par les heritiers pour le partage fait par le proprietaire.

† *Ces mots,* Et en toutes, *&c. ont esté de nouueau adiousteez pour explication de cest Art. 133.*

h Non seulement descendante, mais aussi ascendante. Meaux Art. 149. Melun Art. 52. Troyes Art. 25. Chaumont Art. 19. 22. 25. & 40. Chartres Art. 16. Aucuns estendent ce priuilege en succession de frere ou sœur, & par consequent en donation faite en aduancement de succession. En Auuergne & autres lieux certains ne sont deuz aucuns droicts. Tours Art. 133.

i L. 1. C. de impon. Luc. descript. cum personæ conditio non mutetur nec rei statum conuenit immutari. Iason. in l. 2. Col. 10. C. de iur. emphy. Guido Pap. Dec. 48. Paul. de Castro Cons. 143. Vide l. in suis De lib. & post. Bald cons. 326. Boer. sur l'Art. 6. & 7. de la Coustume de Bourges & Sanxom.

k Quid du possesseur ou detenteur? Idem n'apparoissant d'aucun proprietaire, tellement que ce droict de Rachat ne se prennent pour raison de mutation de leurs personnes ensemblement, comme du Moulin escrit sur le vingt deux Article de Paris.

l Abournement ou Abournage de Fiefs s'entendent, quand le Seigneur Feodal met à certain pris le profit de son Rachat, ou quand il y a paction entre le Seigneur & le vassal, par lequel le Seigneur amortit & met la Foy & hõmage, ou les deuoirs & seruices qui luy sont deuz, à plusieurs hommages ou vn hommage, ou vn petit ou grand deuoir annuel ou rente infeodee, ou à seruice ou à moindre deuoir: Aniou Art. 208. 209. 258. 418. Le Maine. 225. 224. 276. & 432. Grand Perche Art. 37. Chasteauneuf Art. 22. Chartres Art. 16. Dreux Art. 13. Et se font ces abournemens de Fief quelque fois au suiet roturier. Chopin sur la Coustume d'Aniou liure 2. partie 2. Tit. 1. & partie 2. Tit. 3.

Source : BIU Cujas

CHARTRES Chap.4.Art.16.p. *à Chasteauneuf.* selon l'abonnage. Et si la nature du fief abonné &c. fors és v. Baronnies & Perche Gouet. Art.17. Esdites v Baronnies & Perche Gouet y a Rachat des peres & meres, à fils ou filles, ayeuls ou ayeulles, aux neueux ou niepces en ligne directe: & generalement de toutes morts & mutations d'hommes du costé du vassal: sauf & excepté en retraict lignager: duquel n'est deu Rachat ne ventes de ce qui est tenu en fief ou censiue. Est †† reserué à l'Eueſque de Chartres & aux S. F. dudit Perche-Gouet, m qui maintiennent auoir droict de Rachat de toutes morts & mutations sur tous & chacuns leurs Vasseurs * & Arriere-vasseurs & mouuans d'eux. C'est à sçauoir l'Eueſque à cause de sa Chastellenie, terre & Seigneurie de Pont-Going & châbre Epiſcopale & les autres dessusdits à cause de leurs fiefs situez & assis audit Perche-Gouet, quelque part que lesdits fiefs ainsi tenus d'eux soient situez & assis de pouuoir vser de tel droict qu'il leur peut competer & appartenir sur leurs vasseurs & Arriere-vasseurs & à * iceux vasseurs & Arriere-vasseurs leurs defenses au contraire. Et aussi les Doyen & Chapitre de l'Egliſe de Chartres, qui pareillement pretendent auoir droict de Rachat de toutes morts & mutations, en toutes leurs Mairies & fiefs Boursiers tenus d'eux en Foy & hommage, quelque part qu'icelles Mairies & Fiefs Boursiers soient situez & assis, est faite à eux & à leurs * vasseurs semblable reseruation que dessus.

DREVX Chap.4.Art.13.p. *à Chartres.* Art.16. iusques à ces mots, *payer l'abournage*, inclus.

BERRI Tit.5.Art.12. En †† succeſſion de fief, en ligne n directe n'est deu aucun droict de Rachat au S.F. Neantmoins est tenu le nouuel vassal, luy aller faire o la foy & hommage dedans xl. iours.

LA SALLE DE LILLE Tit.1. Art.59. Pour partages fait par pere ou mere, ou autres leurs heritiers apparans, droict Seignourial n'est deu, quand les parties assignees par ledit partage se apprehendent à titre succeſſif.

Voyez *Eſtampes* Art. 2. cy dessous. *Senlis* Art.152. La coustume de Tournay Tit. 10. Art.14. mise cy dessous est contraire.

Art.4. PARIS.

Pareillement † aux succeſſions p venans à pere, mere, ayeul ou ayeulle, de leurs enfans ou descendans, n'est deu au Seigneur F. que la bouche & les mains auec le serment de fidelité, quand les enfans ont fait l'hommage & payé les droicts: fors & excepté les Fiefs du Vexin, comme dessus.

CONFERENCE.

MEAVX Chap.20.Art.159. Si le pere ou mere Noble donnent en mariage à leur fils ou fille vn FEF: & s'il aduient que le fils ou fille decede sans hoir de leurs corps (par ce que le fief retourne au pere ou mere qui l'a donné) en ce cas, supposé qu'il y ait mutation de perſonnes, n'est deu au S. F. aucun profit de Rachat ou Relief.

MELVN Chap.4. Art.53. Quand †† le FIEF retourne au pere ou mere, par la mort de l'enfant: par condicion de retour appoſee en la donation, n'est deu profit: ains seulement audit cas est deu la bouche & les mains.

CHAVMONT Tit. 2. Art. 40. Le pere ne doit Relief ne Rachat des terres FEODAUX, qui luy sont eſcheues par la mort & treſpaſſement de son fils. q

†† *Ces mots, est reſerué &c. iuſques à la fin de ceſt Art. sont de nouuel adiouſtez.*

* *Al. Vaſſaux & Arriere-vaſſaux.* P. V. *& ainſi plus bas.*

* *Al. Et* audits vaſſaux *&c. P. V.*

* *Al.* Vaſſaux pareilles & ſemblables reſeruatiõs que deſſus. *P. V.*

†† *Les gens des premiers & ſecõd Eſtats ont diſcordé ceſt Art. 12. diſans qu'il y a omiſſiõ audit Art. entãt qu'il n'eſt faite mention des femmes mariees & que les maris à cauſe de leurſdites femmes doiuẽt rachat pour raiſon des fiefs qui aduiennent à leurs femmes en ligne directe: comme auſsi accordemens ou lods & ventes à cauſe des heritages qui aduiẽnent à leurs femmes, tenus en Cẽſiue, ainſi que plus à plain eſt contenu és vii. & viii. Art. de l'ancien Couſtumier, ſouſtenans que c'eſt Couſtume ancienne gardee & obſeruee inuiolablement iuſques à preſent, offrans icelle deuement verifier, nous requerans y eſtre adiouſte,* que les maris sont, estoient, & seront tenus payer les Rachats & Accordemẽs ou Lods & Vẽtes des heritages qui eſcherront au parauãt

m Hors leſdites cinq Baronnies. C.M.

n Directe, aſcendante ou collaterale, comme nous auons noté sur le 33 Art. de Montargis.

o Preſtation actuelle ou offre de ce faire. Berri Art. 9. Tit. 5.

p Ceſt Art. 4. reçoit son interpretation des Art. 312 & 313. mis cy deſſous Titre 15. par leſquels, propre heritage ne remonte en ligne directe, & ny peuuent ſucceder les pere, mere, ayeul ou ayeulle. Toutesfois ſuccedent és choſes par eux donnees a leurs enfans, decedans ſans enfans & deſcendans d'eux. Et la raiſon de ceſt Art. 4. depend de la raiſon du troiſieſme l. 2. C. de bonis lib. & n'y a point de raiſon de faire differẽce entre les aſcendans & deſcendans: cum par æquitatis ratio eadem iura deſideret. Vide lib. 2. Feud Tit. 84.

q Ceſt Art. 40 ne ſe doit entendre de tous heritages que le fils auoit au iour de ſon decés tant anciens que acqueſts. Car il faut ſuiure la regle Paterna paternis, materna maternis. Encores qu'il y ait eu de diuerſitez d'aduis ſur ceſt Art. 40. Et ne doit le pere ſucceder à ſon enfant decedant ſans hoirs deſcendans de luy, qu'és meubles & acqueſts ſeulement, & non pas és propres: fils ne ſont venus de luy, & donnez à ſon fils en faueur de mariage, dõt ou autre titre. Auquel cas la proprieté retourne au pere, & non pas aux freres, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 7. iour de Iuillet. 1558. comme recite Chopin liure 3. de priu. ruſt. cap. 8. num. 5. in Add. Sur laquelle matiere eſt depuis interuenu Arreſt du 20. iour de Iuillet 1571. au profit du ſieur d'Auaugour & ſes conſorts ſieurs & Comtes de Chaſteauuillain, par lequel ledit Comté de Chaſtel vilain fut adiugé audit ſieur & conſorts, & maintenus és poſſeſſions & ſaiſines par eux prinſes & baptiſees contre & le feu ſieur Dannebaut & ſes heritiers ſuiuant ladite regle, & fut ordonné que ledit Arreſt ſeroit tenu pour loy & Couſtume par tout le reſſort du Bailliage de Chaumont: & à ceſte fin ſeroit leu en l'Auditoire dudit lieu, cõme de fait il fut en la preſence de Monſieur le Sueur Conſeiller en la Cour de Parlement le 26. Octobre 1571. qui executa ledit Arreſt. Gouſſet.

Source : BIU Cujas

ledit mariage ou depuis: *le tout ſelon que plus à plain eſt contenu eſdits Art.7.& 8.de l'ancien Couſtumier. Ce qui auroit eſte empeſche par le tiers Eſtat. Sur ce ouys les Aduocat & Procureur du Roy, auõs ordonné que les gens des premier & ſecond Eſtat mettront par deuers nous l'ancien Couſtumier, & tout ce que bon leur ſembleroit: & le tiers Eſtat au contraire dedans la S. André pour tous delais & ſans autre forcluſion pour en eſtre fait noſtre rapport à la Cour auant l'homologation & enregiſtrement. Et cependant pourront leſdits Eſtats informer de ladite Couſtume, & de leur dire & alleguez par le Lieutenant general du Bailly de Berri prins auec luy pour Adioint M. Iean des Foſſes, Lieutenant à Tſoudun: & pourront lés parties produire les teſmoins qu'elles nommeront. Auons declaré que n'entendions preiudicier au droict du Roy, n'a ſa ſouuſſance & poſſeſſion, ne aux S. ſubalternes, qui pretendoient ſemblable droict leur appartenir par droict conſtitué ou preſcrit ou autre moyen valable, n'a leurs bonnes & iuſtes poſſeſſions & ſaiſines ſi aucunes en auoient. Et depuis par Arreſt du 8. Iuin. 1540. La Cour a ordonné & ordonne ſuiuant l'appointement des Commiſſaires, que les gens du premier & ſecond Eſtat mettront par deuers la Cour, l'ancien Couſtumier, & tout ce que bon leur ſembleroit, & le tiers Eſtat au contraire dedans deux mois pour toutes prefixions & delais ſans autres forcluſions. Et cependant pourront leſdits Eſtats informer de ladite Couſtume & de leur dire & alleguez: ſans ce pendant preiudicier aux droicts du Roy, n'a ſa ſouuſſance & poſſeſſion n'aux Seigneurs ſubalternes pretendans ſemblable droict leur appartenir par droict conſtitué ou precaire ou autre moyen: n'a leurs bonnes & iuſtes poſſeſſions & ſaiſines ſi aucunes en ont.*

† *Ceſt Art.4. eſt adiouſte pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art.53. a eſte adiouſté comme ancien, & omis en l'ancienne Couſtume.*

TOVRNAY Tit.10. Art.36. Le fief aduenu à l'enfant par donation ou autrement, ne remonte par la mort du fils, à ſondit pere: mais y herite le prochain lignagier collateral dudit fils, en faute d'heritier deſcendant: ſauf toutesfois que ſi le fils auoit acquis ledit fief, & decedaſt ſans enfans legitimes, oudit cas ledit fief eſcherroit à ſon pere, & ne ſeroit reputé remonter.

VITRY Tit.3. Art 26. Quand aucun Noble marie ſon fils ou ſa fille, & luy donne ſon heritage feudal ou roturier, & il aduient que ſon fils ou fille decede ſans hoirs de ſon corps, ledit heritage ainſi donné retourne au donateur, & n'en doit au S. F. aucun Relief ou Rachat. Et ainſi doit eſtre fait quand aux gens roturiers.

REIMS Tit.3. Art.73. Quand le fief retourne au pere, aduenant la condition, ſoubs laquelle il l'auoit donné en faueur de mariage à ſon enfant, à ſçauoir au cas que ſon enfant decedaſt ſans hoirs procreez de ſon corps, n'eſt deu que la bouche & les mains ſeulement.

Voyez *Meaux*. Art.134. *Vallois* Art.33. *Troyes*. Art.25. *Chaumont*. Art.16. *Chaſteauneuf*. Art.22. *Chartres*. Art.16. *Dreux*. Art.13. cy deſſus.

Art. 5. PARIS.

N'eſt † deu Foy & hommage, Relief ne profit feodal par la femme acceptant la Communauté r pour le Fief acquis par le mary, durant ladite Communauté. Auſſi n'eſt deu Relief ne profit feodal par les heritiers du mary, aduenant que la vefue renonce à la Communauté. encores que par le moyen de ladite renonciation, le total du Fief demeure aux heritiers du mary: pourueu qu'eſdits cas le mary ait fait la foy & hommage, & payé les droicts.

Relief n'eſt deu par la feme pour la part des fiefs acquis par ſon mary durant la communauté: ny par les heritiers du mary, ſi la femme renonce à la communauté, ſi le mary a payé les droicts.

† *Ceſt Art. 5. eſt adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir: ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 48. a eſté adiouſté comme ancië & omis en l'ancienne Couſtume.*

† *Ceſt Art.261. eſt ancien & adiouſte cõme aiãt eſté omis.*

Femme aiant eu la moitié du cõqueſt apartenãt à ſon mary, par donation ou autrement, doit payer finance au S.F.

†† *Ceſt Art. 47. eſt de nouuel introduit.*

r *Ceſt Art. 5. eſt treſ equitable, parce que le Seigneur a eſté payé & ſatisfaict des droicts & profits de fief, qui luy eſtoient deuz, par le moyen de l'acquiſition faicte par le mary, lequel eſt entré en foy & hommage: & n'y a mutation de perſonne. la femme y participãt par le moyen de la Communauté & ſocieté qui eſt entre eux, le mary en aiant acquiré la femme tant pour les fiefs acquis, que pour les propres de la femme: & n'y a en ce cas aucune mutation & ne chãge le fief de mains. demeure en la poſſeſſion de la femme, entierement ſ'il eſt propre: & ſ'il eſt acqueſt, pour la moitié ſeulement, ſi elle accepte la Communauté.*

CONFERENCE.

MELVN Chap.4. Ar.48. Quand †† la vefue prend pour ſa part aucuns fiefs en partageant auec les heritiers de ſon mary, les Conqueſts faits durant le mariage, en monſtrant par elle que ſon mary eſt entré en foy, pour raiſon deſdits Conqueſts, elle doit ſeulement la bouche & les mains.

SENLIS Tit.13. Art.261. Si † deux conioincts enſemble par mariage font acquiſition d'heritage ou rente tenu en fief, & le mary durant & conſtant ledit mariage, ait fait la foy & hommage & payé les droicts & deuoirs, apres le decés du mary, la femme ſuruiuant n'eſt tenue pour ſa moitié du Conqueſt, payer aucuns droicts Seigneuriaux, tant qu'elle ſera en viduité: mais ſeulement faire la foy & hommage au S. F. pour ſa part & portion. Et ſi la part & portion de ſon mary audit Conqueſt luy aduenoit par donation ou autrement, elle eſt tenue payer finance à ſon Seigneur F. pour ladite part & portion, ſelon la nature du fief.

VAILOIS Tit.4. Art.47. Si †† deux conioincts enſemble par mariage, acquierent aucun fief ou heritage Noble, & le mary durant ledit mariage entre en foy & hommage dudit fief, & en paye les droicts & deuoirs, la femme ſuruiuant ſon mary & pendant qu'elle ſe tiendra ſ en viduité, ne payera aucun droit pour ſa moitié dudit fief: ains ſera tenue ſeulement faire les foy & hommage & payer le droict de Chambellage comme dit eſt.

Source : BIU Cujas

Et ſi elle y renonce, le tout vient aux heritiers qui en doiuent faire tels deuoirs qui ſont deuz par les Couſtumes, a cauſe de la ſucceſſion du defunct, & non pas en conſequence de la renonciation faicte par la femme à ladite Communauté: par ce qu'il n'y a en ce cas aucune mutation de perſonne, n'acquiſition de nouueau droict.

l Car ſi elle ſe remarie, elle doit payer Rachat ſuiuant l'Art. 42. de ceſte meſme Couſtume, par laquelle, toutes & quãtesfois que la femme ayant Fief ſe marie, ſon mary doit Rachat & profit des Fiefs qu'elle tient.

CHAVMONT Tit.2. Art.29. Dame vefue, des terres feodaux iadis acqueſtees durant le mariage de ſon feu mary & d'elle, qui eſcheent à ſa part à l'encontre des heritiers de ſon mary, ne doit aucun Relief ou Rachat.

VITRY Tit.3. Art.28. Femme vefue ne doit aucun Relief, Rachat ou autre profit des terres nobles acquiſes auec ſon mary, qu'elle a eu en partage contre les heritiers de ſondit feu mary.

REIMS Tit.3. Art.63. A ſçauoir quand la vefue partage faiſant auec les heritiers de feu ſon mary, des Conqueſts faicts durant le mariage du deffunct & d'elle, prend pour ſa part aucuns Fiefs eſtans des Conqueſts: encores que les heritiers ne prennent pour leur part d'iceux Conqueſts, qu'heritages roturiers n'eſtans de la Cenſiue du Seigneur dont ſont leſdits Fiefs mouuans.

Mary ſuruiuãt ne peut eſtre empeſché en la iouiſſance des acqueſts feodaux, quand les heritiers de la femme renõcent à la Cõmunauté.

AMIENS Tit.5. Art.102. Quand le mary ſeul ſaiſi des acqueſts communs faicts durant le mariage ſuruit, le S. F. apres le treſpas de la femme ne le peut empeſcher à la iouiſſance d'iceux acqueſts, ſi les heritiers de la femme ſ'abſtiennent d'apprehender la moitié d'iceux à eux eſcheuë par le treſpas de ladite femme. Art.103. Et quand le mary ſeul ſaiſi predecede ſa femme, ſi ladite femme ne veut prendre ſa moitié, les heritiers du defunct mary, peuuent releuer le total des acqueſts, & ne le peut contredire le Seigneur. Art.104. Mais quand le mary ou la femme ſont enſemble ſaiſis d'aucuns acqueſts, l'vn d'eux predecedant, ſont iceux acqueſts ſimplement diuiſez en deux: & faut que les heritiers du predecedé, releuẽt du S.F. la moitié du predecedé: autrement ſeroit re-vnié à la table & domaine du S. dont elle eſt mouuante, apres † la ſaiſie dudit Seigneur.

† *Ces mots, Apres la ſaiſie, &c. ont eſté adiouſtez à cauſe des precedens Art. qui requierẽt ſaiſie à faute de foy.*

BOVLLENOIS Tit.16. Art.59. Si deux conioincts par mariage acquierent aucuns Fiefs, & tombent en ſeparation par ſucceſſion, vne chacune partie eſt de ſemblable Relief & charges enuers le S. dont il eſt tenu, comme le corps principal, iuſques à ce qu'il puiſſe eſtre re-vny & retourné en vn ſeul corps par ſucceſſion: qui eſt quand celuy qui a releué la moitié ſuccede à l'autre, par la mort du dernier mourant des deux conioints: & lors par l'apprehenſion & Relief d'icelle ſeconde moitié, iceluy Fief eſt re-vny tout en vn Fief & vn hommage, comme il eſtoit auparauant.

PERONNE Tit.2. Art.84. Quand mary & femme ont acquis enſemble vn Fief, & que l'vn des deux decede, par le partage qui ſe faict entre le ſuruiuãt, & les heritiers du predecedé, d'vn Fief en ſont faicts deux. Toutesfois le ſuruiuant n'eſt tenu d'en faire aucun Relief ne payer aucuns droicts.

†† *Ceſt Art. 38. eſt adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

ORLEANS Tit.1. Art.38. p. *a Paris.* †† Rachat ne profit, &c. Communauté, à cauſe d'icelle acceptation, pour, &c. deu Rachat ne, &c.

TOVRS Tit.15. Art.144. Femme qui ſuruit ſon mary eſtant vefue, fera hommage de l'acqueſt de la choſe hommagee d'eux deux, ſans Rachat, pourueu que ſon mary ait payé les ventes, ou gagé & payé le Rachat.

LODVNOIS Chap.14. Art.20. p. *a Tours.*

ANIOV Tit.14. Art.294. De tels acqueſts faicts par homme & femme, durant le mariage, par la mort de l'vn des mariez, n'eſt requis aucun Rachat au S. de Fief: mais par la femme, ſi elle ſuruit, la foy & hommage ſera faicte d'iceux acqueſts, ſi foy en eſt deuë. Et ſi c'eſt le mary, qui ait ſurueſcu ſa femme, il n'en conuiendra faire nouuelle foy. Auſſi les heritiers du premier decedé n'ont que faire d'en venir à la foy, iuſques apres la mort du ſuruiuant. Et ce a lieu, t où le ſuruiuant a droict de tenir leſdicts acqueſts moitié à viage, & moitié en pleine proprieté.

t Ceſte derniere clauſe ſe doit rapporter à ces mots, *Auſſi les heritiers du premier*, &c. que les heritiers ne ſont tenus tant que l'vſufruict dure. Et ſe garde ainſi à Paris, & generalement par tout C. M.

LE MAINE Titre 15. Article 309. p. *a Aniou.* Mais fera & faict la femme, &c.

CHASTEAV-NEVF Chap.4. Art.27. La femme mariee, apres le decés de ſon mary, ne doit point de Rachat des heritages acquis durant le mariage, de la moitié qui luy en appartient, dont ſon mary a payé & faict les deuoirs: mais ſi elle ſe remarie deura Rachat.

CHARTRES Chap.4. Art.25. p. *a Chaſteau-neuf.*

Source : BIU Cujas

DREVX Chap.4. Art.18. p. *a Chasteau-neuf.* N'auſſi de la moitié des heritages acquis, qui luy appartiennent, & qui ont eſté acquis durant le mariage, & dont ſon mary a faict, &c. elle, &c.

LA SALLE DE LILLE Tit.2. Art.20. Fiefs acqueſtez durant la cõionction de mariage, tiennent la coſte & ligne du mary: ſans ce que la femme ou les heritiers d'icelle y ayent droict: ſauf à ladicte femme droict de Douaire: & ſe Fiefs eſtoient donnez à icelle femme, ils tiennent la coſte & ligne d'elle.

THEROANNE Tit.1. Art .3. Si aucuns conioints par mariage ont acqueſté vne terre FEODALE, & le mary va de vie à treſpas auparauant ſa femme, icelle terre FEODALE pour le tout ſe doit releuer & apprehender par les heritiers d'iceluy treſpaſſé: & n'y aura la femme que la moitié de l'vſufruict par forme de Douaire, ſa vie durant.

BLOIS Chap.7. Art.86. Si aucun a acquis conſtant ſon mariage aucun fief, & il va de vie à treſpas, delaiſſee ſa vefue ſuruiuant, ladite vefue doit ſeulement au S. du Fief la foy & hommage de la moitié du Fief, qui luy appartient par le treſpas de ſon mary.

SEDAN Tit.3. Art.60. La femme apres le treſpas de ſon mary, ne doit aucun Quint denier ne Relief des terres Nobles acquiſes auec ſon mary, & qu'elle a euës en partage contre les heritiers de ſondit mary.

CAMBRAY Tit.1. Art.1. Fief acqueſté par deux conioincts, ou le mary ſeulement conſtant leur mariage, tient en proprieté la coſte & ligne de l'homme, ſoit qu'il en denomme ſa femme command, & l'en faict adheriter ſeule ou auec luy. Car tel command ou adheritance de la femme ne vaut, ſinon pour la iouiſſance de tel Fief, ſa vie durant, apres le treſpas de ſon mary. Art. 2. Et auſſi combien que le mary print ſeul adheritance de tel Fief acqueſté conſtant ſon mariage, ſi doit la femme ſuruiuant ſon mary, iouir ſa vie durant dudit FIEF vſufructuairement, ſans eſtre tenue à nouueau Relief ny ſeruice. Mais le plus prochain heritier de ſon mary, le doit releuer, & en faire hommage & ſeruice au S. comme proprietaire.

Fief acqueſté par deux conioincts à qui doit appartenir.

Voyez *Anjou.* Article 99. *Le Maine.* 112. cy deſſous en l'Article 93. *de Paris.*

Relief n'eſt deu par la renonciation des ſucceſſions de pere, &c. pourueu qu'il n'y ait argent baillé, &c.

Art.6. PARIS.

N'eſt † auſſi [u] deu droict de Relief par la renonciation faicte par aucuns des enfans à l'heredite de leur pere & mere, ayeul ou ayeule, encores que par ladicte renonciation, il y ait accroiſſement au profit des autres enfans: pourueu toutesfois que pour faire ladicte renonciation ny ait argent baillé ou autre choſe equipollente.

† *Ceſt Art.6. eſt adiouſté pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

CONFERENCE.

ORLEANS Tit.1. Art.39. p. *à Paris.* de †† Rachat par la, &c.

†† *Ceſt Art. 39. eſt adiouſté, ſans preiudice du paſſé.*

NIVERNOIS Chap.4. Art.69. Si frere marie ſa ſœur, aiant droict acquis és choſes FEODALES à elle eſcheuës par ſucceſſion de leurs pere ou mere, ou autres parens: & que par ledit mariage, moyennant le dot conſtitué en deniers par ledit frere à ſadicte ſœur ou ſœurs, elles renoncent à tous biens ou eſdicts biens FEODAUX au profit deſdits freres, ne ſeront pour ce deuz au S. F. aucuns proufits: pourueu qu'il n'y euſt aucun partage precedent faict entre leſdicts freres & ſœurs. Art.70. Pour cas ſemblable ne ſera deu aucun tiers denier, lots, ventes ou autres proufits des choſes tenues en Bourdelage, Cenſiue ou autre directe.

NORMANDIE Chap.9. Art.176. Si l'vn des puiſnez renonce à ſa part, elle reuient à l'aiſné, & non au Seigneur.

Renonciation faite par les puiſnez profite à l'aiſne, & nõ au Seigneur.

S. AGNAN Chap.8. Art.24. Quand il aduient que gens Nobles vont de vie à treſpas, & qu'ils delaiſſent des filles leſquelles prennent & recueillent leurs ſucceſſions, ſi leſdictes filles renoncent à ladicte ſucceſſion au proufit de leur frere aiſné, ou autre moyennant certaine ſomme de deniers: en ce cas en eſt deu proufit au S. F. duquel leſdictes choſes ſont tenues en foy & hommage.

BERRY Tit.5. Art.17. En renonciation, ceſſion, & tranſport faicts par freres & ſœurs, de leurs parts & portions des FIEFS, à leurs autres freres & ſœurs en Contract de mariage, moyennant le dot ou ſomme de deniers baillez par leſdicts freres & ſœurs: en faueur deſquels leſdits Ceſſion & tranſport ſe font par ledit Contract de mariage, & en faueur d'iceluy, ne ſont deuz aucuns droicts de Rachat ou profits de Fief: pourueu † qu'il n'y euſt eu partage au precedent.

† *Ceſt Art. 17. a eſté di-*

[u] Voyez Du Moulin ſur le 22. Art de Paris, puis le nomb. 70 iuſques au 76. Paul Caſtrenſis Conſil. 164. Lib. 1. Maſuer. Tit. de feodis. Num. 12 tient que in feudo non eſt locus iuri accreſcendi. La raiſon de ceſt Art 6. eſt que l'enfant renonçant a la ſucceſſion de ſes pere, mere ou autres aſcendans, qui leur eſt deferee, mais non pas à celle qui eſt apprehendee. Et par la Couſtu. Tit.15. Art. 6. 316 nul ne ſe porte heritier qui ne veut, & ceux qui ſuccedent aux Fiefs de leurs pere, mere, & c. y viennent non par le moyen de ladite renonciation, mais par le moyen de la ſucceſſion qu'ils apprehendent de leur chef. L. ſi duo ſint 38. l. cum hereditate. 55. D. de adq. hæred. heres ex parte, partem alterius deficientis ex lege vindicat l. interdum. § 1 D. de her. inſt. l. ſi in teſtamento. D de vulg. & pup. ſubſt. l. qui ex

Source : BIU Cujas

ſcordé par les gens du premier Eſtat, diſans que par ledit Art. y auoit alienation & mutation de Seigneurie : & par ce eſtoit deu Rachat de l'acquiſition faite par le frere de la portion de ſa ſœur, Surquoy auons ordonné qu'a dit Art. ſeroient adiouſtez de leur vouloir & conſentement ces mots, Pourueu qu'il n'y euſt eu partage au precedent leſdictes renonciation & ceſſion: *Moyennant laquelle limitation les Eſtats ont accordé ledit Art.*

duabus. 53. §. vlt. D. de adq. her. L. ſi ex pluribus D. de ſuis & legib. hered. §. vlt. Inſt. de S. C. Orphit. l. 26. D de cond. & demonſt. Paul. 4. Senl. Tit. 8. Cuiac. 12. Obſer. c 9. 11. pour la fin de l'Article 6. portant exception, voyez Vlp. in l. fuit quæſtionis. 24. D. de adq her. l. 1. & 2. D. ſiquis omiſſ. cauſſa teſtam. L. qui pretio. 34. D. de mortis cauſ. don.

Et le ſemblable a lieu quand par Contract de mariage, le pere ou mere ou autre aſcendant, appanage aucun des deſcendans en directe ligne, & le faict renoncer tant aux ſucceſſions futures, que deferees.

Art. 8. *PARIS.*

S.F. ne peut ſaiſir & faire les fruicts ſiens ſinõ apres xl. iours de la mort du Vaſſal.

Le S.F. apres le treſpas de ſon Vaſſal, ne peut ſaiſir le Fief mouuãt de luy, ne exploiter en pure perte, iuſques à xl. iours apres ledit treſpas. x

x S'il n'y auoit quelque ouuerture precedente. Par le droict des Feudes, le Vaſſal eſt tenu demander a eſtre receu à faire la foy & hommage dans l'an & iour. Cap. 1. Quæ fuit prima cauſ. ben. am. ou dedans vn an & vn mois. cap. 1. Quo temp. miles vbi monet Cuiac. in quibuſdam libris legi intra annum, menſem & diem, vnde emendat intra annum, & diem ad Tit. 21. lib. 1. Feud. Le Succeſſeur en ligne directe ou collaterale, venant à deceder auãt les xl. iours, ſon heritier doit auoir pareil tẽps, à compter du iour que la ſucceſſion luy eſt deferee, ſans auoir eſgard au temps qui a couru cõtre le premier ſucceſſeur, par ce que par la Couſtume de France vn heritier a quarante iours pour deliberer s'il prendra ou repudiera la Succeſsion. Du Moulin ſur le 4. Art. eſt de contraire aduis és 8. 9. & 10.

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 17. Art. 128. Apres le treſpas du Vaſſal, le S.F. auant que ſaiſir & empeſcher les Fiefs mouuans de luy, doit attendre xl. iours: autrement ſi auant la reuolution des xl. iours, il ſaiſiſt, il ne faict les fruicts ſiens, & ſera receu l'heritier dedans leſdits xl. iours, en faiſant & payant ſes droicts & deuoirs : & ce qu'il leuera ce pendant ſera à luy, & non audit S.F. Art. 129. Leſdicts xl. iours paſſez, le S.F. peut ſaiſir & mettre en ſa main, le Fief tenu & mouuant de luy, & faire les fruicts ſiens.

†† Ceſt Art. 22. eſt nouuel pour l'aduenir. S. F. ne peut ſaiſir en toute mutation de Vaſſal, ſinon apres xl. iours du contract paſſé ou ſucceſſion eſcheue pour gaigner les fruicts.

MELVN Chap. 4. Art. 22. En †† toute mutation de Vaſſal ſoit par contract ou ſucceſſion, en quelque maniere que ce ſoit, celuy à qui eſt aduenu le Fief, doit dans xl. iours apres le Contract ou ſucceſſion eſcheuë, ſe tranſporter pardeuers ſon S.F. & luy en faire la foy & hommage & deuoirs accouſtumez: autrement & à faute de ce faire, dedans ledict temps, & iceluy paſſé, le S. F. peut ſaiſir ledit Fief, & fait les fruicts ſiens. Art. 78. Si toſt que le Vaſſal eſt mort, le S. F. peut faire ſaiſir le Fief du defunct : mais ſi dedans xl. iours apres le decés, l'heritier ſe met en deuoir, le S.F. ne fait les fruicts ſiens eſcheus depuis le treſpas : ains en doit l'heritier auoir main-leuee, ſans qu'il ſoit tenu des frais & deſpens de la ſaiſie. Toutesfois ſi dedans xl. iours, l'heritier ne faict ſon deuoir ou offre, le S.F. fait les fruicts ſiens, des & depuis le iour de la ſaiſie, iuſques à ce qu'il ait homme.

† Ces mots, Toutesfois ſi le Fief, &c. iuſques à la fin de ceſt Art. ſont de nouuel adiouſtez.

MONT-FORT Chap. 1. Art. 4. p. *à Paris.*

MANTE Chap. 1. Art. 10. *à la fin.* Toutesfois ſi le Fief change main par mort, le Vaſſal a xl. iours frans pour faire la foy & hommage : pendant leſquels le S.F. ne peut ſaiſir.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 14. Quand le Fief eſt ouuert par le decés du Vaſſal, le S.F. ne le peut ſaiſir, que xl. iours apres le decés : & ladite ſaiſie faicte, ſi celuy, auquel eſt eſcheu fief, ne vient dedans autres xl. iours apres la ſaiſie faire ſes deuoirs, le S. fait les fruicts ſiens.

SENLIS Tit. 7. Art. 159. En matiere des Fiefs incontinent apres le treſpas d'vn Vaſſal, le S.F. peut faire ſaiſir & mettre en ſa main, & en la main du ſouuerain en confortant la ſienne, les Fiefs, terres & Seigneuries Nobles tenues de luy, par faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts. Et les xl. iours paſſez apres le treſpas, peut regarder les Fiefs, & faire les fruicts ſiens depuis le iour de la ſaiſie, au cas que dedans leſdits xl. iours apres ledit treſpas, le Vaſſal n'aura fait les foy & hommage au S.F. ſatisfaict des droicts Seigneuriaux, ou fait les offres pertinentes.

CLERMONT Tit. 8. Art. 77. Vn Vaſſal a xl. iours apres le treſpas ou alienation faicte par ſon deuancier, pour entrer en foy & hommage, & payer les droicts, qui ſeroient deuz du Fief ou Fiefs, qui luy ſeroient eſcheus ou appartiennent par ſucceſſion, acquiſition ou autrement : le tout ſans perte & dommage. Mais apres leſdits xl. iours paſſez, le S.F. peut ſaiſir ledit Fief ou Fiefs, & y faire mettre ſa main, à defaut d'homme droicts & deuoirs non faicts & non payez, & faire les fruicts ſiens, tant & iuſques à ce que les deuoirs luy ayent eſté faicts.

Source : BIU Cujas

VALLOIS Tit. 4. Art. 31. Le †† S. ne pourra faire saisir le Fief ainsi vendu, pendant les xl. iours donnez à l'acheteur, pour faire ses offres, foy & hõmage: n'aussi pendant les autres xl. iours que le S. a pour deliberer, s'il veut retenir le Fief par puissance de Seigneurie. Art. 34. Tel heritier est tenu en dedans les xl. iours, du iour du trespas du defunct aller en personne deuers le S. F. à sa personne, ou à son chef-lieu, & luy faire les offres & le requerir estre receu en foy & hommage dudit Fief. Et à defaute de ce faire, &c. *mis cy dessus.* Art. 41. Si le S. fait saisir dans lesdits xl. iours, & le Vassal dedans ledit temps faict son deuoir: en ce cas ne sera tenu le Vassal payer aucuns frais ne salaire pour ladite saisie.

†† *Ces Art. 31. 24. & 41. sont de nouuel introduits, & a esté rayé le 41. Art. de l'ancien Coustumier.*

TROYES Tit. 3. Art. 24. Il n'est loisible au S. F. d'asseoir sa main n'empescher le Fief de son Vassal decedé, iusques à xl. iours apres le decés de sondit Vassal.

VITRY Tit. 3. Art. 54. Ainsi que le S. Vassal a xl. iours apres la saisine faicte de son Fief, pour exhiber ses lettres d'acquisition, & entrer en foy & hommage, sans, pendant ledit temps, perdre aucune chose des deniers de son Fief: aussi a le S. F. xl. iours apres la presentation desdictes lettres, pour deliberer s'il prendra par puissance de Fief, ledit Fief acquis par son Vassal, ou s'il le receura en foy & hommage: pendant lequel temps il n'acquiert aucune chose en purperd du reuenu dudit Fief.

LAON Tit. 16. Art. 183. Le S. incontinent apres le decés de son Vassal, peut faire saisir le Fief tenu de luy: mais si dedans xl. iours apres iceluy decés l'heritier fait ses offres & se met en deuoir, le S. ne fait les fruicts siens escheus depuis ledit trespas: & en doit auoir ledit heritier main-leuee, sans qu'il soit tenu des frais ne despens de la saisie. Art. 184. Mais si durant les xl. iours, iceluy heritier ne fait son deuoir, le S. fait les fruicts siens des & depuis le iour y de la saisie: & iusques au iour que l'heritier soit venu deuers luy, faire ses offres: & paye l'heritier les frais de ladite saisie.

y Cecy est trop dur & rigoureux pour les empeschemens ordinaires qu'ont le plus souuent les heritiers. Partant ceste Art. doit estre limité si l'heritier a eu cognoissance de la saisie feodale faicte incontinent apres la mort du Vassal, & qu'il ait eu temps pour faire son deuoir. Secus, s'il a eu ignorance ou de iustes & legitimes empeschemens, par ce qu'ẽ ce cas il doit auoir les xl. iours francs, à compter depuis le decés du Vassal. C. M.

CHALONS Tit. 20. Art. 187. Quand il y a ouuerture de Fief par autre moyen que par la mort du Vassal, le S. F. peut incontinent faire saisir le Fief ouuert. Et si le Vassal fait son deuoir, dedans lesdits xl. iours de la saisie, le S. F. est tenu luy bailler main-leuee, en payant les frais de la saisie. Et où dedans ledit tẽps il ne feroit son deuoir, le S. fait les fruicts siens, depuis les xl. iours apres ladicte saisie. Art. 188. Et si l'ouuerture est par mort, peut pareillement le faire incontinent saisir: mais si le Vassal vient dedans xl. iours apres la mort, faire son deuoir: audit cas luy doit estre faicte main-leuee de tous lesdits fruicts, & sans qu'il soit tenu rembourser les frais de la saisie. Et s'il ny vient dedans lesdits quarante iours, le S. F. faict les fruicts siens, depuis les xl. iours apres la saisie, & si doit le Vassal payer les frais d'icelle saisie.

REINS Tit. 3. Art 105. † & 106. p. *a Laon.* 183. & 184.

† *Ces mots,* Sans qu'il soit tenu des frais ne des despens de la saisine. P. V. *sont de nouuel adiousteż. Car par l'ancienne Coustume l'heritier du Vassal, ayãt fait dedãs les xl. iours apres le decés dudit Vassal ses offres & deuoirs audit S. F. estoit neãtmoins tenu des frais & despens de la saisie.*

S. QVENTIN Tit. 4. Art. 59. Le nouueau Vassal, à qui vn Fief est escheu par succession, a delay de xl. iours pour releuer, du iour du trespas du dernier Vassal decedé. Et s'il ne releue dedans iceluy temps, & le S. F. le fait saisir, il gaigne les fruicts du iour de la saisie signifiee iusques au Relief: & sera payé des frais d'icelle saisie. Mais si le nouueau Vassal releuoit deuant iceux xl. iours passez, ou faisoit offre raisonnable au S. F. ou à son Bailly au lieu Seigneurial, seroit iceluy S. tenu, de luy rendre les fruicts despouillez sous sa main, & n'auroit aucuns frais de sa saisie & de la main-leuee.

RIBEMONT Tit. 2. Art. 17. Toutesfois quand l'ouuerture du Fief aduient par le decés de l'ancien Vassal, ses heritiers & successeurs, tant en ligne directe, que collaterale, ont xl. iours francs, dedans lesquels le S. de Fief ne peut proceder par saisie, ne faire les fruicts siens. Bien peut faisir auparauant les xl. iours mais si dedãs les xl. iours les heritiers font leur deuoir enuers luy, ils doiuent auoir main-leuee de leur fief saisi, sans payer aucuns frais de la saisie. Art. 18. Quand la mutation aduient autremẽt que par la mort du dernier Vassal, comme par acquisition faite de Fief, par donation, eschange ou autre titre, le S. de Fief incontinent qu'il est aduerty de la mutation, peut faire saisir: & tombent les fruicts en pure perte à son profit, si le Vassal ou acquereur ne faict son deuoir. Et s'il ne paye & satisfaict au S. de Fief, de ce qu'il est tenu faire par la Coustume.

AMIENS Tit. 1. Art. 1. Quand †† vn Vassal va de vie à trespas, le S. F peut xl. iours apres, saisir par sa Iustice le Fief du Vassal, & prendre à son proufit tous les fruicts & reuenu d'iceluy, & en iouir, iusques à ce que l'heritier du trespassé l'ait releué, payé les droicts, & faict les deuoirs en tel cas requis.

†† *Les Art. 1. 2. 3. 4. & 5. ont esté mis au lieu du 18. Art. ancien: pour auoir lieu lesdits cinq Art. à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

LA Salle de Lille, Tit. 1. Art 35. Tous Fiefs sont chargez à la mort de l'he-

Source : BIU Cujas

ritier vers les Seigneurs, dont ils sont immediatement tenus, de dix liures de Relief ou de trois annees l'vne, au chois du releuant, s'il n'appert du contraire. Et conuient apres le trespas de l'heritier, payer ledit Relief, endedans xl. iours ensuiuans ledit trespas, à peine d'encourir l'amende de lx. sols. Art. 36. Tel Seigneur, Bailly ou Lieutenant, apres lesdits xl. iours & dedans l'an dudit trespas, se peut fonder en plainte pardeuant ses hommes Feodaux, & faire saisir lesdits fiefs, afin d'auoir sur iceux profits & reuenus en procedans, ledit droict de Relief, & ladite amende de lx. sols. Et en cas de non comparition apres auoir obtenu l'heure de quart iour, luy fait sa demande à adiuger & ses Loix, en faisant apparoir dudit trespas. Et ledit an passé, iceluy Seigneur n'est receuable pretendre ladite amende. Et ne peut l'heritier auoir main-leuee, durant le litige: n'est en payant ou namptissant ledit Relief, & baillant caution pour ladite amende. Art. 37. Apres qu'vn fief a esté vn an, sans estre releué, le Seigneur, son Bailly ou Lieutenant dont ledit fief est tenu, peut faire plainte, & saisir iceluy fief, pour auoir la iouissance d'iceluy, iusques à tant qu'il sera releué, & apres ledit Relief faict, autant de temps que parauant ladite saisine il auroit esté sans estre releué. Laquelle iouissance, en obseruant les deuoirs iudiciaires, luy fait adiuger, sans estre tenu rendre aucun compte au profit de l'heritier. Lequel S. ne peut prescrire le fond & proprieté d'iceluy fief, & demeure l'heritier entier, de le releuer pour en iouir apres le terme expiré de la ioyssance acquise par ledit Seigneur.

Tovrnay Tit. 10. Art. 14. Celuy qui succede en aucun fief, soit par ligne directe ou collaterale, est tenu endedans xl. iours apres le trespas d'iceluy, auquel il a succedé, offrir au Seigneur de releuer & droicturer ledit fief, & iceux Relief & hommage faire presens du moins quatre hommes de fiefs, de la commune, auec ledit Seigneur Preuost, ensemble prester le serment de fidelité, s'il est maieur de xiiii. ans: & s'il est de moindre aage, se peut differer iusques à l'aage de puberté, sans que les Tuteurs soient tenus prester ledit serment pour leurs mineurs, se bon ne leur semble. Art. 17. Et si l'heritier ayant succedé en aucun fief estoit en faute & demeure, de endedans lesdits xl. iours, offrir & faire le deuoir de Relief dessusdit, le Seigneur peut apposer la main à son fief, & presens hommes de fief, le faire saisir pour par ledit Seigneur en iouir, & faire les fruicts siens, iusques ledit Relief fait, & en faute de rapport & Denombrement, peut tendre damnation de lx. sols Louisiens d'amende, & des despens de Iustice, & ainsi de xl. iours en xl. iours, iusques tous deuoirs desdits Denombrement & rapport faits. Art. 18. Toutesvoyes le Seigneur sous ombre de telle ioyssance de fiefs que dessus, ne peut prescrire, ne pour la defaute pretendre droict de commise: mais apres presentation à luy faite des deuoirs dessusdits, est tenu remettre tel fief és mains de celuy qui en a le droict, & soy deporter de vlterieure ioyssance d'icelle. Art. 19. Neant-moins si l'heritier ou possesseur d'aucun fief detient ou occupe iceluy fief sans auoir faict ledict deuoir de Relief, posé ores que ledit Preuost n'ait fait sa diligence de saisir iceluy fief: neant-moins il aura droict d'en iouir, posseder & faire les fruicts siens, autant de temps que le Feodal en auroit possessé depuis qu'il auroit esté defaillant d'auoir faict ledit deuoir de Relief.

Bovllenois Tit. 10. Art. 42. Heritages delaissez à releuer: à sçauoir les fiefs dedans xl. iours: & les cottieres dedans vii. iours & vii. nuicts, retournent tout de plain droict à la table du S. dont ils sont tenus qui les peut prendre & les fruicts d'iceux appliquer à son profit, iusques à ce qu'ils soient enuers lesdits S. deuëment releuez ou apprehendez, en les faisant prealablement saisir par Iustice competente.

Peronne Tit. 2. Art. 24. Mais si dedans xl. iours apres l'ouuerture, le Vassal faict offres suffisantes de payer les droicts & faire les deuoirs, le S. F. ne fait les fruicts siens: & si n'est le Vassal tenu payer les frais de la saisie. Et est ledit temps de xl. iours donné au Vassal, pour droicturer & releuer son fief, sans aucune perte.

Comte de Bovrg. Chap. 1. Art. 2. Et si le Vassal va de vie à trespas, delaissans hoirs, succedans audit fief: supposé que ledit S. y peut asseoir sa main pour cause dicte z & sous icelle gouuerner ledit fief: toutesfois il ne fera pas les fruicts siens, iusques apres l'an & iour du trespas dudit Vassal.

Nivernois Chap. 4. Art. 1. Le S. de fief peut saisir & mettre en sa main par faute de foy & hommage non faicts, la Seigneurie ou heritages tenus de luy en fief, xl. iours apres le decés du Vassal: & ladite saisie faite & notifiee faire les fruicts siens, iusques à ce que les heritiers du Vassal ayent presenté la

z Sçauoir, est par faute d'hommage non faict. Et ces mots, *delaissans hoirs*, se doiuent entendre, soit qu'ils soient viuans ou apparans, descendans collateraux ou autres Idem à plus forte raison si le fief est vacant. C. M.

Source : BIU Cujas

foy & hommage à la perſonne du S.F. ſil eſt au pays. Et s'il eſt abſent, au lieu & maiſon, dont ledit fief eſt mouuant, les Officiers & entremetteurs, ou aucuns d'eux du Seigneur, appellez: mais auant leſdits xl. iours ne peut faire ſaiſir n'empeſcher ledit fief ouuert par la maniere deuant dite. Et ſi par autre voye ledit fief eſt ouuert, le Seigneur le peut faire ſaiſir xx. iours apres l'ouuerture, & faire les fruicts ſiens.

MONTARGIS Chap. I. Art. 17. Et apres ladite ſommation ou empeſchement, le Vaſſal aura terme & delay de xl. iours pour entrer en foy, & faire ſon deuoir enuers ſon S. & en faiſant ladite foy & offres pertinentes, dedans ledit temps, il iouira des fruicts empeſchez: autrement apres ledit terme, les fruicts ſeront acquis en pure perte au S. de fief.

ORLEANS Tit. I. Art. 50. Le † S.F. apres le treſpas de ſon Vaſſal, ne peut ſaiſir le fief mouuant de luy, ne exploicter en pure perte, iuſques à xl. iours apres ledit treſpas. Et les xl. iours paſſez, le S. peut ſaiſir ſon fief, & faict les fruicts ſiens, qui depuis ladite ſaiſie, & auparauant que le Vaſſal ait fait ſon deuoir enuers le Seigneur de fief, auroient eſté couppez †† & abbatus en leur ſaiſon & maturité, encores qu'ils ne fuſſent enleuez ny ſerrez en payant par le S. de fief les frais & ſemances.

ANIOV Tit. 7. Art. 101. Homme & femme venus à ſucceſſion des choſes tenues à foy & hommage, y a temps & delay de faire la foy & hommage, dedans xl. iours apres la mort d'iceluy de qui il vient à ſucceſſion. Et ne peut durant iceluy temps le S. de fief, prendre ſur luy par defaut d'homme. Et auſſi ce pendant ne pourra le ſuiet empirer le fief au preiudice du Seigneur: mais peut demourer audit hebergement, coupper bois pour ſon vſage de chauffage, ou autre affaire vrgent & neceſſaire: & prendre connils & pigeons pour ſon viure ſeulement. Art. 102. Pareillement ceux qui viennent à eſtre S. ſoit par acqueſts, mariage ou autrement que par mort, d'aucunes choſes hereditaux tenues à foy & hommage, ils doiuẽt tourner à l'hommage de leur Seigneur dedans quarante iours apres le cas aduenu: pourueu que ce pendant le fief ne ſera point empiré, comme deuant.

LE MAINE Tit. 8. Art. 114. p. *a Aniou.* Art. 101. ſeulement. Et à ſemblable pourra prendre des poiſſons des eſtangs & riuieres. Art. 115. Et au regard de ceux, &c. p. *a Aniou.* Art. 102. dedans xv. iours, &c.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art. 34. Et ne peut le S. F. proceder par ſaiſie, ſinon xl. iours apres la mort de ſon Vaſſal: pendant lequel temps le nouuel detenteur de fief ſeruant doit faire foy & hommage à ſon S. en la maniere qu'il enſuit.

CHASTEAV-NEVF Chap. 5. Art. 31. Le S. feodal ne pourra ſaiſir, empeſcher n'exploicter par defaut d'homme, ſoit qu'il ſoit deu Rachat ou non, apres la mort de ſon Vaſſal, le fief tenu de luy, ſinon xl. † iours apres iceluy treſpas: eſquels xl. iours ne ſeront comprins les iours dudit treſpas & de la Quarantaine: a durant leſquels xl. iours, le Vaſſal ne pourra vſer de ſon fief, ſinon comme vn bon pere de famille.

CHARTRES Chap 5. Art. 30. p. *a Chaſteau-neuf*, par defaut d'homme apres le treſpas, &c. treſpas: durant leſquels, &c.

DREVX Chap. 2. Art. 11. Et ne pourra le S. ſaiſir le fief, qu'il ne ſoit les xl. iours apres le treſpas de ſon Vaſſal: pourueu que tel fief ſoit venu par ſucceſſion.

BLOIS Chap. 5. Art. 53. Si la foy faut du coſté du Vaſſal, il a xl. iours de terme pour faire la foy & hommage à ſon S. de fief, ſi le fief luy eſt venu par ſucceſſion: ou xx. iours ſi par acqueſt.

BERRY Tit. 5. Art. 9. Le ſucceſſeur en fief ou partie d'iceluy par eſchoite ou ſucceſſion collaterale, eſt tenu de faire les foy & hommage dedans xl. iours apres la ſucceſſion à luy deferee, & payer les droicts de Rachat: & en defaut de ce faire dedans les xl. iours ou offres raiſonnables, peut le S.F. mettre en ſa main & exploicter la choſe feodale, & faire les fruicts ſiens, iuſques à ce que le Vaſſal ait fait les foy & hommage, & payé les droicts de Rachat ou fait offres. Art. 10. Toutesfois ſil vient encores dedans xl. iours apres la main-miſe feodale, doit eſtre b receu: & ne fera audit cas le S. F. les fruicts ſiens: ains ſera tenu les rendre au Vaſſal. Art. 12. *A la fin.* Et leſdits xl. iours paſſez, ſi le Vaſſal en ligne directe ne s'eſt mis en deuoir, comme deſſus, le S.F. pourra ſaiſir & exploicter ſon fief, & faire les fruicts ſiens, iuſques à ce que le Vaſſal ait fait les foy & hommage. Art. 13. Toutesfois ſi apres la main-miſe feodale, dedans xl. iours

apres

† *Ceſt Art. 50 eſt tiré des Art. 8. 20. 24. 70. & 90. Art. anciens pour auoir lieu à l'aduenir: & abroge l'ancienne en ce que par icelle le S. pouuoit incontinẽt apres la mort de ſon Vaſſal ſaiſir ſondit Fief.*

†† *Ces mots,* Couppez & abbatus, *&c. iuſques à ce mot,* ſerrez, *inclus, ſont adiouſtez pour explicati on de ceſt Art.*

Vaſſal pendant les xl. iours dõnez pour entrer en foy, ne peut empirer le fief.

† *Ces mots,* xl. iours, *&c. iuſques à ce mot* quarantaine, *inclus, ſont de nouuel adiouſtez.*

a Les Gentils-hommes ont de couſtume de faire les obſeques de leurs parens, dedãs xl. iours apres la mort & treſpas d'iceux aduenu, & nomment ce temps la Quarantaine. Par le droict ciuil il y auoit neuf iours, ainſi qu'il ſe voit és Nouelles, 115. & 133. & le nõme nouendial. Auguſt. in quæſt. ſuper Geneſim. Donatus vt in Phorm. Vide Cuiac. l. de præſcr. Cap. 6. & ad Nou. 60.

b En payant toutesfois les frais de la ſaiſie Feodale: laquelle a eſté faicte par le S.F. depuis les xl. iours de la ſucceſſion deferee.

Source : BIU Cujas

apres icelle, le Vassal va deuers le Seigneur & luy faict les deuoirs, doit estre receu: Et ne fera le Seigneur audit cas, les fruicts siens: ains ceux qu'il aura perceus, sera tenu de rendre au Vassal. Article 14. Et si les Vassaux acquereurs ou successeurs en ligne directe ou collaterale, vont apres les quarante iours de la saisine & main-mise deuers le Seigneur Feodal auant les fruicts du Fief recueillis, doiuent estre receus: & demoureront les fruicts qui n'auroient esté recueillis, au Vassal, sans ce que le S.y puisse aucune chose pretendre.

AVVERGNE Chapitre 22. Article cinquiesme. Pendant les quarante iours, à compter du iour de la saisie & signification d'icelle, donnez au Vassal pour faire ledit Fief. †† Le S.F. ne fait les fruicts siens.

†† *Legendũ*, pour faire la foy & hommage.

LODVNOIS Chapitre 11. Article 3. Et pendant lesdicts quarante iours ne pourra le Seigneur de fief prendre sur ledict Vassal par defaut d'homme: Aussi ce pendant ne pourra le suiet empirer ledict Fief au preiudice du Seigneur, fors demourer où hebergement, coupper du bois à son vsage de chauffage: & prendre connils, &c. p. *a Anion.* Art. 101.

BRETAGNE Titre 17. Article 343. Celuy † qui vient à nouuelle possession d'aucun heritage ou Fief, par quelque ouuerture que ce soit, doit faire la foy & hommage à son Seigneur, soit Lige ou comme Iuueigneur d'aisné, dedans quarante iours apres l'an du Rachat finy: & au cas qu'il n'y auroit Rachat, quatre mois apres qu'il est venu à la nouuelle possession. Et à faute de ce faire, ledit temps passé, le Seigneur pourra saisir les choses tenues de luy, & en fera les fruicts siens en pure perte du Vassal depuis la saisie executee & signifiee, iusques à ce que la foy luy soit faicte.

† *Les Articles 322. & 323. anciens ont esté en partie corrigez, & en partie confus en ceſt Article 343. Sur lequel les Deputez de l'Estat de l'Eglise ont remonstré que ceux qui sont pourueus de nouueau de Benefices ne peuuent le plus souuent vn an, voire deux ny trois, apres leur prouision, sçauoir de qui les Fiefs & terres desdicts Benefices sont tenus pour n'en auoir les titres & enseignemens, qui sont demeurez es mains du dernier possesseur, ou de ses heritiers qui ne sont quelquesfois de ce pays: ou s'ils en sont, il ne seroit possible de les retirer d'eux dedans le temps de quatre mois porté par ledit Article, pour faire les foy & hommage: tellement qu'à faute de ce, le Benefice sera saisi, auparauant que celuy, qui en est possesseur ait peu sçauoir de qui les choses sont tenues, pour luy aller faire faire la foy & hommage. Pour ceste cause ont requis qu'il soit dit que ledit Article n'aura lieu contre les Ecclesiastiques pour le temporel de leurs Benefices. Nonobstant laquelle requeste auons ordonné que la Coustume seroit gardee, comme elle est escrite.*

SEDAN Titre 3. Article 65. Et apres les quarante iours passez, le Seigneur feodal par faute desdicts foy & hommage non faicts sans autre publication ne sommation, pourra faire saisir & mettre sous sa main ledict fief, & en prendre les fruicts & profits qui luy seront acquis en pure perte, pour autant qu'il en sera escheu, si le Vassal ne se presente pour faire lesdits foy & hommage dedans lesdits xl. iours.

CAMBRAY Titre premier. Article 53. Fief se doit releuer endedans an & iour, apres le trespas de celuy dont il vient. Article cinquante quatriesme. Si vn Vassal est negligent de releuer son Fief, endedans l'an & iour, le Seigneur le peut faire saisir, par l'enseignement & ordonnance de sa Cour, & ioyr des profits d'iceluy, & droicts des Arriere-fiefs, depuis la saisine, iusques à ce qu'il sera releué, & les despens de la saisine payez. Et si apres la saisine, le Vassal fait offre raisonnable, deuant que les fruicts soient ameublis, il doit auoir tous les fruicts en purgeant tous despens.

Art. 8.

PARIS.

Le Vassal, qui a esté receu en foy & hommage par son Seigneur, est tenu de bailler son Denombrement en †† forme [d] probante & authentique, escrit en parchemin, passé pardeuant Notaires ou Tabellion, dedans quarante iours, à compter du iour de la reception.

Art. 9. *PARIS.*

Si le Vassal ne baille son Denombrement dedans quarante iours, apres qu'il aura esté receu par son Seigneur en foy & hommage: iceluy Seigneur peut saisir ledict Fief, & y mettre Commissaires, [e] iuſ-

De nombrement doit estre baillé dans xl. iours apres la reception en foy & hommage, & comme il doit estre faict.

†† Ces mots, En forme probante & authentique escrit en parchemin, passé pardeuant Notaires ou Tabellion, *ont esté adioustez à ceſt Art. 8. qui estoit le v. au Coustumier ancien pour auoir lieu à l'aduenir.*

d Les Coustumes vsent de ce mot diuersement, les vnes disent Denombrement simplement: les autres Denombrement & declaration. Sens. Article cent octante six. Les autres Rapport & Denombrement: Aucunes Nommee & Denombrement: les autres Nommee simplement. Les autres Adueu & Denombrement. Neant moins quelques vns font difference entre Adueu & Denombrement: disans que le Denom-

Source : BIU Cujas

brement ſe prend pour la deſcription du Fief: & l'Adueu pour la recognoiſſance perſonnelle du Vaſſal. Mais ces mots ſont confondus & ſe doiuent prendre pour vne meſme choſe. Car le Vaſſal par la Declaration des heritages, Cens & Rentes & autres qu'il tient de ſon Seigneur Feodal, à foy & hommage, il les doit aduouër & recognoiſtre, par meſme moyen tenir de luy. Comme auſſi aucuns font difference entre Denombrement, & Declaration: ſouſtenans le Denombrement eſtre donné pour les Fiefs, & la Declaration pour les choſes cenſuelles, ainſi qu'il eſt noté cy deſſous en l'Addition du deuxieſme Titre des Cenſiues Nombre dixieſme. De ce mot Adueu, ou aduouher, vide Cap. fin. De rel. Eccl. non al. in 6. & ibi Gloſſa. Les anciens Adueuz & Denombremens & autres titres ſignez & ſeellez, eſtans pardeuers le Seigneur Feodal font foy pour l'auctorité de l'antiquité, & pour la preſomption qui faict pour luy: laquelle ne peut eſtre repouſſee ſinon par contraire preſomption auſſi forte, comme ſi le Vaſſal monſtroit titres contraires ou ſignatures diuerſes d'vn meſme temps, & d'vne meſme perſonne. Autrement ſeroit rendre les choſes incertaines & en confuſion.

d Ceſt Article 8. auec le 9. s'entend du Vaſſal nouueau: ſuiuant l'opinion de Du Moulin ſur ceſt Article: mais il eſt certain & indubitable, que le Vaſſal quelque ancien qu'il ſoit, eſt touſiours tenu de bailler ſon Denombrement, meſmes au nouueau Seigneur s'il ne l'auoit auparauant baillé, ſoit à luy ou à ſes predeceſſeurs. Auquel cas il ne peut plus eſtre contraint à ce faire par ſaiſie de ſon Fief: ains le Seigneur y doit venir par action, afin que le Vaſſal luy exhibe & communique, iceluy, en luy donnant coppie d'iceluy, s'il en a affaire: par ce que ceſt vn Titre commun entre luy & ſon Vaſſal, ce que le Vaſſal eſt tenu de faire par le 44. Article de ceſte Couſtume de Paris. Du Moulin, quæſtione. 2. num. 6. ſur ceſt Article 4. l. 3. & l. pen. D. ad exhib. L. Titius heres. l. creditor. D. de act. empti. l. inſtrumenta. C. de fidei. Doctores in l. 2. C. quom. & qu. iud. & in l. 2. C. de iure emphyt. S'il y a pluſieurs Vaſſaux d'vn meſme Fief, vn ſeul n'eſt point receu à donner le Denombrement: mais tous le doiuent bailler enſemble, & conioinctement, & ce tant pour la qualité de l'obligation, à laquelle eſt tenu le Vaſſal, que de ce qui eſt compris en icelle, on ne la peut eſtimer autre que indiuidue: & conſequemment qu'elle ne ſe peut accomplir pour partie. Car ceſt vne obligation non dandi, ſed tradendi, & contient en ſoy vn faict indiuidu: ainſi que Du Moulin traicte ſur le deuxieſme Article, Gloſſa. 4. q. 5. & ſur le ſixieſme Article, quæſt 1. num. 2. & Charondas ſur ces Articles dit que ſi aucuns ſont en demeure de donner ledict Denombrement, que celuy qui voudra auoir main-leuee du Fief, le baillera entier pour tous, ſauf ſon recours contre les autres Vaſſaux qui ont part & portion audict Fief. Et ne peut le dit Vaſſal auoir main leuee pour ſa part, ayant ſeulement donné Denombrement pour icelle, ſi le Fief n'eſtoit party & ſeparé d'ancienneté, & dont les Vaſſaux auroient eſté receus en foy & hommage ſeparement, comme ſi c'eſtoient diuers Fiefs.

e Commiſſaire in iure dicitur ſequeſter, vt in l. ei apud quem. 5. & l. 12. & l. licet 17. D. depoſiti & omnibus poſſidet. La ſaiſie eſt reputee nulle, s'il ny a Commiſſaires eſtablis ſuiuant les Arreſts de la Cour & Ordonnances du Roy. On peut demander ſi les Commiſſaires ſont tenus de faire Bail des Fiefs ainſi ſaiſis à faute de Denombrement non baillé ſuiuant les Ordonnances du Roy François, mil cinq cens trente neuf. Article octante deux, octante trois & octante quatre. Mais Du Moulin tient que leſdictes Ordonnances n'ont lieu, & ne ſ'entendent des ſaiſies Feodales ou Cenſuelles, qui ſont faictes à la requeſte des Seigneurs Feodaux ou Cenſuels en vertu de leur Iuſtice & Iuriſdiction, à cauſe des fiefs qu'ils poſſedent: encores qu'ils y ayent faict mettre & apposer la main de leur Seigneur ſuperieur, ou du Roy, pour conforter leur ſaiſie. Mais leſdictes Ordonnances s'entendent des Saiſies faictes par auctorité des Iuſtices ordinaires & contentieuſes, à la requeſte des creanciers, ou autres pretendans droict, proprieté ou Seigneurie en quelque façon que ce ſoit és choſes ſaiſies. Du Moulin ſur l'Art. 6. Gloſſa. 4.

ques à ce que ledict Denombrement luy ait eſté baillé: mais il ne fait les fruicts ſiens, & en doit rendre compte le Commiſſaire apres iceluy Denombrement baillé.

Art. 10. PARIS.

Apres que le Vaſſal a baillé ſon Denombrement, au Seigneur F. le Seigneur Feodal eſt tenu de blaſmer ledict Denombrement f dedans quarante iours apres iceluy baillé: autrement eſt tenu g pour receu. Toutesfois ledit Vaſſal eſt tenu d'aller ou enuoyer querir ledict blaſme au lieu du principal manoir, dont eſt mouuant ledit Fief.

Art. 11. PARIS.

Neant-moins † le Vaſſal qui a faict ſes foy & hommage, & offres au deſir de la Couſtume, peut bailler ſondit Denombrement quand bon luy ſemble: & n'eſt tenu attendre leſdicts xl. iours, ny la reception en foy.

Seigneur F peut ſaiſir le fief par faute de Denombrement non baillé, & ne fait les fruicts ſiens. S. F. eſt tenu de blaſmer le Denombrement dedans xl. iours apres la receptiõ dudit Denombrement. Vaſſal eſt tenu d'aller querir le blaſme du Denombremẽt. Vaſſal quand peut bailler ſon Denombrement, auant les xl. iours.

† *Ceſt Art. 11. eſt nouuel, pour auoir lieu à l'aduenir.*

f Tout ainſi que le Vaſſal a delay de quarante iours, pour bailler ſon Denombremẽt: ainſi le S. F. a pareil temps de xl. iours pour blaſmer le Denombrement du Vaſſal, & ſufficit ei ad inquirendas res ſuas ſtatuti temporis ſpatium vt eſt in l. 1. D. de vſu cap. Ce temps de xl. iours s'entend ciuilement, à ſçauoir du iour du Denombrement baillé, & iceluy non compté és xl. iours, l. vbi lex. De regul. iuris. l. 132. De verb. ſignif. l. iure. D. de feriis, &c. les Couſtumes vſant de ce mot, *apres* le demonſtrent, ce qui a eſté iugé & confirmé par pluſieurs Arreſts le 5. iour de Ianuier, 1572. ſur vn appel du Seneſchal Du Maine ou ſon Lieutenant, & 2. iour d'Auril, 1573. ſur vn appel du Seneſchal d'Aniou, & du 8. iour de Iuin, 1577. ainſi que Choppin eſcrit ſur la Couſtu. d'Aniou. Notez que le Vaſſal met en ſon Denombr. ſauf le plus ou le moins de croiſtre ou diminuer, & le S. és lettres de Receptiõ en foy & hõmage, ou recipiſſé du Denomb. ſauf noſtre droict & l'autruy, qui ſont clauſes qu'aucuns eſtiment eſtre inutiles, mais elles mõſtrent que le tout ſe doit paſſer entre eux de bõne foy & equité.

g Ceſte clauſe eſt contre l'opinion de Du Moulin interpretee par Charondas, que le S. n'eſt receu apres le temps de xl. iours à blaſmer le Denomb. Ce que la Couſtu. monſtre aſſez par ces mots, *Autrement eſt tenu pour receu*: quod tempore permiſſum eſt, poſt tempus prohibitũ videtur l. ſtatuliberũ. 11. 5. Stichũ. De leg. 2. & le S. F. iure cõmuni vſus non reſtituitur. l. non videtur 9. C. de in integ. reſtit. nec capitur, qui ius publicũ ſequitur l. nihil conſenſui. 116. § non capitur. De reg. iur. l. 11. § 4. D. de minor. l. 51. § 4. De fideiuſſ. l. 47. Deſolut. Le S. blaſme le Denombrement & Adueu, quand il ne le veut receuoir pour quelques defectuoſitez ou autres cauſes, & le contredit: ou bien quand il debat la declaration des heritages, rentes & de-

Source : BIU Cujas

uoirs ſpecifiez & exprimez par ledit Denombrement. Au reſte les Adueuz rendus au Roy preſentez à la Chambre des Comptes ſont renuoyez aux Iuges de la Prouince, pour les verifier par le menu, & iuſques à ce la reception d'iceux ne faict point de preiudice au Roy: mais autrement eſt il de la preſentation des Adueuz rendus aux Seigneurs, s'ils ne ſont blaſmez dedans les xl. iours ou dedans l'an, qui eſt le temps prefix par les Couſtumes, ils ſont tenus pour receus. Chop. l. 3. du Dom. Tit. 15. Nomb. dernier.

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 17. Art. 135. Apres la reception des foy & hõmage, droicts & deuoirs payez, le Vaſſal eſt tenu bailler ſon Denombrement au S. F. dedans xl. iours: autrement leſdits xl. iours paſſez, ſi le S. F. veut, il a ceſte faculté de ſaiſir & mettre en ſa main, en defaut dudit Denombrement baillé, le Fief: mais il ne faict pas les fruicts ſiens: & peut le S. s'il veut proroger le temps & non abbreuier.

MELVN Chap. 4. Art. 39. Le nouueau Vaſſal receu par ſon S. F. eſt tenu luy bailler ſon Adueu & Denombrement, dedans les xl. iours apres la reception: Et †† ſi ledit Vaſſal baille & preſente ledit Adueu dedans ledit temps, le S. F. a xl. iours apres, pour le blaſmer: & apres leſdits xl. iours paſſez, le Vaſſal eſt tenu aller ou enuoyer pardeuers le S. F. au lieu du principal manoir, dont ſon fief eſt tenu & mouuant, pour ſçauoir ſi le S. F. aura pour aggreable ledit Denombremẽt: & des diligences qui ſont faites, prendre atteſtation deuant Notaires. Et ſi dedans leſdits xl. iours, le S. F. ne blaſme ledit Denõbrement, il ſera tenu pour receu. Art. 42. Si dedans les xl. iours, le Vaſſal ne baille ſon Denombrement, le S. F. peut ſaiſir le fief tenu & mouuant de luy: & pour les fruicts eſtablir bons & ſuffiſans Cõmiſſaires, qui rendront compte & payeront le reliqua audit Vaſſal, apres qu'il aura fourny ſon Denombrement, & frayé les frais de la ſaiſie, ſalaires & vacations deſdits Commiſſaires.

DOVRDAN Tit. I. Art. 15. p. *a Paris.* Art. 8. denombrement dedans, &c. xl. iours, à compter du iour de la reception. Art. 16. p. *a Paris.* Art. 9. apres iceluy denombrement baillé, en payant les frais de la ſaiſie & autres raiſonnables. Art. 17. p. *a Paris.* Art. 10. pour receu purement & ſimplement. Toutesfois, &c. ledit Fief & reblandir ſon S. F.

SENS Tit. 20. Art. 187. Apres que le S. F. a receu ſon Vaſſal en foy & hõmage, il peut eniondre audit Vaſſal, qu'il luy baille dedans quarante iours ſon denombrement & declaration de ſon Fief. Et ſi dedans ledict temps il n'obeit, le S. F. peut mettre & appoſer ſa main audit Fief, & le faire leuer & exploiter par ſes Officiers, & ſous ſa main: & ne fera les fruicts ſiens dudit Fief, durant ladicte main-miſe. Mais quand le Vaſſal aura baillé ſon Denombrement en forme deuë, les fruicts eſcheus durant ladite main-miſe, ſeront rendus audit Vaſſal, en payant les † frais de la ſaiſie & autres raiſonnables faictes audit Fief, par ledict S. F. & ſes Officiers.

AVXERRE Tit. 2. Art. 50. p. *a Sens.* il ne le fait ledit, &c. & ſera leué & exploicté par ſes mains, & ne fera pas les, &c. main-miſe appartiendront au Vaſſal, en payant les ſalaires, vacations & impenſes raiſonnables, &c. ou ſes Officiers.

BAR Tit. I. Art. 8. Le S. F. peut faire ſaiſir le Fief de ſon Vaſſal, par faute de Denombrement non baillé, apres les xl. iours ordõnez audit Vaſſal de le bailler en faiſant ſon deuoir de reprinſe.

ESTAMPES Chap. I. Art. 42. Le Vaſſal receu en foy & hommage de ſon Seigneur, luy eſt tenu bailler ſon Adueu & Denombrement, dedans quarante iours de la reception: & en defaut d'auoir ce faict, le Seigneur peut faire ſaiſir ſon Fief, y eſtablir Commiſſaires, qui l'exploicteront iuſques à la preſentatiõ dudit Adueu: pour cela ne gaigne le S. les fruicts: ains les Commiſſaires, l'Adueu baillé, en rendront compte au Vaſſal, qui ſera ſeulement tenu des frais. Art. 44. L'Adueu preſenté, a le S. xl. iours pour le receuoir ou blaſmer: leſquels quarante iours paſſez, le Vaſſal ſera tenu aller ou enuoyer querir le blaſme, &c. p. *a Melun.* Art. 39. ſon fief eſt tenu: & des diligences, qui en ſeront faictes, ſera prins atteſtation deuant Notaires ou teſmoins.

MONT-FORT Chap. I. Art. 5. p. *a Paris.* Art. 8. ſon Adueu & Denõbrement dedans xl. iours, à compter du iour de ladicte reception. Art 6. p. *a Paris.* Art. 9. Adueu & Denombrement, &c. peut faire ſaiſir, &c. commettre, &c. iuſques à ce qu'iceluy Adueu & Denombrement luy ait, &c. apres ledit Adueu & Denombrement baillé, à celuy qui aura eſté ſaiſi. Art. 7. Et †† apres, &c. p. *a Paris.* Art. 10. ſon Adueu & Denombrement, &c. ledit Adueu & Denombrement receu. Et eſt ledit Vaſſal tenu au bout des xl. iours, retourner au S. F. pour reblandir h & retirer ledit Adueu & Denombrement: autrement ne ſera ledit Adueu & Denombrement tenu pour receu.

†† *Ces mots ſuiuans,* Et ſi ledit, *&c. ſont adiouſtez pour explication de l'ancienne Couſtume.*

† *Ces mots,* les frais de la ſaiſie & autres raiſonnables, *ont eſté mis au lieu de ces mots anciens,* ſalaires & vacatiõs.

†† *Le Procureur du Roy a requis qu'il fut donné plus lõg temps pour blaſmer les Adueus des Vaſſaux du Roy: par ce que pour ce faire ne pourroient en ſi brief temps retirer de la Chãbre des Comptes les Adueus precedens baillez. Ouy l'aduis des Eſtats, a eſté ordonné que ledit Art. demoureroit ainſi qu'il eſt couché.*

h Reblandir & retirer ſon Adueu & denombr. s'entedu quãd le Vaſſal retourne vers le S. F. pour ſçauoir s'il veut debattre l'Adueu & Denombr. Mante. Art. 15. Reims. Art. 108. Reblandiſſement en la Couſtume de Tours. Art. 22. 30. & 31. pour ſçauoir les cauſes de la ſaiſie, & Reblandir le beſtail prins en dommage. Poictou. Art 75. & 78.

Source : BIU Cujas

MANTE Chap. 1. Art. 15. Le Vaſſal dedans les xl. iours apres la foy & hommage par luy faits à ſon S.F. doit bailler ſon Adueu & Denombrement au dit Seig. Feodal. Et † xl. iours apres iceluy baillé, doit retourner pardeuers ledit S. Feod. le reblandir & ſçauoir ſ'il veut debatre l'Adueu * & Denombrement: & où le S.F. ne le debattera, leſdits xl. iours paſſez, ſera ledit Adueu & Denombrement tenu pour receu: & à faute de n'auoir fait ce que deſſus par ledit Vaſſal, peut ledit Seigneur Feodal ſaiſir ledit fief: mais ne faict en ce cas les fruicts ſiens.

SENLIS Tit. 13. Art. 252. A faute de Denombrement non baillé, peut le S.F. faire ſaiſir & mettre Commiſſaire, qui iouira ſous la main de Iuſtice deſdits fiefs: & tiendra la ſaiſie, tant & iuſques à ce que tel Vaſſal ait baillé ſon Denombrement, & qu'il luy i ſoit accordé & ait main-leuee: ſans que toutesfois ledit S. puiſſe faire les fruicts ſiens.

CLERMONT Tit. 8. Art. 78. Le S. peut faire ſaiſir les fiefs qui ont eſté releuez de luy, xl. iours apres ledit Relief, à defaut de Denombrement non baillé: & audit cas & iuſques à ce que ledit Denombrement luy ait eſté preſenté, peut touſiours tenir ledit fief ſaiſi: mais il ne peut faire les fruicts ſiens.

VALLOIS Tit. 4. Art. 48. Apres que le S.F. a receu a homme ſon Vaſſal qui tient de luy aucun fief, il luy peut enioindre de bailler le Denombremẽt de ſon fief, endedans xl. iours: & ainſi eſt tenu le faire ledit Vaſſal: *Alias* le S. peut mettre en ſa main le fief tenu de luy, iuſques à ce que ledit Denombremẽt ſoit baillé, ſans faire les fruicts ſiens: mais ſera tenu ledit Vaſſal payer les frais de la ſaiſie, lors qu'on luy baillera main-leuee de ſondit fief. Art. 49. Et †† ou il aduiendroit que le Denombrement fut debatu, le Vaſſal aura main-leuee du contenu és Articles accordez & non debatus: & tiendra la ſaiſie pour le ſurplus. Article cinquante-vn. p. *à Paris*. Article 10. autrement ledit Denombrement eſt tenu.

TROYES Tit. 3. Art. 30. Le † Vaſſal eſt tenu bailler l'Adueu & Denombrement de ſon fief, au S. d'iceluy, dedans xl. iours apres qu'il en eſt receu en foy & hommage: & qu'il luy eſt enioinct de ce faire: & en defaut de ce, le S. F. peut ſaiſir & tenir en ſa main: & auſſi en faire leuer les fruicts, ſans les faire ſiens, iuſques apres l'an de ladite ſaiſie deuëment ſignifiee au Vaſſal, ſes Procureurs ou Receueurs du fief ſaiſi. Apres lequel an paſſé, en defaut dudit Denombrement non baillé, le S.F. peut faire les fruicts ſiens. Et tout ainſi que le Vaſſal a xl. iours à bailler ſon Denombrement: ſemblablement le S.F. a xl. iours pour le viſiter.

CHAVMONT Tit. 2. Art. 19. Eſt †† tenu le Vaſſal bailler ſon Adueu & Denombrement de ſon fief, &c. p. *à Troyes*. & y commettre Officiers de par luy, leuer les fruicts, ſans les faire ſiens, iuſques à ce que le Denombrement luy ſoit baillé. Et apres l'an reuolu de la ſaiſie deuëment ſignifiee audit Vaſſal, ſes Procureurs & Receueurs dudit fief ſaiſi, le S.F. fait les fruicts ſiens, ſi tant n'eſtoit qu'iceluy Vaſſal euſt baillé ſon Denombrement, ou que pource il euſt faict ſes offres pertinentes.

VITRY Tit. 3. Art. 42. Où † le Vaſſal ne baille ſon Denombrement, xl. iours apres qu'il auroit fait ſon hõmage, & que pour ce ledit fief fut ſaiſi, puiſque la reprinſe en ſeroit faite, & les droicts & deuoirs payez, le S.F. au moyẽ de telle ſaiſine n'acquiert aucune choſe en purperd: mais en ce cas, & iuſques à ce que le Vaſſal ait baillé ſon Denombrement, le S.F. fera leuer les fruicts dudit fief ſaiſi, par Commiſſaires, qui en rendront les fruicts audit Vaſſal, apres ledit Denombrement baillé: en payant par ledit Vaſſal les frais & ſalaires raiſonnables deſdits Commiſſaires.

LAON Tit. 16. Art. 203. Le †† Vaſſal qui a eſté, &c. p. *à Paris*. Art. 8. excepté en forme probante, &c. & xl. iours apres eſt tenu d'aller pardeuers le Seigneur luy demander ſ'il a pour aggreable ledit Denombrement, ou ſ'il le veut debatre. Et a faute de faire tout ce que deſſus, peut le Seigneur ſaiſir le fief, & y eſtablir Commiſſaires, mais il ne faict les fruicts ſiens: ains en doit rendre compte le Commiſſaire, apres que le Vaſſal a ſatisfaict à ce que deſſus. Article 204. Si † le Vaſſal retourne pardeuers ſon Seigneur F. quarante iours apres qu'il aura baillé ſon Denombrement, & que le Seigneur ne le debate, eſt tenu ledit Denombrement pour receu. Article 205. Où le Seig. Feodal aura blaſmé aucuns Articles du Denombrement ſeulement, & n'aura blaſmé les autres, le Vaſſal aura main-leuee des Articles paſſez ſans blaſme, demeurant la ſaiſie pour les autres Art. blaſmez à la charge des dommages & intereſts.

i Le S. F. doit bailler main-leuee à ſon Vaſſal, ſi toſt qu'il a baillé ſon Denombrement & purgé ſa demeure. Et combien que le S. veille debatre ledit Adueu & Denombrement ſi eſt ce toutesfois qu'il doit bailler main-leuee, au moins pour le regard de ce qui eſt accordé, la ſaiſie demourant pour les Art. non accordez, ainſi qu'il a eſté iugé aux termes de ceſte Couſtu. de Senlis, au rapport de M. l'Archier, par Arreſt de la Cour de Parlement l'an 1563. Couſtume de Laon 205. Chalons. Art. 206. Peronne. Art. 62. Dunois. Art. 20. Vallois. Art. 49. Blois. Art. 107. Vn S. blaſmant l'Adueu de ſon Vaſſal, s'il eſt requis de bailler par declaration ce qu'il pretend eſtre tenu de luy, dauantage, il eſt tenu de le declarer ainſi qu'il a eſté iugé pour le ſieur de Maiſon-neufue, le 23. iour de Iuin, 1573.

† *Ces mots, Et xl. iours, & ce iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

* *Al. ledit Adueu. P.V.*

†† *Ces Art. 49. & 51. ſont introduits pour nouuelle Couſtume.*

† *Ceſt Art. 30. contient la correction & moderation de l'ancienne Couſtume.*

†† Ce 19. *Art. corrige & modere l'ancienne Couſtu. eſtãt ſous pareille Cotte.*

† *Ceſt Art. 42. contient la correction de l'ancienne Couſtume.*

†† *Le 203. Art. eſt nouuel pour le regard de ce que le Vaſſal eſt tenu de retourner dedans xl. iours apres le Denõbrement baillé pardeuers ſon S.F. & à faute de ce faire, il peut eſtre ſaiſi.*

† *Les Art. 204 & 205. ſont en conſequence du 203. Art. de nouuel adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

CHALONS Tit.20. Art. 204.205.& 206.p. *à Laon.* Art. 203.204.& 205.

REIMS Tit.3. Art.108. Le Vaſſal,&c.p.*à Mante.* Article 4. Le †† reblandir : c'eſt à dire ſçauoir de luy, ſ'il veut debatre, &c. Et à faute d'auoir fait ce que deſſus par le Vaſſal,peut le S.F.faire ſaiſir,&c.

†† *Ces mots, Et xl. iours apres, &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

S. QVENTIN Titre 4. Article 83. Par faute d'auoir baillé par le Vaſſal, Denombrement de ſon fief, dedans xl.iours apres qu'il l'a releué, & d'iceluy faict les foy & hommage, le Seigneur peut faire ſaiſir ledit fief, & eſtablir Commiſſaire au regime & gouuernement d'iceluy : mais il ne faict les fruicts ſiens: par ce qu'apres ledit Denombrement baillé, luy doiuent eſtre rendus, en payant les frais de la ſaiſie & de Commiſſaire.

RIBEMONT Tit.2. Art. 32. Le Vaſſal doit bailler ſon Adueu & Denombrement, xl.iours apres qu'il aura eſté receu en foy & hommage. Art.33. Le S.de fief a xl.iours pour le blaſmer, les xl.iours paſſez, demeurera l'Adueu paſſé purement & ſimplement, ſans aucun blaſme, apres que le Vaſſal ſe ſera retiré pardeuers le S.de fief,pour entendre ſa volonté.

AMIENS Titre 1. Art.14. Apres que le Vaſſal a eſté à Relief, il eſt tenu bailler Denombrement par eſcrit dudit fief, ſous ſeel ou autrement en forme authentique, & par iceluy declarer enquoy ſe conſiſte ledit fief, & tout ce qu'il entend tenir de ſon S.auec les charges & ſeruitudes dont le fief eſt chargé enuers le S. & ce dedans xl.iours apres ledit Relief. Art.15. Et ſi apres leſdits xl.iours le Vaſſal eſt delaiant de ce faire, le S.F. peut par faute de Denombrement baillé, faire ſaiſir & mettre en ſa main le fief, & le faire regir & gouuerner aux deſpens des fruicts d'iceluy : iuſques à ce que le Vaſſal aura baillé ſon Denombrement: ou qu'en perſonne, ou par Procureur il ſe ſoit ſubmis en la main dudit S. ou de ſon Bailly, de le bailler dedans temps competent : en quoy faiſant le Vaſſal doit auoir main-leuee à ſon profit de ſon fief, en payant par luy les miſes de Iuſtice raiſonnables. Article ſeizieſme. Mais ſi le Vaſſal n'auoit fourny dedans le temps de la ſubmiſſion, ledit Seigneur peut faire ſaiſir ledit fief en ſa main, & regir & gouuerner aux deſpens des fruicts, iuſques à ce que ledit Vaſſal ait effectuellement baillé ledit Denombrement. Art.17. Et ſi depuis le Vaſſal baille ſon Denombrement, il peut demander compte des fruicts de ſon fief, en payant les frais & miſes de Iuſtice, tels que xxv.ſ.pour les frais de chacune ſaiſie & main-leuee : & en ce faiſant doit auoir main-leuee. Art.19. Trois mois apres le Denombrement baillé,le S.eſt tenu bailler a ſon Vaſſal,ou faire baillerparſon Bailly, ſ'il en eſt requis, lettres de Recipiſſé, en forme deuë : ou contredire & debatre iceluy Denombrement, & dire les cauſes pourquoy il ne le veut receuoir : autrement & à faute de ce faire,le Denombrement demeure pour accordé.

S. POL Tit. 1. Article 9. Le Vaſſal, apres qu'il eſt receu à Relief, eſt tenu bailler ſon rapport & Denombrement endedans quarante iours : & ſi ce ne faict, le Seigneur dont le Relief eſt tenu, peut faire ſaiſir ledict Fief, & le faire regir & gouuerner ſous la main de Iuſtice, iuſques à ce que le Vaſſal ait baillé ſon rapport, ou ſoy ſubmis endedans le iour competant de le bailler: enquoy faiſant, il doit auoir main-leuee, & ſi peut demander auoir Compte & reliqua des fruicts receus, en payant les frais de Iuſtice. Et eſt tenu le Vaſſal bailler ſondit Rapport au renouuellement de Seigneur, ſ'il en eſt ſommé & requis.

CHAVNY Titre 17. Article 99. A chacune fois qu'vn Vaſſal faict Relief, foy & hommage de ſon Fief, luy doit & peut le Seigneur enioindre, de bailler Denombrement dedans quarante iours: & au cas que dedans quarante iours, le Vaſſal n'auriot fourny & baillé ſon Denombrement: & ſemblablement où le Vaſſal auroit eſté defaillant d'aſſiſter & comparoiſtre ou Procureur pour luy aux plaids & iours à luy aſſignez, ainſi qu'il y ſeroit tenu ſelon la nature de ſon Fief : en ce cas le Seigneur peut proceder à faire ſaiſine : & faire commettre à la recepte, regime & gouuernement des fruicts, leuees & reuenus deſdicts Fiefs d'iceluy Vaſſal : leſquels doiuent demeurer en ſequeſtre és mains du Commis, iuſques à ce que le Vaſſal ait fourny & baillé ſondit Denombrement,& payé les frais de la ſaiſine & autres frais raiſonnables, ou qu'il ait amendé les defauts & contumaces, où il ſeroit encouru, ſelon la nature, & ce à quoy il peut eſtre tenu à cauſe de ſon Fief: & en ce faiſant doit iceluy Vaſſal auoir main-leuee des fruicts eſcheus depuis & pendant ladite ſaiſine.

Saiſie à faute de comparoir aux plaids aſſignez.

PONTHIEV Titre quatrieſme. Article ſeptante deux. Quand aucun homme feodal a hommes tenans en Fief, & il les faict conuenir en Iuſtice pour bailler par Denombrement : ſi le conuenu ne vient au iour à luy aſſigné, & ſe laiſſe couler en defaut, ledict homme feodal doit tant auoir acquis, que par

Source : BIU Cujas

vertu d'iceluy defaut, le Fief du defaillant doit eſtre prins & ſaiſi en ſa main ou de ſon ſouuerain : & ſous icelle gouuerner aux deſpens dudit defaillant, tant qu'il ait baillé le Denombrement ou ſoy ſubmis de le bailler. Car il ne conuient point le faire readiourner, ſi ce n'eſt par grace & volonté du Seigneur : mais faire ſaiſir les fruicts par faute de Denombrement non baillé. Art. 73. Le Denombrement baillé, celuy qui auroit eſté negligent ou defaillant de bailler ſon Denombrement, ſi apres il le baille, il ne pert pas ſes leuees : mais il paye & doit payer main-miſe & main-leuee & miſes raiſonnables de Iuſtice, que par faute de ſon Denombrement non baillé ſont encourus, iuſques au iour qu'il aura baillé ſon Denombrement. Art. 74. Quand aucun eſt mis en ſaiſine d'aucun Fief, il conuient qu'il apporte ſon Denombrement endedans quarante iours, ſ'il luy eſt ordonné : & peut le Seigneur allonger le iour : & s'il n'eſt baillé endedans iceux quarante iours, ou du tẽps que le Seigneur l'aura allongé, le S. peut & luy loiſt ſaiſir le Fief, & clorre la main à ſon homme Feodal.

Bovllenois Titre 12. Art. 52. Le S. peut contraindre ſes hommes Feodaux & cottiers, de luy bailler le Rapport & Denombrement, & declaration des Cottiers, dedans quarante iours du commandement ou publication faicte à la Meſſe Parochiale de l'Egliſe des lieux, vne fois durant la vie des hommes feodaux & cottiers, & non plus : ſur leſquels Rapport & declaration eſt tenu le Seigneur bailler lettres de Recepiſſé. Et ledit temps paſſé par faute de ce faire, poura faire ſaiſir les heritages feodaux & cottiers, pour eſtre regis ſous la main de Iuſtice. Toutesfois ſi le Seigneur eſtoit en debat pour raiſon deſdits Rapport & Denombrement contre les feodaux & cottiers, ils ſeront ouis en Iuſtice : & cependant auront leſdicts feodaux & cottiers main-leuee de la ſaiſie, en payant les frais raiſonnables de ladite faiſie.

Peronne Titre deuxieſme. Article 60. Le Vaſſal doit dedans quarante iours apres qu'il a eſté receu en foy & hommage, bailler à ſon Seigneur le Denombre ment de ſon Fief : & à faute de ce faire, peut ledict Seigneur, faire ſaiſir ledict Fief : mais ne faict les fruicts ſiens : ains ſont rendus audit Vaſſal, en payant les frais de la ſaiſie, & autres raiſonnables. Article ſoixante-vnieſme. Ledict Adueu & Denombrement baillé & preſenté, le Vaſſal doit retourner pardeuers ſon Seigneur ou ſa Iuſtice, quarante iours, pour ſçauoir s'il entend iceluy blaſmer & debatre. Article ſoixante deuxieſme. Si dedans leſdicts quarante iours le Seigneur blaſme & debat aucuns Articles dudit Denombrement, le Vaſſal aura main-leuee pour les Articles non blaſmez ne debatus, la ſaiſie tenant pour les debatus, pendant le procés : pour leſquels toutesfois ne fait le S. les fruicts ſiens.

La Salle de Lille Tit. 1. Art. 41. Tous hommes feodaux ſont tenus de faire Rapport & Denombrement de leurs Fiefs, grandeur & eſtendue d'iceux, aux Seigneurs, de qui ils tiennent leſdicts Fiefs, en dedans quarante iours enſuiuans l'adiudication deſdits Rapports & publication faicte par iour de Dimanche ou autre iour ſolẽnel en l'Egliſe ou Egliſes Parochiales, là ou les gros deſdicts fiefs ſont giſans : à peril de lx. ſols d'amende : n'eſt qu'à tels Seigneurs ils euſſent parauant baillé Rapport & Denombrement. Comme auſſi ſont tenus ce faire les nouueaux heritiers de Fiefs, quand ils en ſont ſommez iudiciairement endedans le temps & à tel peril que deſſus. Et leſdicts quarante iours paſſez leſdicts Seigneurs, Baillys ou Lieutenans peuuent par plainte & enſeignement de Loy, ſaiſir les Fiefs des defaillans pour auoir ladicte amende, & qu'ils ſoient regis & gouuernez ſous leurs mains : iuſques à ce qu'ils ayent fait leſdits Rapports & Denõbrement : & apres les deuoirs iudiciaires gardez, font leurs demandes à adiuger. Et en baillant leſdits Rapports, & payant icelle amende, ont main-leuee deſdits fiefs, & ſont leſdits S. Baillys ou Lieutenans tenus leur rendre cõpte & reliqua des fruicts par eux perceus, en defalquant les miſes de Iuſtice & deſpens raiſonnables. Art. 42 Leſdits. S. B. ou Lieutenans, ayãs receu tel Rapports & Denõbrement, ſont tenus endedãs xl. iours enſuiuans les debatre & cõtredire, bailler lettres de Recepiſſé, ſe requis en ſont. Et apres leſdits xl. iours paſſez, ſans auoir baillé contredit, tels Rapports ſont tenus pour acceptez, & ſuiuant ce, le S. eſt tenu de bailler ſon Recipiſſé.

Artois Tit. 1. Art. 14. Tous S. quelque Iuſtice qu'ils ayẽt, és mettes de leurs tenemẽs, peuuent par Edicts & publicatiõ faite à l'Egliſe Parochiale du chef-lieu de leur Seigneurie, faire commandemens à leurs Vaſſaux, & ceux qui tiennent heritages mouuans de leur Seigneurie, de bailler au dedans quarante iours, par eſcrit & declaration de leurs heritages & terres cottieres de main-ferme, & les charges dont ils ſont chargez : pareillement de faire Rapport & De-

Source : BIU Cujas

nombrement, de leurs Fiefs tenus d'icelles leurs Seihneuries. Et loist auſdicts Seigneurs, leſdits xl.iours paſſez par faute de Denombrement, Rapports & declarations ſuſdites, prendre, ſaiſir & mettre en leurs mains les Fiefs & les tenir tant & iuſques à ce qu'ils aient fourny de Denombrement & declaration. Art. 15. Et ſi le proprietaire d'iceux fiefs & heritages, offre au S. effectuellement ou a ſon Bailly & Lieutenant, és mettes de leur Seigneurie, leſdites Declarations ou Denombremens, ſoit qu'iceux Denombremens ſoient ſuffiſans & receuables ou non, le S. ſon Bailly ou Lieutenant eſt tenu de leur accorder main-leuee, d'iceux leurs fiefs ou heritages ſaiſis, ſ'ils le requierent, en paiant les miſes de Iuſtice. Au ſurplus ſur la reception ou debat des Declarations ou Denombremens, leur peut eſtre iour aſſigné par deuant les hommes dudit S. par deuant leſquels ils ſont entiers de les ſouſtenir valables. Pour faire leſquels contredits & debats, iceux S. les peuuent retenir en leurs mains xl.iours. Et apres les xl.iours expirez, le S. eſt tenu bailler recepiſſé dedans autre xl.iours, ſ'il eſt requis aux deſpens du requerant, n'eſtoit qu'il y euſt contredit baillé par le S. ou ſon Procureur ſur le Denombrement & Declaration: auquel cas le S. n'eſt tenu bailler recepiſſe, iuſques à ce qu'il ſera decidé du contredict. Et ſ'il n'y a aucun contredit, en dedans les xl.iours expirez, le Denombrement & declaration demeure pour receu & accordé. Art. 17. Le vaſſal tenant pluſieurs fiefs d'vn [l] S. à cauſe d'vne meſme Seigneurie, eſt tenu bailler ſeulement [m] vn Denombrement de tous ſes fiefs & vne ſeule Declaratiõ de ſes terres cottieres: & en leuer, ſ'il lui plaiſt vn ſeul recepiſſé. Et ſi doit paſſer par vn ſeul ſerment de fidelité en ſa vie, nonobſtant mutation de Seigneur. Auquel il n'eſt tenu bailler nouuel Denombrement, ne faire nouueau ſerment de fidelité. Art. 18. Si vn S. aiant ſaiſi aucuns heritages par faute de Denombrement a reçeu les fruicts deſdits heritages ainſi ſaiſis, il ne fait leſdits fruicts ſiens: mais eſt tenu en rendre compte au proprietaire, en luy baillant ſon Denombrement & purgeant tous deſpens, tant pour la ſaiſine, comme pour auoir moiſſonné, receu & gardé les fruicts deſdits heritages. Art. 36. Les Seigneurs, Baillifs & Lieutenans en baillant la ſaiſine d'aucuns Fiefs & heritages tenus d'eux, & en releuant aucuns fiefs & heritages, peuuent enioindre à ceux, à qui ils baillent ladite ſaiſine, de bailler leurs Denombremens & Declarations en dedans xl.iours.

Denombrement ſeul pour pluſieurs fiefs tenus d'vne meſme Seigneurie.

S. Pol en Artois Tit 1. Art. 3. Le vaſſal eſt tenu bailler Denombrement des Fiefs, qu'il tient d'vn Seigneur: enſemble Declaration & eſcroë de cottierie, à chacune mutation de Seigneur: mais il n'eſt tenu faire nouueau ſerment de fidelité.

Dvche de Bovrg. Chap. 3. Art. 4. Le vaſſal eſt tenu, apres ce qu'il a fait hommage à ſon S. de la choſe qu'il tient en fief, de bailler audit S. dedans xl. iours apres ledit hommage fait, ſon Denombrement & Declaration de la choſe qu'il tient en fief. Et en defaut dudit Denombrement non baillé dedans ledit terme, ledit S. peut mettre en ſa main ladite choſe, & ſous icelle la tenir ſans faire les fruicts ſiens.

Comte de Bovrg. Chap. 1. Art. 4. p. *au Duché*, qu'il tient en fief, en forme deuë, ſ'il eſt audit Comté: & ſ'il eſt abſent d'iceluy Comté, à la perſonne de ſon principal Officier qui ſera audit Comté. Et en defaut &c.

Nivernois Chap. 4. Art. 6. *A la fin.* Et pour Denombrement non baillé dedans xl.iours à compter du iour de l'hommage fait. Art. 8. Et au dernier cas à ſçauoir par faute de Denombrement non baillé, les fruicts, apres la notification ſont leuez par l'auctorité du S. ſi bon luy ſemble ſans les faire ſiens.

Amende pour Denombrement non baillé par le Vaſſal.

Montargis Chap. 1. Art. 64. Vn vaſſal ſur peine de xv. ſols d'amende eſt tenu de bailler dedans xl.iours, apres qu'il eſt receu en foy, ſon adueu & denõbrement bien au long & bien declaré, ſans rien delaiſſer. Car ſ'il delaiſſoit aucune choſe par malice, il ſeroit acquis au S. de Fief. Pour auoir leſquels xv. ſols, il peut ſaiſir ſon fief, & leuer les fruicts ou faire leuer, & en luy payant les xv. ſols auec les frais, ſera tenu reſtituer les fruicts au vaſſal: excepté & reſſort de Yenuille, où il n'y a que v. ſols. Art. 65. Et leſdits xl.iours paſſez, peut le S. derechef ſommer ou ſaiſir ſon vaſſal de luy bailler ſon adueu: lequel vaſſal a encores xl. iours pour ſon adueu bailler: & ſi pareillement il ne le baille dedans leſdits xl. iours, ſera tenu de pareille amende que deuant: laquelle payant, aura main-leuee en payant les frais: & ſ'il ne le baille encore le pourra ſommer & pour tierce fois, ou ſaiſir. Et ſi dedans ledit temps de xl.iours, il ne le baille, ſera tenu en ſemblable amende: & neãtmoins n'aura deliurance de ſon fief, ne des fruicts d'iceluy, qu'il n'aye baillé ſon adueu: mais le tiendra en la main, iuſques à ce qu'il luy aye baillé ſon adueu, ſinon qu'il vint dedans xl.iours apres le quart ſaiſiſſement. Auquel cas & en baillant le-

[l] S'il y a pluſieurs ſeigneurs feodaux d'vn meſme fief dominant: eſtant en debat pour la garde des lettres d'adueu & Denombremẽt il faut diſtinguer ainſi, où ils ſont Seigneurs egallement dudit fief, ou non. Au premier cas ſ'ils ne peuuẽt s'accorder qui gardera les adueuz & Denombremens, le debat ſe doit vuider & terminer par le ſort, argumento l. ſi quæ ſunt cautiones. 5. D. fam. erc. Mais ſ'ils ne ſont Seigneurs par egalles portions, ains y en ait vn qui ſoit Seigneur de la plus grand partie, il les doit auoir & les garder à la charge de les communiquer aux autres ſeigneurs qui y ont intereſt & les repreſenter quand beſoin ſera d. l. ſi quę ſunt cautiones & l. Pomponius. 8. D. eod. tit. Goſſ.

[m] C'eſt à dire en vn meſme volume contenant neantmoins la diſtinction des fiefs, & vne particuliere deſcription ou declaration. Ce que le ſeigneur feodal peut iuſtement demander. C. M.

Source : BIU Cujas

dit adueu, & payant les frais & autres amendes, ceſſera la main du S. & rendra à ſon vaſſal les fruicts perceus & iouira le vaſſal de ſon fief, & fera les fruicts ſiens: nonobſtant qu'il ſoit procés ou queſtion ſur le debat de l'adueu: ſauf aux S. Chaſtelains, Comtes & Barons, qui auront pour xl. iours, trois mois. Art. 66. Car ledit † S. apres l'adueu baillé ou preſenté par le vaſſal aura & a xl. iours pour le voir, viſiter, accepter, contredire & refuſer, ſi faire le veut: pourquoy faire pourra eſcrire les cauſes de refus ou acceptation au dos d'iceluy adueu. Et pour ſçauoir la reſponce, ſera le vaſſal tenu aller le lendemain des xl. iours au domicile du S. ſ'il demeure à x. lieues du FIEF dominant, ſi ledit S. n'a Iuſtice: & ſ'il a Iuſtice aux Officiers de ladite Iuſtice pour en auoir reſponce: & ſ'ils ne la baillẽt ou ne ſont trouuez ou autres ayans puiſſance pour ce faire, ledit iour paſſé, ſeront leſdits adueuz tenus pour receus & paſſez: & ſ'ils refuſent ledit adueu, ſe pourront leſdites parties reſpectiuement pourueoir par Iuſtice.

ORLEANS Tit. I. Art. 78. Au S. de FIEF eſt acquis amende de xv. ſols pour le defaut d'adueu non baillé pour chacune ſommation de xl. iours & iuſques à iv. ſommations: ſauf en la Chaſtellenie d'Yenuille & reſſorts &c. p. *a Montargis.* Art. 64. Et ſi apres quatre ſommations deuëment faites, le vaſſal eſt refuſant de bailler ſon adueu, le S. F. peut prendre & exploicter l'heritage, iuſques à ce qu'on luy ait baillé ledit adueu. Toutesfois ne fera les fruits ſiens: & ſi le vaſſal veut auoir mainleuee de ſon FIEF, & fruicts d'iceluy, le vaſſal baillera ſon adueu, & payera promptement les amendes auec les frais. Art. 82. Et quand aucun adueu eſt baillé par le vaſſal à ſon S. de FIEF, qui n'a aucune Iuſtice à cauſe de ſon Domaine: ledit S. peut contredire ledit aueu dedans xl. iours apres qu'il luy eſt baillé. Et ſi dedans leſdits xl. iours il ne le contredit, il demoure pour paſſé. Et quand ledit S. a Iuſtice il faut apres que ledit adueu luy a eſté baillé, que le vaſſal pourſuiue le S. ou le Procureur de ſa Iuſtice, de le paſſer ou contredire. Et iouyra ledit vaſſal de ſon FIEF & fera les fruicts ſiens nonobſtant le debat ou procés meu ſur ledit adueu.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 121. Si le S. ne blaſme l'adueu dans les prochains plez enſuiuans la preſentation d'iceluy, le vaſſal n'eſt plus tenu d'y comparoir ſ'il n'y eſt aſſigné pour receuoir blaſme: leſquels luy doiuent eſtre fournis au iour de la premiere aſſignation. Art. 122. Peut neantmoins le S. blaſmer l'adueu de ſon vaſſal xxx. ans apres qu'il luy eſt preſenté: & ce pendant le vaſſal iouiſt & fait les fruicts ſiens.

TOVRS Tit. I. Art. 2. *A la fin.* Peut auſſi contraindre ceux qui tiennent de luy en hommage à bailler leurs adueuz dedans quarante iours apres les hommages faits.

LODVNOIS Chap. I. Art. 2. *A la fin* p. *à Tours* qui tienneut à hommage de luy &c.

ANIOV Tit. I. Art. 6. *A la fin.* Et peuuent contraindre ceux qui tiennent d'eux à hommage, de bailler leurs adueus dedans xl. iours apres l'hommage faict: leſquels adueus & Declarations doiuent eſtre declaratifs & par le menu. Auſſi pourront contraindre les ſuiets prochains & immediats de leurs hommes de foy, à declarer en gros & non par le menu, leurs obeiſſances de FIEF par moyen: mais les autres moyens plus loingtains n'y doiuent eſtre contraints à faire telles declarations & obeiſſances à leurs deſpens. Tit. 7. Art. 139. Les foy faites, l'on doit enioindre aux vaſſaux, qui les ont faites d'apporter leur adueu dedans xl. iours: lequel adueu ſe peut bailler en iugement ou dehors. Et doit le S. le receuoir és proteſtations dedans contenues, & luy aſſigner iour à ſon homme de le venir voir lire à la prochaine aſſiſe.

LE MAINE Tit. I. Art. 7. *A la fin.* p. *a Aniou.* Art. 6. tiennent à hommage &c. Adueus contenans declarations dedans xl. iours apres l'hommage fait, Tit. 8. Art. 152. p. *a Aniou.* Art. 139. contenues: & ledit adueu receu, le ſuiet ſ'en va ſans iour: mais le S. de FIEF ou ſon Procureur en ſa Cour, pourra faire appeller ſon ſuiet, qui a rendu l'adueu, pour le voir lire & le dire defectif. Et ce pendant ne ſera tenu ledit ſuiet comparoir éſdits plaids ou aſſiſes, ſ'il n'y a quelque autre affaire. Et ſi le Seigneur ou ſon Procureur ne le fait dedans l'an, l'adueu demeure pour biẽ baillé, & ne pourra plus eſtre argué de defection. Et ſi des l'heure de ſa reception vn S. ou ſon Procureur fait bailler à ſondit ſuiet iour d'ouir ſon adueu & le voir dire defectif, le Seigneur ſera tenu le faire dire audit iour. En cas de defaut, le ſuiet aura deſpens ou ſ'en ira ſans iour & ſon adueu bien baillé, à ſon chois. Et à ſemblable ſera fait, quant aux Declarations: fors qu'és Declarations n'y aura proteſtation.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art. 42. Le vaſſal dedans xl. iours apres l'hommage par luy fait, doit bailler à ſon S. F. ſon adueu & Denombrement. Art. 43.

† *Sur ceſt Ar. 66. fut ordonné qu'il demoureroit comme il eſtoit eſcrit: & fut le Comte de Dampmartin renuoyé en la Cour au Lundy d'apres les Rois ſur ce qu'il auoit requis tant pour luy, que pour autres S. Chaſtellains d'auoir terme de bailler leur adueu & Denombrement de chacun delay qui eſtoit de xl. iours de la moitié du temps. Et apres auoir ouy l'aduis des Eſtats auons ordonné que les delais de bailler par leſdits Chaſtelains Comtes & Barons, leurs adueuz & Denõbremens à leurs S. F. doubleroiẽt & ſeroient corrigez de la moitié du temps: & en ſeroit fait Art. audit Couſtumier qui ſerost, doreſnauãt garde pour Couſtume.*

Source : BIU Cujas

Si lesdits xl.iours passez, le vassal ne baille son adueu & Denombrement, le S. de Fief peut en defaut de ce faire saisir le Fief de son vassal, & tiendra la main dudit S. iusques à ce que le vassal y ait fourny. Et si par quatre quinzaines successiuemẽt, apres icelle saisie, le vassal est defaillant de bailler son adueu & Denombrement, est pour chacune des trois dernieres quinzaines amendable en vii.sols vi.den.t. Et lesdites quatres quinzaines passees, fera le S. les fruicts siens, au moyen de la saisie, iusques à ce que le vassal ait obey. Art. 44. Ledit adueu †† & Denombremẽt baillé par le vassal, le S. F. a xl iours pour le voir & blasmer: apres lesquels xl.iours, le vassal doit retourner par deuers son S. s'il est au lieu du Fief dominant, sinon par deuers son Procureur, Receueur ou fermier ou autre son Commis estant audit lieu, pour sçauoir si ledit S. entend blasmer ledit Denombrement. Et où dedans ledit temps, le S. ne l'auroit blasmé, passera simplement iceluy Denombrement. Et où en partie il l'auroit blasmé & debatu, demourera la saisie pour ce qui est en debat, à la charge des dommages & interests en fin de cause, & pour le surplus non debatu, passera le Denombrement, & sera main-leuee baillee pour ce regard.

†† *C'est Art. 44. a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

CHASTEAVNEVF Chap.3.Art.34. Si le Vassal est en foy de son S.F. nonobstant ce par defaut d'adueu non baillé, peut bien faire saisir & empescher le Fief tenu de luy: mais au moyen de tel saisissement ne peut faire les fruicts siens. Art.35. Le vassal est tenu bailler son adueu dedans xl.iours apres la reception de foy & hommage, ou dedans xl.iours apres qu'il aura esté interpellé par son S. de ce faire. Et † ledit adueu baillé & presenté par ledit vassal, le S. ou ses officiers seront tenus blasmer l'adueu dedans trois mois apres: autrement & lesdits trois mois passez au cas que tel adueu n'eust esté blasmé par le S.F. ou ses officiers, il sera tenu pour receu & passé sans contredit & blasme. Art. 36. Pour adueu non baillé, le S.F. peut saisir & empescher le fief tenu de luy, tant que l'adueu soit baillé: & commettre Commissaires au gouuernement du fief: & quand l'adueu est baillé, le S. doit faire rendre les fruicts à son vassal, en payant les frais de la Commission & les frais & salaires raisonnables des commissaires, & xv.sols t. pour l'adueu non baillé dedans les xl.iours.

† *Ces mots, Et ledit adueu, &c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez.*

CHARTRES Chap.5. Art.33.p. *à Chasteauneuf.* Art.34. mais n'en peut faire les fruicts siens. Et se doit bailler ledit adueu dedans xl. iours apres la reception de foy & hommage. Art.34.p. *à Chasteauneuf.* Art.36. & commettre au gouuernement. &c.

DREVX Chap.5. Art.24. & 25.p. *à Chartres.* Art.33. & 34.

BLOIS Chap.8. Art.102. Quand aucun S. de Fief reçoit son vassal en foy & hommage, le S. F. peut enioindre à son vassal, qu'il baille par escrit son adueu & denombrement de l'heritage, duquel il est entré en foy & hommage de luy, dedans xl.iours apres ensuiuans: apres laquelle inionction, le vassal est tenu de bailler à son S. de Fief, son adueu & Denombrement, dedans les xl. iours. Art. 103. Et si le vassal est defaillant de bailler son adueu & Denombrement, dedans les xl. iours, le S.F. peut faire saisir & mettre en sa main, ledit Fief & defendre à son vassal tous exploicts. Art 104. Si le vassal n'est receu en foy ou qu'il eust faict ses offres, sera tenu bailler son adueu & Denombrement à son S. dedans xl.iours apres l'inionction à luy faite de ce faire par le S. & non plustot. Art. 105. Par †† defaut d'adueu non baillé dedans les xl.iours, le S.F. peut faire saisir par auctorité de Iustice, tous les fruicts de l'heritage tenu de luy en foy & hommage: lesquels il ne fait pas pourtant siens: mais est tenu les restituer à son vassal, en luy rendant son adueu en payant l'amende qui est de xv.sols t. & les frais sur ce faits. Art.106. Ledit adueu baillé par le vassal à son S. F. iceluy S. a delay pour voir & visiter ledit adueu, pour le passer ou contredire, qui est de xl.iours: à la fin duquel delay le S.F. est tenu passer ou contredire ledit adueu: autrement il sera tenu pour passé & receu, comme bon & valable. Et pour ce faire & sçauoir, sera tenu le vassal comparoir à la fin des xl. iours par deuant son S. de fief, ou au lieu dont meut son Fief. Art. 107. Si † le S. F. a la fin des xl.iours veut contredire ou debatre l'adueu, le vassal aura main-leuee & deliurance de son fief saisi, ensemble des fruicts d'iceluy: & demourront les parties en cause sur le contredit dudit adueu en la Cour du Iuge, où ledit heritage est situé & assis, & auquel la cognoissance en appartient.

†† *C'est Art. 105. a esté contredit & empesché par les Nobles. Et apres les remonstrances faites des abus & inconueniens que pour raison du contenu audit Art. sont aduenus & de iour en iour peuuent aduenir les Practiciens ont dit & affermé que la Coustume a esté de tout temps & d'ancienneté gardee & obseruee. Surquoy, auons*

DVNOIS Chap.1. Art. 20. Et les xl. iours passez pour bailler par le vassal son adueu, pour le S. de Fief, sommer son vassal luy bailler son adueu: lequel vassal à encores autres xl.iours pour son adueu bailler. Et si pareillement il ne les baille dedans lesdits xl.iours, sera tenu de payer amende de xv.sols: laquelle payee

Source : BIU Cujas

ordonné par prouiſion, que ledit Art. demeurera, ſans preiudice de l'oppoſition des Nobles: dont ils ſe ſont portez pour appellans. Nonobſtant lequel appel auons ordonné qu'elle demeurera pour Couſtume.

† *Ceſt Art. 107. eſt diſcordé par les Nobles: nous requerant que dudit debat fiſſions mention en noſtre procés verbal: que leur auons accordé.*

aura mainleuee de ſon fief en payant les frais. Et ſ'il ne le baille, encores, le pourra le S. de fief ſommer pour la tierce fois. Et ſi dedans ledit temps de xl. iours, il &c. p. *à Montargis.* Art. 65. n'ait baillé &c. tiendra ledit Seigneur de fief en &c. qu'il ait eſté baillé: lequel adueu baillé & les frais & amende payees, ceſſera &c. procés ſur le debat & queſtion de l'adueu.

Denombrement ſera baillé dedans lx. iours, apres la foy & hommage faits.

BERRI Tit. 5. Art. 24. Le vaſſal apres la foy & hommage faits, eſt tenu de bailler ſon adueu & Denombrement à ſon S. F. dedans lx. iours, par le menu ſelon les tenans n & aboutiſſans, qui ſeront lors qu'il baillera ledit Denombrement. Et par defaut de ce faire dedans les lx. iours, pourra le S. ſaiſir le fief & iceluy tenir en ſa main, iuſques à ce que le vaſſal ait ſatisfait: toutesfois ne fera les fruicts ſiens: ains ſeront perceus & leuez ſous la main de Iuſtice, pour eſtre rendus & baillez au vaſſal incontinent qu'il aura ſatisfaict les frais raiſonnables de la main-miſe & leuee des fruicts.

Nommee ou Denombrement

BOVRBONNOIS Chap. 27. Art. 381. La foy & hommage faits, le vaſſal eſt tenu de bailler au S. F. à ſes deſpens, lettres appellees Nommees & Denombrement, dedans xl. iours enſuiuans: & à faute de ce faire dedans les xl. iours, le S. F. peut empeſcher le Fief, & le mettre en ſa main, & y commettre Cõmiſſaires pour leuer les fruicts: mais il ne fait pas les fruicts ſiens: toutesfois ſur leſdits fruits ſont prins & perceus les impenſes & frais dudit empeſchement de main-miſe iuſtes & raiſonnables: & ſe peut bien ledit temps de xl. iours prolonger par ledit S. & non pas amoindrir. Art. 383. Quand Denombrement eſt baillé au S. F. il a xl. iours †† pour impugner & debattre leſdites lettres ou Denombrement: & ſ'il eſt trouué defectueux ou les choſes par ledit vaſſal baillees, ne luy appartenir, le S. F. le peut refuſer & le faire corriger: mais ſi le Denombrement eſt receu par le S. & il en appert par l'inſtrument de Recepiſſé, qui doit eſtre inſeré au dos dudit Denombrement, il fait foy contre le S. au profit du vaſſal. Autre choſe eſt, ſ'il le Denombremẽt eſt ſeulement prins pour le voir & ſans l'approuuer. Car en ce cas il ne preiudicie au S. F.

†† *Ceſt Art. 383. eſt accordé pour nouuelle Couſtume en ces mots, xl. iours.*

AVVERGNE Chap. 22. Art. 6. Et eſt tenu le vaſſal, qui aura fait l'hommage & baillé le ſerment de fidelité, dedans xl. iours apres ledit hommage fait, bailler au S. F. ſa Nõmee & Denombremẽt. Art. 7. Et par faute de ce, leſdits xl. iours paſſez, iceluy S. F. peut ſaiſir ledit fief & les fruicts d'iceluy. Art. 8. Toutesfois en ce cas, le S. F. ne fait point les fruits ſiens: cõme il fait par la ſaiſie à faute de fief * non faict.

* *Legendum* Foy.

LA MARCHE Chap. 18. Art. 188. Le vaſſal eſt tenu bailler ſa Nommee par eſcrit à ſon S. F. dedans xl. iours apres le ſerment de fidelité par luy fait: ſinon qu'il ait reſpit de ſondit S. de plus lõg terme: & à faute de bailler ladite Nommee, peut le S. ſaiſir les fruicts: mais pource ne les fait ſiens: ains doiuent demeurer en main tierce, iuſques à ce qu'il ait eu ſa Nommee Et ſi dedans autre xl. iours de la Nommee baillee, le ſeigneur ne la debat elle ſera tenue pour veritable à ſon preiudice.

POICTOV Tit. 1. Art. 135. Celuy qui a fait hommage eſt tenu bailler dedans xl. iours, ſon adueu & Denombrement par eſcrit, des choſes, qu'il aduouë tenir, ſeellé de ſeel authentique ou du ſeel de celuy qui le baille, ſ'il a Haute Iuſtice, & ſigné par vn Notaire à ſa requeſte. Et en faiſant ledit hommage, le S. luy peut commander o de bailler ſon adueu & Denombrement par eſcrit, dedans le temps de la Couſtume, qui eſt de xl. iours. Et deſlors dudit commandement, peut le S. ſaiſir & mettre le FIEF en ſa main, & aura la ſaiſie effect, ſi le vaſal ou ſuiet ne baille ſon adueu ou Denombrement par eſcrit, dedans le temps de xl. iours & iceluy paſsé. Art. 136. Et ſemblablement celuy qui tient en parage, part prenant ou en gariment, eſt tenu de bailler ledit adueu ou Denombrement par eſcrit à ſon Chemier, dedans xl. iours apres le commandement à luy fait. Art. 137. Quand aucun à fait hommage & n'a baillé ſon adueu par eſcrit dedans xl. iours, il doit l'amende ſimple à ſon S. par ledit adueu non baillé par le premier commandement. Art. 138. Et de là en auant peut le S. faire commandement de le bailler à peine de lx. ſols, ſ'il eſt tel, qu'il ait iuriſdiction de lx. ſols. Et ſ'il ne l'a, doit faire commandement à peine d'amende ſimple, & peut ſaiſir leſdites choſes pour cauſes dudit

n Ils en faut pour le moins deux l. forma cẽ ſuali. D. de cẽſib. ce qui eſt porté par la Couſtume de Bourbonnois Art. 382. En nommee & Denombrement, les heritages tenus & portez doiuent pour le moins eſtre declarez par deux confins les plus apparens. Vide Bald. in l. inſtrumenta. C. de fideic. Gloſſa. in l. pen. C. Quibus & quãdo quarta pars deb. ca. 1. Si de feudo faerit cõtrou. int. dom. & agn.

o Si le vaſſal a eſté cõdamné à bailler ſon adueu & Denombrement dedans certain temps, & il n'y ſatisfait dans ledit temps, le ſeigneur feodal peut ſaiſir & faire les fruits ſiẽs ſans qu'il ſoit tenu en faire aucune reſtitutiõ au vaſſal ſuiuant l'Art. 91. de ceſte Couſtume de Poictou confirmee par Arreſt és grands

Source : BIU Cujas

iours de Poictiers le Mardy 26. Octobre 1540. recité par Papon sur la Coustume de Bourbonnois & Theueneau sur ceit Art. ce qui est porté nommement par la Coustume de Cambray Tit. 1. Art. 56. mis cy dessous.

adueu & Denombrement non baillé par escrit.

† Ces Ar. 360. & 361. sont de nouuel adioustez, comme il est dit cy dessous en l'Art. 51. de Paris.

Adueus & Minus.

BRETAGNE Tit. 17. Art. 360. Tous † suiets tenans fiefs & iurisdiction bailleront leurs adueus & Minus p dedans l'an, à conter du iour qu'ils sont venus à nouuelle possession desdits Fiefs: à faute dequoy faire, pourront les S. de qui les choses sont tenues proceder par saisies. Et toutesfois satisfaisant par lesdits vassaux, ils seront tenus leur faire main-leuee, payant les frais & loyaux cousts desdites saisies & execution d'icelles. Et pendant le temps de fournir l'adueu, sera le suiet, en cas de Rachat, tenu bailler Declaration sommaire dans vn mois, des choses qu'il tient, à ce que le S. puisse iouir des droicts dudit Rachat. Art. 361. Tout S. est tenu de blasmer ou reprocher les adueus qui luy sont presentez dedans xxx. ans, à compter du iour de la reception: & ledit temps passé demoureront pour deuëment verifiez.

p Minu en Bretagne, se prend pour la declaration adueu & Denombrement qu'vn nouueau acquereur & subiet doit bailler par le menu à son Seigneur vnde vox minu.

SEDAN Tit. 3. Art. 68. Le S. F. qui aura receu son vassal en foy & hommage, a la charge de bailler son adueu & Denombrement dedans xl. iours apres: a faute de fournir ledit Denombrement dedans lesdits xl. iours, pourra faire saisir le fief mouuant de luy: mais ne fera les fruicts siens: sinon qu'apres vi. mois passez le vassal ne baille son Denombrement: auquel cas, de la en auant le S. F. fera les fruicts siens. Art. 69. Et si le vassal fourniſt son Denombrement dedans les vi. mois, il aura main-leuee de son fief & des fruicts, en payant les frais raisonnables de la saisie & de ce qui s'en est ensuiuy. Art. 70. Si apres que le vassal aura baillé son Denombrement, le S. F. le veut debatre ou blasmer, sera tenu le faire dedans xl. iours, apres que ledit Denombrement luy aura esté presenté. Et pendant ledit debat & proces, le vassal iouira & aura main-leuee de son fief par prouision, sans preiudice du droict des parties.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 53. *A la fin.* Et le Denombrement se doit bailler xl. iours apres le Relief fait. Art. 56. Si le vassal ne baille son Denombrement dedans xl. iours, apres qu'il aura fait son Relief & esté receu par son seigneur en foy & hommage, ledit seigneur peut a l'enseignement & ordonnance de sa Cour, faire saisir le fief & le regir & despouiller sous sa main ou de sa Iustice, iusques a ce qu'iceluy Denombrement luy ait esté baillé, sans toutesfois faire les fruits siens ains en doit faire rendre compte, & accorder main-leuee a son vassal, apres qu'il aura baillé son Denombrement & purgé les despens de la saisine: si ce n'est que sur la saisie le vassal fut condamné a bailler son adueu & Denombrement par escrit, en dedans certain terme. Auquel cas s'il ne furnit a ladite condemnation en dedans ledit terme, le seigneur peut par apres, faire les fruicts siens tant que le vassal aura obey. Art. 58. Le S. F. est tenu blasmer le Denombrement a luy baillé par son vassal, en dedans quarante iours, apres qu'il luy est deliuré, si faire le veut.

TOVRNAY Tit. 10. Art. 16. Apres lesdits Reliefs faits & serment de fidelité presté, est enioinct au releuant de endedans xl. iours lors ensuiuans, rapporter audit Preuost par escrit sous son seel le Denombrement & declaration du contenement & des droicts de sondit fief: duquel luy sera baillé par ledit Preuost recepissé aussi sous son seel, moyennant x. sols Louisiens tels que dessus.

Art. 12. PARIS.

Prescriptiõ n'a lieu entre le vassal & le S. Feodal & cõment.

† *Cest Art. 12. a esté mis au lieu du 7. Art. de l'ancien Coustumier, & ce qui a este adiousté outre la teneur dudit 7. Article est pour auoir lieu a l'aduenir, &*

Le † S. F. ne peut q prescrire contre son vassal le Fief sur luy saisi ou mis en sa main, par faute d'homme, droicts & deuoirs non faits ou Denombrement non baillé: ne le vassal la foy, qu'il doit à son Seigneur pour quelque temps qu'il en ait iouy, encores que ce r fut par cent ans & plus. Toutesfois les profits s de fief escheus se prescriuent par xxx. ans, s'il n'y a saisie t ou instance pour raison d'iceux.

q Cest Art. 12. a son fondement de la premiere nature & condition des Fiefs: pour le precaire qui est entre le Seigneur & le vassal: lequel est reputé reel & perpetuel, ainsi que toutes les Coustumes le monstrent par ceste regle, *Tant que le vassal dort le Seigneur veille, & è contra.* Paris Article 61. & 62. La mutuelle & reciproque obligation du Seigneur & du vassal a donné cause à la prohibition de la prescription. Berri Titre 12. Art. 3. Troyes Art. 23. Du Moulin l'escrit sur le 7. Art. de l'ancienne Coustume. Vide lib. 4. Feud. Tit. 87.

Source : BIU Cujas

r Ces mots, *En cores que ce fut par cent ans & plus*, ſont mis ſuiuant les Arreſts de la Cour contre l'opinion de du Moulin ſur ceſt Art. 7. en l'ancienne Couſtume Nombres 14. & 15.

ſ Toutes actions perſonnelles ſe preſcriuent par trente ans, & les droicts qui en dependent l. ſicut C. de præſc. 30. vel 40. ann. & l'entend la Couſtume des profits eſcheus, & non de ceux qui ſont à eſchoir: leſquels comme dependans du fief, ſont cenſez & reputez eſtre de pareille nature que le Fief: à plus forte raiſon que ne ſont les fruicts pendans eſtimez eſtre partie du fonds l. in lege Falcidia D. Ad legem falc. Bartol. & Bald. & Cynus in l. malè agitur C. de præſc. trig. vel 40. ann. Voyez Du Moulin ſur l'Art. 7. de ceſte Couſtume nombre 16. Ioan. Faber in l. cum notiſſimi C. de præſc. 30. vel 40. ann. Guido. Pap. Deciſ. 406.

t La ſaiſie conſerue le Seigneur Feodal en ſes droicts, & empeſche en ce cas la preſcription, le vaſſal eſtant depoſſedé par le moyen de ladite ſaiſie. L'inſtance a auſſi effect de perpetuer l'action & empeſcher l'effect de la preſcription, Ordonnance de Charles 9. 1563. faite à Paris Art. 15. que nous deuons ſuiure & l'Art. 31. de ceſte Couſtume, cy deſſous, par lequel la ſaiſie Feodale doit eſtre renouuellee de trois en trois ans.

ſans preiudice du paſſé. M. Anthoine Loiſel pour l'Eſtat de l'Egliſe a requis que au lieu de xxx. ans fut mis xl. ans pour les biens du Clergé. Et M. Thierry Couchon pour les Religieux, Abbé & Conuent de S. Denis, & Maiſtre Mathieu de Fontenay pour ledit grand Prieur de France & S. Iean de Ieruſalem ont remonſtré que par priuilege ſpecial confirmé par les Rois, & Arreſts de la Cour on ne peut preſcrire contre eux, meſmes par cent ans, & ſe ſont oppoſez audit Art. Et M. Simon Marion pour la Nobleſſe & leſdits d'Auuergne & de Sainction pour les Preuoſt des Marchans & Eſchenins de la ville de Paris, & tiers ont proteſté & ſouſtenu au contraire, que la preſcription de xxx. ans doit auoir lieu contre toutes perſonnes. Et par Maiſtre Iean le Bourguignon pour le Procureur du Roy a eſté proteſté que ladite Couſtume ne puiſſe preiudicier aux droicts du Roy. Surquoy auons ordonné que les parties auront acte de leurs remonſtrances & proteſtations, & que neantmoins l'Art. tel qu'il eſt couché paſſera pour Couſtume, comme deſſus: ſans preiudice des droicts & priuileges pretendus: & auſſi ſans preiudice des droicts du Roy.

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 17. Art. 136. Vn vaſſal ne preſcrit point contre ſon S. ne le S. contre ſon vaſſal: c'eſt a dire que toutes & quantesfois que le S. aura homme, & il luy fera la foy & hommage & payera ſes droicts & deuoirs, il eſt tenu le receuoir. Art. 137. Semblablement auſſi le vaſſal par quelque eſpace de temps qu'il ait iouy du Fief, ſ'il n'a fait la foy & hommage & payé ſes droicts & deuoirs, le S. peut touſiours mettre le Fief en ſa main, & ne ſe peut le vaſſal ayder de quelque iouyſſance, qu'il ait euë à l'encontre de ſon S.

MELVN Chap. 4. Art. 103. Le vaſſal ne preſcrit contre ſon S. F. ny ledit S. contre ſon vaſſal par quelque temps que ce ſoit, & †† fut de cent ans. Toutesfois les profits de Quints, Reliefs & autres deuz à cauſe des mutations, ſe preſcriuent par xxx. ans.

SENS Tit. 19. Art. 218. Le S. de Fief ne peut preſcrire le fief de ſon vaſſal, ne le vaſſal la foy de ſon S. pour quelque temps qu'ils iouiſſent l'vn de l'autre. Tit. 22. Art. 263. Foy & hommage d'heritages Nobles & chef cens d'heritages roturiers, ne cheent en preſcription, au profit de ceux qui les doiuent contre les S. F. & cenſiers. Mais les profits & arrerages comme Quint denier, Requint, Rachat, Lods, ventes & autres, ſe preſcriuent par xxx. ans.

AVXERRE Tit. 2. Art. 77. † p. *à Melun* iuſques à ce mot. *Toutesfois*. Tit. 8. Art. 186. p. *à Sens*. Art. 263. Nobles, †† Cens d'heritages roturiers ne ſe peuuent preſcrire par ceux qui les doiuent &c. Cenſiers: ſinon du iour du deſadueu & cõtradiction legitimement faicte: mais les profits des choſes deſſuſdites ſe peuuent preſcrire par xxx. ans.

BAR Tit. 1. Art. 16. Le vaſſal ne peut preſcrire contre ſon S. F. les droicts & deuoirs qu'il eſt tenu luy faire: ne le S. contre le vaſſal: mais quant aux arrerages, lots, ventes & autres profits, ils ſe peuuent preſcrire par xxx. ans.

ESTAMPES Chap. 1. Art. 26. Le S. F. n'acquiert preſcription contre ſon vaſſal, ne le vaſſal contre le S. pour la tenure feodale, par quelque temps que ce ſoit, bien peut ladite tenure u eſtre acquiſe par vn tiers.

MONT-FORT Chap. 1. Art. 8. Le † S. F. ne peut acquerir preſcription &c. p. *à Eſtampes*, contre ſon S. de la choſe tenue en Fief par quelque laps de temps que ce ſoit & †† fut de cent ans. Toutesfois les profits de Fief ſont preſcriptibles par l'eſpace de xxx. ans & c. p. *à Paris*.

MANTE Chap. 1. Art. 23. p. *à Melun*. Toutesfois † le profit de Rachat ſe preſcrit par xxx. ans.

SENLIS Tit. 9. Art. 195. Vn †† S. ne preſcrit point le Fief de ſon vaſſal, par quelque temps qu'il l'ait tenu en ſa main: ne le vaſſal la tenure ne fidelité dudit Fief. x

CLERMONT Tit. 7. Art. 72. Le S. n'acquiert point de preſcription contre ſon vaſſal, en tenant & iouiſſant du Fief de ſon Vaſſal, à defaut d'homme & deuoirs non faits: auſſi n'acquiert point de preſcription le vaſſal contre ſon Seigneur,

u Vn tiers poſſeſſeur qui a iouy de bonne foy par trente ans ou autre temps porté par les Couſtumes ſuffiſant à acquerir preſcription, ſe peut ayder de la preſcription contre luy: & entre eux ceſſe la raiſon qui eſt entre le Seigneur & le vaſſal. *Nam quamuis* le Seigneur, *præſcribere non potuerit, is tamen*

†† *Ces mots*, Et fut de &c. *iuſques à la fin ont eſté adiouſtez pour explication.*

† *Ceſt Art. 77. eſt mis pour plus grande explication au lieu du 246. Art. ancïe.*

†† *Ces mots*, Nobles, Cens d'heritages roturiers, *ont eſté de nouuel interpoſez.*

Teneure Feodale ſe preſcript par vn tiers.

† *Le Procureur du Roy a remonſtré que ceſt Art. 8. n'a eſté rapporté en tourbe par cy deuant en la maniere qu'il eſt couché, toutesfois qu'il eſt bon & iuſte & ſ'en rapporte à ce que par nous en ſera ordonné. Ouy l'aduis des Eſtats a eſté ordonné qu'il demeurera paſſé & arreſté.*

†† *Ces mots*, Et fut de cent &c. *iuſques à la fin ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots*, Et fut de &c. *iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 195. auoit eſté*

Source : BIU Cujas

omis, & a eſté adiouſté comm ancien ſur la fin de la lecture des Couſtumes.

cui bona fide accipienti tradidit fundū, vſucapere poterit .l. quam rem 38. D. de vſurp. l. coperit C. de præſcr. 30. vel 40. ann. Ioā. rab. §. vlt. Inſt. de iure perſon. & n'y a rien en ce cas de preſcrit contre le Seigneur Feodal, ains contre le vaſſal Fráciſc. iun. cõſ. 177. Ludou. Rom. conſ. 166. Panor. & Felinus in cap. ad audientiã. extra de præſcript. Boer. Dec Burdig. 211 cõtre l'opinion de Hoſtienſe & d'Alexandre conſ. 169. num. 4. Vide Panorm. in cap. irrefragabili. De offic. ordin. Gloſſa 2. Du Moulin ſur l'Art. 7. de Paris nombre 12. Vide Gloſſam & DD. in cap. 1. §. præterea. De capitul. Conr. Reims Art. 133. Niuernois Chap. 4. Art. 15. Orleans Art 86. Berri Tit. 12. Art. 4. 5. & 9. Grand Perche Art. 79.

x S'entend en diminuant le Fief Du Moulin ſur l'Art. 7. de Paris Nombre 6.

gneur en poſsedant de ſondit Fief, ſans en auoir fait & payé les droicts de Reliefs ou autres tels que deuz ſont.

TROYES Tit. 3. Art. 23. Les droicts de Quint, Requint, Reliefs, puiſſance & prerogatiue de prendre le Fief de ſon vaſſal par luy vẽdu ou engagé, ſont preſcriptibles par l'eſpace de † xxx. ans, en telle façon que ſi vn vaſſal a iouy par l'eſpace de xxx. ans de ſon Fief par luy & ſes predeceſſeurs, ſans auoir eſté inquieté par le S.F. en ce cas leſdits droicts ſont eſteints & preſcrits iuſques à lors: & neãtmoins ladite foy & hommage ne ſe peut ou doit preſcrire, tant par le S.F. que par le vaſſal pource qu'elle eſt reciproque. y

† *Ces mots, xxx. ans, ont eſté mis au lieu des mots anciẽs* xl. ans.

y Berri Art. 3. Tit. 12.

CHAVMONT Tit. 2. Art. 52. La foy & hommage ne ſe peut preſcrire: combien que les droicts de Quint denier ou Requint, ſe peuuent preſcrire par xxx. ans.

VITRY Tit. 3. Art. 49. Le vaſſal ne preſcrit point contre ſon S. ne le ſeigneur contre ſon vaſſal. Tit. 14 Art. 136. Le S.F. n'acquiert par droict de preſcription, le Fief de ſon vaſſal par faute de droicts & deuoirs non faicts & non payez. *Nec è contra* le vaſſal n'acquiert par preſcription l'hommage & recognoiſſance d'iceluy, dont il eſt tenu enuers ſon S.F.

LAON Tit. 16. Art. 185. Et durant le temps de la ſaiſie, le ſeigneur F. ne peut preſcrire ledit Fief contre l'heritier ou ſes ſucceſſeurs: mais eſt tenu le receuoir toutes & quantes fois qu'il vient par deuers luy, faire offre raiſonnable. Art. 212. Le ſeigneur ne fait les fruicts ſiens ſans ſaiſie: & auparauant icelle, peut exploiter ſon fief ſans meſprẽdre: encores qu'il n'ait fait la foy & hommage audit ſeigneur. Mais pour quelque temps qu'il en iouiſſe, ne peut preſcrire contre ſon ſeigneur la foy & hommage qu'il luy doit. Auſſi ſi ledit ſeigneur le tient ſaiſi pour quelque temps qu'il iouiſſe dudit fief, ne le preſcrit contre ſon vaſſal. Art. 213. Encores que la foy & hommage ne ſe puiſſent preſcrire par le vaſſal contre le S.F. Toutes fois les profits Seigneuriaux qui ſont eſcheus, ſont preſcriptibles, ſi le S. ne ſ'en fait payer dedans xxx. ans.

CHALONS Tit. 20. Art. 211. Le vaſſal peut iouir & vſer de ſon Fief ſans meſprendre &c. p. *a Laon.* Art. 212. ſinon que le ſeigneur F. y ait fait mettre ſa main: mais par quelque temps qu'il en iouiſſe, ne preſcrit la foy & hommage contre le S. ne pareillement ledit S. le Fief à l'encontre de luy, quelque temps qu'il le tienne ſaiſi à faute d'homme. Art. 212. Combien que l'hommage ne ſe puiſſe preſcrire, ſi eſt ce que le profit eſcheu & qui eſt deu au S. ſe peut preſcrire par l'eſpace de xxx ans.

†† *Ces mots,* Mais le profit, *&c. iuſques à la fin ont eſté de nouuel adiouſtez.*

REIMS Tit. 3. Art. 133. p. *a Melun.* Mais †† le profit de Rachat ou de Quint & Requint, ſe preſcrit par xxx. ans. Art. 134. Se peut preſcrire auſſi par xxx. ans la tenure du Fief contre le vray S. d'iceluy, par autre pretendant ledit Fief luy appartenir.

Fief & Cens ſont impreſcriptibles.

AMIENS Tit. 1. Art. 5. Par quelque temps que le S.F. iouiſſe du fief ſaiſi, il ne peut preſcrire la proprieté dudit fief, mais eſt en garde ſeulement: de maniere que l'heritier eſt touſiours en ſon entier de releuer le fief, en payant les droicts & deuoirs & frais de la ſaiſie: en reſtabliſſant les fruicts prins par le vaſſal durant ladite ſaiſie, & payant l'amende au cas de l'infraction de main-miſe. Tit. 9. Art. 164. Le vaſſal ne preſcrit contre ſon S.F. la tenure ne les Cens: auſſi le S. ne preſcrit le fief contre ſon vaſſal: mais † les arrerages des redeuances, Cens & profits Seigneuriaux ſe peuuent preſcrire.

† *Ces mots,* mais les, *&c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir Et ceſt Art. 164 eſtoit le 64. Art. de l'ancien Couſtumier.*

CHAVNY Tit. 17. Art. 92. Preſcription n'a lieu entre le S. & le vaſſal. Car par quelque temps que ledit ſeigneur tienne en ſes mains les fiefs ſaiſis par faute d'homme, droicts & deuoirs non faits, ne peut preiudicier à ſon vaſſal, ne a ſon heritier ou autre ayant cauſe: ſinon pour le pur pert: mais doit iceluy ſeigneur & eſt tenu receuoir ſon vaſſal, ſon heritier ou autre ayant cauſe à releuer & droicturer: pourueu qu'il face offres raiſonnables audit ſeigneur. Art. 93. Mais, où le ſeigneur auroit eſté negligent de faire proceder par ſaiſine, & que le vaſſal, ſon

Source : BIU Cujas

heritier ou autre ayant cauſe, n'auroit fait ſes diligences, & neantmoins iouiroit & poſſederoit deſdits fiefs non releuez, ne pourroit preſcrire ne preiudicier au droict dudit S. pour quelque temps que ce ſoit: ne pareillement le S. audit vaſſal, ſon heritier ou ayant cauſe, en ce qui toucheroit les fruicts qu'il en auroit receus: parce qu'ils ne peuuent preſcrire l'vn contre l'autre. Et eſt ce qu'on dit que &c. *mis cy deſſous.*

PERONNE Tit.2. Art.74. Le S. ne preſcrit contre ſon vaſſal &c. p. *à Eſtampes* mais ſe peut preſcrire la quotité du droict & les profits deuz & eſcheus à cauſe de mutation par l'eſpace de xxx. ans.

S. OMER Tit.5. Art.25. Le vaſſal ou ſuiet ne peut preſcrire contre ſon S. acquiſition de droit, en ce qui concerne la Haute Iuſtice & Seigneurie, rente ou recognoiſſance annuelle deue audit S. de ſon fief & tenement.

ARTOIS Tit.1. Art.30. Le S. ſuppoſé que par temps ſuffiſant pour acquerir droict reel par preſcription, ait iouy ou autruy ſous ſa main, d'vn heritage venu à ſa table ou ſaiſi par faute d'homme, hommage, droicts & deuoirs non faicts ou rentes non payees: neantmoins il ne peut preſcrire ou ſoy enſaiſiner par longue iouiſſance contre ſon vaſſal: mais demeure icelui, nonobſtant le laps de temps entier à releuer, droiturer, ou faire ſes deuoirs au regard d'iceluy. Art.31. Pareillement ne peut le vaſſal preſcrire contre ſon S. acquiſition de droits en ce qui concerne la hauteur de la Iuſtice & Seigneurie d'iceluy: mais entant qu'il touche rentes, redeuances ou ſeruitudes, le vaſſal peut preſcrire contre ſon S.

S. OMER en Artois Tit.1. Art.3. p. *à S. Omer.*

NIVERNOIS Chap.4. Art.12. Si la choſe feodale eſt miſe en la main du S. du fief, par faute de foy & hommage à luy non faicts, droicts & deuoirs non payez ou Denombrement non baillé, le S. ne peut acquerir, pendant ladite ſaiſie droict petitoire ou poſſeſſoire au fonds de la choſe feodale contre ſon vaſſal par quelque laps de temps qu'il tienne en ſa main ladite choſe. Article treize. Semblablement ſi le vaſſal ceſſe de faire la foy & hommage, recognoiſſance ou reprinſe de ſon fief, il ne peut acquerir contre ſon Seigneur liberté de la choſe feudale, n'aucun droict petitoire ou poſſeſſoire d'icelle, par quelque laps de temps que ce ſoit. Article 14. Neantmoins en chacun deſdits deux cas, le contrediſant ſoit Seigneur ou vaſſal, reſpectiuement preſcrit par l'eſpace de xxx. ans, à compter du iour de la contradiction tollerée. Art. 15. Vn tiers peut z preſcrire la directe de fief contre le Seigneur F. par l'eſpace de xxx. ans contre laiz, & xl. ans contre l'Egliſe: pourueu qu'il y ait deux reprinſes à deux diuerſes ouuertures, auec ſaiſies reelles & deuëment notifiees. Art.16. Droict de Retenue, de Quint & Requint ſont preſcriptibles par ſemblable preſcription de xxx. ans contre lais, & quarante ans contre l'Egliſe. Encores le droict de Retenue ſe preſcrit par quarante iours, quand il y a notificatiou de l'acquiſition ou nouueau titre du vaſſal, par le Vidimus de la lettre, que l'acquereur ſera tenu bailler à ſes deſpens au Seigneur F. à compter le iour d'icelle notification & deliurance dudit Vidimus.

z Reims Art.133. Orleans Art.86. Berri Tit. 12. Art.4. 5. & 9. Grand Perche Art.79. Blois Art.36. Auuerg. Chap. 17. Art.12. la Marche Chap.13. Art.95.

MONTARGIS Chap.1. Art.9. p. *à Sens.* Art.218. La foy contre le Seigneur &c. ſur l'autre: ſinon que le S. de fief euſt titre particulier de la proprieté & en euſt iouy par xxx. ans.

ORLEANS Tit.1. Art.86. †† p. *à Montargis*, l'autre, encores † que ce fut par cent ans & plus. Mais deux S. de fief peuuent preſcrire & acquerir par preſcription de fief l'vn contre l'autre par †† xl. ans. Et quant aux profits feodaux, ſe preſcriuent par xxx. ans.

†† *Ceſt Art. 86. eſt tiré des 10. 11. & 310. Art. anciens.*

† *Ces mots,* Encores que ce fut par cent ans & plus, *ont eſté adiouſtez pour explication.*

NORMANDIE Chap.9. Art.116. Le vaſſal ne peut preſcrire le droict de foy & hommage deu au S. par quelque temps que ce ſoit. Art.117. Le S. ne a peut preſcrire les heritages ſaiſis en ſa main: ains eſt tenu les rendre au vaſſal ou à ſes hoirs, toutes les fois qu'ils ſe preſenteront, en faiſant leurs deuoirs. Chap.20. Art. 512. Le S. F. ne peut preſcrire le fief de ſon vaſſal ſaiſi en ſa main par faute d'hõme: comme le vaſſal ne preſcrit point la foy & hommage, qu'il doit à ſon S. par quelque laps de temps qu'il ait tenu la choſe feodale, ſans en faire hommage.

a Par quelque temps que les heritages ſoiẽt tenus en la main du Seigneur à faute d'hõme, droicts & deuoirs non faits & non paiez, il ne les peut preſcrire: ains eſt tenu les rendre à ſon Vaſſal, toutesfois & quantes qu'il ſoffre & preſente pour faire les deuoirs: ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Rouen,

TOVRS Tit.15. Art.146. Le S. de fief doit eſtre receu à faire demande de ſes ventes, des choſes acquiſes en ſon fief contre l'acquereur, iuſques à xxx. ans: mais il ne ſera receu à faire demande deſdites ventes, à la femme ou heritiers que dedans l'an des x. ans, apres l'acqueſt, ſinon que l'acquereur en euſt eſté mis en procés: mais ſi le procés auoit eſté diſcontinué par trois ans, b il n'en pourra plus faire pourſuite: & ſemblablement ne ſera receu à faire demande de ſes ventes

Ces mots, par xl. ans, *ont eſté adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

Source : BIU Cujas

le 1.iour de Iui let 1513. pour Burel contre le Sieur de Delert, ainſi qu'eſcrit Perrien ſure v. Tit. 4.
b Charles 9 1563. Art. 15. pour les peremptions d'inſtance. l. properandum C. de iudic.

contre le tiers acquereur. Pour le regard des ventes qui ſeront deuës par ſon aucteur auparauant x. ans c n'auſſi pour l'exhibition des contracts de ſes predeceſſeurs: mais pour les autres ventes eſcheues depuis x. ans, peut ſaiſir: toutesfois en baillant par le ſuiet caution deſdites ventes de ſon predeceſſeur & payant celles de ſon acqueſt, il aura main-leuee & prouiſion en luy baillant delay competant pour faire appeller ſon aucteur.

c Accurſ. in l. 2. C. de iure emphyt. Bart. in l. 3. §. ex contrario D. de adq. vel am. poſſ. & in l. litibus. C. de agr. & cēſ. Bald. & Iaſon in l. ſi certis annis C. de pactis.

Lodvnois Chap. 14. Art. 22. p. *à Tours* ou heritier qu'au dedans de x. ans, iuſques à ce mot, *procés*, inclus.

† *Ceſt Art. 439. eſt correctif de l'ancienne Couſtume.*
†† *Al.* Et nō de moins. *P. V.*
† *Al.* Et deuoir. *P. V.*

Aniov Tit. 18. Art. 439. Le † S. de fief peut acquerir l'heritage ou autres droicts de ſon ſuiet ou autre ſeruitude par preſcription ou tenement de xxx. ans, ſans titre ſur l'heritage tenu de luy & de †† non moins: ſinon que le S. eut poſſedé le Fief de ſon vaſſal pour ſaiſine & main-miſe, par faute d'homme, droits ou † deuoirs non payez. Art. 440. Et par ſemblable le ſuiet ne peut preſcrire n'acquerir l'heritage, rente, deuoir ou autres droicts de ſon S. n'exemption contre lui, de ſes deuoirs ou droits deuz ſur l'heritage & choſes immeubles tenans de luy, par tenement d moindre de xxx. ans.

d Il faut entendre ſans titre par l'Art. 438 de ceſte Couſtume & du Maine Art. 449. en cores qu'il ſoit vaſſal ou cenſier. C. M.

Le Maine Tit. 19. Art. 450. p. *à Aniou.* Art. 439. iuſques à ces mots, *ſur l'heritage tenu de luy*, inclus. Art. 451. p. *à Aniou.* Art. 440.

Grand Perche Tit. 2. Art. 79. Entre le S. F. & le vaſſal n'y a preſcription de la foy & hommage, ne de la tenure feudale: mais les Rachats & profits Seigneuriaux ſe preſcriuent par xxx. ans. Auſſi ladite tenure feudale peut eſtre preſcrite par vn tiers par ledit temps de xxx. ans.

Chasteavneuf Chap. 13. Art. 96. Le Seigneur F. & le vaſſal ne peuuent preſcrire l'vn contre l'autre au regard des droicts & deuoirs Seigneuriaux, & de la proprieté, par quelque temps qu'ils iouiſſent de l'heritage, ne ſemblablement en droit cenſuel: excepté toutesfois des Rachats & arrerages de Cens, qui pourroient eſtre deuz, qui ſe preſcriuent par le laps de xxx. ans. Et leſquels Rachats & arrerages, le vaſſal ne ſera tenu payer apres qu'il aura iouy trente ans paiſiblement de ſon fief & ſans auoir eſté inquieté: & ſeront les Rachats & arrerages deuz auparauant les xxx. ans couuers. Et auſſi par la reception de foy & hommage faite par le S. ſans reſeruation expreſſe des Rachats qui luy ſont deus, tous Rachats precedens ſont couuers.

Chartres Chap. 13. Art. 81. p. *à Chaſteauneuf* proprieté: excepté des Rachats &c. Et leſquels Rachats & arrerages ledit vaſſal &c. Et pareillement ſeront les Rachats deuz au parauant &c.

Drevx Chap. 14. Art. 69. p. *à Chaſteauneuf* droicts Seigneuriaux & feodaux &c. l'heritage ſemblablement en droict Cenſuel.

†† *Ledit le Iay pour leſdits de S. Andry de Chaſteaudun ſe eſt oppoſé à ceſt Art. 35 Nonobſtant laquelle oppoſition & ſans preiudice d'icelle, auons ordonné que ledit Art. demourera pour Couſtume.*
† *Ces mots, droicts non payez & Denombrement non baillé, ſont de nouuel adiouſtez.*

Blois Chap. 4. Art. 35. Les †† droicts Seigneuriaux ſont impreſcriptibles & ne ſe peuuent preſcrire par le ſuiet à l'encōtre du S. par quelque laps de temps que le ſuiet aye tenu les heritages ſuiets auſdits droicts ou l'vn d'iceux, ſans les payer ou recognoiſtre: bien ſe peuuent preſcrire les profits qui en dependent, par le laps de xxx. ans. Art. 36. S'entend ladite Couſtume que preſcription n'a lieu eſdits trois droicts entre le S. & le ſuiet. Car deux S. pretendans vn heritage eſtre tenu d'eux à l'vn deſdits droicts, peuuent preſcrire l'vn contre l'autre. Art. 37. Le S. F. ne peut preſcrire l'heritage tenu de luy en fief par quelque laps de temps qu'il le tienne en ſes mains par faute de foy non faite, droicts † non payez & Denombrement non baillé: e & tellement que toutes & quantesfois que le vaſſal offrira au S. faire la foy & hommage & payer les profits, qui en ſeront deuz, ſera tenu rendre audit vaſſal ſon heritage.

e Secus ſ'il ſe cognoiſſoit qu'il euſt poſſedé le Fief non par droict ou puiſſance de Fief: ains comme ſon propre Domaine & comme on dit pro ſuo. Du Moulin ſur la Couſtume de Paris Art. 7.

Berri Tit. 12. Art. 3. Le S. F. ne preſcrit contre ſon vaſſal, n'au contraire le vaſſal contre le S. F. les droicts, deuoirs & choſes dependans du Fief, pour la mutuelle & reciproque obligation de fidelité de l'vn enuers l'autre, par quelque laps de temps que ce ſoit. Art. 4. Toutesfois n'eſt entendu qu'aucun ne puiſſe preſcrire, par le laps & eſpace de xxx. ans, droict de feodalité & vaſſelage actif ſur aucun heritage, qui n'eſtoit de luy tenu en Fief: & en commence ladite preſcription, des & depuis qu'il aura eu exploictation faite par luy ſur ledit heritage comme feodal, & qu'il aura receu, prins & perçeu les droicts appartenans au Seigneur Feodal, comme les Foy & hommage, droict de Rachat,

Source : BIU Cujas

& exploicté le Fief & prins les fruicts, & qu'il ait depuis continué soy disant S. F. tous cas semblables aduenans sans interruption, iusques à xxx. ans continuels & consecutifs. Art. 5. Et au contraire peut aucun prescrire, comme vassal aucun heritage estant en la pleine seigneurie d'aucun seigneur pour estre receu à faire les autres deuoirs, ausquels le vassal est obligé enuers ledit seigneur: & icelle possession continué sans contradiction ou interruption, iusques à trente ans, continuels & consecutifs, le cas semblable aduenant. Et n'est és cas susdits reputee ladite prescription du vassal contre le S.ne du S.contre le vassal. Art. 6. Et ce que dessus a lieu en Censiue, comme en Fief, ou perceuant par aucun comme seigneur la Censiue par xxx ans continuels & consecutifs: ou en payant par ledit Censier possedant ledit heritage, comme Censier, ladite Censiue par trente ans continuels & consecutifs: auquel cas n'est Censé le seigneur prescrire contre le Censier, ne le Censier contre le seigneur. Art. 7. Les droicts & profits de Fief ia escheus au seigneur par ouuerture d'iceluy, si le S.n'en fait poursuite & demande dedans xxx.ans.à compter du temps qu'ils ont commencé luy competer & appartenir, sont prescrits & perdus par le S. & n'en peut plus faire demande: & le semblable a lieu quant aux accordemens, lots & ventes des heritages Censuels: bien que le f Cens ne soit prescriptible par quelque laps de temps que ce soit. Toutesfois quant au droit de Retenuë, la prescription de xl. iours g a lieu: mais ne commence à l'auoir que du iour que les lettres d'acquisition ont esté exhibees au seigneur F. ou Censuel. Art. 9. Vn tiers peut prescrire le droict de vassellage & de feodalité ou de Censiue, sur le vassal ou Censier du seigneur F. ou Censuel, contre ledit seigneur F. ou Censuel par iouissance & possession dudit droict par xxx. ans: pourueu que durant les xxx. ans y ait deux ouuertures de Fief, auec saisie reelle & actuelle & exploictation du seigneur deuëment notifiee: & aura commencé ladite prescription courir, des & depuis la premiere exploictation.

Bovrbonnois Chap.3.Art.31. Droict de Fief ne se peut prescrire par le vassal contre le seigneur F. Mais vn seigneur peut prescrire droict de fief contre vn autre seigneur. Et aussi se prescriuent les profits escheus des fiefs, par le vassal contre le seigneur F. par l'espace de xxx.ans. Chap.27.Art.387. Le seigneur F. ne peut h acquerir par prescription droict petitoire ou possessoire contre son vassal de la chose mouuant de son fief & mise en sa main par faute de foy & hommage non faicts & Denombrement non baillé: & aussi le vassal ne peut acquerir par prescription droict petitoire ne possessoire contre son S. de la chose feodale, dont il auroit esté en demeure i de faire la foy & hommage à son seigneur F. sinon qu'en aucuns desdits cas, il y eust contradiction, & apres icelle iouissance & paisible possession de xxx.ans: & à l'Eglise de xl. ans.

Avvergne Chap.17.Art.12. Fief ne se peut prescrire par le vassal contre le S.F. n'aussi par le S. contre le vassal. Art.13. Mais vn S. peut bien prescrire droit de fief sur vn autre seigneur.

La Marche Chap.13.Art.95. Droict de fief ne &c. p. *à Auuergne*. Art. 12. contre le S. par le vassal, ne pareillement par le vassal contre le S. Mais &c. p. *à Auuergne*. Art.13.

Xainctonge Tit.13.Art.112. Prescription de quelque temps que ce soit, n'a lieu entre le S. & le vassal, quant à la foy & hommage & recognoissance de seigneurie. †† *Ces mots, quant à la foy &c. ont esté adiouſtez: par ce que ceſt Art. 112. ne ſ'entend ſinon quand il eſt queſtion de droict d'hommage & droict Seigneurial, & non autrement.*

Cambray Tit.1.Art.67. Le vassal ne peut prescrire contre son S. le droit de fief, en ce qu'il concerne la superiorité: mais entant qu'il touche rente ou redeuance, le vassal peut prescrire contre le seigneur. Art.68. Si vn vassal a possedé vn fief l'espace de xx.ans accomplis paisiblement, il ne doit estre inquieté, sous ombre de non auoir releué ou Denombrement non baillé.

Aire Tit.1.Art.2. Le vassal ne peut prescrire contre son seigneur acquisition de droict, en ce qui concerne la Iustice, hauteur & seigneurie d'iceluy, rentes, redeuances, seruitudes ny autrement.

Sedan Tit.1.Art.74. Le vassal ne prescrit point les foy hommage & mouuance de son fief, contre son S. F. pour quelque temps que ce soit, ne le S. de fief de son vassal pour quelque temps qu'il tienne en sa main par faute d'hõme, droits & deuoirs, mais les droits de Quint, Requint & Relief pour vne fois sont prescrits par xxx.ans.

La Salle de Lille Tit.1.Art.75. Vn S. à cause de sa seignourie, ne peut prescrire contre son homme feodal ou roturier. Mais au contraire vn vassal ou rentier, peut prescrire contre tel seigneur.

f Mesmes de cent ans, quand il y a titre ancien ou recognoissance faite du Cens: Toutesfois la quotité du Cens se peut bien prescrire, ainsi qu'il est expressement porté par la mesme Coustume Tit. 12. Art.12. mis cy dessous au Tit.6. de la Coustume de Paris. Vide Ioan. Gallum q.16.

g Cap.porro. Qualiter.feud.olim alie.pot. Grimaudet liure 9. du Retraict chap. 16. & se prescrit ladite retenue feodale ou censuelle: en ce cas par trente ans: Si les lettres de l'acquisitiõ ont esté exhibees, elle se prescrit par 40. iours par ceſt Art 7. du Moulin sur l'Art. 13. de Paris Gloſſa fin.nomb. 11.

h Tellement que l'action hypothecaire ne puisse subsister par l'Art. 334. mis cy dessous. C.M.

i Niuernois chap.4 Art.12.cy dessus.

Source : BIU Cujas

Voyez *Amiens* Art.1.cy dessus.

Art.13. PARIS.

Droict d'aisnesse quel.

† Cest Art.13 a esté accordé & mis au lieu du 8. Art. de l'ancien Coustumier pour auoir lieu comme nouuelle Coustume, en ce qui a esté adiousté outre le contenu audit 8. Art.

Au † fils aisné [k] appartient par preciput le chasteau ou manoir principal & basse-court attenant [l] & contigue audit manoir destinée à iceluy: encores que le fossé du chasteau ou quelque chemin fut entre deux. Et outre luy appartient vn arpent de terre de l'enclos ou iardin ioignant ledit manoir, si tant en y a: & si ledit enclos contient d'auantage, l'aisné peut [m] retenir le tout en baillant recompense aux puisnez de ce qui est outre ledit arpent en terres de mesme Fief, si tant en y a: sinon en autres terres ou heritages de ladite succession, à la commodité des puisnez le plus que faire se pourra, au dire de preud'hommes. Et sentend l'enclos ce qui est fermé de murs, fossez ou hayes viues.

Art.14. PARIS.

†† Cest Art. 14. a esté accordé comme Coustume nouuelle.

Si †† dedans [n] l'enclos du preciput de l'aisné, y a Moulin, four ou pressouër, le corps dudit Moulin, four ou pressouër, appartiēt a l'aisné: mais le profit du Moulin bannal ou non bannal, & du four & pressouër, fils sont bannaux, se partira comme le reste du Fief: & sont tenus les puisnez de contribuer aux frais des moulans, tournans & trauaillans dudit Moulin, corps du four & pressouër & vstancilles d'iceux, pour portion du profit qu'ils y prennent. Peut toutesfois l'aisné auoir ledit droict & profit de bannalité, en recompensant lesdits puisnez, comme dessus.

Art.15. PARIS.

Droit d'aisnesse en chacune succession de pere & mere, quād il n'y a que deux enfans.

†† Ces mots, auec l'enclos & basse court, cōme dessus est dit, sont adioustez a cest Art. 15. & au 16. ensuiuant en consequēce des deux precedens Art.

Quand pere & mere ayans Fiefs & heritages tenus Noblement, vont de vie à trespas, delaissé seulement deux enfans venans à leur succession, au fils aisné pour son droict d'aisnesse appartient par [o] preciput en chacune desdites successions, tant de pere que de mere, vn hostel tenu en Fief, tel qu'il veut choisir pour manoir principal, auec †† l'enclos & basse-court, comme dessus est dit: & les deux tiers des susdits Fiefs & heritages [p] tenus Noblement. Et à l'autre desdits enfans, compete & appartient l'autre tiers & residu desdits Fiefs & heritages Noblement tenus estans desdites successions.

Art.16. PARIS.

Succession feodale comme se depart quand il y a enfans excedans le nombre de deux.

† Cest Ar. 17. a esté accordé pour Coustume nouuelle, sās preiudice du passé. Droit d'aisnesse quand il n'y a qu'vn fief consistant en vn manoir, bassecourt & enclos d'vn arpent, ou quād il n'y a manoir principal, ains seulement terres labourables.

S'il y a plusieurs enfans excedans le nombre de deux venans à leur succession, au fils aisné appartient en chacune desdites successions tant de pere que de mere, vn hostel tenu en Fief tel qu'il veut choisir pour le principal manoir auec l'enclos & basse-court, ainsi que dit est, & la moitié de tous les autres heritages [q] tenus en Fief: & à tous les autres enfans ensemble, l'autre moitié & residu desdits Fiefs & heritages tenus Noblement.

Art.17. PARIS.

Si † esdites successions de pere & mere, ayeul ou ayeule, y a vn Fief consistant seulement en vn manoir, basse-court & enclos d'vn arpent, sans autre appartenance n'y autres biens, audit fils aisné seul appartient ledit manoir, basse-court & enclos, comme dessus: sauf toutesfois aux autres enfans leur droit [r] de legitime, ou droit de Douaire coustumier

k Le droict d'Aisnesse a esté introduict pour entretenir & conseruer les maisons & familles. Les Coustumes sont fort differentes & ne s'accordent en la portion, preciput & aduantage par elles octroyé & concedé au fils aisné. Il est faict mention de ce droict d'aisnesse és Saincte lettres Genes. cap. 4. 25. & 27. Deuter. cap. 21. lib. 1. Reg. cap. 5. & in Epist. ad Hebr. cap. 12. & se peut colliger que l'aisné emportoit les deux parts. Oldrad. cons. 224. Aisné se prēd icy pour celuy qui precede en aage les autres enfans encores qu'il ne soit le premier né: & s'il y en auoit vn plus aagé que luy, qui soit toutesfois decedé, il ne empesche son frere qui vient apres luy: qui luy succedera en son droict d'aisnesse, s'il est decedé sans hoirs legitimes procreez de son corps. Auquel cas ses enfans le peuuent representer au droict de aisnesse, pour auoir le preciput & aduantage deferé par la Coustume. L. postumus L. filio D. de iniust. rupto & irr. test. cap. nam & ego extra de verb. sign. l. post mortem §. liberi D. de bono. poss. contra tab. Il faut considerer en ce faict le temps du decés & trespas l. ex facto §. pen. D. Ad Trebell. ainsi que du Moulin & Tiraqueau ont escrit apres plusieurs docteurs & fautvoir à ce propos le 324. Art. de ceste Coustume cy dessous auec la Conference des autres Coustumes, que il n'est besoin icy de repeter. Si l'aisné au tēps de la succession deferee estoit viuant, & neantmoins decede apres sans auoir icelle apprehendee, il ne laissera d'estre tenu pour aisné, sans que l'apprehendé faict soit necessaire: d'autant qu'il est

Source : BIU Cujas

ou preſix, à prendre ſur ledit Fief: & où il y auroit autres biens qui ne fuſſent ſuffiſans pour fournir leſdits droicts aux enfans, le ſupplement de ladite legitime ou dudit Douaire, ſe prendra ſur ledit Fief. Et toutesfois audit cas le fils aiſné peut bailler aux puiſnez recompenſe en argent au dire de preud'hommes, de la portion qu'ils pourroient pretendre ſur ledit Fief.

Art. 18. PARIS.

S'il n'y a manoir principal en vn Fief appartenant à deux ou pluſieurs enfans par la ſucceſſion de leur pere ou mere, ains ſeulement terres labourables, le fils aiſné peut auoir vn [r] arpent de terre en tel lieu qu'il voudra eſlire par preciput, pour & au lieu dudit manoir.

Arpent de terre pour le preciput quand il n'y a manoir principal dans vn Fief.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 2. Art. 13. 14. 15. & 16. p. à Paris. Art. 13. 15. 16. & 18.

MEAVX Chap. 21. Art. 160. L'aiſné fils prend prealablement & hors part, le maiſtre hoſtel ou Chaſtel, pour ſon droict d'aiſneſſe, auec les foſſez, baſſe-court, iardins & accinct, ſ'il en y a à l'entour: & au ſurplus les fiefs ſe partent & diuiſent entre luy & ſes autres freres & ſœurs egalemẽt: excepté qu'és fiefs deux filles partiſſent & n'ont qu'autant qu'vn fils: mais en heritages roturiers & non Nobles, les filles peuuent autant que le fils, & partiſſent teſte à teſte: fors que [t] Baronnies & Chaſtellenies ne ſe diuiſent point, & appartiennent à l'aiſné en recompenſant ſes coheritiers de leur portion contingente, ſ'il y a terres pour les recompenſer, ſelon l'eſtimation que ſera faite de leur portion. Et ſ'il n'y a terre pour les recompenſer ils prendront leurdite part & portion par la main de l'aiſné, mis hors le droict de aiſneſſe. Art. 161. Et où il n'y auroit point d'accinct, ledit fils aiſné prendra à l'entour & le plus prés de la maiſon, vn arpent de terre, eſtimé le vol d'vn chapon, à ſon chois. Art. 162. Vn fils aiſné, ſuppoſé qu'il ait prins droict d'aiſneſſe en la ſucceſſion du pere, ſi prend il encores droict d'aiſneſſe, ſi bon luy ſemble en la ſucceſſion de la mere.

Heritages roturiers & non Nobles ſe diuiſent egalement.

Baronnies & Chaſtellenies ne ſe diuiſent, ains appartiennent à l'aiſné en recompenſant les puiſnez.

Vol de chapon.

MELVN Chap. 4. Art. 89. En chacune ſucceſſion de pere, mere, ayeul, ayeule ou autres aſcendans Nobles ou non Nobles, delaiſſans fiefs, & pluſieurs enfans, au fils aiſné pour ſon droit d'aiſneſſe appartient par preciput & hors part, le principal manoir ou domicile en fief, à ſon chois: auec la [††] baſſe-court deſtinee audit manoir vn arpent de iardin ioignant ledit manoir ou baſſe-court: Et [†] ſ'il n'y a iardin, vn arpent de terre, appellé le vol d'vn chapon: & du ſurplus deſdits fiefs, ledit aiſné prendra la moitié & l'autre moitié ſe partira egalement & par teſte entre les puiſnez. Et ſ'il n'y a que deux enfans, le fils outre ledit manoir, baſsecourt & iardin aura les deux tiers de tous leſdits fiefs: l'autre tiers demourant au plus ieune. Art. 90. S'il y a fils & fille, le fils eſt eſtimé aiſné, & prend prerogatiue d'aiſneſſe, encores que ladite fille & ſes autres ſœurs ſoient plus aagees que luy. Art. 91. Si [††] pres ledit manoir choiſi par l'aiſné, y a en la ſucceſſion parc, bois, Garenne, clos de vignes ou terres fermees de murailles, hayes viues ou foſſez deſtinez pour la decoration & ornement dudit manoir, ledit aiſné les pourra prendre, en recompenſant les puiſnez, en terres de ladite ſucceſſion au dict de gens à ce cognoiſsans & à la commodité des puiſnez. Art. 92. Si en la ſucceſſion ny auoit heritages en fief ou roture, qu'vn manoir & accinct tenu en fief, la moitié du manoir appartiendra à l'aiſné: & l'autre moitié aux puiſnez ſ'ils ſont plus de deux: & ſ'ils ne ſont que deux, l'aiſné en prendra les deux tiers, & le puiſné l'autre tiers.

Aiſné prend droit d'aiſneſſe en la ſucceſſion de ſa mere, encores qu'il l'ait prins en la ſucceſſion de ſon pere.

†† Ces mots, auec la baſſecourt deſtinee audit manoir, ont eſté adiouſtez pour interpretation.

† Ces mots, Et ſ'il n'y a iardin vn arpent de terre appellé le vol du chapon, ont eſté adiouſtez pour interpretation.

†† Ces Art. 91. & 92. ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.

ſaiſi par la Couſtume de l'heredité du deſuct des lors de ſon decés: ains le Fief eſcheu en ligne collaterale, & ſe partira ſans aucũ droit d'aiſneſſe. Si l'aiſné renonce au droict d'aiſneſſe, Du Moulin tient qu'il n'y a droict d'aiſneſſe ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt le 9. iour de Sept. 1552. comme Papon recite liure 21. Tit. 5. Ce qui eſt cõfirmé par l'Art. 310. mis cy deſſous. Tit. 15. de ceſte Conference. Tiraqueau eſt de contraire aduis en ſa queſtion 3. & ſuiuant il a eſté iugé par Arreſt ſolennel la vigile de la Noſtre-dame d'Aouſt. 1567. entre Robert de Burlet Nicolas Maſſunges Tuteurs de Michel de Burles & Catherine de Beauchamp, que le droict d'aiſneſſe eſtoit deferé au ſecond fils, ainſi que Chopin eſcrit liure 3. de priuil. ruſt. 3. part. cap. 9. num. 3. Voyez cy deſſous la Couſtume de Xainctonge Art. 102. & le 27. Art. de Paris en vn cas ſpecial.

l L. prædiis. §. vlt. D. de leg. 3. & ibi Bartol. l. ſed & loci §. vlt. cum l. ſeq. D. Fin. regum l. ainſi a eſté iugé par Arreſt pour le Fief de Courtigis d'Orleans 1571.

m Ainſi a eſté iugé par Arreſt donné en la premiere Chambre des Enqueſtes le 9. iour de Feurier 1577. entre Euſtache Iarry & conſors appellans: & Françoiſe Choiſnel vefue de feu René Iary intimee. Vide l. ad officium. C. comm. diu. §. quod cõmode inſt. de offic. iudic. Chaſ.

n Quid des Eſtangs, vignes, Garennes & Coulombiers eſtans dans l'enclos & accinct. Aucuns eſtiment que les puiſnez ny peuuent rien pretendre eu eſgard au dit enclos borné & limité d'vn arpent de terre: & ſont telles choſes deſtinees pluſtot pour la commodité & plaiſir de la maiſon: qu'à l'vtilité & augmentation du Fief. La Cour de Parlement a ainſi eſtimé que les pigeons & poiſſons faiſoient partie de la maiſon. Et de faict par Arreſt prononcé en robbes rouges le 14. iour d'Aouſt 1589. contre la vefue Nicole Raguier Dame de Montigny, fut dit qu'elle ne iouiroit des poiſſons eſtans dans les viuiers & foſſez du Chaſteau de Champtoſt, ny des pigeons du Coulombier de ladite terre au dedans de l'enclos: cõbien qu'elle iouiſt de ladite terre & ſeigneurie pour ſon Douaire. Au reſte nous entendons meſmes, ſelon Bartole, eſtre des appartenances de la maiſon, tout ce qui eſt pres & ioignant icelle, dans cinq pieds. l. item apud Labeonem § conuitium D. de iniur. Gid. Pap. ſing. 405. Chopin liure 2. des Couſtumes d'Aniou. Molin. Gloſſa. 5. ad Art. 8.

Source : BIU Cujas

o Præcipui titulo. l. vlt. De leg. 2. l. 1. § nec caſtrenſe D. de collat. Sidonius Appollinaris lib. 6. ad Patientem. Illud autem deberi tibi, quodam vt dicunt iuriſconſulti, præcipui titulo, nec tuus poterit ire pudor inficias. Vide l. Lucius D. de adiun leg. l. cum pater §. filia. De leg. 2. l. vlt. D. de pec. legat. Et ces mots, *venans à leur Succeßion*, declarent qu'il faut que les enfans ſoient heritiers. Bald. in l. apud hoſtes C. de iuis & leg. hered Accurſ. §. 1. Auth. vt hi qui obligat. ſe hab. perh. res minorũ Par les Couſtumes des Feudes, le fils ne peut repudier la ſucceſſion, & retenir le Fief. cap. 1. An agn. vel filij rep. her. poſſit feu. ret. cap. filius. De Capitaneo qui cur. vendidit. Cap. 1. De grad. ſucc. Tiraq q. 35. Tract. de iure primig. Il faut regarder le nombre des enfans venans à la ſucceſſion ſans auoir eſgard à ceux qui renoncent ou autrement ſont incapables, qui ne font aucun nombre. Vide Cuiac. 4. Feud. ad Tit. 54. & 64.

p Ces mots, *heritages tenus noblement*, on eſté mis, & ſouuent repetez en ces Articles : à cauſe de la premiere inſtitution & qualité des Fiefs, leſquels ne pouuoient eſtre tenus & poſſedez par gens roturiers & non Nobles: ains eſtoient ſeulemẽt donnez & octroiez aux perſonnes Nobles, ou bien ſont adiouſtez à cauſe du Franc-Aleu Noble, dont eſt parlé en l'Art. 68. cy deſſous. Comme auſſi en l'Addition de ce Tit. 1 ſera declaré des differences des Fiefs. Voyés Du Moulin ſur l'Art. 9. Gloſſa 3. & Charondas ſur ceſt Art. 15. Pour ce que les aiſnez ont les deux tiers. Voiez le Deuteron. Chap. 22. filium odioſæ agnoſcet primogenitum dabitque ei cuncta duplicia. Gloſſa in can. quam periculum. 7. q 1. cap. Ioſeph. extra. de verb. ſignif. Oldrad. conſ. 224 Iaſon in l. maximum vitiũ. C. de lib. præt. & in l. is poteſt. De adq. her. Ludou. Rom. conſ. 5.

q Et autres droicts, Cens, Vaſſaux, rentes dont le profit ſe diuiſe. Du Moulin ſur l'Art. 10. q. 5.

r La legitime eſt la tierce partie des biens qu'on peut auoir par ſucceſſion ſelon la diſpoſition du Droict, comme il fut iugé en audience le 7. iour d'Aouſt 1539 par Arreſt: par lequel fut auſſi decidé que ce que la Couſtume donne computatur in legitimam, eu eſgard à la maſſe: ainſi fut tiree la legitime de la Donation de la mere, par Arreſt du 14. iour d'Aouſt 1543. dõné au rapport de Monſieur le Voix entre vn nommé le Gras & les heritiers de la Quinette. Vide Nou. 18. cap. 1. Mais par la Couſtume de Paris. Tit. 14. Art. 288. La legitime eſt eſtimee à la moitié de la portion que les enfans pourroient auoir en la Succeſſion de leurs aſcendans, deduction faicte des debtes & frais funeraux: dont nous parlerons plus amplement ſur ledict Art.

s Ceſt Arpent de terre eſt appellé par les autres Couſtumes, vol de Chappon, meſmes en l'ancienne Couſtume de Paris Art. 8. qui eſt vn arpent de terre que le fils aiſné prend auec le principal manoir ou Hoſtel Noble, par preciput & aduantage pour ſon droict d'aiſneſſe: ce qui ſe doit entendre ſelon la diuerſité des Couſtumes. Du Moulin ſur l'Art. 11. de l'ancienne Couſtume nombre 6. & 7. parle de la difference des meſures, & dit que l'Arpent, ſe nomment en Normandie & Angleterre Acre, dont eſt parlé en la vieille Couſtume de Normandie. chap. 34. & Terrien li. 14. Chap. 11. cap. ad audientiam. 1. De Eccl. ædific. Sigibertus in Supplemento Chronicorum, & Tancredus Acraturam vocant. Arpent arpennis vel aripennis. Grego. Tur. lib. 5. cap. 28. Rhegino in chron. & in cap. 14. Tit. 1. lib. 10, Cod. Viſigoth. Iſidor. 15. cap. 15. La Couſtu. de Clermõt Art. 86. eſtimé l'arpent de terre pour le Vol de Chappon, à 612. verges, 22. pieds pour verge, & onze poulces pour pied. Mais en ce faict il faut ſuiure la façon de meſurer introduite par les Couſtum. ou Ordonnan. & ſi les Couſtum. n'en diſpoſent aucune choſe, il faut auoir recours à la meſure Royale, ſelon l'opinion de Du Moulin. Budee au liure v. de Aſſe, & Robertus Senalis lib. de ponderibus & menſuris Ceſt arpent de terre ſe nomme par aucunes Couſtumes le Cheze. Tours. Art. 248. 260. 261. 273. & 297 Lodunois Chap. 27. Art. 4. & Chap. 8. Art. 3. Le Maine. Art. 335. & contient enuiron deux arpents de terre autour du Chaſtel ou maiſon Seigneuriale : ou quatre arpens, ou trois Septerees. Nous parlerons des meſures au Tit. 9. cy deſſous en l'Addition. Nombre dernier.

t Baronnies ne ſont ſuiettes à diuiſion & partage par pluſieurs Couſtumes: Toutes fois il ſe trouue aucuns anciens Arreſts par leſquels il ſe cognoiſt que Baronnie ſe diuiſoit, meſmes vn dõné à la Chandel. 1267. pour la Baronnie de Seruie, & le 21. iour de Iuillet fut diuiſé le Comté de Blois par partage, & mis en hommage du Roy. Tours. Art. 294. Aniou. Art 278. Le Maine. Art. 294. Lodunois. Chap. 28. Art. 1. Bourdeaux. Art. 76. Bar. Art. 2. Au liure ancien intitulé, Li eſtabliſſement de Paris, &c. Baronnie ne ſe depart mie entre freres, ſi li peres ne lor fait parties, mais li aiſné doit faire auenant bien faict aux puiſnez, & doit les filles marier. Oldrad Conſ. 237. argumento. l. ſolent. D. de alim. & cib. leg. l. plane & l. quædam. D. Fam. ercis. l. communi diuidundo. D. Cõm. diuid. l. Cornelia. D. de iure patr.

---

† *L'Art. 201. eſt mis au lieu des 189. & 190. anciens, qui ont eſté rayez. Lãbert a proteſté ſur ledit Art. pour Loys Fretel S. de Flais, que ledit Art ne pourra preiudicier au procés par luy intenté contre ſes ſœurs, pour la terre de Miſſy. Le Peſcheur pour leſdictes ſœurs a fait proteſtations contraires.*

†† *Ceſt Art. 216. contient la reformation du 210. Art. ancie.*

† *Les Art. 53. 54. & 55. ont eſté de nouuel introduits.*

Sens Tit. 19. Art. 201. En † ſucceſſion directe & aſcendant, à l'aiſné fils appartiendront par preciput & aduantage les armes u plaines, le cry & titre de Seigneur, auec tel manoir en Fief ou en terre noble, qu'il voudra choiſir & eſlire, cloſture, & baſſe-court d'iceluy, & outre vn arpent de terre és enuirons, & tout ce qui ſera au dedans deſdits baſſe-court & arpent, ſoit four, coulombier, fuye, moulin ou preſſoir. Et ſ'ils eſtoient bannaux & aſſis hors dudit manoir & foſſez d'iceluy, ores qu'ils fuſſent ſituez eſdits baſſe-court & arpent: en ce cas ledit aiſné fils ſera tenu conferer & communiquer à ſes autres freres & ſœurs, les fruicts & reuenu de bannalité, comme concernans la Seigneurie vniuerſelle dudit Fief. Et neant-moins pourra ledict aiſné fils, retenir entierement leſdits fruicts & reuenu des four, preſſoir & moulin bannaux : en recompenſant ſes autres freres & ſœurs de choſes immeubles de pareille valeur & eſtimation, & qui ſoit prouenue de la ſucceſſion, dont ſera queſtion. Pourra auſſi ledit aiſné fils recompenſer, comme deſſus, ſeſdits freres & ſœurs de telles parts & portions qui leur pourroient appartenir en la Iuſtice, & toutes autres choſes dudit Fief & Seigneurie. Art. 216. Le †† fils aiſné prendra droicts d'aiſneſſe, tel comme deſſus eſt dit, tant en la ſucceſſion du pere, qu'en la ſucceſſion de la mere x & en chacune d'icelles : encores que ledit fils aiſné euſt prins en autre Bailliage ce qui luy eſt permis par la Couſtume des lieux.

Avxerre Tit. 2. Art. 53. En †† ſucceſſion de Fiefs, le fils aiſné prend pour ſon droict d'aiſneſſe le manoir principal, baſſe-court, foſſez & iardin, iuſques à l'eſtendue d'vn arpent & au deſſous pour ledit iardin. Et outre vn arpent de terre à l'entour & ioignant leſdits manoir, baſſe-court, foſſez & iardin: & ſi outre ledit manoir y auoit quelque parc, clos de vigne, verger ou Garenne

u Bouteillier en la Somme Rurale liure 1. Les armures a l'aiſné hoir pour ſon corps & ſon Cheual, & à la Damoiſelle vn habit pour ſon corps, l'anneau de mariage & vn fermail, qui demeurent auant part aux aiſnez ſont de condition, ſont Condition d'heritage. Bald. in l. vlt. C. Pro ſocio. & l. cum ſcimus. C. de agr. & cenſ. dit que les armes des Nobles, encores qu'elles ſoient cõmunes à tous les enfans eſtans de la maiſon, doiuent demourer à l'aiſné, comme maiſtre & chef de la famille. Chopin ſur la Couſtume d'Aniou, liure 2. partie 3. Tit. 3. Auxerre Art. 54. Troyes. Art. 14 Chaumont. Art. 8. Au-

Source : BIU Cujas

uergne. Chap. 12. Art. 51. Bar. Art. 111. & autres Coustumes, ce qui se doit entendre du cry & armes, qui se font à la guerre, & non pas du cry seulement qui se faict aux Villes & villages tant aux iours de Festes, que Foires & Marchez. L'aisné seul nõmera le nom de sa maison à la guerre, & portera les armes pleines : ce que ne pourra faire le puisné sans distinction. Vide Masuer. in Prax. Tit. de succes. num. 22.

x Si la mere fait construire & bastir vn edifice de grand pris & valeur en la terre & Seigneurie dont elle iouist par son dot & conuentions matrimoniales: sur laquelle terre son mary luy a assigné : Le fils aisné pourra-il prendre ceste maison de nouuel bastie par preciput & aduantage, comme estant de la succession de sa mere : & prendre aussi la maison principale de la terre appartenant à son pere. Les puisnez l'empeschent, & disent que ce est edifice est paternel, & non maternel. Car la terre & Seigneurie estant paternelle, aussi l'edifice qui y estoit depuis basti: qui ne pouuoit changer la premiere qualité du Fief: qui estoit seulement obligé à la mere pour son dot & conuentions matrimoniales. Que le pere auoit seulement assigné de rente à leur mere quatre cent liures par an, & non la proprieté ou l'vsufruict. L. fundi D de vsufr. legato. Quant à ce qu'on dit, que l'assignation d'vne terre en dot faict changer la Seigneurie & proprieté de la chose, cela s'entend si la terre est estimee ce qu'elle peut valoir veritablement. L. 16. §. vlt. D. de pignor. Sur ceste dispute a esté iugé par Arrest donné en la premiere Chambre des Enquestes le 27. iour de May, 1583. entre le Sieur du Bellay & la Comtesse de Tonnerre, Loyse de Clermont, au profit des puisnez. Choppin Liure second des Coustumes d'Aniou, partie troisiesme. Titre 3. num. 5.

fermez de muraille, hayes, paillis ou fossez pour l'embellissement, decoration & commodité dudit principal manoir, le peut prendre : ensemble le surplus dudit iardin, ou ledit iardin contiendroit plus d'vn arpent, en recompensant ses coheritiers en heritages de la succession, ou en deniers en defaut d'autres heritages d'icelle succession. Art. 54. Et où dedans lesdits manoir, fossez, basse-court, iardin ou arpent y a moulins, pressouers, ou fours bannaux : le corps desdits moulins, pressouer ou fours bannaux appartiennent audit aisné : mais la bannalité se partit, comme les autres choses parties Noblement: & †† aura ledit fils aisné le nom, cry & plaines armes de la maison. Art. 55. Et si en chacune des successions des pere, & mere, y a Fiefs, le fils aisné ne pourra prendre droict d'aisnesse, qu'en l'vne desdites successions, à son chois & option : tellement que si par la mort de sesdits pere & mere, il prend son droict d'aisnesse en la succession du decedé, durant la vie de l'autre : pourra neant-moins apres le decés du suruiuant prendre son droict d'aisnesse au Fief du dernier decedé, en se deportãt du droict d'aisnesse qu'il auoit premierement prins.

†† *Ces mots, Et aura ledit fils aisné, &c. iusques à la fin sont anciens & contenus en l'Art. 239. ancien.*

ESTAMPES Chap. I. Art. 9. Quand † pere, mere, ayeul ou autres ascendans ayans Fiefs, &c. p. *a Paris.* Art. 15. delaissans deux enfans, &c. appartient par preciput & aduantage, &c. vn hostel & manoir tenu en Fief, &c. basse-court & iardin clos de murailles, hayes ou fossez. Et si dedans ledit manoir, basse-court & iardin, y a moulin, four ou pressouer bannaux, les edifices dudit moulin, four ou pressouer, appartiennent audit aisné auec telle part du reuenu d'iceux, que luy appartient aux autres heritages feodaux: & le surplus de l'emolument appartient aux puisnez. Et pourra neant-moins ledit aisné prendre l'autre partie dudit reuenu & emolument, en recompensant ses coheritiers. Et où n'y auroit iardin ou precloture prés ledit manoir, le fils aisné pourra choisir & prendre vn arpent de terre tel qu'il voudra choisir, soit en bois, pré, vigne, terre labourable ou autre espece: au plus pres dudit manoir, à le mesurer outre & pardela les fossez, s'il y en a : & outre ce prendra les deux tiers de tous les heritages Feodaux. Et s'ils sont outre le nombre de deux enfans, soient fils ou filles, auec ledit aisné, a seulement la moitié des heritages feodaux outre le manoir & preciput tel que dessus : & l'autre moitié appartient à tous ses freres & sœurs puisnez. Art. 10. Où il y auroit prés ladite maison, parc ou grand iardin, clos de murailles pour l'ornement & embellissement de ladite maison, le fils aisné le peut prendre, en recompensant sesdits freres & sœurs en heritages de la succession, si faire se peut: sinon en deniers ou autrement : pour laquelle recõpense n'est deu aucun Quint ne Rachat audit S.F.

† *Les Art. 9. & 10. ont esté mis au lieu de l'ancien.*

MONT-FORT Chap I. Art. 9. Audit †† Comté de Mont-fort, le fils aisné en chacune succession de pere & mere, ayeul, ayeule ou autre ascendant, prend pour son droict d'aisnesse, vn principal manoir tel qu'il voudra choisir & basse-court destinee audit manoir, auec le iardin, selon sa closture tenu en fief: & s'il n'y a iardin, prend pour le vol du Chappon, vn arpent de terre, aussi tenu en fief, de quelque qualité qu'il soit, au chois dudit aisné, ioignant ledit manoir ou fossez d'iceluy, lesdits fossez non comprins : & où il y auroit plusieurs manoirs audit Comté, le fils aisné en aura seulement vn en la succession du pere, & vn autre en la succession de la mere, tel qu'il voudra choisir en iceluy Comté. Art. 10. Et où il y auroit prés ledit manoir, clos de vigne ou parc fermé de murailles pour l'embellissement & aornement dudit manoir, le fils aisné en faisant partage le pourra auoir en recompensant equi-vallemment ses puisnez en autres terres

†† *Le Procureur du Roy a dit que ces Art. 9. & 10. n'ont esté rapportez en turbe par cy deuant, en la maniere qu'ils sont couchez: toutesfois qu'ils sont bons & iustes, & se rapporte à ce que par nous sera ordonné. Ouy l'aduis des Estats a esté ordonné qu'ils demeureront passez & arrestez.*

Source : BIU Cujas

de mesme fief & Seigneurie, si tant en y a pour ce faire: sinon és plus proches terres de ladite succession à la commodité desdits puisnez, le plus que faire se pourra au dict de preud'hommes. Art. 11. Et si dedans ledit manoir, &c. p. *a Auxerre.* Art. 54. mais le profit de bannalité, se partira comme les autres choses tenues noblement. Art. 12. Aussi audit fils aisné, pour son droict d'aisnesse, où il n'y aura que deux enfans, appartiennent par preciput & aduantage en chacune desdites successions de pere & mere, les ii. tiers de tous les fiefs & heritages tenus noblement, & l'autre tiers au puisné. Et où ils seroient plusieurs enfans excedans ledit nombre de deux, au fils aisné appartient la moitié des heritages tenus en fief, & l'autre moitié aux autres enfans. Art. 13. Quant à vn fief appartenant à deux ou plusieurs enfans, par la succession de leur pere ou mere, n'y a aucun manoir principal, ains seulement terres labourables, le fils aisné peut auoir vn arpent de terre, en tel lieu qu'il voudra eslire par preciput au lieu dudit manoir: pourueu † qu'il y ait autres heritages que ledit arpent.

† *Ces mots,* Pourueu qu'il, *&c. ont esté de nouuel introduits aux proces pendans & indecis.*

†† *Ces mots,* Et s'il n'y a, *& iusques à ce mot,* choisir, *inclus ont esté de nouuel adiousteż pour l'aduenir, & sans preiudice du passé.*

† *Les Art. 2. & 3. ont esté de nouuel adiousteż, pour estre obseruez à l'aduenir.*

MANTE Chap. 1. Art. 1. Au fils aisné appartient en chacune succession de pere, mere, ayeul, ayeule ou autre ascendant, soit Noble ou roturier pour son droict d'aisnesse par preciput & aduantage, le principal, &c. p. *a Mont-fort.* Art. 9. auec le iardin ioignant à iceluy manoir. Et †† s'il n'y a iardin, vn arpent de terre tenu en Fief, prés le manoir hors le fossé, de telle espece & qualité qu'il voudra choisir. Aussi luy appartient les deux parts, dont les trois font le tout, des fiefs & heritages tenus noblement, soit qu'il y ait vn ou plusieurs enfans puisnez: auquel puisné ou puisnez, ensemblement appartient l'autre tiers. Et où il y auroit plusieurs manoirs en vn ou plusieurs fiefs, ledit aisné ne peut auoir qu'vn manoir: mais prend part aux autres auec ses puisnez: & où il n'y auroit manoir, ledit fils aisné prend en chacune desdites successions vn arpent de terre tel qu'il voudra choisir: pourueu qu'il y ait autres heritages que ledit arpent. Art. 2. Si † dedans ledit manoir, basse-court ou iardin, y a moulin, &c. p. *a Mont-fort.* Art. 11. se partit, &c. Art. 3. Si prés ledit manoir y a parc, clos de vigne, verger ou Garenne fermez de murailles ou fossez, qui soient pour l'embellissement & ornement de la maison, ledit aisné en faisant partage, le peut prendre, en recompensant les puisnez, en terres de fief & Seigneurie, si tant en y a: sinon, &c. p. *a Mont-fort.* Art. 10. prochaines terres de la S. &c. le plus commodement que faire se pourra.

†† *Sur le 126 Art. & autres subsequens, iusques au 131. Le Procureur du Chapitre de Beauuais a dit que de ladicte Eglise sont de tout temps tenus aucuns Fiefs, appellez Mairies, qui ne sont que Sergeantises, qui ne se diuisent point & ne doiuent estre comprins sous les termes desdits Art. & proteste que le contenu en iceux ne peut preiudicier ausdits de Chapitre, n'aux droicts desdites Mairies.*

SENLIS Tit. 7. Art. 126. Quand †† aucun va de vie à trespas, & il delaisse plusieurs enfans, ou enfans de ses enfans, ses heritiers en ligne directe, masles ou femelles, le masle aisné pour son droict d'aisnesse, aura & emportera les deux parts z des fiefs demeurez du decez de ses pere ou mere, ayeul ou ayeulle ou autre en ligne directe, par tout le Bailliage de Senlis, & anciens Ressorts d'iceluy, en ce qui est delà la riuiere d'Oize, (non comprins la Chastellenie de Ponthoise, où y a Constume Locale cy apres contenue & declaree) auec vn principal manoir en chacune desdites Successions, & le iardin, si iardin y a, iusques à deux arpens, si tant en y a: & s'il n'y a manoir ne iardin aura le vol d'vn Chappon, estimé à vn arpent de terre en Fief: & les autres enfans auront le tiers seulement: sans que l'aisné prenne aucun droict audit tiers. Art. 127. Es fiefs estans deça la riuiere d'Oize, comme venant de Creeil, Beaumont & Compiengne à Senlis, tirant au pays de France & de Valois, excepté en la Chastellenie de Ponthoise, ledit masle aisné n'aura que la moitié auec le principal manoir, & vn iardin, &c. p. à l'Art. 126. arpent de terre le plus prochain dudit manoir: & les autres enfans l'autre moitié: & neant-moins ne pourra ledit aisné, en chacune desdites successions auoir ne prendre qu'vn principal manoir, soit de deça ou delà la riuiere d'Oize. Art. 128. S'il n'y a que deux enfans, c'est à sçauoir deux fils ou vn fils & vne fille, le fils aisné tant deça ladite riuiere, que dela desdits fiefs, aura les deux parts & par preciput, & outre aura le principal manoir, ainsi qu'il s'estend & comporte en la closture auec le iardin, &c. comme en l'Art. 127. enuiron le manoir, & l'autre tiers appartiendra à l'autre fils maisné ou fille. Art. 129. Par la Coustume Locale de la Chastellenie de Ponthoise. Si vn homme ou femme Noble ou autre, tenant & possedant Fiefs ou Arriere-fiefs Nobles va de vie à trespas, delaisse plusieurs enfans & femelles, ou tous masles, ses enfans legitimes & naturels, le fils aisné, soit qu'il y ait filles plus anciennes que luy ou nõ, aura & doit auoir pour son droict d'aisnesse & de succession en iceux fiefs & arriere-fiefs, qui appartiennent à ses pere & mere, ou aucun d'eux, où à ses ayeul ou ayeulle, ou au dessus en ligne directe, les deux parts, dont les trois font le tout desdits Fiefs & Arriere-fiefs: & outre ce que dit est, iceluy fils aisné aura &

y Voyez les Arrests cottez par Papon liure 21. Tit. 5. Arrest. 2.

z La Constume ne faict distinction du fief Noble, ou non Noble, ergo idem statuendum est. Vn villageois aiant vne maison & vn iardin non ioignant à icelle, contenant deux arpens ou enuiron, qu'il tenoit à titre de Cens: il faict & compose auec le S. direct que lesdites maison & iardin seroiẽt doresnauant par luy tenus à titre de fief: & pour ceste effect, il en faict la foy & hommage, & donne son Denombrement: Ce qui est receu par le dit Seigneur. En apres il augmente & accroist la maison de plus deux cens escus, & decede delaissant plusieurs enfans. Du Moulin estant requis de donner aduis, a respond que l'aisné deuoit auoir la maison entiere pour son preciput & droit d'aisnesse, sans toutesfois

Source : BIU Cujas

donner aucune recompense pour les augmentations & meliorations faictes par le pere en ladite maison. Toutesfois il ne gagne entierement le iardin, par ce qu'il n'est ioignant ladite maison ny compris dans l'accinct, encores qu'il soit porté par le Denombrement qu'il est iardrin d'icelle maison: par ce qu'il faut regarder la verité: Et par ainsi l'aisné n'aura en ce iardrin que les deux tiers: le tiers demourant aux puisnez. C. M.

doit auoir le principal & maistre manoir entierement, auec le clos du iardin, s'il est au pourpris dudit manoir, & sans que les puisnez ayent quelque chose audict maistre manoir. Et aux puisnez tous ensemble, soient fils ou fille, ou plusieurs, appartient chacun pour teste, & par egale portion l'autre tiers desdits Fiefs, Arriere-fiefs, terres & Seigneuries. Art. 130. Si auec le manoir principal, qu'a prins & choisi le fils aiiné, & qui doit auoir par ladite Coustume n'y a iardin tenant audit manoir, il a & doit auoir au lieu dudit iardin le vol d'vn Chappon, estimé à vn arpent de terre.

CLERMONT Tit. 8. Art. 81. En matiere de Fiefs escheus en ligne directe, entre enfans, le fils aisné emporte à son chois & hors part, le chef-lieu d'vn des fiefs à eus escheus, auec les autres enfans: lesquels tous ensemble n'ont que la tierce partie qui se partit entre eux egalement. Art. 86. Le † Chief-lieu d'vn fief, s'estend en la maison & hostel Seigneurial, & en vn iardin à l'entour dudit hostel, grand d'vn vol de Chappon, ledit iardin estimé à vn arpent de terre: s'il n'y a murailles ou autres indices, qui demonstrent le plus ou le moins: & si plus y a, sera ledit iardin limité de deux arpens, à prendre chacun arpent à lxxii. verges, xxii. pieds pour verge, & deux pouces pour pied. Et est à entendre que sous le Chef-lieu est comprins la basse-court: pourueu qu'elle soit du fief, & qu'elle ne soit separee, autrement que par separation de fossez ou de murailles.

VALLOIS Tit. 5. Art. 57. Quand aucun va de vie à trespas, & delaisse trois enfans ou plus, ses heritiers, le fils aisné a & prend pour sa part & portion & droict d'aisnesse, la moitié de tous les fiefs venus par succession de ses pere ou mere, ou autres enfans en ligne directe, auec vn principal manoir & lieu Seigneurial, en chacune succession au chois & election dudit aisné, ensemble tout le pourpris, iardins entretenans ensemble, & contigus dudit hostel: & où il n'y auroit point de iardins, aura le vol d'vn chappon estimé à vn arpent de terre, si ainsi estoit qu'il y eust lieu pour ce faire: & l'autre moitié desdicts fiefs, se partit entre les autres enfans ses coheritiers par egales portions soient fils ou filles. Art. 58. Et là où il n'y auroit que deux enfans, le fils aisné a & prend pour son droict d'aisnesse, les deux parts de tous les fiefs, auec vn principal manoir & lieu Seigneurial comme dit est, ou le vol d'vn chappon estimé à vn arpent de terre: & l'autre enfant prend l'autre tiers. Art. 61. Quand il y a plusieurs fiefs, terres & Seigneuries en vne succession, il sera loisible au fils aisné, de pouuoir retenir l'vne desdites terres entiere, en recompensant ses coheritiers, d'autres heritages de ladicte succession, de pareille nature & valeur. a

TROYES Tit. 2. Art. 14. Les †† enfans des Nobles leur succedent par la maniere qui s'ensuit: c'est à sçauoir que le fils aisné, a & luy appartient pour son droict d'aisnesse & hors part en terres & heritages de Fief, escheans en ligne directe tant de pere que de mere, le principal Chastel ou maison forte, motte ou place de maison Seigneuriale tenu en fief, si aucune en y a, à son chois, la basse-court, la muraille ou autre closture, les fossez & les heritages à l'enuiron de l'estendue du vol b d'vn chappon, & l'vn desdicts fiefs si aucuns fiefs en y a, mou-

† *Plusieurs des Nobles & autres assistans ont remonstré qu'en plusieurs maisons Seigneuriales tant anciennes que nouuelles bastiles les basse-courts sont distinctes & separees des maisons manables: au moyen de laquelle separatiõ aucuns enfans puisnez voudroient dire que lesdites basse courts ne seroiẽt du chef-lieu. Et pource que le tout ensemble ne doit estre reputé que la maison Seigneuriale, ont requis ledit Art. estre en ce regard augmenté. Ce qui a esté contredict par autres gens Nobles & des autres Estats, disans que ladite basse-court distincte & separee du lieu, ne doit estre comprise audit chef-lieu: autrement l'aisné auroit deux maisons pour vne contre l'intention de la Coustume. Plus ont dit que plusieurs personnes tant pour leur profit que pour leur plaisir ont fait faire & font faire par chacun iour plusieurs closture de grand nombre & arpens de bois, terres, iardins & prairies contigus & tenans à la maison Seigneuriale, que les aisnez veulent dire leur appartenir sous ces mots, S'il n'y a murailles ou indices qui demonstrent le plus ou moins: qui seroit le grand detriment des puisnez: par ce qu'en aucuns lieux lesdites closture contiennent plus grande partie du Fief. A ceste cause & pour obuier aux procés qui sur ce pourroient estre intentez, ont requis ledit Art. 86. estre corrigé, en interpretant de quelle quantité doit estre estimé le vol d'vn chappon, où il y auroit murailles & closture & autres indices. Et par Denis d'Arquinvillier S. d'Anuillier a esté dit que tout ce qui est enclos de murailles tenans au lieu Seigneurial, doit appartenir à l'aisné pour le vol du chappon de quelque estendue qu'il soit: & n'y peuuent rien prendre les puisnez: & s'opposoit à ce qu'aucune interpretation ou limitation fut pour ce regard faite à ladite Coustume. Surquoy & apres auoir prins les opinions de tous les assistans, auons par l'aduis, deliberation & consentement de la plus grande & saine partie ordonné que la Coustume cy dessus escrite, sera mise en nostre procés verbal, comme estant Coustume ancienne, pour valoir & seruir pour le passé ce que de raison: & que neant-moins elle sera corrigee & augmentee pour l'aduenir en la forme contenue audit Art. 86.*

†† *Cest Art. 14. contient la correction du 14. Art. ancien.*

a Cela n'a pas seulement lieu en ceste Coustume, mais en toute autre, ainsi que nous auons dit, & mõstré cy dessus. videl. ad officium. C. comm. diuid § quod commode Inst. de offic. iudic. C. M.

b Vol de Chappon s'entend vn arpent de terre tantùm & de simple terre, & non l'arpẽt où seroit le Moulin. Toutesfois le 5. iour d'Aoust, 1550. en la 3. Chambre des Enquestes au rapport de Monsieur Desloges, fut iugé, que le Moulin dans les closture & fossez appartient a l'aisné: combien qu'il fut questuaire de volonté: Secùs, s'il estoit bannier. Car le droict & seruitute de bannalité, se diuise comme les Arriere-fiefs. C. M.

Source : BIU Cujas

uans & tenus dudit Chaſtel, ou de ladite maiſon, lequel qu'il luy plaiſt choiſir & accepter. Et auſsi luy appartient le nom de Seigneur, le cry & les armes, auec vn arpent de chacune eſpece dudit Fief & Seigneurie: c'eſt à ſçauoir ſ'il y a prez, vn arpent de pré: & s'il y a vignes, vn arpent de vigne, & s'il y a eſtangs, vn arpent d'eſtang: ſ'il y a bois, vn arpent de bois, en continuant de membre en membre de ladite Seigneurie. Et pour le vol du chappon eſt à entendre vn arpent de terre, hors la cloſture & foſſez dudit Chaſtel, maiſon ou motte. Et au pardeſſus deſdits Fiefs, ledit aiſné fils, & les autres fils & filles, les partent egalement: excepté qu'vn fils y prend autant que c deux filles. Toutesfois l'aiſné pourra prendre ſa part & portion de la ſucceſsion, en la Seigneurie il aura prins ſon droict d'aiſneſſe pour autant qu'elle pourra monter. Et ſ'il n'y a qu'vn Chaſtel, fortereſſe, motte ou maiſon forte ou place de maiſon Seigneuriale ou tenue de Fief, ſans autres heritages Nobles & de Fief, le fils aiſné aura pour ſon droict d'aiſneſſe, d ledit Chaſtel, fortereſſe, motte ou place de maiſon Seigneuriale, foſſez, muraille ou cloſture d'icelle, comme deſſus eſt dit.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 4. Le fils aiſné prend pour ſon droict d'aiſneſſe, en ſucceſsion de pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autre aſcendant, le principal manoir auec le iardin ſelon la cloſture tenue en Fief. Et s'il n'y a iardin, vn arpent de terre par preciput, au lieu dudit manoir, auſsi en tel lieu dudit Fief & de telle eſpece & qualite qu'il voudra choiſir: & où y auroit deux enfans ſeulement, à l'aiſné outre ce que deſſus appartient en chacune deſdites ſucceſsions les deux tiers des heritages feudaux: & l'autre tiers au puiſné. Et où ils ſeroient pluſieurs enfans, excedans ledict nombre de deux, audit fils aiſné appartient, outre ledict manoir, iardin ou arpent, ainſi que deſſus, la moitié deſdits heritages feudaux, & l'autre moitié auſdits enfans. Art. 5. Si dedans † ledit manoir, &c. *a Auxerre.* Art. 54. tenus Noblement: lequel neant-moins ledit aiſné pourra, en recompenſant les puiſnez dedans l'an à la raiſon du denier xxx. laquelle recompenſe ſoit en terres ou deniers, ſortira nature de propre à celuy auquel elle ſera baillee. Art. 6. Si pres ledit manoir y a parc, clos de vigne. &c. p. *a Mont-fort.* Art. 10. pour l'embelliſſement de la maiſon, l'aiſné faiſant partage, les peut prendre en recompenſant les puiſnez en terres du Fief & Seigneurie, ſi tant en y a: ſinon és plus proches terres, &c. le tout dans vn an, comme deſſus.

† *Ces 5. & 6. Art. ſont accordez pour Couſtume nouuelle.*

CHAVMONT Tit. 1. Art. 8. p. *a Troyes.* Art. 14. en la maniere, &c. d'aiſneſſe, és terres, &c. tant en la ſucceſsion de ſon pere, que celle de ſa mere, hors part, le Chaſtel ou maiſon e forte, la baſſe-court & muraille ou autre cloſture, les foſſez & les heritages à l'enuiron, de l'eſtendue d'vn vol de chappon hors murs ou fermeté dudit Chaſtel ou maiſon forte: lequel vol de chappon ne ſe pourra eſtendre plus auant que de la largeur d'vn arpent de terre à l'enuiron dudit Chaſtel ou maiſon forte, ſi tant en y a: luy compete & appartient le nom: le cry & les armes du Seigneur, auec f vn membre de chacune eſpece des droicts Seigneuriaux, appartenans audit Chaſtel ou maiſon forte. Et au pardeſſus deſdits Fiefs, ledit fils aiſné & les autres fils & filles partent enſemble, & y prend & emporte le fils contre deux filles & autant comme deux filles. Art. 13. Si vne perſonne Noble a Chaſtel ou fortereſſe ou autre maiſon & place de maiſon Seigneurial, tenu à vn ſeul Fief, ſans autres heritages de Fiefs & treſpaſſe delaiſſant pluſieurs enfans, fils & filles, le fils aiſné pour droict d'aiſneſſe aura ledict Chaſtel, motte ou place de maiſon Seigneurial, foſſez, muraille ou cloſture d'icelle ou autres droicts, comme dit eſt cy deuant, & au demourant partiront, comme cy deuant eſt declaré.

VITRY Tit. 3. Art. 53. Quand vn homme va de vie à treſpas, & il a terres Nobles & feudales en diuers Bailliages Royaux, comme Vitry & Vermandois, ſon aiſné fils prendra droict d'aiſneſſe à ſon chois, en chacun deſdits Bailliages: auſſi le fils aiſné prendra vn droict d'aiſneſſe en la ſucceſſion du pere, & vn autre en la ſucceſſion de la mere. Art. 55. En ſucceſſion de Nobles perſonnes, qui decedent & delaiſſent pluſieurs enfans, & vn ou pluſieurs Chaſteaux, quand telles Nobles perſonnes ne ſont Comtes ou Barons, l'aiſné emporte par droict d'aiſneſſe & ſucceſsion: Lequel Chaſtel ou maiſon forte que bon luy ſemble, auec ce qui eſt clos és premiers foſſez dudit Chaſtel, ou és pallis ou cloſture d'icelle forte maiſon, meſmement la baſſe-court, ſi elle y eſt comprinſe: mais ſi telle baſſe-court, eſt hors deſdits premiers foſſez, cloſture ou pallis, elle ſe partit, auec le reſte de la ſucceſsion. Et s'il n'y auoit qu'vn Chaſtel ou maiſon forte en la ſucceſſion, ſi l'emporteroit ledit fils, pour raiſon de ſon aiſneſſe, & auroit des le iour du decés de ſes pere & mere, la pleine iouiſſance & poſſeſsion. Toutesfois quand

c C'eſt pour autant que ſadite part & portion ſe pourra monter: ou bien pour autant & au fur, que la valeur du ſurplus de la Seigneurie, où il a prins ſon droict d'aiſneſſe pourra monter.

d Il s'entend, Sauf à recompenſer la legitime des autres enfans, comme i'ay dict ſur l'Art. 8. de la Couſtume de Paris. C. M.

e Voyez le 13. Art. de ceſte meſme Couſt. Et ce droict d'aiſneſſe ceſſe & n'a point de lieu, s'il n'y a aucune maiſon principale, comme le tiennent les anciens Practiciens de Troyes, comme eſcrit Du Moulin, mais cela n'a pas de lieu en ce Bailliage, comme il ſe peut cognoiſtre par ledit Art. 13. pourueu que ladite place eſleuë pour ledit droict d'aiſneſſe, ſoit deſtinee à la demeurance & habitation du pere de famille ou qu'elle ſoit tenue pour le lieu du Fief & mouuance. Voyez Du Moulin ſur le 8. Art. de la Couſtume de Paris.

f Lequel membre ſe doit entendre, cõme d'vn arpent de terre, d'eauë, d'eſtang, vne cenſe, vn hommage, vne main-morte, ſi aucune en y a: la taille de ſon homme de main-morte, ſi ladite taille eſt à volonté, & ce non pas au chois de l'aiſné, qui n'aura ny le pire, ny le meilleur, mais le moyen. Gouſſet.

Source : BIU Cujas

il y a Douaire vefue & delaiſſe pour le decés de tel Noble perſonne defuncte, ladicte vefue doit auoir, où il n'y auroit qu'vn Chaſtel ou maiſon, * la moitié g deſdits Chaſtel ou maiſon en vſufruict pour ſa demourance par droict de Douaire, & doit eſtre le logis diuiſé en deux, entre ladicte Douairiere & le fils aiſné, ſi le logis eſt ſuffiſant pour les deux, eu eſgard à l'eſtat & qualité de leurs perſonnes. Et où ledit logis ne ſeroit ſuffiſant pour les deux, le Douaire de la vefue ſeroit preferé, à l'aiſneſſe dudit fils. Art. 56. Le ſecond, tiers & quart freres du frere aiſné emportent le ii. iii. & quatrieſme Chaſtel ou maiſon, ſi tant en y a, en ſemblable prerogatiue que faict le fils aiſné. Et au regard des Fiefs, Iuſtices, charruages, prez, vignes, Eſtangs & Eauës qui ſont dedans la Parroiſſe deſdits Chaſtel & maiſon, ſe departiſſent auec le ſurplus du reuenu de la ſucceſsion: & s'il y a plus de Chaſteaux & maiſons que de fils, leſdicts Chaſteaux & maiſons ſe partiſſent entre leſdits enfans egalement. Art. 57. Et quand il y a des filles auec leſdits fils, elles partiſſent en terres nobles auec leurs freres: en maniere que les deux filles prennẽt autant qu'vn de leurs freres aiſné ou puiſné: hors l'aduãtage qu'ont leſdicts freres, de prendre & auoir, hors part & aduantage chacun vn Chaſtel ou maiſon, ſi tant en y a par la maniere que deſſus. Hors lequel aduantage & droict d'aiſneſſe, leſdictes deux filles prennent autant qu'vn fils en tout le reſte de la ſucceſsion en terres nobles. Et quant aux terres roturieres meubles & terres tenues en franc-Aleu, h l'vne deſdictes filles prend autant qu'vn fils. Art. 60. En ſucceſsion de Comté ou Baronnie, l'aiſné fils emporte par droict d'aiſneſſe contre ſes freres puiſnez, le Chaſtel ou forte maiſon, tel que bon luy ſemble, auec l'aduantage des foſſez, la baſſe-court, ſi tant en y a, les charruages, prez, vignes, Eſtangs, & Eauës qui ſont dedans la Parroiſſe dudict Chaſtel, auec les Fiefs, qui en dependent. Et ainſi les autres enfans puiſnez chacun en ſon eſgard, ſi tant en y a en ladicte ſucceſsion. Et s'il n'y auoit qu'vn Chaſtel ou maiſon forte, la Douairiere y auoit, en auroit l'vſage pour ſa demourance auec ledit fils aiſné, ſelon qu'il eſt dit cy deſſus en la ſucceſsion des Nobles qui ne ſont Comtes ou Barons. Art. 61. Et où les charruages, vignes, prez, Eſtangs, Eauës, qui ne ſont en la Parroiſſe du Chaſtel de l'vn deſdits freres ſeroient de plus grand reuenuë que ceux de l'autre, celuy qui a en reuenu la moindre Chaſtellenie, doit eſtre amendé par celuy qui a plus grande. Toutesfois celuy ou ceux qui ont la plus grande peuuent parfaire le reuenu, à celuy qui a la moindre part en terre plaine. Et s'ils ne le peuuent parfaire en terre plaine, ils bailleront des terres & reuenues de leurs Chaſtellenies: ſauf qu'ils retiendront à eux la Iuſtice de ce qu'ils bailleront, à ceſte fin que leurs Chaſtellenies & Baronnies demeurent en leur entier, & prerogatiues, ſi faire ſe peut.

LAON Tit. 16. Art. 147. Quand aucune perſonne ayant Fiefs, va de vie à treſpas, au fils aiſné appartient par preciput pour ſon droict d'aiſneſſe, le Chef-lieu qui eſt le principal manoir & Chaſteau auec la baſſe-court deſtinee à iceluy & le pourpris tant en edifices, que foſſez, encores †† qu'il n'y euſt qu'vn ſeul manoir. Art. 148. Et † où il n'y auroit aucun parc, verger ou Garenne, clos de murailles ou foſſez, pour l'ornement & embelliſſement de la maiſon, l'aiſné le pourra auoir, &c. p. *à Mante.* Art. 3. en autres terres dudit Fief ſi tant en y a: ſinon és autres biens de la ſucceſsion, &c. Art. 149. Et où dedans la cloſture dudit pourpris appartenant audit fils aiſné par preciput, y auroit moulin, &c. p. *a Auxerre.* Art 54. mais le profit & emolument de bannalité, ſe diuiſera entre l'aiſné & ſes puiſnez, comme autres choſes de Fief. Peut neant-moins ledit aiſné ſi bon luy ſemble, prendre leſdits profits & emolumens, en recompenſant leſdicts puiſnez, comme deſſus. Art. 150. Au †† fils aiſné appartient la moitié de tous les Fiefs aſsis en ladicte Preuoſté, & ſe partit le reſidu entre les puiſ-

g Voyez cy deſſous les Additions du Tit. 11. de Paris.

h C'eſt à ſçauoir en Franc-Aleu roturier. Autre choſe eſt en Franc-Aleu Noble par le commencement de Art. 57. & de l'Art. 19. & 20. de ceſte meſme Couſtume les terres tenues en Franc Aleu Noble ſe partiront cõme terres Nobles, ainſi que nous auons dit cy deſſus, & comme le porte la Couſtume de Paris, Art. 68. cy deſſous.

* *Al. maiſon forte.*

†† *Ces mots,* Encores qu'il, *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Les Art. 148. & 149. ont eſté adiouſtez pour Couſtumes nouuelles.*

†† *Sur les Art. 150. & 151. les Baillifs de Marle & de Hem pour le Roy de Nauarre ont remonſtré que la diuiſion des Fiefs, qui s'eſt faicte par cy deuant en la Preuoſté de Laon, apporte grande incommodité au public, à cauſe de la diminution des grandes maiſons qui aduient en diuiſant leſdits Fiefs entre pluſieurs enfans: que auſſi les Seigneurs y ont grands dommages & intereſts: leſquels par le moyen de telles diuiſions perdent la cognoiſſance de tels Vaſſaux: & les Fiefs qui ſont ſortis de leurs mains grands & de bon reuenu, ſont maintenant aneantis & de petite valeur, eſtans pluſieurs mains. A ceſte cauſe qu'il eſtoit grandement vtile pour le ſeruice du Roy & defenſe du pays qui eſt limitrophe & ſuiet aux guerres, que les bonnes maiſons des Seigneurs & Gentils-hommes demeuraſſent entieres: & que la Couſtume du pays Laonnois fut reglee & reformee, ſelon les Couſtumes des pays voiſins qui ſont Ribemont, Noyon, Sainct Quentin, Coucy, Chauny, Peronne, Mont-didier & Roye: par leſquelles les Fiefs demeurent entiers aux aiſnez: la matiere miſe en deliberation, auons ordonné que l'ancienne Couſtume demourera ainſi qu'elle eſt couchee par l'Article. Pareillement Maiſtre Denis Rollant pour Iean de Panace Eſcuyer Seigneur de la Neuf-ville au Touc, à remonſtré que ledit Article eſtoit fort onereux & dommageable aux filles, que l'aiſné euſt le Chef lieu auec la moitié du fief: & qu'en l'autre moitié, le fils puiſné print deux fois autant*

Source : BIU Cujas

autant que la fille : qu'il aduenoit par ce moyen qu'elle auoit bien peu de biens de la succeſſion de leur pere. A ceſte cauſe requeroit que ladite Couſtume fut corrigee, reformee & redigee à la Couſtume de Vitry, & acte luy eſtre baillé de ſa remonſtrance. Auons ordonné qu'il aura acte par luy requis : & neant-moins que la Couſtume demeurera comme elle eſt. Et quant à la Couſtume particuliere de Soiſſons, Vailly, & autres lieux de ladite Preuoſté foraine de Laon, a eſté abrogee: & le tout reglé à la Preuoſté foraine dudit Laon.

nez : en maniere toutesfois que deux filles ne pennent qu'autant qu'vn des fils puiſnez. Article 151. Et où il n'y auroit que deux fils ſans filles, à l'aiſné deſdicts fils appartient la moitié des Fiefs auec ſon preciput, comme deſſus : & au puiſné l'autre moitié. Et s'il y a vn fils & vne fille ſeulement, audit fils appartient les deux tiers de tous leſdicts Fiefs auec ſon preciput, comme deſſus, & à ladicte fille l'autre tiers ſeulement. Article cent cinquante-deuxieſme. Et eſt ledict fils eſtimé aiſné, & prend prerogatiue d'aiſneſſe, encores qu'il y ait filles plus aagees que luy.

CHALONS Titre 20. Article 150. Es terres & Seigneuries feodales eſcheuës par ſucceſſion de pere, mere, ayeul ou ayeulle, au fils aiſné appartient pour ſon droict d'aiſneſſe & par preciput le Chaſteau, place & maiſon forte, auec l'enclos des foſſez, baſſe-court & iardins, qui ſont d'ancienneté du pourpris de la maiſon. Et au puiſné d'apres, appartient pareillement le ſecond Chaſteau, maiſon & place forte, ſi aucune en y a, auec la baſſe-court & iardins, lieux & pourpris comme deſſus. Et au tiers fils le troiſieſme Chaſteau & maiſon, ſi tant en y a. Et s'il y a plus de maiſons, que d'enfans, elles ſe diuiſent entre eux & leurs ſœurs en la maniere que les autres appartenances feodales. Article 151. Et a ledict aduantage lieu, tant és ſucceſſions de pere que de mere : en chacune deſquelles l'aiſné prend vne maiſon, & les puiſnez vne autre, en la maniere que deſſus : & encores qu'il n'y euſt qu'vne maiſon tenue en Fief, l'aiſné l'a doit auoir. Article 152. Si dedans la baſſe-court ou pourpris y auoit, &c. p. *à Laon.* Article 149. doit appartenir à celuy, à qui appartient ladicte maiſon & pourpris : & le profit de bannalité ſe depart entre les autres freres & ſœurs, ainſi que les choſes feodales. Article 153. Peut toutesfois l'aiſné ou puiſné prendre le profit de bannalité, en recompenſant ſes freres & ſœurs, és autres biens de la ſucceſſion, ou autrement à la commodité deſdicts autres freres & ſœurs. Article 154. Apres que l'aiſné & puiſné ont prins leur preciput & aduantage, le ſurplus des biens feodaux ſe diuiſe, en maniere que les fils puiſnez y prennent autant que l'aiſné, & ſe partagent entre eux egalement. Et où il y a filles auec les maſles, chacune des filles y prend la moitié de ce que faict vn fils, & deux filles autant que l'vn deſdicts fils ſeulement. Article 155. Toutesfois peut ledit aiſné, auquel par preciput eſt aduenu le Chef-lieu, recompenſer dedans l'an ſes coheritiers en autres heritages de Fief procedans de la ſucceſſion commune, de ce qui leur aduiendroit par ledict partage, des heritages & droicts feodaux, en la Seigneurie, en laquelle il a ladicte maiſon par preciput. Article cent cinquante ſeptieſme. Quand il n'y a que deux fils à partager, la ſucceſſion du pere ou de la mere, l'aiſné prend hors part le Chef-lieu, Chaſtel & maiſon, comme deſſus : & le ſurplus des Fiefs ſe partiſt egalement entre l'aiſné & le puiſné : ſinon qu'il y euſt autre maiſon, qui deuſt appartenir audict puiſné, en la maniere que deſſus. Et s'ils ſont pluſieurs puiſnez, partagent leſdicts Fiefs egalement, hors mis leſdicts preciputs, comme deſſus. Article 158. Et s'il n'y a qu'vn fils & vne fille, audit fils outre le principal manoir, appartiennent les deux tiers de tous les Fiefs, & l'autre tiers appartient à la fille. Article 159. S'il y a deux filles, auec le fils aiſné, l'aiſné prend autant que les deux filles, outre & pardeſſus ledict preciput. Et s'il y a pluſieurs filles, deux d'icelles prennent touſiours autant que le fils & non plus. Article cent ſoixante. Encores qu'il y ait filles plus aagees que les fils, ne laiſſe toutesfois ledit fils à prendre le droict d'aiſneſſe, & preciput comme deſſus.

REIMS Titre 3. Article 41. Le fils en ſucceſſion directe à cauſe des Fiefs aduenus en icelle, exclud ſa ſœur au droict & prerogatiue d'aiſneſſe : encores que ſadicte ſœur fut plus aagee que luy. Article 42. Le fils aiſné en chacune ſucceſſion de pere, mere, ayeul, &c. p. *à Mante.* Article premier. Principal manoir ou hoſtel Noble, encores qu'il n'y en ait qu'vn : & s'il y en a pluſieurs, celuy qu'il voudra auec † la baſſe-court deſtinee audict manoir, &

† *Ces mots,* auec la baſſe-court deſtinee audit manoir, & iardin ioignant audit manoir & baſſe-court, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

iardin ioignant audit manoir & basse-court. Prend en outre la moitié, des autres heritages Nobles & feodaux : & ses freres & sœurs auront l'autre moitié : en telle maniere que vn fils prendra autant que deux filles. Et s'il n'y a qu'vne fille, auec vn ou plusieurs fils, elle prendra la moitié de ce que prendra vn desdicts fils. Article quarante troisiesme. Si †† dedans ledict manoir, basse-court ou iardin y a moulins, &c. p. *à Mont-fort.* Article vnziesme. Le profit de la bannalité se partist, &c. p. *à Auxerre.* Article cinquante-quatriesme. iusques à ce mot, *Noblement*, inclus. Article 44. Si pres dudit manoir y a parc, &c. p. *à Mont-fort.* Article dixiesme. En terres de Fief & Seigneurie, si tant en y a: sinon és plus proches, &c. p. *à Mont-fort.* Article dixiesme. iusques à ce mot, *pourra*, inclus. Article 46. Peut ledict aisné, prendre l'autre moitié de Fief, où est assis le principal manoir, en recompensant dedans l'an & iour de la succession aduenue, ses puisnez, en terres d'autres Fiefs, estans de ladicte succession de pareille preeminence, valeur & commodité, qu'est ladicte moitié : autrement non. Article 46. Et s'il n'y a que deux fils seulement, l'aisné pour son droict d'aisnesse, prend par preciput & aduantage lesdicts manoir, basse-court & iardin : & le surplus de la succession directe, tant meubles qu'immeubles, soit Fief, ou roture, se partira entre luy & son frere egalement. Article 47. Et s'il n'y a qu'vn fils & vne fille, le fils outre ledict manoir, prend les deux tiers desdicts Fiefs, & la fille aura l'autre tiers. Article quarante-huictiesme. Et si en ladicte succession directe n'y a qu'vn hostel tenu en Fief, & y ait autres heritages tenus en roture, le fils aisné pour son droict d'aisnesse prend entierement & par preciput tel hostel & manoir, & outre partira lesdicts heritages egalement auec ses freres & sœurs. Article 49. S'il y a plusieurs Fiefs tant en succession de pere, que de mere, assis en diuers † Bailliages : à sçauoir l'vn au Bailliage de Vermandois, & l'autre au Bailliage de Vitry, ou autre Bailliage que celuy de Vermandois, le fils aisné en chacun desdicts Bailliages prend par preciput & aduantage i le droict d'aisnesse qui luy est deu en chascun desdicts Bailliages.

NOYON Titre premier. Article second. Entre Nobles quand aucun va de vie à trespas, delaissant plusieurs enfans, le fils aisné succede en tous les Fiefs & Nobles tenemens : à la charge d'vn Quint k à vie à ses puisnez, soient fils ou filles. Article quatriesme. Entre †† roturiers s'il y a plusieurs enfans, appartient la moitié au fils aisné, de ce qui est tenu en Fief : & l'autre moitié se diuise egalement entre les puisnez, soient fils ou filles. Et s'il n'y auoit que deux enfans, audit aisné appartiennent les deux tiers, & l'autre tiers au puisné, soit fils ou fille. Et neant-moins en chacun desdicts deux cas, & outre ce que dessus, au fils aisné appartient le principal manoir, si aucun en y a, auec la basse-court, fossez, iardin, precloture & aisement d'iceluy. Article cinquiesme. Et neantmoins peut ledit aisné, auoir ladicte moitié ou tiers des Fiefs, aduenu aux puisnez, en les recompensant endedans trois ans, en autres heritages de la succession si faire se peut : sinon en deniers comptans, eu estimation du denier xxx. pour les Fiefs, ausquels y a Iustice, Haute ou Moyenne ou Basse, & du denier xxv. pour les autres Fiefs, qui ne seroient de la preeminence & qualité susdicte. Article 7. Le fils a droict d'aisnesse sur ses sœurs, encores qu'elles soient plus aagees que luy.

S. QVENTIN Titre 3. Art. 32. En †† succession de gens roturiers ayans Fiefs, s'il y a plusieurs enfans, l'aisné masle prendra par preciput & aduantage, le principal manoir tenu en Fief, si aucun en y a, auec les fossez, basse-court, iardin & garenne estans en l'enclos d'iceluy manoir : & outre ce, la moitié de ce qui sera tenu en Fief : & au regard de l'autre moitié, se partira egalement entre les puisnez tant masles que femelles. Mais s'il n'y a que deux enfans, l'aisné prendra les deux tiers outre le manoir principal & precloture, comme dessus est declaré : & le second soit fils ou fille, l'autre tiers. Toutesfois pourra ledict

†† *Les Art. 43.44.45. & 46. ont esté de nouuel introduits.*

† *Ces mots,* En diuers Bailliages, *sont mis au lieu des anciens,* assis sous diuerses Coustumes. *Et consequemment sont mis audit Article, ces mots,* Bailliage ou Bailliages, *au lieu de ces mots,* Coustume ou Coustumes.

†† *Sur la lecture de deux anciés Articles a esté remonstré par Maistre Louys le Chastelain Lieutenant de Noyon, que lesdits Articles gisoient à reformation, mesmemẽt pour le regard des roturiers, & qu'il seroit besoin d'ensuiure la Coustume generale de Vermandois : par laquelle les Fiefs sont diuisez par tiers & par quart. Ce qu'a requis estre fait. Au contraire, a esté remonstré par Maistre Pierre Cordelier, Procureur Fiscal au Comté de Noyon, & par Maistre Antoine Hurdeau disans, qu'il n'estoit raisonnable que les Fiefs fussent diuisez: & que telle diuision viendroit à grand interest & incommodite des Seigneurs Feodaux. La matiere mise en deliberation, a esté pour le regard des roturiers ladite Coustume reformee & redigee ainsi qu'il est contenu ès Articles 4.5. 6. & 7. redigez pour Coustume nouuelle, & ce pour l'aduenir, sans preiudice du passé & des procez pendans, si aucuns en y auoit. Et quant aux Nobles pour le regard des Duchez, Comtez, Baronnies, Fiefs & Seigneuries tenus par eux, auons renuoye les parties en la Cour au lendemain des Roys, pour en estre par elle ordonné ainsi que de raison.*

†† *Sur les Articles 32. & 33. a esté dit par Maistre Claude Macaire Lieutenant de S. Quentin, que par l'ancienne Coustume inuiolablement obseruee iusques à luy, le fils aisné ou fille aisnee en defaut de masles succedoient à leur pere & mere*

i C'est à dire tel preciput & hors part, que la Coustume de chasque Bailliage luy donne.

k Quint à vie ou Quint viager est deu par l'aisné aux puisnez & est different du Quint datif, que les Coustumes d'Amiens. Art. 57. 59. 71. & 72. Ponthieu. Art. 20. 24. 26. Artois. Ar. 91. nommẽt Quint viager ou heredital, dont l'on peut disposer par testament. Par la Coustume d'Amiens, Art. 57. il est nommé Quint naturel & coustumier. Peronne. Art. 169. & 174. nomme le Quint viager ou heredital, qui appartient aux puisnez és heritages feudaux.

Source : BIU Cujas

tant Nobles que roturiers en la totalité desdits Fiefs : sauf aux puisnez le Quint à vie. Ce que ledit Macaire disoit auoir esté trouué des-raisonnable en l'assemblee qu'il auoit fait faire audit Sainct Quentin en vertu de noz Lettres de Commission : & que telle Coustume meritoit reformation. A ceste cause la matiere mise en deliberation, attendu qu'en l'assemblee s'est trouué petit nombre de Nobles, auons entant que touche lesdits Nobles remis ledit 33. Article à la Cour, & autres qui en dependent, pour par icelle estre ordonné par raison. Et quant aux enfans roturiers le contenu audit 32. Art. sera doresnauant garde, sans preiudice du passé, & proces pendans si aucuns en y a.

fils aisné recompenser ses puisnez & retirer à soy, la part de ce qui seroit tenu en Fief, à eux appartenant, comme dit est. Et ce dedans trois ans, à compter du iour de la mort de celuy, duquel lesdicts Fiefs sont escheus, en leur baillant des terres feodales ou roturieres de la succession, si faire se peut, & tant en y a: sinon en deniers comptans, à raison du denier xxx. pour leur part des Fiefs, où y auroit Haute Iustice, Moyenne & Basse: & au denier xxv. pour ceux où n'y auroit aucune Haute Iustice. Et au cas qu'il n'y auroit aucun manoir esdicts Fiefs, prendra le fils aisné pour son preciput & droict d'aisnesse, vn arpent ou septier de terre, soit en vignes, terres labourables, prez ou bois, à son chois & non d'auantage. Ausi demeureront lesdicts puisnez possesseurs, chacun de leur part & portion desdicts Fiefs, & en seront saisis dés ledict iour de la mort. Art. 33. Et quant aux Nobles, le fils aisné succede & est heritier seul de ses pere & mere, en tous leurs Fiefs qu'ils laissent par leurs trespas, esdicte Ville, Preuosté & Ressort: & en exclud tous les autres ses coheritiers, puisnez tant masles que femelles, iaçoit qu'il y ait filles plus aisnees que luy. Et s'il n'y a fils, la fille aisnee succede és Fiefs, ainsi que faict le fils quand il y en a: sauf toutesfois que les heritiers puisnez, ont esdicts cas & leur appartient comme heritiers vn quint à vie en chacun desdits Fiefs. Article 34. Quint viager feodal est droict de iouir par vsufruict, par les heritiers puisnez, leur vie durant seulement, & par le suruiuant d'eux tout tenant du quint du Fief ou Fiefs, qui sont escheus de succession, à leur coheritier aisné soit fils ou fille, par le trespas de leur pere & mere. Article 36. Tous heritiers puisnez tant masles que femelles ont autant chacun audit quint de Fiefs, l'vn que l'autre: sont † & se peuuent dire saisis de leur droict & part & former complainte tant contre leur frere aisné qu'autres. Art. 37. Si aucun ou aucuns des heritiers puisnez, se sont faicts maintenir & garder audit quint desdicts Fiefs, & non les autres, celuy ou ceux qui ont ce faict, iouiront seuls dudit quint, & non les autres. Mais quand ils s'y feront maintenir & garder ils en iouiront comme leurs coheritiers: & partiront ledit quint egalement. Et ausi à mesure qu'ils decedent accroist ledit quint au suruiuant, iusques au dernier. Article 38. Si deuant qu'iceluy quint soit reconsolidé & estaint, ledit heritier aisné qui a lesdicts Fiefs ou Fief, decede, l'aisné de ses enfans heritiers luy succede esdicts Fiefs, comme dessus est dit: sauf que ceux qui ont ledit quint en iouiront, comme ils faisoient: & les heritiers puisnez d'iceluy defunct auront le quint du reste desdits Fiefs. Article 39. Toutesfois, si celuy par le trespas duquel ledit Fief est escheu, estoit marié, & sa femme eust Douaire Coustumier sur ledict Fief, comme sera dict cy apres, prendra premierement ladite femme son Douaire: de sorte que les puisnez n'auront seulement, que le quint du reste. Et s'il y auoit l deux Douaires, le pareil se fera: Car par le droict escheu au subsequent, n'est celuy du premier diminué: mais à mesure que les Douaires s'estaignent accroist la part desdicts puisnez. Article 40. Lesdicts puisnez ont & doiuent auoir à cause de leurdit quint: la cinquiesme partie de chacun desdits Fiefs, pour le regard de ce qui en escheoit audit aisné, tant terres, maisons, Cens, rentes, prez, bois & heritages, & des Reliefs & quint denier des Fiefs qui en sont tenus, & dont est faict Relief: fors de Chambellage, où ils n'ont rien. Et sont ausi tenus iceux puisnez, contribuer pour leur part & portion aux charges anciennes, & autres qui estoient deuës sur les Fiefs és iours des trespas de leurdit pere & mere respectiuement, & dont lesdicts Fiefs, où ils prennent ledit Quint sont chargez: & aux menues reparations, entretenemens necessaires des heritages & gages des Officiers.

RIBEMONT Titre 8. Article 59. En †† ligne directe quant aux

Quint viager Feodal.

Puisnez sont saisis du Quint viager Feodal.

† *Ces mots, Sõt & se peuuẽt &c. iusques à la fin ont esté de nouuel adiousstez.*

Portion du Quint des puisnez decedez accroist aux autres puisnez suruiuans.

Puisnez quel droict ils ont à cause du Quint viager Feodal: à la charge de contribuer aux charges anciennes &c. pour leur part & portion.

l Voyez le Tit. 11. des Douaires cy dessous.

†† *Cest Art. 59 & autres qui en dependent en consequence d'iceluy, ont esté remis à la Cour pour y estre par elle pourueu, ouyes les parties ayans interest, ensemble le Procureur general du Roy, ainsi que de raison: & ce pour les remonstrances qui ont este faictes des incommoditez qui s'ensuiuent, par le moyen de ladite Coustume: & aussi qu'ils ne se sont trouuez aucuns Nobles de Ribemont.*

Source : BIU Cujas

Nobles pour raiſon des Fiefs, n'y a qu'vn heritier principal, qui eſt l'aiſné maſle là où il n'y a que filles Tellement que tous les puiſnez n'ont qu'vn Quint viager, qui retourne à l'aiſné apres le decés de tous les puiſnez, le dernier viuant tout tenãt. Art. 60. Entre † gens roturiers, les Fiefs ſe diuiſent par la moitié & par les deux tiers, les trois faiſans le tout. Art. 61. A l'aiſné maſle roturier, quand il y a pluſieurs enfans outre le manoir principal & ſes precloſtures appartient la moitié de ce qui eſt tenu en Fief, & l'autre moitié à ſes puiſnez. Et quand il n'y a que deux enfans, l'aiſné a les deux parts m de ce qui eſt tenu en Fief: l'autre puiſné, maſle ou fille, l'autre tiers. Et s'il y a manoir, pourra ledit aiſné choiſir & prendre à ſon profit vn arpent de terre, ſoit en pré, vigne ou autre terre, pour l'auoir & en iouir comme par preciput. Art. 62. L'aiſné peut recompenſer ſon puiſné ou puiſnez de la moitié ou du tiers, en luy baillant dedans trois ans à compter du iour du partage, autres heritages de la meſme ſucceſſion de pareille valeur: ſinon les pourra recompenſer en argent. Art. 63. La recompenſe eſt au denier xxx. où il y a Haute Iuſtice Moyenne & Baſſe, qui eſt trois mil francs pour cent liures de rente: & au denier xxv. quand il n'y a que Iuſtice, Moyenne & Baſſe: qui eſt par cent liures de rente, deux mil cinq cens liures. Art. 70. Les puiſnez qui prennent Quint, le prennent ſur tous les emolumens & ſur ce qui prouient de Fief, comme Reliefs, droicts Seigneuriaux & feodaux: hors mis le droict de Chambellage, qui appartient à l'aiſné ſeul. Art. 71. Auſſi ſont tenus pour portion de leur Quint contribuer aux charges. Art. 72. Le pere & la mere peuuent aſſigner quelque choſe à leurs puiſnez, au lieu de leur Quint, & ſont au chois d'accepter ce qui leur auroit eſté dõné pour le Quint. Art. 73. Au lieu du Quint les pere & mere peuuent donner aux puiſnez quelque choſe à perpetuité. Et ne ſera ce qui eſt baillé pour recompenſe ſuiet à retourner à l'aiſné: mais appartiendra à leurs enfans. Art. 74. Auſſi ne retourne à l'aiſné & ne luy accroiſt le Quint viager: lequel par le decés d'aucuns puiſnez, accroiſt aux autres puiſnez & ſucceſſiuement. Mais la propriété retourne audit aiſné, apres la mort deſdicts puiſnez, le dernier tenant le tout, comme dit eſt. Art. 75. Quand le pere a aſſigné quelque choſe pour le Quint viager à ſes puiſnez, les puiſnez le doiuent releuer du S. principal. Si l'vn des puiſnez demande ſon Quint viager, il l'aura ſeul: à la charge d'en laiſſer iouir les autres, s'ils en veulent iouir par apres. Art. 76. Les puiſnez pour le Quint viager, peuuent former complainte & eux en dire ſaiſis, tant en l'encontre de leur aiſné, que contre tous autres, qui les troubleront. Art. 77. Si le pere ou mere ont diſpoſé du Quint de leur Fief à l'vn de leurs enfans, les autres puiſnez ne laiſſent d'auoir leur Quint, qui ſe prendra ſur les autres parts & portions: ſans prendre aucune choſe de ce qui a eſté donné pour ledit Quint en heritage.

Coucy Titre troiſieſme. Art. cinq. Entre †† Nobles en ligne directe, l'aiſné emporte tous les Fiefs: reſerué que les puiſnez emportent vn Quint à vie. Et ont deux filles autant qu'vn fils, & prend vn fils autant que deux filles. Article ſixieſme. Entre roturiers en ligne directe, l'aiſné quand il y a pluſieurs enfans, prend outre le manoir principal tenu en Fief & precloſtures, la moitié de ce qui eſt tenu en Fief: l'autre moitié ſe partiſt egalement entre les autres enfans, ſoient maſles ou femelles par egale portion. Et quand il n'y a que deux enfans, l'aiſné maſle, outre le manoir principal prend les deux parts de ce qui eſt tenu en Fief, les trois parts faiſant le tout: l'autre tiers appartenant aux puiſnez, ſoient maſles ou filles. Toutesfois l'aiſné pourra recompenſer ſon puiſné ou puiſnez, du tiers ou de la moitié, qui leur ſeroit aduenu, en leur baillant dedans trois ans en recompenſe heritages eſtans de ladicte ſucceſſion, ſi faire le peut: ſinon en deniers contens à raiſon du denier trente, où il y auroit Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe: & du denier xxv. où il n'y auroit Haute Iuſtice, encores qu'il y ait Moyenne & Baſſe Iuſtice.

Amiens Titre quatrieſme. Atticle 71. Quand † aucun va de vie à treſpas, delaiſſant pluſieurs enfans fils & filles, à l'aiſné maſle, & en faute de maſles, à la fille aiſnee, appartiennent les heritages feodaux Nobles, abbregez ou reſtraincts, que le defunct poſſedoit au iour de ſon treſpas, à la charge d'vn Quint heredital aux autres enfans, ſi apprehender le veulent, qui ſe diuiſe entre eux n par egale portion. Art. 72. Auquel Quint heredital n'eſt comprins le

m dont les trois font le tout.

† *Ces Art. 60. 61. 62. & 63. ont eſte de l'aduis des Eſtats adiouſtez pour iceux eſtre gardez & obſeruez pour l'aduenir & ſans preiudice du paſſé, & des droicts acquis & procés pendans ſi aucuns en y a. Les Eſtats ont remonſtré que pour le regard des roturiers ne peut venir en conſideration la faueur de la conſeruation des maiſons telle, que pour le regard des Nobles.*

†† *Sur les 5. 6. 7. & 8. a eſté remonſtré par l'Aignelet, aſſiſté de Morlin & Floreau, Procureurs audit Coucy, qui ont dit, que par l'ancienne Couſtume, l'aiſné emporte tous les Fiefs: reſerué que les puiſnez auront ſeulement le Quint à vie: & en auoient deux filles autant qu'vn fils: & qu'il y auoit droict d'aiſneſſe en ligne collaterale: mais s'il n'y auoit que filles, elles partiſſoient egalement: que ladite Couſtu-*

n Quid ſi de quatre puiſnez il en meurt tres, apres le decés de leur pere ou mere ſans auoir faict aucune declaration: le quatrieſme pretend qu'il doit auoir tout le Quint viager, & que la clauſe ſuiuante portee par ceſte Couſt. s'entend apres l'apprehenſion, ou à tout le moins apres l'acceptation. Ce qui eſt vne choſe treſfauorable: mais cela depend de la façon & couſtume d'en vſer. C. M.

Source : BIU Cujas

me auoit touſiours eſté gardee & obſeruee pour conſeruer les maiſons & entretenir les Chaſteaux & lieux forts contre les ennemis pour la defenſe du pays, qui eſt limitrophe, & qu'à ce moyen elle deuoit demourer à tout le moins pour les perſonnes Nobles: & que pour les roturiers, elle deuoit eſtre reformee. Par ledit Fauſtre pour la Nobleſſe, a eſté ſouſtenu que pour le regard des Nobles, elle deuoit demourer: toutesfois qu'il auoit charge pour le Sieur de Landricourt, & pour les Grenetier & Contreroulleur de la Gabelle Coucy, de remonſtrer que telle Couſtume eſtoit pernicieuſe, pour le regard des Fiefs en ligne collaterale: & qu'en ladite ligne les Fiefs ſe doiuent partir egalement. Et par Vaurrois Aduocat à Reims pour Philippes de Courtignon a eſté dict & ſouſtenu, que ladite Couſtume en ligne collaterale deuoit demourer: & que ſuiuant icelle, il auoit obtenu Arreſt en la Cour de Parlement en l'an 1543. A quoy ledit Fauſtre a dit que ledit procés n'eſtoit encores vuidé au petitoire, & eſtoit pendant pardeuant le Bailly de Coucy. Par ledit Vaurois aſſiſté de Georges Cauche Grenetier de Coucy & Iean Gallet Maieur dudit lieu, pour le tiers Eſtat, à remonſtré qu'il eſtoit expedient pour le regard des perſonnes roturieres d'admettre la diuiſion des Fiefs, tant en ligne directe que collaterale: & que pour le regard des Nobles la Couſtume ancienne deuoit demourer pour la conſeruation des maiſons. La matiere miſe en deliberation, auons ordonné pour le regard des Nobles que les parties ſont renuoyees au lendemain des Roys en la Cour, pour elles ouyes, enſemble le Procureur du Roy, ordonner ce que de raiſon. Et neant-moins ſuiuant l'aduis & conſentement des Eſtats pour le regard deſdits Nobles, & par prouiſion ſeulement, leſdits Articles demeureront comme ils ſont eſcrits. Et quant aux roturiers a eſté ordonné, pour l'aduenir & ſans preiudice du paſſé, des droicts acquis & procés pendans, ſi aucuns en y a, que la Couſtume ſera reformee ainſi qu'il eſt contenus 7. & 8. Articles.

† *Les Articles ſeptante-vn, ſeptante deux, ſeptante trois, ſeptante quatre, ſeptante cinq, ſeptante ſix, ſeptante ſept, ſeptante huict, octante & octante-vnieſme, ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, & mis au lieu du trente-neufieſme Article ancien: Lequel a eſté abrogé, nonobſtant les oppoſitions faictes par le Cardinal de Crequy, qui a dit auoir Couſtume Locale contraire en ſa terre de Damp-martin: & par leſdits l'Eſcouuette & Vaillant pour le Cardinal de Chaſtillon, que par la Couſtume de ſon Vidamé de Gerberoy, à l'aiſné maſle appartient ſeulement les deux parts des Fiefs eſcheus par ſucceſſion directe, & l'autre tiers aux autres enfans. Et s'il n'y a enfans maſles, les filles ſuccedent egalement. Le Procureur du Roy ſouſtenant au contraire, & diſant que leſdits Articles doiuent demeurer purement & ſimplement, attendu qu'ils ne faiſoient apparoir des Couſtumes par eux alleguees, & n'auoient eſté par cy deuant decretees. Auſquelles parties auons donné acte de leur dire, & ordonné que leſdicts Articles paſſeront ſans preiudice de leurs droicts: deſquels ils feront apparoir par titres ou poſſeſſions immemoriales s'aucunes en ont.*

principal manoir, pourpris & accinct dudict Fief: ains demeure entierement à l'aiſné, & n'y prennent rien les puiſnez. Article ſeptante trois. Auſſi demeure & appartient entierement à l'aiſné la prouiſion & inſtitution des Officiers, fruicts & emolumens de la Iuſtice & preſentation aux Benefices. o Article ſeptante quatre. Peut ledict fils aiſné, ſi bon luy ſemble recompenſer ſes puiſnez du Quint heredital, en autres terres de la ſucceſſion de pareille valeur & eſtimation, s'il y en a pour ce faire. Article ſeptante cinq. Et s'il n'y a terres, le peut racheter à raiſon du denier xx. & ce dedans trois ans apres que ledict aiſné ſera paruenu en l'aage de vingt-cinq ans: & ledict temps paſſé, n'y ſera plus receu. Article ſeptante ſix. Pendant lequel temps de faculté de rachat les puiſnez ſont tenus vſer dudict Quint comme bon pere de famille, ſans rien demolir ou coupper les bois de Haute Fuſtaye. Article ſeptante ſept. Pour ledict rachat ne ſont deuz aucuns profits Seigneuriaux au Seigneur dont le Fief eſt mouuant. Article octante. Ledict Quint eſt tenu aux charges & debtes de la ſucceſſion, *pro rata* de l'emolument tant ſeulement. Article octante-vn. La part des puiſnez qui ſ'abſtiennent d'apprehender ledict Quint, ou l'ayant apprehendé, decedent ſans enfans ou ſans en auoir autrement diſpoſé, accroiſt aux autres puiſnez, qui le veulent apprehender, & non à l'aiſné: mais ſi tous eſtoient decedez ſans enfans, & ſans en auoir diſpoſé, leſdictes portions retournent & ſont re-vnies au Fief, dont elles ſont parties, pour eſtre vn ſeul fief, & non pluſieurs.

S. Pol Titre premier. Article premier. Quand aucun va de vie à treſpas, iouiſſant d'vn ou pluſieurs anciens manoirs cottiers, amaſſez, non amaſſez, delaiſſant pluſieurs enfans tant maſles que femelles, à l'aiſné maſle competent & appartiennent tous les manoirs, ſans ce que ſes freres & ſœurs y puiſſent aucune choſe demander: ſinon és granges, mareſchaucees, eſtables & bois croiſſant reputez blancs bois, qui ſont partables entre tous les enfans autant à l'vn comme à l'autre: ſauf que l'heritier principal, les peut retenir pour la priſee, qui de ce ſeroit faicte par gens à ce cognoiſſans. Et ſi le decedant ne laiſſe que femelles, à l'aiſné appartiennent tous les manoirs, aux charges deſſuſdictes. Article deuxieſme. Tous manoirs, prez & iardins amaſſez ou non amaſſez, ſont reputez anciens manoirs, quand ils ont eſté en tel vſage l'eſpace de quarante ans continuels.

S. Pol Titre 3. Article ſeptieſme. p. *a S. Pol.* Article 2. Continuels enſuiuans l'vn l'autre.

o Cela eſt contre l'opinion des Canoniſtes qui diſent le droict de Patronnage appartenir à tous les heritiers, & non à l'aiſné ſeul. can. filiis 16 q. 7. cap. cum ſeculum. Extra De iure patronat. Clement. ſi plures eod. tit. & ibi Gloſſa. Ceſte Couſtume veut à bon droict appartenir à l'aiſné ſeul qui doit meſmes retenir les dignitez, prerogatiues, authoritez & preeminences, comme il eſt porté in cap. licet 6. De voto & voti redempt. Vide Gloſſam in Clem. Paſtoralis De re iudic. Au reſte, pour le droict de Quint reuenant aux puiſnez, fut par Arreſt du quatrieſme iour de Ianuier, mil cinq cens ſeptante cinq, pour les Damoiſelles Dailly filles de defunct Maiſtre Antoine Dailly, ayant le Quint en vn certain Fief, criee & adiugé pour le tout pour debtes de leur frere aiſné, ap-

Source : BIU Cujas

pellantes de la Sentence de diſcuſſion du Bailly d'Amiens ou ſon Lieutenant, dict mal iugé, bien appellé, & emendant le iugement, permis auſdictes appellantes de prendre leur Quint, comme la legitime, in corporibus hæreditariis, par diſtraction eſtant par ledict Arreſt iugé que ledict Quint ne peut eſtre chargé de charges perſonnelles, ains ſeulement des reelles foncieres. Et fut depuis ceſt Arreſt confirmé par autre ſecond Arreſt du ſeiziesme iour de Decembre, mil cinq cens ſeptante ſept, en plaidant pour vne deſdictes filles appellante, de ce qu'à ſon preiudice on auoit adiugé toutes les parts à vn Fermier : lequel ayant faict dire nonobſtant l'appel, fut declaré bien intimé, & condamné és deſpens. Vide Ioan. Gall. Qu. 360.

CHAVNY Titre quatrieſme. Article ſeptante. Quand pere ou mere va de vie à treſpas, ayant Fiefs d'vn ou pluſieurs ſituez & aſſis dedans les fins, termes & limites du Bailliage & Preuoſté de Chauny, delaiſſez pluſieurs enfans fils & filles, l'aiſné fils, ſi pluſieurs en y a, ou ſ'il n'y en a qu'vn, poſé qu'il fut puiſné des filles, doit auoir & emporter entierement tous les Fiefs : à la charge d'vn Quint à vie aux puiſnez & filles : leſquelles filles & puiſnez doiuent partir egalement entre eux ledict Quint à vie. Et ſi doiuent faire maintenir & garder leſdits puiſnez auant qu'ils en puiſſent aucune choſe receuoir.

PONTHIEV Titre premier. Article premier. Quand aucune perſonne iouiſſant & poſſedant d'aucuns biens meubles ou immeubles, choſes foncieres, reelles & proprietaires, ſituez en ladicte Comté, ſoit qu'elles ſoient tenues noblement & en Fief ou cottierement, & qu'elles ſoient de l'acqueſt ou heritage du treſpaſſé ſ'il decede inteſtat, & qu'il delaiſſe en ligne directe pluſieurs de ſes enfans, ſoient maſles ou femelles, à l'aiſné maſle d'iceux appartient la ſucceſſion : ſuppoſé qu'il y euſt femelles aiſnees dudict maſle: & ſi la ſucceſſion chet entre femelles, ſans ce qu'il y ait maſle auſſi prochain qu'elles au defunct, à l'aiſnee d'icelles femelles appartient la ſucceſſion : ſauf que les autres enfans du treſpaſſé y ont vn Quint viager ſeulement, pour eux enſemble ſi apprehender le veulent. Et ſi aucun ou aucuns deſdicts enfans puiſnez, va de vie à treſpas apres l'apprehenſion par luy faicte du Quint, ſa part & portion retourne à l'heritier, & non en rien aux enfans. Titre troiſieſme. Article 60. Quand aucune perſonne iouiſſant & poſſedant d'aucuns heritages autres que l'heritier, auquel appartient la ſucceſſion, le Quint viager deſdicts heritages appartient aux autres enfans, autant à l'vn comme à l'autre, & à chacun par egale portion dudict Quint. Et ſi aucun d'iceux enfans va de vie à treſpas, ſa portion qu'il auoit dudict Quint, reuient aux quatre parts, au profit de l'heritier, & n'y ont les autres puiſnez aucun droict en la portion qu'auoit le mourant. Et ſi tous les puiſnez decedent par treſpas, tout leur reuient auec les quatre parts. Article ſoixante-vnieſme. On n'a rien au Quint de viure naturel, qui ne l'apprehende, & pert on les leuees eſcheuës iuſques à ce qu'on les apprehende deuëment par miſe de faict, tenue & decretee de droict faicte par auctorité de Iuſtice, ou par conſentement de l'heritier, & que le Seigneur, dont l'immeuble eſt tenu, ne ſoit euoqué & ſeruy de ſes droicts Seigneuriaux. Toutesfois pour l'apprehenſion dudit Quint, ne ſont deuz aucuns droicts Seigneuriaux aux Seigneurs, dont ledict quint ſeroit tenu.

BOVLLENOIS Titre vingtieſme. Article 63. En ſucceſſion de pere & de mere en heritages feodaux, au fils aiſné appartiennent iceux heritages, à la charge du quint deu aux autres enfans eſdicts Fiefs, ſi apprehender le veulent, en faiſant l'apprehenſion & limitation à communs deſpens. Et †† ne payeront les puiſnez aucun Relief à leur aiſné pour leurs portions dudict quint, mais venus en aage ſeront tenus faire la foy & hommage à leur aiſné, ou autre Seigneur des quatre parts, & aduenant la mort deſdicts puiſnez, leurs heritiers ſeront tenus de releuer du Seigneur des quatre parts, de Relief, tel que le corps principal du Fief, duquel ledict quint eſt tenu, & la portion non apprehendee demoure au gros du Fief, & Seigneur des quatre parts, & n'y ont aucun droict les autres enfans. Et * quant audict quint, ſera tenu l'aiſné faire diuiſion & ſeparation d'iceluy quint à ſes freres puiſnez à deſpens communs. Et * où il ſeroit de ce faire refuſant ou delayant, iceux puiſnez iouiront par indiuis de leur quint auec leur aiſné, iuſques à ce que la ſeparation ſoit faicte, & à communs deſpens. Art. 64. Leſdits fiefs ſe quintent tant ſeulement aux puiſnez en ſucceſſion de pere & de mere. Art. 65. En ladite ſucceſſion le maſle exclud la femelle encores qu'il ſoit puiſné: en ſorte que la ſœur ne peut demãder que ſon quint, encores qu'elle ſoit aiſnee. Et s'il n'y a qu'vn fils, poſé que les filles ſoient plus aiſnees que luy, il ſuccede eſdits fiefs, à la charge & en la forme deſſus declaree. Art. 68. On vſe en cas pareil des fiefs acqueſtez delaiſſez ab inteſtat.

†† *Ces mots* Et ne payerõt *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs*, Et ſera tenu ledit aiſné faire diuiſion & ſeparation dudict Quint à ſes, *&c. P. V.*

* *Al.* Et où l'aiſné ſeroit refuſant de faire ladite ſeparation, leſdicts puiſnez iouiront, *&c.* ſoit faicte à communs deſpens, *&c. P. V.*

Source : BIU Cujas

La Salle de Lille Tit.2.Art.19. Quad pere ou mere, fine vie par treſpas, delaiſſant enfans viuans de leal mariage, & vn ſeul fief tenu & dependant de la Salle de Lille, patrimonial ou acqueſté, tel fief ſuccede & appartient au fils aiſné, & en faute de fils, à la fille aiſnee: & ſ'il y a pluſieurs fiefs tenus ou dependans, comme deſſus, & pluſieurs fils, à l'aiſné fils ſuccede & appartient le meilleur à ſon chois: & aux autres puiſnez auſſi par chois, à degré d'eage les autres fiefs, tant qu'ils durent. Et ſe plus y a de fiefs, que de fils, l'aiſné recommence à choiſir, & les autres conſequemmẽt, en excluant les femelles. Et en faute de fils, leſdits fiefs ſuccedent aux filles en la maniere dicte, & en fief ou en fiefs delaiſſez de grand pere ou grand mere, en defaute d'enfans, leurs nepueux & niepces y ſuccedent comme deſſus. Art.21. Vn ou pluſieurs fils ou filles, peuuent repudier les fiefs ou fief a eux eſcheus par chois, & eux tenir au droict de Quint. Art.22. Tous Fiefs patrimonieux delaiſſez d'vn treſpaſſé en faute d'heritier deſcendant de luy, ſuccedent par ſon treſpas à ſon plus prochain hoir maſle, tenant de la coſte & ligne, dont leſdits fiefs procedent. Et en faute de maſle en pareil degré, leſdits fiefs ſuccedent à l'aiſnee femelle, comme deſſus. Art.23. Fiefs acqueſtez en defaute d'heritier deſcendant du treſpaſſé ſuccedent & appartiennent à l'aiſné & plus prochain parent maſle de tel treſpaſſé, de quelque coſté que ce ſoit. Et en faute de maſle en pareil degré, la femelle aiſnee, y ſuccede, comme deſſus. Tit.3. Art.1. Par la Couſtume, quand pere ou mere fine ſes iours, heritier d'vn ou pluſieurs Fiefs dépendans de noſtre Salle de Lille, aux fils & filles non ayans ſuccedé en aucun deſdits fiefs, compete & appartient droict de Quint, qui eſt le v. du fonds & proprieté, prouſits, reuenus & eſcheances deſdits fiefs ou fief, chacun egalement: & appartient ſeulement ledit droict de Quint aux enfans, par le treſpas de pere ou de mere. Art.2. Droict de Quint n'eſt deu, ſ'il n'eſt apprehendé iudiciairement ou conſenti par l'heritier: & ſe prend en tel eſtat que lors ſont leſdits fiefs ou fief. Art.3. Droict de Quint ſe doit eclipſer, quand bon ſemble au principal heritier dudit Fief, aux deſpens de celuy qui l'apprehende, ou à luy conſenti, au moindre dommage dudit fief que faire ſe peut, ſans prendre ne du pire n'y du meilleur. Et ſe ledit heritier ne fait faire ledit eſclipſement, l'ayant droict de quint le peut faire à tels deſpens & comme deſſus. Art.4. Vn Fief ne ſe doit quintier, que de xl.ans en xl.ans, ou cas qu'en dedans ledit temps, iceluy droit de quint, ait eſté eclipſé realement, ou ſoit courant par apprehenſion ou conſentement. Et n'empeſche ſe ledit quint a eſté baillé par eſtimation ou recompenſe pecunielle. Art.5. Quand celuy à qui ledit quint ou portion d'iceluy eſt eſcheu, fine ſes iours ſans l'auoir iudiciairement apprehendé, ou luy eſté conſenti par l'heritier, iceluy droict eſt eſtaint & conſolidé, des l'inſtant dudit treſpas au gros du fief, au profit de l'heritier d'iceluy. Art.6. L'heritier d'vn quint de fief eclipſe, a telle Iuſtice, que l'heritier du principal Fief. Art.7. L'heritier de quint ou portion de quint ſeparé d'vn Fief non aiant Iuſtice de Vicomte, le doit tenir du Seigneur, duquel le principal Fief eſt tenu, & à ſemblable Relief. Et ſe audit Fief principal a Iuſtice de Vicomte ou en deſſus, il a option tenir ledit Quint ou portion à tel Relief que deſſus, ou autre, pour lequel il peut conuenir, dudit Fief ou du Seigneur dont ledit Fief eſt tenu. Art.8. Pour apprehenſion de quint ou portion de quint, l'on n'eſt tenu ou reputé hoir du treſpaſſé, heritier du Fief principal ne ſubmis aux debtes, charges & obligations d'iceluy: neantmoins pourſuiuable pour leſdites debtes, charges & obligations par les crediteurs. Et tel pourſieuy a ſon recouurier ſur les heritiers du treſpaſſé. Art.9. Vne perſonne pour quelque generale renonciation qu'elle face de ſucceſſion & hoirie, n'eſt pourtant priuee de ſon droit de quint: ſe par expres, elle n'y a renoncé, ou qu'elle en ſoit valablement deboutee. Art.10. Quint n'eſt deu ſur fiefs poſſeſſez & apprehendez à titre particulier, ains ſeulement ſur Fiefs apprehendez & poſſeſſez à titre vniuerſel.

Bappalmes Tit.1.Art.8. Tous Fiefs procedans d'acqueſte, ne ſe quintent point: ains ſeulement ceux venans de ligne depuis xl. ans complets: ſ'il n'auoient eſté quintez. Et ſi tel laps de temps eſtoit expiré depuis le dernier quintement, ils ſeroient quintables. Tit.2. Art.6. Quand aucun ſe marie en deuxieſme nopces, audit Bailliage de Bappalmes: & que chacun deſdits mariages y a enfant: au fils aiſné du premier mariage appartiennent les Fiefs: ſuppoſé qu'ils auroient eſté acqueſtez conſtant le ſecond mariage.

Nedonchel Art.2. Et quant aux droicts de ſucceſſeurs * apres le decés des peres & meres, l'aiſné maſle emporte le Fief à la charge du Quint: ou en faute de fils, la fille aiſnee.

Peronne Tit.8.Art.169. Entre † Nobles en ſucceſſion directe, le fils

* *Alias, de ſucceſſions.*

† *Ceſt Art. 169. eſt ancien par toutes leſ-*

Source : BIU Cujas

dites Preuoſtez: excepté en ce qu'aux puiſnez maſles & femelles, eſt baillé es Fiefs vn Quint heredital ou par l'ancienne Couſtume n'eſtoit que viager. Laquelle Couſtume comme dure & inique le Procureur du Roy ce requerant a eſté abrogee.

aiſné, où il y a fils: & ſ'il n'y a fils, la fille aiſnee, ſuccede aux Fiefs, & n'ont les autres puiſnez fils & filles enſemble qu'vn Quint heredital éſdits Fefs, ſans y comprendre le chaſtel & principal manoir & pourpris d'iceluy, auquel les puiſnez ne prennent rien, ains appartiennent entierement à l'aiſné: le tout ſi le pere ou mere, ayeul ou ayeule, n'en auoient autrement diſpoſé par donation entre vifs ou par teſtament. Art. 170. Et †† neantmoins ledit aiſné fils ou fille, peut retirer de ſes puiſnez le dit Quint, en les recompenſant en autres heritages roturiers de la ſucceſſion, & ſ'il y en a aſſes en la ſucceſſion pour ce faire. Et ſ'il n'y en a aſſez, ou qu'il n'y en ait point du tout, peut ledit aiſné les recompenſer en argent, à raiſon du denier xx. pour ce qui eſt du coſté de Vermandois & Artois: & du denier xxv. pour ce qui eſt du coſté de France, au deça de la riuiere de Somme. Art. 171. Laquelle recompenſe ſe doit faire trois ans apres la ſucceſſion eſcheue, ſi les fils ou filles aiſnez ſont maieurs de xxv. ans. Et ſ'ils ſont mineurs, ledit temps de trois ans doit courir du iour de la maiorité ſeulement: & lequel temps de trois ans paſſé, ledit aiſné ou aiſnée n'eſt plus receu à faire ladite recompenſe. Art. 172. Pour laquelle recompenſe ainſi faicte dans ledit temps, n'eſt deu aucun profit au S.F. dont leſdites choſes ſont tenues & mouuantes. Art. 174. Ledit Quint heredital n'a lieu és Duchez, Marquiſats & Comtez dudit Gouuernement, éſquels les puiſnez enſemble n'ont qu'vn Quint viager, franc & quitte de debtes: tout le ſurplus appartenant au fils aiſné, ou à la fille aiſnee ſ'il n'y a que fille. Art. 175. Ledit † Quint heredital baillé aux puiſnez accroiſt, entre iceux puiſnez freres & ſœurs, ſ'il n'y a enfans du decedé, comme auſſi fait le viager: lequel auec ledit heredital ne reuient à l'aiſné, que les puiſnez ne ſoient decedez. Art. 176. Et ſi †† ledit aiſné decede ſans hoirs de ſa chair, l'aiſné d'apres luy ſuccede éſdits Fiefs entierement: & en ce cas la portion qu'il auoit audit Quint heredital ou viager, auec ſes puiſnez, ou en la recompenſe qu'il a eu en iceluy, accroiſt aux autres puiſnez par egalle portion. Art. 177. Le pareil ſe garde entre les ſœurs n'ayans aucuns freres. Art. 180. Entre † roturiers en ſucceſſion de Fiefs appartient à l'aiſné, pour ſon droict d'aiſneſſe & par preciput de chacune ſucceſſion de pere & mere, le chef lieu & manoir Seigneurial, tel qu'il voudra choiſir, de pluſieurs en tout ledit Gouuernemẽt auec la baſſe-court, foſſez, iardins, cloiſtres & pourpris anciens, encores qu'en tout le Gouuernement n'y euſt qu'vn ſeul manoir. Et où il y en auroit pluſieurs & en diuerſes Preuoſtez dudit Gouuernement, n'en prendra qu'vn en tout ledit Gouuernement pour chacune ſucceſſion: à ſçauoir vn en celle du pere, & vn en celle de la mere, & telle qu'il voudra choiſir en chacune d'icelle. Art. 181. Et †† le ſurplus de tous les manoirs & Fiefs, ſe partit, de maniere ſ'il n'y à qu'vn puiſné, fils ou fille, à l'aiſné appartient les deux tiers par tout en chacune deſdites Preuoſtez, & l'autre tiers audit puiſné. Art. 182. Et ſ'il y a pluſieurs enfans puiſnez fils ou filles, appartient audit aiſné, outre ſon preciput de manoir, la moitié dudit ſurplus, & aux puiſnez l'autre moitié qui ſe diuiſe entre eux, ſoient fils ou filles egalement. Art. 183. Et ſ'il n'y a que filles, l'aiſnee prend en chacune deſdites ſucceſſions contre ſes ſœurs puiſnees, tout ainſi & en la maniere que le fils aiſné contre ſes freres puiſnez. Art. 184. Neantmoins l'aiſné fils ou fille peut retirer & auoir de ſes puiſnez ou puiſnees la part à eux appartenant éſdits Fiefs & manoirs, en les recompenſant en autres heritages roturiers de ladite ſucceſſion, ſ'il y en a: ſinon en argent dedans le temps au pris & en la maniere que dit eſt, entre les Nobles. Et pour laquelle recompenſe n'eſt auſſi deu profit au S. F. Art. 185. En faiſant leſquels partages, leſdits Fiefs ſe partagent le plus egalement que faire ſe pourra.

ARTOIS Tit. 2. Art. 94. En ſucceſſion de pere ou de mere, en heritages feodaux, ſoient patrimoniaux ou d'acqueſts, au fils aiſné appartiennent tous iceux Fiefs, à la charge du Quint tant ſeulement, qui ſuccede & eſchet à tous les puiſnez par egale portion, ſi apprehender le veulent. Art. 95. Fiefs ne ſe quintent, ſinon en ſucceſſion de pere & de mere, & non en ſucceſſion de grand pere ou de grand mere ny autrement. Art. 103. Si aucuns des puiſnez delaiſſent à apprehender leur p part & portion du Quint, telle part non apprehendee demeure au gros du Fief. Art. 104. Si le Quint ou portion du Quint releué ou apprehendé ſuccede à l'aiſné comme à l'heritier du puiſné mort ſans hoir en ligne directe, iceluy Quint ou portion de Quint ne ſe reconſolide au gros du Fief: mais demeu-

†† *Ces Art. 170. 171. 172. 173. & 174. ont eſté en conſequẽce du precedent Art. & pour moderation & interpretation d'iceluy de nouuel introduits.*

† *Ceſt Art. 175 eſtoit anciẽ pour le regard du Quint viager, & pour ledit Quint heredital a eſté de nouuel introduit en cõſequence des precedens Art.*

†† *Les Art. 176. & 177. ont eſté pour le regard du Quint heredital ſeulement & en conſequence des precedens Art. de nouuel introduits.*

† *Ceſt Art. 180. a eſté de nouuel introduit. Car par l'ancienne Couſtume dudit gouuernement n'y auoit difference en ſucceſſion de Fiefs entre les Nobles & les roturiers.*

†† *Ces Art. 181. 182. 183. 184 185. & 186. ont eſté de nouuel introduits en cõſequence du precedent Art.*

Quint de Fief quand a lieu ou non.

p Sçauoir eſt quand apres l'acceptation ils n'vſent du droict de Quint, ou ſans enfans

Source : BIU Cujas

en vient: parce qu'ils ont fait part & portion. Secus s'ils y ont renonce & repudie, ou sont inhabiles, parce qu'ils ne font point de part auec les autres puisnez habiles & acceptans ledit Quint, qui ne leur demoure entier iure decrescendi. C. M.

rent Fiefs nouueaux, comme ils estoient és mains du puisné & à pareils droicts & Reliefs.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 8. En Fiefs situez audit pays escheuz par succession de pere ou de mere, s'il n'y a qu'vn Fief patrimonial ou acquesté, tel Fief succede & appartient au fils aisné, & en faute de fils à la fille aisnee. Art. 9. Et s'il y a plusieurs Fiefs d'vne mesme succession & vn seul fils & plusieurs filles, audit fils succedent & appartiennent tous les Fiefs. Art. 10. Et s'il y a plusieurs Fiefs & plusieurs fils, à l'aisné fils succede & appartient le meilleur à son chois, & aux autres fils puisnez, par chois & à degré d'aage, les autres Fiefs tant qu'ils durent. Art. 11. Et si plus y a de Fiefs que de fils, l'aisné recommence à choisir, & les autres cõsequemment par tout iusques a partage total desdits Fefs. Art. 12. Et ce a lieu en chacune succession aussi bien de la mere que du pere. Car quelque Fief que l'aisné ait de la succession de son pere, si choisit il aussi és Fiefs venans du costé de sa mere, & le second & les autres ensuiuant. Art. 13. Et en faute de fils, lesdits Fiefs succedent aux filles en la maniere deuant dite. Art. 14. Tous fiefs patrimoniaux delaissez d'vn defunct, en faute d'heritier descendant de luy succedent par son trespas à son plus prochain aisné hoir masle, venant de la ligne & agnation dont lesdits Fiefs procedẽt & en faute de masle en pareil degré, les Fiefs succedent à l'aisnee femelle. Art. 15. Toutesfois en succession de Fiefs venans de pere ou de mere du defunct & non de plus haut, le nepueu ou niepce venant du frere ou de la sœur du defunct, doit estre preferé à l'oncle ou tante d'iceluy defunct. Art. 16. Fiefs acquestez par le defunct, à defaut d'hoirs descendans de luy, escheent & succedent à l'aisné plus prochain hoir masle dudit defunct: sauf qu'en pareil degré le masle de son agnation, est preferé au masle qui n'est de son agnation. Art. 17. En faute de masle, en pareil degré, la femelle aisnee plus prochaine y succede. Art. 18. Fief ne remonte point en Cambresis: c'est à sçauoir quand en ligne directe y a hoirs descendans, les ascendans en ladite ligne n'y peuuent venir. Et que Fief venant du costé maternel, ne remonte à la mere, encore que le fils ou fille, à qui tel fief seroit succedé, decedast sans hoirs descendans. Ce qui s'obserue aussi és heritages main-fermes venans de succession patrimoniale. Art. 19. Toutesfois si le pere ou la mere, frere sœur ou autre parent se fait mort d'vn Fief, au profit de son fils ou fille, frere ou sœur ou autre plus prochain heritier apparent decede par apres sans hoirs descendant de luy, estant celuy qui se seroit fait mort encores viuant, tel fief luy retourne: sans par ce estre reputé remonter: mais plustost retourner. Art. 20. Mais en fiefs acquestez par le fils ou fille qui decede sans hoirs descendans, le pere est le plus prochain a y succeder, ou la mere si point n'a de pere. Art. 21. Fief ne se peut conditionner en acqueste faisant, pour retourner autrement, que par la Coustume: retourner competer & appartenir doit.

Droict d'aisnesse.

NIVERNOIS Chap. 35. Art. 4. Droict d'aisnesse appartient à l'aisné masle sur ses freres & sœurs: & s'il decede delaissez des enfans masles vn ou plusieurs, soit auant le trespas du pere ou apres, pourueu que ce soit auant partage, l'aisné desdits enfans, comme representant son pere, prendra ledit droict d'aisnesse. Art. 5. A l'aisné ou son hoir masle representant comme dessus est dit, appartient pour ledit droict d'aisnesse la meilleure maison soit fort ou non, ainsi qu'elle se comporte auec les fossez si fossez y a, le meilleur fief & le meilleur homme de condition, si aucuns en y a, au chois dudit aisné quant audit fief & homme & non autre chose. Art. 6. Toutesfois s'il y auoit aucuns heritages ioignans & contigus à la maison, comme grange, verger, coulombier, pré & autres choses, sans interposition d'autres heritages, ledit aisné les peut auoir en recompensant ses autres freres par heritages ou estimation, *arbitrio boni viri*.

TOVRNAY Tit. 10. Art. 1. Par la Coustume, tous fiefs sont indiuisibles & ne se partissent entre les heritiers du defunct, soit par succession de ligne directe ou collaterale: mais apres le trespas de l'heritier, Seigneur & proprietaire, le Fief succede & eschiet au plus prochain & aisné lignagier: & en faute de masle à la femelle en pareil degré, sans representation en ligne directe ne collaterale; pourueu que tel plus prochain lignager descende de l'estoc, dont procede le Fief: autremẽt non. Art. 2. Car par la Coustume, tous Fiefs suiuent coste & ligne. Art. 3. Et s'il aduenoit que le pere ou la mere decedant, delaissat plusieurs enfans masles &

Source : BIU Cujas

deux ou plusieurs Fiefs tenus du Preuost de la commune: en ce cas n'eschiet d'iceux fiefs, au fils aisné fors l'vn à son chois, n'estoit qu'il y eust plus de fiefs delaissez que de fils: ouquel cas apres pareil chois fait par les fils maisnez, l'vn apres l'autre, selon la prerogatiue de leur eage, ledit fils aisné viendroit arriere choisir au demourant, & lesdits freres apres luy, s'il y auoit encores fief ou fiefs à choisir: & ainsi se feroit & obserueroit entre filles, ou cas qu'il n'y eust masle. Art. 4. Mais ou cas que ne fut delaissé qu'vn fils, à luy doiuent succeder tous fiefs tenus dudit S. Preuost, sans que ses sœurs, si aucunes en auoit, puissent en aucun succeder. Art. 5. Et s'il aduient, que les Seigneurs de fiefs delaissent filles seullement, icelles se regleront en la succession des fiefs de leur pere & mere, ainsi que dit est des masles. Art. 6. Si le pere ou mere delaissent plusieurs fiefs tenus de diuers Seigneurs & plusieurs enfans, en tous iceux fiefs doit succeder le fils ou fille aisnez, sans que en ce cas ladite option ait lieu. Art. 7. Mais en ligne collaterale ne se obserue ladite option & chois, ains succedent tous fiefs au plus prochain lignager de l'estoc, dont ils viennent, les masles touſiours & en tous cas de succession feudale, precedans le sexe feminin en egal degré, & le plus eagé les puisnez. Art. 8. En Succession de fiefs, Representation n'a lieu mais par le trespas du fiefué, y succede le plus prochain lignagier masle: posé ores que plusieurs y ait en egal degré, & en faute de masle y herite l'aisnee femelle, comme dit est des masles. Freres & sœurs puisnez du succedant en fiefs peuuent à leur frere ou sœur demander droit de Quint qui est la v. partie du fief: lequel Quint se doit esclicher & mettre hors de la totalité, ou en receuoir l'estimatiõ, se bon semble aux quintians, à diuiser entre eux egalement en chacun cas: & oudit cas d'esclichement peuuent les quintians tenir leurs parts esclichees du seigneur, dont tel fief quintié est tenu & mouuant, ou du mesme fief, duquel ledit Quint seroit escliché. Art. 9. Mais par la Coustume, si ledit Quint, ou aucuns des maisnez decedent ou entrent en religion professes, sans auoir demandé leur part dudit Quint, il s'estaint au prouſit de l'aisné. Art. 10. Et n'est aucun fief pluſtot quintiable, que de xl. ans en xl. ans. Art. 11. Aussi a ledit droit de Quint lieu entre freres & sœurs seulement, sans Representation. Art. 12. Apres le trespas de l'aisné, ses freres & sœurs, s'il en y a maisnez, tant qu'ils soient viuans, peuuent demander ledit quint, à l'encontre de l'enfant ou heritier dudit aisné, n'estoit qu'iceluy aisné fut mort, delaissant plusieurs enfans, & que les maisnez d'icelles eussent demandé ledit droict de Quint, à l'encontre de leurdit frere aisné, auant que les freres & sœurs maisnez de leur pere ou mere, en eussent fait demande. Art. 13. Ouquel cas, iceux freres & sœurs maisnez, de leur pere ou mere viendroient à tard, & en seroient fourclos par la demande dudit Quint iuridiquement faite par leurs nepueux & niepces.

MONTARGIS Chap. 1 Art. 22. En succession de fief en ligne directe, entre trois ou plusieurs enfans, le fils aisné prend vn manoir ainsi qu'il se comporte & poursuit, auec le vol d'vn chappon estimé à vn arpent de terre à l'entour dudit manoir, s'il y a tant de terre ioignant auec la moitié de tous les heritages & reuenus tenus en fief. Et les autres enfans soient fils ou filles auront l'autre moitié qu'ils partiront egalement, & y aura autant la fille que le fils. Art. 23. Et s'il n'y a que deux enfans, le fils aisné prend le manoir, comme dit est, & les deux parts au residu: & l'autre soit fils ou fille aura le residu des choses feodales. Art. 24. Le fils aisné ne peut demander prerogatiue d'aisnesse quant au manoir qu'vne fois seulement, ou en q succession de pere ou en succession de mere, toutesfois si lesdites deux successions aduenoient audit fils, & il n'y eust qu'vn manoir, quand viendra à la succession du dernier decedé desdits pere ou mere, ledit aisné prendra l'autre moitié dudit manoir, qui ne seront en ce cas reputees que pour vn manoir. Chap. 15. Art. 16. Moulins ou Moulin tenu en Fief ne se pourront prendre pour manoir ne comprendre au vol d'vn chappon: mais se partiront seulement comme le reste du fief.

ORLEANS Tit. 1. Art. 89. p. *à Montargis.* Art. 22. prendra † par preciput vn manoir &c. de terre †† feodale ioignante &c. que le fils. Et si les pere & mere vont de vie à trespas sans hoirs masles, delaissans filles seulement, les heritages tenus en fief, se partiront entre elles egallement & sans prerogatiue d'aisnesse. Art. 90. †† p. *à Montargis.* Art. 23. & les deux tiers &c. aura l'autre tierce partie &c. Art. 92. p. *à Paris.* Art. 14. & de leurs vstancilles, &c. en recompensant les puisnez en heritages, s'il y en a, en plus grande commodité que faire se pourra, pour les puisnez, ou en deniers à faute d'heritages. Art. 95. Apres que le fils aisné aura choisi le manoir & vol du chappon qu'il doit auoir par preciput, l'outreplus de son droict hereditaire luy sera baillé & deliuré par les Commissaires, qui proce-

q C'est à dire soit en succession de pere ou de mere comme le porte mesmes la Coustume d'Orleãs ancienne Art. 27. Ce qui s'entend si l'aisné est heritier de ses pere & mere. Dunois Art. 10. Mais on ne doit estendre ceste Art. aux Successiõs de l'ayeul ou ayeule: par ce qu'il est contre la commune disposition des autres Coustumes. C.M.

† *Ces mots,* par preciput. *ont esté adiouſtez pour explicatiõ dudit Ar.*

†† *Ce mot,* feodale, *a esté adiouſté pour explication.*

†† *Les Ar. 90 95. & 96. ont esté accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

Source : BIU Cujas

deront au faict du partage, à la commodité tant dudit aisné que des puisnez: sans que ledit aisné puisse precisement imposer necessité de luy bailler & delaisser la portion de chacun manoir & heritage tenu en fief. Art. 96. p. *a Paris*. Art. 17. soit en la ville ou aux champs, consistant en vn manoir, ou bien en vn manoir auec bassecourt &c. audit fils aisné appartiendra la moitié dudit manoir, bassecourt & enclos: & l'autre moitié appartiendra aux autres enfans. Et s'il n'y a que deux enfans, le fils aisné prendra les deux tiers. Toutesfois en chacun desdits cas, le fils aisné pourra bailler &c. à eux appartenant audit fief, sans que pour ladite recompense soit deu aucun profit au sieur de Fief. Et lesquels deniers qui seront baillez en recompense sortiront nature de propre au recompensé. Art. 97. p. *a Montargis*. Art. 24. iusques à ces mots, *succession de mere*, inclus.

NORMANDIE Chap. 14. Art 321. Le fils aisné au droict de son aisnesse peut prendre & choisir par preciput, tel Fief ou terre Noble, que bon luy semble, en chacune desdites successions, tant paternelles, que maternelles. Art. 322. Et où cas que l'aisné choisisse ledit fief Noble par preciput, il laisse le reste de toute la succession à ses puisnez. Art. 323. Et si en chacune desdites successions, il y a encores autres fiefs Nobles: les autres freres les peuuent choisir par preciput selon leur aisnesse chacun en leur rang. Art. 340. S'il n'y a qu'vn manoir roturier aux champs, anciennement appellé r hebergement & chef d'heritage en toute la succession, l'aisné peut, auant que faire lots & partages, declarer en Iustice, qu'il le retient auec la Court, clos & iardin, en baillant recõpense à ses puisnez des heritages de la mesme succession. En quoy faisant, le surplus sera partagé entre eux egalement: & où ils ne pourroient s'accorder, l'estimation dudit manoir, court & iardin sera faite sur la valeur du reuenu de la terre & louage des maisons.

TOVRS Tit. 25. Art. 260. Entre freres & sœurs nobles, ou ceux qui les representent soit † fils ou fille, apres le deces de pere ou mere, ayeul ou ayeule ou autres ascendans en ligne directe, à l'aisné hoir masle ou son representant appartiennent tous les meubles, aussi les deux parts tant † en Fief, qu'en roture des choses demourees desdites successions directes auec l'aduantage, qui est le chastel ou hostel Noble †† estant en fief, & la pourprinse d'iceluy, auec vne foy & hommage, si elle y est: sinon vn arpent de terre ou v. sols de rente, au † chois dudit aisné ou son representant, & le cheze, qui est de deux arpens de terre ou enuiron ledit hostel: auquel cheze il pourra faire Garenne à connis, ſ si bon luy semble: & aux puisnez appartient la tierce partie: mis hors ledit aduantage. Art. 261. Et si au dedans dudit Cheze †† closture ou circuit, il y a estangs, pescherie, moulin ou four bannal, fuye, garenne, bois † de haute fustaye, clos de vigne: lesdites choses demoureront à l'aisné, pour telle valeur qu'elles seront prisees: à la charge de recompenser les puisnez de leur tierce partie de ladite succesion. Art. 267. Si l'aisné decede sans hoir de sa chair, l'aisné des puisnez, prend les deux parts de sa succesion auec l'aduantage tel qu'en succesion directe: & l'autre tiers, hors ledit aduantage, demeure aux autres puisnez, dont †† ils sont saisis & se peuuent complaindre. Art. 279. Les successions du puisné ou puisnez ou issus de puisnez qui ont en leur partage diuisé, decedez sans hoirs de leur corps, reuiennent à la table de l'aisné dont ils sont descendus ou ses representans: sçauoir † est à l'aisné pour les deux parts & à ses puisnez pour le tiers. Et s'il n'y auoit que filles, elles succedent par teste, horsmis l'aduantage qui appartiendra à l'aisnee. Art. 280. Si à aucuns puisnez ou puisné est par partage baillee la tierce partie d'aucun fief, icelle tierce partie sera partagee entre ses enfans, ainsi que dit est cy dessus. Art. 281. Et celuy qui aura eu les deux parts auec l'aduantage qui y appartiennent, garantira à ses autres puisnez leur tiers, sous le garantage du premier chef parageur, qui les garantira tous enuers le S. Suzerain dominant tant que le premier t parage durera. 26. Art. 294. Comté, †† Vicomté & Baronnie ne se depart, pourueu que l'aisné ou aisnee ait dequoy recompenser ses puisnez ou puisné, en chastel ou Chastellenie de la succession mesme dont sont venus lesdits Comté, Vicomté & Baronnie: & s'il n'y auoit dequoy recompenser en la maniere que dit est, les puisnez auront leur portion par la main dudit aisné ou aisnee: hors mis le droict d'aisnesse: duquel droict appartenant ausdits puisnez, ils sont saisis des le deces de leur pere, & peuuent former complainte comme dessus. Art. 295. A l'aisné ou aisnee desdits Comté, Vicomté ou Baronnie appartient le chastel, fosse, & pourprinse d'iceluy, auec le u droict de guet, tel qu'il luy peut appartenir par titre particulier deuemẽt verifié, ou iouissance de temps immemorial, pour esdits cas en iouir suiuant l'Ordonnance x du Roy sur ce faicte: aussi luy appartient vn hommage en Chastellenie, à son chois, droict de Patronnage, don d'Aumosnerie & Ma-

† *Ces mots*, soit fils ou fille, *ont esté adiouſtez seulement pour explicatiõ dudit Art.*

† *Ces mots*, tãt en fief, que en roture, *ont esté adiouſtez comme dessus.*

†† *Ces mots*, Noble estant en Fief, *ont esté adiouſtez pour les difficultez qui se faisoient pour ce regard pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

† *Ces mots*, au chois dudit aisné, ou son representant, *ont esté adiouſtez comme dessus.*

†† *Ce mot*, closture, *a esté adiousté pour explication seulement.*

† *Ces mots*, bois de haute fustaye, *ont esté adiouſtez comme dessus.*

†† *Ces mots*, dont ils sont, *&c. iusques à la fin, ont esté mis au lieu des mots anciens*, Et seront tenus lesdits puisnez sõmer ledit aisné de leur bailler partage par la maniere que dessus, *lesquels*

r Hebergement ou Herbregement se prẽd pour vn manoir, logis ou bastiment: & s'entend quand le vassal ou suiet selon la nature de son tenemẽt doit auoir & tenir manoir & bastimens. Le Bouteiller en la Somme Rurale Aniou Art. 222.

ſ S'il y a assez de terre pour ce faire. C. M.

t Parage s'entend vne Noblesse: parce que les Nobles seuls ont la dignité des Pairs. Hinc en la Coustume d'Aniou Art. 128. & 241. & du Maine Ar. 138. & 258 Fille mariee & emparagee Noblement pour mariee à son pareil en Noblesse & maison, selon son estat & qualité Et in Constit. Siciliæ lib. 3. Cõst. Tit. 26. filiã maritare secũdum paragni. Bald. cons. 386. li. 4. Cuiac ad Tit. 10. lib. 2. Feud. Voyez l'Indice des droicts Royaux. Chopin liure 2. des coustumes d'Aniou Tit. 2. partie 3. & liure 1. desdites Coustumes chap 16. 49. 62. & 63. & liure 2. du Domaine Tit. 3. Art. 3.

u Voyez la premiere partie de ceste Conference Tit. 2. cy dessus. nombre 14.

x C'est l'Ordonnance du Roy Louis 12. 1504 mise au 12. liure de la Conference Tit. 11.

Source : BIU Cujas

ont eſte corrigez en conſequence des precedens Art.

† *Ces mots, ſçauoir eſt, &c. iuſques à la fin, ont eſté mis au lieu de ces mots anciens*, qui eſt l'aiſné ou aiſnee du decedé ſi prendre le veut: *& ce pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé: droicts acquis & procés intentez.*

†† *Ces Art. 294. & 295. ont eſté mis au lieu des 1. 2. & 3. Art. anciens du meſme Titre.*

laderie, auec le Cheze, qui eſt quatre arpens de terre, autour dudit Chaſtel, hors les foſſez: pourueu qu'au dedans dudit Cheze n'y ait ville, moulin, ou four Bannal: éſquels cas, il prendra pour ſondit Cheze, leſdits quatre arpens de terre au plus pres dudit Chaſtel: & les ville, moulin, four à ban & autres droicts comme de Iuſtice, Foire & Marchez, Seaux à contracts, Ban à vin, Preuoſté & Peage, ſe diuiſeront entre l'aiſné & puiſnez en la maniere declaree en la ſucceſsion des Nobles: ou pour iceux l'aiſné pourra recompenſer les puiſnez des choſes de la ſucceſsion ou les tenir & en payer les puiſnez pas ſes mains. Tit. 27. Art. 297. *A la fin.* Toutesfois ſ'il y a aucuns heritages Nobles acquis de bourſe couſtumiere y & tombez en tierce foy, ils ſe partagent Noblement entre l'aiſné & les puiſnez ou leurs repreſentans, & en aura ledit aiſné ou ſes repreſentãs les deux parts auec l'aduantage, qui eſt le Chaſtel principal vn hommage, ſ'il y eſt, ou v. ſols de rente au chois † & option dudit aiſné, & le Cheze tel qu'il eſt declaré cy deſſus: les puiſnez auront le tiers hors mis l'aduantage. Et †† chacun deſdits aiſné & puiſnez ſont ſaiſis reſpectiuement & ſe peuuent complaindre: auſſi payeront les charges de l'Arriereban & loyaux z Aydes à raiſon de ce qu'ils tiendront.

ANIOV Tit. 12. Ar. 222. En † ſucceſsion de perſonnes Nobles, qui a pluſieurs enfans naturels & legitimes, au fils aiſné, ſi fils y a: ſinõ à la fille aiſnee, ſ'il n'y a que fille ou leur repreſentation, cõpete par preciput & aduãtage le principal Chaſtel, manoir ou hebergement de ladite ſucceſsion à ſon chois & election auec tout ce qui eſt en iardin & cloiſon de foſſez enuiron le Chaſtel ou hebergement. Et au regard dudit hebergemẽt, qui n'eſt point forteresſe, vne piece de terre ou iardin pres ladite maiſon iuſques à la valeur de v. ſols t. de rente, & non plus: leſquels preciput & aduantage ne cheent point en partage. Et au ſurplus le fils aiſné, ſi fils aiſné y a, ſinon la fille aiſnee, ou leur repreſentation ſ'il n'y a que filles, ſuccede, pour les deux tiers des choſes de la ſucceſsion, ſoient paternelles ou maternelles ou acqueſts: & les puiſnez enfans ſuccederont, pour l'autre tiers & le diuiſeront * entre eux par egales portions: mais les puiſnez maſles ne ſont fondez de tenir & auoir leur portion d'iceluy tiers, qu'en bien faict ſeulement, c'eſt à ſçauoir leur vie durant: & apres leur decés, la ſucceſsion de leur bienfaict retourne à l'aiſné ou à ſa repreſentation, iuſques à * ce que par la Cour en ſoit ordonné. Et quant aux filles ou leur repreſentation, elles ſuccedent en leur portion d'iceluy tiers pour heritage. Toutesfois par toute l'aſsiſtance a eſté ordonné que les enfans heritiers des puiſnez ou leur repreſentation, ſuccederont en tous les acqueſts d'iceux puiſnez leurs peres, & auſsi que les puiſnez ſuccederont és lignes collaterales par heritage auec les filles * Art. 223. Et ſ'il aduenoit que les filles ou aucunes d'icelles ſoient decedees parauant ladite ſucceſsion directe eſcheue, & elle ait repreſentation, ſadite repreſentation departira ſa portion qu'elle euſt prinſe en ladite ſucceſsion, tout ainſi que ſi le cas fut aduenu, que la defuncte euſt ſurueſcu & ſuccedé, & que les enfans euſſent recueilly la portion immediate par la mort d'icelle fille. Et aura l'aiſné fils ou l'aiſnee fille d'icelle defuncte, les deux tiers en icelle, ſans aucun preciput. Car en vne ſucceſsion ſoit directe ou collaterale n'y a qu'vn preciput & aduantage. Et ſi les choſes d'vne meſme ſucceſsion Noble ſont aſſiſes en diuers Bailliages ou Seneſchaucees Royales: toutesfois l'aiſné ou heritier principal aura vn preciput & aduantage en chacun Bailliage a ou Seneſchaucee. Art. 224. Et à ſemblable, s'il aduenoit qu'vn oncle Noble mourut ſans hoirs de ſa chair, & qu'à ſa ſucceſſion vinſſent les enfans des freres & ſœurs, qui ſont vulgairement appellez neueux, ou les enfans des enfans d'iceux neueux, & qu'il y euſt deux ou trois moyens au temps du treſpas d'iceluy oncle & ſucceſſion aduenue, y aura pour chacune repreſentation *& pro qualibet ſtirpe aut ſtipite*, nouuel aduantage pour b l'aiſné: c'eſt à ſçauoir de chacune repreſentation ſe fera partage par les deux parts & par le tiers: toutesfois n'y aura qu'vn preciput. Art. 226. Auſſi eſt †† à entendre que poſé que le fils aiſné ſoit mineur ou de

y C'eſt à dire acquis par gens roturiers & non Nobles, dont le acquereur ait faict la premiere foy: & depuis auroient eſté cõtinuez en tierce main: comme diſent quelques Couſtumes venir ou tomber en tierce main. Voyez Tours. 298. 299. 300 & 314. Lodunois chap 29. Ar. 2. 3. 4. 5 17. & ch. 31. Art 6. Chap 32. Art. 2. Aniou Art. 155. 156. 267. & 279. Le Maine Ar. 273. 274. 285. & 296. S. Aignan Art. 16. Chabris Art. 16.

z Voyez cy deſſous en l'Addition de ce 1. Titre nombre 6. & en pluſieurs autres endroicts faiſans mentiõ de ces droits de loyaux Aydes.

a Cela ſ'entend en diuerſes prouinces, non pas en vne meſme prouiace, en laquelle il y a quelquesfois pluſieurs Bailliages. Ce qui ſeroit trop dur & inique, meſmes contre l'intention de la Couſtume, comme i'ay monſtré ſur le 8. Art. de la Couſtume de Paris C. M.

b Il eſt donc neceſſaire qu'encores qu'ils ſoient en pareil degré, qu'ils ſuccedent par ſouches & non par teſtes: contre l'opinion de Zaſe qui eſt fauſſe, comme i'ay monſtré ailleurs C. M.

† *Ces mots, au chois & optiõ dudit aiſné, ſõt adiouſtez pour interpretation ſeulement.*

†† *Ces mots, Et chacun, &c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

† *Par aucuns fut remõſtré que les puiſnez Nobles du pays de Anjou eſtoient fort grenez & endõmagez par le contenu en l'Art. 222. parce que le tiers qu'ils prenoient es ſucceſſions de pere ou de mere ne leur eſtoit baillé à heritage, mais à vie ſeulement: tellement qu'apres leur treſpas, ledit tiers retournoit à l'aiſné, ou à ceux, qui le repreſentoient, & demouureroiẽt les enfans des puiſnez ſans aucune prouiſion. Diſoient auſſi que ſi auſſi du reuenu dudit tiers, qui leur eſtoit delaiſſé, ils faiſoient aucũs acqueſts durant leur vie, que les dits acqueſts retournoiẽt à leur aiſné ſelon l'ancienne Couſtume: & ne leur ſuccedoiẽt leurs dits enfans ou*

Source : BIU Cujas

heritiers a iceux. Et auſſi que leſdits puiſnez ſuccedoient en ligne collaterale: qui eſtoient choſes bien preiudiciables & dommageables auſdits puiſnez, à leurs enfans & poſterité, & contraires à toute equité. Surquoy du conſentement des aſſiſtans fut ledit Art. 222. eſcrit & moderé ainſi qu'il eſt contenu. Et pour la diuerſité des opinions a eſté le different par l'aduis de tous remis à la Cour, & ordonné que les parties produiroient d'vne part & d'autre ce que bon leur ſembleroit. Et cependant la Couſtume ancienne quant au tiers à vie, ſeroit gardee, iuſques à ce que par ladite Cour autrement enfut ordonné. Maiſtre Iean de Guiſy Lieutenant & Iean Gilles Procureur du Comté de Vendoſme ont remonſtré, qu'audit Comte de Vendoſme, les puiſnez ſuccedent par heritage & ont requis que de ladite Couſtume ils en puiſſent vſer, ainſi qu'ils auoient accouſtume. Ce qui a eſté accordé. Et par Maiſtre Iean Baratin Chaſtelain de Mirebeau fut dit qu'il auoit charge des Eſtats de la Chaſtellenie de Mirebeau, de requerir que la Couſtume de Mirebeau, par laquelle les Nobles ſuccedent par teſte, fut reduite à la Couſtume generale d'Anjou, en reſeruant aux puiſnez de ſucceder en leurs tiers par heritage. Et apres auoir demandé audit Chaſtellain ſ'il auoit procuration expreſſe pour conſentir ce que deſſus: qui nous fit reſponſe qu'à l'aſſemblee derniere ment tenue par les Eſtats deſdites Seigneuries, il auoit eſté ainſi accordé. Et parce qu'il n'en faiſoit apparoir, luy fut reſerué d'enuoyer procuration expreſſe, ou d'en faire apparoir à la Cour, pour eſtre pourueu ſur ladite Requeſte ainſi que de raiſon.

* *Aliàs*, par entr'eux. *P. V.*

* *Ces mots*, iuſques à ce que par la Cour en ſoit ordonné, *ne ſont au P. V.*

* *Ces mots*, Et ſi les puiſnez qui prenoient leur tiers ou portion d'iceux en ligne directe en bien faict & vſufruict, leur reuient à heritage ou à vie, *ſont adiouſtez au P. V.*

†† *C'eſt Art. 226. corrige l'ancienne Couſtume.*

ou de moindre aage que ſes ſœurs ou l'vne d'icelles: toutesfois ſi a il les droicts & aduantages ſuſdits en ladite ſucceſſion. Et ſ'il n'y a que fils & n'y a aucunes filles, ſi ne ſont fondez tous les puiſnez d'auoir leur tiers qu'en bien-faict ou vſufruict leur vie durant, qui retournera audit aiſné ou à ſa repreſentation apres leur decés, entant que touche les propres venans de ſucceſſion de pere & de mere. Et auſſi ſi ledit aiſné n'auoit aucuns puiſnez & n'euſt que ſœurs qui fuſſent plus aagees ou moins que leur frere: toutesfois leſdites filles ſont fondees d'auoir iceluy tiers par heritage: c'eſt à ſçauoir, pour elles & pour leurs hoirs. Art. 228. Quant aux puiſnez maſles qui ſuccedent comme bien-faicteurs, & ne ſont heritiers proprietaires en la ſucceſſion de pere ou de mere, & dont leur droict de bien-fait retourne à l'aiſné ou à ſa repreſentation, ſ'ils ſont pluſieurs fils puiſnez qui ayent touſiours tenu leur bien-faict à eux baillé aſſemblement par l'aiſné indiuiſé, & non departy, & l'vn aille de vie à treſpaſſement, ſa portion dudit bien-faict ne vient pas incontinent à l'aiſné, mais aux autres fils puiſnez, qui la tiendront par bien-faict: lequel ne retournera à l'aiſné ou à ſa repreſentatiõ, iuſques à ce que tous les puiſnez masles ſoient tous decedez, ſi les ſurmiuans d'iceux puiſnez ne diuiſoient ledit bienfaict: mais ſi vne fois ils le diuiſoient ou departoient entr'eux, ainſi que chacun d'eux auroit diuiſé ou partagé ſondit bienfaict, ira de vie à treſpaſſement, la portion du treſpaſſé retournera à l'aiſné ou a ſa repreſentation, & ne ſuccedent & ne prennent en rien les filles ou ſœurs deſdits puiſnez ne leur repreſentation par heritage ne autrement, à la portion du bien-fait deſdits puiſnez apres leur decés, tant qu'il y aura frere aiſné ou ſa repreſentation. Art. 230. S'il † aduenoit que le frere aiſné allaſt de vie à treſpas ſans hoirs iſſus de ſa chair, ou que la ligne de luy deſcendant fut faillie, & qu'il euſt laiſſé vn ou pluſieurs ſes freres puiſnez ou leur repreſentation, l'aiſné deſdits puiſnez ou ſa repreſentation, y prendra les deux tiers en la ſucceſſion auec ledit aduantage: & prefereroit leſdits freres ou leur repreſentation apres le decés dudit aiſné ou deſdites repreſentations, l'aiſné ſuccedera pareillemẽt à tous meubles & heritages pour les deux tiers: & les puiſnez fils ou filles pour le tiers, ainſi que dit eſt. Art. 231. Aucuns Fiefs ou Chaſtellenies ſont audit païs d'Aniou, eſquels les puiſnez masles ſuccedent en ſucceſſion directe par heritage: c'eſt a ſçauoir en la Comté de Vendoſme & ailleurs qui ſont vſage locaux. Art. 234. Les puiſnez en ſucceſſion de Noble, ſoient fils ou filles, ſont ſaiſis ſans ſommation n'apprehenſion de faict de leur droict: c'eſt a ſçauoir les masles de leur bien-faict, & les filles de ce qui leur appartient par heritage. Et ſi le fils aiſné en prend les fruicts, il ſera tenu les reſtituer aux puiſnez ſoient fils ou filles, depuis la mort d'iceluy dont depend la ſucceſſion. Et au dedans de l'an de la ſucceſſion aduenue ſ'en penuent complaindre ou appleger ſ'ils ſont troublez en leur droict, & apres l'an pourront demander leur droict auec leſdits fruicts c paraction. Tit. 13. Art. 277. Premierement quant aux Nobles, ſ'ils ne peuuent conuenir de leurs partages des choſes immeubles de la ſucceſſion a eux eſcheue, les puiſnez doiuent requerir leur aiſné de leur faire partage deſdits

† *C'eſt Art. 230. corrige l'ancienne Couſtume.*

Partage des Nobles comme ſe doit faire.

c C'eſt à ſçauoir du iour du trouble & empeſchement, afin que le droict commun ne ſoit par trop corrigé, comme dit du Moulin: mais aucuns tiennent qu'il faut que ce ſoit du iour que la ſucceſſion eſt deferee par l'Art. 272. de ceſte meſme Couſtume.

Source : BIU Cujas

immeubles d'icelle ſucceſsion, & l'aiſné eſt tenu faire aux puiſnez vn lot a part pour leur tierce partie, & ſ'ils ne le vouloient prendre n'accepter, ils mettront en deux lots les deux autres tiers que l'aiſné auroit retenus, deſquels l'aiſné prendra & choiſira celuy que bon luy ſemblera, & auec ce prendra & retiendra à luy dudit premier lot qu'il auoit preſenté à ſes puiſnez: & aura en outre le preciput, dõt deſſus eſt faicte mention, qui ne chet point en partage * de diuiſion. Et l'autre lot deſdits deux tiers que premier auroit retint ledit aiſné, pour leſdits deux tiers qui n'aura eſté choiſi par l'aiſné, demourera aux puiſnez pour leur tiers. Et ſ'ils ne le veulent ainſi faire, & qu'il en fut debat entr'eux, Iuſtice les pourra contraindre à partir par telle maniere ou autre raiſonnable en gardant à chacun ſon droit. Art. 278. Comté ne Baronnie ne ſe depart point entre freres & ſœurs ne leurs repreſentations, ne les dignitez & nobleſſes d'iceux, comme le Chaſtel, la Iuſtice, & les autres droicts de Baronnie, ſi le pere ne leur en auoit faict partage en ſon viuant: mais l'aiſné doit faire ailleurs aduenant bien-faict aux puiſnez maſles, & doit bailler à ſes ſœurs, leur portion couſtumiere autre part, ſ'il a dequoy. Et ſ'il n'y auoit que la Baronnie, elles y auroient leur portion couſtumiere, & pareillement les puiſnez leur bien-fait ſur ladite Baronnie: ſauf des dignitez & prerogatiues, qui demoureront à l'aiſné ſans les departir. Et eſt à entendre par ceſte Couſtume, que combien qu'à l'aiſné demeurent leſdites dignitez & prerogatiues: toutesfois il eſt tenu recompenſer les puiſnez de la tierce partie deſdites dignitez & prerogatiues autre part.

Le Maine Tit. 13. Art. 238. †† p. *a Anion.* Art. 222. principal hoſtel, manoir, &c. Art. 239. Et au regard &c. p. audit Art. par d entr'eux &c. repreſentation: & quant e aux filles &c. ſuccederont en leur portion par heritage: fors & excepté en la Comté de Vendoſmois, où les puiſnez ſuccedent par heritage. Art. 240. p. *a Anion.* Art. 223. ſont aſſiſes és pays d'Aniou & du Maine: toutesfois l'aiſné ou heritier principal n'y aura qu'vn preciput & aduantage, poſé qu'il y ait en chacun d'iceux pais vne maiſon demouree d'icelle ſucceſſion. Art. 242. p. *a Anion.* Art 226. decés. Et auſſi ſi ledit aiſné &c. Art. 245. Et ſi les puiſnez font aucuns acqueſts ſoit du reuenu de leur bienfaict par ſeruice de Prince ou autrement, leurs enfans, ſi aucuns en ont naturels & legitimes ſuccederont en leurs meubles & acqueſts ſelon la Couſtume precedente. Et ſ'ils n'ont aucuns enfans, leur aiſné ou ceux qui les repreſentent, prendront éſdits acqueſts leur preciput & aduantage à aiſné Noble appartenant ainſi & par la forme & maniere deſſus declaree auec les deux tiers ou ſurplus deſdits acqueſts d'iceux puiſnez & les ſœurs ou leur repreſentation, y prendront l'autre tiers à departir par entr'elles par egales portions: & auſſi les puiſnez ſuccederont és lignes collateraux auec les filles. Art. 247. p. *a Anion.* Art. 230. à treſpaſſement ou que la ligne de luy deſcendue &c. & prendront leſdits freres & ſœurs ou leur repreſentation l'autre tiers. Et ſ'il n'y a que &c. & les puiſnees pour le tiers ainſi que dit eſt. Art. 248. p. *a Anion.* Art. 231. au pais du Maine, éſquels les puiſnez ſuccedent par heritage c'eſt à ſçauoir par delà la riuiere de Braye en tirant du mont-Doubleau, & ailleurs, qui ſont vſage locaux, contre la Couſtume generale dudit pays. Art. 251. p. *a Anion.* Art. 234. en ſucceſſion Noble &c. Tit. 14. Art. 293. p. *a Anion.* Art. 277. à departir par telle maniere &c. Art. 294. p. *a Anion.* Art. 278. de Comté ne vicomté de Beaumont & Baronnies dudit pays y a autre forme d'vſer. Car Comté, Vicomté ou Baronnie ne ſe departent point entre freres & ſœurs, ne leur repreſentation &c.

Grand Perche Tit. 8. Art. 137. Entre Nobles en ſucceſſion directe, appartient au fils aiſné ou à ſes repreſentans, ſoit fils ou fille, pour ſon droict d'aiſneſſe & preciput le chaſtel & manoir principal, haute & baſſe-court auec le circuit & toutes choſes eſtans dedans ledit circuit, comme granges, eſtables & autres edifices, preſſoir, douues & foſſez. Et ſ'il n'y a foſſez, luy appartient auec le manoir & cloſture vn arpent de terre. Art. 138. Appartient † auſſi audit aiſné le bois de Haute fuſtaye eſtant pres & à la veue de la maiſon, limitee & reduite à vn quart de lieue, ou ledit bois ne contiendra plus de quarante arpens. Et où ledit bois contiendra d'auantage, le ſurplus demourera aux puiſnez: deſquels toutesfois ledit aiſné les pourra racheter en les recompenſant en autres biens de la ſucceſſion, ſi tant en y a: ſinon en deniers & pris raiſonnable. Article 139. Et où pres de ladite maiſon y aura pluſieurs bois de haute fuſtaye

* *Aliàs*, ne diuiſion, P. V.

†† *Sur ces Ar. 238. & 239. pareilles remonſtrances ont eſté faites que ſur la Couſtume d'Anion Art. 222. Surquoy leſdits Art. ont eſté ainſi moderez ſelon qu'il eſt contenu Toutesfois pour la diuerſité des opinions a eſté ledit different remis à la Cour & ordonné que les parties produiroient d'vne part & d'autre ce que bon leur ſembleroit pour en faire meſtre rapport à la Cour: & que cependant la Couſtume ancienne quant au tiers deu aux puiſnez à vie ſeroit entretenue & gardee, iuſques à ce que par ladite Cour autrement en fut ordonné.*

† *Maiſtre Fiacre le Feure pour le Cõte de Senighan, a dit & remonſtré que pour raiſon de ladite pretendue*

d En la Baronnie du Maine n'y a aduantage en meubles entre perſonnes qui departent couſtumierement qui eſt à dire, ſans prerogatiue de nobleſſe. C.M.

e Les puiſnez ont leur tiers en bienfaict ſeulement, c'eſt à ſçauoir leur vie durant. Ce que pluſieurs eſtiment iniuſte. Mais Monſieur des Loges Conſeiller en Parlement, m'a rendu vne raiſon pertinente: C'eſt à ſçauoir que les marchãs font trafic de marchandiſe & les nobles n'ont aucun art ou meſtier & pour ceſte cauſe ſ'ils faiſoient partage de leurs biens & Succeſſions, il y auroit pluſieurs pauures Gentils-hommes, qui ſe pourroient nuire & empeſcher de viure ſelon leur nobleſſe, eſtat & qualité de leur maiſon. Ceſte Couſtume eſt fort vtile & profitable aux puiſnez: parce que ils ont vn frere aiſné riche & puiſſant, pour leur ayder à obtenir quelque eſtat ou Noble dignité ou quelque party fort aduãtageux. Autrement ils ſeroient contraints de ſ'appliquer à la marchandiſe & autres arts mechaniques, & par ce moyen l'eſtat de Nobleſſe ne ſe pourroit conſeruer par ces petites portions I'adiouſteray qu'il eſt fort vtile és lieux limitrophes & de frontiere, pour la garde & conſeruation des places. C.M.

Source : BIU Cujas

Couſtume y auoit proces pendant & indecis en la Cour de Parlement entre ledit Comte de Senighan d'vne part, & Dame Iaqueline de Rohan, Marquiſe de Rothelin ayant le Bail & garde Noble du Duc de Longue-ville ſon fils ayant reprins le proces au lieu du Duc d'Aſcot d'autre, & empeſchoit qu'il fut arreſté pour Couſtume, que le bois de Hauſte fuſtaye fut baille à l'aiſné pour preciput : ſinon celuy qui eſtoit pres & a la veue de la maiſon Seigneuriale, & qu'icelle veue fut limitee par chemins : & qu'il ne fut baillé audit aiſné plus grande quantité que de dix arpens de bois ſuiuant l'ancien vſage, qu'il diſoit eſtre au pays. Au contraire par ledit Brulart pour ladite Marquiſe de Rothelin audit nom a eſté dit & ſouſtenu que de tout temps par ladite Couſtume appartient à l'aiſné tout le bois de haute fuſtaye, ſans aucune limitation de veue, quoy que ce ſoit ladite veue ne doit eſtre limitee à moins que de demie lieue, & qu'ainſi a eſté iugé par Arreſt pour le Duc de Longue-ville contre ledit comte de Senighan & ledit Arreſt executé. Surquoy la matiere miſe en deliberation & apres que leſdits Eſtats nous ont rapporté y auoir eu pluſieurs differens pour la limitation de la veue de Haute fuſtaye, & qu'il eſtoit expedient d'y pourueoir & la limiter à quantité certaine pour l'aduenir, nous auons redigé ledit Article cent trente huict, ainſi qu'il eſt pour auoir lieu par cy apres, ſans preiudice du paſſé, droicts acquis & proces intentez.

ledit aiſné ſera tenu de prendre & ſe contenter du plus prochain, encores qu'il fut de moindre eſtendue que le plus loingtain, & qu'il ne contint ladite quantité de xl. arpens. Art. 140. Auſſi appartient au fils aiſné pour ſon preciput & droict d'aiſneſſe la Iuſtice de la terre, en laquelle il prend ledit preciput, la fuye ou coulombier où droict d'icelle dependant du lieu où il a prins ſon preciput, les Garennes : à bois & à eaue, l'eſtang & moulins pendans en la chauſſee de l'eſtang, ou eſtangs ſur la riuiere ou ruiſſeau, profit & emolumens d'iceux. Art. 141. Et doit auoir la fuye, Garenne, eſtangs & moulins, encores qu'ils ne ſoient aſſis au Fief du principal manoir : pourueu qu'ils ſoient à la veuë d'iceluy principal manoir. Et ou leſdites choſes ſeroient aſſiſes dedans ledit Fief, les doit auſſi auoir : encores qu'elles ne ſoient à la veue dudit manoir. Art. 142. Et a lieu ledit preciput és ſucceſſions tant de pere que de mere, ayeul, ayeulle & autres aſcendans ſoit que leſdites ſucceſſions eſcheent & ſoient partagees en meſme ou diuers temps. Art. 143. Peut †† ledit aiſné prendre ſondit preciput en telle terre de chacune deſdites ſucceſſions qu'il voudra choiſir ſoit feodale ou roturiere, eſtant ladite roturiere és champs, & non en la ville. Art. 144. Et le ſurplus des heritages tant feodaux, que roturiers, cens, rentes & tous immeubles ſe partagent entre les aiſnez & puiſnez : en maniere qu'où il y a pluſieurs puiſnez, l'aiſné Noble ou ſes repreſentans, ſoient fils ou filles, aura la moitié, & les puiſnez l'autre moitié. Art. 145. Et † où il n'y aura qu'vn puiſné ou ſes repreſentans, ſoit fils ou fille, doit auoir les deux tierces parties des heritages, cens, rentes & autres immeubles : & le puiſné, ſoit fils ou fille, l'autre tierce partie. Art. 158. Entre roturiers †† il n'y a aucun aduantage à l'aiſné : fors que la principale maiſon manable tenue en foy & hommage, luy appartiét, auec l'iſſue d'icelle maiſon pour y aller par l'eſtrage à pied, à cheual & par charroy : auſſi lui appartient demy arpent de terre deſcouuerte à ſon chois & option, au plus pres de la maiſon, hors l'eſtrage. Et où il n'y auroit maiſon, luy appartient pour ſon droict de preciput & aiſneſſe demy arpent à deſcouuert, en tel lieu, qu'il le voudra choiſir.

CHASTEAVNEVF Chap. I. Art. 5. Le frere aiſné entre pluſieurs enfans pour ſa part & portion doit auoir pour ſon droict d'aiſneſſe le principal manoir & arpent & demy de terre à l'enuiron du manoir, s'ils y ſont, ou le vol d'vn chappon eſtimé à † arpent & demy de terre auec la moitié de tous les Fiefs, & l'autre moitié appartient à tous les autres enfans. Et s'il aduient qu'ils ne ſoient que deux, & qu'il y ait vn fils, tel fils aura & doit auoir les deux tierces parties auec le principal manoir, & le puiſné ſoit fils ou fille, le tiers ſeulement. Et n'y a quant audit principal manoir qu'vn droict d'aiſneſſe en la ſucceſſion du pere ou de la mere & de tous les deux, ſi elles ſont aſſiſes en ceſte Baronnie, †† Chaſtellenies, terres, Seigneuries & enclaues d'icelle. Et aura l'aiſné le chois de prendre lequel qu'il voudra des manoirs, ſoit du pere ou de la mere. Et où il auroit choiſi vn manoir d'vne deſdites ſucceſſions, & il en aduient vn autre de l'autre ſucceſſion, il le pourra prendre, & laiſſer celuy manoir qu'il auoit ia prins & accepté en la ſucceſsion du pere ou de la mere, ayeul ou ayeule. Et * s'il y a vn ſeul manoir feodal procedant de l'acquiſition du pere ou de la mere ou autrement en quelque maniere que ce ſoit, le fils aiſné le prendra integralement pour ſon principal manoir apres le treſpas de ſes pere & mere (ſans que ſes autres freres & ſœurs y * puiſſent pretendre ne demander de ce qui en ſera eſcheu de la ſucceſsion de la mere) auec l'arpent & demy de terre comme deſſus.

†† *Ceſt Art. 143. pour le regard du chois que ledit aiſné a par iceluy de prendre ſon preciput en terres roturieres eſtant aux champs, aura lieu par prouiſion ſeulement. Et au principal pour l'importance de la matiere, l'auons renuoyé à la Cour de Parlement.*

† *Ceſt Art. 145. a eſté arreſté de nouuel ſans preiudice des procés que aucuns ont dit eſtre pendans pour raiſon du contenu en iceluy.*

†† *Maiſtre Marin Flament a remonſtré que par cy deuant n'appartenoit audit aiſné par la Cou-*

Source : BIU Cujas

ſtume pour ſon droict d'aiſneſſe autre choſe qu'vne ferme de maiſon vallant xx. liures auec demy arpent de terre au deſcouuert, n'eſtant de la pire ne de la meilleure, hors de l'eſtrage. Et que ſi ladite ferme eſtoit de plus grande valeur que ladite ſomme de xx. liures, il eſtoit tenu recompenſer ſes coheritiers de l'outre-plus : fors que s'il y auoit aiſneſſe ancienne, qui euſt eſté baillee audit aiſné, ſoit en maiſon de quelque quantité ou qualité qu'elle fut, elle appartenoit audit aiſné pour ſon droict d'aiſneſſe : proteſtant que ce que voudrions arreſter pour Couſtume au contraire ne puiſſe preiudicier pour le paſſé. Surquoy auons ordonné que ledit Flament aura acte de ſes remonſtrances & proteſtations : & que neantmoins ledit Art. demourera ainſi qu'il eſt couché.

† *Ces mots,* arpent & demy de terre, *ſont mis au lieu des anciens mots*, trois mines de terre pour le vol du chappon de l'aiſné auec le manoir principal.

†† *Ces mots,* en ceſte Baronnie, *&c. iuſques à ces mots,* d'icelle, *ſont mis au lieu de ce mot,* prouince.

† *Ces mots,* Et ſ'il y a vn ſeul, *&c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs,* puiſſent rien prendre ne demander. *P. V.*

CHARTRES Chap. 1. Art. 4. p. *à Chaſteauneuf.* Art. 5. & trois mines de terre à l'enuiron ſi elles y ſont, ou le vol d'vn chappon eſtimé aux trois mines de terre, auec la moitié de tous les Fiefs &c. iuſques à ces mots, *principal manoir,* inclus. Art. 5. Toutesfois ſi audit vol de chappon ou trois mines de terre, y auoit moulin ou bonde d'eſtang : en ce cas ledit Moulin ou bonde ſeront cenſez & reputez du principal manoir. Mais ne ſeront Moulin ou Eſtang tenus en Fief, de ſoy cenſez ne reputez principaux manoirs : mais ſe partiront f comme Fiefs.

f Du Moulin traicte ceſte queſtion ſur le 8. Art. de Paris Gloſſe 5.

DREVX Chap. 1. Art. 3. p. *à Chaſteauneuf.* Art. 5. arpent & demy de terre ou enuiron d'iceluy, ſ'ils y ſont ou le vol d'vn chappon auec la &c. iuſques à ces mots, *quant au principal* g *manoir,* inclus.

g C'eſt à dire, ſ'il a pris le principal manoir en la ſucceſſion de pere cõmun : il ne doit prendre autre manoir en la ſucceſſion de ſa mere cõmune idem ſ'il a premierement pris en la ſucceſſion maternelle. Secus ſi le pere ou la mere, en la ſucceſſion deſquels il a prins le principal manoir, n'eſtoit commun : mais d'vn autre mariage. C. M.

BLOIS Chap. II. Art. 143. En chacune ſucceſſion d'heritages feodaux du pere & de pere, d'ayeul ou ayeulle en ligne directe, ſ'il n'y a que deux enfans, à l'aiſné maſle d'iceux de quelque mariage qu'il ſoit, & ſoit Noble ou roturier, appartient pour ſon droict de primogeniture & prerogatiue d'aiſneſſe, de prendre vn manoir tel qu'il luy plaira h eſlire en la ſucceſſion, auec le vol d'vn chappon eſtimé à vn arpent de terre à l'entour dudit manoir, à le prendre au plus prochain. Toutesfois ſi audit arpent de terre y auoit four bannier, moulin ou chauſſee d'Eſtang, ſeparez dudit manoir, ils n'y ſeront comprins : & auec ce aura les deux tierces parties de tous les heritages feodaux. Art. 144. Si en ladite ſucceſſion y a enfans outre ledit nombre de deux, l'aiſné maſle prendra vn manoir comme dit eſt, & l'autre moitié ſeulement des heritages feodaux : & les autres enfans ſoient masles ou femelles l'autre moitié.

h Pourueu qu'il ſoit deſtiné à la demeure & habitation du pere de famille. Car le toict d'vn muſnier à eau ou à vent n'eſt pas manoir ny pareillemẽt vne grãge n'y vn preſſouer, encores qu'il fut couuert, & ne ſe peut choiſir pour manoir, quand ores il n'y en auroit d'autres, ainſi que Du Moulin a eſcrit ſur le 8. Art. de Paris. Bartol. in l. quod conclaue. D. de damno infecto. Iaſon in l. plerique D. de in ius vocando Ludou. Rom. conſ. 5.

DVNOIS Chap. I. Art. 8. Entre trois ou pluſieurs enfans en ſucceſſion de Fief en ligne directe, le fils aiſné prend vn manoir principal, auec les Vaſſaux dependans du principal manoir, ainſi qu'il ſe comporte & pourſuit auec le vol d'vn chappon eſtimé à trois mines de terre, à l'entour dudit manoir, ſ'il y a tant de terre ioignant : enſemble la moitié de tous & chacuns les heritages, rentes & reuenus tenus en Fief. Et les autres enfans, ſoient fils ou filles, auront l'autre moitié : laquelle ils partiront egalement, & y aura autant la fille que le fils. Art. 9. Et ſ'il n'y a que deux enfans, le fils aiſné prendra le manoir & Vaſſaux, ainſi que dit eſt, & les deux tiers du reſidu : & l'autre ſoit fils ou fille, aura l'autre partie des choſes feodales : fors †† & excepté à Marcheſnoir, qui ſe regiſt & gouuerne en ce cas ſelon la Couſtume i generale. Art. 10. Le fils aiſné ne peut demander droict ou prerogatiue d'aiſneſſe quant au manoir, qu'vne fois ſeulement en ſucceſſion de pere ou en ſucceſſion de mere : pourueu que tel manoir ſoit entier : ſauf à Marcheſnoir & Freteual, où ledit fils aiſné prend manoir tant en ſucceſſion de pere, qu'en ſucceſſion de mere.

†† *Ces mots,* Fors & excepté *&c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

i De Blois.

ROMORANTIN Chap. 2. Art. 2. En ſucceſſion de Fief en ligne directe, le fils aiſné prend & choiſit vn manoir ainſi qu'il ſe pourſuit & comporte &c. p. *à Dunois.* Art. 8. eſtimé à vn arpent de terre &c. ſ'il y a tant de terre ioignant ledit manoir, auec le principal Vaſſal, & vn homme de ſerue condition tel, qu'il voudra eslire, ſi aucun en y a dependãt dudit manoir. Et le ſurplus deſdits heritages, ſoiẽt roturiers ou feodaux, ſe partent egalement par teſte, entre le fils aiſné & ſeſdits freres & ſœurs. Art. 3. Et ſ'il aduient qu'au dedans dudit arpent de terre & à l'entour dudit manoir ait moulins ou four à ban, il ne les pourra prendre pour ladite prinſe dudit arpent de terre : mais prendra ſondit arpent de terre ou le ſurplus de ce qu'il en reſteroit, en autre heritage, le plus prochain dudit manoir. Article quatre. Et ne peut le fils aiſné auoir ne prendre

Source : BIU Cujas

qu'vne aiſneſſe en la ſucceſſion de ſon pere ou de ſa mere, lequel que bon luy ſemblera. k

S. AIGNAN Chap.5.Art.14. Entre gens Nobles l'aiſné prend pour ſon droict d'aiſneſſe, le maiſtre hoſtel Noble & le vol d'vn chappon, eſtimé à vne ſepterée de terre : auquel vol n'eſt comprins Moulin, four à ban & eſtang, ſi aucun en y a : & le ſurplus de la ſucceſſion ſe depart par teſtes entre maſles & femelles. Et entre gens Nobles n'y a qu'vne aiſneſſe. Article 15. En ſucceſſions de gens annoblis, les fiefs nobles demourez de leur ſucceſſion, ſe departent par teſte entre le fils & filles : & n'y a poinct de droict d'aiſneſſe pour la premiere fois. Et quand leſdites choſes Nobles viennent en ſeconde ſouche, elles ſe departent, comme entre gens Nobles, & en prend l'aiſné le maiſtre hoſtel & le vol d'vn chappon. Article 16. Fiefs Nobles eſcheus à gens roturiers par ſucceſſion directe, ſe departent par teſte, iuſques à ce qu'ils viennent à la tierce foy : & quand ils ſont en tierce foy, y prend tel aduantage, comme font les gens Nobles.

VALLANÇAY Chap.3.Art.4. Succeſſions de gens annoblis touchant fiefs Nobles, ſe departent par teſte entre les fils ou filles, & n'y eſt droit d'aiſneſſe pour la premiere fois. Et quand la ſucceſſion vient en ſeconde ſouche, elle ſe depart comme entre les gens Nobles.

RVE D'YNDRE Chap.4.Art.12. Le fils aiſné pour ſon droict d'aiſneſſe, prend le maiſtre hoſtel ou place, s'il en y a pluſieurs : & ſemblablement l'hoſtel, s'il n'y en a qu'vn, & le vol d'vn chappon tout autour le maiſtre Fief & le principal homme ſerf : & le ſurplus de l'heredité, ſe diuiſe par egale portion entre luy & ſes autres coheritiers.

LEPVROVX Chap.4.Art.4. Le fils aiſné ne prend que le principal manoir & le vol d'vn chappon & vn arpent de terre à l'entour dudit manoir : pourueu qu'au dedans d'iceluy, il n'y ait four à ban, moulin, chauſſee : & le reſte ſe diuiſe par egale portion.

TREMBLEVY Chap.1.Art.1. Si pere ou mere roturiers & non Nobles, ayans heritages tenus en Fief vont de vie à treſpas, & ils delaiſſent deux enfans ou plus, dont vn ou pluſieurs ſont maſles, l'aiſné fils prendra ſeulement pour ſon droict d'aiſneſſe & auant partage, le principal lieu & manoir à ſon chois & eſlection, auec le vol d'vn chappon eſtimé à vn arpent de terre outre ledit manoir, à le prendre au plus prochain dudit manoir : pourueu qu'audit vol du chappon n'y ait four bannier, moulin, chauſſee d'eſtang, ſeparez des autres maiſons. Et au ſurplus ſuccederont leſdits enfans, tant le fils aiſné, que les autres enfans ſoient maſles ou femelles & par egale portion en tous les autres heritages tant feodaux que roturiers : ſans prerogatiue d'aiſneſſe. Art.2. Et ne peut &c.p. *à Romorantin.* Art. 4.

CHABRIS Chap.4.Art.12. Entre Nobles l'aiſné prend le maiſtre hoſtel, le vol d'vn chappon : auquel vol n'eſt comprins moulin, four, eſtang, ſi aucuns en y a audit vol, qui eſt eſtimé l'eſtendue d'vne ſexterée de terre à l'entour du maiſtre hoſtel : & le ſurplus de la ſucceſſion ſe depart par teſte entre les nobles, ſoient maſles ou femelles. Art.14. En ſucceſſion de gens annoblis, les choſes & fiefs Nobles ſe departent par teſte entre les enfans fils & filles, & n'y a point de droict de aiſneſſe pour la premiere fois : mais quand la ſucceſſion &c.p. *à l'Ar.4.de Vallançay* Art.15. C'eſt à ſçauoir l'aiſné a le maiſtre hoſtel tenu Noblement & le vol d'vn chappon tel que deſſus. Art.16. Les Fiefs Nobles eſcheus à roturiers par ſucceſſiõ ſe departent par teſte iuſques à ce qu'ils viennent à la tierce foy.

BERRI Tit.19.Art.31. En ſucceſſion de nobles en ligne directe, le fils aiſné doit auoir pour ſon droit d'aiſneſſe par preciput, le principal manoir de la ſucceſſion auec le vol d'vn chappon, qui ſ'eſtend iuſques a vn arpent de terre, ſi tant en y a : appartenant à la maiſon, à le prendre au bourd du foſſé ſ'il en y a : & ſ'il n'y a foſſé, au pied de la muraille : & dedans ledit arpent ſeront compriſes les garennes, ſi aucunes en y a, fuyes & Coulombiers, granges, bergeries & eſtables, iuſques a la concurrence dudit arpent, & non plus : mais non les eſtangs, moulin ou four banniers. Et eſt tranſmis le droict d'aiſneſſe aux enfans 1 du fils aiſné, qui en doiuent iouir, tout ainſi qu'euſt peu faire le pere.

k C'eſt à ſçauoir ayãt eſgard aux fiefs ſituez dans la terre & ſeigneurie de Romorantin. On demande ſi le pere & la mere ayant acquis vn fief en ceſte terre & ſeigneurie, auquel ils ont depuis baſti & edifié vne maiſon, ſi leur aiſné aura ceſte maiſon entiere pour ſon droit d'aiſneſſe. Il n'y a point de chois pour ceſte maiſon. Et puis que les mots de ceſte Couſtume locale ne ſe peuuẽt adapter à ceſte queſtiõ on doit auoir recours à la Couſtume generale de la Prouince de Blois L'equalité entre les enfans eſt fort fauorable l. illam. vbi Phil. Dec. C. de Collat. C.M.

1 Ce droict d'aiſneſſe eſt tranſmiſſible meſmes aux femelles comme eſcrit Du Moulin ſur le 3. Art. de la Couſtume de Paris Gloſſe 3.q.5. Au reſte par Arreſt ſolemnel prononcé le 23. iour de Decembre 1556. par Monſieur le Preſident Seguier fut confirmé la Sentence de ceſte derniere clauſe : par lequel la Sentence du Preuoſt de Paris ou ſon Lieutenant fut infirmée qui auoit adiugé le droict d'aiſneſſe à l'oncle contre le neueu, duquel le pere eſtoit mort du viuãt de l'ayeul. Alexander. Conſ.123. Fab. §. cum filius. Inſt. de her. quæ ab inteſt. def. Idem videtur dicendum ſi filius primogenitus filias reliquerit viuo auo, vt Imbertus ſcribit in Enchiridio.

BOVRBONNOIS Chap.25.Art.301. En ſucceſſion de gens Nobles, le fils m aiſné ou ſon fils aiſné apres ſon treſpas, emporte pour ſon droict d'aiſneſſe le nõ & les armes du defunct, le chaſtel ou maiſon principal en precipuité & aduantage: & peut ledit fils choiſir & eſlire tel manoir que bon luy ſemble, ſoit paternel ou maternel, ſi lors du partage de la ſucceſſion de la mere eſt aduenue pour ſon droict d'aiſneſſe. Art. 302. Droict d'aiſneſſe ſ'entend ſ'il y a chaſtel ou place forte, ſ'il y a foſſé ou foſſez vn ou pluſieurs enuironnans ladite place ou baſſecourt. Et ſi dedans la cloſture deſdits foſſez, il y a granges, eſtables ou autres choſes, ils demourent à l'aiſné ou ſon fils aiſné: & outre l'enclos deſdits foſſez xl. toiſes n de terre à prendre du bout des foſſez: mais ſi en quelque endroit dudit Chaſtel ou maiſon les xl. toiſes ne ſe pouuoient trouuer, il n'aura que ce qui ſe trouuera en chacun coſté, & n'en ſera ailleurs recompenſé. Et ſ'il n'y a point de chaſtel ou place forte à foſſé ou foſſez, il aura la maiſon & outre ce qui eſt enclos, ſoit de mur ou de pal, ſeruant à la cloſture de la baſſecourt, & xl. toiſes tout a l'entour, à prendre de ladite cloſture ſoit de mur ou de pal: & ſ'il n'y a mur, pal ou autre cloſture en ladite maiſon, les xl. toiſes ſe prendront à icelle maiſon, le tout comme deſſus: & eſt la toiſe de vi. pieds. Art.303. Toutesfois ſi dedans les cloſtures & xl. toiſes y auoit moulins, preſſouers ou fours banniers, l'aiſné les pourra retenir, en recompenſant ſes coheritiers de leurs parts & portions dedans †† l'an: autrement les moulins, preſſouers ou fours qui ne ſont banniers ou l'vn d'eux dedans les cloſtures & xl. toiſes, ils demoureront à l'aiſné pour ſon droit d'aiſneſſe & aduantage, ſans recompenſer ſes autres coheritiers: & pendant ledit temps de recompenſe, les fruicts deſdits moulins, fours ou preſſouers banniers ſont communs.

†† *Ceſt Art. 303. eſt accordé pour Couſtume nouuelle quant à ces mots*, dedans l'an.

AVVERGNE Chap.12.Art.51. En ſucceſſion de Nobles le fils aiſné emporte le nom & les armes du defunct, & la principale place ou manoir, auec le vol d'vn chappon, qui comprend motte, foſſez ou douue, ſi aucuns en y a: ſinon vne ſexteree de terre à l'entour de la maiſon, en recompenſant ſes puiſnez & coheritiers de la valeur de leur part & portion de ladite place ou manoir & vol de chappon, & non autrement: poſé ores qu'il n'y euſt qu'vne place en ladite ſucceſſion.

LA MARCHE Chap.19.Art.215. En † ſucceſſion directe entre Nobles & de choſe Noble, où il y a maſles & femelles qui ſuccedẽt par enſemble, le maſle a droict d'aiſneſſe ſur les filles, poſé qu'il ſoit moins aiſné d'elles, & ſur tous ſes autres freres moins nez, & emporte le fils aiſné, & ſi l'aiſné eſtoit treſpaſſé, ſon fils aiſné aura le chaſtel ou maiſon principale tel qu'il voudra choiſir & eſlire, ſoit paternel ou maternel pour droict d'aiſneſſe. Et d'auantage en ceſte matiere que ſ'il y a chaſtel ou place forte, & il y a foſſé ou foſſez, & dedans la cloſture deſdits foſſez, il y a granges, eſtables ou autres choſes, ils demoureront à l'aiſné ou a ſon fils aiſné, comme deſſus: reſerué que ſ'il n'y auoit aucuns moulins, preſſoir ou four bannier, l'aiſné pourra ſi bon luy ſemble recompenſer ſes autres heritiers, de leurs parts & portions: autrement leſdits moulins, preſſouers & fours ſe partiront egalement. Et outre l'enclos &c. p. *a Bourbonnois*. Art. 302. à prendre du bord des foſſez par dehors, tant que les xl. toiſes ſe pourront eſtendre à l'entour des foſſez: tellement que ſi en quelque coſté du Chaſtel ou place forte, les xl. toiſes &c. Et ne ſe pourra recompenſer autres lieux. Et ſ'il n'y a &c. Art.216. Choſes Nobles appartenans à roturiers ſe partent entre eux par egales portions & n'y a lieu de droict d'aiſneſſe.

† *Ceſt Art.215 a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

LODVNOIS Chap.27. Art.3.p. *a Tours*. Art.260. repreſentent apres le decés &c. directe aſcendant à l'aiſné &c. ou à la fille aiſnee en defaut dudit hoir maſle ou qui le repreſentent, appartiennent, &c. Eſquels meubles ſont compris les debtes perſonnelles, arrerages de rentes deues au defunct au temps de ſon decés, & auſſi les deniers des choſes immeubles acquiſes par ledit defunct ſuiets à Retraict conuentionnel ou Couſtumier retraictes dedans le temps de la grace, ou dedans le temps de la Couſtume du pays, qui eſt dedans l'an & iour de la vendition ou de la poſſeſſion prinſe par l'acquereur deſdites choſes, ſi autrement ledit defunct n'en auoit diſpoſé de ſon viuant. Et outre à l'aiſné fils ou aiſnee fille Noble, ſi fils n'y a, appartiennent, les deux parts des choſes hereditaux, demourees des ſucceſſions directes auec l'aduantage, qui eſt le maiſtre hoſtel, Chaſtel ou manoir & la pourprinſe &c.p. *a Tours*. Art.260. & ſinon vne ſepteree de terre ou v. ſols & le Cheze, c'eſt à ſçauoir de terre le vol d'vn chappon enuiron ledit hoſtel. Et au puiſné ou puiſnez appartiennent la tierce partie, mis hors

Meubles.

m Il faut colliger que par ceſte Couſtume les filles n'y ſont compriſes meſmes és Art.302. 303. entre leſquelles n'y a droict d'aiſneſſe par l'Art. 304. Auuergne Chap.12. Art.52. Voiez cy deſſous les Couſtumes miſes en Conference de l'Art.25. & les 324. & 331. de Paris cy deſſous.

n Ces toiſes ſe doiuent prẽdre en quarré, comme font ordinairement les Arpenteurs & meſureurs, & non pas en droicte ligne ou en long: mais en circuit & quarré: Ainſi l'aiſné aura outre la maiſon principale & la cloſture, mil quatre cens quarãte pieds en quarré, ſi l'on en peut meſurer autant, de terre feudale à l'entour & circuit de la maiſõ principale ou Chaſtel, ainſi que Du Moulin a eſcrit ſur le 11. Art. de Paris nõb. 6.

Source : BIU Cujas

de l'aduantage : laquelle ils departiront par entre eux par egale portion. Art. 5. Et ſi au dedans de la pourprinſe du maiſtre hoſtel ou Cheze y auoit Moulin à eauë, four à ban, fuye, garennne, clos de vignes ou eſtangs : en iceluy cas leſdites choſes demeureront audit aiſné ou aiſnee, en recompenſant ſes puiſnez de leur tierce partie, des choſes de la ſucceſſion. Art. 6. Entre Nobles l'aiſné fils ou aiſnee fille, ſi fils n'y a recueille les ſucceſſions eſcheuës à luy & à ſes puiſnez : & eſt ſaiſi de tous les heritages & choſes immeubles, deſquels eſt mort ſaiſi le defunct, duquel il eſt heritier : & les puiſnez ont leur tierce partie par la main de l'aiſné, ou qui le repreſente : lequel la leur doit bailler, quand il eſt ſommé par le puiſné ou puiſnez enſemble, ou chacun à part ſoy. Et auant ladite ſommation, l'aiſné aura tous les fruicts o deſdits heritages, & les autres fruicts eſcheus depuis la ſommation ſe departiront entre l'aiſné & les puiſnez, par les deux parts, & par le tiers, mis hors ledit aduantage. Art. 7. Si l'aiſné ou aiſnee baille à ſes puiſnez leur tierce partie enſemble, & auant que les puiſnez ayent departy entre eux leur tierce partie, l'vn des puiſnez decedé ſans heritier de ſa chair, la portion dudit decedé accroiſt aux autres puiſnez, mais s'ils auoient partagé entre eux, leur tierce partie du decedé reuient à l'aiſné ou aiſnee, ou qui les repreſente. Art. 8. Apres ce que le puiſné ou puiſnez auront ſommé leur aiſné enſemble, ou chacun par ſoy, de leur bailler leur contingente & legitime portion, les puiſnez par ladicte ſommation & chacun d'eux ſont ſaiſis de leur portion, & ſe peuuent appleger, douloir & complaindre en cas de nouuelleté contre l'aiſné dedans l'an & iour de la ſommation : pourueu que telle ſommation ſoit faicte au dedans de xxx. ans, apres le decés d'iceluy dont ils ſont heritiers : & ſommation faicte par l'vn des puiſnez, tant pour luy que les autres puiſnez, profitera aux autres comme à luy. Art. 13. Et s'il aduenoit que ledit aiſné mourut ſans hoir, &c. p. *à Tours.* Art. 267. comme aiſné prendra les deux, &c. de la ſucceſſion de ſon frere aiſné, & l'aduantage dont deſſus eſt touché : Et le tiers d'icelle ſucceſſion, mis hors ledit aduantage, demourera aux puiſné ou puiſnez. Et ſeront tenus leſdicts puiſnez ſommer ledit aiſné de leur bailler partage, par la maniere que deſſus. Et ainſi eſt de la fille aiſnee. Art. 15. L'aiſné doit faire partage à ſes puiſnez de la ſucceſſion eſcheue : & s'ils ne ſont contens de la tierce partie, que l'aiſné leur baille par partage, iceux puiſnez mis hors le droict d'aiſneſſe, des deux tiers de l'aiſné, ſont tenus faire deux portions : deſquelles l'aiſné en prendra vne auec la tierce partie qu'il auoit baillé à ſes puiſnez, & l'autre portion demourera aux puiſnez. Chap. 28. Art. 1. Baronnie ne ſe depart point : pourueu que l'aiſné ait dequoy recompenſer les puiſnez de leur portion en Chaſtel ou Chaſtellenie d'vne meſme ſucceſſion dont eſt venue la Baronnie. p Art. 2. Et s'il n'y auoit dequoy recompenſer en la maniere que dit eſt, les puiſnez auront leur portion par la main de l'aiſné, mis hors le droict d'aiſneſſe. Art. 3. Et lequel droict d'aiſneſſe eſt le Chaſtel, foſſez & pourprinſe d'iceluy, auec le droict de guet, tel qu'il luy peut competer & appartenir, vne foy & hommage en Chaſtellenie, à ſon chois, &c. p. *à Tours.* Art. 295. enſemble le Cheze, qui eſt trois ſepterees de terre à l'entour du Chaſtel, &c. ou four à ban, &c. il prendra pour le Cheze au plus pres, les trois ſepterees, &c. ou les retiendra à ſoy, ſi bon luy ſemble pour les payer par ſes mains. Chap. 29. Art. 2. *vers la fin.* Toutesfois s'il y a aucuns heritages tenus noblement, acquis de bourſe Couſtumiere & eſcheus, &c. p. *à Tours.* Art. 297. L'aiſné ou aiſnee ou qui le repreſente en aura les deux parts auec l'aduantage, ainſi que ſi c'eſtoit entre Nobles : & le puiſné ou puiſnez ou qui le repreſente, en aura le tiers, mis hors l'aduantage : lequel tiers ledit aiſné ou qui le repreſente, leur ſera tenu garantir en parage, ſous ledit hommage qu'il eſt tenu faire. Art. 4. Le fils aiſné ou la fille aiſnee roturiers peuuent recueillir toute la ſucceſſion des choſes Nobles, qui cheent en tierce foy : & les tiendra & en prendra les fruicts à ſon profit, iuſques à ſommation faite par ſes puiſnez : & icelle faicte, les choſes ſe departiront en la maniere que deſſus : & apres ſommation faicte par les puiſnez ou l'vn d'eux à leur aiſné, iceux puiſnez & chacun d'eux ſe peuuent dire ſaiſis de leurs parties & portions. Et ſe pourront appleger q contre leur aiſné ou aiſnee, s'ils ne leur baillent leur contingente portion des choſes Nobles.

Partage.

o Ce qui ne preiudicie point aux alimẽs & nourriture principalement des mineurs & pupilles. C. M.

p Aliàs vt ſimplex feudum diuiditur. C. M.

q Chap. 27. Art. 7. cy deſſus.

POICTOV Tit. 6. Art. 289. Entre †† Nobles au regard des choſes Nobles, le principal heritier maſle & qui le repreſente, prend pour ſon droict d'aiſneſſe, le principal Chaſtel ou hoſtel Noble, tel qu'il veut eſlire, auec les appartenances des vergers & precloſtures anciennes ioignans audit hoſtel, encores † qu'il y euſt grãd chemin entre deux : pourueu que les precloſtures n'excedẽt

†† *Les Art. 289. & partie du 290. ſont faits du 221. Art. ancien.*

Source : BIU Cujas

† *Ces mots*, Encores qu'il euſt grand chemin entre deux, *ſont de nouuel adiouſtez, pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

l'eſtimation de trois ſexterees de terre, prinſe chacune ſexteree pour charge de cheual. Et s'il en y a plus, l'heritier aiſné en peut bailler recompenſe aux puiſnez, qui ſont tenus de la prendre, & †† s'il y en auoit moins, l'aiſné s'en contentera, ſans que les puiſnez ſoient tenus luy parfournir. Art. 290. Et quant au ſurplus de toutes les terres & reuenus Nobles obuenus d'icelle ſucceſſion, l'aiſné en prend les deux tiers: & tous les puiſnez fils ou filles ou qui les repreſentent, prennent l'autre tierce partie, à icelle diuiſer egalement entre eux. Et où † il eſcherroit ſubdiuiſion pour la ſucceſſion des puiſnez predecedez, ſera gardé l'aduantage à l'aiſné ou à celuy qui le repreſente, ſelon que deſſus. Et où il n'y auroit aucun Chaſtel ou hoſtel Noble ou hebergement, ſoit pour le Seigneur ou pour le meſtayer, aura l'aiſné le chef d'hommage au lieu deſtiné pour ledit hoſtel, auec vne ſexteree de terre au lieu de precloſtures. Art. 293. Les puiſnez ont & prennent la tierce partie de leur droict, incontinent apres la mort du treſpaſſé, à la ſucceſſion duquel ils viennent, & en peuuent s'appleger ou former complainte en cas de nouuelleté, contre leur frere aiſné & tous autres. Art. 294. Et où le fils aiſné ou qui le repreſente aura baillé à ſes freres & ſœurs puiſnez leur tierce partie à part & diuis à tous enſemble, ou à chacun d'eux ſa portion, à diuis, & l'vn d'eux allaſt de vie à treſpas ſans hoirs de ſa chair, la portion du defunct n'accroiſt aux autres puiſnez: ains ſe diuiſe entre eux & leur frere aiſné, comme ſucceſſion collaterale, & par la forme cy deſſus contenue.

†† *Ces mots*, Et s'il y en auoit, *&c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez comme deſſus.*

† *Ces mots*, Et ou il eſcherroit, *&c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez comme deſſus.*

Angovmois Chap. 7. Art. 87. *A la fin.* Entre Nobles, en noble & directe ſucceſſion au fils aiſné ou fille aiſnee des ſuccedans, quand il n'y a hoir maſle, ou qui le repreſente, appartient & doit auoir par aduantage & droict d'aiſneſſe le Chaſtel ou manoir principal de la ſucceſſion. Art. 88. Et s'il en y a pluſieurs, il pourra auoir & prendre le principal, ou autre qu'il voudra à ſon chois & election, auec ſes anciennes precloſtures & la fuye, garenne, four & moulin à ban: pourueu qu'ils ne ſoient ſeparez par chemin ou charrau & publique, riuiere nauigable ou autre ancienne ſeparation dudit Chaſtel ou principal manoir & precloſture d'iceluy. Art. 89. Et en outre ſur ſes autres coheritiers, le Quint du reuenu de la ſucceſſion par preciput & aduantage, & au reſidu d'icelle ſucceſſion ſa portion contingente & legitime, ſelon le nombre des venans à la ſucceſſion.

La Rochelle Chap. 19. Art. 54. Le fils aiſné, ou fille à defaut de fils du Seigneur Noble, ou qui le repreſente, apres le decés, prend outre ſes freres & coheritiers, par droict d'aiſneſſe le Chaſtel ou principal hoſtel & le Quint de la ſucceſſion és choſes Nobles, par aduantage, auec la precloſture dudit hoſtel ou Chaſtel: & le ſurplus de la ſucceſſion ſe depart entre coheritiers par egale portion.

Xainctonge Tit. 11. Art. 91. Entre Nobles & * ſucceſsions Nobles tant de pere que de mere, au fils aiſné ou qui le repreſente, & en chacune deſdites ſucceſſions, appartient auoir & prendre pour ſes droicts d'aiſneſſe le principal hoſtel ou manoir Noble ou roturier, tel qu'il luy plairra eſlire, auec les precloſtures anciennes: & le Quint desdites ſucceſſions par preciput & aduantage: & au ſurplus ſa quotité & portion contingente, comme l'vn de ſes coheritiers. Art. 92. Et ſi lesdictes ſucceſſions ou partie d'icelles, ſont aſſiſes en diuerſes Seneſchaucees ou Gouuernemens, le fils aiſné ou qui le repreſente, aura & prendra en chacune desdites Seneſchaucees & Gouuernemens, ſes droicts d'aiſneſſe, tels qu'ils ſe trouueront luy appartenir, ſelon les Couſtumes & vſances des Seneſchaucees ou Gouuernemens, où les ſucceſſions ſeront ſituees & aſſiſes. Art. 93. *Et* †† *idem*, entre roturiers en choſes Nobles, quand la choſe Noble a eſté hommagee trois fois en leur ſucceſſion. Car apres, l'aiſné és choſes Nobles a tel droict d'aiſneſſe entre roturiers, qu'entre Nobles. Art. 95. Es precloſtures anciennes r ſont comprins les domaines ioincts, contigus & adiacens audit hoſtel ou manoir, prins & eſleu par le fils aiſné ou qui le repreſente, ſans euidente & apparente ſeparation, ſoit de † murailles, foſſez, chemins ou cours d'eauë: ſauf & reſerué les moulins d'eſtreignables & four à ban: le reuenu deſquels, poſé que ſont aſſis en & au dedans les precloſtures, ſe precompte, comme l'autre reuenu des ſucceſſions: & au regard des fuyes & garennes, ſi elles ſont au dedans des precloſtures, le fils aiſné les aura par preciput & aduanta-

* *Aliàs, & és ſucceßions.*

†† *Ceſt Art. 93. eſt adiouſté comme ancien, & de tout tẽps obſerué.*

† *Ce mot*, murailles *eſt de nouuel adiouſté.*

r Vide Bartol. in l. prædiis. §. qui domum. §. Balnea D. de leg. 2.

Source : BIU Cujas

†† *Cest Art. 96 est de nouuel adiouste.*

† *Ces mots, ou qui le represente, sont adiouſtez.*

†† *Ces mots, En la maniere susdicte, sont adiouſtez.*

Partage ou diuision quand est censé entre l'aisné & ses puisnez.

† *Ces mots, quant à ce, & c iusques à la fin, sont adiouſtez.*

ge. Art. 96. Et †† s'il n'y a aucunes desdites precloſtures aura outre la maiſon & maiſonnage ſix iournaux de terre pour faire ſes precloſtures, à faire iardins & autres choſes conuenables à maiſon Noble : pourueu que ſi dedans les ſix iournaux ſe trouuoient aucuns domaines arrentez, ſera diuiſee la rente, comme le demourant, entre les coheritiers. Art. 102. Si le frere aiſné en ſucceſſion Noble, eſtant la ſucceſſion par indiuis, va de vie à treſpas ſ ſans hoirs procreez de ſa chair, le prochain frere aiſné apres luy, ou † qui le repreſente, qui luy ſuruit, prendra tels & ſemblables droicts & prerogatiues pour le droict d'aiſneſſe, par preciput & aduantage ſur ſes puiſnez, comme euſt faict l'aiſné treſpaſſé : ſçauoir le principal hoſtel ou manoir auec ſes precloſtures en †† la maniere ſusdicte, & le Quint d'icelle ſucceſſion Noble : & le ſurplus d'icelle ſucceſſion ſe depart & diuiſe par egales portions : entre le proche frere aiſné apres l'aiſné treſpaſſé & ſes coheritiers. Art. 103. Diuiſion eſt cenſee faicte, quand l'aiſné a vne fois eſleu vn hoſtel pour ſon droict d'aiſneſſe, & print le Quint ſur ſes freres, iaçoit que les autres portions ne ſoient autrement diuiſees, quant † à ce qu'il n'y aye plus lieu de Quint.

ſ Ceſte queſtion a eſté cy deſſus reſolue ſur le xiii. Art. de Paris, en la lettre g. ſur la fin de l'Annotation ou tu peux auoir recours. Vide Alber. in l. donationes C. de don. inter vir. & vxor. Bald. in L. omnes. De iuſt. & iure & cap. 1. De ſucc. feud. Sedan cy deſſous. Art. 164. & Paris. Art. 324. cy deſſous. Tit. 15. des Succeſſions.

Bordeavx Chap. 5. Art. 76. Si le pere Noble decede ſans diſpoſer, l'aiſné ou qui le repreſente, ſuccedera és Comtez, Vicomtez, Baronnies ou autres dignitez & maiſons Nobles, & tous autres biens delaiſſez du pere Noble : reſerué la legitime aux autres enfans : c'eſt à ſçauoir quand il y aura enfans maſles & filles : les maſles auront la moitié de leur legitime en terre, & l'autre moitié en argent : & les filles en argent ſeulement. Et à l'eſtimation de la legitime, ne ſeront eſtimez les noms & titres des dignitez & edifices de Fiefs Nobles. Et auſſi quand il n'y aura que filles, audit cas l'aiſnee ou qui la repreſente, ſuccedera comme le fils aiſné : & les autres filles auront leur legitime moitié en terre & moitié en argent.

Acs Tit. 2. Art. 1. En la ville & Siege d'Acs és maiſons Nobles, vulgairement dicts heritages gentioux, de pluſieurs enfans d'vn meſme mariage, le fils aiſné ſuccede vniuerſellement à ſes pere & mere decedez ſans faire teſtament, tant és biens auitins, que acqueſts, lequel fils aiſné eſt tenu apportionner tous les autres fils ou filles raiſonnablement en argent ou heritages, à ſon chois, qui ſera doreſnauant, s'ils ſont trois puiſnez ou plus, la tierce partie des heritages Nobles, ou l'eſtimation d'icelle faicte par les parens & amis eſleus par les parties. Art. 2. Et s'il n'y a trois puiſnez, mais ſeulement deux ou vn, leur portion ſera la quatrieſme partie desdicts biens Nobles, ou l'eſtimation d'icelle, en la maniere que deſſus. Art. 3. Leſquelles tierce ou quarte partie ſeront eſtimees, deduits les debtes du defunct ſur le tout : enſemble les frais & miſes des funerailles qui ſont faictes en gardant le corps du defunct en la maiſon apres le decés, & iceluy conduiſant pour eſtre enterré, & le iour de ſon enterrement. Art. 4. Et où ledit aiſné ou aiſnee a baillé & apportionné moindre portion, les puiſnez en heritage : tel heritage, poſé qu'il ne ſoit dit, eſt rachetable par l'aiſné, ſi faire le veut à touſiours, en baillant l'eſtimation qui en eſt ou ſera faicte par les parens & amis, à celuy qui tiendra l'heritage. Art. 5. Sans ce que les puiſnez par faute de payement de l'eſtimation, qui en pourroit eſtre faicte quand la portion eſt baillee, puiſſent faire mettre en Criees & ſubhaſtations, telle portion baillee en heritage ou autrement alienee, que ledit aiſné ne puiſſe touſiours racheter ledit heritage d'iceluy, qui le tiendra, en payant l'eſtimation & loyaux decouſtemẽs. Art. 6. Et en defaut de maſles és heritages Nobles, la fille aiſnee ſuccede en apportionnant & dotant les autres filles, comme deſſus. Art. 7. Et où l'aiſné ou l'aiſnee reſpectiuement a apportionné ſes freres ou ſœurs en heritage, ſi leſdicts freres ou ſœurs ou aucun d'eux decede ſans enfans, la portion d'iceluy decedé ſans enfans s'il n'a eſté aliené en vie par le decedé à titre non lucratif, retourne par entier audit fils ou fille aiſnee, qui eſt tenu ou tenue reſpectiuement faire les funerailles, & payer les debtes du predecedé, ſi des acqueſts d'iceluy faire ne ſe peut. Art. 8. Quand il y a enfans de diuers mariage telle ſucceſſion d'heritages Nobles eſt diuiſee en tant de parts qu'il y a de mariages : & l'aiſné ou l'aiſnee reſpectiuement de chacun mariage ſuccede vniuerſellement en la portion contingente ledict mariage, & ce ô la charge que deſſus : reſerué toutesfois à l'aiſné du premier mariage le *Capdheud* par preciput. Art. 9. Et reſerué ledit *Capdheud* autant en a l'enfant du ſecond ou tiers mariage ſeul, ſoit fils ou fille, que celuy du premier : poſé qu'ils ſoient pluſieurs enfans du premier mariage, à la charge de l'aiſné.

S. Sever Titre 12. Art. 14. En ladicte Preuoſté en toute ſucceſſion

Source : BIU Cujas

de pere ou de mere, l'aiſné maſle d'vn meſme mariage ſuccede & en deboute les puiſnez maſles, & auſſi les filles ſoient aiſnees ou puiſnees. Art. 15. Et les puiſnez maſles & auſſi les filles, s'ils ont eſté apportionnez par le pere ou mere, en les dotant ou donnant pour nopces ou autrement, ſoit entre vifs ou par teſtament ou autre derniere volonté, ne peuuent autre choſe demander audit heritier. Art.16. Et au cas que leſdicts fils puiſnez & filles n'auroient eſté apportionnez & dotez pendant la vie de leur pere & mere, & que leur pere & mere ne leur auroient rien laiſſé en teſtament, l'aiſné qui aura ſuccedé eſt tenu apportionner les puiſnez fils ou filles raiſonnablement, en or ou en argent, ou heritage à ſon chois. Art.17. Qui ſera doreſnauant que s'ils ſont trois puiſnez ou plus, la tierce partie des biens ou l'eſtimation d'iceux, &c. p. à l'Art.1. d'*Acs*. Art. 18. Leſquelles tierce ou quarte, &c. p. *à Acs*. Art. 3. En iceluy conduiſant à l'Egliſe, &c. Art.19. Et où l'aiſné ou aiſnee a baillé & apportionné les puiſnez en heritage, tel heritage, poſé qu'il ne ſoit dit, &c. p. *à Acs*. Art. 4. A touſiours mais, &c. Art.20. p. à l'Art.5. d'*Acs*. Art.26. En ſucceſſion de biens Nobles, l'aiſné du premier mariage, doit auoir la maiſon principale, appellee vulgairement *Capdheul* par preciput auec le iardin à icelle contigu.

BAYONNE Tit.12. Art.1. A celuy qui decede ſans faire teſtament, ſuccedent premierement les deſcendans en droicte ligne, tant maſles que femelles, & egalement par teſte, s'ils ſont en pareil degré: & s'ils ſont en diuers degrez, par branchage, en tous biens tant auitins que acqueſts, non aſſignez pour mariage. Art.2. Excepté en Lar ou maiſon principale du defunct, obuenus de l'ayeul par ſucceſſion. Art.3. Laquelle eſt deuë par preciput au maſle aiſné, & en defaut de maſle, à l'aiſnee femelle. Art.4. Toutesfois s'il y a pluſieurs maiſons principales, l'aiſné ou aiſnee en a ſeulement vne de pluſieurs à ſon chois. Art.5. Et ce quand pluſieurs maiſons principales obuiennent toutes d'vn coſté. Art.6. Mais ſi elles ſont obuenus de diuers coſtez des aſcendans en droicte ligne, l'aiſné ou aiſnee reſpectiuement en la ſucceſſion d'vn chacun des aſcendans, a vne maiſon principale par preciput en la façon que deſſus. Art.7. Et eſt deuë ladite Lar ou maiſon principale à l'aiſné ou à l'aiſnee en defaut de maſles, de telle ſorte que poſe que le defunct n'ait autres biens que la Lar & maiſon obuenue de ligne, en icelle maiſon les autres enfans puiſnez n'y peuuent rien quereler, ſoit par legitime ou autrement en façon que ce ſoit.

Lar ou maiſon principale.

LA BOVRT Tit.12 Art.1. Es maiſons & heritages Nobles, à celuy qui eſt decedé ſans faire teſtament, delaiſſez pluſieurs enfans, ſuccede le premier enfant maſle, s'il n'y a enfans que d'vn mariage. Art.2. Mais s'il y a enfans de diuers mariages, & du premier n'y a que filles, la fille aiſnee du premier mariage ſuccede & exclud tous les enfans des autres mariages: poſé qu'il y en ait de masles. Ar.3. En biẽs ruraux ou auitins, le premier enfant de loyal mariage ſuccede à ſes pere & mere, ſoit fils ou fille. Art.4. Ce qui eſt dit que le premier ſuccede, a lieu auſſi au deſcendant du premier habille à ſucceder, ſi iceluy premier habille eſt decedé auant la mort de ſes pere & mere, ſoit le deſcendant du premier habille fils ou fille. Art.5. Toutesfois és maiſons Nobles, le maſle deſcendant du premier habille predecedé, eſt preferé à la fille deſcendante, poſé qu'elle ſoit premiere nee, s'ils ſont d'vn meſme mariage: autrement la fille eſt preferee comme deſſus.

SOLE Tit.27. Art.1. Es maiſons & heritages Nobles & auſſi maiſons feudales qui ne ſont partables & ſont franches, non nobles ne feudales qui prouiennent de papoadge, à celuy qui eſt decedé teſtat ou inteſtat, en quelque maniere que ce ſoit, ſuccede le premier enfant masle. Et le pere & la mere ne le peuuent desheriter ne priuer de la ſucceſſion, par teſtament n'autrement, des biens de ligne de papoadge, ſans cauſe legitime. Art. 2. En defaut de fils masle ſuccede la premiere fille. Mais s'il y a enfans de diuers mariages, & du premier n'y a que filles, la fille premiere du premier mariage ſuccede & exclud tous les enfans des autres mariages, poſé qu'il y en ait de masles. Art. 3. Excepté qu'en toutes les maiſons des Parroiſſes de Vrdaix, de Ans, Auenſe, pres Tardets, à Los & Sorholuce, heritent & ſuccedent les premiers ſoient fils ou filles indifferemment: reſerué les maiſons du Domec de Auenſa, de Medrisquicte, de Alos, Eraſarrete, Vndurenh, Domec, Saldaqui, de Beſſagaits, de Ans: eſquels heritent les fils, excluſes les filles. Art.4. En la Parroiſſe & Bourt de Montore heritent les fils, les filles excluſes. Art.5. Es maiſons fiuateres de la maiſon de Athagui, de Alſay, herite & ſuccede le premier, ſoit fils ou fille indifferemment & en los *botois* de ladicte maiſon de Athagui, herite le fils, les filles excluſes. Art. 6. En la maiſon de Goyhex, de Larmis herite, &c. Art.7. En la maiſon de

Source : BIU Cujas

Iriartia de Sanguis herite & ſuccede le fils, &c. Art. 8. En l'hoſtel de Tartaſſa, de Gothen herite ou ſuccede le premier ſoit fils ou fille. Art. 9. Es maiſons de Iriart, de Chebarne, Echagoyen & de Iaure Guiuerti Decihiga, herite le premier ſoit fils ou fille indifferemment. Art. 10. Es maiſons de Echacapar, Iribarne, Mendiondo, Carrica, Irriat, Larrondo, Irigohyen, Eliſſalt, de la Parroiſſe de Oſſats, herite le premier reſpectiueuent, ſoit fils, &c. Art. 11. En l'hoſtel Deſporont, Demuſquildi, herite & ſuccede, &c. Art. 12. Es maiſons Dechart & de Quehelhauguy, Deſpes herite, &c. p. au 9. Art. Art. 13. Es maiſons de la Pitztoy, Necol, Gamaſſabal, Ariadar, Vrruchoro, Orgaubide, Mandiburu, Goyen, Gamo, Echat, Lapitz, Echagoyti, Echart, Carrica, Echebers, Echeberri, Aran, Carriquiri, Sargaſpe, Subicot, Queherili, Carricart, Geru, Iribarne, Arſusqui, Beheregaray, Geta, Arabehere, Arſu, Arhauiſet, & Harhancetabehere, de la Parroiſſe de Auſuruc, herite, &c. Art. 14. Es maiſons de Bortiri, de Aguerre, de Iriat, de Caſanaue, de Chacapart, de Olhaqui, Degoyhene & Salauabe de la Parroiſſe de Atherey, herite & ſuccede, &c. Art. 15. Es maiſons de Chacapar, de Salaber, & Carriquiri de la Parroiſſe de la Guinge, herite, &c. Art. 16. Es maiſons de Caſamaior, & de Goyhenex, de la Parroiſſe de Chebar, herite le premier fils ou fille. Art. 17. Es maiſons de Iriard & de Carrere, de la Parroiſſe de Mendite, herite & ſuccede, &c. Art. 18. Es maiſons de Chacapar, de Garharrete, de Bilapu, de Iriart, de Goyti, de Carriquiri, de Charritet, & de Vhart, de la Parroiſſe de Barçois, herite le premier, &c. Art. 20. p. *à la Bourt.* Art. 4. Si le premier, &c. Art. 21. p. *à la Bourt.* Art. 5. Nobles & autres qui ne ſont partables, le masle, &c.

†† *Ces Art. 541. 542. 545. 546. & 547. ont eſté de nouuel adiouſtez, & lequel Art. 541 a eſté depuis corrigé & accordé, ainſi qu'il eſt eſcrit.*

BRETAGNE Tit. 23. Art. 541. Les †† maiſons, Fiefs, rentes de conuenans & u domaines congeables, Nobles & autres terres Nobles, ſoit d'ancien patrimoine ou d'acqueſts, & les meubles ſeront partagez noblement entre les Nobles qui ont eux & leurs predeceſſeurs des & parauant les cent ans derniers veſcu & ſe ſont comportez noblement, & aura l'aiſné par preciput & en ſucceſſion de pere & de mere & en chacune d'icelle, le Chaſteau ou principal manoir auec le pourpris: qui ſera le iardin, coulombier & bois de decoration & outre les deux tiers, & l'autre tiers ſera baillé aux puiſnez par heritage tant fils que filles pour eſtre partagé entr'eux par egales portions: & le tenir chacun des puiſnez comme x Iuueigneur d'aiſné, en parage & ramage dudit aiſné. Art. 542. En ce ne ſont comprins les anciens Comtes & Barons, qui ſe traicteront en leurs partages, comme ils ont faict par le paſſé. Art. 545. Aduenant que l'aiſné ou celuy qui le repreſente, decedaſt ſans hoirs de corps, l'aiſné apres ou celuy qui le repreſente ſoit fils ou fille, ſuccedera à tout ce qui ſeroit eſcheu au decedé, du tige & tronc commun, tant paternel que maternel: ſans que les puiſnez y puiſſent prendre aucune choſe. Art. 546. Et quant aux acqueſts & autres biens Nobles n'eſtans du tige & tronc commun, qui ſe trouueront és ſucceſſions collaterales, ſeront partagez entre l'aiſné ou celuy qui le repreſente, & les puiſnez ou ceux qui les repreſentent: ſçauoir les deux parts à l'aiſné, & le tiers aux puiſnez. Art. 547. L'heritier masle ou les deſcendans de luy en quelque aage qu'ils ſoient, ſeront preferez pour le droict d'aiſneſſe en toutes ſucceſſions directes & collaterales, aux filles & deſcendans d'elles. Art. 589. L'aiſné † des Bourgeois & autres du tiers Eſtat, ou ſes enfans, ſoit fils ou fille, qui auroient terres & Fiefs Nobles, ſoit fils ou filles, aura par preciput ſur les terres nobles vn ſol pour liure, partage faiſant, & ce en la ſucceſſion directe ſeulement. Art. 590. Et s'il y auoit enfans de deux mariages, les premiers fuſſent du tiers Eſtat, & les ſeconds Nobles, ſi la femme Noble auoit eſpouſé vn roturier en premieres nopces, & en ſecond mariage vn Gentil-homme, les enfans du roturier ne prendroient aucun preciput ſur le droict & portions des enfans du mary Noble. Art. 598. L'aiſné †† n'eſt tenu bailler partage à ſes puiſnez, fors des heritages, deſquels il eſt actuellement iouiſſant, ſi l'empeſchement ne venoit de ſon faict: ſauf par l'iſſue du proces à y auoir les puiſnez leur portion, contribuant aux frais, à la raiſon qu'ils y prendroient. Art. 599. Si au † temps que l'aiſné faict aſſiette à ſes puiſnez, il ſe trouue que les terres ſoient enſemencees ou engagneries, les puiſnez prendront les heritages de leur aſſiette, en tel eſtat qu'ils ſont lors de l'aſſiette: rembourſant à l'aiſné ou celuy qui les aura enſemancees les labeurs & ſemences, par aduis des Laboureurs du pays.

† *Ces Art. 589. & 590. ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 598. qui eſtoit le 532. ancien a eſté ainſi reformé.*

† *Ceſt Art. 599. reformé le 533. Art. ancien & les 534. 535. & 540. ont eſté rayez, comme comprins es Art. 599. & 600.*

SEDAN Tit. 9. Art. 158. En Seigneuries & terres feodales, le fils aiſné prendra par preciput & hors part, le principal Chaſtel & maiſon forte ou Seigneuriale pour ſon droict d'aiſneſſe: & en partage moitié des terres & Seigneu-

u Domaines congeables ſont propres à ceſte Couſtume, & ſont expliquez au procés Verbal d'icelle, ſur le 693. mis cy deſſus, partie premiere, & s'entent domaine congeable, duquel le poſſeſſeur ſe doit deſſaiſir à la volonté du Seigneur duquel il eſt tenu, en luy payant ſes meliorations.

x Iuueigneur puiſné ou Cadet à l'eſgard de l'aiſné.

Source : BIU Cujas

ries Nobles. Art.159. Le ſecond fils ſemblablement aura le ſecond Chaſteau, place ou maiſon forte par preciput, & ainſi des autres fils ſucceſſiuement, ſi tant y a de places, Chaſteaux ou maiſons fortes en la ſucceſſion. Art. 160. Et quant à l'autre moitié des terres feodales & Seigneuries, reuenues & dependances d'icelles, qui ſeront de Fief, elle ſe partira egalement entre les puiſnez: & s'il y a filles, vn fils prendra autant que deux filles. Art. 161. Les terres & Seigneuries demoureront entieres, s'il y a heritages eſtans de la ſucceſſion, ſuffiſans pour bailler & faire les recompenſes ailleurs aux coheritiers, ſans denombrer leſdictes pieces. Art.162. Droict d'aiſneſſe a lieu, tant en la ſucceſſion de pere, que de mere és terres feodales. Art. 163. *& la fin.* En droict d'aiſneſſe la fille du fils aiſné, ne repreſentera ſon pere: mais prendra ſeulement autant qu'vn fils puiſné en terres Nobles & feodales. Et ſi ne ſuccederont par repreſentation les femelles auec les maſles, és Chaſteaux & maiſons fortes. Art. 164. Le fils du fils aiſné repreſente ſon pere au droict d'aiſneſſe és ſucceſſions de ſes ayeuls ou ayeulles.

BAR Tit.1. Art.2. Les Comtez tenus en Fiefs dudict Duc de Bar, ſont indiuidus, & doiuent appartenir au fils aiſné, qui en emporte le nom & titre: & les autres puiſnez ont vn partage en autre terre, s'il y en a: & s'il n'y a autre terre que tel Comté, ils auront portion contingente, qu'ils tiendront en Fief dudict aiſné en ſubiection de retour, demeurant le nom & titre audit aiſné. Tit. 9. Art.111. En ſucceſſion directe entre gens Nobles, à l'aiſné fils appartiendront par preciput les armes plaines, le cry & titre de Seigneur. Art.112. Quand vn Vaſſal va de vie à treſpas & delaiſſe pluſieurs enfans maſles & femelles, ou vn enfant masle & pluſieurs filles, le fils a droict de prendre & choiſir en terre de Fief auant & hors partage, laquelle forte place, Chaſtel ou maiſon qu'il luy plaira prendre pour ſon droict d'aiſneſſe, auec ce qui eſt enclos és murailles & foſſez eſdicts Chaſtel ou maiſon forte, baſſe-court dependante & deſtinee à ladicte maiſon, & vn iournel de terre meſure de Bar, à l'entour de la maiſon ioindant deſdictes murailles & foſſez, ou au plus proches d'iceux à ſon chois, le tout chargé de Douaire s'il y eſchet. Et au reſidu des autres partages de Fief, il prend ſa part comme l'vn de ſes autres coheritiers. Art. 113. S'il y a iardin hors & ioindant ce que deſſus, appartiendra au fils aiſné, en donnant toutesfois par luy recompenſe en heritages à ſes coheritiers qui luy reſſortiront nature de propre. Art.114. Et s'il y a moulin, four, preſſouër ou autres choſes au dedans dudict arpent ou baſſe-court, qui ne ſoit deſtiné pour la ſeule commodité de la maiſon telle choſe demeurera audit aiſné, en recompenſant ſes coheritiers comme deſſus. Et pareillement où il y auroit baſtiment au dedans dudict iournel, ſi ledict aiſné veut auoir ledict iournel, il ſera tenu en recompenſer ſes coheritiers de la valeur du baſtiment. Et s'il ne veut auoir leſdicts iournel & baſtiment, ſeſdicts coheritiers ſeront tenus luy donner la iuſte value & eſtimation du iournel, ſans en ce y comprendre les baſtimens. Art.115. Le fils aiſné n'aura en ſucceſsion de pere & de mere à ſon chois audict Bailliage qu'vn droict d'aiſneſſe. Art.118. En ſucceſsion de terre de Fief de ligne directe, vn fils a & emporte autant ſeul que deux filles: mais en terre de pote, ils ſuccedent egalement.

Art.19.

PARIS.

Quand †† n'y a que y filles venans à ſucceſsion directe ou collaterale, droict d'aiſneſſe n'a lieu: & partiſſent egalement.

†† *Ceſt Art. 19. eſt mis au lieu des 12. & 26. Art. anciens, comme eſtans leſdicts deux Art. comprins en iceluy.*

Droict d'aiſneſſe n'a lieu entre filles, ſoit la ſucceſsion directe ou collaterale.

y Nous auons dit cy deſſus que le droict d'aiſneſſe ne pouuoit appartenir aux filles par quelques Couſtumes: Toutesfois il y en a aucunes comme celles de Amiens, Tours, Artois, Aniou, le Maine & autres qui admettent ce droict en la perſonne d'vne fille aiſnee. Ce droict eſtant introduit pour la conſeruation des familles des perſonnes Nobles, & les maſles ſont les pilliers & colomnes des maiſons & familles: mais non pas les filles, qui par leurs mariages entrent és maiſons & familles eſtrangeres, & meſmes changent leurs noms l. quicunque C. de re mil. lib. 12. & ſe doiuent qualifier du nom de leurs maris, mulier familiæ ſuæ & caput & finis eſt, vt ait Vlp. in l. pronuntiatio 195. De verb. ſign. & l. 196. §. vlt. D. eod tit. ait feminarum liberos in earum familia non eſſe: quia qui naſcuntur patris, non matris familiam ſequuntur. A. Gellius 13. Noct. Attic cap. 10. ex Antiſtio Labeone refert ſororem ſeparari à domo, in qua nata eſt & in aliam familiam tranſgredi. Baldus in l. multis. D. de ſtat. hom. & l. omnes D. de iuſt. & iure & Conſ. 275. Lib. 2. Faber. §. ceterum Inſt. de legit. agn ſucc. Iaſon Conſ. 84. in 1. vol. Guido Pap. Dec. 476. & 487. Le vingt-cinquieſme Article de ceſte Couſtume, & le 324. Titre quinzieſme. Des Succeſſions, ſont à noter pour ceſte interpretation, leſquels nous deuons conioindre auec ce 19. Art. Voyez Du Moulin ſur l'Art. 12. de Paris, & Tiraqueau q. 10. au iure de iure primigen.

CONFE-

Source : BIU Cujas

CONFERENCE.

CALAIS Tit.1. Art.19.p.*à Paris.*

MEAVX Chap.21. Art.163. Entre filles Nobles, *etiam deficientibus masculis*, n'y a point de droict d'aiſneſſe : mais partiſſent egalement, autant la premiere, ſeconde que la tierce.

MELVN Chap.4. Art.97. Entre filles venans de leur chef n'y a droict ne prerogatiue d'aiſneſſe.

SENS Tit.19. Art.204. Entre filles, ſoit en ligne directe ou collaterale, il n'y a droict d'aiſneſſe : mais en aura autant l'vne comme l'autre : & ne doiuent Rachat au S.F. mais ſi c'eſt en ligne collaterale, chacune fille doit Rachat.

AVXERRE Tit.2. Art.58. Entre filles ſuccedans en pareil degré, n'y a droict d'aiſneſſe, ſoit en ligne directe ou collaterale.

BAR Tit.9. Art.116. Entre filles droict d'aiſneſſe n'a point de lieu, en quelque ſucceſſion que ce ſoit. z

ESTAMPES Chap.1. Art.11. Si eſdites ſucceſſions ne ſont que filles, n'y a entre elles aucun droict d'aiſneſſe.

DOVRDAN Tit.1. Art.8. Entre filles & quand il n'y a que filles venans à la ſucceſſion du pere & mere, droict d'aiſneſſe n'a lieu : mais viennent toutes & partiſſent egalement les biens de leur pere & mere de quelque qualité qu'ils ſoient.

MONT-FORT Chap.1. Art.14.p.*à Dourdan*, à ſucceſſion de pere, mere, † ayeul ou ayeule ou autre aſcendant, droict, &c. les biens des ſucceſſions tant en Fiefs & heritages tenus noblement, que autres. Art.25.p.*à Sens*, ſoit en ſucceſſion de ligne, &c. *iuſques a ce mot*, d'aiſneſſe, *inclus*.

MANTE Chap.1. Art.9. Entre filles n'y a droict d'aiſneſſe, & ſe partagent entre elles les Fiefs egalement.

SENLIS Tit.7. Art.131. Entre filles n'y a point de droict d'aiſneſſe : & par ce ſi dudit treſpaſſé n'y a que filles, deux trois ou pluſieurs, & il y a Fiefs, la fille aiſnee n'aura plus de prerogatiue en la ſucceſſion que les autres maiſnees, & n'emportera l'aiſnee plus que les autres. Art.135. *A la fin.* Et quand il n'y aura que filles, elles ſuccederont egalement en ligne directe, comme dict eſt.

CLERMONT Tit.8. Art.83. Si †† en ligne directe aucune ſucceſſion de fiefs eſt eſcheue à pluſieurs enfans tous filles, elles partiſſent egalement leſdits fiefs : ſauf que l'aiſnee emporte hors part vn chef-lieu deſdits fiefs à ſon chois, & l'hommage de ſes ſœurs, pour la premiere fois. Et par ce peut icelle aiſnee releuer du S.F. le total deſdicts fiefs pour la premiere fois : neant-moins pourront leſdites ſœurs puiſnees releuer leurſdictes portions de leur ſœur aiſnee pour la premiere fois, ou de leur Seigneur du fief à leur chois.

VALLOIS Tit.5. Art.59. Droict d'aiſneſſe n'a point de lieu entre filles, mais ſuccedent egalement.

TROYES Tit.2. Art.14. *A la fin.* Et ſ'il n'y a que filles partent egalement ſans auoir prerogatiue n'aduantage.

CHAVMONT Tit.1. Art.8. *A la fin.* Et ſ'il n'y a que filles, l'aiſnee apporte ſeulement le nom, les armes ſans aucune prerogatiue n'aduantage, & partent egalement.

VITRY Tit.4. Art.58. Et quand il y a pluſieurs filles, qui viennent à ſucceder à leur pere & mere, en terres nobles, ſans freres, il n'y a entre elles aucun droict d'aiſneſſe : mais ſuccedent egalement en toutes choſes, autant l'aiſnee que la puiſnee, en terres nobles ou roturieres.

LAON Tit.16. Art.153. Entre filles n'y a droict d'aiſneſſe : mais, &c. p.*à Vallois.*

CHALONS Tit.20. Art.156. Entre filles n'y aucun preciput ou aduantage & ſuccedent egalement en terres & rentes feodales.

REIMS Tit.3. Art.41. *A la fin.* Mais ſ'il n'y a que filles ſuccederont en ladicte ſucceſſion ſans prerogatiue d'aiſneſſe.

NOYON Tit.1. Art.6. Et où il n'y auroit que filles, la fille aiſnee a pareil droict & prerogatiue d'aiſneſſe ſur ſes ſœurs puiſnees que deſſus.

COVCY Tit.3. Art.7. *A la fin.* Mais ſ'il † n'y a que filles elles partirõt egalemẽt.

z Directe ou collaterale comme il eſt porté par pluſieurs autres Couſtumes.

† *Ces mots*, ayeul ou ayeule ou autre aſcendant, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Par l'aduis & deliberation de gens des trois Eſtats & apres que tous vniformement ont dit, l'aiſnee fille n'a auoir plus grand droict quant au chef-lieu que le fils : & que ladite Couſtume, portant qu'elle aura le chef-lieu de tous les Fiefs aſſis audit Comté, ſi pluſieurs en y auoit à ſon chois & election, & ne l'ont veu autrement pratiquer. Auons ordonné que ledit Art.83. ſera corrigé & augmẽté comme il eſt contenu en icelluy.*

† *Voyez ce qui a eſté dit cy deſſus ſur les Art.56. & 7. Notez toutesfois que par l'Art.10. de ceſte Couſtu. de Coucy, il eſt dit, que ceux du Gouuernement & Bailliage de Coucy ſe gouuernent & ont accouſtumé eux regir & gouuerner, ſelon les Vz & Couſtumes du Bailliage de Vermandois, & Preuoſté foraine de Laon, en ce qui eſt de l'ancien Reſſort & Preuoſté foraine dudit Laon. Et pour le regard de ce qui eſt de l'ancien reſſort du Bailliage de Senlis, ſelon les Vz & Couſtumes dudit Bailliage de Senlis.*

Source : BIU Cujas

SEDAN Tit.9. Art.165. En ſucceſſions feodales n'y a droict d'aiſneſſe entre filles, mais quand il n'y a que filles venantes à la ſucceſſion de pere, mere ou autres aſcendans: ains leſdictes filles partiront egalement la ſucceſſion, tant en meubles, qu'immeubles, ſoit feodaux ou roturiers: ſinon que les Chaſteaux & places fortes ne ſe partiront entre leſdictes filles: ains en auront chacune d'icelles vne: à ſçauoir l'aiſnee la principale à ſon chois, & ainſi chacune des autres filles vne autre maiſon, ſi tant en y a. Et s'il n'y a qu'vne maiſon forte, la fille aiſnee l'emportera: & ainſi conſecutiuement, ſ'il y a deux ou pluſieurs maiſons, elles appartiendront auſdites filles, ſelon la prerogatiue d'aage: & en ce cas le fils ou la fille repreſentera la perſonne de ſa mere.

CHAVNY Tit.14. Art.72. Mais où ſeroit ainſi qu'il n'y auroit que filles, l'aiſnee fille doit ſemblablement emporter tous les fiefs: à la charge d'vn Quint à vie comme aux autres puiſnees: qui ſe doit partir egalement entre elles.

BOVLLENOIS Tit.20. Art.66. Si vn defunct ne laiſſe que filles, l'aiſnee a pareil droict és fiefs comme l'aiſné fils, & à pareille charge.

ARTOIS Tit.2. Art. 97. Si vn treſpaſſé, &c. p. *Boullenois*, iuſques à ces mots, *aiſné fils*, inclus.

NIVERNOIS Chap.35. Art.2. En ſucceſſion de femme droict d'aiſneſſe n'a point de lieu, ne pareillement entre filles venans à la ſucceſſion.

MONTARGIS Chap.1. Art.25. Et †† ſi les pere & mere vont de vie à treſpas ſans hoirs maſles, delaiſſees filles ſeulement, les heritages tenus en fief, ſe partiſſent entre elles egalement & ſans prerogatiue d'aiſneſſe.

TOVRS Tit.25. Art. 273. Es ſucceſſions directes & collaterales procedans du chef des Nobles, qui aduiennent à filles Nobles, chacune d'elle eſt ſaiſie de ſa portion par teſte, fors qu'à l'aiſnee appartiẽt l'hoſtel principal auec le Cheze & aduantage, par la forme & maniere que prend l'aiſné maſle ſur ſes puiſnez. Tit 27. Art.298. Et ſi eſdites ſucceſſions n'y a que filles, leſdits heritages nobles eſcheus en tierce foy, ſe departent par teſte entre leſdictes filles ou † leurs repreſentans: excepté que l'aiſnee aura l'hoſtel principal noble auec ledit aduantage, ainſi que dit eſt cy deſſus, à la charge d'en faire l'hommage & payer leſdits deuoirs Seigneuriaux ordinaires †† deuz à cauſe dudit hommage.

LODVNOIS Chap.27. Art.16. Quand aucune ſucceſſion eſcheoit à fille noble, & il n'y a hoir maſle deſdites filles nobles, a & prend pareils droicts, portions & aduantages que l'aiſné hoir maſle pourroit auoir, eu regard à ſes puiſnees: & eſt auſſi tenue à pareilles charges, que ledit hoir maſle.

ANIOV Tit.12. Art.227. Si le treſpaſſé Noble n'a que filles, en ſemblable portion & aduantage ſuccede l'aiſnee audit pays ou ceux qui la repreſentent, comme l'aiſné fils.

LE MAINE Tit 13. Art.243. p. *à Aniou.*

GRAND PERCHE Tit. 8. Art. 150. En ſucceſſion noble, où n'y a que filles, ſe depart egalement la ſucceſſion entre elles, ſans aucune prerogatiue & aduantage: fors quant au droict de choiſir l'vn des lots & portion de partage: lequel droict appartient à l'aiſnee & à ſes repreſentans, & apres elle aux puiſnees de degré en degré, ſelon leurs aages.

CHASTEAV-NEVF Chap.1. Art.6. Entre filles qui ſont en pareil degré de ſucceſſion, n'y a aucun droict où prerogatiue d'aiſneſſe, & ne doit l'aiſnee, ſoit en heritage tenu en Fief ou Cenſif, auoir ne prendre plus que ſes puiſnees: ainçois doiuent partir egalement.

CHARTRES Chap.1. Art.6. † p. *à Chaſteau-neuf en Cenſiue*, &c.

DREVX Chap.1. Art.4. p. *à Chaſteau-neuf*, egalement partir.

BLOIS Chap. 11. Art. 145. Si en ladite ſucceſſion n'a que filles, à l'aiſnee n'appartient aucune prerogatiue d'aiſneſſe: mais y ſuccedent egalement.

S. AGNAN Chap.5. Art.17. Si en ſucceſſion de gens Nobles, n'y a que filles, ſuccedent egalement.

CHABRIS Chap.4. Art.17. p. *à S. Agnan*, elle ſuccedent, &c.

†† *Les Aduocats & Procureurs du Roy & autres aſſiſtans requirent qu'il fut mis & adiouſté que la fille aiſnee, s'il n'y auoit fils, auroit le principal manoir, en recompenſant ſes autres ſœurs. Surquoy auons ordonné que ledit Art. 25. demoureroit & n'y ſeroit aucune choſe adiouſtee. Et depuis ledit le Roy S. de Grãd Chãp, à requis comme deſſus: par ce que ladite fille deuoit auoir par preciput le principal manoir, s'il n'y auoit fils dont pluſieurs Nobles eſtoient d'aduis & que ledit Art. fut corrigé & mis que ladite fille auroit ledict manoir. Et s'il y auoit deux ou pluſieurs manoirs en ladicte ſucceſſion, qu'elle le choiſiroit lequel qu'elle voudroit. En aiant regard à ladite requeſte, & ſur ce ouy la diuerſité des opinions*

Ordonnons que ferons mention en noſtre procés verbal de ladite requeſte pour en eſtre par la Cour ſur icelle ordonné: & que ledit Grand Champ nommera les Nobles qui eſtoient requerans auec luy, & neant moins pour ce que le reſte de ladite compaignie a eſté d'aduis contraire, auons dit que le dit Art. demoureroit pour accordé.

† *Ces mots*, ou leurs repreſentans, *ont eſté adiouſtez pour explication.*

†† *Ce mot*, ordinaires, *a eſté adiouſté pour interpretation.*

† *Ceſt Art.6. a eſté accordé pour Couſtume, par maniere de prouiſion: ſauf au Vidame de Chartres & Dame D'o d'eux pouruoir à la Cour par remonſtrance ainſi qu'ils verront eſtre à faire, pour la prerogatiue d'aiſneſſe qu'ils diſent deuoir eſtre accordee pour le regard de la fille aiſnee entre filles qui ſont en pareil degré. A laquelle fille aiſnee ils deman-*

Source : BIU Cujas

doient estre arrejte pour Coustume, luy devoir appartenir le principal manoir, & la moitié des Fiefs dependans dudit principal manoir ou du Fief dont depend ledit manoir comme à l'aisné.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 304. Entre filles n'y a point de droict d'aisnesse.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 52. N'a lieu le droict d'aisnesse entre filles, n'aussi en succession collaterale.

LA MARCHE Chap. 19. Art. 213. p. *a Sens.* N'y a point de droict d'aisnesse en succession: mais autant en emporte l'vne comme l'autre.

POICTOV Tit. 6. Art. 296. Et si aucune succession directe ou collaterale eschoit à filles, & qu'il n'y ait enfant masle ou qui le represente, la fille ou sœur aisnee ou qui la represente, doit auoir par aisnesse & prerogatiue, le Chastel ou hostel principal noble, qu'elle eslira auec les appartenances des vergers & clostures anciennes ioignans à iceluy, ainsi & par la maniere que dessus est dit, & n'y eust-il qu'vn hostel: & le surplus de ladite succession tant heritages que meubles, seront partis egalement entre elle: & ses sœurs puisnees ou qui les representent.

XAINCTONGE Tit. 11. Art. 94. Si esdites successions n'a que filles, à la fille aisnee ou qui la represente appartient auoir & prendre par preciput & aduantage telles & semblables droicts d'aisnesse, qu'audit fils aisné, & au surplus sa quotité & portion contigente, comme l'vn de ses coheritiers.

Voyez cy dessus la Conference des Art. 15. 16. 17. & 18. de Paris.

Art. 20. PARIS.

Droict de Retenue par puissance de Fief, a lieu en rembourſant le pris & les loyaux couſtemens dedans xl. iours apres la notification de la vente, & exhibition du contract.

Le b S.F. peut prendre, retenir & auoir * par puissance de Fief, le Fief tenu & mouuant de luy, qui est c vendu par son Vassal, en payant le pris d que l'acquereur en a baillé & payé, & les loyaux coustemens dedans xl. iours e apres qu'on luy a notifié ladite vente, & exhibé les contracts, si f aucuns en y a par escrit, & †† d'iceux baille coppie.

Art. 21. PARIS.

†† Ces mots, Et d'iceux baillé coppie, ont eſté de nouuel adiouſtez.

Si le S.F. a receu g le Quint denier à luy deu, à cause de la vendition du Fief mouuant de luy, h cheuy ou baillé Souffrance, ledit S. F. ne peut plus retenir ledit Fief par puissance de Fief, pour l'vnir & mettre en sa table, à cause d'icelle vendition.

Art. 22. PARIS.

Droict de Retenue par puiſſance de fief n'a lieu, ſi le S. a receu le Quint denier, cheuy, compoſé ou baillé ſouffrance.

Quand i le S.F. a prins & retenu par puissance de Fief, le Fief tenu & mouuant de luy, & ledit Fief luy est depuis euincé par Retraict † lignager, le retrayant est tenu payer audit S. les droicts de Quints, auant que ledit S. soit tenu de le receuoir en foy & hommage dudict Fief.

Retrayant lignager ſur le S. F. doit paier les droicts de Quint auant eſtre receu en foy & hommage.

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 21. Art. 170. Le S. F. a ceste faculté de pouuoir retenir à soy le Fief mouuant de luy, quand le Vassal l'a vendu, & peut refuser l'acheteur de son Vassal, qui vient pardeuers luy pour reprendre de luy, en luy disant qu'il veut reprendre & remettre à sa table, le Fief vendu mouuant de luy. Et est tenu ledit Seigneur rendre audit acheteur, les deniers qu'en a payez ledit acheteur au Vassal vendeur, s'il n'estoit vendu à aucun de la ligne du vendeur. Car en ce cas le lignager est preferé au S.F.

† Ce mot, lignager, a eſté adiouſté à ceſt Art. 22. qui eſtoit le 15. & 195. de l'ancien Couſtumier, & le Requint dõt eſtoit fait mẽtiõ en l'ancien Couſtumier, a eſté par l'aduis de tous les Eſtats tollu & abrogé pour l'aduenir.

b Le Retraict feudal ou Retraict par puissance de Fief, a pris son origine des loix des Lombards, lib. 2. Feud. Tit. 9. & a esté inuenté pour moderer & addoucir la rigueur des loix des Fiefs, dont les anciennes Coustumes font mention, mesmes les liures des feudes lib. 2. Tit. 52. & 55. par lesquelles il n'estoit permis au Vassal d'aliener son Fief sans le consentement du S. F. à peine de commise & perte dudit Fief. A ceste cause pour ne priuer lesdits S. entieremẽt de leurs droicts & preeminences feudales, on leur a depuis permis de retenir les fiefs tenus & mouuans d'eux, qui sont vendus & alienez par les Vassaux, en payant le prix & les loyaux couſts. Pour ce droict de Retraict feodal, faut voir l'Addition de ce Titre 1. cy dessous, Nomb. 12.

c Le Retraict feudal a seulemẽt lieu en vendition ou autre contract d'alienation, ayãt effect de vendition, cõme Du Moulin sur le 13. Art. de Paris, & Tiraq. sur l'Art 1. de Poictou. Gloſſa. 14. par le moyen de laquelle vendition ou contract equipollent, il soit deu Quint denier au S. F. lots ou ventes en roture. Bald. conſ. 306. lib. 1. Du Moulin sur le 13. Art. num. 33. iusques au 39. Gloſ. 1. q. 2. demãde. Si l'vsufruictier peut retenir par puissance de Fief, la terre tenue & mouuant du fief dõt il iouist par vsufruict: En quoy il est certain que ledit Retraict feudal, ores que l'vsufruictier ne le declare, doit reuenir au S. proprietaire, l'vsufruict estant consolidé auec la proprieté: en maniere que l'vsufruictier ne le peut plus aliener & mettre hors de ses mains. Car il peut faire la conditiõ du proprietaire meilleure, mais non pas la changer ou empirer. l. 10. l. si cuius rei §. fructuarius. D. de vsufr. Il iouira neant moins des fruicts dudit fief par luy ainsi retiré tout ainsi que du fief dominant: & l'vsufruict estant retourné à la proprieté, il ou ses heritiers serõt rẽbourſez par le proprietaire des deniers par luy desbourſez pour la retenue feud. suiuant ce qui est traicté in l. eũ ad quẽ. C. de vsufr. l. 10. D. de dãno infecto, & ainsi a esté iugé par Arrest du 23. iour de Feurier, 1571. recité par Charõd. li. 1. des Reſpõſes, c. 104. en la prem. editiõ sur l'Art. 19. de la Cous. de Par. Et si le proprietaire ne veut rẽbourſer l'vsufruictier, il est raisonnable, que ledit fief ainsi par luy retenu luy demeure ou à ses heritiers pour le tenir du proprietaire S. F. l. sed si quid 15. D. de vsufr. l. Iulianus §. si quis colludẽte D. de act. empti l. cũ quæritur D. de adm. tut. l. 8. & 9. D. de negot. geſtis. l. 76. rem. rat. hab.

Source : BIU Cujas

d Le pris veritable, & non frauduleux: & peut le Seigneur Feodal faire affirmer le pris tant au vendeur que acheteur. Et nonobſtant l'Ordonnance de Moulins, Art. 54. s'il y a de la fraude, il en pourra informer: Car nul ne doit profiter de ſa fraude. Lucrum enim eſt ei extorquendum. l. ait prætor. §. hæc actio. D. Quæ infr. cred. l. eum qui §. cum igitur D. de in diem adiect. l ſicut §. non videtur. D. Quib. modis pig. vel hyp. ſolu. Et ſe doit rendre pris meſmes eſpeces, ou à la raiſon qu'elles vallent au temps du Retraict, & non du contract de vendition. Char.

e Nous auons monſtré cy deſſus en la Conference de l'Art. 12. de Paris, que Retraict feodal ſe preſcriuoit par quarante iours, à compter du iour de la notification & exhibition des contracts d'acquiſition faicte par le Vaſſal à ſon Seigneur Feodal: ou ſans notification & exhibition des lettres dudit contract, dedans trente ans. Ce temps de quarante ſe prend ciuilement, cum quodam temperamento, & non pas eſtroictement de momento ad momentum: Le iour de la notification de la vente & exhibition des contracts, ne le iour de la declaration que faict le Seigneur Feodal de vouloir retenir le fief vendu par puiſſance de fief. Du Moulin en la Gloſſe. 11. & 12 traicte amplement de la notification & exhibition des contracts, ou tu pourras auoir recours: & ſemble ceſte exhibition eſtre contre le droict ciuil. in l. qui accuſare C. de edendo l. cogi poſſeſſorem. C. de rei vind. Bartol. in l. vn. c. de cond. & proc. præd. Mais ceſte exhibition & notification ſe faict, afin que le Seigneur Feodal ſoit certain de ſes droicts. Le Vaſſal peut eſtre contrainct par ſon Seigneur à l'exhibition des Titres communs, ainſi que porte la Couſtume de Paris. Art. 44.

f L'Ordon. de Moulins cy deſſus alleguee, Art. 54. veut que de toutes choſes excedans cent liures, ſoit faict & paſſé contract par eſcrit ſuiuant laquelle il faut interpreter ceſt Art 20. que l'acquereur ſera tenu faire apparoir par eſcrit des contracts quand la ſomme excede cent liures: mais ſi la ſomme eſt au deſſous de cent liures, & n'y ait aucun contract par eſcrit, il ſuffira de notifier verbalement la vendition du Fief, pris d'icelle, les clauſes & conditions ſi aucunes en y a. Le Titre ou contract d'acquiſition exhibé, doit eſtre en bonne forme, probante & authentique. Clem. cauſam. De elect. Roman. Conſ. 336. ſi elle n'eſt ſous eſcriture priuee, auquel cas il la ſuffit exhiber. l. notionem. §. inſtrumentorum. D. de verb. ſignific.

g La raiſon de ce 21. Art. eſt: par ce que par le chois de l'vn il s'eſt exclus de l'autre. L. Æmilius D. de minor. l. ſi fundus §. 1. & 2. l. poſt diem D. de lege Commiſſ. l. commiſſoriæ. C. de pactis inter empt. & vend. Omne ius optionis prima teſtatione, qua voluntatem declarauit, conſumpſit l. 2. L. apud Aufidium. 10. D. de opt. leg. L. ſiquis ſtipulatus. 113. De verb. obligat l. 4. § eleganter. D. de opt. leg. L lex D. de pign. l. 3. Quibus modis pign. ſolu. cap. mutare. cap. quod ſemel. De regul. iur. in 6. l. illud. D. de adq her. l. 2. § ſi tamen. D. de verb. oblig. L. cuius bonis. D. de curat. fur. vide Cuiac. 24. Obſ. cap. 36.

h Cheui ſignifie, compoſé, accordé & la ſouffrance par l'Art. 42. cy deſſous, vaut foy tant qu'elle dure, & partant exclut ledit S. de la Retenue Feodale. Le mary peut bien vſer du droict de Retenue au profit de ſa femme, comme il ſera monſtré cy deſſous: mais s'il a receu le Quint denier, cheuy ou compoſé, & que la femme vueille vſer du droict de Retenue, & à ceſte fin s'eſtant faict auctoriſer par Iuſtice contre la volonté de ſon mary, choiſiſſant le Quint denier. l. quamuis. D. de iure dot. & peut eſtant auctoriſee par Iuſtice, faire pourſuite de ſes droicts, par l'Art. 124 de Paris: & n'eſt la Retenue feudale reputee en fruict & reuenu ordinaire, mais vn droict inherent & annexé à la feudalité, & à ce propos recite Du Moulin vn Arreſt du 4. iour de Iuin, 1515. pour Dame Charlote de Chalon, femme de Meſſire François d'Allegre, contre Emard de Prye, ſur l'Art. 14. de Paris, nomb. 17. Auquel cas elle ne prendra des deniers n'autres biens de la Communauté: pour rembourſer le pris & loyaux couſts: par ce qu'il eſt Seigneur & maiſtre de la Communauté: & la femme ne peut faire la condition du mary pire, ains meilleure. Et ne peut auſſi l'vſufruictier ou fermier general, ayant pouuoir ſpecial de compoſer des droicts de Quint, Rachats & autres ſemblables: & meſmes d'infeuder & enſaiſiner en ſon nom: ne peuuent empeſcher le proprietaire de vſer du droict de Retenue: pourueu toutesfois qu'il les indemniſe, & leur paye ce qu'ils euſſent peu auoir ſans ladite Retenue. Car les Rachats, Quints, lods & ventes & autres ſemblables droicts ſont fruicts.

i Le retrayant lignagier par toutes les Couſtumes de France eſt preferé au S. F. voulant vſer du droict de Retenue, qui eſt la raiſon de ceſt Art. 22. & du 159. Art. du Tit. 7. de Retraict lignager. Ceſte nouuelle Couſtu. de Paris a oſté le Requint, & ces mots, Francs deniers, qui eſt cauſe que pluſieurs queſtions qu'on pouuoit faire ſur ceſt Art. 22. ſont retanchees.

Melvn Chap. 4. Art. 31. Le S. F. auant que receuoir l'acheteur, peut retenir le Fief vendu, en rembourſant ledit acheteur, s'il eſt eſtranger de ſa ligne, dont il eſt iſſu. Art. 72. Quand ſur †† le S. F. qui auroit acquis vn Fief mouuant de luy, ledit Fief eſt retiré par Retraict lignager, le retraiant doit Quint audit Seigneur. Chap. 7. Art. 162. Si l'heritage vendu eſt tenu & mouuant en Fief, & le S. F. le veut retirer par puiſſance de Fief, faire le peut, ſi l'acheteur n'eſt lignager du vendeur de l'eſtoc coſté & ligne, dont tel heritage eſt procedé

S. Feodal n'a point de Retenue ſur le lignager.

†† *Ceſt Art. 72. a eſté adiouſté comme ancien.*

Sens Tit. 19. Art. 186. Si vne terre tenue en Fief eſt vendue, il loiſt au S. F. de l'auoir pour le pris par Retenue & puiſſance de Fief, (en payant les deniers & Loyaux couſts à l'acquereur, dedans xl. iours apres que ledict S. F. aura declaré vouloir retenir ledict Fief par puiſſance: & ſera tenu incontinent faire ſa declaration, apres les lettres d'acquiſition à luy monſtrees par le Vaſſal,) ſi l'acheteur n'en a eu Souffrance du S. F. ou s'il n'en a eſté receu en Foy & hommage: ou que le S. F. n'ait receu tout ou partie du Quint denier, ou que l'acheteur ne ſoit lignager du coſté & ligne dont meut ledit Fief acquis. Et quand le S. F. aura declaré qu'il veut auoir ledit Fief par Retenue, il conuient qu'il paye audit acheteur le pris contenu en ladite vente & les loyaux couſts.

Avxerre Titre ſecond. Article 49. Si aucune terre ou Seigneurie, &c. p. *à Sens.* il eſt loiſible au Seigneur Feodal, &c. & puiſſance de Fief, ſi l'acheteur n'a eu Souffrance du Seigneur, ou s'il n'en a eſté, &c. dont meut ledict acqueſt, ou qu'il n'y ait autre lignager qui le vueille auoir par Retraict dedans le temps de Retraict. Et eſt tenu le Seigneur Feodal dedans † quarante iours apres la motification de l'acquiſition faicte par celuy qui luy a preſenté la foy, de declarer s'il entend vſer de ſon droict de Retenue. Et s'il declare qu'il veut auoir la Retenue dedans quarante iours apres, il fera le rembourſement du ſort principal & des frais & loyaux couſts qui ſe trouueront liquides. Autrement

† *Ces mots,* dedans quarante iours apres, *&c. iuſques à ces mots,* retenue

Source : BIU Cujas

dedans quarante iours. *inclus, ont esté de nouuel adiouſtez. Leſquels mots pour le regard de la preſixion du temps, eſtoient omis en l'Article 226. ancien.*

ledit temps passé, il sera priué du droict de Retenue pour ceste fois.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. 65. Vn Seigneur ne peut retenir les Fiefs ou heritages cottiers vendus tenus de sadicte Seignourie.

BAR Tit. 1. Art. 4. Quand le Vassal vend son Fief, il est requis en auoir consentement & confirmation du S.F. & peut le Seigneur le reprendre pour les deniers & le ioindre auec son domaine, pour tels deniers qu'il auroit esté vendu auant la confirmation, dedans l'an & iour de la demande de ladicte confirmation, ou confirmer le vendage, si bon luy semble. Art. 5. Semblablement quand le Vassal eschange son Fief, est requis en auoir consentement & confirmation dudit Seigneur. Tit. 10. Art. 147. En terre de Fief le S. F. peut retirer dedans l'an & iour par puissance de Fief, le Fief vendu, n'estoit doncques que la vendition en fut faicte du lignager à autres, iusques au troisiesme degré inclusiuement.

ESTAMPES Chap. 1. Art. 27. Le S.F. encores qu'il soit de [k] main-morte, peut prendre & retenir le Fief mouuant de luy, quand il est vendu en rembourſant l'acquereur du pris & loyaux coustemens. Et a pour ce faire quarante iours, apres la notification de la vente & exhibition des contracts à luy faits d'icelle: à la charge que le S. de main-morte est tenu choisir vn Vassal autre que de main-morte, & en vuider ses mains dedans l'an & iour de la Retenue par luy faicte: & à faute d'en auoir vuidé ses mains, retourne ledit Fief retiré & retenu au premier acquereur, sur lequel il auoit esté retiré. Art. 28. *Si le S.* a receu le Quint de l'acquereur, ou luy a baillé terme de le payer, ou autrement en a composé & cheuy, il est priué du Retraict feodal.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 37. p. *à Paris.* Art. 20. apres que luy a esté notifié ladicte, &c. s'aucuns en y a par escrit: sinon que le S. euſt receu le Quint denier, ou cheuy ou baillé Souffrance. Auquel cas le S. ne peut plus retenir par puissance de Fief. Art. 38. p. *a Paris.* Art. 22.

MONT-FORT Chap. 1. Art. 15. p. *à Paris.* Art. 20. Les loyaux [††] cousts, &c. *iusques a ces mots, par escrit, inclus.* Art. 16. p. *a Paris.* Art. 21. il ne peut plus retenir ledit Fief par puissance de Fief. Art. 17. p. *a Paris.* Art. 22. Les droicts & profits Seigneuriaux auant que le Seigneur, &c.

MANTE Chap. 1. Art. 28. Le S.F. peut prendre & retenir par puissance de fief, le fief vendu par son Vassal, en rembourſant l'acheteur du sort principal, auec [†] les frais & loyaux cousts dedans xl. iours apres que la vendition luy aura esté notifiee: toutesfois si le S.F. auoit receu son Vassal en foy & hommage ou luy euſt baillé Souffrance, ne sera plus receuable a demander ledit Retraict. Art. 36. [††] p. *a Mont-fort.* Art. 16.

SENLIS Tit. 12. Art. 224. p. *a Paris.* Art. 22. aucun fief, &c. les droicts de Quints & Requints ou droicts de Relief selon la Coustume des lieux, où ledict heritage est situé & assis auant, &c. fief: sauf audit retraiant son recours contre le vendeur, si la vente est faicte francs deniers. Et *idem*, des heritages roturiers pour les ventes & saisines, és lieux, où les S. Censuels peuuent vser de Retenue. Tit. 13. Art. 237. A *la fin.* Et lesquels S.F. ou Censuels peuuent par puissance de fief & Seigneurie si bon leur semble, auant que d'estre payez de leurs droicts, prendre & tenir les fiefs & heritages roturiers pour les mettre & re-vnir à leur domaine: en rendant par le S. les deniers qu'il en auroit baillé: excepté que si lesdicts heritages ainsi vendus fussent propres heritages audit vendeur & par luy vendus, & que l'acheteur fut lignager du vendeur. Car en cas les S. F. & Censuels ne pourront prendre ne retenir lesdits heritages ainsi vendus.

CLERMONT Tit. 8. Art 93. Il [††] loist au S. apres la dessaisine & auant la saisine ou infeodation du fief ou heritage vendu, retenir ledit fief ou heritage, & le re-vnir à son Domaine, en restituant les deniers & loyaux coustemens sur ce faicts: si ce n'estoit que tel fief ou heritage fut propre au vendeur, & que l'acquisition fut faicte par vn sien parent du costé & ligne, dont ledit heritage est venu nonobstant quelconques iouissances ou laps de temps.

k L'Egliſe peut vſer du droict de Retenue, comme nous monſtrerons en l'Addition de ce Tit. 1. De Fiefs, nõb. 12. cy deſſous: par ce que le Retraict feodal eſt en fruict du Fief, & n'eſt pas l'intereſt de l'acheteur: ains pluſtoſt celuy du S. Suzerain de L'Egliſe vſant de Retraict Feodal, pour apres en faire vuider les mains à la main-morte retraiant: & ainſi par Sentence des Requeſtes du Palais à Paris, au mois de Septembre, 1578. pour le Prieur d'Argenteuil contre Pierre Belet fut ordonné: à la charge que les lieux retirez, ſeroient ioincts, vnis & perpetuellement conſolidez auec le Fief principal Eccleſiaſtic, ſans en pouuoir diſpoſer, cõme eſcrit Choppin au 1. liure des Couſtumes d'Aniou, cap. 4. num. 9. in margine. Le Maiſtre en ſes Deciſions chap. 5. traicté des Fiefs. Vide cap. potuit. Extra de locato Baldum conſ. 250. volu. 3.

†† *Le Procureur du Roy & Bobuſſe pour le Roy de Nauarre, S. d'Eſperuõ ont remonſtré que le temps de xl. iours eſt trop brief, & ont requis que plus long delay leur fut baillé pour en aduertir leurs Maiſtres qui ne ſont reſidence audict Comte: Ordonnons que ledit Art. 15. demeurera & paſſera en la forme qu'il eſt redigé, & que plus long delay ne ſera baillé deſdicts xl. iours.*

† *Ces mots, auec les frais & loyaux couſts, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Le 36. Art. eſt de nouuel introduit pour l'aduenir, en ce que le S. F. n'eſt tenu receuoir en foy & hõmage le retraiant lignager ſur luy, qu'il n'ait eſté premierement de ſes droicts & prouſits Seigneuriaux.*

† *Ceſt Art. 234. eſt de nouuel adiouſté.*

†† *Aucuns des gens Nobles ont remonſtré que pluſieurs ayans acheté heritages redeuables de Cenſiues & autres charges Seigneuriales, dont ils ne ſont ſaiſis, apres en auoir iouyr quelques annees, & payé ce dont ils ſont redeuables,*

Source : BIU Cujas

veut maintenir que les Seigneurs dont lesdits heritages sont tenus, ne les peuuent plus re-vnir à leur domaine, & que par la recepte qu'ils ont faict desdits Cens, & autres redeuances, ils sont exclus de ladite retention, nonobstant qu'il n'y eust encores aucune saisine: que ce ne seroit chose raisonnable, attendu que telle iouissance & payement sont le plus souuent incognus aux Seigneurs, qui sont contraints de faire recueillir & receuoir leur bien & reuenu par Officiers: & aussi que ladite re-vnion est vn droict Seigneurial qui ne se peut prescrire. A ceste cause ont requis ledit Article estre augmenté, & qu'en donnant intelligence à ladite Coustume, telle comme elle se doit entendre, & qu'elle a esté obseruee, il soit dit que ledit Seigneur de Fief pourra faire ladite re-vnion, nonobstant quelconque iouissance & laps de temps. Surquoy, apres que lesdits Estats ont recogneu la Coustume contenue au dessusdit Article estre ancienne, & qu'ils n'ont voulu contredire l'augmentation requise par aucuns desdits Nobles, auons ordonné qu'en la fin de ladicte Coustume seront adioustez ces mots, nonobstant quelconque iouissance & laps de temps, *ainsi qu'il est contenu au 93. Article. Depuis Maistre Iean Filleau Aduocat pour les Bourgeois manans & habitans de ladite Ville & Faux bourgs de Clermont, ont remonstré que la Coustume enregistree au 93. Article contenant qu'vn Seigneur de Fief peut re-vnir à son Domaine l'heritage ou Fief tenu de luy sur l'acquesteur auparauant la saisine ou infeodation, nonobstant quelque iouissance ou laps de temps, est trop preiudiciable, & contre le bien & vtilite du pays: par ce qu'il n'y auoit personne qui fut asseuré en son acquisition, n'en l'heritage venant de ses predecesseurs: par ce qu'apres qu'vn acquesteur de Fief ou autre heritage aura eu son infeodation ou saisine de la chose par luy acquise, du Seigneur dont elle est mouuant, & par son labeur, industrie ou autrement l'aura amendee & fait valoir plus que la chose ne luy aura couste, ira de vie à trespas comme l'on voit souuent aduenir, delaissant aucuns enfans ou autres heritiers: lesquels si par inconuenient de feu & autrement par succession de temps, perdoient ladite saisine ou infeodation: & laquelle peut estre leur seroit soustraite par les menees & practiques du Seigneur de Fief, qui a vouloir de recouurer la chose vendue pour le pris de la premiere acquisition, nonobstant iouissance, qu'il en auroit faict à son veu & sceu, l'acquesteur & ses successeurs par long temps: & à ce moyen seroit perdu l'amendement & melioration qui auroient esté faicts, soit en bastiment ou autrement: qui seroit le detriment d'vn chacun, tant Nobles qu'autres Estats. A ceste cause & aussi que lesdits mots,* nonobstant quelque iouissance ou laps de temps, *mis à la fin de ladite Coustume n'ont esté entendus, à requis estre receu à opposition à la publication de ladite Coustume, pour lesdits Bourgeois, manans & habitans dudict Clermont. Aquoy auons fait responce que du iour d'hier par l'aduis & deliberation des Estats, ladite Coustume fut accordee sans contredit ou opposition: parquoy l'auons renuoyé à la Cour pour soy pourueoir sur son opposition ou autremẽt, ainsi qu'il verra estre à faire par raison.*

VALLOIS Tit. 4. Art. 29. Si † le S. veut receuoir l'acquereur en foy & hommage & lesdicts droicts faire le peut. Et où il ne voudroit promptement le receuoir, sera tenu quarante iours apres lesdictes lettres exhibees, affirmation & offres faictes, le receuoir, ou declarer qu'il veut tenir le fief par puissance de Seigneurie. En quoy faisant sera tenu de rembourser du sort principal, frais & loyaux couts dedans lesdicts quarante iours, s'ils sont liquides. Et s'ils ne sont liquides, sera tenu les payer xxiiii. heures apres la liquidation d'iceux, aliàs decherra de sadite Retenue. Et neãt-moins apres le sort principal payé & loyaux couts, si liquides sont, sera tenu tel acquereur le delaisser audict Seigneur. Art. 30. Si ledict Fief ainsi vendu estoit propre au vendeur, & l'acheteur estoit lignager du vendeur du costé & ligne, dont venoit ledit heritage: en ce cas le Seigneur Feodal ne pourra par la puissance de fief retenir iceluy heritage. Art. 32. Et où ledit Seigneur n'aura declaré son vouloir endedans lesdicts quarante iours, iceux escheus, sera tenu ledit acquereur, retourner en personne vers ledit S. à sa personne, s'il est en la Chastellenie ou Bailliage, pour estre receu en foy & hommage: ou receuoir ses deniers, si ledit S. veut retenir ledit heritage par puissance de fief.

† *Les Art. 29. 30. & 32. sont introduits pour nouuelle Cous.*

TROYES Tit. 3. Art. 27. Quand †† le Vassal vend son fief à personne estrange & non lignager du costé dont meut ledit fief, le S. du fief le peut auoir & prendre pour le pris qu'il est vendu, ensemble loyaux frais: auant toutesfois que ledit S.F. ait receu l'acheteur en foy & hommage du fief ainsi acheté, ou baillé Souffrance aucune. Toutesfois si aucun lignager dedans l'an de la vendue, veut retraire ledit heritage, le S.F. n'a pas prerogatiue de le retenir par puissance de fief: & à cause dudit Retraict n'est deu audit S.F. aucun Quint, Requint, denier ne Relief, & seulement luy est deu de la premiere vendue: & si le Seigneur le prend par puissance de fief, n'en est deu Quint ne * Requint. Art. 29. Et si est tenu l'acheteur faire foy au Seig. F. du titre de son acquisition, & luy en bailler *vidimus*, & luy affermer que le contenu audit titre est veritable: & autrement ne le receura à homme s'il ne luy plaist. Art. 39. Et la peut le S. de fief deuant l'hommage par luy receu, auoir & prendre pour le pris de la vendue.

†† *Cest Art. 27. assemblé fort rigoureux, à la pluspart des assistans, disans que le S. qui prenoit ledit Fief, deuoit rendre à l'acheteur premier tous les deniers qu'il en auoit payez. Car communemẽt ceux qui vendẽt terres & heritages feodaux ont affaire & necessité, pour laquelle ils sõt induits à faire telles vẽditiõs. Parquoy s'il estoit seulement reserué à l'acheteur premiers recours du Quint denier sur le premier vẽdeur, le vendeur souuentesfois seroit contraint auoir procés, & seroit molesté & trauaillé de ce dõt pour son affaire il s'estoit dessaisi, & se trouueroit peu de gens qui vousissent faire acquisitiõ.*

CHAVMONT Titre second. Article 17. Quand le Vassal vend son fief, le Seigneur, &c. p. *à Troyes.* Art. 27. vendu & sur ce rabattre au vendeur le Quint denier. Et si le S.F. prend la terre vendue par puissance de fief, & rabba les 1 Quint † & Requint à l'acheteur, iceluy acheteur aura son recours contre ledict vendeur. Article dix-huictiesme. *A la fin.* Et si est, &c. p. *a Troyes.* Article vingt-neufiesme. *vidimus*: autrement, &c. à hommage s'il, &c. Article vingt-quatriesme. Et si le peut ledit Seigneur auant l'hommage, &c. p. *a Troyes.* Art. 39. auoir pour, &c.

1 Ce qui est tresinjuste: par ce qu'en ce cas le S. de Fief ne doit auoir aucuns droicts Seigneuriaux en argẽt, estant luy mesmes le principal acheteur, comme i'ay monstré sur l'Art. 13. de Paris. C. M.

Source : BIU Cujas

Les autres disans au contraire que la Coustume estoit telle, & qu'elle estoit raisonnable: veu que par la vendition qui auoit esté faite de la terre feodale, incontinent en est deu au S.F. Quint denier. Et à ceste cause veu que le Quint denier luy est acquis, raisonnablement il le peut deduire & rabbatre sur le pris. Et sur ce auons ordonné que ledit Art. demoureroit ainsi qu'il est escrit: Mais qu'en la fin d'iceluy seroit adiousté la clause qui s'ensuit, Et si le Seigneur prend, *&c. iusques à la fin dudit Art.*

* *Aliàs, Requint denier & rembourſera l'acheteur des deniers par luy payez. P.V. ce qui a esté omis au Texte.*

† *Pareilles remonstrances & en mesmes termes ont esté faites sur la Coustume de Chaumont que sur celle de Troyes cy dessus. Parlant veu la contrarieté des opinions & qu'vn seul membre dudit Art. ne s'est trouué accordé. Nous le contenu dudit Art. auons remis à la Cour, pour par elle en estre ordonné ce que de raison.*

VITRY Tit.3.Art.38. Si le Vaſſal vend ſon fief, le S. F. le peut auoir & reprendre pour le pris qu'il eſt vendu & le revnir a ſa terre, & ſ'il aduient qu'vn prochain lignagier du vendeur, vueille auoir ledit Fief par Retraict, il ſera reçeu & en forclora ledit Seigneur. Art.45. Le Vaſſal quand il a aucun Fief par don, ceſſion, tranſport, achat ou autre acquiſition, doit monſtrer & exhiber a ſon S. F. les lettres ſur ce faites, luy en bailler le double a ſes deſpens, & affermer le contenu par ſerment, pour cauſe des fraudes qui pourroient eſtre faites au preiudice des droicts feodaux. Art.50. Quand vne terre Noble eſt vendue & depuis reprinſe par Retraict lignagier, il n'eſt pource deu au Seigneut F. qu'vn Quint denier.

LAON Tit.17.Art.257. Le †† S. F. peut retenir par puiſſance de Fief, le Fief mouuant de luy, vendu par ſon vaſſal, dedans &c. p. *a Paris.* Art.20. par eſcrit: & au parauant que d'auoir receu ſon Vaſſal en foy & hommage, en payant le pris que l'acquereur a baillé & payé auec les loyaux couſtemens. Art.258. Le † S. retenant par puiſſance le Fief, ne peut deduire ou precompter ne demander a ſon Vaſſal le Quint ou Requint deniers, qu'iceluy vaſſal luy deuroit payer, ſ'il le receuoit en foy & hommage. Art.259. *A la fin.* Et ſi le fief a eſté vendu au lignager, ne le peut retenir ſur iceluy, ledit Seigneur Feodal par puiſſance de Fief.

CHALONS Tit.21.Art.256. p. *a Laon.* Art.257. couſtemens: ſans aucune retention de Quint ou Requint, & ſans qu'il le puiſſe demander. Art.258. En maniere que le S.F. ne peut retraire par puiſſance de Fief l'heritage vendu & retrait par vn lignager: mais ledit lignager le pourra auoir ſur le S.F. ſ'il l'auoit retenu par puiſſance de Fief, en y venant dedans l'an & iour de ladite retention.

REIMS Tit.3.Art.95. Pour †† vn Retraict lignager, executé contre le S. F. qui auoit acquis le Fief mouuant de luy, eſt deu au S.F. droict de Quint & Requint par le retraiant. Art.135. p. *a Paris.* Art.20. & † retenir &c. fut vendu &c. en rembourſant l'acheteur du ſort principal auec les frais & loyaux couſts. Tit. 7. Art.220 p. *a Laon.* Art. 257. en †† foy & hommage, en payant le pris que l'acquereur a baillé & payé, auec les frais raiſonnables. Art.221. Le †† S. retenant par puiſſance de Fief, le Fief mouuant de luy, de celuy qui l'a de nouuel acquis ne peut &c. p. *a Laon.* Art.258. acquereur &c. & hommage comme eſtans confus en ſa perſonne.

NOYON Tit.7. Art.36. Le Seigneur du Fief peut auoir par puiſſance de Fief, l'heritage vendu tenu & mouuant de luy en Fief, en rembourſant l'acheteur.

RIBEMONT Tit.2. Art.2. Le S. de fief peut retirer & re-vnir à ſa table, le fief qui eſt tenu & mouuant de luy, ayant eſté vendu a perſonne eſtrange & n'eſtant du coſté & ligne, dont il appartenoit au vendeur: en rembourſant l'acquereur du ſort principal par luy deſbourſé & d'autres frais faits par l'acquereur. Toutesfois le lignager du vendeur, du coſté & ligne dont ſeroit venu & eſcheu ledit fief au vendeur, ſeroit preferé au S. de fief, & le pourroit retirer ſur le S. de fief, dedans l'an & iour que le S. de fief, l'auroit retenu par puiſſance de fief, en payant au S. de fief, les droicts & profits Seigneuriaux, enſemble les autres frais & loyaux couſts. Art.24. Celui qui retire le fief vendu par ſon lignager ne doit aucun droit & profits Seigneuriaux au S. du fief, ſ'il en auoit eſté paié par celuy, ſur lequel le Retraict eſt faict: mais ſi le Seigneur de fief n'auoit eſté payé, faudroit que le retraiant le paiaſt.

AMIENS Tit.1. Art.38. Vn S. aiant Iuſtice & Seigneurie peut toutes & quantesfois que le fief ou heritage cottier de luy tenu & mouuant eſt vendu apres la deſſaiſine faite par deuant luy ou ſes officiers de Iuſtice ayans pouuoir de ce faire: & auparauant la ſaiſine baillee, retenir par puiſſance de Fief & Seigneurie ledit fief, terre ou heritage ainſi vendu & dont on eſt deſſaiſi: pourueu qu'auparauãt il n'ait receu ou ne ſe ſoit tenu pour content de ſes droicts de vente, en paiant &

†† *Le Bailly de Marles a requis qu'il fut permis au S. ſoncier de retenir les choſes tenues en Cenſiue, ainſi qu'il eſt permis au ſieur de fief, les fiefs vendus mouuans de luy la matiere miſe en deliberation a eſté ordonné que le droict de retention n'aura lieu és choſes tenues en Cenſiue.*

† *Ceſt Ar.258 a eſté accordé pour nouuel & les deux Art. anciens ont eſté rayez.*

†† *Le 95. Ar. a eſté adiouſté comme ancien & omis.*

† *Ces mots, dedãs xl. iours apres qu'õ luy a notifié ladite vente & exhibé les contrats, ſi aucuns en y a par eſcrit, ſont de nouuel adioſtez en l'Art. 220.*

†† *Ceſt Art. 221. a eſté de nouuel introduit, & l'ancienne Couſtume abrogee, par laquelle le S. F. voulant retirer par puiſſance de fief l'heritage mouuant de luy pouuoit deduire & precõpter à l'acquereur dudit heritage, le Quint ou Requint du pris dudit heritage.*

Source : BIU Cujas

rembourſant par ledit Seigneur à l'acheteur tous les deniers du ſort principal, frais & loyaux couſts par luy payez, ſi la vente eſt faite Francs deniers: m mais ſi elle eſt faite, ſans qu'il ſoit dit francs deniers: ledit S. en ce cas ſur le ſort principal de la vendition peut retenir ſon droict de Quint denier ou autres droicts Seigneuriaux ſelon la nature des heritages & parfournir le ſurplus du pris de la vendition au vendeur. Art. 39. Et ſi le S. veut retenir ledit heritage, il eſt tenu ou ſon Bailly & Officiers de declarer pour luy & lors qu'on requiert auoir la ſaiſine des dits heritages, que ſur ce il aura aduis, lequel il peut prendre, c'eſt à ſçauoir pour bailler ſaiſine de choſe feodale dedans quarante iours & de cottiere dedans vii. iours.

m La vendition eſt faicte francs deniers au vendeur, quand il ſtipule de l'acheteur qu'il ne ſera tenu de payer aucun Quint ou Requint au Seigneur feodal, ou autre profit de fief. Voyez Chopin liure 1. de la Couſtume d'Aniou Art. 4. nõbre 5. & 6.

Monstrevl Art. 35. Quand aucun vend ſon heritage feodal ou cottier à luy appartenant de ſucceſſion ou d'acqueſt, le S. le peut tenir xl. iours apres la deſſaiſine faite en la main de ſes Bailly & hommes: & en fin des xl. iours le retraire & approprier à ſa table & domaine, en rendant à l'acheteur le pris principal, frais & loyaux couſtemens: mais ſi ledit heritage eſtoit venu au vendeur par ſucceſſion de ſes predeceſſeurs, le parent du vendeur du coſté & ligne, dont l'heritage luy eſt eſcheu, le peut reprendre & retirer ſur ledit Seigneur. n

n Dedans le temps introduit par la Couſtume du pays.

Chavny Tit. 21. Art. 116. Toutesfois qu'vn vaſſal vend ſon Fief, ſoit qu'il vienne de ſon propre ou naiſſant ou d'acqueſt, à perſonne eſtrange & non eſtant de ſa ligne, le S. dont le Fief vendu eſt tenu, peut iceluy retraire & auoir pair les deniers & pris de la vendition auec les frais & loyaux couſtemens. Art. 117. Eſt requis que le S. face iceluy Retraict, auant que receuoir l'acheteur à releuer & droiturer pour ledit fief: par ce que ſ'il auoit receu ledit acheteur, iceluy acheteur ne pourroit eſtre contraint à rendre ou laiſſer ledit Fief au S. mais auant que receuoir ledit acheteur, doit iceluy S. quand iceluy acheteur ſe preſente, le refuſer, en luy offrant rendre ſes deniers principaux, frais & ameliorations: & où ledit acheteur n'y voudroit acquieſcer, pourroit iceluy S. faire ſaiſir & tenir en ſes mains ledit Fief. Art. 118. Ledit S. eſt tenu de reſtituer à l'acheteur ſeulement les iv. parties, dont les v. font le total, des deniers principaux d'icelle vendition: par ce que le vendeur luy deuoit & ſeroit tenu payer Quint & Requint à cauſe d'icelle vendition. Mais ſ'il auoit eſté conuenu entre les parties & dit o que les deniers principaux ſeroient & demoureroient francs deniers au vendeur, ledit S. ſeroit tenu reſtituer entierement les deniers principaux: pource que l'acheteur ſeroit tenu du Quint & Requint: & non le vendeur, & leſquels Quint & Requint ſeroiẽt eſteints & confus en la perſonne d'icelui S. parce qu'il eſt en faiſant ledit Retraict au lieu dudit acheteur, qui doit demourer indemne.

o Tacitè & expreſſè, comme i'ay dit ſur la Couſtume de Paris. C. M.

Ponthieu Tit. 4. Art. 67. Si aucun Vaſſal tenant Noblement en fief, baille ledit fief à ferme à aucune perſonne par luy rendant certaine ſomme d'argent, ſans le conſentement du S. & apres il vend ledit fief, Iuſtice & Seigneurie & tout ce qui luy appartient, ſon S. le peut retenir par la bourſe, preparant la ſomme qu'il eſt vendu. Art. 69. Quand aucun vend aucun heritage ou choſe immobiliaire ſituee en ladite Comté: à la charge que par vendition d'aucune rente, & que la deſſaiſine ſe faict en la main du S. dont l'immeuble eſt tenu ou de ſes Officiers ayans pouuoir à ce, ſoit que la choſe ſoit tenue noblement & en Fief, ou en cottiere, le S. peut & luy loiſt en vſant de ſon droict Seigneurial, retenir à ſoy, & auoir par la bourſe la choſe ainſi vendue, en rendant ou payant les deniers du ſort principal de la vendition, rabbatu ſes droicts Seigneuriaux. Art. 70. Si choſe feodale immobiliaire ſituee en ladite Comté eſt vendue ou hypothequee par le proprietaire ou autre vray poſſeſſeur, & deſſaiſine ſ'en fait en la main du S. dont l'immeuble eſt tenu, ſi c'eſt choſe feodale, le S. peut retenir en ſa main la ſaiſine, iuſques à xl. iours apres la deſſaiſine faite pour deliberer ſ'il fera ladite retention ou non. Et ſi c'eſt en choſe cottiere * maintenue, il peut tenir en ſa main la ſaiſine, iuſques à vii. iours & vii. nuicts, pour deliberer de la retenir ou en bailler ſaiſine: ſans ce que durant le temps deſſuſdit, on le puiſſe contraindre à bailler ſaiſine, ou conſentir hypotheque * crier, ne à declarer ſ'il retiendra par la bourſe la choſe vendue.

* Forte, ou mainferme Aliàs choſe cottierement tenue.

* Aliàs, creer.

Bovllenois Tit. 12. Art. 51. Si † aucun acquiert aucuns immeubles & heritages feodaux ou cottiers à quelque titre que ce ſoit, il eſt tenu inſinuer ſon achat & acquiſition dans quatre mois du iour de la vente & acquiſition, & payer au S. ſes droicts Seigneuriaux tels qu'ils luy pourront appartenir: ſur peine de lx. ſols Par. d'amende. Et outre ledit temps paſſé pourra faire le Seigneur pourſuite de ſes droicts, ainſi qu'il verra eſtre à faire par raiſon, encores que ledit acquereur ne luy ait fait faire ladite ſignification & inſinuation. Et toutesfois ne ſera tenu aucun prendre ſaiſine ny plus grande ſeureté deſdits acqueſts, ſ'il ne luy plaiſt. Et

† Ceſt Art. 51. que le proces verbal cotté du nombre de 50. auoit eſté remis à la Cour auec le 47. Art. & depuis accordé ainſi qu'il eſt

Source : BIU Cujas

couche en ces mots, Et auſſi que tous acquereurs donataires & nouueaux tenanciers, ſeront tenus quatre mois apres l'acquiſition par eux faite à compter du iour d'icelle acquiſition, à quelque titre que ce ſoit, notifier au Seigneur leurs acquiſitions & payer les droicts par eux deuz : par peine de lx. ſols par. d'amende : en ce non comprins toutes fois les rentes conſtituees à pris d'argent. Et pourront ledit temps paſſé, leſdits S. faire pourſuite de leurs droicts, ſi bon leur ſemble par action, & ainſi qu'il appartiendra par raiſon.

auſſi les acquereurs & acheteurs des rentes rachetables & conſtituees à pris d'argent, ne ſeront tenus faire, ſi bon ne leur ſemble, ladite inſinuation & intimation. Tit.28. Art.139. Et lors que l'acheteur viendra pour prendre ſa ſaiſine ou poſſeſſion en quelque Iuſtice que ce ſoit, le S. peut retenir xl. iours apres ledit heritage ainſi vendu pour ſaduiſer de le retenir & r'approprier au corps de ſa Seigneurie, ce qu'il peut faire, en faiſant pareil rembourſement que deſſus, audit acheteur. Et les xl. iours paſſez, eſt tenu de conſentir poſſeſſion audit acheteur en luy payant ſes droicts. Toutesfois le parent lignager eſt preferé audit S. quant au Retraict: & ſur lequel, il peut pareillement retraire dedans ledit temps de la poſſeſſion & realité.

PERONNE Tit.10. Art.255. Quand le proprietaire d'aucuns immeubles feodaux ou cenſuels à luy appartenans de propre, ou acqueſt, en fait vendition, le S.F. ou Cenſuel les peut retraire & re-vnir à ſa table, dedans xl. iours apres que les venditions luy ont eſté notifiees & communiquees: en rendant par luy à l'acheteur les deniers de l'achat qui ont eſté par luy deſbourſez, auec les frais de lettres & loyaux couſts: & l'aquittant, aſſeurant & dedommageant enuers * l'acheteur pour ceux qui n'ont eſté deſbourſez & dont y a terme de payer. Art.256. Et ſi dedans les xl. iours, il ne fait ledit Retraict & rembourſement, il ne le peut plus faire, & eſt tenu de veſtir & ſaiſir l'acheteur, en luy payant les droits Seigneuriaux pour ce deuz. Art.257. Mais ſi la vendition eſt faite d'heritage propre à vn parent de l'eſtoc & ligne du vendeur, le S. n'auroit Retraict ſur luy : ains au contraire le parent lignagier le peut retraire ſur le S. qui l'auroit retenu d'vn acquereur eſtranger, par puiſſance de Fief & Seigneurie, & ce dedans l'an & iour de la retention par luy faicte, en luy rendant les deniers & payant les droicts Seigneuriaux.

* *Videtur legendum*, enuers le vendeur.

ARTOIS Tit.3. Art.116. Si aucun vend ſon heritage, ſoit patrimonial ou autre, Fief ou cottiere, il eſt loiſible au S. par puiſſance de fief de le retraire & re-vnir à ſa table auparauant la ſaiſine par luy, ſon Baillif ou Lieutenant baillée, ou la tenue de droict accordé, en rembourſant l'acheteur du pris de la vendue & des frais & loyaux couſtemens. Art.117. Leſquels S. peuuent retenir en leurs mains les deſſaiſines que font les vendeurs des heritages vẽdus, l'eſpace de xl. iours, pour deliberer ſ'ils veulent vſer de ladite faculté qu'ils ont de retraire leſdits heritages ou non. Apres leſquels xl. iours, leſdits S. ſont priuez & forclos pour ceſte fois d'vſer de ladite retraicte. Et en cas de miſe de faict, peut vſer de retraicte, tãt que la cauſe ſoit entiere & non conteſtee par defence peremptoire, combien que les xl. iours fuſſent expirez, du iour de la miſe de faict. Art.122. Si le S. a appointé du droict Seigneurial à luy deu, receu or & argent, ou baillé ſouffrance d'iceluy, combien que l'acheteur ne ſoit encores ſaiſi, ledit S. ne peut plus vſer du droit de Retraicte.

NIVERNOIS Chap.4. Art.35. Au S. F. regulierement appartient droict de Retenue de la choſe feodale vendue ou alienee, *etiam* par decret de Iuſtice, ou le Quint à ſon chois: & dure ladite Retenue xl. iours apres la notification de l'acquiſition ou nouueau titre du vaſſal, par le *vidimus* de la lettre d'iceux, qui ſera baillé aux deſpens de l'acquereur. Et ſ'il n'y a notification, ladite Retenue dure xxx. ans, comme dit eſt: ſauf és cas cy apres declarez. Art 37. Le S.F. n'a point de Retenue ſur le lignager acquereur, & eſt deu ſeulement au S. F. vn ſeul Quint denier.

MONTARGIS Chap.1. Art.5. Le S. de fief, ſ'il eſt Chaſtelain P peut auoir le Fief mouuant de ſa Chaſtellenie par puiſſance de fief, ſi bon luy ſemble, pour le pris qu'il a eſté vendu dedans xl. iours. Auquel S. en faiſant les offres, l'acheteur eſt tenu monſtrer ſon contract en forme: pourueu †† que ledit fief ſoit pour le S. Chaſtelain & ſans fraude. Art.91. Le † S. Chaſtelain & non autre peut auoir le Fief ou heritage Cenſuel mouuant de ſa Chaſtellenie par puiſſance de fief & droict de Retenue, pour le pris qu'il a eſté vendu & loyaux frais dedans xl. iours apres les offres & depry à luy faictes.

P Et non autre, & iamais l'Eccleſiaſtique comme il eſt porté par l'Art. 91. de la meſme Couſtume ſinõ en certains lieux C.M.

†† *Guy le Roy Seigneur de Grãdchamp, requiſt eſtre mis & adiouſté à ceſt Art.5. par Couſtume, que*

ORLEANS Tit.1. Art.49. Le S. Chaſtelain quand Fief eſt vendu, le peut

les autres S. de Fief auroient les Fiefs qui seroient vendus par droict de Retenue & puissance de Fief, comme lesdits S. Chastellains. Les gens d'Eglise, Nobles & du tiers Estat furent d'aduis que ledit Art. deuoit demourer, comme il estoit couché, sans auoir esgard à ladite requeste & furent outre d'opinion que ces mots, Pourueu que ledit Fief, &c. iusques à la fin fussent adiouſtez. Ouye laquelle opinion, auõs ordonné que ladite adiouction sera faite, sans preiudice de l'opposition faite par le S. de Grand champ: & neantmoins ordonnons que ledit Art. & adiouction seront doresnauant gardez & obseruez ainsi qu'ils sont escrits pour Coustume. Et depuis ladite Ordonnance ledit S. de Grand champ a requis que les S. de Fief puissent auoir par droict de Retenue les Fiefs vendus, comme les S. Chastelains & a nommé ses consorts, le Comte de Dampmartin, Maistre Barthelemy Preuost tant en son nom, que comme Aduocat du Roy, le S. de la Mothe des Aunois, Pierre de Machau S. des Mignieres, tant pour luy que pour les S. de Chaleste: le S. de Tompnerre, le Procureur du S. de Vallery, le S. de la Mothe de Mezilles. A quoy a esté respond que ledit different auoit esté decide, & l'Art. passé & accordé nonobstant ladite requeste. Surquoy auons ordonné que ferions rapport à la Cour de ladite requeste, pour par icelle en ordonner comme de raison: & neantmoins que ledit Art. passé & accordé seroit obserué comme Coustume.

† Ceſt Art. 91. & autres suiuans iusques à la fin du Chap. 1. sont pour les Comtez & pays de Sancerre, Chastellenies d'Aubigny sur Nerre, la Chappelle d'Anguillon, Concressant, S. Brisson, Cernoy, terres & Iustices d'Autry, la ville d'Autry, le Chastel Pierre Fiche es bois, Blancafort, les Chastellenies & Iustices de Vailly, Charpeignon, Maison Tout, & Solongne & autres Chastellenies, Iustices & Seigneuries du Bailliage de Berry, regies & gouuernees anciennement par & selon les Coustumes de Lorris. Au reste le Procureur du Roy au pays & Duche de Berry fit remonstrances que les S. Comtes, Barons & autres Iusticiers qui sont du Bailliage de Berry, n'estoient tenus de respondre audit Montargis, & que les reformations des Coustumes se doiuent faire par Bailliage: & où voudrions passer outre, en appelloit à la Cour de Parlement. Et ouis sur ce les Aduocat & Procureur du Roy à Montargis, qui accordoient lesdits S. de Sancerre & ressort de Concressant & autres lieux nommez en la Procuration, n'estre du Bailliage de Montargis, mais estoient neantmoins de la Coustume de Lorris, qui y auoit este de tout temps immemorial obseruee, & telle l'auoient recognue & recognoissent les Nobles, gens d'Eglise & du tiers Estat demourans esdites Seigneuries, Iustices & ressorts, qui auoient esté conuoquez à ladite redaction des Coustumes. Et quant audit Procureur du Roy audit Bourges n'y auroit esté appellé: parce qu'il n'y auoit interest. Auons dit que ladite declaration faite par ledit Substitut demoureroit inseree en nostre proces verbal: dont ledit de Vaux au nom du Procureur du Roy a Bourges auroit acte, & demoureroit ladite Procuration au Greffe: de laquelle il prendroit copie, si bon luy semble. Dont ledit de Vaux a appellé.

auoir par puiſsãce de fief pour le pris qu'il aura eſté vẽdu, dedãs xl. iours apres les offres à lui faites par l'acheteur, en paiãt par ledit S. C. les loiaux couſts & miſes. Et faiſant les offres l'acheteur eſt tenu de monſtrer & exhiber audit S. Chaſtelain, ſ'il en eſt requis, les lettres de ſõn contract.

TOVRS Tit. 1. Art 33. Si la choſe a mué main, le S. peut dire qu'il veut voir les titres & contracts, par leſquels le requerant vient à la choſe par acqueſt & mõſtrera de ſes droicts par lettres & teſmoins ou autrement: afin que le S. puiſſe demander & auoir ſes lots, ventes ou autres droicts feodaux, ou prendre la choſe par puiſſance de fief, ſi la matiere y eſt diſpoſee ou autrement vſer de ſes droicts Seigneuriaux comme de raiſon. Et †† ſera tenu le ſuiet exhiber ſes contracts, iurer & affermer le contenu en iceux eſtre veritable, ſi le Seigneur le requiert: ſauf audit Seigneur de pouuoir informer du contraire. Art. 34. Le † S. de Fief, qui veut auoir par puiſſance de Fief, la choſe acquiſe par vente ou autrement ſuiette à Retraict, aura les contrats pour les voir: & les pourra retenir xv. iours ſi l'acquereur ne luy en baille le double collationné en ſa preſence, de ſon Iuge ou Procureur: & en receuant les contracts & copies, comme deſſus, aſſignera iour de xv. lieu & heure certains, au dedans de ſon fief à l'acquereur, pour entendre ſa declaration, ſçauoir ſ'il veut prendre les choſes par puiſſance de fief, ou receuoir les lots & ventes. Et ſi à ladite xv. le ſuiet fait defaut, le temps ne courra pas contre le S. qui comparoiſtra: mais ſi le S. defaut & le ſuiet compare en ce cas la xv. enſuiuant courra contre le S. au dedans de laquelle ſ'il n'execute le Retraict feodal, & rembourſe le ſuiet du pris principal, frais & miſes par deuant ſon Iuge, Greffier, Sergent ou Notaire, il n'y ſera plus receu, & demourera la choſe à l'acquereur, à la charge de payer les ventes, où elles ſeront deues. Et ne pourra plus le S. de fief prendre par puiſſance de fief, ce qui eſt en ſon fief. Et ſi l'acquereur ne monſtre audit S. ſes lettres & contracts d'acqueſt dedans xv. iours, il eſt fondé d'auoir vne amende qui eſt de vii. ſols vi. den. Tit. 13, Art. 111. S'il aduient qu'aucun acquiere aucune terre qui ſoit tenue à foy & hommage d'vn S. il doit aller, au dedans †† xv. iours apres ſon acqueſt deuers ledit S. luy monſtrer les cõtracts de ſon acqueſt & luy offrir la foy & hommage: & auſſi luy doit offrir ſes ventes & deuoirs. Art. 112. Et ſi ledit acquereur ne le fait, le S. pourra prendre & leuer, par defaut q de foy & hommage non faits, cõme deſſus: & ſi ledit S. veuz les contracts, veut prendre la choſe par puiſſance de fief, faire le pourra, ſi l'acquereur n'eſt parent du vendeur, & en la ligne, dont vient la choſe vendue, & ſera au chois du S. de prendre les ventes & gands, ou le Rachat d'icelle annee, ou la choſe par puiſſance de Fief. Tit. 16. Art. 165. Et ſi aucũ S. de fief achete heritage en ſon fief, & ledit heritage ſoit retraict par aucun lignager iceluy S. de fief, ſera payé de ſes ventes & honneurs par le retrayeur de la choſe.

ANIOV Tit. 1. Art. 5. Le ſuiet acquereur doit exhiber l'original de ſon contract d'acqueſt au S. de fief ou à ſes officiers tenans ſa iuriſdiction: mais en laiſſant & baillant à ſes deſpens la copie collationnee à l'original, iceluy original luy doit eſtre rendu. Tit. 17. Art. 347. Et le S. de fief peut pareillement auoir & prendre

†† *Ces mots, Et ſera tenu, &c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez, pour auoir lieu à l'auenir ſans preiudice du paſſé.*

† Ceſt Art. 34 eſt mis au lieu du 30. Art. ancien pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.

†† *Ces mots, xv. iours, ont eſté mis au lieu des anciens, viii. iours.*

q Et apres ſaiſie ſignifiee C.M.

Source : BIU Cujas

par retraict Feodal les choſes hereditaux acquiſes en ſon fief, par contract ſuiet à Retraict, au dedans dudit temps d'an & de iour d'icelluy contract ou poſſeſſion prinſe: ou auſſi dedans l'an & iour apres le contract à luy exhibé, & l'offre de ventes faites au deſcouuert dudit acqueſt ſi le lignager au dedans du temps à luy ordonné n'auoit prins ou demandé le retraict : ou ſi le S. de Fief ou ſon Receueur ordinaire apres exhibition faite au S. ou à ſon Receueur ordinaire du contract dudit acqueſt, auoient receu du nouuel acquereur les ventes & deuoirs, ſinon que le S. de fief l'euſt expreſſement prohibé & reſerue à luy, & qu'il euſt fait publier la prohibition ou reſeruation en ſes plaids ou aſſiſes, ou autrement deuement. Et pareillement ſeroit ledit S. forclos du Retraict, ſi luy ou autre ayant puiſſance quant à ce de luy, auoit receu la foy & hommage deux pour raiſon des choſes que le S. de fief voudroit auoir par Retrait ou ſ'il auoit donné terme ou reſpit de tourner à ſon hommage, en l'approuuant à ſuiet. Art. 389. Et ſ'il aduient que le S. de fief ou ſon Receueur ordinaire & commis en office de Recepte, du fief, terre & Seigneurie dont ledit fief depend, ait vne fois receu les ventes, deuoirs ou autres obeiſſances à luy deues à cauſe deſdites choſes dudit acquereur, ou autre pour luy, les ait payees, en ſon propre & priué nom, le S. de fief ne ſera plus receu à les auoir par Retraict. Art. 391. Le S. de Fief peut par ſa Cour ou Cour Suzeraine faire ſaiſir les choſes immeubles & chacune d'icelles acquiſes en ſon fief, depuis xxx. ans, dont autresfois exhibitiõ ne luy auroit eſté faite, ou à ſon Seneſchal, Bailly ou Lieutenant, tenant ſa iuriſdiction ordinaire, ſans qu'il ſoit tenu en faire ou ſouffrir deliurance en eſtre faite à l'acquereur, iuſques à ce qu'il ait exhibité * ſes contracts & baillé la copie deuement collationnee à l'original aux deſpens du ſuiet, ſi le ſuiet ne luy vouloit laiſſer ſon contract original & fait les offres reelles des ventes & deuoirs, comme deſſus, ſ'il les confeſſe: mais icelles exhibition & offres faites, le S. de fief peut receuoir les contracts & les viſiter, ſ'il veut prendre ſes vẽtes & les profits du cõtrat : & ſ'il veut faire de ſon Fief ſon domaine, il peut prendre aduis de ce faire, & a an & iour apres l'exhibition des contracts & offre de ventes au deſcouuert de prendre la choſe par Retraict, & faire adiourner l'acquereur en ſa Cour, ou en la Cour du S. Suzerain, pour auoir par Retraict & puiſſance de fief, l'heritage vendu, en payant les deniers & les couſts. Et incontinent les exhibition & offres faites, l'acquereur aura deliurance des choſes par luy acquiſes & des fruicts d'icelles: & ne le peut le S. de fief empeſcher. Art. 416. Le S. de Fief peut ſaiſir en ſa main les choſes nouuellement acquiſes en ſon fief, & les y tenir, ſans en faire deliurance à l'acquereur ou pleige, n'autrement iuſques à ce qu'il luy ait apparu de ſes contracts dudit acqueſt, & offert ſes ventes au deſcouuert & autres droicts feodaux, ſ'ils y eſcheent: mais apres que l'acquereur luy aura faict exhibition de ſeſdits contracts & offert à payer les deniers deſdites ventes au deſcouuert, il eſt tenu luy faire deliurance de ſes choſes, ſoient leſdites ventes payees ou non, ſi ledit S. F. refuſe de les receuoir. Art. 417. Toutesfois ſi l'acquereur veut declarer, qu'il n'eſt tenu payer ventes ou ſ'il veut auoir autre à garant en la demande de ventes apres ladite exhibition de ſon contract faite, il aura deliurance ſans faire aucun payement ou offres de ventes, iuſques à ce que ſentence ſ'en ſoit enſuiuie au profit du S. de fief.

* Exhibé.

Le Maine Tit. 18. Art. 359. p. *a Anjou.* Art. 347. à luy exhibé, à ſon † receueur ou fermier ou autres ſes Officiers tenans ſa iuriſdiction: & ſ'il n'en apres la lecture & publication de ſon contract faite à l'iſſue de Meſſe Parochial, ou le fief eſt aſſis & l'offre des ventes faite au deſcouuert dudit acqueſt, ſi le lignager au dedans du temps &c. ou ſi le S. de fief ou ſon receueur ou fermier n'auoit &c. les vẽtes ou deuoirs: eſquels cas il ſeroit forclos ſinon que le S. de Fief, l'euſt expreſſement prohibé &c. de retourner à ſon hommage &c. Art. 399. p. *a Anjou.* Art. 389. dont le Fief depend ayant puiſſance & pouuoir ſpecial, ait vne fois &c. les ventes ou Rachats à luy deuz &c. Retraict comme deſſus eſt touché. Et pour auoir receu les deuoirs ‡ ordinaires, il n'eſt forclos de l'auoir par Retraict Feodal. Art. 401. p. à l'Art. 391. *d'Anjou.* Art. 429. p. *a Anjou.* Art. 416. receuoir, ſoit ledit S. en iugement ou dehors. Car le S. qui eſt deuant ſon S. de fief, eſt veu eſtre en iugement pour beſongner auec luy. Et pour ce peut ledit S. ſans attendre ſes plaids ou aſſiſes faire le Retraict Feodal. Et ſi ledit S. en receuant le contract & lors de ladite ex-

† La reception des lods & ventes faite par le Receueur du Seigneur du Fief, empeſche le retraict feodal, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt du 28. de Feurier 1572. en audience plaidant Chopin pour la Nicole Bourguignõne vefue de Nicolas Chalumeau, cõtre Mathurin de Rouge Seigneur des Rues appellant du Seneſchal d'Angers ou ſon Lieutenant Vide Guid. Pap. Dec. 173. argu. l. vlt. D. quod cum eo. &c. Chopin liure 1. des Couſtumes d'Aniou Art. 38. num. 2. Et ſuffit que le Receueur, fermier ou autres ayent mandement & pouuoir expres ou tacite pour receuoir les droicts Seigneuriaux, & donner la ſaiſine : &

tout ainſi qu'en inueſtiſſant, ils font preiudice au Seigneur Feodal : auſſi preiudicient ils en receuant. *Secus*, ſ'ils eſtoient ſeulement commis pour receuoir le payement: par ce que cela ſ'entend du payement certain & incommutable: non pas de celuy, qui deſire vne liquidation, declaration & election: & ſi elle n'eſt commiſe par procuration ſpeciale, il faut ſ'addreſſer au Seigneur Feodal, ainſi que du Moulin a eſcrit ſur le 14. Art. de l'ancienne Couſtume de Paris depuis le nombre 9. iuſques au 19.

‡ Qui ſont deuz tous les ans par tous poſſeſſeurs ou detenteurs iuſtes ou iniuſtes, comme du Moulin a eſcrit ſur le 22. Art. de Paris q. 49. C. M.

Source : BIU Cujas

hibition, declare qu'il veut en faire de ſon fief ſon domaine, & auoir les choſes par Retraict Feodal, & le ſuiet reſpond qu'ainſi luy plaiſt: il n'aura que viii. iours d'iceluy faire & executer. Et ſ'il n'en faict declaration, ne pourra retenir le contract, ſi le ſuiet luy en baille copie à ſes deſpens. Et ſ'il n'en baille la copie, le pourra retenir par viii. iours, & ſera tenu le rendre au ſuiet, qui le retournera querir. Art. 430. p. *a Aniou.* Art. 417.

GRAND PERCHE Tit. 10. Art. 184. Le S. F. peut dedans l'an & iour que ſon Vaſſal luy aura exhibé ſon contract d'acquiſition par luy faite en ſon fief, auoir & retirer par Retraict Feodal l'heritage acquis par ſon Vaſſal, tenu de luy en fief, ou rente infeodee en rembourſant par luy le pris & loyaux couſts, dedans le temps & en la maniere que dit eſt au Retraict lignager: pourueu que ladite exhibition ait eſté faite dedans les x. ans: apres lequel temps n'eſt receuable audit Retrait, ſoit que le contract luy ait eſté exhibé, dedans icelui temps ou non: pourueu auſſi qu'il n'ait eſté payé du Rachat & droicts Seigneuriaux deuz à cauſe de ladite acquiſition, ou que pour raiſon d'iceux, il n'euſt fait ſpecialement & expreſſement ſaiſir ſon Vaſſal.

CHASTEAVNEVF Chap. 11. Art. 75. Vn † S. Chaſtellain peut retirer & appliquer à ſon domaine, vn heritage aſſis en ſa Chaſtellenie, vendu & mouuant de luy en Fief, en payant le pris que l'acquereur en a baillé & payé, & les loyaux couſtemens, dedans l'an & iour de la vendition d'iceluy heritage & dedans xl. iours apres qu'on luy a notifié la vente, & exhibé les contracts, ſ'aucuns en y a par eſcrit. Et en ce faiſant peut faire de ſon fief ſon domaine, ſ'il n'a receu l'acheteur dedans ledit temps, en ſa foy ou donné ſouffrance. Art. 76. Le lignager du vendeur du coſté & ligne dont l'heritage vendu luy eſt venu & eſcheu, eſt à preferer au S. Chaſtelain, au Retraict d'iceluy heritage, dedans l'an & iour de la vendition. Et à ce que le Seigneur de fief ne puiſſe eſtre fruſtré de ſon droict, en celant par les acheteurs la vendition de tels fiefs, l'acheteur de tel fief, ſera tenu de notifier au lieu dont il eſt tenu, en parlant au S. ou à ſes officiers, ſi aucuns en a, ledit acquerement par luy fait, & luy exhiber ſes contracts, ſi aucuns en y a portez par eſcrit, xl. iours, au plus tard, auparauant la fin de l'an & iour. Et où il notifiera plus tard, le S. pourra du iour de la cognoiſſance, qu'il en aura demander, dedans xl. iours, tel heritage par puiſſance de fief.

CHARTRES Chap. 12. Art. 65. Le †† S. de fief t peut retirer & appliquer à ſon domaine vn heritage aſſis en ſon fief, vendu, u mouuant, & tenu de luy en plain fief, pour le pris qu'il eſt vendu, en y venant dedans l'an & iour de la vendition d'iceluy heritage, ſ'il n'a receu l'acheteur dedans ledit temps en ſa foy, ou qu'il luy ait donné ſouffrance: & en ce faiſant faire de ſon fief ſon domaine. Art. 66. Et à ce que &c. p. *a Chaſteauneuf.* Art. 76. L'acquereur de tel &c.

DREVX Chap. 12. Art. 56. Vn † S. F. peut &c. p. *à Chartres.* Art. 65. L'heritage vendu mouuant & tenant de luy en fief pour le pris qu'il a eſté vendu, auec les loyaux couſtemens, quand bon luy ſemblera dedans l'an: ſ'il n'a receu &c. ou donné ſouffrance dedans ledit temps.

BLOIS Chap. 3. Art. 18. Le S. Chaſtelain a droict de Retenue par puiſſance de Fief, des choſes tenues de luy en foy & hommage, vendues a perſonnes y eſtranges du lignage du vendeur, au dedans de l'an de l'exhibition des lettres d'acqueſt en rembourſant l'acquereur de ſon ſort principal & loyaux couſts & miſes: pourueu qu'il n'ait receu l'acquereur en foy & hommage, ou †† baillé Souffrance: Toutesfois ſ'il y auoit concurrence audit Retraict, entre le S. & le lignager du vendeur, qui ſeroit venu dedans l'an, le lignager ſera preferé au S.

RVE D'YNDRE Chap. 2. Art. 5. Tout S. F. a droict de prendre la choſe Feodale vendue, permutee, eſchangee ou autrement alienee par ſon Vaſſal en la Baronnie de Chaſteau-Roux & ſes appartenances, pour les deniers qu'elle aura eſté vendue ou alienee: ou de prendre le droict de Rachat, qui eſt de la valeur des fruicts d'vne annee, que vaut la choſe Feodale vendue, au chois & election du S. Feodal.

BERRY Tit. 5. Art. 30. Vn † nouuel acquereur des choſes tenues en Fief, eſt tenu monſtrer & exhiber au S. F. l'inſtrument du z contract de l'acquiſition dedans xl. iours. Tit. 13. Art. 1. Le S. de l'heritage Feodal ou cenſuel, vendu, cedé, ou tranſporté a pris d'argent par le vaſſal ou cenſier, peut iceluy retenir pour le

† Les Eccleſiaſtiques n'ont pas droict de retraict Feodal, ainſi que il fut iugé és termes de ceſte Couſtume de Chartres par Arreſt du 1. iour de Feurier 1518. entre l'Eueſque de Chartres demandeur pour le Fief de Brou, & Meſſire Florent Girard Cheualier defendeur acheteur dudit Fief mouuant de la Baronnie de Pontgoing, qui eſt de la Table Epiſcopale. Voyez Du Moulin ſur l'Art. 13. in Gloſſa 1. in verbo le Seigneur Feodal.

u Vendu à vn eſtranger. Car ſ'il eſt lignager, il eſt preferé par l'Art. 70. mis cy deſſous en la Conference du Tit. 7. de Paris.

x Idem de Tutore vel alio adminiſtratore vel procuratore generali Angel. in l. ſi heres D. ad Trebell Bartolus & alij in l. non ſolum §. morte D. de noui op. nũt. Ægid. Tullus.

y C'eſt à dire que ceſte regle a lieu quand la vente eſt faite à perſonnes eſtrãges & faut ſeulement excepter ſi l'acheteur eſtoit du coſté & ligne dont vient le fief: & pour lequel il pourroit vſer de retrait lignager, ſ'il eſtoit venu à perſonne eſtrange C. M.

† *Ceſt Art. 75. eſt paſſé & accordé ſelon le contenu en iceluy: & eſt reſerué au S. du Treuille qui dit eſtre en poſſeſſion de retirer par puiſſance de fief les heritages feodaux vẽdus par ſes vaſſaux, de vſer de ſes drois & pretendues poſſeſſions: ſans preiudice à ſes vaſſaux & ſuiets de leurs defenſes au contraire.*

†† *Sur les remonſtrances faictes ſur ceſt Art. 65. faiſant mention que le S. Chaſtellain auoit droict de retenir par puiſſance de fief: lequel droict appartient plus à cauſe de la tenue Feodale que de la tenue ou de la Iuſtice. Partant ledit Art. 65. a eſté ainſi corrigé ſuiuant l'aduis de tous.*

† *Ces mots,* vn S. F. *ont eſté mis au lieu des mots* vn S. Chaſtelain, *ſelon les remonſtrãces faictes ſemblables que ſur la Couſtume de Chartres.*

†† *Ces mots,* ou baillé ſouffrance, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Art. 30. eſt ancien, & nouueau quant au temps. Les gens des premier & ſecond Eſtats ont requis que peine fut appoſee contre le Vaſſal, ſ'il n'exhibe dedans le temps de xl. iours, comme verrions eſtre à faire. Ordonnons que ledit Art. 30. demeureroit publié*

blee sans preiudice de leur requisitoire: & a eux permis de bailler leur requeste a la Cour, auant l'homologation des Coustumes pour en ordonner par elle, quant à ladite adiection de la peine ainsi qu'il appartiendra par raison.

z Par les Ordonnances du Roy François.

1539. Art. 180. & 181. Henry 2. 1549. Art. 5. & Henry 3. 1579. Art 180. les contrahans sont tenus declarer en quels fiefs ou Censues sont situees les choses vendues, & quelles charges elles doiuent, comme il est plus à plain contenu en la Conference des Ordonnances liure 4. Tit. 5. & liure viii. Tit. dernier.

pris, en iceluy rendant à l'acquereur auec les loyaux frais & coûsts, s'aucuns en y a dedans xl. iours, à compter du temps que par l'acquereur luy a esté exhibé le titre de l'acquisition: & ledit temps passé ou s'il auoit receu en foy & hommage le nouuel vassal, ou receu les accordemens lods & ventes du nouuel acquereur censier, ne peut vser du droict de retenue, ains demeure forclos. Art. 2. Et pareillement s'il y a aucune rente constituee sur l'heritage Feodal ou censuel par le vassal ou cẽsier, la peut le S. F. ou censuel retenir pour le pris a en icelui paiant reellemẽt & de fait, auec les loyaux frais, s'aucuns en y a, à l'acquereur, dedans xl. iours, à cõpter du tẽps de l'exhibition du titre de l'acquisition: pourueu qu'il n'ait receu ledit acquereur en foy & hõmage de la rente, où receu les droits d'accordemens, lods & vẽtes du nouuel acquereur de ladite rẽte, sur l'heritage cẽsier: auquel cas, ils en demeurerõt forclos. Art. 3. Toutefois en la ville & Chast. d'Yssoudũ en vẽditiõ d'heritages censuels droit de retenue n'a lieu, s'il n'y a conuention au contraire.

a Cecy ne doit auoir lieu és rentes constituees au denier douze ou quinze pour l'vsage du commerce, ny mesmes és rentes rachetables au denier vingt constituees au gendre ou à la fille pour les deniers dotaux, parce que i'ay deduit sur l'Art. 57. de la Coustume de Paris & au traicté des vsures. C.M.

Bovrbonnois Chap. 29. Art. 424. Le S. F. & censier peuuent auoir les heritages vendus en leur fief & censiue, dedans trois mois apres l'ostension & l'exhibition à eux faite des lettres d'acquisition, si ce n'estoit qu'auparauant le S. F. eust receu l'hommage, & le S. censiuier les lods & ventes. Car apres les receptions ne peut vser le S. F. ou cẽsiuier de retenue. Art. 426. Le S. foncier ou direct ou en leur absence, leurs officiers peuuent garder l'original du contrat, qui leur sera presenté par les acquerans, des choses mouuans de leurs fiefs ou censiue, l'espace de quatre iours: mais en baillant & laissant à leurs despens copie collationnee à l'original, ils ne sont tenus laisser ledit original. Art. 480. Par reception de foy & hommage, par le S. F. & aussi par reception de lods & ventes ou recognoissance nouuelle faicte au S. censiuier par l'acquereur, soit forclos lesdits S. F. & censiuiers ou directs du droict de retenue.

Avvergne Chap. 21. Art. 1. & 2. Le S. direct ou feodal pourra retraire ledit heritage vendu, dedans trois mois, à iceux compter du iour de la possession reelle prinse par l'acheteur, & non plustot: laquelle possession ledit acheteur ou autre pour luy, prendra en la presence de deux tesmoings du lieu & Iustice, où ladite chose est situee. Chap. 22. Art. 20. Le S. F. peut auoir par Retenue la chose vendue tenue de son fief, en payant le sort principal & loyaux coustemens, & ce dedans trois mois à compter &c. p. *aux Art.* 1. & 2 *cy dessus.*

La Marche Chap 20. Art. 275. Le S. F. a droit de Retenue ou prelation en la chose feodale tenue de luy, vendue, & peut venir dedans trois †† mois à commancer du iour que l'acheteur luy a exhibé ses contracts & non plustot. Art. 276. Si le S. a receu l'acquereur à hommage ou baillé respit, b il est debouté de son droict de Retenue ou prelation. Art. 279. Madame & tout autre S. de qui on tient en fief, censiue ou franchise, peut auoir la chose vendue dedans le temps & à compter respectiuement, comme dit est.

†† *Ces Art. 275. & 279. sõt accordez pour Coustume nouuelle en ces mots* trois mois. *Et auparauant, n'y auoit que quarante iours.*

b Contre l'opinion de Bartole in l. qui Romæ. §. cohæredes D. de verb. obligat. mais respit en ceste Art. 276. se prend pour Souffrance de faire foy & hommage octroyee au vassal, ou souffrance de faire ou payer les droits certains Secus s'il luy a baillé delay de saisir, ou delay de faire offres, leuer & exhiber ses contracts. C.M.

Lodvnois Chap. 1. Art. 29. p. *a Tours.* Art. 33. Lettres & contracts &c. *iusques a ces mots,* comme de raison, *inclus.* Chap. 11. Art. 4. Et au regard de ceux qui viennẽt à estre Seigneurs, soit par acqueſt, mariage ou autrement, que par mort, d'aucunes choses hereditaux, tenans par foy & hommage, ils doiuent aller dedans xv. iours deuers le S. de fief offrir la foy & hommage, ventes & deuoirs à ce appartenans: pourueu que ce pendant le fief ne sera point empiré, comme dit est. Art. 5. Et s'ils ne le font, ledit Seigneur pourra prendre & leuer par defaut de foy & hommage non faicts comme dessus: & sera au chois dudit S. de prendre les ventes ou prendre le Rachat d'icelle annee, ou prendre la chose par puissance de fief, si l'acquereur n'est parent en la ligne dont meut la chose vendue. Chap. 15. Art. 9. Et si aucun S. de fief achete aucun heritage en son fief, & ledit heritage soit retraict par aucun lignager, iceluy S. sera payé de ses ventes & honneurs par le retrayeur de la chose. Chap. 17. Art. 1. p. *a Tours.* Art. 34. par vente ou autre contract suiet à Retraict &c. les pourra retenir viii. iours &c. en presence, ou de son Iuge & Procureur, & aura lesdits viii. iours à deliberer: & ce faict assignera iour de huictaine à l'acquereur, de venir receuoir ses deniers tant du principal que des coûsts & mises: & si ainsi ne le faict, n'aura plus la chose par puissance de fief: & demourera audit acquereur en payãt les vẽtes, où elles seront deues: & si l'acquereur ne mõstre au S. les lettres de l'acqueſt, dedãs &c. Art. 2. Et depuis la saisie des choses acquises faite & signifiee

Source : BIU Cujas

par le S. de fief, ledit S. de fief en prenant par apres par puissance de fief, faict les fruicts siens: & en cestuy cas l'acquereur ne paye aucune amende.

POICTOV Tit. 1. Art. 23. Celuy qui a acquis par contrat de vente ou sonnant & equipollent à vente, doit dedans viii. iours apres le contract, notifier & declarer son contract à son S. F. s'il † est demeurant & a manoir en la Chastellenie: & où il n'y seroit demourãt, à son Seneschal, Iuge & Procureur, ou à l'vn d'eux trouué sur les lieux. Et où il n'y auroit exercice de iurisdiction, ou que les officiers ne demourassent sur les lieux, l'acquereur pourra notifier en presence de deux Notaires par affiches faites à la grand porte de l'Eglise Parochiale du fief dominant en la Chastellenie: & dedans xl. iours luy doit exhiber le contract, & luy faire serment que c'est le vray pris que la chose a cousté, & offrir de payer les ventes & hõneurs ou de laisser la chose au S. par puissance de fief, si le S. veut payer le pris qu'elle a cousté: & lesdites choses ainsi offertes & declarees, & le serment fait, dedans ledit †† temps & par la forme que dessus, le S. a viii. iours suiuans pour pouuoir eslire de prendre la chose pour le pris, ou prendre les ventes & hõneurs: & s'il n'eslit dedãs les viii. iours, ou s'il eslit ou declare qu'il veut auoir la chose & payer le pris s'il ne paye à l'acheteur dedans les viii. iours ledit pris, il ne sera plus receu à prendre la chose, en payant le pris. Art. 24. L'acquereur † qui aura à son S. exhibé & laissé son contract, ou copie d'iceluy par luy ou par Notaire à sa requeste signee, est tenu la huictaine apres, aller par deuers le S. au lieu, où il a exhibé & laissé ledit contrat ou copie, pour sçauoir la volonté & chois du S. Art. 25. L'acheteur est tenu notifier & declarer son contract à son S. dedans viii. iours & l'exhiber dedans xl. iours: & s'il ne le fait, il doit à son S. pour chacune desdites choses non faites l'amende simple: & s'il n'exhibe sesdits contracts dedans l'an, l'amende est devi. sols, si le S. a iurisdiction de lx. sols. Et peut ledit S. les viii. ou xl. iours passez, saisir & mettre en sa main ladite chose pour cause de cõtracts recelez, non declarez & exhibez & en defendre tous exploits. Ar. 26. Le S. iusques à ce qu'exhibition de cõtrats luy ait esté faite, & qu'aussi le serment luy ait esté fait du pris par la forme que dessus, n'est en demeure d'eslire les ventes & honneurs, ou d'auoir la chose vẽdue par puissance de fief: si ce n'estoit par l'espace de xxx. ans: apres lequel temps, le S. ne peut contraindre le Vassal à exhiber ses contrats, & si ne peut demander ses ventes & honneurs, n'auoir la chose par puissance de Fief. Art. 28. Aucũ n'est tenu de porter n'exhiber son contrat au S. F. de la chose immeuble par luy acquise, s'il n'y a contract de vente ou equipollent à vente. Excepté, si †† le S. le requiert par forme d'edition, ou si la chose estoit hommagee. Car quand la chose hõmagee est transportee par quelque contract que ce soit, le S. F. doit veoir le contract: autrement ledit S. n'est tenu receuoir l'hommage. Art. 31. Si le vendeur vend aucune chose hommagee qui soit suiette pour mutation d'hõme à Rachat, plaicts ou seruices ou autres deuoirs, qui soient abbonnis, soit par la Coustume du pays, ou par la conuenance & vsance ancienne: & le S. du fief accertené dudit contract de vente par † l'exhibition faite en la forme que dessus, en prend le Rachat ou les c plaicts, seruices ou autres deuoirs deuz pour icelle mutation, il ne sera plus receu à prẽdre la chose par puissance de fief, n'a demander ventes n'honneurs.

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 13. p. *a Poictou.* Art. 23. ou qui le d sonne doit dedans viii. iours apres notifier &c. à son S. F. & dedans xl. iours luy doit exhiber ledit contract &c. le pris qu'elle a cousté: ensemble les loyaux cousteмens & lesdites choses &c. le S. a viii. iours ensuiuans d'auoir son election, de prendre la chose & payer le pris &c. il ne sera pas receu à prendre la chose pour le pris & loyaux cousts: mais il pourra demander les ventes & honneurs. Art. 14. p. *a Poictou.* Art. 25. de lx. sols t. &c. celez & non exhibez ne declarez. Art. 15. p. *a Poictou.* Art. 26. iusques à xxx. ans. Art. 19. Aucun n'est tenu de porter n'exhiber son contract autre que de vente, ou qui le sonne, au S. F. s'il n'en est sommé & requis.

XAINCTONGE Tit. 4. Ar. 27. L'acquerant biens immeubles par titre de vẽte ou equipollent à vẽte, est tenu dedans viii. iours apres l'acquisition notifier son contract d'acquisition au S. plus prés du fond, au fief & iurisdiction ésquelles les choses acquises sont situees & assises, & luy exhiber les contracts dedans xl. iours prochains ensuiuans l'acquisition. Apres laquelle exhibition deuement faite, le S. est tenu dedans viii. iours, prendre la chose vendue par puissance de fief & bailler argent à l'acheteur, ou prendre les ventes & honneurs à son chois & election: lesquels viii. iours passez, le S. n'a plus de chois. Car apres ne peut prendre la chose par puissance de fief: ains se doit contenter des ventes & honneurs. Mais si l'acheteur n'a notifié & exhibé dedans le temps de sommation, le S. peut dedans †† xx. ans contraindre l'acquereur à exhiber les contracts: à † sçauoir est dedans x. ans, à

† *Ces mots,* s'il est demourant *&c. iusques à ces mots,* dominant en la Chastellenie, *inclus sont pour auoir lieu à l'aduenir*

†† *Ces mots,* dedans ledit temps & par la forme que dessus, *ont esté de nouuel adiousteż pour auoir lieu à l'aduenir*

† *Ceſt Art. 24. est de nouuel introduit.*

†† *Ces mots,* Si le S. le requiert par forme d'edition, *sont de nouuel adiousteż. sans preiudice du passé.*

† *Ces mots,* par exhibition faite en la forme que dessus, *en consequence des precedentes additions.*

†† *Ces mots,* dedans xx. ans, *ont esté mis au lieu de xxx.*

† *Ces mots,* à sçauoir dedans x. ans, *ont esté adiousteż.*

c Plaicts ou pleicts & cheual de seruice qui sont deuz au Seigneur Feodal par le vassal. Poictou Art. 148. 149. 167. 169. & 172. comme nous dirons cy dessous en l'Addition de ce Titre 1. Bretagne Art. 680 690. 717. 739. 741. & 744.

d Qui tombe en contract de vente, comme il est porté par le 19. Art. de ceste coustume.

Source : BIU Cujas

fin d'auoir les choſes vendues par puiſſance de fief, ou les ventes & honneurs à ſon chois & election. Et †† les x. ans paſſez, aura ſeulement les ventes & honneurs, ſ'il eſt dedans les xx. ans.

†† *Ces mots, Et les x. ans, &c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez.*

BOVRDEAVX. Chap. 8. Art. 88. Si vn homme achete aucunes terres, vignes, maiſons ou autres heritages mouuans d'aucun S. de fief auec e Eſporle & autres deuoirs, l'acheteur va deuers le S. pour recognoiſtre & eſporler de luy, ſera tenu iceluy acheteur ſe purger par ſerment ſur le liure & la croix, du vray pris que ladite choſe achetee luy aura couſté, ſi par le S. en eſt requis. Et ſera au chois des S. de faire purger le tenancier ou bien prouuer le contraire & la fraude: & auſſi ſera tenu le tenancier exhiber les contracts de l'acqueſt. Art. 89. Leſdites exhibitions & purgations faites, le S. ſera tenu declarer audit acheteur, tenãcier ou emphytheote dedãs viii. apres, qu'il veut prendre la choſe acquiſe par droit de prelation & bailler le iuſte pris, v. ſols Bourdelois moins: Autrement les S. de fief ne ſeront plus receus à auoir leſdites choſes par puiſſance de fief & droict de prelation.

e Eſporle & Eſporler ſignifie la recognoiſſance des deuoirs deuz au Seigneur.

Preſentation de la choſe tenue en fief doit eſtre faicte au S. direct ou foncier.

ACS Tit. 9. Art. 1. L'on ne peut vendre choſe tenue d'aucun S. direct & foncier, ſans f en faire preſentation au S. de fief, auant qu'en bailler la poſſeſſion: & ſi autrement le fait, le vendeur encourt l'amende de vi. liures t. enuers ledit S. Art. 2. Excepté és Baronnies d'Arrion, Braſſent, Labrit, Sore, Piſſols, Baſlade, Moſtey, Yſchoz, Herbef, Aupire, la Farie, l'Eſperon, Marenſin, Goſſe, Senhans, Montfort, Saubuſſe, la Lucque & au Vicomté de Marenne: éſquels lieux les tenanciers du S. Haut Iuſticier vendeurs ne font aucune preſentation: mais éſdits lieux les tenanciers des S. Cauiers quand vendent, ſont tenus faire preſentation aux S. Cauiers. Art. 3. En la Baronnie de Pontons le tenancier vendeur qui ne vend entierement l'heritage, n'eſt tenu faire preſentation: mais ſ'il vend tout l'heritage, eſt tenu faire preſentation: mais ſ'il ne le faict & eſt tenancier du S. Haut Iuſticier, encourt l'amende de vi. l. t. Et ſ'il eſt tenancier du S. Cauier, encourt l'amẽde de xi. ſols trois den. Art. 4. Et † telle amende de xi. ſols iii. den. a lieu à Montfort quand les tenanciers des S. Cauiers vendent & baillent ſans faire preſentation. Art. 5. Si l'acheteur, où preſentation a lieu, prend poſſeſſion reale de la choſe tenue à cens ou rente fonciere ſans le congé du S. il encourt la peine de vi. l. t. & les venditions ainſi faites ſans le congé du S. demeurent nulles & pour non faites. Art. 6. Laquelle Couſtume n'a lieu és Baronnies de Cames, Sames, Leren & S. Pey: éſquels lieux l'acheteur prenant poſſeſſion ſans le congé du S. n'encourt aucune amende: combien que le vendeur éſdits lieux ſoit tenu preſenter. Art. 7. L'acheteur qui paye la loy ou amende, a recours contre le vendeur, ſi le vendeur a aſſeuré la choſe eſtre allodiale. Art. 8. Quand la choſe tenue d'aucun S. direct eſt vendue le S. direct à droict de retention, en faiſant ſerment qu'il la veut pour luy & non pour autruy. Art. 9. Reſerué és Baronnies d'Artion, Sabres, Braſſent, Labrit, Sore, Piſſols, Baſlade, Moſtey, Yſchoz, Herbefaueire, la Farie, l'Eſperon, Marenſin, d'Auriuat, de Goſſe, de Senhans, de Saubuſſe, de Sorde, de Laſſontant, de Haſtingues, de Came, Sames, de Leren, & S. Pey & au Vicomté de Marenne: éſquels lieux les S. Hauts Iuſticiers ne ont aucun droict de retention, quand les choſes de leurs tenanciers ſont vendues: mais les S. Cauiers, où il y en a éſdits lieux, ont droit de retention des choſes d'eux tenues vendues. Art. 10. Où le S. direct veut retenir, le doit declarer dedãs ix. iours apres la preſentation & apres la declaration, eſt tenu payer le pris accordé entre le vendeur & l'acheteur, dedans autre neuf iours, à compter du iour de la retẽtion autrement n'y ſera receu.

f Ex l. 3. C. de iure Emphy. & Conſtit. Friderici de iure. ἀποστιμήσεως.

† *Ceſt Art. 4. a eſté publié sãs preiudice des Cauiers dudit lieu, qui ſont opposans: attendu que au Roy, qui eſt Haut Iuſticier dudit lieu, n'eſt faite aucune preſentation par ſes tenanciers, & ne luy eſt deu aucune amende par faute de preſenter.*

BAYONNE Tit. 5. Art. 10. Si aucun des lignagers ne fait la retention, pour ce qu'ils ſont abſens, ou autremẽt faire ne le veulent le vendeur doit faire preſentation au S. direct, dict vulgairement le S. de prinfief, lequel S. faiſant & accompliſſant les choſes ſuſdites, peut retenir la choſe vendue, tant pour luy, que pour autruy.

BRETAGNE Tit. 16. Art. 306. Et au cas qu'il n'y auroit preſme du ramage qui voulut venir au Retraict, le S. F. ou celuy qui a rente Cenſiue, peut retirer les heritages vendus par puiſſance de fief ou de Cens. Et †† ne ſera le S de fief fruſtré du Retraict Feodal par l'appropriemeut, ſinon que l'acquereur euſt auparauant faict exhibition du contract au S. ou à ſon Procureur, & qu'il euſt payé ou offert iudiciellement, audit S. ou ſon Procureur & Receueur, la Cour dudit S. tenant, le deuoir de lods & ventes: ou que ledit acquereur euſt fait les Bannies & appropriement, par la Cour dudit S.

†† *Ces mots, Et ne ſera, &c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez à ceſt Art. 306. qui eſtoit le 292 ancien.*

SEDAN Tit. 3. Art. 52. Le S. F. peut reprendre par puiſſance de fief, pour le pris de la vẽditiõ le fief mouuãt de lui vẽdu par ſon vaſſal à perſonne eſtrãge dedãs xl. iours apres qu'on luy aura ſignifié la vendition, & fait apparoir des lettres d'icelle.

Source : BIU Cujas

NORMANDIE Chap.9.Art.177. Le S.F.peut retirer le fief tenu & mouuant de luy,s'il eſt vendu par le Vaſſal, en payant le pris & loyaux couſts : & par ce moyen le Fief retiré,eſt vni au fief,duquel il eſt tenu. Art.178. Pareillement il peut retirer la roture vendue en ſon Fief,en paiant le pris & loiaux couſts: & par ce moien ladite terre eſt re-vnie au fief,& les rentes & charges deues à cauſe d'icelle,eſtaintes. Art.179. Et quant aux autres charges communs entre les tenans les autres en demeurent deſchargez a la raiſon de ce qui en eſtoit deu pour la terre re-vnie: excepté le ſeruice de Preuoſté. Art.180. Mais ſi le S. achete terres de rotures tenues de lui, il eſt tenu faire faire le ſeruice de Preuoſté deue par ladite terre,iuſques a ce qu'elle ſoit re-vnie au fief. Art.181. Il peut auſſi retirer la rente fonciere deue a cauſe du fonds tenu de ſon fief vendue par le vaſſal,laquelle en ce faiſant ſera vnie a ſon fief,& neantmoins ſera touſiours fonciere. Art.182. Le S.aiant receu le xiii.d'heritage vendu par ſon Vaſſal,peut neantmoins le retirer en rendant le xiii.Mais ſ'il a receu le Relief ou la Foy & hommage, il ne peut plus le retirer,de tant qu'il la recognu à homme,& eu pour aggreable. Toutesfois ſi l'acheteur ſ'eſt chargé du xiii.& le S.l'a receu de luy par ſa main,ou ſigné l'enclos du contract de vendition,il n'eſt plus receu à ſe clamer. Art.183. Si le S. achete l'heritage de ſon vaſſal,qui ſoit retiré par vn lignager,il doit eſtre payé de ſon Relief & xiii.outre le pris & loyaux couſts. Art.184. Pareillement ſi l'ayant par puiſſance de fief,il en eſt euincé par le lignager,le retrayant eſt tenu luy payer les droicts de Relief & xiii.

Art.23. PARIS.

Quand † vn Fief g eſt vendu ou baillé à rente rachetable,l'acheteur doit payer le h Quint denier du pris ou ſort principal de la rente,encores qu'elle ne ſoit rachetee.

Quint denier ſe paye par l'acheteur du fief ou prenant iceluy à rente rachetable.

† Ceſt Art. 23.a eſté adiouſté,ſans preiudice du paſſé.

Vendeur paye le Quint, ſ'il ne eſt autrement conuenu.

Acheteur quād doit Quint & Requint.

Requint.

Quint denier quand le fief eſt baillé à rente ou à Rachat excedant trois ans

Quint & Requint ſe paye en adiudication par decret.

†† Ceſt Art. 71.a eſté adiouſté comme ancié & omis.

CONFERENCE.

MEAVX Chap.17.Art.131. De l'heritage mouuant en fief vendu,eſt deu au S.le Quint denier d'autant que la vendition monte : de dix liures deux: de cent, xx: & ſe paye par le vendeur le quint denier,ſ'il n'eſt autrement conuenu.Car toutesfois qu'on vend vn Fief,& il n'eſt dit francs deniers, le vendeur doit payer le Quint denier,& n'en doit rien l'acheteur. Art.132.Si le Fief eſt vendu francs deniers,l'acheteur en doit au S.le Quint & Requint denier. Art.133.Le Requint denier eſt autant que le Quint denier du Quint denier monte, comme ſi l'heritage eſt vendu cent liures t.il y a xx.l.t.de Quint deniers,dont les iv.l.font le REQUINT. Chap.21.Art.172. De fief baillé à rente & rachat eſt deu Quint denier: pourueu que le temps de rachat excede trois ans apres le bail. *Aliàs non.* Car le vaſſal ſe peut iouer par trois ans de ſon Fief.

MELVN. Chap.4.Art.68. Quand vn fief eſt vendu ou autrement aliené à pris d'argent,eſt deu par le vendeur au S. F. le Quint du pris de la vente: & ſ'il eſt dit Franc denier au vendeur,eſt deu Quint & REQUINT par l'acheteur audit S. outre la bouche & les mains. Art.69.Quand le Fief i eſt adiugé par decret, l'adiudicataire doit Quint & REQUINT du pris de l'adiudication indiſtinctement,nonobſtant tous contracts & conuentions faicts entre ledit adiudicataire & celuy ſur lequel l'adiudication eſt faite. Art.70. Le Quint denier eſt la v.partie du pris de la vente du Fief,& le REQUINT eſt le v.denier du Quint: tellement que de cent l.le Quint,ſont xx.l le REQUINT iv.l.conſequemment les Quint & REQUINT xxiv.l.pour leſdits cent liures. Art.71. Si †† Le Vaſſal conſtitue rente ſur ſon Fief, n'eſt deu au S.F.aucun profit: mais ſi apres il delaiſſe & tranſporte ſon fief audit acqueteur,pour ſ'acquiter enuers luy de la rente,ou le vend à autre à la charge de ladite rente: en ce cas le Vaſſal doit le Quint denier du pris & ſort principal de ladite conſtitution.

g Le Seigneur Feodal a droict de Quint denier en toute vendition de fiefs, & conſtitution de rente rachetable conſtituee ſur vn fief,ſoit qu'elle ait eſté eſtimee par le contract & declaree eſtre pour certain pris: ou ſoit que le fief ait eſté baillé ſãs expreſſion de pris. Il aura le Quint du ſort principal, pour lequel le rachat ſe doit faire. Mais ſ'il n'eſt exprimé eſt dit ſeulemẽt moiẽnant vingt eſcus de rẽte,le pris du rachat doit eſtre eſtimé à la raiſon du denier quinze, qui eſt la plus iuſte raiſon tant pour la qualité de la rente,que de la conſtitution d'icelle.argu. l:ſi quis argentum §. ſi autem donator verſ. in reddititibus.C.de donat. Du Moulin en ſon traicté des vſures nombr. 117. Et ne ſe peut ceſt Art.eſtendre à la rente fonciere, pour faire en ſorte que le S.F.en recoiue le Quint encores que pluſieurs ſoient de ceſt aduis: mais il eſt certain qu'il eſt deu ſeulement Relief tel qu'il eſt contenu en l'Ar.47 & eſt de ceſte opinion Du Moulin ſur les Art.41.& 58.de l'ancien Couſtumier. Il n'a encor lieu en rente ou hypotheque conſtituee par le Vaſſal ſur ſon Fief,ſans alienation: par ce que ce n'eſt qu'vne obligation,& n'y a aucune demiſſion de foy ny mutation de perſonne, ains le Vaſſal ne laiſſe d'eſtre Seigneur du Fief: & auſſi aduenant ouuerture d'iceluy,le Seigneur Feodal ne ſera tenu payer ladite rente & hypotheque, ſi elle n'eſt infeodee, ſuiuant le 28.Art.de Paris.Charondas.

h Quint denier eſt deu en cas de vendition ou alienation à pris d'argent, & eſt le cinquieſme denier du pris de ladite

Source : BIU Cujas

vendition ou alienation eſt deu par ceſte Couſtume par le ſeul acheteur : mais par quelques Couſtumes eſt deu par le vendeur, ou par le vendeur & acheteur par moitié. Le Requint n'a plus de lieu par ceſte Couſtume, qui eſt que le cinquieſme denier du Quint denier, ainſi qu'il ſe cognoiſt par la Conference des Couſtumes cy tranſcrites : & eſt deu par l'acheteur outre le Quint denier quand la vente eſt faicte francs deniers au vendeur, ou autrement, ainſi qu'il eſt exprimé par les Couſtumes. Meaux Art.131.133. Melun Art.68.70. Sens Art.191. Auxerre Art.61. Senlis Art.236. Troyes Art.27. Chaumont Art.17.& 24. Laon Art.175. Chalons Art.183. Reims Art.85.& 86. S. Quentin Art.75. Sedan Art.42. Chauny Art.86. Peronne Art.43. Cambray Tit.1. Art.33. Niuernois chap.4. Art.21. Montargis chap.1. Art.60. Blois Art.79.& 81.

i Ceſte rigueur deuoit eſtre corrigee, comme faiſant gain de l'indigence d'autruy C.M.

SENS Tit.19. Art.191. Quand aucun Fief eſt vendu, le vendeur eſt tenu de payer le Quint denier au S.F. Toutesfois ledit S. ne ſ'en prendra au vendeur ſil ne veut: mais fera empeſcher ſon fief, & le retiendra en ſa main, & d'iceluy leuera les fruicts à ſon profit, iuſques à ce qu'il ſoit payé de ſon Quint denier. Et ſil eſt dit en faiſant vente dudit fief, que le vendeur aura les deniers francs, tellement que l'acheteur ſe charge ou ſoit tenu de payer le Quint denier : en ce cas le S. F. aura le Quint & Requint. Lequel † Requint eſt la v. partie du Quint: comme de cent, xx. & de xx. iv.

† *Ces mots, le quel Requint, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

AVXERRE Tit.2. Art.61. Quand vn fief eſt vendu: l'acheteur eſt tenu de payer le Quint denier au S. F. qui eſt de cent liures vingt liures, du plus, plus: du moins, moins. Et par faute de payer ledit Quint denier, le Seigneur peut exploicter ledit fief, & faict les fruicts ſiens, iuſques à ce qu'il ſoit payé de ſon Quint denier.

ESTAMPES Chap.1. Art.8. Si aucun fief eſt vendu à pris d'argent, l'acquereur doit au S.F. le Quint denier du pris accordé, ſans †† preiudice aux S. de leurs conuentions pour le Requint, ſi aucune conuétion particuliere y a entr'eux & leurs vaſſaux, ſelon leſquelles ils ſeront payez & ſatisfaits.

†† *Ces mots, ſans preiudice, &c. iuſques à la fin ont eſté de nouuel adiouſtez.*

DOVRDAN Tit.1. Art.23. Mais † quand le fief change main par vendition ou alienation, à pris d'argẽt eſt deu le Quint denier du pris: lequel l'acheteur ſeul doit payer. Et pour iceluy le S. ſe peut addreſſer contre l'acheteur par ſaiſie dudit fief, ou par action, ainſi que bon luy ſemble.

† *Ceſt Art. 23. a eſté accordé pour l'aduenir, en ce que l'acheteur eſt tenu de payer le Quint denier: & ſans preiudice du different paſſé : ſi ledit Quint eſtoit à l'acheteur ou au vendeur.*

MONT-FORT Chap.1, Art.23. *A la fin*, Et quand il change &c. p. *à Dourdan* deu au S.F. le &c. pris par l'acheteur.

MANTE Chap.1. Art.16. Quint & Requint n'ont lieu: & eſt quitte le vaſſal, en payant le droict de Rachat, ſoit †† par vendition, alienation à pris d'argent, ou autre contract que ce ſoit.

†† *Ces mots, Soit par vendition, &c. ſont de nouuel adiouſtez.*

SENLIS Tit.13. Art.235. Par † la Couſtume des Chaſtellenies de Senlis & de Creeil, & des Preuoſtez & Chaſtellenies y enclauees, quand aucun a vendu aucun heritage, terre ou Seigneurie, tenu en fief ou cenſiue, tel vendeur eſt tenu k venir voir le S.F. ou cenſuel dedans xl. iours, luy notifier la vendition, bailler & payer les droicts de ventes, ſi c'eſt heritage tenu en cenſiue : c'eſt à ſçauoir xvi. den. Par. pour chacun franc, & ſera tenu le vendeur ſe deueſtir és mains du S. ſur peine de lx. ſols Par. d'amende: & ſi ne ſe peut l'acqueſteur mettre en tel heritage, ſinon par la main du S. ſur peine d'autres lx. ſols par. d'amẽde: & ſi c'eſt fief, le vendeur ſera tenu payer le Quint au S. F. & ſoy deſſaiſir d'iceluy heritage dedans le temps de xl. iours, & requerir par ledit acheteur en eſtre ſaiſi & receu en foy & hommage, en payant le droit de Chambellage & lettres d'hommage. Ce que ſont tenus faire les S. F. & cenſuel apres leſdits xl. iours paſſez, ſi leſdits S. ne veulent retenir par puiſſance de fief & Seigneurie leſdits heritages ainſi vẽdus que dit eſt, en rendant auſdits acheteurs les deniers qu'ils en pourront bailler auec les loyaux couſtemens: ce que faire pourront ſi bon leur ſemble. Art.236. Par ladite Couſtume deſdites Chaſtellenies & Preuoſtez, ſi la vendition eſt faite francs deniers, ſoit en cenſiue ou en fief, leſdits S. auront pour raiſon de la vẽte, ſi c'eſt fief, Quint & Requint: c'eſt à ſçauoir le v. den. de ladite vente, & le v. den. dudit Quint den. & ſi c'eſt heritage tenu en cenſiue, auront les ventes de xvi. ſols par. xvi. den. par. & les venteroles, qui eſt le xvi. den. deſdites ventes. Art.237. Par ladite Couſtume du Comté de Beaumont & Chaſtellenie de Chambly, quand aucun a vendu aucũ fief, terre & Seigneurie, le vendeur eſt tenu dedans xl. iours, à compter du iour de la vendition du fief, ſoy retirer vers le S.F. & luy payer le Quint denier de la vendition du fief, ſoy en deſſaiſir au profit de l'acheteur, & requerir qu'il en ſoit reueſtu: & lequel acheteur doit requerir au S.F. en eſtre receu en foy & hõmage, en payant les droicts de Chãbellage & en luy faiſant les foy & hommage du fief. Ce que ſont tenus faire les S.F. Et ſi c'eſt heritage tenu en cenſiue, le vendeur & acheteur ſont tenus en dedans les xl. iours de la vendition dudit heritage, eux tirer vers

k Cela n'a pas lieu en heritage vendu par autorité de Iuſtice en matiere de criees. Car le Iuge n'eſt pas tenu aller vers ledit Seigneur Feodal, ne le vaſſal debteur ſur lequel on fait les criees : mais l'acheteur eſt comme Procureur du Iuge en portãt audit Seigneur le decret du Iuge contenãt la vente & adiudicatiõ du Fief. C.M.

Les habitans de la Chaſtellenie de Ponthoiſe ont faict pareilles remonſtrances contenues ſur les Ar. 226.& 227.& ſi ont dit auoir Couſtume locale pour ſaiſines & deſſaiſines & pour les amendes que les Seigneurs peuuent pretendre. Semblablement les Eſtats du Comte de Beaumont Chaſtellenies de Chambly & de Compiegne ont dit auoir diuerſes Couſtumes eſdites matieres

Source.: BIU Cujas

ac saisine & dessaisine: & a ceste fin ont exhibé leurs cayers respectiuement: lesquels veuz & leuz auons ordonné que les Coustumes posees es Art.235.& 236.demoureront comme Coustumes locales des Chastellenies de Senlis,& des Preuostez & Chastellenies enclauees en icelles. Et que pour le regard du Comté de Beaumont & Chastellenie de Chambly, seroient leurs Coustumes locales artificielles. Semblablement pour le regard tant des Chastellenies de Chaumont & Ponthoise que pour la Chastellenie de Compiengne, ainsi qu'il est contenu és Art.237.& autres suiuans, iusques au 247. Art. inclus.

le S. Censuel dudit heritage, luy notifier la vendition, & apres la dessaisine faicte par le vendeur au profit dudit acheteur, és mains du S. Censuel, les vendeur & acheteur sont tenus chacun par moitié, payer au S. les droicts de ventes & saisines: sur peine pour chacun d'iceux de lx. sols Par. d'amẽde. Et si est tenu ledit acheteur de payer les droicts de saisine: pour lesquels droits de vente, les vendeur & acheteur sont tenus payer de xvi. sols Par. xvi. d. Par. Art. 238. Par ladite Coustume desdits Comté de Beaumont & la Chastellenie de Chambly. Si la vendition &c. p. *à l'Art 236. cy dessus.* Art. 245. Par † coustume des Preuostez foraines de Cõpiengne & exemption de Pierre-fons sortissant audit Compiengne, quand aucun vend son fief, & il s'en dessaisit, l'acheteur est tenu venir dedans xl. iours, faire les droits vers le S. autrement ledit S. pourra asseoir sa main & regaler le fief: & doit l'acheteur le Quint denier auec Chambellage qui est de xx. sols: mais és Fiefs qui sont de là la riuiere d'Oyze, si la vendition est faite Francs deniers, l'acheteur doit Quint & Requint.

† *Cest Ar. 245 est aiousté pour les Chastellenies y denommees ainsi qu'il a esté dit cy dessus, & sera dit cy apres.*

Clermont Tit. 8. Art. 80. Quand aucuns fiefs ou Arrierefiefs mouuans de Clermont & de quelque autre Seigneurie, sont vendus & transportez le vendeur doit & est tenu, enuers le S. dont tels fiefs & Arrierefiefs sont mouuãs, pour droit Seigneurial, payer le Quint denier de la vente ou transport sur ce fait. Et outre au cas que la vente seroit faite *Francs deniers au vendeur*, l'acheteur desdits fiefs ou Arrierefiefs, seroit tenu outre le Quint, payer le Quint du v. den. Et n'est tenu tel S. saisir l'acheteur, que premier dudit droit il ne soit payé & contenté.

Valois Tit. 4. Art. 26. Quand aucun fief ou rente constituee dessus le fief, qui est infeodee, sont vendus, le Quint & Requint denier sont deuz au S. dont l'heritage est tenu & mouuãt, par l'acheteur dudit fief, heritage ou rente infeodee. Et †† neantmoins si celui qui a constitué ladite rente, son heritier ou ayant cause, rachete ladite rente ainsi infeodee, pour ledit rachat n'ẽ deura aucun droit au S.F.

†† *Ces mots, Et neantmoins &c. iusques a la fin sont de nouuel adiouſtez.*

Troyes Tit. 3. Art. 27. Si le S. ne prend le fief, le vẽdeur & l'acheteur doiuent les Quints par moitié. Si le vendeur doit auoir par le contract de sa vendue, ses deniers francs, l'acheteur doit le Quint & Requint entierement: c'est à sçauoir le Quint du v. denier du pris de la vendue, qui est de v. deniers l'vn. Et pour le Requint de xxv. den. l'vn. De tous lesquels Quints & Requints deniers l'heritage demoure chargé & hypothequé, iusques au plein payement d'iceux. Art. 38. Si le vassal vend & l constitue rente sur son fief, autrement qu'en la maniere designee, c'est à sçauoir à plus long temps que de trois ans, il en doit Quint denier au S. de fief, & l'acheteur en doit foy & hommage.

l A plus long temps que de trois ans & non rachetables, comme de celles qui sont constituees au denier 20. 25. & 30. desquelles on peut prescrire la faculté de rachat par long espace de temps. Et par ainsi faut entendre ceste Article 38. de la rente qui n'est point rachetable: secus, de celle qui est au lieu de l'interest, comme celles qui sont constituees à la raison du denier douze ou quinze selon les Ar. 39. 66. & 67. de ceste Coustume. Chaumont Art. 24. Du Moulin sur la Coustume de Paris Ti. 2. Art. 57. & sur ceste Ar. 38. de Troyes, & Vitry Art. 31.

Chavmont Tit. 2. Art. 17. Et s'il ne le prend, le vendeur luy en doit Quint denier. Et si le vendeur par le contract doit auoir ses deniers francs, il en doit Quint & Requint, c'est à sçauoir le Quint du v. den. du pris de la vendue. Art. 24. p. *à Troyes.* Art. 38. sur son fief, il en doit &c. Art. 34. En vendue de terre de fief faite par decret ou auctorité de Iustice, est deu le Quint denier au S. du fief. Art. 35. En retraicte de fief vendu, dont on a ia m payé le Quint denier à cause d'iceluy premier vendage, n'y a point de Rachat ou de Quint denier. Art. 37. Au Quint faut prendre & estimer le Quint denier du pris, des vins de la marchandise, si vins y a: qui est à entendre du pris que l'on a donné pour les vins du marché. Art. 42. De terres feodaux achetees à vies seulement, est deu Quint denier. Art. 43. Il est deu Quint denier des terres feodaux transportees, moyennant certaine redeuance annuelle, à la vie du transportant ou à tousiours, au feur du pris d'icelle redeuance, qui est de xx. den. t. l'vn.

m Ce Retraict se fait par necessité du premier contract, & contre la volonté de l'acheteur. Et par ainsi n'en sont deuz aucuns profits Feodaux Bartol. Bald. & Paulus Castrẽsis in l. & ideo D. de cõ. furt. Mas. Tit. de empt. & vend. versic. Item in casu. Secus si celuy qui retire le Fief, le retiroit non pas comme parent, ains comme estranger, par conuention. Auquel

Vitry Tit. 3. Art. 31. qui achete rente sur terres nobles, si ladite rente est rachetee à plus de trois ans, il en est deu au S.F. dont ledit fief est mouuant Quint denier, n & si en doit faire les foy & hommage. Art. 32. Pareillement celuy, à qui terre feodale, est laissee ou transportee moyẽnant certaine redeuance annuelle à la vie du transporteur, celuy, *inquam*, à qui elle est ainsi transportee, doit Quint & Requint denier de telle redeuance, à l'estimation de ce qu'elle peut valoir. Art. 33. Le vassal ne peut vendre sa terre ou reuenu d'icelle, que pour trois ans: & s'il la vend à plus d'annees, il en est deu Quint denier. Art. 48. De terre feodale achetee par decret, est deu Quint denier au Seigneur Feodal. Art. 49. *A la fin.* Et est à sçauoir qu'au Quint denier faut &c. p. *à Chaumont.* Article 37.

Source : BIU Cujas

cas, ſeroit deu profit de Rachat ou Quint comme eſtant vne nouuelle vente ſuiuant l'opinion de la Gloſſe, in cap. cuntu. De præb in 6. & de Bald. in l. filius D. de excuſ. tut. Gouſſet.

n Voyez ce qui a eſté dit cy deſſus ſur la Couſtume de Troyes. Art. 38. Vn creancier pour les arrerages d'vne rente conſtituee à pris d'argent faict mettre en Criees le fief de ſon debteur hypothequé : Le S. ſaiſit par faute d'homme, non pas le fief, mais ladite rente. I'ay faict Reſponce que le debteur ne doit pas diſputer ou diſcuter, ſi le S. F. a peu ſaiſir ceſte rente ou nõ: & ſe peut neant-moins oppoſer aux Criees & ſubhaſtions de ſon fief, par ce qu'il n'eſt tenu payer icelle rente, ſans le conſentement de ſon S. feodal, & pendant la ſaiſie feodale eſt tenu le creancier obtenir main-leuee de ladite Saiſie feodale, ſoit comme eſtant nulle ou iniuſte, ou bien en acquieſçant à icelle, & faiſant la foy & hommage audit S. feodal, & luy payant ſes droicts, auſquels le debteur n'eſt pas tenu de contribuer. Toutesfois le creancier peut par autre moyen ſe pouruoir & faire ſaiſir tous les autres biens de ſon debteur. Anne de Chappes & Chriſtophe de Thou, ont eſté de ceſt aduis & ont ſigné la Conſultation auec moy. C. M.

deniers des vins de la marchandiſe. Car le pris principal auec leſdicts vins ſont la valeur & priſee de la terre. Art. 51. Quand vne terre noble eſt vendue, & il n'eſt dit en faiſant le vendage, deniers francs au vendeur, alors le vendeur doit le Quint : mais quand il eſt dit Francs deniers au vendeur, l'acheteur doit Quint & Requint, & ainſi en vſe l'on.

Laon Tit. 16. Art. 174. Quand aucun Fief eſt vendu ou autrement aliené à pris d'argent, le vendeur doit au S. F. le Quint denier du pris de la vendition ou alienation : & l'acheteur doit le droict de Chambellage. Art. 175. Si ledit fief eſt vendu ou autrement aliené à pris d'argent, Francs deniers au vendeur: en ce cas l'acheteur doit au S. F. Quint & Requint, qui eſt la v. partie de la ſomme, à quoy monte l'achat principal, & la v. partie du Quint, qui eſt la xxv. partie du total.

Chalons Tit. 20. Art. 183. p. *à Melun.* Art. 68. de la vendition, ſ'il n'eſt dit francs deniers au vendeur : auquel cas eſt deu par l'acheteur le Quint du pris & le Requint, qui eſt la v. partie dudit Quint.

Reims Tit. 3. Art 85. Le droict de Quint eſt la v. partie du pris de la choſe vendue, non † comprenant en icelle le pris du vin du marché, ſinon qu'il fut exceſſif. Art. 86. Droict de Requint eſt le v. denier du Quint : tellement que de mil liures, le Quint ſont deux cens liures, le Requint quarante liures, conſequemment quint & Requint, deux cent quarante liures, pour mil liures. Article 91. Pour vendition faicte ſous la grace de Rachat perpetuel ou remeré pour trois ans, n'eſt deu Quint denier : mais ſi †† l'acheteur proroge la grace, ſera ladite prorogation faite en fraude du S. F. Auquel cas pour raiſon d'icelle prorogation, ſera deu Quint denier. Et ſi la vendition faiſant, eſt dit Francs deniers au vendeur, ſera deu Quint & Requint par l'acheteur. Auquel le vendeur rachetant par apres ſon fief, ſera tenu faire rembourſement des Quints & Requints au S. F. Art. 92. Celuy à qui le Vaſſal pour ſ'acquiter d'vne rente perpetuelle ou viagere, baille & tranſporte ſon fief, doit Quint denier au S. F. à la raiſon du pris que valoit pour vne fois ladite rente. Art. 93. Pour vendition de quelque fief ou rente infeodee ou autre contract equipollent à vendition, ſoit telle vendition volontaire ou neceſſaire, comme faicte par decret de Iuge, eſt deu Quint denier au Seigneur feodal, par le vendeur. Et ſ'il eſt dit Francs deniers au vendeur, eſt deu Quint & Requint par l'acheteur. Art. 94. Le ſemblable eſt en la vendition d'vne rente non infeodee, ſoit perpetuelle ou viagere, conſtituee ſur aucun Fief : de maniere que le rentier ſe paye de la rente par ſes mains ſur le reuenu du Fief. Auquel cas eſt deu Quint & Requint aux cas deſſuſdits. Art. 96 Si pendant l'ouuerture d'vn Fief ſaiſi par faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts & payez, le proprietaire d'vn Fief ſaiſi acquiert aucun Fief mouuant de ſon fief ſaiſi & tenu en Arriere-fief du S. ſaiſiſſant, ſera deu audit S. par le vendeur d'iceluy fief tenu & mouuant de luy, Quint denier du pris de l'acquiſition : ſinon qu'il fut dit Francs deniers au vendeur : auquel cas eſt deu Quint & Requint par ledit acheteur. Art. 97. Et a lieu l'Art. precedent au cas que le proprietaire depuis la main-miſe de ſon fief, ait eu Souffrance & permiſſion de iouir & percenoir les fruicts d'iceluy fief à certain temps, ou tant qu'il plaira audit S. F. & que pendant icelle Souffrance & permiſſion, il euſt faict l'acquiſition d'iceluy fief mouuant de ſon fief ſaiſy. Art. 98. Et ne peut le proprietaire aux cas ſuſdicts & pendant la main-miſe, re-vnir & incorporer à ſon fief, le fief nouuellement acquis, ſi † ce n'eſt par la permiſſion du S. ſaiſiſſant, ou que la foy & hõmage faicts depuis à ſon S. F. & Adueu & Denombrement baillez audit S. il euſt comprins à ſon Adueu & Denombrement ledit fief nouuellement acquis : & que ledit Adueu & Denombrement euſt eſté ſimplement & ſans blaſme receu par le S. F.

Noyon Tit. 4. Art. 23. Quand vn fief eſt vendu ou autrement aliené à pris d'argent, eſt deu par l'acheteur au S. du fief, le Quint & Requint du pris. Mais ††

† *Ces mots,* non comprenant, *&c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots,* Mais ſi l'acheteur, *&c. iuſques à ces mots,* Et ſi la vendition, *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots,* Si ce n'eſt, *&c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Remonſtrance a eſté*

Source : BIU Cujas

faicte par ledit Chaſtelain qu'és contracts, où il n'y a argent desbourſé, ne peut eſtre deu Quint ne Requint du pris: & qu'il ſeroit treſ-raiſonnable que l'onſe gouuernaſt ſelon la Couſtume generale, par laquelle eſdits contracts eſt deu Relief & Chambellage ſeulement. Au contraire a eſté ſouſtenu par leſdits Cordelier & Hurderu que ledit Art. doit demeurer comme il eſt: & que les S. pour leſquels ils parlent ont droict de Quint & Requint, tant és contracts d'eſchange, de Donation, remuneratoire, qu'en vendition. Par l'aduis des Eſtats, ledit Art. a eſté reformé en la maniere qu'il a eſté redigé au 23. Art. & ſans preiudice du paſſé & des droicts deſdits S. pour leſquels ils demeureront en leur entier. Au reſte ſur la fin de la lecture des Couſtumes de Noyon, leſdits Cordelier & Hurderu & autres comparans ont dit, que les S. pour leſquels ils comparent, auoient pluſieurs droicts, eſquels ils n'entendoient eſtre derogé par leſdites Couſtumes, proteſtans que ce qui auroit eſté par nous redigé, fut ſans preiudice de leurſdits droicts: Auons declaré que n'entendons preiudicier à leurſdits droicts: pour leſquels ils ſont fondez en titre, Aueus, Denombrement ou autrement deuement.

ſi le fief eſt donné, eſchangé ou legué, eſt deu droict de Relief & Chambellage ſeulement. Lequel droict de Chambellage eſt de xx. ſols Par. ſinon qu'audit eſhange y euſt ſoulte de deniers: ouquel cas eſt deu Quint & Requint pour le regard de la ſoulte.

S. Quentin Tit. 4. Art. 74. Quand vn fief eſt vendu ou aliené à pris d'argent, eſt deu au S.F. quint denier du pris de la vente, auec le droict de Chambellage, mains & bouche: Lequel Chambellage ſe doit payer par l'acheteur, & le quint par le vendeur, n'eſtoit que la vente euſt eſté faicte Francs deniers au vendeur. Car audit cas ſeroit deu quint & Requint auec le Chambellage, qui ſe payeroit par l'acheteur. Art. 75. quint denier eſt le v. denier du pris que le fief eſt vendu: & le Requint eſt le v. de la ſomme deuë au S. pour le quint: comme ſi vn fief eſtoit vendu cinquante liures, le quint ſeroit de x. liures, & le Requint de quarante ſols conſequemment du plus plus: & du moins, moins. Art. 76. Le † droict de Chambellage eſt vne piece d'or vallant demy eſcu & au deſſus, à la diſcretion du Vaſſal: pourueu que le fief ſoit de xx. liures tournois de rente par chacun an, & ſ'il vaut moins, n'eſt le Chambellage que de cinq ſols.

† *Ceſt Art. 76. a eſté accordé pour auoir lieu par prouiſion, & a eſté l'Art. ancien reformé. Et au principal ſur les remonſtrances faites par le Bailly de Neeſle, leſquelles il pourra bailler par eſcrit, ſi bõ luy ſemble pour eſtre inſerees en noſtre procés verbal, auons renuoyé les parties en la Cour de Parlement au lendemain des Rois, pour y eſtre par elle pourueu ainſi que de raiſon. Et depuis ledit Bailly de Neeſle nous a baillé par eſcrit ſes remonſtrances & proteſtations ſuiuant noſtre Ordonnance, contenant en effect que les predeceſſeurs Marquis de Neeſle auoient baillé leurs terres dudit Marquiſat tant en Fiefs, qu'en roture, à plu-*

Ribemont Tit. 2. Art. 9. quand vn fief eſt vendu par contract de vente, & qu'il y a deniers deſbourſez, au S. de fief eſt deu droict de quint. Lequel droict ſe paye par iceluy vendeur, quand la vente eſt faicte purement & ſimplement par le vendeur pour le pris conuenu & contenu és lettres de vendition: mais quand par le contract eſt porté & conuenu, que la vente eſt faite Francs deniers au vendeur, & que l'acheteur eſt tenu d'acquiter le vendeur de tous profits Seigneuriaux: en ce cas au S. de fief, eſt deu droict de quint & Requint par l'acheteur.

Sedan Tit 3. Art. 42. quand le Vaſſal vend ſon fief, il eſt deu au S. F. le quint denier du pris de la vendition, que le vendeur eſt tenu payer, ſ'il n'eſt dit Francs den. au vendeur. Auquel cas l'acheteur ſera tenu payer le quint den. & le Requint: qui eſt la v. partie du quint. Art. 56. Si le Vaſſal baille, vend ou tranſporte ſon fief à autre perſonne à la charge de luy payer rente ou redeuance ſa vie durant ou à touſiours, il eſt deu quint denier au Seigneur F. de l'eſtimation du fief.

Amiens Tit. 1. Art. 35. Les droicts Seigneuriaux en vendition d'heritages feodaux, ſont du quint denier du ſort principal de la vendition de la choſe: & en autres contracts pour leſquels ſeront deuz leſdits droicts ſont du quint denier de la valeur & eſtimation d'icelle. Mais ſi la vendition eſt faicte Francs deniers au vendeur, eſt deu droict de quint & Requint. Art. 37. Quand la †† vendition eſt faicte ſimplement, le vendeur eſt tenu de payer les droicts Seigneuriaux, & quand elle eſt faicte Francs deniers, l'acheteur eſt tenu de les payer.

S. Pavl Tit. 2. Art. 14. En venditions & alienations d'heritages, eſt deu au S. dont ils ſont tenus, à ſçauoir le denier v. & de cottiere le vi. den. & quand les venditions ſont faictes Francs deniers, il eſt deu au S. droicts Seigneuriaux, que l'on nomme Venterolles, o de la moitié de ce en quoy les droicts Seigneuriaux ſe montent. Et peuuent les S. prendre ſelon le pris de la vendition: & ſi ne plaiſt, peuuent auoir iceux droicts par priſee qu'ils peuuent faire deſdits heritages vendus, par leurs hommes, à leurs deſpens.

o Venterolles ſont deues par l'acheteur de l'heritage cottier & tenu en Cenſiue, quãd la vente a eſté faicte Francs deniers, & ce outre le ſixieſme denier de ventes. Amiens Art. 36. Beauqueſne. Art. 10 Doulẽs. Art. 3. Queſque. Art. 2 S. Pol.

ſieurs & diuers droicts: Le Fief à la charge que quand le Fief eſtoit eſcheu par ſucceſſion de pere & mere, ayeul & ayeulle, eſtoit deu droict de Chambellage, qui eſtoit de xx. ſols par. en cas que ledit Fief n'excedaſt l. liures de rente. Et ſ'il excedoit l. liures eſtoient deuz cent ſols & x. liures, s'il excedoit cent liures. Et quand ledit Fief eſcheoit en ligne collaterale, eſtoit deu ledit Chambellage auec le reuenu d'vne annee dudit Fief, au chois dudit Marquis. Et pareil

Source : BIU Cujas

droit eſtoit deu pour Relief de mary & bail : ſi le Fief appartenoit par acquiſition eſtoit deu Quint denier de la valeur du Fief auec Chambellage : excepte en donation faite par pere ou mere au apparent heritier pour leur ſucceder auſdits Fiefs où n'eſtoit deu que droict de Chambellage. Si par eſchange auec autre Fief de pareille valeur tenu dudit Marquiſat & ſans ſoulte, eſtoit deu ſeulement droict de Chambellage. Et s'il y auoit ſoulte, eſtoit deu Quint denier de la valeur du Fief eſchangé, auec Chambellage tel que deſſus. Et quant aux rotures, les anciens baux dudit Marquiſat eſtoient faites à titre de Cens fonciers, & à la charge de payer au lieu de lods & ventes, la ſomme de xvi. ſols pariſis d'entree & iſſuë ſeulement, auec xii. den. par. pour liure pour le vin des Officiers. Remonſtrant ledit Bailly que leſdits droicts ſont patrimoniaux audit Marquis de Neeſle, & en eſtoit en bonne poſſeſſion & iouiſſance, fondé en titre, & que tels droicts luy eſtoient attribuez par Couſtu. & que partant ne luy pouuoient eſtre oſtez. Surquoy auons declaré que n'entendions toucher ne preiudicier audit Marquis par titres & conuentions particulieres & autrement que par la Couſtume du pays. Et luy auons octroyé acte de ſes proteſtations & remonſtrances.

†† *Ceſt Art. 37. eſt de nouuel adiouſte pour explication de l'Art. precedent, Venterolles quand ſont deues.*

Art. 14. & 15. Ponthieu. Art. 68. Artois. Art. 28. Mais en la Couſtume locale de Lagny, Reſſort de Meaux c'eſt vn droict de xx. den. pour liure deu par l'acheteur en vente d'heritage Cenſuel faicte frãcs deniers. Voyez Senlis. Art. 236. 238. & 241. & Clermont Art. 115. mis cy deſſous Tit. 2. Des Cenſiues.

PONTHIEV Tit. 4. Art. 68. Quand aucun vend ou charge ſon fief, au S. appartient le v. den. du pris de la vente : & ſi elle eſtoit faicte en maniere que le vendeur deuſt auoir Francs deniers, & l'acheteur payer les ventes : en ce cas ledit S. auroit le Quint denier de ce que monteroient ſes droicts Seigneuriaux d'icelle vendition auec ceux du ſort principal, & ainſi auroit ventes & venteroles.

† *Sur la diuerſité d'opiniõ entre les gens d'Egliſe & Nobles d'vne part, & les gens du tiers Eſtat d'autre: Leſquels ſe ſont oppoſez à ceſt Art. 50. entant qu'il eſt porté qu'en cottiere ſera payé aux S. pour droicts Seigneuriaux, le tiers & Retiers : Auroit eſté ordonné que leſdits du tiers Eſtat bailleroient par eſcrit les cauſes de leur oppoſition dedans trois iours, qui ſeroient communiquees auſdits gens d'Egliſe & Nobles trois iours apres pour y reſpondre à la huictaine enſuiuant : mettront & produiront d'vne part & d'autre pardeuers nous tout ce que bon leur ſemblera dedans le lendemain de la S. Martin, pour à noſtre rapport en eſtre ordonné par la Cour, comme de raiſon. Et depuis ledit Art. 50. a eſté accordé ainſi qu'il eſt eſcrit: c'eſt à ſçauoir*

BOVLLENOIS Tit. 11. Art. 50. En † matiere de vendition, donation ou alienation d'heritages feodaux ou cottiers, il eſt deu au S. pour ſes droicts Seigneuriaux, à ſçauoir pour les fiefs le quint du pris principal de la vente ou l'eſtimation de la choſe donnee auec vn Relief ſans Chambellage : & pour les cottiers le quart denier ſans Requint ou p Requart, encores que la vente ſoit faite francs deniers. Et a le S. faculté prendre Relief ou droicts Seigneuriaux pour leſdites cottieres.

p Requart eſt le quart denier du quatrieſme denier du pris ou de l'eſtimation de la vente, donation ou autre alienation d'vn heritage cottier.

QVESQVE Art. 2. Pour droicts Seigneuriaux de fiefs d'eux tenus, qui ſe vendent, leur eſt deu le cinquieſme denier de la valeur & priſee, ſans venterolles.

THEROANNE Tit. 2. Art. 10. Pour vendition d'heritage feodal eſt deu par le vendeur, quint denier de la vente ou du iuſte pris de la valeur, & en vſe l'on au ſurplus ſelon la Couſtume generale de Monſtreul.

CHAVNY Tit. 16. Art. 86. Apres les venditions faictes des fiefs, en ſont deuz les droicts feodaux aux S. dont ils ſont tenus : pour eſtre payez, deſquels ſe prennent les S. ſur les heritages feodaux, en procedant par ſaiſine ſur iceux heritages : pour auoir main-leuee deſquels eſt le vẽdeur tenu & doit payer les droicts Seigneuriaux : ou à l'acheteur : ſauf à recouurer ſur le vendeur, ſ'il n'eſtoit dict par le contract francs deniers au vendeur. Leſquels droicts ſont quint & Requint denier : lequel quint eſt la v. partie du pris & ſort principal de la vendition : & le Requint eſt la v. partie de ce à quoy ſe monte le quint. Et ſemblablement ſont tenus de payer iceux droicts de quint & Requint, les donataires & legataires, quand iceux fiefs leur ſont donnez ſans charge. Art. 87. S'il aduenoit que les donations ou legs teſtamentaires fuſſent faicts à charge comme de payer quelque redeuance par le donataire, ou faire par luy autre choſe : en ce cas les donateurs doiuent payer quint & Requint, & les donataires ou legataires payer Chambellage ſeulement, auec ce, faire foy & hommage aux S. dont ils ſont tenus & mouuans. Art. 88. Et où en faiſant les venditions ou donations entre vifs d'iceux fiefs, le vendeur ou donateur auroit retenu l'vſufruict ſa vie durant, des fiefs par luy vendus ou donnez, iceluy vendeur ou donateur ſeroit tenu de payer le Requint, & l'acheteur ou donataire le quint auec Chambellage : ſauf en donation en faueur de mariage, d'hoirie & ſucceſſion.

NEDONCHEL Art. 1. En vente de fiefs, le S. a le v. denier, & en cottieres de viii. den. Et quant à Vveſtochen & le fief nommé le fief de Glibercque ſitué à Ligny, appartenant au S. de Nedonchel, eſt deu en vente le vi. den. & quant aux cottieres pour tous leſdits lieux telle rente, double Relief.

S. OMER Tit. 2. Art. 8. Et à la vente ou tranſport ou à creer hypotheques ſont deuz droicts Seigneuriaux du v. den. en fief par le vendeur & l'acheteur ou celuy qui prend hypotheques : & neant-moins l'acheteur qui en eſt ſaiſi, doit le Relief & Chambellage, ſelon la nature & condition du fief : & ſi la vente des heritages tant feodaux que cottiers, ſe faict à francs deniers, l'on doit les droicts de francs deniers.

PERONNE Tit. 2. Art. 43. Pour vendition de fief, eſt deu au S. dominant le quint denier du pris de la vendition auec droict de Chambellage : lequel

Source : BIU Cujas

que pour les droicts Seigneuriaux des choſes feodales ſera ſeulement paye le Quint den. ſans Requint, encores qu'il ſoit dit francs deniers: & pour les cottieres & rotures, le quart au lieu du tiers auſſi ſans aucun Requart.

quint denier ſe doit payer par le vendeur, & le Chambellage par l'acheteur: ſi ce n'eſt que le fief ait eſté vendu francs deniers au vendeur: auquel cas l'acheteur eſt tenu de payer le quint denier auec le Chambellage, & outre le Requint, qui eſt le v. denier dudit quint. Art. 44. Et ſi le vendeur eſt negligent de payer les droicts Seigneuriaux, l'acheteur les peut auancer pour ce faire receuoir par ſon S. & les recouurer ſur ledit vendeur. Art. 47. Pour rachat de fief qui ſe faict ſuiuant la faculté accordee & dedans le temps d'icelle par le vendeur ou ſon heritier, n'eſt deu nouueau Rachat, quint denier ne Chambellage. Ne auſſi par le lignager du vendeur, qui l'a eu par faculté de Rachat, ſi leſdits droicts ont eſté vne fois payez pour le premier Rachat: & eſt le retrayant ſeulement tenu faire la foy & hommage. Art. 48. Mais ſi le rachat & rembourſement ſe faiſoit apres le temps de la faculté paſſé, ſont deuz pour ledit Rachat nouueaux droicts de quint & Chambellage.

Artois Tit. 1. Art 28. Aux S. deſquels heritages ſont tenus en fief pour leur droict Seigneurial de vente, don, eſchange ou tranſport d'iceux, ſont deuz le quint denier de la ſomme à laquelle monte la vente, ſi vente y a, ou de la priſee qui ſe faict par les hommes du Seigneur, ſi c'eſt don ou autre alienation, ſans aſſignation du pris. Laquelle priſee ſe fait aux deſpens du Seigneur. Et ſi l'heritage ſe vendoit pour certaine ſomme, francs deniers, au ſeigneur eſt deu le droict de franc denier, que l'on dit venterolles, qui porte auſſi le quint des droicts ſeigneuriaux de la ſomme aſſiſe. Art. 29. Leſquels droicts ſeigneuriaux ſe doiuent purger par les vendeurs, qui ſont tenus en acquiter les acheteurs, vers le S. F. n'eſt que les venditions ſoient faictes francs deniers, ou que autrement ait eſté dit & conuenu entre les contrahans: ſauf és choſes qui doiuent Entree & Iſſue, que lors chacun eſt tenu à ſes droicts: à ſçauoir le vendeur de la moitié pour l'Iſſue, & l'acheteur de l'autre moitié pour l'Entree: le Seigneur entier de n'accorder la ſaiſine à l'acheteur, ou la tenue de droict, que prealablement il ne ſoit contenté de ſes droicts.

Tovrnay Tit. 10. Art. 22. Oudit cas d'alienation ledit Preuoſt a droict du x. den. à prendre & auoir ſur les deniers en cas de vente, don ou tranſport: & ſ'il n'y a deniers, les fiefs ſeront par leſdits Preuoſt & hommes de fiefs eſtimez, pour de l'eſtimation & priſee auoir le x. den. de ceux qui en ſeront adheritez: autrement ne deuront d'iceux fiefs iouyr: ains le Seigneur, iuſques le furniſſement dudit x. Art. 25. Oudit cas d'alienation des fiefs, le droict du x. ſe paye ordinairement par le vendeur ou autre alienateur. Art. 26. Mais ſi le vendeur du fief auoit la vente, argent franc, l'acheteur ſeroit tenu payer audit Preuoſt le x. & auec ce l'affranchiſſement des deniers, qui porte le x. du x. Outre lequel droict de x. les Preuoſt & hommes de fiefs, pour auoir eſté preſens aux desheritances & adheritance, ont droict de prendre quatre deniers de la liure du pris du fief vendu, à la charge de l'acheteur, outre le ſalaire ordinaire, portant pour chacun acte, v. ſols Louiſiens, à chacun homme de fief, & au Preuoſt le double.

Bethvne Tit. 2. Art. 13. Et à la vente, don ou tranſport, les heritiers ont en payer le dixieſme denier de la vendition ou de la valeur deſdites maiſons & heritages.

Cambray Tit. 1. Art. 33. Si le fief ſe vend, le vendeur doit au S. pour ſes droicts ſeigneuriaux, le quint denier du pris qu'il ſera vendu. Et ſ'il eſt vendu francs deniers, il eſt deu au S. quint denier du pris & Requint du quint. Art. 34. Et ſi le S. du fief ou ſon Bailly entend qu'il y ait fraude en la vente quant au pris, il peut faire adiurer & examiner les vendeurs & acheteurs par ſerment ſur la fraude, ſi autrement ne la peut prouuer: ou à leur refus, faire eſtimer la valeur du fief vendu pour les hommes & Pairs de ſa Cour, non ſuſpects, & ſelon icelle appreciation prendre ſon quint. Art. 37. Si ſur vn fief eſt vendu rente heritiere, ſans rachat par deſſaiſine & adheritance, le S. aura le quint denier d'autant que l'achat de ladite rente portera, & ſe payera par le vendeur. Art. 39. Pour rente viagiere ou heritiere à rachat conſtituee ou vendue ſur fief par rapport & hypotheque, n'eſt deu à la creation que demy quint au S. Art. 40. Mais ſi le fief pour telles rentes hypotheques par apres, à faute de payer ſe vendoit, en vertu du rapport par decret de Iuſtice, pour execution de lettres, il ſeroit à ladite vente deu au S. le plain quint, en deduiſant demy-quint qui auroit

Source : BIU Cujas

eſté payé à la conſtitution de la rente. Art. 41. Pour vn ſimple rapport & hypotheque faict ſur vn fief, pour ſeureté de quelque ſomme ou autre choſe, ne ſont deuz droicts ſeigneuriaux, en faiſant le rapport & hypotheque. Mais ſi le fief ſe vendoit & executoit par vertu du rapport à la pourſuitte du crediteur, ſe payeroit au S. le quint denier de la vente. Art. 42. Pour fief baillé à rente ſans rachat & ſans argent desbourſé eſt deu au S. pour l'arrentement demy-quint: & doit eſtre la rente tenue en fief en pareil droicture & Relief, que le fief principal. Art. 43. Mais ſi l'arrentement eſt faict à rachat par conuention des parties, il eſt deu au S. le quint du rachat conuenu: & ſi pour tels arrentemens y aura outre la rente, pris d'argent payé ou promis au bailleur, il eſt auſſi deu au Seig. le quint du pris. Art. 44. Et ſi en apres la vente ſe vend, cede ou tranſporte au preneur, ſera deu au S. l'autre demy-quint.

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 21. En vente & autre alienation de fief regulierement & ſauf és cas declarez, le S. a droict de quint denier du pris, quand il y a vente ou tranſport, en & pour payement de deniers, ou de la valeur de la choſe vendue, quand c'eſt autre alienation. Et eſt le quint en montant, ſçauoir eſt de xx. l. cent ſols t. & de plus, plus: & de moins, moins. Art. 22. Vente par Criees & decret, eſt ſuiette à quint en choſe feodale. Art. 23. Si l'acquereur baille grace & faculté de rachat au vendeur ou alienateur de la choſe feodale, il y a quint pour ladite alienation. Et ſi la choſe ſe rachete, il y a vn autre quint de ſemblable valeur: ſauf toutesfois que ſi les contrahans ſe departent dedans le meſme iour de la paſſation d'iceluy, il n'en eſt deu aucun quint, ſinon que le departement fut frauduleux. Art. 25. Si vn Vaſſal vend rente en general ſur tous ſes biens tenus de diuers S. l'acheteur n'en doit aucun quint: mais ſ'il aſſigne ſpecialement ſur aucun fief le S. F. le peut contredire ou empeſcher & en prendre le quint denier.

MONTARGIS Chap 1. Art. 57. Quand aucun vend ſon heritage tenu en fief, il y a droict de quint denier acquis au S. de qui eſt tenu en fief, ledit heritage, de la ſomme de deniers qu'a eſté vendu ledit heritage, & le doit le vendeur. Art. 58. Mais ſi le vendeur vend ſon fief les deniers francs à luy, l'acheteur doit au S. du fief le quint & Requint. Art. 60. Quint denier eſt le v. denier du pris que le fief eſt vendu: & Requint le v. denier de la ſomme deuë au S. pour le quint, comme l'on diroit en vn heritage vendu xxv. liures, le quint denier ſeroit cent ſols & le Requint ſeroit xx. ſols: ainſi de la ſomme de quint & Requint de la ſomme de xxv. liures c'eſt vi. liures, & conſequemment de plus, plus: & de moins, moins. Art. 77. Quand le Vaſſal vend ſon fief ſous faculté de remeré, il y a profit, ſi le vendeur ſe deſſaiſit de la foy: ſoit que le remeré ſoit en vne meſme chartre auec la vente, ou en diuerſes: mais quand le vendeur rachete le fief dedans le temps de la q faculté, il n'y a point de profit de fief. Et ſi le remeré ſe paſſe ſans racheter, ſera deu profit de quint, & ſera tenu le vendeur ceder la foy à l'acheteur. Art. 78. Vn Vaſſal peut vendre ſon fief ſous faculté de remeré, iuſques à ix. ans r pour vne fois ſeulement: & en retenir la foy par deuers luy: & ce faict il n'y a point de profit pour le S. de fief, de qui eſt tenu le fief.

Profit eſt deu au S. F. quand la vente eſt faite à faculté de remeré & comment.

ORLEANS Tit. 1. Art. 10. Si †† aucun Seigneur d'heritage tenu en fief, baille iceluy heritage à rente, ſous faculté de pouuoir racheter icelle rente pour raiſon du bail, n'eſt deu aucun profit au S. de fief: ſinon que le bailleur ſe fut deſſaiſy de la foy & hommage dudit heritage. Et toutesfois ſi toſt que la rente ſera en vertu de la faculté ou autrement rachetee, le fief ſera ouuert & du profit du quint au S. de Fief. Art. 12. p. *à Montargis.* Art. 77. Il y a profit de fief, ſoit que le remeré fut en vne meſme carte ou en diuerſes: pourueu que la faculté de remeré ſoit accordee par le traicté de la vente: mais quand, &c. dedans le terme de ladite faculté n'eſt deu aucun profit.

†† *Ceſt Art. 10. eſtoit le 87. ancien duquel a eſté oſté ce mot Requint, pour auoir lieu à l'aduenir.*

ANIOV Tit. 7. Art. 126. Qui achete choſe hommagee à grace & faculté de reſcouſſe, ne ſera hommage durant la grace & faculté, ſi telle grace n'eſt perpetuelle: ou qu'elle excede ix. ans: mais nonobſtant la vendition à grace, qui n'excede ix. ans, pendant icelle, le vendeur ou ſon heritier, qui a la grace, fera l'hommage, ſi le cas y eſchet, & reſpondra en la Cour & iuriſdiction du Seig. de fief: toutesfois ſ'il ne la faiſoit l'acheteur pour empeſcher la prinſe par defaut, & que colluſion ne ſe fit à ſon preiudice: pourroit faire & offrir l'hommage & couurir le fief. ſ

LE MAINE Titre huictieſme. Article 136. Qui rachete, &c. *p. à Aniou.*

q De neuf ans, comme il eſt porté par l'Art. 78. ſuiuant.

r C'eſt à ſçauoir par vn meſme contract: ou bien s'il y a diuers que la prorogation n'excede le temps de neuf ans compriſe la premiere faculté. Autre choſe ſ'il a vne fois vendu & depuis racheté dedans ladite faculté accordee: par ce qu'é ce cas il peut vendre ſous pareille faculté. Toutesfois il ne peut pas proroger ladite faculté de Rachat outre neuf ans, ny vendre ſous ceſte condition qu'il pourra renouueller la vente, ou bien proroger ladicte faculté apres le temps de neuf ans, comme en cas ſemblable i'ay noté ſur les Conſeils d'Alexandre. conſ. 165

Source : BIU Cujas

lib. 2. & Conſ. 104. lib. 3. Iaſon in l. manu miſſiones D. de Iuſt. & iure. Petr. de Ancharano. conſ. 57. C. M.

ſ C'eſt à ſçauoir en payant les droicts & profits deuz, il aura ſon recours contre qui il appartiendra. C. M.

BLOIS Chap. 7. Art. 79. Quand le Vaſſal vend ſon Fief, il eſt deu au S. F. pour raiſon de la vente, profit de Fief, qui ſ'appelle quint denier, qui eſt de cent ſols, xx. ſols, & de cent liures, xx. liures, & ainſi à l'equipollent de plus, plus, & de moins, moins. Art. 80. Quand la vente eſt faicte par le Vaſſal du Fief, ſans dire n'exprimer que les deniers de la vente ſoient francs au vendeur, iceluy vendeur eſt tenu de payer iceluy profit de quint au S.F. à la raiſon ſuſdite, ſans que l'acheteur ſoit tenu aucune choſe payer de quint. Art. 81. Si en la vente ſont contenus ces mots par expres, que les deniers conuenus entre le vendeur & l'acheteur ſeront francs au vendeur: en ce cas il eſt deu au Seig. de Fief, profit de quint & requint: c'eſt à ſçauoir de cent liures xxiiii. liures, qui eſt xx. liures pour le quint de cent liures, & quatre liures pour le quint de xx. liures. Leſquels en ce cas l'acheteur doit payer. Art. 82. Toutesfois & quantes qu'vn heritage tenu t en Fief eſt vendu, & l'acheteur a donné remeré au vendeur, & que le remeré eſt inſeré dedans les lettres de la vente: pourueu qu'il n'excede le temps de neuf ans: en ce cas n'eſt deu aucun profit de quint & Requint denier au Seigneur de Fief, tant que le remeré dure. Et ſi le remeré n'eſt inſeré dedans les lettres, combien qu'il ait eſté donné, le profit de Quint & Requint eſt deu au Seigneur de Fief ſelon la diſtinction des prochains precedens Articles. Article 83. Si le remeré eſt par le contract de vente accordé à moindre temps que de neuf ans & durant iceluy temps il eſt prolongé à vne fois ou pluſieurs n'eſt deu aucun profit, pourueu † que toutes les graces & prorogations n'excedent enſemble neuf ans, à conter du iour du contract de vente. Et faut que la prorogation ſoit paſſee par perſonnes publiques pour euiter à fraudes.

t Idem, és termes de cher cens, ainſi qu'il ſe voit par l'Art. 116. C. M.

† *Ces mots, Pourueu que toutes leſdites graces, & prolongation, n'excedent enſemble ix. ans, ſont de nouuel adiouſtez pour obuier aux fraudes & proces qui ſ'en pourroient engendrer.*

GERMIGNY L. Art. 591. En la Chaſtellenie de Germigny & reſſort d'icelle, toutes & quantesfois qu'aucune choſe mouuant d'vn Fief d'aucun S. eſt vendue, alienee ou autrement tranſportee & miſe en autruy main, les quints & requints en ſont deuz à M. le Duc.

Voyez cy deſſous l'Art. 33. de Paris, & les Couſtumes miſes en conference ſous ledit Art. Comme l'Addition de ce Titre 1. nomb. 6.

Art. 24. *PARIS.*

Le †† S.F. u ſe peut prendre à la choſe pour les profits de ſon Fief.

†† *Ceſt Art. 24. a eſté adiouſté ſans preiudice de ce qui a eſté obſerué par le paſſé.*

u Voyez le 1. Art. de ceſte Couſtu. cy deſſus, auec les autres Couſtu. rapportees audit Art. Car le S.F. peut proceder par ſaiſie feodale pour auoir le Quint denier à luy deu, és cas eſquels il a lieu, ou biẽ le droict de Relief ou Rachat.

CONFERENCE.

SENLIS Tit. 13. Art. 248. Leſdits † S.F. ou cenſuel, apres leſdits xl. iours paſſez depuis l'acquiſition pour eſtre payez de leurs droicts de ventes ou de quints deniers, & pour les droicts de ſaiſine, Rachats, Reliefs ou autres droicts peuuent proceder par Arreſts de leurs Iuſtices, ſur les heritages vendus: Lequel Arreſt & main-miſe tiendra x quant aux heritages tenus en Fief, iuſques à ce que les droicts & deuoirs ayent eſté payez, & les foy & hommage faits: & quant aux roturiers, iuſques à ce que le detenteur ſe ſoit rendu oppoſant: ou ſi bon ſemble aux S. peuuent faire adiourner les vendeur & acheteur pour payer les droicts & deuoirs, faire les foy & hommage & eſtre enſaiſinez ou infeodez des heritages acqueſtez.

† *Le Procureur de l'Eueſque & Cõte de Beaunois, le Procureur du Chapitre de Beaunois, & les Nobles du Comté de Beaumont ſe ſont oppoſez aux Art. 248. & 249. & ont dit que quand il eſt queſtion de ſaiſir les heritages Cenſuels, ils ne ſont tenus bailler main-leuee aux oppoſans, ſinon en baillãt caution: Surquoy prins l'opinion des aſſiſtans qui ont accordé leſdits Art. a eſté dit*

x Voyez ce que Du Moulin a eſcrit ſur le 51. Art de Paris. Gloſſe 1. nomb. 67. & ſuiuans.

CLERMONT Tit. 8. Art. 98. Si aucun vend à vn autre ſon fief, terre & Seigneurie, depuis ſ'en deſſaiſiſt au profit de l'acheteur és mains du S. dont ce eſt mouuant, tel S. peut tenir le fief en ſa main par vertu de la deſſaiſine, & en leuer & prendre les profits en ſaiſon deuë & raiſonnable, tant & iuſques à ce qu'il ſoit payé & aggreé de ſon droict de quint denier: mais ainſi n'eſt pas des droicts de ventes: pour ce qu'en ce cas le S. ne peut faire les fruicts ſiens.

y Le delay de xl. iours, dont par le 24. Art. de ceſte Couſtu. n'a point de lieu, ſinon en ſucceſſion, & non pas en contract. Car les contrahans ſont tenu de faire leurs deuoirs incontinẽt, comme en cas pareil a eſcrit Du Moulin ſur l'ancien Art. 4. de la Couſtume de Paris.

TROYES Tit. 3. Art. 28. Si l'acheteur ne fait incontinent y foy & hommage & paye les quint & requint deniers au S. F. iceluy S. peut ſaiſir & mettre en ſa main ledit Fief, & en prendre & leuer à ſon profit les fruicts & reuenus, iuſques à ce que les foy & hommage luy en ſoient faicts, & les quint & requint & autres droicts, ſi aucuns en ſont deuz, payez & accomplis. Art. 42. Quand vi. Fief eſt vendu le Seigneur pour ſes quints & requints, ne ſe prendra au vendeur

Source : BIU Cujas

que leſdits Art. demoureront pour Couſtume generale quant auſdits Chapitre & Comte de Beaumont. Et quant audit Eueſque demeureront leſdites Couſtumes par prouiſion : ſauf à luy de ſe pouruoir ſur ſon oppoſition à la Cour, ſi bon luy ſemble.

deur n'a l'acheteur, ſ'il ne veut : mais fera empeſcher ledit Fief & le retiendra en ſa main, & leuera les fruicts à ſon profit, iuſques à ce qu'il ſoit payé de ſon Quint denier.

CHAVMONT Tit.2. Art.55. Quand aucun Fief ſe vend, combien que le vendeur ſoit tenu de payer le Quint denier à ſon S. F. neant-moins le S. ne ſe prendra point au vendeur ſi bon ne luy ſemble : mais fera, &c.p. *a Troyes.* Art. 42. iuſques à ce mot, *payé*, inclus.

PERONNE Tit.2. Art. 21. *A la fin.* En maniere que quand il y a ouuerture de Fief par ſucceſſion, contract ou autrement, il eſt loiſible faire ſaiſir le Fief, iuſques à ce qu'il ait homme Vaſſal, qui ait releué & ſatisfaict des droicts & deuoirs Seigneuriaux.

MONTARGIS Chap.1. Art. 59. Quand le Fief eſt vendu le S. de Fief, auquel eſt deu Quint ou Requint ſe peut addreſſer pour ſes profits au vendeur ou à l'acheteur, & les pourſuir perſonnellement, ou ſe prendre à ſon Fief par ſaiſiſſement, au chois dudit S.

†† *Ceſt Art. 44. a eſté tiré du 59. de l'ancien Couſtumier duquel a eſté oſté ce mot,* de Requint, *pour auoir lieu à l'aduenir.*

ORLEANS Tit.1. Art.44. p. *a Montargis*, le †† Quint denier ſe peut addreſſer pour ledit Quint à l'acheteur, & le pourſuiure, &c. par ſaiſie, &c.

SEDAN Tit.3. Art.43. Le S.F. pourra faire ſaiſir & mettre en ſa main par Commiſſion de ſon Iuge, le Fief mouuant de luy, ainſi vendu que deſſus, pour raiſon des droicts de Quint & Requint non payez, encores que le vendeur en ſoit tenu : ſauf à l'acheteur ſon recours contre le vendeur.

LILLERS Tit.2. Art. 4. Si aucuns vendent ou tranſportent terres & heritages par contract perſonnel : le Seigneur ou ſon Procureur peut faire conuenir le vendeur & acheteur en Cour, pardeuant les hommes tenus : & contre eux conclurre, afin qu'ils ſoient tenus cognoiſtre ou nier ledit marché, à iceluy renoncer ſi faire le veullent : ſinon qu'ils ſoient condamnez proceder à la realité prendre ſaiſine & payer les droicts tels qu'ils doiuent en matiere de vente & tranſport. Et à ce doiuent eſtre condamnez par ladite Couſtume.

CHASTEAV-NEVF Chap.5. Art. 38. S'il aduient qu'vn Vaſſal euſt impoſé charge ou rente ſur ſon heritage tenu en Fief, telle charge ne preiudicie point au S.F. & eſt en ſon chois de receuoir en foy celuy qui a acquis la rente & infeoder icelle : ou de le refuſer & ſ'addreſſer à ſon fief.

CHARTRES Chap.6. Art.36.p. *a Chaſteau-neuf.*

DREVX Chap.6. Art.26.p. *a Chaſteau-neuf*, à ſon fief, ou peut auoir la rente pour le pris.

Voyez Auxerre Tit 2. Art.61. Dourdan. Tit.1. Art.13. Chauny. Tit.16. Art.86. cy deſſus en l'Art.23. de Paris. S. Quentin. Tit 1. Art.69. La Marche. Art. 182. és Additions de ce Tit.1. nomb.8.1.

Art. 25. PARIS.

Femelles n'heritent auec les maſles en pareil degré, quand la ſucceſſion eſt collaterale.

En Succeſſion [z] ou hoirie de ligne collaterale en Fief, les femelles [a] n'heritent point auec les maſles en pareil degré.

z Par le droict des Feudes les femmes eſtoient incapables de tenir Fiefs. Lib.1. Feud. Tit.1. Hoc autem notandum eſt, quod licet filiæ vt maſculi patribus ſuccedant legibus, tamen à ſucceſſione feudi remouentur, ſimiliter & earum filij niſi ſpecialiter dictum fuerit, vt ad eas pertineat & Cuiac. ibidem hanc rationem reddit, quia fœminæ neque faidam leuare, neque pugnam facere poſſunt, id eſt quia bello gerendo faciendoue idoneæ nõ ſunt, & bellorum neceſsitas peperit feuda. Luitprandus in l. 18.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.1. Art.18.p. *a Paris.*

MEAVX Chap.21. Art.165. Les Filles ne ſuccedent point és Fiefs nobles, en ligne collateral, auec les maſles eſtans en pareil degré qu'elles : mais ſi les filles ſont plus prochaines en degré que les maſles, elles ſuccedent és Fiefs nobles, ſans droict d'aiſneſſe leſdits maſles plus loingtains exclus.

† *Ce 99. Art. par ce qu'il rapporte en effect & ſubſtance l'vſance de l'ancien Art. eſt paſſé comme acté, apres auoir ouy l'aduis des trois Eſtats, & meſmement des Of-*

MELVN Chap.4. Art.99. En † ligne collaterale quant aux Fiefs, le maſle exclud la femelle eſtant en pareil degré : toutesfois les neueux venans de leur ſœur, ſuccedent auec les nepueux venans du frere, aux freres & autres biens de leurs oncles egalement : & n'y a droict d'aiſneſſe en ladite ligne collaterale.

SENS Tit.19. Art.201. En †† ligne collaterale filles ne ſuccedent point en fiefs, quand il y a heritiers maſles auſſi proche [b] qu'elles.

AVXERRE Tit.2. Art.59. En ſucceſſion collaterale n'y a droict d'aiſneſſe, ains ſuccedẽt les maſles & les femelles eſtans en pareil degré par egale portiõ.

Source : BIU Cujas

De nom lib. nom. in leg. long. vide lib. 1. Feud. Tit. 4. 12. & 28. in Editione Cuiacij. La Practique de Frãce a retranché ceſte rigueur, & peuuent les filles ſucceder és Fiefs, meſmes en ligne directe, ayant reduit les Fiefs à la forme des autres heritages: toutesfois en ligne collaterale elles n'y ſont receuës en la plus part des Couſtu. quand il y a des maſles en pareil degré, renouuellant par ce moyen le droict ancien, qui preferoit adgnatos cognatis in Inſtit. lib. 3 Tit. 1. & 2 Elles ne doiuent iouyr des Fiefs, qui ſont principalement inſtituez pour la conſeruation des maiſons & familles, meſmement quand il y a des maſles pour les maintenir, cap. 1. De eo qui ſibi vel her. inueſt acc. & cap. 2. Epiſc. vel abb. Voyez le 326. Art. de Paris cy deſſous. Tit. 15. Faber. in §. ceterũ Inſt. de legit. agn. ſucc. Charondas 5. liure des Reſp. 46. de la derniere Edition, où il traicte a ceſte queſtion, ſçauoir, ſi la Couſt. qui exclut les femmes de la Succeſsion des Fiefs, quãd il y a maſles s'eſtend aux maſles deſcendans des femmes.

a Ne leurs enfans, ſelon les feudes. Tit. 1. lib. contre l'opinion de Du Moulin. Nous ſuiuons l'opinion de Bart. in l. 2. D. Ad Tertull. Petr. Anch. in Clem 1. De baptiſm. Ludou. Rom. Conſ. 40. Baldus & Alucrotus ind. cap. 1. Tiraqueau queſtion. 13. lib. 1. de iure primig. A ceſte opinion eſt conforme le 322. Art. mis cy deſſous Tit. des Succeſſ. Balde conſ. 88. vol. 3. & in l. 1. D. de ſenat. Et ainſi a eſté iugé par Arreſt ſolennel à Noël, 1550. en la Couſtu. de Vitry. Art. 67. comme eſcrit Du Moulin.

b Il n'eſt pas requis que le maſle ſoit en meſme Cellule que les filles. C'eſt aſſez qu'il ſoit auſsi prochain au defunct ou defuncte. C. M.

ficiers du Roy, & Practiciens au Siege de Melun.

†† *Le Peſcheur aſsiſté de Fleury, pour le S. de la Louptiere a requis que les Eſtats fuſſent enquis s'ils auoient entendu ledit Art. 202. encores que les maſles ne portaſſent le nom n'y les armes du defunct. Et où il n'auroit eſté ainſi entendu par le paſſé, a requis que pour l'aduenir ledit Art. fut ainſi entendu & declaré. Les Eſtats ont dit que ledit Art. à touſiours eſté & doit eſtre cy apres entendu purement & ſimplement ainſi qu'il eſt contenu audit cayer, & ſans la diſtinction deſſuſdite. Surquoy fut ordonné que ledit Art. demeureroit ainſi qu'il eſt.*

BAR Tit. 9. Art. 120. Le maſle exclud la femelle en pareil degré, en ſucceſſion collaterale des terres de fief ſeulement.

c Collaterale.

ESTAMPES Chap. 1. Art. 25. *A la fin.* Et en ceſte ſucceſſion c les maſles en pareil degré forcluent les femelles, & n'y a droict d'aiſneſſe, ſoit entre maſles ou femelles.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 12. En ſucceſſion de fiefs en ligne collaterale les maſles excluent les femelles en pareil degré.

d Vrayement pareil, & repreſente tellement que le fils du frere defunct, exclud ſa tante és Fiefs, comme feroit ſon pere. C. M.

MONT-FORT Chap. 9. Art. 109. En ſucceſſion collaterale, quant aux fiefs, d en pareil degré les maſles excluent les femelles.

MANTE Chap. 1. Art. 20. En ligne collaterale les filles ne ſuccedent en fief, ſ'il y a hoir masle en pareil degré.

SENLIS Tit. 7. Art 134. En ligne collateral les femelles ne ſuccedent point és fiefs, où en pareil degré y a hoir masle, comme de frere & ſœur, couſins & couſines, ſoit entre nobles ou non nobles, le masle emportera tout: & n'y ont rien les femelles: poſé ores qu'elles ſoient aiſnees du masle. Art. 135. Femmes & filles ſuccedent e és fiefs en ligne collateral, quand elles ſont plus prochaines en degré de conſanguinité, & excluent les masles qui ne ſont en ſi prochain degré de conſanguinité, comme elles ſont.

e Voyez le 323. Art. de Paris cy deſſous. Tit. 15.

VALLOIS Tit. 5. Art. 60. En ligne collateral où il y a heritier masle, les filles eſtans en vn meſme degré, ne ſuccedent point en heritages tenus en fief: & l'à où il n'y auroit point de masle, les filles ſuccederont egalement.

TROYES Tit. 2. Art. 15. En heritage de fief eſcheant en ligne collateral, les prochains parens masles du treſpaſſé, ſuccedent pour le tout & par portions egales, & n'y ſuccedent point les femmes ou filles, ſ'il y a hoir masle en auſſi prochain degré que les femmes ou filles.

CHAVMONT Tit. 1. Art. 9. p. *a Troyes.* degré que ſont leſdites femmes. Mais ſ'il n'y a hoir masle en auſſi prochain degré comme elles, & qu'elles ſoient plus prochaines en degré, elles ſuccederont auſſi f par egales portions Tit. 2. Art. 46. La ſœur ne ſuccede pas auec le frere en eſcheute de coſté. Et ſi d'auanture par inaduertance ou autrement la ſœur a reprins en ſon nom & payé finance, & le frere vient pour reprendre, il doit eſtre receu ſans rien payer: & luy vaut la finance faicte & payee par la ſœur.

f Se doiuent repeter ces mots, par le tout & par egales, &c.

VITTY Tit. 4. Art. 59. En ligne collateral, les freres ſuccedent egalemẽt en terres nobles, ſans aduantage au droict d'aiſneſſe. Et ſi les freres ont ſœurs, les ſœurs ne prennent aucune choſe en la ſucceſſion, auec les freres en terres nobles & feodales. Car en g ligne collaterale, le masle exclud la femelle, quand ils ſont en pareil degré. Autre choſe ſeroit ſi la femelle eſtoit vn degré plus prochain, car en ce cas, elle exclurroit le masle: mais en ce qui ſeroit d'Aleu roturier, ou de cenſiue, la ſœur y prendroit autant que le frere. Et ainſi en vſe l'on Art. 67. Quand vn hõme va de vie à treſpas ſans hoirs de ſon corps, & il y a deux freres ou deux ſœurs, & l'vn deſdits freres ou l'vne deſdites ſœurs a enfans masles, & l'autre toutes filles: les h neueux masles du defunct, emportent ſes heritages feodaux, & n'y prennent aucune choſe les meres. Car les filles en ligne collateral, ne prennent aucune choſe auec les masles en pareil degré: mais és biens meubles & heritages non nobles & mouuans de cenſiue, les niepces prennent autant que leſdits nepueux.

g La raiſon generale fait entendre generalement, in infinitum, meſmes les nepueux & niepces viennent par repreſentation, encores qu'ils ſoient en meſme cellule ou ligne, ou diuers: Voyez le 67. Art. de ceſte Couſtu. C. M.

h Etiam ex fœmina. Voyez ce que Du Moulin eſcrit ſur les Art. 12. & 16. de Paris, & dict qu'il a eſté ainſi iugé par Arreſt prononcé par Monſieur Bertrande aux Arreſts de Noel 1550. C. M.

LAON Tit. 16. Art. 163. En † ladite ligne les femelles ne ſuccedent point

† *L'Art. 163 pour le regard de la repreſentation mentionnee en iceluy, aura lieu pour l'aduenir ſeulement: & en cõſequence des Art. precedens.*

Source : BIU Cujas

en fiefs, auec les masles estans en pareil degré : mais où le masle viendroit par representation, le masle est exclus par la femelle plus prochaine en degré. Art. 164. Et si aucun decedoit sans enfans, freres ou sœurs, & delaisse plusieurs nepueux, dont aucuns fussent enfans du frere, & les autres enfans de la sœur, les nepueux tant de la sœur que du frere, succederoient egalement : & pareillement luy succederoient les niepces filles desdits frere ou sœur, s'il n'y auoit aucuns nepueux. Art. 165. Et s'il y a vn nepueu venant de la sœur d'vn costé, & vne niepce venant du frere, de l'autre, le nepueu exclud la niepce en la succession de l'oncle : encores que de frere eust exclud sa sœur & les enfans d'elle, s'il eust vescu.

CHALONS Tit. 20. Art. 174. 175. & 176. p. *a Laon.* Art. 163. 164. & 165. succedent egalement, &c.

†† *Ces mots*, mais ou le masle, *&c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez.*

RELMS Tit. 3. Art. 51. En succession collaterale, quant aux fiefs, le masle en pareil degré exclud la fille. Art. 54. En ladicte ligne, &c. p. *à Laon.* Art. 163. Mais †† où le masle viendra, &c. succedent auec luy : comme la tante auec ses nepueux masles, enfans de leurs freres predecedez & hors ledit degré de representation, ledit masle, &c. Art. 55. p. *à Laon.* Art. 164. delaissez plusieurs, &c. succederont egalement, &c. Art. 56. † p. *a Laon.* Art. 165.

† *Cest Art. 56. a esté de nouuel adiouſté pour les difficultez qui iournellement aduenoient ſur le contenu en iceluy.*

NOYON Tit. 1. Art. 11. En ligne collaterale, le masle exclud la femelle en pareil degré quant aux fiefs.

S. QVENTIN Tit. 3. Art. 49. Tant qu'il y a heritier masle, la femelle ne se peut dire aisnee, en quelque succession que ce soit : combien qu'elle soit plus aagee que le masle, & qu'elle procede du fils, & l'heritier masle de la femelle. Car en la succession collaterale, le masle est touſiours preferé en matiere feodale en pareil degré.

RIBEMONT Tit. 8. Art. 64. p. *a Noyon*, iusques à ce mot, *degré, inclus.*

COVCY Tit. 3. Art. 8. Mais bien & exclud le masle, la, &c. p. *a Noyon.*

SEDAN Tit. 9. Art. 170. En succession de terres nobles & feodales en ligne collaterale, le masle exclud la femelle en pareil degré, mesmes le frere, la sœur, & l'oncle la niepce : mais si la femelle estoit plus proche que le masle, dedans les degrez de representation, elle ne seroit excluse, ains succederoit auec le masle par souche.

CHAVNY Tit. 15. Art. 75. Quand aucun decede sans heritier de son corps, delaissez fiefs par luy acquestez, esdits fiefs luy doiuẽt succeder ses freres ou cousins : & en excluent les plus prochains en icelle ligne, les autres moins prochains : par ce que representation n'a lieu.

BOVLLENOIS Tit. 21. Art. 82. Si aucun va de vie à trespas saisi & adherité d'aucuns heritages feodaux ou cottiers, sans enfans de sa chair procreez en mariage, delaissans plusieurs enfans en ligne collaterale en pareil degré issus de diuers ventres, tous venus du costé, dont sont venus les heritages, à l'aisné soit masle ou femelle appartient la totale succession feodale ou cottiere : mais si les enfans estoient tous d'vn ventre, le fils en deboute du tout la fille : posé qu'elle fut aisnee.

†† *Ces deux Art. s'entendent des nobles ſeulement.*

PERONNE Tit. 8. Art. 178. Et †† s'il n'y a freres ne sœurs, le plus prochain collateral masle aisné, venant † du plus aagé masle, succede entierement aux fiefs. Art. 179. Et si les prochains collaterax ne sont masles, ains seulement femelles, la plus aagee d'icelles, encores qu'elle soit issue du puisné, succede entierement aux fiefs.

† *Ces mots*, venans du plus aagé masle, *ſont interiettez pour auoir lieu à l'aduenir.*

S. OMER Tit. 1. Art. 3. En succession de fief, le masle forclost la femelle en pareil degré & issus d'vn ventre, mais de diuers ventres en ligne collaterale, l'aisné soit masle ou femelle, a lesdicts fiefs.

ARTOIS Tit. 2. Art. 96. p. *a S. Omer*, exclud la femelle, &c. *iuſques a ce mot, degré, inclus.* Art. 99. En succession de fief escheans en ligne collaterale à l'aisné masle en pareil degré, ou en faute de masle, à l'aisnee femelle, appartiennent iceux fiefs, & sans charge de Quint. Art. 100. Le masle en ligne collaterale, soit qu'il soit l'aisné de la femelle ou non, en succession de fiefs forclost la femelle, en pareil degré.

S. OMER EN ARTOIS Tit. 1. Art. 16. p. *a S. Omer.* ou femelle succede esdicts fiefs.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 7. En succession de fief, les masles excluent les femelles en pareil degré.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 42. En ligne collaterale en pareil degré en succession de fief, le masle forclost la femelle.

ORLEANS Tit. 1. Art. 99. En succession de fief en ligne collaterale, le masle en pareil degré forclost la femelle

Source : BIU Cujas

GRANE PERCHÉ Tit. 8. Art. 154. En succession collaterale entre Nobles, l'aisné ayant prins son preciput & aduantage, tel que par la Coustume luy appartient, ne prend rien en la succession de ses puisné ou puisnez, en ce que les puisnez auroient eu à titre successif, & qu'il leur auroit esté baillé en partage par leur aisné: mais vient telle succession des puisnez, aux autres puisnez suruiuans, ou leurs representans. Toutesfois les femmes n'y succedent quant aux heritages tenus à foy & hommage, ainsi appartenans au defunct de son propre, quand il y a puisné ou puisnez masles: & où il n'y auroit aucuns puisnez masles: en ce cas ledit aisné est preferé aux femelles, quant aux choses tenues à foy & hommage estans du propre du defunct. Et au regard des heritages acquis par le defunct, & autres biens à luy appartenans d'ailleurs que par partages faicts auec son aisné, celuy aisné y succede egalement auec les puisnez, soient fils ou filles. Article cent cinquante-septiesme. En succession collaterale, soit Noble ou roturiere, les masles excluent les femelles, és heritages propres du defunct tenus en foy & hommage: sinon que les femelles representassent l'hoir masle: auquel cas elles prennent telle part esdits heritages, qu'eust faict ledict hoir masle. Et quant aux autres heritages du defunct, encores qu'ils fussent feodaux estans lesdits feodaux par luy acquis, les femelles y succedent egalement auec les masles.

CHASTEAV-NEVF Chap. 18. Art. 119. En †† succession de ligne collaterale, les filles ne prennent rien és choses tenues en fiefs, & si le fils aisné n'ayãt aucuns enfans procreez de sa chair en mariage decede, le plus aagé des puisnez suruiuant ou le representant, aura par preciput le principal manoir appartenant au fils aisné decedé, auec vn arpent & demy de terre, & la Iustice, & le reste de sa succession se partira egalement entre luy & les autres freres, & consequemment de puisnez en puisnez.

CHARTRES Chap. 18. Art. 96. En ligne collaterale en pareil degré, les filles ne prennent rien és heritages tenus en Fief, & si n'y a point d'aisnesse: mais les freres y succedent egalement. i

DREVX Chap. 19. Art. 87. p. *à Chartres.*

BLOIS Chap. 11. Art. 152. En ligne collaterale les masles excluent les femelles estans en mesme degré, quant aux heritages feodaux: en defaut toutesfois d'hoir k masle en mesme degré, elles sont plus capables d'y succeder, & en excluent les plus loingtains.

S. POL EN ARTOIS Tit. 1. Art. 12. En Succession de fiefs & anciens manoirs escheans en ligne collaterale, à l'aisné, soit masle ou femelle, issu de diuers ventre, appartiennent lesdits Fiefs & anciens manoirs: sans ce que les puisnez en pareil degré puissent demander Quint ny autre chose: fors és Bois blanes, catheux & autres choses fortissans nature de meubles: supposé que la femelle aisnée, eust vn frere plus ieune qu'elle. Et si c'estoit tout d'vn ventre: à l'aisné masle appartiennent iceux fiefs & anciens manois: supposé qu'il y ait femelle plus ancienne.

Art. 26. PARIS.

Le fils, auquel les pere ou mere, ayeul ou ayeule ont donné aucun heritage tenu en Fief l en aduancement d'hoirie, ne doit que la bouche & les mains au S.F. encores † que la m chose donnee ait esté aualuee, ou qu'il renonce à la n succession ou successions des pere ou mere, ayeul ou ayeule, & que la o portion vaille plus que la portion hereditaire, ou que la chose luy soit baillee en p payement de ce qui luy auroit esté promis par contract de mariage.

Art. 25. PARIS.

Si †† telle donation est q faicte à l'aisné, & par le moyen d'icelle, il renonce à la succession, entre les puisnez n'y a droict d'aisnesse.

CONFERENCE.

MELVN Chap. 4. Art. 53. Pour fief † donné par pere, mere ou autre ascendant en aduancement d'hoirie, faueur de mariage ou payement de deniers

i Il y a eu grande contestation sçauoir, si ce texte deuoit estre restraint aux freres, ou pour le moins à ceux qui sont d'vne mesme cellule & degré. Le fait estant aduenu, que Guillaume Pillauoine, ayant laissé vne sœur germaine, & des nepueux enfans de son frere decedé, qui vouloiẽt exclurre leur tante és Fiefs. Laquelle obtint Sentence à son profit aux Requestes du Palais à Paris. Les nepueux en ayant appellé, obtindrent par Arrest du 10. iour de Mars, 1547. & leur furent adiugez tous les fiefs estans sous ceste Coustume, la tante exclose. Il y auoit eu auparauãt pareils Arrests en l'an 1545. & le 14. Aoust, 1546. Ce seroit autre chose si ces nepueux estoient de la sœur du defunct: par ce qu'ils seroient lors concurrés auec la sœur du defũct & ne pourroient les enfans masles auoir plus de droict & prerogatiue que leur mere laquelle ils representent. C. M.

k Cela se doit entendre du masle descendant du masle. Ce qui est clairement exprimé par ceste Coustume. Art. 141. & n'est la Coustume ancienne de Paris si claire. C.M.

†† *Cest Art. 119. est correctif de l'ancienne Coustume.*

En Donation faite en aduancemẽt d'hoirie, le fils ne doit que la bouche & les mains, &c.

† *Ces mots,* Encores que, *&c. iusques à la fin, ont esté adioustez pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Cest Art. 27. est aussi adiousté pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

Droict d'aisnesse n'a lieu entre puisnez si l'aisné renonce à la succession.

† *Cest Art. 53. a esté adiousté comme ancien & omis en l'ancienne Coustu.*

Source : BIU Cujas

l Ratio naturalis quasi lex quædam tacita, liberis parentium hæreditatem addicit, velut ad debitam successionem eos vocando, vt ait Paul. in l. cum ratio. 7. D. de bon. damnat. Si filius ergo heres Gal. 3. versic. vlt. & Gal. 4. vers. 7. & viuo patre quo-damno hæredes sunt §. 2. Inst. de her. qual. & diff. & l. 11. D. de lib. & post vbi post mortem patris non hereditatem percipere videntur, sed magis liberam bonorum administrationem consequuntur: & vt est in l. in suis 14. D. de suis & legit. statim ipso iure heredes existunt. Pour ceste cause en l'Art. 4. de Paris cy dessus a esté dit qu'en ligne directe n'y auoit droict de Relief: & estoit seulement deu bouche & mains. Ainsi est-il ordonné par mesme identité de raison, que en donation faicte en aduancement de succession en ligne directe, n'y a aucun profit de Fief: ains seulement est deu bouche & mains. Vide Specul. Tit. de locato §. nunc aliqua. Decis. Thol. 178. Cynus & Acc. in l. fin. C. de iure emphyt. in l. vn. §. 1. C. de impon. luc. descript. sub liberalitatis appellatione debitum naturale persoluitur. Au reste Quint denier n'est deu pour terre de la succession baillee à la fille pour la somme promise en mariage, mesmes pour partie d'icelle ameublie, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 23. iour d'Aoust, 1576. au profit des Sieur & Dame d'Apchon, ainsi que Charondas escrit liure 7. de ses Responses, Chap. 53.

m Ceste clause a esté adioustee de nouueau, comme il est remarqué en l'autre marge suiuant l'extraict du Proces Verbal, pour oster la difficulté qui se pourroit faire par le moyen de l'estimation: quæ facit emptionem. Pompon. l. cum fundus. 3. D. Locat. l. vn. D. de æstimat. l vnica §. cumque exstipulatu. vers. æstimatarũ. C. de rei vxor. act. l. 10. & 12. D. de iure dot. l. ex conuentione. 11. C. de pactis. l. 1. C. Sine cens. vel reliq. fund. comp. non posse. l. 13 §. 19. D. de act. empti. l. 5. & 10. C. de iure dot. & vt ait lex si propter 22. qui litis æstimationem suffert, emptoris loco habendus est. Et partant seroit deu Quint au S. Feod. mais ceste estimation n'est pas faicte pour ceste effect, ains pour demonstrer la valeur & estimation de la chose, sans auoir intention de la vendre, ou bien afin que le fief donné estant ainsi estimé, le fils puisse cognoistre la valeur d'iceluy, pour la mort du donateur aduenant estre certain s'il se tiendra à la donation ou viendra à la Succession, en rapportant ou moins prenant suiuant les Art. 27. & 304. & 305. de Paris ita quibusdam casibus æstimatio fit non emendi, sed diuidendo animo vt est in l. seruos 34. D. Fam. erc. l. cum post. 69. §. cum res. D. de iure dot. l. æstimatis. 50. D. Sol. matrim. nous regardons la volonté des contrahans. Quid si le pere à legué par son testament vne certaine somme à son second fils, & ordonne qu'il se contente d'icelle. Apres la mort du pere, l'aisné luy donne au lieu de ladite somme vn fief, estant de la Succession ne sont ils pas deuz profits au Seigneur feodal: & a esté iugé par Arrest donné en la 1. Chambre des Enquestes le premier iour d'Aoust, 1579. que ne sont deuz aucuns droicts Seigneuriaux au S. F. soit de Quint ou Relief: par ce que tel fief ainsi donné en payement tient lieu de la portion hereditaire & legitime du second fils. Charondas & Chopin.

n Le fils se peut tenir à son don, & s'abstenir de la succession, la legitime reseruee aux autres enfans, comme il est expressement porté par le 309. Art. mis cy dessous. Tit. 15. Et se doiuent entendre les mots de ceste Art. 26. *ne doit que la bouche & les mains*, &c. ores qu'il se tint à son don, comme a escrit Du Moulin.

o Ceste clause a esté adioustee pour oster le doute qu'on faisoit, sçauoir si ce qui estoit donné au futur heritier outre sa portion hereditaire estoit reputé propre ou acquest, & s'il en estoit deu Rachat. Mais par le Droict & aucunes Coustumes de France, il est permis au pere, mere, ayeul & ayeulle, de donner ce qu'ils voudront de leurs biens à l'vn de leurs enfans, reseruee la legitime aux autres. l. 1. 2. 4. & 5. c. de in off. donat. Tellement qu'il ne faut restraindre la donation à la portion hereditaire qu'il eust peu auoir en venant à leurs successions, ains seulement regarder aux personnes, à la forme de la donation, & principalement à la raison de Iustinian, in l. vlt. C. de imp. & aliis subst. natura pater & filius eadem esse persona penè intelliguntur, & pars quodammodo corporis l. 22. C. de agric. & cens. lib. 11.

p Ceste clause reçoit son interpretation de ce qui a esté dit cy dessus: que ceste estimation n'est reputee vendition: & par consequent ny eschet aucun droict de Quint, comme tient Iason in l. vlt. C de iure emphy. ores qu'il eust par le contract reseruation de retirer le fief pour vn certain pris, & que la fille eust renoncé à la succession paternelle, se contentant d'icelle pour sa legitime: ainsi qu'il a esté iugé par Arrest de la Cour, du 9. iour de Iuin 1548. comme Papon a escrit. Mais si certaine somme de deniers estoit promise par contract de mariage, & qu'il fut baillé pour la seureté d'icelle à l'enfant, vn fief pour en iouir iusques au payement de ladite somme, auec condition, que si dans certain temps elle n'estoit payee, le Fief demeureroit au donataire, estoient deuz aucuns droicts Seigneuriaux: c'est l'espece de ceste Coustume: & n'en sont deuz aucuns par les raisons cy dessus alleguees: & n'engendrent les fiefs ainsi donnez, nouuelle mutation. En ligne collaterale pour semblable conuention faite par le frere, en mariant sa sœur & luy delaissant certaine terre estant de l'heredité paternelle, à defaut de luy payer la somme promise par le contract de mariage, a esté iugé par Arrest du 2. iour de Iuillet, 1565. pour le Sieur de Sansac, contre le Sieur d'Argenton: qu'il n'estoit deu Quint ne Requint, ains simple Relief. Au reste ceste Art. 26. a lieu & s'entend aussi de la fille, que du fils l. si ita scriptum sit, 45. De leg. 2. l. qui duos mulos. 62. De leg. 3. l. 16. §. 1. D. de testam tut. l. pronuntiatio 116. D. de verb. signif. Tiraqueau libro de Retract. §. 1. num. 180. & seqq. vide l 38. D. fam. erc. & l. lucius Titius 93. §. quæsitum. De leg. 3. Iason. in l. tres fratres. D. de pactis.

q Voyez cy dessous l'Art. 307. mis au Tit. 15. des Successions.

---

promis en mariage, n'est deu profit: ains seulement est deu audit cas la bouche & les mains.

SENS Tit. 19. Art. 221. Si pere, mere, ayeul ou ayeulle donnent à leurs enfans vn heritage noble, pour estre propre à leurs enfans, pour ce que ce n'est qu'aduancement d'hoirie, le Seig. Feodal n'y prendra aucun droict de Rachat: pourueu que celuy qui le donne, en retienne à soy, la foy & hommage, sa vie durant.

AVXERRE Tit. 2. Art. 79. Si pere ou mere, ayeul ou ayeulle ou l'vn d'eux donnent à leurs enfans par mariage ou autrement aucune terre tenue en Fief d'aucun Seigneur F. ils ne doiuent Relief audit Seigneur, n'autre profit, que la bouche & les mains.

ESTAMPES Chap. 1. Art. 2. Quand à vn fief y a mutation par succession en ligne directe, ou par donation en aduancement d'hoirie, soit de pere, mere, ayeul, ou ayeulle ou autres ascendans, n'est deu aucun profit, par celuy ou ceux, ausquels le Fief aduient: ains doiuent au Seigneur Feodal la bouche & les mains seulement: pourueu que celuy auquel la donation aura esté faicte se porte heritier du donateur apres sa mort. Et où il ne se voudroit porter heritier, sera lors tenu payer Rachat, tel que cy apres sera declaré, comme pour donation

Source : BIU Cujas

simple, de ce qui aura esté donné outre & par dessus ce qui luy eust peu appartenir, aduenir & escheoir pour sa portion contigente, en la succession de ses pere, mere, ayeul, ayeulle & autres ascendans : tellement que si le don n'excede la portion hereditaire r du donataire, n'est deu aucun Rachat.

r Eu esgard au temps du decés du donateur. Car si lors de la Donation y auoit six autres enfans, & lors ny en a que vn, ou vn seul se porte heritier, la donation qui excede la portion hereditaire, quand elle ne l'excede à present, & n'y a Rachat. Idem si le donataire se trouue seul lors du decés, & neantmoins se tient à son don. Car il ne peut exceder la portion hereditaire de celuy qui seroit seul. Idem s'il se porte heritier auec ses freres ou sœurs, & retient sa donation pour son partage. C.M.

Dovrdan Tit.1. Art.3. Pour fiefs donnez, &c.p.*à Melun.* d'hoirie n'est deu, &c.au S.F.ains seulement la bouche & les mains auec le serment de fidelité.

Mont-fort Chap.1. Art.18. Le †† fils auquel ses pere, &c.p.*à Paris.* Art.26. ou autres ascendans, ont donné aucun heritage, &c.au S. F. dudit Fief, non plus que si le Fief estoit escheu par le trespas & succession de ses pere, mere, ayeul, ayeulle ou autres ascendans, & ne sera tenu ledit fils auquel auroit esté fait ledit * don & aduancement d'hoirie, si porter heritier, si bon ne luy semble: mais où il ne se portera heritier, sera par luy deu Rachat au S.F. de ce que les choses ainsi donnees, excederoient la portion hereditaire, * qu'il eust ab intestat.

†† *Le Procureur du Roy pour le regard de Neauphle, a faict le debat que dessus. Fresnot Procureur au siege de Chartres pour les Doyen, Chanoines, & Chapitre dudit Chartres a dict que pour le regard de leurs Fiefs Bourgiers, & Maircoies, situees & assises audit Comté de Montfort, leur est deu Rachat & profit de Fief, à toutes mutations, dont ils sont en bonne possession & saisine, & en ont obtenu plusieurs Arrests contre leurs Vassaux. Ouys lesdicts debats & l'aduis des des trois Estats, a esté dict, que nonobstant iceux debats, ledict Article demeurera pour Coustume au Comté de Montfort, en la forme qu'il est redigé : sans preiudice des droicts & possessions desdicts Doyen, Chanoines, & Chapitre dudict Chartres : & des defenses au contraire de leurs Vassaux.*

Mante Chap.1. Art.7. Pour † Fief donné en aduancement d'hoirie par pere, mere, ayeul, ayeulle ou autre ascendant, n'est deu aucun droict de Rachat : & n'est tenu le fils à cause dudit don soy porter heritier dudit pere, mere, ayeul ou ayeule si bon luy semble : Toutesfois où il ne se porteroit heritier, & où ledit don excederoit la portion qui luy appartiendroit ab intestat, pour le regard de ce qui excede, sera deu Rachat.

Clermont Tit.1. Art. 84. Entre enfans n'y a qu'vn droict d'aisnesse: en telle maniere que si à l'aisné fils ou fille aisnee est donnee aucune chose en mariage ou autrement, ou que la chose soit de si grand' estime & valeur, qu'apres le trespas de son pere ou mere, ledit fils aisné ou fille aisnee declarent qu'ils se tiennent audit don, & se deportent de venir à la succession d'iceux ses pere & mere: en ce cas ladite declaration vaut par droict d'aisnesse : & parce quant aux autres, ils partiront entr'eux egalement, autant à l'vn comme à l'autre. ſ

ſ Du Moulin sur le 8. Art. de la Coustume de Paris. Glossa 1.q. 4. Tiraqueau tract. de iure primigen. q.3. C. M.

Vallois Tit.4. Art.52. *A la fin.* Si telle donation n'estoit faicte par les pere & mere, ayeul & ayeulle, à fils ou filles, nepueux ou niepces en ligne directe & habiles à estre heritiers : Auquel cas n'est deu aucun profit : ains seulement bouche & mains & droict de Chambellage.

Troyes Tit.3. Art. 33. En t donation d'heritage de fief de pere à fils & de fils à pere & autre en ascendant ou descendant en ligne directe: est deu Foy & hommage tant seulement.

t Eadem ratio, idem fauor ascendentium & descendentium, cõme escrit Du Moulin sur les Art.2. & 17. de Paris. C.M.

Chavmont Tit.2. Art.22. p.*à Troyes* seulement : & n'en est deu Quint den. Relief u ou Rachat. Art. 36. En donation faicte du pere au fils pour accroissement de son mariage, n'est deu Rachat ou Quint denier : posé que ce soit en pris & assiette de terre, de ce en quoy estoit tenu ledit pere à iceluy fils, par promesses faictes au traicté de mariage : ou aussi qu'il ne soit fait pour contemplation du mariage.

u Pourueu que le donnant n'en reçoiue aucun profit ou somme de deniers du donataire. Du Moulin sur le 23. Art. de Paris. question. 21. nomb. 59. Voyez cy dessous le 47 Art. de Sedan.

Laon Tit.16. Art.179. En donation faicte en aduancement d'hoirie ou en faueur de mariage par pere, mere, ayeul ou ayeulle, n'est deu aucun Relief: encores que telle donation excedast la portion qui viendroit au donataire ab intestat. Art.180. Le tout au cas qu'il n'y eust fraudes & simulations aux eschanges & donations pretendues, pures, simples remuneratoires ou autrement. Art. 181. Et †† où il se trouueroit aucune fraude sur les eschangeurs & donateurs, seroient tenus de payer double Quint pour peine de la fraude.

Reims Titre troisiesme. Article septante deux. Quand vn Fief est baillé par pere, mere, ayeul ou ayeulle, ou autre ascendant, à son enfant, enfant de son enfant, ou autre descendant, au lieu & en l'acquit & payement de deniers, qui par le pere auoient esté promis audit enfant, en faueur de mariage, n'est deu que la bouche & les mains. Article septante quatre. Et n'est † tel donataire, soit icelle donation en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie, pure ou conditionnelle, tenu de soy porter heritier de son pere, ayeul, ayeulle, ou autre ascendant. Art.75. Toutesfois où il ne se porteroit heritier & la donation excederoit, &c.p.*a Mante.* pour ce regard seroit deu Relief ou Rachat audit Seigneur Feodal.

Et qu'en fin d'iceluy seront adiouſtez ces mots, Et ne sera tenu, *&c. iusques à la fin.*

Source : BIU Cujas

* *Aliàs, aura eſté ledit don fait en aduancement &c. P.V.*
* *Hereditaire ab inteſtat P.V.*
† *L'Art. 6. à eſté de nouuel introduit en conſequence de l'Art. 6. precedent.*
†† *Ceſt Art. 181. a eſté adiouſté comme nouuel pour obuier aux fraudes qui ſe font tous les iours par contracts ſimulez.*
† *Les Art. 74. & 75. ſont de nouuel introduits.*

†† *A eſté remonſtré par leſdits Cordelier & Hurderu, qu'aux Seigneurs, pour leſquels ils parlent competer pareil droict qu'ils ont allegué cy deſſus pour les donations, dont eſt faicte mention en l'Article. A-uõs ordonné que ledit Ar. demourera pour couſtume, ſans preiudice auſdits Seigneurs de leurs droicts & poſſeſſions: pour leſquels ils demeureront en leur entier.*

† *Ces mots, pour le ſecond &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 273. eſt tiré de l'ancien, & ce qui eſt adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

* *Aliàs, tenue.*

NOYON Tit. 4. Art. 27. Si †† pere ou mere donne à aucun de ſes enfans en aduancement d'hoirie ou faueur de mariage, aucuns biens meubles ou heritages, ſoit en roture ou fief, le donataire en eſt reputé veſtu ſaiſi, incontinent apres la donation faite, & n'en doit aucun profit: fors le droict de Chambellage, pour raiſon des choſes tenues en fief.

S. QVENTIN Tit. 4. Art. 65. Si par partage fait par pere, mere, ayeul ou ayeule ou l'vn d'eux entre leurs enfans, aucun fief eſcheoit & appartient à vn des enfans, ou qu'ils en facent don en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie, ne eſt pour ce deu que Chambellage, bouche & mains: n'eſtoit que le fief fut eſcheu par partage ou donation à fille mariee. Car le mary deuroit Relief pour † le ſecond mariage, tiers, quart, & autres, & non pour le premier.

RIBEMONT Tit. 2, Art. 14. Quand vn fief eſt donné par pere, mere, ayeul ou ayeule ou autres aſcendans en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie, ne eſt deu au S. de fief que le droict de Chambellage auec la bouche & les mains: & n'eſt requis en ce cas faire aucun Veſt ou deueſt.

AMIENS Tit. 2. Art. 48. Toutesfois pour donation faite de pere à fils en quelque maniere qu'elle ſoit faicte, ne ſont deuz pour icelle aucuns droicts Seigneuriaux.

PERONNE Tit. 2. Art. 40. Pour donation de fiefs entre vifs ou diſpoſition teſtamentaire faite par forme de partage ou autrement en aduancement de hoirie par pere, mere, ayeul ou ayeule à leurs enfans aiſnez, puiſnez ou enfans de leurs enfans, ſoit qu'il y ait retention de l'vſufruit ou non, n'eſt deu au S. que droit de Chambellage, n'eſtoit que le don fut fait à fille ou fille de fils ou fille mariee: auquel cas outre le Chambellage eſt deu le reuenu d'vne annee. Art. 41. Mais pour donation de fief entre vifs ou par teſtament à parent de ligne collaterale, heritier preſumptif, en aduancement de ſucceſſion ou autrument, eſt deu droict de Chambellage, auec le reuenu de l'annee. Et n'eſt deu plus grand droict, ſuppoſé qu'il y ait retention d'vſufruict.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 41. Si pere, mere, ayeul ou ayeule donnent en mariage à leur fils ou fille aucun heritage ou autrement en aduancement de ſucceſſion: il n'en eſt deu au S. de fief aucun profit: ſinon que le mary de ladite fille en vouſit entrer en foy, & qu'iceluy qui auroit faite ladite donation, ſe demit de la foy en ladite donation faiſant. x

ORLEANS Tit. 15. Art. 273. Sont †† telles donations cenſees & reputees en aduancement d'hoirie & ſucceſſion: pour raiſon deſquelles ne ſeront deuz aucuns profits de fief ou Cenſuel, & autres droicts Seigneuriaux, par fils ou filles ou autres aſcendans en droicte ligne, mariez ou à marier, auſquels les choſes ſeront donnees. Et leſquels enfans & autres aſcendans pourront reuenir & retourner aux ſucceſſions de leur pere ou mere, ayeul ou ayeule, en rapportant ce qui leur a eſté donné ou moins prenant. Et ſe pourront iceux donataires tenir à la donation, qui leur aura eſté faite, en renonçant aux ſucceſſions: pource que pere, mere, ayeul ou ayeule & autres aſcendans ne peuuent aduancer l'vn de leurs enfans plus que l'autre, venant à leurs ſucceſſions.

ARTOIS Tit. 2. Art. 79. Chacun peut valablement donner en aduancement d'hoirie & ſucceſſion, à ſon heritier apparant, ſes fiefs, terres & heritages patrimoniaux & d'acqueſt: & les S. dont tels fiefs & heritages ſont tenus ne peuuent demander pour l'apprehenſion de tel don, que double Relief, ſelon la nature du fief & heritage & vn Chambellage, ſ'ils ſont apprehendez du viuant du donateur. Autrement ſi le donataire attend à les apprehender, iuſques apres le treſpas d'iceluy donateur, il ne doit que ſimple Relief & Chambellage.

S. POL Tit. 3. Art. 35. Il loiſt à vn chacun iouiſſant & poſſedant de pluſieurs heritages tant feodaux que cottiers, à luy venus & eſcheus de la ſucceſſion de ſes predeceſſeurs, les donner en ſon viuant à ſon heritier apparent, en auancement d'hoirie & ſucceſſion, en payant au Seigneurs ou Seigneur de qui les heritages ſont tenus, ſeulement vn double Relief, pour chacun fief ou * retenue en cottiere, ſelon la nature d'iceux. Et ſi en faiſant leſdits dons, les donateurs font retenue

x Sçauoir eſt en donnant ſon gendre comme il eſt porté par les Art. 77. 78. & 84. de ceſte meſme couſtume Il ſe peut faire que le decés du donnant peut aduenir, la fille eſtant vefue, & ainſi ne ſera deu aucun profit par la fille au Seigneur Feodal. C.M.

Source : BIU Cujas

de viage ou autre choſe, ſur ce qu'il donne : en ce cas il conuiendra payer auec double Relief, droits Seigneuriaux de ladite retenue ou charge: tels que du quint denier, quant aux fiefs, & des cottieres le vi. den. le tout ſelon la priſee qu'en pourront faire faire leſdits Seigneurs par leurs hommes.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 70. La perſonne ſoit homme ou femme, encoire qu'elle ſoit ſeparee de mariage & aſſeruie d'enfant, ſe peut faire mort par deuant le Bailly & hommes d'vn ſeul fief, au profit de ſon plus prochain heritier apparant & non d'autre, en aduanchement d'hoirie : & pource ne doit aucuns droicts Seigneuriaux: ſauf que ledit heritier pour ſon Relief doit double Relief & ſimple Cambrelage. Art. 71. Et ſi peut auſſi ledit heritier conſentir, l'vſufruict de tel fief, celuy qui ſ'en eſt faict mort à ſon profit, & à ceſt effect le rapporter en la main du Bailly preſens homme de fiefs, pour ſeureté dudit vſufruict, ſans pource payer aucuns droicts Seigneuriaux.

S. OMER en Artois Tit. 1. Art. 12. Se vn pere ou mere donne à ſon fils aiſné, en aduancement d'hoirie & ſucceſſion ſes heritages ou acqueſtes, ledit fils y peut entrer & les apprehender, comme heritier apparant en aduancement de hoirie par ſimple Relief & Chambellage: ſe ce ne ſont heritages feodaux, tout ainſi ſe le pere ou mere eſtoient allez de vie à treſpas. Et pareillement l'enfant puiſné pour ſa portion de ſucceſſion & aduancement d'hoirie ou portion de Quint. Ar. 17. Si vn pere ou autre donne à ſon fils, ou à autre ſon heritier apparant, ſes heritages ou requeſtes, & il y retient ſon viaige: il en eſt deu au S. duquel leſdits heritages ſont tenus, droicts Seigneuriaux dudit viaige.

S. POL en Artois Tit. 1. Art. 10. Pour l'apprehenſion de don faict en aduancement d'hoirie & de ſucceſſion à vn heritier apparant de fief patrimonial & d'acqueſte, il eſt deu aux Seigneurs double Relief & deux Cambellages ſelon la nature du Fief. Autrement ſi le donataire attend à l'apprehender, iuſques apres le treſpas d'iceluy donateur: il ne doit que ſimple Relief & Cambellage. Ar. 13. Quiconques donne à ſon heritier apparant, en aduancement d'hoirie & de ſucceſſion aucuns heritages & retient ſon viage en iceux: tel heritier en apprehendãt ledit don doit au S. duquel ils ſont tenus droicts Seigneuriaux pour ladite retenue de viage a ſçauoir pour fief le v. deniers & pour cottiere le vi. den. a la priſe dudit viage retenu par les hommes dudit S. aux deſpens du donataire.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. 51. Si fiefs ou heritages ſont donnez en mariage, par pere ou mere, a leurs enfans ou par autres a leurs heritiers apparens en ligne directe, tels donataires ne ſont tenus en faire apprehenſion reelle, ne payer droicts Seigneuriaux: ains les releuer a titre vniuerſel. Art. 53. Pour Donation de fiefs, maiſons & heritages faite en ligne directe a titre de y mort-gage & ſans deſcompt, droict Seignourial n'eſt deu.

TOVRNAY Tit. 10. Art. 27. Toutesfois par Couſtume eſt permis aux pere & mere chacun en ſon regard de donner aux fils aiſné, & en defaute de fils, a leur fille aiſnee & non autres de leurs enfans, leurs fiefs, comparant pource par deuant leſdits Preuoſt & hommes, en eux faignans morts & conſentans leurdit fils ou fille releuer & droiturer tel fief, lequel deuoit faict, l'enfant peut preſenter Relief, auquel il doit eſtre admis, en payant pour droict d'iceluy Relief deux fois lx. ſols Louiſiens. Et aux Preuoſt & hommes de fiefs, double ſalaire ſeulement. Ar. 28. En vertu de telles Donations, le fils ou fille ayant releué ſi que dit eſt, deſlors en auãt eſt vray S. proprietaire & poſſeſſeur de tel fief, pour d'iceluy pouuoir faire & vſer ainſi que permis eſt a tous Feodaux.

ANIOV Tit. 7. Art. 96. Celuy qui entre en aucun heritage a titre de Donation, doit Rachat au S. de fief, dont tel heritage eſt tenu a foy: ſinon en Donation faite par pere ou mere a leur fils aiſné heritier preſumptif en aduancement, ou a ſes filles ou aucunes d'icelles non mariees: eſquels n'a Rachat: mais quand icelle donation eſt faite a la fille en mariage, ou qu'elle ſe marie apres le don a elle faict: le mary en fera l'hommage & en fera Rachat. Art. 97. Si l'homme Noble donne a ſon fils puiſné par heritage choſe hommagee, il y a Rachat: pource qu'iceux fils puiſnez Nobles ne ſont heritiers: parce qu'ils ſuccedent en bienfait & en vſufruict ſeulement: ſauf és lieux, où les puiſnez ſuccedent par heritages.

LE MAINE Tit. 8. Ar. 109. p. *à l'Art. 96. d'Anion.* Art. 110. & ſemblablement &c. p. *à Anion.* Art. 97.

BLOIS Chap. 7. Art. 89. Par donation faite par pere ou mere ou autres parens, en aduancement de ſucceſſion, n'eſt deu profit : mais ſi apres le treſpas du donneur, le donataire ſe tient a ſon don, le donataire ſera tenu payer au S. F. tel profit qu'il eſt deu, ſi l'heritage luy fut aduenu par ſucceſſion. z

y Mort-gage par la Couſtume de Lille Ar. 27. Artois Art. 19. & la Sõme Rurale, eſt quãd on iouiſt des fruicts ſans rien compter à la debte. En l'ancienne Couſtume de Normãdie Chap. 111. Mort-gage eſt qui de rien ne ſ'acquite. Vif-gage qui ſ'acquite des iſſues, mortuum pignus eſt ἀπὸ τοῦ θνήσκειν. Cuiac 3. Obſeruat. cap. 35. Vnde Obligation de mort gage en la Somme Rurale. Bretagne Art. 397. 403. 406 418. & 419. ſ'parle du Gage mort introduit au lieu du plege droict. ſ. ſçauoir dudit pere ou mere. Par l'Art. 84. de c ſte Couſtume & 97. du Maine: comme nous auõs dict cy deſſus en la Conference de l'Art. 3. de Paris.

z Collaterale du Moulin.

Source : BIU Cujas

DVNOIS Chap.1. Art.14.p.*à Montargis* ou mere,&c leur fille aucun &c. fille vouſiſt &c.qui a ainſi faict la &c.

BERRY Tit.5.Art.16. En donation de choſe Feodale faite par l'aſcendant au deſcendant,qui deuoit ſucceder ab inteſtat en la choſe feodale,n'eſt deu aucun droict de Rachat: mais eſt cenſé & reputé ledit fief, comme ſ'il eſtoit deferé par ſucceſſion directe au donateur.

SEDAN Tit.3.Art.45. De terres Feodales donnees par liberalité ou par teſtament à perſonne eſtrange ou à parens collateraux en aduancement d'hoirie & ſucceſſion,ou ſans charge,eſt deu au S.F.droict de Relief,qui eſt le reuenu d'vne annee. Art.47. Pour donation faite de pere, mere ou autre aſcendant, à fils, filles ou autres deſcendans en ligne directe, liberalement ou en aduancement de ſucceſſion:ou de fils,fille ou autre deſcendant à pere,mere ou autre aſcendant,liberalement,comme deſſus& ſans charge ou recompenſe,n'eſt deu aucun droit de Quint,Requint ou Relief.

Art.28. PARIS.

S.F.n'eſt tenu de payer les rentes ou charges non infeodees.

Le S.F.apres qu'il a ſaiſi ou fait ſaiſir & mettre en ſa main,le Fief tenu & mouuant de luy,par faute d'homme,droicts & deuoirs non faits, pendant & durant le temps de la main-miſe,& qu'il le tient en ſa main, n'eſt tenu [a] de payer & acquiter les [b] rentes,charges ou hypotheques non infeodees conſtituees ſur iceluy par ſon Vaſſal.

CONFERENCE.

MONTFORT Chap.1. Art. 19. Le S. F. depuis & apres qu'il a ſaiſi &c. p. *a Paris.*

† Ceſt.Art.11. eſt de nouuel ad iouſté.

MANTE Chap.1.Art.11. Quand † le S. F. fait les fruits ſiens, il doit payer les charges anciennes & infeodees & non autres.

BAR Tit.1.Art.23. Le Vaſſal peut conſtituer rente perpetuelle ſur ſon fief, ſans le conſentement de ſon S. F. au preiudice de ſes heritiers ou ayans cauſe, & non de ſon S.F.qui peut infeoder la rente.

SENLIS Tit.10.Art.205. Si tels fiefs ainſi chargez de telles rentes ou hypotheques non enſaiſinees ou infeodees, viennent en la main du S. F. par aubeine, confiſcation ou * commiſſion de fief, ledit Seigneur peut regaler & retenir ledit fief entierement ſans payer aucune choſe des rentes ou hypotheques non enſaiſinees ou infeodees, & n'en eſt aucunement tenu le S.ſinon, comme dit eſt cy deſſus.

** Aliàs, commiſe.*

AVXERRE Tit.2.Art.60.Le Vaſſal peut conſtituer rente perpetuelle ſur ſon fief,ſans le conſentement du S.F.lequel toutesfois pourra exploiter le fief, à pure perte,ſans charge de la rente:ſinon qu'elle fut infeodee.

ESTAMPES Chap.1.Art.36. Si le Vaſſal baille ſon fief à cens ou rente,tombant le fief en ouuerture,le S.F.n'ayant infeodé ledit cens ou rente, exploicte entierement ledit fief,ſans auoir égard au bail a cens ou rente:ſauf aux preneurs leur recours.

DOVRDAN Tit.1.Art.27.p.*a Paris.* hypotheques:ſinon qu'elles euſſent eſté infeodees par luy ou ſes predeceſſeurs.

TROYES Tit.3.Art.39.*A la fin.* S'il aduenoit que le vaſſal commit ſon fief,par felonnie,ou que le S.F.y aſſit ſa main par defaut de droicts & deuoirs non faits ou payez,auant que la rente fut infeodee,le S.du fief ou autre a qui ſeroit la commiſe le prendroit & en iouyroit ſans charge de ladite rente.

CHAVMONT Tit.2.Art.24. *A la fin*,Et aduenoit &c.p.*a Troyes.* droits & deuoirs feodaux non faicts.

VALLOIS Tit.4.Art.50. Le vaſſal ne peut charger ſon fief, de rente ou autrement:n'iceluy demébrer aucunement au preiudice [c] du S.duquel il eſt mouuant:combien que le vaſſal le peut en ſon preiudice ſeulement.

a Ceſt Art. 28.comme eſcrit du Moulin ſe doit entendre en ſon cas de ſaiſie & mainmiſe faite par faute d'hõme, droits & deuoirs non faits: pendant laquelle le S.Feodal n'eſt tenu acquiter les rẽtes, charges ou hypotheques non infeodees cõſtituees ſur le Fief par ſon vaſſal.Si le fief reuient au Seigneur feodal, ſoit par Retenue Feodale commiſe, confiſcation ou autrement il les doit payer & acquiter ores qu'elles ne ſoient infeodees parce qu'en France les Fiefs ſont reduits à la forme des autres heritages. Comme eſcrit du Moulin. Charondas en ce lieu & au liure v. de ſes Reſp.lx. ou bien ſelon la premiere Edition liure 4.Reſp. 40. où il dit auoir eſté neantmoins iugé par Arreſt ſolemnel le 7.iour de Septembre 1574. entre Claude de Raccappe, Seigneur de Magnanes & les creanciers de René de la Rouuraye,ſieur de Breſſaut, que le fief eſtant acquis au Seigneur par le deſaueu du Vaſſal, il n'eſt tenu d'aucunes debtes & hypotheques auparauant faites & erees par ledit Vaſſal ſur ſon fief.& dit qu'il douteroit d'eſtendre ledit Arreſt és autres eſpeces de confiſcation ou reuerſion de fief. La Couſtume de Senlis Art. 205.ne fait aucune diſtinction,ſoit que le fief ſoit venu au Seigneur Feodal pour Aubeine, confiſcation ou commiſe.Troyes Art.39. Chaumont Art. 24. Laon Art.193. Chalons Art.196. Chauny Art.97.Niuernois Chap.4.Art.39.Au reſte il faut conioindre ceſt Art.28.auec les Art.51.&52.de Paris mis cy deſſous.

Source : BIU Cujas

b Le Douaire eſt compris par ceſt Art comme aucuns colligent du 40. Article mis cy deſſous par lequel l'heritier eſt tenu acquiter la Douairiere du profit & Rachat pretendu par le Seigneur feodal. Tiraqueau lib. de Retr. §. 1. Gloſſ. 14. num. 96. tient que, Dos comprehenditur generali diſpoſitione: & le Douaire & les ſeruitutes affectent le fonds & la proprieté l. qui fundũ D. Quemad. ſeru. am. l. quid aliud D. de verb. ſign. ſi les rentes ou charges ne ſont infeodees, le Seigneur n'eſt tenu les acquiter. Secus s'il les a infeodees, parce qu'elles ſont par le moyen de l'infeodation de pareille nature & qualité que le fief, & font aucunement partie d'iceluy l. fundi partem. D. de contr. empt. L'infeodation eſt donc neceſſaire, & quelque approbation ou conſentement que le Seigneur donne, il n'en ſera plus tenu comme eſcrit du Moulin.

c Sinon quant à la premiere annee, comme i'ay monſtré ſur le 43. Art de ceſte meſme Couſtume: ou i'ay dit que le Seigneur feodal n'eſtoit tenu payer les rentes & charges conſtituees ſur le fief ſaiſi, ſinon en cas que le fermier fut de les payer & acquiter. C.M.

LAON Tit. 16. Art. 193. Rentes conſtituees & nanties ſur fiefs non infeodees, ſont reputees roturieres, encores qu'il y ait eu nantiſſement fait ſur les fiefs, par les Bailly & hommes du S. Art. 194. Conſtitutions ou nantiſſemens de telles rentes, ne peuuent preiudicier au S. F. pour quelque temps qu'il y ait: en maniere que ſi auparauant que la rente fut infeodee le fief ſur lequel elle eſt conſtituee & nantie vient és mains du S. par confiſcation, ou par faute d'homme, droicts & deuoirs non payez: ou autrement par droict de fiefs, le S. doit entierement iouir du fief, ſans charge de ladite rente. Et eſt reputé tel fief, pour le regard du S. F. frãc & quitte. Mais ſi leſdites rentes eſtoient infeodees, le S. audit cas d'ouuerture ne iouiroit dudit fief, ſinon à la charge deſdites rentes.

Rentes non infeodees, ſont roturieres nonobſtant le nantiſſement.

CHALONS Tit. 20. Art. 196. Le vaſſal ne peut conſtituer aucunes rentes ſur ſon fief, au preiudice du S. F. en maniere que où le fief ſeroit ouuert par faute d'homme ou acquis au Seigneur F. par confiſcation, peut le S. F. exploicter entierement le fief ſans eſtre tenu à la rente: ſinon que telle rente euſt eſté par luy infeodee.

RIBEMONT Tit. 5. Art. 51. Toute †† perſonne peut creer hypotheque ſur ſes biens, ſoient feodaux ou roturiers: mais faut pour realiſer l'hypotheque, qu'il y ait d nantiſſement fait par les Officiers des lieux: auſſi faut pour infeoder la rente qui auroit eſté conſtituee ſur vn fief, que le conſentement des S. de Fief interuienne. Autrement ne ſeroit reputee ladite rente infeodee, & ne ſe partiroit comme fief: & le fief eſtant ouuert iouiroit du total, ſans auoir égard audit bail à rente, & à ladite rente non infeodee par luy. Ce qui ne pourroit faire, ſi par luy auoit eſté infeodee.

d Voyez cy deſſous l'Addition du v. Tit. de Paris, auquel lieu nous monſtrerons que c'eſt nantir, & nantiſſement

†† *Ceſt Art. 51. par maniere de prouiſiõ pour le regard des roturiers & pour l'aduenir ſeulemẽt & ſans preiudice du paſſé, ainſi qu'il ſera dit ſur les Art. 52. 53. & 54. Ti. 2. des Cenſiues.*

CHAVNY Tit 17. Art. 97. Toutes & quantes fois que rentes ſont conſtituees, realiſees & nanties ſur fiefs, ſi elles ne ſont infeodees, ſont tenues & reputees roturieres ou cenſiues: iaçoit que nantiſſement euſt eſté fait ſur iceux fiefs par les Bailly ou Garde de Iuſtice & hommes de fief ou tenans du S. dont ils ſont tenus: & ne peuuent telles rentes preiudicier au S. quelque temps qu'il y ait qu'elles ayent eſté conſtituees: & en telle maniere que ſi tels fiefs cheoient en confiſcation par felonnie ou autrement, ou les fruicts d'iceux par faute d'homme droicts & deuoirs non faits ou payez, le Seigneur ne ſeroit tenu des rentes non infeodees.

PERONNE Tit. 2. Art. 72. Peut le vaſſal creer rente ſur ſon fief, le bailler à Cens, ſurcens ou reuenu à long temps, ou à touſiours ſans le conſentement de ſon S. en retenant & reſernant toutesfois par le bailleur, la foy & hommage à ſoy: mais le bail faict ne preiudicie au S. ſuperieur: en maniere que quand le fief ſera ouuert par mutation du vaſſal, qui l'a baillé à Cens ou à rente, n'eſt tenu le S. ſuperieur entretenir les baux & charges, ſans leſquelles il iouira du fief, n'eſtoit que la charge fut realiſee & infeodee par luy.

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 39. Vne terre tenue de fief, ne peut eſtre obligee ne chargee au preiudice du Seigneur F. en telle maniere que ſi la choſe feodale vient en la main du S. F. par commiſe ou autrement, il la tiendra & poſſedera franche & quitte de toutes charges, en rembourſant l'acquereur de ce qu'il en a baillé.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 3. Et quand le S. de fief exploictera le fief, ſur lequel a eſté vendue rente, le S. de fief exploictera ſon fief franchement & quittement, ſans payer la rente: ſinon qu'elle euſt eſté auparauant infeodee. Auquel cas en exploictant, la payera.

ORLEANS Tit. 1. Art. 6. p. *a Montargis.* vendue ou conſtituee la rente par ſon Vaſſal, iceluy S. &c. entierement ſon fief, ſans payer la rente ainſi conſtituee: ſinon qu'auparauant elle euſt eſté infeodee.

TOVRS Tit. 15. Art. 139. Le S. qui leue par Rachat, n'acquitera aucunes charges, obligations n'hypotheques d'heritages: ſinon qu'il ou ſes predeceſſeurs, les

Source : BIU Cujas

ayent consentis, ou qu'elles soient anciennes de xl. ans. e Et † quant aux charges deues à cause du Fief les acquitera: & semblablement le Ban & Arriereban & loyaux Aydes de ladite annnee.

† *Ces mots, Et quant &c. iusques à ces mots, de ladite annee inclus sont de nouuel adiousstez pour obuier aux difficultez qui se sont faites par cy deuant & ce pour auoir lieu à l'auenir sans preiudice du passé.*

e Intellige palam continuees. Secus de occulta hypotheca vel subsidiaria. C.M.

Lodvnois Chap.14. Art.16. p. *a Tours* iusques à ces mots, *Et quant* &c.

Grand Perche Tit.2. Art.70. Le S. de Fief qui tient en sa main l'heritage de son vassal par faute d'homme, n'est tenu payer n'acquiter les rentes, dont ledit heritage est chargé: sinon que les rentes & charges fussent anciennes & infeodees par luy ou ses predecesseurs.

Chasteavnevf Chap.5. Art. 40. Les obligations & hypotheques constituees par le Vassal sur aucun heritage tenu en Fief, ne pourroient & ne peuuent empescher que le S. de fief, ne leue & exploicte en sa main l'heritage tenu de luy auec les fruicts d'iceluy, pendant le temps qu'il n'a point d'homme, & iusques à ce qu'il ait esté payé & satisfaict des profits & redeuances de fief qui luy sont deuz, à cause d'iceluy heritage: & n'est & ne sera le S. de fief aucunement tenu payer les hypotheques.

Chartres Chap.6. Art.38. p. *a Chasteauneuf*, iusques à ces mots, *a'iceluy heritage*, inclus.

Drevx Chap.6. Art.28. p. *a Chasteauneuf*, iusques à ces mots, *des profits de Fief*, inclus.

Blois Chap.5. Art.62. Le vassal peut bailler à rente entierement tout son fief, en retenant à luy la Foy & hommage: & pource ne sera deu aucun profit Feodal audit Seigneur. Neantmoins si le fief tombe en profit, le S. exploitera tout, & sera toutesfois le vassal tenu garantir le preneur.

Bretagne Tit.17. Art.365. Le †† S. tenant aucune chose en saisie, n'est tenu durant icelle payer aucune rente ou hypotheque.

†† *Cest Ar.365 est de nouuel adiouste, comme il sera dit cy apres en l'Art. 51. de Paris.*

Voyez les Coustumes mises en Conference des Art.51. & 52. de Paris cy dessous.

Art.29. PARIS.

Vassal tenu de rẽdre les fruicts par la prins depuis la saisie.

Si le Vassal f enfraint ladite main-mise venue à sa cognoissance, il est tenu rendre les fruicts & leuees par luy receuës & depuis ladite main-mise.

f La Coustume de Paris, mõstre que pour l'infraction de la saisie & main-mise feodale, il n'est deu aucune amende, comme aussi plusieurs autres Coustumes nous le monstrent: mais il y en a d'autres Coustumes, qui veulent que le vassal ayant enfraict la mainmise du Seigneur feodal, soit tenu au payement de certaine amende diuerse selon la Coustume des lieux: outre la restitution des fruicts. Le vassal apres la Saisie deuement notifié est possesseur de mauuaise foy, & par consequent tenu à la restitution des fruicts Vlp. l. sed & si 25. §. si ante litem. D. de petit. her. l. quemadmodum 7. C. de agr. & cens. l. si nauis 62. D. de rei vind. l. si partem. 5. C. de vsucap. pro empt. l. 2. C de fru. & lib. ex. l. qui contra D. de reg. iur. l. 48. D. de adq. rer. dom. l. certum 22. C. de rei vind. Aucunes Coustumes punissent le vassal de l'amende de lx. sols ou de lx. liures pour l'infraction de la main-mise, & anciennement auoit

Art.30. PARIS.

Saisie comme doit estre signifiee & notifiee.

Et † pourtant g le S.F. est tenu faire notifier la main-mise à son Vassal, au principal manoir de son Fief, du moins à celuy qui tient ledit Fief ou laboure les terres d'iceluy, ou par publication generale au Prosne de l'Eglise Parochiale du lieu saisi, & faire enregistrer au Greffe de la Iustice du lieu. h

† *Ces Art.30. & 31. sont accordez pour Coustume nouuelle.*

Art.31. PARIS.

Saisie feodale ne dure que trois ans, & doit estre renouuellee.

La Saisie feodale doit i estre renouuellee de trois ans en trois ans: autrement n'a effect que pour trois ans, & pour l'aduenir demeurent les Commissaires deschargez.

CONFERENCE.

Melvn Chap.4. Art.43. Si le vassal estant aduerty de la main-mise enfraint icelle, il est amendable de lx. sols Par. enuers son S. & doit restablir ce qu'il a leué ou faict leuer, s'il est en nature: sinon la iuste valeur, auant qu'il soit receu à dire quelque chose contre ladite saisie.

†† *Cest Art. 184. contient la reformation de l'ancien Art.92*

Sens Tit.19. Art.184. Si †† pendant la mainmise du S.F. celuy qui pretend droict au fief, y entre, reçoit les fruicts & enfrainct ladite main-mise, il ne forfaict pourtant son fief: & ne chet ledit fief en commise: mais il est amendable enuers le S.F. & rendra audit S.F. tous les fruicts, qu'il en aura receus depuis l'infraction de la main-mise, auant que le S.F. soit tenu le receuoir lequel S.F. ne plaidera dessaisi. k

S.F. ne doit plaider dessaisi.

Avxerre Tit.2. Art.47. p. *a Sens* le Fief ne tombe en commise &c. & si est

Source : BIU Cujas

commise du fief saisi au profit du Seigneur feodal. Vide leg.1.D.Ne vis ei fiat qui in poss.miss. Le vassal est tenu soit qu'il enfraint la Saisie feodale,ou autre à son aduеu argumento l.2.D.eod.tit. Au reste il a esté iugé par Arrest du 30. iour de Iuillet 1571.pour Maistre Martial de Lomenie contre les Celestins de Paris,pour raison de la terre de Versailles & Grange Lesard, que la Coustume de Paris ne se deuoit estendre plus auant que ses termes,& fut condamné le vassal à rendre seulement les fruicts pour l'annee de la Saisie & mainmise,& pour l'aduenir en estoit deschargé, par le moyen du deuoir qu'il auoit,& offres suffisantes & valables: dont luy estoit faict mainleuee,en payant toutesfois ou consignant la somme par luy offerte tant pour les Droicts Seigneuriaux,que fruicts de ladite annee,iusques à l'entiere liquidation desdits fruicts de ladite annee, ainsi que Charondas liure 7.des Responses Chap.16.

g La Coustume de Paris monstre,comme la saisie Feodale, doit estre deuement notifiee, ainsi qu'auons monstré sur l'Article premier.

h Soit que le fief saisi ait Iustice,ou soit assis en lieu duquel la Iustice appartienne à autre Seigneur.

i La raison de ceste Art.31.est tiree de l'Ordonnance du Roy Charles 9.1563. Art.15. parlant de la peremption d'instance,& la Saisie Feodale qui est de soy rigoureuse,estant delaissee par le laps de trois ans par le Seigneur de fief,sans en faire poursuite contre les Commissaires,est estimee perie. C'est Art.31. apporte vne exception au 61.Art. selon l'interpretation du 62.Art. qui confirme ceste exception. Charondas. Mais la Coustume de Normandie Art.3.veut que toute saisie soit annale: comme aussi celle de Poictou Art.87.

k En ce cas le Seigneur Feodal ne plaide dessaisi:& n'y a que le desaduеu qui empesche que le Seigneur demoure saisi du Fief:& est ce qu'on dit communement, Vassal desaduouant plaide saisi. Blois Art.103. Par l'ordonnance de Charles 9.1563.Ar. 11.il est dit que le Seigneur Feodal estant appellé en Iustice à la requeste de son Vassal, sera tenu precisement declarer pour quelles causes,droicts & profits,il entend auoir saisi & soustenir sa saisie,afin que le Vassal luy puisse faire offres pertinentes & requerir en cas de debat telle prouision selon droict & Coustume que de raison.

le Vassal tenu rendre au S.F.&c.iusques à ce mot,*receuoir*,inclus.

Estampes Chap.1.Art.32. La main-mise du S.F.sur le fief dependant de luy,venue à la cognoissance du Vassal:si iceluy Vassal l'enfraint ou autres de par luy,est tenu de rendre ce qu'il aura prins desdits fruicts, & les restablir auant que d'estre ouy en ses defences & opposition,tellemẽt que le Seigneur de fief ne plaidera dessaisi.

Dovrdan Tit.1.Art.28. Si la main-mise faicte par le S.de fief sur son vassal,& ledit vassal l'enfraint,il est tenu de rendre les fruicts par luy ou de par luy receus,depuis la main-mise & auparauant qu'auoir restably les fruicts, ne doit estre receu à opposition contre ladite saisie.

Montfort Chap.1. Art.20. Si † ladite main-mise est venue à la cognoissance du Vassal,& ce nonobstant le vassal l'enfraint, il est tenu de rendre & restablir les fruicts,par luy ou autres de par luy prins & perceus,durant & depuis ladite main-mise.

† *Le Procureur du Roy à requis qu'il soit adiousté*, en payant les frais de la saisie,& ceux qu'il conuiendra faire, pour verifier que ladite saisie auroit esté enfrainte, *a esté ordonné par l'aduis des Estats, que l'Art.xx.demoureroit ainsi qu'il est.*

Mante Chap.1.Art.37. Si †† la saisie & main-mise du Seigneur F.est &c. p.*à Montfort.*

†† *Le 37.Art. est adiousté comme omis en l'ancien Coustumier*

Reims Tit.3.Art.104. Le † Vassal qui a enfraint la main-mise, estant auparauant venue à sa cognoissance, est tenu de rendre les fruicts & leuees par luy ou de par luy receues &c.p.*à Montfort.*

† *C'est Art. 104.est adiousté comme ancien & omis.*

Ribemont Tit.2.Art.21. *A la fin.* Et si de faict il s'en estoit entremis, faudroit qu'il restablit tout ce qu'il auroit pris apres la saisie. Art.23. Suffit que la saisie Feodale se face sur le lieu du Fief seruant:& s'il n'y auoit aucun lieu principal, ou que le vassal fut absent, suffira de faire la saisie sur quelque partie de ce qui est tenu en fief, & la signifier au fermier, en presence de deux des plus proches voisins du lieu qui sera saisi.

Amiens Tit.1.Art.2. Apres †† la saisie faite sur le Fief, ne peut l'heritier ou autre pretendant droict en icelle, empescher directement ou indirectement en quelque maniere que ce soit, la main du S. de fief: ains est tenu l'en laisser & souffrir iouir,ou les Commissaires qui par luy auront esté commis. Et si le Vassal enfraint malicieusement la saisie & main-mise du S.deuement faicte & signifiee,il encourt l'amende de lx.l.Parisis. l Art.3. Et s'il y a opposition à ladite saisie, elle tiendra nonobstant ladite opposition auec pareilles defenses & peine que dessus. Art.4.Et afin que les Vassaux ne pretendent cause d'ignorance de ladite saisie, le S.F.est tenu de la faire signifier au chef lieu du fief saisi, si aucun en y a, sinon au portail de l'Eglise Parochiale du lieu & par affiches. Art.16. Et si apres la prinse & Saisie deuement signifiee, le vassal ou autre s'ingere de prendre & leuer les fruicts du fief ainsi saisi, l'infracteur commet amende de lx. sols Par.enuers le S. pour l'infraction de main,& outre est tenu reintegrer & remettre és mains d'iceluy S.les fruicts par luy prins & leuez.

†† *voyez cequi a esté remarqué pour ces Art.2. 3.& 4.cy dessus en l'Art.1. de ceste Coustume de Amiens.*

l Il y a faute en ceste Art.2 ou bien en l'Art. 16. car tous deux doiuent porter lx. liures Paris ou lx.sols Par.

Ponthieu Tit.4.Art.74. *A la fin.* Et si apres le saisissement faict & signifié & opposition n'y est baillee,ledit Feodal attente contre le saisissement & main du S.il eschet en lx.sols Par.d'amende & doit reparer & remettre realement & de faict en main de Iustice,tout ce qu'il auroit leué, s'il estoit en nature, ou sinon la iuste valeur.

Source : BIU Cujas

PERONNE Tit.2. Art.22. Se peut la saisie faire par commission decernee du Bailly du S.F.ou de son Lieutenant sur le chef lieu : & en defaut du chef lieu, sur partie du fief : laquelle doit estre signifiee au vassal ou au detenteur du fief. Art.26. Et si apres icelle le Vassal prend aucuns fruicts, il est tenu les restablir au prouſit dudit S.& payer † l'amende de lx.sols Par. pour l'infraction de main, & iusques à ce n'aura mainleuee. Art.78. Pour deuëment faire la saisie de fief à faute d'homme & deuoirs non faits, Denombrement non baillé, aussi à faute de seruice de plaids & autres causes: pour lesquelles est permis de saisir, suffit aller sur le chef lieu, si aucun en y a: sinon sur l'vne des pieces, en presence de deux tesmoins & records, & la faire signifier à la personne ou domicile du vassal, ou à ses Procureur, Receueur, fermiers & detenteurs du lieu.

† *A esté specifiee l'amende de lx.sols Par. telle qu'elle estoit par l'ancienne Coustume.*

NIVERNOIS Chap. 4. Art.7. Et en chacun desdits trois cas à ce que la saisie sorte effet, est besoin qu'elle soit faite sur le fief ou portion d'iceluy, & notifiee à la personne du vassal, s'il est au lieu: sinon à ses officiers ou entremetteurs, ou l'vn d'eux: & où il n'y en auroit point par cry public & affixe au lieu public du fief, ou à faute d'iceluy à la porte de l'Eglise Parochiale.

MONTARGIS Chap.1. Art.74. Si le vassal enfraint la main du S. deuëment signifiee à la personne du vassal, ou detenteur du Fief, ou à sa femme, ausquels sera tenu bailler son exploict en brief, il enchet en l'amende de lx. sols enuers le S. & doit restituer tout ce qu'il aura enleué, auant que ledit S. soit tenu receuoir son vassal. Art.81. Cela † s'entend quand à l'exploict actuel du S.& qu'il leueroit les fruicts, ou feroit leuer reaument & de faict. Car s'il n'y auoit que simple saisie, & establissement de Commissaire, comme le detenteur ou autre, qui ne leuast de fait & en laissast iouir le vassal, ses fermiers ou mestayers, ne pourroit le S. de fief demander que l'annee du saisissement, & non les subsequentes : sinon qu'il y en eust nouuel saisissement pour chacune annee. Auquel cas luy seroient acquis les fruits & droicts Feodaux de chacune annee deuëment saisie & signifiee.

† *Aux Art.81 & 90 se sont opposez les Comtes de Dampmartin & la Dame de Chastillon. Surquoy prins l'aduis des assistans, auõs ordonné que les Art. seroient obseruez, comme bons & raisonnables, tenus & gardez pour Coustume sans preiudice des causes d'opposition desdits opposans, qu'ils bailleront & mettront par deuers nous, pour en faire rapport à la Cour, afin d'en ordõner ainsi que de raison: en laquelle auõs renuoyé lesdits opposans au Lũdy d'apres la S. Martin d'Yuer prochainement venant.*

ORLEANS Tit.1. Art.51. † p. *à l'Art.31. de Paris.* Art.77. Si le vassal enfraint la main de son S mise par faute d'homme, il enchet en l'amende de lx. sols t. &c.p. *à Montargis.* Art.74. ou leüe depuis la main-mise deuëment apposee & signifiee &c. son vassal. Toutesfois si la main confortatiue du S. Haut Iusticier y est mise, l'amende pour l'outreplus de xv. sols, appartiendra au Haut Iusticier.

TOVRS Tit.1. Art.20. Et doit la saisie estre signifiee à la partie, qui sera au fief ou à son domicile, si aucun en y a: sinon par apposition de brandon en saisie d'heritage, en †† signifiant ladite apposition à deux voisins du lieu, si aucuns en y a: sinon au Prosne de l'Eglise Parochiale, où ledit heritage est situé & assis, ou à issue de grand Messe ou Vespres.

† *C'est Art. 51. a esté accordé & adiousté sans preiudice du passé.*

†† *Ces mots, en signifiant, &c. iusques à ce mot, Vespres ôt esté adioustez, pour auoir lieu à l'aduenir & sans preiudice du passé.*

LODVNOIS Chap.1. Art.16. p. *à Tours* domicile, ou à son mestayer, si aucun en y a: & sinon &c. mis & laissé audit heritage saisi. Et ne pourra le S. de fief faire executer la saisie, incontinent apres icelle signifiee: ains aura l'acquereur ou suiet huictaine apres, pour aller reblandir le S. de fief & faire ses diligences enuers luy: pendant laquelle huictaine, l'acquereur ou suiet, ne pourra faire aucun exploit, au preiudice de la saisie.

ANIOV Tit.9. Art 169. Celuy qui brise la saisine de son S. s'il est Coustumier, doit payer lx. sols tournois d'amende : & s'il est Noble, il fait amende arbitraire : & outre peut estre contrainct par prinse de corps ou autrement selon la qualité du cas, à reintegrer la main de la Cour. Art.170. Et à ce que la saisine soit valable, quant à le condemner en l'amende pour saisine brisee, est requis que les choses soient saisies reellement & de faict, & que la saisine soit signifiee & faict à sçauoir a partie, ou a personne capable, & qu'il y ait Commissaires commis a regir & gouuerner les choses par le S. ou son Seneschal en iugement ou par son Sergẽt. Et si les Commissaires font a scauoir la saisine, a ceux qui voudront exploicter lesdites choses, ils brisent la saisine, y a amende, comme dessus. Et si celuy qui est accusé d'auoir brisé la saisine, veut denier qu'elle soit venue a sa cognoissance, il en sera creu par serment, si elle n'a esté fait en iugement, ou qu'il soit deuëmẽt prouué contre luy.

LE MAINE Tit.10. Art.187. p *à Aniou.* Art.169. sans port d'armes ou force publique, soit noble ou coustumier, doit payer d'amẽde lx. sols Mãsais. Et outre peut &c. Art.189. p. *à Aniou* Art.170. Seneschal, ou par &c. iusques a ces mots, *comme dessus*, inclus.

GRAND PERCHE Tit.2. Art.55. *A la fin*, Et si apres la saisie signifiee au vassal, iceluy vassal perçoit les fruicts du fief, il doit estre contraint les restablir en Iustice: auparauant lequel restablissement, le S. n'est tenu le receuoir en foy & hom-

Source : BIU Cujas

mage. Art.56. Et doit le S. faire liquider dedans trois mois les fruicts: autrement à faute de ce faire, & ledit temps passé, sera baillé mainleuee au vassal, en baillant par luy caution de payer les fruicts, quand ils seront liquidez: & neantmoins pendant le temps de trois mois, le S. ne fera les fruicts siens, au moyen de la saisie, si elle ne tient pour autre cause que pour le restablissement. Art.57. Et † où le S. du fief auroit fait establir Cõmissaires, qui n'auroient esté empeschez par le Vassal en la iouissance du fief, le S. se doit addresser contre les Commissaires: & est l'establissemẽt desdits Commissaires, m au peril & fortune du S.

† *Cest Art.47 est de nouuel introduit.*

m L. quotiens D. qui satisdare cogantur l. quod si nolit. §. mancipium. D. de ædil. ed l. 25. D. de pignor. l. 2. D. de auct. tut. l. 3. D. de fideiussor.

Chasteavneve Chap.20. Art.142. Qui leue ou faict leuer les fruicts ou choses empeschees par le S. F. ou Censier, apres l'empeschement signifié, il chet en amende de lx. sols t. pour main enfrainte, si tel S. empeschant a Iustice, iusques à lx. sols t. Et s'il a Iustice fonciere seulement, n'y a que vii. sols vi. den. t. & est tenu reintegrer les fruicts par luy leuez. Chap.23. Art.151. Qui leue ou transporte, ou fait leuer ou transporter aucune chose par dessus l'Arrest, & mainmise signifiee d'vn S. qui a Iustice, iusques à lx. sols t. il chet en amende de lx. sols t. & doit reintegrer ladite mainmise. Et si ledit S. a moindre Iustice, n'y a que vii. sols vi. d. t. & doit restablir & reintegrer comme dessus.

Chartres Chap.20. Art.110. & Chap.23. Art.116. p. *a Chasteauneuf.* Art.142. & 151.

Drevx Chap.8. Art.42. Et quand aucun heritage, est empesché ou brandõné à la requeste du S. F. ou censier, & l'exploict signifié, y a lx. sols d'amende au S. auec la restitution des fruicts à qui est l'heritage leué par dessus ladite main.

†† *Cest Art. 101. a esté corrigé ainsi qu'il est parce que l'ancien Art. estoit desraisonnable: & qu'a ceste occasion plusieurs proces se pourroient ensuiure.*

Blois Chap.7. Art.101. Quand †† aucun S. F. vient exploicter son fief, aiãt plusieurs appartenances, par saisie & mainmise de Iuge, il suffit de mettre & apposer la saisie sur le principal lieu du fief, & s'il n'y a manoir, sur l'vne des pieces d'iceluy pour toutes autres: pourueu que ledit exploict soit signifié au vassal ou detenteur du Fief. Et apres la saisie & signification, le S. peut prendre & leuer par sa main les fruicts du fief, s'il n'y a opposition. Mais s'il y a opposition, les fruicts sont leuez, sous la main de Iustice, par le Commissaire commis par le sergent executeur de la saisie: sinon que le Seigneur de l'heritage desaduouast purement & simplement estre vassal du S. Auquel cas il iouiroit pendant le proces.

Bovrbonnois Chap.27. Art.371. La saisie & empeschement se doiuent faire & signifier au vassal, en sa personne ou a son domicile, s'il est demourant en la Iustice ou Parroisse du S. F. ou sinon au lieu de la chose feodale, en parlant és personnes de ses accenseurs, fermiers, entremetteurs, Procureurs, Receueurs ou negociateurs, ou au domicile d'aucun d'eux. Et à faute des dessusdits, à la place publique du lieu, où la chose Feodale est assise, par attache, qui sera signifié en presence de deux tesmoins au prochain voisin. Art.381. *A la fin.* Et si la saisie faite à faute des lettres & Denombremens non baillez, dedans le temps deu, le vassal enleue aucune chose, & enfraint la main-mise, il est amendable, & doit restablir ce qu'il en a pris, s'il est en nature, ou s'il n'y est, la iuste valeur, auant qu'il soit receu à dire aucune chose contre ladite mainmise.

n Par l'Ordonnance du Roy Charles. 9. 1565 pour les rentes foncieres & droicts Seigneuriaux on ne peut auoir mainleuee sinon en cõsignãt trois annees des arrerages desdites redeuances & droicts és mains du saisissant, pour lesquels la saisie aura esté faicte.

La Marche Chap.18. Art.195. Le S. qui par faute d'homme a saisi le fief de son vassal, si nonobstant la saisie faite par le S. de fief, le vassal a prins les fruicts de son fief, & requiert apres estre receu à foy & hommage, n'est tenu receuoir son vassal, qu'il ne paye & restablisse les fruicts encourus depuis la saisie faite par le S. F. mais pour empescher que tels fruicts ne * croissent, le vassal les peut consigner n en main de Iustice.

* *Aliàs, n'accroissent.*

Poictov Tit.1. Art.25. *A la fin.* Et si pendant sa main l'on exploicte, celuy qui le faict, est tenu de restablir les fruicts & payer l'amende de saisine brisee, qui est de lx sols, si le S. a Haute & moyenne iurisdiction: & s'il n'a que Basse iurisdiction, l'amende de saisine brisee est simple de vii. sols vi. den. seulement. Art.83. Et si le suiet exploite la chose saisie par le S. laquelle amende est de lx. sols vn de. &c. p. *a l'Art.25. cy dessus.* Art.87. Les saisies sont annales: c'est à dire que si le S. Iusticier ou son Seneschal ou son sergent a saisi aucune chose, la mainmise dure touiours: mais celuy qui a exploicté, ne sera tenu de restablir, sinon ce qu'il aura prins & leué depuis vn an, auparauant l'adiournement baillé contre luy. Art.120. *A la fin.* Et apres la saisie & mainmise, si le vassal ou autre exploicte, il est tenu de restituer les fruicts & en payer l'amende de saisie brisee au S. Mais si auant la saisie & mainmise, le Vassal ou autre exploicte la chose, il n'est tenu d'en faire restitution ne d'en amender audit S.

Saisies sont annales & comment.

o Pour rendre le vassal amendable, il est requis que la saisie luy soit deuement notifiee & si le vassal nie luy auoir esté notifiee, faut auoir recours ou à la relation du Sergent, qui a saisi, ou aux Registres de la Cour, selon qu'il est porté par les Ar. 84. & 86. de ceste Coustume mis cy dessous en l'Addition de ce Titre nombre 8.

Angovmois Chap.1. Art.14. *A la fin.* Et si pendant ladite mainmise, l'on exploite &c. p. *a Poictou.* Art.25. Laquelle amende de saisine brisee est grosse c'est à

Source : BIU Cujas

ſçauoir de lx. ſols t. &c. Haute ou moyenne iuriſdiction. Et ſ'il n'auoit que Baſſe iuriſdiction &c.

LA ROCHELLE Chap. 4. Art. 7. *A la fin.* Et ſi le vaſſal prend les fruicts auant qu'il ſe ſoit mis en deue diligence, d'eſtre receu audit hommage apres la ſaiſine deuement faite & ſignifiee, il les doit rendre & reſtituer au S. comme fruicts prins à male foy.

ACS Tit. 8. Art. 3. Et apres la mainmiſe n'eſt loiſible aux tenanciers, auant que auoir payé la rente & arrerages, y labourer ne toucher à peine de xi. ſols trois d. t. Art. 4. Reſerué en la Baronnie de Goſſe, de Pontons & de la Lucque, où nonobſtant la mainmiſe du S. le tenancier peut labourer & exploicter.

SOLE Tit. 10. Art. 7. Si le S. de Fief met le ban en la choſe à luy feudale, pour ſes droicts & le finater apres xl iours, y entre dedans ſans p fermer ne contenter le S. doit eſtre condemné en l'amende de xx. ſols Morlaas: enuers le S. du fief, ſi dedans les xl. iours ne ſ'eſt oppoſé.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 111. Toute priſe de Fief eſt annale: & doiuent les diligences eſtre recommẽcees par chacun an, ſ'il n'y a ſentence d'adiudication ou proces formé pour leſdites diligences.

Voyez *Berry* Tit. 5. Art. 25. *A la fin Auuergne.* Chap. 22. Art. 4. *La Marche.* Art. 183.

p Fermer c'eſt à dire ſ'oppoſer Ferme, oppoſition, & contreferme ſouuent en ceſte Couſtume, comme nous dirons en autre endroit.

Art. 32. PARIS.

Tout homme q tenant Fief, eſt tenu & reputé aagé à xx. ans: & la fille à xv. ans accomplis, quant r à la foy, & hommage, & † charge de Fief. ſ

q Il faut conioindre ceſt Art. 32. auec les 41. & 42. cy deſſous: par leſquels il faut conclurre qu'ils ne ſ'entendent qu'en ligne directe, & non pas en ligne collateral: les enfans maſles par le droict des longbards & des anciens Iu reconſultes eſtoit de 18 ans & pour les filles à 14. ans. l. Mela. D. de alim. & cib. leg. l. ad rogato. 40. D. de adopt. Et par le Droict les maſles pouuoient obtenir le benefice d'aage pour auoir le gouuernement de leurs affaires, ayans vingt ans complets: & les filles 18. ans accomplis l. 2. C. de his qui ve. æt. impet. l. 1. C. Th. eo. tit. & ce mot, Accõplis, ſe doit rapporter tant à l'aage des fils que des filles, & ſe doit entendre de momento ad momentum l. 3. §. minorem D. de minor. & n'y a point de difference ſi les enfans ſont nobles ou non Ioannes Faber in l. Tutores C. vt cauſ. poſt. pub. adſit tut. ſcribit maiores 14. annis reputari perfectæ ætatis conſuetudine Franciæ: mais en cecy

CONFERENCE.

MEAVX Chap 18. Art. 145. L'aage †† eſt reputé en Nobleſſe à vn fils, à xiiii. ans accomplis, & à la fille a douze ans pour faire la foy & hommage a cauſe de ſes fiefs. Chap. 19. Art. 151. *A la fin.* Pour faire leſdits foy & hommage, quant aux enfans masles, eſt a xiiii. ans accomplis: & quant aux femmes a xii.

MELVN Chap 4. Art. 32. Le † masle peut porter la foy eſtant entré en l'aage de xviii. ans, & la fille en l'aage de xiiii. ans. Art. 33. Et auparauant ledit aage le S. les peut tenir pour aagez: mais ce ſera a ſon preiudice ſeulement, & non au preiudice du Gardien ou Bailliſtre.

SENS Tit 16. Art 158. Enfans nobles ſont reputez aagez, pour faire & porter la foy & hommage de leurs heritages, terres & Seigneuries: c'eſt a ſçauoir le fils a †† xviii. ans & vn iour, & la fille a xiiii. ans & vn iour: & a ceſt aage ſont tenus les S. F. les receuoir, & † audit temps finira la Garde.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 31. L'aage pour porter l'hommage, eſt pour les maſles de xx ans: & pour les femelles de xv. ans accomplis

MONTFORT Chap. 1. Art 22. Toute perſonne tenant fief, eſt tenu & reputé aagé a xx. ans, & la fille a xv. ans accomplis pour entrer en foy & hommage.

MANTE Chap. 1. Art. 27. L'aage †† pour porter la foy & hommage, eſt aux maſles de xx. ans, & aux filles de xviii. ans.

SENLIS Tit. 7. Art. 155. Vn enfant Noble maſle, eſt reputé aagé a xx: ans & vn iour, & vne fille a xvi. ans & vn iour: Toutesfois n'eſt permis l'alienation d'aucun immeuble, iuſques a aage de droict, qui eſt de xxv. ans accomplis.

CLERMONT Tit. 8. Art. 91. Tous †† enfans mineurs Nobles ayans fiefs, ſont tenus & reputez aagez pour entrer en la foy & hommage des fiefs, & faire les fruits ſiens: c'eſt a ſçauoir le fils a xviii ans & vn iour accomplis: & la fille a xiiii. ans & vn iour auſſi accomplis.

† *Ces mots,* Et charge de Fief, *ont eſté mis pour & au lieu de ces mots.* Et adminiſtration de Fief, *qui eſtoiẽt en l'ancien Couſtumier.*

†† *Ce 145. Art. eſt correctif de l'ancienne Couſtume.*

† *Ce 32. Art. corrige l'ancienne Couſtume.*

†† *Ces mots,* dixhuict ans, *ont eſté mis au lieu de xx.*

† *Ces mots,* Et audit temps *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *L'Art. 27. eſt de nouuel introduit.*

† *Ces mots,* toutesfois n'eſt *&c. Iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Aucuns des Nobles Aduocats & Practiciens illec aſſiſtans*

les Couſtumes ſont differentes, comme on peut voir par la Conference.

r Pour autres actes ils ne ſont point reputez maieurs, ſ'ils n'ont attaint l'aage de xxv. ans, meſmes pour l'alienation de leurs heritages ou hypotheque: ils en peuuent eſtre reſtituez: tellement que ſ'ils deſaduoüẽt deuãt l'aage de xxv. ans leur Seigneur feodal, ils en ſeront reſeuez: argumento d. l. 1. & pen. C. de his qui ven. æt. impe.

ſ C'eſt à dire, pour payer & acquiter les charges du Fief, & tout ainſi que les gens mariez ſont tenus pour aagez pour auoir adminiſtration de leurs biẽs, & nõ pour vendre, engager ou aliener leurs immeubles, pendãt leur minorité, par l'Art. 179. mis cy deſſous: l. pen. C. de his qui ven. æt. imp. ainſi les enfans tenus pour aagez, ſoient Nobles ou non, eſtant en l'aage requis par la Couſtume pour faire la foy & hommage, ſont tenus pour maieurs pour l'effect dudit acte, & non pas pour vendre, engager ou aliener leurs immeubles ſans decret de Iuſtice & ita iure ciuili, is cui generalis bonorum adminiſtratio mandata eſt, alienare non poteſt l. procurator 63. D. de procur. l 16. C. eod. tit. l. ſiquis hac lege 41. D. de rei vind. Voyez la Couſtume de Senlis Art. 155.

Source : BIU Cujas

ont remonſtré, que le temps limité par l'ancienne Couſtume eſt trop long, & preiudiciable aux mineurs eſtans en la garde ou Bail d'aucuns de leurs parens: parce que pendant ledit temps, tels Gardiens ou Baillistres, prennent les fruicts des Seigneuries appartenans auſdits mineurs: diſans plus que les liures Couſtumiers dudit Clermont ſe trouuent en ce regard differens les vns des autres: & qu'en aucuns le temps limité par ledit Art. y eſt contenu, & les autres ne font mention que de xv. ans quant aux maſles, & xii. ans pour les filles. Et ne ſe treuue rien arreſté au certain tant par leſdits liures Couſtumiers, que par l'vſage. Surquoy apres auoir ouy les opinions des trois Eſtats, & que tous d'vn commun accord & conſentement, ont reputé le fils eſtre en aage ſuffiſant, à xviii. ans & vn iour: & la fille à xiiii. ans & vn iour pour faire hommage de leurs Fiefs, & en faire les fruicts leurs, auons ordonné que ledit Art. ſera corrigé en la forme qu'il eſt contenu au 91. Art.

TROYES Tit.2. Art.18. L'enfant maſle Noble viuant Noblement, eſt reputé aagé pour eſtre hors de Garde & Bail, à xiiii. ans pour faire les fruicts de ſes heritages ſiens: & reprendre ſes terres & ſeigneuries, & la fille à xii. ans.

CHAVMONT Tit.1. Art.12. L'enfant maſle Noble eſt reputé aagé pour eſtre hors de Garde & Bail, à xiiii. ans, & la fille à xii. ans.

LAON Tit.16. Art.171. Pour faire foy & hommage, le maſle eſt reputé aagé à xx. ans accomplis, & la fille à xv.

CHALONS Tit.20. Art.181. p. *a Laon.*

REIMS Tit.3. Art.113. p. *a Mante* de xxiiii. ans, & aux femelles de xii. ans accomplis.

S. QVENTIN Tit.5. Art.77. Enfant maſle aagé de xiiii. ans & la femelle de xii. ans complets, ſont d'aage competent & ſuffiſant pour faire foy & hommage, & ſont tenus de ce faire, & releuer leur fief: autrement & à faute de ce faire, le S.F. les peut faire ſaiſir: en quoy faiſant fait les fruicts ſiens.

PERONNE Tit.2. Art.58. p. *a Reims*, à la fille à xii. ans iuſques &c. *mis cy deſſous* Art.42. de *Paris*.

MONTARGIS Chap.1. Art.28. Les enfans maſles ſont reputez en aage, quant à droict de Fief & faire finir leur bail & Garde, à xx. ans & vn iour, & les filles à xiiii. ans & vn iour: & prendre le Bail de leurs freres ou autres parens mineurs & plus ieunes qu'eux.

ORLEANS Tit.1. Art.24. *A la fin.* Et dure la Souffrance, iuſques à ce que les mineurs ſoient en aage & la femelle de xiiii. ans & vn iour: auquel temps, les Garde & Bail finiſſent.

TOVRS Tit.31. Art.344. Ledit † Bail finy, le maſle aiant xviii. ans, & la fille xiiii. ans peuuent receuoir les hommages de leurs vaſſaux, & auſſi les faire à leurs ſuperieurs: & ſi ſur la preſtation des hommages, il aduient proces ou different, il ſera pourueu de Curateur auſdits Mineurs.

† *Ceſt Art. 344. eſt de nouuel introduit.*

GRAND PERCHE Tit.2. Art.41. L'aage pour porter la foy & hommage eſt aux maſles de xx. ans: & aux femelles de xvi. ans.

CHASTEAVNEVF Chap.6. Art.44. L'enfant maſle pour porter la foy à ſon S.F. eſt aagé en l'aage de vingt & vn an: & la fille à xv. ans.

CHARTRES Chap.7. Art.42. p. *a Chaſteauneuf*, peut faire & porter la foy en l'aage &c. ſauf és v. Baronnies, éſquelles les enfans ſoient fils ou filles, peuuét porter la foy en l'aage de xiiii. ans comme deſſus eſt dit.

DREVX Chap.7. Art.31. p. *a Chartres* iuſques à ces mots, *de xv. ans*, inclus.

DVNOIS Chap.1. Art.11. p. *a Montargis*. masles Nobles ou non Nobles, ſont reputez &c. iuſques à ces mots: *& prendre.*

SEDAN Tit.8. Art.154. Le fils eſt en aage de faire les foy & hommage de ſon fief à xviii. ans, & la fille à xiiii. ans, iuſques auquel temps, les S.F. ne pourront tenir ſaiſir les fiefs appartenans aux mineurs, par faute d'homme: ains ſeront tenus bailler Souffrance de faire les foy & hommage des fiefs, ſ'ils en ſont requis.

Voyez *Sens* Art.220. mis cy deſſous Art.35. *Eſtampes* Art.20.

Art.33. PARIS.

Rachat ou Relief en quelles mutations eſt deu.

En †† toutes [t] mutations de Fief eſt deu droict de Rachat ou Relief: fors & excepté celles qui ſe font par vendition ou bail à rente rachetable: éſquelles eſt deu par l'acheteur ou preneur à rente, le Quint denier, comme deſſus eſt dit. Et pour celles qui ſe font par ſucceſſion, ou par donation en ligne directe, n'eſt rien deu: ſi ce n'eſt au Vexin le François, comme deſſus.

†† *Ceſt Art. 33. eſt mis au lieu des 22. 23. & 24 Art. anciens, & ledit 24. Art. tollu & abrogé, comme deſſus eſt dit.*

CONFERENCE.

t Faut conioindre les Art.23. & 3. mis cy deſſus, & Relief ou rachat n'eſt qu'vne meſme choſe, par quelques Couſtumes: toutesfois aucunes en font difference. Droict de Rachat ou Relief eſt mis χαμαζηλας aut εἰς δικπ-χῶι

Source : BIU Cujas

MEAVX Chap.17. Art.138. Toutes & quantesfois qu'il y a mutation de Vaſſal, hors ligne directe, il y a Rachat pour le S. ſoit que la mutation procede par ſucceſſion de frere ou de ſœur, ou autrement en ligne collateral, par don ou par eſchange ou autre maniere quelle qu'elle ſoit. Chap.18. Art.146. Le Vaſſal ne doit point Rachat à ſon S.F. pour raiſon des Fiefs, par quelque maniere qu'il contracte.

MELVN Chap.4. Art.59. Rachat eſt deu par le vaſſal, quand le Fief luy eſchet par ligne collaterale. Art.66. En tous autres cas, éſquels le S.F. change de vaſſal, autrement que par vendition de fief, il eſt deu Rachat, ſoit par eſchange, donation, legs teſtamentaire, ou autre titre.

SENLIS Tit.7. Art.157. En ligne collaterale ceux, à qui eſcheent leſdits Fiefs doiuent plein Relief au S. dont les fiefs ſont tenus & mouuans auec les droicts de Chambellage. Tit.13. Art.244. Par † la Couſtume de ladite Chaſtellenie de Chaumont, ſi ledit heritage eſt tenu en fief, il ſe relieue de toutes mains & mutations.

† *Ceſt Art. 244. eſt pour la Couſtume de la Chaſtellenie de Chaumont.*

ESTAMPES Chap.1. Art.25. En ſucceſſion de fief en ligne collaterale, eſt deu Rachat au S.F.

DOVRDAN Tit.1. Art.22. Quand vn fief change main, autrement que par vendition: c'eſt à ſçauoir par mort, eſchange, ſucceſſion ou autremẽt, eſt deu droit de Relief: fors qu'en ſucceſſion ou donation en aduancement d'hoirie & ligne directe.

MONTFORT Chap.1. Art.23. †† p. *à Dourdan* ſoit par mort, eſchange ou autrement, il y eſchet droict de Relief: fors qu'en ſucceſſion &c. directe en la forme que deſſus.

†† *Ceſt Art. a eſté accordé ſous les proteſtatiõs du Procureur du Roy & Bazin pour la Ducheſſe de Eſtouteuille pour le regard de Neauphle.*

MANTE Chap.1. Art.12. En † mutation de fief, ſoit par vendition, ſucceſſion en ligne collaterale ou autrement eſt deu Rachat par le vaſſal: lequel eſt tenu incontinent bailler apres ladite mutation (ſi elle eſt autrement que par mort: & ſi c'eſt par mort, dedans les xl. iours apres) par deuers ſon S.F. luy faire foy & hommage de ſondit fief, & luy faire offre du reuenu de l'annee, ou d'vne ſomme de deniers ou de ce qui ſera dict par preud'hommes, au chois & option dudit S.

† *Le 12. Ar. eſt nouuel en ce qu'il eſt porté que le Vaſſal, au cas que la mutation de Fief, fut aduenue par mort, eſt tenu de dãs les xl. iours d'aller par deuers ſon S.F. luy faire foy & hõmage de ſondit Fief. Eſt auſſi nouel quãt aux offres mentionnees audit Art.*

VALLOIS Tit.4. Art.33. Quand les fiefs vont en ligne collaterale, y a Rachat & profit au S. dont tel fief eſt tenu & mouuant: pour lequel Rachat eſt deu audit S. le reuenu & profit d'vne annee ou la valeur. Art.39. En toute †† mutation de Vaſſaux eſt deu droict de Chambellage, qui eſt de xx. ſols Par. comme dit eſt.

†† *Ce 39. Ar. eſt de nouuel introduit.*

TROYES Tit.3. Art.26. Et ſ'il eſchet en ligne collateral, l'heritier en doit Relief &c. mis cy deſſous.

CHAVMONT tit.2. Art.16. p. *à Troyes* Relief ou Rachat &c.

VITRY tit.3. Art.29. Mais d'heritage qui vient en ligne collaterale, eſt deu au S.F. Relief ou Rachat. Art.37. Si vn eſtang FEODAL vient en ligne collaterale, l'heritier à qui il vient, doit Relief ou Rachat au S. dont il eſt mouuant. Lequel Rachat eſt priſé & eſtimé, le tiers de la peſche dudit eſtang: pource que tel eſtang ne eſt à peſcher que de trois en trois ans. Et ſi faut deduire les frais qu'il a conuenu faire mettre à * allenniuer ¤ ledit eſtang.

¤ Ce mot ſignifie les frais qui ont eſté faicts pour l'empoiſſenement de l'eſtang.

LAON Tit.16. Art.166. Pour fief eſcheu en ligne collaterale, eſt deu Relief.

CHALONS Tit.20. Art.177. p. *à Laon.*

REIMS Tit.3. Art.77. Eſt deu iceluy droict de Rachat, outre & par deſſus la bouche & les mains és cas qui ſ'enſuiuent. Art.78. A ſçauoir quãd le fief eſchoit au Vaſſal par ſucceſſion collaterale.

NOYON Tit.4. Art.25. Et ſ'il eſchoit par ſucceſſion en ligne collaterale, eſt deu droict de Relief.

S. QVENTIN Tit.4. Art.63. Celuy à qui aduient fief par ſucceſſion en ligne collaterale, ſoit de frere ou autre, doit pour raiſon de ce, Relief au Seigneur F.

RIBEMONT Tit.2. Art.5. Quand vn fief eſchoit en ligne collaterale, eſt deu droict de Relief au S. de fief, tel que deſſus.

SEDAN Tit.3. Art.49. De terre feodale eſcheue en ſucceſſion collaterale, eſt deu droict de Relief, qui eſt le reuenu d'vne annee.

S.OMER Tit.2. Art 8. Tous fiefs doiuent par la mort plain Relief, qui eſt de x. liures Par. & xx. ſols de Chambellage, ſi n'eſt que par lettres, il apperre que les fiefs ſoient en moindre Relief.

THEROANNE Tit.2. Art.9. Il eſt deu Relief de Bail toutes & quantesfois que le cas y eſchet, tel rente, tel Relief: ſauf que de plume n'en eſt deu quelque Relief: voire ſi l'heritage doit quelque autre choſe auec: mais ſi l'heritage ne doit

Source : BIU Cujas

que Plume tant ſeulement : en ce cas doit Relief de Plume.

CHAVNY Tit.5.Art.77. Celuy, à qui viennent & appartiennent fiefs par ſucceſſion en ligne collateral eſt tenu payer droict de Relief, aux Seigneurs dont leſdits fiefs ſont tenus.

PERONNE Tit.2.Art.33. Lequel † droit de Chambellage, qui eſt deu en toute mutation d'homme, eſt de xl. Par. ſi le fief vaut par an cent liures de reuenu & au deſſus: & ſ'il vaut moins de cent l. n'eſt que de xx. ſols Par. Art.37. En ſucceſſion de ligne collaterale eſt deu au S. dominant pour Relief de fief, le droict de Chambellage & reuenu d'vne annee : ſoit que le fief vienne à maſle ou femelle, mariez ou non mariez.

LILLERS Tit.2.Art.1. Quand aucuns fiefs tenus d'icelle Seigneurie ſe vendent, outre les droicts de Quint qui en ſont deuz, l'acheteur eſt tenu payer vn relief: qui ſe nomme relief d'achat, tel que doit ledit fief par mort ſans Cambellage.

ORLEANS Tit.1.Art.22. *A la fin.* En tout cas que le fief eſchet en ligne collaterale eſt deu profit de Rachat au S. de Fief.

ANIOV Tit.7.Art.84. La Couſtume & ancien eſtabliſſement dudit pays eſt, que tous heritages, rentes & poſſeſſions cheent en Rachat enuers le S. dõt ils ſont tenus & mouuans à foy, par le treſpaſſement de l'homme ou femme de foy, quãd le ſucceſſeur des homme ou femme n'eſt heritier ſans moyen: comme ſ'il n'eſtoit fils ou fille, frere ou ſœur & non plus: & tous autres que fils ou fille, frere ou ſœur rachetent l'heritage de leur predeceſſeur tenu à foy: comme ſi l'heritage deſcend d'Ayeul ou ayeule à l'enfant de leur fils ou fille, qu'iceux ayeul ou ayeule ayent ſurueſcu: en ce cas y a Rachat par la Couſtume generale: parce qu'il y a moyen entre l'ayeul & l'enfant: auſſi l'heritage n'eſt pas venu ſans moyen de pere au fils ou fille. x

LE MAINE Tit.8.Ar.97.p.*à Aniou*, ou fille: y excepté à la Ferté Bernard, où il y a tant de morts, tant de Rachats.

GRAND PERCHE Tit.2.Art.60. Par le treſpas de chacun aiſné heritier du vaſſal eſt deu rachat & profit de fief: encore que l'aiſné n'ait fait la foy & hommage, ne payé les deuoirs de fief eſcheus par le decés de ſon predeceſſeur. Art.77. Si le fief eſt baillé à rente, le preneur doit faire la foy & hommage & payer le Rachat: ſinon que le bailleur ait retenu à ſoy de porter la foy de la choſe par luy baillee: car en ce faiſant la rente doit repreſenter le fonds, & eſt deu plain Rachat par la mort du bailleur ou alienation de la rente, tout ainſi que du fonds.

CHASTEAVNEVF Chap.4.Art.23. Le †† Vaſſal eſt tenu à ſon S.F. faire foy & hommage & ſerment de fidelité & luy payer profit de rachat des fiefs qu'il a acquis, & qui luy ſont venus & eſcheus en ligne collateral. Art.25. En ſucceſſion de ligne collaterale, où il y a heritages tenus en fief, eſt deu rachat & profit de fief au S.F.

CHARTRES Chap.4.Art.19. z & 23.p.*à Chaſteauneuf*. Art.23.& 25.

DREVX Chap.14.Art.14.& 16.p.*à Chaſteauneuf*. Art.23.& 25. Ou profit de rachat &c.

Relief de plume.

† *Maiſtre Iean de Meullen Procureur du Marquis de Neeſle, a dit que quand le Fief mouuant de ſon Marquiſat de Neeſle & Seigneurie d'Athie & Cappie n'excede la ſomme de cinquante liures de reuenu eſt deu pour droict de Chambellage. Et ſ'il valloit ou excedoit leſdits cinquante liures de rente, eſt deu pour ledict droict de Chãbelage cẽt ſols p. Et ſi ledit fief vaut & excede la ſomme de cẽt liures t. de rente luy eſt deu x.li. Par. pour ledit droict. Et ce ſi ledit Fief eſchet en ligne directe. Mais ſi ledit fief eſchet en ligne collaterale, luy eſt deu outre ledit droit de chãbellage, le reuenu d'vne annee dudit fief, à choiſir & prendre par ledit Sieur Marquis, en trois annees. Pareil droict de Chambellage & reuenu d'annee à choiſir comme deſſus luy eſt deu pour Relief de mary & bail Et en cas de vendition, eſt deu pour l'acquiſition, le Quint denier & le Requint, ſoit que ladite vendition ſoit faite francs deniers ou non. Et pour donation à autre que au fils aiſné ou fille aiſnee ou apparent heritier & ſans coupper la ligne pour quelque cauſe que ce ſoit, eſt deu le Quint denier de la valeur dudit fief auec le droict de Chambellage tel que deſſus. Et pareil droict luy eſt deu pour cauſe d'eſchange, n'eſtoit que ledit eſchange fut fait deux Fiefs tenus dudit Marquiſat ſans foulte. Et ſ'il y a foulte, eſt deu le Quint & Requint d'icelle foulte. Eſquels droicts il eſt fondé par titres particuliers & poſſeſſions immemoriales. Et par le Procureur du Roy, a eſté dict que les Baronnies d'Athie & Cappyes ſont nuëment tenus du Roy, à cauſe de ſon Chaſteau de Peronne & gouuernee par la Couſtume ancienne de ladite Preuoſté de Peronne : meſmes que la creation dudit Marquiſat & verification des lettres, la Cour de Parlement faiſant droict à l'oppoſition formee par le Procureur du Roy audit Peronne, fut dit que nonobſtant l'vnion & annexe deſdites Baronnies d'Athie & Cappye, les habitans d'icelles viendroient reſpondre nuëment au reſſort & Preuoſté de Peronne : & partant ſont les habitans deſdites Baronnies, comme auſſi les vaſſaux ſuiets à la iuriſdiction & Couſtume de ladite Preuoſté de Peronne. Et ne ſe trouuera ſous correction que ledit ſieur Marquis ait titres ou poſſeſſions immemoriales au contraire. Et auſſi pour le regard de ce qui eſt dudit Marquiſat, aſſis en la Preuoſté de Roye & reuny à iceluy Marquiſat, fut par le meſme Arreſt ordonné le ſemblable: & ne ſe trouuera titre ou poſſeſſion immemoriale au contraire. Surquoy auons ordonné que l'Art.33. paſſera ainſi qu'il eſt arreſté, ſans preiudice des titres particuliers & poſſeſſions immemoriales allegnees par ledit Sieur Marquis ſi aucuns en a.*

Tant de morts, tant de Rachats. †† *Ces Art.23.& 25. ſont accordez pour Couſtume.*

x Ceſte Couſtume prend ſa raiſon de ce qui a eſté par nous cy deuant deduit, que les Fiefs eſtoient en France reduits à la forme des autres heritages, ſelon l'opinion des anciens Docteurs Ioann. Faber in Auth. ingreſſi C. de ſuc. eccl. & in princ. Tit. de empt. & vend. & in §. item Seruiana Inſt. de act. guid. Papa. Dec. 59. Ioann. Andr. in cap. ſignificauit extra De reſcriptis.

y Par ainſi n'eſt pas deu Rachat en mutatiõ de pere à fils, de frere à frere: Toutesfois il eſt deu quand le fief eſt venu de l'ayeul, au petit fils. Ce qui eſt fort mal à propos, & merite d'eſtre corrigé. A plus forte raiſon eſt il deu Rachat en donation combien qu'aucuns Practiciens de ce pays Du Mayne tiennent qu'il n'en eſtoit aucunement deu, par ce que la Couſtume n'en diſpoſe aucune choſe. Mais le contraire ſe voit par les Art.100.109.126.& 133 C.M.

z Acquis meſmes ſans bourſe deſlier & donner argent: parce qu'en ceſte Couſtume le Quint n'a pas lieu és fiefs acquis, ains ſeulement Relief ou Rachat comme en donation par les Art. 21.& 22. combien qu'en Cens ſoient deuz lotz & ventes, ſçauoir eſt le douzieſme denier, comme à Paris, ainſi qu'il ſe cognoiſt par les Art.47.& 48. cy deſſous de ceſte meſme Couſtume C.M.

Source : BIU Cujas

BLOIS Chap.7. Art.84. Il y a vn autre profit de fief, lequel s'appelle Rachat, qui eſt deu au S.F. en pluſieurs manieres. Car ſi vn heritage eſchet à aucun par ſucceſſion en ligne collaterale, comme de frere à frere ou autres collateraux, il eſt deu profit de Rachat au Seigneur Feodal, qui eſt le reuenu d'vne annee.

BERRY Tit.5. Art.11. En † la Chaſtellenie, Preuoſté & Reſſort d'Yſſoudun en ſucceſſion [a] collaterale du premier degré, comme de frere, n'eſt deu droict de Rachat.

AVVERGNE Chap.22. Art.17. Quand il y a mutation de perſonne en fief, ſoit du S.F. ou Vaſſal, par quelque moyen que ce ſoit, le Vaſſal n'eſt tenu payer aucun droict ou charge au S. F. pour raiſon de la mutation du fief, ſinon qu'il appare du contraire. [b]

LA MARCHE Chap.18. Art.197. Pour mutation d'homme le S. F. n'a aucun droict ſur ſon Vaſſal: fors la bouche & * la main, s'il n'a expreſſe recognoiſſance au contraire.

LODVNOIS Chap.14. Art.2. En ſucceſſion ſoit directe ou collaterale, où il y a moyen entre le decedé & ſon heritier, y a Rachat: autrement non.

† Ceſt *Art.* 11. *a eſté contredit & debatu pour les gens des premier & ſecond Eſtat, diſant que la generale Couſtume eſtoit au contraire. Et le Procureur du Roy audit lieu d'Yſſoudun, auroit ſouſtenu la Couſtume generale, & qu'elle ſe practiquoit à Yſſoudun quant aux deuoirs deuz au Roy. Les manans & habitans dudit Yſſoudun ſouſtenans ladicte Couſtume eſtre ancienne ſelon qu'elle eſt contenue audit Article. Ouys les gens des trois Eſtats & Officiers du Roy, auons ordonné que ſans preiudice du dire des deſſuſdicts, ledit Art. demeureroit redigé & publié, ſans toutesfois par ce deroger aucunement aux droicts du Roy, à la iouiſſance & poſſeſſion dudit Seigneur, & ſemblablement ſans preiudice des droicts des Seigneurs ſubalternes, ſi aucun leur en compete & appartient, ſoit par droict conſtitué pactionné, denement recongnu, ou ſuffiſamment preſcrit, ne à leurs bonnes & iuſtes poſſeſſios d'iceux, s'aucunes en ont: ne pareillement des oppoſitions formees par les deſſuſdits, & dire au contraire de ceux d'Yſſoudun qu'ils*

[a] Par l'ancienne Couſtume d'Yſſoudun ſans exception en droicte ligne ou collaterale n'eſtoit deu aucun Rachat, & n'y auoit aucune exceptiõ que pour les femmes mariees, comme nous dirons cy deſſous.

[b] Par titre ou conuention ſpeciale. Auquel cas il faut garder les conuentions des parties: par ce qu'elles ont peu deroger à la premiere inſtitution & qualité des fiefs, qui eſtoit gratuite.

Art. 34. PARIS.

Le †† Curateur ou Commiſſaire eſtably à la requeſte des creanciers, à vn Fief ſaiſy, peut faire la foy & hommage au S. F. au refus du Vaſſal proprietaire du Fief, pour obtenir main-leuee de la ſaiſie Feodale.

CONFERENCE.

ORLEANS Tit.1. Art.4.p. *a Paris.* ſaiſi par † le S.F. ſoit auparauant ou depuis la ſaiſie des creanciers, peut demander Souffrance au S. F. pour obtenir, &c. feodale. Et ſera le S. de fief tenu bailler ladite Souffrance audit Curateur ou Commiſſaire: ſauf audit S. ſoy pourueoir pour ſes profits ſur les deniers de la ferme de l'heritage, ou deniers qui en prouiendront de la vente. Et à defaut de le receuoir par ledit S. il ſera receu par Iuſtice.

ARTOIS Tit. 1. Art. 24. Si quelqu'vn delaiſſe aucun heritage tenu de quelque S. dont aucuns ne ſe veulent fonder heritiers, ſi ſont les crediteurs admis à faire creer Curateurs és biens & heritages, pour eſtre payez de leur deu: lequel Curateur ſera tenu faire au lieu de l'heritier, tous deuoirs vers le S. Et ſi le Curateur differoit de ce faire, ou qu'il ne fut encores creé, le creancier du defunct pour euiter la regale, pourra faire les deuoirs vers le S. & de ce qu'il aura deſbourſé, il aura ſon recours prealablement, ſur les biens de Curatelle.

Art. 35. PARIS.

Le †† fils [c] aiſné en faiſant la foy & hommage au S. acquite ſes ſœurs de leur premier mariage, [d] tant de la foy, que du Relief: les noms [e] & aages deſquelles il eſt tenu declarer en portant la foy.

CONFERENCE.

MEAVX Chap.17. Art.140. Le fils aiſné peut faire la foy & hommage pour ſes autres freres & ſœurs puiſnez, au S.F. dont ſont tenus les fiefs eſcheus & aduenus aux enfans par le treſpas ou ſucceſſion de leur pere ou de leur mere. Art.141. *Et hoc*, quand ils ſont en bas aage. Car ſ'ils ſont en aage, & les fiefs ſont partis & diuiſez, chacun deſdicts fils peut, ſ'il cuide que bon ſoit, reprendre du S. dont ſont tenus les fiefs, & luy faire les foy & hommage: mais ſi les fiefs ſont par indiuis, l'aiſné peut faire pour tous, iuſques à ce qu'ils ſoient en aage & leſdits fiefs partis & diuiſez. Chap.18. Art.144. Mineurs freres ou ſœurs ne peuuent garantir leur frere aiſné, ne la ſœur ne peut garantir ſon frere qu'ils ne facent la foy & hommage au S. F. duquel ſont tenus leurs fiefs & Seigneuries: mais le frere aiſné garantit bien les puiſnez: & le frere la ſœur, ſuppoſé qu'elle ſoit plus aiſnee.

[c] Ceſt Art. 34. ſert d'exception au 28. Art. de Paris mis cy deſſus, pour pourueoir aux creanciers contre la rigueur dudit Art. 28. par l'equité de ceſt Art. 34. par lequel le Seigneur Feodal eſt indiuiſé, & les creanciers ſont conſeruez en leurs droicts & hypotheques, & s'entend ceſt Art. 34. tant du Curateur à la ſucceſſion vacante, que de celuy qui eſt donné aux biens vacans du Vaſſal: lequel ayant par auanture faict ceſſion de biens, s'abſente ou latite: ou a eſté mis en Curatelle pour ſon

Source : BIU Cujas

mauuais meſnage ou autre cauſe exprimee en droict. In Tit. de curat. fur. & aliis, &c. & Tit. de curat bonis dando. On commet vn curateur aux biens de l'abſent. l. 3. C. de poſt l. reu. & red. ab hoſt. Et ſuiuant ceſt Art. les creanciers pour le refus faict par le Vaſſal, de faire la foy & hommage, peuuent faire eſlire & commettre vn Curateur pour ceſt effect, & payer les droicts & deuoirs, ſi aucuns en ſont deuz: afin d'obtenir main-leuee ſuiuant ledict du preteur in l. 3. 4. & 5. D. Quæ in fraud. credit. Ceſt Art. s'entend generalement, ſoit que le S. ait ſaiſi le premier, ou apres les creanciers, comme le porte nommement la Couſtume d'Orleans. Art. 4. Charondas.

c Ceſt Art. 35. retient de l'ancienne Couſtume des Fiefs, auſquels les femelles n'eſtoient pas facilement admiſes, quand il y auoit maſles, ainſi qu'auons monſtré ſur le 19. Art. cy deſſus. Vide Alexandr. conſ. 9. & 10. in fine in 5. Vol.

d Si elles ſont mariees, ou bien quand elles ſe mariront en premieres nopces. Car l'Art. 36. ſuiuant demande auſſi telle interpretation, ſoit que les ſœurs n'ayent encores eſté mariees, ou qu'elles ſoient en premieres nopces. Au ſecond liure du grand Couſtumier de France, Fille mariee ne doit Rachat ne finance ne autre choſe: fors la bouche & les mains, ſoit aagee ou non aagee. Car le maſle ſon frere commun l'affranchit vne fois en la benediction de ſon premier mariage.

e Ceſte clauſe eſt en la faueur du S. F. afin qu'il cognoiſſe pour quelles filles le fils aiſné à porté la foy & hõmage, & leurs aages, afin de s'informer ſi à l'aduenir elles ſe marient en ſecondes ou autres nopces, afin d'en auoir tel profit ou Relief que la Couſtume luy donne.

bailleront reſpectiuement, & tout ce que bon leur ſemblera dedans la S. André pour tous delais, ſans autre forcluſion, pour leur faire droict à noſtre rapport par la Cour.

* *Aliàs, les mains.*

Curateur ou Commiſſaire peut faire la foy & hommage au refus du Vaſſal.

†† *Ceſt Art. 34. a eſté adiouſté pour Couſtume nouuelle.*

† *Ceſt Art. 4 eſt de nouuel introduit ſans preiudice du paſſé.*

Aiſné acquite ſes ſœurs de leur premier mariage tant pour la foy, que pour le Relief.

†† *Les 35. 36. 37. 38. 39. & 40. ont eſté accordez pour l'aduenir & mis au lieu du 25. Art. de l'ancien Couſtumier. A quoy ledit Maiſtre Touſſaincts Barrin pour Dame Magdaleine de Sauoye, Ducheſſe de Mont-morency, & pour ledit Meſſire Henry Duc de Mont-morency, s'eſt oppoſé pour raiſon de l'innouation qu'on pretend faire contre & au preiudice de l'ancienne Couſtume, laquelle par Articles expres veu que la fille n'auoit point de frere, par lequel elle ſoit acquitee doiue Rachat pour ſon premier mariage, qui eſt vn droict acquis aux Seigneurs dominans, qui ne leur peut eſtre oſté par nouuelle Couſtume, ſans leur conſentement. Et combien qu'aucuns de l'eſtat de la Nobleſſe en l'aſſemblee qui c'eſt faite ſur la deliberation deſdits Articles l'ayent conſenty doit eſtre conſideré que ceux, qui ont comparu, & ſe ſont trouuez aux conferences de l'Eſtat de la Nobleſſe, ſont la plus part citoyens de ceſte ville de Paris, ayans Fiefs ſeruans & ſuiets à tels Rachats: & n'y ont tel intereſt que ladite Dame & Duc de Mont-morancy, qui ont grand nombre de Vaſſaux ſous eux, & trop plus que ceux qui veulent faire nouuelle Couſtume, & changer l'ancienne à leur dommage & preiudice, declarant ledit Barrin oudit nom, que ou cas qu'on vouſiſt paſſer outre par deſſus ladite oppoſition, qu'il en appelloit, & en a requis acte, que luy auons octroyé: & neant-moins ordonné, ſans preiudice dudit appel, que leſdicts Art. demeureront ainſi qu'ils ont eſté preſentement accordez.*

MELVN Chap. 4. Art. 37. Si pere ou mere delaiſſent pluſieurs enfans mineurs, deſquels y ait vne fille aagee, elle peut & doit comme heritiere entrer en foy & hommage, & eſt le S. f tenu la receuoir pour le total des fiefs, ſans aucun profit: & ainſi que les enfans viendront en aage, la fille leur ſœur leur liurera leur part, & entreront en foy & hommage de leur S. ſans Rachat. Art. 47. Quand au mineur venu en aage, eſt liuré ſon fief, par frere ou ſœur, qui eſtoit entré en foy & hommage pour le total des fiefs à luy & aux mineurs eſcheus en ligne directe, le mineur ne doit que la bouche & les mains, d'autant qu'il ſuccede en ſon droict, ſinon qu'il fut deu aucun profit auparauant. Art. 62. Le frere acquite la ſœur, de ſon premier mariage, en portant la foy & hommage au S. F. de la totalité des fiefs eſcheus par ſucceſſion en ligne directe, ſoit que ladicte ſœur fut deslors mariee ou ſe marie apres iceux fiefs eſcheus: pourueu qu'elle ne ſoit entree en Foy deſdicts fiefs: auquel cas ſon mary deuroit Rachat: pour ce que le S. change de Vaſſal.

f Le Boutellier en la Somme Rurale Tit. de Fief de mendre d'ans: Se ainſi n'eſtoit que ces fiefs tenus de pluſieurs S. le maiſné fils vint pour releuer, & l'aiſné fils ne vint, lors ne tiendra pas le Sire, s'il ne luy plaiſt, pource que bien ſçait qu'aiſné fils y a: qui par raiſon le fief doit tenir & auoir ou en fin il conclut que le S. F. n'eſt tenu receuoir le puiſné, s'il ne luy fait apparoir de ſes droicts: afin qu'il ne ſoit fraudé. Et Du Moulin ſur le 3. Art. de l'ancienne Couſtume de Paris, eſcrit que le meſme ſe peut dire du fils de l'aiſné repreſentant ſon pere, ou du puiſné tenant le droict de l'aiſné.

g Ainſi ſe doit interpreter la Couſtume de Paris. Art. 3. C. M

SENS Tit. 19. Art. 220. Le † fils aiſné aagé de xviii. ans & vn iour, & en faute de masle la fille aiſnee aagee de xiiii. ans & vn iour, peuuent porter la foy & hommage pour leurs autres freres & ſœurs mariez & non mariez: leſquels en ce faiſant ſeront quittes du profit & Rachat.

† *Ceſt Art. 220. contient la reformation du 214. Art. ancië.*

ESTAMPES Chap. I. Art. 3. Quand vn fief aduient à pluſieurs enfans masles & femelles, le fils aiſné peut pour tous faire & porter la foy & hommage au S. F. en quoy faiſant il les acquite pour ceſte fois: tellement que ſeſdicts freres & ſœurs mariez & à marier, ne ſont tenus d'aucuns droicts & deuoirs enuers le S. F. pour leur premier mariage, ſoit †† que partage fut faict ou à faire: Et † ſi ledit aiſné ne veut faire & porter la foy & hommage, le plus aagé d'apres & autres ſucceſſiuement g la pourront porter, & en ce faiſant acquiter leurs autres puiſnez freres & ſœurs. Art. 4. Et eſt tenu le S. F. receuoir le fils aiſné, ou autre puiſné, en ſon refus, tant pour luy que ſes freres & ſœurs.

†† *Ces mots, Soit que partage fut fait ou à faire, ont eſté adiouſtez pour les difficultez, qui ſe ſont offertes le temps paſſé.*

† *Ces mots, ſuiuans, Et ſi ledit aiſné, &c. ont eſté adiouſtez.*

DOVRDAN Tit. 1. Art. 9. Le fils aiſné faiſant la foy & hommage aux S. F. acquite ſes freres & ſœurs, tant de l'hommage, que du profit. Art. 10. Et ſont les ſœurs par la foy & hommage portee par leur frere aiſné acquitees de leur premier mariage. Et où ledit aiſné ſeroit refuſant de porter la foy & hommage, les puiſnez ſucceſſiuement la pourront porter, & ce faiſant acquiter, comme deſſus: & neant-moins peut l'aiſné eſtre contraint porter ladicte foy & hommage, ſi bon ſemble aux puiſnez.

Source : BIU Cujas

MONT-FORT Chap.1. Art.3.p.*à Dourdan.* en †† faisant, &c. acquite les filles de leur premier mariage. Et où il seroit refusant de ce faire, les puisnez la pourront faire & acquiter, &c. pourra ledit aisné estre contrainct à ce faire.

MANTE Chap.1. Art.29. Le † frere aisné, &c. p.*à Mont-fort*, acquite ses freres puisnez & ses sœurs de leur premiers mariages : & où il seroit refusant de porter ladicte foy, les puisnez succeſſiuement la pourront porter & acquiter, &c. contraint porter la foy, au cas que ses puisnez vouluſſent opter de tenir leurs portions, de fief du S.F. & non de leur aisné.

SENLIS Tit.7. Art.*166.* En vne succeſſion, où il y a fils & vne fille, ou plusieurs, & il y a fief, dont le fils ait fait la foy & hommage au Seig. F. la fille tant qu'elle se tiendra à marier, ne payera aucun Relief pour sa part du fief. Car par la Coustume de pere à fils ou fille, n'y a que bouche & mains auec Chambellage: excepté des Chastellenies de Ponthoise, de Chaumont, de Mello, & de Moncy, & les fiefs qui en dependent, qui se relieuent de toutes mains & mutations.

CLERMONT Tit.8. Art.82. L'aisné † fils peut releuer & r'entrer en l'hommage de son S. si bon luy semble, du total des fiefs, pour la premiere fois seulement, ou des deux parts : & s'il aduenoit qu'il euſt releué pour le tout, les maisnez pour la premiere fois auſſi seulement peuuent releuer leur tierce partie, & en faire hommage à leur frere aisné ou enuers le S.F. auquel que bon leur semblera.

VALLOIS Tit.5. Art.63. Quand †† aucun va de vie à treſpas, delaiſſez pluſieurs enfans ses heritiers, l'aisné peut releuer tous les fiefs venus de la succeſſion, pour les autres freres & sœurs, si iceux enfans le voudroient conſentir, & ce pour la premiere fois seulement. Art.64. Là où ils ne voudroient conſentir & voudroient tenir & releuer, chacun pour icelle part & portion qu'il seroit heritier des fiefs, faire le peuuent, & ne les peut refuſer le S.

TROYES Tit.2. Art.1. *A la fin.* Et pourra ledit fils aisné faire les foy & hommage pour le tout, pour ses freres & sœurs, & de luy reprendront ses freres & sœurs, si bon leur semble, & luy en feront l'hommage, ou au S. F. lequel que mieux leur plaira. h

CHAVMONT Tit.1. Art.13. *A la fin.* p.*à Troyes.* pour ledit fief, & ses freres & sœurs pourront faire les foy & hommage pour leurs portions, ou si bon leur semble, le pourront faire au S.F.

VITRY Tit.4. Art.62. Quand vn Vaſſal va de vie à treſpas, delaiſſez pluſieurs fils, l'aisné peut reprendre pour vne fois du S. dont le Fief est tenu & mouuant : & les autres puisnez reprendront, si bon leur semble de leur frere aisné pour ceste fois : pourueu que la reprinſe soit faicte par eux du frere aisné, dedans l'an qu'ils seront aagez. Car où ils n'auroient ce faict dedans ledit temps, ils seroient tenus faire foy & hommage au S. dont le Fief est mouuant : meſmement où ledit S. l'auroit faict saiſir & mettre en sa main. Et où tels freres viendroient leſdicts Fiefs dont ils auroient faict l'hommage à leur aisné : neant-moins le S.F. dont le frere aisné auroit reprins, auroit le Quint & Requint pour cauſe dudit vendage.

LAON Tit.16. Art.159. Le fils aisné peut releuer, tant pour luy, que pour ses freres & sœurs, le Fief eſcheu en droicte ligne : toutesfois est en l'option des puisnez de releuer leur part & portion du S.F. ou de leur frere aisné : & ne doiuent, ou à l'vn ou à l'autre deſdicts cas, que la main & bouche, & droict de Chãbellage. Art.167. Le † frere aisné acquite la sœur de son premier mariage, en portant la foy pour elle au S.F. du fief eſcheu en droicte ligne, soit que ladicte sœur fut lors mariee, ou qu'elle se soit mariee apres iceluy fief eſcheu.

CHALONS Tit.20. Art.167. Quand † vn fief se partit entre pluſieurs heritiers puisnez, qui leur est aduenu par succeſſion de pere ou de mere, ayeul ou ayeule, les puisnez releuent, si bon leur semble leurs parts & portions de leur frere aisné, ou du S.F. à leur chois & option. Et s'ils auoient releué de l'aisné, est tenu ledit aisné de porter la foy & hommage au S. de Fief, tant pour luy que pour ses puisnez. Et ne peut pour ceste premiere fois, le S.F. le refuſer à porter les foy & hommage. Art.168. Les puisnez choiſiſſans releuer leurs portions de fief de leur frere aisné, ne luy doiuent pour ceste fois que la bouche & les mains. Et s'ils releuent les portions de fief du S.F. ne luy doiuent auſſi que la bouche & les mains : & n'est en ce cas l'aisné tenu porter la foy, que pour le chef-lieu & pour la part & portion i qui luy est aduenue seulement. Art. 169. Le frere aisné portant la foy & hommage pour ses freres & sœurs, est tenu les acquiter enuers le S.F. meſmes les sœurs, pour leur premier mariage, soient qu'elles soient

†† *Ceſt Art. 3. a eſté debatu par le Procureur du Roy, comme deſſus, pour le regard de la Chaſtellenie de Neuphle: ouy l'aduis des trois Eſtats a eſté dit que ledit Art. paſſera, & demeurera ſans preiudice des proces pendans & indecis, comme deſſus. Dont ledit Procureur du Roy, & ledit Bazin pour la Ducheſſe d'Eſtouteuil le ont proteſté d'appeller.*

† *Le 29. Art. a eſté adiouſté comme ancien de tout temps practiqué & omis en l'ancie Couſtumier.*

†† *Les gens du Roy ont remonſtré que par cy deuant apres que pluſieurs Vaſſaux dudit Comté ont eu releué de leur frere aisné la tierce partie des Fiefs à eux ſuccedez, leurs enfans & ſucceſſeurs ont eſté en apres contraincts de releuer leſdictes parts dudit aiſné ou de ſon heritier, en faiſant entrepriſe ſur les droicts dudit Comté, & des autres S.F. ayans Fiefs tenus d'eux. Par ce que ladite Couſtume parlant des Reliefs que les puiſnez peuuent faire aux aiſnez, ne s'entend que pour la premiere fois ſeulemẽt. Et ainſi l'ont touſiours faict obſeruer, quãd tels Reliefs ſont venus à cognoiſſance : & autrement ſi le cõtraire ſe practi-*

h Mais ils font la foy & hommage à leur aisné, comme Arriere-vaſſaux, & tenans de leur aisné, cela ne faict pas vn Arriere fief perpetuel : par ce qu'il se peut facilement reſoudre & re-vnir au fief principal, & retourne de droict en son premier eſtat à la premiere occaſion qui se preſente. C.M

i Outre & pardeſſus ledit preciput.

Source : BIU Cujas

quoit ledit Comte de Clermont & autres S. de Fiefs, perdroient par succeſſion de temps leurs tenues feodales, & les droicts & profits, qui en dependent. A ceſte cauſe ont requis ledit Art. eſtre corrigé, & pour y donner plus claire intelligence eſtre augmenté de ces mots, pour la premiere fois ſeulement, Ce qui a eſté contredit par aucuns des gens d'Egliſe, Nobles & autres du tiers Eſtat, diſans que ladite Couſtume ne ſe doit entendre, n'autrement interpreter, que par l'vſance ſur ce faicte: par laquelle ſe trouuera que les enfans des puiſnez ayans releué de leur aiſné, ont touſiours releué dudit aiſné & de ſes heritiers ou ſucceſſeurs. Surquoy, & apres auoir remonſtré aux aſſiſtans la conſequence de ladite Couſtume, ſi elle eſtoit obſeruée, comme la maintiennent aucuns deſdits Eſtats, la perte qui en aduiendroit, non ſeulement audit Comté de Clermont S. dominant, mais à chacun des Vaſſaux ayans Fiefs, audit Comté: & ſurce prins l'opinion des aſſiſtans, auons dit ſuiuant l'aduis, accord & conſentement de la plus grande & ſaine partie, que ledit Art. ſeroit corrigé en la forme qu'il eſt contenu au 82. Art.

†† *L'Art. 53. de Vallo 15, ancien a eſté raye du conſentement des Eſtats.*

† *Ces Art. 167. & 168. auront lieu pour l'aduenir ſeulement, & ſans preiudice du paſſé: & nonobſtant les remonſtrances faictes par le dit Beguin eſdits noms: diſant que par l'ancienne Couſtu. le frere aiſné ſeul pouuoit porter la foy pour ſes freres & ſœurs: mais que pour cela leſdites ſœurs n'eſtoient acquitees de leur premier mariage: tellement que ſi elles ſe marioient leur eſtant eſcheus aucuns Fiefs, ores que leur frere aiſné euſt porté la foy pour elles, leurs maris neantmoins eſtoient tenus de payer Relief. Auquel Beguin eſdits noms auons declaré que n'entendions preiudicier aux droicts & poſſeſſions, eſquelles il a requis leſdits Seigneurs & Dame eſtre maintenus ſuiuant ladite ancienne Couſtume: pour leſquels ils demeureront en leur entier.*

lors mariees ou qu'elles ſe marient depuis.

Reims Tit. 3. Art. 114. Le frere aiſné peut porter la foy & hommage au S. F pour ſes freres & ſœurs puiſnez: Car en ce faiſant acquite ſes ſœurs de leur premier mariage, pour le regard des fiefs, qui leur aduiennent en ſucceſſion directe, &c. p. à *Dourdan.* Art. 10. porter & acquiter. Et ne pourra l'aiſné eſtre contrainct porter la foy, au cas que les puiſnez vouſiſſent opter de tenir leurs portions de fief de leur S.F. & non de leur aiſné. Art. 115. Car par ladite Couſtume les puiſnez freres & ſœurs, peuuent, ſi bon leur ſemble, tenir leurs portions de fief du S.F. à leur chois & option, & ce dedans l'an apres qu'ils ſont aagez & hors de minorité. Car ledit temps paſſé n'y ſeront plus receus: & tiendront leurs portions en fief de leur frere aiſné, & en Arriere-fief dudit S.F. Art. 116. Le pareil peut faire le pere, mere, ayeul ou ayeule, à leurs enfans de leurs enfans: à ſçauoir leur partager ſon fief, & faire que les membres d'iceluy tiendront en foy & hommage de luy ou de ſon fils aiſné ſans moyen, & du S. du Fief en Arriere-fief. Ce que ne peuuent faire les enfans en ſucceſſion collaterale, en laquelle leur eſt auſſi permis partager entre eux vn fief: mais ne peuuent tenir leurs parts & portions dudit fief de leur frere aiſné: ains ſeulement du Seigneur dudict fief.

S. Quentin Tit. 3. Art. 35. L'aiſné, auquel ſont eſcheus leſdits fiefs, les doit releuer & payer tous les droicts Seigneuriaux pour ce deuz, faire les foy & hommage & ſeruices: ſans ce que leſdicts puiſnez ſoient de ce aucunement tenus, à cauſe de leurdit Quint.

Amiens Tit. 1. Art. 79. Le puiſné releue le Quint de ſon aiſné pour la premiere fois, & ne paye pour icelle aucun droict de Relief: mais par apres ledit Quint & chacune portion d'iceluy, ſe doit releuer du S. dont le total du fief eſt tenu, & ſe paye par chacun tel Relief, & ſe fait ſemblable ſeruice pour ledit Quint, & chacune portion d'iceluy, que deuoit le total dudit fief.

S. Omer Tit. 2. Art. 21. Les puiſnez peuuent releuer leurs Quints & portions du Quint du S. dont le Fief eſt tenu, ou de leur frere ou ſœur Seigneurs des quatre parts, de tel Relief que doit le fief, au cas que le S. de quatre parts ait Seigneurie.

Chavny Tit. 14. Art. 73. Le fils aiſné ou fille eſt tenu de releuer & droicturer pour tous leſdicts Fiefs, des S. dont ils ſont tenus: à cauſe doit & eſt tenu tant ſeulement de main & bouche, & de vingt ſols Pariſis, pour droict de Chambellage, & au ſurplus faire le ſerment en tel cas accouſtumé.

Ponthieu Tit. 3. Art. 63. Si aucune perſonne iouiſſant & poſſedant d'aucun heritage ſitué & aſſis en ladite Comté, va de vie à treſpas, delaiſſez pluſieurs enfans, l'aiſné & heritier, releue tous les heritages: ce qu'il peut faire, s'il eſt d'accord à ſes autres freres & ſœurs, il ne deura qu'vn Relief. Et meſmes pourront les autres enfans renoncer à leur Quint de viure naturel, au profit dudict heritier: ſans que pour la renonciation, le Seig. dont eſt tenu l'heritage ait aucun droict pour le Quint. Car puis que l'heritage eſt releué par l'heritier, le Seigneur ſe doit tenir pour content, ſans qu'il puiſſe contraindre les autres enfans à releuer ledit Quint.

Peronne Tit. 7. Art. 173. Le †† fils ou fille aiſnez doiuent releuer du S.F. le Quint des puiſnez, & les acquiter de ce qu'ils pourroient deuoir à cauſe

†† *Voyez ce qui eſt cotté cy deſſus ſur les Art. 170. & 171.*

Source : BIU Cujas

de leur Quint pour la premiere fois : & les puiſnez chacun pour leur part & portion doiuent releuer de l'aiſné pour icelle premiere fois : & mutation aduenant en la perſonne des puiſnez, leurs ſucceſſeurs & ayans cauſe d'eux, entrent en foy enuers le S. comme deuant. Art. 186. L'aiſné † releue pour les puiſnez & les acquite : les puiſnez releuent de luy pour la premiere fois en la maniere que dict eſt, entre Nobles.

† *Voyez cy deſſus les Art. 181. 182.*

BOVLLENOIS Tit. 20. Art. 79. Chacun des enfans d'vn treſpaſſé, auquel ſont eſcheus pluſieurs heritages feodaux, peut releuer par ſimple Relief, partie des heritages : & l'autre vne autre partie, le tout par ſimple Relief, & comme heritier de ſon pere & mere, ſi ainſi le conſent le fils aiſné. Et à faire les Reliefs, le S. de qui les heritages ſont tenus, n'y peut contredire.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 32. Vn fils Noble ou non Noble, aiſné aagé de xx. ans & vn iour, ſera †† tenu porter la foy & hommage pour tous ſes freres & ſœurs mariez ou non mariez, & garder vne fois ſes freres & ſœurs de payer profit : & la fille à xiiii. ans & vn iour non mariee peut porter la foy & hommage de ſes heritiers feodaux, ſans payer profit.

†† *Le Comte de Daupmartin & Maiſtre Ieã Hirbereau Lieutenãt particulier audict Montargis, requirent la correction de ceſt Art. 32. en ces mots,* Sera tenu porter la foy & hommage : *& au lieu de ces mots fuſſent mis,* Peut porter la foy & hommage, *Ce qui a eſté empeſché par les Aduocat & Procureur du Roy. Surquoy & pour la difficulté des opinions des aſſiſtans, auons ordonné qu'en ſeroit noſtre rapport à la Cour, pour par icelle en eſtre ordonné comme de raiſon.*

ORLEANS Tit. 1. Art. 35. Vn † fils aiſné ſoit noble ou non noble aagé de xx. ans & vn iour peut, ſi bon luy ſemble, porter les foy & hommages pour tous ſes freres & ſœurs, mariez & non mariez. Et ayant le fils aiſné porté la foy & hommage pour ſes freres & ſœurs, il ne s'en peut plus deſiſter à leur preiudice : ſinon que leſdicts freres & ſœurs puiſnez la vouſiſſent porter pour eux meſmes. A †† laquelle foy le S. de fief ſera tenu les receuoir, ſans pour ce payer profit.

† *Ceſt Art. 35. eſt tiré des 31. & 102. Art. anciens.*

NORMANDIE Chap. 9. Art. 196. Quand le frere aiſné eſt aagé, la garde de tous les fiefs de la ſucceſſion finit, combien que les puiſnez ſoient encores en bas aage. Et faict ledit aiſné la foy & hommage de tous les fiefs, & en paye les Reliefs pour tous. Et neant-moins apres les partages faicts, les puiſnez ſont tenus faire la foy & hommage, chacun pour ſon regard, ſans qu'ils ſoiẽt tenus paier aucun Relief.

TOVRS Tit. 25. Art. 264. L'aiſné noble pour le droict qu'il prend plus que ſes puiſnez, eſt chargé de faire les foy & hommage & garantir en [k] franc Parage, * ſous ſon hommage à ſes puiſnez, leur tierce partie franche de tout deuoir feodal † ordinaire deu, pour raiſon dudit hommage, en retenant à ſoy les deux parts du fief, durant le Parage, qui dure iuſques à ce que la lignee iſſuë des aiſné & puiſnez ſe puiſſe prendre par mariage, qui eſt du quart au v. degré : mais †† leſdits puiſnez contribueront pour leur regard auec l'aiſné aux charges du Ban & Arriere-ban & loyaux Aydes. Art. 265. Chacun † des puiſnez en l'abſence ou negligence de l'aiſné peut faire les foy & hommage deuz pour les choſes de leur ſucceſſion. Et ſi l'aiſné qui auroit eſté abſent pour cauſe neceſſaire retourne, eſt receu eſdicts foy & hommage, le puiſné luy rendra compte iuſques à la concurrence de ſes portions. Art. 266. Les puiſnez ou puiſné qui pour leur tierce partie auront eu par partage, fief ou lieu entier, ſont tenus d'en faire les foy & hommage qui en ſeront deuz. Art. 273. *A la fin.* Et eſt tenue ladite aiſnee faire les foy & hommage, & garantir en Parage & durant iceluy, les portions de ſes puiſnez : ſinon que la puiſnee ou puiſnees euſſent fief entier pour le Partage : auquel cas elles feront les foy & hommage, ou elles ſont deuës. Art. 275. Si †† les fils ou filles aiſnee ou leurs repreſentans defaillent à faire leſdictes foy & hommage aux S. dont ils ſont tenus : & que par defaut de ce, les S Suzerains leuent les fruicts des choſes hommagees : leſdicts puiſnez auront action pour leurs intereſts & dommages contre leſdicts aiſné ou aiſnee. Tit. 27. Art. 297. *A la fin.* Fera l'aiſné les foy & hommage, & payera les deuoirs Seigneuriaux † ordinaires en la maniere des Nobles.

k Parage en quelques anciens titres ſe nomme Fatragium pour Fraragium ou Fratragium, en ces mots, Ita quod vterque filiorum tenebit Farragium ſuum de Comite Frerage, ſe dit autant de l'aiſné, que des autres. Parage appartient plus prompte-ment à la portion des puiſnez ainſi que le M. Pithou en ſes memoires des Comtes de Champagne. En celieu faut lire Parage, & non partage, comme il eſtoit imprimé : Nous parlerons de ce droict cy deſſous en l'Addition de ce Titre, nombre 13.

† *Ce mot,* ordinaire, *a eſté de nouuel adiouſté.*

* *Partage* male.

†† *Ces mots,* Mais leſdicts, *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez, pour auoir lieu à*

LODVNOIS Chap. 27. Art. 9. L'aiſné Noble pour le droict d'aiſneſſe & aduantage qu'il prend plus que ſes puiſnez, a la charge de faire ſes foy & hommage, &c. p. *à Tours.* Art. 264. Deuoir FEODAL pour raiſon de l'hommage : ſinon és cas, eſquelles par autres Couſtumes cy deſſus poſees, les puiſnez ſont tenus contribuer auec l'aiſné, au payement des deuoirs feodaux. Et eſt à entendre ce que dit eſt, en retenant par l'aiſné les deux parts du FIEF, & durant le Parage, &c. degré de lignage. | Art. 10. Et n'eſt à entendre, que ſous les mots, de tout deuoir feodal, ſoit compris le droict de Rachat : duquel droict de Rachat n'eſt tenu l'aiſné garantir ſes puiſnez, quand le Rachat aduient par mort. Autre choſe ſeroit ſi par le faict dudit aiſné & Seigneur des deux parts, comme par vendition, mariage ou autre contract d'alienation ou par coulpe, le Rachat aduient. Car

l *Scilicet lineæ inæqualis : in qua iudicium fit ex remotiore ſecundum ius Pontificium : quia idem de ſecundo vel tertio ad quintum. Sed ſi redu-*

Source : BIU Cujas

catur in vſum computatio Iuris ciuilis, extunc ſtabitur illi in terminis huius conſuetudinis. C. M.

l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.

† *Ceſt Art.265.eſtoit le 9.Art.ancien duquel ont eſté rayez ces mots,* les xl.iours, *paſſez.*
†† *Ceſt Art.275.a eſté de nouuel introduict en conſequence des precedens Articles,& mis au lieu du 15. Art.ancien du Tit.des Succeſſions.*
† *Ce mot,* ordinaires, *a eſté adiouſté pour interpretation ſeulement. Au reſte voyez le 298. Article mis cy deſſus ſur l'Art 19. de Paris.*

adonques ſeroit tenu garantir ſes puiſnez du Rachat. Art.11. Le puiſné en abſence ou negligence de ſon aiſné, peut faire les foy & hommage de droicts & choſes de leur ſucceſſion à eux eſcheuë, les xl.iours paſſez : & ſi l'aiſné eſt abſent pour cauſe neceſſaire, iceluy puiſné eſt receu eſdits foy & hommage. Et le puiſné ſera tenu luy rendre compte & reliqua deſdites choſes & non autrement: en le rembourſant des frais raiſonnables. Art 12. Et ſi l'aiſné baille à ſon puiſné ou puiſnez leur tierce partie, lieu ou fief entier, dont à cauſe d'iceluy ſoit deuë foy & hommage, les puiſnez ou l'vn d'eux pourront faire l'hommage au S. auquel il ſera deu, le fief eſtant entier & non diuiſé. Art. 17. Si le fils aiſné ou fille aiſnee nobles ou qui les repreſentent, qui ont recueilly les ſucceſſions deſſusdictes, dont ils doiuent faire les hommages aux S. auſquels les hommages ſont deuz, pour eux & pour leurs puiſnez par la maniere deſſusdicte, font defaut de les faire dedans le temps deu, qui eſt de xl.iours apres le treſpas du decedé, & par defaut de ce, les Seigneurs leuent tous les fruicts deſdictes choſes dont eſt deu hommage, leſdicts puiſnez en auront leur action de leurs intereſts & dommages contre ledit aiſné des fruicts & reuenus eſcheus depuis la ſommation faicte par leſdicts puiſnez à l'aiſné. Art.25. Si à aucun puiſné ou puiſnez eſt baillee par partage la tierce partie d'aucun fief, icelle tierce partie ſera departie par les deux parts & par le tiers, entre ſes enfans. Et celuy qui aura les deux parts, enſemble l'aduantage qui y appartient, garantira le tiers à ſon puiſné. Et ſous le garantage du premier chef, ſeront garantis enuers le S. Suzerain tant que le premier Parage durera.

m Si l'aiſné ou le proprietaire ne veut porter la foy & hommage au S. F. par dol ou colluſion, le puiſné ou la Douairiere pour empeſcher la Saiſie peut faire & offrir la foy & hommage, & payer ce que leſdicts aiſné ou proprietaire pourroient deuoir au S. F. pour ſes droicts, pour leſquels ils auroit recours contre eux.

n Semel heres, non poteſt deſinere eſſe heres l.ei quiſoluendo. 88. D. de hered. inſt. L. ait prætor. 7. §. ſed & quod Papianus D. de minor.

Anjou Tit.7. Art.126. *A la fin.* Et autant en pourroit m faire le puiſné noble & auſſi bien fait la douairiere ou autre vſufructuaire, ſi par dol, colluſion ou negligence, l'aiſné ou proprietaire ne ſeruoit l'hommage deu pour raiſon de la proprieté. Tit.12. Art.232. L'aiſné fils, qui eſt le principal heritier ou ceux qui le repreſentent, ou l'aiſnee fille, s'il n'y a que filles font la foy & hommage aux S. de qui ils tiennent leur terre, & garantiſſent aux puiſnez en Parage: mais s'il y a fief entier tenu à vne foy & hommage, qui chet en partage des filles puiſnees, elles en feront chacun vne foy : ſinon que par partage faict entre icelles puiſnees à l'vne d'icelles filles fuſſent demourees les deux tierces d'iceluy fief: auquel cas elle pourroit garantir l'autre tiers à ſes ſœurs ſous ſon hommage, en retenant deuoir, ou qu'il ſoit baillé à tenir nommement & declarement en Parage. Art.233. Autre choſe eſt du bien-faict des puiſnez maſles. Car poſé qu'ils tiennent en leur bien-faict, fief entier, leur aiſné en fera & portera la foy: auſſi eſt il heritier proprietaire, & les puiſnez ſont vſufruictiers n ſeulement. Art. 262. Comme dit eſt és heritages anciennement tenus à foy & hommage entre Couſtumiers, l'aiſné heritier ſuccedera pour les deux tiers, & fera la foy & hommage, & garantira l'autre tiers à ſes puiſnez, de foy & hommage enuers le S. Suzerain, dont le tout eſt tenu à foy & hommage, en y retenant deuoir : mais ne les exemptera point de Rachats & prinſes par defaut d'homme, quand les cas y aduiendront ſur les deux parts: Auquel cas le S. de fief en iouira ſur le tiers, comme ſur les deux parts. Et en iceluy cas, ſi c'eſt par ſon faict ou coulpe, ſera tenu recompenſer & deſdommager les puiſnez: & eſt au chois des puiſnez de faire deuoir à leur aiſné & d'eſtre ſes ſuiets, ou de faire foy & hommage au S. de fief, dont tout meut & depend. Et eſt à entendre que ſi au partage & ſucceſſion des puiſnez demeure aucun domaine tenu à foy, l'aiſné ne les garantira, mais feront la foy. Art. 263. Quand les puiſnez non nobles ont choiſi de faire deuoir à leur aiſné, & d'eſtre ſes ſuiets cenſiuement pour raiſon de leur tierce partie, les heritiers d'iceux puiſnez departiront leur portion d'iceluy tiers par egales portions. Autre choſe ſeroit, ſi iceux puiſnez auoient choiſi faire foy & hommage au Suzerain ou à leur aiſné. Car en iceluy cas, icelles choſes ſe departiront comme hommages. Art. 264. Si telles gens Couſtumiers ont aucun domaine ou meſtairie à eux venu par ſucceſſion tenue à foy, & qu'ils departent entre eux egalement & par teſtes:

Source : BIU Cujas

chacun fera foy & hommage pour ſa portion: mais ſi à l'vn d'eux ils en laiſſoient les deux parts, il fera la foy & garantira aux autres le tiers, en y retenant deuoir. Car par la Couſtume il conuient que celuy, qui garantit les autres, tienne les deux tiers & y retienne deuoir. Art.265. Les Couſtumes ſuſdictes, qui ont lieu au regard des ſucceſſions de gens Couſtumiers, ont auſſi bien lieu entre les freres & ſœurs, couſins, couſines & autres parens, qui viennent à la ſucceſſion l'vn de l'autre par defaut d'heritier iſſu de leur corps, comme de pere à ſes enfans. Art.266. Pour ce que partage d'heritiers Nobles ou Couſtumiers ne ſe peut pas faire promptement, pour l'abſence l'vn de l'autre, ou pour autres cauſes, l'vn des heritiers neant-moins, le partage non faict, peut venir deuers le Seigneur de Fief, dont les heritages ſont tenus à foy & hommage: & luy offrir & faire la foy pour luy & pour les autres, & luy gager le Rachat, ſi le Rachat y eſchet. Et ne le peut le S. refuſer: au moins par luy eſt empeſché de prendre par defaut d'homme.

LE MAINE Tit.8. Art.136.p. *à Aniou.* Art. 126. Tit.13. Art.249.p. *à Aniou.* Art.232. ou que nommement ſoit baillee à tenir en Parage: comme dit eſt. Art.250.p.à l'Art.233. *d'Aniou*, Art.280.p. *à Aniou.* Art. 262. enuers le Suzerain, &c. comme ſur leſdictes deux parts, iuſques à trente ans & non plus. Et en iceluy, &c. Art.281. p. *à Aniou.* Art.263. comme hommagees. Art.282.p. *à Aniou.* Art. 264. ils en laiſſent, &c. deuoir. Et ſera gardee la Couſtume locale de la Ferté-Bernard touchant le Fief Bourſal. Art.283 & 284. p. *à Aniou.* Art. 264. & 265. au moins luy eſt, &c.

Fief Bourſal.

GRAND PERCHE Tit.2. Art.59. L'aiſné des heritiers du Vaſſal decedé ou ſon repreſentant, eſt homme de foy, ſans aucune declaration ou election, encores qu'il n'y ait partage faict: toutesfois ſi partage faiſant, le lieu tenu en fief ou principal manoir d'iceluy fief, eſt baillé au puiſné, deſlors ledit puiſné deuient homme de Foy: Mais pour tel partage n'eſt deu aucun profit. Art.78. Si le Vaſſal doit porter la foy pour ſes puiſnez ou Bourſaux, o vend ſa portion de fief ſuiette à ladicte foy, l'acheteur eſt tenu acquiter leſdicts puiſnez ou Bourſaux, des Rachats deuz à cauſe de ladite mutation, enuers le Seigneur dominãt, & faire oſter les empeſchemens & ſaiſies faictes par le S. dominant. Tit.8. Art. 159. Et eſt tenu l'aiſné prenant le preciput, faire porter la foy & hommage pour luy & pour ſes puiſnez. Et où il n'y aura foy & hommage a porter, ledit preciput n'aura lieu.

Bourſaux pour Puiſnez.

o L'ancienne Couſtume du Perche chap. 16. Art.23. portoit Bourſaux ſimplement: & au quel Art. leſdicts puiſnez ſont dicts tenir Burſalement.

CHASTEAV-NEVF Chap.1. Art.2. Le †† frere aiſné q peut retenir & porter la foy des fiefs venus de pere ou de mere, ayeul ou ayeule ou autrement en ligne directe, du conſentement de ſes freres & ſœurs, & de ceux qui le voudront conſentir: & en ce faiſant les ſauue & garantit de profit r de Rachat: & tiendront ſes freres & ſœurs leurs portions de luy, ſa vie durant ſeulement, ſans toutesfois paier aucun Rachat, par leſdicts freres & ſœurs audit frere aiſné, ne au S.F. la vie durant du frere aiſné. Art.3. Apres † le treſpas dudit fils aiſné, ſes * freres & ſœurs ou heritiers ſont tenus paier Rachat, pour la part & portion de ce qui leur eſt eſcheu en fief de la ſucceſſion de leur frere aiſné decedé ſans hoirs de ſa chair: par ce que ce leur eſt eſcheu en ligne collaterale: mais de leurs parts & portions, deſquelles il portoit pour eux la foy & garantie, n'eſt deu aucun Rachat, ſ'ils ſont maſles: & ſ'ils ſont femelles, & elles ſe marient du viuant de leur frere aiſné, qui porte la foy pour ſes freres & ſœurs, ne ſera deu aucun Rachat par leſdictes filles, ſoit qu'elles ſe marient du viuant de leur frere aiſné vne fois ou pluſieurs. Art.4. Le † fils aiſné en faiſant les foy & hommage aux Seigneurs Feodaux, acquite les filles des Rachats de leurs premiers mariages.

†† *Ceſt Art. 2. eſt accordé pour ancienne Couſtume du pays.*

† *Ceſt Art.3. a eſté ainſi accordé pour Couſtume doreſnauant & pour touſiours, mais en ladite Baronnie.*

* *Al. les freres, &c. P. V.*

†† *Ceſt Art.4 a eſté accordé de nouuel pour Couſtume.*

q Ou ſon fils qui le repreſente, ou qui a retiré de l'eſtranger en ſon lieu: pourueu que le retrayant ſoit de la meſme directe ligne. C. M.

r Meſmes le fils, ou bien ceux qui ſe mariẽt pluſieurs fois: ou ſuccedans entre eux en ligne collaterale. C. M.

CHARTRES Chap. 1. Art. 2. p. *a Chaſteau-neuf.* Art. 2. de ſes freres & ſœurs: & en ce faiſant, &c. ſeulement: fors au Perche Gouet: pour ce que de toutes morts & mutations eſt deu Rachat, ſi ledit frere aiſné porte la foy pour ſes freres, ils tiendront & r'acheteront de luy leurs parts & portions. Et auſſi eſdictes Baronnies ladite Couſtume s'entend en vn meſme fief: pour ce que s'il y a pluſieurs fiefs, le frere aiſné s'il ne prend la moitié en chacun fief, ne peut porter la foy & hommage pour ſes freres & ſœurs des fiefs, où il ne prend la moitié. Et apres le treſpas de l'aiſné ne deuront les freres & ſœurs ſ aucun Rachat: ſinon qu'apres ce aucune des ſœurs ſe remariaſt. Art.3. Apres le treſpas du fils aiſné qui decede ſans hoir legitime de ſa chair, ſes freres ou heritiers ſont tenus de payer Rachat, &c. p.à l'Art.3 de *Chaſteau-neuf iuſques a ces mots*, n'eſt deu aucun Rachat, *inclus.*

ſ C'eſt à ſçauoir par mutation ou ouuerture ancienne: mais ils en doiuent à cauſe de la Succeſſion de leur frere mort ſans enfans, comme il eſt porté par l'Art.3. ſuiuant. C. M.

Source : BIU Cujas

DREVX Chap. 1. Art. 2. p. *Chartres.* Art. 2. ſauue † & garde, &c. portions de luy, ſi bon leur ſemble.

BLOIS Chap. 6. Art. 69. Quand aucun fief vient à pluſieurs enfans par ſucceſſion en ligne directe, entre leſquels enfans y a vn fils qui a la prerogatiue d'aiſneſſe, iceluy maſle peut porter la foy de tout le fief enuers le Seigneur Feodal, & garantir en Parage tous ſes coheritiers & leurs hoirs, pour leurs parts & portions du fief, iuſques à ce que luy & ſes coheritiers, ayent faict partage dudit heritage feodal, ſoit que les filles ſoient mariees ou non. Art. 70. Et ſ'il aduient que le fils aiſné aille de vie à treſpas, ſans auoir faict partage dudict heritage feodal auec ſes coheritiers, & il delaiſſe vn enfant maſle ou pluſieurs, ſon fils aiſné garantira & peut garantir en Parage les coheritiers de feu ſon Pere, enuers leur Seigneur de Fief, tout ainſi que faiſoit & pouuoit faire ſon feu pere predecedé. Article 73. Combien que le fils aiſné ne puiſſe garantir en Parage ſes coheritiers, iuſques à ce qu'ils ayent partagé & diuiſé entr'eux : ce neantmoins, ſ'il ſemble bon aux coheritiers, ils peuuent faire la foy & hommage à leur Seigneur de fief, pour telle part & portion qui leur compete & appartient en commun & par indiuis és heritages feodaux, en payant par les maris des filles, qui ſont mariees le profit de Rachat, au S. de fief, pour leur portion deſdits heritages.

DVNOIS Chapitre premier. Article douzieſme. p. *à Montargis.* Article trente-deuxieſme. peut †† porter la foy & hommage pour tous ſes freres & ſœurs mariez & non mariez : & garder vne fois en ſa vie ſes freres & ſœurs de payer profit, ſoit qu'il y ait partage ou non : & la fille, &c. ſans payer aucun profit. Art. 13. Le fils du fils aiſné n'autres de luy deſcendans ne peut porter la foy & hommage pour ſes oncles & tantes.

AVVERGNE Chap. 22. Art. 38. Quand la choſe feodale eſt diuiſee entre aucuns freres ou coheritiers, le frere ou coheritier aiſné en cas de partage, demeure chargé des foy & hommage & des ſeruices requis à cauſe de tout le Fief: ſauf ſon recours contre celuy ou ceux qui tiendront l'autre partie de la choſe feodale, apres qu'ils auront eſté deuëment ſommez & requis de reſpondre du Fief. Art. 39. Auſſi ſauf le recours des freres & coheritiers contre l'aiſné frere ou coheritier, de leurs intereſts & dommages, à faute de faire par luy les foy & hommage, apres ſommation deuëment faicte. Art. 40. Et ſi les freres & coheritiers tiennent & portent vn fief enſemble ſans diuiſion, l'aiſné d'iceux eſt auſſi tenu de reſpondre de la foy & hommage du fief & des deuoirs pour ce deuz tant pour luy, que pour les autres: ſauf ſon recours contre eux: & ſeſdits freres & coheritiers contre luy reſpectiuement. Art. 41. Et ſi le S. F. conſent à la diuiſion ou alienation particuliere de ſon fief, chacun des tenanciers de la choſe feodale, ſera tenu faire les foy & hommage & ſeruices deuz, pour la part & portion qu'il tiendra du fief.

LA MARCHE Chap. 18. Art. 186. Si aucun fief eſt diuiſé entre deux freres ou autres perſonnes, chacun des detenteurs eſt tenu faire d'eux foy & hõmage de ce qu'il tient. Et ne peuuent les freres ou autres en faiſant tel partage, retenir à l'vn l'hommage de l'autre au preiudice t du S. Mais † ſi apres le treſpas de pere & de mere, à pluſieurs enfans ſuruient quelque fief, & entre iceux y ait quelques mineurs, ou que le fief, en attendant le partage ſoit poſſedé par iceux par indiuis : en ce cas l'aiſné pourra porter l'hommage pour tous : mais la diuiſion faicte vn chacun fera ſon hommage pour ſa part. Art. 202. Quand aucun a faict foy & hommage & apres vend ou aliene partie de ſon heritage, il demeure deſchargé pour le tout des ſeruices: ſauf ſon recours à l'encontre des perſonniers, qui tiennent partie de la choſe feodale : ainſi eſt-il du fils aiſné qui a fait l'hommage pour ſes freres, qui depuis ont party. Mais apres le partage faict du fief, chacun pour ſa part eſt tenu faire hommage & ſeruice ſelon la qualité du fief.

POICTOV Tit. 1. Art. 115. Le fils ou fille aiſné ou heritier principal, iuſques à ce que partages ſoient faits, doit faire tous les hommages tant pour luy que pour ſes coheritiers & u frereſcheurs: & auſſi doit receuoir de ceux qui les doiuẽt. Et ſi apres ils font partages & diuiſions, & au puiſné eſcheoit en ſon partage aucune choſe dont ſoit deu l'hommage, le puiſné fera l'hommage : nonobſtant que l'aiſné l'euſt faict pour tous, & y entrera comme de x fief ſeruy, en baillant ſon Adueu & Denombrement par eſcrit, ſans payer aucun deuoir. Art. 125. Si aucun Vaſſal va de vie à treſpas delaiſſant pluſieurs enfans, l'aiſné ou qui le repreſente, fils ou fille, fera les hommages pour luy & ſes frereſcheurs, tant comme ils

† *Ceſt Art. 2 correctif de l'ancienne Couſtume. Et ont eſté rayez ces mots,* Et ſemblablement, *&c. iuſques à la fin dudit Art. ancien.*

†† *Maiſtre Noël le Iay s'eſt oppoſé à ceſt Art. 12. pour les S. de Mõtigny Mõlitard & de Barenton, diſant que leſdits S. en ont ioüy au cõtraire, & qu'ils en ont priuilege particulier: Nonobſtant laquelle oppoſitiõ, apres auoir ouy l'opinion des trois Eſtats, auons ordonné que ladite Couſtume demourera pour ancienne, & que de ladite oppoſitiõ ferions mention en noſtre Procés Verbal.*

† *Ces mots,* Mais ſi apres, *&c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

t L. debitorum. C. de pactis. Debitorum enim pactionibus creditoris petitio mutari non poteſt.

u Frareſcheurs, ou frereſcheurs, ſunt fratres vel cognati cõſortes & coheredes, bona communia pro indiuiſo habentes. Heritiers qui viennent à meſme ſucceſſion. Fraragium pour fratragium. Aucuns eſtiment que ceſt le Parage. Autres diſent que ceſt le partage entre freres.

x Entrer de fief ſerui c'eſt quãd le puiſné, la femme ou le mineur ne doit autre deuoir à

son S. F. que la foy & hommage & le Denombrement par ce que l'aisné, le mary ou le Tuteur ou Curateur la doiuent faire au nom des puisnez, femme & mineurs. Xainctonge. Art. 36. 37. 38. & 39.

Chemier. Parageurs.

tiendront par indiuis, & qu'ils n'auront fait partage. Et les puisnez soient fils ou filles, tiendront leur partie en Parage ou gariment auec luy. Et est ledit aisné ou qui le represente, appellé *y* Chemier : & les puisnez ou qui les representent Parageurs, Et par la mort ou mutation du Chemier, la partie des Parageurs tombe en Rachat comme celle du Chemier, & contribueront au deuoir pour telle partie, qu'ils tiennent, si deuoir y a autre que le Rachat. Art. 126. Et semblablement si le Chemier baille à son Parageur puisné par partage, aucune partie de son Fief, dont le Chemier demoure en l'hommage, le puisné & ses successeurs, si autre conuention n'y a, tiendront en Parage.

y Chemier en ceste Coustume & en celle de Xainctonge signifie l'aisné ou celuy qui le represente & tient son lieu soit fils ou fille. Les puisnez ou ceux qui les representent sont Parageurs.

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 25. Et s'il y a plusieurs detenteurs du Fief Parageurs enfans d'iceluy, qui a accoustumé de faire les hommages pour raison d'iceluy Fief, dont les hommages n'auroient esté diuisez : esdicts cas l'aisné ou qui le represente, fera & sera receu à faire l'hommage pour luy & autres ses coheritiers Parageurs ou personniers, qui seront tenus luy aider pour telles portiõs, qu'ils prendront és choses hommagees.

XAINCTONGE Tit. 4. Art. 36. Le Vassal en trois cas entre de Fief serui enuers son S. F. & n'est tenu luy payer aucun deuoir: mais seulement les foy & hommage, & rendre * son fief & Denombrement. Art 37. Le premier quand le fils aisné, la succession estant par indiuis, a fait les hommages deuz pour raison de la succession: & par apres il baille par partage à son puisné vn fief de la succession hommagement tenu, le puisné entre de fief serui.

* Aliàs. *Aueu, Denombrement & Declaration.*

BORDEAVX Chap. 8. Art. 94. S'ils sont plusieurs freres ou sœurs, qui ayent Fief commun entr'eux que doiuent esporler, dont le partage n'est encores faict, le tenancier est tenu de recognoistre de l'aisné masle ou chef de maison : lequel sera tenu bailler à esporler, & recognoistre tant en son nom, que pour & au nom de ses autres freres, sœurs & consorts, qui seront nommez, *nominatim* esdictes esporles & recognoissances: ou de la fille aisnee, s'il n'y a masles qui en doit respondre aux autres sœurs: sans preiudice du droict & cautionnage. *z*

z Aucuns estiment ce droict de caution estre quand l'aisné gouuerne le bien & les fiefs: & pour ce faict promet aux puisnez ses freres de les acquiter. Mais les Practiciens du Pays ne veulent receuoir ceste interpretation. Autres disent que c'est vn droict aduantageux, lequel les emphyteotes recognoissent à l'endroit de leur aisné: qui en reçoit les fruicts & profits & gouuerne le tout de son droict & auctorité principale. Ce droict de caution a lieu entre autres consorts, autres que les freres, en ce pays de Guyenne, quãd à l'vn d'iceux l'entier gouuernement est delaissé à vn. Ferronus.

BRETAGNE Tit. 17. Art. 363. S'il †† y a plusieurs heritiers d'vn Vassal auparauant que le partage soit faict, l'aisné du Noble, faisant l'hommage acquitera pour tous: & apres le partage, s'il y a terre ou fief baillé par heritage, celuy à qui il aura esté baillé, en doit faire l'hommage. Et si les heritiers sont roturiers, ils a doiuent tous, attendant le partage, faire la foy; & à ceſt effect conuenir de l'vn d'eux pour la porter au nom de tous. Et neant-moins apres le partage fait, chacun d'eux sera tenu faire la foy pour la portion qui luy sera escheuë : autrement & à faute de ce faire & dedans le temps cy dessus ordonné, le S. peut saisir.

†† *Ceſt Art. 363. est de nouuel adiousté ainsi qu'il sera dit cy apres en l'Art. 31. de Paris.*

Filles en ligne directe ne doiuẽt Relief pour le premier mariage : ains seulement pour le second & autres subsequens. Et doiuent Relief en ligne collaterale pour fief escheu pendant le mariage : mais en ligne directe n'en doiuent point.

† *Voyez ce qui a esté cotté sur le 35. Art. de ceste Coustume.*

Art. 36. PARIS.

Et † s'il n'y a [b] que filles, ou que le fils aisné, si aucun y a, n'a porté la foy, n'est deu droict de Relief en ligne directe par les filles à cause de leur premier mariage: lesquelles neant-moins esdits cas ou leurs maris pour elles, doiuent porter la foy sans payer Relief.

a Presuppoſant, qu'ils doiuent tous hommage.

h La raison de ceſt Art. 36. depend du 3. Art mis cy dessus : par lequel en ligne directe n'est deu aucun Relief.

Art. 37. PARIS.

Mais si elles se marient en secondes ou autres nopces, est deu Relief pour chacun desdits autres mariages.

Art. 38. PARIS.

Et si pendant le premier, second ou autre mariage, le fief eschet à vne femme en ligne directe, [c] semblablement n'est deu Relief pour la mutation : mais si le fief eschet en ligne collaterale, auant qu'elle soit mariee, est deu Relief. Comme aussi est deu en toutes mutations qu'elle fera par mariage: & si pendant l'vn desdits mariages, ledit fief luy eschet en ligne collaterale, n'est deu qu'vn seul droict de Relief pour ladicte mutation, tant pour son mary, que pour elle.

c Soit que le fief soit escheu pendant le mariage ou deuant. Art. 3. de Paris. Et la fille ores qu'elle ne soit mariee, doit Relief pour fief a elle escheu en ligne collaterale, suiuant le 33. Article de Paris, mis cy dessus. Mais pour son premier

CONFERENCE.

Source : BIU Cujas

mariage, elle n'en doit payer autre Relief: & ſi pendant iceluy ou autre mariage, ledit Fief luy eſchet en ligne collaterale, elle ne payera qu'vn droict de Relief, à ſçauoir à cauſe de la mutation de ſon chef, qui ſera tãt pour ſon mary, que pour elle. Mais ſi elle ſe remarie, ores qu'elle ait payé Relief conſtant le precedent mariage, ou auparauant iceluy, ſera deu ledict droict pour chaſcun deſdicts autres mariages, & en toutes mutations qu'elle fera par mariage depuis le premier. La raiſon de ceſte Couſtume ſemble à Du Moulin ſur l'Art. 25. ancien fort eſtrange & contre raiſon: mais ces Couſtumes ont eſté introduites par ce que la femme ſ'en va en autre famille, & demoure en la puiſſance de ſon mary: & change ſon nom. Bald. in l. lege. C. de legit. hered. & puis que le mary prend les fruicts, & eſt faict Seigneur par le moyen du mariage. l. doce ancillam. C. de rei vind. l. & ſi dotis L. in rebus. C. de iure dot. & ibi Acc. & Bartolus. Les anciens Practiciens, comme au liure intitulé, Cy commence Li eſtabliſſement, &c. Nulle Dame ne faict Rachat, ſi elle ne ſe marie, & ſi elle ſe marie ſon Seignor ſera Rachat au Seignor, à qui il ſera homme.

MEAVX Chap. 18. Art. 146. *A la fin.* Et s'a vne femme eſchet Fief noble en ligne directe, elle ne doit aucun Rachat pour raiſon de ſon premier mariage: mais ſi elle ſe marie ſecondement, elle doit Rachat. Et ainſi conſequemment des autres mariages enſuiuans.

d Melun. Art. 37. 47. & 62. mis cy deſſus en la Conference de l'Art. 35. de Paris.

MELVN Chap. 4. Art. 61. Si vne fille tenant Fief ſe marie, ou eſtant mariee, luy aduient vn Fief, ſon mary rachetera du S. F. encores que le fief ſoit eſcheu en ligne directe: ſinon qu'elle euſt frere qui l'euſt d acquitee. Et où ladite fille ne ſe marieroit ne deura Rachat, encores qu'elle n'euſt frere qui la peut acquiter. Art. 63. Pareillement quand aucun donne à ſa fille vn ou pluſieurs fiefs par traicté de mariage & autrement qu'en †† aduancement d'hoirie, le mary payera Rachat au Seigneur Feodal, iaçoit que la fille ait vn frere. Art. 64. Autant de fois que la femme ſe marie, elle doit Rachat, pour raiſon des fiefs qu'elle tient, de quelque part qu'ils luy ſoient aduenus ou eſcheus. Art. 65. Toutes fois ſi le premier mary n'eſtoit entré en foy, le ſecond mary ne deura qu'vn Rachat: & n'en ſera deu pour le premier mariage: ſinon † qu'il y euſt ſaiſie ou pourſuite pour faire la foy.

†† *Ces mots*, En aduancement d'hoirie, *ont eſté de nouuel adiouſtez pour plus grande explication.*

† *Ces mots ſuiuans*, Sinon qu'il y euſt, *& ont eſté de nouuel adiouſtez.*

e Du Moulin tient ſur l'Art. 25. de Paris que la femme reprenãt ſes heritages propres, ne doit payer aucun Relief: par ce qu'il n'y a aucune mutation. Num. 10.

SENS Tit. 19. Art. 211. Si le Vaſſal delaiſſe par ſon treſpas vne fille, elle ne doit Rachat: pour ce qu'elle eſt en directe ligne. Et ſi elle ſe marie pour la premiere fois, ſon mary ne doit Rachat: & apres le treſpas de ſon mary, e elle n'en doit ſemblablement, ſi elle ne ſe remarie.

AVXERRE Tit. 2. Art. 67. La †† fille à qui le Fief eſt aduenu par ſucceſſiõ directe, ne doit aucun Relief ou profit de Fief, ores que depuis le Fief à elle eſcheu elle ſe marie, ou que lors de l'eſchoite d'iceluy, elle fut mariee: & ne doit elle ou ſon mary que la bouche & les mains.

†† *Les Art. 76. 77. & 78. pour plus grande explication, ont eſté mis au lieu des 245. 246. & 247. dudit ancien Couſtumier.*

ESTAMPES Chap. 1. Art. 5. Les filles & vefues ſuccedans à leur pere, mere, ayeul, ayeule ou autres aſcendans en vn fief, ne doiuent aucun profit au S. F. duquel depend le Fief à elles aduenu: ains ſeulement la bouche & les mains. Si toutesfois elles ſe marient, eſt deu Rachat au S. F. ſinon que l'vn de leurs freres les euſt acquitees. Art. 6. Si à fille mariee aduient vn Fief par droict de ſucceſſion en ligne directe, & que ſon frere ne l'ait acquitee, ſon mary eſt tenu de faire & porter les foy & hommage du fief, & d'auantage de payer vn Rachat au S. du fief: & ſi elle ſe marie pour pluſieurs fois, eſt deu Rachat pour chacun mariage.

† *Ces mots*, ou eſtant ia mariee, *ont eſté adiouſtez.*

DOVRDAN Tit. 1. Art. 11. Quand vne femme, à laquelle appartient fief, ſe marie, ou eſtant ia mariee, luy aduient le Fief, eſt deu Rachat, ſinon qu'elle euſt eſté acquitee par ſon frere aiſné ou puiſné.

MONT-FORT Chap. 1. Art. 24. p. *a Dourdan*, vn † Fief ſe marie, &c. Rachat ou Relief au S. F. ſinon †† qu'elle ſoit, &c. comme dit eſt.

†† *Le Procureur du Roy a requis que ces mot*, ſinõ qu'elle, *&c. ſoient rayez, & qu'il ſoit adiouſté ce mot*, Fille, *apres le mot de femme. Et a faict pareil empeſchement pour Neauphle, ouys les opinions des Eſtats, à eſté ordonné que ledit Art. demeurera purement & ſimplement, & neant moins que ce mot, fẽme, s'entendra auſſi pour fille.*

MANTE Chap. 1. Art. 30. p. *a Mont-fort*, aduient en fief, &c.

SENLIS Tit. 7. Art. 132. *A la fin.* Si iceluy fief eſchet à fille & qu'elle ſoit mariee, pour ce que ſon mary eſt perſonne eſtrange, il payera plain Relief au S. F. Art. 166. En vne ſucceſſion, où il y a fils & vne fille ou pluſieurs: & il y a fief, dont le fils ait fait la foy & hommage au S. F. la fille tant qu'elle ſe tiendra à marier, ne payera aucun Relief pour ſa part dudit Fief. Car par la Couſtume de pere à fils ou fille n'y a que bouche & mains auec le Chambellage: excepté és Chaſtellenies de Ponthoiſe & Chaumont, de Mellon & de Moncy & les fief, qui en dependent qui ſe relieuent de toutes mains & mutations. Art. 167. Mais incontinent que la fille ſe mariera, le mary eſt tenu releuer l'heritage de ſa femme, pour ce qu'il eſt eſtrange perſonne: & toutesfois qu'elle ſe mariera, ſera ſemblablement tenue ou ſon mary pour elle, payer Relief.

CLERMONT Titre huictieſme. Article octante ſept. Quand vn Fief aduient à vne fille à marier, par ſucceſſion directe ou collaterale, ou par donation, & qu'icelle fille a faict ou non les droicts dudict Fief, & depuis elle ſe ma-

Source : BIU Cujas

rie: en ce cas ſon mary doit Relief de Bail, qui vaut la valeur d'vne annee du Fief, & d'iceluy doit faire hommage au Seigneur Feodal. Art. 89. Et au cas que la femme pour ſecondes ou tierces nopces ou plus ſe remarioit, autant de fois que ce aduiendroit, le mary deuroit touſiours Relief de Bail. Art. 90. Si le mary de la femme Noble ou autre meurt, auant que d'eſtre entré en foy du fief appartenant à icelle femme, & depuis elle ſe remarioit ailleurs, le ſecond ou tiers mary ne ſera tenu payer droict de Rachat, pour le premier ou ſecond mary: ains ſeulement le droict de Rachat deu pour raiſon du Bail de ſondict mariage.

VALLOIS Tit. 4. Art. 42. Toutes & quantesfois que la femme aiant fief ſe marie, ſon mary doit Rachat & profit des fiefs qu'elle tient: ſçauoir eſt, le reuenu d'vne annee, le dict des Pairs, ou vne ſomme de deniers pour vne fois, qui ſe doit offrir par le mary, comme dit eſt cy deſſus.

TROYES Tit. 3. Art. 46. Dame ou Damoiſelle, toutes & quantesfois qu'elle ſe remarie en ſecõdes nopces, doit Relief de toutes les terres qu'elle tient de fief, ſoit que les terres luy ſoient eſcheuës en ligne directe ou collaterale.

CHAVMONT Tit. 2. Art. 27. Le ſecond mary doit Rachat du Douaire f de ſa femme, à elle appartenant à cauſe de ſon premier mary: & pareillement de toutes les terres feodaux appartenans à ſadicte femme, tant de ſon propre qu'autrement: par ce qu'elle baille nouuel homme: lequel Rachat eſt le reuenu d'vn an deſdictes terres de Fief, au chois de trois annees l'vne, comme dit eſt du Relief. Art. 28. Le premier mary d'aucune Dame ne doit point de Relief des terres feodaux à elle appartenans, & qu'il a prinſes auec icelle Dame. Art. 54. De terre feodale baillee à fille remariee en acquit de deniers iadis promis par le pere au premier mariage & non payez, durant iceluy premier mariage, eſt deu Quint denier par le ſecond mary.

VITRY Tit. 3. Art. 27. Le mary ne doit de ſon premier mariage g aucun Rachat, Relief ou autre profit au S.F. pour raiſon des terres de ſa femme qui n'auoit iamais eſté mariee. Et pareillement des terres, qui pendant ledit mariage aduiennent à ſadite femme en ligne directe. Art. 34. De terre Noble tranſportee par pere ou mere à fille remariee pour la ſeconde fois, en paiement de la ſomme promiſe par le pere ou mere, à ſadite fille, en ſon premier mariage, eſt deu Quint denier.

LAON Tit. 16. Art. 168. Si † la fille, à laquelle eſt eſcheu aucun Fief en droicte ligne, ſe marie, n'eſt deu au S.F. pour le mariage aucun droict de Relief. Pareillement ſi tel Fief luy eſt eſcheu en ligne collaterale, & qu'elle ait paié droict de Relief & puis ſe marie n'eſt deu pour ledit mariage aucun droict de Relief: ains eſt ſeulement tenu le mary d'elle, aller vers ſon S.F. luy faire ſerment de fidelité. Mais ſi ladite femme ſe remarie en apres vne autre fois ou pluſieurs, eſt deu droict de Relief au S.F. pour chacun des autres mariages.

CHALONS Tit. 19. Art. 178. p. *a Laon.*

REIMS Tit. 3. Art. 79. Quand vne femme, à laquelle appartient vn fief, ſe remarie ou eſtant mariee luy aduient vn fief par ſucceſſion directe ou collaterale, ſon mary paiera vn Rachat au S.F. ſinon †† que pour le regard de la ſucceſſion directe, elle euſt eſté acquitee de ſon premier mariage par ſon frere aiſné ou puiſné, comme ſera dit cy apres. Art. 80. Et eſt à entendre qu'autant de fois que la femme ſe remariera, eſt deu Rachat audit S.F. Art. 81. Non ſeulement eſt deu Rachat pour fief aduenu en ſucceſſion directe à ladicte femme ſe remariant: mais auſſi pour le fief qui luy a eſté delaiſſé par ſon feu mary à titre de Douaire.

NOYON Tit. 4. Art. 26. Si † vne fille, à laquelle eſt eſcheu vn Fief, ſe marie, n'eſt deu aucuns droicts au Seig. de Fief pour raiſon du premier mariage: mais pour les ſubſequens & pour chacun d'iceux eſt deu Relief & droict de Chambellage.

S. QVENTIN Tit. 4. Art. 66. En †† toutes nopces, hors mis les premieres, la femme doit Relief, à cauſe de ſes fiefs.

RIBEMONT Tit. 2. Art. 4. Vne † fille, à qui ſeroit eſcheu vn fief en ligne directe, pour ſon premier mariage, h ne doit que le Chambellage auec la bouche & les mains: mais pour autres mariages, hors le premier, elle ou ſon mary pour elle, doit pour chacun d'iceux droict de Relief: qui eſt le reuenu d'vne annee, faiſant des trois annees dernieres vne annee commune.

SEDAN Tit. 3. Art. 58. Quand vne femme ſe marie, pour la premiere, ſecõde ou autre fois, elle ne doit Quint, Req. ne Relief de terres feod. à elles eſcheuës

† *Voyez ce qui eſt noté ſur l'Art. 167. cy deſſus.*

†† *Ces mots, Sinon que, &c ont eſté adiouſtez, pour obuier aux difficultez qui pouuoient aduenir ſur iceluy.*

† *A eſté remonſtré par leſdicts Cordelier & Hurderu qu'aux S. pour leſquels ils parlent, eſt deu Relief par le mary & bail, pour chacun mariage: Auons ordonné que ledit Art. demeurera pour Couſtume, ſans preiudice auſdicts S. de leurs droicts & poſſeſſions pour leſquels ils demeureront en leur entier.*

†† *Ceſte Art. 66. a eſté accordé pour l'aduenir au lieu de l'ancien. Voyez l'Art. 65. cy deſſus.*

†† *Ceſte di-*

f Idem par les Art. 39. & 45. de ceſte meſme Couſtu. Mais ces Couſtu. ſemblent eſtre ineptes & hors de raiſon: par ce que le Douaire eſt vn ſimple vſufruict, & ne ſe deuroit conſiderer la mutation d'iceluy. Et n'eſt pas proprement mutation: d'autant que le ſecond mary a ſeulement le profit de l'vſufruict, & & non pas vn droict d'vſufruict inſeparable de la perſonne. Toutes fois puis qu'on regarde la mutation de ceſte part, il enſuit conſequemment que l'on ne conſidere pas les mutations procedans du coſté du proprietaire: tellement que pour icelles ne ſont deuz aucuns droicts: ſelon que i'ay monſtré ſur le 32. & 43. Art. le l'ancienne Couſtu. de Paris. C. M.

g C'eſt à ſçauoir du premier mariage de ſa femme, & non pas du premier mariage du mary: & quant à luy, il ne faut pas conſiderer, s'il a eſté marié ou non. C. M.

h Encores qu'elle n'ait aucuns freres. Ce qui eſt treſ-equitable. C. M.

Source : BIU Cujas

ſtinction du 4. Art. a eſte faite pour l'aduenir.

de ſucceſſion directe, deuant ou apres qu'elle eſt mariee en premieres ou autres nopces.

AMIENS Titre premier. Article neufieſme. Si † femme tenant fief, ſe marie, le mary eſt tenu de releuer comme mary & bail de ſa femme, pour deſeruir le Fief & doit Relief, tel comme deſſus. Et à faute de faire ledit Relief, le Seigneur Feodal le peut faire ſaiſir & gouuerner, aux deſpens d'iceluy fief: mais ne faict les fruicts & proufits ſiens. Article dixieſme. Et †† quand le fief eſchet à vne femme conſtant ſon mariage, ſoit par ſucceſſion, don teſtamentaire, ou par don entre vifs faict en aduancement d'hoirie & de ſucceſſion: en ce cas le mary & la femme ſont tenus de releuer la proprieté du fief, & payer droict de Relief & Chambellage ſelon la nature d'iceluy, & n'eſt ledit mary tenu releuer de bail.

MONSTREVL Article ſeizieſme. Quand à vne femme mariee aduient aucun fief par ſucceſſion, le mary eſt tenu payer au Seigneur de fief, deux Reliefs l'vn de proprieté pour la femme: & vn de bail & vn de Chambellage: & n'eſt tenu le Seigneur, receuoir vn Relief, ſans l'autre, & à faute de paiement dedans quarante iours le Seigneur a le profit des leuees apres la ſaiſie par luy faicte.

S. OMER Titre ſecond. Article vingtieſme. Vne femme qui a aucuns Fiefs, ſoit qu'elle ſe marie, ou que cõſtant mariage luy viennent & ſuccedent aucuns Fiefs, icelle ne doit que Relief de proprieté. Et n'y a Relief de Bail ne desbail.

S. POL Titre ſecond. Article vnzieſme. Quand vne femme iouiſſant & poſſedant d'aucuns Fiefs ou Fief ſe marie, le mary par dedans quarante iours du iour des eſpouſailles, eſt tenu faire au Seigneur dont iceux Fiefs ſont tenus, foy & hommage, & auec ce paier Relief de Bail, de telle ſomme que le Relief heritier monte & ne doit point de Chambellage.

CHAVNY Tit. 15. Art. 78. Quand vne femme, à laquelle appartiennent aucuns fiefs, ſe conioint en mariage, iaçoit qu'elle ait releué & droicturé auparauant tel fief, du S. dont il eſt mouuant, le mari d'icelle femme apres le mariage ſolemniſé, eſt tenu neant-moins de paier droict de Relief, qui ſe nomme Relief de Bail: par ce qu'il faict les fruicts ſiens. Et ſi apres ledit mari decede, & la femme conuole en ſecondes nopces, i ſondit mari paiera de rechef ledict Relief: qui ſe doit prendre en la maniere que deſſus. Art. 79. Et où la femme n'auroit releué le fief à elle appartenant auant ſon mariage, le mari ſeroit tenu, auec le droict de Relief, le droicturer pour icelle femme & paier droict de Chãbellage, ſ'il eſtoit eſcheu en ligne directe: ou encores vn autre droict de Relief, ſ'il eſtoit venu de ligne collaterale. Et par ce moien ſi le mari predecedoit icelle femme en viduité ne ſeroit plus tenue de droicturer pour iceluy fief.

i Qui eſt le ſecond payera en ſemblable ledit droict de Relief.

PONTHIEV Tit 2. Art. 28. Si aucune femme, qui a releué ſon heritage ſe marie & entre au bail d'autruy, le mari & elle doiuent Relief de bail: & auſſi quand le mari va de vie à treſpas, & que la femme eſt hors bail & retourne à gouuernement, elle doit Relief ſimple pour la mutation de celuy, qui eſtoit homme de Seigneur. Et ſi elle ſe remarie la ſeconde fois, le ſecond mari eſt tenu de releuer & paier Relief de bail. Et ſi iceluy ſecond mari meurt, & elle ſuruit, elle doit encores releuer. Et pareillement faut qu'elle & ſes maris relieuent pour tant de fois qu'elle ſe mariera, & qu'elle ſera vefue.

BOVLLENOIS Tit. 10. Art. 48. Quiconques ſ'allie par mariage à femme ou fille, aiant heritages Feodaux de ſa proprieté, doit au S. de qui ils ſont tenus, le Relief de bail ſans aucun Chambellage: & n'eſt deu de Relief de bail par le treſpas du mari: & auſſi pour non auoir releué dedans xl. iours, le S. F. audit cas n'a aucunes leuees: mais bien peut faire ſaiſir pour eſtre payé.

PERONNE Tit. 2. Art. 34. Et † ſi le fief eſchet à fille ou fille de fils, ou fille du decedé, eſtant mariee hors l'eſchoite: ou ſi depuis icelle, elle ſe marie, outre le droict de Chambellage eſt deu droict de Relief: qui eſt le reuenu de l'annee de l'ouuerture ou la troiſieſme partie du reuenu des trois annees precedentes accumulees enſemble au chois & election dudict Seigneur. Art. 38. Neant-moins ſi la femelle, à laquelle eſt eſcheu le fief, ſe marie, ſans auoir releué & payé ledict droict, n'eſt deu au Seig. qu'vn ſeul droict pour l'eſchoite en ligne collaterale & pour mariage: ſinon que le S. euſt ſaiſi depuis l'eſchoite, auparauant le mariage. Auquel cas ſeroient deuz droicts de Chambellage & reuenu d'annee. Art. 39.

† *Ceſt Art. 9. eſtoit le 15. Art. ancien. Auquel ledit Vaillãt & Leſcouuette pour ledit Cardinal de Chaſtillõ ſe ſont oppoſez, diſans que ledit S. en ſon Vidame de Gerberoy, fait les fruicts ſiẽs: Ce que ledit Procureur du Roy a empeſché, & a employe ce qu'il a dit ſur l'Art. precedent.*

†† *Ceſt Art. 10 eſtoit le 16. de l'ancie: Auquel ſe ſont oppoſez le ſieur Vidame d'Amiens & le ſieur de la Freſte, qui ont perſiſté à l'oppoſition faite par leurs predeceſſeurs en l'an 1507. ſur ledict Art. diſãs auoir Relief de Bail auec celuy de proprieté par titre & poſſeſſiõ immemoriale cõfirmee par Arreſt, & dont ils ont iouyiſques à preſent. Ce qui a eſté empeſché par ledit Aduocat du Roy: & a requis que leſ dits oppoſans ayẽt à luy exhiber les titres & Arreſts par eux alleguez. Auons donné acte auſdits oppoſãs de leur dire, & ordõné que dedãs 4. mois prochainemẽt venãt, ils inſtruiront leurs oppoſitiõs, & les feront mettre en eſtat de iuger. Autremẽt ledit tẽps paſſé, où il yaura negligẽce ledit Art. paſſera purement & ſimplemẽt cõtre leſdits oppoſãs.*

† *A eſté remõſtré par le Feure Lieutenant de Peronne que de l'Art. 34. ainſi qu'il eſt couché ſ'enſuiuroit quelque abſurdité: d'autãt qu'il ya*

Source : BIU Cujas

que quelques terres qui ne portent que de trois annees l'vne & pourroit aduenir que le S. choisiroit l'annee que toute ladite terre seroit ensemencee: tellement que pour vne annee il auroit le reuenu de trois, estant baillee l'option audit Sieur, telle que porte l'Art. Surquoy a esté dit que en ce cas le Sieur ne prendra que le tiers, à l'esgard du reuenu des trois annees.

Si †† le droict de Relief a esté payé vne fois par la femme mariee, soit pour fief escheu en ligne directe ou collaterale: si icelle femme conuole en secondes, tierces ou autres nopces, ne sera deu au S.F. pour lesdits mariages aucun droict de reuenu: mais seulement vn droict de Chambellage pour chacun d'iceux mariages, pour recognoissance de nouueau homme & vassal.

ARTOIS Tit.1.Art.26. Le mary possesseur du fief à cause de sa femme, cõbien qu'elle auparauant ait releué iceluy, neantmoins il est tenu payer au S. dont il est mouuant Relief de bail seulement selon la nature du fief, & ne doit aucun Chambellage. Mais si le fief est escheu à femme pendant & constant le mariage, il n'est qu'vn Relief & vn Chambellage pour le fons. Art.27. Le S. peut par ses Officiers saisir & mettre en ses mains le fief de luy tenu par faute du Relief de bail trois mois apres le mariage consommé, & faire les fruicts siens comme il fait pour Relief principal du fief.

S.OMER en Artois Tit.1.Art.2.p. *à S.Omer* ne doit aucuns Reliefs que &c. de bail ne du desbail.

S. POL en Artois Tit.1.Art.4. Quand à vne femme liee de mary eschet aucun fief, il est deu au S. Haut Iusticier ou Vicomtier, droict de Relief, tel que la nature du fief, auec vn Cambellage. Si est pareillement deu Relief de bail tel que Relief heritier sans Cambellage. Et si est pareillement deu Relief de bail tel que dessus, quand la femme iouissante de fiefs ou fief, sallie par mariage.

MONTARGIS Chap.1.Art.38. Si pere ou mere, ayeul ou ayeule vont de vie à trespas sans enfans masles & delaissent vne fille ou plusieurs estans mariez lors du trespas, elles doiuent Rachat de leurs heritages tenus en fief. Art.46. Iaçoit que la fille pour la succession de ses pere & mere, ne doiue aucun profit au S. de Fief: toutesfois si elle se marie, ou elle est trouuee mariee & elle n'a point de frere k qui l'affranchisse & porte la foy pour elle, son mary rachetera.

ORLEANS Tit.1. Art.36.p. *à Paris.* Art 36. n'est † pareillement deu aucun profit par les filles &c. sans payer profit pour le premier mariage. Et sera tenu le S. de fief les y receuoir Art.37.p. *à Paris* Art.37.

NORMANDIE Chap.9.Art.199. Homme espousant femme, à qui appartient fief noble, est tenu faire foy & hõmage au S. & ne doit payer aucun Relief: pourueu que la femme l'ait vne fois payé.

TOVRS Tit.25.Art.132. Homme noble ou roturier fait Rachat de la chose hommagee à luy appartenant l à cause de sa femme, soit †† qu'il y ait Communauté de biens ou non: si ce n'estoit durant le parage d'elle & des siens: & encores qu'il y ait droict sur la terre hommagee, le S. en prendra tous les fruicts: mais le proprietaire sera tenu en recompenser la douairiere. Ar.138. Le S. ne peut leuer les heritages hommagez de la femme nouuellement espousee, par defaut de foy & hommage, iusques à † xl. iours apres les espousailles.

LODVNOIS Chap.14.Art.1.p. *à Tours.* Art.132. iusques à ces mots, *de sa femme*, inclus. Art.15.p. *à Tours.* Art.138. iusques à xv. iours apres &c.

ANIOV Tit.7.Art.87. Si femme se marie son mary deura Rachat aux S. des Fiefs, dont les choses hommagees de la femme sont tenues à foy & hommage. Et aussi bien doit son mary Rachat, si aucunes choses hommagees luy aduenoient par succession ou autrement à cause de sa femme durant le mariage.

LE MAINE Tit.8.Art.100.p. *à Anjou.*

GRAND PERCHE Tit.2.Art.72. Fille se mariant ne doit Rachat pour son premier mariage, ne pareillement pour la mort de son mary: pourueu qu'auparauant le mariage, elle en ait esté acquitee. Mais si elle se remarie pour chacun mariage, apres le premier doit Rachat, & non pour la mort de ses maris.

CHASTEAVNEVF Chap.1.Art.3. *A la fin.* Mais si apres la mort de l'aisné, les filles ou aucunes d'elles se marient, soit en premieres ou secondes nopces, il sera deu Rachat au S.F. pour le regard du mariage faict & celebré apres le decés du frere aisné pour la part & portion afferant ausdites filles. Chap.4.Art.26. Si vne fille se marie vne ou plusieurs fois, pour chacun mariage. Le mary doit profit de Rachat du fief de sa femme, & aussi si le fief luy eschet durant le mariage, soit de ligne directe ou collaterale, & pour chacune mutation de mary: pourueu que son frere aisné ne portast la foy pour elle en succession directe. Car en ce cas, il la garantit de Rachat sa vie durant.

†† *Cest Art. 39. a esté de nouuel arresté & l'ancienne Coustume, par laquelle esdites trois Preuostez pour chacun mariage estoit deu droict de Relief reformee & corrigee: & ce nonobstant aucuns de la Noblesse, requerans l'entretenement de l'ancienne Coustume, qui a esté abrogee comme dure & inique.*

† *Ces Ar. 36. & 37. ont esté mis au lieu du 40. & 49. Arranciés: lesquels sont abrogez, en ce que par iceux les filles payoiẽt profit pour leur premier mariage, pour auoir lieu à l'aduenir Et auons donné acte au Procureur du Roy de la remonstrance & protestation par luy faicte, que pour le regard du premier mariage, cela ne fit aucun preiudice aux droits du Roy.*

†† *Ces mots, Soit qu'il y ait, &c. iusques à la fin sont de nouuel adiouste.*

† *Ce mot, xl. a esté mis au lieu du mot ancien, quinze.*

k Fallit si c'est vn fils ou vn nepueu ayant vingt ans, qui les affranchisse comme i'ay dit sur le 32. Art. ancien de Paris C.M.

l Encores que sa femme aye faict la foy & hommage. C.M.

Source : BIU Cujas

CHARTRES Chap.1.Art.2. *A la fin.* Et s'il aduiẽt qu'aucune desdites sœurs se marie, pource que par ledit mariage y a mutation, son mary & elle payeront Rachat de leur portion à leur frere aisné. Chap.4.Art.24. Si vne fille se marie, par le mariage, le mari doit profit de Rachat &c. p. *a Chasteauneuf.* Art.26. de la femme &c. mariage & de chacune mutation semblablement.

DREVX Chap.4.Art.17.p. *a Chartres.* Art.24.

BLOIS Chap.7.Art.85. Combien qu'vne fille pour succession directe en ligne ascendant, ne doit aucun profit pour heritage feodal à elle escheu: toutesfois si lors de la succession à elle aduenue elle estoit mariee ou depuis se marie, le mary d'elle m doit au S.F. vn profit de Rachat: sinon qu'elle eust frere ou autre qui la garantit en Parage.

m Cela est contre la loy vn. C. de impõ. luc. & fort inique comme i'ay dit sur le 25. Art. de Paris. C.M.

POICTOV Tit.1.Art.116. S'il aduenoit que l'heritier principal eust faict les hõmages tant pour luy, que pour ses coheritiers, & il eust vne ou plusieurs sœurs & les mariast, & apres le mariage, baillast fief separé ou fiefs separez, pour partage à ses sœurs: audit cas les maris desdites sœurs feront les hommages des choses baillees à leurs femmes, & en payeront Rachat ou autre deuoir: posé que l'heritier principal l'eust fait & n'y entreront, comme de fief serui. Car il y a mutation pour les maris faisans hommages des biens de leurs femmes. Autre chose seroit si les sœurs n'estoient mariees au temps que le frere aisné deuoit faire les hommages. Car esdits cas les filles ou leurs maris y entreront comme de fief serui. Toutesfois si le frere aisné bailloit à ses sœurs partie de son fief: en ce cas le tiendroit en Parage. Art.144. Le mary doit faire les hommages à cause de sa femme, du fief à elle appartenant, & aussi les receuoir de ceux qui les doiuent. Et pource si vne femme auoit faict son hommage & payé ses deuoirs pour raison de sa terre, & elle se marie, il y a mutation d'homme & en appartient au S. Foy & hommage & tous deuoirs, comme à mutation d'homme. Art.146. Mais si elle se remarie, le mary sera derechef tenu faire l'hommage & payer les deuoirs.

BRETAGNE Tit.2.Art.71. Femme †† mariee ne doit aucun Rachat à cause de son mariage, si elle l'a payé par le decés de celuy, duquel elle aura esté heritiere. Tit.17.Art.351. Apres que l'homme a espousé sa femme, il doit faire la foy & hommage pour les terres de sa femme, encores † que la femme l'auroit faicte pour la mesme chose.

†† *Cest Art. 71. estoit le 78. Art. ancien duquel ont esté rayez ces mots, cõme inutils,* Et parce n'y auroit Rachat que par mort & és cas reseruez par la Coustume.

† *Ces mots,* encore que, *&c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez à cest Art.351. qui estoit le 338. ancien, & a esté le 333. Art. ancien rayé.*

CAMBRAY Tit.1.Art.26. Si fief eschet à la femme constant son mariage, son mari le doit releuer au nom & comme mari & bail d'elle.

HESDIN Tit.1.Art.1. Pour les heritages Feodaux succedez & escheus à la femme constant mariage, par le trespas de son pere, freres ou autres parens: il est deu Relief ordinaire.

Art.39. PARIS.

La † femme demourant en viduité apres le decés de son mari qui auroit releué son Fief & payé les droicts n pource deuz, ne doit aucun Relief: ains seulement est tenue faire la foy & hommage, si elle ne la faite ou son mari pour elle.

n C'est à sçauoir que le mary a releué le Fief appartenãt à sa femme & payé les droits deuz à cause d'elle comme en l'Art.38. cy dessus. Si le Fief luy est escheu en ligne collaterale, & le mary a faict la foy & hommage & payé le Relief deu à cause de ladite mutation, qui cõcerne la femme.

Vefue ne doit Relief, si les droicts ont esté payez: ne foy ou hommage si elle ou son mari l'ẽt faite.

† *Voyez ce qui a esté cotté cy dessus. Ar.35.*

CONFERENCE.

MEAVX Chap.24.Art.188. La vefue Dame ou Damoiselle apres le trespas de son mary noble, ne doit aucun Relief des terres Feodaux qui luy sont escheus en ligne collateral durant le mariage de son mary & dont son mary auroit reprins & payé les droits & deuoirs.

ESTAMPES Chap.1.Art.41. La femme vefue, à laquelle appartient vn Fief par droict de proprieté ou acquisition, son mary ayant esté receu en hommage du Seigneur F. n'est tenue pendant sa viduité, d'aucun deuoir enuers le Seigneur F.

MANTE Chap.1.Art.32. La femme apres le trespas de son mary, n'est tenue de faire la foy & hommage du fief à elle appartenant, quand son mary l'a portee constant le mariage: mais †† si elle se remarie, le second mari est tenu porter ladite foy & payer Rachat.

†† *Ces mots,* mais si elle, *&c. ont esté de nouuel adiouſtez.*

SENLIS Tit.13.Art.260. Quand à † vne femme elle estant conioincte par mariage est venu & escheu aucun fief par la succession de son pere ou autres ses parens, situé & assis audit Bailliage de Senlis: & que son mari pour & au nom d'el-

† *Cest Art. 260. est ancien & lequel auoit esté omis.*

Source : BIU Cujas

le ou comme mary & bail à faict les foy & hommage, payé les Reliefs, droicts & deuoirs pource deuz au S. duquel eſt tenu & mouuant ledit fief, & apres ledit mary va de vie à treſpas, la femme vefue, au moyé du treſpas de ſondit mary, ne doit plus de Relief n'autres droicts & deuoirs dudit fief à elle appartenãt de ſon chef ſinon la foy & hommage & deſdits droits doit demeurer quitte par le moyen de ſon mary qui les a payez audit S. conſtant leur mariage.

CLERMONT Tit. 8. Art. 88. Si apres ledit Relief le mary va de vie à treſpas, la femme ne luy doit rien: au cas qu'auparauant elle l'auroit releué: autrement ſeroit tenue apres le treſpas de ſon mary, de releuer & droicturer ſelon la nature d'iceluy.

VALLOIS Tit. 4. Art. 45. Si aucun tenant fief en Foy & hommage d'aucun heritage tenu en fief, qui ſoit de par ſa femme & duquel elle ſoit pareillement en foy & hommage, ſon mari voiſe de vie à treſpas, la femme apres le treſpas de ſon mari, peut iouïr de ſon heritage comme de ſon propre, ſans ce qu'elle ſoit tenue aller de nouuel vers le S. ne que le S. puiſſe faire ſaiſir l'heritage: conſideré qu'elle ne ſuccede pas en droit d'autruy: mais eſt ſon propre: & pourueu qu'elle ait autresfois fait les foy & hommage. Art. 46. Quand †† aucun fief eſchet à vne femme mariee durant & conſtant ſon mariage, duquel toutesfois elle n'auroit fait les foy & hommage & le mari en eſt receu en foy & hõmage & en paye les droits & deuoirs, la femme ſuruiuant ſon mari, pendant qu'elle ſe tiendra en viduité, ne ſera tenuë paier aucun droit au S. de fief: mais ſeulement faire la foy & hommage & paier droict de Chambellage.

†† *Ce 46. Art. eſt de nouuel introduit.*

TROYES Tit. 2. Art. 19. Dame ou Damoiſelle vefue ne doit aucun Relief ou rachat des terres, qui luy ſont eſcheues en ligne collateral, durant le mariage de ſon mari & d'elle & dont ſon mari aura reprins & payé les droits & deuoirs.

CHAVMONT Tit. 1. Art. 14. p. *a Troyes* de ſon feu mari &c. Tit. 2. Art. 31. Dame vefue &c. p. audit *Troyes* meſmement en ligne &c. ſi ſon mari en a reprins à ſon viuant & paié les droicts & deuoirs: combien qu'elle en ſoit tenue de reprendre.

LAON Tit 16. Art. 169. La femme demeurant en viduité, apres le treſpas de ſon mari ayant releué ſon fief, ne doit aucun Relief: ains ſeulement eſt tenue d'en faire hommage. Art 189. Apres le treſpas du mari, qui a porté les foy & hommage, pour les fiefs appartenans à ſa femme, & apres auſſi qu'vne femme à laquelle appartient vn fief ſ'eſt mariee, le S. F. peut ſaiſir le fief à faute d'homme & le tenir en ſa main, iuſques à ce que la foy & hommage luy ait eſté portee Mais ſi ceux qui doiuent porter la foy, viennent deuers luy dedans xl. iours apres l'ouuerture du fief, main-leuee leur doit eſtre faite des fruicts eſcheus depuis l'ouuerture: ſans payer aucune choſe des frais de la ſaiſie. Art. 190. Et ſ'ils viennent faire leurs offres & releuer apres les xl. iours, ils perdent les fruicts depuis le iour de la ſaiſie, iuſques au iour qu'ils ſont venus faire leur deuoir, & ſont tenus payer les deſpens de ladite ſaiſie.

CHALONS Tit. 20. Art 179. p. *a Laon.* Art. 169. Relief pour iceluy.

Vefue ne doit que la bouche & les mains.

REIMS Tit. 3 Art. 64. Quand la vefue apres le treſpas de ſon mari, reprend les fiefs à elle appartenans, tant ceux qu'elle auoit auant ſon mariage que ceux qui luy ſont eſcheuz durant icelui, & pour leſquels ſon mari à cauſe d'elle auoit faict les Foy & hommage & payé les droicts & deuoirs au S. F. ne doit que la bouche & les mains.

AMIENS Tit. 1. Art. 11. Quand le Relief de proprieté eſt fait par la femme ou par ſon mari conſtant ſon mariage, elle n'eſt plus tenue de releuer le fief apres le treſpas de ſon mari.

ARTOIS Tit. 1. Art. 26. *A la fin.* Et de tous Fiefs, dont elle auroit eſté ſaiſie vne fois, elle n'eſt tenue les releuer derechef apres le treſpas de ſon mari.

BETHVNE Tit. 2. Art 10. Vne femme vefue par le treſpas de ſon premier mari, eſt tenue releuer ſes propres heritages eſtans de ladite nature d'Eſcheuinage ſoient patrimoniaux, d'acqueſte ou autrement, & en payer les droicts deſdits Reliefs pource deuz cy apres declarez.

ANIOV Tit. 7. Art. 99. Femme vefue laiſſee groſſe d'enfant, comme aiant la Garde de ſon enfant, pourra faire les Foy & hommage des heritages de ſon mari. Auſſi fera la Foy & hommage de ſes propres heritages & chet la terre hommagee en Rachat, ſi elle ſe marie.

† *Le Procureur du Roy a*

LE MAINE Tit. 8. Ar. 112. p. *à Anion*, iuſques à ces mots, *propres heritages*, inclus.

POICTOV Tit. 1. Art. 145. Et † ſi le mari qui a fait les Foy & hommage &

remonstré que c'estoit chose dure, inique & desraisonnable que la femme, pour laquelle le mari pour raison des Fiefs à elle appartenans à fait foy & hommage au S.F. soit non seulement contrainte apres le deces de son mari de faire derechef la foy & hommage, mais aussi de payer les droicts de Rachat, mesmement icelle femme se contenant en viduite. A ceste cause a requis la reformation de l'ancien Art.126. Par Maistre Gabriel Bouchet a esté dict pour le S. de la Trimouille Vicomte de Thouars qu'il s'opposoit à la reformation dudit Art. requise par ledit Procureur du Roy: & que s'il estoit reformé suiuant les remonstrances d'iceluy, telle reformation seroit grandement preiudiciable audit S. & où voudrions passer outre protestoit d'en appeller. Surquoy ouys les trois Estats auons reformé ledit Art. & au lieu d'iceluy mis le 145. pour auoir lieu à l'aduenir & sans preiudice du passé. Et depuis Maistre Philippes Lucas assisté dudit Maistre Gabriel Bouchet pour ledit Seigneur a dit que Mardy dernier à la requeste du Substitut du Procureur du Roy auions nonobstant leurs remonstrances corrigé & immué le 126. Art. ancien: & combien que ladite Coustume eust este de tout temps gardee ainsi qu'elle estoit escrite: toutesfois l'aurions reformee & immuee au preiudice dudit S. qui leur a donné charge de nous remonstrer, que combien que ledit Art. ancien semblast estre onereux à ladite vefue, suruiuant son mari, toutesfois auroit este de tout temps immemorial receu & inuiolablement gardé & obserué, & que par telle & si longue obseruance l'on peut entendre que lesdits Fiefs suiets à Rachat ont esté octroyez aux charges & modifications susdites: ioint que des la primitiue institution des Fiefs mouuans de ladite Vicomté de Thouars, ledit S. estoit fondé de prendre & leuer chacun an, la x. partie des fruits & reuenus de ses Vassaux: & apres par accord fait trestong temps apres entre ledit S. Vicomte & ses Vassaux, fut remis ledit droict de x. & commué esdits droits de Rachats qui furent accordez estre prins & leuez à toutes mutations, & selon qu'il est escrit & contenu par lesdits Art. de ladite Coustume de Poictou: & ne fut oncques telle vsance, mesmes celle du 126. Art. mise en controuerse: & encores auiourd huy ny a aucun des Vassaux dudit S. de la Trimouille, qui face plainte & requiere ledit Art. estre corrigé. Ce qui ne se sçauroit faire sans grand preiudice, diminution & perte des droicts de sondit Vicomté: à ceste cause s'est audit nom opposé & oppose à l'immutation dudit Art. & où voudrons passer outre a protesté d'en appeller, & qu'il vsera de ses droicts anciens feodaux, dont il est en possession immemoriale. Ledit Lucas a faict semblables protestations & oppositions pour ledit S. de la Trimouille Baron de Noirmonstier frere dudit S. Vicomte de Thouars. Aussi ledit Bouchet pour ledit Seigneur Grand Escuyer de France, à cause de ses Seigneuries d'Oyron, Meilles, la Fogereuse, le Fief l'Euesque, Palluau & de la moitié de la Baronnie d'Argenton le Chasteau, a fait semblables oppositions & protestations. Comme aussi a fait ledit Maistre Florent Thibaut pour le S. de La Loué, pour les Baronnies de Bressuire, la Mothe Saintraye, Chastellenies de Cheche & Montcontant & Seigneuries de Luzay: lequel a employé les remonstrances & protestations faites par ledit S. de la Trimouille. Aussi ledit Maistre François Poupet a dit qu'il s'opposoit à ladite correction, tant pour le Duc de Longueville à cause de ses Seigneuries & Baronnies de Vouant, Meruant & Parthenay, que pour les Seigneurs Vidames de Chartres & du Bellay, tant à cause des Seigneuries & Baronnies de Tiffanges & Pozanges, que de Foresi sur Seure & la Mothe de Beaumont, Ribieres & Nusse appartenans audit Seigneur du Bellay, disant que de tout temps ledit Art. auoit esté gardé & obserué & qu'il n'a iamais esté practiqué au contraire, ne renoque en doute, protestant de se pourueoir par appel & autrement ainsi qu'il verroit estre à faire, si par nous aucune chose estoit ordonnee au preiudice desdits Seigneurs. Et par ledit Substitut du Procureur du Roy, a esté dit que lesdits Lucas, Bouchet, Thibaut & Poupet, aux noms que dessus n'estoient receuables de requerir qu'eussions à reuoquer ce que ledit iour de Mardy auions à sa requeste, & de l'aduis desdits Estats arresté. Surquoy auons ordonné qu'ils auront acte de leurs remonstrances, & que l'Art. demourera ainsi que pour nous il a esté cy deuant reformé & arresté, sans preiudice de leurs droicts, qu'ils peuuent auoir par conuentions, titres particuliers ou autrement.

payé les deuoirs pour & à cause de sa femme decedee, la femme suruiuant peut si bon luy semble entrer en foy & faire hommage à son S.F. qui sera tenu la receuoir sans qu'elle paye aucun Rachat ne autres deuoirs Seigneuriaux.

o Cas que le Vassal entre de fief serui.

XAINCTONGE Tit.4. Ar.38. Le second o quand le mari a fait l'hommage du fief estant à cause de sa femme & il va de vie à trespas, sa femme par apres entre de fief serui.

LODVNOIS. Chap.14. Art.9. p. *a Anjou.* Art.99. grosse comme aiant le bail & Garde &c. fera la &c. de son feu mari & ne payera aucun Rachat. Car par ladicte Coustume Bail naturel pour les hommages faits audit nom, ne faict courir en Rachat les terres tenues Noblement de celuy qui tient en bail.

Art.40. PARIS.

La femme p douairiere n'est tenue pour son douaire faire la foy & hommage, ne payer aucun Relief ne profit: mais est tenu l'heritier l'en acquiter & payer le profit, s'il est deu de son chef.

p Cest Art.40. est expliqué par du Moulin sur le 25. Art. de l'ancïe ne Coustume nombre 13. Le Bouteiller en la Somme Rurale, dit que le Douaire n'est tenu de Quint ne de Parçon faire, de Relief. Issue ne entree payer.

CONFERENCE.

MEAVX Chap.29. Art.188. *A la fin.* Et quant à son douaire, elle doit hommage seulement, & si elle se remarie, elle doit Relief.

MELVN Chap.4. Art.49. La †† vefue prenant son douaire prefix ou coustumier sur les heritages de son mari tenus en fief, ne doit que la bouche & les mains: pourueu que le mari soit entré en foy. Peut toutesfois le S. de fief, où il ne seroit deserui de son fief, le faire saisir: mais l'heritier sera tenu en acquiter la douairiere, & luy en faire bailler mainleuee.

†† Cest Art. 49. a esté adiousté comme ancïe & omis.

SENS Tit.19. Art.208. La † vefue pour son douaire ne doit aucun Rachat, sinon qu'elle se remarie.

† Cest Art. 208. contient la reformation du

AVXERRE Tit.2. Art.78. Pour †† douaire constitué ou escheu n'est deu

neuf vingt dixneufiesme Article ancien.

†† Le 78. Art. eſt mis au lieu du 47. Art. ancien pour plus grande explication.

Relief.

SENLIS Tit. 8. Art. 180. Si la femme eſtoit douee de Douaire couſtumier ſur heritages eſtans en fief tenus d'aucun S. incontinent apres le treſpas du mari, les heritiers ou proprietaires ſeront tenus d'aller vers le S. ou Seigneurs Feodaux releuer les fiefs ou fief, & pour raiſon d'iceux en faire les foy & hommage ou obtenir Souffrance du Seigneur ou S.F. afin que la femme puiſſe iouir & poſſeder de ſon Douaire, apres ce qu'ils en auront eſté ſommez par ladite vefue. Art. 184. *A la fin.* Duquel douaire prefix, ſ'il conſiſte en Fiefs, les heritiers du treſpaſſé ou proprietaires ſont tenus en faire les Foy & hommage au Seigneur ou S.F. en payer les droicts & deuoirs pource deuz & en obtenir Souffrance: afin que la vefue en puiſſe iouir, comme deſſus eſt dit du Douaire Couſtumier.

† Ce 113. Art. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.

VALLOIS Tit. 8. Art. 113. Si † la femme eſtoit douee de Douaire Couſtumier ſur heritages eſtans tenus q en Fief d'aucun &c. p. *a Senlis.* Art. 180.

TROYES Tit. 2. Art. 19. *A la fin.* Et quant à ſon Douaire, elle en doit hommage & non autre choſe, ſi elle ne ſe remarie: auquel cas en eſt deu Relief.

CHAVMONT Tit. 1. Art. 14. *A la fin.* p. *a Troyes*, elle doit payer le Rachat. Tit. 2. Art. 26. Dame vefue tenant terre r de fief en Douaire & partie comme aiant charge de ſes enfans, ne doit point de Rachat ne de Relief: mais elle doit hommage. Art. 39. Douaire tenu par Dame vefue, poſé qu'il ſoit prefix, ne doit Relief ne Rachat: mais elle doit hommage: & ſi elle ſe remarie, le ſecond mari doit Rachat.

VITRY Tit. 3. Art. 21. Quand vne femme tient en Douaire aucunes terres nobles, & elle ſe remarie, ſon ſecond ſ mari doit Relief ou Rachat pour cauſe du Douaire au S. F. qui eſt le reuenu d'vne annee dudit fief pour autant que la femme ainſi remariee en tient de Douaire. Tit. 5. Art. 97. Femme vefue qui a ſon Douaire ſur terres nobles & Feodales, n'eſt pource tenue reprendre ou faire hommage au S.F. mais appartient au proprietaire. Toutesfois quand elle ſe remarie, ſon mari doit au S.F. vn Relief pour le Douaire.

LAON Tit. 4. Art. 41. L'heritier du mari doit releuer du S.F. l'heritage duquel la moitié appartient à la vefue en Douaire & par vſufruict, & l'acquiter de tous profits enuers le S F. & à faute d'auoir ce faict, eſt tenu en tous dommages & intereſts enuers icelle vefue.

CHALONS Tit. 8. Art. 55. p. *a Laon*, eſt tenu de tous dommages & intereſts enuers icelle. Art. 56. Et neantmoins où l'heritier ſeroit refuſant de ce faire, peut ladite vefue releuer ledit fief, & en payer les droicts & deuoirs, deſquels elle a recours contre l'heritier qui en eſt tenu & de tous dommages & intereſts.

† *Ceſt Ar. 253. eſt de nouuel introduit.*

REIMS Tit. 3. Art. 81. Pour lequel Douaire demeurant en viduité, elle ne doit aucun Rachat au S.F. Tit. 9. Art. 253. Si † les heritages baillez en Douaire, ſont tenus en fief, les heritiers du defunct, les doiuent acquiter pour ladite vefue, enuers le S.F. de tous profits. Et à faute de ce auoir fait, ſeront tenus en tous ſes deſpens, dommages & intereſts.

AMIENS Tit. 6. Art. 116. Pour l'apprehenſion & iouiſſance de Douaire, ne ſont deuz aux S. F. dont les heritages ſont tenus & mouuans aucuns droicts Seigneuriaux.

CHAVNY Tit. 23. Art. 126. Où le droict de Douaire ſe prendroit ſur aucuns fiefs, eſt l'heritier auquel appartient & eſt venu le fief en droict de proprieté, tenu releuer & droicturer iceux fiefs, ſans que la vefue ſoit tenue pour ſon droict de Douaire en releuer ou droiturer aucunemẽt. Et ſi par faute de releuer & droiturer par l'heritier, icelle vefue qui auroit fait diligence de faire faire ſadite maintenue, ne pouuoit iouir de ſon droict de Douaire, elle auroit ſon recours contre l'heritier, qui ſeroit tenu des dommages & intereſts d'icelle vefue.

MONSTREVL Art. 39. Femme prenant Douaire couſtumier ne doit aucuns droicts Seigneuriaux au Seigneur duquel les heritages ſont tenus: ſi ce n'eſt au Comté Bolonnois, ou pour Douaire Couſtumier ſur le Fief, eſt deu demy Relief. Mais ſi elle prend Douaire prefix, excedant le Douaire Couſtumier, elle doit leſdits droicts Seigneuriaux de tant que le Douaire prefix excede le Couſtumier.

BOVLLEOIS Tit. 20. Art. 49. Au S. eſt deu demi Relief par la vefue apprehendant ſon Douaire Couſtumier, ſur les fiefs tenus de luy appartenãs au defunct

q Et conſequemmẽt payer le Relief: mais hors les termes de ceſte Couſtume voyez ce que i'ay eſcrit ſur le 22. Art. de Paris q. 47. C.M

r Cela eſt vray tant qu'elle ſera en viduité: mais ſi elle ſe remarie, elle deura Relief des terres tenues en Douaire ou en propre: par ce qu'elle baille nouuel homme: ainſi qu'il eſt porté par l'Art. 27. mis cy deſſus.

ſ Notez ces mots, *Second mari*, parce que le proprietaire n'en eſt point tenu & le Fief ne eſt pas obligé ne hypothequé, cõme i'ay dict ſur la Couſtume de Paris Art. 32. q. 6. nombre 10. & y a ſeulement vne obligation perſonnelle & extraordinaire. Et le mari ſecond, auec lequel vne vefue contracte vn ſecond ou tiers mariage, eſt ſeul obligé: parce qu'il faict les fruicts ſiens. Tellement que ſi le ſecond mari decedoit le lendemain des nopces, ſes heritiers ne ſeroient tenus en aucune choſe & ne deuroient rien: ny meſmes la vefue: Idem ſi la vefue ſeſtant mariee mouroit le lendemain deſdites nopces. Toutesfois ſi le ſecond mari a faict ſiens les fruicts par le temps & eſpace d'vn an, les heritiers la doiuent acquiter: & leſquels fruits elle doit deſcharger par moitié en conſequence de la Communauté, ou entieremẽt, ſi elle prẽd les meubles par vertu de ſa Nobleſſe, comme eſtant vn debte mobiliaire Art. 6. de ceſte Couſtume de Chaumont. C.M.

Source : BIU Cujas

son mari sans Chambellage. Et si ce sont heritages cottiers elle ne doit aucun Relief. Tit.23.Art.106. *A la fin.* Et aussi elle paye les droicts Seigneuriaux au S. de qui les heritages sont tenus à sçauoir le Quint denier de la valeur de l'outreplus, si ce sont fiefs, ou le iv. si ce sont cottiers. Et si faut qu'elle relieue pour les fiefs, comme dessus est dit.

PERONNE Tit.6.Art.153. L'heritier du mari est tenu releuer à ses despens les heritages suiets à Douaire & payer les droicts pource deuz. Et si à faute desdits droicts ou de Cens non payez, y a Saisie, la vefue peut contraindre à l'acquiter & recouurer les dommages & interests à l'encontre de luy, qu'elle a à cause de la saisie. Art.154. Peut neantmoins la vefue payer & acquiter lesdits droits, & en auoir recours contre l'heritier.

ARTOIS Tit.3.Art.169. Pour apprehension de Douaire coustumier n'est deu droict Seigneurial aux S. dont les terres sont tenues.

TOVRS Tit.30.Art.335. Si †† aucuns deuoirs ou Rachats estoient deuz à cause de l'heritage baillé en Douaire, le proprietaire sera tenu le payer & acquiter iusques au iour de la deliurance d'iceux. Mais quant aux autres charges, qui escherront par apres, la Douairiere les payera, ensemble les Arrierebãs t & loiaux Aydes escheans pendant le Douaire, & ce iusques à la concurrence de ce qu'elle en tiendra: & le semblable sera gardé en tout autre vsufruict.

ANIOV Tit.15.Art.316. Quand la terre sur laquelle femme prend Douaire par le decés de son mari, chet en Rachat le S. de fief prend les fruicts de l'annee comme il est declaré en la matiere des Rachats. Et en aucuns cas est tenu l'heritier desdommager la douairiere, c'est à sçauoir quand l'heritiere u de la terre tenue en douaire se marie, parquoy droict de Rachat est acquis au S. de fief, est tenu desdommager la douairiere des fruits & leuees qu'elle pouuoit auoir & prendre, si n'eust esté ledit Rachat. Art.317. Et pareillement en autre cas dont l'heritier ou heritiere est en cause ou en coulpe: mais si par mort, la terre tenue en douaire chet en Rachat, comme quand elle vient par le decés du trespassé ou trespassee en ligne collateral ou autre qui fait Rachat, l'heritier ou heritiere n'est point tenu desdommager la douairiere, n'en autres cas semblables en quoy il n'auroit peu pouruoir. Et à semblable des autres vsufruictiers.

LE MAINE Tit.16.Art.329.p.*a Aniou.* Art.316.& 317.

BLOIS Chap.14.Art.191. Si durant la vie de la femme douairiere, aduient que l'heritage qu'elle tient en douaire tombe en Rachat par la mort du proprietaire, les heritiers du proprietaire seront tenus acquiter la vefue d'iceluy Rachat ou l'en desdommager.

POICTOV Tit.4.Art.265. Quand le mari va de vie à trespas & la femme suruit, elle doit pour la premiere mutation contribuer aux deuoirs deuz pour raison des S. nobles pour la partie, que mõte son douaire: c'est à sçauoir pour le tiers, au deuoir du Fief: & si le fief court en Rachat, aussi y courra sa part qu'elle a en douaire, mais si l'hommage change durant la vie de la Douairiere, sa tierce partie ou douaire ne courra plus en Rachat, & en iouira nonobstant le Rachat. Et si le fief est à autre deuoir, n'en payera rien, & en sera rabbatu le tiers à l'heritier ou à celuy qui fera l'hommage, pour cause du douaire: quoy que ce soit par telle part & portion que le douaire pourroit monter.

RIBEMONT Tit.9.Art.87. Si la iouyssance des heritages, sur lesquels la femme prend son Douaire, estoit empeschee par les S. de fief, les heritiers doiuent faire leuer ledit empeschement, l'acquiter des droicts & deuoirs. A faute de ce faire sont tenus de tous despens, dommages & interests enuers la douairiere.

LA SALLE DE LILLE Tit.1.Art.58. Pour apprehension de droict de douaire Coustumier sur fief, & droict de x Viuenote, sur heritages patrimoniaux n'est deu droit Seignourial.

Art.41. PARIS.

Si tous les enfans y ausquels appartient aucun fief, sont mineurs & en Tutelle, le S.F. est tenu de leur bailler Souffrance ou à leur Tuteur, iusques à ce qu'ils ou l'vn d'eux soit en aage pour faire la foy & hommage. Pour laquelle faire le fils est reputé aagé à l'aage de vingt ans, & la fille à l'aage de xv. ans accomplis comme dessus est dit. z Et † est tenu le Tuteur declarer a les noms & aages des mineurs, pour lesquels il demande souffrance.

Article

†† *Cest Ar. 335. a esté adiousté pour auoir lieu à l'aduenir & obuier aux difficultez qui se faisoient sur le contenu en iceluy.*

Souffrance se doit donner aux mineurs ou à leur Tuteur, iusques à ce qu'ils soient en aage de vingt ãs pour les fils, & quinze ans pour les filles.

† *En cest Ar. 41. auquel sont comprins les 28. & 29. Art. de l'ancien Coustumier, ont esté adiousteż ces mots* Et est tenu *&c. iusques à la fin pour Coustume nouuelle.*

t Voyez cy dessous le Tit.11 de Douaires en l'addition. Nota vsumfructuarium teneri ad onera & pensiones Bartol. in l. his solis. §. idem testator. De leg. 3. & l. quæro. De vsufr. leg. est enim onus possessoris l. fin. C. si propter publ. pens. & l. Imperatores D. de public. vect. & cõmissis.

u Cest à dire la proprietaresse. Le mesme se doit garder, quand le faict ou mutation cõcerne la personne du proprietaire, & qu'a ceste occasion Relief en est deu comme i'ay dit sur l'Art.22. de Paris. q. 48. C.M.

x Droict de Viuellote, ou Viuenotte, appartient à la vefue pour son viure sur les terres de son mary qui sont tenues en cotterie & de main-ferme & est different du droit du Douaire, qui appartient aux vefues sur les heritages feodaux & Aluex. Vitalitium vocant. Il faut lire Viuelotte, & non Viuenote.

y Les Seigneurs feodaux peuuent estre cõtraints à donner Souf-

Source : BIU Cujas

france aux mineurs ſelon les aages deſignez par c'eſt Article 41. La Couſtume de Melun Art. 35. y eſt fort expreſſe cy miſe en Conference. Vide cap. 1. §. præterea. De prohib. feud. al. Gloſſa in cap. ſi minori. Si de feudo fuerit controu. inter dom. & agn. vaſſ. & lib. 4. Feud. Tit. 13. Fidelitatem facere non cogatur, donec venerit in maiorem ætatem in qua doli capax ſit. & ibi Cuiac.

z Cy deſſus en l'Art. 32 de Paris.

a Ainſi l'aiſné doit declarer le nom & aages de ſes ſœurs par l'Art. 35. comme i'ay dit cy deſſus.

Art. 42. PARIS.

Souffrance b vaut foy, tant qu'elle dure.

Souffrãce vaut foy.

Gardien doit faire la foy & hommage iuſques à ce que les mineurs Nobles ſoient en aage competent.

†† *Ceſt Art. 35. a eſté de nouuel adiouſté, pour eſtre doreſnauant gardé: ſans preiudice du paſſé.*

† *Ceſt Art. 78 eſt de nouuel adiouſté au lieu du 247. Art. ancíẽ.*

†† *Ceſt Art. 19. a eſté accordé ainſi qu'il ſera dit cy deſſous Art. lxi. de Paris.*

* *Lege* acceptation.

b Souffrance empeſche la ſaiſie Feodale, & meſmes quand il y en auroit, le Seigneur Feodal en doit bailler main leuee & le temps de la Souffrance expiré, il doit ſaiſir denouuel s'il veut gaigner les fruits. Et ſe peut faire paier le Seigneur Feodal des droicts qui luy ſont deuz, ſoit en ligne directe ou autrement au pays du Vexin le François, comme le veut du Moulin. Eſtampes Art. 23. & s'il aduient nouuelle mutation du coſté du vaſſal, la Souffrance ceſſe, & doiuent les mineurs auoir nouuelle Souffrance, ſi pendant la premiere Souffrance leur aduiẽt quelques fiefs.

CONFERENCE.

Meavx Chap. 19. Art. 151. Celuy qui a la Garde d'aucuns enfans mineurs Nobles, doit faire la foy & hommage des fiefs appartenans auſdits mineurs, au S. F. dont ils ſont tenus & mouuãs: qui à ce les doit receuoir, iuſques à ce que leſdits mineurs ſoiẽt en aage cõpetent pour faire leſdits foy & hõmage: lequel aage &c.

Melvn Chap. 4. Art. 35. Les †† Bailliſtres & Tuteurs des mineurs, auſquels appartiennent fiefs, doiuent demãder ſouffrance au S. F. qui eſt tenu la bailler, iuſques à ce que l'vn d'eux ſoit aagé pour porter la foy & hommage: & en ſon refus pourront leſdits Bailliſtres & Tuteurs ſe pouruoir par deuant le Iuge Royal à ce que le S. F. ſoit à ce faire cõtraint: & vaut ladite ſouffrance &c. p. *a Paris.* Ar. 42

Sens Tit. 19. Art 223. Souffrance equipolle à foy &c. p. *a Paru.* Art. 42.

Avxerre Tit. 2. Art. 78. *A la fin.* Le † S. F. eſt tenu bailler Souffrance, qui &c. p. *a Sens.*

Estampes Chap. 1. Art. 19. Et †† quant aux mineurs, les fruicts de leurs fiefs ne tombent en perte pour le regard, ſinon xl. iours apres la ſaiſie reelle & actuelle faicte ſur leur Fief: le recours reſerué contre leurs Tuteurs, Curateurs ou autres, qui auront deu demander ſouffrance & faire autres deuoirs pour eux. Art. 20. Si les mineurs aians fief n'ont aage ſuffiſant pour porter les foy & hommage à leur S. F. (lequel aage pour porter l'hommage eſt pour les maſles de xx. ans, & pour les femelles de xv. ans accomplis) leurs Tuteurs & Gardiens doiuent & ſont tenus aller dedans xl. iours apres la creation de Tutelle ou acception * de Bail, ſur le lieu du fief dominant demander ſouffrance pour eux, & à faute de ce faire eſt deu Rachat audit S. Et ſi les non aagez n'auoient Tuteur ou Gardien, dedans xl. iours, l'vn de leurs parens ou autres de ceux qui ſont capables à eſtre leurs Gardiens ou Tuteurs, peuuent pour eux demander ſouffrance au S. F. allant pour ceſt effect ſur le lieu dominant: ſinon que le S. vouſiſt de bonne volonté receuoir en autre lieu. Art. 21. Si les mineurs doiuent profit à leur S. le profit procedãt de leur chef, ceux qui vont demander ſouffrance, le doiuent offrir. Art. 22. Et eſt tenu le S. F. donner ſouffrance pour les non aagez pour faire & porter les foy & hommage, quand elle luy eſt demandee. Et vaut ſouffrance pour foy & hommage tant qu'elle dure, ſoit qu'elle ſoit accordee ou non: eſtant legitimement demandee. Art. 23. Si toutesfois au S. F. eſt deu profit de fief, pour lequel on luy demãde ſouffrance, procedant ledit profit du chef des mineurs, n'eſt tenu ledit S. bailler ladite ſouffrance ſans eſtre payé dudit prouſit. Mais ſ'il eſt deu profit procedant d'ailleurs, le S. ne peut refuſer la Souffrance: ſauf à luy de ſe faire payer du profit, ainſi qu'il verra eſtre à faire par raiſon. Chap. 7. Art. 89. *A la fin.* Et eſt tenu ledit Gardien pour les mineurs demander ſouffrance.

Dovrdan Tit. 1. Art. 30. p. *a Paris.* Art. 41. qu'ils ſoient en aage pour porter la foy. Art. 31. p. *a Paris.* Art. 42.

Montfort Chap. 1. Art. 26. p. *a l'Art. 42. de Paris.* Art. 27. Quand enfans mineurs ſont en Tutele ou Garde, le S. F. eſt tenu bailler ſouffrance, durant leur minorité à leurs Gardiens ou Tuteurs: laquelle ſouffrance ainſi baillee equipolle à foy, iuſques à ce qu'ils ſoient en aage de porter ladite foy & hommage.

† *Ces mots,* Et eſt tenu &c. *ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 38. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

Mante Chap. 1. Art. 21. Souffrance tant qu'elle dure vaut foy. Et † eſt tenu le S. F. bailler ladite ſouffrance au Tuteur & Gardien des mineurs: iuſques à ce qu'ils ſoient venus en aage pour porter ladite foy.

Vallois Tit. 4. Ar. 38. Tous †† S. ſont tenus bailler ſouffrance aux Tuteurs de mineurs, prodigues & furieux & autres perſõnes legitimemẽt empeſchees par maladie ou autrement en leur payant les droits & deuoirs, ſi aucuns en ſont deuz.

Troyes Tit 3. Art. 47. } p. *a Sens.*
Bar Tit. 1. Art. 15. }

Source : BIU Cujas

LAON Tit.16.Art.170. Si les enfans, auſquels appartient vn fief ſont mineurs, le Tuteur doit aller demander ſouffrance au S.F. qui eſt tenu la bailler, iuſques à ce que l'vn d'eux &c. *a Montfort.* Art.26. Et vaut la ſouffrance pour foy tant qu'elle dure.

CHALONS Tit.19.Art.180.p. *a Laon.*

REIMS Tit.3.Art.112.p. *a Mante.* Art.21. ou † Gardien &c. deuenus en aage &c.

† *Ceſt Ar.112 eſt adiouſté comme ancien & omis.*

PERONNE Tit.2 Art.58. *A la fin.* Auquel temps doit eſtre baillé ſouffrance aux Tuteurs & Curateurs des mineurs: laquelle vaut foy pendant ledit temps, en payant toutesfois par les Tuteurs & Curateurs, les droits de Reliefs, tels que ſont deuz.

CAMBRAY Tit.1.Art.27. Pere ou Mere au nom de leurs enfans mineurs ou le Beau pere, Tuteurs & Curateurs d'iceux enfans, ſeront receus à faire les Reliefs, foy & hommage des Fiefs eſcheuz auſdits mineurs, en payant les droits d'iceux Reliefs, ou le S. ſera tenu dõner ſouffrance: iuſques à ce que leſdits mineurs ſoient en aage de puberté. Laquelle ſouffrance baillee, vaut &c.p. *a Paris.* Art.42.

†† *Par le Procureur du Roy fut requis que ceſt Art.29. ancien fut corrigé, & mis en icelui que les enfans nobles ou nõ nobles payeroient profit. Ce qui a eſté empeſché par les Procureurs des Dame de Neuers, Cõte de Sancerre Seigneur de Linieres & d'Autry & ſ'y ſont oppoſez. Surquoy à la pluralité des voix auons ordonné que ledit Art. 29. ancien ſeroit rayé & corrigé: & au lieu d'iceluy ſera mis l'Ar. qui ſ'enſuit.* Deſormais &c. *lequel ſera tenu & obſerué pour Couſtume attendu que leſdits oppoſans n'auoient procuration ſpeciale au cas pour iceluy contredire: ſans preiudice de l'oppoſitiõ deſdits oppoſans & les auons rẽuoyé à la Cour au lẽdemain d'apres la S. Martin d'yuer prochainement venant, & ce pendant pourront mettre par deuers nous tout ce que bon leur ſemblera, pour de tout faire noſtre rapport à la Cour, pour par icelle en ordonner comme de raiſon.*

DVCHE DE BOVRG. Chap.3.Art.2. Et entant que touche les pupilles, leurs Tuteurs ſeront tenus faire recognoiſſance de la choſe feodale au S. de fief, dedans le terme d'vn an, ſans eſtre tenus de faire hommage & ſerment de feauté: autrement ledit an paſſé, le S. du fief pourra mettre en ſa main la choſe de ſon fief & faire les fruicts ſiens par faute de ladite recognoiſſance.

NIVERNOIS Chap.4.Art.3. Si les heritiers ſont pupils, leurs Tuteurs ſeront tenus & pourrõt valablement faire recognoiſſance du fief, dans vn an à cõpter du iour du decés du vaſſal Et ne pourront & ne ſeront tenus les Tuteurs faire les foy & hommage, ne preſter le ſerment de fidelité pour les mineurs durant leur minorité & pupillarité. Ar.4 L'an otroyé aux pupils ou à leurs Tuteurs pour la recognoiſſance paſſé, le S. du fief pourra ſaiſir la choſe feodale, & faire les fruits &c. p. *au Duché.* Art.64.p. *a Troyes.* Art.47. pour l'effect ſeulement que le vaſſal n'eſt tenu pendant icelle faire l'hommage par luy deu. Et auſſi que le S. du fief ne faict les fruicts ſiens, ſ'il n'eſt autrement conuenu.

MONTARGIS Chap.1.Art.29. Deſormais †† quand enfans Nobles ou non Nobles demeurent ſans Gardien ou Bailliſtre, & on leur pouruoit de Tuteur & Curateur, ils ne doiuent point de * profit de Rachat: & ſera tenu le S. de fief leur bailler ſouffrance, iuſques à ce qu'ils ſoient en aage ou l'vn d'eux pour porter la foy. Art.53.p. *à l'Art.47. de Troyes.* Art.54.p. *à Sens cy deſſus.* Art.94. Quand † &c. p. *a l'Art.29.* ils doiuent c profit de Rachat: lequel ſera tenu &c. iuſques à ce mot, *aage*, inclus.

c Ceſt Art.94. eſt inique & deſraiſonnable, comme eſt auſſi le 31. Art. ancien d'Orleans. Mais ils doiuent eſtre reſtraints, afin qu'ils ayent ſeulement lieu, quand il n'y a point de Gardiens du commencement: tellement qu'il eſt neceſſaire de leur faire pouruoir de Tuteur ou curateur, & ſuffit que aucun Gardien ou Bailliſtre ait ſurueſcu, voire vn moment de temps, comme i'ay dit ſur la Couſtume de Orleans Art.31.34.& 35 & contra legem iniquã ſemper eſt facienda interpretatio Bald. in l. vn C. de cad. toll. & l. Salnius Ariſto. D. de legatis præſt. C.M.

ORLEANS Tit.1.Art.24.p. *a Troyes.* Art.47. iuſques à ce mot, *dure*, inclus. Art.34. Entre Nobles ou non Nobles par dation de Tuteur ou curateur, ſoit par minorité ou autrement, en quelque ſorte que ce ſoit, n'eſt deu aucun profit: ains eſt tenu le S. de fief de bailler ſouffrance aux mineurs où à leurs Tuteurs & Curateurs iuſques à ce qu'iceux mineurs en l'vn d'eux, ſoit en aage pour faire la foy & hommage. Et en defaut de Tuteur & Curateur, eſt tenu le S. bailler la ſouffrance à l'vn des parens des mineurs ou autre à ce commis par Iuſtice qui pour eux la demandera & declarera les noms & aages des mineurs.

NORMANDIE Chap.9.Art.197.p. *a Paris.* Art.41. le fief &c. donner ſouffrance &c. hommage en baillant declaration par le Tuteur des fiefs & charges d'iceux: enſemble les noms & aages deſdits mineurs & payant par chacun an les rentes qui ſont deues au S. à cauſe deſdites terres: ſinon au cas que le S. tienne les heritages en ſa main & face les fruicts ſiens. Pour faire laquelle foy & hommage &c. à xxi. an accomply, ſ'il eſt à la Garde du Roy: & xx ans accomplis, ſ'il eſt à la Garde des autres ſeigneurs. Art.198. Le S.F. doit auſſi donner ſouffrance au Tuteur pour les terres roturieres appartenãs aux mineurs, iuſques à ce qu'ils ou l'vn d'eux ſoit en aage pour preſenter adueu, en baillãt par le Tuteur declaration deſdits heritages & charges d'iceux, auec les noms & aages des mineurs & payant les rentes Pour lequel adueu bailler, le fils aiſné eſt reputé aagé à xx. ans accomplis.

TOVRS Tit.31.Art.343. Bailliſtres & Tuteurs ou Curateurs font les hommages & auſſi les reçoiuent de ceux qui ſeront à entrer en hommage, & non de ceux qui ſeront entrez auparauant le Bail aduenu: leſquels ferõt l'hommage au S. venu en aage & eſtant hors de Bail, quand il aura fait proclamer & aſſigner ſes hõmages

LODVNOIS Chap.33.Art.4. Bail fait les hommages & reçoit les hommages &c. p. *a Tours* parauant ledit Bail aduenu: & ſemblablement les Tuteurs & curateurs.

* *Al.* Profit ne de rachat. *P.V.*

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art.94.eſt pour les pays & comté de Sancerre,& autres terres & ſeigneuries &c.comme dit eſt d'autres Art.*
† *Ceſt Art.34.eſt tiré des 31 34.& 75.de l'ancien Couſtumier & abroge la Couſtume ancienne en ce que par icelle il eſtoit deu profit pour la dation de Tutelle & Curatelle par minorité,pour auoir lieu à l'aduenir.*

ANIOV Tit.7.Art.106. Le S.de fief dont l'heritage du mineur eſt tenu à foy ne peut prendre par defaut d'homme ſur luy c'eſt à entendre quand le mineur n'a Bail,Tuteur ne Curateur:mais quand les mineurs ont bail, Tuteur ou Curateur, ils doiuent faire la foy & hommage & ſeruir le fief. Et ſ'ils n'en auoient, le S. de fief peut tenir l'heritage en ſa main iuſques à ce que les mineurs ſoient pourueus de Bail,Tuteur ou Curateur,le S apres qu'il aura eſté ſerui de ſon hommage, ſera tenu rendre ce qu'il aura leué des fruicts au Tuteur ou Curateur,au profit du mineur,les charges & miſes ſur ce deduites. Art.107. Et ſera tenu le S. receuoir le Tuteur ou Curateur à luy faire la foy & hommage des choſes hommagees du mineur,ſi requis en eſt,& luy receu le S.aura les deux parts d'vn an des choſes hommagees pour le d deport,& la tierce partie pour nourriture du mineur,en celuy cas que bail n'auroit eſté recueilli. Et ſ'il n'y a parés n'amis des mineurs qui veulẽt faire les diligences & prẽdre la charge pour eux, le S.ſera tenu de faire pourueoir aux mineurs de Tuteur ou Curateur aux deſpens des mineurs. Art.108. Pareillement eſt à entẽdre qu'en tous les autres cas,où la terre du mineur chet en Rachat le S. qui leue tel Rachat, ſera tenu laiſſer le tiers du reuenu d'icelle terre pour la nourriture & entretenement du mineur,ſi le mineur n'a autres terres cẽſiues,dõt conuenablement il puiſſe eſtre nourry & entretenu ſelon ſon eſtat.

LE MAINE Tit.8.Art.118 p.*à Aniou.*Art.106.deduites:ſauf à la Ferté Benard,où il y a Couſtume locale que le Tuteur ne doit point de Rachat.Art.119.p.*à Aniou.*Art.107. Le S.aura le deport ſur les choſes hommagees du mineur,qui eſt à entendre que les vrais fruits d'vne annee,à la charge de bailler prouiſion au mineur à l'ordonnance de Iuſtice,tout ainſi qu'euſt eſté tenu le Bail,ſ'il euſt eſté accepté & recueilly.Et ſ'il n'y a &c.qui vouluſſent &c.

GRAND PERCHE Tit 2.Art.41.*A la fin.* Auparauant lequel aage le S.F. eſt tenu bailler au tuteur & curateur des mineurs,ou aux curateurs des perſonnes furieuſes,ſouffrance en payẽt toutesfois par les Tuteurs & curateurs le Rachat & profit de fief qui ſeroit deu au S.F.& en ce faiſant icelle ſouffrãce equipolle à foy.

CHASTEAVNEVF Chap.6.Art.42.La ſouffrance donnee par le S.F.à ſon vaſſal vaut foy,durant le temps qu'elle dure.Art 43. Le S.F.eſt tenu donner ſouffrance au pere ou à la mere,ayeul ou ayeule ayant la Garde noble de leurs enfans ou autres mineurs d'ans,iuſques à ce qu'ils ſoient en aage de porter la foy, ſans payer aucun Rachat ou profit des heritages à eux venus & eſcheus en ligne directe,& en demandant icelle ſouffrance. Et pareillement aux Tuteurs & curateurs de tous enfans mineurs,ſoient nobles ou non nobles.

CHARTRES Chap.7.Art. 40.p.*l'Art.42.de Chaſteauneuf.* Art.41. Le S.F. ſauf éſdites V.Baronnies & Perche-Gouet,eſt †† tenu &c.p.*à Chaſteauneuf.* Art. 43.ſans aucun Rachat &c.ou non nobles. Et éſdites V.Baronnies la couſtume eſt telle que deſſus,ſauf que ceux qui ont la Garde,à qui on a donné ſouffrãce en faiſant les fruicts des heritages des mineurs à eux, ſont tenus incontinent payer le Rachat.Et où ils ne feroient les fruicts à eux, le S. F. ſera tenu donner ſouffrance aux enfans,ſoiẽt maſles ou filles,iuſques à l'aage de xiiii.ans.Auquel aage ils pourront & ſeront tenus faire la foy & hommage & payer les Rachats.

DREVX Chap.7.Art.30.p *à Chaſteauneuf.* Art.42.durant le temps qu'elle dure vaut foy.Art.31.p.*à Chaſteauneuf.* Art.43.& mere aiant la Garde noble ou autres de leurs enfans ou nepueux en directe ligne mineurs d'ans,& iuſques à ce &c.iuſques à ce mot,*directe*, inclus.

BLOIS Chap.5.Art.58. Tuteurs, curateurs ou Gardiens ſeront receus à faire les foy & hommage pour leurs pupilles & mineurs, & pource ne doiuent aucun profit:ou ſera tenu le S.donner ſouffrance,iuſques à ce que les mineurs ſoient en aage de puberté.Art.59.La ſouffrance baillee par le S.au Tuteur, empeſche la ſaiſie tant que la ſouffrance durera.Art.64.p.*à Troyes.* Art.47.

BERRI Tit.1.Art 39.Et ne doiuent les Bailliſtres, Tuteurs & curateurs profit de Rachat:auſquels ſera tenu le S.de bailler ſouffrãce pour les mineurs,iuſques à ce qu'ils ou l'vn deux ſeront en aage pour porter la foy.Tit.5.Art.39.Souffrãce e baillee par le S.au vaſſal,tãt qu'elle dure eſt equipollẽte à preſtatiõ de foy & hom.

BOVRBONNOIS Cha.27.Ar.375.Reſpit ou ſouffrãce de faire la foy & hõmage,otroiee par le S.F.à vaſſal,vaut foy & empeſche q̃ le S.ne face les fruits ſiẽs,tãt que la ſouffrãce ou reſpit dure:neãtmoins ledit reſpit paſſé n'ẽpeſche le droit de retenue f dedãs le tẽps que le S.F le peut auoir.Art.379.Le S.F.eſt tenu receuoir les

†† *Ces mots, anciens*, ayeul ou ayeule ou nepueux en directe ligne, *ont eſté oſtez pour les cauſes contenues au chapitre de Bail & Tutele.*

d Deport en ceſte couſtume d'Aniou & en celle du Maine ſont les deux parts des fruicts d'vne annee qui appartiennent au Seigneur Feodal pour ſon droit de Rachat, ſur vn mineur,à qui le Fief appartiẽt,à la charge de bailler l'autre tiers ou bien prouiſion au mineur à l'ordonnance de Iuſtice pour ſa nourriture, quand le Seigneur prẽd tous les fruicts de l'annee. De ce droit de Deport eſt diſcouru fort amplement par Chopin liure 2. des Couſtumes d'Aniou, partie 1. Cap.2. Tit.3. où il dict que ce droict de Deport eſt plus vſité au pays du Maine qu'en Aniou, & qu'il y a encores vn droict de Deport & Annates pour les Benefices qui ſont vſitez en Normandie & autres prouinces: mais ils ſont abuſifs.

e Expreſſe ou taiſible empeſche que le S.F.ne face les fruicts ſiens tãt qu'elle dure. Bourbonnois Ar.375.Auuergne Chap.22. Art.27.

f Et conſequemment la preſcription ne court point contre le S.F.cõme il eſt plus à plain declaré par l'Art. 486. cy deſſous. Et a lieu la ſouffrance ſoit qu'elle ſoit neceſſaire ou volõtaire & doit auoir lieu, ſi elle eſt baillee auant qu'il y ait aucune choſe faite. Autre choſe eſt ſi elle eſt donnee, apres que l'acheteur a deſia exhibé ſon contract,& le temps a auſſi commencé a courir C.M.

Source : BIU Cujas

Tuteurs & Curateurs des mineurs ou d'autres personnes estãs en Tutelle ou Curatelle, en foy & hommage, ou bailler Souffrance és mineurs, iusques à ce qu'ils seront maieurs en faisant diligence suffisante par les Tuteurs & administrateurs d'auoir la Souffrance.

AVVERGNE Chap.22.Art.27. Durant le temps de Souffrance & respit de faire hommage le S.F.ne faict les fruicts siens. Art.28. Et est tenu le S.F. bailler souffrance & Respit à son vassal, s'il est mineur, iusques à l'aage de xx.ans : en faisant diligence suffisante par son Tuteur ou administrateur d'auoir la Souffrance. Art.29. Et aussi au vassal qui est malade ou necessairement absent.

LA MARCHE Chap.18.Art.200. Le S.doit receuoir le Tuteur de son vassal pupille, ou le Curateur de son adulte sous l'aage de xx.ans en faisant par le Tuteur ou Curateur diligence suffisante ou leur bailler Souffrance: & aussi &c. p. *4 Auuergne*. Art.29.

Art.43. PARIS.

Le Vassal qui g denie le Fief estre tenu du S. dont il est tenu & mouuant, confisque iceluy Fief.

Confiscation de fief a lieu quãd le vassal denie la tenure.

Art.44. PARIS.

Et † apres que le vassal aura aduoué le S.F. ledit S. & vassal communiqueront l'vn à l'autre leurs Adueuz, Denombremens & Titres de la tenure du Fief, qu'ils ont par deuers eux & s'en purgeront par serment, s'ils en sont requis: & est tenu le vassal satisfaire le premier.

Le S.F. & le Vassal doiuent s'entre communiquer leurs adueuz, Denombremens & titres : & doit le Vassal satisfaire le premier.

† *Cest Art. 44. a esté accordé pour nouuelle Coustume sans preiudice du passé.*

Art.45. PARIS.

Si le S. à mis en sa main le Fief, qu'il dit estre mouuant de luy par faute d'homme, & le vassal le desaduoue ou denie à S. iceluy vassal doit auoir h prouision & iouir du Fief pendant le procés.

Vassal en cas de desadueu doit iouir par prouision.

CONFERENCE.

MEAVX Chap.23.Art.185. Qui desaduoue tenir d'aucun S. il perd son fief & le confisque, s'il est qu'il soit trouué que celuy qu'il a desaduoué soit S.F. du fief si ce n'est qu'il aduoue le Roy à S. & sans fraude.

Qui Fief denie, fief perd: s'il n'aduoue le Roy & sans fraude.

MELVN Chap.4.Art.86. Le †† Vassal est tenu formellement aduouer ou desaduouer le S. du fief: & si en aduouant vn autre, il desaduoue celuy, qui par l'issue du procés se trouue seigneur, ledit fief & fruicts d'iceluy escheus puis la mainmise tombent en commis. Art.87. Peut † toutesfois le vassal requerir son S. F. de l'instruire des Titres qu'il a pardeuers luy, de sa tenue feodale: ce que le S. est tenu faire & s'en purger par serment.

†† *Ce 86. Ar. corrige l'ancien Coustumier en ce qu'il contenoit vne exception,* Sinon que iceluy Vassal eust reprins & aduoue du roy.

† *L'Art. 87. est nouuel pour l'aduenir.*

SENS Tit.19.Art.199. Le vassal qui scientement fait faux Adueu & reprend d'autre S. que celuy qu'il sçait estre son Feodal, commet son fief: tout ainsi que si scientement, il denioit ledit fief. Art.215. Quand le vassal est empesché en son Fief par faute d'homme, droicts & deuoirs non faits & payez par autre S. que le Roy, & il s'oppose, parce qu'il ne sçait son fief estre tenu de celuy, qui l'a empesché, le vassal ne sera tenu, en faisant sa defense aduouer ou desaduouer le S. au peril & danger de commise de son fief, s'il afferme par serment, qu'il ne sçait & n'a cognoissance par lettres n'autrement de quel S. son fief soit tenu: sinon que celuy qui luy a fait l'empeschement l'ait premierement informé & luy ait fait apparoir, comme il soit son S.F. Laquelle information cessant & apres l'affirmation cy dessus, le vassal en deniant le fief & mouuance, aura main leuee dudit empeschement sans danger de commise : mais où le Roy feroit l'empeschement, il faudroit reprendre ou nier sans attendre aucune information. i

Ce Art. 199. estoit le 27. Art. ancien duquel ont esté rayez ces mots, notamment quãd il aduoue autre S. que le Roy.

g Desaduou fait perdre au vassal son Fief, & est ce qu'on dit communement, qui Fief denie ou rõgne, Fief perd Au liure intitulé li establiſſement &c. C'est vn grand peché mortel de desaduouer son droict Seignor. Car l'en pert l'arme & son domaine selon l'vsage de Cour Laye lib. 4. Fçud. Tit. 5. 21. & 39. il doit denier sciemment & d'vn propos deliberé. S'il doute il sera reputé pour ignorant l. vlt. C. de cond. ind. l. 2. D. Quis ordo, in bõ. poss. seru. Par les coustumes de Frãce le vassal est tenu formellement aduouer ou desaduouer. Ce qui se doit faire en iugement & sur sommation & interpellation faite par le Seigneur Feodal au vassal. Car si le Desadueu est fait hors iugement c'est pluſtoſt vne parole legerement proferee que Desadueu, & ne merite aucune peine l. famosi D. ad leg. Iul. maiest. l. quicquid calore. D. de reg. iur. l. vn. C. Si quis Imp. maled. Les mineurs de 25. ans ne peuuẽt faire aucun Desadueu : parce qu'il emporte perte de Fief & ne peuuent disposer de leurs biẽs immeubles aiant l'aage de xxv. ans accomplis. Auſsi n'est receuable l'vsufruictier, le Tuteur, Abbé, Prieur ou autre administrateur qui n'est Seigneur entier & irreuocable à faire Desadueu : & les Ecclesiastiques ont besoin de l'auctorité de leurs superieurs, pour approuuer & auctoriser leur Desadueu, cõme si c'estoit vne alienation d'vn heritage d'vne Egliſe. La femme aussi ne peut former Desadueu: sans l'auctorité de son mari qui ne peut vendre n'aliener ses heritages sans l'auctorité & expres consentement de son mari par le 223. Art. de Paris mis cy dessous T. 10. Et en ce cas ne suffit l'auctorisation de Iuſtice. Vide Bald. in l. 1. D. de rer. diuiſ.

h Vassal desaduouant son Seigneur Feodal, doit iouir pendant le procés par prouision sans toutes fois qu'il soit tenu de bailler caution parce qu'il est en la possession du Fief, ayant la presomption pour luy, laquelle est ostee au Seigneur par le Desadueu. Ce qui est plus expressement porté par le 66. Art. de Peronne cy dessous.

i Le Vassal n'aime mieux souffrir la saisie, & ce pendant aduiser ce qu'il aura à faire. C.M.

Source : BIU Cujas

AVXERRE Tit.2.Art.69.p.*à Sens.* Art.189.ſciemment &c.ſon S.F.&c. Art. 81. Quand † le fief du vaſſal eſt ſaiſi par faute &c.p.*à Sens.* Art.215. qui l'a ſaiſi,le vaſſal ne ſera tenu aduouer le ſaiſiſſant ſ'il afferme par ſermẽt &c.fait la ſaiſie &c. comme il tient de fief de luy. Et ne l'ayant faict & le vaſſal ayant denié de tenir le fief de luy, aura mainleuee d'iceluy ſans danger de commiſe. Mais où le Roy &c.

† *Ceſt Art.81. eſt de nouuel adiouſté pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

ESTAMPES Chap.1.Art.34. Si le Vaſſal ſaiſi deſaduoue le S. ſaiſiſſant,iceluy Vaſſal aura main-leuee du fief ſaiſi pendant le procés : & ſi en fin d'iceluy ſe trouue le fief ſaiſi eſtre mouuant du S. deſaduoué, ledit fief eſt acquis & tombé en commiſe au profit du S. F. Art. 43. Le S. & Vaſſal ſont tenus reſpectiuement communiquer leurs titres & Adueuz,aux deſpens du requerant.

DOVRDAN Tit.1.Art.34. Si le Vaſſal deſaduoue formellement ſon S.F. il confiſque le fief,ſ'il ſe trouue en fin de cauſe qu'il ait mal deſaduoué, & neantmoins pendant le deſadueu & procés d'iceluy, doit auoir prouiſion & iouiſſance du fief,à la charge de la commiſe.

MONTFORT Chap.1.Art.28. Le fief du vaſſal, qui a deſaduoué ſon S. F. tombe en commiſe & confiſcation,ſ'il ſe trouue qu'il ait mal deſaduoué. Art.29. Si le S.a mis le fief,qu'il dit eſtre mouuant de luy,en ſa main par faute d'homme, & le Vaſſal le deſaduoue à S. iceluy Vaſſal doit auoir prouiſion, & iouir du fief pendant le proces,à la peine de la commiſe ſi par la fin du proces il ſe trouuoit le S.auoir eſté mal deſaduoué.

MANTE Chap.1.Art.25. Le Vaſſal deſaduouant ſon S.F. confiſque ſon fief, ſ'il †† ſuccombe & ſ'il ſe trouue par l'iſſue du procés qu'il ait mal deſaduoué.

†† *Ces mots, ſ'il ſuccombe, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

VALLOIS Tit.4.Art.36.p.*à Paris.* Art.43 confiſque ledit fief. Art. 37.p. *à Paris.* Art.45.mis le fief &c.qu'il dit eſtre mouuant de luy en ſa main par &c.

VITRY Tit.3.Art.40. Où le S.F.fait ſaiſir le fief de ſon Vaſſal, & le Vaſſal nie que le fief ſoit mouuant du S.& le S.le preuue,le Vaſſal perd ſon fief:mais en terres de Cenſiues,quand le detenteur & proprietaire nie au S.ſon Cens,& le S.le preuue,le detenteur ne perd pource ſa terre.

† *Ceſt Art.36. & 37.ſont de nouuel adiouſtez.*

BAR Tit.1.Art.20. Si le Vaſſal denie ſon fief ou en reprend d'autres que de ſon S.F.il commet ſon fief.

LAON Tit.16.Art.198.p.*à Melun.* Art.86.du fief,& ne ſuffit d'aduouer le Roy ou autre S.F.encores que le fief du vaſſal fut * en Arrierefief du S.aduoué. Art. 199. Le vaſſal qui a deſaduoué le S.F.doit auoir pendant le procés mainleuee du fief:mais ſ'il ſe trouue par l'iſſue du procés qu'il l'ait mal deſaduoué,le fief & les k fruicts d'iceluy eſcheus depuis le deſadueu tombent en commis. Art.200.Et au parauant que le Vaſſal ſoit tenu aduouer ou deſaduouer, peut demander à ſon S. qu'il l'informe * de ce qu'il a par deuers luy pour verifier que le fief ſoit mouuãt de luy.Ce qu'il eſt tenu faire de bonne foy, ſi aucune choſe il en a par deuers luy & non autrement,apres toutesfois que le pretendu vaſſal aura affermé par ſermẽt qu'il n'a aucun Titre par deuers luy, par lequel il puiſſe eſtre informé, que ledit fief ſoit mouuant dudit S. Art.201. Pareillement le vaſſal eſt tenu d'aider à ſon S. F.des Adueuz & Denombremens & autres titres communs qu'il a par deuers lui, ſ'il en eſt requis,& ſ'en purger par ſerment ſi beſoin eſt.

* *S'entend tenu ou mouuant.*

* *C'eſt qu'il le pretẽd eſtre ſon Vaſſal.*

k Selon ce qui eſt eſcrit in l.his Solis. C. de reuoc.donat l.ſed & ſi §.ſi ante litẽ.D.de herpetit.

CHALONS Tit.20. Art.199.200.201.& 203.p.*à Laon.* Art.198. 200. 201. & 109.

REIMS Tit.3.Art.126. Le †† Vaſſal deſaduouant ſon S.F.& deniant tenir de luy &c.p.*à Laon.* Art.199.en commis & ſont confiſquez au S. Ar.127. Ne † ſuffit au vaſſal de dire qu'il tient ſon fief du Roy, l cõtre le S.Superieur : ains faut que expreſſement il aduoue ou deſaduoue,celuy qui pretend eſtre ſon S. F. m ſinon au cas què deux pretendiſſent la tenure feodale leur appartenir. Auquel cas, le vaſſal n'eſt tenu d'aduouer ou deſaduouer l'vn ne l'autre:mais ſuffit d'offrir la foy à celuy qui obtiendra. Art. 128. Eſt tenu le vaſſal communiquer tous les Titres, qu'il a de ſon fief,à ſon S.F.& ſ'en purger par ſerment,ſ'il en eſt requis. Et en pareil eſt tenu le Seigneur F.enuers ſon vaſſal,auant qu'il ſoit tenu auouer ou deſaduouer.

†† *Ceſt Art. 126.eſt de nouel introduit iuſques à ces mots,* mais ſ'il ſe,*&c.*
† *Ceſt Art.127. & 128. ſont de nouuel introduits.*

l Car nul fief n'eſt regulierement en France qui ne ſont tenu du Roy,ou ſans moien ou en Arrierefief.
m S'entend ſans moyen.

S.QVENTIN Tit.4 Art.80.& 81.p.*à Laon.* Art.198.& 199.

RIBEMONT tit.2.Art.28.Le vaſſal qui deſaduoue ſon S.de fief formellemẽt confiſque & tombe ſon fief en commis,& ne ſuffira d'aduouer autre S. ſi par l'iſſue du procés,il ſe trouue qu'il ait mal deſaduoué.Art.29.faut que le vaſſal ſur ce requis par le S. de fief, face adueu ou deſadueu formel, & ne ſuffiroit d'aduouer autre S.de fief,encores que ce fut le Roy.

Source : BIU Cujas

SEDAN Tit.3.Art.67. Si le vaſſal deſaduoue ou denie ſon fief eſtre mouuant de ſon S.F.& il eſt prouué,il perd ſon fief & iceluy eſt acquis au Seigneur Foncier.

PERONNE Tit.2.Art.66. Le S. F. aiant fait ſaiſir le fief tenu de luy à faute d'homme,droicts & deuoirs non payez,ſ'il y a oppoſition,la mainmiſe du S. doit tenir,pendant le procés, ſ'il n'y a deſadueu. Auquel cas de deſadueu, main-leuee doit eſtre faite de ſon fief, ſans bailler caution. Art. 67. Et ſ'il ſe trouue que le vaſſal ait à tort deſaduoué ſon Seigneur il confiſque ſon fief & eſt tenu de rendre & reſtituer les fruicts par luy prins & perceus, depuis la ſaiſie & deſadueu.

ARTOIS Tit.1.Art.21. Le vaſſal par deſadueu commet & forfait ſon fief, au profit de ſon S.combien que tel S.n'ait haute Iuſtice.

CAMBRAY Tit.1.Art.61. Qui adueu ſon fief tout ou en partie,à tenir de autruy, que de ſon S. parce qu'il adueu d'autruy, & eſt commis & acquis au S. ſ'il preuue qu'il ſe doit tenir de luy.

NIVERNOIS Chap 4.Art.65. L'adueu fait par le vaſſal,le S.eſt tenu le receuoir à homme & luy leuer la mainmiſe. Et le deſadueu fait, le vaſſal ſans autre mainleuee, ſe peut de ſon auctorité remettre en ſon fief: ſauf toutesfois au S.ſon exploict & action pour la commiſe & pour les fruicts, depuis le deſadueu,ſ'il eſt trouué ladite choſe eſtre tenue de luy.

MONTARGIS Chap.1.Art.83. Quand le fief eſt ſaiſi à faute d'homme & il y a oppoſition & procés,le S.ne plaidera deſſaiſi,ains tiendra ſa main:ſinon que le vaſſal maintienne eſtre en foy ou auoir deuement offert ou deſaduoué le S. Auquel cas de deſadueu,ſi le S.veut monſtrer eſtre tenu de luy,y ſera receu & le vaſſal à l'oppoſite. Mais ſ'il eſt trouué qu'à tort le deſadueu ait eſté fait, le vaſſal confiſquera ſon fief au S. & ſi rendra les fruicts par luy perceus pendant le procés. En autres cas,ſera le vaſſal tenu faire apparoir de ſa fidelité ou offres deuement faictes dedans quarante iours: autrement ledict temps paſſé, tiendra la main & ſaiſie, & rendra les leuees ſ'il eſt trouué n'auoir fait les foy ou offres deues.

ORLEANS Tit.1.Art.79. †† pà *l'Art.44.de Paris.* Art 80. Le S.de fief ne eſt tenu de plaider deſſaiſi contre ſon vaſſal,quand le fief eſt ſaiſi par faute d'homme: ſinon que le vaſſal fit apparoir eſtre en foy ou ſouffrance du S. ou auoir faict deuement ſes offres,ou qu'il fut deſaduoué à S.par le Vaſſal. Auquel cas de deſadueu,le S.aura temps & delay pour informer comme il eſt S.F. & ce pendant le vaſſal iouira. Art.81. Et ſ'il eſt trouué que friuolement & à tort ait fait le deſadueu,il confiſque ſon fief au profit de ſon S. & eſt tenu rendre iceluy vaſſal les fruicts qu'il auroit perceus depuis la ſaiſie. Toutesfois ſ'il eſt queſtion d'adueu ancien,qui ſoit au deſſus de Cent ans, n le S.F.qui n'eſt Chaſtelain, eſt tenu informer autrement que par l'adueu ancien, auant que le vaſſal confiſque ſon fief.

†† *Ceſt Art. 79. eſt accordé ſans preiudice du paſſé.*

n Il faut entendre que le S.de Fief ne poſſede.C.M.

TOVRS Tit.13 Art.117. Si aucun eſt adiourné a la Cour d'vn S. & par icelle Cour luy eſt demandé,qu'il baille ou monſtre par Declaration ce qu'il tient du S. Cenſiuement ou par hommage,& il deſaduoue tenir aucune choſe de luy,il perd à perpetuité ce qu'il tient dudit S. & ſ'en peut ledit S. enſaiſiner,declaration premierement faite par le Iuge ſuzerain, pource qu'il a deſaduoué tenir aucune choſe dudit S. Mais ſi ledit homme auoit eſté condemné à bailler par declaration ce qu'il tient de luy,& en icelle il eſcrit qu'il proteſte, que ſi aucune choſe a oublié à mettre en ladite Declaration qui ſoit tenue dudit S.il la baillera par Declaration & l'aduouera tenir de luy ſi toſt qu'il en aura cognoiſſance: en ce cas ſi aucune choſe auoit omiſe & vienſit dedans l'an apres la Declaration receue, il ſeroit creu par ſon ſerment en iurant qu'il ne l'aura fait par malice & en fraude: mais qu'il n'en auoit eu cognoiſſance.

LODVNOIS Chap.13.Art.1.p. *a Tours,* par Declaration ou par adueu &c. qu'il ne l'auoit pas fait malicieuſement:mais qu'il &c.

ANIOV Tit.9.Art.181. Si le ſubiet denie en iugement le deuoir dont le S. de fief luy fait queſtion,& pour lequel il auoit fait ſaiſir & executer, le ſuiet aura deliurance,le procés pendant: ſi le S. de fief ne faiſoit apparoir promptement, d'adueu,Declaration,condemnation ou autre enſeignement, par lequel depuis trente ans le deuoir, dont ſeroit queſtion, euſt autresfois eſté cogneu ou approuué eſtre deu: auquel cas il eſcherroit garniſon de main. Car ſi tels enſeignemens eſtoient de parauant xxx. ans, on ne ſ'en pourroit aider

Source : BIU Cujas

quant à la garniſon : fors ſeulement contre ceux, contre leſquels ils auroient eſté obtenus & non contre leurs heritiers ou autres ſucceſſeurs.

LE MAINE Tit.10. Article 199. p. *a Anjou, iuſques a ces mots*, garniſon de main, *inclus*.

GRAND PERCHE Tit.2. Art.52. p. *a Melun.* Art.86. Celuy qui ſe pretend ſon S. de Fief, ſinon au cas que deux ſe pretendiſſent eſtre ſes S. de Fief. Art.53. Et † n'eſt tenu le S.F. inſtruire ſon Vaſſal aux fins d'eſtre par luy aduoué ou deſauoué. Mais ſi le Vaſſal ayant aduoué le S. afferme par ſerment n'auoir pardeuers luy aucuns titres & enſeignemens de ce qu'il tient & doit racheter du S. & que par dol ou fraude n'a delaiſſé à les auoir, en declarant qu'il eſt preſt de prendre droict par les titres & enſeignemens de ſon S. en ce cas ſera iceluy S. tenu d'exhiber tous & chacuns ſes titres & enſeignemens, ſi aucuns en a : lequel auſſi s'en purgera par ſerment.

† *Ceſt Art. 53. eſt de nouuel adiouſté.*

CHASTEAV-NEVF Chap.6. Art.45. Quand le Vaſſal deſauouë ſon S.F. à Seigneur, il commet felonnie & forfaict ſon fief enuers luy : & apres †† tel deſaueu, le Vaſſal doit auoir main-leuee de ſon fief & fruicts d'iceluy ſans preiudice de la felonnie, forfaicture & confiſcation pretendus par ledict Seigneur Feodal.

†† *Ces mots, Et apres, &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

CHARTRES Chap.7. Art.43. } p. *a Chaſteau-neuf, iuſques a ces mots*, enuers luy, *inclus*.
DREVX Chap. 7. Art.32. }

BLOIS Chap.7. Art.101. A *la fin.* Le S. de l'heritage deſauouant en Iuſtice purement & ſimplement eſtre Vaſſal du S. iouiroit pendant le procés. Et ſi le S. preuue l'heritage eſtre tenu de luy en foy, le Vaſſal perdra l'heritage : & ſera adiugé au S.F. par le deſadueu. Car qui fief denie, fief perd.

BERRI Tit.5. Art.29. Le Vaſſal ſi en ſouſtenant ſon oppoſition ou autrement, denie iudiciairement tenir le fief du Seig. qui aura ſaiſi ou le deſauouë, perd ſon fief : & eſt des l'inſtant de la denegation formelle ou deſaueu cenſé & reputé acquis au Seig. pourueu que les denegations formelles du Fief ou deſaueu ſoient faictes par le Vaſſal en perſonne ou par Procureur ſuffiſamment fondé de lettres de procuration ſpeciale. Et pourra le S. s'il y a procés ſur la main-miſe feodale, requerir que le Vaſſal aduoue ou deſauoue.

AVVERGNE Chap.22. Art.19. Le Vaſſal eſt tenu aduouer o ou deſauouer le fief dont eſt requis. Et n'eſt tenu le S.F. monſtrer au Vaſſal, mais eſt tenu le Vaſſal s'enquerir, ſi bon luy ſemble. Art. 10. Si le Vaſſal eſt nouueau tenancier, il peut faire la foy & hommage à celuy qui le ſomme de ce faire, pour ſauuer les fruicts & proteſter de ne faire faux Adueu, ſi le Fief ſe trouuoit tenu d'ailleurs. Art.11. Laquelle proteſtation faicte, comme dit eſt, luy ſauuera la commiſe du fief, s'il eſtoit trouué d'autruy Fief. Art. 12. Neant-moins ſera tenue la foy & hommage pour pure & ſimple quant au S. F. auquel elle aura eſté faicte, s'il n'appert d'autre S.F. Art.13. Le Vaſſal qui deſauoue expreſſement le S.F. ne peut ſauuer la commiſe de la choſe feodale ſous ombre de la proteſtation, qui n'a lieu ne vigueur quant à ceux qui confeſſent & font le * Fief.

o C'eſt à ſçauoir quãd le Vaſſal veut iouïr du fief contre la volonté du S. F. comme i'ay dit ſur la Couſtu. de Paris Art. 31. & le 10. Art. de ceſte Couſtu. d'Auuergne eſt fort inique cõme i'ay dit ſur l'Art.5. de Paris, & ſe doiuent communiquer leurs Titres. Mais ceſt Art. 10. ſe peut entendre à fin d'obtenir prouiſiõ. Car la ſaiſie durera touſiours iuſques en fin de cauſe, ſans preiudice de requerir & demander ladicte cõmunication. vide Bald. in l. inſtrumenta. C. de fideic. Bartol. in L. Titius heres. D. de act. empti.

* *Aliàs, la ſo*

LA MARCHE Chap.18. Art. 187. Celuy qui pretend aucun tenir de luy en foy & hommage le peut conuenir pour aduouer ou deſauouer dedans le terme qui luy ſera prefix par le Iuge. Et s'il le deſauoue, & le requerant fait apparoir la choſe eſtre tenue de ſon Fief, celuy qui a deſauoué perd le fief. Car qui, &c. p. *a Blois.*

† *Ceſt Art. 40. eſt de nouuel adiouſté.*

XAINCTONGE Tit.4. Art.40. Quand † le Vaſſal a perdu les hommages, le S. eſt tenu luy en aider en affirmant par ſerment qu'il n'en a aucune choſe p pardeuers luy.

p Idem au contraire, ſi le S. F. a perdu ſes Hommages, comme i'ay eſcrit ſur l'ancienne Couſtum. de Paris. Art.5 num. 4. & 6. Et ainſi le porte la Couſtume de Reims. Art. 128. cy deſſus. C. M.

†† *Ceſt Art. 362. eſt de nouuel adiouſté, ainſi qu'il ſera dit cy deſſous en l'Art.51. de Paris.*

BRETAGNE Tit.17. Art.362. Le †† Vaſſal appellé à recognoiſtre ſon S. le doit aduouer. Et s'il le deſauoue & en ſoit par iugement vaincu, il perd ce qu'il tient du S. en la tenue deſauouee. Et ſi le Vaſſal dit qu'il ignore la tenue, & qu'il ait quelque iuſte cauſe d'ignorance, comme s'il a nouuellément ſuccedé à d'autres, ou qu'il ſoit venu par contract particulier à nouuelle poſſeſſion : en ce cas delay competant luy doit eſtre baillé de s'en enquerir & en venir reſpondre par Adueu ou deſaueu au terme qui luy ſera prefix. Et ſi audit terme il deſauoue, & par ſentence eſt vaincu, il perdra ce qu'il tient en la tenue deniee, comme deuant eſt dit.

Art. 47. PARIS.

Gardien ne doit Relief :

Le † Gardien Noble q ou Bourgeois n'eſt tenu payer droict de

q En l'ancien Couſtumier de France li-

Source : BIU Cujas

ure 2 Item Garde doit Rachat & finance, entant que touche les Fiefs, dont il faict les fruicts siens. Mais le Boutellier en la Somme Rurale est d'aduis que le Gardien Noble ou Bourgeois ne doit aucun Relief à cause de son Bail & Garde, combien qu'aucuns ayent esté d'aduis contraire. La Coustume de Paris introduit le Bail ou Garde sinon en directe ligne, de pere, mere, ayeul ou ayeulle: en laquelle n'est deu aucun droict de Relief: si ce n'est au Vvexin le François par le 3. Art. cy dessus, & si le Gardien est collateral, Sens. Art. 157. Et selon ce le present Art 46. se doit entendre ou bien faut interpreter si les mineurs doiuent Relief comme heritiers de celuy, auquel les heritages feodaux appartenoient: par ce que le Gardien Noble ou Bourgeois est tenu de payer & acquiter les debtes par le 267. Art. cy dessus. Tit. 12. & Du Moulin faict vne limitation à cest Art. Sauf s'il declare qu'il en veut tenir compte aux mineurs, ne voulant faire les fruicts siens. Aucuns disent qu'elle est vaine, par ce qu'il doit accepter la Garde aux charges de la Coustume, ou y renoncer, & par ainsi n'auroit le nom & titre de Gardien: ains les Tuteurs ou Curateurs administreront leurs biens.

mais s'il en est deu du chef des mineurs il les en doit acquiter.

† *Cest Art. 46. a esté accordé. Et par l'aduis des Estats le 32. Art. du viel Coustumier abrogé.*

cinctz Barrin pour Magdelaine de Sauoye & Messire Henry Duc de Mont-morency s'est opposé, comme estant contre l'ancienne Coustume, à proteste & appelle comme dessus, & requis acte, qui luy a esté octroyé, & neant moins ordonné sans preiudice dudit appel, que l'Article ainsi que presentement il a esté accordé, sera gardé pour Coustume. A quoy M. Tous-

Relief pour les heritages feodaux appartenans aux mineurs, desquels il est Gardien: mais il est tenu les en acquiter, s'il en est deu du chef desdicts mineurs.

CONFERENCE.

MELVN Chap. 4. Art. 36. Ne †† doiuent les Baillistres ou Tuteurs, pour raison dudit Bail ou Tutelle, aucun profit. Art. 46. Le Gardien d'enfans mineurs ne doit pour la Garde au S.F. aucun profit: ains seulement la bouche & les mains. Chap. 20. Art. 296. Les † Gardien & Baillistre ne doiuent Rachat des Fiefs du mineur pour raison de ladite Garde & Bail.

SENS Tit. 16. Art. 157. Les S.F. sont tenus receuoir les Gardiens en foy & hommage des heritages, terres & Seigneuries appartenans aux mineurs, & ce sans Rachat ne Relief: pourueu que les heritages leurs soient escheus en ligne directe. Car le Gardien en ligne directe ne rachete point.

AVXERRE Tit. 2. Art. 78. Et †† semblablement par les Tuteurs & Curateurs, pendant la minorité de leurs mineurs Vassaux à cause de leur Tutelle & Curatelle, durant laquelle, &c. *mis cy dessus sur les* Art. 41. & 42. *de Paris.*

ESTAMPES Chap. 1. Art. 24. Gardien d'aucuns mineurs faisant les fruicts siens, ne doit pour ce respect aucun profit au S.F.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 33. Le Gardien pour raison de la Garde Noble, ne doit aucun profit au Seig. F. mais où les mineurs, desquels il a la Garde en deuroient de leur chef, est tenu de le payer & en acquiter lesdits mineurs.

MONT-FORT Chap. 1. Art. 30. Le † Gardien, &c. p. *a Estampes*, n'est tenu de payer droict de Relief pour les heritages feodaux appartenans à iceux mineurs.

MANTE Chap. 1. Art. 35. Tous †† Gardiens Nobles faisant les fruicts leurs, sont tenus acquiter les mineurs du droict de Chambellage deu par eux à cause de la mutation de fief. Art. 42. Gardien, &c. p. *a Mont-fort.*

CLERMONT Tit. 14. Art. 175. Les Gardiens Nobles seront tenus de payer Relief au Seig. F. des fiefs appartenans aux mineurs, tenus & mouuans des Chastellenies de Bulles, Conty & Milly: pour le regard quant audit Milly, des fiefs de la Cour d'Aimeul diuisé en deux, & le fief d'Arames. Et quant aux autres fiefs assis au Comté de Clermont, n'en seront tenus payer aucun Relief: pour ce qu'en ligne directe, n'est deu que la bouche & les mains.

VALLOIS Tit. 6. Art. 74. Pere † ou mere acceptans la Garde Noble de leurs enfans, ne sont tenus payer aucun Rachat des fiefs escheus aux mineurs en ligne directe.

TROYES Tit. 2. Art. 17. *sur le milieu.* Et de la Garde doit le suruiuant hommage seulement, sans aucun Relief. Art. 20. Les S.F. sont tenus receuoir les Gardiens en foy & hommage des heritages terres & Seigneuries des enfans mineurs, sans Rachats ne Reliefs, pour ce que Gardiens en ligne directe ne rachetent point.

CHAVMONT Tit. 1. Art. 11. *sur le milieu.* Lequel Gardien reprend les terres feodales, pour les enfans & en faict les foy & seruice, aux despens desdits mineurs. *Et sur la fin* Et si ne doit pour conuoler en autre mariage, pour cause desdits fiefs ainsi appartenans à sesdits enfans, aucun Relief ou Rachat. Car comme dit est dessus, il ne faict les fruicts siens.

†† *Le 36. Art. est de nouuel adiousté sans preiudice du passé.*

† *Le 296. Art. a esté de nouuel adiousté pour l'aduenir, & en ce faisant l'ancienne Coustume par laquelle le Baillistre estoit tenu de racheter, mentionnee és Art. 42. 61. & 62. Tit. de saisine en fief corrigee & abrogee.*

†† *Cest Art. 78. est mis au lieu du 247. Art. ancien pour plus grande explication.*

† *Le Procureur du Roy a dit que l'Art. 30. n'a esté rapporté pour Coustume audict Comté de Mõtfort: mais au contraire, qu'il a esté rapporté par plusieurs fois, que toutes personnes soient Nobles ou roturieres, faisans les fruicts leurs, doiuent Rachat: que plusieurs l'ont payé, & en est le Roy en possession. Bobusse pour le Roy de Nauarre Seig. d'Espernon a*

Source : BIU Cujas

eſté dit que Madame Marie de Luxembourg a paye ledit droict de Rachat, comme Gardienne de ſes enfans, à cauſe de ladite Garde: Par aucuns des Nobles a eſte pareillement ſouſtenu Racha t eſtre deu audit cas. Par l'aduis des autres Nobles & Officiers & Practiciens audit Siege a eſté ordonné que ledit Art. demeurera ainſi qu'il eſt redigé, & aura lieu pour l'aduenir, ſans preiudice des procés pour ce meuz pendans & indecis. Dont leſdits Procureur du Roy & Bazin oudit nom, ont proteſté d'appeller.

†† *Ces Art. 35. & 42. ſont de nouuel introduits.*

† *Le 74. Article eſt nouuel & mis au lieu du 59. Article qui a eſté rayé, comme ancienne Couſtume corrigee par ledict Article 74.*

VITRY Tit. 4. Art. 63. *ſur le milieu*, p. *à Chaumont*, terres Nobles pour ſes enfans, &c deſdits enfans mineurs, aux S.F. &c.

LAON Tit. 18. Art. 264. Le Bailliſtre ne doit aucun Relief pour heritages feodaux.

SEDAN Tit. 8. Art. 153. Et pourra tel Bailliſtre ou Gardien reprendre les terres Nobles des mineurs, en faire les foy, hommage & ſeruice aux S.F. aux deſpens deſdits mineurs.

CHAVNY Tit. 25. Art. 81. Quand aucun à ce habille, prend le bail du mineur Noble, il eſt tenu de payer droicts de Relief, & faire les trois offres, pour ce qu'il fait les fruicts ſiens.

BOVLLENOIS Tit. 20. Art. 78. Sont tenus rendre indemnez les mineurs des Reliefs deuz par iceux.

PERONNE Tit. 9. Art. 224. Seront les Bailliſtres tenus releuer les fiefs & payer les droicts pour ce deuz. Art. 231. Le Bailliſtre eſt tenu payer au Seigneur Feodal le Relief de Bail, qui eſt le reuenu d'vne annee & droict de Chambellage.

ARTOIS Tit. 6. Art. 158. Mary ou femme aiant emprins le Bail des mineurs, ſ'il veut profiter des fruicts de leurs heritages & les faire ſiens durant ſon bail, doit releuer les heritages des S. dont ils ſont tenus en ladicte qualité de bail. Pour lequel Relief eſt deu aux S. vn ſimple Relief ſans Chambellage, & ce outre & par deſſus le Relief & Chambellage, que les heritages doiuent pour le Relief, que faict le Bailliſtre, au nom des mineurs, pour le fond, qui leur appartient.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 26. Et ne doiuent que la foy, ſans profit des heritages des mineurs tenus en fief. Art. 33. Les Gardiens ne doiuent aucun profit: toutesfois les pere & ayeul ayant la Garde Noble de leurs enfans, s'ils ſe remarient ſeront tenus bailler caution de rendre indemnez les mineurs, de ce qu'ils ſont tenus les acquiter pour la Garde.

ORLEANS Tit. 1. Art. 23. *A la fin.* p. *à Montargis.* Art. 26. mineurs, & ſont les S. de Fief tenus bailler auſdits Gardiens Souffrance ſans payer profit. Art. 27. *A la fin.* Auſſi ne † doiuent leſdicts Bailliſtres aucun profit, pour ledict bail. Art. 32. Et †† doit demander à eſtre receu en Souffrance pour eux de leurs heritages tenus en fief, ſans qu'ils ſoient tenus payer Rachat ne profit. Art. 33. Et † doit demander, &c. p. *comme en l'Art.* 32. en fief, comme leſdicts Pere & mere, ſans payer profit ne Rachat au S.F.

BLOIS Chap. 2. Art. 6. Les Gardiens ſont tenus de faire les foy & hommage aux S. de fief, pour raiſon des heritages, payer les feodaux profits, ſi aucuns en ſont deuz.

CHASTEAV-NEVF Chap. 19. Art. 138. Durant la Garde d'enfans mineurs n'y a point de profit de Rachat au Seigneur Feodal, pour raiſon d'icelle Garde.

CHARTRES Chap. 19. Article 107. Durant la Tutelle & Curatelle, &c.

DREVX Chap. 20. Art. 97. } p. *à Chaſteau-neuf.*

Voyez Senlis, Art. 152. mis cy deſſous. Tit. 12.

† *Ces mots, Auſſi les Bailliſtres, &c. ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ces mots, Et doit demãder, &c. ont eſté mis pour explication au lieu des mots anciens. Et porte la foy & hommage.*

† *Ces mots, Et ne doit, &c. ſont adiouſtez pour explicatiõ au lieu de ces mots anciens, porte la foy & hommage.*

Droict de Relief en quoy cõſiſte.

† *Les Art. 48 & 49. ont eſté*

Art. 47. PARIS.

Droict † de Relief eſt le reuenu d'vn Fief d'vn an, ou le dire ſ de Preud'hommes, ou vne ſomme pour vne fois offerte de la part du Vaſſal au chois & election du S.F.

† Relief ou Rachat eſt vn droict, lequel eſt deu au S. F. par le Vaſſal, à cauſe de la mutation du Vaſſal & ce pour l'entree & nou

Art. 48. PARIS.

S'il †† y a bois ‡ taillis, eſtangs, ſaulſaye & autres choſes ſembla-

uelle recognoissance, & est interpreté par ce 47 Art. estre le reuenu de l'annee, ou le dire de Preud'hommes, ou vne somme de deniers pour vne fois, & a lieu le reuenu de l'annee du iour des offres acceptees ou valablement faictes par le Vassal iusques à pareil iour, l'an reuolu ainsi qu'il est porté par le 49. Art. cy dessous.

accordez pour Coustume nouuelle, sans preiudicier à ce qui a esté faict par le passé.

s Le dire de Preud'hommes ou de gens de bien est nommé par les Iurisconsultes, *Arbitrium boni viri*, in l. Societatem. D. pro soc. L. hæc venditio. D. de contr. empt. L. in personam §. generaliter. D. de regul. iuris & debent æquum arbitrari vt est in L. si libertus 32. D. de op. lib.

t Le Bois taillis est en fruict. L. ex sylua cædua. D. de vsufruct L. fructus D. de sol. matr. l. si filio familias D. eod. tit. Les bois de Haute fustaye ne sont pas en fruict. l. sed si grandes D. de vsufructu, ainsi qu'il a esté iugé contre la Royne d'Escosse par Arrest de la Cour de Parlement du 23. iour de Iuillet, 1573. comme ont escrit Chopin & Charondas: mais les fruicts qui procedent desdicts Bois de Haute fustaye, & sont en reuenu ordinaire, comme la glandee & paisson, le S. les prendra, comme aussi les bois tombez par tempeste de vents, sont & appartiennent au S. suiuant la moderation de la Loy. Arboribus D. de vsufr. Il a esté iugé par Arrest donné aux Grands Iours de Poictiers, le 26. iour d'Octobre 1579. que si le *S.* saisit & met en sa main le fief par faute d'homme, foy & hommage non faicts, il prend toute la Couppe des Bois taillis estant en aage & tẽps de couppper Mais s'il saisit seulement à faute de droicts non payez, il ne iouist de ladite Couppe, qu'a raison & portion du temps, comme Chopin sur la Coustume d'Aniou liure premier, & Charondas en ses Commentaires sur ce 1. Titre, & au liure 4. de ses Responses. Chap. 28.

bles qui ne se couppent ou percoiuent par chacun an, les fruicts se prennent pour portion du temps qu'ils ont accoustumé estre prins, couppez ou perceus, encores qu'ils soient couppez ou perceus ou non en ladite annee, les frais deduits sur les fruicts.

Art. 49. PARIS.

Et commence ladicte annee u au iour des offres acceptees, ou valablement faictes par le Vassal, iusques à pareil iour l'an reuolu : & ne se faict qu'vne seule cueillette d'vne sorte de fruicts.

Annee de Relief de quel iour commence.

u Le cours de l'annee se doit limiter & prendre du iour des offres deuement faites acceptees: & ne faut suppleer ou recompenser la sterilité d'icelle par le reuenu d'vne autre, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest de la Cour de Parlement donné au mois de Iuin 1577. contre N. l'Oiseau & autres fermiers du Duché de Vendosmois, on a seulement l'estimation de la premiere annee.

Art. 50. PARIS.

Le S.F. qui a y choisi pour son droict de Relief, le reuenu d'vn an, du Fief mouuant de luy, peut, si bon luy semble, prendre iceluy reuenu: & est le Vassal tenu de luy communiquer les papiers de ses Receptes, ou luy en extraire la declaration sur iceux papiers, aux despens dudict seigneur.

Vassal est tenu de communiquer ses papiers de Recepte au S.F. ou luy extraire par declaration, aux despens du S.

x Les papiers de recepte seruent plus de memoires & instruction que de titre & preuue : Toutesfois quand ils sont signez par les Receueurs ou autres ils peuuent bien seruir de preuue, principalement quand c'est de la main d'vn defunct, duquel la foy n'est point suspecte, ainsi que les Docteurs traictent in l. admonendi D. de iureiur. Les Terriers se doiuẽt aussi communiquer, comme il est porté par la Coustume d'Estampes. Art. 14.

CONFERENCE.

Meavx Chap. 17. Art. 125. Si auant la main-mise * apportee par le S. F. le Vassal a faict coupper les bleds, despouiller ou vendanger les vignes, le temps de moissonner ou maturité escheu, le Vassal & ses hoirs font les fruicts à eux: pour ce que par la Coustume tout est censé meuble. Art. 127. On tient par la Coustume, que s'il y a estangs a pescher en temps & saison conuenable, auant le saisissement faict par le S.F. que le Vassal peut faire la pesche, & l'appliquer à son profit. Car la bonde leuee, c'est meuble que ladicte pesche. Art. 138. *A la fin.* Et a le S.F. son chois & option de prendre & eslire de trois choses l'vne, laquelle qu'il voudra: c'est à sçauoir le reuenu d'vne annee du fief, ou vn marc d'argent: pourueu que le fief le vaille ou autre somme de deniers, ou le dict de deux Preud'hommes.

* *Aliàs*, apposee.

Vassal coupant les fruicts en temps de maturité faict les fruicts siens, auant la saisie.

Marc d'argẽt quand est deu.

Melvn Chap. 4. Art. 55. Droict de Rachat ou de Relief, qui n'est qu'vn est le reuenu d'vne annee du fief, auec le marc d'argent, s'il y eschet, ou la prisee & estimation dudit reuenu d'vn an, faicte par Preud'hommes, ou vne somme de deniers vne fois offerte par le Vassal, au chois & option du Seig. F. Art. 56. Mais ne se commence l'an pour receuoir & prendre par le S.F. le reuenu du fief mouuant de luy, iusques à ce que le marc d'argent soit payé: lequel est deu seulement quand le reuenu d'vn an du fief est prisé xx. liures Par. & au dessus, & est ledit marc estimé x. liures Par. Art. 58. S'il y a au fief bois taillis ou estang, le S. qui aura opté le reuenu d'vne annee prendra le profit desdicts Bois taillis ou estang, par portion de temps seulement: comme si le bois se couppoit de x. ans & valoit la coupe cent liures, le S. prendroit x. liures pour l'annee.

Sens Tit. 19. Art. 193. *A la fin.* Et s'il est en ligne collaterale, il doit faire trois offres à son S.F. c'est à sçauoir le reuenu d'vne annee de son fief, le dict

Source : BIU Cujas

de deux Preud'hommes, ou vne ſomme de deniers pour vne fois, au chois du S. lequel aura xl iours à declarer ce qu'il voudra eſlire. Article 194. Et ſ'il eſt ainſi que le S.F. choiſiſſe le reuenu d'vne annee, il ſera tenu vſer dudit fief, au temps qu'il tiendra & exploictera comme vn bon pere de famille feroit, s'il le tenoit. Et s'il y a bois en couppe ou eſtangs en peſche, il pourra faire coupper leſdicts bois & peſcher les eſtangs, le † Vaſſal preſent ou appellé. Toutesfois ladicte couppe ou peſche ne demeurera entierement au S.F. mais ſera aualuee & eſtimee & n'en aura que *pro rata*, d'vne annee, eu eſgard au temps que les bois ou eſtangs n'auoient eſté reſpectiuement couppez ou peſchez.

† *Ces mots*, le Vaſſal preſent ou appellé, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

AVXERRE Tit.2. Art.61. *A la fin.* p. *a Sens.* Art.193. Lequel †† ſera tenu de declarer ſon chois dedans xl. iours. Art.64. Le Seigneur F. tenant le fief de ſon Vaſſal en ſa main, ſera tenu l'entretenir, comme vn bon pere de famille: & † s'il y a, &c. p. *a Sens.* Art.194.

†† *Ces mots*, lequel ſera, *& c ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots*, Toutesfois ladite couppe, *&c. iuſques à ce mot*, peſchez *ont eſte de nouuel adiouſtez & interpoſez pour plus grande explication de l'ancien Art.*

ESTAMPES Chap.1. Art.13. Si le Vaſſal doit Relief ou Rachat, qui ne ſont qu'vne meſme choſe, doit offrir pour le Relief & Rachat le reuenu d'vne annee, ou vne certaine ſomme de deniers, ou le dict de deux Preud'hommes au chois & election du S.F. Art.14. Audit S.F. aiant choiſi pour ſon droict de Relief, le reuenu d'vne annee du Fief mouuant de luy, le Vaſſal eſt tenu communiquer ſes Terriers & papiers de la Recepte de ſon fief, s'il en eſt requis. Et s'il en veut auoir copie, le Vaſſal eſt tenu la luy bailler aux deſpens dudict S. Art. 17. Le S.F. a pour choiſir & opter le temps de xl. iours: leſquels paſſez le Vaſſal eſt tenu aller vers luy ſur le lieu du fief dominant, pour ſçauoir ſ'il luy a pleu choiſir & opter l'vne des trois choſes offertes, afin d'y ſatisfaire. Et les xl. iours paſſez, le S. n'ayant opté, eſt l'option reſeruee au Vaſſal. Mais ſi le Vaſſal ne retourne vers le Seigneur apres les xl. iours, l'option demeure au S. iuſques à ce qu'il ſoit ſatisfaict.

DOVRDAN Tit.1 Art.24. p. *a Paris.* Art. 47. ou le dict de, &c. vne ſomme de deniers pour vne fois payer par le Vaſſal, &c. Art.26. p. *a Paris.* Art.50. prendre le reuenu & en iouir par ſes mains: & eſt le Vaſſal, &c. de ſa Recepte, &c. ſur iceux papiers s'il en eſt requis, aux deſpens, &c.

MONTFORT Chap.1. Art.31. p. *a Paris.* Art. 47. annee du reuenu d'vn fief, &c. le dict, &c. ſomme de deniers, &c. Art.32. p. *a Paris.* Art.50. aux deſpens dudit S. Et où le S. du fief choiſiroit le reuenu d'vn an, ce qui luy eſt permis faire, il iouira du reuenu, comme vn bon pere de famille.

†† *Ceſt Art. 14. eſt de nouuel introduit.*

MANTE Chap.1. Art.14. S'il †† y a bois taillis ou eſtangs, le S.F. prend le profit des bois & eſtangs, par portion de temps ſeulement, eu eſgard à ce que la couppe des bois ou peſche d'eſtangs, peut reuenir en profit par chacun an.

SENLIS Tit.7 Art.158. Droict de Relief eſt du reuenu d'vne annee pour vne fois, & ſe doit offrir en ſa perſonne en ſa Seigneurie ou au chef lieu du fief Seigneurial, en ceſte maniere, c'eſt à ſçauoir vne ſomme de deniers pour vne fois ou de trois annees l'vne, laquelle il choiſira & declarera, ou le dict des Pairs, (qui ſont les Vaſſaux du S.F. tenans de luy fief de Pareille nature & condition) au cas que le fief ou arriere-fief n'auroit eſté eſtimé ou apprecié pour le pris du fief, ſoit eſperõs dorez ou autre choſe. Et ſi le S. prend & choiſit le dict des Pairs, & les Pairs par leur appoinctement diſent que l'offre de la ſomme eſtoit raiſonnable, la ſentence, appoinctement & deſpens de Pairs ſera aux deſpens du S. *ſi contra*, ce ſera aux deſpens du Vaſſal.

Pairs de fief.

CLERMONT Tit.8. Art. 74. *A la fin.* Et eſt le droict de Relief tel, que de la valeur d'vne annee choiſie en trois, le tiers de chacune d'icelles ou le dict des Pairs. Art.76. En ligne collateral tous fiefs & arriere-fiefs mouuans du Chaſtel de Clermont, doiuent reſpectiuement à ſon S. Rachat de la valeur, &c. p. à l'Art.74. Pairs au chois du S.F.

VALLOIS Tit.4 Art.33. *A la fin.* Celuy à qui eſt eſcheu le fief en ligne collaterale, doit faire trois offres: c'eſt à ſçauoir vne ſomme de deniers, le reuenu d'vne annee, ou le dict des hommes de fief, Pairs & Vaſſaux du S. & peut le S. choiſir lequel qu'il veut, & auec ce, doiuent les Vaſſaux droict de Chambellage qui eſt de xx. ſols Pariſis. Art.35 p. *a Paris.* Art.50. Le † reuenu d'vne annee, &c. extraire ou faire extraire, &c.

† *Le 35. Art. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

TROYES Tit.3. Art.26. Relief eſt le reuenu du fief pour vn an, à le prendre en l'vne des trois prochaines annees enſuiuant ladite eſchoite, ou vne ſomme de deniers pour vne fois, ou le dict de deux Preud'hommes: & de ce, luy doit eſtre faict offre par ſon Vaſſal: ſurquoy appartient le chois au S.F. Et s'il y a eſtãgs en peſche ou foreſts en couppe, l'annee qu'il choiſira les couppe & peſche, ſeront

Source : BIU Cujas

egalees & eualuees, les frais deduicts.

CHAVMONT Tit.2. Art.16. Relief ou Rachat eſt la reuenue du fief par vn an de trois annees l'vne, laquelle que le S.F.voudra choiſir: pourueu que l'annee qu'il choiſira, il n'y ait eſtangs en peſche, ou foreſts en couppe. Auquel cas les couppes & peſches ſeront egales, * & les frais deduits *pro rata* des trois annees.

* *C'eſt eſaglees.*

VITRY Tit.3. Art.29. Relief ou Rachat eſt le reuenu d'vne annee de la terre feodale, ou le dict de deux Preud'hommes ou l'offre faicte par le Vaſſal: deſquelles offres le S.F.a le chois,& depuis qu'elles ſont faictes,le S.F.n'en prend rien en pur pert.

LAON Tit.16. Art.166. Et doit le Vaſſal dedans les xl.iours apres le treſpas d'iceluy dont il ſe pretend heritier, par deuers le S.F. faire ſes offres, qui doiuent eſtre de trois choſes l'vne : à ſçauoir d'vne ſomme de deniers pour vne fois payer, ou de ce qui ſera dict par deux ou trois Pairs, qui eſt à dire, de ce qui ſera ordonné par deux ou trois Vaſſaux du ſeigneur, & s'il n'y a Vaſſaux, par deux ou trois hommes acceptez ou conuenus par le ſeigneur & Vaſſal, pour arbitrer ledit Relief, ou du reuenu d'vn an : qui ne ſe doit eſtimer par l'annee, qui eſt à eſchoir, ne pour celle prochainement eſcheuë : mais le reuenu du fief des trois prochaines annees eſcheues auant ladicte offre, doit eſtre eſtimé par gens à ce cognoiſſans, qui en font vne ſomme, de laquelle le ſeigneur feodal en prend la troiſieſme partie pour ſon droict de Relief, ſi bon luy ſemble.

CHALONS Tit.20. Art.177. Pour lequel eſt tenu le Vaſſal ſoy tranſporter ſur le lieu du fief dominant, & faire trois offres à ſon S.F.à ſçauoir du reuenu d'vne annee ou de ce qui ſera dict par deux ou trois Pairs, qui eſt à dire Vaſſaux de fief, ou Preud'hommes qui ſeront eſleus par le Seigneur & le Vaſſal, s'il n'y a Pairs au fief, ou bien d'vne ſomme de deniers pour vne fois payer.

REIMS Titre3. Article 76. Lequel droict de Relief ou Rachat, qui n'eſt qu'vne meſme choſe, eſt le reuenu du fief pour vn an : c'eſt à ſçauoir le tiers du reuenu des trois annees precedentes, faiſans des trois enſemble meſlees, vne annee commune, au dire de Preud'hommes : c'eſt à ſçauoir de trois Pairs & hommes de fief, ou autres gens de bien, qui feront la priſee & eſtimation du reuenu d'vn an, ou vne ſomme de deniers pour vne fois offerte par le Vaſſal, au chois & option dudict ſeigneur feodal. Art.107. Le † S.F.qui fait les fruicts ſiens pendant la main-miſe, au moyen qu'il a opté pour ſon droict de Rachat, le reuenu d'vne annee de fief, s'il y a Bois taillis ou eſtangs prend,&c p. *a Mante*, reuenir par,&c.

† *Le 107. Art. eſt de nouuel introduit.*

NOYON Tit.4. Art.25. *A la fin.* Pour lequel le Vaſſal doit faire offre du reuenu de l'annee, ou de la valeur & eſtimation d vne annee prinſe & choiſie en trois dernieres annees, en faiſant des trois vne commune : ou bien ce qu'il ſera dit par Pairs de fief ou d'vne ſomme de deniers pour vne fois payee, au chois & election du Seigneur.

S. QVENTIN Tit.4. Art. 64. Droict de Rachat ou Relief, qui eſt vne meſme choſe, eſt le reuenu d'vn an du fief, outre la foy & hommage & droict de Chambellage : & peut le S.choiſir de trois annees l'vne, qui eſt à entendre le tiers, de ce que ſe monteroit le reuenu du fief en trois annees.

AMIENS Tit.1. Art. 7. Les †† droicts de Relief en proprieté ſont tels, que pour chacun fief Noble tenu en plain hommage, eſt deu au S.F.lx.ſols Par.auec xx. ſols Par. pour droict, qu'on dit Chambellage: & pour chacun fief tenu en Perrie, eſt deu au S.F.x.liures Par.auec xl.ſols Par. pour droict de Chambellage. Art 8. Et en Relief de Bail, n'y eſchet que ſimple Relief, ſans aucun droict de Chambellage.

†† *Ceſt Art. 7.& 8. contiennent en ſubſtance les Art. 13. & 14. anciens. Auſquels ſe ſont oppoſez le Cardinal de Crequi en perſonne, Rouſſel Bailly de Corbie, pour le Cardinal de Bourbon Abbé & Comte dudit Corbie, & Maiſtre Nicole Libat pour le Duc d'Aumale: diſans à ſçauoir ledit Cardinal de Crequy, qu'à cauſe de ſa Pairrie & Principauté de Poix: & les autres à cauſe des terres qu'ils poſſedent en droict de Pairrie, ils ont droit de prendre pour chacun Relief, x.l.Par.& v.l. Pariſ. pour*

CHAVNY Tit.15. Art.77. Leſquels droicts de Relief ſont de trois choſes l'vne: la premiere vne ſomme de deniers pour vne fois, à la diſcretion ou volõté du Vaſſal: la ſeconde le dict des Cõpagnons ou Conuaſſaux tenans fiefs du S.& ou il n'auroit aucuns fiefuez par deux ou trois acceptez par les S. & Vaſſal, pour arbitrer & eſtimer le droict du Relief. Et la troiſieſme choſe le reuenu d'vn an, qui ne ſe prend ou eſtime pour l'annee qui eſt à eſchoir, n'auſſi pour l'annee prochaine precedente,& d'icelle eſtimation le S. au cas qu'il accepteroit la tierce offre, doit auoir & prẽdre le tiers pour ledit droict. Et doit tel Vaſſal faire ſes offres, par la maniere que deſſus, dedans xl.iours apres le treſpas d'iceluy, dont luy viennent les fiefs, pour euiter la ſaiſine & perte des fruicts des fiefs, qui appartiennent

au

droict de Chambellage & plusieurs autres droicts, qui ne sont compris en la Coustume generale. Aussi s'est opposé ledit Du Beguin pour les Doyen, Chanoines & Chapitre de Beauuais, disant qu'en la terre de Gaigne-micourt & autres assises au Bailliage d'Amiens appartenans audits du Chapitre, y a plusieurs Mairies tenues en Fief de ladite Eglise. Pour le Relief desquels & pour toute mutation d'homme, soit de pere à fils ou autrement, est deu Relief, tel que le reuenu d'vne annee, auec le droict de Chambellage: & outre qu'ils ont droict de Relief sur les cottieres tel que pour chacune masure tenue à Cens, & pour chacune mine de terre tenue à Champart leur est deu pour droict de Relief, v. sols Par. & pour chacune mine tenue en Censiue, xii. den. Par. Et ne peuuent entrer les heritiers ou legataires en iouissance & possession des heritagrs à eux eschenz ou leguez auant que d'auoir payé lesdits droicts, & ce sur peine de lx. sols par. d'amende, & sont tenus faire lesdits Reliefs & payemens desdits droicts, dedans xl. iours, sur peine de pareille amende. Pareillement lesdits Vaillant & l'Escouuete pour le Sieur Cardinal de Chastillon, à cause de son Vidame de Gerberoy, se sont opposez, & ont dit qu'en cas de Donation simple d'heritage Noble & tenu en Fief, faite à son heritier apparent habille à luy succeder & en aduancement d'hoirie & de succession, luy appartenoit droict de Relief: qui est tel que le Vassal doit offrir au Seigneur Feodal au chef-lieu du Fief Seigneurial, vne somme de deniers pour vne fois, ou le reuenu d'vne annee de trois, ou le dire des Pairs & Vassaux estans sous ledit Seigneur Feodal, au chois dudit Seigneur, au cas que le Fief ou Arrie-fief n'ait esté estimé, & apprecié: & qu'en tel droict, il est fondé par la Coustume localle dudit Vidamé. Ce que l'Aduocat du Roy a empesché, disant qu'en l'an mil cinq cens & sept: que lesdites Coustumes furent publiees, lesdicts Seigneurs ou leurs predecesseurs ne se sont aucunement opposez auxdits Articles qui ont passé generalement contre tous. Surquoy auons ordonné que lesdits Art. passeront purement & simplement, sans preiudice des droicts desdits opposans, s'aucuns en ont par titre ou possession immemoriale.

† A cest Article 35. s'est opposé le Comte de Chaune, & a empesché que les grains soient aaluez auxdites sommes de quatre sols & deux sols tourn. posees par ledit Article, disant qu'il est en possession immemoriale, à cause des terres mouuans & appartenans dudit Comté assises en ladite Preuosté de Peronne, de prendre & percenoir les grains en nature, & iceux faire aaluer à commun pris. Et par le Procureur de ceux de l'Eglise & tiers Estat de ladite Preuosté a esté dit & soustenu au contraire, & qu'ils se rapportoient à tous les Gentils-hommes & gens de Practique, si les suiets dudit Comté & autres de ladite Preuosté ont payé lesdits droicts à autre raison que de quatre sols & deux sols tour. portez par ladite Coustume: mesmes y a eu sentence donnee aux Requestes du Palais à Paris, conforme audit Article, à laquelle ledit Comte de Chaune a acquiescé. Surquoy auons ordonné que ledit Article passera, sans preiudice des droicts, titres particuliers & possessions immemoriales dudit Comte, si aucuns en a.

---

au S. les xl. iours passez: pourueu qu'il eust fait saisir ou ses Officiers autrement non.

PERONNE Tit. 2. Art. 35. Mais † en la Preuosté de Peronne le reuenu d'vne annee ne se paye en nature, pour le regard des bleds, segle, orge, auoine, poix, febues & autres grains: mais seulement se paye iiii. sols t. pour chacun septier de bled, segle, & orge, mesure de Peronne: & ii. s. t. pour chacun septier d'auoine, & autres marchaines. Art. 36. Et pour le regard des bois, prez, vignes & autres reuenus en ladite Preuosté, se prennent en nature ou à l'estimation, selon le dire des gens du pays & hommes de fief, si le Vassal tient le fief en ses mains.

BETHVNE Tit. 2. Art. 12. Les Reliefs tant desdits heritages de nature d'Escheuinage, comme departie, sont tels, que les heritages, se releuer & apprehẽder le veulent, les heritages, qui leur succedent, doiuent payer aux S. dont ils sont tenus la valeur du reuenu demy an des maisons seans en ladite Ville & Banlieuë, la Rente fonciere en ladite annee deduite & rabatue.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 46. Celuy qui releue vn fief à simple hommage, doit vii. s. vi. den. Cambresis pour chacun fief: & autant de Cambrelaige.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 13. Quand aucun doit Rachat, il doit offrir à son S. trois choses, sçauoir est le reuenu de l'annee de son fief, vne somme d'argent, telle qu'il verra estre conuenable, ou ce que deux Preud'hõmes estimeront & desiors le S. de fief ne fait plus les fruicts siens du fief. Mais si bon luy semble, aura xl. iours de choisir & eslire l'vne des trois offres: laquelle election il suffira aller declarer par Procureur fondé au lieu du fief du Vassal & domaine, à raison duquel est deu le profit: & s'il n'y a manoir au lieu de la Iustice du fief saisi. Art. 14. Si le S. F. prend & eslit l'annee, ledit S. payera les loyaux couts & mises. Et s'il choisit le dict de deux Preud'hommes, le S. en prendra & eslira l'vn, & le Vassal l'autre: lesquels arbitreront en leurs consciences, que peut valoir le profit: & si les deux Preud'hommes ne se pouuoient accorder, lesdits deux Preud'hommes en choisiront vn tiers pour arbitrer auec eux, & arbitreront dedans xv. iours. Art. 15. Et si le profit de Rachat estoit deu & le Vassal apres les offres faictes & signifiees, laisse son heritage vacant iusques à vn an depuis les offres & significations, y & sans ce que son Seigneur de fief ait declaré quelle offre il veut accepter, ledit an passé, le Vassal est quitte du profit de Rachat. Article 71. *A la fin.* Mais si pour Rachat il met sa main és Estangs ou Bois, & que son Vassal luy face les trois offres, & que le Seigneur accepte l'annee: en ce cas il n'aura pas toute la coupe du bois: mais le reuenu d'vne annee du pris de dix ans pour vne annee. Pour lequel reuenu des annees, ne pourra en tout cas le Seigneur de fief coupper les bois ne pescher les estangs. Article 72. Et seront

y Il faut entendre etiam, apres les 40. iours comme il est assez exprimé par le 8. Art. de ceste Coustu. Pourueu que le Vassal ne se reserue à son profit aucuns fruicts de l'annee, mais les laisse entieremẽt perceuoir par le S. F. C. M.

Source : BIU Cujas

les annees quant aux eſtangs & eauës eſtimees par gens à ce cognoiſſans eſleus par les parties : ſi non que les annees de couppe & peſche, des trois pour l'eauë, & de dix pour le Bois, eſcheuſſent en l'an dudit exploict. Auquel cas pourra peſcher & coupper le Seigneur en temps & ſaiſon deues, le Vaſſal à ce appellé à ſon Fief, huict iours deuant : autrement ne le pourra faire, qu'il ne ſoit tenu rendre & reſtituer le tout, & pour ceſte fois priué de ſon profit des Bois & eſtangs. Mais en cas d'eſtimation tiendra la main du Seigneur iuſques à ce qu'il ſoit diſcuté & accordé des eſtangs. Et quant aux Bois, en cas, où eſcherra priſee, ſera & eſt eſtimé l'arpent à deux ſols Pariſis en Grurye, par chacun an, & quatre ſols Pariſis hors Grurye : & l'arpent d'eauë a dix ſols tournois, en contribuant par le Seigneur de fief aux frais de l'empoiſſonnemẽt & peſche des eſtangs *pro rata*.

ORLEANS Titre 1. Article 52. p. *à Montargis.* Article 13. fruicts ſiens: & a quarante iours pour choiſir & eſlire l'vne deſdites trois offres. Art. 53. Et † s'il choiſit le dire de deux, &c. p. *à Montargis.* Art. 14. & le Vaſſal l'autre, à frais communs, leſquels arbitreront, &c. valoir le Rachat, &c. ne ſe peuuẽt accorder, prendront vn tiers, ſans qu'il ſoit beſoin d'en parler, au S. & Vaſſal. Art. 54. Si †† le S.F. a choiſi le reuenu de l'annee, le Vaſſal eſt tenu luy communiquer les Baux à moiſon ou à ferme & papiers de ſes, &c p. *à Paris.* Art. 50. deſpens de ſon S. de fief. Art. 55. p. *à Montargis.* Art. 15. eſt deu, &c. luy ait declaré, &c. Art. 56. p. *à l'Art. 49. de Paris.* Art. 57. Quand vn Seig. F. a choiſi l'annee pour le profit de Rachat, & en icelle annee audit fief y a bois preſts à coupper, ou eſtangs à peſcher, ledit Seig. ne peut coupper les bois ne peſcher les eſtangs en l'eſtat qu'ils ſont : mais doit prendre ſeulement le reuenu d'vne annee : & n'aura ledit Seig. ſinon la valeur d'vne annee ſeulement. Art. 58. Et † quant aux bois, le Rachat de chacun arpent de Grurye eſt eſtimé à iiii. ſols tour. en la Foreſt & Grurie d'Orleans, deux ſols, & en la Solongne, où il y a Grurie trois ſols. Art. 59. Si le Seigneur accepte la ſomme de deniers qui luy ſera offerte, ou ce qui ſera arbitré par les Preud'hommes : en ce cas les fruicts empeſchez ou leuez, ſeront reſtituez au Vaſſal, en payant les frais.

† *Ceſt Art. 53. eſtoit le 15. de l'ancïe Couſtumier, & ce qui a eſté adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

†† *Les Art. 54. & 56. ont eſté accordez ſans preiudice du paſſé.*

† *Ceſt Art. 58. eſtoit le 95. Art. ancien, & a eſté adiouſté pour explication ce mot,* Tournois.

TOVRS Titre 15. Art 135. Quand aucun leue par Rachat la choſe hommagee, il ne peut faire coupper les Bois de Haute Fuſtaye, ne les layes, ne autre bois, que celuy qui eſt en couppe : ne peſcher les eſtangs : ſinon qu'ils ayent eſté par deux ans entiers en eaue & peuplez, ne faire choſe que bon Pere de famille ne doiue faire, ſans vſer de rauage : & †† pour le regard des eſtangs & taillis, ſoit que leſdicts eſtangs fuſſent en peſche ou non, le Seigneur en prendra à la raiſon d'vne annee tant ſeulement, eu * regard au temps que leſdicts taillis & eſtangs ont accouſtumé eſtre couppez * ou peſchez par la Couſtume du pays. Et s'il aduient en ladicte annee aucun profit des Arriere-vaſſaux, le leuera pour le temps & à la raiſon ſuſdicte, iuſques à ce que l'annee dudict Rachat ſoit finie.

†† *Ces mots,* Et pour le regard, *&c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez, pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

* *Al.* eu eſgard, *P. V.*

* Alias, & peſchez.

LODVNOIS Chap. 14. Art. 3. Si aucun faict foy & hommage à ſon Seigneur de la choſe dont Rachat eſt deu, & il ait gagé le Rachat de la choſe hommagee, le Seigneur doit prendre & leuer pour ſon Rachat les fruicts & reuenus de la choſe hommagee, pour l'annee qu'il gage. Et apres la gagerie de Rachat faicte demourera, ſi bon luy ſemble és maiſons & Chaſteaux de ſes ſeruiteurs, ſans deſloger l'heritier, & exploictera les choſes en la forme & maniere que le Seigneur faiſoit parauant, ſans plus : peſchera les eſtangs : pourueu que le poiſſon y ait eſté deux ans entiers en eaue & peuplez : & aura les profits & aduantures du Fief, ſi fief y a : couppera les Bois taillis accouſtumez d'eſtre couppez : pourueu qu'ils ayent quatre fueilles & quatre mois de May paſſez. Et ne pourra coupper les Bois de fuſtaye ne les layes. Art. 5. Et commencera le Rachat deſlors le gagement d'iceluy.

ANIOV Tit. 7. Art. 113. La maniere de leuer Rachat, eſt, que le Seigneur de fief aura l'annee tenue de luy à foy & hommage, & demourera és Chaſteaux & maiſons les quarante iours paſſez : pendant leſquels quarante iours, il pourra enuoyer loger és Chaſteaux & maiſons de ſes ſeruiteurs, & luy meſme, ſi bon luy ſemble, ſans deſloger l'heritier ne ſes ſeruiteurs. Et exploictera les choſes en la forme & maniere, que le Seigneur faiſoit ou deuoit faire parauant, ſans plus ne ſans moins : peſchera les eſtangs, s'ils ont eſté trois ans en eaue depuis la derniere peſche : aura les prouſits & aduantures du fief, ſi fief y a : couppera les Bois taillis ſeulement, qui ont accouſtumé eſtre couppez depuis trente ans: pourueu que le taillis ait cinq ans paſſez : fors les ſaulſayes, coudrayes & treſ-

Source : BIU Cujas

nayes, qui ſe pourront coupper à trois ans. Et ne pourra coupper aucuns bois marmentaux, ou autre choſe au preiudice de la proprieté. Art. 115. Et commence ledict Rachat des l'heure de la mort ou autre cas aduenu, pour lequel ſoit deu Rachat : poſé que l'hommage n'euſt eſté faict ou offert, & que le Rachat ne ſoit gagé. Art. 116. Et combien qu'il ſoit dict que Rachat commence des l'heure de la mort, ou autre cas aduenu, eſt à entendre que ſi par apres l'hommage n'eſtoit deuëment ſeruy, dedans le temps ſur ce ordonné, le Seigneur qui euſt leué par Rachat, pourra prendre & leuer par defaut d'homme, & faire les fruicts ſiens, iuſques à ce qu'il ſoit ſeruy de ſon hommage, & ſans ce que telle prinſe tourne en l'acquit d'iceluy Rachat. Art. 117. Si le defunct par le treſpas, duquel eſchet Rachat, auoit laiſſé en ſes Bois taillis des laiz pour faire limitations & ceinctures du bois, ou pour autres cauſes raiſonnables, comme pour touſchage au tour de la maiſon, le Seigneur pour ſon Rachat, ne les pourra coupper : poſé qu'ils n'ayent trente ans. Et pareillement ne pourront les douairieres, n'autres vſufruictiers coupper tels bois. Art. 120. Quand le Rachat eſt eſcheu, celuy qui à xl. iours de venir à l'hommage du S ne doit ce pendant amoindrir le profit de Rachat, comme de peſcher eſtangs s'ils y ſont, vendanger vignes, coupper bois. Art. 121. Si és choſes tenues en Rachat y a eſtangs à bondes, le S. de fief ne peut trancher la chauſſee pour enleuer le poiſſon : mais s'il n'y a bonde en la chauſſee, & la chauſſee ait accouſtumé eſtre tranchee, il la pourra trancher, & autrement non. Et par apres ſera tenu refaire & reclorre icelle chauſſee, comme parauant. Et auſſi ſera tenu le Seig. de fief, qui faict peſcher eſtangs, les laiſſer peuplez d'autant de peuple, qu'il trouuera aux eſtangs de groſſes pieces.

LE MAINE Tit. 8. Art. 124. p. *à Anjou.* Art. 113. Le taillis ait vi. ans, &c. coupper iiii. ans paſſez, &c. Art. 126. & 129. p. aux Art. 115. & 120. *d'Anjou.* Art 130. & 131. p. *à Anjou.* Art. 121. & apres ſera tenu reclorre & refaire, &c. peuplez de peuple qu'il trouuera iuſques à nombre ſuffiſant : & du ſurplus fera ſon profit.

CHASTEAV-NEVF Chap. 2. Art. 8. Le † Vaſſal qui veut entrer en foy & hommage, & qui doit Rachat à ſon S F. eſt tenu de luy faire trois offres : l'vne d'vne ſomme d'argent telle qu'il aduiſera : l'autre de l'eſtimation & arbitrage du dict de Preud'hommes : la tierce du reuenu de l'annee, auec le marc d'argent aualué ſelon la qualité du fief. Art. 9. L'annee auec le marc d'argent aualué, s'entend que ſi le fief eſt entier : c'eſt à dire valant xxx. liures t. de reuenu par an, & que le Seig. F. accepte pour l'vne des offres l'annee auec le marc d'argent aualué, il aura & prendra en ce cas l'annee du fief, auec le marc d'argent entier : & ſi ledit fief n'eſt entier, c'eſt à dire qu'il vaille moins de xxx. liures par an, il payera le marc d'argent au furamplage de l'eſtimation & reuenu du fief. Art 10. Le marc d'argent aualué vaut & eſt eſtimé a vi. liures t. Et ſi le fief n'eſt entier, il ſe payera au *pro rata* & furamplage de l'eſtimation & reuenu du fief. Art. 15. Deſquels Preud'hommes le S. & le Vaſſal ſeront tenus de conuenir de chacun vn ou deux dedans huictaine apres l'acceptation de l'offre, ou la quarantaine paſſee : & les viii. iours paſſez, ou que les Preud'hommes ne puiſſent conuenir ou ne conuiennent de la diminution, le Iuge Suzerain fera l'arbit ration. Art. 16 Le †† S. F. a le chois des trois offres à luy faictes, à prendre celle qui luy plairra dedans xl. iours, apres icelles faictes : durant leſquels xl. iours le Seig. ne doit exploicter ſon fief : & ſ'il l'exploicte, il eſt reputé [z] payé du Rachat : & eſt tenu le Vaſſal à la fin des xl. iours, & iceux paſſez reiterer les offres à ſon S. F. ſ'il n'a exploicté le fief : ou que compoſition en ait eſté faicte, non comprins és xl. iours, le iour des offres & la reiteration d'icelles.

† *Ces Art. 8. 9. & 10. ſont arreſtez pour Couſtume.*

†† *Ceſt Art. 16. a eſté ainſi conclud & arreſté.*

CHARTRES Chap. 2. Art. 8. p. à l'Art. 8. de *Chaſteau-neuf* Art 9. Ladicte Couſtume eſt telle par tout le Bailliage : ſauf qu'és v. Baronnies du Perche Gouet n'y a marc d'argent aualué auec l'annee, ne conſequemment eſtimation dudict marc d'argent. Art. 10. p. *à Chaſt.* Art. 9. [a] au furamplage & *pro rata* du reuenu d'iceluy fief. Mais par la Couſt. des v Baronnies n'y a eſtimation de marc d'argent, ainſi qu'il eſt contenu en l'Art. precedent. Art. 13. p. *a Chaſt.* Art. 16. telles qu'il luy, &c. exploiter le fief, &c. Rachat & à la fin des xl. iours eſt tenu reiterer en perſonne les offres, s'il n'exploite. &c, *iuſques a ce mot*, faictes, *inclus.*

DREVX Chap. 2. Art. 6. p. *a Chaſt.* Art. 8. en foy & qui doit, &c. Art. 7. p. *a Chaſt.* Art. 9. au furamplage : c'eſt à ſçauoir *pro rata* du reuenu du fief. Art 10. p. *a Chaſt.* Art. 16. & s'il l'exploictoit, &c & outre eſt tenu, &c. des xl iours reiterer [b] &c. exploicté ſon fief, ou que compoſition du Rachat en ait eſté faicte.

BLOIS Chap. 7. Art. 91. Et pour ce que le profit de Rachat, eſt le profit

z C'eſt à dire auoir choiſi le reuenu de l'annee. C. M.

a Il faut regarder l'an preſent, ſi le reuenu eſt entier : ou le ſuiuant, s'il n'eſt entier, & ainſi en vſe l'on. On tient que ſi le reuenu eſt incertain, que les offres ne ſe font point. Gloſſa & Bartol. in l. mancipio. C. de ſeru. fugit. Ægid. Tullus.

b C'eſt à ſçauoir à fin que le Seigneur ſoit priué de ſon choix & election.

Source : BIU Cujas

Si toutesfois le Vassal omet à reiterer ses offres, il ne perd pas neant moins les fruicts, & ne sont point acquis au S. F. en pure perte: par ce que la Coustume n'en parle aucunement, & d'ailleurs il n'est raisonnable, & principalement si le Vassal est mineur & en bas aage. Aucuns ont esté de contraire opinion pour M. de Neuers S. de Dreux pour lors. C.M.

de l'annee, le Vassal doit offrir à son S.F. qu'il luy plaise le receuoir en foy & hõmage, & prendre l'annee pour le Rachat: & en ce faisant le S.F. est tenu de prendre & accepter l'annee, à commencer du iour de l'offre: & ladite annee expiree, le S. de fief est tenu de receuoir en foy & hommage son Vassal: soit qu'il ait prins les fruicts de l'annee ou non. Car par le Vassal n'a tenu qu'il ne l'ait prinse, attendu son offre. Lequel profit de Rachat est tel, que le Vassal eust peu & deu prendre, & non autrement.

DVNOIS Chap. I. Art. 3. Quand aucun doit Rachat, il doit offrir à son S. de fief, l'vne des trois choses: sçauoir est la reuenue d'vne annee de son fief, ou vne somme d'argent telle que le Vassal verra estre conuenable, ou ce que deux Preud'hommes estimeront. Et deslors le S. de Fief ne fait plus les fruicts siens du fief: mais si bon semble au S. il aura xl. iours pour choisir & eslire l'vne des trois offres. Art. 4. A *la fin*. Et s'il choisit le dict de deux Preud'hommes, le S. en prendra & eslira vn & le Vassal l'autre, &c. p. *à Montargis*. Art. 14. valoir le Rachat. Art. 5. Quand vn Vassal a faict ses offres au S. de fief, ledit S. de fief est tenu rendre responce à son Vassal, dedans xl. iours: laquelle des offres il veut accepter. Et en defaut de ce faire, le S. de fief ne peut plus prendre, accepter ou choisir l'annee: mais peut prendre & choisir lequel qu'il luy plaira de la somme des deniers ou le dict de deux Preud'hommes. Et est compté le iour des offres pour le premier des xl. iours. Et est le Vassal tenu retourner à la fin des xl. iours, & demander responce de ses offres quand il doit Rachat. Art. 6. p. *à Orleans*. Art. 59. qui luy sera offerte: en ce cas, &c. Art. 7. p. *à Orleans*. Art. 57. seulement la reuenue d'aucune annee, & doit on estimer combien le reuenu desdits bois & estangs peut valoir pour vne annee, & n'aura, &c. Art. 22. Si le S. de fief apres les trois offres à luy faites par le Vassal, accepte l'annee des fruicts des heritages tenus de luy en fief, ou qu'il exploite par defaut d'homme, il ne pourra coupper les Bois de Haute fustaye, n'autres Bois qui ont esté delaissez d'ancienneté pour seruir de tousches & embelissemens de maisons: sinon que le Vassal les eust vendus, & il les eust commencé à exploiter par maniere de vente: auquel cas le S. de fief pourra exploiter en saison de couppe, ce qui a esté vendu seulement.

ROMORANTIN Chap I. Art. I. Quand à aucun S.F. est deu par son Vassal profit de Rachat, qui est le profit & leuee d'vne annee des fruicts des heritages tenus en foy & hommage, le Vassal est tenu de faire l'vne des trois offres à son S. sçauoir est qu'il prenne & accepte, si bon luy semble la cueillette & leuee d'vne annee, ou bien luy doit offrir vne somme d'argent pour les fruicts & profits, ou l'estimation qui sera faicte par deux Preud'hommes. Et s'il aduient qu'en ladicte annee, il y eust estãg en pesche, qui n'a accoustumé d'estre peschés, que de deux ans en deux ans au plus tard, ou des Bois taillis qui n'ont accoustumé d'estre couppez que de dix ans en dix ans ou autre temps: en ce cas le S. ne prendra sur ledict estang & Bois taillis, que le profit d'vne annee seulement: qui est sur ledit estang la moitié ou la tierce partie de la pesche: & sur le Bois taillis la x. ou autre partie de toute la couppe.

LA FERTE YMBAVT c Chap. I. Art. I. Toutesfois & quantes que le Vassal faict offre à son S. de luy faire la foy & hommage de ses heritages qu'il tient de luy, & dont est deu profit de Rachat, il doit faire à son S. de fief trois offres: l'vne qu'il prenne le reuenu de l'annee de l'heritage qu'il tient de luy pour le profit & Rachat, ou vne somme de deniers, ou le dict de deux Preud'hommes. Lequel S. de fief prendra & eslira, lequel que bon luy semblera.

BERRY Tit. 5. Art. 6. Et sont les droicts de Rachats deuz au S. par le nouuel acquereur, le d reuenu de la premiere annee de la chose acquise, apres que le Vassal a fait les foy & hommage: & n'est tenu le Vassal à autre chose, & pourront les S.F. & Vassal, composer, si bon leur semble, pour le reuenu de la premiere annee, à certaine somme de deniers. Toutesfois s'il y auoit fraude commise par le Vassal, pour frustrer le S. de la perception des fruicts de la premiere annee, en faisant de ce apparoir par le S. il prendra pour son droict de Rachat, le reuenu de l'autre annee. Art. 34. Apres que le Vassal c aura faict les foy & hommage, ou fait offre suffisante de ce faire, pourra pour le droict de Rachat, laisser à son S. son fief deliure & vacant pour en prẽdre & receuoir les fruicts de la premiere annee: & en ce faisant demourera quitte du droict de Rachat: pourueu qu'il ait fait signifier ledit delaissement, incontinent iceluy fait, à son S. où le fief auroit esté saisi.

c Sous ceste Baronnie est comprinse le Bailliage de Sallebris, qui vse de la mesme Coustume localle, comme i'ay veu. C.M.

d On demande si le S. F. peut deschasser le Vassal du logis? & a esté iugé par Arrest du dernier iour de Decẽb. 1537. entre Messire Ieã de Saincts Cheualier, appellant du Bailly de Beauuoir, & Robert d'Aubourg, Escuyer Sieur de Neuf-uillette: par lequel il fut ordõné que le Vassal seroit tenu payer le louage de la maison & chastel comme il sera dit cy dessous. M. le Maistre en ses Decisions.

e Ceste Coustu. est tiree de la Doctrine de Alexandre & Bartole, ad l. fundi Abutiani. D. de vsufr. legato. & l. si quis argentũ §. si verò & ibi Baldus.

Source : BIU Cujas

Et où le fief n'auroit eſté ſaiſi, n'eſt requis autre ſignification. Art.40. Le S.F. prenant pour ſon droict de Rachat, & és cas, eſquels Rachat a lieu les fruicts de la premiere annee depuis la ſaiſie par luy faite, ne pourra perceuoir ſinon les fruicts qu'euſt prins ſon Vaſſal durant l'annee & non plus auant: ſinon qu'il y euſt quelque contract ou autre empeſchement donné par le Vaſſal pour frauder ſon S.F. de la perception de ſon droict de Rachat, en tout ou en partie. Art. 44. A *la fin.* Et quant aux eſtangs qui n'ont accouſtumé eſtre peſchez, ſinõ la ſeconde ou troiſieſme annee, où ils ſeront peſchez la troiſieſme annee, en prendra le S.F. la tierce partie de la valeur de la peſche, les frais de l'empoiſſonnement deduits, à l'eſtimation de gens à ce cognoiſſans, ou la tierce partie de la ferme, ſ'ils ont eſté baillez à ferme par le Vaſſal auant l'ouuerture du fief. Et ſi l'on a accouſtumé de les peſcher la ſeconde ou quatrieſme annee, prendra le S.F. la moitié ou la iiii. partie de la peſche, les frais, &c. à l'eſtimation comme deſſus. Art.45. Et le ſemblable ſera fait és Bois taillis, ſoient preſts à coupper l'annee que le S. exploitera le fief, ou non: & en prendra ſeulement le S. F. iouiſſant de ſon fief pour ſon droict de Rachat, la x. partie du profit f de la couppe d'iceux: leſquels ſeront eſtimez par gens à ce cognoiſſans: deſquels les parties s'accorderont. Art.46. Et ne pourra le S.F. faire la couppe des Bois taillis ne faire peſcher les eſtangs, ſi n'eſt au tẽps qu'ils doiuẽt eſtre peſchez ou couppez, ſans les deſſaiſſonner ne prẽdre les fruicts, ſi n'eſt au temps de la maturité d'iceux. Et ſera tenu à voir faire ce que deſſus faire appeller ſon Vaſſal: pourueu qu'il ſoit demourant dedans le pays, Duché & Reſſort du Bailliage de Berry: & s'il eſtoit demourant ailleurs, ſon fermier ou Procureur du lieu. Art.47. Et quant aux Garennes & Colombiers, en prendra auſſi les profits & emolumens pour ladite annee, ainſi & en la maniere qu'auoit accouſtumé de faire le Vaſſal: ſans deterioration ou diminution d'iceux: & en exploictant leſdites Garennes & Colombiers, comme vn bon pere de famille.

f Voyez l'Ordonnance de Charles 9. 1561. donnee au mois d'Octobre: par laquelle les Bois taillis ſe doiuent coupper de dix ans en dix ans. Pareilles Ordonnãces de l'an 1563. Art. 4. & 1573. Henry 3. 1580. Art. 36. ainſi qu'il ſe voit en la Conference des Ordonnances, liure xi. Tit. xii.

Bovr bonnois Chap.27. Art.374. S'il y a eſtang à peſcher en temps & ſaiſon raiſonnable, & le Vaſſal a faict leuer la bonde pour le peſcher, auant le ſaiſiſſement fait par le S.F. le Vaſſal peut faire ſienne la peſche. Car la bonde leuee le poiſſon eſt reputé meuble. Et *è contra*, ſi apres ſaiſiſſement fait par le S. F. & les xl. iours paſſez, la bonde eſtoit leuee, auant la foy & hommage à luy faits par le Vaſſal, le S. fait les fruicts ſiens: pourueu que la bonde fut leuee en temps de Peſche conuenable & non autrement.

Poictov Tit.1. Art.151. Celuy, à qui appartient Rachat, & qui a droict de leuer aucune terre par Rachat par mutation d'homme, a droict d'auoir & leuer & luy appartiennent les fruicts & profits d'vne annee de la terre & fief de luy tenue au deuoir de Rachat. Art.152. C'eſt à ſçauoir de l'annee commençant à la mort ou mutation dudit homme, des que la mort ou mutation eſt venue ou peut eſtre venue à la notice & cognoiſſance de celuy qui a droict de Rachat. Car ſi aucun Vaſſal eſtoit mort, ou euſt aliené ſon fief hors du pays, & la mutation de luy ne fut venue à la notice du S. à qui appartient le Rachat, & le ſucceſſeur ou autre euſt exploicté ou leué les fruicts, apres la mutation, le S. pourra commencer à leuer ſon Rachat, des le temps qu'il eſt venu à ſa notice: ou s'il veut, le pourra prendre des la mutation de ſon homme, & fera reſtituer les fruicts à ceux, qui les ont prins. Art.153. Mais ſi l'heritier ſucceſſeur luy notifie la mutation: laquelle il n'eſt point tenu luy notifier, s'il ne veut, ou qu'il ſoit commun & notoire, qu'elle peut eſtre venue à la cognoiſſance du S. ledit Seigneur n'aura pas vne autre annee, & n'en a point de recours contre l'heritier. Car il n'en doit point auoir, fors la premiere annee. Et s'il y a deux fruicts en vne annee, il ne doit prendre n'auoir qu'vn fruict. Art.157. L'heritier ou ſucceſſeur du Vaſſal eſt tenu exhiber à ſon Seigneur le papier de ſes Cens, Rentes & deuoirs, qui doiuent tõber & courir en Rachat, & luy en bailler coppie, aux deſpens du S. s'il le requiert: & auſſi le papier ou regiſtre de ſon Aſſiſe, pour exercer la iuriſdiction. Art. 158. Bois, eſtangs, Garennes, fuyes & Peſcheries ne courent aucunement en Rachat, & les peut exploiter le ſucceſſeur du Vaſſal, durant le Rachat Et auſſi ne courent en Rachat les maiſons & Hoſtels. Toutesfois le Succeſſeur eſt tenu bailler à ſon S. Hoſtels pour receuoir les fruicts du Rachat. Et ſuppoſé que les bois fuſſent en couppe ou en vente, ou en partie couppez ou vendus: & auſſi les eſtangs ou peſcheries fuſſent en peſche ou commencez à peſcher parauant que le Rachat aduienne, ne courent en Rachat. Art.159. Mais s'il n'y a que Bois taillis en l'hõmage lige ou plain, qui court en Rachat, les bois taillis ſont priſez & eſtimez, ce qu'ils peuuent valoir pour vne fois & cueillette, par iiii. Preud'hommes, deux de la partie d'iceluy qui doit auoir Rachat, & deux de la partie de celuy qui le doit

Source : BIU Cujas

payer: & prendra le 5. la tierce partie de l'eſtimation pour ſon rachat. Mais ſi auec le bois taillis, y auoit bois de haute fuſtaye: en ce cas le Seigneur ayant droict de rachat, ne peut toucher au Bois taillis: mais doit prendre la paiſſon des bois de haute fuſtaye: enſemble le paſturage & paſnage. Le pareil eſt, quand il n'y a qu'eſtangs, fuyes, riuieres ou garennes. Et ſi en l'hommage n'a que maiſons, qui ſoient aſſiſes en bonne ville, ou ailleurs, dont l'on peut auoir profit. Le Seigneur aura le tiers du profit & loyer, auquel elles ſe pourront bailler par an. Art. 164. Celuy qui a droict de tenir aucune terre par rachat, doit auoir tous les fruicts, qui de ladite terre aduiennent l'annee & que d'euſt auoir le Vaſſal, par la mutation duquel le rachat eſt deu, ſi touſiours il tient la terre: & s'il auoit deux fruicts en vne annee, il ne leuera qu'vn fruict ſelon qu'il a eſté dit cy deſſus.

BRETAGNE Tit. 2. Art. 67. Quand † aucun meurt en quelque aage que ſoient ſes heritiers, le Prince ou autre ayant droict de rachat, prendra & leuera pour vn an, les fruicts & iſſues des terres, heritages & rentes du decedé, ſans coupper bois: ſoient taillis ou autres, prendre n'y vendre les bois tombez par impetuoſité de vents ou autrement: peſcher eſtangs, courir en Garenne ny en Foreſt, prendre ny deſairer oyſeaux de proye, hairons, Palles ny autres, ny iouir des fuyes & coulombiers. Et †† neant-moins quant aux Bois taillis & autres de reuenu, le S. aura le pris de ce qu'ils ſeront eſtimez valoir en chacun an.

TOVRNAY Tit. 10. Art. 15. Le droict ordinaire dudit relief, eſt de payer audit Preuoſt de la Commune, lx. ſ. Louiſiés vaillables lxiii. ſ. ix. den. Flandres, ſans toucher aux droicts que l'on paye encores à iceluy Preuoſt, & aux hõmes de fiefs, pour auoir eſté preſens auſdits reliefs & ſermẽt, iceux droicts portãs v. ſ. Louiſiés, à chacun hõme de fief, & le double au Preuoſt: pareillemẽt au Greffier v. ſ. Louiſiés, & au 1. Sergent à verge auſſi v. ſ. Louiſiés pour ſon droict de Chambrelaige.

Art. 51. PARIS.

Le Vaſſal ne peut demembrer g ſon Fief au preiudice & ſans le conſentement de ſon S. bien † ſe peut iouër & diſpoſer & faire ſon profit des heritages, rentes ou Cens eſtans dudit fief, ſans payer profit au S. dominant: pourueu que l'alienatiõ n'excede les deux h tiers, & qu'il en retienne la foy entiere, & quelque droict Seigneurial & dominal ſur ce qu'il aliene.

Art. 52. PARIS.

Et †† neant-moins s'il y a ouuerture dudit fief, le S. peut exploicter tout ledit fief, tant pour ce qui eſt retenu, qu'aliené: ſinon que le S. F. euſt infeodé le i droict dominal retenu en faiſant l'alienation, ou bien qu'il l'euſt receu par Adueu.

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 20. Art. 157. Le Vaſſal ne peut faire de ſon fief, arriere-fief, ſans le conſentement du S. de fief, dont il tient le fief. Chap. 21. Art. 166. Vn Vaſſal ne peut demẽbrer au preiudice & ſans le congé de ſon S. ſon fief: ſi ce n'eſt par ſucceſſion ou partage. Car leſdits deux ſont cauſes forcees & cõtraintes. Art. 167 Vn Vaſſal ſe peut iouër par trois ans de ſon fief: le peut engager, conſtituer rentes & en faire à ſon plaiſir, pendant le temps de iii. ans: & tellemẽt que pendant ledit tẽps de iii. ans le S. F. n'y peut aſſeoir ſa main n'auoir profit de Quint ou Requint: mais leſdits iii. ans paſſez, le S. peut auoir profit & mettre le fief en ſa main & prẽdre la rente conſtituee tant que l'acheteur d'icelle rente luy ait faict & payé les droicts & deuoirs.

MELVN Chap. 4. Art. 101. Horsmis le cas de partage, le fief ne peut eſtre demembré ou ecclipſé au preiudice du S. F. & ſans ſon conſentement: toutesfois le Vaſſal ſe peut iouër de ſon fief iuſques à demiſſion de foy, ſans qu'il en ſoit deu profit au S. F. à ſçauoir l'engager, l'hypothequer en tout ou en partie, le bailler à rente ou Cenſiue: vendre & conſtituer ſur iceluy rente viagere & perpetuelle: mais leſdits contracts ne porteront preiudice au S. F. en cas d'ouuerture ou reuerſion dudit fief.

SENS Tit. 19. Art. 190. Si le Vaſſal vend & conſtitue rente perpetuelle ſur ſon fief, faire le peut ſans le conſentemẽt de ſon S. F. au preiudice de ſes heritiers ou ayans cauſe: mais il ne le peut faire au preiudice de ſon S. F. Auquel il loiſt tou-

g Fiefs ſont bien reputez patrimoniaux en France, comme il ſera dict en l'Addition de ce Titre premier, & qu'ils ſe puiſſent aliener & tranſporter aux heritiers ſans le conſentement du Segneur Feodal ou danger de commiſe: Toutesfois cela eſt reſtrainct par quelques Couſtumes, & meſmes par celle de Paris. Article 51. & 52. & s'entend partir & diuiſer ſon fief en pluſieurs membres, & d'vn fief en faire deux ou pluſieurs: pour l'intereſt du Seigneur de n'auoir qu'vn Vaſſal, & que le Fief ſoit & demoure entier. Secus entre coheritiers, par ce que c'eſt choſe forcee & contrainte: Meaux. Article 166. Melun. Article 101. comme il ſera dit en l'Addition de ce Titre. Le Bouteillier en la Somme Rurale liure 1. Chap. comme le fief ſe peut eſclicher à eſtrangers. Premierement il faut que celuy qui veut eſclicher ſon Fief par le gré de ſon Seigneur,

† C'eſt Art. 67. corrige le 76. Art. ancien.

†† Aucuns des Eſtats ont requis que ces mots, Et neant-moins, &c. fuſſent rayez & oſtez. Et neant-moins auons ordonné qu'ils demeureront. Et en ce que par ledit Article eſt dit que les Seigneurs qui ont droict de Rachat, ne iouiront des fuyes & Colombiers: Meſſire Pierre Brulon Cheualier, Seigneur Chaſtelain de Beaumont, & de la Muce, tant en ſon nom, que comme Garde naturel de Baſtien Brullon, Eſcuyer Seigneur de Tixue ſon fils, à dit s'oppoſer: & remonſtre qu'il auoit droit & eſtoit en bonne & immemoriale poſſeſſion, luy & ſes predeceſſeurs ſeigneurs deſdits lieux & Chaſtellenies, de iouir en l'an du Rachat des fuyes & Colombiers de ſes hõmes & vaſſaux: & a requis eſtre maintenu & gardé en ſeſdits droits nonobſtant ledit Art. Auquel auriõs decerné acte deſdites oppoſitions & remonſtrances, pour luy valoir & ſeruir

ainſi que de raiſon. Et neantmoins ordonne que ledit Art. demeurera ainſi qu'il eſt eſcrit.

Vaſſal ne peut demembrer ſon fief ſans le conſentement de ſon S.F. & comme il ſe peut iouer des heritages rentes ou Cens.

† *A ceſt Art. 51. qui eſtoit le 35. Art. de l'ancien Couſtumier ont eſté adiouſtez ces mots, Bien ſe peut, &c. iuſques à la fin & en ce faiſant a eſté rayé le 41. Art. du viel Couſtumier.*

S.F. exploictant en cas d'ouuerture, iouiſt de tout le fief, ſ'il n'a infeodé le droict Domanial &c.

†† *Ceſt Art. 52. a eſté adiouſté pour nouuelle Couſtume: ſans preiudicier à ce qui a eſté fait par le paſſé.*

le rapporte du tout en la main de ſon S. par Rain & par baſton, & en preſence de Loy & en ſoit du tout deueſtu, & le Fief mis en la main dudit Seigneur, qui ainſi r'aura iceluy fief en ſa main, le pour ra eſclicher & deſpecer, ainſi qu'il luy plairra & en faire tant d'hommages que bon luy ſemblera: de celle part ou pars, dont on ſera d'accord à l'heritier qui luy plaiſe par Loy & cil qui a la part eſclichee dudit Fief en eſt fait homme audit Seigneur: & faut que pource il en face hommage à iceluy Seigneur de bouche & de mains: & ce faict le Seigneur du demourant dudit fief en doit de nouueau par Loy adheriter, & de nouueau auſſi faire hommage de bouche & de mains vne autrefois encores s'il luy plaiſt: & par ainſi a deux hommes. Et ſe peut faire eſclichement eſtrange, & non autrement. Et pourroit il eſclicher ſans le gré du Seigneur. Et ce que aucunes Couſtumes nõment eccliſper ou eſclipſement, les autres rongner ſon fief & l'esbrancher pour d'vn en faire deux. Aucuns diſent que ces mots eſcleche & eſclechement de fief, hannum reſciſſum quod Theodiſca lingua Heriſcliz vocatur. vide Ioan. Faber in §. adeo. Inſt. de locato Maſuer. in Praxi. Tit. de locato. Gloſſam in capitul. Conſtitutus de relig. dom. Notez que l'on ſouloit donner vn anneau d'or in locum inueſtiteræ meſmes en collation de benefices. cap. 3. De his quæ fiunt à maiori parte cap. & cap. 4. De conc. præb. in de annulo inueſtire in cap. 12. De ſent. & re iudic.

h Anciennement le Vaſſal pouuoit arrenter partie de ſon fief pour ſon profit faire, ſans appeller le Seigneur de qui il tient, le Bouteiller liure premier chap. de mettre à rente à aucun vne partie de ſon fief. Mais autre choſe eſt quand celuy qui tient le fief en veut partie pour ſon profit & pour l'accroiſſement dudit fief, arrenter vn bonier ou deux, ou manoir ou autre choſe, faire le peut à vie ou à touſiours ſur ſon fief tant ſeulement (aliàs ſon ſeel) & ſans ſon Seigneur de qui il tient le fief appeller. Et en ce faiſant il n'esbranche pas le Fief ne riens en oſte ne eſcliche: mais l'accroiſt & le Fief en corps n'eſt de riens amendry &c. Philippes de Biaumanoir en ſa Practique, ſelon li Couſtume de Beauuoiſis ci puis faire du tiers de mon fief, Arrierefief & retenir tout l'omage, ſi comme ie marie aucuns de mes enfans. Mais ſi i'en oſte plus du tiers, li hommages du tiers & du ſurplus vient au Seigneur. Pour l'interpretation des Art. 51. & 52 faut voir l'Arreſt ſolemnel du 29. iour de Mars 1575 donné entre les Religieuſes d'Ierre demanderesſes, & l'heritier de feu monſieur Greſſin defendeur, recité par Bacquet Traicté de Francs Fiefs chap. 2 partie 1. Voyez M. le maiſtre Traicté des fiefs & hommages chap. 5. & De Luc en ſes Arreſts Tit de Prædiis clientel Arr. 6.

i Ces deux actes, c'eſt à ſcauoir l'infeodation, & la reception de l'Adueu ont effect de conſentement: ſans leſquels le Seigneur Feodal peut ſ'il y a ouuerture du fief non ſeulement exploicter ce qui eſt aliené du fief ſans ſon conſentement: ains auſſi en retenant le fief vendu par ſon Vaſſal, par Retraict Feodal, il peut auſſi par meſme auoir & retenir ce qui a eſté ainſi aliené en rendant toutesfois & rembourſant le vray pris porté par les contracts, auec les loyaux couſts, meliorations & reparations vtiles & neceſſaires faites par les acquereurs: ainſi qu'il a eſté iugé au profit de M. Francois du Four & ſa femme, contre Madame la Conneſtable, Maiſtre Iaques Alard Procureur à Compiengne & Claude Loiſel, le 15. iour d'Auril 1581. recité par Charon en ce lieu, & liure V. de ſes Reſp. Chap. 65. qui eſtoit en la premiere Edition liure 4. Reſp. 65.

---

tesfois d'infeoder la rente. Art. 209. Le Vaſſal peut bailler ſon fief a rente, tout, ou partie, à telle perſonne qu'il luy plaiſt, au preiudice de luy & des ſiens, ſans ſoy demettre de la foy: non pas au preiudice du S. Mais ſi celuy qui aura prins à rente rachete ladite rente, le Quint denier en ſera deu au S. duquel le fief eſt tenu. Art. 217. Le Vaſſal par vendition n'autre contract ne peut demembrer ſon fief, ſans le conſentemẽt de ſon S. ſinon que par partage & diuiſion d'entre heritiers, il ait eſté vne fois demembré.

† *Ce 60. Art. eſt mis au lieu du 229. Art. ancien pour plus grande explication d'iceluy.*

AVXERRE Tit. 2. Art. 60. Le † vaſſal peut conſtituer rente perpetuelle ſur ſon fief, ſans le conſentement du S.F. Toutesfois pourra exploicter ledit fief à pure perte.

ESTAMPES Chap. 1. Art. 35. p. *a Paris.* Art. 51. peut bien iouer de ſon fief, iuſques à demiſſion de foy: ſans ce que pour ce ſoit deu profit.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 36. p. *a Eſtampes*, demiſſion de foy: c'eſt à ſçauoir le bailler à cens ou rente, en portant la foy du fief au S F. Et neantmoins, où il y auroit mutation du fief, peut le S.F. exploicter les terres & heritages baillees a cens ou rente, nonobſtant le bail: ſinon que le S.F. euſt approuué & infeudé le cens ou rente.

MONTFORT Chap. 1. Art. 33. p. *a Paris.* Art. 51. de ſon S. ſinon du conſentement dudit S. mais ſe peut iouer de ſon fief, iuſques à demiſſion de foy: ſans ce que le S. en puiſſe demander profit.

†† *Le 24. Art. eſt ancie de tout temps practiqué & lequel auoit eſté omis en l'ancien couſtumier.*

MANTE Chap. 1. Art. 24. p. *a Dourdan* au †† preiudice de ſon S.F. peut toutesfois ſe iouer iuſques à demiſſion de foy &c. a ſon S.F. &c. ou rentes, ou que ledit fief fut ametté & abonné.

SENLIS Tit. 10. Art. 203. Vn vaſſal ne peut charger ſon fief d'aucune rente ou hypotheque au preiudice de ſon S.F. duquel eſt tenu & mouuant ledit fief:

Source : BIU Cujas

sinon que telle rente ou hypotheque fut enfaisinee ou infeodee par le S. F. au profit de celuy ou ceux, à qui sont deues telles rentes ou hypotheques. Art. 204. Vn Vassal ne peut demembrer son fief sans le consentement de son S. par diuision relle. Tit. 13. Art. 251. Vn vassal se peut iouer de son fief iusques à demission de foy & * homme: en telle maniere qu'il peut bailler le tout ou partie d'iceluy à Cens ou rente ou autres droicts Seigneuriaux, & si demeure tousiours Vassal, s'il ne se deuest & dessaisist de son fief és mains de son Seigneur F. duquel est requis le consentement, auant que l'alienation sortisse aucun effect au preiudice dudict Seigneur.

* *Aliàs, hommage.*

CLERMONT Tit. 8. Art. 96. Vn Vassal ne peut ou doit esbrancher son fief, en vendant partie & retenant l'autre: toutesfois le vassal peut & luy loist engager son fief à son bon plaisir: le bailler en tout ou partie à rente ou gros k Cens à qui bon luy semblera, & autrement contracter sans soy demettre de la foy, & sans pource deuoir aucuns droicts.

k Rente se nomme gros cens ou surcens & aussi rente fonciere ou proprietaire, à la difference de la rente rachetable & constituee à pris d'argent: & est de bail d'heritage ne plus ne moins que le cens. Toutesfois elle est differente: parce que le cens emporte amende à faute de payement, ventes & saisine: & non la rente. La pluspart des Coustumes font tousiours distinction des rentes & cens.

TROYES Tit. 3. Art. 34. Le Vassal peut engager ou vendre à rachat son fief ou partie d'iceluy, iusques a trois ans & le doit signifier & dire a son S. F. & s'il le rachete ou desgage, durant les trois ans, n'en doit quint denier n'autres droits audit S.F. Art. 35. Et au cas que ledit vassal ne l'aura signifié audit S.F. ou qui ne le aura racheté dedans les trois ans, les prerogatiues du S.F. luy demourent, quant a reprendre la chose vendue, constituee ou engagee, pour le pris, ou le quint ou requint denier a son chois.

CHAVMONT Tit. 2. Art. 23. Le vassal pour aucunes causes raisonnables ou pour neccessité, peut engager ou vendre a rachat, iusques a trois ans son fief, en le declarant a son S. & s'il le desgage ou rachete, durant &c. p. *a Troyes.* Art. 34. feodal: & lesdits trois ans passez en est deu Quint denier.

VITRY Tit. 3. Art. 22. Le Vassal peut vendre ou engager son fief au rachat de trois ans, en signifiant l le vendage au S.F. & ne doit pource aucun Quint ou Requint: pourueu que le fief soit racheté dedans les trois ans: pendant lequel temps, le vassal doit faire a son S. le seruice, dont ledit fief est chargé. Art. 23. Vn Vassal ne peut demembrer son fief ne vendre partie d'iceluy, sans le congé du S. F. Toutesfois tel Vassal peut bailler a titre de cens, partie de son fief: pourueu que ledit cens soit suffisant & raisonnable eu regard a ce qui est ainsi laissé & baillé, & le Vassal n'ait receu aucuns deniers en public ou secret, pour faire tel accensemẽt a plus petit cens. Car ce seroit fraude son S.F. & diminuer son fief. Art. 24. Les Barons & Chastelains peuuent donner de leurs heritages a Gentils-hommes, qui les tiendront d'eux en foy & hommage: mais ils ne peuuent vendre leurs fiefs, que les S. n'y peuuent les droicts de Quints & Requints: sinon par la maniere deuant dite, a sçauoir pour trois ans. Art. 25. Le Vassal ne peut faire de son fief Arriere-fief, n'estoit qu'il mariast ses enfans, & qu'il leur baille en mariage de ses heritages feodaux: auquel cas ses enfans reprennent de luy: mais il faut que tel vassal retienne a luy dudit fief a suffisance, pour seruir sondit S.

l Le Vassal est tenu le declarer & signifier l'alienation par lui faicte: Et ces mots, *en le signifiant*, ne font pas vne condition. Par cõsequent si le Vassal n'a pas notifié & fait à sçauoir à son Seigneur Feodal ne perd pas ce priuilege & ne tombe en la peine portee par c'est Art. Notez que le vassal ne peut bailler tout son Fief, sans retenir qu'vn fief en l'air, comme escrit du Moulin sur la coustume de Paris Art. 41. nõbre 18.

BAR Tit. 1. Art. 18. L'homme noble peut hypothequer ou engager son heritage de fief a l'homme noble ou de pote: pourueu qu'il y ait Rachat: mais il ne peut vendre fors a l'homme noble: & fera le seruice ledit vassal de l'heritage par luy hypothequé ou obligé. Et ne peut en tout ou partie bailler a cens ou rẽte, sans permission du S. F.

LAON Tit. 16. Art. 161. Par partages se peuuent les fiefs demembrer, & d'vn fief par ce moyen en estre fait plusieurs, sans le consentement du S. Art. 191. Si le Vassal donne ou autrement aliene l'vsufruict de son fief, iusques a ix. ans, n'est deu pour raison de tel contract aucun Relief ou profit de fief: mais si l'vsufruict est aliené a plus long temps, en est deu profit de Relief ou le Quint selon la nature du contract. Art. 192. Et peut le vassal faire faire ladite alienation d'vsufruict a ix. ans, sans le consentement de son S. F.

Partage.

Vsufruict.

CHALONS Tit. 19. Art 192. p. *a Laon.* Art. 191. temps, ou prorogé ou renouuellé outre les ix. ans, sans interposition de temps, en est deu Quint ou Relief, selon &c. Art. 193. Le Vassal peut vendre & engager son fief, a faculté de rachat de trois ans, sans le congé de son S. F. & sans pource estre tenus d'aucuns droicts ou deuoirs audit S. pourueu qu'il le rachete dedans les trois ans & qu'il ne proroge la faculté de rachat ou renouuelle icelle, sans interposition de temps. Art. 194. Et ne peut le vassal vendre ou donner portion de son fief, n'iceluy demẽbrer au preiudice du S. F. mais peut bien s'en iouer iusques a demission de foy seulement, cõme bailler partie d'iceluy a cens ou a rente raisonnable, & sans ce que pour raison de ce il soit deu au S. F. aucun profit en portant toutesfois par le vassal, la foy du

Que c'est Iouer de son Fief.

Source : BIU Cujas

Cens ou rente au S.F. & pourueu qu'il n'y ait argent deſbourſé pour ledit accenſement & arrentement. Et ou y auroit deniers deſbourſez, ſeroit tenu de payer Quint des deniers.

REIMS Tit.3. Art.117. Le vaſſal ne peut, ſinon aux cas contenus és deux Ar. demẽbrer ſon fief, au preiudice du S.F. peut †† toutesfois ſ'en iouer, iuſques à la demiſſion de foy: c'eſt à ſçauoir le bailler a cens & à rente, en portant la foy du fief à ſon S.F. Auquel cas & aduenãt mutation de fief, pourra le S. ſaiſir & exploiter le fief à pure perte, ſans auoir eſgard aux baux à cens ou rente, faits par ſon vaſſal, ſans ſon conſentement & non infeodez par luy.

†† *Ces mots, peut toutesfois &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

S. QVENTIN Tit.4. Art.70. Le vaſſal ne peut demembrer & ecclipſer ſon fief, à ſçauoir le vendre, aliener & bailler à autruy, au preiudice de ſon S. & ſans ſon conſentement: ſi ce n'eſtoit fief tenu de la Seigneurie du vaſſal, qui par confiſcation ou autrement luy ſeroit retourné & appartiendroit en tout droict. Auquel cas le vaſſal dedans l'an & iour que le fief luy ſera aduenu, le pourra vendre, aliener & mettre en autre main, à le tenir de luy en foy & hommage. Mais ſ'il en auoit iouy plus d'vn an & iour paiſiblement, & l'euſt comme ſien re-vny & incorporé à ſon fief principal, ne pourroit plus ce faire. Art.71. Et où le vaſſal l'auroit demembré & mis du tout hors de ſes mains, peut iceluy S. incontinẽt ſaiſir ce qui ſera demembré du fief tenu de luy, & iouir des fruits, iuſques à ce qu'il l'ait re-vni. Art.72. Peut toutesfois le Vaſſal ſe iouer de ſondit fief, iuſques &c. p. *à Reims*, foy: ſçauoir l'engager, hypothequer en tout ou partie, le bailler à rente ou cenſiue, retenant à luy d'en porter la foy & hommage à ſon S. Auquel cas, aduenant ouuerture de fief, par mort, confiſcation ou autrement, le S.F. le peut faire ſaiſir &c. exploiter à pure &c. rentes & autres hypotheques: leſquels le S. ne ſera tenu d'entretenir ou alouer, n'eſtoit qu'il euſt conſenti auſdits baux à cens, rentes & hypotheques ou qu'elles fuſſent infeodees. Art.73. Pour auoir baillé fief à cens, ſurcens, rente, ou pour l'auoir obligé, engagé, hypothequé à rente ou autre charge n'eſt aucune choſe deue au S.F. n'eſtoit qu'il euſt infeodé icelle rente ou charge. Auquel cas il luy ſeroit deu Quint, Chambellage, bouche & mains, comme d'vn autre fief.

AMIENS Tit.1. Art.26. Celuy qui a fief, auquel y a Iuſtice & Seigneurie, peut ſi bon luy ſemble, ſans le conſentement de ſon S F. le bailler tout ou partie pour l'augmentation & melioration d'iceluy à cens ou rente hereditale ſans Rachat, a telle perſonne qu'il luy plaiſt: en retenant ſur ledit fief ou partie baillé a cens ou rente, la Iuſtice & Seigneurie: pourueu † qu'il le baille a iuſte rente & pris, & autãt qu'il vaut, ſans fraude. Pourueu auſſi qu'en faiſant ledit Bail, ou pour cauſe d'iceluy, il ne prenne aucuns deniers n'autres prouffits. Et †† où il en prendroit autres que leſdits Cens & rentes, ſans le ſceu & conſentement de ſondit S. il eſt tenu de payer les droits Seigneuriaux, a raiſon des deniers par luy receus, & outre l'amende de xl. liures Par. pour le deſguiſement & recelement par luy fait. Art. 27. Peut † auſſi bailler partie de ſon fief en arrierefief pour l'augmentation de ſon fief & ſeigneurie ſans fraude. Art.31. Le vaſſal peut ecclipſer, diuiſer & demembrer ſon fief en recognoiſſant le contract par deuant le S. F. ou ſon Bailly & Officiers de ſa Iuſtice, & en le contentant de ſes droicts Seigneuriaux. Autremẽt ſi tel ecclipſement ſe faiſoit au deſceu du S. F. ſans le recognoiſtre par deuant luy ou ſes officiers, & le contenter de ſes droicts Seigneuriaux, & que celuy, au profit duquel eſt fait ledit ecclipſement entraſt en vertu du contract en iouiſſance de la partie ecclipſee: le S. peut faire contraindre celuy qui a fait ledit ecclipſement, a luy payer ſes droicts Seigneuriaux ou renoncer audit contract, a †† l'election & chois du vaſſal. Art.32. La partie ecclipſee ſera tenue a tels droicts & redeuances, qu'eſtoit auparauant tenue la totalité du fief. Art.33. Chacun peut ſe iouer de ſon heritage feodal ou cottier, iuſques a la main mettre au baſton: m qui eſt a dire que chacun peut donner, vendre & diſpoſer de ſon heritage ſans le danger de ſon S. & ſans pource eſtre tenu luy payer aucuns droits Seigneuriaux, iuſques a la recognoiſſance du contract & deſſaiſine d'heritage, dont il diſpoſe par deuãt le S.F. ou ſon Bailly & officiers: ſi ce n'eſtoit qu'en vertu des contracts paſſez par les parties, les acheteurs, donataires ou autres au profit deſquels on auroit diſpoſé au deſceu du S.F. entraſſent en l'actuelle poſſeſſion & iouiſſance d'iceux heritages. Auquel cas le S. peut contraindre les parties, qui auroient contracté, a luy payer les droicts Seigneuriaux ou eux deſiſter du contrat, au chois & election du Vaſſal. Art.34. Auſſi † dans vn an apres que le contract ſera paſſé, l'acquereur ſera tenu entrer en actuelle iouiſſance de la choſe, ou declarer qu'il ſ'en deſiſte: autrement ledit temps d'vn an paſſé, n'y peut plus renoncer: & le Seigneur le peut contraindre pour ſes droicts.

† *Ces mots, Pourueu qu'il le baille à iuſte rente & pris & autãt qu'il vaut ſans fraude, ſont de nouuel adiouſtez: leſquels mots ont eſté prins du 64 Art. des Couſtumes locales de Monſtreul, pour eſtre à l'aduenir obſeruez audit Bailliage d'Amiens.*

†† *Ces mots, Et où il prendroit, &c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez & mis au lieu des anciens,* Tel vaſſal commettroit ou confiſqueroit ſon fief, ou eſcheroit en amende de xl. liures P. enuers ſondit S. & auec ce ſeroit ledit bail declaré nul, *qui eſtoient au*

m Il a eſté monſtré cy deſſus par vn lieu, que i'ay cité de la ſomme Rurale que le vaſſal eſtoit tenu rapporter en la main de ſon ſeigneur par Rain & par baſton le fief qu'il vouloit eſclicher. Car on ſouloit eſtre inueſti oureceu en foy & hommage par Rain & par Baſton: ce qui ſe gardoit auſſi en la

Source : BIU Cujas

demiſsion, cõme il ſe voit en ceſte Couſtume & autres portans ces mots, iuſques à mainmettre au baſton: & eſt ce qu'on en matiere de fiefs, per annulum & virgam, ou Per annulum & haſtam. Et le mot de Rain ſignifie, anneau, dont les anciẽs Francois vſoient. Sigibertus, Imperatores & Reges Francorum dabant Epiſcopatus, Abbatias & Eccleſiaſticam inueſtituram per annulum & virgam Cuiac. ad Tit 3. lib. 2. Feud & Hotom. ad 55. lib 2 Feud. Le Veſt ou Drueſt, ſaiſine ou deſſaiſine, ſe faiſoit par la tradition d'vn petit baſtõ ou buchette. Laon Art. 126. Reims Art. 165. Chauni Art. 30. Lille Art. 80. ainſi que nous dirons cy deſſous. Voyez l'Indice des Droicts Royaux. Il ſe trouue quelques anciens Arreſts & meſmes vn donné à la Pentecoſte 1269. par lequel le ſeigneur Feodal en la reception de foy & hommage ſaiſiſſoit ſon vaſſal par ſon Gand.

au 27. Art. ancien.

† *Le 27. Art. a eſté prins du 40. Ar. de Beauqueſne & adiouſté à la Couſtume generale pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ces mots, à l'election du vaſſal, ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir & ſans preiudice du paſſé & procés pendans leſquels mots ont eſté auſſi adiouſtez à la fin de l'Art. 33.*

† *Ceſt Art. 34. a eſté adiouſté pour l'aduenir en conſequence & pour la limitation de l'election baillee au vaſſal tant en ceſt Art. qu'aux precedens: ſans preiudice comme deſſus.*

CHAVNI Tit. 17. Art. 96. Vn vaſſal ne peut demembrer ſon fief, en vendant ou alienant partie de ſon fief, ſans le conſentement du S. & ſ'il le fait, le S. peut reprendre & re-vnir à ſa table, la partie demembree ou alienee d'iceluy fief.

PONTHIEV Tit. 4. Art. 64. Vn chacun de franche & libere condition tenant fief noble ou arrierefief, peut & luy loiſt, ſans le conſentement de ſon S. dont il tient ſon fief ou arrierefief, & ſans le ſceu de ſon heritier apparant, bailler à cẽs, ſurcens, pour tel pris & à telle perſonne que bon luy ſemble & partant de parties qu'il luy plaiſt, ſon fief ou arrierefief, ſoit à rente ou heritage, ſans pource payer droicts Seigneuriaux. Art. 78. Si aucun poſſedant aucun fief en icelle Comté, vend ou aſſigne rente ou hypotheque ſur ſon fief, & que le S. de qui ledit fief eſt tenu ſoit contenté de ſes droicts pource à luy deuz, il n'y peut contredire valablement: mais la rente infeodee ou hypothequee ſe tiendra en fief dudit S. ainſi & pareillement qu'eſt tenu le fief ſur lequel ladite hypotheque eſt faite & cree, ſ'il ne plaiſt audit S. le faire à moindre redeuance.

PERONNE Tit. 2. Art. 71. Le vaſſal peut ecclipſer, vendre, donner ou tranſporter partie de ſon fief, ſans le conſentement de ſon S.F. Art. 73. Pour bail fait à cens ou rente n'eſt deu aucun profit au S.F ſinon que l'acheteur vouſiſt faire infeoder ledit cens ou rente, du conſentement du vẽdeur, & le S. le vouſit receuoir: auquel cas eſt deu Quint denier du pris de l'eſtimation de la rente, auec le droict de Chambellage.

SEDAN Tit. 3. Art. 62. Le vaſſal ne peut faire de ſon fief arrierefief, ſans le conſentement du S. ſi ce n'eſt pour le mariage ou partage de ſes enfans. Art. 63. Ne peut auſſi demembrer ſon fief, ſans le conſentement de ſon S. F. ſinon éſdits cas: mais bien peut bailler à cens ou rente, les heritages particuliers de ſon fief: pourueu que le cens ou rente, ſoit ſuffiſant & que pour faire le bail à cens, le vaſſal ne prenne argent ou choſe equipollente ou promeſſe d'en auoir pour faire le bail à plus petit cens. Car en ce cas le S.F. pourroit faire re-vnir en fief les choſes alienees & demembrees d'iceluy, ou ſe faire payer du Quint denier de ce qui auroit eſté prins par le vaſſal, pour faire ledit bail à cens.

ARTOIS Tit. 1. Art. 41. Les poſſeſſeurs ou proprietaires d'aucuns fiefs, non ayans Iuſtice & Seigneurie à cauſe deſdits fiefs, ne peuuent bailler les fiefs ou partie d'iceux en arrentement ſans le congé de leur S. Art. 42. Et ſi de faict le proprietaire du fief, le bailloit en arrentement ou ſurcens, ce n'empeſche le S. qu'il ne puiſſe prendre, ſaiſir & profiter du fief, ſ'il le trouue ouuert: & ce ſans la charge du bail fait par le vaſſal ſans congé & conſentement, nonobſtãt quelque laps de tẽps, que le bail aura eſté fait: puis qu'il n'eſt recognu en ſa Cour ou autre ſouueraine & que d'iceluy le S. puiſſe pretendre iuſte cauſe d'ignorance. Art. 43. Tous arrentemens baillez par aucuns S. de partie de leurs fiefs ne ſont tenus ne reputez realiſez, pour contraindre les acheteurs d'icelles Seigneuries à les entretenir, ſ'ils ne ſont amenez à cognoiſſance & realiſez par deuant les hommes des S. ou par deuant leur ſouuerain, iceux S. appellez. Art. 47. Pour l'accord deſdits arrentemens ne ſont deuz aucuns droits Seigneuriaux aux S.F. n'eſt qu'il y ait aucuns deniers debourſez ou promis par leſdits preneurs au profit deſdits bailleurs pour paruenir auſdits arrentemens, ou que ledit ſurcens ou arrentement fut à rachat par conuention des parties: éſquels cas ſeroit deu droict Seigneurial à l'aduenant du pris aſſis pour ledit rachat.

S. OMER en Artois Tit. 1. Art. 5. Chacun peut bailler ſon fief à rẽte, à qui que bon luy ſemble, ſans appeller le S. ne ſes Officiers dont ſon fief eſt tenu: pourueu &c. p. *à Amiens.* Ar. 26. à pris autãt &c. fraude: & ſans en prẽdre argẽt ou recõpẽſe.

Source : BIU Cujas

COMTE DE BOVRG. Chap.1.Art.13. Le vaſſal peut ſans fraude & diminution du fief, bailler ou delaiſſer à rente ou cenſe perpetuelle les heritages qu'il a en ſes mains & que autresfois depuis xxx ans ont n eſté accenſez ou arrentez par luy ou ſes predeceſſeurs: & ceux à qui il les accenſera en pourront prẽdre poſſeſſion ſans le conſentement du S. de fief & ſans danger de commiſe. Art. 14. le vaſſal &c. p. au 13. Art. à cenſe ou rẽte perpetuelle &c heritages qu'il a à cauſe de ſon fief, ſi les heritages ſont en ruine ou inutiles, ou de telle valeur que ce ſeroit profit au S. du fief, ſ'ils eſtoient baillez à cenſe: & ceux à qui il les baillera en pourront prendre la poſſeſſion ſans le conſentement du S. du fief, & ſans danger de commiſe, ſuppoſé que les heritages n'ayent autresfois eſtẽ baillez à cenſe ou rente perpetuelle. Art.15. Si le vaſſal ſans fraude & diminution du fief baille à ferme ou rente tous les heritages qu'il tient en fief, au temps & terme de xxix. ans, & au deſſous: celuy ou ceux à qui il les baillera, en pourront prendre la poſſeſſion ſans le conſentement du S. & ſans danger de commiſe.

CAMBRAY Tit.1.Art 30. Si le fief ſe baille à rente perpetuelle ſans rachat le bailleur demourra vaſſal de la rente, & le preneur vaſſal du premier fief, & ſeront deux fiefs. Art.31. Vn fief ſe peut du conſentement du S. diuiſer en deux ou pluſieurs parties. Et ſi vne fois il eſt releué diuiſement, ils demeurent autant de fiefs, qu'ils auront eſté releuez: nonobſtãt que tous iceux fiefs retournaſſent a vne ſeule main par ſucceſſion ou autrement. Et doit chacun deſdits fiefs pareil Relief & droicture que deuoit le fief, deuant eſtre diuiſé. Art.38. Fief ſe peut charger de rentes viageres ou heritieres a rachat par rapport ou hypotheque d'iceluy faict & paſſé par deuant les Bailly & hommes de fief de la ſeigneurie, dont il eſt tenu & mouuant. Et ſi la rente ſe rachete, ledit fief retourne en ſa premiere nature, & n'eſt qu'vn ſeul fief comme parauant. Art.75. Le S. d'vn fief Noble, aiant ſeigneurie, peut bailler a rente ſans rachat, ſous ſon ſeel, iuſques au tierce du gros de ſon fief, ſans en faire deſſaiſine ou deuoirs de Loy, par deuant Bailly & hommes de fief du S. ſuperieur: pourueu qu'il n'en prenne nuls deniers ny autres choſes equipollentes.

†† *Par Maiſtre Ieã Arnaut Procureur de Noble Seigneur Iean de Bar Seigneur de Burẽlure, fet mainte mes és terres dudit Seigneur ſuiettes à ladite couſtume n'eſtre deu requint ains ſeulement Quint denier entre les Nobles, & les roturiers deuoient Requint. Et a ledit Gouuerneur Capitaine de Sancerre & autres du pays de Berry, maintenu qu'il y auoit Quint & Requint. A ceſte cauſe fut ordonné que ledit Art.1. ſeroit doreſnauãt gardé ainſi qu'il eſtoit eſcrit pour Couſtume.*

† *Ceſt Art. 1. eſt tiré du lx. Art. de l'ancien Couſtumier, & pour le regard du Requint, qui eſt oſté dudit 1. Art. eſt pour auoir lieu à l'aduenir.*

NIVERNOIS Chap.4.Art.30. Le vaſſal ne peut faire de ſon domaine ſon fief, ſans le conſentement de ſon S.F. Et ſ'il le fait le S. le peut contredire, comme nul: mais au contraire peut le vaſſal faire de ſon fief ſon domaine, ſans le conſentement du S.F. ſans ce qu'il ſoit pource tenu a aucun profit. Et eſt le fief tenu eſtre re-vny au domaine du vaſſal incontinent qu'il l'a reprins du S.F. ou qu'il en a iouy par an & iour.

MONTARGIS Chap.1 Art.1. Vn †† vaſſal peut vendre ſon fief ou partie d'iceluy ſans le conſentement de ſon S. Et eſt tenu le S. de fief receuoir en foy & hommage l'acqueſteur du fief ou partie d'iceluy, en luy paiant les Quints & Requints & autres profits, ſi aucuns luy en ſont deuz par le vendeur & acqueſteur. Art 2. Auſſi pourra le vaſſal vendre rente ſur ſon fief, ſans le conſentement de ſon S. mais le S de fief n'eſt point tenu receuoir en foy & hommage l'acqueſteur de la rente, ſi bon ne luy ſemble. Et auſſi ne peut le S. de fief contraindre l'acqueſteur de la rente de luy faire la foy & hommage d'icelle rente. o Art.4. Vn vaſſal peut bailler a cens & rentes ſon domaine, retenu a luy la foy & hommage, & n'y a en ce faiſant le S. de fief aucun profit. Toutesfois en faiſant le bail, ne pourra le vaſſal prendre argent n'autre choſe ſoit meuble ou immeuble du preneur ſans profit. Et ſ'il en prend, ſera deu profit du Quint & Requint au S. de FIEF, comme en vente pour argent baillé ou eſtimation de la choſe baillee. Art.54. Quand vn vaſſal baille ſon heritage qu'il tient en FIEF a cens ou rente perpetuelle, retenu a luy les foy & hommage, celuy qui prend ledit heritage a cens ou rente ne doit aucun profit. Art.55. Toutesfois ſi le vaſſal vend les cens & rente ou partie d'iceux ſera fief ſeparé, comme faiſant partie du fief, dont ſont deuz par l'acquerant Quint & Requint au S. de FIEF: & ſera l'acquereur quel qu'il ſoit tenu faire foy & hommage des cens & rentes ainſi acquis, au S. de fief ſoit que le vaſſal vẽdeur euſt retenu la foy du fief, ou non.

ORLEANS Tit.1.Art.1.p. *à Montargis*. Art.1. l'acheteur du † fief &c. en payant le Quint denier de la vente. Et quant au Requint, n'en ſera doreſnauant deu. Et eſt le Quint denier la v partie du pris que le fief a eſté vendu. Art.5. Vn vaſſal peut vendre ou conſtituer rente &c. p. *à Montargis*. Ar.2. de ſon S. de FIEF &c. l'acquereur &c. ledit acquereur de luy faire &c. Art.7. Vn vaſſal peut bailler à cens, rente, ferme ou penſion ſon domaine à vies, à temps ou à touſiours, en retenant à luy les foy &c. p. *à Montargis*. Art.4. profit. Toutesfois quand le fief chet en profit, le S. qui n'a conſenti ne infeodé le bail, peut entierement exploiter ſon fief.

n Secus de ciuili vt ex conſtituto. Il ſuffit le conſentemẽt du ſeigneur Feodal: parce que ce mot, *Sans*, denie toutes ſortes de cõſentement. Si le ſeign. Feodal eſtoit caution ou mandateur de celuy qui aliene ou acquiert, la peine ceſſe & n'a point de lieu, comme i'ay dit ſur le 56. Art. ancien de la Couſtume de Paris nõbre 28. & ſuiuans. C.M.

o Auſsi en cas de Rachat, il ſe payera ſans deduire la rente. & ſi le fief ſe vend à la charge de la rente, Quint denier ſera deu auſsi du pris de la rente ou de l'eſtimation d'icelle, ſi elle n'eſt conſtituee par argent. Et en cas que le Seigneur face les fruicts ſiens, ce ſera ſans rien payer de la rente. C.M.

Source : BIU Cujas

Art. 8. Et ſi le preneur ou ſes †† ſucceſſeurs vendent, baillent & tranſportent les heritages & autres choſes alienees ainſi que deſſus, n'eſt pource deu aucun profit au S. de fief. Mais les baux & alienations ne peuuent preiudicier, qu'il ne puiſſe exploiter ſon fief, ſ'il le trouue ouuert, ſans auoir eſgard au bail fait par le vaſſal. Art. 9. Mais † ſi la vente eſtoit faite du cens ou rente, à quoy auroit eſté baillé ledit heritage: en ce cas l'acquereur ſera tenu de payer Quint denier au S. de Fief, à cauſe de l'acquiſition ſelon l'eſtimation du total du Fief, qui ſera faite par preud'hommes, dont le S. en nommera l'vn & l'acquereur l'autre. Et où les preud'hõmes ne ſe pourront accorder, ſeront tenus les preud'hommes en conuenir d'vn tiers, & ſe fera ladite eſtimation aux frais de l'acquereur. Art. 11. Celuy qui a baillé à cens ou à rente ſon heritage tenu en Fief, ſans ſoy deſſaiſir de la foy, eſt tenu faire & porter la foy, & payer tous les droicts & profits feodaux dudit heritage pour le preneur: ſinon qu'il y ait conuention expreſſe au contraire.

†† *Ces mots, Ou ſes ſucceſſeurs, ont eſté adiouſtez pour explication de l'ancienne Couſtume.*

† *Ceſt Art. 9. eſt tiré de la fin du 87. de l'ancie Couſtumier: & ce qui a eſté adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

Tovrnay Tit. 10 Art. 37. Tous vaſſaux peuuent augmenter leurs Fiefs creans ou nouueaux Fiefuez: leſquels Arrierefiefs ſeront tenus du meſme Seign. dont le principal Fief eſt mouuant, & autremẽt faire le plus grand profit de leurs Fiefs, ſans le ſceu de leurs Seigneurs, mais ne leur eſt permis pouuoir diminuer leurſdits Fiefs, ou d'iceux diſtraire quelque profit ou droict quelconque: n'eſt du gré & conſentement du Seigneur, duquel tel Fief ſeroit tenu.

Normandie Chap. 9. Art. 204. Le vaſſal ſe peut eſiouir des terres, rentes & autres appartenances de ſon fief, ſans payer xiii. à ſon S. F. iuſques à demiſſiõ de foy & hommage excluſiuement: pourueu qu'il demeure aſſez pour ſatisfaire aux rentes & redeuances deues au S.

Tovrs Tit. 14. Art. 119. Hommage eſt deu par le depié, p quand on tranſporte partie de la choſe hommagee, ſans retention du deuoir: & auſſi quand on tranſporte plus du tiers, auec deuoir ou ſans deuoir: pourueu que ledit deuoir precompté, y ait neantmoins plus du tiers aliené. Art. 122. On ne peut aliener ſes rentes & deuoirs hommagez ou charger ſon heritage hommagé de rente ou autre deuoir, que iuſques à la tierce partie de la valeur d'iceluy, que foy & hommage ne ſoit acquiſe par depié de fief, de chacun des acquereurs & abonneurs, au S. Suzerain. Mais pour abonner ou †† changer hommage à deuoir, n'eſt point le Fief deſpecé.

p Depié de fief s'entend quand le fief eſt depecé & departi par tranſport, vente, donation, hypotheque, ou autre alienation.

Depié de Fief.

†† *Ces mots, Ou changer, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Lodvnois Chap. 12. Art. 2. p. *à Tours.* Art. 119 par depié de fief &c. Art. 5. On ne peut abonner ſes rentes &c. p. *à Tours.* Art. 122.

Aniov Tit. 11. Art. 201. Tout q homme de foy peut bien donner, vendre ou aliener la tierce partie de ſa terre renue de ſon chef S. à foy & hommage, & y retenir foy & hommage ou deuoir annuel: & en ce cas l'homme de foy fait de ſon Domaine ſon Fief, & aura les ventes & autres droicts feodaux & garantira icelle tierce partie en ſon hommage, d'iceux droicts feodaux: ſauf des Rachats prins par defaut d'homme, dont le chef S. iouira ſur la tierce partie pareillement, que ſur les deux parts: toutesfois que le cas y eſcherra ſur leſdites deux parts. Et en iceluy cas, ſera tenu iceluy qui tient les deux tierces parties deſdommager celuy qui tient de luy l'autre tierce partie: & neantmoins iouïra celuy qui tient les deux tierces parties, des Rachats, ſ'il y a retenu l'hõmage & autres droits feodaux ſur celui qui tiendra l'autre tierce partie, quand le cas y eſcherra, qu'icelle tierce partie cherra en Rachat. Et ne ſuffiroit point pour guarantir icelle tierce partie, que ledit homme de fief, qui la donne ou autrement aliené, y retienne Iuſtice ſeulement: mais eſt requis qu'il retienne expreſſement foy & hommage, ou deuoir annuel pour le moins. Autrement eſt quand le fief eſt deſpiecé par Parage, où il n'eſt requis faire retention de foy & hommage ou autre deuoir. Art. 202. Et eſt ainſi que ſi l'homme de foy ne retenoit foy & hommage ou deuoir ſur la choſe ainſi tranſportee pour la garantir ſous l'hommage des deux tierces parties, le Suſerain ou le chef S. dont le fief meut & eſt tenu à foy & hommage, en auroit foy & hommage & ventes, ſi la tierce partie auoit eſté vendue ou alienee par contrat ſuiet à ventes ou Rachat, comme ſi elle auoit eſté donnee ou autrement tranſportee par contract, où il eſcheut Rachat, & ſeroit nuement & ſans moyen tenu de luy par deuolution. Art. 203. Il eſt ainſi tant comme les deux tierces parties ſont entieres, elles garantiſſent l'autre tierce partie en la forme ſuſdite. Auſſi eſt il ainſi que touresfois que l'homme de foy mettra iamais aucunes choſes hors d'icelles deux tierces parties & les deſpiecera par vendition ou autre alienation: en celuy cas tous ceux qui eurent oncques aucunes choſes du fief, r viendront à la foy & hommage du Suzerain chef S. par Depié de fief: Et ne les pourra plus garantir le ſuiet homme ſous ſon hommage. Et n'y aura doreſnauant le ſuiet homme de foy,

q Voyez Chopin liure 2. ſur les Couſtumes d'Aniou partie 2. cap. 2. Tit. 1. Il a eſté iugé par Arreſt ancien donné à la Pentecoſte 1269. contre le ſieur d'Andreuille, qu'vn vaſſal mettãt tout ſon domaine hors de ſa main, le confiſquoit & n'eſtoit receu à hommage.

r C'eſt à dire, tous les Arriere-vaſſaux. C.M.

Source : BIU Cujas

foy, fief, Iuſtice ne Seigneurie: mais eſt tout deuolu au Suzerain & chef. S. Et payeront ventes de leurs acqueſts ſuiets à ventes du contract, par le moyen duquel a eſté ſ conſommé le Depié du Fief, & autres qui depuis ſeront faits, ou le Rachat, ſ'il y eſchet pour raiſon du Deſpié de Fief. Et en aura le Seigneur de fief l'emolument depuis iceluy t Deſpié de Fief & non des contracts de parauant. Et auſſi payeront du deuoir de Fief, *pro rata*. Art. 204. Et eſt à ſçauoir que preſcription n'a u point de lieu en ce cas contre le S. au regard de ceux qui ſe voudront defendre qu'ils auroient tenu la choſe à eux donnee ou tranſportee par xxx. ans ou xl. ans. Car le Suzerain, que la couſtume appelle chef S. n'a action d'icelles choſes demander iuſques à ce que les deux tierces parties ſoient deſpiecees & departies, ſoit par aduancement d'hoirie, de vendition ou autre alienation: mais deſlors que les deux tierces parties ſeront deſpiecees & departies, preſcription couroit contre luy par l'eſpace de xxx. ans & non de moins. Car preſcription a lieu de ſuiet à Seigneur par xxx. ans. Et n'a action de Depié de fief lieu en ſucceſſion & partage de choſes hommagees, tant entre gens roturiers que nobles: pourueu qu'elles ſoient departies par les deux parts & par le tiers: & que celuy à qui en demeurent les deux parts, retienne deuoir ſur la tierce partie.

Preſcriptiõ n'a point de lieu en Depié de fief.

LE MAINE Tit. 9. Art. 154. Le vaſſal peut vendre & aliener ſon fief ſans le conſentement de ſon S. Tit. 12. Art. 216. p. *à Anjou*. Art. 201. l'autre tierce partie: ſinon qu'il y ait xxx. ans paſſez, le chef S. ne pourra prendre par defaut d'homme le droit de Rachat ou autres emolumens de fief. Et neantmoins iouira &c. Art. 217. 218. & 219 p. *à Anjou*. Art. 202. 203. & 204. iuſques a ces mots, *Et n'a action* &c.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. *66*. Vn fief ne ſe peut eſclicer ou deſmembrer, n'eſt par le conſentement expres du Seigneur, duquel il eſt tenu. Art. *67* Vn fief ne ſe peut reincorporer & reuenir au gros du fief, duquel il eſt tenu ſans le conſentement du Seigneur, duquel le principal fief eſt tenu.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art. *66*. Le vaſſal ne peut demembrer ny diminuer ſon fief au preiudice de ſon S. ſinon au cas que le Rachat croiſt & diminue.

CHASTEAVNEVF Chap. 5. Art. 39. Le vaſſal ne peut par quelque maniere que ce ſoit obliger ne hypothequer aucun heritage qui ſoit tenu à foy & hommage d'aucun S. ſans le vouloir & conſentement du S. de fief: au moins que telle obligation ou hypotheque, que pourroit auoir faite d'iceluy heritage le vaſſal, puiſſe ne doiue nuire ne preiudicier aucunement au S. F. quant aux droicts de fief, ne és autres profits & redeuances feodaux, ou qui pourroient eſtre deuz à iceluy S. de fief, meſmes où ledit fief eſcherroit en † profit de Rachat.

† *Ces mots*, en profit & rachat de fief, *ſont de nouuel adiouſtez.*

CHARTRES Chap. *6*. Art. 37. p. *à Chaſteauneuf*, iuſques à ces mots, *à iceluy S. de Fief*, inclus.

DREVX Chap. *6*. Art. 27. p *à Chaſteauneuf*, iuſques à ces mots, *redeuances de Fief*, inclus.

BLOIS Chap. 5 Art. *60*. Le vaſſal peut vendre, donner, eſchanger ou autremẽt aliener tout ſon fief, ſans le conſentement de ſon S dont toutesfois ſera pource deu & acquis au S. profit. Art. *61*. Le vaſſal ſe peut eſbatre de la tierce partie de ſon fief, par vente, donation ou autre contract alienatif, retenus à luy les foy & hommage ou autre deuoir annuel, x dont pource ne ſera deu aucun profit au S. du fief. Toutesfois ne pourra le vaſſal faire ladite alienation au preiudice de ſon S. tellement que nonobſtant ladite alienation, ſi l'heritage tombe en profit, le S. de fief exploitera entierement ſon fief: & ſera toutesfois le Vaſſal tenu garantir, enuers ſon S. de Fief, celuy ou ceux, auſquels il auroit faite ladite alienation.

DVNOIS Chap. 1. Art. 1. p. *à Montargis*. Ar. 1. de ſon S. de fief. Et eſt tenu &c. les profits & Rachars de fief qui ſeront deuz. Auſſi peut le vaſſal &c. p. *à Montargis*. Ar. 2. rentes &c. de ladite rente.

BERRI Tit. 5. Art. 49. Le vaſſal peut vendre ſon fief à faculté de remeré iuſques à ix. ans ſeulement pour vne fois, ſans qu'il ſoit deu aucun droict de Rachat ou profit de fief: mais ſi la faculté de Rachat excede les ix. ans, ou qu'elle fut generale, toutes & quantesfois: audit cas deuroit l'acquereur droit de Rachat. Et auſſi le vaſſal prorogeant la faculté de Rachat donnee à ix. ans, puis apres iuſques à x. ans ou au y deſſus, ſera deu droict de Rachat. Art. 50. Toutesfois n'y aura audit cas qu'vn ſeul Rachat pour la vendition: & où les choſes vendues par le vaſſal à faculté de remeré perpetuel ou à x. ans, ſeront rachetees par le vaſſal & recouuertes, ne deura pource le vaſſal aucun nouuel droict de Rachat. Art. 51. Et †† ſera la faculté de rachat pour ſçauoir ſi elle a eſté à ix. ans tant ſeulement, ou à x. ans ou perpetuelle, inferee dedans l'inſtrument de vendition. Et ſ'il y auoit contrelettre ſecrette baillee par l'acquereur du fief au vaſſal vendeur, contenant faculté de ra-

†† *Ceſt Art. 51. eſt nouuelle Couſtume ſuppletiue & declaratiue de l'ancienne.*

ſ Et partant incontinent apres ladite alienation, ſans autre declaration C. M.

t Il n'eſt donc beſoin d'auoir ſentence. C. M

v C'eſt à ſçauoir pour les droicts du temps à aduenir & particuliers C. M.

x Sur la tierce partie ainſi alienee. Quid s'il eſchange la tierce partie de ſon fief, auec vne rente rachetable: & le reſte auec vne autre fõds ou terre? Les lods & vẽtes ou autres profits de fief ſont deuz pour raiſon de ladite tierce partie & pour le reſte eſt deu Relief Et ceſt Art. 61. s'entend quand le vaſſal aliene ſeulement le tiers de ſon fief, & retiẽt le ſur plus à ſoy: & non pas quand il aliene entieremẽt ſon fief ſans en retenir ne reſeruer aucune choſe. Car en ce cas le Seigneur Feodal en auroit profit de fief Eſt fort notable l'Arreſt recité par du Moulin ſur le 41. Art de Paris nõ. 9. 10. 11. & 12. Papon liure xiii. des Arreſts Tit. 1. C. M.

y In quibuſdam exẽplaribus legitur, *au deſſous*, vt etiam in Regiſtris curiæ.

Source : BIU Cujas

chat à x.ans ou perpetuelle, bien que dedans l'instrument la faculté ne fut que des ix.ans: aura audit cas le S. son droit de Rachat. Art. 52. Le vassal peut bailler à cens ou rente les terres particulieres de son fief, z sans que pource soit deu aucun droict de Rachat.

Bovrbonnois Chap. 27. Art. 365. Les † choses feodales en tout ou partie peuuent estre vendues, alienees ou transportees, & en peut estre prinse possession, sans licence & congé du S.

Avvergne Chap. 22 Art. 14. Le vassal ne peut charger le fief d'aucun cens ou prestation annuelle, n'autre seruitute ou charge, sans le consentement du S.F. & quand il le fait, le Seigneur peut faire tout reuoquer & retourner au premier estat & deu. Art. 15. Et audit cas, le vassal ne confisque le fief ne la surcharge.

La Marche Chap. 18. Art. 180. Le vassal ou tenant en franchise ou censiue peut charger la chose ainsi tenue, de rente annuelle, sans le congé du S. & n'en doit estre la surcharge declaree acquise au S. dont il tient: mais le S. la peut prendre par Retenue, si bon luy semble, dedans xl. iours, *à tempore exhibitionis*, des contracts ou notification, faites à personne ou domicile, au S. son Receueur ou Procureur, en presence de tesmoings, ou prendre vente du pris, au lieu où ventes sont deues: & si la chose, sur laquelle la rente est vendue, vient és mains du S. dont elle est tenue, par quittance, guerpine ou autrement, c'est au chois du S. de laisser la chose au rentier, & se faire payer de son deuoir, duquel il sera tousiours premier payé & des premiers fruicts, ou retenir l'heritage & payer la rente, qui sera reputee rente a seche. Art. 181. La chose tenue en fief, Censiue ou franchise, se peut vendre sans le congé du Seigneur & pour ce ne chet en commise.

Bordeavx Chap. 8. Art. 101. Quand par la baillete ou esporle sera dit, que le tenancier ne pourra soubacazer, b iceluy tenancier ne pourra imposer rente annuelle sur le fief. Aussi quand sera dit, que le tenancier ne pourra bailler à louage ou à gaudence de ix. en ix. ans & à perpetuité ne le pourra faire. Mais si par la baillete ou esporle n'est faite prohibition de bailler à gaudences de ix. en ix ans ont † esté diuersité d'opinions. Car les gens du Roy, de l'Eglise & les Nobles ont esté d'opinion que s'il est dit que les tenanciers ne pourront soubacazer, aussi ne pourront bailler à louage ou gaudences de ix. en ix. ans. Car ce n'est soubacazer: Bien ont consenti que si en faisant la baillete des gaudences, y a argent, les ventes sont deues au S. foncier. Aussi toutesfois & quantes qu'on vend lesdites choses baillees à gaudẽces, le premier S. foncier en aura les ventes. Le S. de Cãdale par l'organe de Maistre Iean André a dit, qu'il a Coustume locale en ses terres, que ses tenanciers ne peuuent imposer cens ne rentes, ne bailler a gaudences de ix. en ix. ans à perpetuité: encores qu'il soit dit par la baillette qu'ils ne puissent soubacazer. Du Noyer offre prouuer prescription immemoriale de pouuoir bailler de ix. en ix. ans. Auons remis à la Cour ledit Art. touchãt de ix. en ix. ans: excepté ce qui a esté arresté.

Bretagne Tit. 17. Art. 358. Le S qui a domaine noble, soit de patrimoine ou par Retraict, soit de son homme ou par promesse, le peut bailler c à Feage, à pris competant sans fraude & sans diminuer la rente ancienne, si celles choses auoient esté auparauant arrentees. Et si le S. auoit retiré l'heritage de son homme, il le peut bailler au pris de la premiere baillee sans diminuer la rente ancienne, & en prendre par rente & argent ce qu'il en pourra auoir outre & par dessus ladite rente ancienne, & retenir à luy la d iurisdiction. Et en celuy cas le S. superieur n'y prendroit aucune chose. Art. 359. Les †† S. qui ont terres de leur Domaine propre non cultiuees pourront sans diminuer le fief du S. superieur, les affeager & en prendre rente, auec retention d'obeissance: & outre quelques deniers d'entree, qui n'excederont cent sols par iournal: & en ce cas n'y auroit ventes ny premesse. Et s'il en prenoit d'auantage, y auroit ventes & premesse, & passeroit l'obeissance au S. superieur.

Bappalmes Tit. 1. Art. 5. Les possesseurs ou proprietaires d'aucuns fiefs non ayans Iustice & Seigneurie à cause desdits fiefs, peuuent bailler lesdits fiefs ou partie d'iceux en arrentement, sans le congé de leurs Seigneurs de qui tels fiefs sont tenus.

Art. 53. PARIS.

Les † heritages e acquis par vn S. de Fief en sa censiue sont reunis

este fait par le passé. *Heritages acquis par vn S. F. quand sont reunis au Fief.*

z Le contraire se garde és choses censuelles, comme il est porté par le 21. Art. du Ti. des cens. Par lequel en bail à rente perpetuelle ou pension d vn heritage cẽsuel, sont deuz Accordemens, lods & ventes ou double cẽs. Vide Guid. Pap. Dec. 183. Ioan. Fab. in §. itẽ seruianã Inst. de act. Voyez du Moulin sur le 56. Art. de Paris.

a Rente seche est la pension, Riere fief ou cens annuel que le suiet impose sur son heritage mouuant d'aucun Seigneur foncier & est amortissable. Acs Tit. 8 Ar. 7. S. Seuer Ti. 6. Art. 1. & 2. Bayonne Tit. 4. Art. 10. & 11. Rente seche est la rente constituee à pris d'argent & volante, & est differente de la Rente fonciere. Voyez l'Indice des Droits Royaux & Litletons Tenures. Liure 2 cap. 12.

b Acazer ou Soubsacazer c'est faire vn autre Emphyteote alium Emphyteulam submittere & en la Coustume d'Acs Tit. 8. Art. 7. Bayonne Tit. 17. Art. 16. Soubsacazement signifie vn fief mort, vne sousrente, vne rente seche, à la difference du fief vif, cens & rente fonciere.

c Feage c'est vn heritage tenu en fief & appelle ceste Coustume Pur Feage noble en l'Art. 352. Inde bailler à Feager, & Affeager és deux Art. 358 & 359 cy mis en Conferẽce. Au reste Argentré sur ceste Art. 358 dit que ce mot *argent.* est glacé par surprise & qu'il n'estoit en la reformation de l'an 1539. qui estoit cõtraire au 359. & ancienne Art. 344.

d Il seroit plus à propos de lire, obeissance. Argentré.

Rente seche.

† *Par Arrest de Bourdeaux du 17. iour de May 1537. a esté dit, & par Coustume arrestee. Laquelle sera mise au liure Coustumier de Bordeaux, Que quand aucun S. diret & foncier baillera son fief à aucun emphyteute ou tenancier auec pacte apposé en ladite baillette dudit Fief, terre ou heritage, de ne le pouuoir acazer ou soubacazer: audit cas le dit tenancier, ne pourra en quelque sorte que ce soit acazer ou soubacazer ledit Fief, terre ou heritage: ne pareillemẽt le louer ne bailler à gaudence de ix. en ix. ans, ou à perpetuité, à aucun personnage: posé qu'il y eust instrumẽt ou carte renouuellee. Et si ledit pacte n'estoit apposé en ladite baillette: audit cas le tenancier & emphyteote pourra acazer ou soubacazer & bailler en gaudẽce de ix. en ix. ans, à perpetuite: à qui bon luy semblera: sans preiudice des droicts & preeminences du S. direct & fõcier desdits lieux, & cens & rẽtes & autres droicts deuz pour raison d'iceux.*

†† *Les 85. & 394. ont esté rayez parce qu'il y a esté satisfait par les 9. Art. 359. 360. 361. 362 363. 364. 365. 366 & 367. augmẽtez de nouueau.*

† *Cest Art. 53. a esté adiousté pour nouuelle Coustume, sans preiudicier à ce qui a*

Source : BIU Cujas

e Ceſte re-vnion & conſolidation fait changer la nature de la choſe, ſoit qu'elle ſoit tenue à cenſiue ou autre charge & que le fief ne peut eſtre ſuiet à ceſte charge, & res ſua nemini ſeruit l. in omnibus 18. D. de ſeruit. l. ſi ei 9. D. comm. Prædior. l. in re communi 26. D. de ſeruit. vrb. præd. & l. cum eſſent. 33. in fine D. de ſeruit. ruſtic. l. vti frui 5. in præc. D. ſi vſufr. pet. vel ad al. pert. neget. Partant ſi le Seigneur ne declare par expres qu'il veut que les heritages ainſi par luy acquis demeurent en roture, ils ſeront perpetuellemẽt re-vnis, conſolidez & incorporez au corps du fief en pareille nature & qualité, qu ils eſtoient auparauant qu'ils fuſſent alienez & ſortis hors la main du Seigneur. Charondas.

à ſon Fief, & cenſez feodaux, ſi par exprés le S. ne declare, qu'il veut que les heritages demeurent en roture. f

f Voluntas patris familiæ ſpectari debet l. quæſitum 12. §. ſi quis eodem. D. de inſtr. & inſtrum. leg. l. binas quisædes. l. Olympico D. de ſer. vrb. præd. l. teſtatrix D. Si ſeruit. vind. l. prædiis. 91. D. de leg. 3. On allegue l'Arreſt de Bouchart donné en l'an 1570. par le quel, à l'occaſion de ce qu'il auoit proteſté en achetant quelques heritages tenus de ſon fief, que telle acquiſition ne preiudiciroit à la diuiſion deſdits heritages, qui ſe feroit egalement entre ſes heritiers: fut iugé que ils ſe partiroient egalement entre eux: mais quant aux heritages que ſon ayeul maternel auoit acquis, tenus de meſme fief, furent reputez de pareille nature qu'iceluy, & ordõné qu'ils ſe diuiſeroiẽt comme feudaux.

CONFERENCE.

†† *Ceſt Art. 260. eſt accordé pour l'aduenir au lieu de deux Art. anciens contenus au cayer ancien.*

Laon Tit. 17. Art. 260. Le †† fief retenu par puiſſance de fief, n'eſt eſtimé re-vni au fief, dont il depend: ſinon que le vaſſal l'ait employé par ſon Adueu & Denombrement baillé à ſon Suzerain, comme de luy tenu en plain fief. Et n'eſt tenu le Seigneur retraiant le re-vnir, ſi bon ne luy ſemble: ains demeure touſiours Arrierefief pour le regard du Suzerain, comme il eſtoit auparauant. Et le peut vendre, donner & aliener ſans le conſentement du Suzerain & ſans ce qu'il luy en ſoit deu aucun profit.

Chalons Tit. 21. Art. 259. Apres que le Seigneur F. a retenu par puiſſance de fief, le fief mouuant de luy, le peut, ſi bon luy ſemble & ſans le congé de ſon Seigneur Suzerain, vendre, donner & aliener ſans pource luy en payer aucũs droicts & deuoirs: & retourne en ce faiſant le fief en nature d'Arrierefief tenu du Seigneur F. comme il eſtoit. Mais où le Seigneur F. le retiendroit en ſes mains & l'employeroit en ſon adueu & Denombrement enuers ſon S. Suzerain, comme eſtant de ſon fief mouuant & tenu de luy, eſt en ce cas le fief re-vny & conſolidé auec le fief, dont il eſt tenu, & n'eſt le tout qu'vn meſme fief. Lequel le S. ne peut en apres demembrer, ſans le conſentement du S. Suzerain: ſinon és cas qu'il eſt permis demembrer ſon fief.

Reims Tit. 7. Art 222. L'arrierefief que le S. a retenu par puiſſance de fief, n'eſt re-vny au fief, dont il eſt mouuant, ſinon qu'iceluy vaſſal &c. p. *à Laon.*

Sedan Tit. 3. Art. 73. Quand vn vaſſal acqueſte vn Arrierefief tenu & mouuant de luy, n'en ſera pource deu à ſon S. F. aucun Quint, Requint, Relief ne autre profit: mais de là en auant ſera tenu d'en faire les foy & hommage à ſon S. F. & payer les droicts feodaux, s'il y eſchet mutation, tout ainſi que de ſon plain & principal fief.

Bar Tit. 1. Art. 25. Si vn Vaſſal tient vn fief du S. Duc & du fief en ſoit tenu vn autre, que le vaſſal acquiert, il faut qu'il tienne l'Arrierefief du Seigneur Duc & qu'il le baille à ſon Adueu, comme plain Fief, ou qu'il le mette hors de ſa main pour auoir homme, ainſi qu'il auoit auparauant l'acqueſt.

Peronne Tit. 2. Art 52. Vn Seigneur peut tenir fief dominant & ſes fiefs mouuans d'iceluy, qui ne ſont re-vnis & incorporez à la Seigneurie principale, ſans que à l'ouuerture du fief dominant, le S. du Fief ſoit tenu de payer à ſon S. ſuperieur aucun droict pour ledit Arrierefief: ſinon qu'iceluy Arrierefief ait eſté re-vny & faict membre & partie de la Seigneurie principale du fief dominant.

Montargis Chap. 1. Art. 44. Le g S. de Fief peut acquerir le Fief, que ſon vaſſal tient de luy & le ioindre à ſon domaine, & n'eſt tenu en faire foy & hommage au Seigneur de qui il tient ſon plein Fief: mais ſon heritier ou celuy qui a la cauſe, luy en eſt tenu faire la foy. Et auſſi ſi le Seigneur de Fief meurt apres que ſon vaſal aura acheté ſon Rierefief: le vaſal eſt tenu en faire la Foy & tant du Fief du Seigneur Foncier que du Rierefief: & ne eſt plus reputé qu'vn Fief. Article quarantecinq. Et ſ'il le reuend ou met hors de ſes mains par quelque maniere que ce ſoit, apres qu'il aura faict la foy & hommage, il demourera plain Fief: mais ſ'il vend ou allene auant les foy & hommage, il le peut bien bailler en plain fief ou Arrierefief de ſon Seigneur.

g Ceſt Art. 44. ne ſentend pas ſeulemẽt de l'acquiſition faicte par le moyen du Retraict Feodal: mais auſſi de toute autre acquiſition volontaire, ſucceſſion, legs ou Donation. C. M.

Orleans Tit. 1. Art. 20. † p. *a Paris.*

† *Ceſt Art. 20. a eſté adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Source : BIU Cujas

BLOIS Chap.5.Art.66. Si vn S. acquiert aucun fief tenu de luy ou fait de son fief son Domaine & par partage fait entre ses heritiers, son principal fief eschet à vn des heritiers,& le fief,qu'il a acquis à l'vn des autres:en ce cas le fief acquis,sera & demourera tenu en hommage du principal Fief, comme il faisoit h au parauant l'acqueſt. Art.67. Si vn S.acquiert aucun fief,ou fait de son fief son domaine,& auant que faire la foy & hommage à son S. dont il tient son principal fief,il aliene ou met hors de ses mains son fief, iceluy acqueſt demourera tenu en foy & hommage de luy,comme il estoit auparauant sondit acqueſt. Mais s'il en auoit fait vne fois la foy & hommage à son superieur, & depuis il aliene son acqueſt,sera doresnauant tenu du S.Suzerain & non plus dudit acquereur.

DVNOIS Chap.1.Art.15.p. *a Montargis.* Art.44.faire foy &c. i

Art.54. PARIS.

Le S.F. qui met en sa main le fief mouuant de luy par faute d'homme,droicts &deuoirs non faits,peut semblablement mettre en sa main tous les Arrierefiefs k dependans d'iceluy Fief,pour †† en iouyr comme vn bon pere de famille.

S.F.quand peut mettre en sa main les Arrierefiefs.

†† *Ces mots,* Pour en iouyr comme vn bõ pere de famille, *sont adiouſtez à ceſt Art. 54. qui eſtoit le 36. de l'ancien couſtumier pour interpretation dudit Art. Arrierevaſſaux peuuent faire la foy ſi les Arrierefiefs ſont ſaiſis.*

Art.55. PARIS.

En ce cas les proprietaires ou S. des Arrierefiefs & chacun d'eux, peuuent faire la foy & hommage au S.dont ils tiennẽt en Arrierefiefs: lequel est tenu de les receuoir & leur bailler mainleuee, en luy payant les droicts & deuoirs,si aucuns en sont deuz à cause de l'Arrierefief,qui leur appartient.

CONFERENCE.

MELVN Chap.4.Art.82. Le † S. tenant fief saisi par faute d'hõme,droits & deuoirs non faits & non payez,peut mettre en sa main tous les Arrierefiefs dependans dudit fief saisi,quand ils sont ouuerts. En ce cas &c.p. *a Paris.* Art.55.au S.faisissant,lequel est &c.mainleuee & faire deliurance en luy &c. deuoirs Seigneuriaux &c.à cause des Arrierefiefs auparauant ou depuis ladite saisie.

† *Ceſt Art.82 eſt adiouſté comme ancien.*

SENS Tit.19.Art.197. Quand le S.F. fait empescher la terre tenue de luy en plain fief, il peut consequemment empescher les Arrierefiefs dependans dudit plain fief. Mais il ne peut empescher les Arrierefiefs, sans auoir prealablement empesché & tenir en sa main le plain Fief. Et si les Arrierevaſſaux auoient parauant l'empeschement reprins de leur S.F.immediat & payé les droicts & deuoirs, le S.de plain fief ne leur peut demander que la bouche & les mains.

AVXERRE Tit.2.Art.67.Le †† S.F. aiant saisi &c.p. *a Melun.* Le fief mouuant de luy en plain fief peut exploiter tous les fiefs mouuans du fief saisi, en cas d'ouuerture d'iceux,& non autrement.

†† *Ce 67.Art. pour plus grande explication, eſt mis au lieu du 235. Art. ancien.*

ESTAMPES Chap.1.Art.33. Le S.F.pendant sa mainmise fait les fruits siens des Arrierefiefs ouuerts & de ceux,qui tombent en ouuerture durant sa mainmise,& peut receuoir les Arrierevaſſaux en foy.

DOVRDAN Tit.1.Art.19.p. *a Paris.* Art.54.non faits & non paiez &c.iusques à ces mots, *d'iceluy Fief,* inclus.

MONTFORT Chap.1.Art.34.p. *a Dourdan.* aucun fief par faute &c. Art.35. p. *a Paris.* Art.55. tiennent Arrierefief:lequel est tenu &c. mainleuee & faire deliurance en luy paiant &c.

h C'est à sçauoir tacitement:s'il n'y a autre chose exprimé: Itẽ entre personnes sachans: Autremẽt quãd on donne vn fonds suiet à seruitute ou deuoir à celuy qui en est ignorant, il s'en peut douloir & plaindre. C.M.

i Et consequemment l'heritier du vaſſal est tenu de payer Relief du tout,comme du domaine & fief principal,non pas cõme d'vn Arrierefief. Item si le vaſſal ou son heritier, ne veut mettre l'Arrierefief par lui acquis hors de ses mains. Auquel cas pour ceſt effect,le vaſſal ou son heritier auront vn delay meſmes d'vn an, apres l'interpellation & sommation,& partant l'Arrierefief n'est pas vni & incorporé *ipſo iure,* au Fief principal,comme i'ay monstré sur l'Art. 13.de Paris. Gloſſ. 1.q. 13. C.M.

k Sans moyen & en consequence de ce, ceux qui en descendẽt & sont ouuerts. La raison de ceſt Ar.est fort equitable, & doit le Seigneur Feodal premierement saisir le fief de son vaſſal, par faute d'homme,droits & deuoirs non faicts, pour auoir & mettre en sa main les Arrierefiefs tenus de son vaſſal. Socij mei Socius non est:debitoris mei debitor, non est debitor meus l. nam socij 19. D. Pro soc. l.47. §. vlt. D. de reg. iur. Accurſ in l.de acceſſionibus. D de diu.& temp. præſ l 105. D. de verb. signif l.siquis à liberis. §.siquis à libertis D de agn lib.& ibi Bart. ainsi le vaſſal de mon vaſſal n'est pas mon vaſſal. Et si le Seigneur Feodal veut que les Arrierefiefs soient saisis auec le fief principal,il les doit specialement & actuellement saisir. Du Moulin estime que s'ils estoient auparauant saisis par le vaſſal, qu'ils seront comprins en la saisie faicte à la requeste du Seigneur dominant. Toutesfois le plus seur est de faire saisir de nouueau. Mais si la saisie est faite seulement à faute de Denombrement non baillé. Du moulin sur le 36. Art ancien nombre 8. estime que ceſt Art.doit auoir lieu,toutesfois aucuns estiment qu'il ne faut pas estendre ceſt Art hors de ses termes.Car il ne faict les fruicts siens & est le Seigneur pluſtot en possessiõ pour la garde du fief saisi:que pour en receuoir aucun profit,& si toſt que le vaſſal a baillé son Denõbremẽt,il doit auoir mainleuee & ne laisse d'estre proprietaire & possesseur de son fief.A ce propos faut voir la Couſt.de Mõtar.c.1.Ar.58.Orl.Ar.83

Source : BIU Cujas

MANTE Chap.1.Art.34. Le † S.F. trouuant le fief de ſon vaſſal ouuert, au cas qu'il luy fut deu Rachat, prend pour chacun des Arrierefiefs iv.liures Par. où chacun deſdits Arrierefiefs vaudroit ladite ſomme ou plus par chacun an : & où chacun deſdits Arrierefiefs ne vaudroit ladite ſomme, prend ledit S. ſeulemẽt le reuenu de l'annee. Art.38.p.à l'Art.19.*de Dourdan*. Art.39.p.*a Montfort*. Art.35.tenant en Arrierefiefs &c. luy en ſont deux &c.

† *Les 34. & 39. Art. ſont adiouſtez comme omis en l'ancien liure.*

SENLIS Tit.13.Art.259. Quand †† vn Fief eſt mis en la main du S.F. par faute d'homme, droits & deuoirs non faits, le S.F. doit iouir & luy appartiennent tous les Reliefs qui viennent & eſcheent des Arrierefiefs, tenus en premiere foy, du fief ainſi ſaiſi pendant & demourant ladite ſaiſie & iuſques à ce qu'il ſoit mis à l pleine declaration. Art.264. Par la Couſtume des Chaſtellenies de Chaumont & Ponthoiſe, tous Arrierefiefs tenus d'aucun FIEF, quand iceluy FIEF chet en Relief, ſe relieuent de iv.l.P. pourueu qu'ils valent m leur pris: & ſ'ils ne le valent d'autãt qu'ils ſont eſtimez valoir. Ar.265. Quand vn vaſſal laiſſe en la main de ſon S. vn Arrierefief, le S. en peut prendre & auoir les profits, ſans en rien rendre n'y auoir regard quand le vaſſal vient pour releuer ſondit Arrierefief.

†† *Les Art. 259.264.& 265 ſont adiouſtez comme anciens & omis en l'ancien Couſtumier*

l C'eſt à dire, pleine deliurance & mainleuee actu vel habitu. C.M.

m C'eſt à ſçauoir en reuenu annuel. Car il ne doit racheter ſa proprieté. Mais il doit ſeulement payer à ſon S.F. la valeur des fruits de l'annee, & quatre l. Par. pour chacun Arrierefief. C.M.

TROYES Tit.3.Art.45.p.*a Sens*. empeſché & tenu en ſa main &c. le S. arrierefeodal, qui a fait l'empeſchement ne leur peut &c. & les mains & des autres, qui auroient fourny & payé, feroit les fruicts ſiens, comme dudit plain fief.

CHAVMONT Tit.2 Art.32. Quand aucun S. pour aucune cauſe raiſonnable ſaiſit & met en ſa main le fief de ſon vaſſal & auſſi les fiefs qui ſõt tenus de ſon vaſſal à cauſe dudit fief, empeſche, ſi le vaſſal ſuffiſamment ſommé, par ceux qui tiennent en fief de luy, n ne fait ſon deuoir d'auoir la deliurance & mainleuee deſdits fiefs & Arrierefiefs, le Sous-vaſſal peut & doit entrer en foy & hommage du S. faiſiſſant, & n'en doit Relief ou Rachat, ſ'il en auoit autresfois fait & payé les deuoirs & ſ'il ne les auoit payez, il les deuroit au S. qui a ſaiſi.

Vaſſal ne peut nuire ne preiudicier par ſa negligence à ſon Sous-vaſſal.

n Et en ARRIEREFIEF du Seigneur faiſiſſant.

VITRI Tit.3.Art.43. Quand vn S.F. pour aucune cauſe ſaiſit &c. p.*a Chaumont*. les fiefs de ſon vaſſal & auſſi les Arrierefiefs, qui ſont du fief de ſon vaſſal, à cauſe deſdits fiefs ſaiſis, ſi le vaſſal &c. du S. qui ainſi a fait ſaiſir leſdits fiefs, & ne doit pource ledit Sous-vaſſal, Relief, Rachat, quint ou requint, ſ'il en auoit autres fois fait & payé les deuoirs &c. au S. qui ainſi auroit fait faire ladite ſaiſine.

BAR Tit.1.Art.24. Le S.F. empeſchant la terre tenue de luy en plain fief, peut conſequemment empeſcher &c. p.*a Sens*. empeſche le plain fief &c. auparauãt fait les deuoirs enuers leurs S. F. & immediats le S. du plain fief ne leur peut demander, ſinon tel deuoir qu'auoit le S.F. immediat.

REIMS Tit.3.Art.131.p.*a Montfort*. Art 34.& 35. non faicts & non payez &c. droicts & deuoirs Seigneuriaux &c. qui leur appartenoit.

SEDAN Tit.3.Art.71. Quand vn fief eſt ſaiſi, le S.F. peut faire ſaiſir les Arrierefiefs: & ſi le premier vaſſal ſur ce ſommé par les Arriere-vaſſaux eſt refuſant ou dilaiant de faire leuer la ſaiſie des Arrierefiefs, les Arriere-vaſſaux pourront ſans danger entrer en foy & hõmage enuers le premier S.F. & luy payer les droits ſi aucuns en ſont deuz.

PERONNE Tit.2.Art.29. Et quand le S. tient le Fief de ſon vaſſal ſaiſi par faute d'homme, droicts & deuoirs non faits & non payez, il luy eſt loiſible faire ſaiſir les Arrierefiefs mouuãs dudit fief, ſ'il y a ouuerture d'iceux, ainſi qu'euſt peu faire ſon vaſſal, ſi ſon fief n'euſt eſté ſaiſi.

NIVERNOIS Chap.4 Art.59. La ſaiſie de plain fief, faite & notifiee au vaſſal, le S.F. peut faire ſaiſir les Arrierefiefs dependans de ſon plain fief, à faire ſiens les fruits eſcheus & aduenus, depuis la ſaiſie du plain fief, & notification d'icelle deuement faite, comme euſt peu faire ſon vaſſal, pourueu qu'il y ait ouuerture és Arrierefiefs.

MONTARGIS Chap.1.Art.67. Quand le S. de fief exploite l'heritage tenu de luy en plain FIEF, par faute d'homme & foy non faite, il peut exploiter les vaſſaux de ſon vaſſal, Rierefiefs de luy, ſ'ils ne ſont en foy de ſon vaſſal, & ſ'ils ſont en foy du vaſſal tant que le S. tient l'heritage de ſon vaſſal, les peut ſommer de venir à ſa foy, à laquelle faire ils ont xl iours à ſommer leur S. de fief, pour aller faire ſon deuoir deuers ſon S. Et ſ'il le fait le S. principal ne peut exploiter les vaſſaux & o Rere-vaſſaux du S. Et ſi le vaſſal ne fait ſon deuoir dedans les xl. iours, les rerevaſſaux ſont tenus de faire la foy audit premier S. & bailler leur Adueu & Denombrement, comme tenans en Rerefief de luy: ſur les peines d'eſtre exploictez comme plain fief. Article 68. Et en exploictant par le Seigneur de fief, ſon plain fief, par deffaut d'Adueu non baillé, il ne peut exploicter ſes Rere-vaſſaux, ſoit par faute d'homme ou autrement.

o Rere-vaſſaux, pour Arriere-vaſſaux.

Source : BIU Cujas

ORLEANS Tit.1.Art.76.p.*à Montargis.* Art.67.exploiter ſes Arriere-vaſſaux ſ'ils ne ſont &c.exploicter ſes vaſſaux, Arriere-vaſſaux dudit S.&c.les Arriere-vaſſaux ſont tenus &c.comme tenant en Arrierefief de luy &c. Art.83.En ſaiſiſſant par le S.de fief ſon plain fief par faute d'Adueu &c.p.*à Montargis.* Art 68.exploiter ſes Arriere-vaſſaux encores † que leſdits Arriere-vaſſaux ne ſoient en foy de leur S.

† *Ces mots,* Encores que leſdits Arriere vaſſauxne ſoiẽt en foy, *ont eſté adiouſtez pour explication. Et ont eſté oſtez de l'ancien Art.68 ces mots,* Soit par faute d'hõme ou autrement.

GRAND PERCHE Tit.2.Art.45. Si pendant la ſaiſie du S.F.l'Arriere-vaſſal decede & eſchet aucun profit d'Arrierefief, tout le profit dudit Arriere-f appartient au S.ſans qu'il ſoit tenu faire autre ſaiſie, que celle qui aura eſté faite par le vaſſal ſur ledit Arrierefief.Et n'ayant ledit vaſſal fait ſaiſir, peut le S.ſi bon luy ſemble, le faire ſaiſir pour en auoir le profit & ſont acquis audit S.F.les fruicts de l'Arrierefief eſcheus depuis la ſaiſie par luy faite ſur ſon vaſſal,& non ceux qui ſont eſcheus au precedent.

BLOIS Chap.7.Art.77.Le S.de Fief peut exploicter ſon vaſſal, par defaut de homme quand il trouue ſon fief vuide & ouuert, non ſeulement, quant au domaine du vaſſal:mais auſſi quant aux Arriere-vaſſaux, p leſquels ledit S.peut exploiter tout ainſi & par la forme & maniere que feroit ſon vaſſal, ſ'il auoit fait la foy & hommage,& payé les droicts Seigneuriaux au S.de fief,& non autrement.

p Idem reſpectu des baux à cens ou rente C.M.

DVNOIS Chap.1.Art.21.p.*à Montargis.* Art.67.de ſon vaſſal Relief de luy, ſ'ils ne &c Et ſ'ils ne ſont en foy du vaſſal &c.exploiter ſes Rere-vaſſaux, vaſſaux dudit S.dedans les xl.iours.Et ſi le vaſſal &c.ſur peine d'eſtre exploicté, q comme plain fief.

q C'eſt à ſçauoir, ledit Rierefief.

BOVRBONNOIS Chap.27.Art.373. Si par faute d'homme, droicts & deuoirs non faits & non payez,aucun Fief eſt ſaiſi & mis en la main du S.F.il ne peut partant ſaiſir les Arrierefiefs ne choſes tenues de ſon vaſſal:mais peut bien prendre les profits qui aduiendront durant la ſaiſie du fief. Et ſi pendant la ſaiſie,l'Arrierefief eſt ouuert,& que le S.d'iceluy fut en demeure de faire les deuoirs, le S. ſuperieur mediat le peut exploiter durant ſa ſaiſie,comme ſon plain fief. Mais il ne peut exploiter ſon Arrierefief,combien qu'il ſoit ouuert, ſans auoir premierement ſaiſi ſon plain Fief.

POICTOV Tit.1.Art.121.Quelque ſaiſie que l'on face par defaut d'homme, Rachat ou deuoir non payez ou Adueu & Denombrement non baillé, l'on ne doit ſaiſir la choſe des hommes & ſuiets tenans noblement ou roturierement du vaſſal ſaiſi,ne les tenir en cauſe. Art.122. Mais l'on peut bien ſaiſir & arreſter le deuoir ſoit noble ou roturier,que les hommes & ſuiets doiuent à celuy qui doit faire l'hommage & à ſes Parageurs & part prenans. Art.164. *A la fin.* Et ſi ſous le Fief y auoit autres vaſſaux,qui du vaſſal mort ou changé tinſſent ou deuſſent tenir à deuoir de Rachat,& qu'en ladite annee du Rachat aduenu fuſſent treſpaſſez,le S.qui tenoit le premier Rachat leuera par rencontre de Rachat,le fief du vaſſal de ſon vaſſal:à ſçauoir les fruicts & leuees qui en obuiendront, durant ſon premier Rachat.Car le premier Rachat fini,le ſucceſſeur du feu vaſſal, paracheuera de leuer le ſecond Rachat,iuſques au commencement de l'an du ſecond Rachat.

BRETAGNE Tit.17.Art.366. Le †† S.aiant mis en ſa main par faute d'hõme le fief de ſon prochain vaſſal,peut en conſequence y mettre tous les Arrierefiefs,dont il ſe fera ouuerture pendant icelle ſaiſie:& vſer des meſmes droicts que feroit le S.ſaiſi. Et ſi c'eſtoit par faute de Rachat peut prendre & auoir les ſouſrachats & autres emolumens profitables, deuz à l'Arrierefief, & aduenus l'an du Rachat.

†† *Ceſt Art. 366. eſt de nouuel adiouſté cõme il a eſté dict cy deſſus en l'Art.51.de Paris.*

Art.56. PARIS,

Le † S.F.qui r met en ſa main par faute d'homme, droicts & deuoirs non faits,le Fief tenu & mouuant de luy,qui de bonne foy & ſans fraude a eſté baillé à loyer ou moiſon, par ſon vaſſal en tout ou partie, doit ſe contenter de la redeuance deüe par le fermier ou preneur,pour ce qui eſt baillé à ferme: & pour le ſurplus, le peut exploiter par ſes mains,en rendant les labours,ſemences ſ & frais de ce qu'il exploite ou met en ſes mains.

S.F.en quelscas ſe doit contenter du pris de la ferme ou moiſon.

† *Les Art.56. 57.& 58. ont eſté mis au lieu des 38.39.& 40 Art. de l'ancien Couſtumier pour auoir lieu à l'aduenir ſeulement,en ce qui a eſté adiouſté outre ladite ancienne Couſtume.*

r Ces deux Art. 56. & 57.ſont fondez ſur vne treſgrande equité: & demonſtrẽt la rigueur de l'ancienne Couſtume: par laquelle le Seigneur aiant ſaiſi le fief ou iouiſſant du reuenu d'iceluy pour le droit de relief, pouuoit chaſſer le fermier auquel auoit eſté baillé le fief à

Art.57. PARIS.

La Couſtume deſſuſdite a lieu, quand le ſeigneur F. veut auoir le

loyer ou moiſon par le Vaſſal : afin de iouir par ſes mains du Fief par luy ſaiſi, & n'eſtoit tenu de rendre au fermier ou laboureur que ſes feurs & ſemences : c'eſt à dire comme Du Moulin interprete le 38. Art. tous frais faicts pour la production & recueil des fruicts. Encores ſi le fermier offre l'eſtimation dudit gaignage, il eſtoit preferé au Seigneur tant que dure ſon Bail. Encores ne s'entend en ce cas d'vne fertilité extraordinaire. Car ce ſeroit en vn an prendre la greſſe de pluſieurs annees. Mais noſtre Couſtume reformee eſt plus equitable, comme auſſi ſont pluſieurs autres, qui veulent que le Seigneur ſe contente de la ferme. Dourdan. Art. 21. Sens. Art. 194. Le Maine. Art. 117. Aniou. Art. 114. Poitou. Art 154. & 155. & autres cy miſes en Conference. La raiſon eſt que les contracts de bonne foy doiuent eſtre entre-tenus, afin que le libre commerce des hommes ne ſoit point empeſché : & qu'elle ne donne occaſion au fermier ou preneur, de plaider contre le Vaſſal bailleur pour l'euiction de la ferme : & ne doit le Seigneur traicter ſon Vaſſal à la rigueur pour la mutuelle & reciproque obligation qui eſt entre eux. Noſtre Couſtume vſe de ces mots, *de bonne foy, ſans fraude*, afin de retrancher & oſter tous contracts ſimulez faicts pour fraude le Seigneur de ſon droict de Relief. Bald. in l. 1. C de iur. fiſc. l. 5. oc. conſ. 125. lib. 1. l. 4. C. de oblig. & act. l. bona fides D. depoſiti. l 1. §. & alias videamus. D. Si quid in fraud. patroni l ſi quis cum haberet D. Quæ in fraud. cred. l. fraudis. D. de reg. iur. Ces deux Articles ſont contre l'opinion de Du Moulin ſur le 30. Art. de Paris qui eſtimoit que le Seigneur pouuoit dechaſſer les fermiers. Ainſi vn Oeconome d'vne Egliſe ne peut chaſſer les fermiers comme il a eſté iugé, donné aux Grands iours de Poictiers, le 19. 1579. pour les fermiers de l'Abbaye de la Celle à Poictiers contre l'Oeconome, ainſi que Chopin eſcrit ſur la Couſtume d'Aniou liure 2. partie 1. Cap. 2. Tit. 1.

ſ Fructus enim intelliguntur deductis impenſis l. ſi à domino §. fructus. D. de petit. her. l. fundus qui D. fam. erc. l. ſi quis ſciens C. de rei vind. l. fructus. D. ſolut. matr. comme i'ay monſtré cy deſſus.

reuenu d'vn an pour ſon droict de Relief.

Art. 58. PARIS.

S. F. comme doit rendre les labours, ſemences & frais du fief qu'il exploite.

Si le Vaſſal tient en ſes mains ſon fief, & ne l'a baillé à ferme ou moiſon, & il eſt exploicté par le S. dominant, ledit S. dominant doit auoir les caues, greniers, eſtables, preſſouërs & celiers, qui ſont au principal manoir & baſſe-court ſeruant pour recueillir & garder les fruicts, & auſſi portion de logis t pour ſe loger quand il y voudra aller, pour cueillir & conſeruer les fruicts, ſans toutesfois deſloger ſon Vaſſal, femme, enfans & famille y demeurans & habitans. Et ſi le Fief conſiſte en vne maiſon ſeule, ſi elle eſt louee par le Vaſſal, ſe doit le S. contenter du louage. Et ſi elle n'eſt louee, il prendra le loyer, au dire de gens à ce cognoiſſans.

S. F. doit iouir des caues greniers, &c. pour recueillir & garder les fruicts ſans deſloger le Vaſſal & famille : & prend le loyer de la maiſon, ſi le fief conſiſte en vne maiſon ſeule.

t La raiſon de ceſt Art. 58. pour le logis eſt tiré du Gaius in l. 11. D de vſu & Bal. §. 1. Inſt. de vſu & hab. In eo fundo hactenus ei morari licet, vt neque domino fundi moleſtus ſit, neque iis per quos opera ruſticam fiunt, impedimento. Mais vlp. in l. ſi habitatio. 10 §. ſi vſus fundi D. eod. tit. Et Labeo ait habitare eũ in fundo poſſe, dominumque prohibiturũ illò venire, ſed colonum non prohibiturũ, nec familiam. Et Paulus in l. fundi. 15. §. vlt. D eod. tit. Sicut is, cui vſus fundi legatus eſt, quominus dominus agri colendi cauſa ibi verſetur, prohibere non poteſt. Quid ſi le Fief conſiſte en vne ſeule maiſon de demourance, & elle eſt louee par le Vaſſal ſans fraude & de bonne foy, le Seig. F. ſe doit contenter du louage, ſelon la diſpoſition de l'Art. 56. & ſi elle n'eſt louee & ſoit habituee par le Vaſſal, il ſe doit auſſi contenter du louage au dire de gens à ce cognoiſſans. Idẽ ſi la maiſon eſt ſi petite ou incommode, que le Seigneur & le Vaſſal ny puiſſent cõmodement loger les loyers ſont eſtimez pour fruicts l. prædiorum D. de vſur. & l. do-

S. F. doit rẽdre les feurs, labours & ſemences des terres emblauees du fief baillé à rẽte, ſans demiſſion de foy : ſi la rente n'eſt infeodee.

u auoit baillé ſon Fief à rente, ſans demiſſion de foy & le S. le met en ſa main par faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts, s'il y a des terres emblauees, ledit S. peut ſi bon luy ſemble, prendre les gaignages de la terre, en rendant les feurs, labours & ſemences : & n'eſt tenu ledit S. ſe contenter de prendre la rente, pourueu qu'elle ne ſoit infeodee.

CONFERENCE.

* *Aliàs, feurre.*

Melvn Chap. 4. Art 57. Si le S. F. choiſit le reuenu d'vne annee pour ſon droict de Rachat, il peut prendre tous les fruicts pendans és terres du fief mouuant de luy, labourez & ſemez par le Vaſſal, en luy payant les labours & ſemences, au dire de gens à ce cognoiſſans, & en delaiſſant ſur les lieux les * foire & fourrages, ainſi que feroit vn bon pere de famille. Et ſi les terres auoient eſté labourees cultiuees & enſemẽcees par vn Fermier, le S. aura le chois, ou de prẽdre les gaignages, en rendãt les frais & ſemẽces au Fermier : ou de partir à la gerbe ſur le champ, ou de receuoir la moiſon au iour qu'elle eſt deuë. Et en prenant les fruicts & gagnages, ſera tenu de laiſſer ſur les lieux, les fourages, comme vn bon pere de famille. Art. 80. Le S. faiſant les fruicts ſiens du fief ſaiſi, reçoit tous droicts & profits eſcheus pendant la main-miſe, leue tous les fruicts meurs, & en ſaiſon couppe les bois taillis, & peſche les eſtangs en temps conuenable, & en tout iouiſt pleinement dudit Fief, ſans auoir eſgard aux baux, cens, rentes & autres contracts faicts par le Vaſſal, ſans ſon conſentement : mais doit repeupler leſdicts eſtangs, & entretenir les baſtimens de menues reparations neceſſaires, & ſe conduire par tout, comme vn bon pere de famille.

Source : BIU Cujas

mum. C. de rei vindic. l. videamus 19. & l. videamus 38. §. 12. & 13. Il y a Arreſt du dernier iour de Decembre, 1535. recité par Monſieur le preſident le Maiſtre, Traicté des Fiefs & Hommages, Chap. 4. par lequel il fut dit que le Seigneur de Sainct ne pourroit chaſſer le ſieur de Villembray de ſa maiſon & Chaſteau, mais y demoureroit pendant l'an du Rachat, en payant l'eſtimation du louage de la maiſon & Chaſteau: Quand au Colombier & autres choſes, ledit S. Feodal en pourroit iouir par ſes mains.

u Voyez les Art. 51. & 52. cy deſſus, & ce qui a eſté noté ſur iceux.

SENS Tit. 13. Art. 123. *A la fin.* Auſſi †† aduenant ouuerture du fief, le S. prendra le profit de ſon fief entier, ſans diminution de prouſit, pour ladicte rente conſtituee. Tit. 19. Art. 194. *A la fin.* Et ſi pourra leuer les embleures des terres emblauees par le Vaſſal treſpaſſé, & le tout appliquer à ſon profit, en payant les frais & ſemences tant ſeulement. Et ſi les terres eſtoient baillees à ferme, & le fermier les euſt labourees, le S.F. prendra la moiſon de l'annee, au pris de la ferme † ſeulement.

†† *Ceſt Art. 123. eſt mis au lieu du 110. Art. ancien reformé.*

† *Ce mot, ſeulement, eſt de nouuel adiouſté.*

AVXERRE Tit. 2. Art. 64. p. *a Sens.* Art. 194. leuera les embleures, &c. de ladite annee, &c.

ESTAMPES Chap. 1. Art. 30. Le S.F. voulant prendre les fruicts du fief dependant de luy, & exploiter le fief en ſa main, comme il peut, eſt prealablement tenu rembourſer les labours & ſemences. Art. 31. Et pour prendre, ferrer & leuer les fruicts a le S.F. la iouiſſance de la maiſon & autres edifices, ſi aucuns ſont.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 20. Le S.F. tenant en ſa main le fief, & faiſant les fruicts ſiens, s'il veut auoir les gaignages des terres enſemencees & emblauees, doit payer les frais des labours & ſemences. Art. 21. Et où le Vaſſal auroit auparauant l'ouuerture du Fief, baillé à moiſon le total ou partie d'iceluy fief raiſonnablement & ſans fraude, ſe doit ledict Seigneur F. contenter de prendre la moiſon, & iouir des fruicts & prouſits de fief, en la maniere qu'euſt faict ledict Vaſſal.

MONT-FORT Chap. 1. Art. 36. Le S.F. qui met en ſa main par faute d'hõme, droicts & deuoirs non faicts & non payez, le fief tenu de luy, auquel y a vignes ou terres emblauees par aucun fermier ou laboureur, iceluy S. F. s'il veut auoir les deſpouilles ou gaignages d'icelles vignes ou terres, eſt tenu de rendre ou reſtituer au fermier ou laboureur, ou à celuy, qui aura labouré ou faict labourer, & enſemencer les terres, ſes labeurs, * feurs, ſemences & façons : & en ce cas aura le fermier ſon recours contre ſon bailleur. Art. 37. Le ſemblable eſt gardé ſi le S.F. veut auoir le reuenu d'vn an, pour ſon droict de Relief. Art. 38. Es cas ſuſdits, le S.F. ſi bon luy ſemble, peut prendre & auoir le terme & moiſon deuë par le fermier ou laboureur, qui tient leſdictes terres & autres heritages. Art. 45. Ledit S.F. pendant ſa main-miſe, peut exploiter en pure perte le fief de ſon Vaſſal, ores qu'il euſt eſté baillé par le Vaſſal à cens ou rente x non infeodez: en payant toutesfois les labours & ſemences aux laboureurs dudit fief.

* *Aliàs*, fers.

x L'infeodation vaut conſentement, ainſi qu'il ſe peut colliger de l'Art. 52. mis cy deſſus.

MANTE Chap. 1. Art. 13. Si † le S. F. opte le reuenu de l'annee dudict fief, & qu'iceluy fief, ſoit baillé à ferme, eſt tenu, s'il veut auoir les fruicts, rembourſer le fermier & laboureur de ſes façons, labours & impenſes, ſi mieux ne veut prendre par les mains du fermier, le loyer de ladite ferme.

† *Ce 13. Art. eſt de nouuel introduit.*

CLERMONT Tit. 8. Art. 100. Si le S.F. choiſit des trois offres à luy faictes par le Vaſſal pour ſon droict de Relief, la valeur de l'annee du fief tenu de luy, & lors les terres eſtoient labourees & ſemencees par le predeceſſeur du Vaſſal, ſoit en bleds verds ou autres grains, le S. prendra, s'il luy plaiſt, toutes les terres ſemencees, au poinct où elles ſont, mais il ſera tenu payer, où il appartiendra, les labours, fers & ſemences. Art. 101. p. *a Mont-fort.* Art. 36. des † terres emblauees par aucuns fermiers ou laboureurs, ou qu'elles ſoient baillees à ferme, iceluy S.F. &c. les gaignages d'icelles terres, eſt tenu de reſtituer au fermier ou laboureur ſes * fers & ſemences : & ſi peut le fermier ou laboureur, agir pour ſes dommages & intereſts contre ſon bailleur. Art. 102. p. *a Mont-fort.* Art. 38. La moiſon deue, &c. heritages à moiſon. Art. 106. Le S.F. qui met en ſa main par faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts, le fief tenu & mouuant de luy, baillé à rente par ſon Vaſſal, & ſans demiſſion de foy : auquel y a des terres emblauees par aucun fermier ou laboureur, iceluy S.F. peut, &c. p. *a Paris.* Art. 59. en rendant & reſtituant au fermier & laboureur ſes fers, labeurs, &c. de ſoy contenter, &c.

† *Les Art. 101. 102. & 106. ſont de nouuel introduits.*

* *Aliàs*, feurs.

VALLOIS Tit. 4. Art. 43. A faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts le S. Feod peut prendre & mettre en ſa main le fief tenu de luy, & faire les fruicts

Source : BIU Cujas

ſiens, en l'eſtat qu'il le trouue : tellement que ſi le fief eſt baillé à ſurcens, rente ou moiſon, le S.F. ne prendra que ſurcens, rente ou moiſon pour la premiere y annee. Car ſuppoſé que le fermier tint le fief à plus longues annees, neant-moins le S. le peut bailler à autres à ſon profit. z

REIMS Tit. 3. Art. 101. Pareillement ſi le Vaſſal, auparauant la main-miſe auoit baillé à ferme pour trois ans ſon fief, & pour ledit temps vendu les couppes des bois, & peſches de ſes eſtangs, ſeroit tenu le S. F. d'entretenir les fermes & marchez faicts par le Vaſſal. Auquel cas les fermiers & marchans, ſeront tenus luy payer les loyer & pris des couppes & peſches, aux termes & payemens conuenus entre eux, qui eſchoiront du rant ladite ſaiſie: encores qu'ils euſſent anticipé les termes, & en tout ou partie aduancé au Vaſſal les loyers & payemens. Art. 102. Si toutesfois le Vaſſal auoit fait les fermes ou ventes, pour plus de trois annees, ne ſera tenu le S.F. les entretenir : ains les trois annees eſcheues, pourra de nouuel bailler à ferme le fief ſaiſi & faire les ventes des couppes, à autres fermiers ou marchans. Et ſi aux fermes ou marchez faicts pour trois ans ſe trouue defectuoſité notable, par la colluſion deſdits Vaſſal, fermiers, marchans ou autrement, pourra le S.F. rompre les fermes & marchez & de nouuel les bailler au plus offrant & dernier encheriſſeur, en la maniere accouſtumee.

† *Ceſt Art 6. eſt mis au lieu du 9. Art. ancié: lequel en conſequence des precedens Art. a eſté rayé.*

AMIENS Tit. 1. Art. 6. Si † le fief ſaiſi ſe trouue auoir eſté baillé à ferme, ſans fraude, le fermier ou laboureur doit iouir de ſon bail, pendant la ſaiſie: en payant au S.F. la redeuance, telle qu'euſt prins le Vaſſal.

PERONNE Tit. 2. Art. 27. Le S.F. faiſant les fruicts ſiens par vertu de la ſaiſie & apres les xl. iours, peut prendre, coupper & emporter par Iuſtice, les fruicts preſts à coupper, tels & en la maniere que feroit le Vaſſal, en payant aux laboureurs & fermiers des terres, les labours & ſemences : pour leſquels les laboureurs & fermiers ont droict de retention. Art. 28. Neant-moins, où le bail fait au laboureur ſe trouueroit loyalement faict & ſans fraude, ſe doit le S. contenter de la moiſon & redeuance, telle que le laboureur eſt tenu faire par ſon bail : duquel le laboureur doit en ce faiſant iouir. Art. 36. A *la fin*. Et s'il l'a baillé à ferme raiſonnablement & ſans fraude, il prend le reuenu tel que le Vaſſal le prendroit de ſon fermier.

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 57. Le S. exploicte les fruicts de ſon fief, tels qu'ils appartenoient à ſon Vaſſal, en l'eſtat qu'il les trouue, en l'inſtant de la ſaiſie & notification d'icelle, ſinon que le Vaſſal euſt preuenu & commencé, comme en terre de blayer, en pré de faucher, en vigne de vendanger, en eſtang de leuer la bonde, en bois d'y mettre les porcs, & de meſmes en tous fruicts apparans eſtans par terre: pourueu que la preuention ne ſoit frauduleuſe ne anticipee auant le temps & maturité raiſonnable. Et quant aux redeuances, ſi le terme eſt eſcheu auant les ſaiſies & notifications ſuſdictes, les fruicts appartiennent au Vaſſal Et en * contre, ils eſcheent apres audit S. Art. 58. Au regard des a Collations & Preſentations des Benefices, Quints deniers, Lots, ventes, tiers deniers, Remuemens & autres droicts, qui communement ne peuuent, ſi toſt venir à la cognoiſſance du S. ils appartiendront au Vaſſal : à ſçauoir les Collations, Preſentations & ſemblables droicts, ſi la vacation eſchet: & les Quints deniers, lots, ventes, tiers deniers, Remuemens & ſemblables droicts ſi le contract eſt paſſé & arreſté le iour auant la ſaiſie & notification. Et ſi les vacations eſcheent & contraux ſont paſſez apres leſdites Saiſie & notification du fief, ils appartiennent au Seigneur.

* *Alias, Au contraire.*

Remuemens.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 56. Doreſnauant en cas de Rachat & exploit du S. de fief ſur ſon Vaſſal, pour quelque cauſe que chee en exploict, le S. de fief ne prendra ou leuera plus, les fruicts pendans és terres & autres choſes du fief, ſinon quant & au regard des domaines que tient le Vaſſal en ſa main. Car quant au reſte baillé à cens & rente, ſe contentera, pour ſon profit de Rachat, des cens, rentes & autres reuenues & profits, qu'en a & receuroit le Vaſſal: ſinon que ledit S. vouſit monſtrer les baux à cens & rentes auoir eſté faicts en fraude, & auoir prins d'argent en iceux faiſant : auquel cas pourroit exploicter ledit fief, iuſques à ce qu'il aye eſté payé de ſes Quints & Requints. Art. 76. Et combien que par les Couſtumes deſſus declarees, ſoit dit, que le S. F. peut exploiter le fief de ſon Vaſſal, par defaut de foy & hommage, & prendre les fruicts en pure perte d'iceluy Vaſſal : toutesfois le S. ne pourra prendre ne leuer les fruicts: ſinon en payant les frais induſtriaux & ſemences du laboureur & meſtayer : & de ſes autres intereſts & b dommages aura recours contre le Vaſſal ou autre, pour la faute duquel il ſouffrira les intereſts & dommages, ſi ledit laboureur & meſtayer

a Ceſte Couſtume nous apprend que les Collations & Preſentations des Benefices, ſont & appartiennent au Vaſſal, & non pas au S. F. par ce que ces choſes ne ſont pas en fruict & regardent la proprieté & vray droict de feudalité, qui appartiét au Vaſſal, ſi toſt qu'il a eſté receu à homme, & non pas au S. F. par ce que duo non poſſunt vnius & eiuſdem rei dominium habere inſolidũ. Idem ſe peut dire de la preſentation & nomination des Offices: qui ſont entendues par ces mots, *Et ſemblables droicts*. A ce propos eſt fort remarquable la Couſtume de Poictou Tit. 1. Art. 154. cy deſſous.

b S'entend le laboureur & meſtayer.

Source : BIU Cujas

a signifié & faict sçauoir en temps deu le saisissement, audit Vassal son maistre.

ORLEANS Tit.1. Art.53. Si le S. de Fief prend & eslit l'annee, il payera les loyaux cousts, semences, labourages & autres frais & mises faicts pour lesdits fruicts. Art.72. Le †† S.F. qui exploite en pure perte son fief, ou qui accepte le reuenu de l'annee, lequel fief aura esté en tout ou partie de bonne foy, sans fraude baillé à loyer, ferme ou moison par son Vassal, doit se contenter, &c. p. *a Paris.* Art.56. en ses mains. Et sera le fermier ou mestayer, auquel la saisie aura esté signifiee, tenu de la faire sçauoir & notifier incontinent & au plustost que faire se pourra, au Vassal son maistre. Autrement sera tenu rendre indemne le Vassal son maistre de la perte desdits fruicts, comme aussi le Vassal, auquel la saisie aura esté signifiee par le fermier, doit acquiter & rendre indemne son fermier des dommages par luy soufferts à cause de ladicte saisie. Art. 73. † p. *a Paris.* Art.58.

TOVRS Tit.13. Art.113. Le S. qui leue par defaut d'homme doit laisser la portion du laboureur & mestayer †† partiaire au regard des fruicts artificiels, & non des naturels: & † en iouira ledit S. ainsi que le proprietaire & laboureur auoient accoustumé d'en vser: sauf que si lesdites choses estoient baillees à ferme de deniers, grains ou autres choses, le S. n'est tenu d'entretenir ladite ferme, si bon ne luy semble: mais peut expulser ou changer le mestayer ou laboureur. Tit.15. Art.134. Si aucun fait foy & hommage à son S. de la chose dont le Rachat est deu, & il ait gagé & actuellement offert le Rachat de la chose hommagee, & sommé le S. de prendre & leuer les fruicts & reuenus de la chose hommagee pour ladite annee: autrement †† lesdits fruicts demeureront au peril dudit S. Et n'est tenu le proprietaire en l'annee du Rachat, vuider sa maison & manoir: mais seulement est tenu laisser au S. les granges, celliers, & autres choses necessaires pour la recollection des fruicts de ladicte annee, auec vne chambre pour le seruiteur ou commis dudit S. dominant, si ladite maison & manoir le peuuent commodement porter.

LODVNOIS Chap.11. Art.11. p. *à Tours.* Art.113. *iusques a ces mots*, naturels, si bon ne luy semble. Chap.14. Art.4. Et est à sçauoir que s'il y a mestairies exploitees par mestayer parauant xxx. ans & depuis, moitié à iceluy mestayer, il aura moitié des fruicts d'icelle annee, en la maniere qu'il auoit auec son maistre, si elle est labouree & semee. Art.6. Et est à entendre que si és choses leuees par le Rachat, y a vignes, celuy qui leue le Rachat, est tenu de les faire & labourer, comme faisoit le S. d'icelles, des façons enquoy elles estoient au tẽps du Rachat gagé, & rendre les terres labourables en l'estat qu'elles estoient lors de la * gageure du Rachat, & en vsera comme vn bon pere de famille, sans faire rauage. Art.7. Et quant aux mestayries ou domaines baillez à rente ou ferme, il sera au chois du S. de fief, de prendre la leuee de l'annee, ou la ferme ou rente, si par xxx. ans continuels la chose a esté arrentee ou affermee, auquel cas le S. ne pourra prendre que la rente ou la ferme.

ANIOV Tit.7. Art.14. Et est à sçauoir que s'il y a mestayries exploitees en main de mestayer, le mestayer aura la moitié des fruicts d'icelle annee, en la maniere qu'il auoit auec son Maistre, en labourant, semant & seruant deuement à la mestayrie. Art.118. Et si le S. trouue les terres labourables cheuees en Rachat, ensemencees, il sera prins sur le monceau commun procedant d'icelles terres, autant de semences, comme il en auoit esté mis pour les semer: laquelle semence demourera au lieu tenu à foy. Et si elles n'estoient trouuees ensemencees, & le S. en fournit, il ne sera tenu laisser aucunes semences. Art. 119. Et est à entendre que si és choses tombees en Rachat, y a vignes, & terres, le S. qui leue le Rachat est tenu de les faire faire & labourer, comme faisoit le S. d'icelles des façons, enquoy elles estoient au temps du Rachat: & est tenu les luy rendre en fin d'iceluy. Art.122. Quant aux mestairies ou domaines baillez à rente ou à ferme, il sera au chois du S. de fief de prendre la portion des fruicts, qu'vn S. a accoustumé de prendre en sa mestairie labouree par mestayer, ou la chose ou rente, si la chose est affermee ou arrentee, à son chois, si par trente ans continuels, la chose n'a esté arrentee ou affermee: auquel cas le S. ne pourra prendre que la rente ou ferme. Et ne pourra le S. desloger le fermier, rentier ou mestayer, & ne doit tirer les fumiers, chaumes, foins, pailles n'autres fourrages du lieu, n'empirer ledit lieu: mais en doit vser comme vn bon pere de famille. Et demoureta sur le lieu le bestail du domaine ou mestairie, pour y estre nourry & entretenu comme parauant. Et pendant l'annee, le Seigneur de fief s'en pourra raisonnable-

c Colonus partiarius l. si merces. 25. §. 6. D. Locati. & pecora partiaria in l. si pascẽda 8. C. de pactis. At in l. cum duobus. §. si in coëunda D. Pro Socio. dicitur Politor: qui sic dicitur, vt iampridem Turnebus 30. Aduers. cap. 6. adnotauit & multi post eum, cum ager colendus datur actione certæ partis frugum vt sextæ, aut septimæ. Hic igitur agros colere atque polire consueuit. Hinc apud Nomum, Politiones agrorum: Ennium, campi politi. Varro & M. Cato hac voce sæpe vtuntur. Ce qui a esté remarqué par plusieurs hommes doctes & de grande literature.

†† *Cest Art. 72. a este tiré des 22. & 74. de l'ancien Coustumier: & ce qui a esté adiousté est pour explication.*

† *Cest Art. 73. est accordé sans preiudice du passé.*

†† *Ce mot, partiaire, a esté de nouuel adiousté.*

† *Ces mots, Et en iouira, &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiousteż pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

†† *Ces mots, Autrement lesdits fruicts, &c. iusques à la fin sont de nouuel adiousteż.*

* *Aliàs, gagerie.*

Source : BIU Cujas

ment ſeruir & en auoir le profit & accroiſt.

LE MAINE Tit.8. Art.125.p. *a Anjou.* Art.114. en la main du meſtayer à moitié, le meſtayer, &c. Art.127.128.& 132.p.à *Anjou.* Art.118.119. & 122. labouree par meſtayers,&c.chaumes n'autres fourrages du lieu, &c. & en aura le profit.

CHASTEAVNEVF Chap.2. Art.16. *A la fin.* Mais † ſi le S F. accepte l'annee,& il y a fermier ou meſtayer,ou bien le Vaſſal ou autre laboureur de bõne foy, qui ait faict aucuns labours & ſemences,le S.F.les payera & rembourſera de leurs labours & loyaux couſtemẽs aux taux & arbitrage de gens à ce cognoiſſans, s'il ne ſe veut contenter de la moitié ou du droict que le Vaſſal euſt prins de ſon fermier ou meſtayer:pour taxer leſquels labours & loyaux couſtemens,le S. F. & le Vaſſal conuiendront de gens à ce cognoiſſans,dedans la huictaine apres l'acceptation:& apres les trois iours paſſez, ou que les gens eſleus & choiſis ne conuiennent ou ne puiſſent conuenir de la taxation,le Iuge du S.du fief ſaiſiſſant qui aura Iuſtice & iuriſdiction à cauſe de ſon fief,fera ladite eſtimation & taxation.Et ſi le S du fief n'a Iuſtice & iuriſdiction ordinaire,le Iuge du S.du fief dominãt, ſoit mediatement ou immediatement qui aura iuriſdiction,fera la taxation & eſtimation:auſquels Iuges ſubordinement & comme deſſus,les parties auront leurs recours pour ce faire.

† *Ceſt Art. 16.eſt demouré pour Couſtume ainſi qu'il eſt corrigé.*

CHARTRES Chap.2. Art.13. *A la fin.* p. à *Chaſteau-neuf.* fermier ou laboureur de bonne,&c.labours le S.F.le payera & rembourſera de ſes labours,&c *iuſques a ce mot*, cognoiſſans, *inclus.*

DVNOIS Chap.1. Art.4. Si le S.F.prend & eſlit la iouiſſance de l'annee, le S.payera les loyaux couſts & miſes.

ROMORANTIN Chap.1. Art.1. Et ſi le S.accepte la leuee de l'annee: en ce cas,il ſera tenu payer les loyaux couſts & miſes du laboureur, & en vſer cõme vn bon pere de famille.

BERRY Tit.5. Art.15. Et ſi les fruicts du fief ont eſté baillez à ferme à ix. annees ou au deſſous,apres la recollection des fruicts,qui ſeroient creuz eſdictes fermes,bien que le iour de payement de la penſion de la ferme, ne ſoit encores eſcheu,ſeront les fruicts reputez cueillis & acquis conſequemment au S.ſi lors de ladite recollection,il exploitoit le fief:mais ſi la ferme eſtoit à x ans ou au deſſus l'on doit auoir regard au iour que la ferme doit eſtre payee, & non de la recollection des fruicts.Et le ſemblable quant aux Cens & rentes, qui ne ſeront cenſez recueillis,iuſques à ce que le iour qu'ils doiuent eſtre payez ſera eſcheu. Art.44. Et où ledit S.F.tient en ſa main & exploite ſon fief pour les fruicts de la premiere annee,apres la main-miſe feodale par luy faite,qu'il doit prendre pour ſon droict de Rachat,il prendra les fruicts des terres emblauees & des vignes, en rembourſant toutesfois les frais de la ſemence & labourages des terres & du labour & façon des vignes eu eſgard à celles qu'il tient en ſes mains.

d Scæuol. in l. defuncta fructuaria. 58. D.de vſufr. & Paul l ſi operas 26.D.eod vide Cuiac.ad lib.4. Feud. Tit.30.

POICTOV Tit.1. Art.154. Le S.qui a droict de leuer ou exploiter aucune terre par Rachat,la peut & luy loiſt exploiter celle annee comme ſon domaine,& comme faiſoit celuy,à qui elle eſtoit Car il peut mettre tous Officiers & prendre & auoir tous les fruicts & profits qui aduiennent en l'annee, comme faiſoit le S.dernier mort,ſ'il la tenoit en ſa main,& en doit vſer celuy qui leue le Rachat,comme feroit vn bon pere de famille.Car ſ'il y a meſtayers ou laboureurs, le S.qui leue le Rachat ne prendra tous les bleds:fors * ſeulement la partie du S. ou ſelon ce que ſe baillent telles choſes communement au pays d'enuiron.Et ne peut le S.qui leue le Rachat,changer les laboureurs,qui y ſont. Art 155. Et auſſi ne leuera les prez ne les paſturages delaiſſez aux laboureurs pour l'entretenemẽt de l'agriculture.Mais ſi tout le fief entier,terre & Seigneurie qui chet en Rachat, auoit eſté baillé à vil pris:en ce cas le S.prenant le Rachat ne ſeroit tenu pour l'an de ſon Rachat entretenir le bail à ferme de la totale Seigneurie: mais pourra prẽdre par ſes mains les fruicts d'icelle,ſelon les baux particulierement faicts par iceluy : au lieu duquel il prend ſon droict de Rachat. Art 156.Si le Vaſſal auoit fait labourer ſes terres & vignes à ſes mains, ſur leſquelles ſoit deu Rachat, celuy à qui il eſt deu,ne doit auoir la totalité des fruicts: ains ſeulement telle partie que l'on auroit, ſi la choſe auoit eſté baillee à vn autre laboureur, ſelon qu'elles ſe baillent communement aux pays circonuoiſins.

* *Aliàs, ains.*

BRETAGNE Tit.2. Art.68. Durant l'an de Rachat le S.ne pourra deſloger le ſuruiuant des mariez,leurs enfans ny heritiers de celuy, par le decez duquel ſera le Rachat aduenu:ſauf au S.à vſer & iouir des logis ordonnez & requis pour la cueillete des fruicts.

Source : BIU Cujas

Art.60. *PARIS.*

Quand entre plusieurs Seigneurs est question d'aucun fief, que chacun d'iceux S. dict estre mouuant de luy, le Vassal en doit estre receu par main souueraine, & iouir pendant le procés, e en consignant par luy en Iustice les droicts & deuoirs par luy deuz à cause d'iceluy fief: & †† apres le procés terminé est tenu le Vassal faire & porter la foy à celuy qui aura obtenu xl. iours apres la signification à luy faite de la Sentence ou Arrest.

Vassal doit estre receu par main souueraine, & iouir pẽdant le procés, quand deux S. F. contendent ensemble pour la tenure, en cõsignant les droicts par le Vassal.

†† *Ces mots,* Et apres le procés, *&c. iusques à la fin sont pour interpretation: fors que pour les xl. iours est la Coustume nouuelle.*

CONFERENCE.

MELVN Chap.4. Art.88. Quand † plusieurs S. contendent de la tenue feodale, le Vassal n'est tenu pendant le proces aduouër ne desaduouër l'vn ne l'autre: mais se peut faire receuoir par main souueraine, en consignant en Iustice les droicts par luy deuz: & en ce faisant aura main-leuee.

† *C'est Art. 88. a esté adiousté comme ancien, & omis en l'ancienne Coustume.*

ESTAMPES Chap.1. Art.37. Quand entre plusieurs S. est question de la tenure d'aucun fief, pretendans respectiuement icelle tenure, le Vassal sera receu par main souueraine f en consignant en Iustice les droicts & deuoirs, si aucuns sont deuz à cause de son fief: à la charge de faire la foy, à celuy qui obtiendra.

DOVRDAN Tit.1. Art.36. Quand deux S. pretendent la tenure feodale d'vn mesme fief, le Vassal n'est tenu aduouër l'vn, &c. p. *à Melun.* souueraine, & luy doit en ce cas estre baillee main-leuee, en consignant, &c. les profits feudaux tels qu'ils sont deuz: à la charge de faire la foy, à celuy qui obtiendra en fin de cause.

MONT-FORT Chap.1. Art.39. p. *à Paris.* & en iouir, &c. *iusques à ces mots,* d'iceluy fief, *inclus.*

LAON Tit.16. Art.202.p. *à Melun.* * teneur feodale, &c. consignant par luy le profit qu'il peut deuoir à cause dudit fief: mais apres le procés vuidé & determiné est tenu de porter la foy & hommage à celuy qui se trouuera vray S. du fief dominant.

** Aliàs,* tenure.

CHALONS Tit.20. Art 202.p. *à Laon.* vidé & terminé, &c.

REIMS Tit.3 Art 124. Aussi †† le Vassal en cas de debat de deux S. contendans de la superiorité de son fief, se peut faire receuoir à foy & hommage par main souueraine, en consignant les droicts & deuoirs accoustumez.

†† *Le 124. Art. a esté adsousté comme ancien & omis.*

RIBEMONT Tit.2. Art.30. Le Vassal estant saisi par deux S. pretendans respectiuement la tenure feodale, n'est tenu pendant la contention, qui est entre eux deux, eux disans S. de fief, d'aduouer ou desaduouer l'vn ny l'autre: mais pendant le debat est receu par main souueraine, en consignant les droicts pretendus: à la charge, &c. p. *à Dourdan,* & hommage, &c.

PERONNE Tit. 2. Art. 70. Le Vassal est tenu aduouer ou desaduouer son S. de fief, sinon quand deux S. contendent de la tenure feodale: auquel cas le Vassal n'est tenu aduouer ou desaduouer aucun des contendans, s'il ne luy plaist, & se peut faire receuoir par main souueraine, en consignant les droicts par luy deuz: & ce faisant a main-leuee de son fief.

ORLEANS Tit.1. Art.87. Quand deux S. de Fief contendent la foy & hommage d'aucun heritage, le Vassal empesché, en consignant par luy les profits tels qu'ils seront trouuez par le Iuge Royal estre deuz, aura prouision des fruicts: & ladite consignation faite, pourra le Vassal estre receu par main souueraine, pendant le procés.

GRAND PERCHE Tit.2. Art.52. *A la fin.* Auquel cas pendant le debat d'entre deux S. n'est tenu d'aduouer l'vn ne l'autre, ains suffit, qu'il offre à faire la foy & hommage à celuy qui obtiendra en fin de cause, & se doit en ce cas faire receuoir par main souueraine, en consignant en Iustice les profits Seigneuriaux, qu'il peut deuoir.

ROMORANTIN Chap.8. Art.13. Quand deux S. de Fief pretendent la foy d'aucun heritage, &c. p. *à Orleans.* aura deliurance des fruicts, en consignant par luy les deniers qu'il pourra deuoir: laquelle consignation estant faicte le Vassal pourra, &c. souueraine.

† *Ces mots,* En consignant *&c. sont de nouuel adiouſtez.*

BOVRBONNOIS Chap.27. Art.385. Si entre plusieurs S.F. est question d'aucun fief, que chacun desdits S. pretend luy appartenir, le Vassal peut estre receu par main Suzeraine, g & en iouir pendant le procés, en † consignant en main de Iustice les droicts & deuoirs, si aucuns en sont deuz.

e Par prouision. Il doit aussi recognoistre celuy qui obtient la prouision contre son competiteur. La raison de cest Art. 60. est fondé sur vne raison de Droict tres-equitable, vnicuique sua mora nocet l. in condemnatione §. vnicuique. De regul. iur. cap. mora. De reg. iur. in 6. l. 32. l. 38. §. 4. D. de vſ. l. 5. D. de reb. cred. l. 12. D. depositi l. 3. D. de act. empti l 39. D de iure dot. l. 39. §. 1. & l. 47. De leg. 1. l 78. in pr. & §. 2. & l. 84. De leg. 2. l. 18. D. ad Treb. L. 11. D. de aqua & aq. pluuia. l. cũ filiusfam. & l. mora. D. de verb. oblig. Et pendant ce proces, doit le Vassal auoir main leuee & estre en possession, argumento l cuiuscunque §. si fundus D. de vſufr. & l. litibus. C. de agr. & censit. lib. xi. Il faut entendre ces mots, *Par main souueraine,* de la main du Roy, qui est le S. souuerain de tous les Vassaux & Arriere-vassaux de France: & partant c'est au Iuge Royal de receuoir vn Vassal par main souueraine, s'il a cognoissance des matieres feudales & droicts Royaux suiuant les Edicts & Ordonnances. A ceste fin on obtient lettre en Chancellerie. Du Moulin escrit que tout Iuge Royal estãt commis peut receuoir par main souueraine, sur le 42. Art. nombr. 18. Voyez Monsieur le Maistre Traicté des fiefs & homages, chap 3. où il monstre que soit qu'il y ait saisie feodale en cas de concurrence de deux Seigneurs, ou biẽ action seulement entre eux, la reception par main souueraine a lieu. Laquelle conserue le droict à qui il doit apparteuir, & est ce qu'on dit en commun prouerbe, Que la main du Roy n'expole personne.

Source : BIU Cujas

f Par Prouiſion comme Du Moulin eſcrit ſur le 42. Art. de Paris. Si deux Seigneurs ſont concurrens pour la tenure directe: & que le poſſeſſeur d'vn heritage ſoit pourſuiuy à la requeſte de l'vn deſdicts Seigneurs, afin de prendre Saiſine exhiber le titre de ſon acquiſition, payer les droicts Seigneuriaux & le Cens dont ledit heritage eſt chargé enuers luy, & eſtre condamné en l'amende ſuiuant la Couſtume, tant pour les droicts recellez, que pour eſtre en la iouiſſance dudit heritage, ſans permiſſion & congé du demandeur. Le defendeur dit que ſon heritage ayant eſté ſaiſi à la requeſte d'vn autre Seigneur, il a prins ſaiſine de luy & payé les lods & ventes, par ce que ledit heritage luy a eſté vendu tenu & mouuant de luy, & non dudit demandeur, confeſſe que ſes predeceſſeurs ont payé au demandeur certaine redeuance: laquelle il ne refuſe payer. Mais qu'il ne peut recognoiſtre deux Seigneurs directs & pour meſmes droicts ſolidairemẽt. Le Seigneur qui a donné la ſaiſine interuient & ſe meut proces entre eux deux. Les deux Seigneurs produiſent leurs Titres, anciens Terriers, & papiers de Recepte: par leſquels appert que le cens leur a eſté payé: comme auſſi les Enqueſtes le confirment. Pour la ſaiſine n'en eſt faict aucune preuue de part ne d'autre. Le dernier Seigneur interuenu en cauſe auoit plus anciens titres que le demandeur: & neant-moins le Cens par eux reſpectiuement pretendu eſtoit different, il a eſté iugé par Arreſt du 23. iour de Iuillet, 1584. ſuiuant l'opinion de Faber in l cum dubitabatur C. de iure emphyt. que chacun deſdits Seigneurs iouiroit du Cens contenu en ſes Titres & Terriers: & fut le demandeur debouté de ſes concluſions pour le regard de la ſaiſine, lods, ventes & autres droicts ſeigneuriaux: qui furent adiugez au ſeigneur interuenu en cauſe, comme ayant titres plus anciens & precedens en date ceux du demandeur. Charondas liure 7. des Reſponſ. Chap 118. Mais Papon liure 13. des Arreſts Tit. 2. Arreſt 9. recite vn pareil Arreſt du 23. Iuin, 1584. ainſi qu'il eſt noté ſur le Titre ſecond.

g C'eſt à ſçauoir par la main du Seig. Suzerain, qui eſt ſuperieur, ou du Iuge ordinaire. Partant ne doiuent venir en taxe de deſpens, les trais faicts pour auoir obtenu les lettres en la Chancellerie de France, comme i'ay dit ſur la Couſtume ancienne de Paris. Art. 42. C. M.

BRETAGNE Tit. 4. Art. 109. Quand aucun eſt tiré en cauſe par deux S. qui le pretendent & vendiquent eſtre leur ſuiet pour meſme choſe, il ſe peut pleger par Cour ſuperieure, à ce qu'il demeure en ſouffrance, iuſques à ce qu'il ſoit iugé & determiné entre les deux S. auquel il demeurera ſuiet. Et pendant ledict procés ne ſera ledit ſuiet iuſticié par l'vn ne l'autre deſdits S.

Art. 61. PARIS.

Tant que le Vaſſal h dort, le Seigneur veille: & tant que le Seigneur dort, le Vaſſal veille.

h Ces deux Art 61. & 62 ſe interpretent l'vn l'autre: & le mot, *dormir*, ſe prend pour eſtre negligent: comme au contraire, le mot, de *veiller*, pour diligent. Ainſi les Iuriſconſultes prennent le mor *vigilare* en droict, comme Vlp. in l. 21. D. de peculio. & l. quod autem § ſciendum & ſcæuol in l. pupillus. 24. D. Quæ in fraud. cred. & Iuſtinianus in l. 2 C. de an. excep. vigilantes deſidibus opponit & idem in l. 3. C. de temp. & rep. appell. vocat diligentiam vigilantem, ἐμφατικῶς Et ita vigilax accipidebet apud Gaium in l. 18. D. de æd. edicto. D'auantage le iour interpelle aſſez l. ſi ex legati cauſa D. de verb obl. l. magnam C. de cont. & comm. ſtipul. Et faut ſeulement excepter les mineurs: par ce qu'en ce cas le ſeig. F. ne fait pas en effect les fruicts ſiens, comme eſcrit Du Moulin ſur ceſt Art. 43. Voyez cy deſſus le 41. & 42. Art. de Paris.

Art. 62. PARIS.

†† *Ceſt Art. 62. eſt adiouſté pour interpretation du precedent Art. iuſques a ces mots,* en renouuelant, *&c. qui eſt Couſtume nouuelle.*

C'eſt †† à dire que le S. ne fait les fruicts ſiens parauant qu'il ait ſaiſi, & apres la ſaiſie les fruicts ſont ſiens, iuſques à ce que le Vaſſal ait fait ſon deuoir, en renouuelant toutesfois par le ſeigneur la ſaiſie de trois ans, en trois ans, i comme deſſus eſt dit.

i En l'Art. 31. de Paris.

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 17. Art. 124. *A la fin.* Tant que, &c. *à Paris.* Art. 61. Vaſſal veille. Et durant le temps que le Vaſſal iouira du fief, auant que le S. Feodal y ait mis & appoſé la main, il fait les fruicts ſiens, & n'eſt tenu en rien rendre.

MELVN Chap. 4. Art. 83. p. *à Paris.* Art. 61. Vaſſal veille. De maniere que ſi aucun tient en fief par quelque tẽps, ſans auoir fait ſes offres & deuoirs à ſon S. & apres les faict, iceluy S. les doit receuoir en payant ſes droicts, ſi aucuns ſont deuz, ſans aucune choſe demander des fruicts: pourueu que le Seigneur de fief n'euſt faict ſaiſir parauant les offres: auquel cas de ſaiſie le Vaſſal les ayant leuez depuis la ſaiſie, reſtabliroit audit S. auquel ils appartiendroient depuis la ſaiſie, iuſques à ce qu'il y ait homme.

† *Ceſt Art. 188. contient la reformation du huict vingt & ſeiziesme Art. ancien.*

SENS Tit. 19. Art. 188. Quand † le S. veille, &c. p. *à Paris.* Art. 61. Et au contraire quand le Vaſſal, &c. dort: qui eſt à dire, que le S. F. faict les fruicts ſiens apres la ſaiſie, iuſques à ce qu'il ait homme & Vaſſal: auparauant laquelle ſaiſie, le S. F. n'acquiert & ne peut auoir leſdits fruicts.

AVXERRE Tit. 2. Art. 51. Tant que le S. F. &c. p. *à Sens.* & au contraire, quand le S. veille, &c. y aye homme, &c.

BAR Tit. 1. Art. 22. Quand le Vaſſal, &c. p. *à Sens*, & quand le S. &c. auoir fruicts.

† *Les Art. 18. & 19. ont eſté mis pour temperer la rigueur de l'ancienne Couſtume, qui eſtoit,*

ESTAMPES Chap. 1. Art 18. Les † xl. iours paſſez apres l'ouuerture du fief, par quelque mutation que ce ſoit, le Vaſſal maieur d'ans, comme ſera cy apres dict, n'ayant faict ſon deuoir d'aller ſur le lieu du fief dominant, le S. veille & le Vaſſal dort: qui eſt à dire que dés l'inſtant que les xl. iours ſont paſſez, les fruicts de l'annee tombent en perte audit Vaſſal, pour & au profit dudit Seig. encores que ledit Seig. n'ait faict aucune ſaiſie ou ſommation à ſon Vaſſal. Mais

Source : BIU Cujas

Tant que le Vaſſal dort, le ſeig. veille, & que les Fiefs ſaiſiſſoient d'eux meſmes: *qui ne ſe trouuoit auoir eſté ny eſtre obſeruee par les autres Couſtumes de ce Royaume: ains auoit ſeulement eu lieu en ce Bailliage d'Eſtampes.*

pour gaigner les fruicts des annees ſubſequentes, ledit S. eſt tenu de faire ſaiſir ledit fief. Apres laquelle ſaiſie, ſi dedans leſdits xl. iours, le Vaſſal ne fait ſon deuoir, le S. exploictera en pure perte le fief de ſon Vaſſal, iuſques à ce qu'il ait fait ſon deuoir.

DOVRDAN Tit. I. Art. 18. Quand vn Fief eſt ouuert, le Vaſſal eſt touſiours eſtimé veiller, iuſques à ce que le Vaſſal ait fait ſaiſir ledit fief : & apres la ſaiſie, a le Vaſſal xl. iours pour faire ſon deuoir comme deſſus. Apres lequel temps ledit S. veille & exploicte les fruicts dudit fief en pure perte, ſi le Vaſſal ne vient faire ſon deuoir.

MONT-FORT Chap. I. Art. 40.
SENLIS Tit. 9. Art. 196. ††
VALIOIS Tit. 4. Art. 44. †
SEDAN Tit. 3. Art. 75.
} p. *a Paris.* Art. 61.

MANTE Chap. I. Art. 10. Quand le Vaſſal, &c. p. *a Paris.* Art. 61. qui eſt à dire que le S. doit ſaiſir [k] le fief de ſon Vaſſal, pour faire les fruicts ſiens. Et là où il aura ſaiſi, tombent leſdits fruicts en pure perte, ſi le Vaſſal ne fait ſon deuoir.

TROYES Tit. 3. Art. 22. Tant que le S. F. dort, Vaſſal veille : & *è contra*, qui eſt à dire que quand vn S. F. a mis & aſſis ſa main ſur le fief de ſon Vaſſal, par faute d'auoir fait audit S. F. les foy & hommage qu'il luy doit, ou d'auoir fait audit S. offres ſuffiſantes de ce faire, & de luy payer comptant les droicts feodaux, ſi aucuns en ſont deuz, tant que la main-miſe dure, le S. F. faict les fruicts dudict fief, ſiens, & ſi le Vaſſal iouiſt de ſon fief, tant que bon luy a ſemblé, ſans ce qu'il y ait eu empeſchement, du S. F. ledit Vaſſal prend & lieue à ſon profit les fruicts & ne luy en peut ledit S. F. aucune choſe demander.

CHAVMONT Tit. 2. Art. 51. Le Vaſſal peut entrer en ſon Fief, qui eſt de Quint denier, & en prendre poſſeſſion & d'iceluy leuer les fruicts, ſans en auoir faict les foy & hommage, ne payé les autres droicts, iuſques à ce que ſon S. F. le face ſaiſir & mettre en ſa main. Car tant que le S. F. dort, le Vaſſal veille : & *e contra*: le S. F. peut faire ſaiſir le fief de ſon Vaſſal & le tenir en ſa main iuſques à ce que ſon Vaſſal luy ait fait les foy & hommages ou offres pertinentes, & luy ait payé les droicts deuz Royaument, * & faict les fruicts ſiens, tant que la main-miſe dure.

VITRY Tit. 3. Art. 41. *A la fin.* Car par la Couſtume generale autant que le, &c. p. *a Chaumont.* Art. 51. *iuſques a ce mot*, contra, *inclus.*

CHALONS Tit. 19. Art. 182. Quand, &c. p. *a Paris.* Art. 61. qui eſt à dire que le S. doit faire ſaiſir le fief, quand il eſt ouuert pour gaigner les fruicts & la ſaiſie faicte, les fruicts tombent en perte, ſi le Vaſſal ne faict ſon deuoir, dedans le temps de la Couſtume, & non autrement.

REIMS Tit. 3. Art. 57. p. *a Chalons* dire, qu'aduenant mutation ou du coſté du S. ou du coſté du vaſſal, ledit S. par faute de foy & hõmage nõ faicts ou droicts & deuoirs non payez, peut ſaiſir le fief mouuant de luy, & au moyen de la ſaiſie, faire les fruicts d'iceluy fief, ſiens [l] & non autrement.

S. QVENTIN Tit. 4. Art. 60. p. *a Paris.* Art. 61. Le vaſſal veille. Et pource ſi ledit nouueau vaſſal iouiſt & poſſede le fief à luy eſcheu, ſans l'auoir releué, & en perçoit les fruicts par quelque temps, ſans auoir eſté ſaiſi par le S. n'eſt iceluy vaſſal tenu de luy rendre ne payer aucune choſe, de ce qu'il auroit perceu deſdits fruicts. Mais depuis qu'il eſt ſaiſi, s'il n'a releué dedans leſdits xl. iours, & il en prẽd aucune choſe, il eſt tenu de le rendre audit S.

RIBEMONT Tit. 2. Art. 21. Quand le, &c. p. *a Paris.* Art. 61. en maniere que le vaſſal peut touſiours iouir de ſon fief, quelque mutation qui ſoit aduenue, iuſques à ce que le S. ait fait ſaiſir ledit fief. Mais quand le vaſſal eſt ſaiſi, ne ſe peut aucunement mettre en la iouiſſance.

CHAVNI Tit. 17. Art. 93. A *la fin.* Quand le S. dort, le vaſſal veille.

NIVERN. Ch. 2. Art. 11. En choſe feod. tant que le S. dort, le vaſſal veille, *& e contra*: tellement que ſi le S. du fief eſt en demeure d'exploiter & ſaiſir ſon fief, le vaſſal fait les fruicts ſiens: poſé qu'il n'ait fait ſon hommage : & ſemblablement ſi le S. F. fait ſaiſir ſon fief, par faute de foy & hommage non faits ou droicts & deuoirs non payez, il acquiert les fruicts de la choſe feodale.

MONTARG. Chap. I. Art. 7. Le vaſſal, combien qu'il ne ſoit en foy, peut iouir

k Faut entendre, par faute d'homme, droicts & deuoirs nõ faicts & non payez.

l Ceſt Art. 57. ne decide qu'vn membre de la Regle contenue en iceluy: mais la deciſion de l'autre eſt à regler au reciproque, pour le vaſſal, ſelon qu'il ſe voit és autres Couſtumes.

†† *Ceſt Art. 196. eſt adiouſté comme ancië & ayant eſté obmis.*

† *Ce 44. Art. eſt de nouuel adiouſté.*

* Loyaumẽt, *Alias Reaumẽt & de faict, & faict, &c.*

Source : BIU Cujas

de son fief, & faire les fruicts siens, iusques à ce qu'il soit sommé & empesché par le seig. feod.

ORLEANS Tit. 1. Art. 85. Tant que le S. dort, le vassal veille, qui est à dire, que iaçoit que le Vassal ne soit en foy: neant-moins peut iouir de son heritage, & faire, &c. p. *à Montargis*, par son S. de fief.

NORMANDIE Chap. 9. Art 110. p. *à Orleans*, veille: c'est à dire, tant que le S. est negligent de faire la prise de fief, le Vassal en iouist & faict les fruicts siens, encores qu'il n'ait faict les foy & hommage.

CHASTEAV-NEVF Chap 5. Art. 33. *A la fin.* Et au deuant la mainmise le Vassal fait les fruicts siens, & n'est tenu les restituer: supposé qu'il n'ait pas fait ses deuoirs: qui est à dire que quand le S. dort, &c. p. *a Paris.* Art. 61.

CHARTRES Chap. 5. Art. 32. *A la fin.*

DREVX Chap. 5. Art. 23. *A la fin.* Et au deuant de la, &c. } p. *a Chasteau-neuf.*

Voyez *Bourbonnois*, Art. 368. cy dessus en l'Art. 1. de Paris.

Vassal comme doit faire les foy & hommage ou offres.

Forme de faire la foy & hommage par le Vassal au S. F.

Art. 63. *PARIS.*

Le †† Vassal [m] pour faire la foy & hommage, & ses offres à son S. F. est tenu aller vers ledit S. au lieu [n] dont est tenu & mouuant le fief: & y estant demander, si le S. est au lieu, ou s'il y a autre pour luy ayant charge de receuoir les foy & hommage, & offres. ° Et ce faict doit mettre vn genoil en terre, nue teste, sans espee & esperons: & dire qu'il luy porte & faict la foy & hommage, qu'il est tenu faire, à cause dudit fief mouuant de luy: & declarer à quel titre ledit fief luy est aduenu, le requerant qu'il luy plaise le receuoir. Et où le S. ne seroit trouué, ou autre ayant pouuoir pour luy, suffit faire foy & hommage deuant la principale porte du manoir apres auoir appellé à haute voix le Seigneur par trois fois. Et s'il n'y a manoir au lieu Seigneurial, dont depend ledit fief, & en cas d'absence dudit S. ou ses Officiers, faut notifier lesdites offres au prochain voisin du lieu seigneurial, & laisser copie.

Ces mots, Et aussi, &c. iusques à la fin, sont de nouuel adioustez.

Le 64. Art. a esté adiousté de nouuel.

Art. 64. *PARIS.*

Ledit † S. F. n'est tenu receuoir la foy de son Vassal, autrepart que sur le lieu, s'il ne veut.

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 24. Art. 187. Le Vassal est tenu d'aller au lieu, dont le fief, pour lequel il veut faire les foy & hommage, est tenu & mouuant & faire ses offres pertinentes. Et n'est point tenu, s'il ne veut aller à la personne de son S. si sondit S. estoit demourant hors ledit lieu, dont est tenu & mouuant le fief, pour lequel il veut faire les foy & hommage, & payer les droicts: & tellement, que quand il auroit esté sur ledit lieu & fait ses offres, le S. ne peut saisir au preiudice de son Vassal: lequel Vassal sera tenu signifier à son S. F. son Procureur ou autres Officiers, en son absence, s'aucun en a audit lieu, qu'il est venu illec faire les foy & hommage, & payer les droicts, qu'il est tenu payer à cause du fief mouuant d'iceluy Seigneur F. Et aussi †† n'est ledit S. F. tenu, receuoir son Vassal, &c. p. *a Paris.* Art. 64.

†† *Ce 24. Art. est correctif de l'ancienne Coustume.*

MELVN Chap. 4. Art. 24. Le † Vassal pour faire la foy & hommage, se doit transporter pardeuers son Seig. & estant à vn genouil à terre sans espee ny esperons, luy doit dire, qu'il deuient [p] son homme, à cause du fief mouuant de luy, & luy declarer comment, & à quel titre le fief luy est aduenu, & s'il l'a acquis & à quel pris, & par quel moyen il a acquis, & luy requerir qu'il luy plaise, le receuoir en foy & hõmage, luy promettant le seruir. Art. 25. N'est †† le Vassal tenu de chercher le Seigneur hors le fief dominant, & suffit qu'il face la foy & ses offres au Procureur, Receueur, ou Officiers dudict Seigneur, ayans ceste charge, si aucuns y a: sinon se doit transporter au lieu seigneurial & à la porte d'iceluy faire la foy & offres pardeuãt deux NOtaires, ou vn Notaire & 2. tesmoins lesquelles il doit signifier aux fer. ou autres personnes demourãs en ladite maison si aucuns en y a: sinõ à 2. voisins du lieu, s'il y a manoir: & s'il n'y en a, à la porte de

†† *Ce 26. Art. a esté adiousté comme ancien.*

m La raison de ces deux Articles 63. & 64. est qu'en France les fiefs sont plustost reels que personnels: & combien que les deuoirs & hommages que le Vassal doit faire à son Seigneur, sont estimez personnels: toutesfois par ce qu'ils ne sont deuz à cause des personnes: ains des fiefs, qui consistent en heritages ou droicts reels. Autres estiment que les fiefs sont personnels: tant par ce qu'ils dependent de la volonté des Seigneurs: lesquels il donnoit par recompense de bien-faict ou recompense de seruice, à ceux qui les suiuoient en guerre: que d'autant que lors ils n'estoient hereditaires: ains seulement ottroyez & concedez ou à la vie des Vassaux, ou au plaisir & volonté des Seigneurs. Charondas.

n Les offres du Vassal doiuent estre pures & simples, & non auec condition: ains doit le Vassal declarer à quel titre le fief luy est aduenu, ainsi qu'il se voit en plusieurs liures anciẽs monstrant le formulaire de la reception en foy & Hommage: au liure intitulé li Establissement li Rois de Paris, &c. Sire ie vous requiers, comme à Mõseignor que vous me mettez en vostre foy & en vostre homs de telle chose assise en vostre fief que i'ay acheté, & li doit dire de tel homme,

Source : BIU Cujas

& doit estre present qui est en la foy du Seignor, & si c'est pour Rachat: & si c'est pour eschoite ou descendue, le doit nommer, & ioinctes mains dire, Sire ie deuiens vostre homs & vous promets feauté doresnauant, comme à Monseignour, enuers tous homs qui puisse viure ne mourir, telle redeuance comme li fief le porte, en faisant vers vous Rachat: comme vers son Seignor: & doit dire que c'est de Bail ou d'eschoite, ou d'hoirie ou d'achat. Et le Seignor dira, Ie vous reçoy & prens à homs, & vous en baise en nom de foy, & sauf mon droict & l'autruy: selon l'vsage de diuers pays. La Coustume de Paris en l'Article 63. donne vne autre forme. Melun. Art. 24. Sens. Article 182. Auxerre. Article 44. Montargis. Chap. 1. Art. 16. Orleans. Art. 47. Normandie. Chap. 107. Aniou. Art. 137. Le Maine. Art. 148. La Marche. Art. 189. Bretagne. Art. 333. Le Boutellier en la Somme Rurale, liure 1. Chapitre de la maniere de faire hommage, la maniere, dit il, de faire hommage si est, c'est premierement l'homme mis au net: c'est à dire chapperon rabbatu & sans cousteau, portant offence & en pur corps, c'est à dire sans manteau, à l'enseigne franche que l'homme est tout prest d'estre à droict par son Seigneur, se mestier estoit. Doit l'homme ioindre ses mains en nom d'humilité. Et les mettre entre les deux mains de son Seigneur, &c Vide Cuiac ad lib. 2 Feud. Tit. 6. & 7. & vn liure intitulé Litletons. Tenures. Li. 2. cap. 1. ou il parle de la foy & hommage faite par vn Vassal Lay ou Ecclesiastique: ensemble de celuy qui est faict par vne femme. Vide Boer. Dec. 103. Specul. tit. de Feud. quoniam q. 1.

o Aucuns demandent si les seules offres sont suffisantes, sans faire consignation. La Coustume ne parle que des offres, & par consequent semble que la consignation n'est pas requise: sinon que le Seigneur ou ses Officiers veulent que le Vassal consigne, ne se contentans de ses offres verbales. Auquel cas il doit consigner l. 10. de pignor. L. acceptam. C. de vsur. l. obsignatione C. de solut. L. 39. D eod & ibi Cuiac. l. 122. §. qui Romæ D. de verb. oblig. L. 82. D. de condic. & idem l. vlt. D. de lege. Cõmissoria. On demande si le Vassal ayant faict les foy & hommages, & offres en l'absence du Seigneur ou de ses Officiers, selon la forme prescrite par la Coustume, ne pourra pas estre contraint par le mesme Seigneur à luy faire la foy & hommage? Enquoy y a diuersité d'aduis, mais la plus saine opinion est que le Vassal ayant satisfaict au desir de la Coustume, & obserué la solemnité requise il a faict la foy & hommage, qui ne se renouuelle par vn mesme Vassal au mesme Seigneur, & comme on dit communement, vne foy suffit pour tousiours. Autres estiment qu'il y peut estre contraint, estant sommé par le Seigneur. Posterior mora nocet l. illud. D. de peric. & comm. rei vend. l. si seruum §. sequitur D. de verb. oblig. Ceste opinion est confirmee par la Coustume de Sens. Art. 182. Niuernois. Chap. 4. Art. 2. Tours. Art. 110. Lodun. Chap. 11. Art. 2. Le Vassal peut bien estre contraint à bailler & payer les droicts & deuoirs, si aucuns en sont deuz: par ce qu'il n'est pas quitte par le moyen de ses offres suiuant la Loy. Qui Romæ, & l. si mora. De verb. obligat. & l. illud. D de peric & commodo rei vend. Et n'est aussi le Vassal tenu d'offrir les droicts & deuoirs deuz par son predecesseur: ains suffit qu'il offre ceux qu'il doit, à l'occasion de ce que le fief luy est aduenu: par ce qu'il n'est personnellement obligé, & comme nouueau Vassal a iuste cause d'ignorance, s'ils sont deuz par son predecesseur. Au reste il est certain que les offres & sommations se doiuent faire en temps opportun & lieu, comme Bartole & autres Docteurs traictent in l. non solum. §. morte D. de nou. op. nunt. Iason. in l. quidam æstimauerunt. col. 4. vers. istam regulam comprobo. D. Si cert. pet. Bald. in l. fin. C. de cond. insert. DD. in l. prætor §. si paratus. D. de op. noui nunt. l. Iulianus §. offerri. De act. empti l obsignatione. C. de solut.

p On peut demander si vne femme faisant la foy & hommage doit vser de ces mots, Ie deuiens vostre homme: ou bien ie deuiens vostre femme: Enquoy il faut dire qu'il faut suiure la Coustume des lieux pour la prestation de la foy & hommage comme, Andræas de Yserma, Baldus & Aluarotus in cap. 1. Qualiter Vasallus iur. deb. Il faut encor obseruer en ladite prestation vne honnesteté & ciuilité, telle qu'elle est requise entre le S. & le Vassal: & ne seroit raisonnable que la fẽme, vsast de telles paroles, ie deuiens vostre femme: par ce que l'honnesteté publique y contrarie, ne peut aussi dire ces mots, ie deuiens vostre homme: par ce que son sexe y resiste: & le commun vsage est contraire, & ex communi vsu nomina exaudiri debent, vt est in l. Labeo 7. D. de supel. legata. Et ainsi au liure 2 intitulé Litletons Tenure. Cap. 1. Si feme seule fera hommage à son Seignor, & ne dira, Ie deuing vostre feme: pourceo qui n'est conuenant que feme dira que el deuiendra feme à ascun home: fors qu'à son Baron, quand el est espouse: mez el dira, Ieo face à vous homage & à vous sera foyal & loyal, & foy vous portera des tenemens que ieo teing de vous: salue la foy que ieo teing de nostre Seignor le Roy. Mais si c'est vn Ecclesiastic ou personne d'Eglise, comment doit il faire la foy & hommage? Par le droict des Feudes l'Eglise n'est tenue faire ne prester auc un serment de fidelité, comme il est escrit liure 4. des Feudes. Tit. 101. Il faut regarder la Coustume des lieux, au liure susdit de Litletons Tenures. Cap. 1. est ainsi escrit touchant ceste question, Mez si vn Abbé ou vn Prior ou auter home de Religion fera homage à son Seignor, il ne dira, Ieo deueing vostre home, &c. pourceo qu'il al luy professe pour estre tant solement l'home de Dieu, mais il dira issint, Ieo vous face homage & à vous fera foyal & loyal, & foy vous portera des tenemens que ieo teing de vous, salue la foy que ieo doy à nostre Seignor le Roy. Au grand Coustumier de France liure 2. Titre du serment & fidelité des Prelats, est escrit, le Prelat ayant l'Estole au col, met la main dextre sur le Liure, & la senestre sur le piz, & le Chambelan qui là est luy dict tels mots, Monseignor, vous iurez sur les Saincts Euangiles & autres Saincts paroles qui sont cy escrites, & par les Ordres que vous auez receus, que vous serez feal & loyal au Roy de France nostre Souuerain Seigneur qui cy est, & à ses successeurs Rois de France, son corps & de ses enfans, son honneur, son heritage, son estat, & ses meubles garderez contre toutes personnes qui pourront viure ou mourir, & se il vous dit son conseil, vous le tiendrez secret, & se il vous demande le vostre, vous luy serez bon & loyal, & ainsi vous le iurez: & il doit dire, ouy: & puis baiser le Liure. Les Prelats font seulement ledit hommage pour leurs biens temporels. Hominum non debet fieri pro spiritualibus. cap. indignum. 11. extra de reg. iur. cap. 13. eod. tit. in 1. collect. & cap. 2. De exc. præl. in 2. collect. Et est simonia vt ait Alexander. 3. in cap. 17. De simon. & cap. 19. eod. tit. in 1. collect. Vide Radeuic. lib. 2. & Sigeb. in Chronicis.

---

l'Eglise Parochiale dudit lieu: & audit dernier cas, le faire publier au Prosne d'icelle Eglise.

Sens Tit. 19. Art. 182. Le Vassal qui doit reprendre son fief, s'il ne trouue son Seigneur au lieu & seigneurie, dont sa terre est mouuant, ou personne ayant puissance de receuoir ledict Vassal, apres qu'il aura deuëment appellé ledit S. & enquis s'il y a aucun, lequel ait pouuoir de le receuoir, & il ne trouue personne qui ait la charge, peut iceluy Vassal se transporter au Chastel ou à la porte du lieu principal, duquel est mouuant son fief: & en l'absence du Seig. Feod. & de personne qui ait puissance telle que dessus, faire ses offres & deuoirs, tout ainsi qu'il feroit & deuroit faire, s'il estoit deuant le Seigneur Feodal, & faire les protestations en tel cas requises: & apres baiser le verrouil de l'huis, ou quelque autre chose de ladite porte * ou lieu. Et ce faict si ledit S. Feod. leue

* C'est à dire, au lieu du verrouil.

Source : BIU Cujas

* Aliàs, ne leue, sed malè, la leçon affirmatiue est meilleure, & conforme à l'intelligence de ce lieu.

* les fruicts de la terre, pour laquelle les deuoirs auroient esté faicts, il sera tenu de les restituer. Toutesfois si le S.F. vient en sa terre, & il est aduerty du deuoir, il peut mander son Vassal par cry general ou particulier luy faire sçauoir sa venue, & luy faire assigner iour, pour venir faire son deuoir deuers l'homme qu'il commettra pour le receuoir si faire le doit. Et si audit iour le Vassal ne vient, le Seig. Feodal prendra defaut contre luy, & en son defaut pourra exploicter son fief, & en fera les fruicts siens, tout ainsi que si le Vassal n'auoit faict aucun deuoir.

AVXERRE Tit. 2. Art. 44. Si le Vassal ou celuy qui doit reprendre le fief, ne trouue, &c. p. *a sens.* 182. ou personne qui ait puissance de le receuoir, les Vassaux, apres qu'il, &c. personne qui en ait puissance, se peut ledit Vassal, &c. principal, dont est mouuãt, &c. pour faire ses offres & ses deuoirs, tout ainsi, &c. Et fera les protestatiõs, &c. & baisera le verrou de la serrure ou quelque, &c. ou s'il n'y en a, fera autre declaration & submission de fidelité. Apres lesquelles choses ainsi faites si ledit S.F. leue, &c. restituer & iouira ledit Vassal dudit fief. Art. 45. Sera † tenu ledit Vassal delaisser au Procureur, Receueur ou Fermier acte de sa presentation, foy & hõmage: ou au defaut des Proc. Rec. ou Fermier au prochain voisin.

† L'Art. 45 est de nouuel adiousté.

ESTAMPES Chapitre. 1. Art. 12. Toutesfois & quantes que le fief est ouuert, par mutation venue du costé du Vassal, doit aller dedans les xl. iours de l'ouuerture, vers son S.F. pour luy faire & porter les foy & hõmage, & luy payer profit, s'il en doit. Et pour ce faire se transporter au lieu de fief dominant & dont depend ledit fief, appeller & semondre son S. pour le receuoir: & s'il y est, luy faire hommage, & en son absence, le faire sur ledit lieu, à celuy, si aucun se trouue, qui ait pouuoir de receuoir: sinon en la presence du Procureur, Receueur ou Fermier dudit lieu, si aucuns se trouuent: & en l'absence de tous, en la presence d'vn Notaire & de deux tesmoins: & de l'acte, qui sera pour ce fait, en laisser copie deuëmẽt expediee audit S. son Procureur, Receueur, Mestaier ou Fermier, ou au prochain voisin, en l'absence l'vn de l'autre successiuement.

DOVRDAN Tit. ſ. Art. 25. Le Vassal est tenu faire ses offres à son S.F. au lieu du principal manoir du fief dominant, sinon que ledit S. de courtoisie & de bonne volonté le vousit receuoir, en autre lieu. Et doit signifier lesdites offres au S.F. s'il est sur le lieu: sinon à ses Officiers, Receueurs ou Fermiers, si aucuns en y a, & leur bailler copie des offres: & s'il n'y a Offic. Rece. ou Fer. pour luy, les doit signifier à deux prochains voisins du fief, & pareillemẽt leur bailler copie des offres.

MONT-FORT Chap. 1. Art. 41. Le Vassal est tenu faire les offres à son S. F. au lieu du principal manoir, ou autre lieu, dont est tenu & mouuant ledit fief, & icelles notifier audit S. ou à l'vn de ses Officiers ou Fermiers, si aucuns en a sur le lieu. Et ou ledit S. ou ses Officiers ou Fermiers ne seroient trouuez par le Vassal audit fief, il suffit notifier ledites offres au prochain voisin d'iceluy fief, & laisser copie de la notification attachee à la porte.

MANTE Chap. 1. Art. 18. Le Vassal est tenu faire la foy & hommage & offres accoustumees à son S.F. au lieu Seigneurial, duquel meut & depend ledit fief si †† le S. est audit lieu: sinon à son Receueur, Procureur, ou Officier si aucun y a: & s'il n'y en a, la doit faire sur le lieu seigneurial, en presence de Notaire & tesmoins, & le signifier aux plus prochains voisins, & leur en laisser copie, & attacher pareille copie à la porte dudit lieu seigneurial: & s'il n'y a lieu seigneurial destiné pour ce faire, le doit faire au lieu, où le seigneur a accoustumé receuoir ses droicts seigneuriaux, & le signifier aux plus prochains voisins, & leur en laisser copie, comme dessus: & laisser pareillement copie attachee à la porte dudit lieu, ou a la porte de l'Eglise Parochiale.

†† Ces mots, si le S. &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiousté.

VALLOIS Tit. 4. Art. 27. Tel † acheteur est tenu dedans xl. iours de son contract passé, venir pardeuers le S. à sa personne, s'il est en la Chastellenie ou Bailliage du lieu, où le fief est assis ou au lieu seigneurial dont meut le fief acheté, pour requerir estre receu en foy & hommage, & luy offrir payer les droicts de Quints & Requints. En quoy faisant est tenu exhiber ses lettres, & affermer le Contract contenir verité. Article vingt-huict. Et où audict lieu seigneurial ne comparoistroient aucuns Officiers pour le Seigneur, sera tenu ledict acquereur mettre par escrit lesdites offres signees de luy ou de Notaire, & les afficher à la porte du lieu seigneurial, si porte y a: sinon à la porte de l'Eglise Parochiale du lieu.

† Ces Art. 27. & 28. sont de nouuel introduits au lieu du 25. Art. ancien.

TROYES Tit. 3. Art. 31. Le Vassal est tenu faire ses foy & hommage, & les offres en tel cas requises, à son S. F. à la personne, au lieu & terre dont est tenu & mouuant son fief, & non ailleurs: & s'il n'y est, peut faire lesdictes offres

Source : BIU Cujas

audit lieu, aux personnes de ses Officiers: & s'il n'y a aucuns Officiers ou autres demourans, il suffit faire lesdites offres en presence de Notaires, ou autres personnes publiques, au lieu dont meut ledict fief: excepté des fiefs mouuans du Roy. ¶

¶ La Coustume de Chaumont. Art. 10 monstre comme le Vassal se doit gouuerner és fiefs, qui sont mouuans nuement du Roy. Sur laquelle Coustume a esté noté qu'il faut aller au Roy ou a la Chambre des Cõptes, si le fief excede xx v. liurest. de reuenu: Mais s'il n'excede ladite somme de 25. liu. t. de reuenu annuel, il suffira d'aller aux Officiers du Roy audit Bailliage qui ont en ce cas puissance de le receuoir.

CHAVMONT Tit 2. Art. 20. p. *a Troyes*, au S.F. à sa personne, &c. mouuant iceluy Fief: & si ledit S. n'y est, &c. s'il n'y a Officiers, ledit Vassal pourra faire lesdites offres en presence de deux Notaires, deuant la place, ou maison dont est mouuant ledit fief: en ce non comprins les fiefs du Roy nostre Sire: auquel cas le Vassal sera tenu aller au Roy ou à ses Officiers aians puissance de le receuoir.

VITRY Tit. 3. Art. 44. Quand vn fief est aduenu de nouuel à aucun Vassal soit par acquisition, decret de Iuge, titre successif ou autremẽt, & le S.F. dont tel fief est mouuãt, estoit absent ou hors du pays, ou que tel S.F. soit refusant receuoir à hõme son Vassal: en ce cas ledit Vassal, se peut tirer, si bon luy semble, au lieu où le S.F. est demourant, si c'estoit aux termes de la Iurisdict. ou Ressort de la situation dudict fief, ou si bon luy semble, au lieu dont ledict fief ainsi à luy aduenu, est mouuant, & illec doit appeller ou faire appeller à haute voix, le Seigneur Feodal. Et si ledit Seigneur Feodal n'y estoit en son absence, doit faire au deuant du Chastel, maison forte, place ou autre lieu, qui est le chef de ladicte mouuance, les offres en tel cas requises, mesmement de payer les droicts tels, qu'il peut deuoir, faire ou faire faire lecture des lettres de son acqueſt, si lettres en a. Et si ledict Seigneur a Officiers audit lieu, tel Vassal les doit appeller, & leur faire les offres dessusdicts, en l'absence dudit Seigneur. Et quand ledict Vassal a faict ses offres & deuoirs dessusdicts, ledict Seigneur Feodal ne faict de là en auãt les fruicts siens dudit fief de son Vassal, si saisi estoit auparauãt.

LAON Tit. 16. Art. 187. Si le S.F. n'est sur le lieu du fief dominant, le Vassal voulant faire foy & hommage, se doit addresser au Procureur dudit S. qui est sur ledit lieu, & luy faire offre raisonnable pour ledit S. Et à faute de trouuer aucuns Procureurs ayans charge d'iceluy Seigneur, suffit qu'il face ses offres au lieu Seigneurial pardeuant Notaires Royaux ou autres tesmoins demeurans sur le lieu, & vallent telles offres, tout ainsi que si elles estoient faictes audit S. qui ne peut apres icelles, tenir le fief saisi. Art. 188. Si le S. n'auoit Procureur ou Fermier ayant charge sur ledit lieu, doit le Vassal faire les offres audit lieu, en presence de tesmoins, en la forme que dessus, & en laisser copie, à la porte du fief dominant, s'il y a manoir ou edifice: sinon à la porte de la Parroisse, dont est ledit fief.

CHALONS Tit. 20. Art. 190. p. *a Laon*. Art. 187. ou autres & tesmoins demeurans, &c. Art. 191. p. *a Laon*. Art. 188. Le Vassal doit faire, &c. copie, comme dessus, &c. manoir & edifice, &c. porte de l'Eglise de la, &c.

REIMS Tit. 3. Art. 110. Le Vassal est tenu faire la foy & hommage & offres accoustumees au S.F. au lieu Seigneurial, duquel meut & depend ledit fief, s'il y est: sinon à son Procureur, Receueur & Officiers aians charge de ce faire, si aucuns en y a. Et s'il n'y en a, la doit faire sur le lieu seigneurial, en presence de Notaires ou tesmoins, & †† le signifier aux prochains voisins, & leur en bailler copie & attacher pareille copie audit lieu seigneurial. Et s'il n'y a lieu seigneurial destiné pour ce faire, la doit faire au lieu, où le S. a accoustumé receuoir ses droicts Seigneuriaux, & le signifier aux plus prochains voisins, & leur en laisser copie, cõme dessus, & laisser pareille copie attachee à la porte dudit lieu, ou a la porte de l'Eglise Parochiale d'iceluy lieu. Et valẽt telles offres, tout ainsi que si elles estoiẽt faites audit Seigneur, qui ne peut apres icelles faites, tenir ledit fief saisi au dommage du Vassal.

†† *Cest Art. 110. est ancien & adiousté cõme omis. Toutesfois est nouuel en ces mots,* Et le signifier, *&c. iusques à la fin.*

S. QVENTIN Tit. 4. Art. 79. Le Vassal est tenu pour releuer son fief, & faire les foy & hommage, aller voir son S.F. au lieu seigneurial & principal manoir dont ledit fief est tenu, & illec faire ses offres audit S. & en son absence à ses Officiers. Toutesfois si le Vassal vouloit aller ailleurs pardeuers son S. & luy faire lesdites offres à sa personne faire le peut.

PERONNE Tit. 2. Art. 30. Quand le fief est ouuert, le Vassal est tenu aller vers son S. & luy faire les foy & hõmage & le payer & satisfaire de ses droicts, si le S. est demourant au chef lieu du fief dominãt: & s'il n'y a chef lieu, suffit d'aller pardeuers les Offic. dudit S. Art. 31. Et apres les offres faites, si elles ne sont acceptees, le Vassal est tenu aller au chef lieu, ou pardeuers les Officiers en leurs Sieges xl. iours apres, pour auoir responce de son S. sur lesdites offres: & à faute de ce faire, peut ledit S. faire saisir ledit fief.

Source : BIU Cujas

CAMBRAY Tit.1.Art.72. Pour faire Relief de fief, il ſuffit de le faire au S.ou Bailly:& n'eſt requis y auoir aucuns hommes de fiefs: & ſe peut bien faire hors la ſignourie du fief,& dedans,& n'y faut main moyenne ou obeiſſance pour le faire ou autre ſignourie.

COMTE DE BOVRG. Chap.1.Art.3. Sera tenu le vaſſal & ſon ſucceſſeur de faire le deuoir d'hommage,à la perſonne de ſon S.ſ'il eſt au Cõté de Bourgongne:& ſ'il eſt abſent dudit Comté,& qu'il ait demouré hors xl. iours continuels,depuis la mainmiſe,le vaſſal pourra offrir & preſenter l'hommage en la place & maiſon du S.& dont le fief ſera mouuant:ou à la perſonne de ſon principal officier,qui ſera lors audit Comté. Et moyennat laquelle offre ledit S.ou ſon officier en ſon abſence,ſera tenu de luy bailler iouiſſance de ſa terre.

NIVERNOIS Chap.4.Art.2. Si le S.F.reuient apres au pays,il pourra ſignifier ſa venue au vaſſal, & luy donner iour competent pour venir faire les foy & hommage. Et ſ'il ne vient à l'aſſignation, r derechef le S.pourra faire ſaiſir ledit fief & faire les fruicts ſiens. Et ſi le S.ne compare par luy ou commis-, le vaſſal ſera tenu pour diligent,& ne pourra ledit S.plus faire ſaiſir ledit fief,pour la cauſe de foy & hommage non faits.

MONTARGIS Chap.1.Art.10. Vn vaſſal en faiſant les foy & hommage à ſon S,doit eſtre nue teſte, deſceinct, & baillera le vaſſal la main dextre en celle de ſon S.en diſant par le vaſſal,qu'il deuient ſon homme de tel fief,qu'il doit nõmer,luy en faire foy & hommage,ſelon la nature du fief:promettre que ſon profit pourchaſſera,ſon dommage euitera & loyaument conſeillera, & ſera en tous autres cas ce qu'vn vaſſal doit faire à ſon S. Art.11. Quand le fief eſt ſaiſi à faute de foy & hommage,le vaſſal eſt tenu dedans xl.iours aller deuers ſon S.de fief faire la foy & hommage, f ſi le S.eſt demourant à x.lieues pres de ſon fief dominant,à cauſe duquel ledit vaſſal eſt tenu faire la foy. Et ſ'il eſt demourant outre les x.lieues,il ſuffit aller audit lieu de fief dominant faire la foy & hommage, ſ'il y a perſonne aiant pouuoir de le receuoir,& payer les profits deuz,ſinon faire les offres telles,qu'il ſeroit à la perſonne de ſon S.Apres leſquelles offres le vaſſal peut iouir de ſon fief ſans offenſe:& ſ'il n'y auoit point de manoir au fief dominãt,ſuffit aller au domicile du S.ſi ledit S.eſt demourant à dix lieues du fief dominant,ſinon au lieu de la Iuſtice du Fief dominant,& faire les offtes, comme deſſus. Art. 12. Mais ſi le S.de fief reſſaiſit le fief,le vaſſal eſt tenu aller faire les foy & hommages,& payer les droicts & profits dedans xl.iours, comme deſſus: *alias*, le S, peut exploiter ledit fief.

ORLEANS Tit.1.Art.45. Le † vaſſal quand la foy faut de ſon coſté, & il eſt ſaiſi par ſon S.de fief, eſt tenu aller vers ſon S. luy faire la foy & hommage de ſon fief,& luy payer les profits ſi aucuns ſont deuz,ſ'il eſt demourãt à x.lieues pres de ſon fief & lieu à cauſe duquel le vaſſal eſt tenu luy faire t leſdits foy & hommage,& que le domicile du S. ſoit declaré par la ſaiſie ou autrement deuement notifié au vaſſal ou detenteur de l'heritage tenu en fief. Et ſ'il eſt demourant outre les x.lieues ou ſoit refuſant receuoir iceluy vaſſal,ou que la demeurance du S. ne euſt eſté exprimee par la ſaiſie ou deuement notifiee, comme deſſus:il ſuffit aller audit lieu & domaine,faire & offrir leſdits foy & hommage & payer les profits, ſi aucuns ſont deuz &c.p.*à Montargis*. Art.11,de ſon S.F.apres &c. offenſe:& ſi ce eſt vn fief u ſans domaine,il ſuffit aller par deuers le S. de fief à ſa perſonne ou en ſon domicile,à x.lieues pres de l'heritage tenu en fief. Et ſ'il n'eſt au dedans les x.lieues,il ſuffit au vaſſal,aller par deuers le Iuge, en la iuriſdiction duquel eſt aſſis l'heritage & luy notifier & faire ſes offres:leſquelles vaudront, iuſques à ce qu'il ſoit ſommé. Art.46.p.*à Montargis*. Art 12.autrement ledit S.peut &c. Art 47.p.*a Paris*, Art.63.Et †† ce fait,doit eſtant nue teſte ſans eſpee &c. du manoir, au lieu dont eſt tenu & mouuant le fief,apres &c.

NORMANDIE Chap 9.Art.107. La † forme d'hommage eſt que le vaſſal noblement tenãt,doit eſtendre ſes mains entre celles de ſon S.& dire ces mots *Ie deuiens voſtre homme a vous porter foy & hommage contre tous:ſauf la feauté au Roy*. Ar. 108. Le vaſſal eſt tenu faire les foy & hommage en la maiſon Seigneuriale du fief dont il releue:& ſi le S.n'y eſt pour le receuoir ou Procureur pour luy:en ce cas le vaſſal apres auoir frappé a la porte de ladite maiſon, & demandé ſon S. pour luy faire les foy & hommage,doit attacher a la porte,en preſence d'vn Tabellion ou autre perſonne publique,pour luy en bailler acte,& puis ſe preſenter aux Plés ou gage-plege de ladite Seigneurie,pour y faire leſdits foy & hommage. Et où il n'y auroit maiſon Seigneuriale,il fera ſes offres au Bailly,Seneſchal,Vicomte ou Preuoſt du S.ſ'il y en a ſur les lieux:ſinon il ſe pourra addreſſer au Iuge ſuperieur du

† *Ceſt Ar.45. eſt tiré du 12. Art. de l'ancien Couſtumier. Et ce qui a eſté oſté & adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 47.a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ango pour le ſieur d'Auma le:de Leſtre pour la Dame Ducheſſe de Lõgueuille & du Hamel pour le ſieur Duc de Montpenſier, Comte de Mortaing, ont requis qu'il*

r Nonobſtant les offres faites par le vaſſal au lieu du fief dominant. Ce qui ſemble equitable,& ne ſont par ce moyẽ les offres ſans effect: afin que le fief ne ſoit incontinẽt ſaiſi ſans aucune ſommation. Mais la Couſtume y deſire vne interpellation auant que le Seigneur Feodal puiſſe proceder par ſaiſie: nous auons parlé cy deſſus de ceſte queſtiõ C.M.

f Du Moulin ſur la Couſtnme d'Orleans ancienne. Art.12,note qu'il ſuffit aller au domicile du S. F. & par ainſi on n'eſt tenu de aller ſur le fief dominant. A ce propos faut voir ce qui eſt noté par Bartole in l. ſi finita D.de dãno infecta. & l.Item illa D. de cõſtit.pecunia.

t Mais ſi le S. F. veut & deſire que ſon vaſſal luy face ſerment de fidelité expreſſement & autremẽt qu'il n'eſt porté par la Couſtume. Il n'eſt tenu de preſter aucun ſerment cõtre les ſolemnitez portees par les couſtumes Et ne gardons en cela les loix des Lombards comme i'ay monſtré en la Preface des Couſtumes de Paris.C.M.

u C'eſt à dire,vn fief en l'air comme on dit communement.

Source : BIU Cujas

soit adiouſte, outre ce qui eſt contenu en l'ancien liure Couſtumier Chap. de Tenure par hommage, que le vaſſal faiſant ſon hommage, doit auoir vn genoul à terre, la teſte nue, ſans armes ny eſperons. A eſte arreſte que ledit Art. demourera ainſi qu'il eſt couche ſans y adiouſter n'y diminuer.

Fief, ſoit Royal ou autre, pour auoir ſa main-leuee.

TOVRS Tit. 13. Art. 110. Et ſi ledit vaſſal ne trouue le S. au lieu, à cauſe duquel l'hommage eſt deu, pour luy en faire ledit hommage, il doit faire l'offre à ſes Officiers, ſi aucuns en a en iceluy lieu ou en la preſence des meſtayers ou gens demourans audit lieu & d'vn Notaire auec deux teſmoins: & eſt telle diligence ſuffiſante pour empeſcher que le S. ne face les fruicts ſiens. Et ſi le S. venoit au lieu, auquel l'hommage eſt deu & qu'il y ſeiourne & reſide par viii. iours ou autre tel temps que le vaſſal ne le puiſſe ignorer, ſi le vaſſal ne retourne deuers luy, le S. ſe peut enſaiſiner & prendre ſon fief, comme deſcouuert. Ce qu'auſſi il peut faire apres le ban publié en ſa parroiſſe, ſi le vaſſal ne fait ſon deuoir: comme deſſus: mais en faiſant de rechef par le vaſſal les diligences ou †† par Procureur ſpecial pour luy en cas d'excuſe legitime, dont il ſera creu par ſerment, le S. ne faict les fruicts ſiens: tellement que ſi le S. l'empeſche, le vaſſal ſ'en peut complaindre. Art. 115. Le vaſſal doit faire hommage x ſimple à ſon S. nue teſte, les mains ioinctes & le baiſer. Et celuy qui doit hommage lige, le doit faire mains ioinctes ſur les Euangiles, nue teſte, deſceint & le baiſer, en faiſant les ſermens requis.

LODVNOIS Chap. 11. Art. 2. p. *a Tours.* Art. 110. Si aucuns en a audit lieu & en defaut des officiers, en la preſence des meſtayers, &c. de deux Notaires, ou de vn Notaire auec deux teſmoins: & eſt ceſte &c. deuers luy ou apres le ban fait par le S. en ſa Parroiſſe, le S. ſe peut &c. deſcouuert. Mais en faiſant de rechef par le vaſſal les diligences ſuſdites, le S. de fief ne peut faire les fruicts ſiens. Car le vaſſal en eſt ſaiſi: Et ſi ledit S. l'empeſche, ledit vaſſal ſe peut complaindre ou appleger contre ledit S. Art. 9. p *a Tours.* Art. 115.

ANIOV Tit. 7. Art. 109. La maniere de venir à la foy de ſon S. eſt de ſoy preſenter au lieu, hoſtel ou autre lieu, au regard duquel hõmage eſt deu: & qui trouue le S. luy offrir hommage auec le Rachat quand Rachat y appartient: y & qui ne trouue le S. faire ladite offre à ſes Officiers: & ſ'il n'y en a aucuns, faire l'offre audit lieu en preſence de teſmoins & le ſignifier ou faire à ſçauoir au S. ou à ſes officiers, ſ'il les peut trouuer au dedans de la lieue, & en defaut du S. ou Officiers le doit ſignifier aux meſtayers du S. ſi aucuns en y a, ou des prochains voiſins ou ſuiets, ſi le meſtayer ou Officiers ne peuuent eſtre trouuez: & la diligence ainſi faite, le S. ne peut plus rien leuer ne prendre par defaut d'homme, & eſt ſon fief ſerui. Et n'eſt plus tenu ſon homme d'aller à ſa foy, iuſques à ce que le S. luy ait faict à ſçauoir à ban en la Parroiſſe, où la choſe, à cauſe de laquelle eſt deue la foy, eſt aſſiſe ſi le ſuiet eſt non noble: & ſ'il eſt noble, à ſa perſonne ou par attache au lieu à cauſe duquel eſt deu ledit hommage: pourueu qu'il ſoit ſignifié au meſtayer, ou autre demourant au lieu, ſ'il y en a: & ſinon aux prochains voiſins Car la Couſtume eſt que noble en ce cas cy ne reſpondra pas du ban, & n'eſt tenu de venir ne comparoir, ſ'il n'eſt adiourné à ſa perſonne, ou en la perſonne de ſon Sergent ou autre Officier, ou par attache, au lieu, à cauſe duquel il doit hommage. Et lors doit venir a l'hommage de ſon S. & ſ'il n'y vient, le S. dedans l'an & iour enſuiuãt, toutesfois qu'il luy plairra, peut aſſigner & prendre par defaut d'homme ſur ſon fief, comme non ſerui & deſcouuert, en la maniere deſſus declaree. Art. 137. Celuy qui diuiſera la foy, doit dire a l'homme de foy ſimple aiant les mains ioinctes * en les de ſon S telles paroles. *Vous cognoiſſez eſtre homme de foy ſimple de M. qui eſt icy, au regard de telle ſa Seigneurie ou de tel ſon chaſtel, pour raiſon de telles choſes & luy promettez par la foy & ſerment, que doresnauant loyauté vous luy porterez: d'autre que de luy des choſes declarees vous ne vous aduouerez: bien & loyaument ſes deuoirs vous luy payerez: par voſtre Adueu n'autrement ſon Fief vous ne rongnerez: & en tous termes enuers luy, vous gouuernerez: ainſi qu'homme de foy ſimple doit faire enuers ſon S. & ſur les peines, qui y appartiennent.* Art. 138. *Vous cognoiſſez eſtre homme de foy Lige enuers* M. *qui cy eſt, au regard de telle ſa terre ou tel ſon Chaſtel, pour raiſon de telles choſes: & iurez à Dieu aux S. Euangiles, & par la foy & ſerment de voſtre corps, que vous porterez & ſerez enuers luy bon & loyal homme de foy lige: le bien & honneur de luy, & de* Madame *ſa femme, & de* M. *ſes enfans vous garderez & ne procurerez par vous ne par autres le contraire. Et ſi aucun cas iniurieux en oyez, vous le luy direz ou ferez dire, ou promptement l'en excuſerez: ſes faicts ſecrets vous ne reuelerez, ſans ſon congé: contre tous qui peuuent viure & mourir, fors contre le Roy & voſtre Prince naturel, le ſeruirez: d'autre que de luy des choſes declarees vous n'aduouerez: & en tous termes enuers*

x Hommage ſimple eſt ainſi dict à la difference de l'hommage lige ou plein. Poictou Art. 113. Touresfois aucunes couſtumes font difference entre Hommage lige & Hommage plein. Le vaſſal lige doit preſter ayde & ſecours à ſon Seigneur Feodal cõtre tous: excepté ſon pere, etiam, contre l'Empereur, le Roy ou autre Souuerain Seigneur, comme adoctement obſerue Cuias ad Tit. 5. lib. 2. Feud & ad Tit 31. 93. & 99. lib. 4. Hinc ligantium apud Sigebertũ Rex Scotiæ fecit homagium & ligantiam de omni terra ſua Regi Angliæ, vt proprio domino. Es hommages liges on quelquefois excepte l'Empereur cõme il ſe voit dans le Poete Gũtherus lib. 8. Par la Couſtume de Normandie Art. 107. Sauf la feauté au Roy: & par l'ancienne cha. 6. 14. & 28. La feauté au Duc. Le Roy d'Angleterre à cauſe du Duché d'Aquitaine de la Comté de Ponthieu & de Monſtreul, fit hõmage liege au Roy comme eſcrit Froiſart Vol. 1. Chap. 25. ou il recite le formulaire dudit Hommage lige Le vaſſal lige doit ligences & gardes: mais non pas le Vaſſal ſimple: & font la foy & hommage diuerſemẽt comme l'on ſe voit par ceſte Couſtume de Tours. Voyez l'Indice des Droicts Royaux. Maſuer. in Praxi Tit.

†† *Ces mots, Ou par Procureur, &c. iuſques à ce mot, ſerment, inclus ſont interpoſez pour plus grande explication de ceſt Art. ſans preiudice du paſſé.*

* *Faut lire,* entre, *ainſi que porte le Maine Art.* 148.

Source : BIU Cujas

de Feud num.24. Specul. Tit.de Feud.§.quoniam. S'il ne trouue autre part le Seigneur Feodal à propos & en lieu commode. C.M.

y Auquel cas le Rachat ne ſe doit offrir ſous condition, ſ'il eſt deu, mais ſimplement & abſolument deu. Toutesfois on peut bien adiouſter, tel qu'il eſt deu par la Couſtume du lieu: Ce qui eſt valable ſans autre ſignification, laquelle n'eſt pas requiſe par la Couſtume: & ſi elle eſtoit requiſe, comme à Paris, ſi le ſeigneur a choiſi pour ſon droict de Relief le reuenu de l'annee, comme il peut, il ſuffit au vaſſal d'offrir & preſenter ledit reuenu de l'annee, & conſentir que le ſeigneur le prenne & n'eſt beſoin que les eſpeces & autres choſes, eſquelles ledit reuenu, ſoient par le vaſſal particulierement deſignees & ſpecifiees. C.M.

luy vous gouuernerez: ainſi qu'homme de foy lige doit faire enuers ſon S. & ſur les peines, qui y appartiennent.

Le Maine Tit.8 Art.120.p.*à Aniou.* Ar.109.à ſçauoir trois ſemaines pour le moins auant que tenir les hommages & ce à Ban & iſſuë de la Meſſe Parochiale ou au proſne d'icelle, en la Parroiſſe, &c. Art.148. & 149.p.*à Aniou.* Art. 137. de telle ſa terre Art.150.p.*à Aniou.* Art.138.de ſa terre & Seigneurie &c.Art.151. Et doit ce que deſſus eſtre fait & dit par l'homme de foy, aiant les mains ioinctes entre les mains de ſon S. la teſte nuë & deſceint, apres ſur vn liure faire derechef le ſerment deſſuſdit. Et ſi le prelat ou homme d'Egliſe doit ledit z hommage, il luy doit mettre la main dextre à la poitrine, & le faire iurer à Dieu & aux S. Euangiles & ſainctes Ordres de Preſtres auec les autres ſermens deſſuſdits.

z Nous auons monſtré cy deſſus en la couſtume de Melun Art. 24. en la lettre.t. Vide Arch.in can.ſiquis preſbiteri 2.q.5.& Panormit in cap.fin.in 2. Colum. Extra de iur. calum. Speculator in Ti. de Feud.§ quoniam. §. ſed & prælati Accurſius & ibi DD.in l.fin. C. de vend. reb. ciuit. lib.xi.

Grand Perche Tit.2.Art.35. Le nouuel detenteur ſe doit dedans les xl.iours tranſporter au lieu du fief dominant, & illec eſtant nuë teſte, ayant laiſſé ſes armes, appeller ſon S à haute voix par trois & diuerſes fois: le ſemondre & interpeller de le receuoir à foy & hommage, luy offrir payer le Rachat ſelon la taxe, qui ſ'en fera ſur la declaration qu'il eſt tenu auoir en ſa main, contenant par le menu les heritages & choſes, deſquelles il entend faire foy & hommage & payer Rachat, & à ceſte fin offrir argent à deſcouuert. Art.36. Et où le S.F. ne ſeroit ſur ledit lieu, doit appeller & interpeller en la maniere que deſſus, le Procureur, Receueur, Fermier ou commis du S. & faire les offres en la maniere deuant dite, enſemble la declaratiõ, en preſence d'vn Notaire & deux teſmoins. Et en l'abſenſe des deſſuſdits Procureur &c. doit faire les offres deuant le lieu Seigneurial ou autre lieu certain & deſigné a faire & receuoir les hommages, en la preſence deſdits Notaire & deux teſmoins en la maniere ſuſdite. Et où il n'y auroit aucun lieu certain, doit faire les offres en la maniere que deſſus, deuant l'Egliſe Parochiale, & prendre acte de Notaire, & iceluy acte auec declaration attacher a la principale porte d'icelle Egliſe. Art.38. Et où le Rachat auroit eſté aborné, il n'eſt requis pour la validité des offres, preſenter aucune declaration: mais ſuffit offrir le pris du Rachat ſelon l'abornement, faiſant apparoir dudit abornement: neantmoins apres le Rachat payé, foy & hommage faits, le vaſſal aborné ſera tenu bailler ſon Denombrement, dedans le temps de la Couſtume. Art.138. Et les offres ainſi faites equipollent a foy.

Offres deuẽmẽt faictes equipollent à foy.

Chasteavneve Chap.2.Art.17. Le vaſſal eſt tenu faire en perſonne la foy & hommage, & les trois offres au manoir de la Seigneurie, dont depend tel fief qu'il tient: & ſi le S. n'eſt demourant ſur le fief, le vaſſal eſt tenu luy ſignifier ſes offres en ſa Iuſtice, ſ'il a droict de Chaſtellenie & Haute Iuſtice & iuriſdiction & plaids, qui tiennent ordinairement: & ſi d'ailleurs & autrement eſt fait, le S.F. n'eſt tenu receuoir le vaſſal, ſi bon ne luy ſemble. Et ne ſont les offres du vaſſal autrement faites ſuffiſantes: & † ſera tenu ledit vaſſal laiſſer a ſes deſpens a ſon S.F. ou a ſes officiers, Procureurs ou meſtayers demourans ſur le lieu, la copie de ſes offres & reiterations. Art.18. Et †† ſi le S.F. n'a hoſtel Seigneurial, le vaſſal ſera tenu faire ſes offres a la perſonne du S.F. ſ'il eſt demourant au lieu ou a trois lieues a l'entour au dedans de ceſte Baronnie, ſi recouurer l'y peut: & ſinon a ſes Officiers, ſi aucuns en a audit lieu, ou a ſes Fermiers ou meſtayers auſſi demourans audit lieu, ou a trois lieues a l'entour au dedans de la Baronnie, & non autrement: & ſera tenu ſignifier les offres en la Iuſtice du S.F. ayant droict de Chaſtellenie ou Haute Iuſtice, ſi elle tient ordinairement, où il ne les auroit faites à la perſonne du S.F. Art.19. La Iuſtice eſt reputee tenir ordinairement quand il y a Aſſiſes qui ſe tiennent de vi. ſemaines en vi. ſemaines ou autre Iuriſdiction de Haut Iuſticier, qui ſe tienne de quinzaine en quinzaine, ou de huictaine en huictaine: & ſ'il y a diſcontinuation faite ſans cauſe raiſonnable, le vaſſal ſe peut en ſon deuoir de faire ſes offres ſur le lieu & principal manoir, & en les ſignifiant au S. ou a ſes Officiers & fermiers, ſans faire ſignification en la Iuſtice, qu'ainſi ſeroit diſcontinuee ou tranſmuee de lieu en autre, ſans cauſe raiſonnable. Art.20. Le vaſſal,

† *Ces mots, Et ſera tenu, &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Les Ar.18 19. & 20. ſont de nouuel accordez pour Couſtume.*

Source : BIU Cujas

qui ne doit point de Rachat & qui doit foy & hommage ſeulement n'eſt tenu faire les trois offres, mais eſt tenu faire les foy & hommage à ſon S. de fief, comme deſſus au 1. Art. Et où ſon S. ne le voudroit receuoir en la foy & hommage, pour ſe mettre en ſon deuoir, doit offrir faire la foy & hommage au lieu & manoir dont depend le fief, & le ſignifier au S. ou à ſes Officiers en ſa Iuſtice, ſ'il a Haute Iuſtice, comme deſſus: & là où il n'auroit Haute Iuſtice tenant ordinairement, il ſuffit faire l'offre ſur le lieu, & le ſignifier au S. ou à ſes Officiers ou Fermiers, cõme deſſus: & n'eſt tenu reiterer ſes offres au bout de xl. iours.

CHARTRES Chap. 2. Art. 14. p. *à Chaſteauneuf.* Art. 17. au lieu [a] & Seigneurie dont depend & eſt tenu tel fief qu'il tient: tellement que ſ'il les fait ailleurs, le S. F. n'eſt tenu le receuoir, ſi bon ne luy ſemble: mais ſ'il n'y a hoſtel Seigneurial, le vaſſal ſera tenu ſignifier ſes offres au S. F. ou à ſes Officiers, ſi aucuns en a audit lieu ou à ſes Fermiers & meſtayers: pourueu qu'ils ſoient demourans au lieu ou trois lieuës à l'entour, & non autrement.

DREVX Chap. 2. Art. 11. p. *à Chartres.* depend le fief tellement, &c. ſemble & ſont telles offres valables, & ne pourra le S. ſaiſir le fief, qu'il ne ſoit les xl. iours apres le treſpas de ſon vaſſal: pourueu que tel fief ſoit venu par ſucceſſion. Et ſi le S. eſt abſent de ſon manoir & lieu ſeigneurial, le vaſſal ſera tenu le ſignifier à ſon Procureur ou fermier, ſ'il eſt demourant dedans la lieue.

BLOIS Chap. 5. Art. 47. Le vaſſal doit faire la foy & hommage à ſon S. de fief, toutesfois & quãtes que le fief eſt vuidé & ouuert, & que le S. de fief n'a point d'homme. Ce qui aduient en deux manieres: l'vne quand la foy faut du coſté du du S. de fief: l'autre quand la foy faut [b] du coſté du vaſſal. Art. 48. La foy faut du coſté du S. quand le S. va de vie à treſpas, où qu'il vend, aliene, cede ou tranſporte à autruy ſon heritage, a cauſe duquel ſon vaſſal tient en foy & hommage de luy, ou qu'autrement y a mutation de ſ. Art. 49. La foy faut du coſté du vaſſal, quand le vaſſal va de vie à treſpas ou qu'il vend, aliene, cede ou tranſporte l'heritage qu'il tient en foy & hommage de ſon S. de fief. Art. 54. Le † Vaſſal pour faire deuement la foy & hommage à ſon S. de fief, ſe doit tranſporter en perſonne ou par Procureur és cas cy apres declarez, au lieu dont l'heritage eſt tenu en fief, au dedans de xl. iours, que ledit heritage luy eſt eſcheu & aduenu par ſucceſſion. Et ſi ledit heritage luy eſt aduenu par acqueſt, dedans xx iours. Et ſ'il troue audit lieu ſon S. de fief, il luy doit faire ou offrir ladite foy & hommage, en luy preſentant la bouche [c] & les mains, & les profits, ſi aucuns en ſont deuz, quant ledit heritage eſt aduenu par ſucceſſion: & ſ'il eſt aduenu par acqueſt, en luy paiãt ou offrant paier les droicts & deuoirs. Et ſi le S. de fief eſtoit abſent, ſe doiuent faire les offres à la porte de l'hoſtel ſeigneurial, ſi aucun en y a: ſinon au lieu dont l'heritage eſt tenu en fief, par deuant vn Notaire & teſmoins, ou par deuant deux Notaires: & telle offre vaut pour foy faite. Chap. 7. Art. 98. Quand le vaſſal vient offrir la foy & hommage à ſon S. de fief, quand il lui doit ſeulement la foy, & ſ'il doit les profits, qu'il les offre à ſon Seigneur, ledit Seigneur eſt tenu de receuoir ſon vaſſal à luy faire ladite foy: & ſ'il eſt refuſant, telle offre vaut & equipolle a foy faite.

DVNOIS Chap. 1. Art. 2. p. *à Orleans.* Art. 45. Lui faire la foy, ſi tel S. de fief a domicile au dedans des x. lieues. Et ſ'il eſt outre les x. lieues, il ſuffit aller au lieu, a cauſe duquel le vaſſal eſt tenu faire la foy & hommage, & offrir paier les profits de fief, ſi aucuns en doit, tels qu'il feroit a la perſonne de ſon S. de fief, apres leſquelles offres &c. offenſe: autrement tel vaſſal ne fait ſon deuoir & pourra le S. de fief iouir & vſer de ſon droict: mais ſi le S. de fief ignorant leſdites offres faictes par ſon vaſſal en ſon abſence, ſaiſit ou reſaiſit ledit fief, & le vaſſal ne va dedans xl. iours apres le ſecond ſaiſiſemẽt, faire ſes offres, comme deſſus & paier ſes deuoirs de fief, le S. de fief pourra exploiter le fief par †† commiſſion de ſon Iuge, ſ'il a Iuſtice: ſinon par ſon ſuperieur aiant Iuſtice.

BERRI Tit. 5. Art. 20. Le † vaſſal eſt tenu pour faire & porter la foy & hommage, aller ſeulement au lieu du fief dominant: & ſ'il ne trouue audit lieu [d] le S. F. ou autre aiant puiſſance de le receuoir, le vaſſal fera le deuoir des foy & hommage a la porte du fief du lieu du fief dominãt en baiſant le verrouil ou porte du manoir du S. ſ'il y en a: ou ſ'il n'y a manoir, fera le deuoir au lieu de la Iuſtice où eſt aſſis le fief dominant. Duquel deuoir fait par le vaſſal au lieu du fief dominant, le vaſſal doit prendre inſtrument public, & ſera tenu en laiſſer vn ſemblable au Greffier de la Iuſtice dudit lieu, ſ'il en y a demurãt ſur le lieu, où le deuoir a eſté fait, ou au Receueur ou au Procureur, ou au fermier ou au detenteur dudit lieu, ou au voiſin & habitant demourant au lieu, ou à l'vn d'iceux, au chois du vaſ-

[a] Toutesfois ſ'il n'y a perſonne ſur le lieu aiant pouuoir de receuoir la foy & hommage, le vaſſal n'eſt tenu de la preſter parce que meſmes elle ne ſe peut faire aux murailles, portes ou autres choſes inanimees: comme aucũs maladuiſez ont eſtimé: Car il ſuffit au vaſſal de ſe preſenter & offrir de faire la foy & hommage & rapporter acte de ſes offres. C. M.

[b] Sed non per omnia æquiparantur, comme cy deſſous en l'Art. 52. de ceſte Couſtume.

[c] C'eſt à dire le baiſer cõme il ſe cognoiſt par les couſtumes cy deſſus expliquees & par vn ancien Arreſt donné à la feſte de Touſſaincts 1275. Sigebertus in Chronico cum ſacramento fidelitatis manus dare. Si la vefue a preſenté la foy & hommage au ſeigneur Feodal: & non pas nõmemẽt la main & la bouche: ſçauoir ſi elle a ſatisfait au deſir de la couſtume. Mais on a faict reſpõce que ſon offre eſt ſuffiſante & ainſi a eſté iugé par Arreſt & rectè, parce que ces mots ne doiuent eſtre interpretez captieuſement. C. M.

[d] Si le ſeigneur eſt decedé, ayant delaiſſé ſa vefue enceincte: le vaſſal à qui eſt il tenu demander d'eſtre receu en foy & hommage? Balde eſtime que le tout ſe doit faire ſous le nom du ventre

† *Ceſt Art. 54 a eſté ainſi corrigé ſuiuant l'aduis des Eſtats.*

†† *Ces mots, Par commiſſiõ &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſté: parce qu'il y a aucuns S. qui n'ont Iuſtice: à ceſte cauſe ſe peuuent commettre pluſieurs abus & en aduient gros inconueniẽs.*

† *Les venera-*

Source : BIU Cujas

bles de la S. Chappelle, Seigneurs & Barons de Graçay, ont maintenu la Coustume estre audit lieu de Graçay, que les vassaux sont tenus les chercher à dix lieues distant du Fief dominant, comme au lieu de Bourges : iceux ouys, auons ordonné que ledit Art. 20. demoureroit arreste, sans preiudice de la Coustume par eux pretendue audit lieu: qui seroit mise és Coustumes locales, selon la verification d'icelles.

in l. qui in vtero. D. de statu hom. & l. fin. C. de testam. nul. Car on donne pour ceſt effet vn Curateur, qui doit receuoir en foy & hō-

mage. Curtius Iunior. 4. parte feudorum 23. causa in fine & Bald. l. fin. C. de testam. milit. Card. in cap. 1. Quæ fuit prima causa amitt.

sal, ou par attache au lieu principal Et s'il y a plusieurs e freres, sera faite la foy à l'aisné, s'il est present & consequemment à ses autres freres & sœurs aisnez trouuez sur iceluy, dequoy sera faite mention par l'instrument.

e Ou seurs : s'il y a plusieurs seurs: ce qui se collige de la fin de ceſt Article: & mesmes en droict, fratrum appellatione sorores continentur l. tres fratres. D. de pactis. l'Abbé.

†† *Ceſt Art. 380. est accordé pour nouuelle coustume.*

Bovrbonnois Chap. 27. Art. 378. Le S. F. n'est tenu receuoir son vassal en foy & hommage, s'il n'est au lieu dont depend le fief, s'il ne veut. Art. 380. Le †† vassal qui veut faire foy & hommage apres requisition ou mainmise, se doit transporter au lieu dont depend le fief, & illec se mettre en deuoir de faire ledit hommage selon la nature & qualité d'iceluy fief: & s'il ne treuue le S. du fief, ou le S. le refuse sans cause raisonnable, le vassal se peut presenter deuant la porte ou lieu principal d'iceluy lieu ou place, dont depend ledit fief, & illec en la presence de Notaire & tesmoins, & les officiers dudit lieu appellez, s'aucuns en y a, faire ses foy & hōmage, cōme il feroit en la presence du S. ou qu'il l'euſt voulu receuoir: & est le vassal tenu attendre le S. au lieu & place, dont il depend en l'absence du S. F. ou gens de par luy commis, est tenu notifier son deuoir & diligence à son S. F. dedans xl. iours, s'il est au païs: & s'il n'y est dedans xl. iours apres son retour, & doit lui en bailler instrument de fidelité requis & accoustumé, afin que le S. F. soit asseuré de son fief: & en ce faisant ne faict le S. F. les fruicts siens: mais si le vassal veut faire les foy & hommage de son gré & volonté, sans y estre contrainct par mainmise ou empeschement, il est tenu chercher son S. en personne, où qu'il soit dedans le païs, où le fief est assis & situé: & en defaut de le trouuer, le vassal peut faire les foy & hommage en la maniere deuant dite.

* *C'est à dire, à foy & hommage.* Alias legitur, *à Fief.*

Avvergne Chap. 22. Art 25. p. *à Bourbonnois.* Art. 378. son vassal à * foy, si ce n'est &c. Art. 46. & 47. p. *à Bourbonnois.* Art. 380. deuant la porte d'icelui lieu & place &c. de Notaire & tesmoins faire ses foy & hommage, comme il feroit, s'il trouuoit son S. F. ou autre pour lui. Art. 48. Toutesfois le vassal est tenu attendre son S. F. au lieu & place dont depend le fief, l'espace de xxiv. heures, s'il est requis de ce faire par les gens & Officiers du S. F. Art. 49. Neantmoins le vassal est tenu en faisant ledit hommage à la porte du lieu & place, dont depend le fief, en l'absence du S. F. ou des gens par lui commis, notifier son deuoir & diligence à son S. F. dedās xl. iours, qu'il est tenu bailler sa Nommee, afin que le S. F. soit asseuré de son fief, & de ce en doit bailler instrument contenant le serment de fidelité requis & accoustumé. Art. 50. Et si le vassal veut faire &c. p. *à Bourb.* Art. 380. *A la fin* foy & hommage dudit Chasteau, comme dit est.

La Marche Chap. 18. Art. 189. La façon d'entrer en hommage d'autrui est telle: c'est à sçauoir que le S. F. doit estre requis humblement par son homme, qui veut faire foy & hommage, d'estre receu à foy aiant la teste nue. Et si le S. se veut seoir, faire le peut, & le vassal doit desceindre sa ceincture, s'il en a, oster son espee & baston, & soy mettre à vn genoil, teste nue, & dire ces paroles, si le vassal n'a autre pour lui, qui les die : *Monsieur ou Madame i'entre vers vous en foy & hommage & m'aduouë vostre vassal, pour raison d'vn tel lieu, que ie tiens de vous, à cause de vostre Seigneurie de tel lieu, & vous promets & iure vous seruir doresnauant enuers & contre tous & accomplir tout le contenu ès Chapitres de fidelité vieux & nouueaux.* Et si le S. veut auant que le receuoir, il les peut faire declarer. Et ce faict le S. doit dire, *Ie vous reçoy à hōme: sauf mon droict & l'autruy* : & en signe de ce le baiser à la iouë: & apres la reception lui peut & doit enioindre de bailler sa Nommee dedans xl. iours. Art. 190. Si le vassal fait foy & hommage au prince, il doit estre à deux genoux : si c'est à vn moindre, il suffit d'estre à vn genoil, & est accoustumé que le vassal doit auoir les mains iointes, & le S. les doit prendre entre les siennes, en le receuant & baisant. Art. 191. Si l'hommage est fait à moindre que du Prince, le vassal en faisant le serment, peut dire: *Ie vous iure & promets fidelité & seruice: fors contre le Roy & le Prince de qui vous tenez*: & quand il ne le diroit, le superieur est tousiours excepté: & si le serment est faict au Prince, il peut excepter la personne du Roy & son fils aisné. Art. 192. Si le S. veut auant la reception, le vassal iurera f sur les S. Euangiles. Art. 193. Et pource que les S. qui cognoissent leurs vassaux de bonne volonté, dispensent

f Les formes receues pour la reception e i

foy hommage ſont diuerſes ſelon les Coustumes des lieux, les vnes veulent qu'on iure ſur les Euangiles, les autres non. Iuro ad hæc Sancta Dei Euangelia, me in posterum fidelem ei futurum, vt vasallum domino, nec id quod mihi sub nomine fidelitatis commiserit, enunciaturum in eius detrimentum scientem. Et qui per Euangelia iurat, magis sibi videtur iurare, quam qui per Deum iurat vt D. Chrysostomus in can. si aliqua causa 22. q 1. Ceste façon de iurer ſur les ſainctes Euangiles eſt remarquee pour eſtre des plus ſolemnelles, & les Empereurs nommẽt iuſiurandum corporaliter præſtitum in l. 1. C. Si aduerſ. vendit. l. 3. C. Si minor ſe maiorem dixerit. Illud fiebat tactis ſacroſanctis Euangeliis vel manu ſublata. Balſamo, vocat σωματικὸν ὅρκον. Iuſtinian en faict ſouuent mention és Nouelles Clem. Romani. De iureiur. cap. 1. Qualiter vaſ. iur. debeat. Vide Cuiac. ad Nou. 51. & cap. 1. Qualiter vaſſallus iur. debeat & Fulbertum in c. de forma fidelitatis. 22. q. 5. & cap. 1. De noua form. fidel. in vſit. feud.

deſdites ſolemnitez, qui ſont introduites par vſage raiſonnable, ſi l'hommage eſt autrement fait, que ainſi que dit eſt: ne fait preiudice aux droicts du S. ne du vaſſal, qu'autresfois ne ſe face l'hommage, en la maniere que dit eſt. Art 199. Le S. F. n'eſt tenu, ſi bon ne luy ſemble, receuoir ſon hommage, ſinon au lieu g dont depend ledit fief. Art. 207. 208. & 209. p. *à Auuergne.* Art. 46. 47. 48. 49. & 50. ou des gens par luy commis, notifier &c.

g Gloſſa in cap. 1. Per quos fiat inueſtitura l. ité illa D. de cõſt. pec. l. fin. C. de iure Emphyt l. ſed & hæ §. non ſolũ D. de procur. Pan. in cap. ſignificante Extra de pign. Ceſte reception en foy & hommage eſt voluntariæ iuriſdictionis ideoque poteſt vbique exerceri & argumentum præbet l. 3. D. de offic præſ. l. emancipati. §. apud Proconſulem D. de adopt. Acc. in l fin. D. de off. præſ. vrbi.

POICTOV Tit. 1. Art. 109. Quand aucune choſe tenue en hommage eſt de nouuel venue à aucun par titre vniuerſel ou particulier, il doit aller par deuers celuy, de qui elle eſt tenue faire ſon hommage, dedans xl. iours. Art. 110. Si celuy, à qui l'on doit faire hommage, eſtoit hors de ſa prouince ou de ſa Chaſtellenie, le vaſſal n'eſt tenu d'aller par deuers luy: mais en ce cas, à ce qu'il ne ſoit en demeure, il doit aller au chaſtel ou manoir, à cauſe duquel eſt deu ledit hommage: & illec offrir faire hommage en abſence de S. Et pourra ledit Seneſchal en ce cas le receuoir audit hommage pour & au nom dudit S. Art. 111. Et fera le Seneſchal commandement au vaſſal qu'il aille par deuers le S. pour luy faire le baiſer, ſi toſt que le S. viẽdra au lieu dont la choſe eſt tenue: & auſſi fera commandemẽt de bailler ſon Adueu & Denombrement par eſcrit, dedans le temps de la Couſtume, qui eſt de xl. iours: ou ſi le Seneſchal veut baillera ſurſeance au vaſſal de faire l'hommage, iuſques à la venue du S. ou iuſques à aucun temps qu'il luy plairra. Et ſi le vaſſal treuue celuy, à qui il doit faire l'hommage hors du pays, il peut offrir ledit hommage, & ledit S. ne le peut refuſer, pour dire qu'il n'eſt au lieu, où ledit hommage eſt deu. Et ſi le S. le refuſoit le vaſſal en peut appeller, & n'eſt plus en demeure de faire ledit hommage iuſques à ce que le S. l'en requiere. Art. 112. Si ceux, qui ont eſté mis en ſurſeance iuſques à la venue du S. ou qui ſont receus à hommage, reſerué le baiſer au S. ne viennent faire leur deuoir audit S. luy venu au lieu dont la choſe eſt tenuë: pourueu qu'il y ait fait telle demourance qu'elle puiſſe eſtre venue à la notice des vaſſaux: iceux vaſſaux ſont deſlors en demeure. Et pour icelle demeure & defaut dudit hommage ou hommages non faits, au cas de ſurſeance d'hommage, le S. peut ſaiſir & leuer les fruicts du fief par faute d'homme, & cherront leſdits fruicts en perte: mais aiant eſté receu en hommage le baiſer reſerué, pour le baiſer non faict, les fruicts ne cherront en perte. Toutesfois ſi l'on exploite, ſans faire le baiſer, l'on amendera pour ſaiſie briſee, comme deſſus. Art. 113. Celuy qui fait hommage lige doit iurer de la fidelité ſur le liure h touché de la main. Et ſi ledit hommage eſt plain, il ſuffit iurer de la fidelité ſans liure.

h C'eſt ſur les ſainctes Euangiles dont nous auons parlé cy deſſus en la Couſtume de la Marche.

XAINCTONGE Tit. 4. Art. 24. En l'abſence du S. ou d'autre ayant puiſſance de luy, il ſuffit au vaſſal ou tenancier, ſe tranſporter à l'hoſtel, chaſteau ou maiſon noble dont la choſe eſt tenue, & offrir faire ce qu'il doit, enuers ſon S. F. tellement qu'apres telle diligence & offre, le S. ne peut ſaiſir la choſe de luy tenue Art. 33. Quand aucune choſe tenue à hommage eſt de nouuel obuenue à aucun par ſucceſſion, il doit aller par deuers celuy à qui il eſt tenu faire ſon hommage, dedans xl. iours.

BORDEAVX Chap. 8. Art. 81. Le vaſſal n'eſt tenu aller hors la Duché de Guyenne, pour faire l'hommage aux Seigneurs. Touchãt l'hommage deu au Roy, eſt demeuré en doute.

BRETAGNE Tit. 17. Art 333. L'hommage † lige ſe fera en ceſte forme: ſçauoir quẽ le vaſſal, l'eſpee & eſperons oſtez, teſte nuë, ayant les mains entre celles de ſon S. & ſ'enclinant dira telles paroles: *Monſeigneur, ie deuiens voſtre homme lige pour telles choſes: leſquelles ie releue & tiens de vous ligement* i *en tel voſtre Fief & Seigneurie, leſquelles choſes me ſont aduenues par tels moyens, à cauſe dequoy ie vous dois la foy & hommage lige, & vous promets par ma foy & ſerment vous eſtre loyal & feable, porter honneur & obeiſſance, & enuers vous me gouuerneray ainſi que Noble homme de foy lige doit faire enuers ſon Seigneur:* Le Seigneur reſpondra comme enſuit: *Vous deuenez mon homme pour raiſon de telles choſes par vous dites & declarees: & me promettez que vous me ſerez feal*

i Fief tenu ligement & ſans moyen, à la difference de celuy qui eſt tenu par moyen, comme a obſerué le Bouteiller en la Somme Rurale, au reſte

† *Pour les Ar. 333. 334. & 335. voyez ce qui eſt porté cy deſſous Ar. 329. en l'addition de ce Titre nomb. 1. Et ont eſté rayés les 325. & 326. comme comprins en ceſt Art. 333.*

Source : BIU Cujas

ces mots, *s'inclinant*, s'entendent sans mettre le genou à terre, comme plusieurs le pretendoiẽt les souuerains enuers tous & contre tous qui peuuent viure & mourir sans aucun excepter fors le sainct Siege. Argentré.

feal & obeissant, homme & vassal, selon que vostre fief le requiert. Et le suiet respondra: *Ie le promets ainsi.* Et le S. dira: *Ie vous reçoy, sauf mon droict & l'autruy.* Art. 334. Celuy qui tient en Iuueignerie sans Parage estant hors de la ligne, fera l'hommage tant à l'aisné, qu'au S. lige & prochain superieur dudit aisné, & en la forme susdite: fors que faisant l'hommage à son aisné, au lieu de ces mots faisans mention *du Seigneur & vassal lige*: sera dit, *comme Iuueigneur d'aisné.* Art. 335. De mesme sera fait l'hommage comme Iuueigneur d'aisné, par le Iuueigneur, qui tient en Parage, sans toutesfois oster l'espee ny esperons ny mettre ses mains entre celles de son aisné: mais doit l'aisné baiser le Iuueigneur. Art. 352. Quand le S. est absent de la Seigneurie, le vassal qui doit faire la foy & hõmage, n'est tenu le chercher hors le fief, s'il ne veut: mais il doit aller & se pouruoir deuers le Iuge du fief en iugement & luy requerir Souffrance & Sauf-Respit de faire l'hommage, iusques au retour du S. & cela faict ne doit estre iugé defaillant de faire la foy: pourueu qu'au premier retour du S. au fief dont il tient, il se presente à luy faire la foy ou sur le refus, offre d'icelle.

Voyez cy dessus le 1. Art. de Niuernois Chap. 4. mis en la conference du 7. Art. de Paris.

Art. 65. PARIS.

S.F. doit faire publier ses hommages, auãt que saisir si le S. est nouuel.

†† A ceſt Ar. 65. qui estoit le 47. Art. du viel Coustumier, ce mot, Duchez, *a esté adiousté en deux endroits.*

Proclamations comme se doiuẽt faire pour faire la foy & hommage.

Quand †† vn Fief [k] vient de nouuel par succession, acquisition ou autrement à aucune personne, le nouueau S. ne peut empescher ny mettre en sa main les fiefs, qui sont tenus de luy, iusques à ce qu'il ait fait faire les proclamations & significations, que ses vassaux luy viennent faire la foy & hommage dedans xl. iours. Et ce faict, leidits xl. iours passez, si lesdits vassaux ne se presentent, il peut saisir & exploiter les fiefs tenus & mouuans de luy & faire les fruicts siens: pourueu toutesfois que la proclamation & signification ait esté faicte: C'est à sçauoir quant aux fiefs és Duchez, Comtez, Baronnies & Chastellenies dont ils sont mouuans, par proclamations à son de trompe & cri public par trois iours de Dimenches ou de marché, si marché y a. Et quant aux Fiefs estans hors des Duchez, Comtez, Baronnies & Chastellenies, dont ils sont mouuans, par signification faite au vassal à sa personne, au lieu du fief, s'il y a manoir, ou au Procureur dudit vassal, s'aucun en y a: sinon au Prosne: de l'Eglise Parochiale dudit lieu, en iour de Dimenche ou autre iour solemnel.

k Ces proclamatiõs, sont introduites par la coustume, pour mettre le vassal en demeure: & ce qui est ainsi faict à cri public & en lieux publics, ne peut estre dit par aucun vassal que ces proclamations ne sont venues à sa notice & cognoissance, argumentũ præ bet lex sed & si pupillus. § proscribere D. de inst. act. & Bart. in l. si tutor. 5. C. de peric. tut. Accurs. in l. quinquaginta D. de excuss. tut. Et ont telles publications tant d'effect qu'elles ont mesmes au cas de ceste Coustume lieu contre les mineurs suiuant l'opinion de Ioan. Faber in Proemio Inst. iuxta l. si eo tempore C de remiss. pign. Tiraq. liure du Retraict lignager §. 35. Glossa 2. Apres lesquelles proclamations faites à la requeste du nouueau S. Feodal, pour receuoir ses hommages, s'il decede auant la receptiõ desdits hommages, vn autre nouueau Seigneur qui vient apres luy ne pourra faire proceder par saisie feodale sur ses vassaux à faute de foy & hommage, en consequence des proclamations & significations faites par le Seigneur dernier decedé: ains est tenu ledit Seigneur Feodal nouuel successeur faire faire lesdites proclamations de nouueau: parce qu'elles ne sont que personnelles & la mutation des Seigneurs requiert qu'elles soient renouuellees, afin que les vassaux cognoissent certainemẽt le Seigneur auquel ils se doiuent presenter pour faire la foy & hommage: ainsi que du Moulin escrit sur l'ancien Art. 47. nombre 4. 5. & 6. Au reste en la cause d'entre le Seigneur dominant sieur de Long villets, & de Messire Michel de Melun sieur de Hedin, Gouuerneur d'Artois, vassal dudit sieur à cause d'vn Arriere fief tenant en foy & mouuant de luy fut dit par Arrest du 7. iour de Mars 1563. en plaidant, que quant la foy faut du costé du Seigneur, & non pas du costé du vassal, & que ledi

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 17. Art. 130. Quand le fief ou Seigneurie feodale vient de nouuel à aucune personne par succession ou autremẽt, le S. nouueau ne peut empescher ne mettre &c. p. *à Paris.* Art. 65. reprendre de luy dedans xl. & c. & ce faict, & les &c. leurs fiefs tenus de luy.

† Ce 44. Art. est nouuel pour l'aduenir sans preiudice du passé.

MELVN Chap 4. Art. 44. Le † S. auquel aduient de nouuel vn fief ou Seigneurie par succession, acquisition ou autrement peut faire proclamer & signifier à tous ses vassaux, qu'ils luy viennent faire la foy & hommage dedans xl. iours. Et si dedãs ledit temps, lesdits vassaux ne se presentent, il peut faire saisir & exploiter en pure perte leurs fiefs mouuans de luy: pourueu toutesfois que ladite publication & signification soient deuement faites: c'est à sçauoir &c. p. *a Paris.* Art. 65. mouuans des Baronnies & Chastellenies par proclamation &c. par trois Dimenches & au iour de marché si aucun y a. Et quant aux autres fiefs par signification faite au vassal &c. au lieu du fief seruant, s'il y a manoir, ou à celuy qui tient & exploité ledit fief si aucun en y a: sinon &c. au iour de Dimenche & par affiche.

Source : BIU Cujas

vaſſal a vne fois en ſa vie preſté la foy & hommage auec ſerment de fidelité, il n'eſt pas tenu par ſaiſie d'aller recognoiſtre le nouueau Seigneur: ſi ce n'eſt que ledit ſieur dominant fit publier ſes fiefs & hommages & denoncer au Proſne, Que ſes vaſſaux tenans de luy ayent à venir faire foy & hommage, & preſter ſerment de fidelité: enſemble apporter leurs adueuz & Denombremens. Auquel cas leſdits vaſſaux doiuent obeir en dedans xl. iours à peine de ſaiſie de leurs fiefs & perte des fruicts. Et y doiuent leſdits vaſſaux comparoir en perſonne, tant grands ſoient ils. Autrement, ſi la Couſtume n'y eſt expreſſe au contraire, n'eſt permis de faire ſaiſir & faire les fruicts ſiens.

SENS Tit. 19, Art. 195. Et eſt tenu le ſucceſſeur faire conuoquer & appeller ſes vaſſaux à certain iour, & leur ſignifier, qu'il eſt nouuel Seigneur, afin qu'ils viẽnent reprendre de luy. Et ainſi le doit faire le S. qui a nouuellement acquis la Seigneurie feodale. Et ſi les vaſſaux ne comparent au iour, le S. F. nouuel Seigneur pourra ſaiſir les fiefs des non comparans, & en fera les fruicts ſiens, iuſques à ce qu'il ait hommes. Art. 196. Et pourra le S. F. faire faire leſdits cris & aſſignations par ſa Iuſtice, ſ'aucune il en a: autrement par la commiſſion de la Iuſtice ordinaire, qu'il obtiendra à ceſte fin: par vertu de laquelle il fera bailler iours exprés aux vaſſaux. Et ſi dedans icelui ils ne viennent faire leur hommage, le S. F. pourra ſaiſir les fiefs & faire les fruicts ſiens.

AVXERRE Tit. 2. Art. 65. p. *à* MELUN ſoit deuëment faite &c. fiefs des Baronnies &c. & ſon de trompe &c. & iour de marché.

† *Le 65. Art. eſt mis au lieu du 222. Art. ancien pour plus grande explication d'iceluy.*

ESTAMPES Chap. 1. Art. 38. Quand le fief ou Seigneurie feudale vient de nouuel par ſucceſſion, acquiſition ou autrement, à aucune perſonne: tellement que la mutation aduient de la part du S. du Fief dominant, le nouueau S. &c. p. *à Meaux*, iuſques à ces mots, *pour le moins*, inclus. Mais les xl. iours paſſez &c. p. *à* MELŨ il peut ſaiſir &c. les fiefs tenus & mouuans de luy & faire les fruicts ſiens: pourueu toutesfois que les proclamations & ſignifications ayent eſté faictes &c. p. *à Paris*. du fief ſeruant &c. p. *à Melun*.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 39. p. *à Paris* ne peut mettre en ſa main, &c. faicte au vaſſal à la perſonne, au lieu &c. Procureur ou Fermier d'iceluy vaſſal, ſi aucun y a &c. à iour &c.

MONTFORT Chap. 1. Art. 42. Quand le fief ou Seigneurie vient &c. p. *à Paris*, leſdites proclamations & ſignifications ayẽt eſté faites &c. l eſtãs és Comtez &c à iour &c. Et quant aux autres fiefs &c. hors deſdites Comtez.

l Faut entendre deuement.

MANTE Chap. 1. Art. 40. Quand †† le fief ou Seigneurie vient &c. p. *à Paris*. eſtans en Comté, Baronnie & Chaſtellenie &c. mouuãs, à ſonde &c. Et quant és autres fiefs eſtans hors deſdites Comtez &c. és iours de &c.

†† *Le 40. Ar. eſt de nouuel introduit.*

SENLIS Tit. 13. Art. 253. Il loiſt au nouueau S. F. ſaiſir ou faire ſaiſir m les fiefs tenus de luy, par faute d'homme, droits & deuoirs non faits: & ledit arreſt ſignifié ſuffiſamment à la perſonne ou au lieu des fiefs des vaſſaux: & apres les xl. iours paſſez de ladite ſaiſie: & que les vaſſaux ou vaſſal n'auroient fait leur deuoir de faire les foy & hommage, payer les droicts & deuoirs pour ce deuz, le S. F. peut de rechef faire ſaiſir les fiefs & mettre en ſa main: & ladite ſaiſie faire ſignifier ſuffiſamment, & les xl. iours paſſez, peut regaler & faire les fruits ſiens: ſuppoſé, comme dit eſt, que les vaſſaux euſſent fait les foy & hommage & payé les droicts & deuoirs pour ce deuz au predeceſſeur S. dudit nouueau S. Art. 254. Il loiſt aux Ducs, Comtes & S. Chaſtelains de faire publier leurs hommages és lieux principaux de leurs Duchez, Comtez & Chaſtellenies, où ils ont accouſtumé faire cris & publications en leurs Chaſtellenies: & ſuffit telle publication, ſans autre ſaiſie ou ſignification faire: & apres ladite publication, & les xl. iours d'icelle paſſez, peuuent faire ſaiſir les fiefs de ceux qui ne ſont venus faire les foy & hommage, & faire les fruicts à eux du iour de ladite ſaiſie.

m Commençant par ceſte premiere Saiſie au lieu de interpellation. C. M.

CLERMONT Tit. 8. Art. 103. p. *à montfort*, Seigneurie † feodale vient &c. ſignification ait eſté faite &c. en iour &c. ou autre iour plus ſolennel.

† *Ceſt Art. 103 eſt de nouuel introduit.*

VALLOIS Tit. 4. Art. 54. p. *à Clermont*, mouuans des †† Chaſtellenies &c. n faict en ladite Chaſtellenie par trois iours &c. hors des Chaſtellenies &c. ſi aucun en a &c.

†† *Le 54. Ar. eſt de nouuel introduit.*

n Faut entendre, & eſtans dedans l'enclaue d'icelles Chaſtellenies.

TROYES Tit. 4. Art. 44. *A la fin.* Et eſt tenu &c. p. *à Sens.* Art. 195. pour leur &c. Seigneur & venir reprendre de luy: & pareillement le doit faire le ſucceſſeur particulier, o qui &c. acqueſté la &c. Feodal pourra empeſcher &c. & faire &c. homme. Et ſi &c. p. *à Sens.* Art. 196. en ſa Iuſtice ſi aucune y a: & ſ'il n'y en a point, le fera faire par commiſſion de la Iuſtice ordinaire.

o Voyez du Moulin ſur le 47. Ar. ancien de Paris nombre 7.

LAON Tit. 16. Art. 219. Le S. auquel aduient de nouuel vn fief, en quelque maniere p que ce ſoit, ſoit Duché, Comté, Baronnie ou autre Seigneurie peut contraindre ſes vaſſaux, à luy venir faire la foy & hommage, combien qu'ils l'ayẽt ia faict & releué de ſon predeceſſeur. Et doit à ceſte fin, leur faire faire com-

p Soit par ſucceſſion don, legs achat, mariage ou autrement, comme il eſt aſſez exprimé par autres Couſtumes meſmes celles de Chalons Art. 219. Chauny Art. 106.

Source : BIU Cujas

mandement en particulier, à ce que chacun d'eux viennent au lieu du fief dominant luy faire foy & hommage dedans xl.iours ou autre certain iour apres lesdits xl.iours, sans assigner tous les vassaux ensemble & en general: & ne peuuent iceux vassaux estre contraincts à y venir, à plus brief iour. Art.220. Et sont tenus lesdits vassaux y comparoir en personne, s'ils n'ont cause ou excuse legitime. Et † si ledit S n'y est en personne, ains son Procureur seulement, n'est tenu le vassal luy faire hommage en personne: mais par Procueur specialement fondé, encores qu'iceluy vassal fut sur le lieu. Art.221. Si les vassaux defaillent à y venir ou y enuoyer, comme dessus, le S. peut saisir leurs fiefs & les tenir en sa main, tant qu'ils ayent faict ledit hommage. Et si xl.iours apres la saisie, ils ne comparent & ne font la foy & hommage, le S. fait les fruicts siens: mais s'ils y comparent & se mettent en leur deuoir dedans les xl. iours apres icelle saisie, main-leuee doit estre faite de leurs fiefs & fruicts, sinon qu'ils deussent aucun Relief du precedent: pour lequel le fief puisse estre saisi. Art.222. Et és cas dessusdits, auant la foy faite du costé du S. n'est deu que la bouche & la main, & serment de fidelité, sans aucun profit.

† *Ces mots,* Pourueu que ledit S y soit en personne: & s'il y est par procureur, ne sont tenus y estre en personne mais par procureur specialement fondé, encores que lesdits vassaux fussent sur les lieux; *sont de nouuel adioustez. Tu pourras ainsi remarquer la diuersité du Texte.*

Chalons Tit.20. Art.219. Quand par succession, mariage achat ou autrement, viét nouuel S. en quelque Compté, Baronnie ou autre Seigneurie, il loist au nouuel Seigneur contraindre les vassaux tenans fiefs desdites Seigneuries de luy faire & porter la foy & hommage, combien qu'ils ayent releué & payé droiture de son predecesseur en leur faisant faire commandement par proclamations publiques ou significations particulieres à chacun d'eux de comparoir dedans xl. iours, ou autre iour certain, qui ne doit estre plus brief que de xl.iours, au lieu du fief dominant, où il entend tenir ses hommages & là luy porter & renouueller la foy & hommages de leurs fiefs. Art.220. p. *à Laon.* 220. excuse legitime & raisonnable: & pourueu que le S. y soit en personne. Et s'il y est par Procureur, ne sont tenus y estre en personne: mais par &c. les vassaux fussent &c. Art.221. A faute de satisfaire par le vassal à ce que dessus, il est loisible au S.F. de faire saisir & tenir son fief saisi, iusques à ce qu'il ait fait son deuoir. Art.222. Et si dedans xl.iours apres la saisie faicte par le S. iceux vassaux ne comparent, & ne font foy & hommage, les fruicts de leurs fiefs, tombent en pure perte, depuis les xl.iours passez, & au profit du S. mais s'ils comparent & font l'hommage dedans les xl.iours, main-leuee leur doit estre baillee de leurs fiefs, & les fruicts rendus en payant les frais de la saisie: si mainleuee leur doit estre baillee de leurs fiefs, & les fruicts rendus en payant les frais de la saisie: sinon qu'il fut deu audit Seigneur quelque droict de Relief, pour lequel il deust tenir ledit fief saisi.

†† *En cest Ar. 58. a este adiousteé la forme des significatiõs & proclamations contenues en icelluy.*

Reims Tit.3 Art.58. p. *à Montfort.* Procureur †† dudit S. &c. au iour &c. ou de feste solemnelle.

S. Quentin Tit.4. Art.85. Quand la foy est faillie du costé du nouueau S.F. auant qu'il puisse faire saisir le fief du vassal, qui l'a releué du S. precedent, & fait seruice de fidelité auec ses deuoirs, est requis que le nouueau S F. somme iceluy vassal & pource le face adiourner, pour venir entrer en son hommage & faire le serment de fidelité. Et en faute de comparoir, ou s'il est refusant de ce faire, ledit iour d'assignation passé, peut le nouueau Seigneur faire saisir le fief dudict vassal par faute d'estre comparu, & d'auoir faict les foy & hommage: mais pour ce ne faict les fruicts siens: ains les doit rendre au vassal, incontinent qu'il aura faict les foy & hommage & purgé sa demeure. Art.86. Le vassal, qui a faict hommage à son Seigneur & payé les droicts Seigneuriaux, ne forfaict rien pour quelque temps qu'il attende, d'aller vers son nouueau Seigneur, si premierement il n'a esté sommé de ce faire, comme en l'Article precedent. Art.87. Et pour faire deuement la sommation est requis que l'vn des Officiers du nouuel S. adiourne le vassal à certain iour, & luy signifie de comparoir, au lieu de la Seigneurie, dont son fief est mouuant, pour en faire la foy & hommage à son Seigneur. Et entre le iour de l'adiournement & le iour qui luy sera assigné pour ce faire, doit pour le moins auoir xl.iours d'interual. Art.88. Et si on ne trouue le vassal, ou que le Seigneur son Bailly ou Officiers, ne veulent aller deuers le vassal, suffit d'aller sur le lieu du fief, & illec faire lesdits adiournemens & significations au vassal, si on le trouue: sinon en parlant à la personne de celuy qui demeure au logis du chef lieu. Et à faute du logis, és personnes des Officiers ou Procureur dudit S. ou fermier d'iceluy fief, en leur faisant commandement de faire sçauoir l'adiournement au vassal. Et pour faire l'adiournement est requis qu'il soit fait par le Sergent, presens deux hommes de fief de ladite Seigneurie, ou † de deux autres tesmoins non fauorables.

† *Ces mots suiuãs,* ou de deux *&c. ont este de nouuel adiousteez.*

Source : BIU Cujas

RIBEMONT Tit.2.Art.19. Quand la mutation aduient de la part du S.de Fief dominant,auparauant que pouuoir par luy faire saisir les fiefs tenus & mouuans de luy,il doit faire sçauoir à ses vassaux,comme il est deuenu S.du fief dominant,& leur doit donner iour certain ou competent: & aussi assigner lieu certain pour luy venir faire les foy & hommage. Et ne doit estre l'assignation moindre que de quarante iours. Et ne peut estre l'assignation donnee,sinon au lieu du fief seruant, si aucun y a : sinon en la Parroisse du lieu, où le fief seruant est assis.

AMIENS Tit.1.Art.20. Quand †† le S.veut qu'on luy face les foy & hommage personnels,que ses hommes de fief luy sont tenus faire en personne,il doit par commission de luy ou de son Bailly faire sçauoir à ses hommes, sur le chef lieu de leurs fiefs,si aucun y a:sinon à l'Eglise Parochiale& par affiches,que dedans xl. iours ensuiuans,ils aient à venir en personne q faire les foy & hommage sur son chef lieu.Et se doit iceluy S.durãt les xl.iours tenir sur la S.dõt les fiefs sont tenus: afin que les vassaux le puisse trouuer audit lieu. Lesquels ne sont tenus aller faire l'hõmage hors les fins de la S.Et autremẽt lesdits vassaux ne sont tenus de faire les foy & hõmage personnels audit S.Ar.21.Si le vassal au cas desusdit est refusant ou delayant de faire ledit hommage apres lesdits xl.iours,le S.peut faire saisir par sa Iustice lesdits fiefs,& d'iceux prendre & appliquer à son profit les fruicts,iusques à ce que le vassal aura fait l'hommage qui est de bouche & de mains.

q En personne, ou par Procureur specialement fondé.C.M.

CHAVNY Tit.19.Art.106. Toutesfois que apres que les vassaux ont releué & droicturé à leur Seigneurvient autre nouuel S.soit par succession,achat,mariage ou autrement: ledit nouuel S. peut si bon luy semble, contraindre lesdits vassaux,à reiterer ou renouueller & derechef luy faire hommage ou serment de fidelité des fiefs tenus de luy,iaçoit ce qu'iceux vassaux les ayent releué & droicturé parauant du predecesseur S. Et peut ledit S.faire adiourner à certain iour sesdits vassaux ou leur faire commandement pour ce faire, dedans & en fin de xl. iours ensuiuans,ou autres plus longs iours.Et si bon semble audit S. faire publier qu'il receura sesdits vassaux à hommage,au lieu de sa Seigneurie,dont lesdits fiefs sont tenus,faire le peut,& non ailleurs:& sont tenus lesdit vassaux d'y comparoir Et s'ils estoient refusans ou delayans de ce faire,apres lesdits xl. iours expirez,ledit S.pourroit faire saisir lesdits fiefs,& tenir sa main, iusques à ce qu'ils auroient fait & renouuellé leur foy & hommage en recognoissant leurdit S. En quoy faisant doiuent auoir mainleuee des fruicts escheus depuis ladite saisine : & ne sont tenus de payer aucuns droicts:mais de main & de bouche tant seulement, qui est faire le serment de fidelité.

PERONNE Tit.2.Art.54. Pour faire laquelle sommation & interpellation est requis que le S.face appeller son vassal xl.iours auparauant l'assignation dudit hommage,& à faute de venir par le vassal faire l'hommage,peut le S.saisir le fief & le tenir en sa main & faict les fruicts siens,iusques à ce que le vassal ait obey. Art. 55. Suffit que le vassal aux fins de faire l'hommage,soit appellé à sa personne,domicile ou au lieu Seigneurial de son fief, si aucun il en a: sinon à la personne de ses fermiers ou detenteurs du fief ou par attache au portail de l'Eglise du lieu, où est situé le fief seruant. Art.57. Et si le vassal estoit defaillant de ce faire dedans les xl.iours qu'il aura esté requis & interpellé,par le nouueau S peut le S.faire saisir ledit fief:toutesfois ne faict les fruicts siens:mais doit le vassal les frais de la saisie.

ARTOIS Tit.1.Art.37.Les S.Hauts Iusticiers & Vicomtiers peuuent contraindre leurs hommes de fiefs de leur faire foy & hommage & serment de fidelité,en dedans xl.iours apres la sommation ou publication faite à l'Eglise ou Bretec que du chef lieu.Apres lesquels xl.iours par faute des foy & hommage & serment de fidelité,peuuent saisir iceux fiefs & faire les fruicts d'iceux siens.

LA SALLE DE LILLE Tit.1.Art.40. Le S.F.auant auoir receu les rapports de ses vassaux & hommes feodaux,peut par son Bailly ou Lieutenant,à l'enseignement de sa loy,sommer & signifier à sesdits hommes,que en dedãs xl.iours ensuiuans ils luy facent hõmage & serment de fidelité au chef lieu de sa Seignourie:n'est que parauant il eust esté fait à son predecesseur. Et apres lesdits xl.iours, ledit Seigneur,Bailly ou son Lieutenant par plainte & enseignement de loy,saisir les fiefs des defaillans pour auoir l'amende de lx.sols ou autre accoustumee en tel cas:& qu'ils soient regis & gouuernez souz sa main, iusques à ce que lesdits feodaux ou Procureurs pour eux specialement fondez,ayent fait lesdits hommage & serment de fidelité,& apres les deuoirs iudiciaires gardez, luy fait sa demande à adiuger.Neantmoins en payant ladite amende, faisant hommage & serment de

†† *Ce 20.Ar. estoit le 24.Ar. en l'ancien Coustumier.Auquel lesdits Lescouette & Vaillãt se sont opposez pour le Cardinal de Chastillõ disans que ledit S. Cardinal de Chastillon est en possession de cõmettre telles personnes, que bon luy semblera pour recenoir ses hommages, sans qu'il soit tenu d'y estre en personne.Par le dit Aduocat du Roy a esté dit au contraire,& qu'il n'est receuable à s'opposer audit Art. qui passa purement & simplement en l'annee 1507. Surquoy auons ordonné que ledit S.Cardinal aura acte de ses remõstrãces:& que neãtmoins ledit Ar. passera sans preiudice de ses droits s'aucuns en a par titre ou possession immemoriale.*

† *Ces mots,Et autremẽt, &c. iusques à la fin, ont esté adiouste& pour explicatiõ audit Ar.*

Source : BIU Cujas

fidelité, ils ont mainleuee de leurſdits fiefs & eſt ledit S. ſon Bailly ou Lieutenant, tenu leur rendre compte & reliqua des fruits & reuenus receus, en deduiſant ſeulement les miſes de Iuſtice & deſpens raiſonnables.

NIVERNOIS Chap. 4 Art. 55. Le nouueau S. pour recouurer hommage & recognoiſſancè de ſes fiefs, peut par ſa commiſſion, ſ'il a Iuſtice, ſinon par la commiſſion du Iuge ordinaire Haut Iuſticier du lieu, faire conuoquer & appeller ſes vaſſaux, tous en tel nombre qu'il luy plaiſt, en parlant à leurs perſonnes, Officier ou entremetteur en la maiſon mouuant du fief, ou par affixes à la porte de la Parroiſſe du lieu à certain iour & leur ſignifier qu'il eſt nouueau S. & qu'ils viennent reprendre de luy & exhiber & faire apparoir de leurs Titres, ſ'ils y viennent par autre moyen, que d'hoirie & depuis xxx. ans. Et ſ'ils n'y ſatisfont, pourra ſaiſir les fiefs des refuſans ou delayans & faire les fruits ſiens, iuſques à ce qu'ils ayent obey.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 18. Si le S. F. eſt Chaſtelain, il peut ſommer ſes vaſſaux de plein fief en general par cry public, au lieu de la Chaſtellenie, où l'on a accouſtumé a faire cris, & faire a ſçauoir a certain iour, qu'il declarera, qu'il tiendra ſes hommages. Apres lequel terme & delay peut le S. ſaiſir ſes fiefs & iceux exploiter en pure perte, ſi les vaſſaux au tẽps a eux aſſigné ne font leur deuoir enuers le S. de fief. toutesfois le terme & delay aſſigné par le Chaſtelain ne peut eſtre moindre de xl iours. Et ſ'il a fiefs, qui ſoient hors la Chaſtellenie & Iuſtice, le chaſtelain ſera tenu proceder par ſommation ou ſaiſiſſement. Et ſ'il n'eſt Chaſtelain, il doit proceder par ſaiſiſſemẽt, empeſchemẽt eſpecial ou ſommatiõ particuliere.

ORLEANS Tit. 1. Art. 60. Quand la foy faut du coſté du S. il ne peut exploiter le fief de ſon vaſſal par faute de foy non faite & deuoirs non payez, ſans ſommation deuement faite ou ſaiſie, qui ne voudra que ſommation pendãt les xl. iours. Art. 62. p. *à Montargis* par †† trois cris publics au lieu &c. cris & trois proclamations faites aux proſnes de l'Egliſe du lieu principal de la Chaſtelenie, dõt ſont mouuãt les vaſſaux. Et fera ſçauoir le iour qu'il tiẽdra ſes hommages, & ledit iour paſſé, peut ſaiſir les fiefs & exploicter les fruicts d'iceux en pure perte ſur ſes vaſſaux &c. iours a compter du dernier cri & proclamation. Et quant aux fiefs qui ſont aſſis hors la Chaſtelenie & Iuſtice, le Chaſtelain y procedera par ſommation ou ſaiſie particuliere: comme auſſi ſ'il n'eſt Chaſtelain, il doit proceder par ſaiſie ou ſommation particuliere.

TOVRS Tit. 13. Art. 114. Le S. nouuellement venu en ſa terre, auant que la leuer ſur ſes vaſſaux ja † inueſtis & poſſeſſeurs auant ſon nouuel aduenement par defaut d'homme, ſ'il eſt S. Chaſtelain doit faire crier ſes hommages au lieu accouſtumé de faire criees, a iour de foires ou de marché & par ſchedule attachee au poſteau de la halle ou autre lieu public: & vaut pour tous ceux qui ont fief en la Chaſtellenie: & ſ'il y a aucuns ayans fiefs hors de la Chaſtellenie, le S. leur fera ſignifier les hommages a la perſonne du vaſſal, ou par ſchedule attachee a la porte r où lieu hommagé, ſ'il †† a Chaſtel ou manoir: ſinon par appoſition de brandon en ladite terre, en le ſignifiant a deux des prochains voiſins des lieux ou au proſne de la Parroiſſe à iſſuë de Meſſe: & ſi la choſe hommagee eſt ſans ſ domaine, comme en droict de Diſmes, rentes infeodees & ſemblables droicts incorporels, il les fera à ſçauoir au proſne de l'Egliſe Parochiale, ou iſſue de grand Meſſe: Et ſi ledit S. n'a droict de Chaſtellenie, il fera à ſçauoir ſes hommages à ſes vaſſaux ou par ſchedule atachee à la porte des choſes tenues par ſes vaſſaux, ſi † manoir y a: ſinon cõme deſſus, & contiẽdra ladite aſſignation xl. iours pour le moins.

LODVNOIS Chap. 11. Art. 7. p. *à Tours* ſes vaſſaux par defaut d'homme, ſ'il eſt S. Chaſtelain &c. & vaudra pour &c. à la porte du lieu hõmagé. Et ſi le S. n'a droit &c. fera ſçauoir &c. par les vaſſaux du S. & contiendra &c. Art. 8. Et ſi le vaſſal n'a domicile ou lieu conuenable, où le S. puiſſe ſignifier l'aſſignation de ſes hommages, ſera tenu faire ſignifier les hommages au proſne ou a l'iſſuë de la grand Meſſe de Dimanche de la Parroiſſe, où les choſes tenues par hommage ſont aſſiſes.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art. 46. Quand mutation aduient du coſté du S. du fief dominant, le nouuel S. peut faire en general proclamer ſes hommages à certain iour: pourueu que l'aſſignation d'iceluy ſoit de xl. iours: & ſ'il eſt Baron ou Chaſtelain, doit eſtre faite la proclamation en plein marché, par trois iours de marché continuels & affiche faiſant mention de la proclamation miſe au poſteau de la halle & autres lieux publics Et ſ'il n'eſt Baron ou Chaſtelain doit eſtre faite icelle proclamation à iſſuë de Meſſe Parochiale des lieux, où ſont ſituez les fiefs tenus du S. laquelle doit eſtre faite par trois Dimanches continuels. Et au iour aſſigné ſe doiuẽt trouuer les vaſſaux, faire la foy & hõmage, payer les Rachats & deuoirs, ſi aucuns ſont deuz. Et où ils ſeroient defaillans de comparoir audit iour, ou com-

†† *Ceſt Art. 62. eſtoit le 19. Art. de l'ancien Couſtumier: & ce qui a eſté adiouſté eſt pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ces mots, ia inueſtis & poſſeſſeurs auant ſon nouuel aduenement, ont eſté interpoſez pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ces mots, S'il a Chaſtel, &c. iuſques à ces mots, ou iſſue de grande Meſſe, inclus ſont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

† *Ces mots, ſi manoir y a: ſi non comme deſſus, ſont de nouuel adiouſtez.*

r A la porte du lieu hommagé.

ſ Fief ſans domaine comme porte la Couſtume d'Orleans Art. 45. Feudum aërium, vn fief en l'air.

Source : BIU Cujas

parãs ne feroient la foy & hommage ou offres valables, peut ledit S. faire saisir les fiefs mouuans de luy, iusques à ce qu'il soit deserui & satisfait de ce qu'il peut estre deu. Art. 47. Et où le vassal n'auroit comparu au iour & lieu assigné, peut se transporter au manoir du fief dominant ou autre lieu certain & designé à faire la foy & hommage, & illec faire la foy & hommage au S. s'il y est present, sinon à son procureur, Receueur ou Fermier ou autre commis par le S. Et où il n'y auroit manoir ou autre lieu certain pour faire la foy & hommage, Procureur, Receueur, fermier ou autre commis peut faire la foy & hommage deuãt l'Eglise à issue de Messe Parochiale du lieu du fief, en prendre acte & iceluy attacher à la principale porte d'icelle Eglise. Art 48. Et †† quãt aux Chapitres, colleges & cõmunautez, ésquels n'y a mutation de fief dominant peuuent faire proclamer leurs hommages de xl. en xl. ans. Et y doiuẽt comparoir les vassaux, & renouueller leurs foy & hõmages.

†† *Cest Art. 48. suiuant la remonstrãce faite par ledit biẽaßis pour l'Estat de l'Eglise a esté de nouuel adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

CHASTEAVNEVF Chap. 5. Art. 35. Quand la foy & hommage faut du costé du S. F. & non du vassal, & que par defaut dudit hommage, le S. F. fait saisir son vassal: tel saisissement est reputé vne simple denonciation: tellement que dedãs xl. iours apres ledit empeschement ou hommages criez & tenus, ne peut exploicter le fief, n'y commettre commissaires: mais les xl. iours passez, le S. pourra faire saisir & commettre cõmissaire au regime & gouuernemẽt du fief: & toutesfois & quãtes que le vasal ira faire la foy & hommage, le S. F. sera tenu le receuoir, & apres luy leuer la main & faire rendre & restituer les fruits, qui auront esté prins au moyen de la main-mise, en payant par le vasal les despens & frais pour & à cause de icelle main-mise & l'amende contre l'adueu t non baillé.

t Secus si la mutatiõ estoit du costé du vassal, ainsi qu'il se cognoist par l'Art. 32. de ceste Coustume & par e 31. de Chartres.

CHARTRES Chap. 5. Art. 35. p. *à Chasteauneuf.*

BLOIS Chap. 5. Art. 50. Quand il aduient que la foy faut du costé du S. ledit S. est tenu sommer son vasal de luy faire la foy & hommage: autrement le vasal n'est tenu à luy faire. Ce que le S. de fief peut faire en trois manieres. La premiere est par cry public, quand le S. de fief a droit de Chastellenie, en le faisant à cry public aux lieux accoustumez: & que l'assignation de luy faire les foy & hommage porte xl. iours. Art. 51 La seconde maniere de sommer son vasal pour faire la foy & hommage a son S. est de le sommer a sa personne ou a son domicile, & de luy declarer & faire sçauoir, qu'il est son S. de fief a cause de tel heritage, par les moyens, qu'il luy declarera: & le sommer de luy faire la foy. Art. 52. La tierce maniere de sommer son vasal se faict par empeschement: u lequel empeschement vaut sommation, & se doit intimer & notifier au vasal ou detenteur de l'heritage empesché.

u C'est à sçauoir par saisie & mainmise: laquelle est faicte aux frais du Seigneur feodal, entant que touche l'ancien vassal. C.M.

BERRI Tit. 5. Art. 35. Ou il y a mutation du costé du S. F. soit par succession ou alienation: & y auroit depuis ladite mutation ouuerture du fief, du costé du vasal, ne pourra le nouuel S. F. par defaut de foy & hommage, & droict & deuoir de Rachat non payé, ou Adueu & Denombrement non baillé, saisir & exploicter le fief contre le nouuel vasal, succesceur ou acquereur d'iceluy, sans premierement sommer le vasal au lieu du fief seruant, de faire son deuoir, en parlant au vasal, s'il y est: ou s'il n'y est a la personne des detenteurs, Fermiers, Receueurs ou autres prenans les fruicts d'iceluy: apres laquelle sommation, sera tenu le nouuel vassal, faire les foy & hommage & payer le droict de Rachat au S. F. dedans xx. x iours, quand le fief est acquis par contract: ou xl. y iours quand le fief est defere par succession: autrement ledit temps passé, pourra le nouuel S. faire saisir le fief, l'exploiter & faire les fruicts siens, iusques à ce que le vassal ait fait son deuoir & payé le Rachat, és cas, ésquels il est deu. Art. 36. En faisant toutesfois par le vassal les foy & hommage dedans xl. iours apres la main-mise & paiant les droicts & deuoirs deuz & les fraiz raisonnables, ne fera le S. les fruicts siens: ains sera tenu rendre à son vassal les fruicts dés & depuis la main-mise. Art. 37. Apres que le vassal aura fait les foy & hommage au S. dedans les xl. iours apres sa saisie & main-mise feodale, s'il est deu droict de Rachat pourra le vassal, si bon luy semble laisser au S. pour son droict de Rachat, les fruicts de l'annee qui auroient esté prins par le S. qui luy demoureront. Et s'il n'auoit prins & recueilly entierement les fruicts d'vne annee, paracheuera la perception d'iceux fruicts, iusques à la fin de ladite annee.

x Comme il est porté par le 7. Ar. de ceste Coustume.
y Comme il est dict par les Art. 9. & 12. de ceste Coustume.

BOVRBONNOIS Chap. 27. Art. 367. Quand † il y a mutation du costé du S. de fief, son successeur & heritier ne peut saisir les fiefs dependans z de luy par faute d'hõmage à luy fait pour par la saisie faire les fruits siens: mais peut faire proclamer ses fiefs, & en ce faisant faire commãdemẽt à tous ses vassaux, que dedãs xl. iours ils aiẽt à luy faire la foy & hõmage pour raison d'iceux: ou si bon luy semble

† *Les Art. 369. & 370. sont accordez pour Coustume nouuelle.*

z Il faut entendre des anciens vassaux *Secùs*, si autrement il y auoit ouuerture, comme i'ai dit sur le 47. Art. de la Coustume de Paris. C.M.

Source : BIU Cujas

peut saisir verbalement les fiefs particulierement tenus de luy par faute d'hommage non faict, & icelle saisie faire signifier au Vassal, en sa personne ou domicile, & si dedans xl. iours apres la signification, le Vassal ne fait la foy & hommage: en ce cas le S. de fief peut commettre Commissaires au regime & gouuernement du Fief, & faict les fruicts siens. Art. 370. Et au regard des fiefs estans hors des seigneuries, la proclamation ou signification se faict au Vassal en sa personne ou au lieu du fief, s'il y a manoir, ou au Procureur du Vassal, si aucun en y a: sinon par attache à la place publique, où le fief est assis.

AVVERGNE Chap. 22. Art. 51. Quand le S.F. a saisi son fief & fait assigner iour certain à son vassal pour faire son deuoir au lieu & place dont depend son fief, ou ailleurs dedans la Chastellenie, le Vassal est tenu se trouuer audit iour & lieu pour faire ses foy & hommage: autrement à faute de soy y trouuer, le vassal est tenu de faire le * fief en la personne de son seig. F. ou qu'il soit dedans le pays.

* *Lisez*, La foy, *ainsi que la Coustume de la Marche.*

LA MARCHE Chap. 18. Art. 184. Mais si l'ouuerture aduient par mutation du seig. le vassal n'est tenu faire foy n'hommage, iusques à xl. iours apres que le seigneur aura fait crier ses fiefs ou signifié à son vassal qu'il face son deuoir par saisie deuement signifiee ou autrement. Art. 210. p. *a Auuergne*, la foy en la, &c.

POICTOV Tit. 1. Art. 109. *& la fin.* Et quand on doit faire hommage, par la mutation du seig. de qui l'on tient, si le seig. est Chastelain, l'on est tenu faire hommage apres que le seig. Chastelain par cry public aura fait crier & proclamer ses hommages, & au temps designé par la proclamation. Et s'il n'est seig. Chastelain, le vassal est tenu faire son hommage dedans le temps qui sera ordonné par le Seneschal en son Assise. Art. 114. Le S. peut en sa personne ou par Commis par luy à ce ordonné pourueu †† qu'il ne soit personne vile, receuoir les hommages de ses vassaux.

†† *Ces mots*, Pourueu qu'il ne soit personne vile, *ont esté de nouuel adiouſtez.*

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 24. Le nouueau S. de fief tenant noblement ayant exercice de iurisdiction peut proclamer & faire proclamer ses hommages, à ce que ses vassaux tenans de luy, dedans xl. iours apres ensuiuans, luy viennent faire les foy & hommage tels qu'ils sont tenus faire selon la nature de leurs Fiefs: tellement que si apres la proclamation & ledit terme passé, aucun vassal estoit en demeure de faire les foy & hommage, ou qu'il n'ait respit ou souffrance du S. F. en ce cas le S. peut saisir le fief de son vassal, le mettre en sa main, & tomberont les fruicts en perte, au profit du S. de Fief, iusques à ce que l'hommage luy soit fait. Mais si le nouueau S. de fief n'auoit exercice de iurisdiction, en ce cas peut par vn sergent de son S. Suzerain aiant exercice de iurisdiction faire notifier à son vassal ou vassaux que dedans le temps dessusdit, ils ayent à luy faire les foy & hõmage, tels qu'ils sont tenus faire selon la nature de leurs fiefs: & si apres la notification bien & deuement faite, le vassal ou vassaux ne fait ledit hommage: en ce cas pourra le S. de fief saisir par faute dudit hommage non faict, & cheent les fruicts en perte, au profit du Seigneur de fief, iusques à ce que l'hommage luy soit fait.

XAINCTONGE Tit. 4. Art. 33. *A la fin. p. a Poictou.* Art. 109. l'on, &c. tient, l'on doit venir faire ledit hommage au iour assigné par la proclamation, & parauant ledit temps, le vassal n'est en demeure.

Art. 66. PARIS.

Ancien Vassal ne doit que la bouche & les mains au nouuel S.

L'ancien [a] Vassal ne doit que la bouche & les mains à son nouueau seigneur.

a Du Moulin sur l'Art. 48. ancien de Paris, interprete ancien Vassal, celuy qui auparauant a esté receu en foy & hommage par le precedent Seigneur, & ne se doit entendre de celuy qui a le plus ancien fief ou plus noble. Et par les mots, *La bouche & les mains*, nous entendons la foy & hommage, Reims. Art. 59. & ainsi que nous auõs

CONFERENCE.

† *C'est Art. 45. a esté adiousté comme ancien & omis en l'ancienne Coustume.*

MELVN Chap. 4. Art. 45. p. *a Paris*, doit † à son nouueau Seig. que, &c mains, & sans aucun profit.

SENS Tit. 19. Art. 195. Si le S.F. va de vie à trespas, les vassaux qui ont reprins de luy, & qui luy ont fait les deuoirs, & payé les droicts durant sa vie, ne doiuent à son successeur que la bouche & les mains.

AVXERRE Tit. 1. Art. 66. p. *a Melun.*

ESTAMPES Chap. 1. Art. 39. Et ne doit l'ancien vasal ainsi appellé que la bouche & les mains au S.F. faisant son deuoir apres les xl. iours apres la signification deuement faite.

Source : BIU Cujas

monſtré ſur les 63. & 64 Art. de Paris cy deſſus Cap. 1. & 2. De forma fidel. in vſib. Feud. La raiſon de ceſt Art. 66. que par la mutation du Seigneur dominant, ne change en rien le fief qui en depend, & partant n'en eſt deu, meſmes au Vvexin le François, aucun Relief. Et auſſi le Vaſſal qui a baillé ſon Adueu & Denombrement au precedent Seigneur, ne ſera tenu de bailler au nouueau: Toutesfois s'il ne l'auoit baillé, apres les xl. iours qu'il auroit preſté la foy & hommage il y pourroit eſtre contrainct par ſaiſie de ſon fief.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 40. Quand la foy faut du coſté du S. le Vaſſal ne doit que la bouche & les mains.

MONT-FORT Chap. 2. Art. 43.
MANTE Chap. 1. Art. 41. ††
SENLIS Tit. 13. Art. 255. †
CLERMONT Tit. 8. Art. 104. ††
} p. a Paris.
VALLOIS Tit. 4. Art. 53. †

TROYES Tit. 3. Art. 44. Quand le, &c. p. *a Sens*, faict & payé les droicts &c.

REIMS Tit. 3. Art. 59. Et ne doit l'ancien Vaſſal au nouueau S. F. ſeulement que la foy & hommage, qui eſt la bouche & les mains. Et le deuoir faict, il doit auoir main-leuee de ſon fief, en payant les frais de la ſaiſie.

S. QVENTIN Tit. 4. Art. 89. Le Vaſſal qui a autresfois releué ſon fief, ne doit au nouueau S. F. que l'hommage & ſerment de fidelité, & non autre choſe.

RIBEMONT Tit. 2, Art. 22. L'ancien Vaſſal ne doit à ſon S. de fief aucun droict de Chambellage, ains ſeulement la bouche & les mains.

AMIENS Tit. 1. Art. 22. L'hommage vne fois fait par le Vaſſal à ſon S. F. ne ſe doit reiterer par iceluy Vaſſal durant ſa vie, ſi bon ne luy ſemble, pour quelque mutation de S.

PERONNE Tit. 2. Art. 56. Le Vaſſal, qui a vne fois fait hommage à ſon ſuperieur, eſt tenu de rechef la preſter au nouueau S. du fief dominant, s'il en eſt requis & interpellé: toutesfois n'eſt le vaſſal tenu luy payer aucun droict.

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 56. Et s'entend ce que dit eſt, ſuppoſé que du coſté du S. & que de la part du Vaſſal n'y ait aucune ouuerture du fief: auquel cas ne doit le vaſſal que la bouche & les mains. Et où il y a ouuerture, le nouueau S. peut faire ſaiſir le fief ouuert, l'exploicter & prendre les droicts tels que deſſus ſont deſignez.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art. 49. Quand la mutation eſchet de la part du S. dominant, eſt deu par le Vaſſal la foy & hommage ſeulement, ſans aucun profit: ſinon qu'il fut deu pour autre cauſe precedente.

POICTOV Tit. 1. Art. 165. Quand aucun tient par hommage, ſoit Lige ou plain, & le S. duquel il tient meurt ou change, le Vaſſal doit faire hommage à l'heritier ou ſucceſſeur du ſeigneur; mais en ce cas il y entrera ſans payer aucun Rachat n'autre deuoir: excepté au pays de Gaſtine, Fontenay, Vouuant & Meruaut: auquel par la Couſtume du pays, celuy qui tient par hommage plain, doit a l'heritier du ſeig. de qui il tient par hommage plain vn cheual c de ſeruice, quand la foy ou hommage plain change par la mutation du ſeigneur, comme ſi elle changeoit par la mutation du Vaſſal, ledit cheual eſt deu a la fin de l'an de la mutation.

c Nous parlerons de ces Aydes en l'Addition cy deſſous, nõbre 6.

Art. 67. PARIS.

Le S. F. n'eſt tenu, d ſi bon ne luy ſemble, de receuoir la foy & hommage de ſon Vaſſal, s'il n'eſt en perſonne, ſi ledict Vaſſal n'a excuſe e ſuffiſante. Auquel † cas d'excuſe ſuffiſante, eſt tenu le receuoir par Procureur, ſi mieux n'aime ledit S. bailler Souffrance, & attendre que l'excuſe ceſſe.

d La foy & hommage ſont perſonnels ſuiuant l'opinion de Balde in l. 1. D. de rer. diuiſ. & cap. 2. ext. de ord. cognit. lequel toutesfois tient le contraire, in l. vnic. §. ne autem C. de caduc. toll. per Cap. §. fin. 1. Per quos fiat inueſt. Ioan. Gallus. q. 301. Maſuer. in Praxi. Tit. de Feud. num. 21. ex cap. 1. § verum. De ſtatu Regul. in 6. Les Gens de main morte peuuent porter la foy & hommage par Procureur, comme eſcrit

CONFERENCE.

MELVN Chap. 4. Art. 26. Le †† S. F. n'eſt tenu receuoir ſon Vaſſal à foy & hommage par Procureur, ſi le Vaſſal le peut faire en perſonne, & n'a cauſe ſuffiſante.

SENS Tit. 19. Art. 181. Et ne ſera tenu le S. F. de receuoir aucun en foy & hommage, par Procureur, ſi bon ne luy ſemble: poſé que celuy qui ſera Procureur ait expreſſe & ſpeciale puiſſance, de reprendre, entrer en foy & hommage, & faire tous les ſermens de feauté, s'il n'y a iuſte & legitime excuſation ou cauſe raiſonnable: pour laquelle ledit S. F. le doiue faire.

†† Ce 41. *Art. a eſté adiouſté comme ancien & omis en l'ancien Couſtumier.*

† *Le Procureur dudit Eueſque de Beauuais du Chapitre de Beauuais & de S. Cornille de Compiengne, ont dict qu'outre la bouche & les mains que doit l'ancien Vaſſal, il eſt tenu payer le droict de Chambellage: & ainſi en ont vſé és fiefs tenus & mouuans deſdits Eueſque, Chapitre & Abbé de S. Cornille. Surquoy a eſté dit que ledit Art. demoureroit pour Couſtume generale, nonobſtant l'oppoſition deſdits de Chapitre & de S. Cornille. Et quant audit Eueſque, a eſté dit ſans preiudice de ſon oppoſition, ſur laquelle il a eſté renuoyé à la Cour, que par maniere de proviſion ladicte Couſtume demoureroit.*

†† *Ceſt Art. 104. eſt de nouuel introduit.*

† *Ceſt Art. 53. eſt adiouſté pour nouuelle Couſtume.*

S. F. n'eſt tenu receuoir ſon Vaſſal à foy & hommage par Procureur: s'il n'y a cauſe legitime.

† *Ces mots,* Auquel cas, *&c. iuſques à*

Source : BIU Cujas

la fin, ont eſté adiouſtez à ceſt Art.67.qui eſtoit le 49.Art.de l'ancien Couſtumier.
†† *Ceſt Art.26.a eſté adiouſté comme ancien.*

Monſieur le Maiſtre Traicté des Aduertiſſemens, Chap. 6.& 8. Faber.12. §. fuerat

Inſt.de Act.Voyez Du Moulin ſur le 49.Art.ancien de Paris.

e Les excuſes ſuffiſantes pour eſtre receu à faire la foy par Procureur, ſont comme les guerres, les troubles, les maladies contagieuſes, ou maladie ou facheuſe indiſpoſition ou infirmité du Vaſſal, les inondations: & autres ſemblables empeſchemens, qui oſtent la liberté, ſeureté ou commodité du chemin, iuxta l.2.§. ſi quis. D. Si quis caut. in iud. &c.Blois.Art.57 Grand Perche.Art.40.L'abſence neceſſaire & la captiuité les inimities capitales. Montargis. Chap.1. Art.79.Berry.Tit.5.Art.10.Baldus in cap.ſancimus.Quo tempore miles inueſt.petere debeat.Argum.l.3. D. Ex quib. cauſ.maior.Clem.Paſtoralis.De re iudicat.cap.ex parte.De appell.Vn Conſeiller de la Cour de Parlement eſtant empeſché pour le ſeruice d'icelle, comme a eſté iugé au profit de Monſieur d'Amours Conſeiller, par Arreſt du 15.iour de Mars,1577.par lequel elle declara qu'elle ne luy donneroit congé, mais luy permit faire la foy & hommage par Procureur, qui vaudroient comme s'il les auoit faicts en perſonne, a inſi que Chopin eſcrit ſur la Couſtume d'Aniou, liure 1.Art.7.Toutesfois ſi le Seigneur veut il ne ſera tenu, mais donnera Souffrance iuſques à ce que la cauſe de l'excuſe ceſſe comme noſtre Art.67.porte.

AVXERRE Tit.2. Art.43. p. *à Sens* qui eſt, &c. ſerment de fidelité, &c. excuſation, &c.

ESTAMPES Chap.1. Art.40. N'eſt tenu le S. F.receuoir ſon Vaſſal en ſon hommage par Procureur, ſinon en cas d'exoine & excuſe legitime.

DOVRDAN Tit.1. Art. 41. p. *à Paris* ou ſi le Vaſſal n'a excuſe ſuffiſante. Art.42. Toutesfois où le S.fait tenir ſes hommages par Procureur, & il n'y eſt en perſonne, le Vaſſal n'eſt tenu d'y aller en perſonne, & ſuffit d'y enuoyer par Procureur ſpecialement fondé, encores qu'il fut ſur le lieu, où ſe receuroient les hommages.

† *Ces mots, Si le Vaſſal peut, &c. ſont de nouuel adiouſtez.*

MONT-FORT Chap.1. Art.44. p.*à Paris.* en perſonne, ſi ledit Vaſſal n'a exoine ou excuſation ſuffiſante & legitime.

MANTE Chap.1. Art.17.p.*à Melun.*en foy,&c.ſi † le Vaſſal peut faire la foy & hommage en perſonne, & s'il n'a excuſe legitime.

†† *Ceſt Art. 105. eſt de nouuel introduit.*

CLERMONT Tit.8. Art.105. †† p.*à Mont-fort. iuſques a ce mot,* ſuffiſante, *inlus.*

TROYES Tit.3. Art.40. Le S.F.n'eſt tenu, ſi bon ne luy ſemble, receuoir en foy & hommage par Procureur: poſé que,&c.p.*à Sens,* eſpeciale, &c.d'en prendre & entrer,&c.faire le doiue.

LAON Tit.16. Art 217. Le S.n'eſt tenu de receuoir ſon Vaſſal à luy faire hommage par Procureur, ſi bon ne luy ſemble, s'il n'y a cauſe ou excuſe legitime.

CHALONS Tit.19. Art.217. N'eſt tenu le S.receuoir en foy & hommage, le Vaſſal par Procureur, ſi bon ne luy ſemble, s'il n'y a cauſe legitime. Toutesfois où le S.F.auroit commis Procureur pour receuoir en hommage ſon Vaſal, ledit Vaſſal n'eſt tenu faire l'hommage en perſonne audit Procureur: mais en ce cas le peut faire par Procureur,ſi bon luy ſemble.

† *Ceſt Art. 111.eſt de nouuel introduit.*

REIMS Tit.3. Art.111. Le † S. F. n'eſt pas tenu receuoir ſon Vaſſal à hommage par Procureur, ſi le Vaſſal peut faire la foy & hommage en perſonne, ou s'il n'a excuſe: au cas toutesfois que le S. fut ſur le lieu, pour en perſonne receuoir ſes Vaſſaux.Car s'il n'y eſtoit en perſonne, & auoit laiſſé audit lieu vn Procureur, pour receuoir les foy & hommage, ſeroit tenu le Procureur pareillement le receuoir par Procureur.

S. QVENTIN Tit.4. Art.78.p.*à Laon,* foy & hommage par Procureur,&c. cauſe & excuſe legitime.

CHAVNY Tit.18. Art.105. Le S.eſt tenu receuoir ſon Vaſſal à releuer & droiturer de luy par Procureur,& faire le ſerment de fidelité: pourueu que le Procureur ait procuration expreſſe, portant clauſe ou pouuoir eſpecial pour ce faire.

PERONNE Tit.2. Art.53. Le S. F. eſt tenu receuoir ſon Vaſſal au Relief & ſerment de fidelité par Procureur ſuffiſamment fondé: mais apres qu'il a eſté receu, il eſt tenu faire ledit hommage en perſonne à ſon S. quand il en eſt requis, ſommé & interpellé, s'il a attaint l'aage de puberté, & n'eſt legitimement empeſché.

CAMBRAY Tit.1. Art.29. Fief ne ſe peut releuer par Procureur, ſi ce n'eſt du conſentement du S.

BAR Tit.1. Art.14.e p.*à Melun* en foy,&c.Procureur, s'il n'y a excuſe legitime, ou n'eſtoit que le fief fut appartenant à vn enfant mineur d'ans: auquel cas le Tuteur en peut faire le deuoir dedans le temps deu.

Source : BIU Cujas

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 44. Le Vaſſal doit en perſonne preſenter la foy & hommage, ſerment de fidelité & recognoiſſance de fief à ſon S. Et n'eſt tenu le S. de le receuoir par Procureur quelque ſpecialité qu'il ait en ſon pouuoir, ſi le Vaſſal n'eſt detenu en maladie ou legitime empeſchement, dont il face apparoir, *ſaltem* par atteſtation faite pardeuant Iuge ordinaire.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 79. Vn S. n'eſt tenu receuoir en foy & hommage vn Vaſſal, par Procureur, ſi bon ne luy ſemble, ſauf l'excuſe de priſon, griefue maladie, inimitié capitale, ou autre cauſe raiſonnable. Auquel cas la procuration portera la ſupplication & excuſes honneſtes auec acte iudiciaire de maladie & priſon : & au refus de la receuoir, fera le Procureur telles & ſemblables offres, que pourroit faire ledit Vaſſal.

ORLEANS Tit. 1. Art. 65. †† p. *a Paris*.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 105. Le S. n'eſt, &c. p. *a Melun* à luy faire la foy, &c. Procureur ſans excuſe legitime.

TOVRS Tit. 13. Art. 115. *A la fin.* Et ny ſera le ſuiet receu par Procureur, s'il ne plaiſt au S. ſinon en cas d'excuſe legitime.

ANIOV Tit. 7. Art. 124. Homme de foy doit faire la foy & hommage en perſonne : s'il n'eſt furieux, inſenſé ou ſurprins de telle maladie, vielleſſe ou impotence qu'il ne puiſſe aller ne venir au lieu où il doit hommage : auquel cas ſon Curateur ou Procureur a pouuoir ſpecial, & quant à ce ſera receu à ladite foy & hommage.

LE MAINE Tit. 8. Art. 134. p. *a Aniou.*

LODVNOIS Chap. 14. Art. 10. p. *a Aniou* de telle maladie qu'il ne puiſſe, &c. ne venir. Auquel cas ſon Tuteur, Curateur ou Procureur ſpecial ſera receu à, &c.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art. 40. Le Vaſſal eſt tenu faire la foy & hommage en perſonne à ſon S. s'il n'a empeſchement par maladie ou pour le ſeruice du Roy en ſes guerres, pour la choſe publique ou autrement legitimement. Et ledit empeſchement ceſſant, doit xl. iours apres porter la foy & hommage en la maniere deuant dite.

BLOIS Chap. 5. Art. 57. Si le Vaſſal eſt viel, valetudinaire ou abſent pour la choſe publique, ou au moyen dequoy ne puiſſe conuenablement aller deuers ſon S. luy faire la foy & hommage : eſdits cas pourra conſtituer Procureur ſpecial pour faire la foy & hommage & offres telles que deſſus, qui vaudront tout ainſi que ſi le Vaſſal eſtoit en perſonne ou †† ſera tenu le S. luy bailler Souffrance ſi par Procureur ne le veut receuoir.

BERRY Tit. 5. Art. 19. Le Vaſſal eſt tenu de faire perſonnellement la foy & hommage à ſon S. F. ſi n'eſt qu'il y euſt empeſchement de priſon, griefue maladie ou autre raiſonnable : auquel cas pourra enuoyer le Vaſſal Procureur deuers ſon S. F. aiant procuration ſpeciale de faire la foy & hommage contenant la ſupplication & honneſte excuſation du Vaſſal : lequel Procureur ſera tenu exhiber au S. F. acte iudiciaire b pour la verification des excuſations. Auquel cas ſera le S. F. tenu le receuoir, & au refus de ce faire, pourra faire ledit Procureur les offres : leſquelles ſeront de tel effect, comme ſi elles eſtoient faictes par le Vaſſal en perſonne.

BOVRBONNOIS Chap. 27. Art. 378. *A la fin.* N'auſſi le receuoir par Procureur, combien qu'il fut ſuffiſamment fondé : ſinon que le Vaſſal fut legitimement empeſché : auquel cas il peut par Procureur ſpecialement fondé preſenter les foy & hommage : & eſt tenu le S. F. le receuoir ou luy bailler temps & ſouffrance competent de luy faire en perſonne les foy & hommage : pendant lequel tẽps de ſouffrance le S. F. ne fait les fruicts ſiens. Et † peut M. le Duc commettre pour receuoir les foy & hommage à luy deuz, ſi bon luy ſemble : & non autre, *inuitis Vaſſalis.*

AVVERGNE Chap. 22. Art. 26. Auſſi le S. F. n'eſt tenu ne contraint receuoir par Procureur ſon Vaſſal, à foy & hommage.

LA MARCHE Chap. 18. Art. 194. Le S. n'eſt tenu, &c. p. *a Melun* Procureur : *nec è contra* : fors le Prince.

POICTOV Tit. 1. Art. 114. *A la fin.* Mais les Vaſſaux ne peuuent par Procureur faire les hommages, ſi le S. ne veut, ains conuient qu'iceux Vaſſaux viennent deuers le S. en perſonne faire les hommages.

BRETAGNE Tit. 17. Art. 367. Le †† S. n'eſt tenu receuoir ſon Vaſſal à l'hommage par Procureur, s'il n'y a cauſe legitime & neceſſaire. Auquel cas le S. ſera tenu le receuoir par Procureur ou luy bailler Sauf-Reſpit, iuſques à autre

†† *Ceſt Art. 65. a eſté mis au lieu du 77. Art. de l'ancië Couſtumier pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ces mots, Et n'y ſera, &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez a ceſt Art. 115. qui eſtoit le 15. Art. du Tit. de depié de fief.*

†† *Ces mots, Où ſera, &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots, Et peut, &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 367. eſt nouuel comme il a eſté*

b Du Moulin eſcrit que ces mots, *acte iudiciaire*, ont eſté adiouſtez par feu M. le Preſident Lizet, contre toute raiſon & equité : par ce que l'atteſtation de gẽs digne de foy ſouloit touſiours eſtre receu en ce faict. Mais quelques Couſtumes requierent vne atteſtation faicte pardeuant Iuge ordinaire, comme la Couſtume de Niuernois. Chap. 4. Art. 44.

Source : BIU Cujas

dit cy dessus. Sur lequel les Deputez de l'Eglise & du Tiers Estat, ont dit & remonstre que le deuoir d'hommage est reel, & non personnel deu, à cause des terres: les droicts & prerogatiues desquelles ne doiuent estre alterez ny diminuez pour estre tenues par autres que par Nobles. Et pour ceste cause ont dit s'opposer au contenu dudit Art. & demandé qu'il fut rayé. Ce que ceux de l'estat de la Noblesse ont empesché, disans qu'il doit suffire à ceux qui ne sont Nobles, & neantmoins tiennent terres nobles, à cause desquelles leur sont deues par les Nobles foy & hommage, qu'elle leur soit faicte par Procureur: enquoy les droicts & deuoirs desdites terres ne sont aucunement alterez ny diminuez. Aurions ordonné que ledit Art. demeureroit, comme il est escrit au cayer reformé par prouision.

temps: & si celuy, auquel seroit deu la foy & hommage estoit notoirement roturier, l'homme noble ne sera contrainct luy faire les foy & hommage en personne, ains les pourra faire par Procureur.

Art. 68. PARIS.

Franc-Aleu comme se doit partir.

Franc-Aleu, g auquel y a Iustice, censiue ou fief mouuant de luy, se partit, comme fief noble: mais où il n'y a fief mouuant de luy, Iustice ou Censiue, il se partit roturierement.

CONFERENCE.

ORLEANS Tit. 13. Art. 255. *A la fin.* Et se doit partir comme heritage censuel: sinon qu'il y ait fief, Iustice ou Censiue mouuans de luy: ouquel † cas il se partira comme le fief.

CHALONS Tit. 20. Art. 165. Es terres de Franc-Aleu, les enfans succedẽt egalement tant fils que filles, sans aucun aduantage d'Aisnesse, & tout ainsi qu'és terres roturieres.

Art. 69. PARIS.

Le †† S. Haut Iusticier, qui a Censiue, peut auoir h coulombier à pied, ayant boulins iusques au Rez de Chaussee.

Art. 70. PARIS.

Aussi le S. non Haut Iusticier, ayant fief, Censiue & terres en domaine, iusques à l. Arpens, peut auoir Coulombier à pied.

Art. 71. PARIS.

Nul †† S. ne peut i contraindre ses suiets d'aller au four ou moulin, qu'il pretend bannal, ou faire coruees, s'il n'a titre valable ou Adueu & Denombrement ancien. Et n'est reputé titre valable, s'il n'est auparauant xxv. ans.

Art. 72. PARIS.

Le Moulin à vent ne peut estre bãnal ny sous pretexte de ce les musniers voisins empeschez de chasser, s'il n'y a titre ou recognoissance par escrit, comme dessus.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 2. Art. 19. N'est loisible à aucun tenant en Censiue d'auoir Coulombier à pied aiant boulains, manes & troux, iusques au Rez de Chaussee, s'il n'en a titre & permission du Roy & tienne terres en domaine, iusques à cl. mesures. Mais sera bien loisible à toute personne auoir volieres en son heritage, non excedans toutesfois la quantité de l. boulains manes & troux. Lequel nombre de boulains, manes & troux, ne pourra estre outre-passé & augmenté: sinon par ceux qui auront & possederont l. mesures de terres & au dessus.

BAR Tit. 2. Art. 47. Aucun ne peut faire de nouueau Coulombier sur pied, sans le congé du S. Haut Iusticier.

ORIEANS Tit. 1. Art. 100. p. *a Paris.* Art. 71. Coruees, † quelque temps qu'il en ait iouy, s'il n'en a titre valable, sans preiudicier aux droicts des Ecclesiastiques. Art. 101. p. *a Paris.* Art. 72. dessus, & sans preiudicier, &c. Tit. 7. Art. 168. † p. *a Paris.* Art. 69. & 70. Chaussee †† Et le S. &c. terres labourables en domaine iusques à cent arpens, &c. pied. Et celuy qui a cent arpens de

† *Ces mots, ouquel cas, &c. ont esté adioustez pour explication.*

†† *Les Art. 69. & 70. ont esté accordez par les Estats de l'Eglise & & Noblesse. Et a esté presenté ceste Art.* Celuy qui n'a fief, Cẽsiue ne Iustice, peut auoir volliere ou fuye de cinq censboulins & au dessous: pourueu qu'il ait au terroir ou est cõstruite ladicte volliere de cinquante arpens de terre. *A quoy a esté remonstré par ledit Preuost des Marchans & Escheuins que la grande cherté des terres ne peut permettre que l'on ait si grande quantité de terres en vn mesme terroir, & n'est raisonnable de diminuer ou restraindre l'ancienne liberté: & qu'il est dur que celuy qui a 49. Arpens ne puisse auoir qu'vne volliere ou fuye, non plus que celuy qui ne tient qu'vn ou deux arpens: & qu'il seroit plus equi-*

g Franc-Aleu ne se peut acquerir par Prescription sans titre, & le 13. iour d'Aoust, 1583 par Arrest solennel fut dit que franc Aleu n'estant prouué par titre escrit, ne pouuoit s'acquerir par prescription: & quant à l'indemnité & bail d'hõme viuant, & mourant qu'il seroit informé par turbes, Aleu, ou comme les vieux practiciens escriuent Aluex, ainsi que dit le Boutellier en la Somme Rurale, prenant vn x. pour vn v. c'est vn heritage franc & libre & qu'il n'est tenu à foy hommage n'autre seruitute, ou redeuance, & qui n'est tenu d'autre Seig que de Dieu, comme dit le Boutellier, & Baldus in cap. 1. Si de fundo fuer. cont. inter dom. & agn. Plusieurs sont empeschez en l'origine de ce mot & le tirẽt de l'Allemãd, autres le rendẽt latin de A, & lode, ou de Leudum, ou Lodum, inde Alode, Alodum, Alodium. Au reste ceste Coustume de Paris semble faire deux especes & sortes d'Aleu, dont l'vn soit Noble, & l'autre roturier: par ce que l'vn tient de la condition du Fief, & l'autre roturier, qui tient des choses roturieres. Il sera parlé cy dessous. Vide Cuiac. 8. Obs. cap. 4. & ad lib. Feud Hotomanum ad cosd. lib. l'Indice des Droicts Royaux, & celuy qui est mis apres les loix de Charlemagne en la derniere Edition. Oldrad. cons. 234. Bald. in cap. 1. & 2. Si de feudo fuer. controu. Du Moulin sur le 46. Art. de l'ancienne

Source: BIU Cujas

Coustume, Chopin liure 2 des Coustumes d'Anjou, partie 2. cap. 2 Tit 5 Au liure 2. du Grand Coustumier de France, Tit. de Rachat des Fiefs, est escrit Franc Aleu est vn heritage, tellement franc, qu'il ne doit point de fonds de terre : ne de celuy n'est aucun Seigneur foncier : ne doit Vest ne Deuest, ne ventes ne saisines, ne autre seruitude à quelque Seigneur : mais quant est à Iustice, il est bien suiet à la Iustice ou iurisdiction d'aucun. Voyez les Coustumes, qui seront mises cy dessous en l'Addition du Titre 11. nombre 11. Au reste ils sont bien tenus à l'exhibition de leurs titres quand le Procureur du Seigneur le requiert: comme aussi de donner par Declaration les heritages qu'ils tiennent en Franc-Aleu. Bacquet Traicté des Francs fiefs, Chap. 2.

h Nous auons cy dessus en la premiere partie de ceste Conference, Titre xiii. parlé des Coulombiers estans à pied, & de ceux qui sont à volets, qu'on appelle Vollieres, ou il a esté monstré que le droict d'auoir Coulombier à pied estoit vne marque de Noblesse : & par ces Art. 69. & 70 on peut auec toute verité affermer que cest vn droict Feodal & Seigneurial, tellement qu'en ladite Coustume aucuns ne peuuent auoir Coulombier à pied, s'il n'est de la qualité portee par les Art. 69 & 70. quelque grande quantité de terre qu'ils puissent auoir. Elle veut que le Seigneur Haut Iusticier ait Censiue : par ce que des terres qui sont tenues de luy à Censiue, il en est reputé le vray & premier Seigneur & la Haute Iustice luy donne toute puissance & auctorité sur ses suiets & terres qu'ils tiennent de luy, & comme on dit, Iustice & Seigneurie font mainte chose faire. Quant à celuy qui n'est Haut Iusticier, par ce qu'il n'a telle auctorité & puissance il doit auoir outre la Censiue des terres en Domaine, iusques à 1. arpens, pour aider à paistre & nourrir les pigeons de son Coulombier. Colomba de frugibus terræ viuit, & innocens est eius victus vt ait. D. Augustinus. c. non omnis 2. q. 7. vide Varronem 3 cap. 6. Catonem, Columellam Plin. & Athenæum.

i On doit tousiours fauoriser la liberté, & faut tousiours presumer pour icelle, selon les maximes de Droict. in l. libertas. 4. D. de statu hominum. l. altius. C. de seruit. & aquæ ductu. l. sicuti §. sed si quæratur D. Si seruit. vind l. binas ædes habe. D. de seruit vrb. præd. l. cum eo. D. de seruit. rust. præd. Et præsumptio semper est pro possessore l siue possideris. C. de probat. & ibi DD. Panorm. in cap illud. De præs. & cap ad sedem. De rest. spoliat. Nous auons en la premiere partie de ceste Conference. Tit. 8. parlé des Droicts de Four & Moulin banniers. Ces Art. 71. & 72 ne parlent aucunement du Pressouer bannal: mais il en faut estimer autant, & y a pareille raison. Æquitatis ratio paria iura desiderat. Et ne faut endurer telles seruitudes odieuses contre la liberté publique, & ne donner force à la ou longue iouissance d'icelles : d'autant qu'il est à presumer, puis que le Seigneur n'en a point de titre, que par force ou crainte de ses suiets il a entrepris & vsurpé telle possession, & par consequent vitieuse, & ne luy peut attribuer aucun droict iuxta. l. non est verisimile. §. fœnerator. D. de eo quod metus causa. Innoc. in cap. bonæ. De postulando. Et ainsi a esté iugé par Arrest de Paris du 21. iour de Iuillet, 1570. pour les habitans de Beaupuis, contre l'Abbé d'Orscamps. Au reste aucuns interpretent ces mots, anciens Adueuz & Denombremens, qui ont esté baillez auparauant vingt cinq ans, comme i'ay dit sur le Tit. 8. de la premiere partie. Autres prennent le temps de vingt ans pour ancien. Boer. Dec. 124. mais il y a plus d'apparance de les estimer anciens apres trente ans. l. in finalibus. 11. D. fin regund. comme aussi aucunes Coustumes ont introduit la prescription de trente ans: qui est pour ceste cause nommee longue Coustume.

table de permettre plus grande ou moindre quantité de boulins, selon le nombre & quantité des arpens de terre. Ce qui a esté contredit par les deux autres Estats. Surquoy auons ordonné que les parties se pourroiront à la Cour, ainsi qu'elles verront estre à faire.

†† *Les Art. 71. & 72. ont esté accordez comme Coustume nouuelle pour l'aduenir, & sans preiudice du passé. Auquels deux Art. ledit M. Toussaincts Barrin pour Dame Magdelaine de Sauoie & Duc de Mont-morancy, s'est opposé, & soustenu que le faict de possession immemoriale est receuable en droicts de coruees & bannalitez de Tours, pressouers & moulins à eauë & à vent, protestant que lesdites Dame & S. Duc de Mont-morency, vseront de leurs droicts ainsi qu'ils ont fait d'ancienneté, comme estans conseruez en iceux par le moyen de la presente opposition, dõt il a requis acte: qui luy a esté ottroyé pour luy seruir ce que de raison : neant-moins ordonné que lesdits Art. demeureront escrits pour Coustume, sans prendre de ladite opposition.*

† *Les Art. 100. & 101. ont esté accordez & adiousteż, sans preiudice du passé : nonobstant l'opposition de l'Estat de la Noblesse & de la Dame de la Trimouille. De laquelle leur auons donné acte pour se pouruoir ainsi qu'ils verront estre à faire.*

†† *Cest Art. 168. a esté accordé & adiousté pour auoir lieu a l'aduenir.*

terres labourables peut faire faire en ses heritages aux champs vne Volliere à pigeons, iusques à deux cens boulins, & sans trappe.

Bretagne Titre 18. Article 389. Il † n'est permis à aucun de faire fuye ou Coulombier, s'ils n'en auoit eu anciennement par pied, ou sur pilliers aians fondemens enleuez sur terre : ou s'il n'a trois cens iournaux de terre pour le moins en fief ou domaine Noble, aux enuirons de la maison : en laquelle il veut faire ladicte fuye ou Coulombier. Et ores que aucun auroit ladicte estendue, n'en pourra toutesfois faire bastir de nouueau, s'il n'est Noble.

Nivernois Chapitre dix-huictiesme. Article premier. Pour acquerir bannie de Four ou Moulin, est besoin d'auoir titre, ou apres prohibition & contradiction, paisible possession de xxx. ans contre les Laiz, & de xl. ans contre les Eglises.

† *Cest Art. 389. reforme le 368. Article ancien, & les Deputez de l'Eglise & du tiers Estat remonstré que l'adionction par nous faicte, Et ores, &c. deuoit estre ostee, comme non demandee par aucun des trois Ordres. Et ne seroit raisonnable que celuy qui n'est Noble, qui a vne terre de l'estendue, voire plus grande en fief & domaine Noble, que n'est porté par l'Article fut empesché de pouuoir faire vn Coulombier, veu que ce droict depend de la terre, & non de la personne. Et ont requis ladite adiunction estre rayee & ostee dudit Article. Autrement ont dit s'opposer. Aurions neant-moins ordonné par prouision, que l'Art. demeurerost comme il est escrit audit cayer.*

ADDITION

Source : BIU Cujas

ADDITION SVR LE TITRE premier, Des Fiefs.

I. Quelles personnes peuuent tenir Fiefs ou non. Fiefs sont patrimoniaux, & comme ils se gouuernent. Especes de Fiefs, tenures & d'hommages.

II. Des Arriere-fiefs.

III. Reception en foy & hommage, & exhibition des lettres d'acquisition.

IIII. De l'infeodation, inuestiture & prise de possession.

V. De plusieurs Seig. feod. d'vn mesme fief.

VI. Ouuerture & profits de Fiefs, comme Reliefs ou Rachats, Quints, Loyaux, Aydes & autres charges de Fief.

VII. Iuges de Fiefs ou Pairs.

VIII. En quels cas les saisies & oppositions formees contre icelles ont lieu.

IX. Admortissement, Indemnité & Souffrance.

X. Aduеu & Denombrement.

XI. De Commise & confiscation de Fiefs.

XII. Du droict de Retenue.

XIII. De Depié de Fief & Parage.

XIIII. Du droict d'aisnesse.

I. MEAVX Chap.20. Art.154. Nul † ne peut tenir fief, s'il n'est [a] Noble: & s'il en acquiert, le S.le peut contraindre a en vuider ses mains dedans l'an & iour, si n'est qu'il en paye Finance au Roy. Car il est souuerain Fieffeux, ou que son S. l'eust receu à foy & hommage par ce qu'il la desaduouë à homme & Vassal legitime. Art.156. Si †† vne femme noble [b] prend homme roturier a mary, si elle a des Fiefs nobles le S. dont est tenu le Fief, ne peut estre contraint à receuoir l'hommage dudit mary s'il ne veut: & apres le decés de la femme qui est Noble, les heritiers ne seront cõtraints vendre ledit Fief, n'en vuider leurs mains: & faut que le S. les reçoiue: pour ce que les enfans iouissent du priuilege de Noblesse.

SENS L. Art.1. Par † Coustume & vsance confirmee par priuileges des Rois, les manans & habitans de la Ville & Commune de Sens, peuuent tenir fiefs & heritages nobles, sans qu'ils puissent estre contraints en vuider leurs mains, ne pour raison d'iceux payer au Roy aucune Finance. [c]

TROYES Tit.2. Art. 16. Toute personne noble peut acquerir & tenir fiefs & terres nobles quelles qu'elles soient: supposé qu'elle ne viue noblement: & qu'elle viue marchandement ou roturierement. [d] Ce que ne peut faire ne tenir vne autre personne qui ne seroit noble.

CHAVMONT Tit.1. Art.10. p. *à Troyes*, terres qu'elles, &c. ne sera pas noble ne priuilegiee.

VITRY Tit.3, Art.46. Aucun ne peut tenir terre de fiefs, s'il n'est noble personne sans congé de Roy: & s'il en tient, les Officiers du Roy, le peuuent contraindre à en vuider ses mains dedans l'an & iour: & en son defaut leueront les fruicts pour le Roy. Ainsi pareillement font les autres S. Vassaux du Roy ou d'autres, de leurs Fiefs ou Arriere-fiefs. Car ils ne reçoiuent Vassal à homme, s'il n'est noble, si bon leur semble.

PONTHIEV Tit.2. Art. 41. Le Sexe [e] feminin est idoine & capable, quand le cas s'y offre, & que son droict y eschet, soit par donation, par mutation, par testament ou par succession ou autrement, de posseder & tenir Fiefs & Nobles tenures.

ARTOIS Tit.10. Art.194. Si personnes non nobles acquestent ou possedent Fiefs ou nobles tenemẽs, telles personnes sont submises au droict de Nouuel [f] Acquest: lequel droict de nouuel Acquest se peut prescrire contre nous, ou nos successeurs Comtes d'Artois apres qu'vn non noble aura iouy desdits fiefs ou nobles tenemens par l'espace de xl. ans, sans que ledit droict luy ait esté demandé. Art. 195. Et est deu iceluy droict de nouuel acquest par les acquesteurs & possesseurs non nobles, tels que de trois annees l'vne. Art.196. Droict de nouuel acquest, est personnel: en façon telle que si le Fief va de main non noble en la main du Noble, la terre n'est pourtant chargee d'iceluy droict. Art. 197. Si vne personne non noble a acquis aucuns Fiefs, en aiant payé par luy nouuel Acquest, il demeure par luy & ses hoirs francs à perpetuité dudit nouuel Ac-

† *Le Procureur du Roy a dit qu'autrefois il auoit remonstré la reception qui se feroit par le S. F. autre que le Roy, n'empescher point que tel acquereur ne paye finance au Roy: & qu'ẽ defaut de ce, le Roy ne le contraigne à vuider ses mains dudit Fief. Et sur le different, fut ordonné, que le Procureur du Roy & autres pretendans droict audit Art. produiroient tout ce que bon leur sembleroit dans certain temps, afin d'en faire rapport à la Cour.*

†† *Cest Art. 156. qui depend du 4. Art. n'a esté accordé: ains renuoyé à la Cour.*

† *Le Procureur du Roy a dit qu'il sçait que lesdits habitans en ont iouy & vsé d'ancienneté, & en ont obtenu plusieurs iugemens à leur profit: mesmes dernierement vn donné par les Commissaires sur le faict des Frãcs-fiefs & nouueaux acquests en date du 16. Auril, 1551. Surquoy fut ordonné que les habitans vseroient du priuilege contenu audit Art.*

Droict de nouuel acquest.

[a] Ceste Coustume de Meaux est prise des anciennes Loix & Ordonnances de la France: par lesquelles n'estoit permis qu'aux Nobles de tenir fiefs, & non aux roturiers: par ce que les fiefs ont esté destinez pour la Noblesse, afin de secourir le Roy au faict de ses guerres. Or est il certain & tres-asseuré qu'il estoit defendu à ceux qui n'estoient nobles, de porter les armes. Lucas de Penna in l. vnic. C. vt armor. vsus int. §. si quis rusticus §. mercator. Tit. de pace ten. in vsib. Feud. A ce propos on peut alleguer Philippes de Beau-manoir en sa practique, Selon l'establissement le Roy, li homme de poëste ne poent ne doiuẽt tenir Fié ne riens accroistre en Fié. Car li Bourgeois & hi homs de poëste traioient mout de Fié à eux: si que au loins aler, li Prince peussent auoir menre seruice de Gẽtixhoms. Guido Pap. Dec. 415. Autres Practiciens disent aussi que le vilain est celuy, qui ne peut tenir fiefs, à cause qu'il est en loy vilaine, si non par la permission & congé de son Seigneur: lequel luy permettant s'il est Baron ou s'il n'est que Vassal, d'acheter & tenir franc-fief en sa terre le rend franc, non pas toutesfois de franchi-

Source : BIU Cujas

ſe naturelle, ains pour tenir fiefs franchement. Monſieur le Maiſtre en ſes Deciſions des Amortiſſemens chap 5. La Couſtume de Champagne que fief ne peut eſtre tenu que par Noble, eſt recitee és Arreſt des 30. Iuillet, & 1. Aouſt, 1381. & le 6. Aouſt oudit an la reſreáce adiugee au roturier & non nobles. Les roturiers par quelques Couſtumes particulieres ſont tenus vuider leurs mains des fiefs par eux acquis: comme par ceſte Couſtume de Meaux. Art. 154 & Vitry. Art. 46. Art. 16. Chaumont, Art. 10. Par les autres Couſtumes il leur eſt loiſible de poſſeder fiefs: neant moins ils ſeront tenus au droict de francs fiefs & nouueaux acqueſts. A ceſte cauſe le Roy Henry 3. 1579. Art. 158. a ordonné que les roturiers achetans fiefs nobles, ne ſeront pource annoblis, ny mis au rang & degré des Nobles. Laquelle ordonnance i'ay interpretee en la Conference des Ordonnances liure xii. Tit 1. & long temps auparauant il eſtoit practiqué que les fiefs ne rendoient pas les perſonnes Nobles, & de faict par Arreſt donné à la Chandeleur, 1268. pour l'Abbé de S. Victor lez Paris, a eſté iugé qu'vn roturier acquerant fiefs & terres Nobles, n'eſtoit pas neant-moins cenſé & reputé Noble, de ſorte que ſi vn Seigneur a la Iuſtice ſur les Nobles, & vn autre Seigneur ſur les roturiers: Le roturier, encores qu'il tienne & poſſede terres nobles, ſera iuſticié par le Iuge des roturiers. Et par Arreſt donné contre l'Abbé de Sainct Magloire, appert que le roturier pouuoit tenir fief à la Pentecoſte l'an 1270. Depuis eſt interuenue l'Ordonnance de ſainct Louys, pour les Francs fiefs. Et ainſi l'Eueſque de Lymoges a peu mettre en ſa main vn ſien fief aliené de main noble en roturiere: par Arreſt donné à la Pentecoſte, l'an 1288. contre les Conſuls de S. Leonard. Ainſi par Arreſt donné contre les habitans de Toloze à la Pentecoſte, 1273. Les fiefs par eux tenus & poſſedez, ſoient eſcheus par ſucceſſion de leurs parens, ou mariage de leurs femmes ou acquis ou poſſedez par vingt ans, leur ſont adiugez & demourent: & les autres par eux acquis puis vingt ans, les mettront hors leurs mains, ou le Roy les prendra. Monſieur le Maiſtre au lieu prealegué tient que les non nobles peuuent tenir fief ſans diſpenſe du Roy: & que les fiefs qui ont titre de dignité annobliſſent le roturier. L'Ordonnance des Eſtats de Blois cy deſſus alleguee, eſt contraire, & laquelle il faut ſuiure & garder. Vide Guid. Pap. Dec. 133. & l'Arreſt donné à la Pentecoſte, 1282. cité parte 7. ſtyl. Parl. Arreſt 73. & par le Maiſtre.

Droict de nouuel acqueſt preſcriptible par quarante ans.

Droict de nouuel acqueſt eſt perſonnel, & n'eſt deu qu'vne fois.

Noble de par mere eſt exempt du droict de nouuel Acqueſt mais en matiere d'impoſitions & Aydes, faut eſtre noble de pere.

b Ceſt Art. 156. depend du 4. de ceſte Couſtume, & ont tous deux eſté renuoyez à la Cour comme i'ay dit: mais la raiſon de ceſt Art. 156. peut eſtre tiree du 154. par lequel vn rotutier ne peut tenir fiefs: & par conſequent, ne peut eſtre receu à faire hommage. Si donc vn roturier eſpouſe vne Damoiſelle ou femme Noble ayant & poſſedant fiefs, il n'eſt receu à faire la foy & hommage pour ſa femme: par ce qu'il eſt roturier & non noble: qui eſt incapable par la Couſtume de tenir fiefs, comme i'ay dit.

c Et par conſequent ſont exempts du droict de francs fiefs & nouueaux acqueſts: comme pluſieurs Villes & Communautez ont priuilege ottroyé & concedé par les Roys de France: ainſi que doctement recite Chopin liure 1. du Domaine. Tit. 13. num. 15. Auſquelles i'adiouſteray que le Roy Henry 4. à preſent regnant à donné pareil priuilege aux habitans de la Ville d'Yſſodun, ainſi qu'il appert par les lettres Patentes donnees à Mante ou mois de Ianuier, 1594. & verifiees en la Cour de Parlement le 22. Iuin enſuiuant, & en la Chambre des Comptes le 16. iour de Iuillet oudit an.

d Ceſte Couſtume ſemble en ſes termes eſtre ſotte: mais elle ſert pour les puiſnez qui ſont le plus ſouuent pauures, & ſont contraints d'exercer le trafic & eſtat de marchandiſe, iuſques à ce qu'ils ayent rencontré quelque meilleure fortune, pour viure noblement, & porter les armes pour le ſeruice du Roy, ou de la choſe publique: & ne leur nuict ce pendant l'eſtat & trafic de marchandiſe, qu'ils ont exercé: ce qui eſt plus louable que s'ils s'eſtoient endormis en toute oiſiueté & faineantiſe: comme le remarque fort à propos Guido Papa en ſes Deciſions, & Du Moulin ſur ceſt Art. 14. & ſur le 9. Art. de Paris. Gloſſe. 3. & in proemio Gloſſa. 7. in verbo Noble.

e Il a eſté cy deſſus monſtré, qu'en aucuns lieux les femmes ne ſont capables de tenir fiefs: mais en France nous ne ſuiuons les Lois de Lombards pour ce regard: par lequel les femelles ſont excluſes de tenir & poſſeder fiefs, ſi le fief n'eſtoit premierement maternel, ou donné à ceſte charge & condition que les femelles le pourroient tenir & poſſeder. Voyez Cuiac. ad Tit. 1. & 12 lib. 1. & tit. 33. lib. 2. Feud.

f Nouueaux acqueſts ſignifient tous heritages tant feod. Alodiaux, que roturiers, & tous droicts immobiliers appartenans à gens de main morte, ſoit qu'ils leurs ſoient donnez, leguez & aumoſnez, & n'eſt de droict deu, ſinon par gens de main-morte poſſedans heritage, & non par autres: comme auſſi le droict de francs-fiefs eſt ſeulement deu par les roturiers tenans & poſſedans heritages Nobles contre les Ordon. Toutesfois ces mots ſont ſouuent confondus, comme il ſe voit par ceſte Couſtume. Art 194. 195. comme i'ay monſtré en la Conf. des Ord. Royaux liure x. Tit. 4. Bacquet traicte amplement ce point au Traicté de Francs-Fiefs, Chap 3.

g Religieuſes ou Religieux ne peuuẽt ſucceder aucunement, & ſont incapables de ſucceſſ. par ceſte Couſtu. Ar. 7. & 17. Par le droit des Feud certũ eſt monachiſmo feudũ amitti miles ſeculi, eſſe deſinit, qui miles Chriſti factus eſt, nec beneficiũ ad eũ pertinet, qui non debet gerere officiũ, vt ſcriptũ eſt nominatim. Tit 21 lib. 2. Feud. Iuſtinianus tamen ſcribit in Nouella de monachis, Alodia tacito iure ſequi venerabilem domum. Clericatu item feudũ amittitur, vt lib. 4. feud Tit. 7. 33. 41. & vlt. & ibi Cuiac. At in dicto Tit. 33. ſcriptũ eſt, idẽ in omnibus qui habitũ religionis aſſumunt, vt Conuerſi. hi enim nec poſtea in feudo queſt pour raiſon dudit Fief. Car ledit nouuel acqueſt, n'eſt deu qu'vne fois. Art. 198. Vne perſonne noble de par mere ſeulement eſt franc dudit nouuel acqueſt, auſſi auant qu'vne perſonne Noble de par pere: en façon qu'audit cas la mere annoblit l'enfant. Mais en matiere d'Impoſitions & d'Aydes conuient eſtre Noble de par pere.

Femmes capables d'acquerir & ſucceder aux Fiefs.

Baſtard ne ſuccede en fief, s'il n'eſt legitimé.

Comte de Bourg. Chap. 1. Art. 17. Femmes Nobles peuuent acquerir & ſucceder en choſes feodales, auſſi bien que les hommes, qui ſont Nobles: excepté les Religieuſes. g

Nivernois Chap. 4. Art. 18. Femmes ſuccedent en choſes feodales, comme és autres. Art. 20. Vn Baſtard h ne ſuccede en Fief, & ne le peut tenir: & n'eſt tenu le S. le receuoir s'il ne luy plaiſt autrement le faire: ſinon que ledict Baſtard fut legitimé par mariage ou par legitimation du Roy: en laquelle pour validité d'icelle eſt beſoin faire mention expreſſe dudit Fief.

Blois Chap. 4. Art. 46. Fiefs ſe peuuent tenir & poſſeder indifferemment par hommes & femmes Nobles ou roturiers: & ſoit qu'ils ſoient poſſedez par Nobles ou roturiers ne ſe mue la nature d'iceux.

Bretag. Tit. 17. Art. 357. Par †† Couſtume anciennement homme roturier ne ſe pouuoit accroiſtre en fief Noble, ſans payer Rachat.

†† *Les Deputez des trois Eſtats ont dit empeſcher & oppoſer formellemẽt que ledit Art. fut rapporté en la Couſtu. & ont requis qu'il en fut raié & oſté, diſant qu'oncques les Ducs ny*

La Ruë d'Yndre, Chap. 2. Art. 6. Et ſi la choſe feodale eſt vendue en main roturiere & d'homme non Noble, ledit S.F. peut contraindre l'acheteur, à mettre hors de ſa main ladite choſe, & la mettre en main noble: ou la prẽdre pour les deniers. Et ſe fera ladite contrainte par caption de la choſe feodale ſaiſie en la main dudit S.F. qui en iouira iuſques à ce que la choſe ſoit miſe hors de main roturiere.

Source : BIU Cujas

Rois depuis l'union de ce Duché à la Couronne de France, n'ont pris tel droict de Rachat des roturiers & non nobles, pour leurs fiefs, terres nobles audit pays. Aussi que ledit Article ne determine aucune chose: mais presuppose ce que iamais ne fut practique ny tiré à consequence en ledit pays. Ce que ledit Procureur general du Roy auroit empesche, & requis que ledit Art. tel qu'il auoit esté trouué en la Coustume pour la conseruation des droicts du Roy y fut demoure. Ce qu'aurions ordonné suiuant la requeste dudit Procureur general.

ne peuuent acquerir aucuns fiefs ou terres nobles sans danger de commise, comme Du Moulin interprete cest Art. 17. par le 7. de la mesme Coustume. Voyez le 337. Art. de Paris cy dessous. Tit. 15. auec les Coustumes y rapportees par forme de Conference. Mais ie ne veux pas passer sous silence qu'aucuns ont noté, que les Clercs peuuẽt tenir & posseder fiefs par le Droict Canonique DD. in cap. ex transmissa 6 De foro comp. & cap. in præsentia. 8. extra de probat. Voyez cy dessous le nombre xi en ceste Addition premiere.

h La raison est pareille de ce qui a esté dit des Religieuses. Car les Bastards estans incapables de succeder à leurs peres & meres par ceste Coustume, chap. 34. Art. 22. & par plusieurs autres Coustumes mises cy dessus en la premiere partie de ceste Conference, Tit. vi. Ce qui est general par la Coustume generale de France, que Bastards ne puissent succeder à leurs pere & mere, s'ils ne sont legitimez, tant s'en faut qu'ils puissent acquerir aucun fief.

succedunt, & si quod habent, perdunt. Si les Religieux ne peuuent succeder, il faut en dire autant des Religieuses. Et les Religieux ou Religieuses

MEAVX Chapitre dix-septiesme. Article 133. *& la fin.* Tous † heritages feodaux sont reputez patrimoniaux, i tellement que le Vassal les peut vendre & aliener sans le consentement dudit S.

TROYES Titre troisieme. Article trente-septiesme. Au †† Bailliage de Troyes n'y a aucuns fiefs [k] de danger. Art. 48. Tous heritages de fief, &c. p. *a* MEAVX, & se peuuent vendre, donner, leguer & autrement transporter, sans, &c. du S.F. & sans commise dudit fief.

CHAVMONT Titre 2. Art. 56. Au † Bailliage de Chaumont n'y a aucun fief de danger: sinon en la Preuosté de Vaucouleur, où il y a fiefs de danger: qui sont de telle nature, que le Vassal ne se peut ou doit mettre * ausdits fiefs, sans ou auoir fait les foy & hommage au S. dont lesdits fiefs sont tenus & mouuans, * en son refus, au souuerain: ou qu'il eust par Souffrance ou autrement congé ou permission du S.F. pour soy mettre en possession dudit fief de danger. Toutesfois si le S. dont est mouuant ledit fief de danger, estoit absent: en ce cas ledit Vassal se peut transporter sur le lieu dont ledit fief est mouuant: & illec faire ses offres aux personnes des * Officiers: & s'il n'y a Officier, ledit Vassal pourra faire ses offres l en presence de deux Notaires deuant la place ou maison dont est mouuant ledit fief: en ce non comprins les fiefs du Roy. Car en ce cas ledit Vassal est tenu aller au Roy, ou à ses Officiers aians puissance, à le receuoir. Et si ledict Vassal se mettoit en possession de son fief de danger, autrement que dessus est dit, il commet son fief: si tant n'estoit qu'il luy fut escheu ou aduenu de pere ou de mere: auquel cas ledit Vassal se peut mettre dedans ledit fief, sans licence de son S. & faire les fruicts siens, iusques à ce qu'iceluy S. ait empesché iceluy, par faute de foy & hommage non faicts. Pendant lequel empeschement ledit S. faict les fruicts siens, iusques à ce que sondit Vassal ait faict lesdits foy & hommage.

BAR Tit. I. Art. 1. Tous les fiefs du Duc de Bar en son Bailliage de Bar, sont fiefs de danger rendables à luy à grande & petite force: sur peine de Commise: & se gouuernent selon les Coustumes Imperiales, és cas: où il n'y a Coustumes particulieres contraires audit Bailliage.

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 17. Choses feodales sont reduites à la maniere des patrimoniales, quant à succession: en maniere que l'on y succede comme en autres choses, & peut-on prendre possession d'icelles, sans le consentement du S. & sans danger de Commise: & aussi quant à l'alienation: en maniere que pour icelle faire sans le consentement du S. n'y a Commise n'y autres peines.

CAMBRAY Tit. I. Art. 32. Fief se peut vendre ou autrement aliener, sans le consentement du S. en faisant les deuoirs pardeuant le Bailly & iiii. hommes de fief du S. en payant les droicts Seigneuriaux pour ce deuz.

BERRY Tit. 5. Art. 1. Fiefs ou Arriere-fiefs peuuent estre vendus, cedez, transportez, permutez & alienez, en tout ou partie de noble à non noble: & peuuent estre acquis par toutes personnes, soient nobles ou non nobles, hommes ou femmes: sauf le droict m du Roy & des S.F. Art. 2. Et n'est besoin pour faire lesdites Cessions, transports & alienations tenues en fief, Cens ou emphyteose, faire aucune denonciation au S.F. Censier ou emphyteotique, ne requerir sur ce leur consentement ou licence.

AVVERGNE Chap. 22. Art. 33. Fiefs sont tenus & reputez biens patrimoniaux, & se peuuent aliener à quelque titre que ce soit, le tout ou en partie par le Vassal, sans le congé du Seigneur F. Article 34. Aussi le Seigneur F. peut vendre & aliener son fief sans le consentement du Vassal.

† *Ces mots,* Tous heritages, *&c. ont esté adiouſtez de nouuel, comme aiant esté omis.*

†† *Le 37. Art. corrige l'ancienne Coustume.*

† *Ceſt Art. 56. a esté ainsi escrit & corrigé pour pouruoir à la rigueur d'aucuns S. F. qui sans cause refusent & denient receuoir lesdits Vassaux en foy & hommage.*

* *Aliàs,* bouter esdits fiefs sans permissiõ ou licence du S. F. & sans auoir, *&c. P.V.*

* *Aliàs,* ou en son refus, *P.V.*

* *Aliàs,* de ses Officiers, *&c. P.V.*

i Par la Coust. generale de Frãce, mesmes en pays Coustumier, les fiefs sont reduits à la maniere des choses patrimoniales: tellement qu'ils sont en la pleine & entiere disposition de ceux qui les tiennent & possedent: ainsi que l'aber monstre sur l'Authen. ingressi. C. de sac. eccl. & en plusieurs endroits sur les Inst. Tit. de legit. patron. tue. & Tit. de emptione & §. item Seruiana De act. comme nous auons monstré cy dessus en plusieurs endroits, & Du Moulin sur sa preface sur la Coustu. de Paris nõb. 104. Voyez cy dess. Nivern. chap. 4 Art. 17. Cuias l. 1. des Feud. Tit. 2. Guid. Pap. q. 59. & 297.

k Fiefs de danger, sont ceux esquels y a commise ou confiscation, laquelle a lieu quãd le fief estant ouuert, ou sans homme, l'heritier ou S. d'iceluy entrant ou prenant possession sans congé & permission du S. & luy faire hommage. Ainsi anciennement en la Coust. de Bourgong par Arrest du 20 Decembr. 1393. fut dict que le fief de danger tomboit en commise, s'il estoit aliené, sans le congé du S. F. Par les Loix des Feud. le Vassal estãt en demeure par an & iour de faire & prester la foy & hommage apres sommation & interpellation deue, perd son fief, lib. 1. de feud. Tit. 21. & l. 4. tit. 76. Ce qui est approuué par les Constit. des Emp. Lothaire & Frederic. Mais les Pract. de Milan n'ont pas approu-

Source : BIU Cujas

ue cette forme comme il se voit, lib. 3. feud. Tit. 1. §. 1 & lib. 4 Tit. 49. Ce que les Coustu. de France n'ont pas voulu receuoir. Au reste Du Moulin sur les 56. Art. de Paris nomb. 32. interprete la Coustu de Chaumont: mais contre son aduis on practique, que tous les fiefs en la Preuosté de Vaucouleur, sont fiefs de danger. Et en quelques autres Coustumes, comme celle de Bar. Tit. 1 Art. 1.

l Des offres que le Vassal est tenu de faire, nous en auons parlé cy dessus sur l'Art. 63. de Paris. Voyez le 4. liure des Feudes, Tit. 17. Vassalum non teneri offerre seruitium.

m Le droict du Roy consiste en l'hommage, au droict de Rachat en la finance, que les Vassaux sont tenus payer pour le Ban ou Arriere-ban quand ils ne peuuent faire seruice actuellement en guerre: & en la finance, que les roturiers ou gẽs de main-morte doiuent payer pour les francs fiefs & nouueaux acquests. Quant est du droict des S. il consiste en l'hommage, au Rachat, & en la Retenue feodale. l'Abbé.

n Voyez cy dessous au nombre xii. en la mesme Coustume. Tit. 18. Art. 2. & 3.

o Ces Coustu. de Peronne, Laon, Chalons Reims & Mante sont directement introduites contre l'opinion de Ioã. Fab. & des autres DD. in l. 1. C. de summ. trin & rectius Cuiac. ad Tit. 2. lib. 1. Feud. Mais en France nous suiuons la Clement. 1. D. reseriptis, de laquelle aucuns colligit in feudis rei vel loci seruientis statutũ considerandum esse, non dominãtis. Chassanee sur le 7. Art. de Bourg. in verbis, *selon la nature d'iceluy*, ou il dit, leges statuta & consuetudines Niuern. non posseligare rẽ existentẽ in Burgundia, quia extra territoriũ ius dicenti non paretur. Licet Baldus Cons. 398. col 1. in 1. vol. asserat feudi naturam semper respicere suum principium Du Moulin sur le 7. Art. de Paris, nombre 37.

p Seigneur direct, Seigneur vtile ou profitable: Seigneurie directe: Seigneurie vtile. Le Seigneur direct, est celuy, qui a baillé à rente ou cens son heritage feodal ou roturier. Seigneur vtile est proprietaire qui possede & iouist de l'heritage Censuel, feodal ou redeuable de rente fonciere. Au Seigneur Feodal appartient la Seigneurie directe du fief tenu de luy, & au Vassal, l'vtile: comme aussi celuy qui a baillé son heritage à rente

LA Marche, Ch. 18. Art. 201. Tout †† ainsi que le Vassal peut vendre & aliener son fief, sans le congé du S. le S. peut vendre & aliener son droict de fief, sans le consentement du Vassal.

SOLE Tit. 18. Art. 1. Selõ † la Coust. n les choses feod. & tenues en fief ou rerefief ou partie d'icelles en cas permis, se peuuẽt vẽdre, ceder, trãsporter, chãger ou aliener de noble à non noble: & se peuuent acquerir & posseder par toutes personnes soient nobles ou non nobles. Mais le non noble ne peut vser de Iurisdiction ne Faymi-dret en ce qu'il a acquis de Noble: ains en iceluy cas ladite Iurisdiction & Faymi-dret tombe au S. maieur, & sa Cour de Lixarre.

TOVRNAY Tit. 10. Ar. 20. Toutes personnes maieurs, soiẽt hõmes ou fẽmes, aiãs enfans ou non, heritiers & possesseurs de fiefs patrimoniaux, peuuent iceux franchemẽt vendre, donner ou autremẽt aliener & trãsporter sans requerir le consentemẽt dudit Preuost de la commune, n'y d'autre personne quelconque: pourueu que les contracts soient recognus & passez pardeuant lesdits Preuosts & hõmes de fiefs, tellemẽt que œuure de Loy par des-heritãce respectiuemẽt en soit deuement faite. Art. 21. De ce, excepté la fẽme liee de mary, laquelle, le mariage constãt ne peut faire aucune alienation ou transport de fiefs, sans l'expres accord & consentemẽt de sondit mary: ce que faire elle peut toutesvoyes estant en estat de viduité, voire quãt elle auroit enfans. Autremẽt les ventes, donations ou alienations sont nulles. Ar. 3. Et au regard des fiefs non patrimoniaux, ains acquis cõstãt le mariage de deux conioints, si le mary en est adherité, il peut libremẽt & sans le gré de sa fẽme iceux fiefs aliener: mais si la femme en estoit inuestie & adheritee, elle ne pourroit constãt le mariage, faire d'iceux fiefs alienation, sans licẽce, auctorisation & expres consentemẽt de son mary, cõme aussi faire ne pourroit le mary sans le libre consentement de sa fẽme. Art. 31. Si le Vassal veut vendre son fief, est tenu cõparoir pardeuant ledit Preuost, & en passer la vente pardeuant luy & seshõmes de fief, en nõb. de 4. pour le moins: autremẽt n'en seroit l'acheteur S. & proprietaire.

MANTE Chap. 1. Art 44. Le †† fief seruant se o gouuerne selon la Coustu. du lieu, où il est assis: & non selon la Coustu. du lieu, où est assis le fief dominant.

LAON Tit. 16. Art. 224. } p. *a Mante*, assis le lieu du fief do-
CHALONS Tit. 20. Art. 224. } minant.
REIMS Tit. 3. Art. † 138. p. *a Mante*.

PERONNE Tit 2. Art. 81. Quãd il y a ouuerture de fief, se faut regler selon le lieu, où est le fief seruant, & non selon le lieu du fief dominant.

TOVRS Tit. 5. Art. 61. Les †† fiefs & autres choses enclauees en Touraine, sçauoir est dans lesquels on ne peut entrer, sinon par le Territoire du Bailliage, se gouuernent par les Vs & Coustume de Touraine.

LODVNOIS Chap. 5. Art. 3. Tous lieux, terres, domaines, cens, rentes & autres choses situees & assises en Lodunois, soient nobles & noblement tenus, roturierement ou autrement, seront gouuernees selõ les Coustu. du pays: posé qu'elles soiẽt tenues d'autres terres & Seigneuries estãs hors les fins & limites dudit pays.

CLERM. T. 8. Ar. 108. En matiere de fiefs vn S. se peut dire S. direct, p & l'autre S. profitable Le S. profitable est celui qui iouist du fief & des fruicts qui en dependẽt. Et le S. direct, est celuy à qui on doit la foy & hõmage pour raison dudit fief, & des dependances d'iceluy. Art. 110. Celuy est dit S sans moyen, q quand sans moyen il tient fief ou Seigneurie de Prince ou S. superieur. Et le S. par moyen est celuy qui tient Arriere-fief, mouuant par moyen de fief de quelque superieur.

PERON. T. 2. Ar. 21. Au s. f. appartiẽt la direc. seig. du f. tenu de lui, & au vas. l'vtile.

NIVERN. Chap. 4. Ar. 28 Le Vass. ne peut bailler à tit. de Cẽs r ou Bourdelage le principal manoir de son domaine ne la Iustice, s'il y en a audit fief s noble: mais le fief rural se peut bailler ausdites charges entieremẽt. Art. 29. Et est reputé fief noble, celui auquel y a Iustice ou maison fort, notable edifice, motte, fossez ou autres sẽblables signes de nobles. & d'ãciẽneté, & to° autres sõt reputez rur. & nõ nobles.

AMIENS T. 1. Art. 25. Le † Vass. tenãt en Perrie ou plain hõmage, à pareille Iustice & seig. en son fief, cõme le S. dont il tient, a en son fief. Et tous fiefs qui sont tenus à lx. s. Par. de Relief, & xx. s. de Chãbellage, ou par plus grãde tenue, sont re-

† *Il y auoit vn ancien Art. en la Coustume de la Marche, contenant que le S. de fief peut dedans xxx. ans contraindre le roturier a remettre en main Noble, le fief par luy de nouuel acquis, & iusques à ce qu'il ait remis, faire les fruicts siens: sinon qu'il l'ait receu en hommage, ou baille Respit ou Souffrance. Surquoy auons ordonné que ledit Art. seroit osté & rayé dudit Coustumier, comme pernicieux à la chose publique: mais que d'iceluy ferions mẽtion en nostre proces verbal.*

† *Le Procureur du Roy s'est opposé à ce 1. Art. entant que touche le Surcharger des Fuatiers du Roy. Et en ce regard a esté remis à la Cour*

†† *L'Art. 44. est adiousté cõme ancien, & omis en l'ancien Coustumier.*

† *Ce 138. Art. est de nouuel introduit.*

†† *Ces motz, Et autres choses, ont esté de nouuel adioustez.*

Seigneurs directs ou profitables.

Seigneur sans moyen.

Seigneur par moyen.

Fief noble ou rural.

Source : BIU Cujas

emphyteose, se nomme Seigneur Emphyteutique. Berry. Tit. 5. Art. 2. & Rentier. Berry Tit. 8. Art. 32. Le Seigneur vtile se nomme par ceſt Art. 108. & le ſubſequent, Seigneur profitable: par ce qu'il iouiſt du fief & des fruicts, qui en dependent, à la difference de celuy, auquel on doit la foy & hommage, qui s'appelle Seigneur direct. Peronne. Art. 11. Voyez l'Indice des droicts Royaux.

q Ceſte Couſtume de Clermont monſtre la difference qu'il y a entre Seigneur ſans moyen, ou Seigneur par moyen: comme auſſi on fait difference, entretenir en fief, ſans moyen, ou par moyen: par ce que les Vaſſaux tiennent de leurs Seigneurs nu à nu, ſans moyen: les autres par moyen: Les autres Couſtumes nomment ſes fiefs, plein fief, ou ſimple, ainſi qu'il a eſté cy deſſus par nous dit. Voyez la Somme Rurale liure 1. Chap De fief tenir par moyen.

r Borde ſignifie inſtrument ruſtic. Les ſuiets Bourdeliers ſont redeuables d'argent, blé & plume, ou des trois les deux ſelon ceſte Couſtu. de Niuernois, ainſi que nous dirons cy deſſous. Et ce droict en Bourbonnois eſt de pareille condition & qualité, que le droict de Taille reelle. Voyez cy deſſous au Tit 2. De Cenſiues.

ſ C'eſt la diſtinction de fief noble ou rurale, comme auſſi les heritages ſe nomment heritages nobles ou ruraux en la Couſtume d'Acs, Tit. 2. En la Couſtume ancienne d'Amiens. Art. 13 14. 15 26. & 76. Fief Noble tenu en plein hommage ou en Pairrie: que la Couſtume de S. Pol. Art. 10. nomme fief tenu à plein lige ou en Pairrie. Voyez la Couſtume d'Amiens. Art. 7. 25 189. L'Edict de Charles 7. 1453 Art. 6.

putez nobles & tenus en plain hõmage: tellement que les proprietaires d'iceux fiefs ont en iceux toute Seig. & Iuſtice Haute, Moyẽne & Baſſe, & telle & ſemblable que les S. F. dont ils tiennent.

Quatre ſortes de Tenures.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 103. En Normandie il y a iiii. ſortes de Tenure, u par hommage, par Parage, par Aumoſne & par Bourgage. Art. 104. Il †† y a deux ſortes de foy & d'hommage, l'vn Liege deu au Roy ſeul, à cauſe de ſa ſouueraineté. L'autre deu aux S. qui tiennent de luy mediatement ou immediatement: auquel doit eſtre exprimee la reſeruation de la feauté deuë au Roy. Art. 127. La Tenure par Partage eſt quand vn fief noble eſt diuiſé entre filles ou leurs deſcendans à leur repreſentation. Art. 138. L'heritage † tenu en Bourgage x eſt exempt de payer Reliefs, xiii. & autres droicts Seigneuriaux & Couſtumiers: & n'eſt tenu le poſſeſſeur d'iceluy que bailler ſimple declaration: en laquelle il doit exprimer les rentes & redeuances qui ſont deues, s'il n'y a titre, conuenãt ou poſſeſſion ſuffiſante au contraire. Art. 139. Par Aumoſne y ou bien-faict que face le Vaſſal de ſon bien à l'Egliſe, les droicts du S. ne ſont en rien diminuez, ſoit en Iuſtice, rente ou autres deuoirs.

POICTOV Tit. 1. Art. 99. Les fiefs, fonds & autres domaines du pays de Poictou ſont ou doiuent eſtre tenus noblement, ou roturieremẽt: & ceux qui ſont tenus roturierement, ſont tenus à Cens, Rentes, Tailles, Bians, (qui ſont coruees, tant d'hõmes que de beſtes) Terrages, Cõplants & autres deuoirs roturiers ſelon les vſages & Couſtumes des lieux, où ils ſont aſſis. Et ceux qui ſont tenus noblement, ſont tenus par hommage lige ou plain, en Parage ou part prenant ou part mettant ou en gariment ou autres deuoirs nobles, ſelon la Couſt. des lieux, où ils ſont aſſis. Art. 106. Les domaines & choſes immeubles ſont & doiuent eſtre tenues par hõmage ou en Parage, part prenant ou part mettant & en gariment & autres deuoirs nobles abonnis ſans foy & ſans hommage. Article cent & ſept. Entretenir en Parage & tenir part prenant & part mettant, y a difference. Car le Parage vient par ſucceſſion & lignagne: & defaut ledit Parage, faillant le lignage. Et le part prenant & le part mettant vient par conuention & longue vſance, & ne chãge par tranſport ne faute de lignage. Art. 108. Et y a deux manieres & eſpeces d'hõmages. Car les aucuns hommages ſont dits Liges: & les autres ſont dits plains: & ſelon que ſont leſdits hommages, ou liges ou plains, le S. eſt fondé d'en auoir diuers droicts par mutations. Et quiconque a hommage pour raiſon d'aucune choſe, eſt fondé d'auoir ſur icelle Iuriſdiction: ſi ce n'eſtoit hommage de deuotion: Comme †† celuy qui eſt donné en franche aumoſne à l'Egliſe. Lequel hommage de deuotion n'emporte fief ne iuriſdiction ne autre deuoir.

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 20. p. *a Poictou.* Art. 99. du pays & Comté d'Angoumois ſont, &c. roturierement: & ceux qui ſont tenus noblement, &c. ſont par, &c. Parage, gariment ou autres deuoirs non roturiers.

BRETAGNE Tit. 17. Art. 329. Il † y a iii. ſortes de Tenures nobles. La premiere eſt appellee lige ou à ligence, qui eſt quand le Vaſſal tient prochement & ligement du S. Art. 330. La ſeconde eſt la Tenue du Iuueigneur d'aiſné en Parage & ramage: qui eſt du puiſné vaſſal ou des deſcendans de luy, à ſon frere aiſné S. ou deſcendans dudit aiſné. Et celuy qui tient comme Iuueigneur d'aiſné en Parage, tient auſſi en Ligence du S. ſupẽrieur Lige & prochain dudit aiſné. Art. 331. La 3. s'appelle en Iuueignerie ſans Parage, qui eſt quãd le fief baillé au Iuueig. vient à la main d'vn eſtranger, & qui n'eſt du ramage: & celuy qui tient ainſi en Iuueignerie ſans Parage, tient auſſi du Seigneur proche, comme du Seigneur Lige. Article 332. La Tenue Lige ou en ligence eſt ordinaire en tous fiefs: laquelle de ſa nature emporte obeiſſance du Vaſſal, foy, hommage & Chãbellenage, & outre les droicts & deuoirs contenus en l'infeodation & anciẽs Adueus & Tenues.

† Ceſt Art. 25 eſtoit le 26. Ar. en l'ancien Couſtumier. Auquel ſe ſont oppoſez ledit Cardinal de Crequy en perſonne, L'eſcouuette & Vaillant pour le Cardinal de Chaſtillon: Beguin pour le Chapitre de Beauuais, Des Eſſars pour le Duc de Niuernois à cauſe de Dame Henriete de Cleues ſa femme, Sieur de S. Valery ſur la mer, Ault pays & Roch de Cayen, Meßire Claude de Vendoſme Seigneur de Lamber-court, & Iean le Dieu au nom & comme Procureur de Meſſire Maximilian de Melain, Vicomte de Gand, Seigneur & Chaſtelain de Bailleul: diſant ledit Seigneur Cardinal de Crequy qu'en ſa terre de Dompmart ſes Vaſſaux tenans en Fief en Pairrie ou en plein hommage, n'ont toutesfois en iceux telle Iuſtice que luy. Leſdits L'Eſcouuette & Vaillant pour ledit Cardinal

u Par ceſte Couſtume de Normandie ſont introduites quatre ſortes de Tenure, par hommage, par Parage, par aumoſne & par Bourgage. Ainſi le Boutellier en la Somme Rurale dit, que les heritages ſont tenus en fief, en Parage, en Bourgage & en cottiere ou mainferme, & en cens. Mais la Couſtume de Bretagne fait ſeulement trois ſortes de Tenues Nobles: Lige ou en ligence, du Iueigneur en Parage, & la iii. ẽ Iuueigneurie ſans Parage. Au liure 2. de Litletons Tenures, il y a Tenure par hommage, fealtie & eſcuage: Tenure en Socage: Tenure en Frankalmoigne, Tenure par grand ou petite Sergeatie. Tenure en Burgage, & Tenure en Villenage. Nous auons deſia expliqué cy deſſus, que c'eſt tenir par hommage, & par Parage

x Tenir en Bourgage ou par Bourgage, comme eſcrit le Boutellier, eſt tenir en terres, cens, rentes, manoirs, maſures & autres heritages tenus ſans fief, & qui ne doiuent feauté ne hõmage à Seigneurs: fors la rente aux termes accouſtumez. Et ſelon la Couſtume de Normandie ne doiuent ſeruice ne Relief: & ny chet Premeſſe ny Retraict, & y ont les femmes la moitié apres la mort de leurs maris, s'ils ont eſté

Source : BIU Cujas

acquestez en leurs temps. Ceey est aussi expliqué au liure 2. de Litletons, Tenure Chap. 10. ou il est dit que les Bourgs signifient autant que ce mot, Ville, & qu'à ceste cause les habitans des Villes sont nommez Bourgeois : ie ne puis approuuer l'opinion de Terrien au liure cinquiesme, Chapitre 6. où il semble vouloir tenir que tenir par Bourgage vaut autant que tenir en Aleu : ce qui est fort different, si l'on examine la nature & conditions des Aleux, dont nous auons cy dessus parlé.

y Tenure par Aumosne quand heritages ont esté donnez à l'Eglise pour seruir à Dieu, & dont les donateurs se sont reseruez la Seigneurie ou la iurisdiction temporelle. De ceste Tenue est fait mention en la Somme Rurale liure premier chapitre, De tenir par Aumosne, & au liure 2. de Litletons Tenures chap. 6. qui parle du tenant en Frankalmoigne. 1. in liberam eleemosynam : qu'il appelle aussi pure & perpetuelle Almoigne. Et en vn ancien Arrest donné à la Pentecoste 1269. entre le Comte de Champagne, l'Abbé de S. Germain d'Auxerre, & le Comte de Sancerre est faict mention de franche Aumosne, quand le Seigneur ne se retient aucune iurisdiction ne dignité sur le fief ainsi donné. Desquels lieux on peut colliger deux sortes d'aumosnes, simples, franches & pures. Le Terrien liure v. Chapitre 7. traicte cecy fort amplement. Et la Coustume de Poictou Article 108. l'appelle Hommage de deuotion. Au reste Tenure en Socage, ainsi qu'il est traicté au liure 2. de Litletons Tenure chap. 5. est quand on tient quelque tenement à certain seruice par toutes manieres de seruice, & chacune Tenure qui n'est pas tenue en Cheualier, est tenure en Socage. Socagium idem quod seruitium. Soc ou Charrue. Anciennement ils venoient seruir leurs Seigneurs auec leurs socs & Charrues pour labourer & semer les Domaines de leur Seigneur : mais depuis ces seruices furent changez en deniers par le consentement des tenans & des Seigneurs. Tenir par grand Sergeantie est tenir du Roy seulement, audit liure chap. 8. où Tenir par petite Sergeantie, n'est en effect que tenir par Socage. Il y a encores en la Somme Rurale, vne espece de Tenure par dignité des heritages & tenemens, qui sont Nobles & francs entre les autres.

de Chastillon, Vidame de Gerberoy, ont dit qu'au Vidamé de Gerberoy, y a seulement quatre Hauts Iusticiers ses Vassaux, & quant aux autres Vassaux qui ont Iustice, l'ot seulement basse, & non dauantage. Beguin oudit nom a dit que les Vassaux de leurdite terre de Gaigne-

court & autres estans audit Bailliage d'Amiens n'ont aucune Iustice : ains appartient toute la Iustice à l'Eglise de Beauuais : & ne sont les fiefs de leursdites terres, que fiefs de seruice. Ledit des Essars a dit qu'audit Seig. Duc de Niuernois, à cause de sadite femme, seul appartient la Haute Iustice audit pays & Roch de Cayen, & non à ses Vassaux & suiets dudit pays, suiuant la Coustume locale & particuliere par ses predecesseurs pieça baillee & mise au Greffe dudit Bailliage : & outre appert desdits droicts par les anciens Aueus & Denombrement baillez par ses Vassaux. Fournier pour Messire Claude de Vendosme a dit que ses Vassaux n'ont iamais eu audit lieu autre Iustice que Vicomterie. Ledit Dieu pour ledit Vicomte de Gand a dit que ses Vassaux & tenans Feodaux en ladite Chastellenie de Baillœul n'ont que Iustice Vicomtiere, & à luy seul la Haute Iustice appartient. Ce que ses dits Vassaux en l'an 1507. pour ce conuoquez luy accorderent & dresserent ensemble Coustumes locales, qui furent mises au Greffe du dit Bailliage : & que neant moins ses dits Vassaux, pendant les guerres suruenues, à cause que ledit Sieur tenoit party contraire, ont vsurpé sur luy la Haute Iustice en leurs terres, & se disent estre en possession d'en iouir au preiudice des droicts, auctoritez, Iustice & Seigneurie de sadite Chastellenie, lesdites Coustumes locales estans audit Greffe : requerant icelles Coustumes locales estre homologuees, à tout le moins estre mises en vn Registre à part au Greffe dudit Bailliage pour y auoir recours. A esté par le Lieutenant de Baillœul soustenu au contraire, à sçauoir que les habitans n'ont vsurpé la Haute Iustice en leurs terres, en laquelle ils sont fondez par droict, titre & possession immemorial. Surquoy auons dit que les opposans auront acte de leurs oppositions & remonstrances : & neant-moins ordonné que ledit Art. passera, sans preiudice de leurs droicts, titres particuliers & possessions immemoriales, s'aucunes en ont.

†† *A esté accordé acte à la Dame Duchesse de Longueuille de la protestation faite par ledit Delestre, son Deputé, que le 104. Art. ne pourra preiudicier aux droicts de foy & hommage, que ladite Dame a sur ses Vassaux : lesquels luy sont hommes purs & liges : sauf toutesfois la feauté au Roy, ainsi qu'il est contenu & porté par plusieurs Denombremens à elle baillez par lesdits Vassaux. Et audit Vauquelin premier Aduocat du Roy, aussi acte de sa protestation contraire, declaration & soustien par luy fait, que hommage lige est deu au Roy seul, & que puis que la feauté du Roy est reseruee, l'hommage ne peut estre lige.*

† *A ceste Art. 138. se sont opposez Augo pour le S. Cardinal de Bourbon, & du Bosc, sieur Desmentreuille, disans qu'ils sont en possession de prendre Reliefs, xiii. & autres droicts Seigneuriaux & Coustumiers de leurs hommes & Vassaux tenans l'heritage en Bourgaige. C'est aussi opposé ledit Delestre, Procureur pour la Dame Duchesse de Longueuille, disant qu'icelle Dame a droict de Relief & xiii. sur les maisons & heritages assis en la Ville de Gournay, tenus d'elle en Bourgeoisie : & lesquelles maisons pour plaine masure doiuent de redeuance, qu'on appelle Bourgaige, deux sols vii. de. par chacun an, comme aussi elle a semblable droict de Relief & xiii. & autres seruices & subiections en plusieurs autres de ses terres, encores que les heritages y estans tiennent en Bourgaige, specialement à Longueuille, Auffay, Taucarville, & Gaille fontaines Bailliage de Caux, Estrepuigny, Bailliage de Gisors, Bricquebec, Bailliage de Constentin, Sassey pour le Bailliage d'Eureux, Vicomte d'Orbec, à Honnefleur Bailliage de Rouën, & plusieurs autres lieux situez & assis dans lesdits Bailliages & Prouince de Normandie. Et desquelles droictures, redeuances & subiections ses Vassaux sont tenus luy bailler non seulement simple declaration, mais escroës & Aueus dont du tout elle est en bonne & suffisante possession empeschant partant ledit Art. estre passé & employé audit cayer à son preiudice. Et pareillement se sont opposez les Deputez de Vernon, disans que ledit Art. ne doit auoir lieu en la Ville & Bourgeoisie dudit Vernon, consistant ladite Bourgeoisie en vne lieuë : par ce que par la Coustume locale, le plus ancien rentier foncier, ayant rente cree pour fonds sur aucun heritage assis, tant en ladite ville que Bourgage, si l'heritage est vendu, soit par contract volontaire ou vendue de Iustice, il a droict d'auoir les ventes & xiii. au pris de xviii. deniers pour liure, voire au deuant du Roy & de tous autres. Et si l'heritage est rapporté franc de rente, lesdites ventes & xiii. appartiennent au Roy, ou au Seigneur Duc de Ferrare tenant le Comté de Gisors. Et par ledit Vauquelin a esté soustenu au contraire, & que les Reliefs & xiii. appartiennent au Roy. Surquoy a esté ordonné par l'aduis des trois Estats, qu'il sera adiousté audit Article ces mots, S'il n'y a titre, contenant ou possession suffisante au contraire. Et neant-moins du consentement de tous les Deputez, a esté arresté que les heritages ou rentes vendues dans le Pontau-demer, Pont l'Eueſque, Lisieux, Caën, Bayeux, Constances & autres endroicts, esquels il n'y auoit que xxiiii. heures de clameur, pourront estre doresnauant retirez dans les xl. iours du iour de la lecture & publication du Contract pour nouuelle Coustume.*

Fiefs & Domaines tenus noblement ou roturierement.

Fonds & Domaines tenus roturierement.

Fiefs & Domaines tenus noblement.

Parage.

Hommage est de deux sortes.

Hommage de deuotion.

†† *Ces mots*, comme celuy qui est donné en franche aumosne à l'Eglise, *sont adiousteez pour plus grande explication du contenu en ceſt* Art. 108.

Tenures sont de trois sortes en Bretagne.

† *Les Art. 310. 311. 317. 318. 325. 326. & 327. sont partie reformez, partie comprins & confus és ix. Art. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. & 337.*

Source : BIU Cujas

Art. 342. La †† tenue en Iuueigneurie ſimple eſt, quand le Parage eſt finy: lequel ſe finit, quand la terre eſt tranſportee en main eſtrangere.

†† *Ceſt Art. 342. eſt de nouuel adiouſté.*

II. MELVN Chap. 4. Art. 102. Si le vaſſal tient pluſieurs fiefs mouuans d'vn meſme S. à diuerſes fois & hommages, ledit S. immediat z ne les peut vnir & mettre en vne ſeule foy: ſans le congé & permiſſion de ſon S. ſuperieur, duquel leſdits fiefs ſont tenus en Arrierefief.

Arrierefiefs ne peuuent eſtre vnis à vne ſeule foy par le Seigneur immediat ſans le congé du S. ſuperieur.

SENS Tit. 19. Art. 205. Si vn S. tient vne terre en plain fief du Roy ou d'autre S. & de ladite terre ſoit tenu vn autre fief, qui eſt par ce moyen en Arrierefief du Roy: & ledit S. acquiert ledit Arrierefief, qui eſt mouuant de ſon plain fief, il conuient qu'il tienne ledit Arrierefief en plain fief du Roy, qu'il le baille en ſon Adueu, comme plain fief ou qu'il le mette hors de ſa main, pour auoir homme, comme deuant.

AVXERRE Tit. 2. Art. 72. p. *a Sens.*

MANTE Chap. 1. Art. 5. Les puiſnez peuuent, ſi bon leur ſemble, tenir leur portion de fief de leur frere aiſné: & en ce cas l'aiſné en faict Arrierefief au S. F. ou bien leſdits puiſnez peuuent tenir leurs portions du fief, en plain fief du S. F. à leur chois & option.

SENLIS Tit. 7. Art. 132. Les † puiſnez peuuent releuer leurs parts & portions de leur aiſné, ou du S. principal, lequel que bon leur ſemble, pour la premiere fois, ſans payer finance aucune pour le Rachat des fiefs, dont eſt deu finance: & des fiefs, dont eſt deu finance, ſeront tenus les puiſnez de rembourſer l'aiſné, au *pro rata*, pour leur contingente portion, quand ledit aiſné aura releué le tout du principal S. F. Mais &c.

† *Le S. Baron de Mello en ſa perſonne aſſiſté de ſon Bailly: le Procureur du S. & Baron de Moncy le Chaſtel: & pareillement le Procureur de M. le Conneſtable de France, Baron de l'Iſle Adam, des ſeigneurs de Marines de V & Andreſy ont dit que les Fiefs tenus d'eux, à cauſe deſdites Baronnies & de leurs Chaſtellenies & Seigneuries relieuent d'eux de toutes mains & mutations, & ont requis qu'où la Couſtume contenue en l'Art. 132. ſeroit receue & accordee & auroit lieu, que ce ſoit, ſans preiudice à leurſdits droits. Auſſi le Procureur du Chapitre de Beauuais a fait ſur ledit Art. pareille proteſtation qu'il a fait cy deſſus aux 126. Art. & autres ſubſequens pour les Mairies & Sergentiſes d'iceux de Chapitre: & ſi a dit qu'ils ont pluſieurs fiefs, terres & Seigneuries à cauſe deſquels ſont tenus & mouuans de eux en foy & hommage, plu-*

CLERMONT Tit 8. Art. 95. Quand aucun S. F. achete de ſon vaſſal aucun fief ou fiefs mouuans de luy, telle acquiſition ne ſe peut dire re-vnion ne choſe remiſe à ſa table: mais eſt reputee audit S. ſon acqueſte: & en ce cas en eſt tenu en prendre inueſtiture de ſon S. ſuperieur, luy en payer les droicts de Quint denier & faire hommage: & par ainſi iceluy acheteur pert dudit fief par luy acheté ſon hommage: & ce que auparauant eſtoit Arrierefief au S. ſuperieur, luy deuient plein fief, pendant † que ledit acheteur tiendra leſdits deux fiefs en ſes mains. Art. 99. Si vn vaſſal tiét & poſſede pluſieurs fiefs tenus à diuers hommages d'vn S. tel vaſſal ne peut vnir ne mettre à vne foy & hommage iceux fiefs, ſans le conſentement du S. dont meuuent leſdits fiefs.

VITRI Tit. 3. Art. 35. Quand aucun S. rachete de ſon vaſſal le fief tenu & mouuant de luy, il en doit faire hommage à iceluy, dont il tient le plein fief: & n'é doit pour ceſte fois aucun Quint ou Requint.

COMTE DE BOVRG. Chap. 1. Art. 18. Si le vaſſal qui delaiſſe pluſieurs enfans ſes heritiers, ordonne en ſon viuant, qu'apres ſon decez les maiſnez de ſes enfans reprendront & tiendront en fief leur partage de l'aiſné: ou ſi apres le treſpas dudit vaſſal, leſdits enfans en faiſant ledit partage accordent d'ainſi le faire: ſuppoſé que leſdits maiſnez éſdits cas doiuent faire l'hommage à leurdit aiſné: Toutesfois ne ſera pource preiudicié au premier S. du fief, duquel ledit partage eſtoit tenu, qu'il ne puiſſe aſſeoir ſa main auſdits partages deſdit maiſnez ſi ledit aiſné ne fait le deuoir dudit hommage ou ſ'il ne baille ſon Denombrement dedãs xl. iours apres l'hommage faite: & ne fera point ledit S. les fruicts ſiens au preiudice deſdits maiſnez: au cas qu'ils auront fait leur deuoir dudit fief, à leur aiſné. Art. 19. Pour les dommages & intereſts que leſdits maiſnez ou leurs hoirs auront ſouſtenu, à cauſe & pour raiſon de ce que l'aiſné ou ſes hoirs n'auront faict leur deuoir, de faire enuers leur premier S. hommagé & baillé Denombrement de leurſdits partages, dont ils auront fait deuoir, iceux maiſnez ou leurs hoirs auront leur recours à l'encontre deſdits aiſnez ou de leurſdits hoirs.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. 68. Se aucun a fiefs, & parauant ou apres, luy appartient aucuns heritages cottiers tenus dudit fief, tels heritages ſont cenſez reincorporez & re-vnis au gros d'iceluy fief, ſans autre ſolemnité de Loy garder & obſeruer. Art. 69. Quand vn fief eſt enclos de foſſez à l'encontre des heritages renteux tenus dudit fief, tels foſſez à eauue de Mars, ſont cenſez & reputez competer & appartenir & eſtre membre dudit fief.

ANIOV Tit 14. Art. 287. Si aucun a S. de fief acquiert aucunes choſes immeubles du fief de ſon homme & ſuiet, le ſuiet ne le ſouffrira pas tenir, ſ'il ne luy plaiſt: mais le peut ſommer qu'il luy baille homme qu'il puiſſe iuſticier: laquelle choſe ledit S. de fief eſt tenu de faire. Et ſ'il ne le faict, le ſuiet le pourra à ce faire contraindre par la Iuſtice de leur Suzerain, à ce qu'il luy baille homme, qu'il puiſſe iuſticier ou qu'il mette la choſe hors de ſes mains. Et eſt au chois du ſuiet de

z *Quand le S. Fachete de ſon vaſſal vn Fief mouuant de luy, tel Arrierefief deuient au Seigneur ſuperieur de l'acheteur, pleinfief ainſi qu'il peut colliger de pluſieurs Couſtumes meſmes de celles de Sens Art. 205. & Auxerre Art. 72. L'arrierefief donc eſt le fief ſeruant qui tient d'vn autre fief dominant par la Couſtume d'Auxerre Art. 52. & 72 Le vaſſal auſſi peut faire de ſon plein fief vn Arrierefief. Sens Art. 188. Auxerre Art. 52. Mãte Art. 5. & 34. Vitri Ar. 35. Ce qu'aucunes couſtumes defẽdẽt Meaux Art. 157. & la couſtume d'Amiens Art. 27. dit bailler partie de ſon fief en arrierefief, l'arrierefief tient par moyen à la difference du plein fief, qui eſt à pur ſans moyen. Le Maine Art. 9. Sedã Ar. 73. Hinc arriere-vaſſal, le ſous vaſſal qui tient vn arrierefief mouuant par moyen du fief de quelque ſuperieur, S. par moyen, à la difference du ſeigneur ſans moyen, qui eſt ſeigneur d'vn plein fief comme nous auons dit cy deſſus. Voy la Couſtume de Clermont Art. 110. & l'Indice des droicts Royaux.*

a *La raiſon de ceſt Art. 287. par ce que le ſeigneur ſuperieur a puiſſance & authorité ſur ſon vaſſal: & ſ'il achetoit vn fief tenu & mouuant de ſon vaſſal*

Source : BIU Cujas

& qui de luy eſt tenu en Arrierefief, il ſeroit contrainct de ſubir les charges du fief ainſi par luy acheté. Ce qui ne ſeroit raiſonnable, attendu qu'il y a vn certain ordre que l'on doit garder en toutes choſes, & principalement en la matiere des fiefs, autrement vne treſgrande confuſion. A ceſte cauſe le Speculateur Tit. de Feudis §. quoniam, tient que le ſeigneur ayant acquis quelque domaine tenu & mouuant de ſon vaſſal, il doit bailler vn autre pour faire le ſeruice deu à ſon vaſſal. Et ſi en toute ſocieté, la volonté eſt requiſe: & nemo inuitus efficitur ſocius l. actione §. ſocietas D. pro ſocio, à plus forte raiſon ne peut eſtre contrainct à receuoir ſon ſeigneur Feodal ayant acquis vn arrierefief mouuant de luy ou autre choſe pour les inconueniens & abſurditez. Potentioribus pares eſſe non poſſumus, vt eſt in l. 3. D. de alien. iud. mut. cauſa facta Aufrer. Dec. Thol. 195 Bart in l. ſi finita §. de vectigalibus D. de damno infecto Oldr. Conſ. 17. Guid. Pap. Dec. 341. Voyez la Couſtume de Bourb. Art. 390.

ſieurs Fiefs eſtãs de telle nature & condition enuers eux, que les puiſnez pour leurs parts & portiõs des fiefs à eux appartenans ainſi tenus d'eux, ne peuuẽt releuer leurſdites parts & portions de leur aiſné, mais ſont tenus les releuer & en faire la foy & hommage à eux comme leurs S.F. proteſtant pour ces cauſes que ce qui ſeroit faict & arreſté ſur ledit Art. ne peut preiudicier au droit particulier deſſus declaré, appartenant auſdits de Chapitre. Surquoy a eſté ordonné que ledit Art. demourera ſelon ſa forme par prouiſion, ſans preiudice aux droicts pretendus par les S. deſſus nommez: & ſi auront acte leſdits de Chapitre de Beauuais, de leur declaration & proteſtation.

† *Ces mots,* Pendant que, *&c. ſont de nouuel adiouſtez pour limiter & reſtraindre l'ancienne Couſtume.*

prendre homme ou de luy faire mettre hors de ſes mains. Car ce ſeroit repugnance à la Seigneurie que le S. en ſa Suzeraineté fut ſuiet de ſon homme: auſſi ſon hõme ne le pourroit contraindre de luy obeir.

Le Maine Tit. 15. Art. 303. p. *a Aniou.* puis que ſon homme &c.

Bovrbonnois Chap. 27. Art. 388. Quand aucun achete vn fief mouuant de luy, à cauſe d'vn autre fief, qui tient & porte d'autre S. ou achete & deſcharge aucun heritage tenu à cens ou rente fonciere mouuant de ſon fief, il eſt tenu en faire la foy & hõmage au S. duquel meut ſon premier & principal fief: & ne ſont plus tels fiefs, cens ou rente fonciere achetez, tenus en Arrierefief: mais ſont tenus en plein fief du S. de qui le premier fief eſt mouuant. Art. 389. Toutesfois ſi ledit fief ou rente ainſi acquis, peut eſtre derechef aliené par ledit acquereur ou les ſiẽs, retenu à luy le foy & hommage, & retourne le fief en la qualité qu'il eſtoit auparauant. Art. 390. Si †† autre que M. le Duc acquiert choſe au fief de ſon vaſſal tenu en Arrierefief de fief, il eſt tenu en faire la foy & hommage au S.F. & au regard de M. le Duc il pourra pour ce faire bailler homme viuant, mourant & confiſcant.

†† *Ceſt Art. 390. a eſté accordé en ceſte forme & corrige l'ancienne Couſtume.*

Bretagne Tit. 17. Ar. 356. Si le S. acquiert de ſon homme le fief tenu de luy roturierement, celuy S. acquereur tiendra celles choſes noblement, ainſi qu'il faiſoit les rentes, ſi celles rentes eſtoient tenues noblement, & ſeroient audit cas leſdites terres acquiſes, faites le domaine noble dudit S. acquereur, qu'il tiendra de ſon S. ſuperieur en foy, comme il tenoit les rentes: & ſeront celles choſes acquiſes departies entre les hoirs, ainſi que les rentes euſſent eſté. Et † ſi aucun eſtoit S. de terres roturieres & depuis il deuint S. de fief, dont elles eſtoient tenues, demoureront neantmoins leſdites terres roturieres, comme au parauant. Et ſi l'homme acqueroit de ſon S. proche les rentes & obeiſſances, il les tiendroit du Seigneur ſuperieur qui auroit l'obeiſſance, Rachat & Bail, ſ'il eſtoit deu pour raiſon deſdites choſes: & auſſi les ventes, lors que le cas y eſcherroit, apres ledit acqueſt.

† *Les Eſtats ont requis, que les mots ſuiuãs,* Et ſi aucuns, *&c. iuſques à ce mot,* auparauãt *inclus fuſſent oſtez & rayez: à tout le moins declaré que cela n'auroit lieu cõtre les nobles tenãs leſdites terres en leurs mains. Nonobſtant leſquelles requeſte & remonſtrãce auõs ordonné que ledit Art. demeureroit comme il auoit eſté eſleu & eſcrit audit cahier.*

Voyez cy deſſous la Couſtume d'Orleans Art. 18.

III. Meavx Chap. 21. Art. 168. Le S. F n'eſt point contrainct à receuoir l'acheteur de la rente à homme ſ'il ne veut: pource qu'il tourne à diminution de ſon fief, & auſſi qu'il le demembreroit. b Car il auroit le vaſſal & le rentier, qui ſeroient deux hommes pour vn: mais neantmoins les crediteurs & rentiers peuuent faire ſubhaſter les heritages par criees, pour eſtre vendus au plus offrant & dernier encheriſſeur & acheteur: qui ſera & doit eſtre receu à homme par le S.F. en luy payant les droicts & deuoirs: ſi ledit S.F. ne veut prendre c ledit fief pour le pris de la vendition & rẽdre à l'acheteur ſes deniers: & faut que l'acheteur ſoit capable de tenir fiefs.

S.F. n'eſt tenu receuoir à foy & hommage le rentier.

Melvn Chap. 4. Art. 27. Le S.F. n'eſt tenu receuoir en foy & hommage le detenteur du fief, qui n'a payé les droicts & deuoirs deuz, tant pour luy que pour ſes autheurs d & predeceſſeurs: & ſ'il le reçoit ſans aucune condition ou reſeruation, ne pourra plus vſer de ſaiſie pour leſdits droits & deuoirs: mais les pourra demander par action. Art. 28. Quand †† le vaſſal a fait ſon deuoir enuers ſon S. comme il eſt tenu par la Couſtume, & le S. eſt refuſant de le receuoir, le vaſſal peut obtenir lettres Royaux pour eſtre receu par e main ſouueraine. Art. 34. Si vn fils & vne fille non aagez ſe marient enſemble, le mariage f ne leur peut attribuer aage pour tenir leurs Fiefs. Toutesfois il ſuffit que l'vn d'eux ſoit aagé

†† *Ce 28. Ar. eſt de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

b Ce qu'il ne peut faire par ceſte couſtume Ar. 166. ainſi qu'il a eſté monſtré en la Conference des Art. 51. & 52. de Paris cy deſſus.

c Par Retrait & puiſſance de fief. Meaux Art. 170. autrement il ſeroit contrainct en vuider ſes maiſ Meaux Art. 154. comme nous auons diſcouru au nõbre 1. de ceſte additiõ.

d Nous auons traicté cy deſſus ſur l'Art. 63. de Paris vne queſtion ſeruant pour l'intelligence de ceſt Art.

Source : BIU Cujas

27. ſous la lettre L. ou vous aurez recours. La Couſtume de Berri Tit. 5. Art. 38. met vne exception que le ſeigneur peut proceder par ſaiſie feodale, s'il l'a reſerué le droict de ſaiſir.

Vaſſal ſe peut faire receuoir par main ſouueraine.

c Voyez le 66. Art. de Paris & ce qui a eſté par nous annoté ſur les Articles rapportez par forme de Conference.

f Homme & femme mariez ſont bien vſans de leurs droicts par la Couſtume de Paris Art. 239. & autres miſes cy deſſous Tit. 10. Toutesfois ils doiuent auoir l'aage requis par la Couſtume pour faire & preſter la foy & hommage: lequel aage pour le Fils eſt à dix huict ans, & pour la fille à quatorze ans. Melun Art. 32. Ceſte Couſtume ſemble fort eſtrange en ceſte exception, *Toutesfois il ſuffit que l'vn d'eux ſoit aagé pour tenir tous leurſdits fiefs*. Car on peut demander ſi la femme aagé eſt capable de faire la foy & hommage pour les fiefs qui procedent du coſté de ſon mary, qui n'eſt pas encor entré dans le 18. an pour preſter la foy & hommage. Et ſemble ceſte Couſtume vouloir ainſi entendre.

Mariage n'attribue aage pour porter la foy.

pour tenir tous leurſdits fiefs. Art 38. Si le S. F. ſans iuſte cauſe, refuſe receuoir ſon vaſſal: en ce cas ledit vaſſal peut faire conuenir ledit S. F. par deuant le Iuge Royal du lieu, ou le fief dominant, eſt aſſis: afin d'eſtre receu, en payant audit Seigneur Feodal les droicts accouſtumez: & au refus de les receuoir, les conſigner en Iuſtice.

Sens Tit 19. Art. 192. Si l'acquereur de fief vient par deuant le S. pour eſtre receu en foy & hommage dudit fief, il eſt tenu auec ſes offres, de monſtrer audit S. les lettres de ſon g acquiſition, ſi ledit S. les demande. Pareillement eſt à ce faire tenu l'heritier de l'acquereur, ſ'il ne monſtre que ſon predeceſſeur en ait eſté autresfois receu en foy & hommage, ou que ſondit predeceſſeur & luy en ayent iouy l'eſpace de xxx. ans paiſiblement. Art. 222. Quand le S. F. a receu ſon vaſſal il ne peut plus empeſcher le fief de ſondit vaſſal, pour les profits deuz auant la reception de foy: ſinon qu'il en euſt faict reſeruation expreſſe: mais &c. p. *à Melun.* Art. 27.

Acquereur doit monſtrer les lettres d'acquiſition en faiſant les offres ſi le S. les demande.

Reception de foy & hommage empeſche la ſaiſie pour les profits precedens, ſ'il ne a fait la reſeruation expreſſe.

Avxerre Tit. 2. Art. 63. Quand l'acquereur &c. p. *à Sens.* Art. 192. outre ſes offres &c. ſes lettres &c. le requiert & demande à voir. Et pareillement y eſt tenu &c. predeceſſeur ait eſté &c.

Montfort Chap. 1. Art. 46. Quand aucun S. F. reçoit en foy & hommage ſon vaſſal, & luy baille quittance, tous † Rachats eſcheus au precedent ladite reception de foy & hommage & quittance ſont couuerts. Et ne peut le S. F. pour raiſon d'iceux, ſuppoſé qu'is fuſſent deuz & n'euſſent eſté payez, ſoy pouruoir par ſaiſie, ſinon qu'en faiſant ladite reception & quittance ledit S. F. euſt faict reſeruation expreſſe & mis par ladite quittance ces mots, *Sans preiudice audit S. F. des autres Rachats qui luy pourroient eſtre deuz au precedent par ledit vaſſal*: mais ſe peut ſeulement pouruoir par action.

† *Le Procureur du Roy a dit que ledit Ar. n'a eſté par cy deuant rapporté ceans, & la debatu: ſinon qu'il ſoit mis que le Receueur ne pourra bailler quittance, ſans le y apeller. Boſſu pour le Roy de Nauarre à fait pareil empeſchement. Ouy l'aduis des Eſtats que tous Receueurs auparauant que bailler quittances qui puiſſent preiudicier ſerõt tenus appeller tous les Procureurs tãt du Roy que des Seigneuries.*

Mante Chap. 1. Art. 22. Si le S. F. recoit en foy & hommage ſon vaſſal ſans aucune reſeruation, il ne peut ſaiſir le fief pour les profits pretendus au precedent mais †† les peut demander par action Art. 26. Il eſt permis au vaſſal, pour le refus fait par ſon S. F. de le receuoir en foy & hommage, ſe faire receuoir par main ſouueraine, en conſignant les droits & deuoirs accouſtumez.

†† *Ces mots, mais les, &c. ſont de nouuel adiouſtez.*

Chavmont Tit. 2. Art. 49. Creant * de ſeruice ſe peut faire pour terre feodale en la main du Bailly d'aucũ Seigneur: mais non pas les foy & hõmage, qui ſe doiuent reſeruer au Seigneur.

Creant de ſeruice.

Estampes Chap. 1. Art. 15. L'offre deuëment faicte, ainſi que dit eſt, equipolle à foy.

Dovrdan Tit. 1. Art. 29. Si le S. de fief eſt refuſant ſans cauſe, receuoir ſon vaſſal en foy & hommage, ſe pourra ledit vaſſal faire receuoir par main ſouueraine, par le Bailly de Dourdan ou ſon lieutenant, par vertu de lettres Royaux qui ſeront par luy obtenues à ceſte fin.

Senlis Tit. 13. Art. 250. Le mary h peut receuoir les foy & hommages des vaſſaux, qui tiennent en fief de la Seigneurie de ſa femme: & ſemblablement bailler les ſaiſines des heritages roturiers vendus, eſtans en la cenſiue & Seigneurie de ſadite femme: & n'eſt pas requis à ce faire le i conſentement de ſadite femme.

Mari peut receuoir la foy & hõmage des vaſſaux tenans des terres de ſa femme.

Clermont Tit. 8. Art. 79. Le S. F. ne peut ou doit contraindre ſes vaſſaux à luy venir faire hommage & payer ſes droicts d'aucuns fiefs, tant & iuſques à ce que luy meſmes ait fait ſes droits & deuoirs enuers ſon S. F. de la Seigneurie, dont leſdits fiefs ſont mouuans.

Troyes Tit. 3. Art. 43. Si l'acqueſteur d'vn fief &c. p. *à Sens.* Art. 192. deuers le S. F. pour &c. audit S. F. monſtrer &c. demande à voir & pareillement y eſt tenu l'heritier de l'acqueſteur &c. Art. 49. Quand vn vaſſal au refus de ſon S. F. eſt receu par main ſouueraine de ſon fief, il eſt ſaiſi de ſondit fief & ſe peut immiſcer en iceluy: en ſorte que ſ'il eſt troublé audit fief par ſon S. F. ou autre, il peut contre luy prendre & intenter complainte en matiere de nouuelleté.

Vaſſal receu par main ſouueraine, eſt ſaiſi de ſon fief & peut intenter cõplainte.

g De l'exhibition & notificatiõ des lettres d'achat voyez le 20. Art. de Paris & ce qui a eſté dit ſur ledit Art. & autres Couſtumes cõformes. Le ſeigneur peut contraindre ſon vaſſal d'exhiber ſes titres & contrats, & faut que le vaſſal aduoue ou deſaduoue: ſãs que le ſeigneur feodal ſoit tenu faire monſtre & exhibition d'aucun inſtrument ou titre feodal, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt donné en audience le 8. iour de Feurier. 1572. plaidant Marion contre Brebard.

* C'eſt à dire l'inſtrument que le Bailly du ſeigneur ou ſon Lieutenant baille au vaſſal du deuoir & offres que il fait de faire les foy & hommage à ſon S. F. ſelon la forme preſcripte par la couſtume Art. 20. Gouſſet.

h C'eſt Art. 250. ſe doit entendre quand il y a communauté de biens entre le mary & la femme, comme il ſe faict ordinairement: car ce ſeroit autre choſe ſ'il n'y auoit point entre eux de communauté: & par cõſequẽt la femme iouiſt de ſes droicts, comme il ſe faict quand il y a ſeparation de biens: mais le mary n'eſt point ſeigneur & maiſtre des propres de ſa femme:

Source : BIU Cujas

ains ſimple adminiſtrateur des biens de ſa femme comme le pere à le legitime gouuernement des biens de ſes enfans l. fin. C. de bonis quæ lib. Il peut receuoir les vaſſaux de ſa femme en foy & hommage, & donner ſaiſine des heritages roturiers eſtans en la cenſiue de ſa femme, vſer de tous les droicts Feodaux & Seigneuriaux appartenans à ſadite femme: mais non pas ſimplement ſous ſon nom: ains en qualité de mary, pour & au nom de ſadite femme, ainſi que du Moulin eſcrit ſur l'Art. 1. de Paris Gloſſa 1. q. 9. & le 13. in gloſſa 1. in verbo le Seigneur Feodal num. 47. Les fruicts deſdits fiefs competent & appartiennent au mary, comme les Reliefs & Rachats les Quints denier, lods & ventes: Il peut encores vſer de Retrait Feodal, combien que ce droict de Retrait depende du propre fief de la femme: & que ce ne ſoit action mobiliaire ou poſſeſſoire & la raiſon en eſt treſbonne: par ce que le mary faict la condition de ſa femme meilleure & augmente ſes droits & ne faict aucune alienation de ſes droits.

1 Voyez ce que les Docteurs ont traicté ſur la Loy maritus, 21. C. de procur. & l. vlt. C. de pactis conuentis. La Couſtume de Valanciennes Tit. 6. Ar. 81. dit que le mary ne peut releuer les heritages de ſa femme ſi elle n'y eſt en perſonne ou procureur pour elle ſuffiſamment eſtably, ainſi qu'il eſt cotté cy deſſous nombre vi.

VITRY Tit. 3. Art. 52. Le vaſſal receu par main ſouueraine au refus de ſon S.F. ſe peut dire au moyen de telle reception, ſaiſi & veſtu de ſon fief.

BAR Tit. 1. Art. 27. Soit qu'il y ait mutation de S.F. ou de vaſſal, foy, hommage & Denombrement ſont requis.

LAON Tit. 16. Art. 189. Si † le S. eſt refuſant de receuoir ſon vaſſal, qui a faict offre raiſonnable & ſ'eſt mis en ſon deuoir, ſelon la Couſtume des lieux: en ce cas pourra obtenir lettres Royaux addreſſantes au Iuge Royal du lieu, où le fief dominant eſt aſſis, afin d'eſtre receu par main ſouueraine, ou bien former cõplainte à l'encontre de ſon S.F. Art. 214. Le S.F. peut ſi bon luy ſemble, receuoir à vn fief tenu de luy, tous les vaſſaux qui ſe preſentent: & de chacun d'eux prendre ſes droicts: & ſ'il ſe trouue qu'aucun d'eux n'y ait droict, & en ſoit euincé par procés ou autrement, le S. n'eſt tenu reſtituer ce qu'il aura receu: ſinon †† que le vaſſal euſt iuſte & probable cauſe d'erreur. Art. 215. Et celuy qui a obtenu ledit fief par ſentence eſt tenu de le releuer, encores que celuy qui a ſuccombé au procés, euſt releué ledit fief: & ce ſans k reſtitution, compenſation ne diminution dudit droict de Relief, qui auroit eſté payé: ſinon au cas d'erreur probable, comme deſſus. Art. 216. Le S.F. ne differe, ſi bon ne luy ſemble, à receuoir aucun vaſſal à ſon fief, pour oppoſition ou appellation qui pourroit eſtre faicte par autre pretendant droict au fief: & ſuffit qu'il declare qu'il n'entend preiudicier au droict d'autruy. Art. 223. Le S.F. ayant receu ſon vaſſal à foy & hommage, ne le peut faire ſaiſir pour les fruicts & droicts Seigneuriaux à luy deuz au parauant la dicte reception: mais les doit demander par action, ſi bon luy ſemble.

CHALONS Tit. 20. Art 189. p. *à Laon.* Art. 186. Lieux peut † ledit vaſſal, ſi bon luy ſemble, prendre lettres Royaux addreſſees au Iuge &c. ou bien, ſi bon luy ſemble, peut former &c. dudit S.F. Art. 213. 214. & 215 p. *à Laon.* Art. 214. 215. & 216.

REIMS Tit. 3. Art. 119. †† & 120. p. *à Laon.* Art. 214. & 215. qui a obtenu adiudication d'vn fief par ſentence &c. releuer du S. dominant, encores &c. Art. 121. p. à l'Art. 216. *de Laon.* Art. 123. p. *à Mante.* Art. 26. à † foy &c. Art. 125. Si †† le S.F. reçoit en foy & hommage ſon vaſſal, ſans aucune reſeruation, il ne peut ſaiſir le fief pour les profits pretendus au precedent: mais les peut &c. p. *à Melun.* Art. 27.

SEDAN Tit. 3. Art. 64. Toutes & quantes fois qu'il y a mutation de vaſſal, par mort, donation, vendition, eſchange ou autrement, le nouueau vaſſal eſt tenu faire au S.F. dont le fief eſt mouuant, les foy & hommage & ſerment de fidelité, dedans xl. iours apres que ledit fief luy eſt aduenu. Art. 66. Le S. F. ne ſera tenu receuoir ſon vaſſal auſdits foy & hommage, ne luy donner mainleuee de ſon fief: ſinon en payant les droicts pource deuz, ainſi qu'il a eſté dit cy deſſus. Art. 72. Si le vaſſal, qui ſe preſente à ſon S.F. pour faire les foy & hommage ne luy monſtre & exhibe ſes lettres d'acquiſition, donation, eſchange, ou autre titre, ſi par tels moyens & non de ſucceſſion ledit fief luy eſt aduenu, ne ſera receu, ſi bon ne ſemble audit Seigneur F. & tomberont en pure perte les fruicts du fief, ſ'il eſt ſaiſi.

CHAVNY Tit. 18. Art. 102. Quand au S. dont fiefs ſont tenus & mouuans, viennent pluſieurs perſonnes qui luy offrent pour vn meſme fief, releuer & droicturer, & chacun d'eux pour le tout: il loiſt audit S. les receuoir, tous ſi bon luy ſemble, & chacun pour le tout: *ſauf tous droicts.* Et ſi procés ſe meut entre leſdits vaſſaux ou pretendans droict en iceux, & que aucuns d'iceux ſuccombẽt ou leurs ſoient leſdits fiefs euincez ou autrement oſtez: ledit S. ne ſeroit pourtant tenu reſtituer les droicts qu'il en auroit receu: & ſi celuy qui auroit reporté ſentence ou obtenu par traicté ou autrement, n'auoit releué & droituré, il ſeroit tenu ce faire: poſé que celuy ou ceux qui ſeroient ſuccombez en euſſent releué & droituré par

k Du Moulin ſur la Couſtume de Paris eſcrit que ceſte Couſtume n'eſt pas honneſte & reſſent ſon auarice C M.

† *Le Bailly de Marle pour le Roy de Nauarre & Duc de Guyſe a remonſtre entant que touche la complainte dõt eſt fait mention audit Art. les S. ſeroient greuez, ſi ladite cõplainte ſe faiſoit par deuant le Iuge Royal, & non par deuant le Bailly du Haut Iuſticier: d'autant que par ce moyen le Iuge Royal cognoiſtroit des Adueuz & Denombremens: & par conſequent des droicts feodaux Et a ledit Bailly requis que l'vſance ancienne ſoit gardee, qui eſtoit de former oppoſition ou appel. Surquoy auons ordonné que l'Art. 186. demeurera ainſi qu'il eſt redigé ſans preiudice du paſſé: & aura ledit Bailly acte de ſa remonſtrance.*

†† *Ces mots, ſinon que &c. ſont adiouſtez de nouuel à ceſt Art. 214. & 215.*

Reception de foy & hommage ne peut eſtre differee par oppoſition ou appellation, ſi bon ſemble au S.F.

† *Ceſt Ar. 189. a eſté accordé de nouuel ſans*

Source : BIU Cujas

preiudice du passé.

†† *Ces mots,* sinon que le vassal voulant vser de repetition eust iuste & probable cause d'erreur, *ont esté adiouſtez à l'Art.119. comme aussi à l'Art.120.*

† *Cest Art.123.a esté adiousté comme omis.*

†† *Le 225. Art.a esté introduit de nouuel, & consequemment a esté abrogee l'ancienne Coustume: par laquelle le S. F. pouuoit faire saisir & exploiter le fief de son vassal: combien qu'il l'eust receu en foy & hommage sans aucune reseruation: que en mainleuee & deliurance audit vassal fut contenu és lettres sur ce faites que ledit S. se tenoit content de ses droicts Feodaux, qui luy pouuoient estre deuz à cause de son fief dominant.*

auant. Art.103. Et où pour raiſon deſdits fiefs & ſaiſine d'iceux ou autrement y auroit eu oppoſitions faictes ou appellations interiettees, par aucun pretendant droict éſdits fiefs, pour empeſcher que autre ne fut receu a en releuer ou droiturer ou autrement: ledit S. n'eſt tenu de diferer, ſi bon ne luy ſemble: mais peut iceluy autre pretendant droict à releuer ou droiturer, en declarant par luy & diſant ces mots, *ſauf tous droicts*: parce qu'en ce diſant il ne preiudicie au droict d'autruy.

PERONNE Tit.2. Art.49. Le S.F. n'eſt tenu receuoir l'acheteur, donataire ou ſucceſſeur, au fief tenu de luy, que premierement les droits pour ouuertures precedentes dudit fief, ne ſoient ſatisfaits & payez. Art.50. Et eſt le vaſſal tenu de faire apparoir du dernier Relief: ſinon qu'il en euſt iouy par xxx. ans. Art.82. Celuy qui acquiert terre Feodale ou roturiere, eſt tenu de declarer dedans quarante iours au S.F. ſi ladite acquiſition eſt pour luy ou pour autre, qu'il ſera tenu de nommer: autrement ledit temps paſſé, ladite acquiſition demeurera au nom de l'acquereur.

Pluſieurs perſonnes peuuent eſtre receues à foy & hommage par le S.F.

ARTOIS Tit.1. Art.22. Il eſt loiſible à tous S. receuoir tous Reliefs qui ſe preſentent pour vne meſme choſe, par pluſieurs perſonnes pretendans droict: ſans ce qu'ils ſoient ſubmis à reſtitution d'aucuns deſdits Reliefs à ceux qui ſeroient euinchiez * de la choſe par eux releuee.

* *Aliàs, euinchiez rectius euincez.*

CAMBRAY Tit.1. Art.63. Il eſt loiſible au S. de receuoir pluſieurs perſonnes à Relief d'vn meſme fief: & n'eſt tenu à reſtituer les droicts dudit Relief à celuy ou ceux qui en ſeroit euaincu.

NIVERNOIS Chap. 4. Art.47. S'il y a controuerſe entre pluſieurs pour raiſon de la choſe feodale, le S. les peut tous receuoir, tel ou tels d'iceux que bon luy ſemble: ſauf ſon droict & l'autruy. Art.48. Tout ainſi que le S. eſt tenu de bailler à ſon vaſſal ſes lettres de reception en foy & hommage: de meſme & pour reciproque, le vaſſal eſt tenu de bailler à ſon S. les lettres de recognoiſſance de ſon fief, par deuant Notaires & ſous ſeel authentique. Et n'eſt tenu ledit S. bailler ſes lettres à ſon vaſſal, qu'en baillant par ledit vaſſal les ſiennes, *& è contra*. Art.49. Le S. peut commettre à la reception de ſes hommages, ſerment de fidelité, ſouffrance, acception * & blaſme de recognoiſſance de fief & Denombrement, tel perſonnage que bon luy ſemble. Et en ce ne peut eſtre contredit par ſon vaſſal: pourueu qu'il ſoit homme qualifié, comme de Nobleſſe, office ou homme d'autre qualité, dont il ſuffira qu'il apparoiſſe par la teneur du pouuoir: & lequel pouuoir ſera inſeré en l'acte de reception, ſi bon ſemble audit vaſſal. Art.62. Le S.F. n'eſt tenu de receuoir ſon vaſſal à homme, ſ'il ne paye les droicts Seigneuriaux, loyaux frais & rend les fruicts du fief par luy perceus depuis la ſaiſie faite & notifiee. Art.63. Et ſ'il y a debat ſur l'aualuation des droits Seigneuriaux, frais & fruits, les deux ou l'vn d'iceux: ledit S. ſera tenu receuoir ledit vaſſal, en luy payant ce dont ſera debat, au dict de deux pred'hommes acceptez par les parties, auec vn tiers que leſdits deux pourront eſlire en cas de diſcord: ſauf toutesfois aux parties de recouurer le plus ou moins reſpectiuement, ſi en fin de cauſe, il eſt dict, que faire ſe doiue.

* *Aliàs, Acceptation.*

MONTARGIS Chap.1. Art.6. Il n'y a point de temps prefix au vaſſal dedans lequel il doit aller faire ſes foy & hommage, payer les deuoirs à ſon S. de fief. Art.50. Et quant vn S. de fief a receu ſon vaſſal, il ne peut plus luy donner empeſchement pour les profits qui luy pourroient eſtre deuz au deuant la reception de foy: ſinon qu'il fut faite reſeruation expreſſe deſdits profits ou que le vaſſal euſt faict quelque contrat occulte, dont fut deu profit recelé audit S. éſquels cas pourra ledit S. ſaiſir pour leſdits profits comme auparauant. Art.84. Quand vn vaſſal baille à Cens & rente ou à l'vn ſeulement, ſon heritage tenu en fief retenu à luy expreſſement la foy, ou qu'il n'en euſt parlé & ne ſ'en eſt deſſaiſi, la foy demeure touſiours audit bailleur: lequel eſt tenu la porter & en acquiter le preneur, & payer les profits le cas aduenant: ſinon qu'il y euſt conuention expreſſe au contraire.

Source : BIU Cujas

ORLEANS Tit.1.Art.66. Quand &c.p.*à Montargis*, Art.5.deuz deuant la reception en foy,ne les demander ſinon qu'il euſt faict &c. profits. Auquel cas ils giſent en action:laquelle † action il peut intenter contre l'acquereur & detenteur,encores qu'il fut receu en foy:reſerué à luy ſon recours. Art.68. Le vaſſal eſtant en foy ou aiant fait deuement ſes offres,peut former & intenter complainte en matiere de nouuelleté à l'encontre de ſon S. pour raiſon de la poſſeſſion de l'heritage qu'il tient de luy.

NORMANDIE Chap.9.Art.106. Foy & hommage ne ſont deuz que par la mort ou mutation du vaſſal,& non par la mort & mutation du S. l

TOVRS Tit.13.Art.116. Si le Bailliſtre rend la terre à ſon mineur auant ſon aage,ſes hommes ne luy feront hommage,ſ'ils ne veulent: & auſſi les S.du mineur ne le receuront à hommage ſ'il ne leur plaiſt. Mais †† l'aage de xviii.ans venu, les ſuiets y ſeront contraints. m

LODVNOIS Chap.11.Art. 10. Si le bail rend &c.p.*à Tours*.iuſques à ce mot, *plaiſt*, inclus.

ANIOV Tit.7.Art.100.L'vn de pluſieurs coheritiers peut n couurir le fief,faire offre d'hommage & empeſcher la prinſe par defaut d'homme. Toutesfois par telle diligence & offre, n'eſt fait aucun preiudice aux autres coheritiers qui ne deuroient aucun Rachat. Art.125. Foy & hommage eſt deu à chacune mutation de ſeigneur & de ſuiet,par le S.proprietaire de la choſe hommagee.Car ſi les poſſeſſeurs ou detenteurs ne ſont qu'vſufruictiers, comme fils puiſnez Nobles,douairieres ou autres vſufruictiers, ils ne ſeront pas receus à en faire la foy: fors les Bails,Tuteurs ou Curateurs de mineurs,qui font & reçoiuent les hommages.

LE MAINE Tit.8.Art.113.p.*à Aniou*.Art.100.iuſques à ce mot, *coheritiers*, inclus.Art.135.p.*à Aniou*.Art.125.

GRAND PERCHE Tit.2.Art.54. Si † le S.de fief eſt refuſant ſans cauſe de receuoir en foy & hommage,ſon vaſſal,offrant luy faire foy& hommage,& luy payer les droicts & deuoirs portez par la Couſtume, ſe peut en ce cas ledit vaſſal faire receuoir par main ſouueraine. Quoy faiſant pendant le procés luy doit eſtre faite mainleuee,en conſignant leſdits droicts & deuoirs en la maniere que deſſus. Art 55. Le S.de fief n'eſt tenu de receuoir en foy & hommage le detenteur du fief tenu de luy,ſi premierement il n'eſt paié des Rachats, droits & deuoirs auparauant eſcheus & à luy deuz à cauſe du fief:pour raiſon deſquels il pourra neantmoins ſaiſir ledit fief. Art.58. Si apres la ſaiſie & auant que les fruicts ſoient ſeparez du fond,le vaſſal faict offres raiſonnables,& ſe met en ſon deuoir, leſdicts fruicts doiuent appartenir au vaſſal,& non au Seigneur.

CHASTEAVNEVF Chap.1.Art.1. Tous vaſſaux ſont tenus faire des fiefs, qu'ils tiennent a leur S.F.foy & hommage & ſerment de fidelité.

CHARTRES Chap.1. Art.1.p. *à Chaſteauneuf*, fidelité à leur Seigneur Feodal.

DREVX Chap.1.Art.1.p.*a Chaſteauneuf*.

BLOIS Chap.5.Art.55. Si le S.de fief par ſon treſpas delaiſſe pluſieurs enfans qui n'aient faict partage de leurs fiefs,il ſuffira que le vaſſal ſ'addreſſe à l'aiſné pour luy faire ladite foy ou offres o ou au lieu dont depend le fief. Chap.7. Art.90. Quand le vaſſal va deuers ſon S.F. pour luy faire la foy & hommage de l'heritage qu'il tient de lui en fief,il eſt tenu de monſtrer & exhiber à ſondit S.de fief, les lettres de ſes acqueſts, & comment il a eu ledit heritage ſoit par vente, permutation ou eſchange,bail à rente,donaiſon ou autremẽt,& doit offrir à ſondit S.de fief de lui paier leſdits profits feodaux,ſoit de Quint,Requint ou Rachat Art.97. Si ledit S.de fief reçoit ſon vaſſal en foy & hommage,ſans auoir eſté paié de ſes profits feodaux,ledit S.ne pourra faire ſaiſir les fruicts:mais doit ledit S.de fief proceder par action.

BERRI Tit.5.Art 3. Le S.F.eſt tenu receuoir l'acquereur des choſes feodales de lui mouuans en foy & hommage,ſi toſt qu'il en eſt par lui requis, en paiant ſeulement le droict de Rachat. Art.22. Quant és foy & hommage deuz au Roy, ſeront faits & portez ſelon les q Ordonnances Royales & formes qui ont par ci deuant eſté practiquees. Art.38. Apres que le S. F. a receu le vaſſal en foy & hommage,ſi en ce faiſant,il ne ſ'eſt faict paier des droicts de Rachat & Seigneuriaux,és cas éſquels ils ſont deuz,ne pourra pour raiſon d'iceux ſaiſir le fief, mais les demandera par action:ſi n'eſt qu'il y euſt quelque ouuerture de fief occultee par le vaſſal au S.au moien de laquelle fut deu aucun droict de Rachat : ou que le S.euſt reſerué,en receuant le vaſſal en foy & hommage,de pouuoir ſaiſir pour le paiement

l Car l'ancien vaſſal ne doit faire foy & hommage par la mutation de S.F. Toutesfois par pluſieurs couſtumes l'ancien vaſſal doit la bouche & les mains Paris Art. 66.& autres couſtumes rapportees cy deſſus en l'Art .66.de Paris.

m Par le 344. Art.de Tours mis cy deſſus en l'Art.32. de Paris le fils doit auoir 18. ans & la fille 14. ans pour receuoir les hommages ou les faire.

n *Etiam*,l'vn des puiſnez qui n'a qu'en bien faict comme il ſe peut colliger des Art. 126. 232.& 266.

o *Etiam*, és lieux où les droicts vtiles ſont pareils & ſemblables, comme au comté de Dunois & à Chartres C.M.

p Si le Seigneur eſt refuſant de receuoir ſon vaſſal,il doit ſe faire receuoir par main ſouueraine au refus de ſon Seigneur F. ſelon qu'il eſt exprimé par quelques Couſtumes comme Melun Art.28 & 38.Dourdan Art.29. Troyes Art.39. Vitry Art.52. Laon Art.186. Chalons Ar.189 Grãd Perche Art. 54.& autres qu'il n'eſt beſoin de repeter icy.

q Voyez ce qui a eſté cy deſſus noté ſur la Couſtume de Chaumont Art.56.

† *C'eſt Ar.66. eſtoit le 53.Art. de l'ancien couſtumier. Auquel & pour explication & ſans preiudice du paſſé, ont eſté adiouſtez ces mots,* laquelle actiõ, *&c. iuſques à la fin.*
Mineurs ne reçoiuent leurs hommes a foy, ſ'ils ne leur plaiſt & ne ſont receus par leurs Seigneurs.

†† *Ces mots,* mais l'aage, *&c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

† *C'eſt Art. 54.eſt de nouuel introduit.*

Vaſſal ſe doit addreſſer à l'aiſné ou au lieu dont depend le fief.

Source : BIU Cujas

payement deſdits droits: eſquels cas nonobſtant ladite reception de foy & hommage, il pourra pour ledit droict ſaiſir la choſe feodale.

Foy & hommage faite ſous proteſtation de ne faire faux Adueu.

BOVRBONNOIS Chap. 27. Art. 376. Si le vaſſal eſt nouueau tenancier, il peut faire la foy & hommage à celuy qui le ſomme, pour ſauuer les fruits & proteſter ne faire faux adueu, ſi le fief ſe trouuoit tenu d'ailleurs: pourueu que de la part dudit vaſſal n'y ait en ce faiſant fraude: leſquelles proteſtations, foy & hommage luy ſeruent pour euiter la commiſe dudit fief, ſ'il eſtoit trouué d'autre S. Ar. 377. Et eſt ladite foy & hommage faite ſous la proteſtation deſſuſdite, tenue pour pure & ſimple, quant au S. auquel elle aura eſté faite, ſ'il n'appert d'autre S. F. Mais ſi le vaſſal r deſaduouë expreſſement le S. F. il ne peut ſauuer la commiſe de la choſe feodale, ſous ombre de ladite proteſtation. Car elle ne vaut ſinon pour ceux qui confeſſent & font hommage. Art. 384. Quād entre aucuns y a controuerſe d'vne S. tenue en fief d'autruy, & leſdits contendans en ladite S. ou l'vn d'eux, offre de faire la foy & hommage, le S. F. les y peut receuoir, ou l'vn d'eux: ſauf ſon droict & l'autruy.

DVNOIS Chap. 1. Art. 18. p. *à Montargis.* Art. 50. Vaſſal en foy, il ne luy peut &c. profits. Auquel cas telle reſeruation ne giſt qu'en action.

AVVERGNE Chap. 22. Art. 30. Le S. F. n'eſt tenu ne contraint receuoir ſon vaſſal à foy & hommage qu'il n'ait prealablement payé les fruicts encourus, ſi aucuns en ſont deuz. Art. 31. Mais ſi ledit S. F. & ſon vaſſal ne ſ'accordēt de la valeur deſdits fruits, ledit vaſſal eſt tenu conſigner en main tierce leſdits fruits ſelon que ils peuuent annuellement monter & valoir par commune eſtimation, ſans preiudice du plus ou du moins, quand leſdits fruicts ſeront deuement recognus & verifiez. Art. 32. Et en ce faiſant ledit S. F. ſera tenu receuoir ſondit vaſſal à foy & hōmage, & ne fera deſlors en auāt les fruits ſiens. Art 35. Toutesfois quand partie de la choſe feodale eſt alienee par quelque contrat que ce ſoit, le fief demeure entier & indiuiſible au S. F. ſur toute la choſe feodale & chacune partie d'icelle. Art. 36. Mais celuy qui ainſi vend portion de ladite choſe feodale, demeure chargé de foy & hommage du totage ſ du fief: ſauf ſon recours contre celuy ou ceux, qui de luy ont acquis l'autre partie dudit fief, & iceux deuëment ſommez & requis. Art. 37. Et au contraire ceux qui l'ont acquis, auront leur recours contre ledit vendeur de tous leurs intereſts & dommages à faute de n'auoir fait les foy & hommage, apres ſommation deuement faite.

LA MARCHE Chap. 18. Art. 196. p. *à Bourbonnois.* Art. 376. nouuel tenancier &c. la ſommé de cé faire pour &c. par la fidelité qu'il n'entend faire &c. d'ailleurs laquelle proteſtation faite, comme dit eſt, luy ſauuera la commiſe, ſi la choſe eſtoit trouuee eſtre tenue d'aucun autre S. Neantmoins ſera tenue la foy & hommage ainſi faits pour &c. p. *à Bourb.* Art. 377. quant à celuy, à qui elle auoit eſté faite, ſ'il n'appert d'autre S.

Hommes d'Egliſes peuuent tenir en Adueu ſ'ils ont tenu par xl. ans & non autres gens laiz ſ'ils n'ont priuilege ou vſance ancienne au contraire.

POICTOV Tit. 1. Art. 52. Le S. F. & n'euſt il que iuriſdiction fonciere, peut demander & auoir foy & hommage, deuoir ou redeuance, pour raiſon des choſes, qui ſont en ſon fief, ſuppoſé que parauant luy ne les ſiens ne les auoient eux. Car aucun ne peut tenir en * Aleu, t ſ'il n'eſt homme d'Egliſe: c'eſt à ſçauoir que ſi la choſe eſt telle qu'elle puiſſe porter hommage, l'on n'eſt tenu d'en faire hommage: & ſi elle n'eſt de ſi grand valeur, l'on y doit mettre deuoir. Et ſera tenu roturierement audit deuoir payer par chacun an: lequel eſt la xii. partie de la valeur de la choſe par chacun an. Et les gens d'Egliſe peuuent tenir en Aleu, ſ'ils ont tenu par xl. ans franchement, ſans en faire foy n'hommage, deuoir ne redeuance, & autres u que gens d'Egliſe ne peuuent * tenir ſans en faire deuoir ou redeuāce par quelque tenement qu'ils en ayent faict, ſi par priuilege & vſance ancienne de tel & ſi long temps, qu'il n'eſt memoire du contraire, ils n'auoient accouſtumé d'ainſi le faire: ſans en ce cōprendre les droicts du Roy, u ne les indemnitez deues aux S. comprins par les Ordonnances faites ſur les francs fiefs & nouueaux acqueſts. Art. 53. Vne choſe ne peut porter foy & hommage, ſi elle ne vaut xxv. ſols de rente à commune aſſiete: & ſi aucun eſt contraint de nouuel à faire hommage, il le fera tel & à tel deuoir, comme celuy à qui l'on le veut faire: le fait à ſon S. pour raiſon dudit fief: c'eſt à ſçauoir lige, ſ'il le fait lige: ou plain ſ'il le fait plain: & en payera rachat pour le lige, là où rachat a lieu: & pour le plain, tel deuoir que le fief pourra porter par la Couſtume. Et ſi on veut de nouuel impoſer deuoir roturier, la choſe doit eſtre eſtimee, autant qu'elle peut valoir de rente, y comprenāt le cens ou deuoir annuel: c'eſt à ſçauoir le douzain de ladite valeur & eſtimation, ſi icelle choſe ne vaut xxv. ſols de rente. Art. 92. Et peut le vaſſal appeller par deuant le Iuge Seneſchal du S. F. du refus à luy fait de le receuoir en hōmage, & releuer ſon appel

Vaſſal peut appeller du refus fait par ſon S. de le receuoir en Hommage.

r Nous auons dit cy deſſous que quand le vaſſal deſaduoue, qu'il doit iouir pendant le proces ſans qu'il ſoit depoſſedé Toutesfois Papon ſur ceſt Art. note que le fief eſt ſequeſtré, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt le 9. Feurier 1534.

ſ La raiſon de ces deux Art. 35. & 36. eſt que tout ainſi qu'vn creācier ne peut eſtre tenu d'vn paiemēt particulier, ſans acquiter toute la ſomme. Modeſtinus in l. tutor. 41. §. Lucius Titius D. de vſuris. Solutio & exactio partiū non minima habet incommoda Gaius l. plane 3. D. fam. erc. l. 22. §. 1. D. eod. it. l. 7. D comm. diuid l. 3. D. de alim. & cib leg l. 17 § pen. D. commod. l. cum hi 8. §. 9. D de tranſ. Semblablement le S. F. ne peut eſtre cōtraint de receuoir ſes deuoirs & profits par parcelles: ains comme le fief de meure entier & indiuiſible ainſi leſdits deuoirs & le ſermēt de fidelité. Iaſon in l. 2. §. ex his D. de verb. oblig. Chaſſanee ſur l'Art. 7. du Duché de Bourg. Tit. des fiefs dit qu'il y a certains deuoirs qui ſe peuuēt par chacū de ceux qui poſſede les fiefs: d'autres deuoirs qui ne ſe peuuent partir comme d'aller à la guerre, & aſſiſter ſon S. F. en ſes querelles. Voyez cy deſſous Auuergne Ch. 22. Art. 45. la Marche Art. 206.

t On peut dire que au pays de Poictou, Aucun ne peut tenir terre ſans Seigneur: ou biē que nul ne peut tenir au pays de Poictou, en Aleu, ſ'il n'eſt d'Egliſe.

u Ceſte exception ou limitatiō pour les per

Source : BIU Cujas

ſonnes Laiques l'entend, ſi par priuilege & vſance ancienne, de tel & ſi long temps, qu'il n'eſt memoire du contraire, ont poſſedé leurs domaines ſans en faire deuoir, redeuance ou hommage & l'vn & l'autre eſt requis, c'eſt à ſçauoir que par priuilege auec vſance immemoriale ils aiẽt acquis ce droit de tenir en franc Aleu & ita rectius legitur Et vſance &c. comme en l'ancienne Couſtume Art. 37. & non pas, ou nous auons parlé cy deſſus quel eſt ce droict de Francs fiefs & nouueaux acqueſts mais quand à l'indemnité, nous en toucherõs vn mot cy deſſous nombre 9.

x Non debet ei imputari per quem non ſtat quominus ipſe faciat l. in iure ciuili 161. D. de reg. iur. cap. imputari 41. & cap. cum ſtat. 66. De reg. iur. in 6. l. 24. De condic. & demonſt.

y La Couſtume de Poictou porte le meſme par l'Art. 117. Ce qui ſemble eſtre dur: mais on doit garder la Couſtume puiſqu'elle eſt eſcrite l. proſpexit. D. qui & à quib manu C. M.

z Voyez du Moulin ſur le 42. Art. de Paris.

a Par la Couſtume generale de France, le mort ſaiſit le vif, ſon hoir plus proche & habille à luy ſucceder, dont nous parlerons ſur le 319. Art. de Paris Tit 15. Le vaſſal donc eſt ſaiſi par la mort de celuy, auquel il a ſuccedé. Ce qui eſt vray cõtre tous autres: fors & excepté contre le S. F. C'eſt que veulent dire ces mots, *entant que touche le S. Feodal*, que le vaſſal ne peut ſe pretendre ſaiſi contre le S. F. iuſques à ce que il ait eſté receu en foy & hommage, & faict les deuoirs en tels cas requis & accouſtumez ou bien que le S. luy ait donné Souffrance. Ce qui eſt fort bien expliqué par les Couſtumes de Sens Art. 183. Troyes Art 41.

par deuant ledit Iuge: lequel pourra contraindre le S. F. à receuoir ſon vaſſal en foy & hommage, en faiſant par ledit vaſſal, ce qu'il eſt tenu de faire par la Couſtume. Art. 117. Auſſi quand le Tuteur ou Curateur a fait hommage & payé le deuoir pour ſon pupille & mineur, ledit pupille ou mineur venu en aage, ſera ledit hommage & y entrera, comme de fief ſerui & baillera Adueu & Denombrement par eſcrit, ſans autre deuoir. Art 123. Si pluſieurs offrent faire x hommage pretendans chacun d'eux, la choſe hommagee luy appartenir & ſ'oppoſe qu'autre n'y ſoit receu pendant ledit debat, le S. ne peut leuer les fruicts de la choſe par defaut d'homme, attendu qu'ayant chacun offert l'hommage, ce n'eſt leur faute, ſ'ils ne ſont receus. Toutesfois ledit S. peut receuoir celuy qui luy apparoiſt auoir le plus clair droict, nonobſtant l'oppoſition des autres. Art. 124. Et ſi le S. auoit receu aucun deſdits oppoſans audit hommage, & pendant leſdites oppoſitions, celuy qui promptement monſtreroit auoir plus clair droict allaſt de vie à treſpas, le S. pourra leuer le Rachat, ſi la choſe eſt ſuiette à Rachat, ou le deuoir tel qu'il ſera deu.

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 28. Si le Tuteur ou Curateur a fait hommage pour le mineur, le mineur paruenu en l'aage de xxv. ans ſera tenu de faire de rechef y le dit hommage & ſera tenu bailler par eſcrit ſon Denombrement, ſans payer autre deuoir pour celle fois.

LA ROCHELLE Chap. 4. Art. 8. Quand le fief eſt ſaiſi, ſi le vaſſal ſe tranſporte deuers ledit S. & luy offre faire iceluy hommage ou autre choſe, à quoy il luy eſt tenu, & ledit S. ne luy fait reſponce, il ſe peut pouruoir & obtenir tel remede de Iuſtice, qu'il appartiendra. z

XAINCTONGE Tit. 4. Art. 39. Et le tiers, quand le Tuteur &c. p. *à Angoumois*, pour & au nom de ſon mineur, ledit mineur venu à maiorité entre ſemblablement de fief ſerui,

BRETAGNE Tit. 17. Art. 346. Celuy qui fait la foy doit declarer les choſes, leſquelles il tient, la maniere comme il les tient: ſi les choſes, pour leſquelles il fait la foy, luy viennent de ſucceſſion ou par acqueſt ou par iugement de Cour, & declarer la maniere de l'acqueſt, & en informer ſon S. ſ'il l'en requiert, au cas que le S. ſ'en feroit non ſçauant. Et le S. receura la foy, ſauf ſon droit & l'autruy.

IIII. MELVN Chap. 4. Art. 23. Et ne ſe peut aucun dire ſaiſi a d'vn fief, entant que touche le S. F. iuſques à ce qu'il ait fait les deuoirs audit S. ou que ledit S. luy ait baillé Souffrance.

Vaſſal quand ſe peut dire ſaiſi de ſon fief.

SENS Tit. 19. Ar. 183. Le vaſſal pour quelque offre qu'il face à ſon S. F ou en ſon abſence au lieu dont eſt mouuant ſon fief, ne ſe peut dire ſaiſi de ſondit fief, à l'encontre de ſon S. F. ſ'il n'en eſt enſaiſiné & receu en foy & hommage par le S. F. par ſon ſouuerain immediat ou autre ayant à ce puiſſance: ſuppoſé que ledit S. F. ne face les fruicts ſiens depuis leſdites offres: mais par apprehenſion de faict ou par la Couſtume, par laquelle le mort ſaiſit le vif, il ſe peut dire ſaiſi dudit fief à l'encontre d'autre que de ſondit S. F. encores qu'il n'ait point entré en foy & hommage pour raiſon d'iceluy ne requis y eſtre receu. Ar. 189. Si les enfans & heritiers qui ſuccedent en vne Seigneurie mouuant en fief d'vn Seigneur, font partage & diuiſion entr'eux dudit fief, ledit partage ne preiudicie en rien audit S. Mais chacun reprendra d'iceluy Seigneur pour ſa part & portion, qui luy ſera aduenue par ledit partage. Et ne ſouffrira ledit Seigneur, ſi bon ne luy ſemble, faire de ſon fief, vn Arrierefief.

Partage & diuiſion fait entre enfans heritiers de terres feodales ne preiudicie point au S. F.

AVXERRE Tit. 2. Art. 46. Le †† vaſſal ayant fait ſes offres & deuoir tel que deſſus, ſe peut dire ſaiſi de ſon fief tant à l'encontre de ſon Seigneur que de tous autres. Art. 52 p. *a Sens.* Art. 186. leur Seigneurie &c. audit S. Mais &c. dudit S. pour ſa &c. fief, Arrierefief.

†† *Ce 46. Ar. eſt de nouuel introduit & mis au lieu du 223. Art. ancien: lequel a eſté abrogé.*

CLERMONT Tit. 8. Art. 97. Quand aucun vend aucune rente à touſiours à la prendre ſur vn ou pluſieurs fiefs, ou ſur aucun heritage roturier, le S. de qui ce eſt tenu ne ſaiſira point l'acheteur de ladite rente, ſi bon ne luy ſemble: & ne peut à ce eſtre contraint: & par ſemblable l'acheteur de ladite rente ne ſ'en fera ſaiſir, s'il ne luy plaiſt.

TROYES Tit. 3. Art. 41. p. *à Sens.* Art. 181. en ſon abſence &c. enſaiſiné ou receu &c feodal ou autre &c. aiant puiſſance ou par main ſouueraine, partie preſente ou appellee: ſuppoſé &c. & par la &c. que dudit S. F. poſé &c. n'en ait &c. hommage ne requis &c.

VALLOIS Tit. 4. Art. 55. Si † deux conioints enſemble par mariage acquierent quelque heritage tenu & mouuant de l'vn d'entre eux, ſoit en fief ou en cenſiue, tels acquereurs ſont reputez enſaiſinez ou infeodez incontinẽt ledit contrat paſ-

† *Ceſt Art. 55. eſt de nouuel introduit.*

Source : BIU Cujas

sé, & ne peut le lignager retirer tel heritage, apres l'an & iour de ladite acquisition.

Possession comme se peut acquerir en matiere de Fiefs vendus, &c.

LAON Tit.16. Art.172. En vertu de don faict entre vifs, legs testamentaires, venditions ou autres contracts, ceux à qui sont leguez & donnez aucuns fiefs ou vsufruict d'iceux, ne se peuuent dire en possession desdits fiefs: sinon que les donateurs, vendeurs ou autres dont ils ont le droict ou Procureur pour eux se deuestent & desaisissent és mains des S dont ils sont tenus, ou de leurs Baillifs & officiers: & que lesdits donataires ou acheteurs soient receus en foy & hommage par iceux S. ou Baillifs, & en soiét mis en possession: reseruez toutesfois les fiefs donnez en mariage, auancement d'hoirie ou par ceux, ausquels les donataires doiuent succeder. Auquel cas lesdits donataires sont reputez vestus & saisis, sans la solemnité dessusdite. Art.173. Toutesfois la diligence du vassal enuers le S. pour se faire receuoir & vestir, ou de celuy dont il a le droit, qui se sera demis & deuestu, vaudra pour possession: & tout ainsi que s'il auoit esté receu par ledit S.

CHALONS Tit.20. Art.171. Fiefs peuuent estre diuisez & partagez entre enfans & heritiers, sans le consentement du S. de fief.

REIMS Tit.3. Art.136. Pour acquerir droict de proprieté & possession de fiefs vendus, donnez ou leguez ou autrement aduenus que par succession ou donation faite en aduancement d'hoirie ou en faueur de mariage, par ceux, ausquels on deuoit succeder, est requis que les vẽdeurs & donateurs d'iceux & heritiers des testateurs ou procureurs pour eux &c. p. *à Laon* Art.172. & les acheteurs, donataires ou legataires, soient &c. iusques à ce mot, *possession*, inclus. Art.137. †† p. *à Laon*. Art.173. & de celuy &c.

†† *Cest Art. 137. est de nouel introduit.*

PONTHIEV Tit.1. Art.5. On n'a aucun droict en chose immeuble situee en ladite Comté, qui non est saisi de fait par les S. ou S. immediat dont l'immeuble est tenu ou par ses officiers aians pouuoir à ce, le S. ou Seigneurs payez & contentez de leurs droits.

BEAVQVESNE Art.3. Les S. d'aucuns tenemens & Seigneuries soient hauts Iusticiers, Vicomtiers où fonciers: suppose qu'ils tiennent leurs terres d'autres, ne se peuuent ensaisiner par prescription n'autrement, en ce qui concerne l'authorité & prerogatiue de leur Seigneurie.

CAMBRAY Tit.1. Art.3. L'acquesteur de fief, qui ne prend l'adheritance ou denomme son command par loy de fief par luy acquesté, en dedans xl. iours, apres les deuoirs de saisine faits à son profit, est apres le terme passé reputé saisi & adherité, & ne peut plus denommer command sans nouueaux deuoirs faire & payer nouueaux droits. Et s'il denomme command en dedans ledit terme, ledit command est reputé adherite & saisi apres les xl. iours, comme dessus.

DVCHE DE BOVRG. Cha.3. Ar.6. En b partage & diuision de chose feodale, n'est point de necessité aux parties de prendre consentement des S. de fied pour prendre possession de ce que par lesdits partages leur aduient. Ar.7. Partage ou diuision de choses feodales, ne preiudicie point au S. du fied, ains demourra chacun homme feodal & vassal dudit S. pour sa part & portion, & en sera tenu vn chacũ de faire son deuoir de fied, enuers ledit S. du fied, & selõ la nature d'iceluy.

COMTE DE BOVRG. Chap.1. Art.9. p *au Duché*. Art.6. Feodales venans par succession d'hoirie, n'est point &c. Art.23. Par le partage que peut faire en son viuant le vassal entre ses enfans: ou qu'iceux enfans apres le trespas de leur pere, peuuent faire entre eux, (comme dit est dessus) des choses tenues en fief, à cause desquels ledit vassal a aucuns hommages: iceluy vassal ou sesdits enfans peuuent delaisser à l'vn des enfans tous lesdits hommages: supposé ores qu'à iceux enfans qui auront lesdits hommages, n'aduienne aucune autre chose de ladite chose feodale, c dont dependront iceux hommages.

NIVERNOIS Chap.4. Art.19. Partage de choses &c. p. *au Duché*. Art.7. Seigneur, & demeure chacun ayant part & portion, vassal dudit S. enuers lequel chacun est tenu de luy faire hommage & deuoir &c. pour sa part & portion. Et peut prendre possession de sa part sans le consentement dudit S. Art.50. Le vassal ne se peut dire saisi de la chose feodale à l'encontre de son S. F. exploitant son fief, pour droict procedant de sa directe feodale, s'il n'en est receu par foy & hommage par ledit S. où par main souueraine, expediee partie presente ou appellee: quelques d offres & presentations que ledit vassal ait faites: pour lesquelles il ne sera point reputé saisi contre sondit S. Ar.51. Toutesfois où lesdites offres seroiẽt deuëment faites, iaçoit que ledit S. tienne ledit fief saisi, ne fera les fruits siens depuis lesdites offres. Et sera tenu à la restitution d'iceux auec dommages & interests de la saisie reelle. Et sont les offres reputees pour deuëment faites, quand le vassal offre & presente les foy & hommage & serment de fidelité, droits Seigneuriaux & fruits

b Les contracts qui dependẽt de la succession ont mesme priuilege que la succession mesme, comme il se voit par le 5. Art. de ceste coustume de Bourgongne. Mais cest Ar. 6. se doit estendre mesmes és personnes de ceux qui sõt seigneurs d'vn mesme fief par le moyen d'vn legs ou achat, & apres auoir contenté & payé le seigneur F de ses droicts qui luy estoient deuz par le moyẽ de la nouuelle acquisitiõ. Si par apres ils en font partage & diuision entre eux, ne doiuent audit seigneur Feodal aucũs nouueaux droits à cause du partage & diuision, & n'y a pareillement droit de commise. C.M.

c Ceste Coustume est fort impertinente & doit estre corrigee selon l'aduis que i'ay donné sur la Coustume de Paris Glossa 1. Art.1. & Art 35. & 41. C.M.

d Voy l'ancienne coustume d'Orleans Art. 91. C.M.

Source : BIU Cujas

e Encores qu'il n'euſt eſté inueſti, ne receu en foy & hõmage n'y fait aucunes autres offres, parce que i'ay traité ſur l'Art. 1. de Paris. Gl 4. q. 2 nu. 27. C.M.

f Ceſte couſtume eſt plus eſtroicte que celle de Niuernois Ar. 50 & 52. Chap. 4. & d'Orl. Ar. 68. & 91. cõme i'ay dit ſur l'Art. 1. de Paris Gloſſ 4. C.M. La Couſtume de Namur Art. 105. Tit. des fiefs, veut que vn fief ne ſoit aucunement diuiſible ny par contract d'entre vifs, ny par Teſtamẽt, ſans exprés congié & licence du Prince ou du Seigneur direct, dont il eſt tenu. Au reſte notez que les Couſtumes locales ou voiſines n'ayans diſpoſé d'vn fait touchant les fiefs, qu'il faut auoir recours au droit commun des fiefs, ſuiuant l'opinion de Andræas de Iſernia, & de Balde ſur les Feudes. Guido. Papa Dec 297. ait conſtitutiones feudales clauſas in libro feudorũ facere ius commune apud oẽs. Et Boërius ſur la couſtume de Bourges. Gloſſa. 2. Art. 2. Tit. de præſc. in feudis particularis & localis conſuetudo primo eſt ſemper attẽdenda, & poſtea generalis conſuetudo feudorum. Mais les Docteurs François ſont d'aduis contraire, meſmes Du Moulin ſur la preface de la couſtume de Paris, Seiſſel tit. de origine feudi & Petrus Iacobus tit. de ſucc. feudi.

g Procedãt par Saiſie F. ou vſant de puiſſance de fief ou d'exploit domaniers. Du Moul. ſur le 1 Ar. de Paris Gl. 4. nõb. 41. Voy la couſtume de Valois Ar. 117 m'ſe cy deſſous Tit. 4. en l'addition & autres Couſtumes cy deſſus conferees, comme Niuernois & Orleans.

h Ceſt Ar. 29 ſ'entend ſeulement des vaſſaux faits nouuellemẽt par acquiſition nõ des anciens vaſſaux par hoirie ou ſucceſſion: ce qui ſe cognoiſt par les termes portez par ledit contrat. C'eſt Art. n'a donc pas lieu en ſucceſſion: veu qu'elle n'eſt par contrat tranſportee: mais par vertu de la Loy generale de France, par laquelle le mort ſaiſit le vif.

i C'eſt la preſtation de la foy & hommage qu'on nomme factio homagij.

k Ceſt Art 83. eſt contre la Loy communi 7. in principio D. Com. diuid. vbi diuiſio vectigalis agri prohibetur, ne præſtatio vectigalis confundatur. Solutio partiũ & exactio non minima habet incommoda l. 3. D. fam. erc. l. 8. de tranſ. l. 3. De alim. legat. Toutesfois il ſ'accorde auec le § Neratius, de la meſme Loy 7. vbi fũdus diuiſus pro duobus haberi poteſt ferron.

eſcheus, depuis la ſaiſie ou ce qu'en eſt deu. Art. 52. Mais ſi ledit S. pretend droict au fief par acquiſition ou autre moyen non procedant de la directe feodale, le vaſſal audit cas ſe peut dire ſaiſi à l'encontre de ſondit S. qui en eſt reputé comme perſonne eſtrange, ſi ledit vaſſal a la poſſeſſion par apprehenſion de faict ou autrement. e

MONTARGIS Chap. 1. Art. 52. Vn vaſſal en quelque maniere que le fief luy ſoit aduenu par ſucceſſion, acqueſt ou autrement, ne ſe peut dire ſaiſi de ſon fief, à l'encontre de ſon S. de fief procedant par ſaiſie ou puiſſance de fief, iuſques à ce qu'il aye fait foy & hommage à ſon S. ou que de luy il ait eu ſouffrance, qui equipolle à foy, ou qu'il aye offert deuement à ſon S. faire la foy & payé les deuoirs & profits, ſi aucuns en ſont deuz: éſquels cas peut prendre complainte contre ſondit S. de fief. f

ORLEANS Tit. 1. Art. 88. p. *à Montargis*, Seigneur iuſques à ce qu'il en ait fait la foy & hommage, ou qu'il ait offert deuement à ſon S. luy faire la foy & hommage & payer &c. deuz ſelon † qu'il eſt declaré cy deſſus.

DVNOIS Chap. 1. Art. 19. p. *à Montargis*, ſaiſi à l'encontre &c. fief, iuſques à ce qu'il ait &c. ait ſouffrance &c. foy & hommage &c. ait offert &c. Seigneur de fief à ſon domaine la foy & hommage & payé les droits &c. deuz, éſquels cas, il ſe peut dire ſaiſi.

BERRI Tit. 5. Art. 23. Le vaſſal en quelque maniere que le fief luy ſoit deferé, ſoit par ſucceſſion ou acquiſition, ne ſe peut pretendre ſaiſi dudit fief à l'encontre de ſon S. F. g iuſques à ce qu'il aura fait les foy & hommage ou qu'il ſe ſera mis en deuoir ſuffiſant de ce faire & de payer les droits S. f aucuns en ſont deuz, ou qu'il en ait eu ſouffrance de ſon S. F. laquelle equipolle à foy, ou qu'il fut encores dedãs le tẽps de faire les foy & hõmage: & autremẽt ne peut former cõplainte contre ſon S. F. mais bien la pourroit intenter cõtre vn tiers, qui lui feroit trouble.

POICTOV Tit. 1. Art. 29. Quand h aucune choſe eſt vendue ou par autre iuſte contrat tranſportee ſoit noble ou roturiere, hommagee ou non hommagee: celuy à qui elle eſt tranſportee en peut prendre poſſeſſion ſans y appeller le S. duquel elle eſt tenue. Et ſuppoſé qu'il n'ait eſté reçeu à l'hommage, partant ne laiſſe à poſſeder & preſcrire. Et ne ſaiſit ne deſſaiſit aucunement la i façon de l'hommage, combien que ce ſoit aucune preſomption de poſſeſſion & ſaiſine.

BRETAGNE Tit. 17. Art. 352. Quãd homme a eu la ſaiſine par an & iour des choſes dont il doit faire la foy, le S. par faute d'hommage, ſans l'appeller en iugement ne peut l'épeſcher en ſa ſaiſine. Ar. 364. Les †† hommes & vaſſaux ne peuuent au preiudice de leur S. ſoit par contrats, partages ou autrement partir & diuiſer les rentes par eux deuës: & nonobſtant leſdits contrats & partages, tous leſdits heritages & chacune portion d'iceux, demeureront chargez de toutes leſdites rentes, comme auparauant ils eſtoient.

BAR Ti. 1. Ar. 21. Partage de fiefs entre coheritiers ou autres ne peut preiudicier au S. F. & demeure chacũ pour ſa part vaſſal dud. S. Et ne ſoufrira &c. p. *a Sẽs.* Ar. 189

BOVRDEAVX Chap. 8. Art. 82. L'on peut partir & diuiſer tous fiefs entre coheritiers, ſans licence du S. de fief. Mais ſi les heritiers ou autres tenans des biens en commun ſans licence du S. de fief ne payent la penſion, rente ou autre deuoir audit S. pourra iceluy S. mettre tout le fief en ſa main, iuſques à ce que ſes deuoirs luy ſoient payez: & iceux payez, le fief retournera aux heritiers ſans aucun encourement ne commis. Et chacun deſdits heritiers ſera tenu payer autant d'eſporle, comme vn ſeul faiſoit parauant. Car chacun d'eux eſporlera & prendra inueſtiſon auec ſon eſporle. Art. 83. Le partage & eſporle fait, chacun tenancier k ſera tenu payer la rente qui eſcherra apres, pour ſa quotte-part, & portion, & l'vn ne ſera tenu payer pour l'autre. Art. 84. Les S. de fief ſeront appellees & la rente egalee, ſelon que chacun tiendra de domaine, *pro rata*, des choſes qui leur demeureront par leurs diuiſions & partages. Et ſi en faiſant le partage du fief, les tenanciers auoient fait egalement des rentes ſans appeller le S. ledit egalement luy ſera ſignifié & monſtré par les tenanciers: lequel le pourra faire reparer, ſ'il eſt trouué que ledit egalement ne ſoit iuſtement faict.

BOVRBON. Chap. 27. Art. 366. Choſes Feodales ſe peuuent partir & diuiſer, ſans le conſentement du S. F. & demeurera &c. p. *au Duché de Bourg.* Art. 7. Chap. 1. portion qui luy aduient: & eſt tenu &c. enuers le S. de fief.

† *Ces mots, ſelon qu'il eſt, &c. iuſques à la fin, ont eſté mis au lieu de ces mots, ou au domaine, qui eſtoient en l'ancien Couſtumier ſans preiudice du paſſé.*

Poſſeſſion de fief ou choſe feodale ou roturiere ſe peut prendre ſans y appeller le S. dont elle eſt tenue.

†† *Ceſt Ar. 364. eſt de nouuel adiouſte, cõme il a eſté dict cy deſſus.*

Source : BIU Cujas

Proces entre le Roy & vn autre S.F. pretendans vn meſme fief eſtre mouuãt de chacun d'eux ſe conduit par deuant le Iuge Royal.

Vaſſal comme doit faire la foy & hommage, quãd il y a pluſieurs S.

V. MELVN Chap.4.Art.104. Quand il y a l procés entre pluſieurs contendãs pour vne ſucceſſion tenue en fief de pluſieurs S.dont le Roy eſt l'vn, ledit procés doit eſtre conduit par deuant le Iuge Royal: encores que le Roy euſt le moindre fief.

ESTAMPES Chap.1.Art.16. Si d'vn meſme fief ſont pluſieurs S. & proprietaires,qui n'ayent entre eux fait partage de leurs vaſſaux,ſuffit au vaſſal faire la foy & hommage & paier les droits & profits de fief,ſi aucuns ſont deuz: & auſſi de bailler ſon adueu & Denombremẽt au S,du lieu & fief dominant:quoy faiſant demeure quitte ledit vaſſal,enuers les autres aians droit audit Fief dominant:ſauf à eux leur recours contre ledit S.tenant ledit lieu ſans pouuoir vſer de ſaiſie contre ledit vaſſal.

AMIENS Tit.1.Art.23.Quand vn fief ou heritage cottier eſt tenu de pluſieurs Conſeigneurs par indiuis eſt vendu,il ſuffit que les venditions,deſſaiſines & ſaiſines ou Reliefs,ſoient faits par deuant l'vn deſdits S. ou ſon Bailly & Officiers de Iuſtice:& que l'on paye à luy ſeul des droits pour ce deuz à tous les Cõſeigneurs par indiuis:lequel S.toutesfois receuant leſdits droits,eſt tenu d'en payer & deliurer aux autres S.& à chacun d'eux,leur part & portion. Et ſont tels Reliefs,deſſaiſines& ſaiſines ainſi faits & baillez,reputez bons & valables,cõme ſi faits eſtoient par deuant tous leſdits S.par indiuis enſemble,ou leurs Officiers. Art.24. Auſſi ſuffit que le vaſſal tenant de pluſieurs S.par indiuis face à l'vn d'eux ſerment de fidelité & hommage & luy baille Denombrement du fief qu'il tient de tous leſdits S par indiuis. Mais celuy qui reçoit ledit Denombrement eſt tenu le communiquer aux autres Conſeigneurs, ſans toutesfois qu'il puiſſe bailler Recepiſſé, que ce ne ſoit du conſentement de tous leſdits Conſeigneurs enſemble.

NIVERNOIS Chap.4.Art.45.S'il y a pluſieurs S.d'vn meſme fief,& l'vn tiẽt le manoir & le Chaſtel dont depẽd le fief,le vaſſal eſt quitte en luy faiſant ou preſentant deuëment l'hommage,ſi ledit Chaſtel ou manoir eſt commun aux Conſeigneurs,où il n'y en a point en ladite Seigneurie,le vaſſal ſera quite en faiſant ou preſentant ledit hommage à celuy qui aura la plus grande part en la S. Et ſi tous leſdits S.ſont communs par egales portions en le faiſant& preſentant à l'aiſné,ſ'ils ſont freres:ſinon à celuy ou ceux qui ſont demourans ſur ledit fief:& ſi aucun n'y demeure,aux Officiers du lieu. Art.46. Et eſt tenu le vaſſal,qui veut demourer quitte & eſtre reputé pour diligẽt,preſenter ledit hommage pour leſdits Conſeigneurs & ſa reception,offres & preſentation,faire ſignifier aux Conſeigneurs,ou en leurs abſences,à leurs entremetteurs ou l'vn d'eux ſur le lieu : & à defaut d'iceux,par cry public & affixe,comme eſt dit cy deuant en cas pareil.

MONTARGIS Chap.1.Art.85. Quand d'vn lieu de fief, dont dependent fiefs & vaſſaux,ſont pluſieurs S.au fief dominant,& qu'iceux S. ne ſont demourãs m ſur ledit lieu,il ſuffit au vaſſal,aller faire les offres & deuoirs ſur le fief dominant:& ce fait,le ſignifier à l'vn des S.en partie, qui eſt trouué ou demourant au dedans des x.lieues dudit fief,à ſa perſonne ou domicile. Et n'eſt le vaſſal tenu ce faire qu'vne foy,& bailler vn adueu.

ORLEANS Tit.1.Art.48. Quand il y a pluſieurs S.du lieu,dont dependent les fiefs & vaſſaux:& qu'iceux &c.p. *à Montargis* iceluy lieu & domaine : il &c.ſes offres &c.ledit lieu & domaine:& apres les ſignifier &c.dudit domaine, à ſa &c. domicile exprimé † par la ſaiſie,ou deuëment notifié au vaſſal comme deſſus.Et n'eſt tenu le vaſſal faire qu'vne foy &c.

† *Ces mots, exprimé par,&c. iuſques à ce mot deſſus, incluſiuement ont eſté adiouſtez pour explication.*

GRAND PERCHE Tit 2.Art.38. *A la fin.* Et où il y auroit pluſieurs S. de fief dominant,ſuffit faire les offres à l'vn d'eux,en la maniere cy deuant dite.

DVNOIS Chap.1.Art.24. Quand deux ou trois ou pluſieurs S. de fief tiennent indiuiſement,vn fief,à cauſe duquel ſont & dependent vn ou pluſieurs vaſſaux,il ſuffit aux vaſſaux d'aller faire la foy & hommage à l'vn deſdits S. auquel il plaira auſdits vaſsaux,ſ'il eſt demourant dedãs les x.lieues prés du lieu a cauſe dequoy ils tiennent leur fief.Et ſi leſdits S.ſont demourans entre les x. lieues,il ſuffit d'aller ſur le lieu deſdits S.de fief,faire & offrir faire leſdits foy,hommage, & offrir paier les droits & deuoirs de fief,ſi aucuns en ſont deuz.Et ſi l'vn d'iceux S.au quel premier ſeront ſignifiees les offres,reçoit les vaſſaux ou cõpoſe auec eux des profits de fief,accepte l'vne deſdites trois offres, ou fait compoſition auec leſdits vaſsaux des profits & les reçoit en foy, telle acceptation ou cõpoſition vaut tant pour luy,que pour les autres S.dudit fief,qui n'auoient eſté preſens a ladite compoſition & acceptation,leur recours pour demãder contre ledit S. qui telle compoſition & acceptation aura faite,leur portion & intereſt qu'ils pourroient pretendre.

l Au liure 2.du grand Couſtumier de France,Tit.des fiefs,eſt eſcrit, Item ſi dominus mortuus plura feuda poſſidebat à diuerſis dominis mouentia inter quos Rex eſt vna: tota cauſa pro aliis feudis venti labitur in parlamento:licet modicũ ſit feudum, quod à rege tenetur.Item aduocatio facta regi de feudo aliquo,dat ſaiſinam regi.

m Le vaſſal n'eſt tenu aller hors du Royaume requerir le ſieur de fief de le receuoir à hommage du fief eſtãt ſis & ſitué dãs le Royaume:iugé par Arreſt donné à la chandeleur 1260.pour Regnaut de Ponts contre le Roy d'Angleterre. Par la Couſtume de Bourdeaux, le vaſſal n'eſt tenu aller hors la Guienne.Bord.Chap. 8.Art.81. Autres Couſtumes veulent que le vaſſal alle trouuer le S.F.iuſques à dix lieues pres le Fief dominant: autres Couſtumes diſent qu'il ſuffit faire la foy & hommage ſur le lieu, ainſi qu'il ſe cognoiſt par les Couſtumes miſes cy deſſus ſur l'Art.61.de Paris & celles qui ſont rapportees en conference par ceſte Addition. Par Arreſt du 3.iour de Mars 1586.donné en audience fut iugé que foy & hommage ſe doit faire par le vaſſal au logis & ordonné que le vaſſal la feroit dans Paſques à l'Eueſque de Neuers, bien que ſa femme l'euſt auparauant preſentee.

Source : BIU Cujas

BERRI Tit.5. Art.21. Et ce que dessus se fera, bien qu'il y ait plusieurs S. du fief: pour le regard desquels suffira vne seule prestation de foy & hommage n sur le lieu faite à l'vn des S. ou en leur absence, en la maniere declaree és deux Art. precedens. o

BOVRBONNOIS Chap.27. Art.391. Si †† plusieurs sont S. communs & par indiuis d'vn fief, & que les portions entr'eux soient inegales, le vassal peut faire hommage à celuy qui a la plus grande portion, tant pour luy que pour les autres S. audit fief. Mais si les portions sont egales entre freres & enfans, le vassal est quitte en faisant la foy & hommage à l'aisné: & s'ils sont autres que freres, enfans ou coheritiers par commun, il suffit le vassal soy transporter au lieu ou place, dont depend ledit fief, & illec faire lesdits foy & hommage à celuy des Conseigneurs F. qui se trouuera sur le lieu: & en leur absence, à la porte du chasteau, maison, place ou lieu dont meut ledit fief. Et à faute de ce, à la personne de l'vn des officiers, Procureurs ou negociateurs, comme dessus est dit.

AVVERGNE Chap.22. Art.42. S'il y a plusieurs S.F. cõmuns &c. p. *à Bourb.* mesme fief &c. Conseigneurs feodaux. Art.43. Si les &c. p. *à Bourb.* & est entre &c. ou enfans &c faisant l'hommage &c. Art.44. Et s'ils sont &c. des S.F. &c. lieu: ou en leur defaut, à la porte dudit Chastel ou place. Art.45. Ont lieu les choses susdites, quant à la foy & hommage: mais quant és profits & droicts de fief, comme de commise de la chose feodale ou fruits d'icelle ou autres profits diuisibles ils se departent entre les Conseigneurs *F. pro rata.*

LA MARCHE Chap.18. Art.203.204.205. & 206. p. *à Auuergne.* Ar. 42.43.44. & 45.

VI. MEAVX Chap.17. Art 139. Le vassal qui a faict à son S. les foy & hommage de son fief, ne luy doit droit de p Chambellage ne cheual de seruice. q Ch. 21. Art.171. De fief baillé *integraliter* en titre d'emphyteose à tousiours en est r deu profit au S. dont il est mouuant. Mais si le vassal bailleur reserue l'homme * dudit fief a luy, non par ce qu'il n'y a point de mutation de personne, entant qu'il n'y a point demission de foy: combien que le S.F. ne reçoiue, si bon ne luy semble ledit emphyteose en foy & hommage.

MELVN Chap.4. Art.46. *A la fin.* Et pareillement ne doit t aucun profit le mineur paruenu en aage prenant fief de la main de son Gardien ou Tuteur. Ar. 50. Le † S.F. qui par puissance de fief ou autrement retire ou acquiert le fief mouuant de luy, & l'vnit a la table de son fief principal, doit a son S. superieur la bouche & les mains seulement: & le vendant & retenant sur iceluy la foy, u n'en doit aucune chose a son S. superieur, Art.51. Le parent du vendeur qui par Retraict lignager retire le fief sur l'acheteur estrãger: lequel auoit payé au S. les droits Seigneuriaux de la vente dudit fief, ne doit que la bouche & les mains. Art.54. Aussi †† quand ledit fief donné & rapporté en partage x de la succession directe, aduient a autre des enfans qu'au donataire, n'est deu par celuy auquel il aduient en partage que la bouche & les mains, Art.60. Si deux conioints par mariage ont acquis deux fiefs mouuans de diuers S. & l'vn desdits fiefs est aduenu entierement a l'heritier collateral, faisant partage auec la vefue du defunct: ledit heritier collateral y payera Rachat a chacun desdits S. de la moitié de chacun desdits fiefs. Art.67. Quand z eschange a esté faict but a but, sans soulte & sans fraude, n'est deu que Rachat. Mais s'il y a soulte de deniers, sera deu droict de Quint iusques a la concurrence desdits deniers. Art. 73. L'acheteur d'aucun fief pour s'acquiter enuers le S.F. peut sur le pris dudit achat, deduire & retenir le Quint deu audit S. par le vendeur: qui autrement par sa demeure pourroit preiudicier audit acheteur. Art.74. Quand Quint est deu, n'est deu Relief: a sinon qu'il fut deu par contract precedent: dont le vendeur n'eust esté receu en foy. Art.75. Si † aucun achete vn fief mouuant d'autre fief, qu'il tient, le doit mettre hors de ses mains pour auoir homme, ou l'vnir a sa table, & en porter la foy au S. superieur en plein fief: & ne doit aucun Quint pour ledit achat: sinon que ledit S. superieur, tint a faute de foy & hommage, ledit fief saisi: duquel ledit fief acheté est mouuant.

SENS Tit.19. Art 200. Si vne terre tenue en fief est donnee, cedee & transportee a autruy, soit par donation b faite entre vifs ou par testamẽt: le S.F. en aura rachat: c'est a sçauoir laquelle qu'il luy plairra des trois offres cy dessus escrites. Ar.206. Si aucun vẽd son fief, & tost apres le vendeur & l'acheteur sont d'accord, que ladite vente soit deffaite & resoluë: tellement que le vẽdeur reprend son fief sans en auoir profit ou aucun aduantage, & sans que l'acheteur en prẽne possessiõ

n Les Coustumes de Auuergne Chap. 22. Art. 45. & la Marche Art. 206. veulent que les profits & droits de fief ou autres profits diuisibles se partent entre les Cõseigneurs pro rata de leur Seigneurie.

o C'est à sçauoir Ar. 19. & 20. mis cy dessus en la Conference de l'Art.63 & 67. de Paris.

p Les profits de fief sont, cõme nous auõs mõstré cy dessus, deux ou par la loy & nature du fief, ou par pactiõs & conuentions, apposees és infeodations C'est pourquoy aucũs Seigneurs ont seulemẽt Relief ou Rachat seulement en cas d'ouuerture, les autres ont Relief auec le droict de Chambellage: les aucuns en cas de alienation ont Quint denier, les autres Quint & Requint, les autres Quint auec chambellage ou bien Quint & Requint auec chambellage. Au reste tout changement de vassal fait ouuerture: ce qu'il faut entendre quand les mutations aduiennent apres que le vassal a releué & faict la foy & hõmage, & que tel fief a demouré vuide & ouuert & nõ pas quand ledit fief est occupé par Saisie feodale. Ce droict de chambellage, cambrelage ou chambrelage est diuers selon la diuersité des coustumes des lieux, Mante Art.6. est d'vn escu sol quand le fief vaut de reuenu cinquante liures Sedan Art.44. & 50. Sẽlis Art. 215. & 245. Vallois Art. 33. & 39. Noyon Art. 25. 25. & 26. de vingt sols Parisis. Poictou Art. 139. & 147. de dix sols ou de cinq sols pour chacun homma-ge. Laon Art.158. & 159 d'vne piece d'or à la volonté du vassal. S. Quentin Art.76. d'vne piece d'or vallant demy escu & au dessus à la discretion du vassal si le fief vaut xx liures de rente: & s'il vaut

†† *Cest Art. 391. est accordé pour Coustume nouuelle.*

Droict de Chãbellage ou cheual de seruice n'est deu par le vassal qui a fait la foy & hommage.

Profit de fief quand est deu pour emphyteose

* *Alias, Hommage.*

Mineur aagéne doit profit prenant le fief de son Gardien ou Tuteur.

S.F. quand ou lignager ne doit que la bouche & les mains à son S. superieur.

† *Ces deux Ar. 50. & 51. ont esté de nouuel adiousté pour l'aduenir.*

†† *Cest Ar. 54. est adiousté comme ancien & omis.*

En partage pour succession, n'est deu que la bouche & les mains.

Heritier collateral faisãt partage des aquests auec la vefue doit Rachat.

Rachat est deu en eschange faite sans fraude & sans soulte & s'il y a soulte est deu Quint denier.

Acheteur peut retenir le Quint sur le pris de l'achat.

Quint & Relief ne sont deus ensemble.

Source : BIU Cujas

† Ce 75. Art. est mis au lieu de l'ancien Art. 55.

S.F. achetant vn Arriere-fief mouuant de son fief ne doit aucun Quint.

Rachat est deu en donation entre vifs, ou par testament.

Quint denier n'est deu au S.F. quand les parties sont incontinent d'accord de la resolution du contract.

sols Parisis Ponthieu. Art. 4. de vingt sols outre le Relief. Boullenois. Art. 6. 7. 8. & 17 vingt sols Par. en Pairrie, & le tiers de cent sols Parisis en Pairrie & Chastellenie. Peronne. Art. 33. de dix liures ou de vingt sols Par. Voyez Du Tillet en son second liure de ses memoires, & l'indice des Droicts Royaux. La Coustume de Bretagne. Art. 332. Art 347. se nomme Chambellenage.

moins, est de v. sols. Amiēs. Art. 7. de vingt ou quarante sols Par. quand le Fief noble est tenu en plein hōmage ou en Pairrie. S. Pol Art. 10. & 11. de trente

q Cheual de seruice dont est faict souuent mention par les Coustumes, & lequel est deu par le Vassal au Seigneur feudal, est estimé diuersement par lesdites Coustumes. Ex Constitutione Conradi. 2. 1. de beneficiis, quæ extat lib. 5. de feudis cap. 1. & l. 4. De benef. & terris trib. lib. 3. leg. Lombar. Seruato vsu maiorum Valuassorum in dandis equis & armis suis senioribus. Maiores enim valuassores dominis suis, quos seniores appellat, solemnia munera offerunt, arma scilicet & equos. Morisque fuit etiam vt Vassallo mortuo liberi successores ipsius equos & arma defuncti suo seniori donarent Ces cheuaux ainsi deuz par les Vassaux en certains cas, sont nommez diuersement par les Coustumes, ainsi qu'il se peut remarquer par la Conference d'icelles. Equus militaris extra prouinciam non ducendus vt ait. Macer. in l. officium 12. §. 1. D. de re mil. In aurea Bulla Caroli 4 cap. vlt.

r Equi in quibus sedent Vassalli cum à Cæsare feuda accipiunt, adquiruntur Marschalo Imperij. Ceux qui estoient suiets de l'Empire Romain, souloient estre tenus de offrir des cheuaux aux Empereurs. Symmachus en faict mention, lib. 1. Epistol & in l. 1. 2. & 3. C. Th. de equorum conlatione. Equi à colonis & obnoxiis exiguntur vel à prouincialibus. Hos dicta l. 3 vocat equos canonicos, & l. 29 C. Th. de ann. & trib. vocat. curatoricios vnde in d. l. 2. C. Th. de equ. cont. equi curatoricio nomine flagitantur, & in l. 15. C. Th. de prox. com. dispos. equorum indictio.

s Emphytheusis vel ius emphyteuticarium, neque conductionis, neque alienationis titulis adscribi debet vt est in l. 1. C. de iure emphyt. Duplex est emphytheusis vna temporia, quæ veteres dominos seruat potius quàm mutat l. 1. §. qui seruum. D. de Sc. Sill. l falsus §. vlt. D. de furtis ibi, quia fructuarius dominus non est. l. 2. §. sed & vsusfructuarius D. de relig. & dominus per fructuarium possidet retinetque possessionem l. siquis argentum §. sed si quidem. C. de donat. licet vsusfructus dicatur pars fundi vt est in l. 4 D. de vsufr. l. Qui vsum fructum D. de verb. oblig. & ibi Acc. & Bartol. Alia est perpetua, quæ vt etiam perpetuæ fundorum locationes, ad similatur & iustis patrimoniis adnumeratur. Si donc le fief est donné entierement en emphytheose perpetuellement & à touſiours, la mutation est toute euidente & manifeste, & partant est deu profit. Si le bailleur se reseruoit l'hommage, & n'y eust aucune demission de foy, profit ne seroit pas deu au S.F. par ce qu'il n'y auroit de ceste part mutation de personne.

r Toutesfois si aucuns prouffits de fiefs estoient deuz auparauant au S.F. le mineur les doit payer si le Gardien ne les a quitez. Ce que le 47. Art. de ceste Coustume monstre. Voy la Coustume de Chauny. Art. 81. cy dessous nombre 6. qui semble contraire.

u La raison est par ce qu'il n'y a aucune mutation de personne: puis que ledit Seigneur se reserue de faire la foy & hommage, & qu'il a vendu le fief sans demision de foy.

x Voyez cy dessus l'Art. 3. de Paris, & les Coustumes y rapportees par forme de Conference: desquelles on doit tirer la raison de la decisiō de ceſt Art. 54. Non enim alienatio videtur esse inter coheredes facta diuisio, vt ait Iustin. in Nouu. 112. cap. 1. & vt ait Iulianus nec alienat qui diuidit. Bartol. in l. & ideo D. de cond. furt. & l. fin. C. de litig. l. per diuersas. C. mandat.

y Par ce qu'en ligne collateralle est deu Rachat Melun. Art. 59. Toutesfois la femme vefue prenant pour sa part aucuns fiefs, en faisant partage auec les heritiers de son mary, en monstrant que son mary est entré en foy pour raison d'iceux, ne doit que la bouche & les mains. Melun. Art. 48. Voy la Coustume de Paris. Art. 5. cy dessus.

z Eschange ou permutation vicem emptionis obtinet. l. 2. C. de rer. perm. vicina enim est emptioni l. 2. D. eod tit. & insta. emptionis est Nouella Valent. de confir. his quæ adni & quasi emptio est l. 2. D. de iure dot. Et qui permutat, emptori similis est. l. vlt. C. Quib ex caus. in poss. eat. Les Coustumes sont fort differentes sur ce point: les vnes disent qu'en Eschange est deu Relief: les autres non. Les aucunes veulent qu'il soit deu Quint denier, s'il y a soulte de deniers, ou si elle est faite en fraude. Accurs. in l. fin. 2. in verbo accipere. C. de iure emphyteutico. Vide Guid. Pap. Dec. 92. Du Moulin sur le 23. Art. de Paris quest. 22 & sur le 22. Art. q. 46. nomb. 152. & sur le 5. 2. Art. Glossa 1. num. 166.

a Relief & Quint denier ne sont deuz pour vne mesme chose ensemble: sinon pour diuerses causes: dont le vendeur n'eust esté receu en foy & hommage. Clermont. Art. 107.

b En Donation est deu Rachat, soit entre vifs ou par Testament. Ce qui n'a lieu en toutes Coustumes: ains les faut garder selon les cas exprimez par icelles.

Quint & Rachat ne sont deuz pour vn mesme Fief.

Eschange.

Profit de fief n'est deu en bail à cens ou rente, si le Vassal en retient la foy.

corporelle, il n'y a Quint denier pour le S.F. s'il n'y a demission de foy c vers ledit S.F. Art. 213. Où le S.F. prend le Quint denier, il ne prend Rachat. Art. 214. En eschange d'heritage ou seigneurie sans soulte, y a profit de Rachat. Art. 224. Si †† le Vassal baille Fief à Cens ou rente, encores qu'elle soit perpetuelle, retenus à luy les foy & hommage: il n'est deu aucun profit. Mais quand il y aura ouuerture de fief, ledit S.F. exploitera sondit fief, sans auoir esgard au bail qui aura esté fait par son Vassal.

c C'est à sçauoir és mains du S. ou de ses Officiers.

†† L'Art. 224. contient la reformation de l'ancien Art. 218.

Lengres L. Art. 5. Les † Fiefs mouuans du Duché de Lengres, Comté de Mont-saulion, Baronnies de Lusy & Gurgy le Chastel & des autres S. F. estans esdits Duché, Comté & Baronnies assis au quartier & pays de Lengres, ne sont d'aucun profit enuers les S. des Fiefs, desquels ils sont mouuās, soit de Quint Requint, Relief, Rachat ou autres profits.

† Les Procureur du Roy & Lausserois ont

Avxerre Tit. 2. Art. 70. Si aucune terre, &c. p. *a Sens.* Art. 200. Testament est deu Relief au S.F. Art. 71. Pour †† partage de fiefs n'est deu Relief, soit en ligne directe ou collateralle. Art. 73. Si de la vente & achat d'vn fief, les vendeur & acheteur se departent dedans † xxiiii. heures d apres icelle vendition & auant la prinse de possession reelle & actuelle, n'aucune iouiss-

d L. 7. §. 6. & L. ab emptione 58. D. de pact. l. 3. D. de rescind.

Source : BIU Cujas

vend. l. 80. D. de solut. l. 1. & 2. C. quando liceat ab empt. disc. integris omnibus, consensu eorum qui obligati sunt, ab emptione recedi potest. siz neque re tradita vt ait d. l. 1. C. quando lic. ab empt. disc. neque soluto pretio d. l. 2. De resc. vend. & in l. 6. § vlt. D de contr. empt. A biri tota emptione potest, si modum impleta sunt, quæ vtrimque præstari debuerunt. Vide l. 8. C. de pactis inter empt. & vend. L. 12. C. de pactis. § vlt. Inst. Quib. modis toll. ob. l. 3. c. de resc. vend.

denié le contenu audit Art. & soustenu qu'il est deu quint & Requint pour la rendition des fiefs situez esdits lieux & pays. Et a dit le Procureur du Roy, que ledit S. y auoit interest notable. Par ce que la Duché de Lengres est tenu & mouuant de la Couronne, & que les Vassaux dudit Duché sont Arriere-Vassaux du Roy: en maniere qu'aduenant ouuerture d'iceluy Duché, ledit S. peut saisir tant le Duché, que les Vass. d'iceluy: & prẽdre tous profits deuz és cas declarez par la Coustume generale de Sens. D'auantage qu'il y a plusieurs Fiefs, terres & Seigneuries situees au dedans dudit Duché, qui sont tenues nuement & en plein Fief dudit S. à cause de sa grosse Tour dudit Sens: c'est à sçauoir les terres & Baronnies de Grancey, Thalmey, Reigny sur Saonne, Mantoche, Busieres, & les fiefs qui mouuoient nuement dudit Busteres: tous lesquels Fiefs sont de profit en cas de mutation & ouuerture. L'Ausserrois a dit que ledit Quint & Requint & autres profits estoient deuz tant par la Coustume generale, que par Contracts faits entre le Cardinal de Guiry ou ses predecesseurs Euesques dudit Lengres & ses Vassaux, & par l'inuestiture desdits fiefs. Lesquels Vassaux ont ioüy dudit droict enuers leurs autres Vass. qui sont Arriere Vassaux dudit Duc, comme le Comte de Tonnerre, Vicomte de Laigny le Chastel, le Baron de Grancey, le Baron de Chassenay & autres: & ne sont les dessusdits receuables à proposer ladite Coustume: par ce que des l'an 1506. lors qu'elles furent reformees, les dessusdits ne mirent ne proposerent lesdites Coustumes locales: requiert que la Coustume generale soit par prouision entretenue: les dessusdits du tiers Estat ont soustenu que la dite Coustume est ancienne, & qu'elle est & a esté inuiolablement gardee. Surquoy les parties sont renuoyees à la Cour au lendemain de Quasimodo. Et ce pendant lesdites parties iouiront des droicts respectiuement par elle pretendus, ainsi qu'elles ont faict cy deuant.

†† *Cest Art. 71. est mis au lieu du 241. Art. ancien.*

† *Ces mots,* dedans xxiiii. heures apres, *ont esté mis au lieu de ces mots,* Et tost apres, *anciens qui estoient en l'Art. 243. ancien.*

sance ne perception des fruicts d'iceluy, n'est deu pour ce le Quint denier ou autre profit au S.F. Art. 80. Pour fief eschangé sans fraude & soulte de denier n'est deu Quint denier au S: mais seulement le Relief: & ne le peut ledit S. retirer par puissance de Fief Art 82. †† p. *Sens.* Art. 224.

†† *Cest Art. 82. est de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Estampes Chap. 1. Art. 7. Quand Fiefs tenus de diuerses S. sont eschangez sans fraude, est deu seulement Rachat au S.F. Et s'il y a soulte de deniers est deu le Quint denier, pour le regard de la soulte, outre le Rachat, qui se paye & est deu pour le surplus. Et si lesdits fiefs sont tenus de mesme Seigneurie, n'est deu Rachat: mais seulement le Quint denier pour raison de la soulte.

Senlis Tit. 11. Art. 214. Quand † aucun a donné aucun heritage, soit en fief ou roturier, & ledit don est recompensatif. Le donataire est tenu dedans xl. iours aduertir & faire apparoir à sondit S. de son don, en payant le Quint denier de l'estimation de la chose donnee & le droict de Chambellage, & en faire la foy & hommage: excepté és Chastellenies de Chaumont & Ponthoise: esquelles est deu droict de Relief simplement auec le droict de Chambellage. Art. 215. En simple donation d'heritage noble & tenu en fief n'en est deu Quint ne Requint: mais seulement Relief: c'est à sçauoir vne somme de deniers ou le reuenu d'vne annee en trois, ou ledit des Pairs, comme dit est, auec le droict de Chambellage, qui est de xx. sols Par. Tit. 13. Art. 257. En †† matiere d'eschange en heritages feodaux, nonobstant qu'il soit faict but à but, & sans soulte, est deu Relief auec droict de Chambellage: & en heritage roturier soit eschangé à fief ou autre heritage roturier, est deu seulement le droict de saisine: supposé que les heritages ainsi eschangez soient en diuerses Seigneuries: pourueu que lesdites eschanges soient faites sans fraude: excepté en la Chastellenie de Compiengne: en laquelle en matiere d'eschange pour heritages roturiers assis en diuerses Seigneuries, est deu droict de ventes selon la valeur & estimation des choses eschangees.

† *Sur cest Art. 214. Germain Cloppin au nom & cõme Procureur des Religieux, Abbé & Conuent de S. Germer de Floy, S. des Coudray sous Marquests, Puiseaux Baily & Tardonne, nobles personnes Messire Ieã de la Marche, Cheualier de l'Ordre du Roy Nicolas de Mouy S. Chastelain de Beauuais: Iean de Monceaux, S. dudit lieu, Houdem, Hannouailles Harmentieres, Germain-Viller, & Martincourt: Robin Aubourg Seig. de Neufvillette, Villãbray, & Lame, & de Ieã le Ve-*

Vallois Tit. 4. Art. 52. Quand aucun fief est eschangé, donné ou autrement aliené, si ce n'estoit par vendition, dont est parlé cy dessus, où il y a Quint & Requint au S. dont le fief est mouuant, en ce cas le Vassal nouueau doit simple Relief qui est le reuenu d'vne annee au dict des Pairs, ou vne somme de deniers pour vne fois, au chois & election dudit S. foy & hommage, & droict de Chambellage: Si telle donation, &c. *mis cy dessus en l'Art. 26 de Paris.*

c Melun. Art. 74. cy dessus.

Clermont Tit. 8. Art. 107. Qui paye c Quint en matiere d'emption ou vendition de fief, il ne doit point droict de Rachat n'autre Relief pour ceste mutation.

Troyes Tit. 3. Art. 32. En eschange d'heritage de Fief, est deu au S.F. hommage & Relief: & en defaut de le faire & payer, ledit S.F. le peut faire saisir & faire les fruicts siens, comme dessus. Art. 36. Si en faisant les partages d'aucuns heritages mouuans de fiefs escheus par succession à aucuns en ligne di-

Source : BIU Cujas

neur, Seigneur de Songeons, a remonſtré qu'auſdicts S. reſpectiuement, appartenoit droict de Relief, ſur les terres roturieres tenues d'eux à Cenſiue: lequel droict eſt de xii. deniers par. pour chacune mine de terre labourable: v. ſols pariſis pour chacun arpent de vigne, & autant pour arpent de pré, & v. ſols par. pour meſure: lequel droict de Relief eſtoit deu, ſur peine de lx. ſols par. d'amende. A ces cauſes ont proteſté que les Couſtumes generales poſees au cayer dudit Senlis, qui pourroient concerner & faire mention des droicts de ventes, de Relief & autres deuz auſdits S. ne leur ſoient preiudiciables: & que doreſnauant ils puiſſent, comme ils ont fait de tout temps, prendre & perceuoir ledit droict. Surquoy a eſté ordonné que de ladite proteſtation leſdits Seigneurs auront lettres.

†† *Les Practiciens du ſiege de Senlis ont remonſtré que par leſdites anciennes Couſtumes n'eſtoit determiné, quels droicts ſeigneuriaux pour heritages eſchangez: & ſi ont remonſtré que les S. Cenſuels ou leurs Receueurs bailloient lettres de ſaiſine ſans eſtre teſmoignees ou ſouſcrites d'autres que d'eux: dont il aduenoit pluſieurs querelles & procés, requerans que ſur ce leur fut pourueu. Surquoy auons requis les aſsiſtans ſur la matiere d'vſer eſdits heritages eſchangez: qui tous ont eſté d'accord qu'en heritages feodaux eſchangez, il eſtoit deu droict de Relief auec droict de Chambellage: & quant aux heritages roturiers, n'eſtoit deu que le droict de ſaiſine, ſans ce qu'on en fut tenu payer aucunes ventes: Excepte les Eſtats de la Chaſtellenie de Compiengne: qui ont dit qu'en eſchange d'heritages roturiers, aſsis en diuerſes ſeigneuries, eſtoit deu droict de ventes & ſaiſine: & qu'ainſi en auoient vſé de tout temps: auec leſquels ont adheré aucuns des nobles de la Chaſtellenie de Chaumont, diſans qu'ils en auoient vſé comme en la Chaſtellenie de Compiengne. Auſſi les Procureurs de l'Eueſque de Beauuais & de Chapitre dudit Beauuais, qui ont dit que tant en heritages feodaux que roturiers eſtoient deuz auſdits Eueſque & Chapitre droicts de Relief & Chambellage & de ventes, & autres droicts particuliers: proteſtant qu'ou pour raiſon deſdits droicts ſeroit fait Art. de Couſtume qu'il ne leur peut preiudicier. Surquoy, prins les opinions des aſsiſtans: la pluſpart deſquels ont dit que deſdits droicts deuoit eſtre fait Art. comme de Couſtume ancienne, auons ordonné que ſans preiudice de l'oppoſition faicte par l'Eueſque de Beauuais, ſeroit fait Art. de Couſtume deſdits droicts ſeigneuriaux deuz pour raiſon des heritages eſchangez, ſelon qu'il eſt contenu en l'Article 257.*

recte, y a ſoultes, il n'eſt deu pour raiſon deſdites ſoultes aucuns Quints ou Requints.

CHAVMONT Tit. 2. Art. 21. p. *a Troyes.* Art. 32. hommage & Relief, &c. Art. 30. En pur don ſans profit f faict par l'oncle au nepueu, n'eſt deu Relief ou Rachat: poſé ores que le donateur retienne ſon viure en la terre donnee: & autant en ſeroit, ſi le donateur & le donataire ne ſ'appartenoient de lignage. Art. 33. Quand deux freres ſont ſuccedans en aucun fief à leur pere ou mere, & l'vn d'iceux freres par partages & accords entr'eux faicts ſe demettent dudit fief au profit de l'autre frere, retenu ſon viaire ſur ſa part: ledit autre frere peut ledit fief reprendre dudit S. & n'en doit Relief ou Rachat. Art. 38. Combien qu'en pur eſchange ſans ſoultes, n'y appartienne aucun droict de Quint denier: mais en eſt deu Relief, ſi dedans l'an dudit eſchange, l'eſchangeur rachete par argent, la terre qu'il a baillee par ledit eſchange, & ainſi eſt Seigneur de l'vne & l'autre terre, ledit eſchãgeur doit Quint denier de la terre qu'il a euë par iceluy eſchange, au feur de la vendue ou du pris de l'autre terre qu'il auoit baillee par ledit eſchange, & qu'il a depuis ledit an rachetee. Art. 41. Le Vaſſal à qui eſt baillee ou tranſportee terre feodale en recompenſe de ſeruices, & curialitez qu'il a faicts au donateur, doit Quint denier g de la terre. Art. 44. Le S. qui achete de ſon Vaſſal la terre qui eſt tenue de luy en fief, combien qu'il ſoit tenu de reprendre du S. duquel il tient le fief, dont eſtoit mouuant iceluy fief par luy acheté: Toutesfois il ne doit pour iceluy fief acheté aucun quint denier. Art. 45. En eſchange, auquel y a eu ſoultes d'argent, eſt deu droict de Quint denier, au feur des ſoultes & non plus. Et ſemblablement en terre de fief tenu en douaire, eſchangé contre autres, auec ſoulte, eſt deu quint denier deſdites ſoultes. Art. 48. De Laiz fait de la terre de fief par Teſtament, en reſtitution pour ſatisfaction, eſt deu Quint denier: poſé que ledit Laiz ne ſoit faict qu'à vie: & ſemblablement en doit Rachat l'heritier proprietaire dudit Laiz en ligne collateral: & ſont equiparez en valeur leſdits Rachat & Quint denier. Art. 50. S. Haut Iuſticier, à qui eſt eſcheu par attrayere, confiſcation aucune terre de fief aſſiſe en ſadite Haute Iuſtice, meſmement mouuant d'autre Seigneurie que de luy, ne doit aucun Relief ou Rachat pour icelle terre. Art. 53. En ſucceſſion de ligne directe, dont eſt faict partage, ou il y a ſoultes, n'eſt deu aucun droict au S. F. reſerué les foy & hommage comme deſſus.

VITRY Tit. 3. Art. 30. De terre feodale donnee purement & ſimplemẽt ou delaiſſee par Teſtament, n'eſt deu Quint, Requint, Relief ou Rachat: n'eſtoit que tel don ou laiz fut recompenſatif pour cauſe de ſeruice ou autres choſes: auquel cas en ſeroit deu Quint denier, pour autant que ladite recompenſe ou ſeruice ſeroient eſtimez & prouuez par ledit S. F. Pareillement des terres nobles eſchangees ſans ſoultes contre terres nobles ou roturieres, n'eſt deu Relief, Rachat, Quint ou Requint. Et s'il y a ſoulte, il en eſt deu Quint & Requint deniers d'autant que ladite ſomme monte: & qui rachete l'heritage ainſi par luy baillé, dedans l'an, il doit quint denier de la terre qu'il a eu par iceluy eſchange à l'eſtimation de la vendue & du pris de l'autre terre qu'il auoit baillee par ledit eſchã-

Eſchange.

Quint denier eſt deu en legs teſtamentaires.

f S'il retenoit à ſoy l'vſufruict de la choſe donnee par le 33. Art. de ceſte Couſtume. La Donation a plus de priuilege, que la Succeſſion collaterale par le 25. Art. de ladite Couſtume.

g C'eſt pluſtoſt vne recompenſe, qu'vne Donation, & meſmes a l'effect d'vne vendition, comme dit Ioan. Faber in l. 2. Col. verſ. Quid ſi domino C. de inoff. teſtam. & in l. 1. C. de moff. donation. Comme auſſi en cas pareil ſont deuz lots & ventes pour Donation de choſes cenſuelles, Guido Pap. conſ. 214. col. 6. Petr. Iac. Tit. de act. in rem pro re emphy. col. 9. Ribemont. Art. 12. Si donc la Donation eſt pour cauſe remuneratoire ou onereuſe. Droicts Seigneuriaux ſont deuz au Seigneur feodal. Vitry. Art. 30. Et à eſté iugé par Arreſt ſolemnel le 13. iour d'Aouſt, 1583. ſur vn appel, & le faict de la Couſtume de Vitry, par lequel a eſté iugé qu'aucuns droicts Seigneuriaux n'eſtoient

Source : BIU Cujas

deuz pour choſes donnees en faueur de mariage: encores qu'elles reduites & eſtimees à argent: & donnees en recompenſe de ſeruice ou biens-faicts.

m Ce mot, Attrayere, a eſté expliqué ſur le Tit. 6. de la premiere partie de ceſte Conference.

ge. Art. 36. De terre feodale eſcheuë par attrayeres & confiſcation à aucun S. pour cauſe de ſa Haute Iuſtice, n'eſt deu Relief, Rachat, quint ou Requint: poſé qu'elle ſoit mouuant & tenue en fief d'autre S. que de celuy à qui elle eſt ainſi venue. Art. 39. Quand vn homme ou femme donne ſon Fief à aucun ſien amy pour eſtre nourry & gouuerné par luy le reſte de ſa vie, le donataire en doit quint denier: & n'eſt le parent dudit donateur receuable à l'auoir par Retraict lignager. Car celuy h qui ainſi le donne à la charge d'eſtre nourry, eſlit l'induſtrie & preud'hõmie de la perſonne à qui il ſe donne: & ne voudroit eſtre nourry par autre. Art. 47. Quand vn frere aiſné, qui a acqueſté de ſes freres ou ſœurs puiſnez, ou de l'vn d'eux à pris d'argent, le Fief, qui leur appartenoit par partage fait contre leurdit frere: tel acqueſteur eſt tenu payer quint & Requint au S.F. ſi les vendeurs ont leurs deniers francs: & s'ils n'auoient les deniers francs tels vendeurs deuroient quint denier ſeulement. Autre choſe ſeroit ſi l'vn deſdits freres ou ſœurs prenoit le partage de l'autre par eſchange contre autre fief ou heritage roturier. Car en ce cas n'y auroit quint ne Requint, n'eſtoit qu'il y euſt ſoulte: de laquelle ſoulte ſeroit deu quint & Requint, ſelon la declaration deſſusdicte.

h L. ſi doceas. 1. C. de donat. quæ ſub. modo.

Profit de fief n'eſt deu en terre eſcheuë par attrayeres & confiſcation.

En don faict à la charge de nourrir le donateur eſt deu Quint denier.

Retraict lignager n'a lieu en don fait à la charge de nourrir le donateur.

Laon Tit. 16. Art. 160. Pour partage fait entre freres ou ſœurs, apres le treſpas de pere ou mere, ou bien que tel partage ſe face par pere ou mere entre leſdits enfans, n'eſt deu au S, F. aucun Relief ou profit: ains ſeulement la main, bouche & droict de Chambellage: pourueu qu'eſdits partages ne ſe face aucune ſoulde: pour raiſon de laquelle ſeroit deu ſeulement profit. Art. 176. Es † autres contracts, où il n'y a aucun argent desbourſé, ſoit donation pure & ſimple ou pour recompenſe, ou eſchange but à but & ſans ſoulde, de fief mouuans de diuers S. ou d'vn meſme S. à cauſe de diuerſes Seigneuries, n'eſt deu quint ne Requint au S.F. mais ſeulement le droict de Relief: pour lequel le Vaſſal eſt tenu de faire les offres telles qu'il eſt contenu cy deſſus. Art. 177. En eſchange, où il y auroit ſoulde, eſt deu quint pour regard de la ſoulde: & pour le regard de l'heritage baillé auec ladite ſoulde, eſt deu droict de Relief tel que deſſus. Art. 178. En eſchange pure & ſimple de fiefs tenus d'vn meſme S. & à cauſe d'vne meſme Seigneurie, n'eſt deu aucun Relief: mais droict de Chambellage ſeulement. Toutesfois où il y auroit ſoulde eſt deu quint pour le regard de ladite ſoulde, comme deſſus.

Relief n'eſt deu en partage ſans ſoulte.

† *Ceſt Art. 176. a eſté empeſché par ledit Begum és noms que deſſus: & par le Bailly de Marle pour le Roy de Nauarre & Duc de Guiſe, diſans que par l'ancienne Couſtume en toutes donatiõs ſimples ou remuneratoires & pareillement és contracts d'eſchange eſt deu pour raiſon d'iceux le Quint denier, & non droict de Relief. Car en donation remuneratoire & eſchange, les biens faicts qui viennent en remuneration & les choſes donnees en contr'eſchange ſont reputees eſtre le pris de la choſe donnee ou eſchangee. Et quant aux donations ſimples, le donataire à qui la choſe appartient par liberale volonté & ſans charge n'eſt greué de payer le Quint denier de la valeur de la choſe*

Chalons Tit. 20. Art. 172. Par la Couſtume de Chalons n'eſt deu aucun droict de Chambellage, au S. F. Art. 184. Pour †† donation ſimple, donation en aduancement d'hoirie, en faueur de mariage, donation à cauſe de mort ou teſtamentaire, n'eſt deu quint ne Requint, n'aucun droict de Relief: mais pour donation remuneratoire, eſt deu droict de Relief, & non quint denier ne Requint. Art. 185. Si le vendeur d'aucun heritage, retenoit à luy l'vſufruict d'iceluy ſa vie durant, n'eſt deu a cauſe de ladite retention, quint, Requint ne droict de Relief. Et pareillement quand l'vſufruict eſt conſolidé auec la proprieté, n'eſt deu pour ladite conſolidation, aucun profit audit S.F. Mais eſt ſeulement eleu pour ladite vendition de la proprieté le quint denier du pris, ou quint & Requint s'il eſt dit francs deniers au vendeur en la maniere que deſſus. Art. 195. En eſchange faict ſans ſoulte & ſans fraude d'heritage noble a autre heritage noble ou roturier, n'eſt deu quint ou Requint, Relief ou Rachat ou autre droict feodal: ains ſeulement la bouche & les mains: mais s'il y auoit ſoulte eſt deu le quint denier de ladite ſoulte.

Reims Tit. 3. Art. 60. Si la mutation aduient du coſté du Vaſſal, en tous cas ledit Vaſſal doit audit S. la bouche & les mains. Art. 61. Et eſt à entendre qu'en aucuns cas eſt deu audit S.F. par ſon Vaſſal la bouche & les mains ſeulemẽt, auec droict de Relief ou Rachat: aux autres la bouche & les mains auec le droict de quint ſeulement, ou auec droict de quint & Requint enſemblement. Art. 62. Le Vaſſal ne deuant tant pour luy que pour ſon predeceſſeur aucuns droicts & deuoirs à ſon S.F. lequel autrement à faute d'iceux non faict ne payez, pourroit ſaiſir ſondit fief, & luy denier ſa reception en foy & hommage, doit la bouche & les mains és cas qui enſuiuent. Art. 65. Quand les heritiers dudit defunct, apres le treſpas de ladicte vefue, reprennent les fiefs qui auoient eſté delaiſſez par ledit defunct à icelle vefue, pour ſon Douaire prefix ou Couſtumier.

Source : BIU Cujas

donnee, & ne peut eſtre de meilleure condition, que celuy, auquel elle eſt donnée à la charge que leſdits S. ont droict, & ſont en poſſeſſion de percenoir Quint denier pour raiſon des Contracts mentionnez audit Art. La matiere miſe en deliberation, l'Art. ainſi qu'il eſt couché, a eſte accordé pour l'aduenir, ſans preiudice aux droicts & poſſeſſions immemoriales deſdits S. pour leſquels ils demeureront en leur entier.

†† *Ceſt Art. 184. eſt accordé pour nouuel en ce que pour donation remuneratoire, eſt deu droict de Relief & non Quint denier ne Requint: par ce qu'il a eſté rapporté par pluſieurs de l'aſſiſtance, que par l'ancienne Couſtume eſt ou deu Quint denier en donation remuneratoire. Et a eſté proteſté par ledit Garnier pour ledit Eueſque & Comte de Chalons, Pair de France: par le dit Iacobé pour l'Abbe de Beaulieu en Argonne: par ledit Hubert Feret, Seigneur de Mont-laurent l'vn des Vidames de Chalons, que ledit Art. ainſi par nous redige ne leur puiſſe en rien preiudicier, par ce qu'ils pretendent qu'és donations pures & ſimples faites par eſtrangers & par parens collateraux, eſt deu Relief. De laquelle proteſtation leur auons ottroye acte: & neant-moins & de l'aduis des Eſtats ordonné que ledit Art. paſſera pour Couſtume, ſans preiudice de leurs droicts titres & poſſeſſions, ſi aucuns en ont.*

Cas eſquels n'eſt deu Rachat ou autre profit de fief.

Art. 66. Quand le S.F. par puiſſance de fief, retire le fief mouuant de luy, ſur celuy qui l'auoit nouuellement acquis, & que ledit acquereur pour n'eſtre lignager de ſon vendeur, n'a ſceu empeſcher ne denier le Retraict audit S.F. Art. 67. Quand le S.F. ayant auſſi retiré le fief tenu & mouuant de luy, le vnit & incorpore à ſon fief principal, vend, cede & tranſporte le fief ainſi acquis à autre qui en deuiendra ſon homme & Vaſſal. Art 68. Quand vn fief a eſté retiré par le parent ou lignager de celuy, à qui il appartenoit de ſon naiſſant, ſur celuy qui eſtoit eſtranger, ou qui n'eſtoit parent du coſté & ligne dont le fief appartenoit au vendeur. Art. 69. Quand vn mineur ayant eu Gardien ou Tuteur, paruenu à l'aage pour pouuoir faire la foy & hommage, (à ſçauoir en l'aage de xiiii. ans accomplis s'il eſt maſle, & de xii. ans accomplis, ſi elle eſt femelle) reprend & releue ſon fief de ſon S.F. Art. 71. quand en partageant auec enfans Nobles ladite ſucceſſion directe, le fief donné en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie par rapport & collation d'iceluy, tombe à autres deſdicts enfans, que celuy à qui il auoit ainſi eſté donné. Art. 82. quand † fief aduient par leg teſtamentaire, ſimple ou remuneratif ou par donations entre vifs, ſimples ou remuneratoires, eſt deu Rachat au S.F s'il n'y a bourſe deſliee. Auquel cas ſeroit deu droict de quint & Requint, ſelon le contract, & qui ſera dit cy apres. Ou ſi le leg ou don ont eſté faicts en aduancement d'hoirie ou en faueur de mariage, à celuy qui deuoit ſucceder en ligne directe audit teſtateur ou donateur. Auquel cas ne ſeroit deu audit S.F. que la bouche & les mains. Art. 83. Pour Fiefs i amortis par le Roy, encores que ledit S. F. ait receu homme viuant & mourant: eſt deu Rachat, à chacune mutation. S'il †† n'y a conuention au contraire. Art. 84. Pour eſchange d'vn fief à autre heritage non noble, eſtant ou n'eſtant de la Cenſiue du S. dont ledit fief eſt mouuant, ſi ledit eſchange eſt fait but à but ſans ſoulte & ſans fraude, eſt deu à cauſe dudit fief, Rachat ſeulement. Mais s'il y a ſoulte de deniers, iuſques à la concurrence des deniers ſera deu droict de quint. Et s'il eſt dit, Francs deniers au vendeur, ſera deu droict de quint & Requint. Art. 87. Eſt deu iceluy droict de quint ſeulement, ou droict de quint & Requint enſemblement, outre la bouche & les mains, és cas qui s'enſuiuent. Art. 88. A ſçauoir pour engagement fait par le Vaſſal, ſans le conſentement du S.F. de ſon fief, mettant iceluy hors de ſes mains & poſſeſſion à plus long terme que de trois ans, eſt deu par le proprietaire d'iceluy fief, quint denier de la ſomme, pour laquelle a eſté engagé ledit fief, neant-moins peut ledit Vaſſal bailler à louage ſon fief à tant d'annees qu'il luy plaiſt, au deſſous k de x. ans, en receuant par chacun an les louages d'iceluy, ſans qu'il doiue aucun profit pour ce au S.F. Art. 89. Auſſi pour rente conſtituee ſur vn fief, ſoit perpetuelle ou rachetable, pourueu qu'elle ſoit infeodee, n'eſt deu aucun profit. Art. 90. Pour vn bail faict à vies ou à plus de ix. ans, à la charge d'aucunes redeuances en deniers, grains ou autres choſes, s'il y a eu bourſe deſliee par le preneur, eſt deu quint denier pour raiſon des deniers desbourſez. Autrement s'il n'y a bourſe deſliee n'eſt deu que Relief.

S. Quentin Tit. 4. Art. 58. Aduenant le decés du Vaſſal, y a ouuerture de fief. Art. 67. Celuy †† à qui a eſté donné fief entre vifs ou par teſtament, doit au S. Relief, Chambellage, bouche & mains. Art. 68. Pour eſchange † fait but à but & ſans ſoulte de deniers, n'eſt deu aucun quint, Requint ne Relief, ſoit que les fiefs ſoient tenus de meſmes, ou diuerſes Seigneuries: mais s'il y a ſoulte eſt deu le quint denier du pris de ladite ſoulte. Art. 69. Qui par Retraict lignager retire fief vendu par ſon lignager, ne doit que Chambellage, bouche & mains. Toutesfois ſi les droicts Seigneuriaux de la vente n'a-

† *Ceſt Art. 82. eſt introduit de nouuel, nonobſtant les remonſtrances & empeſchemens deſdits Aignelet & Beguin pour le Cardinal de Lorraine comme Archeueſque & Duc de Reims, Abbé commendataire de l'Abbaye de S. Remy & des Religieux, Prieur & Conuent dudit S. Remy: & encores dudit Beguin pour le Cardinal de Vendoſme, Abbé de Siguy, & les Religieux & Conuent dudit Siguy: qui ont dit auoir droict & eſtre en poſſeſſion immemoriale, ſuiuant l'ancienne Couſtume de percenoir droict de Quint denier pour les legs & donations remuneratoires, & par le ſurplus deſdits Eſtats a eſté remonſtré que par ladite Couſtume, tous*

i Les Admortiſſemens faicts par le Roy ne peuuent preiudicier aux Seigneurs Feodaux pour raiſon des droicts qui leurs ſont acquis, & ſont tenus leur payer indemnité: ainſi qu'il ſera dit cy deſſous.

k Si l'adcenſe eſt au deſſous de dix ans, elle contient alienation, comme pluſieurs Couſtumes le decidẽt & ſera cy deſſous expliqué ſur le 4. Art. de Berry. Tit. des fiefs & Art. 8. Tit. des Cens.

Source : BIU Cujas

S.F. n'auoient droict de perceuoir droict de Rachat : ains seulement leur estoit deuë la foy & hommage, la bouche & les mains : que c'estoit chose desraisonnable, que pour lesdits legs & donations remuneratoires, lesdits S.F. perceussent droict de Rachat. Au moyen dequoy auons ordonné que ladite ancienne Coustume seroit reformee ainsi & en la maniere qu'est contenue audit Art. sans preiudice ausdits Cardinaux, Religieux & Conuents de leursdits droicts & possessions immemoriales, à la charge que où ils se voudroient aider d'iceux droicts & possessions, ils ne prendront le profit introduit par ce present Art.

†† *Ces mots, S'il n'y a, &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adioustez.*

† *Ceſt Art. 90. est aussi de nouuel introduit & certain Art. contenu au liure imprimé a esté abrogé.*

†† *Sur l'Art. 67. a esté remonstré par le Bailly du Marquis de Neeſle, & par le Procureur des Doyen, Chanoines & Chapitre de S. Quentin que par l'ancienne Coustume au cas mentionne audit Art. estoit deu Quint & Requint, nonobstant lesquelles remonstrances a esté ordonné que ledit Art. demeurera pour Coustume, sans preiudice ausdits Marquis, Doyen, Chanoines, & Chapitre de leurs droicts, pour lesquels ils demeureront en leur entier.*

† *Le 68. Art a esté accordé pour auoir lieu par prouision, sans preiudice du droict des seigneurs, & des suiets, au principal, pour lesquels ils se pourueoiront à la Cour ainsi que de raison.*

uoient esté payez, le S. s'en peut prendre au fief tenu de luy : sauf audit retrayant son recours contre qui il appartiendra.

RIBEMONT Tit. 2. Art. 6. Pareillement †† est deu droict de Relief en la maniere deuant dite quand il y a mutation de Vassal par eschange, disposition testamentaire, ou donation faicte entre vifs. Art. 7. Tellement † que par eschange fait but à but sans fraude & sans soulte de deniers, soit que les choses compermutees & eschangees soient en mesme Fief & Seigneurie, ou en diuers Fiefs & Seigneuries, n'est deu aucun droict de Quint ou Requint : ains seulement lesdits droicts de Reliefs & Chambellage. Art 8. Toutesfois s'il y auoit soulte de deniers seroit deu au S. de fief, droict de Quint pour le regard de ladite soulte seulement : & pour le surplus droict de Relief & Chambellage. Art. 12. Ce droict de Quint l est deu seulement, quand il y a deniers desboursez, par ce que ceſt le Quint ou Requint du pris. Au moyen dequoy, celuy, qui donne à reseruation d'vsufruict, attédu qu'il n'y a aucun desbourſement du pris, ne doit aucun droict, soit de Quint ou Requint : ains est seulement deu par le donateur, à cause de mutation de fief, le droict de Relief auec le droict de Chambellage. Art 13. Mais en ce cas s'il aduenoit, que le donataire, à qui le fief auoit esté donné, auec retention d'vsufruict, confisquait, il confisqueroit non seulement la proprieté, mais l'vsufruict : pour la retention duquel le S. de Fief n'auroit prins aucun profit de celuy qui l'auroit retenu Laquelle confiscation d'vsufruict n'aduiendroit, si l'vsufructuaire auroit payé quelque droict ou deuoir au S. de fief, ou qu'il eust autrement composé auec luy : ce qui luy seroit & est loisible de faire. Art. 15. Par diuision faite entre coheritiers en ligne directe, n'est deu aucun profit au S. ains seulement ledit droict de Chambellage auec la bouche & les mains.

COVCY Tit. 1. Art 4. Quand †† don le fait d'aucun fief à nepueux, ou autres qui eussent peu estre heritiers des donateurs, en ligne collaterale, est deu droict de Relief seulement, & non quint & Requint.

BAR Tit. 1. Art. 3. Les Vassaux dudit Bailliage sont tenus, quand ils sont requis, aller & seruir en armes m le S. Duc es guerres, qu'il pourroit auoir contre les ennemis de son pays, au despens dudit S. Duc, restitution de prinse de corps, cheuaux harnois & interests.

SEDAN Tit. 3. Art. 46. Et si la donation est faite en recompense ou remuneratiõ est deu par le donataire le quint denier de la valeur ou estimation du fief donné. Art. 50. Pour terre feodale escheuë par confiscation à aucun Vassal d'autre S. n'en est deu Quint, Requint, ne Relief : mais est deu foy & hommage & Chambellage, comme dessus, seulement au S. superieur. Art. 51. En eschange pur & simple & sans soultes de terres feodales, n'est deu aucun Quint ne Requint : mais seulement droict de Relief : & s'il y a soulte, il est deu Quint de ladite soulte, ou droict de Relief pour le tout au chois du S.F. Art. 54. Du fief donné à vn sien amy, sa vie durãt, est deu Quint denier de la valeur & estimation dudit fief pour vne fois. Art. 55. Et n'est le fief ainsi donné comme dessus, suiet à Retraict lignager ou reprinse par puissance de Fief : pour ce que le donateur en cas a esleu l'industrie, &c. p. *à Vitry*. Art. 39. du donataire & ne, &c. nourry & gouuerné par vn autre. Art. 57. Le Vassal ce peut vendre son fief ou le reuenu d'iceluy pour le tout ou en partie, iusques à trois ans & non plus, sans en payer pour ce Quint denier ne Relief : pourueu que le rachat soit fait dans les trois ans : sinon apres lesdits trois ans, sera deu Quint denier. Article 59. La femme vefue tenant en Douaire terre feodale, doit Relief, si elle se remarie, qui est le reuenu d'vne annee dudit Douaire. Article 61. Douairiere qui tient en Douaire aucunes

l Faut entendre, & Requint.

m Les Gentils hõmes de France sont aussi tenus au Ban & Arriere-ban : & doiuent les Vassaux ou Arriere-vassaux en personne faire le seruice desdits Ban & Arriere-ban selon le reuenu de leurs fiefs & Arriere fiefs, & en tel equippage que les Ordonnances faictes sur le Ban & Arriere-ban le requierent, & ce trois mois dans le Royaume. François premier, 1545. Henry second, 1547. 1551. & 1553. ainsi qu'il se peut voir au douziesme liure des Ordonnances Titre septiesme. Guntherus parlant de la constitution de Lothaire, liure huictiesme.

†† *Ceſt Art. 6. a esté accordé pour l'aduenir sans preiudice du passé : parce que par l'ancienne Coustume l'on pretendoit qu'il y auoit droict de Quint au S. de Fief par don fait entre vifs, ou par legs de Testament.*

† *Ceſt Art. 7. a esté accordé pour l'aduenir, & sans preiudice du passé.*

†† *Ceſt Art. 4. a esté accordé pour l'aduenir, & l'ancienne Coustume reformee : par laquelle estoit deu Quint & Requint, pour les donations mentionnees audit Article. Au reste, par l'Article dixiesme dudit Coucy est dit, que ceux du Gouuernement & Bailliage de Coucy, se gouuernent & ont accoustumé eux regir & gouuerner selon les Vz & Coustumes du Bailliage de Vermandois, & Preuosté foraine de Laon, en*

Source : BIU Cujas

ce qui est de l'ancien ressort & Preuosté foraine dudit Laon. Et pour le regard de ce qui est de l'ancien Bailliage de Senlis, selon les Vz & Coustumes dudit Bailliage de Senlis.

alium pro se submittat iturum Arbitrio domini, vel quem laudauerit ille Arbitrio compensent, redimátque suum mercede laborem. A Cornelio Tacito Vasalli appellantur comites, quia coguntur bello sequi dominum. Heribannus in hostem est vocatio in castra aut exercitum Aasegisi Abbas lib. 3. cap. 14 18. 35. & 67. Here enim Francico, Alamannico & Anglico idiomate, castra siue exercitum significat. Vide Cuiac. ad Præfationem Feudor. lib. 4. Feud. Tit. 49. & lib. 5. Feud. Carolus Imp. in l. quicumque homo. De exercitalibus lib. 1. & l. vn. De herib. lib. 3. leg. Longob. Voyez Chopin liure 2. des Coustumes d'Anjou partie 1. cap 2. Tit. 4 num 3. & 4. Cuiac. in præf ad lib. feud. Au liure intitulé Ly establissement du Royaume, &c. Si li Rois les vouloit plus tenir pour le Reaume defendre, il y deuroient bien remaindre: mes se il les vouloit mener hor du Reaume, il ne iroient pas, se il ne vouloient: puis que ils auroient fait lor xl. iours & xl. nuicts. Ainsi les Nobles & Barons d'Auuergne suiure le Duc d'Auuergne à son Ban & Arrie-reban à leurs despens au dedans du Duché d'Auuergne: mais hors ledit Duché, ils doiuent estre payez, ainsi qu'il fut iugé à la Pentecoste, 1275.

me. Publica militiæ vasalsus munera iustæ Non renuat, dominí que libens in castra vocatus, Aut eat, aut

aucunes terres nobles, si elle reuend le reuenu d'icelles pour plus de trois ans, en doit Quint denier au S.F. Art. 73. Quand vn Vassal acqueste vn Arriere-fief tenu & mouuant de luy, n'en sera pour ce deu à son S. F. aucun Quint, Requint Relief n'autre profit: mais de là en auant en sera tenu faire les foy & hommage à son S.F. & payer les droicts feodaux s'il y eschet mutation, tout ainsi que de son plein & principal Fief.

AMIENS Tit. 1. Art. 12. Auant qu'aucune personne soy disant heritier d'autruy, puisse dire auoir droict reel és fiefs, dont il se veut dire heritier, & d'iceux faire dessaisine au profit d'autruy és mains n des S.F. dont ils sont tenus ou de leurs Officiers, faut qu'il ait releué iceux fiefs & payé aux S. F. ou satisfaict de leurs droicts & fait les deuoirs. Art. 13. Quand le Vassal va de vie à trespas tenant vn ou plusieurs fiefs & l'aisné & plus proche heritier d'iceluy s'abstient d'apprehender lesdits fiefs ou aucuns d'iceux, les puisnez & chacun d'eux en son ordre peuuent releuer & apprehender lesdits Fiefs. o Pour raison † duquel Relief n'est deu que simple droict de Relief & Chambellage. Et est tenu le S. receuoir les puisnez, encores que l'aisné eust releué autres Fiefs d'icelle succession. Art. 28. Chacun peut eschanger ou permuter son heritage à l'encontre d'autre heritage. Et si iceux heritages sont tenus d'vn mesme Fief & Seigneurie, le S. pour raison dudit eschange ne peut demander aucuns droicts Seigneuriaux: pourueu que ce soit sans fraude & qu'il n'y ait soulte de deniers ou autre profit. Auquel cas seroient deuz au S.F. droicts Seigneuriaux d'icelle soulte par †† celuy qui reçoit les deniers d'icelle, & dont les contractans sont tenus se purger par serment. Art. 29. Mais si lesdits heritages permutez estoient tenus de diuerses Seigneuries: en ce cas, soit qu'il y ait soulte ou non, les droicts Seigneuriaux sont deuz aux Seigneurs desquels iceux heritages permutez sont tenus, selon la valeur & estimation d'iceux. Art. 41. Toutes & quantesfois qu'vn Vassal fait en la Cour de son Seig. F. pardeuant son Bailly & Officiers aucun acte de Vassal, il est par ce moyen tenu & reputé homme & tenant: neant-moins ledit Seigneur n'est priué de pouuoir demander par action son droict de Relief ou autres qui luy seroient deuz. (Tit. 2. Art. 47. Chacun † peut donner par donation entre vifs à son plus prochain heritier apparant ses acquests, & aussi son heritage à luy venu & escheu de ses predecesseurs, soit feodal ou roturier: & si le don est ainsi faict audit heritier apparant, & en aduancement d'hoirie & de succession, le donataire en ce cas peut entrer en la iouissance de l'heritage à luy donné par vn simple Relief & Chambellage, selon la nature du Fief, sans qu'il soit tenu payer au Seigneur dont est tenu ledict heritage, aucun droict de Quint denier, n'autres droicts de Relief & Chambellage. Mais si tel don se faisoit en aduancement de mariage, ou pour autres causes, ores que ce fut à l'heritier apparant, sans que ladicte donation fut faicte en aduancement d'hoirie & de succession: en ce cas les Seigneurs dont les heritages donnez, sont tenus peuuent demander & eux faire payer de leurs droicts de Quint ou autre selon la nature des heritages donnez & transportez. Art. 50. En toutes donations entre vifs, venditions & alienations, le donateur ou vendeur peut & luy est loisible retenir à soy l'vsufruict & viage de l'heritage par luy donné, vendu & aliené: auquel cas & pour raison d'icelle retention d'vsufruict, ne sont deuz au S. F. duquel l'heritage est tenu & mouuant, aucuns droicts Seigneuriaux. Art. 94. Pour † partage vniuersel entre enfans ou autres heritiers apparens ne sont deuz aucuns droicts Seig. Tit. 7. Art. 129. Et †† s'il ne se presente aucun Bailliſtre, le Tuteur du mineur ne doit payer au S. duquel les heritages feodaux appartenans au mineur, sont

† *Ces mots,* Pour raison, *&c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouſtez au 13. Art. qui estoit le 21. de l'ancien Coustumier.*

†† *Ces mots,* Par celuy, *& c. iusques à la fin, sont adiouſtez pour plus grande interpretation de l'Art. 28. & pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ceſt Art. 47. a esté adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Le 94. Art. a esté de nouuel adiouſté comme omis en l'ancié Coustumier, cõbien qu'il ait esté touſiours obſerué.*

†† *Ceſt Art. 129. auec les*

n C'est à dire, si l'heritier en faict cession & transport à vn estrãger, l'heritier doit premier les droicts qu'il doit de son chef & apres celuy auquel a esté faict Cessiõ doit aussi payer tels droicts qui sont deuz au S. F. secus, s'il y auoit seulement partage ou diuision entre les coheritiers ou assignation particuliere. Car en ces cas ne sont deuz aucuns droicts ne profits de fief au S. F. C. M.

o Sans toutesfois payer aucuns nouueaux droicts, par ce qu'il n'y a en ce cas aucune Cession. Partant ceſt Art. 13. est different du precedent Art. qui est le 12. auquel y a cession & transport, & par conſequent mutation de main. C. M.

Source : BIU Cujas

tenus, qu'vn Relief de proprieté & Chambellage au nom du mineur & faire & fournir tous autres ſeruices, droicts & deuoirs que feroit le mineur, ſ'il eſtoit en aage, aux frais & deſpens d'iceluy mineur. Tit. II. Art. 189. Tous Vaſſaux tenãs fiefs, ſont tenus de payer à leurs S.F. droict d'Ayde, p qui eſt pour chacun fief tenu en Perrie, x. liures : & pour chacun fief tenu en plein hommage & non en Perrie, lx. ſols Pariſis, quand le S.F. fait ſon fils aiſné Cheualier, ou quand il marie ſa fille aiſnee Lequel droict d'Ayde ne ſe paye qu'en l'vn deſdits cas, au chois du S.F. Et n'eſt tenu le Vaſſal payer iceluy droict d'Ayde pour chacun fief, qu'vne ſeule fois en ſa vie.

AMIENS L. Art. I. En ladite ville & Banlieuë n'y a aucun Relief.

MONSTREVL Art. 3. En ce qui eſt de la Comté d'Artois, les puiſnez ſont tenus releuer leurs Quints ou portion de Quint du S. duquel tout le fief eſt tenu. Et en la Comté de Boulonnois les puiſnez ſont tenus de releuer leurs portions de Quints de leurs freres ou ſœurs aiſnez Seigneurs des quatre parts. Art. 4. Les parens du treſpaſſé en quelque degré qu'ils ſoient, peuuent releuer les heritages dudit treſpaſſé : pourueu qu'ils ſoient parens de la coſté & ligne dudit treſpaſſé dont leſdits heritages luy eſtoient venus & eſcheus : en maniere que les premiers ſ'abſtenans les ſeconds peuuent apprehender leſdits heritages : & auſſi les troiſiemes quand les ſeconds ſ'abſtiennent, & ainſi conſequemment par cottes & lignes. Mais quant aux acqueſts pour la premiere ſucceſſion n'y a cotte ne ligne, & y viennent les plus prochains de quelque coſte & ligne qu'ils ſoient parens q du treſpaſſé. Art. 40. Les droicts Seigneuriaux ſont pour les heritages feodaux du Quint denier, & pour les cottiers du vi. denier és Comtes d'Artois & de S. Paul : & en la Comté de Bolonnois, du tiers denier.

BEAVQVESNE Art. 6. Le S. de fief & noble tenement, auquel y a homme de Fief & Iuſtice Vicomtiere & au deſſous, à droict de prendre ſur ſes hommes de fief, vn droict d'Ayde, tel comme eſt le Relief aſſis & limité ſur leſdicts Fiefs, ſans Chambellage, quand il r marie ſa fille, ou que ſon fils aiſné paruient à Cheualerie : & en l'vn deſdits cas a ſon chois & option.

DOVLENS Art 2. Droict d'Ayde eſt deu au S. par les ſuiets tant feodaux que cottiers, en deux cas comme en la Couſtume generale : ſauf qu'en la Ville terrouër, Banlieuë & Chaſtellenie de Doulens ledit droict d'Ayde n'eſt deu pour heritages cottiers.

VIMEV Art. 6. Quand aucun vend ou tranſporte ſes heritages feodaux ou cottiers, & que la deſſaiſine en eſt faicte pardeuant le S. audit S. en appartient le Quint denier : & ſi la vendition eſt faicte francs deniers, luy appartient encores le Quint denier dudit Quint : ſauf és lieux où y a Couſtume locale ou priuilege au contraire.

S. OMER Tit. 2. Art. 8. Tous fiefs doiuent par la mort plain Relief, qui eſt de x. liures Par. & xx. ſols de Chambellage, ſi n'eſt que par lettre il apperre, que leſdits fiefs ſoient en moindre Relief : & autant d'Ayde au S. à la cheualerie de ſon Fils ou au mariage de ſa fille aiſnee : ſauf qu'en ce cas il n'y a pas de Chambellage.

THEROANNE Tit. 2. Art. 12. En la ville & regale de Theroanne, l'on vſe és venditions d'heritages feodaux, de lettres ſous ſeaux des Bailly & hommes, qui ont pour leurs ſeaux, à ſçauoir le Bailly viii. ſols Par. & chacun des hommes iiii. ſols Par. & le Greffier pour ſon Regiſtre & gros de lettres x. ſols Par. & és cottieres l'on y vſe par lettres de Chirographe, qui ſe font en double : dont l'vn ſe baille à partie, & l'autre ſe met en coffre des Eſcheuins, leſquels Eſcheuins ont pour les lettres requiſes deux ſols Par. & le Greffier pour chacune lettre iiii. ſ. Par. Mais s'il y a rapport d'heritage, lettre de procuration ou autre à inſerer eſdites lettres, le labeur ſe taxe par leſdits Bailly & hommes. Art. 15. Par ladite Couſtume de ladite Regale n'eſt deu par les fiefuez d'icelle aucun droict d'Ayde à la Cheualerie de fils ou mariage de fille.

LA Salle de Lille, Tit. I. Art. 49. Tous Seigneurs ont à la vente, don ou tranſport des fiefs & heritages cottiers, qui ſont tenus d'eux, droit Seig. tel que du x. denier, du pris des ventes, à la charge du vendeur : n'eſt que leſdites vẽtes ſoiẽt faites franc argent. Auquel cas ledit droict ſe prẽd à la charge de l'acheteur, enſemble droits d'affranchiſſement : qui eſt le x. dudit droit Seig. Et en dons, ou trãſports le x. de la valeur & eſtimation, apres qu'ils ſont realiſez : n'eſt qu'il appere particulieremẽt du cõtraire. Art. 50. Quãd fiefs ou heritages cottiers ſont vẽdus ou dõnez ſous faculté de rachat accordee en faiſãt ladite vẽte ou donatiõ, eſt deu ledit droit Seignou. en cas de realiſation. Mais ſe le vendeur rachete iceux fiefs ou heritages endedans le temps de ladite faculté, n'eſt deu ledit droict Seignourial pour ledit

p Droict d'Aydes ou Loyaux Aydes ſont diuers ſelon les Couſtumes des lieux. Ioã. Fab in §. æquè Inſt. de act. & in l. vt virtutum. C. de ſtat & imag. Specul. Tit. de feud. Maſuer in Praxi. Le Bouteiller liure I. de la Sõme Rurale. Chap. De Cheualerie que les Seig. demandent, &c. dit que c'eſt quand le fils aiſné deuiẽt Cheualier : & pour le mariage de leur fille aiſnee, à cauſe des frais que les Seigneurs ont en ce faire, & conclut en fin que par rigueur le S. ne peut demander ce droict : mais que c'eſt ſeulement vne courtoiſie : honnorable : que l'on ne ſe peut paſſer de faire & preſenter vne fois à ſon Seig. qui n'en peut faire demande par contrainte, ne par Loy. Lequel Ayde ſe leue ou en deux cas, trois ou quatre cas ſelon qu'il eſt porté par les Couſtumes des lieux. Boer. Dec. 130. 131. & 127. Guido Pap. Dec. 57. Accurſ. in l. placet. C. de ſacr. eccl. Vide Cuiac ad Tit. 5. & 6. lib. 2. Feudor. Chopin. lib. 3. de Dom. Franc. cap. 4. & lib. 2. conſ. And. part. 2. cap. 2. Tit 3. & Conſt. Neapolit. de adiutoriis exig. ab homin. Sic. lib. 3. Tit. 20. & 21.

q Et meſmes és heritages anciẽs, s'il n'y a aucuns heritiers habiles à ſucceder qui ſoient de la cotte & ligne, & qui les recognoiſſent : Aliàs les plus prochains de quelque coſte & ligne qu'ils ſoient, ſuccedẽt & ſont preferez au Fiſc, ainſi que i'ay monſtré ſur la Couſtume de Paris. Art. 145. C.M.

r Les Couſtumes ont introduit deux cas pour le droict d'Aydes, c'eſt à ſçauoir quand le Seig. Feodal marie ſa fille, comme Beauqueſne, 137 & 118. eſt pris des Art. 15. & 16. de Monſtreul, leſquels ont eſté adiouſtez à la Couſtume generale pour auoir lieu à l'aduenir.

Droict d'Ayde quand eſt deu.

Puiſnez de qui ils doiuent releuer leur Quint.

Droict d'Ayde, en deux cas: pour mariage de la fille, & pour la Cheualerie du fils aiſné.

Droict d'Ayde n'eſt deu en Ville, Banlieuë & Chaſtellenie de Doulẽs pour heritages cottiers.

Source : BIU Cujas

Art.6. Doulens. Art.2. S. Omer. Art.8. Boullenois. Art.21. Artois. Art.38. Mais la Couſtume de Ponthieu. Art.77. adiouſte outre ſes deux cas, ou pour racheter ſon corps de priſon pour guerre de ſon Prince. Tours. 88.89. 90.91. Bretagne. 82.83. & 84. Normandie. 168.169. & 170. Lodunois. Cha.8. Art.2. Aniou. 128. Le Maine. Art.138. Autres Couſtumes ont ce droict és quatre cas. Duché de Bourgongne. Chap.1. Art.4. Comté. Art.54. Bourbonnois. Art. 343. Auuergne. Chap. 25. Art.1. La Marche. Art.130. Pour le premier cas de mariage, aucunes Couſtumes parlent ſimplement de la fille : les autres de la fille aiſnee. Les Cliens eſtoient auſſi tenus ayder à leurs patrons qui les auoient prins en protection & Sauuegarde. Dionyſ. Halic. lib.2. τῆς δὲ πλαλας ἐδει τοῖς ἑαυτῶν πατρωνας ἐπαιρειν θυγατερας τε συνεχδιδοναι γαμουμένας οἱ ἀπαντες πατερες χρημαῖων. καὶ λύτρα καταβάλλειν πολεμίοις, εἴπερ αὐτῶν ἢ παίδων αἰχμαλωτος γένοιτο. Les Cliens eſtoient pareillement tenus & obligez ayder a leurs Seigneurs & patrons à marier leurs filles, s'ils n'auoient de moyens ſuffiſans : comme auſſi ils deuoient payer leur rançon, ſ'ils ou leurs enfans eſtoient priſonniers de guerre. Sueton in Caligula cap.42. ſcribit Cæſarem Caligulam collationes in alimoniam atque in dotem filiæ recepiſſe. Petr. de Vin lib.V. Epiſt. vſe du mot *maritagium* pro dote: ainſi ce doit prendre ce mot, *Mariage*, pour le dot de la femme. Ce droict auſſi bien deu au Roy à cauſe des Fiefs mouuans & tenus de luy nuement & ſans moyen, qu'aux autres Seigneurs. Et ſe trouuent des anciens Arreſts, meſmes vn donné aux Enqueſtes de la Chandeleur, 1270. par lequel ceux de Bourges, Iſſoudun & autres villes Royales de Berry furent condamnez payer au Roy l'ayde pour la Cheualerie de ſon fils aiſné & mariage de ſa fille. Eſt narré par ledit Arreſt, que le Roy par generale Couſtume prend Taille ſur tous ſes ſuiets de ſon domaine immediatement, lors qu'il marie ſa fille ou faict ſon fils aiſné Cheualier : & nul n'en eſt exempt, s'il n'a priuilege particulier. Semblable Arreſt contre les villes d'Orleans, du pays de Gaſtinois, à la Pentecoſte, 1285. Le Roy François 1 par lettres donnees à Ennet, le 23. iour de Septembre, 1540 fit leuer ceſt Ayde pour la Cheualerie de ſon fils, & le mariage de ſa fille: & payoit on demy Relief. Les Seigneurs Vaſſaux du Roy fondez en titre ou Couſtume, peuuent vſer de ces droicts : & pour leuer iceux, faut conſiderer les mots des Couſtumes, ſans les eſtendre ou amplifier, comme eſtant odieux. Voyez Cuias. ad Tit.5. & 6. lib 2. Feud. Chop. lib.3. de doman. cap.4. num.7.8. & 9. & lib.2. conſ. And parte.2 cap.2. Tit.3. l'Indice des Droicts Royaux, & Terrien liure 5. chap 9. Cyn. in l. conſuetudinis C. Quæſit long conſ. maſuer in Praxi. tit de Collect. §. item dominus & §. item quatuor caſus.

Rachat. Art. 52. Pour ventes faictes par decret & execution de Iuſtice, au Bailliage de Lille, & Cours y ſortiſſans des prouſits & reuenus de cent ans & vn iour de Fiefs & heritages cottiers, n'eſt deu droict Seignourial. Art. 54. Se hypotheque eſt creé ſur fiefs, maiſons ou heritages cottiers, pour rentes heritieres ou viageres, à rachat, droict Seignourial eſt deu au S. duquel ils ſont tenus. Et ſe telle hypotheque eſt faicte par main aſſize decretee au ſiege de noſtre Gouuernance de Lille, iceluy S. peut pourſuiuir ledit droict Seignourial en vertu de l'adiudication & commiſſion donnee dudit Gouuerneur on ſon Lieutenant, ſur leſdits fiefs & heritages, prouſits & reuenus d'iceux. Et ſi parauant le Rachat deſdites rentes, iceux fiefs, maiſons ou heritages eſtoient vendus, apres le payement dudit droict, il faict à defalquer & rabbatre ſur le principal des droicts Seignouriaux de ladite vente. Et où parauant la ſaiſine faite pour auoir ledit droict Seignourial, telles rentes ſont rachetees ou ſoppies, ledit droict Seignourial eſt ſoppy & eſtaint. Art.55. Toutes rentes ſans rachat infeodees ſur Fiefs, ſont reputees Fiefs & ſortiſſent la nature d'iceux, Art.56. Pour rentes conſtituees par rapport de fiefs ou heritages cottiers, & que par faute de payement y a reutree en iceux, eſt deu à la vente, don ou tranſport, droict Seignourial au Seigneur, duquel leſdits Fiefs & heritages ſont tenus, apres que les acheteurs ou donataires ſont adheritez ou realiſez és rentes. Art.57. Pour hypotheque creé ſur fiefs ou heritages, à la ſeureté d'vne ſomme de deniers, non courante en rente, n'eſt deu droict Seignourial. Art.60. Pour partage & diuiſion faicts entre coheritiers de biens, fiefs & heritages à eux eſcheus, n'eſt auſſi deu droict Seignourial au Seigneur, duquel leſdicts biens, fiefs & heritages ſont tenus: neant-moins ſi par tel partage y a aucuns deniers, deliurez en recompenſe non procedans de l'hoirie, pour leſdits deniers droict Seignourial eſt deu. Art.61. Pour permutation & eſchange de fiefs & heritages cottiers tenus d'vne Seignourie, n'eſt deu droict Seignourial ſ'il n'y a ſoulte de deniers. Auquel cas ledit droict Seignourial eſt deu, de ladite ſoulte ſeulement. Et ſi leſdits fiefs ou heritages ſont tenus de diuerſes Seignouries, iceluy droict eſt deu de la valeur & eſtimation d'iceux. Art. 62. Que les heritiers & poſſeſſeurs d'aucuns Fiefs, maiſons ou heritages cottiers, tenus & mouuans de ladite Salle, Bailliage & Chaſtellenie de Lille ou de ſes Vaſſaux & Fiefuez, ne peuuent vendre, ceder & tranſporter leſdits fiefs, maiſons & heritages, fruicts, prouſits & reuenus d'iceux, en tout ou en partie, ne auſſi les bailler en arrentement perpetuellement, ou pour quelque temps & terme excedant douze ans, ne les charger d'aucunes ſoubs-rentes, ſans Rachat, ſans payer le droict Seignourial, tel qu'eſt deu à la vente, don & alienation d'iceux : meſmes de les charger deſdictes ſoubs-rentes ſans Rachat: n'eſt de noſtre gré & conſentement exprés, ou de nos Vaſſaux & Fiefuez. Et que ceux pretendans droict à cauſe deſdits contracts, ou autres ſemblables, ſont tenus amener à cognoiſſance leſdits contracts & droicts par eux pretendus, endedans vn an, du iour de tels contracts pardeuant la Iuſtice dudit S. & de ſeſdits Vaſſaux, & illec faire les recognoiſſances, desheritemens & inueſtitures pertinentes, & payer leſdits droicts Seignouriaux : Ou en faute de ce, ils encourent & doiuent payer doubles droicts Seignouriaux, & faire pardeuant ladite Iuſtice, leſdites recognoiſſances des heritemens & inueſtitures, pour

Rentes infeodalees.

Rentes conſtituees par rapport de fiefs.

Source : BIU Cujas

ce requis. Pour le recouurement duquel double droict, nos Baillifs & Officiers & les Baillifs & Officiers de noſdits Vaſſaux & Fiefuez, peuuent ſaiſir leſdits fiefs, maiſons & heritages, en la maniere accouſtumee, pour d'iceux ioyr & poſſeſſer, & receuoir les fruicts, proufits & reuenus, tant & iuſques à ce qu'ils ſoient payez dudit droict & des deſpens de la ſaiſine, main-miſe & autres, qu'il cõuient à ceſte cauſe ſupporter. Art. 70. Les Hauts Iuſticiers, Vicomtiers ou fonſſiers n'ot droict d'indire Loyaux Aydes n'autres ſur leurs tenans Feodaux ou rentiers.

S. Simon Art. 4. Pour releuer fiefs, eſt vſé que celuy qui doit ledit Relief, ou autre en ſon nom, ſoit adherité de tels fiefs par le S. ſon Bailly, ou Lieutenant, preſens les hõmes de fief d'icelles Seig. en nombre de loy, en payãt les droicts accouſtumez. Et ſemblablement ſe fait és Reliefs des fiefs, & terres renteuſes tenues ou dependans deſdites Seignouries.

Erquinghehem Art. 2. Pour releuer les fiefs tenus de ladite terre & Seig. d'Erquinghehem eſt vſé, que celuy qui doit Relief ou autre en ſon nom, ſoit adherité de tels fiefs par le S. ſon Bailly ou Lieutenant, preſens les hõmes de fiefs d'icelle Seig. en nõbre de loy, en paiant les droicts accouſtumez. Art. 3. Et ſemblablement ſe fait és Reliefs des terres renteuſes tenus de ladite Seig. d'Erquinghehẽ, & auſſi es reliefs des fiefs & terres rẽteuſes tenus ou depẽdãs des fiefs ou Seig. mouuans de ladite Seig. d'Erquinghehẽ, en payant auſſi les droicts accouſtumez.

Mouvaix Art. 2. Par le treſpas d'vne femme mariee, vefue ou fille à marier, Relief n'eſt deu des heritages qu'elle a au iour de ſon treſpas tenus ou dependans de ladite Seig. Mais ſe vne femme mariee ſuruit ſon mary, eſtant heritiere d'aucuns heritages venans de ſon propre lez & coſté ou acqueſtez, elle eſt tenuë payer Relief deſdits heritages tel que la double rente. Et ſi eſt deu auſſi par le treſpas dud. mary, Relief des heritages qui ſuccedẽt aux enfãs ou heritiers de tel mary.

Aire Tit. 1. Art. 1. Au Bailliage d'Aire, il n'y a point de Relief de Bail en fiefs ny en Cottieres. Tit. 2. Art. 1. Les droicts Seig. ſe doiuent payer par le vẽdeur & l'acheteur, qui y entre: & doit au S. Relief tel, que le fief le doit. Ar. 2. Cãbellages de fiefs tenus du Chaſteau d'Aire, ſont 2. ſ. de la liure, autant que le Relief monte.

Balppames Tit. 1. Art. 4. Les S. Vicontiers n'ont droict d'Ayde ſur leurs hõmes de fiefs: ains ſeulement les S. Hauts Iuſticiers, en l'vn des cas exprimé par la Couſtu. generale du Cõté d'Artois. Art. 6. Si aucune hypotheque eſt créee & aſſiſe ſur fiefs pour rẽte viagere, à rachat non infeodee n'y eſcheẽt aucũs droits Seig. enuers le S. dõt le fief eſt tenu: n'y pareillemẽt pour ſõme nõ courãte à rente

Hesdin Tit. 2. Art. 12. Par ladite Couſtu. loiſt auſdits S prẽdre & auoir relief. à ſçauoir pour chacun fief & noble tenemẽt, tenu en Pairrie, x. l. Par. autãt d'Aide, & cẽt ſ. Par. de Chãbel. toutesfois que le cas y eſcher, de chacun fief tenu en demy Pairrie, cent ſ. Par. de Relief autant d'Ayde, & l. ſ. Par. de Chãbellage: de chacun fief tenu de plain ſige, xxx. ſ. Par. de Relief, autant d'Ayde, & xv. ſ. Par. de Cãbellage. Et de chacun fief tenu en demy lige, xv ſ. Par. autant d'Ayde, & vii. ſols. vi. den. Par. de Cambellage. Et de chacun fief tenu à quart lige, vii. ſols vi. den. Par. autant d'Ayde, & iii. ſ. vi. d. Par. de Cãbella. Art. 13. Sauf toutesfois que pour aucuns fiefs & Nobles tenemens, qui ſouloient eſtre tenus de la Cõté de Ponthieu, dont la Iuſtice & Seig. d'iceux fut pieça vendue, par vn Cõte de Ponthieu nõmé Mathieu, au Comte de Fland. & d'Artois: eſt deu aux S. dõt ils ſont tenus, en enſuiuãt quãd à ce, la nature & condition de ladite Comté de Ponthieu: à ſçauoir pour chacun fief tenu à plain lige, lx. ſ. Par. & autant d'Ayde, & xx. ſ. P. de Cãbellage: de chacun fief tenu à demy lige, xxx. ſ. Par. autant d'Ayde, & le tiers de Cãbellage. Et en deſſous à l'equipolent, cõme deſſus. Art. 17. Par ladite Couſtu. les droicts Seig. ſont tels, que pour acquerre ledit droict reel, eſt deu à M. le Comte d'Artois, pour les fiefs tenus de luy audit Bailliage, le vi. denier du pris, ou de la valeur des heritages donnez ou vendus. Leſquels par ſes hommes, il peut faire priſer à ſes deſpẽs, ſi bõ luy ſemble: ou du pris appoſé aux rentes qui en ſont faites ſe peut contenter, & à ſon election: ſauf que pour les fiefs tenus de luy, procedez par achat ancien de la Comté de Ponthieu: luy eſt deu pour droicts Seig. le v. denier. Art. 18. Mais par icelle Couſt. loiſt aux hõmes & Vaſſaux d'iceluy S. Comte d'Artois, pour les fiefs, qui ſont d'eux tenus és mettes dudit Bailliage, prendre & auoir pour droicts Seigneuriaux le v. den. de la valeur & priſee deſdits fiefs donnez ou vendus, ou du pris appoſé aux ventes, qui en ſont faites par la maniere dite.

Valanciennes Tit. 6. Art. 81. Le mary ne peut releuer les heritages de par ſa femme, ſi elle n'y eſt en perſonne, ou Procur. pour elle ſouffiſammẽt eſtably. Ti. 9. Art. 120. Si à pluſieurs freres & ſœurs eſcheẽt vn ou pluſieurs heritages, ils les peuuẽt releuer chacun pour ſa part, & apres recognoiſtre leur portion, au profit l'vn de l'autre, preſent la Loy, & peut celuy à qui appartiẽt ledit heritage ou portion

Source : BIU Cujas

faire clain d'aherse, & agir contre l'empeschеur, si aucun en y a.

CHAVNY Tit. 15. Art. 80. En releuant par vn Vassal aucun fief à luy escheu, en quelque ligne que ce soit, il est tenu de payer les droicts, qu'en est tenu payer son predecesseur en son viuant, si payé ne les auoit: mais si ledit S. receuoit ledit heritier sans faire mention des droicts, qu'il pretendroit à luy estre deuz par son predecesseur en ce cas il n'en pourroit apres plus faire question. Art. 81. *et la fin.* Et neant-moins ſ sera tenu le mineur venu en aage, de releuer & payer droicts, si ses Tuteurs ne les auoient payez auparauant: & encores luy aagé sera tenu d'en faire les foy & hommage accoustumez: & pareillement des autres mineurs, qui auroient releué par leurs Tuteurs & Curateurs.

ſ Ceste Coustume est contraire à plusieurs autres, ainsi qu'il se peut voir cy dessus. Ponthieu. Art. 29. est contraire à celle de Chauny.

PONTHIEV Tit. I. Art. 4. Ainçois qu'aucun puisse auoir droict reel & proprietaire, sur chose immeuble situee en ladicte Comté, à luy escheuë par succession d'aucuns ses predecesseurs, il conuient qu'il releue prealablement pardeuers le Seigneur ou S. dont ladite chose reelle est tenue & mouuant, ou par deuers leurs Officiers aians pouuoir à ce faire, & qu'il contente ledit Seigneur ou Seig. de leurs droicts pour ce deuz. Et si c'est fief noble & non restraint, il y eschet soixante sols de Relief, & vingt sols de Chambellage: & en cottiere, il y eschet tels Cens, tels Reliefs que doit annuellement la cottiere, si ce n'est que par faict especial, il y ait moindre ou plus grand droict de Relief ordonné & constitué par les Seigneurs & tenans, ou par leurs predecesseurs. Article 6. Quand aucun va de vie à trespas saisi & possedant d'aucune chose fonciere, reelle ou proprietaire située en ladicte Comté, icelle choses reelle & proprietaire, apres le trespas d'iceluy qui en est saisi, retourne en la main du Seig. de qui elle estoit tenue, & en appartiennent les profits a iceluy S. tant & iusques à ce qu'elle soit releuee deuers luy ou ses Officiers, aians pouuoir à ce & qu'il soit contenté de ses droicts pour ce à luy deuz. Et si c'estoit chose tenue noblement & en fief, & elle n'estoit releuee endedans quarante iours & quarante nuicts apres le trespas d'iceluy qui en estoit l'homme tenancier, il y eschet soixante sols d'amende, au profit du Seigneur si prendre les veut, sur ceux qui viendront vers luy releuer apres iceux quarante iours & quarante nuicts expirez: & si c'estoit cottier qui ne soit releué endedans sept iours & sept nuicts, il y eschet sept sols vi. deniers d'amende. Et les temps dessusdits passez, si les fiefs & cottieres n'estoient releuez & demouraſſent en la main du Seigneur, apres le temps dessusdit, il luy loist prendre les tontures & profits des choses non releuees, & en iouir & profiter, iusques à ce qu'aucun apres s'offre deuers luy a releuer. Article neufiesme. Quand aucun immeuble demeuré par la succession d'aucun trespassé, retourne par faute d'homme & de Relief en la main du Seigneur, dont il est tenu & qu'aucun comme prochain du dernier possesseur defunct, ou d'autres defuncts ses predecesseurs, s'offre a releuer pardeuant le Seigneur, en la main duquel est retourné ledit immeuble & le contente de ses droicts pour ce deuz, ne ledict Seigneur ne le peut valablement refuser de le receuoir audit Relief, pour quelque arrerage qui soit deu, a cause de ce qu'il voudroit ainsi releuer, n'aussi pour cause qu'il y eust personne plus prochaine pour deuoir succeder audit defunct, si iceluy plus prochain n'auoit apprehendé & soy offert a releuer pardeuers le S. ou qu'iceluy plus prochain eust releué de faict. Art. 10. Quand aucun a esté receu a Relief par le S. d'aucune chose immeuble, situee en ladite Cõté, soit fief ou cottiere, & aucun autre, si c'est pour fief, viẽt par Relief apres xl. iours a compter depuis le trespas de celuy au titre duquel il voudroit releuer, ledit S. puis qu'il en auroit homme & receu aucun a Relief, ne doit receuoir a Relief autre que celuy qu'il auroit premier receu. Mais doit tenir pour diligens ceux qui viendrõt pour releuer, apres qu'il en auroit receu aucun audit Relief: & pendant les xl. iours, il peut receuoir a Relief autant de gens qui s'offrent a luy pour releuer, en declarant ceux qui auparauant auroient releué, en prenant ses droicts. Tit 2. Art. 29. Vn enfant mineur d'ans, pour lequel ses Tuteurs & Curateurs auront releué ses immeubles durant sa minorité faut que luy venu en aage & rendu aagé, il relieue lesdits immeubles, ou autrement s'il ne releuoit, il perdroit les leuees escheuës depuis qu'il seroit aagé, iusques à ce qu'il eust releué. Mais si les Tuteurs ont releué de bail & payé double Relief, l'enfant venu en l'aage ne doit point de Relief. Art. 30 Pareillement perdroient l'homme & la femme mariez, ensemble les leuees des immeubles, dont la femme auroit esté saisie parauant leur mariage, s'ils ne releuoient de bail: & appartiendront au S. dont l'immeuble seroit tenu, toutes lesdites leuees depuis le mariage fait desdits mariez: & aussi celles escheuës depuis que la femme auroit esté vefue, iusques à ce qu'on eust faict les

Source : BIU Cujas

Reliefs, tels que dit eſt, & que le S. fut contenté de ſes droicts Seigneuriaux pour ce deuz. Art. 31. Pour leſquels droicts Seigneuriaux eſt deu au S. dont l'immeuble eſt tenu, ſi c'eſt en fief pour vn ſimple Relief, lx. ſols, & en bail double Relief Mais en ce cas on ne doit point de Chambellage puis qu'vne fois il auroit eſté payé. Art. 40. Quand aucun homme ou femme conioints par mariage, ont acquis enſemble, conſtant leur mariage, aucun fief ou autre choſe immeuble, & apres qu'ils en ſont ſaiſis, ils le donnent & par commun conſentement, à vne perſonne: celuy à qui tel don eſt faict, tiendra par vne tenue, & non par deux, du Seigneur dont les donateurs tenoient la choſe donnee, & entrera en ſaiſine, en payant vn droict Seigneurial: Et ſi c'eſt fief le tiendra par vn hommage. Mais ſi le fief ou autre choſe immeuble donnee ſe diuiſoit, ou qu'elle fut apprehendee ſeparement, il y auroit deux droicts Seigneuriaux en fief, & deux hommages: & pareillement en cottiere deux droicts Seigneuriaux pour les Iſſues, & deux pour les Entrees. Art. 55. Quand aucun don eſt fait d'aucune choſe reelle ſituee en ladite Comté, pour en iouyr apres le treſpas du donateur, & le donataire en veut eſtre ſaiſi pour en iouyr apres le treſpas du donateur, ou autres charges d'autres viages, au Seigneur appartient le Quint denier de la priſee & valeur de la choſe, en laquelle leſdits viage ou viages ſoient retenus. Et par vſage s'il n'y a retention que d'vn viage, ladicte choſe reelle, & la valeur d'icelle ſe doit priſer cinq deniers le denier. Et s'il y a retention de deux ou pluſieurs viages, ladicte priſee ſe doit faire à huict deniers le denier: deſquelles priſees le Seigneur a le Quint denier, s'il lu y plaiſt, d'autant que leſdictes priſees montent: ſi ce n'eſt qu'il y ait moindre droict par vſage: és mettes de ladicte Seigneurie. Article cinquante ſixieſme. Quand aucun legataire apprehende aucun don à luy faict par teſtament d'aucune choſe reelle ſituee audit Ponthieu, & que l'apprehenſion ſe faict apres le treſpas du Teſtateur, il n'en doit au Seigneur ou Seigneurs, dont la choſe eſt tenue, ſoit qu'elle ſoit feodale ou cottiere, que vn ſeul droict de Relief, tel & ſemblable que deuroit pour Relief, l'heritier du treſpaſſé, s'il le releuoit. Titre quatrieſme. Article 66. Quand aucun Fief ſe partit & diuiſe, ſoit en vertu d'aucun don d'entre vifs ou par legat, ou par le treſpas d'aucun de deux conioints, qui en auroient enſemble faict acquiſition, chacune perſonne, entre leſquelles ledit Fief ſe diuiſe, doiuent tenir leur portion d'iceluy Fief, en pareil hommage, droicts & ſeruice enuers le Seigneur & ſortiſſent telle nature comme le tenant de la totalité d'iceluy fief, eſtoit tenu de faire au iour qu'iceluy fut diuiſé, s'il plaiſt au Seigneur. Article ſoixante ſix. Quand aucun veut releuer pardeuers le Seigneur, ou acquerre hypotheque ſur aucun Fief, & y auoir Quint & autres partages, il conuient releuer en perſonne, ou par Procureur ſuffiſamment fondé, en preſence de deux hommes Ligez, ou de deux Procureurs d'hommes Ligez: & auſſi que les actes & exploicts, qui ſeront faicts ſur Fiefs, pour y cauſer hypotheque, ſoient faits en preſence d'hommes Ligez, ou de leurs Procureurs: & ſi ainſi n'eſtoit faict, leſdicts Reliefs n'exploicts ne ſont valables, ne profitables. Art. 71. Qui recele droicts Seigneuriaux en cas de vendition, charge ou hypotheque faite ſur choſe tenue de fief ſituee en ladite Comté, en fraudant ſon S. immediat, dont il tient, il eſchet en lx ſols d'amende, ou en perdition de fief, auec reſtitution des droicts recelez. Art. 77. Quand aucun iouiſt d'aucun Fief noble, & il a aucuns tenans, ſoit en Fief ou en cottiere, à cauſe de ſondit fief, il peut & luy loiſt vne fois en ſa vie, ſoit à ſa fille aiſnee marier, ou à ſon fils aiſné faire Cheualier, ou pour racheter ſon corps de priſon, pour guerre de ſon Prince, & auquel qu'il luy plaiſt de l'vn des cas deſſuſdicts prendre, leuer & auoir droict d'Aydes ſur les tenans: c'eſt à ſçauoir ſur les cottiers autant & à telle ſomme qu'ils luy doiuent par an, de ce qu'ils tiennent cottierement de ſon fief: & ſur les tenans en fief & plain hommage, la ſomme de lx. ſols.

Bovllenois Tit. 3. Art. 17. Le Roy, les Egliſes, Barons & Chaſtelains ont pluſieurs fiefs & Seigneuries ſous eux: dont leur eſt deu Relief, quand le cas y eſchet: à ſçauoir Fiefs, de cent ſols Pariſis, & le tiers de Chambellage, qui ſe comprennent en cent meſures de terre & au deſſus: Fiefs de lx. ſols Par. & le tiers de Chambellage, qui ſe comprennent en xxx. meſures de terre, iuſques à lx. ſols, & fiefs de vii. ſols vi. d Par. & le tiers de Chambellage cõprennent iuſques à xxx. meſures de terre. Et par icelle Couſtu. ſont autres fiefs d'autres Reliefs: ſi ce n'eſt par faict ſpecial & addicté, dont il apparoiſſe par titre ſuffiſant. Tit. 6. Art. 21. Et quant aux droicts des S. ſi aucune perſonne aiant fief, terres & Seig. à aucuns hommes feodaux procedans d'icelles Seig. quand ſon fils aiſné eſt fait Cheualier,

Source : BIU Cujas

ou quand il marie sa fille aisnee, il peut demander à vn chacun de ses hommes feodaux, qui sont tenus de luy bailler par droict d'Ayde pareille somme que le Relief de leur fief ou fiefs montent sans chambellage, à l'vn desdits cas aduenant: lequel mieux plaist audit S. & non plus. Tit. 11. Art. 50. Toutesfois donnant le proprietaire par don d'entre vifs à son heritier apparant par auancement de succession, pose que le donateur retienne à luy son * voyage, appartient tant seulement audit S. droict de Relief, comme en faict de succession, & † matiere d'eschange, au cas qu'iceluy eschange se face but à but sans soulte & sans fraude, sera seulement deu Relief aux S. sans droicts Seigneuriaux. Mais * s'il y a deniers baillez en bourse desliee, outre le Relief, qui se payera par chacune des parties, seront payez droicts Seigneuriaux pour * portion des deniers baillez & par celuy qui les aura desboursez. Tit. 16. Art. 58. Tous escleches & demembremens de fief, sont tenus * en pareil Relief & en pareille charge, que le sort principal dont ils sont esclechez & demembrez: & †† aussi ceux qui les tiennent ont pareils droicts & preeminences à celles, qui competent au fief principal, & pareille * Iustice, s'ils ont hommes iusques au nombre requis pour icelle exercer. Tit. 22. Art. 91. Et doit estre ledit Quint datif tenu du S. des quatre parts à pareil Relief, charges & redeuances, que doit le corps dudit fief, dont doit pour l'apprehension, aux S. des quatre parts, la v. partie par estimation de valeur, auec Relief, sans chambellage.

ESTAMPES Art. 2. *A la fin*, Si l'heritage qui se vend est fief & noble tenement, les droicts Seigneuriaux se reglent selon la Coustume generale du Comté de Boulenois.

QVESQVE Art. 2. Pour droicts Seigneuriaux d'eux tenus, qui se vendent & donnent, leur est deu le v. denier de la valeur & prisee sans venteroles.

PERONNE Tit. 2. Art. 42. Et † si la donation entre vifs ou par Testament est faite à personne estrange, n'estant de la qualité dessusdite, t est deu par le donataire, le Quint denier de la valeur & estimation dudit fief, auec droict de chambellage, n'estoit que la donation fut faite par mari à femme ou par femme à mari des fiefs acquis: auquel cas n'est deu que chambellage. Art. 45. Pour eschange de fief à autre fief ou censiue tenus de mesme S. n'est deu que droict de chambellage: pourueu qu'il n'y ait soulte d'argent ou autre chose equipollẽte: auquel cas est deu le v. denier de ladite soulte ou chose equipollente. Art. 46. Et si les fiefs ou censiue ou roture eschangez contre iceux, sont tenus de diuers S. est deu à chacun S. le v. denier de la valeur desdits fiefs auec droict de chambellage: lequel Quint se doit payer par celuy qui baille le fief. Art. 51. Toutesfois s'il †† estoit deu Relief de bail par vn mari à cause du fief de sa femme, dont le S. auroit esté negligent de se faire payer du viuant dudit mari, ledit S. ne peut refuser l'inuestiture sous couleur dudit droict non payé: mais se pouruoira par action contre le mari ou ses heritiers. Art. 59. Estans lesdits mineurs venus en aage, & aians fait ladite foy & hommage, ne seront tenus paier nouueaux Reliefs au S. ne bailler nouueau Denombrement, si lesdits Tuteurs & Curateurs y ont satisfaict: mais seulement sont tenus aduouër les Denombremens baillez par leursdits Tuteurs & curateurs. Art. 65. Le S. peut contraindre son vassal au seruice de plaids par deuãt ses Officiers en luy faisant donner assignation à ceste fin, à la quinzaine ensuiuant: & à faute d'y comparoir en personne ou par Procureur, est le vassal condemnable en x. sols Parisis pour laquelle ledit S. peut faire saisir ledit fief: neantmoins ne fait les fruicts siens. Et faut que ladite assignation se baille, en parlant à personne ou domicile dudit vassal, ou du fermier & detenteur dudit fief. Art. 80. Si apres le trespas du vassal, en procedant au partage entre ses enfans, l'aisné baille au puisné vn fief pour son partage: en ce cas n'est deu au S. F. que le droict de chambellage pour & a cause dudit partage.

ARTOIS Tit. 1. Art. 38. Tous Hauts Iusticiers & Vicomtiers ont droict d'Ayde sur leurs hommes de fief & vassaux, quand leur fils aisné reçoit l'ordre de Cheualerie, ou que leur fille aisnee se marie, en l'vn des deux cas seulement. Laquelle Ayde est telle que les Reliefs desdits fiefs sans chambellage laquelle Ayde se doit demander & poursuiure par euocation & non autrement. Art. 53. Nul ne peut pretendre auoir Relief ou droicts Seigneuriaux pour raison de ses fiefs ou partie d'iceux qu'il baille en arrẽtement, sans le consentement du souuerain S. s'il n'a Iustice ou Seigneurie à cause de sesdits fiefs. Art. 66. En permutation ou eschange d'heritages n'y a nuls droicts, s'ils sont tenus d'vne mesme Seigneurie, s'il n'y a recompense de deniers. Mais s'ils sont tenus de diuers Seigneurs, il y a droicts Seigneuriaux. Art. 67. Quand heritages sont vendus sous faculté de remerer, si le vendeur vse de telle faculté, il ne doit pource nouueau droit Seigneu-

* *Aliàs, voyage* † *Ceste clause, Et en matiere, &c. a esté de nouel adiouſtee.*
* *Aliàs*, Et s'il y a deniers baillez & bourse desliee, serõt outre &c. parties, payez *&c. P. V.*
* *Aliàs*, au pro rata, *des deniers. P. V.*
†† *Ces mots, Et aussi ceux &c. ont esté de nouel adiouſtez.*
* *Aliàs*, sont tenus par les proprietaires à pareils, *&c. P. V.*
* *Aliàs*, Et aussi à pareille Iustice, si lesdits proprietaires ont hommes, *&c. P. V.*
† *Ceſt Art. 42 a esté de nouuel adiouſté & l'ancienne Coustume reformee en ce que par icelle pour donation faite par l'vne des personnes mariez à l'autre, estoit deu Relief nonobstant les remonstrances d'aucuns de la Noblesse qui auroient requis l'entretenement de l'ancienne Coustume.*
†† *Ceſt Art 51. est de nouuel arresté & ce faisant l'ancienne Coustume, par laquelle le S. pouuoit refuser l'inuestiture dudit Fief, iusques à ce qu'il eust esté payé des droicts de Relief precedens, abrogee.*
Vassaux tenus au seruice de plaids.

t C'est à sçauoir, fils aisnez, puisnez ou enfans de leurs enfans, ou parens collateraux estãs heritiers presũptifs, ainsi qu'il est exprimé par les Art. 40. & 41.

Source : BIU Cujas

rial: comme auſſi ne ſont deuz droits Seigneuriaux pour rachat des rentes & hypotheques. Tit.2. Art.84. Au proprietaire de pluſieurs fiefs ou heritages patrimoniaux, ayant pluſieurs heritiers, eſt loiſible de leur gré & conſentement faire partage & diuiſion d'iceux ſes fiefs & heritages, ſans toutesfois iceux diuiſer ne demembrer : & iceux heritiers apres ſon treſpas peuuent apprehender chacun ſa part & portion, & n'eſt deu au S. que droict de Relief. Art.101. Pour acquerir droict reel & proprieté en heritages ſuccedez & eſcheus, il eſt requis de les releuer ou apprehẽder, ſoit le gros du fief ou le Quint ou portion d'iceluy & les droiturer des S. dont ils ſont tenus & mouuans. Art 102. Le Quint ou portion du Quint ſe droiture à pareil Relief & droicture, comme le fief principal: & eſt chacune portion tenue a pareille prerogatiue comme le principal. Art. 109. Quiconques donne à ſon heritier apparent en aduancement d'hoirie & de ſucceſſion aucuns heritages & retient en iceux ſon viage, ne doit aucun droict pour le viage retenu, aux S. dont ils ſont tenus & mouuans.

BETHVNE Tit.2. Art.11. Quand l'homme ſuruit la femme aiant acquis le droict u d'entraueſtiſſement de ſang ou par lettres, il n'eſt tenu payer aucuns Reliefs des heritages qui luy ſuccedent & appartiennent venant du coſté de ſadite feuë femme, & en vertu dudit entraueſtiſſement.

u Ces mots ſeront expliquez en l'Addition du Tit. x. cy deſſous nombre.

S. POL Tit.2. Art.10. Quand aucun ſaiſi & poſſedant d'aucuns fiefs tenus à plain lige, va de vie à treſpas, icelui qui ſuccede éſdits fiefs, eſt tenu de paier pour chacun fief lx ſols Par. de Relief & xx. ſols Par. de Châbellage, pareille Ayde audit fief, quand le cas y eſchet: & ſ'il y auoit aucuns fiefs tenus en Pairrie, conuiendroit payer x. liures de Relief: ſauf que les francs vaſſaux neantmoins qu'ils ayent Haute Iuſtice, comme les Pairs ne doiuent rien. Art.12. Tous les fiefs de ladite Comté ſe doiuent releuer à lx. ſols Par. de Relief & moitié de Châbellage: ſi n'eſt qu'il apparoiſſe de faict eſpecial au contraire.

S. OMER en Artois Tit.2. Art.12. p. *à S. Omer.* Art.8. Cambellage: ſi ce n'eſt que par lettres il appert &c. à moindres Reliefs.

S. POL en Artois Tit.2. Art.8 p. *à S. Pol.* Art 12. iuſques à ce mot, *Cambellage*, inclus. Art.9. Et ſ'il y auoit aucuns fiefs tenus en Pairrie, il conuiendroit paier pour chacun x. liures Par. de Relief, & cent ſols Par. de Cambellage auec: pour le droict d'Ayde telle ſomme que les Reliefs portent ſans Cambellage: ſauf que les francs vaſſaux ne doiuent payer pour Relief que lx. ſols Par. & moitié Cambellage: combien qu'ils ayent Haute Iuſtice, comme les Pairs.

CAMBRAY Tit.1. Art.28. Quand au nom d'vn mineur le Relief a eſté fait par ſes Tuteurs, & que les droicts dudit Relief ont eſté payez, le mineur venu en aage, doit ſeulement à ſon S. bouche & main & preſter le ſerment de fidelité, ſans eſtre tenu à payer nouueaux droicts. Art.35. Si fief eſt donné, cedé, ou eſchangé à autruy, eſt deu pareillement au S. pour droicts Seigneuriaux, Quint denier de l'eſtimation du pris, qui ſe fait par les hommes de fiefs. Art 36. Sauf que ſi fiefs eſchangez ſont tenus tous d'vn S & que l'eſchange ſoit faite but à but, ſans foulte & ſans fraude, ne ſont deuz droicts Seigneuriaux: & ſ'il y a foulte eſt deu le Quint denier de la ſomme baillee en foulte. Art.45. Si Douaire ſe aſſigne ſur vn fief le S. aura pour droicts Seigneuriaux, le demi-Quint de la valeur & eſtimation de l'aſſignation. Art.46. Celuy qui releue vn fief à ſimple hommage, doit vii. ſols vi. den. Cambreſis pour chacun fief & autant de Cambrelage. Art.47. Si vn fief ſe vend & que les droicts Seigneuriaux ſoient payez au S. tel payemẽt comprend les droicts du Relief & n'a l'acheteur en faiſant ſon Relief, à payer, ſinon le Cambrelage ſoit en fief à ſimple hommage liege ou noble. Art.48. Et doit l'acheteur faire ledit Relief & en bailler Denombrement, en dedans xl. iours, apres les deuoirs de ſon achat. Art 49 Celuy qui releue vn fief ſimple liege, doit lx. ſols Cambreſiens de Relief & autant de Cambrelage pour chacun fief. Art.50. Et pour Relief de fief noble & liege, à Relief de cheual & armes x ou de lx. ſols Cambreſis, eſt deu cheual & armes ſi le defunct les auoit. Et ſ'il auoit cheual & point armes, n'eſt deu que le cheual, ou ſi le fief venoit par ſucceſſion de femme, n'eſt deu que leſdits lx. ſols, & pour le Cambrelage lx. ſols tels que deſſus. Art.51. Neantmoins celuy qui releue d'vne meſme ſucceſſion pluſieurs fiefs nobles & lieges a Relief de Cheual & armes tenus tous d'vn S. doit pour le droict de Relief pour le premier d'iceux ſeulement Cheual & armes, tels qu'il appartient à l'eſtat de celuy dont vient ledit fief. Et ſi different eſt de la valeur, ſ'eſtimera par les Pairs en ſemblable hommage non ſuſpects : & pour les autres fiefs ſera quitte en payant de chacun lx ſols Cambreſis pour le Relief & pour le Cambrelage d'vn chacun d'iceux, lx. ſols tels que deſſus. Art.52. Mais ſi leſdits fiefs ſont tenus de

Denombrement ſe baille dãs 40. iours apres l'achat.

Relif ſe paye dans 40. iours apres l'achat.

x Le Seigneur Feodal a le cheual & armes de ſon vaſſal, comme nous auons monſtré cy deſſus par la cõſtitution de Conrard, inſeree au 3. liure des Loix des Longbards Tit. de beneficiis l. In nomine. Si vero filios non habuerit & Auiaticum ex maſculo filio reliquerit t. nepotem,

Source : BIU Cujas

pari modo beneficium habeat, ſeruato vſu maiorum valuaſſorum in danis equis & armis ſuis ſenioribus quæ quidem Conſtitutio extat lib. 5. Feud. En la Couſtume de Haynaut Art. 79. le meilleur Cheual auec les armures eſt au Seigneur. Et ſe ledit homme treſpaſſant tenant fief liege n'auoit Cheual, poſé qu'il euſt armures ſe ne auroit ledit Seigneur, pour cauſe du fief liege que lx. ſols blancs, ou en lieu deſdits lx. ſols, les armures ſeulement, telles que deſſus ſe auoir les vouloit.

diuers S. chacun Seigneur doit auoir ſon droict en la maniere deſſus declaree. Ar. 64. Si celuy à qui comme plus prochain du defunct, fief eſt eſcheu, decede en dedans l'an depuis le treſpas du defunct, de qui il vient, ſans en auoir fait Relief, il transfere à ſon heritier plus prochain de luy ſucceder, le droict de releuer & apprehender ledit fief. Art. 65. Hors du cas deſſuſdit, nul ne peut transferer droit à ſon heritier, ſans prealablement les auoir releué. Art. 69. Le S. peut, ſ'il luy plaiſt, tenir ſon vaſſal preſent ou abſent pour diligent, & luy expedier ſes lettres de Recepiſſé & receuoir ſon Denombrement: auquel cas il eſt reputé pour releuant, & peut diſpoſer de ſon fief, moyennant que pour faire ladite diſpoſition, il ſoit preſent & obſerue les ſolemnitez requiſes. Art. 74. Fiefs cottiers tiennent nature d'autres terres, que l'on dit main-ferme, & ſe partiſſent entre les coheritiers & ne doiuent Relief ne droicts Seigneuriaux autres, que les terres de main-ferme de la Seignourie, où qu'ils ſont ſituez. Art. 76. Si fief eſchet par ſucceſſion à perſonne loing abſenté du pays, le plus prochain dudit abſent, habil à ſucceder audit fief le peut releuer pour l'abſence de ladite perſonne. Et audit cas le releuant eſt tenu de bailler caution de au retour de ladite perſonne, luy reſtituer le fief & rendre compte des fruicts & profits qu'il en aura receu : ou à defaut de caution eſtre ſequeſtré en ſaulue main par le conſeil & ordonnance de la Cour.

Fiefs cottiers.

Dvche de Bovrg. Chap. 1. Art. 4. Le droict d'indire impoſer & leuer Aydes en iv. cas, c'eſt à ſçauoir pour voiages d'outre mer, nouuelle cheualerie, mariage d'vne fille y tant ſeulement: & pour la rançon du S. appartiẽt au S. Haut Iuſticier & ſur ſes hommes ſuiets en Haute Iuſtice. Chap. 3. Art. 2. *A la fin.* Et quand les pupilles ſeront hors de Tutelle, ils ſeront tenus de faire hommage & ſerment de feauté audit S. dans vn an apres la Tutelle finie. Et ſ'ils ne le font le S. de fief pourra aſſeoir & mettte en ſa main la choſe de ſon fied & faire les fruicts ſiens, iuſques deuoir de fied luy ſoit fait.

Mineurs venus en aage doiuent faire hommage dedãs l'an apres la Tutelle finie.

Comte de Bovrg. Chap. 6. Art. 54. p. *au Duché.* Art. 4. cas accouſtumez de faire Ayde, à ſçauoir pour &c. pour le mariage d'vne fille & pour la priſon du S. appartient au Haut Iuſticier.

Nivernois Chap. 4. Art. 5. Les pupilles aians accomply l'aage de xxiiii. ans quant aux maſles & quant aux filles de xii. pourront valablement & ſeront tenus faire z hommage & ſerment de fidelité dedans vn an, apres ledit aage accomply. Et ledit an paſſé, ledit S. pourra mettre en ſa main la choſe feodale & faire les fruicts ſiens iuſques à ce que deuoir de fief luy ait eſté faict. Art. 24. Pour heritage feodal commun parti entre communs, n'eſt deu aucun Quint, ſ'il n'y a tournes d'autre choſe non commune ou partable entre leſdits communs. Auquel cas ſera deu Quint de la choſe tournee. Art. 26. En permutation & eſchange de choſe feodale, il y a Quint denier. Et eſt eſtimee la choſe à eſtimation commune. Art. 27. Pour bail fait de partie de fief, noble ou rural, à cens ou de Bourdelage, n'eſt deu aucun Quint: ſinon que le preneur euſt baillé argent d'entree, ſoulte ou autre choſe de plus grand valeur, que la redeuance, eu eſgard à la valeur de l'heritage: auquel cas il eſt deu Quint dudit argent ou choſe baillee. Art. 31. Si vn fief eſt donné purement & ſimplement en mariage par parent à autre parent, il n'en eſt deu aucun Quint au S. F. poſé que le donataire ne ſoit l'eſtoc, dõt ledit fief procede. Art. 32. Pour Bail à annees d'vne choſe feodale n'eſt deu Quint, ſ'il ne paiſſe xxx. ans. Art. 33. Si la choſe feodale eſt donnee à eſtranger par quelque donation que ce ſoit, il y a Quint pour le S. Mais ſi c'eſt de parent à parent, n'en eſt deu aucun Quint, ſinon que la donation fut non pure & ſimple, ains à charge ou recompenſatiue: auquel cas il en eſt deu Quint. Art. 34. Toutesfois audit cas, ſi le donataire pouuoit ſucceder à la choſe feodale donnee au temps de ladite donation, ſi le cas aduenoit, encores n'en ſeroit deu aucun Quint. Art. 38. Si le vaſſal aſſigne rente ſpecialemẽt ſur ſon fief, le S. a le Quint ou la Retenue, à ſon chois Art. 69. Si le frere marie ſa ſœur ayant droict acquis és choſes feodales à elle eſcheue par ſucceſſion de leur pere ou mere ou autres parens, & que par ledit mariage, moyennant ledit Dot conſtitué en deniers par ledit frere à ſadite ſœur ou ſœurs, elles renonçent à tous biens ou éſdits biens feodaux au profit deſdits freres ne ſont pource deuz au S. F. aucuns profits : pourueu qu'il n'y euſt aucun partage precedent fait entre leſdits freres & ſœurs. Art. 70. Pour cas ſemblable ne

Permutation.

Donation en faueur de mariage pure & ſimple.

Bail à annees.

Donation faite à eſtranger.

Des rentes aſſignees ſur Fiefs.

De la renonciation faicte par la ſeur moyennant le dot à elle conſtitué.

y Si la femme a vn fief ſuiet à ce droict d'ayde, & ſoit mariee auec vn Gentilhomme en ſecondes oũ tierces nopces, & il veut exiger ce droict des ſubiects de ſadite femme pour ſa fille aiſnee, & non pour la fille aiſnee de ſa femme. Ce qui eſt empeſché tant par la femme, que les ſuiets de ſa terre, Chaſſanee ſur l'Art. 4. de Bourg. tient que le mari ne peut iouir de ce droict nombre 21. & que les ſtatuts & couſtumes eſtant odieuſes, doiuent eſtre reſtrincts: odioſa enim reſtringẽda ſunt. Mais la Couſtume d'Auuergne Chap. 25. Art. 14. permet au mary d'vſer de ce droict en ſa perſonne. Et ceſte queſtion eſt fort amplement traictee ſur ledit Art. 14 per Aymonem Publicium Pedemontanum & Ioannẽ Beſſianum interpretes huius conſuetudinis. Ils tiennent encores que ces mots ſe doiuẽt entendre du mariage par faict & abſolut & du mariage temporel, & non pas ſpirituel, comme ſi le Seigneur faict ſa fille aiſnee Religieuſe. Comme auſſi il faut entendre d'vne fille legitime, & non pas d'y-

Source : BIU Cujas

ne Bastarde: & n'a lieu en la seur: pour les raisons par eux alleguees. Toutesfois Bessianus dit auoir veu que le Sieur de Cauillac a leué la Taille pour sa fille fiancee seulement. Au reste par Arrest de l'Eschiquier de Rouën en May 1245. a esté iugé pour vne seconde fille à cause d'vn venu à Iourdain Bouquier-ville par eschoite de ses predecesseurs, ayant ja marié sa fille aisnee comme escrit Terrien.

z Hommage anciennement se faisoit par le Noble, & la foy par le roturier ainsi qu'il se cognoist par vn ancien Arrest du sieur Senerac du 10. iour de Decembre 1328.

sera deu aucun tiers denier, lods, vētes ou autres profits de choses tenues en bourdelage, censiue ou autre directe.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 49. Quand mineurs saillent de Bail ou Garde veulent entrer en foy de leur S. de fief, il est tenu de les receuoir sans profit: sinon qu'autre profit precedent en fut deu. Art. 51. Pour partage n'y a point de profit au S.F. sinon qu'il y eust tornes d'argent de meuble ou d'immeuble non estant ne venant de ladite succession: ésquels cas seront deuz Quint & Requint pour lesdites tornes ou estimation. Art. 61. Si fief est eschangé ou donné, il y a Rachat sinon que la donation fut faite pour Dieu ou en aumosne sans fraude: ou qu'il soit donné en mariage par le pere ou mere, ayeul ou ayeule (ou autrement en aduancement de succession) ou autre ascendant au fils ou fille, neueu ou niepce en droite ligne. Mais si les fiefs eschangez sont sous vne mesme Seigneurie, n'y a point de profit, sinon qu'il y eust tournes: auquel cas sera deu Quint denier au S. de fief pour lesdites tornes seulement, comme dessus est dit en l'Ar. faisant mention desdites tornes. Art. 62. En tous cas que fief eschet par succession de ligne collaterale est deu profit au S. de fief. Art. 63. Si l'homme ou femme nobles delaissent plusieurs enfans fils ou filles mineurs, qui escheent au bail de leur oncle, cousin au autre parent de ligne collaterale, & par succession de temps, l'vn des fils ou filles vient en aage de faire foy, iceux fils ou fille peuuent requerir entrer en foy, tant pour eux que pour leurs autres freres & sœurs sans payer profit: & à ce est tenu ledit S. les receuoir, supposé qu'ils acquierent ou attrayent à eux le bail de leurs autres freres & sœurs. Et quand les autres enfans viendront en aage, ils pourront se bon leur semble, entrer en foy & y seront receus sans profit: pource qu'il leur viēt en droite ligne. Et ne seront point à ce contraints, si c'est le fils qui ait porté la foy: mais si c'est vne fille, l'aisné fils venu en aage sera tenu entrer en foy & la porter pour luy & ses autres freres & sœurs: lequel forclurra sa sœur dudit bail, qu'elle auoit: & aussi les acquitera pour vne fois du profit, sans s'en pouuoir desister au preiudice de sesdits freres & sœurs. Art. 75. Si vn heritage tenu en fief est redeuable par Adueu ou Nommee de Cheual de seruice au S. de fief, ledit Cheual est estimé a lx. sols. Et n'est tenu le vassal payer ledit Cheual de seruice, sinon que son heritage vaille x. liures tournois par an, en reuenu & au dessus. Lequel Cheual ne pourra estre leué par le S. de fief, qu'vne fois en sa vie.

ORLEANS Tit. 1. Art. 3. Quand le vassal est en foy, ou a deuement fait ses deuoirs enuers son S. de fief, & l'heritage dudit vassal pour ses debtes, est saisi & mis en criees: par telle saisie & criees ne sera le fief ouuert: & ne iouira ledit S. de fief dudit heritage. Car touſiours dure la foy, iusques a ce que ledit heritage soit vendu & adiugé par decret, ou que la foy fut faillie autrement que par ladite saisie & criees finies du costé dudit S. de fief, ou du debteur son vassal: aussi que la main de Iustice ne dessaisit personne. Art. 13. En † eschange d'heritage feodal, quand il n'y a aucunes tornes n'est deu aucun Quint denier au S.F. mais seulement Rachat. Et quand il y a tournes ou autres choses equipollentes, il est acquis Quint denier audit S. pour les tournes: & pour l'outre plus est deu Rachat, selon que dessus. Et si les fiefs eschangez sont sous †† mesme tenure feodale, n'y a profit: sinon qu'il y ait tournes: pour raison desquelles seulement sera deu Quint denier au S. Art. 14. Si vn fief est donné, il y a Rachat: pourueu que la donation ne soit faite pour Dieu ou en aumosne sans fraude, ou qu'elle ne soit faite en mariage ou autrement par le pere ou mere &c. p. *à Montargis.* Art. 61. ou autres ascendans en auancement &c. à fils ou filles ou autres descendans en droite ligne. Et pareillement si par les descendans est donné aux ascendans: en chacun de tous lesquels n'est deu aucun profit. Art. 15. Pour † partage & subdiuision entre toutes personnes, n'y a profit au S.F. ny aussi pour egalement fait entre coheritiers, encores que audit egalement y eust tournes. Art. 16. Si †† l'heritage feodal ne peut partir entre coheritiers & se licite par Iustice sans fraude, ne sont deuz aucuns profits pour l'adiudication faite à l'vn d'eux. Mais s'il est adiugé à vn estranger, l'acquereur doit profit. Art. 17. Si † en vne mesme annee, vn mesme Fief tombe en plusieurs Rachats par mort enuers mesme Seigneur ne sera deu qu'vn seul Rachat.

Mineurs venus en aage ne doiuent profit.
Partage.

Eschange.

Donation.

Des freres ou seurs venus en aage qui attirent le Bail de leurs freres & seurs.

Mineurs venus en aage ne doiuent profit.
Aisné venu en aage forclost sa seur du Bail, & porte la foy & hommage pour ses frere & seurs & les acquite du profit pour vne fois.
Cheual de seruice.
Fief n'est point ouuert par le moyen de Saisie ou criees faicte à la requeste des creanciers ou S. F.
La main de Iustice ne dessaisit personne.
Eschange.
† *Cest Art. 13 qui estoit le 83. Art. ancien a esté tiré partie du 61. Art. de l'ancien Coustumier.*
†† *Ces mots, mesme tenure feodale, ont esté mis pour explication au lieu de ces mots, sous mesme S.*
Donation.
Partage.

Source : BIU Cujas

† *C'eſt Art.15. eſte tire du 54. de l'ancien Couſtumier: & ce qui a eſte adiouſté eſt pour explication.*
Licitation & adiudication par Decret.
†† *C'eſt Art.16. a eſté adiouſté ſans preiudice du paſſé.*
Vn ſeul Rachat deu, en vn annee.
† *Ceſt Art.17. a eſté accorde & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*
Des freres ou ſeurs attirans le Bail.

Art.29.p. *à Montargus.* Art.49 ſortent de bail &c. foy, le S. de fief eſt &c. iuſques à ce mot, *profit*, inclus. Art.50. †† p. *à Montargus*, Art.63. fils ou filles mineurs qui cheēt &c. ou couſin ou parent en ligne collaterale & par laps de temps &c. pour faire la foy, ledit fils ou filles peuuent &c. foy. Et eſt tenu &c. les y receuoir ſans profit, encores qu'eſtans aagez de xxv. ans, ils acquierent ou attirent à eux &c. Art.31. Et quand les autres &c. p. audit Art.63. ſeront à ce contraints: par ce que leur frere les garentit & affranchit, en portant la foy pour eux. Art.84. p. *à Montargus.* Art. 75. tournois eualuees à trois eſcus vn tiers par an & au deſſous. Et ne peut ledit S. de fief durant ſa vie, auoir ledit cheual de ſeruice ſur ſon vaſſal, qu'vne ſeule fois. Tit. 15. Art.285. Le † donataire, quand il y a retention d'vſufruict, n'eſt tenu entrer en foy, ne payer les cens, encores que par la donation il ſoit fait Seigneur & poſſeſſeur. Mais l'vſufruict finy, les profits feodaux & cenſuels ſont ácquis aux S.F. & cenſuel.

NORMANDIE Chap.9. Art.114. Le S. aiant iouy en vertu de priſe de fief peut neantmoins ſe faire payer des Reliefs & xiii. qui luy ſont deuz. Mais il ne peut rien demander des arrerages des rentes Seigneuriales ou foncieres, ny meſmes des charges & redeuances deues à cauſe des heritages, deſquels il a iouy de tant qu'il en ſeroit eſcheu, depuis & durant la ſaiſie: & neantmoins le vaſſal paiera les arrerages deuz au parauant icelle ſaiſie. Art.152. Le †† Duché doit pour Relief ccc.xxxiij. eſcus vn tiers. Art.153. Les Marquiſats doiuent pour Relief clxvi. eſcus deux tiers. Art.154. Les comtez doiuent de Relief lxxxiii. eſcus vn tiers. Art.155. Les Baronnies doiuent de Relief xxxiii. eſcus vn tiers. Art.156. Le plain fief de Haubert v. eſcus & les membres d'iceluy, iuſques au huictieſme à l'equipollent, ſ'il n'y a titre, poſſeſſion ou conuenant, par lequel il ſoit deu plus grand ou moindre Relief. Art.157. Dignitez ou offices tenus en fief, ſans fons ou glebe, doiuent hommage, & non Relief. Art.158. Les terres roturieres & autres tenemens au deſſous du huictieſme de fief de Haubert doiuent de Relief xii. den. pour acre: ſ'il ny a titre, conuenant ou poſſeſſion ſuffiſante, par lequel ſoit deu plus grand ou moindre Relief. Art.159. Le manoir, maiſon, maſure auec la court & iardin, doit de Relief iii. ſols: pourueu qu'il ne contienne plus d'vn acre. Et ſ'il en contient moins, il doit pareillement trois ſols. Et en ce cas il acquite la premiere acre, ſ'il n'y a &c. Art.160. Auec les corps des fiefs nobles ſont releuees par meſme moyen toutes les dependances d'iceux: comme ſont Garennes, Moulins, Coulombiers & autres appartenances de fief. Art.161. Neantmoins ſ'il y a Moulin tenu à part & ſans Relief, il eſt releué par vn eſcu. Art. 162. Les terres non cultiuees anciennement nommees gaignables, ſauuages ou ſauuees de la mer, doiuent de Relief vi. den. pour acre au S. duquel elles ſont tenues. Art.163. Par mort ou mutation du vaſſal Relief eſt deu & hommage nouueau. Art. 164. Tous fiefs qui doiuent Relief, doiuent Ayde de Relief, aduenant la mort du S. immediat: & ceſt Ayde eſt deu aux hoirs des S. par les vaſſaux pour les ayder à releuer les fiefs vers les chefs Seigneurs. Art.165. Les heritiers de celuy qui a faict profeſſion de Religion, doiuent Relief & hommage au S. duquel le fief eſt tenu & leur eſt deu Ayde de Relief par les vaſſaux: laquelle Ayde eſt acquitee par demy Relief. Art. 166. Les Aydes cheuels ne ſont deuz qu'au chef Seigneur. Et ſ'appelle le chef S. iceluy qui poſſede par foy & par hommage, & qui à cauſe dudit fief tōbe en Garde. Art.167. Les vaſſaux ne ſont tenus payer Ayde de Relief quand le fief eſt vendu, eſchangé ou donné, encores que ce ſoit par aduancement de ſucceſſion fait au preſomptif heritier du donateur. Art. 168. Il y a trois ſortes de Aydes Cheuels: l'vn quand l'aiſné fils du S. eſt faict Cheualier & ſ'appelle Ayde de Cheualerie. Art.169. L'autre quand ſon aiſnee fille eſt mariee & ſ'appelle Ayde de mariage. Art.170. Le troiſieſme pour racheter le corps de ſon S. de priſon, quand il eſt pris a en guerre faiſant le ſeruice qu'il doit au Roy, à cauſe de ſon fief: & eſt appellé Ayde de rançon. Art.171. Si † le fief eſt vendu à pris d'argent, le xiii. du pris eſt deu au S. de qui il eſt tenu: & eſt deu Relief outre le xiii. Art.172. Deſcharge faicte d'heritage contre heritage n'eſt deu xiii. ſ'il n'y a eu argent baillé de part ou d'autre. Auquel cas eſt deu xiii. de l'argent & de l'eſtimation du fief baillé

†† *Ceſt Art. 30. eſtoit le 63. de l'ancien couſtumier: & ce qui a eſte adiouſté eſt pour explication dudit Art.*
Cheual de ſeruice.
Profits feodaux ou cenſuels ne ſont deuz pour retention d'vſufruict de Fief ou choſe cenſuelle.
† *Ceſt Art.285 a eſté tiré du 222. Art. ancien & ce qui eſt adiouſté eſt pour explication.*
Reliefs & xiii. ſeront payez au Seigneur, encor qu'il ait iouy de fief: mais ne peut demander les rētes Seigneuriales foncieres ou redeuances qui luy ſont deues, eſcheues durant la Saiſie.
Les dignitez des Ducheż, Marquiſats, Cōtez, Baronnies & fiefs de Haubert quels droits doiuent payer.
†† *Aux Art. 152. 153. 154. 155. & 156. ont eſté adiouſtez apres la proteſtation de la Dame de Longueville ces mots*, S'il n'y a titre poſſeſſion ou conuenant par lequel il ſoit deu plus grād ou moindre Relief, *comme en ſemblable és Art.158 & 159. Notez que le Tit. ancien de l'Oſt au Duc a eſté abrogé: par ce que ceux qui voudroient excuſer pour le ſeruice du Roy, du fait des guerres prendrōt lettres d'Eſtat.*

a Terrien liure 5. ch. 9. dit qu'il a eſté iugé par Arreſt de l'Eſchiquier tenu à Rouen au terme de S. Michel 1566. que cil qui eſt

Source : BIU Cujas

pris en la guerre au Prince en prenant gages & soulde n'aura pas Ayde de rançon de ses hommes, s'il n'est prins en faisant le seruice qu'il doit faire, à cause de son fief, & non autrement.

Dependances des Fiefs Nobles comme Garennes & Mou-

lins sont reluees auec le corps d'iceux Fiefs.
Moulin tenu à part.
Relief des terres non cultiuees.
Ayde de Relief deu aux heritiers du Seigneur immediat decedé.
Ayde acquitee par Demy Relief par les heritiers de celuy qui entre en Religion.
Chef Seigneur.
Ayde de Relief n'est deu en vendition ou donation.
Aydes cheuels sont de trois sortes.

† *Les deputez des vicomtez de Caen, Baieux, Falaise, Vire & Auranches ont allegué coustume locale: par laquelle il a esté de tout temps obserué esdits lieux, que le S. de Fief ne peut demander que vingt den. pour liure, du pris de l'heritage vendu pour tout xiii. & Relief. Et que le S. aiant receu le xiii. se priue de retirer à droit Feodal les heritages vendus. Et par le deputé de Mortaing que de toutes ventes d'heritages soient volontaires ou par Decret, il est pris par les S. de Fief deux sols six den. pour xiii. non seulement dans les enclaues de la Vicomte de Mortaing, mais en aucunes Parroisses de la Vicôté d'Auranches, anciennement tenues dudit Comté, comme les Loges, Marduses, les Crenez: reserué la Chastellenie de Tinchebray. Plus par ledit le Doux Deputé d'Eureux, a esté dit & allegué que la Coustume dudit Bailliage est telle, que le payement dudit xiii. acquite le Relief tant en terres Nobles, que roturieres. Et partant que le S. ayant receu le xiii. de la vendition d'vn heritage ne le peut plus retirer par puissance de Fief. Et outre qu'en la Baronnie de S. André, en la Marche & en la Baronnie Dilliers, Vicomté d'Eureux, le xiii. s'acquite à la raison de iii. sols quatre deniers pour liure Pareillement ledit le Blanc Deputé pour la Iustice de la Vicomté & Chastellenie de Lyons a allegué que les xiii. sont toussiours payez & se payent depuis les fiefues qui ont esté faites en ladite Vicomté & Chastellenie. Pource qu'en faisant les adiudicatiõs d'icelles, par les Commissaires à ce deputez par le Roy, ils ont mis & apposé clause expresse de les faire payer. Mais ne sera trouué qu'au precedent, il y en ait eu aucun qui en ait payé n'y este inquiete: reserue celuy qui a achete la terre de la Fontaine du Houx, dont il y a proces pendant en la Cour, encores à decider. Pour raison desquelles allegations & oppositions ledit Art. est renuoye à la Cour, pour par icelle y estre ordonné ce que de raison.*

auec l'argent encores que l'heritage soit de plus grand valeur que l'argent & sera deu le xiii. au S. dont est tenu le fief baillé sans soulde. Art. 173. Le xiii. du pris de la terre roturiere vendue, est deu au S. & n'en est deu Relief, sinon en cas de succession. Art. 174. Trezieme se paye au pris de xx. den. pour liure, s'il n'y a titre possession suffisante ou conuenant au contraire. Art. 205. Le vassal doit pleger b son S. pour deliurer ses Namps iusques à la concurrẽce d'vne annee qu'il luy doit.

TOVRS Tit. 9. Art. 88 Loyaux Aydes sont deuz par le vassal à son S. en trois cas & pour trois causes, quand elles y aduiennent. Art. 89. Le premier est pour la rançon du S. duquel la chose hommagee est tenue, si † rançon est payee quand il est prisonnier des ennemis de la foy ou du Royaume. Art. 90. Le second est pour le premier † mariage de sa fille aisnee, par luy †† & non par la mere mariee, encores qu'elle fut seule. Art. 91. Le tiers quand le S. qui a accoustumé de suiure les armes, est fait Cheualier. Art. 92 Et si les deux ou trois cas aduiennent en vne annee, le S. peut leuer lesdits Aydes par diuerses annees ensuiuans l'vne l'autre: mais il ne peut leuer toutes en vne annee, ne † plus d'vne fois en sa vie pour chacun desdits cas. Art. 93. A Noble & non roturier est deu loyal Ayde, & †† ne peut ledit droict estre cedé, donné ne transporté ne baillé à ferme. Art. 94. Quand les loyaux Aydes non abonnez escheent ils se leuent sur ceux qui tiennent à hõmage & seruice annuel: c'est à sçauoir la tierce d'iceluy deuoir ou seruice, & la xv. partie du reuenu du fief d'vne annee, outre ledit seruice. ET s'il n'y a seruice annuel les loyaux Aydes se leuent à la valeur du v. du reuenu dudit fief, pour l'annee que ils escheent, sur ledit droit du vassal, & non du laboureur: & entant que touche les cens & rentes infeodees, s'ils ne passent xx. sols, ils doublent. Et si lesdits cens ou rentes excedent ladite somme de xx. sols ils ne doublent: cõme s'il y auoit xxv. sols, il paie la v. ou la xv. auec le tiers dudit deuoir & ainsi des autres. Et si le deuoir consiste en bled, il double à la raison de ce que le bled est estimé par la coustume du pays, sans ce que ledit suiet soit tenu payer le bled pour ledit doublemẽt: mais seulement ladite estimation: & à semblable des chappons, poulles, oyes & autres choses & des rentes roturieres n'est deu aucun Ayde: & sont dites rentes roturieres, qui sont acquises ou prinses par puissance de fief, par le S. en son fief. Art. 95. Roucins de c seruice aucunesfois sont deuz à muance d'homme, & aucunesfois à muance d'homme & de Seigneur. Et y a aucuns Roucins qui sont abõnez & les autres non. Art. 96. Pour Roucin de seruice non apprecié ou abonné sera payé la v. partie de la valeur du reuenu dudit fief vne annee. Art. 97. Ceux † que le vassal garantist en Parage, luy doiuent ayder à payer les Aydes & Roucins dessusdits, de la tierce partie de ce qu'ils tiennent: & payera vn chacun desdits Parageaux, tant fils que filles, selon ce qu'il tiendra desdites choses: & payera †† l'vsufructier les loyaux Aydes: & en est le proprietaire deschargé. Art. 98. Celuy qui doit d gardes à son S. les doit faire vne fois en sa vie, quand elles luy sont commandees

b Sic in leg. siquis liber homo. De exercitalibus lib. 1. legũ. lõg. quidam vsque dũ plenam compositionem adimpleuissent, seipsos obsides dabãt. Le Bouteillier en la Somme Rurale, les appelle hõmes de pleiure, & Cuiac. ad Tit. 5 & 6. lib. 2. Feud. Froissart volum. 1. cha. 213. & lib. 3. cõst. Neap. Ti. de fideiussione dominorum à vassallis.

c Roucin de Seruice, est vn cheual de guerre cheual d'armes Germani equum vocant Rosse Au liure intitulé Li establissemẽt li Roy selon &c Nuns ne rent Roucin de seruice iusques il soit parti de la foy à cil à cui

†† *Ces mots, Si rançon est payee, sont de nouuel adiouste.*

† *Ce mot, premier, a esté de nouuel adiousté*

†† *Ces mots, par luy & cjuy ques à la fin sõt de nouuel adiouste.*

† *Ces mots, ne plus &c. iusques à la fin sont de nouuel adiouste.*

†† *Ces mots, Et ne peut &c. iusques à la fin sont de nouuel adiouste.*

Loyaux Aydes non abonnez à quelle valeur ou estimation se doiuent payer.

Aydes ne sont deues pour rentes roturieres.

Rentes roturieres.

Roucins de seruice.

Roucins abonnez.

† *Cest Ar. 97.*

Source : BIU Cujas

est prins du 9. Art. de l'ancien Coustumier sous le mesme Titre.

†† *Ces mots,* Et payera, *&c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez pour obuier aux difficultez qui ont eſté faites ſur ledit Art. 9. ancien ſans preiudice du paſſé & procés intentez.*

Gardes de Corps deuz par le vaſſal.

il aura rẽdu le roucin de ſeruice &c. Nuns qui tient en Parage ne met riens en Roucin de ſeruice, que cil de cui il tient en Parage

face au chief Seignor, ſi ce n'eſt en ſes leaux Aydes. Et au liure intitulé Li Eſtata, dou Royaume de France chap. De rendre ſeruice à ſon Seigneur. Se aucuns auoit ſon home qui luy deu Roucin de ſeruice & l'en ſemonſit: Rendez moy mon Roucin de ſeruice car ie le vueille auoir & ſi n'en vueil pas pentre deniers. Adont il doit amener ſon Roucin dedans les xiiii. iours, ſe il n'en vieut donner plus lonc terme: & li doit amener a frene & a ſele par deuant la Iouſtice &c. comme eſcrit Chopin ſur le 47. Art. de la Couſtume d'Aniou liure 1. & ne peut le cheual eſtre refuſé le Roucin, ſ'il eſt ſain & peut bien aller douze lieues, & retourner le lendemain, & ſuffit qu'il ſoit mediocre, & pluſtot propre pour le ſeruice ordinaire de la maiſon que de la guerre.

d Gardes, que les Couſtumes d'Aniou Art. 174. & le Maine Art. 194 nomment Gardes liges, ſont auſſi dites ſimplement Gardes. Tours Art. 98. & 99. Aniou Art. 136. & le Maine Art. 147. que les vaſſaux doiuent à leurs Seigneurs Feodaux, eſtant armez ſuffiſamment. Et y a aucuns d'iceux qui doiuent Eſtage lige & en l'Arreſt de Robert de Dreux eſt faict mention de l'Eſtage lige deu par le vaſſal lige: le 30. Auril 1384. au liure intitulé li Eſtabliſſement li Roy &c. Se Sire fait ſemonre ſes hommes qui li doiuẽt ſa garde, cil qui li doit ſa garde y doit eſtre ou ſa fame: & ſe il la doit ſans fame, il & ſon meſſage y doiuent (alij rectiùs Sergent legunt) venir & y eſtre toutes les nuicts & y geſir Et ſe il ne le faiſoit, il en perdroit ſes meubles. Cil qui doit lige Eſtage, y doit eſtre ô ſa femme & ô ſon Sergent, & ô ſa meſgnie, ou la plus grãd partie. Mais il ne laiſſera pas à aller à ſes affaires ſouffiſamment &c. De ce droict de Guet & Garde pour les Chaſteaux des Seigneurs faut voir le xii. liure de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. xi. & ce qui a eſté par nous annoté ſur ledit Titre. Il a eſté iugé par Arreſt du 13. iour d'Auril 144. les habitans de Monſtreul & Fontaines ſur Bois, ſont condamnez par proviſion à faire le Guet au Chaſteau du Bois de Vincennes, & pour chacun defaut, payer xvi. den. tournois au Capitaine dudit Chaſteau: qui neantmoins ne les doit embourſer: ains les employer pour ceux qui par luy auront eſté louez à faire ledit Guet. Et ſe trouuent pluſieurs Arreſts donnez au profit des Seigneurs ayans droict Guet & Guarde, vn du 26. iour de May 1512. Pour le Seigneur de la Trimouille, contre ſes habitans de Thouars: autre pour la Dame d'Angouleſme le 7. Septembre oudit an 1512. contre Nicolas Dauid & les habitans de Saugne. Autre du 24. Mars 1513. auant Paſques entre Raoul de Vernon Cheualier & Iean Prouſt & conſorts. Autre du 14. iour d'Aouſt 1514. pour le Sieur de Grauille Admiral de France. Autre du 2. Auril 1518. pour le ſieur de Iarnac ſur Charente. Autre du 13 Auril 1548. touchant le Guet & Garde au Chaſteau de Vignorri en Barrois. Quid ſi le Chaſteau eſt ruiné & non en defenſe, les ſuiets guettables peuuent ils eſtre contraints? Par le droict, Patroni operas decenter petere debẽt & licitè ac citra liberti periculum. l. 7. 17. 20. & 38. D. de op. lib. Le Droict eſt introduit reciproquement auſſi bien pour le ſuiet, comme pour le Seigneur. Tellement qu'ils ny peuuẽt eſtre contraincts ainſi qu'il a eſté iugé le premier iour de Mars 1536. entre les habitãs de la Perriere, Baruille, S. Iulien &c. & le Roy de Nauarre à cauſe du Chaſteau de Beleſme. Et par autre Arreſt du 16. iour de Decembre pour le Sieur de Mõtlieu ſur le faict des Guets pretendus par les Sieurs Chaſtelains: par lequel eſt ordonné que ledit ſieur de Montlieu ſera payé dudit droict de Guet, en entretenant & remettant ſon Chaſteau, qui eſtoit en ruine, pour la defenſe de ſes ſuiets. Voyez Chopin liure 3. du Domaine Tit. 18. & liure 1. ſur la Couſtume d'Aniou Art. 43. num 2. & 3. & liure 2. deſdites Couſtumes partie 2. Chap. 1. Tit. 4. & l'Indice des Droicts Royaux, ie ne veux oublier vn Arreſt du Parlement de Bretagne du 5. iour de Septembre 1573. donné au profit du Seigneur Prince de Guemené & ſon Capitaine de Courlay, contre quelques appellans ſuiets au droict de Guet: par lequel ils furent condamnez à defaut de faire le guet au lieu & Chaſteau de Courlay, à payer par chacun feu & meſnage aux intimez: cinq ſols tournois par an, aux termes de Noël & Sainct Iean par moitié: excepté les mineurs de 18. ans, femmes vefues, vieux & anciens hommes ayans excedé l'aage de lx. ans, & autres miſerables perſonnes eſtans cottiſez aux rolles des Tailles & Fouages deſdites Parroiſſes, ſous dix ſols tournois pour chacun feu: à la charge d'entretenir ſondit Chaſteau en bonne reparation. Et depuis par autre Arreſt du 18. iour de Septembre oudit an 1573. en interpretant le premier ſur requeſte preſentee à la Cour, fut ordonné que chacũ feu & meſnage deſdites Parroiſſes cottiſé & impoſé à l'aduenir és Rolles des Tailles & Fouages d'icelles Parroiſſes, iuſques à la ſomme de vingt ſols tourn. par chacun an, ſera tenu & ſuiet audit deuoir de Guet.

Seigneur Parageur quãd a Rachat ou ventes du Parageau.

† *Ces mots,* à ſçauoir, *&c. iuſques à ces mots,* à luy garantie, *inclus, ſont de nouuel adiouſtez pour obuier aux difficultez qui ſe ſont faites ſur le dit Art. & pour plus grande explication d'icelluy.*

†† *Ces mots,* Et les rendre, *&c. ſont de nouuel adiouſtez pour explicatiõ dudit Art.*

Eſchange.

mandees: & ſ'il defaut & il ſoit noble, il paye d'amende pour chacun iour, x. ſols: & le roturier v. ſols t. pour chacune faute. Ar. 99. Les vaſſaux qui doiuẽt gardes des corps des S. auec gens en leur compagnie les doiuent faire par ſemonce & y peuuẽt eſtre cõtraints. T. 15. Ar. 136. Pour premiere foy & hõmage qui ſe fait par depié de fief ou par Parage e failly n'eſt deu aucun Rachat, ſi les choſes de ladite foy & hommage ne ſe ſeparent du fief par fait eſtrange à ſçauoir † quand le parageau vend ou aliene, autrement que par donation en faueur de mariage ou aduãcement de droit ſucceſſif fait à ſon heritier de la choſe a luy garantie. Auquel cas l'acquereur doit au S. qui eſtoit Parageur, Rachat ou ventes a l'option dudit S. Art. 137. Si pluſieurs Rachats eſcheent en vn an, ils auront lieu: & pour la gageure & offre reelle & actuelle du ſecond finit le premier. Art. 139. *A la fin.* Et le Seigneur qui leue ledit Rachat, eſt tenu de faire faire de toutes façons les vignes du lieu, ſi l'annee precedente elles ont eſté en tel eſtat, & icelles ficher de peſſeaux qui y eſtoient, & en vſer comme bon pere de famille: & †† les rendre en l'eſtat qu'elles eſtoient au temps que le Rachat eſt commencé à leuer. Art. 140. Et ſi ledit Rachat & les Loyaux Aydes aduiennent en vne meſme annee, le Rachat ſe leuera par le S. & en ce faiſant, ſeront confus en luy les loyaux Aydes qui eſcherront pendant ledit Rachat. Art. 143. En heritages, hommagez, eſchangez, eſtans en diuers fiefs y a ventes ou Rachat au chois dudit S. mais il n'y a aucune prinſe par puiſſance de fief: & eſt tenu ledit ſuiet faire les diligences enuers ledit S. de fief pour faire la foy & hommage.

e Nous auons parlé cy deſſus du Parage, & faut voir cy deſſous les Couſtumes contenues ſous le nombre xiii. & Chopin liure 2. des Couſtumes d'Aniou partie chap. 1. Tit. 1

Source : BIU Cujas

LIGVEIL Art. 1. Le Doyen de l'Egliſe de M. S. Martin de Tours, S. dudit lieu de Ligueil, à cauſe de ſa dignité decanale, prend en ſadite terre & Baronnie Rachats des choſes tenues de luy à foy & hommage: toutesfois & quantes que leſdites choſes hommagees muent main, ſoit de pere ou fils, des freres ou frere: & en toutes autres manieres que leſdites choſes hommagees muent main: & d'iceluy droict il & ſes predeceſſeurs ont iouy par tel & ſi long temps, qu'il n'eſt memoire du contraire.

Rachat eſt deu à mutations de toutes mains.

LODVNOIS Chap. 8. Art. 1. p. *à Tours.* Art. 95. non & de ceux qui ne ſeront abonnez en ſera parlé a la fin de ce Titre. Art. 2. p. *à Tours.* Art. 88. 89. 90. & 91. tenue, quand il eſt priſonnier des ennemis de la foy ou du ROYAUME: la ſeconde cauſe eſt pour le mariage de la fille aiſnee dudit S. la tierce quand &c. Art. 3. p. *à Tours.* Art. 92. l'autre: & n'en pourra leuer qu'vne en vne annee. Art. 4. Les vaſſaux qui doiuent les gardes és Chaſteaux des Seigneurs, de qui ils tiennent, les doiuent faire en la maniere qui ſenſuit. Art. 5. p. *à Tours.* Art. 98. pour chacun iour de defaut. Art. 6. p. *à Tours.* Art. 99. de leurs corps auec gens en &c. quand elles leur ſont commandees, comme deſſus, & par forme ſuſdite, & y peuuent eſtre contraints. Et eſt à entendre que ceux &c. p. *à Tours.* Art. 97. ledit Roucin & Aydes deſſuſdites de la &c. de ce que ledit vaſſal en payera & vn chacun d'eux, ſelon qu'il tiendra deſdites choſes. Art. 7. Pour Roucin de ſeruice non abonné, ſera payé le v. de la valeur du reuenu du fief pour vne annee. Art. 8. p. *à Tours.* Art. 94. ils ſe leueront &c. partie dudit ſeruice, outre iceluy ſeruice. Et ſ'il n'y a ſeruice annuel &c. de la vii. partie du reuenu dudit fief &c. eſcherront ſur &c. ils doubleront ſeulement. Et ſi &c. ils ne doubleront: *verbi gratia*, ſ'il y auoit xxv. il ne payera que xx. ſols: *& ſic de ſingulis.* Et ſi le deuoir &c, doublera &c. Art. 9. Et des rentes roturieres &c. p. *à Tours.* Art. 94. acquiſes par le &c. Art. 10. p. *à Tours.* Art. 93. iuſques à ces mots, *Loyal Aydes*, inclus. Chap. 14. Art. 8. Celuy qui entre en aucun heritage hommagé à titre de donaiſon, doit Rachat au S de fief, dont tel heritage eſt tenu: ſinon que le pere ou mere donne à leur fils en aduancement de droict ſucceſſif ou autrement aucun heritage tenu a foy. Car en ce cas n'a point de Rachat. Toutesfois ſi & quand tel don eſt faict en mariage ou autrement, à la fille, ſon mari en fera la foy & hommage & en payera le Rachat. Art. 15. p. *à Tours.* Art. 137. eſchoient ſucceſſiuement en vn an, ils auront lieu, & par la gageure du ſecond finira le premier. Art. 12. Et ſi durant l'annee du Rachat, eſcheoit autre Rachat d'aucune terre tenue à hommage de la terre qui court en Rachat, le Seigneur Feodal qui leue ledit Rachat, en iouira, & ſ'appelle Rachrt f rencontré. Art. 13. p. *à Tours.* Art. 143. iuſques à ces mots, *par puiſſance de fief*, inclus. Art. 14 p. *à Tours.* Art. 136. hommage par depié &c. eſtrange. Auquel cas Rachat ou ventes ſont deues, au chois & election dudit S. Art. 17. p. *à Tours.* Art. 140.

Donation.

Rachat en meſme annee.

Rachat rẽcontré.

ANIOV Tit. 7. Art. 123. Si Rachat aduient à aucun S. F. ſoit par mort ou autrement, & durant ledit Rachat aduient mutatiõ d'hõme: parquoy la choſe hommagee chet de rechef en Rachat: ledit S. l'aura, & luy demourera ce qui ſera eſcheu du premier Rachat, iuſques à lors que ſera eſcheu le ſecond Rachat ſeulement: & commencera de rechef a leuer ſon Rachat dernier eſcheu, iuſques a la fin de l'annee d'iceluy Rachat. Et ſi durant l'annee du Rachat, eſchet autre Rachat d'autre terre, tenue a hommage de la terre, qui eſt eſcheue en Rachat: le S. F. qui leue ledit Rachat, en iouyra tant comme l'annee du premier Rachat durera, & non plus: & ſ'appelle Rachat rencontré. Art. 127. En baillee a rente faicte ſans fraude, où il n'y a argent baillé, n'y a ventes ne Rachat. Art. 128. La Couſtume gardee & obſeruee entre Nobles eſt que le S Noble peut g doubler ſes deuoirs ſur ſes hommes en chacun des trois cas: c'eſt a ſçauoir pour la cheualerie, pour le mariage de ſa fille aiſnee emparagee Noblement: & pour luy ayder a paier ſa rançon pour la deliurance de ſon corps quand il auroit eſté pris en guerre du Roy noſtre Sire ou de ſon Prince naturel en ce Royaume. Et ne peut leuer leſdites tailles qu'vne fois en ſa vie. Et eſt a ſçauoir que le ſuiet eſt tenu payer a ſon S. és cas deſſuſdits, pour le Doublage de tous ſes deuoirs quels qu'ils ſoient, apres la prochaine feſte d'apres AOUſT, iuſques a la sõme de xxv. ſols t. & au deſſous pour tout Doublage: & eſt entẽdu ce Doublage en la maniere qui ſ'enſuit: c'eſt a ſçauoir que poſé q̃ le ſuiet, ſur qui le deuoir ſera doublé, doiue Auenages, bled, vin & pluſieurs autres cẽs, rẽtes ou deuoirs a ſon S. de fief, mõtãs plus grãd ſõme que de xxv. ſols t. il ne ſera tenu pourtant de payer pour Doublage de tous leſdits deuoirs plus grãd ſomme que leſdits xxv. ſ. t. & ſi moins en doit, ſoit vn denier, deux deniers ou autre ſomme au deſſous de ladite ſomme de xxv. ſols t. il ne doublera qu'iceluy deuoir qu'il doit a la prochaine feſte apres Aouſt. Et ſi cens, ſeruice & rente

Doublage en trois cas.

Doublage ou tailles ne ſe leuent qu'vne fois en la vie.

Doublage comme ſe doit entendre.

f Rachat rencontré Aniou Art. 123. le Maine Art. 171. Poictou Art. 164. quand durant l'annee du Rachat eſchet autre Rachat de aucune terre tenue à hommage de la terre, qui court en Rachat: & duquel Rachat le S. doit iouir tant que l'ãnee du premier Rachat durera. Et ainſi ſe doit entendre Cheual de rencõtre en la couſtume de Poictou Art. 187. quãd le S. & le vaſſal ſont decedez en vne meſme annee, & qu'il y a ouuerture de fief de part & d'autre: pour lequel eſt deu pleict & Cheual de ſeruice.

g Doublage de deuoir Seigneurial, en l'vn des trois cas exprimez par la Couſtume d'Aniou Art. 128. 129 & 130 le Maine Art. 138. 140 141. Bretagne Art. 82. quand le S. leue les tailles ou loyaux Aydes ſur ſes ſuiets en trois cas. En aucunes Baronnies & Chaſtellenies du pays du Maine, l'heritier par le decés de ſon predeceſſeur doit vn Doublage appellé Relief, qui eſt le double du cens ou rente dont l'heritage eſt chargé. Le Maine Art. 139. Et en la Couſtume de Bourbonnois Art. 345. & 346. les Tailles ſe doublent en quatre cas. La Marche Art. 92. 128. 129. & 429. appelle Double d'Aouſt la taille ordinaire deue au S. au mois d'Aouſt par ſes hõmes ſerfs ou tenans heritage à condition de ſeruitute, ainſi qu'auons mõſtré en la premiere partie de ceſte Conference Tit. 2. nõbre xi.

Source : BIU Cujas

ſont deuz pour raiſon d'vne meſme choſe le cens & ſeruice ſe pourront doubler & non la rente. Art. 129. L'homme de foy ſimple pour les trois cauſes du Doublage deſſuſdit, doit payer le double de la taille annuelle qu'il doit, & ſ'il ne doit taille, il payera le double du deuoir ou ſeruice annuel qu'il doit à ſon S. à qui ſera deu le Doublage. Et ſ'il ne doit taille, deuoir ou ſeruice annuel, il ſera tenu payer xxv. ſols t. pour ledit Doublage. Art. 130. Et au regard des hommes de foy lige, ils doiuent payer au S. à qui ſera deu ledit Doublage, les tailles iugees & abournees qu'ils doiuent audit S. Et ſ'ils ne doiuẽt tailles iugees, ils payeront chacũ xxv. ſols t. pour le Doublage: & en payant leſdits Doublages, leſdits hommes de foy ſimple & lige peuuent requerir leurs ſuiets couſtumiers, qu'ils leur payent autant, comme ils payent à leur S. pour ledit Doublage & non plus: & les y pourront contraindre. Art. 131. La Couſtume du pays eſt telle, que le ſuiet qui doit cheual de ſeruice eſt quitte en payant la ſomme de cent ſols t. ſinon que tel cheual de ſeruice fut h abourné à plus ou moins. Art. 132. Cheual de ſeruice ſe paye ordinairement par ceux qui tiennent terres ſuiettes à cheuaux de ſeruice, à mutation par mort de S. & de ſuiet & de chacun d'eux: & combien que les foy & hommage ne ſoient pas faits, toutesfois peut en auoir & demander ledit cheual de ſeruice, qui eſt deu par raiſon de la mutation, non pas par raiſon de l'hommage. Art. 133. Et ſi le cheual de ſeruice eſt deu & eſchet à aucun mineur tenu en Bail, ſon Bail i ne le prendra point: mais ſera gardé audit mineur luy venu à ſon aage. Et à ſemblable ſi la terre d'aucun eſt eſcheue en Rachat, & pendant iceluy Rachat, y eſchet le Cheual de ſeruice, le S. qui leue ledit Rachat ne le prendra: mais ſera gardé & conſerué au S. proprietaire d'icelle terre tenue en Rachat. Car c'eſt vn droict, qui eſchet par la mutation des proprietaires, qui leur doit eſtre conſerué. Art. 134. Aucuns vaſſaux ſont qui doiuent lige eſtage au Chaſtel de leur S. & ont maiſon ou lieu propre pour le faire. & ceux doiuent perſonnellement le lige eſtage, & illec, ſi bon leur ſemble, amener leur femme & famille. Et ſi femme n'ont, leur famille, & doiuent aller à leur eſtage lige, dedans vii. iours, apres que leur aura eſté ſemons en temps de guerre. Art. 135. Et ſ'ils n'ont maiſon au lieu où ils doiuent leurs eſtages le S. les en doit fournir Et ſi leſdits hommes font defaut, le S. de fief peut prendre & tenir la terre de ſon homme, iuſques à ce qu'il aye obey. Et audit cas ne rendra point les fruicts par luy leuez: & les en peut traitter en ſa Cour ou ailleurs. Et pour le defaut, ſi homme de foy en eſt attaint, il payera amende arbitraire: & auſſi ne ſ'en pourra partir durant ſa ligence ſans le congé du S. Et ſ'ils doiuent ligence à pluſieurs S. ils la feront premierement au premier requerant: ſauf qu'ils obeiront au Prince auant tous autres. Et en icelui cas ils ſeront tenus bailler gens ſuffiſans aux autres S. à qui ils doiuent ligence, ſe requis en eſtoient durant le temps qu'ils feroient leur autre ligence à autre S. Art. 136. Autres vaſſaux ſont qui doiuent Garde de leur corps, armez ſuffiſamment par viii. iours, xv. iours, vn mois, trois mois, vn an, l'autre plus & l'autre moins: au chaſtel de leur S. & autres de deux ou trois Cheualiers, ſelon la qualité du fief. Ceux qui doiuent leur Gardes à leurs deſpens, quand ils ſont ſemons & les y peut on contraindre, par la voye deſſus touchee, au regard des * ligences.

Tailles iugees & abournees.

Cheual de ſeruice non abourné eſtimé cent ſols & quand ſe doit payer.

Cheual de ſeruice.

Cheual de ſeruice deu aux mineurs.

Cheual de ſeruice ſe conſerue aux proprietaires.

Vaſſaux tenus de faire lige Eſtage.

Seigneur doit fournir de maiſon aux vaſſaux n'ayans maiſons

Ligence.

Vaſſaux qui doiuent Garde de corps.

* Anteà male lignees.

h Auquel cas faut ſuiure les pactions des parties & quis poteſt ſuam conditionem deteriorem facere argumento l. cum ſcimus C. de agr. & cenſitis.

i Ceſt à dire celui qui a le Bail ou qui eſt Bailliſtre.

LE MAINE Tit. 8. Art. 133. 137. & 138. Aux Art. 123. 127. & 128. *d'Anjou.* Art. 139. Et au regard du Doublage, appellé Relief, dont l'on vſe en aucunes Baronnies & Chaſtellenies dudit pays, qui eſt le double du cens ou rente du deuoir qui ſe paye par l'heritier, par le treſpas de ſon predeceſſeur tenant l'heritage à cens, ceux qui l'ont par titres & Adueus en iouiront & prendront le droit de Doublage tels qu'ils ont accouſtumé vſer. Art. 140. p. *à Anjou.* 129. payer x. ſols t. & c. Art. 141. p. à l'Art. 130. *d'Anjou.* Art. 142. p. *à Anjou.* 132. mutation de ſuiet & de S. & faut qu'ils ſoient tous deux muez: & combien & c de l'hommage & c. Et la couſtume & c. p. à l'Art. 131. *d'Anjou.* Art. 143. 144. 145. & 147. p. *à Anjou.* 133. 134. 135. & 136. maiſon ou lieu & c. amende de ſon meuble, qui eſt de lx. ſols Manſaiz. Et auſſi ne ſ'en pourra & c. autres. Art. 146. En iceux cas & c. p. *A la fin* dudit Art. 136. à autres S. & c. ligences, ſ'il n'y a droict ou paction au contraire.

Doublage eſt appellé Relief.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art 62. Rachat croiſt & diminue. Diminue quand pluſieurs heritiers partagent & diuiſent vn fief & Seigneurie, à eux aduenus par ſucceſſion. Car chacun puiſné tient, ſi bon luy ſemble, ſa portion de l'aiſné: lequel rachete du S. ſuperieur chacun des puiſnez pour vn vaſſal, eſtimé chacun vaſſal & Rachat lx. ſols t. ſeulement. Toutesfois ledit fief pour la premiere fois ſe rachete entierement & pleinement par la mort du predeceſſeur deſdits coheritiers. Art 63. Peuuent † neantmoins ledit puiſné ou puiſnez, ſi bon leur ſemble, tenir & releuer chacun leur portion de leur ſuperieur S. de fief: ce qu'ils

Rachat comme croiſt & diminue.

† *Les S. d'Amilly & de Thorouure ont dit que par couſtume obſeruee de*

Source : BIU Cujas

tout tẽps audit pays, les puisné ou puisnez ont releue de leur aisne indifferemment sans qu'il leur fut loisible releuer de leur superieur de fief, & se sont opposez à ce que ledit Art. 63. passe pour Coustume. Neantmoins & nonobstant lesdites remonstrances, auons ordonné que ledit Art. demeurera.

seront tenus declarer en faisant lesdits partages. Autrement de leur aisné en la maniere contenue en l'Art. precedent. Art. 64. Diminue †† aussi le Rachat quand la nature & qualité de la terre & heritages rachetez est naturellement ou par la disposition du vassal immuee: comme quand le bois de haute fustaye est abbatu & mis en taillis, pour la premiere fois, apres la couppe il se rachete, comme bois taillis seulement, comme a esté dit cy dessus. Aussi quand l'estang à bonde & le pré sont mis en labeur, pour la premiere fois escheent apres ladite mutation de qualité ils se rachetent comme estangs a bonde & prairie: mais apres se rachetent, selon que les terres ont esté disposees & employees soit à bled, forment, mestail ou autrement. Et à pareille raison le Rachat croist au cas contraire, comme si la terre estant mise en labeur, est employee ou conuertie en prairie ou estang. Art. 65. Aussi Rachat croist quand le fief seruant est vni & consolidé auec le fief dominant, en quelque maniere que ce soit. Auquel cas, ce qui se racheteroit par vn vassal seulement, aduenant mutation, se rachetera en plein Rachat. Art. 68. Le vassal n'est tenu de racheter de son Seigneur, que ce qui luy plaist: & peut laisser en la main de son S. ce que bon luy semble: & neantmoins ce qu'il aura delaissé, le pourra racheter en payant par luy le Rachat ou Rachats pour ce deuz, & outre lx. sols t. pour le delaissement fait en la main de son S. Lequel S. neantmoins pourra faire saisir lesdites choses & faire les fruicts siens, iusques à ce qu'il en soit deserui. Art. 69. Rachat est deu pour donation, encores que le donateur ait retenu l'vsufruit des choses par luy donnees, des l'instant de la donation acceptee, sans attendre la k consolidation. Art. 76. Cheual de seruice n'est deu en chacune mutation d'homme, & n'est tenu le vassal iceluy payer qu'apres la foy & hommage par luy faits. Et est ledit cheual de seruice estimé à la somme de lx. sols vn d. t. en payant laquelle somme, le vassal est quitte. Toutesfois n'est deu le cheual de seruice pour renouuellement de foy. l

CHASTEAVNEVF Chap. 3. Art. 21. Le Cheual de seruice se peut leuer par le S. F. quand le fief est entier: & est reputé iceluy fief entier au regard dudit cheual de seruice, quand vaut lx. sols t. de Rachat: & s'il vaut moins, il peut estre leué par portion & *pro rata* de ce qu'il vaut: & vaut ledit cheual entier lx. sols t. Et se peut leuer vne fois seulement en la vie du vassal & sur † le vassal qui doit Rachat & profit de fief: & sera demandé par le S. F. à tel vassal par simple action & non par voye de saisine. * Chap. 4. Art. 24. Celuy qui prend heritage tenu en fief, à rente & rescousse, doit Rachat & aucuns profits de fief de l'heure de ladite prinse, comme s'il auoit acheté ledit heritage: mais pour bail à rente à tousiours mais, où le bailleur retiendra à luy la foy & hommage, n'est deu aucun Rachat. Art. 28. Les †† enfans ou hoirs en directe ligne pour les partages & diuisiõs faites entre eux des heritages tenus en fief, ne doiuent point de Rachat: & s'ils font derechef partages sans retour mesmes d'iceux heritages ou autres qui soient de la premiere succession de pere ou de mere, ayeul ou ayeule ou d'autres en droite ligne ou collaterale dont le Rachat est payé, ne doiuent semblablement point de Rachat au S. du fief qui est tenu à ce regard le receuoir en foy & hommage desdits heritages ainsi partagez: sans auoir Rachat desdicts partages ainsi faicts ou refaicts sans retour.

CHARTRES Chap. 3. Art. 15. p. *à Chasteauneuf*. Art. 21. il peut leuer par &c. lx. sols tournois qui se demande par action: & ne se peut leuer qu'vne fois en la vie du vassal, qui aura deu Rachat. Chap. 4. Art. 18. Par autre Coustume locale desdites v. Baronnies du Perche Gouet, vn vassal peut pour vne fois vendre son heritage tenu en fief à vn autre, auec faculté donnee par l'acheteur de rescourre ledit heritage vendu, dedans trois ou cinq ans: pourueu que ladite faculté de remeré ou rescousse soit portee par escrit és lettres d'icelle vendition, ou par autres lettres passees sous le Notaire ou Tabellion qui aura passé les lettres de vendition en vn mesme iour, heure & temps: sans ce que par ladite vẽdition il soit deu aucun Rachat au S. duquel ledit heritage est tenu en fief, iusques à ce que le temps de remeré ou rescousse soit passé & expiré. Et si ledit vẽdeur rẽd & restitue à l'acquereur ses deniers dedans ledit temps de iii. ou v. ans, il reprend son heritage sans en faire aucun profit a son S. F. Et en ce cas n'y a pas mutation parfaicte iusques à l'expiration du remeré: parce que l'acquereur n'est pas Seigneur incommutable. Et semblablement ladite Coustume a lieu pour droit de ventes en heritages tenus à cẽs. Ar. 20. p. *à Chasteauneuf*. Ar. 14. à rente m à rescousse &c. Rachat

†† *Cest Art. 64. a esté de nouuel arresté pour Coustume: sans preiudice des procés pendans en la Cour de Parlement pour raison du contenu en iceluy.*

Vnion du Fief seruant au fief dominant.

Vassal n'est tenu de racheter.

Amende de lx. sols pour le delaissement.

Donation.

Cheual de seruice estimé à lx. sols vn den. t.

Cheual de seruice se leue quand le fief est entier.

† *Ces mots ont esté de nouuel adioustez, par le vassal qui deura Rachat & profit de fief, & non pas au vassal qui doit seulemẽt la foi & hommage sans autre profit.*

* *Aliàs, saisie. Bail à rente & rescousse, ou à tousiours.*

†† *Cest Art. 28. à esté arresté pour Coustume. Partage.*

En vente faicte sous faculté de remeré n'y a Rachat ou autre profit de fief ou rentes.

k Cela est fort dur & inique: cõme il se voit par ce que i'ay escrit sur la Coustume de Paris. D'autant que le donataire peut predecceder le donateur: & ainsi le fief viendroit aux heritiers d'iceluy: & ainsi seroiẽt deux trois Reliefs pour vn C.M.

l La raison est par ce que l'ancien vassal ne doit que la bouche & les mains, comme il a esté mõstré en l'Art. 66. de Paris & és Coustumes y rapportees, nommement par ceste mesme Coustume du Grand Perche Tit. 2. Art. 49. par laquelle en cas que la mutatiõ eschet de la part du S. dominãt, le vassal doit seulement la foy & hõmage sans aucun profit: sinon qu'il en fut deu pour autre cause precedente.

m Attendant le iour du remeré & rachat, combien qu'il ne rachete iamais ou qu'il n'ait donné aucun argent C.M.

Source : BIU Cujas

D'heritage tenu en fief ou cenſiue vendu à faculté de remeré

des l'heure de ladite prinſe Mais n &c Art.21. Sauf eſdites v.Baronnies & Perche-Gouet,quand aucun vend ſon heritage tenu en fief ou cenſiue,à faculté de le pouuoir retirer pour le pris & loyaux couſtemens, l'acquereur du iour du contract,eſt tenu payer Rachat,entrer en foy & hommage de ce qui eſt tenu en fief, & payer les Gants & ventes de ce qui eſt tenu en cenſiue.Mais ſi le vendeur retire ledit heritage au moyen de ladite faculté, ne ſera tenu pour ledit retraict payer aucuns Gants,ventes ne profits de fief. Art.22. Et par autre Couſtume localle deſdites v.Baronnies & Perche-Gouet, quand aucun baille aucun heritage tenu en fief à rente à reſcouſſe perpetuelle,qui eſt,*totiens quotiens*,par ledit contract,le preneur doit payer le Rachat & faire tous deuoirs de fief. Mais ſi ladite reſcouſſe ne dure que trois ou v.ans,au plus ou au dedans, il ne doit Rachat iuſques à ce que ladite reſcouſſe ſoit faite. Et ne peut ladite reſcouſſe paſſer v. ans ſans faire profit au S.Et ſemblable choſe eſt en heritage tenu à cens pour les ventes. Art. 26.p.*à Chaſteauneuf*. Art. 28. par diuiſe & partage faits entre &c. d'iceux meſmes heritages &c.iuſques à ces mots,*deſdits heritages*,inclus. Art.27. Toutesfois eſdits v. Baronnies,y a la limitation qui ſ'enſuit:pourueu que ceux qui feront les partages ne ſoient, de ce qui eſt eſcheu par le premier partage, entrez en foy & hommage: pource que ſ'ils ſont entrez ils doiuẽt Rachat:parce que c'eſt mutation de laquelle eſt o deu Rachat.

De Bail à rente à reſcouſſe perpetuelle.

DREVX Chap.3.Art.12.p.*à Chaſt*.Art.21.peut bien leuer &c.entier de reuenu & valeur de xxx liures.Et eſt &c xx.liures de reuenu &c.il le peut leuer à portion,&c.iuſques à ces mots,*lx.ſols*,inclus Chap.4. Art.15. Si aucun baille à rente ſon heritage tenu en fief,& qu'elle ſoit à reſcouſſe,celuy qui la recouſt eſt reputé acheteur,& doit faire ſes deuoirs de fief & payer Rachat, comme ſ'il auoit acheté ledit fief,incontinent que le fief eſt baillé à rente à reſcouſſe, il eſt deu Rachat au S.F.Art.19.p.*à Chaſt*.Ar.28.Lignee par diuis & partages &c.faits &c.d'iceux meſmes heritages ſans retour,ou d'autres heritages qui ſoiẽt,& c.droite ligne,ne doit point sẽblablemẽt de Rachat au S.F.&c.iuſques à ces mots,*deſdits heritages*,inclus.

Rachat eſt deu en tous contrats fors en vente. Partage.

BLOIS Chap.7.Art.87.Toutes & quantesfois qu'vn heritage feodal eſt aliené par autre contract,que de vente,ſoit par eſchange,donation, bail à rente, où il y a deſſaiſine de foy,tellement qu'il y a mutation d'hõme, il eſt deu profit de Rachat audit S.de fief,qui eſt la leuee d'vne annee. Art.88. Par partage & diuiſion faite entre coheritiers, n'eſt deu aucun profit au S. F. poſé ores qu'en faiſant ledit partage,y ait retour de bourſe:† pourueu que le retour de bourſe n'excede la moitié de la valeur du fief.Art.92. Et ſi en vne meſme eſchoitte & temps aduient qu'il eſcheut deux profits (comme ſi vn heritage feodal aduenoit à vne femme mariee par ſucceſſion collaterale)il n'en ſera deu qu'vn profit p de Rachat.Mais ſ'il aduenoit que durant l'annee que le S. leueroit Rachat, aduienſit vn autre profit de Rachat,le ſecond commencera à l'heure qu'il aduiendra, & que le vaſſal fera ſes offres & le premier ceſſera. Art.93. Les S.F. ont vn autre droict & profit & droit de fief,lequel eſt appellé Roucin de ſeruice, qui eſt eſtimé par ladite Couſtume, lx.ſols t.quand il eſt deu entier,& que ledit heritage tenu en fief vaut par an x.liures de rente & au deſſus. Et ſ'il ne les vaut, il eſt eſtimé à l'equipollent ſelon la valeur dudit heritage.Et peut le vaſſal laiſſer à ſon S.F.le reuenu de l'ãnee de l'heritage qu'il tient de luy en fief,pour ledit Roucin, ſuppoſé qu'il ne * vaille pas ladite ſomme de lx.ſols t Art.94.Ledit droict & profit de Roucin n'eſt deu qu'vne fois durãt la vie du vaſſal:en telle maniere que ſi le vaſſal a vne fois payé ledit roucin de ſeruice,ſoit à ſon S.F.viuant ou à ſes predeceſſeurs,iamais ne peut eſtre cõtraint,tant qu'il viura,de payer autre Roucin de ſeruice.Art.95.Le Roucin de ſeruice eſt de telle nature,qu'il eſt requerable:& faut que ledit S.requiere ſon vaſſal de le luy payer:& ſ'il n'eſt requis,il n'eſt point deu:tellement que ſi le vaſſal va de vie à treſpas,ſans eſtre requis de le payer,ſes hoirs ne le vaſſal ſubſequent ne ſont tenus d'en payer aucune choſe. Art.96. Le S.F.pour le Roucin de ſeruice ne peut ſaiſir ne faire empeſcher par vertu de la commiſſion du Iuge ſuperieur, l'heritage de ſon vaſſal:iaçoit que ledit roucin de ſeruice luy ſoit deu:ains eſt requis que ledit S.de fief pourſuiue ledit Roucin de ſeruice par voye d'action,& nõ autremẽt.

Des Rachats aduenans en vne meſme annee. Roucin de ſeruice.

† *Ces mots, pourueu que, &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

** Baillé male. Roucin de ſeruice n'eſt deu qu'vne fois.*

Roucin de ſeruice eſt requerable.

DVNOIS Chap.1.Ar.23.Vn cheual de ſeruice eſt eſtimé à lx.ſols t.& eſt tenu ledit vaſſal payer ladite ſomme:pourueu que ledit heritage contienne vn muy de terre &au deſſus.Et ſi ledit heritage ne contient vn muy de terre,le vaſſal n'eſt tenu en payer ſinon *pro rata*,de ce que contient ledit heritage tenu en fief,au deſſous dudit muy de terre. Art.31. Au Comté de Dunois, membres enclauez & Reſſorts d'iceluy,qui ſe gouuernent par la Couſtume de Dunois,n'a aucun droit de Quint & Requint,ſ'il ny a Adueus ou autres titres ſuffiſans au contraire.

Cheual de ſeruice. Quint & Requint n'ont lieu au Comté de Dunois.

n Et partie du domaine de ſon fief. Car ſ'il donnoit ſon fief entierement à rente, la retẽtion de la Foy ſeroit par ce moyen inutile, comme i'ay monſtré ſur la Couſtume de Paris Ar. 5.& 41.C.M

o Ceſte Couſtume eſt encores inique: laquelle il faut limiter, afin qu'elle ait lieu en partage volontaire.Secus en diuiſion neceſſaire, qui ſe faict par auctorité de Iuſtice & ſentẽce de Iuge.C.M.

p Voyez du Moulin ſur le 22.Art.q.38.nõbre 113.

Source : BIU Cujas

ROMORANTIN Chap. 8. Art. 14. En †† ladite Chaſtellenie n'y a aucun Reliefs. q

S. AIGNAN Chap. 8. Art. 24. Quand il aduient que gens Nobles vont de vie à treſpas & qu'ils delaiſſent des filles, leſquelles prennent & recueillent leurs ſucceſſions, ſi leſdites filles renonçoient à ladite ſucceſſion au profit de leur frere aiſné ou autre moyennant certaine ſomme de deniers: en ce cas eſt deu profit de Quint au S.F. duquel leſdites choſes ſont tenues en foy & hommage.

RVE D'YNDRE Chap. 2. Art. 7. Semblablement quād la choſe feodale viēt par ſucceſſion ou autrement en hoir de quenoille, le S.F. prend ſur le fief & choſe feodale, droict de Rachat, qui eſt des fruicts dudit fief d'vn an.

BERRI Tit. 5. Art. 4. En bail à ferme à moindre temps que de dix ans, d'heritages feodaux, n'eſt deu Rachat, n'en heritages r cenſuels tenus à cens, aucun profit: pource que ledit bail n'eſt alienation: mais ſi les baux deſdits heritages feodaux ou cenſuels eſtoient à dix ans ou au deſſus, ſeroient deuz droicts de Rachat au S.F. & profit de cens au S. Cenſier. Car lors leſdits baux contiennent eſpece d'alienation. Art. 18. Pour acquiſition d'vſufruict en aucune choſe Feodale ſ par Douaire, donation ou autrement, n'eſt tenu l'vſufruictier porter la foy & hommage, ne payer aucun droit de rachat ou autres droits feodaux. Art. 32. En partage ne ſont deuz droits de rachat n'autres profits feodaux pour raiſon dudit partage. Ar. 41. En † permutation ou donation de fief, Rachat eſt deu au S.F. ſi n'eſt que les deux fiefs cōpermutez fuſſent ſous meſme S.F. Auquel cas n'eſt deu aucun rachat,

BOVRBONNOIS Chap. 26. Art. 343. Monſeigneur le Duc a droit & faculté de tailler ſes hommes reſidens & ſuiets en ſa Haute Iuſtice en quatre cas, és lieux éſquels a accouſtumé prēdre ladite Taille éſdits quatre cas, qu'on appelle, Queſte. Art. 344. Celuy †† qui a Taille ou Queſte, és quatre cas, t peut tailler ſes ſuiets quand il va en voyage d'outre mer, viſiter la Terre Saincte: quand il eſt priſonnier des ennemis: quand il marie ſa fille en premieres nopces, & quand il eſt fait Cheualier: & eſt ledit cas de priſon reiterable: & ne ſont les autres cas reiterables. Art. 345. Et eſt ladite Queſte abonnee en pluſieurs deſdites villes & villages de Bourbonnois: & quand és autres lieux, la Taille ſe prend & leue ſelon les tailles reelles & perſonnelles: leſquelles éſdits quatre cas & chacun d'iceux aduenās, doublent l'annee, que leſdits cas ou l'vn d'eux aduiennent: c'eſt à ſçauoir que ſi l'annee, de l'vn deſdits cas aduenans eſt deu pour ladite Taille perſonnelle & reelle le ſimple & ſi ledit ſimple mōtoit x. ſols t. ſont deuz pour ledit cas autres x. ſols t. & du plus plus: & du moins, moins: ſinon qu'il y euſt és cas deſſuſdits conuētion, conſtitutiō, compoſition, priuilege ou ſentence au contraire. Art. 346. Et ſi l'annee de l'vn deſdits cas aduenant ladite Taille eſtoit double, & que pour ledit double, le ſimple comprins, fut deue la ſomme de xx. ſols t. leſdits xx. ſols ne doublent à cauſe de la Taille: mais ſeulemēt doublera le ſimple de ladite Taille qui eſt x. ſols & audit cas ne ſe payera que la ſomme de xxx. ſols t. Art. 347. Quand pluſieurs deſdits iiii. cas aduiennent en vne meſme annee, M. ne leue ladite Queſte ladite annee, que pour l'vn deſdits iiii. cas: & l'emolument des autres ſe paſſe * és annees prochaines ſubſequētes annee pour annee. Ar. 348 Et les autres S. ſoiēt Iuſticiers ou non, qui ont droit de leuer & perceuoir ladite Taille éſdits iv. cas ſur leurs hōmes & ſuiets, ils en vſeront ſelon leurs droits qu'ils auoiēt auparauāt la publicatiō de ces preſentes

GERMIGNY L. Art. 591. En la Chaſtellenie de Germigny & Reſſort d'icelle, toutes & quantes fois qu'aucune choſe mouuant de fief d'aucun S. eſt vendue, alienee ou autrement tranſportee & miſe en autruy main, les Quints & Requints en ſont deuz à M. le Duc.

AVVERGNE Chap. 25. Art. 1. Le S. Haut Iuſticier a droict & faculté de tailler ſes hommes reſſeans & ſuiets en ſa Haute Iuſtice, & pour raiſon d'icelle en iv. cas. Art. 2. C'eſt à ſçauoir quand il ſe fait Cheualier, quand il marie ſes filles en premieres nopces: quand il va en voyage outre mer viſiter la Terre Saincte: & quand il eſt priſonnier des ennemis. Art. 3 Et ſont le ſecond & dernier cas reiterables: les autres non. Ar. 4. Toutesfois ſi les filles ſont mariees en la maiſon du pere ſans aucū dot particulier. Le S. ne peut pour raiſon dudit mariage tailler ſes ſuiets. Art. 5. Et eſt ladite taille deuë par chacun deſdits ſuiets reſſeās, le fort portāt le foible: à la raiſon de xxx. ſols pour feu, & au deſſous, qui doiuēt eſtre egalez par leſdits ſuiets, quād ils en ſont requis, ou en leur refus par les officiers du S. Iuſt. appellé pour ce faire nombre conuenable d'iceux ſuiets. Ar. 6. Ne peuuēt eſtre taillez à cauſe de la dite taille, pupilles, pauures, fēmes vefues & miſerables perſonnes mēdiās leur vie: & ne font nombre de taillables. Ar. 7. Le S. Haut I. qui d'ailleurs & par droit conſtitué, pretend auoir droict de Taille és iv. cas ne peut leuer qu'vne ſeule Taille:

q Toutesfois les lots & ventes ont lieu en cas de vendition, ou autres cas exprimez par la couſtume generale de Blois. C. M.

r Boerius Dec. 235. dit que par la Couſtume generale ne ſont deuz lods ny ventes pour louages à dix ans Accurſ. in l. codicillis. §. inſtituto D. de legat. 2. Pluſieurs Docteurs n'ont approuué ceſte opinion. Toutesfois elle eſt ſuiuie par pluſieurs Couſtumes: & nous y faut arreſter l. ſi de interpretatione D. de leg. & cap. cum conſtitut. De cōſuet. extra. Notez qu'en la meſme Couſtume. Ti. 6. Art. 8. Le meſme eſt ordonné pour vendition d'heritages cenſuels ou rente conſtituee ſur iceux. Ratio huius conſuetudinis eſt hæc, quod venditio quæ ita fit ad modicū tempus pignerationis potius aut venditionis fructuum, quam totius rei alienationis inſtar habet nec eſt bonum minus arctari rerum vſum & commercium argumento l. pen. C. pro ſocio l. vn. C. vt act ab her. & contra here. l. veteris C. de cō trahenda & com. ſtip. Et ces Art. 4. de ce Tit. & le 8. Tit. des cēs, ſe doiuent entendre du bail qui ait ſorti effect, & par vertu le preneur eſt entré en iouiſſance, & non pas du ſimple titre de bail: lequel indubitablement n'emporte alienation quelconque. Traditionibus & vſucapionibus non nudis pactis dominia transferūtur l. traditionibus C. de pactis & ſolus titulus dominium non tranſfert, niſi traditio ſequatur l. quotiens C. de rei vindic. Ideo in pignoribus, cōſenſus nō traditionis: in dominiis traditionis, non cōuētionis tempus ſemper

Reliefs.

†† *Ceſt Art. 14. eſt nouuel.*

Quint eſt deu pour renonciation faite par les filles de gens Nobles au profit de l'aiſne ou autres moyennant deniers.

Rachat eſt deu quand fief tombe par Succeſſiō à hoir de quenoille.

Bail à ferme ne excedant 9. ans, n'eſt reputé alienation.

Vſufruictier n'eſt tenu porter la foy, ny payer Rachat.

† *Ceſt Art. 41 eſt pretendu ancien par les ſecond & tiers Eſtat & par le premier nouuelle: Les gens du premier Eſtat ont requis qu'il fut adiouſté en la fin dudit Ar. Que les fiefs compermutez fuſſent de meſme valeur, à tout le moins que la domination de l'vn à raiſon de l'autre ne fut notable. Sur ce ordōnons que ledit Art. demourera redigé ſans preiudice de leur requiſitoire. Et pourrōt bailler leur requeſte à nous ou à la Cour auant ladite homologation, pour en eſtre ordonné par elle ainſi qu'il appartiēdra par raiſon.*

†† *Ceux du tiers Eſtat ont remonſtré entāt que touche ladite Taille aux quatre cas, que celuy qui auoit droict de Taille aux quatre cas ne pouuoit demander ladite Taille, ſinō pour le mariage de ſa premiere fille en prem. nopces.*

Source : BIU Cujas

Et que s'il marioit apres vne ou plusieurs, celuy, qui auoit droict de ladite Taille, ne pouuoit pretendre icelle Taille. Et pour ledit Duc & pour les Nobles a esté dit que celuy qui auoit droict de Taille es quatre cas, non seulement pouuoit leuer ladite Taille au mariage de son aisnee fille: ains aussi es mariages des autres filles. Les Practiciens ont dit que quand à sa premiere fille, le Seigneur qui auoit droict de Taille, les pouuoit contraindre de payer ladite Taille: & quant aux mariages des autres filles, ne vinrent iamais. Les S. aians Taille aux quatre cas en faire aucune poursuite ou demande. Surquoy auons ordonné que cest Art. 344. sera escrit en la forme & maniere qu'il est. Et neant-moins auons reserué ausdits S. leurs droicts pour le mariage des autres filles, tels qu'ils leurs competent: & aux suiets leurs defenses au contraire.

* *Alias, paye.*

Tailles és quatre cas deues le fort portant le foible, à raison de 30. sols pour feu.

Tailles par qui seront egalees.

Exempts de Tailles.

Seigneur Haut Iusticier ayant droict de Taille constitué d'ailleurs, a le chois de prendre le droict porté par la Coustume, ou le droict constitué: mais le S. non Haut Iusticier, ne peut prendre que son droict constitué.

spectandum l. 3. C. Qui pot. in pignore hab. Etiã de pignore quis concedit præualet iure, qui præuenit tẽpore l. 2. & 4. C. eod. tit. Notez encores de ces Art. que Droict de Rachat ou profit de lots & ventes n'est acquis au S Feodal ou Cẽsuel, qu'en cas d'alienation. Boer. Dec. 234. & Du Moulin sur le Conseil, 119. d'Alexandre, Vol. 3. & sur le Conseil 204. de Philippus Decius traictans ceste question selon droict Romain, ont esté d'aduis contraire, & que les profits n'estoient aucunement deuz. Voyez l'Abbé sur ceste Coustume.

ſ Voyez cy dessus le 41. Art. de Paris, & Cuia. ad Tit. 9. lib 4. Feudorum, pour l'vsufruictier a esté iugé par Arrest du 1. iour de Feurier, 1518. par lequel fut dit qu'il auoit esté mal & indeuement saisi l'vsufruict du Comté de Guaise: & dedu Parlement, nombre 127.

t Droict de Taille ou Questé és quatre cas, est ce que les autres Coustumes Loyaux Aydes, ou Aydes simplement, ou Aydes Cheuels, Aydes Coustumiers: ainsi qu'auons monstré cy dessus. In Constitutionibus Neapolitanis dicuntur collectæ, vt adnotauit Cuiacius ad Tit. 5. & 6. Lib. 2. Feud. Liberti iure ciuili iurabant & præstabant patronis donum, munus, operas l. 7. §. 3. D. de oper. lib. L. vlt. D. de liber. causa. Ce que nous deuons entendre, pour ces Aydes, qu'il ne faut leuer ou exiger, s'il n'y a Coustume expresse, ou titre vallable. Nemo ad collationem auri coronarii absque consuetudine cogendus est. L. vn. C de auro coron. l. 5. C Theod. eod. Tit. Et comme dit le Bouteillier, que ce droict estoit vn droict d'vne honneste courtoisie: ainsi en pareil aurum coronarium munus erat voluntatis, quod non solum senatoribus, sed ne aliis quidem debet indici l. 1 C. Th. eod. Tit. & in l. 4. eod. tit. ne id quod voluntate offertur occasione obrizæ incrementi necessitatis iniuria insequatur.

---

mais c'est à son chois de prendre à la raison de xxx. sols pour feu, qui sont deuz pour raison de sa Haute Iustice, ou ce qui luy en est constitué. Art. 8. Mais celuy qui pretend auoir ladite Taille és iiii. cas par droict constitué, comme par recognoissance ou Terrier, sans estre S. Haut Iusticier, il peut demander ce qui luy est constitué. Art. 9. La Douairiere ou celuy qui est vsufructuaire d'vne Seigneurie, où il y a Haute Iustice, ont droict & faculté de mettre ou imposer ladite Taille, & iouir des droicts & reuenus d'icelle, durant le temps de l'vsufruict & Douaire, tellement qu'ils font venir les cas en leurs personnes, & non le proprietaire. Art. 10. Et quant és cas, qui ne peuuent tomber en la personne de la Douairiere ou vsufructuaire, qui aduiennent constant & durant l'vsufruict ou Douaire, le proprietaire ne les peut tailler n'aussi l'vsufructuaire ou Douairiere, ains demeurent lesdits cas au profit des suiets en Haute Iustice. Art. 11. S'il y a deux ou plusieurs S. Hauts Iusticiers en Haute Iustice, & à l'vn d'eux aduiennent les iiii. cas, ou l'vn d'iceux, il peut prendre le profit & emolument desdits cas, pour la part & portion qu'il est S. tant seulement. Art. 12. Toutesfois & quantes que plusieurs desdits quatre cas aduiennent en vne mesme annee, le S. Haut Iusticier ne pourra leuer sur ses suiets en Haute Iustice ladite annee, que pour l'vn desdits iiii. cas, &c. p. à l'Art. 347. *de Bourbonnois*. Art. 13. L'acheteur de Seigneurie ayant droict de Haute Iustice, sous la faculté de rachat, peut pendant iceluy temps de rachat, tailler les suiets en Haute Iustice de ladicte Seigneurie, quant és cas aduenans en sa personne pendant ledit temps de remeré, & non le vendeur. Art. 14. Le mary, pendant le mariage, comme Seigneur des biens dotaux, de sa femme, doit iouir de la Taille és iiii. cas sur les hõmes & suiets de ladite femme en Haute Iustice, les cas aduenans en la personne dudit mary, & chacun d'iceux. Art. 15. Entre les riuieres de Chier & Sioule par Coustume locale gardees esdits lieux, la Taille és iiii. cas est deuë au S. direct, & pour raison de la directe, à la raison du double Cens en deniers tant seulemẽt, & non au S. Haut Iusticier. Car entre lesdites deux riuieres, ladite Taille est deuë pour raison de la directe, & non de la Haute Iustice: combien qu'au demourãt dudit pays, ladite Taille est deuë pour raison de la Haute Iustice.

LA MARCHE Chap. 17. Art. 130. Tout homme tenant seulement son heritage, qui est reputé serf selon la Coustume, ou par recognoissance & prescription, est tenu payer à son S. la Taille aux iiii. cas: c'est † à sçauoir, &c. p. *à Auuergne*. Art. 2. prisonnier de guerre pour le seruice de son superieur: & peut estre imposee ladite Taille sur lesdits hommes tenans seruement, à volon-

Douairiere ou vsufruictier ont droict d'imposer la Taille és cas qui tombe en leurs personnes durant le temps de l'vsufruict & Douaire, & nõ le proprietaire: & s'ils tombẽt en la personne du proprietaire les suiets ne seront taillez.

De plusieurs Seign. Hauts Iusticiers en vne mesme Iustice.

Des quatre cas escheans en vne mesme annee.

Acheteur de Haute Iustice à faculté de rachat peut Tailler les suiets de ladite Iustice.

Mary és biens dotaux

Source : BIU Cujas

de la femme doit iouir de la Taille es quatre cas.

Taille és quatre cas deue au Seigneur direct à la raison du double Cens, & non au S. Haut Iusticier.

† *Ces mots,* Quand le S. marie sa fille en premieres nopces, *ont este adiousteż. Et audit Tit y auoit vn Art. contenant les deux desdits iiii. cas sont reiterables, c'est à sçauoir prison d'ennemis, tant de fois qu'il aduient: & mariage de filles, pour chacune fille en premieres nopces. Pour le different si ladite Taille est reiterable au mariage de toutes les filles du S. en premieres nopces, a este accordé qu'il sera rayé, & que les S. en iouiront, comme ils en doiuent iouir, & sauf aux suiets leurs defenses au contraire.*

u La Taille se doit imposer & payer pro mensura possessionum l. per Bithyniam. C. de immunem. conced. L. omnes prouinciarum. C de op. publ. Acc. in l. rescripto. D. de mun. & hon. qui veut que la Taille se face au sol la liure, selon les moyẽs & facultez.

x Accursius in l. pẽ. D. de arbitr. Tamen, inquit, id exequi debent patroni arbitrio boni viri, & suam voluntatem omnino nõ sequi.

y L. in condemnatione. D. 173. de reg. iur l. 19. § vlt. & l. 30. D. de re iud. l. 49. & 50. D. eod. tit.

z Plaict ou Plect & Cheual de seruice sont deuz au S. F. par le Vassal, selon que les profits ont esté abonnez, & y a encores Plect de morte main. Poictou. Art. 173. & 174. qui est deu dés la mort ou mutation du Vassal: & n'y a difference entre Plect & Plect de morte-main: si l'vn n'est deu à la mort du Vassal, & l'autre quand il y a ouuerture de fief autrement que par la mort du Vassal. Voyez l'Indice des Droicts Roiaux, & Theueneau sur ceste Coustume dit qu'il n'y a aucune difference.

té raisonnable selon la u faculté de leurs biens par le Iuge dudit S. s'il est Iusticier: sinon par le S. mesme, en signifiant à ses hommes pardeuant leur Iuge ordinaire ou autre competant, l'impost par luy fait, à ce que s'ils sont sur-indicts ou excessiuement imposez, la Taille soit reduite & moderee *arbitrio boni viri*, x & s'il est prisonnier des ennemis, est ledit cas reiterable. Art. 131. L'annee que le S. leue ladite Taille aux iiii. cas, il ne peut leuer Queste Courant: mais bien le double-Aoust. Aussi peut il leuer en vne mesme annee ladite Taille pour plusieurs desdits cas, s'ils escheent en vne mesme annee: pourueu qu'elles soient imposees sur lesdits hommes raisonnablement *& deducto ne egeant.* y Art. 132. Homme qui est franc ou tenant heritage en franchise à deuoir d'argent, est tenu enuers le S. de qui il tient, payer la Taille aux iiii. cas, qu'on appelle Taille franche, à telle somme de deniers qu'il doit chacun an. Et s'il ne doit point d'argent, il ne doit rien de Taille aux iiii. cas. Art. 134. Le S. Iusticier suiet de la Comté de la Marche, à cause de la Iustice en la Marche n'a point de Taille aux iiii. cas: ains seulement le S. direct & foncier: duquel l'heritage est mouuant. Art. 135. Madame a droict de Taille aux iiii. cas sur tous ceux, qui sont en sa directe. Car tout est tenu d'elle en franchise, directe, seruitude, fief ou Arriere-fief: sinon sur les hommes de ses iusticiables tenans d'eux en franchise, seruitude ou en condition mortaillable.

Homme franc ou tenant en franchise, est tenu payer la Taille aux quatre cas, s'il tiẽt à deuoir d'argent.

Seigneur direct & foncier a le droict de Taille aux quatre cas, & non le S. Iusticier.

Poictou Tit. 1. Art. 31. Si le vendeur vend aucune chose hommagee, qui soit suiette pour mutation d'homme à Rachat, z Plaicts ou seruices ou autres deuoirs qui soient abonnis, soit par la Coustume du pays, ou par la conuenance & vsance ancienne & le S. de fief accertené dudit contract de vente par † l'exhibition faicte en la forme que dessus, en prend le Rachat, les Plaicts, seruices ou autres deuoirs deuz pour icelle mutation, il ne sera plus receu à prendre la chose par puissance de fief, n'a demander ventes n'honneurs. Art. 95. Et en cas de Rachat, le domaine de celuy qui faict l'hommage, & aussi le domaine de ceux qui tiennent auec luy en Parage, gariment ou part prenant, courent en Rachat: tellement que si audit cas, lesdits Parageur & frereschеurs ou part prenant, en demandent la deliurance ou recreance, en appellant à Garieur ledict Chemier, ou en defendant la cause ils n'en auront aucun recours vers ledit Chemier. Art. 147. Au S. Baron ou Chastelain à cause des hommages Liges est deu pour Chambellage, dix sols: & pour les hommages plains, v. sols pour chacun hommage: & est comprins en ce le Seel de la lettre de la façon dudit hommage: mais autre qui n'est Baron ou Chastelain, ne doit prendre pour Chambellage aucune chose. Art. 148. En la Vicomté de Thouars & és pays de Gastines, és terres de fief franc, Mauleon, Talmond, és Chastel. terres & ress. de Fontenay, Vouuant, Meruaut, Maillezais & autres terres de Poict. d'être la Seyure & la Diue, & entre la Seyure & la Mer, quiconque doit hõmage lige, celuy a qui il est deu est fondé par la Coustume d'auoir Rachat par chacune mutation d'homme, s'il n'estoit abonny ou autre deuoir n'y auoit par conuenance, prescription ou vsance: & pour hommage plain, le S. à qui il est deu, est fondé d'auoir par chacune mutation Plaict & Cheual de seruice, par borderies & masures: s'il n'estoit abonny ou autre deuoir ny auoit par conuenance, prescription ou vsance. Art. 149. Toutesfois en aucunes parties des Chastellenies & ressorts de Vouuant & Meruaut, en la Chastellenie de Fontenay, & depuis Larcanssон iusques à la mer, les hommages plains courent en Rachat, & doiuent ce nonobstant, Cheual de seruice, qui est Coustume locale. Art. 150. En la Vicomté de Chastelleraut & en la Chastellenie du Blanc en Berry, les hommages soient plains ou liges, courent en Rachat, quand la chose chet en main de femme: & autrement n'y a deuoir de Rachat, si n'est par conuenance & vsance. Aussi †† n'en sera deu, si le mary aiant porté la foy pour ladite femme la predecede. Art. 160. Au pays & terre de Gastine, quand aucunes terres courent en Rachat, les Cens en argent doublent & redoublent iusques à v. sols: c'est à sçauoir que ceux qui doiuent les Cens au Vassal, pour raison des choses du Fief, les payeront au S. à qui appartiẽt

La Contesse de la Marche a droit de Taille és 4. cas, à cause de sa directe.

Rachat, Plaicts, seruices ou deuoirs pour vente de chose Homagee apres l'exhibition du contract, estant receus, empeschẽt le Retrait Feodal, les vẽtes & hõneurs.

† *Ces mots,* Par l'exhibition faite en la forme que dessus, *ont esté adiousteż à cause des precedẽtes Additions.*

Domaine de l'aisné & des Parageurs & frereschеurs court en Rachat.

Chambellage deu au S. Barõ ou Chastelain.

Rachat est

Source : BIU Cujas

deu à celuy, auquel hommage Lige eſt deu pour chacune mutation, s'il n'eſt abonny ou autre deuoir deu par conuenance, preſcription ou vſance.

Plaict & Cheual de ſeruice pour hommage plain, s'il n'eſt abonny ou auere, &c.

Rachat pour choſe tombee en main de femme.

†† *Ces mots,* Auſſi n'en ſera deu, *&c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez. Et ſur ledit Article a eſté remonſtré par Berthelin Subſtitut du Procureur du Roy à Chaſtelleraut, que ledit lieu de Chaſtelleraut, qui eſtoit anciennement Vicomté, eſt à preſent erigé en Duche: partant requeroit que au lieu de Vicomté fut mis Duche: Auons ordonné que ledit Article demeurera ainſi qu'il eſt ſans preiudice des dignitez & prerogatiues dudit lieu.*

Cens en argent quand ſont entendus doubler ou redoubler: & tous autres Cens ne doublẽt ou redoublent.

Cens en argẽt deu à pluſieurs termes ne double ou redouble.

Cinq ſols de Cens doublent & redoublent.

Cheual de ſeruice deu par la mort ou mutation du S. quãd ſe paye.

Cheuaux trauerſans.

* *Alias, ains.*

Deuoirs abonnis tombent en Rachat & cõment.

Cheual de ſeruice à qui doit eſtre payé par l'heritier du Vaſſal quand le S. lige eſt decedé, par la mort duquel le Fief court en Rachat.

Cheual trauerſant.

Le S. Lige eſtant mort auparauant ſon Vaſſal plain, qui meurt au dedans de l'an du Rachat, le Plect & Cheual de ſeruice à qui ſeront deuz.

Rachat ſurquoy ſe doit prendre, & enquoy il conſiſte, quand le Fief n'a Domaine

le Rachat au double & redouble, iuſques à v. ſols, de v. ſols xv. ſols: & auſſi des autres ſommes, de v. ſols, les premiers v. ſols doubleront & redoubleront. Car s'il y a x. ſols l'on en payera xx. ſols: & s'il y a xi. ſols, l'on en payera xxii. ſols. Mais en tous les autres pays deſſus nommez, les Cens doublent ſeulement iuſques auſdits v. ſols incluſiuement, & ne redoubleront. Car de xii. den. l'on paye ii. ſols, & de ii. ſols iiii. ſols, & ainſi des autres. Art. 161. Mais tous autres Cens, ſoient poullailles, bleds ou autres qui ne ſont en argent, ne doublent ne redoublent. Et pour ce ſi le detenteur ne doit que bleds ou autres choſes, qu'argent telles choſes ne doubleront ou redoubleront. Art. 162. Toutesfois ſi l'argent deu eſtoit autre choſe que Cens, il ne doubleroit ou redoubleroit, comme Tailles & autres choſes qui ne doublent. Et ſi pour raiſon d'vne choſe ſont deuz x. ſols de Cẽs payez à diuers termes, comme à Noël & à la S. Iean, leſdits Cens ne doubleront ne redoubleront qu'à vn terme ſeulement, iuſques aux premiers v. ſols. Art. 163. Et ſi en la ſomme n'y auoit que v. ſols, & au deſſous, deuz à deux feſtes, ils doubleront & redoubleront: pour ce que iuſques à v. ſols & au deſſous, ils doiuent doubler & redoubler. Art. 166. Et par la mutation du S. ledit Cheual eſt deu au commencement de l'an de ladite mutation. Et pour ce celuy qui leue par Rachat, a tous les fruicts de la terre qui viennent de ladite annee, & aura les cheuaux de ſeruice, que deut auoir l'heritier ou ſucceſſeur du Vaſſal: mais ils ne ſont pas appellez Cheuaux de ſeruice, & * ſont audit cas appellez Cheuaux trauerſans, & viennent audit Suzerain qui leue ledit Rachat. Art. 167. Semblablement s'il y a aucun deuoir abonni deu par mutation de Vaſſal, ſçauoir eſt par la mutation de celuy, par la mort duquel on leue le Rachat, celuy qui leue ledit Rachat les aura, & non ceux qui ſeront deuz par mutation d'homme dudit Vaſſal: ſi ce n'eſtoit que l'homme dudit Vaſſal changeaſt durant ledit Rachat. Et quand aucun tient en Gaſtine par hommage lige, & celuy qui ainſi tient par hommage plain, va de vie à treſpas, parauant ſon S. qui tient en ligement, l'heritier de celuy qui tient à hommage plain deura Plect, tantoſt apres la mort de ſon predeceſſeur ou S. de qui il tient plainement, & le Cheual de ſeruice à la fin de l'an. Art. 168. Si apres que ledit homme tenant à hommage plain eſt allé de vie à treſpas & dedans ledit an, le S. duquel l'on tenoit par hommage plain va auſſi de vie à treſpas, & par ainſi court ſon fief en Rachat, les heritiers dudit homme tenant hommage plain, ſeront tenus de payer ledit Cheual de ſeruice, au S. qui leuera le Rachat du fief lige, de qui eſtoient tenues les choſes par hommage plain. Et outre ce, deuront les heritiers dudit homme tenant à hommage plain au S. qui leue le Rachat, vn cheual trauerſant par la mort du S. lige, de qui les choſes ſont tenues: & ainſi le Seigneur qui leue ledit Rachat aura deux cheuaux. Art. 169. Mais ſi le S. de qui le Vaſſal tient à hommage plain decede auparauant ſon Vaſſal, & par ce moyen, la terre court en Rachat, ſi par apres ledit Vaſſal qui tient à hõmage plain, va de vie à treſpas, par ſa mort eſt deu Plect & Cheual de ſeruice: & ledit Plect ſera au S. qui leue le Rachat, pour ce qu'il eſt deu à l'entree de l'an: & le cheual de ſeruice, qui eſt deu à la fin de l'an, ſera deu aux heritiers de celuy qui tient par hommage lige. Art. 170. Eſdicts pays, ou aura Rachat, ſi audit Rachat tombe vn fief non aiant domaine ne Cenſiue, duquel toutesfois dependent autres fiefs, le Seigneur qui prend le droict de Rachat pour iceluy fief non ayant domaine ne Cenſiue, prendra pour ſon Rachat, ce qui s'enſuit: C'eſt à ſçauoir ſi dudit fief non ayant domaine ne Cenſiue depend vn ſeul hommage: en ce cas ledit hommage ſera eſtimé: & prendra ledit S. pour ſon droict de Rachat, la tierce partie de la valeur de ſondit fief d'vne annee: mais ſi audit fief non ayant domaine ne Cenſiue, y a pluſieurs fiefs mouuans & dependans: en ce cas, le Vaſſal S. dudit fief non ayant domaine en Cenſiue, ſera tenu pour ſon Rachat, payer le reuenu d'vne annee, du meilleur deſdits Fiefs au profit dudit S. Art. 171. Es villes & Chaſtellenies de Poictou, Luſignan, S. Maixant, Niort, Melle & Reſſorts anciens d'icelles, ſauf le pays d'entre la Dyue & la Mer, Parthenay, Vouuãt & Meruaut, Chaſtelleraut & ſon Reſſort, & autres pays par deſſus, n'y a aucuns

Source : BIU Cujas

ny Cenſiue ſous ſoy, mais pluſieurs Fiefs.
Rachat en quels pays n'a lieu, eſquels les deuoirs ſont abonnis.

Rachats: & ſont leſdits hommages liges, & ſemblablement les plains communement abonnis, & où ils ne ſont abonnis, & l'hommage eſt tenu à deuoir ſelon la Couſtume du pays, ou ſimplement, ſans declarer autre choſe, ledit deuoir eſt de la valeur de la tierce partie des fruicts d'vne annee de la choſe: & n'eſt deu ledit deuoir, ſinon à la mutation du Vaſſal: ſauf en la Vicomté de Chaſtelleraut, & au Blanc, quand la choſe eſchet en main de femme. Art. 172. Eſdits pays de Gaſtine en la Vicomté de Thouars, és terres du Fief franc Mauleon & Thalmont, & és Chaſtellenies, terres & Reſſorts de Fontenay, Vouuãt & Moruaut, Maillezais & autres terres de Poictou d'entre la Soyure & la Dyue, & d'entre la Seyure & la mer, ne courent en Rachat par la mort ou mutation du Vaſſal: mais elles ſe rachetent par Plects & Cheuaux de ſeruice, ſelon les maſures & borderies qui ſont en fief: excepté és parties ſuſdictes, eſquelles les hõmages plains courent en Rachat, comme les autres: & outre ce, en eſt deu au S. à qui l'on fait ledit hommage plain, à la fin de l'an, Cheual de ſeruice: & eſt Couſtume Locale. Art. 173 A celuy à qui eſt deu l'hommage plain és pays deſſuſdicts, eſquels leſdits Plects & Cheuaux de ſeruice ſont deuz par maſures & borderies, eſt deu le Plect dés la mort ou mutation du Vaſſal, & eſt appellé Plect de morte-main: mais le Cheual de ſeruice n'eſt deu qu'à la fin de l'an. Art. 174. Et monte ledit Plect de morte-main pour chacune maſure de terres, l. ſols tourn. & pour ladite borderie xxv. ſols, & par Quarteron de terre xii. ſols vi. den. & par Retail, vi. ſols iii. den Car la Borderie eſt deux maſures, & le Quarteron eſt demie borderie: & le Retail eſt le quart de ladite borderie. Art. 175. Mais ſi leſdictes maſures, Borderies, Quarterons ou Retail, aſſis eſdits pays entre la Dyue & la mer, ſont hebergees, ledict Plect double au regard de la premiere maſure, s'il eſt baillé par maſure, ou pour la premiere Borderie, s'il eſt baillé par Borderie. Car pour la premiere maſure hebergee, l'on doit C ſols tour. pour le Plect: & pour la premiere Borderie, l. ſols: & pour le premier Quarteron, xxv. ſols: pour Retail hebergé, xii. ſols vi. den. t. Mais les autres maſures & Borderies, iaçoit qu'elles ſoient hebergees, ne doublent, ſi elles ſont ſous vn hommage: excepté audict pays de Gaſtine: auquel pays ledit Plect ne double aucunement: ſuppoſé que les dictes maſures, borderies, quarterons & retails ſoient hebergees. Art. 176. Et ſi aucun tient à hommage à ſeruice annuel, comme de deux ou trois ſols qu'il fait à ſon S. duquel eſt tenu ledit ſeruice annuel, il abolit ledit cheual de ſeruice qui ſeroit deu par la mort du Vaſſal: mais au lieu de ce, le denier de ſeruice vaut l'an que le S. eſt allé de vie à treſpas: xii. den. & ainſi iii. ſols de ſeruice vaudroiẽt xxxvi. ſols: & de plus plus: & de moins, moins. Art. 177. En Gaſtine, gaignerie de iiii. bœufs garnie de prez & paſturages, eſt priſee & comptee pour maſure de terre: & Gaignerie de deux bœufs, pour Borderie: & Gaignerie d'vn bœuf, pour Quarteron: & Gaignerie de demy-bœuf, qui eſt le quart de la Borderie, eſt appellé Retail: toutesfois vers Pouzauges & en aucuns autres lieux appellent & prennent Borderie pour gaignerie à quatre bœufs: mais pourtant ledit Plect ne croiſt. Art. 178. Cheual de ſeruice en quelque pays que ce ſoit, en Poictou, où Cheual de ſeruice a lieu, monte pour maſure de terre lx. ſols: pour borderie xxx. ſols: pour quarteron, xv. ſols: pour retail vii. ſols vi. den. ſoient hebergees ou nõ: & s'il y auoit cent borderies ou plus, ſous vn hommage, ſi n'y aura-il pour cheual de ſeruice que lx. ſols. Art. 179. Si par hommage plain ſont tenues pluſieurs maſures ou borderies, au pays, où Plect de Cheual & ſeruice ont lieu, l'on doit par mort ou mutation d'homme, pour chacune maſure ou borderie & quarterõ, vn Plect de la valeur ſuſdicte, ſelon les pays, où elles ſont aſſiſes: mais on ne doit pas pour toutes (& en y euſt-il cent ou plus ſous vn hommage) que vn cheual de ſeruice: lequel cheual eſt de lx ſols, ſ'il n'y a maſure ou plus: & ſ'il n'y a que borderie, il eſt de xxx. ſols: & s'il n'y a qu'vn quarteron, eſt de xv. ſols: & s'il eſt deu Retail, vii. ſols vi. den. Art. 182. Et pareillement ſi le Vaſſal auoit ſous ſon hommage plain, maſures, ou borderies tenues de luy par hommage Lige, ou deuoir de Rachat, le Vaſſal qui eſt homme plain, les rachetera par maſures & borderies, comme ſi elles eſtoient tenues de luy a hommage plain. Art. 183. Audit pays de Gaſtine celuy qui tient à hommage plain, doit à l'heritier ou ſucceſſeur de ſon Seig. vn cheual de ſeruice: & le doit des ladite mort ou mutation, & non pas à la fin de l'an, comme ſi celuy qui eſt deu par la mort & mutation de

Rachat en quels pays n'a lieu: mais ſe rachetent les domaines tenus à hommage plain par Plects & Cheuaux de ſeruice.

Plect.

Plect de Morte main.

Cheual de ſeruice.

Maſure.

Borderie.
Quarteron.
Retail.
Plect de morte-main en quel pays double, comme & par quel moyen.

Quand pour hommage plain n'eſt deu cheual de ſeruice, ains eſt abbatu.
Denier de ſeruice.
Gaignerie, Maſure, Borderie, Retail & Quarteron.

Cheual de ſeruice combien s'eſtime.

Combien l'on doit de Plects & cheuaux de ſeruice, quand ſous vn hommage plain ſont tenues pluſieurs Maſures & Borderies.
Vaſſal plain comme rachete de ſon S. les Borderies ou Maſures qu'il tient ſous luy.
En Gaſtine

Source : BIU Cujas

Cheual trauerſant.

Heritier du Vaſſal plain nouuel mort au dedans l'an, doit payer deuoir à ſon Seigeur.

† *Ceſt Art. 185. a eſté ainſi couché par ce que le 60. Art. ancien y auoit diuerſité és liures imprimez & au Greffe. Auquel eſtoiẽt ces mots*, Suppoſé que ce ne ſoit au pays ou les Plaints courent en Rachat. *Et au liure imprimé*, Suppoſé que ce ſoit au pays ou les plains, *&c.*

Des Rachats aduenans, vn deux ou pluſieurs en vne meſme annee, & comme ils doiuent ceſſer.

Vaſſal plain luy ou ſon heritier changeãt en vn an, quel deuoir doiuent à leur Seigneur Lige.

Vaſſal plain en pays de Gaſtine quel deuoir doit à ſon Seigneur plain, à mutation de Vaſſal.

Cheual de rencontre que c'eſt, comme & quand il ſera payé.

Deuoirs abonnis.

Loyaux deuoirs & Aydes és quatre cas.

Seigneur d'Egliſe, auquel ſont deuz Loyaux Aydes.

Fief ne court

Vaſſal: mais ſi le S. à qui l'on faiſoit ledit hommage plain, tenoit de ſon S. à hommage lige, & ladite terre couroit en Rachat, ledit cheual ſera à celuy a qui eſt ledit Rachat, & eſt appellé cheual trauerſant Et en tous cas que le cheual eſt deu, ſoit de ſeruice ou trauerſant, par vn hommage, n'eſt deu qu'vn cheual: ſuppoſé qu'il y euſt pluſieurs maiſons & borderies. Art. 184. Si le nouuel Vaſſal qui tient à hommage plain va de vie à treſpas dedans l'an, ou toſt apres la mort de ſon predeceſſeur, ſera auſſi deu au S. vn autre Plect & Cheual. Car par chacune mutatiõ d'hõme plain, encores qu'elles vinſſent en vne annee, voire vn iour l'vne apres l'autre, eſt deu ledit Plect & Cheual de ſeruice. Et n'eſt pas comme hommages liges, eſquels leſdits Rachats finiſſent, au commencement du dernier Rachat, qui aduiendroit. Et pour ce, ſi pluſieurs Rachats d'vne meſme terre aduenoient en vn an, le premier finit par l'aduenement du ſecond: & le ſecond par l'aduenement du tiers: & ainſi des autres ſemblables. Art. 185. L'hommage † plain ſous l'hommage lige, ne doit cheual trauerſant: pourueu que ce ne ſoit au pays, où les plains courent en Rachat: mais audit pays ſeroit deu demy-cheual, ſi vn Vaſſal ou ſon heritier changent en vn an: pourueu que le plain coure en Rachat. Art. 186. Si aucun Vaſſal qui tient à hommage plain, ſous hommage plain audict pays de Gaſtines, va de vie à treſpas, par ſa mort ſon heritier doit Plect & Cheual de ſeruice à ſon S. de qui il tient en hommage plain: lequel cheual eſt deu à la fin de l'an. Art. 187. Et ſi en iceluy an, le S. qui tient l'hommage plain & duquel le Vaſſal tenoit par hõmage plain, va de vie à treſpas, il n'y a qu'vn cheual: pourueu que les deux cheuaux ſe rencontrent en vn an: & eſt ledit cheual nommé cheual de rencontre. Et pour ce ledit cheual de ſeruice abolit l'autre cheual qui ſeroit deu aux heritiers du S. duquel l'on tenoit par hommage plain: lequel cheual les heritiers du premier mourant tenant à hommage plain, euſſent deu aux autres heritiers du S. denier mort, n'euſt eſté le cheual de ſeruice, qui l'abolit. Art. 188. Auſſi pluſieurs deſdits hommages ſont tenus à certains deuoirs abonnis & aux loyaux deuoirs & aydes: leſquelles le Vaſſal qui ainſi tient doit faire à ſon S. c'eſt à ſçauoir quand il eſt faict Cheualier, quand premierement il marie ſa fille aiſnee: quand il faict le voyage d'outre mer: & quand eſtant prins des ennemis de ce Royaume il paye ſa rançon. Et où ledit S. ſeroit homme d'Egliſe, leſdits Loyaux Aydes luy doiuent eſtre payez, quand premierement il entre en ſon Benefice, & non en autre cas.

LA ROCHELLE Chap. 3. Art. 4. Quand aucun Vaſſal tient à hommage plein ou lige, aucunes terres & fief noble eſtans audit Gouuernement à deuoir d'argent ou autre deuoir abonni, en faiſant ledit hommage, ledit fief ne court en Rachat, ſ'il n'y a conuenance au contraire.

BRETAGNE Tit. 2. Art. 69. Et ſi ledit decedé auoit baillé à ſes Iuueigneurs quelque heritage ou Douaire à femme, le S. ne prendroit les fruicts ne les iſſues de l'annee des terres que les Iuueigneurs ou la Douairiere tiendroient iuſques à ce que leſdits Iuueigneurs ou Douairiere meurẽt. Et apres le decés deſdits Iuueigneurs ou Douairiere, †† le S. en prendra la iouiſſance d'vne annee, cõme l'annee deſſuſdicte. Art. 70. Et aduenant † qu'en meſme annee deux ou pluſieurs Vaſſaux S. d'vne meſme terre decederoient: en ce cas le Seig. de fief iouira depuis le decés du premier, iuſques au decés du ſecond: & depuis le decés du dernier, vn an entier. Art. 72. L'aiſné †† n'a bail, Rachat, ventes ny Haute Iuſtice ſur ſon Iuueigneur, à cauſe de la terre qu'il tient comme Iuueigneur de l'aiſné. Art. 82. Quand le S. marie l'vne de ſes filles, il doit eſtre aydé par ſes hommes, du pris de la rente que ſes hommes doiuent chacun an par deniers: & ainſi doublera ſa rente pour celle annee: & n'a ceſte Ayde fors pour l'vne de ſes filles. Art. 83. Quand le S. eſt faict Cheualier & auſſi ſon fils aiſné, ſes hommes luy doiuent faire pareille Ayde que deſſus. Art. 84. Quand le S. eſt pris en guerre pour le profit commun, ou pour ſon Souuerain S ſi les meubles du S. ne peuuent ſuffire pour le payemẽt de ſa rançõ, elle doit eſtre aſſiſe & payee ſur ſes hommes, ſelon que chacun aura de biens par † l'aduis des plus apparans gens de bien ſuiets dudit S. Art. 85. Quand le S. eſt arreſté & detenu, & on le peut deliurer par pleges, ſes hommes ſont tenus de le deliurer, d'autant comme le S. les aſſignera ſur luy ou ſur autres, & non de plus, iuſqu'à ce qu'il les ait acquitez & deſdommagez ſi dommage y auoit. Art. 86. Quand le S. achete terres en ſa Preſmeſſe ou retire les heritages de ſon Preſme, ſes hommes ſont tenus de luy

Source : BIU Cujas

en Rachat, s'il est tenu à denotr d'argent.

Seigneur ne prend les Issues des terres données aux Iouueigneurs ou Douairieres, sinon apres leur mort.

†† *Ces mots anciens du 67.* ou des hoirs de celuy qui tiendroit l'heritage du decedé en iouegnage, *ont esté rayez comme ayans esté escrits aux liures imprimez par erreur & autrement qu'en l'original.*

† *Cest Art. 70. est de nouuel adiousté.*

†† *Cest Art. 71. est pris du 74. Art. ancien. Auquel a esté ioinct le 312. Art. Tit. des Fiefs : par ce qu'il est de mesme effect, & les deux comprins en vn.*

† *Ces mots,* Par l'aduis, *&c. ont esté adiousteż au lieu des mots anciens,* par le regard des profitables hommes.

aduancer tout ce qu'ils luy doiuent, pour celle annee, leur donnant lettres de quittances. Art. 87. Aussi sont les hommes tenus en temps de guerre, ayder à leur S. pour fortifier ses places, sous †† lesquels ils sont hommes dudit Seig. les nourrissant euz & leurs bestes : afin qu'en temps d'hostilité ils y puissent retirer eux & leurs biens : ce que † ledit S. sera tenu de faire. Art. 88. Et si par meschef le feu ardoit les maisons dudit S. ou si elles tomboient par cas de fortune, lesdits hommes seront tenus aider auec leur corps, charretes & bestes, & mener la matiere à edifier, les nourrissant comme deuant. Tit. 17. Art. 341. L'aisné †† n'a ventes ny rachat ny Haute Iustice sur son Iouueigneur ny ses hoirs, comme dit est. Art. 347. Celuy † qui fait hommage lige, doit v. sols de Chambellage à son S. Et s'il aduient changement en la personne du S. lige & qu'autre deuiẽne S. le Vassal est derechef tenu de faire la foy a celuy qui succede, en la place & possessiõ du precedent S. Et en ce cas le S. ne pourra saisir, qu'apres sommation & interpellation faite au Vassal par escrit, ou que le S. eust fait asçauoir ses hõmages generaux : apres laquelle sommation ou tenue d'hõmages, si le Vassal est en defaut de faire la foy & hõmage, le S. pourra saisir & faire les fruicts siens, cõme deuant est dit. Art. 348. Le S. ne peut departir la Tenue à son hõme : tellement que où l'homme par cause de mesme Tenue, ne seroit homme que d'vn seul S. il seroit cõtraint d'estre suiet & homme de deux. Art. 349. Celuy qui tient autrement que comme Iouueigneur, ne peut contraindre son S. a luy cognoistre sa Tenue, & qu'il fut son S. si celuy S. ne l'auoit auparauant contraint ou voulu cõtraindre a luy faire plus grãdes seruitudes, que les accoustumees.

VII. AMIENS Tit. 11. Art. 186. Ceux qui tiennent fiefs en plain hõmage d'aucun S. sont tenus de seruir a en personne, ou †† par Procureur specialement fondé, les plaids de xv. en xv. en la Cour de leur S. auec les autres hommes de fief, toutes & quantesfois qu'ils y sont appellez suffisammẽt sur le chef-lieu de leurs fiefs, à peine de x. s. Par. d'amende enuers ledit S. pour chacune fois. Art. 187. Toutesfois † quand pour bonne & iuste cause ils y sont appellez pour s'y trouuer en personne, leur S. y estant, ils sont tenus d'y assister en personne. Art 188. Lesdits Vassaux doiuent faire les iugemens, appointemens & sentences sur contredit des causes & matieres criminelles & ciuiles, ou †† y a contention entre le S. & les Vassaux pour droicts de leurs Fiefs, estans pendantes en la Iustice desdits S. & ce au peril & despens desdits Vassaux : de sorte que s'il est dit mal iugé, ils escheent tous ensemble enuers ledit S. dont ils tiennent leurs Fiefs en † lx. sols Par. d'amende : mais si ledit S. ou son Bailly iuge luy seul sans aucuns desdits hommes, il escheten son nom en pareille amende de lx. sols Par. enuers son S. superieur.

MONSTREVL Art. 25. Quiconque a Fief & noble tenement & à cause d'iceluy vn ou deux hommes de Fief, qui est commencement de Cour, il a Iustice Vicomtiere en son Fief, & peut emprunter homme de Fief, à son souuerain, & par ses hommes & par ceux qu'il a empruntez peut exercer sa Iustice Vicomtiere, tant en receuãt Contracts de saisines & dessaisines & tenir plaids, que pour tous autres exploicts de Iustice.

BEAVQVESNE Art. 5. Le S. de Fief qui a vn homme de Fief, que l'on dit commencement de Cour ou plusieurs hommes de Fief, que l'on dit plaine Cour, il a Iustice de Vicomte : & s'il n'a qu'vn homme de Fief, il peut emprunter hommes pour faire ses iugemens.

S. OMER Tit. 2. Art. 10. Nul n'a Haute Iustice ou Vicomterie, s'il n'a Cour d'hommes de Fief, à tout le moins de trois, qui est commencement de Iustice, si autrement par leurs Rapports & lettres de Recepissé n'est conuenu : & lequel pour faire Iustice peut emprunter à son souuerain, qui est tenu ce faire aux despens du requerant. Art. 11. Ledit Haut Iusticier ou Vicomtier aiant ladite Cour d'hommes ou trois du moins, pour auoir plaine Cour & augmenter ses hommes, peut bailler à tenir de luy en fief partie de son fief, sans que pource il soit

†† *Ces mots,* Sous lesquels *&c. iusques à ce mot,* bestes, *inclus, ont esté adiousteż à cest Art. 87. qui estoit le 89. Art. ancien.*

† *Ces mots,* Ce que, *&c. iusques à la fin sont adiousteż.*

†† *Les Art. 312. & 320. ont esté rapporteż en cest endroit, & reformez par cest Art. 341.*

† *Cest Art. 347. reforme le 328. Art. ancie.*

Chambellenage.

Seigneur ne peut departir la Tenue à son homme.

Iuges de Fief ou Pairs.

Vassaux tenans en plain hommage estans appellez doiuẽt assister aux plaids de quinzaine en quinzaine.

†† *Cest Art. 186. estoit le 75. Article de l'ancẽ Coustumier. Et ont esté suiuant la remonstrance faite en 1507. contenue audit liure imprimé adiousteż & entregettez, ces mots,* ou par Procureur specialement fondé, *pour auoir lieu à l'aduenir.*

a Les Vassaux sont tenus assister au iugement des proces faits par les Baillifs des Seigneurs feodaux, dont ils releuent & tiennent leurs fiefs & iugent à leurs perils & fortunes, & à peril de l'amende enuers le Roy : & se nomment diuersement Hommes de Fiefs, ou Pairs & compagnons de la Cour. Le Bouteillier en la Somme Rurale, & par Arrest donné à la Pentecoste, 1264. appert que les hommes de L'Abbé de Corbie iugeoient en sa Cour. Aucuns estiment que le mot Pairs vient de Peres, & de la on a dit Peis & Perries : ou biẽ qu'ils sont pareils à eux-mesmes, & pareillement suiets à leur Seigneur feodal : & sont comme on dit, Pair à Pair, & delà ont esté nommez Pairs & Pairries. Cela a donné occasion aux Orthographes diuer-

Source : BIU Cujas

† T *Ces mots*, ou y a contention entre le Seig. & les Vassaux pour droicts de leurs fiefs, *ont esté de nouuel adiou-*
stez à cest Art.88. qui estoit le 98. Art. ancien pour auoir lieu à l'aduenir.
† *Ces mots*, lx. sols Par. *ont esté mis au lieu de ces mots anciens*, lx liures Par. *pour auoir lieu à l'aduenir.*
Plaine Cour.

ſes. Et d'autant qu'ils ſont tenus de l'amende, s'ils ont mal iugé, il faut les adiourner en cauſe d'appel, & autrement ſeroit l'appel declaré deſert, ores que le Seigneur fut adiourné, ainſi qu'il fut dit par Arreſt de Paris, du 16. iour de Decembre, 1383. Voy le Traicté des fiefs faict par le ſieur de Baſ-maiſon, Chap. des Iuges de fiefs.

ſoit tenu requerre le conſentement du Seigneur dont il tient ſondit Fief, & ſans que pour telle alienation, ſoit deu aucun droict Seigneurial, n'eſtoit qu'iceluy Haut Iuſticier ou Vicomtier euſt prins aucuns deniers en recompenſe. Car en prenant deniers en recompenſe, il conuiendroit paſſer en la Cour de ſon ſouuerain, & payer les droicts Seigneuriaux, qui en ſeroient deuz.

LA SALLE DE LILLE Titre premier. Article trente trois. Pour deuement tenir plaids & faire autres œuures de Loy, il eſt requis d'auec le Seigneur, Bailly ou Lieutenant, auoir trois de ſes hommes Feodaux, quatre Eſcheuins ou trois Iuges reſpectiuement, ou en defaut de les auoir, les emprunter de ſon ſuperieur: à peril que leſdicts œuures de Loy ſont abuſiues, & les plaids cheent vagues & interrupts. Et pour mettre leſdicts plaids en Loy, conuient obtenir de noſtre Gouuerneur de Lille ou ſon Lieutenant, Commiſſion en forme deuë. Article trente-quatrieſme. Vn Seigneur ayant Iuſtice de Vicomte & commencement d'hommes en peut creer heritablement ou viagerement d'autres, en tel nombre que bon luy ſemble, ſous ſon ſeau, & donner en accroiſſement d'hommes ou de rente, & à tenir de luy, iuſques au tiers de ſon fief, tant au gros, rentes ſeignouriales, que les reiects, Regards & chemins ou plantains y croiſſans, eſtans de ſondit fief, & eriger terres renteuſes en Fief, & s'il n'a commencement d'hommes, peut donner iuſques au tiers à tenir de luy en rente ſeulement. Article quarante-quatrieſme. Tous heritiers Feodaux ou rentiers ſont tenus de ſeruir en Cour de leurs Seigneurs auec leurs Pers & Compagnons, quant iudiciairement ils en ſont ſommez & requis: à peril d'encourir amende de ſoixante ſols, s'ils n'ont commis reſponſibles, leſquels reſponſibles ſommez & requis iudiciairement, en cas de defaut encheent en pareille amende. Laquelle le Seigneur, ſon Bailly ou Lieutenant, peut pourſuiure par plainte à Loy, & ſaiſine deſdits Fiefs & heritages cottiers prouſits & reuenus en procedans, y obſeruant leſdits deuoirs iudiciaires.

S. POL EN ARTOIS Tit. 2. Art. 14. Tous Seigneurs ayans Iuſtice & Seigneurie, & qui ont hommes de Fiefs qui tiennent d'eux, ſont chargez de ſeruice ou faire ſeruir les Plaids dudit Seigneur: iceux hommes doiuent faire les iugemens, appointemens & ſentences des cauſes & matieres criminelles & ciuiles, pendantes & eſtaintes, en la Iuſtice dudit Seigneur à leurs deſpens: en telle maniere que ſi ainſi aduenoit que leſdits hommes euſſent mal iugé & appoincté: ils commettent & eſcheent enuers leſdits Seigneurs, dont ils tiennent leurs Fiefs, en amende de lx. ſols Par.

TOVRNAY Tit. 10. Art. 38. Quant au ſeruice de plaids, le Fiefué ne peut en ſon lieu pardeuant le Bailly & hommes de Fief du S.F. mettre en ſon lieu reſponſible de bonne qualité, pour en ſon abſence vacquer aux affaires de la Iuſtice, que luy meſmes faire pourroit ſe preſent y eſtoit. Car quant à ce tel reſponſible, eſt reputé homme de fief.

Vaſſal peut bailler ſon fief à vne ou deux perſonnes pour le tenir feodalement, afin d'auoir v. hommes de Fief.

BOVLLENOIS Tit. 4. Art. 18. Vn S. ayant trois hommes de Fief, à commencement de Cour, & peut exercer ſa Iuſtice és mettes de ſon Fief en empruntant de ſon S. deux de ſes hommes de Fiefs: en demandant leſquels, il eſt tenu luy bailler. Art. 19. Et peut ledit S. bailler de ſa terre en fief, pour augmenter ſes hommes & Cour. Tit. 2. Art. 97. Le S. F. ayant trois hommes de fief tenus de luy, eſt par tout commencement de Cour en accroiſſiſſement d'icelle, & diminution du Quint datif de ſa terre, qu'il peut donner puiſſance & auctorité de creer deux hommes de fief. Et pour la creation donner partie de ſon fief à vne ou deux perſonnes telles qu'il luy plaiſt, qui les tiendront de luy feodalement, afin d'auoir v. hommes de fief & ſa Cour complete pour pouuoir exercer toute Iuſtice en ſondit fief.

Vaſſal doit ſubir iuriſdiction en la Cour de ſon ſeigneur pour les droits feodaux.

PERONNE Tit. 2. Art. 83. Le Vaſſal doit ſubir iuriſdiction & plaider en Cour, & Iuſtice de ſon S. ſouuerain pour les droicts Feodaux pretendus par ledit Seigneur contre ledict Vaſſal, ou par le Vaſſal contre ſon Seigneur, nonobſtant

Source : BIU Cujas

que le suiet soit assis en autre iurisdiction.

ARTOIS Tit.1. Art.32. Il est loisible au S.Vicomtier aiant b vn ou plusieurs hommes feodaux pour seruir sa Cour & iurisdiction, pour icelle sa Iustice maintenir & exercer bailler en fief, partie de son fief ou heritage, sans que pour ce il soit tenu requerir le consentement du S.dont il tient iceluy fief Et pour telle alienation n'est deu à iceluy S.aucun droict Seigneurial, si pour ce faire ledit S. ne prend aucuns deniers. Auquel cas ledit bail en fief doit estre recognu en la Cour de son souuerain : auquel sera deu droicts Seigneuriaux, tel que de Quint denier des que l'on deliure pour le bail. Et si est nul ledit bail ainsi fait, s'il n'est recognu par deuant ou appellé ledit S.souuerain. Art 33. Vn S. Vicomtier aiant seulement vn homme de fief peut emprunter à son souuerain S. aucuns hommes de fiefs pour faire ses iugemens : lequel S. souuerain est tenu les luy prester aux despens dudit requerant.

S. OMER en Artois. Tit.2. Art.15.p.à S.*Omer*. Art.10.

CAMBRAY Tit.1. Art. 73. Le Vassal ayant Seigneurie peut emprunter du Seigneur ou Bailly, dont il tient son fief, hommes de fiefs de son Seigneur, pour auec le Bailly dudit Vassal faire Vests & Deuests, tenir plaids tant au ciuil, que au crime, & faire tous autres deuoirs. Art.77. p.*à Peronne iusques à ces mots*, contre ledit Vassal, *inclus*.

SOLE Tit.2. Art.7. En toutes matieres de Crime, de fonds de terre & autres d'importance, le S. ou son Lieutenant peut faire mander par les Messages Iurats, les Potestats & Gentils-hommes iugeans dudit pays, au iugement à la Cour de Lixarre : & les defaillans, qui n'ont excuse legitime, encourent vi. sols Morlaas de peine enuers le Roy, qui font liiii. Ardits, pour chacune fois qu'ils sont defaillans.

VIII. MELVN Chap.4. Art.79. La †† saisine feodale est preferee à toutes autres, & tient en cas d'opposition, s'il n'y c auoit desadueu formel. Art. 81. Le S.qui a fait saisir le fief mouuant de luy, n'est tenu de nourrir le proprietaire dudit fief, ores qu'il fut mineur, & n'eust-il autres biens : & si n'est tenu payer pensions de Religieuses, rentes ou autres charges constituees sur ledit fief, si lesdites rentes n'estoient anciennes ou infeodees d par ledit S.

SENS Tit.19. Art.210. Si † le S.F.tient en sa main les terres des mineurs qui n'ont aucuns meubles, parens, Gardes ne dequoy viure, il n'est pourtant tenu, s'il ne luy plaist, de nourrir & gouuerner lesdits enfans, ne de payer la rente ou rentes à vie, à vne n'a deux filles de son Vassal trespassé, ausquelles lesdites rentes pourroient auoir esté constituees. Art.219. Si le Vassal qui doit Rachat fait ses offres au S.F.de luy faire hommage & des trois choses l'vne, à son chois : & apres le S.sans autre responce faire, tienne ledit fief en sa main par vn an, ledit Vassal demoure quitte du profit de Rachat.

CLERMONT Tit.9. Art.113. Aussi peut faire e saisir ledit S. de Fief, les heritages tenus & mouuans de luy, à fin d'en auoir la Declaration par les detenteurs proprietaires: & sçauoir à quel titre il les tiennent & possedent : & tout cela à la conseruation des droicts Seigneuriaux desdicts Seigneurs si aucuns leurs en sont deuz.

LAON Tit.16. Art.206. La saisie Feodale faicte pour plusieurs causes conioinctemẽt ou diuisement, comme pour hommage non fait, droicts & deuoirs non payez, & Denombrement non baillé, est vallable pourueu que pour l'vne d'icelles causes, elle se puisse soustenir : encores que le Vassal ait satisfaict à aucunes d'icelles. Art. 207. La saisie Feodale est plus priuilegiee que toutes autres : soit qu'elles fussent faictes en proces possessoire entre plusieurs eux pretendans possesseurs d'vn Fief : ou pour autre cause & droit preceder. f Art. 218. S'il y a opposition ou appellation de la saisie faite par le Seigneur Feo. toutesfois nonobstant icelle, doit demeurer le fief saisi pendant le procés, sinon en cas de desadueu, comme il est dit cy dessus.

CHALONS Titre vingtiesme. Article cent octante six. Le Seigneur Feodal peut faire saisir & mettre en sa main par son Sergent assisté de tesmoins, le fief mouuant de luy, quand il y a ouuerture : & en cas d'opposition, la cognoissance doit aller pardeuant le Iuge, auquel elle appartient. Article 207. & 216. p.*aux Articles* 206. & 207. *de Laon*. Article 218. Le Seigneur ne doit plaider dessaisi pour quelque opposition ou appellation que face le Vassal : mais doit ledit Fief demeurer saisi pendant le procés : sinon qu'il fut desaduoué formellement Seigneur.

REIMS Titre trois. Article 100. Exploicter en pure perte le Fief, est

Bail de Fief pour lequel le Vassal a prins deniers, doit estre recognu en la cour du Souuerain.

VIII. En quels cas les saisies & oppositions ont lieu.

†† *Cest Art. 79. est adiousté comme ancien.*

Saisie feodale est priuilegiee.

S.F. n'est tenu de nourrir les mineurs apres la saisie faicte.

† *Cest Art. 210. a esté mis au lieu du 202. Art. ancien, duquel a esté rayé ce mot*, Bailliestres.

Vassal est quitte du Rachat apres les offres faictes deuëment, si le S. iouist du fief par vn an.

Saisie afin d'auoir declaration du Titre du fief par les detenteurs.

Saisie feodale faicte conioinctement ou diuisement est valable, si elle se peut soustenir pour vne seule cause.

b Et ne faut en ce point suiure les Edicts de Cremieu & Laon: par lesquels les Nobles ne sont responsables que pardeuant les Baillys Royaux, ains qu'auons touché cy dessus.

c Auquel cas le Vassal iouiroit par prouision, pendant le procés, ainsi qu'il a esté dit cy dessus. Laon. Art. 218. Chalons Art. 218. Et si le suiet denie aussi en iugement le deuoir, pour lequel le S. de fief a faict saisir, le suiet aura deliurance pendãt le proces, ainsi qu'il fut iugé par Arrest des Grands Iours de Poictiers le 1. iour d'Octobre, 1579.

d Ceste Coustume semble fort iniqne. Lex Ælia Sentia, patronis operas adimebat, hereditatémque libertorum quos illi egenos minime educarent l. si patronus non aluerit. 33. D. De bon. lib. & Imperatoris constitutione cauetur, vt si patronus libertum non aluerit, ius patroni perdat, vt est in l. 5. §. vlt. D. de iure patron. Ainsi les Patrons & fondateurs des Eglises, doiuent estre nourris par les Eglises qu'ils ont fondees & dotees. Clemẽs in cap nobis. D: iure patron. & Synod. Turon. cap. 51. Archid in can. Si plures 12. q. 7. Boer. Dec. 128. Comme aussi au contraire le Vassal est tenu de nourrir son S. s'il n'a moyẽ de viure l. 6 §. 1. De liber. agnos & ibi Bartol. Speculator Tit. Qui filii sint legit. § 1. l. vlt. D. de lib. agn. Nous ne deuons estre si rigoureux de les cõtraindre à nourrir leurs S. paier leurs debtes, ou les cautioner:

Source : BIU Cujas

Saiſie Feodale priuilegiee à toutes autres ſaiſies.
Oppoſition ou appellation n'empeſche que le fief ne demeure ſaiſi : ſinon en cas de deſ-aueu.
Saiſie feodale en cas d'ouuerture ſera faite par le Sergent du Seigneur.
S.F. ne plaide deſſaiſi, ſinon en cas de Deſ-aueu.
Exploicter en pure perte.

ſinon que les Vaſſaux fuſſent eux meſmes cauſes que leurs Seigneurs ſoient ainſi deuenus pauures. §. licet Vaſſalus. Si de feudo defuncti contentio tit. inter. dom. & agn.

& ibi Aluarotus & Præpoſ. Baldus in l. vn. §. ſed ſcimus. C. de Latina lib. tit. comme eſcrit Chopin ſur la Couſtume d'Anjou liure 2. par. 2. Chap. 1. Tit. 3. Paris Art. 28. cy deſſus auec les Couſtumes rapportees en Conference ſur ledit Art. qu'il faut voir. Ces Art. 8. de Melun & celuy de Sens Art. 210. ſemblent fort rudes, en ce qu'ils portent, que le Seigneur n'eſt tenu de nourrir ſon Vaſſal mineur, veu meſmes que Souffrance eſt deu aux mineurs par la Couſtume. Du Moulin eſcrit auoir obtenu Arreſt du Parlement de Paris au contraire, au faict de la Couſtume de Chaumont au Vvexin le François.

e Il faut entendre apres ſommation deuement faicte, & delay competent baillé par le S.F. pour auoir ladite declaration. Autrement il ſeroit iniuſte de commencer par la ſaiſie, & ſeront deuz dommages intereſts pour cauſe de ladite ſaiſie, ſi elle n'eſtoit verbale, & qu'elle ne fit aucun preiudice au Vaſſal. C. M.

f Melun Art. 79. Ie ne veux oublier qu'il a eſté iugé par Arreſt du mois de Mars, 1584. au rapport de Monſieur Angenouſt, ſur la Couſtume de Mont-fort, que vn heritage eſtant ſaiſi à la requeſte d'vn Seigneur Feodal, comme mouuant de luy en Fief, à faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts & non payez : & lequel heritage ayant auſſi depuis eſté ſaiſi ou en faict pourſuite comme le pretendant tenu de luy, ſoit en fief, ou roture, ores que ce fut le Roy : Les fruicts ſont acquis au premier ſaiſiſſant s'il obtient : ſi ce pendant le Vaſſal ne ſ'eſt faict receuoir par main-ſouueraine, ainſi que Charondas recite liure 7. des Reſp. Chap. 15.

iouir par le Seigneur par ſes mains d'iceluy Fief, ſelon & ainſi qu'en iouiſſoit le Vaſſal auparauant ladicte main-miſe: quoy †† faiſant, ſera tenu payer les charges anciennes dudit Fief. Art. 109. Tellement qu'audit Vaſſal aiant depuis faict ſon deuoir, ſera rendu compte & reliqua par les Commiſſaires eſtablis au gouuernement de ſon fief, payant par luy les frais de la ſaiſie, ſalaires & vacations des Commiſſaires. Art. 122. Le premier des contendans qui a fait les foy & hommage, & a payé les droicts & deuoirs Seigneuriaux, y ayant eſté receu, faict ceſſer g la ſaiſie du Seigneur Feodal lequel n'a plus cauſe d'empeſcher ledit Fief: ſuppoſé qu'il demeure contentieux entre les Contendans. Article. 132. p. *à Laon* 206. non † baillé, eſt valable : pourueu, &c.

S. QVENTIN Tit. 4. Article 82. Le Seigneur peut faire ſaiſir le Fief de ſon Vaſſal, par faute de ſeruice de Cour & de plaids : c'eſt à ſçauoir quand le commandement a eſté fait audit Vaſſal, à comparoir à certain iour, & aſſiſter aux plaids de la ſeigneurie, dont ſon Fief eſt mouuant, auec ſes Pairs, compaignons & Vaſſaux, pardeuant le Bailly ou Garde de Iuſtice dudit Seigneur Feodal.

RIBEMONT Tit. 2. Art. 20. Quant le Seigneur de Fief à Iuſtice, peut faire ſaiſir par Cõmiſſion de ſon Iuge: ſ'il n'a Iuſtice, doit prendre Commiſſion de ſon Seigneur ſuperieur aiant Iuſtice, ſinon du Iuge Royal : & en cas d'oppoſition le Vaſſal peut plaider pardeuant le Iuge du lieu, d'où la Commiſſion eſt emanee.

BAR. Tit. 1. Art. 7. Quand vn Vaſſal decede ſans hoirs de ſon corps & delaiſſe aucuns ſes lignagers en ligne collaterale, le S.F. † par le treſpas de ſon Vaſſal, ſe peut en ſaiſir & mettre en poſſeſſion de tel fief & le tenir en ſa main & exploicter ſans qu'il ſe doiue departir de ladite poſſeſſion & iouiſſance, mais s'en peut dire poſſeſſeur iuſques à ce qu'il luy appert que tel lignager ſoit capable & habile à luy ſucceder audit fief, & tiendra ſadite ſaiſine & poſſeſſion, iuſques à ce qu'il ſera cognu & decidé ſi tel lignager eſt habil & capable d'y ſucceder. Et par ladite Couſtume n'eſt loiſible à tel lignager ſoy intruire ou bouter en iceluy depuis la ſaiſine dudit Seigneur Feodal, ſans congé & licence, ne le troubler en ſa poſſeſſion : ſur peine de commiſe & perdre le droict qu'il pretend audit Fief: neant-moins aura l'heritier tel cognu reſtitutiõ des fruicts depuis la preſentation qu'il aura faicte de ſes deuoirs.

PERONNE Titre ſecond. Article ſeptente neuf. Pour les frais de chacune ſaiſie, ſignification & eſtabliſſement, à faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts, eſt deu vingt-quatre ſols tournois : ſinon qu'il y ait telle diſtance du lieu de la ſeigneurie, & fief ſaiſi.

CHAVNY Titre dixſeptieſme. Article nonante quatre. Tous fiefs tenus par Bailliſtres, comme par ceux qui peuuent tenir Bail d'enfans mineurs nobles, & auſſi par les maris, qui ont releué & tiennent Fiefs, à cauſe de leurs femmes, ſe peuuent ſaiſir ou faire ſaiſir par les Seigneurs dont ils ſont tenus, apres le

†† Ces mots, Quoy faiſant, &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.

Commiſſaires eſtablis à vn fief ſaiſi, doiuent rendre cõpte & reliqua au Vaſſal aiãt fait ſon deuoir.

Saiſie ceſſe par l'hommage fait par l'vn des contendans.

† Ceſt Art. 132. eſt de nouuel introduit.

Saiſie par faute de ſeruice de Cour & de plaids.

Saiſie feodale ne doit eſtre faicte ſans Commiſſion.

Saiſie faicte par le S. F. ſur l'heritier collateral du Vaſſal decedé.

Frais de ſaiſie feodale.

Mineurs nobles ou femme noble.

g Quandiu reſidet: ſecus ſi aduerſarius efficiatur poſſeſſor. C. M.

Source : BIU Cujas

tresPas desdicts Baillistres, & sont tenus ceux ausquels escheent les fruicts & profits d'iceux, releuer & droicturer, s'ils n'auoient ce faict auparauant. Article nonante cinq. Et où le Bail ne seroit fini, & qu'il y auroit parent habille, à prendre de rechef iceluy Bail, ou que la femme tenant iceluy Bail, se remarieroit, il seroit loisible au Seigneur de proceder à nouuel saisine: par ce que nouueaux droicts de Relief de Bail, luy seroient & sont deuz, toutes quantesfois qu'il y a nouueaux Baillistres. Titre dixhuictiesme. Article cent quarante quatre. Quand aucun Vassal s'oppose à la saisine de quelque fief, ou appelle d'icelle, le Vassal ne iouira partant d'iceluy Fief, au moyen de son opposition ou appellation: mais nonobstant icelle, demourera & doit demourer ledict Fief saisi, nonobstant le proces, iusques à ce qu'autrement en soit ordonné.

Droicts nouueaux pour nouueaux Baillistres ou secõds au tiers mary.

Opposition ou appellation de la saisie feodale.

ARTOIS Titre premier. Article vingt-trois. Si le Seigneur a souffert vn heritier d'aucun fief, cottiere ou main-ferme, iouir an & iour depuis le tresPas du dernier possesseur, des heritages de luy tenus, sans les auoir droicturez, pour deuëment proceder à la regale d'iceux, il luy conuient & est requis qu'il saisise prealablement, icelle saisine signifie à l'occupeur des heritages. Et s'il y a opposition, assigne iour à l'opposant. Et si l'heritier vient & offre à payer le droit de Relief, il doit obtenir main-leuee de tel heritage, en purgeant les despens. Mais s'il y a opposition ou contredict par l'heritier ou qu'il requiere main-leuee, il la doit auoir, en nantissant le droict de Relief pretendu par le S. Autrement s'il ne paye ou nantit effectuellement ledit droict de Relief pretendu par ledit Seigneur auparauant que ledit heritage soit despouillé, iceluy Seigneur fait la despouille sienne. Art. 25. Si aucun Seigneur iouist d'aucuns heritages tenus de luy, comme re-vnis à sa table & au gros de son fief, par faute d'homme ferment de fidelité, droicts ou deuoirs non faicts, ou pour rentes non payees, tel Seig. ne peut demander aucunes rentes pour les annees, esquelles il a iouy desdits heritages re-vnis. Mais en cas que le Seigneur n'ait esté payé de ses arrerages precedens ladite re-vnion, iceluy S. peut demander lesdits arrerages, qui estoient escheus lors & au temps que ladite re-vnion a esté faite au proprietaire ou son heritier, qui voudroit reprendre ledit heritage.

Saisie de fiefs.

Heritier à main-leuee s'il est opposant, en consignant le droict de Relief.

S ayant iouy du fief de son Vassal, ne peut demander les rentes des annees dont il a iouy: ains seulement les arrerages escheus auparauant la saisie.

CAMBRAY Tit. I. Art. 57. Pareillement le S. à defaute ou refus faict par le Vassal de venir seruir aux plaids de la Cour d'iceluy Seig. quand il en est requis & sommé, sur peine de saisine par Ordonnance de la Cour, & qu'il ne monstre empeschement legitime, peut faire par Ordonnance de sadite Cour, saisir le fief de son Vassal, tant qu'iceluy Vassal ait purgé sa contumace & despens de la saisine. Apres laquelle purge faicte, aura le Vassal main-leuee des fruicts escheus depuis ladite saisie, & ne fait cependant le S. les fruicts siens.

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 9. La saisie de la chose Feodale se peut faire par le Sergent du S. de fief: posé que ce soit en Iustice d'autruy. Et doit ledit Sergent demander assistance au S. Iusticier du lieu, où il a fait ladite saisie. Et quant à ladite notification, il la peut faire quelque part que ce soit, sans demander ladite assistance. Art. 53. Si le Seigneur prend delay pour deliberer, s'il prendra les droicts seigneuriaux ou de Retenue, & le Vassal a faict ses offres & presentations deuëment, il ne faict les fruicts siens, depuis lesdites offres. Art. 54. Le Seigneur feodal, *etiam*, auant qu'il soit receu, peut faire saisir & exploicter ses Fiefs és cas, esquels la saisie a lieu. Art. 60. Si le Vassal a saisi son fief, il faict les fruicts siens, iusques à l'instant de la saisie de son fief & notification d'icelle: & depuis icelle notification, les fruicts dudit Arriere-fief saisi, sont & appartiennent audit Seigneur de fief mediat, subrogé au lieu de son Vassal. Et se peut aider ledit S. de la saisie de sondit Vassal, ou faire de nouuel saisir ledit Arriere-fief, si bon luy semble: auquel cas toutesfois les frais de la seconde saisie, ne seront comptez audit Rereuassal par ledit S. mediat. Art. 61. Et sont obseruez les Art. susdits si la chose feodale eschet au S. de fief, par commise, retour ou * Retenue ou autrement *iure Feudi*.

Saisie Feodale faicte par le sergent du S. de fief.

S. F. ne fait les fruicts siens apres les offres & presentatiõs, s'il prend delay pour deliberer.

S. F. peut saisir, encores qu'il ne fut receu.

S. F. cõme fait les fruicts siens du fief de son Vassal, & des Arriere-fiefs d'iceluy.

* *Aliàs*, & tenue.

Saisie ne vaut sans sommation precedente.

S. Feodal cõme fait les fruicts siens.

MONTARGIS Chapitre I. Art. 16. De quelque costé que la foy faille, du costé du Vassal ou des deux, le Seigneur de fief ne peut exploicter le fief de son Vassal, par faute de foy non faicte sans sommation ou empeschement dudict fief deuëment signifiee, qui vaut sommation. Art. 70. Toutesfois que le Seigneur de fief saisist l'heritage tenu de luy en Fief, & par le Vassal tenu en domaine, par faute de foy non faicte, & il le trouue en fruict, soient vignes ou terres emblauees, le Seigneur les peut exploicter & prendre en pure perte du Vassal: sinon qu'on luy face les foy & hommage ou offres suffisantes,

Source : BIU Cujas

auant que leſdits fruicts ſoient ameublez, pourueu que les xl. iours donnez à l'heritier du Vaſſal, pour entrer en foy, ſoient paſſez. Car dedans les quarante iours ledit Seig. de fief ne peut ſaiſir n'exploicter. Art. 71. Et ſi vn Seigneur en l'heritage & domaine de ſon Vaſſal, par faute de foy & hommage non faicts, veut exploicter, ſoit eſtangs, bois, vignes, terres & desblees meures, il prend ce qu'il trouue audit heritage, & l'applique à ſon profit: fors les bois, qui ſont pour l'embelliſſement des maiſons & autres qui ont accouſtumé n'eſtre couppez, qu'il ne peut coupper. Article octante deux. Iaçoit qu'en ouuertures de fief, le Seigneur puiſſe, quarante iours apres la ſaiſie, exploicter le fief de ſon Vaſſal: neant-moins ſi ledit Vaſſal vient faire la foy & offres pertinentes apres les quarante iours, & auant que ledit Seigneur ait cueilly les fruicts, ou receu le reuenu dudit fief, le Vaſſal purge ſa demeure, ne pourra ledict Seigneur abbatre ne prendre les fruicts ne leuer le reuenu: ains ſeulement ſera ledict Vaſſal tenu des frais de la ſaiſie & autres raiſonnables, ſi aucuns ſont. Article 89. La Iuſtice du * Seigneur Feodal eſt double: l'vne de pouuoir, ſi bon luy ſemble, de ſon auctorité, & ſans Iuſtice, ptendre Notaire ou teſmoins, & en leurs preſences mettre & appoſer ſa main feodale ſur les Fiefs tenus de luy, le ſignifier à ſon Vaſſal ou detenteur de Fief, & luy defendre n'enfraindre ſa main. Laquelle ſaiſie eſt de tel effect pour pourſuir ſon Vaſſal, pardeuant le Iuge ordinaire, à reſtitution de fruicts, amendes & autres profits, comme ſi la main du Haut Iuſticier, ou du Roy, en confortant la ſienne y eſtoient appoſees, en informant deuëment de ladicte ſaiſie. Article 90. L'autre †† eſt de pouuoir ſaiſir choſes tenues de luy, & leur defendre l'infraction de ſa main: de pouuoir faire conuenir l'infracteur Vaſſal ou Cenſier en Iuſtice, pour reſtablir les fruicts payer l'amende de ladicte infraction, qui eſt de cinq ſols de defaut de n'auoir payé le Cens au iour, qu'il eſt deu, l'amende de n'auoir deprié les lods & ventes dedans huictaine, qui eſt de ſoixante ſols: d'auoir enfraint Terrage, qui eſt de ſoixante ſols, auec les profits tant Feodaux que Cenſuels. Article 93. p. à l'Art. 16. cy deſſus Vaſſal: ſinon qu'il euſt vendu ou autrement aliené: auquel cas qu'il euſt vendu ou aliené, incontinent ledit Seigneur exploictera comme deſſus. Article 95. Vn Seigneur de Fief non ayant droict de Haute Iuſtice, ne peut ſaiſir le fief de ſon Vaſſal, ſans auctorité de Iuſtice & commiſſion du Iuge ordinaire du Haut Iuſticier: duquel il tient le fief.

ORLEANS Titre premier. Article ſecond. Toutesfois † ſi le Seigneur de fief auparauant la vente du fief, ou partie d'iceluy, auoit ſaiſi & appoſé ſa main, ſur le total dudit fief: en ce cas l'acheteur qui auroit acquis ledit fief ou partie, ſera tenu payer entierement au Seigneur de fief, les profits qui eſtoient deuz auparauant la vente. Pour leſquels ledict Seigneur auoit appoſé ſa main & faict la ſaiſie, enſemble les frais de la ſaiſie: ſauf audit acheteur ſon recours: pour lequel ledit Seigneur ſera tenu luy ceder ſes actions & ſe ſubroger en ſon lieu & droict. Art. ſoixante quatre. Quād en vn meſme tēps la foy faut du coſté du Seigneur & du Vaſſal, & le Seigneur faict ſaiſir ſon fief, le Vaſſal a quarante iours apres, †† la ſaiſie deuëment ſignifiee & copie baillee d'icelle pour aller faire ſes deuoirs & offres comme deſſus. Article ſoixante ſept. Quand les offres ſont deuëment faictes par le Vaſſal à ſon Seigneur de fief, il eſt reputé auoir faict ſon deuoir. Et ne peut ledit Seigneur de fief mettre en ſes mains ledit fief, ny faire les fruicts ſiens: ſinon qu'il ait derechef ſaiſi & ſignifié ladite ſaiſie ou ſommé deuëment ſon Vaſſal de luy faire la foy. Eſquels cas ledit Vaſſal a quarante iours apres ladite ſaiſie ou ſommation pour faire ſon deuoir, comme deſſus. Article ſoixante neuf. Et combien que le fief ſoit ouuert, & que le Seigneur de fief le puiſſe exploicter: neantmoins auant les fruicts cueillis & abbatus, le Vaſſal peut purger ſa demeure & eſtre receu à faire ſes offres & deuoirs. Et deſlors leſdictes offres & deuoir deuëment faicts le Seigneur ne peut plus abbattre ne acquerir à ſoy les fruicts qui ne ſont cueillis ny abbatus, & ſera ſeulement tenu payer les frais de la ſaiſie.

LA SALLE DE LILLE Tit. I. Article trente. Leſdits Hauts Iuſticiers ou Viſcontiers par leurs Loix & Iuſtices, peuuent faire vendre, crier & ſubhaſter par Decret & execution de Iuſtice, les prouſits & reuenus de cent ans & vn iour des fiefs & heritages tenus d'eux ou dependans, en y gardant & obſeruant les deuoirs en tel cas requis. Et ne peuuent vendre le fond & proprieté d'iceux fiefs & heritages, n'eſt qu'à ceſte fin, ils ſoient par expres rapportez & hoſtigiez.

NORMANDIE Chapitre neufieſme. Article cent douze Le Preuoſt Sergent ou autre faiſant priſe de fief, doit declarer par trois Dimenches conſe-

Seigneur feodal ſaiſiſſāt comme appliq̃ue à ſon domaine ce qu'il trouue au fief de ſon Vaſſal: fors les Bois qui ſont pour la decoration de la maiſon.

Vaſſal purge ſa demeure, apres les 40. iours de la ſaiſie en faiſant offres pertinentes.

* *Antea, male du Vaſſal.*

Iuſtice du S. feodal eſt double pour la ſaiſie feodale.

†† *Voyez ce qui eſt note ſur l'Art. 81. cy deſſus.*

Amende d'infraction de ſaiſie feodale, de n'auoir payé Cens au iour ou deprié les lods & ventes, enfraint. Terrage.

S. non Haut Iuſticier ne peut ſaiſir ſans auctorité de Iuſtice.

† *Ceſt Art. 2. a eſte adiouſté pour explication de ces mots,* Et autres profits ſi aucuns en ſont deuz, *contenus au premier Article de l'ancien Couſtumier: ſans preiudice du paſſé.*

Acheteur de fief ou partie tenu de payer les profits deuz auparauant la vente, ſauf ſon recours.

†† *Ces mots,* Apres la ſaiſie deuement ſignifiee & cop-

Source : BIU Cujas

pie baillee d'icelle, *ſont adiouſtez pour explication.*
Offres deuement faictes empeſchent la ſaiſie.
Vaſſal a 40. iours apres la ſaiſie ou ſommation pour faire ſon deuoir.
Vaſſal peut purger ſa demeure auant les fruicts cueillis.
Saiſie comme ce doit faire par le Preuoſt Sergent.

cutifs à l'iſſue de la Meſſe Parochial du lieu, où les heritages ſont aſſis, à faute d'homme, droicts & deuoirs Seigneuriaux non faits, & que s'il ne ſe preſente aucun homme, pour les faire dans les quarante iours enſuiuãt de la derniere criee, ils ſeront adiugez au S. aux prochains plés enſuiuans: & en ce faiſant doit declarer le iour, lieu & heure deſdits plez par le meſme exploict qui ſera certifié de teſmoins. Article 113. Si les heritages ſont roturiers, h les bours & coſtez ſeront inſerez dans la declaration: & s'ils ſont nobles, il ſuffit ſaiſir le corps du fief. Article 118. Les fruicts adiugez au Seig. ne luy ſont acquis, s'ils ne ſont engrangez, auant que le Vaſſal preſente ſon Adueu ou forme deliurance. Art. 119. Si les i fruicts demeurent au Seig. il doit payer les arures, labours & ſemences à celuy qui les aura faictes, autre que le Vaſſal, ſi mieux le Seigneur n'aime ſe contẽter du fermage, ou de la moitié des fruicts.

TOVRS Tit. 1. Art. 19. Pour Adueu non baillé à iour pour la premiere inionction, le S. ne peut ſaiſir. Auſſi ne peut ſaiſir par Commiſſion generale. k Et ne peuuent leſdites ſaiſies eſtre faites, ſans declarer particulierement les cauſes d'icelles. Art. 27. Et ſi aucun briſe la ſaiſie du S. il pourra former complaincte ſur la ſaiſie briſee, contre celuy qui aura exploicté par deſſus ſa main, ou faire conuenir en ſa Cour ou par deuant ſon Suzerain ou Iuge † Royal ſuperieur, à ſon chois & election, pour en auoir reparation ou amende. Art. 28. Et la maniere de reblandir ſon S. eſt telle: celuy qui a droict en la choſe ſaiſie, doit venir deuers le S. ou à ſon Seneſchal ou Bailly, ſçauoir la cauſe de ladite ſaiſie: & s'il reſpond que c'eſt pour deuoirs non payez & le ſuiet luy fait offre certain †† & ſuffiſant de les payer, & requiere la deliurance, la main luy doit eſtre leuee. Et ſi le S. demandoit plus grand deuoir, que deuoir Couſtumier, ſelon le fief, en luy faiſant offre de payer ledit deuoir Couſtumier, ou plus grand deuoir, tel que ledit ſuiet confeſſera, & baillant plege d'eſter à droict pour l'outre-plus, en s'oppoſant pour ledit outre-plus, ledit S. ſon Seneſchal ou Bailly le doit receuoir & leuer ſa main-miſe. Et ſera ledit plege de la terre dudit S. ou de ſon Suzerain, & fera ſubmiſſion en la Cour, dont procedera ladite ſaiſie. Art. 29. Et s'il le refuſe, ledit ſuiet requerant ſe peut complaindre contre ledit S. ſur tort fait & refus de plege ou appleger en la Cour de ſon Suzerain. Art. 30. Et où le ſuiet aura fait diligence à luy poſſible de trouuer ledit S. ſon Seneſchal ou Bailly, duquel procedera ladite ſaiſie, au lieu terre & Seigneurie, dont procede icelle ſaiſie: audit cas il pourra faire ledit Reblandiſſemẽt audit S. ſon Seneſchal ou Bailly, en quelque lieu qu'il les trouuera au † dedans dudit fief, ſans qu'il ſoit tenu l'aller chercher ailleurs. Art. 31. Et où il ne trouueroit ledit S. ſon Bailly ou Seneſchal au †† dedans dudit fief, il ſe pourroit pourueoir au Iuge Suzerain, ou † par deuãt le Iuge Royal à ſon chois, comme deſſus: & vaudra telle diligence Reblandiſſement. Art. 35. Et depuis ladite ſaiſie des choſes acquiſes faits par le S. ou adiournement baillé ſur exhibition de contract à la requeſte dudit S. de fief, ledit Seigneur de fief, qui voudra retenir par puiſſance de fief apres rembourſement du pris principal & loyaux couſts, ou conſignation faicte dudit pris principal, fait les fruicts ſiens: & en ce cas l'acquereur ne paye aucune amende. Tit. 35. Art. 365. Pour la ſaiſie briſee y a amende de ſoixante ſols. Art. 368. Homme noble en la Cour de ſon S. dont il eſt homme de Foy, ou du Suzerain duquel il eſt eſtager, pour ſaiſie briſee deuëment ſignifiee, ou qui vient contre ſon obligation faict amende arbitraire.

LODVNOIS Chap. 1. Art. 15. p. *à Tours.* Art. 19. pourra ſaiſir, &c generales: ains ont eſté defendues icelles Commiſſions generales & declarees nulles. Et ne pourront leſdites ſaiſies, &c. deſdites ſaiſies. Art 19. En ſaiſie faicte par defaut d'homme ou d'hommage non faict, l'appellation ou oppoſition ne ſuſpendra ladite ſaiſie. Et ſera au chois dudit S. de leuer ou faire leuer les fruicts en ſa main, ou les faire leuer par Commiſſaires: & en chacun de ces deux cas, fera les fruicts ſiens: ſinon que le ſuiet informaſt promptement ledit S. ou ſes Officiers, auoir fait ladite foy & hommage ou offre deu, ou que ledit Vaſſal deſaduouaſt tenir les choſes de luy. Art 23 p. à l'Art. 27. de *Tours.* Art. 24. p. à *Tours.* Art. 28. & bailler plege, parlant d'eſter, &c. ou ſon Seneſchal le doit, &c. main-miſe, en bail-

h Voyez cy deſſous des Art. 345. & 346. de Paris cy deſſous Tit. xvi. & l'Ordonnance ſur le faict des Criees du Roy Henry 2. 1551.

i Paris, Art. 59. mis cy deſſus & les Articles des autres Couſtumes y rapportees.

k Du Moulin eſcrit que c'eſt vn erreur prouenu de la cupidité d'augmenter les Greffes, comme il a monſtré ſur la Couſt. de Paris. Art. 15. & 52. num 109. & autres ſuiuans.

o Il ſuffit que cela ſoit declaré en l'exploict. Voyez l'Ordonnance 1563. Art. 11.

Exploict de ſaiſie quand doit contenir les iouxtes.

Fruicts adiugez ne ſont acquis au Seigneur s'ils ne ſont en la grange.

Seigneur prenant les fruicts, doit payer les arures, labours & ſemences, fors à ſon Vaſſal: ſi mieux n'aime prendre le Fermage, ou la moitie des fruicts.

Saiſie comme ſera faicte.

Compl aint ſur ſaiſie briſee.

† *Ces mots,* ou Iuge Roial ſuperieur, *ont eſté adiouſtez pour plus grande explication.*

Reblandir le Seigneur.

†† *Ces mots,* certaine & ſuffiſante, *ont eſté adiouſtez pour plus grande explication de ceſt Article.*

Plege donné par le ſuiet oppoſant, pour le grand deuoir demandé par le S. & ſi le S. refuſe le Plege, il ſe peut cõplaindre en la Cour du Suzerain ou appleger.

Reblandiſſement.

† *Ces mots,* audedans, *&c. iuſques à la fin ont eſté mis au lieu de ces mots anciens,* audedans du Bailliage *de Touraine.*

Source : BIU Cujas

†† *Ces mots*, au dedans dudit fief, *ont este adiouſtez au lieu de ces mots*, au dedans dudit Bailliage, *en conſequence de l'Art. precedent.*

† *Ces mots*, ou par deuant le Iuge Royal, *ont eſté adiouſtez de nouuel: & ces mots*, En maniere que le ſuiet ſe pourra pouruoir par les voyes & maniere du ſtyle & de la Couſtume, *qui eſtoient à la fin de l'Art. ancien ont eſté rayez comme eſtans ſuperflus.*

Appellation ou oppoſition ne ſuſpend la ſaiſie & a le chois de leuer en ſes mains les fruicts ou les faire leuer par Commiſſaires. ſinon en cas que le vaſſal informat promptement auoir fait la foy & hommages & offres, ou qu'il deſaduouaſt.

lant plege parlant de ſa terre, ou de la terre de ſon S. ſuzerain, ou faiſant par luy ſubmiſſion &c. ſaiſie, & en affirmãt par ſerment par ledit ſuiet, qu'il ne peut trouuer plege en la terre dudit S. qui a faict ladite ſaiſie. Art. 25. p. *à Tours* 29. appleger ou complaindre &c. ou appeller en la &c. Art. 26. p. *à Tours*. Art. 30. Le trouuera en la iuriſdiction de Lodunois. Art. 27. p. *à tours*. Art. 31. Seigneur ou ſon Seneſchal au dedans de ladite iuriſdiction, il ſe &c. reblandiſſement en maniere que ledit ſuiet ſe pourra pouruoir par les voyes & manieres. Chap. 11. Art. 6. Le S. de fief a droict & eſt fondé d'auoir ventes & honneurs des choſes mouuantes de ſondit fief, vendues à graces perpetuelles ou excedantes le temps de ix. ans: & d'auoir l'exhibition des contracts éſdites venditions, & doit eſtre recognu de foy & hommage, par les acquereurs d'icelles choſes, où elles ſeroient tenues de luy à foy & hommage: autrement & en cas de defaut deſdites foy & hommage non faits, ledit S. de fief peut prendre & leuer en ſa main & à ſon profit les fruicts d'icelles choſes, iuſques à ce qu'il ait homme, qui ait fait leſdites foy & hommage ou offres ſuffiſant & deu d'icelles faire, ou mis ledit homme en ſes Reſpits: & au regard dudit acquereur, il n'eſt receuable à faire offre au S. F. deſdits foy & hommage, ne requerir eſtre receu à icelles faire, pendant ladite grace de ix. ans: ſinon que ledit acquereur vouſit payer leſdites ventes ou gaigner ledit Rachat, au chois dudit S. Auquel cas ledit S. F. le pourra à ce receuoir aux perils & fortunes dudit acquereur, & iouyra ledit acquereur deſdites choſes par luy acquiſes, pendant ladite grace, ſous les foy & hommage faits par ſon vendeur. Chap. 37. Art. 2. Pour ſaiſine briſee appoſee par Cour inferieure, y a lx. ſols d'amende: autrement ſi elle eſt appoſee par Cour Royal. Auquel cas ladite amende eſt arbitraire. Art. 4. p. *à Tours*. Art. 368.

Ventes & hõneurs deues au S. F. pour ventes de fief faicte à grace perpetuelle ou excedant le temps de neuf ans.

Saiſie Feodale à faute de foy & hommage ou offres ſuffiſantes.

Acquereur de choſe Feodale, pendãt le temps de neuf ans, ne peut faire offre de foy & hommage: ſinõ qu'il vouſit payer les ventes ou gager le Rachat, & iouiſt ſous la foy de ſon vendeur, pendant la grace.

Amende de ſaiſine briſee.

ANIOV Tit. 9. Art. 177. Quand cheual de ſeruice eſt deu au S. de fief, il peut prendre ſi bon luy ſemble, la terre de ſon ſuiet en ſa main, en defaut de payement mais ſi le ſuiet luy requiert deliurance de ſa terre ô plege, le S. luy en doit faire la deliurance, & rendre les fruicts, ſi aucuns en a leuez: ſinon és cas cy apres touchez où le S. feroit apparoir promptement par Adueu, Declaration ou Condemnation acte iudiciel ou inſtrument faiſant pleine preuue, ledit cheual de ſeruice, dont ſeroit queſtion, auoir autresfois eſté cognu ou approuué eſtre deu: auquel cas n'auroit aucune deliurãce: ſinon qu'il garnit la main de la Cour, iuſques à la valeur dudit Cheual. Et ſ'il eſt trouué qu'il ait mal requis ladite deliurance, & il en dechet, il fera amende arbitraire audit S. ſ'il eſt Noble, pource que la requeſte de la deliurance de la choſe porte oppoſition & contradiction du deuoir dudit ſeruice. Et pareillement eſt il à faire, où le S. de fief voudroit faire commandement par ſon Sergent ou autres Officiers à ſon ſuiet de payer ledit cheual, & ledit ſuiet ſ'oppoſoit encontre. Et ſemblablement le ſuiet Noble tenant à foy, fait amende arbitraire à ſon Seigneur en toutes matieres où il denie ſon deuoir eſtre deu, & il eſt conuaincu: mais éſdits cas le Couſtumier homme de foy, faict lx. ſols tournois d'amende.

Saiſie par defaut de payemẽt de cheual de ſeruice.

LE MAINE Tit. 10. Art. 195. p. *à Anjou*, ou prouue eſtre &c. iuſques à la ſomme, à laquelle a eſté aualué ledit cheual. Et ſ'il eſt trouué &c. amende de lx. ſols Manſais audit S. &c. ſon deuoir & il en eſt conuaincu.

Saiſie.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art. 33. Et faut qu'il y ait dix iours francs entre la ſaiſie & le rapport d'icelle en Iuſtice. Art. 61. Si le vaſſal aiant eſté ſaiſi compoſe auec ſon S. du Rachat & profit de fief, qu'il peut deuoir, & pour iceluy payer luy eſt donné terme, dedans lequel il n'ait payé, peut ledit S. iouyr dudit fief, ainſi qu'il faiſoit auparauant & iceluy ſaiſir de nouuel, ſi ſaiſi n'a eſté qui eſt ce qu'on dit cõmunement, *Quand argent faut, finaiſon nulle.*

Vaſſal ayant cõpoſé auec ſon S. F. ſ'il ne paye dans le terme, le S. iouiſt ou peut ſaiſir de nouuel

Quand argent faut finaiſon nulle.

CHASTEAVNEVF Chap. 5. Art. 29. Si le vaſſal quitte la foy 1 de l'heritage qu'il tient, le S. F. peut par defaut d'homme empeſcher le fief & le mettre en ſa main, iuſques à ce que celuy, au profit duquel ladite quittance aura eſté faicte, en ait faict les deuoirs au Seigneur Feodal lequel faict cependant les fruicts d'iceluy ſiens.

1 Semblablement ſ'il a vendu, & liuré, en retenant la foy par deuers luy ou temps de le racheter, le S. Feo-

Source : BIU Cujas

dal ne pourra vſer de ſaiſie. Idem, Si le vaſſal a donné ſon fief pour vn temps ſeulement en retenant la foy, comme deſſus: parce qu'il faut interpreter & ſouſtenir qu'il a ſeulement donné les fruicts de quelques annees: ioinct que *in dubio*, il faut touſiours que l'interpretation & explication ſe face contre les droicts qui conſiſtent en charge & deuoirs d'argent. C. M.

CHARTRES Chap. 5. Art. 28. p. *à Chaſteauneuf.*

DREVX Cha. 5. Art. 20. p. *à Chartres*, empeſcher iuſques à ce qu'il en ait eu profit de celuy à qui la quittance en aura &c. & qu'il en ait faict & payé les deuoirs, le S. F. &c.

BLOIS Chap. 5. Art. 56. Quelque offre qu'ait faict le vaſſal en abſence dudit S. ledit S. neantmoins pourra faire pourſuite des profits, ſi aucuns luy ſont deuz, par action ou ſaiſie: par laquelle ſaiſie ne fera toutesfois les fruicts ſiens : ſinon †† que l'offre ne fut deuement faite. Art. 100. Si le S. qui a fait ſaiſir le fief de ſon vaſſal par defaut d'homme à commencé à faire coupper les fruicts dudit fief, & ledit vaſſal luy offre deuement de luy faire la foy & hommage & payer les profits, ſi aucuns luy ſont deuz auec les frais & miſes de la ſaiſie, les fruicts ja couppez demoureront audit S. F. & ce qui reſte à coupper, appartiendra audit vaſſal. Et ſi audit fief y a eſtang qui fut en peſche, & la bonde euſt eſté leuee auant ladite offre, les fruicts & peſchement dudit eſtang appartiendront pareillement au Seigneur Feodal.

BERRI Tit. 5. Art. 26. Et peut le Seigneur Feodal faire mettre audit fief m en confortant ſa main, la main de Iuſtice: & ſ'il y a oppoſition formee à la ſaiſie faite par le Seigneur Feodal ou à l'execution dudit confortemain, ſera le oppoſant par vertu d'icelle n conſerué en ſa poſſeſſion, & en icelle demourera, iuſques à ce qu'il ſoit diſcuté de ladite oppoſition: & ſi l'on auoit prins ou leué aucuns fruicts ſeront rendus audit oppoſant. Art. 27. Toutesfois és fiefs tenus & mouuans du Roy, qui eſt le ſouuerain, ſ'ils ſont ſaiſis en ſa main par defaut de foy & hommage faits ou droicts & deuoirs non payez, bien qu'il y ait oppoſition, demourera la main du Roy ſaiſie, & ne plaidera ledit S. deſſaiſi o contre ſon vaſſal: & ſeront les fruits dudit fief ſaiſi, pendant l'oppoſition prins & perceus ſous la main dudit S par le Receueur de ſon Domaine: à la charge de rendre par ledit Receueur, les fruicts à l'oppoſant, où il ſeroit trouué en fin de cauſe, que il ſe ſeroit bien & deuement oppoſé: & à ce faire ſera ledit Receueur contrainct, par toutes voyes deues & raiſonnables & comme depoſitaire de Iuſtice, Art. 28. Et où l'oppoſant à la ſaiſie du S. ſubalterne, (qui eſt conſerué par le moyen de ſon oppoſition, en ſa poſſeſſion, & prend les fruicts du fief ſaiſi) ſuccomberont en fin de cauſe, & ſeroit trouué la ſaiſie auoir eſté bien & deuement faite, ſera tenu de rendre & reſtituer à ſon S. F. tous les fruicts par luy perceus, dés & depuis la main-miſe du S. F. ou que le S. F. euſt peu prendre & perceuoir, ſ'il euſt iouy pendãt l'oppoſition dudit fief. Tit. 9. Art. 82. Si le S. F. pretend ouuerture de fief és choſes ſaiſies & miſes en criees, par ladite ſaiſie de Iuſtice il n'eſt empeſché vſer de ſa main-miſe p feodale & d'exploiter ſon fief par defaut d'homme & droicts & deuoirs non payez: laquelle main-miſe feodale ſera tenu le commiſſaire eſtabli au regime des heritages criez, ſignifier ou faire ſignifier au pluſtot au proprietaire des heritages ſaiſis, & au demandeur & pourſuiuant criees: ſur peine de rendre compte des fruicts qui ſeroient perceus par le S. F. par faute d'auoir faicte ladite ſignification. Art. 83. Et †† ſera tenu le vaſſal, ſur lequel on crie dedans xv. apres que ladite main-miſe feodale luy ſera ſignifiee, aller porter les foy & hommage & faire le deuoir à ſon S. F. & ſatisfaire à ce qu'il doit. Et au defaut de ce faire dedans xv. pourra le Iuge, par la commiſſion, duquel les heritages ont eſté criez, deputer perſonnage q qui portera la foy & hommage, & payera les droicts & deuoirs des fruicts des heritages, pour & au nom du vaſſal, en declarant que ladite preſtation de foy & hommage, ſera de tel effect que ſi le vaſſal meſme l'auoit portee.

S. F. peut demãder ſes profits par ſaiſie ou action.

†† *Ces mots, ſinon que, &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

S. ayant ſaiſi a les fruicts couppez, & le vaſſal ce qui reſte à coupper.

Confortemain.

Vaſſal opoſant à la Saiſie Feodale, eſt conſerue en ſa poſſeſſion: fors contre la ſaiſie Feodale du Roy.

Receueur du domaine tenu de rendre compte des fruits du fief ſaiſi à la requeſte du Procureur du Roy, ſ'il eſt dit en fin de cauſe.

Saiſie Feodale ſ'il y a ouuerture de fief, n'eſt empeſchee par la ſaiſie faicte par auctorité de Iuſtice.

†† *Ceſt Art. 83. eſt nouuel à la fin quant à porter la foy & hommage.*

Vaſſal tenu dans quinzaine aller porter la foy & hommage quand le fief eſt en criees, & a eſte depuis ſaiſi par le S. ou bié à defaut de ce faire par le vaſſal, le Iuge deputera perſonnage pour la porter.

m C'eſt à ſçauoir par Confortemain Auuergne Chap. 22. Art. 2. Angoumois Art. 11. Franc. 1. 1536. Blois Ar. 19.

n Vaſſallus pendente lite feudum quietè poſſidere debet cap. 1. Si de inueſt. dom inter dom. & vaſſal. lis oriatur vt alius quilibet poſſeſſor, quiete poſſidere debet lite pendente l. ſi ſeruus C. Quod cum eo &c. l. fin. D. de vſucap. l. 1. §. fin autẽ proprietarius C. com. de manum. Guid. Pap. Dec. 366. ceſte couſtume eſt en ce differente aux autres. Ceſte diſcution d'oppoſition formee par le vaſſal ſe doit faire par deuant le Iuge du Seigneur Feodal, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt, ſur ce que le Baron de Chaſteauroux auoit fait ſaiſir la Seigneurie du Blanc & fief de Naillat : à laquelle Saiſie y auroit eu oppoſition & aſſignation donnee par deuãt le Iuge de Chaſteauroux: par deuant lequel fut propoſé declinatoire de Cour: dont l'oppoſant fut debouté. Appel a Yſſoudun Et par Arreſt du 23 iour de Decembre 1572. Les deux Sentences furent confirmees, entre M. Denis Fouchier commiſſaire eſtably au regime & gouuernement du fief & Chaſtellenie de Naillat, le Procureur du ſieur Baron de Chaſteauroux ioinct demandeur d'vne part & Meſſire Pierre de Grandmont Cheualier de l'Ordre au nom & adminiſtrateur de Gilbert de Grandmont ſon fils, Meſſire Charles de la Ratie Cheualier, ſieur de l'Iſle Sauary, & Meſſire François de Rochechouard Cheualier ſieur dudit lieu & Dame Renee Taueau ſa femme defendeurs d'autres.

o Boerius ſur ceſte Couſtume eſcrit que c'eſt vn priuilege pour le Roy. Mais par les autres Couſtumes les Seigneurs vſent de ceſte meſme prerogatiue, & ne ſont tenus plaider deſſaiſis non plus que le Roy : ſ'ils ne ſont deſaduouez formellement. Laon Art. 218. Chalons Art. 218. & autres Couſtumes cy deſſus par nous remarquees en leurs lieux. Au reſte le Roy Charles 9. 1566. en l'Ordonnance du Domaine Ar. 18. a ordonné, qu'en tous lieux & Parlemens on pourroit proceder par ſaiſie pour le faict du Domaine du Roy.

Source : BIU Cujas

p La raison est, par ce que la saisie feodale est preferee à toute autre saisie. Melun Art. 79. Laon 207. Chalons Art. 210.
q Paris Art. 34. mis cy dessus par le Curateur ou Commissaire peut faire la foy & hommage, pour & au nom du S. F. & obtenir mainleuee: voyez Rebuffe sur les Ordon. Royaux Titre des Sequestres Art. 1. Glossa 2.

S. F. direct ou foncier a le chois de poursuiure ses droicts par action ou saisie.

LA MARCHE Chap. 18 Art. 182. Il est au chois du S. direct, Feodal ou foncier, venir par action personnelle r pour le payemẽt de ses droicts Seigneuriaux contre le detenteur de la chose de luy tenue, ou venir par saisie ou empeschement sur ladite chose & en faire defendre au detenteur tous vs & exploicts: mais toutesfois † ledit S. direct ne peut proceder par execution sur les meubles du tiers detenteur, sinon que ledit tiers detenteur eust passé titre nouueau & fut obligé, ou que le S. direct fut en possession de receuoir ladite rente dudit tiers detenteur, comme si ledit tiers detenteur eust ja payee vne annee ou deux ledit * direct. Car és cas dessusdits le S. direct peut proceder contre le tiers detenteur par execution sur ses meubles: & si sur la possession y a debat par deuant le Iuge. le S. en doit faire apparoir dedans huictaine ou plus brief delay à l'arbitrage du Iuge, autrement le detenteur aura deliurance de ses gages auec dommages & interests: & si pendant le delay d'informer, le defendeur veut bailler caution, il recouurera ses gages par prouision.

r Voyez le 24. Art. de Paris mis cy dessus.

† *Ces mots, Mais toutesfois, &c. iusques à ces mots, sur meubles, inclus, sont de nouuel adiouſtez.*

S. direct quand peut faire proceder par execution sur le tiers detenteur.

* *Lisez, audit S. direct.*

Pour nouuel Hommage n'est deu aucun deuoir au S.

POICTOV Tit. 11. Art. 54. Quand f hommage est faict de nouuel, l'on ne payera aucun deuoir ou Rachat pour raison d'iceluy. Car le S. du fonds n'est point changé. Et en tel cas, où le S. du fief demande auoir foy & hommage, deuoir & redeuance, le S. pource ne peut saisir ne mettre en sa main la chose. Mais apres ce que le deuoir aura esté mis, ordonné & imposé, ledit S. pourra saisir pour ledit deuoir non payé. Art. 55. Et si le S. saisit la chose pour la cause dessusdite, & auant que le deuoir y soit imposé, ladite saisie est de nulle valeur. Et pource ne doit celuy à qui est la chose cesser d'exploicter: & n'est tenu d'en demander deliurance ne recreance. Et ne peut ledit S. pour saisie brisee, se complaindre en cas de saisine & de nouuelleté. Art. 82. Celuy qui a Iurisdiction peut en plusieurs cas saisir & mettre en sa main, ou faire saisir par son Sergent & Officier, les heritages, droits & choses immeubles estans en son fief: comme pour hommages non faicts, contracts de ventes celez & non exhibez, defaut de cens & autres deuoirs de fief nõ payez, pour cause des Terrages ou Complaints emportez ou les fruicts sans terrager ou complanter, ou pour Adueuz & Denombremens non baillez par escrit & deuoirs de fief non payez. Art. 84. A la relation du Sergent qui a rapporté auoir saisi & mis en la main du S. F. quelque terre, sera quant à ladite saisie adiouſtee pleine foy: pourueu qu'il y ait deux Records. Et ne sera contre icelle receu aucun à faire preuue: si †† ce n'est par inscription en faux. Art. 86. Si aucunes saisies ou adiournemens ont esté faits en Cour par Iuge, le procés ou regiſtre sera creu pour toute preuue: & † ne sera receue aucune preuue au contraire, sinon par ladite inscription en faux. Art. 88. L'on ne peut demander la deliurance ou recreance de la chose saisie, au S. du fief ou à son Seneschal, son Chastelain ou son Preuost, qui ont exercice de iurisdiction, si lesdits Chastelain ou Preuost ont faict ou faict faire ladite saisie. Et s'ils ne font ladite deliurance ou recreance, l'on en peut appeller ou appleger du refus de plege ou deni de droict: & semblablement le Sergent peut saisir par le commandement du S. ou de ses Iuges susdits, à la requeste de son Procureur: mais il ne peut deliurer ne faire recreance. Ar. 89. Le S. de fief voulant saisir les terres de ses suiets, est tenu en sa saisie exprimer les causes, t pour lesquelles il saisit: autremẽt, où il ne les auroit exprimees ou s'ils les auoit exprimees & lesdites causes ne fussent veritables & raisonnables, les suiets en peuuẽt apeller: & †† suffit pour la validité de ladite saisie, que l'vne desdites causes exprimees en icelle soit verifiee. Ar. 90. Celuy qui demande la deliurãce ou recreãce de aucune chose saisie, doit offrir plege, qui s'establisse ou offrir & cõstituer son tẽporel pour & au lieu de plege. Ar. 91. L'on est tenu de faire deliurãce ou recreãce d'aucune chose saisie: sauf & excepté pour le droict de Rachat du S. de ce qui luy appartient à leuer par faute d'homme: & aussi quand l'on est condemné à bailler son fief, par iugement dedans * temps & l'on n'y a fourny. Car és cas dessusdits le S. peut prendre & faire les fruicts siens dudit fief, dont il a accoustumé auoir hommage, iusques à ce qu'il luy ait baillé son Denombrement par escrit, s'il est condẽné: & soit en demeuré. Mais si tost que le vassal a offert faire hommage à son S. F. en la forme que dessus, il le doit receuoir & luy restituer son fief. Et s'il ne le fait, dessors que ledit hommage luy a esté offert, il ne peut plus tenir ledit fief, n'en faire les fruicts siens: ains sont & appartiennent iceux fruicts audit vassal tout ainsi

f Ces deux Art. 54. & 55. s'entendent quãd par nouuelle inueſtiture ou par imposition de nouueau on est fait vassal. Esquels cas le S. ne peut proceder par saisie n'y ayant de la part du vassal aucune demeure ou negligence.

t Suffit de les exprimer en l'exploit. & ne faut pas, si l'on ne veut les declarer par la cõmission, comme i'ay dict sur le 52. Art de Paris, & sur la Coustume de Tours cy dessus

Sergent comme sera creu de la Saisie Feodale par luy faite.

†† *Ces mots, Si ce n'est &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez.*

Saisie comme se doit prouuer outre l'exploit.

† *Ces mots, Et ne sera, &c. iusques à la fin ont esté de nouuel adiouſtez.*

Vassal saisi quand & à qui il peut demander deliurance de la chose saisie.

Sergent peut saisir par commandement du S. ou ses Iuges.

S. saisissãt doit exprimer les causes des la saisie.

Source : BIU Cujas

†† *Ces mots, Et suffit, &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouſtez.*
Vaſſal demandant recreance, doit offrir Plege.
Quand le S. n'eſt tenu faire deliurance & faict ſiens les fruicts des domaines ſaiſis.
* *Certain temps.*
Vaſſal doit eſtre receu par ſon S.F. incontinent qu'il a offert faire hommage, & faict deſlors les fruicts ſiens.

que s'il auoit esté receu audit hommage. Art.93. Si aucun demande deliurance ou recreance d'aucune chose saisie, soit au S. de fief ou Seneschal, sont tenus faire responce au vassal dans xxiv. heures. Et ne peut ledit S. ou son Seneschal denier ladite recreance sinon és cas dessus touchez: c'est à sçauoir quand la terre est saisie par droict de Rachat par faute d'homme, & par faute d'Adueu & Denombremẽt non baillé & apres iugement ou condemnation interuenue: autrement où ladite recreance seroit deniee, le vassal ne peut appeller. Art.94. Es cas dessusdits, esquels le S.F. faict les fruicts siens, est à entendre qu'il faict lesdits fruits siens, de ce qui appartient en domaine, à celuy qui deuoit faire l'hommage. Mais si les Parageurs, part prenans ou frerescheurs * ou qui tiennent auec luy en Gariment, en demandent la deliurance ou recreance à caution, ou plege, en appellant à garieur le Chemier & defendant la cause, la recreance leur doit estre faire: autrement ils ont cause d'appeller ou * appleger. Et s'ils perdent leur cause par defaut de garieur ou autrement par hommage non fait ou par defaut de Denombrement non baillé, s'il y a condemnation, tout ce qu'ils ont prins & leué, escherra en perte: mais ils en auront leur recours vers & contre le garieur, ou aussi contre leur chemier, qui n'aura fait ledit hommage ou baillé son Denombrement par escrit, s'il y estoit condemné, comme dit est. Art.96. Par defaut d'homme, ou d'Adueu & Denombrement non baillé, où deuoirs de fief non payez, l'on ne doit saisir la chose des suiers, qui tiennent par dessous noblement & par hommage & ne doiuent estre mis en necessité de demander deliurance. Toutesfois s'il la demandent, elle leur doit estre faite auec plege: autrement ils ont cause d'en appeller ou appleger au refus de plege & deny de droict. Art.97. Mais és dits cas l'on peut bien faire sçauoir aux suiets, qui tiennent Noblement ou roturierement, que les deuoirs, cẽs ou rente qu'ils doiuent & sont tenus faire à celuy, qui doit faire ledit hommage, bailler son Denombrement par escrit, ou payer son deuoir ou Rachat sont saisis & faire defenses qu'on ne luy en responde: & lors les suiets ne luy doiuent rien bailler, sinon qu'il apparoisse que la main soit ostee: & s'ils le font, ils amenderont & restabliront. Et la saisie ou defense du Suzerain porte descharge ausdits suiets vers leurdit S. si tant estoit qu'on les accusast de non auoir payé leur cens, & pour ce l'on vouloit leur faire payer l'amende. Art 98. Quand aucun faict à autre la recreance d'aucunes choses saisies il luy peut, s'il veut, bailler adiournement à son Assise pour proceder à ladite recreance ou s'il veut, le fera adiourner à l'assise de son Suzerain. Art.118. Quand aucun n'a fait son hommage & est en demeure, le S. peut prendre & leuer les fruicts du fief du vassal & de ses Parageurs & part prenans & tenans en gariment, & l'exploiter comme son domaine. Et n'est tenu, s'il ne veut en faire deliurãce ou recreance audit vassal: mais est tenu de faire aux Parageurs, part prenans ou autres tenans en gariment.

Recreance ou deliurance doit estre faicte par le Seigneur ou son Seneschal dans 24. heures apres, que le vassal l'a demandee.

Seigneur quãd est de faire recreance au saisi & à ses Parageurs, part prenans ou frerescheurs & comment.

* *Aliàs, Frerescheurs.*

* *Aliàs, & appleger. Mais le 96. Art. porte le mesme.*

Parageurs, part prenãs ou frerescheurs à faute de l'hommagenõ faict, ont leur recours contre le chemier, qui n'a satisfaict.

En quel cas on ne saisit le suiet du suiet.

Le S. estant saisi, on peut saisir les deuoirs, cens & rentes qu'ils luy doiuent les suiets & leur defendre de ne luy en respondre & rien bailler, que la main ne soit ostee.

A quelle Assise le S. peut renuoyer son suiet demandant la Recreance.

S.F. quãd fait la recreãce aux Parageurs & part prenans & tenans en gariment, & non au chemier.

Angovmois Chap.1. Art.11. Le S. de fief qui tient noblement & par hommage aiant exercice de iurisdiction peut, pour raison de cens, rentes, droits & deuoirs non payez, contracts non exhibez & recellez, hommages non faits, Adueus & denombremens non baillez des choses estans de son fief, saisir & faire saisir par ses Sergens & Officiers, & au regime & gouuernement desdites choses, commettre commissaires: mais si ledit S. de fief n'auoit exercice de iurisdiction, peut és cas dessusdits saisir seulement verbalement: & s'il veut faire saisir reaument & de fait & commettre commissaires, faire le pourra par commission & confortemain de son S. Suzerain.

La Rochelle Chap.4. Art.6. Le S. aiant iurisdiction peut saisir les terres, cens & autres choses appartenans à l'Eglise, de laquelle il est Patron, estans en sa iurisdiction, par faute de seruice u non faict & reparations non faictes.

u Cest Ar.6. monstre que les Seigneurs Iusticiers peuuent faire saisir le reuenu des Eglises, estans en leur iurisdiction, desquelles ils sont patrõs, par defaut de seruice diuin non faict, & reparations non faictes. Les

Xainctonge Tit.4. Art.18. Le S. qui a Iustice & iurisdiction peut saisir &c. p. *à Poictou.* Art.81. par son Seneschal ou autre Officier: ou Sergent † aiant mandement par defaut d'hommage non faict, deuoir non payé & Denombremẽt non rendu par escrit, pour contracts de vente recelez, non notifiez & exhibez, par defaut de ventes & honneurs, cens & autres deuoirs non payez: pour les terrages & Complants emportez: ou pour les fruicts emportez, sans &c. complanter: & est le laboureur tenu attendre tout vn iour naturel, auant qu'emporter aucune chose

Saisie Feodale ou censuelle par quelles causes se peut faire. Seigneurs aians iurisdiction estans patrõs des Eglises peut saisir à faute du seruice diuin nõ

Source : BIU Cujas

faict ou reparations non faittes.

† *Ces mots,* Ou sergent aiant mandement, *ont esté adiouſtez de nouuel.*

Quand sont deux Terrages & Complants, le suiet & laboureur est tenu attendre vn iour naturel auant qu'emporter les gerbes ou vendange.

Ordonnances y ont pourueu & ordonné que les seuls Iuges & Officiers Royaux & non les Seigneurs, hauts Iusticiers & leurs Officiers, pourroient saisir les biens des Ecclesiastiques sous pretexte de la non residence, ou reparations non faictes, à la requeste des Procureurs generaux ou leurs substituts. Charles 9. 1571. à Paris le 16. Auril Art. 12. Henry 3. 1579. Art. 15. & 16. & 1580. en l'Ordonnance de Melun Art. 5 ainsi qu'il est contenu en la Conference des Ordonnances Royaux liure premier Titre troisiesme.

Seigneur aiant donné conge à vn de recueillir les fruicts, est tenu de le bailler aux autres de mesme qualité.

Commissaires establis aux saisies Feodales.

Recreance ou deliurance des choses saisies par qui & comment sera faicte

Saisines ou saisies Feodales de quelle auctorité doiuẽt estre faictes.

†† *Cest Art. 350. qui estoit le 332. a esté ainsi corrigé & amplifié & le surplus est cõprins en l'Art. 352. cy dessus.*

† *Cest Ar. 353. qui estoit le 334. a esté rayé depuis ces mots, fors &c. iusques à la fin.*

†† *Les Ar. 354 & 355. sont mis au lieu des Ar. 302. 335. & 337. qui ont esté rayez: comme aussi a esté rayee ceste clause nouuelle,* Toutesfois si pendant le temps de la saisie la Premesse estoit demãdee, le tẽps de rembourser ne courra, tant que la saisie dure.

* *Aliàs, saisie P.V.*

† *Les Art. 116. & 609. ont esté mis ensemble & reformez par cest Art. 654.*

Ban sur l'hostel Feodal, qui dure 40. iours.

Criees des choses Feodales.

des gerbes ou vendange, ou autres fruicts: sur peine de l'amende. Et si le S. a donné congé à vn laboureur est tenu en bailler és autres de mesme fief & en mesme qualité: autrement pourront recueillir les fruicts, *licentia petita & non obtenta.* Esquels fiefs selon la grandeur d'iceux aura vn pas ou deux ou plus selon l'aduis des S. pour amener par lesdits pas leurs fruits, & non par ailleurs, sur peine de l'amende. Art. 19. Es cas dessus mentionnez le S. ne peut prendre les fruicts des choses saisies, ains y doit mettre commissaires pour regir & gouuerner les choses ainsi saisies. Art. 20. Et peut l'on demander deliurance ou recreance des choses saisies au S. du fief ou à son Seneschal ou Chastelain, qui sont tenus la faire, en offrãt par le demandeur defendre à la cause de saisine & mettre ses biens au lieu du plege, & pour payer ou faire payer ce qu'il doit. Et s'ils ne la font, l'on peut appeller. Mais le Sergent qui a fait la saisine, ne peut faire deliurance ou recreance. Art. 22. *à Poictou.* Art. 118. peut faire saisir par son Iuge le Fief de son vassal & faire les fruicts siens: & aussi de ses Parageurs & part prenans &c. gariment. Et n'est &c. la recreance ou deliurance au chemier, si n'est en offrant par le chemier defendre à la saisine, comme dessus. Mais il est &c. Art. 25. Les saisines des choses nobles ont accoustumé estre faites par auctorité du S. ou du Seneschal du lieu, & non point par auctorité de Iuge, Bailly & Chastelain des Chastellenies, où elles sont tenues.

Bretagne Tit. 5. Art. 122. Le S. peut faire arrester les fruicts de la terre estant en son fief, qui luy doit redeuance, iusques à plege x de droict quand le debteur n'est domiciliaire ne estager dudit S. Tit. 17. Ar. 330. Le †† S. peut saisir les terres de son homme mineur, apres qu'il est pourueu de Tuteur, iv. mois apres la succession escheue ou possession prise, ou xl. iours du Rachat finy, comme deuant est dit. Art. 353. Quand † homme a eu la saisine par an & iour, des choses dont il doit faire la foy, le S. par faute d'hõmager, sans l'appeller en iugement, ne peut empescher en la saisine. Art. 354. La †† saisine * estant apposee sur aucun heritage ou fief, pour bail, Rachat ou defaut d'homme, droits & deuoirs non faits, n'emporte aucun effect, que pour le S. saisissant: & ne s'en peut seruir le tier, pour luy valoir & seruir d'interruption ou autre effect. Art. 355. Et quand le bail ou Rachat sont finis & la terre est deliuree dudit S. l'aisné à qui la foy seroit deue, & qui seroit à luy ou ceux, dont il auroit cause, en saisine d'auoir la foy, pour raison desdites terres peut saisir lesdites terres par defaut d'hommage, au cas que le Iuueigneur a qui seroient celles choses, ne luy voudroit faire la foy. Tit. 25. Art. 654. Si † aucun S. prẽd ou saisit aucune chose indeuement & sans raison, il doit estre arresté par Iustice & luy sera baillé bref terme pour verifier que iustement il a apprehendé la chose dont est question. Et si audit terme, il ne peut monstrer promptement & sans autre delay qu'il ait fait pour bonne & iuste cause, la partie aduerse sera ressaisie: & luy cõdamné aux despens, dommages & interests de la partie & en l'amende de la Cour. Et ores qu'il fut S. & eust pris en son fief à tort, il amenderoit & desdommageroit la partie, auant qu'elle fut tenue luy obeir. Et ne sera tenu celuy qui aura esté dessaisi & depossedé, obeir à sondit S. iusques à ce qu'il ait esté ressaisi.

x Le S. F. est preferé à tous Art. 181. & 182. ainsi qu'il a esté dit cy dessus.

Sole Tit. 10. Art. 4. Et par faute de payement de son fief, peut mettre ou faire mettre par son Bayle le ban sur l'hostel Feodal & ses appartenances. Et dure le terme de ban xl iours: & passé les xl. iours, ledit S. de fief ou son Bayle peut faire Cour, & par la Cour leur doit estre octroyé possession de la chose bannie, sans toutesfois dessaisir realement & de faict ne getter hors le tenãcier à l'interposition du decret: & passé ix. iours apres la possession, la Cour doit ottroyer encant, s'il est requis, dudit Hostel Feodal, par quatre iours de marché. Et apres que les criees dudit encant sont paracheuees, doiuent estre faites les denonciations dudit encant par les Recteurs ou Vicaires des trois Eglises Parochiales plus prochaines, inclusé l'Eglise Parochiale du lieu, où ladite chose feodale est assise, en leurs Sermons & Predications és Messes Parochiales par trois Dimanches consecutifs: afin que

Source : BIU Cujas

les Prins & Reprins dudit heritage, puiſſent eſtre certiñez & n'ayent cauſe d'ignorer leſdits encants. Et ſi tels Prins & Reprins ne viennent payer & ſatisfaire leſdits fiefs & payer les deſpens, le S. de fief ou ſon Bayle doiuent faire apparoir à la Cour de Lixarre des ſuſdites ſolemnitez, par les actes de l'appoſition de ban, otroy d'impoſition & d'inquant, rapport de la criee iuree de Mauleon touchant les criees de l'encant & rapports deſdits Recteurs ou Vicaires touchãt les denonciations & requerir ladite Cour de Lixarre, de vouloir interpoſer ſon decret. Et en cas que leſdits actes & ſolemnitez ſoient faits & paſſez deuement en la maniere ſuſdite, ſi aucun n'y a mis empeſchement, oppoſition ne maleuots au criees & denonciations, la cour de Lixarre doit interpoſer ſon decret & apointer que la Cour du S. du fief, procede au ſurplus de la vendition & adiudication dudit heritage: & apres doit eſtre adiugé ledit heritage au S. du fief par ſa Cour, pour en faire à ſa propre volonté, ſi aucun n'a rien dit ou ne ſe ſoit preſenté ne mis empeſchement ou maleuotz. Et ſ'il y a ſomme preſentee, le dernier encheriſſeur doit porter le depoſt de ſa preparance à ladite Cour, & icelle conſigner, & aiant faict ledit depoſt, le debteur du fief, S. vtil de la choſe feodale doit eſtre adiourné pour venir faire la deſpouille par liurement de fuſt & terre iudiciablemẽt & voir ſaiſir & enueſtir ledit encheriſſeur, par la Cour par liurement deſdits fuſts & terre & interpoſer le decret. Et ſ'il ne compare au iii. defaut: & quant la Cour eſt au iv. defaut, la Cour procede & fait ledit liurement, adiuge la choſe feudale aux creanciers, ſi aucuns en y a, à faire les verifications de ce qu'ils doiuent prẽdre & à voir faire la diſtribution & partage dudit depoſt. Ar 5. Et ſe doiuent donner les aſſignations deſdits adiournemẽs, en matiere de fonds de terre, à venir faire la deſpouille & liurement de fuſt & terre & voir interpoſer le decret de x. en x. iours qui ſont viii iours Art 6. Le S. de fief peut faire prendre pour ſes droicts & auſſi à requeſte de partie, ſur ſes Finaters en la choſe à luy feudale: & ſi le Finater luy oſte ou fait oſter la ſaiſie ſans fermer ne ſ'oppoſer, ledit S. du fief doit faire Cour, & adiourner celuy qui a enfraint, ſ'il eſt ſon finater & doit eſtre condemné pour le forfait & deſobeiſſance en l'amende de xviii. ſols de Morlaas enuers ledit S. de fief & à rendre la ſaiſie pour faire droit à la partie ſur icelle. Art. 8. Le S. de fief peut couurir le feu de ſon Finater en ſa maiſon feudale par faute de payement de ſon fief, trois fois de ix. en ix. iours: & ſi le Finater habite le feu, à la troiſieſme fois, ſans fermer ou contenter ſon S. de fief, encourt xx. ſols Morlaas enuers ledit S. de fief & ledit S. de fief pourra proceder par bannie ou prinſe de pentieres, comme bon luy ſemblera ainſi que deſſus.

Depoſt ou conſignation faicte en Iuſtice.

Liurement de fuſt & terre.

Courir le feu de ſon Finater.

IX. Meavx Chap. 23. Art. 183. La Souffrance donnee par le S. à ſon vaſſal, eſt de telle efficace que le S. ne peut remettre à ſa table le fief dont il a baillé Souffrãce: mais non pourtant le vaſſal n'eſt affranchi, qu'il ne face les foy & hommage à ſon S. & paye les droits & deuoirs. Art. 184. Quand le S. a ſaiſi le fief de ſon vaſſal, ſi depuis il donne Souffrance à ſon vaſſal, le temps reuolu de ladite Souffrance, ſi le vaſſal n'a fait ſes droits & deuoirs enuers le S. le fief n'eſt tenu ou cenſé ſaiſi: tellement que le S. ne peut prendre les fruicts incontinent & les faire ſiens: mais cõuiendroit que le S. fit apres le temps de ladite Souffrance ſon ſaiſiſſement.

Effect de la Souffrance.

S. ayant donné Souffrance, doit ſaiſir apres le temps de la ſouffrance, ſ'il veut auoir les fruicts ſiens.

Melvn Chap. 4. Art. 29. N'eſt †† auſſi tenu le S. F. receuoir en foy *y* gens de main-morte: comme gens d'Egliſe & Communautez: ains les peut cõtraindre d'en vuider leurs *z* mains: & ſ'ils ne le font apres an & iour, peut ſaiſir leſdits fiefs & en faire les fruits ſiens, iuſques à ce qu'ils en ayent vuidé leurs mains: ſinon que leſdits gens de main-morte en euſſent iouy plus de xl. ans: auquel cas ils ſeront tenus bailler au S. F. homme *a* viuant & mourant, & luy payer indemnité. Art. 30. L'indemnité eſt le v. denier *b* de la valeur & eſtimation de la choſe.

Gens de mainmorte tenus de vuider leurs mains des Fiefs acquis.

†† *Ces Art. 29. & 30. ſont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir*

Indẽnité quãd ſe doit payer.

Sens Tit. 1. Art. 5. Si † gens d'Egliſe *c* Frairies, Communautez & autres de mainmorte acquierent au profit de leurs benefices, Frairies & Communautez, aucuns heritages en la terre du S. Haut Iuſticier, iceluy S. dans l'an apres que l'acquiſition luy ſera venue à ſa cognoiſſance, leur peut faire commandement par ſa Iuſtice que dedans an & iour ils mettẽt hors de leurs mains leſdits heritages, à peine de les appliquer a ſon domaine: laquelle peine ſera contre eux declaree, iceux appellez & ouis, ſ'il eſt trouué qu'ils n'ayent obey l'an & iour paſſez. Mais ſi ledit S. ne fait leſdits commandemens dedãs l'an & iour de ſa cognoiſſance, il ne pourra demãder que ſon indemnité. Art. 6. Et †† ſera ledit S. Haut Iuſticier tenu & reputé auoir cognoiſſance deſdites acquiſitions du iour que les acqueſteurs luy aurõt inſinué leur acquiſition en forme deue, & d'icelle baillé copie ſignee d'vn Notaire & en abſence dudit S. à ſon Procureur au lieu de ſa Iuſtice, ou que ledit S. ou Procureur pour luy ſpecialement fondé, ayent receu ou cõpoſé des lods & vẽtes ou

† *Sur le 5. Ar. fut dit par Tabourot pour le Chapitre de Lẽgres qu'ils ſont en poſſeſſion immemoriale, que des acquiſitions par eux faictes, ils ne payent aucuns profits ou indemnitez aux*

y Gens de mainmorte ſont comme les gẽs d'Egliſe, Communautez, Frairies, chapitres & colleges, Villes, Bourgs, Hoſpitaux, Maladeries, Fabrices, &c. ainſi qu'il ſe voit par les Couſtumes rapportees en ceſte Addition nombre 9. qu'il n'eſt beſoing de particulariſer, & Bacquet explique ce mot Traicté de Francs fiefs ch. 3. & ſont dits de mainmorte: par ce qu'ils ne meurent iamais, & libertorum Eccleſiæ nũ quam moritur patrona can. liberti. 65. 12. q. 2. Et ſedes Apoſtolica non moritur cap. ſi gratioſè De reſc. in 6. Vo-

Source : BIU Cujas

...en la Iustice desquels sont situez & assis les heritages acquis, & en ont tousiours ainsi vse. Les habitans de la ville dudit Lengres ont dit qu'ils ont priuilege des Roys, par lequel ils ne sont tenus vuider leurs mains des choses par eux acquises & ont touy dudit priuilege par temps immemorial. L'Ausserrois pour l'Euesque de Lengres a dit que sans deroger aux protestations par luy cy deuant faictes, il n'estoit d'accord: ains a expressement denie lesdites possessions & priuileges respectiuement proposez tant par lesdits Chapitre qu'habitans. Surquoy, parties ouyes fut ordonne que si lesdits Chapitre, habitans de Lengres & autres quels conques appellez à la redaction des Coustumes dudit Bailliage, pretendent quelques Coustumes locales ils ayent à les rediger par escrit & assembler & conferer desdites Coustumes locales & les faire rapporter par deuers les Commissaires durant la seance: à defaut de ce, auons ordonne qu'aucun ne sera receu pour l'aduenir à proposer n'articuler autres Coustumes que les generales arrestees & redigees par escrit par l'aduis des Estats. Et quant au priuilege particulier pretendu par lesdits habitans, a este dit qu'ils en feroient apparoir dedans le lendemain de Quasimodo & en faute d'auoir ce faict dedans ledit temps, ordonne par prouision qu'ils seront tenus garder & obseruer les Coustumes generales dudit bailliage.

yez le Maistre en ses Decisions Traicté des Admortissemens. Chopin liure 1. du domaine Tit. 14 & liure 3. de sac. pol. Tit. 1. & liure 1. des Coustumes d'Anjou Art. 37. & 38. & liure 2. partie 1. chap. 5. Tit. 2. Bacquet Traicté des Amortissemens Indice des droicts Royaux. Du Moulin sur la Coustume de Paris

Art. 41. quæst 12. num 53. & autres suiuans iusques à la fin. Papon liure 1. Des Arrests Tit. 14. Rebuffe sur les Ordon. Tit. des Amortissemens. Vide cap. 1. de imm. eccl. in 6.

z Par l'ancienne Practique de France, les gens d'Eglise ou de Religion ne pouuoient rien acquerir ne posseder, & estoient tenus en vuider leurs mains dedans an & iour, & le Seigneur Feodal pouuoit prendre les choses acquises par les gens de mainmorte, les raisons sont deduites par Papon, Chopin & Bacquet aux liures cy dessus alleguez. Au liure intitulé Li estatu dou Reyaume de France chap. du Don de Religion amortir, leur doit li sires commander que il l'ostent de leurs mains dedenz l'an & dedenz le iour. Et cil ne l'auoient osté dedenz l'an & dedenz le iour de leur main, Li Sires la pourroit bien penre en son demaine, & si ne leur en respondroit ia par droict. Il est aussi porté le mesme par le liure intitulé, Li establissement li Roy &c. Chap 123. Bacquet 3. partie du droict de Nouueaux acquests Chap. 25. il y a ancien Arrest donné à la Pentecoste 1288. pour l'Abbé de sainct Laurens: par lequel est narré la Coustume de France, que les gens de mainmorte sont tenus vuider leurs mains des heritages qu'ils ont acquis, & qu'on les y peut contraindre, comme aussi il auoit esté iugé depuis à la Toussaints 1288. pour Ian des Iumeaux. Faber in l. quotiens C. de rei vindic.

a Il a esté iugé par plusieurs Arrests que les gens de mainmorte estoient tenus de bailler au Seigneur Feodal homme viuant, mourant & confiscant, l'vn du 15 iour de Mars 1536. & l'autre du 24. iour de May 1539 Monsieur le Maistre le met du 23 iour de May. Aucunes Coustumes ne veulent que l'on ne soit tenu bailler sinon homme viuant & mourant & non confiscant. Et est de ceste opinion du Moulin sur le 41. Ar. de Paris nombre 63. & 64. La raison est par ce que le fief appartenant à l'Eglise seroit perdu & confisqué cap. delictum. De reg. iur. in 6 can. si Episcopum. 16, q. 6. l. iubemus C. de sacr. Eccles. Ainsi a esté iugé par Arrest donné au profit des Blancs Manteaux le 18. iour de Nouembre 1557. par lequel il se cognoist que les gens de mainmorte ne sont tenus bailler aux Seigneurs Feodaux, sinon homme viuant & mourant auec le droict entre les Religieux des Blancs Manteaux appellans d'vne part, & Monsieur du Val Maistre des Comptes S. de Fontenay intimé d'autre, pour raison du fief du Plessis Sasot, & est declaré par ledit Arrest qu'elle comprend en ladite indemnité l'homme confiscant pour estre estimé tout ainsi que si la donation estoit faite à personne franc & libre. Et laquelle indemnité sera estimee par gens notables, admis & accordez par les parties. Autre Arrest du 19. iour de Iuin 1569. entre les Celestins & la Royne de Nauarre & messieurs les Ponchers. Bacquet 3. partie de Nouueaux acquests. Chap. 36. & 4. partie des Amortissemens Chap. 53. En ceste matiere nous suiurons les Coustumes des Prouinces auec les Arrests de la Cour seruant de loy generale, & non les Arrests particuliers.

b Ce droict ou profit d'indemnité est estimé diuersemment par les Coustumes: & aucunes n'en ont fait aucune taxe ne liquidation. Par les Ordonnances de Philippes 3. 1275. & de Philippes le Bel, elle est taxee à la valeur des fruicts d'vne annee, de deux, de trois, quatre ou de six annees, selon les especes de l'acqueſt faict par l'Eglise au fief ou Arrierefief du Roy en son censif, ou Arrierecensif, ou en Aleu, à titre gratuit ou onereux. Et sont lesdites Ordonnances par nous recitees en nostre Conference liure 1. Tit. 4. Il a esté iugé par Arrest 9. Auril 1565. ou du 14. Auril ou du 2. iour de Iuillet 1563. contre les Iesuistes de Paris, ayans acquis la maison & Cour de Langres au censif de l'Abbaye de Saincte Geneuiefue & du commandeur de S. Iean de Latran. Semblable Arrest donné au mois d'Aoust. 1557. entre les Religieux de Sainte Geneuiefue & les Boursiers du College de Cambray, & le 22 iour de Decembre 1581. par Arrest solemnel pour l'Hostel Dieu de Boulõgne, que presuppose l'Admortissement du Roy, le S. est contraint receuoir indẽnité, à la raison du tiers en fief, & du quart en roture. Au reste le Pape Alexandre 4. in cap. 1 De immun. Eccl. in 6. a voulu affranchir de ce droict d'indemnité les Eglises de France. Mais ceste Decretale n'est pas receuë en France, comme aussi le vi. des Decretales n'est pour la plus part gardé en Frãce: pour le haine du Pape contre le Roy de Frãce. C'est vne chose certaine que les Rois de France ne recognoissent personne par dessus eux, & comme il est escrit au liure intitulé, Li establissement li Roy &c. Li Rois n'a point de Souuerain des choses temporels, ne il ne tient de nul que de Dieu, & de soy & de son iugement ne puit nuns appeller qu'à Dieu. Car celuy qui en appelleroit ne trouueroit pas que li en puit faire dret: & n'est besoin de confirmer ceste opinion d'auctoritez que ie remets en autre lieu plus commode.

c Frairies ou confrairies approuuees & licites, φρατρίαι Sodalitates: esquelles faut comprendre les Marguilliers & Fabriciens des Eglises, ou Lumineurs, & autres Communautez de marchans & mestiers deuement approuuees.

ou autres profits de ce qui est de Censiue, & d'iceux baillé quictance ou faict acte de la composition par deuant personne publique. Art. 7. L'indemnité du S. est estimée monter le reuenu de trois annees de la chose acquise, ou le vi. denier de la valeur & pris de ladite acquisition au chois des acquesteurs: & outre iceluy reuenu ou vi. denier bailler par lesdits gens d'Eglise ou de mainmorte hõme viuant & mourant: par le trespas duquel le S. prendra le reuenu d'vne annee desdits heritages, rentes ou autres droicts acquis. Tit. 4. Art. 23. Peut aussi par la Iustice d du S. Haut Iusticier contraindre gens d'Eglise, Frairies, Communautez, & autres gẽs de main-morte, qui de nouuel, au profit de leurs Eglises, Frairies ou Communautez, ont acquis aucuns heritages en sa Censiue, à les mettre hors de leurs mains, dedans l'an & iour, à peine de les appliquer au domaine dudit Haut Iusticier. Et fera faire ladite contrainte iceluy S. censier dedans l'an & iour que ladite acquisition sera venue à sa cognoissance: autrement ne pourra demander que son indemnité. Tit. 19. Art. 185. Si gens d'Eglise, Communautez ou autres de mainmorte acquierent de nouuel aucuns fiefs, les Seigneurs F. ne les reçoiuent, si bon

d Ou par son Iuge s'il est haut Iusticier. Et ne peut estre declaré par les gẽs d'Eglise qui n'en peuuẽt demãder Renuoy par deuãt leur Iuge. Il est bien vray que l'õ pratique qu'ils peuuent renuoyer aux requestes du Palais à Paris: mais à la verité c'est vn abus, d'ostirer les choses foncieres & exploicts domaniaux, qui apartiennẽt peculiairement à la Iustice fonciere & sont

Source : BIU Cujas

partie d'icelle. Ceſte entrepriſe n'a point eſté encores entẽdue. C.M.

ne leur ſemble : mais leur feront ou feront faire commandemens, que dedans l'an & iour, ils les mettent hors de leurs mains, à peine de les appliquer au domaine d'iceux S. F. apres leſquels an & iour paſſez, ſera contre eux procedé à la declaration de ladite peine, par faute d'auoir obey : ſinon que leſdits gens d'Egliſe, communautez & autres gens de main-morte, euſſent iouy deſdits fiefs plus de xl ans.

AVXERRE Tit. I. Art. 6. †† p. *a Sens.* Art. 5. Iuſticier ou Cenſuel, iceluy Seigneur &c. Art. 7. Et † ne ſera &c. p. *a Sens.* Art. 6. ſinon du iour &c. acquereurs luy &c. du Notaire &c. au lieu &c. ce qui eſt en ſa cenſiue &c. Art. 8. p. *a Sens.* Art. 7. au chois de l'acquereur &c. en autres de &c. Art. 9. Toutesfois pour heritages francs & Allodiaux n'eſt deue aucune indemnité. Art. 10. Et ſ'il aduient que par defaut d'auoir obei par les gens d'Egliſe, Frairies & Cõmunautez & autres gens de mainmorte aux commandemens, qui leur ſeront faits de vuider leurs mains, l'heritage demeure audit S. Haut Iuſticier, ledit S. ſera tenu dãs vn an enſuiuant le mettre en main habille, & telle que le S. Cenſier y puiſſe perceuoir librement ſon cens. Tit. 2. Art. 48. Peut auſſi le S. F. par ſa Iuſtice contraindre les gens d'Egliſe, communautez &c. p. *a Sens.* Art. 23. auront acquis aucunes terres ou Seigneuries tenues en fief, à les &c. dudit S. F. Et ſera faite ladite contrainte dedans &c. indemnité. Et apres l'an & iour paſſez &c. p. *a Sens.* Art. 185. par declaration, &c. Frairies, communautez ou autres &c dudit fief par plus &c.

MONTFORT Chap. I. Art. 47. Gens de mainmorte tenans fiefs amortis, ſont tenus bailler au S. F. homme viuant, mourant & †† confiſcant.

MANTE Cha. I. Art. 43. p. *a Montfort*, pour Fiefs amortis doiuent bailler homme viuant & mourant : & ne ſont tenus bailler homme confiſcant, ſ'il n'eſt conuenu par exprés.

SENLIS Tit. II. Art. 220. Quand aucun a vendu, donné, ou legué aucun heritage à l'Egliſe, ſoit en augmentation de diuin ſeruice ou autrement, le S. de qui eſt tenu ledit heritage ainſi donné, vendu, ou legué, peut contraindre les donataires, acheteurs ou legataires mettre hors de leurs mains ledit heritage ainſi donné & vendu que dit eſt, dedans l'an & iour que tel don ou tranſport ſera venu à ſa cognoiſſance. Et ſeront tels donataires, acheteurs ou legataires contraints le mettre hors de leurs mains en dedans l'an & iour de la ſommation & commandemens à eux faits par tels S.

CLERMONT Tit. 8. Art. III. Si †† vn Religieux ou autres de mainmorte achete aucuns heritages en la terre d'vn Haut Iuſticier bas ou moyen, tels S. le peuuent contraindre à les mettre hors de ſa main en dedans an & iour du commandement, qui luy aura eſté faict de vuider ſes mains ſur peine de l'appliquer à ſon domaine.

VALLOIS Tit. 3. Art. 24. Si † aucuns gens d'Egliſe, Chapitres, ou Conuents acqueſtent pour & au nom de leurs Egliſes & Benefices, aucuns heritages tenus en fief ou cẽſiue d'aucun S. Haut Iuſticier, Moyen, Bas ou foncier, & ils ſont ſommez & denoncez ſuffiſamment par leſdits S. ou l'vn d'eux de mettre iceux heritages hors leurs mains : leſdits gens d'Egliſe, apres leſdites ſommations & denonciations à eux faites, ſont tenus ainſi le faire en dedans l'an & iour enſuiuant, ou faire amortir iceux heritages ſi faire ſe peut. Autrement ſeroient leſdits heritages acquis aux S. qui auroient fait leſdits commandemens : par ce que ſans Amortiſſement e Gens d'Egliſe ne peuuent tenir aucuns heritages au preiudice de leur S. plus d'an & iour.

VITRY Tit. I. Art. 4. Quand aucun tient heritage de fief de gens de Religion en la Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe d'aucun S. éſquels heritages leſdits gens d'Egliſe n'ont Iuſtice, telles gens d'Egliſe ne peuuẽt tenir n'acquerir tels heritages : ſi ce n'eſt du conſentement de leur Haut Iuſticier : pource que les gens de Religion ne les pourroient forfaire ou confiſquer : & celuy qui tiẽt d'eux, les peut bien confiſquer au profit dudit Haut Iuſticier.

LAON Tit. 16. Ar. 208. Le S. F. peut contraindre gens d'Egliſe, Marguilliers & adminiſtrateurs d'Egliſe à vuider leurs mains des fiefs par eux acquis : & ſ'ils ne le font par an & iour, les peut ſaiſir & en faire les fruicts ſiens, iuſques à ce qu'ils aiẽt vuidé leurs mains. Art 209. Et ſi leſdits fiefs ont eſté amortis par le Roy, les peut neantmoins contraindre de bailler homme viuant, mourant & confiſcant : & luy bailler indemnité. Art. 210. Le pareil doit eſtre gardé és terres roturieres & tenues en cenſiue d'vn S. foncier : pour leſquelles le S. foncier peut cõtraindre leſdits gẽs d'Egliſe & de mainmorte d'en vuider leurs mains, ſi elles ne ſont amorties : & où elles auroient eſté amorties par le Roy, en doit auoir indemnité.

e L'Amortiſſement ſe faict par le Roy : & l'indemnité par le S. Le Roi ſeul peut amortir en France ainſi que nous auons dit en la Conference des Ordonnances liure x. Ti. 4. Toutesfois aucuns Seigneurs pretendent auoir priuilege de pouuoir donner lettres de Amortiſſement, comme eſcrit Chopin liure I. du Domaine Tit. 12. nombre 8. & ſur la Couſtume d'Aniou li. I. Art. 37. Liure 4. du grand Couſtumier de

†† *Les Art. 6. & 7. ont eſté adiouſtez de nouuel.*

† *Sur le 23. Art. les meſmes Chapitre, manans & habitãs de Lengres ont employé reſpectiuement ce qu'ils ont dit cy deuãt ſur le 5. Art. de la meſme couſtume.*

†† *Le 6. Art. a eſté mis au lieu des 6. & 24. Ar. anciens.*

† *Les 7. 8. 9. & 10. Art. ont eſté de nouuel introduits.*

†† *Les gens d'Egliſe ont dit que ce mot, confiſcant, deuoit eſtre rayé : le contraire a eſté ſouſtenu par les autres Eſtats. Par l'aduis deſquels a eſté ordonné que ledit Ar. demeurera ainſi qu'il eſt.*

† *Le 43. Ar. eſt adiouſté cõme ancien & omis en l'ancien Couſtumier.*

†† *L'Eſtat de l'Egliſe s'eſt oppoſé à la publication de ladite Couſtume, diſãt qu'il y a Ordonnance du Roy, par laquelle quãd ils ont acheté aucuns heritages & ils en ont iouy ſix mois en la preſence du S. dont les heritages ſont mouuans ils ne ſont en apres les ſix mois paſſez, tenus d'en vuider leurs mains & de ladite Ordõnance ſe ſubmettent plus amplemẽt en faire apparoir. Au contraire les gens du Roy ont ſouſtenu que ladite Couſtume*

Source : BIU Cujas

est ancienne & a esté de tout temps obseruee, comme elle est cy dessus escrite, faisant au profit du Roy & de ses suiets parquoy deuoit demourer en son entier: Surquoy & pour faire droict sur ladite opposition auons renuoye lesdites parties en la Cour: & neantmoins par l'aduis & deliberation de s deux autres Estats auons ordonné que par prouision ledit Art. demourera & sera escrit pour Coustume, ainsi qu'il gist.

† *Les gens d'Eglise ont dit que le 24. Art. doit estre corrigé, entant qu'il dit qu'à faute de faire amortir les heritages par eux acquis dedans l'an & iour apres les sommations à eux faictes, iceux heritages sont acquis aux S. qui auroient fait lesdits commandemens, & deuoit estre ladite clause rayee dudit Art. Les Nobles & autres du tiers Estat disans au contraire que ledit Art. deuoit demourer en l'Estat qu'il estoit couché, comme ancienne Coustume. Veu par nous la contrarieté des opinions sur ledit Art. ordonnons que ladite Coustume ainsi qu'elle est couchee tiendra par prouision: & neantmoins sur le diffèrent des parties, auons icelles renuoyees à la Cour pour en decider.*

France chap. de Iustice foncière. Item le Iusticier foncier est tel lemẽt seigneur de son fonds, qu'il le peut amortir entant comme à luy est & donner lettres d'Amortissement, & mesmement sans le congé du Haut Iusticier. Mais ces Amortissemens faits par les Seigneurs, ne peuuent

preiudicier au Roy, qui seul peut amortir en France: & les Amortissemens faits par le Roy, empeschent que les Seigneurs puissent contraindre les gens de mainmorte a vuider leurs mains des heritages par eux acquis. Et la clause ordinairement inseree és dites lettres, *sans preiudice de l'interest & indemnite des Seigneurs inferieurs*, s'entend seulement du droit d'indemnité, & non pas pour faire en sorte qu'ils possedent lesdites choses acquises librement, veu qu'ils en ont la permission du Roy, ainsi que Monsieur le Maistre chap. 6. Traicté des Amortissemẽs a bien expliqué. Et faut noter qu'vn heritage amorti peut retourner à sa premiere condition & nature. Car il demeure admorti, tant qu'il est en mainmorte: & s'il vient en main d'homme viuant & mourant, il laisse d'estre admorty. Et ainsi a esté iugé par Arrest prononcé en robbes rouges par Monsieur le President Brisson le 23 iour de May 1586. que les terres des Eglises estans amorties, si elles sont par elles vendues, cedees ou transportees en main seculiere, retournent en la suiection & hommage de l'ancien Seigneur Feodal mutatione priuilegiarij possessoris mutatur simul rei qualitas & conditio l. Si à me D. ad leg. Falc. l. Per curatorem D. de adquir. her. ainsi que Chopin escrit liure 1. du Domaine Tit. 13. nomb. 12. Charondas 7 des Resp. chap. 197. Terrien liure 5. Tit. 7. Si les gens de main-morte, sçauoir vn college ou corps Ecclesiastique ou autres personnes de mainmorte acquierent par eschange d'autres gens de mainmorte quelque maison ou heritage assis en la mesme censiue du Seigneur Haut Iusticier, & qui auoit esté amorti: on a demandé si le droict d'indemnité estoit deu audit Seigneur. Et semble qu'il n'en soit deu aucun, soit que l'acquisition soit faite d'vn seculier, ou d'vne personne de mainmorte, d'heritage amorti: par ce que c'est vn eschange: ioinct que l'vne & l'autre est en la mesme censiue d'vn mesme Seigneur, tellement qu'il n'y peut pretendre interest & consequemment ne luy faut indemnité. Aussi qu'ayant vne fois receu indemnité pour l'heritage amorti, s'il passe de mainmorte en mainmorte, il n'est raisonnable qu'il en ait encores vn droict. Et neantmoins par Arrest donné entre messire Pierre de Gondy Euesque de Paris & les Marguilliers de S. Sauueur à Paris, au rapport de Monsieur Dudrac & depuis prononcé solemnellement par Monsieur le President Potier Seigneur du Blanc-mesnil, aux Arrests de Pasques 1587. a esté iugé, qu'il estoit deu droict d'indemnité: parce que ledit droict est deu pour toutes mutations: & est estimé non reel ou mixte: mais pur personnel, non cessible ne transmissible, pour le regard de celuy qui l'a vne fois payé: tellement que le nouueau acquereur estant de mainmorte, ne sen peut preualoir. Charondas recite l'Arrest au long au liure cy dessus allegué. Art. 53. contenant la forme & solemnité de r'approprier & reunir à la Table du Seigneur Feodal. Il se trouue autre Arrest prononcé en robbes rouges le 15. iour d'Aoust 1583. sur vn appel interietté du Bailly de Melun: contre les gens de mainmorte Ecclesiastiques: par lequel ils furent condamnez, nonobstant les Admortissemens Royaux, a recognoistre le Seigneur & Iusticier du lieu, & luy payer les cens tels que les terres voisines luy pouuoient deuoir. Et sur le droict d'indemnité & de leur bailler homme viuant & mourant, par ledit Seigneur pretendu, fut ordonné qu'il seroit informé de la longue possession par eux alleguee.

CHALONS Tit. 20. Art. 208. Le S. de fief n'est tenu receuoir en foy & hommage gens d'Eglise, Marguilliers, administrateurs d'Eglise ou autres gẽs de mainmorte, pour fiefs par eux achetez, à eux donnez ou leguez à leur profit ésdites qualitez, si bon ne lui semble: mais les peut contraindre de mettre lesdits fiefs, hors de leurs mains: & s'ils ne le font dedans an & iour, peut saisir lesdits fiefs, & faire les fruicts siens, iusques à ce qu'ils l'ayent fait: sinon que lesdits fiefs fussent amortis par le Roy. Auquel cas doit auoir indemnité pour ledit Amortissement, auec homme viuant & mourant, que sont tenus bailler lesdits gens d'Eglise: par le decés duquel est deu profit & Relief. Art. 209. p. *à Laon*. Art. 210.

S. QVENTIN Tit. 4. Art. 84. Si par emption, donation ou autre transport, gẽs d'Eglise, Communauté ou de mainmorte, tiennent fief non amorti, le S. dont il est mouuant peut faire commandement qu'ils le mettent hors de leurs mains, dedans an & iour apres les commandemens: autrement à faute d'auoir ce faict dedans iceluy temps, le S. F. dont il est tenu, le peut faire saisir & en iouir en pure perte, iusques à ce qu'ils l'auront mis hors de leurs mains, & qu'il sera releué par vassal non estant de main-morte, & qu'il en ait fait les foy & hommage en son nõ priué. Et†† se peut faire telle saisie & poursuite iusques à xxx. ans.

†† *Ces mots, Et se peut, &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouſtez.*

RIBEMONT Tit. 2. Art. 25. Gens de main-morte peuuent estre poursuiuis de mettre hors leurs mains, les fiefs qui leur ont esté delaissez, & qui auroient esté acquis par eux: pareillement des censiues, dedans l'an & iour qu'ils se seroient presentez ou pour estre receus en foy & hommage, ou pour estre vestus & ensaisinez. Art. 26. S'il y auoit Amortissement fait par le Roy, les S. des fiefs ou Censuels sont tenus de prendre leur indemnité. Art. 27. Pour † le regard de ce qui est tenu en fief, les gens de mainmorte sont tenus de leur bailler homme viuant & mourant.

† *Aucuns particuliers ont remonstré que les gens de main morte deuoient bailler non seulement homme mourant, mais aussi confisçant: Neantmoins de l'aduis desdits Estats auons ordonné que ledit Art. 27. demourera ainsi qu'il est.*

Source : BIU Cujas

BAR Tit.1.Art.10. Si vn vaſſal vend ou donne par Teſtament ou autrement aliene ſon fief ou partie d'iceluy à gens d'Egliſe ou autre de mainmorte, telles perſonnes ne le peuuent tenir plus d'vn an, ſans auoir Amortiſſement ou permiſſion: mais ſont tenus les mettre hors de leurs mains à vn homme capable de le tenir: autrement le S. F. Haut Iuſticier le peut ſaiſir apres l'an & en peut leuer les profits. Laquelle Couſtume a lieu & ſ'obſerue en rentes & heritages de pote & roturiers pareillement: ſinon qu'il y euſt iouyſſance paiſible de xxx. ans, auquel cas ſeront ſeulement tenus d'indemnité enuers le S. Haut Iuſticier & de bailler homme viuant, mourant & confiſcant. Art.11. La ſaiſie faite, le S. peut par ſa iuſtice faire commandement auſdites gens d'Egliſe & autres ſuſdits que dedans xviii. mois apres ils ayent à mettre hors de leurs mains leſdits fiefs où heritages: à peine de les appliquer à ſon domaine: ce qu'il pourra faire, ſi dedans ledit temps ils n'y ont obey, apres qu'ils auront eſtez ſur ce appellez & oys. Art.12. Que ſi leſdits commandemens ne ſe font dedans leſdits xviii. mois, le S. ne pourra demãder que ſon indemnité, qui eſt la vi. partie du iuſte pris ou de la valeur dudit fief & heritage de poté: & auec ce faire bailler homme viuant & mourant, à peine de priuation. Art.13. Audit Seigneur Duc ſeul appartient de donner Amortiſſement des choſes acquiſes par gens d'Egliſe, ou de mainmorte, Chapitres, Colleges, & Communautez.

Saiſie faicte ſur gens de mainmorte.

CHAVNY Tit.17. Art.100. Il n'eſt loiſible à gens d'Egliſe, Marguilliers n'adminiſtrateurs d'Egliſe, Hoſpitaliers de Maladeries ou autres ſemblables, d'acheter, prendre & tenir en leurs mains fiefs ou rentes ſur iceux. Et où ils ce feroient, les S. dont ils ſont tenus, ne peuuent eſtre contraints à les receuoir à homme, ne ſouffrir Nantiſſement en eſtre faict ſur iceux fiefs: mais leur peuuent enioindre de les mettre hors de leurs mains dedans l'an & iour de l'acquiſition ou donation qui en auroit eſté faite. Et où ils n'obtempereroient audit commandement ou inionction, peut ledit S. proceder par ſaiſine ſur iceux heritages & rentes par eux acqueſtees, les tenir en ſa main & faire les fruicts ſiens, iuſques à ce qu'ils les ayent mis hors de leurs mains, & qu'il ait homme, auquel ils appartiennent, & non a gẽs d'Egliſe.

BOVLLENOIS Tit.13 Art.55. Si aucun College, Monaſtere, Egliſe, Hoſpital & Maladerie & autres gens de mainmorte tiennent a quelque titre que ce ſoit aucuns fiefs non amortis, terres & rentes cottieres, doit bailler pour iceux fiefs nõ amortis, terres & rentes cottieres & pour vn chacun d'iceux hommes de fief ou cottier viuant & mourant, aux Seigneurs dont ils ſont tenus & mouuans par le treſpas duquel homme feodal ou cottier, pour ladite Egliſe & mainmorte peut vſer ledit S. de ſes droicts & les faire ſaiſir & rapproprier, comme en l'Article precedent.

PERONNE Tit.2.Art.75. Le S. peut contraindre les gens d'Egliſe & de mainmorte a vuider leurs mains des fiefs & terres roturieres par eux acquiſes, & mettre entre les mains des perſonnes, qui les puiſſent librement vendre ou aliener: tellement que les droicts des S. ne ſoient diminuez: & leur ayant faict commandement d'en vuider leurs mains, ils ont vn an de terme pour ce faire: & apres l'an paſſé le S. les peut faire ſaiſir & faire les fruicts ſiens, iuſques a ce qu'ils ayent vuidé leurs mains. Art.76. Et ſi leſdits gens d'Egliſe ou de mainmorte ont tenu leſdits fiefs & terres roturieres par xl. ans, ſans que ledit cõmandemẽt leur ait eſté faict: ne peut ledit S. les contraindre d'en vuider leurs mains: mais bien les peut contraindre par ſaiſie, a luy bailler homme viuant, mourant & confiſcant: lequel ſera tenu de payer a chacun renouuellement d'homme le reuenu d'vne annee pour le fief tel que deſſus. Art.77. Et ſi ledit homme baillé decedoit & leſdits gens de mainmorte fuſſent negligens de bailler nouuel homme dedans xl. iours apres le decés, le S. peut faire ſaiſir ledit fief & faire les fruicts ſiens, a faute d'homme & payement de droict: qui ſont le reuenu d'vne annee & le Chambellage: ſinon qu'il y ait autre compoſition faite auec ledit S. a la premiere reception d'homme.

Homme viuant mourant & confiſcant.

Gens de mainmorte tenus de bailler Homme viuant & confiſcant dedãs xl iours apres le decés de l'homme par eux donné.

CAMBRAY Tit.1.Art.55. Si gens d'Egliſe ou de mainmorte tenans fiefs, pour leſquels ils ſont tenus bailler homme viuant & mourant, ſont negligens apres la mort de l'homme par eux baillé de bailler nouuel homme & faire Relief en dedans l'an, depuis la mort dudit dernier homme, le Seigneur peut faire ſaiſir tels fiefs & faire les fruicts ſiens, comme deſſus. Titre 2. Article 9. Si gens d'Egliſe ou autres de main-morte acqueſtent par achat, don, ou par autres titres, terres, rentes, maiſons ou heritages, ſans auoir obtenu du Seigneur Amortiſſement: le Seigneur du lieu, ou ſeroient ſituez leſdits heritages, leur

Source : BIU Cujas

peut enioindre & faire commandement, par ſa Cour & Iuſtice: de mettre hors de leurs mains dedans l'an & iour depuis ladite inionction, leſdits heritages ainſi par eux acqueſtez: à peine que ſ'ils n'auoient obey auſdits commandement & inionction en dedans ledit terme, apres iceluy expiré, le S. peut faire ſaiſir leſdits heritages & prendre & leuer à ſon profit, les fruicts d'iceux, iuſques à ce que leſdits acqueſteurs auront mis leſdits heritages, hors de leurs mains.

COMTE de Bourg. Chap. 18. Art. 108. Le S. du fief & le S. Cenſier de cenſe portant lots & Retenue, peuuent faire contraindre les gens d'Egliſe, Colleges & cõmunautez à mettre hors de leurs mains dedans an & iour, la choſe qui leur aduiẽdra par tranſport ou autrement, mouuãt de fief ou cenſable de telle cenſe, que dit eſt: apres ce qu'ils en ſeront interpellez: ſur peine de commiſe.

Haut Iuſticier auquel aduient par Aubenage ou confiſcation vn fief non tenu de luy, ou Arriere fief tenu de lui doit en vuider ſes mains dans l'an, pour l'indẽnité, ou payer le Quint denier de la valeur.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 47. Quand a vn haut Iuſticier aduient par Aubinage ou confiſcation, vn fief, qui n'eſt point tenu de luy, ou vn Arrierefief, qui eſt tenu de luy, il en doit dedans l'an, qu'il en ſera requis, vuider ſes mains, pour raiſon de l'indemnité du Seigneur de fief ou Arrierefief, ou faire la foy & hommage au Seigneur Feodal ou luy payer le Quint denier de la valeur & eſtimation dudit fief, ou reuenu d'iceluy, tel qu'il aduient audit Haut Iuſticier, autrement ledit Seigneur de fief en iouyra & l'exploitera. Art. 86. Les gens d'Egliſe & autres ayans main-morte ne peuuent acquerir & tenir heritages en leurs mains au preiudice du Seigneur de fief d'iceux heritages, ainçois ſont tenus en vuider leurs mains & les mettre entre les mains des perſonnes qui ayent puiſſance de les vendre, aliener ou en diſpoſer: en telle maniere que les droicts feodaux & cenſuels ne ſoient deteriorez ne diminuez. Et apres que la ſommation ou commandement ſera faite auſdits gens d'Egliſe & autres qui ont la main-morte, de vuider leurs mains deſdits heritages ils auront delay d'vn an à ce faire: & ſi le Seigneur Feodal les a vne fois receus à homme viuant & mourant, il ſera tenu à toutes mutations les receuoir audit homme viuant & mourant, en payant profit, ſans preiudice de l'indemnité au S. F. ſi aucune en eſt deue. Art. 87. Si leſdits gens d'Egliſe ne vuident leurs mains deſdits heritages dedans l'an: en ce cas ledit S. F. ou cenſuel exploitera ledit heritage feodal ou cenſuel, & fera les fruits ſiens, iuſques à ce qu'ils ayent vuidé leurs mains d'iceux heritages: toutesfois ſi leſdits gens d'Egliſe, ou ayans main-morte auoient tenu & iouy deſdits heritages par lx. ans ils ne ſeront tenus en vuider leurs mains: mais ſeront tenus en bailler homme viuant & mourant audit S. de fief, en payant profit & deſlors en auãt par la mort de chacun homme viuant & mourant ſera deu Rachat & profit de fief. Art. 88. Si gẽs d'Egliſe ou autres aians main-morte pour heritage tenu en fief nomment & baillent quelque perſonne pour homme viuant & mourant, qui cõme tel ſoit receu en foy: & apres iceluy homme viuant & mourant fait vœu, & profeſſion en Religion de la en auant, ſ'il y a mutation du coſté du S. F. auant le treſpas dudit homme viuant & mourant, qui ſe rend Religieux & profez: en ce cas apres ſommation ou empeſchement fait de la part d'iceluy S. ledit fief eſt ouuert & peut iceluy S. F. exploiter en pure perte iuſques à ce qu'il ait nouuel homme viuant & mourant: ſauf que les gens d'Egliſe ou aians main-morte ont xl. iours de delay ſubſequent dudit empeſchement ou ſommation, pour bailler nouuel homme viuant & mourant. Pour ledit nouuel homme viuant & mourant bailler dedans leſdits xl. iours eſt par ledit homme viuant & mourant deu profit.

Fief ouuert quand l'homme viuant & mourãt fait vœu & profeſſiõ de Religion: & ont les gens de main-morte 40. iours pour bailler nouuel Homme en payant profit.

ORLEANS Tit. 1. Art. 21. p. *à Montargis*. Art. 47. aubenage ou &c. fief ou Arrierefief, qui n'eſt tenu de luy, &c. pour l'indẽnité &c. de fief, &c. & luy payer le profit de Rachat. Autrement &c. Art. 40. les gens d'Egliſe & de main-morte &c. p. *à Montargis*. Ar. 86. des S. de fief, ains ſont &c. d'en diſpoſer &c. feodaux ne &c. autres de main-morte &c. receus à vicaire, il ſera tenu à toutes mutations, les y receuoir. Art. 41. p. *à Montargis*. Ar. 87. ou †† de mainmorte &c. mains: toutesfois &c. de mainmorte &c. ans, ou qu'ils euſſent lettres d'Amortiſſement: en ce cas &c. bailler & nommer Vicaire audit S. de fief ſans payer profit &c. chacun Vicaire ſera &c. Art. 42. p. *à Montargis*. Art. 88. ou de main-morte &c. baillent vicaire, qui &c. iceluy vicaire fait vœu &c. treſpas dudit vicaire qui ſ'eſt rendu &c. nouuel vicaire: ſauf &c. nouuel vicaire. Et ledit nouuel vicaire eſtant baillé dedans leſdits xl. iours, n'y a aucun profit. Tit. 2. Art 118. Si aucun heritage cenſuel eſt vendu, donné ou autrement aliené, ou rente ſur iceluy conſtituee à gens d'Egliſe, gens de main-morte, le S. cenſier, ſi bon luy ſemble, en fera vuider les mains à celuy qui l'a acquis: ou auquel il auroit eſté donné ou aliené: & ne le receura à vicaire ſ'il ne luy plaiſt. Et ſi vne fois il a eſté receu à vicaire, le S. cenſier ſera tenu à toutes mutations de l'y receuoir, en payant les redeuances, telles qu'elles ſont deues. Art. 119. Et † ſi les gens

†† *Ceſt Ar. 41. eſt pris du 100. Art. ancien & ont eſté adiouſtez ces mots* ou qu'ils euſſent lettres d'amortiſſement, *ſans preiudice paſſé. Et auons donné acte au Procureur du Roy de ce qu'il auroit empeſché que leſdits mots fuſſent adiouſtez audit Art.*

Source : BIU Cujas

† *Ces Art. 119. & 120. ont esté tirez des 125. & 133. de l'ancien Coustumier, & ce qui a esté adiousté ne sert que pour l'explication: fors ces mots,* Sans que pour raison, *&c. iusques à la fin: lesquels mots ont esté adiousteż, sans preiudice du passé.*

d'Eglise & de mainmorte vuident leurs mains desdits heritages ou rentes dedans l'an qu'ils sont sommez de ce faire: aussi si celuy qui tient l'heritage censuel en mainmorte sous vicaire, est refusant ou delayant de nõmer & bailler vicaire auec lettres de vicariat, au S. censier dedans l'an & iour des sommations & commandemens qui auront esté faits. En ce cas le S. censier peut saisir & exploiter l'heritage censuel & en faire les fruits siẽs, iusques à ce que lesdits gens d'Eglise & de mainmorte ayent vuidé leurs mains desdits heritages ou rentes, ou que ledit vicariat luy ait esté baillé. Art. 120. Toutesfois si lesdits gens d'Eglise & de mainmorte auoient iouy par lx. ans d'vn heritage censuel sans bailler vicaire: en ce cas ils ne seroient contraints vuider leurs mains dudit heritage: mais seulement pourront estre contraints à bailler vicaire de là en auant: sans que pour raison de ce ils soient tenus payer profit pour la premiere fois.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 140. En †† ce cas l'Eglise ou autre corps de mainmorte à qui est le don ou aumosne fait, doit en tout pourueoir à l'indemnité du S. & luy bailler homme viuant, mourant & confiscant pour faire & payer les droicts & deuoirs qui luy sont deuz. Art. 141. Neantmoins si l'Eglise a possedé fief ou heritage par xl. ans en exemption de bailler homme viuant, mourant & confiscant, ou de pourueoir à l'indemnité du S. elle tiendra de là en auant le fief ou heritage en pure aumosne & ne sera tenue que bailler simple declaration au S. Art. 142. Celuy qui a fait don à l'Eglise de son heritage, ny peut reclamer autre chose que ce qu'il a expressement reserué: neantmoins s'il luy a fait don de Patronnage sans reseruation, les droits honoraires deuz aux Patrons luy demeurent entiers & à ses hoirs ou ayans cause au fief ou glebe, auquel estoit annexé ledit Patronnage.

LA SALLE de Lille Tit. 1, Art. 39. Les Eglises, Monasteres, Hospitaux, cõmunautez & autres Colleges, sont tenus de bailler & liurer pour les fiefs & heritages cottiers à eux appartenãs, aux Seigneurs de qui les fiefs & heritages sont tenus, homme viuant & mourant, par le trespas duquel ledit Relief est deu & poursieuable, comme dessus, & de bailler responsible pour seruir en Cour: le tout s'il n'appert d'exemption contraire.

TOVRS Tit. 12. Art. 103. Si gens ſ d'Eglise, Frairies, Communautez ou autres mainmortes acquierent ou leur est donné aucuns heritages, rentes ou domaines le S. au fief duquel sont lesdites choses, n'eust il que basse Iustice, les peut faire conuenir à sa Cour ou à la Cour de son Suzerain, si bon luy semble, pour leur faire inionction de mettre hors de leurs mains dedans l'an & iour apres ladite inionction, tous les acquests, dons & legs, qui leur ont esté faicts depuis xl. ans precedés ladite inionction: & leur peut la Cour indire & declarer qu'en cas de defaut d'obeir à ladite inionction, le S. leuera à son profit les fruicts desdits acquests, dons & legs iusques à ce qu'ils ayent obey: & l'an & iour passez, s'ils n'ont obey à ladite inionction, ledit S. leuera les fruicts desdites choses à son profit, iusques à ce qu'ils ayent obey, comme dessus. Art. 104. Et † ne peuuent lesdits S. F. vser de ladite saisie, qu'apres l'an & iour de ladite inionction. Art. 105. Et si ladite rente ou domaine au temps de l'inionction appartenoit a l'Eglise ou autres mains-mortes xl. ans auparauant, ledit S. ne peut faire ladite inionction: mais il cõtraindra les dessusdits de luy payer profit d'indemnité pour vne fois ou rente par chacun an. Et s'entend ladite indẽnité qu'il aura la v. partie des choses acquises, où il n'y a eu deniers baillez: ou la v. partie du reuenu de l'heritage ou rente a perpetuité, ou leuera le reuenu dudit heritage v. ans pour l'indemnité, au chois dudit S. de fief. Art. 106. Et n'ẽpesche en rien le payement du deuoir feodal fait au S. par les gens d'Eglise, desdites choses de leurs acquests, dons ou legs, depuis ledit temps, que ledit S. ne leur face faire iniõction & qu'il n'ait ladite indemnité par la forme & maniere cy dessus declaree. Art. 108. Les S. Suzerains peuuent pour leur interest & à la conseruation de leurs droicts, faire interrompre au dedans de xl. ans, la possession des gens d'Eglise ou autres tenans à mainmorte, qui ont acquis dedans les Fiefs de leurs vassaux: & †† leur faire vuider leurs mains. Tit. 15. Art. 141. Si l'homme d'Eglise qui doit foy & hommage pour raison d'aucun fief amorti & indemnisé dependant de son Benefice, se meurt ou se depart de son Benefice, est deu Rachat au S. pour nouuelle foy. Art. 142. Chapitres, Conuents, Frairies & Communautez, qui doiuent foy & hommage à cause d'aucuns heritages amortis & indemnisez, seront tenus de bailler homme qui face ladite foy, par la mort duquel est deu Rachat au S. pour la nouuelle foy.

ſ Cest Ar. 103. se doit entẽdre, quand les acquests, dons ou legs, ont esté faits par autres personnes, que par les Seigneurs Feodaux ou Censiers: non pas quand les S. F. ou Censiers ont aliené aux Gens de mainmorte. Bacquet 3. part du droit de nou. Acquests chap. 33.

†† *A esté requis sur cest Art. 141. par les Ecclesiastiques, qu'il y soit adiousté,* Lequel droict se prescrit à l'encontre du S. s'il n'ẽ fait poursuite dans xxx. ans. Auquel cas l'heritage est tenu pour amorty à son preiudice. *Et par ledit Vauquelin premier Aduocat du Roy a esté soustenu que tout heritage ne peut estre amorty par les Ecclesiastiques, sans prealablement aquiter le droit du Roy, pour raison dudit Amortissement, qui est la tierce partie de la valeur dudit heritage. Apres que ledit Art. a esté mis en deliberatiõ, a esté par l'aduis des Estats adiousté l'Art. ensuiuant 141. lequel a esté receu pour nouuelle Coustume. Et entant que seroit la iurisdiction des choses tenues par aumosnes, que l'ancien Coustumier attribue à la iurisdiction Ecclesiastique, les Ecclesiastiques ont requis estre maintenus ésdit droicts. Ce que les deux autres Estats ont cõtredit & soustenu que cela estoit hors d'vsage. Desquelles remõstrances il leur a esté respectiuement accordé acte.*

† *Cest Ar. 104 a esté de nouuel adiousté pour explication du precedent Art.*

Source : BIU Cujas

†† *Ces mots,* Et leur, *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*
Rachat eſt deu par la mort de l'homme d'Egliſe tenant Fief, amorti & indemniſé dependant de ſon Benefice, ou quand il ſe depart.

LODVNOIS Chap. 10. Art. 1. 2 & 3. p. aux Art. 103. & 106. de Tours. Art. 5. Les S. Suzerains pour leurs intereſts peuuent faire interrupter dedans xl. ans les gens d'Egliſe, ou autres tenans en main-morte, qui ont acquis vn fief de leurs Vaſſaux à la conſeruation de leurs droicts. Chap. 14. Art. 18. p. *à Tours.* Art. 141. & indemné, &c. foy: s'il n'y a paction au contraire. Art. 19. p. *à Tours.* Art. 142. & indemnez, ſont tenus bailler &c. foy: s'il n'y a paction comme deſſus.

† *Ceſt Art. 37. corrige l'ancienne Conſtume.*

ANIOV Tit. 1. Art. 37. Si † gens d'Egliſe, Frairies Communautez ou autres mains-mortes acquierent par quelque contract, don, legat ou autre acquiſition aucuns heritages, domaines ou autres choſes immeubles, le Roy ou ſes Officiers les peuuent faire conuenir en ſa Cour, ſi bon leur ſemble, pour leur faire inionction de mettre hors de leurs mains, tous & chacuns leſdits acqueſts, dõs & legs, qui leur ont eſté faicts & acquis depuis xl. ans, & les S. ſubalternes depuis xxx. ans, eu regard au temps de l'exhibition des Contracts, ou depuis qu'ils en auroient eu cognoiſſance Et n'auront leſdits gens d'Egliſe ou autres mains-mortes, que deux ans de temps à vuider leurs mains deſdites choſes depuis l'inionction à eux faicte: & leſdits deux ans paſſez, apres condemnation ſur ce faite par Iuge competent, ledit S. & auſſi les autres Iuſticiers pourront faire ſaiſir leſdicts nouueaux acqueſts, dons & legs: mais il ſera au chois du S. de Fief, d'en prendre ſon Indemnité, ſi bon luy ſemble, ou faire proceder en ladicte inionction & contrainte. Laquelle Indemnité ſe monte, la valeur des fruicts des trois annees des choſes acquiſes ſi autrement n'en eſt compoſé. Art. 38. Et ſi ledit S. de Fief, ſon Receueur ou autre Officier, auoient receu les deuoirs feodaux, ſoit hommage ou deuoir annuel, auec les ventes d'iceux acqueſts, ou les Rachats deſdits dõs & legs: ce nonobſtant eſt ledit S. F. apres ce fondé & receuable à faire telles inionctions: ne leſdites approbations ne receptions de ventes, deuoirs, hommages & Rachats ou rentes de tels acqueſts, n'empeſchent ladicte inionction ne l'effect d'icelle n'y le droit d'icelle indénité ſi ledit S. F. en peut prendre ſadite Indénité. Et au cas que ledit S. de fief, apres qu'il aura receu leſdites vẽtes ou Rachats veut contraindre leſdits gens d'Egliſe ou autres mains-mortes à mettre leſdites choſes hors de leurs mains, le S. de fief ſera tenu de leur rẽdre, auant l'execution de ladite ſentence, l'emolument deſdites ventes ou Rachats, qu'il en aura receus. Tit. 7. Art. 110. Quand gens d'Egliſes Cathedrales ou Collegiales, Abbayes, Prieurez Cõuentuels, Maiſon Dieu, ou fabrique d'Egliſe ou autres Communautez doiuent hommage ou qu'il leur eſt deu, les Doyen ou Cheuecier g deſdictes Egliſes, l'Abbé, Prieur ou Maiſtre de la Maiſon-Dieu, ou Procureur de la Fabrique: le doiuent faire & receuoir: leſquels Doyen & Cheuecier, Abbé, Prieur ou Maiſtre de la Maiſon-Dieu ou autre Chef d'Egliſe, qui eſt pourueu du Benefice ou adminiſtration, dont nouuellement entrent en hommage deu, pour raiſon des appartenances de leurs Benefices ou adminiſtrations en font Rachat: & en abſence ou legitime empeſchement deſdits Chefs, celuy qui par le corps & Communauté ſera commis, pourra faire & receuoir ledit hommage, couurir le Fief: pourueu qu'il ait pouuoir ſpecial quant à ce. Art. 111. Et au regard des choſes hommagees des Fabriques & autres Colleges qui n'ont point de chef principal, ledit Rachat ſera deu par la mort naturelle de celuy qui a faict hommage & non pluſtoſt: ſuppoſé qu'ils euſſent laiſſé parauant leur Benefice, charge ou adminiſtration. Art. 112. Si aucun homme d'Egliſe à cauſe de ſon Benefice a terre hommagee, & le Benefice vacque en quelque maniere que ce ſoit, celuy qui ſera pourueu dudit Benefice, fera foy & hommage, & payera Rachat pour ladicte terre au S. de qui elle eſt tenue.

Doyen ou Cheuecier, Abbé, Prieur ou Maiſtre de la Maiſon-Dieu, ou Procureur de la Fabrique peut faire & receuoir la foy & hommage.

Rachat quand eſt deu par les Doyen Cheuecier, Abbé, Prieur ou Maiſtre de la Maiſon-Dieu.

LE MAINE Tit. 2. Art. 41. p. *à Aniou.* Art. 37. Officiers ou autres S. ſes Officiers ou autres S. au fief deſquels ſont aſſiſes telles acquiſitions, & n'euſſent-ils que baſſe Iuſtice, les peuuent, &c. au dedans de xl. ans en leur Cour ou en la Cour de leur Suzerain, ſi bon, &c. mains dedans deux ans apres telle inionctiõ, tous, &c. xl, ans eu regard, &c. de l'adiournement & procés ſur ce encommencé. Et leur peut la Cour indire & declarer qu'au cas de defaut d'obeir à ladite inionction, ledit S. de fief leuera à ſon profit les fruicts deſdits acqueſts, dons & legs, iuſques à ce qu'ils ayent obey. Et leſdits deux, &c, dons & legs Et ſi le condemné ou condemnez obeyſſent à ladite ſentence au dedans: de deux ans apres ladite ſaiſine, ils auront deliurance des fruicts qui auront eſté leuez par Commiſſaires de-

g Cheuecier qui a l'office & charge de la Cire des Luminaires & Ornemens des Egliſes ou Monaſteres En l'Egliſe de Poictiers, la Cheuecerie a eſté vnie au Chapitre, auquel les Curez des Dioceſes de Luſſon & Mallezais ſont tenus payer par chacun an certaine penſion en monnoye pour le Luminaire de l'Egliſe de Poictiers par Arreſts des 4. & 19. de May, 1408. des 3. & 7. May, 1415. & du 20. iour de Iuin, 1422. Et les Marguilliers Clercs de l'Egliſe d'Orleans ſont Vaſſaux du Cheuecier par Arreſt du 18. iour d'Auril, 1377.

Source : BIU Cujas

puis ladite ſaiſine, comme à eux appartenans. Et en cas de defaut d'obeir audedans deſdits deux ans apres icelle ſaiſine ledit Seig. de fief, leuera les fruicts à ſon profit & les fera ſiens, & les appliquera à luy, iuſques à ce qu'ils ayent obey, comme deſſus. Mais il ſera, &c. Art. 42. p. *à Anion.* Art. 38. Officier ayant h pouuoir eſpecial de receuoir d'iceux les ventes ou Rachats de tels dons, legs ou acqueſts, les receuoit. Le S. F. apres ce i ne ſera receuable à faire telles inionctions, & pourra demander ſon Indemnité. Mais ſi le S. ou ſon Receueur receuoit les deniers & deuoirs ordinaires, telles receptions de deuoirs ou rentes, &c. *iuſques à ce mot*, Indemnité, *inclus* Tit. 8. Art. 121. p. *à Anion.* Art. 110. ou qui leur ſont deuz, les Doyen, &c. Art. 122. & 123. p. *à Anion*, Art. 111. & 112.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art. 67. p. *à Tours.* Art. 103. autres †† de main-morte acquierent par achat, don ou autremẽt aucuns heritages, &c. du fief, dedans lequel les choſes ſont ſituees & aſſiſes, encores qu'il n'ait, &c. peut par ſes Officiers faire faire commandement auſdits gens de main-morte, d'en vuider leurs mains dedans vn an apres ledit commandement. Et s'ils n'obeiſſent, l'an & iour paſſé, ledit S. peut faire ſaiſir leſdits heritages, rentes ou domaines, & faire les fruicts ſiens, iuſques à ce que les gens de main-morte ayent obey audit commandement, ſans ce que ledit S. ſoit tenu de receuoir homme viuant & mourãt: ſinon que leſdites choſes fuſſent admorties par le Roy. Auquel cas ledit S. eſt tenu receuoir homme viuant & mourant, eſtant premierement ſatisfaict de ſon Indemnité. Art. 71. Si Gens d'Egliſe tenans à cauſe de leurs Benefices aucuns Fiefs, vont de vie à treſpas ou reſignent leurs Benefices, eſt deu Rachat auec nouuelle foy par le ſucceſſeur au Benefice: toutesfois ſi leſdites Gens d'Egliſe auoient baillé homme viuant & mourant, qui euſt eſté receu en foy & hommage par le S. de fief, le Rachat ſeroit deu par la mort dudit homme, ou reſignation dudit homme baillé.

BLOIS Chap. 4. Art. 41. Gens d'Egliſe, Communautez, Confrairies & autres, qui ſont reputez main-mortes, ne peuuent acquerir heritages tenus en Fief, Cens ou Terrage, ſans congé permiſſion & licence des S. F. Cenſuels ou Terrageaux. Et s'ils en acquierent, leſdits S. les peuuent contraindre dedans xl. ans apres leſdits acqueſts, de les mettre hors de leurs mains. k Art. 42. Et leſquels gens d'Egliſe & main-mortes ont terme & delay de mettre leſdits heritages hors de leurs mains vn an apres que leſdits S. leur ont denoncé ce faire: & s'ils ne le font, le S. les pourra contraindre de ce faire par ſaiſie de Iuſtice, & tiendra la main pendant le procés, s'il y en a: & ſi le S. obtient, il gagnera les fruicts. Art. 43. Leſdits S. F. Cenſuels & Terrageaux peuuent indemner & permettre auſdits gẽs d'Egliſe ou main-mortes, tenir leſdits heritages en leurs mains: mais en ce faiſant ne peuuent preiudicier à leurs ſuperieurs. Art. 44. Et ſi leſdits gens d'Egliſe ou autres faiſans main-morte, tiennent & poſſedent leſdits heritages par eux acquis par xl. ans, ſans interpellation ou ſommation, de les mettre hors de leurs mains, leſdits S. F. Cenſuels & Terrageaux ne les pourront plus contraindre de les mettre hors de leurs mains. Toutesfois ils feront tenus bailler aux S. F. Cenſuels ou Terrageaux, ſ'ils les en requierent homme viuant & mourant, pour l Vicaire: qui fera audit S. la foy & hommage, à mutation duquel ſera deu profit de Rachat: & en heritage Cenſuel leſdits gens d'Egliſe ou de main-morte ou leur Vicaire, payeront le Cens annuel, & à la mutation d'iceluy Vicaire, le profit de Relief, ſelon la nature de la Cenſiue: & ſ'il n'y a Vicaire baillé, ils payeront leſdits profits par la mort ou mutation du chef deſdites Egliſes ou main morte, s'il y en a: ou de celuy qui tiendra le Benefice en titre ou Commende. Art. 45. Quand † vn S. F. ou Cenſuel ou leur Receueur & Procureur ayant pouuoir eſpecial, a receu les profits des ventes des heritages d'aucunes perſonnes, qui ſont reputez main-morte, ou qui leur ont eſté donnez, leſdits S. ne peuuent plus contraindre telles perſonnes, à mettre hors de leurs mains leſdits heritages: bien les pourront contraindre de * bailler Vicariat.

DVNOIS Chap. 1. Art. 17. p. *à Montargis.* Art. 47. aduient par Confiſcation, &c. point tenu de luy, il, &c. feodal & luy payer les droicts & profits de fief. Autrement, &c. exploitera par ſaiſie faicte par la Commiſſion de ſon Iuge, ſ'il a Iuſtice.

BERRY Tit. 5. Art. 53. Le †† S. F. peut contraindre gens d'Egliſe, qui ſont de main-morte, comme Eueſques, Chapitres, Abbez, Colleges ou autres gens Eccleſiaſtiques, acquerans à l'Egliſe & au profit d'icelles aucuns fiefs ou heritages Cenſuels, dedans an & iour, à compter du temps de la ſignification de l'acquiſition faicte au S. F. ou Cenſuel à en vuider leurs mains, ou bailler homme

h La clauſe ſpeciale eſt requiſe & neceſſaire pour receuoir les profits de fiefs, lods & ventes, meſmes des Eccleſiaſtiques, & autres gens de main-morte: & ne ſuffiroit la clauſe generale de receuoir à foy & hommage & inueſtir toutes perſonnes. C. M.

i Quid ſi les gens de main-morte ont eſté receus à foy & hommage ou inueſtis par celuy qui iouiſt du fief par vſufruict, ou par la vefue Douairiere? Cela ne peut porter aucun preiudice au proprietaire, qui doit reſtituer ce que leſdits vſufructier & vefue ont prins, s'il veut contraindre les gens de main-morte à vuider leurs mains des fiefs ou terres par eux ainſi acquiſes, donnees ou leguees, comme i'ay dit ſur la Couſtume de Paris. C. M.

k Sçauoir ſi le temps & eſpace de quarante ans court contre les mineurs. I'ay decidé ceſte queſtion ſur le 41. Art. de Paris nombre 61. & 80. C. M.

l Vicaire. Orleans. Art. 41. 42. 118. 119. & 120. & en ceſte Couſt. ſignifie l'homme viuant & mourant, que les Egliſes & autres Gens de main morte ſont tenus de bailler au S. F. ou Cẽſier pour faire la foy & hommage, & à la mutation duquel eſt deu profit de Fief ou de Cens.

†† *Ledit Biẽ aſsis pour le Clergé a dict que l'Art. anciẽ n'auoit eu lieu pour le paſſé. Toutesfois où l'on voudroit recenoir pour Couſtume de faire vuider les gens de main-morte, leurs mains des heritages par eux acquis, que cela deuoit auoir lieu pour l'aduenir, & pour les nouuelles acquiſitions, ſans y comprendre les domaines anciens de l'Egliſe & choſes amorties: empeſchant au ſurplus qu'autre que le S. de fief immediat vſe dudit droit, & puiſſe faire vuider. Les gens d'Egliſe deſdits heritages par eux acquis. Sur leſquelles remonſtrances, auons au lieu dudit Art. ancien arreſté pour Couſtume le 67. Article, & iceluy mis & redigé par eſcrit, ainſi qu'il eſt, pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé, & des proces pendans.*

S. F. Cenſuels ou Terrageaux peuuent permettre aux gens de main-morte de tenir heritages en leurs mains, ſans preiudicier à leurs ſuperieurs.

† *Ceſt Art.*

Source : BIU Cujas

45. eſt adiouſte pour Couſtume nouuelle.

* Alias, à bailler Vicaire.

†† Ces Art. 53. 54 & 55. ſont pretendus contenir ancienne Couſtume par les gens du ſecond & tiers Eſtat, & nouuelle par les gens du premier Eſtat. Leſquels gens dudit premier Eſtat ont diſcorde leſdits Art. & ſe ſont oppoſez à ce que ladite Couſtume ſoit redigee & publiee. Sur quoy auons ordonné que ledit premier Eſtat bailleroit par eſcrit leur oppoſition, & mettroient pardeuers nous tout ce que bon leur ſemblerott dedans la S. Andre pour toutes prefixions & delais, ſans autre forcluſion pour en eſtre faict noſtre rapport à la Cour, pour par elle ordonner ce que de raiſon, auant ladite homologation. Et depuis par Arreſt du 8 Iuin, 1540. donné comme dit eſt, la Cour a ordonné & ordonne que les gens du premier Eſtat bailleront par eſcrit plus amplement leurs cauſes d'oppoſition, qui ſeront communiquees aux gens des ſecond & tiers, pareillement aux Officiers du Roy & de la Royne de Nauarre, Ducheſſe de Berry pour y reſpondre: le tout dans vn mois, & de quinzaine en quinzain, apres bailleront repliques & dupliques, & produiront tout ce que bon leur ſemblera à ſix ſemaines apres enſuiuant: pour ce faict & le tout veu par la Cour, faire droict ſur ladite oppoſition, ainſi qu'il appartiendra par raiſon.

viuant & mourant, & payer l'Indemnité au chois & election deſdicts gens Eccleſiaſtiques. Art. 54. Et ſeront tenus apres l'inionction & commandement à eux faict par le S.F. ou Cenſuel, ſatisfaire à ce que deſſus dedans l'an apres: & en defaut de ce faire dedans ledit temps pourra le Seig.F. ou Cenſuel mettre en ſa main, & exploicter le fief ou heritage de luy tenu en Cenſiue, & fera les fruicts ſiens, iuſques à ce que leſdits gens d'Egliſe ayent ſatisfaict. Art. 55. Toutesfois s'il y a oppoſition formee par leſdits gens d'Egliſe à ladite main-miſe feodale ou Cenſuelle, par vertu d'icelle demoureront iouiſſans pour le regard des S. ſubalternes: mais non pour le regard du Roy, comme deſſus eſt dit: n à la charge toutesfois de rendre par leſdits gens d'Egliſe les fruicts qu'ils prendront ce pendant au Seig.F. ou Cenſuel: ou que ledit S.F. ou Cenſuel euſt peu prendre & perceuoir, ſ'il eſt trouué en fin de cauſe leur oppoſition n'eſtre valable.

n Art. 26. & 27. de ceſte Couſtume de Berry.

Avvergne Chap. 21. Art. 12. Gens † d'Egliſe, Communautez, Colleges, Luminiers, Confrairies & autres ſemblables, qui au profit de leurs Egliſes Communautez ou Colleges acquierent ou à eux aduiennent par mortaille, dedication, confiſcation ou autrement heritages tenus en directe, peuuent eſtre contraints par les S. directs vuider leurs mains dedans an & iour de la choſe ainſi acquiſe à compter du iour du commandement de ce faire. Art. 13. Et à faute d'obeir, peuuent leſdits S. directs, leſdits an & iour paſſez, iouir deſdits heritages, & faire les fruicts leurs, iuſques à ce qu'ils ſoient alienez à perſonne capable. Art. 14. Pareillement le pourra faire le S. Iuſticier pour l'intereſt de ſes droicts de confiſcation & mortaille, ſoit la choſe Allodiale ou tenue à Cenſiue, à faute de ce faire par le S. direct. Chap. 22. Art. 16. p. *à l'Art. 12. cy deſſus.* Confreres & autres, &c. tenus en fief, peuuent, &c. par leurs S.F. quand bon leur ſemble à vuider dedans an & iour leurs mains, &c. faire: & à faute, &c. p. à l'Art. 13. les S.F. &c.

† *Faut noter qu'en la C. de Bourbonnois y auoit v. Art. couchez touchant les gens de main-morte. Deſquels la publication a eſté differee: par ce qu'ils faiſoient mention des Francs-Fiefs, & nouueaux acqueſts, eſquels par Ordonnance du Roy eſtoit ſuffiſammẽt pourueu, & que ce ne ſont choſe, eſquels Couſtumes ſe puiſſe introduire au preiudice du Roy, ne contre ſes droicts. Et par ce que dit eſt, & auſſi que les gens d'Egliſe ſe ſont oppoſez a ce que deſdicts Art. ne ſe fit aucune publication. Auons ordonné quant à preſent, que n'en ferions aucune publication, & que des remonſtrances par nous faites, & du requiſitoire fait par les gens d'Egliſe ſerions*

Xaintonge Tit. 4. Art. 34. Si les Vaſſaux ou autres tenanciers de gens d'Egliſe, à cauſe de leurs Prelatures & Benefices, vendent ou conſtituent aucunes rentes ou hypotheques, ſur les biens, qu'ils tiennent de l'Egliſe n'eſt permis aux Prelats de les auoir pour le pris, & ne peuuent contraindre les acheteurs à en vuider leurs mains. Art. 35. Autre choſe eſt, ſi les gens d'Egliſe acquierent aucune rente ſur les tenemens d'vn S. temporel. Car le S. temporel peut contraindre ou faire contraindre par ſon Seneſchal ou Iuge, telles gens d'Egliſe acquereurs de rente, à en vuider leurs mains, ou bailler homme. o

o Viuant & mourant: par lequel ils puiſſent receuoir les profits de Fief ou Cenſiue, quand le cas y eſcherra.

Bretagne Tit. 17. Art. 368. Gens d'Egliſe & autres de main-morte ne ſe peuuent accroiſtre en fiefs, qui ſe gouuernent ſeculierement pour les amortir, ſans la volonté de ceux, de qui ils ſont tenus, & l'authorité du Prince: lequel & non autre, les peut amortir. Et où ils ne ſeroient amortis, ſeront tenus, le S. le requerant, dedans xxx. ans à en vuider leurs mains, ou bailler homme viuant, mourant & confiſcant. Et apres leſdicts xxx. ans ne pourront eſtre contraincts qu'à l'Indemnité autre que le Roy. Art. 369. Et ne ſont leſdits gens d'Egliſe ou de Religion fondez à auoir ferme, droict, bans, ventes, n'autre Iuſtice, ſ'ils n'ont titre ou ſaiſine ſuffiſante, pour ſeruir de titre: autrement demeurent leſdits droicts de Iuſtice aux Fondateurs & à leurs hoirs.

X. Melvn Chap. 4. Art. 40. Le Vaſſal doit ſpecifier & declarer par ſon Denombrement tout ce qu'il ſçait eſtre de ſon fief: & ſ'il recelle aucune choſe par fraude, ce qui ſera recellé eſt acquis au S.F. Art. 41. Et ſi le Vaſſal cognoiſt qu'il y ait omiſſion ou erreur audit Denombrement, le peut dedans †† xl. iours, apres le Blaſme baillé, corriger, augmenter ou diminuer.

Chalons Tit. 20. Art. 223. Apres que les Vaſſaux ont comparu & fait

Source : BIU Cujas

mention en nostre Proces Verbal.

†† *Ces mots,* dedans xl. iours apres le Blasme baillé, *ont esté de nouuel adiousté.*

la foy & hommage, le nouuel S. doit auoir delay competent pour voir leurs Titres, Adueus & Denombremens, & pour en aduiser auec son Conseil & ses Officiers, & sçauoir s'il est tenu de les receuoir en la forme & maniere qu'ils les presentent.

AMIENS Tit. 1. Art. 18. Si le Vassal a vne fois baillé son Denombremẽt, il ne peut estre contraint le bailler vne autre fois, quelque mutation de Seig. qu'il y ait.

PONTHIEV Tit. 4. Art. 75. Vn Vassal n'est tenu de bailler par Denombrement qu'vne fois durant la vie de son S.F. Et s'il y auoit mutation de son Seigneur Feodal, il le doit bailler à chacun Seigneur qu'il auroit, s'il en estoit requis.

Denombrement donne vne fois en la vie du S.F.

PERONNE Tit. 2. Art. 63. Le Vassal peut augmenter ou diminuer son Denombrement, iusques à ce qu'il ait esté receu par le Seig. & qu'il en ait baillé son Recepissé, ou iusques à sentence donnee sur le debat dudit Denombrement. Art. 64. Où le Vassal auroit autresfois baillé son Denombrement au S. predecesseur, n'est tenu le bailler au nouuel Seig. mais peut ledit S. en demander auoir vn double à ses despens.

Denombrement quãd peut estre augmenté & diminué.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 59. Denombrement doit contenir declaration speciale, par le menu, de tous les droicts, prerogatiues, & preeminences du Fief: ensemble le Chastel, maisons, grange, court, mareschaussee, terres, prez, bois, viuiers, les rentes & autres redeuances, les Arriere-fiefs & droicts sur iceux. Et si le Vassal recelle par dol quelque chose dudit fief, elle tombe en commis au Seigneur. Art. 60. Le Vassal qui a vne fois releué & baillé son Denombrement à son S. ou son Bailly, n'est tenu de faire nouueau Relief, ny de bailler nouueau Denombrement au nouueau S. Mais peut ledict, &c. p. *à Peronne.* Article 64. & auoir, &c.

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 67. Denombrement presenté par le Vassal, sert de confiscation à l'encontre de luy, & ne porte preiudice au S. s'il n'est accepté, ou si ledit S. sans commencer à blasmer ou contredire, n'a laissé passer quarante iours entiers apres la presentation dudit Adueu & acte d'icelle fait en iugement ou pardeuant Notaires, parties presentes ou appellees. Art. 68. Denombrement doit contenir tous les droicts, prerogatiues, &c. p. *a Cambray.* Article 59. Grange, pourpris & domaines, estans és mains du Vassal auec leurs situations & tenans, au moins deux les plus p certains. Aussi doit contenir les Cẽs, rentes, Bourdelages & autres redeuances, sommes d'iceux, personnes & lieux, sur qui ils se reçoiuent en gros: les hommes & femmes de condition, droicts qu'ils ont sur iceux, la situation de leur mex & tenement: semblablement les nõs de leurs Vassaux & situations de leurs fiefs en gros. Et si le Vassal par dol recele quelque chose estant dudit fief, elle est commise audit Seigneur.

p Suiuant ce qui est traicté in l. forma Cẽsuali. D. de censibus.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 80. Le S. de fief n'est tenu emplir ne fournir le contenu de l'Adueu de son Vassal, quelque reception qu'il aye faicte de l'Adueu Car il s'entend sans preiudice du S. sauf toutesfois quant aux prerogatiues ou droicts d'auctorité dont est receu, comme de Iustice, ponts leuis, garennes, colombier, droict de colombier, droict de chasser & autres telles preeminences. Car ledit S. apres telle reception ne les peut empescher ne contredire. Mais au regard des terres ou autre entreprise sur le domaine de son S. pour estre dedans l'Adueu, ne les peut prescrire, sinon qu'il en ait iouy xxx. ans.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 120. Adueu † baillé soit bon ou mauuais, sauue la leuee. Doit neant-moins le Vassal payer les frais de la saisie, adiudication, si aucune y a, & de ce qui s'en est ensuiuy. Art. 175. En toutes aisnesses, les puisnez sont tenus bailler à l'aisné escroë ou declaration signee d'eux de ce qu'ils tiennent sous luy: afin que l'aisné puisse bailler escroë entiere de l'aisnesse au S. laquelle tous les puisnez doiuent aduouer & signer chacun pour son regard. Art. 185. Le S.F. outre ses Plais ordinaires, peut tenir en son fief vn Gageplege par chacun an, auquel tous les hommes & tenans du fief sont tenus de comparoir en personne, ou par Procureur specialement fondé pour faire election de Preuost, & pour recognoistre les rentes & redeuances par eux deuës, & declarer en particulier les heritages, pour raison desquels elles sont deuës: ensemble si depuis les derniers Adueus baillez, ils ont acheté & vendu aucuns heritages tenus

† *Cest Art. 120. a esté accordé par tous les Deputez: excepté par ledit le Doux Deputé pour le Bailliage d'Eureux, qui a dit que la Coustume dudit Bailliage: Si l'heritage est saisi & adiugé au Sei-*

Source : BIU Cujas

gneur faute d'homme & de deuoirs Seigneuriaux non faicts, le proprietaire n'est receu, sinon en formant deliurance, baillant caution de la lesee adiugee, & presentant son Adueu. Et si ledit S. blasme ledit Adueu & il obtienne gain de cause sur iceluy contre son Vassal, ou que le Vassal en laisse la poursuitte, ledit S. aura restitution de la lesee, so ledit proprietaire ou de son plege. De laquelle allegation a este ordonne qu'il sera informé comme d'vsage local: & ce pendant que ledit Art. aura lieu.

en ladite Seigneurie par quel pris: de qui ils les ont achetez: & à qui ils les ont vendus, & pardeuant quels Tabellions, le Contract aura esté passé. Article 186. Le Gage-plege doit estre tenu par le Seneschal du fief, en la presence du Greffier, Tabellion, Notaire, ou autre personne publique auant le quinziesme iour de Iuillet pour le plus tard, & doiuent tous les Adueus & actes tant des Plez que Gage-plege estre signez du Seneschal & du Greffier ou autre personne publique ayant esté commis à faire le Greffe. Art. 187. Où les hommes & tenans seront defaillans de comparoir au Gage-plege, ils seront mis en amende qui ne pourra exceder la somme de v.s. pour le defaut de chacune teste: Laquelle amende sera taxee par le Seneschal selon la qualité & quantité desdits heritages tenus par le Vassal. Et outre ladite amende pourra le Seneschal saisir les fruicts de l'heritage & iceux bannir pour le payement des rentes & redeuances deuës, sans preiudice de l'amende des plez, qui est de xviii. sols vn denier. Art. 188. Où les hommes & tenans ne seront resseans du fief, ils seront tenus de bailler plege resseant dudit fief, de payer lesdites rentes & redeuances pour ladite annee. Art. 189. La proclamation du Gage-plege doit estre faicte publiquement à iour de Dimanche, issuë de la Messe Parroissial, par le Preuost de la Seigneurie, xv. iours auant le terme d'iceluy: & doit contenir ladite proclamation le iour, lieu & heure de la seance. Art. 190. Le Seneschal & Greffier doiuent estre personnes approuuees en Iustice & domiciliez sur le fief, ou bien à trois lieuës pres d'iceluy. Art. 191. Les Plez & Gage-pleges doiuent estre proclamez & tenus, & les Escroës baillees sous le nom du S. proprietaire & de l'vsufruictier coniontement. Pourra aussi le proprietaire auoir homme en son nom ausdits Plez & Gage-pleges pour la conseruation de ses droicts. Art. 192. Les Adueus & Denombremens, Escroues & declarations doiuent estre presentez aux Seig. par les proprietaires & en leur nom: encores que l'vsufruict appartiennent à autres personnes. Art. 193. Les acheteurs sont tenus faire foy & hommage, bailler Adueus, & faire payer tous droicts Seigneuriaux: encores que par le contract il y ait condition de Rachat.

Gage-plege.

Amende de cinq sols contre les defaillans au Gage-plege.

Seneschal & Greffier doiuẽt estre en personne ou Gage plege.

Proclamation des Plez & Gage-pleges.

Escroës baillees sous le nom des proprietaires & vsufructiers.

Adueus & Denombremens Escroës & Declarations presentees par les proprietaires sous leurs nõs.

Achete ur tenu faire hommage, & bailler Adueu.

Tovrs Tit. I. Art. 3. Et †† ne peuuent les S. de fief contraindre leurs suiets à ce que dessus, sinon qu'vne fois en leur vie: s'il n'y auoit mutation de S. ou de suiet. Et si le S. ou son Procureur veut blasmer ladite declaration, sera tenu le faire dedans l'an: autrement n'y sera plus receu.

Maizieres Art 2. Le S. de fief non ayant Iustice, est fondé de contraindre par la Iustice de son Suzerain Iusticier, ses suiets tenãs noblement ou roturierement en son fief, de luy bailler Adueu ou declaration des choses qu'il tient en fief: luy payer ses deuoirs pour les causes contenues en la Coustume generale.

S. Cyran Art. 1. *A la fin.* Et le S. de fief non ayant Iustice, peut demander par la Iustice, où est assis son dit fief ou autre Suzeraine auoir Adueu ou declaration des choses tenues de luy noblement ou roturierement: à luy payer ses deuoirs faire saisir pour les, &c.

Aniov Tit. I. Art. 6. Aussi peuuent contraindre ceux qui tiennent en leur fief, à bailler par declaration tous les heritages & rentes qu'ils tiennent nuement & declarer les deuoirs qu'ils leurs en doiuent, à leur faire monstree desdicts heritages au chois dudit S. Art. 7. Si le suiet à vne fois baillé deuement ses declarations ou Adueu non defectifs, & par apres son S. vend ou aliene sa terre, s'il est apres appellé par le S. acquereur, pour luy bailler nouuel Adueu & declaration, ce ne doit estre à la charge ou despens dudit suiet. Autre chose seroit, s'il y auoit mutation de S. par mort. Tit. II. Art. 174. Homme de foy, qui se defaut de terme ou intimation de bailler Adueu ou Denombrement, & semblablement de faire ses q Gardes Liges ou lige estage, fait amende arbitraire, s'il est Noble: & s'il est Coustumier lx. sols t. Art. 175. Si pour execution de sentence, iugement ou condemnation faicte contre le suiet de bailler son Adueu, Declaration ou autre droict Feodal, ses choses estoient saisies, & apres ladicte saisine signifiee, le suiet n'obeit dedans le terme qui luy sera prefix, l'on pourra mettre sur luy autre & plus grande amende arbitraire. Et n'aura le suiet deliurance

Tenus faire homm. & bailler Adueu.

†† *Cest Art. 3. est de nouuel adiousté.*

Declaration vne seule fois en la vie, s'il n'y a mutation de Seig. ou suiet.

Denombrement ou Declaration sera dõnee au S. non aiant Iustice.

Suiets peuuent estre con-

q Voyez ce qui a esté par nous dict cy dessus touchant le faict du droict de Garde & Guet: ensemble des Gardes Liges, ou lige estage.

Source : BIU Cujas

traints à donner declaration ou faire monstree.

Declaration ou Adueu non defectifs estans donnez, ne seront derechef baillez au nouuel Seigneur acquereur, sinon à ses despens.

Amende pour le defaut de donner Adueu ou Denombrement, ou faire ses Gardes Liges, ou lige estage.

desdictes choses saisies iusques à ce que lesdictes amendes soient payees & qu'il ait deuëment obey. Art.176. Si aucun homme de foy va de vie a trespas sans auoir baillé son Adueu, son heritier ne pourra estre contraint fournir d'vn Adueu, pour & au nom d'iceluy defunct: mais suffit qu'il en baille vn bon & competent de son temps: toutesfois ledit heritier pourra estre contraint à payer l'amende, en laquelle seroit encouru son predecesseur par defaut d'auoir obey, cõme dessus. Tit.12. Art.199. Si aucun homme de foy baille son Adueu à son S. & par iceluy relaisse à employer partie des choses de son hommage, en affermant par serment la protestation contenue en son Adueu, & a y employer toutes choses relaissees, il fera amende arbitraire, s'il est Noble: & lx. sols t. s'il est coustumier.

Heritier n'est tenu de bailler Adueu au nom du defunct auquel il succede, & suffit en dõner vn de son temps.

Amende pour Adueu defectueux.

Le Maine Tit.2. Art.7. *A la fin.* p. *à Aniou.* Art.6. dudit S. c'est à sçauoir que pour faire ladite monstree ou bailler ladicte declaration, le Seign.ne payera aucune chose audit suiet: mais aussi iceluy suiet ne payera rien audit S. n'a ses Officiers, fors l'emolument du Greffe. Art.8. p. *à Aniou.* Art.7. par iceluy acquereur à bailler, &c. il sera tenu de luy r bailler. Art.9. Le Seig.ne peut contraindre ses suiets en Arriere-fief, c'est à sçauoir qui tiennent de luy par moyens, à declarer leurs moyens: sinon les suiets prochains & immediats des suiets en nuesse d'iceluy S. qui tient dudit Arriere-fief par vn seul moyen & non plus: & lequel suiet en Arriere-fief n'est tenu declarer par le menu & confrontation: mais en gros auec le deuoir. Toutesfois s'il y auoit aucuns suiets en Arriere-fief, posé qu'ils tiensissent par deux, trois, quatre moyens, ou plus, lesquels fussent loing de la Seigneurie, & corps principal du territoire dudit Seig. ou dedans aucuns fiefs enclauez ou autres cas, où il y a euident interest pour la conseruation des fins & limitations de ladicte Seigneurie dudit S. esdicts cas il les pourroit bien contraindre à declarer leurs moyens en gros. Mais audit cas suffira les declarer en iugement & sera enregistré par le Greffier, si bon luy semble, sans qu'il couste rien au suiet pour ladicte enregistreure. Et si le Greffier ou Sergent ne les font reuenir, ils sont suiets à amende & interest de partie. Tit. 10. Art. 194. p. *à Aniou.* Art.174. auec intimation, &c. posé ores qu'il ait esté present & se soit absenté: & semblablement, &c. faict amende de lx. sols Mansaiz. Tit. 11. Art 213. p. *à Aniou.* Art.199. de lx. sols Mansaiz.

r C'est à sçauoir aux despens du S. encores que la foy faille du costé du Seig par son decés & trespas, comme i'ay dit sur la Coustume de Paris. Art 48 Encores qu'il soit porté le contraire par la Coustu. d'Aniou, Art. 7. sur la fin, qui est par trop inconsiderement escrit. C. M.

S. ne peut cõtraindre ses suiets en Arriere-fief, à bailler Declaration.

Berry Tit.5. Art.21. *A la fin.* Et aussi ne sera tenu ledit Vassal bailler que vn Denombrement. Art.56. Si le Vassal a baillé vne fois son Denombrement non defectueux à son S.F. & qu'il y ait mutation de S. ne sera tenu de bailler nouuel Denombrement.

Vassal n'est tenu que donner vn Denombrement, & n'est tenu bailler au nouuel S.

Bovrbonnois Chap.27. Art.382. En Nommee & Denombrement baillez, les heritages & domaines tenus & portez par le Vassal, doiuent estre pour le moins par deux confins les plus apparens. Aussi les Tailles, Cens, Dismes infeodez, & autres deuoirs & redeuances, auec les Arriere-fiefs qui en sont tenus & mouuans & par qui ils sont tenus: doiuent aussi declarer les Iustices, droicts & prerogatiues dudit fief. Et s'il est aucune chose recellé par fraude, ce qui est recellé est acquis au S.F.

Poictou Tit.1. Art.85. Aussi quand le suiet est condemné par iugement à bailler son Adueu & Denombrement dedans aucuns temps, & il ne les baille & fournit à la condemnation, le S. peut prendre les fruicts du fief, sans en faire recreance, & cheent en perte. Art. 105. Le Vassal ou roturier est tenu à muance de Seigneur, bailler par escrit ou declarer à son Seign. les heritages qu'il tient de luy: a ce que s'il s'en tient aucuns, sur lesquels ne seroit & n'est assis aucun deuoir, ledit S. impose pareil & semblable deuoir, au deuoir ia imposé sur les autres terres. Toutesfois au moyen de ladite exhibition ne peut ledit S mettre ses suiets hors la possession & iouissance des terres ainsi declarees, ne les contraindre à monstrer les Titres, autrement que dessus. Art.142. Il suffit à celuy qui fait hommage Lige d'aucun Fief, auquel y ait hostel ou autre lieu, qui soit chef d'hommage (si ledit hommage Lige court en Rachat) qu'il baille son Adueu & Denombrement par escrit en general, aduouant tenir à hommage lige sondict lieu & ses appartenances: sinon † qu'il en soit requis par le Seigneur, auquel

S. fait les fruits siens des choses saisies à faute d'Adueu & Denombrement non baillé.

Declaration des heritages sera donnee par le Vassal roturier.

Vassal Lige ayant chef d'hommage, cõme doit donner son Denombrement.

† *Ces mots,*

cas

Sinon qu'il, &c. *iuſques à la fin ſont adiouſtez pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé & des proces intentez.*

cas ledit Vaſſal ſera tenu le bailler à ſes deſpens, par le menu. Art. 143. Pareillement le doit bailler par le menu s'il n'y a choſe qui face chef d'hommage, & quand l'hommage eſt plein, ſoit qu'il y ait chef d'hommage ou non. Art. 180. Celuy qui fait l'hommage plain, doit en tous leſdits pays bailler à ſon S. ſon Adueu & Denombrement par eſcrit particulierement confronté contenant les choſes qu'il tient en ſon domaine. Et ſi ce ſont Borderies ou Maſures ou Quarterons, ſoient hebergees ou non, & d'entre la Dyue & la Mer, & les doit declarer. Et és autres pays n'eſt tenu declarer s'il n'eſt requis par le Sei. ſoient hebergees ou non. Art. 181. Et auſſi doit celuy qui faict ledit hommage plain, declarer par ſondit Adueu par eſcrit, ceux qui tiennent auec luy ou de luy noblement ou roturierement & payer le Vaſſal, les Plects & les cheuaux de ſeruice, pour raiſon de ce qui eſt tenu de luy noblement par hommage ou roturierement, ou ſous luy audit hommage, comme il faict de ce qu'il tient à ſon domaine, & tout y doit eſtre precompté.

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 23. Chacun ſoit noble ou roturier, eſt tenu bailler par Declaration vne fois ſeulement à ſon S. de fief, les fiefs, domaines & heritages qu'il tient de luy, & icelle verifier.

BRETAGNE Tit. 25. Art. 664. Si le S. prouue contre ſon hõme, que l'Adueu par luy baillé ſoit defectueux en terres, rentes ou deuoirs, ledit hõme cheoira en l'amende de lx. ſols enuers ſon S.

XI. MELVN Chap. 4. Art. 76. Le †† Fief de celuy qui meurt ſans heritiers, ou ſ confiſqué par Iuſtice, appartient au S. F. s'il eſt Haut Iuſticier audit fief, és cas, eſquels ladite confiſcation luy appartient: & ſi ledit fief eſt en la Haute Iuſtice d'autre, il appartiendra au Haut Iuſticier, qui en fera la foy & hommage au S. F. Mais ſi le S. duquel ledit Fief eſt tenu en Arriere-fief, auoit la Haute, & par ce moyen ledit fief luy aduenoit, il ſeroit tenu la mettre hors de ſes mains dans l'an & iour, qu'il ſera eſcheu, à ce que auenant mutation, celuy duquel meut ledit fief nuement & en plein fief, en ſoit ſeruy & ait les profits accouſtumez. Art. 84. Le Vaſſal perd ſon fief, quand par mal-talent il met la main t à ſon S. à tort, ou forfait à ſa femme u ou fille. Art. 85. Le † S. auſſi commettant Felonnie x contre ſon Vaſſal, perd ſon hommage & droict de fief: qui retourne au ſuperieur de celuy qui commet la Felonnie.

SENS Tit. 19 Art. 198. Pour non vouloir faire la foy & hommage au S. F. & pour non bailler Denombrement de fief, il n'y a danger de Commiſe. Art. 207. Si l'homme noble ou non noble, qui a vn fief, auquel y ait Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe, va de vie à treſpas ſans hoirs, ſoit de ſon corps, ou †† autre, ou eſt executé par Iuſtice, ledit fief aduiendra au S. F. Et ſi audit fief n'y a Haute Iuſtice, mais eſt aſſis en Haute Iuſtice d'autre, ledit fief appartiendra audit Haut Iuſticier & en fera hommage au S. F. Et ſi ledit Vaſſal eſt executé pour crime de Leze Majeſté: en ce cas ledit fief appartiendra au Roy. Et s'il eſt aſſis en la Haute Iuſtice d'aucun S. & il aduienne au Roy, ledit S. eſt tenu de mettre ledit fief hors de ſes mains dedans l'an & iour qu'il luy ſera eſcheu, ou bailler hõme pour ledit fief.

AVXERRE Tit. 2. Art. 68. p. *à Sens.* Art 198. vouloir par le Vaſſal faire, &c. a ſon, &c. & auſſi ne luy vouloir bailler Denombrement, ledit fief ne chet en Cõmiſe. Art. 74. Le fief, où y a Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe vacant par faute d'heritiers ou confiſqué appartiendra au S. dõt il eſt mouuant. Et ſi audit Fief n'y a Haute Iuſtice, appartiendra au S. Haut Iuſticier du lieu, où ledit Fief ſera aſſis: lequel Haut Iuſticier audit cas demeurera Vaſſal du S. F. Art. 75. Et où ledit fief pour l'vn des cas ſuſdits aduiendra au Roy, ledit S. vuidera ſes mains dans l'an & iour, à compter du iour qui luy ſera eſcheu, ou fera bailler homme viuant & mourant audit S. F. pour eſtre payé de ſes profits de fief & Indemnité.

CLERMONT Tit. 81. Art. 109. La ſeigneurie profitable ſe peut conioindre à la directe par defaute d'homme, par confiſcation & * admiſſion de fief.

LAON Tit. 16. Art. 196. Le † Vaſſal qui commet felonnie contre ſon Seigneur confiſque ſon Fief: & peut à ceſte fin le Seigneur faire informer contre ledit Vaſſal, le faire adiourner pardeuant ſon Bailly & homme de Fief, ou pardeuant le Bailly de Vermandois ou ſon Lieutenant, au lieu, ou eſt demourant ledict Vaſſal, & conclurre contre luy à ladicte fin de confiſcation de Fief: toutesfois pendant le proces ne doit le fief demourer ſaiſi. Art. 197. Et en pareil ſi le S. F. commet felonnie contre ſon Vaſſal, il perd ſon hõmag. & droict de fief: & doit led. hõmag. retourner au S. ſuzerain de celuy qui a commis la felonnie.

Vaſſal lige non ayant chef d'hommage cõme doit bailler ſon Adueu & Denõbrement:

Vaſſal tenant à hõmage plain, comme doit bailler ſon Adueu & Denombrement.

Vaſſal tenãt à hõmage plain baillant ſon adueu, a quoy eſt tenu pour raiſon de ſes ſuiets qui tiennent ſous luy.

Declaratiõ vne ſeule fois donnee par le noble ou roturier.

Amende de lx. ſols pour Adueux defectueux.

†† *Ce 76. Art. a eſté mis au lieu du 58. Art. ancien.*

Cas eſquels le Vaſſal confiſque ſon Fief.

† *L'Art. 85. a eſté adiouſté comme ancien.*

S. commettant felonnie perd l'hommage & droict de Fief.

Commiſe de fief en quels cas n'a lieu.

†† *Ces mots, ou autre, ont eſté de nouuel adiouſtez: & ces mots anciẽs qui eſt ſouuerain, oſtez du neuf-vingt ſeiz. Art. antien.*

Le Roy a la confiſcation de celuy qui eſt executé pour crime de Leze Maieſté.

Le Roy tenu de bailler homme viuant & mourant.

* *Aliàs, cõmiſsion,* amiſſion ou commiſſiõ, *rectius commiſe.*

† *Les Art. 196. & 199. ont eſté accordez*

ſ Les cauſes pour leſquelles vn Vaſſal peut eſtre priué de ſon fief, introduites par le Droict des feudes ſont differentes de celles que les Couſtumes & Practique de France ont receuës. lib. 1. Feud. Tit. 2. & 14 & lib. 3. Tit. 1. & ibi Cuiac. Pluſieurs ont eſcrit que la priuation & commiſe du fief, deuoit eſtre faite par telles & ſemblables cauſes, que les peres peuuent exhereder leurs enfans, ou que les donateurs peuuent renoquer leurs liberalitez & donations: d'autant qu'ils reputent le contract eſtre vne eſpece de liberalité & largeſſe reuocable pour pareilles cauſes que autres munificences & gratifications ſont reuocables. Mais en ce faict nous deuons garder le contenu eſdictes Couſtumes. Et ſ'il y a quelque cas particulier omis par icelles pour la confiſcation ou perte de fief, faut auoir recours aux Loix des Feudes. Caſus omiſſus in diſpoſitione iuris relinquitur. L. commodiſſimè. D. de lib. & poſthumis l. ſi extraneus. D. de condict. cauſa data. Or les cauſes de commiſe & confiſcation giſent en cognoiſſance de cauſe, & doit le S. F. obtenir

Source : BIU Cujas

Sentence de declaration de ladite confiscation: & ne peut de son auctorité declarer le fief acquis & confisqué, & en priuer le Vassal, sans y garder les solemnitez requises: ou si le Vassal ne consent que ledit Seig. luy oste le fief, argum. l. creditores. C de pign. & l. non est singulis. D. de regul. l. 54. C de decur. l. 7. C. vnde vi. l. 3. C. Th. eod. tit. miles fidelis de possessione feudi non debet eici sine culpa, vt est proditum lib. 1. feudor. Tit. 20. & 23. Vide Boer. Dec. 149.

pour l'aduenir, nonobstant les remonstrances.

Confiscation de fief en cas de felonnie.

t Il a esté iugé par Arrest solennel du 30. Octobre 1573. au Parlement de Bretagne, que le Vassal confisquoit & perdoit son fief, pour l'homicide par luy commis en la personne de son Seigneur Feodal. Au liure intitulé, li establissemẽt, li Rois, &c. Se Gentils-homs met main en son Seignor par mal-talent, auant que li Sires l'ait mis en li, il pert son Fié par Droict, *& plus bas:* Si vn home lige appelle son Seignor lige de trahison, & il ne l'offre à defendre, il pert son fief.

u Ceste cause est exprimee au Tit. 2 liure 1 des Feudes. Si cucurbitauerit dominum, id est cum vxore eius concubuerit, vel concumbere se exercuerit, aut cum ea turpiter luserit: vel si cum filia aut nepte ex filio, aut cum nupta filio, & Tit 14. Si adulterauerint. Au liure sus allegué de li establissement li Rois, &c. Homme qui escout a son Seignor pert mueble, ou se il met main en luy par mal respit, ou en son certain aloë, ou se il lor escout autrement, ou s'il denient son Seignor par mal, ou se il a mise fausse mesure en sa terre, ou se il penche en ses estangs sans congé de li, ou se il emble ses connils en sa Garenne, ou se il gisoit ou sa fame ou auec sa fille, pourquoy elle fut pucelle, il pert son fié & en est priué. Se vn Gentils-homs bailloit à garder vne pucelle à vn homs, qui soit de son lignage ou d'autre, & il la despucellast, & il en puist estre prouué, il perdroit son fié, porquoy que fut de la volonté de la pucelle: & ce se fait à force, li seroit pendu: porquoy il fut prouué.

x Felonnie est prise & tiree de ce mot φίλωσις ou φίλωμα: nec enim felonia est contumacia aut rebellio tantùm siue ἀπειθεία, cum & dominus ipse in feloniam incidat, sed fraus, culpa, improbitas, scelus, facinus, vt Cuiacius notat ad Tit 2. lib 1. feud. & post eum Hotom. Tacitus xiii. Annalium scribit olim Romæ actum esse in senatu, vt patronis ius reuocandæ libertatis daretur in malè meritos libertos. Valer. lib. 2. cap. 6. Ex instituto Athenarum conuictus à patrono liuocandæ libertatis daretur in malè meritos libertos. Valer. lib. 2. cap. 6. Ex instituto Athenarum conuictus à patrono libertus, iure libertatis exuitur. Et iure ciuili liberti in seruitutem reuocantur ob vitium ingrati. l. 2. c. de libertis & eor. lib. L. 22. C. de op. lib. l. 6. D. de rest. in integ. l 6. De agnos. lib. l. 70. D. de verb. signif. §. 1. Inst. de capitis de min. suet. in cland. cap. 25. Nou. 78. cap. 2. Le S. F. pour felonnie perd son hommage & droict de fief, qui retourne au seig. souuerain de celuy qui a commis la felonnie. Le Vassal commettant felonnie, perd son fief: ainsi que l'on peut remarquer és Coustumes cy mises en Conference. Entre le seig feodal & le Vassal y a vne mutuelle & reciproque obligation. Et partant le seig. excedant son Vassal, perd son fief, & est acquis au seig. superieur, iugé le 1. iour de Iuin, 1331. & comme dit la Coustume de Normandie Art. 125. Foy doit estre gardee.

CHALONS Tit. 20. Art. 197. p. *à Laon.* Art. 196. saisi. Au contraire aussi si le S.F. &c. p. *à Laon.* Art. 197. ledit S. doit estre priué de la foy & hommage, & seruice, que luy doit ledit Vassal, & doit, &c.

REIMS Tit. 3. Art. 120. Si le Vassal a machiné la mort, destruction de son S. F. ou pourchassé son vilain des-honneur ou autre dommage notable, ou en haine de la saisie de son fief & autre exploict feodal, par rebellion ait battu ou iniurié à sa personne & de fait expulsé du fief sondit S. & de tout ce il soit attaint & conuaincu suffisamment, iceluy Vassal confisque son fief. Mais si le semblable est fait à la personne du Sergent faisant la saisie ou des Commissaires par luy establis exerçeans ladite Cõmission, sera tenu tel Vassal amender telle offence à l'arbitrage du Iuge, sans cõmise du fief. Art. 130. Pareillement †† le S. commettant felonnie enuers son Vassal en machinant sa mort ou destruction en luy, pourchassant vilain des-honneur ou dommage notable, s'il en est attaint & conuaincu suffisamment, perd son droict & tenure feodale qu'il auoit sur ledit fief de sondit Vassal, qui tiendra du S. immediat, duquel tient son S. de fief, si bon luy semble audit Vassal.

†† *Ce 130. Art. est de nouuel introduit.*

Confiscation pour felonnie commise par le S.F.

RIBEMONT Tit. 2. Art. 31. Le Vassal pour felonnie commise contre son S. de fief confisque son fief, & pareil, le S. de fief, sa tenure feodale pour la felonnie commise à son Vassal.

AMIENS Tit. 1. Art. 44. Quand † vn Vassal commet felonnie contre son S.F. derogeant à son serment de fidelité, il confisque son fief: & eschet en amende, à discretion de Iustice, selon l'exigence des cas. Art. 45. Pareillement si †† le S. commet felonnie contre son Vassal, il perd son hommage & droict de fief, lequel retourne au S. superieur. y

† *Ceſt Art. 44. eſt mis au lieu du 70. Article ancien.*

†† *Le 45. Article a eſté adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

CHAVNY Tit 17. Art. 98. Et s'il aduient qu'vn Vassal commette felonnie ou des obeissance contre son vray Seigneur, en aduouant tenir son fief d'autre que de son vray seigneur, iceluy apres information deuë bien & suffisamment faicte, pourroit proceder par saisine, & faire saisir le fief que ledit Vassal des-aduoueroit estre tenu dudit seigneur ou autrement, peut iceluy seigneur faire adiourner son Vassal pardeuant son Bailly & hommes, ou pardeuant les Iuges Royaux, en la iurisdiction, desquels lesdits fiefs sont situez, & illec peut tendre & conclurre ledict seigneur, à l'encontre de son Vassal, à fin de confiscation, & que ledit fief soit regy & gouuerné pendant le procés par commis & gẽs soluables non suspects ne fauorables aux parties.

PERONNE Tit. 2. Art. 68. Aussi si le Vassal commet felonnie contre le seig. f. il confisque son fief. Et le seig. f. commettant felõnie contre son Vassal perd

y Ceste Coustume est contre le §. 1. Tit. Quæ fuit prima causa beneficii amitt. lib. 3. feu. Tit. 1. Accursius in l si manumissus 2 C. de libertis & eorum lib. scribit filiis primo natis feudum non auferri, si Vassalus commiserit feloniam, vbi doctores notant patris ingratitudinem non nocere liberis ante ingratitudinem natis: post ingratitudinem natis nocere.

Source : BIU Cujas

Commiſe en cas que le nouuel acquereur prẽne poſſeſſion du fief ſans le conſentement du S. Feod.

Fief confiſqué à qui doit appartenir.

Commiſe de fief quãd a lieu ou non.

Quelles perſonnes peuuent ſucceder en choſes Feodales ou mouuans de fief.

Religieux ne ſuccedent point.

Comm ſe n'a lieu en trãſport & alienation, ſi l'acquereur ne prend poſſeſſion reelle, ſans congé du S. de fief.

Poſſeſſion priſe ſans conſentement du S. F. es choſes dõnees par teſtament ou donation à cauſe de mort.

Donataires peuuent ſans cõſentement prendre poſſeſſion des choſes feodales qui leur ſont dõnees en faueur de mariage, par pere, mere & autres parens.

Femme ou ſes heritiers peuuent prendre poſſeſſion des choſes aſſignees par le mary, ſans le conſentement du S. F. ou danger de Commiſe.

De la vente des Aſſignaux faicte à perſonnes eſtranges: & poſſeſſion priſe ſans le conſentement du S.F.

Des heritiers du defunct qui ont droict de racheter les Aſſignaux.

Felonnie,

la tenure feodale, qui doit retourner au Seig. ſouuerain. Art. 69. Toutesfois le Bailliſtre, lequel à cauſe du Bail auroit preſté la foy & hommage, ne confiſque la proprieté du Fief : mais ſeulement les fruicts à luy appartenans à cauſe du Bail.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 62. Le Vaſſal commettant Felonnie à l'encontre de ſon S.F. en derogeant à ſon ſerment de fidelité, fourfait ſon fief.

BAR Tit. 1. Art. 6. Quand le Vaſſal vend ou aliene ſon fief à vn homme noble capable à le tenir, tel acheteur ou qui par alienation y pretend droict ne ſe peut bouter, intruire n'y prendre poſſeſſion que premier il n'ait la confirmation ou conſentement du Seig. Feodal, ſur peine de commiſe : & la demande faicte, ſera hors de danger de la commiſe. Art. 9. Quand le Vaſſal confiſque ſon fief pour quelque crime que ce ſoit ou autrement, dont le Vaſſal ſoit conuaincu, ledit fief retourne au S.F. immediat, duquel il eſt tenu, qui en eſt ſaiſi de ce meſme faict & ſe peut bouter dedans ledit fief, & l'exploicter & faire les fruicts ſiens, & reioindre à ſon domaine : excepté és cas de crime de leze Majeſté, eſquels leſdicts fiefs doiuent appartenir audit S. Duc. Art 26. Si le Vaſſal eſt empeſché à ſon fief par faute d'homme & deuoirs non faicts par autre S.F. que le S. Duc, & il s'oppoſe affirmant n'auoir cognoiſſance par lettres n'autrement, duquel S. ſon fief eſt tenu, il aura main-leuee ſans danger de commiſe, ſi le S.F. ne l'informe & fait apparoir qu'il eſt ſon S. Mais pour le regard du S. Duc, ſans attendre ladite informa tion, il faut que ledit Vaſſal reprenne de luy, ou luy nie la mouuance: autrement il y a commiſe.

DVCHE de Bourg. Chap. 3. Art. 3. Le S. du fief pour cauſe de fief & hõmage à luy non faict, & pour Denombrement non baillé, ne peut pretendre droit de commiſe. Art. 5. En choſes feodales & mouuans de fief, les heritiers ab inteſtat peuuent ſucceder, comme en autre choſe, & prendre la poſſeſſion deſdites choſes feodales, ſans conſentement des Seigneur de fief, & ſans danger de commiſe: excepté [z] les Religieux : au regard deſquels la choſe demeure à la diſpoſition de Droict eſcrit. Article 8. En alienation & tranſport de choſe feodale, Commiſe n'a point de lieu ſi l'acheteur ou celuy, qui a acquiſe ladicte choſe feodale n'en prend poſſeſſion reelle, ſans conſentement dudict Seigneur de Fief.

COMTE de Bourg. Chap. 1. Art. 5. p. *au Duché.* Art. 3. de foy & hommage, &c. Art. 6. Si le Vaſſal par Teſtament, donation à cauſe de mort ou par autre Ordonnance de derniere volonté fait, diſpoſe ou ordonne en forme deue des choſes qu'il tient en fief, celuy ou ceux au profit deſquels ledit Vaſſal en aura diſpoſé ou ordonné, ne ſeront tenus de requerir au S. ſon conſentement pour en prendre poſſeſſion. Et s'ils la peuuent, ledit S. à ceſte cauſe n'y pourra pretendre aucun droict de Commiſe. Art. 7. p. *au Duché.* Art. 5. *iuſques a ces mots*, les Religieux, [a] *inclus.* Art. 8. Les pere & mere & autres parens peuuent par traicté de mariage donner à leurs enfans, freres, nepueux, couſins ou autres parens, les choſes qu'ils tiennent de fief: & en peuuent les donataires prendre poſſeſſion ſans conſentement des S. de fief, & ſans danger de Commiſe. Art. 10. Le Vaſſal peut aſſigner à ſa femme, les deniers de ſon mariage & de ſon douaire ſur choſes feodales, & en peut la femme ou ſes heritiers prendre la poſſeſſion, apres le treſpas du mary, ſans conſentement de S. de fief, & ſans danger de Commiſe. Et auſſi peuuent les Vaſſaux aſſigner à leurs enfans & parens ou lignagers, [b] ce que leur eſt donné en mariage ſur choſes feodales : & iceux donataires en prendront la poſſeſſion ſans conſentement deſdits S. de Fief, ſans danger de Commiſe. Article 11. Si les Aſſignaux ſont par la femme, ou par les enfans, parens ou lignagers, auſquels ſont faicts leſdits Aſſignaux, ou par leurs hoirs vendus ou tranſportez à autres qui ne les peuuent par droict d'hoirie [c] racheter : en ce cas ceux à qui ſera faict ledit tranſport, ne pourront prendre poſſeſſion ſans le conſentement du S. & ſ'ils le font, encherront en danger de Commiſe. Art. 12. Et ſi leſdits Aſſignaux faicts, ſont rachetez par les heritiers des defuncts, qui auoient le droict de les racheter, ils en pourront prendre la poſſeſſion ſans le conſentement, &c. Art. 16. Et en autre cas d'alienation, & c. choſe de Fief, commiſe, & c. p. *au Duché.* Art. 8. ſi poſſeſſion reale, en eſt priſe ſans ledit conſentement, commiſe a lieu au prouſit du S. de fief. [d] Art. 20. Par ledit fief de partage ne ſera point preiudicié au premier S. en ce que ledit fief ne peut cheoir en cas d'ouuerture à ſon prouſit par felonnie, que les maiſnez ou leurs hoirs pourroient faire ou commettre à l'encontre de luy, tant en ſa perſonne, comme és autres perſonnes a luy conioinctes exprimees en [e] Droict. Art. 21. Et ſemblablement que ſi leſdits

z Ceſte clauſe ſe doit rapporter au commẽcement de l'Article: c'eſt à ſçauoir que les Religieux ne ſuccedẽt point : non pas qu'ils ayent droict nouueau de Commiſe. Les Religieux & Moines ne peuuent ſucceder és fiefs. DD. in cap. in præſentia. De probat. apud Greg. Et ainſi a eſté iugé par Arreſt le onzieſme iour de Iuin 1328. que nul Religieux ne pouuoit heriter en fief. Vide Alexandr. conſ. 10. in 5. Vol. Faber tamen in princip. tituli. De leg. patr. tut. ſcribit Clericos in feudũ ſuccedere de conſuetudine regni Franciæ. C.M. & Chaſſan.

a Voyez ce qui a eſté noté cy deſſus ſur le 8. Art. de ceſte Couſtu. & ſur le 5. Art. du Duché. Du Moulin eſcrit que ceux qui ſont incapables de ſucceſſiõs feodales, ne peuuent iouir de ce droict de Commiſe. Toutesfois qu'il y a aucũs fameux Aduocats dudit pays qui tiennẽt que les Religieux ſont exceptez par ceſt Art. afin d'vſer du droict de Commiſe indifferemment, meſmes contre les Bourgeois, qui leur auroient donné & legué pluſieurs riches fondations, rentes & reuenus. Au moyen dequoy ils liſent en ceſt Art. 7. *Excepte les*

Source : BIU Cujas

Religieux : comme i'ay veu en quelques vieux exemplaires: mais cela eſt par trop dur & inique, eſtant meſmes ladicte exception contraire à la diſpoſition canonique, cap. ex parte. Extra de cenſibus. Partant ie ſouſtiens la commune lecture, & que c'eſt Art. ſe doit interpreter ſelon que nous auons cy deſſus monſtré ſur la Couſtu du Duché de Bourg. C.M.

b Non ſeulement du coſté, dont procedent les heritages : mais auſſi d'autre ligne: par ce qu'ils y peuuent ſucceder à defaut de parens d'autre ligne. Et ne demande ceſt Article qu'ils ſoient plus proches à ſucceder, qui ſont auſſi habiles à venir au Retraict : par ceſte Couſtume: & nommement par le 4. Article du Duché, & eſt le droict de Commiſe treſ odieux & plus que le Retraict lignagier. C.M.

c Par droict de Retraict lignagier & partant ſont entierement eſtrangers & inhabiles à ſucceder, tous les autres meſmes s'abſtenans & renonçans à la ſucceſſion. C.M.

d Ce droict de Commiſe n'a point de lieu en choſes Cenſuelles, & lots & ventes ont ſeulement lieu : qui ne ſe payent pour choſes feodales. C.M.

e C'eſt à ſçauoir és liures des Feudes, qu'aucuns eſtiment mal à propos eſtre du corps de droict. I'ay corrigé ceſt erreur ſur la Couſtume de Paris. Tit. 1. in Rubr. ad finem. C.M.

maiſnez enfans ou leurs hoirs Vaſſaux de leurs aiſnez ou de leurs hoirs, à cauſe de partage, commettent Felonnie à l'encontre d'eux, ſoit en leurs perſonnes ou autres perſonnes conioinctes exprimees en Droict. Le droict de l'ouuerture dudict Fief ſera à iceux aiſnez S. Art. 22. Le droict de Commiſe venant à cauſe de reale poſſeſſion prinſe de la choſe feodale de partage, ſans auoir de ce conſentement: & auſſi le droict de Retenue appartenãt au S.F. ſeront & appartiendront audict aiſné, comme Seig. immediat dudit Fief.

Droict de Commiſe.

Droict de Retenue.

NIVERNOIS Chap. 4. Art. 10. Le S. de Fief pour cauſe de foy & hommage non faits, droicts & deuoirs non payez & Denombrement non baillé, ne peut * pretendre droict de Cõmiſe: * mais ſeulement és autres cas de Droict. Art. 66. La choſe tenue en fief peut eſtre commiſe ou confiſquee pour double raiſon : à ſçauoir commiſe pour cas ou crime feodal, comme Felonnie & faux Adueu: & audit cas il aduient au S. de Fief, poſé qu'il n'y aye aucune Iuſtice. Et s'il eſt confiſqué pour delict commun, comme meurtre, larcin, ſacrilege & ſemblables: audit cas il aduient au S. Haut Iuſticier: lequel ſera tenu en faire les foy & hommage au S.F.

Commiſe en quels cas n'a lieu.

* *Aliàs*, prendre.

* *Aliàs*, ains.

Fief eſt confiſqué en deux ſortes.

Delict commun.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 123. Entre les S. & leurs hommes, foy doit eſtre gardee, , & ne doit l'vn faire force à l'autre. Art. 124. Le Vaſſal doit porter honneur à ſon S. ſa femme & ſon fils aiſné: cõme auſſi les freres puiſnez doiuent porter honneur à leur frere aiſné. Art. 125. Si le Vaſſal eſt conuaincu par Iuſtice auoir mis la main violentement ſur ſon S. il perd ſon fief: & toute la droicture, qu'il y a, reuient au S. Art. 126. Pareillement ſi le S. qui met la main ſur ſon homme, & Vaſſal pour l'outrager, il perd l'hommage & tenure, rentes & deuoirs à luy deuz, a cauſe du fief de ſon Vaſſal. Et ſont les foy & hommages deuolus & acquis au S. ſuperieur: & ne paye le Vaſſal outrage rente de ſon fief: fors ce qui en eſt deu au chef Seigneur.

Foy doit eſtre gardee entre le S. F. & ſon Vaſſal.

Vaſſal quel honneur doit porter à ſon S. feod. ſa femme & aiſné.

LODVNOIS Chap. 38. Art. 1. Le Vaſſal perd ſon fief és cas qui s'enſuiuent. Premierement s'il met la main malicieuſement à ſon S. de fief. Art. 2. Si ledit Vaſſal oit parler de ſon S. d'aucuns cas de trahiſon, & il ne le reuele f à ſon S. Art. 4. Si le S. luy bailloit vne pucelle en garde, & il la deſpucelloit. Art. 5. S'il bat enormement le ſergent de ſon S. en faiſant ſon exploit. Art. 6. Et eſt a entendre la perdition de fief és cas deſſuſdits, aux hommes de foy ſimple, a vie, & a ceux de foy lige, a perpetuité.

Vaſſal ou S. en quel cas perd le fief & droicture, & l'hommage & Tenure.

Vaſſal en quels cas il perd ſon fief.

f S'il peut verifier & prouuer le fait de trahiſon, autrement n'eſt tenu de ce faire. Gloſſa Franc. de Zarab. in Clem. 1. De hæret. C. M.

ANIOV Tit. 10. Art. 187. Et eſt a entendre, en premier lieu, qu'és cas cy apres declarez, eſquels y a perte de fief, l'hõme de foy lige le pert a touſiourſmais: & l'homme de foy ſimple, pert ſon fief ſa vie durant. *Et è conuerſo.* Le *S.* s'il y ſuccõbe, il pert l'obeiſſance de ſon homme lige a touſiourſmais, & d'hõme de foy ſimple ſa vie durant. Toutesfois le mary ne forfait la Seigneurie ou le fief de ſa femme. Art. 188. Homme lige, qui oit appeller ſon S. duquel il eſt homme de foy lige, de trahiſon, perd ſon fief, s'il n'é excuſe a ſon pouuoir, ou il ne reuele ou fait reueler a ſon S. pour s'en defendre ainſi que bon luy ſẽblera. Art. 189. S'il met les mains en ſon S. ſa fem. ou ſon ſerg. ou autre ſon Offic. faiſant ſon office, ou en contemps d'iceluy office ou de ſon S. malicieuſement, il perd ſon fief. Et s'il cõmet trahiſon & felonnie contre ſon S. il perd ſon fief. Art. 190. Si † le ſuiet eſt ſommé par ſon Seig. de ſe departir du domaine de ſon S. qu'il l'auroit aduoué & entrepris ſur luy, & depuis ladite ſommation y perſiſte malicieuſement, iuſques en diffinitiue, il perd autãt que vaut ce qu'il a voulu entreprendre du domaine de ſon Sei. & ſera condẽné en amende arbitraire. Art. 191. Nul S. fors le Prince ne peut conclurre en ſa Cour à confiſcation de fief. Art. 193. S'il couche auec la femme ou auec la fille de ſon S. qui ſoit pucelle, & il en eſt preuue, il perd ſon fief: ſuppoſé qu'elle y donne ſon conſentement. Art. 194. Si le Seig. baille à garder ſa parente à ſon

Trahiſon.

† *Ceſt Art. 190. contient la correction de l'ancienne Couſtume.*

Source : BIU Cujas

homme de foy, & il la despucelle, il pert, &c. Art. 195. Et au contraire si le Seig. succombe enuers son suiet & és cas dessusdits, il perd l'obeissance de son homme, quand on faict conclusion à ce pardeuant le Iuge Suzerain. Art. 197. Aussi est-il de ceux, qui g abusent de leur Iustice. Car s'ils en sont reprins ou attaints par leur S. Suzerain, ils la perdent & est deuolue à celuy, de qui ils la tiennent.

S. abusans de leur Iustice, en sont privez.

g Nous auons parlé en la premiere partie de ceste Confer. Tit. 3. nomb. 8. & au Tit. 16. nomb. 4. où il faut recourir pour l'interpretation de ceste Art.

LE MAINE Tit. 11. Art. 205. p. *à Anjou.* Art. 187. femme que le mariage durant. Art. 206. Si le suiet met les mains en son S. &c. p. *à Anjou.* Art. 189. ou autre Felonnie, &c. Art. 207. p. *à Anjou* 190. auoit, &c. voulu rongner du fief de son S. &c. Art. 208. Autre chose seroit, quand il feroit procés en la Cour du Seig. duquel il tient nuement: auquel cas n'y a confiscation: mais y a amende selon l'exigence du cas. Car nul autre S. &c. p. à l'Art. 191. *d'Anjou.* Art. 210. p. *à Anjou.* Art. 195.

Cas de confiscation de fief contre le Vassal ou le S.

GRAND PERCHE Tit. 2. Art. 50. Le Vassal confisque son fief és cas qui s'ensuiuent: à sçauoir quand il met violentement les mains sur son Seig. ou sa femme: quand il cognoist charnellement la femme ou fille de son Seig. quand il commet Felonnie contre son S. & quand il le desaduoue à S. Art. 51. Pour pareille cause que le Vassal confisque enuers son S. F. ledit S. pert la tenure sur son Vassal.

Trois cas esquels la Confiscation de Fief a lieu.

RVE D'YNDRE Chap. 2. Art. 8. Et y a trois cas esquels le Vassal confisque sur son Fief par la Coustu. Le premier s'il machine la mort, ou met la main en son S. F. le second s'il sçait qu'aucuns la machinent, ou qu'ils besongnent contre sa vie & honneur, & ne luy fait sçauoir Et le troisiesme s'il cognoist charnellement sa femme ou sa fille.

BAPPALMES Tit. 1. Art. 3. Toutes & quantesfois qu'vn Vassal commet felonnie à l'encontre de son S F. en derogant à son serment: tel Vassal pour ladicte felonnie confisque son fief enuers son S. F.

Confiscation en cas de Felonie ou faux Adueu.

BOVRBONNOIS Chap 27. Art. 367. Es choses, &c. p *au Comté de Bourg.* Art 7. heritiers peuuent, &c. choses soient masles ou femelles, & en prendre, &c. possession sans, &c. du, &c. *iusques a ce mot*, commise, *inclus.* Art. 386. Chose feodale ne se commet ou confisque au S. F. sinon en cas de Felonnie ou faux Adueu. Mais si par autre crime le Vassal confisque ses biens, la chose tenue en Fief est confisquee au S. Haut Iusticier, auquel elle est situee & assise.

Commise.

AVVERGNE Chap. 21. Art. 3. La chose tenue en fief ou directe se peut vendre sans le congé ou licence du S. direct ou Feodal, & pourtant ne tombe en commise, n'aussi par faute de payer les Cens par deux ou trois ans. Chap. 22. Art. 18. La chose feodale ne se confisque au profit du Seig. feodal, si ce n'est en deux cas: l'vn par felonnie, l'autre par faux Adueu. Art. 19. Mais si par, &c. p. *à Bourb.* Art. 386. assise ou au Roy, és cas, esquels la confiscation appartient audit Seig. Chap. 29. Art. 6. En cas de Felonnie ou faux Adueu, le Vassal confisque au S. F. la chose feodale.

Trois cas de perte de Fief Vassal en quels cas perd son fief, & le S. son obeissance.

LA MARCHE Chap. 18. Art. 190. Le Vassal perd son fief en trois cas: c'est à sçauoir par felonnie, & par faux Adueu, ou desadueu formel.

BRETAGNE Tit. 25. Art. 661. Qui met la main en son S. par mal, & le frappe, il pert tout ce qu'il tient de luy, si le S. ne luy faisoit excés & iniure parauant, pourquoy il l'eust frappé en soy defendant. Et si le suiet a faict la foy a son Seigneur, il est infame & perd ses meubles. Art. 662. Et si le S. faisoit iniure à son homme de foy, comme de coucher auec sa femme ou sa fille, si la fille n'estoit putain publique, ou le guetter en chemin pour luy faire iniure ou autre meffaict, il perdroit son obeyssance.

Retenue par puissance de Fief en quels contracts n'a point de lieu. Eschange.

AMIENS Tit. 1. Art. 40. Retenue h par puissance de fief n'a lieu en eschange, n'en donations d'heritages, soient i Feodaux ou cottiers.

Alienation faite à rachat.

NIVERNOIS Chap. 4. Art 40. En chose k feodale eschangee, n'y a Retenue: sinon qu'il y eust retour de deniers plus grand que la chose baillee en recompense, ou que l'eschange fut fait par fraude, qui se pourra prouuer par deux tesmoins, ou autre preuue de Droict: ou par le serment des contrahans qui seront tenus de iurer, si le S. F. s'en veut rapporter a leur serment. Art. 41. L'heritage tenu en fief ou censiue aliené a rachat, peut estre retenu par le S. F. a la charge dudit rachat, en rembourſant a l'acquereur le sort principal & les loyaux frais. Et si celuy qui a aliené ledit fief, le veut retraire, faire le peut dedans le temps accordé, en rendant audit Seigneur le sort principal, loyaux frais & les droicts & deuoirs, si aucuns en sont deuz.

Bail fait à annees.

Art. 42. Pour heritage feodal ou Censier baillé à annees, n'y a Retenue, si le bail n'excede xxx. ans.

Donation.

Art. 43. En donation quelle qu'elle soit, n'y a Retenue.

ORLEANS Tit. 1. Art. 18. Le Seig. de Fief peut acquerir le fief que son

h Il a esté aussi iugé par Arrest de Paris donné en l'an 1572. que il suffit pour empescher le Retraict Feodal, que le Vassal ait exhibé ses Titres au Iuge de la seigneurie en l'absence du S. F. Et si le S. descouure la colluſion & intelligence des vendeur & acheteur, ou simulatiõ de contracts: il est touſiours bien receuable à vſer de son droict de Retenue, du iour de la descouuerte & vẽdre & ceder sondit droict à vne autre. ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du dernier iour de Mars 1576. au profit du sieur de S. Romain, qui donna à Chesna son seruiteur, le droict de Retenue

Source : BIU Cujas

du fief de la Chappelle contre les Henins Le contract d'eſchange pretendu fut dés l'an 1553. & la vendition deſcouuerte & action intentee en l'an 1574 Sur laquelle y auroit eu ſentence aux Requeſtes en l'an 1575. Auparauant y auoit eu Arreſt du 14. iour de Mars, 1573. entre le ſieur de Pontaillier, ſieur de Chaſtillon, & nommé Sablonnier habitant dudit Chaſtillon: par lequel il ſe cognoiſt que le droict de Retenue ou Retraict feudal ſe peut vendre, ou autrement ceder & tranſporter par le Seigneur: par ce qu'il eſt en fruict & reuenu. Voyez les Additions du 7. Tit. de Retraict lignager cy deſſus. L'enſaiſiſſement & inueſtiture faicte par le Receueur du domaine & Officiers du Roy, comme S. Suzerain, ne ſert de diligences au ſuiet enuers ſon Seigneur de fief immediat, ainſi qu'il a eſté iugé au rapport de Monſieur de Pincé, le 22. iour de Decembre 1584. contre vn nommé Sagant, appellant des Requeſtes du Palais.

i Vn mary conſtant ſon mariage ayant re-vni par puiſſance de fief, vn autre fief tenu de luy, eſt tenu communiquer à ſa femme ou à ſes heritiers ledit fief ainſi re-vni: par ce que telle re vnion eſt cenſee & reputee acqueſt entre luy & ſa femme, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt de Paris, donné en Auril, 1548. comme eſcrit Nicolaus Valla de reb. dub. Tit. des Douaires. La Couſtume de Normandie. Art. 200. ſemble eſtre contraire, par laquelle les terres tenues d'vn fief eſtant re-vnies ſont reputees acqueſts: ſ'il ne les a retirees a droict de ſeigneurie Grand Perche. Art. 201. Tours. Art. 186. Lodunois. Chap 15. Art. 30. Ceſte queſtion eſt traictee par Chopin liure 2. des Couſtu. d'Aniou partie 1. cap 2. Tit. 4. num. 6.

k En permutation n'a point de lieu le droict de Retraict feodal: qui a lieu ſeulement en cas de vendition ou alienation ou autre contract ſonant ou equipollent à vente, ainſi fut iugé par Arreſt donné en hyuer 1310. pour M. Bernard de Moreul Cheualier, qu'en permutation n'auoit lieu droict de retention feodale.

Vaſſal tient de luy, & le ioindre & vnir à ſon Domaine, & n'eſt tenu en faire foy & hommage à ſon S. de qui il tient ſon plein Fief. Mais ſon heritier ou celuy qui aura cauſe de luy, en eſt tenu faire la foy, ſans payer profit de ladite vnion. Et auſſi ſi le S de Fief va de vie à treſpas apres que ſon Vaſſal aura acheté ſon Arriere-fief, ledit Vaſſal eſt tenu faire la foy, tant dudit fief, que de l'Arriere-fief, & n'eſt plus reputé qu'vn fief. Art. 19. Et ſ'il le reuend ou met hors de ſes mains, par quelque maniere que ce ſoit, apres qu'il en aura fait la foy & hommage, il demeure plein fief à ſon S. Mais s'il le vend ou aliene auant leſdits foy & hommage faicts à ſondit S. iceluy Arriere-fief ſera touſiours tenu en Arriere-fief dudict S. F. ſelon qu'il auoit eſté.

S. F. pour vnion du Fief de ſon Vaſſal à ſõ domaine n'eſt tenu faire foy & hommage à ſon S. de plein fief: mais ſeulement ſon heritier ou ayant cauſe, ſans payer profit.

Arriere-fief quand eſt faict plein fief ou nõ.

Normandie Chap. 9. Art. 200. Les acquiſitions que faict le S. en ſon fief, noble de terres tenues de ſondit fief, ſont touſiours reputez acqueſts de ſon viuant, s'il ne les a retirez à droict de ſeigneurie. Mais ſi ſon ſucceſſeur les a poſſedees, comme domaine non fieffé, par quarante ans, elles ſont cenſees re-vnies au corps du fief, encores qu'il n'y ait point de re-vnion expreſſe. Article 201. Le Fief retourne au Seigneur, à la charge tant des rentes foncieres & hypotheques, que debtes mobiles deues par le Vaſſal, diſcuſſion prealablement faicte de ſes meubles: leſquelles rentes foncieres il pourra r'acquiter au denier vingt. Excepté celles deues à l'Egliſe, dont elle aura iouy paiſiblement par xl. ans, ſi elles ne ſont r'acquitables ſuiuant l'Edict du Roy, l ou qu'autre pris fut mis audit contract. Article 202. Les heritages tant Nobles que roturiers retirez par l'vſufruictier, ſont re-vnis au corps du Fief: & peut le proprietaire apres m l'vſufruict finy, en demander la iouyſſance, en rembourſant les heritiers de l'vſufruictier, de ce qu'il en aura desbourſé. Article 203. Et quant aux choſes venues par confiſcation & droict de ligne eſtainte ou autres droicts de reuerſion, l'vſufruictier en iouyra ſa vie durant. Et ſeront les hoirs tenus en laiſſer la iouiſſance au proprietaire.

Acquiſitions de fiefs ſont reputees Acqueſts ſi le S. ne les a retirees à droit de Seigneurie.

Domaine non Fieffé.

Fief retourne au S F. à quelles charges.

Rentes foncieres ſe rachetent au denier vingt.

Heritages retirez par vn vſufruictier ſont re-vnis au corps du fief.

De Confiſcation, ligne eſtainte & droits de reuerſion.

Tovrs Titre premier. Article trenteſix. Tenement de ſuiet par l'eſpace de dix ans empeſche que le Seigneur puiſſe prendre par puiſſance de Fief ſur l'acquereur, les choſes eſtans en ſon Fief: & à moindre temps ne l'empeſche: ſinon que ledit Seigneur, ſon Receueur ou Fermier euſt receu les deuoirs: ou autrement eſté recognu par le ſuiet, & que le deuoir euſt eſté payé & receu au nom de l'acquereur. Et †† ſeront tenus le Seigneur, ſon Receueur ou Fermier ſigner, ſi faire le peuuent, la quictance deſdicts deuoirs, à celuy qui les paye, ſans en prendre aucune choſe, en luy portant eſcrite & preſte à ſigner: ſauf que ſi ledict ſuiet veut auoir la quictance par Notaire, il ſera tenu la payer. Article trente-huict. Gens d'Egliſe & de main-morte peuuent auoir & retenir par puiſſance de Fief, les Fiefs mouuans d'eux, quand ils ſont vendus: à la charge d'en vuider leurs mains, s'ils en ſont requis par le Procureur du Roy, ou autre Seigneur. Titre ſeizieſme. Article cent octante ſix. Si †† par conioincts par mariage ont eſté faicts, des deniers communs aucuns acqueſts par droict de puiſſance de Fiefs, le ſuruiuant deſdicts conioincts tiendra leſdicts acqueſts durant ſa vie, comme auſſi ſera dict cy apres au Titre de ſucceſſion des gens roturiers. Article cent octante huictieſme. Le Seigneur de Fief ne doit prendre par puiſſance de fief les heritages acquis en ſon fief, ſinon pour remettre à ſon domaine, & non en fraude de

Retraict feodal empeſché par tenement de dix ans.

†† Ces mots, Et ſeront tenus, &c. iuſques à la fin ont eſté de nouuel adiouſtez.

† Ceſt Art 38. le ſuſtitut du Procureur general ce requerant, & par l'aduis des gens d'Egliſe & de Nobleſſe a eſté

l Il faut entendre l'Edict du Roy Henry 2. 1553. Art. 6. mis en la Conference des Ordonnances liure 4. Titre 6.

m Nous auons cy deſſous traicté ces queſtions, & ont eſté reſolues ſelon l'aduis de M. Du Moulin ſur la Couſtume de Paris.

Source : BIU Cujas

de nouuel adiouſté, comme aiant eſté obſerue & determiné par iugemens & Arreſts de la Cour.

†† *Ceſt Art.186.eſt mis au lieu du 30.Art.ancien:lequel a eſté corrigé & reformé en conſequence du dernier Art.du Tit.des ſucceſſions entre gens roturiers.*

S.F.ne peut retirer par puiſſance de fief, en fraude de l'acquereur:& comme la fraude eſt preſumee.

† Ces mots, ſur lequel, &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.

Retraict Feodal eſtant frauduleux, l'acquereur peut vn an apres retirer le Fief ſur le S.F. mais les lignagers du premier vẽdeur, le pourrõt retraire dãs l'an & iour de la poſſeſſion.

My-denier ſera payé par les heritiers de celuy auquel appartenoit le fief retiré.

S.F.peut ſeulement retirer ce qui eſt en ſon fief.

Retraict Feodal quand ſen va par parties.

Seigneur F.a plus long delay pour vſer du Retraict que le parent lignager.

Preſcription en matiere de Retraict feodal ne court ſinon vn an & iour apres l'exhibition de ſes contracts ou offres de les exhiber.

Adiournemẽt en matiere de retraict Feodal eſtant faict, l'acquereur peut au premier iour cognoiſtre le S.F.

Retraict n'a lieu quand le S.F.faict de ſon fief ſon domaine

l'acquereur, pour les bailler à vn autre. Et ſ'il aduient qu'il les vueille prendre par puiſſance de fief, & les baille à vn autre au dedans l'an de la prinſe par puiſſance de fief: en ce cas le premier acquereur les pourra r'auoir dedans vn an apres, en rẽdant les deniers qu'il en a receus dudit S.de fief, & en luy payant les lods & ventes, qui eſtoient deues par l'acquereur: ſur † lequel acquereur toutesfois les lignagers du premier vendeur pourront demander à auoir leſdites choſes par Retrait: pourueu que ce ſoit dedans l'an & iour de la poſſeſſion prinſe par iceluy acquereur.

LODVNOIS Chap.15.Art.30.Si aucuns acqueſts ſont faicts par les conioints en mariage des deniers communs, en &c.p.*à Tours.* Art.186.ſa vie durant. Mais le ſuruiuãt decedé, les choſes retourneront aux heritiers de celuy, à qui eſtoit le fief, en payant aux heritiers de l'autre le my-denier de l'acqueſt auec loyaux couſts & miſes, au dedans de l'an & iour du treſpas du dernier decedé. Chap.17.Art.3.p.à l'Art.*36.de Tours*, iuſques à ces mots, *Et ſeront tenus*, &c. inclus. Art.4.p. *à Tours.* Art. 188.& les bailler à vn autre: en celuy cas, &c. iuſques à ces mots, *par l'acquereur*, n inclus. Art.5. Le S de fief peut auoir par puiſſance de fief les choſes vendues en ſon fief à grace, en baillant ladite grace au vendeur telle qu'elle a eſté donnee par l'acquereur:& durant ladite grace ne pourra ledit S.demolir: & ſeulement pourra faire les reparations neceſſaires.

ANIOV Tit.17.Art.384. Les S.de fief n'ont Retraict par puiſſance de fief: ſauf de ce qui eſt chacun en ſon fief: & audit cas Retraict ſ'en peut aller par parties. Et ſi le S.de fief en prenoit en plus large, ce qui ſeroit hors de ſon fief, ſeroit ſuiet à Retraict ſur luy. Art.387. Le S.de fief a plus grand delay de prendre le Retraict Feodal, & faire de ſon fief ſon domaine, que le prochain lignager. Car en Retraict Feodal preſcription ne court point contre le S.de fief, pluſtoſt que l'acquereur ſoit venu deuers luy ou par deuers ſon Bailly ou Seneſchal: ou en defaut de trouuer ſon S.Bailly ou Seneſchal, en luy faiſant ſignifier, & le faiſant appeller pour faire exhibition de ſes contrats en Cour Suzeraine, & les luy ait exhibez ou offert exhiber, comme deſſus, & en ce faiſant luy ay offert realement & au deſcouuert les ventes & ſes droicts feodaux tels qu'ils eſcheent. Apres laquelle exhibition & offres faites le S.F.a encores temps & delay de faire adiourner ledit acquereur, en demande de Retraict dedans l'an & iour d'icelle exhibition & offres, ou en faiſant ſaiſir, comme dit eſt, en defaut de trouuer l'acquereur. Car ſ'il ne faiſoit les diligences deſſuſdites dedans l'an & iour apres ladite exhibition il n'y ſeroit plus receu & en ſeroit forclos. Art.388. Et ledit adiournement de Retraict Feodal baillé à l'acquereur, iceluy acquereur le peut cognoiſtre au premier iour aſſigné, vienne ou non ledit S.de fief, quelque appel ou delay qu'il prenne, & n'y a que viii.iours pour le faire executer apres ladite cognoiſſance ſignifiee audit S. F.comme en Retrait lignager. Art.399. Si vn S.de fief fait de ſon fief ſon domaine ſur aucun, il peut incontinent ou quand bon luy ſemble, vendre ou tranſporter la choſe à vn autre, ſans danger de repetition de Retraict.

LE MAINE Tit.18.Art.394.& 397.p.*a Aniou.* Art.384.& 387.prochain du lignage &c. ou ſon Lieutenant tenant ſa iuriſdiction ordinaire, faire exhibition de ſes contracts & les luy exhiber ou offrir exhiber &c. Art. 398. & 409. p. aux Art. 388.& 399.*d'Aniou.* Art.410.Si aucun S.de fief baille ſa terre, fief & Seigneurie à ferme à aucun, ſoit à peu de temps ou à long, tel fermier au nom du S.pourra faire du fief le domaine o des choſes qui ſeront acquiſes audit fief par contract ſuiet à Retraict Feodal, durant le temps de ſa ferme, & en pourra iouir & prendre les fruicts, comme les autres choſes de ladite ferme. Et apres que la ferme ſera finie, le S. au dedans de l'an & iour prochain enſuiuant pourra recouurer ſur le fermier leſdites choſes prinſes par puiſſance de fief, en luy rendant le principal & loyaux frais & miſes, & auſſi luy payant les p ventes, qui en euſſent eſté deues, ſi ledit Retraict Feodal n'euſt eſté fait. Et ſi ledit S.ne le fait au dedans de l'an & iour, leſdites choſes demoureront à touſiours mais audit fermier & aux ſiẽs. Et à ſemblable d'vn bail d'vne douairiere & de tous autres vſufruictiers, où il en ſera ainſi vſé.

GRAND PERCHE Tit.10.Art.185. Le S.F.encores qu'il n'ait Iuſtice en ſon fief, a le droict de Retraict Feodal. Art.201. L'heritage retiré par puiſſance de fief par deux conioints par mariage, apres le treſpas de l'vn d'eux, doit retour-

n Ce droict de Retrait feodal ne ſe peut ceder comme il ſe voit par ceſt Article: ce qui eſt fort raiſonnable ſelon que Du Moulin eſcrit ſur la Couſtume de Paris Art.13.Gloſſ.1 q.1. Mais ceſte queſtiõ ſera decidee és Additions du ſeptieſme Titre de Retraits cy deſſous.

o Ioannes Faber in l.ſi quis.C.devectig.& commiſſis, que vn fermier peut le cas aduenant preſenter aux offices & Benefices. Innoc. in cap. ex literis. De iure Patr.& in cap. cum Bertholdus. De ſent.& re ind.

p Leſquelles ventes il n'eſt tenu deduire & precõpter ſur les fruits paree qu'elles competẽt & appartienẽt au S. par puiſſance de fief, & non pas pour & au nom de peine.C.M.

Source : BIU Cujas

& depuis il vend ou transporte la chose à vn autre.

Fermier d'vn fief peut faire du fief le domaine & vser de Retraict Feodal, durant le temps de sa ferme & vn an apres la ferme finie, le S.F. les pourra recouurer sur son fermier.

Douairiere ou vsufruictier peut vser de Retraict Feodal.

Seigneur Feodal a droict de Retraict.

Heritage Feodal retire par puissance de fief par deux conioints par mariage, retourne à celuy à qui le fief appartiet, en rendant la moitie du pris dans l'an & iour.

ner à celuy à qui le fief appartient, en rembourſant par luy la moitié du pris dedãs l'an & iour du treſpas dudit decedé.

CHASTEAVNEVF Chap.6. Art.41. Quand le S.F. donne Souffrance q à ſon vaſſal du fief tenu de luy, il ne le peut plus auoir par puiſſance de fief.

CHARTRES Chap.7. Art.39. } p. *à Chaſteauneuf.*
DREVX Chap.7. Art.29.

BERRI Tit.13 Art.4. L'Egliſe †† n'vſe du r droict de Retenue en heritages tenus & mouuãs d'elle, en fief ou en cenſiue vendus ou alienez par le vaſſal ou cenſier. Art.5. Ledit droict de Retenue n'a auſſi lieu, quand la choſe feodale ou cenſuelle eſt vendue à aucun lignager du vendeur, de l'eſtoc & ligne dont vient la choſe feodale ou cenſuelle. Art.6. Au refus de vouloir recognoiſtre par l'acquereur de la choſe feodale ou cenſuelle, le S. aiant droict de Retenue ou Retraict feodal ou cenſuel, peut le S. offrir à l'acquereur reellement le pris de l'acquiſition auec les loyaux couſts, ſ'aucuns en y a: & ſ'il refuſe le receuoir, conſigner le pris en Iuſtice, & les loyaux couſts, ſ'ils ſont liquides: ou ſ'ils ne ſont liquides, pour iceux telle ſomme de deniers, & ſi petite que bon luy ſemblera, offrant iceux parfaire, apres que l'acquereur en aura faict apparoir. Art.7. Et en ce faiſant du iour deſdites offres & conſignations, leſdits heritages feodaux & cenſuels ſont reputez acquis au S par droict de Retenue, & luy en ſont deuz les fruicts. Art.8. Où le pris de la choſe Feodale ou cenſuelle vendue, ne doit eſtre payé promptement par l'acheteur au vendeur, mais y a par le contract de vendition terme & delay de payer donné par le vendeur à l'acheteur, ſuffit audit cas que le S. ſ'oblige & baille caution Bourgeoiſe au vendeur de payer és termes conuenus, en deliurant parce moyen l'acquereur, de ladite obligation: & ſ'il ne faiſoit ladite obligation & bailloit caution Bourgeoiſe, bonne & ſuffiſante, ou gage ſuffiſant au lieu de ladite caution, dedans xl. iours, il ne peut plus vſer de droict de Retenue: ains en eſt forclos. Art.9. En vendition d'heritage Feodal ou cenſuel, faite à faculté de rachat à ix ans ou au deſſous, droict de Retenue n'a lieu: mais ſi ledit rachat eſt à x. ans ou plus, droict de Retenue a lieu, tout ainſi qu'en vendition ſimple. Et eſt tenu le S. faire le rembourſement du pris, & loyaux couſts, dedans xl. iours, à compter du iour du titre de l'acquiſition, ſans attendre que la faculté de rachat à x. ans ou au deſſus, ſoit expiree: mais neantmoins ſera ladite Retenue, à la charge de la faculté de rachat, telle qu'elle eſtoit donnee au vendeur. Art.10. En adiudication par decret d'heritage feodal ou cenſuel, ne peut le S. vſer de Retenue, ſ'il ne vient dedans la viii. dedans laquelle le plus offrant & dernier encheriſſeur, eſt tenu de cõſigner en Iuſtice le pris de l'enchere: & ſe mettre au lieu du dernier encheriſſeur, ſ'obliger au Greffe du Siege, où l'adiudication a eſté faicte, à faire la conſignation du pris de l'enchere, tout ainſi & par la forme & maniere qu'eſtoit tenu faire le dernier encheriſſeur: & ce dedans iii. iours apres ladite viii. eſcheue: autrement ledit temps paſſé en ſera forclos & debouté.

Souffrance empeſche le retrait Feodal.

†† *Ceſt Art. 4 a eſte diſcordé par les gens du premier Eſtat, & ſe ſont oppoſez, diſans qu'ils ont droit de Retenue: duquel ils offrent faire apparoir tant par ſentence, que Arreſts ſur ce internenus: Et les gens des ſecond & tiers Eſtats ont ſouſtenu le contraire, & requis que leſdits du premier Eſtat declarẽt la cauſe, par laquelle ils prenẽt deux ſols pour liure: attendu que leſdits laiz ne prẽnẽt que xx. den. Leſquels gẽs du premier Eſtat dirent, qu'ils le declareroiẽt en temps & lieux: Surquoy auons ordonné qu'ils bailleroient les cauſes de leur oppoſition, & mettroient tout ce que bon leur ſembleroit par deuers nous dedans la S. André pour tous delais, ſans autre forcluſion, pour leur faire droict par nous ſur icelle, auant l'homologation. Au reſte les gens du ſecond Eſtat, dirent qu'il fut faict Article en la Rubriche de la Retenue, contenant que la permutation en laquelle le retour de bourſe prepondere n'eſt cenſee permutation, ains vendition, & eſt ſuiette à Retraict. Ordonnons qu'ils mettroient par deuers nous leur requeſte & tout ce que bon leur ſembleroit, dedans la S. André pour tous delais ſans autre forcluſion, pour leur faire droict à noſtre rapport par la Cour. Et depuis par Arreſt du 8. Iuin 1540. La Cour a ordonné & ordonne que les gens du premier Eſtat eſcriront plus amplement leurs faits: leſquels faits ſeront communiquez aux Officiers du Roy & de ladite Ducheſſe de Berri, enſemble aux gens du ſecond Eſtat pour y reſpondre reſpectiuement, le tout dans vn mois, & de quinzaine en quinzaine apres bailleront leſdites parties dupliques: & dedans vn mois apres informerõt tant par lettres, que teſmoins, de leurs faits & ſuper modo vtendi, pour ce faict & rapporté par deuers ladite Cour, faire droict auſdites parties, ainſi qu'il appartiendra par raiſon.*

q C'eſt à ſçauoir ſouffrance de faire foy & hommage, & non pas ſouffrance de ſaiſie: par laquelle on differe de proceder par ſaiſie, iuſques à certain tẽps, pendant lequel le vaſſal pourra faire exhibition de ſes contracts. Et ſe doit par conſequent entendre de ſa Souffrance volontaire Car autrement ſe doit entendre, ſi la ſouffrãce eſt deue, cõme aux mineurs, auſquels elle doit eſtre faite incontinent, meſmes ſans aucune exhibition de titres. Ainſi ſ'vn tuteur achete vn fief pour & au nõ de ſes mineurs & obtient du Seigneur Feodal ſouffrance de faire la foy & hommage, ledit Seigneur feodal n'eſt pas exclus de vſer de ſon droict de Retraict Feodal, d'autant que ceſte ſouffrãce eſt neceſſaire & deue aux mineurs ains ſeulement par laps de temps, apres que le cõtract de vendition a eſté notifié au Seigneur Feodal, & exhibition faite des titres & contracts, comme du Moulin a eſcrit ſur la Couſtume de Paris Art.13. Gloſſa vltima, & ſur ceſt Art.41. & de Chartres Ar 39. & de Dreux Art.29. Et ſur lequel Art.29. Du Moulin eſcrit que ces Art. ſe doiuent eſtendre, ſoit que le S. F. ait baillé ſouffrance de faire la foy & hommage, ou bien payer le Rachat. Mais ces exceptions n'ont point de lieu, apres que l'exhibition des titres & contracts a eſté faite audit S. F. qui depuis a donné ſciemment la dite Souffrance. C.M.

r Ceſte Couſtume eſt contraire à celle de Tours Art.38. Eſtampes Art.27. Poictou Art.33. & autres, ainſi qu'il ſe peut voir és Art. de Paris 20.21. & 22. cy deſſus. Mais l'Art.91. de Montargis Chap.1. & Xainctonge Art.31. Bord. Art.90. ſont conformes a ceſte Couſtume de Berri, en ces mots, *Le Seigneur Chaſtelain, & non autre*, &c. il a eſté iugé ſouuent que les

Source : BIU Cujas

Gens de mainmorte peuuent vſer du droict de Retenue, & monſieur le Maiſtre en ſes Deciſions chap. 5. recite vn Arreſt donné en la grand Chambre des Enqueſtes le Samedy 15. iour de Feurier 1538. donné entre les Chartreux d'vne part & Robert Beeſle Preuoſt de Villeneufue S. Georges defendeur: par lequel il ſe cognoiſt que les gens de mainmorte peuuent vſer du droict de Retenue Feodale. Nous auons ſur le 27. Art. d'Eſtampes cotté vne Sentence des Requeſtes du Palais du mois de Septembre 1578. Papon liure 11. des Arreſts Tit. 5. Arreſt 7. & 10 liure xiii. Tit. 1. Art 4. & 5. Les Eccleſiaſtiques en Berri par conuentions particulieres ont de couſtume de ſtipuler ledit droict de Retenue Feodale ou cenſuelle, par les contracts contenans les baux qu'ils font des choſes mouuans d'eux, & par Arreſt du 21. iour d'Aouſt 1385. eſt adiugé à l'Archeueſque de Rouen le droit de Retrait Feodal: & le 26. iour de Iuin 1387. aux adminiſtrateurs de l'Egliſe de Rouen.

Retenue Feodale, en cas d'alienation ou mutation de la choſe Feodale.

S. F. ne peut demãder la Retenue de partie des choſes Feodales mouuantes de ſon Fief: eſtans vendues ſous vn meſme pris: & ſi elles ne ſont de ſon fief entierement, aura ce qui en eſt tenu: ſi l'acheteur n'offre le tout.

Ventes & honneurs ſont deues au Seigneur Suzerain, quand le vaſſal aliene partie de ſon fief, & retient deuoir ſur ce qu'il aliene: mais ſi la choſe eſt depuis vendue par l'acheteur, elles ſont deues au vaſſal qui a retenu le deuoir ou pourra vſer du droit de Retenue.

Gens d'Egliſe ont droit de Retenue Feodale.

† *Ceſt Art. 33. eſt de nouuel introduit.*

S. F. dans quel temps doit parfournir le fort

Bovrbonnois Chap. 29. Art. 486. Souffrance & Reſpit baillé de faire foy & hommage, n'empeſche droit de Retenue.

Avvergne Chap. 21. Art. 8. Si pluſieurs heritages ſont vendus pour ſ vn meſme pris, le S. direct n'eſt receu a demander la Retenue, ſinon du conſentemẽt de l'acheteur, ſi le totage des choſes vendues eſt de ſa directe. Art. 9. Mais ſi partie des choſes vendues eſt tenue de luy en directe, & partie non, le S. direct pourra auoir par Retenue ce qui ſera tenu de luy en directe Seigneurie, en rendant pour le retour, le fort principal & loyaux couſtemens *pro rata*. Art. 10. Toutesfois ſi l'acheteur offre la totalité des choſes vendues, le S. direct ſera tenu de les prendre. Art. 11. *Et idem*, du S. F. quant és choſes feodales. Chap. 22. Art. 21. Et ne peut le S. pour raiſon de l'alienation ou mutation de la choſe feodale demander aucuns lods, ventes n'autres droicts: fors la Retenue de la choſe feodale, en venant dedans le temps deſſuſdit: t ſi ce n'eſt que ledit fief fut chargé de cens en directe portant lods & ventes par la nature d'iceluy fief. Art. 22. Et ſi pluſieurs choſes ainſi tenues du fief d'aucun S. ſont vendues enſemble & par meſme pris, ledit S. F. ne peut demander la Retenue de l'vne ou de partie deſdites choſes: mais doit demander le tout tenu de ſon fief: ſinon que l'acheteur y conſentit. Art. 23. Auſſi n'eſt tenu ledit S. F. retraire les autres choſes, qui ne ſont de ſon fief: poſé qu'elles ayent eſté vendues auec la choſe feodale: mais pourra auoir ledit S. F. par Retenue ce qui ſera de ſon fief, en rendant le fort principal & loyaux couſtemens *pro rata*. Art. 24. Toutesfois ſi l'acheteur offre la totalite des choſes vendues par vne vente & pris, ſera tenu le tout prendre pour le pris qu'il aura couſté à l'acheteur.

Poictov Tit. 1. Art. 30. Si celuy qui tient Noblement aliene par contract de vente aucune partie de ſon fief, & ſur celle partie qu'il aliene retient aucun deuoir par deſſus, les premieres ventes & honneurs ſeront au S. Suzerain Chemier d'iceluy, qui auoit vendu: mais il ne pourra prendre la choſe par puiſſance de fief, pour cauſe du deuoir que le vendeur retient ſur la choſe. Et ſi ladite choſe eſt depuis vendue, vne fois ou pluſieurs, les ventes & honneurs ſeront de là en auant à celuy qui aura retenu le deuoir, ou pourra prendre la choſe par puiſſance de fief. Mais le lignager dudit vendeur, ſera receu au Retraict dedans l'an & iour, & ſera preferé audit S. Art. 33. Peuuent les † gens d'Egliſe retenir par puiſſance de fief, les choſes vendues tenues de leurs fiefs: à la charge d'en vuider leurs mains dedans l'an & iour, ſ'ils en ſont requis. Tit. 10. Art. 347. Et ſi ledit S. eſt acertené du pris par lettres & ſerment dudit acheteur, & ledit S. ne vient payer le pris dedans viii. iours, il eſt forclos, auſſi bien comme le lignager, ſ'il ne veut monſtrer le pris eſtre moindre comme dit eſt. Et †† ſe doit ledit payement ou rembourſement faire à l'acquereur, à perſonne ou à ſon domicile * par offre actuel ou payemẽt reel, ou à ſa femme en ſon abſence, eſtant ledit domicile en la Prouince & Reſſort. Et où il ne trouueroit perſonne pour receuoir leſdits deniers, ou que ledit domicile ne fut au Reſſort de la iuriſdiction Royale ordinaire, pourra cõſigner ladite ſomme au Greffe de la iuriſdiction Royale: autrement en ſera forclos, comme dit eſt. Art. 349. Si aucun achete pluſieurs choſes pour vn ſeul pris & en pluſieurs fiefs & Seigneuries, c'eſt à l'acheteur d'eſtimer & liciter que vaut la choſe eſtãt en chacune deſdites Seigneuries. Et à chacun deſdits Seigneurs, reſpectiuement, de eſlire dedans le temps de la Couſtume, qui eſt viii. iours apres ladite exhibition de cõtrats, les ventes & honneurs, ou prendre la choſe par puiſſance de fief, pourueu † que la licitation, ventilation & eſtimation que feroit l'acquereur ne fut frauduleuſe: ceque pourra maintenir ledit S. & la debattre, ſi bon luy ſemble: & pendant ceſte cognoiſſance, ne courra le temps contre ledit Seigneur la fraude eſtant par apres cognue: mais où elle ne ſeroit verifiee, ledit Seigneur en demeurera forclos.

Angovmois Chap. 5 Art. 71. Si aucun achete *in globo*, & pour vn pris pluſieurs &c. p. *à Poictou*. Art. 349. à luy eſt &c. iuſques à ce mot, *pourueu*.

ſ Guido Pap. Dec. 92. 411. & 508. Dec. Ca. Thol. 27. & Boer. ad Art. 1. Conſ. Bit. de la retenue des choſes vẽdues en fief &c.

t C'eſt à ſçauoir de trois mois par l'Ar. 20 de ce Chapitre & Art. 2. du 21. Chap.

Source : BIU Cujas

principal de la chose par luy retraicte par puissance de fief, & à qui il le doit payer.

†† *Ces mots,* Et se doit, *&c. iusques à la fin, sont adioustez pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

* *Alias, en son domicile.*

Quand plusieurs choses situees en diuers Fiefs, sont achetees par vn seul pris, la licitation, ventilation & estimation de chacune chose sera faicte par l'acheteur, pourueu qu'elle ne soit frauduleuse.

S. F. huict iours apres l'exhibition des contracts a les ventes ou la Retenue.

† *Ces mots,* Pourueu que, *&c. iusques à la fin sont de nouuel adioustez.*

LA ROCHELLE Chap. 12. Art. 38. Le S. ne peut auoir pour mesme pris vne rente constituee generalement sur tous les biens: & n'y a point de ventes en iceluy cas. Et toutesfois le lignager la peut auoir pour mesme pris: si ce n'est que par le contract elle ait esté constituee admortissable, auquel cas le lignager ne la peut auoir, que ce ne soit à la charge de la conuenance dudict Amortissement.

Retraict Feodal n'a lieu en rente constituee generalemẽt sur tous les biens.

Retraict lignager a lieu en rẽte constituee generalement sur tous les biens: & si elle est amortissable, l'aura à la charge dudit admortissement.

XAINCTONGE Tit. 4. Art. 28. Quand aucun a acquis aucun domaine au fief d'autruy & apres le decés de l'acquerant ses heritiers en ont iouy par an & iour, sans auoir esté mis en procés pour raison des ventes & honneurs, ou de prendre les choses par puissance de fief, ledit heritier en iurant qu'il croit que son predecesseur l'acquerant eust faict ce qui estoit en luy, n'est tenu de vẽtes n'honneurs & ne luy peut on prendre les choses par puissance de fief: pourueu †† qu'il monstre de la notification faite au S. par son predecesseur, acheteur dedans la huictaine mentionnee en la Coustume. Art. 31. Prelats & autres gens d'Eglise, Seigneurs directs ou Feodaux ne peuuent prendre par puissance de fief, les choses mouuans d'eux à cause de leurs Benefices, qui sont vendues par leurs tenãciers: mais se doiuent contenter des ventes & honneurs. Art. 32. En rentes generales vendues n'y a aucunes ventes n'honneurs & ne peut le S. les prendre par puissance de fief, si n'est qu'assiete en soit faite. Tit. 6. Art. 54. Si aucun achete ensemble & pour vn pris &c p. *à Angoumois*. Art. 71. les choses &c.

†† *Ces mots,* Pourueu que, *&c. iusques à la fin, sont de nouuel adioustez.*

Gens d'Eglise feodaux, directs n'ont de Retenue.

BOVRDEAVX Chap. 8. Art. 90. Le u Roy & l'Eglise n'ont droict de prelation par puissance de fief: sinon quant au Roy, pour le bien de la chose publique & quant à l'Eglise pour la necessité d'icelle: c'est à sçauoir quand il y auroit quelque heritage ioignant aucune Eglise ou Chasteau du Roy, maisons Episcopales, d'Abbaye, Conuents, de Prieurez, d'Eglises Cathedrales, Collegiales, de Cures, ou d'autres Benefices pour approprier ausdits Chasteaux, Eglises, maisons ou iardins, ou autres cas, èsquels on peut estre contraint à vendre le bien public du Roy, du Royaume & desdites Eglises.

Le Roy & l'Eglise n'vsent de Retenue: sinon en certain cas.

ACS Tit. 10. Art. 23. Es choses tenues du Roy, n'a lieu droict de retention pour ledit S.

BAYONNE Tit. 5. Art. 11. Et s'il y a plusieurs conseigneurs directs de mesme prinfief ou bien que la chose vendue soit suiette à plusieurs prinfiefs & par ainsi à diuers Seigneurs, telle presentation & declaration se font à tous les Conseigneurs d'vn mesme prinfief ou diuers Seigneurs de diuers prinfiefs. Art. 12. Et si les Conseigneurs ou diuers Seigneurs ne se peuuent accorder entre eux, lequel d'eux fera la retention, s'il y en a quelqu'vn qui soit parent du vendeur est preferé: s'il n'y en a aucun, qui soit parent le different est dirimé par sort: & celuy des Conseigneurs, qui obtient au sort, fait la retention de la chose vendue.

En Retention appartenant à plusieurs Conseigneurs directs, faut presenter & declarer à tous les Conseigneurs.

SOLE Tit. 18. Art. 2. Et n'est besoin pour vendre, changer & aliener les choses feudales, ne aussi les choses tenues en cens ou emphytheose, denoncer au S.F. censiet ou direct ladite alienation: ains se peut faire la cession, vendition ou alienation d'icelles choses, *irrequisito domino*, & sans congé ou licence du S.F. ou direct, par la Coustume. Mais le S.F. direct peut recouurer la chose à luy feudale, s'il la veut pour luy mesme, & non pour autre personne, s'il n'a interposé son decret en ladite alienation, en payant la somme & les loyaux despens & cousts, aux mesmes pacts & conditions. Art. 3. Et si le S. direct interpose son decret à liiii. ardits pour le droict de son decret, qui se paye par l'acquereur: & si outre il y a decret par liurement de fust & terre, que le vendeur baille en signe de despouille de la chose feudale és mains du Seigneur direct: & le S. direct enuestit l'acquereur par liurement d'icelle terre en signe de la deliurance de possession & landõ de la venditiõ.

Alienation, cession, ou vendition, se peut faire sans le consentement du S.

Retraict pour le S. direct & non pour autre.

Decret du S.F. qui se interpose aux venditions.

Liurement de fust & terre.

BRETAGNE Tit. 16. Art. 318. Si le S. superieur ou autre noble acquiert du fief de l'homme à son suiet noble, le prochain S. se peut opposer: pource qu'il est plus presme à retraire son fief.

S. prochain est preferé au S. su-

XIII. NORMANDIE Chap. 9. Art. 128. Les aisnez font les hõmages aux chefs Seigneurs pour eux & leurs puisnez Paragers: & les puisnez tiennent x des ais-

u Le Roy a droict de retenue, comme escrit Ioannes Gallus en ses Questions. Ce qui se doit entendre de ce qui est tenu & mouuant de son fief nuement & immediatement, & non en Arriere fief, ainsi qu'il fut fait par le Roy Charles 6. 1277. d'vn fief vẽdu au Bailliage de S. Quentin, par le S. de Chin, aux habitans & vniuersité de ladite ville, comme a escrit Papon liure xi. des Arrests Tit. 5. Art. 10. & Charondas liure vii. Resp. 140. Masuerius in Praxi. Tit. de locato §. Itẽ & prædicta cessio. Bened in cap. Raynutius in verbo, & vxorem nomine Adelasiam. num. 857. Speculator Tit. de Feud. nu. 40. L'Arrest du Comté de Foix est fort notable donné à la Magdelaine 1277. par lequel il fut dit que le Roy pouuoit retenir le chasteau de Rochefrixade pour le prisqu'il auoit esté vendu. L'ordonnance du Roy Charles 7. 1445. Art. 35. est expresse, par laquelle il donne pouuoir aux Tresoriers generaux

Source : BIU Cujas

perieur quand au R. traict Feodal.

Aiſnez ſont les hommages aux chefs S. tant pour eux que pour leurs puiſnez.

Puiſnez tiennent de l'aiſné par Parage ſans hommage, & payent les Reliefs & autres redeuances par la main des aiſnez.

qu'auront eſté faictes les venditions, & les deniers pour ce faire neceſſaires payer comme deſſus, & les choſes ainſi retenues appliquer au Domaine, comme il ſe voit au liure xi. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 3. Chopin liure 3. du Domaine Tit 23. nombre 5.

x Le Bouteillier en la Sõme Rurale Ch. De tenir en Parage. Tenir en Parrage ſi eſt quãd cil qui tiẽt tenemẽt de celuy de qui il tient, ſont de pareilles parties par raiſon de lignage & que ledit tenemẽt vient de leur anceſſeur, & viẽt par ſucceſſiõ de ligne, ſi comme és lieux & par eſpecial en Normandie, ou és fiefs des freres venans de pere, l'aiſné emporte le gros, & les puiſnez ont le tiers par la raiſon de Parage & ſucceſſion, telle partie eſt tenue en Parage. Car ils ſont paraux en fief, iaçoit que l'vn ſoit plus grand que l'autre, & toutesfois le tient il auſſi noblement comme l'aiſné faict le gros, & ſi ſont paraux en lignage. Ce qui ſert pour monſtrer l'origine de ce mot Parage, dont nous auons dit cy deſſus quelque choſe.

de France, de retenir toutes rentes, reuenus maiſons, manoirs & autres choſes qui ſe peuuent vẽdre és fiefs du Roy pour le pris

nez par Parage ſans hommage. Art. 129. En ceſte maniere le puiſné & les deſcendans de luy, tiennent de l'aiſné & de ſes hoirs, iuſques à ce que le parentage vienne au vi. degré incluſiuement. Art. 130. Par les mains des aiſnez payent les puiſnez les Reliefs, Aydes & toutes redeuãces aux chefs S. & doiuent leſdits puiſnez eſtre interpellez par les aiſnez pour le payement de leur part deſdits droicts. Art 131. Les aiſnez Parageurs peuuent faire Iuſtice ſur les biens des puiſnez par les mains du Preuoſt de leur fief. Art. 132. Quand le lignage eſt hors le vi. degré, les hoirs des puiſnez ſont tenus faire foy & hommage aux hoirs de l'aiſné ou autres poſſeſſeurs du fief, qui eſcheut à la part de l'aiſné. Art. 133. Le fief ſort de Parage & doit foy & hommage quand il tombe en main d'autres qui ne ſont Parageurs ou deſcendans des Parageurs, encores qu'ils ſoient parens. Art. 134. Treziéme n'eſt deu pour la premiere vente que faict le Parager de ſon fief, ſoit à vn eſtrãger ou à celuy, à qui il pourroit eſcheoir à droict de ſucceſſion. Art. 135. Et où cas que le fief Parager vendu à vn eſtranger ſoit retiré à droict des lignage par aucun des deſcendans des Paragers, eſtans dedans le vi. degré : en ce cas ledit fief vendu retombe en tenure par Parage. Art. 136. Pareillement ſi le vendeur rentre en poſſeſſion de ſon heritage par clameur reuocatoire ou par releuement ou condition de Rachat, il tiendra ſon heritage par Parage, comme il faiſoit auparauant. Mais ſ'il le rachete, il le tiendra par hommage. Art. 137. En cas de diuiſion de fief, le droict de colombier doit demourer à l'vn des heritiers, ſans que les autres les puiſſent auoir, encores que chacune part prenne titre & qualité de fief, auec les autres droicts appartenans à fief noble par la Couſtume, neantmoins ſi les Paragers ont baſti vn colombier en leur portion de fief & iouy d'iceluy par xl. ans paiſiblement, ils ne pourront eſtre contraints de le demolir.

Puiſnez payent Reliefs, Aydes & autres deuoirs aux chefs Seigneurs par les mains de l'aiſné.

Hoirs des puiſnez à qui doiuent faire la foy & hommage, le lignage eſtant hors le 6. degré.

Parage quand finit.

Treziéme quãd n'eſt deu pour vente de fief faite par Parager.

Fief retiré par vn lignager retombe en Parage, ſ'il eſt dans le 6. degré.

Clameur reuocatoire.

Droict de Colombier.

Tovrs Tit. 14. Art. 118. Les S. doiuent demander par action pour la premiere fois, l'hommage de choſe tenue à aucun par Parage failly & par z depié de fief: & quand la foy eſt interrompue par vn moyen : & † ſont entendus ces mots, *par moyen*, quand le predeceſſeur S. n'a eſté ſerui de ladite foy & hommage, ou quand le vaſſal immediat n'a faict ladite foy & hommage. Art. 120. Depié de fief n'a point de lieu en partage faict de droict ſucceſſif. Art. 121. Quand aucun fief eſt deſpecé & de rechef les parties ſont re-vnies & conſolidees, ils demeurẽt en & ſous la premiere foy. Art. 124. Pour †† rentes conſtituees à pris d'argent en general ou en particulier n'y a depié de fief. Art. 125. Quand les acquereurs font hommage au S. Suzerain par depié de fief, ſans ſommer le S. vendeur de leur porter garantage: ce ne peut eſtre au preiudice dudit S. vendeur, qu'il n'en ait de rechef l'obeiſſance, ſommation faicte à ſon S. de la luy rendre en l'informant qu'il tient aduenant & portion ſuffiſante pour le garantir, ſi le S. veut mettre en faict le deſaduenant. Art. 126. Le Parage faut en trois manieres: quand celuy qui tient le fief eſt tellement eſloigné, que on ſe peut prendre par mariage, qui eſt du quart au quint degré: quand la choſe garantie eſt tranſportee à perſonnes eſtranges: & quand le Parageau ſans ſommer ſon Parageur, a fait hommage au S. Suzerain. Auquel cas l'obeiſſance en peut eſtre rẽdue audit Parageur, ſ'il le requiert: lequel Parageau fera en apres ladite foy audit Parageur. Art. 127. Hommage deu par Parage failly ſe doit faire au Parageur immediat, † tel qu'iceluy Parageur fait à ſon Suzerain. Et en outre iceluy nouueau vaſſal ſ'il tient le tiers de la terre, il paye audit Parageur, le tiers du deuoir deu pour raiſon dudit fief: ſinon pour telle portion, qu'il en tient: Mais il n'en payera rien que pour la premiere foy & hommage. Art. 128 L'aiſné †† ou aiſnee, qui baillent à leurs puiſnez par partage, portion d'vn

Seigneurs comme doiuent pour la premiere fois demander par action l'hommage.

† *Ces mots, Et ſont entendus, &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez pour plus grande explication du contenu audit Art. 118.*

Depié de fief en quelle choſe n'a lieu.

z C'eſt de partie de fief, comme il a eſté dict cy deſſus.

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art.124.eſt de nouuel introduit.*
Hommage fait par depié de fief au S.Suzerain ſans ſommer le vendeur.
Parage faut en trois ſortes.
Obeiſſance rendue au Parageur.
Hommage deu par Parage failly.
† *Ce mot,* immediat, *a eſte de nouuel adiouſté.*
Parageau paye le tiers de la terre au Parageur.
Aiſnez garantiſſent en Parage les puiſnez tant qu'il dure.
†† *Ceſt Art.118.a eſté mis au lieu du 12. Art.ancien & pour explication d'iceluy.*

fief ſont tenus porter la foy & hommage pour le tout & en garantir en Parage leurs puiſnez & leurs ſucceſſeurs à titre vniuerſel,tant que le Parage ſoit failly : & pendant ledit Parage ne ſont tenus leſdits puiſnez faire hommage. Art.129. Le Parageau a telle Iuſtice & tient auſſi noblement que ſon Parageur,ſ'il n'eſt parti de Baronnie ou au deſſus. Auquel cas il ne peut auoir ne demander les droicts & preeminences,ſans leſquels Baronnie ne peut eſtre dite,comme le Chaſtel & autres droicts declarez au Chapitre des droicts de Baronnie. Art.130. Le Parageau ne ſes ſuiets, hors Baronnie, ne reſpondent durant le Parage, à la Cour du Parageur,qu'en cas de meſures pour les venir querir & adiuſter au ſep & eſtellon dudit Parageur & auſſi pour raconter. Art.131. Si le Parageur tranſporte les fiefs,à cauſe deſquels il garantit le Parage, à perſonne eſtrange ou autres, iceluy ſucceſſeur eſt tenu garantir, tant que le Parage ſe pourra precompter & nombrer entre le Parageau & premier Parageur. Et † ſont entendus, *perſonnes eſtranges*, quant à ce, ceux qui ne ſont en premier & prochain degré pour ſucceder abinteſtat. Tit.25. Art.276. Si †† l'aiſné ou aiſnee ou leurs repreſentans tranſportent l'hoſtel principal & droict d'aiſneſſe,les puiſnez Parageaux doiuent eſtre par l'acquereur garantis,ſous la foy & hommage,que doit faire l'acquereur durant le Parage,& iuſques à ce qu'il ſoit failly: & à defaut de ce faire,ledit acquereur ſera tenu des dommages & intereſts enuers les puiſnez. Mais le Parage failly, leſdits Parageaux feront foy & hõmage audit acquereur, à cauſe des choſes qu'ils tiẽdront ſuiettes audit hommage. Art.277. Le puiſné ou puiſnez ſont tenus apres le Parage failly,faire foy & hommage à leur Parageur,ou à celuy qui le repreſente:& ce pour raiſon des choſes qu'ils tiennent,& qui garanties leur auoient eſté durant le Parage:laquelle foy & hommage doit eſtre demandee par action pour la premiere fois. Art.278. Si aucun des Parageaux tranſporte à perſonne eſtrange le fief garanti en Parage,ledit acquereur fera au Parageur immediat telle foy& hommage,que ledit Parageur fait au S.Suzerain,& payera ledit acquereur à iceluy Parageur les deuoirs,*pro rata*,de ce qu'il tiẽt,& que ledit Parageur paie à ſon ſuperieur.

LODVNOIS Chap.12.Art.1.p.*à Tours*. Art.118.iuſques à ces mots, *par vn moyen*,inclus.Art.3.p.*a Tours* 120.fait par les deux parts & par le tiers,de &c. Article 4. p.*a Tours*. Article 121. parties d'iceluy ſont &c. Article 6. 7. 8. & 9. p. *à Tours*, Article 125.129.130. & 131. *de Tours*,iuſques à ces mots,*Et ſont* &c.Art.10. p.*à Tours*.Art.126.mariage:*ſecundo* &c. *tertio* quand &c. fera à modo ladite foy &c. Art.11.p. à l'Art.127. *de Tours*.Art.12.Les Parageaux iaçoit qu'ils ſoient S. proprietaires,ne ſoient tenus a faire hommage durant leur Parage.Chap.27.Art.18 Et ſi le fils &c.p.*a Tours*.Art.276. Le maiſtre hoſtel ou hebergement & droict &c. le Parage ſoit failly.Et ſi par defaut de faire la foy & hommage, iceux puiſné ou puiſnez y ont dommage,tel acquereur ſera tenu les deſdommager a l'eſgard de Iuſtice,des fraiz & reuenus depuis la ſommation comme deſſus. Art.19. Quand aucun fief de puiſnez a eſté garanti en Parage par l'aiſné: & iceluy Parage eſt failly & fini en la maniere que dit eſt deſſus,les puiſnez qui auront eſté garantis en Parage: ſeront tenus faire foy & hommage des choſes qu'ils tiennent & qui garanties leur auoiẽt eſté en Parage,au chef Parageur ou a celuy qui le repreſente. Lequel hommage chet en action pour la premiere fois.Art.20.Et ſi aucun des Parageaux vend ledit fief,qui luy eſtoit garanti en Parage,a vn eſtranger,iceluy acquereur ſera tenu de foy & hommage a cauſe dudit fief par luy acquis,au chef Parageur, qu'iceluy fief auoit garanti en Parage audit vendeur, b telle que faiſoit le chef du Parage a ſon S.& payera deuoir a l'eſgard de ce qu'il tient, & que le S. auquel il fera hõmage paye a ſon S.de fief.Art.21.S'il aduient que celuy, qui garantiſſoit en Parage,vende le fief, a cauſe duquel il garantiſſoit en Parage, ſans rien excepter : le parage fini & failly,les parageaux feront hommage a cauſe des choſes, qui leur auoient eſté garanties en parage,par leurdit chef parageur audit acquereur:pource que l'acquereur d'iceluy chef parageur a acquis ledit fief auec tous les droicts. Ar. 22.Si aucuns puiſnez nobles ont eu partage a part & a diuis l'vn de l'autre & l'vn d'eux decede ſans hoir de ſa chair,la portion du decedé reuient a l'aiſné ou qui le repreſente

Parageau a tel le Iuſtice,que le Parageur : & enquel cas peut eſtre conuenu en la Cour du Parageur.

Baronnie.

Parageau prend les meſures à l'eſtellon du Parageur.

† *Ces mots,*Et ſont, *&c. iuſques à la fin ſõt de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 276. eſt mis au lieu du 16. Art. ancien Tit. des ſucceſſions, duquel ont eſté rayez ces mots,* de puis la ſommation cõme deſſus.

Parageaux ſont foy & Hommage à l'acquereur ou au Parageur ou qui le repreſente, quand le Parage eſt failly: & ſe demande par action pour la premiere fois.

Du fief garanty en Parage vendu par le Parageau à perſonne eſtrange.

Parageaux ne deiuent hommage durant le Parage.

Parageur ayant vendu le fief, pour lequel il garantiſſoit en Para-

a Le Bouteiller en la Somme Rurale,Chapitre de tenir en Parage, le Droict veut, que le maiſné tienne de l'aiſné en Parage & va ainſi iuſques au ſexte degré de ligne, celuy à qui ce vient eſt lors tenu de faire feauté à l'aiſné, c'eſt à dire ou qu'il repreſente l'aiſné & qui adonc tient le gros du fief, & au ſeptieſme degré,celuy qui lors le veut tenir doit faire hommage pour le fief, & lors reuient le fief a eſtre tenu purement de l'aiſné ou de celuy qui lors tient le gros du fief, & lors eſt tenu en homme,& non plus en Parage. Au reſte il faut

Source : BIU Cujas

ge, Parageaux, le Parage fini.

Quād l'vn des puiſnez decede ſans hoir de ſa chair, l'aiſné ou qui le repreſente luy ſuccede, ſ'il y auoit partage ſinon la portion du defunct accroiſt aux autres ſ'il n'en auoit diſpoſé.

Repreſentatiō du fils aiſné ou aiſnee.

Conſolidatiō des fiefs fauorable.

Fief ayant eſté deſpecé, ſ'il eſt conſolidé, il retourne a ſa premiere nature foi & hommage.

Depie de fief giſt en action.

Saiſie par defaut d'homme, contre l'acquereur par depie de fief.

Fiefs en quels cas ſe peuuent deſpecer au preiudice du Suzerain & chef S.

Fiefs ſe peuuent accroiſtre au profit du Suzerain par acqueſts & mariage.

Abornemēs de fiefs licites.

Abourner la foy & hommage.

Homme de foy iuſques à la tierce partie & non plus, peut abourner ſes cens rentes, deuoirs & hommages.

Homme de foy ayant abourné ſon fief, ſ'il achete le fief de ſon S. le fief eſt conſolidé au profit du Suzerain.

Abournemens ne ſe peuuent faire au preiudice du Suzerain.

Par depié de fief, quand on a chargé la terre plus de la tierce partie du reuenu, eſt deu foy & hommage au Suzerain.

Acquereur faiſant la foy &

noter de ce lieu & des Couſtumes que le Parage dure tant qu'il ſe peut nombrer & compter. La mutation de perſonnes eſt cenſee & eſtimee, quand la famille eſt eſteinte & que l'on ne peut plus monſtrer aucun qui ſoit du lignage & parenté, qui puiſſe ſucceder, quia vltra gradum ſeptimum, rerum natura, cognatorū vitam conſiſtere non patitur, vt ſcribit Modeſtinus in l. non facile 4. D. de grad. & affin. ſed nec vlla eis gradibus nomina inuenta ſunt, vt Paulus 4. Sent. Tit. in notat.

b S'entend preſtation de foy & hommage.

repreſente: ſans ce que les puiſnez y prennent aucune choſe. Et ſi leſdits puiſnez auoient & tenoient leſdits parages enſemble & indiuiſez entre eux, ladite portion de l'vn d'eux decedé ſans hoir de ſa chair, accroiſt & reuient aux autres puiſnez: ſi autrement ledit decedé n'en auoit diſpoſé. Et eſt à entendre par leſdits mots, ou qui le repreſente, c que le fils aiſné ou fille aiſnee ſ'il n'y a fils dudit frere aiſné, repreſente: ſans ce que les puiſnez deſdits fils y puiſſent rien demander.

ANIOV Tit. 11. Art. 205. Pource que la conſolidation & reintegration des fiefs c'eſt à ſcauoir qu'ils demeurent entiers, eſt bien fauorable choſe: il eſt ainſi que ſi aucun fief eſtoit deſpecé, & depuis le depié ou depiez de fiefs, foy & hommage ou foys & hommages euſſent eſté faits pour raiſon d'iceux depiez de fief, deſlors que la choſe ſera retournee en ſa premiere nature & conſolidee auec le lieu dont elle eſt partie, le tout demourera à la foy & hommage, où il eſtoit deuant, nonobſtant proces, condemnation ou poſſeſſion qui pourroient eſtre interuenues au contraire auparauant ladite conſolidation. d Art. 206. Toute maniere de depié de fief chet en e action. Mais quād la condemnation ou ſentence ſont donnees, le S. de fief en executant la ſentence, peut apres huictaine, qu'icelle ſentence aura eſté faicte à ſcauoir au condemné, prendre par defaut d'homme & aſſigner ſur ſon fief. Art. 207. Et auſſi comme les fiefs ſe peuuent deſpecer par les moyens deſſus touchez au preiudice du Suzerain & chef S. comme du Prince, du Comte, du Baron, du S. Chaſtelain, & de degré en degré: auſſi à leur aduantage ſe peuuent accroiſtre & accroiſſent par acqueſts & par mariage: comme ſi aucū S. acqueroit aucune choſe tenue de luy nuement à foy & hommage, cens ou autrement: ou ſ'il ſe marie à aucune femme qui tienne de luy nuemēt en ſa terre, tous iceux acqueſts & heritages ſont conſolidez en la Seigneurie & tenue nuement du Suzerain. Et eſt ſon fief, qui parauant eſtoit ſon Arrierefief: & auroit Rachat ſur le tout, ſi le cas y aduenoit & ventes, ſi la terre eſtoit vendue. Mais en celuy cas qu'il y auroit eu conſolidation par mariage, ſi les mariez decedoiēt ſans hoirs de leur chair ou que la ligne d'eux deux defaillit, parquoy les choſes retournaſſent chacun en ſa ligne, dont elles ſont parties: audit cas telle conſolidation defaudroit, & retourneroient les choſes à leur premiere nature. Art. 208. Pource qu'abournemens f ſont licites audit pays & dont aucuns, c'eſt à ſcauoir qu'il loiſt à tous S. de fief de mettre & abourner aucune foy & hommage, qui luy eſt deu à cauſe d'aucun fief ou heritage à vn petit deuoir ou à vne groſſe rente infeodee, ou grands deuoirs, les peut diminuer ou appetiſſer & en prendre deniers: tels contracts ſont diminution ou alienation de Seigneurie, & ſeroient comprins au profit du Suzerain auec les autres contracts d'alienation, pour monſtrer depié de fief & auoir hommage des acquereurs. Et ne peut l'homme de foy abourner ſes cens, rentes, deuoirs & hommages, que iuſques à la tierce partie: c'eſt à ſcauoir à la valeur de la tierce partie de la terre tenue a foy: & ſi plus en alienoit, le fief ſeroit deſpecé. Art. 209. Si le ſuiet homme de foy, qui auroit ainſi abourné, acquis & diminué les hommages & deuoirs qu'il deuoit à ſon S. de fief, à cauſe de ſes terres, domaines & meſtairies, achetoit le fief de ſon S. tout ſeroit enſemble conſolidé au profit de ſon Suzerain: lequel auroit foy & hommage, ſes profits, ventes & Rachats, quād les cas y eſcheroient, ſur tous les heritages, tant de l'homme de foy, comme du fief de celuy qui l'auroit acquis, ſans auoir plus grand regard à tels abournemens. Car ils ne ſe peuuent faire au preiudice du Suzerain: & parce en moult de manieres ſe peut accroiſtre la Seigneurie du Suzerain. Art. 210. Semblablement ſi l'homme de foy auoit tant chargé ſa terre de rentes, qu'icelles rentes excedaſſent la tierce partie du reuenu de ſa terre, le S. Suzerain aura foy & hommage par depié de fief de chacun des acquereurs. Art. 211. Si le Suzerain auoit receu & prins l'hommage par depié de fief de tels acquereurs de la terre de ſon homme de foy, ſans qu'ils euſſent appellé à garand le vendeur, qui leur euſt promis garantir: ce ne peut eſtre au preiudice du ſuiet homme de foy, qui n'y auroit point eſté apellé: mais pourroit requerir à ſon Suzerain qu'il luy rendit l'obeiſſance de ſes hommes cōme deuant, en luy offrant à monſtrer qu'il tient encores aduenāt à les garātir. En le prouuāt & monſtrant, le Suzerain S. luy rendroit l'obeiſſance de ſes hommes: & ſeroient en ce cas leſdits hommages annullez: & auſſi ſera receu le Suzerain à monſtrer le deſaduenant. Car ſi le vaſſal ne peut monſtrer l'aduenant, à bonne cauſe ont eſté par le Su-

c Les filles ont droit de repreſentation, & droict de retirer par le moyen de Retraict lignager les choſes propres alienees, comme en ceſt Art. 22. & 23. & cy deſſus, Art. 3. 4. 6. 7. 16. & 18. & chap. de retraict. Art. 1. & 5. & ch. des Succeſſions des roturiers Art. 4. & par le 30. Art de ce Chap. 27. le ſieur de Malicorne fils de Felix de Chourſes a repreſenté ſon pere en la Succeſſion de Philippes du Fay ſon oncle maternel és heritages de Iacqueline de la Chappelle ſon Ayeule maternelle, & mere deſdits Felix & Philippe, & l'ay ainſi obtenu par Arreſt du Parlement de Paris pour ledit ſieur de Malicorne. C. M.

d Le vaſſal a aliené plus que le tiers de ſon fief, le creācier fait mettre en criees ledit fief: le S. Feodal pourſuit ſon vaſſal en matiere de depié de fief: Le creancier achete le droict du vaſſal, & ce faiſant a droict audit fief plus des deux tiers Lequel ſe peut faire ſubroger au procés de Criees au lieu du vaſſal proprietaire, & faiſant par meſme moyē ſubroger vn autre en ſa place pour pourſuiure leſdites criees. Dauantage il peut reprēdre le proces de depié de fief contre le S. de fief, & ſe defendre cōtre luy pour l'aduenir, parce que le fief eſt entier & n'eſt deſpecé. Toutesfois il eſt tenu luy payer les profits de fiefs deuz à cauſe de la dite vente C. M.

e C'eſt à dire, qu'elle ne ſe peut demander ou pourſuiure que par action, ainſi qu'il eſt porté par ceſt Ar. 206. C. M.

f Des abournemens de fief faits par le vaſſal au ſuiet roturier, voyez Chopin liure 2. de la Couſt. d'Aniou partie 2. Chap. 2. Tit. 3.

Source : BIU Cujas

g In ſtatutis vrbis Romæ, Filiæ debent maritari de paragio. Ce qui ſentend ſecundũ dignitatẽ familiæ, modum patrimonij, numerũmque liberorum Et in conſtitutionibus Neapolitanis, ius paragij ex facultatibus & dignitate mulieris ac mariti ſpectatur. Mat. Afflict. Dec. 160. Anto. Capyc. Dec. 92. & 204 Bald. Conſ. 386. lib. 4. Conſ.

zerain receu tels hommages. Art. 212. La matiere de Parage depend de depié de fief: & n'a lieu ledit Parage, ſi n'eſt entre nobles perſonnes & en choſes hommagees. Art. 213. Quand Gentilhomme marie ſa g fille ou ſœur, il luy peut donner la tierce partie de ſa terre, qu'il tient à foy de ſon S. & la luy garantir en parage, tãt que le Parage durera: ſauf de Rachats & prinſes par defaut d'homme, dont le chef S. iouyra ſur les Parageaux, quand la terre du Parageur y eſcherra, comme ſur ledit Parageur: lequel Parage durera tant qu'entre les ſucceſſeurs du Parageur, *videlicet*, du pere ou du frere, & les ſucceſſeurs de la fille ou ſœur, que l'on appelle Parageaux, le lignage ſoit ſi eſloigné, que mariage ſ'en puiſſe trouuer, faire & conſommer ſans diſpenſation d'Egliſe: c'eſt à ſcauoir hors le iv. degré. Ar. 214. Et ſemblablement le ſucceſſeur fils ou hetitier du Parageur, de ſes deux parts, qui luy ſeroiẽt auſſi demourees, peut bien donner à ſa fille ou ſœur, le tiers d'icelles deux parts a tenir de luy en parage, cõme deſſus. Et de ſucceſſiõ en ſucceſſion chacũ en peut au tãt faire, ſi fera le Parageau de ſon tiers, qui ainſi luy aura eſté baillé, & qui luy eſt garãti en Parage, en pourra bien dõner a ſa fille ou ſœur le tiers. Et ainſi le fief noble ſe peut diminuer par ſucceſſion, ſans ce que le chef S. dont le fief meut & eſt tenu a foy, le puiſſe empeſcher ne qui luy puiſſe demander a foy & hommage par depié de fief, puis que le fief eſt deſpecé par ſucceſſion ou auancement d'hoirie. Mais autre choſe ſeroit, ſi le Parageau ou ſes ſucceſſeurs auoient aucune choſe alienee dudit fief, autrement que par aduancement ou partage de ſucceſſion. Auquel cas chacun qui tiendra la portion de la terre, feroit foy & hommage par depié de fief au S. Suzerain. Art. 215. Celuy qui tient en parage a telle & ſemblable Iuſtice, comme ſon parageur, & tient auſſi noblemẽt comme luy, ſ'il n'eſt parti de Comté, Vicomté ou Baronnie: auquel cas il ne pourroit pas demander n'auoir ſur ſes ſuiets, les droicts & prerogatiues, qui apartiennent au Comté, Vicomté ou Baronnie, ſ'il ne luy eſtoit expreſſement tranſporté. Car les droits & prerogatiues de Comté, Vicomté & Baronnie ne ſe departent point. Art. 216. Le Parageau & ſes ſuiets, le parage durant, ne reſpondront point en la cour de leur parageur: mais en la Cour & iuriſdictiõ du chef S. ſauf en deux cas: l'vn en cas de meſures, c'eſt à ſcauoir pour les eſtallonner & adiuſter à celles de ſon S. le ſecond pour raconter parage: pource que le Parageau éſdits deux cas doit vne fois retourner à l'obeiſſance de ſon parageur. Art. 217. Chacun parageur peut faire appeller en ſa Cour ſon parageau pour raconter parage. Et doit le parageau obeir à raconter ſondit parage: & ſi par le racontement dudit parage, il eſt encores ſi prochain, qu'il doiue eſtre garãti, il en ſera enuoyé, ſi le parageur ne vouloit mõſtrer & prouuer que le lignage fut ſi eſloigné qu'il doiue auoir foy & hommage par Parage failly. Et ſi le parageur ne le veut ou peut mõſtrer le parageau fera ſerment qu'il a bien & loyaumẽt raconté ſon lignage, & en ſera enuoyé, comme deſſus. Ar. 218. Quand le parage eſt failly, le parageau doit venir à la foy & hommage de ſon Parageur des choſes qui anciennement partirent de la foy. Et ſi le parageur faiſoit foy lige, le parageau fera ſemblablement foy lige ou ſimple, ſi la foy eſt ſimple. Et en ſera aſſis deuoir ſur les choſes qui ont eſté garanties en parage, ſelon la grãdeur d'icelles, eu regard du deuoir, ſoit cheual de ſeruice ou autre que le parageur fait au chef S. & en payera au parageur à la raiſon de ce qu'il tiẽt. Et pour ceſte premiere foy faite par parage failly, le parageur, n'aura aucũ rachat de ſon parageau, ſi l'hõmage n'eſt deu à cauſe de la femme du mari, auquel cas il apartiendra rachat. Et par ce peut on bien voir que durant ce parage, preſcription ne court point cõtre le parageur. Art. 219. Si le parageur tranſporte tout ſon fief & ſa terre à perſonne eſtrãge, le parageau ne fera pas pource foy & hommage à l'acheteur: mais ſera garanti, comme deuant, tant cõme la ligne durera entre ſon parageur & luy. Autre choſe eſt du parageau. Car ſ'il vẽd aliene ou tranſporte l'heritage qui luy aura eſté garanti en parage, à autre: l'acheteur ou autre acquereur fera foy & hommage au parageur, & payera ventes, ſ'il a eu les choſes par contract ſuiet à ventes. Art. 220. Si le parageau donne ou tranſporte les choſes qu'il tient en Parage par alienation ſuiette à rachat: celuy auquel ſeront tranſportees icelles choſes payera Rachat & ne ſera plus garanti. Et pource en ce cas peuuent eſtre foy & hommages acquiſes au parageur par deux voyes: l'vne par parage failly: l'autre par alienation du parageau des choſes de ſon parage. Art. 221. Et en ces deux cas le Parage failly & hommage fait au Parageur, deſlors les hommagez & garantis en Parage ſont ſuiets, nuement & ſans moyen, au S. Parageur & à ſes ſucceſſeurs: & les ſuiets dudit Parageau ſont ſuiets en cas de reſſort & Suzeraineté audit S. Parageur. Et deſlors le Parageur ſes gens & officiers y ferõt tous exploits de Iuſtice, cõme en leur fief & nueſſe. Et aura le Parageur les rachats

Parage a lieu entre nobles ſeulement.

Gentilhomme peut donner la tierce partie de ſa terre en mariage à ſa fille ou ſœur, & la garantira en Parage: fors des rachats & prinſes par defaut d'homme.

Parage finit quand on ne ſe peut marier ſans diſpenſe, & que l'on eſt hors le 4. degré.

Parageau peut donner le tiers de ce qui luy appartiẽt à ſa fille ou ſœur.

Depié par partage de ſucceſſiõ ou aduancement d'hoirie.

Parageau à telle Iuſtice, que ſon Parageur: ſinon en ce que de Comté, Vicõté & Baronnie.

Parageur peut faire appeller en ſa cour ſon Parageau pour raconter Parage.

Hommage par parage failly.

Rachat n'eſt deu pour la premiere foy & hõmage fait par parage failly: ſ'il n'eſt deu à cauſe de la femme du mari.

Des vẽtes tranſports ou alienations faites par le parageur ou Parageau.

Foy & hõmages acquiert au Parageur en deux ſortes.

Suiets du Parageau & Parageur.

Source : BIU Cujas

Parageur le parage failly, a iurisdictiõ sur les choses données en parage & suiets nuement.

Domaine est rendu fief.

Action de Depie de fief n'a lieu en succession & partage.

Parage dure tant que les heritages demeurent en communauté sans partir: ou qu'il y a hoir masle descendant de l'aisné, ou que les hoirs sont esloignez qu'il ne peuuent marier sans dispense.

Aisné ne peut garantir en Parage, quand il y a partage.

Alienatiõ faite par l'aisné ou ses hoirs ayans garanti en Parage, fait cesser le Parage, ou quand les puisnez alienẽt leur parts & portiõs & ce pour raison desdites portions.

Parage dure tãt que le lignage se peut cõter.

Chemier contraint le parageur à faire hõmage, s'il ne peut prouuer son lignage.

Parageur estãt contraint de faire hõmage, doit appeller le S. dõt la chose est tenue

Cas auquel le vassal peut empirer le fief de son S.

Chemier ou qui le represente quant a droit d'hommage.

Chemier quãd perd droit d'homage par vertu d'alienation & transport.

* *Petrus Rat, singulierement, & aliæ editiones, rectè ex veteri editione legetur, simplemẽt*

* *Alias, du chef*

Chemier quãd

& ventes, quãd le cas y escherra. Car la foy qui lui est faite par parage failly, luy acquiert iurisdictiõ & cognoissãce sur les choses baillees audit parageau & ses suiects nuemẽt & sans moiẽ. Car en ce cas ce qu'autrefois estoit son domaine, est son fief.

LE MAINE Tit. 12. Art. 220. p. *à Anjou.* Ar. 205. consolidation. Et n'a actiõ de depié de fief lieu en succession & partage des choses hommagees, tant entre gens roturiers, que nobles: pourueu qu'elles soiẽt departies pour les deux parts & pour le tiers: & que celuy, à qui demeurent les deux parts, retienne deuoir sur la tierce partie. Art. 221. 222. 223. 224. & 225. p. *à Anjou.* Art 206. 207. 208. 209 & 210. de chacun des acquerements Art. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. & 236. p. *à Anjou.* Art. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218 219. 220. & 221.

BLOIS Chap. 6. Art. 71. Le parage & garantage d'iceluy dure tant & si longuement que les heritages feodaux demeurent en cõmunauté sans le partir ne diuiser & qu'il y a hoir masle descẽdãt dudit fils aisné, ou que lesdits hoirs soiẽt esloignez les vns des autres, qu'ils puissent cõtracter mariage ensemble sans dispense. Ar. 72. Mais quãd aduient que les coheritiers departent les heritages feodaux & que chacun a sa portion contingente & hereditaire, le fils aisné ne les peut plus garantir en parage: mais sont tenus les coheritiers faire la foy & hommage à leur S. de fief, pour les parts & portiõs qui leur sont escheues & aduenues par ledit partage. Ar. 74. Si le fils aisné ou ses hoirs, qui ont garãti en parage, leurs puisnez & coheritiers alienẽt leur portion dudit fief, en la mettãt hors de leurs mains: en ce cas ledit garãtage & parage cesseront: & ne seront plus leursdits coheritiers garãtis en parage mais seront tenus leursdits coheritiers, faire la foy & hommage au S. de fief. Ar. 75. Et pareillement si lesdits coheritiers ou l'vn d'eux ou leurs hoirs alienent & mettent hors de leur ligne leurs parts & portions contingentes, ledit garantage cessera pour leurs parts & portions, ainsi alienees seulement, & non pas pour les autres portions, qui sont demourees entre les mains desdits coheritiers, sans aliener.

POICTOV Ti. 1. Ar 126. *A la fin.* Lequel parage dure tant comme la ligne se peut cõpter & prouuer. Car si le Parageur ne peut declarer & nommer à son chemier leur lignage & descente, ledit chemier le peut contraindre de luy faire hommage de ladite chose qui estoit tenue en parage. Et fera l'hommage tel & à tel deuoir, selon la valeur de la chose, comme si ledit vassal le faisoit à son Seigneur. Art. 127. Et à faire ledit hommage le S. dont la chose est tenue par hõmage, doit estre appellé & attrait par ledit parageur à garẽd: autremẽt ce qui seroit fait ne preiudicieroit audit S. lequel pourroit touſiours vser de ses droicts, en prenãt son rachat ou les fruits pour ledit hõmage non fait par le chemier. Art. 128. Toutesfois ledit S. ainsi apellé par ledit parageur, ne peut empescher que ledit parageur ne face hõmage audit chemier, si le lignage ne se peut cõpter & prouuer. ET est vn cas, auquel le vassal peut empirer le fief de son S. Car ce qui estoit directement en son fief, n'est plus qu'en son Arrierefief. Art. 129. Si le chemier transporte à personne estrange & fut à son parent, son fief ou hommage ou si le parageur transporte les choses tenues en parage, celuy qui a ce droict de chemier peut lors demander auoir foy & hommage & le deuoir pour ce deu. Car dessors n'y a plus de lignage, & ne vient la chose par succession & souche, à laquelle a commencé le Parage: mais à ce doit estre appellé le S. du fief. Art. 130. Et si le chemier transporte * simplement la chose dont il est chemier, retenu à lui l'hommage, il ne demourera en l'hommage, si le S. de qui est tenu la chose veut: & conuiendra que celuy à qui la chose est transportee, face l'hommage: le semblable sera si le chemier transporte seulement l'hostel ou * chef de son hommage, quand il y a chef d'hommage posé qu'il retiẽne le demourãt. Mais si c'est chose, où n'y ait hostel ou chef d'hommage, posé que le chemier trãsporte la plus grãde partie de son fief, pourueu qu'il retienne la valeur du tiers en iceluy fief ou domaine, il doit demourer en hõmage. Ar. 131 Toutesfois és cas dessus declarez, ésquels le chemier ne doit demourer en hommage, si le S. de qui les choses sont tenues veut que ledit chemier demeure audit hommage, il le peut faire. Et audit cas ne peut iceluy, à qui la chose est trãsportee: demander foy n'hommage au Parageur: pource que l'hommage ne chãge point. Mais si le S. ne veut, le Parageur chãgera & pourra l'on demander hommage. Et s'il n'y a conuenance que celuy qui trãsporte doiue demourer en hõmage: és cas susdits il n'y demourera encores que le S. Suzerain le voulut: & en pourroit on debouter celuy à qui la chose est transportee: pourueu que ce soit par sentence ou iugement. Art. 132. Tout ainsi qu'en aucun cas h le vassal peut empirer le fief de son S. en aucun cas aussi le vassal amende le fief de son S. Car si le vassal qui tiẽt son fief à deuoir de rachat acquiert audit fief le fonds ou domaine, de son homme ou suiet roturier, ou le fief de son vassal qui tient de luy sans moyen, & ainsi

h Par l'Art 128. de ceste Coustume cy dessus.

Source : BIU Cujas

faict de ſon fief ſon domaine: leſdites choſes accroiſtront audit fief, & courront en Rachat, comme faiſoient les autres choſes du fief. Et ſ'il vend leſdites choſes accreues, ledit S. Suzerain en pourra auoir les ventes & honneurs, ou la choſe par puiſſance de fief, en payant le pris : ſinon que le vaſſal euſt retenu deuoir par deſſus. Auquel cas le S. de fief ne pourra auoir la choſe par puiſſance de fief: mais aura pour celle fois les ventes & honneurs. Art. 133. Et ſ'il aduient qu'aucun qui tient en hommage plain ſous l'hommage lige ait aucuns part prenans qui tiennẽt auec luy en contribuant au deuoir, & il tranſporte ſon fief au S. dont il tient par hommage lige: & ainſi de là en auãt le fief qui ſouloit eſtre plain, ſoit lige par confuſion, leſdits part prenans ne mueront pource leur premiere condition d'hommage, & ne ſeront tenus de payer, fors ce qu'ils auront accouſtumé payer pour icelle partie qu'ils tiennent audit fief tranſporté. Et ſera de là en auant ledit payement qu'ils feront au profit du S. à qui le fief eſt tranſporté: & par la mort & mutation d'iceluy, ceux qui tiennent en part prenans payeront à ſes heritiers tels deuoirs qu'ils auoient accouſtumé payer à leur chemier parauant qu'il tranſportaſt ſon fief. Art 134. Quand aucun qui oncques n'auroit fait hommage de la choſe, qu'il tient, (comme ſ'il la tenoit en parage ou lignage ou ſans en faire deuoir) eſt de nouuel condemné & contraint à en faire hommage, ſoit lige ou plain, il entrera en hommage la premiere fois ſans payer Rachat n'autre deuoir. Toutesfois baillera ſon Adueu & Denombrement par eſcrit. Art. 139. Combien que les Parageurs, parprenans & ceux qui tiennent en gariment, ne doiuent faire hommage: Toutesfois ſi le fief eſt tenu à deuoir de Rachat, la part qu'ils tiennent, court en Rachat, pour la mutation du chemier, comme celle du chemier. Et ſi le fief eſt tenu à autre deuoir ils doiuent contribuer pour telle part qu'ils y tiennent, & auſſi és frais & miſes que feroit le chemier tant pour faire l'hommage, que payer le chãbellage & autres deuoirs pour raiſon de ce. Et auſſi doiuent à leur chemier bailler leur Adueu par eſcrit des choſes qu'ils tiennent auec luy. Art. 140. Ledit chemier n'a iuriſdiction ne cognoiſſance ſur ſon Parageur ou part prenant: fors en trois cas. L'vn par defaut dudit deuoir non payé pour la partie que ledit Parageur ou part prenãt y doit contribuer. L'autre par ſon Adueu & declaration non baillee: & le tiers, ſ'il vend la choſe. Car lors le chemier la peut auoir pour le pris ou les ventes & honneurs, à ſon election. Et éſdits cas peut le chemier ſaiſir & en cognoiſtre à ſa cour: & en tous autres cas ledit chemier n'y a iuriſdiction ny cognoiſſance. Et le Parageur ou part prenant a en ſa partie telle & ſemblable iuriſdiction, & cognoiſſance comme a ledit chemier en la ſienne: ſi autrement n'eſtoit conuenu & accordé au contraire ou auſſi par vſance ancienne. Art. 141. Si † le chemier decede delaiſſant pluſieurs enfans, fils ou filles, le fils aiſné ou la fille, ſ'il n'y a fils, ſera le chemier: & aura ſeul les droicts, profits & emolumens procedans des Parageurs, deuz & appartenans au chemier tant que ledit aiſné ou aiſnee ſera en l'hommage.

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 26. Le parage dure tant que le lignage ſe peut compter: & iceluy parage finy, le fils aiſné ou qui le repreſente, peut contraindre le detenteur de la portion dudit fief, dont ledit parage eſt finy, de luy en faire hommage, & à ce le contraindre par les voyes que deſſus. Art. 27. Si l'vn des perſonniers coheritiers ou parageurs fait vendition de ladite part & portion qu'il a audit fief, l'aiſné ou qui le repreſente en peut prendre les ventes & honneurs, ou ladite choſe par puiſſance de fief en rendant le ſort principal & loyaux couſtemens que la choſe auroit couſté.

XAINCTONGE Tit. 4. Art. 30. Quãd part prenãt ou parageur vend ce qu'il tient en parage, au chemier qui fait hommage, apartiẽt auoir les ventes & honneurs, ou leſdites choſes par puiſſance de fief, à ſon chois & election, cõme plus proche du fonds. Ti. 12. Ar. 107. Entre coheritiers, parageurs, part prenãs ou part mettãs, tenãs fiefs nobles par indiuis, l'aiſné ou qui le repreſẽte ou chemier qui fait l'hõmage deſdites choſes, eſt receuable à pourſuiuir ſeul en iugemẽt pour luy & ſes coheritiers & à leur profit, les droits deſdits fiefs & choſes nobles cõmunes & par indiuis entr'eux ſans ce que la partie aduerſe le puiſſe rappeller & debattre par fin de nõ receuoir, qu'il ne pourſuiue la partie deſdits coheritiers perſonniers, parageurs, part prenans & part mettãs, ne contredire au chemier: meſmemẽt quãd les coheritiers perſonniers, parageurs, part prenans & part mettãs, ne cõtrediſent au chemier. Ar. 108. Au fils aiſné cõpete & apartient la reception & façon des hommages qui ſont deuz pour raiſon des terres & S. qui meuuẽt & ſont tenus de luy & de ſes coheritiers noblemẽt & par hõmage tãt q̃ les choſes ſont par indiuis. Ar. 109. Au fils aiſné ou qui le repreſente en ſucceſſiõ noble apartiẽt la garde, gouuernemẽt & admini-

ne perd droit de hommage, nonobſtãt l'alienatiõ.

Vaſſal quand & cõme il peut amender le fief de ſon S.

Confuſion de fief entre le S. & ſon ſuiet ne nuit aux Parageurs.

Aucun deuoir ou Rachat, n'eſt payé par nouueau hommage.

Parageur quãd leur part court en Rachat, à quels deuoirs doiuent contribuer auec leur chemier.

Iuriſdiction du chemier ſur ſes parageurs conſiſte en trois cas.

De la repreſentation du chemier decedé auec enfans.

† *Ceſt Ar. 141. eſt de nouuel introduit pour l'auenir ſans preiudice du paſſé & proces intentez.*

Parage.

Aiſné ou qui le repreſente cõme peut contraindre les Parageaux.

De l'alienatiõ faite par les coheritiers ou parageurs.

Aiſné ou qui le repreſente, ou chemier, peut pourſuiure ſeul en iugemẽt pour luy en ſes coheritiers les droits des fiefs.

Aiſné a la façõ & reception des hommages tant que les choſes ſont par indiuis

Source : BIU Cujas

Aiſné à la garde des Seels à cõtrats, gouuernement & adminiſtratiõ des lettres, titres & enſeignemens de la ſucceſſion indiuiſe: ſera les baillettes des Domaines & heritages de la ſucceſſion pour luy & ſes heritiers, ſans fraude.

†† Ces mots, Deſquels papiers, &c. iuſques à la fin, ſõt de nouuel adiouſtez.

** Aliàs, deſlormais.*

Aiſné quel droit a pour ſon droit d'Aiſneſſe.

Diuiſion quand eſt eſtimee ſuffiſante.

† Voyez pour ces deux Ar. 336 & 337. ce qui eſt note en l'Ar. 329 cy deſſus nombre 1.

Hommage ligé deu par qui eſt deu.

†† Ceſt Art. 338. reforme le Art. 313. ancien.

Iuueigneur comme peut purger les defaux obtenus contre luy.

† Ceſt Ar. 339 qui eſtoit le 314 a eſté ainſi eſclarcy.

Iuueigneur peut ſeoir au coſté de l'aiſné ou de ſon Iuge.

†† Ceſt Art. reforme l'Art. 319. ancien.

Iuueigneur eſtant en defaut de faire la foy à ſon aiſné & à ſon S. Lige, le S. Lige peut ſaiſir ſans eſtre empeſché par l'aiſné:

ſtratiõ des lettres, titres & enſeignemens cõcernãs les droits & domaine de ladite ſucceſſion, tãt qu'elle ſera par indiuis entre luy & ſes coheritiers & pareillemẽt la pourſuite & defenſe de tous & chacuns les proces, qui ſeront meuz & à mouuoir pour raiſon de la ſucceſſion, ſoit tant en demandant, qu'en defendant. Auſſi luy compete & appartient de faire les bailletes des domaines & heritages de la ſucceſſion pour luy & ſes coheritiers, ſans fraude commettre. Pour obuier à laquelle ſeront proclamees à l'Egliſe au plus offrant: & ordonner Seneſchaux, Baillifs, Procureurs & autres officiers requis & neceſſaires pour la iuriſdiction des terres & S. eſtans d'icelle ſucceſſion. Et l'aiſné a la garde des Seels à contrats, papiers & autres enſeignemens de la ſucceſſion, comme deſſus: deſquels †† papiers & autres enſeignemẽs fera faire inuentaire: enſemble des meubles. Ar. 110. Quand les freres puiſnez és ſucceſſiõs nobles ont requis à leur aiſné & coheritier principal auoir à part & diuis, leurs droits, parties & portions contingentes des ſucceſſions nobles à eux obuenues: & le frere aiſné les contredit, refuſe ou delaye, il ne peut auoir ou prendre deſormais * ſur ſes freres ou coheritiers puiſnez, les droits, prerogatiues, & preeminences deſſuſdits qu'il euſt eu ou pourroit auoir, ſi les choſes eſtoient cõmunes & par indiuis entr'eux: fors ſeulement auoir l'hoſtel principal tel qu'il voudroit choiſir en chacun pays ou gouuernemẽt, auec ſes precloſtures anciennes ou autres ſuſdites & vn Quint du reuenu pour ſon droict de primogeniture par preciput & aduantage. Car apres la ſommation faite par les puiſnez & refus de l'aiſné de faire partage, la ſucceſſion doit eſtre prinſe & reputee partie & diuiſee quant au preiudice de l'aiſné, qui a refuſé faire partage.

BRETAGNE Tit. 17. Art. 336. Tous † S. tenans par degré les vns des autres comme Iuueigneur d'aiſné doiuẽt l'hõmage lige au prochain S. ſuperieur de tous, & les iuueigneurs chacun à ſon aiſné proche, doiuent l'hommage: fors la ſœur: laquelle n'eſt tenue durant ſa vie faire aucun hommage de ce qui luy eſt baillé à tenir comme iuueigneur d'aiſné, ſ'il n'eſt conuenu au contraire: mais apres ſa mort l'aiſné peut requerir ſon hoir ou aiant cauſe d'elle, nonobſtãt longue tenue, de luy faire foy. Art. 337. Et ne ſont tenus les hoirs de la ſœur ou qui ont cauſe d'elle, faire la foy, iuſques à ce qu'ils en ayent eſté requis: ſi parauant ceux deſquels ils ont cauſe, n'auoient eſté en la foy de l'aiſné. Art. 338. Les †† droits de tenue en Parage ſont prerogatiues perſonnelles de ſang, que ſi l'aiſné appelle ſon iuueigneur en cauſe concernant le fief, il doit libeller ſa demande & articuler ce qu'il pretend: & luy donner aſſignation de temps competent à ce qu'il ſe puiſſe pourueoir de conſeil, pour y reſpondre. Et ſi le iuueigneur fait deux defaux, & auparauãt le iugemẽt du profit d'iceux, il ſe preſente & iure qu'il n'a rien fait par meſpris de ſon aiſné, il n'y peut eſtre pourſuiui, pour raiſon deſdits defaux, denegations, contredits & appellations qu'il auroit interiettees, en ſe departant dans le meſme iour: & n'en deuroit amende, ains ſeroit receu a fournir ſes defenſes. Art. 339. Le † iuueigneur tenant en parage ſe peut ſeoir en iugement au coſté de ſon S. aiſné ou de ſon Iuge. Art. 340. Si le iuueigneur allegue vers ſon aiſné la forme de ſa tenue: ſçauoir qu'il tient de luy comme Iuueigneur d'aiſné: l'aiſné eſt tenu de luy recognoiſtre: autrement le iuueigneur ne ſeroit tenu de luy obeir. Art. 344. Si †† le Iuueigneur eſt en defaut de faire la foy a ſon aiſné & a ſon S. lige, le S. lige peut ſaiſir le fief du Iuueigneur, & iouir des fruits, ſans pouuoir eſtre empeſché par l'aiſné: lequel ne peut exploiter pour ſes droits qu'apres le S. ligé. Ar. 345. Si les choſes du iuueigneur ſont tenues par le S. lige par defaut d'hommage, rachat ou bail, le iuueigneur, durãt que le S. lige les tient en ſa main, n'eſt tenu faire la foy à ſon aiſné, ſ'il ne veut. Et ne le peut l'aiſné pour celuy temps pourſuiure de defaut de foy.

XIV. MELVN Chap. 4. Art. 95. Si apres que la ſucceſſion directe eſt eſcheue à pluſieurs enfans, le fils aiſné meurt ſans hoirs procreez de ſon corps parauãt † partage, le frere plus aagé d'apres aura le droit i d'aiſneſſe, qu'auoit eu ledit defunct. Et ſi le ſecond frere decede auſſi ſans enfans parauãt ledit partage le tiers frere ſera ſubrogé audit droit d'aiſneſſe: mais ſi partage a eſté fait, ce qui ſera eſcheu audit fils aiſné, ſe partira entre ſes freres comme en ligne collaterale. Ar. 96. Aiſneſſe n'a lieu qu'en ligne directe comme de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle & autres aſcendans. Art. 98. Si vn noble ou non noble delaiſſe enfans de pluſieurs mariages, n'y aura qu'vne aiſneſſe en la ſucceſſion. Mais pour le regard des Douaires en fief de femmes, l'aiſné du mariage aura aiſneſſe audit douaire, k en †† renonçant a la ſucceſſion de ſondit pere.

MANTE Chap. 1. Ar. 4. Es autres heritages tenus en cenſiue & roture, le fils aiſné n'a aucun aduantage ſur les puiſnez: & ſe partagent tels heritages egalemẽt. Art 31. Si † le fils aiſné renonce à la ſucceſſion de pere, mere, ayeul, ayeule & ne ſe

i Le droict d'aiſneſſe eſt perſonnel, & recite Papon liure 21. des Arreſts Tit. 5. vn Arreſt du 9. iour de Septembre 1552. que l'aiſné ayant repudié, & ſes freres & ſeurs accepté la ſucceſſiõ, que l'aiſné deſdits freres ne peut pretendre aucun droict d'aiſneſſe. Ce qui s'entend quand l'aiſné a pris par donation quelques aduan-

Source : BIU Cujas

tages. Autrement ſe doit obſeruer & garder, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt prononcé en robbes rouges le 14. iour de Aouſt 1567 Ceſte queſtion a eſté par nous traictee & decidee cy deſſus. Voyez les Art. 26. & 27. de Paris, & Mante Art. 31. Du Moulin in §. x. Conſ. Pariſ. num. 29.

k Voyez le 250. Art. de Paris, qui monſtre qu'en Douaire le droict d'Aiſneſſe n'a lieu. Papon au liure & titre cy deſſus alleguez cotte diuers Arreſts ſur ceſte matiere, Arreſt 4. & 5. & liure 21. Tit. 1. Arreſt 18. Charondas liure 3. Reſp. 54. Mais la Couſtume de Paris & pluſieurs autres ſont conformes à l'Arreſt du premier iour de Feurier. 1492. par ce qu'ils y viennent beneficio conſuetudinis aut contractus, non autem ſucceſſionis.

Et en ce cas n'eſt tenu faire la foy à ſon aiſné, s'il ne veut.

Droict d'aiſneſſe.

† *Ces mots*, par auant partage, *& ces mots auſſi*, ſi partage a eſté faict, *ont eſté adiouſtez pour interpretation de l'Art. 40. de l'ancienne Couſtume. Droict d'Aiſneſſe en ligne directe ſeulement. Vne Aiſneſſe en la ſucceſſion du noble ou non noble ayans enfans de pluſieurs mariages.* †† *Ces mots*, En renonçant, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Droict d'Aiſneſſe n'a lieu en choſes roturieres.

† *Les Art. 21. & 142. ſont de nouuel introduits.*

veut porter heritier, le puiſné tient lieu de l'aiſné: pourueu toutesfois qu'à iceluy aiſné, le pere ou mere, ayeul ou ayeule n'ait rien donné par donation entre vifs, teſtament ou autrement. Auquel cas ledit puiſné ne tient lieu de l'aiſné: mais ſera la ſucceſſion partie entre les puiſnez egalement. Chap. 12. Art. 142. En Douaire n'y a droict d'aiſneſſe.

CLERMONT Tit. 8. Art. 92. En fiefs nobles ſi deux gens mariez, ont enſemble filles, apres la femme meurt, & depuis le mari prend autre femme, & en a fils & filles, le fils du ſecõd mariage aura les deux parts & le chef lieu de l'vn deſdits fiefs appartenant au mari, à l'encontre des filles du premier mariage, & de ſes autres freres & ſœurs, qui n'auront que la iii. partie deſdits fiefs.

ORLEANS Tit. 1. Art. 93. En vne rente fonciere deue & conſtituee par bail à rente d'heritage Feodal, où y a maiſon & manoir ou maſure & apparence de manoir, & vol de chappon à l'entour ſeulement: le fils aiſné pourra, ſi bon luy ſemble prendre ladite rente pour & au lieu du manoir. Art. 94. Toutesfois ſi rente fonciere eſtoit deue & conſtituee par bail à rente fait d'aucuns heritages feodaux, eſtans en diuerſes pieces: le fils aiſné, ſ'il y a manoir ou apparence de manoir, prendra en ladite rente, au lieu de manoir ce que pourra valoir iceluy manoir & vol de chappon, à le priſer & eſtimer contre, eu eſgard à la valeur des autres terres redeuables de ladite rente: & le ſurplus ſe partira, comme heritage feodal.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 115. Si apres la ſaiſie ou adiudication d'vne aiſnée eſſe faite au S. l'aiſné eſt negligent d'obtenir main-leuee, les puiſnez ſont receus à la demander. Et en ce cas il eſt à l'option du S. de la leur bailler chacun pour leur part, retenant par deuers luy la part de l'aiſné, ou bien la leur laiſſer en baillant par eux declaration entiere de toute l'aiſnéeſſe & payant les arrerages des rentes, qui en ſont deues.

NIVERNOIS Chap. 35. Art. 1. Droict d'aiſneſſe a lieu entre gens nobles, viuans noblement en ligne directe ſeulement & quand la cheuance du defunct vaut cent liures de rente par commune eſtimation: & non autrement.

CHASTEAVNEVF Chap. 1. Art. 7. Es * heritages tenus en cenſif n'y a aucun aduantage ny prerogatiue d'aiſneſſe: mais y ſuccedent les freres & ſœurs egalement & par teſte: & auſſi font ils és meubles & ce tant entre nobles, que roturiers.

CHARTRES Chap. 1. Art. 7. En heritages &c. p. *à Chaſteauneuf*, iuſques à ces mots, *par teſte*, inclus.

DREVX Chap. 1. Art. 5. Es &c. p. *à Chartres*.

CHABRIS Chap. 4. Art. 13. En ſucceſſion d'homme ou de femme nobles, ſe il n'y a que choſes roturieres, elles ſe departent par teſte: & n'y a aucun droit d'aiſneſſe en ſucceſſion de pere & de mere.

ANGOVMOIS Chap. 7. Art. 93. Le pere ou autre aſcendant ne peut l oſter & tollir à ſon fils aiſné ou fille aiſnee, partant qu'il n'y a hoir maſle ou qui le repreſente, leur droict d'aiſneſſe, qui eſt droict de primogeniture, ſoit par teſtament ou autre contract lucratif, quel qu'il ſoit.

BAYONNE Tit. 12. Art. 35. Par le Lar deu pour raiſon du droict d'aiſneſſe, eſt entendue par la Couſtume la maiſon principale prouenue de l'ayeul de degré en degré: c'eſt à ſçauoir que le pere du neueu en droite ligne ait ſuruefcu a ſon pere & ayeul dudit neueu & tenu par ſucceſſion la maiſon prouenue dudit ayeul. Art. 36. Et quant il eſt dit en la couſtume de pluſieurs Lars principaux, ſ'entend de pluſieurs maiſons nõmees de diuers noms prouenues de l'ayeul en la façon que deſſus ou de plus haut branchage en droite ligne.

GOELLO Art. 699. En aucuns endroits du territoire de Goëllo, y a vſement que l'aiſné des gẽs roturiers doit auoir la iii. partie de l'heritage de ſes pere & mere, dauantagee ſes autres coheritiers & outre election de lotie & portion pour ſon droict d'aiſneſſe.

Droict d'aiſneſſe eſt transfere au puiſné, quand le fils aiſné renonce à la ſucceſſion de pere, mere, &c. pourueu qu'à l'aiſné n'ait eſté aucune choſe dõnee.

Fils aiſné du ſecond mariage a les deux parts & le chef lieu des fiefs du mari contre les filles du premier mariage, freres & ſœurs.

Aiſné quand peut prendre vne rente fonciere au lieu du manoir.

Puiſnez ſont receuz à demander main-leuee, quãd l'aiſné eſt negligent de ce faire & a le S. le chois.

Droict d'aiſneſſe a lieu entre nobles.

†† *Ceſt Art. 7. eſt accordé pour Couſtume en la dite Baronnie, Chaſtellenie, terres Seigneuries, enclaues, fins & mettes d'icelle.*

Droict d'aiſneſſe ne ſe peut oſter par Teſtament ou autre contract lucratif.

Lar ou maiſon principale.

Droict d'Aiſneſſe entre roturiers & a la 3. partie outre l'election de lotie & portion pour ſon droit d'aiſneſſe.

l Ce droict d'aiſneſſe eſt vn droit de nature, ne plus ne moins que le droict de legitime, que le pere ne peut oſter ou diminuer au preiudice de ſes enfãs, pour les frauder d'icelle: & qui leur appartient par raiſon & equité naturelle. Le pere ne peut ſemblablement faire aucunes cõuentions en fraude du droict d'aiſneſſe, attendu que c'eſt vn droict de nature & vne commune loy de la France tellemẽt qu'il ne peut preiudicier audit droit par aucune peine ou condition d'exheredation, meſmes quand il dõneroit ou legueroit ſes terres feodales aux pauures ou autres perſonnes pitoyables. Ceſte queſtion eſt amplement traictee par Du Moulin ſur l'Art. 8. de Paris in verbo. *pour ſõ droict* quæſt. 3. num. 7. & ſequent. vſque ad num. 16. Charondas liure 1. des Reſp. cha. 22.

Source : BIU Cujas

TITRE II. DE CENSIVES ET Droicts Seigneuriaux.

Art. 73. PARIS.

Seigneur foncier ou Censier peut poursuiure le nouuel acquesteur detenteur, afin d'exhiber ses lettres d'acquisition.

Il est loisible à vn S. foncier a ou Censier de poursuiure l'acquesteur nouuel detenteur d'aucun heritage estant en sa Censiue ou Seigneurie fonciere, à fin d'apporter b & exhiber les lettres d'acquisition d'iceluy heritage, s'aucunes en y a, pour estre payé des droicts de ventes, saisines & amendes.

a Le Seigneur foncier est distingué du Seigneur Censier, & la Iustice fonciere de la Iustice & seigneurie appartenant au seig. Censier. Le seigneur Censier, qui est le vray seig direct, a principalement le droict octroyé par la Coustume neant moins plusieurs font des Baux d'heritages roturiers, à la charge de certaine rente & redeuance fonciere & perpetuelle, auec droicts de lods & ventes, saisines & amendes. Et s'il y a en ce cas different entre plusieurs, Ioannes Fab. estime celuy deuoir estre preferé, qui est fondé en Cens plus ancien in l. cum dubitabatur. C. de iure emphy. & au §. adeo Inst. de locat & le Chap. constitutus De relig. dom par lequel est declaré Censum primo constitutum præcipuũ esse, adeò vt alius huius præiudicio imponi non possit. Ainsi a esté iugé par Arrest du Parlement de Paris du 23. iour de Iuin 1584. en proces par escrit, au profit de Pierre de S. Pol Escuyer sieur de la Guillange, & Barthelemy Vallette intimez contre les Prestres de l'Eglise de S. Bonnel le Chastellet en Forests: par lequel Arrest fut confirmee la Sentence du Bailly de Forests, qui auoit declaré chacune desdites parties auoir droict de prendre & leuer le Cens contenu en son Terrier: & neant-moins les lods & ventes & autres droits commissoires & seigneur. audit de S. Pol comme anterieur en date & recognoissance priuatiuement desdits Prestres posterieurs, & sans preiudice de leurs Terrages & Cens encourus, qui leur furent adiugez & sans despens, & fut l'appellation au neant sans amende, & ordonné que ce dont estoit appellé son effect, & les appellans condamnez és despens de la cause d'appel. Cest Arrest est recité par Papon liure 13. Tit. 2. Arrest 9. & Charondas liure vii. des Respons. en cotte vn pareil du 23. Iuillet 1584. S'il n'y a faute en la date, & lequel auons recité cy dessus Tit. 1. des Fiefs. Au reste le seigneur Censier, est aussi seigneur foncier: mais tout seigneur foncier, n'a pas droict de Censiue, dont auons parlé cy dessus partie 1. Tit. 3. Et cest Art. 73. comme plusieurs autres Coustumes se doit entendre aussi de l'acquereur d'autres choses, par

CONFERENCE.

† *Cest Art. 110. a esté adiousté comme ancien, & aiant esté omis en l'ancien Coustumier.*

MELVN Chap. 6. Art. 110. Le † S. Censuel peut contraindre l'acquereur & nouuel detenteur de l'heritage tenu en Censiue, de luy exhiber & communiquer les lettres d'acquisition d'iceluy heritage pour estre payé des droicts de lots & ventes, incontinent la quinzaine passee apres l'acquisition: & en defaut de faire ladicte exhibition peut le seigneur Censuel faire saisir ledict heritage.

Saisie Censuelle a faute d'exhibition de lettres, apres la quinzaine passee du iour de l'acquisition.

SENS Tit. 20. Art. 235. Celuy qui de nouuel acquiert en la Censiue d'vn Seigneur Censier à quelque titre que ce soit, est tenu monstrer au Seig. ses lettres d'acquisition, s'aucunes ont esté passees, ou l'informer de la forme du titre & maniere de l'acquisition, quand il sera requis par ledit S. Censier.

AVXERRE Tit. 3. Art. 91. p *à Sens* achete heritage en la Censiue d'vn Seig. Cẽsier, est tenu de monstrer, &c. lettres, s'aucunes, &c. du titre & maniere de l'acquisition, &c. par le S. dedans les xl iours. Et ce fait ne sera plus tenu luy exhiber ses lettres d'acquisition, luy ayant payé les lots & ventes.

ESTAMPES Chap. 2. Art. 45. p. *à Melun.* Censier peut, &c. heritage, si aucuns en y a pour, &c. des droicts des ventes incontinent la huictaine passee, &c. *iusques a ce mot*, acquisition, *inclus.*

DOVRDAN Tit. 2. Art. 43. Vn S. Censier peut poursuiuir le nouuel detenteur d'aucun heritage estant en Censiue, à fin d'apporter & exhibeer ses lettres d'acquisition, s'aucunes y a, pour estre payé des droicts de ventes saisines & emendes, s'ils y escheent.

MONT-FORT Chap. 2. Art. 48. p. *à Paris.* foncier & Censier de poursuiuir l'acquereur & nouuel, &c. ou seigneurie afin, &c. amendes, s'ils y escheent.

†† *Cest Art. 45. est adiouste comme ancien, & omis en l'ancie Coustumier.*

MANTE Chap. 2. Art. 45. †† p. *à Mont-fort.* ou Censuel, &c. & seigneurie, &c.

† *Cest Art. 160. est de nouuel introduit.*

REIMS Tit. 4. Art. 160. Et † pour obuier à telle fraude, il est, &c. p. *à Paris.* au S. Censuel, &c. l'acquereur, &c. en sa Censiue, encores qu'il ne se soit faict vestir desdits heritages, à fin, &c. pour estre payé des droicts de ventes, vestures & amendes, s'ils y escheent.

MONTARGIS Chap. 2. Art. 31. L'acquesteur d'heritage soit feodal ou Censuel par achat, prise à rente ou eschange, ou le vendeur s'il doit les profits, est tenu en faisant la foy ou depriant, du moins payant, monstrer & exhiber à son seig. feod. ou Censier le contract de nouuelle inuestiture ou acquest pour cognoistre & liquider lesdits profits.

ORLEANS Tit. 2. Art. 108. *A la fin.* Et est tenu le preneur ou acheteur, de monstrer & exhiber les lettres de la prinse ou achat au seig. Censier, s'il en est requis: payer ou deprier les droicts de ventes dedans le temps dessus declaré: à peine de lx. sols tourn. d'amende, par faute de payer ou deprier lesdictes ventes.

† *Cardinal pour le tiers Estat de la Motte Diuersay, nous a dict & remõstré qu'au destroit & iurisdictiõ de ladite Chastellenie de la Mot-*

GRAND PERCHE Tit. 3. Art. 81. L'acquereur † d'heritage tenu

Source : BIU Cujas

l'alienation desquelles droicts & profits seigneuriaux sont deuz au Seigneur direct, comme Du Moulin escrit sur le 51. Art. Gloſſe 3. nombr. 17.

b La Loy Cogi poſſeſſorem. C. de pet. hered. n'a point de lieu en ceſte matiere. Dec. conſ. 61 Volum. 1. Bald. in l. 2. C. quoni. & quando iudex. Le Seigneur qui a pourſuiui l'acquereur à fin d'exhiber ſes lettres d'acquiſition, pour eſtre payé de ſes droicts de lods & ventes, ſaiſines & amendes, ne peut plus vſer de Retenue feodale ou Cenſuelle, d'autant que par telles concluſions il a choiſi l'vn des droicts, qui luy appartiennent alternatiuement, ainſi qu'il a eſté monſtré ſur le 21. Art de Paris. Le nouuel acquereur eſt bien tenu d'exhiber les anciens titres de ſes autheurs, au S. Cenſier: s'il veut faire vn papier Terrier, ou bien ſe purger par ſerment qu'il n'en a aucuns. Toutesfois il ne peut eſtre contrainct, ſi c'eſt pour eſtre payé des lods & ventes, ſaiſines & amendes des acquiſitions faictes par ſes predeceſſeurs: tant par ce que la Couſtume ne l'y aſtraint: que telle exhibition ne pourroit ſeruir contre le nouuel acquereur. Car tels droicts ſe pourſuiuent ſeulement par action, ainſi que porte le 80. Art. de Paris, & n'attribuent ſaiſie ſur le fonds, ſont tenus & repuez perſonnels, & par conſequent ne peuuent eſtre demandez au nouuel acquereur: comme Du Moulin, & pluſieurs autres eſcriuent: mais ils eſtiment qu'il y peut eſtre contraint hypothecairement, en luy cedant par le Seigneur ſes actions. Ce qui n'a lieu qu'és choſes feodales, & non és rotures: & la Couſtume de Paris ne donne qu'vne action contre le nouuel acquereur. Et partant ſe doit le S. addreſſer par action contre ceux qui les doiuent, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt donné au mois d'Auril, 1547. pour vn nommé Bertuyer. Toutesfois ſi le nouuel acquereur s'eſt obligé par le meſme contract d'acquiſition à les payer, il eſt ſans doute que le ſeigneur ſeroit bien receuable à les luy demander. L'exhibition n'a point de lieu quant c'eſt partage ou diuiſion faicte entre coheritiers ſans fraude. Diuiſio enim non eſt alienatio, comme il a eſté dit en l'Addition du Titre. 1. de fiefs Elle n'a auſſi lieu quand le Cenſier a poſſedé plus de trente ans, ſi ce n'eſt pour faire vn papier terrier: ainſi que Du Moulin eſcrit ſur ceſt Art. 51. Gloſſ. 3. nombre 11. 12. & 18. Et au nombres 13. 14. 15. & 16. il demande, ſi le nouuel acquereur a pluſieurs titres d'acquiſition, auſſi anciens & principaux les vns que les autres, l. 3 §. ex plurimis. D. de adq poſſ. & tient qu'il eſt tenu les exhiber tous, s'il ne ſe reſtraint à vn ſeul, en renonçant à l'effect des autres, & neant moins ſe doit purger par ſerment de la verité des contracts. Ainſi a eſté iugé au rapport de M. des Dormans par Arreſt ſolēnel, apres en auoir cōmuniqué à toutes les Chābres, le 23. iour de Iuin 1542. contre les habitans du Village de Briſeau en Vermandois: par lequel ils furent condamnez à exhiber tous leurs titres & lettres concernans les droicts qu'ils auoient és terres ſuiettes au droict de Cenſiue, enſemble les recognoiſſances anciennes, afin de corriger ſi beſoin eſtoit, les nouuelles, & pour faire le papier Terrier: & à ceſte fin ſeroient tenus ſe purger par ſerment. Voyez Papon liure xiii. Tit. 2 Arreſt 3. Au reſte a eſté donné Arreſt ſur le 51. Art. de l'ancienne Couſtume, le 14. iour d'Aouſt, 1550. par lequel la Sentence du Preuoſt de Paris ou ſon Lieutenant fut confirmee: en ce que par iceluy iugement la ſaiſie faicte ſur quelques heritages fut declaree bonne & vallable, à faute d'auoir exhibé par le proprietaire, & detenteur les titres, & baillé declaration deſdits heritages par le menu, portant la ſomme de la Cenſiue, & le iour du payement d'icelle. Voyez les Ordonnances du Roy François 1. 1519. Art 180. & 181. & de Henry 2. 1549. Art. 2. & de Henry 3. 1579. Art. 180 miſes au iiii. liure de la Conference des Ordonnances Tit 5 par leſquelles ſont faictes defenſes à tous Notaires de receuoir aucuns contracts d'heritages, ſoit de vendition, eſchange, donation ou autres, ſans eſtre declaré par les contrahans en quel fief ou Cenſiue ſont aſſiſes les choſes cedees & tranſportees. Nous en auōs parlé cy deſſus partie premiere de ceſte Conference Titre des Notaires.

te Diuerſay, y a Couſtume ſpeciale, par laquelle l'aquereur de l'heritage tenu à Cēs, n'eſt tenu faire exhibition de ſes let tres d'acquiſition, ſi premierement il n'en eſt requis par le S. Cenſuel: tellement qu'il n'encourt l'amende par faute d'auoir ce faict dedans xl. iours, ou autre temps que ce ſoit. Proteſtant qu'en voudriōs arreſter ledict Art. 81. pour Couſtume, que ce ſoit, ſans preiudice de ladite Couſtume ſpeciale. Deſquelles remonſtrances & proteſtations leur auōs donné acte: & nonobſtant icelles, arreſté ledit Art. pour Couſtume generale: & ſauf de pouuoir faire rapporter cy apres & pendant noſtre ſeance, ladicte Couſtume & autres qu'il pretend eſtre locales en ladite Chaſtellenie, ainſi qu'il appartient, & en la maniere en tel cas accouſtumee.

à Cens, doit dedans xl. iours exhiber ſes lettres d'acquiſition au S. dont ledit heritage eſt tenu. Et à faute de ce faire, doit vii. ſols vi. den. t. d'amende. Et neantmoins peut ledit S. contraindre ledit acquereur de luy exhiber leſdictes lettres, pour ce faire payer droicts à luy deuz.

BERRY Tit. 6. Art. 20. Vn †† nouuel acquereur des choſes tenus à Cens, eſt tenu d'exhiber & monſtrer au S. Cenſuel l'inſtrument de l'acquiſition dedans xl. iours apres l'acquiſition.

BOVRBONNOIS Chap. 28. Art. 393. Vn S. de rente fonciere ou Cenſiue peut pourſuiure l'acquereur & nouuel detenteur d'aucun heritage eſtant de ſa Cenſiue & rente fonciere, pour luy exhiber & faire oſtenſion des lettres d'acquiſition par luy faicte dudit heritage, pour auoir les droicts Seigneuriaux du Cens ou rente fonciere.

†† *Ceſt Art. 20. eſt nouuelle Couſtume pour le temps y mentionné, les premier & ſecond Eſtat ont requis que peine fut appoſee à faute d'exhiber & monſtrer dedās ledit temps, & que iuſques à ce qu'il ait eſté monſtré & exhibé au Seign. ledit temps ne court. Ordonnons que ſans preiudice de ladite requeſte, ledit Art. demourera redigé & publié, leur reſeruant d'y faire droict par nous ou à noſtre rapport par la Court.*

Art. 74. PARIS.

Vn S. Cenſier [c] peut proceder [d] ou faire proceder par voye [e] d'arreſt ou brandon, ſur les fruicts [f] pendans en l'heritage à luy redeuable d'aucun Cens ou fonds de terre, pour les arrerages qui luy ſont deuz.

c La Couſtume entend que le Seigneur Cenſier peut par les Officiers de ſa Iuſtice fonciere, proceder par voye d'Arreſt ou brandon. Et le Seigneur foncier qui n'a telle Iuſtice ne peut vſer de telle ſaiſie ou Arreſt. Toute fois le contraire ſe garde par l'Ordonnance du Roy Charles 9. 1563. par laquelle tous deniers

Art. 75. PARIS.

Si † le proprietaire ſaiſi s'oppoſe à la ſaiſie, il doit auoir main-leuee par prouiſion, en [g] conſignant trois annees du Cens.

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 25. Art. 194. Les S. Cenſiers peuuent faire ſaiſir les heri-

† *Ceſt Art. 75. eſt nouuel ſans preiudice du paſſé.*

deuz pour Cenſiues & rentes foncieres & autres redeuances de bail d'heritage per pe-

tuel, ſont executables par ſaiſies des heritages terres & poſſeſſions ſuiettes auſdits deuoirs, & n'auront main-leuee les poſſeſſeurs, ſinon en conſignant és mains du ſaiſiſſant trois annees d'arrerages des redeuances & droicts, pour leſquels la ſaiſie aura eſté faicte, ou en faiſant deuement & promptement apparoir auoir payé leſdits Cens & rentes. Et deroge ladite Ordonnance à toutes Couſtumes.

d Aucuns ont eſtimé que le Seigneur Cenſier pouuoit de luy meſme & de ſon auctorité priuee par ſes ſeruiteurs ſans Commiſſion & mandement de Iuge, ne moyen ou exploict de ſergent, faire ſaiſir & arreſter ce qui ne ſe garde en France: mais faut que le Seig. Cenſier face proceder par le moyen de ſa Iuſtice fonciere & ſergent qu'il a en icelle, ou par Commiſſion du Iuge ainſi que quelques Couſtumes le portent. Meaux. Art. 194. Melun. 108. Chaumõt. Art. 60. Amiẽs Art. 214 Boullenois. Art. 53. & Bolongne. Art. 10. Montargis. Chap. 2. Art. 2. Orleans. Art. 103. Blois. Art. 112. Dunois. Art. 35. Sainct Aignan. Art 8. Bayonne. Tit. 8. Art. 1. Autres Couſtumes ſe peuuent entendre ſans miniſtere de Iuſtice, comme Mante. Art 48. ce qui eſt traicté par Du Moulin ſur ceſt Art. 52. ancien, nombres 71. 77. & 78.

e Du Moulin interprete ce mot, Arreſt, & dit qu'il ſignifie empeſchement. La ſignification duquel mot eſt fort differente du mot Arreſt, qui ſignifie ſentence ſouueraine, decret ou ordonnance ἄρρετον, Senatuſconſultum & Decretum Senatus, & ſe doit eſcrire par vn r ſimple, Areſt, comme Budee Seyſſel & pluſieurs autres ont eſcrit. Ce mot donc ſignifie la ſaiſie de fruicts qui ſe faict par le Seigneur Cenſuel ou par ſa Iuſtice fonciere ou ſuperieure. Aucuns tiennent que l'Arreſt ſe faict par l'exploict du ſergent, qui en faict la ſignification & eſtablit Commiſſaire. Mais le Brandon eſt quand on a arreſté les fruicts pendans par les racines, en ſigne dequoy on picque dans la terre vn baſton garny de paille ou autre choſe: comme auſſi la Croix eſt vn ſigne & marque de Ban & ſaiſie.

f L. fructus pendentes. D. de rei vind. l. fin. §. fructus D. Quæ in fr. cred. l. 22. C. de rei vind. l. ſi pendentes D. De vſufr. & l. in prædiis D. In quib. cauſ pign. vel hypoth.

g Ceſt Art. 75. eſt tiré de l'Ordonnance 1563. cy deſſus recitee, & ne faut entendre que le Seigneur ne puiſſe ſaiſir que pour trois dernieres annees. Car le Seigneur peut ſaiſir pour vingt-neuf annees, ſi tant d'arrerages luy ſont deuz: qui ne ſe preſcriuent que par trente ans, ainſi qu'il a eſté dit cy deſſus Art. 12. & cy deſſous en l'Art. 124. Tit. 6. le proprietaire de l'heritage ſaiſi ſe peut oppoſer à la ſaiſie: auquel cas il aura main-leuee, en conſignant trois annees du Cens: & ſ'il ne ſ'oppoſe, la ſaiſie tiendra pour les vingt-neuf annees, pour leſquelles elle eſt faicte. Si le proprietaire monſtre auoir payé les trois dernieres annees conſecutiues, il doit obtenir non ſeulement par prouiſion, ains auſſi diffinitiuement, main-leuee comme eſtant quitte & deſchargé ſuiuant la diſpoſition de la Loy. 3. C. de apoch. public. ſ'il n'y a proteſtation ou clauſe, *Sans preiudice des* arrerages precedans, ainſi que pluſieurs ont eſtimé in l. ſi certis annis C. de pactis l. 2. C. de iure emphyt. d. l. 3. C. de apoch pub. l. Neſennius verſic. Quid enim D. de neg geſt. Il a eſté iugé par Arreſt des 26. Feurier & 28. iour de Iuillet, 1577. contre vn Seigneur rentier ou Cenſier ayant faict ſaiſir pour les arrerages par luy pretendus, fors & excepté ceux des trois annees dernieres, qui luy auoient eſté payez par l'acquereur des terres, & fut declaré non receuable, & dit mal ſaiſi, bien oppoſé, & le Seigneur ſaiſiſſant condamné és deſpens dommages & intereſts de ladite ſaiſie conformement à ladite Loy. 3. C. de apoch. pub. & tout ce qui eſt traicté ſur ladite Loy par les Docteurs. Maſuer in Praxi Tit. de Solut. num. 11. Et ainſi auparauant les Religieuſes du Moncel furent deboutees par Arreſt de l'an 1539. Pareil Arreſt du 3. iour de Feurier, 1585. contre l'Abbé de ſainct Vincent pour vn fermier plaidant Robert, par lequel il ſe cognoiſt que Quictances en nombre de trois, preſuppoſe les precedentes annees: s'il n'y a ſans preiudice. Les Couſtumes de Poictou Art. 63. Bourbonnois. Art. 419. La Marche. Art. 176. & Auuergne, Chap. 17. Art. 18. ſont conformes à ce qui a eſté cy deſſus par nous dict.

---

tages mouuans d'eux en Cenſiue, par vertu de leur Commiſſion, s'ils ſont Hauts Iuſticiers, ou bas & moyens, ſinon par la Commiſſion du Haut Iuſticier ou Seig. Chaſtelain, & les tenir ſaiſis iuſques à cõſignation de deux annees de leurs droicts Cenſuels demandez & deniez: Et ſi ne ſont tenus les Seig. Cenſiers de ſaiſir les acheteurs des heritages mouuans d'eux, iuſques à ce qu'ils ayent eſté payez de leurs droicts. h

Seig. Cenſier quand peut vſer de ſaiſie.

Oppoſant doit conſigner deux ou trois annees du Cens pour auoir main-leuee.

MELVN Chap. 6. Art. 108. Le S. Cenſuel peut en vertu de la Cõmiſſion de ſon Iuge, s'il a Haute ou Moyenne Iuſtice, ou par commiſſion du Iuge Royal ou autre ayant la Haute Iuſtice & non autrement, faire arreſter l'heritage tenu de luy à Cenſiue & fruicts, ſi bon luy ſemble, pour vne annee d'arrerages ſeulemẽt precedente la ſaiſie: & quant aux annees precedentes, les doit pourſuir par actiõ. Art. 109. Si †† le proprietaire, detenteur ou poſſeſſeur de l'heritage ſaiſi pour ſa Cenſiue, s'oppoſe, main-leuee luy ſera faicte de la choſe ſaiſie, ſans preiudice de ſon oppoſition, en conſignant par luy en la main du S. ou à ſon refus, en Iuſtice, vne annee i ſeulement de ladite Cenſiue.

†† *Ceſt Art. 109. a eſté adiouſté comme ancien & omis en l'ancien cayer.*

SENS Tit. 20. Art. 225. Le S. Cenſier, ou † ayant droict de Cens, pour ſa Cenſiue ou Couſtume, & pour les arrerages qui luy en ſont deuz, peut faire brandonner les heritages ruraux & les fruicts eſtans en iceux: & arreſter le louage des maiſons chargees de ladite Cenſiue ou Couſtume. Et en cas d'oppoſition la main du S. Cenſuel demeurera garnie, pour la derniere annee ſeulement, & pour l'amende d'icelle. Art. 241. Le †† S. du Cens peut faire ſaiſir par faute de Cens non payez. Toutesfois celuy, ſur lequel ſera faicte la ſaiſie, aura main-leuee, en conſignant és mains du S. Cenſier, la derniere annee de la Cenſiue pretendue & l'amende de ladicte annee, qui eſt de v. ſols t.

† *Ces mots, ou ayant droit de Cens, ont eſté adiouſtez: & ſont oſtez ces mots de l'ãcien Art. 219.*

AVXERRE Tit. 1. Art. 20. *A la fin.* Et † outre peut contraindre le detenteur des heritages Cenſuels à luy payer trois annees d'arrerages dudit Cens ſeulement, quelque laps de tẽps qu'on ait laiſſé à payer ledit Cens. Art. 22. Peut ††

h Non ſeulement de deux dernieres annees, comme porte la Couſtume, ou de trois ſelon l'Ordonnance, mais de toutes les precedentes iuſques à trente ans, ainſi que Du Moulin eſcrit, & l'auons monſtré cy deſſus.

i Auiourd'huy il faut ſuiuant ladicte Ordonnance conſigner trois annees, ſi le proprietaire ou detenteur veut auoir main-leuee, attendu qu'elle deroge à toutes Couſtumes, Vz & Stil, ainſi a eſté meſmes iugé par Arreſt du Parlemẽt l'an 1576. contre la diſpoſition de la Couſtume de Bourbonnois. Il faut

Gibier de maiſons & edifice faire deſpendre l'huis.

Source : BIU Cujas

ainsi interpreter plusieurs autres Coustumes conformement à ce que nous auons dit cy dessus.

pour la Ville de Sens, Pescheur pour les Celestins dudict Sens, Minager pour les habitans de Tonnerre: Humbelot pour les habitans de Mussy l'Euesque: & Dissier pour les habitans de S. Iust, Clesles, Baigneux, & Laignes, ont dit que plusieurs heritages situez & assis audedans dudit Bailliage ne sont chargez d'aucun droict de Cens: autres qui sont redeuables de Cens, & neant-moins n'emportent lods ne ventes: & autres qui doiuent lods & non ventes, n'amendes: autres qui doiuent lods, qui ne sont à la raison de xx. den. pour liure: mais moindre. Denié par le Procureur du Roy pour le regard des heritages assis en la Iustice & Censiue du Roy: Surquoy fut ordonné que ledit Art tiendroit: & sur les libertez & franchises pretendues par les dessusdits, deniees tant par le Procureur du Roy, qu'autres Seigneurs presens, lesdites parties sont renuoyees en la Cour au tour du lendemain de Quasimodo.

†† *Ce 241. Art. est mis au lieu du 236. ancien, qui a esté rayé.*

† *Cest Art. 20. est mis au lieu du 19. Art. ancien.*

†† *Ce 22. Art. est mis au lieu des 23. & 117. Art. anciens.*

aussi le S. Censier par faute de Cens non payé, empescher pour les arrerages des trois dernieres annees, la debleure & fruicts, pendant és heritages chargez de Cens, & arrester les reuenus & louages des maisons. Et en cas d'opposition, demourera la main-garnie pour la derniere annee seulement. Et au regard de l'amende par faute d'auoir payé le Cens, elle gist en action, comme le surplus des arrerages pour deux annees seulement.

ESTAMPES Chap. 2. Art. 53. Le S. Censier pour les arrerages du Cens à luy deuz & amende à luy acquise par defaut de payement du Cens, peut faire proceder par voye d'arrest & saisie, sur l'heritage à luy redeuable dudit Cens.

DOVRDAN Tit. 2. Art. 44. Le S. Censier peut proceder par voye d'arrest ou brandon, sur les fruicts pendans en l'heritage à luy redeuable d'aucun Cens, pour trois annees d'arrerages d'iceluy Cens seulement. Et en consignant les trois annees d'arrerages, doit auoir main-leuee: sauf au S. son action pour raison des arrerages du Cens, qui luy seroient deuz à cause d'autres annees precedentes & pour les frais de ladite saisie.

MONT-FORT Chap. 2. Art. 49. p. *a Paris.* Art. 74. & 75. peut proceder par voye, &c. pendans par les racines de l'heritage, qui luy est redeuable, &c. deuz: & en consignant par celuy qui aura esté saisi trois annees dudit Cēs, il doit auoir main-leuee: pour le surplus demeurans en action.

MANTE Chap. 2 Art. 47. † p. *a Mont-fort.* Censuel, &c. l'heritage à luy redeuable, &c. les trois dernieres, &c. aura main-leuee: les parties demourans en procés, pour le surplus, pardeuant le Iuge, où est assis ledict fief: sans ce que le detenteur puisse decliner. Art. 48. Le †† S. Censuel est reputé auoir Iustice fonciere: tellement qu'à faute de Cens non payez, il peut saisir & mettre en sa main, sans ministere de Iustice les heritages tenus de luy à Censiue: mais en cas d'opposition, où il n'auroit autre Iustice, les parties se doiuent pouruoir pardeuant le Iuge ordinaire.

CLERMONT Tit. 9. Art. 112. Il † loist à vn S. de fief faire saisir & mettre en sa main tous les heritages tenus & mouuans de luy a faute de Cens non payez: & la saisie soustenir pour les trois dernieres annees: mais en cas de debat, l'arrest ne tient que pour la derniere annee: & sera baillee main-leuee en baillant caution de deux annees, & en consignant la deniere.

VALLOIS Tit. 4. Art. 56. Quand †† aucun S. Censuel faict proceder par voye d'arrest sur les heritages & fruicts pendans, estans és termes de sa Haute Iustice, pour monstrer & enseigner à quels titres les heritages sont possedez, ou pour estre payé des droicts Seigneuriaux Censuels, & pour vne annee d'arrerages en ce cas l'arrest vaut & tient: & n'aura point l'opposant main-leuee desdits heritages iusques à ce qu'il aura monstré à quel titre il possede iceux, sinon en baillant caution de la Censiue de la derniere annee.

CHAVMONT Tit. 3. Art. 60. Le † S. Censier pour ses lots, ventes, saisines & amendes, à luy deuës à cause de vendition d'heritages estans en sa Censiue, peut par la Iustice saisir les heritages Censuels, & par telle saisie contraindre le detenteur, à payer les lots & ventes, saisines & amendes.

LAON Tit. 14. Art. 136. Peut le S. foncier & direct proceder par arrest ou brandon sur les fruicts, &c. p. *a Paris.* Art. 74. arrerages d'iceux qui en sont deuz. Toutesfois ne tiendra la saisie que pour la derniere annee k

CHALONS Tit. 15. Art. 126. Quand le S. fait saisir les heritages de son suiet pour Cens non payez, & le suiet s'oppose, est tenu de nantir & consigner le Cens pour la derniere annee seulement: & en ce faisant doit auoir main-leuee

† *L'Art. 47 est nouueau en ce qu'il est permis absolument au S. Censuel de proceder par voye d'Arrest ou brandon: où anciennement il estoit requis qu'il obtint cōmission: Ce qui a esté en ce regard reformé par l'aduis des Estats.*

†† *Cest Art. 48. est de nouuel introduit.*

† *Cest Art. 112. corrige l'Art ancien.*

†† *Cest Art. 56. est de nouuel introduit.*

† *Cest Art. 60. est mis au lieu de l'ancien par ce que ledit Art. ancien estoit contraire à vn autre Art. par lequel le S. doit plaider desaisy.*

Opposant à la saisie Cēsuel le doit consigner la derniere annee, s'il veut auoir main-leuee

k Du Moulin entend quand le debteur faict offres pour la derniere annee, ou quand il s'oppose: Au-

Source : BIU Cujas

quel cas par prouision il aura main-leuee en payant la derniere annee, mais l'on doit garder l'Ordonnance, & faut consigner trois annees d'arrerages pour auoir main-leuee, comme i'ay assez monstré cy dessus.

de l'heritage, demeurans les parties en proces pour les arrerages du Cens des autres annees precedentes.

REIMS Tit.4. Art.144. Vn †† Censuel, ores qu'il ne soit Haut Iusticier peut proceder par voye d'arrest ou brandon, sur les fonds & fruicts pendans par les racines des heritages à luy redeuables d'aucuns Cens, pour les arrerages à luy deuz. Et est pour ce regard censé & reputé auoir Iustice fonciere & domaniale: & en consignant par celuy, sur lequel on auoit saisy, la derniere annee dudit Cens & c.p. *à Mante.* Art.48.

S. QVENTIN Tit.5. Art.91. Le † S.Censuel par faute de Cens non payez ne peut proceder par saisie, sinon pour les trois dernieres annees : & pour le surplus qui luy seroit deu d'arrerages, luy est son action reseruee.

RIBEMONT Tit 6. Art.52. Le †† S.Censuel peut faire saisir & mettre en sa main, l'heritage tenu de luy en Censiue, par faute de cens non payez, & aussi par faute de detenteur, quand l'heritage à luy baillé, est delaissé. Art 53. Toutesfois si par apres le detenteur apparoist, offrant de payer la Censiue pretendue par le S. Censuel, il a main-leuee de ce qui a esté saisy sur luy. Et ne peut la saisie tenir que pour trois annees : tellement qu'en faisant offres par celuy à qui l'heritage appartient, en ce cas & en consignant les trois annees, peut auoir main-leuee : & pour le surplus le Seigneur Censuel se pouruoirra par action.

AMIENS Tit.11. Art.214. Quand aucun S.faict saisir par Iustice les fruicts & profits des heritages de luy tenus pour Censiues, moisons, ou despouille de terre, faut pour auoir main-leuee des fruicts & ablais croissans sur heritages nantir le cens de la derniere annee, & bailler caution pour l'annee suiuant la main-mise : & pour moison de terres, faut bailler caution suiette de l'annee à venir: ce fait, peut le proprietaire demander estre receu à opposition & main-leuee des fruicts ou profits, sans qu'il soit tenu nantir pour les annees passees ne celles à venir : & si par dessus la main-mise aucuns s'ingerent d'emporter lesdits fruicts & proufits, ils encourent en lx.sols Par.d'amende enuers le S. auec restablissement de ce qui a esté emporté : pourueu que la main-mise eust esté signifiee au possesseur desdits heritages.

PONTHIEV Tit.7. Art.110. Vn chacun Haut Iusticier & Moyen peut & luy loist aller & proceder par voye d'execution, pour censiue, sur ses hostes & iusticiables: mesmes chacun S. peut sur ses tenans faire arrester en main de Iustice les fruicts enracinez & croissans sur les fonds tenus de luy, pour ses Cens & moisons, & ce pour l'annee & terme aduenu escheant: & ne le peut faire que pour le terme ou an mesmes, qui prochain escherroit, ou seroit deu, à cause du fonds, sur lequel seroient croissans les fruicts & ablais. Et si ne seroit la main de Iustice d'iceluy Arrest leuee, soit qu'il y ait * exposition ou non, que le suiet & vsufructuaire du fonds n'eust nanty ou baillé caution suiette pour le Cens ou moisons.

BOVLLENOIS Tit.12. Art.53. Le S.F. peut faire saisir par sa Iustice ou autre Iustice competente, le tenement ou heritages tenus de luy cottierement par faute d'homme, ou pour trois annees d'arrerages non payez, & le rapproprier à sa table & domaine à perpetuité, pour en faire son profit, en faisant la saisie sur le lieu, & le signifiant aux heritiers du trespassé, s'ils sont en la Comté, & aux occupateurs en faisant quatre criees continuelles de quinzaine en quinzaine à l'Eglise de l'assiette du lieu saisy au sortir de la Messe Parochial : aussi au plus prochain marché & au siege de la Iustice où se faict le Retraict, en adiournant à chacune fois des Saisie & Criees, tous detenteurs & pretendans droict, à iour competent, prochains plaids ensuiuans icelles criees. Ausquels iour d'assignation sera contre les detenteurs & pretendans droict donné defaut au S. ce requerant son Procureur. Et s'il y auoit opposition, sera à l'opposant donné assignation aux prochains plaids ensuiuans de la derniere criee, lesquelles criees faictes & assignations passees & opposition vuidee, sera en plains plaids & assemblee l'exploict leu. Et si ledit exploict & criees sont deuëment faictes & certifiees sera faicte pareille assignation, tant en particulier, qu'en public esdicts lieux aux occupateurs & pretendans droict de comparoir pareillement audit iour competent, iour de plaids ensuiuans pour voir interposer le decret de Iustice & fournissement des heritages saisis. Et s'ils font defaut, le decret s'adiugera au Seigneur

†† *Cest Art. 144. est de nouuel introduit en ce qu'il est permis au Seig. Censuel n'aiant Haute Iustice, de proceder par saisie, par faute de Cens non payez.*

Iustice fonciere & domaniale.

† *Cest Art. 91. a esté accordé pour & au lieu d'vn ancien.*

†† *Les Art. 52. 53 & 54. sont nouueaux pour le regard des roturiers, & pour l'aduenir, & sans preiudice du passé, & ce par maniere de prouision. Et au principal les parties ont esté renuoyees au lendemain des Rois en la Cour pour elles ouyes, ensemble le Procureur general, ordonner ce que de raison.*

Saisie pour Censiues, moisons ou despouille de terre.

Infraction de main-mise.

Haut & Moyen Iusticier peut proceder par execution pour Censiues & moisons pour l'annee & terme aduenu, estheant seulemẽt.

* *Opposition.*

Saisie Feod. sur les tenemẽs ou heritages tenus cottieremẽt par faute d'hõme, ou pour trois annees d'arrerages.

Forme de Criees pour faire retraict à la table & domaine du S.F.

Source : BIU Cujas

pour en vser, comme de son propre.

Bovlongne Art.10. Le S. peut faire proceder par execution, par la Iustice de ladicte ville, pour son Cens & rente, sur son tenant rentier ou detenteur, des lieux pour le temps de la detention d'iceux. Art. 13. Le S. par faute d'homme, ou pour arrerages de trois annees, peut faire saisir par la Iustice de la ville, & faire retraire son lieu & tenement par trois Criees & Quinzaines faictes en l'Eglise, marché & plaids ordinaires : & icelles Criees faites, faire les significations & intimations sur le lieu, aux heritiers si aucuns sont. Et où il y aura opposition, icelle vuidee & terminee par autre quinzaine apres, les heritages sont declarez retraicts : & ce faict l'on se transporte de rechef sur le lieu, & met-on de faict en possession le Seigneur en son tenement, pour en iouir à perpetuité.

S. peut proceder par execution par la Iustice de la Ville pour Cens ou rente.

Saisie par faute d'homme, ou pour Arrerages de trois annees.

Retraict des tenemens, comme se doit faire.

Estampes Art.9. Tous S. ayans maisons, manoirs ou terres en ladicte Ville & Banlieuë, & tenus d'eux à rente par diuers suiets, par faute de rente & arrerages non payez, il loist au S. par faute de trois ans, s'il n'y a qu'vn terme en l'an, ou par faute de trois termes, s'il y a diuers termes en l'an, faire retraire les heritages par faute de n'auoir esté payez en tenant par le S. pour faire le retraict, les formes des Criees & saisissemens ainsi que dessus. Et ne sont les S. submis d'aller hors la Ville & Banlieuë, pour faire signifier aux heritiers ou tenans rentiers lesdits Retraicts : & suffit de s'addresser aux detenteurs ou tenans rentiers ou leurs prochains parens & amis estans de la cotte, dont procedent les heritages.

Peronne Tit.3. Art.95. Peut le S. saisir à faute de payement de Censiues, sans toutesfois faire les fruicts siens. Art.96. Mais s'il y a opposition, le proprietaire doit auoir main-leuee par prouision : en consignant par luy les arrerages de trois annees dernieres, ou monstrant l quictance vallable des trois annees.

S ayant saisi à faute de payement de Censiues ne faict les fruicts siens.

Opposition estant formee, main-leuee est faicte en consignant les trois annees dernieres.

l D.l.3. C. de apoch. publicis.

Montargis Chap.2. Art.2. Le † S. de la Censiue pour les arrerages de son Cens & amende de son defaut & autres droicts Censuels, peut empescher l'heritage tenu à Cens de luy, si c'est maison, par obstacle & barreau mis és huys : & si c'est en terres labourables ou vignes, par brandons mis és fruicts : & si le S. ou detenteur de l'heritage brise la main à luy signifiee, il enchet en v. sols d'amende enuers ledit S. Toutesfois si le S. estoit Iusticier, & procedast empeschement par l'auctorité de sa Iustice, il auroit lx. sols d'amende : & si le S. de cens n'auoit Iustice, & en confortant sa main, fit apposer la main de Iustice, qui fut enfrainte, le S. Censier prendra v. sols sur l'amende de lx. sols. Art.3. Si le S. de la Censiue empesche pour ses arrerages, & celuy a qui est l'heritage s'oppose, s'il confesse ledit heritage estre redeuable enuers le S. Censier du Cens, ou que le S. de la Censiue, en enseigne par ses papiers anciens ou titres : en ce cas la main tiendra : mais le detenteur en consignant le Cens de trois annees, si tant ou plus en demande, auec l'amende de la derniere annee : & ne peut-l'on demander pour le defaut de plusieurs annees, que vne amende pour la derniere annee.

† *Voyez ce qui est remarqué pour le regard de ceste Art. 2 sur le 1. Art. du mesme Chapitre cy dessus en l'Art. 85. de Paris.*

Infraction de saisie ou main-mise.

Opposant à la Saisie Feodale, n'est receuable, si le Seig. enseigne par ses papiers anciens ou titres, ou s'il confesse ledict heritage estre redeuable.

Detenteur opposant doit consigner trois annees dernieres auec le Defaut.

Orleans Tit.2. Art.103 p. *à Montargis.* Chap.2. Art.2. de Censiue, &c. Cens & son defaut, & droicts Censuels peut empescher & obstacler par vn Sergent l'heritage tenu à luy a Cens, &c. detenteur brise, &c. à luy deuëment, &c si le S. Censier est Iusticier, ou procede par empeschement auec auctorité de Iustice, il y a lx. sols t. d'amende : sur lesquels le S. Censier, qui n'a Iustice que de Censier prend v. sols t. & †† le surplus de l'amende appartient au Sei. Iusticier. Art.104. p. *à Montargis.* Art. 3. arrerages & droicts Censuels & celuy, &c. papiers Censiers ou autrement deuëment : en ce cas la main-mise tiendra. Art. 105. Si † le proprietaire saisy pour arrerages de Cens, s'oppose à la saisie, il doit ou son locataire auoir main-leuee par prouision, en consignant és mains du S. trois annees de Cens & le defaut.

†† *Ces mots, Et le surplus de l'amende appartient au S. ont esté adiouslez pour explication à ceste Art. 103. qui estoit le 105 Art ancien.*

† *Ceste Art. 105. a esté ac-*

Grand Perche Tit.3. Art.82. Le †† Seigneur Censuel peut pour Cens & double Cens non payé aux termes qu'ils sont deuz, faire saisir l'heritage redeuable dudit Cens : mais par le moyen de telle saisie, ne faict les fruicts siens, & se paye seulement sur iceux de ce qui luy est deu du Cens & double Cens : ensemble l'amende, qui est de vii. sols vi den. t. pour n'auoir payé le Cens ou double Cens au terme. Art.83. Toutesfois, où le cens seroit requerable, l'amende n'est deuë, sinon apres la requisition : auparauant laquelle le Seigneur ne peut saisir.

Chasteav-neve Chap.7. Art.47. Quand aucun heritage est empesché à la requeste du S. Censier, pour les arrerages du Cens à luy deu, l'empeschement

cordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.

†† *Ledit Cathinal pour le tiers Eſtat de la Mothe Diuerſay, a dit & remonſtré que pareillement y auoit Couſtume ſpeciale en ladicte Chaſtellenie de la Mothe Diuerſay, & par tout le deſtroict & iuriſdiction d'icelle : par laquelle ſi le debteur de Cens ou double de prie le Seigneur Cenſuel au iour qu'eſcheoit a payer ledit Cens, que ledit debteur payant huict iours apres ledit deprierement eſt exempt de l'amende & de la ſaiſie contenue audit Art. 82. Auquel proteſtant comme deſſus, auons donné ſemblable ordonnance, que celle de l'Art. precedent.*

ment doit tenir, ſans faire recreance des fruicts empeſchez, à l'oppoſant audict empeſchement : iuſques à ce qu'il ait conſigné trois annees d'arrerages du Cens, ſeulement, m au moins ſelon ce que le Seig. ou ſon Procureur ayant puiſſance affermera par ſerment en Iuſtice luy eſtre deuz : & ce ſans preiudice des annees precedentes. Chap. 20. Art. 148. Le Seigneur Cenſier ou foncier, peut, &c. p. *à Paris.* Art. 74.

CHARTRES Chap. 8 Art. 45. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 47. ſeulement ou moins, &c. Chap. 20. Art. 111. Toutes perſonnes qui ont droict de Cenſif, ſont reputez pour le moins Seig. fonciers, & ont droict de commettre Sergent pour faire ſaiſir & mettre en leur main les heritages tenus d'eux en cenſif : par faute de Cens & autres deuoirs Seigneuriaux non payez : & ont amende iuſques à ſept ſols vi. den. tour. par defaut deſdits Cens, droicts & deuoirs Seigneuriaux non payez.

DREVX Chap. 8. Art 34. † p *à Chaſteau-neuf.* Art. 47. au moins que le S. affermera luy eſtre iuſtement deuës.

BLOIS Chap. 9. Art. 112. Si les S. & detenteurs des heritages tenus à Cens à iour nommé, defaillent de payer ledit Cens par pluſieurs annees, le S. Cenſuel peut faire pourſuitte de ſes Cens de ix. annees & des amendes de trois annees, à la raiſon de v. ſols t. d'amende, pour chacune deſdites trois annees : dont ledict S. peut faire pourſuitte par action, ſi bon luy ſemble, ou par ſaiſie en vertu de la Commiſſion de Iuſtice du Iuge ordinaire.

DVNOIS Chap. 3. Art. 35. Le S. Cenſier, pour les arrerages de ſon Cens & de ſon defaut, peut empeſcher l'heritage tenu à Cens de luy. Et ſi le S. ou detenteur dudict heritage, briſe la main de Iuſtice appoſee par la Commiſſion du Haut Iuſticier deuëment ſignifiee, il enchet en lx. ſols t. d'amende enuers le Haut Iuſticier : ſur laquelle amende, le S. Cenſier prendra v. ſols t. ſeulement. Et peut faire empeſcher pour les arrerages de ix. annees dernieres eſcheuës, & d'vne amende ſeulement, l'heritage tenu de luy à Cens. Et ſi le detenteur dudit heritage ſ'oppoſe, &c. p. *à Montargis.* Art. 3. Chap. 2. tiendra pour ix. annees & vne amende ſeulement, & par diuerſes annees & diuerſes ceſſations de payement, pour chacun empeſchement y a v. ſols t.

S. AIGNEN Chap. 2. Art. 8. *A la fin.* Et peut le S. du Cenſif faire ſaiſir les choſes tenues audit deuoir pour auoir payement des profits, en ayant lettres de Commiſſion du Iuge des lieux.

LA RVE d'Yndre, Chap. 3. Art. 10. Et peut le Seigneur Cenſier contraindre par chacun an, le detenteur de la choſe Cenſuelle, à luy payer le Cens conſtitué ſur icelle. Et ſ'il eſt negligent par dix xv. xx. xxx. ou quarante ans de leuer le droict de Cens annuel, il ne peut contraindre ſon tenancier à luy payer arrerages fors de trois ans precedens l'an qu'il intentera ſon action & pourſuitte.

BERRY Tit. 6. Art. 12. Par defaut n de Cens & Accordemens, lods & ventes, & autres deuoirs Seigneuriaux non payez, le S. Cenſuel peut faire aſſigner & mette ſa main ſur les heritages qui doiuent leſdits Cens : pour raiſon deſquels ſont deuz les Accordemens, lods & ventes ou autres droicts & deuoirs Seigneuriaux. Art. 13. Leſquelles aſſignation & main-miſe, il eſt tenu faire ſignifier au poſſeſſeur ou detenteur dudit heritage. Art. 14. Et au moyen deſdites aſſignation & main-miſe, pourra le Seigneur Cenſuel tenir en ſa main & poſſeder les heritages tenus de luy a Cens, en prendre & receuoir les fruicts & emolumens : ſ'il n'eſt qu'il y euſt oppoſition formee à ladite aſſignation & main-miſe : par vertu de laquelle l'oppoſant o demourera en ſa poſſeſſion. Art. 15. Toutesfois ſi les aſſignations & main-miſes ſont faictes pour les Cens ou droicts Seigneuriaux deuz p au Roy, l'oppoſant ne iouyra, mais demourera l'heritage ſaiſi en la main du Roy, iuſques à ce qu'il aura eſté ſatisfaict, ou qu'autrement en aura eſté ordonné par Iuſtice, en faiſant droict ſur ladicte oppoſition. Article ſeizieſme. Et ne faict audit cas le Roy ou autre Seigneur Cenſier, les fruicts

Seigneurs Cenſiers ſont reputez fonciers & peuuent de Cens non par faute de Cens & autres deuoirs Seigneuriaux.

† *Les mots,* trois annees, *ont eſté adiouſtez au lieu de ces mots anciẽs,* ix. annees.

S. Cenſuel peut faire pourſuitte de neuf annees d'arrerages, & de iii. annees d'amẽde.

Amende de ſaiſine briſee.

Saiſiſſement ſur les heritages par le Seig. Cenſuel à faute de Cens & Accordemens non payez.

Saiſie ſignifiee au detenteur.

Oppoſant demoure en ſa poſſeſſion.

Le Roy iouiſt nonobſtant l'oppoſition.

m Du Moulin Gloſſa 1 num. 156. ſur le 52. Art. de Paris, interprete ceſte Couſtume, & celle de Chartres, Art. 45. où il ſe lit fort à propos, *ou moins*, & faut lire, *au moins*.

n Les arrerages de Cens ne ſe peuuent demander que pour les v. annees dernieres ſinon les arrerages du Cens du Roy, par la Couſtu. de Berry, Tit. 11. Art. 8. Maſuer. Tit. de locato. num. 39. dit qu'ils ſe peuuent demander de xxix. annees, dont nous auons parlé cy deſſus. Si le detenteur n'a iouy durant leſdites annees demandees, il peut appeller à Garand ſon predeceſſeur ou celuy dont il a le droict.

o Ceſt Art. 14. eſt re-

Source : BIU Cujas

formé par ladite Ordonnance de l'an 1563. faicte sur le faict des saisies des Cens & rentes foncieres: en vertu desquelles l'opposant n'est receu à auoir main-leuee, sinon en consignant trois annees d'arrerages, ou faisant foy de quictance. Laquelle Ordonnance deroge aux Coustu. des prouinces, ainsi qu'il a esté dit cy dessus.

p Idem en matiere feodale Tit. 5. Art. 26, 27. 28. & en ce mesme Tit. 6. Art. 17. & 18. La raison est par ce que le Roy est S. souuerain, ou comme dit la Coustu. de Senlis, il est souuerain Fieffeux, & on doit passer outre nonobstant opposition ou appellation, & sans preiudice d'icelles, quand il est question du Domaine du Roy, és cas, esquels en autres choses il est permis par le droict, les Ordonnances Royaux ou Coustumes commencer par execution. Voyez Du Moulin sur le 52. Art de l'ancienne Coustume de Paris, Glosse 1. nomb. 119.

S. Censier ne fait les fruicts siens par le moyen de sa saisie.

Receueur du Domaine ou seig. subalternes reçoiuent les fruicts, s'il n'y a opposition, à la charge d'ẽ rendre compte.

Opposant par vertu de son opposition, doit iouir & auoir main-leuee, & luy seront les fruicts rendus, en payant les frais de la saisie.

S. vtile ou possesseur satisfaisant dedans le temps au seig. Censuel doit iouir des fruits.

Receueur du Domaine iouyst nonobstant l'opposition, à la charge de rẽdre compte des fruicts.

S. vtile ne s'opposant ou ne satisfaisant dedans l'an & iour, ne peut demander restitution des fruits & leuees faites par le seig. Cẽsuel.

Opposant doit garnir iusques à x. annees d'arrerages du deuoir de Cẽs, rẽte fóciere ou autre deuoir portant directe: & pour v. ans quãt aux rẽtes roturieres

S. direct quãd peut assener sur les choses tenues de luy, & pour quelles causes.

S. de prinsief peut pour raisõ du dernier terme, seulement faire prendre des meubles estans trouuees en la chose tenue à rente appartenans au tenãcier ou autre voisin: pourueu que le preist ne soit pour nopces, funerailles ou banquet.

siens de l'heritage Censuel, sur lequel il a mis sa main par faute de payement de Cens, double Cens, Accordemens, lods & ventes: mais seront prins & receus par le Receueur du Roy ou les Seigneurs subalternes, s'il n'y a opposition, comme en main de Iustice, à la charge de les rendre & restituer à celuy qui doit le Cens, ou Accordemens, lods & ventes apres qu'il aura satisfaict: en payant les frais raisonnables pour la main-mise & leuee des fruicts. Et à ce faire seront contraincts les Receueur du Roy & Seigneurs subalternes, comme depositaires de Iustice. Art. 17. Et s'il y a opposition formee par le Seigneur vtile possesseur ou detenteur de l'heritage Censuel, à l'assignation & main-mise Censuelle du Seigneur dedans l'an & iour, à compter du iour de la signification de l'assignation & main-mise faicte par le Seigneur Censuel au Seigneur vtile, possesseur & detenteur de l'heritage, aura l'opposant par vertu de son opposition, deliurance de la iouissance de son heritage, & luy seront tous les fruicts prins & perçeus par le Seigneur rendus & restituez, en payant par luy les frais raisonnables faicts par la main-mise & perception des fruicts. Et le semblable sera gardé, si le Seigneur vtile ou possesseur de l'heritage Censuel satisfaict dedans ledit temps au Seigneur Censuel du Cens, ou deuoir, pour lesquels l'assignation ou main-mise ont esté faictes. Art. 18. Toutesfois q quant au Roy nonobstant l'opposition, il doit iouir, & seront prins les fruicts par son Receueur, à la charge de les rendre, apres qu'il sera satisfaict, ou que l'opposition sera vuidee au profit de l'opposant: & à ce faire sera le Receueur contraint comme depositaire de Iustice. Art. 19. Et où celuy, sur l'heritage duquel le Seigneur Censuel vse d'assignation & main-mise, ne s'opposeroit ou satisferoit dedans l'an & iour, à compter du iour de la notification de l'assignation & main-mise à luy faicte, il ne pourra demander aucune restitution des fruicts & leuees faictes par le S. Censuel: ains demoureront comme siens.

q Le semblable a esté cy dessus ordonné Tit. 6. Art. 27. que nous auons mis au Titre 1. des Fiefs.

Bovrbonnois Chap. 28. Art. 415. Quand † aucun heritage est empesché à la requeste du S. rentier taillablier, Censier ou autres pour droicts directes & arrerages, & le detenteur de l'heritage s'oppose audit empeschement, ledit opposant est tenu auant qu'estre ouy, garnir la main de Iustice, iusques r à x. annees d'arrerages du deuoir de Cens, rente fonciere ou autre deuoir portant directe, pretendu si tant en sont deuz & au dessous, & pour cinq ans quant aux rentes roturieres és cas permis, par celuy a la requeste duquel l'exploict est faict, en monstrant recognoissance, Terrier, obligation ou condemnation du deuoir à luy fait par le detenteur opposant, ou autre: & à faute de ce faire par l'opposant à l'assignation ou autre iour ensuiuant, il est debouté de sadite opposition & l'exploict confirmé.

r Il suffit de consigner les arrerages de trois annees dernieres suiuant l'Ordon. ainsi qu'il a esté iugé contre ceste Coustum. par Arrest de Paris, l'an 1576. comme nous auõs dit cy dessus, estãt certain & indubitable que ladite Ordon. deroge aux Coustu. des lieux, vz & stils.

Avvergne Chap. 21. Art. 6. Le S. direct ſ peut assener sur la chose tenue de luy, pour sçauoir à quel titre celuy qui la porte, la tient pour en auoir les directe, c'est à sçauoir la retenue ou ventes à son chois, ou pour estre payé du Cens & arrerages, si aucuns en sont deuz: & pour ce peut faire defense au tenancier tous vz & exploicts, iusques à ce qu'il aura eu ses droicts. Art. 7. Aussi peut le S. direct venir par action personnelle contre l'acheteur, qui tient l'heritage tenu de sa directe, pour estre payé des lods, ventes & arrerages de son temps. Chap. 24. Art. 72. Et pour les Cens deuz audit Seigneur, il peut proceder par assenement & main-mise sur les heritages suiets audit Cens: & aussi par execution sur ceux qui ont recongnu sondit Cens ou leurs heritiers, apres declaration faicte.

ſ C'est à sçauoir qu'il peut vser de saisie reelle, auec establissement de Commissaires. C. M.

Bayonne Tit. 8. Art. 1. Le S. de prinsief ou Arriere-fief, quand le tenãcier est en demeure de payer le deuoir, peut pour raison du dernier terme seulement, & non pour raison des autres precedens, faire prendre par auctorité de Iustice, des biens meubles estans & trouuez dedans la chose tenue à rente, appartenant au tenancier ou autre voisin habitant de ladicte Ville, qui auroit baillé ses biens en garde au tenancier, ou les luy auroit prestez, autrement que pour festoyer à nopces ou à funerailles ou autre banquet,

Source : BIU Cujas

Meubles que le Seig. ne peut prendre par execution.

Depositaire de Iustice.

Opposition.

Sergent comme doit vendre les meubles.

pour de l'argent, qui de la vendition & exploitation desdits biens meubles istra, estre payé de son deuoir. Art.2. De laquelle faculté de pouuoir prendre sont exceptez harnois, habillemens de guerre, liures, bœufs aratoires & autres seruans au labourage, & aussi à l'office ou artifice duquel le debteur vit: s'il y a d'autres biens meubles ou se mouuans, de la vendition desquels puisse estre satisfait au S. Art.3. Le Sergent qui fait telle saisine & prinse de biens meubles, si le tenancier s'oppose, doit mettre les biés meubles saisis entre les mains d'vn prochain voisin du tenancier, & assigner iour pour dire ses causes d'oppositions pardeuant le Maire ou son Lieutenant & Conseil. Art. 4. Et lesquels gages ainsi prins & deposez, demourent pendant le proces de l'opposition, iusques à fin de proces entre les mains du voisin. Art 5. Et si le tenancier ne s'oppose, le Sergent porte les meubles prins & saisis, à vn des Reuendeurs ou Reuenderesses publics de la ville, pour iceux estre vendus & distraits. Art.6. Mais auant qu'ils puissent estre liurez au dernier encherisseur, faut que le S. de Fief, à la requeste de qui ils ont esté prins notifie pardeuant le Greffier dudit Maire ou deuant deux tesmoings au tenancier, s'il est present: ou en son absence à la famille ou personnes qui sont en la maison, où les gages ont esté prins, ou en la maison, où le tenancier a accoustumé habiter: le personnage qui a mis pris sur les meubles, & le pris, qu'il en veut donner, luy intimant qu'en defaut de solution deliurera iceux biens meubles prins & saisis à l'encherisseur. Article septiesme. Et trois iours apres telle notification faicte, & non deuant, le Seigneur de Fief peut liurer les meubles vendus audit encherisseur. Article huictiesme. Et si en l'absence du Greffier telle notification a esté faicte deuant deux tesmoins, le Seigneur de Fief ou Arriere-fief doit aller incontinent auec les tesmoings au Greffe du Maire, sans autrement faire appeller la partie, faire enregistrer la notification: pour laquelle enregistrer le Greffier ne doit prendre qu'vn liard.

Fief ou rente fonciere.

Acs Tit.8. Art.2. Et en defaut de payement du fief vif ou rente fonciere, les S. peuuent mettre à leur main les choses tenues d'eux à Cens & rentes foncieres.

† *Cest Art. 79. est pris du 231. Art. du Titre des executions.*

†† *Ces mots, Au cas, &c. iusques à ce mot, contract, inclus, sont de nouuel adiousstez.*

Bretagne Titre second. Article septante neuf. Peut † le Seigneur faire executer, vendre & exploicter en la forme t que dessus, pour ses ventes, au †† cas qu'elles se trouuent liquides par la somme contenue au contract, à l'encontre de l'acquereur ou à son heritier intimation de quinzaine prealablement faicte audit heritier. Article octante. Et où par les contracts les heritages baillez seroient tenus de diuers Seigneurs, & ne seroit le pris de ce qui est tenu de chacun S. distinctement declaré, l'eleuation s'en fera aux despens de l'acquereur.

t Contenue en l'Art. 78. de la mesme Coustume mis cy dessous. Tit. 8.

Saisie pour trois ans à defaut de payemẽt de Cens.

S. Iusticier en vertu du Rolle signé de son Procureur ou Receueur, peut pour ses redeuances & droicts Seigneuriaux faire proceder par execution.

Bar Titre cinquiesme. Article cinquante huict. Pour Cens non payez par trois ans & au dessous, le Seigneur peut faire saisir & brandonner l'heritage affecté audit Cens. Et n'y a amende: sinon qu'il en appert par contract ou possession suffisante, & demeurera la main-garnie pour la derniere annee, si le Seigneur est en possession de leuer la rente, ou qu'il appert des lettres de bail, iaçoit qu'il n'ait declaration d'hypotheque contre le detenteur, sur les biens duquel l'execution pourra estre faicte, s'il est obligé personnellement: & y aura main-garnie pour les arrerages de trois ans. Titre 16. Article 231. Le Seig. Iusticier peut pour ses redeuances ordinaires & droicts Seigneuriaux, faire proceder par execution en vertu du rolle signé de son Procureur ou Receueur pour les trois dernieres annees.

Voyez Artois. Article 23.

Art.76. PARIS.

Droicts de ventes sont de 12. den. vn den.

†† *A cest Art. 76. se sont opposez l'Eueſque de Paris, tant pour le domaine de son Eueſché, que Abbaye de S. Magloire y annexé: L'Abbé de S. Geneuiefue, le Preuost de Cor-*

Les †† droicts v de vente deuz au Seigneur Censier, sont de douze deniers, vn denier: qui est pour chacun franc seize deniers Parisis. x

v Ventes sont appellees par les autres Coustumes lods ou lots & ventes: à laudatione domini vel auctoris, vt in actionibus ciuilibus auctor laudatur & nominatur vnde laudimia, laudo minia & laudatiua vocant. Laudare prisca lingua nominare &

Art.77. PARIS.

Pour ventes recelees & non notifiees au Seigneur Censier dedans † xx. iours de l'acquisition, est deu vn y escu & vn quart d'amende au Seigneur Censier.

Source : BIU Cujas

appellare vt est apud Gellium lib. 2. cap 6 & Macrob. lib. 6. cap. 7. Autres le prennent de ce mot, *Laudes*, Vassaux & suiets qui doiuent les Cens & rentes, *& le mot, los*, signifie gré, consentement ou accord : ainsi en la Coustume de Vallois. Art. 14 Los & chois, & encores nous disons allouer. L'acheteur paye au Seigneur son los & gré en accordant auec luy pour son droict, afin d'en estre par luy vestu & ensaisiné, inde en la Coustume de Berry sont nommez Accordemens: par ce que le saiet a accoustumé d'en accorder & composer à son Seigneur à certaine somme, les Feudistes nomment Laudum vel laudamentum & Leo Nou. 13. ἀπὸ τοῦ λαοῦ. Aucuns ont fort exactement examiné ces mots, Alciat, Budee, Hotoman Ragneau, Chopin & Charondas. Il n'y a aucune difference entre lods & ventes, & signifient vne mesme chose, comme Ioannes Faber in Inst in princ. Tit. de empt. & vendit. escrit : encores que Du Moulin, sur l'Art. 53. nombre 4. estime que lods soit le genre, & les ventes espece La Coustume d'Estampes Art. 48. monstre le contraire. Vray est que quelques Coustumes en font distinction, comme Melun. Art. 115. Sens. Art 21 & 216. Auxerre. Art. 21.

x Nouus Emphyteuta quinquagesimam partem pretij vel æstimationis loci qui ad aliam personam transfertur soluit domino Iustin. in l. 1. C. de iure emphyt. Ce droict de lods & ventes est diuers selon la diuersité des Coustumes. Ioan. de Platea in l. Domini prædiorum C. de agric. & censitis Le prix s'entend du prix conuenu & accordé entre les contractans, sans fraude, & que le vendeur embourse, encores que le vray & iuste prix de la chose vendue vaille plus. Auquel prix ne viennent aucunement les frais, vins, salaires de Notaires & deniers baillez à autres qu'au vendeur, comme Du Moulin recite auoir esté iugé par Arrest du dernier iour de Ianuier, 1557. Car ils ne font part du prix, ains des frais & loyaux couts. Les Arres ou Erres aduancees au vendeur, font part du prix. l. 2. C. Quando liceat ab. empt. disced. mais non pas le denier à Dieu. Toutesfois si l'acheteur fait quelque present à la femme du vendeur, soit à cause de son Douaire ou hypotheque, ne doit estre compté au prix, par ce que cela ne vient au profit de vendeur. Autrement si la chose vendue appartient à la dite & on luy donne quelque present, comme on dit, pour ses espingles. Car elle mesme est estimee vendre. Tiraqueau, Grimæudet & autres ont traicté ceste question.

y Ceste reduction a esté faicte à cause de l'Ordonnance sur le faict des Monnoyes du Roy Henry 3. 1577. Art. 9. par lequel il est expressement ordonné que le payement des Censiues & Rentes foncieres pour baux d'heritages, au cas qu'elles excedent lx sols, seront reduites & aualuees en escus : & au dessous d'vn escu, seront payees comme de Coustume. Le temps exprimé pour la Coustume, se doit entendre ciuilement, & non pas de moment en moment ou precisement du iour de la vente : par ce qu'il ne doit estre compté, encores que Du Moulin tienne le contraire, soustenant qu'il faut compter le iour mesme de la vendition. Chopin sur la Coustume d'Aniou liure 1. des Coustumes d'Aniou recite deux Arrests à ce propos, l'vn pour René Buschet appellant du Seneschal d'Aniou, du 2 iour d'Auril, 1573. & autre du 8 iour de Iuin 1577. Le suiet & redeuable ne peut purger sa demeure. Dies interpellat pro homine. l. magnam. C. de contrah. stip. L. Celsus in principio D. de arb. l. traiectitiæ §. de illo. D. de oblig. & act. sinon que le Seigneur Censuel reçoiue les lods & ventes sans reseruation ou protestation de l'amende. Auquel cas il semble s'estre contenté de la notification de la vente, & auoir remis par ce moyen ladite amende, vide DD. in l. Centum Capuæ. D. & l. vlt. D. De eo quod certo loco l 4. C. depos. l. Celsus. D. de arbitr. l. 2. D. Si quis caut.

beil : Maistre Guillaume le Normant Procureur de Noble homme M. Pierre de Longueil Conseiller en la Cour de Parlement, Seigneur de Bou, & en partie d'Esury sur Seine, lez Corbeil, & les autres Seigneurs ayans Fiefs, Seigneuries & Censiues en ladicte Preuosté de Corbeil, les Preuost, Procureur du Roy, & Officiers de la Ville, Preuosté & Chastellenie de Tournant. Iean le Comte Escuyer Seigneur de Mont-fermeil pour sadicte terre & Seigneurie de Villecresne, assise en la Preuosté & Chastellenie de Corbeil : Maistre Nicolas Guynet Procureur au Chastelet de Paris & Procureur des Religieux & Conuent de sainct Pierre de Rueil en Brie : & Maistre François Chaunelin Aduocat en la Cour de Parlement, Procureur de Pierre de Halde Escuyer Seigneur Baron d'Aurilly, Seigneur Chastellain de Beauche & Hermainville & premier Valet de Chambre du Roy : lesquels ont dit estre en possession, sçauoir est, ledit Eueſque de Paris de prendre pour le droict de lots & ventes, cinq sols Parisis en ses terres & Censiues : & lesdits Preuost de Corbeil & autres dessusdits, de prendre trois sols quatre den. pour liure, requerans y estre maintenus & gardez, & ont protesté que cest Article ne leur puisse nuire ne preiudicier, ainsi que sur semblable Article eux ou aucuns d'eux se sont opposez à la redaction des Coustumes, de la Ville de Paris, qui fut faicte en l'an mil cinq cens & dix : comme est contenu au Procés Verbal d'icelle : à laquelle opposition ils persistent. Surquoy auons ordonné de l'accord & consentement de tous les assistans que ledit Article demourera & sera escrit, comme il estoit anciennement : & neant-moins reserué audit Eueſque de Paris, & aux Seigneurs Censiers & fonciers des Preuosté & Chastellenie de Corbeil, Tournant & autres, de prendre droicts de vente & saisine sur les heritages estans de leurs Censiues tels qui leur sont & peuuent estre deuz : reserué aux acheteurs & vendeurs, leurs defenses au contraire, ainsi qu'il leur a esté reserué par ledit Procés Verbal de l'an 1510. Et par ledit Maistre Iean le Bourguignon pour le Procureur du Roy au Chastelet, a esté protesté que ledit Art. ne puisse preiudicier aux droicts du Roy.

† *Ces mots*, vingt iours, *ont esté mis au lieu de la huictaine qui estoit au vieil Coustumier, Article 54. pour auoir lieu à l'aduenir seulement.*

CONFERENCE.

Calais Titre deuxiesme. Article 20. p. *à Paris.* Article 76. de vingt deniers pour liure, payables par l'acheteur. Article 21. p. *à Paris.* Art. 77. vente, &c. dans quatre mois de, &c. escu d'amende, &c.

Meavx Chap. 26. Art. 199. Les lots & ventes se payent par moitié, c'est à sçauoir le vendeur la moitié, & par l'acheteur l'autre moitié, au Seigneur dont l'heritage vendu est mouuant : si autrement n'estoit accordé, & qu'il fut dict, Francs deniers. Car en ce cas, celuy qui achete francs deniers, est tenu de payer les lods & les ventes. Art. 200. L'amende de lots & ventes non payees dedans huictaine, est de sept sols six deniers tournois enuers le Seigneur Censuel. Art. 201. Si on est defaillant de payer les lods & ventes par vn an, on est tenu de payer lx. sols tourn.

Meavx L. Art. 2. Quand †† on vend aucun heritage, si c'est dedans la ville, marché & fauxbourgs, s'il n'y a arbres portans fruicts, il n'y a

†† *Sur les stile & Coustumes locales pretendues par aucuns Seign. dudit Bailliage, fut ordonné que lesdits Art. ne seroiēt publiez n'arrestez pour Coustu. par ce que c'estoiēt plustost droicts Seig. que Coustu.*

Source : BIU Cujas

Reserué aux S. Barons Chastelains & autres, d'vser sur leurs suiets de tels droicts qui leur peuuent competer & appartenir: & à leursdits suiets, leurs defenses au contraire.

ne lots ne ventes. Et és iiii. villages de la Preuosté de Meaux, sçauoir Congy Chauconyn, S. Iean des deux Tumeaux & Nantoillez Meaux, *etiam*, s'il y auoit arbres portans fruicts en l'heritage vendu n'est deu ne lots ne ventes. Art. 3. Hors ladite ville, marché & faux-bourgs & hors les iiii. villages, on prend & l'on a accoustumé de prendre, xx. den. tour. pour chacum franc pour droict de lods & ventes.

PROVINS Art. 1. Tous heritages censuels sont redeuables de lods & ventes, toutes & quantesfois qu'ils sont vendus ou reuendus : Lequel droict de lods & ventes est de iii. sols iiii. den. pour chacune liure. Art. 2. Les vendeurs ou acheteurs des heritages censuels estans en ladicte Chastellenie de Prouins, doiuent payer aux S. Censiers les lods & ventes & Relods, quand il y eschet.

MONTEREAV Art. 1. En la Chastellenie de Montereau, Maroles, Montigny, & autres ressorts de la Chastellenie de Montereau, tant dedans la ville, que dehors, pour droict de lods & ventes, on prend pour chacun franc trois sols iiii. den. Art. 9. En ladite Chastellenie, le Roy a droict de prendre lods & ventes des heritages tenus de luy en Censiue, qui sont vendus, la somme de iii. sols iiii. den. t. pour liure, qui se payent par l'acheteur, & vendeur par moitié. Et si par les lettres de contract estoit expressement dit, que l'acheteur deust acquiter le vendeur & auroit argent franc : en ce cas y auroit droict de Relods, z qui est de x. deniers. t. pour liure, outre & pardessus les iii. sols iiii. den. tourn. Et si tels acheteurs estoient huict iours, sans payer lesdicts droicts, ils sont en amende de lx. sols tourn.

COVLOMMIERS Art. 1. En la Chastellenie de Coulommiers a dedans la ville & Doyenné on prend xx. den. t. pour chacun franc pour droict de lods & ventes: & hors les villes & Doyenné, iii. sols iiii. den. t.

LA FERTE-AVCOVL Art. 1. En la Chastellenie de la Ferté-aucoul, des heritages qui sont tenus du Chastel, quand ils sont vendus, on paye pareille somme, qu'à Coulommiers.

CHAMIGNY Art. 1. En la Chastellenie de Chamigny & Belot, qui sont de la Chastellenie de la Ferté-au coul, le S. prend pour lods & ventes, iii. sols iiii. den. tour.

CRECY Art. 1. En la Chastellenie de Crecy on prend pour chacun franc, droict de lods & ventes, xx. d. t.

LA Ferté-Gaucher, Art. 1. En la Chastellenie de la Ferté-Gaucher pour chacun franc, droict de lods & ventes on prend iii. sols iiii. d. t.

IOY SVR MORAIN Art. 1. Au lieu de Ioy sur Morain, on prend pareille somme.

CHOISY Art. 1. Au lieu de Choisy en Brie en la censiue du Seigneur on ne prend que xx. deniers tourn. pour chacun franc : & en la censiue du Curé & autres personnes ayans Fief & droict de censiue audict lieu, &c. p. *à la Ferté-Gaucher.*

SERRIS Art. 1. En la Chastellenie de Serris on prend pareille somme qu'à la Ferté-Gaucher.

LA MAILLE-MAISON Art. 1. En la Chastellenie de la Maille-maison & Guerard & ressort d'icelle, quand aucuns heritages sont vendus, est deu pour droicts de lods & ventes iii. sols iiii. d. t.

LAIGNY Art. 1. Au lieu de Laigny sur Marne on prend telle somme & auec ce quand l'heritage est vendu francs deniers, droict de Venterolles, qui est de xx. d. t. pour chacun franc : & se payent par l'acheteur les Venteroles, outre les lods & ventes.

RESBETS Art. 1. En la Seigneurie de Resbets b on prend xx. d. t. que paye le vendeur pour chacun franc de lods & ventes de la vendition, & autres x. den. que paye l'acheteur pour chacun franc, du pris dudit achat, pour le droict de lods & ventes. Art. 3. En la Preuosté de Verouges, le vendeur d'aucun heritage ne doit que dix deniers tour. pour droict de ventes : & l'acheteur dix deniers tournois pour chacun franc du pris de la vendition pour le droict de lods. Pour lesquels droicts, lesdicts Seigneurs peuuent, si bon leur semble, arrester & faire saisir l'heritage vendu, iusques à la valeur de leurs droicts de

z Relods, que les autres Coustum. nomment Reuentons, ou Venterolles, est vn droict outre & par dessus les lods & ventes qui est deu par l'acheteur au S. Censuel, quand il a acheté l'heritage à la charge d'acquiter le vendeur du droict de lods & ventes, Ce droict se nomme Reuentes. Clermõt Art. 115. Retiers. Resixieme Monstreul. Art. 66. Dreux Art. 55. Ne plus ne moins que le Requint: & n'y a difference : sinon que le Requint est pour les fiefs seulement.

a Ceste Baronnie & Chastellenie de Coulommiers, ressort de toute antiquité sans moyen au Parlement de Paris, & est tenue du Roy en Pairrie, des le temps de François de Cleues Duc de Neuers, Baron dudit Coulommiers. Et est cest Art. de la quantité de lods & ventes notoirement gardé. C.M.

b Tout ce qui est icy dessus, & apres en ces Coustumes locales de la quantité des lots & ventes, est gardé. C.M.

Source : BIU Cujas

lods & ventes, defaux & amendes : & ainsi en vse l'on en la Seigneurie de Rest-bets.

FARE-MONSTIER Art.1. En la Chastellenie & temporel des Seigneurs dudit Fare-monstier pour droicts de lods & ventes, on paye iii.sols iiii.den. Art. 2. Audit lieu de Ioy sur Morain, pour les Religieuses, Abbesse & Conuent de Faire-monstier Dames de Ioy, y a pour droict de vins iii.sols iii.den. & de saisines, ii.sols tournois, le tout pour vne fois quand le pris de la vendition excede vingt sols tournois, & pour droict de lods & ventes pour liure, trois sols trois deniers tournois.

LA SELLE Art.1. En la Chastellenie de la Selle on paye pour droict de lods & ventes comme à Ioy.

LES MVRS Art.1. Es terres & Seigneuries des Murs, Ville-Mareul, Mymeaux, la Haute maison & Mareul lez Meaux, y a pour droict de lods & ventes pour chacun franc iii.sols iiii.den.t.

MELVN Chap.11. Art.112. Quand † aucun heritage chargé de cens, portant droict de lods & ventes, a esté vendu à pris d'argent, l'acheteur sera tenu dedans la huictaine, apres que les lettres de vendition sont passees, se transporter en personne pardeuers le Seigneur Censuel, ou pardeuers le Receueur du lieu, & luy denoncer ladite acquisition, en peine de lx.sols Parisis d'amende, applicable audit Seigneur, & dedans la quinzaine ensuiuant sera tenu exhiber ses lettres d'acquisition, & le payer de tous les droicts Seigneuriaux, qui luy sont deuz tant par luy, que par son vendeur. Article 115. L'acheteur doit au Seigneur de Cens, pour raison duquel sont deuz lods & ventes, le droict de ventes: & le vendeur le droict de lods : pour lesquels droicts chacun desdits acheteur & vendeur doit vingt den.tour.pour liure au S. Censuel : & †† neant-moins si le vendeur ne paye dedans la huictaine le droict de lods, le Seigneur Censuel se peut addresser au detenteur de l'heritage tenu de luy en Censiue, pour estre payé du droict de lods : & sera tenu ledict acheteur subir iurisdiction au lieu, où lesdicts heritages seront situez & assis, pour raison desdicts droicts & payemens d'iceux : au cas que l'acheteur fut demourant hors le Bailliage. Aussi pourra l'acheteur retenir pardeuers luy, les deniers du droict de lods, sur le pris & sort principal de l'achat. Article 116. Heritages estans en la Censiue du Roy ou d'autres personnes, qui par fondation, don ou transport ou droict dudit Seigneur, ou de ses predecesseurs Roys, soient Eglises ou autres, sont seulement chargez des droicts de ventes : Lequel † droict se doit payer ou deprier par l'acheteur, & ne doit le vendeur droict de lods à cause de la vendition qu'il à faicte dudit heritage. Article 117. Si aucun achete vn heritage chargé de Cens portant droict de lods & ventes, & fait promesse à son vendeur de l'aquiter du droict de ventes, ledit acheteur sera tenu de payer au Seigneur de Cens, outre les droicts de lods & ventes, vn autre droict appellé Reuentons : lequel droict est de vingt deniers t.pour liure de la somme que le vendeur doit pour le droict de lods. Et si l'acheteur ne faict l'exhibition, ne paye pour & en l'acquit de son vendeur, ou deprié dedans le temps cy dessus declaré, le Seigneur Censuel se pourra addresser, si bon luy semble, contre le vendeur : & luy demander l'amende de soixante sols Parisis, de laquelle le vendeur aura son recours contre l'acheteur.

SENS Titre 4. Art.21. Peut †† aussi demander les lods & ventes, qui sont chacun de xx.den.tour.pour chacune liure t.à sçauoir xx.den.t.pour les lods & xx.den.t.pour les ventes, du pris de l'acquisition. Et qui ne paye ou deprie les lods & ventes dedans † xv.iours apres l'acquisition, il est amendable enuers ledit S.foncier de lx.sols †† t. Toutesfois en aucuns lieux particulierement dudit Bailliage, il n'y a que lods ou ventes seulement. Tit.20. Art.226. Le vendeur doit les ventes, & l'acheteur les lods, és lieux, ou sont deuz lods & ventes. Et doit chacun d'eux xx.den.t.pour liure : sinon qu'en aucuns lieux particuliers dudit Bailliage, y eust priuilege ou Coustume locale, par lesquels lesdicts lods & ventes fussent moderez, à moindre somme. Et qui ne les paye ou deprie dedans † quinze iours ensuiuans la vente, l'acheteur & le vendeur sont amendables de †† soixante sols tour.chacun. Et n'est tenu le Seigneur Censier de soy addresser, si bon ne luy semble, ausdits vendeur & acheteur : mais pourra faire empescher l'heritage vendu. Et en cas d'opposition sans main-garnie, sera iour assigné pardeuant le luge ordinaire, & fera ledit Seigneur Censier conclusions reelles, si bon luy semble. Article 233. Si aucun achete heritage en la Censiue d'vn Seigneur Censier, & dedans quinze iours, à compter dudict achat, le

† *Cest Art. 112. a esté mis au lieu du 10. Art. ancien, du Titre de Saisine en Censiue.*

Acheteur doit denoncer au Seigneur ses lettres dans la huictaine apres que les lettres de vendition ont esté passees, sur peine de lx. sols Parisis d'amende: & dans quinzaine ensuiuant exhiber lesdites lettres, & le payer de ses droicts.

Ventes.

Lods.

†† *Ces mots,* Et neãt-moins *&c. ont esté de nouuel adiousteż.*

Seigneur Cẽsuel se peut addresser au detenteur pour le droict des lods non payé par le vendeur.

Acheteur peut retenir par deuers luy le droict de lods, sur le pris de l'achat.

Ventes deues seulement pour heritages vendus estans en la Censiue du Roy ou d'autres personnes ayans par fondation, don ou transport du Roy.

† *Ces mots,* Lequel droict *&c. ont esté de nouuel adiousteż.*

Acheteur ayãt promis d'acquiter du droict de ventes, paye le droict de Reuentons.

Reuentons.

†† *Ceſt Art. 21. depend du 20 Art. precedent, & s'entẽd de celuy qui a Iustice fonciere. Au reste les debats & differens menż sur ceſt Art. ont esté mis sur*

Source : BIU Cujas

l'Art.20. precedent: & fut ordonné que le mot, Tournois, *seroit mis au lieu de ce mot,* Parisis, *qui estoit au 18. Art. ancien.*

† *Ces mots,* xv.iours, *sont mis au lieu des mots anciens,* viii.iours, *contenus en l'Art.19. ancien.*

†† *Ce mot,* Tournois, *est adiousté de nouuel, & a esté raye l'Art.21. ancien commençant,* Et si peut, *&c. Maistre Potentian Hodoart a dit que luy & ses predecesseurs ont acquis du Roy le droict de cens & rente deues sur la Boucherie de Sens & que le Roy a droit, que par faute de payement desdits cens ou rente, il peut dependre les huis & portes de ladite Boucherie, & consequemment ledit Hodoart subrogé au lieu dudit Seigneur peut vser dudit droict. Le Procureur du Roy auec ledit Hodoart pour raison dudit droict les Bouchers de ladite ville ont deme ledit droict. Surquoy fut ordõné que lesdits Procureur du Roy & Hodoart feroient dedans le lendemain de Quasimodo apparoir dudit droict.*

† *Ces mots,* Quinze iours, *ont este mis de nouuel au lieu de* viii.iours, *es Art.226. & 233.*

†† *Ces mots,* lx.sols tourn.chacun, *ont esté de nouuel adiousticz.*

vendeur & l'acheteur, ou celuy qui est tenu d'acquiter lesdits lods & ventes, ne payent ou deprient, ledit S. Censier ou son Receueur, desdits lods & ventes deuz, à cause de ce, il y a amende enuers ledit S. pour le recelé. Laquelle amende sera de lx. sols † tournois, s'il n'y a priuilege. Et si le depriãt est requis par le S. censier de luy passer cognoissance ou condemnation desdits lods & ventes pardeuãt le Iuge ordinaire, il sera tenu le faire: autrement le depry ne sera suffisant.

† *Ce mot,* Tournois, *a esté adiousté.*

LANGRES Art.4. Au †† pays de Langres ne sont deuz cens, lods, ventes, n'amendes au S. de la Iustice fonciere, soit de menu cens ou de gros cens: encores que lesdits droicts fussent deuz des heritages vendus ou autrement alienez, assis en sa Iustice. Excepté és terres & Seigneuries particulieres, éſquels les S. ont titre ou sont en possession, & ont accoustumé prendre & leuer les cens, lods, ventes & amendes telles qu'elles sont portees par leurs titres & possession.

†† *L'Ausserrois a deme le contenu en l'Ar. 4. & soustenu qu'õ a touſiours vſé de la Coustume generale. Les Doyé, Chanoine & Chapitre de Langres ont dit que lods & ventes sont deuz, sinon par ceux qui ont titre & poſſeſſiõ au cõtraire. Surquoy les parties sont renuoyees en la Cour au lẽdemain de Quaſimodo & cepẽdant iouiront des droicts reſpectiuement par elles pretendus, & au reſte vſeront de la Coustume generale dudit Bailliage de Sẽs*

AVXERRE Tit.1. Art.21. Le S. Censier a droict de demander & perceuoir de l'acheteur d'heritage censuel, lods & ventes des heritages acquis en sa censiue: à sçauoir pour les lods deux sols t. pour tout le contract, & pour les ventes xx. den. t. pour chacune liure du pris contenu au contract. Lesquels lods & ventes se doiuent payer ou deprier par l'acheteur dedans xl. iours apres le contract d'achat † parfaict. Et qui ne paye ou deprie au S. ou a son Receueur, dedans lesdits xl. iours, il est amendable de lx. sols t. enuers ledit S. censier.

† *Ce mot,* Parfaict, *a esté adiousté pour explication: & ont esté rayez ces mots,* S'il n'y a priuilege, coustume locale ou vſance au contraire, *sans deroger ou preiudicier aux droicts des parties & titres qu'elles pourroient auoir au contraire: meſmes au droit de Retenue, que le dit d'Aubus pour & au nom de Maistre Pierre Pinart Maistre de la Chambre des Comtes, a soustenu luy*

ESTAMPES Chap.2. Art.48. Lods †† & ventes, qui ne sont qu'vn seul & meſme droict, sont de xx. den. t. pour franc, qui est la xii. partie du pris, s'il † n'y a titre, paction ou conuention au contraire entre les Seigneurs & leurs suiets d'en payer plus ou moins. Et pour l'acquisition faite non notifiee & recellee au S. censier dedans la huictaine d'icelle, sont deuz au Seigneur censier lx. sols Parisis d'amende.

†† *Ce mot,* Tournois, *a esté adiousté.*

DOVRDAN Tit.2. Art.45. L'acheteur de l'heritage tenu à cens, doit au S. censier, la xii. partie du pris de l'achat, qui est xvi. den. Par. pour liure. Art 46. Est tenu ledit acheteur notifier au S. censier, l'acquisition par luy faicte à son Procureur ou Receueur, & par luy deprier les ventes dedans la xv. de la vendition. Et à faute de ce faire doit lx. sols Par. d'amende pourueu que le S. censier ait lieu certain ou Procureur pour luy, auquel on se puisse addresser. Art.47. Et où ledit acheteur requerra lettre & certificatiõ du depri par luy fait, le S. son Procureur ou Receueur, luy en doit bailler, en luy payant xii. deniers Par. pour ladite lettre de Certification.

MONTFORT Chap 2. Art.50. & 51. p. *à Paris.* Art.76. & 77. dedans la viii. de l'acquisition, il y a lx. sols Par. d'amende &c.

MANTE Chap.2 Art.46. Et doit l'acquereur venir par deuers son S. Censuel, viii. iours apres l'acquisition par luy faite, le deprier en luy notifiant ladite acquisition & pris d'icelle: & à faute de ce faire, doit lx. sols Par. d'amende: & † trois mois apres ledit depry & notification doit payer les lods & ventes d'icelle acquisition au S. & doit aussi à faute de ce faire, autres lx. sols Par. d'amende. Art. 51. Et sont les droicts de vente &c. p. *à Paris.* Art.76.

† *Ce mot,* Parfaict, *à esté adiousté pour explication: & ont esté rayez ces mots,* S'il n'y a priuilege, coustume locale ou vſance au contraire, *sans deroger ou preiudicier aux droicts des parties & titres qu'elles pourroient auoir au contraire: meſmes au droit de Retenue, que le dit d'Aubus pour & au nom de Maistre Pierre Pinart Maistre de la Chambre des Comtes, a soustenu luy*

SENLIS Tit.13. Art.239. Par la Coustume de la Chastellenie de Ponthoise, toutes & quantesfois qu'aucun proprietaire vend à vn acheteur quelque heritage à luy appartenant, situé & assis en la ville, Preuosté & Chastellenie de Ponthoise, tenu & mouuant à droit de chef c cens, Champart ou autre droict Seigneurial, d'aucun S. foncier, ou qu'il rachete aucune rente fonciere, dont ledit heritage soit chargé & redeuable, & dont ledit proprietaire n'ait esté saisi par le S. les vendeur & acheteur d'iceluy heritage, sont tenus & doiuent aller ou enuoyer dedans la quinzaine du iour d'icelle vendition ou rachat, deuers iceluy S. foncier ou son Procureur & commis, au lieu de sa seigneurie: & illec lesdits vendeur & acheteur ou celuy qui achete la rente sont tenus de payer au S. foncier ou à son Procureur,

c Chef cens, c'est la premiere charge & redeuance à laquelle le Seigneur a baillé ses terres & heritages dependans de son fief en marque & recognoissance de la Seigneurie

Source : BIU Cujas

directe, laquelle demeure par deuers luy. Et pour ceste cause il se nomme le Seigneur direct, en plusieurs Coustumes, & mesmes en celle de Peronne Art. 21. Seigneur Emphyteutique qui a baillé son heritage à rente emphyteuse, ou Seigneur rentier Berry Tit. 5. Art. 2. & Tit. 6. Art. 32. A ceste cause aucuns anciens Practiciens ont bien escrit, que le cens est en signe & remembrance ou pour recognoissance de Seigneur. Et celuy qui iouyst de l'heritage censuel, feodal ou redeuable de rente, se nomme Seigneur direct en plusieurs Coustumes, Bourbonnois Art. 473. Auuergne Chap. 2. Art. 1. & 3. Berry Tit. 6. Art. 17. 25. 26. & 32. Tit. 12. Art. 14. ou Seigneur profitable Clermont Art. 108 & 109. Id enim cuiusque proprium est quo vtitur atque fruitur vt Cicero vii. Epist. ad famil. scribit. Au reste le chef cens, ou cens premier, se nomme aussi le menu cēs, cens foncier, cens capital ou fonds de terre, & est different du gros cens, surcens, ou croix de cens. Car le chef cēs, menu, cens foncier, ou capital est vn indice & marque de la Seigneurie directe, portant lods, ventes, saisines & amendes, & est la premiere charge du fonds, comme i'ay dict cy dessus. Mais le gros cens ou surcens, qu'aucuns nōment aussi le cens mort, ce n'est pas la directe & fonds de terre, ains la seconde charge. Et est le menu cens plus Seigneurial que le gros cens, qui sequipolle à rente & grosse charge & nuisible. Et le menu cens n'est qu'en signe & recognoissance de la Seigneurie de celuy qui le premier a baillé l'heritage à cens. Et n'emporte le surcens ou gros cens, lods, ventes, saisines & amendes, s'il n'est conuenu en faisant bail de l'heritage, que ledit surcens ou gros cens emporteroit lods, ventes, saisines & amendes. Voyez Chopin sur la Coustume d'Anjou liure 1. Art. 6. Charondas & l'Indice des Droicts Royaux & Seigneuriaux & du Moulin sur la Coustume de Paris. Glos. 2. ad Ar. 51. num. 10. & 17. où il explique ces mots à dix sols de cens & surcens : vel à dix sols de croix de cense ou rente: & le mot, de croix, ne signifie point augmentation, ou croist comme aucuns ont pensé, mais il monstre que la redeuance censuelle est deue en argent, qui est de l'autre part marquee du signe de la croix.

appartenir en sa terre & Chastellenie de Vincelles & possession immemoriale d'iceux: & ce faisant a esté rayé le 12. Ar. ancien cōme estant cōpris en l'Art. 21.

†† *Sur ceste Art. 48. a esté remonstré par Chardon pour le S. d'Hoisonuille qu'il a droits de lods & ventes vallans huict blanc pour chacune liure. A ceste cause ont esté adioustez ces mots, S'il n'y a titre, &c. iusques à ce mot, moins, inclus.*

† *Anciennement l'acquereur n'auoit que huict iours pour apres le depri & notifications contenues en ce 46. Art. payer au S. Censuel les lots & ventes de son acquisition: au lieu desquels huict iours auons de l'aduis des Estats ordonné qu'ils auront trois mois pour ce faire.*

† *Ces Art. 239. 240. 241. 242. 243. 246. & 247. sont tant pour les Chastellenies de Chaumont & Ponthoise, que pour la Chastellenie de Compiegne ainsi qu'il est cotté par lesdits Art.*

chacun pour sa moitié, s'il n'y a promesse ou contract au contraire entr'eux, le droict de ventes deu au S. à cause d'icelle vendition ou rachat, lequel droict est de xii. den. ou de xvi. den. pour franc eu esgard au pris d'icelle vendition. Art. 240. Par ladite Coustume de la Chastellenie de Ponthoise, si iceux vendeur, acheteur ou racheteur, & celuy dont on rachete la rente ou autre pour eux estoient defaillans ou en demeure de faire les choses deuant dites, ils sont tenus & encourent, outre les droicts de ventes & saisines, enuers le S. foncier, chacun en amende de lx. sols pour lesdites ventes recelees: & iceluy acheteur, ou racheteur en autre lx. sols Par. d'amende, à cause de la saisine happee: sinon qu'icelle vendition eust esté faicte francs deniers au vendeur. Et quand ledit acheteur prend de luy la saisine & iouyssance d'icelle rente ou heritage, sans en estre saisi premierement, du S. F. ou de son Procureur, encourt en l'amende de lx. sols Par. pour ladite saisine happee. Art. 241. Par ladite Coustume de la Chastellenie de Ponthoise, si ainsi estoit qu'en faisant le contract des venditions ou rachats de rentes ou heritages, il ait esté dit & expressement accordé entre les vendeur & acheteur ou racheteur, & celuy qui est tenu & doit payer icelles ventes, est encores tenu outre icelles ventes & saisines, payer audit S. foncier le droict de Venteroles pource à luy deu: lequel droit est en effect, les ventes au pris dessus declaré, de telle somme de deniers que deuoit iceluy, qui est franc de ce que dit est pour sa part & moitié desdites ventes: si ainsi estoit qu'il n'en fut franc & quitte. Art. 242. Par la Coustume de la Chastellenie de Chaumont, quand aucun heritage tenu à cens, chāpart, ou autre droit Seigneurial, est vendu ou autrement aliené, l'acheteur auant qu'il puisse iouyr de tel heritage ou de soy mettre dedans, est tenu dedans xl. iours apres la vendition ou translation venir deuers iceluy S. duquel iceluy heritage est tenu & mouuant en censiue, ou autrement, comme dessus, ou à ses Officiers ayans pouuoir de ce & soy faire ensaisiner: faire & payer les droicts & deuoirs pour ce deuz: sur peine de payer lx. sols Par. d'amende auec les droicts de saisine, & lx. sols Par. d'amende pour les ventes recelees. Art. 243. Par ladite coustume de la Chastellenie de Chaumont, si l'heritage est tenu en Censiue, il en eschet pour les ventes au S. xvi. den. Par. pour franc auec le droict de saisine, qui est de xii. den Parisis. Art. 246. Par la Coustume des Preuostez foraines de Compiengne & exēption de Pierre-fons, en vendition d'heritage roturier l'acheteur doit au S. dont tel heritage est mouuant à cens, champart ou autre droict Seigneurial, pour xvi. sols Par. xvi. den. Par. pour les d Gants auec deux sols Par. pour la lettre de saisine, & xii. den. Parisis pour le seel de la lettre. Et est ledit acheteur tenu venir en dedans xl. iours apres l'acquisition par luy faite vers ledit S. pour de luy auoir la saisine & satisfaire desdits droits: & à faute de ce faire eschet en amende de lx. sols Par. pour les ventes forcelees. e Art. 247. Par la Coustume desdites Preuostez ledit acheteur ne

Droict de ventes.

Amende pour ventes recellees.

Amende de saisine happee.

Venterolles.

Gants.

d Le suiet & redeuable de censiue doit à son Seigneur censuel ou censier en quelque lieux vne paire de gāts Vallois Art. 13. & sont

estimez à argent. Le Bouteiller en la Somme Rurale escrit qu aucuns fiefs doiuent blancs Gants, blanche Lance de Relief selon l'vsage des lieux. Et le Seigneur Feodal en la reception d'hommage du vassal le saisissoit du fief par son Gant, comme il appert par vn ancien Arrest par nous cy dessus recité en l'Addition du 1. Titre des fiefs donné à la Pentecoste 1269. Le Seigneur inuestit son Vicomte par le Gant ou baston, ainsi que le Speculateur escrit Tit. de Vicecomite lib. C'estoit aussi le gage de bataille.

e C'est Art. 246. est interpreté par le 249 de la mesme Coustume par lesquels Articles on doit colliger que l'amende ne se paye qu'en deux cas, ainsi que i'ay monstré sur le 54 Art. de l'ancienne Coustume de Paris nombre 19. & sur le 52. de l'ancienne Coustume Glosse 1. nombre 145. C.M.

Amende contre l'Acheteur prenant possession sans auoir satisfaict des droicts Seigneuriaux.

Droict de vētes.

Vente faicte francs deniers.

Reuentes ou venterolles.

†† *Ces mots, Et en tout cas, &c. iusques à la fin sont adiouſtez de nouuel à l'ancienne Coustume. Au reste faut noter que Maistre Pierre de Hacqueville Conseiller du Roy, Seigneur d'Ons en Bray: Vvalicourt Procureur du S. de Baulu: Iacques Petit Procureur du Seigneur de Caigny: Adriā Petit Procureur du Seigneur de Houdene, du S. de Trossures & du S. de sainct Aubin en Bray: Pierre Clement S. du Vvaut & du Houssoy: Pierre Gayant Procureur de François du Mesnil & Aubert de Creteret S. de Harchiers: ledit Cousturier Procureur de Nicolas du Clement Procureur en partie de Sempuis, de Iacques & Iaspard d'Estrés Seigneurs en partie de Coutres: Pierre le Roy Procureur en partie de Damoiselle de Candeuille, ont respectiuement dit & remonstré qu'à cause desdites terres & Seigneuries ils*

se peut mettre en l'heritage ou droict par luy acquis tenu à cens champart ou autre droict Seigneurial, d'aucun S. soit Haut Iusticier ou S. foncier, sans premier auoir satisfaict des droicts Seigneuriaux, & s'il fait le contraire, il chet en amende de lx. sols Par.

CLERMONT Tit. 9. Art. 115. Le vendeur de tel heritage roturier doit les droicts de vente de la chose par luy vendue: c'est à sçauoir de xii. den. Par. vn den. Par. & lesquels ventes il doit venir denoncer au S. & les luy payer dedans xl. iours de la vendition: sur peine d'amende de lx. sols Par. pour les ventes recelees. Toutesfois où la vente seroit faite, Francs deniers: en ce cas ne tombe en ceste necessité: ainçois l'acheteur est tenu de denoncer & payer les ventes, & outre les ventes, les reuentes nommees venteroles, sur ladite peine de lx. sols Par. d'amende: & †† en tout cas se peut addresser à l'heritage vendu, pour lesdits droicts & amende. *

VALLOIS Tit. 3 Art. 13. Quand † aucun a acheté quelque heritage ou Surcens tenu d'aucun S. en censiue, l'acheteur est tenu d'aller vers le S. dont l'heritage vendu est tenu & mouuant, pour estre par luy ensaisiné, & luy payer les ventes & droicts, en dedans xl. iours, à compter du iour de l'achat: sur peine de lx. sols f d'amende pour les ventes recelees. Et doit l'acheteur audit S. pour lesdites xvi. den. Par. pour chacun franc, & xii. den. t. pour les vins pour chacun franc aussi: & si doit auec ce audit S. vne paire de gands pour la saisine, estimez lesdits gands deux sols Par. Et ce faisant luy doit le S. bailler lettres de la saisine s'il le requiert, en les payant: & s'il ne requiert lettres, sera ledit S. tenu mettre ledit ensaisinemēt au dos desdites lettres d'acquisition, sans pource en prendre aucun salaire: & n'en doit rien le vendeur desdits heritages: & de toutes lesdites saisines sera tenu le S. en faire Registre.

TROYES Tit. 4. Art. 54. Tous les heritages chargez & redeuables de Censiue, assis en la Preuosté de Troyes, portent lods, ventes & amendes, quand le cas y eschet: c'est à sçauoir lods & ventes de trois sols quatre den. t. pour liure du pris qu'ils sont vendus, ou autrement transportez par contract equipollent à vente, ou subhastez ou decretez par Iustice: & amende de deux sols vi. den. Par. contre le possesseur qui defaut de payer ladite censiue au iour qu'elle est deue. Desquels lods & ventes, le vendeur doit personnellement la moitié, c'est à sçauoir les ventes: l'acheteur les lods, qui est l'autre moitié: Et neantmoins ledit heritage ainsi vendu ou aliené, demoure chargé g & hypothequé desdits lods, ventes, defaux & amendes. ††

VITRY Tit. 10. Art. 117. Quand on vend aucuns heritages chargez & redeuables de cēs fonciers enuers le Roy ou les Eglises du lieu, ou autres, l'acheteur est tenu de payer les ventes, qui est xx. den. pour liure, & n'en doit aucune chose le vendeur.

LAON Tit. 14. Art. 137. L'acheteur † d'heritage roturier doit au S. foncier le droict de ventes, qui est le xii. den. du pris principal: reseruees toutesfois aux S. & à leurs suiets respectiuement leurs conuentions particulieres, si aucunes en ont pour plus ou pour le moins.

CHALONS Tit. 15. Art. 125. p. *à Laon.*

REIMS Tit. 4. Art. 143. Vente est le droict deu au S. censuel pour l'acquisition dudit heritage: à sçauoir le xii. den. du pris d'icelui heritage, qui est à raison de xx. den. pour liure: lequel droict est deu par l'acheteur au S. en aucuns lieux, fins & limites suiets à la Coustume, és cas dont sera cy apres parlé.

NOYON Tit. 4. Art. 24. Quand aucun heritage tenu en Censiue est vendu, est deu par l'acheteur au S. censuel, le xii. den. du pris.

COVCY Tit. 2. Ar. 3. Tous acquereurs d'heritages redeuables & suiets de droits de ventes sont tenus dedans xl. iours, apres les lettres d'acquisition par eux faicte payer les droicts de ventes, qui est le xii. den. du pris de la vente: sçauoir de xx. sols t. xx. den. t. au S. foncier dudit heritage: autrement & à faute de ce faire sont tenus payer vi. sols Par. d'amende.

f Du Moulin escrit sur le 54. Art. de Paris, nōbre 20. que le mot de deniers estant prononcé simplement & sansaucune restrictiō, qu'il faut entendre des deniers tournois, & non du Parisis, parce que les tournois sont moindres que les Parisis. Vlpian. in l. nummis 75. De leg. 3. nummis, inquit, indistinctè legatis hoc receptum est vt exiguiores legati videantur: si neque ex consuetudine &c. & in l. cum fundus 39. §. scio. De leg. 1. vulgò fatebitur, vtique minorem cum legasse, si maiorem nō potuerit docere legatarius, & si la Coustume eust voulu entendre des Parisis, elle l'eust exprimé l. vnic. §. si verò C. de Cad. toll. cap. ad audiē tiam De decimis.

g Ce qui se doit entendre seulement de l'acquisition faite par le nouuel acquereur, & non des lods, ventes Defaux & amendes deues par ses auēteurs ou autres dōt il a droit acquis, ainsi qu'il a esté dit cy dessus contre l'aduis de M. du Moulin qui tient le contraire en l'Art. 54. de Paris nombre 28.

Source : BIU Cujas

ont ce droict qu'en mutation & descente de succession pour heritages roturiers, leur est deu droict de Relief, de v. sols Par. pour chacune masure: & pour chacune mine de terre xii. den. Par. dont les Coustumes desdites censiues ne font aucune mention: à ceste cause ont requis qu'il y fut mis & adiousté en ladite Rubriche vn Art. faisant mention dudit droict: autremẽt & où ladite augmentation ne seroit faite, ont protesté que les autres Coustumes cy dessus escrites ne leur puissent preiudicier audit droict. Ce qui a esté empesché par Nicolas l'Abbé Procureur des Marguilliers de Torjures, des Marguilliers de Harchiers, des Marguilliers de Grimont & de S. Auben pres de Beaunais, faisans iceux Marguilliers pour tous les habitans desdits lieux & par Iean Coppin demourant audit Nulli: disans que lesdits droicts ne leur sont deuz, & n'a esté accoustumé de les payer, faisans toutes autres protestations au contraire.

* Aliàs, Amendes.

† Maistre Pierre du Barle Aduocat pour les gens du tiers Estat, a requis ledit Art. 13. estre corrigé, disant qu'aucuns vins n'estoient deuz aux S. ains seulement xvi. den. Par. pour chacun franc pour les ventes. Maistre Iacques Raugueneul Lieutenant particulier dudit Crespy, pour les Nobles dudit Duché, insistant au contraire, disant que de tout temps & d'ancienneté lesdits Nobles ont iouy & possedé des droits de vins & ventes contenus audit Art. à sçauoir les ventes xvi. den. P. & xii. den. pour les vins pour chacun franc, empeschant l'Art. estre corrigé & qu'il y doit estre mis xii. den. Par. au lieu de xii. den. tourn. pour les vins. Sur ce veu la contrarieté d'iceux auons par prouision dit que la Coustume, qui est corrigee par les anciens Practiciens telle, qu'elle est couchee cy dessus tiendra: & prendra le S. pour les ventes pour chacun franc xvi. den. Par. pour les vins xii. den. tourn. & pour sa paire de gants estimee à deux sols Par. Et seront tenus les S. faire Registre des saisines par eux faictes. Et neantmoins a esté adiousté audit Art. 13. selon qu'il est contenu à la fin d'iceluy.

†† Ces mots anciens, combien qu'en plusieurs lieux, & c. ont esté rayez: reserué aux Seigneurs vser & prendre sur leurs suiets tels droicts de ventes, lots & amendes que leur peuuent competer & appartenir: & à leurs suiets leurs defenses au contraire.

† C'est Art. 137. aura doresnauant lieu en la ville de Soissons: & certain Art. contenu en l'ancien cayer a esté abrogé: & fut par nous ordonné que ladite ville de Soissons, se reglera selon la Coustume generale de Laon.

Amiens Tit. 1. Art. 36. En heritage cottier le droict Seigneurial est du xiii. den. & s'il est dit franc deniers, outre ledit xiii. den. sont deues venteroles, qui sont le xiii. den. dudit xiii.

Ponthieu Tit. 4. Art. 71. *A la fin.* Et si c'est en cas de chose tenue cottierement, il y a amende de lx. sols & restitution des droicts Seigneuriaux.

Boullenois Tit. 11. Art. 51. Si aucun acquiert immeubles & heritages feodaux ou cottiers, à quelque titre que ce soit, il est tenu insinuer son achat & acquisition dedans iv. mois du iour de la vẽte & acquisition, & payer au S. ses droits Seigneuriaux tels, qu'ils luy pourront appartenir, à peine de lx. sols Par. d'amende: & outre ledit temps passé, le S. pourra faire poursuite de ses droicts, ainsi qu'il verra estre à faire par raison, encores que ledit acquereur ne luy aye fait faire ladite signification & insinuation. Et toutesfois ne sera tenu aucun prendre saisine n'y plus grande seureté desdits acquests, s'il ne luy plaist. Et aussi les acquereurs & acheteurs des rentes rachetables constituees à pris d'argent, ne seront tenus, si bon ne leur semble, faire ladite insinuation & intimation.

Peronne Tit. 3. Art. 85. En †† venditions d'heritages censuels & roturiers, sont deuz droicts Seigneuriaux au S. duquel ils sont tenus, qui est le xii. den. du pris de la vendition, qui se paye par le vendeur: sinon qu'il soit dit, francs den. au vendeur: auquel cas se doit payer par l'acheteur le xii. den. & non plus. Art 86. Excepté † pour les maisons, iardins, prez, vignes & autres immeubles tenus de l'Escheuinage de la ville: pour lesquels ne sont deuz aucuns droicts Seigneuriaux ne Censuels. Art 99. Celuy †† qui a acquis heritage roturier, le doit declarer, signifier & exhiber son contract au S. duquel est tenu l'heritage dedans xl. iours apres l'acquisition, aussi payer les droicts & prendre saisine de luy. Et à faute de ce faire tombe en amende de lx. sols Par. enuers luy. Et peut ledit S. faire saisir & tenir en sa main ledit heritage acquis, iusques a ladite exhibition & payement desdits droicts & amende.

†† *Cest Art. 85. a esté arresté comme ancien: combiẽ que plusieurs Seigneurs censuels ayent allegué plus grand droict de Coustume, que du xii. den. y mẽtiõné: & que par defaut de payer ledit droit, leur sont deues plus grandes amendes qu'il n'est porté par l'ancienne coustume & qu'en leursdits droicts ils sont fondez par titres & possessions immemoriales. Ausquels auons declaré que n'entẽdions par ceste redaction deroger à leursdits titres & possessions immemoriales. A cest Art. 86.*

Nivernois Chap. 5 Art. 2. Pour vente ou autre alienation de chose tenue à cens regulierement, sont deuz par l'acquereur au S. censier, lods & ventes qui sont de xx. den. pour liure sauf quant à l'Eglise, qui prend deux sols vi. den t. pour les lods & ventes: sinon en aucuns lieux, où ils leuent plus ou moins, dont on vsera selon qu'ils ont accoustumé.

Montargis Chap. 2. Art. 4. Aucunes censiues sont à droicts de lods & ventes, & autres à gands & ventes simplement: les autres à vins & à ventes: & les autres à ventes simplement. Ceux qui doiuent lods & ventes, il est deu pour franc viii. blanc. Ceux qui sont a ventes simplement, du franc xvi. den. Par. Ceux qui sont a gands & ventes, xvi. den. Par. pour franc & vne paire de gands. Et ceux qui sont a vins & a ventes, doiuent xvi. den. P. pour franc auec vne iallee de vin pour tout: & paye ce l'acheteur. Art. 8. Quand l'acheteur viendra deprier les lods & ventes au S. Censier, il sera tenu, si le S. le requiert, bailler recognoissance par Notaire du depry, contenant la somme de l'acquisition, a ses despens: & semblablement le S. recognoissance audit acheteur, aux despens dudit S. de Notaire ou de sa main, s'il

Source : BIU Cujas

s'est opposé Maistre Iacques d'Applincourt comme Abbé Commandataire du Mont de S. Quentin pres Peronne: disant qu'en ladite ville de Peronne, Banlieue & és enuirons d'icelle y a plusieurs manoirs & heritages tenus en roture de sadite Abbaye chargez quand le cas s'y offre de payer droict Seigneurial tel que du xii. & xiii. den. nonobstant ladite pretendue Coustume locale dudit Peronne: & que luy & ses predecesseurs sont fondez en titres particuliers & possessions immemoriales. Auquel auons declaré que ledit Art. passera, sans prejudice de sesdits titres & possessions immemoriales se aucunes en a.

†† *L'Art. 89. est ancien pour le regard de Mont-didier: & de nouuel introduict pour le regard de Peronne & Roye.*

† *Les habitans de S. Forgeau dirent qu'ils ne deuoient pour ventes que quatre blancs pour franc, trois sols Par. pour lots sur chacun contract. Les habitans de Villiers S. Benoist, de Bonny & d'Ouzouer sur Loire, remonstrerent aussi qu'ils ne deuoient, à sçauoir les habitans de Bonny & d'Ouzouer que xx. den. de ventes & iii. sols Par. pour chacun contract. Et lesdits habitans de Villiers qui ne deuoient que xx. den. t. pour liure, & trois sols t. pour lots de chacun contract. Et apres auoir enquis à la requeste des habitans de S. Forgeau, le Gouuerneur dudit S. Forgeau: Nicolas le Beau Procureur & Receueur du S. dudit lieu, qui disoient n'auoir accoustumé estre payé que quatre blancs pour chacun franc de Ventes & deux sols P. de lots sur le tout pour chacun contract. Neantmoins n'entendoient que ledit S. de S. Forgeau luy venu en aage, voulut perdre ses droicts. Auons ordonné que les Coustumes dudit Art. seroient publiees & obseruees, comme Coustumes du Bailliage de Montargis & autres lieux regis sous lesdites Coustumes de Lorris: sans preiudice des droicts desdits habitans, qui ne payeroient que comme ils ont accoustumé de payer: & aussi sans preiudice des vassaux dudit S. Forgeau & autres pretendans plus grand droict de lods & ventes. Desquels droicts chacun iouyra comme il a accoustumé en iouyr. Et recogneurent les Procureurs dudit Villiers S. Benoist, de Bonny & d'Ouzouer, que lesdits habitans desdits lieux ne deuoient que quatre blancs pour franc de vente, & les habitans de Bonny, trois sols Par. sur le tout de lots: & les habitans de Villiers trois sols de lots pour chacun contract: Et sur ce que le Comté de Sancerre, Dame de Neuers, des Seigneurs d'Aubigny, de Liniere, de Cernoy, d'Autry & les habitans du Comté de Sancerre, Concressaut & autres du pays de Berry, de Soulongne, de ladite Ville de Montargis, pays de Puysaye & autres lieux regis sous la Coustume de Lorris & dudit Bailliage de Montargis. Auons ordonné qu'ils pourront bailler leurs Coustumes locales & desquelles ils auoient iouy & vsé d'ancienneté, qui seroient obseruees & gardees chacune en leurs climats, fins & limites, où elles auoient accoustumé estre gardees, comme les autres Coustumes.*

---

† *Cest Art. 107. estoit le 108. ancien. Et ont esté ostez ces mots,* dedans la huictaine ou autre temps selon la nature de la censiue, ensuiuant ladite vente, *& a esté laissé le mot de* Quarantaine, *pour auoir lieu à l'aduenir*

† *Ces mots,* xv. iours, *ont esté mis au lieu de* viii. iours, *contenus en l'Art. 23. ancien de ce mesme Titre.*

†† *Ledit Bienassis pour le Clergé, a remonstré que non seulement pour les choses tenues à droict de cens sont deues lots & ventes, mais aussi sont deuz pour heritages tenus à chãpart*

sçait escrire, ou commis du Seigneur. Art. 49. En la Chastellenie de Bleneau pour le droict de lods & ventes est deue la somme de ii. sols vi. den. t. pour franc en matiere d'achat de chose immobiliaire, que paye l'acheteur.

ORLEANS Tit. 2. Art. 106. p. *à Montargis.* Art. 4. & ventes simples: autres à vins &c. ventes simples &c. ventes, payent pour franc trois sols iv. den. t. &c. du franc xx. den. Ceux qui sont à gands &c. autres xx. den. t. &c. vne paire de gands, sur le tout &c. xx. den. t. &c. pour tout selon la Coustume des Censiues, ainsi que le S. a accoustumé de iouyr: & le tout se paye par l'acheteur. Art. 107. † Apres qu'aucun a acheté vn heritage redeuable de cens, il est tenu de deprier ou paier les profits censuels dedans la quarantaine: autrement s'il ne paye ou deprie au S. censier il est amendable de lx. sols tourn. enuers le S. censier pour raison des ventes recelees: & suffit à l'acheteur de deprier dedans ledit temps pour euiter l'amende.

TOVRS Tit 35. Art. 376. Pour ventes recelees apres † xv. iours passez y a amende vii. sols vi. den. Et si elles ont esté recelees par an & iour à moyen Iusticier & autre superieur, y a amende de lx. sols.

LODVNOIS Chap. 14. Art. 23. Pour vendition d'heritages est deu ventes, de xx. sols xx. den. & pour les gands, x. den. pour tout l'acquest és lieux, où l'on a accoustumé de prendre gands, outre les ventes: sinon de la la riuiere de Briande: auquel lieu on a cy deuant accoustumé prendre iii. sols iv. den. pour les ventes. Tit. 37. Art. 18. p. *à Tours,* apres vn mois passé, y a &c. lx. sols. Toutesfois pour plusieurs contracts recelez & exhibez en vn mesme iour, n'y a qu'vne amende.

ANIOV Tit. 9. Art. 153. En ventes recelees, xxx. iours apres le contract passé, y a amende de Loy: & qui les recele par an & iour, y a lx. sols t. d'amende: supposé qu'en iceluy fief, n'y ait que iustice fonciere.

LE MAINE Tit. 10. Art. 170. Le suiet qui a fait defaut par viii. d'exhiber le contract ou contracts, dont il y a profit & emoliment de fief, sera l'amende de la loy. Art. 171 p. *à Anjou.* Art. 153. de huictaine apres &c. lx. sols Mansaiz: supposé &c.

GRAND PERCHE Tit. 3. Art. 86. Ventes †† sont deues par l'acquereur à raison de xx. den. tourn. pour liure pour raison de vendition d'heritages, qui sont tenus à cens seulement: fors & excepté en la Chastellenie de Mortaigne, où ne sont deues aucunes ventes. Toutesfois en la Chastellenie de Regmalard & fiefs, qui en dependent, comme Feuillet, Vauiours & autres, sont deues ventes à la raison dessusdite. Art. 87. Et †† quant à la Baronnie de Longny pour les choses estãs en la Bourgeoisie dudit lieu, sont seulement deuz x. den. pour liure: & hors ladite bourgeoisie xx. den. t.

CHASTEAVNEVF Chap. 7. Art. 50. D'heritage tenu à cens vendu ou eschangé en diuerses censiues, le S. censier doit auoir pour son droict de ventes, xx.

Source : BIU Cujas

Auenage, rente feodale, & autre pareil droict, qu'il a dict equipoller a droict de Cens: & que dudit droict de tout temps immemorial, les Doyen, Chanoines & Chapitres de l'Eglise de Tours, pour leurs terres de Viniers, S. Hilaire, & autres qu'ils ont audit Comté de Perche, en ont vse: comme pareillement en ont vse les Prieur & Preuost de Nogent, & en a iadis Preuost obtenu sentence & Arrest à son profit. Au moyen dequoy s'est opposé & empesche que ledit Art. 86. passe pour Coustume, sinon qu'il soit reserué à ceux qui ont iouy dudit droict, d'en iouyr & vser, comme ils ont faict par cy deuant. Semblables remonstrances, requestes & empeschemens ont este faites par ledit Goullet pour la Baronnie dudit Nogent & Chastellenies qui en dependent & la Chastellenie de Regmalard. Et par lesdits Sagot & Sainctu pour la Dame de Marcheuille & Orieux pour raison des heritages tenus à rente infeodee, Auenage, Chappons, poulles ou autres deuoirs Seigneuriaux, pretendant que pour raison d'iceux sont deuz lots & ventes & que lesdits Seigneurs & Dame & leurs predecesseurs en ont de tout temps & immemorial iouy esdites Seigneuries de Nogent, Rigmalard, Marcheuille & Orieux. Et par ledit Maistre Thomas Bon-enfant a este remonstré pour les habitans de Moustiers, qu'au Prieur dudit Moustiers n'appartient aucun profit de ventes, combien qu'il ait droict de Censiue: par ce que le cens à luy deu en la Parroisse de Moustiers à cause de sondit Prieuré, est simple prestation annuelle donnee au Prieur dudit lieu par les Comtes du Perche fondateurs dudit Prieuré, qui n'emporte aucun droict de vente, ne profit Seigneurial: ioinct qu'en la Chastellenie de Mortagne, en laquelle est situé ledit Prieuré, ne sont deues aucunes ventes: aussi ledit Prieur n'en a iamais iouy, & y a proces pour raison de ce entre ledit Prieur & lesdits habitans, pendant tant par deuant le Baillif du Perche, qu'en la Cour de Parlement: empeschant que la Coustume ait lieu pour le regard des habitans de Moustiers. Et par ledit Maistre Charles Souefue pour les manans & habitans de Bertoncelles & Dorceau a este dict que pour les heritages que tiennent à cens lesdits habitans dudit Prieuré de Moustiers ne sont deues aucunes ventes, & que de ce ils ont obtenu sentence & Arrests à leur profit, ioinct que lesdits villages sont situez en la Chastellenie de Mortagne, en laquelle ne sont deues aucunes ventes. Et par ledit Goullet pour les Seigneurs de Nogent, & Seigneur de Riueré, a este dit & remonstré que lesdits Seigneurs ont donné & aumosné audit Prieur plusieurs Cens, pour les percenoir simplement, sans aucuns profits de lots & ventes, & sans pouuoir contraindre pour ledit Cens, les redeuables d'iceluy, par deuant autre Iuge, que celuy de la Chastellenie dudit Riueré, s'estant reserué la iurisdiction sur lesdites Censiues: empeschant que ledit Seigneur de Moustiers puisse, par le moyen de ladite Coustume, exiger aucunes ventes sur lesdits heritages, assis audit Riueré, ressort & destroit d'iceluy. Au contraire par ledit Maistre Nicolas Neueu, pour Maistre Iean Huraut Prieur commendataire de Moustiers, a este dit que lesdits Bon-enfant & Souefue n'auoient pouuoir ou procuration de faire lesdites remonstrances, & que ledit Prieur est Seigneur temporel de ladite Chastellenie de Monstiers: laquelle s'estend és Parroisses de Dorceau, Comté, Riueré, Bertoncelles, & le pas Sainct l'Hommer, Menus & autres, du tout distraicte & separee de ladite Chastellenie de Mortagne, & n'estoit aucunement suiette d'icelle: de laquelle aussi elle estoit distante de six lieues ou enuiron. Esquelles Parroisses ledit Prieur a grande quantité de terres suiettes à cens, portant profit de ventes, quand lesdites terres sont vendues ou alienees. Et que desdites ventes luy & ses predecesseurs ont este touiours payez, & en sont en possession immemoriale: & qu'au viel Coustumier y auoit Art. especial pour le dit lieu de Moustiers & Rigmalard portant qu'ausdits lieux ventes sont deues. Requerant que l'Article contenu au cayer, qui a esté presenté, partant aussi qu'ausdites Chastellenies de Regmalard & Moustiers ventes ont lieu, demeure pour Coustume, nonobstant les oppositions faites au contraire. Pareillement par ledit Neueu a esté dict & remonstré pour le Reuerendissime Cardinal de Tournon, Abbé de Sainct l'Hommer de Blois, Religieux & Couuent dudit lieu, qu'il y auoit plusieurs cens & droicts de ventes en ladite Chastellenie de Moustiers, employant ce que pour ce regard il en auoit dit pour ledit Prieur de Moustiers. Surquoy auons ordonné que les parties auront acte de leurs remonstrances, pour leur valoir & sur icelle se pouruoir ainsi que de raison. Et neantmoins de l'aduis desdits Estats auons ordonné que ledit Article 86. ainsi qu'il est couché passera pour Coustume, sans preiudice des titres, possessions immemoriales, iugemens, Arrests & autres droicts particuliers des parties: ausquels n'entendons aucunement deroger.

†† Par ledit Grauelle pour les Bourgeois de Loigny, a esté dit & remonstré, que pour les maisons & heritages situez en ladite Bourgeoisie de Loigny, de tout temps & d'ancienneté ont este payez ventes à la raison de dix deniers tournois pour liure seulement, & double Cens, quand il y escheoit, & que ledit Cens de Bourgeoisie estoit requerable par ledit Seigneur. Et de ce s'en est rapporté audit Brulart Procureur dudit Seigneur de Loigny. Ce qui a esté accordé & consenti par ledit Brulart, disant toutesfois qu'apres que ledit cens de Bourgeoisie auroit esté requis par ledit Seigneur de Loigny, la huictaine passee, en defaut de payement dudit cens par le Bourgeois dudit Loigny, ledit Seigneur le pouuoit contraindre au payement dudit cens, & exiger l'amende de sept sols six deniers tournois, Dont lesdits Grauelle & Brulart ont respectiuement requis acte, & leursdites remonstrances estre employees en nostre proces verbal. Ce que leur auons octroyé. Et par ledit Maistre Iean du Bois, Procureur de ladite Dame Antoinette de Sainct Pere, Dame de Clinchant & de Vaumeux a este remonstré, qu'elle, à cause de son chastel & Seigneurie de Clinchant, à droict de cens sur plusieurs maisons & heritages situees en la Bourgeoisie de Bellesme. Et qu'à cause dudit cens, luy appartient droict de ventes, le cas de vendition aduenant, & à ceste cause empeschoit pour ladite Dame, que le Roy print droict de ventes sur lesdites maisons & heritages situez en ladite Bourgeoisie tenues audit deuoir: protestant que ledit Article ne puisse preiudicier à ses droicts. Desquelles remonstrances & protestation luy auons octroyé acte.

---

deniers tournois pour liure auec les gands de son Sergent estimez à vingt den. tournois. Et le semblable est de la rente constituee, sur iceluy heritage, où le Seigneur ayant droict de ventes, voudra prendre tel droict de ventes & dependances d'iceluy, pour raison de telle rente ainsi constituee. Art. 51. Pour † non auoir payé ventes d'heritages tenus à cens, & pour auoir icelles recellees, est deu amende de soixante sols tournois, & pour non auoir payé dedans la huictaine apres le depry, il est deu amende, qui vaut sept sols six deniers tour-

† *C'est Art. 51. a esté accordé pour le regard des ventes deues pour l'heritage à Cens. Et quand ventes sont deues pour le regard de l'heritage tenu à rente telle qu'il est contenu au quarante neuf Article, aucuns ont este d'aduis que pour raison de telles ventes, n'est deu aucune amende: & les autres ont este d'aduis contraire. Pour raison duquel different, & attendu la diuersité d'opinions, nous auons remis ledit different à la Cour de Parlement, demeurera ainsi qu'il est pour le regard de l'amende deue des ventes d'heritage tenu à Cens.*

nois.

Source : BIU Cujas

nois. Chap.20.Art.141. Qui recele, & ne paye ou deprie dedans huictaine au Seigneur, son Receueur ou au Cõmis, ou Procureur du Seigneur là où ledit Seigneur, Receueur ou son Commis ne seront demourans & residans sur le lieu, où l'on à accoustumé faire ledit payement ou depri, les ventes de l'heritage acquis, est amendable de soixante sols tournois enuers le Seigneur. Et s'il deprie dedans la huictaine de son acqueſt, & il ne paye les ventes dedans la huictaine ensuiuant ledit depry, il est amendable de sept sols six deniers tournois.

CHARTRES Chap.8.Art.47.p.*à Chasteauneuf.* Art. 50. tournois. Lesquels ventes & gands l'acheteur seul est tenu payer: sauf qu'és v. Chastellenies & Perche-Gouet les gands ne sont estimez que iv.tournois. Art.48. Et †† quant à l'Abbé de Vendosme Seigneur de la Chastellenie de l'Isle qui pretend droict de Relief par la mort & trespas de celuy qui tient en censif (qui est de xx.tournois pour liure de l'heritage tenu en censiue estimé) & aussi droict de Quint & Requint à cause des heritages vendus & tenus en fief. Et pareillement pour le Seigneur d'Annet qui pretend auoir droict en sa Chastellenie d'Annet, tant pour luy, que pour ses Vasseurs & Arriere-Vasseurs de prendre pour ses ventes viii.blancs pour liure: leur est reserué d'vser de tels droicts qui leur peut competer & appartenir és choses dessusdites, & à leurs suiets & * Vasseurs leurs defenses h au contraire. Chap 20. Art.109.p.*à Chasteauneuf.* Art.141. Procureur ou Sergent, là où &c. amendable de xl.sols &c.

DREVX Chap. 8. Art.35.p. *à Chartres.* Art. 47. en diuerses Seigneuries i & Censiues &c. le vi.den.& se payent les ventes par moitié entre le vendeur & l'acheteur: & pourra l'acheteur acheter, à la charge de paier toutes ventes, sans k reuentons. Art.36. Le vendeur & acheteur sont tenus apres vendition faite dedans viii. † iours ensuiuans annoncer & faire sçauoir à leur S. censier la vente, & payer ou deprier lesdites ventes. Et où ils sont defaillans, ils eschoent en amende de lx.sols enuers le S. Censier, de qui l'heritage est tenu. Art.37. Et où lesdites ventes sont depriees dedans les viii.iours, n'y eschet point d'amende: mais se doiuent demander & poursuiure par action.

DVNOIS Chap.3.Art.36. Quand vn heritage ou aucune chose immeuble tenue à cens est vendue, il est deu par l'acheteur au S. censier, iv. den. tourn. pour les gands, & pour les ventes xx.den.t. pour chacune liure du pris de la vente. Art 37. Les Gands se doiuent payer par l'acheteur, dedans viii.iours apres l'achat, au S. ou à son Procureur ou Receueur, s'ils sont presens: ou sinon en leur absence, les consigner au Greffe de la Iustice ordinaire, dont on payera deux den. tourn. seulement pour l'escriture: sur peine de lx.sols tour. d'amende à appliquer au S. censier sauf à Marchesnoir où si on defaut de payer les gands dedans huictaine n'y a que v.sols tournois d'amende, Et si on defaut de payer par vn an, y a lx. sols tournois d'amende.

S. AIGNAN Chap.2.Art.9. Tous cens desdites Seigneuries, qui sont infeodez, sont à ventes & à Reliefs. Et quand ils sont vendus, en est deu au S. de cens xx.den pour liure: & pour le Relief, xii. den. pour vn denier de cens & de plus, plus: & de moins, moins. Toutesfois en la ville & banlieue de S. Aignan, n'a que tels, tels cens, tels Reliefs.

MENETOV Chap.1.Art.2. Quand aucun heritage redeuable de cens, est vẽdu, les ventes en sont deues au S. censier, de la somme qu'il luy a esté vendu, au pris de xx.den.t. pour liure: & est tenu l'acheteur de deprier dedans ix. iours, à peine de lx.sols tournois à appliquer au S. cẽsier la moitié, & l'autre moitié à Iustice. Et le depty faict, ne peut l'acheteur estre contrainct de payer les ventes, iusques à xl. iours francs, à prendre du iour de la vente: & n'y a amende: & ne peut estre poursuiuy que par action ou empeschement de l'heritage. Et est tenu l'acquereur de payer les ventes, s'il n'est conuenu au contraire.

SELLES en Berri Chap.2.Art.3. Cens †† infeodez sont suiets à ventes & reliefs: en telle maniere, que quand les choses tenues à droict & deuoir de cens, sont vendues: il est deu au S. censier, au sur de xx.den. pour liure, & pour le Relief, xiii. den. pour vn denier.

VALLANÇAY Chap.1.Art.1. Tous cens sont à ventes & à Reliefs: c'est à sçauoir xx.den.t. pour liure en vendition: & au regard pour Relief, y a vn sol pour denier.

VASTANG Chap.1.Art.1. Quand l'heritage tenu à Cens est vendu, l'acheteur doit au Seigneur de qui il est tenu, xx.deniers tournois pour liure & payer le

†† *Le Procureur de l'Abbé de Vendosme à remonstré que ledit Abbé, à cause de sa Chastellenie de l'Isle a droict de Relief par la mort & trespas de celuy, qui tient de luy en censiue, qui est de xx.de. Par. pour liure, de l'heritage tenu en Censiue, estimé: a aussi droict de Quint & Requint à cause des heritages vẽdus & tenus en fief. Et pareillement par le Procureur de S. d'Annet fut dit qu'il auoit droit en sa Chastellenie d'Annet tãt pour luy, que pour ses vaseurs & Arrierevasseurs de prendre pour ses ventes huict blãcs pour liure: De tous lesquels droicts ne se pouuoit faire decision sans ouir les suiets des dessusdits. A ceste cause fut mise ceste clause* Et quãt à l'Abbé de Vendosme *&c. iusques à la fin du 48. Art.*

* *Al. vassaux P.V.*

† *Ces mots,* de dãs huictaine, *ont esté mis au lieu des anciens* dedans xxiv. heures.

†† *Cest Ar.3. à esté contredit & empesché par les gens du tiers estat de Selles, disans en auoir iouy autrement. Surquoy auons ordonné que ledit Article de-*

h Il ne faut pas entẽdre en vertu de la coustume, ains par le moyen des conuentions particulieres, qui se doiuent entierement garder & obseruer, & ainsi a esté corrigee la coustume de Blois Ar. 109. suiuant mon opinion par Arrest de la Cour, ainsi que i'ay monstré sur le 53. Art. de Paris nombre 12. & autres suiuans. C.M.

i Ceste qualité d'assiete se doit rapporter aux choses eschãgees seulement. Comme il appert par le 38. Ar. de ceste mesme Coustume cy dessous. C.M.

k C'est à dire que les Reuẽtõs ne sont point deuz encores que la vente ait esté faicte francs deniers au vendeur. C.M.

Source : BIU Cujas

mouueroit par maniere de prouision, iusques a ce qu'autrement en fust ordonné, & que dudit empeschement fersons mention en nostre Proces verbal.

double l cens de l'annee seulement. Art.2. Quand aucuns heritages tenus de l'Eglise à droict de cens sont vendus, les S. de l'Eglise ont accoustumé d'auoir & prendre pour liure du pris de la vente deux sols t. pour ventes d'iceluy heritage, & auec ce le double cens.

LA FERTE YMBAVT Chap.2.Art.2. En defaut de payer ou deprier les ventes, dedans viii. iours apres la vente, le vendeur est amendable de lx. sols t. a appliques moitié à Iustice, & l'autre moitié au S. du cés: pourueu qu'il soit adiourné.

CHABRIS Chap.2.Art.9. Tous cens en la terre de Chabris sont à ventes: & y a xx. den. t. pour liure en vendition d'heritage ou S. ou Seigneurs, desquels ils sont tenus. Art.10. Tous acquereurs suiets à cens, sont tenus payer les ventes au dedans de l'an & iour de l'acquest par eux fait: & s'ils ne les payent, ils sont amendables de l'amende coustumiere, qui est de lx. sols t. comme de ventes recelees & sufannees d'an & iour.

MOLINS Chap.1.Art.1. Les † cens de la Seigneurie de Molins, sont à ventes & à Reliefs: c'est à sçauoir pour les ventes xx. den. t. pour liure: & pour le Relief, xii. den. t. pour denier de cens à mutation de S. des heritages censuels auec le double cens. Et sont tenus les acheteurs des heritages censuels, payer les lods & ventes des choses vendues, dedans l'an & iour dudit acquest: à peine de lx. sols t. d'amende applicable au S.

BOVRBONNOIS Chap.28. Art.394. En ventes d'heritages tenus à cens ou rentes foncieres d'aucun S. l'acquereur est tenu de payer au S. droict de lods & ventes, dedans xl. iours à compter du iour de la vẽte: & s'il laisse passer les xl. iours qu'il ne paye les lods & ventes, payera le m double d'iceux. Mais si le S. direct n'a domicile en la Iustice, où est situee la chose, pour laquelle sont deuz les lods, le debteur d'iceux pour euiter les doubles lods, peut dedans xl. iours iudiciairement consigner & deposer les deniers des lods & ventes. Art.395. Lods & ventes se payent audit pays & Duché en plusieurs manieres, les vns au vi. den. qui est iii. sols iv. den, pour liure: les autres au tiers en montant: autres au quart: autres au xii. selon les anciens vsages, droit constitué: recognoissance, composition ou condition faites & interuenus: mais s'il n'y a titre particulier, commune vsance ou prescription au contraire, lods & ventes s'entendent audit pays & Duché, audit vi. den. pour le simple du pris que la chose suiette aux lods & ventes aura esté vendue.

LA MARCHE Chap.17.Art.152. Lods & ventes des heritages francs par la Coustume generale, és lieux où elles sont deues n'excedent xx. den. pour liure. Chap.18. Art.185. Celuy qui achete terre és lieux, où ventes sont deues, est tenu les payer dedans lx. iours & exhiber ses Contracts: autrement les ventes doublent Et s'il cesse d'exhiber & payer dedans vn an & iour, les fruicts de la chose sont acquis au S. à qui lesdites ventes estoient deues, declaration sur ce faicte par Iuge competent, partie appellee.

POICTOV Tit.1.Art.21. *A la fin.* Lesquelles ventes & honneurs se prennent sur l'achateur, qui sont la vi. partie du pris, que la chose auroit esté vendue.

BAR Tit.4. Art.52. Les lods & ventes d'heritages ne peuuent exceder vn gros pour franc: & ne sont deuz sans titre & stipulation expresse, ou possession valable. Art.53. L'amende à faute des lods & ventes non payez est de v. sols seulement valans trois gros Barrois: & de lx. sols valans trois francs Barrois, pour vẽte recelee & non notifiee aux sieurs des lods & ventes dedans xl. iours d'apres l'aquisition.

S. SEVER Tit.8.Art.2. Et sont les ventes en aucuns lieux le x. den. en autres le xii. en autres le xiii. & en autres le xx. du pris de la chose.

BOVRDEAVX Chap.8.Art.95. Pour lods & ventes est deu le huictain denier: & seront payez par l'acheteur au Seigneur foncier, & non a autre.

Art.78. PARIS

Si †† aucun achete à pris d'argent ou prend à rente n rachetable heritage estant en la censiue d'vn S. censier ou foncier, tel acheteur dudit heritage ou preneur à rente, est tenu payer au S. censier ou foncier, les ventes dudit achat ou fort principal de la rente, encores qu'elle ne soit rachetee.

l Double cens s'entend à la differẽce du simple cens: & est tel que si le cens est d'vn denier, le double cens sera de deux deniers: à la difference des cens qui sont simples. Berri Tit.6. Art.5. & 6. & à la difference des cẽs coustumiers & accordables. Berri Tit.6. Art.4. Voi l Indice des droits Royaux. Au reste si le S. censuel pretendant doubles ventes sur son suiet censier, encores qu'il monstre par bonnes preuues & enquestes, que tous les nouueaux acquereurs des terres suiettes, à son cens, ont accoustumé de luy payer doubles ventes: si est ce que s'il ne monstre par bons & suffisans titres ou tesmoins specialemẽt le suiet nouuel acquereur ou ses auteurs auoir recognu les ventes doubles estre deues audit S. il ne doit estre ouy en ses demandes, & ainsi par Arrest du 8 iour de Feurier 1560 dõné au profit de christophle Chartier contre Nicolas de Champaigne Sieur de la Suze & Françoise de Laual Dame du Plessis-Buret appellans du Seneschal du Maine: par lequel ils furẽt deboutez du droict de doubles vẽtes par eux pretẽdu, & ledit Chartier condamné à payer le droict de ventes audits appellans à telle raison qu'il estoit porté par la coustume du Maine. Et a ladite Cour reserué & reserue ausdits appellans de pouuoir vser & iouir du droit de doubles ventes cõtre leurs autres suiets possesseur & detenteurs des heritages pour lesquels ils ont accoustumé prendre & perceuoir ledit droit de doubles ventes: ainsi que Chopin recite liure 2. des Coustumes d'Aniou partie 1. chap.2. Tit.3. nõb.2.

m Guido Pap. Dec. 171. & DD in l non intelligitur D. de iure fisci.

† *Ces Coustumes de Molins ont esté leues, sans preiudice aux Seigneurs des droicts par eux pretendus. Lesquels auons laissé en telle possession, qu'ils sont de present: & aux suiets auons reserué leurs defenses au contraire.*

Ventes & honneurs.

Lods & ventes.

Ventes sont deues quand la vente est faite à pris d'argent, ou en bail à rente rachetable.

Source : BIU Cujas

†† *A ceſt Art. 78. qui eſtoit le 55. du viel Couſtumier, ont eſte adiouſtez ces mots,* ou prend à rente rachetable, *& ces mots,* ou preneur à rente, *& à la fin dudit Art. ces mots,* ou ſort principal, *&c. Et ont eſte rayez ces mots,* & ſaiſine pource deue & accouſtumee auec 12. den. Par pour la ſaiſine, *qui eſtoient à la fin dudit Art. de l'ancienne Couſtume: le tout pour l'aduenir & ſans preiudice du paſſé.*

droicts de lods & ventes, qui en fin fut decidee par Arreſt prononcé le 10. iour de May 1557. entre les Preuoſts des Marchans & Eſcheuins de la ville de Paris demandeurs à l'interinement d'vne requeſte & appellans de certain appointement donné par les Commiſſaires deputez à la redaction des couſtumes de la Preuoſté & Vicomté de Paris & les Religieux, Prieur & Conuent de S. Martin des Champs, Prieur & Religieux du Temple & c. par lequel la Cour les a tenu & tient pour bien releuez & en faiſant droict ſur l'appel par eux interietté de la ſentence ou appointement donné par leſdits Commiſſaires l'an 1510. Ladite Cour a mis & met l'appellation, & ce dont a eſté appellé au neant, & en amendant le iugement & ayant eſgard à la requeſte deſdits Preuoſts & Eſcheuins, ordonne que l'Art. 58. deſdites Couſtumes ſera rayé: & que les autres 59. 60. & 61. faiſans mention que pour rentes conſtituees à prix d'argent ſont deux lods & ventes, ne demoureront pour couſtume: & au lieu dudit Art 58. ſera mis & eſcrit, *Pour rentes conſtituees à pris d'argent ſur maiſons ou autres heritages aſſis és ville, Preuoſté & Vicomté de Paris, ne ſont deux aucuns droicts de lods & ventes, ny autres profits Seigneuriaux, ſoit pour la conſtitution ou rachat deſdites rentes.* Et a ladite Cour reſerué & reſerue à ceux qui ſous ombre de ladite pretendue couſtume, non accordee, & de ladite ſentence donnee par prouiſion par leſdits Commiſſaires, ont payé aucuns lods & ventes, de pouuoir repeter ce qu'ils auront payé. Il fut retenu, *in mente curiæ*, que des rentes conſtituees à prix d'argent, à la charge deſquelles aucunes venditions volontaires ou adiudications par decret, auront eſté faictes, ſont reputees & les repute ladite Cour faire partie du prix. Et à eſté arreſté qu'en ce cas, lods & ventes ſont deuz aux Seigneurs cenſiers & fonciers, non ſeulement pour le regard des deniers deſbourſez: mais auſſi pour le principal deſdites rentes cõſtituees. Comme du Moulin eſcrit ſur le 58. Article ancien. La raiſon de ceſt Art. 78. eſt tiree dudit Arreſt de la Cour: & par le moyen de ladite rente l'heritage n'eſt vendu, ains ſeulement ſur iceluy acquis vn droict d'hypotheque qui ſe peut eſteindre & racheter. Autre choſe eſt quand vn heritage eſt baillé à rente rachetable, ou vendu à la charge d'icelle, parce qu'en ce cas la rente tient lieu du prix ou de partie d'iceluy: & d'autant que de ſa nature, elle ſe peut touſiours racheter, il la faut auſſi reputer, comme ſi l'eſtimation d'icelle eſtoit le prix de l'achat ou ſort principal, ſans attendre qu'elle ſoit rachetee, & eſt ainſi le Bail faict à rente rachetable reputé vendition. Idem ſ'il a eſté donné en payemẽt quelque rente pour vendition d'heritage, ſoit que la rente ait eſté ſpecialement conſtituee ſur ledit heritage, ou generalement ſur tous ſes biẽs ou eſtant deue à l'acheteur par vn autre, elle ſoit baillee au vendeur, pour tout le ſort principal ou partie du prix: & en ſont deuz lods & ventes. Inſolutum datio vicem venditionis obtinet l. ſi prædium 4. C. de euict. l. in numerationibus 44. D. de ſolut. & Nouella. 4. Ioan. Fab. in l. fin. C. de iure emphyt. & §. adeo. Inſt. de locato. & la rente eſtimee entre au lieu du prix eu eſgard principalement à la volonté des contractans, qui eſt de vendre. Et ſe doit la Couſtume entendre de toute rente conſtituee à prix d'argent rachetable, ſoit au denier douze, ou quinze, ou au denier vingt, ou à plus haute raiſon, ſans ſ'arreſter aux diſtinctions & limitations de du Moulin: & de faict a eſté iugé par Arreſt de la Cour le 24. Mars 1567. entre l'Eueſque de Paris appellant du Preuoſt dudit lieu & Maiſtre Iean Beaucler Treſorier extraordinaire des guerres intimé. Par lequel l'intimé a eſté condamné à payer à l'appellant les lods & ventes de ſix mil liures tournois, pour laquelle la rente de deux cens cinquante liures, dont eſtoit queſtion, eſtoit rachetable, outre les lods & ventes de la ſomme deſbourſee par le contract de vendition, & en l'amende pour ce deue & accouſtumee à faute d'auoir deprié dans la huictaine ſuiuant la Couſtume, & és deſpens: ainſi que Charondas eſcrit liure 7. des Reſp. chap. 17. & ſur ceſt Art.

n C'eſtoit vne ancienne diſpute. Si de rente conſtituee ſur aucun heritage eſtoient deuz

CONFERENCE.

Estampes Chap. 2. Art. 46. L'acquereur † à pris d'argent d'aucun heritage chargé de cens, eſt tenu payer au S. cenſier les ventes dudit achat & ſaiſine pource deue & accouſtumee.

Montfort Chap. 2. Art. 52. p. *à Paris*, d'argent heritage &c. il eſt tenu payer &c. dudit achat: enſemble la ſaiſine pource deue, qui eſt de xii. den. Par.

Mante Chap. 2. Art. 50. †† p. *à Paris*, heritage à pris &c. ou rente rachetable en la cenſiue d'aucun S. Cenſuel, ſont deues audit S. les ventes & ſaiſine dudit achat, du pris qui ſera dit par l'acheteur ſeul, ſans que ledit S. ſoit tenu attendre le racquit de ladite rente.

† *Maiſtre Gerard Garnier pour les Nobles a preſenté vn Article ancien dõt la teneur ſenſuit*, Quand vn heritage cẽſuel eſt baillé à rente fonciere rachetable pour tel bail & rente ſont deues ventes. Mais pour le rachat de ladite rente ne ſont deues ventes. *Le Procureur du Roy a empeſché que ce dit Art. fut inſeré au cayer deſdites Couſtumes. Mais pour la diuerſité des raports*

Art. 79. PARIS.

Si † l'acheteur o d'vn heritage eſt contrainct de guerpir p & delaiſſer l'heritage pour les debtes de ſon vendeur, & en ce faiſant, il ſe vend & adiuge par decret à la pourſuite des creanciers, ledit acquereur ſuccede au droict du Seigneur, pour auoir & prendre à ſon profit les ventes du decret, telles qu'euſt pris le S. ou eſt au chois dudit S. de les prendre en rendant celles qu'il a receuës de l'acquiſition premiere.

o Pour l'intelligence de ceſt Art. faut voir les 102. & 103. Art. mis cy deſſous Tit. 5. & a ceſt Art. 79. lieu en fief encores qu'il ne parle qu'en roture, & tient M. Chopin que les Art. 79. & 84. ſont tirez des Arreſts de la Cour donnez en pareils termes.

p Deguerpir, Vuerpir ou Guerpir ont vne pareille ſignification, ſignifiant emporter, delaiſſer & quitter & Guerp, ſignifie delaiſſement. Vuerpire & Guerpire. Annonius lib. 5. cap. 47. Vva ſtinenſe ſicut promi-

CONFERENCE.

Orleans Tit. 2. Art. 115. p. *à Paris*. Ledit †† premier acquereur ſuccede &c. les ventes & releuoiſons du decret &c.

Art. 80. PARIS.

Si † l'heritage ne ſe peut partir entre coheritiers q & ſe licite par Iuſtice r ſans fraude, ne ſont deuës aucunes ventes par l'adiudication faite à l'vn d'eux: mais ſ'il eſt adiugé à vn eſtrãger, l'acquereur doit vẽtes

Source : BIU Cujas

serat, Vuerpiuit & apud Theodulpʰū, Alodem suam manibus Guerpierunt. Hinc Guerpir la ville ou la bataille. Eu la Chronique de Flandres Chap. 89. & 98. & Guerpir l'hommage au Roy. Cha. 98.

q Ceſt Art. 80. ſe doit entendre quad la choſe commune & indiuiſe entre coheritiers ne ſe peut commodemẽt partir & diuiſer, ains on eſt contrainct de la faire liciter & adiuger par Decret. Ce qui eſt traicté in l. ad officium C. Com. diuid. l. ſi familiæ. 55. D. Fam. erciſc. §. eadem interueniunt. Inſt. de Offic. iud, ſi ledit heritage n'eſt par partage ou ſentence adiugé à l'vn deſdits coheritiers. Auquel cas n'eſt deu aucun droict de lods & ventes, n'y autres droicts & profits Seigneuriaux. Et ſ'il n'eſt adiugé, ains decreté, ou à l'vn des coheritiers, & ne ſont deuz aucuns droicts: mais ſ'il eſt adiugé à vn eſtranger, les droits en ſont deuz au Seigneur. Et ainſi à eſté iugé par Arreſt ſolemnel prononcé aux Arreſts de Paſques l'an 1587. par lequel de choſe licitee, qui ne ſe pouuoit partir entre heritiers, & adiugee à l'vn d'iceux, ne ſont deuz aucuns lods & ventes, meſmes és Couſtumes qui ne diſpoſe de meſme faict porté par ceſt Art. 80.

r Ceſte clauſe, *ſans fraude*, eſt adiouſtee, pour mõſtrer que la licitation ſe doit faire par Iuſtice entre les coheritiers ſans aucune fraude: eſtant l'intention d'iceux de la faire par Iuſtice: parce que l'heritage ne ſe peut partir, ſans auoir faict auparauant entre eux aucune vente volontaire, ne pour colorer icelle de l'adiudication par decret, afin de frauder le Seigneur du droict de lods & ventes qu'il pourroit pretendre à cauſe de la vendition volontaire. Il ſuffit ſi les heritiers ſont de bonne foy liciter & vendre par Iuſtice la choſe commune & indiuiſe.

qui nous ont eſte faicts par les Eſtats, Officiers & Practiciens dudit Siege, les auons renuoyez au lendemain des Rois en ladite Cour.

†† *L'Art. 50. eſt nouueau en ce que par l'acheteur ſeul ſont deu au Seigneur cenſuel les ventes & ſaiſines. Au ſurplus les Eſtats ont empeſché ce que requeroient aucuns de la Nobleſſe, à ſçauoir qu'il fut permis au Seigneur cenſuel de retraire l'heritage eſtant de ſa cenſiue, quand il ſeroit vendu, diſans que la Couſtume n'eſtoit telle au pays, & qu'il ſeroit inique & deſraiſonnable d'ainſi en vſer. Au moyen dequoy auons debouté leſdits de la Nobleſſe de leur requeſte.*

Ventes à qui ſont deues quand l'heritage eſt vendu par Decret ſur le nouuel acquereur pour les debtes de ſon acheteur.

† *Ceſt Art. 79. eſt adiouſté pour Couſtume nouuelle.*

†† *Ceſt Art. 115. eſt accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Ventes ne ſont deues par le coheritier acquereur quand l'heritage ſ'adiuge par decret, ſ'il ne ſe peut partir. Secùs, *ſi à vn eſtranger.*

† *Ceſt Art. 60. eſt nouuel.*

CONFERENCE.

Melvn Chap. 6. Art. 125. p. *à Paris.* entre les †† proprietaires d'iceluy, & il eſt dit par Iuſtice, qu'il ſera licité, & vendu au plus offrant, ne ſont deues au S. cenſuel par les coheritiers ou autres ayant droict audit heritage, lods ou ventes, pour cauſe de la licitation ou adiudication &c. ſi tel heritage &c. il payera au S. leſdicts droicts.

Orleans Tit. 2. Art. 114. † p. *à Paris.*

† *Ceſt Art. 114 a eſté adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Art. 81. PARIS.

Les †† Ventes & amendes ſe pourſuiuent par action ſeulement.

Ventes & amẽdes ſe pourſuiuent par action.

CONFERENCE.

Melvn Chap. 6. Art. 119. Les † lods, ventes & amendes deues pour vente d'heritages chargez de cenſiue, ſe doiuent pourſuir par action.

†† *Ceſt Art. 81. a eſté adiouſté pour interpretation.*

Avxerre Tit. 3. Art. 83. Lods †† & ventes & l'amende pour contracts recelez, ſe doiuent pourſuiure par action: & n'y a main garnie, ſ'il n'eſt ainſi ordonné par le Iuge, les parties ouyes.

† *Ceſt Art. 119. a eſté adiouſté comme anciẽ & omis en l'anciẽ Couſtumier.*

Mante Chap. 2. Art. 49. Par † defaut de payer les Lods & ventes, le Seigneur cenſuel, ne peut proceder par voye de ſaiſie: ains ſeulement doit & peut venir par action. Pour laquelle neantmoins il pourra ſ'addreſſer au detenteur de l'heritage tenu de luy en cenſiue, afin d'eſtre payé des lods & ventes. Lequel detenteur, ne pareillement celuy, qui pourra eſtre appellé à garand par le detenteur, ne pourront decliner la iuriſdiction ordinaire, ores qu'ils fuſſent demourans en autre iuriſdiction.

†† *Ceſt Art. 83 eſt de nouuel accordé, encores qu'il fut diſcordé en l'ancien Couſtumier.*

Laon Tit. 14. Art. 140. Par faute de ventes non payees, ne peut eſtre procedé par ſaiſie: ains ſeulement par action. Toutesfois ſi dedans l'an & iour de la vendition, l'heritage eſt mis en autres mains, ledit heritage reſpondra des ventes, & pourra le detenteur eſtre pourſuiuy: ſauf ſon recours contre qui il appartiendra.

† *Le 49. Art. eſt de nouuel introduit: & nous ont dit les Eſtats que par la dite Couſtume pour lods, ventes & amendes le Seigneur cenſuel pouuoit proceder par ſaiſie.*

Reims Tit. 4. Art. 158. Pour †† defaut de payer ventes, le S. cenſuel ne peut proceder par ſaiſie &c. p. *à Mante.*

†† *Ceſt Art. 158. a eſté empeſché & debatu par leſdits l'Aignelet, Beguin, le Pouure & Trop-mignot eſdits noms, diſans*

Source : BIU Cujas

que par l'ancienne Coustume a faute de vesture & payement de ventes, le S. peut faire saisir & mettre en sa main les heritages vendus: pour lesquels luy sont deues vestures & ventes. Et si sur ce y a opposition, lesdits heritages demoureront en possession dudit Seigneur sans en donner recreance ou mainleuee audit opposant pendant le procez, iusques à ce qu'il ait nanty & garny la main du droict d'icelles vestures & ventes, & qu'ils ont droict & possession immemoriale des droicts dessusdits. Ausquels auons octroyé acte de leur declaration pour leur seruir & valoir en temps & lieu ce que de raison. Et neantmoins passera le dit Article pour Coustume, sans preiudice ausdits Seigneurs de leursdits droicts & possessions, pour lesquels ils demeureront en leur entier.

CHASTEAVNEVF Chap.20. Art.145. Par defaut de payer les ventes, le S. auquel elles sont deues, peut faire saisir l'heritage & fruicts d'icelui vendu ou aliené, pour raison duquel lesdites ventes sont deues, & au regime d'iceluy faire ordonner Commissaires. Art. 146. Et ledit S. payé desdites ventes & amende, sera tenu leuer la main, en prenant les frais de l'empeschement & Commissaires: ou ledit S si bon luy semble, poursuiure lesdites amendes & ventes par action.

AVVERGNE Chap.21. Art.7. Aussi peut le S. venir par action personnelle contre l'acheteur, qui tient l'heritage tenu de sa directe, pour estre payé des lods & ventes & arrerages de son temps.

Voyez Senlis Art.256. cy dessous en l'Addition nombre 8.

Art.82. PARIS.

Saisine n'est requise: & si on la prend, on doit xii.den.

Ne prend saisine qui ne u veut: mais si † on prend saisine, sera payé xii.den. pour la saisine.

† *Ces mots,* Mais si on, *& ont esté adioustez. A quoy se sont opposez* M. *Antoine Loisel, Thierry Caucho & Frãçois Chauuelin Aduocats. pour les Ecclesiastiques, & encor pour les Eueſques de Paris, Abbez de S. Denis & de S. Geneuiefue, soustenans estre en possession de prẽdre v. sols tour. pour saisine. Sur quoy auons ordonné qu'ils auröt acte de leurs oppositions, & que leurs pretẽdus droits leurs seront reſeruez & aux acquereurs & vendeurs, leurs defenses au contraire, comme dit est.*

CONFERENCE.

MEAVX Chap.25. Art.193. Les S. Censiers ont droict de saisir l'acheteur ou nouueau S. des heritages, qui sont tenus d'eux en censiue: pour lequel droict de saisine, ils prennent xii.den. t.

MAILLEMAISON Art.1. En la Chastellenie *de Maillemaison*, xii.de.t. pour la saisine, & xii.den.t. pour la dessaine.

RESBETS Art.2. A Orly & Boitron celuy qui se dessaisit, ne doit point xii. den. pour droict de dessaisine: combien qu'il est tenu se desaisir pendant le temps que dit est, comme sont ceux qui sont tenus payer ledit droict de saisine. Art. 6. Tous ceux qui vendent, donnent ou eschangent heritage en la seigneurie & Iustice de ladite Eglise, & en la censiue d'icelle, sont tenus de venir à dessaisine & pour icelle payer xii.den. aux S. Et aussi ceux qui acceptent icelles venditions, donations ou eschanges sont tenus de venir à saisine, & doiuent au S. pour droit de saisine xii.den. (qu'on appelle vest x & deuest des choses donnees, vendues ou eschangees) dedans viii.iours apres les contracts de ce faits & accordez entr'eux: sur peine de vii.sols vi den.t. d'amende pour chacun des defaillans. Et si apres les viii.iours passez, ils defaillent d'y venir dedans l'an, ils sont derechef amendables de lx.sols, pour chacun d'eux.

Voyez cy dessus l'Art.2. de Faremonstier.

SENS Tit.12. Ar.116. De l'heritage censuel & roturier, l'acquesteur peut prẽdre saisine & possession, sans le consentement du S. censier ou Iusticier. Tit.20. Art.227. Le S. censier n'a aucun droict de vest ou deuest: pource qu'il n'est de neceſsité que l'acheteur soit ensaisiné par le S. censier: mais peut prendre de son auctorité & sans offense, la possession de l'heritage à luy vendu.

AVXERRE Tit.3. Art.84. p. *à Sens.* Art.227. deuest: & n'est de &c.

ESTAMPES Chap.2. Art.47. Le droit de saisine est de xii.den. Par. Et ne prẽd saisine, qui ne veut.

DOVRDAN Tit.2. Art.45. *A la fin.* Et outre doit iceluy acheteur xii. deniers Parisis pour la saisine, laquelle il prend, si bon luy semble, & non autrement.

†† *Bazin pour le S. de Rãboillet a dict que de tout temps & d'ancienneté a esté payé pour chacune saisine, deux sols P. & en est en bonne*

MONTFORT Chap 2. Art.53. Il †† ne prend saisine, qui ne veut.

MANTE Chap.2. Art.51. *A la fin.* Et pour la saisine que l'acquereur est tenu prendre xii.den. Par.

SENLIS Tit.13. Art.239. *A la fin,* † Et si est tenu ledit acheteur ou racheteur de payer au S. foncier ou à son Procureur, xii. den. Par. à luy deuz pour le droict de saisine: en payant lesquels droicts iceluy S. foncier ou son Procureur, est tenu de mettre ledit acheteur d'iceluy heritage ainsi vendu ou de ladite rẽte ainsi ache-

u Cest Art.82. a esté adiousté pour l'explication: pour la doute qu'on eust peu faire à cause de l'opinion de du Moulin, & de quelques Coustumes, qui permettẽt au Seigneur censier faire proceder par voye de saisie & arrest sur l'heritage vendu estant en sa cẽsiue, pour les ventes & amẽdes, aussi bien que pour les arrerages du Cẽs, qui luy sont deuz pour la parité de raison. Mais cela n'est permis au Seigneur: tant parce qu'il ne faict les fruicts siens, comme faict le S. Feodal, & se doit contenter de l'action pour obtenir les ventes & amendes: & ainsi se doit expliquer le 73. Art. de Paris mis cy dessus. Au liure second du Grand Coustumier, est faict mention de trois voyes par lesquelles le S. censier se peut faire payer de ses ventes. Premierement il peut faire action & demãde pour cause de ses ventes, contre l'acheteur, & le faire conuenir par deuant son Iuge ordinaire, en la iurisdictiõ duquel il est couchant & leuant, *ratione contractus:* ou s'il lui plaist il le peut faire conuenir par deuant soy par voye de supplication: *quia causæ quæ oriuntur ratione feudi sicut emendæ & saisinæ corã domino feudi ventilari debent.* Et doit estre faicte la supplication au

Iuge en la Iurisdictiõ duquel l'acheteur est couchant & leuãt par le Seigneur censier ou son Iuge qui en cognoistra sur son fonds ou en sa Cour, s'aucune en a au lieu ou il a accoustumé de cognoistre de ce & de semblable. Tiercement il peut arrester & mettre le Gasõ de l'heritage en sa main pour ses ventes non payees ou le droict de la rente, & icelle mainmise faire signifier au domicille du proprietaire de la chose, soit heritage ou rente, par ses gens s'il est son hoste, ou par supplication &c. ou si c'est maison, il peut mettre l'huis hors des gonds, iusques à tant qu'il soit payé des ventes. Ceste troisieme voye de proceder par saisie est approuuee par quelques Coustumes, comme Chasteauneuf Art. 145. & Senlis Art. 256. Notez que l'obligation personnelle est contractee par moyen de la saisine. Iason in l. in C. de iure emphyt. & par la loy 1 §. si heres D. Ad Trebell. actio personalis non transit contra singularem successorem: sed realis tantum vt Decius consil. 1. col. 2. declarat.

possession des & depuis deux cens ans en ça. Ce qu'il verifiera par escrit. A este ordonné qu'il aura acte de la declaration, pour luy valoir & seruir en temps & lieu ce que de raison. Et neantmoins passera ledit Art. sans preiudice de ses droicts & possessions: pour lesquels il demeurera en son entier. Dont ledit Bazin pour ledit S. a protesté d'appeller.

† *Voyez ce qui est remarqué cy dessus en l'Art. 76. Et le 1. Tit. des Fiefs Art. 137. de la mesme Coustume. Art. 23. de Paris.*

u C'est à dire que son acquisition ne laisse d'estre bonne, quant à la proprieté & possession, combien qu'il ne soit ensaisiné du Seigneur direct, par lequel neantmoins il peut estre contrainct payer douze deniers Parisis pour la saisine par luy prise. Du Moulin sur l'ancien Art. 55. & 56. tenoit que le Seigneur ne laissoit d'auoir son droict de saisine, encores que l'acheteur & nouuel acquereur ne la print. Mais par ceste nouuelle Coustume cela a esté reformé, & ne peut estre ledit acquereur poursuiuy par le Seigneur à payer le droict de saisine. Nous parlerons cy dessous en l'Addition de ce Titre nombre 9. des formes & solemnitez requises és saisines & dessaisines, entree & issue, vest & deuest: qui ne se gardent en la Coustume de Paris, ains comme l'acheteur entre sans prendre saisine entre en la possession d'heritage à luy vendu: aussi le Seigneur sans attendre que la saisine luy soit demandee peut poursuiure l'acheteur pour les ventes & demander les ventes si elles ne luy ont esté notifiees dedans les vingt iours selon le contenu en l'Art. 77. auquel n'est derogé par ceste Art. 82. qui ne parle des ventes, ains seulement de la saisine.

x Sens Art. 227. Laon Art. 54. 55. 120. & 126. & autres ensuiuans & 225. Chalons Art. 123. & 124. Reims Art. 139. Ribemont Art. 14. Sedan Art. 110. 217. & 262. Auxerre Art. 84. Chauny Art. 8. & 34. comme il se verra cy dessous en l'Addition de ce Titre nombre 9.

tee de celuy qui auroit droict de la perceuoir sur ledit heritage en saisine du tout: sans que ledit Seigneur puisse ledit heritage ou rente retenir, outre le vouloir dudit acheteur.

CLERMONT Tit. 9. Art. 114. Quand aucun a acquis quelque heritage roturier, il ne se peut mettre audit heritage, sans saisine du S. sur peine de lx. sols Par. d'amende. Art. 118. Quand †† aucun prend vn heritage à tousiours à rente non rachetable, il est tenu de soy faire ensaisiner dudit heritage, auant que puisse apprehender ne soy mettre en la iouissance dudit heritage: sur peine de lx. sols. Par. d'amende. Et ne sera tenu payer lods & ventes: pource qu'il n'y a bourse desliee.

†† *Le 118. Ar. est introduict pour Coustume nouuelle.*

COVCY Tit. 2. Art. 3. *A la fin*, Pour le droict de la saisine & dessaisine aux officiers, iv. sols Par.

PERONNE Tit 3. Art. 91. Aussi pour heritages censuels, qui se vendent, eschangent & transportent, situez & assis és fins & limites de la ville & banlieue de Roye, n'appartient au S. pour tous droicts Seigneuriaux, que iv. den. Par. pour issue, qui est la dessaisine: & pour entree, qui est la saisine vi. de. Par. Lesquelles saisines & dessaisines se peuuent bailler par le Preuost de la ville ou son Lieutenant, presens deux Escheuins, & le Greffier, s'il plaist aux parties d'y aller passer les dessaisines & saisines: combien que les heritages soient tenus de diuers S. Lesquels Seigneurs peuuent aussi receuoir les dessaisines & saisines, si les parties vont par deuers eux ou leurs Gardes de Iustice. Et neantmoins ayant le Preuost baillé la saisine & receu les droicts tels que dessus, il est tenu rendre les droicts au Seigneur s'il en est requis par luy. Art. 92. *A la fin.* Et n'est tenu l'heritier prendre aucune saisine du S. pour raison des heritages escheus par succession directe ou collaterale: ains seulement payer les cens: reserué ceux qui ont droict particulier par titre ou possession immemoriale.

Issue & entree.

Heritier ne prend saisine en succession directe ou collaterale.

THEROANNE Tit. 2. Art. 10. *A la fin*, Et quant aux droicts des Baillif & hommes, est deu par le vendeur xxviii. sols Par. à cause de la dessaisine & saisine.

MONTDIDIER L. Art. 4. Quand aucun vend quelque maison ou autre heritage, situé en icelle ville & banlieue, est necessaire au vendeur faire la dessaisine, & prendre la saisine par l'acheteur, en ladite Iustice desdits Maieur & Escheuins, pendant le temps de quarante iours ensuiuans la vendition, en peine de payer à ladite ville lx. sols Parisis d'amende, par celuy ou ceux qui ne seroient venus à dessaisine: & si sera tenu en pareille somme l'acheteur, au cas qu'il se soit immisce en la possession de ce qui luy a esté vendu, auant ladite saisine prinse. Article 5. Et doit tel vendeur payer à ladicte ville seize deniers Parisis pour tous droicts Seigneuriaux: & si l'heritage est vendu francs deniers, lesdicts seize deniers Parisis viendroient à payer & seroient deuz par l'acheteur.

Amende contre celuy qui ne prẽd la saisine dans 40. iours.

Droicts Seigneuriaux.

Source : BIU Cujas

† *Ces Art. 49.50.51.52.& 53. sont pour la Chastellenie de Bleneau.*

En quels lieux on peut vser de Perprison.

Perprison.

Issue.

Lod & ventes sont du double de la rente.

MONTARGIS Chap. 2. Art. 49. *A la fin.* Et sur † le tout xii. deniers pour la saisine. Art. 51. En la Chastellenie de Bleneau, en heritage baillé à rente ou sur iceluy constituee, prend & a le S. lods & ventes & saisine. Art. 53. Et aussi xii. den. pour la saisine.

ACS Tit. 9. Art. 11. Au Vicomté de Maremne, és Baronnies de Marensin, de Gosse, Senhans, Herba-fauerie, la Farie, Maiesc Saubusse, Sabres, & Parroisses de Gorbie, Derin, & de Gorberar, tant que s'estendent les Fiefs du S. de Poylhaut & generalement en toute la terre de queste: excepté en la Baronnie de Chapbreton, les habitans des Vicomtez & Baronnies & autres terres de queste, ont droict & peuuent perprendre, que l'on appelle vulgairement y perprison, des terres communes & franches, sans congé du S. en payant leur quotité de la queste: mais ne peuuent perprendre terre cognue d'autre voisin, ne empescher chemin public ne priué, ne chemins de bestail. Toutesfois si esdites Baronnies de Gosse, Senhans, & Parroisse de Saubusse du consentement des S. & habitans desdits lieux, doresnauant les habitans desdits lieux ne pourront vser de perprinse. Art 12. En la Baronnie de Capbreton combien que ce soit terre de queste, les habitans ne peuuent vser de perprinse, sans le congé du Bayle & habitans dudit lieu. Art. 17. Es Bailliages d'Estiuaux & de Gressin, & en la Baronnie d'Auriuat quand l'on vend aucune terre ou maison tenue d'aucun S. direct, le S direct en approuuant la vente prend des acheteurs & vendeurs de chacun autant que la chose vendue doit de rente par an. Art. 18. Et és Vicomté de Marenne, Baronnies de Marensin, Gosse, Senhans & autres lieux qui payent queste & aubergarde au S. & vsent de perprison, qui est prendre de propre auctorité terres cõmunes, en payant aucuns lods ou ventes. Art. 19. Reserué à la Baronnie de Maiesc, où le vendeur paye le vingtain du pris accordé: & outre paye le vendeur pour l'issue ii. sols 3. den. t. & l'achetеur autant pour l'entree. Art. 20. Et au Vicomté de Horte, & és Baronnies de Gosse, de Senhans, les S. Cauiers, & au Bailliage de Capbreton, és Paroisses de Iosse, Riuiere, Saubusse, Poilon, Benesse, S. Pandelon, Gaads, Feongards, S. Vincent lez Acs, S. Pol, S. Mes, Poy, Tetieu, Herm. & de Gorberar, les S. directs & fonciers prennent pour leurs droicts Seigneuriaux ii. sols trois den. t du vendeur, pour l'issue: & autant de l'acheteur pour l'entree sans prendre autre chose. Art. 21. Et mesme droict prend l'Eueſque d'Acs en la Parroisse de Misson quand aucune chose de luy tenue est vendue: & les Cauiers de Marensin és venditions des choses d'eux tenues. Art. 22. En la Parroisse d'Oeyre les Acs quand tout l'heritage est vendu, le S. prend pour les lods & ventes, le double de la rente deuë en argent seulement: mais quand vne partie de l'heritage est vendue, le S. prend le droict de ii. sols trois den &c. Article 23. Ce qui a esté dict de la Parroisse de Poillon a lieu és autres tenanciers que du Roy. Car pour les choses tenues du Roy dedans le lieu & fort vendues, l'on ne paye aucun droict Seigneurial au Roy: & pour les choses tenues du Roy, hors ledit lieu & fort vendues, l'acheteur paye seulement ii. sols 3. den. t. & le vendeur ne paye rien. Art. 24. Et semblable droict de ii. sols 3. den. sur l'acheteur, sans plus, prend le Vicomte de Horre en sa Vicomté, quand aucune chose tenue de luy est vendue. Art. 25. Es Baronnies de Mostey, Sorde & Terciis, le S. direct foncier pour raison des droicts Seigneuriaux prend le vingtain: & outre l'acheteur à Sorde paye pour l'entree autant que monte la rente: & audit Terciis ii. sols 3. den. t. Art. 26. Et és Villes & Bailliages de Tartas, Baronnie d'Arrion, de Gamarde & de l'Esperon, Puyartio, Clarmont, Minbaste, Came, Sames, Leren, S. Poy, Lafontan, & és Bailliages de Mont-fort & de Hastingues, és Parroisses de S. Cric, Dossages, Hinx, & en la Parroisse de Misson, autres S. que l'Eueſque & le S. de Tith, les S. directs & fonciers autres que le Roy à Mont-fort, soient Hauts ou Bas Iusticiers, pour raison des droicts Seigneuriaux, quand aucune chose tenue d'iceux esdits lieux est vendue, prennent de xiii. den. vn. Art. 27. Et outre ce en la Parroisse de l'Esperon l'acheteur paye pour l'entree autant que monte la rente d'vn. Art 28. Et és Baronnies de Came, Sames, Leren & S. Pey l'acheteur paye pour l'entrée xiii. sols iii. den. tour. & à la Fontan & à Seig. Cric le vendeur paye pour l'issue, autant que monte la rente d'vn an: & l'acheteur pour l'entree autant. Art. 29. Les S. Cauiers de Pendaux & de Thalamon prennent pour le droict de ventes & honneurs & autres droicts Seigneuriaux de xiii. den. vn. Art. 30. Au Bailliage de Mont-fort pour les choses tenues du Roy vendues ne sont deuz aucuns lods ne ventes. Art. 31. Es Baronnies d'Albret, de Sore & Dischoz le S. pour les droicts Seigneuriaux en contract de vendition prend de xii. den. vn: & en la Baronnie de Baslade de xvi. den. vn.

y Perprendre signifie prendre de propre auctorité terres communes & frãches, sans congé de S. en payant la quotite de la rente ou Queste, & de la sont dicts Perprinse & Perprison, & signifie ce mot de Queste ou aubergarde vne rente generale vniforme payee communement pour toute vne Parroisse, ou de tous les tenemens & terres d'vne Baronnie pour les habitans d'icelle: & chacun des habitãs contribue pour la quantité des terres qu'il a prins, ou tient autrement. I'ay mis ceste Coustu. en la Cõfer. de ceſt Art. estant contraint pour la matiere des Entrees ou Issues.

Source : BIU Cujas

Art.32. En la Parroisse de Fauars & le S.du Tilh en la Parroisse de Misson quād aucune chose tenue d'eux est vendue esdites Parroisses, le S.prend de xi.den. vn. Art.33. En la Baronnie de Brassent les S. Hauts & Bas Iusticiers, & les Cauiers d'Ardie, de Ceres & de Narrousse, prennent pour les droicts seigneuriaux de x. den.vn. Art.34. En la Parroisse de Labatut le S.direct prend pour les droicts seigneuriaux xvi.den.t.du vendeur, & autant de l'acheteur, & outre le vendeur pour l'issue paye autant que la rente d'vn an monte, l'acheteur autant pour l'entree.

Voyez Boullenois Art. 51 cy dessus.

Art. 83. *PARIS.*

Pour †† heritages z vendus ou adiugez par decret à la charge de rente rachetable, soit que l'heritage soit Fief ou roture, est deu au S.de Fief le Quint denier du pris. Et au Censier le droict de ventes tant pour le pris contenu és contracts ou decret, que pour le sort principal desdites rentes: encores que lesdites rentes ne soient lors rachetees.

Quint denier est deu au S.de Fief en adiudication par decret d'vn heritage fait à la charge de rente rachetable: & au S.Censier les ventes, tant du pris dudit Decret & contract que pour le sort principal de la rente.

Art. 84. *PARIS.*

Si aucun achete heritage, à la charge qu'il sera adiugé par decret, ou bien si l'acheteur pour purger les hypotheques, le faict decreter, & tel acheteur est adiudicataire, n'est deu qu'vn seul droict de Quint ou ventes, tant pour le contract d'acquisition, que pour le decret. Est toutesfois au chois du S.de prendre les Quints ou ventes, selon le pris du contract ou decret.

†† *Ces deux Art. 83. & 84. ont esté accordez pour l'aduenir, & mis au lieu des 58. 59. 60. & 61. Art. de l'ancien Coustumier, qui ont esté rayez en consequence des Arrests donnez en la Cour de Parlement.*

Vn seul droit de Quint ou vētes quand l'heritage est vendu à la charge de le faire decreter ou bien si l'acheteur le fait decreter, & est adiudicataire.

Ventes en adiudication par decret: ou lods & ventes.

CONFERENCE.

Melvn Chap.6. Art. 129. Si l'heritage chargé de Cens est vendu & deliuré par decret de Iustice, l'acheteur doit au S.Censier les droicts seigneuriaux: c'est à sçauoir les vētes, si ledit heritage est redeuable seulement en iceluy droict de ventes: & s'il est redeuable de lods & ventes, il doit lesdits droicts de lods & ventes: lesquels droicts ledit acheteur doit payer ou deprier & exhiber ses lettres dedans † la quinzaine, apres la deliurance du decret: sur peine de l'amende de lx.sols Par.

† *Ce mot, quinzaine, a esté mis au lieu de huictaine, porté par l'ancien Coustumier.*

Nivernois Chap.5. Art.5. De vente par decret de Iustice, le S.Censier a les droicts de Retenue, ou de lods & ventes, à son chois.

Orleans Tit.2. Art.116. †† p. à *Paris.* Art.184. droict de Quint, ventes ou a releuoisons, &c.

†† *Cest Art. 117. a esté accordé sans preiudice du passé.*

Tovrs Tit.15. Art.147. Pour vendition d'heritages où † choses adiugees par decret, sont deuës ventes, pour xx.sols, xx.den. tant du †† pris principal, que du vin du marché, & pour les gands, xv. den. pour tout l'acquest: si non que ledit S. eust de temps immemorial accoustumé prendre plus grand ou moindre droict de Ventes: dont ledict Seigneur sera tenu informer à ses despens.

† *Ces mots,* Où choses ad

Acs Tit.9. Art.35. En la Preuosté & Siege d'Acs quand aucune chose est vendue en Criee & deliuree par decret executé, le S. ne prend aucune chose pour les lods & ventes, ou autres droicts seigneuriaux.

S. Sever Tit.8. Art.3. En ventes non volontaires faictes par contrainte de Iustice aux Criees publiques, ne sont deuz lods & ventes au S. Art. 11. A Cauna, Poyaller, Doasit, Brassempoy, Forsarrieu, S. Cric, Serreloux, Banos, Sopprosse, Castet-nau en Chalosse, Douzac, Pomarez, Batz en Chalosse, Gauiac, Bastenes-Castet, Sarrasin, Caupene, Arricau, Baanes, la Baronnie de Miremont, Geno, le Chasteau-neuf en Tursan, Serront, Mont-fort, la Riuiere Dado, Vielle, S. Maurice, Sarrascent, Benquet, Fargues & Mont-gaillard, esdicts lieux se payent lods & ventes au S. des choses vendues és Criees publiques & adiugees par decret de la Iustice ordinaire desdites iurisdictions, & non des decrets faits par auctorité de Iustice Royale.

Bovrbonnois Chapitre vingt neuf. Article 402. En vente faicte

z L'acquisition faicte par Decret & auctorité de Iustice est fort seure: par ce que l'heritage est deschargé de toutes hypotheques, mais aussi de toutes charges, mesmes reelles, sans lesquelles l'heritage est adiugé. Fides hastæ fiscalis facilè conuelli non debet l. si hypothecas 8 C. de remiss pignor. & vt DD. recte colligunt ex l. quæcūque. C. de fide & iure fiscal. hastæ venditio solemniter facta non debet infringi rescripti auctoritate, vel prętextu ætatis minoris. Or plusieurs acquereurs pour asseurer leurs acquisitions, ont de Coustume d'y adiouster la charge & condition de le faire adiuger par Decret, ou l'ayant acheté, le faire decreter pour purger les hypotheques. Et d'autāt qu'on eust peu dire que c'estoit deux diuerses acquisitions, & par consequent le Seig. deuoit prēdre doubles droits de Ventes, la Coustume de Paris a esté introduite pour oster ceste difficulté, ainsi qu'il est contenu en l'Art.84. par ce que le tout n'est reputé qu'vne vendition seule, & non deux, & n'est aucunement considerable la fraude que l'on y pourroit commettre le S. ayant le chois & election de prendre les ventes ou du pris porté par le contract, ou bien du pris porté par le Decret. Vide Alber. in l. si duobus. §. sed quæritur. C. com. de legat. Bartol. in l. si vir vxori. §. si hoc. §. cuidam & l. sed si hoc. D. de cōd. & demonst.

Source : BIU Cujas

iugees par decret, *sont adiouſtez pour explication dudit Article.*

†† *Ces mots,* Tant du pris principal, que du vin du marché, *ſont adiouſtez pour obuier aux fraudes qui ſe pouuoient commettre par deniers baillez ſous couleur de vin de marché. Et auons octroyé acte audit Retailleau pour le S. de Guemené de ce qu'il a remonſtré auoir droict de prendre trois ſols quatre den. pour liure des ventes qui ſe font en ſes terres & Seigneuries de S. Maure Nouaſtre & la Haye, dont il dit auoir iouy luy & ſes predeceſſeurs de tout temps immemorial, & que pareil droict ont ſes Vaſſaux tenans de luy à cauſe deſdites Seigneuries. Pareillement auons octroyé audit Gilles de Comacre Maiſtre d'Hoſtel ordinaire du Roy, de ce qu'il a remonſtré qu'à cauſe de ſes terres de Reteil, Vaux le Verger, Bez, Bois-durant, Bois-gontier, Bois-giraut, Fayette, la Bouuiniere, le Fief Guenaut tenus & mouuans en Fief dudit S. de Guemené, il a droict de prendre trois ſols quatre den. pour liure, ainſi que ledit S. de Guemene ſon S. F. & dont il dit auoir iouy de tout temps immemorial. Pareillement auons octroyé acte audit Baſtard pour & au nom de Meſſire Claude de l'Aubeſpine Cheualier, Secretaire d'Eſtat & Finances du Roy, de ce qu'il nous a remonſtré qu'à cauſe de ſa Seigneurie de Couſieres tenue & mouuante de ladite Seigneurie de la Haye, il eſt fondé en poſſeſſion immemoriale d'auoir droict de iii ſols iiii. den. pour liure. Et audit Gardette oudit nom, auons octroyé acte de ce qu'il a remonſtré au contraire, que quelque vſance que leſdits S. & autres pretendans ſemblables droicts puiſſent alleguer, ne puiſſe nuire ne preiudicier au tiers Eſtat, comme eſtant pluſtoſt vſurpation, que poſſeſſion.*

Ioannem de Platea in l. 1. c. de fund. put. per l. cumfidei 8. & l. 8. rogo. 20. D. de fideic. libert.

a Releuoiſons à plaiſir quand on doit au Seigneur Cenſuel le reuenu de l'heritage pour vn an: & ſont deuës & acquiſes pour toutes mutations procedentes du coſté de ceux, au nom deſquels les Cens ſe payent: & ont accouſtumé eſtre payees ſoit par mort, vendition ou autrement. Orleans. Art. 115. 116. 117. 118. 121. 122. 124. 134. & 282.

par Criees de biens immeubles, lods & ventes ſont deuz.

AVVERGNE Chap. 16. Art. 8. En vendition faicte par Criees, lods, &c. p. *à Bourbon.*

Art. 85. PARIS.

Cens ſe doit payer au lieu & iour qu'il eſt deu: ſur peine d'amende de v. ſols Par. fors en la Ville & Banlieuë de Paris, où il n'y a amende s'il n'y a obligation expreſſe pour ceſt effect.

Toutes perſonnes tenans leurs maiſons & heritages en Cenſiue, ſont tenus de payer les droicts de Cens au S. dont les heritages ſont tenus & mouuans, au lieu [b] & iour que deuz ſont: ſur peine [c] de v. ſols Par. d'amende: fors & excepté des heritages aſſis en la ville & Banlieuë de Paris, qui ne doiuent aucune amende par faute de Cens non payé, ſi à ladicte amende payer les detenteurs ne ſont expreſſement obligez.

b La Couſtume ne ſpecifie nommement le iour, auquel le Cēs eſt deu par le ſuiet à ſon S. D'autant qu'il n'eſt pas certain ny arreſté par la Couſtume, ains eſt diuers ſelon les pactions, conuentions ou conditions appoſees aux Baux des heritages donnez à Cens: tellement que cela depend du titre & contract, ou bien de la Couſtume particuliere des lieux. Car en aucuns lieux, les Cēs ſe payēt au moys de Septemb. les autres au mois d'Octobre, ou au mois de Nouembre, ou au premier iour de Ianuier, ſelon qu'il eſt porté par les titres anciēs de l'enſaiſinemēt. Toutesfois le plus cōmunement ils ſe payēt au iour de ſainct Remy, qui eſt le premier iour d'Octobre.

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 25. Art. 192. Heritages tenus en Cenſiue, ſont redeuables & de Cens & diuerſes ſommes de deniers à certains iours: lequel Cens les detenteurs deſdits heritages doiuent payer aux iours accouſtumez: ſur peine de payer l'amende accouſtumee és lieux, applicable au Seigneur Cenſier: auquel ladicte amende eſt deuë.

† *L'Art. 106. eſt mis au lieu du 17. Art. Tit. de Saiſine en Fief: lequel eſt abrogé, tant pour le depri que pour le Cens nommé Rogo, execution & contrainte pour iceluy.*

MELVN Chap. 6. Art. 106. Celuy † qui tient heritage en Cenſiue, doit au iour & lieu & accouſtumé, payer le droict de Cens au Seig. Cenſuel, & à faute de ce faire, payera l'amende de vii. ſols vi. den. Par. Art. 114. Et †† où leſdits S. Cenſuels n'auroient manoir, d ſeront tenus de faire publier & proclamer aux Proſnes des Parroiſſes, où les heritages ſont aſſis, xv. iours auparauant la reception des Cenſiues, le lieu, auquel ils entendent receuoir les Cenſiues.

†† *Ce 114. Art. eſt nouuel pour l'aduenir.*

SENS Tit. 4. Art. 20. Celuy † qui a Iuſtice fonciere, ſoit de menu Cēs ou de gros Cens, qui eſt dit chef Cens, peut leuer & perceuoir amende de v. ſ. t. par faute de Cens non payez au iour & lieu accouſtumez. Toutesfois en aucuns lieux particuliers du Bailliage y a autre amende que de v. ſols. Art. 22. Le †† S. foncier peut auoir ſiege d'vne forme ou d'vne table, pour receuoir ſes Cens au iour & lieux accouſtumez.

† *Les habitans de Lengres ont remonſtré & ſouſtenu, qu'ils ne ſont tenus payer aucunes amendes par faute de Cens non payez, & ne doiuent aucuns lods ne ventes, de ce ont titre & ſont en poſſeſſion.*

AVXERRE Tit. 1. Art. 20. Celuy † qui a Iuſtice Cenſiere a droict de prendre & perceuoir l'amende de iii. ſols t. par faute de Cens non payé. Laquelle amende ne ſe peut demander que pour la derniere annee ſeulement.

ESTAMPES Chap. 2. Art 49. Si le S. Cenſier n'a maiſon ou certain lieu à receuoir ſes Cens, ſuffit à l'acquereur aller ſu[r] le lieu, où la derniere recepte dudit Cens a eſté faicte. Et ſ'il y a lieu deputé, doit aller ſur ledit lieu, & n'y trou-

c Ceſte peine de v. ſols n'eſt pas tant penale, que domaniale: c'eſt à dire qu'elle eſt deuë au Seigneur, non comme amende de crime, ains à cauſe de ſa ſeigneurie & droict de Cens, & comme acceſſoire d'iceluy, & partant n'eſt beſoin de ſentence de luge pour l'acquereur au Seigneur: ains des le iour paſſé de la demeure & faute de payement du Cens elle eſt deue au Seigneur, & pour autant d'annees qu'il a eu faute de payer le Cens. Par ce que ceſte peine eſt inherente au Cens, & d'ancienne Couſtume receue & approuuee en pareil droict, que le Cens meſme: tellement qu'il n'y a lieu d'excuſe & purgation de la demeure. L. traiectitiæ. §. de illo D. de oblig. & act. L. ad diem. 77. D. de verb. obligat. l. 1. D. de penn. legat. & ainſi a eſté iugé

Source : BIU Cujas

par Arreſt de la Cour le 19. iour de Feurier 1568. ſur vn appel interietté de Senlis, recité par Charondas liure 3. des Reſp. 35. Au liure 2. du Grand Couſtumier de France Chap de Saiſine en Cenſiue. Item nota que les Bourgeois & habitans de Paris ne ſont point tenus payer amende à cauſe de Cens non payez pour cauſe de leurs heritages aſſis en la Ville & Bā- lieue de Paris, ſe à ce ils ne ſont expreſſement obligez, & peuuent les detenteurs renoncer à vn priuilege general. l. ſi quis in conſcribendo. C. de pactis. Au 4. liure du meſme Couſtumier chap. de Iuſtice fonciere. Item que par l'vſage & Couſtume vn Bourgeois ou habitant de Paris ne doit point d'amende de Cens non payé pour cauſe de ſes heritages aſ- ſis en la Ville & Banlieue de Paris. Et vous le veez par le fonds de terre, qui eſt menu Cens, dont l'en ne paye point d'a- mende. A ceſte cauſe aucuns diſent que ceſte amende ſ'entend du menu Cens, qui ſe nomme le chef Cens ou capital, & non du gros Cens, ſurcens ou rente fonciere. On demande ſi vn ſeul Cens eſt deu à diuers Seigneurs, en la commune Cenſiue deſquels eſt l'heritage, ſoit leur ſeigneurie indiuiſee, ou que leurs parts & portions ſoient diuiſees, ils ne pour- ront demander chacun vn amende de v. ſols Pariſis, ains à eux tous n'en ſera deue qu'vne, d'autant qu'il ne leur appar- tient qu'vn ſeul droict de Cens: comme pareillement pluſieurs detenteurs d'vn meſme heritage, qui ne doit qu'vn ſeul Cens indiuiſé, ſoient heritiers du preneur ou autres poſſeſſeurs, ne payeront qu'vne ſeule amende: d'autant qu'icelle n'eſt point tant perſonnelle que reelle, & ſe doit prendre ſolidairement ſur chacun detenteur: ſauf leur recours l'vn con- tre l'autre l. 5. §. ſi ſortem L. in exceptione. §. pen. D. de verb. obligat. ainſi que Du Moulin eſcrit ſur le 62. Art. de l'ancien- ne Couſtume. q. 4. num. 17. & 18. Car l'amende eſt de pareille nature que le Cens, c'eſt à ſçauoir indiuiſible, comme tient Accurſe & Bartole, in L. Moſchis. D. de iure fiſci. quod ius hypothecæ indiuiduum eſt. l. quamdiu. C. de diſtr. pign. l. rem hereditariam. D de euict. l. ſi pignoris. D. de pignor Accurſ. in l. communi diuidundo. D. Comm. diuid. L. cum poſſeſſor. D. de Cenſib. l. prædium ruſticum. D. Quando decreto opus non eſt. l. heredes ſcripti. D. C. de omni agro deſ. lib. xi. Sinō que le Cens fut diuiſé du conſentement du Seigneur, il eſt ſans doubte que chacun detenteur payera le Cens eſcheu en ſa part, & par ce moyen chacun payera l'amende entiere, argumento l. ſi quis duas §. ſi quis partem. D. Comm. præd. ainſi que Du Moulin eſcrit.

d Ceſte queſtion eſt expliquee par Du Moulin ſur le 62. Art. de Paris, nomb. 1. & 2.

poſſeſſion immemoriale. Ce qui a eſté denié par l'Eueſque & Chapitre de Lengres. Les habitans de la ville de Tonnerre, ont dit qu'ils ne ſont tenus pour raiſon de leurs maiſons, terres & heritages ſituez audit lieu, quoy que ce ſoit pour la pluſpart d'iceux payer aucuns droicts de Cens, lods, vētes, n'autres droicts Seigneu riaux, & de ce ont priuilege,

& ſur iceluy Arreſt interuenu. Ce qui a eſté denié par ledit Comte de Tonnerre. Les habitans de Chablies ont dit que tous les heritages dudit Chablies ne doiuent aucun droict de Cenſiue, lods ne ventes, dont ils ont titre & ſont en poſ- ſeſſion immemoriale. Souſtenu au contraire par le Procureur du Roy. Les habitans de Marigny ont dit qu'au Comté de Champagne meſmement en pluſieurs endroits dudit Marigny, y a pluſieurs Terrages & Climats, qui ne doiuent aucun droict de Cenſiue n'autre droict. Ce qui a eſté denié par le S. de Marigny. Les manans & habitans de la Ville de Sens ont dit que des choſes ſituees & aſſiſes en la Ville, Faux-bourgs & Banlieuë d'icelle Ville, & qui ſont en la Cenſiue du Roy, ils ne doiuent que lods ou ventes. Souſtenu au contraire par le Procureur du Roy. Les habitans de Baye, Bannay & Vil- le-veuard ont dit qu'ils ne ſont tenus payer ou deprier lods ou ventes, ſinon xl. iours apres l'acquiſition faicte. Ce qui a eſté denié par le Duc de Niuernois Baron dudit Baye. Surquoy fut ordonné que les deſſuſdites parties produiroient & feroient apparoir des Priuileges, Arreſt, & Titres par eux reſpectiuement pretendus dedans le lendemain de Quaſimo- do prochain. Et à faute d'auoir ce fait, dedans ledit temps, & iceluy paſſé, fus dit par proviſion, que les deſſuſdicts ſe- ront regis & gouuernez ſelon les Couſtumes generales dudit Bailliage.

†† *Pareil Article ſe trouue en l'ancienne Couſtume d'Auxerre, qui eſtoit le 22. & lequel comme inutile & ſuperflu a eſté rayé: attendu que le S. Cenſier peut leuer ſon Cens en la forme qu'on a accouſtumé és autres pays.*

† *Ceſt Art. 22. eſt mis au lieu du 19. Art. ancien.*

uant ledit S. Cenſier ou autre de par luy, pour payer ou deprier les Cens & Ven- tes, fera ſa declaration pardeuant Notaires & teſmoins. Art. 50. Quand au- cun qui doit Cens payable au iour & lieu nommez, ne paye, eſt emendable de v. ſols Par. enuers le S. Cenſier, & n'eſt deuë qu'vne emende, encores qu'il y ait defaut de payement pour pluſieurs annees, ſi le S. n'en a faict queſtion pour cha- cune d'icelles annees: & neant-moins pour pluſieurs pieces de terres e & he- ritages, n'eſt deuë qu'vne emende.

e Poſſedez, *ab eo- dem Cenſuario. Secus*, ſi par Baux ſeparez. C. M.

Dovrdan Tit. 2. Art. 51. p. à l'Art. 85. de Par. aux S. dont, &c. ſur peine de xl. ſols Par. pourueu qu'il y ait lieu certain pour les receuoir, ou que le Dimanche precedent, le S. ait faict notifier en l'Egliſe Parochiale du lieu, où ſont les heri- tages aſſis, le lieu, où il veut receuoir ledit Cens, & qu'eſdits lieux, il ſe ſoit trou-ué ou enuoyé Procureur pour le receuoir.

Mont-fort Chap. 2. Art. 56 p. *a Paris.* au †† Seigneur ou Seigneurs, &c. Par. d'amende pour chacune annee ſi le lieu eſt certain, & ſ'il n'eſt certain, l'ayant faict ſignifier par ledit S. le Dimanche precedent, au Proſne de la Parroiſ- ſe: pourueu que l'aſſignation ſe baille dedans le * lieu, fief ou ſeigneurie.

Mante Chap. 2. Art 54. p. *a Mont-fort*, tenans maiſons, &c. d'amende ſi † le lieu, &c. dedans le lieu dudit fief & ſeigneurie.

Senlis Tit. 13. Art. 263. Le †† droict de Cens ou autre droict ſeigneu- rial equipollent audit Cens ſe doit payer au iour qu'il eſt deu, ſur peine de ſept ſols vi. den. Par. és Chaſtellenies de Senlis & Compiengne, & de cinq ſols Par. és Chaſtellenies de Chaumont, Ponthoiſe, Chambly, Creel & Comté de Beau- mont.

Clermont Tit. 9. Art. 116. A Clermont & és enuirons à * defaute de † Cens non payez, il chet en amende de v. ſols Par, & à Milly & en autres pluſieurs lieux, l'on a accouſtumé prendre vii. ſols vi. den. Par. d'amande au lieu des v. ſols Par. Et neant-moins où il y auroit diuerſité de Cenſiue, ne ſera deuë, qu'vne amende pour vne annee non payee: ſuppoſé qu'ils fuſſent deuz à diuers

†† *Ceſt Art. 56. a eſté debatu par aucuns aſſiſtans, diſans que pluſieurs S. n'ont lieu certain pour faire leur recepte, és Seigneuries à cauſe deſquelles leur ſont deuës leurs Cenſiues. Ouy les trois Eſtats, a eſté ordonné que ledit Art. demeurera en adiouſtant ces mots, Si le*

Source : BIU Cujas

lieu, *&c. iusques à la fin.*

* Aliàs, *Dedans le lieu & Seigneurie dudit lieu, & Seigneurie dudit fief. P.V.*

† *Ces mots, Si le lieu, &c. ont esté de nouuel adiouſtez iusques à la fin.*

†† *Ceſt Art. 263. eſt ancien & omis.*

* Aliàs, *à faute. P.V.*

† *Pluſieurs S. Fieffez ont remonſtré que ledit Art. deuoit eſtre corrigé en ces mots,* Cens d'argent, *& que l'on deuoit augmenter* en Cens d'*argent* grain & autres redeuances à cauſe de Cenſiue : *par ce que l'amende eſt deuë par le ſuiet auſſi bien d'vn que d'autre. Ce qui a eſté contredit par la plus grande partie des gens du tiers Eſtat, diſans qu'il n'y auoit amende deuë, que par faute de payer le Cens d'argent, & non des autres redeuances. Surquoy prins les opinions des gens des trois Eſtats, par l'aduis & deliberation de la plus grande & ſaine partie que ledit Art. ſera corrigé & augmenté en la forme qu'il eſt contenu au 116. Art. dudit Couſtumier.*

iours, ſ'il n'y a titre ou conuention au contraire : & ſera l'amende acquiſe par le premier defaut du Cens non payé.

VALLOIS Tit. 3. Art. 23. Toutes Cenſiues deues au iour S. Remy ou autre iour, ſe doiuent payer aux S. dont les heritages ſont tenus & mouuans ou à leurs commis, au iour qu'ils ſont deuz & au lieu accouſtumé : ſur peine de la petite amende ordinaire des lieux.

LAON Tit. 14. Art. 135. Pour Cens non payez au iour qu'ils ſont deuz, eſt deue l'amende de xl. ſols Pariſis aux Seig. fonciers & directs, auec les frais de la ſaiſie.

†† *Ceſt Art. 148. a eſté debatu par l'aignelet, Reguin le Pouure & Trop-mignot eſdits noms, diſans que par l'ancienne Couſtume tant pour raiſon de Cens non payez, que droict de Veſture non payé, eſtoit auſſi deuë amende de lx. ſols Par. & que leſdits S. ont droict & immemoriale poſſeſſion de percepuoir ladite amẽde. Auſquels auons octroyé acte de leur remonſtrance & declaration, pour leur ſeruir & valoir en temps & lieu. Et neant-moins paſſera ledit Art. pour Couſtume, ſans preiudice auſdicts S. de leurs droits & poſſeſſions, à la charge, où ils ſe voudroient ayder d'iceux droicts & poſſeſſions immemoriales, ils ne prendront le profit introduit en ce preſent Art. de Conſtume.*

†† Ceſt Art. 148. a eſté debatu par l'aignelet, Reguin le Pouure & Trop-mignot eſdits noms, diſans que par l'ancienne Couſtume tant pour raiſon de Cens non payez, que droict de Veſture non payé, eſtoit auſſi deuë amende de lx. ſols Par. & que leſdits S. ont droict & immemoriale poſſeſſion de percepuoir ladite amẽde. Auſquels auons octroyé acte de leur remonſtrance & declaration, pour leur ſeruir & valoir en temps & lieu. Et neant-moins paſſera ledit Art. pour Couſtume, ſans preiudice auſdicts S. de leurs droits & poſſeſſions, à la charge, où ils ſe voudroient ayder d'iceux droicts & poſſeſſions immemoriales, ils ne prendront le profit introduit en ce preſent Art. de Conſtume.

REIMS Tit. 4. Art. 148. Par †† defaut de Cens, veſtures & ventes non payez, ſont deues amendes au S. foncier : à ſçauoir de iiii. ſols Par. pour le Cens : & de x. ſols Par. pour les veſtures & ventes.

NOYON Tit. 7. Art. 139. Il n'eſt deue amende pour defaut de Cens non payez, ſans titre ou poſſeſſion equipollent à titre.

AMIENS Tit. 11. Art. 199. Celuy † qui doit Cenſiues en argent, eſt tenu de preſenter la Cenſiue au iour & terme qu'il la doit, ſur le chef lieu ſeigneurial du Seigneur : & ſ'il eſt defaillant de ce faire, doit l'amende de vi. ſols Pariſis pour les tenemens & terres ſuiettes à ladite Cenſiue, ſi autrement n'eſt conuenu par exprés : pourueu toutesfois que le S. ou ſon Receueur ou Procureur ſuffiſamment fondé, tienne Bureau, & qu'il l'ait faict denoncer viii. iours auparauant au Proſne de l'Egliſe Parrochiale.

AMIENS L. Art. 22. Proprietaire & poſſeſſeur de maiſons & heritages chargez de Cens ſeigneurial en ladite ville, ſont tenus de payer leſdits Cens aux termes de Noel, Paſques, & premier iour d'Aouſt, à chacun terme vn tiers, & les porter ou enuoyer à celuy, à qui ils ſont deuz, en ſa maiſon & domicile, ſ'il eſt demourant en ladite ville.

PERONNE Tit. 3. Art. 94. La Cenſiue en deniers ſe doit payer au iour qu'elle eſt deuë, à peine de vii. ſ. vi. den. t. d'amende pour chacun tenement : pourueu toutesfois que audit iour le S. ou ſon Receueur ait tenu Bureau de recepte dedans ſa ſeigneurie : mais pour Cens deuz en grains, Chappons ou autres eſpeces que deniers, n'eſt deue amende, ſ'il n'y a titre, conuention ou poſſeſſion immemoriale au contraire.

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 9. Par defaut de Cens au iour & lieu accouſtumez, le detenteur de l'heritage Cenſuel, eſt amendable de vii. ſols vi. den. t. & neant-moins payera ledit Cens.

MONTARGIS Chap. 2. Art. 1. Quand †† aucun doit Cens, & il ne paye le iour qu'il doit, il eſt amendable de v. ſols t. enuers le S. Cenſier : ſauf à Gyen, Chaſtillon Bonny ſur Loire & en aucuns autres lieux, où il n'y a que trois ſols, & n'y a depry de huictaine ny autre pour euiter ledit defaut. Art. 44. Les Cens du Comté de Sancerre portent profit de lods & ventes, Accordemens, defaux, Recellees : enſemble profit de defaut : & eſt profit de lods & ventes au S. Cenſier, ſoit Haut Iuſticier ou non, de iiii. ſols t. pour liure : & le defaut de vii. ſols vi. den. t. & la Recellee de lx. ſolst. Laquelle Recellee ſe prend viii. iours apres l'acquiſition faicte & non denoncee au S. Cenſier par l'acquerant : & l'appelle l'on droict ſeigneurial en Baſſe Iuſtice.

ORLEANS Tit. 2. Art. 102. Quand † aucun doit Cens payable à iour & lieu nommez, & ne paye le iour qu'il eſt deu, il eſt amendable enuers le Seig. Cenſier, de v. ſols t. ou moins, ſelon la nature des Cenſiues. Et ſi le S. Cenſier laiſſe courir pluſieurs annees d'arrerages, ne pourra neant-moins faire payer que l'amende d'vn ſeul defaut. Tit. 3. Art. 133. En Cens requerables, f qui ſe doit aller requerir, n'eſt deu aucun defaut, pluſtoſt que l'on ait eſté demandé en la maiſon au iour qu'il eſt deu : ſ'il n'eſt payé dedans les xxiiii. heures apres qu'il au-

† Ceſt Art. 119. qui eſtoit le 18. Art. des Couſtumes lo-

f L'amẽde Couſtumiere par defaut de payer le Cẽs ſe doit entendre, ſi le Cens n'eſt

Source : BIU Cujas

requerable. Car ſi ledit Cens eſt requerable & non rendable par la baillee particuliere à Cens, l'amende n'a point de lieu, ſinon apres que le Cens a eſté requis, ainſi qu'il eſt plus à plain exprimé par la Couſtume du Maine. Art. 196. Il faut noter que le Cens in dubio, eſt eſtimé requerable, l apud Iulianum. § ſcio. De leg. 1. L. nummus. De leg. 3. l. vlt. D. de prę. ſtipul l. ſemper in ſtipulationibus. l. ſemper in obſcuris. D. de regul. iur. comme eſcrit Du Moulin ſur le 62. Art. de Paris, nombre 102. & 103. ou il monſtre que pour faire que vn Cens ne ſoit eſtimé requerable, on doit prouuer deux choſes, que le Cens eſt deu à certain iour & en certain lieu. Au reſte ſi le Seigneur ſon Receueur ou Procureur reçoit le Cens ſans parler de l'amende, il ſemble l'auoir remiſe & quittee. L. centum Capuæ. D. De eo quod certo loco L. 4. C. depoſ. l. eos. C. de vſur. On demande ſi pour l'amende comme pour les arrerages du Cens, le Seigneur peut proceder par Arreſt & ſaiſie ſur les fruicts pendans en l'heritage? La raiſon de doubter depend de l'Art. 81. de Paris qui neant-moins ſe doit entendre des amendes pour ventes recellees & non notifiees dedans les vingt iours ainſi que porte l'Art. 77. Et peut proceder par voye de ſaiſie & Arreſt pour ladicte amende, comme pour le Cens comme eſtant icelle amende vn acceſſoire, & de pareille nature que le Cens l itaque & l. ſeq. D. de æd. edict.

cales de Vimeu, a eſté a douſté à la Couſtume generale pour auoir lieu à l'aduenir.

†† *Les habitans de Tampnerre, Toury, Onzouer ſur Loire, S. Briſſon, S. Forgeau & Merilles dirent que par Couſtumes locales dont ils auoient iouy, ne deuoient pour ledit defaut de n'auoir payé le Cens, que trois ſols, & requeroient qu'ils fuſſent exceptez audit Art. & mis ſauf leſdits habitans, qui ne deuroient que leſdits trois ſols, comme des autres qui y eſtoient exceptez. Le S. de Tampnerre a maintenu que les habitans dudit lieu deuoient v. ſols pour defaut. Surquoy auons ordonné que leſdits Art. 1. & 2. demoureroient pour Couſtume audit Bailliage de Montargis & autres lieux regis ſous la Couſtume de Lorris. ſans preiudice des Couſtumes localles touchant leſdits droicts de Cens, lots & ventes, defaux & amendes, ainſi qu'il eſt declaré en autre Art. au Chapitre des Cens. Et ſur le different des S. de Tampnerre & S. Forgeau, & habitans deſdits lieux, les auons renuoye pardeuant le Bailly de Montargis ou ſon Lieutenant, pour informer de leurs droicts, & en outre proceder par raiſon.*

† *Ceſt Art. 102. a eſté tiré du 104. Article de l'ancien, & ce qui a eſté changé ou adiouſté, eſt pour auoir lieu à l'aduenir.*

roit eſté requis & demandé, y a defaut, qui eſt de v. ſols t. Et ſi le S. Cenſier ou ſon Commis n'alloit demander ledit Cens, le iour qu'il eſt deu, & apres le va demander, & on ne le paye dedans les xxiiii. heures ſubſequentes, il peut proceder par voye de ſaiſie ou obſtacle pour payement des arrerages dudit Cens ou defaut. Et ſi dedans les xxiiii heures apres ladicte ſaiſie ou obſtacle, il n'eſt payé: en ce cas y a defaut, comme deſſus.

Cens requerable.

Saiſie ou obſtacle par faute de payer dans 24. heures le Cens requerable.

ANIOV Tit. 9. Art. 178. Celuy qui defaut ſoit noble ou Couſtumier de payer & rendre ſes Cens ou autres deuoirs infeodez à ſon S. aux termes, qu'ils ſons deuz, en faict amende de Loy. Leſquels deuoirs Feodaux ſont rendables au S. de Fief ou à ſon Receueur, & non requerables. Et ſi ledit S. de Fief a ſur ſon ſuiet, Cens & rentes, la rente n'eſt point amendable: mais ſ'il n'y a ſeulement que rente, qui ſoit infeodee, pour icelle non payee à iour, y aura amende.

Amende de Loy par faute de payer les Cens ou autres deuoirs infeodez aux iours qu'ils ſõt deuz.

LE MAINE Tit. 10. Art. 196. p. *à Anion.* S. de Fief aux termes, &c. requerables. Et ſi le deuoir eſt requerable, & il eſt requis par le S. ſon Procureur, ou Receueur, & il ne paye viii. iours apres, il y a amende telle que deſſus. Et ſi ledict S. &c. y a, &c.

†† *A eſté remonſtré pour le regard de l'amende deuë à cauſe de la rente feodale, Seigneuriale & fonciere, & qu'il n'y deuoit auoir aucune amende. Surquoy, la matiere miſe en deliberation, auõs ordonné que ledit Art. 143. tiendra, & a eſté accordé pour le regard du Cens ſeulement. Et quant à l'amende pour le regard de ladite rente feodale, ſeigneuriale, fonciere, auons renuoyé le different à la Cour de Parlement.*

CHASTEAV-NEVF Chap. 20. Art. 143. Qui †† tient heritage à Cens, qui eſt deu à certain iour & à certain lieu, & il ne paye ou g deprie au iour & lieu, il chet en amende de vii. ſols vi. den. t. vers le Seig. Cenſier: & ſ'il ne paye le Cens apres le depry, il eſt en amende, comme deſſus.

CHARTRES Chap. 20. Art. 112. p. *à Chaſteau-neuf.* il chet pour chacune amende, qu'il defaut à payer ou deprier, en amende, &c. enuers le S. &c. le Cens durant le depry, qui eſt de viii. iours, il eſt en amende, comme deſſus, ſi tel Cens n'eſt h requerable: auquel cas, ſi celuy qui doit le Cens, apres que le S. Cenſier luy aura requis, ne le paye dedans la huictaine enſuiuant, il payera l'amende, comme deſſus, & non autrement.

DREVX Chap 8. Art. 40. Celuy qui tient heritage à Cens d'aucun Seigneur Cenſier, eſt tenu payer ou deprier au iour qu'il doit, & ſ'il eſt defaillant de le payer, il eſchet en v. ſols d'amende: & ſ'il deprie, & il ne paye dedans la huictaine, il eſchet en ſemblable amende de v. ſols enuers le S.

BLOIS Chap. 9. Art 110. Les Cens, qui ſe doiuent à iour nommé, ſe doiuent receuoir & payer aux iours & lieux qu'ils ſont deuz, entre Soleil leuant & Soleil couchant. Art. 111. Qui defaut à payer le Cens au iour nommé, qu'il eſt deu & au lieu qu'on a accouſtumé le receuoir auant ſoleil couchant, il eſchet enuers le S. Cenſuel en l'amende de v. ſols t. Art. 113. Au regard du Cens à queſte, il doit eſtre requis & demandé par le S. Cenſier ou ſon commis & deputé, au Seigneur & detenteur de l'heritage, qui eſt redeuable du Cens à queſte, en la preſence de teſmoins, au temps & ſaiſon de Careſme, ou autre temps, par vne fois l'an: autrement ledit Seigneur detenteur deſdits heritages, n'eſchet en aucune amende par defaut de le payer. Art. 114. Mais ſi ledit Cens à queſte eſt deuement

g Deprier ſignifie accorder au S. Cenſuel pour les lots & ventes, ou bien declarer au S. ſon contract d'acquiſition, & le ſupplier d'attendre le payemẽt de ſes droits Cenſuels, afin d'eſtre par luy excuſé, ſ'ils ne ſont par luy payé dedans le temps de la Couſtume. Et n'eſt le Seigneur tenu receuoir à depry celuy qui doit le Cens. Quelques Couſtumes comme Montargis & Orleans veulent que le depry ſe face dans huictaine ou quarantaine ou autre temps accouſtumé ſelon la nature des Cenſiues: nous auons parlé de ce mot, depri, en la premiere partie de ceſte Conference Tit. 7.

Source : BIU Cujas

Cens deuz a certain iour, se doiuent payer entre Soleil leuant & Soleil couchant.
Cens à queste en quel temps se doit demander.

deuement requis & demandé par la maniere dessusdicte, le Seig. ou detenteur dudit heritage, eschet par chacun defaut en la somme de v. sols t. d'amende.

S. AIGNAN Chap. 2. Art. 8. Toute personne qui doit Cens, est tenu le payer aux iours & lieux accoustumez : & s'il defaut il eschet en l'amende de cinq sols enuers les S. desdits Cens: toutesfois s'il defaut de payer ledit Cens, par diuerses annees consecutiues, il ne doit que l'amende d'vn defaut.

MENETON Chap. 1. Art. 1. Quand aucun doit Cens, qui se paye à iour & lieux nommez pour aucun heritage, & il ne paye ledit iour qu'il est deu, il n'y a aucun defaut : sinon que l'heritage ait esté baillé à ceste charge, ou qui ne monstre du contraire.

SELLES Chap. 2. Art. 4. Les Cens se doiuent payer au iour & lieu, où ils sont deuz, & en defaut de ce, il y a amende de cinq sols tour. à appliquer au Seig. Censier.

CHABRIS Chap. 2. Art. 8. Toutes personnes qui doiuent Cens en la terre & Chastellenie du lieu de Chabris, sont tenus payer aux iours & lieux accoustumez: & qui defaut à payer lesdits Cens par diuerses annees, ils ne doiuent que i l'amende d'vn defaut, qui est de v. sols tourn. quelque temps qu'ils ayent defailly, iusques à ce que demande luy soit faicte dudit defaut de droict de Cens: mais doit les Cens de toutes les annees.

POICTOV Tit. 1. Art. 56. Si les Cens ou deuoirs deuz à aucun qui a Iurisdiction Basse, ne luy sont payez au iour, qui luy sont deuz, quoy que ce soit le lendemain du iour, s'il estoit feste, il en peut leuer l'amende simple : & si le S. ou son Receueur ne demeure au fief ou corps du Chasteau dont lesdites choses sont de Chastellenie, où l'on doit porter les Cens, l'on est en demeure de payer lesdits Cens, iusques à ce que ledit S ait faict sçauoir le iour & † lieu en son fief, où il entend les receuoir Ce †† que ledit Seig. sera tenu faire, dedans viii. iours apres le terme escheu, à l'issue de la Messe Parrochiale, où les lieux suiets sont situez & assis : & assigner iour à la huictaine ensuiuant pour porter desdits deuoirs en lieu certain. Autrement ne sera tenu le debteur de payer que la vraye valeur & estimation desdits deuoirs eu * regard au temps du terme escheu. Article 100. Quand aucun fonds est tenu roturierement, le detenteur doit porter ou faire porter le Cens ou autres deuoirs qu'il doit à son S. à l'hostel ou manoir dont la chose est tenue. Et s'il n'y a hostel, les doit porter là, où le S. a accoustumé receuoir les autres deuoirs en la Chastellenie, ou là, où il fait sa demeure, si c'est au dedans de la Chastellenie.

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 21. Quand aucun fond est tenu roturierement, le teneur doit porter le Cens, rentes & autres deuoirs, &c. p. *à Poictou.* Article 100. à l'hostel noble, dont, &c. tenue, s'il est dedans la Chastellenie. Et s'il: &c. il les, &c. en autre lieu, où ledit S. &c. de les receuoir : & n'est tenu le tenancier porter lesdits Cens & rentes hors ladite Chastellenie, s'il n'est autrement dict & conuenu entr'eux.

HESDIN Tit. 2. Art. 9. Tous S. ayans Cens où rentes sur aucuns leurs tenans rentiers: sont tenus demander ou faire demander sur le lieu, leursdits Cens ou rentes particulierement, ou par publication faite à l'Eglise ou autrement, auãt que vaillablement ils en puissent contre eux faire poursuitte ou action. Et si apres ils sont refusans ce payer, autant que d'vne annee : ils escheent pour chacun an en deux sols Par. d'amende, qu'on dict Loy.

i Du Moulin sur le 62. Art. de Paris nomb. 16. tient que ceste vne practique receue presque par toutes les Prouinces de France. La Coustume de Hesdin Tit. 2. Art. 9. est contraire.

† *Ces mots,* Et lieu en son Fief, *ont esté de nouuel adioustez.*
†† *Ces mots,* Ce que, &c. *iusques à la fin dudit Art. sont de nouuel adioustez.*
* Aliàs, *en egard, P. V.*
Cens en quel lieu doiuent estre payez.

S. Censier en la Ville & Bãlieuë de Paris à defaut de payement du Cens peut proceder pour trois annees par voie de simple gagerie, sur les biens estans és heritages.
† *Ces mots,* Et est, &c. *ont esté adioustez pour interpretation.*

Art. 86. PARIS.

Il est k loisible a vn S. Censier en la Ville & Banlieuë de Paris en defaut de payement des droicts de Cens, dont sont chargez les heritages tenus en sa Censiue, de proceder par voye de simple gagerie, sur les biens estans és maisons pour trois annees d'arrerages dudict Cens & au dessous. Et † est entendu simple gagerie, quand il n'y a transport de biens.

k Cest Art. 86. depẽd du priuilege octroyé aux Bourgeois de Paris, dont nous auons fait mention en l'Art. 85. & lequel leur a esté baillé par le Roy Philippes premier du nõ, & confirmé par Charles vii. Il sembloit que le S. pouuoit seulemẽt

Source : BIU Cujas

faire proceder par voye de Saiſie & Arreſt ſur les fruicts ainſi qu'il eſt porté par le 74. Art. cy deſſus, meſmes des maiſons donnees à louage: mais qu'ils n'auoient aucune hypotheque ſur les meubles eſtans eſdictes maiſons, ſoit pour le regard des locataires ou des proprietaires. Toutesfois la Couſtume de Paris a donné & octroyé aux Seigneurs Cenſiers vn meſme droict de tacite hypotheque ſur les meubles eſtans en icelle, que les proprietaires d'icelles ont à l'encontre de leurs locataires. L. 2. l. eo iure. D. In quib. cauſ. pign. tac. contr. l. certi iuris. C. de locato: par ce qu'ils ſont les vrais Seigneurs des heritages eſtans en leurs Cenſiues: & la ſaiſie des louages ou pourſuites pour l'hypotheque ſeroit de trop grand longueur. Mais la gagerie de meubles a plus de force pour faire payer leſdits Seigneurs des arrerages du Cens qui leur eſt deu, & a lieu tant contre le proprietaire que locataire: lequel neant-moins aura ſon recours contre ſon bailleur. Gagerie s'entend pour les meubles ſeulement, & eſt proprement de choſe mobiliaire, vt pignus propriè rei mobilis conſtituitur: & hypotheca rei immobilis. l. ſi rem. §. proprie. D. de pign. act. L. plebs. § pignus. D. de verb. ſignif. §. item ſeruiana Inſt. de act. & re contrahitur, non nudo conſenſu vt hypotheca. Et ſe doit faire ceſte Gagerie ſimple par auctorité de Iuſtice, comme Du Moulin eſcrit ſur le 63. Art, nomb. 7. Au reſte le Seigneur n'eſt exclus de faire proceder par voye de ſaiſie & arreſt ſur les fruicts ſelon le 74. Art. de Paris cy deſſus: par ce que ce ſont deux moyens ſeparez. Toutesfois eſtant payé de ſes arrerages par vne voye, il ne pourra reprendre l'autre, *vt traditur de actionibus concurrentibus in l. quotiens & l. plura* D. de oblig. & act. l. nemo. D. de diu. reg. iur. vide l. 5. & 6. D. de exc. rei iud. Le payement des trois annees derniers conſecutiues, fait preſumer des precedentes comme il a eſté monſtré cy deſſus en l'Art. 75. de Paris. La Banlieue de la Ville eſt appellee l'eſtendue d'vn lieu à l'entour de la Ville, comme i'ay dict ſur la premiere partie de ceſte Conference. Voyez l'Indice des Droicts Royaux.

Art. 87. PARIS.

1 Voyez ce qui a eſté traicté ſur le 79. Art. de Paris.

De †† toutes rentes 1 foncieres non rachetables vendues à autres ou delaiſſees par rachat depuis le premier bail, ſont deues ventes, eu egard au pris de la vente ou rachat d'icelle rente, tout ainſi que ſi l'heritage ou partie d'iceluy eſtoit vendu.

Ventes ſont deuës pour rentes foncieres & comment.

†† *Ceſt Art. 87. a eſté adiouſté pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

CONFERENCE.

Pour les Art. 86. & 87. faut voir ce qui a eſté rapporté ſur les Art. 74. 78. & 83. de Paris cy deſſus: & en l'Addition de ce meſme Titre nombre iiii.

ADDITION SVR DE TITRE II. DE Cenſiue & droicts Seigneuriaux.

I. Droicts Seigneuriaux & leur difference.
II. Du droict de Marciage.
III. Du droict de Bourdelage.
IIII. Cens, Lots, Ventes, Accordemẽs, Reliefs, & Releuoiſons à plaiſir quand ſont deuz ou non.
V. Cens ſur Cens n'a point de lieu: & quand il eſt diuiſible ou non.
VI. Proprietaires ou detenteurs d'heritages Cenſuels ne les doiuent empirer ou demolir: & en prouuant le dernier payement, ſont quittes des arrerages des annees precedentes.
VII. Seigneur Cenſier quand peut venir à ſa table l'heritage vacant en ſa Cenſiue: & en quels lieux on vſe du droict de Retenue ou non.
VIII. Seigneur Cenſier à droict de Saiſie & main-miſe.
IX. Droicts de Saiſine, Deſſaiſine, Entree ou Iſſue, Veſt ou Deueſt. Adheritement.
X. Declaration, Deſadueu, & commiſe en matiere Cenſuelle.
XI. Des droicts de Terrage, Champart, Diſme, Vinage, Complant & Carpot.
XII. De l'Aſſiette des Cens, rentes & autres deuoirs: enſemble des Priſeurs & Arpenteurs Iurez.

a La diuiſion des immeubles corporels, qui ſe nomment heritages, conſiſte en trois eſpeces ſeulement de Fiefs, Cenſiues ou Francs-Aleuz, nous auõs parlé au titre premier cy deſſus des fiefs & Francs-Aleuz, deſquels Fiefs & Cenſiues naiſſent les droicts Feodaux & Cenſuels. En aucuns lieux n'y a aucun Franc-Aleu.

I. REIMS Tit. 2. Article 40. Tous † biens immeubles ſoit de naiſſant ou d'acqueſt, a ſont tenus ou noblement en Fief, ou roturierement en Cenſiue: ou en Franc-Aleu.

Diuiſion des choſes immeubles.

† *Ceſt Art. 40. a eſté adiouſté comme ancien & omis.*

NORMANDIE Chap. 9. Art. 99. Par la Couſtume generale de Normandie tout heritage eſt Noble, roturier, ou tenu en Franc-Aleu. Article 100. L'heritage noble eſt celuy, à cauſe duquel le Vaſſal tombe en Garde, & doit foy & hommage. Article 101. Et combien qu'en pluſieurs endroicts

Heritage Noble.

Source : BIU Cujas

Noblesse ne se peut acquerir en vn heritage roturier, encores que les Aduenz portent tenir par foy & hommage: & en ce cas Garde n'a point de lieu.

Franc-Aleu.

Franc-Aloy n'a lieu sans titre particulier.

Franc-Aloy peut estre erigé en Fief.

Heritages sont francs de Censiue en quelques lieux.

Coustume escheable.

Franc-Aleu Noble ou roturier.

†† *Ces ii. Art. 52. & 53. ont esté de nouuel adiou stez: par ce que les nobles ont dit que de ce il n'y auoit point de Cous. & que si les Gētilshōmes tenans fiefs sont tenus pour raison d'iceux faire enuers le Roy la foy & hōmage: par plus forte raison vn roturier qui tient terres en leurs Iustices est tenu payer quelque Censiue ou redeuance: & ne les peuuent tenir sans S. autremēt terre roturiere seroit plus priuilegiee que feo. Les Gens d'Eg. non ayās Iustice Practic. & autres Bourgeois disans au contraire, que toutes seruitudes viennent à restraindre & abolir, & toute liberté vient à soustenir: & que aussi de droict toutes terres sōt franches. Surq. aūs ordōné que les Gēs d'Eglise Nobles & Practiciēs escriroiēt & produiroient tout ce que bon leur sembleroit, à fin d'en faire rapport*

ceux qui tiennent roturierement, declarerent en leurs Aduenz tenir par foy & hommage, ils ne font pourtant foy & hommage, & suffit qu'ils le declarent en leurs Aduenz, sans que pour ce ils tombent en Garde, ou puissent acquerir aucune qualité de Noblesse en leur heritage. Art. 102. Les terres de Franc-Aleu sont celles, qui ne recognoissent superieur en feodalité, & ne sont suiettes à faire ou payer aucuns droicts Seigneuriaux.

MEAVX Chap. 25. Art. 189. Franc-Aloy par tout ledit Bailliage & anciens Ressorts d'iceluy, ne peut estre tenu & possedé sans titre particulier. Art. 190. Franc-Aloy est de telle nature qu'il ne doit seruice, Censiue, Relief, hommage, ne quelque redeuance que ce soit. Art. 191. Si les detenteurs dudit heritage en Franc-Aloy, veut eriger en Fief, ce qu'il tient en Franc-Aloy par la Coustume, faire le peut.

SEZANNE Art. 2. Par la C. gardee és Chastellenies de Sezanne, Treffou & Chantemarle, mesmement ce qui est assis au pays & Comté de Champagne, tous heritages sont francs b de Censiue, s'il n'appert du contraire: supposé qu'ils soiēt assis en la Haute Iustice d'aucun Haut Iusticier: & ainsi en vse l'on.

MELVN Chap. 5. Art. 105. Franc-Aleu ne doit Vest ne Deuest, Censiue ne foy & ne hommage. Et ne peut estre dit heritage en Franc-Aleu par possession: ains faut qu'il y ait titre exprés.

TROYES Tit. 4. Art 50. Les aucuns sont en Franc-Aleu: les autres mouuās de Fief: autres en Censiue: autres redeuables de Coustu. escheable: & autres chargez de diuerses charges & redeuances. Art. 51. Tout heritage est franc & reputé de franc-aleu, qui ne le mōstre estre serf & redeuable d'aucune charge: posé qu'il soit assis en Iustice d'autruy, & qu'il n'en ait titre. Art. 52. Audit Bailliage †† y a franc-aleu noble, & franc-aleu roturier. Et est franc-aleu noble, quand il y a Seig. & Haute Iustice, dont le detēteur n'est tenu faire foy ne hōmage, ne payer quints ne Requints. Art. 53. Et franc-aleu roturier, est terre sans Iustice: pour laquelle le detenteur ne doit Cens, rentes, lots, ventes n'autres redeuances.

CHAVMONT Tit 3. Art. 57. Aucuns heritages sont de franc-aleu, &c. p. *à Troyes.* Art. 50. redeuances: dont des aucuns sont deuz lots, ventes & amendes, en aucuns lieux plus, en autres moins: & autres doiuent lots & ventes seulement: & aussi en y a qui n'en doiuent: & sur ce n'y a Cous. generale: mais est reserué aux S. de prendre sur leurs suiets tels droicts, lots, ventes & saisines, qui leur peuuent competer & appartenir, & aux suiets leurs defenses au contraire. Art. 62. L'on tient audit Bailliage, que tout heritage est reputé franc, qui ne le monstre estre redeuable d'aucune charge, quelque part qu'il soit assis, cōme cy apres est dit au chapitre de Iustice.

VITRY Tit 2. Art. 19. p. *à Troyes.* Art. 52, n'est tenu de foy, hommage, seruice ou autres droicts Seigneuriaux à quelque personne que ce soit. Art. 20. p. *à Troyes.* Art. 53. Ventes, Vestures n'autres, &c.

LAON Tit. 13. Art. 133. En Franc-Aleu n'est requis Vest ne Deuest, pour en acquerir la saisine: mais suffit l'apprehension de possession reelle ou autre acte de droict equipollent à icelle.

REIMS Tit. 4. Art. 139. Pour †† heritage de Franc-Aleu ne sont deuz aucuns droicts ou deuoirs Seigneuriaux ou feodaux: neant-moins pour acquerir la proprieté d'iceux est requis Vest & Deuest. Art. 140. La plus grand part des heritages roturiers sont tenus en Censiue: y en a toutesfois aucuns pour lesquels on n'a accoustumé payer aucun droict annuel: & ne doiuent au S. foncier, sinon que Vestures & Ventes, ou Vestures seulement, comme sera dit cy apres. Article 141. Consiste tel Cens en deniers, en grain, en vin, ou en autre chose, selon l'vsage des lieux.

PERON. Tit. 3. Art. 102. Nul n'est fondé en franc-aleu, s'il n'en fait apparoir Art. 103. Et en franc-aleu n'est deu saisine ne dessaisine. Tit. 11. Art. 267. p. audit ART 103. n'y a dessaisine ne saisine.

ORLEANS T. 2. Ar. 123. Vne Censiue ne peut estre à deux diuers droicts: en telle maniere que si vne Censiue est à droict de vētes, ou à Releuoisins du denier vi. ou de tels Cens, telles Releuoisins: en ce cas elle ne peut estre à droict de Releuoisins à plaisir. Tit. 3. Art. 140. Es Chastellenies & lieux du Bailliage d'Orleās, où il y a diuers vsages pour la prestation des droicts Censuels, sera gardee la nature de chacune Censiue. Tit. 13. Art. 255. Franc-Aleu est heritage tellement franc qu'il ne doit fonds de terre: & n'est tenu d'aucun S. Foncier. & ne doit Saisines ne Dessaisines, n'autre seruitute, qu'elle que ce soit. Mais quant à la Iustice, il est suiet à la Iurisdiction du S. Iusticier,

b *In dubio*, on presume touiours pour la liberté selon qu'il est traicté in l. Procul. D. de vsufr. L. altius. c. de seruit. & aquas. L. 20. & 179. D. de regul. iuris. l 14. D. de probat l. vlt. §. 1. D. de vulg. subst. & semper libertatis prætualet. l. 14. D. de leg 2. l. 3 D. de his quæ in test. de l. l. 24. D. de manumission. & l. 10. D. de man. test. Strabo lib. x. vbi loquitur de Ephoro, qui leges Cretensibus dedit, Δοκεῖ δέ, φησὶ ὁ Ἔφορος, μέγιστον τοῦ Λυκούργου τεῖχος πόλεσι ἀγαθὸν, τὴν ἐλευθερίαν. Μόνη γὰρ παύσασθαι ἰδίᾳ ποιεῖ τῆς κτησαμένης τ' ἀγαθά. Τὰ δ' ἐν δουλείᾳ τῆς ἀρχούσης, ἀλλ' οὐχὶ τῆς ἀρχομένης ἐστί). Par le droict mesmes toutes choses sont censees & estimees libres & frāches. d. l. Proculus. De Vsufr. & l. altius. C. de seruit. & aqua, s'il n'appert du contraire, & mesmes en quelques Coustumes sont reputees Allodiales: si on ne fait apparoir de l'inuestiture ou du bail à Cens, ou de la prise à rente. Toutesfois en plusieurs prouinces on ne peut tenir terre sās S. Senlis. Art. 261. Blois Art. 33. Poictou. Art. 99 & 105. Bretagne. Art. 318. & doit par consequent celuy qui prete̅d son heritage estre tenu en franc-aleu, faire apparoir de titre exprés & special: autrement on pourra imposer Cens sur son heritage. Voyez Bacquet premiere partie du droict de Francs-Fiefs chap. 2. Ioā. And. in cap. nimis, extra de iureiur. cap. vlt. extra de iud. Bald. in cap. 2. *Si de feudo fuerit cōtrou.* inter dom. & agnat. Accurs. in l. si cuius. D. de vsufr.

Source : BIU Cujas

à la Cour, pour par icelle en estre ordonné : & que ce pendant les Gens d'Eglise & Nobles vseront quant à ceſt Article de tels droicts qui leur peuuent competer & appartenir, en reseruant à leurs suiets leurs defenses au contraire, & ce faisant que les Art. 52. & 53. seroient adiouſtez.

† *Pareilles remonstrances ont esté faictes sur ceſt Art. 62. que sur la C. de Troyes. Veu lesquels differens nous auons remis le contenu en icelluy à la Cour, pour par elle en estre ordonné : & que ce pendant les Gens d'Egliſe & Nobles vſeront quant à ceſt Art. sur leurs suiets de tels droicts, qui leur peut competer & appartenir : & reſerué à leurs suiets leurs defenſes au contraire.*

†† *Ces Art. 139 & 140. ont esté adiouſtez comme anciens & omis.*

Vne Cenſiue ne peut estre à deux diuers droicts.

Nature de chacune Cenſiue sera gardee.

Franc-Aleu.

TOVRNAY Tit. 17. Art. 1. Tous heritages non Feodaux estans en ladite ville & ou pouuoir & Banlieuë d'icelle, sont de leur nature libres & francs de toutes seruitudes, rentes & autres charges: & pour tels sont reputez iusques à ce qu'il appere du contraire.

ANIOV Tit. 8. Art. 140. Le suiet qui tient sa terre en Franc-Aleu, est exempt, à cause d'icelle, de foy, d'hommage, de deuoir, de Rachapt, de prinse par defaut d'homme & de toutes autres seruitudes quelscõques: fors, quand il est appellé en la Cour de son S. en la demande de qui il s'aduouë suiect, il doit respondre de bouche, qu'il aduouë telle sa terre tenir en Franc-Aleu, & s'en aller. Et s'il defaut en ce, de terme ou intimation, il payera l'amende des defaux. Car tel affranchiſſement qui luy est donné, ne luy permet pas contemner la iuriſdiction de son S. qu'il ne doiue venir vne fois declarer ce que dit est. Et si la terre se vend ou eſchange, d le S. y prendra ses ventes & autres emolumẽs de Fief. Tit. 9. Art. 179. Cens & deuoirs deuz à aucun qui à Fief, denotent Seigneurie de Fief en nuëſſe sur les choſes par raiſon deſquelles ils sont deuz: ce que ne faict pas rẽte: s'il n'appert autrement que ce soit son Fief.

LE MAINE Tit. 9. Art. 153. p. *a Anjou*. Art. 140. est vendue ou eſchangee &c. ny prendra ventes ou autres &c. Tit. 10. Art. 197. p. *a Anjou*. Article 179.

NIVERNOIS Chap. 7. Art 1. Tous heritages sont censez & reputez francs & Allodiaux, qui ne monstre du contraire.

BLOIS Chap. 4. Art 33. Au Comté & Baillage de Blois & Reſſorts diceluy, y a trois droicts Seigneuriaux recognitifs de Seigneurie c'est à sçauoir Fief, Cens & Terrage leſquels s'appellent Seigneuriaux, pource qu'aucun ne peut tenir heritage esdits Comté, Baillage, & reſſort: sinon qu'il le recognoiſſe tenir d'aucun S. à l'vn des trois droicts, si † leſdits heritages n'estoient bien & deuement amortis, & que les S. y pretendans Cenſiue, Terrage du Feodalité, euſſent esté payez de leur e indemnité. Art. 34. Leſquels trois droicts sont incompatibles & ne peuuent estre concurrens en vn meſme suiet, tellement que l'heritage tenu en Fief ne peut estre tenu à Cens ou Terrage, *nec è conuerſo* : sinon qu'au contraire y euſt conuention expreſſe entre les parties. Art. 40. Audit Bailliage & Reſſorts y a Tailles, f oſtizes, Coruees, g obliages, Auenages, & autres droicts : mais toutesfois sont preſcriptibles & compatibles, tant l'vn auec l'autre, qu'auec leſdits trois autres droicts de Fief, Cens & Terrage. Chap. 9. Art. 108. Toutes Cenſiues doiuent estre infeodees & aduouees estre tenues en foy & hommage d'aucun Seigneur, sinon qu'elles fuſſent amorties ou † donnees par le Prince ou autre Seigneur, auquel ladite Cenſiue appartient. Art. 109 Au † Bailliage de Blois y a deux manieres de Cenſifs, dont les vns se payent à iour nommé : & les autres sont à queſte: & en y a aucuns qui sont à cher h pris en ventes & reliefs: & les autres sont à tels Cens, tels Reliefs.

DVNOIS Chap. 3. Art. 32. Au Comté & Bailliage de Dunois, Reſſorts & autres Seigneuries enclauees deſſuſdites, n'y a aucuns droicts de Cens à cher pris, n'à queſte, n'aucuns droicts de Reliefs: sinon qu'il y ait titre au contraire.

ROMORANTIN Chap. 3. Art. 5. Il y a deux manieres de Cens : les aucuns sont à lots, ventes & defaux quand le cas y eſchet : & les autres qui ne portent ventes ne defaux.

AVVERGNE Chap. 17. Art. 19. Toute perſonne soit noble ou roturiere, peut tenir audit pays Haut & Bas, heritages francs, quittes & Allodiaux de tous Cens, charges Fiefs & autre seruitude quelconque. Chap. 31. Art. 1. Tous Cens ou rente deuz & aſſis sur fonts & heritage certains emportent directe Seigneurie. Article deuxieſme. Et par ainſi qui acquiert Cens ou rente sur heritage

Franc-Aleu.

Subiet tenãt en Franc-Aleu doit comparoir en la Cour du Seigneur, quãd il y eſt appellé pour declarer à quel titre il detient.

Cens & deuoirs quand denotent fief en nueſſe.

Rente ne denote fief s'il n'appert du cõtraire.

Heritages francs & Allodiaux.

Trois droicts Seigneuriaux en Bleſois le fief, Cens & Terrage.

† *Ceſt Art. 33. a esté contredit & empeſché par les Religieux, Abbé & Conuent de S. Lomer, de Bourg-moyen, par les Chanoines & Chapitre de S. Sauueur, diſans qu'en la fin dudit Art. l'on deuoit adiouſter,* Ou que l'on en euſt iouy par temps immemorial. *Et par les Doyen, Chanoine & Chapitre de S. Andry, par les Religieux, Abbé & Conuent de la Magdaleine, par les Religieuſes, Abbeſſe & Conuẽt de S. Auy, & par les Eſche-*

d Aucuns corrigent ceſt Art. 140. *Le Seigneur ny prendra* &c, la ſentence dudit Article le requerant, ioinct que le 153. Ar. Du Maine porte la leçon negatiue : l'heritage qui eſt en franc-Aleu ne doit aucun profit. Toutesfois le commentateur suit la leçon affirmatiue.

e Et ne suffiroit autrement alleguer le temps de cent ans ou autre immemorial: d'autant que ceſte preſcription pretendue seroit non seulement contre le droict particulier: mais auſſi contre le droict public introduit par la Couſtume, comme i'ay donné aduis pour le ſieur de Lucé l'an 1548. C. M.

f Le droict d'Oſtizes est vn droict ſeigneurial par la Couſtume de Blois, c'est à ſçauoir vn deuoir annuel de geline, que le ſuiet paye à ſon Seigneur pour le fouage ou tenement, & aucuns eſtiment qu'il faut lire Hoſtize. Et en vn ancien Arreſt de l'an 1260 donné à la Chandeleur, il eſt fait men

Source : BIU Cujas

xins, de Chaſteaudun, entant qu'audit Art. ſont couchez ces mots, Eſdits Comté, Bailliage & Reſſort, *Et apres que les Practiciens ont dit qu'il n'y auoit couſtume Locale au contraire, Auons ordonné que ledit Art 33. demeureroit pour Couſtume en declarant par nous, que par leſdits mots.* Et Reſſort, *n'entendons preiudicier, aux couſtumes locales des Seigneurs & Chapitres particuliers Et par l'aduis des trois Eſtats, auons ordonné qu'en la fin dudit Art. ſeroient adiouſtez ces mots,* Si les heritages *&c iuſques à la fin dont les deſſuſdicts ont appellé: & nonobſtant lequel appel auons ordonné que ledit Art. demeureroit tel comme il eſt eſcrit, audit Couſtumier.*

†† *Ceſt Art. 108. a eſté contredit & empeſché par les gens d'Egliſe requerans que l'on adiouſtat ces mots,* ſinon qu'ils en euſſent iouy par temps immemorial, *diſans telle poſſeſſion ſeruir & equipoller à titre: & qu'autrement on leur feroit tort & iniuſtice: parce que pluſieurs de leurs lettres, tiltres & fondations ont eſté perdues & bruſlees. Il y a ſix cens ans & plus qu'ils iouiſſent des Cenſiues, dont ils ne ſcauroient monſtrer les infeodations ne cõceſſions: & per indirectũ ſeroit les deſtruire & faire perdre leurs droicts. Le Procureur du Roy diſant au contraire, que contre ladite couſtume on ne peut alleguer preſcription. Et ſur ce auons remonſtré que quand par ſtatut ou Couſtume toute preſcription eſt oſtee, toutesfois demeure la difficulté de droict, ſi la preſcription centenaire & immemoriale eſt abolie. Et ſemblablement ſans preiudice de ladite oppoſition appointaſmes que ledit Art. demeureroit comme il eſt eſcrit, & qu'en la fin d'iceluy ſeroient adiouſtez ces mots,* Ou donnez par le Prince, ou autres Seigneurs auſquels ladite Cenſiue a appartenu: *dont leſdits Gens d'Egliſe ont appellé.*

† *Les gens du tiers Eſtat ſe ſont oppoſez, pretendans n'y auoir couſtume ne Cens à cher pris. Et ſi l'on en auoit iouy, ce auroit eſté par exaction: & eſt vn droict odieux & inique. Et ſur ce ouis les Practiciens, ont declaré l'effect & conſequence dudit Art. qui eſt tel qu'à chacune mutation, ſoit en ſucceſſion de pere à fils ou autre mutation, le S. Cenſuel s'efforce faire eſtimer les maiſons & heritages tenus de luy à cher pris, & veut prendre le xii. den. de l'eſtimation comme de cent liures xii liures, & de douze cent liures, cent liures qui eſtoit groſſe charge & ſeruitude. Auons remonſtré aux gens d'Egliſe, Nobles & autres pretendans auoir ledit droict de Cenſif à cher pris, que bon ſeroit & profitable à la choſe publique, en prendre recompenſe, meſmement en ce que concerne les maiſons eſtans en la Ville de Blois, leſquelles demeurent en ruine & decadence, & pluſieurs delaiſſent à les baſtir & mettre en nature, au moyen que le temps aduenir elles ſeront eſtimees à plus haut pris, dont leurs enfans & ſucceſſeurs payent de xii. Et apres que les Practiciens ſur ce interrogez, nous ont dit & depoſé la couſtume eſtre telle, que contenu eſt audit Art. Auons ordonné qu'elle demeureroit pour Couſtume, par maniere de prouiſion, ſans preiudice de l'oppoſition des gens dudit tiers Eſtat, & que neantmoins des remonſtrances faictes aux gens d'Egliſe, de prendre recompenſe pour le droict de Cens à cher pris, qu'ils pourroient auoir dans la ville ſeulement, pour la decoration & liberté de ladite ville, en ferions mention en noſtre proces verbal & rapport à la Cour. Dont leſdits gens du tiers Eſtats ont appellé. Si auons ordonné, que nonobſtant ledit appel & ſans preiudice d'iceluy, ladite couſtume demeurera.*

tion des hoſtes anciẽs & des nouuelles Hoſtiſes, & la Couſtume de Dunois Art. 27. appelle pains de Hoſtellage que les ſuiets payent pour le Fouage & tenement & les ſix vingt Cheuaucheurs ſont exempts de Taille & Hoſtellage. Il y a droict d'hoſtellage que les marchans forains & eſtrangers payent pour le louage des maiſõs boutiques & ouuroirs eſquels ils mettent leur marchãdiſe à iour de marche ou foire Bayonne Tit. 5. Art. 47. & Tit. 7. Art. 22. 23 & 30. Le droict d'Office id eſt hoſtis ſeu hoſpitis noui & Hoſtis veteribus peregrinum ſignificat vt Macrobius recte notat lib. 1. cap. 16.

g Obliage eſt l'amende que le ſuiet doit à ſon Seigneur pour ne luy auoir payé ſa rente ou deuoir annuel au iour accouſtumé, & pour s'en eſtre oublié: ainſi que dit Pontanus en la couſtume de Mõtargis Chap. 2. Art 40. le droict d'oublie eſt vn Chapon ayant vn douzain au bec de rente en quelques lieux. Et les Auenages ſont les auenes que les ſuiets doiuent à leur S de cẽs, rẽte, ou deuoir annuel pour le paſcage de leur beſtail és foreſts & vſages du Seig. le Roy en quelques lieux a droict d'Auenages pour la Bourgeoiſie. Voyez l'indice des droicts Seigneuriaux.

h Cens à cher pris ou Cens cher és couſtumes de Blois Art. 109. 115. Dunois Art. 82. & Orleans Art. 135. Eſt grauior Cenſus & maior ordinario, non capitalis cenſus, qui, eſt le chef, le gros ou premier Cens. Le Cens cher eſt quand l'heritage cenſuel eſt chargé à peu pres de ce qu'il peut valoir de reuenu par chacun an. Tel cens eſt cher & onereux au detenteur. Au reſte faut noter quæ ſur ceſt Art. 109. de Blois y euſt appel par les gens du tiers Eſtat, comme il ſe voit par le proces verbal Du Moulin ayant eſcrit pour la ville & tiers Eſtat, obtint Arreſt douze ans & fut prononcé le 13 iour de Iuin 1535. par lequel l'appellation & ce dont a eſté appellé au neant, & fut l'oppoſition receue ſurquoy furent les parties reglees: le tout ſans preiudice du droict de Cens à cher prix, pretendu par les gens d'Egliſe & nobles & autres, de la pourſuite, preuue & verification d'iceluy droict par tous autres moyens, que par la redaction de la couſtume, à laquelle il y a eu oppoſition, tout ainſi & par la forme & maniere, qu'ils euſſent fait ou peu faire au parauant ladite redaction. C'eſt à dire que l'on peut bien verifier le droict particulier, par autres moyens que par le benefice de la Couſtume, comme du Moulin a eſcrit ſur ceſt Art, elle 53. Art. de Paris nombre 12. & 31.

qnitte & Allodial, il acquiert la directe Seigneurie: poſé que de la directe ne ſoit faite aucune mention.

La Marche Chapitre trente vng. Article 409. p. *à Auuergne.* Chapitre 31. Art. 1

Avxerre Tit. 1. Art. 23. Tous †† heritages ſont reputez & tenus pour francs & libres de Cenſiue, s'il n'appert du contraire: & auſſi excepté ſi vn Seigneur a accouſtumé de prendre Cenſiue en ſa terre, le particulier ne s'en pourra exempter pour quelque temps que ce ſoit, s'il n'a titre ou conuention au contraire. Mais ſera tenu payer icelle Cenſiue à la raiſon des autres heritages ſuiets & redeuables à icelle: & où il y aura dudit lieu Cenſiue de diuers pris, à raiſon de la moindre.

Bretagne Tit. 18. Artic. 328 Nul † ne peut tenir terre en Bretagne, ſans Seigneur: parce qu'il n'y a aucun franc-Aleu audit pays.

Senlis Titre. treize. Article deux cens ſoixante deux. Aucun ne peut tenir terre ſans Seigneur.

†† *Sur le 23. Article fut preſenté vn Article dreſſé par les Officiers d'Auxerre, & autres gens des trois Eſtats. Et fut remonſtré par Ferret pour le tiers Eſtat, que ledict Article auoit eſté dreſſé par les gens d'Egliſe & Nobleſſe, au preiudice de ceux du tiers Eſtat, & en ce faiſant ont immué le cent trente-cinquieſme Article de l'ancien Couſtumier. Et combien que ledit Article ancien fut diſcordé par les gens d'Egliſe & Nobleſſe en l'an mil cinq cens & ſept. Toutesfois ledict Article auoit eſté touſiours auparauant & depuis gardé & obſerué, comme confor-*

Source : BIU Cujas

me au droict naturel & commun, & aux Coustumes prochaines dudit Comté, mesmes de Troyes, qui porte semblable Article. Cheualier pour l'Eglise & le Brtois pour la Noblesse, ont soustenu au contraire, disans que ledit Article n'auoit oncques esté obserué, & qu'il y a eu plusieurs Arrests & iugemens au contraire, & mesmes qu'il y auoit ancien Article. Nul ne peut tenir aucuns heritages, & c. sans payer Censiue. Le Fauier replique qu'il a esté faussement imprimé, attendu qu'il n'est au Liure ancien des Coustumes arrestees en l'an 1507. signé des Lieutenans & Officiers, & autres deputez des Estats pour lors, & que ledit Article imprimé se referoit à vne Coustume de Varzy: ioinct que notoirement audit Comté & Bailliage d'Auxerre y a plusieurs climats & territoires notoirement Allodiaux & exempts de tout droict de Censiue, & s'oppose audit Article supposé. Ce faict a esté accordé ledit Article 23. par les gens d'Eglise & Nobles. Fermier a persisté que l'Article 135. ancien demouraſt, & où il nous plairroit arrester l'Article presenté, qu'apres ces mots, S'il n'appert du contraire, il faudroit adiouster ces mots, par titre ou possession immemoriale: & que quand aux titres, il s'en pourroit encores monstrer. Toutesfois vne grande partie d'iceux ont esté perdus & bruslez par les guerres de Bourgongne, ayans eu cours en la ville d'Auxerre & és enuirons: & que quant à la possession immemoriale, ils la prouueroient aisement. Soustenu au contraire par les gens d'Eglise & Noblesse. Surquoy auons, à la voix des deux Estats d'Eglise & Noblesse, ledit tiers Estat contredisant, ordonné, que ledit Article vingt trois nouuellement dressé, demourera pour Article de Coustume pour l'aduenir sans preiudice du passé & droicts des parties qu'ils peuuent auoir par titres, priuileges & possessions immemoriales si aucunes en ont, nonobstant l'opposition dudit Fermier qui a protesté audit non d'appeller.

† *Cest Art. 328. a esté de nouuel adiousté.*

†† *Cest Art. 262. a esté adiousté comme ancien & omis.*

ANGOVMOIS Chap. 1. Art. 35. Tout S. Chastelain ou autre ayant Haute Iustice ou Moyenne, & Basse ou fonciere auec terroir limité, est fondé de soy dire & porter Seig. direct de tous les domaines & heritages estans en iceluy, qui ne monstre deuement du contraire: & au moyen d'icelle directe, s'il trouue en ses limites terres possedees, sans deuoir, peut sur icelles asseoir Cens tel, conforme & semblable, qui est assis és terres voisines de son territoire.

XAINTONGE Tit. 4. Art. 4. Le S. Chastelain est fondé par la Coustume de soy dire & porter Seigneur direct & vtile de tout ce qui est au dedans de sa Chastellenie, dont ne luy est faict deuoir ou redeuance, si par titre particulier il n'appert du contraire.

MANTE Chap. 17. Art. 196. Les † S. qui ont par cy deuant iouy des droicts de Terrage, Forage, i Pellage, Rouage & autres droicts Seigneuriaux, iouiront de tous iceux en la maniere accoustumee.

† *Cest Art. 196. est de nouuel adiousté.*

Droicts de Terrage, Forage, Pellage & Rouage.

II. VERNEVL & Billy en Bourbonnois. Art. 585. En la Chastellenie de Verneul Marciage k a lieu és choses tenus en Censiue & directe Seigneurie. Et par le droict de Marciage le S. Censiuier & direct a droict de prendre de trois annees la despouille de l'vne: quād ce sont fruicts naturels: comme sauldoy, quād c'est simplement sauldoy ou de pré: & en ce cas le tenancier est quitte du Cens de ladite annee: mais si ce sont fruicts industriaux comme labourages ou vignes, le S. ne prendra que la moitié de ladite despouille pour son droict de Marciage, & ne payera le tenancier que la moitié dudit Cens de ladite annee. Art. 86. En la Chastellenie de Verneul si aucune chose est tenue en censiue & directe Seigneurie, à payer à terme & iour nommé, ou l'on prend à defaut de payement vii. sols t. l'on ne doit payer Marciage aucun, ains est on quitte pour ladite Coustume. Art. 587. En la Chastellenie de Billy en choses qui sont tenus en Cens & directe Seigneurie, Marciage a lieu. Mais la generale Coustume de Billy est, qu'on ne paye qu'autant de Marciage, que de Cens: exceptéz ceux de la Ville & Iustice de Varennes qui se diēt en estre exempts par priuilege ou Coustume particuliere ou locale dudit lieu. Art. 588. Marciage est deu du costé & par la mutation du tenancier par mort: & en vendition n'y a point de Marciage: parce qu'il y a lods & ventes. Aussi heritages chargez de Taille & de Cens, ensemble ne doiuent point de Marciage: sinon qu'il y ait obligation ou conuention au cōtraire. Art 589. Par la Coustume de Bourbonnois l'Eglise ne marcie point: c'est à dire que l'Eglise ne prend nuls Marciages de choses tenues de sa Censiue & direct e Seigneurie, par la mutation du Prelat ou Seigneur de l'Eglise. Car l'Eglise ne meurt iamais: mais prend seulement Marciage par la mort du tenant és Chastellenies & lieux, & sur les heritages, où ils ont accoustumé de le leuer. Article cinq cens nonante. Monsieur le Duc ne marcie point: c'est à dire qu'il ne prend aucun Marciage. Toutesfois mondit Seigneur veut pretendre qu'il peut marcier és terres portans Marciage, qu'il a acquises, acquerra, ou qui luy aduiendront de nouuel de ses Vassaux & suiets: & les suiets disans le contraire. Et pour ce en iouira mondit Seigneur, ainsi que de raison.

Droict de Marciage a lieu en choses tenues en Censiue ou directe.

Marciage n'a lieu quand on prend vii. s. vi. den à defaut de payement.

On paye autant de Marciage, que de Cens.

Gens d'Eglise n'ont point droict de Marciage en la mutation du Prelat par mort.

Duc de Bourbonnois n'a droict de Marciage.

i En la premiere partie nous auons expliqué ces mots Forage & Rouage. Le mot de Terrage sera cy dessouserpliqué. Le droit de Pellage est propre pour la Coustume de Mante, & ne s'en trouue aucune faisans mēcion de ce droict.

k Sçauoir à mutation du suiet Censiuier ou redeuable de Censiue. Ainsi en la Coustume de Reims il est deu vn droict d'Essongne, qui est deu par les heritiers ou successeurs des tres passez aux S. sous la Censiue desquels ils ont & possedent heritages au iour de leur trespas. Et est en aucūs lieux d'vn denier Par. ou de deux, ou de douze, ou d'autant, ou le double ou la moitié d'autant que les heritages doiuent de Cens annuel selon l'vsance des terres & Seigneuries, ainsi qu'il est expliqué au Proces Verbal de la Coustume de Reims. Lequel droict a esté abrogé, ainsi qu'il appert par la lecture dudit proces verbal, & ce du consentement des Estats.

Source : BIU Cujas

III. NIVERNOIS Chap.6. Art.1. Toutes manieres d'heritages se peuuent bailler à Bourdelage, l soient maisons, granges, courts, hosches, iardins, vignes, terres, prez, eauës, estangs, buissons & autres de quelque espece qu'ils soient pour tel pris & charge, qu'il est conuenu entre les parties. Art.2. Bourdelage emporte directe Seigneurie: & à cause d'icelle Seigneurie, tiers deniers, Retenue & retour és cas escheans & dessous declarez. Art.3. Pour Bourdelage est deu vne redeuance annuelle, qui est constituee en iii. choses: c'est à sçauoir en argent, bled & plumes, ou des trois les deux: & où lesdits trois especes y sont ou les deux d'icelles, le contract est reputé Bourdelier: & s'ils n'y sont, il n'est tel reputé, s'il n'y a conuenance ou contraire. Art.4. Le detenteur Bourdelier premier preneur ou reuestu de Bourdelage, qui cesse de payer la redeuance Bourdeliere par iii. ans cõtinuels & consecutifs, pour ladite cessation, commet la chose Bourdeliere, au profit du S. Bourdelier. Art.5. De mesmes l'heritier ou successeur mediat ou immediat qui a commencé de payer par deux ans, depuis lesquels s'il cesse par iii. ans à payer, il commet ledit heritage Bourdelier. Art.6. Et en chacun desdits cas le S. Bourdelier se peut dire saisi & possesseur, tout ainsi que s'il y auoit possession actuelle de la chose. Et pour ledit droict à luy escheu par ladite commise, peut intenter exploicts, interdicts & actions possessoires au cas pertinens à l'encontre du detenteur de la chose Bourdeliere. Art.7. Et s'il entre en la possession reelle & actuelle de ladite chose à luy commise, la possession dessus declaree sera par ce confirmee: Toutesfois ne pourra de faict expulser ledit detenteur sans cognoissance de cause ou ordonnance de Iustice, si autrement n'estoit conuenu entre les parties. Art.8. Si le detenteur auant que son S. Bourdelier ait fait ses diligences, à sçauoir par adiournement sur ladite commise ou par prinse de possession actuelle de ladite chose Bourdeliere, ou autrement vient offrir & presenter payement à descouuert, desdites trois annees escheues, sa demeure ou negligẽce, quãt à ce, sera tenue pour deüement purgee. Art.9. Le detenteur qui a commis l'heritage Bourdelier, par ladite cessation triennale nonobstant commise, paye les arrerages du temps escheu auant ladite commise: & s'il est mis en contradiction, doit restablir au S. Bourdelier, les fruicts de ladite chose, depuis la diligence commencee par ledit S. à la fin & consecution de ladite commise. Art.10. La redeuance Bourdeliere deue à certain iour, s'il n'y a lieu cõuenu doit estre portee en l'hostel du S. Bourdelier: pourueu que la chose Bourdeliere ne soit distant de l'hostel du S. Bourdelier plus de iv. lieues. Et s'il distoit outre, le detenteur n'est tenu de la porter audit hostel, s'il n'est autrement conuenu. Art.11. Le detenteur Bourdelier ne peut partir diuiser ou demembrer la chose ou choses Bourdelieres contenues en vn mesme bail: posé qu'elles consistent en plusieurs pieces, s'il n'y a exprés consentement du S. Bourdelier. Et s'il y a partage, diuision ou demembration faicte ou attentee au contraire, elle est nulle. Art.12. Et peut le S. Bourdelier enioindre, s'il a Iustice, ou s'il n'en a par la Iustice du lieu, faire commandement au detenteur qu'il remette la chose ou choses en leur premier estat dedãs l'an & iour. Art.13. Et ledit temps passé à conter du iour de la notification d'icelle inionction lesdites choses ou choses Bourdelieres sont acquises au S. Bourdelier, & s'en dire saisi, sans apprehension de faict, pour intenter exploicts & actions possessoires. Art.14. Si les detenteurs Bourdeliers tiennent plusieurs choses Bourdelieres d'vn ou plusieurs Seigneurs & par diuers contracts, ils peuuent partir entre eux, en maniere qu'à l'vn aduiendroit par le partage les choses cõtenues en vn d'iceux ou plusieurs baux: & à l'autre en cas pareil. Art.15. Le detenteur Bourdelier peut amender, & ne peut empirer ou deteriorer la chose Bourdeliere: mais la doit tenir, entretenir & delaisser en bon & suffisant estat: en maniere qu'il ne peut transporter les edifices hors dudit Bordelage, arracher ou abbatre arbres fruictiers, cõuertir l'heritage en autre nature de pire & moindre valeur: supposé qu'il ait basti lesdits edifices, planté les arbres & faict les meliorations de son temps. Art.16. La chose Bordeliere peut estre delaissee par le detenteur Bourdelier quand il luy plaist, en payant les arrerages, tiers denier & remuement, si aucuns en sont deuz: & en laissant ladite chose en l'estat conuenu ou en autre bon & suffisant: autrement n'est receu ledit detenteur à delaisser simplement ladite chose Bourdeliere. Art. 17. Delaissement & renonciation simple de Bourdelage se doit faire à la personne du S. Bourdelier ou en iugement, appellé le Procureur dudit S. à ce qu'il serue & vaille au delaissant, & rendant les lettres, si aucunes en a: dont il se purgera par serment. Art.18. Pour succeder en Bourdelage sont requises deux qualitez, à la personne de celuy qui y veut succeder: la premiere qu'il soit heritier du defunct Bourdelier: la seconde qu'il ait esté au temps de son decés commun auec luy. Et

Bourdelage.

Bourdelage emporte directe Seigneurie, tiers denier & retenue.

Quelles choses sont deues pour Bourdelage.

Contract Bourdelier.

Detẽteur Bourdelier premier preneur cessant de payer par trois ans cõmet la chose Bourdeliere.

Redeuãce Bourdeliere.

S. Bourdelier.

Heritier ou successeur ayant payé deux ans, s'il cesse par trois ans apres, il commet.

Seigneur Bourdelier par le moyen de la Commise est saisi & possesseur.

Seigneur Bourdelier ne peut expulser le detẽteur sans cognoissance de cause ou ordonnance de Iustice.

Detẽteur quãd peut purger sa demeure ou negligence.

Arrerages de redeuance Bourdeliere seront payez nonobstant la Commise pour defaut de payement de trois annees.

Redeuãce Bourdeliere en quel lieu se doit payer.

Partage, diuision ou ecclipse ne peut estre faicte des choses Bourdelieres cõtenues par vn

l Bourdelage est vn droit Seigneurial, par lequel est deu au S. certaine redeuance annuelle d'argent, bled & plume, ou des trois les deux selon la Coustume de Niuernois. Mais par la Coustume de Bourbonnois ce droict de Bourdelage est de pareille qualité & condition, que le droict de Taille reelle Il emporte directe S. & par consequẽt tiers denier, retenue & retour. Niuernois chap. 6. Art. 2. 3. Species est quædã Emphyteuseos Borde signifie tenement, comme i'ay dict cy dessus.

Source : BIU Cujas

meſme Bail ſans conſentement du Seigneur Bordelier.
Detenteurs Bourdeliers en quel cas peuuent partir les choſes Bourdelieres.
Detenteur Bourdelier ne peut empirer ou deteriorer la choſe Bourdeliere: mais la peut bien amender.
Detenteur comme peut delaiſſer la choſe Bourdeliere, en payant les arrerages, tiers deniers & remuemẽt ſ'ils ſont deuz: & laiſſant la choſe en l'eſtat conuenu, ou autre bon & ſuffiſant.
Delaiſſement ou renonciation de choſe Bourdeliere, comme ſe doit faire.
Succeſſion de choſe Bourdeliere comme ſe faict.

ſ'entend commun par communauté couſtumiere ou conuenue: & en ſera ledit S. ſaiſi, leſdites deux qualitez defaillans. Art.19. L'Article precedent n'a lieu quãt aux deſcendans en ligne directe eſtans en premier degré, qui pourront deſormais ſucceder, poſé qu'ils ne ſoient communs. Art.20. Si la choſe Bourdeliere eſt baillee auec ceſte clauſe, *party & non party*, l'heritier non commun pourra ſucceder audit Bourdelage. Art.21. La choſe Bourdeliere aduenant à vn S. Bourdelier pour faute d'hoir habile, ou par autre voye, procedant par autre voye & puiſſance de ſa directe Bourdeliere luy eſchet auec les fruicts, en l'eſtat qu'elle eſt trouuee en l'inſtant de l'eſchoite. Art.22. L'heritage Bourdelier eſcheant aux S. par ladite voye, le S. Bourdelier peut auoir ſon recours contre le detenteur precedẽt, ou ſes heritiers pour ſes intereſts, quand la choſe n'eſt en eſtat ſuffiſant. Et ſ'il n'y a heritiers, il ſe pourra addreſſer contre les biens tenans. Art.23. Si vn Bourdelier vend l'heritage, qu'il tient à bourdelage, le S. bourdelier en a la Retenue, en payant le ſort principal de la vente auec les loyaux couſts & frais raiſonnables, ou le tiers denier du pris de la vente: c'eſt à ſçauoir de x. liures tournois C. ſols tournois pource que le tiers denier ſe prend outre le pris, & en montant. Et de plus, plus, & de moins, moins. Art.24. Le S. bourdelier vſant de Retenue, doit rembourſer l'acquereur du ſort principal & loyaux couſts. Art.25. Es cas, eſquels en matiere feodale & cenſuelle, Quints deniers, lods, ventes, Retenue, *reſpectiue*, ont lieu: pareillement ont lieu en matiere de bourdeliere, tiers denier & Retenue & è contra: ſauf quant à l'Egliſe, laquelle en matiere cenſuelle n'a Retenue: & l'a en fief & en bourdelage. Art.26. Quand aucun a tenu par xxx. ans la ſeigneurie vtile d'vn heritage à quelque titre que ce ſoit, le S. direct ou celuy à qui la redeuance appartient, ne le peut contraindre de monſtrer ſon titre: ou à faute de celuy oſter ledit heritage, ou l'inquieter en iceluy: mais bien le peut contraindre paſſer nouueau titre & recognoiſſance. Art.27. Si durant la Cõmunauté de pluſieurs communs ou perſonnes, l'vn d'eux prend vn heritage à bourdelage les autres cõmuns & perſonniers y ont part, & la peuuent pretendre à l'encontre dudit preneur: mais non à l'encontre dudit S. qui n'eſt tenu y conſentir, ſi bon ne luy ſemble Et en cas de diſſentement dudit S. ledit preneur eſt tenu de recompenſer ſeſdits autres communs & perſonniers. Art.29. En heritage tenu à bourdelage, la veſue ſoit franche ou ſerue, ne peut pretendre douaire au preiudice du S. Art.30. Deſormais Bourdelage ne pourra de nouuel eſtre creé, chargé ny conſtitué ſur m maiſons & autres heritages aſſis en la ville & Cité de Neuers, ne pareillement és autres villes du pays de Niuernois, à ce que les detenteurs deſdits heritages ſoient plus enclins a baſtir leſdits heritages, & que les ruines, demolitions & faute d'edifices aduenus, au moyen de la grande charge deſdits bourdelages, ſoient amendees & reformees par reparations & edifices nouueaux. Toutesfois ſi les bourdelages ja creez eſcheent aux S. bourdeliers par faute d'hoir ou autrement, il les pourront bailler a ladite charge & remettre en l'eſtat qu'ils eſtoient, ſi bon leur ſemble.

Bovrbonnois Chap.30. Art.498. Et eſt a ſçauoir qu'audit pays de Bourbonnois, y a pluſieurs heritages baillez a bourdelage. Lequel droict de bourdelage eſt de pareille condition & qualité, que Taille: & ſ'y gouuerne l'on, par ladite Couſtume, tout ainſi & en la forme & maniere qu'en heritage taillable. Et y a du bourdelage qui double & tierce: auſſi en y a de ſimple, comme Taille ſimple: excepté en la Chaſtellenie de Germigny, en laquelle les bourdelages ſont, par la Couſtume particuliere & locale de ladite Chaſtellenie & reſſort, de la nature qui ſ'enſuit. Art.499. Premierement par la Couſtume de ladite Chaſtellenie de Germigny, quiconque porte heritage ou tenement a bourdelage d'aucun S. il le peut vendre, eſchanger, tranſporter & autrement aliener tout entier, ſans le vouloir & conſentement du S. mais il ne peut iceluy tenement ſurcharger, partir ne diuiſer, ne partie d'iceluy aliener, ſans le congé dudit S. & ſ'il le faict, la portion ainſi alienee, eſt commiſe audit S. Art.500. Par ladite Couſtume en ladite Chaſtellenie, toutes & quantesfois qu'aucun heritage tenu a bourdelage eſt entiere-

m Eſt fort notable vn Arreſt du Conſeil d'Eſtat donné ſur ceſte matiere. Les Eſcheuins de la ville de Neuers ont ſouuent taſché de faire eſtaindre, abolir ou pour le moins commuer ce droict de Bourdelage, pour les maiſons & iardins aſſis en ladite ville & fauxbourgs, comme choſe empeſchant l'embelliſſement & decoration d'icelle: mais le Chapitre de Neuers & autres Eccleſiaſtiques y reſiſtoient. Ce proces a duré fort lõg temps: lequel en fin a eſté iugé par Arreſt du 14. iour de May. 1578. donné au conſeil du Roy: par lequel il fut dit & ordonné que ceſte redeuãce Bour-

Deſcendans en ligne directe ſuccedẽt en choſe Bourdeliere, encores qu'ils ne ſoient communs auec le defunct.

Seigneur Bourdelier ſuccedãt par faute d'hoir ou puiſſance de ſa directe a la choſe en l'eſtat qu'elle eſt: & ſi elle n'eſt en eſtat ſuffiſant, a ſon recours contre le detenteur precedent ou ſes heritiers.

S. Bourdelier a droict de Retenue.

Tiers denier.

Egliſe a droict de Retenue en fief & Bourdelage, & non en choſe cenſuelle.

Detenteur d'vn heritage Bourdelier ne peut eſtre contrainct de monſtrer ſon titre, ſ'il a tenu par 30. ans: ains ſeulement à paſſer nouueau titre & recognoiſſance.

Communs peuuent pretendre part en choſe Bourdeliere acquiſe par l'vn des communs: mais non pas cõtre le Seigneur Bourdelier.

Douaire n'a lieu ſur heritage Bourdelier au preiudice du Seigneur.

Bourdelage ne peut eſtre conſtitué ſur les maiſons & herita-

Source : BIU Cujas

ges eſtans en la ville de Neuers & autres villes de Niuernois.

Bourdelage & Taille ſont de meſmes condition & qualité.

Bourdelage ſimple ou double.

Alienation d'vn heritage Bourdelier entiere ſe peut faire ſans le conſentement du Seigneur: mais non pas de partie, diuiſion ou partage &c.

Seigneur Bourdelier en cas de vendition, eſchange ou donation prend le tiers denier.

deliere ceſſeroit, demoureroit eſteinte & abolie en la ville de Neuers, ſans que ceux qui ont ce droict ſen puiſſent à l'aduenir aucunement preualoir: à la charge toutesfois

de les deſdommager, & furent à ceſte fin deputez aucuns des Maiſtres des Requeſtes ordinaires de l'hoſtel du Roy, pour eſtimer la recompenſe.

Succeſſion en matiere Bourdeliere.

ment vendu, eſchangé, aliené ou autrement tranſporté le S. prend pour ſon droict de lods, le tiers denier en montant: qui eſt la moitié de la choſe totale de l'achat ou eſtimation de la choſe eſchangee, ou dudit heritage ſil eſt donné. Art 501. Et par ladite Couſtume de ladite Chaſtellenie, nul ne ſuccede en heritage de bourdelagier ou tenancier d'iceluy, ſoient ſes propres enfans ou autres, ſ'ils ſont diuis & ſeparez d'enſemble: & ſ'ils n'eſtoient communs & demourans enſemble auec le treſpaſſé, à l'heure de ſon treſpas, & ſes prochains habiles à luy ſucceder ou ſes enfans non ſeparez de luy: poſé qu'ils ne ſoient commũs auec le pere & mere (car eux viuans, ils n'ont point de biens) toutesfois ſ'ils ſont touſiours auec eux, ou par leur vouloir en ſeruice, ou ailleurs ſans eſtre ſeparez d'eux ils leur ſuccederont en heritage de bourdelage: mais ſ'ils ſont ſeparez d'eux volontairement, & ſans impreſſion, ils ne leur ſuccedent point. Mais ſi par impreſſion du pere ou de la mere ou maraſtre ou autres, ou par aucun debat & noiſe, ils demeurent hors d'auec leur pere, & il ſe prouue notoirement qu'il leur euſt conuenu eux ſeparer, ils ne laiſſeront point à leur ſucceder. Art. 502. Par ladite Couſtume l'on tient en ladite Chaſtellenie, que ſi le tenancier de bourdelage ceſſe par iii. ans continuels, de payer au S. le deuoir, qu'il luy doit chacun an, à cauſe dudit bourdelage, & que du paiement ledit tenancier ait eſté deuëment interpellé, ledit bourdelage eſt acquis par droict de commiſe au S. de qui eſt tenu.

Commiſſaire de Bourdelage ſi le tenãcier faut par trois ans cõtinuels à le payer, en eſtant interpellé.

IV. Meavx Chap. 15. Art. 109. Quand on eſchange n but a but ſans ſoulte ou bourſe deſlier aucun heritage, on ne paye aucuns lods ne ventes. Chap. 25. Art. 185. De † rente conſtituee a temps pour aucune ſomme de deniers, ne ſont deuz au S. dont eſt mouuant l'heritage, ſur lequel ladite rente vendue eſt conſtituee a temps, lods, ventes ou ſaiſines: mais tant ſeulement eſt deu, ſi ladite rente eſt vendue a perpetuité ſans rachat, lods & ventes. Art. 186. Et de telles rentes on n'eſt point tenu ſoy faire enſaiſiner, qui ne veut: ſi n'eſtoit que ladite rente fut vendue a touſiours. Car en ce cas, il faudroit enſaiſiner & payer au S. la ſaiſine. Art. 188. Pour heritages baillez a rente perpetuelle ou à rachat, n'eſt deu * droict de lods ou ventes, ſi ladite rente n'eſtoit rachetee. Art. 202. Aucuns droits ne ſont pour heritages amortis par le Roy: ſinon ceux qui ſont reſeruez par Amortiſſement: n'auſſi pour les heritages tenus en franc-Aloy: excepté les droicts, dont eſt faicte mention és Ordonnances Royaux ſur le faict des francs-fiefs & Nouueaux Acqueſts. Chap. 27. Art. 210. D'heritage baillé à titre d'emphytheoſe roturier à touſiours, ne ſont deuz au S. dõt ſont tenus les heritages roturiers, aucuns lods, o ventes, ſaiſines ou deſſaiſines.

Lods ne ventes ne ſont deuz en Eſchange faicte but à but &c.

En rente conſtituee à temps, ou à perpetuité, quand lods, ventes & ſaiſines, ſont deuz ou non.

Montereav Art. 10. Si les heritages eſtoient eſchangez, & il y euſt aucune ſoulte d'argent ou d'autre choſe, y auroit pour raiſon de telle ſoulte, pareille ſomme que deſſus.

† *Ceſt Art. 185 du conſentemẽt de tous les eſtats à eſté renuoyé à la Cour.*

Resbets Art. 7. Si aucun ayant heritage és lieux de Boytron, Orly & en la Preuoſté de Veronges, va de vie à treſpas, delaiſſees aucunes filles mariees, prenants part en iceux, chacun des maris deſdites filles, eſt tenu de reprendre deſdits Religieux dedans l'Octaue, de la part de l'heritage aduenu à ſa femme, ſur peine de vii. ſols vi. den. t. Et ſ'il eſt defaillant par vn an, il doit lx. ſols t. d'amende. Et doit pour chacun Relief à Veronges xii. den. t. Toutesfois les fils ne ſont tenus reprendre, ne les filles, ſi elles ne ſont mariees.

En rente conſtituee à temps, ne ſont deuz lods, ventes ou ſaiſines: ſecus, ſi elle eſt vendue, à perpetuité ſans rachat.

Melvn Chap. 6. Art. 111. Si l'acheteur ou nouuel detenteur exhibe les lettres de ſon acquiſition, il ſera tenu les laiſſer en la main du S. cenſuel, iuſques à ce que ledit S. cenſuel ſoit payé de ſes droits de lods & ventes: ou †† d'icelles lettres bailler copie audit S. deuement collationnee aux deſpens d'iceluy acheteur. Art. 113. Si † le S cenſuel n'a maiſon ou lieu certain pour receuoir ſes cens, ſuffit à l'acquereur d'aller ſur le lieu, où la derniere recepte dudit cens à eſté faicte, pour denoncer ſon acquiſition: & n'y trouuant ledit S. ou autre pour luy, à qui il puiſſe

Saiſine n'a lieu en rente conſtituee à tẽps, ains en rente conſtituee à perpetuité.

* Videtur deeſſe hoc vocabulum, *aucun.*

n Nous auons parlé cy deſſous de l'Eſchange ou permutation en l'Addition du Titre 1. de Paris nombre vi. où il faut auoir recours. Au liure intitulé Li eſtabliſſement li Rois de Paris & d'Orleans &c. Se aucũ eſtoit que aucun eſchangeaſſent terres l'vn à l'autre, & elles ne fuſſẽt pas d'vn fié ne d'vne Seignorie, li ſeignor feroit les terres priſier aux preudes hommes, & de tãt comme elles ſeroient priſees: & en auroit li fires les ventes: mes ſe elles eſtoient totes de vne Seignorie, il n'en auroit nulles ventes. Si en vne maniere n'eſtoit qui li vns d'aux tenit de ii. Seignories, & il euſt home en chacune Chaſtellenie, & li eſchãgeaſt ſa terre à l'autre il feroit les ventes: por ceu qu'il eſt de deux fiés, tout ſoit il d'vn homme Seignor. Et au liure 2. du Grand Couſtumier chap. de Saiſine en cenſiue. Item en pur eſchange n'a aucunes ventes: mais que l'eſchange ſoit fait but à

Source : BIU Cujas

Aucuns droicts ne ſont deuz pour heritages admortis par le Roy, ou tenus en franc-Aloy.
Lods, ventes, ſaiſines ou deſſaiſines ne ſont point deuz pour heritage roturier baillé à titre d'emphyteoſe à touſiours.
Eſchange.
Mari tenu de reprendre en matiere cenſuelle pour l'heritage cenſuel aduenu à ſa femme.
Relief.
Exhibition de lettres d'acquiſition faicte par le nouuel acquereur ou detenteur.
†† *Ces mots, ou d'icelles, &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*
† *Ceſt Art. 113. eſt nouuel pour l'aduenir.*

but. Partant il faut neceſſairement conclurre que ſ'il n'y a aucun pris deſbourſé ne frau de couuerte, aucuns droicts ou profits ne ſont deuz: mais ſ'il y a ſoulte d'argent en l'eſchange, aucuns font ceſte diſtinction, ou elle eſt moindre ou elle excede la valeur de la moitié: mais il eſt certain & indubitable que ſ'il y a argẽt deſbourſé pour quelque portion que ce ſoit, à raiſon d'iceluy en ſont deues ventes, argument. l. quæritur D. de ſtatu hom. parce qu'en ce cas permutatio eſt ſimilis venditioni l. 1. D. de contrah. empt. & l. 1. D. de rer. perm. & autres par nous cy deſſus alleguees. Et ainſi a eſté iugé par Arreſt donné ſur proces par eſcrit le 24. Mars 1539. par lequel il fut ordonné que ventes auroient lieu, à raiſon de l'argent apres la fraude deſcouuerte: mais que pour le ſurplus n'y eſcheoit aucun droict de lods & ventes. Aucuns toutesfois eſtiment que l'eſchange eſtant frauduleux contenant vne vendition deſguiſee, doit eſtre reputé pour vendition, & par conſequent les lods & ventes en eſtre deuz. *Illud enim ſpectandum eſt quod vere agitur, non quod agi ſimulatur.* l. 1. C. Plus valere quod agit, quam quod. &c.

o S'il n'y auoit clauſe ou condition au contraire par le contract ou bail d'emphyteoſe.

faire ladite denonciation, en prendra acte, en preſence de deux Notaires, ou d'vn Notaire & deux teſmoins. Art. 118. Si le S. cenſuel receuoit de l'acheteur de la cenſiue de l'heritage tenu de luy, ſans faire queſtion des droicts de lods & ventes, ne ſeroit de là en auant receuable, à demander, ſoit audit acheteur, ſoit au vendeur le droict de ventes: n'auſſi par defaut de les auoir payees: ſuppoſé que leſdits vendeur ou acheteur n'en euſſent aucune choſe payé: pourueu toutesfois qu'auparauant ledit S. euſt eſté deuement certifié de ladite vendition par exhibition de lettres d'icelle, ou † copie deuement collationnee. Art. 120. En eſchange d'heritage cenſuel fait ſans fraude, but à but, & ſans ſoulte, n'y a lods ne ventes: & ſ'il y a ſoultes, ſont deuz lods & ventes au S. cenſuel pour le regard deſdites ſoultes: neantmoins †† eſt tenu l'acquereur faire exhibition de ſon contract d'eſchange audit S. dans la quinzaine ſous peine de l'amende de lx ſols Par. Art. 121. Et † eſt preſumee, ladite fraude quand dedans l'an, il y a rachat par l'vn des contrahãs dudit eſchange. Art. 122. Si l'heritage chargé de cens eſt baillé a rente rachetable a temps ou a touſiours, ne ſera payé aucun droict de lods & ventes audit S. ſinon †† quand ladite rente ſera rachetee. Art. 123. Pour l'heritage vendu p ſous faculté de rachat a touſiours ou a temps, ſeront deuz lods & ventes: mais quand ledit heritage eſt racheté par le moyen de ladite faculté n'excedant v. ans, eſcrite és lettres de ladite vente, ou autres paſſees du iour & date d'icelle, ne ſont deuz pour ledit rachat lods ne ventes. Et audit cas de rachat eſt tenu celuy qui rachete, rendre a ſa partie, ce qu'elle auroit payé des ventes au S. cenſuel pour ladite acquiſition faicte a faculté de rachat. Art. 124. Pour † rente q conſtituee à pris d'argent, ſur heritages chargez de cens, ſoit que ladite conſtitution ſoit faicte ſpecialement ou generalement, ne ſont deuz aucuns droicts de lods & ventes. Art. 126. Si † en faiſant partage & diuiſion r d'heritage entre coheritiers, les aucuns font ſoulte aux autres, ne ſont deuz au S. cenſuel, pour leſdites ſoultes, lods ou ventes.

Sens Tit. 13. Art. 123. Et ne ſeront deuz aucuns droicts ou profits Seigneuriaux ſoit pour la conſtitution ou rachat d'icelle. Tit. 20. Art. 228. †† p. *à Melun.* Art. 120. d'heritage fait but &c. on deura lors & ventes pour &c. ſoultes. Et ſera reputé l'eſchange frauduleux, ſi dedans l'an le compermutant retire la choſe eſchangee, ou ſe trouue poſſeſſeur d'icelle. Et éſdits cas & en tous autres, éſquels l'eſchange ſe trouueroit frauduleux, ſeront deuz doubles droicts Seigneuriaux, outre & par deſſus l'amende ordinaire du depri. Art. 229. Si vn heritage eſt donné ſ par amour & affection du donataire, il n'y a lots ne ventes. Art. 230. Qui tranſporte ou baille ſon heritage à rente & à rachat, le S. cenſier, auant le temps du rachat, prendra ſi bon luy ſemble, les lots & ventes de la ſomme promiſe & accordee par ledit rachat: mais du t rachat d'icelle rente, il n'aura lods ne ventes. Ar. 231. Et ſi ledit heritage eſt vendu puis apres, à la charge de la rente rachetable ou perpetuelle, il y aura lots & ventes du pris principal, & auſſi de ladite rente eſtimee à dix liures t. chacun franc: deſquelles x. liures, ledit S. Cenſier prendra lots & ventes. Art. 232. Si aucun baille ou tranſporte ſon heritage à rente perpetuelle ſans rachat, le S. cenſier ne prendra lots ne ventes. Mais ſi depuis ledit heritage eſt vendu à la charge d'icelle rente, le S. cenſier aura lods & ventes du pris de ladite vendition: enſemble de ladite rente au pris de x. liures tournois chacun franc ſelon

S. Cenſuel deuement certifié de l'acquiſition, ſe il reçoit l'acheteur ſans luy demander les lods & ventes, n'eſt plus receuable a en faire queſtiõ.

† *Ces mots, ou copié, &c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez.*

Eſchange.

†† *Ces mots, Neantmoins eſt, &c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez.*

Eſchange quãd eſt frauduleux.

† *Ceſt Ar. 121 eſt nouuel pour l'aduenir.*

Lods & ventes ſont deuz en rente, quand elle eſt rachetee.

†† *Ces mots, ſinon quand, &c. ont eſté adiouſtez.*

En vendition faicte à faculté de rachat à tẽps ou à perpetuité, ſont deuz lods & ventes.

Si le vendeur rachete ſon heritage dans la faculté n'excedant cinq ans,

p On demande à qui doiuent appartenir les lods & ventes en vendition faicte à faculté de remeré, ou au Seigneur ou fermier qui eſtoit lors & au temps de ladite vendition, ou bien au Seigneur ou fermier qui ſe trouue lors que le remeré eſt finy & expiré. Ceſte queſtion a eſté vuidee par Arreſt prononcé en robbes rouges le 23. iour de Decembre 1584. par lequel il fut dit que le fermier du fief dominant qui eſtoit lors de la vendition faite à remeré de neuf ans ou au deſſous auroit les profits de vente du cõtract meſmes prorogé apres les neuf ans paſſez priuatiuement du ſecond fermier, qui eſtoit lors de l'expiration & fin de la faculté de remeré. Et eſtoient les parties en la Couſtume du Maine. Ceſt Arreſt eſt recité par Charondas en ſon vii. liure des

Source : BIU Cujas

ne ſont deuz lods ne ventes.
Lods ne ventes ne ſont deuz pour rente conſtituee à pris d'argent.
† *Ceſt Art.124.eſt nouuel & abroge le 12.Art.ancien Tit.de Saiſine en cenſiue.*
En partage ou diuiſion ne ſont deuz lods ou ventes,encores qu'il y ait ſoulte.
† *Ceſt Art.126.eſt adiouſté comme ancien.*
Rente.
†† *Ceſt Art.228.eſt mis au lieu du 223.Art.*
Eſchange frauduleux.
Doubles droicts Seigneuriaux en eſchange ou autre contract frauduleux.
Lots ne ventes ne ſont deuz en donation faicte par amour & affection.
En heritage tranſporté à rente & à rachat,y a lots & ventes.
Lods & ventes ſont deuz quand apres l'heritage eſt vendu à la charge de la rente rachetable ou perpetuelle.
En bail d'heritage à rente perpetuelle ſans rachat ne ſont deues lods ne ventes:ſinon au cas que ledit heritage ſoit depuis tranſporté à la charge de ladite rente.

Reſp. chap. 80. Quid ſil y a ſupplement du pris,apres le temps de ladite faculté de rachat expiré,auquel des deux fermiers,les lods & ventes doiuent appartenir.Par Arreſt de Paris du 5.iour de Ianuier 1565. pour la Roine d'Eſcoiſſe tenant en Douaire le Comté de Poictou, à laquelle furent adiugez les lods & ventes du ſupplement fait au temps de ſon Douaire,de certain contract paſſé du temps que le Roy en iouyſſoit deuant qu'elle y euſt Douaire. Ainſi par Arreſt du Parlement de Bretagne du 30.iour 1536.furent les ventes adiugees au ſecond fermier par ce que ce ſont diuers contracts: ioinct qu'il y a deux ſortes de ſupplement l'vn volontaire, & l'autre neceſſaire. Doctores in l. pacta conuenta D.de contrah.empt.Il ſe trouue toutesfois autre Arreſt donné audit Parlement de Bretagne en audience le 11.iour de Mars 1578. au profit de Marie le Bodic fermiere du domaine de Hennebond appellante contre Gilles Brizoual ſecond fermier intimé:par lequel la ſentence du Iuge de Hennebond,fut infirmee,lequel auoit adiugé audit intimé les lods & ventes dudit ſupplement faict dans le temps dudit remeré non encores expiré:& ce faiſant leſdits lods & ventes furent à l'appellante, premiere fermiere.La diuerſité de ces deux Arreſts conſiſte ſeulement en ce que par le premier, le ſupplement eſtoit fait apres le temps de remeré fini,& par le dernier Arreſt ledit ſupplement a eſté faict dans le temps de rachat & faculté accordee.Ces Arreſts ſont recitez par Noël Faill en ſon Recueil d'Arreſts du Parlement de Bretagne,& par Charondas liure vii.des Reſponſes chap.113.

q L'ancienne Couſtume a eſté ainſi corrigee ſelon que i'ay eſcrit en mon traicté des rentes & vſures,Latin & François & ſur le 57.Art.de Paris C.M.

r Nous auons parlé cy deſſus de ceſte queſtion en l'addition du Tit.1.nombre 7.

ſ Ceſte queſtion a eſté auſſi traictee en la meſme Addition du 1.Titre des fiefs nombre 7. où il faut auoir recours. Vide Guid.Pap.Dec.46.47.& 48.& conſ.214. & l.fin.C.de iur.emphyt.Ioan.Fab.in l.1.C.de inoff.teſt.Dec.cap.Thol.279.

t Venditione facta ſub pacto redimendi non debentur Laudimia iterum de redemptione,quia non eſt noua emptio,ſed primæ executio,vt ſcribit Bartol.in l.vlt.§.quotiens D.de public.Mol.Tit.de cenſib.Gloſſa 1.num.47. Voyez le 136. Art. de Sens cy deſſous.

En vendition ſi les lettres n'ont eſté paſſee,& les contrahens ſe deportẽt de leur conſentement du marché.il n'y a lods ne ventes.

En vendition faicte à faculté de rachat à certain temps les lods & ventes ſont deuz incontinent, ſi le rachat ſe faict dedans ledit temps il n'y a lots ne ventes pour le rachat.

Doubles droits Seigneuriaux en eſchange ou autre contract frauduleux, outre l'amende ordinaire du depry.

† *Les Art. 24. & 25.ont eſté de nouuel introduicts.*

Lots ſont deuz en eſchange fait but à but: mais ſ'il y a ſoultes ſont deuz lods & ventes.

l'Art.precedent. Et ſi depuis ladite rente eſt vendue,ledit S.Cenſier en prendra les lods & ventes. Art 234. Si le vendeur u & l'acheteur d'vn heritage chargé de cenſiue,apres que la vendition eſt conſentie, ſe deportent de leur conſentement,du marché auant qu'ils partent du lieu, il n'y aura lods, ventes n'amendes: pourueu que les lettres de la vente n'ayent eſté paſſees. Art.236. S'il aduient que vn heritage chargé,ſoit vendu à rachat,iuſques à certain temps, le S.cenſier incõtinent ſera payé des lods & ventes d'icelle vendition. Mais ſi le vendeur rachete ſon heritage dedans le temps accordé,il n'y aura lods ne ventes pour ledit rachat. Toutesfois ſi ladite faculté dudit rachat auoit eſté donnee quelque temps apres la vendition:en ce cas le S.cenſier aura les lods & ventes dudit rachat, comme ſi l'heritage auoit eſté vendu de nouuel. Art.143. Si le S. Haut Iuſticier vend vn heritage vacant aſſis en ſa haute Iuſtice, hors ſa cenſiue, à la charge de la cenſiue, enuers le Seigneur cenſier, ledit Seigneur cenſier en aura lods & ventes,és lieux, où ſont deuz lods & ventes.

AVXERRE Tit.1.Art.24.Celuy † qui aura faict eſchange ou contract frauduleux:par lequel les droicts Seigneuriaux cenſiers ſont cachez ou diminuez,ſera tenu en doubles droicts & profits Seigneuriaux,outre l'amende ordinaire du depry Art.25. Et ſera l'eſchange reputé frauduleux &c.p.*à Sens.* Ar.228.iuſques à ce mot, *d'icelle.* Tit.3.Art.85. En †† eſchange fait but à but, y a lods qui † eſt de deux ſols t. pour vne fois, pour tout ledit contract: & n'en ſont deues ventes: mais ſ'il y a ſoultes, ſont deues lods & ventes pour leſdites ſoultes. Art. 86. Pour heritage donné,&c.p.*à Sens.* Art.229. eſt deu lods ſeulement,qui eſt de deux ſols t. Art.87. En heritage baillé à planter,meliorer,ou x edifier à moitié ou autre part du treſfond,n'y a ventes ne Retraict:ains eſt deu lods ſeulement tel que deſſus. Art.88, Pour bail d'heritage à rente rachetable, ne ſont deuz lods ne ventes: mais ſi la rente eſt rachetee,en feront deuz pour le rachat: lequel celuy qui l'achete, eſt tenu faire ſignifier au Seigneur dedans xl. iours apres iceluy: à peine de lx. ſols tournois d'amende. Art.89. Si aucun baille ou tranſporte ſon heritage à rente perpetuelle ſans rachat,le Seigneur cenſier n'en prendra lods ne ventes. Mais ſi depuis le preneur reuend ledit heritage chargé de ladite rente,ledit S.cenſier aura les lods & ventes de ladite vendition. Art.90.p.*à Sens.* Art.234. La † vente &c. departent &c.marché dedans xxiv.heures,n'y a lods, ventes,n'amendes: encores

u Voyez cy deſſus l'Addition du Tit. des fiefs nõbre 6. où nous auons parlé de ceſte meſme queſtiõ. La raiſon de ceſte Couſtume eſt que les lods & ventes ſont ſeulemẽt deuz en vraye & parfaicte vente, & non pas quãd elle eſt nulle. Ioan.Fa. in l.2.C. Quãdo liceat ab empt. diſc. & idem l.1.C.eod.tit.ait cõtrahentes poſſe re integra reſilire, dominúmque conqueri non poſſe. Maſuer.Tit. de Retra. num.antepen.

x Voyez du Moulin ſur le 55. Art.de Paris, quæſt. 17.num. 180.& 181.

Source : BIU Cujas

†† *Sur l'Art. 85. a eſte remonſtre par ceux de Varzy & de Vezelay, que pour tels eſchanges faits but à but, ils ont priuilege & locale Couſtume en leurs Preuoſtez & Chaſtellenies de ne payer aucuns lods. Et apres qu'il nous eſt apparu de l'exception contenue en l'ancien Couſtumier*, Excepté és villes de Varzy, Vezelay & Chaſtellenie de Fleury & Branches éſquelles eſchanges faites ſans nulles ſoultes, n'y a lods ne ventes. *Et en la poſtille de la marge d'icelle exception ces mots*, Ce que les Religieux, Abbé & Conuent de Vezelay Seigneurs dudit lieu ne conſeſſent, & demeure l'Art. quant à eux non accordé: & quant aux autres Seigneurs demeure enuers eux non accordé. *Ordonons que ledit Art. demeurera ſans preiudicier aux droicts, priuileges & titres particuliers des habitans deſdits lieux, ſi aucuns en ont.*

† *Ces mots*, qui eſt de deux ſols t. comme dit eſt, *ont eſte de nouuel adiouſtez.*

†† *Le 88. Art a eſté mis au lieu du 11. Art. ancien qui auoit eſte diſcorde par les Eſtats d'Egliſe & Nobleſſe, ſouſtenans qu'il eſtoit deu lods & ventes au iour de la vente & auparauant ledit rachat.*

† *Ceſt Art. 90. eſt accordé & mis au lieu du 127. Art. ancien.*

que les lettres de vendition ayent eſté paſſees. Art.94. Et au ſemblable ſi l'heritage eſt chargé de rente & delaiſſé au S. rentier, par faute de payer ladite rente, ſans †† bourſe deſlier n'en ſont deuz, ne lots ne ventes. Art.96. Si le Haut Iuſticier &c. p. *à Sens*. Art.243. Iuſtice & hors de ſa cenſiue &c. où ils ſont deuz. Art 97. Pour † partage de ſucceſſions n'eſt deu profit au S. cenſier, ſ'il n'y a ſoulte d'argẽt ou ſoulte mobiliaire, autre que de la ſucceſſion, faicte ſans fraude: auquel cas ſont deuz lots & ventes iuſques à la concurrence de ladite ſoulte. Art.99. Si †† aucun vend ſon heritage tenu en cenſiue, moyẽnant & ſous faculté de remeré à vn, deux, trois ans ou autre temps, le S. cenſier prendra les lots & ventes de ladite vendition, incontinent la vente faite. Mais ſi le vendeur &c. p. *à Sens*. Art.236. Tit.5. Art. 120. *A la fin*. Neantmoins pour la conſtitution de rente à pris d'argent, ne ſont deuz lods ny ventes ny profits Seigneuriaux.

BAR Tit.4. Art.54. Lods & ventes ſont deuz à cauſe de cenſe ſeulement, ſ'il n'y a titre ou poſſeſſion au contraire. Art.55. En heritages donnez ne ſont deuz lods & ventes: ſemblablement en eſchange d'heritage faict but à but ſans fraude: mais ſ'il y a ſoulte, leſdits lods & ventes ſont deuz pour ladite ſoulte.

ESTAMPES Chap.2. Art.51. Pour rentes conſtituees &c. p. *à Melun*. Art.124. d'argent, ne ſont deues ventes au S. cenſier, n'eſt auſſi deu aucun profit de Quint ou autre au S.F. Art.52. Pour l'heritage vendu ſous faculté de remeré à touſiours ou à temps, eſt deu droict de ventes, mais pour le rachat & remeré n'en eſt deu. Art.54. Pour donations d'heritages faites pour la bonne amour, que le donateur a enuers le donataire, ne ſont deues ventes. Art. 57. Pour partage d'heritages n'eſt deu droict de ventes au S. cenſier: ſinon qu'il y euſt ſoultes ou retour: pour leſquels ſoulte ou retour, ſont deues ventes. Art.58. Pour eſchange d'heritage faict but à but, ſans ſoulte ne retour, & ſans fraude, aucunes ventes ne ſont deues: poſé que les heritages changez ſoient aſſis en diuerſes cenſiues & Seigneuries. Mais ſi en eſchange y a ſoulte en deniers, ſont deues ventes pour iceux deniers.

DOVRDAN Tit.2 Art.48. Pour contract verbalement faict & accordé, ſi les parties ſ'en departent dedans la xv. apres, ne ſont deues ventes pour iceluy: ſinon que tel contract euſt eſté paſſé par deuant Notaires & redigé par eſcrit, ou qu'il euſt procedé à effect par tradition de la choſe ou payemẽt de pris, auquel cas ſont deues ventes: encores que les parties contrahentes ſ'en vouluſſent dedans ladite xv. deporter. Art.50. p. *à Eſtampes*. Art 51. deuz lods ne ventes.

MONTFORT Chap.2. Art.55. p. *à Melun*. Art.124 chargé & obligé à icelle, ſpecialement ou generalement, ne ſont deuz aucuns lods & ventes. y Art.57. † p. *à Eſtampes*. Art.58 eſchange faict &c. ſans ſoulte & ſans fraude ne ſont deues aucunes ventes, & encores que les heritages ſoient tenus de diuerſes Seigneuries: & où il y aura ſoulte & retour de deniers, ſeront deues ventes pour le regard de ladite ſoulte ſeulement. Chap.15. Art.173. Quand vn S. de fief vend terres eſtans de ſon domaine: à pris d'argent à la charge de cens, enuers luy, l'acquereur ne doit aucunes ventes au S. vendeur, & eſt tenu l'acheteur pour enſaiſiné du iour de la vendition tellement que leſdites terres vendues, l'an & iour de la vendition paſſez ne giſent en Retraict.

MANTE Chap.2. Art.53. En †† eſchange fait d'heritage à autre, but à but & ſans ſoulte, ventes ne ſont deues: mais ſeulement la ſaiſine.

SENLIS Tit.11. Art.214. *A la fin*. Si † l'heritage donné en recompenſe eſt roturier, le donataire eſt tenu dedans xl. iours en payer les droicts de ventes, qui eſt xvi. ſols Par. xvi. den. Par. auec les droicts de ſaiſine: ſur peine de lx. ſols Par. d'amende. Lequel droit de ſaiſine eſt de v. ſols Par. au plus, & au deſſous ſelon la couſtume des lieux. Art.215. *A la fin*. En ſimple donation d'heritage roturier n'eſt deu ne vins ne ventes: mais le donataire doit prendre la ſaiſine du S. dedans xl. iours de ladite donation: ſur peine de lx. ſols Par. d'amende.

VALLOIS Tit 3. Art.15. Toutes †† & quantesfois qu'aucunes perſonnes eſchangent aucuns de leurs heritages but à but ſans ſoultes, les parties ne ſont tenues

†† *Ces mots*, ſans bourſe de flier, *ont eſte de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Ar. 97. a eſte de nouuel introduit pour auoir lieu à l'auenir.*

†† *Ceſt Ar. 99. eſt accordé au lieu du 174. Ar. ancien, lequel auoit eſté diſcordé en l'an 1507.*

Donation.

Eſchange.

Rentes.

Vendition ſous Faculté de remeré.

Donations.

Partage.

Eſchange.

Quand les parties ſe departent du contract dãs la quinzaine apres: ne ſont deues ventes: ſinon que le contract fut paſſé par eſcrit par deuant Notaire & teſmoins.

† *Ceſt Ar. 57. a eſté accordé par l'aduis de l'aſſiſtance, nonobſtãt l'empeſchement du Procureur du Roy & dudit Bazin pour le S. de Rãbouillet, qui ont dit que par l'ancienne couſtume eſtoient deuz lods & ventes en eſchãges d'heritages aſſis en diuerſes Seigneuries, & qu'ils ſont en poſſeſſiõ de deux cens ans & plus, de prẽ-*

y Ceſte Couſtume eſt conforme à mon opinion, laquelle a eſté depuis confirmee par Arreſt comme i'ay monſtré ſur le 58. Art. de Paris C.M.

Source : BIU Cujas

dre ventes ésdits cas. Ausquels auons octroyé acte de leur declaration pour leur valoir & seruir en temps & lieu, ce que de raison: & neantmoins passera ledit Art. sans preiudice de leurs droicts: pour lesquels ils demoureront en leur entier.

Lods & ventes ne sont deues quand vn S. de fief vend les terres de son domaine: à la charge de cens.

†† *Ceste Art. 53 est adiousté comme ancien & omis en l'ancien Coustumier.*

† *Voyez cy dessus l'Addition du Tit. 1. Nombre.*

En Donation faite pour recompense, ventes sont deues: & saisines: mais en simple Donation n'est deu ne vins ne ventes: ains seulement saisine.

Eschange.

†† *Le Procureur du Roy a dit que les permutans & faisans eschange d'aucuns heritages, sont tenus payer ventes: sinon au cas que les heritages eschangez fussent situez & assis en mesme Bailliage: & requeroit qu'il fut adiouste audit Art. 15. Sous vn mesme bailliage, pour euiter aux fraudes qui se peuuent commettre par le moyen desdits eschanges. Les gens du tiers Estat soustenoient au contraire que ledit Art. deuoit demourer en l'estat qu'il est posé, sans y adiouster aucune chose. Sur ce prins l'opinion des assistans auons ordonné que ledit Art. demourera, comme ancienne Coustume.*

nues d'aucunes ventes. Et où il y auroit soultes, les parties sont tenues payer ventes d'icelles à la valeur des soultes. Art. 22. Toutes & quantesfois qu'aucun heritage est vendu, & le marché faict entre les parties, le droit de ventes & autres droits Seigneuriaux dessus declarez, sont deuz au S. duquel il est tenu en censiue: sinon que dedans xxiv. heures, apres le marché faict, les parties se quittassent liberalemẽt l'vn l'autre, & sans aucun profit. Et en pourroit le S. poursuiure l'acheteur & non le vendeur: par ce qu'il n'est point tenu desdits droicts Seigneuriaux, comme dit est deuant.

Eschange.

Partage.

TROYES Tit. 4. Art. 55. En pur eschange d'heritage chargé & redeuable de censiues portant lods & ventes, n'a lots ne ventes s'il n'y a soultes. Auquel cas *pro rata* desdites soultes, sont deues lesdits lods & ventes, qui se doiuent payer par moitié & en demeure ledit heritage hypotheque, comme dessus. Art. 57. Si aucuns heritages sont aduenus ou aduiennent à aucuns par succession, & en faisant partage ou diuision d'iceux, les aucuns font soultes aux autres: en ce cas ne sont deuz aucuns lots ne ventes au S. censier pour lesdites soultes: si †† ce n'estoit que lesdites soultes fussent si grandes, qu'au moyen d'icelles, le contrat soit plus reputé vẽdition, que partage & diuision. Car en ce cas seroient deues lods & vẽtes, ou quint pour lesdites soultes. Art. 58. D'heritage chargé de censiue baillé à rente, z emphyteosité ou accensiuement, le S. de la censiue prendra lots & ventes: c'est à sçauoir au feur de xx. liures t. pour la liure de la rẽte ou cense fonciere: pource qu'en prisee de terre ou reuenue, le franc de rente ou cense perpetuelle, est estimé valoir pour vne fois xx. l. t. & en rente constituee, le franc n'est estimé que a dix liures t. Et ne peut le S. de la rente fonciere, censier ou foncier, auoir ne prẽdre par droit de Retenue ledit heritage, au moyen de la vẽdue, qui est faite. Ar. 75. & 76. p. *à Sens* Art. 230. & 231. est apres vendu &c. soit qu'elle soit &c. perpetuelle, il n'y aura &c. que du pris principal. Art. 77. p. *à Sens.* Art. 234. ne ventes: pourueu qu'aucunes lettres &c. Art. 79 p. *à Sens.* Art. 243. aura les lods & ventes de ladite vente.

Eschange.

Partage.

†† *Ceste clause, Si ce n'estoit &c. a esté de nouuel adiousstee.*

En bail à rente, emphyteose ou accensiuement y a lots & ventes.

Prisee.

Retenue n'a point de lieu en vente de rente fonciere.

z C'est à sçauoir perpetuelle: *Secus*, si à Rachat, comme il est porté par le 75. Art. de ceste mesme coustume. C. M.

a Erreur prouenant de ce qu'on estimoit les rentes volans valables au denier dix: ce qui est corrigé & reduit au denier douze. Partant faut estimer le franc douze liures. Recours à mon Traicté des vsures Latin & François. C. M.

CHAVMONT Tit. 3. Art. 59. Où il y a heritage chargé de censiue portant lots & ventes, ils se payent ainsi que d'ancienneté ont esté payez, au pris que lesdits heritages seront vendus ou autrement transportez par contrats equipollez à vendue ou subhastez & decretez par Iustice: desquels iceux heritages demoureront chargez & hypothequez: combien qu'en pure eschange d'heritage chargé de censiue, s'il n'y a soultes, n'est deu lods ne ventes. Et aussi d'heritages de censiues escheus & aduenus par succession, en faisant partage, iaçoit qu'il y ait soultes, ne sont deuz lots ne ventes au Seigneur censier pour raison desdites soultes. Art. 61. En heritage donné par amour ou affection au donataire seulement, n'y a lots ne ventes.

Lods & ventes se payent en tous contracts de vẽdition ou autres equipollens à vẽte: & non en eschãge pure sans soulte: ou partage des choses aduenus par succession etiam, auec soultes: ou bien en donatiõ par amour & affection seule.

Vẽtes sõt deues du iour du contract: si dedans viii. les parties ne se departent du contract de leur cõsentemẽt.

LAON Tit. 14. Art. 138. Et sont les ventes deues au S. foncier, du iour du contract passé & accordé: n'estoit que les parties contractantes se fussent de leur consentement departies dudit contract. Ce qu'elles peuuent faire dans viii. iours b, sans pource estre tenues d'aucunes ventes ou autres droicts. Art. 139. Pour eschanges ne sont deues ventes: sinon qu'il y eust soultes. Auquel cas en sont deuz pour le regard de la soulte seulement.

b *Etiam*, apres la tradition du fonds vendu ou aliené, & mesmes apres la preuention du Seigneur censier, cõme i'ay dit sur le 55. Art. de Paris Gl. 1. num. 38. C. M.

CHALONS Tit 5. Art. 129. S'il aduient qu'vn heritage chargé de censiue, portant lods & ventes, soit vendu à rachat, iusques à certain temps, le S. C. incõtinẽt sera payé des lods & ventes d'icelle vendition: mais si le vendeur &c. p. *à Auxerre.* Art 99. temps accordé, il n'y aura ne lods ne ventes &c. comme si l'heritage auoit esté vendu de nouuel.

Ventes ne sont deues en eschange fait sans soulte.

REIMS Tit. 4. Art. 151. Pour † donations d'heritages faites entre vifs: soient simples, gratuites ou remuneratoires, ou faites à quelques charges ou autrement, ne sont deuz droits de ventes: sinon qu'il y eust bourse desliee. Auquel cas seroiẽt deues ventes, iusques à la concurrence des deniers desboursez. Art. 152. En †† eschange fait d'heritages à autres but à but & sans soulte de denier, encores que

† *Ceste Art. 151 a esté debatu & empesché par*

Source : BIU Cujas

lesdits l'Aigneler, Beguin, le Pouure & Trop-mignot esdits noms en ce que pour donations remuneratoires & à charge faicte entre vifs, ne sont deuz droicts de ventes: disans qu'ils ont droict & possession immemoriale de percenoir profit en ce cas pour raison desdites donations remuneratoires: à sçauoir pour les heritages Feodaux, droicts de Quint, comme il a esté remonstré sur l'Art. 82. & pour les heritages roturiers, droicts de ventes. Auſquels auons octroyé acte de leur declaration pour leur seruir, comme de raison. Et neantmoins passera ledit Art. pour Coustume: sans preiudice ausdits S. de leurs droits & possessions: pour lesquels ils demoureront en leur entier.

†† *Cest Art. 152. a esté pareillement debatu par les dessusdits, disans que par l'ancienne Coustume pour eschange d'heritage assis en diuerses censiues estoient deues ventes: & qu'ils ont droict & possession immemoriale de percenoir lesdites ventes audit cas d'eschange. Auſquels auons octroyé acte &c. comme en l'Art. 151. cy dessus.*

lesdits heritages fussent assis en diuerses censiues, ne sont deues ventes. Et s'il y a soultes de deniers, sont deues ventes, iusques à la concurrence d'icelles. Art. 153. Pour † heritages prins à titre de surcens, emphyteose ou louage, à plus de xxx. ans, ne sont deues ventes: s'il n'y a bourse desliee. Auquel cas seront deues ventes au S censuel par le preneur, iusques à la concurrence des deniers par luy desbourſez. Art. 154. Aussi pour rentes cõstituees à pris d'argent sur aucuns heritages, soiẽt les rentes rachetables ou nõ, ne sont deues vẽtes audit S. C. ores que l'acheteur pour l'asseurance d'icelle s'en fut fait vestir par ledit S. Art. 155. Si †† aucun achete aucun heritage à pris d'argent à faculté de rachat, sont deues ventes au S. censuel, au pris des dessusdits, par l'acheteur seul: sans que ledit S. soit tenu attendre ledit rachat. Art. 156. Pour heritage † baillé à rente rachetable, sont deues ventes, soit que ladite rente, se rachete ou non: & sans que ledit S. soit aussi tenu attendre ledit rachat: ores que le temps d'iceluy fut prefix. Art 157. Du iour que le contract est passé & accordé entre les parties, est acquis droict de vente, où ventes ont lieu: si non que dans viii. iours apres les parties sans fraude, eussent renoncé audit cõtrat. Auquel cas ne seroient deues ventes. Art. 159. S'il se trouue que l'acheteur d'aucun heritage tenu en cẽsiue, soy faisant vestir d'iceluy, recelle le vray pris de son achat, donnant entendre au S. censuel, qu'il luy couste moins qu'il ne faict, pour fraude ledit S. dudit droict de ventes, iceluy acheteur eschoit en l'amende de lx. sols Par.

† *Les Art. 153. & 154. sont de nouuel introduits.*

†† *Cest Ar. 155 a esté adiouſté pour auoir esté omis.*

† *Les Ar. 156. & 157. sont de nouuel introduits.*

Noyon Tit. 4. Art. 24. Et †† s'il est donné ou eschangé, n'est deu aucun profit: sinon qu'il y eust soulte en deniers audit eschange. Auquel cas est deu le xii. den. de ladite soulte. Tit. 7. Art. 39 Il n'est deu aucun droict pour vendition ou autre alienation de l'vsufruict c des choses tenues en fief ou roture.

Amiens Tit. 1. Art. 41. *A la fin.* Et* quand vn S. F. par luy ou son Receueur reçoit ou fait receuoir par trois ans † continuels & consecutifs, & par trois diuers payemens, la censiue qui luy est deue, par chacun an par son tenancier roturier, le S. en ce cas ne le peut desaduouer à homme & tenancier.

Monstreul Art. 5. Quand †† vn tenant cottier va de vie à tresPas, l'heritier du defunct doit releuer le tenement cottier dedans vii. iours & vii. nuicts & à faute de ce faire, le S le peut faire saisir par sa Iustice, & en prendre les fruicts d & en iouir & profiter: iusques à ce que ledit heritier ait releué. Art. 8. Vn tenant n'a & ne doit auoir Reliefs, droicts Seigneuriaux, n'amendes, & n'a rien outre ses bornes, hayes & limites de son tenement. Art. 32. En vendition d'heritage cottier ou rentier ou creation de rente, sur iceluy, si c'est en la Comté d'Artois ou de S. Paul, le vi. den. du pris dudit heritage ou rente est deu au S. duquel l'heritage est tenu: & en la Comté de Boulonnois est deu le iii. denier du pris dudit heritage ou rente. Et si la vendition est faicte Francs-deniers au vendeur, est deu outre ledit vi. ou tiers den. en la Comté d'Artois & de S. Paul le vi. den. dudit vi. & en Bolonnois le iii. den. dudit iii.

†† *A esté remonstré par ledit Lieutenant que l'Art. ancié deuoit estre reformé pour le regard des eschanges & donatiõs pour lesquels n'y a aucũs deniers desbourſez. Par ledit Cordelier a esté dit qu'il estoit deu audit Eueſque & Cõte de Noyon, le iii. den. du pris des heritages ſituez au viel Lãdrimon, & aux terres des marets, de Vancelles, & que de tout temps il est en poſſeſſion de percenoir tel droict. Auons ordonné que ledit Cordelier aura acte de ſa declaration: & neantmoins ledit Art. a esté reformé & redigé comme il est contenu au 24. Art. ſans preiudice audit Eueſque & Comte de Noyon de ſes pretendus droicts & poſſeſſions: pour leſquels il demeurera en ſon entier.*

S. F. ne peut deſaduouer à homme & tenancier qui a payé la cenſiue par trois ans continuels.

Relief d'heritage cottier, au cas de mort ſe faict dans vii. iours & vii. nuicts.

* *Par l'Art. 7. la Mairie, Preuoſté & Eſcheuinage d'Amiẽs, & les Preuoſtez de Mõſtreul, Beauqueſne, S. Riquier, Doullẽs, Fouilloy, Beauuoiſis & Vimeu, ſe gouuerneront doreſnauant ſelon la Couſtume generale dudit Bailliage, ainſi qu'elle a esté reformee: fors & excepté en ce que les Couſtumes locales & particulieres deſdits lieux ſont deſrogeants à la generale.*

† *Ces mots,* cõtinuels & cõſecutifs, & par trois diuers payemẽs, *ont esté adiouſtez à l'Ar. 41. pour auoir lieu à l'auenir.*

†† *Ceſt Art. 5. a eſté mis au lieu du 7. Maiſtre Guerard Aduocat à Monſtreul a dit, qu'il a preſenté les Art. pour les ſuiets & reſpondãs audit ſiege de Mõſtreul: mais que pour telle preſentation ne par la cõparution qu'il a faite auſdites Couſt. il n'a entendu & n'entend en rien deroger aux prerogatiues du ſiege de la Preuoſté de Mõſtreul, lequel eſt du tout diſtinct & ſeparé de celuy d'Amiens, & reſſortit immediatement en la Cour de Parlement: & auſſi qu'il ne preſentoit leſdites Couſt. comme eſtant de la Preuoſté de Monſtreul: laquelle eſt de preſent ſupprimee: mais cõme eſtant dudit Bailliage d'Amiens audit lieu de Monſtreul, auquel ladite Preuoſté eſt reunie. Et par l'Aduocat du Roy a eſté dit que ledit ſiege de Mõſtreul n'eſt tellement diſtinct & ſeparé de celuy d'Amiens que les Sergens Royaux dudit Amiens ne puiſſent faire exploits audit Monſtreul: combien que les Officiers dudit Monſtreul ſ'efforcent ordinairement les empeſcher, & les veulent contraindre de prẽdre* pareatis, *combien que ledit Siege de* Monſtreul *ſoit ſiege particulier dudit Amiens, & reſſortiſſant audit ſiege d'Amiens és cas Royaux. Sarquoy auons ordonné que les Sergens Royaux d'Amiens pourront executer audit* Monſtreul *ſans* pareatis, *ſans toutesfois preiudicier aux droicts & prerogatiues dudit ſiege de* Monſtreul *en autres choſes.*

c Du Moulin sur le 55. Art. de Paris quæst. 17. Gloss. 1. num. 184. tient que ventes sont deues quand la venditon de l'vsufruict est à perpetuité, ou quand la location est perpetuelle, ou bien à certaines lignees, par ce que telle constitution d'vsufruict equipolle à alienatiõ de fonds Bartol. in l. codicillis §. instituto de leg. 2. Proprietas enim redditur inutilis abscedente vsufructu l. 3. D. de vsu. Ou bien si l'vsufruict est aliené separement de la proprieté en fraude du S censuel, pour diminuer les droits & profits Seigneuriaux, comme quand l'vsufruict est premieremẽt aliené, & par apres la proprieté à celuy qui a acquis ledit vsufruit ou autre personne interposee Idem Molin. ad §. 13. q. 17. & §. 58. num 59.

d Ceſt Article a lieu meſmes és heritages anciens, s'il ne se trouue aucun de la ligne habille à succeder qui vueille faire ledit Relief. Alias les plus prochains de quelque ligne ou costé que ce soit, excluent le fisc, comme i'ay dit sur le 14. Art. de la Couſtume ancienne de Paris. C.M.

Source : BIU Cujas

Tels Reliefs, tels cens.

VI. denier deu pour droits Seigneuriaux par moitié par le vẽdeur & acheteur: s'il n'est dit frãcs- deniers.
Venterolles.
† *Ces mots, xx. iours, ont esté mis au lieu de ces mots anciens, vii. iours.*
Relief en cottieres.
Droict de Regiſtre.
Relief ſe doit faire dedans 20 iours apres le deces.
Saiſie.
Francs-Aleux ne doiuent que les trois Plaids generaux.
Relief.
Cens fonciers.
Des Hyppotheques & comme les Seigneurs y peuuent appoſer recognoiſſances
* Legendum, redeuance.
Venteroles.

Relief par la mort dubailleur à rente ou Surcens.

De la reception à Relief, de pluſieurs tenans en cottiere.

Droict Seigneurial.
En quel cas diligence vaut ſaiſine & ny eſchet autres droicts que ceux dont le S. auroit eſté cõtenté.
Relief ſimple.
Relief de Bail.
Droicts de ventes & Reliefs pour vente de terres données à cens du conſentement du Seigneur, dont elles ſont tennes.

Dovllens Art.1. Droict de Relief en heritage cottier eſt ſemblable au cens: c'eſt à ſçauoir qu'il eſt deu tel droict de Relief, que leſdits heritages doiuent par cenſiue chacun an. Art.2. En vendition d'heritages cottiers & tenus en cenſiue, donation ou autres tranſports & alienatiõs, éſquelles il eſchet droits Seigneuriaux, le vi.den. appartient au S. duquel les heritages ſont tenus & doiuẽt cenſiue. Lequel vi.den. en cas de vente ſe paye par moitié, par le vendeur & acheteur: ſinõ qu'il ſoit dit francs deniers. Auquel cas l'acheteur doit payer ledit droit de vi.den. auec les venterolles: & en heritage feodal, eſt deu le v.den.

Fovlloy Art.1. p. *à Monſtreul.* Art.5. dedans xx. † iours complets: autrement ledit temps paſſé, le S. peut ſaiſir & faire les fruicts ſiens.

Vimev Art.1. Terres cottieres ſont ſuiettes à Relief: ſauf en la ville d'Oyſemont: pour le regard de ce qui eſt tenu de la Commanderie dudit lieu, & autres lieux du pays, où y a Loy & Bourgage. e Eſquels lieux l'heritier allant vers le S. ou ſes officiers, eſt tenu & reputé ſaiſi deſdites cottieres, en payant par luy iv.den. ſeulement pour droict de Regiſtre. Art.2. Les cottieres ſe doiuent releuer dedans xx. iours par l'heritier du decedé: à faute de ce faire, le S. peut faire ſaiſir, apres laquelle ſaiſie & non deuant, faict les fruicts ſiens.

S. Omer Tit.2. Art.19. Des tenemens cottiers à nouuel homme eſt deu Relief, tel que doit le tenement: & ſi ledit tenement ne doit rente, eſt deu Relief à valeur du tenement pour vn an, & le x.den. à la vente, don ou tranſport: ſauf les Franc-Alleux, qui ne doiuent rente, Relief ne droict Seigneuriaux: ſinon les trois Plaids generaux, aux peines & amendes à ce de long temps introduites.

S. Pavl Tit.2. Art.12. *A la fin.* Et en cottiere y a pour Relief, le double de la cenſiue. Art.13. Toutes terres labourables tenus en heritages, qui ne doiuent point cens fonciers, ſe relieuent à xii.den. Par. la meſure. Art.15. Seigneurs ne ſont tenus, ſi bon ne leur ſemble, de conſentir creer hypotheques ſur tenemens cottiers ou roturiers: & ſ'ils mettent à ce leur conſentement, ils y peuuent appoſer recognoiſſance raiſonnable. Et ſi les hypotheques ſe font ſur choſe feodale, les S. ne les peuuent empeſcher: mais ceux qui prendront leſdites hypotheques, ſeroient tenus à pareil Relief, ſeruice & * redeuables, que ſeroient ſubmis les fiefs, en leur payant les droicts Seigneuriaux, tels que deſſus eſt declaré: c'eſt à ſçauoir, le Quint denier en fief, & le vi.en cottiere: & en ce cas n'eſt deu aucunes venteroles: & ſeroient tenus ceux, qui poſſederoient leſdites rentes de releuer d'hoir, & autre du double de la recognoiſſance, qui y ſeroit appoſee. Et apres leſdits hypotheques ainſi creez, ſi leur eſt il deu auſdits Seigneurs droicts Seigneuriaux, tels que du Quint denier és fiefs, & le vi.és cottieres. Art.16. Quand aucun baille ſon heritage à rente ou ſurcens, & tel bailleur va de vie a treſpas, l'heritier doit releuer du Relief ordinaire deu: pour raiſon du fonds & proprieté: & le ſurcenſier du double de la recognoiſſance appoſee audit baillement.

Ponthiev Tit.1. Art.11. Si c'eſt pour choſe tenue cottierement, il peut receuoir a Relief tous ceux qui ſ'offrent releuer dedans vii. iours & vii. nuicts, apres le treſpas d'iceluy defunct, qui eſtoit ſon homme & tenant de la choſe cottiere, qu'on offroit a releuer. Et apres qu'iceux vii. iours & vii. nuicts ſoient expirez & qu'il a receu a Relief aucun pour choſe cottiere, il ne doit du viuant, d'iceluy qui auroit de luy releué, receuoir aucun autre a Relief: mais tenir pour diligens, chacũ qui ſ'offriroit à releuer: en declarãt à ceux qu'ils auroit tenus pour diligens, qu'ils ſuccombaſſent celuy ou ceux qui premier ſeroient ſaiſis, ſi bon leur ſemble. Et pour chacun qui ſ'offre a Relief & qui eſt tenu pour diligent, appartiẽt droict Seigneurial audit S. tel & ſemblable que doit pour Relief la choſe immeuble, pour laquelle on les tient pour diligens. Art.12. Et apres qu'aucun eſt tenu pour diligent, pour auoir ſoy offert au S. de releuer choſe immeuble, ſ'il ſuccombe celuy qui en eſt parauant luy ſaiſi, ou que le ſaiſi y renonce a ſon profit, la diligence faicte de releuer par deuers ledit Seigneur vaut ſaiſine, & n'y eſchet audit Seigneur autres droicts, que ceux dont il auroit eſté contenté, pour auoir tenu pour diligent celuy ou ceux, qui par ledit Seigneur auroient eſté receus à Relief. Art. 31. *A la fin.* Et pour cottiere, pour Relief ſimple, tels cens, tels Reliefs: & pour Relief de bail, le double, que doit de cenſiue par an audit Seigneur la cottiere. Tit.5. Art.90. Quand aucun poſſedant d'aucune choſe cottiere ſituee audit Ponthieu, tenue d'aucun Seigneur le baille à cens du conſentement dudit Seigneur, ſi apres le bail fait, celuy à qui elle auroit eſté baillee ou autres ſes ſucceſſeurs, la vendent à aucuns autres, les droits de ventes & Reliefs appartiennent audit Seigneur dont elle eſt tenue cottierement, & non à celuy qui l'auroit baillé à cens du conſentement dudit S.

e Bourgage ſignifie les maſures, manoirs, & heritages qui ſont és Bourgs & qui ſont tenus ſans fief, & qui gardent & payent les couſtumes des bourgs & les rentes aux termes accouſtumez, ſans qu'ils doiuẽt autre ſeruice ne redeuance. Ce mot, Bourg, comme il a eſté dit cy deſſus, ſignifie autant que ville: mais auiourd'huy ſignifie ville non cloſe de murs & foſſez. *Burgi ſunt Caſtelli limitum vel habitacula per limites conſtituta, Paulo Oroſio, Iſidoro, Paulo Diacono. Caſtellum parnulũ Burgum vocant apud Vegetium lib. 4.*

Source : BIU Cujas

BOVLLENOIS Tit.10.Art.46. Au S.F.appartient pour Relief, par le trespas de son dernier homme cottier,le double de la rente, s'il n'y a Relief addicté ou faict special au contraire. Art. 47. Si †† les heritages sont baillez par le cottier en surcotterie, au S. F. de qui sont tenues les terres, est deu par le sur-cottier ou sur-censier pour Relief, pareille somme qu'il doit de surcens, & qu'il est tenu payer au rentier ou cottier par chacun an, s'il n'appert d'autre Relief par conuention & paction speciale. Tit.15.Art.57. Auant que le S soit tenu receuoir Relief de l'heritier de son homme cottier trespassé , il conuient qu'il soit payé des arrerages à luy deuz , à cause desdits heritages cottiers, que l'heritier veut releuer.

BOVLONGNE Art. 7. Quand vendition & alienation d'heritages & acquests se faict , il est deu au Seigneur dont le lieu est tenu , Relief au lieu de droicts Seigneuriaux. Art. 8. Est deu double Relief de la rente s'il n'est addicté par faict special. Art.9. Chacun en son regard & endroict soy est Seigneur en Bourgage,& a droit de Reliefs de son tenãt & à tels droits que dessus.

DESVRENE Art.3.Il n'est deu Relief ne vente, reserué iv. d. qui se dit Estocaige,pour le chef * mets,si vendu est:autrement ne doit Estocaige, & le faut payer le iour de la vente,a peine de lx.sols Par.

ESTAPPES Art.1.La Coustume de ladite ville & banlieue d'Estappes est telle,que tous suiets,manans & habitans en icelle ville & banlieue,ayãs maisons,manoirs,iardins& terres en ladite ville & banlieue,de quelque S.qu'ils tiennent,sont chacun en son regard,pour le droict des rentes, qu'ils leurs peuuent estre deues, S. de leursdits cens & rentes : en telle sorte & maniere, qu'a mutation d'homme l'heritier est tenu & submis, releuer l'heritage du trespassé, & payer pour ledit droict de Relief,le double de la rente deue pour raison dudit heritage, s'il n'appert de paction faicte au contraire, en faisant l'arrentissement de l'heritage que l'on veut releuer. Art.2. Si aucun heritage seant en ladite ville & banlieue, se vend,& l'acheteur veut estre saisi de l'heritage par luy acheté, il est deu au S. de qui l'heritage est tenu,pour ses droicts Seigneuriaux, le double de la rente à luy deue,par son suiet vendeur, ou autant que le Relief monte, si par pact & accord se monstre estre deu autre Relief que le double de la rente: & en ce cas l'on n'a aucun regard au pris principal, pour lequel l'heritage, maison ou terre est vendu. Mais si l'heritage, est fief & noble tenement, les droicts Seigneuriaux se reglent selon la Coustume generale du Comté de Boullenois.

VVISSENT Art.2. En matiere de vendition & alienation d'heritages ou acquests immeubles,est deu au S.dõt lesdits immeubles sont tenus,vn Relief,au lieu des droits S.tant seulement. Art.3. Est deu double Relief de la rẽte que doit l'heritage:s'il n'est expressement addicté par le bail à rente ou cõtrat d'alienation. Art. 5.Chacun est S.endroit soy,& a droict de Relief de son tenãt,selon qu'il est declaré au 2.Art.

LA SALLE de Lille Tit.1. Art.38. Tous heritages cottiers & renteux, sont chargez de double rente de Relief,à la mort de l'heritier, s'il n'apert du cõtraire, vers les S.dont ils sont tenus:& ainsi le conuient payer en dedans vii.iours & vii. nuicts ensuiuans ledit trespas:à peril de lx.sols d'amende. Et apres iceluy S. son Bailly ou Lieutenant se peut en dedans l'an du trespas fonder en plainte , & faire saisir tels heritages,prouffits & reuenus,pour auoir lesdits Reliefs & amende. Ce que luy fait à adiuger,auec les Loix,les deuoirs iudiciaires gardez,en faisant apparoir dudit trespas Et ledit an reuolu,iceluy S.n'est receuable pour ladite amende, & n'a l'heritier mainleuee durant le litige,s'il ne paye ou namptit ledit Relief & baille caution pour ladite amende.

TOVRNAY Tit.24. Art.3. Les enfans ou autres heritiers d'vn defunct, ayant apprehendé les biens non Feodaux d'iceluy , situé en ladite villé , ou pooir & banlieue d'icelle, ne sont tenus faire aucun Relief d'iceux heritages vers les Seigneurs ou Iustices dont ils sont tenus:mais les prendent de plain droit sans ladite charge de Relief,ne autre que de payer les rentes & charges deues par lesdits heritages,se aucuns en deuoient.

SECLIN Art. 8. Pour heritages tenus dudit Escheuinage , droict Seignourial n'est deu à la vente, don ou transport, ny Relief par le trespas des heritiers. Art. 14. Droict d'Escas est deu à ladite ville pour biens meubles , catheux & heritages reputez pour meubles , succedans de Bourgeois à non Bourgeois , ou qu'ils sont donnez par tel Bourgeois en aduancement de mariage, ou autrement à non Bourgeois. Article quinze. Vn fils marié est tenu,

Relef.

†† *Sur ceſt Ar. 47.a eſté accordé qu'au lieu du double de la rẽte ſurcenſier ſeroit mis le ſimple:à la charge toutesfois que leſdits ſurcenſiers & ſurcottiers ſeroient tenus eux faire recognoiſtre par les S.dedãs trois mois du iour du bail à eux faict: ſur peine de lx. ſols Par.d'amẽde à appliquer auſdits S. Et pour la diuerſité des opinions entre les gẽs d'Egliſe & Nobles d'vne part & les gens du tiers Eſtat d'autre: leſquels ſe ſeroient oppoſez entant qu'il portoit qu'il ſeroit paye pour Relief par le ſurcottier le double de la rente par luy deue. Surquoy auroit eſté ordõne que les gens du tiers Eſtat bailleroient par eſcrit leurs cauſes d'oppoſition dedans iii.iours qui ſeroient cõmuniquees auſdits gẽs d'Egliſe & nobles iii. iours apres pour y reſpondre à la 15.enſuiuãt: mettront & produiront par deuers nous tout ce que bon leur ſemblera.pour à noſtre rapport ou l'vn de nous en eſtre ordonné par la Cour,comme de raiſon. Et depuis ledit Ar.a eſté accordé ainſi qu'il eſt eſcrit ſçauoir eſt que pour Relief de ſurcottieres & ſurcẽſes au lieu du double de la rẽte deue par le ſurcottier , qui ſouloit eſtre payé,ſera ſeulemẽt payé, pour ledit Relief,le ſimple d'icelle rente.*

Eſtocaige deu en vendition.

Source : BIU Cujas

* *Lisez Meix ou Mex.*

Relief du double de la rente, en cas de mort ou vendition.

Droits S. en matiere feodale se reglent selon la Coustume generale de Boullenois.

Droit Seigneurial.

Droict d'Escas.

Relief de Bourgage.

Droict d'Escas quand est deu ou non.

Relief n'est deu ne droict Seignourial.

Issue Adheritement.

Pairie d'Esreux.

Droit d'Escas.

Pour mariage d'vne fille de Bourgeois à vn non Bourgeois, est deu le x. denier du pertinēt de la fille.

Droict Seigneurial du x. denier.

ſ'il veut iouyr & profiter du priuilege de Bourgage, releuer ledit Bourgage, preſent Bailly ou Lieutenant & Eſcheuins, en dedans l'an enſuiuant la conſommation de ſon māriage,& apres ledit an, il vient à tard pour releuer ledit Bourgage, & ſont ſes biens meubles tenus & reputez pour meubles eſcaſables. Article 16. Quand aucuns Bourgeois d'icelle ville achetent à non Bourgeois, maiſons ou heritages tenus dudit Eſcheuinage,tels Bourgeois ſont tenus de payer ledit droit d'Eſcas,tel que du x.denier du pris des achats. Et ſe tels Bourgeois vendent audits Bourgeois ou non Bourgeois,leurs maiſons & heritages, ledit droict d'Eſcas n'eſt deu.

ESQVERMES Art.1. Par la Couſtume de ladite Preuoſté & Eſcheuinage de Eſquermes,pour heritages tenus d'icelle Preuoſté, droict de Relief n'eſt deu à la mort des heritiers,ne droict Seignourial à la vente,don ou tranſport:mais eſt ſeulement deu par le vendeur quatre deniers d'iſſue, & par l'acheteur en prendant le adheritement,auſſi quatre deniers au Preuoſt ou ſon Lieutenant.

ESREVX Art.1. Maiſons & heritages tenus de la Pairie d'Eſreux, à nous appartenans, giſans tant en noſtre ville de Lille, que hors icelles, ſont reputez pour meubles:pour leſquelles n'eſt deu droict Seignourial à la vente,don ou tranſport ny par le treſpas de l'heritier Relief. Et ſi eſt ladite Pairie exempte de la iuriſdiction des Maieur & Eſcheuins de noſtredite ville de Lille.

HERLIES Art.1. Tous heritages tenus d'icelle Comté ne doiuent Relief par le treſpas des heritiers,ny droict Seignourial à la vente,don & tranſport:fors aux deſ-heritemens & ad-heritemens quatre deniers d'iſſue,& autant d'entree:ſortiſſent nature & ſont reputez pour meubles.

LA BASSEE Art.3. Pour ventes,dons ou tranſports qui ſe realiſent faicts par non Bourgeois à Bourgeois ou non Bourgeois,des maiſons & heritages eſtās en ladite ville & Eſcheuinage,tenus dudit Eſcheuinage,droit Seignourial eſt deu tel que du x.denier,du pris de la vente,ou de la valeur ou eſtimation deſdits maiſons & heritages au prouſit de ladite ville : Mais pour ventes,dons & tranſports faits par Bourgeois, de telles maiſons & heritages à Bourgeois ou non Bourgeois, droict Seignourial n'eſt deu. Article 4. Quand vn non Bourgeois ſuccede aux biens meubles, catheux, maiſons & heritages eſtans en ladite ville, & tenus dudit Eſcheuinage, delaiſſez par vn Bourgeois, droict d'Eſcas, tel que le x.denier de l'eſtimation & valeur deſdits biens, eſt deu au prouſit de ladite ville. Art.5. Se vn Bourgeois allie ſa fille par mariage à vn non Bourgeois, le x. denier de l'eſtimation du pertinent de ladite fille eſt deu à ladite ville, auſſi auant que ce ſont deniers comptans, biens reputez pour meubles, maiſons ou heritages tenus dudit Eſcheuinage. Art.8 Les enfans ou heritiers d'vne femme finee heritiere d'aucunes maiſons ou heritages tenus dudit Eſcheuinage en eux portans heritiers, ſont tenus de releuer & droicturer leſdites maiſons & heritages, & payer au Receueur dudit Seigneur ou Dame ou leur Bailly chacun quatre deniers d'entree,& quatre deniers d'Iſſue,en dedans xl.iours enſuiuans ledit treſpas. Mais pour la ſucceſſion maſculine,Relief ne droictures ne ſont deuz.

OSTRICOVRT Art.1. Par la Couſtume obſeruee audit Eſcheuinage par venditions des heritages non amaſez ou anciens metz tenus dudit Eſcheuinage chargez du droict de Terrage,quand telles venditions ou donations ſont realiſees par deſſaine & ſaiſine,eſt deu droict Seigneurial ſeulement à l'aduenant de quatre deniers la liure. Et ſi eſt deu Relief de chacun manoir amaſé & metz non amaſé,ſoient grands ou petits de chacuue raſiere de terre,ſoit qu'elles ſoient à dixieſme,Terrage ou à autre vſage,vn viez gros vaillable dix deniers Flandres.

NEVFVILLE Art.3. Relief n'eſt deu pour heritages par le treſpas des heritiers ny droict Seignourial à la vente,don ou tranſport.

COMMINES Art.16. Maiſons & heritages tenus dudit Eſcheuinage,ſont reputez pour meubles,neantmoins eſt deu droict Seignourial tel que du x denier à la vente ou tranſport deſdits maiſons& heritages au prouſit de ladite ville:ſauf & reſerué des Bourgeois d'icelle ville,n'eſt qu'ils vēdent leur derniere maiſon ou heritage tenu dudit Eſcheuinage. Ouquel cas ledit droict eſt deu tel,que deſſus.

ARMENTIERES Art.1. Par la couſtume,toutes maiſons & heritages giſans en ladite ville tenues de l'Eſcheuinage d'icelle, ſortiſſent nature de meubles, & ne paye l'on à la vente ou tranſport quelque droict Seignourial ne Relief à la mort des heritiers ou heritier.

S. PIAT Art.2. Droict Seignourial eſt deu à la vente, tel que du x.denier,& auſſi à donation & tranſport quand les donataires iudiciairement en ſont adheritez ou que les donations ſont realiſees de la valeur& eſtimation deſdits heritages.

Art.3. Quand le mary fine ſes iours, delaiſſant ſa femme viuante & aucuns heritages venans du lez & coſtez d'elle, tenus dudit Eſcheuinage, droict de Relief, tel que double eſt deu, auſdits de Sainct Piat par le treſpas dudit mary pour la premiere fois que telle femme eſcherroit vefue. Et par le treſpas de telle vefue, des heritages qu'elle delaiſſe au iour de ſon treſpas, tenus dudit Eſcheuinage, droict de Relief n'eſt deu par les heritiers. Art. 4. Si telle femme mariee fine ſes iours, parauant ſon mary par ſon treſpas, n'eſt deu quelque Relief, mais eſt tenu en ſuſpens, iuſques au treſpas de tel mary, que lors il eſt deu par les heritiers d'iceluy mary & femme finee, auſſi auant qu'ils apprehendent les heritages. Art. 5. Par le treſpas des filles non ayans eſté mariees, delaiſſans aucuns heritages, droict de Relief eſt deu tel que deſſus. Art. 7. En la Seignourie de la Preuoſté dudit Sainct Piat giſant és Paroiches d'Englos & Hallennes, tous heritages tenus de ladite Preuoſté doiuent Relief par la mort des heritiers au mercy du Preuoſt de ladite Egliſe, qui eſt de trois annees l'vne, au chois dudit Preuoſt ou de ſes Officiers. Article 8. Aux Prebendes du Salué de ladite Egliſe, compete & appartient en leur Seignourie, Relief à mercy des heritages appellez les francs metz, tenus deſdites Prebendes, à la mort des heritiers. Lequel Relief eſt tel que de trois annees l'vne, au chois deſdites Prebendes.

Relief par treſpas du mary.

Relief à mercy, de trois annees l'vne.

MILLOFOVSSES Art.1. *A la fin.* Et ſi n'eſt deu droict de Relief à la mort de l'heritier en ladite ligne directe.

SALOMMEZ Art.1 *A la fin.* Deſquels heritages à la vente, don ou tranſport eſt deu le x denier. Art.2. Par le treſpas d'vne femme ou fille heritiere de aucuns deſdits heritages, n'eſt deu droict de Relief, mais eſt deu ledit Relief, qu'eſt double rente par le treſpas d'homme ou fils heritier. Et ſi vne femme mariee heritiere d'aucuns deſdits heritages eſchet vefue, elle eſt tenue de payer ledit Relief pour la premiere fois qu'elle eſchet vefue, & par ſon treſpas n'eſt deu ledit Relief par ſes enfans ou heritiers: mais eſt deu par le treſpas de ſon mary.

PONT à Vvendin Art.5. A la vente, don ou tranſport de maiſons & heritages tenus d'iceluy Eſcheuinage, droict Seignourial n'eſt deu.

BOVTILLERIE Art.2. A la vente, & tranſport des heritages tenus d'icelle Seignourie, droict Seignourial eſt deu ſeulement du xiiii. denier, & ſemblable droict pour donations realiſees, & à la vente des fiefs le x. denier: & n'eſt l'on tenu payer quelque droict d'affranchiſſement. Art.3. Eſt deu ſeulement Relief à la mort de l'heritier deſdits heritages rentaux vne annee de rente, courant au iour du treſpas de l'heritier.

ENNETIERES Art.1. Par la Couſtume, leſdits Seigneurs ont le x. denier du droict Seignourial à la vente, don ou tranſport, des heritages tenus d'eux. Comme auſſi a le Mayeur heritier, pour les heritages tenus de ſa Mayrie, & a deux gros de Relief à l'aduenant du Bonnier.

CAMPHIN Art 1. Par la Couſtume, pour vente, don ou tranſport d'aucuns heritages tenus de ladite Seignourie, droict Seignourial n'eſt deu à la vente, don ou tranſport, fors vne piece d'argent: & auſſi vne piece d'argent pour le Relief à la mort de l'heritier.

Bonnier.

VVAHAIGNIES Art.3. A la vente, don ou tranſport des heritages chargez de terrage, eſt deu ſeulement à l'aduenant de quatre gros du Bonnier, & le ſemblable de Relief. Et des heritages chargez de Diſme, eſt deu ſeulemẽt double rẽte, tant en vendition, que don & tranſport.

CHISOING Art.3. Et à la vente de telles maiſons & heritages eſt deu droict Seignourial tel que du x. denier, que ledit Revvard reçoit, & eſt tenu en rẽdre cõpte au prouſit de ladite ville. Et ſi eſt deu pour chacun heritage pour Relief quatre deniers Flandres au prouſit du Baron de Chiſoing.

Revvard.

AIRE Tit.2 Art.2. En heritages cottiers ou mainferme, à la mort & à la vente, n'y a que quatre deniers d'iſſue, & quatre deniers d'entree: ſ'il n'appert par fait eſpecial du contraire.

Iſſue & Entree

LENS Tit.2. Art.5. Par ladite Couſtume en Relief, don ou tranſport de terre cottiere ou mainferme appartient au Seigneur pour le droict Seignourial de chacune mencauldee de luy tenue, quatre deniers Par. d'entree, & autant d'iſſue. Et pour le manoir, xii. deniers.

Droict Seigneurial.

HESDIN Tit.1. Art.2. Lors que les acheteurs payent les droits Seigneuriaux, eſt deu au S. pour venterolles la moitié des deniers, à quoy ont moitié les droits Seigneuriaux du pris principal de la vente & priſee deſdits heritages vendus. Art. 3. Les droits Seigneuriaux par ladite couſtume ſe doiuẽt payer au Seigneur par les

Venteroles.

Droicts Seigneuriaux.

Source : BIU Cujas

vendeur & acheteur, chacun par moitié: auquel cas n'y a aucunes Venterolles: n'est que les venditions soient faictes francs deniers, ou qu'autrement ait esté conuenu entre les contrahans. Art.4. L'on ne peut bailler en Surcens ou arrentement les heritages cottiers ny partie d'iceux, sans le consentement du Seigneur, dont ils sont tenus: & que les Baux d'arrentemens ne soient passez & recognus en leurs Cours: apres que les Seigneurs soient aussi satisfaicts de leurs droicts: autrement lesdits Baux sont reputez nuls. Art.8. Si Seureté, hypotheque ou rapport d'heritage se faict, ou assiet sur aucuns heritages Feodaux ou cottiers, pour vne somme d'argent, à payer vne fois, & non courante à rente n'est deu aucun droict Seigneurial au Seigneur: pourueu que ce soit atterminé à trois ans, à compter du iour de la seureté prinse, & non plus. Tit. 2. Article huictiesme. Si lesdits tenans rentiers, ou aucuns d'eux sont poursuiuis par lesdicts Seigneurs pour estre payez desdits Cens ou rentes, vn chacun desdits tenans & rentiers est receu, & à ses despens, vne fois en sa vie, affermer auoir payer vn chacun desdits Seigneurs l'arrerage de rente ou terme demandé, où & quand ce a esté deu. Et s'il afferme auoir payé ce, par la maniere dicte, il en va quitte, deliuré & absouls. Art. 11. Et encores par icelle Coustume vn chacun tenant heritages en cotteries ou Censiue d'aucuns Seigneurs, peut & luy loist rendre & delaisser ledit heritage cottier à iceluy Seigneur: pour deslors en auant en vser par luy à son plaisir: en payant comptant audit Seigneur le double Cens, rente ou Censiue, que doit ledit heritage cottier: & les arrerages d'iceux, si aucuns en estoient deuz. Art.14. Et pour heritages cottiers tenus en cotterie ou Censiue par ladicte Coustume, loist aux Seigneurs, dont lesdits heritages cottiers ou Censuels sont tenus prendre & auoir pour Relief des heritiers du tenant fonsier, le double du Cens foncier, soit argent, plume ou grain, qu'ils doiuent pour vn an, ausdits Seigneurs cottiers, desquels l'on veut releuer. Art.15. Et si lesdits heritages cottiers estoiēt ou sont chargez de Surcens realisez par la mesme Coustume: les heritiers de celuy qui doit le Surcens, doit audit Seigneur pour Relief, quand le cas y eschet, le double de la redeuance: si aucune en faisant la prinse à Surcens, a esté faicte & apposee par ledit Sieur: sinon le double dudit Cens foncier ou dudit Surcens, à l'election des heritiers releuans ledit Cens. Art. 16. Mais quant aux terres champestres & labourables, aussi cottierement tenues, à cause desquelles seroient deuës seulement Disme & Terrage: par icelle Coustume est deu pour Relief aux Sieurs, dont lesdites terres sont tenues, xii. den. Par. de chacune mesure & non plus. Art.19. Et en cas cottier ou Censuel en tout euenement est deu, tant audit Comte qu'à fesdits Vassaux & autres Seigneurs, dont lesdits heritages cottiers & Censuels sont tenus, le vi. den. de la prisee desdits heritages donnez ou vendus, qu'iceux Seigneurs peuuent faire priser si bon leur semble: ou du pris de la vēte, qui en est faicte, & à leur electiō, cōme dessus.

S. Pol en Artois Tit.2. Art.8. Et les heritages cottiers, manoirs ou terres cottieres se doiuent releuer le double de la Censiue, qu'ils doiuent de tout: n'est que l'on face apparoir de faict especial au contraire. Art. 10. Les terres labourables tenues en Terrages, qui ne doiuent Cens fonsiers, se doiuent releuer par xii. den. Par. la mesure.

Lilers Tit.2. Art.2. Et quant aucuns heritages cottiers tenus de ladite Seigneurie se vendent ou transportent: il est deu au Seigneur pour ses droicts Seigneuriaux, le Quint denier de ladite vente ou prisee: dont le vendeur doit les deux parts, & l'acheteur le tiers: s'il n'y a deuise au contraire par le marché. Et si l'acheteur paye tous les droicts, que la vente se face francs deniers: il est tenu payer le Quint denier desdites deux parts que deuoit son marchant vendeur. Art.3. Tous heritages cottiers tenus d'icelle Seigneurie se relieuent des Seigneurs par ceux qui y succedent, en payant le double de la rente qu'iceux heritages cottiers doiuent pour Relief, ou la valeurs & fruicts d'iceux de trois ans l'vn: la rente d'iceluy reduite & rabatue, à la prisee des hommes tenans d'icelle Seigneurie: lequel que mieux plairra prendre audit Seigneur. Sauf que les heritages tenus en Bourgeoisie dudit Lillers, ne doiuent que deux sols d'entree, & autant d'issue & pareils droicts à la vente ou transport d'iceux.

Herly Art.1. La Coustume est telle audit lieu, que tout homme tenant cottiere d'icelle Seigneurie, ne doit point de Relief: & est la Coustume telle, & d'ancien temps, que le mort saisit le vif. Car pour quelque succession que ce soit, en icelle Seigneurie, si ce n'est fiefs, n'est deu Relief que de bouche. Art. 6. Pour toute cottiere tenue d'icelle Seigneurie quand vente s'en fait, n'en est deu pour droict Seigneurial, que le vi. den. & pour le fief, le v. den.

Bail en Surcens ou arrentemens.

Droict Seigneurial n'est deu pour seureté, hypotheque ou raoport d'heritage faict ou assis sur heritages Feodaux ou cottiers.

Tenant cottier ou rentier peut rendre & delaisser l'heritage cottier au S.

Relief est du double du Cens ou redeuance.

Relief n'est deu pour quelque succession.

Droict Seigneurial en cottiere ou fief.

Source : BIU Cujas

QVESQVE Art.2. *A la fin.*. Et pour Relief des Cottieres, le double du Cens foncier.

Eschange.

PERONNE Tit3. Art 87. Es Preuostez de Mondidier & Roye, pour eschange est deu le xii.den.de la valeur des choses eschangees, quand elles sont tenues de diuers S. Art.88. Mais quand les choses eschangees sont en mesme Seigneurie, n'est rien deu, sinon qu'il y ait soulte en deniers: pour laquelle soulte est deu le xii.den.comme dessus. Art.89. Esdites Preuostez pour donation faicte entre vifs ou par testament, est pareillement deu le xii.den. de la valeur des choses donnees: si ce n'est que la donation soit faicte à l'heritier presomptif en ligne directe ou collaterale, ou en faueur de mariage. Art. 90. Et en la Preuosté de Peronne en donations & eschanges n'est rien deu: encores que les donations soient faictes à personnes estranges: & que l'eschange soit d'heritages tenus de diuers Seigneurs: sinon qu'esdits eschanges y eust soultes de deniers. Pour laquelle soulte est deu le xii.den. les maisons & heritages de l'Escheuinage exceptez. Art.91. *A la fin.* Et n'est loisible à quelque S. que ce soit de prendre lods ou amendes sur heritages assis en ladite ville & Banlieuë, à faute de Cens non payez. Art.92. En tout ledit Gouuernement, en succession directe ou collaterale, n'est deu aucun droict Seigneurial pour heritages Censuels.

Donation.

Succession directe ou Collaterale.

ARTOIS Tit.1. Art.45. Les S. desquels les heritages arrentis sont tenus, ne sont adstraints d'accorder, si bon ne leur semble, les arrentemens que leurs Vassaux font de Fiefs qu'ils tiennent d'eux, quand les Vassaux n'ont en leurs fiefs aucune Iustice & Seigneurie Vicomtiere ou fonciere. Art.46. Mais si les arrentemens sont faicts d'heritages cottiers, lesdits S. sont tenus les accorder, en leur baillant quelque gracieuse recognoissance annuelle, pour la rente, que le bailleur retient à son profit. Et a, audit cas, le S. duquel lesdits heritages arrentis sont tenus deux hõmes tenans de luy pour vn, à sçauoir le bailleur pour la rente qu'il retient de luy, & le preneur pour le fonds des heritages arrentis. Et deura l'homme de la rente & surcens, pareil Relief & droict que l'homme du fonds.

Arrentemens des choses tenues en fief ou cottiere.

Homme de la Rente doit pareil Relief que l'homme du fonds.

S. OMER en Artois. Tit.2. Art.5. p. *à S.Omer.* Art.19. tel que le, &c. sauf des, &c.

DVCHE DE BOVRGONG Chap.11. Art.1. Au regard des Censes, que l'on dit porter lods, Seigneurie, Retenue & amende, l'on ne declare point estre de Coustume generale pour la diuersité des vsages, qui sont en diuers lieux: esquels plusieurs S. & autres ont Censes: lesquels vseront desdites Censes & desdits lods, Seigneurie, Retenue & amende, ainsi qu'ils g ont par cy deuant vsé. Art.2. Et pareillement se fera au regard des Coustumes des bleds, vins & autres choses. Art.7. En eschange de la chose Censiue portant lods simplement faict & sans soulte, n'a point de lods: & s'il y a soulte, il y a lods selon ladicte soulte.

Seigneurs vseront de leurs Censes, lods, Retenue & amende, comme ils ont faict cy deuant.

Eschange.

COMTE DE BOVRG. Chap.12. Art.62. Censes deuës porteront pour leurs S. Censables, lods, directe Seigneurie, droict de Retenue ou amende, selon que les S. auront constitué les Censes, ou qu'ils en auront vsé. Art.63. Le S. ayant Cense sur l'heritage portant lods, n'a point le droict desdits lods, si ledit heritage est baillé & transporté par eschange simplement faict & sans soulte d'argent. Art.64. En ensuiuant certain Edict autresfois publié *en Bourg.* si les heritages affects de Censes portans lods sont vendus ou alienez, celuy ou ceux qui les auront vendus, seront tenus de denoncer & denonceront la vendue ou transport desdits heritages, dedans xl.iours apres ladite vendition faicte, au S. Censier ou à ses principaux Officiers, dont la Cense sera tenue & mouuant: sur peine de lx.sols d'amende, à appliquer audit S. lesquels Officiers enregistreront, ou par le Clerc & libellance du Bailliage ou de la Iustice de ladite Seigneurie: feront sans frais ou charge des vendeurs ou acheteurs desdits heritages, enregistrer & escrire en leurs papiers & regiſtres le iour de ladite denonciation. Et seront tenus les acheteur ou acheteurs desdits heritages Censables ou autres, qui selon la Coustume du lieu doiuent payer les lods du vendange, de les payer: & les payeront au S. auquel lesdits lods appartiendront, aussi en dedans xl.iours: & sur semblable peine & amende de lx.sols, au cas que ledit S. acceptera la Retenue du vendage, pour le pris de la vendition, & bailler argent du pris d'icelle à l'acheteur dedans xl.iours. Art.65. Si les vendeurs ou acheteurs font telles fraudes de feindre ou de changer ou donner l'heritage chargé de Cens, qu'ils vendront veritablement, ils escherront en peine commise dudit heritage: & le confisqueront au S. Censier, ou en l'amende de lx.sols au profit d'iceluy S. Censier, au chois dudit S. apres que ladite fraude sera prouuee & declaree: sauf, auec

Eschange.

Vendition faicte des heritages suiets à Censes portans lods doit estre denoncee au S. Censier ou à ses Officiers dans xl. iours apres.

Commise ou confiscation de l'heritage si le contract est simulé.

g Cela s'entend par le moyen des Titres particuliers, & non par vertu de la Coustume, comme i'ay dit des Cens à cher prix en la Coustume de Blois sur le 66. Art. de Paris, & l'ay ainsi obtenu par Arrest. C.M.

Source : BIU Cujas

ce que dit est, lesdits autres droicts appartenans aux S. Censiers, pour en iouir ainsi qu'ils ont accoustumé, selon la nature & Coustume des lieux. Art. 66. Et aura lieu ladite Coustume & Ordonnance touchant lesdites choses constituees, tant au regard de Monseigneur & de ses Barons & Nobles de son Comté de Bourgongne, comme au regard des gens d'Eglise & autres quelconques dudit Comté ayans Cense en iceluy portant lots.

Seig. Censier quels droicts il a à cause de la Censiue.

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 1. Au S. Censier appartient Seigneurie droicte sur la chose tenue de luy audit titre: & à cause d'iceluy lots, ventes, Retenue, defaux & Retour, auec amende de xx. sols t. des ventes recellees apres xl. iours. Art. 3. S'il y a plusieurs acquisitions & rachats de la chose Censuelle, de chacune en sont deuz lods & ventes: & s'en peut le S. pour le tout addresser hypothecairement à la terre ou au detenteur d'icelle, à son chois. Art. 7. Es cas, esquels Quints deniers & Retenue ont lieu en matiere feodale: en cas semblable ont pareillement lieu, lods & ventes, & Retenue en matiere Censuelle, *& è contra.* Art. 10. Si le tenancier a failly de payer par diuerses fois & annees, il ne doit le defaut que pour la derniere fois, s'il n'a esté conuenu ou executé pour les autres precedens defaux, aucun ou aucuns d'iceux. Auquel cas il payera l'amende des defaux, pour lesquels l'adiournement ou exploicts auront esté faicts. Art. 23. Quand rente est vendue sur heritages tenus en Cẽsiue, le S Censier prendra lods & ventes ou Retenue à son chois. Mais pour bail à rente d'heritage à Cens, n'y a lods, ventes ny Retenue, s'il n'y a bourse desliee. Auquel cas il y a lods & ventes seulement des deniers baillez ou chose equipollent.

De plusieurs acquisitions ou rachats de la chose Censuelle.

Lods, ventes & Retenue ont lieu en matiere Censuelle, esquelles elles ont lieu en fief.

Defaut en matiere Censuelle.

En rente vendue sur heritages Cẽsuels sont deuz lods ventes, &c.

MONTARGIS Chap. 2. Art. 5. Apres qu'aucun a acheté vn heritage redeuable de Censiue, il est tenu de payer ou deprier lesdits lots & ventes selon la Coustume du pays, dedans la huictaine ensuiuant la vente: autrement s'il ne deprie au S. Censier, il est amendable de lx. sols d'amende enuers ledit S. Censier. Art. 6. Et si ledit S. Censier n'est à la maison & n'est trouué sur le lieu, où a accoustumé estre receuë, & se doit receuoir ladite Censiue, il suffit d'aller deuers le Iuge de la iurisdiction, où est ledit heritage assis, & illec faire ou faire faire ses offres & depry, & les faire enregistrer au Greffe. Art. 7. Et si vn heritage est saisi, vendu & adiugé par decret: en ce cas il n'y a point d'amende pour non auoir deprié les lots & ventes au S. Censier: sinon qu'il fut nommement vendu chargé de Cens dudit S. & iceluy nommé: auquel cas l'acheteur aura xl. iours pour deprier. Art. 9. Mais pour ce que les Coustumes desdits pays & Bailliages ne sont vniformes, esdits droicts de lots & ventes, & se diuersifient, & en aucunes desdites Chastellenies y a diuerses vsances, on n'y peut donner certaine regle, n'escrire la forme & maniere d'en vser: & pour ce chacun gardera la nature de sa Censiue. Art. 10. Se aucun prend vn heritage Censuel à rente perpetuelle, chacun franc est prisé & estimé à la somme de xv. liures t. & de chacun desdicts francs doit xvi. den. Par. Et semblablement où il y a lots & ventes, xxxii. den. & s'il se baille à rente de bled, sera le bled estimé & prisé à argent & payé à l'equipolent, selon l'estimation cy apres faicte. Art. 23. Et si on le prend à rente rachetable, sera tenu de payer lesdites ventes & lots au pris du rachat, & payera à l'heure de la prinse: & ne sera rien tenu payer à l'heure du rachat de ladicte rente. Art. 24. En † eschange d'heritage redeuable de droict de Cens, fait but à but sans nulles tornes, sont deuës ventes au S. Censier, si les heritages eschangez sont assis en diuerses h Censiues: mais si lesdits heritages sont * en vne mesme Censiue, n'en sont deuz aucunes ventes, n'autres profits: sinon qu'il y eust tornes: auquel cas sont deuës ventes pour le pris desdites tornes seulement. Art. 25. S'aucune personne vend rente perpetuelle ou à remeré, sur ses biens & heritages: en ce cas n'y a aucun droict de lots & ventes. Toutesfois si par apres ladite rente estoit assignee sur l'heritage particulier par les parties ou Iustice: en ce cas sera deu profit par l'acquesteur. Art. 26. S'aucun acheteur d'heritage Censuel, qui n'a payé se deporte de son achat, & le vendeur dedans l'an, reprẽne ledit heritage par luy vendu en acquit du pris au S. Censier, en sont deuz lots & ventes de la premiere vendition seulement. Art. 28. Le proprietaire de l'heritage Censuel, ne peut bailler l'heritage dudit Cens enuers le S. ou se charger de le payer, & en descharger le preneur. Et s'il le faict, ledit S. peut reuoquer le bail & contraindre le second ou plus loingtain proprietaire de recognoistre ledict Cens, & s'inscrire en son papier & s'obliger. Art. 30. Pour partage n'y a point de profit au S. Censier, s'il n'y a tornes d'argent ou chose mobiliaire non estant de la succession & sans fraude: auquel cas sont deuz lots & ventes de tornes ou estimation d'autres choses mobiliaires retournees. Art. 33. Si rentes specia-

Chacun Seigneur doit garder la nature de Censiue.

Des Baux faits des heritages Censuels à rente perpetuelle ou rachetable.

† *Ce 24. Art. est mis au lieu de l'ancien Art. lequel a esté corrigé selon l'aduis des gẽs d'Eglise, Nobles & du tiers Estat.*

* *Aliàs*, sont assis en vne.

Partage.

h Chaumont Art 59. Blois. 119. Orleans. Art. 110. Peronne. Art. 87. & 88.

Source : BIU Cujas

i Idem en la Couſtume de Bourbonnois Art. 407. Chaumont Art. 38. Vitry, Art. 30. Melun Art. 121. Bretagne. Art. 66. Guido Pap. Dec. 48. & 422. num. 2. vide l. 15. qui in ſuis 4 §. 1. D. de manumiſſ. Le temps d'vn an pour cognoiſtre la fraude eſt aſſez ſuffiſant: & ſi la choſe eſchangee eſt reuendue en plus brief temps, la fraude eſt euidente. La Couſtume d'Auuergne. Chapitre 16 Art. 13. introduit le temps de trois ans. Vide l. Sicut §. ſuperuacuum D. Quib. modis pign. vel hyp. ſolu.

k Ce Comté de Sancerre eſt du Duché & Bailliage de Berry, & neant-moins ſe gouuerne ſelon la Couſtume de Lorris & Montargis, cõme pluſieurs autres Villes, Chaſtellenies, terres, Iuſtices & Seigneuries du Duché, pays & Bailliage de Berry, dont les Seigneurs & deputez ont comparu à la redaction de ceſte Couſt. & requis eſtre enuoyez de l'aſſignation à eux baillee pour aſſiſter à la redaction de la Couſtume de Berry qui fut dreſſee en l'an 1539. ſans preiudice de leurs droicts, plaidoyé & remonſtrances. *Du Moulin & Rageau.*

l Les contracts ſont du commencement de la volonté des contrahans: mais, ex poſt

les, ſoient foncieres ou conſtituees, deues ſur heritages Cenſuels, ſe vendent ou eſchangent, en eſt deu profit au S. Cenſier, comme deſſus: ſoit que le debteur deſdictes rentes les acquiſt ou autre: mais ſ'il y auoit remeré, n'en ſeroit point deu de rachat, en rachetant dedans le temps du remeré: autrement en eſt deu: & *idem* au S. F. de rente infeodee, deuë ſur l'heritage feodal. Art. 34. Si l'heritage ou rente s'eſchãgent & l'vn des contrahans rachete dedans l'an i ſon eſchange, tels contracts ſont reputez d'achat, non d'eſchange, tant qu'au Retraict lignager, droict de Retenue, qu'autres choſes & profits, & ſi bon ſemble au S. en deduiſant ceux qu'il pourroit auoir prins & leuez pour le premier contract. Article 35. Pour receuoir par le S. Cenſier, le Cens de nouuel acquereur, ne ſont les profit de lots & ventes couuerts: ſoit que l'acqueſteur ait deprié, ou non. Car leſdits lots & ventes ne ſe preſcriuent que par xxx. ans. Art. 40. Toutes terres tenues en fief redeuables d'ancienneté ou baillees à Tailles, Oublie, Couſtume, rente, Champart, ou Terrage par le Vaſſal, emportent lots & ventes: comme ſ'il y auoit impoſition de Cenſiue: pour ce que d'ancienneté ledit terme de Cenſiue, rente, Champart & autres ſe prennent l'vn pour l'autre. Art. 41. Si vn remeré d'heritages ou rente vendus, eſt donné apres la vendition, il y aura lots & ventes, tout ainſi qu'en la premiere vendition, & que ſi l'heritage ou rente eſtoient vendus de nouuel quand il ſera racheté. Art. 43. Si heritage Feodal ou Cenſuel baillé à ferme, moiſon, rente ou penſion iuſques à ix. ans, n'en ſont deuz profits: mais ſ'il y a audit bail faiſant, ſoit dedans le contract ou hors promeſſes ou faculté au preneur, leſdits ans finis, de pouuoir retenir l'heritage à touſiours ou à autre temps, en ſont deuz profits audit S. deſlors du premier bail. Et ſemblablement ſont deuz profit, ſi les bailleurs ou preneurs vendent leurſdicts droicts. Art. 45. Si †† aucun prend, &c p. à l'Art. 10. cy deſſus, à xiii. liures, &c. doit le preneur iiii. ſols k & au ſur l'emplaye. Art. 46. Si aucun prend vn heritage à rente ſous faculté de remeré à temps, ou au deſſous de dix ans, il ne doit au S. Cenſier aucun profit de lots & ventes: mais ſi ledit remeré eſt de dix ans ou au deſſous, ou à toutesfois & quantes, le profit eſt deu à la raiſon ſuſdicte. Article 47. Et pareillement ſi aucun rachete rente ou aucun heritage tenu en Cẽs ſans remeré, ou que le remeré contienne dix ans ou au deſſous, ou toutesfois & quantes ou à vie de perſonne, le S. Cenſier prend ſon profit de Cens à la raiſon deſſuſdicte: & pour rachat faict de ladite rente ſous remeré, au deſſous de x. ans, n'y a aucun profit, & és deux precedens Art. les acquereurs ſont tenus monſtrer l'acquiſition aux S. Cenſiers, dedans viii. iours enſuiuans apres ladicte acquiſition, ſelon l'amende du recelé, ſi l'aquereur n'a excuſation legitime dont il face apparoir. Art. 48. En eſchange d'heritage, &c. p. à l'Art. 25. *cy deſſus* & ſans tornes, & n'eſt deu aucun profit au S. Cenſier: mais s'il y a tornes, ou que les heritages ſoient en diuerſes Cenſiues, ſera deu profit au S. Cenſier, à la raiſon deſſuſdicte. Art. 53. Prend ledit S. de Bleneau lots & ventes en cas d'eſchange, en diuerſes Cenſiues.

ORLEANS Tit. 2. Art. 107. *A la fin.* Et ſi ledit S. &c. p. *à Montargis.* Art, 6. où ſe paye ladite Cenſiue, n'y ſon Procureur, Receueur ou Commis: en ce cas, &c. & depry. Toutesfois ſi vn heritage, &c. p. *à Montargis.* Art. 7. cas n'y a, &c. pour n'auoir payé ou deprié ledit droict de Ventes audit, &c. ſinon que tel heritage, &c. Cens, & le S. auquel il eſt deu, denommé audit decret. Et en ce cas, &c. pour payer ou deprier. Art. 108. Si aucun prend heritage, &c. p. *à Montargis.* Art. 10, dont la Cenſiue eſt a droict de ventes, chacun, &c. eſt eſtimé à x. liures, &c. doit xx. den, t. pour ledit droict de Ventes. Et ſemblablement, &c. trois ſols quatre den. t. pour ledit droict de ventes. Art. 109. Et † ſi on prend heritage à rente ſous faculté de remeré, le preneur eſt tenu de payer les ventes au pris du ſort principal dudit remeré: & n'eſt tenu de rien payer lors du rachat de ladicte rente. Mais ſi ladicte rente eſt vendue à autres que au preneur, ſes heritiers ou †† ayans cauſe, Seigneurs & poſſeſſeurs dudit heritage, eſt deu profit au S. Cenſier pour la vente. Art. 110 p. *à Montargis.* Art. 24. ne ſont deuës, &c. Art. 111. De † toutes rentes conſtituees à prendre ſpecialement ou generalement ſur aucuns heritages, n'eſt deu aucun profit de vente. Toutesfois ſi leſdicts heritages ou partie eſtoient par apres vendus, à la charge deſdites rentes ou partie, en ce cas, les ventes ſe payent au S. Cenſier, tant à cauſe de la valeur deſdites rẽtes, que du pris de la vẽte deſdits heritages. Art. 112. Si l'acheteur, &c. p. *a Mõtarg.* Art. 26. Le vẽdeur l reprend, &c. vẽdition ſeulemẽt. Ar. 113. Pour †† partage diuiſion & ſubdiuiſion entre coheritiers, n'y a profit m au Seig. Cenſier, encores qu'il y ait tournes: & entre autres perſonnes que coheritiers, eſt deu ſeulement

Contract d'eſchange quand eſt eſtime frauduleux.

Lots & ventes ne ſe preſcriuent que par xxx. ans.

Quelles terres emportent Lots & Ventes.

Tailles.

Oublie. Couſtume. Rente. Champart. Terrage.

Donation de choſe vendue à remeré.

†† *Les Art. 44. 45. 46. 47. & 48. ſont pour le Comté de Sancerre.*

De ventes ſous faculté de remeré.

Acquereurs tenus monſtrer leurs lettres d'acquiſition dans huictaine.

Eſchange.

† *Ceſt Art. 109. eſt tiré des 110. & 126 de l'ancien Couſtumier.*

†† *Ces mots, ou ayans cauſe Seigneurs & poſſeſſeurs dudit heritage, ont eſté adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

† *Ceſt Art. 111. a eſté mis*

Source : BIU Cujas

au lieu du 112. Art. ancien qui a esté abrogé, en ce que par iceluy estoit deu profit pour la rente specialement constituee sur heritages pour auoir lieu à l'aduenir.

†† *Cest Article 113. a esté mis au lieu du 114. Article de l'ancien Coustumier: & ce qui a esté adiousté, est sans preiudice du passé.*

facto sunt necessitatis l. sicut. 5. C. de obl. & act. l. 39. C. de trāf. l. 1. C. de contr. empt. l. 3. & 7. C. de resc. vend. l. 35. §. pen. C. de donat. l. 1.

§ 1. D. Nautæ can. stab. l. 36. D. de iudic. l. 17. §. 3. D. Comm. l. 22. D. Mand. l. 9. D. de curat. fur l. 12. D. Ad S. C. Vell. cap. quod semel placuit. De reg. iur. in 6 & ibi Dynus. Tellement qu'ils se peuuent departir des contracts qu'ils ont faict entre eux, & ce faisant resilir d'iceux, selon que les Coustumes le permettent, au preiudice du Seigneur Censuel. Sçauoir est dans vingt-quatre heures ou autre temps porté par icelles, ou bien pourueu que le contract ne soit passé par escrit: ains seulement verbal: combien que quelques Coustumes ne facent ces distinctions. Voyez ce qui a esté par nous noté sur le Tit 1. en l'Addition nomb. vi.

m Il a esté dit le mesme pour le Seigneur de Fief cy dessus Article quinze: ainsi qu'il a esté monstré au Titre premier en l'Addition nombre vi.

profit pour les tournes. Art. 117. Pour † toutes donations d'heritages estans en Censiue à droict de ventes, ne sont deues aucunes ventes au S. Censier: sinon que ladite donation fut faicte pour recompense de seruice ou charges, autres que celles dont l'heritage seroit chargé lors de la donation. Pour le regard desquelles autres charges de nouuel appoſees à ladite donation seulement, Ventes sont deues selon l'arbitrage de preud'hommes. Tit. 3. Art. 124. Toute †† Censiue estant à droict de Releuoisons en la ville & faux-bourgs d'Orleans, dedans les anciennes barrieres, les Releuoisons sont à plaisir, qui ne monstre du contraire, qui est le reuenu d'vn heritage pour vn an. Art. 125. Pour estre payé desquelles Releuoisons & arrerages de Cens & d'vn defaut, qui en seroiēt deuz, le S. Censier peut obstacler & barrer l'heritage, qui doit lesdites releuoisons, iusques à payement desdites Releuoisons, Cens & vn defaut ou prouision de Iustice. Et ne peut le S. Censier proceder par obstacle, que xv. iours apres la mutation, ny enleuer les huys & fenestres obstaclez, que viii. iours apres l'obstacle faict. Art. 126. Et sont deues & acquises les Releuoisons à plaisir par toutes mutations procedantes du costé de ceux: au nom duquel se payent & ont accoustumé d'estre payé desdits Cens, soit par mort, vendition ou autrement. Art. 127. Toutesfois † les filles ny leurs maris pour elles, ne payent aucunes Releuoisons à cause de leur premier mariage, ny par la mort de leurs maris. Mais si elles se remarient en secondes ou autres nopces, sont deues Releuoisons pour le second & autres subsequens mariages, & chacun d'eux, sans que par le decés de leur premier, second & autres subsequens maris soient par elles deues aucunes Releuoisons pour leur heritage. Art. 128. Le †† Seigneur d'vn heritage redeuable du droict de Releuoisons à plaisir, peut, quand bon luy semble, gueſuer n & delaisser audit S. Censier ledit heritage, pour les Releuoisons qui sont deues, pour en iouir par le S. Censier, vne annee entiere, à commencer au prochain terme d'apres les iours dudit gueſuement, dans le prochain iour duquel prochain terme le Seigneur dudit heritage sera tenu bailler ou faire bailler les Clefs de la maison audit S Cēsier. A la charge d'en iouir par ledit S. Cēsier, cōme vn bō pere de famille, & de rendre ledit heritage, en l'estat qu'il estoit lors dudit gueſuemēt. Pour laquelle annee ledit heritage ne payera aucun Cens au S. Censier, ains en demourera quitte, ensemble desdites Releuoisons, en payant audit S. Censier, les frais de l'obstacle, si aucun a esté faict. Art. 129. Et si le S. Censier exploictoit luy-mesme l'heritage: en ce cas le loyer de l'annee sera estimé aux despens du proprietaire par deux Preud'hommes, dont l'vn sera nommé par le S. Censier, & l'autre par le Censitaire: lesquels Preud'hommes seront tenus conuenir d'vn tiers, s'ils ne s'accordent. Et payant par ledit Censitaire l'estimation faicte par lesdits Preud'hommes, demeurera pareillement quitte desdites Releuoisons & du Cens pour ladite annee. Art. 130. Toutesfois & quantes que Releuoisons à plaisir sont deues par les mutations susdictes, les Rentes foncieres, arriere-foncieres, sur-foncieres ou sortissant nature de rente fonciere, encourent & sont exploictees pour lesdites Releuoisons: & le Seigneur & detenteur est seulement tenu des meliorations qui sont outre lesdites rentes: sinon qu'il y ait conuention expresse au contraire. Art. 131. Et sous la generalité desdites Releuoisons à plaisir ne sont comprinses les Censiues, qui se doiuent querir † & chercher: o par ce qu'en telles Censiues qui se doiuent querir & chercher ne sont deuës Releuoisons à plaisir: mais sont icelles Censiues seulement à droict de Releuoisons du denier six, ou de tels Cens, telles Releuoisons, ou à droict de Ventes: sinon que le Seigneur Censier en informe parties valables au contraire, sans

† *Cest Art. 117 a esté tiré du 125. Art. de l'ancien. Auquel ont esté adioustez ces mots pour explication, autresque celles dont l'heritage seroit chargé. Et le surplus de ce qui aura esté changé ou adiousté audit Art. aura lieu pour l'aduenir.*

Releuoisons à plaisir.

†† *Les Art. 124. & 125. ont esté tirez des 115. de l'ancien Coustumier: & le temps de huictaine & quinzaine limité par le 125. Art. est pour auoir lieu à l'aduenir.*

S. Censier peut proceder par obstacle sur l'heritage tenu à droict de Releuoisons pour le payement d'icelles, du Cens & d'vn defaut.

Releuoisons à plaisir sont deuës à toutes mutations du costé des redeuables d'icelles: fors que les filles & leurs maris à cause d'elles pour leur premier mariage: ou bien par la mort de leurs maris: toutesfois en sont

n Gueſuer c'est à dire delaisser & abandōner au lieu dupayement de Cens & Releuoisons à plaisir pour vn an seulement.

o En l'ancien Coustumier Art. 117. qui sont à queste & chaussage, & autres ont fort

bien corrige à queste & cherchage : afin que le tout responde à la nature du Cens qui se doit aller requerir chercher & demander au redeuable d'iceluy par le 129. Art. ancien. Toutes fois l interprete lit Chaussage, & le prend de Chaussee, c'est à dire munition d'où sont nommez les maistres des ports & chaussees. Et de là en la Coustume de Haynaut Chap. 106. Cauciage est vn droict Seigneurial, & semble estre le Peage qui est deu pour la Chaussee. La premiere opinion est la plus certaine & asseuree. Et és Coustumes d'Aniou Article cent septante huict, & du Maine Article 196. Les Cens sont redeuables & non requerables. En l'ancienne Coustume de Melun est nommé Cens Rogo, Art. 132. Cens requerable. Chartres. iii. à queste. Blois Art. 109. 113. 114. & 115. Dunois. Art. 32. Grand Perche Art. 83.

deuës pour les secondes & autres subsequentes nopces.

† *Cest Art. 127 est tiré de la fin du 126. Article de l'ancien Coustumier. Et ce qui a esté adiousté de l'aduis & consentement de la Noblesse & du tiers Estat, qu'il n'est deu aucun profit pour le premier mariage: a esté ordonné par prouision seulement, sans preiudice du passé : nonobstant l'opposition de l'Estat de l'Eglise, & sans preiudice d'icelle. Sur laquelle auons ordonné qu'ils se pourueiront à la Cour.*

Le proprietaire peut guesuer & delaisser son heritage au Seigneur Censier, pour iouir vne annee entiere pour le droict de Releuoisons.

†† *Les Art. 128. & 129. ont esté mis au lieu du 121. & 132. de l'ancien Coustumier. Et audit 128. ont esté adiousteż ces mots*, à commencer au prochain terme, *pour auoir lieu à l'aduenir. Et le surplus qui a este adiousté audits Art. aura lieu sans preiudice du passé.*

Loyer de l'annee doit estre estimé par deux Preud'hommes aux despens du proprietaire, quand le Seigneur Censier exploite luy-mesme.

Rentes foncieres & autres charges sont exploitees pour les Releuoisons.

† *Ces mots*, querir & chercher, *ont esté mis au lieu de ces mots*, à queste & à cherchage.

preiudice aux droicts des Ecclesiastiques. Art. 132. Le droict de Releuoisons du denier six, est que au S. de la Censiue est deu par toutes mutations de ceux, au nom desquels se paye & a accoustumé d'estre payé ledit Cens, six deniers pour chacun denier dudit Cens, & n'en encourent les rentes foncieres. Art. 135. L'heritage tenu à droict de cher Cens en la Ville d'Orleans, n'est suiet à droict de Releuoisons ne ventes : & †† n'est reputé cher Cens, s'il n'excede dix sols t. pour vne seule prise, ou s'il n'y a titre au contraire. Art. 136. En toutes Censiues, qui sont à droict de Releuoisons sur heritage assis hors de la Ville & Faux-bourgs d'Orleans & anciennes barrieres, les Releuoisons sont du denier six, ou de tels Cens, telles Releuoisons ou de ventes sinon qu'il y ait titre, conuention ou prescription suffisante au contraire. Art. 137. En eschange d'heritage redeuable à droict de Releuoisons but à but, sans tournes, si iceux heritages sont en vne mesme Censiue pour raison desdicts eschanges, ne sont deues Releuoisons. Mais s'il y a tournes, Releuoisons sont deues, à la raison desdictes tournes. Art. 138. Des heritages Censuels dont se payoit au Seigneur Censier le Cens au nom d'vn Chappellain ou autre Titulaire de Benefice, ne se payent aucunes Releuoisons audit Seigneur Censier par la mutation desdits Beneficiers : sinon pour la rente fonciere, qui leur est deue, & non de la Seigneurie vtile desdictes maisons & heritages. Mais se payent Releuoisons par la mutation des Seigneurs vtils, pour la melioration de la Seigneurie vtile. Et sont tenus les Seigneurs vtiles, ou ceux qui payent ledit Cens, eux nommer audit Seigneur Censier, quand ils payent ledit Cens. Article 139. Pour † plusieurs mutations, qui pourroient aduenir par mort en vne mesme annee, n'est deu qu'vne Releuoison.

Droict de Releuoisons du denier six.

Cher Cens ne doit Releuoisons ne ventes.

†† *Ces mots*, Et n'est reputé, &c. *sont adiousteż pour auoir lieu à l'aduenir. Et auons donné acte au Procureur du Roy de la remonstrance & empeschement par luy faict de ce qui auoit este adiousté à cest Article 135. qui estoit le 123 Article ancien.*

Releuoisons ne sont deuës en eschange faict but à but, & sans tournes, si les heritages sont sous vne mesme Censiue. Secus, s'il y a tournes.

Tovrs Titre premier. Art. 5. Le Seigneur de Fief est fondé d'auoir vn denier de Cens pour quartier de terre, pré, vignes ou autres domaines : toutesfois s'il y auoit aucuns domaines ou heritages, dont l'on eust accoustumé payer moindre ou plus grand deuoir par †† l'espace de trente ans, le Vassal payera à sondit Seigneur de Fief ledit deuoir. Art. 6. Et † seront tenus les Seigneurs de Fief, soient Comtes, vicomtes, Barons, Chastellains & autres de quelque qualité qu'ils soient, qui n'auroient maison ou manoir en leur Fief, en nommer & eslire vn certain au dedans d'iceluy Fief, auparauant qu'ils puissent proceder par aucune saisie sur leurs suiets : auquel lieu les suiets se pourront addresser pour payer leurs deuoirs, & exhiber leurs contracts, & faire tous autres actes & diligences, qu'ils sont tenus à faire à leurs Seigneurs. Tit. 14. Art. 123. Pour †† rentes constituees à pris d'argent, soit pour constitution generale ou particuliere, ne sont deuz aucuns droicts de lods & ventes, ou autres profits Seigneuriaux. Mais s'il se faict aucune vendition, volontaire ou par decret, du fonds chargé desdictes rentes, elles sont reputees faire partie du pris : & en ce cas sont deuz lods & ventes, tant pour le pris dudict fonds, que constitution de ladicte

Releuoisons ne sont deuës par les Beneficiers pour la mutation desdits Beneficiers.

Releuoisons se payent par la mutation des Seigneurs vtils.

tils ou autres payans le Cens, se doiuent nommer au Seigneur Censier.

Seigneurs vtils.

Vne

Source : BIU Cujas

Vne seule Releuoison deuë pour les mutations aduenues en vne mesme annee.

† *Cest Art.139. a esté accordé & adiousté pour auoir lieu à l'aduenir. Et auons donné acte au Procureur du Roy de la remonstrance & opposition par luy formee audit Art. pour se pourueoir ainsi que de raison.*

S.F. à vn denier de Cens pour quartier de terre, pré, vigne, &c.

†† *Ces mots,* Par l'espace de xxx. ans, *&c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez au lieu des mots anciens,* le S. desdits domaines payera, *&c. pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

† *Cest Art. 6. est de nouuel introduit.*

Ventes ne sont deuës pour rente constituee à pris d'argent.

†† *Cest Art. 123. est de nouuel adiousté.*

rente. Titre 15. Article 145. De la chose tenue à franc deuoir n'est deu Rachat : mais † sont deuës Ventes és cas, esquels elles sont deues par la Coustume. Et est à entendre franc deuoir quand l'hommage a esté mué en deuoir ou que l'heritage roturier est baillé par le Seigneur de Fief, à franc deuoir : posé que ledit deuoir soit annuel ou deu à muance d'homme ou de Seigneur. Article 147. *A la fin.* Et † sont deues Ventes de tous heritages permutez en diuers Fief à l'arbitrage de Preud'homme : & pareillement sont deues ventes pour donations faictes pour cause de recompense. Article 148. En vendition où il y a grace de rachat donnee iusques à trois ou quatre ans ou moins, & icelle grace, auant qu'elle soit finie, est prorogee par vn contract ou plusieurs : pourueu qu'elle soit faicte en mesme fórme que le premier contract, ne sont deues ventes pendant ladite grace & prorogation : si elle n'excede neuf ans : mais si la grace est generale ou perpetuelle, y a Ventes. Article 149. Et si auant la possession ou iouissance prinse ou baillee autrement †† que par le contract, de la chose vendue ou alienee, ledit contract estoit resolu du consentement des parties, il n'en sera deu aucunes ventes Toutesfois si l'acquereur estoit conuenu pour exhiber ses contracts ou payer les ventes, il sera tenu informer de ladite resolution promptement, & par † mesme forme que le premier contract. Article 150. En transaction faicte †† d'immeubles ou droicts, en laquelle y a deniers baillez, ou equipollent, y a ventes, pour ce qui est baillé. Art. 151. En retour de partage n'y a aucunes ventes, si le retour est fait de chose mobiliaire de la mesme succession, & par † mesme contract de partage, & ne sont deues ventes pour choses immeubles baillees en faueur de mariage, encores qu'elles fussent baillees par estimation.

Rachat n'est deu pour chose tenue à franc deuoir : ains seulement ventes.

† *Ces mots,* mais sont, *&c. iusques à ces mots,* & est à entendre, *sont de nouuel adiouſtez pour explication de cest Article, & pour obuier aux difficultez qui se sont faictes sur le contenu en iceluy.*

Ventes sont deues en permutation d'heritages situez en diuers fiefs, & en donatiõ faite pour recompense.

HERBAVT Art. 1. Le †† S. a droict de Reliefs (lesquels luy sont deues par la mort & trespas de ceux, qui ont terres en sadite Seigneurie) des terres que les decedez, possedoient, à lors de leurs trespas, des terres tenues censiuement seulement, & non pas des hommages : lesquels heritages doiuent estre prisez à la commune valeur, & en payant les heritiers des decedez de xx. sols xx. deniers au pris que sont prisez les heritages, comme s'ils estoient vendus : duquel droict ledit Seigneur, ses predecesseurs & suiets ont iouy & iouyssent, comme estans au Comté de Blois : Auquel Comté on en iouist : & ne tient point ce droict Touraine : pour ce que sadite Seigneurie n'est en Touraine : mais en Blaisois.

† *Voyez sur cest Article 147. ce que i'ay remarqué en l'Article 84. de Paris.*

LODVNOIS Chapitre 14. Article 21. p. *a Tours.* Article 145. deu Rachat : & est, &c. Article 24. Et sont deues, &c. p. *a Tours.* Article 145. *a la fin. ad arbitrium boni viri* : & pareillement, &c. donaisons. Article 25. p. *à Tours.* Article 148. grace donnee, &c. plusieurs, il n'y a point de ventes, si telle grace n'excede, &c. generale ou excedant le temps de neuf ans p il, &c. Art. 26. Et si auant la possession prinse ou baillee, &c. p. *à Tours.* Art. 149. *iusques à ce mot,* prõptement. Art. 27. En transaction, où il y a delais & desistement de chose immeuble, ou il y a deniers baillez ou equipollẽt, y a ventes pour ce qui est baillé. Art. vingt-huictiesme. En retour de partage d'heritage n'y a aucunes ventes, si le retour est faict des choses meubles de la mesme succession.

Ventes ne sont deuës pendant la grace ou prorogation non excedant neuf ans : sinon que la grace fut generale ou perpetuelle.

ANIOV Titre neufiesme. Article 154. En contract de baillee à rente pur & absolu, n'appartient aucunes ventes au Seigneur de Fief : mais si la rente est par apres amortie, il y a ventes. Article 155. En contract d'eschange & permutation d'heritages, y a ventes : supposé que les heritages soient en vn mesme ou diuers Fiefs. Article 156. Et audit contract d'eschange ou vendition, les ventes se payent à raison de vingt deniers tournois pour liure : sinon en aucunes contrees ou parties, où il y a ventes & issues : c'est à sçauoir trois sols quatre deniers pour liure. Et si le Comte de Vendosme ou autres Vassaux desdicts

Ventes ne sont deuës si le contract est resolu du consentement des parties, auant la possession prinse.

†† *Ces mots,* Autrement que par le cõtract de la chose vendue ou alienee, *sont adiouſtez.*

† *Ces mots,* Et par la mesme forme, *&c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez.*

p Voyez Du Moulin sur le 35. & 42. Art. de la Coustu. de Paris, & ce qui par nous a esté noté cy dessus en l'Addition du Titre. 1. de fiefs nomb. 6. Accurs. in l. codicillis. §. instituto. D. de leg. 2. in verbo extitisse & Glos sam & DD. in Clem. 1. De reb. eccl. nõ alien.

Source : BIU Cujas

Ventes sont deuës en transaction, où il y a deniers baillez, ou equipollent.

†† *Ces mots*, d'immeubles ou droicts, *ont esté adioustez pour explication de ceſt Art.*

Ventes ne sont deuës en partage quand il y a retour de chose mobiliaire de la mesme succession: ny en donation faicte en faueur de mariage.

† *Ces mots*, Et par mesme contract, *&c. iusques à la fin, sont adioustez.*

Reliefs.

†† *Voyez ce qui a esté noté sur le dernier Art. de la Coustu. de Touraine partie 1. Tit. 3.*

Ventes sont deues pour la rente amortie seulement.

Ventes à qu'elle raison se payent.

Ventes & Issues.

Vassaux & autres iouiront des Quints, Requints & autres droicts dont ils ont accoustumé iouir.

pays, ont accoustumé & sont en possession suffisante d'auoir Quints, Requints, Reliefs ou autres droicts, dont ne soit faicte cy mention ils en iouiront en la forme accoustumee. Article 157. Pour quittances de ventes excedans cent sols, y a pour le salaire du Greffier ou Receueur, deux sols six deniers tour. & de quittances de ventes de cent sols & au dessous, eschet douze den. tourn. Article 159. Si aucun prend heritage à rente à grace d'amortir, & pendant la grace, le bailleur d'heritage à rente, vend ou transporte la rente, & le preneur l'amortisse, au dedans du temps d'icelle grace, il ne deura qu'vnes ventes. Art. 160. Et pareillement y a ventes en terres baillees à Complant pour planter en vigne: & s'en doiuent payer les ventes incontinent apres le terme du Complant finy, a la raison de la valeur, à vne fois payer, des choses qui demeurent à celuy, qui les a complantees, eu egard au temps du contract de la baillee à complant. Et semblablement, y a Retraict aux lignagers du bailleur, iusques au dedans de l'an & iour dudit complant finy, quand le terme du contract & marché est paracheué & accomply. Article 161. Il n'y a aucunes ventes en acquest de rentes generales, dont assiette n'est faite: en vendition d'heritages par les Seigneurs de Fief d'iceux heritages, en vendition à grace qui ne passe neuf ans: en donaison simple, causee & faicte de la liberalité du donneur, n'a aucunes ventes. Art. 162. Combien qu'en rente par hypotheque vniuerselle n'y ait ventes. Toutesfois s'il y a hypotheque special, & l'acheteur se y veut addresser, pour faire assiette, y eschet ventes: & à le declarer y peut estre contraint par le Seigneur de Fief: iaçoit qu'en hypotheque vniuersel, l'aquereur ne soit contraignable, à declarer, où il se voudroit addresser pour faire assiette. Titre 13. Article 282. Si en faisant partage de coheritier & fraresçheurs, les vns baillent aucun retour d'argent aux autres pour mieux & plus egalement s'entrepartager, n'y a ventes n'y Retraict. Et si l'vn d'eux auoit tout l'heritage de l'vne ligne, & son fraresçheur, tout l'heritage de l'autre ligne, où il n'eust peu succeder, y escherroit ventes au Seigneur de Fief pour tel eschange. Titre 14. Article 295. Si aucun acquiert rente sur heritages vniuersels d'aucun vendeur, assis en plusieurs Fiefs, les Seigneurs desdits Fiefs n'aucun d'eux ne peuuent cõtraindre l'acquereur d'en payer les ventes iusques à l'assiette, ou iusques au temps qu'ils en voudroient aucune chose aduouer en leur Fief: & lors celuy, au Fief duquel sera assise ou aduouee ladite rente, en aura les ventes à raison de ce qu'il en vengera ou voudra venger en son Fief, soit par assiette ou autrement, ou le prendra par puissance de Fief, s'il luy plaist. Et ne pourra ledit acquereur estre contraint declarer, en quel fief, il se veut venger & faire son assiette: & en ce cas prescription ne courra point contre le Seigneur de Fief, qu'il ne puisse auoir ventes ou Retraicts iusques à ce que tel acquereur luy ait declaré soy vouloir venger en son Fief, & luy ait exhibé ses contracts, ainsi qu'il appartient. Et pour auoir poursuiuy payement d'arrerages seulement sur aucuns heritages particuliers estans au Fief d'aucun Seigneur, ce ne suffiroit pour acquerir a celuy Seigneur droict de ventes ou Retraict. Toutesfois s'il y auoit hypotheque special, l'acquereur pourroit estre contraint, a declarer, s'il le veut venger en iceluy fief, comme dessus.

Salaire du Greffier pour quittances des ventes.

Ventes seules pour rente à grace d'amortir quand la rente est vendue ou transportee.

Ventes en terres baillees à complant & à quelle raison.

Retraict lignager a lieu en terres baillees à Complant.

Ventes en quels cas ne sont deuës.

Hypotheque vniuersel ou special.

Partage.

Le Maine Titre dixiesme. Article 172. 173. & 174. p. *a Aniou.* Article 154. 155. & 156. Et si aucuns audit pays, ont accoustumé, & sont en possession d'auoir, &c. Article 176. & 177. p. *a Aniou.* Article 159. & 160. complantees: & semblablement, &c. Article 178. p. *a Aniou.* Article 161. *iusques a ce mot*, donneur. Article 179. p. *a Aniou.* Article 157. de ventes iusques a cent sols & au dessous y a xii. den. t. Tit. 15. Art. 310. p. *a Aniou.* Art. 295. *iusques a ces mots*, droict de ventes ou Retraict.

Grand Perche Tit. 3. Art. 84. † Le S. Censuel auquel appartient

† Par Bretonniere Substitut du Pro-

Source : BIU Cujas

ureur general du Roy audit Belleſme, a eſté dit & remonſtré, que ledit Seigneur a droict de Bourgeoiſie par tout le lieu & faux-bourgs dudit Belleſme, iceluy droict equipollent à droict de Cens: pour lequel eſt deu indifferemment en tous Contracts faicts ſimplement, purement, par eſchange ou autrement, droict de ventes, à raiſon de vingt deniers tournois pour liure, ſoit que les maiſons & heritages eſtans audit lieu & faux-bourgs de Belleſme, ſoient redeuables de Cens, rente infeodee ou autre deuoir. Et que de ce ledit Seigneur en eſt en iouiſſance & poſſeſſion immemoriale: & eſt baillé ledit droict de deux ans en deux ans, au plus offrant & dernier encheriſſeur, comme les autres fermes muables du domaine dudit Seigneur en ſadite Chaſtellenie de Belleſme. Le ſemblable a eſté dit & remonſtré par ledit Goulet, diſant que pour eſchanges faits en diuerſes Seigneuries, eſt deu profit de ventes, & que les Seigneurs dudit Nogent & Chaſtellenies, qui en dependent, & Regmalard, en ont continuellement & immemorialement iouy, empeſchant que ledit Article paſſe pour Couſtume pour ce regard. Et par ledit Sagot pour ladite Damoiſelle Gabrielle Sapin vefue de feu Maiſtre Denis Riant, en ſon viuant Conſeiller du Roy, & preſident en la Cour de Parlement, Seigneur des Chaſtellenies de Villeray en Huſſon & Aſſe, a eſté dict & remonſtré qu'en ſeſdites terres & Seigneuries & autres circonuoiſines, en eſchanges de terres, en quelque ſorte qu'ils ſoient faicts, pourueu que leſdites terres ſoient en diuerſes Seigneuries, eſt deu profit: A ſçauoir de l'heritage tenu à Cens ou rente infeodee, ſont deuës ventes, qui ſont de vingt deniers tournois pour liure: de ce qui eſt tenu en hommage, eſt deu Rachat: Duquel droict ladicte Damoiſelle & ſes predeceſſeurs ont touſiours en ſeſdites terres & Seigneuries iouy, & auſſi en la Seigneurie de la Chaſtre, qui luy appartient: requerant qu'où autrement ſeroit dict & arreſté pour Couſtume, qu'il luy fut reſerué & permis de iouir de ſeſdits droicts, ainſi qu'elle & ſes predeceſſeurs ont faict par cy deuant. Pareille remonſtrance a eſté faicte par ledit Sagot, pour la Dame de Marcheuille & des Orteux. Surquoy, auons ordonné que ledit Article octante huict, paſſera pour Couſtume, ainſi qu'il eſt, ſans preiudice dudit droict de Bourgeoiſie & des droicts, titres & poſſeſſions immemoriales deſdites parties, ſi aucunes en ont.

Cens premier ou infeodé, a droict de prendre double Cens, à toute mutation de Cenſier: qui eſt tel, que ſi le Cens eſt d'vn denier, le double Cens eſt de deux deniers. Lequel double Cens ſe doit payer dedans quarante iours apres ladicte mutation. Et neant-moins ledit Cenſier ne laiſſera de payer le ſimple Cens, au iour qu'il eſt ordinairement deu. Article 88. En eſchange fait but à but, ſans retour & ſans fraude, ne ſont deuës ventes, encores que les heritages eſchangez ſoient en diuerſes Seigneuries. Mais où il y auroit retour & ſoulte de deniers, ſont deuës ventes pour ladite ſoulte ſeulement. Article octante neuf. Pour †† donations ſimples & remunerations faictes ſans fraude, ne ſont deuz aucunes ventes. Article nonante. En bail à rente pur & ſimple ne ſont pareillement deuës aucunes ventes. Article nonante-vng. Pour rentes conſtituees à pris d'argent ne ſont deues ventes. Article nonante-deux. Toutesfois ſi la terre affectee à ladite rente, eſtoit vendue a la charge d'icelle, ladite charge ſera eſtimee faire portion du pris, & pour raiſon d'icelle, ſeront deues Ventes.

†† *Ces Articles octante neuf & nonante deux ont eſté accordez pour auoir lieu à l'aduenir.*

CHASTEAV-NEVF Chapitre 7. Article 48. Quand † aucun heritage tenu à Cens, eſt baillé à rente ou reſcouſſe, ou que ſur iceluy eſt conſtituee ſpecialement aucune rente à reſcouſſe, celuy qui a prins ledit heritage à rente à reſcouſſe, ou achete ladite rente reſcouable, doit & eſt tenu payer dés l'heure du Contract, au Seigneur Cenſier Gants & ventes de la ſomme, à quoy ladicte reſcouſſe ſe monte, ou ladite rente a eſté vendue, tout ainſi que ſi ledit heritage eſtoit vendu purement & ſimplement: & à ce moyen, par la reſcouſſe ne ſeroient deues aucunes ventes. Article 49. Rente infeodee, fonciere & perpetuelle & auſſi rente fonciere Seigneuriale & premiere, qui ſ'entend eſtre creé par le bail de celuy qui tient en Fief l'heritage baillé, eſt reputé Cens, & tenue ſortir la nature du Cens en toutes choſes, & non autrement. Article cinquante deux. En bail à rente, à touſiourſ-mais d'heritage tenu en Cenſif, ne ſont deuz aucuns Gants ne ventes: ſinon qu'il y euſt bourſe deſliee. Auquel cas l'acquereur ſera tenu payer *pro rata* de l'argent desbourſé: mais apres ſi leſdites rentes ou heritages ſont vendus, ſont deuz Gants & Ventes de ladite vendition. Article 53. En eſchanges faicts en diuers Cenſifs, la choſe eſchangee ſe doit priſer & eſtimer pour certifier, ſçauoir & cognoiſtre quelles ventes en ſont deues aux Seigneurs Cenſiers: a fin de les leur payer, & ſe fera la priſee pardeuant le Iuge, où la matiere ſera traictee. Article cinquante quatrieſme. Quand deux heritages ou autres droicts immeubles, eſtans en vne meſme Cenſiue, ſont eſchangez ſans retour, & ſans fraude, n'y a aucunes ventes. Et ſ'il y a retour, il y a ventes dudit retour, & pour le retour ſeulement. Chapitre vingtieſme. Article cent quarante quatre. Quand aucune q perſonne vend ou conſtitue rente, l'acheteur d'icelle rente, doit les ventes au Seigneur Cenſier ou foncier, dont eſt tenu & mouuant l'heritage, ſur lequel ledict vendeur a conſtitué ladicte rente.

† *A eſté par pluſieurs dit ſur ceſt Article quarante huictieſme, que la rente infeodee ne doit en toutes choſes eſtre reputee Cens, meſmes pour l'amende, par faute de payer ou deprier le Cens, au iour qu'il eſt deu. Et que par faute de payer la rente infeodee fonciere & perpetuelle, & auſſi la rente fonciere, Seigneuriale & premiere, qui s'entend eſtre creé par le bail de celuy qui tient en Fief l'heritage baillé, n'eſt deuë aucune amende au Seigneur de ladicte rente. Et par autres de la compaignie, en grand nombre, a eſté ſouſtenu au contraire par l'amende. Surquoy, apres auoir*

q *Ceſt Article cent quarante quatre eſt generalement corrigé par tout ce Royaume, par l'Arreſt de Paris, fondé en rai-*

Source : BIU Cujas

ſon generale, comme Du Moulin a eſcrit ſur le 57. Article de Paris ancien, & ſur ceſt Art. & ſur le 46. Art. de Chartres, & dont nous auons parlé cy deſſus ſur l'Art. 78. de Paris nouuellement reformé.

* ouy les gens d'Egliſe, Nobles, Aduocats, Procureurs & Practiciens du Siege, & gens du commun & tiers Eſtat, & pour la diuerſité des aduis & opinions pour ce regard, & entant que touche ladite amende, nous auons ordonné que par maniere de proviſion ledit Article tel qu'il eſt eſcrit audit cayer, demourera pour Couſtume: ſans preiudice toutesfois dudit droict d'amende, qui eſt demouré en differend: Pour lequel auons renuoyé le negoce en la Cour de Parlement, pour ſur ce en eſtre ordonné.

CHARTRES Chap. 8. Art. 46. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 48. rente receuable, doit, &c. Art. 49. & 50. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 52. & 53. eſchange faict, &c. *iuſques à ce mot*, payer, *inclus.* Art. 51. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 54. *iuſques à ces mots*, dudit retour, *inclus.*

DREVX Chap. 8. Art. 38. Quand aucuns heritages ſont eſchangez, & ils ſont en diuerſes Seigneuries & Cenſiues, ils doiuent eſtre eſtimez & priſez, pour &c. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 53. cognoiſtre de la valeur. Car les ventes en ſont deuës au S. Cenſier. Art. 39. p. *à l'Art. 51. de Chartres.* Art. 40. *A la fin.* Et ſ'il n'y a Cens n'en eſt deu Ventes, & ſi l'heritage eſt baillé à rente à reſcouſſe, les vẽtes ſont deuës à l'heure du bail.

BLOIS Chap. 9. Art. 115. Si †† l'heritage eſt tenu r à droict de Cens, ſoit à iour nommé ou à queſte, ou ſoit à cher pris, ou à tels Cens, tels Reliefs, eſt vendu ou rente ſur iceluy, profit de ventes eſt deu par l'acquereur audit Seigneur Cenſuel, à la raiſon du xii. denier du pris conuenu entre le vendeur & l'acheteur: pourueu que le contract ſoit à perpetuité: c'eſt à ſçauoir de douze francs, vn franc, & de douze vingt liures, vingt liures, & ainſi à l'equipollent. Article cent ſeize. Et s'il y a remeré, en ſera iouy comme il eſt dict cy deſſus, en la Rubrique des droicts de Fief: c'eſt à ſçauoir quand l'acheteur a donné remeré au vendeur, & ledit remeré eſt inſeré dans la lettre de vente, ſ'il n'excede le temps de neuf ans, ne ſont deuës aucunes ventes. Et ſi ledict remeré n'eſt inſeré dans leſdictes lettres, combien qu'il ait eſté donné, les ventes ſeront deues. Article cent dixſept. Et ſi ledit heritage ainſi vendu eſt retraict par les parens & lignagers du vendeur, par ledit Retraict n'eſt deu aucun profit de ventes audit Seigneur Cenſuel: mais ſeulement luy ſont deues les ventes du premier rachat. Et a lieu ladicte Couſtume en heritages feodaux. Art. cẽt dixhuict. Celuy qui a acheté ledict heritage tenu à droict de Cens, eſt tenu de payer leſdites ventes au Seigneur Cenſuel, & non pas le vendeur. Et eſt tenu ledict acheteur notifier & faire ſçauoir ſon acqueſt au Seigneur Cenſuel, audedans de huict iours, eu regard à ſon acqueſt, ou luy nommer les teſmoins, ſ ſ'il n'y a contract paſſé, qui certifieront le pris de la vente. Autrement il enchet en l'amende enuers luy de cinq ſols tournois, pour les ventes recelees. Et s'il faut de notifier ſondit acqueſt au dedans de l'an, audit Seigneur Cenſuel, il eſchet en ſoixante ſols tourn. d'amende enuers t le Seigneur Cenſuel. Article 119. Quand l'heritage tenu à droict de Cens, eſt baillé en eſchange à l'encontre d'autre heritage, qui eſt en meſme Cenſif, il n'eſt point deu de profit de ventes au Seigneur Cenſuel: mais ſi leſdits heritages ainſi eſchangez ſont en diuers Cenſifs, il eſt deu profit au Seigneur Cenſuel, à la raiſon du xii. denier de l'appreciation qui ſera faicte dudit heritage. Et ſemblablement ſi ledit heritage tenu a Cens, eſt eſchangé à l'encontre d'autres heritages tenus en Fief ou Terrage, à la raiſon du xii. den. u Article 120. S'il aduient que ledit eſchange fait deſdits heritages, ſuppoſé qu'ils ſoient aſſis & ſituez en vn meſme Cenſif, il y ait tournes ou bourſe deſliee d'aucune ſomme de deniers, le profit de vente en eſt deu au Seigneur Cenſuel, pour autant que ſe montent leſdictes tournes & ſommes de deniers au feur & a la raiſon du xii. den. Article 121. Si l'heritage † qui eſt tenu a droict & deuoir de Cens, eſt donné ſans charge, en pure & mere liberalité, a quelque perſonne que ce ſoit, aucun profit de ventes n'en eſt eſt deu au Seigneur Cenſuel. Mais ſi ladicte donaiſon eſt faicte a la charge ou pour recompenſe, il en eſt deu profit de ventes, a la raiſon que deſſus: pourueu que la donaiſon ſoit faicte a perpetuité. Article cent vingt-deux. Par donation par pere ou mere ou autres parens, en auancement de ſucceſſion, n'eſt deu profit. Mais ſi apres le treſpas du donneur, le donataire ſe tient a ſon don, ledit donataire ſera tenu payer au Seigneur Cenſuel, tel profit qu'il eſt deu, ſi ledict heritage luy fut aduenu par ſucceſſion. Article cent vingt-troiſieſme. Par †† Contract de bail a rente faict a temps ou a vies, ou a touſiourſ-mais,

r Ceſt Art. 115. a eſté empeſché fort mal à propos par les Eccleſiaſtiques, par ce que la vente eſtant faite à temps, ou ſ'il on vend ſon reuenu pour dix ans ſeulement, c'eſt pluſtoſt vne alienatiõ des fruicts que du fonds. C. M.

ſ Auiourd'huy cela n'auroit pas lieu, ſi le prix de la vente excedoit cent liures, par le moyen de l'Ordonn. de Moulins 1566. Art 54. par laquelle il eſt ordonné que de toutes choſes excedans cent liures, ſeront paſſez contracts par eſcrit pardeuant Notaires & teſmoins: ainſi que nous auons monſtré ſur le Tit. 1. des Fiefs cy deſſus.

t En l'Edition de ceſte Couſtume de l'an 1556 ces mots ſuiuants, ſont adiouſtez, *Si tant le Seigneur Cenſuel a de Iuſtice*, leſquelles ſont receus par Du Pont commentateur.

u Ceſt à ſçauoir, ſeront deux profits.

†† *Les Gẽs d'Egliſe ont remonſtré que ceſt Article 115. eſtoit adiouſté à cautele pour les fruſtrer des droicts & profits Cenſuels, à eux appartenans de tout temps & d'ancienneté: à la perception & iouiſſance deſquels, ils eſtoiẽt fondez en Couſtume ancienne, en preſcription & poſſeſſion immemoriale, & en infinis iugemens & ſentences, dont ils offroiẽt faire promptement apparoir. Et meſmement des baux par eux faits à vie, & à temps, & qu'autrement ſeroit les fruſtrer de leur Cenſif: par ce qu'il eſt notoire que Gens d'Egliſe ne font Baux ne Contracts à perpetuité. Les gens du tiers Eſtat, ſouſtenans au contraire, diſans que c'eſtoit vraye Couſtume, & ancienne, & conforme à ladicte raiſon & equité,*

Source : BIU Cujas

& conſernant le bien, profit, ſoulagement & liberte des ſuiets de la choſe publique. Surquoy auons ordonné, attendu la ſuſdite contradiction, que ledit Art. entant que touche la clauſe, Pourueu que le contract ſoit à perpetuité, *ne demeureroit pour couſtume, & l'auons remis à la Cour: & appoincté que ſi leſdits gens d'Egliſe, & ceux du tiers Eſtat vouloient aucune choſe produire pour l'entretenement, abolition ou correction dudit Article qu'ils le mettroient pardeuers nous dedans ſix ſepmaines prochaines venans, pour en faire noſtre rapport à la Cour, pour en eſtre par elle ordonné comme de raiſon.*

† *A eſté ordonné que ceſt Art. 121. paſſera pour Couſtume: excepté quant à ces mots,* Pourueu que, *&c. leſquels demeureront en diſcord & ſeront remis à la Cour.*

†† *Ceſt Art. 123. a eſté contredit par les gens d'Egliſe. Surquoy auons ordonné nonobſtant ledit empeſchement qu'iceluy Art. demourera pour Couſtume: excepté quant à ces mots,* à temps ou à vie: *Pour leſquels il demeure non accordé, & remis à la Cour, comme les autres Articles precedens. Et neant-moins auons ordonné qu'en la fin dudit Article ſeroient adiouſtez ces mots,* Et ſe payeront, *&c. iuſques à la fin. Et ont ce pendant eſté rayez trois Art. anciens & mis hors du Couſtumier, du conſentement des Eſtats.*

n'eſt deu aucun profit de ventes, ſ'il n'y a bourſe deſliee: & ſe payerõt ventes pour autant que ſe montera l'argent, qui aura eſté desbourſé. Art. 124. D'heritage baillé à rente à vie ou à temps, ne ſera deu aucun profit de Relief par le treſpas du preneur ne de ſes ayans cauſe: mais ſera deu ſeulement, quand le bail ſera faict à touſiourſ-mais. Art. 125. Quand l'heritage tenu à droict de Cens, eſt baillé à rente à touſiourſ-mais, & le bailleur decede, le profit de Relief ſera deu de ladite rente, & non de la Seigneurie vtile. Et pareillement ſi le preneur decede, ſera deu par ſon treſpas Relief de ladicte Seigneurie vtile, & non de ladicte rente. Article cent vingt-ſixieſme. Quand l'heritage Cenſuel baillé à rente, ſoit à vie ou à touſiourſ-mais, eſt vendu, il eſt deu profit de ventes, ſoit que le fonds ou la rente ſoient vendus.

Eſchange.

DVNOIS Chapitre 3. Article 38. En eſchange d'heritage redeuable à Cenſiue, faict but à but ſans fraude, ne ſont deuz que les Gants ſeulement, qu'on ſera tenu payer, comme deſſus: iaçoit ce que les heritages ſoient en diuerſes Cenſiues ou Iuſtices. Mais s'il y a tournes ſont deuz Gants & ventes deſdictes tournes, au pris deſſuſdict.

Bail à rente à touſiourſ-mais.

Article 39. De bail a rente a touſiourſ-mais d'vn heritage tenu a Cens, ne ſont auſſi deuz que les Gants ſeulement, ſinon qu'en faiſant ledit bail, le preneur euſt payé & desbourſé au bailleur quelque ſomme de deniers, qui eſt reputé pour achat: pour lequel desbourſement ſont deuz Gants & ventes pour la ſomme desbourſee, & non autrement: ſauf a Marcheſnoir, où on ne doit Gants en bail à rente ſimple.

Donation ou tranſport ſimple.

Article quarante. En don ou tranſport ſimple faict ſans fraude, ne ſont deuz que les Gants, comme deſſus, ſ'il n'y a bourſe deſliee.

De la vente ou conſtitution de rente fonciere.

Article quarante-vn. Quand on vend rente fonciere ou conſtitue rente ſur heritage tenu à Cens, ſoit à vie ou à touſiourſ-mais, ou que l'on vend heritages à vies redeuables à droict de Cens, ſont deuz ventes & Gants par l'acheteur au pris deſſuſdict. Article quarante deux. Si aucun vend ou conſtitue rente perpetuelle ou a remeré ſur ſes biens & heritages, ſans ſpecifier aucuns heritages particuliers: en ce cas n'y a aucun droict de Gants ne Ventes. Mais ſi l'acheteur faict declarer aucuns d'iceux heritages Cenſuels hypothequez à ſa rente, deſlors en ſont deuz Gants & Ventes, qui ſe payeront, comme deſſus. Article quarante trois. Si vn acheteur des heritages Cenſuels qui n'a, &c. p. *à Montargis.* Chapitre 2. Article 26. reprend ledit, &c. les Gants & ventes, &c. vendition ſeulement. Article quarante quatre. Par partage faict d'aucuns heritages, n'eſt deu aucun profit au Seigneur Cenſuel, ſ'il n'y a bourſe deſliee.

Reliefs ne ſont deuz à Meneton.

MENETOV Chap. 1. Art. 3. En † la Chaſtellenie de Menetou n'y a aucuns Reliefs.

† *Ceſt Art. 3. eſt de nouuel adiouſté.*

LA FERTE YMBAVT Chapitre ſecond. Article 2. En ladicte Baronnie de la Ferté, le vendeur doit les ventes, & non l'acheteur. Article troiſieſme. En †† permutation ou eſchange ne ſont deues Ventes, ſoit que l'heritage ſoit en diuers Cenſifs ou non. Art. 4. En ladicte Seigneurie n'y a aucun Relief.

Ventes deues par le vendeur ſeul.

SOESMES Chapitre ſecond. Article troiſieſme. Que les Cens deuz en ladicte terre de Soëſmes, des terres & heritages eſtans dans icelle, ſont appelez Cens truaus: c'eſt à ſçauoir qu'en ladicte terre pour les heritages tenus en Cens, n'y a ne lots ne ventes, quand ils ſont vendus: mais ſeulement qui auroit acheté vn heritage tenu en Cenſiue, eſt tenu payer au Seigneur Cenſier double Cens pour la premiere annee ſeulement, au iour que le Cens eſchet: qui eſt de deux deniers tournois, quatre deniers tournois, & de plus, plus, & de

†† *Ces Art. 3. & 4. ſont de nouuel adiouſté.*

Cens truaus ne portent lots ne ventes, &

Source : BIU Cujas

doit l'on ſeulement le double Cens au Seigneur Cenſier pour l'achat d'vn heritage tenu à Cens.

moins, moins : ſans autre choſe en payer : nonobſtant les autres terres & Seigneuries circonuoiſines : & ainſi en vſe l'on en ladite terre de Soëſmes.

LA FERTE-AVRAY Chap. 2. Art. 6. Quand aucun va de vie à treſpas aiant heritage tenu a droict de Cens & Relief & ventes, & il delaiſſe ſes heritiers, ſoit en directe ligne où ligne collaterale, & en aſcendant ou deſcendant, les heritiers dudit decedé, ſont tenus de payer les Reliefs au Seigneur Cenſuel, qui ſont tels Cens, tels Reliefs: c'eſt a ſçauoir qu'au iour que ſe payent leſdicts Cens, leſdits heritiers Seigneurs deſdits heritages ſont tenus payer double Cens, qui eſt pour vn denier deux, & ainſi a l'equipollent. Art. 7. L'autre droict de Cens eſt tel, c'eſt a ſçauoir qu'on paye audit Seigneur Reliefs par mort & ſucceſſion, auec ledit Cens au iour nommé, & les profits des defaux & ventes, quand le cas y eſchet, ainſi qu'il eſt declaré par la Couſtume de Blois.

Tels Cens tels Reliefs.

TREMBLEVY Chapitre premier. Article 4. En ladicte, &c. p. *à Menetou.* Art. 3.

Deux manieres de Cenſifs.

AVTROCHE Chap. 1. Art. 1. En la Seigneurie d'Autroche y a deux manieres de Cenſifs, dont l'vne eſt a tels Cens, tels Reliefs: & l'autre eſt a pur Cens ſeulement, ſans aucuns Reliefs. Eſquelles Cenſiues y a droict de vẽtes, defauts & amendes, quand le cas y eſchet, ſelon la Couſtume de Blois.

Cens purs.

BERRY Tit. 6. Art. 1. En alienation, vendition, permutation ou autres Contracts de choſes Cenſuelles tenues du Roy, ſont deuz par l'acquereur audict S. doubles Cens, & non aucuns Accordemens, lods ne ventes, ſi n'eſt en aucuns heritages Cenſuels, eſquels leſdits Accordemens, lods & ventes ſont deuz au Roy, par conuention appoſee audit bail deſdits heritages ou autremẽt par droict conſtitué ou preſcrit. Art. 2. Toutesfois ſi par acquiſition, confiſcation, aubeine ou x autrement, aucuns droicts de Cens portans Accordemens, lods & ventes eſtoient acquis au Roy, luy demoureront en la qualité, qu'ils eſtoient au precedent : & prendra lors ledit Seigneur les droicts d'Accordemens, lods & ventes. Art. 3. Et au lieu, ville, Septaine & Reſſort de Vierzon, les Cens ou Feſtages y deuz au Roy, emportent Accordemens, lods & ventes, en cas d'alienation d'heritage Cenſuel ſeulement: qui ſont xx. deniers pour liure. Mais ne ſont audit Vierzon deuz Accordemens au Roy, pour ſucceſſion, ſoit directe ou collaterale. Article quatrieſme. En † la Ville, Chaſtel & Chaſtellenie d'Yſſoudun, par acquiſition de choſes Cenſuelles ſoit par ſucceſſion directe ou collaterale, par contract ou autrement, ne ſont deuz aucuns Accordemens, lods & ventes ou double Cens, ſ'il n'y auoit paction ou conuention ſpeciale au bail d'heritage a Cens, ou autre droict conſtitué. Auquel cas quand ladicte paction ſeroit par ces mots, *Cens portans lods, ventes*, leſdicts Cens ſont de la nature & condition des Cens Couſtumiers & accordables. Toutesfois au cas de ladicte paction & conuention, en ſucceſſion directe ou collaterale, ne ſont deuz aucuns droicts de lods & ventes. Article cinquieſme. En la Ville & Septaine de Dun le Roy, Cens ſont ſimples & non accordables, ſi n'eſt qu'ainſi ſoit dict & accordé par le bail, ou que l'on en ait ainſi iouy par droict conſtitué ou preſcrit. Article ſixieſme. Les Cens deuz aux Seigneurs ſubalternes, gens d'Egliſe ou laiz, en la Ville & Septaine de Bourges, emportent, où il y a vendition d'heritages Cenſuels, permutation z ou autre alienation, droict d'Accordement, lods & ventes : à ſçauoir auſdicts gens d'Egliſe, deux ſols tournois, & aux laiz vingt deniers tournois, pour chacune liure du pris de l'alienation : ſi n'eſt quant à ceux qui par droict conſtitué, pactionné, preſcrit ou autre moyen valable, ne doiuent que ſimple Cens, ou moindres Accordemens, que ceux deſſus declarez. Article ſeptieſme. Et ſ'il n'y a pris ne bourſe deſliee, mais autre eſpece d'alienation, permutation, donation ou autres tranſports ſemblables, doit l'heritage Cenſuel eſtre eſtimé par gens a à ce cognoiſſans: deſquels le S. Cenſuel & l'acquereur ſ'accorderont : & où il y auroit diſcord, ſeront prins par les Iuges ſuperieurs des Seig Cenſuel & acquereur: & pour chacune liure de ladite eſtimation ſont deuz Accordemens, lods & ventes, deux ſols t. aux gens d'Egliſe : & vingt den. aux laiz. Art. 8. En †† vendition d'heritage b Cenſuel ou rente conſtituee ſur iceluy a faculté de rachat, de dix ans ou au deſſus, ſont deuz

Cens ou Feſtage deuz au Roy à Vierzõ emportent Accordemens, lods & ventes.

Accordemens, lods & ventes ou double Cens ne ſont deuz à Yſſoudun, ſ'il n'y a paction au contraire.

† *Les 4. & 5. Art. maintenus Couſtumes anciennes par ceux d'Yſſoudun & de Dun le Roy reſpectiuement : & par les gens des premier & ſecond Eſtats maintenus nouuelles, ont eſté diſcordez par les gẽs des premier & ſecond Eſtats, ſouſtenans ladite Couſtume eſtre telle que la generale. Sur ce les Aduocat &*

Le Roy par acquiſition, cõfiſcation, aubeine ou autremẽt ayant acquis droicts de Cens portans Accordemens, lods & ventes, en iouira.

Double Cẽs eſt deu en alienatiõ: ou autres contracts, & nõ Accordemens, lods ou ventes: ſinon au Roy par conuention expreſſe, droict conſtitué ou preſcrit.

x C'eſt à ſçauoir comme ſi vn Baſtard decede en la Iuſtice du Roy, ſans auoir diſpoſé de ſes biens ny delaiſſé aucuns enfans naturels & legitimes. Berry. Art. 19. Tit. des Succeſſions: Ou bien ſi quelque autre perſonne eſt decedee en la Iuſtice du Roy ſans heritiers. Car les biẽs par elle delaiſſez eſtãs vacans ſont acquis au Roy, L'Abbé.

y Feſtage eſt vn droict ſeigneurial deu par chacun an, pour chacun feſt de maiſon : comme le Fouage pour chacun feu. Meneton. Art. 19.

z Voyez le 41. Art. du Tit. 5. des fiefs de la meſme Couſtume mis cy deſſus en l'Addition du Tit. 1. des fiefs nombre 6. Guido Papa Dec. 48. & 92. num 1.

a Aux frais du S. Cenſuel, au profit duquel ladite eſtimation retuient, comme Du Moulin eſcrit ſur le 58. Art. de Paris. num. 52.

b Idem en matiere Feodale. Art. 4 Titre cinquieſme de Fiefs en la meſme Couſtume. Vide Acc. in l. 1. D. de ſuperfic.

Source : BIU Cujas

Procureur du Roy & Receueur du Domaine de Berri, ouys, auons ordonne que les parties informeroient deuement dedans la S. André pour tous delais & ſans autre forcluſion, ſur ladite Couſtume: pour ce faict, en eſtre ordonné par nous ou à noſtre rapport par la Cour, ainſi que de raiſon, auant l'homologation. Et depuis par Arreſt du 8. iour de Iuin 1540. donne, comme dit eſt, a eſté ordonné ſur les 4. & 5. Art. de ce Titre, que les parties eſcriront leurs faicts plus amplement, qui ſeront communiquez pour le regard des 4. & 5. Art. aux Officiers du Roy & Receueur du Domaine de Berry, pour bailler leurs reſponſes à iceux, & informer reſpectiuement de leurs faicts, & ſuper modo vtendi, pour ce faict & rapporté par deuers la Cour, ordonner dudit enregiſtrement & homologation, ainſi qu'il appartiendra par raiſon.

†† *Les gens du premier Eſtat requirent qu'il fut adiouſté à ceſt Art. 8.* pourueu que ladite faute ne fut geminee, cõme deſſus eſt dit. *Sur ce leur auons reſerué à faire droict auant l'enregiſtrement deſdites Couſtumes, à noſtre rapport à la Cour: & neantmoins demoureroit ledit Art. leu & publié: ſans preiudice de ladite requeſte.*

Accordemens, lods & ventes: & au Roy le profit, tel que deſſus eſt declaré: mais ſi ladite faculté de rachat eſt à moindre temps que de dix ans, ne ſont deuz lods, ventes, n'autres c droicts Seigneuriaux. Art. 9. Es † cas, éſquels Accordemens, lods & ventes, & autres droicts Seigneuriaux, ſont deuz en alienation d'heritage cenſuel, ſont pareillement deuz en conſtitution de rente ſpecialement faite ſur aucuns heritages cenſuels. Art. 10. Le ſucceſſeur des heritages d cenſuels en ligne collaterale, doit Accordemens, lods, ventes ou autres deuoirs Seigneuriaux, ainſi & en la forme & maniere que les acquereurs deſdits heritages: mais non le ſucceſſeur en ligne directe: qui ne doit aucune choſe: excepté és ville, Chaſtel e & Chaſtellenie d'Yſſoudun, qui n'en doiuent au cas deſſuſdit. Art. 11. En acquiſition d'vſufruict † des f choſes cenſuelles par donation, douaire ou autrement, ne ſont deuz Accordemens, lods & ventes n'autres droicts ſeigneuriaux. Art. 21. En l'heritage †† cenſuel g baillé à rente ou penſion perpetuelle, ſont deuz Accordemens, lods, ventes ou doubles cens, és lieux, eſquels ils ſont deuz. Art. 28. Pour partage n'eſt deu aucun droit d'Accordemens, lods, & ventes, n'autres profits, pour raiſon d'iceluy partage. Art. 30. En †† renonciation, i ceſſion & tranſports faicts par freres ou ſœurs en contract de mariage, de leurs parts & portions, au profit de leurs freres & ſœurs, moyennant conſtitution de dot, ou de deniers baillez en faueur de mariage, ne ſont deuz accordemens, lods & ventes n'autres droits & deuoirs Seigneuriaux: pourueu qu'ils n'euſſent faict partage au precedent.

† *Ceſt Art. 9. qui eſt ancienne Couſtume, fut diſcordé par les gens du premier & ſecond Eſtat pour le regard des maris, qu'ils dient deuoir à cauſe de leurs femmes. Auſſi fut par eux diſcordée l'exception cõtenue audit Art. Sur ce, ouys les gens du tiers Eſtat, fut par nous ordonné, que les parties informeroient, ainſi que il a eſté cy deſſus par nous ordonné en l'Art. 12. Tit. des fiefs.*

† *Ceſt Art. 11. qui eſt ancienne Couſtume, fut diſcordé par les gens du ſecond Eſtat où par le moyen de la generalité dudit Art. y ſeroit cõpris l'vſufruict du mari, conſtãt le mariage. Ordonnõs, que ſans preiudice de leur dire, & de leur faire droit, ou à noſtre rapport par la cour auant ladite homologation, ledit Art. 11. demoureroit redigé.*

†† *Ceſt Art. 21. eſt nouuel & declaratif des autres Art. precedens.*

† *Ceſt Art. 30. eſt nouuelle Couſtume & a eſté diſcordé par les gens du premier Eſtat, ſouſtenans que les Accordemens, lods & ventes & autres droicts ſont deuz pour raiſon du contenu audit Art. Ordon. qu'en ferions noſtre rapport à la Cour d'icelle oppoſition, qu'ils bailleroient par eſcrit & tout ce que bon leur ſembleroit, par deuers nous, dedans la S. André pour tous delais, & ſans autre forcluſion, pour y eſtre faict droict auant l'homologation. Au reſte les gens du tiers Eſtat remonſtrerent auſſi que tous heritages eſtoient francs & Allodiaux, s'il n'apparoiſſoit du contraire, & que de ce ils auoient iouy immemorialement, nous requerans en rediger Article, ſous ladite Rubriche. Surquoy auons ordonné qu'ils informeroient de leur dire par forme de turbé par le Lieutenant general, prins adioinct ledit Pelorde, au Siege & reſſort de Bourges, & au ſiege d'Yſſoudun par le Lieutenant du Bailly, prins Adioint, & mettroient par deuers nous tout ce que bon leur ſemblera dedans la S. André, pour tous delais, ſans autre forcluſion. Et ſeroit le tout communiqué au Procureur general du Roy, pour dire de ſa part ce que bon luy ſemblera: & luy ouy, faire par nous, ou par la Cour à noſtre rapport, droict ſur ce, ainſi qu'il appartiendra par raiſon: & que ce pendant ledit Art. de ladite pretendue Couſtume, ne ſeroit par nous redigé iuſques à ce qu'autrement en auroit eſté ordonné par ladite Cour. Et depuis par Arreſt du 8. iour de Iuin 1540. donné, comme dit eſt; la Cour a ordonné & ordonne, que nonobſtant l'oppoſition des gens du premier Eſtat, dont elle les a deboutez & deboute, ledit 30. Art. demourera enregiſtré. Et ſur la remonſtrance faite par les gens du tiers Eſtat, diſans que tous heritages ſont francs & c. a ordonné & ordonne, auant que faire droict ſur ladite requeſte, leſdits gens du tiers Eſtat, eſcriront plus amplement leurs faicts, cauſes, raiſons & moyens, qui ſeront communiquees aux gens du premier & ſecõd Eſtat, pour y reſpondre, le tout dedans vn mois, & deux mois apres informeront* hinc inde, *& reſpectiuement ſuper modo vtendi, &*

c Ainſi ſe doit entendre ciuilement, c'eſt à ſçauoir des rentes, deſquelles on peut limiter la faculté de rachater: parce qu'elles equipollent au fonds & choſes immobiliaires veu qu'elles peuuent eſtre non ſuiettes à rachat: *Secus*, de celles, qui ont la faculté de racheter eſſentielle & qui ne ſe peut limiter, comme à raiſon du denier douze: d'autant que le plus ſouuent ces rẽtes ſont eſtimees debtes mobiliaires ayans droict d'hypotheque, comme en l'Art. 9 ſuiuant l. 1. D. de reb. dub. & ſe doit entendre de la rente, qui a & tiẽt le lieu du fonds ou de l'immeuble, & faict preiudice au Seigneur direct, comme du Moulin eſcrit au Traicté des vſures nombre 124. & 129. & ſur le 58. Art. de Paris nombre 41. 42. 43. 44. & 45. ou il dit que ces Art. de la Couſtume de Berry ne ſe doiuent entendre des conſtitutions de rentes faites au deſſous du denier vingt: parce que ce ne ſont que ſimples hypotheques qui ne reçoiuent ſelon leur nature, la paction de remeré à certain: d'autant qu'elles ſont perpetuellement rachetables C.M.

d Voyez le 16. Art. Tit. 5. des fiefs de la meſme Couſtume.

e Idem en matiere feodale n'eſt deu Rachat au dit cas Berry Tit. 5. des fiefs Art. 11.

f Idem en matiere feodale Berry Tit. 5. des fiefs Tit. 5. Art. 18.

g Si la rente eſt depuis vendue ou autrement alienee, lods & ventes en ſont deues pour raiſon de ladite alienation, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt du mois de Feurier 1568. en audience, comme Chopin eſcrit lib. 2. de priuileg. ruſtic. 1. parte cap. 6. num. 3. & la raiſon en eſt euidente: parce que rente fonciere en matiere cenſuelle, eſt reputee faire partie du fonds.

h Idem en matiere Feodale Tit. 5. Art. 32. Et ſ'il eſt adiugé par decret à l'vn des coheritiers ne ſe pouuant partir: la Couſtume de Paris decide ceſte queſtion Art. 80. C'eſt vne eſpece d'Execution de partage §. ſi familiæ & §. ſequ. Iuſt. de offic. iudicis, comme nous auons monſtré cy deſſus ſur ledit Art. 80. & meſmes par l'Arreſt ſolemnel de l'an 1587. par nous recité & par Charondas 7. des Reſp. chap. 207.

i Idem en fief. Art. 17. Tit. 5 des fiefs de la meſme Couſtume.

Source : BIU Cujas

immemoriale iouissance pretendue: & sera le tout communiqué aux officiers du Roy & de la Roine de Nauarre, Duchesse de Berry pour la conseruation des droicts du Roy: pource faict, ordonner par ladite Cour sur ladite requeste, ce qu'il appartiendra par raison. Au reste à la lecture & publication de la Rubriche des cens & rentes, les habitans de Crozon par l'Aubier, formerent opposition à la Coustume generale du payement des lods & ventes, droict de Retenue & droict de cens pretendu par la Dame de Cluys dessous: soustenans que desdits droicts, ils sont francs & exempts: ensemble leurs heritages: ou à tout le moins, qu'il fut mis sur les Art. faisans de ce mention, sans preiudice de leur exemption & priuilege: *Et par ladite Dame de Cluys dessous par Andre son Procureur a este dit au contraire. Ordonnons que lesdits opposans feront apparoir dudit priuilege pour iceluy veu, ordonner ce que de raison: & que neantmoins cependant lesdits Art. demoureroient ainsi redigez & publiez, sans preiudice de leurdit priuilege & droict d'exemption, en faisant par eux deuement apparoir dedans la S. Andre, pour toutes prefixions & delais & sans autre forclusion.*

k Il faut entendre des rentes constituees par octroy & concession d'vn heritage, & non pas des rentes cõstituees à pris d'argẽt seulement. Et seroit la Coustume fort sotte comme i'ay dit au premier tome des Cõseils d'Alexandre. Conseil 1. sur la fin. C.M.

l L. si post perfectam C. de euict.

m *Etiam ex interuallo,* comme i'ay dict sur l'Ar. 13. de Paris quæst. 1. & 2. & sur le 23. Art. de la mesme Coustume. Voyez le 457. Art. de Bourbonnois C.M

BOVRBONNOIS Chap. 29. Art. 392. La premiere rente constituee k sur aucun heritage Allodial, s'appelle rente fonciere: & emporte droict de directe & Seigneurie, & de lods & ventes. Art. 396. En contract de permutation, où il y a deniers ou meubles de retour en quelque nombre ou valeur que ce soit, lods & ventes sont deuz pour lesdits meubles ou deniers tant seulement. Et sont lesdits meubles estimez, selon ce qu'ils vallent au temps dudit contract. Aussi sont deuz lods & ventes en vente de succession & generalité de tous biens, en rabbatant au *pro rata*, au sol la liure, la valeur des meubles & debtes actifs, qui sont en ladite succession: & audit cas se fait l'estimation aux despens de l'acquereur: sinon qu'il eust fait offre raisonnable: auquel cas si ledit S. ne l'accepte, elle se fait aux despens dudit S. Mais si ledit contract de permutation est frauduleux, lesdits lods & ventes en sont entierement deuz. Art 397. Si l'acheteur auparauant la possession prinse de la chose achetee se depart de son contract de vendition, pour cause raisonnable, comme pour euiction l apparente de la chose par luy achetee ou autre cause semblable: en ce cas ladite vendition n'a sorty effet pour cause raisonnable, ne sont deuz aucuns lods & ventes. Mais si ledit vendeur & acheteur, la vẽdition parfaite, m sans cause raisonnable, mais de leur simple volonté, se departent dudit contract de vendition: en ce cas en sont deuz lods & ventes. Art. 400. Si aucun S. direct achete aucune chose en sa directe, & ladite chose se retrait par aucun lignager, lods & ventes sont deuz audit S. direct par le retraiant. Art. 401. En supplement de iuste pris, ou acquisition de plus-value, soit par transaction ou autrement, lods & ventes en sont deuz, tout ainsi que du pris & sort principal. Mais en donation de plus-value, qui se faict en contract de vendition, lods & ventes n'ont point de lieu, quant à la plus-value. Art. 403. Lods & ventes sont deuz pour l'heritage ou rentes baillees en payement de deniers, soient doraux ou autres. Toutesfois si au contrat de mariage vn pere constitue vne somme de deniers en dot, dont la moitié ou autre partie, doit estre conuertie en heritage propre, & le pere ou autre constituant, en ensuiuant ladite constitution, baille heritage: en ce cas ne sont deuz lods & ventes. Art. 404. Si le S. Haut Iusticier vend heritage vacant assis en sa Haute Iustice, & il est de la censiue & directe Seigneurie d'autruy Seigneur, le S. direct, duquel est ledit heritage porté, aura les lods & ventes de ladite vente. Art. 405. Quand le frere, sœur, ou autres heritiers en tout ou partie, moyennant la constitution de dot, où reception de deniers en faueur de mariage ou en partage, quittent ou transportent leurs biens ou portions à autres freres & heritiers, n'en sont deuz aucuns lods & ventes. Art. 406. Si l'heritage est racheté dedans le temps de la faculté accordee, en faisant le contrat de vendition, ou depuis prorogé dedans ledit temps, ne sont deuz aucuns lods & ventes pour le rachat: mais seulement pour la premiere vendition. Mais où ladite faculté seroit donnee pour interualle de temps apres la vendition, & non en faisant ladite vẽte, ou apres que ledit temps de rachat seroit passé, lods & ventes sont deues, comme de la premiere acquisition. Art. 407. Si en faisant contract par forme de permutation, l'on baille reaument & de faict par eschange, fonds ou rente certaine sous faculté de pouuoir racheter les choses eschangees dedans aucun temps, & pour vn pris, aucuns lods & ventes n'en sont deuz: sinon que la chose eschangee fut rachetee dedans †† vn an. Car en ce cas sont deuz lods & ventes pour raison de la chose eschangee, dont n'est donné aucun rachat: pource que ledit contract par ladite Coustume est presumé contract de vente, & non de permutation. Mais si la chose ainsi baillee par eschange à ladite faculté de rachat, estoit rachetee apres ledit an, par vertu de ladite faculté, sont deuz lods & ventes, pour raison dudit rachat seulement. Autre chose est si lesdits heritages ou rente baillee en contreschãge sont incertains, & ne sont reaument baillez & deliurez. Car lods & ventes sont deuz des le iour dudit contract, sans attendre ledit rachat. Art. 411. Lods & ventes sont deuz au Seigneur du max, pour la vente faicte de portion d'iceluy. Art.

Rente fonciere emporte droict de directe Seigneurie, de lods & ventes.

Permutation.

Vente de succession ou hoirie ou generalité de tous biens.

Lods & ventes ne sont deuz quãd l'acheteur paranant la possession prinse se depart auec cause raisonnable: mais sont deuz si la vendition estant parfaicte les vendeur & acheteur sans cause raisonnable se departent.

Lods & ventes deuz au S. quãd on retire sur luy la chose par luy achetee, estant en sa directe.

Lods & ventes deuz en supplemẽt de iuste pris ou acquisition de plus-value. Mais non en donation de plus-value.

Des heritages ou rentes donnees en payemẽt de deniers.

De la vente faicte d'vn heritage vacant par le Haut Iusticier.

De la renoncia tion ou trãsport de leurs parts & portions faites par freres, sœurs ou autres heritiers au profit d'autres freres ou heritiers

Source : BIU Cujas

Lods & ventes ne sont deuz quand l'heritage est raché dedans la faculté accordee ou depuis prorogé. Permutation.

†† *Cest Art.407.est accordé pour Coustume nouuelle en ces mots,* dedans vn an.

421. Contracts † par lesquels on preste argent ou autre chose, iusques à certain iour,& pendant ledit iour, celuy qui preste en prend profit, & neantmoins on y met clause,que des à present comme pour lors,pour ledit pris, cheuance mouuãt de fief ou de censiue n d'autruy,tels contracts sont prohibez,cõme illicites & deceptifs,& sont les parties amendables,ensemble les Notaires qui les reçoiuent, & les doiuent les Iuges punir. Et neantmoins où par vertu desdits contracts,le cas aduenãt,l'acheteur entrera en la possession de la chose ainsi vendue:en ce cas sont deuz lods & ventes au S.

AVVERGNE Chap.16.Art.1. Au pays d'Auuergne Coustumier,tant Haut que bas, lods & ventes sont seulement deues en contract de vendition de chose immeuble:pourueu qu'il ait sorti effect. Art.2. Toutesfois en contract de permutation,où il y a deniers ou meuble de retour,en quelque nombre ouvaleur que ce soit,ventes sont deues,pour lesdits meubles ou deniers tant seulemẽt:pourueu que ledit contract de permutation ne soit frauduleux. Auquel cas lesdits lods & ventes sont entierement deues. Art.3. Si aucun faict donation entre vifs de ses biens ou de partie d'iceux,à la charge de payer les debtes du donateur,lods & vẽtes sont deues,selon que lesdites debtes monteront, en rabatant *pro rata*, au sol la liure,ce que vendront les meubles,qui seront comprins en ladite donation. Art. 4.& 5. o p.a l'Art.401.*de Bourbon.* Art.6.p.*à Bourbon.* Ar.405.& sœur,heritiers &c. & transportent &c.à leurs &c.coheritiers ne sont &c.ne p ventes. Art.7. Lods & ventes ont lieu en vente de succession,rabat fait *pro rata*,des meubles qui seront en ladite succession,au sol la liure. Art.11. Quand l'heritage &c.p.*à Bourbon.* Art. 406. ains seulement &c.vendition:si n'est que ladite faculté fut donnee &c.vendition : auquel cas,lods & ventes dudit rachat sont &c. Art.12 p.*à Bourbon.* Art. 407. contract de permutation &c.par contreschange &c. de rachat pour vn pris dedans aucun temps,lods & ventes ne sont deues. Art.13. Si n'est qu'ils fussent rachetez dedans trois ans:posé que ledit rachat fut de plus long temps. Art. 14. Mais si lesdits fonds ou rente &c. p. audit Art.407. deliurez, lods & ventes,en sont &c. Art.16. Lods & ventes sont deues pour l'heritage baillé en payement de deniers dotaux ou autres. Art.19. Quand les heritages tenus en censiue, se baillent à louage à xxix. ans & au * dessous, posé ores qu'il y ait eu diuerses locations,à diuerses reuolutions de temps par mesme cõtract,comme de trois en trois ans,iusques à xxix.ans,il y a lods & ventes. Art.20. Aussi en vendition de fruicts, à semblable temps & qualité:mais Retenue n'a lieu ésdits cas. Chap.21. Art.21. Celuy qui a recognu tenir aucun heritage en censiue, & promis payer ledit cens tant qu'il sera tenãcier dudit heritage,est tenu payer ledit cens:posé qu'il die n'en estre tenancier, iusques à ce qu'il ait nommé le nouueau tenancier dudit heritage.

HERMENT Art.1.Le vendeur est tenu payer les lods & ventes au S.direct, & non l'acheteur.

LA MARCHE Chap.16.Art.114. Quand l'heritage est vendu à faculté de rachat,& depuis est racheté dedans le temps de ladite faculté ou prorogation d'icelle, n'y a qu'vns lods & ventes : & ne les peut on demander és lieux,où ventes sont deues,à l'occasion dudit rachat,sinon que ladite faculté eust esté baillee par interualle de temps, apres ladite acquisition. Art 115. Es lieux, où ventes sont deues,si en faisant &c.p. *à Auuergne.* Art.12.13.& 14.baillé par &c.fait fonds &c. pris conuenu,& on rachete ladite chose contreschangee dedans trois ans:lods & ventes sont deuz de la permutation au pris du rachat. Aussi sont deuz lesdits lods & ventes,quand on baille &c.rentes incertaines,à icelles asseoir & assigner à l'estimation d'icelles,& sont deues des le commencemẽt audit cas. Et † seront prins les lods & ventes selon l'estimation de l'assiete, dont cy apres est faicte mention. Art.120. Si l'heritage duquel est deu lods & ventes, se baille par forme de louage à x.ans & au dessus,comme à xx.ou à xxix.annees à vne location ou diuerses reuolutions par vn mesme contract,est reputé contract de vente & en sont deuz lods & ventes:& eschet la chose à Retraict lignager & à prelation pour le Seigneur. Et ainsi est si tel contract est fait en forme de vendition de fruicts,à tel & semblable temps & qualité.

POICTOV Tit.1.Art.27. Pour †† constitution & vendition de rentes q, soit que l'hypoteque d'icelles fut generale ou speciale,ne sont deues aucunes ven-

† *Cest Ar.421. a esté accordé pour Coustume nouuelle. Et ont protesté ceux de l'Eglise de pouuoir faire declarer par les Iuges d'Eglise, tels cõtracts vsuraires & de punir les faisans tels contracts, comme vsuraires.*

Contracts vsuraires & illicites defendus: & sont les parties & Notaires amendables.

Lods & ventes deuz des contrats illicites & prohibez, si l'acheteur est entré en possession de la chose vẽdue.

Lods & ventes en cas de vẽdition seulement

Permutation.

Donation à la charge de payer les debtes du donateur.

Lods & ventes deuz en louages de 29.ans ou vẽditiõ de fruits

* *Aliàs, dessus male.*

Retenue n'a lieu en louage fait a 29.ans, ou vẽditiõ de fruits à 29.ans.

Recognoissance oblige celuy qui l'a faicte à payer le cens, iusques à ce qu'il ait nõmé le nouueau tenancier.

De la vente faite à faculté de rachat.

Des louages à x.ans & au dessus iusques à xx ou xxix.annees: & de vendition de fruicts à pareil temps.

†† *Cest Ar.27 est mis au lieu du 19.Ar.ancie*

n Par ce que c'est,pactum legis commissoriæ,qui est prohibé generalemẽt,comme i'ai dit au traicté des vsures quæst.51.

o Voyez du Moulin sur le 23. Art.de Paris. q.15.

p Cela tient place de partage & diuision entre freres:secus s'ils ce doient les choses aux estrangers:comme en l'Art.7. suiuant C.M.

q L'Ancienne Coustume a esté corrigee

Source : BIU Cujas

par ceſt Article en ſuiuant mon opinion de laquelle i ay parlé cy deſſus ſur autres Couſtumes, & meſmes ſur l'Art.58. de Paris & au Traicté des vſures q.6.C.M.

Ventes ne ſont deues pour vendition ou conſtitution de rentes

tes,n'honneurs. Mais ſi pour & au lieu de la rente & à l'extinction d'icelle, le vendeur a baillé aucuns biens immeubles,le S.F.& lignager pourront les auoir & vſer de leurs droicts,& eſtre payé de ſes ventes & honneurs, à compter du iour de la perfection du contract,qui eſt quand la grace ou condition ſont exprimez & aſſiete baillee. Art.32. Les gens d'Egliſe,reguliers ou ſeculiers ayans adminiſtration de temporalité,peuuent des choſes acquiſes en leurs fiefs,à cauſe de leurs benefices,prendre les ventes & honneurs. Et ſi leſdites choſes vendues ſont hommagees,peuuent receuoir l'hommage,& tout ce qui en appartient en tel cas: & vallent telles choſes,ſans que ceux,qui les ont faites, ne leurs ſucceſſeurs puiſſent venir au contraire:attendu que ce n'eſt proprement alienation de biens d'Egliſe. Le pareil eſt des Tuteurs, Curateurs ou autres adminiſtrateurs, vſufruictiers &

Seigneurs Eccleſiaſtiques, Tuteurs,curateurs Douairieres & autres tels adminiſtrateurs & vſufruitiers peuuent prendre les ventes & receuoir les hommages deuz pour raiſon du fief.

r Voyez le 164.Ar.de ceſte Couſtume mis cy deſſous Tit.11. Des Douaires.

r douairieres.

Droict d'auoir ventes & honneurs ou la choſe par puiſſance de fief.

Angoumois Chap.1. Art.10. Celuy qui tient fief Noblement & par hommage,eſt fondé d'auoir & prendre les ventes & honneurs des choſes vẽdues & acquiſes eſtans en & au dedans d'iceluy fief,ou icelles prendre par puiſſance de Fief. Art.12. Droicts d'auoir ventes & honneurs, ou la choſe vendue par puiſſance de fief,en payant le pris,depend de Baſſe Iuriſdiction & Fõciere:& pource quand aucune choſe immeuble eſt vendue,le S.foncier & plus pres du fonds, tenant Noblement & par hommage, auquel fief eſt ladite choſe, & qui ſur icelle a iuriſdiction Baſſe & Fonciere, ou l'vne d'icelles ſeulement, eſt fondé d'en auoir ventes & honneurs,ou la choſe par puiſſance de fief. Leſquelles ventes & honneurs,montent la vi.partie du pris,que la choſe aura eſté vendue,ou peut prendre la choſe par puiſſance de fief,en payant le pris dedans viii.luy accertené d'iceluy. Art.16. En vendition de rentes generales ne ſont deues aucunes ventes n'honneurs : ſuppoſé que tous les biens d'vn vendeur fuſſent au fief d'vn S. Art.17. Mais ſi en aſſiete de ladite rente,le vendeur bailloit aucuns biens immeubles leſdits biens ainſi baillez en aſſiete,ſont cenſez auoir eſté vendus,des le temps de ladite vendition de rente generale,& y ſ a le S.F.& lignager pour le retirer & auoir par lignage ou par puiſſance de fief,ou auoir les ventes & honneurs, tous & tels droits,comme ſi leſdits biens immeubles euſſent eſté vendus purement, pour le pris qu'auoit couſté la rente, dont l'on baille ladite aſſiete. Art. 18. Si aucun vend aucune rente, laquelle il a aſſiſe ſpecialement ſur aucun lieu, generalement ſur tous & chacuns ſes autres biens, partant n'en aura le S. de qui ſera tenu ledit lieu,ou choſe ſurquoy eſt ſpecialement aſſiſe la rente,aucunes ventes n'honneurs: & ne pourra prendre la choſe ou rente par puiſſance de fief. Et n'eſt l'on tenu exhiber le contract ſans t ſommation:& le S. & le lignager pourront dedans l'an de ladite aſſiete venir au Retraict de la choſe baillee par aſſiete:mais le lignager ſera preferé.

De vendition de rentes generales.

ſ C'eſt à ſçauoir en donnant en payement & tranſportant la Seigneurie: ſecus en vn ſimple engagement, dont nous auons parlé au Traicté des vſures quæſt.35.C.M.

De rente aſſiſe ſpecialement & generalement.

t Et par ainſi par voye ſeulemẽt d'actiõ.C.M

La Rochelle Chap.2. Art.3. Tout S. non ayant iuriſdiction tenant fief &c.p.a *Angoumois*. Art.10.par puiſſance de fief.Et au cas de debat,peut iceluy S.de fief,pourſuir les acquerans pour raiſon des droicts deſſuſdits,par deuant ſon Iuge,ſi à cauſe de ſon fief,il a iuriſdiction : *alias*,où il n'auroit iuriſdiction, les peut pourſuiure par la iuriſdiction de ſon S.Suzerain.

S. Feodal pour raiſon des ventes & honneurs & droicts de retenue, pardeuãt quels Iuges il peut pourſuiure les acquerans.

Xainctonge Tit.4.Art.29. Le S.foncier prend droict de ventes & hõneurs en tout contract de vente ou equipollent à vente, ſoit volontaire ou neceſſaire par adiudication de decret,& qu'il y ait faculté de recouurer donnee par l'acheteur ou par le Iuge qui a interpoſé le decret,ou non. Et eſt tenu celuy qui rachete par vertu de faculté de rembourſer l'acquerant des ventes & honneurs & loyaux couſts.

De la pactiõ de remeré iuſques à cinq ans.

Bordeavx Chap.8.Art.96. S'il y a pacte de remeré iuſques à v.ans ſeulement,l'on ne payera ventes:mais ſi le vendeur ne le rachete,lors l'acheteur les payera. Auſſi ſ'il y a remeré d'vn an ou d'autre temps iuſques auſdits v.ans,l'an ou autre terme paſſé,l'on payera les ventes,ſi l'heritage n'eſt racheté dedãs le temps dudit remeré:poſé ores qu'il y ait prorogation de temps.Et ſ'il y a plus grand remeré que de v ans, le S.aura les ventes du premier iour que le contract ſera faict : mais celuy qui rachetera,ne payera les ventes pour rachat. Auſſi ſi le remeré eſt en vn contract ſeparé du contract de vendition,le S.aura ventes:poſé que le remeré ſoit iuſques à v.ans.Et ſera cenſé le remeré eſtre en meſme contract,ſ'il eſt à la fin du meſme contract de vendition,& en meſme inſtant deuant meſme Notaire & teſ-

Source : BIU Cujas

Questaux.

moins. Art 97. Les S. iouyront sur leurs Questaux de tels droicts qu'ils ont accoustumé,& qu'est contenu en leurs instrumens: sauf si les Questaux viennent alleguer aucune chose au contraire, dedans deux mois. Art.98. Si la chose baillee ou eschangee auec argent ne vaut le tiers de l'autre chose compermutee, sera censee vendition:& si vaut le tiers ou plus, u sera eschangé. Et audit cas, quand sera vendition le S. Foncier aura entieres ventes. Quand sera eschange, aura seulement ventes de l'argent qui sera baillé. Art.99. Pareillement si aucuns heritages ou autres choses immeubles, estoient baillees, estimees x de telle estimation que fait achat, par contract de mariage à autre personnage qu'a fils & à fille, ou autre descendant, le S. de fief aura sa retention des fiefs, ou ventes & honneurs à son choix. Article cent quatre. Touchant l'Article faisant mention si en legats, l'on paye rentes, a esté arresté que l'on gardera ainsi qu'a esté arresté autresfois au premier Arrest des Coustumes, Titulo de consuetudine feudalium.

De l'Eschange quand est estimee vendition, ou eschange.

Des choses baillees par estimation en contract de mariage. Legs.

En ventes volõtaires sont deuz lods & ventes.

S. Sever Tit.8. Art. 1. De toutes ventes volontaires faictes de partie à partie d'aucun heritage mouuant & tenu d'aucun S. à cens annuel, sont deuz les lods & ventes au Seigneur direct ou censuel, & les paye le vendeur. Art.4. En donations pures & simples entre vifs ou pour cause de mort, legat, institution d'hoirs estrãgers, constitution de Douaires faits d'heritages ou biens immeubles, n'y a point de lods & ventes. Art.5. En permutation vraye & non feinte ne sont deuz lods & ventes au Seigneur s'il n'y a retour d'argent: auquel cas dudit retour se doiuent payer les lods & ventes. Art.6. Des rachats faicts par vertu de remeré ne sont deuz lods & ventes. Art.9. A Sainct Loboës, Geno, Buanes, la Baronnie de Miremont, le Chasteauneuf en Tursan, Serront, Arbocane, Montfort, la riuiere Dade, Sarrasinet, Mont-gaillard & Fargues en permutation y a lods & ventes: posé ores qu'il n'y eust retour d'argent, si les choses permutees sont tenues & mouuantes de diuers Seigneurs directs,& non autrement, & se doit faire estimation desdites choses. Art.10. En la Baronnie de Chastelnau en Chalosse, Amor non comprins, le territoire de Saumont, Arricau, Saut, Marpas, Nassiet,& partie du Territoire de Serres, situé audit Saut, Fayet,& Coudures, Momuy, Peyre, Montgiet, Samudet, Montsegur, Batz en Tursan, la Vicomté de lo Vigner, Damollent, Rocquefort, Sarragaston, Vrgons, Aubergan, le Mas, d'Ayre,& la ville d'Ayre, des terres tenues à cens des Religieux dudit Mas & Cauna, tant que tient la Parroisse de Sainct Bartholimieu: ésdites Baronnies & lieux & iurisdictions susdites ne sont deuz lods & ventes aux S. en aucunes alienations. Art.12. A Tolozete, Doasit, Forsatrin, Bonnegarde, Mugron, & Poyaller, ésdits lieux ne se payent lods & ventes au S. des ventes des maisons & places qui sont au dedans desdits lieux.

En Donations pures & simples entre vifs ou pour cause de mort, & c. n'y a lods ne ventes.

Permutation.

Donation.

Acs Tit.9. Art.36. En donation faicte entre vifs simple & remuneratoire pour dot, donation pour nopces, par mort, legat, fidei commis, ou autre donation prinse à cause de mort, le S. direct & foncier ne prend aucune chose pour les droicts Seigneuriaux, soit que la chose immeuble soit baillee au commancement ou bien en payement pour somme prinse à vn desdits titres. Art.37. En permutation simple, où il n'y à aucune somme d'argent retournee, le Seigneur direct ne prend aucune chose pour droicts Seigneuriaux. Art.38. Reserué és Parroisses de la Fontan & S. Cric, où le S. prend de chacun des compermutans pour l'issue autant que monte la rente d'vn an de chacune desdites choses respectiuemẽt, & autant pour l'entree, quand toutes les choses compermutees sont en sa Seigneurie: & ainsi le Seigneur pour le droict a double rente de chacune desdites choses permutees. Art.39. Mais si n'y a que l'vne desdites choses en sa Sei-

Issue & entree.

u C'est vne ancienne dispute que les Docteurs ont souuent agitee, sçauoir si y ayãt argent desbourse auec vne chose eschangee contre vne autre chose, donnee en cõtr'eschange, tel contrat est reputé vendition ou eschange. Aucuns ont estimé que c'estoit vne vente puis qu'il y auoit argent qui parfaict le prix l.2. §. sine pretio l. D. de contr. empt. l.9. C. eod. tit. §. pretium autem Inst. de empt. Car l'argent & les deniers sont les marques de la vente, & comme a remarqué Cuias 8. ad Afric. ex Galen lib.11. De disse. puls. nummum esse. σύμβολον ὠνῆς καὶ πράσεως. Et ex Platone lib. xi. de Repub. σύμβολον τῆς ἀλλαγῆς l. tenetur. § 1. l si sterilis §. si tibi D. de act. empt. ésquels Loix la vente n'est pas empeschee pour les accessoires l. si in emptione 34. & l fundi partem 79. D. de contr. empt l. pretij causa C. de rescind vend. Les autres soustiennent que ce n'est pas vente par la raison de la foy 1. D. de æstimat. act l. insulam D. de præsc. verb. mais plustot vn eschange ou permutation, veu qu'il y a des choses dõnees de part & d'autre l.1. D. de rer. permut. & par la raison contenue en la Loy Aristo. 18. D. de donat. l. si quis donationis 38. D. de contr. empt. cap ad quæstiones. Extra de rer. perm. Mais en ce faict, nous deuons touiours considerer la volonté des

x Æstimatio enim emptionem facit l. plerumque 10. D. de iure dot. l. si inter & l. quotiens. 5. C. eod. tit. l. vn. C. de rei vx. act. nous auons parlé de ceste question cy dessus Tit. des fiefs & adiousterons seulement qu'il a esté iugé par Arrest du 1.

contrahans, pour sçauoir si leur intention estoit de vendre, acheter ou permuter:& laquelle il faut suiure semper in stipulationibus & in cæteris contractibus, id sequimur quod actum est. Vlpian. l. semper in stipulationibus 34. D. de regul. iur. l. in conuentionibus 219. D. de verb. signific l. vlt. C. quæ res pignor. l. 41. D. de iure dot. l. 1. & 3. C. Plus valere quod agitur quam quod &c. & in l. 7. §. quod ferè D. de pactis spectari debet an animus fuerit stipulantium vel pacisscentium Bartol. in d. l. Aristo. de donat. Si l'on ne peut faire apparoir de la volonté des contrahans par l'instrument, si l'argent donné ex-ce de, c'est vente: mais si les choses sont plus grandes, ceste vn eschange l. quicquid 27. §. fin. D. de adq. rer. dom. l. domum. D. de contr empt. Dignius ad se minus dignum trahit. cap quod in dubiis Extr. de consec. eccl. vel altaris l quæritur D. de statu hom. Math. Afflictus Dec. Neapol. 72. Paulus Castrensis ind. l. Aristo. ait si admodum pretium excedat. semper emptione præsumi. Voyez ce qui a esté par nous cy dessus noté en l'addition du Tit. 1. des fiefs:& Ferronus en ce lieu qui traicte ceste question fort amplement, duquel auons tiré plusieurs choses rares pour l'intelligence des Coustumes, comme il se peut voir és choses par nous prises de luy, ne le voulans frustrer de son honneur.

Source : BIU Cujas

iour de Iuing 1548. Lods & ventes n'eſtre deuz quand par le contract de mariage ſont promis deux mil escus, c'eſt à ſauoir mil eſcus en deniers & le reſte en vn fief, qui ſera propre à la future eſpouſee : & fut ledit Arreſt donné au profit de Maiſtre Nicole le Roy Aduocat contre vn Chanoine de S. Seuere.

gneurie, ne doublera que la rente d'icelle. Art. 40. En permutation, où il n'y a retour d'argent, le S. foncier de la choſe pour la plus vallance de la ſomme retournee, prend lods & ventes, quand ledit droict eſt prins à raiſon de x. xi. xii. xvi. ou autre dinumeration. Art. 41. Mais és lieux, où ledit droict eſt prins vniformement de toutes ventes petites ou grandes, éſdits lieux le Seigneur en telle permutation, où il y a argent de retour pour leſdits droicts Seigneuriaux prends leſdits droicts entierement, comme en vente. Article 42. En vendition auec pacte de remeré, és lieux, où le Seigneur a accouſtumé en tels contracts prendre lods & ventes, en prend de la vente premiere, & non du rachat.

Vente faicte auec faculté de remeré.

BRETAGNE Tit. 2. Art. 52. Si †† aucune choſe tenue en fief, eſt vendue, les ventes en appartiennent au prochain Seigneur, ores que le Superieur euſt droict de bannie ſur ladite choſe : ſinon qu'elle fut tenue comme iuueigneur d'aiſné. Auquel cas les ventes appartiennent au prochain Seigneur lige. Art. 53. Et † ſi le vendeur d'aucune choſe tenue en fief a faict maiſons, ou qu'il y ait bois de Haute fuſtaye tenans lieu d'immeuble, & il vend l'heritage à l'vn, & à l'autre, les edifices, bois & ſuperfices en fraude des ventes deues au Seigneur il ſera payé des ventes du tout. Art. 54. Celuy qui engage ſes heritages, & apres les vend, & †† faict entrer le prix de l'engage en la vente, il doit payer les ventes, tant de l'engage, que de la vendition. Art. 55. Et ſ'il aduient qu'aucun baille ſon heritage pour iouyr des fruicts d'iceluy, en payement des deniers pris par le bailleur ou autrement à titre d'engages, qui paſſe ix. ans, ventes ſont deues : & ſ'il ne paſſe, ventes ne ſont deues. Art. 56. En contract de vendition, où il y a condition de remeré & recouſſe, ventes ne ſont deues pendant ladite condition de reſcouſſe, ſi elle ne paſſe ix. ans : & †† le temps de la premiere condition eſcheu & paſſé, ſi le rembourſement n'eſt faict au dedans d'iceluy, ventes ſont deues, ores que la grace euſt eſté prolongee ou autre de nouueau octroyee par l'acheteur. Art. 57. Ventes ſont †† deues au Seigneur quand le bien faict, douaire, vſufruict ou autre viage ſont vendus ou appreciez à deniers. Art. 58. Ventes † ne ſont deues quand deniers ſe baillent pour partage pour dot, ou que aſſiete ſe faict pour deniers promis & baillez en dot. Art. 59. Quand heritages ſont baillez au creancier en payement de debtes mobiliaires, ventes ſont deues. Art. 60. En †† tous contracts faicts à titres de rentes, cens, ſ'ils excedent x. ſols de rente, ventes ſont deues, qui ſeront eſtimees à la vraye valeur de la terre. En quoy ne ſeront compris les arrentemens faicts par grains ſans fraude. Art. 61. Si y le Seigneur proche acquiert heritage de ſon homme, dont il euſt eu ventes, ſi autre l'euſt acheté, le prochain Seigneur ſuperieur doit † auoir les ventes. Art. 62. Et ſi le ſuiet acquiert de ſon Seigneur proche les rentes & obeiſſances, les ventes en appartiennnent au Seigneur Superieur, & pareillement le Rachat ou le bail. Art. 63. Et †† où l'obeiſſance ſeroit retenue, ne ſeroit deu que les ventes au Seigneur ſuperieur, demeurant le Rachat & autres droicts au Seigneur vendeur. Art. 64. L'acquereur † payera & acquitera le tout des droicts de ventes, ſans que le vendeur en paye aucune choſe. Art. 65. Le Seigneur peut auoir le ſerment du vendeur & de l'acheteur, comment a eſté faict le marché, pour raiſon duquel il pretẽd auoir ventes ou Retraict. Art. 66. En contract d'eſchange & donaiſon, ny pour Retraict de Premeſſe, n'appartiennẽt ventes : ſinon †† que l'eſchange fut frauduleuſe. Et ſi l'vn des contrahens ſoblige luy ou par perſonne interpoſee de fournir ou faire fournir deniers, pour la choſe par luy baillee, l'eſchange ſera eſtimee frauduleuſe, verifiant ladite promeſſe par actes ou ſerment ſeulement. Sera auſſi l'eſchange preſumee frauduleuſe, ſi l'vn des contrahans eſt trouué poſſeder l'vne & l'autre des choſes eſchangees, dedans l'an, ſ'il ne verifie, que la Seigneurie luy ſoit aduenue par ſucceſſion.

†† Ceſt Art. 52. eſt faict des Ar. 59. & 68. anciẽs

Ventes à quels S. ſont deuz.

† Ceſt Art. 53. eſt pris du 60. Art. ancien, qui a eſté reformé.

†† Ces mots, Et faict entrer le pris de l'engage en la vẽte, ſont adiouſtez pour explication de ceſt Art. 54. qui eſtoit le 61. Art. ancien.

† Ceſt Art. 55. contient les 62. & 63. Art. anciens, qui ont eſté ainſi reformez & declarez.

†† Ces mots, Et le tẽps, &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez à ceſt Art. 56. qui eſtoit le 64. Art. ancien.

† Ceſt Art. 57. corrige le 65. Art. ancien. Et procedant à la lecture des 65. 66. 69. 70. 71. 73. 75. 76. 77. & 78. Art. faiſans mẽtiõ des droits de vẽtes, rachat & bail, Maiſtre Guy Meneuſt, ſieur de Brequigny Procureur general de la Roine en Bretagne, mere

y On met trois Seigneurs vn, deux & trois. Le premier ne permettra la venditiõ des rẽtes Feodales par le deux ou 3. Car le fief ſeroit ecclipſé ſuiuant le 343. Art. de la meſme Couſtume.

du Roy, Dame vſufruictiere, de la Baronnie de Foulgeres, & Chaſtellenies en dependantes, & Maiſtre Iean le Rollier Procureur du Roy audit Foulgeres, auroient remonſtré, comme à raiſon d'icelle Baronnie, le Roy ſeul eſt fondé & luy appartient auoir & prendre droicts de Rachats & ſous-Rachats ſur toutes les terres Nobles aſſiſes ſous ladite Baronnie, & qui en ſont mouuantes en proche ou Arriere-fief au moyen de la commutation n'agueres faicte du bail ancien audit deuoir de Rachat. Auſſi à luy ſeul appartiennent les droicts de lods & ventes, bannies & appropriemens de contracts, de tous les heritages ſituez en ladite Baronnie. Requerant à ceſte cauſe qu'il ſoit dit que par leſdites Couſtumes generales

ne ſera

Source : BIU Cujas

ne sera faict preiudice aux droicts anciens de ladite Baronnie: & qu'au moyen d'icelles aucuns ne pourront pretendre autres ny plus grands droicts pour le regard des Rachats, sous-Rachats, lods, ventes, bannies & appropriemens de contrats, qu'ils n'ont eu au temps passé. Aurions ordonné que sans preiudice des droicts de ladite Baronnie, & des hommes & Vassaux d'icelle, lesdits Art. demourroient.

†† *Cest Art. 58 est adiousté.*

† *Cest Art. 59. à esté ioinct au 68. Art. de ce mesme Titre, & des deux faict vn.*

†† *Cest Art. 60. a esté de nouuel adiousté. Aucuns des Estats ont requis qu'il fut rayé, disans que ventes ne sont deues & ne doiuent estre payees des contracts de cens: mais des contracts de Feage selon l'Art. 344. ancien Tit. des fiefs: & neantmoins auons ordonne que ledit Art. demourroit comme il est escrit.*

† *Ces mots, doit auoir les ventes, ont esté mis au lieu des anciens mots, doit auoir le tiers desdites rentes. Aucuns des Estats ont requis que suiuant l'ancienne Coustume, il fut dit que le S. qui acquiert les heritages de son homme en son fief, ne payeroit que le tiers des ventes, sans que le vendeur en paye aucune chose, combien que par ladite ancienne Coustume ledit vendeur en deust payer les deux parts: il est par consequent neccessaire que le S. qui acquiert de son homme, paye le total des ventes audit S. superieur. A ceste cause auons ordonné que ledit Article demeureroit comme il a esté leu & est audit cahier.*

†† *Cest Art. 63. a esté de nouuel adiousté.*

† *Cest Art. 64. corrige l'ancien Art. 73.*

†† *Ces mots, Sinon que l'eschange, &c. iusques à la fin de l'Art. ont esté adiousteż à cest Art. 66. qui estoit le 73. Art. ancien.*

Haut Iusticier n'estant S. cẽsier peut transporter l'heritage vacant en sa terre, à la charge du cens & des droits censuels.

Cens sur cens n'a point de lieu.

† *Ces mots suiuans, Et sera la terre, &c. iusques à la fin ont esté de nouuel adiousteż.*

Cens sur cens ne vaut.

†† *L'Art. 98. est de nouuel introduit, pour auoir lieu à l'aduenir.*

Second cens est reputé rente.

Censiue sur cẽsiue n'a point de lieu sans le consentemẽt du premier S. censier: & en ce cas les ventes se partẽt par moitié.

Chose tenue cottierement ne se peut bailler à cens ou surcens, sans le consentement du S.

Prescription n'a lieu contre le S. si le tenancier baille son heritage à cens ou surcens, sans son cõsentemẽt.

S. Censier à droict de Retenue quand il y a rente constituee sur vn heritage censable.

V. SENS Tit. 20. Art. 239. Si vn heritage Censuel assis en la terre d'vn Haut Iusticier, qui ne soit S. Censier, est vacant, & que d'iceluy n'y ait aucun detenteur, ledit S. Haut Iusticier, le peut bailler & transporter à qui bon luy semble, à la charge de ladite censiue, & des autres droicts censuels pour ce deuz. Et ne pourra ledit S. Haut Iusticier, en baillant ledit heritage mettre z cens sur cens: combien qu'il le puisse bailler à rente ou argent pour vne fois.

AVXERRE Tit. 3. Art. 95. p. *à Sens.* Art. 239. deuz audit S. censier. Et ne &c. fois. Et † sera la terre declaree vacante quand elle demeurera dix ans sans detenteur entre aagez & non priuilegiez. Art. 98. Cens †† sur cens ne vaut: tellement que l'heritage chargé de censiue ne peut estre chargé d'autre censiue portant profits deuz par la Coustume, Et est le second cens tenu & reputé rente.

ESTAMPES Chap. 2. Art. 56. L'heritage baillé à cẽs ne peut estre chargé d'autre cens. a

TROYES Tit. 4. Art 56. Heritage chargé de censiues ésdits Bailliage & Preuosté ne peut estre chargé d'autre censiue, sans le consentement du premier Seigneur censier: & s'il y auoit consentement les lots & ventes se partent par moitié.

PONTHIEV Tit. 5. Art. 91. On ne peut bailler à cens ne sur-cens aucune chose reelle situee en ladite Comté tenu cottierement, sans le consentemẽt du S. dont elle est tenue: & si elle se bailloit sans le consentement dudit Seigneur ou ses officiers ayans pouuoir à ce, tels baux ne sont de nulle valeur, & ne sont à tenir.

AMIENS Tit. 1. Art. 42. Vn tenancier cottier ne peut sans le consentemẽt de son S. F. bailler l'heritage qu'il tient cottierement à cens ou surcens & s'il le fait le bail est nul: & n'y a en ce cas prescription contre le S.

MONSTREVL Art. 31. Vn tenancier cottier ne peut bailler son tenement à surcens pour faire son bail reel au preiudice de son S. & que ledit S. ou ses officiers n'y soient appellez: & que ledit S. n'en ait cognoissance, en demonstrant que le surcens est la seconde rente.

S. OMER Tit. 1. Art. 18. Vn tenant cottier &c. p. *à Monstreul.* baillement reel, & que le S. y soit submis, se n'est que le S. &c. en ait chacun an recognoissance.

DVCHE de Bourg. Chap. 11. Art. 3. L'on ne peut mettre cense sur cense, au preiudice du premier S. censier: & s'il aduient qu'on y vende rente, le S. censier a la Retenue de ladite rente, sauoir le veut, en rendant le pris du vendage de ladite rente, & les frais raisonnables, dedans l'an & iour, apres ce que l'achat de ladite rẽte sera denoncé par l'acheteur de la rente, ou cas que le S. censier n'aura consentu à ladite rente.

z Ceux qui ont interpreté quelques Coustumes rendent raison de ceste maxime: Sans que de droict *Seruitus seruitutis esse non potest.* Paulus in l. 1. D. de vsu. & vsuf. legato Afric. in l. cum essent 33. D. de seruit. rustic. præd. & quæres eadem non debet duplici onere præ grauari Iason. in l. debitorum pactionibus. C. de pactis Ioan. Fab. in §. adeo Inst. de locato. dit que le second cens ne vaut. Et Du Moulin fait ceste distinctiõ, ou ceste charge est mise & imposee pour augmẽtation du premier & chef cens, *argum. l. inter socerum. 26. §. cum inter. D. de pact. dotalib. Nec separabitur portio additamenti causa data si post ea nihil aliud cõueniat,* comme le cẽs double est vn mesme cens, en cores qu'il soit augmẽté, c'est à sçauoir quãd vn maieur apres sa minorité ratifie & aprouue le bail à cens faict par son Tuteur ou autre administrateur, en augmentant le cens ou bien quand ledit cens est augmenté, apres que les autres charges anciennes & onereuses ont esté remises & quittees: combien que l'on puisse dire l'ancienne portion du cens, estre le chef cens ou cens capital & premier à la difference de l'augmentation: Mais si le second cens ou surcens est mis & imposé comme chose separee: en ce cas il ne se doit nommer cens: ains surcens ou rente fonciere differente du cens: tellement que le second cens est reputé rente. Les regles & maximes de droict sont vulgaires: par lesquelles deux ne peuuent estre entierement & pour le tout Seigneur d'vne mesme chose l. si vt certo 5. §. si duobus l. Næuius 66. §. 2. De leg. 2. l. possideri 3. §. ex contrario D. de adquir. poss. l. duo. 19. D. de prec. l. hæreditate 19. §. pen. D. de castr. peculio. Ioannes Faber in §. adeò Inst. de locato tient ceste opinion.

Source : BIU Cujas

a Ceſt a ſçauoir au preiudice du Seigneur direct: ainſi le porte quelques Couſtumes, meſmes celle de Berri Tit. 6. Art. 31. vide l. 1. C. de fundis patrim. lib. 11. Speculat. tit. de feudis §. nunc aliqua.

COMTE DE BOVRG. Chap. 13. Art. 81. p. *au Duché.* Art. 3. ne rente ſur cenſe au preiudice &c. & meſmement au regard du droict des lods appartenans audit S. en telle maniere que ſi l'heritage cenſable portant lods & ventes eſt vendu, l'on priſera les rentes & cenſes, qui auront eſté miſes ſur ledit heritage, ſans le conſentement dudit S. cenſable: & ſera iointe ladite eſtimation auec ledit pris, & de tout ſera payé le droict de lods.

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 12. Cens ſur cens ne peut eſtre mis au preiudice du S. cenſier. Et ſi de faict il y eſt mis, le contract eſt nul. b Art. 13. Deſormais Bourdelage n'autre redeuance ne pourra eſtre mis ſur cens d'autruy.

b C'eſt à ſçauoir quād à l'obligation du cens & droits & profits Seigneuriaux: mais le bail eſt bō & valable pour rente fonciere ſeulement. C. M.

MONTARGIS Chap. 2. Art. 27. Heritage baillé à cens ne ſe peut bailler par le preneur ou ayans cauſe de luy à autre cens: pource que cens ſur cens n'a lieu.

† *Ces Ar. 127. & 128. ſont de nouuel adiouſtez.*

ORLEANS Tit. 2. Art. 122. Heritage tenu à cens ne ſe peut bailler à autre cens.

BLOIS Chap. 9. Art. 127. Nul † ne pourra bailler à nouuelle cenſiue aucun heritage qui tiendra en cenſiue d'autre S. Art. 128. Les gens d'Egliſe & autres aians heritages deuement amortis, les pourront bailler à cens ou rente, ainſi que bon leur ſemblera: pourueu que ce ſoit c en leur cenſif.

S. nō ayāt droit de Cens, ne peut creer nouuel cēſif portāt Gāds ventes, ſaiſines & amendes.

c C'eſt à dire, pourueu qu'ils ne ſoient point tenus d'autre S. mais que les heritages ſoient en leur cenſif. C. M.

DVNOIS Chap. 3. Art. 34. Aucun non aiant droict de cens ne peut de nouuel creer cenſif, portant Gants, ventes, ſaiſines & amendes, ſ'il n'eſt Seigneur Chaſtelain, ou à tout le moins qu'il ait Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe. Et ſi ne peut creer de nouuel autre cenſif ſur les choſes tenues à cenſif: mais ſe peut augmenter par tous autres, qui ont ledit droict de cens. Mais †† ſi ledit Seigneur de cens retire aucune piece, il la pourra rebailler à titre de cens, ou autre piece dudit titre de cens. Art. 47. Le Seigneur l'heritage tenu à cens ne peut vendre ou aliener partie dudit heritage, ſans charge de la iuſte partie dudit cens, ſur peine de v. ſols tournois d'amende enuers ledit Seigneur & de faire reduire la charge à ſes deſpens.

†† *Apres que nous auons remonſtré que ceſt Art. 34. eſtoit dommageable à la choſe publique: & ouis les trois Eſtats, de leur accord & conſentemēt, ont eſté adiouſtez ces mots à la fin dudit Art.* mais ſi ledit, &c.

BERRI Tit. 6. Art. 31. p. *à Niuernois.* Art. 12. mis & conſtitué par le tenancier, & ſi de faict il eſt mis, ne peut auoir effect au preiudice du premier S. cenſier: ains eſt & demeure nul, quant audit S.

BOVRBONNOIS Chap. 26. Art. 333. Sur la cenſiue & ſur le chef fief d'aucun Seigneur l'on ne peut vendre rentes ne icelle ſurcharger, ſans la volonté du Seigneur de cens, ou du Seigneur du Chef fief: & qui le fait de faict, la rente & ſurcharge ſera oſtee, & l'heritage deſchargé. Et à ce faire peut le Seigneur Cenſiuier ou Feodal, contraindre les parties. Autre choſe eſt des membres du fief. Car l'on les peut ſurcharger, vendre & tranſporter. Art. 334. Suppoſé que l'on ne puiſſe ſurcharger le chef fief de la choſe Feodale de rente ou redeuance, ne mettre aucune charge deſſus, ne auſſi ſur les choſes mouuans de la Cenſiue & directe Seigneurie d'autruy, ſans le vouloir & conſentement dudit Seigneur. Toutesfois ſi les Seigneurs Feodaux deſquels les choſes ſont tenues en fief, ou les Seigneurs cenſiuiers & directs ſouffrent ladite rente & ſurcharge eſtre leuees continuellement ſur leſdites choſes, apres la notification à eux faicte de ladite ſurcharge par l'eſpace de xxx. ans, ſans faire diligence d'icelle faire deſcharger, apres ledit temps continué, & la poſſeſſion deſdites rentes & charges, leſdits Seigneurs Feodaux ou cenſiuiers viendront à tard requerir que leſdites charges ſoient oſtees de deſſus leſdites choſes Feodales & Cenſiuieres: ains tiendront les ſurcharges & demoureront: ſauf les droicts de directe Seigneurie éſdits S. F. & Cenſiuiers.

Rente ou ſurcharge demeurēt ſur le fief ou cēs eſtans leuee par 30. ans continuellemēt apres la notification faicte aux S. de fief cenſiuiers & directs: ſauf les droicts de directe Seigneurie demourans auſdits Seigneurs.

AVVERGNE Chap. 21. Art. 4. Cens ſur cens n'a point de lieu, ſans le conſentement du Seigneur direct, & eſt commis d & confiſqué le ſurſens & toute autre charge annuelle aſſiſe ſur l'heritage tenu à cens audit Seigneur direct, en faiſant faire declaration par Iuſtice de ladite Commiſe, & non autrement.

d Ceſte Couſtume eſt inique, ſelō ce que i'ay monſtré ſur le 35. Art. de Paris: mais elle ſe doit interpreter ſuiuant ce qui a eſté par nous dit ſur le 51. Art. Gloſſ. 1. q 2. *in fine.* C. M.

Commiſe du ſurcens ou autre charge aſſiſe ſur l'heritage tenu à cens, ſi le S. direct n'a baillé conſentement.

ESTAMPES Chap. 2. Art. 55. Le e cens eſt diuiſible.

Cens diuiſible.

BAR Tit. 5. Art. 57. Le S. du cens n'eſt tenu de diuiſer iceluy: tellement que ſ'il y a pluſieurs detenteurs de l'heritage affecté, il ſe peut addreſſer f auquel d'iceux que bon luy ſemblera: pārce que hypotheque eſt indiuidue: ſauf audit detenteur ſon recours contre ſes compersonniers.

Hypotheque eſt indiuidue.

Source : BIU Cujas

e Du Moulin sur le 55. Art. de Paris. Glossa 4. num. 25. 26. & 27. tient que le fief ou le cens se peut diuiser non diuisione facti vel rei, quæ est propriè diuisio: ains seulement diuisione iuris comme quand le Seigneur Feodal ou censuel donne la moitié du fief ou lieu dominant par indiuis, ou quand il laisse deux heritiers en ligne collaterale. Auquel cas comme lieu dominant commence à appartenir à plusieurs par indiuis: ainsi les vassals & suiets redeuables de censiue qui ont leurs terres & heritages tenus & mouuans desdits Seigneurs par indiuis, tiennent aussi d'iceux leurs parts & portions par indiuis. Et la diuision faite pour la culture n'est point estimee vne vraye & reelle diuision Paul l. Gaius 86. §. 1. D. de leg. 2. & in l. Lucius D. Fam. erc. Bart. in l. fraudati D. de public. La raison pour laquelle le cens n'est diuisible, nemo tenetur partis solutionem accipere Bart. in l. cum qui D. de ann. leg. l. tutor. § Lucius D. de vsucap. l. Plane D. Fam. erc. l. quidam æstimauerũt D. Si cert. pet. Boer. Dec. 212. & 213. Paulus in l. Moschis 47. D. de iure fisci & ibi Accurs. in verbo omnem & idem in l. communi diuidundo D. comm. diuid.

f L. persecutione 24. C. de pignor. Nouella 4. cap 2. Auth. hoc si debitor C. de pignor.

Dvche de Bovrg. Chap. 11. Art. 6. Le S. censier ou rentier d'aucune chose peut addresser & a son action pour les arrerages à luy deuz de la cense ou rente, contre l'assignal & contre le tenementier d'iceluy : sans ce qu'il soit tenu de discuter l'action personnelle contre le principal obligé ou ses hoirs, s'il ne luy plaist.

Cens comme se peuuent diuiser.

Montargis Chap. 2. Art. 36. Les cens sont diuisibles, ensemble la rente appose auec le cens & par vn mesme contract, entre les redeuables & detenteurs des heritages : mais ne le peuuent diuiser sans appeller le S. qui pourra, si bon luy semble, quand viendront tous ensemble accorder, leur diuiser pour leurs portions & quotitez : & iusques à la pourra contraindre chacun d'eux pour le tout.

† *Ces mots, toutesfois, &c. iusques à la fin ont esté adiouſtez pour explicatiõ à c'est Art. 121. qui estoit le 129 de l'ancien coustumier.*

Orleans Tit. 2. Art. 121. Cens est diuisible: & sont les detenteurs redeuables dudit cens, quittes en payant ledit cens chacun pour sa portion de l'heritage diuisé, dont ils sont detenteurs: & aussi les peut contraindre le S. Censier à ce faire. Toutesfois † les portions estant re-vnies en la personne d'vn seul detenteur, ne le peut le Seigneur censier contraindre à payer diuisement ledit cens.

Partage ou diuision faite entre coheritiers & fraresheurs pour raison des droicts & deuoirs deuz aux S. ne peuuẽt prejudicier ausdits Seigneurs.

Aniov Tit. 9. Art. 180. Si aucuns fraresheux ou heritiers sont, ausquels soient venus aucuns heritages tenus à cens, rentes ou deuoirs d'aucun Seigneur de fief, & les departent entre eux, & par leurs partages chacun d'eux ait prins sa portion à la charge de payer partie desdits deuoirs, cens ou rentes, le Seigneur ne departira pas son deuoir, s'il ne luy plaist, c'est à sçauoir qu'il ne prendra pas de l'vn des fraresheux partie du deuoir: mais sont tenus de luy porter ou enuoyer tout ensemble, & n'est autrement tenu le receuoir: & s'ils en font defaut, ils en feront amende de Loy: & peut faire executer chacun pour le tout: c'est à sçauoir le Seigneur foncier prendre & saisir le fonds & non pas le meuble de son suiet pour son deuoir non payé: Et celuy qui a Haute & Moyenne Iustice peut faire executer sur le meuble de son suiet, ou prendre & saisir le fonds à son chois. Et sera receu le suiet és cas dessusdits à opposition. Tit. 20. Art. 470. Les rentes & deuoirs du Seigneur de fief qu'il a sur les heritages & choses immeubles assises en son fief, sont de semblable nature. Car, comme dit est en la matiere de cens, rentes, deuoirs, profits & prerogatiues qu'ont les Seigneurs sur leurs suiets par la mort & trespassement d'aucun leur suiet, qui a delaissé plusieurs heritiers, ou aussi quand la chose immeuble tenue à cens, rente ou deuoir du Seigneur de fief, eschet à plusieurs, soit par succession, acquisition, alienation ou autrement, qui tiennent ladite chose indiuisement ou la diuisent en plusieurs parties entr'eux le Seigneur de fief ne diuisera pource son deuoir, cens ou rente, s'il ne luy plaist. Car supposé que plusieurs ayent diuisé entre eux l'heritage à eux commun & prins à payer chacun sa portion de la charge ou rente, cens ou deuoir, qui est deu dessus, le Seigneur de fief n'est tenu de receuoir sa rente ou deuoir, s'il n'est payé tout ensemble: & s'il n'est payé tout à vne fois, les heritiers ou autres qui ont portion en ladite chose suiette audit cens, rente, ou deuoir, feront amende de la Loy pour chacun terme qu'il en sera faict defaut, au cas que par xxx. ans, le Seigneur de fief ou son Receueur n'auroit receu sondit deuoir diuisement. Et de laquelle amende d'vne Loy, ledit Seigneur de fief se pourra addresser pour le tout sur chacun d'iceux heritiers ou detenteurs.

Saisie du S. foncier Haut ou moien Iusticier, pour les deuoirs qui luy sont deuz, sur quelles choses se peut faire.

Le Maine Tit. 10. Art. 198. p. *à Aniou.* Art. 180. Le †† fons & le meuble, qu'il trouue en son fief pour son deuoir non payé. Et celuy qui a Haute & Moyenne Iustice, peut faire executer sur le meuble de sondit suiet, ou prendre &c. Tit. 23. Art. 473. p. *à Aniou.* Art. 470. amende, ledit Seigneur de fief se &c. detenteurs. Et la portion ou portions de tels suiets, qui sont di-

S. n'est tenu de diuiser le deuoir cens ou rẽte qui luy est deu, encoresque plusieurs à qui les choses sõt eschenes par succession, acquisition alienatiõ ou autrement la diuisẽt entr'eux

†† *Les gens d'Eglise ont protesté que le contenu en cest Art. 198. ne leur puisse preiudicier: parce qu'ils ne peuuent ne doiuent estre executez en leurs meubles.*

Source : BIU Cujas

layans d'obeyr & payer les rentes & deuoirs, pourront eſtre baillez à exploitter à celuy ou ceux qui auront payé la rente ou deuoir: & tiendront telles ſaiſines, iuſques à ce qu'ils ſoient rembourſez de ce qu'auront payé, enſemble de ſes intereſts & dommages.

BLOIS Chap.9.Art.129. Cens † ſe peut diuiſer & departir.

DVNOIS Chap.3.Art.46. Cens eſt &c.p.*à Orleans*. Art.121.& les peut &c.iuſques à ce mot,*faire*,inclus.

BOVRBONNOIS Chap.28.Art.409. Cens ou rente fonciere & autre rente és cas,éſquels elle ſe peut conſtituer, n'eſt diuiſible: ſinon par le vouloir & conſentement du Seigneur Cenſiuier ou rentier:lequel a ſon droict d'ypotheque ſur chacune des choſes hypothequees: & peut contraindre tous les detenteurs & chacun d'eux ſeul & pour le tout,à luy payer par aſſenement leſdits cens & rentes, ſans qu'il y ait benefice de diuiſion. Art.410. Les †† detenteurs d'aucun max,peuuent pour le payement deu au Seigneur pour raiſon dudit max,faire entre eux vne perequation dudit deuoir, & au iour aſſigné de payer ledit deuoir, icelle porter au Seigneur auquel eſt deu:& ſ'ils ne portent le total,mais partie d'iceluy,le Seigneur eſt tenu prendre ce qui luy eſt porté par l'vn deſdits perequans, & du reſidu ſe peut prendre contre les detenteurs & perequans, & chacun d'eux vn ſeul & pour le tout:ſuppoſe qu'iceluy,ſur lequel il ſe prend,euſt ja payé ſa part. Car par telle perequation faite entre les detenteurs,l'hypotheque ne ſe diuiſe: & neantmoins ſi celuy ou ceux contre leſquels le S.ſ'eſt addreſſé,a payé audit S. il ſe peut addreſſer contre ſes coëquez, & les contraindre perſonnellement & hypothecairement à payer vn ſeul & pour le tout,ce qu'il a payé outre ſa part & portion par prinſe de meuble, prinſe & ſaiſie de leurs parts & autres heritages à eux appartenans. Art.412. Si le S.Cenſier,rétier ou leurs Receueurs nient auoir receu ce qu'ils ont receu des coëquez ou perequez, & il ſe trouue apres le contraire, ils ſont tenus à tous intereſts,pertes & dommages de celuy,contre lequel ils auront faict ladicte negation de reception de ladite coëquation & en amende enuers Iuſtice.

AVVERGNE Chap.21. Art.19. Si le S. direct, ſon Receueur ou ſon commis a receu particulierement ſon cens d'aucuns particuliers tenanciers des heritages mouuans de ſa cenſiue, à vn ſeul & meſme cens, pourtant n'eſt ſondit cens diuiſé: ſinon qu'autrement il ait expreſſement accordé la diuiſion de ſondit cens.

POICTOV Tit.1.Art.102. Quand aucuns fonds eſt tenu roturierement de aucun Seigneur de fief,à cens,rentes, bians, charges ou autres deuoirs, & ils ſont pluſieurs detenteurs,le Seigneur peut demander ſon deuoir & commander leſdits Bians à chacun deſdits detenteurs pour le tout. Car chacune partie de fief eſt chargee tant de deuoir que de l'amende pour n'auoir payé ledit deuoir à terme. Et ſi l'vn paye l'amende,les autres n'en doiuent plus. Car il n'y a qu'vne amende pour chacun deuoir & pour chacun terme: combien qu'ils ſoient pluſieurs detenteurs d'vn fonds ou g tenement: toutesfois au cas deſſuſdit peut ledit detenteur, qui ſeul auroit payé leſdits deuoirs & amende, auoir ſon recours contre les condetenteurs obligez auec luy pour leur part & portion, tant dudit deuoir que de l'amende. Art.103. Et quant † aux rentes nobles deües ſur fief d'autruy,Tailles, h Herbaux & autres charges, enſemble toutes rentes roturieres foncieres, ſont indiuiſibles. Et pour le payement d'icelles, ſe pourra le Seigneur addreſſer contre chacun des detenteurs pour le tout: ſauf le recours audit detenteur contre ſes condetenteurs: & a defaut de payement deſdites rentes & deuoirs Nobles deuz ſur le fief d'autruy, ne ſera deu aucune amende.

ANGOVMOIS Chap.1.Art.22.p.*à Poictou*. Art.102.teneurs ſous vn meſme bail le S.&c.deuoir à chacun des teneurs pour le tout: & eſt chacune partie tenue de tout le deuoir:tellement que ledit S.n'eſt point tenu diuiſer ſes cens & rentes: & pourra auoir celuy,qui aura tout payé, ſi bon luy ſemble, ſon recours contre ſes autres coheritiers & tenanciers.

VI. SENS Tit.20.Art.242. Le proprietaire ne peut demolir ne i deteriorer l'heritage qui doit cenſiue †† couſtume ou autre droict Seigneurial au preiudice de ladite cenſiue: tellement que le S. ne puiſſe chacun an prendre ſon droict ſur ledit heritage.

TROYES Tit.4.Art.78.p.*à Sens*,rente fonciere,couſtume &c.

PERONNE Tit.3.Art.104. Le proprietaire d'heritage roturier ne peut demolir l'edifice aſſis ſur ſon heritage, ſans le conſentement de ſon S. ſi ce n'eſt

† *Ceſt Ar.129 eſt nouuel.*

†† *Ces Art. 410.& 412.ont eſté accordez pour Couſtume nouuelle.*

Perequation faicte de la rente ou deuoir deu ſur vn Max, ne empeſche que le S. ne ſ'addreſſe contre les detenteurs & perequäs vn ſeul & pour le tout.

Cens n'eſt reputé diuiſé par la reception du cés d'aucuns particuliers, ſi le S. n'a conſenti à la diuiſion.

Le S.peut ſ'addreſſer à vn des detenteurs pour auoir payement de ſes deuoirs, cens,rétes,Biäs, charges ou autres pour le tout.

Vne ſeule amende pour n'auoir payé au terme: & à celuy qui paie recours contre les condetéteurs obligez pour leur part & portion tant deuoir que de l'amende.

† *Ceſt Ar.103. a eſté de nouuel introduit pour raiſon de l'indiuiduité ſeulement contenue en iceluy: & l'a. Art.85.du Couſtumier ancien a eſté rayé & abrogé.*

Quels deuoirs ſont indiuiſibles pour le payemẽt d'iceux.

Proprietaire ne peut demolir ou deteriorer le heritage redeuable de cens &c.

†† *Ces mots,* ou rente fonciere, *ont eſté adiouſtez apres ce mot,*cenſiue.

g Tous les debteurs deſdits deuoirs doiuẽt conuenir enſemblement & eſlire vn d'entre eux pour leuer les parts & portions d'vn chacun: afin que le S. ſoit payé par vn ſeul payement, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt le 9.iour de May 1552.

h Herbaux ſont certains deuoirs & charges deues ſur heritages. En l'ancienne couſtume de Poictou Art. 85.il ſe lit, Arbaux.

i Fructuarius cauſam proprietatis deteriorẽ facere non debet: meliorem facere poteſt l.Exſilua.10. l. ſi cuius rei. 13. § fructuarius l. ſed ſi §.Et ſi veſtimentorum D.deuſufructu.

Source : BIU Cujas

Ainsi on peut dire que le proprietaire ne peut rien faire au preiudice du Seigneur feodal ou censuel, qui luy a faict bail de ses terres à la charge du cens ou autre deuoir par chacun an. Or est il qu'il y a deux sortes de Seigneurs les vns directs, & les autres vtiles comme il a esté dict cy dessus en l'Addition du Tit.1.de fiefs: & à ceste occasion Balde in proœmio feudorum columna 7. escrit que la Seigneurie directe, estre vne proprieté superieure, & la Seigneurie vtile estre vne proprieté inferieure. Le Seigneur vtile ne peut rien faire au preiudice du Seigneur direct. Ce qui faut entendre si ledit heritage estoit basti, ou pris à la charge d'y bastir, le Seigneur vtile ne peut demolir les edifices & bastimens sans le consentement du Seigneur direct ou foncier. Mais si l'heritage n'est basti lors du bail ou prins à la charge de bastir, ains a esté basti depuis par le preneur ou ses successeurs, le S. vtile peut demolir lesdits bastimens: parce que le premier estat des heritages ne consistoit que au sol simplement. l hæredes in fundo D. de vsuf. leg. Specul. tit. de locato. §. nunc aliqua. l. si vnus § pactus ne peteret D. de pact. Du Moulin sur la Coustume de Paris Art. 51. Gloss. 2. num. 5. & sur l'Art. 55. Gloss. 1. num. fin. Toutesfois la Coustume de Bourbonnois Art. 398. dit que le tenancier ne peut demolir les meliorations & augmentations par luy faictes sans le congé du Seigneur.

pour le rebastir & mettre en meilleur estat: & où il le feroit sera tenu bastir ledit edifice: & neantmoins payer l'amende de lx. sols Par.

AMIENS Tit. 11. Art. 198. Le tenancier cottier ne peut, sans le consentement de son Seigneur demolir aucuns edifices abloquiez & soliuez estans en l'heritage par luy tenu en roture, & s'il le faict sans le consentement de sondit S, il eschet en amende de lx. sols Pa. & si est tenu remettre ledit edifice au premier estat.

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 19. Le censier est tenu entretenir & maintenir la chose censuelle bien & suffisamment, en l'estat conuenu. Et s'il fait le contraire, il est tenu aux dommages & interests du S. censier.

MONTARGIS Chap. 2. Art. 42. Le proprietaire ne peut muër la nature de l'heritage, pour demolir ne deteriorer iceluy heritage qui doit censiue: Coustume ou autre droict Seigneurial ou rente fonciere, tellement &c. p. *Sens.* Art. 242.

BERRI Tit. 6. Art. 32. Le S. vtile detenteur des heritages tenus à cens ou rente, est tenu iceux entretenir en bon & suffisant estat: en maniere que ledit S. censier ou rentier, puisse estre satisfaict desdits cens & rente: & à ce peut estre contrainct le S. vtile des heritages.

† *A ceste Art. 398. Maistre Iean Ferant au nom & comme Procureur des habitans de la Chastellenie de Verneul, s'est opposé, disant qu'ë pareil Art. qu'on s'efforça publier en l'an 1500. desf lors s'opposerẽt, comme il appert par la publication faite. A ceste cause auons receu lesdits habitans à opposition: & pour icelle deduire leur auons assigné iour en la Cour à deux mois. Et neantmoins que ledit Art. sans preiudice de leur opposition, entant que touche tous les autres, demourera en sa force & vigueur.*

BOVRBONNOIS Chap. 28. Art. 398. Le † tenancier qui tient vn heritage en fief, cens, rente, ou Taille d'aucun S. il le peut meliorer, & non pas empirer: & s'il a basti ou faict de nouuel melioration ou augmentation audit heritage, il ne peut demolir, vendre ou exploiter ladite melioration sans le congé dudit Seigneur.

ACS Tit. 9. Art. 16. Tous S. generalement ne peuuent empescher les tenanciers de leurs maisons Nobles, de demolir leurs maisons pour aller bastir ailleurs: hors leurs iurisdictions.

PONTHIEV Tit. 4. Art. 87. Quand aucun est mis en question pour payer acquits ou cens de tenemens, qu'il tient, situez & assis en ladite Comté, & il veut passer par la loy, en affermant par deuant Iustice, qu'il a payé ses cens ou acquits, là, où, quand & à qui il les a deuz, il doit passer par ce & estre creu & receu à venir à ladite loy, & affermer, ainsi que dit est vne fois en sa vie, & non plus contre vne mesme personne. Tit. 5. Art 92. Quand aucun reçoit aggreablement censiue d'aucun tenement par le temps & espace de trois ans continuels & ensuiuans l'vn l'autre, pour & à cause d'aucune chose fonciere ou immobiliaire situee és mettes de ladite Comté: celuy qui ainsi a payé est tenu & reputé saisi & homme & tenant d'iceluy à qui il a payé lesdits cens par ledit espace de trois ans: tellement que apres ledict temps passé il n'est receuable à soustenir qu'il ne soit son homme & tenant de la chose, pour laquelle il auoit faict ledit payement.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 128. Quand aucun doit cens, Tailles ou autre deuoir annuel de bled, vin, huille & autres choses qui gisent en poids, mesure & mutation, & il est conuenu pour aucuns arrerages, il n'est tenu en payer, sinon à la raison qu'elles ont valu, au plus haut pris des annees, esquelles ils doiuent les arrerages. Aussi est tenu de les payer au plus haut pris, sans ce qu'il soit besoin en faire aucune autre appreciation. Chap. 28. Art 419. En faisant apparoir par aucun redeuable de Taille, cens, rente ou autre deuoir annuel par quictance de payemens faits de trois annees k consecutiues, il est quitte de tous les arrerages precedens. Art. 420. Le † debteur de ce qu'il a payé, est tenu en passer lettre, aux despens du Seigneur, auquel il a payé, par Notaires. Mais quand lesdites quittances ou lettres sont requises des mains des parties, Receueurs ou Commis respectiuement il n'en est rien deu.

Payement de cens ou acquits se prouuent par le serment fait deuant Iustice, vne fois contre vne mesme personne.

k *L. 3. C. de apoch. public. & ibi Accurs. Du Moulin sur le 62. Art de Paris quæst. 7. num. 41. explique ceste Art. 419. & la Coustume de Poictou Art. 47. Accurs. & Doct. in l. siue tutor petitus 5. C. de peric. tut.*

LA MARCHE Chap. 17. Art. 176. Celuy qui a payé à son S. les cens ou de-

Source : BIU Cujas

Payement de cens faict par le temps de trois ans rend celuy qui l'a faict tenancier de celuy à qui il a payé.

Arrerages de cens, Tailles ou autre deuoir annuel de bled, vin, huille, & autres choses qui gisent en poids, mesure & mutation se doiuent payer au plus haut pris des annees esquels ils sont deuz.

Payement de Tailles, cens, rente ou autre deuoir annuel faict par trois annees consecutiues, exempte des arrerages precedans, en apportant quittance de 3. annees dernieres.

Debteur de cens, ou autre deuoir, doit passer lettre au Seigneur aux despens d'iceluy.

Payement des cens ou deuoirs Seigneuriaux fait la derniere annee, exempte des arrerages precedens en affirmant le payement des annees precedentes, s'il n'y a preuue au contraire, reseruation, ou protestation contraire: ou bien si le payement est general en deduction des annees passees.

uoirs Seigneuriaux de la derniere annee, & est prest d'affirmer qu'il a payé les precedentes, doit estre quitte : sinon que le Seigneur vueille monstrer par lettres ou tesmoins, qu'en prennant payement de la derniere annee, a protesté ou reserué son action ou poursuite des precedentes. Autre chose seroit si le payement dernier a esté faict generalement en deduction de ce que seroit deu des annees passees. Article 177. On ne peut demander arrerages que de quatre annees comprins la presente, si l'on ne monstre sommation ou diligence des precedentes. l

Arrerages se demandent de iv. annees

Quand il y a presomption contre le S. ses Receueurs & leurs heritiers, que le suiet ou son heritier a payé à son S. les deuoirs deuz.

* *Aliàs*, hõme.

l La sommation rend le suiet en demeure: laquelle ne luy doit profiter, vnicuique sua mora nocet l. in condemnatione 173. §. vnicuique D. de reg. iur. cap. mora De reg iur. in 6. l. quod te mihi 5. D. de rebus cred. l. si in Asia 12. §. fi. D. de posit. l. ratio. 3. §. fi. D. de act. empti. l. mora. 32. §. 3. & 4. D. de vsur. l. si rem 14 D. de iure dot. l. cũ seruus 39. §. 1. vers. ipsius l. cum res legata 47. in fine. De leg. 1. l. qui solidum 78. in princ. & §. 2. l. si quis seruo. 84 De leg 2 l. in fideicõmissaria 18. D. de Ad Treb. l. emptor. 12. D. de aqua & aquæ plu. Et nemo ex suo delicto meliorem condicionem facere potest, l. nõ fraudãtur 144. §. nemo D. de reg. iur iniquum est enim vt dolus proprius alteri noceat l. 39. & 49. & 155. D. eod. tit. & aliis vulgar.

m Bartol. in l. non solum §. morte D. de noui. op. nunt. quatuor protestationũ species facit. Iason ind. §. morte addit quintam speciem. Sed ea comprehenditur sub prima. Panorminanus in cap. cum Martinus Ferrariensis Extr. de consti. Baldus in cap. Plerumque Extr. de rescriptis dit que par le moyen des protestations que nous faisõs, nos actiõs volontaires sont limitees, & prennent leur force & vigueur desdites protestations.

n Ceste Coustume est plus expresse és Ar. 20. 21 & 25. cy dessous & faut noter que ce droict de Retenue

Poictou Tit. 1. Art. 63. Quand l'on demande à aucun, cens, rentes, ou autres deuoirs annuels de plusieurs annees, si celuy à qui on demande lesdits cens, rentes ou deuoirs monstre ou preuue auoir payé la derniere annee, il demoure quitte des annees precedentes, en faisant serment qu'il à payé les arrerages desdits cens, rentes & autres deuoirs annuels, à luy demandez si c'est le debteur. Et si c'est son * heritier, en faisant serment qu'il croit, que son predecesseur a payé les arrerages, si le demandeur n'auoit faict m protestation en prenant le dernier payement de demander les annees precedentes, & qu'il le prouuast. Et s'entend ladite Coustume quand le Seigneur à qui sont deuz les rentes & deuoirs, les reçoit. Mais quand il y a Receueur qui reçoit pour luy, si ledit Receueur demande iceux cens & deuoirs de plusieurs annees le debteur en prouuant le dernier payement fait de la derniere annee audit Receueur, & faisant serment, comme dessus, demeure quitte des annees precedentes au temps d'iceluy Receueur seulement. Et semblablement demeure quitte quand au S. Toutesfois le predecesseur Receueur ou ses heritiers peuuent poursuiure les tenanciers pour les arrerages escheus de son temps, depuis sa derniere quittance par luy baillee. Le semblable est en vn Tuteur, curateur ou administrateur, si le demandeur ne monstre qu'il a fait protestation de demander du temps passé, en prenant le dernier payement.

Retenue en matiere censuelle n'a point de lieu sinon par cõtrat expres, ou conuention.

†† *Cest Art. 128. est adiousté cõme ancien & omis en l'ancien cayer.*

VII. Melvn Chap. 6. Art. 128. Le †† S. censuel ne peut auoir par Retenue, l'heritage estant en sa censiue, pour le pris qu'il aura esté vendu: sinon que par contract il y eust droit de Retenue.

Sens Tit. 20. Art. 240. Le S. censier &c. p. *à Melun*, qu'il a esté vendu s'il † n'y a titre ou conuention au contraire.

† *Ces mots. S'il n'y a titre, &c. ont esté de nouuel adiousté.*

Vallois Tit. 3. Art. 14. Quand l'acheteur va deuers le S. requerir la saisine, ledit S. peut prendre & retenir les lettres de l'acheteur par l'espace de viii. iours & à son lots & chois de prendre & retenir par puissance de fief pour luy ledit heritage ainsi acquesté pour le pris qu'il auroit esté n vendu : au cas toutesfois que ledit heritage seroit vendu à aucun estranger, & non à aucun lignager, qui eust peu ou pourroit auoir iceluy heritage par Retraict. Art. 20. Quand aucun Seigneur a baillé la saisine d'aucun heritage mouuant de luy en Censiue, à l'acheteur d'iceluy, il ne luy est plus loisible de le prendre & retenir par puissance de fief ou Seigneurie. Art. 21. Si le Seigneur retient en sa main par puissance de fief aucun heritage vendu & mouuant de luy en censiue, il n'est besoin qu'il s'en face saisir & vestir par autre Seigneur : mais en peut prendre de luy mesme la saisine & possession. Art. 25. *A la fin.* Aussi sera en la puissance du Seigneur retenir les heritages baillez perpetuellement à rente rachetable, ou à tousiours ou à temps, par puissance de Seigneurie, en payant au bailleur le pris du rachat de ladite rente, auec les frais & loyaux couts en dedans le temps introduit par la Coustume.

Retenue a lieu en matiere censuelle.

Saisie baillee par le S. empesche la Retenue.

S. cẽsuel ysant de Retenue peut prendre de luy mesme la saisine & possession: sans se faire vestir par autre S.

S. à la Retenue quand l'heritage est baillé à rẽte à tousiours ou à temps perpetuellement.

Vitri Tit. 1. Art. 18. Les S. qui ont en leurs terres droict de censiue, quand ledit cens porte lods, ventes, vestures & amendes, lesdits S. peuuent au moyen dudit droit prendre & auoir les heritages chargez, quand on les vend pour le pris de la vendue: ou si mieux leur semble, ils en auront les lods & ventes selon la coustume dudit lieu.

Droict de Retenue quand les heritages portãs lods, ventes, vestures & amendes, sont vendus.

Dvche de Bovrg. Chap. 11. Art. 4. Et se l'on met o rentes sur l'heritage qui est Censable, & apres on vende ledit heritage, le Seigneur Censier a

Retenue quand à lieu.

Source : BIU Cujas

est Seigneurial, aussi bien que le Retraict Feodal, dont nous auons parlé au Tit. 1. de Fiefs. Et sont introduits contre la Loy nec emere. 16. C. de iure de lib. & l. inuitum 12. C. de contrah. empt. Inuitum comparare vel distrahere postulantis desiderium, iustam causam non continet. Iason & Alb. ind l. nec emere. Bartol. in l. fin. C. de fideic. lib. Hostiensis in cap. 1. Extra de rer. permut. l. 13. & 14. C de contr. empt ideo coacta venditio rescindi solet. l. 1, C. de resc. vend. Celuy qui a acheté vn heritage Feodal ou Censuel est tenu la delaisser au S.F. ou Censuel pour le prix qu'il l'a achetee, ie laissé les fallences & exceptions de ces Loix nec émere. C. de iure delib. & de la Loy inuitum. C. de contr. empt qui sont assez explicquees par Accurse, & les Docteurs sur l'interpretation desdites Loix. Voyez Chassanee sur l'Article quatriesme du Titre. 11.

o Voyez le 21. Article de Paris Titre des Fiefs cy dessus, & les Coustumes rapportees sur iceluy: & Niuernois Chapitre 5. Art. 4. La Marche. Art. 277.

---

la Retenue, se bon luy semble dudit heritage vendu : en rendant le pris du vendage dudit heritage, dedans xl iours apres ce que ledit vendage luy sera denoncé par l'acheteur. Et ce faict, se peut acquiter de ladite rente dedans l'an apres ladite Retenue : parmy rendant pour chacun franc de rente, s'il est assis en bonne ville, xx. francs: & au plain pays xv. francs, ou cas que ledit S. Censier n'auroit consentu à ladite rente.

Droict de Retenue a lieu en Ventes.

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 4. Droict de Retenue regulierement compete & appartient au S. Censier, quand la chose tenue à titre de Cens est vendue, s'il n'a choisi de prendre les lods & ventes. Art. 6. Le S. Censier vsant de Retenue doit rembourser l'acquereur du sort principal & loyaux cousts dedans xl. iours, à compter du iour de la notification à luy faite par l'acquereur. Laquelle notification doit estre faite par tradition du Vidimus de l'acquisition deuëment collationné : & s'il n'y a notification, ledit droict de Retenue dure xxx. ans. Article 8. Gens d'Eglise à cause de leur Eglise n'ont droict de Retenue ou Censiue : & à la charge de deux sols six deniers pour liure, pour les lods & ventes.

Retenue dure trente ans quād il n'y a notification de l'acquisition.

Ecclesiastiques n'ont droit de Retenue.

MONTARGIS Chap. 2. Art. 50. En †† la Chastellenie de Bleneau en cas que heritage soit vendu, le S. Chastelain a droict de Retenue. Art. 52. Si la rente est vendue, ledit Seigneur la peut auoir par droict de Retenue.

†† *Ces deux Art. 50. & 52. sont seulement pour la Chastellenie de Bleneau.*

VALLANÇAY Chap. 3. Art. 6. Le S. de Vallançay comme Seig. Chastelain a droict & luy est permis par la Coustume auoir par Retraict les heritages vendus, qui sont mouuans & tenus de luy à Cens, rembourſant l'acquereur d'iceux du sort principal & loyaux Coustemens. Et sera tenu xl. iours apres l'exhibition des Contracts, declarer s'il veut auoir l'heritage acquesté ou non.

VASTANG Chap. 1. Art. 1. Si le S. veut auoir l'heritage ainsi vendu par Retenue, il le pourra auoir & retenir, en rendant à l'acheteur le pris de l'achat & loyaux frais : sinon que ledit acheteur fut du lignage dudit vendeur du costé & ligne, dont iceluy heritage est venu: auquel cas ne seroient deuz audit S. que lesdites ventes & double Cens. Art. 2. *A la fin.* Mais lesdits S. d'Eglise n'ont point ledit heritage vendu par droict de Retenue.

HESDIN Tit. 1. Art. 10. Les S. dont les heritages cottiers vendus sont tenus, peuuent retenir en leurs mains les Dessaisines que font les vendeurs desdits heritages cottiers vendus l'espace de sept iours & sept nuicts : pour deliberer s'ils veulent vser de la faculté de Retraicte.

LA Rue d'Yndre, Chap. 3. Art. 9. Tout S. Censier a droict de Retenue & peut prendre la chose Censuelle pour les deniers qu'elle aura esté vendue, ou prendre le droict de Rachat, qui est xx. den. t. pour liure, au chois & election dudit S. Censier : & a ladite election, iusques à ce que ledit contract de vente luy sera notifié : & apres ladite notification, le S. Censier a l'an & iour, pour deliberer s'il prendra ladite chose vendue pour les deniers, ou son droict de Rachat, qui est xx. den. t. pour liure. Art. 11. Et touchant les choses Feodales & Censuelles estans és mains des Gens d'Eglise, ils peuuent iouyr des droicts de Rachats: & par la Coustume n'ont aucun droict de Retenue des choses Feodales & Censuelles, qui sont tenues d'eux.

† *Ceux de l'Eglise se sont opposez à cest Article 479. maintenans qu'il est contre la liberté de l'Eglise, & qu'ils auoiēt des heritages*

BOVBONNOIS Chap. 29. Art. 479. L'Eglise † n'a point de Retenue: mais a droict de lods & ventes pour ses Censiues és lieux où elle a accoustumé de les auoir d'ancienneté. p

p *Par ainsi il ne suffit que les heritages soient tenus & mouuans de l'Eglise en Censiue, mais il faut prouuer que de toute ancienneté l'Eglise a perceu les lods & ven-*

LA Marche, Chap. 20. Art. 277. Le S. direct qui a lods & ventes peut auoir par prelation ou Retenue la chose vendue tenue de luy, dedans †† trois mois, à compter du iour de l'exhibition des contracts: s'il a esté payé des lods & ventes, il est debouté de son droict de Retenue ou prelation. Art. 278. Le S. direct qui n'a point de ventes peut venir dedans l'an & iour, à compter du temps que

Source : BIU Cujas

tes, comme il fut iugé en l'an 1559. contre les Abbé & Religieux du Montet. C.M.

feodaux dont estoient mouuãs plusieurs Fiefs,

& que ils pouuoient aussi bien auoir par droict de Retenue que les Nobles: & que ce n'estoit Coustume ancienne: mais nouuelle, qui ne se pouuoit introduire sans leur consentement, offrant que quand ils auroient eu par Retenue qu'on les puisse contraindre d'en vuider leurs mains. Les Practiciens ont dit que c'estoit Coustume ancienne, qu'elle auoit esté publiee en l'an 1500. Les Nobles & ceux du tiers Estat ont requis qu'elle fut couchee comme ancienne. Auons receu ceux de l'Eglise à opposition, & ordonné qu'ils bailleront leurs causes d'opposition par deuers nous, pour en faire nostre rapport à la Cour: & ce pendant auons ordonné par maniere de prouision, & iusques à ce que par la Cour en soit autrement ordonné, que la dite Coustume demourera comme ancienne, sans preiudice de l'opposition de ceux de l'Eglise.

†† *Ces mots,* dedans trois mois, *sont de nouuel adiouſtez.*

q En prenant possession ainsi qu'il est porté par le 263. Art. de ceste mesme Coustume mis cy dessous. Titre vii. en l'Addition.

r Vide l. fin. C. de iure emphyt.

l'acquereura prins possession & gardé les solemnitez q pour ce faire, telles qu'il est dit du lignager.

Emphyteote peut donner, vendre ou aliener ses heritages sans le congé du S. foncier.

BOVRDEAVX Chap. 8. Art. 87. Emphyteote peut vendre r ou aliener ses biens, sans le congé, licence & auctorité du S. foncier: & telles ventes, alienations ou donations ont lieu & tiennent. Et le S. foncier ne peut pretendre aucun droict sur telles choses vendues, alienees ou donnees par sondit emphyteote: fors seulement sur les choses vendues, ventes & honneurs ou les retenir par puissance de fief.

S. foncier a droict de lods & ventes sur les heritages vendus par son emphyteote, ou bien droict de Retenue.

ACS Tit. 9. Art. 13. Les hommes qui payent Queste & Aubergarde, peuuent vendre leurs maisons, terres & heritages & autres choses qu'il leur plaist, sans faire presentation au S. Art. 14. Reserué à Maiesc, où combien que ce soit terre de Queste, faut que le vendeur presente au S. & ledit S. a droict de retention. Art. 15. Queste c'est vne rente generale vniforme, communement payee par toute vne Parroisse, ou de tous les tenemens & terres d'vne Baronnie par les habitans d'icelle. Pour le payement de laquelle chacun des habitans entr'eux contribue pour la quantité des terres qu'il a prins ou autrement tient.

Queste & Aubergarde.

Presentation.

Queste.

S. SEVER Tit. 8. Art. 7. Le S. direct a droict de Retenue sur la chose vendue. Art. 13. A Amor non comprins le territoire appellé le Saumont, Sainct Liboes, Pibou, Samadet, Mant, Monsegur, Buanes, le lieu de Miremont seul, Geno, Batz en Tursan, la Vicomté de Lo Viguer, Damollent, Roquefort, Bahus, Sobiran, Serront, Arbocane, & Sarragaston: és lieux dessusdits le S. direct n'a droict de retention aux choses vendues.

Droict de prelation.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 11. Art. 5. Le S. Censier peut recourir aux heritages mouuans de sa Cense, pour faute de tenementier & Cense à luy non payee, & d'iceux leuer les fruicts, profits & emolumens & les appliquer à son profit, iusques à ce qu'il soit payé de sa Cense & des arrerages d'icelle: & se dedans dix ans f celuy qui tenoit parauant les heritages à Cense vient, & qu'il demande les heritages censaux, le S. Censier sera tenu de les luy remettre & deliurer, s'il a esté satisfaict des arrerages, par la reception des fruicts, ou sinon, parmy ce qu'auant toute œuure il sera satisfaict des arrerages. Et les x. ans passez, les heritages demourront au Seig. Censier, & les pourra bailler & accenser à tel qu'il luy plairra sans plus estre tenu de les remettre ou bailler à celuy qui les tenoit à Cense, de luy parauant, s'il ne luy plaist.

Seig. Censier quand peut recourir aux heritages tenus & mouuans de sa Cense.

f Vide l. Locorum 11 C. de omni agro des. lib. xi.

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 11. p. *au Duché.* Art. 5. peut retourner aux heritages, &c. de sa Censiue par faute de tenementier, & d'iceux leuer & appliquer à son profit, sans rembourſement les fruicts, &c. paye de son Cens & des arrerages d'iceluy. Et si dedans xxx. ans, &c. à Cens, &c. les heritages tenus à Cens, &c. & les xxx. ans passez, &c. incommutablement qui les pourra bailler ou adcenser, &c. à Cens de luy, &c.

MONTARGIS Chap. 2. Art. 29. Quand le proprietaire de la terre redeuable à Cens, cesse de payer, & demeure ladite terre sans detenteur, le Seig. auquel est deu ledit Cens, la peut prendre & vnir à son, supposé qu'il ne fut Iusticier: & en reuenant dedans x. ans, & payant les meliorations, seront les S. tenus le rendre sans deduction des leuees, qui demeureront ausdits S.

SENS Tit. 20. Art. 244. Si aucun proprietaire delaisse au Seigneur Censier l'heritage pour le Cens, ledit Seigneur Censier pourra tenir ledit heritage, comme sien, ou le pourra vendre, ou en faire son profit, & n'y aura rien en ce cas le Haut Iusticier.

AVXERRE Tit. 3. Art. 93. Si ledit proprietaire renonce & delaisse, &c. p. *à Sens.*

MONSTREVL Art. 9. Quand les tenanciers cottiers sont delayans ou re-

Source : BIU Cujas

fuſans payer à leurs Seigneurs les rentes qu'ils doiuent pour tenemens, ou quād l'heritier dudit tenancier Cottier ne releue dedans les vii. iours & vii. nuicts apres le decés dudit tenancier, le S. peut faire prendre & mettre en la main de ſa Iuſtice par vn Sergent & deux hommes de ſa Cour pour le retraire & rapproprier à ſa Table & domaine à faute de rente non payee, Reliefs & autres droicts non faits: & ſur iceluy tenement faire adiourner ledit tenancier ou ſes hommes, & tous ceux qui y peuuent demander aucun droict, leur aſſigner iour pardeuant ſes Bailly & hommes à plaine quinzaine, & faire ſignifier la prinſe pour la cauſe ſuſdit à l'Egliſe à iour de Dimanche, heure de grand Meſſe, en reiterant ledit adiournement, & la cauſe pour laquelle ledit tenement eſt retraict & remis en la main du Seigneur, & en adiournant auſdits plaids tous ceux qui pretendent droict audit tenement. Et ſi aucun ne compare, le S. ou ſon Procureur doit obtenir Defaut contre les adiournez, & ſe doit faire exploict par quatre fois, & la cinquieſme d'abondant: & apres les defaux obtenus, s'il n'y a aucun oppoſant, leſdits Bailly & hommes doiuent retraire & remettre à la table & domaine d'iceluy S. ledit tenement: lequel par ce moyen compete & appartient audit Seigneur, comme ſon vray domaine & heritage procedant de la Seigneurie, dont il eſt tenu: & le peut ledit S. tenir en ſa main & bailler à rente, & en vſer à ſon plaiſir & volonté, comme de ſa terre & Seigneurie.

Saiſie pour rentes foncieres & Seigneuriales, pour faire les fruicts ſiens.

ARTOIS Tit. 1. Art. 16. Tous S. ayans Haute Iuſtice, Vicomtiere ou fonciere peuuent faire ſaiſir les heritages tenus d'eux pour les rentes foncieres & Seigneuriales non payees, & faire les fruicts ſiens, apres que les proprietaires auront ſouffert trois Criees & publications eſtre faictes par trois iours de Dimanche, en ſortant de l'Egliſe du lieu, ou leſdits heritages ſont ſituez, ſans y creer oppoſition. Apres leſquelles trois Criees, ledit S. peut vſer deſdits heritages, comme de ſa propre choſe, ou les bailler à nouuelle rente, tant que leſdits heritages ſoient purgez par le proprietaire deſdits heritages. Auſquelles ſaiſines parauant les trois Criees, ils doiuent eſtre receus à oppoſition, s'ils le requierent, & auoir mainleuee deſdits heritages en nantiſſant ou baillant caution ſuiette à la Iuſtice dudict S. pour les arrerages pretendus.

ESTAPPES Art. 3. Si aucun ayant maiſons, manoirs ou terres en ladicte Ville & Banlieuë, va de vie à treſpas, & ſon heritier n'a fait ſes diligences d'iceux heritages releuer & apprehender vii. iours & vii. nuicts apres le treſpas de ſon predeceſſeur, le Seig. de qui les heritages ſont tenus, peut & luy loiſt faire ſon profit deſdites maiſons & terres, ſelon la Couſtume generale dudit Comté, & iuſques à ce que l'heritier aura faict ſes diligences de releuer. Et ſi peut ledit S. faire retraire à ſa Table & domaine la maiſon, manoir ou terre de luy tenue, par faute de Relief, peut en faire ſon profit: & le contenu cy deſſus ſe doit entendre: pourueu que le S. face premierement ſaiſir par la Iuſtice leſdits heritages. Art. 4. Le S. doit par iii. Dimanches & quinzaines continuelles, faire faire cry à haute voix, en la fin de la grand Meſſe Parochial de l'Egliſe, par le Clerc Parochial de l'Egliſe, que l'heritage de luy tenu par ſon tenant treſpaſſé, eſt retourné à ſa Table & domaine, par le treſpas de ſondit tenant rentier: en declarant leſquelles Criees, ledit Clerc Parochial doit dire & declarer qu'il faict icelles Criees, à la requeſte du S. diſant à haute voix aux Maieur & Eſcheuins de la Ville & Bālieuë, que pour garder les droicts & priuileges des Bourgeois, manans & habitans de ladite ville, ils ayent à entendre audit retraict. Et en chacune des Criees, faut par ledit Clerc nommer pour le moins deux Eſcheuins eſtans preſens aux Criees. Art. 5. Apres les trois quinzaines & Criees faictes par le Clerc Parochial en l'Egliſe, le Seigneur qui a faict faire les Criees, pour pourſuiuir l'adiudication par retraict, doit preſenter icelles Criees faictes & ſignees du Clerc, à Meſſieurs les Maieurs & Eſcheuins de la ville, tenans leurs plaids, & requerir que la maiſon, manoir ou terre declaree és Criees, ſoit ſaiſie en la main de Iuſtice, pour parachemer ſon retraict: & ce faict les Maieur & Eſcheuins, & vn Sergent à verge de la ville, peut aller ſur le lieu cōtētieux, prēdre ledit lieu, maiſon, manoir ou terre en la main de la ville, à la requeſte du S. qui faict faire le retraict, en adiournant par ledit Sergent tous les detenteurs & occupeurs du lieu, auec tous ceux qui audit lieu veulent pretendre aucun droict par le treſpas du dernier homme, à comparoir pardeuant M. les Maieur & Eſcheuins, aux prochains plaids & iours plaidoyables enſuiuans les ſaiſiſſemens à l'encontre du S. ou ſon Procureur. Et ſi l'on a cognoiſſance que le lieu ſoit occupé par aucun demourant en la Ville, & Banlieuë, ou qu'il y ait parens ou amis du treſpaſſé eſtans de la cotte & ligne dont procedēt les heritages en ladite Ville & Banlieuë, il eſt beſoin leur ſignifier le ſai-

Source : BIU Cujas

ſiſſement, en les adiournant aux prochains plaids plaidoyables des Maieur & Eſcheuins, pour proceder au retraict. Et aux prochains iours plaidoyables le Sergent doit faire ſon rapport & le mettre au regiſtre, & par le S. doit eſtre requis l'adiudication du retraict: & ſur iceluy accorder defaut a l'encontre de tous ceux qui aux heritages voudroient clamer & demander aucuns droicts. Leſquels adiournemens & defaux ſe doiuent continuer iuſques à vi. quinzaines & plaids plaidoyables, ſi les heritiers ne font leur diligence de releuer & ſatisfaire vers le S. qui fait faire le retraict. Art. 6. Si durant les vi. Criees & vi. defauts & plaids plaidoyables il y a aucun qui ſ'oppoſe au retraict, le Sergent aſſigne iour aux * eſpouſans à comparoir par deuant les Maieur & Eſcheuins, aux prochains plaids plaidoyables enſuiuans le vi. & dernier defaut, pour dire leurs cauſes d'oppoſition: auſquels plaids les parties ſeront ouyes, pour ſur ce leur faire droict: & ne doiuent ceſſer les vi. Quinzaines contumaces & defauts à faire, pour les oppoſitions qui ſe bailleront, ſans preiudice à icelles oppoſitions: ſi n'eſt que les heritiers ayent faict leurs diligences de releuer & ſatisfaire leurs Seigneurs de leurs reliefs & arrerages des rentes, ſi aucunes en ſont deuës. Art. 7. Pour adiuger les retraicts l'on n'a aucun regard, ſi les vi. Quinzaines, ont eſté continuelles ſans aucune interruption, mais ſuffit qu'il apparoiſſe, que le Clerc Parochial ait par ſon reſcrit publié ces trois Criees en la fin de la Meſſe par trois Dimanches & trois quinzaines continuelles, & enſuiuans l'vn l'autre auparauant le ſaiſiſſement fait par les deux Eſcheuins & Sergent. Art. 8. Les vi. Quinzaines & plaids plaidoyables faites & parfaictes, & les oppoſitions, ſi aucunes y a vuidees, les Maieur & Eſcheuins adiugent les heritages retraits au profit du S. pour en faire ſon profit. Art. 9. Tous S. aians maiſons, manoirs ou terres en ladite Ville & Banlieuë & tenus d'eux à rente par diuers ſuiets par faute de rente & arrerages non payez, il loiſt auſdits S. par faute de trois ans, ſ'il n'y a qu'vn terme en l'an, faire retraire leſdits heritages, par faute de n'auoir eſté payez, en tenant par ledit S. les formes des Criees des ſaiſiſſemens, ainſi que cy deuant eſt declaré aux Retraicts, qui ſe font par faute d'homme & de Relief: & ne ſont leſdits Seigneurs ſubmis d'aller hors ladite Ville & Banlieuë pour faire ſignifier aux heritiers ou tenans rentiers deſdits retraicts: & ſuffit de ſ'addreſſer aux detenteurs ou tenans rentiers, ou leurs prochains parens & amis, eſtans de la cotte, dont procedent leſdits heritages, ſ'ils ſont demourans en ladite Ville & Banlieue.

* *Aliàs, oppoſans.*

S. Omer en Artois. Tit. 2. Art. 4. Se vn tenant cottier eſt delayant & refuſant payer à ſon S. ſa rente que doit ſa terre cottiere, ledit S. peut faire mettre ledit tenement en la main de ſa Iuſtice par ſon Bailly ou Sergent, preſent deux hommes de Fief ou cottiers pour retirer & rapproprier à ſa table & domaine ledit tenement par faute de ſadite rente non payee, & ſur iceluy tenement faire adiourner ledit tenant & tous ceux qui audit tenement peuuent demander aucun droict & leur aſſigner, &c. p. *à Monſtreul.* Art 9. Bailly & gens de Iuſtice d'iceluy S. à pleine quinzaine, à l'Egliſe du lieu, où le tenement eſt ſitué à heure, &c. ledit retraict, adiournement, &c. ſe faict ladite retraicte en adiournant auſdits plaids, tous ceux qu'audit tenement veulent pretendre. Et ſi aucun ne vient, le S. &c. deura auoir & obtenir Defaut contre tous leſdits adiournez. Et ſe doiuent faire leſdites Criees par publications de trois Dimanches de quinzaine en quinzaine, & le quatrieſme d'abondant eſdits iours de quinzaine en quinzaine, auſſi aſſignez continuez & entretenus, leſdits Bailly & hommes de Fiefs ou cottiers doiuent par leſdits quatre Defauts adiuger au S. ou à ſon Procureur la retraicte, & rapproprier ledit tenement à la table & domaine dudit S. pour en iouir à touſiours, comme de ſon vray domaine procedé de ſa Seigneurie.

Bayonne Tit. 13. Art. 7. Tenancier de Prinfief interpellé chacun an par ſon Seigneur direct, durant l'eſpace de vii. ans continuels & conſecutifs de payer le deuoir, qui eſt en demeure de payer par ledit laps de temps, pert la Seigneurie vtile qu'il a en la choſe, & eſt conſolidee auec la directe. Art. 8. Si n'eſt que la choſe euſt eſté donnee au poſſeſſeur par defaut de ne vouloir baſtir ou reparer ſelon la Couſtume de ladite ville cy deſſus inſeree au Tit. des edifices priuez.

S. de Prinfief quand peut pretendre la Seigneurie vtile du tenancier de Prinfief eſtre conſolidee auec la directe: ſinon que la choſe euſt eſté donnee au poſſeſſeur par defaut de

Goello Art. 700. Audit territoire ſi aucun tient terres ou heritages à vn titre appellé Cenſiue, & il ſoit par trois ans continuels en defaut de payer ſa rente, il perd le droict qu'il y a: & demeure ladite Cenſiue au S. de qui elle eſt tenue.

VIII. Meavx Chap. 25. Art. 197. S. Cenſier, qui faict ſaiſir les heritages à luy redeuables de Cenſiue & autres droicts deſſuſdits, ne faict pas les fruicts

Source : BIU Cujas

ne vouloir bastir ou reparer.
S. a les choses Censuelles par defaut de payer le Cens par trois ans.
S. Censier par la saisie Censuelle ne fait les fruicts siens.

siens: mais sur iceux prend seulement sesdits droicts & frais de Iustice, auec l'amende de Cens non payé. Et le surplus desdits fruicts doit estre restitué à celuy, à qui lesdits heritages Censuels appartiennent. Et combien que plusieurs annees fussent deues de ladite Censiue, neant-moins n'en est deu qu'vne amende: s'il n'estoit qu'il y eust plusieurs saisissemens, & pour plusieurs annees. Auquel cas pour chacun saisissement, y a amende.

Vne Amende deuë seule s'il n'y a plusieurs saisissemens pour plusieurs annees.

MELVN Chap.6. Art.107. Le S.Censuel ne peut demander qu'vne amende, pour le defaut à luy faict de payement de sa Censiue pour plusieurs annees: sinon que le redeuable dudit Cens en eust esté mis en procés.

S. Censier se peut addresser aux heritages chargez de Cēsiue pour ses droicts Seigneuriaux.

SENS Tit.20. Art.237. Le † S. Censier pour sa Censiue & pour ses lods & ventes, defauts & amendes se peut prendre aux heritages chargez de ladite Censiue, auoir declaration t d'hypotheque & faire vendre lesdits heritages pour les choses susdites.

† *Cest Art. 237. contient la reformation du 232. ancien: duquel ont esté rayez ces mots,* de la dite Censiue & des arrerages.

MANTE Chap.2. Art.48. Le S.Censuel est reputé auoir Iustice fonciere: tellement qu'à faute de Cens non payez, il peut saisir & mettre en sa main sans ministere de Iustice, les heritages tenus de luy à Censiue: mais en cas d'opposition, où il n'y auroit autre Iustice, les parties se doiuent pouruoir pardeuant le Iuge ordinaire.

Seig. Censier peut tenir l'heritage quitté par le proprietaire, & en faire son profit sans que le Haut Iusticier y prenne rien.

SENLIS Tit.13. Art. 256. Vn Haut Iusticier Moyen & Bas u peut mettre & faire mettre en sa main, les heritages tenus & mouuans de luy, estans en sa Seigneurie Haute, Moyenne & Basse, par faute de titre non monstré, champart emporté, Cens non payé, ventes recellees, droicts de saisine & dessaisine, amendes pour ce deues, foy & hommage, droicts & deuoirs pour ce deuz non payez. x

CHAVMONT Tit.3. Art. 63. Le S.Censier pour ses droicts Seigneuriaux dont est y possesseur, ne doit plaider dessaisi, soit en demendant ou defendant.

S. Censuel a Iustice fonciere & droict de saisie.

REIMS Tit.4. Art.145. Si †† l'acheteur n'ayant consigné, & eu mainleuee, enfrainct la saisie estant venue à sa cognoissance, sera tenu de rendre les fruicts & leuees par luy receues, & payer l'amende de vi. sols Par. Art.147. Au cas que ledit heritage ait esté saisi sous couleur que ledit S. Censuel pretend luy estre deues plusieurs annees d'arrerages desdits Cens, sera tenu ledit S. sinon qu'il vousist faire apparoir de son deu par lettres, deferer le serment au detenteur dudit heritage saisi. Lequel detenteur faisant ledit serment, sera creu: excepté pour le Cens de la derniere annee: du payement duquel il doit faire preuue par lettres ou tesmoins. Art.149. S'il n'y a qu'vne saisie faite par ledit S. encores qu'elle soit faite par defaut de payer le Cens de plusieurs annees, n'y aura qu'vne seule amende. Mais s'il y a plusieurs saisies, en deura pour chacune saisie vne amende de iiii sols Par. Art.161. Pour surcens, vinages, rentes & autres droicts seigneuriaux dont les heritages tenus en Censiue sont chargez, y a pareille contrainte & execution, que pour le Cens: excepté qu'en aucuns lieux, ne sont deuës aucunes amendes en defaut de payemēt d'iceux droicts. Et en ce, se faut regler selon la Coustume des lieux & iouissance des Seigneurs. Entre lesquels ceux qui ont Haute Iustice, ont plus de pouuoir, n'ayans recours à autre Iustice, qu'à la leur, pour contraindre les detenteurs desdits heritages audit payement.

Acheteur estant infracteur de saisie comment puny.

†† *Cest Art. 145. a esté debatu & empeschē par lesdits l'Aiguelet & Begnin pour lesdits Cardinaux de Lorraine & Vendosme, Religieux, Prieur & Conuent desdites Abbayes de S. Remy & Signy: & par ledit Posure pour les Preuost, Doyen & Chapitre dudit Reims: & encores par ledit*

S. QVENTIN Tit.5. Art.90. Si vn heritier doit Cens à son S. & delaisse vn heritage chargé dudit Cens sans acquiter trois ans entiers & continuels, le S. peut faire prendre & mettre en ses mains ledit heritage, & iceluy faire labourer, bailler à ferme, & iouir des profits, iusques à ce que ledit heritier viendra pour le reprendre: lequel sera tenu premier & auant toutes œuures payer au S. les Cens de trois ans auec les mises necessaires sur ledit heritage, & reparations necessaires faictes sur les maisons & edifices estans sur iceluy.

PERONNE Tit.3. Art.97. Le S. peut faire saisir & mettre en sa main terres Censuelles & roturieres delaissees par les proprietaires ou leurs heritiers, & en iouir à son profit, iusques à ce que le proprietaire se presente: auquel seront les terres rendues, en payant seulement trois annees de Cens, si tant en estoit deu au iour de la saisie: & en rembourſant le S. des impenses vtiles & necessaires faites pour lesdites terres. Art.100. Pour faire les saisies suffit aller à l'vne des pieces appartenant à mesme personne estant en mesmme terroer & tenement, &

t L'heritage censuel est affecté & obligé au payement de la Censiue: Or l'hypotheque est touſiours presumee auec le fōds nec mutatur pignoris causa, L. si prædium 4. C de euict & ibi Baldus. l. eos. 9. C. Qui pot. in pign hab §. itē seruiana Inst. de act. Aumoyen dequoy par la disposition de quelques Coustumes le S. Censier, à faute de payement ou de tenācier se peut addresser à l'heritage suiet à sa Censiue: ioinct aussi que l'action hypothecaire est reelle l. pignoris. 17. D. de pign l. pignoris. 18. C. eod. tit. l. 2. C. Si vnus ex pluribus. vbi Imperatores scribunt pignoris vindicationē non personā obligare, sed rem sequi. l. si fundus. 16. § in vindicatione D. de pignor. L. si cùm venditor. 66. in princ. D. de euict.

u Du Moulin sur ceſt Art. 256. dit que ces mots se doiuent entendre alternatiuement, & non conioinctement. Et est ceſt Art. interpreté par ledit Du Moulin amplement sur la Coustume de Paris, Art.102. Gloſſa. 1. num 66. & suiuāts & faut restraindre ceſt Art.256. par le 248. de la mesme Coustume, & suppleer en cas d'opposition.

x Ceste clause n'est pas receue en toutes Coustumes: Car les Seigneurs doiuent faire faire leurs saisies par auctorité de Iusti-

Source : BIU Cujas

ce: & nemo ius sibi dicere debet: nec singulis concedendum est, quod publicè per magistratum fieri potest. l. non est singulis. 176. De reg. iur. 7. C. vnde vi. l. vn. C. Ne quis in sua causa iud. l. vlt. C. vbi senat. vel clar.

y C'est à dire quasi possesseur. Il a la Seigneurie directe, & se doit entendre ceste Art. 63. qu'il est possesseur desdicts droicts Seigneuriaux, & que la saisie n'est point permise par la Coustume precisement, sinon pour raison desdicts droicts: comme aussi ces mots, *ne doit plaider dessaisi*, se doiuent entendre seulement au cas de saisie Censuelle, quād le Seigneur à commencé par saisie, comme Monsieur Du Moulin declare amplement sur l'Article 51. de Paris. Glosse 1. num. 147.

Beguin pour les Religieuses, Abbesse & Cōuent dudit S. Pierre de Reims & les Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise de S. Symphorian dudit Reims: & par Trop-mignot pour les Religieux & Conuent de S. Nicaise dudit Reims, disans que par l'ancienne Coustume, celuy qui enfraint la saisie contenue audit Art. estoit amendable de lx. sols Par. & que lesdits S. ont droict & possession immemoriale de percuoir ladite amende. Auſquels l'Aignelet, Beguin, Poiure & Trop-mignot esdits noms, auons octroyé acte de leur declaration pour leur seruir & valoir en temps & lieu ce que de raison. Et neant-moins passera ledit Art. pour Coustume, sans preiudice de leurs dits droicts & possessions, pour lesquels ils demeureront en leur entier.

Seigneur Censuel peut saisir les terres Censuelles & roturieres delaissees par le proprietaire & en iouir.

Saisie Censuelle comme se doit faire.

saisir verbalement & declarer en l'exploict & procés verbal les autres pieces par tenans & aboutissans, sans ce transporter sur icelles en presence de deux tesmoins.

MONTARGIS Chap. 2. Art 32. Le S. Censier se peut addresser pour ses lods & ventes à son heritage Censuel & detenteur d'iceluy, pour raison duquel luy sont deuz lods & ventes, iusques à xxx. ans. z

CHASTEAV-NEVF Chap. 7. Art. 46. Le S. Censier faict les fruicts siés des heritages vacans a tenus à Cens de luy, & par luy mis en sa main, & les peut bailler à son profit, iusques à ce qu'il y ait proprietaire venu vers luy recognoistre lesdits droicts & deuoirs de Cens: & en iceux recognoissant, le proprietaire est tenu de payer les reparations & meliorations raisonnables, qui auroient esté faictes par le S. Censier, ou celuy, à qui ils auroient esté baillez: & pendant le tēps que le S. Censier tient iceux heritages en sa main, ledit proprietaire demeure quitte enuers luy des arrerages dudit b Cens.

Seig. Censier peut prendre les heritages vacans estans de sa Censiue, & en faire son profit.

CHARTRES Chap. 8. Art. 44. p. *à Chasteau-neuf.* vacans & par luy, &c. par ledit S. ou celuy, &c. Chap. 20. Art. 111. Toutes personnes qui ont droict de Censif, sont pour le moins reputez S. fonciers, & ont droict de commettre Sergent pour faire saisir & mettre en leur main les heritages tenus d'eux en Censiue, par faute de Cens & autres deuoirs Seigneuriaux non payez: & ont amēde fonciere, iusques à vii. sols vi. den. tour. par defaut desdits Cens, droict & deuoirs Seigneuriaux.

DREVX Chap. 8. Art. 33. p. *à Chartres.* Art. 44. ou celuy, à qui il auoit baillé lesdits heritages & pendant que, &c.

DVNOIS † Chap. 3. Art. 48. p. *à Chasteau-neuf.* peut faire, &c. des heritages tenus de luy à Cens qu'il treuue vacans, sans estre occupez, & les tenir en sa main, ou les peut bailler à son profit, iusques à ce qu'il ait proprietaire qui le recognoisse: & en le recognoissant est tenu payer, &c. necessaires, qui auront esté, &c. ou de par luy quitte du deuoir qu'il en faisoit. Art. 49. Pour raison des Gants & autres droicts Seigneuriaux, ventes deues par gens forains au S. Cēsuel: tel S. peut, si bon luy semble, faire proceder par voye d'empeschement sur les fruicts des heritages Censuels, Et s'il y a opposition, sera baillee prouision par le Iuge au detenteur de tel heritage, de leuer & recueillir les fruicts: pourueu qu'iceluy detenteur soit suffisant de rendre compte & reliqua.

† *Faut noter qu'en l'ancien Coustumier de Blois, y auoit vn Art. contenant ces mots, VnS. F. Censuel ou Terrager peut appliquer à luy, &c. lequel a esté mis hors du Coustumier pour l'iniquité & à cause des procés qui se pourroient mouuoir à cause dudit Art. ancien.*

BERRY Tit. 6. Art. 26. Le †† S. vtile de l'heritage Censuel, laissé iceluy vacant par an & iour apres le temps qu'il a accoustumé demourer vacant par la Coustume du pays, pourra le S. Censuel, par l'auctorité de la Iustice ordinaire, prendre en sa main l'heritage Censuel de luy tenu, iceluy faire labourer & ensemencer, & en prendre les fruicts. Et si ledit S. vtile dudit heritage reuient dedans x. ans, luy sera rendu son heritage, en l'estat qu'il sera pour lors, en payant toutesfois les frais & c mises des semences & labeurs de l'annee, si les fruicts ne sont encores recueillis. Et les fruicts perceuz & recueillis seront & demoureront d au S. Art. 27. Toutesfois † s'il y auoit aucuns enfans mineurs, ausquels appartinssent lesdits heritages Censuels, demourans sur les lieux ou dedans vne lieuë pres, sera tenu le S. leur faire pourueoir de Tuteur, & faire enioindre audit Tuteur, faire labourer lesdites terres, au temps qu'elles deuront estre labourees: auec commination, que si dedans vn an apres, ledit Tuteur ne faict labourer

†† *Cest Art. 26. est Coustume nouuelle.*

Saisie Censuelle contre le S. vtile delaissant les terres vacantes par

z Mais apres les trente ans, il ne peut plus s'y addresser, ny mesmes, par droict d'hypotheque. C. M.

a Soit qu'ils soient delaissez comme vacans, ou que la succession fut vacante vide Anth. qui rem. C. de sacr. Eccl. & l. 3. C. de loc Paul, de Castre in d. Auth. Qui rem, tient qu'en ce cas il faut que le dommage ou la deterioration soit notable, & qu'elle endommage non pas seulemēt les fruits, mais aussi perpetuellement au fonds. Ceste Coustume ne determine le temps, mais il faut entendre vacās par an & iour.

b Pour les annees dont le S. faict les fruicts siens. C. M.

c Mises ou meliorations, les Coustumes de Chartres, Dreux, Dunois & autres veulent que le proprietaire r'entrant dans l'heritage Censuel, soit tenu payer les reparations & meliora-

Source : BIU Cujas

Iour : par le moyen de laquelle il faict les fruicts siens : & s'il vient dedans dix ans, lesdites terres luy sont rendues : en payant les frais & mises. Mais si les terres sont à des mineurs, le Seigneur leur fera pourvoir de Tuteur pour leur faire entoindre de labourer lesdites terres auec commination.

† *Cest Art.27.est Coustume nouuelle declaratiue de l'ancienne.*

206.D.de reg.iur.cap.locupletari 48.cod.tit in 6.l.16.D.de seruit.rust.præd.l.12.§.1.D.de distr. pign.l. 13. § 1. D. Comm. gn.& ibi DD.

d Sans aucune deduction de leuees & fruicts, qui demoureront au Seigneur en pur gain, à cause de la culture §. si quis à non domino. Inst.de rer.diuis.l.22.C.de rei vind.

tions ne cum dominiactura fiat iocupletior.l. nam hoc natura 14.D.de cond.ind.l.2. §.10.D. Ne quid in loco publ.L.iure naturæ.

bourer lesdites terres le S.les prendra en sa main, comme dessus est dit : reserué au mineur son recours contre le Tuteur.

TOVRS Tit.15. Art.146. Le S.de Fief doit estre receu à faire demande de ses rentes des choses acquises en son Fief, contre l'acquereur iusques à trente ans : mais il ne sera receu à faire demande desdites vẽtes à la femme ou heritiers que au dedans de dix ans apres l'acquest : sinon que l'acquereur en eust esté mis en procés : mais †† si ledit procés auoit esté discontinué par trois ans, il n'en pourra plus faire poursuite : & semblablement ne sera receu à faire demande des ventes contre le tiers acquereur, pour le regard des ventes qui seront deuës par son autheur, auparauant dix ans, n'aussi pour l'exhibition des contracts de ses predecesseurs : mais pour les autres ventes eschenës depuis dix ans, peut saisir : toutesfois en baillant par le suiet caution desdites ventes de sondit predecesseur, & payant celles de son acquest, il aura main-leuee par prouision, en luy baillant delay competant pour faire appeller son autheur.

†† *Ces mots, Mais si ledit procés, &c. iusques à la fin ont esté de nouuel adiousté.*

LODVNOIS Chap.14. Art.22.p. *à Tours.* heritier, &c.iusques à ces mots, *mis en proces*, inclus.

ANIOV Tit.9. Art.158. Si aucun acquereur d'aucunes choses hereditaux n'est mis en procés en son viuant en demande de ventes d'icelles choses par luy acquises ou sa femme ou heritiers dedans l'an apres le decés, le S.de Fief desdites choses, apres ledit an, ne pourra proceder par saisine priuilegiee par defaut d'exhibition de contracts & ventes non payees : mais neant-moins pourra iceluy S.proceder par action en simple saisine, iusques à xxx.ans à compter du iour du contract.

Execution pour auoir payement de dix annees d'arrerages de Cens & autres deuoirs portans directe.

LE MAINE Tit.10. Art.175.p.*à Anjou.* accomplis du temps dudit contract.

BOVRBONNOIS Chap.13. Art.101. Les S.Iusticiers peuuent faire proceder par execution sur les biens, de leurs suiets, quand ils se seront declarez detenteurs des heritages tenus d'eux à Cens ou autre deuoir portant droict de directe Seigneurie pour auoir payement des arrerages de dix annees desdits Cens & autres deuoirs portans directe, quand ils sont obligez ou declarez heritiers desdits obligez, & ce sans e commission. Et quant aux autres Seigneurs directs non ayans Iustice, ils pourront faire le semblable en ayant pouuoir & commission suffisant : & en tous lesdits cas n'y aura garnison f de main, n'action d'arrerages que de dix annees. Art.103. Celuy qui a recognu g aucun heritage est tenu continuer & payer les Cens & charges, & peut l'on proceder contre luy par execution : posé qu'il die non estre tenancier : iusques à ce qu'il ait nommé celuy, auquel il a transporté : & †† en nommant celuy, auquel il a transporté, les biens sur luy prins par execution luy seront recreuz & rendus sans frais : & s'il fait fausse nomination, il sera condemné en amende, dommages & interests. Chapitre 28. Article 408. Le Seigneur Censier ou direct, qui a fait saisir l'heritage à luy redeuable de Censiue ou rente, pour le deuoir de ses droicts Seigneuriaux, ne faict les fruicts siens : mais seulement prend sur iceux ses droicts & frais de Iustice, auec le defaut ou l'amende de Cens non payez, si aucune en est deuë, le surplus desdits fruicts doit estre restitué à celuy ou ceux, à qui lesdits heritages appartiennent. Art.413. Le S.Taillablier, Censier ou rentier foncier pour sa Taille, Censiue ou rente, pour defaux prouenans de ladite Censiue, peut faire empescher l'heritage chargé desdictes Censiue ou rente : ensemble les fruicts, pour la declaration de ladicte hypotheque & payement des arrerages, & faire vendre ledict heritage pour les choses dessusdictes, sans ce qu'il soit tenu les demander par action personnelle, n'autrement, si bon ne luy semble.

Recognoissance estant faite par aucun, il peut estre cõtraint à payer iusques à ce qu'il ait nommé celuy auquel il a transporté la chose.

†† *Ces mots Et en nommãt celuy, &c. iusques à la fin ont esté de nouuel adiousté.*

Saisie du S. Taillablier, Censier ou S. Rentier foncier pour leurs droicts de Taille Censiue, ou rente & defaux.

e Vide l.1.C. de can. larg.titul. & ibi DD.

f L'Ordonnance du Roy Charles 9. 1563. faicte pour les droicts seigneuriaux & rentes foncieres est contraire comme il a esté dit cy dessus.

g Par Arrest des Grãs Iours de Moulins du 5.iour d'Octob. 1540. fut adiousté que celuy qui auoit recognu deuoit nommer le detenteur, & le faire appeller suiuant la loy si quis alterius.2.C.vbi in rem.act.

Source : BIU Cujas

AVVERGNE Chap.24. Art.72. Et pour les Cens deuz audit Seigneur il peut proceder par assenement & main-mise sur les heritages suiets audit Cens: & aussi par execution sur ceux qui ont recognu son Cens ou leurs heritiers, apres declaration faicte, comme dit est.

Assenement pour 3. annees seulement pour les arrerages du Cens.

MONT-PENCIER Art.9. Quand le Seigneur direct a faict aucun assenement sur l'heritage mouuant de son Cens, & de plusieurs arrerages d'iceluy, faut qu'il se restraigne à trois annees: & de l'annee, que se fait l'exploict, qui sont de quatre annees: sauf de ses diligences des autres annees. Auquel cas le Seigneur pourra venir, comme bon luy semblera. Art.10. Pareillement quand ledict Seigneur vient par action personnelle, & demande les arrerages de plusieurs annees, ne peut demander les arrerages que de quatre annees. Autre chose est quand la rente n'est assise. Car en ce cas ladite Coustume n'a point de lieu.

Assenement pour arrerages de trois annees d'arrerages & surcens de l'annee del'exploit.

AIGVES-PARCE Art.2. Ceux qui ont surcens dedans ladite ville & és fins d'icelle, sur aucuns heritages, peuuent assener pour estre payez de leurdit Cens, sur l'heritage mouuant d'iceluy: & de semblables annees que le Seigneur direct, ayant heritage audit Comté mouuant de sa directe Seigneurie, se peut faire assener, & non de plus: c'est à sçauoir de trois annees, & de l'annee que l'exploict est faict: sauf ses diligences, comme dessus.

S. POVRÇAIN Art. 1. Es matieres d'assenement se gouuernent selon la Coustume du pays Coustumier d'Auuergne: & en autres choses, par les Coustumes du pays de Bourbonnois.

ACS Tit.8. Art.3. Et apres ladite main-mise n'est loisible ausdicts tenanciers, auant qu'auoir payé la rente & arrerages, y labourer ou toucher: sur peine de vnze sols trois deniers. Art. 4. Reserué en la Baronnie de Gosse, de Pontons, & de la Lucque, ou nonobstant la main-mise du Seigneur, le tenancier peut labourer & exploicter. Art. 5. Et laissé le remede de main-mise, peuuent lesdits Seigneurs si bon leur semble, faire contraindre lesdits tenanciers par autre voye de Iustice, comme en autres debtes: & lors il n'y a aucune encourance de peine: & en Fief mort n'a lieu ladite main-mise. Article 6. A Capbreton en Fief, les tenanciers du Roy, qui faillent à payer la rente au iour encourent l'amende de vnze sols trois deniers tourn. Art.7. Et en ladicte Baronnie en Fief mort, qu'est proprement soubs acazement ou rente seiche, celuy qui a telle rente par defaut de payement faict mettre le ban sur la terre par le Bayle Royal: apres laquelle main-mise, n'est loisible à celuy contre qui la main-mise est faicte, aucunement exploicter en ladite chose auant que payer: ou si autrement le faict, encourt l'amende de xi. sols trois deniers t. enuers le Bayle. Article 8. En Fief vif, quand le tenancier est obligé ou bien a accoustumé tenir feu vif anciẽnement & heritage ancien, & le delaisse sans y tenir feu vif, le Seigneur du Fief le peut sommer & requerir d'y tenir feu vif, & y demourer ou autre homme pour luy, dans an & iour. Article 9. Et en defaut de ce faire, à sçauoir est l'an & iour passez, peut faire appliquer & consolider la Seigneurie vtile auec la directe par Iustice. Article 10. Et là où le tenancier demeure en autre iurisdiction ou possede autre heritage en la Parroisse, n'est tenu prester aucun serment au Seigneur direct pour raison d'iceluy: mais est tenu tenir feu vif & homme residant sur ledit heritage, qui preste lesdits serments & autres droicts de directité. Article 11. Excepté és Baronnies d'Arrion, de Brassent, Sabres, Labrit, Sore, Pissols, Baslade, Mostey, Yschoz, Herbafauerie, Lafarie, l'Esperon, Marensin, & de Capbreton: esquels lieux s'ils ne sont à ce, expressement obligez, ne sont tenus faire ou tenir feu vif: ains sont quittes en payant les rentes.

Amẽde pour l'infraction de la main-mise.

Fief mort pour sous acazement ou sous rente.

Amende par faute de payer la rente.

Amende contre ceux qui exploictent par dessus la Saisie.

Fief vif.

Feu vif.

Voyez cy dessus le nombre vii. auquel auõs rapporté quelques Coustumes faisans mention de la consolidation ou re-vnion des choses Censuelles auec la directe Seigneurie.

IX. ESTAMPES Chap.13. Art.153. Saisine & Dessaisine faites h en presence de Tabellion ou Notaire de Cour Laye & de deux tesmoins vallent tradition & apprehension reelle.

Saisine & Dessaisine cõme vallent tradition & apprehension reelle.

SENLIS Tit.13. Art. 249 Si † les redeuables desdits droicts de vente n'ont payé lesdits droicts de vẽtes au S. Cẽsuel dedans xl. iours, & l'acheteur n'est ensaisine dudit S. & qu'il se soit mis audit heritage acquesté, sans auoir saisine du S. ils escheent chacun en amende de lx. sols Par. enuers le S. Censuel: pour raison desquels droicts de ventes & saisines, la main dudit S. mise & apposee audit heritage ainsi vendu que dit est, tiendra, iusques à plein payemẽt & satisfaction desdits droicts Seigneuriaux, s'il n'y a opposition donnee, comme dit est. Art.258. Auant †† qu'vne Saisine puisse preiudicier à vn tiers, il est requis qu'elle soit

† Voyez ce qui a esté mis sur l'Art.248. cy dessus Tit. des Fiefs.

h Saisine & Dessaisine, Vest ou Devest, Entree ou Issue signifie aucunesfois le droit deu au Seigneur Foncier & Censuel, par le nouuel acquereur, quand il est ensaisiné & mis en pos-

Source : BIU Cujas

Amende de lx. sols Parisis pour droicts de vente non payez dedans quarante iours, ou pour s'estre mis en l'heritage, sans prendre saisine & auoir payé lesdits droicts.

†† *Cest Art. 258. est accorde pour l'aduenir suiuant la remonstrance faicte pour les lettres de Saisine non tesmoignees. Laquelle est inseree cy dessus Tit. 1. des Fiefs.*

& possession sans autre apprehension. Et en autres lieux, elles se font pardeuant le Iuge, auquel il faut exhiber l'instrument du Contract. Peronne Article 264. Quand ce droict de Saisine est deu au Seigneur Foncier, le vendeur doit aller ou son Procureur ayant pouuoir special dedans huict iours à compter du iour de la vente dudit heritage ou tel Cens ou rente pardeuers le Seigneur foncier, & dire si c'est le vendeur, Sire i'ay vendu à tel, tel heritage, ou tel Cens ou rente sur tel heritage mouuant de vous en Censiue, pour tel prix, si m'en dessaisi en vostre main, & en presence : & vueil & vous requiers que ledit acheteur ensaisinez. Et si c'est le Procureur, il doit dire, M. tel mon maistre à vendu à tel, tel heritage, &c. ie suis Procureur pour en faire la Dessaisine, si comme il appert par la lettre de la vendue ou par ceste procuration, si m'ē dessaisi ou nom de luy, & comme son Procureur, & oudit nom vueil & accorde, & vous requiers que vous l'ensaisinez. Et en signe de dessaisinement doit bailler au Seigneur vn festu, *vel aliud*, soit maistre ou Procureur. Et adoncques l'acheteur doit requerir audit Seigneur dedans le temps de la Saisine, en disant, M. ie vous requiers que vous n'ensaisissiez: ainsi qu'il est porté par l'ancien Coustumier de France liure 2. Chapitre de saisine en Censiue. Ce qui se peut aussi remarquer en plusieurs Coustumes & anciens Practiciens, comme le Bouteiller. Mais ceste forme n'a pas lieu en tous lieux & pays : ainsi qu'il est assez notoire. Ledit Bouteiller en la Somme Rurale tient que anciennement la vente n'estoit point reputee parfaicte, si le Vest & Deuest n'estoit fait en presence du Seigneur. Aucunes Coustumes les nomment adheritance & Des-heritance. Cambray Tit 5. Art. 1. Le Bouteiller en la Somme Rurale. La Sale de Lille, Tit. 1. Art. 63. Valanciennes Art. 56. & 70. Tournay. Tit. 5. Art. 6. Lalleue. Tit. 2. Art. 18. & autres Coustumes.

session] de l'heritage Censuel. En quelques lieux cela se fait en la presence des Notaires. Ce qui equipolle à tradition de faict

faicte en la presence de deux i tesmoins, ou pardeuant deux Notaires Royaux.

CLERMONT Tit. 8. Art. 94. Le † S. Censuel sera tenu faire Regiſtre des Dessaisines & Saisines par luy ou ses Officiers baillees, & inserer les tesmoins en chacune desdites saisines, aux despens de l'ensaisiné. Tit. 9. Art. 117. Vn †† S. ne saisira point l'acheteur d'vn heritage tenu de luy, s'il ne luy faict apparoir de lettres de vendition à luy faicte, pour ce qu'il loist audit S. retenir l'heritage par la bourse, si bon luy semble : & sera tenu l'acheteur d'affermer le contenu en ses lettres d'acquisition estre veritable.

VALLOIS Tit. 3. Art. 16. Pour † euiter aux fraudes, qui continuellement se font en contracts de permutation, les contrahans seront tenus, dedans xl. iours, apres lesdit contracts passez, comparoir par eux ou Procureur specialement fondé, pardeuant le S. ou Seigneurs, dont meuuent les heritages permutez ou eschangez, l'vn desdits contrahens pour se dessaisir, l'autre pour prendre Saisine. Et seront tenus exhiber tous les contracts faicts pour raison desdites permutatiõs, affermer par serment, iceux contenir verité, & n'auoir entre eux aucune paction ne conuention : sur peine de lx. sols d'amende sur le defaillant. Et neant-moins pourront lesdits S. ou Seigneurs saisir ou faire saisir lesdits heritages ainsi eschangez estans tenus d'eux & en leur Seigneurie, establir Commissaires : & tiendra la Saisine, iusques a auoir fourny ce que dit est. Art. 17. Quand aucuns heritages sont baillez à surcens, les preneurs ne sont tenus d'eux en faire saisir, ne en payer aucun profit aux Seigneurs dont ils sont tenus & mouuans : par ce que la proprieté & Seigneurie directe en demeure aux bailleurs. Et † neant-moins pourra le Seigneur faire purger par serment les contrahens, qu'il n'y a aucune conuention de rachat, pour raison dudit surcens. Article 18. Et au regard des rentes qui sont constituees & vendues sur aucuns heritages moyennant certaine somme de deniers ou autre payement, qui en est faict au vendeur, les acheteurs ne sont tenus eux en faire saisir ne vestir, si bon ne leur semble, n'en payer aucun profit au Seigneur dont l'heritage, sur lequel est assignee ladicte rente, est tenu & mouuant. Mais si ledit acheteur s'en vouloit faire saisir & vestir, faire le pourroit, en payant les Vins & Ventes, & ainsi qu'il est dit cy dessus. Article 25. De †† tous heritages baillez perpetuellement à rente rachetable à touſiours ou à temps, les preneurs seront tenus prendre saisine du Seigneur dedans quarante iours : sur peine de soixante sols. Et seront tenus payer les lots, vins & Ventes, au feur & raison du pris du rachat de ladite rente.

LAON Tit. 13. Article 126. Pour acquerir droict de Seigneurie & proprieté en aucun heritage és limites de ladite Preuosté foraine, est requis, k que le vendeur ou Procureur par luy suffisamment fondé, se deueste és mains de la Iustice fonciere, sous laquelle est ledit heritage acquis au profit de l'acheteur : & qu'iceluy acheteur en soit vestu & saisi de faict. Et se faict communement ladicte vesture par tradition d'vn l petit baston ou buschete. Article cent vingt sept. Le † porteur de lettres d'acquisition est tenu pour Procureur suffisam-

† *Cest Art. 94. a esté introduit de nouuel pour obuier à l'interest qui a esté remonstré, le cas aduenant que la Saisine fut perdue.*

S. Censier ou autre n'est tenu ensaisiner l'acheteur, s'il ne luy fait apparoir de ses lettres.

†† *Cest Art. 117. est ancien: fors la derniere clause, Et sera tenu, &c. laquelle a esté adiouſtee pour nouuelle Coustume.*

† *Cest Art. 16 est de nouuel introduit. Voyez ce qui a esté dit sur le 15. Art. cy dessus Tit.*

Saisine. Dessaisine.

Exhibition des contracts faicts pour raison des permutations & serment.

Saisine n'est requise en Surceus, rentes vẽdues & constituees sur aucuns heritages,

i Les tesmoins doiuent estre requis & appellez ne plus ne moins que le Notaire. in l. 1. vbi Bartol. & Soc. D. de reb. dub. C. M.

k Voyez le liure 2. du grand Coustumier de France Chap. de Saisine en Censiue par nous cy dessus allegué.

l Nous auons au

Source : BIU Cujas

Tit.1.des Fiefs en l'Addition expliqué ceſt Article, auquel lieu il faut auoir recours, ou a eſté dit que les Notaires ſouloient anciennement dire, s'eſt deſſaiſi, deueſtu & deſmis en noſtre main, comme en main de Iuſtice par Rain de baſton, pour & au profit de l'acheteur.

moyennant certaine ſomme de deniers.

†† *Ceſt Art.*

25.a eſté adiouſté pour nouuelle Couſtume, & a eſté rayé l'Article 20 ancien.
Veſture comme ſe doit faire.
† *Ce 127.Art.eſt accordé pour l'aduenir.*
Porteur de lettres de ventes ſuffiſant pour faire le Deueſt.

ment fondé, pour faire le Deueſt: encores que par leſdites letrres, il ne ſoit conſtitué Procureur pour ce faire. Art.128. Et ne ſuffit à l'acheteur de ſoy mettre & immiſcer de ſon auctorité priuee, en l'heritage par luy acquis: de ſorte que ſi le vendeur vendoit derechef ledit heritage à autre, parauant le Veſt baillé audit premier acheteur, & ſ'en deueſtoit au profit du ſecond acheteur: en ce cas ledict ſecond m acheteur ſeroit faict S.de la choſe à luy vendue: & pourroit valablement intenter Complainte contre le premier acheteur, qui n'en auroit iouy par an & iour, ſ'il le vouloit troubler. Art.129. Et combien que ledit premier acheteur euſt iouy par vn,deux, iii.iiii.v.vi.vii viii.& ix.ans,ſans ſoy faire veſtir de l'heritage par luy acquis: & qu'il ſ'en peut defendre au poſſeſſoire: ce neãt-moins au petitoire ſeroit mal fondé, & ne ſ'en pourroit dire Seigneur & proprietaire, par le moyen de telle acquiſition ne par quelque iouiſſance qu'il en ait eu moindre de dix ans. Art.130. Mais ſi ledit acheteur auoit iouy paiſiblement par x. ans entiers, de l'heritage par luy acquis, il en eſt faict vray Seigneur & proprietaire.Le moyen d'icelle acquiſition & iouiſſance: & equipolle telle iouiſſance de dix ans, à tradition & veſture. Art.131. Toutesfois †† eſt à entendre qu'au refus ou delay que le S.foncier ou ſes Officiers, pourroient faire à l'acheteur, de le veſtir, pour quelque cauſe que ce fut, ne luy peut preiudicier contre autre ſecond acheteur, qui depuis ſe ſeroit faict veſtir par ledit S.ou ſes Officiers. Et ſuffit en ce cas, pour exclurre ledit ſecond acheteur, que le vendeur ſe ſeroit premierement deueſtu, au profit dudit acheteur, encores qu'iceluy acheteur n'ait depuis eſté veſtu, au moyen du refus ou delay deſſuſdit. Art.132. Veſt ou Deueſt n'eſt neceſſaire en prinſe d'heritage à quelque titre que ce ſoit, ne en acquiſition de rente: ains par la ſeule tradition de lettres de bail d'heritages ou conſtitution de rente, eſt acquis droict de proprieté: ſinon pour rentes conſtituees ſur Fiefs: pour leſquelles eſt requiſe infeodation par le Seigneur.

m L.quotiens. C. de rei vindic.

Second acheteur premier enſaiſiné preferé au premier acheteur non enſaiſiné, & peut intenter contre le premier Complainte qui n'auroit iouy par an & iour.

Du premier acheteur ayant iouy dix ans ſans ſoy faire enſaiſiner.

Iouiſſance de dix ans equipolle à tradition & veſture.

†† *Ceſt Art. 131. eſt accordé pour l'aduenir.*

Refus ou delay fait par le S. foncier de veſtir le premier acheteur, ne luy peut nuire, encor que le ſecond ſe face veſtir.

Veſt ou Deueſt n'eſt neceſſaire en prinſe d'heritage: ny en acquiſition de rente.

Veſt ou Deueſt n'eſt point requis: ſinon en vente d'heritages chargez de Cens portans lods, ventes, ſaiſines & amendes.

† *Ceſt Article 142. eſt de nouuel introduit en ce que le droict de Veſture eſt par tout & vniformement reduit à deux deniers Pariſis. Car*

Chalons Tit.15. Art.123. Veſt ou Deueſt n'eſt requis par la Couſtume: & peut l'acquereur prendre la poſſeſſion de faict par le conſentement du vendeur: & en ce faiſant ſe dire proprietaire veſtu & ſaiſi de l'heritage par luy acquis: & pour iceluy former Complainte, ou il ſeroit troublé pour ladite poſſeſſion: ſans ce que le vendeur ſoit tenu ſe deueſtir deſdits heritages és mains de la Iuſtice fonciere, ne l'acheteur ſ'en faire veſtir ou enſaiſiner: ſinon pour vendition d'heritages chargez de Cens, portans lods, ventes, ſaiſines & amendes. Auquel cas l'acheteur eſt tenu ſoy faire veſtir par le S.ou ſa Iuſtice, & payer le droict de ventes dedans quarante iours apres ladite vendition. Art. 124. N'eſt pareillement requis Veſt ne Deueſt en prinſe d'heritage, &c. p. *à Laon.* Article 132. la tradition, &c. bail ou conſtitution, ſont les heritages & rentes acquiſes tant pour la proprieté que poſſeſſion: ſinon que telles rentes fuſſent infeodees, aſſignees & conſtituees ſur aucun Fief du conſentement du S. F. Auquel cas, ſeroit requis en eſtre receu par le Seig. F. & luy en auoir payé les droicts Seigneuriaux.

Reims Titre quatrieſme. Article cent quarante deux.Veſture † & Veſt eſt vne meſme choſe: toutesfois Veſture ſ'entend auſſi, pour ce que l'on paye pour le Veſt d'heritage acquis de nouuel, fait par les Officiers de la Iuſtice, où eſt aſſis l'heritage.Pour lequel Veſt eſt deu à ladite Iuſtice, la ſomme de deux deniers Pariſis ſeulement. Article 150. Le †† nouueau Seigneur d'aucun heritage de Franc-Aleu ou roturier, hors les cas, où n'eſt requis Veſt ne Deueſt, ne ſe doit mettre n'immiſcer dedans ledit heritage, que premierement il n'en ſoit veſtu ou enſaiſiné par la Iuſtice, en laquelle eſt aſſis ledit heritage. Autrement il enchoit en amende de ſix ſols Pariſis, laquelle eſt vulgairement appellee l'amende de toſt entree. Art.162. Pour acquerir † droict de proprieté en aucun heritage tenu en roture, eſt requis Veſt & Deueſt. C'eſt à dire Deſſaiſine & Saiſine, qui equipolle à demiſſion que faict celuy qui aliene ſon Fief, au Seigneur Feodal, & à reception en foy dudit Seigneur faicte au nouuel acquereur

Source : BIU Cujas

par l'ancienne Coustume estoit deu en aucuns lieux vn den. en autre deux den. plus ou moins, selon la diuersite des vsances des lieux.

Amende de toſt entree.

†† *Ceſt Art. 150. a eſté debatu & empeſché par leſdits l'Aignelet, Beguin, le Poiure, & Trop-mignot eſdicts noms, en ce que l'amende de toſt entree qui eſtoit anciennement de ſoixante ſols Pariſis, a eſté reduicte à la ſomme de ſix ſols Pariſis ſeulement, diſans que leſdits Seigneurs ont droict par poſſeſſion immemoriale de percenoir ladicte amende de ſoixante ſols Pariſis. Auſquels auons octroye acte de leur declaration pour leur ſeruir en temps & lieu ce que de raiſon. Et neant moins paſſera l'Article pour Couſtume ſans preiudice auſdits S. de leurſdits droicts & poſſeſſions : pour leſquels ils demeur eront en leur entier.*

† *Les Art. 162. & 163. ont eſté adiouſtez pour auoir eſté omis.*

d'iceluy Fief : ſans leſquelles ne peut le nouuel detenteur dudict Fief, acquerir aucun droict de proprieté en iceluy, comme il eſt dict cy deſſus au Titre des Fiefs. Art. 163. Deſſaiſine ou Deueſt n'eſt autre choſe que la permiſſion que faict le vendeur à ſon acheteur, d'entrer en la poſſeſſion de la choſe par luy vendue. Et pour l'effect & ſolennité d'iceluy Deueſt, eſt requis que le vendeur ou Procureur pour luy ſuffiſamment fondé ſe tranſporte par deuant le Iuge de la Iuſtice fonciere du lieu, où eſt aſſis ledit heritage par luy vendu, & illec declare qu'il ſe deueſt & demet de la poſſeſſion dudit heritage, au profit de l'acheteur d'iceluy heritage. Article 164. †† p. à l'Article 127. *de Laon.* Art. 165. Saiſine † ou Veſt, eſt vn acte ſolennel faict par le Seigneur foncier, pour la tradition d'vn petit baſton ou buſchete, à l'acquereur : par lequel ledit acquereur acquiert droict de proprieté & poſſeſſion en l'heritage par luy acquis : pourueu qu'il ſoit prealablement deueſtu dudit heritage au profit d'iceluy acheteur, & non autrement. Article cent ſoixante ſixieſme. L'acquereur d'vn heritage, ſuppoſé qu'il ne ſoit le premier en titre, ſi toutesfois le vendeur ſ'eſtant deueſtu à ſon profit, ſe faict veſtir & enſaiſiner par la Iuſtice du lieu, où l'heritage eſt aſſis, il acquerra droict de proprieté au preiudice du premier acquereur. Article cent ſoixante ſept. & cent ſoixante huict. p. aux Article 129 & 130. *de Laon.* Article 169. Si †† toutesfois ledit premier acquereur, au profit duquel le vendeur ſe ſeroit deueſtu, à faict ſon deuoir enuers la Iuſtice fonciere, pour ſ'en faire veſtir & enſaiſiner : & ladicte Iuſtice ait eſté refuſante ou delayant de ce faire : tel refus ou delay ſeruira de Veſt, à l'encontre dudict ſecond acheteur, & tous autres : leſquels auroient eſté veſtus & enſaiſinez par ladicte Iuſtice, apres ledict refus ou delay : leſquels pource n'auroient acquis aucun droict de proprieté, contre le premier acheteur. Auquel au contraire, ledit droict de proprieté ſera acquis, par le moyen de ſa diligence enuers ladicte Iuſtice, & nonobſtant ledit refus ou delay. Article cent ſeptante. Peut ledit premier acheteur depuis l'an & iour d'icelle acquiſition, intenter cas de nouuelleté contre ledict ſecond acheteur, qui le voudroit troubler en ſa poſſeſſion, ſous ombre qu'il euſt eſté le premier veſtu & enſaiſiné dudit heritage par luy acquis. Article cent ſeptante vn. Veſt & Deueſt n'a lieu en ſucceſſion d'heritage, ſoit directe ou collaterale : ny en legs d'heritage deliuré par les heritiers d'vn teſtateur, ou par Iuſtice, au refus deſdicts heritiers : ny en donations mutuelles faictes entre conioincts, ou donations faictes en aduancement d'hoirie, ou en faueur de mariage, n'y en acquiſition faicte par Retraict lignager. Article cent ſeptante deux. p, *à Laon.* Article cent trente deux. de rente pour acquerir droict de proprieté. Toutesfois pour rentes conſtituees ſur le Fief, eſt requis, &c. Titre huict. Article 231. Pour acquerir proprieté és choſes donnees, eſt requis Veſt & Deueſt : excepté en donation faicte en aduancement d'hoirie, ou en faueur de mariage, ou en donation mutuelle, faicte entre le mary & la femme.

MONTREVL Art. 11. Quand vn S.F. n'ayant Iuſtice a aucuns tenanciers cottiers qui vendent leurs tenemens, dont les droicts Seigneuriaux luy appartiennent, la vendition, Deſſaiſine & ſaiſine deſdites terres cottieres, ſe doit faire pardeuant le S. Vicomtier ou Haut Iuſticier, duquel le Seig. F. non ayant Iuſtice tient ſon Fief : & doiuent les gens de la Iuſtice dudit Haut Iuſticier, appeller ledit homme de Fief tant pour receuoir ſes droicts Seigneuriaux, que pour ſçauoir ſi par puiſſance de Fief, il veut retenir ledict heritage cottier à ſa table & domaine : & ſi la ſaiſine n'eſt ainſi faicte, n'eſt valable & n'engendre realité.

CHAVNY Tit. 6. Art. 30. Pour acquerir la poſſeſſion & ſaiſine de heritage acqueſté, eſt requis que le vendeur, ou Procureur pour luy, ſ'en deueſte &

†† *Ces mots, Encores que, &c. iuſques à la fin ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Les Art. 165. 166. 167. 168. & 172. ont eſté adiouſtez pour auoir eſté omis, comme le premier Article.*

Saiſine ou Veſt.

†† *Ces Art. 169. & 170. ſont de nouuel introduits.*

Veſt & Deueſt en quelles choſes n'ont lieu.

Saiſine comme ſe doit faire.

Source : BIU Cujas

dessaisisse és mains de la Iustice. Sous laquelle ledit heritage est assis, & que l'acheteur en soit vestu & saisi : laquelle vesture & saisine se faict par aucuns des Officiers desdites Iustices, par tradition de quelque baston ou autre chose. Article 31. L'acheteur s'en doit faire saisir. Car si le vendeur le vendoit de rechef, auant que le premier acheteur s'en soit vestu & saisi : en ce cas appartiendroit la possession de la chose audit second acheteur : en telle maniere qu'il pourroit intenter le cas ou action de nouuelleté contre le premier acheteur, qui n'en auroit iouy. Article trente-deux. Quand le premier acheteur en auroit iouy par neuf ans sans en estre vestu : posé qu'il en soit possesseur & s'en peut defendre en matiere possessoire : toutesfois sur le droict & proprieté dudit heritage ou * petitoire, ne s'en pourroit ledit premier acheteur non vestu & saisi contre le second, qui en seroit vestu & saisi, dire Seigneur ou proprietaire, au moyen de sa premiere acquisition, par la possession & iouissance, qu'il en auroit euë. Article 33. Et où ledit premier acheteur en auroit iouy paisiblement par dix ans entiers, il en seroit reputé vray Seigneur & proprietaire, saisi & vestu de sadicte acquisition & iouissance : par ce que telle iouyssance equipolle à tradition, saisine & vesture : & acquiert le droict & possession. Article trente quatre. En droicts incorporels, comme en vsufruict, prinses d'heritages à quelque titre que ce soit, en acquisition de rentes & autres semblables, n'est requis Vest ou Deuest, saisine ne dessaisine : mais suffit d'en auoir lettres ou autre tesmoignage suffisant. Titre dixiesme. Article cinquante deux. Ceux qui ont faict les acquisitions, ou au profit desquels ont esté faict les donations en vertu de leurs titres seulement, n'en peuuent acquerir le droict, ne estre reputez possesseurs : mais est requis que les vendeurs & donateurs en soient deuestus & dessaisis : & les acheteurs ou donataires vestus & saisis, ou qu'ils en ayent iouy par dix ans. Article cinquante trois. Et a ladicte Regle ou Coustume lieu en tous contracts d'heritages roturiers ou censuels : excepté en donation faicte en aduancement de mariage, ou d'hoirie & succession, à son heritier apparant. Auquel cas n'est requis Vesture, saisine ne dessaisine : mais en sont les donataires, incontinent telles donations faictes, reputez vestus & saisis.

THEROVANNE Titre second. Article vnziesme. En toutes venditions d'heritages cottiers, qui se passent pardeuant le Preuost, Bailly, Escheuins & hommes, n'est deu pour tous droicts d'issue par le vendeur, que quatre deniers Parisis, & par l'acheteur saisi, autres quatre deniers Parisis. Et aux Escheuins presens au Vverp douze deniers Parisis, qui se payent par l'acheteur, sans toucher au Registre, ny au droict des lettres, que peuuent requerre les parties : sauf & reserué en la Preuosté de Blesly, là ou ledict Eueſque a droict de prendre le Quint denier de la vente, tant en Cottiers, comme en Fiefs : & aussi en la Seigneurie de Leblee, où ledict Eueſque a droict de Quint denier & ventes des heritages Feodaux, & du sixiesme denier és Cottieres, & à la mort double Relief de la Rente, & la Rente aussi.

BOLONGNE L. Article 18. En toutes saisines qui se font és tenemens estans esdite Ville, Bourgage & Banlieuë, en quelque Iustice que ce soit, appartient par droict de saisine & enrollement aux Maire & Escheuins, comme Seigneurs superficiels, la somme de dix sols t. de Bourgeois priuilegé : & de celuy non Bourgeois, la somme de xx. sols t.

HERLY L. Article second. Plusieurs tenans d'icelle Seigneurie, qui tiennent Francquiemes n'en doiuent aucun droict : sinon pour droict Seigneurial v. sols d'entree, & v. sols d'issuë, quand vente s'en fait : & n'en est deu pareillement Relief, que de bouche.

S. PAVL EN ARTOIS Tit. 2. Article 7. Quand aucun tient Fiefs par indiuis d'aucuns Seigneurs, & iceux Fiefs ou heritages cottiers, sont vendus, ou que l'on les veut releuer, il conuient que les ventes, dessaisines & saisines ou Reliefs, soient faites pardeuant les Seigneurs ou leurs Baillifs & Officiers de Iustice : & que l'on paye à chacun desdits Seigneurs, les droicts de Relief, ou Seigneuriaux, chacun par moitié.

CAMBRAY Tit. 5. Art. 1. Heritages tant Fiefs, que main-fermes ne se peuuent valablement vendre, eschanger, donner, arrenter, charger ou

lieu en vente, Eschange, arrentement, charge ou hypotheque.

* *C'est à dire au petitoire.*

Iouissance de x. ans equipolle à tradition, saisine & vesture.

Vest ou Deuests, saisine ou Dessaisine en quelles choses sont requises.

Saisine & Dessaisine sont requis en vendition ou Donation.

Saisine & Dessaisine n'ot lieu, en cõtracts d'heritages roturiers & Censuels.

Droicts de Issue est de 4. Parisis.

Vverp.

Es Seigneuries de Blessy & Leblee où l'Eueſque a le droict de prendre le Quint de la vente, tant en Cottieres, cõme en Fiefs.

Droict de saisine quel il est.

Issue, Entree.

Ventes, Saisines, Dessaisines & Reliefs, comme se doiuent faire, & pardeuant la Cour des Religieux.

Des-heritance ou Dessaisine ou rapport solennel a

Source : BIU Cujas

hypothequer ny aucunement aliener: sinon pour en faire & passer deuoirs de Loy de des-heritance & dessaisine ou rapport solemnel pardeuant les gens de la Loy des lieux & Seigneuries, dont ils sont tenus immediatement, mettant la main à la verge ou baston, que tient le Bailly, Mayeur ou autre Officier, ou l'vn desdits gens de Loy: & que lesdits de la Loy soient en nombre cõpetant: sans lesquels deuoirs de Loy, ne se peut par contracts transferer ou acquerir droit de proprieté incommutable en aucuns heritages. Art. 2. Pour lesquels deuoirs de Loy faire, quant aux heritages mainfermes de la Cité & banlieu, il suffit deux Escheuins pour nombre competant: mais dehors la cité, est besoin d'auoir le Maire, & la plus part des Escheuins de la Seigneurie: & pour les heritages feodaux, est requis iv. hommes de fief, auec le Bailly de la Seigneurie: de laquelle ils sont tenus: & pour cottieres, iii. hommes cottiers. Art. 3. Deuoirs de Loy pour des-heritances, rapports ou hypotheque d'heritages ne se peuuẽt faire & passer par Procureur: si ce n'est pour vne Communauté, College ou Conuent. Art. 4. Le Seigneur du lieu ou le Bailly peut creer Mayeur & Escheuins nouueaux pour receuoir dessaisine, & bailler saisine d'heritages, & en passer & solemniser les deuoirs de la Loy. Art. 5. Deuoirs de Loy se doiuent prouuer par lettres en ferme, ou par record de Iuges viuans. Art. 6. Lettres en ferme sont meres en elles, faisantes les pleines foy de ce qu'elles contiennent. Art. 7. Tesmoins particuliers ne peuuent deposer d'œuure ou deuoirs de Loy: n'est en cas de violation de ferme, & de la mort de tous les hommes de fiefs, ou Escheuins, y ayans esté presens. Art. 8. Record de Loy ne vaut contre lettres en ferme, registre ou embreueure originelle, ny vn second Record contre vn premier precedentement fait, duquel lettres en sont mises en ferme. Art. 9. Vn Bailly, Preuost, Maieur ou Lieutenant estans accoustumez d'estre presens aux vests & deuests, vn homme de fief ou Escheuin peut recorder seul, endedans l'an des deuoirs de Loy passez par deuant luy: tant pour luy, que ses compagnons decedez ou expatriez, en denommant ses compagnons ou aucuns d'iceux. Et apres l'an sur registre ou embreueure signee de sesdits compagnons. Mais vn record de deux ou de plusieurs d'iceux, se peut faire en tout temps, & sans embreueure. Art. 10. Baillifs, Preuosts, Mayeurs ou Lieutenans ne peuuẽt constituer Lieutenans, pour en leurs noms, estre presens à passer deuoirs de Loy, de vests & deuests, ou rapports & hypotheques d'heritages: si ce n'est vn Mayeur heritable. Art. 11. Toutes alienations & hypotheques d'heritages faits par deuoirs de Loy, sous vne generalité, sont de nulle valeur, pour porter effect; si les pieces de terres ou heritages ne sont specifiees & designees particulierement, par aboutissans & tenans, ou par autre designation certaine & speciale equipollente. Art. 12. Deuoirs de Loy faits sur vn Rauestissement d'heritages entre deux conioincts, se peuuẽt faire en termes generaux, sans particuliere specification des heritages, & sans designation d'abouts & tenans. Art. 13. Pareillement aussi deuoirs de representation hereditaire, passez par deuant Loy, se peuuent faire en termes generaux. Art. 14. Pour faire & passer deuoirs de Loy, de vests & deuests, rapports ou hypotheques d'heritages en autruy Seigneurie: il conuient prẽdre main moyenne de la Iustice du lieu: si n'estoient les Bailly & hommes des fiefs du Seigneur superieur du lieu ou Seigneurie: en laquelle ils voudroient faire lesdits deuoirs. Car le Seigneur seperieur ou ses Officiers, ne sont pource tenus de prendre main moyenne, congé ou obeissance, és terres ou Seigneuries de leurs inferieurs.

Creation de nouuel Mayeur & Escheuins pour les Dessaisines & Saisines.

Lettres en ferme.

Tesmoins particuliers ne peuuẽt deposer d'œuure de Loy ou deuoirs de Loy: sinon en cas de violation de ferme & de la mort des hõmes de fief.

Record de Loy ne vaut contre lettres en ferme, Registre ou embreueure originelle, ny second Record contre vn premier.

Record comme se peut faire par vn homme de fief dedans l'an.

Baillifs, Preuosts, Mayeurs ou Lieutenans, ne peuuent constituer Lieutenans pour estre presens à deuoirs de Loy, de vests & deuests, ou Rapports & Hypotheques.

Alienations & Hypotheques.

Deuoirs de Loy se peuuent faire en termes generaux sur vn Raestissemẽt d'heritages sans les specifier par tenans & aboutissans.

Deuoirs de Loy.

PERONNE Tit. 11. Art 264 En tout ledit Gouuernement, en tous cõtracts d'alienations & transports, est requis dessaisine & saisine pour acquerir droict de proprieté qui se faict en ceste maniere: à sçauoir que les deux contrahans doiuent comparoir par deuant le Bailly ou Lieutenant du lieu, dont les heritages sont tenus & mouuans, & illec declarer en presence du Greffier & deux tesmoins, le cõtract, qui aura esté faict: dont sera faict acte, qui vaudra dessaisine & saisine. Art. 265. Iouyssance † paisible de dix ans equipolle à dessaisine & saisine. Art. 266. Toutesfois †† és donatiõs faites d'heritages à heritiers presumptifs, & en faueur de mariage: & aussi és donations mutuelles entre mari & femme, n'est requis dessaisine ne saisine, pour acquerir droict de proprieté des choses données.

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 14. Le detenteur de la chose censuelle ou de rente sur icelle, ne se peut dire saisi à l'encontre du Seigneur censuel, quant à ses droicts censuels iusques à ce qu'il soit reuestu par ledit S. ou qu'il luy ait faict ses offres: & demeure iusques lors le S. censier saisi de la chose censuelle, pour en leuer les fruicts, iusques à la concurrence de ses droicts: & pour intenter cas & remedes possessoires. Et sont lesdites offres reputees deuëment faictes, quand ledit

Source : BIU Cujas

Vests & deuests, Rapports ou Hypotheques comme se doiuent faire en autruy Seigneurie.
Saisine & dessaisine requis en tous contracts d'alienations & transports & comme elles se doiuent faire.
† *Cest Art.265.qui estoit ancien à Mondidier & Roye, a este de nouuel introduit pour Peronne.*
†† *Cest Art.266.qui estoit ancien à Mondidier a este de nouuel introduit pour Peronne & Roye.*
Detenteur de chose Censuelle ou rente, ne se peut dire saisi contre le Seigneur Censuel, iusques à ce qu'il soit reuestu & faict ses offres.
Offres quand sont reputees deuement faites au S.Censuel.

acquereur a presenté audit S. censier son acquisition, baillé le Vidimus d'icelle collationné, requis estre reuestu & offert a descouuert les lods & ventes, arrerages, defaux, si aucuns en sont deuz. Art.15. Ledit detenteur pour acquerir ladite saisine, est tenu de faire lesdites exhibitions, offres & presentations audit Seigneur censier à sa personne, s'il est à trois lieues de la chose censuelle: sinon à ses Receueurs ou entremetteurs. Et à faute d'iceux par deuant le Iuge du lieu, où la chose est assise, expediant ses plaids. Art.21. Le S. censier n'est tenu de reuestir le nouueau acquereur de la chose censuelle, s'il ne luy paye ses arrerages, defaux, lods & ventes qui luy sont deuz.

Saisine comme se doit acquerir.

Nouueau acquereur ne sera reuestu, s'il ne paye les arrerages.

BOVRBONNOIS Chap.28.Art.416. La perception de cens, Tailles & autres deuoirs portans directe, ne preiudicie au S.direct: en maniere que par vertu de ladite perception, le censiuier & Taillablier, se puisse dire reuestu n'ensaisiné de l'heritage à luy aduenu par acquisition, & autrement: sinon qu'icelle perceptiõ eust esté faite apres l'ostension de lettres de ladite acquisition, faite au S.direct ou Taillablier.

Perception de cens, Taille & deuoirs portans directe, ne preiudicie au S. direct.

IVSSAT L.Art.1. En la Parroisse de Iussat, quand les acheteurs ne se presentent pour estre louez & inuestis dedans xl.iours, des choses par eux acquises, n'y a lieu de confiscation de la chose achetee. Toutesfois en Carladois y a confiscation, comme l'on pretend. Art.2. Et semblable Coustume est au lieu & Parroisse d'Ytract, S.Santin de Quantalez, Sozat, de Marnuesse, la Chapelle vieux Champs, S.Estienne de Quantalez, Arnat, Mont-verd, la Requebrou, Cros, Orilhat, hors les fins de la ville Arpaion Tiezat, Vezat, Ponthat & Marmaignhac, S. Alire, Girgoux & Tornemire: & en ce qui est coustumier à Tornemire, n'y a amẽde ne confiscation.

Confiscation de la chose à faute d'estre louez & inuestis.

LA SALLE DE LILLE Tit.1.Art.63. Quand l'on apprehende à titre d'achat fiefs ou heritages par mises de fait, le Seigneur, duquel ils sont tenus, son bailly ou Lieutenant, se peut opposer: àfin que ledit acheteur prende l'adheritement par sa Iustice, & que ladite mise de faict soit reuoquee. Ce que fait accorder. Mais en donation, mise de faict doit sortir, moyennant le payement desdits droicts Seigneuriaux seulement. Art 64. Les Seigneurs superieurs & leurs Iustices ne peuuent receuoir les des-heritemens & bailler les adheritemens des fiefs & heritages tenus de leurs inferieurs, n'est en cas de refus.

Adheritement mise de faict.

VALANCIENNES Tit 5.Art.56. Si quelqu'vn veut vendre ou eschanger son heritage ou rente heritiere reputee immeuble, sera tenu en faire des-heritance ou ad-heritance, en presence du Mayeur ou soubs-Mayeur & quatre Escheuins autrement seront lesdites ventes & Eschanges de nulle valeur. Art.70. Pour faire quelque don n'est besoin ne requis des-heritance: pourueu que celuy qui fait tel don, soit puissant de le faire.

TOVRNAY Tit.5.Art.6. Decret de Iuge pour heritage emporte des-heritance seulement, & en vertu du committimus contenu en la fin dudit Decret, addressant au premier Sergent de faire commandement aux Mayeur & Escheuins, de mettre en possession de l'heritage l'acheteur, lesdits Mayeur & Escheuins mettent ledit acheteur en la possession dudit heritage, en payant leurs droicts: laquelle mise en possession vaut adheritance.

LALLEVE Tit.2 Art.18. Si aucun vend ses heritages, il est requis que la dessaisine & des-heritement se face pardeuant deux Escheuins dudit pays pour le moings: & la saisine pardeuant vi. Escheuins ou plus: laquelle vendition se doit publier à l'Eglise de la Paroiche ou marchee, en laquelle l'heritage est seant par trois Dimenches. Et si quelque proësme veut retraire l'heritage ainsi vẽdu, il loist & est requis, que en dedans les prochains plaids passez, apres lesdites criees, qu'il requiert auoir l'heritage ainsi vendu par proximité, en offrant effectuellement à l'acheteur pour les fraix & leaux coustemens. Autrement si l'acheteur en est adherité audit prochain plaid, sans auoir faict ses diligences à tard y viendra.

BOVRDEAVX Chap.8.Art.85. Seront tenus les tenanciers & Emphitheotes

Source : BIU Cujas

Tenanciers & emphyteotes tenus d'eux faire inuestir recognoistre & esporler, ou en faire leurs diligences.

Tenancier nouuel dans xx. iours apres l'an donné au lignager, doit exhiber au S. Foncier les cõtracts de l'acqueſt, & luy declarer la rente, & en demander inueſtizon: ſi le S. ne l'auoit auparauant fait appeller à ceſte fin.

Vendeur eſt tenu declarer au contract la rente, & doit le notaire en aduertir les parties.

Poſſeßion & ſaiſine ſe peut prendre par le nouuel acquereur, ſans le conſentement du S. Cenſuel ou foncier.

En vendition faut ſe faire veſtir & enſaiſiner dans quinzaine apres icel le vendition & le premier veſtu eſt preferé, quãd ils ſõt pluſieurs acquereurs.

Commiſe n'a point de lieu en matiere Cẽſuelle.

S. Feodal ne peut deſaduouer ſon tenancier, ſ'il a payé la cẽſiue par trois ans continuels & conſecutifs.

Declaration des terres cottieres & rentes, ſe doit bailler vne fois par le tenãcier cottier.

d'eux faire inueſtir, recognoiſtre & eſporler, quoy que ce ſoit de faire diligence, enuers leurs S. de fief, ſ'ils ſe peuuent trouuer en perſonne, ou à leur abſence, à leurs commis, ſ'ils ne les trouuent aux maiſons & lieux, eſquels ont accouſtumé de payer les rentes ou deuoirs. Art 92. Dedans xx. iours apres l'an, qui eſt donné au lignager de l'acqueſt, le tenancier ſera tenu venir deuers le S. foncier, exhiber les contracts de l'acqueſt, & luy declarer la rente, qu'il doit, & demander inueſtizon: à peine de v. ſols Bourdelois, pour chacun an, qu'il demeurera: mais le S. foncier pourra bien les faire appeller deuant, ſi bon luy ſemble. Et à meſme le vendeur ſera tenu declarer ſa rente en faiſant la vendition, & le Notaire payera meſme peine, ſ'il ne leur declare la Couſtume: laquelle peine ſera deue au Seigneur foncier.

SEDAN Tit. 12. Art. 258. L'acheteur ou autre nouuel acquereur d'vn heritage, ſoit fief ou roture, ſe peut mettre en ſaiſine & poſſeſſion d'iceluy ſans le conſentement du S. cenſuel ou foncier. Art. 259. Et neantmoins toutes perſonnes qui auront acheté des heritages, en la Seigneurie d'aucun S. ſont tenus eux faire veſtir & enſaiſiner à la Iuſtice fonciere dudit S. & faire regiſtrer les acquiſitions au Greffe d'icelle Iuſtice, dedans la xv. du iour de la vendition: ſur peine de lx. ſols tournois d'amende. Art. 260. Et au cas qu'vn heritage ſoit vendu ou autrement aliené, à pluſieurs par diuers contracts, celuy ſera preferé en la proprieté, qui ſera le premier veſtu & enſaiſiné, comme deſſus. Art. 261. Poſſeſſion de x. ans equipolle à veſture. Art. 262. Veſt & Deueſt n'eſt requis en ſucceſſion &c. p. *à Reims.* Article 171. Lignager : pourueu que l'acheteur ait eſté veſtu & enſaiſiné.

X. VITRI Tit. 3. Art. 40. *A la fin.* Mais en terres de cenſiues quand le detenteur & proprietaire nie au S. ſon cens: & le S. le preuue, le detenteur ne perd pour ce ſadite terre.

AMIENS Tit. 1. Art. 41. Et quand vn S. F. par luy ou ſon Receueur, reçoit ou fait receuoir par trois ans continuels & conſecutifs, & par trois diuers payemẽs la cenſiue, qui luy eſt deue par chacun an, par ſon tenancier roturier: le S. en ce cas ne le peut deſaduouer à homme & tenancier.

MONSTREVL Art. 10. Chacun tenancier cottier eſt tenu vne fois en ſa vie, bailler declaration de toutes les terres rentieres & cottieres, au S. dout il les tient: & doit ledit Seigneur faire faire auec commandemens audit tenancier, que dedans xl. iours il luy baille Declaration: & ſ'il ne le faict, ledit S. peut par ſes officiers faire prendre & tenir ladite cottiere en ſa main, & y commettre Receueur tant que ledit tenancier ait ſatisfaict & baillé declaration. Et ſi toſt qu'il y aura ſatisfaict, ledit S. eſt tenu de bailler main-leuee, en payant par ledit tenancier, les Salaires raiſonnables des Officiers de la Iuſtice, pource deuz: & ce fait, peut ledit S. debattre ladite Declaration, & ledit tenancier y reſpondre, & apres liquidation faicte de ce, en quoy conſiſte ladite cotterie, & quels droicts, authoritez, & prerogatiues appartiennent au S. ledit S. eſt tenu de bailler lettres de Recepiſſé audit tenancier.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. 43. Les heritiers de terres cottieres ne ſont tenus faire aucun Rapport & Denombrement aux Seigneurs, dont elles ſont tenues: n'eſt en vertu de nos lettres patentes, à ces fins de nous obtenues, cõme Comte de Flandres.

PERONNE Tit. 3. Art. 93. Detenteur † de terres cenſuelles, eſt tenu de les bailler par declaration à ſon S. autrement & à faute de ce faire, ledit S. le peut faire ſaiſir, ſans toutesfois faire les fruicts ſiens, ſi dedans xl. iours apres que ledit detenteur en a eſté requis: ou que le S. à fait dire & publier à ſes ſuiets qu'ils ayent à bailler leurs declarations, il n'y ſatisfaict. Art. 98. Pour deſadueu de S. cenſuel & denegation de droict de cenſiue, eſchet lx. ſols par. d'amende ſeulemẽt enuers le S. pour chacun tenement.

ANIOV Tit. 10. Art. 200. Et au regard de ceux, qui bailleront par declaration les choſes qu'ils tiennent cenſiuement, ſ'ils en relaiſſent rien, ils le perdent ſoient Nobles ou Couſtumiers : pource que par leurdite declaration, ils ne ſont

---

Saiſie à faute de bailler par declaration les terres cottieres & rentieres.

Rapport & Denombrement des terres cottieres, ne ſe faict ſans lettres patentes.

† *Ceſt Art. 93. eſt nouuel en ce qu'il eſt dit par iceluy, que le S. ſaiſiſſant ne faict les fruicts ſiens, pour le regard de la Preuoſté de Peronne: & ancien pour les Preuoſtez de Mondidier & Roye: meſmement qu'en ladite Preuoſté de Roye, n'y auoit droict de Saiſie, par faute de bailler par Declaration.*

Amende pour Deſadueu en matiere cenſuelle.

Source : BIU Cujas

Declaration des choses tenues censiuement ne doit estre defectueuse.

receuables à faire protestation. Et s'ils le font, elle ne leur profite. Mais auant que le S. auquel a esté baillé telle declaration defectiue se puisse ensaisiner, des choses relaissees, & qui luy sont acquises, est requis, qu'il en ait fait faire declaration par Cour Suzeraine: toutesfois si le suiet auant la contestation de la cause, & au dedans d'icelle, offre au S. de fief à reformer sa declaration & y employer les choses, qu'il a relaissees & s'en aduouë suiet en affermant par serment qu'il a fait diligence de sçauoir quelles choses il tenoit de sondit S. & que malicieusement il n'a rien relaissé: en celuy cas n'y a aucune confiscation, & sera seulement condamné és despens & en amende de lx. sols tournois vers son S. & a reformer ladite declaration: sinon qu'il vousit laisser à son S. lesdites choses relaissees à declarer. En quoy faisant il demourera quitte de l'amende enuers son S. en luy payant despens.

LE MAINE Tit. 11. Art. 214. p. *à Aniou.* Art. 200. à faire aucunes p. &c. sols Mansaiz &c. iusques à ces mots, *enuers son Seigneur*, inclus.

TOVRS Tit. 1. Art. 2. Le S. Bas Iusticier peut contraindre par sa Iustice, ceux qui tiennent en son fief, à bailler par declaration, les heritages & rentes, qu'ils tiennent nuëment, & à declarer les deuoirs, ou luy faire monstree desdits heritages.

LODVNOIS Chap. 1. Art. 2. Le Bas &c. p. *à Tours*, en ses Assises, ceux &c.

GRAND PERCHE Tit 3. Art. 85. Le S. à toutes †† mutations aduenuës d'vn costé on d'autre, peut contraindre ses suiets tenans de luy à cens ou rentes infeodees à vie ou à perpetuité, bailler par declaration les heritages tenus de luy. Et s'ils sont suiets du Ban de son Molin, le doiuent employer en leur declaration.

DREVX Chap. 21. Art. 100. Quand aucun denie le cens à son Seigneur censier, de l'heritage tenu de luy à cens, il eschet en l'amende vers le Seigneur de lx. sols.

DVNOIS Chap. 3. Art. 45. Vn S. censuel peut contraindre vne fois en sa vie, les detenteurs & acquereurs des heritages de son censif, de luy bailler par declaration, les heritages tenus de luy à droict de cens.

AVVERGNE Chap. 21. Art. 5. Toutesfois par la surcharge, l'heritage, où ledit surcens ou autre charge est assis, n'est commis.

LA MARCHE Chap. 17. Art. 157. A faute de payer par l'homme les droicts de directe ou * fondalité, ou de cõdition de seruitude ou mortaillable, n'y a point de commise de faict en la Marche: mais le S. à faute de payement de trois ans & la presente, ou de moins peut, si bon luy semble, n proceder par execution, s'il est en possessiõ, ou par action ou * asseurément, par deuant le Iuge competant, selon que la Coustume l'ordonne. Neantmoins peut formellement, s'il cesse * par iv. annees continuelles dernieres, conclurre à ce que le tenancier soit contraint à payer les arrerages ou quitter la terre, & doit à ce obtenir. Et si apres la sentence donnee ledit tenancier ne veut payer, le Iuge doit deliurer la terre au S. pour les arrerages reserué son action pour les restes & despens sur le defendeur & ses autres biens. Art. 178. Celuy, o qui doit rente fonciere ou autre droict Seigneurial pour raison d'aucun heritage, est tenu aux despens du S. vne fois en sa vie, faire monstree oculaire à sondit S. de l'heritage, qu'il tient de luy: ou s'il affirme, que nonobstant qu'il ait accoustumé de payer, il ne sçait sur quel heritage la rente est deuë: & le S. ne peut monstrer, le redeuable est tenu asseoir ladite rente ou deuoir sur heritage valable.

BRETAGNE Tit. 2. Art. 74. Les † rolles & rentiers des Iurisdictions serõt reformez de x. ans en x. ans. Et pource faire, pourront les Seigneurs assigner par trois bannies, qui †† se feront par trois Dimanches consecutifs, à certain lieu & competant iour & heure, aux bannies, de venir nommer & declarer leurs rentes & s'enroller. Et en cas de defaut, pourra le S. enroller son homme absent, par ses Iuges & Officiers par prouision, information sommairement faite de sa rẽte accoustumee, que par l'inspection des precedens rolles, que par ceux, qui auront esté

Bas Iusticier peut contraindre ses suiets tenans nuemẽt de luy à bailler declaratiõ ou faire monstree.

†† *Ces mots*, à toutes mutatiõs aduenues d'vn costé ou d'autre, *sont de nouuel adiouſtez.*

Amende pour denegation de cens.

Commise n'a lieu en surcens ou surcharge.

Commise n'a lieu à faute de payement des droicts de directe &c.

* *Aliàs, fendalité, sed rectius, fondalité.*

S. comme peut faire proceder par execution ou action contre le detenteur qui a cessé par quatre annees à payer & quelles cõclusions il peut prendre.

* *Aliàs, Assenement.*

* *S'entend, de payer.*

n Accurs. in l. 2. C. de iure emphyt. scribit dominum rectiùs facturum, si libellum edat petátque rem commissam pronuntiari. Il n'est permis auiourd'hui d'vser de la voye d'execution, s'il est en possessiõ, ou venir par action ou asseuremẽt: lequel se donne tant pour les personnes, que les choses. DD. in l. denunciamus C. de his qui ad Ecc. conf. Mais en ce cas asseurement pour l'actiõ que le S. a pour estre payé ou iouyr de la chose à faute de payer par l'homme les deuoirs.

o Ceſt Article 178. est contre ce qui est traicté in l. 19. C. de agr. & cens. & M. Du Moulin tient que cest vne Coustume fort inepte: parce que cela se doit faire aux despens du S. toutesfois & quantes, comme il a monstré fort amplement sur la Coustume de Paris Article 5. sur le commencemẽt.

Redeuable de rente fonciere doit vne fois en sa vie faire monstree oculaire de l'heritage suiet à la rente, s'il le sçait: sinon le S. la fera, & sera tenu le rentier, asseoir la rente sur l'heritage valable.

† *Les Art. 230 & 231. anciens ont esté rayez pour y auoir cy deuant esté satisfaict, par cest Art. 74.*

†† *Ces mots*, qui se feront par trois Dimanches consecutifs, *sont mis au lieu des anciens*, de huictaine d'interualle en chacune bannie, *en l'Art. 81. Le sieur de la Fontaine tant pour luy, que pour les autres Gentils-hommes, & autres qui possedent fiefs & Baronnies de Foulgeres, Vitré & Chastellenies en dependantes, auroit remonstré, que le Roy, comme Ba-*

Source : BIU Cujas

Mais il seroit raisonnable que le suiet redeuable de censiue fut tenu à ses despens vne fois en sa vie, faire monstree oculaire à son Seigneur: comme aussi il doit faire & bailler recognoissance à ses despens.

ron de Foulgeres & le Baron de Vitré & leurs Vassaux possedans fiefs esdites Baronnies, ont certain droict hereditall & patrimonial, que tous fiefs sont farescheux & reuanchables: & les suiets tenus à ladite Sergenterie & Recepte de leurs rentes en leur tour & rang, & en faire la somme bonne à leur Seigneur, au iour qu'ils sont deuz: autrement peut le Seigneur faire executer celuy de ses suiets, que bon luy semblera pour toute ladite somme, sauf son recours contre les autres hommes: de sorte, que par priuilege le S. du fief n'est tenu bailler rolle à ses suiets: mais sont tenus le faire faire, & la Sergentie, comme bon leur semble. Aussi ont droict de faire saisir les terres de leurs fiefs, par defaut de deuoirs non faicts, ny payez: nonobstant la possession & tenue d'an & iour: qui faict clairement cognoistre, que le contenu dudit Art. ne peut n'y doit auoir lieu pour les fiefs, qui sont de la nature susdite. A ceste cause a supplié au nom des dessusdits, que ledit Art. fut reformé, & ordonné que les Seigneurs de fief esdites Baronnies ne seront tenus bailler Rolles à leurs suiets, qu'ils n'ayent premierement baillé leur Tenue & Aueu: sur lesquels on les puisse former, ou bien adiouster audit Article: sans preiudice des droicts de ceux, qui ont fief & fraracheux & reuanchables & autres priuileges hereditaux.

Sergens & recueilli les rentes des heritages, ladite prouision en tout ou partie, toutesfois reuocable par appel ou contredit par le prochain Iuge Royal. Art.75. Et ledit rolle fait & accomply, tout homme venant à nouuelle possession, & auparauant qu'il puisse faire les fruicts d'icelle, se fera au Greffe dudit S. enroller, de la rente que deuoit celuy, en la place duquel il est subrogé, soit par succession ou acqueſt, dont sera faite declaration. Art.76. Et † ne pourra le S. contraindre ses hommes à faire la cueillette de ses rentes, que tout premier n'ait fourny de rolle, signé d'vn Greffier, ou d'vn Notaire, à la requeste du S. par la maniere deuant dite. Art.77. Et les hommes, qui sont suiets à faire la cueillette des deniers, rentes, & deuoirs de leur S. feront la cueillette des rentes du fief, chacun en son Bailliage, à l'ordre du rolle: pourueu qu'ils soient soluables, & respondront des deniers. Et n'est pour tout ce attribué droict aux Seigneurs, ésquels par cy deuant n'ont eu droicture & possession de contraindre leurs hommes & suiets à faire ladite cueillette & recepte des rentes & deuoirs. Et apres diligence deuë & suffisante faicte par le Sergent institué pour faire la cueillette des rentes du Seigneur, de se faire payer desdites rentes, si aucune se plege ou luy baille empeschement de payer la rente, en portant & baillant par ledit Sergent audit S. ou son Procureur, son exploict & relation dudit empeschement, il sera & demeurera quitte, d'autant comme ledit opposant sera imposé audit rolle & rentier. Art.78. Et †† neantmoins le Seigneur, pour ses rentes, droicts & deuoirs, peut faire executer en son fief, & vendre de iour en iour, & d'heure à autre, quand les exploits sont deuëment faits: mesmes contre vn nouueau detenteur de son fief: pourueu que le Seigneur, ses predecesseurs ou autheurs, soit en possession desdits deuoirs en l'vn des trois ans derniers. Et en ce cas sera ledit Sergent tenu garnir la main de Iustice, ores qu'il y euſt opposition, sans preiudice d'icelle. Et si ledit Seigneur n'estoit en ladite possession, faut que pour raison desdits deuoirs, il vienne par action: sinon qu'il y euſt contract iugé ou rolle & rentier portant execution paree. Art.81. Le Seigneur, son Procureur n'officier ne prendront aucune chose de leurs suiets pour la reception des Tenues, Minus & Declarations des terres, rentes & deuoirs, directement ne indirectement: sur peine de rembourſement sur eux au quadruple, & d'estre punis comme exacteurs: sauf que si le suiet veut prendre relation il payera au Procureur & Greffier par moitié ou à celuy d'eux, qui signera ladite relation, ii. sols monnoye, & non plus.

XI. ESTAMPES Chap 3. Art.59. Les detenteurs de terres chargees de p Champarts, laboureurs ou fermiers sont tenus auant que rien enleuer desdites terres, appeller ledit Seigneur dudit Champart, son Procureur ou commis, pour champarter & prendre son droict: & outre sont tenus, au cas que ledit Champart soit rendable en grange le mener & liurer la grange champartereſſe, s'il y en a vne ou en autre lieu deputé à le mettre assis en la Seigneurie & territoire desdites terres, s'il n'y a titre ou longue iouyssance equipollente à titre, au contraire. Art.60. Le redeuable de droict de Champart, en leuant les fruicts de la terre suiette audit droict, sans auoir appellé le Seigneur, auquel est deu ledit Champart, son fermier, Procureur ou Commis, doit lx. sols Par. d'amende au Seigneur, ou a celuy qui a le droict de Champart: & ce pour chacune piece de terre, s'il n'y a titre &c. Ar.61. Sur les terres tenues en fief ne se prend droict de Champart: sinon qu'il y euſt titre ou conuention au contraire. Art.62. Les terres tenues à Champart, ne doiuent vêtes ne saisines: si ce n'est qu'auec ledit Champart, elles soient redeuables de cēs: & où elles sont tenues à cens & à Champart, doiuent ventes & saisines au S. censier, comme les autres terres tenues à cēs: s'il n'y a titre ou conuention au cōtraire.

† *Cest Art 76. est le 83. ancien. Gadit Procureur du sieur de Laual, a dit s'opposer & remonstré que ledit Seigneur de Laual en certain droict particulier & hereditall en la terre & seigneurie de Gaël: qui est tel, que tous hōmes de fief, appellé le fief & Domaine M. Guillaume & autres fiefs y a appartenās dudit Gaël, sont tenus comparoir auec les Sergēs d'iceux fiefs chacun an, le iour de la Natiuité S. Iean Baptiste. sans autre assignation: sur peine de l'amende, en l'Auditoire de ladite iurisdiction. Et là lesdits Sergens & Receueurs de l'an precedēt sont tenus chacun en son Bailliage & Domaine eſlire trois des hommes & suiets de chacun desdits Bailliages, qui soient soluables: lesquels choiſissent & nomment en chacun d'iceux Bailliages, l'vn des tenans & domaniers d'iceluy, qui est tenu faire la*

p Champart, c'est vn droict de gerbe de bled ou legumes, que le Seigneur de la terre prend sur le champ, auant que le laboureur enleue ses gerbes creuës en ladite terre: & s'appelle aussi Terrage comme il se peut voir en quelques coustumes, Soëſmes Art. 1. Dunois Art. 28. 50. & 51. Amiens Art. 191. 195 & 197. Tellemēt qu'on peut dire que Champart & Terrage signi-

Source : BIU Cujas

fie vn meſme droict. En Berri Tit.10. Art.25. Vallançay Art.2. Vaitang Art.3. ce droict eſt de xii. gerbes vne. Et en autres lieux on prend la x. gerbe: en autres la xiii. ou autrement plus ou moins. Mais il faut ſuiure la Couſtume des lieux, ou des lieux circonuoiſins ſi la Couſtume eſt incertaine & obſcure, comme il eſt dit en cas pareil pour les Diſmes par l'Ordonnance du Roy Henry 3. 1580. Art.29. par nous recitee cy deſſous. Champart dicitur quaſi pars campi vel partus campi vide l. domini prædiorum 5. C. de agr. & cenſit. Domini prædiorum id quod terra præſtat, accipiãt: pecuniã non requirant.

cueillette des rẽtes & deuoirs deuz ledit an eſdits Bailliages, & les payer audit Seigneur ou ſes Chaſtelains & fermiers, ſans aucune diminution aux terme, accouſtumez: & ſans bailler auſdits Sergens aucuns rolles rentiers ny declaration deſdites rentes & deuoirs. Et ſont chacun deſdits hommes ſolidairement obligez pour tous les autres, au payement de ce qu'eſt deu au Seigneur: ſauf leur reuanche & recours contre les autres. Deſquels droicts & autres ſemblables, qui ſont entierement contraires à la diſpoſition dudit Article eſtant ledit S. de Laual en poſſeſſion, comme il eſt, d'en iouyr: auroit requis qu'il y fut maintenu, ſans qu'iceluy Article luy peut preiudicier, ne à ſeſdits droicts qui ſont hereditaux & patrimontaux. Aurions ordonné que ſans preiudice des droicts pretendus par ledit Seigneur de Laual, & par les Gentilshommes & autres Seigneurs de fief, ſous leſdites Baronnies de Foulgeres & Vitre & Chaſtellenies, qui en dependent, leſdits Art.81. & 82. demeureront, comme ils ſont eſcrits audit cayer reformé.

†† *Ceſt Art.78. eſt pris du Titre des Executions Art.230. pource qu'il diſpoſe de meſme matiere, & a eſté corrigé, ainſi qu'il eſt eſcrit.*

Detenteurs, laboureurs ou fermiers auant rien enleuer des fruicts, ſont tenus appeller le Seigneur, ſon Procureur ou Commis, afin de Champarter: ſur peine de l'amende.

Champart rendable doit eſtre conduit en la grange du Seigneur ou autre lieu deputé aſsis en la terre & Seigneurie: ſ'il n'y a titre ou longue iouyſſance au contraire.

Droict de Champart ne ſe prend ſur terres tenues en fief: ſ'il n'y a titre &c.

Rentes ne ſaiſines ne ſe prennent ſur terres vendues ou alienees redeuables de Champart, ſi elles ne ſont tenues à cens & Champart: ſ'il n'y a titre &c.

BOVINNES Art.6. Tous heritiers & occupeurs des heritages chargez de droict de Terrage vers leſdits Religieux, à cauſe de ladite Seignourie ſont tenus, auant qu'ils puiſſent emporter les aduestures & ablais venans à meuriſſon de tels heritages, prealablement appeller ou faire appeller leſdits Seigneurs, cenſiers ou Commis pour veoir faire le compte, & en ſa preſence prendre la x. garbe & tourner la onzieſme, pour la laiſſer à Diſme, & puis recommencer par tant de fois que le cas y eſchet, & à ſes deſpens mener ou faire mener ledit droict de Terrage en la grange deſdits Seigneurs és mettes de leurdite Seignourie, dont ledit droit leur appartient, & qui faict le contraire, il encourt en lx. ſols Louiſiens d'amende, pour chacun camp, & au reſtabliſſement de tous intereſts.

AIRE Tit 1. Art.3. Quiconques a droict de Terrage ſur aucuns heritages, à luy appartient l'amende de lx ſols Par. ſur ceux, qui ſont defaillans payer ledict droict: pourueu qu'il ait Iuſtice ſur leſdites terres.

MANTE Chap.5. Art.55. Qui † doit droict de Champart à aucun S. Cenſuel, eſt tenu de payer ledit droit de Chãpart, ainſi que l'on a accouſtumé de payer deuant que deſgarnir la terre: ſur peine de lx. ſols Par. d'amende, applicable audit S. Et †† ſi doit ledit S. eſtre appellé pour voir chãparter: lequel en ce faiſant y doit comparoir du ſoir au matin, & du matin à l'apreſdiſnee: & où il ne ſera au lieu doit eſtre ſignifié à ſon Procureur, Receueur ou Fermier: qui y doit comparoir, comme deſſus: & ſ'il n'y compare, le laboureur peut enleuer ſa gerbe, en laiſſant ſur ledit lieu, le droict Champart: & doit eſtre la Diſme q premierement payee au Curé que ledit Champart au S. Chap.17. Art.196. Les Seigneurs &c. mis cy deſſus en ceſte Addition nombre 1.

SENLIS Tit.13. Art.263. Droict †† de Champart & droict de * Vinage ſe doit payer ſur peine de lx. ſols Par. d'amende.

CLERMONT Tit.9. Art.119. Qui tient terres à Champart d'aucun S.F. ſi toſt qu'il a faict ſayer, faucher & mis à point le grain, qui a creu éſdites terres, & auant qu'il puiſſe rien tranſporter deſdits grains, il doit faire ſçauoir au S.F. ou à ſes gens & Officiers, à ce qu'il vienne & enuoye compter & choiſir en dixeaux ſon champart: & lors que le S. a choiſi & prins ſondit champart, ſelon la nature d'iceluy, tel laboureur eſt tenu à ſes deſpens charier & mener ledit champart, en la grange dudit S. ſur peine de lx. ſols d'amende, au cas qu'il ſeroit trouué faiſant le contraire. Art.120. Quand aucun a terres à champart & il les laiſſe en r fries & ſauart, & luy ſur ce ſuffiſamment ſommé par ſon Seigneur, eſt refuſant ou delayant de les mettre en labeur, & les delaiſſe ſans labourer durant trois annees enſuiuant l'vne l'autre, en ce cas le S. a qui eſt deu le champart, les peut prendre & en iouyr & appliquer a ſon domaine, comme a luy acquiſes. Art.121. Les droicts de Vinage deuz pour & au lieu de cenſiues ſur vignes, ſe doiuent payer a bord de cuues: & ne peut tirer le detenteur ſon vin, ſans premierement auoir payé ledit vinage, ou ſuffiſamment ſommé le Seigneur, ſon Receueur ou Fermier: ſur peine de lx. ſols Par. d'amende.

Droict de Chãpart ſera payé auant que deſgarnir la terre, & le S. ſera appellé.

† *Ceſt Art.55. eſt ancien, iuſques à ces mots,* applicable audit Seigneur, *incluſiuement: mais a eſté omis en l'ancien couſtumier.*

†† *Ces mots,* Et ſi doit ledit, *&c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez, & ce nonobſtant le dire de Maiſtre Rolland Gueſdõ: lequel apres Maiſtre Eſtienne de Breſſay Chambrier de Coulons, a remõſtré, que le laboureur ſuiet au Champart eſt tenu de le*

q Ceſte Couſtume eſt fondee ſur ce qui eſt traicté in cap. cum non ſit 33. De decim. par lequel prærogatiuam dominij generalis exactionem tributorum & cenſuum præcedet ſolutio decimarum. Aucuns diſent le Terrage ou Champart eſtre à preferer à la Diſme: parce que le S. à donné ſa terre à condition de Terrage & Champart: & chacun peut mettre & impoſer loy à ſa choſe Mais comme dit l'aucteur de la Somme Rurale, premier & auant nul autre doit eſtre Dieu payé. Et la Couſtume de Berri Tit.10. Art.25 veut que le droict de Terrage ſoit payé

Amiens

Source : BIU Cujas

porter iusques à la grange & lieu Seigneurial dudit Chambrier: Ordonnons que les Coustumes priuees & particulieres, si aucunes a en ledit Chambrier, pour ledit droict, luy seront reseruez: & quant au reste, que ledit Art. tiendra.

†† *Cest Art. 263. est adiousté comme ancien & omis.*

Seigneur ayant droict de Champart comme peut appliquer à son domaine les terres redeuables de Champart: à faute de les labourer par trois ans continuels.

Vinage se paye au bord de la cuue.

apres le droict de Dismes. Il se trouue vn Arrest ancien donné à la Toussaincts 1269. par lequel il se cognoist que Terrage est plustost payable que le Disme.

* Vinage est vn droict qui est deu pour & au lieu de censiues sur vignes, & se paye à bord de cuues, & ne peut le detenteur tirer son vin, sans premierement auoir payé iceluy droict. Reims Art. 161. & Clermont Art. 121. Droicts de vins & vẽtes és Coustumes de Senlis Art. 215. Clermont Art. 13. Montargis. Chap. 2. Art. 4. & Orleans Art. 106. Froissart au 1. liure ch. 30. faict mention des vinages appartenans au Comte de. Et Aimonius lib. 3. cap. 32. scribit tempore Chilperici Francorum Regis, liberori etiam ortos progenie è terra propria culta labore amphoram vini regiæ mensæ inferre tributi nomine. En quelques lieux, comme à Angers ce droict de vinage a esté conuerti en argent de cens annuel.

r C'est à dire en friches & desert. Et la Coustume d'Amiens Art. 196 cy dessous dit en friches ou riez sans labeur. Vide l. 2. §. 1. C. de iure Emphy. En ce cas n'est point requise ne necessaire l'auctorité de la Iustice ordinaire: Berri Tit. 10. Art 23. Mais en matiere de cens Tit. 5. Art. 24. elle a lieu & la raison en est fort apparente: d'autant qu'il est reputé S. foncier de la terre Terragere, tant direct que vtil: tellement que le possesseur & laboureur ne la peut aliener sans le consentement du Seigneur. Berri Tit. 10. Art. 24. & ne tombe aussi en Retraict lignager Berri Tit. 14. Art. 21. mis cy dessous Tit. 7. en l'Addition.

† *Cest Art. 194 est de nouuel adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Cest Art. 196. qui estoit le 61. de Mostreul, a esté de nouuel adiousté: & ces mots,* en temps de paix, entrelettez: *cõme aussi ces mots sur la fin,* iusques à ce que *&c. pour auoir lieu à l'aduenir.*

Terres suiettes à Terrages ne peuuent estre mises à pre, pasture ou edifice, sans le consentement du S. sur peine d'amende.

Dismes. Reliefs, lods & vẽtes, saisine ou dessaisine ne sõt deuz aux S. ayãt droict de Terrage. Disme, don ou Champart, le fods estant situé en la Comté: s'il n'est chef S.

Amiens Tit. 11. Art. 193. Celuy qui possede terres ou heritages chargez de droict de Terrage ou Chãpart, est tenu auant que transporter hors dudit chãp les ablais, appeller celuy, auquel est deu ledit droict, ou ses commis pour choisir sondit droict: & iceluy choisi, celuy qui le doit est tenu de l'amener à ses despens en la grange dudit Seigneur és fins de la Seigneurie, à cause de laquelle luy appartient ledit droict: & s'il le fait autrement il eschet en amende de lx. sols Par. enuers ledit S. pour chacun champ chargé dudit droict auec restitution de l'interest. Ar. 194. Et † s'il y a plusieurs Seigneurs, ausquels appartient ledit droict, suffit de le mener en la grange du principal S. Art. 195. Et si le detenteur d'heritage chargé de Terrage ou Champart, est negligent de labourer ou faire labourer sa terre, par iii. ans consecutifs, le S. a qui est deu ledit droict, peut faire mettre le fer dedans ladite terre & labourer a son profit, iusques a ce que le proprietaire s'offre a labourer: lequel toutesfois en ce faisant, ne peut empescher que le S. ne iouisse d'vne annee pour la recompense des trois annees de sondit droit de Champart. Art. 196. Quand †† aucũ delaisse en temps de sa terre en friche ou riez sans labeur, ledit S. la peut reprendre toutes & quantesfois qu'il luy plaist la mettre en labeur, & en faire son profit iusques a ce que le proprietaire soit venu la demãder. Art. 197. Celuy qui tiẽt terre a Terrage d'aucun S. ne la peut enclorre de haye ne de fossé pour la mettre a pré, pasture n'edifice: sans le consentement du Seigneur: mais est tenu la laisser en labeur: & s'il le faict, il commet enuers ledit S. amende de lx. sols Par. Lequel peut aussi abbatre & demolir lesdites hayes & remplir les fossez, remettant ladite terre en vsage de labour.

Monstreul Art. 15. Tous laboureurs en delaissant la Disme ſ sur le champ, sont quitte de ladite Disme.

Ponthieu Tit. 7. Art. 111. Quaud aucun a droict de Terrage, de Disme, don ou de Champart, sur aucuns fonds situé en ladite Comté, & que ledit fonds est tenu d'autre S. soit en fief ou en cottiere, ledit fonds ne se doit releuer, ne aucuns droicts de dessaisine ou saisine payer, a celuy ou ceux, qui auroiẽt & ausquels appartiendroient lesdits Terrages & Dismes, don ou droict de Champart. Car ceux, qui ont tels droicts, ne doiuent auoir lods ne ventes, s'ils ne sont chefs Seigneurs: mais les doit auoir le chef S. Art. 112. Si vn suiet qui doit Terrage, emporte ses ablais, sans euoquer le S. auquel est deu ledit Terrage ou ses Fermiers & Commis, il eschet enuers ledit S. en lx. sols d'amende pour chacune fois, auec restitution du droict de Terrage.

Hesdin Tit. 2. Art. 29. Tous laboureurs en delaissant leurs Dismes t sur les champs, sont quites de ladite Disme. Art. 30. Quiconque a terre chargee de droit de Terrage: il ne la peut enclorre de hayes, de mur n'autrement: sans congé du S. à qui ledit terrage est deu: & ce sur amende de lx. sols Par comme dessus.

ſ Les Dismes sont profanes ou Ecclesiastiques. Les profanes appartiennent & competent aux Princes ou Seigneurs Laics, qui les ont mises & imposees sur leurs suiets au lieu des Daces & Impost. Nous en auons vn exemple remarquable au premier liu des Rois chap. 8. Sed & segetes, vestras & vineatum reditus addecimabit. Les dismes sont du droict Diuin cap. parœcianos 14. de Decimis cap. 26. eod. tit. in 1. compilat. cap. 7. de his quæ fiũt à Præl. sine cõs. capit. lesquelles on doit interpreter des Ecclesiastiques: & procedent de l'ancienne institution Diuine, par laquelle les Leuites auoient les Decimes, Leuitic. cap. vlt. Num. cap. 28. Deuter. cap 12. & 14. 1. Paralip. 31. Malach. cap. 3. 2. Esdr. c 10. Paul. epist. ad Hebræos cap. 7. & dont est aussi faicte mention cap. 1. de decimis can. 1. 13. q. 1. Et celuy qui refuse de payer les Dismes ou bien recelle les titres, il est excommunié cap. peruenit ad nos. 5. eod. tit. de decimis cap. postulasti 21. De homic. vol. vel casu. Les Dismes ont esté ordonnees & reseruees par ladite institution diuine, in signum vniuersalis dominij, quasi quodam titulo speciali, vt scribit Innoc. 3. in cap. cum non sit in homice. 33. de decimis. Petrus Blesensis epist. 82. ad Cantuariensem Archi-

Source : BIU Cujas

episcopum, Cistercienses arguit quod Decimas auferant. Iustitiæ Dei manifestè resistit, qui ministris Ecclesiæ nititur ius decimationis auferre. A l'exemple des Leuites les Curez ou autres Ecclesiastiques ont & possedent les Dismes, pour leur nourriture & entretenement, cap. cum contingat de decimis. Et les ont auiourd'huy possedees & detenues ou par les Ecclesiastiques, ou par les personnes Laiques estant infeodees. Voyez le Bouteiller liure 2. de la Somme Rurale. Chap. des Dismes. Rebuffe traicté des Dismes q. 1. 2. & 3. Grimaudet en sa Paraphrase du droict des Dismes Liure 1. Chap. 1. & 3. Lequel tient contraire aduis aux Canonistes. Et faict à ce propos le dire de Albertus Crantzius in Ecclesiastica historia lib. 1. cap. 2. Ferunt, inquit, indictas populo decimas de more Christicolarum non proueniſſe Pontifici primum, sed regiis præfectis, vt inde stipendia militibus & sumptus facerent crebrarum in eam expeditionum. Tributorum nomen horrebat libertati assuetus populus, sed decimarum exactionem recusare non poterant. Interpretantur annales hinc ortum, vt multarum hodie decimarum exactiones sint in manibus laicorum: Ego aliam huic rei causam accessisse coniicio cum non satis fiderēt pontifices sua iura ab Laicis principibus tueri, dediſſe arbitror partem decimarum principibus in manum, per speciem feudi & beneficij, malentes amittere dimidium quam totum: inde factum vt à principibus transirent in ministeriales, qui nunc militares appellantur. Etiam sublimius nomen ex ministerialibus nunc aucupantes, nobiles se dici volunt: cū sit infimus nobilium gradus in Baronibus.

t La forme de payer les Dismes est prescripte par les Edicts & Ordonnances de Franc. 1. 1545. donnees à S. Germain en Laye le 1. iour de Mars, & au mois d'Octobre à la Fere sur Oyse: Henry 2. 1547. à S. Germain en Laye le 21. Auril & le 9. iour de Iuin & 1548. à Dijon Charles 9. 1561. 1562. 1566. 1568. & 1571. Henry 3. 1579. Art. 49. & 50. & 1580. Ar. 28. & 29. par nous mises & rapportees au premier liure de la Conference des Ordonnances Royaux Titre ii. Charlemaigne aparauant auoit ordonné que les Dismes seroint payees, & dispensez par les Ordonnances & mandemens des Eueſques in l. 1. de Decim. lib. 3 Legum Longob. De decimis vt vnusquisque homo suam decimam donet atque per iussionem Episcop. dispensetur. Ansegisus Abbas lib. 1. cap. 149. Vt Decimæ in potestate Episcopi sint qualiter dispensentur. & cap. 163. Vt qui Ecclesiarum beneficia habent, nonam & Decimam ex eis Ecclesiæ, cuius res sunt, donent: & qui tale beneficium habent, quod ad mediatem laborent, & de eorum portione proprio presbytero decimas donent: Lotharius filius Ludouicii pii, in l. vlt. eod. tit. de decimis. Qui decimam post tertiam admonitionem & prædicationem sacerdotum dare neglexerint, excommunicentur. Ce qui est pris & tiré du Concile teuu a Chalons sur Saone Bened. Leuita lib. 5. cap. 89. Qui decimam dare neglexerit, nouem partes auferentur ab eo cap. 100. Vt decimæ fideliter sanctæ Ecclesiæ reddantur &c. cap. 145. 147.

Terrage.

Bovllenois Tit. 8. Art. 37. Quiconques doit droict de Terrage, il ne peut emporter aucuns grains venus à moison sur sa terre suiette audit droict, sans prealablement sommer & appeller deuëment celuy, auquel ledit Terrage appartient, ou ses commis, pour venir prendre iceluy droict de Terrage: sur peine & amende de lx. sols Par. au profit de celuy, auquel ledict droict appartient: lequel estant defaillant apres icelle sommation faite deuëment, peuuent iceux redeuables dudit Terrage, sans aucune amende, emporter lesdits grains, & en faire leur profit. Et quant à la Disme, chacun en est quitte, la laissant sur le champ, pour celuy, à qui elle appartient. Toutesfois † ne pourront les Seigneurs ny leurs suiets faire pasturer leur bestail dedans les terres suiettes à ladite Disme: iusques * a ce que ceux, ausquels appartient ladite Disme, les ayent faict enleuer & emmener. Et où aucuns feront le contraire, seront condamnez à la restitution du dommage * fait à ladite Disme ainsi delaissee sur le champ, & en amende telle que de raison. Laquelle restitution * se fera, à celuy à qui appartient ladite Disme: & ladite amende sera baillee au Seigneur du delinquant: pourueu toutesfois que * ceux, ausquels appartient ladite Disme, seront tenus dedans trois iours, à compter du iour que les seigneurs & proprietaires desdites terres ou leurs Fermiers, auront faict lier & mener en leurs * maisons les gerbes à eux appartenans, aller ou enuoyer querir leursdites Dismes: autrement ledit temps passé vn chacun pourra mener pasturer son bestail dedans lesdites terres, sans peril d'amende ny restitution de dommage. Tit. 29. Art. 146. La Disme de laine & des aigneaux est deuë, à celuy, au Dismage duquel les bestes gisent & pernoctent.

† *Ces mots, Toutesfois ne pourront, &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs, iusques à ce qu'iceux gens d'Eglise ou autres ayans droict de Dismes, ayent faict enleuer leursdites Dismes. Et où &c. P.V.*

* *Aliàs, faict aux gerbes delaissees pour ladite Disme, & en amende &c. P.V.*

* *Al. sera baillee à celuy, à qui appartiēt ladite disme, & l'amende au S. &c. P.V.*

Peronne Tit. 3. Art. 105. Detenteurs de terres suiettes à Champart, seront tenus incontinent apres le pied couppé & la lieuë faicte des ablais, qui sont creuz sur lesdites terres, & auant que rien enleuer du champ, aller querir le Seigneur à qui est deu le Champart, son seruiteur, Fermier ou commis, pour prendre sondit droict de Champart: sur peine de lx. sols Par. d'amende.

Artois Tit. 1. Art. 34. Quiconques a droict de Terrage sur aucuns heritages à luy appartient l'amende de lx. sols Par. sur ceux qui sont defaillans de payer ledit droict: iaçoit que les terres, sur lesquelles se prend ledict droict de Terrage, ne soient tenues de luy, & n'aye Iustice sur lesdites terres à cause de sondit droict de Terrage. Art. 62. Les possesseurs d'aucunes terres labourables chargees de droict de Terrage, ne les peuuent amazer, u aprayer ne mettre en vsage de pasture, sans le gré & consentement de celuy ou ceux, ausquels ledit droict de Terrage appartient. Et lesdits possesseurs laissent lesdites terres à Riets, celuy ou ceux, ausquels ledit droit de Terrage appartiēt, peuuēt apres que lesdites terres auront esté trois ans à Riets, labourer ou faire labourer icelles terres: & les assemencer, & icelles despouiller: sans ce que lesdits

* *Aliàs, maisons, ce qui leur appartient seront tenus aller ou enuoyer querir leursdites Dismes P.V.*

Disme de laine & aigneaux.

u Aprayer c'est à dire mettre en pré, pour y recueillir du foin ou herbe seulement.

Source : BIU Cujas

possesseurs les puissent rauoir, en payant fer & semence. Apres lesquelles despouilles, lesdits possesseurs les pourront rauoir, en le declarant ausdits ayans le droict de Terrage, auparauant qu'ils ayent commencé à labourer apres ladite despouille. Art.63. Le possesseur d'aucune terre chargee de Terrage, auparauant aucune chose leuer, est tenu euoquer le Terrageur, à peine de lx.sols P. d'amende pour chacun champ, au profit de celuy, auquel ledit Terrage appartient soit qu'il y ait Seigneurie ou non. Mais quand ledit droict de Terrage appartiẽt à plusieurs portionniers suffit euoquer l'vn des Terrageurs. Et pour l'omission & faute que dessus, n'y a qu'vne seule amende de lx.sols Par. à partir entr'eux, à l'aduenant de ce que chacun d'eux prend audit Terrage.

S. Omer en Artois Tit.2. Art.11. Le laboureur &c.p. *à Monstreul.* Art.15 Disme. Mais s'il l'emporte sans le consentement du Dismeur, il eschet enuers le S. Vicomtier en amende de lx.sols Par. & si prendra la Disme.

S. Pol en Artois Tit.2. Art.15. Toutes personnes possedantes terres ou autres heritages chargez enuers autruy de droict de Champart ou Terrage, sont tenus auant qu'elles puissent transporter hors d'vn champ les ablaiz qui y ont creu sur iceluy, appeller celuy à qui est deu tel droict de Chãpart ou Terrage ou ses commis, pour choisir son droict. Et iceluy choisi, est tenu celuy qui doit le Terrage, le mener à ses despens à la grange d'iceluy, à qui appartiẽt ledit droit, és mettes de sa Seigneurie, au lieu accoustumé de le mener. Et s'il fait le contraire, il commet amende de lx.sols Par. enuers celuy, à qui appartient iceluy droict: & pour chacun champ chargé de pareil droict.

*On peut labourer les terres ou vignes d'autruy en payant les droicts de Chãpart & Parcie. *Aliàs, Parcie.*

Nivernois Chap.11. Art.1. Chacun peut labourer terres ou vignes d'autruy nõ labourees par le proprietaire, sans autre requisition, en payãt les droits de Champart ou * partie selon la coustume & vsance du lieu, où est l'heritage assis, iusques à ce que par le proprietaire luy soit defendu. Art.2. Celuy qui laboure terre à Champart, est tenu de mener & conduire à ses despens le Champart, en la grange ou maison du S. pourueu qu'il n'excede demy lieuë, à le prendre de la situation dudit labourage. Et pour champartir sera tenu appeller le S. Et qui laboure vigne à partie, il n'est tenu que de laisser la partie du S. en la vigne, en signifiant audit S. la despouille. Et est le S. proprietaire tenu d'aller ou enuoyer querir ladite * partie sur le lieu à ses despens. Art.3. Pour labourer terres à champart & vignes à partie, l'on ne peut acquerir possession ne droict de proprieté par prescription, par quelque laps de tẽps que ce soit. Ch.12. Ar.1. Au S. d'vne Dismerie Lay ou Ecclesiastique appartient la suitte de ses laboureurs, quand ils vont labourer hors de sa Dismerie en lieu suiet à Disme ou exempt d'iceluy. Et à cause de ladite suite il prend demie Disme: c'est à dire la moitié de ce qu'il prendroit pour sa Disme, si sondit laboureur auoit labouré chez luy. Et l'autre moitié du Disme appartient au S. foncier, s'il n'y a * procours ou droict d'aller labourer l'vn sur l'autre: qui s'acquiert par lettre ou prescription suffisante. Art.2. Et pour auoir & obtenir ledit droit de suite, est requis que les bœufs ou bestes, dont le labourage a esté fait, ayẽt esté hyuernez l'hyuer deuant precedent la recollection du Disme en la Dismerie dudit S. Dismeur. Et suffit que lesdits bœufs ou bestes aient esté hyuernez en ladite Dismerie: posé que le laboureur ait fait sa demourance hors d'icelle: en maniere que celuy, où lesdits bœufs ou bestes ont esté hyuernez, aura le droict de suite, & non celuy, où ledit laboureur aura demouré. Art.3. Et sont reputez lesdits bœufs ou bestes auoir esté hyuernez en vne Dismerie, quand ils ont logé & ont esté leuans & couchans durant l'hyuer: posé qu'ils ayent prins leur pasture autre part. Art.4. Suite de Disme n'a point de lieu, si le laboureur laboure pour autruy à pris d'argent. Art.5. Dismes de x Rompeis appartiennent aux Curez des Parroisses, és fins desquelles sont situez lesdits Rompeis: posé qu'ils ne soient Dismeurs des lieux circonuoisins desdits Rõpeis. Et quant aux Dismes des Ronteis, ils n'appartiennent ausdits Curez, sinon pour les premieres annees, si lesdits Curez ne sont Dismeurs des lieux * contigus ausdits Ronteis, s'il n'y a titre ou priuilege au contraire. Art.6. Rompeis sont terres nouuellement cultiuees, és quelles n'y a apparence ou memoire de culture faite autresfois. Et Ronteis sont terres que de long temps n'ont esté labourees, & és quelles y a apparence ou memoire de culture ancienne. Art.7. Gens Laiz ne d'Eglise à cause de leurs patrimoines & Seigneuries propres ne peuuent pósseder sans titre Canonique, d'infeodation, ny prescrire droict de Disme. Mais s'ils ont ledit droict par temps immemorial, ladite infeodation est presumee. Et en monstrant icelle possession immemoriale & allegant icelle infeodation, ils obtiennent possessoirement & petitoirement ledit droict, tout ainsi que s'ils monstroient icelle infeodation. Art.8.

** Parcié.*

Suite de Disme.

** Aliàs, Parcours.*

Suite de Disme en quel cas n'a point de lieu.

Dismes de Rõpeis appartiennent aux Curez mais les Dismes de Ronteis n'appartiennent aussi dits Curez: sinõ pour la premiere annee, s'ils ne sont Dismeurs ou s'il n'y a titre ou priuilege

** Aliàs, conuenus ou contenus.*

Rompeis quid.

Ronteis quid.

Droict de Disme ne se peut posseder sans titre canonique d'infeodatiõ ny prescrire.

x Rompeis sont les Noualles, qu'aucuns nomment Nouellis, qui sont places & lieux qui anciennement n'ont esté par Coustume labourez ne cultiuez: & és quels on n'auoit accoustumé recueillir aucuns bleds ou autres fruicts. Ces Noualles de Droict Canonique competẽt & appartiennent aux Curez. cap. quoniam.

Source : BIU Cujas

13 De decim.cap.cum contingat.19. & ibi DD. eod.tit.cap.1.Extr. de testam. Vide cap.1.& 21. Extr.de verb.sign. Et seme Nouale, semper est Nouale quod ad priuilegium retentionis Decimæ spectat.cap.33.De priuileg. Voyez les Arrests cottez par Papon liure 1. Tit.12. Arrest 7.11.& 14.& Rebuffe 14.quæst.tract. de Decim. Grimaudet en sa Paraphrase du droict des Dismes liure 3.chap.4.

Dismes appartenans à gens laiz ou d'Eglise à cause de leurs patrimoines & Seigneuries propres, peuuent y estre vendus & alienez, tout ainsi que les autres choses profanes: & de tels Dismes la cognoissance en appartient au S. Haut Iusticier du lieu, où ils sont assis.

Dismes peuuẽt estre vendus & alienez, appartenãs à gẽs laiz ou d'Eglise, à cause de leur patrimoine.

Haut Iusticier a cognoissance des Dismes.

MONTARGIS Chap.3.Art.1. Celuy qui tient & occupe terres suiettes à Terrage ou Champart, ne peut leuer la desblee, ou partie d'icelle, sans appeller le Seigneur, à qui est deu ledit Terrage ou Champart, son commis ou fermier. Et s'il faict le contraire, il enchet en l'amende vers le S. dudit Terrage ou Champart, qui est de lx. sols t. Art.2. Et †† apres que les gerbes ont esté terragees, le laboureur ou detenteur de la terre, est tenu mener ledit Terrage à ses cousts & mises en la grange terragereſſe ou autre lieu à ce ordonné d'ancienneté: pourueu que ce soit en la Parroisse ou à demie lieuë de la terre terragee ou autre lieu que ordonnera le Seigneur en ladite terre, s'il n'y en a auant que emmener le surplus de ses gerbes sur pareille peine. Art.3. Et si ledit Seigneur, Commis ou Fermier sont refusans ou delaians d'aller champartir & terrager, apres que le laboureur ou detenteur desdites terres tenuës à Champart l'aura attendu competemment, & il ne vient: en ce cas il pourra champartir & mener ledit Champart, ainsi que dessus est dict: & apres enleuer le surplus de ses gerbes: & s'il fait l'opposite, est amendable, comme dessus. Art.4. Terrage est droict Seigneurial: pource que terres baillees à perpetuité audit droict par le vassal, qui les tient franchement audit droict sans autres charges, emportent lods & ventes. Art.5. Terrage est droict qui se lieue sur les fruicts des terres baillees audit droict: & s'il n'est autrement declaré, s'entend z de xii. gerbes l'vne tant en bled, orge, auoine, poix, feues, naueaux, chanure, lin, que autres fruicts. Art.6. Prez faicts d'ancienneté ne doiuent Terrage: ne ceux, qui par le vassal sont baillez pour prez & pastures, ne semblablement les vignes ne bois. Car en les baillant de ceste qualité, sont entendus baillez francs de Terrage comme la masure: combien que toutes terres sont baillees à Terrage: sinon que par expres il fut dit par le bail qu'on n'en payeroit. Art.7. Il loist à tous preneurs de terres baillees à cens, Terrage ou autre droict, muer & changer la nature de la terre: & en icelle faire maison, court, iardins, vignes, prez ou bois: & de ce est tenu en aduertir le Seigneur qui l'a baillee. Mais neantmoins, ne peut preiudicier à l'interest dudit Seigneur bailleur. Car s'il le faict, sera tenu le preneur ou detenteur de la terre payer chacun an * redeuoir en bled ou argent au chois dudit Seigneur: sur peine de lx. sols pour l'indemnité du Seigneur, au dict de gens de bien: neantmoins que les terres circonuoisines vallent pour Terrage. Art. 8. Le preneur de l'heritage à Terrage, peut reseruer audit heritage, des bois ou pastures raisonnablement, selon la tenuë dudit heritage pour le pasturage de ses bestes, en payant l'indemnité, comme dessus. Art. 9. Les † Seigneurs a qui sont deuz Terrages, iouiront desdits Terrages doresnauant & des droicts d'iceux, ainsi & par la forme & maniere, qu'ils ont accoustumé d'en iouyr d'ancienneté.

Terrage est droict Seigneurial.

Terrage quid.

Prez faits d'ancienneté ne doiuent Terrage.

Preneurs de terres à cens, Terrage ou autre droict quand & comment ils peuuent muer la nature de la terre.

* *Lisez le deuoir.*

† *Ce 9. Art. est pour les habitãs de Sancerre, Chastellenies de Aubigny sur Nerre, la Chapelle d'Anguillon & d'Argẽt, les Airz d'Anguillon, de Concressault, S. Brisson, Cernoy, terre & seigneurie d'Autry, le Chastel Pierre Fite es bois Blancafort, Chastellenie & iustice de Vailly, Barlieu Champignon, Maison, Tout, & Soulougne, & autres Chastellenies & Seigneuries de Berri regies & gouuernees par la coust. de Lorris.*

y Les Coustumes de Blois porte le mesme en l'Art 63. & Berri Tit. des droicts prediaux Art.16. Mais cela est general en tout ce Royaume de France comme du Moulin escrit sur le 46. Art. de Paris q. 4. nombre 16. Il y a Ordonnance du Roy, S. Louis de l'an 1269 par nous mise au liure 1 de la Conference Tit. 2. par laquelle il est permis à tous de pouuoir librement ceder & transporter à quelque titre que ce soit, aux Eglises, les Dismes qu'ils prennẽt & perçoiuent és fiefs tenus & mouuans mediatement ou immediatemẽt du Roy: sans consentement du Roy & sans que les Ecclesiastiques soient tenus en vuider leurs mains. Rebuffe tractatu de Decimis q.10.num.54 dit que le mesme S. Louys au mois de Mars 1277 auoit ordõné que les Dismes estant retournees aux personnes Ecclesiastiques par le transport fait par gens Laiz, n'estoient suiettes à aucũ Amortissement & ne sont plus reputees infeodees. Ce qui semble estre la mesme Ordonnance que i'ay cy dessus cottee. Du Moulin au lieu sus allegué, dit que l'Ordonnance de S Louys se doit entendre quand la Disme est donnee à l'Eglise purement & sans charge auec suppression de fiefs par celuy qui en a eu puissance d'esteindre le droict de fief: lors la Disme pour le droict du Roy est faite de la qualité des choses Ecclesiastique. Autre chose est quand le lay tenant la Disme ou fief d'vn autre S. la donne à l'homme d'Eglise, soit Curé ou autre, sans Admortissement de fief ou simplement, sans aucune charge. Car en ce cas elle demeure touſiours infeodee & de la qualité de chose patrimoniale Grimaudet liure 2. des Dismes chap 6. nomb. 49. & 50. Terrage par quelques Coustumes est censé & reputé droict Seigneurial: par autres Coustumes, comme celle de Berri, il n'est estimé Seigneurial & n'y a par ladite coustume que le fief & le cens. Par Arrest du 22. iour de Decembre 1589. prononcé en robbes rouges le droict de Champart fut adiugé comme Seigneurial emportant lods & ventes. Toutesfois il n'est pas Seigneurial par tout ny en toutes choses, comme és terres suiettes à autre droict tresfoncier. Ce qui auoit auparauant esté iugé par Arrest du 23. iour de Feurier 1577 au profit des Doyen Chanoines & Chapitre de Chartres contre Guillaume de Montean & ses consorts par lequel ils furent condamnez à payer les droicts de lots & ventes ausdits Chanoines & Chapitre, comme S. du Champart pour les heritages suiets audit droict de Champart, & fut ordonné que l'Arrest seroit leu iudiciairement au siege de Chartres pour seruir doresnauant de Loy La Coustume d'Estampes Art.62. dict bien que terres tenues à Champart ne doiuent ventes ne saisines: si non que auec le Champart elles soient redeuables de cens. Et la Coustume de Blois Art 135. s'il n'y a conuention. Au grand Coustumier liure 2. Chap. de Champart. Nota que par les vsages Coustumes de terres tenues à Champart, le Seigneur à qui est deu le Champart, ne doit auoir lods ne ventes des terres qui luy doiuent Champart: quand elles sont vendues se iceluy Seigneur n'est chief Seigneur, C'est à dire Seigneur foncier: mais les aura le Seigneur foncier: & ou cas qu'il n'y auroit autre chef Seigneur, c'est à dire Seigneur foncier, celuy à qui le Champart est deu, auroit les lods & ventes. Voyez Chopin lib.1.legum Andeg.cap.10.num.vlt.& lib.2 parte 2.cap.2.Tit.4.

Source : BIU Cujas

z La Dime a touſiours accouſtumé de ſe payer ſelon la Couſtume des lieux Hoſtiens. in cap. in aliquibus Extr. de decimis. Et par les Canons la dixieſme portion eſt deue pour la Diſme & aſſez le demonſtre le mot de Diſme. En aucuns on doit la dixieme gerbe, en autres la xiii. ou la vingtieſme ou moindre. Si la Couſtume n'en porte aucune choſe, on doit auoir recours au droict Canonique, qui eſt la dixieme. Par pluſieurs Ordonnances, il eſt nommément exprimé, qu'il faut garder les Couſtumes pour la quote, ou les tranſactions & compoſitions ſi aucunes ſont intetuenues entre les Curez & les Parroiſſiens redeuables du droict de Diſme. Les dernieres Ordonnances du Roy Henry 3. 1579. és Eſtats de Blois Art. 50. veulent que les Diſmes ſe leuent ſelon la Couſtume des lieux & la quote accouſtumee en iceux. Et par autre Ordonnance du meſme Roy de l'an 1580. ſur les remonſtrances du Clergé Art. 29. Et où la Couſtume ſeroit obſcure & incertaine, ſera ſuiuie celle des lieux circonuoiſins. Il auoit eſté auparauant prononcé Arreſt en robbes rouges en l'an 1562. par feu monſieur le Preſident le Maiſtre, qu'en doute la Diſme ſe doit payer au dixieſme ainſi que Charondas eſcrit liure 1. de ſes Reſp. chap. 50. en la derniere Edition de l'an 1586.

ORLEANS Tit. 4. Art. 141. p. *à Montargis.* Art. 1. enleuer la deſblee, ſans &c. tournois: pourueu que ledit Seigneur, ſon Fermier ou Commis, face reſidence en la Parroiſſe, dont eſt l'heritage, ou en la grange champartereſſe durant le temps de moiſſons. Et nonobſtant ladite amende, ſera payé ledit champart, & chacun iouyra dudit droict de Terrage, & champart, ainſi qu'il a accouſtumé d'en vſer d'ancienneté: pource qu'il y a diuerſes manieres de leuer & payer leſdits champarts & Terrages. Art. 142. Terres tenues en fief ne doiuent aucun droict de champart ou Terrage: & en ſont franches & exemptes. Art. 143. Des terres tenues à droict de Terrage & champart ſeulement, quand elles ſont alienees, n'eſt deu droict de ventes ne Releuoiſons. Toutesfois ſi leſdites terres eſtoiét redeuables de cés auec leſdits Terrages & châpart, icelles terres ne ſont par leſdits châpart & terrage affranchies dudit droit de ventes: ſinon †† qu'il y ait titre au cõtraire ou poſſeſſion de xl. ans.

†† *Ces mots,* Sinõ qu'il, *&c. ont eſté adouſtez à ceſt Art. 143. qui eſtoit le 140. de l'ancien couſtumier ſans preiudice du paſſé.*

CHASTEAVNEVF Chap. 21. Art. 149. Qui leue ou emporte les fruicts d'vne terre tenue à champart ou terrage, au deſceu & ſans le faire ſçauoir au S. à qui le champart appartient, ou à ſon Procureur & Commis, il chet en amende de lx. ſols t. enuers ledit S. & eſt tenu de rendre ledit droit de champart ou terrage.

CHARTRES Chap. 21. Art, 113. p. à l'Art. 149. *de Chaſteauneuf.* Art. 114. Et ſemblablement qui deſpouille vignes qui doiuent Terceau, a ſ'il tire ſon vin de la cuue ou autre vaiſſeau, ſans le faire ſçauoir au S. à qui il eſt deu, ou a ſon Procureur Receueur ou Commis, il chet en l'amende de lx. ſols t. enuers ledit S. & doit payer ledit Terceau: & en quittant par celuy, a qui appartient la vigne, la deſpouille de l'annee d'icelle le iour de S. Barthelemy au mois d'Aouſt és mains que deſſus, il ſera quitte dudit Terceau pour ladite annee: & pourra le S faire vendanger ladite vigne, & prendre les fruicts de ladite annee, ſi bon luy ſemble.

Terceau.

a Terceau par ceſte couſtume eſt vn droit de vins, qui ſe prend par le S. à la cuue ou autre vaiſſeau à vin: & doit le ſuiet le faire à ſçauoir au S. à ſon Procureur ou commis, auant que tirer vin: ſur peine d'amende de lx. ſols tournois.

DREVX Chap. 21. Art. 98. p. *à Chaſteauneuf.* Art. 149. ſols: & eſt &c. champart. Art. 99. Et ſemblablemẽt qui deſpouille vignes ou autres terres tenues en cẽſiues, brandonnee pour le cens & l'empeſchement ſignifié, il eſchet en amende de lx. ſols, ſ'il ne luy eſt permis de leuer: & ſi eſt tenu de rendre les fruicts.

Diſmes infeodees ſont alienables.

BLOIS Chap. 5. Art. 63. Les Diſmes deüement infeodees b accouſtumees eſtre poſſedees par gens laix, ſont alienables, & ſe peuuent vendre & aliener, hypothequer & preſcrire: & la cognoiſſance en appartient aux Iuges ſeculiers, comme choſes patrimoniales. Chap. 10. Art. 130. Le droict de Terrage eſt tel, que les heritages, qui ſont tenus audit droit, quand ils ſont enfruictez en grains ou autres fruicts, il en eſt deu au S. du Terrage, certaine portion: aux aucuns plus, aux autres moins, & ainſi qu'on les à accouſtumé de payer ſelon la diuerſité des lieux. Art. 131. Les Seigneurs ou detenteurs des heritages emblauez, cueillis & abbatus, ne peuuent & ne doiuent enleuer leſdits bleds du champ, n'autres fruits ſuiets a terrage, ſans appeller le S. du terrage, ſon fermier ou commis, pour voir comter & nombrer les gerbes & vendange, afin qu'il puiſſe cognoiſtre & ſçauoir quel nombre & quantité il luy eſt deu pour ſon droict de Terrage. Et ne pourra le detenteur immuer ne changer la nature de la terre ſuiete au terrage, au preiudice du terrage. Art. 132. Quand leſdites gerbes & vendanges & †† autres fruicts ſuiets a terrage, ſont ainſi comtez, le S dudit heritage ne peut & ne doit enleuer les fruits, ne les appliquer a ſon profit, iuſques a ce qu'il ait mené, conduit & charroyé, ou fait mener, conduire & charroyer a ſes deſpens ledit terrage a la grange ou preſſoüer terrageaux. Art. 133. Si ledit S. ou detenteur dudit heritage, enleue les fruits ou gerbes dudit terrage, ſans appeller le S. du terrage, ou ſon fermier & commis, pour les voir compter, ou apres qu'elles ſont comptees, ſans charroyer, conduire & mener, ou faire charroyer, conduire & mener ledit terrage en la grãge ou preſſoüer terrageaux, il eſchet en l'amende de lx. ſols t. a appliquer audit S. du terrage. Et ſuffira de ſignifier au lieu, où eſt tenu de mener ledit terrage, au Seigneur ou a

Diſmes ſont de la cognoiſſance des Iuges ſeculiers.

b Par le Concile celebré ſous le Pape Alexãdre troiſieſme du nom, en l'an 1180. fut ordonné, decimas à laicis iure hereditario poſſideri non poſſe: & en vn autre Canon du meſme Concile, qui eſt mis in cap. prohibemus de decimis, il eſt defendu aux laiz de aliener les Diſmes les vns aux autres. Le Pape Innocent 3. in cap. cum Apoſtolica. 7. De his quæ fiunt à Prelatis ſine conſen. cap. dit que les Laiz auoient receu les Diſmes par les mains des gẽs d'Egliſes & Bernard qui a faict les Gloſſes du Droict Canonique in cap. quamuis in verbo conceſſerit. De decim. eſcrit que les Laiz ont

†† *Ces mots,* Et autres fruits ſuiets à Terrage, *ſont de nouuel adouſtez. Les gẽs du tiers Eſtat de Selles nous ont preſenté requeſte, diſans qu'audit Couſtumier de*

Source : BIU Cujas

eu les diſmes, à la charge de defendre l'Egliſe des heretiques & des infidelles & par le meſme Chapitre le Pape Innocent fit defenſes expreſſes aux Eccleſiaſtiques de ne donner doreſnauant les Diſmes en fief, & tiennent tous les Docteurs canoniques qu'aucun ne peut tenir Diſme infeodee: ſinon que l'infeodation ait eſté faicte par l'Egliſe auparauant le Concile de Lateran Gregoire ſeptiéme in Conſilio Lateranenſi cap.7.lib. 6.regeſti dit qu'il eſt defendu aux Laiz de poſſeder les Diſmes: ce qui eſt incorporé au Decret.can. decimas 1.16.q.7. Mais l'infeodation des Diſmes en France eſt faicte par les Rois ou Seigneurs vaſſaux des Rois de France: & par conſequẽt ont leur ſource & origine des Rois, & non de l'Egliſe, ce que nous auons monſtré cy deſſus. Or les Diſmes infeodees ſont en commerce: & en peut on diſpoſer par contracts de vendition, eſchange, alienation & autres contracts comme de choſe du Domaine, ainſi que Faber à noté ſur le §. item ſeruiana. Inſt. de act. verſic. quid de feudo, dont ſemble eſtre tirees les Couſtumes de Blois Art.63. La Couſtume de Berri ancienne Art.11.& 12. Tit. de Conſuet. præd. vbi Boerius multa congerit. Niuernois chap.12. Art.8.& Berri Tit.10. Art.16. Les Diſmes ſont prophanes ou Sacrees. Les Canons ſentendent des choſes ſpirituelles & Eccleſiaſtiques & non des Diſmes infeodees, qui ſont terriennes. Voyez Grimaudet liure 2. de ſa Paraphraſe du droict des Diſmes Chap.6.& Du Moulin ſur le 46. Art. de Paris nomb.16.

Selles n'eſt faite mention du droict de Terrage, & qu'il a eſte omis par dol, a fin de prendre & en vſer ſous la Couſtume generale: qui viendroit au grand preiudice des ſuiets de ladite terre: parce qu'ils n'ont accouſtumé mener & cõduire le droict de Terrage en la grange du Seigneur Terrager. Mais a accouſtume ledit Seigneur ou ſon Fermier l'aller querir au champ. Parquoy requeroient qu'ils demouraſſent en leur poſſeſſion. Les Religieux, Abbé & Conuent dudit Selles ſouſtenans le contraire. Sur ce auons ordonné que leſdits Religieux, Abbé & Conuent dudit lieu de Selles: ne ſeront, quant audit Art. compris ne ſuiets à la Couſtume generale de Blois: mais qu'ils en iouyront tout ainſi & par la forme & maniere qu'ils ont accouſtumé.

ſon fermier ou commis. Et au cas qu'on ne trouuaſt les deſſuſdits, il ſuffit de faire la diligence en preſence de teſmoins. Et pourra faire emmener ſeſdites gerbes & vendanges, & laiſſer ledit droict de Terrage ſur le champ, apres ce qu'il les aura nombrez en preſence de teſmoins. Art.134. Si le detenteur eſt defaillant de labourer leſdites terres ainſi tenuës à Terrages, par ix.annees entieres, le S. les peut appliquer à luy: ſinon qu'il y euſt conuention au contraire. Art.135. Pour heritage tenu à droict de Terrage, n'eſt deu profit de ventes ne Relief: ſ'il † n'y a conuention au contraire.

DVNOIS Chap.4.Art.50. Celuy †† qui tient & occupe terre ſuiette à terrage ou champart, qui eſt reputé vn meſme droict, ne peut &c. p. *à Orleans*. Art.141. Paroiſſe, où eſt aſſis l'heritage durant le temps d'Aouſt, & nonobſtant &c. champart. Et au ſurplus chacun iouyra &c.

ROMORANTIN Chap.4.Art.6. Les Seigneurs ou detenteurs des terres ſituees & aſſiſes au dedans d'vn circuit de Terrage, qui ont accouſtumé d'eſtre cultiuees & miſes en labeur, ſont ſuiets à labourer & cultiuer leſdites terres, & payer ledit droict de Terrage, à la raiſon qu'il appartient. Et ſi les detenteurs ſont defaillans ou negligens de labourer & enſemancer leſdites terres, par le temps & eſpace de ix.annees continuelles & conſecutiues: en ce cas le Seigneur dudit terrage peut & luy eſt loiſible prendre & appliquer à luy leſdites terres accouſtumees d'eſtre labourees. Art.7. p. *à Orleans*. Art.141. ſa deſblee &c. fermier: ſinon qu'il ait priuilege ou iouyſſance immemorial au contraire. Et ſ'il fait &c. tournois à appliquer moitié à Iuſtice, & moitié au S. Terrager ou ſon fermier.

MENETOV Chap.1.Art.4. Quand aucun tient terre redeuable de Terrage, il n'en peut enleuer ſa deſblee ſans le faire à ſçauoir au S. dudit Terrage, ſon Procureur ou commis Et ſ'il le fait, &c p. *à Romorantin*. Art.7. qui eſt à &c. la moitié au Seigneur &c. à Iuſtice. Et eſt tenu le detẽteur de ladite terre redeuable dudit droict, mener & conduire à ſes deſpens ledit Terrage. Et ſi ledit S. dudit terrage eſtoit negligent d'aller terrager, apres qu'on luy a fait ſçauoir, le Seigneur de l'heritage ou laboureur pourra enleuer & mener ſa deſblee. Et ſ'il y a fermiers diuers d'vn meſme Terrage, ſeront tenus eſlire vn lieu ou grange dedans le circuit du Terrage, où ledit Terrage ſera mené. Art.5. Que † les habitans de la Chaſtellenie de Menetou ne pourront deſormais mettre en prez ne paſtis, les terres qu'ils tiennent à droict de Terrage. Auſſi ne ſeront contraints mettre en labeur les terres, que de preſent tiennent en prez ou paſtis: exceptées les terres, que depuis ix.ans en ça les habitans ont prins du S. de Menetou, à la charge expreſſe d'icelles cultiuer & labourer. Chap 11. Art.26. Terres & choſes decimables tenuës en foy & hommage, ne ſont pour raiſon de ladite foy franches ne affranchies de Diſmes: mais les doiuent, ſ'il n'y a choſe au contraire.

† *Ces mots, S'il n'y a conuention au cõtraire, ſont adiouſtez pour obuier à procés.*

†† *Les Religieux, Abbé & Conuent de Bõneual nous ont dit qu'ils ont droict de Champart ſur pluſieurs terres aſſiſes au Comté, & iuriſdiction de Dunois, leſquelles ſont fructueuſes en bon labeur & grãd rapport, ſans interuale que d'vn en trois: & cõme Seigneurs du droict de Terrage, ont accouſtumé de tout tẽps contraindre les redeuables audit droit de chãpart Seigneurial & impreſcriptible, defaillans à faire le labourage accouſtumé, de payer les profits dudit droict ſelon l'eſtimation de la valeur du reuenu & profits du Terrage, comme ſ'ils euſſent eſté labourees au pris & ſelon la nature dudit Champart & ſelon la Couſtume des lieux: nous requerant que l'Ar. dernier du Chap. de Terrage & Chãpart des Couſtumes de Dunois de ce faiſant mention ſoit tenu & mis en Couſtume audit Dunois, ou leur ſoit reſerué iouyr de leur droict ſans auoir égard à la Couſtume generale de Blois, ſelon laquelle ils n'ont accouſtumé eux regler. Auquel lieu de Blois les terres ne ſont de tel & ſi fructueux rapport, qu'audit Comté de Dunois: & qui enſuiuroit la C. generale, le S. de Terrage & direct ſeroit grandement intereſſé de n'auoir ſon droit accouſtumé de ix.ans. Et ſi la C. de Dunois eſt tenuë, elle ſera cauſe que les S. vtils des terres tenuës audit droict de Chãpart, les feront labourer & exploicter ſelon les bonnes ſaiſons, ſurce audit Comté accouſtumees. Et qu'a ceſte cauſe ſ'oppoſent & empeſchent qu'autrement ſoit procedé à l'emologation d'icelles: requerans de ce acte, & qu'en fiſsions mention en noſtre procés verbal: que leur auons accordé.*

† *Ceſt Art.5. eſt de nouuel adiouſté.*

Diſmes ſur les fiefs meſmes: ſ'il n'y a choſe au contraire.

Source : BIU Cujas

VALLANÇAY Chap.2. Art.2. Si par le temps de vii.ans suiuans l'vn l'autre sans interualle, les laboureurs des terres sujettes à Terrage, delaissent icelles terres, sans y faire labeur & les enfruicter, le S.dudit Terrage les peut faire labourer & emblauer par autre, pour auoir son droict de Terrage, qui est de douze gerbes vne. Art.3. Quand vne personne tenant feu & chefeolage dedans les fins & limites d'aucune Dismerie, va labourer & enfruicter aucunes terres hors icelle Dismerie: en ce cas le S. ou Dame d'icelle Dismerie, où est demourant, a droict & luy est permis prendre la moitié du Disme des choses Decimales, ainsi labourees & enfruictees esdites terres hors sadite Dismerie: pourueu que ce ne soit és Dismeries de l'Eglise: esquelles nulle personne n'a droict de suitte. c Aussi n'ont les Curez desdictes Eglises, aucune suittes pour leursdictes Dismeries.

Suite de Dismes.

Curez n'ont droict de suitte de Dismes.

VASTANG Chap.2. Art. 3. Esdites terres & Seigneuries y a plusieurs terres labourables & non labourables, qui sont de telle condition, que par ladicte Coustume les locateurs, qui labourent & emblauent lesdites terres, n'en doiuent aucunes rentes ne Cens, au Seigneur, de qui elles sont tenues: mais des bleds & grains creuz en icelles, sont tenus en payer au Seigneur, de qui elles sont tenues, de xii.gerbes l'vne, ou grains creuz & cueillis en icelles. Et ce est appellé Terrage, en ce non comprins le Disme: lesquelles terres on peut vendre à ladite charge de Terrage. Art.4. Lesquelles terres ainsi tenues audit deuoir de Terrage, seront tenues en telle condition, que si le laboureur, qui les auroit tenues & labourees, cessoit par iii.ans & vn mois de May consecutifs & continuels, de labourer & emblauer icelles terres, il est permis au premier laboureur, qui voudroit icelles labourer & emblauer de prendre icelles, & les appliquer à son profit audit deuoir de Terrage. Et ne pourroit par ladite Coustume empescher le laboureur qui les auroit ainsi delaissees à labourer & emblauer par ledit temps, comme dit est, quelque laps de temps qu'il les eust tenus.

LA FERTE YMBAVT Chap.3. Art 5. Celuy qui †† enfrainct le Terrage, est amendable de lx.sols t.a appliquer moitié à Iustice, & l'autre moitié au S.dudit Terrage.

†† *Les habitans dudit lieu nous ont dit qu'ils ne sont tenus mener le grain en la grange terragereſſe: & leur auons permis en iouir & vſer comme ils ont accouſtumé d'ancienneté.*

SOESMES Chap.1. Art. 1. Toutes terres estans en Champart, nommé Terrage, en icelle terre de Soëſmes estans emblauees, celuy qui a faict le bled dedans lesdites terres, peut cueillir & enleuer son bled par luy ensemencé, sans euoquer le S.dudit Terrage, ne Procureur pour luy, en laissant ledit Terrage tout debout, & prendre de xxiiii.rayes les deux. Et aussi ledit S.dudit Terrage ou Procureur pour luy, peut cueillir son dit droict de Terrage, deuant celuy, qui aura ensemencé la terre assise en Terrage, & prendre de xxiiii.raye les deux, sans autre chose y demander, n'estre tenu a autre suiection n'euocation de personne.

Terrage peut eſtre delaiſſé debout, ſans appeller le S. à qui il eſt deu, & le peut le S. leuer & cueillir, ſans attendre le proprietaire ou laboureur, en prenãt de 24. rayes les deux.

LEPVRAVX Chap.3. Art.3. Que si aucun ayant terres à Terrages, cesse par iii.ans & vn mois de labourer & enfruicter lesdites terres terrageaux: il est permis au * premier laboureur de les prendre & labourer. Et n'est deu aucun profit au S. sinon qu'il a xii.gerbes de blé creu en icelles.

** S'entend le premier qui ſ'offrira.*

BERRY Tit.10. Art.16. Les Dismes & Dismeries estans en patrimoine lay, sont alienables, tout ainsi que toutes autres choses patrimoniales. Art.17. Dismes d tant patrimoniales qu'Ecclesiastiques, doiuent seulement estre payees des choses, desquelles elles ont accoustumé estre prinses & perceues, & en la maniere qu'elles ont accoustumé estre prinses & leuees, & non autrement. Art. 78. Suite † de Dismes e a lieu quand auec les bestes tenues & nourries & hyuernees depuis le premier iour de Nouembre, iusques au premier iour de Mars en aucune Dismerie, on laboure en autre Dismerie. Auquel cas le S. de la Dismerie, où lesdites bestes sont tenues, nourries & hyuernees cõme dessus, par droict de suite, doit auoir la moitié des Dismes des fruicts creuz en ladite autre Dismerie & terres labourees par lesdites bestes, qui ont esté nourries & hyuernees en ladite Dismerie. Art.23. Celuy qui tient & possede terres à droict de Terrage, s'il cesse par iii.ans & vn mois de May, subsecutiuement icelle labourer, & la laisse vacante, le S. la pourra mettre en ses mains & la labourer, & sans la cessation susdite le S. ne luy peut oster: pourueu qu'il en ait iouy, f luy ou ses predeces-

†† Les Prieur & Chapitre de S. Vrſin declarerent que par ſentence ils auoient obtenu Suite de Diſme en la Diſmerie du Chaſteau, à cauſe des perſonnes parochiennes des Parroiſſes de S. Vrſin & S. Iean des Champs: & ont requis que la redaction de l'Art. 18. fut ſans preiudice de leur droict de ſuite. Sur ce auons declaré que ledit Art. ſer oit ſans preiudice de leur droict de Suite, ſi aucun en auoient. Et outre ſur ledit Art. 18. les gens du ſecond requirent qu'audit Art. fut adiouſté, Que Suite de Diſme n'auoit lieu quand aucun labouroit d'autres cheuaux que des ſiens, meſmement à pris d'argent. Car bourſe n'auoit ſuite: qui eſtoit Couſtume ancienne. Ordonnons que ſans preiudice de ladite requeſte, qu'ils

c Suite de Dismes, est quand le Seigneur de la Dismerie, en laquelle les bœufs, cheuaux & autres bestes dont on laboure, sont tenues, nourries & hyuernees, & dont on a labouré en autre Dismerie, le Seigneur par droict de suite prend la moitié du Disme des fruicts creuz en l'autre Dismerie, & suit ses laboureurs qui ont labouré hors sadite Dismerie en lieu suiet à Disme ou exempt de Disme: tellement qu'il prend demy Disme: & l'autre moitié appartient au Seigneur foncier. Vide Glossa in cap. ad Apostolicæ. De decimis. Par quelques anciennes Coustumes mesmes celle de Bourges & de Mehun sur Yeure & proces verbal de la Coustume de Berry & Niuernois Titre 12. Art. 4. Bourse ou argent n'a point de suite: c'est à sçauoir quand le laboureur laboure pour autruy à prix d'argent. Il faut noter que les marchands tiennent que l'hyuernage est depuis le premier iour de Nouembre, iusques au premier Mars: & que pour le bestail hyuerné & vendu puis ledit temps, le droict de Disme est deu par le S de la mestairie, où ledit bestail a esté hyuerné: Que si pendant le temps d'hyuernage, le bestail est vendu, aucuns estiment que ledit droict de Disme est deu par le vendeur au fur du temps au S. de la Dismerie, où il a esté nourry & par l'acheteur au fur du temps en la Dismerie, où le bestail a esté mené. Autres dient qu'il n'est deu aucun droict de Disme. Car tel bestail est chose mobi-

Source : BIU Cujas

liaire, qui n'a en ſoy aucune ſuite: & auſſi que cela eſt directement contre le droict de Diſme, qui n'eſt que pour le fruict: & n'eſt la laine reputee eſtre en fruict: ſinon l'hyuernage finy: ioinct que cela oſteroit & empeſcheroit le commerce & trafic entre les hommes, & liberté des ventes & achats. Et ſe practique la derniere opinion comme la plus iuſte & raiſonnable. Voyez la Couſtume de Berry Tit. 10. Art. 18. cy deſſous. Ie ne veux oublier que aucuns au pays de Berry nomment le droict de Suite, droict de Trainage.

d Cecy eſt pris de la Philippine: par laquelle le Roy Philippes Auguſte fit inhibitions & defenſes de n'exiger aucunes Diſmes inſolites. Les Roys de France és Edicts & Ordonnances faicts pour les Diſmes deues aux Eccleſiaſtiques, ne ſe doiuent entendre que des Diſmes accouſtumees: n'en derogent aux franchiſes & libertez de ne payer Diſmes. Charles 9. 1563. pour l'alienation des biens Eccleſiaſtiques, ordonne que les acquereurs ne ſeront tenus payer nouueaux Diſmes pour les terres: pour leſquelles les Eccleſiaſtiques n'auoient accouſtumé d'en payer. Le Roy Philippes 4. auſſi en l'an 1303. veut que les Seneſchaux defendent les villes communautez & vniuerſitez de toute nouuelle exaction des Premices & Decimes introduite par les Prelats & autres perſonnes Eccleſiaſtiques. Sainct Thomas d'Aquin q. 87. Art. 1. in ſecunda ſec. Et ſimiliter laudabiliter miniſtri Eccleſiæ decimas non requirunt, vbi ſine ſcandalo requiri non poſſunt, propter deſuetudinem vel aliam cauſam. Par Arreſt de Paris la vigile de S. André 1274. Neque diſplicet nobis ſi Decimæ præſtentur, que vel lege diuina debentur, vel per loci conſuetudinem approbata, cum vſus longiſſimus per quem non præſtantibus poteſt adquiri ius, in talibus obſeruetur, comme Rebuffe eſcrit ſur les Ordonnances. Tit. des biens des Prelats & Clercs non mariez. Les Canons veulent, ainſi que nous auons monſtré cy deſſus, que la Couſtume ſoit gardee en la perception des Diſmes. Lucius 3. in cap. ad Apoſtolicæ. cap. aliquibus §. vlt. De decimis cap. fin. de Parochiis. vt de vectigalibus proditum eſt nominatim in l. 4. §. vlt D. de public. cap. cum ſint homines. 18. De decimis. Quid dicendum de fabis aut piſis immaturis nec dum lectis, que l'on dit poix ou febues en vert: Horum leguminum plerúmque fit venditio antequam eorum fructus maturi ſint. Decimæ autem fructibus ſtatim collectis percipi debent cap. cum ſint homines 7. eod. tit. & cum integritate cap. peruenit 5. cap. ex parte. 27. cap. paſtoralis. eod. tit. & in Decimis percipiendis conſuetudo ſpectari ſolet, vt dixi ſupra d. cap. cum ſint homines 18. eod. tit. Earum rerum veſtigal, quarum nunquam præſtitum eſt, præſtari non poteſt l. locatio. 9. §. earum. D. de public. & par ainſi ſuiuant ceſt Art. 17. de Berry & la Philippine Diſme n'eſt deu pour les poix & febues eſtans en verd: par ce que l'on n'a point de Couſtume de payer aucun droict de Diſme pour raiſon des poids & febues ainſi vendus en verd: & auſſi que ce ſeroit oſter & empeſcher la liberté des hommes, & le commerce, & ſi ce droict ſe deuoit payer pour telles choſes non accouſtumees, cela porteroit grand preiudice au public. Les Threſorier, Chanoines & Chapitre de la Saincte Chapelle à Bourges, ayans intenté procés contre quelques habitans du Pont dorron pretendans auoir tel droict de Diſmes, en ont eſté deboutez par ſentence du Bailly de Berry ou ſon Lieutenant à Bourges, en l'an 1593. dont ils ont appellé en la Cour. Auquel proces i'ay donne aduis contre leſdits Chanoines, & fut aduiſé en conſultant, de faire interuenir les Maire & Eſchcuins & le Procureur du Roy pour le bien & vtilité publique. Ce qui fut faict. Et le 24 iour de Feurier 1539. apres en auoir communiqué à toutes les Chambres, tfut iugé qu'en terres miſes en eſtang, n'eſt deu aucun droict de Diſme: par ce qu'il ne ſe paye Diſme de poiſſon, & ſeroit trop diminuer la liberté des hommes: & fut ledit Arreſt donné au profit des Chartreux, contre le Curé de Beaujeu, Dioceſe de Meaux.

e Maiſtre Maurice Iocquin Aduocat au Siege Preſidial de Bourges, dit qu'a cauſe de ſa Seigneurie des Trouſſeaux il a droict, & par conſequent droict de ſuite en la Diſmerie des Religieux de Maſſay, lequel il demandoit ſuiuant la Couſtume. Les Religieux au contraire diſoient pour deffenſes, que la Seigneurie des Trouſſeaux & le Diſme, eſtoient tenus & mouuans d'eux à titre de Fief: & par ce qu'ils n'auoient aucun inſtrument de l'inueſtiture qu'il failloit venir à la forme d'en vſer: & que venant à la preuue, il ne ſera cogneu que ledit demandeur ait iouy dudit droict de ſuite ſur leur Diſmerie: n'eſtant auſſi d'ailleurs à preſumer qu'ils ayent voulu aſſeruir leur Diſmerie audit droict de ſuite: ayant donné en fief ledit droict de Diſme audit Iocquin ou ſes predeceſſeurs: Le demandeur pour repliques diſoit & ſouſtenoit n'eſtre beſoin d'informer puis que la Couſtume y eſtoit formelle & expreſſe: & que par icelle n'y a aucune preſcription entre le Seigneur Feodal & le Vaſſal: Le demandeur obtint ſentence au Bailliage de Berry & Siege Royal d'Yſſoudun le dernier iour de Mars, 1582. de laquelle les Religieux appellerent: mais elle fut confirmee par Arreſt le 11. iour de Feurier 1584. Au reſte à ceſt Art. 18. ſont aucunement conformes les Chap. cum ſint homines. 18. & cap. ad Apoſtolicæ. De decimis & ibi Gloſſa. Ce droict de ſuite n'a point de lieu en Diſmerie d'Egliſe par la Couſtume de Vallançay Art. 3. mais noſtre Couſtume de Berry diſpoſe autrement, & laquelle nous deuons ſuiure.

f En payant le droict de Terrage au S. ſeulement. Car ſ'il a payé ledit droict aux Fermiers ou adcenſataires du S. la terre n'eſt pas pourtant faicte & rendue Terragere. Coloni enim dominorum poſſeſſionem interuertere non poſſunt. L. Ex libris Sabinianis 12. C. de adq. poſſ. l. 31. & 40. §. 1. D. eod. tit. l. 6. C. vnde vi. l. vn. C. ſi per vim l. vlt. C. de delat. l. 133. D. de reg iur. l'Abbé.

pourroiẽt bailler par eſcrit, & mettre pardeuers nous tout ce que bon leur ſembleroit dedans la S. André, &c. ledict Art. ce pendant demoureroit redigé, iuſques à ce qu'autremẽt en fut ordonné.

ſeurs l'eſpace de x. ans pour le moins: ou qu'il en ait bail exprés à luy faict par le Seigneur: autrement le Seigneur la pourra mettre en ſa main, en rembourſant prealablement le detenteur des meliorations par luy faites en ladite terre. Art. 24. Et †† ne pourront leſdits terragers vendre ou autrement aliener leſdites terres terragieres, ſans la licence ou conſentement du Seigneur: ſi n'eſt qu'il leur fut permis par le bail, conuention ou autre moyen vallable. Art. 25. Droict de † Terrage eſt de xii. gerbes vne, tant en blé, ſeigle, orge, auoine, poix, febues, naueaux, millet, chanure, lin, qu'autres fruicts: ſi n'eſt qu'il y euſt conuention, droict de conſtituë ou preſcrit particulierement au contraire: auquel ne ſera derogé n'a la poſſeſſion d'iceluy par la redaction de ce preſent Art. & ſera payé le droict de Terrage apres le droict de Diſme. Art. 26. Le detenteur d'aucune terre à Terrage, ſera tenu auant la recollection des fruicts ou deplacement d'iceux, le faire g ſignifier au S. ou à ſon Receueur ou Fermier, pourueu qu'ils ſoient demourans dedans les fins & limites de la Iuſtice, ou eſt aſſiſe ladite terre terragiere: & pour ce faire ne ſera tenu appeller qu'vn ſeul teſmoin ſur le lieu: afin que ſ'il en eſtoit queſtion, la cauſe ſoit decidee par le Sermẽt dudit teſmoin, & de la partie qui en aura faict ladite denonciation, ſans ce qu'il ſoit requis auoir plus grande preuue. Art. 27. Et apres ladite ſignification faicte ſi le Seigneur ne vient ou enuoye dedans xxiiii. heures, h le detenteur de ladite terre terragie-

†† *Les Art. 24. & 26. ſont Couſtumes nouuelles.*

† *Les gens du premier Eſtat requirent que la Diſme fut declaree à raiſon de xii. gerbes l'vne, & que ſelon les 14 & 15. Art. de l'ancien Couſtumier, le Diſme de lainages & charnages fut payé és Diſ*

g Auquel cas elles ſeront acquiſes au ſeig. ayant le droict de Terrage par droict de commiſe, argum. l. 3. C. de iure emphy. On peut icy demander, Si la ferme, bail

Source : BIU Cujas

mertes, eſquelles les beſtes ont eſte hyuernees pour les fraudes, que l'on y commet chacun iour en amenant les beſtes en autre lieu ſur le temps qu'il faut diſmer Surquoy ordonnons que ſans preiudice de ladite requeſte, qu'ils pourroient bailler par eſcrit, tout ce que bon leur ſembleroit, qu'ils mettroient pardeuers nous dedans la S. André, &c. leſdits Art. demoureroient redigez. Et depuis par Arreſt du 8. Iuin 1540. donne comme dit eſt, la Cour a declare quant à preſent, que ledit Art. 25. demeurera enregiſtre, ſans rien y adiouſter ny diminuer, ſauf à eux d'eux pourueoir s'il y a controuerſe ou difficulté ſur la maniere de leur perception és procés & inſtances qui en ſeront meuz, ainſi qu'ils verront eſtre à faire par raiſon.

ou rente ont eſté faictes, ſans declarer par le vendeur au contract le Diſme & Terrage, ſi le fermier ou acheteur eſt tenu de payer leſdits droicts, ou bien ſi il eſt fondé a appeller à garand le vendeur ou bailleur? Enquoy il faut reſoudre que le droict de Diſme eſt deu par le laboureur, fermier ou acheteur, ores que le Seigneur & proprietaire ou vendeur ne l'en ait pas expreſſement chargé. Mais quant eſt du droict de Terrage, il doit eſtre nommément exprimé par le contract, auſſi bien que les Cens, rentes & autres charges ſuiuant l'Ordonnance.

h Cela a eſté conformé par Arreſt donné au mois de Septembre 1552. comme eſcrit Chopin liure 2. des Priuileges des Laboureurs Chap. 7. nombre 3.

re, pourra apres leſdites xxiiii. heures, leuer & emporter ſon blé, en laiſſant le droict de Terrage au Seigneur: ſans entendre par ce preiudicier aux Seigneurs, qui auroit droict conſtituë ou preſcrit de faire charier le Terrage en leur grange, par les detenteurs des terres.

BOVRBONNOIS Chap. 26. Art. 352. Quand aucun poſſede terres ou heritages à titre de Terrage, * Parciere i ou Champart ou vignes à k Carpot, qui ſe vendangent hors bandee, il eſt tenu xxiiii. †† heures auant qu'il puiſſe rien trãſporter hors le champ ou vigne, appeller celuy à qui eſt deu ledit droict ou ſes Commis, pour prendre ſondit droict de Terrage, Parciere, Champart ou Carpot: & ſ'il ne le fait, il eſt tenu au double du Terrage, Parciere ou Champart: pourueu que ledit Seigneur, ſon Fermier, Receueur ou Commis face reſidence en la Parroiſſe, où eſt ledit heritage, & ſ'il n'y eſtoit, les detenteurs de l'heritage ou vignes ſuiets audit Carpot & autres droicts deſſuſdits, ſont tenus faire ſçauoir audit Seigneur, le Dimanche precedent au Proſne de la Meſſe Parrochiale dudit lieu, le iour qu'ils entendent vendanger. Autremẽt peuuent les laboureurs, apres les tines & gerbes contees en preſence de ii. teſmoins emmener leur part franchement. Auſſi ſont tenus de mener incontinent ledit droict de Carpot ou Chãpart au lieu accouſtumé, ſ'ils ſont ſuiets de ce faire: & ſ'ils ne ſont ſuiets, ils les peuuent laiſſer ſur le lieu apres la Denonciation faicte. Art. 353. L'on ne peut appliquer terres baillees à Parcieres & Vignes à Carpot, à autres vſages qu'elles ont eſté baillees, n'en icelle conſtruire & baſtir aucun edifice, ſans le vouloir & congé du Seigneur, à qui la Parciere ou Carpot appartient: ſur peine d'amende & des intereſts enuers le Seigneur dudit heritage.

LA MARCHE Chap. 26. Art. 331. Si aucun baille aucune terre à droict de Terrage ou agrier perpetuel, & celuy à qui elle eſt baillee, laiſſe ladite terre à friche, ſans la labourer par iii. cueillettes telles que les ſemblables terres ont accouſtumé porter, celuy qui a baillé ladite terre, l'a peut reprendre & remettre en ſon domaine, ou bailler a autre, declaration ſur ce faicte par Iuge competant: & neant-moins pourra conclurre à ſes dommages & intereſts pour les annees paſſees: & ſemblablement des meſtairies perpetuelles. Art. 332. Si la terre qui doit Diſme, eſt vne Diſmerie ou Village ſeparé en paſturage, & les bœufs, qui la labourent couchent & paiſſent en autre Diſmerie ou village, le Diſme ſe part par moitié entre les deux Diſmeries, ſoient gens d'Egliſe ou autres, à cauſe de la ſuite de Reilhage.

POICTOV Tit. 1. Art. 61. Si aucun detenteur tient de ſon S. de Fief, vignes, qui ſont tenus à l complant, & elles ſont demeurees à tailler & de ſerpe, iuſques aux fruicts, ledit S. les peut de ſon auctorité prendre & les fruicts d'icelle, ſans y appeller le detenteur & icelles vignes tenir à ſon domaine, & les bailler ſ'il voit qu'il ſoit de faire. Et neant-moins peut demander ſon dommage & intereſt, de ce qu'elles ne ſont taillees m & faictes d'autre façon accouſtumee. Et ſi elles ont eſté taillees, il ne les peut oſter: mais il peut demander ſon intereſt par voye d'action, de ce qu'elles ne ſont faictes des autres façons. Et peut ſaiſir & mettre en ſa main les fruicts, & y mettre Commiſſaires pour les leuer ſous ſa main, ſ'il y a Fief & iuriſdiction: ſinon le peut faire faire par le Seigneur du Fief. Et n'en peut, ne doit ledit detenteur auoir deliurance ou recreance: & n'eſt tenu ledit Seigneur la luy faire: ſinon que ledit detenteur luy donne caution & plege ſuffiſante de les faire pour le temps aduenir, & de luy amender & payer ſon intereſt du temps paſſé. Art. 62. Pluſieurs † hommes de celuy, qui tenoit vignes

* *Aliàs, Par tiers malè.*

†† *Ceſt Art. 352. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle en ces mots xxiiii. heures.*

Terres ſuiettes à Parciere ou Carpot, ne ſeront appliquees à autre vſage: ſur peine de l'amende & intereſt enuers le Seigneur de l'heritage.

Par la Ceſſation de labourer les terres donnees à Terrage, Agner perpetuel ou meſtairies perpetuelles, le S. les peut reprendre.

Suite de Diſme.

Reilhage.

Vignes dõnees à Complãt en quel cas peuuent eſtre oſtees.

Sei. de Fief comme peut demander ſes in-

i Parciere ſentend quand le S prend partie des fruicts auec le Meſtayer. Hinc Meſtayer Partiere. Tours. Art. 113. compaignie Partiere. S. Seuer Tit. 3. Art. 13.

k Carpot ou quart pot quand le Seigneur prend vne partie des fruicts des vignes donnees à ce droict de Carpot. Carpot ſcilicet à Carpendo.

l Vignes baillees à complant pour plãter en vigne, en reſeruant vn certain droict pour ſa part & portion que le Seigneur pretend pour les vignes par luy donnees à cõplanter, cultiuer & exploicter. *In legibus Baioariorum Tit. 1. §. 11. Coloni vel ſerui Eccleſiæ, tenebantur vineas plantando cludere, fodere propagi-*

Source : BIU Cujas

nare, præcidere & vindemiare. Vide Chop lib. 2. de leg. And. parte. 2. Cap. 2. Tit 4 num. 3.

m Par ce qu'il est tenu & obligé de tailler les vignes, & les faire de toutes leurs façons, ne plus ne moins qu'vn vsufruictier, qui selon la disposition ciuile est tenu recte colere l. 9. si cuius rei. 15 §. de præteritis. D. de vsufr. qui agrum non proscindit, qui vites non subserit tenetur, ne alioquin deserta cultura, aut intempestiuè facta, fundum reddat deteriorem. l. si in lege. 24. § si domus §. sed & de his. D. Locati.

terests par voye d'action.

Saisie du S. de Fief sur les fruicts des vignes tenues à complant.

Plusieurs succedans à vn, par quel lieu doiuent sortir leur vendange.

† *Cest Art. 62 est de nouuel introduit.*

a Complant & Terrage, ou detenteurs d'icelles, seront tenus mener & conduire leurs vendanges, par l'endroit ou passage, où leur predecesseur & aucteur les faisoit mener & conduire. Art. 64. Celuy qui tient terre à Terrage d'aucun Seigneur, doit requerir son Seigneur, de qui il tient lesdites terres, ou son Commis, de venir terrager le bled quand il est scié : lequel S. est tenu d'aller terrager, apres ladite requeste, & dans xxiiii. heures : autrement ledit temps passé, le suiet apres auoir compté les gerbes, en presence de deux tesmoins, peut emmener sa part desdits bleds : & aussi sera tenu mener incontinent le droict de Terrage au lieu, où, il a accoustumé d'estre mené. Et si ledit suiet, sans garder ceste solennité, emporte aucune chose, sans terrager, il est amendable de lx. sols, si ledit S. a telle iurisdiction : sinon d'amende simple. Et doit rendre le Terrage, & le mener à l'hostel dudit Seigneur, duquel sont tenues lesdites terres à Terrage, ou autre hostel, s'il en a en la Chastellenie, n'estant plus loing de ii. lieues, ou ailleurs en ladicte Chastellenie, ou sont assises lesdites terres, au lieu, où le Seigneur a accoustumé faire serrer communément ses bleds de ladite Terragerie. Art. 100. *A la fin.* Mais au regard du Terrage de bleds, le detenteur n'est tenu de mener à l'hostel, où demeure le Seigneur, qui seroit plus de deux lieues. Art. 101. Et semblablement au regard de Complant de vignes, le detenteur est tenu de porter ou faire porter à l'hostel du Seigneur, s'il en a audit Fief, ou là prés au dedans de demie lieue. Mais si le S. de Fief auoit hostel, à cause duquel ledit seroit deu, supposé qu'il soit d'vn mesme Fief & sous vn mesme hõmage, si ledit hostel est plus loing de deux lieues, les detenteurs desdites vignes ne sont tenus y porter ou faire porter ledit Complant : sinon qu'il y eust autre conuenant, ou qu'ils ayent ainsi accoustumé. Art. 104. Quand aucun tient terre à Terrage, en pays de boucage, il doit à tout le moins auoir emblaué la tierce partie, & l'autre tierce partie tenir en guerets, & l'autre tierce partie laisser en pasturage : & au pays de plaine, ils doiuent emblauer la moitié, & l'autre moitié auoir en guerets. Et s'ils n'en emblauent iusques aux parties susdites, le Seigneur en peut demander son interest & l'amende. Mais ne leur peut oster lesdites terres, ne les mettre en sa main, sans le consentement de ceux qui les tiennent.

Subiect & redeuable de Terrage, comme se doit gouuerner pour le payement dudict Terrage, auant qu'emporter les bleds de sa terre.

Complant deu au Seig. ou doit estre porté par le detéteur.

Terres en pays de bocage & de plaine suiettes à Terrages, comme doiuent estre emblauees & ensemencees.

La Rochelle Chap. 21. Art. 62. Tout homme ayant droict de complant, se peut emparer de son auctorité priuee sans offense, des vignes suiettes audit Complant, par defaut de les faire tailler dans la S. George.

Xainctonge Tit. 4. Art. 21. *A la fin.* Et seront tenus les laboureurs amener les Terrages & Complans à la maison de leur Seigneur, auant que leurs fruicts : sur peine de l'amende.

Terrage & Complants menez en la maison du S. auant les fruicts.

Bordeavx Chap. 8. Art. 102. Touchant l'Art. faisant mention si les tenãciers tenãs vignes à l'Agriere demeurẽt à tailler lesdites vignes iusques aux fruicts, si le Seigneur de qui sont tenues icelles vignes, n pourra prendre lesdictes vignes & fruicts d'icelles de son auctorité, sans appeller les tenanciers : a esté arresté que l'on gardera les pactes du Contract accordees en la bailletté & le droict cõmun. Art. 103. Aussi l'on gardera les pactes du Contract, touchant l'Art. faisant mention, si le tenancier tenant terres de l'agriere doit requerir le Seigneur ou son Commis d'aller ou enuoyer agrerer le bled ou autres choses, quand il est serré ou taillé : & apres ladite requeste faite, dans vn iour naturel, si ledit Seign. ne le fait, ledit iour passé, le tenancier pourra partir & compter les gerbes en presence de ii. tesmoins, & porter la part du Seigneur au lieu accoustumé. Et si le tenancier faict lesdites choses, sans congé du Seigneur, est amendable en la somme de lx sols t.

n Le S. les peut prendre. Mais le tenancier se presentant & voulant retenir lesdites vignes, le S. à son actiõ pour ses dommages & interests.

Sole Tit. 17. Art. 8 & 9. Les Dismes & Dismeries, qui ne sont du patrimoine de l'Eglise, peuuent estre vendues, hypothequees & alienees, tout ainsi que les autres choses profanes. Art. 10. Par la Coustume Disme se doit payer seulement des choses dont est accoustumé payer : & se lieue en la saison & ma-

Dismes.

Source : BIU Cujas

niere accouſtumee. Et en ceſte maniere ne ſe peut faire autre declaration ou limitation, pour les diuerſes vſances, qui ſont ſur ce en diuers lieux & Parroiſſes dudit pays. Art.11. Et ſemblablement eſt du beſtail que l'on tient & nourrit, ou fait nourrir en la Diſmerie, ont demouré & l'on amené ou fait amener en la tre Diſmerie pour faire leurs agneaux crabots & autres beſtiaux, & alimenter les paſteurs de la maiſon de ſa demourance en hors, pour raiſon de laquelle ſuite, le Seigneur doit diſmer, où ils ont demouré, & ſe tient ledit Seigneur du beſtail, prend & deu prẽdre & auoir par droit de ſuite la moitié de la Diſme des agneaux, crabots & autre beſtial decimable: & le Seigneur de la Diſmerie, où le beſtial aura fait ſes petits l'autre moitié.

Droict de ſuite pour les aigneaux & autres beſtiaux.

Aſſiette de terres.

XII. Melvn Chap.4. Art.93. En priſee de o Fiefs, pour le faict du partage d'vne ſucceſſion, l'Arriere-fief vallant cent liures par an, eſt eſtimé cent ſols par an: & au pris, le pris.

Eſtimation d'vn ſeptier de froment ou autre eſpece de bled en priſee & Aſſiette de terres.

Troyes Tit.11. Art. 182. Couſtume eſt en Champagne que le ſeptier de froment meſure de Troyes à priſee & aſſiette de terres, vaut xx ſols t. Art. 183. Le ſeptier ſegle pareille meſure, x.ſols t. Art.184. Le ſeptier d'orge pareille meſure, vii.ſols vi.den.t. Art.185. Le ſeptier d'auoine, v.ſols t. Art. 186. Le Domaine muable, comme Preuoſtez, prez, riuieres, ſeaux, eſcritures & autres fermes muables, qui croiſſent & appetiſſent, l'on a accouſtumé de diuiſer, que vaut la ferme en x.ans continuels, & getter & aſſommer quelle ſomme aura vallu pour leſdits x.ans: & icelle ſomme departir en x.parties egales, & prendre l'vne d'icelles x.parties, pour la reuenue d'vne annee. Art. 187. Le Domaine non muable, ſelon la valeur d'iceluy, & qu'il peut valoir par chacun an par commune eſtimation. Art.188. Les Cenſiues portans lods & ventes l'on a accouſtumé de les priſer le double qu'elles vallent par an, & à prendre pour vne fois, ſelon la valeur des heritages, ſur leſquels elles ſont aſſiſes. Art. 189. Quant aux Couſtumes de grain & chair, qui ſont eſcheables & main-mortables, l'on a accouſtumé de les priſer le double, pour les profits, qui en peuuent aduenir. Art. 190. L'on a accouſtumé priſer les terres tenues en Fief & Arriere-fief, c'eſt à ſçauoir pour chacune liure de rente ou redeuance tenue en plain Fief, xii.den.t. de rente par an: pour chacune liure de rente ou redeuance tenue en Arriere-fief, vi.den.t. de rente par an, à cauſe des profits qui viennent & peuuent aduenir chacun an, pour les droicts de Quints & Requints deniers & autres droicts Seigneuriaux. Art. 191. La Coruee d'vn homme vaut pour vn iour, xii.den.t. Art.192. La Coruee d'vne femme, vi.den.t. Art.193. La Coruee d'vn cheual & d'vn charreton, vaut iii ſols iiii.den.t. Art. 194. La geline x. den.t. Art.195. Le chapon xv. den.t. Art.196. L'on a accouſtumé en priſee de terres, de rabbattre les rentes que doiuent les terres de Fief, Aumoſnes, gages d'Officiers ordinaires. Art.197. Les bois, qui ont accouſtumé d'eſtre vendus de xx.ans en xx.ans, l'arpent xl.ſols tourn. valent en priſee de terre chacun an ii.ſols t. & du plus, plus: & du moins, moins. Art. 198. Bois de haute foreſts de defenſe accouſtumez d'eſtre vendus, de ſix-vingts ans en ſix-vingts ans, chacun arpent ſix liures t. valent en priſee de terre par an, chacun arpent xii. den. t. & du plus, plus: & du moins, moins. Art.199. Quant à la priſee des eauës, l'on a accouſtumé en Champagne de priſer chacun arpent d'eauë en Eſtang de fontaine quinze ſols tournois, & en eauë d'agouſts vingt ſols tournois de rente par an.

Domaine muable ou non muable.

Nivernois Chap. 37. Art. 1. Qui eſt tenu, obligé ou condemné à bailler & payer rente ſimplement, n'eſt tenu d'en faire aſſiette par le menu: mais ſeulement de payer ladite rente par ſes mains: & qui eſt tenu, obligé ou condemné de bailler rente en Aſſiette ou d'aſſeoir rente, il ſera tenu d'aſſigner & aſſeoir ſelon ce que deſſous eſt declaré. Art.2. Qui eſt tenu de faire Aſſiette, la doit faire de prochain en prochain, tant qu'il aura dequoy l'aſſeoir en ladicte maniere: & auſſi eſt tenu le creancier de l'accepter. Art. 3. Iuſtice Haute, Moyenne & Baſſe ſe priſe en Aſſiette, la x.partie de ce que le reuenu de la terre vaut par chacun an, qui eſt de x.liures xx.ſols. Art.4. Iuſtice Haute ſeulement ou Moyenne & Baſſe enſemble, ſont priſees en Aſſiette la xx. du reuenu de la terre, qui eſt de xx.liures xx.ſols t. Art.5. Et au regard de la Baſſe ſeulement, vaudra la xl. qui eſt de xx.liures x.ſols t. Art.6. Le Reſſort n'eſt pour rien cõpté en Aſſiette, & eſt tenu le debteur faiſant l'Aſſiette de le bailler auec la Iuſtice en premier degré. Art.7. La forteresſe, Chaſteau ou maiſon-fort en eſtat ſuffiſant, eſt eſtimee en Aſſiette, la x.partie du reuenu de la terre: & ne ſera tenu le creancier de la prendre, ſi la moitié pour le moins de la terre ne luy eſt baillee.

Aſſiette comme ſe doit faire.

o Par la Couſtume de Bourbonnois Art. 556. il y a trois ſortes de faire Aſſiette: l'vne Couſtumiere: l'autre par amis: & la tierce par aualuement de terres, c'eſt à dire par aualuation ou eſtimation des heritages ou terres donnees en Aſſiette, comme il ſe peut cognoiſtre plus à plain cy deſſous. En ceſte Addition nombre xii. eſt traicté des Aſſiettes de rentes terres, heritages ou de mariage. La rente eſt reputee en Aſſietre de terre, quand on delaiſſe des terres, iuſques à la valeur de la rente pour l'extinction d'icelle: ce qui equipolle à vendition: ou quand le fonds eſt ſimplemẽt baillé pour l'aſſignation & payement de la rente, pour en iouir par le crediteur pour ſa rente iuſques à ce que le ſort luy ſoit rẽdu. A la difference de celuy qui paye & baille rente ſimplement par ſes mains, & n'eſt tenu en faire Aſſiette par le menu & de l'aſſigner. Ceſte forme d'aſſiettes de rentes ſert pour recognoiſtre à quel pris l'on peut vendre & acheter terres, droicts & deuoirs fonciers & ſeigneuriaux. L'Aſſiette de rentes ſe nomme ἀντίχρησ Chopin liure 3. des Couſtumes d'Aniou partie 3. Chapitre 3 Tit 3. parle amplement de ceſte matiere. Ceſte priſee ſert auſſi pour les droicts de Relief ou Rachats deuz: que les Preud hommes doiuent eſtimer & eualuer. Par l'Ordonnance du Roy Charles 9 1565. fut ordonné que toutes rentes cõſtituees à blen, de quelque temps que ce ſoit, ſeroient redui-

Source : BIU Cujas

tes au denier douze, tant pour les arrerages deuz, que pour le payement qui ſ'en feroit à l'aduenir : ſans que les creanciers en puiſſent demander aucune choſe : ſur peine du quadruple, & d'eſtre puny par la rigueur des Edicts & Ordonnances contre les Vſuriers. Laquelle nous deuons garder en ce faict d'Aſſiette.

z Domaine muable ou non muable, ſignifie la proprieté de quelque choſe : de laquelle la valeur ſe peut augmenter ou diminuer.

Et quant aux autres edifices, maiſons, granges, bergeries, eſtables, vergiers, iardins & heribages eſtans des appartenances dudit Chaſtel & maiſon-fourt & ioignans icelle, ils ſeront eſtimez pour la x. partie du reuenu de l'annee apprecié par gens à ce cognoiſſans. Art. 8. Autres maiſons & edifices ſont priſez en ladite Aſſiette de la xl. portion de ce qu'elles vallent à les acheter pour vne fois. Art. 9. Plein Fief eſt priſé en Aſſiette la x. partie du reuenu dudit Fief. Art. 10. Arriere-fief la xx. Art. 11. Le Franc-Aleu eſt eſtimé & priſé le x plus que le Fief: en maniere que ce qui doit cent liures de rente en Franc-Aleu, ſera tenu pour y ſatisfaire de bailler cx. liures en Fief. Art. 12. Cens en Aſſiette double, & Bourdelage tierce: qui eſt à dire que cent ſols de Cens ſont prins en Aſſiette pour x. liures de rente & cent ſols en Bourdelage pour vii. liures x. ſols. Art. 13. Taille d'homme ou femme ſerf eſt eualuee la x. partie de ce qu'elle a valu ou peu valoir en x. annees : & la mex ſera baillé pour la x. partie de ladite Taille. Art. 14. Rentes qui ne croiſſent ne decroiſſent ſont baillees pour autant qu'elles montent. Art. 15. Rentes muables, qui croiſſent & decroiſſent ſont baillees en Aſſiette pour la x. de ce qu'elles ont valu ou peu valoir en x. ans, les impenſes neceſſaires deduites. Art. 16. De meſmes quant aux moulins, fours, preſſouërs, riuieres bannaux ou non bannaux, garennes, coulombiers & ſemblables. Art. 17. Place de moulin vague eſt priſee v. ſols t. Art. 18. La ſeulle d'vne charrete de foin, eſt eſtimee la x. partie de ce qu'elle a valu ou peu valoir en x. annees, eu eſgard à l'Aſſiette. Art. 19. Chacun ſaule portant branches à perche ou peſſeau, eſt priſé vn obole par an. Art. 20. L'arpent de bois de couppe & reuenant, eſt priſé la xv. partie de ce qu'il a eſté ou peut eſtre vendu en xv. ans. Article 21. Bois de foreſt portant paiſſon ou non, eſt eſtimé en Aſſiette la xxx. partie de ce qu'il peut valoir a vendre pour vne fois. Art. 22. Eſtang qui n'aſſouue point de luy-meſme, ſ'il eſt d'agouſt, eſt priſé chacun arpent xx. ſols : & ſ'il eſt de fontaine, xxv. & ſ'il s'aſſouue de luy meſme, xxx. ſols, deduits toutesfois les frais & miſes neceſſaires. Art. 23. Et eſt l'arpent de iiii. quartiers en quatre : le quartier de x. toiſes : la toiſe de vi. pieds : & le pied de xii. poulces : & par ainſi faut que chacun quartier contienne xl. toiſes en circuit, & x. toiſes en chacune quarreure : & ainſi ſera il du plus & du moins. Art. 24. L'arpent de vigne en vignoble, eſt priſé xl. ſols : & autrepart, xxx. ſols. Art. 25. L'arpent de terre en nature ou en friſche, à froment, ſegle ou autre bled, ſera priſé ce qu'il pourra eſtre baillé vn tiers moins. Art. 26. En rentes de bleds, les meſures ſeront eualuees à la meſure de Neuers : & ſera faicte la priſee, en la forme, qui ſ'enſuit : Boiſſeau froment iii. ſols t. Boiſſeau ſegle, ii. ſols vi. den. Boiſſeau d'orge, xx. den. Boiſſeau auoine, x. den. Boiſſeau de poix, ii. ſols vi. den. Boiſſeau de febues, ii. ſols vi. den. Boiſſeau de Millet, ii ſols vi. den. Tonneau de vin lx. ſols : & le muy de vin à ladite raiſon xl. ſols t. Art. 27. Et eſt à noter que le tonneau vaut & doit contenir deux poinſſons : le poinſſon, cinq cotterets : le cotteret, xlviii pintes meſure de Neuers : & les iii. muids vallent deux Tonneaux : par ainſi le poinſſon doit contenir douz-vingt pintes, le tonneau ccccl xxx. pintes : & le muy, cccxx. pintes. Et ſi leſdits Cotterets, poinſſons, tonneaux, & muids contiennent moins que deſſus, ils ſont faux, & ſont les vendeurs à autres meſures, & les tonneliers qui les ont faicts, puiſſables d'amende arbitraire. Et ſera tenu chacun tonnelier auoir vne marque, de laquelle il marquera les tonneaux par luy faicts. Art. 28. Geline en Aſſiette eſt priſee xii. den. t. Chapon xx. den. t. Oye ii. ſols t. liure de cire iiii. ſols ii. den. pinte d'huile, xx. den. t. Brebis, vii. ſols vi. den. t. Mouton commun, x. ſols t. Mouton gras, xiii. ſols iiii. den. t. L'aignel, iii. ſols. Veau, xv. ſols. Porceau d'vn an xl. ſols. Porceau commun, xxv. ſols. Cochon, xx. den. Cheureux, ii. ſols vi. deniers tourn. Art. 29. Les autres cy non declarez, ſeront priſez par ii. Preud'hommes acceptez par les parties.

Arpent. Quartier. Toiſe. Pied.

Tonneau.

MONTARGIS Chap. 2. Art. 11. Le franc de rente fonciere, ſera eſtimé à la ſomme de xv. liures t. Art. 12. Le bled de rente, à la meſure de Montargis, qui eſt egalle à celle de Paris, & toutes les autres à reduire à ladite raiſon : laquelle meſure conſiſte en muy, & contient le muy douze ſeptiers : & le ſeptier, viii. boiſſeaux, qui ſont xcvi. boiſſeaux. Art. 13. Sera ledit muy froment en rente, meſure

Meſure de Paris & Montargis egale.

Source : BIU Cujas

te, mesure que dessus, estimé à cxxxiiii. liures tour. qui est douze liures tournois, pour chacun septier, & chacun boisseau xxx. sols tour. Art. 14. Le muy de segle de rente mesure que dessus, estimé à la somme de cxx. liures tour. le septier, à x. liures tour. & le boisseau à xxv. sols t. Art. 15. Le muy de l'orge de rente, mesure que dessus, estimé à xcvi. liures tour. le septier viii. liures tour. & le boisseau, à xx. sols t. Art. 16. Le muy d'auoine de rente, mesure que dessus, estimé à xlviii. l. t. le septier iiii. liures t. & le boisseau, x. sols t. Art. 17. Les poix & les febues de rente, au pris du froment. Art. 18. Le mil & nauette de rente, au pris du segle. Art. 19. Le chapon de rente, xv. sols. Art. 20. La poulle de rente, x. s. t. Art. 21. Le fromage de rente, xii. sols t. Art. 22. La †† mesure de l'arpent sur ladite Coustume est semblable tant en terre, prez, bois, vignes, que eauës: & contient c. cordes: & chacune corde, xx. pieds de Roy: qui est xii. poulces pour pied: sans preiudice des baux faicts auparauant le iourd'huy. Laquelle Coustume commencera a auoir lieu auiourd'huy.

†† *Sur ceſt Art. 22. fut ordonné que ledit Art. tiendroit, & ſeroit obſerué pour Couſtume es Baillages de Montargis, & autres lieux regis ſous la Couſtume de Lorris: ſans preiudice des habitans terres & Iuſtices de Villiers, S. Benoiſt & Tampnerre, qui ont dit qu'ils auoient xxii. pieds pour corde: & ſans preiudice des baux faicts par cy deuant: & commencera ladite Couſtume auoir lieu du iour de la publication deſdites Couſtumes.*

Orleans Tit. 2. Art. 108. Et s'il prend à rente du bled ou auene, seront lesdits bled & auene mesure d'Orleans estimez: c'est à sçauoir chacun muy de bled froment, xx. l. t. Le muy de segle, xv. l. t. Le muy d'auene & orge, x. l. t. Poix & febues au pris dudit froment. Chacun muy de mil, à semblable pris que le segle: & les autres mesures à l'equipollent. Le porc, xv. l. t. Le tonneau de vin à l'estallon & jauge d'Orleans, xl. l. t. Le chapon, xv. sols t. La poulle, x. sols t. & chacun formage, x. sols t.

Hesdin Tit. 2. Art. 20. Par ladite Coustume, si les heritages Feodaux sont vendus en Assiette prisee & valeur de terre, & il en est differend ou question entre parties, ladite prisee se faict & doit faire, par les hommes des Seigneurs, dont lesdits Fiefs sont tenus, tant en reuenu, comme en charge, en la maniere que s'ensuit. Art. 21. C'est à sçauoir que si esdits fiefs vendus, y a Iustice & Seigneurie, ladite Iustice appartenant aux Seigneurs vendeurs, & les amendes escheantes ausdits Fiefs, se compensent à l'encontre des gages du Bailly, Procureur pour office, Sergens & Officiers de la Seigneurie, dont se fait ladite prisee. Art. 22 Les Reliefs & Cambellaiges à icelle Iustice appartenans, des Fiefs, qui en sont tenus & mouuãs, par ladite Coustume, sont estimez pouuoir escheoir de xxxv. ans en xxxv. & selon qu'ils sont tenus les calculer & mettre xxxv. parties: pour ladite xxxv. partie ioindre en reuenu & valeur, auec la recepte ordinaire. Art. 23. Les Aydes d'iceux Fiefs qui sont deuz aux Seig. dont ils sont tenus & mouuans à la cheualerie des fils aisnez, ou aux mariages des filles aisnees, & non autremẽt, sont estimez, pouuoir escheoir de lx. ans en lx ans: & selon qu'ils sont tenus les calculer en lx. parties, & ioindre la lx. partie en valeur, auec la recepte ordinaire, comme dessus. Art. 24. Les droicts Seig. à ladite Iustice & Seig. vendue appartenans, sont estimez pouuoir escheoir de l. ans en l. ans: & selon qu'ils sont tenus les calculer & mettre en l. parties: pour ioindre la l. partie à ladite recepte ordinaire, comme dessus. Art. 25. Les Reliefs & droicts Seig. deuz à cause des cottieres & heritages censuels, qui sont appartenans ou mouuans desdites Seigneuries vendues, sont estimez escheoir: à sçauoir ledit Relief de xxxv. ans en xxxv. ans: & lesdits droicts Seigneuriaux de l. ans en l. ans, & selon qu'ils sont tenus faire la calculation comme dessus. Art. 26. Et quant au faict des rentes ordinaires à ladite Seigneurie & fief appartenans, tant grain, comme de plume, & couruee, sont aussi par ladite Coustume estimez & prisez valoir chacun Sestier de bled, mesure de Hesdin, xvi. sols tourn. courans: & l'auoine, viii. sols, l'vne annee portant l'autre. Art. 27. Les chappons, ii. sols t. chacun chapon: L'oye, xviii. den. t. La poulle xii. den. t. Les coruees de brachs, ix. den. t. Les coruees de charrue, v. sols t. Lesquelles prisees par icelle Coustume, se prendent & sont estimez valoir au profit du vendeur, en constitution du pris commun, le denier xvi. courant. Art. 28. Surquoy faict à rabbatre & deduire chacun an, les gages du deseruant, commis à desduire lesdicts Fiefs de la Cour du S dont ils sont tenus: & les contributions neceſſaires estre faictes, pour les affaires d'icelle Cour, estimees & prisees chacun an, à xvi. sols t.

Aſſiette comme ſe doit faire.

Tovrs Tit. 34. Art. 352. Selon la Coustume Assiette se doit faire, la tierce partie en domaine, l'autre tiers en rente de deniers: & l'autre tiers en rentes de bleds: c'est à sçauoir tiers froment, tiers segle & orge & auoine par moitié, pour l'autre tiers. Art. 353. En domaines & heritages n'a aucune appreciation arrestee, par ce qu'ils peuuẽt plus ou moins valoir, selon l'Assiette desdits heritages: & s'en fera appreciations par gens en ce experts & cognoissans: & ne seront tenus les vendans ou constituans lesdites rentes, faire ladite Assiette: sinon que à ce ils soient expressement obligez. Art. 354. Vn septier froment mesure de Tours est

Source : BIU Cujas

appreciéx.ſ.de rente. Art.355. Vn ſeptier d'orge meſure dudit Tours eſt appreciév.ſ.& le ſeptier d'auoine iii.ſ.ix.d. Art.356. Vn ſeptier de ſegle meſure dudit Tours,eſt appreciévii.ſols vi.d.t.de rente. Art. 357. Et pour ce que les meſures du pays de Touraine differẽt,ſera faite appreciation à l'equipollent de ladite meſure de Tours. Art.358. Oye de rente eſt appreciéxv.d. Art.359. Vn chapon eſt appreciéxii.den.Geline xii.d.Pouſſin,iiii.den. Art. 360. Toutes choſes,qu'on baille à ferme,ſoient Diſmes,Moulins ou autres choſes doiuẽt eſtre eſtimees à la valeur de la rente,le moyen de ce que pour iii.annees ou pour iii.fermes elles auront eſté & ſeront baillees. Art.361. Menus Cens en deniers ſont priſez le double d'autres rentes. Art.362.Foy & hommage lige,x.ſols. Art.363. Foy & hommage ſimple, v.ſols.

LODVNOIS Chap.36. Art.1.p.*à Tours*. Art.352.ſegle & baillerge & auoine,&c. Art.2.p.à l'Art,353.*de Tours*. Art.3.p *à Tours*. Art.354. meſure de Lodun, eſt,&c.à xii.ſ. Art.4. Vn ſeptier de ſegle à ladite meſure,eſt appreciévaloir viii ſ. iii.d. Art.v.Vn ſeptier ballerge meſure dudit Lodun,eſt appreciévi.ſ. Art.6.Le ſeptier d'auoine meſure dudit Lodun,eſt appreciéà iiii.ſ.vi.d. Art.7.8.& 9.p.aux Art.358.359.& 360.*de Tours*. Art.10.Deniers infeodez en menus Cens non excedans xii.d.eſtans en Haute Iuſtice,Baſſe & Moyenne vallẽt le double : & en Chaſtellenie le triple & non infeodez, denier pour denier. Art. 11. & 12. p. aux Art.362.& 363.*de Tours*.

ANIOV Tit.22. Art.492. Si à aucun eſt deuë quelque rente, & requiert qu'Aſſiette luy ſoit faite,ou baillee,on luy baillera par Aſſiette heritage & choſe immeuble, vallant chacun an par commune eſtimation la valeur de ſadite rente, toutes charges deduites. Laquelle Aſſiette ſera faite & baillee à la raiſon de ce qu'on pourra trouuer de ferme ordinairement & communs ans, ſans fraude, des choſes baillees en Aſſiette.Et eſt entendu pourtant que touche l'Aſſiette faicte en fonds de domaines, rentes & preſtations annuelles, dont ne peut proceder autre emolumẽt que le reuenu ordinaire. Art.493. Mais ſi és choſes baillees en Aſſiettes y a Cẽs& deuoirs ordinaires infeodez en toute Iuſtice,ſur aucunes choſes cenſiues & nõ tenues à foy d'icelle terre,fief & Seig.baillee en Aſſiette : en laquelle terre baillee en Aſſiette,& au fief qui en depend,y a droict de Haute Iuſtice,tels Cens & deuoirs ſe tiercerõt:c'eſt à ſçauoir que les deux ſeront eſtimez valoir trois.Et ſi eſdites choſes baillees en Aſſiette n'y a deuoirs infeodez en Moyẽne Iuſtice,c'eſt à ſçauoir qu'il y ont droict de Moyenne & Baſſe Iuſtice,ils ſeront quartagez : c'eſt à ſçauoir que les trois ſerõt eſtimez valoir quatre en Aſſiette. Et ceux qui ſerõt infeodez en Baſſe Iuſtice ſeulemẽt,ſeront quintagez: tellemẽt que les iiii.vaudront & ſeront baillez en Aſſiette de v.Car ſous les tiercoyemẽs,quartoyemẽs& quintoiemẽs ſont cõptez tous les emolumẽs de fief,qui peuuẽt arriuer aux choſes bailleesen Aſſiette,ſur les choſes chargees deſdits Cens & deuoirs,cõme ventes,amendes & autres emolumẽs de fief & de Iuſtice. Art. 494. Et ſi en icelle terre,Fief & Seig.baillee en Aſſiette,y auoit homage, c'eſt a ſçauoir terres, fiefs & Seig.& autres choſes tenues a foy & hõmage d'icelle terre baillee en Aſſiette:tels hõmages ſeront appreciez & eſtimez p communemẽt a la valeur & eſtimation d'icelle choſe baillee en Aſſiette au ſol la liure:qui eſt a entendre que ſi la terre & Seigneurie tenue à foy & hommage vaut charges deduites c. liures de rente,elle ſera priſee & prinſe en augmentation de la valeur de la terre, dont eſt tenue,pour c.ſols de rente, & du plus,plus: & du moins,moins: à celle raiſon du ſol la liure. Car en icelle eſtimation & appreciation ſont compris les profits de Rachats prins par defaut d'hommes, ventes, amendes & tous autres emolumens de Fief & Iuſtice, qui peuuent aduenir & proceder à ladicte terre baillee en Aſſiette d'icelle choſe hommagee. Article 495. Mais au regard du deuoir & ſeruice annuel & ordinaire deu ſur leſdictes terres hommagees tenues de ladicte terre baillee en Aſſiette, y ſera ſeulement prins denier pour denier, ſans le tiercoyer ou autrement accroiſtre: pource que les emolumens de Fief qui en peuuent proceder ſont aſſis, comprins & eſtimez en ladicte eſtimation du ſol pour liure. Article 496. Et ſi en faiſant ladicte Aſſiette ſur quelque terre & Seigneurie, où il y euſt droict de Baronnie ou Chaſtellenie, ou autres plus grands droicts, prerogatiues & preeminences, que les droicts à ceux qui n'ont que Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe : pource que de telles choſes ne ſe pourroit cy faire Loy & limitation certaine: tels droicts qui ſeront outre & par deſſus leſdicts droicts de Haute, Moyenne & Baſſe Iuſtice, ſeront appreciez & eſtimez en Aſſiette à l'arbitration de Iuſtice,eu regard à la qualité & quantité d'iceux droicts, prerogatiues & preeminences, & du pays

p Par Arreſt prononcé en robbes rouges par feu Monſieur le Preſident Liſet,en l'an 1538.deuant Noel, fut dit que l'Art. 499. cy apres ſuiuant, eſtoit l'executiõ de ceſt Art. 494.Ainſi celuy qui a eſté condemné bailler en Aſſiette qui offroit ſelon qu'on baille les terres à ferme. Surquoy M.Sanguin executeur de l'Arreſt, le renuoya en Parlement & fut dit qu'il la bailleroit, ſelon l'eſtimation portee cy deſſous Art.499.C.M.

Source : BIU Cujas

& territoire, ou ſ'eſtendent iceux droicts & autres circonſtances, qui en peuuent dependre. Article 497. Bois Marmentaux & le fonds d'iceux en matiere de partages ne ſe doiuent eſtimer à la raiſon de ce que vaudroit le reuenu, apres iceux bois oſtez: mais ſe doiuent priſer & eſtimer, à la raiſon de ce que ordinairement ils ont accouſtumé, & peuuent valoir par an en glandee, panages, paſturages, chauffages, maiſonnages & autres commoditez, en vſant d'iceux, comme vn bon pere de famille & bon adminiſtrateur doit & a accouſtumé d'vſer. Mais en matiere d'Aſſiette de rentes, le tout ſe doit eſtimer à quelque raiſonnable pris, en ayant regard tant au bois, qu'au fonds. Article 498. Et pour l'eſtimation des hommages ſimples ou liges, combien qu'ordinairement vn hommage ſimple doit eſtre eſtimé à v.ſols t. de rente, & chacun hommage lige à x ſols t. de rente: Toutesfois ſi les choſes tenues à hommage eſtoient de grand valeur & reuenu annuel, comme de xx.xxx.xl liures de rente, & au deſſus, l'on peut & doit on faire plus grande eſtimation, en ayant eſgard aux emolumens des Ventes, Rachat & prinſes par defaut d'homme, qui y peuuent aduenir, & ſ'en doit faire l'eſtimation à l'arbitration de Iuſtice, & par l'aduis de gens en ce cognoiſſans. Article 499. Et au regard de l'eſtimation des bleds a eſté deliberé qu'en matiere d'aſſiette, la charge de froment ſe doit eſtimer xxx.ſols de rente: charge de meſteil vingt cinq ſols tourn. de rente. Charge de ſegle vingt deux ſols ſix deniers Charge d'auoine à double meſure, ſans comble quinze ſols tourn. Charge de febues xx.ſols tourn. Charge de poix xxxv.ſols tourn. Charge de mil, xxii. ſols vi. deniers tourn. Charge d'orge quinze ſols tourn. Cheureau, trois ſols quatre den. tourn. Chappon xii.den.tourn. Poulle, viii.deniers tourn. Mouton gras, vii. ſols ſix den.tourn. Oye quinze den.t. Pigeon, dix den.t. Liure de Cire, trois ſols iiii. den.t. Biains & Coruees chacune iournee d'hyuer x.den. & en eſté pour faucher, fener, aouſter, vendanger, quinze den.tournois, cochons, ou garnis ſix deniers tournois.

Bois Marmentaux.

Panage.

GRAND PERCHE Tit.2. Art.39. La † taxe & eſtimation des choſes qui tombent en Rachat, eſt par la Couſtume telle, qu'il ſenſuit: L'arpent de pré gaignable & à deux herbes, en riuiere & hors riuiere, eſt eſtimé & ſe rachete x. ſols t. Et ſ'il n'eſt qu'à vne herbe v.ſols t. L'arpent de terre à froment, v.ſols t. l'arpent de terre à meſtail iii.ſols iiii.den.tourn. L'arpēt de terre en paſture & bruieres, ii.ſols vi.den.t. L'arpent de terre à ſeigle ii.ſols vi.d.t. L'arpent de terre en paſture & bruyeres, ii.ſols vi.den.t. L'arpent de vigne, iii.ſols iiii den t. L'arpent de bois de haute fuſtaye x.ſols t. Et ſ'il eſt couppé par le Vaſſal, pour la premiere fois ſe rachete pour bois de haute fuſtaye, & apres pour bois taillis. L'arpent de bois taillis v.ſols t. Le denier tourn. de Cens, vn denier Pariſis. La rente ſe rachete pour ſemblable ſomme qu'elle ſe paye par chacun an. L'hebergement contenant vn arpent ou moins ſe rachete pour x.ſols t. Et ſ'il contient plus d'vn arpent, ſe rachete à ladicte raiſon, eu egard à ce qu'il contient. Et ſi c'eſt Chaſteau ayant donues à l'entour, ſe rachete pour lx.ſols. Le Patronage de l'Egliſe Parrochiale ou Chappelle, ſe rachete lx.ſols t. La fuye ou coulombier lx.ſols t. La garanne à eauë & Connils chacun lx.ſols t. L'Eſtang à vne ou pluſieurs bondes, lx.ſols t. L'Eſtang qui n'a bonde, ſe rachete pour chacun arpent v.ſols t. La Iuſtice, lx.ſols t. Le Molin lx.ſols t. Chacun Vaſſal, lx.ſols t. Iournee de Coruee, ii.ſols vi. den.t. Seaux à contracts, lx.ſols tour. Marques & meſures, le four bannier, droict de Couſtume, droict de Peage & Trauers, droict de Pauez, lx.ſols t. Le Chappon, xv.den. t. La poule, x.den.t. Le poulet, v.den.t. La liure de Cire, iii.ſols iiii. d.t. La liure de beurre, v.den.t. Le formage v.de.t. Le boiſſeau de blé, v. ſols t. Le boiſſeau de ſegle iii. ſols t. Le boiſſeau de poix & de febues, chacun v.ſols t. Le boiſſeau d'auoine xx. den.t. Et à la meſure de la Chaſtellenie de Mortaigne, le boiſſeau de blé froment, meſtail, ſegle, poix, febues, ſe rachete à la moitié des eſtimations ſuſdictes: & le boiſſeau d'auoine, au tiers de ladite eſtimation ſeulement. En laquelle Chaſtellenie de Mortaigne le ſeptier de bled froment, orge, ſeigle, poix & febues reuient & ſe paye à viii.boiſſeaux chacun ſeptier. Et vaut chacun ſeptier meſure dudict Mortaigne en terre deux arpens: & le ſeptier d'auoine ſe paye à xii.boiſſeaux: & vaut ledit ſeptier d'auoine en terre ii.arpens: & à Belleſme, Nogent & autres lieux ſuiets auſdictes Couſtumes le ſeptier de tous leſdicts grains vaut iiii. boiſſeaux: & en terre vn arpent.* Lequel arpent en tout le pays du Perche doit contenir cent perches: chacune perche, vingt quatre pieds: & chacun pied xiii. poulces.

† *Goullet pour les Sieurs de Nogent & de Regmallard a remonſtré que par cy deuant l'Eſtang pour chacune bonde a eſté racheté de lx.ſols t. & quand il excedoit x. arpens en eauë, chacun arpent ſe rachetoit x. ſols t. Semblablement que la Garenne à Connils n'excedant x. arpēs ſe rachetoit lx. ſols t. Et où elle excedoit les x. arpens, le ſurplus ſe rachetoit pour la qualité de ladicte terre d'icelle Garenne, requerant qu'il fut ainſi arreſté pour Couſtume: diſant auſſi que pour raiſon de ce y auoit procés pendāt pour le Rachat de la Seigneurie de Fueillet. De laquelle remonſtrance luy auōs octroye acte: & neantmoins auons ordonné que ledit Art. pour le regard du Rachat de l'Eſtang & Garenne, paſſera pour Couſtume, ſans preiudice du paſſé, & des procés pour ce intentez. Et ſur autres remonſtrances faictes par ledit Goullet, par l'aduis que deſſus, ont eſté adiouſtez auſdits Art. ces mots, droicts de Peage & Trauers lx.ſ.t. cōme ayans eſte omis audit cayer.*

CHASTEAV-NEVF Chap. 2. Art. 11. Les Preud'hommes & arbitres

* *Arpent.*

Source : BIU Cujas

ont accouſtumé en matiere de taxation de Rachat, arbitrer & taxer pour droict de Rachat des heritages tenus en Fief: c'eſt à ſçauoir vne maiſon ou manoir, ſoit qu'il ſoit edifié ou non, lx. ſols t. La Iuſtice, le Coulombier, la garenne, le four bannier, le moulin bannier, droict de Tabellionnage & Seaux authẽtiques, droict de Peage, tous Vaſſaux entiers à plain cheual de ſeruice, lx. ſols t. chacun muy de terre lx. ſols t. qui eſt pour chacun arpent v. ſols t. L'arpent de bois de haute fuſtaie x. ſols t. L'arpent de Taillis & d'autre bois, v. ſols t. L'arpent de pré, x. ſols t. L'arpent de noë, vi. ſols t. L'arpent d'eaue en bon eſtang fermé de bonde & de Chauſſee, x. ſols t. la bonde, ſi l'eſtang contient xx. arpens ou plus, lx. ſols t. Art. 12. Et s'il ne contient xx. arpens ou plus, la bonde n'eſt point eſtimee en Rachat: mais ſe rachete à l'arpent, comme deſſus. Art. 13. Le Cens ſe tierçoye, & la rente infeodee ſe rachete ſimplement: c'eſt à ſçauoir de xx. ſols tourn. de Cens, xxx. ſols t. de xx. ſols t. de rente, xx. ſols t. Art. 14. Et ſi les choſes deſſuſdictes n'eſtoient en bonne nature & valeur, la diminution eſcherroit & eſchet au dict & arbitrage deſdicts Preud'hommes: leſquels conſidereront les cauſes de ladite diminution par hoſtilité ou par la faute & coulpe du Vaſſal, ou pourquoy & comment.

CHARTRES Chap. 2. Art. 11. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 11. accouſtumé audit Bailliage de Chartres: ſauf eſdites v. Baronnies, en matiere, &c. le four & moulin bannier chacun lx. ſols. L'arpent de pré x. ſols. Et ſi tel Vaſſal a Seaux authentiques, lx. ſols tourn. Et pour droict de Peage, ſemblable ſomme. Tous Vaſſaux entiers & à plein cheual de ſeruice, chacun ſoixante ſols. Chacun muy de terre lx. ſols tourn. qui eſt pour chacun ſeptier v. ſols tourn. L'arpent de bois, &c. de noë v. ſols, ſi elle eſt d'auſſi bonne valeur que bon pré. Auquel cas elle ſ'eſtimeroit autant que ledit pré. L'arpent d'eaue, &c. la bonde, lx. ſols t. ſi l'eſtang contient, &c. plus, &c. & ſ'il ne les, &c. p. à l'Art. 12. rachat le Cens, &c. p. à l'Art. 13. xx. ſols. Et ſi les choſes, &c. p. à l'Art. 14. *iuſques à ce mot*, Preud'hommes, *inclus.* Art. 12. Et par la Couſtume deſdictes cinq Baronnies & Fief Gouet, les Preud'hommes ont accouſtumé taxer ainſi qu'il ſ'enſuit: c'eſt à ſçauoir le manoir en quelque edifice qu'il ſoit edifié, eſt eſtimé à l'arpent ou ſeptier. Et eſt eſtimé chacun arpent au circuit du manoir ou eſtrize, x. ſols tourn. *au pro rata* de ce qui y eſt. Iuſtice ſoit Haute, Moyenne ou Baſſe: Seaux à contracts, la Preuoſté, Peages & Couſtumes: Coulombier à pied ou fuye: garenne en terre ou riuiere: vn moulin, vn four bannier: chacun ſoixante ſols. L'arpent de pré ſur riuiere & à deux herbes, dix ſols: l'arpent d'autre pré & à vne herbe, cinq ſols. L'arpent de noe, deux ſols ſix deniers tournois. La iournee de fauchage, eſtimé à demy arpent, ſoit en pré ou en noe, ne vaut au pris que de la moitié de l'arpent. L'arpent de bois en pleſſis, que les aucuns appellent touche, vaut dix ſols. L'arpent de bois de haute fuſtaye, cinq ſols. L'arpent de bois taillables & de brocelles & autres moindres, que haute fuſtaye, deux ſols ſix deniers tournois. La bonde de chacun eſtang, ſoixante ſols: & ne ſont pluſieurs bondes en vn eſtang, reputees ne contees en Rachat, que pour vne. L'arpent d'eaue en eſtang, cinq ſols. Chacun arpent ou ſeptier de terre à froment, cinq ſols tourn. Chacun arpent ou ſeptier d'autre terre, deux ſols ſix deniers tour. Le Cens ſe double, c'eſt à ſçauoir de dix ſols, xx. ſols. La rente infeodee ſe rachete ſimplement de ce qu'elle vaut: & ce qui eſt trouué des choſes deſſuſdictes en non valeur, chet en l'arbitrage & diminution des Preud'hommes.

Bois en Pleſſis, Touche.

DREVX Chap. 2. Art. 8. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 11. en Fiefs vne maiſon & manoir, lx. ſols, &c. coulombier à, &c. le four & moulin bannier, chacun lx. ſols. L'arpent de pré, x. ſols. L'arpent de vigne, x. ſols. Et ſi tel, &c. p. *à Chartres.* Art 11. de terre vallant xii. arpens, lx. ſols, qui eſt pour chacun arpent, v. ſols, &c. ſi elle n'eſt, &c. Car elle ſ'eſtimeroit autant que ledit pré, &c. de bonde, xx. ſols, &c. Rachat. Et eſt à entendre & ſçauoir qu'en ladite Comté de Dreux, tous les deniers & ſommes, ſont à Pariſis, tant en bail, qu'en recepte: & telle eſt la Couſtume de tout temps & d'ancienneté. Art. 9. Le Cens ſe tierce, &c. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 13 & 14. *iuſques à ce mot*, Preud'hommes, *inclus.*

DVNOIS Chap. 2. Art. 25. L'eſtimation commune, qu'on dit le dict de ii. Preud'hommes eſt telle: pour le manoir, vn coulombier, en quelque lieu qu'il ſoit aſſis, la garenne, la Iuſtice, chacun muy de terre, eſt deu lx. ſols t pour chacun Vaſſal entier, qui contient vn muy de terre & au deſſus, eſt deu lx. ſols tourn. Et ſ'il n'eſt entier d'vn muy de terre, n'eſt deu que cinq ſols tourn. pour chacune ſexteree ou arpent. Pour chacun arpent de pré eſtant ſur riuiere, dix ſols tourn. Pour chacun arpent de noue, eſt deu cinq ſols tournois. Pour chacun arpent

Dict des Preud'hommes.

Source : BIU Cujas

Bois de serpe. de bois de x. ans & au dessus, qu'on appelle bois de serpe, est deu v. sols tourn. Et ne peut ledit Seigneur de Fief exploicter ledit bois, s'il n'a esté x. ans sans couper. *Bois de couppe.* Pour chacun arpent de bois au dessus de dix ans, iusques à ce qu'il ait trente ans, qui est dit bois de couppe, est deu sept sols six deniers tourn. *Bois de touche.* Pour chacun arpent de bois, qui est au dessus de trente ans, qui est dit bois de haute fustaye, est deu dix sols tournois. Pour chacun arpent de bois de touche, qu'on appelle embelissement de maison, ce qui est comprins en trois mines de terre, ne doit rien: mais pour le surplus est deu pour chacun arpent dix sols tournois. Pour moulins estans en mesme saut, & sous mesme couuerture, à quelques vsages qu'ils soient ordonnez & establis, combien qu'ils ayent diuerses rouës, est deu pour le Rachat soixante sols tournois. Pour chacun arpent de riuiere, dix sols tournois. Pour chacun arpent de vigne, cinq sols tournois. Article 26. Les Censiues, Tailles & Festages quand ils tombent en Rachat doublent. Art. 27. Pains d'hostellage, mangez & auenages doublent pareillement de moitié auec lesdites Tailles & Festages. Art. 28. Disмes deuëment infeodees, Terrages & Champarts ne doublent pas, comme le dessusdits auenages: ains les exploicte le S.F. comme les autres. Art. 29. Estangs tenus en foy & hommage pour les bondes de chacun estang: pourueu que chacun estang contienne vn arpent & au dessus lx. sols tourn. Et pour chacun arpent d'eaue, dix sols tourn.

BERRY Tit. 6. Art. 21. *A la fin.* Et pour iceux droicts d'Accordemens, Lods & Ventes prendre par le Seigneur Censuel, sera q estimee chacune liure de rente ou de pension perpetuelle, à xv. liures t. Art. 22. Et †† si ledit bail d'heritage Censuel est faict à rente de bled froment, r chacun septier de ladicte rente pour chacune annee, l'vne portant l'autre, mesure de la Ville & Septaine de Bourges, est estimé valoir xx. sols tourn. Et si ladite rente est bled segle ou mil, le septier de ladite mesure est estimé à xv. sols tourn. & le septier de bled mesteil à ladite mesure, est estimé à dix sept sols six deniers tourn. Et quant au bled marcheſſe, & orge à ladite mesure, est estimé à dix sols tourn. & le septier d'auoine qui est de treize boisseaux à ladicte mesure, à dix sols tournois. Les poix & febues à vingt sols tournois le septier, à ladicte mesure du froment. Et les grains susdicts de rente ou pension perpetuelle, seront estimez comme dessus, en tous autres lieux du Duché & pays de Berry, combien qu'il y ait en iceux diuersité de mesures, en reduisant leurs mesures à equalité, à ladicte mesure de la Ville & Septaine de Bourges. Article 23. Et † quant aux chapons de rente, chacun chapon est estimé par chacune annee l'vne portant l'autre, vingt deniers tournois. La poulle, douze deniers. L'Oye à la raison du denier quinze pour vn: c'est à sçauoir que chacun franc ou liure tournois de l'estimation susdicte, vaudra quinze liures tournois pour vne fois, pour le regard des Accordemens, Lods & Ventes, qui se doiuent payer comme dessus. Et à ladicte fin, tant seulement a esté faicte ladicte estimation contenue és Articles precedens. Article 24. Et †† l'estimation susdicte de grains & chapons à quinze pour vn, auront doresnauant lieu quant aux constitutions de rentes, qui seront à pris d'argent sur aucuns heritages, ou en general sur tous biens. Et audict pris seront reduites toutes rentes qui seront constituees cy apres à f moindre pris: toutesfois ne seront reputees ou iugees illicites ou nulles, pour n'estre constituees audit pris: pourueu qu'elles soient au denier dix, & au dessus: mais seulement seront reduites & moderees, comme dessus. Et seront toutes rentes cy apres constituees rachetables.

BOVBONNOIS Chap. 36. Art. 556. † pays & Duché de Bourbonnois, y a trois manieres de faire Assiette: l'vne Coustumiere: l'autre par amis: & l'autre en aualuement de terre. Article 557. Assiette en aualuement de terre, autrement appellee de terre rendable, prise ou reuenu, se prend pour le tiers plus en montant que la Coustumiere, soit és deniers, bleds, vins, qu'autres choses. Et ce qui se prend en Assiette Coustumiere pour vingt sols, se prende en ladicte Assiette d'aualuement de terre pour trente sols tournois, & du plus, plus: & du moins, moins. Article 558. Assiette par amis est faicte de tournois le Parisis de l'Assiette Coustumiere: & se prend en ladicte Assiette d'amis pour vingt sols tournois, ce que par ladicte Coustumiere vaut seize sols tournois, & du plus, plus: & du moins, moins. Art. 559. Assiette Coustumiere se fait des choses cy apres declarees, selon les pris & estimations qui s'ensuiuent. Article 560. Taille doublant & tiercant, ou doublant simplement vne annee, & autre non, se prend pour le tiers d'auantage: c'est à sçauoir xx. sols tour. de Taille dou-

†† *Cest Art. 22. est Coustume nouuelle & declaratiue de l'Art. precedẽt. Mais les gens du second Estat requirent que la redaction dudit Art. fut sans preiudice des mesures & droicts des Seigneurs subalternes: ce que leur ordonnasmes, iusques à ce qu'autrement en seroit ordonné.*

† *Le 23. Art. est nouuelle Coustume & declaratiue des Art. precedens.*

†† *Cest Art. 24. est Coustume nouuelle: & a esté discordé par les gens du premier Estat, entant que touche la fin de l'Art.* Et seront toutes rentes, *&c. & s'opposerent à la redaction d'icelle, quant à ce. Surquoy ordon. que dans la S. André pour tous delais & sans autre forclusiõ, ils pourront bailler leurs causes d'opposition, & tout ce que bon leur sembleroit, pour*

q Vide Bald. & Salic. in l. Si quis argentum §. finautem donator. C. de donat.

r En ce faict d'Assiette de rentes à Bled, nous deuons suiure l'Ordonnance du Roy Charles 9. donnee à Tholose en l'an 1565. par nous cy deuant recitee. A ceste occasion és Arrests solennels de Pasques prononcez en l'an 1586. fut ordonné que lesdictes rentes constituees en bled, ensemble les arrerages se racheteroiẽt à raison du denier douze, sans auoir esgard au temps de la constitution de la rente ny à la monnoye forte ou foible, suiuãt la Loy, cum certamus. D. de auro & arg. leg. vbi pretium præsentis temporis præstari debet: vt etiam in l. 3. D. eod. tit. Les lieux & temps apportent souuent diuersité és pris & estimation des choses L. pretia. 63. §. nonnillam. D. de Ad leg. Falcid. Pleruque valor rei ex eius reditu spectatur vt in l. si fundũ. §. si Titio. De leg. 1. l. 13. D. de rebus eorum qui sub tut. vel cura sunt.

f Vide Extrau. Regimini. 1. De empt. & vend. Les rentes au denier dix sont defendues, & neant moins, s'il s'en trouuent aucunes on les reduit au denier douze suiuant l'Ordonn. Voyez Du Moulin Traicté des vsures q. 10. nomb. 140. Terrien liure 7. des Cous. de Norm. ch. 13.

Source : BIU Cujas

t Du Moulin note que le debteur payant en argent à la raison du denier xii. qu'il est quitté & deliuré de son obligation. Elles sons rachetables iusques à trente ans par le 33. Art. de ce mesme Titre mis cy dessous au Tit. 3. Toutesfois il faut noter que la Cour a souuent iugé que lesdites rentes sont rachetables mesmes apres trente ans, dont Papon liure 12. des Arrests Tit. 3. Arrest. 11. 12. & 13. encores que les Coustumes disposent du contraire. Et qualiscunque possessor auditur debitum offerens creditori, vt cum à pigneratæ rei possessione summoueat l. 12. §. vlt. D. Quib. modis pign. vel hyp. l. prior. C. qui pot. in pign. Ainsi par Arrest donné en la grand Chambre le 18. iour d'Auril 1573. fut vn creancier deposſedé des heritages à luy donnez en assiette de rente, encores qu'il y eust plus de trente ans qu'il iouissoit desdicts heritages, en payant toutesfois par le debteur le sort principal de la rente: comme Monsieur Chopin lib. 1. de leg. And. cap. 79. & lib. 3. cap. 3. Tit. 3. & lib. 2. de priu. Rust. cap. 6.

leur estre faict droict par nous ou par la Cour, à nostre rapport auant ladicte homologation.

Assiette de 3. sortes.

† *A ceſt Art. 556. & autres suiuãs du Cha. d'Assiette, Regin pour le S. du Ryaus s'est opposé, à ce qu'audit Titre ne soient mis & couchez autres Art. que ceux qui d'ancienneté ont esté gardez, & n'y soient mis autres nouueaux: par ce que sur la maniere de faire Assiette, y a proces entre luy & Messire Pierre Popillon son frere. Aussi dit des l'an 1500. lesdites Coustumes auoient esté redigees par escrit, & qu'il s'arrestoit à icelles: & se porte pour appellant de la publication par nous faicte des nouuelles Coustumes. Auquel auons remonstré qu'il n'y auoit encores apparence de se porter pour appellant: par ce que ladite publication n'estoit encores faite. Ledit Regin a dit qu'il se desiste de son appel. Et neant-moins qu'il s'oppose à ce que ne fussent par nous publiees autres que celles qui auroient esté publiees en l'an 1500. Ordonnons que ledit Seigneur du Ryan, au iour ensuiuant pourra si bon luy semble, venir dire, declarer & cotter les Art. qu'il maintient estre nouueaux ou contraires aux Art. publiez audit an 1500. Pour ce faict, & luy ouy auparauant la publication en estre par nous ordonné, comme de raison. Et audit iour ledit Regin n'a voulu cotter aucuns Art.*

blant & tiercant, ou doublant simplement se prend pour xxx. sols t. Tonneau de vin de rente, xxx. sols tournois. Tonneau de Vinaigre, vingt sols tournois. Tonneau †† de miel, trente cinq sols tournois. Tonneau de Verius de grain, vingt sols t. Tonneau de Verius de pommes, xii. sols vi. den. tourn. Quarte de Sel, ii. sols Boisseau froment, viii. den. t. Boissau segle, vi. den. t. Boissau febues, vi. den. t. Boisseau orge, iiii. den. t. Boisseau auoine, iii. den. t. Art. 561. Et se baillent les bleds & grains dessusdits, à la raison de xii. boisseaux, mesure de Molins, pour septier, qui est le Septier de S. Porcain: combien qu'au septier, mesure de Molins, y ait xvi boisseaux. Trois * quartellees de terre à fromẽt vn quart froment, Trois quartellees de terre varenne, v. quart segle vne quartellee de terre froide, vi. den. Arpent de vigne, xxx. sols. Art. 562. Arpent de gros bois de haute fustaye contenant xl. toises en quarré, la couppe est estimee à pris de monnoye courant, & le x. den. de la somme est prins pour rente en Assiette. Arpent de bois reuenant, ii. s. vi. den. Art. 163. Garenne à connils ou droict de pesche sur riuieres, sont baillez en Assiette: c'est à sçauoir qu'ils sont estimez par gens à ce cognoissans par * ix. ans, qui se mettent ensemble, & est faicte vne commune annee, dont se rabbat le tiers pour la directe: & les autres deux tiers se baillent en Assiette Coustumiere. Chasse de sanglier de forests n'est point baillee à ladicte Assiette. Le Paon, ii. sols vi. den. Fayſant † bruyant, xx. den. Le Cygne, xx. den. La grue, xx. den. t. Perdrix, ix. den. Chappon, xii. den. Chapponneaux, ix. den. Oiseaux de riuiere, x. den. t. Oyes. viii. den. Oison, iiii. den. Geline, iiii. den. Poullet ii. den. Quatre †† œufs vn den. Pigeon, vn den. tourn. Mouton auec laine, cinq sols. Aigneau, quinze deniers. Veau, † v. sols. Cheureau, xv. den. Connil. xviii. den. Cochon, x. den. la chair de mouton, iiii. sols. la toison d'vne brebis ou mouton, xii. den. liure de poiure, iii. sols. Liure d'huile de noix, iiii. den. liure de beurre, iiii. den. liure de suif, iiii. den. liure de plume, viii. den. liure de Cire, xviii. den. Charretee de foin pesant † xii. Quintaux, x. sols. Charretee de foin en pré, cinq sols. Charretee † de paille, ii. sols. Art. 564. Homme ayant maison & tenant feu, suiet en toute Iustice, Haute, Moyenne & Basse, auec les droicts, qui en dependent, est baillé en Assiette pour cinq sols tournois. Le feu de Iustice comprend les droicts qui en dependent. Feu en Iustice Moyenne & Basse, quatre sols. Feu en Iustice, Haute & Moyenne seulement, trois sols. Feu en Iustice Basse seulement, iusques à lx. sols t. iiii. sols tourn. Art. 565. Droict de charroy ou maneuure deu pour raison de feu taillable, se prend pour ii. sols vi. den. Art. 566. Homme mortaillable se prend en Assiette, à cause de la Mortaille, pour vi. sols. Art. 567. Les Guets, Tailles aux iiii. cas, charrois maneuures & autres droicts & deuoirs qui dependent de Iustice, Office de Iudicature, Procureurs, Greffiers & Sergens ne sont prins en Assiette: mais sont comprins sur le feu de Haute Iustice. Art. 568. Le Ressort n'est pour rien compté en Assiette: & est tenu ledit S. Iusticier ayant Ressort, bailler ledit Ressort quant & quant ladicte Iustice, sans le pouuoir retenir. Art. 569. Les †† Fiefs f se baillent en Assiette pour la centiesme

†† *Ces mots, Tonneau de miel, &c. iusques à ces mots, deux sols t. sont accordez pour Coustume nouuelle.*

* *Aliàs, quarterees.*

* *Aliàs, pour.*

† *Ces mots, Fayſant, &c. iusques à ces mots, Oiseaux de riuiere, x. d. t. inclus, sont accordez pour nouuelle Coustume.*

†† *Ces mots, Quatre œufs, &c. iusques à ces mots, auec laine, v. sols, sont accordez de nouuel.*

† *Ces mot, Veau, v. sols, iusques à ces mots, liure de plume, sont de nouuel adiouſtez pour Coustume nouuelle.*

†† *Ces mors, xii. Quintaux, sont accordez pour nouuelle Coustume seulement.*

† *Ces mots, Charretee de paille, ii. sols, sont de nouuel accordez.*

†† *Les Articles 569. 570. 571. & 572. sont de nouuel accordez.*

f C'est à dire les Arriere-fiefs. C.M.

Source : BIU Cujas

partie de ce qu'ils vallent de reuenu annuel: comme le fief vallant cent liures tour. de rente, ſe baille en Aſſiette pour xx. ſols t. de reuenu: mais ſi ledit fief eſt chargé d'aucun deuoirs, u il eſt deduit & defalqué de ladite valeur. Art. 570. Vſufruictiers * ou Douairieres ne ſont tenues de prendre leſdits * fiefs pour aucune choſe. Art. 571. Chaſteaux, maiſons & autres edifices, dont dependent aucunes Seigneuriès baillees en Aſſiette, ſe baillent pour la x. partie de ce que vallent leſdites Seigneuries de rente de la qualité de l'Aſſiette dont elle eſt baillee, ou d'iceux eſt faicte eſtimation pour gens experts: & eſt la xxx. partie de ladite eſtimation, baillee en Aſſiette, au chois d'iceluy, auquel eſt faite ladite Aſſiete. Comme ſi vne Seigneurie vaut cent liures de rente, & le chaſtel & maiſon dont elle depẽd eſt priſé ou eſtimé mil liures pour vne fois payer, ladite maiſon ſe baille en Aſſiette pour x. liures de rente, qui eſt la x. partie de la valeur de ladite Seigneurie ou pour xxiii. liures iiii. den. t. de rente, qui eſt la xxx. partie de l'eſtimation de ladite maiſon au chois de celuy, qui prend ladite Aſſiette, comme dit eſt. Et n'eſt tenu le creancier, à qui eſt deu l'Aſſiette de ladite rente, prendre leſdits edifices en Aſſiette: ſi n'eſt qu'en faiſant ladite Aſſiette, la moitié du reuenu & cheuance dependãt * deſdites places pour le moins luy ſoit baillé, outre & par deſſus l'eſtimation * dudit edifice. Toutesfois ſi audit creancier eſt plus deu en Aſſiette de rente, que ne monte la moitié de ladite cheuance: & leſdits baſtimens excedent ce que luy eſt deu de reſte, il n'eſt tenu prendre leſdits baſtimens: pource qu'il faut que les baſtimens ſoient prins entierement ou delaiſſez au debteur: ſinon que le debteur vouſiſt laiſſer ledit baſtiment pource qu'il reſteroit de ladite rente. Art. 572. Autres * edifices & maiſonnages en villes & ailleurs, qui ne dependent d'aucunes Seigneuries, ſont baillez en Aſſiette, quand ils ſont francs & quittes de cens & rẽtes, pour la xl. partie de la priſee deſdits edifices. Art. 573. Celuy qui eſt tenu à faire Aſſiette de rente, n'eſt tenu de bailler les deux par bled, & le tiers en argent: mais ſuffit qu'il face l'aſſiette des choſes à luy appartenans à la raiſon deſſuſdite, de prochain en prochain. Art. 574. Qui eſt obligé à aſſeoir cens ou rente cenſuelle, ſelon la Couſtume de l'Aſſiette du pays, il faut qu'il baille en directe Seigneurie: & ne ſuffit de bailler rente rendable non portant directe Seigneurie. Et quant l'on baille rente rendable au lieu dudit cens, on eſt tenu de fournir le tiers plus, pour le droict de la directe, tellement que xii. ſols de tente rendable, ne vallent que viii. ſols en l'Aſſiette couſtumiere: & au contraire quand ladite rente en directe eſt baillee pour rente rendable, elle ſe prend pour vn tiers plus: tellement que viii. ſols en directe, vallent xii. ſols de rente rendable, autrement dite en aualuement de terre, eſt prinſe pource qu'elle vaut, c'eſt à ſçauoir x. ſols pour x. ſols, ſans faire augmentation ou diminution: & ce au cas, auquel la rente peut eſtre cõſtituee. Art. 575. Celuy qui eſt tenu aſſeoir rente abſolument, ſans autre adiection, il eſt quitte en aſſeant rente en aualuement de terre, autrement appellee rẽte rendable & de prinſe. Art 576. Celuy qui doit rente, pour quelque contract ou conſtitution que ce ſoit, a perpetuel ou à temps, n'eſt tenu d'en faire aſſiette, & ſuffit qu'il la paye chacun an: ſinon qu'il ſoit dit & accordé que de ladite rente ſoit faite x Aſſiette. Art. 577. Celuy qui eſt tenu ou a commençé à faire aſſiette de rente aucun lieu aſſis audit pays, il eſt tenu bailler tous les cens, rentes, deuoirs & autres redeuances qu'il y a, ſans y rien retenir, iuſques à la concurrence de la rente accordee, & ſ'il n'y en a aſſez, il eſt tenu de parfournir de ſon autre cheuance, de prochain en prochain: & eſt tenu le creancier prendre ladite Aſſiette. Art. 578. En † matiere d'Aſſiette couſtumiere, le ſol de rente, eſt eſtimé pour vne fois, xxx. ſols t. & en rente * rendable, le ſol eſt eſtimé xx. ſols t. Art. 579. Quand aucun eſt obligé a aſſeoir cens ou rente en directe Seigneurie, & cependant a promis payer, iuſques l'aſſiete en ſoit faite, & ils en ſoient deuz arrerages, pour chacune liure de cens & rente en directe Seigneurie ſont deuz xxx. ſols, qui eſt vn tiers d'auantage. Art. 580. L'on peut bailler Aſſiete de rente, Diſme, Parciere tant de bleds, que de vins, moulins, eſtangs & autres choſes muables qui ſoient quittes & ſe doiuent eſtimer: c'eſt à ſçauoir mettre les ix. dernieres annees enſemble, & icelles reduire à ſomme totale, de laquelle ſera prinſe la ix. partie, qui faict l'annee cõmune: dont ſera rabbatu vn tiers pour la directe, & vn tiers pour les cas fortuits: & la reſte ſe baille en Aſſiette: deduite quant és moulins & eſtangs, les reparations neceſſaires, & auſſi l'empoiſſonnement deſdirs eſtangs. Art. 581. Bois pour baſtir de haute fuſtaye doiuent eſtre eſtimez, combien peuuẽt valoir à vendre pour vne fois, les fonds, arbres & reuenu d'iceux: & ſ'ils ſont eſtimez quinze cens liures tournois ils ſont baillez pour l. liures de rente en Aſſiette, qui eſt la xxx. partie: & ainſi du plus, plus: & du moins, moins. Art. 582. Bois de haute fuſtaye portans

* *Vſufruictieres. P. V.*
* *Ledit fief. P. V.*
* *Aliàs, dependans P. V.*
* *Aliàs, d'iceluy. P. V.*
* *Aliàs, aucũs edifices. P. V.*
† *Ces Ar. 578. 579. 581. 582. 583. & 584. ſont de nouuel adiouſtez.*

n Enuers vn tiers: ou bien vn deuoir extraordinaire C. M.

x Auquel cas il faut entendre vn engagement, ἀντίχρησις ſelõ la commune valeur & eſtimation, & non pas regarder à l'Aſſiette Couſtumiere: ſinon qu'il fut dit par le contract qu'il ſeroit tenu en faire Aſſiette Couſtumiere.

Source : BIU Cujas

paiſſon de gland ou foyne ſe peuuent bailler en Aſſiette, & faut regarder ce qu'ils ont valu les xv. dernieres annees & de la valeur * en icelles en faire vne ſomme de laquelle ſe prend la xv partie, qui ſe baille en Aſſiette, rabatu le tierspour la directe: & l'autre pour les cas fortuits. Toutesfois le debteur peut à ſon chois faire eſtimer ledit bois auec les fruicts & ferme d'iceux & dudit pris, que leſdits bois & fruits ſont eſtimez à vendre pour vne fois, eſt prins la xxx. partie: laquelle xxx. partie eſt baillee en Aſſiette, qui eſt à la raiſon de xxx. ſols, vn ſols: & du plus &c. Art. 583. La Taille perſonnelle franche & impoſable à volonté raiſonnable, & les droicts ſe prennent en Aſſiette pour le tiers d'auantage de ce qu'elle aura eſté impoſee les ix. annees precedentes, icelles reduites en ſomme totale, dont ſera faicte vne. Art. 584. Coulombier ſe prend en Aſſiette pour la ix. partie de ce qu'il a valu ou peu valoir par commune eſtimation, deduit le tiers pour l'entretenemẽt des pigeons, & le tiers pour la directe.

* *Aliàs, valeur d'icelles. P. V.*

Avvergne Chap. 31. Art. 3. Celuy qui eſt obligé ou condamné à aſſeoir cens ou rente cenſuelle, ſelon la Couſtume & à l'Aſſiette du pays, il faut qu'il &c. p. *à Bourbonnois*. Art. 574. rendable Car ces mots, cens cenſuels & redituels, de leur nature & ſignification emportent directe Seigneurie. Et n'eſt ladite directe cõptee en ladite Aſſiette. Art. 4. Et quand on baille &c. p. audit Art. 574. cens, il faut qu'il fourniſſe le tiers plus pour l'intereſt de la directe: par ainſi la directe baillee, n'eſt pour rien comptee en ladite Aſſiette: tellement &c. viii. ſols en directe. Art. 5. Et au contraire &c. p. *à Bourbonnois*. Art. 574. elle eſt prinſe pour &c. plus: en façon que viii. ſols &c. iuſques à ce mot, *rendable*. Art. 6. p. *à Bourb*. Art. 575. rente rẽdable, laquelle faut aſſeoir les deux parts en grains, & le tiers en deniers, comme l'on fait en rente cenſuelle. Art. 7. * p. *à Bourb*. Art. 577. pais d'Auuergne, il eſt &c. toutes les redeuances cens & deuoirs qu'il y a &c. de rente: & ſ'il &c. & eſt le creancier &c. Art. 8. En matiere &c. p. *à Bourb*. Art. 578. à vendre pour vne fois, vn eſcu vieux, qui eſt aualué à xl. ſols t. Art 9. Si aucun eſt obligé aſſeoir rente à la Couſtume du pays Couſtumier d'Auuergne, il eſt à ſçauoir & entendre qu'audit pays, y a trois parties, & chacune partie a ſa maniere de faire Aſſiette. Art. 10. Au pays d'Auuergne Haut & Bas y a trois façons & manieres de faire Aſſiette. Art. 11. C'eſt à ſçauoir au bas pays d'Auuergne vne, l'autre en Langhadois & Briuadois, & l'autre au Haut pays des montagnes d'Auuergnes. Art. 12. Ledit Bas pays ſ'eſtend iuſques à la riuiere d'Alaignon, qui entre en Alier, & iuſques à la riuiere de la Ruë. Art. 13. Leſdits pays de Langhadois & Briuadois, ſont entre les deux riuieres d'Alier & d'Alaignon. Art. 14. Et ledit Haut pays des montagnes d'Auuergne eſt depuis ladite riuiere de la Ruë, en haut, tant que ledit pays d'Auuergne ſ'eſtend. Art. 15. Qui eſt obligé & tenu faire Aſſiette de rente en directe Seigneurie à la Couſtume du pays d'Auuergne audit Bas pays, il eſt tenu de bailler & aſſeoir les deux tiers de ladite rente en bled meſure de Clermont, & le tiers en deniers. Art. 16. Et ſ'il n'y a aſſez de bled pour fournir les deux parts, l'on peut bailler argent en rente au lieu de bled: ſauf que de l'argẽt que l'on baille pour bled l'on en doit rabbatre vn tiers pour l'intereſt & plus value de bled, comme de xii. ſols de rente en argent baillez pour bled, faudra rabattre le tiers, qui ſont iv. ſols. Et par ainſi deſdits xii. ſols en argent, reſtent viii. en Aſſiette pour bled: & audit cas le creancier ne le peut refuſer. Art. 17. S'il y a plus que deux tiers de bled, & qu'il faille bailler bled pour le tiers d'argent ou pour partie d'iceluy, le bled qui ſe baille pour argent, doit croiſtre d'vn tiers: comme qui baille vn ſeptier de froment en Aſſiette pour argent, il faut le bailler pour xii. ſols, là où il ne ſe bailleroit que pour viii. ſols, quand ſeroit baillé pour bled. Art. 18. Quant à l'Aſſiette de l'autre partie dudit pays, de Langhadois & Briuadois qui eſt obligé à faire Aſſiette à ladite Couſtume d'Auuergne il n'eſt tenu aſſeoir que la moitié en bled, meſure de Brioude, & l'autre moitié en argent: pource que la meſure de Brioude eſt plus grande, que la meſure Charmontoiſe. Art. 19. Et ſi celuy, qui eſt tenu faire ladite Aſſiette, ne peut fournir ladite moitié en bled, il peut bailler de l'argent pour bled: & d'iceluy argent baillé pour bled, doit eſtre rabbatu vn tiers pour l'intereſt du bled. Art. 20. Et quand il y a plus du bled, que d'argent, & l'on baille bled en lieu d'argent en Aſſiette l'on croiſt le bled baillé pour argent d'vn tiers, comme dit eſt en l'Aſſiette dudit Bas pays. Art. 21. Et ſont les bleds & grains baillez és pays de Briuadois & Langhadois à ladite meſure Briuadoiſe, à ſemblable pris, comme audit pays d'Auuergne. Ar. 22. C'eſt à ſçauoir ſeptier de froment, viii. ſols, ſeptier de ſegle, vi. ſols. Sextier d'auoine iv. ſols. Sextier d'Orge, de mixture, chacun iv. ſols. Sextier de Febues au pris du ſegle vi. ſols. Sextier de poix, au pris de froment, viii. ſols. Sextier de cheneué vi. ſols. Art. 23. En l'autre partie dudit

* *Rectè commance male Aliàs, conuenancé.*

Source : BIU Cujas

pays,qui eſt le Haut pays des montagnes d'Auuergne de ladite riuiere de la Ruë, ladite Aſſiette de rente ſe faict ainſi que la rente giſt. Art.24. Et n'eſt tenu celuy qui la faict,bailler rente partie en bled & partie en argent: mais ainſi qu'elle giſt,ſoit tout argent ou tout bled,ou partie d'vn & partie d'autre. Art. 25. Se baillent les bleds & grains en Aſſiette audit Haut pays aux meſures des lieux particuliers,& a chacune meſure ſon pris:c'eſt à ſçauoir à la meſure d'Orilhat & Salern. Sextier de froment iiii.ſols. Sextier de ſegle iii.ſols. Sextier d'auoine,xviii.de. Art.26. A la meſure S.Chriſtofle & Plieux,Sextier de froment,iii.ſols. Sextier de ſegle,ii.ſols vi.den. Sextier d'auoine xv.den. Art.27. Meſure de Clauiers Sextier de &c.p.audit Art.26.ii.ſols. Sextier d'auoine xii.den. Art.28. Meſure de Bort, Sextier de froment, vi. ſols. Sextier de ſegle iv.ſols. Sextier d'auoine,ii.ſols. Art.29. Meſure de Rion & Rignat eſdites montagnes, Sextier de froment xii.ſols. Sextier de ſegle,viii.ſols. Sextier d'auoine,iv.ſols. Sextier de mixture,iv.ſols. Sextier de feues & poix,au pris du froment,qui eſt xii.ſols. Art.30. Et quant és autres choſes, comme cire,geline,moutons,maneuures & autres choſes, ſe baillent pour argent en Aſsiette au pris qu'elles ſont baillees audit pays Bas. Art.31.p.*à Bourb* Art.579. Seigneurie,ſoit audit Bas pays ou és pays de Briuadois & Langhadois, & cependant les payer iuſques à ce que l'Aſsiette &c. il eſt deu d'apports pour chacune liure de cens ou rente en directe ſeigneurie pour chacũ an, xxx.ſols tournois,&c. d'auantage pour l'intereſt de la directe: pource que les bleds ſ'y baillent à bon pris. Art.32. Mais au Haut pays deſdites montagnes,ou Aſsiette de rente ſe baille comme giſt,& n'y a gueres bleds,les apports ne vallent pour an,ſinon ce que la prinſe de la rente a valu. Art.33.p.*à Bourb.* Art.580. en Aſsiette &c.choſes qui ſe doiuent eſtimer &c.& d'icelles prẽdre les trois:& deſdites trois, icelles miſes enſemble,en prendre le tiers,qui fait l'annee commune: de laquelle faut rabbattre vn tiers pour l'intereſt de la directe, & des autres deux tiers reſtans, en rabbattre vn pour les perils & fortunes,qui reuiennent à la moitié de ladite commune eſtimation:& le ſurplus, qui eſt vne moitié ſe baille en Aſsiette pour deniers. Art. 34. Pareillement qui baille fours & moulins, qui ſ'adcenſent chacun an en bled ou en argent,on les prend à la valeur & eſtimation deſdites Diſmes & Parcieres: & faut faire ſemblable rabbat,que deſſus:& le reſte, qui eſt la moitié, ledit rabbat faict,ſe baille en Aſsiette comme deſſus. Art.35. Qui a eſtang en peſcheries il les peut bailler en Aſsiette,en mettant enſemble la valuë des trois peſches dernieres,& ptendre la iii.partie du reuenu deſdites trois peſches, qui eſt l'annee commune:de laquelle dite iii.partie deſdites trois peſches faut rabbatre vn quart pour les reparations & perils:& du reſidu rabbatre vn tiers pour l'intereſt de la directe: qui eſt en effect la moitié,& l'autre moitié reſtant mettre en Aſsiette de rente, en directe,pour deniers. Art.36. Qui a bois de taillis reuenant, il les peut bailler en Aſsiette de rente,& faut eſtimer qu'ils peuuent valoir de xii.annees.Et deſdites xii.faut prendre la commune,qui eſt vn xii.& dudit xii.rabbatre vn quart pour les perils & fortunes:& du reſidu vn tiers pour l'intereſt de la directe, qui eſt vne moitié:& l'autre moitié ſe met en Aſsiette pour denier,comme dit eſt des eſtangs & peſcheries. Art.37.p.*à Bourb.* Art.581. & de Haute fuſtaye ou pour chauffage, doiuent &c.reuenu,& ſ'ils vallent mil eſcus,à la raiſon de xl.ſols tourn.pour eſcu, doiuent eſtre baillez &c.aſsiſe en Aſsiette pour deniers,qui eſt la xl. du pris & eſtimation deſdits bois:& ainſi &c.Art.38.p.*à Bourb.* Art.582.ou fayne,il faut regarder &c.les ix.dernieres annees,& d'icelles prendre les iii.communes:& deſdites trois miſes enſemble,en prendre vn tiers,qui fait l'annee commune:& dudit tiers rabbatre vn tiers pour la directe,& vn quart pour les perils & fortunes,qui eſt vne moitié:& l'autre moitié reſtant ſe baille en Aſsiette pour deniers. Art.39. Toutesfois &c.p.audit Art.582.d'iceux à vne fois vendre: & dudit &c. bois ſeront eſtimez prendre vn xl. lequel xl. dudit pris ſera baillé en Aſsiette pour deniers à raiſon de xl.ſols t.pour ſol:& du plus &c. Art.40. Qui a Garenne à connils,de beſtes groſſes ou peſcheries ſur riuieres,toutes ces choſes ne ſe mettent en Aſsiette:ſinon que par la commune eſtimation de gens à ce cognoiſſans. Et ce qu'ils ſont eſtimez valoir par ix.ans ſe met enſemble, & en prend l'on vn tiers pour iii. annees,l'on prend vn autre tiers pour la commune annee: de laquelle on rabbat vn quart pour les perils & fortunes, & vn tiers du reſidu pour l'intereſt de la directe,qui eſt vne moitié,& l'autre moitié ſe baille en Aſsiette pour deniers en directe. Art.41. Qui doit aſſeoir rentes à ladite Couſtume, au Haut pays d'Auuergne, & a Diſmes, Parcieres,fours,moulins,eſtangs,peſcheries,bois de taillis reuenans,garennes de connils,de beſtes groſſes & peſcheries ſur riuieres & autres fermes muables(leſdites choſes miſes & reduites à la commune annee de la manie-

Source : BIU Cujas

re deuant touchee) de l'annee commune n'en doit eſtre rabbatu qu'vn tiers, pour l'intereſt de la directe Seigneurie. Car audit Haut pays des ladite riuiere de la ruë, ſe prend la rente comme elle giſt, ſans autre choſe defalquer. Art. 42. Celuy qui a places, Chaſteaux & autres edifices, les peut bailler en aſsiette. Et ne ſe doiuent eſtimer leſdits edifices de quelque valeur qu'ils ſoient, plus auant que vaut la x. de la cheuance, qui depend de la Seigneurie deſdits chaſtel & edifices: laquelle valeur * du x. d'icelle cheuance ſera baillee en Aſsiette de deniers, à la raiſon de xl. ſols pour ſol de rente. Art. 43. Toutesfois à la recompenſe que doit faire le frere aiſné à ſes puiſnez de la principale place: l'eſtimation ſe doit faire ſelon la commune valeur. Art. 44. Et ſi leſdits Chaſteaux, places & edifices valoient moins que du x. de la cheuance, dependant deſdites places & Chaſteaux, leſdites places & Chaſteaux ſeront eſtimez par gens à ce experts, eu regard au temps de ladite Aſsiette. Et l'eſtimation ainſi faicte de ladite place, la x. partie de ladite eſtime, ſera baillee en Aſsiette pour deniers à raiſon de xl. ſols tourn. le ſol de rente. Art. 45. Et ſi ladite rente en deniers ſe baille pour bled, la faudra augmenter d'vn tiers comme deſſus. Art. 46 Et n'eſt tenu &c. p. à l'Art. 571. *de Bourb.* Art. 47. p. audit Art. 571. prins pour entiers ou laiſſez au debteur. Art. 48. Baſtimens & edifices, deſquels ne dependent aucunes cheuances, ou qui ſont ſeparez des cheuances baillez en Aſsiette, & qui ne ſont comprins dans icelles, ne ſont baillez en Aſſiette, ſi bon ne ſemble audit creancier. Mais ſi leſdits baſtimens ſont comprins & enclauez dedans leſdites cheuances, peuuent eſtre baillez en Aſſiette à l'eſtimation que deſſus. Art. 49. L'on peut bailler en Aſsiette de rente en directe Seigneurie, les eſpeces & choſes cy apres declarees, quand elles ſont aſsiſes ſur heritages, & fons certains, pour le pris qu'il ſenſuit, en tous les Bas & Haut pays d'Auuergne. Art. 50. C'eſt à ſçauoir charge de bon vin & de bon terrouër, xxxv. ſols. Tõneau de miel, xxxv. ſols &c. p. *à Bourb.* Art. 560. de vinaigre, xx. ſols. Connil, xii. den. Oyſeau de riuiere, x. den. Perdrix, ix. den. Oye, xii. den. Oyſon, vi. den. Liure de Cire, xviii. den. Geline, vi. Poullet, iii. den. Chappon &c. p. à l'Art. 561. moutou auec laine, v. ſols. Veau &c. Cheureaux, xviii. den. Aignel xviii den. Cochon &c. liure de fromage, liure de beurre, liure de ſuif, chacune, iv. den. la toiſon &c. la chair de mouton &c. le Paon &c. Gruë &c. Cygne &c. faiſant &c. faiſant non bruyant * ii. ſols vi. den. Pigeon &c. liure de Plume &c. la trouſſe de foin peſant iii. quintaux ii. ſols vi. de. ſomme de rabes ou naueaux, ii. ſols. La charretee de foin, &c. xv. quintaux &c. charretee de paille &c. charrettee de bois à deux bœufs, xii. den. Quatre œufs, &c. liure d'huille &c. liure d'huille d'Oliue, v. d. Quarte de ſel, à quatre couppes meſure Clarmontoiſe ii. ſols. Liure de poiure &c. Maneuure de bras en temps d'eſté, vi. den. Maneuure en temps d'hyuer, xii. den. Coruees de beſtes à baſts, xii. den. Art. 51. Charrois, Coruees & Maneuures perſonnels deuz à merci & volõté, ou autrement, & qui ne ſont aſsis ſur heritages & fonds certain, ne ſont baillez: ſinon que l'on baillaſt en Aſsiette la Seigneurie ou cheuance dont leſdits droicts dependent. Car audit cas ils peuuent eſtre baillez à l'eſtimation que deſſus: & ne tombent leſdits charrois coruées & maneuures en arrerages. Art. 52. L'homme reſſeant aiant maiſon &c. p. *à Bourb* Art. 564 Baſſe, v &c. en Iuſtice Baſſe, iuſques à lx. ſols, iii. ſols en Iuſtice Haute ou Moyenne ſeulement ii. ſols en Iuſtice Moyenne & Baſſe iiii. ſols. Et qui eſt tenu aſſeoir rente en toute Iuſtice, il peut bailler en Aſsiette de rente chacun homme, en toute Iuſtice pour v. ſols de rente aſsiſe. Art. 53. L'homme de Iuſtice Baſſe iuſques à lx. ſols, pour iii. ſols, iii. ſols. L'homme de Haute Iuſtice & Moyenne, pour ii. ſols, ii. ſols. L'homme de Moyenne ou Haute ſeulement, pour xii. den. Art. 54. L'homme de Haute & Baſſe Iuſtice, ou de Moyenne & Baſſe enſemble ſeulement pour iv. ſols, & eſt le tout de rente aſsiſe. Art. 55. Mais la Iuſtice des lieux, ou places, où il aſsit ladite rẽte, ne peut eſtre ne baillee en Aſsiette, quand l'on doit aſſeoir rente en Iuſtice. Art. 56. p. à l'Art. 568. *de Bourb* Art. 57. L'homme taillable à merci & volonté, en toute Iuſtice, eſt baillé en Aſsiette pour x. ſols, comprins la Iuſtice, pour laquelle l'homme eſt baillé pour v. ſols, comme deſſus. Art. 58. Les fiefs francs & Nobles ſe peuuent bailler en Aſſiette & pour l'eſtimation qui ſenſuit: c'eſt à ſçauoir que ſi l'y a cent liures de rente tenues en foy & hommage d'aucun S.F. Le fief d'iceluy ſe baillera en Aſsiette pour xx. ſols tournois qui eſt la c. partie de ce que vaut & monte ce qui eſt tenu en fief: & ainſi de plus, plus: & de moins, moins: & au feur l'emplaye. Art. 59. Mais ſi le fief eſt chargé d'aucun cens ou autre charge, ladite charge ſe baillera en Aſſiette ſelon qu'elle eſt eſtimée par la Couſtume: & le reſidu dudit fief ſelon l'eſtimation que deſſus eſt dict au fief franc. Art. 60. Et ne ſont tenus l'vſufructuaire &c. p. *à Bourb.* Art. 570. Fiefs francs pour &c. choſe, ſi bon ne leur ſemble: n'auſsi

* *Aliàs, du Diſme.*

* *Aliàs, bruãt.*

Source : BIU Cujas

le fief chargé, ſi ce n'eſt pour la charge. Art.61. Sexteree de terres à febues & à froment en bon ſolage, ſe prend en Aſſiette pour vne quatre froment de rente. Art.62. Et quand elle eſt en petit terrouër, ſe prend ſelon que peut porter de cens, à l'eſtimation de gens à ce experts. Art.63. Oeuure de pré à vn foin de bon ſolage, ſe baille pour v. ſols. Art.64. Oeuure de pré à deux foins en bon ſolage, pour vii. ſols vi. den. Art.65. Oeuure de pré qui n'eſt en bon ſolage, à l'eſtimation de gens à ce experts, ſelon ce que peut porter de cens. Art.66. Tous heritages & domaines francs & quittes de cens ou rente, ſont baillez & prins en Aſſiette à l'eſtimation de gens experts, à les vendre pour vne fois: & ſ'ils ſont eſtimez à cent liures, ſeront prins pour l. ſols de rente en deniers, qui eſt le xl. dudit pris & eſtimation: & du plus &c. Art.67. Et au regard deſdits heritages & domaines, quand ils ſont chargez de cens ou rentes, ils ne ſont prins en Aſſiette. Art. 68. p. *à Bourbonnois*. Art.567. iuſques à ce mot, *Aſſiette*, inclus. Art.69. La vinade eſt baillee en Aſſiette pour chacun iour d'eſté que l'on vague pour faire ladite vinade, à deux paires de bœufs, pour ii. ſols tournois, & pour iour d'hyuer, xii. den. aiant regard au nombre des iournees, qui ſera vacqué à faire ladite vinade, qui ſeront taxees pour chacun iour, comme deſſus. Art.70. Cens mort ou rente redeuable, ſe peuuent bailler en Aſſiette, pour cens en directe, pour le tiers moins: & ſ'ils ſont en argent ou en bled, les faudra augmenter ou diminuer, comme deſſus eſt dict en rente redeuable. Art.71. La priſee & eſtimation deſdits deuoirs eſt à entendre quand ils ſont aſſis ſur bons fonds & ſuffiſans. Autre choſe eſt quand leſdits deuoirs ſeroient perſonnels ou muables: car en ce cas en faut faire tel rabbat, comme de fermes muables. Art.72. Et ſont prinſes & comptees en Aſſiette auſdits Bas pays d'Auuergne, Langhadois & Briuadois, les priſees des choſes deſſus declarees, les deux parties pour bled: & le tiers en deniers: & audit Haut pays, la rente ſe baille comme elle giſt. Art.73. Les eſpeces deſſuſdites baillees en Aſſiette de rente, ne ſont baillees que pour rente aſſiſe en deniers: excepté l'homme en Iuſtice, qui ſe baille pour rente aſſiſe. Art.74. Quand aucun doit aſſeoir rente en directe, & il baille rente aſſiſe en droict de directe Seigneurie ſur fonds, & heritage certain, poſé qu'il n'y ait droict de tiers denier de vente, à cauſe de ladite directe baillee, le debteur demeure quitte de ladite Aſſiette: & ſera tenu le creancier les prendre, iaçoit que le debteur fut obligé faire Aſſiette de rente en directe Seigneurie, à vſage de Cheualier, tiers denier de ventes. Art. 75. En tous autres droicts & deuoirs, Tailles, reuenus & preeminences, & choſes franches, qui ne ſont deſſus appreciees, ſont baillees & prinſes en Aſſiette de rente, à l'eſtimatiõ de gens à ce experts, ſelon que peuuent porter de cens & rẽte annuelle, eu regard és autres deſſus eſtimees & appreciees, en faiſant rabbat tel que deſſus des choſes muables, & des ordinaires immuables, en rabbatant le tiers pour l'intereſt de la directe. Art.76. L'aſſiette ſe fait au pays de Combrailles, comme audit Bas pays: reſerué quant aux meſures & pris de bled. Car l'Aſſiette ſe baille audit pays de Combraille, ſelon la meſure dudit pays, au pris qui ſ'enſuit: c'eſt a ſçauoir ſextier de froment, vii. ſols vi. den. Sextier de ſegle, v. ſols. Sextier d'auoine iii. ſols iii. den. Art.77. Et ſi ledit bled eſt prins pour argent, ou argent pour bled, il faut augmẽter ou diminuer ſelon que deſſus eſt dit audit Bas pays. Art.78. Auſſi ſi rente rendable eſt baillee pour rente en directe, ou rente en directe pour rente rendable, la faut augmenter ou diminuer reſpectiuement, comme deſſus eſt dit a l'Aſſiette dudit Bas pays d'Auuergne.

La Marche Chap.31. Art.410. Celuy qui doit faire Aſſiette en la Marche, doit fournir les deux parts en deniers, & le tiers en bled. Art.411. Qui vend rente annuelle ou eſt tenu de la bailler, ſans ſpecifier que ce ſoit rẽte en directe Seigneurie ou fondalité, il eſt quitte en fourniſſant rente ou reuenu rendable ſans droit de directe Seigneurie, que l'on apelle rẽte ſeiche, qui la puiſſe porter: mais qu'il baille les deux parts en deniers, & le tiers en bled Art.412. Qui commẽce a faire Aſsiette en vn lieu, ſoit rente rendable ou en directe, il doit parfournir audit lieu toute l'aſſiette qu'il doit faire ſans y rien retenir. Et ſi ce qu'il a ne ſuffit, il doit parfaire de prochain en prochain, ſans rien retenir, au lieu qu'il baille par Aſſiette, iuſques a perfection d'icelle. Ar.413. On peut bailler pour ſon acquit toutes choſes immeubles en Aſſiette de rente Couſtumiere ou rendable, ſelon les eſtimations qui cy apres ſeront eſcrites. Et qui n'a bled de rente peut faire le tiers qu'il faut payer en bled, il peut fournir argent pour bled a l'eſtimation cy apres declarée *& è contra*. Art.414. Si aucun doit faire Aſſiette portant directe S. & il n'a que rente rendable ſeche, il peut bailler ſa rente rendable en deniers pour le tiers moins: tellemẽt que les xii. ſols de rente rendable ne vaudront que vii. ſols d'Aſſiette Couſtumiere. Et

Source : BIU Cujas

au contraire qui doit rente rendable, & n'a que rente fonciere pour payer, il la peut bailler pour le tiers plus : c'eſt à ſçauoir que celuy qui doit xxx. ſols de rente rendable ou ſeche, eſt quitte en payant xx. ſols de rente fonciere, portant lods & ventes, ſ'ils ſont deuz au lieu, ou autres droicts de directe. Art. 415. Si la rente portant directe ou fondalité n'emporte droict de lods & ventes par la Couſtume des lieux, elle n'eſt point moins eſtimee que ſi lods & ventes eſtoient deuz. Car la directe emporte Taille aux iv. cas, droit de Retenuë ou prelation, ſpeciale & premiere hypotheque ſur l'heritage qui la doit & autres droicts. Art. 416. Les bleds qui ſe doiuent bailler par le tiers de l'Aſſiette Couſtumiere, ſe doiuent bailler à la meſure du chef de la Chaſtellenie, en laquelle eſt aſſiſe la rente que l'on doit bailler, & où elle eſt reſſortiſſant. Art. 417. Le commun pris de la valuë de rente rendable & ſeche, c'eſt au ſol la liure: c'eſt à ſçauoir xx. ſols de rente rendable pour xx. liures: & la rente en directe Seigneurie, le tiers plus: c'eſt à ſçauoir xx. ſols de rente ſont bien reputez achetez xxx liures. Art. 418. Qui a fours ou moulins bandiers, eſtangs ou Diſmes, & les veut bailler en Aſſiette, l'on doit faire eſtimation de ce que leſdites choſes ont valu ou peu valoir les trois dernieres annees & perceptiõs de fruicts, tous frais faicts: & d'icelles trois annees prendre la commune: & de laquelle annee commune ſera rabbatu vn tiers, tant pour les cas fortuits, que pour le droict de directe: & les deux tiers ſeront prins en Aſſiette de rente, & vaudront rente aſſiſe pource qu'ils pourront monter. Car les deux parties deſdits deux tiers ſeront conuertis en argent : & ſera ledit bled quand aux deux tiers baillé pour le tiers plus: & le tiers demourera en ſa nature pour bled de rẽte. Et cecy a lieu quãd les fermes ſe baillent en bled, comme ſi vn Diſme, four ou moulin ſ'adcenſent en bled : & vne annee ont valu vi. Sextiers : l'autre annee, iv. & vne annee deux, qui ſont xii. ſextiers pour les trois annees, ils ſeront prins pour la commune annee pour iv. ſextiers de bled par an: deſquels iv. ſextiers de bled ſera rabbatu vn tiers pour les cas fortuits & directe : & les deux ſeront prins en Aſſiette: c'eſt à ſçauoir le tiers pour bled, & les deux tiers pour argent à value du tiers plus que ne vaut bled en Aſſiette. Art. 419. Et ſi le reuenu de telles fermes conſiſte en deniers, les deux tiers dudit tiers viendront en Aſſiette : en telle maniere que le tiers d'iceux deux tiers diminuë d'vn tiers : comme ſi les deux tiers de l'annee commune reuenoient à ix. liures, leſdits deux tiers ne vaudront que viii. liures, dont y aura vi. liures en deniers, & xl. ſols pour bled. Et ainſi ſera d'vn coulombier, deduction faicte comme deſſus & rabbatu les frais, que pigeons couſtent à nourrir. Et pareillement ſera faicte eſtimation d'vne garenne à trois annees, pour reuenir à la ſomme, en faiſant deduction, comme deſſus, ſelon la qualité & quantité d'vne garenne franche & quitte de tous cens & rentes. Art. 420. Sexteree de terre de froment, eſtant en labeur capable de porter bled chacun an, ſe baille pour vn ſextier de froment de la meſure du chef de la Chaſtellenie, où elle eſt aſſiſe : & ſe prendra ladite terre à ladite meſure : & ſi ladite terre eſt en friche ou à vſe, elle ſe prendra pour vne mine. Article 421. Sexteree de terre à ſegle, portant vn & autre nom, ouuerte & eſtant en nature de labeur, à la meſure du chef, où elle eſt aſſiſe, ſe prend pour mine de ſegle à ladite meſure : & ſi elle eſt en friche, elle ſe prend pour vne quarte. Art. 422. Vn iournal de pré, quand il ſe baille pour bled, ſe baille pour v. ſols : & quand il ſe baille pour argent, il ſe baille pour vii. ſols & demy. Art. 423. Vn feu de Iuſtice en tout droict de Iuriſdiction, Haute, Moyenne & Baſſe, reſidant & tenant feu, ſe baille pour v. ſols de rente aſſiſe, baillant les deux tiers en deniers, & le tiers en bled. Art. 424. Toutes autres choſes fors les deſſuſdites, ſe mettent en Aſſiette pour eſtimation d'argent à la maniere qui ſ'enſuit : c'eſt à ſçauoir arpent ou Sexteree de bois de haute fuſtaye, qui a paſſé xxx. ans, où il y a cheſnes, foux, chaſtegniers, l'on eſtimera ce que le bois qui eſt ſur terre peut valoir à vendre pour vne fois : & de ladite eſtimation ſera prins le tiers : & iceluy tiers prins pour autant de rente en deniers, qui vaut, à l'eſtimation de xxx. ſols le ſol : comme ſi le tiers vaut lx. ſols, ſera prins pour trois ſols en deniers : & outre ce la Sexteree pour iv. deniers pour la terre : & ainſi des bois de Haute fuſtaye, qui ſont moindres de xxx. ans. Articl. 425. Sexteree de terre herme, qu'on appelle chaumes & paſchiers de beſtes, ſe baille en Aſſiette pour iv. deniers. Art. 426. Arpent de bois reuenant de cheſne pour la pluſpart, qui eſt bien peuplé ſe baille pour cinq ſols en deniers : & eſt à dire arpent autant qu'vne Sexteree, & ſera priſe à la meſure de la Chaſtellenie, ou elle eſt aſſiſe. Article 427. Arpent ou ſexteree de paſtures eſtant en nature & pouſſant, ii. ſols ſix deniers, & ſ'il n'eſt en nature, mais en buiſſons, dixhuict deniers. Article 428.

Toute

Toute rente ordinaire, ſoit en bled ou en argent, deuë en droict de ſeruitute ou mortaillable, ſe prend en Aſſiette au chois de celuy qui la baille, ou pour le double plus que la rente en franchiſe ou fonciere ſimple, deniers pour deniers, bled pour bled, geline pour geline. Art. 429. En telle maniere que le ſol vaut ii. ſols de rente: le ſextier de bled, ii. la geline, deux en toute directe: & en ce faiſant les Arbans, Bans & Vinades & autres droicts de ſeruitude, ne ſont pour rien comptez, & ſ'en vont auec ledit double: ou celuy qui doit bailler & faire ladicte Aſſiette, pourra bailler ladite rente tenuë en droict de ſeruitude pour le pris de rente en autre directe non tenuë en droict de ſeruitude. Et outre pourra icelle bailler, pour vn quart d'auantage pour le double d'Aouſt, & droict ſucceſſif: & outre pourra bailler chacun Arban pour vi. den. Vinade, pour v. ſols tournois. Art. 430. Mais Vinades & Arbans qui ſont deuz par rente ordinaire, ſont baillez c'eſt à ſçauoir Vinade entiere pour xv. ſols de rente en deniers: coruee ou maneuure de rente, vi. deniers: vn faucheur ou meſtiueur de rente, xii. den. Coruee à beſtes, xii den. charge de bon &c. p. *à Auuergne*. Art. 50. xxv. ſols. Tonneau de verius de grain, xx. ſols. Connil &c. Perdrix, xii. den Oye &c. Aigneau &c. La chair de mouton, ii. ſols vi. den. Pigeon, vn den. Liure de plume, viii. den. la trouſſe &c. naueaux, xii. den. &c. quintaux xii. ſols vi. den. &c. d'huille de noix, iv. den. Quarte de ſel à quatre couppes, meſure de Gueret, ii. ſols tourn. charrois en deux paires de bœufs & charrette pour iour ii. en temps d'hyuer xii. den. Art. 431. Et ſ'entend quand les choſes deſſuſdites ſont aſſiſes ſur heritages francs & quittes, ſuffiſans pour les porter. Art. 432. Qui doit faire Aſſiette de rente ou reuenu ſans autre adiection, combien qu'il ne ſoit tenu bailler rente en directe, ſi eſt il tenu aſſeoir rente ſeche, les deux tiers en deniers, & le tiers en grain. Art. 433. Le Sextier de froment de rente portant directe à la meſure de Gueret, d'Aubuſſon, ou de Felletin, ſe baille en Aſſiette pour vi. ſols, le ſextier ſegle, iv. ſols. Auoine, ii. ſols viii. den. Art. 434. Le Sextier froment à la meſure d'Ahun ſe baille en Aſſiette pour iv. ſols vi. den. Le ſextier ſegle, pour iii. ſols. Le Sextier d'auoine pour ii. ſols. Art 435. Le ſextier de froment meſure de Croſant ſe baille en Aſſiette pour v. ſols. Le ſextier ſegle pour iii. ſols Le ſextier d'auoine pour ii. ſols vi. den. Art 436. Le ſextier de poix & febues au pris du froment. Le ſextier d'orge, au pris de celuy de ſegle. Art. 437. Et le ſextier de rente en directe, qui ſe baille pour rente ſeche, ſe baille pour vn tiers plus: c'eſt à ſçauoir ce qui vaut vi. ſe baille pour ix. & de plus &c. Ar. 438. Quand aucun doit faire Aſſiette en toute Iuſtice & directe, la Iuſtice eſt cõprinſe & competee en ladite Aſſiette à v. ſols pour feu, l'homme reſſeant en toute Iuſtice, Haute, Moyenne & Baſſe, comme dit eſt: & en Iuſtice Baſſe iuſques à lx. ſols pour iii. ſols. En Iuſtice Haute ou Moyenne ſeulement pour ii. ſols: & en Iuſtice Baſſe ou Moyenne pour iv. ſols. Art. 439. Mais ſi tels hommes ſont ſuiets en reſſort, le reſſort ne ſera pour rien compté: combien que celuy qui baille l'Aſſiette ne le pourra retenir. Art 440. Droicts de fief noble ne ſe baillent en Aſſiette que pour la C. partie de ce qu'ils vaillent. En telle maniere que ſi celuy qui fait l'Aſſiette, a vn fief tenu de luy, qui vaille cent liures de rentes, il le pourra bailler pour xx. ſols en deniers de rente, & non plus: ſinon que le fief fut chargé d'aucune rente ordinaire, laquelle ſe prendra à l'eſtimation des autres. Art. 441. Baſtimens ou edifices ſeparez de rentes ou heritages baillez en Aſſiette, ne ſe baillent pour rien, & n'eſt on tenu de les prendre pour rien. Mais ſi leſdits baſtimens ou edifices ſont comprins dans les domaines ou heritages baillez en Aſſiette, pourrõt eſtre baillez pour l'eſtimation de la x. partie de la vẽte, pour laquelle ont eſté baillez en Aſſiette les heritages & rentes dependans deſdits edifices. Art. 441. Et tous autres droits & deuoirs, tailles, reuenus & preeminences * & choſes franches &c. p. *à Auuerg.* Art. 75.

Poictov Tit. 1. Art. 189. Les †† loyaux Aydes & deuoirs non abonnez, ſont eſtimez à la iv. partie du reuenu d'vne annee du fief, de ce que le vaſſal leueroit en ſa main, deduit le droit du laboureur. Et ſi tous leſdits cas ou aucuns d'iceux aduenoient en vne annee, le S. leuera ledit deuoir par annees, à ſçauoir en chacune d'icelles vn deuoir, qui eſt ladite iv. partie du reuenu. Art. 190. Charge de froment vaut en Aſſiette de deniers, xx. ſols t. charge de ſeigle, xv ſols t. charge d'auoine, x. ſols vi. den. charge d'orge & ballorge, x. ſols t. & eſt la charge d'vn cheual de ccc. liures peſant. Pipe de vin, xl. ſols t. Iournau de pré gagnau & defenſable noblemẽt tenu, aſſis en pays de bocage, en riuiere ou autre bon fonds, vaut xv. ſols: & en païs de plaine, quand il eſt gaigneau & defenſable, xxv. ſols: & ſ'il n'eſt gaigneau & defenſable au pays de bocage, pour x. ſols: au pays de plaine, xvi. ſols viii. den quand il eſt gaigneau. Sexteree de terre gaignable, eſt prins en eſtimation d'vn ſextier de

* *In vulgaribus editionibus Pẽnages: qui eſt le droit de Paſnage & paiſſon des bois.*

†† *Ceſt Art. 189. a eſté de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Source : BIU Cujas

bled tel qu'il y eſchet, ſelon la nature de la terre. Iornau de vigne noblement tenu franc de Diſme, eſt prins pour iii. ſols t. Iournau roturier tenu à complant, ſans Diſme, xviii. den. & ſ'il y a complant & Diſme, xii. den. Aire de marais ſalant, noblement tenu & ſans Diſme, garnie de vaſois & autres choſes neceſſaires, eſt priſee ii. ſols: & ſ'il y a Diſme, xviii. den. & quand il y a Diſme & cens, xii. den. Arpent de bois de ſerpe, qui doit tenir lxxx. pas en quarré, deuëment remply, en pays de boccage, x. ſols: & en pays de plaine, xx. ſols. Arpent de brande, en pays de boccage, qui contient: comme deſſus, iii. ſols iv. den. & en pays de plaine, vii. ſols vi. den. t. Gros bois de ligne ſont baillez à valeur de deniers, pource qu'ils peuuent valoir, quand ils ſont vendus. Chapon eſt prins en Aſſiette pour xii. den. & Geline pour viii. den. Poulet pour iv. den. & oye pour xii den. Bian de iv. bœufs & charrette, pour demourer vn iour, allant & venant, eſt prins pour v. ſols. Bian d'homme de bras x. den. quand il eſt aux deſpens: & ſans deſpens, xv. den. Homme leuant & couchant en Haute, Moyenne & Baſſe iuriſdiction, vii. ſols vi. den. & ſ'il n'eſt que en Haute iuriſdiction xxii. den. obole: & autant la Moyenne: & ſ'il eſt ſeulement en Baſſe, iii. ſols ix. den. Car la Baſſe eſt prinſe pour les deux Art. 191. Le ſemblable eſt des maiſons terragieres, Diſmes, Complants, Garennes & fuyes au compte de trois ans: & eſtangs au compte de ce qu'ils peuuent valoir, quand ils ſont en vente, eu regard aux annees que l'on a accouſtumé les peſcher. Art. 192. L'hommage lige eſt pris pour la x. partie de ce que le Rachat peut valoir, quand il aduient: comme ſ'il aduenoit cent liures, il eſt prins pour x. liures de rente. Et ſemblablement hommage plain, eſt prins au compte de x. ans, du deuoir deu à cauſe dudit hommage. Et quand on baille cés en Aſſiette de deniers, le denier eſt prins pour deux deniers, iuſques à la ſomme de xii. den. Et ſi ledit cens paſſoit xii. den. l'outreplus ne doubleroit. Art. 199. Quand † aucun promet ou eſt tenu bailler aucune rente ou terre en Aſſiette, ſoit par mariage ou par contract, il ne ſ'entend de l'Aſſiette cy deſſus declaree: mais la rente & reuenu annuel, ſelon l'eſtimation commune, en prenant de x. annees l'vne: ſinon qu'il fut dit, que l'Aſſiette ſeroit couſtumiere, & qu'il fut donné à entendre par les Notaires aux parties contrahentes, qu'elle eſt ladite Aſſiette couſtumiere.

† *Ceſt Art. 199 a eſté accordé pour l'aduenir, & mis au lieu du 178. Art. ancien qui a eſté corrigé.*

Xaintonge Tit. 19. Art. 122. Charge de froment de rente baillé en Aſſiette noble de deniers, vaut xx. ſols tourn. Art 123. Charge &c. p. *à Poictou.* Art. 190. vaut en meſme Aſſiette, xv. &c. Art. 124. Charge d'auoine a meſme Aſſiette, vaut viii. ſols. Art. 125. p. audit Art. 190. baillarge a meſme Aſſiette, vaut viii. ſols vi. den. Et eſt à entendre que chacune charge de cheual doit eſtre &c. Art. 126. Iournaux de pré gaynau &c. tenu vaut vii. ſols vi. den. de rente & pré non gaynau & en pays de fonds, de riuiere, vaut v. ſols tourn. Art. 127. Iournau de vigne noblement tenu vaut iii. ſols t. & ſ'il eſt tenu à Complant, vaut xv. den. Art. 128. Iournau de bois de ſerpe &c. p. *à Poictou*, vaut communement vii. ſols vi. den. t Art. 129. Aire &c. tenu & exempte de Diſme vaut ii. ſols &c. & cens, xv. de. Art. 130. Chappõ xii. den. &c, Art. 131. Bian &c. vn iour & non plus allant &c. vaut v. &c. Art 132. &c. bras, ſans deſpẽs luy faire, xv. d. & auec les deſpens x. d. Art 133. Homme couchant & leuant &c. vaut &c. Moyenne Iuriſdiction. Et ſ'il eſt ſemblablement en Baſſe, iii. ſols iv. den. t.

Bretagne Tit. 14. Art. 238. Quand aucun a contract ou autre Iugé pour auoir Aſſiette en heritage, la partie ſur laquelle on doit faire l'executiõ ſera appellee, pour dire ſur les appreciateurs & appreciations tout ce que bon luy ſemblera, & voir faire ladite Aſſiette, qui ſera faite à ſon option, ſi elle compare, ſ'il n'y a autre conuention ou contract. Et ſi la partie appellee defaut à l'aſſignation, ſera l'Aſſiette faite à la diſcretion du Commiſſaire, en enſuiuant le contract ou Iugé. Art. 239. Et †† doit le Commiſſaire arreſter la ſomme de la debte, de la miſe des bannies, du priſage, du ſalaire du Sergent & des ventes, pour tout eſtre faicte Aſſiette, ſinon que le debteur payaſt leſdits frais dans huictaine apres la liquidation d'iceux. Art. 240. Les † choſes qui ſeront annexees à l'heritage, qui ne pourront eſtre deplacées à prouſit, demoureront & ſeront priſees, auec la terre, comme elles ſe pourſuiuent bonnes & mauuaiſes à xx. ans quitte, rente, ſeruices & toutes autres charges rabbatuës: & leſdites choſes ainſi priſees, ſeront baillees au creancier pour ſa debte, au cas qu'il ne ſe trouueroit autre acheteur. Art. 241. Et ſi les terres eſtoient chargees de Douaire ou en bien-faicts, ou qu'autres les tinſſent à viage, elles deuroient eſtre baillez à my-pris: c'eſt à ſçauoir à †† dix ans quitte. Art. 242. Et la proprieté, qui eſt attenduë apres le viage de celuy qui tient à bien-faict ou de la Douairiere ou d'autre viage, ſeroit auſſi baillé à my-prie, comme dit eſt. Art. 243. Appreciation † d'heritage

†† *Ceſt Ar. 239. a eſté reformé & amplifié lequel eſtoit le 249. Ar. ancien.*

† *Ceſt Ar. 240 amplifie & eſclaircit le 252. Art. ancien.*

†† *Ces mots, x. ans, ont eſté mis au lieu de ſix,*

Source : BIU Cujas

Et à este le 255. Art. ancien rayé comme superflu: pource que la discussion n'est necessaire.
† *Cest Art. 243. qui estoit le 256. Art. ancien, a esté ainsi reforme & amplifié.*

n'est vallable, s'il n'y a iii. hommes non suspects qui soient conuenus, ou sur refus baillez de Iustice & iurez de faire bonne & loyalle appreciation. Art. 244. Si †† l'heritage est noble, & celuy sur qui on fait l'appreciation noble, les appreciateurs seront nobles, gens de sur les lieux, à ce cognoissans, qui feront serment en tel cas requis, & s'enquerront de la valeur, commodité ou incommodité, & des charges qui sont sur les choses qu'on veut apprecier, pour charges rabbatues le tout calculer & liquider, & bailler au creancier pour sa debte, & payer lods & ventes au S. & autres frais & mises dudit prisage, à xx. ans quitte: sauf pour le regard desdits frais & mises, si le debteur ne les payoit dedans viii. comme il est dit cy dessus. Ar. 245. Tous † prisages & aualuations de fonds, se feront selon la valeur des fruicts, que lesdits fonds vallent par chacun an, faisant de x. annees, vne commune, commençant à compter du temps des x. ans precedens le temps conuenu pour faire l'Assiette: & en matiere de Rescision du temps des contracts. Laquelle valeur de fruicts se doit prendre de l'estimation commune de chacune espece desdits fruits qui se verifie par le rapport des Greffes des Iurisdictions, ésquelles se font lesdites Assiettes, ou des Cours superieures, en cas qu'il ne se trouue rapport és iurisdictions inferieures. Et au regard des especes, dont ne se font rapports, l'estimation s'en fera par fermes, lettres & tesmoins, & declaration des laboureurs & mestayers Art. 246. Toutes lesquelles estimations de x. ans accumulees & comptees ensemble la x. partie est le iuste reuenu de chacun an. Art. 247. Tout achat de fonds sans Iurisdiction ou obeissance, noble ou roturier faict à xx. ans quitte, est dict & censé faict à iuste pris, tant pour le reuenu certain, que censuel & obeissance. Et si l'Assiette ou vente faict en fief de Moyenne Iustice, le iuste pris est au denier xxxv. Et si elle se faict en fief de Haute Iustice, la iuste valeur est à xl. ans quitte, y compris aussi l'obeissance & denier casuel. Art. 249. S'il y a Rachat ou Bail, ou autres deuoirs, qui ne soient deuz que par la mort du vassal, le iuste pris sera au denier xxxi. Art. 250. En fief, où n'est deu que simple obeissance sans rente ny Rachat, sera chacun estager estimé deux sols, quelque estẽdue de terre qu'il tienne: & s'il n'est estager, xii. deniers. Art. 251. Et si le prisage est faict, & il y ait Iuueigneurs on doit apprecier le fief que les Iuueigneurs auroient & tiendront Parage, chacun xx. sols vi. den. tournois de rente: & du sur-Iuueigneur, iii. den. de rente, que celuy tier Iuueigneur auroit. Art. 252. Les †† grains qui sont ensemencez & en herbe iusques au premier iour du mois de May, seront prisez comme semence & labourage: & ledit iour passé, qu'il commence estre en tuyau, seront prisez pource qu'ils peuuent apporter de grain & paille à l'Aouſt, selon ce qu'ils peuuent rendre par Iournau, les frais de la semence & labourage deduicts & rabbatus. Art. 253. Quant aux edifices, s'il y a maison Seigneuriale, le prisage sera de la moitié de ce que peut auoir couſté la matiere & manufacture, eu égard au temps qu'elle fut bastie. Et au regard des granges & logis du mestayer & autres neceſſaires pour la cueillette & conseruation des fruicts, seront prisez en entier selon leur valeur, lors que l'Assiette sera faicte, ou au cas de la vendition au temps du contract. Art. 254. Et pour le regard des maisons de villes, seront estimees selon leur valeur en entier. Art. 255. Le bois de haute fustaye, forests, touches, rabines & autres bois non accoustumez d'estre émondez, en partage d'entre freres & sœurs & autres parens * nobles ne seront estimez, & n'entrent en partage: mais seront estimez les pasnages, glandees, assens & autres emolumens acoustumez & prouenans desdites forests, le bois demourant sauf & debout. Mais entre estrangers quand l'Assiette est deuë ou qu'on demãde rescision par deception lesdits grands bois seront estimez à part & separez, & le fonds à part, comme de ueſtu: & l'estimation desdits bois reduite à fonds. Art. 256. Les moulins seront prisez & estimez à la raison des dix annees, en faisant vne commune, le tiers du reuenu de ceux qui sont sur la mer, riuieres & grands estangs rabbatu, & le quart, ceux qui sont sur ruisseaux & autres estangs: & quant aux moulins à vents sera rabbatu le tiers du reuenu. Article 257. Celuy qui est tenu faire Assiette de rente, doit declarer les charges reelles & foncieres: autrement s'il se trouue desdites charges non declarees, il sera tenu en faire Assiette sur ses autres heritages. Art. 258. En Assiette deuë par conuention, y aura vn seul tres-saut, si celuy qui doit l'Assiette le requeroit: s'il n'est dict & conuenu que ladicte Assiette se fit de prochain en prochain. Article 261.

†† *Ceſt Art. 244. qui estoit le 257. Art. ancien, a esté ainsi esclaircy & reformé.*

† *Les Ar. 250. & 251. anciens ont esté rapportez à ceſt Art. 245. & autres ſubſequens faiſans mention de l'eſtimation & priſage. Et ſont leſdits Art. 245 246. 247. 248. 249. & 250. adiouſtez de nouueau. Et a eſté rayé le 258. Art. ancien: parce qu'il a eſté employé cy deuant*

†† *Les huict Art. ſuiuãs 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. & 261. ſont de nouuel adiouſtez.*

* *Ce mot, nobles, à eſté de nouuel adiouſté.*

Source : BIU Cujas

Ne ſera doreſnauant vſé du priſage appellé franc pris, ſans toutesfois preiudicier aux droicts acquis par les conuentions cy deuant faictes. Art. 262. En † tout partage, apreciation ou * aualuation d'heritage ſoit en matiere de reſciſion de contracts fondee en deception de pris ou autre, l'vne ou l'autre des parties peut requerir & auoir reueuë dedans l'an & iour du premier priſage, à ſes deſpens par autres Appreciateurs Iurez à faire ladite reueuë, conuenus par les parties ou à faute d'en conuenir nommez d'office par les Iuges, ſ'il n'y a autre conuention entre les parties. Art 263. Le †† Iournal ſoit en terre arable, prez, bois, taillis, foreſt, herbergemens, vignes, landes & autres terres contiendra xx. cordes de long, & quatre de laize: chacune corde de xxiiii. pieds de Roy: chacun pied de xii. pouces, chacun pouces de xii. lignes ou grains: laquelle meſure cy deſſus ſera gardee par tout ce pays & Duché. Art. 264. Et ou les Arpenteurs & Gouleeurs ſeroient trouuez auoir faict defaut en l'arpentage & meſurage: & les Priſeurs fait faute notable, en l'eſtimation & aualuation deſdites terres & autres choſes, leſdits z Arpenteurs ſeront condamnez en amendes arbitraires pour la premiere fois: & pour la ſeconde priuez de leurs eſtats: & les priſeurs de refaire à leurs deſpens les priſages & portion, és dommages & intereſt des parties. Art. 265. Seront leſdits Priſeurs & Arpenteurs tenus d'arreſter ſur le lieu, & par chacune piece de terre, qu'ils priſeront & corderont la quantité & eſtimation d'icelle, auparauant entrer au cordage & eſtimation des autres terres qui ſeront à priſer. Et ſera ladite eſtimation paraphree & ſignee tant d'iceux Cordeurs & Priſeurs, que du Iuge: ſ'il y a Iuge preſent, qui ait eſté requis par les parties d'vn commun conſentemẽt: lequel autrement n'y pourra eſtre.

† *C'eſt Ar. 262. qui eſtoit le 260. Art. ancien, a eſté ainſi reformé & amplifié.*

* *Alias, aualuement. P.*

†† *Ces Art. 263. 264. & 265 ſont de nouuel adiouſtez. Et ſur l'Art. à nous preſenté par les Deputez pour eſtre en ce Titre des Priſages: duquel la teneur enſuit: ſera loi fible aux parties de conuenir & nommer pour faire leſdits priſages & arrentages tel les perſonnes que bon leur ſemblera, ſoiẽt perſonnes priuees ou autres parce que leſdits Priſeurs & Cordeurs ſeront iurez de bien & loyaument ſe porter auſdits Priſage & Cordage. Le Procureur general du Roy à dict empeſcher l'effect de iceluy: parce qu'en ce pays il y auroit Edict publié & receu portant creation & erection en titre d'Offices formez d'Arpenteurs & Cordeurs de terre dont y en auoit de pourueuz en la plus part des Iuriſdictions Royales dudit pays: auſquels appartient & non à autres d'arpenter & meſurer la terre. A ceſte cauſe aurions remis ledit Article au Roy, pour ledit Procureur general, & leſdits des Eſtats ouys, en eſtre par ſa Maieſté ordonné ce que de raiſon.*

TITRE III. QVELS BIENS SONT meubles, & quels immeubles.

Art. 88. PARIS.

En † la Preuoſté & Vicomté de Paris, y a deux ſortes & eſpeces de biens [a] ſeulement: c'eſt à ſçauoir meubles & immeubles.

CONFERENCE.

REIMS Tit. 2. Art. 16. Tous † biens ſont meubles ou immeubles: cenſez ou reputez pour meubles ou immeubles.

CALAIS Tit. 1. Art. 1. En †† la ville de Calais & pays reconquis, il y a &c. p. *à Paris.* immeubles. Et quant aux droicts, noms, raiſons & actions ils ſont cenſez & reputez meubles ou immeubles, ſelon qu'ils tendent a choſe mobiliaire ou immobiliaire.

Art. 89. PARIS.

Schedules [b] & obligations [c] faictes & pour ſommes de deniers marchandiſes ou autres choſes mobiliaires, ſont cenſez & reputez meubles.

z Par le droict ciuil en ceſte matiere le ſeul dol eſt puniſſable: par ce que tels Meſureurs & Arpenteurs eſtoiẽt choiſis & eſleus par les parties. Tellement que ſi imperitè mẽſor verſatus eſt ſibi imputare debẽt, qui eum adhibuit: ſed & ſi negligenter, æquè menſor ſecurus erit lata culpa planè dolo comparabitur vt eſt in l. 1. D. Si menſor falſ. mod. dix. Qui negligenti quid committit, ſi damnum accidat de ſequeri debet. §. vlt. Inſtit. de Societ. & §. 3. inſt. Quib. mod. re contr. oblig. Mais par ceſte Couſtume de Bretagne tels Meſureurs, qu'elle nõme Gauleeurs, ſont Arpenteurs Iurez & ont eſté erigez & creez en titre d'office formé par Edict expres comme nous auons monſtré en la conference des Ordonnances. De tels Arpenteurs & Meſureurs voyez Cuias en ſon Obſeru. x. chap. 2.

a C'eſt vne diuiſion generale des biens, qui eſt icy miſe en auant par la Couſtume & eſt de nouuel adiouſtee, l'ancienne n'en ayant aucunement diſpoſé: les biens donc ſont meubles ou immeubles: & les immeubles ſont doubles: car les vns ſont corporels, & les autres incorporels & encores des biens immeubles les vns ſont Feodaux, & les autres non Feodaux: qui ſont tenus en Franc-Aleu, ou en cenſiue ou roture. Ces immeubles ſont encores diuiſez ou en heritages propres ou Conqueſts & acqueſts. Or les meubles, ſont comme or, argent, vtenſilles de maiſon, pain, vin & autres choſes, qui ſont de legier mouuables d'vn lieu en autre ſans deſtruction d'edifice ou par deſpouillement d'heritage: comme il eſt eſcrit au ſecond liure du grand Couſtumier de France. Les immeubles corporels ſont ceux qui ne peuuent eſtre tranſportez, ſi ce n'eſt par deſtruction d'edifice ou par deſpouillement d'heritage. Car toute choſe eſt appellee immeuble corporelle, qui eſt edifice ou partie d'edifice: ſi comme vne maiſon ou partie d'vne maiſon & toute choſe qui eſt ſemee & plantee cõme bled &c pourueu qu'il ne ſoit deſraciné, couppé ou cueilly. Et ſont dites ces choſes corporelles, que l'on peut palper & tenir en la main. Mais les Immeubles incorporels ſont ſeruitudes perpetuelles, qui ſont impoſees aux biens immeubles corporels: ſi comme cens, rentes & autres deuoirs.

b Aucuns ont remarqué que les biens en termes de droict dicuntur mobilia & ſe mouentia res ſoli: & iura, vt nomina debitorum aut actiones. Res mobiles aut mouentes interdum diſtinguntur l. 2. & 3. C. de quod. præſcr. l. mouentium 93. D. de verb ſignif. l. pen. C. de iure dot. l. 1. D. de AEdil. eod. & l. 2. D. de ſupp. leg. l. vn. C. de rei vx. act. l. 4. C. fam. erc. mobiles res ſeu mobilia Græcis κινητὰ, mouentia κινούμενα ſeu αὐτοκίνητα. vt eſt in Baſil. lib. 20. Tit. 1. τὰ κινητὰ εἶσιν χρυσὸς ἐδὴς, χρήματα λοιπά. αὐτοκίνητα, οἷον ὁ βοῦς, ἵππος, εἴς κτήματα ἔμψυχα. Tellement que nous pouuons dire que ce mot, mobilia, comprend les choſes inanimees: leſquelles neantmoins on peut mouuoir & tranſporter de place en place: & le mot, mouentia, ſ'entend des choſes animees, qui ſe peuuent mouuoir d'eux meſmes, ſans que le mouuement viennent d'autres, que d'eux meſmes.

Source : BIU Cujas

C'eſt pourquoy les Iuriſconſultes les nomment animales, d.l.2.D.de iuſpp leg.& ita mobilium quæ ſpecies ſunt: omnium vna animalium: altera eorum, quæ anima carent. Vlp.l.1.§.1.D.de rei vind. Paul.l.qui vniuerſas 30.§.Item quod mobile D de adq.poſſ. Idem Vlpianus in l.à Diuo Pio.15.§.in venditione D.de re iud. coniunxit res animales, cum mobilibus. Vide Clement.eximi. De verb.ſign. & Clem. 1 de rebus Eccl.non alien. & ibi DD.

† *Ceſte Rubriche, & les 88. 89.90.91.92.& 93. Art. ont eſté adiouſtez de nouuel pour interpretation: & ſans preiudice de ce qui a eſté gardé par le paſſé.*

† *Ceſt Art.16. eſt adiouſté pour auoir eſté omis en l'ancien Couſtumier.*

†† *Verling Procureur de Ieã Arnoul: Eleſſelles Procureur de Barthelemy du Plex, heritier de Perrette Grimonart: Pingeõ pour la veſue & heritiers du feu Capitaine Henry le Rang: ont proteſté que les Art. contenus audit cayer ne puiſſent nuire ne preiudicier aux procés & differens qu'ils ont pendans, tant en la Cour de Parlement de Paris, qu'en ce Siege. Et par ledit Amadis de la Planche pour Guillaume Hertant, & pour Damoiſelle Marguerite aux Aigneaux, veſue de feu Capitaine Henry, a eſté proteſté au contraire. Surquoy auons ordonné que les Art. contenus audit cayer de nouueau redigez, auront lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé & des procés pendans entre les parties.*

† *Le 17. Art. eſt adiouſté comme ancien & omis.*

c Accurſius in d.l.mouentium quærit an nomina continentur mobilium appellatione: parce qu'il eſt certain que les noms & actions ſont diſtinguez des meubles, & meſmes des immeubles. Vlp.in l. Quam Tuberonis 7 §.in peculio.D.de peculio, & faut en ceci regarder la diuiſion des choſes qui ſont corporelles, ou incorporelles. Les corporelles ſont meubles ou immeubles. Quãd il eſt faict mention ſeulement de meubles & immeubles: les choſes incorporelles ſont miſes au rang des choſes immeubles: c'eſt pourquoy M. Cuias au liure 2. des Feudes Tit.1. dit qu'il ne faut dire que les noms & actions qui ſont droicts incorporels ſoient choſes meubles ou immeubles: mais qu'ils ſe doiuent mettre au rang des choſes immeubles: & eſtime que l'opinion d'Accurſe ſe doit ainſi interpreter ſur ladite Loy mouentium. Idem Accurſius in Nouel.7.de non alien.aut permut. Immola in l.ſi ad reſoluendam. C.de præd.min. Faber.in §.fuerat Inſt. de act. Baldus in d.l. Quam Tuberonis. D.de peculio.l vlt.§. præterea C.de iure dot. Par les Couſtumes ces mots debtes, noms & actions competans à meubles, ſont reputez meubles contre l'opinion de Bartole in l.poteſt D.de auct tut. & du Specul. in §.2 De reſt.ſpol. Iaſon in l ſtipulatio hoc modo concepta. D.de verb.oblig. Si vn teſtateur legue tous ſes meubles eſtant en euidence en ſa maiſon ou demourance: il a eſté iugé par Arreſt prononcé ſolemnellement le 22.iour de Decembre 1590. que le legataire n'aura l'argent & les obligations actiues du defunct: parce que telles choſes ne ſont compriſes dans ledit legs: comme eſcrit monſieur Chopin liure 3. des Couſtumes d'Aniou cap.1.Tit.3 ſuiuant l'opinion de Celſus in l ſi Chorus 79.§.1 De legat.3.& de Bartole in l.Quintus §.argento.D de auro & arg.legato. La diſtinction portee par les Couſtumes de Normandie & Berri, eſt tiree de Balde in d.quam Tuberonis D.de peculio.& in cap 1. De pace ten.& de Lapus apud Iaſonem in d.l.ſtipulatio hoc modo concepta De verb.obligat.& de l'opinion d'Accurſe in l. Mouentium De verb. ſignif.& ad Nouellam 7.Faber in §.fuerat Inſt.de act. Toutesfois Iaſon in d.l.à Diuo Pio §.vlt. de re iud. & in d.l.ſtipulatio hoc modo concepta De verb.obligat. qu'ils ne doiuent eſtre mis au rang des meubles ou immeubles, ſi nous conſiderons l'eſſence & la nature des actions, obligatiõs & droits. Vide Dec.cap.Thol.315.Bart.in l ſi ita D.de auro & arg.leg.l. poteſt D.de auct.tut.l.Gaius Seius pro nepos D.de leg.2.Oldrad.Conſ.219.Dec.conſ 472.Paul.& Alexand.in l.cum ſtipulamur D.de verb.oblig.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.1.Art.2.p. *à Paris*.

REIMS Tit.2.Art.17. Or, argent monnoyé ou à monnoyer, debtes & actions paſſiues ſont meubles. Art.18. Schedules †† obligations, rẽtes conſtituees à pris d'argent, ſoient nanties, realiſees & infeodees ou non: acquiſition des Aydes, Gabelles & fonds de terre eſtans du Domaine du Roy, rachetables à perpetuité, ſont cenſez & reputez meubles. Toutesfois d ne pourront leſdites rentes & acquiſitions du Domaine eſtre alienees par les Tuteurs des mineurs, ſans decret & auctorité de Iuſtice.

†† *Ceſt Art. 18. eſt nouuel en ce qu'il eſt contenu par iceluy que les acquiſitions des Aydes, Gabelles & fõds de terres eſtans du Domaine du Roy, rachetables à perpetuité, ſont cenſez & reputez meuble.*

† *Ceſt Art. 2. eſt nouuelle Couſtume & interpretation de l'ãcienne.*

d Vide Bartol.in l. poteſt de auct.tut.

NIVERNOIS Chap.26.Art.7. Noms & actions pour choſes mobiliaires & arrerages de redeuances ſont reputees meubles.

BERRI Tit.4. Art 1. Sous le nom de Meubles deferez par la Couſtume, ſont comprins les noms & actions competans à meubles: & ſous le nom des immeubles auſſi deferez par la Couſtume, ſont comprins les noms & actions competans à immeubles. Art.2. Et † ce que deſſus aura lieu e doreſnauant és contracts & auſſi és diſpoſitions de derniere volonté, que ſous le nom de meubles ſeront comprins les noms des debtes actiues & actions mobiliaires, c'eſt à ſçauoir cõpetans pour meubles: & ſous le nom des immeubles, les noms & actions competans pour choſes immeubles.

e Iure ciuili legato omnium bonorũ quæ in domo ſunt, nomina debitorum non videntur contineri vt ſcribit Paulus l. Gaius Seius.86. De leg.2. & l.ſi mihi 93. De legat.3. Liceat videatur diſſentire Scæuola in l.prædia 27.§.3.D.de inſtr.& inſtrum. leg. Vide Bald. in cap. Sciendum De feudi cogmen. & ibi Martinum Laudun. & Cardinalem. Bartol.in d.l.mouẽtũ. De verb. ſignifi. Decium. conſ. 414.

BOVRBON. Chap.23.Art.281. Noms, debtes, actions &c.p. *à Niuernois*, arrerages de cens & rente ſont &c.

AVVERGNE Chap.16.Art.10.p. *à Bourb.* & actions ſont &c.

LA MARCHE Chap.16. Art.113. p. *à Auuerg.* actions à choſe mobiliaire ſont &c.

NORMANDIE Chap.19.Art.490. Obligations & ſchedules faites pour choſes mobiliaires, ſont reputees meubles: comme en pareil les obligations qui ſont faites pour choſes immeubles, ſont reputees immeubles.

SEDAN Tit.2.Art.24. Toutes debtes perſonnelles deuës par ſchedules, obligations ou autrement ſont reputees meubles: encores que le terme de payer ne ſoit eſcheu.

CAMBRAY Tit.16.Art.4. Sous appellation de meubles ſont comprins les debtes, noms & actions competans à meubles.

Source : BIU Cujas

Vſtancilles d'hoſtel qui ſe peuuent tranſporter, ſans fraction & deterioration, ſont auſſi reputez meubles: mais ſ'ils [f] tiennent à fer & à cloud, ou ſont ſeellez en plaſtre & ſont mis pour perpetuelle demeure, & ne peuuent eſtre trãſportez ſans fraction & deterioration, ſont cenſez & reputez immeubles: comme vn [g] moulin à vent & à eauë, preſſoüer [h] edifié en vne maiſon, ſont reputez immeubles, quand ne peuuent eſtre oſtez ſans deſpecer, ou deſaſſembler: autrement ſont reputez meuble.

Vſtancilles quand ſont meubles ou immeubles.

Moulin à vent & à eaue.

Preſſouer.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 1. Art. 3. Nauires, i Chalouppes, Barques & baſteaux: & pareillement vtenſiles d'hoſtel &c. p. *à Paris.* ſi leſdites vtenſiles &c. plaſtre & mis pour perpetuelle demeure & ne &c. eauë, Toreilles, Chaudieres, Barcq & cuues k de Braſſieres, ſont &c.

Nauires, Chalouppes Barques &c. Toreilles Bac & Cuues de Braſſieres.

MELVN Chap. 19. Art. 279. Vn †† preſſouer edifié en vne maiſon, lequel ſans deſpecer ne peut eſtre oſté d'icelle, eſt reputé immeuble. Art. 280. Toutes choſes de maiſon achetees à cloud ou à cheuille, & qui y ont eſté miſes pour perpetuelle demeure, ſont reputees immeubles. Art. 283. Cuues & Baignoires ſont reputees meuble: mais ſi elles ne ſe peuuent oſter ſans faire ouuerture ou ſans deſaſſembler, ſont reputees immeubles.

†† *Les Art. 279. 280. & 283 ſont adiouſtez, comme ayans eſté touſiours gardez & obſernez.*

Preſſouer. Cuues & Baignoires.

ESTAMPES Chap. 10. Art. 129. Moulins & preſſouers ſont reputez immeuble.

Moulins.

MONTFORT Chap. 2. Art. 58. Moulins ſont reputez immeubles, ſ'ils ne ſont baſtis & conſtruicts l ſur bateaux mouuans.

LAON Tit. 10 Art. 99 Tout ce qui ſe peut tranſporter de lieu en autre, eſt reputé meuble. Art. 100. Ce qui tient à fer ou à cloud, & ne ſe peut tranſporter du lieu, où il eſt aſſis, ſans fraction, il eſt reputé immeuble. Art 101. Cuues & autres gros vſtancilles, qui toutesfois ſe peuuent deſaſſembler & tranſporter ſans grande deterioration, ſont reputez meubles. Art. 102. Moulins † tournans à vent & a eauë, preſſouers a vin & tourdoirs, ſont reputez immeubles. Pareillement l'Artillerie [m] & inſtrumens ſeruans a icelle, eſtans en Chaſteaux & places fortes, pour la garde du lieu ou pays de frontiere, ſont reputez immeubles.

† *Ce 102 Art. eſt accordé nouuel pour le regard de l'Artillerie & inſtrumens ſeruans à icelle: & ancien pour le ſurplus.*

CHALONS Tit. 14. Art. 108. Tout †† ce qui ſe peut mouuoir & tranſporter de lieu a autre, ſans fraction & rupture d'iceluy, des huis ou feneſtres, des lieux où il eſt, eſt reputé meuble: comme bahus, coffrets, chalits, dreſſouers, bancs, tables lambris de maiſon, & paremens de manteaux de cheminees, tenans a crochet ou a verins ſeulement: cuues, chantiers, & moulins a bras, qui ſe peuuent deſaſſembler. Art. 109. Mais toutes choſes de maiſon tenans a fer, cloud, cheuilles, ſable ou plaſtre, & qui ne ſe peuuent mouuoir ou tranſporter ſans fraction ou rupture, ſont reputees immeubles, & du lieu où elles ſont aſſiſes. Pareillement toutes choſes deſtinees a vſage perpetuel d'heritages, comme preſſouër, inſtrumens & fournitures d'iceluy, huillerie, cuues de cuiure a Taincturier, & cuues a Tanneurs aſſiſes en terre, Artillerie ſeruant a la garde d'vne place, chaſteau ou forteresſe & autres ſemblables ſont reputees immeubles.

†† *Ceſt Art. 108. eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Meubles. Immeubles.

REIMS Ti. 2. Art. 20. Vſtancilles † de maiſons qui ſe peuuent tranſporter d'icelles ſans fraction & grande deterioration ſont auſſi cenſez & reputez meubles &c. p. *à Paris*, & a clouds & autrement ne peuuent eſtre tranſportez &c. iuſques a ce mot, *immeubles*, inclus Art 23. Moulins tournans a vent & a eaue, preſſoirs a viz & tourdoirs & auſſi thuilleries, ſont reputez immeubles. Pareillemẽt &c. p. *à Laon.* Art. 102. du lieu en pays &c.

† *Ces Art. 20 & 23. ont eſté adiouſtez cõme anciens pour auoir eſté omis.*

Moulins. Preſſouers. Artillerie.

AMIENS Tit. 4. Art. 97. Artilleries †† & autres choſes ſeruans a la tuition & defenſe de Chaſteaux, Donjons & forteresſes, ne ſont tenues & reputees pour meubles: mais ſuiuẽt la nature des Chaſteaux, Donjons & forteresſes: comme auſſi ſont les liures & ornemens de Chappelle appartenans a l'heritier principal & n'y ont rien les puiſnez.

†† *Ceſt Art. 97. qui eſtoit le 12. Art. de la Couſtume locale de Monſtreul a eſté adiouſté à la Couſtume generale, pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Meubles. Immeubles. Meubles.

CHAVNY Tit. 1. Art. 2. Meuble eſt tout ce qui ſe peut mouuoir & tranſporter de lieu en autre, ſans fraction du meuble, & des huis ou feneſtres du lieu, où ledit meuble eſt poſé ou giſt. Art. 3. Mais ce qui tient a fer ou a cloud, a edifice ou heritage, & qui ne ſe peut tranſporter ſans fraction, eſt reputé & tenu eſtre de l'heritage & lieu, auquel il eſt aſsis. Article quatre. Sous ce mot, Meubles, ſont comprins & contenus chaires, dreſſouers &

f Ea eſſe ædium ſo'emus dicere, quæ quaſi pars ædium, vel propter ædes habentur Vlp. in l. Iulianus. 13. §. vlt. D. de act. emp. & in l. fundi 17. D eo dem tit. fundi nihil eſt niſi quod terra ſe tenet Ædium multa eſſe quæ ædibus adfixa nõ ſunt, ignorari nõ oportet vt puta ſeras, claues clauſtra. Immobilia ſunt quæcumque immobilibus adhærent l. pen. C. In quib cau. ceſſat longi temp. præſcr. l. vlt. C de præſcript. longi temp. Cuiacius ad d. Tit. in quib. cauſis ceſſat. in Paratillis. & ad Tit. 1. lib. 2 Feud.

g Ceſte Couſtume eſt contre la Loy quæſitum 12. D. de inſtr & inſtr. leg. mais elle eſt conforme aux Loix cum de Lanionis 18. & l dolia. 29. D eod. tit. vbi Ædium eſſe dicuntur ſi ita ſint ædibus il igata vt ibi perpetuò poſita ſint. l. cetera 41. §. quid ergo De leg. 1. ſi qua ſint ibi perpetua, quaſi portio ædium ſunt.

h Vlp. in l. cætera 41. §. 8 D. de legatis 1. il y a eu Arreſt du Parlement de Rouen le 29 iour de Decẽbre 1528. entre la vefue Iean Doly & ſes heritiers, par lequel il ſe cognoiſt que preſſouer eſt eſtimé & cenſé immeuble.

i Ceſte Couſtume ſemble contraire à ce qui eſt traicté in l. 1. §. ſi quis de naue D. de vi & vi armata duquel lieu les Docteurs ont colligé que les nauires ſont compriſes en vendition ou donation des immeubles. Le bouteillier en la Somme Rurale, le Moulin à vent & tout ce qui ſe meut & tourne d'iceluy Moulin, eſt meuble. Et tout ce qui ne ſe tourne c'eſt à ſçauoir l'eſtache du Moulin & croix qui le porte, eſt heritage Idẽ du Moulin à eaue.

k D. l. dolia 26. D. de inſtr. & inſtr. legato.

Source : BIU Cujas

l Ceſte Couſtume eſt contraire à celle de Berry Tit.4. Art.3. mais elle eſt conforme à pluſieurs Couſtumes comme Niuernois Chap.26. Art.8. Montargis Chap.15. Art.22. Orleans. Art. 132. Tours. Art.221.
m d.l.fundi §. Labeo. D. de act. empti. d.l. cetera 41. De leg. 1. Oldradus Conſ.193.

autres ſemblables, qui ſe peuuent demolir & tranſporter ſans grande deterioration des heritages & edifices, où ils ſont aſſis.

Moulins. ARTOIS Tit.5. Art.145. La Croiſee, eſtache, arbre, gayolle & le giſant d'vn moulin à vent, ſont reputez heritages, & le demeurant meubles. Et en moulin à eauë, la maiſon & belfroy, le giſant & la rayere ſont reputez heritages, & le demeurant meuble.

Moulins. BAPPALMES Tit.1. Art.13. p. *a Artois.* naielle, maiſon, beffroy & tout ce qui eſt edifié ſur moulins à vent & à eauë, eſt reputé heritage.

Artillerie. NIVERNOIS Chap.26. Art.8. Moulins aſſis ſur baſteaux, qui ſe peuuent mouuoir de place en autre: & pareillement moulins à vens aſſis ſur ſeulle, ſont reputez meuble. Art.10. Artillerie & autres choſes ſeruans à la tuition ou fortereſſe d'vn Chaſteau, ne ſont reputees meubles: mais appartiennent à celuy, à qui appartient ledit Chaſtel. Art.11. Toutes choſes de maiſon tenans à ladicte maiſon à fer, cloud, cheuille ou par autre matiere, ne ſont reputez meubles. Art.12. Edifices aſſis ſur ſeulle, qui n'a fondement en terre, eſt reputé meuble, ſoit maiſon ou preſſouer: & auſſi les cuues d'vn preſſouer ſont reputees meubles.

Immeubles.

Edifices & Preſſouers ſur ſeulle ſans fondement en terre.

MONTARGIS Chap.15. Art.22. Tous moulins & preſſouers ſont dits & reputez heritages: ſauf les moulins qui ſont ſur bateaux ou riuieres, qui ſe peuuent mouuoir de lieu en autre qui ſont reputez meubles. n

† *Ceſt Art. 352. a eſté tiré du 271. Art. ancien: & ce qui a eſté adiouſté eſt pour auoir lieu à l'aduenir.*

ORLEANS Tit.17. Art.352. Moulins † à eauë aſſis ſur bateaux, qui ſe peuuent mouuoir de place en autre, ſont reputez meubles: & au regard des moulins qui ne ſont ſur bateaux, & moulins à vent, ſont du tout reputez immeubles & de telle nature que le fonds. Art.353. Les iumelles, arbres, boces, mets, viz & eſcrouës d'vn preſſouer, & ce qui y tiēt & eſt affiché par cheuille ou clouds & crampons, ſont heritage, & le reſte eſt meuble. Art.356. p. *a Paris.* Art. 90. en †† plaſtre ou chau, & ſont mis, &c. *iuſques a ce mot*, immeubles, *inclus.*

†† *Ceſt Art. 356. a eſté accordé & adiouſté, ſans preiudice du paſſé.*

Vtenſilles d'hoſtel.

Moulin.

Preſſouer.

Cuues.

Tonnes.

NORMANDIE Chap.19. Art.492. Vtencilles d'hoſtel, ſoit aux champs ou à la ville, ſont reputez meuble: mais s'ils tiennent à fer, clou ou ſont ſeellez à plaſtre mis pour perpetuelle demeure ou ne peuuēt eſtre enleuez ſans fraction ou deterioration ſont reputez immeuble. Art. 501. Vn moulin & vn preſſouer, cuues & tonnes ſont reputees immeubles, quand ils ne peuuent eſtre enleuez ſans deſaſſembler. Art.504. Les chaudieres & cuues des Taīturiers & Braſſeurs eſtant baſties aux maiſons des proprietaires & à eux appartenans, ſont cēſees immeubles pour demeurer à celuy, qui aura pour ſon partage la maiſon, où ſont leſdites cuues & chaudieres. Art.505. Les Bateaux ou nauires ſont cenſez meuble: & neant-moins apres qu'ils ſont ſaiſis par auctorité de Iuſtice, pour eſtre decretez, ſont reputez immeuble.

Cuues & Chaudieres.

Bateaux.

Nauires.

TOVRS Tit.22. Art.221. Moulin à eauë eſtant en bateau, o eſt reputé meuble: ſinon † qu'il y euſt attache & affiche audit moulin, pour y eſtre perpetuellement, ou que le moulin fut bannal: lequel, encores qu'il fut audict bateau ſans attache, eſt reputé immeuble. Art. 222. Moulin pendant, p eſtant ſur riuiere ou †† ruiſſeau fiché ſur pilliers & autres fondemens ſtable & immobile, eſt reputé immeuble. Art. 223. Preſſouer edifié en vne maiſon, qui ne peut eſtre oſté d'icelle, ſans eſtre deſpecé, auec † tous vſtancilles ſeruans en iceluy, eſt reputé immeuble. Art.224. Cuues q & autres ouurages mis & appropriez en vne maiſon, pour y eſtre perpetuellement, & qui ne peuuent eſtre oſtez ſans les deſpecer, ſont reputez immeubles. Art.225. Toutes choſes de maiſon tenant à clouds & à cheuilles, ſont reputees immeubles. Art.226. Toutesfois †† ou vn vſufruictier, fermier, louager ou autre ſemblable auroit fait faire quelques cuues, preſſouer ou autres choſes ſemblables pour ſa commodité, encores qu'elles fuſſent attachees à clouds ou à cheuilles, il les peut enleuer: ſinon r que le proprietaire l'en vouſit recompenſer. Art. 227. Artilleries & fauconneaux & autres groſſes pieces, deſtinees à la defenſe d uChaſteau ou maiſon-forte, ſont reputez immeubles.

† *Ces mots, ſinon qu'il, &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots, Ou ruiſſeau fiché ſur pillotis & autre fondement ſtable & immuable, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

n La raiſon eſt, par ce que le Nauire eſt reputé meuble d.l. 1. § ſi quis de naue. D. de vi & vi arm. Et les Moulins aſſis ſur Bateaux ſont acceſſoires, & doiuent ſuiure la nature & condition des choſes, eſquelles ils ſont adiouſtez ou appliquez. L. ſi conuenerit. 18 §. ſi nuda. D. de pign. act. & auſſi qu'ils ſe mouuent de place en autre, ſelon la condition des choſes cenſees mobiliaires. Ainſi la Couſtume de Normandie les Baſteaux & Nauires eſtre meubles, ſ'ils ne ſont ſaiſis par auctorité de Iuſtice, pour eſtre decretez. Normādie. Art 505. cy deſſous

o Du Moulin dict que ceſt Article 221. ſe doit entendre ſimplement & ex mera facultate: & non pas s'il y a droict de ſeruitude perpetuelle, comme s'il eſt Bannal. Car audit cas il eſt tenu pour choſe immobiliaire. Du Moulin en dit autant ſur le 282. Art. de Bourb. & ſur le 28. Art. de Paris. col. 5. num. 7.

p Pendant d'vn e-

Source : BIU Cujas

difice eſtant baſty ſur la riue de l'eaue, ou bien baſty dans l'eaue.

q Vide.L.cetera 41.§.8.de leg.1.L.fundi. D.de act empti L. Lucius 93.§.collegio. De leg.3.l.18.& 54. D. de act. empti.

r La Couſtume de Tournay Tit.27.Art.6 eſt conforme à ceſt Article.Berry Tit.4. Article 5.Vide Vlp. in L. ſed adeſ.19.§.ſi inquilinus oſtium.D.Locati.Deteriorem cauſam ædium non debet facere, ſed priſtinam faciem ædibus reddere.

† *Ces mots, tous vtancilles ſeruans en iceluy, ont eſté de nouuel adiouſtez pour plus grande explication du contenu en ceſt Art.223.*

†† *Les Art.226.& 227.ont eſté de nouuel introduits.*

Vſufruictier, Fermier, & Louager peuuent oſter les Cuues, Preſſouers & autres choſes par eux miſes pour leur commodité: ſinon que le proprietaire veille recompenſer.

Artilleries & Faucommeaux.

LODVNOIS Chap.23. Art.1.p. *à Tours.* Art. 223. qui ſans deſpecer ne peut eſtre oſté d'icelle, eſt reputé pour heritage. Art. 2. p. *à Tours.* Article 224. qui ont eſté miſes & appropriees en la maiſon pour perpetuelle demeure, qui ne peuuent, &c. Art.3. p. *à Tours.* Art. 225. ou cheuille, &c. reputez heritages.

Moulins ſõt immeubles: fors les Moulins à bras.

BERRY Tit.4. Art.3. Les moulins tant à eaue ſur bateaux, qu'à vent & autres de quelque ſorte qu'ils ſoient, ſont cenſez immeubles: exceptez les moulis à bras. Art. 4. Artillerie ſeruant pour la defenſe des Chaſteaux, places fortes & maiſons, eſt reputee immeuble. Art. 5. Choſes meubles adherans aux maiſons & autres edifices & tenans à cloud ou cheuilles ſont reputees & cenſees comme immeubles: Toutesfois † quant au locatif ladite Couſtume n'aura lieu: pourueu qu'ils ſe puiſſent oſter ſans deterioration notable de la maiſon. Art.6. Preſſouer, cuues à vin, huille, verius, edifié & mis en vne maiſon, ſont cenſez, reputez & iugez, comme immeubles.

Artillerie.

† *Ceſt Art.5. eſt nouuelle Couſtume depuis ces mots*, Toutesfois quant, *&c & interpretatiue de l'ancienne.*

TOVRNAY Tit 17. Art.8. Tous edifices, maiſons, granges & autres choſes adherantes au fonds, tenant à fer, cheuilles ou ciment, enſemble tous autres croiſſans ſur aucun heritage, ſont tenus & reputez pour partie dudit heritage. Tit. 27. Art. 6. Tout ce qui tient à clouds, fer, ou chiment, en quelque heritage, eſt tenu & reputé du fonds: en ce reſerué les chaudieres & autres vaiſſeaux vtenſils inſtrumens, & autres hoſtieux quelconques appropriez & ſeruans à quelque huiſine que ce ſoit, que y auroient eſté mis par le proprietaire ou louager. Leſquels vaiſſeaux & autres vſtancilles par Couſtume, qui ſeroient faits & appropriez eſdits heritages aux deſpens des louagiers, ſe peuuent par leſdicts louagiers emporter à leur partement deſdicts heritages, en reparant le lieu deſemparé: ſauf que le proprietaire & heritier de tel heritage, les peut retenir, en payant la valeur par priſerie.

BOVRBONNOIS Chap.23. Art. 282. Moulins aſſis ſur baſteaux és riuieres, qui, &c. p. *à Niuernois.* Art.8. vent, ſont reputez & cenſez meuble. Art.286. p. *à Niuernois.* Art. 10. tuition d'vn Chaſteau, donjon ou autre forteresſe, ne ſont, &c. mais demeurent à celuy, auquel la place doit appartenir. Art.287.p. *à Niuernois.* Art. 11. tenans à icelle à clouds ou cheuille, &c. Art. 288. Vn †† Preſſouer edifié en vne maiſon, eſt reputé immeuble: & les cuues * reputees meuble.

†† *Ceſt Art. 288. a eſté ainſi reformé du conſentement des Eſtats.*

* *Aliàs, les cuues ſont reputees. P. V.*

POICTOV Tit.3. Art.250. Grands ſ greniers (qui ſont grandes arches appliquees à mettre grains) preſſouers, cuues a faire vin ou autres choſes ſemblables eſtans en aucune maiſon, ſont cenſees choſes immeubles.

ſ Vide d.l. Lucius 93. §.collegio. De leg 3.l. fundi l.granaria.D. de act empti.l. Dolia. D. de cont.empt.

Grands greniers.

Preſſouers Cuues à faire vin ou autres choſes ſemblables.

SEDAN Tit.2. Art.25. Tous vtenſiles de maiſons, comme licts, chalicts, couches, tables, coffres, buffets & autres choſes qui ſe peuuent mouuoir, & ne ſont de leur nature ou vſage deſtinez pour demeurer perpetuellement en la maiſon, où ils ſont: & qui ſe peuuent tranſporter ſans corrompre & endommager la maiſon, ſont reputez meubles: ores que pour les tirer d'icelle maiſon, il conuint les deſaſſembler & raſſembler pour les remettre en leur premiere forme. Art.26. Et au regard des huis, portes, porches, feneſtres, verrieres, placars, taques de fer, & autres choſes appropriees, attachees ou clouees, & qui ne ſe peuuent oſter ſans endommager la maiſon, ou que vrai-ſemblablement y ont eſté miſes & appoſees pour y demourer a touſiours, ſont reputez immeubles, & faire partie de la maiſon. Art. 27. Les Artilleries, poudres, ſouffres, ſalpeſtres, dagues, tarques, plombs, pics, hoyaux, hacquebutes, boulets, hallebardes, picques, lances, arbaleſtes & autres baſtons & harnois de guerre, ſacs, cordages, licts, laines & paillaſſes appropriez pour coucher les ſoldats, & autres munitions

Vtenſilles de maiſon quand ſont meubles ou immeubles.

Source : BIU Cujas

de guerre, eſtans és maiſons, places, Chaſteaux & forteresſes deſtinez & ſeruans à la defenſe & fortification d'icelles, ſont reputez immeuble & de la nature du Chaſteau & maiſon-forte, où leſdictes armes & munitions de guerre ſont trouuez & appropriez. Art.28. Semblablement les lards, chairs ſalees, bled, farine, vin, verius, vinaigre, legumes, ſel, ſuif, graiſſes, huilles, vnguents, medicamens & autres viures, & prouiſions deſtinez, depoſez & reſeruez pour la prouiſion & train ordinaire deſdictes maiſons, qui demeureront meubles. Art. 29. Comme auſſi les harnois de guerre, hacquebutes, hallebardes, pics, poudres, ſalpeſtres & autres ſemblables eſpeces trouuees en autres lieux, qu'eſdites maiſons, chaſteaux & ville, pour la garde d'iceux, demoureront en leur nature de meubles: ſinon que leſdictes eſpeces fuſſent deſtinees & preparees pour mettre & ſeruir aux chaſteaux & forteresſes, & pour leur garde.

CAMBRAY Tit. 16. Art. 3. Ce qui tient en heritage à fer, à cloux ou a cheuilles ou par maçonnerie, eſtant au bien approprié, & qu'il ne ſe peut tranſporter du lieu, où il eſt aſſis ſans fraction ou deterioration, eſt reputé immeuble.

LA SALLE de Lille, Tit.7. Art.9. Ce qui tourne d'vn Moulin eſt reputé pour meuble, & le ſurplus ſortit nature de fond.

Art.91. PARIS.

Poiſſon meuble ou immeuble: & comment.

Poiſſon [t] eſtant en Eſtang ou en Foſſe, eſt reputé immeuble mais quand il eſt en boutique ou reſeruouër, eſt reputé meuble.

[t] Vlp. in l. Lines & Labra. 15. D. de act. empti ſcribit piſces, qui ſunt in piſcina, non eſſe ædium nec fundi. Paul. in l. 3 §. ité feras ait etiam piſces, quos in piſcinas conieceri mus, à nobis poſſideri. Sed eos piſces, qui in ſtagno ſunt, à nobis non poſſideri. Sed plura interdum à nobis poſſidentur, quã quæ ſunt fundi. Bartolus in d. L. limes faict ceſte diſtinction. Si le poiſſon eſt mis dans vne foſſe ou eſtang pour y croiſtre & multiplier auec profit, il faict lors partie du fonds: Mais ſ'il eſt mis en iceux ou autres reſeruoirs pour manger ou donner, ou tranſporter ailleurs, il ne faict partie du fonds. M. Du Moulin ſur la Couſtume de Paris Art.1. Gloſſ. 8. num.18. 19. & 20. vſe de ceſte meſme diſtinction, & defend l'opinion de Guido Pap. Dec.91. num. 4. contre le Droict Romain. Vide Bart. in l. Iulianus. §. fin. D. de act. empti. & Iaſon. in l. vlt. C. de iure emphyt.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.1. Art.4. } p. *à Paris.*
MELVN Chap.19. Art.281. }

VITRY Tit.3. Art.37. *A la fin.* Et eſt le poiſſon mis en Eſtang ou viuier, que l'on peſche communement de iii. ans en iii. ans, reputé heritage & de meſme nature dudit Eſtang: mais les trois ans paſſez, il ſortit & eſt de nature de meubles. Tit.9. Art. 114. Poiſſon mis, &c. p. audit Article. 37. eſt reputé, &c.

† *Le 104. Art. eſt accordé pour auoir lieu à l'aduenir.*

LAON Tit.10. Art.104. Auſſi † le poiſſon [u] qui eſt par l'eſpace de iii. ans en viuiers, foſſez ou eſtangs, n'eſtant encores peſchez, eſt neant-moins reputé meuble.

†† *Ce 112. Art. eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

CHALONS Tit.14. Art.112. Poiſſon †† en Eſtang apres iii. ans ou eſtans en huges ou ſauuoirs, ſont reputez meubles.

CHAVNY Tit.1. Art.5. Tous fruicts croiſſans & non ſeparez de l'aire: & ſemblablement poiſſons en Eſtangs & Viuiers, ſont reputez eſtre de l'heritage, où ils ſont: mais incontinent qu'ils ſont ſeparez, ils ſont reputez meuble. Et eſt auſſi reputé meuble le poiſſon peſché, & mis en foſſes, huches & autres petits lieux, hors deſdits Eſtangs & Viuiers, où l'on le met pour le garder & en faire ſon profit.

NIVERNOIS Chap.26. Art.5. Poiſſon en Eſtang auant les ii. premiers ans, à compter de l'empoiſſonnement, ſont reputez heritages. Et quant au poiſſon mis en * ſerue pour vſage & prouiſion de maiſon, eſt reputé meuble. Article 6. Le Seigneur de l'Eſtang, au cas que le poiſſon eſt reputé heritage, eſt tenu rendre à ſes perſonniers *pro rata*, leur part & portion des frais de l'empoiſſonnement.

* *Legendum*, Reſerue, *aut potius ſerue, ou reſerué, Bourbonnois Art. 285. cy deſſous.*

† *Ceſt Art. 355. a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

ORLEANS Tit.17. Art.355. p. *à Paris.* † boutique, huche, chalan percé, gardouer ou reſeruouer, eſt r.m.

NORMANDIE Chap.19. Art.506. Les poiſſons qui ſont en Eſtang ou foſſe, ſont reputez immeuble: mais quand ils ſont en reſeruoir, ils ſont r.m.

BLOIS Chap.20. Art 229. Si toſt & incontinent que la bonde d'vn Eſtang eſt leuee pour peſcher, le poiſſon eſtant audict Eſtang, eſt faict meuble.

BOVRBONNOIS Chap.23. Art.285. Poiſſon en Eſtang eſt reputé meuble apres les ii. premiers ans, à compter du temps qu'il a eſté empoiſſonné: auſſi eſt le poiſſon mis en ſerue ou reſerue, &c. p. *à Niuernois.* Art. 5. Toutesfois auãt les deux ans entre communs & perſonniers, le Seigneur de l'Eſtang eſt tenu de rendre & reſtituer à ſes communs perſonniers pris le *pro rata*, qu'aura couſté ledit

[u] Voyez le 103. Art. de Laon cy deſſous en la Conferẽce de l'Art. 92. de Paris.

Source : BIU Cujas

appoiſſonnement, ou de ſouffrir qu'ils prennent portion à la peſche dudict Eſtang, au chois du Seigneur d'iceluy.

SEDAN Tit.2. Art.13. Le poiſſon mis en Eſtang, viuier & foſſez, apres iii.ans, eſt reputé meuble : autrement auant leſdits iii.ans, de meſme nature, que le fonds.

LA SALLE de Lille Tit.7. Art.10. Tous edifices eſtans ſur la mote d'vn Fief enclos d'eaues, arbres & bois croiſſans ſur icelle, auec poiſſon en l'eaue, & le pont d'icelle motte ſont de la nature dudit Fief.

Art.92. PARIS.

Bois, bled, foing ou grain quand ſont meubles ou immeubles.

Bois x couppé, bled, foing ou grain ſoyé ou fauché, ſuppoſé qu'il ſoit encores ſur le champ & non tranſporté, eſt reputé meuble: mais quand il eſt ſur le pied, & pendant par racine, eſt reputé immeuble.

x Fructus pendentes pars fundi videntur L. fructus. 44. D de rei vind. l fin. § fructus D. Quæ in fraudem cred l 22. C. de rei vindic. l. ſi ſeruus 61. § Locaui. D. de furt. At poſt quam ſeparati ſunt à ſolo, pro mobilibus habentur, & Modeſtinus in l. 5. § 2. D. de requir. reis vel abſent. dam. ſcribit inter mouentia fructus quoque haberi. Aucuns font ceſte diſtinction & diſent, que quand il eſt queſtion principalement du fonds ou de l'heritage, & acceſſoirement des fruicts cõme ſi le fonds eſt ſaiſi & par conſequent les fruicts d. l. fructus. D. de rei vind. ils ſont tenus pour immeubles. Mais ſ'il eſt ſeulement queſtion des fruicts, comme s'ils ont eſté ſaiſis & arreſtez ſans auoir aucun eſgard au fonds, ils ſont cenſez & eſtimez cõme meubles d. l. vlt. D. de requir. reis vel abſ. dõn. l. pen. & ibi Bartol. D. de teſtam. mil. Bartol. in l. diuortio. §. interdum D. Sol. matrim. Ceſte diſtinction n'eſt pas ſuiuie par tous: par ce qu'il ſe faut arreſter aux Couſtumes, & aux diſtinctions portees par icelles Vide Cuiac. 8. ad Afric. ad l. 61. §. Locaui. De furtis.

y Fructus naturales ſeparantur ab induſtrialibus aut artificialibus Hi enim ſunt qui cultura, cura, diligentia vel opera aut facto hominis quæruntur. l. bonæ fidei. 48. D. de adq rer. dom. § 35. Inſt. de rer. diuiſ. l. 45 D. de vſur. illi vero ſunt fructus qui vi & beneficio naturæ præcipue proueniunt,

CONFERENCE.

CALAIS Tit.1. Art.5 p. *à Paris.*

Fruicts pendans par les racines ſont de Droict reputez faire partie du fonds.

MEAVX Chap.11. Art.69. Combien que les fruicts pendans en aucun heritage, ſoient de Droict reputez partie du fonds : toutesfois ils ſont reputez meubles par la Couſtume, quant à la ſucceſſion & partage, és cas qui s'enſuiuent. Art.70. *Primo*, quand aucun a baillé ſon heritage, à vn laboureur, ſon fermier ou meſtayer à titre de moiſon, & ledit fermier a labouré & enſemencé ledit heritage : les emblaueures & gaignages non couppez ne * ſeparez, ſont reputez meubles: tellement qu'apres ſon treſpas, ſ'il eſt marié, ſa femme en prend la moitié, & les heritiers de luy l'autre: & ſe partent comme meuble, tout ainſi que s'ils euſſent eſté couppez & leuez. Art.71. *Secundò*, quand vne femme mariee à aucuns heritages de ſon propre ou d'acqueſt fait auparauant ſon mariage, & tels heritages ſont labourez & ſemez ou faicts & cultiuez, de leurs biens & à frais cõmuns, ſi la femme ou ſon mary va de vie à treſpas auant les fruicts couppez, tels fruicts ſont reputez meubles : & ſe partent par moitié entre le ſuruiuant & les heritiers du treſpaſſé : & ſi doiuent eſtre leuez & les façons qui reſteroient à faire, faictes à frais communs: toutesfois au cas que le mary ſuruit, ſes heritiers ſeront tenus en prenant la moitié des fruicts, payer la moitié de moiſon deſdicts heritages aux heritiers de ſa femme treſpaſſee: & ſi le mary treſpaſſe auant ſa femme, elle a la moitié deſdits fruicts, par droict de Douaire, & auſſi par la Couſtume deſſus poſee. Art.72. Ce que dit eſt deſſus n'a pas lieu és fruicts y naturels & d'heritages, qu'on ne laboure point, comme en prez & * herbes qui ne requierent point de culture, ne d'induſtrie. Car tels fruicts ſont reputez eſtre partie du fonds & choſe immeuble, iuſques à ce qu'ils ayent eſté couppez & deſpouillez.

** Aliàs, arbres.*

MELVN Chap. 19. Art.282. p. *à Paris.* bled & autres choſes ſeiees ou fauchees: poſé ores qu'elles ſoient encores ſur le champ & non tranſportees, ſont reputees, &c. mais tant qu'elles ſont, &c. pendantes par, &c. ſont rep. &c.

†† *L'Art. 195. eſt de nouuel introduit.*

AVXERRE Tit.9. Art.195. En †† ſucceſſion ou partage de biens communs, fruicts pendans par les racines & terres enſemencees, ſont tenus & reputez meubles incontinent apres les ſemences faictes, & és vignes, du xvi. May. Et ſeront les communs ou ayans droict eſdits fruicts, tenus cõtribuer aux frais pour la culture ou collection d'iceux.

Communs tenus contribuer aux frais pour la culture ou collection des fruicts.

LAON Tit.10. Art.103. Raiſins, bleds & autres fruicts, pendans par les racines, & poiſſons eſtans en viuier, foſſes & Eſtangs, ſont cenſez & reputez eſtre de l'heritage: mais ſi leſdits fruicts eſtoient couppez & recueillis, encores qu'ils ne fuſſent mis en granges, ſont cenſez & reputez meuble : comme auſſi ſont poiſſons mis en garde en huges ou autres lieux fermez. Art.105. Pareillement † bois taillis eſt reputé meuble, apres le temps de ſa couppe ordinaire: encores qu'ils ne ſoient couppez. Art.106. Toutesfois pour le regard de deux conioincts par mariage, le ſuruiuant d'iceux partagera auec les heritiers du predecedé, le profit deſdits Eſtangs, foſſes, viuiers & bois taillis, pour raiſon & portion du temps: encores que depuis la diſſolution du mariage, ayent eſté leſdicts Eſtangs, Viuiers & foſſez peſchez, & leſdits bois taillis couppez.

† *Les Art. 105. & 106. ſont accordez pour l'aduenir.*

Bois Taillis.

CHALONS Tit.14. Art.110. Tous fruicts pendans par les racines, ſont reputez immeubles, & eſtre de l'heritage. Art. 111. Toutesfois †† entre

Partage de fruicts entre le ſuruiuant des conioincts par

Source : BIU Cujas

mariage, & les heritiers du pre decedé.

non diligenti a hominis §. is vero ad quem Inst. de rer. diuis. l. fructus. D. De vsur. Vide DD. in l. certum. 22. C. de rei vind. Bourbonnois Art. 284. monstre la difference.

†† *Les Art. 111, 113. & 114. sont accordez pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

deux conioincts z par mariage ou personniers, bleds ensemencez & conuertis, prez apres la my-May, Vignes & autres fruicts apres la S. Iean, seront partagez comme meubles. Et au-parauant lesdictes saisons, seront partagez *pro rata*, du temps que le mariage a duré. Art. 111. Bois taillis ou saulsayes, apres le tẽps de la couppe accoustumee, sont reputez meuble. Art. 114. Toutesfois entre conioints par mariage, les poissons, bois taillis ou saulsayes, auparauant ledict temps de la pesche ou couppe ordinaire, se diuisent par portion du temps que le mariage a duré.

z L. fructus. 45. D. de vsur. & l. fructus. D. Sol. mat.

Bois Taillis ou Saulsayes.

REIMS Tit. 2. Art. 19. Foins † à coupper la my-May passee, raisins aussi à coupper la my-Septembre passee & tous les autres fruicts pendans par les racines, la Feste de la Natiuité de S. Iean Baptiste passee: poissons, qui ont esté en Estang, Viuier ou fosse par l'espace de iii. ans, ou par quelque espace de temps que ce soit, sont mis en huches ou autres lieux fermez: & bois taillis, le temps ordinaire de leur couppe passé, sont aussi censez & reputez meubles.

† *Le 19. Art. est adiousté pour nouuel: & en ce faisant a esté abrogee la Coustume ancienne: par laquelle, selon disposition de Droict escrit, tous fruicts estans pendans par racines, estoient reputez fruicts immeubles iusques à ce qu'ils fussẽt couppez au sus de l'estoc.*

MONSTREVL Art. 47. Bleds & mars estans en terre auant que la my-May soit venue, sont reputez comme heritage, & se doiuent partir, comme heritage: mais apres ladite my-May, ils tiennent condition de meubles & cathel, & se partagent entre les enfans, comme meubles: & y a la vefue sa moitié si ledict mary decede apres la my-May.

Bleds estans en terre.

BOVILENOIS Tit. 29. Art. 140. Tous bleds verds & grains de Mars sortissent nature & condition de fonds & heritage, à sçauoir les bleds depuis la semoison iusques au My-May: & les mars iusques au iour S. Iean Baptiste: apres lesquels iours passez sortissent nature & condition de meubles.

Bleds verds & de Mars.

BEAV-QVESNE Art. 10, Bleds verds iusques à la my-May sont reputez immeubles: & depuis ledit temps, sont reputez a catheux: & apres pied couppé, meubles. Art. 11. Tous arbres non portans fruicts sont reputez catheux: sauf les chesnes aagez de trois couppes, qui sont reputez immeubles: cõme semblablement le bois à couppes ordinaires est reputé immeuble, s'il n'est ameubly.

a Catheux de leur nature sont reputez immeubles: & neantmoins se partissent & diuisent comme meubles, & sont reputez pour meubles, comme sont les granges, estables, mareschaucees, & les blancs bois Boullenois Art. 74. Art 143 & 144. Les bleds & autres aduestures apres la my-May & anant le pied couppé. Artois. Art. 141. & 142. Ceste diction est differente des meubles & heritages & participe de la nature de ces deux dictions: laquelle les Coustumes vsurpent quand il est question de la Communauté d'entre les conioincts par mariage ou en fait de succession. Il est faict mention de ceste diction en vn Arrest du Parlement de la S. Martin 1281. pour Abraham de Faloye Iuif, & en vn autre du 6. Decembre, 1386. pour l'Archeuesque de Reims, est dict que Basse Iustice est de meubles & Catheux. Le Bouteiller en la Somme Rurale, si sa-

Bleds verds & aduestures.

ARTOIS Tit. 5. Art. 141. Bleds verds & autres aduestures iusques au my-May sont reputez heritages: & apres sont reputez catheux. Art. 143. Bois à couppe ordinaire est reputé immeuble & heritage, s'il n'est ameubly & couppé: mais blanc bois non seans à couppe ordinaire, sont reputez catheux.

VALENCIENNES Tit. 9. Art. 117. Toutes aduestures & autres choses b & Vvarisons, estans sur les heritages, terres & prez, sont reputez deuoir sortir la condition du treffon, iusques à ce qu'ils soient couppez ou cueilliz, que lors ils seront tenus pour meubles.

LA SALLE de Lille Tit. 7. Art. 2. Les aduestures & fruicts croissans & pendans, sortent pareille nature que l'heritage, tant qu'ils soient couppez ou cueillis, que lors ils sont ameublis.

BAPPALMES Tit. 1. Art. 11. Bleds verds & autres grains sont reputez heritages, iusques à ce qu'ils ayent le pied couppé.

Prests faicts à Censiers quãd sont meubles ou immeubles.

S. POL EN ARTOIS Tit. 1. Art. 16. Prests faicts à Censiers, à l'entree de leur censé, soit qu'ils ayent esté: ou soient prisez & estimez, ou non, pourueu qu'ils se doiuent rendre au iour de S. Iean Baptiste, sortissent nature de meubles. Mais s'ils se deuoient rendre au my-Mars, ou que le proprietaire eust en ses mains les terres aduesties, & qu'il termina vie par mort, parauant le my-May: en ce cas lesdites aduestures seroient reputees heritages.

Bleds en terre.

NIVERNOIS Chap. 26. Art 1. Bleds en terre, auant qu'ils soient nouëz sont reputez heritages: apres qu'ils sont nouëz, sont reputez meubles. Art. 2. Vignes quant aux fruicts, auant qu'elles soient fouyes, sont reputees heritages: apres, sont reputees meubles. Art. 3. Prez quant à l'herbe sont reputez heritage, auant la nostre-Dame de Mars: apres, sont reputez meubles. Art 4. Tous autres fruicts industriaux ne sont reputez meubles, iusques à ce qu'ils soient cueillis & separez du fond.

Vignes.

Prez.

Fruicts industriaux.

ORLEANS Tit. 10. Art. 207. Fruicts †† cueillis, couppez & abbatus estans en maturité, ensemble les moisons c & fermes deuës, à raison desdicts fruicts, sont reputez meubles: encores que les termes de payer lesdites moisons

†† *Ceſt Art. 207. est tiré des Art. 174. &*

chez que meubles immeubles & Catheux ſont d'vne meſme efficace: ſi cõme ſoit meubles qui ſe peuuent tranſporter de lieu en autre & ſuiuir le corps. Immeubles ſont choſes qui ne peuuent enſuiuir le corps n'eſtre tranſportez de lieu en autre: ſi comme maiſons & bois croiſſans. Catheux comprend les deux, c'eſt à ſçauoir meubles & immeubles, & tout ce qui n'eſt heritage.

b Le Bouteiller en la Somme Rural fait mention de ceſte Couſt. parlant des Bleds auoines ou autres tremois, Et par la Couſt. de Hainaut verds Bleds ſont tenus pour meubles, & ſelon les Couſt. de Mons & Valanciennes eſt reputé pour heritage.

c L. defuncta fructuaria D. de vſufr.

ou ferme ne ſoient eſcheus. Et au regard des arrerages des rentes foncieres ou conſtituees & loyers de maiſons, ſont reputez meuble lors ſeulement que les termes de payement ſont eſcheus. Tit 17. Art. 354. Tous fruicts pendans par les racines, ſont heritage.

NORMANDIE Chap. 18. Art. 474. Les grains eſtans ſur la terre, apres le iour S. Iean Baptiſte, ſont reputez meubles: encores qu'ils ne ſoient fiez ny couppez, tout ainſi que ſ'ils eſtoient ſeparez du ſol. Chap. 19. Art. 491. Les fruicts, grains & foins eſtans ſur la terre, apres le iour de la Natiuité S. Iean Baptiſte, encores qu'ils tiennent par les racines & ne ſoient couppez ny fiez, ſont neant-moins cenſez & reputez meuble: fors & reſerué les pommes, & les raiſins, qui ſont reputez immeuble, iuſques au premier iour de Septembre. Et quant au bois, il n'eſt reputé meuble, ſ'il n'eſt couppé. Art. 502. Pepinieres, Cheſnotieres, Haiſtriers, Ouliuiers & autres ieunes arbres prouenans du plant ou de ſemence & tenus en reſeruoir, pour eſtre tranſplantez, ſuiuent le fond. Neantmoins les vefues vſufruictieres & autres heritiers prennent part aux pepinieres, comme au meuble, aduenant la diſſolution du mariage, en l'annee qu'elles doiuent eſtre leuees. Art. 503. Pareillement les fermiers ayans planté leſdictes pepinieres, Cheſnotieres, Ouliuieres & autres nourritures de ſemblable qualité, les peuuent enleuer, apres leur bail expiré: en laiſſant la moitié aux proprietaires pourueu qu'elles ayent eſté faictes du conſentement du proprietaire, ou ſix ans auant la fin du bail.

BOVRBONNOIS Chap. 23. Art. 284. Fruicts pendans, ſont tenus & reputez meubles entre communs & perſonniers: & ſ'entend des fruicts induſtriaux tant ſeulement, comme vigne, apres la taille, & les bleds apres qu'ils ſont ſemez. Autre choſe eſt des fruicts naturels, comme noix, foing, mayeres, pommes, poires & autres ſemblables. Car ils ne ſont reputez meubles, iuſques apres qu'ils ſont ſeparez du fonds & cueillis.

SEDAN Tit. 2. Art. 8. Les fruicts pendans par les racines, ſont reputez immeubles & de pareille nature que le fonds. Art. 9. Toutesfois en ſucceſſions & partages les bleds & autres grains ſemez à frais communs par le mary & la femme, ſont reputez meubles, & ſe partiront comme meubles entre le ſuruiuant & les heritiers du predecedé. Art. 10. Semblablement les grains procedans des moiſons des Cenſes & admodiations, ſeront partis comme meubles, *pro rata* du temps, eu egard au commencement du louage, & bail à ferme, & au iour du treſpas du predecedé, encores que le payement ne ſoit eſcheu, ny les grains recueillis. Art. 11. Les fruicts des terres & de tous autres heritages baillez à ferme, à louage, à pris d'argent, ſeront reputez de pareille nature que deſſus. Art. 12. Les fruicts des vignes, prez, arbres & autres fruicts naturels en partages & ſucceſſions, comme deſſus, ſont reputez meubles, apres le premier iour de May. Art. 14. La glandee & paiſſon de bois de haute fuſtaye, apres la my-Aouſt eſt reputé meuble. Art. 15. Et les bois taillis, apres xv. ans, à compter depuis la derniere couppe. Art. 16. N'eſtoit que les bois taillis euſſent accouſtumé d'eſtre couppez à moins de temps & annees: auquel cas, les taillis ſont reputez meubles, apres le temps eſcheu, qu'ils ont accouſtumé d'eſtre couppez. Art. 17. Les deniers procedans de vente de bois de haute fuſtaye, vendus pour eſtre couppez à pluſieurs couppes & annees, encores que les payemens ne ſoient eſcheus à l'heure du treſpas de l'vn ou l'autre des conioincts, ſont reputez meubles pour eſtre partagez entre le ſuruiuant & les heritiers du premourant egalement.

Art. 93. PARIS.

Somme d de deniers donnee par pere, mere, ayeul, ayeule ou autres aſcendans à leurs enfans en contemplation de mariage, pour eſtre employee en achat d'heritage, encores qu'elle n'ait eſté employee, eſt reputee immeuble, à cauſe de la deſtination.

d L'argent deſtiné pour acheter vn heritage ou immeuble, eſt reputé meuble. L. cetera. 41. §. ſed ſi parauit. De leg. 1. & ibi Iaſon. Ioan Gallus. Quæſt 1. & le Maiſtre en ſes Deciſions. Mais ſi l'argent eſt depoſé ou mis

273. anciens: & ce qui a eſté adiouſté, eſt ſans preiudice du paſſé.

Fermes, & moiſons.

Arrerages de rentes foncieres ou conſtituees, loyers de maiſons, ſont meubles apres le terme du payement eſchen.

Grains, foins & autres fruicts.

Pepinieres, Cheſnotieres, Haiſtriers, Ouliniers.

Fruicts induſtriaux.

Fruicts naturels.

Moiſons & admodiations.

Fermes, Louages.

Fruicts des vignes, &c.

Glandee & Paiſſon.

Bois Taillis.

Deniers procedans de vente de bois de haute fuſtaye ſont partagez entre le ſuruiuant & les heritiers du predecedé.

Somme de deniers donnee par les aſcendãs à leurs enfans, en faueur de mariage, pour eſtre employee en heritage, eſt reputee heritage, encores qu'el

CONFE-

le ne ſoit employee.

†† Ceſt Art. 350. a eſté accordé & adiouſté, ſans preiudice du paſſé.

n garde outre la deſtination, il eſt immeuble. L. ſi chorus § 1. D. leg. 3. Boer. Dec. 209. Alexander Conſ 97. Volum. 1. Vide L. 1. § quid ergo. D. de contr. Tutelæ l. 48. D. de furtis & ibi Doctores. Mais en ceſt Art. 93 la deſtination du pere de famille doit preualoir, & la faueur & contemplation de mariage eſt fort à conſiderer. l. legatum. D. de vſufr. leg. l. legatam 4. D. de admin. rer. ad cui. pertin. L. nummis. De leg. 3. Or la Couſtume de Paris au titre 9. Art. 216. dit que Deſtination de pere de famille vaut titre quant elle eſt ou a eſté par eſcrit, & non autrement : ce que l'on peut bien rapporter à ce qui eſt propoſé par ceſt Art. 93. combien que ladite Couſtume ſoit miſe ſous la Rubriche des Seruitudes reelles. & ainſi nous l'interpreterons en ſon lieu. Car la diſpoſition & deſtination du pere de famille a force de commuer la nature d'vne choſe. d. l. 4. De adm. rer. ad cui pert. A ceſte cauſe aucunes Couſtumes appellent la pecune donnee par pere ou mere au fils ou fille pour eſtre employé en heritage, ou bien l'heritage acquis d'icelle pecune, Naiſſant conuentionnel & non naturel. Sedan. Art. 39. propre conuentionnel & non naturel Grand Perche. Art. 156. Poictou. Art. 285. Voyez Reims. Art 25. mis cy deſſous en l'Addition de ce Tit. 3 & autres Couſtumes y cottees. Poteſt donator legem rei ſuæ dicere quæ ſeruãda eſt. l. 2. C. de don quæ ſub. modo & arg. l. 1. & l. cũ te fundũ & l. fin. C. de pact. inter empt & vẽd lex impoſi. rei coſer eſt.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 1. Art. 6.
ORLEANS Tit. 17. Art. †† 350. } p. à *Paris.*

NORMANDIE Chap. 19. Art. 497. Deniers donnez par mariage des filles par pere, mere, ayeul ou autre aſcendant, ou par les freres & deſtinez pour eſtre leur dot, ſont reputez immeubles & propre à la fille, encores qu'ils ne ſoient employez ny conſignez. Et où autres perſonnes auroiẽt donné deniers en faueur de mariage, pour eſtre conuertis en heritages, ou rente, ou nom de ladite fille, ſeront pareillement reputez immeubles, & tiennent nature d'acqueſt en la perſonne de la fille. Art. 498. Deniers donnez à enfans mineurs d'ans pour eſtre employez en achat de rente ou heritage, ſont reputez immeubles pendant la minorité des donataires: & tiennent leſdits deniers & heritages qui en ſont acquis nature d'acqueſt.

Acqueſt.

REIMS Tit. 2. Art. 27. Pecune donnee, &c. p. *à Paris.* enfans ou enfans de leurs enfans, en, &c. pour icelle pecune eſtre, &c. à ce conuertir & employee : neant-moins eſt de nature de naiſſant audit donataire : ſil † doit immediatement ou mediatement ſucceder au donateur.

† *Ces mots, S'il doit, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

SEDAN Tit. 2. Art. 38. p. *à Reims.* d. pour eſtre employee en heritages, eſt propre & naiſſant au donataire du coſté & ligne de celuy qui l'a donnee, comme auſſi eſt l'heritage acquis d'icelle pecune.

Art. 94. PARIS.

Rentes e conſtituees à pris d'argent, ſont reputees immeubles, iuſques à ce qu'elles ſoient rachetees : toutesfois †† au cas que celles, qui appartiennent à mineurs, ſoient rachetees pendant leur minorité, les deniers du rachat ou remploy d'iceux en autres rentes ou heritages, ſont cenſez de meſme nature & qualité d'immeubles, qu'eſtoient les rentes ainſi rachetees pour retourner aux parẽs, du coſté & ligne, dont leſdites rentes eſtoient procedees.

Rentes conſtituees à pris d'argent, ſont immeubles, iuſques au rachat.

Rentes des mineurs conſtituees à pris d'argent, encores qu'elles ſoiẽt rachetees ou employees en autres rentes ou heritages, ſont immeubles.

†† Ceſt Art. 94. a eſté pris du 57. Art. de l'ancien Couſtumier, & mis ſous ceſte Rubriche, & y ont eſté adiouſtez ces mots, Toutesfois au cas, &c. iuſques à la fin, de nouuel, & ſas preiudice du paſſé: encores que les nobles ayent remonſtré que par le moyẽ de ceſt Art. & autres contenus en la Couſtume qui declarent la rente conſtituee, immeubles ils ſont grandement defraudez de leurs droicts.

† Ceſt Art. 284. eſt adiouſté comme ancien.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 1. Art. 8. p. *à Paris.*

MEAVX Chap. 11. Art. 66. Rente achetee eſt tenue & reputee pour heritage: en telle maniere que ſi aucun achete d'vn vendeur rente ſur ſes heritages, & il va de vie à treſpas, ſes heritiers doiuent partir ladite rente, comme heritage, ſuppoſé que ladite rente ſoit rachetable. Art. 67. Et ſil aduenoit que leſdits enfans, auſquels ladite rente eſt aduenue, la vendiſſent à aucun, qui ne fut de la ligne du vendeur treſpaſſé, elle ſeroit retrayable par les lignagiers d'iceluy defunct acheteur : pour ce qu'elle a fait ſouche en la perſonne deſdits heritiers, & eſt propre à eux.

MELVN Chap. 19. Art. 284. † p. *à Paris. iuſques à ce mot,* rachetees, *inclus.*

SENS Tit. 13. Art. 122. Rentes foncieres conſtituees à cauſe d'heritage, iaçoit qu'elles ſoient rachetables, ſortiſſent nature d'heritage, durant le temps qu'elles ne ſont rachetees : en maniere que ſi ledit heritage eſt propre à l'vn des conioincts, ladite rente luy demeurera propre & à ſes hoirs, f ſi elle n'eſt rachetee durant le mariage. Art. 123. Rente †† conſtituee à pris d'argent, qu'on appelle rente volant, & courant, eſt reputee pour immeuble, pour eſtre diuiſee & partagee comme choſe g immeuble, & ſera rachetable à touſiours, voire iuſques à cent ans & au deſſous.

e Pluſieurs Couſtumes, comme Troyes, Art. 66. Chaumont. Art. 64. Vitry. Art. 141. Blois. Art. 157 Artois. Art. 140. Chauny. Art. 6. Duché de Bourg. Ti. des rentes. Art. 1. Comté Art. 37. Boulenois. Art. 126. Sedan. Art. 18. La Salle de Lille. Tit. 7 Art 7. Mais les autres Couſtumes, comme Paris, Melun, Laon, & autres ſont contraires & veulent que les rentes conſtituees à pris d'argent ſoient reputees immeubles. M. Du Moulin ſur le 57. Art. ancien de la Couſtu. de Paris, & au Traicté des vſures remarque quelques exceptions contraires à ceſt Art. que l'on peut voir. Les arrerages de toutes rentes, apres les termes eſcheus, ne ſont que meubles. La Salle de Lille. Tit. 7. Art 6. ne plus ne moins que les fruits qui ſont perceus des heritages : ou les penſions des louages deſdits heritages ou maiſons. l. vſuræ. l. prædiorum. D. de vſur. l. mercedes. 29. D. de petit. here. l. 27. §. vlt eod tit l. 62. D. de rei vind. l. § D. de cond indeb. Sunt enim fructus ciuiles. l. Domũ. 5. C. de

Source : BIU Cujas

rei vind. l. videamus. 19. l. videamus 38. §. eadem ratio. D. de vſur. Vide Fabr. & Salicet in l. hac edicta li. C. de ſecund. nupt.

f Nonobſtant que le bail ait eſté faict conſtant le mariage. C. M.

g Soit qu'il y ait hypotheque ſpeciale de certains heritages ou ſoit qu'il n'y en ait. C M.

AVXERRE Tit. 5. Art. 120. † p. *à Paris. iuſques à ce mot*, immeubles, *inclus.*

BAR Tit. 5. Art. 59. Rentes d'heritages rachetables, & autres rentes volantes ſortiſſent nature d'immeubles, iuſques apres le rachat. Art. 62. Si l'heritage chargé de rente fonciere, iaçoit qu'elle ſoit rachetable, eſt propre à l'vn des conioincts, ladite rente luy demeure propre à luy & à ſes hoirs, ſi elle n'eſt rachetee durant le mariage: par ce que telles rentes ſortiſſent nature de l'heritage, durant le temps qu'elles ne ſeront rachetees.

DOVRDAN Tit. 2. Art. 49. Toutes rentes, &c. p. *à Paris. iuſques à ce mot*, rachetees, *inclus.*

MONT-FORT Chap. 2. Art. 54. Toutes rentes nommement conſtituees ſur heritages, ſoient rachetables ou non, iuſques à ce qu'elles ſoient rachetees, ſont reputees immeubles.

MANTE Chap. 2. Art. 52. †† p. *a Mont fort.* ſpecialement conſtituees, h &c.

TROYES Tit. 4. Art. 65. Heritages baillez à rente fonciere ou * emphyteoſité à rachat, ſortiſſent, &c. p *a Sens.* Art. 122. qu'elle n'eſt point rachetee: en telle maniere, &c. propre à ſes hoirs, &c. Art. 66. Rente conſtituee procedans de deniers rachetable, ſortit nature de meuble, durant le temps du rachat: & ſi elle n'eſt rachetee durant ledit temps, ſortit nature i d'heritage.

CHAVMONT Tit. 3. Art. 64. Rentes & heritages vendus à condition de rachat, ſortiſſent nature de meuble: en façon que les deniers procedans deſdites rentes ou heritages vendus à ladite condition de rachat, ſ'ils ſont rachetez durãt ledit temps de rachat, iceux deniers ſortiſſent k nature de meuble.

VITRY Tit. 13. Art. 131. Toutes rentes achetees & conſtituees à pris d'argent: poſé ores qu'elles ſoient achetees & accordees entre les parties, perpetuelles & à touſiours, neant-moins elles ſont rachetables: n'eſtoit qu'elles fuſſent amorties, entant qu'il touche les gens d'Egliſe ou infeodees en ce que touche les nobles: en maniere que les vendeurs ou redeuables des rentes, peuuent quand bon leur ſemble, rendre les deniers du pur ſort & les arrerages d'iceluy, a ux acheteurs ou à ceux qui en ont le droict, & par ce demourer quittes d'icelles. Et ou ils ſeroient refuſans prendre leurs deniers, les redeuables peuuent conſigner leſdits deniers & arrerages en Iuſtice: & en ce faiſant ladicte rente eſt eſtainte: & ſont telles rentes reputees meubles.

LAON Tit. 10. Art. 107. p. *a Paris.* immeubles, mais ſi elles ſont rachetees les deniers prouenans deſdits rachats, ſont reputez meubles.

CHALONS Tit. 14. Art. 121. p. *a Paris.* rachetees: & ſont rachetables, encores que l'acquiſition ſoit faite pour touſiours.

AMIENS Tit. 4. Art. 83. Quand † pere ou mere donnent à aucuns de leurs enfans puiſnez, rente hereditale pour leur portion de Quint, encores qu'elle ne ſoit realiſee & hypothequee, elle eſt reputee heritage, & de telle nature & cõdition, qu'euſt eſté le Quint de Fiefs de pere & mere, qui fut aduenu audit puiſné par leur decés.

CHAVNY Tit. 1. Art 6. Sont comprinſes & contenues ſous ce mot, Meubles, & reputees pour debtes mobiliaires, toutes rentes l conſtituees, ſi ce n'eſt qu'elles ſoient realiſees, nanties & hypothequees par nantiſſement de faict: auquel cas les rentes ſortiſſent nature d'heritage, & ſont tenus & reputez pour heritages, tant pour les vendeurs & conſtituans, comme pour leurs acheteurs & ayans cauſe.

PERONNE Tit. 11. Art. 270. Rentes †† conſtituees à pris d'argent ou autrement, ſont reputees immeubles & tiennent lieu d'heritage, encores qu'elles n'ayent eſté realiſees & nanties.

ARTOIS Tit. 5. Art. 140. Toutes rentes par lettres, viageres ou heritieres, a rachat, ſoit que pour icelles, y ait main aſſiſe ou rapport d'heritage ou non, ſont reputees pour biens meubles. Mais rentes heritieres ſans rachat, hypothequees ſur aucuns heritages, ſont reputez immeubles, & tiennent nature & condition dudit heritage.

L'ALLEVE Tit. 1. Art. 6. Toutes rentes par arrentement ſoient à rachat ou non, ſont reputees heritages, & de la nature du fond arrenté. Mais rentes heritieres ou viageres, cõſtituees par numeratiõ de deniers, ſont reputees pour meubles.

TOVRNAY Tit 16. Art. 2. Les Rentes a rachat, realiſees par main aſſiſe ou par rapport d'heritage ſont reputees pour meubles.

S. POL en Artois, Tit. 1. Art. 15. Rẽtes par lettres hypothequees ſur aucuns

h Monſieur Du Moulin dit que les rẽtes volantes, quand il n'y a aucune ſpeciale hypotheque, ſont meubles. C. M.

i C'eſt à ſçauoir ſi elle eſt conſtituee à ſi haut pris qu'elle puiſſe eſtre non rachetable: autrement non. Du Moulin ſur ceſt Art. 66 & ſur le 57. Art. de Paris nomb 9. 10. 11. & 12 Iure ciuili annonæ ciuiles comparantur immobilibus L. iubemus 4 C. de ſacr. eccl. l. hac edictali 6. §. His illud. C. de ſec. nupt. l. vlt. §. ſancimus. C. de iur. dot Nouella de non al. aut perm. Clemẽt. exiuit. De verb. ſignifi. Ce que les Docteurs rapportent aux rentes, ſi elles ne ſont cõſtituees à peu de tẽps. Car autrement ils les eſtimẽt immeubles. Du Moulin ſur ſon Traicté des vſures q. 37. nomb. 273 & ſur l'Art. 57. de Paris nomb 20. & 28.

k Il a eſté iugé par Arreſt donné au rapport de M. de Pardeſſus au mois de Iuin, 1577. au profit des heritiers de l'enfant de feu Iean Thomaſſin, & de Libaire le Ruſeux ſa femme, contre ladite Libaire & Maiſtre Sebaſtien Valthier à preſent ſon mary: que les heritages ſuiets à rachat en vertu de la faculté dudit rachat, n'eſtoient reputez meubles, ains immeubles iuſques au rachat, & pretendoit ladite Libaire leſdits heritages luy appartenir comme heritier mobiliaire de ſon enfant. Gouſſé. Notez que le Bouteiller en la Somme Rurale a eſcrit que rentes à vie eſtoient tenues pour immeubles, eſtãs icelles immobiles & importables: & qu'ainſi auoit eſté iugé en Parlement l'an 1380. entre les Eſcheuins de Sainct Amand, & les

Rentes foncieres ſont immeubles iuſques au rachat.

†† *Ce 123. Art. contient la reformation du 110. Art. ancië.*

† *Ce 120. Art. eſt mis au lieu de huict-vingt treziẽme Art. ancien.*

†† *L'Art. 52. eſt adiouſté comme ancien.*

* *Ceſte rente fonciere ou emphyteoticaire, rachetable, à la charge de laquelle aucuns heritages ont ainſi eſté baillez, ſortit nature d'heritage, &c.*

Rentes achetees & conſtituees à pris d'argent, ſont à touſiours rachetables, encores qu'elles ſoient accordees à perpetuité: ſinon qu'elles fuſſent amorties ou infeodees.

Rente hereditale donnee à puiſnez pour leur portion de Quint.

† *Ceſt Art. 83. qui eſtoit le 70. Art. de Mõſtreul a eſté ãdiouſté à la Couſtume generale pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Rẽtes conſtituees ſont reputees mobiliaires ſinõ qu'elles ſoiẽt realiſees nãties & hipothequees par Nantiſſement faict.

†† *Ceſt Art. 270. qui eſtoit ancië es Preuoſtez de Mõdidier & Roye, a eſté de nouuel introduit pour la Preuoſté de Peronne: en laquelle*

Source : BIU Cujas

anciennement les rentes demeuroient, comme tous autres contracts, jamais nantissement, purs personnels.

Rentes.

pellé : & qu'encores qu'il fut Clerc, neant-moins que sa rente seroit vendue comme non meuble : pour ce que c'est chose incorporelle & non muable : & qui ne peut ensuiuir le corps du Clerc : & que meuble n'est autre chose que ce qui peut ensuiuir le corps & estre portatif.

l Ceste Coustume ne regarde que le droict des creanciers & Seigneurs directs. C.M.

heritages ou Fiefs, sont reputez immeubles & sortissent en tout nature & condition que feroient les heritages ou Fiefs, sur lesquels elles seroient hypothequees Et auroit la vefue Douaire, comme sur le fond, soit qu'icelles rentes soiẽt rachetables ou non.

S. Omer en Artois, Tit.1. Art.19. p. *à Artois.* à rachat ou sans rachat infeodees ou hypothequees sur aucuns fiefs ou heritages cottiers, sont reputez immeubles, & tiennent telle nature & condition, que tiennent les heritages, sur lesquels lesdites rentes sont infeodees ou hypothequees.

Cambray Tit.11. Art.7. Toutes rentes à titre d'arrentement, combien qu'elles soient à rachat, tiennent nature d'heritages. Tit.16. Art.1. Rentes viageres, ensemble rentes heritieres constituees par vendition à pris d'argent & à rachat, sur hypotheque d'heritage, sont reputees meubles, & tiennent la nature de meubles.

Valanciennes Tit.4. Art.50. Toutes rentes heritieres & à rachat, sont reputees de la nature d'heritage : excepté les rentes à rachat estans sur le corps & Communauté de nostre ville, qui sont reputees pour meuble.

Dvche de Bovrg. Chap.5. Art.1. Rentes vendues & achetees à rachat sortiront nature de meuble, durant le temps de rachat. Art. 2. Les † rentes constituees & acquises à pris d'argent, seront perpetuellement rachetables : & neant-moins reputees immeubles.

Comte de Bovrg. Chap.2. Art.37. Rentes & heritages achetees à rachat, sortissent, &c. p. *au Duché.* Art.1.

Montargis Chap.8. Art.10. Rente constituee sous faculté redemptiue & de remeré, est reputé heritage, tant du costé du creancier, que du costé du debteur & de leurs heritiers : tellement que si elles sont m rachetees, les deniers, comme propres, retourneront à celuy des conioincts ou leurs heritiers, du costé duquel ladite rente est venue. Et si elle estoit rachetee, durant que mineurs nobles ou non, sont en Garde de leurs parens, lesdits parens sont tenus employer ledit argent ou le rendre aux mineurs. Art.11. Toutesfois si rente estoit constituee par le mary constant le mariage, sur ses biens meubles & immeubles, apres son trespas, ladite Dame ne respondra de ladite rente, que pour les arrerages escheus constant ledit mariage : sinon qu'il y eust conquest. Car lors ladicte femme en respondra de la moitié, sinon qu'elle quittast lesdits Conquests & meuble: à quoy faire sera receuë.

Orleans Tit.10. Art. †† 191. p. *à Paris. iusques à ce mot*, rachetees, *inclus.* Tit.17. Art.251. p. *à Paris.* procedees. Et le † semblable aura lieu pour deniers procedans de la vente d'heritages des mineurs.

Normandie Chap.19. Art.493. Les rentes constituees à pris d'argent, encores qu'elles soient racquitables, sont reputees immeubles. Et neantmoins si elles sont baillees en eschange contre vn heritage, ledit contract est suiet à Clameur lignagere. Art.499. p. *à Paris.* rachetees. Et où elles appartiendroient à des mineurs, si elles sont rachetees durant leur minorité, les deniers du rachat ou le remploy, sont censez & reputez immeuble, & de mesme nature & qualité qu'estoit la rente rachetee pour tourner, &c. procedez. Ce qui a lieu pareillement pour les deniers prouenus du rachat ou racquit des heritages qui leur ont esté retirez.

Tovrs Tit.22. Art.228. †† p. *à Paris.* generalement ou specialement sont reputees, &c. qu'elles ayent esté rachetees. Art.229. Le pareil est des Huictiesmes & autres Aydes achetees du Roy ou autre ayãt droict, à faculté de rachat

Blois Chap.11. Art.157. Rentes foncieres & volantes à vies ou à long temps ou à tousioursmais, sont censees & reputees heritages: & se partiront cõme choses immobiliaires: sinon que lesdites rentes fussent rachetables. Auquel cas tãt que le remeré durera, seront reputees & se partiront, comme meubles.

Berry Tit.8. Art.25. Rente constituee à pris d'argent rachetable par conuention à temps ou perpetuellement, est censee ou reputee auant le rachat, immeuble: mais apres le rachat, est censee & reputee meuble.

Eueſques de Tournay & Iean de la Boue appellans : par lequel fut dit bien iugé, mal appellé.

† *Ceſt Art.2. eſt de nouuel adiouſté.*

Deniers procedans du Rachat des rentes conſtituees propres à l'vn des conioincts, appartiennent à celuy des conioincts ou ſes heritiers, du coſté duquel les rentes ſont venues.

Gardes ou Tuteurs tenus d'employer les deniers procedans des rachats des rentes conſtituees au profit de leurs mineurs ou leur rendre l'argent.

Des rentes conſtituees par le mary conſtãt le mariage ſur les biens meubles & immeubles.

†† *Ceſt Art. 191. a eſté accordé & adiouſté, ſans preiudice du paſſé: nonobſtant la proteſtatiõ faite par le Procureur du Roy: le laquelle luy auons octroyé acte.*

† *Ceſt Art.251 a eſté accordé & adiouſté ſãs preiudice du paſſé.*

m Faut entendre, non pas des rentes acquiſes pendant le mariage: mais des rentes anciennes, qui eſtoiẽt propres à l'vn desdeux conioincts ſeulement, deſquelles n'a pas eſté dit par contract de mariage qu'elles tomberoient en Communauté : mais ſont demourees propres à celuy, auquel elles appartenoient. Mais ſi elles ont eſté donnees à l'vn des conioincts, faut ſuiure la diſpoſition de la Couſtume de Paris Tit. 10 Art. 246. ſi vn vendeur ayãt ſon argent preſt pour racheter vne rente par luy conſtituee ſur vn ſien heritage, & donné en garde à vn hõme marié ledit argent deſtiné pour racheter: lequel auroit iceluy employé ou conſommé ou demandé ſi c'eſt vn debte de la Communauté auquel ſoit obligee la femme ou ſes heritiers. Le Preuoſt de Paris ayant iugé que c'eſtoit vn debte commun. La Cour par Arreſt du 18. iour de May 1534. infirma ladite Sentence. Si le mary a employé l'argent au profit de la Communauté, c'eſt vn debte commun. Mais ſi a ioué ou employé ailleurs, c'eſt vn debte du mary ſeul, & non de la Communauté.

Source : BIU Cujas

Clameur de gagere a lieu en eſchange d'vne rente conſtituee à pris d'argent contre vn heritage.

Deniers du rachat des rentes des mineurs ou le remploy ſont immeubles, comme auſſi les deniers procedans du rachat ou racquit des heritages retirez ſur les mineurs.

†† *Ceſt Art.228. & 229. ſont de nouuel introduits.*

Huictieſmes, Aydes.

Rentes foncieres & volantes.

Rente conſtituee à pris d'argent.

SEDAN Tit.2. Art.18. Toutes rentes conſtituees à pris d'argent ſont auſſi reputees meubles, tant pour le regard du vendeur conſtituant, que de l'acheteur ou crediteur, & rachetable à touſiours, combien que par le contract de conſtitution elles ſoient dictes & accordees perpetuelles.

BOVLLENOIS Tit.25. Art.126. Rentes viageres ou heritables conſtituees à pris d'argent & autres debtes & obligations, dont hypotheque & droict reel ne ſ'eſt enſuiuy, par l'vne des manieres deſſus dites, ſont reputez meubles & debtes perſonnelles: & ne portent hypotheque ſur les obligez ny ſur les biens meubles ou immeubles.

LA SAILE de Lille, Tit.7. Art.6. Arrerages de rentes Seignouriales & ſoubs-rētes eſcheus au iour du treſpas de l'heritier, ſont reputez pour meuble: ſauf en cas de Retraicte iudiciairement encommencee, & depuis parfaicte. Art. 7. Toutes rentes heritieres & viageres à rachat conſtituees par numeration de deniers, ſont reputees pour meubles, & les rentes ſans rachat, ſortiſſent la nature du fonds du Fief & heritages, ſur leſquelles elles ſont aſſignees & hypothequees. Art.8. Rentes conſtituees par arrentement & rapport de Fiefs ou heritages, ſe à faute de payement y a rentree eſdits Fiefs & heritages, ſortiſſent la nature de tels Fiefs & heritages arrentez ou rapportez: poſé qu'elles ſoient à reachat.

Art.95. *PARIS.*

Office † venal n eſt reputé immeuble & a ſuite par hypotheque, quand il eſt ſaiſi ſur le debteur par auctorité de Iuſtice, parauant Reſignation admiſe & prouiſion faicte au profit d'vn tiers: & peut eſtre crié & adiugé par Decret: & toutesfois les deniers prouenans de l'adiudication, ſont ſuiets à contribution comme meubles, entre les creanciers oppoſans, qui viennent pour ce regard à deſconfiture.

† *Ceſt Art.95. a eſté adiouſté de nouuel ſans preiudice du paſſé.*

Office Venal eſt immeuble auant reſignatiō admiſe, & prouiſiō faite pour vn tiers.

Hypotheque ſur vn office Venal.

Office venal peut eſtre crié, & adiugé par Decret.

Deniers d'vn Office venal ſuiets à deſconfiture.

† *Ceſt Art. 485. a eſté adiouſté & accordé ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 212. & 425. ſont adiouſtez de nouueau.*

Deniers procedans de rembourſement fait apres la ſeparation du mariage, tant des Rentes conſtituees ſur le Domaine & Recepte du Roy, Maiſon de ville & autres, meſmes des Offices venaux à condition de rachat perpetuel, Retraict lignager Feodal & conuentionnel, & tous autres rembourſemens d'heritages.

Rentes conſtituees ſur le Domaine du Roy, Maiſon de ville & Offices venaux, à condition de rachat ſont immeubles en deux cas: donation de meuble, & partage entre le ſuruiuant des conioincts: ſi elles n'ont racquitees & rembourſez conſtant le mariage.

CONFERENCE.

NORMANDIE Chap.19. Art.500.p. *a Paris*, auant Reſignation, &c. *iuſques a ces mots*, par Decret, *inclus*.

ORLEANS Tit.21. Art.485.p. *a Paris* † ſur le detenteur, &c. prouenans de l'adiudication, &c. à deſconfiture au ſol la liure.

CALAIS Tit.1. Art.9.p *a Orleans*.

BRETAGNE Tit.12. Art 212. Ne †† ſeront reputez pour meubles les deniers rembourſez apres la ſeparation du mariage tant des rentes conſtituees ſur Domaine & Recepte du Roy, que autres, meſmes d'Offices venaux acquis à cōdition de rachat perpetuel, Retraict lignager, Feodal ou conuentionnel: & tous rembourſemens de contracts d'heritages pour quelque cauſe que ce ſoit: ains ſeront diuiſez & partagez comme immeubles, comme euſſent eſté les Acqueſts. Tit.20. Art.425. Rentes conſtituees ſur le Domaine du Roy, Maiſon de ville, meſmes les Offices venaux achetez à condition de racquit perpetuel, au deſſous du denier xx. ſeront reputees immeubles en deux cas: à ſçauoir en donation de meuble & en partage, entre le ſuruiuant des mariez, leurs enfans ou heritiers: entre leſquels la rente n'ayant eſté amortie ny racquitee, ou Offices rembourſez conſtant le mariage, ſeront cenſez immeubles.

n Offices venaux ſ'étendent de ceux deſquels le Roy prend argent & finance pour les prouiſions qu'il donne: mais les Offices de iudicature ne ſont reputez vēnaux par les Ordon. de Frāce. Les deniers procedans de la vente d'vn eſtat venal, ſoit volontaire ou neceſſaire, ſont reputez meubles: & n'eſt ledit eſtat venal tenu & reputé pour immeuble, ſinon auparauant la reſignation: mais depuis icelle faicte & admiſe, les deniers qui en procedēt, ſont reputez meubles, comme encores ils ſeroient ſ'il eſtoit ſaiſi & adiugé par Decret. Et ainſi a eſté iugé par Arreſt du 7. iour de Decembre 1577. entre Iean le Feute Curateur de Geneuiefue Beaux-amis, & Maiſtre Iean-Dudré Auditeur des Comptes, que vn office venal vendu par le mary, cōſtant le mariage entre en la Communauté & ſe doit partir entre la vefue & les heritiers du defunct mary, comme les autres meubles, encores qu'il y ait obligatiō paſſee au profit de ſon mary, & ſera preferee à tous creanciers pour la moitié de l'obligation. Charondas liure vii. de Reſp. Chap. 13. & 173. Ie ne veux neant-moins oublier de confirmer ce que i'ay dit cy deſſus, que les deniers de la vente d'vn Office venal, ſont tenus pour meubles. Ainſi qu'il fut iugé le vendredy 4. iour de Iuin 1557. à la prononciation generale de la Pentecoſte, par M. le Preſident le Maiſtre: c'eſt à ſçauoir qu'vn Office de Secretaire, par ce qu'il eſt venal, n'eſtoit aucunement ſuiet à hypotheque: & n'y auoit point de proprieté ſur iceluy: & que les creanciers y viennent en ordre ſur la diſtribution des deniers procedans de la vente, dudit Office par deſconfiture au ſol la liure, comme en meubles. Ceſt Arreſt eſt donné auparauant la derniere reformation de la Couſtume de Paris.

Source : BIU Cujas

ADDITION SVR LE III. TIT. QVELS Biens ſont Meubles, &c.

I. Meubles ou Immeubles. | *II. Heritage propre ou naiſſant, Acqueſt ou Conqueſt.*

I. REIMS Tit.2. Art.21. Tous † Biens meubles ou cenſez & reputez meubles ſuiuent les Couſtumes des lieux, où eſtoient les domiciles de ceux, par le treſpas a deſquels ils ont eſté delaiſſez: ores qu'ailleurs au contraire, leſdits biens fuſſent dicts, cenſez & reputez immeubles. Art.22. Mais les biens immeubles, autres que ceux, qui par ceſte Couſtume ſont cenſez pour meubles, ſuiuent touſiours les Couſtumes des lieux, où ils ſont aſſis. Et ſont leſdits immeubles, b naiſſant (autrement dit propre) ou acqueſts ou conqueſts. Art.24. Heritage eſcheu par ſucceſſion en ligne directe ou collaterale, tant que la Conſanguinité ſe peut eſtendre, eſt naiſſant & propre heritage à celuy, à qui il eſt eſcheu. Art. 25. L'heritage que pere & mere, ayeul, ayeule ou autres aſcendans donnent à leurs enfans ou autres leurs deſcendans, en don de mariage ou aduancement d'hoirie eſt naiſſant. Art.26. L'heritage laiſſé par vn teſtateur à ſon enfant ou autre ſon proche parent ou lignager, deſcendant ou collateral, ſoit par legs vniuerſel ou particulier, ou †† par donation à cauſe de mort, en quelque maniere que il aura eſté accepté ou apprehendé, ſortit nature de naiſſant, ſi iceluy legataire ou donataire autrement deuoit ſucceder audit teſtateur: ſinon que par expres ledit teſtateur luy euſt particulierement laiſſé & legué, pour eſtre acqueſt audit legataire ou donataire: ou que ledit legs fut fait en remuneratiõ d'aucun ſeruice ou biẽ-faict. Auquel cas & chacun d'iceux, tel heritage eſt reputé Acqueſt. c Art.28. L'heritage acquis de deniers donnez en la maniere que deſſus, * eſt cenſé & reputé Naiſſant, encores que l'acquiſition faicte d'iceux deniers, euſt eſté faicte durant & conſtant leur mariage. Art.30. Heritage que le mary achete ou baille à ſa femme en recompenſe de celuy qu'il a vendu du Naiſſant de ſadicte femme, ſortira nature de naiſſant à icelle femme du coſté & ligne dont vient l'heritage vendu: encores que telle vendition ait eſté faicte du conſentement de ſa femme. Art.31. Tous heritages ſont cenſez & reputez eſtre de nature de naiſſant, du coſte & ligne paternelle de celuy, à qui leſdits heritages appartiennent ſ'il n'appert du contraire. Art.32. Acqueſt † eſt ce qui a eſté acquis par aucun, auparauant qu'il euſt eſté marié, ou apres la diſſolution de ſon mariage. Comprend toutesfois en generalité, ce mot, Conqueſt, qui ſ'entend d'acquiſition faicte conſtant le mariage, où toutesfois la femme n'a rien pendant le mariage. Art.33. Heritage donné ou ligué par Teſtament à perſonne eſtrange, qui n'eſt enfant ou plus prochain habille à ſucceder, au teſtateur, eſt acqueſt au donataire ou legataire. Art. 34. Pareillement l'heritage donné ou legué à vne femme mariee, par autre, que par ſes pere & mere ou parens, deſquels elle ne ſeroit ou deuroit eſtre heritiere, eſt acqueſt au mary auſſi bien qu'à la femme: ſ'il n'eſtoit dit expreſſement par le teſtateur ou donateur, que tel heritage ſera naiſſant à la femme. Art.35. L'heritage †† donné à enfant d eſtant en puiſſance de pere, & non emancipé de ſon pere, eſt acqueſt audit enfant. Toutesfois ſondit pere en iouira par vſufruict, iuſques à ce que ledit enfant, ſ'il eſt maſle, ait attaint l'aage de xx. ans accomplis, ou qu'il ſoit marié, ou entré aux Saincts Ordres: ou ſi c'eſt fille, iuſques à ce qu'elle ait attaint l'aage de xviii. ans auſſi accomplis, ou que le pere ſoit decedé. Auſquels cas, ſera l'vſufruict conſolidé à la proprieté, au profit dudit enfant, tant maſle que fille, encores qu'il n'ait attaint leſdits aages, ſ'il n'eſt autrement dict par le donateur. Art. 37. L'heritage du naiſſant du vendeur, eſt acqueſt au retraiant lignager d'iceluy. Art.38. Heritage donné par donation entre vifs, autrement que par don de mariage ou aduancement d'hoirie, eſt acqueſt au donataire. Art 39. L'heritage †† prins à ſur-Cens perpetuel, ou viages ou à temps, eſt acqueſt au preneur.

† *Les Art. 21. & 22. ont eſté adiouſtez comme anciens & omis.*

Meubles ſuiuent les Couſtumes des lieux des decedez: Immeubles ſuiuent la Couſtume les lieux ſont aſſis.

Immeubles ſont de naiſſant acqueſt ou conqueſt.

Heritages propres par ſucceſſion directe ou collaterale: donation faicte en faueur de mariage ou auancement de hoirie par les aſcendãs aux deſcendans. De meſmes en leg vniuerſel ou particulier ou donation à cauſe de mort, ſi le legataire ou donataire deuoit ſucceder au teſtateur, ſ'il n'eſt particulierement laiſſé pour eſtre acqueſt: ou que ledit legs fut fait en remuneratiõ & recompenſe de ſeruice.

†† *Ces mots, ou par donation à cauſe de mort, ſont de nouuel adiouſtez.*

* *Art.27. cy deſſus en l'Art. 93. Par. Acqueſt.*

†† *Ceſt Art.32 eſt introduit cõme ancien & omis. Conqueſt.*

Donatiõ faite à vn fils de famille, eſt acqueſt & en iouiſt le pere par vſufruict iuſques en l'aage de 18. ou 20. ans: ou qu'ils ſoiẽt mariez ou entrez aux S. Ordres ou le pere mort.

†† *Ce 35. Art. a eſté de nouuel introduit & l'ancien Art. dõt cy deſſ. eſt faite mẽtiõ en l'Art. 8. abrogé.*

a Les meubles ne ſuiuent pas touſiours le domicile de la perſonne, mais le lieu, où les choſes ſont. Ainſi Maſuer Tit. de ſucceſſ. & vlt. vol. num. 20. dit que les meubles ſuiuent la perſonne, c'eſt à dire la condition du defunct: comme quãd le defunct eſt de condition de main-morte ou autre, ou bien Aubain. Auquel cas les biens meubles regadent le Seigneur Iuſticier auquel appartient ledit droict de main-morte, encores que leſdits biens ſoient aſſis ailleurs & tranſportez en faueur de perpetuelle demeure. Et eſt ce que aucunes Couſtumes diſent, comme celles d'Aniou Art. 41. & du Maine. Art. 48. que les biens meubles des Baſtards ou Aubains appartiennent aux Seigneurs à chacun pourtant qu'il eſt trouué en leur Seigneurie, qui ont droit d'Eſpaue mobiliaire en leur terre: dont auons parlé en la 1. partie Tit. 3. & 6. Bald. in l. mercatores. C. de cõmer. & mer. Scilicet in l. 1 c. de ſumm.

b Les propres heritages ſe nomment en quelques Couſtumes, naiſſant, à la difference des acqueſts: prædium protectum à maioribus vel quod ex origine patris aut aui deſcendit, vt ait. l. 19. C. de donat. Gentilitia hereditas vt ait Sueto. in Iulio Cæſare. γενέαρχικα γενεαρχικα. Iuſt. Nou. 21. & Edicto 3. Les propres heritages ſont les anciens heritages & biẽs patrimoniaux, à la difference des acqueſts & biens aduentifs: & procedent de l'eſtoc, ligne & branche. Les Couſtu. d'Acs, S. Seuer & Solle, les nomment auitins ou Papoaux.

c Acqueſt par ceſte Couſtu. Art. 32. eſt ce qui eſt acquis, par aucun auant le mariage ou apres la diſſolution. Et conqueſt eſt ce qui eſt acquis pendant & conſtant le mariage: ou pendant vne Communauté. Mais ſouuent ces deux mots ſont confondus par les Couſtumes. La 6. Art 113. Voyez le Tit x. cy deſſous. L'heritage propre eſt vn immeuble poſſedé à cauſe de ſucceſſion de pere, mere ou autre parent & lignager, ou par eſchange faict d'aucune choſe propre à luy venue par ſucceſſion comme dit eſt. Acqueſts ou Conqueſts ſont poſſeſſions acquiſes par titre d'achat ou de don par quelconque iuſte titre, autre que de ſucceſſion: ou par le moyen d'eſchange faict auec ladite choſe ainſi poſſedee.

Source : BIU Cujas

d Voyez le Tit.1. de la premiere partie de ceste Conference. Nomb.7 folio.9.

LAON Tit.II. Art.108. Pecune donnee pour estre employee en heritages, est propre & naissant au donataire, du costé & ligne de celuy, qui l'a donnee: comme aussi est l'heritage acquis d'icelle pecune. Art.112. Tout heritage donné à quelque personne que ce soit, est reputé acqueſt: sinon que ledit heritage fut donné par pere, mere, ayeul ou ayeule ou autres ascendans en aduancement d'hoirie ou faueur de mariage: ou qu'il fut donné par celuy, auquel le donataire deuoit succeder. Art.113. L'heritage acquis par le mary constant le mariage, est Conqueſt entre luy & sa femme: encores que ladite femme ne soit nõmee ne comprinse au contract d'acquisition, & que le mary s'en face vestir seul, sans sadite femme. Art.114. Heritages prins à surcens perpetuel, rente viagere, titre d'emphytheose baillé à longues annees ou louage, sont reputez acqueſts au seul preneur d'iceux: sinon qu'il fut marié. Auquel cas, la femme y a moitié: en laquelle les heritiers d'icelle femme succedent aux charges & conditions apposees aux contracts sur ce passez: sans ce que celle diuision puisse faire preiudice aux bailleurs & Seigneurs directs.

CHALONS Tit.14. Art.115. Loyers † de maisons & heritages tant e a pris d'argent, que moison de grain & arrerages de rentes constituees à pris d'argent, sont reputez meuble, apres que le terme est escheu. Toutesfois entre conioincts par mariage ou personniers, encores que le terme ne soit escheu, se partissent *pro rata*, du temps que le f mariage a duré. Art.116. A celuy, à qui appartient vn heritage, où il y a arbres fruictiers, appartiennent les fruicts desdicts arbres. Et n'est loisible à autre, cueillir prendre & transporter lesdicts fruicts, s'il ne plaist au proprietaire, soit que lesdits heritages soient en villes ou hors villes: excepté toutesfois entre conioincts par mariage, qui se partissent comme dessus. Art.117. Heritage, &c. p. *à Laon.* Art.112. succeder. Auquel dernier cas, est reputé naissant procedant du costé & ligne de celuy qui l'a donné, pour telle part & portion que le donataire luy deuoit succeder: & pour le surplus, doit estre reputé acqueſt. Art.118. Heritage acquis par le mary, est reputé Conqueſt: encores que la femme ne fut nommee au contract, & que le mary seul s'en fut fait ensaisiner, sans faire mention de sa femme. Art.120. p. *à Laon.* Art.114. d'iceux: & ou tel preneur seroit marié au temps de ladite prinse: en ce cas la femme prend la moitié, où les heritiers d'elle apres son decés, aux charges toutesfois & conditions, &c. & sans pour ce preiudicier aux bailleurs ou Seigneurs directs.

NOYON Tit 3. Art.22. Si aucun donne ou transporte, soit homme ou femme à l'vn de ses enfans, ou à aucun autre apparent heritier, en don de mariage, ou pour auancement de succession & hoirie, aucuns heritages, Fiefs, rentes ou autres choses immeubles: tels heritages ainsi donnez, sont tenus & reputez propres heritages au donataire, à luy venu de naissant & ligne: & en est tenu & reputé tel donataire vestu & saisi.

MELVN Chap. 14. Art. 233. Donation faite † entre vifs, par testament ou autrement, est reputee acqueſt au donataire: s'il n'a esté dict & conuenu par expres au contract d'icelle donation, qu'elle luy seroit propre: ou si elle n'a esté faicte en aduancement d'hoirie: auquel cas sera reputee propre au donataire. Chap.17. Art.265. Les heritages acquis & depuis escheus par succession, sont reputez propres à l'heritier & successeur.

SENS Tit.II. Art.114. Donation d'heritage faite par pere, ou mere à leurs enfans en accroissement & faueur de mariage, sortit nature de propre. Et neantmoins si celuy ou celle, à qui est faicte ladite donation va de vie à trespas sans hoirs procreez de son corps, ledit heritage retourne ausdits pere ou mere, qui l'auroit donné. Toutesfois si la donation estoit faicte par g expres aux deux conioints, il n'en demeureroit que la moitié propre.

AVXERRE Tit.II. Art.124. p. *à Sens.* mere, ayeul ou ayeule en faueur de mariage ou autrement à leurs enfans, sortit, &c. propre. Toutesfois †† si le donataire va de vie à trespas sans hoirs de son corps, la chose donnee retourne au donateur ou à ses heritiers.

MONT-FORT Chap.13. Art.147. Donation faite entre † vifs, Testament ou autrement est reputee acqueſt: sinon qu'icelle fut faite en aduancement d'hoirie, ou par celuy, auquel le donataire deuoit succeder. Auquel cas sera reputee propre pour le regard de ce en quoy cessante la donation, il eust succedé ou peu succeder.

MANTE Chap.13. Art.144. p. *à Mont-fort*, par †† Testamẽt entre vifs, &c. dona-

e Les Loyers & pensions sont au lieu des fruicts. d.l. mercedes. D. petit. her l.27 § vlt. & l. 62. D. de rei vind. l. Domum C. eod. tit. l. videamus. 19. & l. prædiorum & l. videamus. 38. D. de vsur. L. 55 D. de condict. indeb.

f Ou Communauté. l. 7. D. Solut. matr.

g C'est à dire nommement & par especial. Car autrement on presume touſiours in dubio, que la donation est faicte seulement à celuy qui est parent & conioint du donateur, comme Du Moulin escrit sur la Coustume de Paris, Art.55. Par le Droict les choses donnees ne sont compriſes sous le nom d'acqueſt. L coiri societatẽ, &q. l nec adiecit D. Pro socio. Le Speculateur Tit. de iudiciis 4. parte §. sequitur versic. Quid si filio fuerit aliquid donatũ

†† Ce 39. Art. a esté adiouſté, pour auoir esté omis en l'ancien Coustumier.

Propre & naissant conuentionnel.

Donation.

Conqueſt.

Femme mariee à la moitié és Baux de surcens perpetuel, rentes viageres, titre d'emphytheoſes & autres Baux a lõgues annees ou louages, est ans faits durant le mariage aux charges & cõditions apposees aux contracts.

† *Les Art. 115. & 116. sont accordez pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

Loyers de maisons & heritages, & Arrerages de rentes constituees a pris d'argent.

Conqueſt.

Donation est acqueſt.

† *Les Art. 233. & 265. ont esté adiouſtez comme anciens & de tout tẽps gardez & obſeruez.*

Propres.

Donation retourne au pere & mere, quand ils l'ont faite en faueur de mariage ou aduãcement d'hoirie si leurs enfans deſcendent sans hoirs procreez de leurs corps.

†† *Ces mots, Toutesfois si la, &c. ont esté de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Art. 147. est adiouſté pour nouuel.*

†† *Ceſt Art. 144. est de nouuel introduit.*

Source : BIU Cujas

taire euſt autrement ſuccedé, & pour la part & portion qu'il euſt ſuccedé.

CALAIS Tit.1.Art.10. Toutes donations entre vifs ou teſtamentaires ſont cenſees & reputees acqueſts aux donataires ou legataires. Toutesfois les heritages & rentes donnez par pere, mere, ayeul, ayeule ou par autre à leur heritier preſomptif & apparent, ſont reputez propres aux donataires.

TROYES Tit.8.Art.141. Donation faite par pere ou mere en accroiſſemẽt de mariage à leurs enfans ſortit &c.p.*à Sens*.hoirs de ſon corps &c. ſi ceſte donation &c.propre audit enfant.

VITRI Tit.9.Art.116. Tous heritages donnez & aduenus à titre d'hoirie, ſucceſſion, laiz teſtamentaire, ou donation faite en auancement de ſucceſſion, à l'heritier preſumptif du donateur & en mariage, ſont tenus & reputez propres, & ſortiſſent nature de naiſſant à celuy, à qui ils ſont ainſi aduenus. Et tous heritages tenus & poſſedez par perſonnes à titre de vendition, donation, ceſſion à perſonne eſtrange, ou tranſport à pris d'argent ou l'equipollent, don ou legs teſtamentaire, quand le donataire ou legataire eſt perſonne eſtrange au donateur ou teſtateur: tels heritages ainſi laiſſez, donnez ou tranſportez, ſont reputez & ſortiſſent nature de conqueſt.

Conqueſts.

VALLOIS Tit.10.Art.132. Les heritages ou rentes qui ſont donnez pour cauſe de nopces, ſont propres heritages de ceux à qui ils ſont donnez.

Donation pour cauſe de nopces.

AMIENS Tit.2.Art.51. Toutes donations faites entre vifs, & à ce titre apprehendees, ſont reputees acqueſts aux donataires: en telle maniere qu'ils en peuuent vſer & valablement diſpoſer à leur plaiſir & volonté, ſoit par Teſtament, entre vifs ou autrement, comme bon leur ſemble: ſi ce n'eſtoit que telles donations fuſſent faites par les donateurs à leur heritier apparent en aduancement d'hoirie & de ſucceſſion. Auquel cas ſeroient cenſez & reputez l'heritage des donataires, dont ils ne pourroient diſpoſer que par dons d'entre vifs & en la maniere qu'il eſt cy deſſus declaré. Tit.3.Art.60. Tous legs & donations teſtamentaires à ce titre apprehendez, ſont cenſez, tenus & reputez acqueſts au legataires.

Donation entre vifs.

AMIENS L.Art.2. En quelque maniere que ce ſoit que les immeubles viennent à titre ſucceſſif ou lucratif de pere, mere, ou autres aſcendans & deſcendans, les immeubles de quelque nature qu'ils ſoient, propres ou acqueſts, ſont reputez propres aux enfans & deſcendans. Et ſi leſdits enfans les vẽdent hors ligne, cheẽt en Retraict. Et ſi c'eſtoit don faict par pere & mere enſemblement de leurs acqueſts, ils cheent en Retraict des deux coſtez, tant du pere que de mere par moitié.

Retraict Lignagier.

MONSTREVL Art.45. La maiſon manable, la porte & coulombier eſtans ſur chacun heritage, tiennent condition & nature d'heritage & du fonds de ladite ſucceſſion. Ar.46. Granches, eſtables, mareſchaucees, qui ſont matieres aſſemblees pour baſtir: & blanc bois en ſucceſſion, ſont eſtimez & reputez meubles entre enfans ſeulement, & n'y a la vefue que ſon droict de Douaire, & ſe doiuent partir par appreciation, qui ſe faict tout ainſi que ſi leſdites granches, eſtables, mareſchaucees & blanc bois eſtoient à terre & non dreſſez: de laquelle eſtimation doit auoir chacun enfant ſa part & portion: combien que ſi l'heritage eſtoit Feodal, ſe partageaſt autrement.

Maiſon, porte & Coulombier.

Granges, eſtables, mareſchaucees, & blanc bois.

Douaire n'a lieu és granges, Eſtables, mareſchaucees & blanc bois.

BEAVQVESNE Art.2. Pareillement ſont reputez catheux, granges, eſtables & mareſchaucees: mais maiſons manables, chaſteaux, portes, coulõbiers h & four ſont reputez heritages: & l'heritier ſuccedant éſdits manoirs, peut auoir & retenir leſdites mareſchaucees, en payãt à ceux, à qui elles pourroient appartenir, la valeur & priſee raiſonnable d'icelles, comme ſi le tout eſtoit demoli & en monceau, & ne les peut on demolir, ſans premier auoir ſommé l'heritier.

Catheux.

CHAVNY Tit.6.Art.22. Heritage acquis par quelque perſonne que ce ſoit, par emption, don ou autrement, alienation eſt reputé acqueſt. Art.23. Faut entendre que ſous ce mot, *Acqueſt*, ne ſont comprins heritages donnez en mariage ou en aduancement d'hoirie, par pere, mere ou autres parens & amis, de ceux qui ſe veulent conioindre par mariage, & qui doiuent ſucceder aux donateurs. Art.24. Si vn homme conioinct par mariage, conſtant iceluy, acqueſte quelque heritage: ledit heritage eſt reputé & tenu pour acqueſt, moitié à luy & moitié à ſa femme: poſé qu'elle ny ſoit preſente ny appellee: & que le mary en ſoit ſaiſi & veſtu ſeul, ſans faire mention de ſa femme. Art.25 Tous heritages &c.p.*à Laon*. Art. 114. d'emphyteoſe & à louage, ſont tenus & reputez acqueſts à celuy qui les prẽd pour luy ſeul: ſ'il n'eſt marié: en telle maniere que les heritiers du preneur, luy ſuccedent en ce, comme en heritage d'acqueſt pour moitié, ſ'il decede premier, & ſa relicte i en l'autre moitié, le tout ſous les charges & conditions declarees és

Acqueſts.

Propres.

Donation en aduancemẽt d'hoirie ou faueur de mariage.

Heritage acquis par vn des conioincts.

h Le Bouteiller en la Somme Rural, Item le Coulõbier d'vne maiſon ou manoir, eſt heritage & les Coulons qui dedans ſont mansans, iaçoit qu'ils vollent aux champs de iour en iour, ſi peuuẽt eſtre clamez comme heritage. Mais ſelon Droict eſcrit, ſe ils auoient laiſſé à retourner au Coulombier plus de trois iours, ils ne ſeroient plus tenus pour heritages: & ne les pourroit le Seigneur du Coulombier clamer pour ſiens Item ſelon l'opinion d'aucuns, le Four

Source : BIU Cujas

d'vne maiſon ou d'vn manoir eſt heritage: & le hebergement qui deſſous eſt portant le four a le couurir & non plus.

1 Sa veſue.

Contracts ſur ce faicts,& ſans preiudice au droict des bailleurs & proprietaires. Art.26. Et auſſi ſont contenuës ſous ce mot Acqueſts,& reputez heritage d'acqueſt, toutes rentes acqueſtees, ſoient à rachat ou ſans rachat: pourueu qu'elles ſoient realiſees,comme dit eſt deſſus. k

Rentes acquiſes, ſoient à rachat ou ſans rachat.

k Car autrement elles ſont reputees meubles.

S. PAVL Tit.1. Art.6. Quand aucun va de vie à treſpas iouiſſant & poſſedant de rente,de ſur-cens ou de rente portee par lettres d'hypotheques, icelles rentes en ſucceſſion tant directe,que collaterale ſortiſſent la nature & condition que feroint les terres & manoirs,ſur qui leſdites rentes & ſurcens ſe prendroient: & ſur qui les rentes d'hypotheques, neantmoins qu'elles fuſſent à rachat ou non. Tit.3. Art.40. Toutes choſes donnees procedans de conqueſt,ſont reputees acqueſtes aux donataires,& en peuuẽt faire & vſer à leur plaiſir,ſans y garder quelque ſolemnité:pourueu qu'ils facent l'apprehenſion par voye de miſe de faict,ou deſſaiſine & ſaiſine.

Donations.

PONTHIEV Tit.2.Art.42. Toutes donations ſont reputees acqueſtes aux donataires,qui en peuuent diſpoſer & vſer à leur volonté par Teſtament ou par entre vifs,ainſi que bon leur ſemble:& ne ſont telles donations reputees heritages,ne ils ne doiuent ſortir condition d'heritage, tant & iuſques à ce que par le treſpas d'iceluy,à qui on les a donnez ou de leurs heritiers, ils ſuccedent par hoirie à autruy:ou ſi ainſi n'eſtoit que leſdites donations ſoient faites en auancement d'hoirie & de ſucceſſion:auquel cas les immeubles ainſi donnez ne ſeroient point reputez acqueſtez aux donataires:mais heritage & doiuent ſortir condition d'heritage.

Acqueſts & heritage ſont differens.

BOVLLENOIS Tit.20 Art.74. Toutes granges & eſtables qui ne tiennent au corps du logis manable, & les blancs bois croiſſans ſur heritages qui ne ſeruent de radots en la maiſon & edifices & aux arbres fruictiers, ſont reputez meubles,qui ſe partiſſent ab inteſtat entre enfans coheritiers tant ſeulement, ſuccedãs par egale portion:& en peut neantmoins diſpoſer le proprietaire, & en faire don,à qui bon luy ſemble.Toutesfois † pourra l'heritier, ſi bon luy ſemble,auoir leſdits blancs bois,granges & eſtableries, en payant la iuſte valeur & eſtimation. Tit,25.Art.124. Si aucun au nom & titre d'heritier relieue les Acqueſts d'vn treſpaſſé,ſortiſſent iceux Acqueſts audit heritier condition & nature d'heritages patrimoniaux:en telle maniere qu'il ne les peut vendre, donner, tranſporter, charger ou aliener, ſans garder les voyes introduites és matieres d'heritages patrimoniaux.

Granges Eſtables Blancbois.

† *Ces mots*, Toutesfois pourra *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Acqueſts d'vn treſpaſſé venus à vn autre par ſucceſſion, ſont propres.

PERONNE Tit.4.Art.108.Biens †† donnez par pere,mere,ayeul,ou ayeule,ou par autre à ſon heritier apparant& preſomptif,ſont reputez propres aux donataires.

ARTOIS Tit.2.Art.78. Heritages procedans à aucun de la ſucceſſion de ſes predeceſſeurs ou par luy retraicts & mis à cotte & ligne, ſont reputez patrimoniaux,ſoit qu'ils ſoient tenus en fief ou cottiere. Art. 81. L'heritage apprehendé à titre d'aduancement d'hoirie & de ſucceſſion, eſt patrimonial au donataire:qui ne le peut vendre,engager ny aliener: fors qu'en la maniere que deſſus. Tit.4.Art.138. Toutes donations ſont reputees acqueſts aux donataires:ſauf donation en aduancement d'hoirie & de ſucceſſion,ſi les heritages donnez,ſont apprehendez en vertu deſdites donations. Tit.5. Art.42. Preſts faicts à cenſiers par priſee & eſtimation,ſont meubles: pour eſtre partis,comme meubles : mais point les preſts non eſtimez ny priſez. Pour leſquels doit eſtre prins regard au iour du treſpas du preſteur, pour eſtre reputez heritage, ſi le treſpas eſt aduenu deuant le my-May:& catheux,ſi le treſpas eſt aduenu depuis le my-May auant le pied couppé. Art.144. Granges eſtables & mareſchaucees ſont catheux: mais maiſons manables,chaſteaux,portes & coulombiers ſont heritages. Art.146. Catheux en matiere de ſucceſſion ſortiſſent nature de meubles,

Donation.

LILLE Tit.1.Art.6. Toutes maiſons & heritages giſans en la ville & Eſcheuinage de Lille,ſont reputez pour meuble:& auſſi eſtre tenus dudit Eſcheuinage, ſ'il n'appert au contraire.

Maiſons & heritages giſans en la ville de Lille.

VALANCIENNES Tit.5.Art.68. Tous dons ſont reputez pour Acqueſtes,en ſorte que le donataire peut diſpoſer de tels dons ainſi que bon luy ſemble: pourueu que faiſant ledit don, le donateur n'ait appoſé aucunes conditions au contraire. Tit.9.Art.118. Louaiges de maiſons & arrieraiges de rentes heritie-

Dons.

Source : BIU Cujas

res appartiennent à l'heritier mobilier, ſi auant que les termes ſoient eſcheus auparauant le iour du treſpas du poſſeſſeur, & non à l'aduenant du temps. Art.119. Tous heritages dont poſſedent deux conioincts ſont reputez pour patrimoniaux ſi par faict eſpecialement n'appert du contraire.

LA SALLE DE LILLE Tit.7.Art.1. Par la couſtume, la maiſtreſſe chambre, deux coupples en la maiſon manable, & la porte ſur quatre eſteux eſtans ſur vn heritage, ſortiſſent telle nature, que l'heritage. Comme auſsi les colõbier, porchil, carin & fournil, ſ'ils ſont ſeparez des autres edifices, le burg de pinch, eſtalõs de blanches eſpines, pierres de grez. Tous arbres renforchez, & portans fruicts, Vignes, Hallots à teſtes, cheſnes de lx.ans & endeſſus, bois à taille ordinaire, hayes à pied, & vn Gaucquier en la Cour, & le ſurplus des edifices, bois mõtans & croiſſans, ſont reputez pour meubles. Art 3. L'vſufruict & ioyſſance des reuenus de fiefs & heritages cottiers, droict de cenſe d'iceux & prouſits, & réuenus de cent ans & vn iour, vendus par Decret, & execution de Iuſtice, ſont reputez mobiliaires. Art.4. Donations de fiefs & heritages cottiers, à titre de mortaigne, & ſommes de deniers à prendre ſur fiefs & heritages cottiers, ſont reputez pour meubles Art.5. Cenſes deuës pour la deſpouille de l'annee, en laquelle le poſſeſſeur meurt ſe le pied eſt couppé au iour du treſpas, ſont reputez meubles : iaçoit que les termes de payemens ne fuſſent eſcheus. Art.11. Heritages tenus en francs Alleux dependans de ladite Salle de Lille, ſont reputez pour meubles.

ESREVX Art 2. Par la Couſtume, tous heritages tenus de nous en &c. p. *à Lille.* Art.11. à cauſe de noſtre Salle &c.

LA BASSEE Art.6. Maiſons & heritages tenus dudit Eſcheuinage, ſont reputez & ſortiſſent nature de meuble.

OSTRICOVRT Art.5. Tous Carpentaiges & edifices adherans au fonds, ſortiſſent nature d'heritage.

ARRAS Tit.2.Art.4. Tous heritages ſituez éſdites ville, Loy, Banlieue & Eſcheuinage, ſont de telle nature, qu'ils ne tiennent la cotte ne la ligne dont ils procedent. Art.5. Tous leſdits heritages ſortiſſent nature de meuble.

BAPPALMES Tit.1.Art.12. Granges, eſtables & mareſchaucees ſont reputees heritages: comme ſont auſsi maiſons manables, chaſteaux, portes, fours & colombiers.

S.POL EN ARTOIS Tit.1.Art.17. Catheux, comme blancs bois, granges & mareſchaucees, ſortiſſent nature de meubles : & tel effect que le ſuruiuant de deux conioincts apprehendant la moitié des meubles du decedant, en a la moitié d'iceux comme meubles: ſuppoſé qu'ils ſoient ſur les heritages du premier mourant. Et auſsi les heritiers dudit premier mourãt ont la moitié deſdits catheux, qui ſeroient ſur les heritages du ſuruiuant.

LILLERS Tit.1.Art.8. Maiſon, porte, four, coulombier & porcherie, arbres portans fruicts, Hallots à teſte, cheſnes au deſſus de vii.ans & en deſſous de lx.ans, ſont reputez heritages.

Partage ou diuiſion.

CAMBRAY Tit.2.Art.7. Diuiſion ou partage d'heritages patrimoniaux faite entre coheritiers, n'eſt point reputee Acqueſt n'y alienation: encores que le partage ſoit paſſé preſent Loy, par adheritance prinſe, apres leſdits lots iettez, & n'en ſont deuz droicts Seigneuriaux. Tit.3.Art.1. Don par la couſtume, eſt reputé pour acqueſt au donataire. Art.2. Biens immeubles donnez par pere, mere, ayeul, ayeule, ou par autre, à ſon heritier apparent, ſoit marié ou non, ſont repûtez patrimoniaux aux donataires. Art.3. Donations d'heritages en aduancement de mariage, faite par le donant, apres ſon decez, ou retenant ſa vie dedans, eſt reputee d'entre vifs, & propre au donataire, ſoit que la realiſation d'icelle, ſoit faicte auant le mariage ou apres. Tit.16.Art.2. Cenſes de terres deuës pour la deſpouille de l'annee, en laquelle le proprietaire meurt, ſi le pied eſt couppé au iour de ſon treſpas, ſont reputees meubles : combien que les termes de payemens ne fuſſent eſcheus. Art.5. Bails & marchez de terres à cenſes, de moulins, prez bois ou autres heritages à ferme ou louage, ſont tenus & reputez meubles. Art. 6. Arrentemens terminatifs baillez & prins ſeulement ſous ſeaux des bailleurs: ou par deuant Notaire & teſmoins, ſans eſtre paſſez & realiſez par deuoirs de loy, ſont reputez mobiliaires: mais quant tels arrentemens terminatifs, ſont paſſez & realiſez par deuant loy, ils tiennent nature d'heritage.

Don.

Donation faite par pere, mere, ou aſcendans à ſon heritier apparent.

Donation en faueur de mariage.

Cenſes deues pour la deſpouille de l'annee.

Baux de terre.

Arrentemens.

NIVERNOIS Ch.26.Art.9. Choſe immobiliaire legee ou donnee par contemplation du donataire, eſt reputee heritage : & n'y ont les communs dudit donataire, part ne portion: ſ'il n'eſt conuenu au contraire, ou qu'ils fuſſent communs en tous biens. Art.13. Immeubles ſont reputéz heritages, qui aduiennent par ſuc-

Dons ou legs.

Source : BIU Cujas

ceſſion de parent, poſé que le defunct l'ait acquis, & ſuiuent l'eſtre & coſté de l'acquereur, quant à ſucceſſion. Et à retraict lignager, il n'eſt reputé de l'eſtre, ſ'il n'y a eu deſcendant, qui y ait ſuccedé: & pour y venir eſt requis que le retraiant ſoit deſcendu 1 dudit acquereur. Art.14. Les immeubles ſont cenſez & reputez Conqueſts, qui aduiennent à la perſonne par acquiſition, à contract onereux ou lucratif, ſinon que ce ſoit par donation faite à celuy qui euſt peu ſucceder au donateur en tout ou partie de la choſe donnee, lors de la donation, ſi le cas fut aduenu. Chap.27. Art.9. Donation d'heritage faict par pere ou mere en accroiſſement de mariage, ſortit nature de propre: neantmoins ſi le donataire va de vie à treſpas ſans hoirs de ſon corps, ledit heritage retourne au donateur.

Retraict lignager.

Conqueſt.

Donation.

Heritage remonte.

MONTARGIS Chap.13. Art.7. Meubles & Conqueſts immeubles, quant à la ſucceſſion, ſont reputez d'vne meſme nature & condition.

Meubles & Conqueſts.

ORLEANS Tit.17. Art.303. Heritage acquis eſt faict propre aux enfans & autres heritiers de l'acquereur apres ſon treſpas.

Heritage acquis eſt propre aux enfans & heritiers.

NORMANDIE Chap.11. Art.247. Les biens ſont faits propres à la perſonne de celuy qui premier les poſſede à droict ſucceſſif. Chap.13. Art.307. Donation faicte par vn frere aiſné, à ſes puiſnez, en recompenſe de la prouiſion à vie, qu'ils euſſent peu demander ſur la ſucceſſion directe, aſſiſe en Caux, eſt reputee propre, & non acqueſt. Art.308. Donation faicte par vn pere à ſon fils puiſné, d'heritage aſſis en Caux, eſt acqueſt & non propre. Art.318. Tous acqueſts ſont faicts propres à la perſonne de l'heritier, qui &c. comme deſſus. Chap.19. Art. 494. L'vſufruict m des choſes immeubles, eſt reputé immeuble. Art.495. Les arrerages des rentes Seigneuriales ne ſont reputez meuble, que du iour que le payement eſt eſcheu. Art.496. Les deniers des fermages ſont cenſez meuble, du iour que les fruicts ſont perceus: encores que le iour du payement ne ſoit eſcheu. Et pour les rentes foncieres & hypothecaires, les arrerages, qui ſont deuz iuſques au iour du decez, ſont reputez meuble.

Donation faite par l'aiſné à ſes puiſnez pour la prouiſion de la ſucceſſion directe.

Donation faite par le pere à ſon puiſné.

Vſufruict.

Arrerages de rentes Seigneuriales.

Deniers des fermages.

Arrerages de rẽtes foncieres & hypothecaires.

GRAND PERCHE Tit.10. Art.203. Tout heritage venant de ſucceſſion, eſt reputé propre à l'heritier.

CHASTEAVNEVF Chap.15. Art.108. Conqueſt immeuble, eſt ce qui eſt acquis par les conioincts, ou l'vn d'eux durant leur mariage: & acqueſt eſt vn terme general, qui comprend les acqueremens faits auant le mariage & depuis. Ch. 18. Art.121. Tous heritages qui eſcheent en ſucceſſion de ligne collaterale, ſont reputez le propre heritage, d'iceux, à qui ils eſcheent.

Conqueſts.

Acqueſts.

CHARTRES Chap.18. Art.99. p. *à Chaſteaunenf.* Art.121.

DVNOIS Chap.10. Art.65. Don eſt reputé acqueſt: pourueu qu'il ne ſoit faict à perſonne, qui peut ſucceder au donateur ſans moyen: auquel cas il eſt reputé propre. Chap.14. Ar.75. Tous heritages venans de ſucceſſion, ſont reputez propres. Art.78. p. *à Montargis.* condition, quant à la ſucceſſion.

Don.

BOVRBONNOIS Chap. 22. Art.275. Conqueſts immeubles aduenus és heritiers d'vn treſpaſſé, ſont propres heritages éſdits heritiers: tellement que ſi tels heritiers vont de vie à treſpas, ſans hoirs de leurs corps, leſdits conqueſts retournent à leurs prochains heritiers du coſté & ligne de celuy, par le treſpas duquel ils leurs ſont aduenus.

Conqueſts.

POICTOV Tit.3. Art.233. Sous le nom d'acqueſts, eſt comprins tout ce qui eſt donné à l'vn de la compagnie, ou qu'il acquiert par quelque titre que ce ſoit par ſon induſtrie, ou autrement: ſi par le donnant n'auoit autrement eſté ordonné ou que condition n'euſt eſté miſe en faiſant ledit don, qu'il ne tomberoit en ladite Communauté.

Acqueſt.

XAINCTONGE Tit.8. Art.63. p *à Poicton.* tout ce que les conioincts acquierent ou qu'autrement, que par titre de ſucceſſion des parens proches eſt obuenu és conioincts, ou à l'vn d'eux durant leur mariage par quelque &c. ſoit *etiam*, lucratif: ſi † n'eſt que le don fut conditionné par les donnateurs. Tit.11. Art.101. Acqueſts immeubles faicts par pere ou mere ou autre aſcendant ou collateral, & deſquels l'acquerant eſt decedé veſtu & ſaiſi, ſont cenſez heritages en la ſucceſſion du fils ou d'autre, qui premierement a ſuccedé, & ſuiuent le branchage.

† *Ces mots,* Si n'eſt, *&c. inſque à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

BOVRDEAVX Chap.5. Art.56. Si aucun cabau n eſt venu par ſucceſſion, ſera reputé immeuble: ſinon qu'il euſt biens immeubles venans par ſucceſſion de la valeur dudit cabau.

Cabau venant de ſucceſſion, eſt immeuble.

ACS Tit.1. Art.8. Acqueſts ſont dicts & cenſez non ſeulement en la perſonne du premier acquerant, mais auſſi en la perſonne de celuy qui ſans moyen ſuccede audit acquerant, ſoit en droicte ligne ou collaterale: mais en la perſonne de celuy qui ſecondement ſuccede auſdits acqueſts par mort, ſoit par titre vniuerſel

Acqueſts.

l Partant le droict de Retrait eſtãt reſtraint aux deſcendans de la ſouche eſt plus eſtroit que le droict d'hoirie ou ſucceſſion, ab inteſtat par ceſte Couſtume de Niuernois, mais par la Couſtume de S. Pierre le Mouſtier & du Bailliage d'Auxerre prochain de Chaſteauchinon, c'eſt aſſez d'eſtre de la conſanguinité & parenté du vẽdeur ou de ceux dont meut & procede l'heritage, comme à Paris, ſans qu'il ſoit requiseſtre deſcendu du vendeur, ou de l'eſtoc & ligne dõt meut l'heritage, comme i'ai veu par pluſieurs turbes. C.M.

m Vſufructus eſt dominij pars Paul.in l.4. D de vſufr. Licet idem Paul.in l.25. D.deverb. neget vſufructum dominii partem eſſe. Sed dominiorũ plures ſunt ſpecies: eſt dominium poſſeſſionis, dominiũ proprietatis: dominiũ vſufructus, dominium ſeruitutis. Et ita poſſumus dicere vſumfructum eſſe partem dominii & reuera Iulianus in l. qui vſumfructum 3. D.ſi vſufr pet. dominium diſtinguit à poſſeſſione vſufructus. Partis effectũ obtinet multis caſibus. Paul.in l. 33. §. 1. D.de vſufr. & dicitur pars fundi l 58. D. de verb. obligat. Propriè vſufructus nõ eſt pars fundi, ſed ius & ſeruitus. d.l.58. & l. Mæuius §. fundo De leg. 2. d l.25. D.de verb. ſign. l. ſi à reo. § ſi reo. D. de fideiuſſ. Seruitus eſt qualitas fundi, eſt ius in corporale vel corpori inhærens aut rei Inſt. de vſufr. in princ. l. 5. §. 2. D. Quibusmodis vſuf. am. Et pour ceſte cauſe l'vſufruict eſt reputé immeuble, quod in corpore conſiſtat vel ſit inhærens corpori vel rei & ſit ius incorporale.

n Le Ferron en ſes Commentaires ſur ce-

Source : BIU Cujas

ſte Couſtume, dit que ce mot Cabau ou Cabal, ou Capital ſ'entend des deniers ou marchandiſes qu'aucun prend d'autruy à moitié, au tiers ou au quart gain de profit. Les Couſtumes de Niuernois, Berri & autres appellet Cheptel ou Chapvulgò Chaptal ou Chetel dicitur.

d'heritier, ou autre particulier lucratif, & qui autrement eſtoit plus proche & habile à ſucceder: tels biens acquis ſont cenſez biens auitins: poſé que ladite ſucceſſion ſoit eſcheuë en ligne tranſuerſale.

S. Sever Tit.12 Art.3. Et ſont dicts biens acquis non ſeulement ceux que le teſtateur auroit acquis: mais auſſi les acquis par ſes pere & mere, ou autre à qui le teſtateur auroit ſuccedé ſans moyen.

Acqueſts.

Bayonne Tit.9. Art.25. Acqueſts ſont cenſez tous biens obuenus à l'vn ou à l'autre des conioincts durant leur mariage, ſoit par titre d'achat, legat, donation entre vifs ou par mort, inſtitution d'heritier ou par autre quelconque titre.

Biens auitins.

Art.26. Si n'eſt qu'ils fuſſent biens auitins, ou d'autre ſuperieur en droite ligne de celuy des conioincts, à qui leſdites choſes fuſſent obuenus. Art.27. Auquel cas ſi tels biens auitins ou d'autre ſuperieur obuiennent à l'vn deſdits conioincts durant leurdit mariage par ſucceſſion lucratiue, generale ou particuliere, ſont propres d'iceluy des conioincts, à qui ils ſont obuenus, & ſont dict vulgairement biés de papoadge ou lignage.

Biens de papoadge ou de lignage.

Biens de ligne, papoaux ou auitins. Acqueſts.

La Bovrt Tit.5. Art.7. Les biens de ligne papoaux & auitins ſont dicts & entendus par la Couſtume ceux qui prouiennent & deſcẽdent de l'ayeul, ayeule ou de plus haut degré, ſoient meubles ou immeubles. Art.8. Acqueſts ſont dicts & cenſez non ſeulement en la perſonne du premier acquerant: mais auſſi en la perſonne de ſon premier heritier ou ſuccedant, ſoient acquis par induſtrie, ou des fruicts des biens de lignee.

Sole Tit.17. Art.5. p. *à La Bourt.* Art.7. du pere grand ou mere grande, ou &c. Art.6. Les biés acquis & de conqueſte, ſont dits les choſes non &c. p. *à La Bourt* Art.8. de lignage & papoaux.

Penſions & redeuances des Baux.

Sedan Tit.2. Art.23. Les penſions ou redeuances de Baux d'heritages faits à touſiours ou autre plus long temps que de dix ans, ſont reputez meubles auant les termes de payer eſcheus. Art.30. Tous heritages & droicts immeubles aduenus par ſucceſſion, donation faicte en aduancement d'hoirie, faueur de mariage, legs teſtamẽtaire, ou autre diſpoſition: tant entre vifs, que pour cauſe de mort, par ayeuls, ayeules, peres, meres ou autres aſcendans, à leur fils ou petit fils ou fille ou autre deſcendant en ligne directe, ſeront reputez propres & naiſſans à celuy, auquel telles choſes ſont ainſi aduenuës, donnees ou delaiſſees. Art.31. Meſmement ſi les pere & mere, ayeul ou ayeule donnent en mariage aucuns leurs heritages aux futurs conioints, ils ſeront reputez propres à l'enfant & heritier preſumptif deſdits donateurs: ſ'il n'eſt expreſſement dict que ce ſoit pour ſortir nature de conqueſt auſdits futurs conioincts. Art.32. Semblablement ſeront reputez propres & naiſſans les heritages ou droicts immeubles, donnez par diſpoſition entre vifs ou pour cauſe de mort, par autres parens collateraux: auſquels leſdits donataires ou legataires pourroient ſucceder ab inteſtat lors du contract, quant aux contracts faits entre vifs: ou a l'heure de la mort, quant aux Teſtamens ou donations a cauſe de mort. Art.33. L'heritage prins par eſchange fait purement & ſans ſoulte, ſortit pareille nature a l'acqueſteur, que celuy, qu'il a baillé en contre eſchange. Art.34. Et ſ'il y a ſoulte, l'heritage ſera reputé acquêſt a celuy, qui aura faict la ſoulte, iuſques a la concurrence d'icelle: & neantmoins pourra celuy, auquel appartenoit l'heritage baillé en contr'eſchange retenir pour le tout ce qui luy aura eſté baillé, en rembourſant l'autre des conioincts ou ſes heritiers, pour la part a eux afferente de la ſoulte. Art.35. Mais quant aux donations ou legs teſtamentaires faits aux heritiers preſomptifs des donateurs, qui leur pourroient ſucceder ab inteſtat, a titre onereux, comme de nourrir les donateurs, payer leurs debtes ou autres charges: ſeront les choſes ainſi donnees reputees acqueſts, iuſques a la valeur & eſtimation des charges, & le pardeſſus reputé propres auſdits donataires. Art. 36. Tous heritages achetez de quelques perſonnes que ce ſoit, ſeront reputez acqueſts a l'acheteur. Art.37. Comme auſſi les heritages donnez ou delaiſſez, tant par donation entre vifs, que legs teſtamentaires & autres diſpoſitions faites par perſonnes eſtranges ou par collateraux ou autres deſquels les heritiers ne ſont heritiers preſomptifs, ſortiront nature d'acqueſt au donataire: ſinon qu'il fut dit par exprés que leſdits heritages luy ſortiront nature de propre. Art.39. Et * ſi elle a eſté donnee par le pere ou mere, pour faire ledit employ, mariant leur enfant ou

Eſchange quãd eſt propre ou acqueſt.

Donations ou legs teſtamentaires faits aux heritiers preſomptifs des donateurs, à titre onereux, ſont acqueſts iuſques à la concurrence de la valeur des charges.

Achat.

Donations.

* *Ceſt Art.39. depend de l'Ar. 38. mis cy deſſus.*

Source : BIU Cujas

autrement au profit d'iceluy, ladite pecune ou l'heritage acquis d'icelle, remontera, comme estant le naissant conuentionnel, & non naturel dudit enfant, tellemẽt que luy estant decedé sans hoirs de son corps, lesdits pere ou mere luy succederont en ladite pecune ou heritages acquis d'icelle, & non les freres & sœurs, & autres proches collateraux dudit decedé. Art. 40. Le pareil si aucuns heritages auoient esté donnez en especes ausdits enfans tels heritages par le decés dudit defunct, retournent au pere & mere, qui les ont donnez. Art. 41. Et si les deniers ont esté baillez au mari, à la charge de les employer en heritage au profit de sa femme, ou pour estre propre, & il ne l'a faict durant & constant le mariage, apres la dissolution d'iceluy, ladite femme ou ses hoirs prendront sur la masse du bien commun lesdits deniers baillez pour faire ledit employ. Et où les biẽs de la communauté ne suffiroient, seroient prins sur les propres du mary, sans aucune confusion pour ce regard, & seront lesdits biens dudit mari hypothequez du iour des deniers à luy baillez pour faire ledit employ.

Naissant conuentionnel & non naturel.

Deniers non employez en heritage par le mari, apres la dissolutiõ du mariage, seront prins sur les biens de la Communauté & s'ils ne suffisent, sur les propres du mary.

TITRE IV. DE [a] COMPLAINTE EN CAS de saisine & de nouuelleté, & de simple saisine.

Art. 96. *PARIS.*

Quand le possesseur d'aucun heritage ou droict reel reputé immeuble, est troublé & empesché en sa possession & iouissance, il peut & luy loist soy complaindre & intenter poursuite en cas de saisine & de nouuelleté dedans l'an & iour [b] du trouble à luy faict & donné audit heritage ou droict [c] reel contre celuy qui l'a troublé.

Complainte en cas de saisine & de nouuelleté se doit intẽter dãs l'an & iour du trouble, par qui & comment.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 13. Art. 230.

MONTFORT Chap. 3. Art. 59. Quand aucun &c. } p. *à Paris.* ou empesche &c.

MANTE Chap. 5. Art. 87. Celuy qui a iouy d'aucun heritage ou autre droict reel ou incorporel, par an & iour paisiblement, publiquement & notoirement, s'il est troublé & empesché en sa possession & iouyssance, peut dedans l'an & iour du trouble intenter cas de nouuelleté à l'encontre de celuy qui l'a troublé & doit estre maintenu en sesdites possession & iouyssance. Art. 88. Et n'est receuable à intenter ledit cas de nouuelleté, pour raison dudit heritage, ou autre droict reel ou incorporel, s'il n'est possesseur [d] d'iceluy par an & iour precedent la complainte.

SENLIS Tit. 14. Art. 267. Quiconques a iouy & possedé par an & iour d'aucun heritage paisiblement, *non vi, non clam, non precario*, & il est inquieté en sa possession & iouissance apres l'an & iour passé de ladite possession paisible, iceluy possesseur peut valablement intenter son cas de nouuelleté, contre celuy, qui l'a ainsi troublé dedans l'an & iour dudit trouble & empeschement.

CLERMONT Tit. 4. Art. 44. Quand aucun possesseur &c. p. *à Paris*, troublé. Autrement l'on n'est receuable.

VALLOIS Tit. 9. Art. 116. Quand aucun a iouy & possedé paisiblement, *non vi, non clam, non precario*, d'aucun heritage par an & iour, il a acquis la possession priuilegiee: en telle maniere que s'il est troublé par aucun en sa possession, il luy loist & se peut complaindre en matiere de saisine & nouuelleté, à l'encontre de celuy qui l'a ainsi troublé, en dedans l'an & iour dudit trouble.

PONTHIEV Tit. 10. Art. 144. Quand aucune personne de franche & liberale condition, iouyst & possede d'aucune chose, soit reelle ou * mobiliaire, ou d'aucun droict ou seruitude, par an & iour complet, & par le dernier an & exploict, paisiblement ou publiquement, & sans aucun contredit, soit à titre ou sans titre, si aucun ou aucuns trouble ou empesche tel possesseur en la chose par luy possedee, ou obseruee, ou en ses droicts, possessions, vsages & saisines, par luy gardees & obseruees, ledit temps & espace, tel possesseur, en dedans l'an & iour du trouble ou troubles à luy faicts, se peut douloir & cõplaindre de trouble ou troubles à luy faits, de celuy ou ceux qui luy auroient baillé ou donné, ou faict bailler & donner tels troubles & empeschemens. Art. 148. Si aucune personne veut intenter

* *Lisez immobiliaire.*

a Complainte en cas de saisine & nouuelleté, est appellee par aucunes Coustumes: Matiere de Complainte & de nouuelleté ou complainte & dolean ce en cas ou matiere de saisine ou nouuelleté, ou complainte en matiere de nouuelleté & est vne espece d'interdicts, pour retenir la possession. Et le depend de saisine, & saisine de possession, la saisine est acquise par an & iour: & par les Coustumes est reputee iuste de soy: mais non pas la possession: cecy est traicté au liure 2. du grand Coustumier de France, Titre des cas de nouuelleté, la saisine est vne iuste & licite possession, & la nouuelleté est vne iniuste & illicite possession, qui trouble & empesche la iuste saisine: Montargis chap 21. Art. 1. Senlis Art. 267. Orleans Art. 486. & nõmement la Coustume de Clermont Art. 45. 46. 47 & 48. mis cy dessous en l'Addition de ce Titre.

b Par le droict en ceste complainte en cas de saisine & nouuelleté, qui se nomme interdictum retinendæ possessionis, ou bien interdictum vti possidetis, celuy obtenoit anciennement gain de cause qui estoit possesseur lors & au tẽps de l'interdict possessoire intenté: mais depuis il failloit qu'il fut possesseur actuellemẽt au temps de la Conte-

Source : BIU Cujas

ſtation en cauſe. §. hodie Inſt. de interdict. l. 1. §. 1. & §. perpetuò D. vti poſsid. nec vi nec clam nec precario. Toutesfois nous ne gardons en France ceſte ancienne forme, & ſuffit que pour acquerir vne vraye ſaiſine, & obtenir en matiere poſſeſſoire d'auoir iouy de la choſe par an & iour non vi non clam nec precario. Ce qui eſt demeuré de l'ancien droict l. 1. §. perpetuò & §. vlt. D. vti poſſ. l. 1 & C. eod. tit. Partant pour intenter le cas de Complainte en matiere de ſaiſine & nouuelleté, ſuffit icelle intenter dedans l'an & iour à compter du iour du trouble. Le Roy Franc. 1. 1539. Ar. 61. a ordonné que apres l'an les complaintes ne ſeroient receus. La raiſon eſt par ce que tous interdicts poſſeſſoires ſont annuels. Ce qui a lieu tant en matiere profane, qu'en matiere Beneficialle: & y a ſeulement diuerſité en ce que l'an en matiere beneficiale, ſe doit prendre du iour de la prinſe de poſſeſsion, & non pas de la mort, ou vacation du Benefice. En ce cas apres l'an aucun n'eſt receuable à intenter complainte en matiere de nouuelleté apres l'an du trouble, ou de la prinſe de poſſeſsion en matiere Beneficiale: ains ſeroit debouté de l'inſtance & perdroit ſa poſſeſsion comme il eſt traicté par Bartole in l. ſi duo D. vti Poſſid. & l. 1. D. de nou. oper nunt. in 7. quæſt. Maſuer in Praxi. Tit de poſſeſſorio num. 13. d. l. vn C. vti Poſsid. Dauantage en matiere profane, ſuffit ladite iouiſſance d'an & iour: mais en matiere Beneficiale: outre icelle iouiſſance, quelque titre du Benefice eſt requis, a tout le moins coloré, comme i'ay monſtré en la Conference des Ordõnances liure 3. Tit. 8. Le complaignant doit informer de ſa poſſeſsion par droict de proprieté par titres ou teſmoings. Mais ſi les preuues tant vocales que literales, eſtant és productions des parties, ſe trouuẽt egales, le Iuge doit abſoudre le defendeur & condamner celuy qui a prouoqué, encores qu'en ceſte inſtance chacun ſoit reſpectiuemẽt demandeur & defendeur, Bartol. in l. 1. D. vti poſ. magis enim actor videtur, qui ad iudicium prouocauit l. in tribus 13. & l. 29. D. de iudic. l. 1. D. de in ius voc. l. 2. in fine D. comm. diuid. Et ſ'il eſt fort difficile de iuger du faict de la poſſeſsion, neantmoins faut touſiours en tel cas doubte tendre a l'abſolution, & deuons en ce cas ſuiure l'opinion de Bartole cy deſſus alleguee, & les Art. 57. & 58. de l'Ordonnance 1539. laquelle nous pouuons adapter aux matieres profanes, combien qu'elle parle ſeulement des matieres Beneficiales. Cet interdict tuetur illum qui non vi, non clam, non precario poſsidet d. l. vn. C. vti poſsidetis. l. 1. §. perpetuò & §. vlt. D. eod. tit. On peut bien en ce cas adiuger la poſſeſsion à celuy qui a les plus anciens titres Doctores in cauſam. De probat. extra.

c Hoc interdictum de ſoli poſſeſſore ſcriptum eſt: quem potiorem prætor in ſoli poſſeſsione habebat. Vlp. l. 1 §. hoc interdictum D. vti poſſ. §. 4. Inſt. de interdictis. Ceſte Complainte eſt intentee pour faire ceſſer le trouble tant paſſé, que celuy qui eſt à venir: & y a trois chefs en icelle, c'eſt à ſçauoir le ſequeſtre, lequel doit eſtre demandé auant conteſtation en cauſe: autrement, on n'y eſt plus receu: la Recreance que le complaignant doit requerir pẽdant le proces & doit touſiours eſtre adiugee par prouiſion à celuy qui a le plus clair & apparant droict, & qui a faict apparoir qu'il a iouy la derniere annee & des derniers exploicts de ſa poſſeſsion & ſaiſine: pour iouyr de la choſe contentieuſe ſous la main du Roy & de Iuſtice. La troiſieſme eſt la plaine maintenue, qu'on nomme le plain poſſeſſoire. La practique eſt telle auiourd huy que les Parties complaignantes mettent & accumulent ces trois chefs en leur exploict & libelle, prenant concluſions à la plaine maintenue, auec reſtabliſſement de fruicts au Sequeſtre & recreance pendãt le procés, en cas de delay, debat ou contredit.

d Par luy ou ſes autheurs.

---

tenter complainte de nouuelleté à l'encontre d'aucuns, il conuient qu'il le face en dedans l'an & iour du trouble ou empeſchement faict audit complaignant ou autrement, il viendroit à tard & ne ſeroit à receuoir.

PERONNE Tit. 8 Art. 218. Celuy qui a iouy paiſiblement d'aucun heritage ou droict reel, par an & iour entier, il peut former complainte en cas de ſaiſine & nouuelleté, contre celuy qui l'auroit trouble, encores que le troublant euſt iouy long temps auparauant.

LILLE Tit 11. Art. 149. Pour obtenir complainte en cas de ſaiſine & de nouuelleté, eſt requis que le complaignant ſoit en poſſeſſion d'an & iour de la choſe, dont il ſe complaint, qu'il ſoit troublé en ſa poſſeſſion, & intente ſadite complainte contre celuy l'ayant troublé, en dedans l'an & iour dudit trouble.

Poſſeſſeur par an & iour paiſible doit eſtre maintenu en ſa poſſeſsion.

VALANCIENNES Tit. 7. Art. 88. Quiconque poſſede paiſiblement quelque heritage, ou autre bien, par an & iour, & que autruy y veut clamer droict, tel poſſeſſeur demourera en ſa poſſeſſion: tant que par loy & ſentence il en ſera debouté.

Poſſeſſion comme ſ'acquiert.

MONTARGIS Chap. 21. Art. 1. On acquiert poſſeſſion d'aucun heritage en iouyſſant d'iceluy par an & iour, exploicts derniers, entiers, *non vi, non clam, non precario ab aduerſario*. Et apres telle iouiſſance, peut celuy qui ainſi a acquis poſſeſſion, intenter & ſouſtenir complainte en cas de ſaiſine & de nouuelleté, & tous autres proces poſſeſſoires, ſ'il eſt troublé en ſa poſſeſsion, & doit obtenir an poſſeſſoire contre celuy qui l'a troublé, en prouuant ſa poſſeſsion, comme deſſus.

ORLEANS Tit. 22. Art. 486. p. *à Montargis*. Art. 1. d'heritage droict corporel ou incorporel, en iouiſſant par an & iour.

ANIOV Tit. 18 Art. 426. Celuy qui a tenu & poſſedé aucun heritage & choſes immeubles par an & iour paiſiblement, a acquis la poſſeſsion de la choſe, & ſ'en peut defendre contre tous en matiere poſſeſſoire, ſoient gens d'Egliſe ou autres, qui auroient faculté d'agir, en ſommant en termes generaux qu'il a poſſedé à titre & prouuant les derniers exploits par an & iour, ſans qu'il luy ſoit beſoin prouuer n'alleguer autre titre particulier.

LE MAINE Tit. 19. Art. 441. p. *à Aniou*.

BOVRBONNOIS Chap. 12. Art. 89. Quand aucun poſſeſſeur par an d'aucun heritage ou droict reel, corporel ou incorporel, reputé immeuble &c. p. *à Paris*. peut ſoy &c. intenter complainte en cas &c.

POICTOV Tit. 15. Art. 399. Es matieres d'Applegemens ſuffit poſſeſsion d'an & iour, & iouyr par celuy qui ſ'applege ou par autre dont il a droict.

Source : BIU Cujas

BRETAGNE Tit.4.Art.103. On peut former Plegemens sur toutes choses qui se peuuent posseder tant meubles que immeubles, droicts corporels, que incorporels, à ce que celuy qui se plege ne soit troublé, inquieté ou molesté sur ses possessions, pour la conseruation de ses droits, & se fera le plegement dedans l'an & le iour du trouble fait ou comminé. *Plegemens.*

LA SALLE DE LILLE Tit.18.Art.1. Pour intenter valablement complainte &c.p. *à Lille.* Art.149. troublé actuellement & le face executer contre les turbateurs en dedans l'an dudit trouble. Et en appartient la cognissance à nostre dit Gouuerneur de Lille ou son Lieutenant, mesmement par preuention. e

e La complainte est des cas Royaux, & les Iuges subalternes non Royaux n'en peuuent cognoistre que par lettres ainsi qu'il a esté souuent iugé mesmes le 24. iour de Ianuier. 1565. & le 6. iour d'Aoust 1576. & depuis le 9. iour de Iuin 1578. Et ita in stilo Parlamenti §.25. Item in casu nouitatis inter priuatos cognitio pertinet ad regem & præsentem Curiam specialiter: & ideo si partes petant se remitti ad iudicem sub quo sunt cubantes & leuãtes, non fiet: & est ratio: quia emenda ob hoc debetur regi Papon liure viii. Tit. 4. Arrest onziesme, dict qu'il appartiẽt par preuẽtion au Iuge Royal ou subalterne de cognoistre de la matiere de Complainte en cas de saisine & nouuelleté. Au 2. liure du grand Coustumier Titre des cas de nouuelleté. Itẽ nota que tous Iuges chacun en sa iurisdiction peut bien cognoistre des cas de nouuelleté: mais se aucun Iuge Royal en a la cognoissance il n'en doit point faire de renuoy: mais luy demourera la cognoissance. Et plus bas, Nota que tous cas de saisine & nouuelleté sont de fait Et pource le Roy par preuẽtion en a la cognoissance, & n'en feroit point de Renuoy au Haut Iusticier ne à l'Official mesmes: supposé que la cause fut spirituelle. Et ainsi a esté iugé par Arr. 1279. lib. 3. Olim que le Roy auoit la cognoissance de saisine & nouuelleté & de lettres posees sous Seel Royal.

Art.97. PARIS.

Aucun f n'est receuable de soy complaindre & intenter le cas de nouuelleté pour vne chose mobiliaire particuliere: mais †† bien pour vniuersité de meubles, comme en succession mobiliaire. *Complainte en cas de saisine & nouuelleté n'a point de lieu en chose mobiliaire: sinon pour vniuersité de meubles.* †† *Ces mots, mais bien, &c. ont esté adiousteZ pour interpretation.*

f Par le droict ciuil nous trouuons qu'il y a deux sortes d'interdits introduits en ma-

CONFERENCE.

CALAIS Tit.13.Art.231.p. *à Paris.* cas de saisine & nouuelleté &c. pour meuble accessoire à immeuble & pour vniuersité &c.

SENS Tit.12. Art.117. Complainte en cas de nouuelleté n'a lieu en chose mobiliaire, sinon qu'elle soit adherante ou dependante de chose immeuble, ou qu'elle soit vniuerselle, comme pour les biens d'vne succession, ou pour vne maison & tous les biens estans en icelle.

MONTFORT Chap.3.Art 60.p. *à Paris,* intenter cas de &c. iusques à ce mot, *particuliere,* inclus.

CLERMONT Tit.4.Art.51. Pour biens meubles l'on ne peut intenter nouuelleté si ce n'est en succession vniuerselle: pour laquelle il se peut faire: supposé qu'il n'y ait que biẽs meubles en icelle succession: & aussi en la prinse de quelques meubles, prins en la Iustice d'autruy, en donnant trouble au faict d'icelle Iustice.

MONTARGIS Chap.21.Art.6. Pour simples meubles on ne peut intenter complaintes.

ORLEANS Tit.22.Art.489.p. *à Montargis,* complaintes: mais † bien &c.p. *à Paris.* † *Cest Ar.489. estoit le 372. de l'ancien Coustumier: & ce qui a esté adiousté est sans preiudice du passé.*

BOVRBONNOIS Chap.12.Art.91. Aucun n'est receuable d'intenter complainte en cas de nouuelleté &c.p. *à Paris,* particuliere: sinon qu'elle fut adherant &c.p. *à Sens.*

AVVERGNE Chap.2.Art.8. Remede possessoire & sequestre g n'ont lieu és choses mobiliaires.

LA MARCHE Chap.1.Art.7. Sequestre ne complainte en cas de nouuelleté, n'ont point de lieu en chose meuble: mais si a bien exhibition.

POICTOV Tit.15.Art.401. Tels applegemens & complaintes n'ont lieu en choses concernant meuble seulement: mais quand le meuble vient en consequence de l'immeuble par vn droict & moyen, comme pour vn hostel, auquel y a plusieurs biens meubles, ou en cas de succession ou de meubles ou immeubles: ou si en la Iustice d'autruy est prins aucun meuble, en le troublant en sa iurisdiction: & en autres cas semblables, lesdits applegemens & complaintes ont lieu.

Art.98. PARIS.

Quand †† aucun a iouy & h possedé aucune rente, & icelle prinse & perceuë sur aucun heritage parauant & depuis x. ans, & par plus grande partie d'iceluy temps, s'il est troublé & empesché en la possession & iouissance d'icelle, il peut intenter & poursuiure le cas de simple saisine personnelle contre celuy ou ceux, qui l'ont troublé & requerir estre remis en la possession, en laquelle il estoit parauant ladite cessation. *Cas de simple saisine personnelle cõment à lieu.* †† *Cest Art. 98. a esté prins du 37. Art. qui estoit sous le titre des actions personnelles au viel Coustumier & mis sous ceste Rubriche, à laquelle à ceste occasion ont esté adiousteZ ces mots,* Et simple saisine.

CONFERENCE.

MEAVX Chap.29.Art.218. Quand aucun a iouy d'aucun heritage par la

Source : BIU Cujas

tiere poſſeſſoire pour la diſtinction & difference des meubles & immeubles : c'eſt à ſçauoir l'interdict vti poſſidetis, que nous nommons ordinairement Complainte en cas de Saiſine & nouuelleté, ou bien ſimplement le cas de ſaiſine & nouuelleté & lequel ſe donne ſeulement pour les choſes immobiliaires & ad res ſoli tantum pertinet l. 1. §. quotiens D. vti poſſid. & l'interdict vtrubi, qui eſt ſeulement pour les choſes mobiliaires. En France il eſt obſerué que la Complainte n'a point de lieu pour meubles: ſinon qu'il fut queſtion de vniuerſité de meubles, ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé, meſmes au Parlement de Paris le 14 iour de Iuillet 1537. & depuis par autres Arreſts. Toutesfois ſi l'vne complainte ſuruenoit ſur l'autre, on doit faire premierement droict ſur la reſtitution du meuble, ainſi qu'il a eſté iugé en audience le 22 iour de Ianuier 1571. Par le droict ciuil ces deux interdicts ſont reduicts en vn pour le regard de la poſſeſſion §. hodie Inſt. de interdictis. l. vn D. vtrubi Au ſecond liure du grãd Couſtumier Tit. des cas de nouuelleté. Item iaçoit que l'en die que pour meuble l'en ne puiſſe pas intenter le cas de nouuelleté, toutesfois ſi faict bien en deux cas : Primò en cas d'vne ſucceſſion vniuerſelle: Secundò ſi tu prens en ma Iuſtice vn porceau ou autre meuble en Iuſticiant, tu me troubles en ma Iuſtice, à raiſon dequoy l'action de nouuelleté me compete: mais ſi ie me fonde ſeulement ſuper re mobili, non competeret interdictum vti poſſidetis. Maſuer. en ſa Practique Tit. 11. des matieres poſſeſſ. nombre 11. Caſus nouitatis non datur nec competit pro re mobili ſolum, ſecus ſi accedat rei immobili & Sens Ar. 117. Clermont Art. 51. Bourbon, Art. 91 Poictou Ar. 401. Nous deuons noter que nous vſons d'adueuz & contr'adueuz pour meubles & choſes mobiliaires Tours Art 370. Lodunois Chap. 2. Art. 13. & Chap. 37. Art. 6 Poictou Art. 385 La Rochelle Art 20. & 25 Acs Tit. 16. Art. 8. Bayonne Tit. 14. Art 1. Hinc matiere d'Adueu ou Denonciement és Couſtumes d'Aniou Art. 420. & le Maine Art. 435. comme nous auons monſtré ailleurs. Vide l. 2. § 2. D. vti poſſ. & l. 1 §. plane D. de vi & vi armata.

g En matiere de Complainte, le Sequeſtre a lieu, lequel toutesfois le Sergent ne peut faire par l'exploict ou adiournement donné en ladite matiere, ſinon verbalement, & doit eſtre ordonné par Iuſtice, parties ouyes auec cognoiſſance de cauſe: & le Sequeſtre ſe faict afin que les parties ne procedent par voyes de faict, & que la ſentence ſoit promptement executee, ainſi que Maſuer a noté en ſa Practique Tit. 11. num. 17. Les Ordonnances du Roy François de l'an 1539. Art. 105. 106. & 107. Le Sequeſtre ſe peut faire auſſi du conſentement des parties. Anciennement il n'auoit lieu qu'en matiere petitoire nous en auons parlé cy deſſus partie 1. Tit. de l'ordre iudiciaire. Bartol. in l. vn. D. vtrubi. Ceſte couſtume eſt conforme à la diſpoſition ciuile in l. vn. C. de prohib. ſeq pec.

h La complainte en matiere de ſaiſine & nouuelleté a lieu pour droicts reels incorporels. Bartolus in l. 1 §. in princ & in §. huius autem interdicti D. vti poſſid. l. 1. §. hoc interdicto D. de itinere actúque priuato. Bald. in l. 2. C. de ſeru. & aqua Innocẽtius & alij Doctores in cap. 2. De in integr. reſt. extra cap. quærelam De electione. Maſuer. Tit. de poſſeſſorio num. 9. 10. & 11. Cynus in l. 1. C. de fideic. contre les opinions des Docteurs ſur la Loy ſi certis annis C. de pactis l cum de in rem verſo D. de vſur. Acc & Bart. in l. idem eſt §. ſi quis autem D. de vi & vi arm. Mais ceſt Art. 98. parle du cas de ſimple ſaiſine. Et faut noter ce qui eſt eſcrit au liure 2. du grand Couſtumier de France Chap. des cas de nouuelleté. Item en cas de ſimple ſaiſine il y a pluſieurs exploicts iaçoit qu'ils ſoient anciens toutesfois ils vallent mieux mais en cas de nouuelleté les nouueaux vallent mieux. En ſimple ſaiſine celuy doit obtenir qui monſtre plus ancienne poſſeſſion de dix ans Dec. Conſ. 102. in prima parte: & ne peut l'on en icelle adiuger prouiſion, pendant le proces, comme de Sequeſtre ou autre.

---

plus grande partie de x. annees prochaines, precedentes le procés ſur ce meu entre les parties en matiere de ſimple ſaiſine, il * luy loiſt conclurre en ladite matiere contre celuy, qui n'auroit iouy par plus grande partie de x. ans, & il doit obtenir à ladite matiere & cas de ſimple ſaiſine.

CLERMONT Tit. 5. Art. 52. Le † cas de ſimple ſaiſine, qui eſt pour recouurer ſaiſine & droict poſſeſſoire, pour droict reel ou incorporel, ſe peut intenter apres l'an paſſé du droict poſſeſſoire perdu, & iuſques à x. ans & faut alleguer & monſtrer titre.

VALLOIS Tit. 9. Art. 118. p. *à Paris*. rente ou autre droict incorporel, & iceux prins & perceus ſur aucun ou aucuns heritages, detenteurs & proprietaires d'iceux, parauãt x. ans & depuis x. ans &c. de x. ans, il eſt &c. en la perception & iouiſſance deſdits droicts, il peut prendre & intenter le cas & pourſuitte de ſimple ſaiſine &c. requerir à l'encontre d'eux eſtre mis en la iouyſſance & perception deſdits droicts, éſquels il eſtoit auparauant &c.

LAON Tit 13. Art. 134. Celuy †† qui par defaut d'auoir la derniere annee poſſedé & iouy paiſiblement d'aucuns heritages, cens, rentes ou autres droicts incorporels, n'eſt receuable pour raiſon d'iceux, intenter complaintes en cas de nouuelleté, ſi toutesfois & auparauant & depuis x. ans, & par la plus grande partie dudit temps, il a iouy paiſiblement, ſoit continuellement ou par interualle deſdites choſes, encores qu'il ne ſoit fondé en titre: neantmoins eſt bien receuable, de intenter le cas de ſimple ſaiſine: à fin d'eſtre remis en la poſſeſſion qu'il auoit perduë.

CHALONS Tit 15. Art. 128. p. *à Laon*.

REIMS Tit. 6. Art. 187. † p. *à Laon*, perdue & icelle recouurer.

SEDAN Tit. 12. Art. 263. p. *à Reims*, à intenter cas de nouuelleté : ſi toutesfois des & depuis x. ans &c.

GRAND PERCHE Tit. 13. Art. 210. Quand †† aucun a eſté payé par trois annees dernieres & conſecutiues d'aucune rente ou preſtation annuelle, il a acquis poſſeſſion: au moyen de laquelle il peut intẽter complainte, pour eſtre maintenu & gardé en la perception de ladite rente & preſtation, ſi elle luy eſt deniee.

BOVRBONNOIS Chap. 12. Art. 95. † p. *à Meaux*, il luy eſt loiſible conclurre &c. ainſi qu'il eſt contenu en la marge de l'Art. 218.

* *Aucuns liſet ainſi*, Il loiſt cõclurre en ladite matiere contre celuy, qui auroit iouï de la choſe, dont il ſeroit queſtion par la moindre partie des x. ans, à fin qu'il ſoit maintenu & gardé en poſſeſſion & ſaiſine de ladite choſe, & en prouuant qu'il en a iouy doit obtenir à ladite matiere & cas de ſimple ſaiſine.

† *Aucuns des Aduocats & Practiciens & autres des eſtats ont dit que ladite action de ſimple ſaiſine ne ſe doit intenter que pour recouurer ſaiſine & poſſeſſion de payement d'aucunes rentes, droit de ſeruitutes ou autres choſes incorporelles, dont aucun a iouy & poſſedé par x. ans: & que ledit cas n'a lieu pour recouurer poſſeſſion d'heritage, & ſe doit intenter en dedans les x. ans du refus de payer ladite rẽte, ou que l'on a eſté troublé audit droit incorporel, & non apres. Et eſt requis que le demandeur allegue & monſtre titre, & ainſi en ont veu vſer meſmes que l'Article de ce faiſant mention és liures Couſtumiers contient par exprés, qu'il faut monſtrer & alleguer titre.*

Source : BIU Cujas

Et par aucuns autres Practiciens & deſdits Eſtats a eſté dict qu'ils ont veu vſer dudit cas de ſimple ſaiſine pour recouurer poſſeſſion d'heritage ou choſe corporelle, apres la poſſeſſion perdue d'an & iour: & n'eſt requis monſtrer titre. Surquoy apres auoir ouy la lecture deſdits Articles eſcrits eſdits cayers & liures Couſtumiers, faiſans mention de ladicte Couſtume: leſquels ne diſpoſent ſi ledit cas de ſimple ſaiſine ſe doit intenter pour droict corporel ou incorporel: & quant à l'exhibition du titre, ſe trouuent differens & contraires les vns aux autres: par l'aduis & deliberation de la plus grande & ſaine partie des Eſtats, qui ont eſté d'opinion que ledit cas de ſimple ſaiſine ſe doit intenter pour droict incorporel & eſt requis monſtrer titre: auons ordonné que l'Art. ancien deſſus dict ſera rayé, & au lieu d'iceluy ſera mis l'Art. 52. dudit liure Couſtumier.

†† *Ce 134. Art. eſt mis au lieu d'vn ancien Art.*

† *Le 187. Art. eſt de nouuel introduit.*

†† *Ceſt Art. 210, eſt mis au lieu d'vn ancien Art. lequel a eſté abrogé.*

† *Ceſt Art. 95. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

ADDITION SVR LE TIT. IV. DE COMplainte en cas de ſaiſine & de nouuelleté: & de ſimple ſaiſine.

I. Nouuelleté d'ou prend ſa naiſſance & origine: trois ſortes de poſſeſſions.

II. Poſſeſſion comme ſ'acquiert ou non.

III. En quels cas on peut former Complainte en cas de ſaiſine & nouuelleté, ou non: & comme il faut proceder en icelle matiere.

Nouuelleté d'ou prend ſon origine.

Trois manieres de poſſeſſions.

CLERMONT Tit. 4. Art. 45. La nouuelleté depend & naiſt de ſaiſine, & ſaiſine de poſſeſſion: & ſont trois i manieres de poſſeſſions: c'eſt à ſçauoir poſſeſſion acquiſe par occupation & detention: poſſeſſion acquiſe par ſucceſſion: & poſſeſſion acquiſe par tradition de fait.

Poſſeſſion par occupation ou detention comme ſ'acquiert.

Art. 46. Pour acquerir poſſeſſion par occupation ou detention ſont requiſes trois choſes: c'eſt à ſçauoir que la choſe ne ſoit occupee par force, clandeſtinement ne par priere: mais paiſiblement publiquement, & non à titre k de louage, ne de preſt: l & quiconques a vne choſe ainſi occupee & tenuë par an & iour, il acquiert ſaiſine d'icelle: tellement que ſi depuis il appert de trouble ou empeſchement faict au contraire, iceluy ainſi poſſedant, peut en dedans l'an & iour, apres ledit trouble & empeſchement, intenter complainte audit cas de nouuelleté. Art. 47. Empeſchement & trouble de ſaiſine eſt pour raiſon des biens m & ſucceſſion du treſpaſſé: en quoy l'heritier de raiſon ſe peut dire ſaiſi: en telle maniere que là où trouble ou empeſchement luy ſeroit donné és biens d'icelle ſucceſſion: tel heritier en dedans l'an & iour du trouble, peut intenter libelle de nouuelleté & ſoy ayder de la poſſeſſion de ſon predeceſſeur creancier. Ar. 48. Poſſeſſion acquiſe par voye de faict, eſt engẽdree quand le S. foncier a baillé la ſaiſine d'aucun heritage à cauſe de vendition, eſchange, don, alienation, ou autre titre: auquel y a apprehenſion de faict de la poſſeſſion de la choſe alienee, à ceſtuy au profit duquel eſt faite ladite alienation, le tout du vouloir & conſentement de ceſtuy, qui a faict ladite alienation: lequel lors d'icelle eſtoit poſſeſſeur de la choſe ainſi alienee: & en ce cas peut aider l'acheteur, ou celuy qui a iuſte titre, de la iouyſſance parauant faite par ſon predeceſſeur, contre tous ceux qui luy feront trouble, ou empeſchement, en ſoy fondant audit cas de ſaiſine & de nouuelleté. Art. 49. La n ſaiſine qu'vn vſufructuaire a en la choſe, ne profite en aucune maniere à ſon heritier contre le proprietaire.

Poſſeſſion par ſucceſſion.

Poſſeſſion par voye de faict.

Saiſine pour l'vſufructier.

II. MONTARGIS Chap. 21. Art. 2. Et pareillement on peut o acquerir poſſeſſion d'aucun droict corporel ou incorporel, profane & non ſpirituel, par an & iour, & ſans titre. Mais pour acquerir poſſeſſion d'aucun droict Eccleſiaſtique, comme d'vn Benefice, Diſme ou autre ſemblable, il faut auoir titre. Art. 3. Vn hõme lay peut acquerir la poſſeſſion d'vn Diſme par le p temps deſſuſdit, & icelle tenir & poſſeder, en monſtrant & prouuant par luy, qu'elle ſeroit infeodee d'ancienneté, & de tel temps qu'il ne ſoit memoire de contraire.

ORLEANS Tit. 22. Art. 487. p. *a Montargis*. Art. 3. D'vne Diſme par an & iour, &c. infeodee deuëment.

SENLIS Tit. 14. Art. 266. Quiconques a tenu, iouy & poſſedé d'aucune choſe par le tẽps & eſpace d'vn an, *non vi, non clam, non precario*, il a acquis ſaiſine & poſſeſſion.

BLOIS Ch. 18. Art. 212. Qui a iouy par an & iour de quelque heritage ou droit incorporel, *non vi, non clam, non precario*, il eſt fait vray poſſeſſeur d'iceluy heritage.

BOVRB. Chap. 12. Ar. 94. La poſſeſſion des choſes q venduës, cedees ou tranſportees, eſt continuee aux acquereurs & ceſſionnaires, apres qu'ils ont apprehendé la poſſeſſion deſdites choſes: & quant és droicts incorporels, les acquiſitions ſuffiſent à la continuation de ladite poſſeſſion. r

i Si nous regardons les effects de la poſſeſſion, nous deuons diſtinguer les eſpeces de poſſeſſion. Conſtantinus Imperator in l. nemo. 10. C. de adq. poſſeſſ. poſſeſſionis duplicem rationem ſtatuit: vnam quæ iure conſiſtit: aliam quæ corpore vt in l. ſtipulatio §. hæc quoque D. de ver. oblig. l. eum qui D. de donat. inter vir & vx. nous les nommons, ciuiles & naturelles. Cuias en ſes Paratilles ſur le cod. Tit. adqu. poſſ. explique biẽ ces deux eſpeces de poſſeſſions & au 9. liure de ſes Obſeru. chap. 33. Paul. in l. 3. §. genera poſſeſſionum. D. de adqu. poſſ. ſcribit genera poſſeſſionum tot eſſe, quot & cauſæ adquirendi ſunt eius quod noſtrũ ſit & in fine §. In ſumma vnum genus poſſidendi eſſe, ſpecies infinitas. Si donc on cõſidere la vraye & naturelle poſſeſſion, ou Seigneurie, il n'y a qu'vne ſorte & maniere de poſſeſſion ſi l'effect vtile & commodité de icelle, c'eſt vne poſſeſſion ciuile. Si on regarde les choſes que l'on peut poſſeder: les vnes ſont poſſedees par donation, legs, achat &c. Mais ſi on a égard à la forme & qualité de poſſeder, la poſſeſſion ſera acquiſe par le moyen d'vne bonne foy: ou par mauuaiſe foy dont nous diſons

les vns estre possesseurs ou acquereurs de bonne ou mauuaise foy. d.l.3.§.22. D. eod.tit. vnde etiam potest diuidi possessionis genus in duas species, vt possideatur aut bona fide, aut non bona fide. Tout ce qui est en ceste Coustume est traicté au second liure du grand Coustumier de France Chap. des cas de nouuelleté. Il est à considerer qu'elle depend & naist de Saisine & Saisine de possession. Et sont trois especes de possessions suffisans à Saisine, c'est à sçauoir acquise par succession, occupation ou tradition de faict. Le reste y est fort bien expliqué.

k Procurator, colonus, inquilinus vel seruus possessionem domini interuertere non potest l. ex libris Sabinianis. 12. C. de adquir. & retin. poss. quia per seruum procuratorem, colonum aut inquilinum possidemus & qui alteri non sibi possident, si possessionem deserant vel alteri tradant, domino non possunt præiudicare Pomp. l. si colonus. 31. Africanus l. si de eo fundo 40. §. si forte colonus. D. de adq. vel am. poss. Procul l. cum quis 31. D. de dolo malo. l. melior. 131. D. de reg. iur. l. 3. C. de pactis l. 28 & 29. D. eod. tit. l. 19 D. mand. l. 62. & 122. §. 1. De verb. obligat. l. pen. D. de positi l. 2. §. 1. D. de pollicitat. l. 6. C. vnde vi l. vn. C. si per vim vel alio modo & c. l. vlt. C. de delator. lib. x. vide l. 28. D. de adq. poss. l. 9. D. eod. tit. l. 1. §. 15. cum l. 3. §. vti D. de itin. actúque priu. l. 20. & seqq. D. Quem adiu. seru. amitt.

l Marcellus l. si quis rem. 20. D. de adq. vel am poss. Pomponius in l. 8. & Vlp. in l. nemo. 9. D. Commod. statuunt rei commodatæ possessionem & proprietatem retineri, nemo enim commodãdo rem facit eius cui commodat. Et in eo commodatum à mutuo differt vt est in l. 2. D. de reb. credit.

m Ceste espece de possession contre le droict in l. cum heredes 21 D. de adq. poss. A dita quidem hereditate omnia iura ad nos transeunt, possessio tamen nisi naturaliter comprehensa, ad nos non pertinet. & notant rectè Doctores Dominium efficacius esse possessione, & possessionem non adquiri successione l. qui vniuersas 30. §. quod per colonũ D. eod. tit. Mais ceste Article est tiré de la Coustume generale de France, le mort saisit le vif. laquelle a lieu non seulement in suis heredibus l. 30. D. Ex quib. causis maior l. 11. D. de lib. & postum. sed etiam in extraneis. Nous parlerons de ceste Coustume generale au Tit. xv. cy dessous. Et s'entend comme il est dit au second liure du grand Coustumier de France sus allegué ceste Coustume tant en ligne directe que collaterale & de la Saisine de Droict & non pas de faict.

n Ceste Art. 49. est vne interpretation de la Coustume generale de France, le mort saisit le vif, &c. prise & tiree du grãd Coustumier de France cy dessus allegué: Item la saisine que l'vsufruitier a en la chose ne profite en aucune maniere à son heritier contre le proprietaire ne de Droict ne par Coustume, ainsi fut il iugé en Parlement contre Raoul le Tuillier l'an 28. On peut tirer la raison de ceste Article 49. de ce qui est dit & exprimé en Droict, vsumfructum morte extingui nec ad hæredes fructuarij transire l. 1. 5. 22. 28. 29. & 32. §. 1. D. de vsufr. legato. l. si vim. 7. D. de vsufr. earum rerum quæ vsu cons. qua §. finitur Inst. de vsuf. l. 3. 10 & 26. D. eod. tit. l. 3. D. eod. ti. l. 3. D. Quib. mod. vsuf. amit. l. 8. D. de an. leg. l. 1. C. cõ. de manumiss.

o Nous auons cy dessus monstré comme en matiere Beneficiale le Titre est necessaire pour fonder vne possession.

p La seule possession ne seroit suffisante, sans faire apparoir de l'infeodation. En l'Addition du second Titre de ceste seconde partie a esté monstré que les Dismes ne peuuent estre possedees par les gens lais ny mesmes les prescrire ou posseder comme estant chose spirituelle. Panormit. in cap. fin. extra de consuet. cap. ad hæc. De decimis cap. quamuis & cap. prohibemus. Eod. tit. Toutesfois il peut posseder ou prescrire s'il les tient par priuilege du Pape ou s'ils sont infeodez auant le Concile de Lateran d. cap prohibemus & cap. quamuis & cap. cum Apostolica de his quæ fiunt à Præl. Auquel cas ils doiuent faire apparoir de l'infeodation legitime: s'il n'est ancien Vassal de l'Eglise & mõstre les inuestitures faites par les Ecclesiastiques: encores qu'ils ne monstrent de la premiere infeodation Panorm. in d. cap. cum Apostolica. De his quæ fiunt à Præb. dit que Ioan. Andr. a esté de la mesme opinion: ou bien s'il ne le fait apparoir par la commune fame & renommee. Pyrrhus.

q Sine possessione vsucapio contingere non potest l. sine possessione. 25. & l. iusto errore 44. §. fin. De vsucap. Titulus iustus necessarius est in præscriptione l. quoniam 4. C. si quis ignor. rem mino. esse sine dec. comp. l. nullo iusto titulo 24. C. de rei vind. l. seruum 22. C. fam. erc. l. 20. §. 3. D. eod. titulo l. 3 & 4. C. de vsuc. pro her. l. 3. D. Pro don. l. 4 De præscr. long. tempor. Iniusto titulo nec vsucapimus nec dominium adquerimus l. vlt. C ne de stat. def. unct. l. 7. C. de adq. poss.

r Ceste sorte de possession se fait par tradition l. traditionibus 20. C. de pactis l. 7. D. pro emptore l. 2. C. de crimine stellion. l. quotiens 15. C. de rei vind. Or l'effect de la tradition est que pour acquerir proprieté ou Seigneurie nous deuons plustot considerer le temps de la tradition, que le temps du Titre, comme les Docteurs ont remarqué sur ladite Loy quotiens §. 3. Inst. de empt. §. 40. 41. 42. 43. 44. & 45. Inst. De rer. diuis.

La Bovrt Tit. 16. Art. 2. Celuy a possession de la chose, au nom duquel aucun autre la possede.

Sole Tit. 30. Art. 2. p. *A La Bourt.*

†† *Ceste Art. 114. est de nouel introduit.*

Avxerre Tit. 4. Ar. 114. Passer †† par heritage s d'autruy n'attribue droit de possession de saisine: s'il n'y a titre. Et sans titre, on ne peut prescrire pour quelque laps de temps que ce soit, fut ce de cent ans ou plus.

Nivernois Chap. 10. Art. 26. Pour aller, venir ou mener pasturer ses bestes en l'heritage d'autruy, pour le temps qui n'est de garde & defense, aucun n'acquiert, & ne peut acquerir droit ou possession, que le Seigneur ne le puisse labourer, cultiuer & mettre en garde & defense, quand bon luy semble: s'il n'y a titre ou possession suffisante auec payement de redeuance au profit dudit Seigneur proprietaire, ou s'il n'y a possession immemoriale, sans titre ou payement de redeuance: laquelle equipolle à titre. Chap. 17. Art. 9. Pour venir ou aller, mener ou enuoyer bestes, coupper, prendre bois n'autrement exploicter en bois & buissons d'autruy, aucun n'acquiert ésdites choses droict petitoire ou posseſsoire de seruitude ou vsage, s'il n'y a titre ou posseſsion auec payement de redeuance au profit du seigneur proprietaire: laquelle posseſsion auec ledit payement, seruira au posseſsoire: mais quant au petitoire auec ledit payement est requis prescription suffisante. Art. 10. Toutesfois iouisſance dudit droict de seruitude ou vſage par temps immemorial, *etiam*, sans titre ou payement de redeuance, equipolle à titre, & vaut en petitoire & posseſsoire.

Iouyſſance du droict de seruitude ou vſage.

† *Ceſt Ar. 155. a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Orleans Tit. 5. Art. 155. Pasturer † Champayer & faire paſser beſtial ſur l'heritage d'autruy par tollerance, n'attribue aucun droict à celuy, qui en auroit iouy par quelque temps que ce ſoit.

s Poſſeſſio non ſolũ corpore ſed etiam animo quæritur l. 3. l. 8. D. de adq poſſ l. ferè 153. D. de reg. iur. l. 80. D. de ſolut. Le Champeage ou Paſcage ne mõſtre vne affection ou volonté de poſſeder. Paulus in l. qui iure 41. D. de adq. poſſ. ſcribit eum qui iure familiaritatis amici fundum ingreditur, non videri poſſidere &c. l. 9 D. eo. l. 20. & ſeq. Quẽ adm. ſeruit amitt. Le droict de Champayer ou paſcager ne donne poſſeſſiõ ſans titre. Eſt enim ruſtica ſeruitus paſcendi pecoris l. itẽ 3 & l. 4. d. de ſeruit. ruſt. præd. l. 20. §. plures D. ſi ſeru. vind. l. ſi quis vnas. 32. D. de vſuf. Ceſte Couſtume eſt tiree de la Loy per agrũ 11. C. de ſeruit. & aq. l. 16 De ſeruit. ruſt. præd. l. 13. D. de iniuriis.

Source : BIU Cujas

BLOIS Chap.18.Art.214. Pasturage ou Champeage de bestes en heritages d'autruy, qui n'est clos ne defensable, n'acquiert droict ne possession ou prescription sans titre valable. Art.215. Aller & venir, passer & repasser n'acquiert point semblablement de possession, ne de prescription valable. Art.216. Iouyssance t ou exploicts faicts és choses cachees & latitees qui ne se peut cognoistre, n'acquiert de possession.

t Parce que en ceste matiere de complainte on ne doit auoir acquis possession, vi clá vel precario & origo nanciscendæ possessionis semper spectari debet vt est in l.clam, possidere 6.D. de adq. poss.& Vlp in l.1.§.vlt. D. vti possid. scribit has possessiones non debere proficere qualiscúque possessor hoc ipso quod possessor est plus iuris habet, quam ille qui non possidet. l.2 D. eodem titulo.

ROMORANTIN Ch.7.Art.11. Tous heritages és Chastellenies de Romorantin, Millançay, Billy & Villebrosse sont defendus pour aller, venir, passer, & repasser par iceux outre le gré & volonté du S.& pasturer & champayer. Et le peuuent les S.des heritages prohiber & defendre, quand il leur plaist: & aussi quand ils le veulent, ils le permettent, sans ce que celuy qui passe par heritage d'autruy ou fait mener ses bestes ainsi pasturer, puisse acquerir possession en l'heritage, par quelque laps de temps, qu'il ait peu passer & repasser, ou faire châpayer & abbreuuer bestes, sans titre ou constitution de seruitute fait entre parties.

Heritages defendus.

LA FERTE YMBAVT Chap.4.Art 6. Passer & repasser, ou paistre & châpayer en heritage d'autruy, n'acquiert point de possession, par quelque laps de temps que ce soit: pourueu qu'il n'y ait contradiction.

LA FERTE AVRAY Chap.1.Art.5. Aller passer & faire pasturer les bestes en heritages d'autruy, soit qu'il y ait clos defensable ou non, n'acquiert point le droict de possession, par quelque temps que ce soit contre le S. dudit heritage: si de ce pouuoir faire, celuy ou ceux qui ainsi feront aller & passer, ou auroiét mené ou fait mener & faire passer & champayer leursdites bestes, n'auroient & faisoient apparoir de iuste titre & valable.

LA MARCHE Ch.29.Art.362. Pascage seul sans autre titre n'attribue droit de possession ou proprieté, és terres vacans, appartenás à autruy, par quelque laps de temps que ce soit: sinon qu'il y eust iouyssance apres le temps de contradiction par l'espace de xxx.ans.

III. CAMBRAY Tit.25.Art.26. Action pour spoliation u s'intente par complainte, ou clain de restablissemẽt en dedãs l'an: en laquelle action sur vn seul defaut, le demandeur est admis à faire apparoir de la spoliation pretenduë, pour la preuue faite obtenir sentence de restablissement. Ar.27. Action pour emport de Terrage s'intente en dedans l'an, par complainte faite au Bailly & hõmes de fief, pour contraindre l'emporteur au restablissemẽt, en requerãt l'adionction du Procureur de l'office du Bailliage, pour amende. Mais il conuient pour proceder par ladite voye & complainte, pour restablissement, que celuy, à qui le terrage est deu soit en possession de le receuoir à la derniere annee oudespouille precedente: autrement il faut proceder par clain de simple saisine.

Action pour spoliation.
Clain de simple saisine.

u Le grand Coustumier liure 2 chap. des cas de nouuelleté, Nota qu'il y a deux voyes pour intenter le cas ou le libelle de nouuelleté: l'vne par maniere de complainte, & l'autre par vn simple adiournement: Mais ceste Coustume parle de la spoliation ou reintegrande, qui est quãd aucun a esté spolié de sa possession & intente ladite reintegrande ou action de spoliatiõ dedãs l'an & iour, afin d'estre remis & reintegré en sa possession. l.1.& 8.C.vnde vi, spoliatus sine vlla cunctatione restituendus est, & reformandus est status qui per iniuriã sublatus est l.1.C. Si per vim vel alio modo &c. l.7.C.ad legem Iul. de vi publica cap.1. & 7. De rest spol. cap.2. & 4.de ordine cogn. vide Cuiac.lib.19. Obseru. cap.16 & l.si quis in tãtam.7.& l.si quando 9. C vnde vi l.1.§. cũ qui D de vi & vi arm. l. si quis emptionis §. sed hæc super C. de præsc. 30.vel 40.ann c olim. De restit. spoliat. l si maritus. C. de donat. int.vir.& vx.

NORMANDIE Chap.1.Art.50. Brief de nouuelle dessaisine a esté introduit pour recouurer chose entreprise, puis an & iour: & tient ledit brief estant signifié, l'heritage en sequestre iusques à ce qu'il soit ordonné par Iustice.

MELVN Ch.8.Ar.168. Les † colõs ou cõducteurs x d'aucũ heritage, ne peuuẽt interuertir la possessiõ du proprietaire: & peut ledit proprietaire & S. dudit heritage, qui touſiours a esté payé de ses louages & pẽsiõ, intẽter cõplainte pẽdãt le bail & dedãs l'an, cõtre celuy à qui le cõducteur ou colõ aura vẽdu ou autremẽt alienẽ ledit heritage, encores qu'il en ait iouy à titre de bonne foy, par plus d'an & iour.

Tproprietaire peut intenter cõplainte dedans l'an contre ceux qui ont acheté des fermiers ou colons.

MANTE Chap.6.Art.91.p. *à Melun.* conducteurs & †† detenteurs d'aucun heritage chargé de rente &c. possession du seigneur: & pourra ledit seigneur &c. pension ou rente intenter complainte contre celuy, à qui le conducteur ou rẽtier aura vẽdu &c bõne foy, & ne peut en ce cas tel acheteur prescrire cõtre ledit S. y

SENS Tit.12.Art.119. Le mary constant le mariage, se peut dire saisi de tous les heritages & droits de sa femme, & pour iceux former & conduire z cõplainte en cas de nouuelleté & autres actions possessoires.

CLERMONT Tit.4.Art.50. Vn †† Vassal est receuable à soy cõplaindre en cas de saisine & de nouuelleté, pour raison de son fief & droicts d'iceluy, à l'encontre de toutes personnes: pourueu qu'il n'y ait saisie sur ledit fief: & nonobstant qu'il n'ait esté receu en foy & hommage de son S.F. excepté toutesfois contre son S.F. a contre lequel il est aussi receuable à intenter ledit cas de saisine & de nouuelté, apres qu'il aura esté receu en foy & hommage.

VALLOIS Tit.9.Art.117.p. *a Clermont.* Art.50. pourueu † qu'il n'y ait saisie: excepté contre son S.F. par lequel il n'auroit esté receu en foy & hommage: & où il auroit esté receu, seroit aussi receuable contre son S.F.

TROYES Tit.7.Art.136.p. *a Sens,* iusques à ces mots, *de nouuellete,* inclus.

PONTHIEV Tit.10.Art.145. Si aucune complainte est intentee pour trouble

†† Cest Ar.91. est de nouuel introduit.
Mari pour les droits de sa femme peut former complainte en cas de nouuelleté.
†† Les Nobles & plusieurs de l'Estat de l'Eglise, ont remonstré que ladite coustume ne fut oncques en vsance: qu'elle est cõtraire à la disposition du droict cõmun & à plusieurs coustumes cy dessus accordees & autres cy apres escrites qui sont notoires à tous :

† Cest Ar.168 est nouuel. Coulons, conducteurs ou fermiers ne peuuent interuertir la possessiõ du proprietaire.

Source : BIU Cujas

par lesquelles vn heritier est saisi des l'instant du trespas de son predecesseur: & par semblable le donataire ou autres acquisiteurs, par la donation & tradition qui se fait de la chose par luy acquise. Parquoy ont soustenu que ledit Art. 50., deuoit estre rayé, comme du tout inutile, & hors les termes de raison. Ce qui a esté empesché par le Procureur du Roy disant que ledit Art est Coustume ancienne introduite en la faueur des S. Fan preiudice desquels leurs Vassaux ne peuuent estre dicts possesseurs & ioüissans de leurs Fiefs, que premierement ils ne leur ayent faict hommage, & payé les droicts, en quoy ils sont tenus par la nature des Fiefs. Surquoy auons renuoyé les parties à la Cour, pour leur faire droict ou autrement les appointer sur leur different, ainsi qu'elle verra estre à faire par raison: Et neant-moins par l'aduis & deliberation des gens d'Eglise, Nobles, Aduocats, Practiciens & autres du tiers Estat qui tous vniformement ont d'vne mesme opinion: (excepte les Aduocats & Procureur du Roy) auons dit que par prouision & sans preiudice dudit different, que ledit Article 50. sera corrigé & mis en la forme qu'il est contenu audit Art. 50. dudit Coustumier.

† *Le 117. Art. est introduit pour nouuelle Coustume.*

x D.l. ex libris Sabinianis. C. de adquirend. poss. & autres cy dessus alleguees.

y Qui est ce pendãt recongnu ou payé.

z Le mary constant le mariage est maistre & Seigneur des actiõs de sa femme, mobiliaires & possessoires. Par. s Art. 233. comme

il sera dict au Tit. x. cy dessous, & intenter lesdites actions sans le consentemẽt de sa femme. Ce que nous expliquerons en son lieu. Vide l. doce ancillam. C. de rei vind. & l. maritus. 10. C. de procur. L. vlt. C. de pactis conuentis tam super dote, &c.

a Bartol. in l. 1. §. huius autem interdicti. D. vti poss. Masuer. in Praxi titul. de possess. num. 8. Stylus Curiæ Parlamenti. Tit. 18. §. 26. Entre le S. & le suiet n'a point de nouuelleté. Doctores in l. 1. C. de seruis fugit & in l. Pomponius D. de adq. post. Par Arrest de l'an 1394. le suiet n'est receu complaignant contre son Seigneur.

faict au complaignant, si celuy ou ceux desquels on s'est complaint, s'opposent à l'execution de la complainte il faut qu'ils restablissent par signe comme contraints. Et si iour leur est assigné pour dire les causes de leurs oppositions par deuant le Iuge, qui en doit cognoistre: les defendeurs & opposans ne doiuent estre receus à aucune chose dire ou alleguer au principal, ne à proceder peremptoirement, que prealablement & auant tout œuure, ils n'ayent restably realement & de faict, ce que par eux aura esté faict, prins leué ou emporté: si conuenablemẽt il se peut restablir, reparer & reintegrer. Art. 146. Quant aucun se complaint pour vne nouuelle œuure ou edifice faict en ladicte Comté, enquoy iceluy complaignant maintienne auoir esté troublé en ses droicts, possessions & saisines, si ledit œuure ou edifice est faict, parfaict & acheué auparauant ladite Complainte intentee, & que ledit œuure ou edifice b fait en ladite Comté, enquoy iceluy cõplaignant maintienne auoir esté troublé en ses droicts, possessions & saisines, si ledit œuure ou edifice est fait, parfaict & acheué auparauant ladicte Complainte intentee, & que ledit œuure ou edifice ne se peut ou transporter, sans grand interest ou dommage, il n'y eschet autre restablissement que par signe: & doiuent lesdictes parties proceder en ladicte Complainte peremptoirement, sans ce qu'il y ait restablissement realement fait pendant le proces. Art. 147. Si aucun s'oppose à l'execution d'aucune Complainte de nouuelleté, & il a iour pour dire les causes de son opposition, il peut & doit estre receu au iour que la cause seruira sur son opposition, à requerir & demander congé de Cour, & decliner le Iuge, s'il a cause valable pour ce demander: sans ce que tel opposant soit tenu de restablir prealablement. Art. 149. Quand il y a action de Complainte de nouuelleté intentee pardeuant aucun Iuge de ladicte Comté, si sur icelle action est baillé contredict par partie defenderesse, & la cause est litis contestee: & que les parties seront appointees contraires à escrire: la partie qui dechet, ou est succombee, soit le demandeur ou le defendeur eschet & doit estre condemné, en lx. sols d'amende: & selon la Coustume n'y a point d'amende, si la cause n'est litis contestee. Art. 150. Quand aucun est deuëment adiourné à comparoir pardeuant le Sergent executeur d'vne Complainte de nouuelleté, & il est defaillant d'y comparoir ou Procureur pour luy, si la partie qui sera diligent, requiert defaut contre sa partie defaillant, & auoit acquis en vertu d'iceluy, qu'elle soit maintenue & gardee en ses possessions contenues en la Commission de Complainte, ledit executeur peut & doit donner ledit defaut, & maintenir & garder, si auant que faire le peut, la partie diligente esdites possessions & saisines, & de son exploict rescrire pardeuers le Iuge, duquel seroit donnee la Commission: & sur le rescrit d'iceluy executeur, ledit Iuge doit bailler nouuelle Commission, pour adiourner pardeuant luy à iour ordinaire, la partie defaillante, pour par luy voir adiuger le profit du defaut obtenu pardeuant ledit Sergent: & maintenir la partie diligente, qui a obtenu le defaut pardeuant ledit Sergent. Et soit que ladicte partie compare ou non, le Iuge doit adiuger le profit dudit Defaut, & maintenir la partie diligente en ses possessiõs & saisines declarees en sa Complainte. Car vn simple Defaut obtenu sur le lieu contentieux, n'emporte gain de cause: mais defaut obtenu en iugement emporte gain de cause. Article cent cinquãte vn. La partie defaillant & contumacee pardeuant le Sergent executeur, ne doit estre receu à rien dire, que premier elle ne soit releuee par le Roy du Defaut: & qu'elle n'ait refondé les despens d'iceluy Defaut à sa partie aduerse. Et si le complaignant estoit negligent de comparoir pardeuant ledict Sergent, sa partie auroit congé & despens: & perdroit ledit complaignant sa cause, & seroit sa partie

Defaut.

Defaut.

Congé.

b Bartol. in l. 1. D. de noui. op. nunc. in 6. & 7. quæst. l. Sabinus. D. Comm. diuid. l. 2. §. nemine prohibente. D. Ne quid in loco publico.

Source : BIU Cujas

maintenue & gardee és possessions contraires a celles dudit complaignant, contenues & narrees en la Commission dudit complaignant. Art.152. Si la partie euoquee pardeuant ledit executeur, sur la remise d'aucune Complainte, ne vouloit restablir deuëment, ne obeyr aux commandemens, qui a ceste fin luy seroiēt faicts par ledit executeur, iceluy executeur le doit mettre en Defaut, & y conuiendroit garder l'ordre telle que dit est dessus, quand partie defaut à comparoir sur ladite remise de complainte en matiere de nouuelleté.

LILLE Tit.6. Art. 76. Quiconques est trouué possesseur d'an & iour, d'aucune chose mise en litige, il en doit auoir la iouissance durant iceluy litige, s'il le requiert. Tit.11. Art. 150. Le Sergent executeur d'vne Complainte en cas de nouuelleté, est tenu d'adiourner le turbateur en parlant à sa personne ou à son domicile, à comparoir sur le lieu contentieux en luy donnant pour le moins vn iour franc entre le iour de l'adiournement & le iour seruant. Et si audit iour ledit adiourné ne compare, ou soit defaillant d'obeyr aux commandemens à luy faicts, sera contre luy donné Defaut, & le demandeur maintenu & gardé. Et pour ledit Defaut veoir confirmer, il sera readiourné en vertu de la mesme Commission. Art.151. Se au iour seruant, la cause appellee en iugement, le defendeur ne compare ne Procureur pour luy, le complaignāt peut obtenir Defaut, à tel profit qu'il sera maintenu & gardé, ledit defendeur condemné reparer le trouble & la chose contentieuse leuee au profit de l'impetrant, & iceluy defendeur condemné és despens : neant-moins en cas qu'il fut question d'aucuns interests non liquidez, ledit complaignant doit sur iceux estre ordonné à preuue. Art. 152. En matiere de Complainte, se le defendeur ou opposant vouloit dire non auoir esté sommé par le demandeur, ou autruy en son nom, de restablir auant l'executiou de ladicte complainte, il s'en doit ayder & le alleguier auant l'execution de ladicte Complainte, pour euiter despens. Art.153. En matiere de Complainte, les parties doiuent proceder & conclurre à toutes fins, si comme sur les restablissemens, sequestres & recredences, qui sont instances prouisionnales à brief iour, & sur le principal possessoire, à iour ordinaire, & leur sera faict droict par ordre. Art.154. La recreance c se doit adiuger à celle des parties, qui a le plus cler, euident & apparent droict.

MONTARGIS Chap.21. Art.5. Opposition vaut d trouble de faict. Art.7. En cas possessoire on n'a point de Garend : sinon que celuy qui demande le Garend vueille affermer qu'il aye son droict pretendu puis an & iour, ou soit conducteur & fermier. e Art. 8. Quand procés est pendant en cas petitoire, l'on peut intenter le possessoire : & par ce est suspendu le petitoire. Et par le stile ledit possessoire en cas de saisine & de nouuelleté peut estre intenté iudiciairement la partie aduerse presente ou appellee simplement, *ad quod iustum*. Article 12. Contre les exploicts du Haut Iusticier faicts f en forme de Iustice l'on ne peut contreuenir par doleance ou Complainte en cas de nouuelleté : mais par opposition ou appellation.

ORLEANS Tit.22. Art.488.p. à l'Art.5.de *montargis*. Art. 490. Le Seigneur vtile d'vn heritage ne peut outre le gré & volonté du S. F. Censier ou de rente fonciere, faire perriere, fouiller n'enleuer pierre dudit heritage: sinon que ce soit pour employer en iceluy heritage. Et où on feroit le contraire, le Seigneur en peut intenter & soustenir le possessoire & toutes autres actions, sinon que ce fut lieu & heritage destiné à perriere.

NORMANDIE Chap.21. Art.531. Estant le mary absent, la femme peut intenter action de nouuelle dessaisine de son heritage qui luy a esté arresté.

BLOIS Chap.7. Art.99. Vn †† Vassal ne se peut complaindre en matiere de saisine & de nouuelleté contre son S.F. exploictant l'heritage du Vassal tenu du S. en foy & hommage, quand le Seigneur exploicte ledit heritage par faute d'hõme, & nõ par faute de luy payer sesdits droicts & profits Feod. lesquels luy sont deuz. Ch.18. Ar.213. Quand vne fẽme mariee a de l'heritage patrimonial, qui luy est escheu & aduenu par ses parens & son mary constant le mariage de luy & d'elle, iouisse & vse dudit heritage, telle iouissance qu'en faisoit son mary durant & constant leur mariage, redonde en ladicte femme. En telle maniere que si le mary va de vie à tresp as auant la femme, les heritiers de son mary ne s'en peuuent dire possesseurs: Mais est, & s'en peut dire la femme suruiuant possessereſſe : & si elle va de vie à trespas, ladite iouissance & possession profite à ses heritiers.

BERRY Tit.2. Art.32. Par exploicts de Iustice, l'on ne peut pretendre trouble pour former Complainte : mais doit l'on se pourueoir sur iceux par opposition ou appellation, s'il y a Grief.

Adiournement en matiere de Complainte.

Defaut.

Defaut.

En matiere de Complainte de nouuelleté, on doit plaider & conclurre à toutes fins.

Recreance à qui doit estre adiugee.

Garend n'a lieu en matiere possessoire, s'il ne veut affermer auoir son droit pretendu puis an & iour, ou soit conducteur ou fermier.

Possessoire suspend le petitoire.

Possessoire comme se peut intenter.

Complainte n'a lieu contre les exploicts d'vn Haut Iusticier: ains opposition ou appellation

On ne peut faire perriere, fouiller ny enleuer pierre dans l'heritage tenu d'vn S. F. Censier & de rente fonciere, sans son vouloir: autrement il peut intenter le pos-

c Charles 7. 1453. Art 74. François 1. 1535 Chap. 9. L. fin. C. de eod. diui Adr. Toll. Masuer in Praxi. Tit. de possess. num. 31.

d Vide Fabr in §. retinendæ Iust. de interd.

e Les fermiers ou conducteurs sont possesseurs pour & au nom d'autruy, comme il a esté monstré cy dessus ex. d L. Ex libris Sabinianis C. de adq. vel ret. poss.

e Pour former Complainte, il est requis que le trouble soit tortionaire commis par voye de faict & d'auctorité priuee: Mais le Iuge ou autre ministre ou Officier de Iustice ne faict rien que par auctorité de Iustice : de laquelle il est en possession, c'est à sçauoir des choses qui dependent de son office. Executio iuris non habet iniuriam & qui vtitur iure suo, nemini facit iniuriam. Alexand. cons. 77 vol. 2. Mandellus cons. 70. num. 14. Imbert. 1. Iust. For. cap. 34.

Source : BIU Cujas

ſeſſoire contre le Seigneur vtile.

Femme peut intenter action de nouuelle deſſaiſine de ſon heritage, en abſence du mary.

Vaſſal ne peut former Complainte contre ſon S.F. exploictant le Fief par faute d'homme.

†† *En l'ancien Couſtumier y auoit vn Art. contenant ces mots,* Mais ſi ledit Vaſſal a faict la foy, & hommage à ſon Seigneur de Fief, qui l'a receu, & luy a ſolu & payé les droicts & profits feodaux, ou luy a offert faire ladicte ploicte par voye de faict ledit Fief: en ce cas ledit Vaſſal ſe peut bien complaindre en matiere de ſaiſine & de nouuelleté contre ledit Seigneur: mais ſ'il exploictoit par voye de Iuſtice, ſe doit ledit Vaſſal pourueoir par oppoſition, ou autrement par voye de Iuſtice, & non par Complainte. *Lequel a eſté rayé ſur la remonſtrance des Commiſſaires: par ce que ledit Article eſtoit deſraiſonnable & dommageable à la choſe publique.*

Voyez la Couſtume de la Marche. Art. 4. cy deſſous, & autres. Molin. ad §. 1. Gloſſ. 4. num. 38. Conſ. Par. Panorm. in cap. ex inſinuatione. De procur. Gloſſam in cap. præſentiũ. 7. quæſt. Felin. in cap. ſi quando De Offic. de leg. Liberto ſemper honeſta & ſancta perſona patroni debet eſſe L. Liberto. 9 D. de obſequiis. par. & pat. præſt. La Couſtume de Bretagne cy deſſous. Article 108. eſt contraire

Sequeſtre en matiere de Cõplainte, ſ'il n'y a poſſeſſiõ triẽnale.

Peremption d'inſtance poſſeſſoire.

Complainte quand ſe peut intenter par faute de payemens de deuoirs ou autres droits de mere faculté.

Complainte n'a lieu contre la ſaiſie du S. Iuſticier, direct ou Feodal.

Bovrbonnois Chap. 12. Art. 90. S'il y a oppoſition formee à la Cõplainte en cas de ſaiſine & de nouuelleté, ladite oppoſition vaut f trouble de faict, & doit eſtre la choſe contentieuſe ſequeſtree pardeuant le Iuge: ſinon que l'oppoſant allegue poſſeſſion triennale de luy ou de celuy, dont il a droict: ce qu'il eſt receu prouuer & monſtrer par vn delay ſeulement: & ſe perit l'inſtance poſſeſſoire entre capables d'agir par la diſcontinuation de pourſuite, par an. Et ſi apres ledit an de diſcontinuation, l'vne des parties iouiſt par an de la choſe cõtentieuſe, il en eſt faict poſſeſſeur: en maniere qu'apres il ne peut eſtre inquieté au poſſeſſoire par ſa partie. Art. 92. Celuy auquel deuoir annuel a eſté payé, en eſt & demoure poſſeſſeur contre celuy qui aura faict le payement: iuſques à ce que contradiction eſt faicte de faire ledit payement: pour laquelle contradiction il g peut dedans vn an apres intenter Complainte en matiere de nouuelleté & autre remede poſſeſſoire: nonobſtant la ceſſation de payement par an ou autre temps moindre que de xxx. ans, precedente ladite denegation. Art. 93. Et ſi ladicte ceſſation concerne droicts de mere faculté, ladicte Complainte & autres remedes poſſeſſoires, ſe peut former dedans l'an de ladicte contradiction formelle: nonobſtant la ceſſation faicte auparauant par quelque laps de temps que ce ſoit.

f Montargis Chap. 21. Art. 5. Orleans. Art. 488.

g Faber in §. Retinendæ Inſt. de interdict. §. præ iudiciales Inſt. de act. En France le Chap. quærelam. De elect. eſt gardé ſelon l'opinion de Faber ſur le T. de interdict. Inſt. contre l'opinion des Docteurs in l. ſi certis annis. C. de pact. l. cum de in rem verſo. D. de vſur. Guido Pap. Dec. 552. num. 3. parle de ceſte queſtion.

Complainte n'a lieu contre la ſaiſie du S. Iuſticier, direct ou Feodal.

Avvergne Chap. 2. Art. 1. Le Vaſſal Seigneur vtil ou ſuiet en Iuſtice ne peut prendre Complainte en cas de nouuelleté n'autre remede poſſeſſoire contre la ſaiſie ou empeſchemẽt faict par Iuſtice à l'inſtance de S. Iuſticier, direct ou Feodal: ne prendre ladicte ſaiſie ou empeſchement pour trouble de faict. Art. 2. Mais ſe peut oppoſer, appeller ou venir par recours, ſi bon luy ſemble. Art. 3. Toutesfois iceluy Vaſſal S. vtil, ou ſuiet en Iuſtice, peut vſer deſdits cas de nouuelleté & autre remede poſſeſſoire, ſur l'heritage dont il ſe voudroit dire poſſeſſeur, contre le Seigneur Iuſticier direct ou Feodal, qui le detient, trouble ou occupe, ainſi qu'il ſeroit contre vn autre priué.

† *Ces mots,* Toutesfois ſi le Vaſſal, *&c. ont eſté de nouueau adiouſtez au lieu des anciens mots.*

La Marche Chap. 1. Art. 4. Le Vaſſal ou ſuiet en Iuſtice ne peut prendre Complainte en cas de ſaiſine & de nouuelleté contre ſon S. Iuſticier ou Feodal, ayant ſaiſi la choſe, dont le ſuiet ſe dit Seigneur vtil, ne ſoy dire troublé de faict, à l'occaſion de ladicte ſaiſie faicte par auctorité de Iuſtice. Mais, &c. p. à l'Art. 3. *d'Auuergne,* recours au ſuperieur, ſi &c. Toutesfois † ſi le Vaſſal apres qu'il aura eſté receu en foy & hommage, ou le ſuiet aura payé les lods & ventes, eſt deſſaiſi de faict de ſon Fief ou de la choſe tenue en Cenſiue par le S. F. ou Cenſiuier, ou autrement troublé en la poſſeſſion & ſaiſine de ladicte choſe Feodale ou Cenſiuiere, il luy eſt loiſible dedans l'an & iour, prendre & intenter ſa Complainte en matiere de ſaiſine & nouuelleté, & tout autre remede poſſeſſoire.

Heritier fait les Hommages.

†† *Ces mots,* contre vn tiers autre que la Douairiere pour la portion de ſon Douaire, *ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

Poictov Tit. 4. Art. 264. Combien que la femme ait droict d'auoir ſon Douaire: toutesfois l'heritier vient à la ſucceſſion du tout de la terre, & doit faire les hommages, & ſ'en peut appleger de nouuelle ſucceſſion, & complaindre en cas de ſaiſine & de nouuelleté contre vn †† tiers, autre que la Douairiere, pour la portion de ſon Douaire, en leuant le tout ou autrement elle ſ'en peut pourueoir contre luy, comme deſſus: & peut Douairiere receuoir ſadicte partie à elle appartenant par Douaire: & en doit pourſuiure les plaids & contribuer aux frais des procés pour ſa part & entant qu'à luy touche. Tit. 15. Article 400. Eſdictes matieres d'applegemens & complainte en cas de contrapplegement, oppoſition ou debat, le Sergent doit bailler adiournement pour faire proceder: & auſſi ſur le Sequeſtre & fourniſſement, ô intimation: & par vn ſeul defaut: auec † vn ſauf competent, ſera donnee ſentence, ſoit contre le deman-

Source : BIU Cujas

Es cauſes d'Applegemens & Complaintes au cas de contrapplegement que dois faire le Sergent. Sentence donnee ſur vn ſeul defaut.

† *Ces mots*, auec vn ſaufcompetant, *ont eſté adiouſtez à ceſt Art.* 400. *lequel eſtoit le* 336. *Art. ancien.*

deur ou defendeur : & ſ'il y a comparition, y doiuent eſtre ouyes les parties ſommairement.

La Rochelle Chap. 20. Art. 57. En matiere de Complainte, le Sergent ou executant, par le defaut faict deuant luy, doit maintenir verbalement la partie obeiſſante en ſes droicts poſſeſſions & ſaiſines : Et neant-moins doit adiourner ledit defaillant deuant le Iuge, pour voir plus amplement maintenir ledit obeiſſant en ſes droicts, poſſeſſions & ſaiſines. Art. 58. Si la cauſe de Complainte ou d'applegement eſt introduite pardeuant le Iuge, apres commandement fait par le Sergent, il peut faire commandement aux parties par trois fois de reſtablir les choſes prinſes & leuees le iour & an precedens ladite Complainte ou applegemens, ſur les peines de perdition de cauſe. Et leſdits commandemens paſſez à la prochaine aſſignation enſuiuant, il doit donner gain de cauſe, par defaut de reſtabliſſement, contre celuy qui n'a reſtably. Art. 59. Car par la nature de ladite Complainte ou applegement, les choſes dont eſt queſtion doiuent eſtre regies par Commiſſaires reaument & de faict, ſous la main de Iuſtice. Et doit celuy contre lequel eſt executé ladicte Complainte ou applegement, reſtablir les fruicts par luy prins les iour & an precedens ladicte Complainte ou applegement.

Commiſſaires eſtablis aux choſes ſequeſtrees.

Acs Tit. 16. Art. 1. Quand les parties alleguent poſſeſſion & demandent *ſonte malhente*, qui eſt recreance, le Iuge appointe les parties & a prouuer ſommairement leur poſſeſſion, & apres ſans receuoir les parties à bailler obiects, adiuge le poſſeſſoire, à celuy qui a mieux aprouué ſon intention, & aſſigne les parties à proceder ſur le principal, reſeruant les deſpens en fin de cauſe. Art. 2. Si n'eſt qu'il y euſt eu violence : auquel cas deſpens y ſont.

Recreance ſ'adiuge à celuy qui a le mieux prouué ſa poſſeſſion.

Bayonne Tit. 19. Art. 1. Si aucun ſe dict expolié par force & violence, ſans port d'armes & aſſemblee de gens (duquel cas la cognoiſſance appartient ſeulement au Roy & à ſes Officiers) doit auoir recours au Maire & Conſeil : leſquels ſe doiuent tranſporter ſur le lieu contentieux : & illec ouyr les parties ſommairemẽt & de plaĩ, receuoir & ouir les teſmoins produits ſur la ſaiſine & deſſaiſine. Et ſi les parties veulent produire, donner vn ſeul delay à produire. Lequel eſcheu ſans autre aſſignation, ſ'il leur appert de la ſaiſine & deſſaiſine, incontinent doiuent reintegrer & reſtituer l'expolié en ſa poſſeſſion, nonobſtant appellation quelconque ſans preiudice d'icelle. Art. 2. Toutesfois ſ'il y auoit appel, ne procedent outre au principal pendant ledit appel. Art 3. Mais ſ'il n'y a appel, incontinent remiſe la partie, expoliee, baillent aſſignation aux parties pour proceder ſur le principal de la matiere pardeuant ledit Maire. Et tout ainſi en eſt-il, ſ'il eſt queſtion de violence ablatiue & rapine de choſes meubles.

Le Roy & ſes Officiers ſeuls ont cognoiſſance du port d'armes.

En matiere d'expoliation par violence & force ſans port d'armes, les parties doiuent eſtre ouyes ſommairement ſur le lieu contentieux.

La Bovrt Tit. 16. Art. 1. Celuy qui a aucune choſe poſſedé par an & iour paiſiblement, & apres icelle, eſt expolié, doit eſtre par Iuſtice reintegré : ſi n'eſt qu'il euſt par volonté prins la poſſeſſion. Art. 3. Le defendeur en matiere poſſeſſoire de reintegration n'eſt tenu proceder au principal, qu'il ne ſoit entierement reintegré & ſatisfaict tant des fruicts, que des deſpens. Art. 4. Celuy qui eſt reintegré, ſ'il ne poſſede biens meubles ſuffiſans, doit bailler pleges & cautions de payer les fruicts, qu'il prendra & receura durant le proces de reintegration : enſemble les deſpens, ſ'il eſt dict en fin de cauſe. Art. 5. Si le Seigneur par ſoy ou à la requeſte d'autre prend aucune heredité à ſa main, & celuy qui eſtoit en poſſeſſion, requiert main-leuee ou recreance, le doit auoir, auant qu'il reſponde, en baillant pleges ſuffiſans d'eſtre & fournir a droict audit Seigneur & à partie.

Spolié s'il a iouy par an & iour, ſera reintegré.

Sole Tit. 30. Art. 1. 3. 4. & 5. p. *à La Bourt.* Art. 1. 3. 4. & 5.

Plegemens ou Arreſts en quels cas n'ont lieu.

Bretagne Tit. 4. Art. 104. Nul n'eſt receuable proceder par voye de h plegement n'arreſt par defaut d'hommage, payement de rachat, ou autre cauſe que ce ſoit, contre poſſeſſeur paiſible par an & iour, luy empeſchant la ſaiſine : ains doit venir par voye d'action : ſinon pour les choſes eſcheues en l'annee : comme au cas de fermes, louages & engagemens faicts à briefs ou long temps finis en l'annee qu'on intentera le plegement, meſmes en cas de Rachats aduenus en ladicte annee du plegement. Art. 105. Coheritiers ou autres pretendans droict en meſme choſe commune & par indiuis, & ceux qui ont commencé proces

Coheritiers ou autres pretendans droict

h Plegement ſignifie applegement ou plainte poſſeſſoire Pleger ſignifie ſe complaindre. Bretagne. Art 77. & 103. quand on a eſté troublé & empeſché en la poſſeſſion.

Source : BIU Cujas

en chose commune, & par indiuis, & ceux qui ont commence proces, comme se peuuent pleger.

touchant heritage : peuuent se pleger contre le detenteur ou detenteurs desdictes choses : nonobstant longue possession, ou cas que ledit possesseur voudroit mettre lesdites choses hors de sa main par heritage. Art.106. Le spoliateur ne se peut pleger pour raison de la chose, dont on pretend spoliation auoir esté faite : ains la spoliation verifiee, doit estre pris & arresté, iusques à ce qu'il ait restably la chose spoliee. Art. 107. Celuy qui attentte contre plegement intimé, doit estre condemné aux despens dommages & interests du plegeur, & en l'emende enuers la Cour à l'esgard de Iustice. Et par la Coustume iceluy n'attente, qui vse de son droict : pourueu que les choses soient reparables. Art.108. L'homme se peut pleger contre son Seigneur pour Grief, & ne sera tenu luy obeir pendant le plegement. Et si depuis ledit Grief, il obeissoit, il ne pourra plus poursuiure son Plegement. Art.110. On se peut pleger en cas de Premesse, auparauant que l'aquereur soit approprié. Et en ladite instance de Plegement, pourra le plegeur prendre conclusions pour auoir la chose qui gist en Retraict par Premesse.

Spoliateur ne se peut pleger pour la chose spoliee.

Amende cõtre ceux qui attentent contre les Plegemens.

Homme se peut pleger cõtre son Seig.

Plegement en cas de Premesse.

Garand.

LA SALLE DE LILLE Tit.18. Art.2. Vne tierce personne n'est receuable d'emprendre le Garand des turbateurs auparauant les restablissement & Sequestre videz : & se ne doit appellation empescher ledit restablissement & Sequestre. Art.3. En matiere de, &c. p. *à Lille*. Art. 153. par ordre, mesmes sur lesdites instances prouisionnelles sans preuue, si possible est. Art. 4. L'impetrant de Complainte peut obtenir és interests par luy pretendus, combien qu'ils soient en dessous la somme de lx. sols. Art. 6. Quiconques est trouué possesseur d'an & iour d'aucune chose litigieuse, il est receuable d'en demander & auoir la iouissance durant le litige.

Au reste, Voyez les Coustumes de Troyes Tit.3. Art.43. Laon. Tit.16. Art. 186. Montargis. Chap.1. Art 52. Orleans. Tit. 1. Art.68. Tours. Tit.13. Art.110. Lodunois. Chap.11 Art.2. Berry. Tit.5. Art.23. & autres cy dessus mises en ceste seconde partie Titre 1. de Fiefs en diuers endroits : lesquelles n'ont peu estre icy rapportees commodement.

TITRE V. DES ACTIONS PERSONNELles & d'hypotheque.

Art.99. *PARIS.*

Les detenteurs [a] & proprietaires d'heritages [b] chargez & redeuables de Cens, rentes ou autres charges reelles ou annuelles, sont tenus personnellement de payer & acquiter icelles charges, à celuy ou ceux à qui deuës sont : & les arrerages escheus de leur temps, tant & si longuement que desdits heritages, ou de partie & de portion d'iceux, ils seront detenteurs & proprietaires.

Detenteurs & proprietaires d'heritages chargez de Cens, rentes ou autres charges tenus personnellement de payer & acquiter : ensemble les arrerages escheus de leur temps.

Art.100. *PARIS.*

Et † s'entendent chargez & redeuables, quand les heritages sont specialement obligez, ou qu'il y a generale obligation, sans specialité, ou qu'il y a clause que la speciale ne deroge à la generale, ne la generale à la speciale : esquels cas le detenteur est tenu personnellement des arrerages.

† *Le 100. Art. a esté adiousté de nouuel, sans preiudice du passé.*

Heritages quand sont estimez estre chargez & redeuables de cens, &c.

Detenteurs

CONFERENCE.

MEAVX Chap. 11. Art. 68. Tous detenteurs & proprietaires d'aucuns heritages, sont, &c. p. *à Paris*. Art. 9. Payer la charge & rente, & charges dont les heritages sont tenus & redeuables, escheus du temps, qu'ils ont esté detenteurs & proprietaires d'iceux, & depuis le temps qu'ils ont esté deuëment

a Ceste Coustume a lieu & force par le moyen de l'hypotheque, estant l'heritage affect & hypothequé au Cens, rentes ou autres charges reelles & annuelles : & suit la protestation d'icelles le fonds, indiuisa est pignoris causa, vt ait Papinianus in l. rem hereditariam. 65. D. de euict. Mante. Art. 57. cy dessous. Or l'hypothecaire se peut practiquer contre tous possesseurs & detenteurs L. si debitor. 12. C. de distr. pignor. L. si conuenerit. 18. § si fũdus. D. de pign. act. L. 14. & 15. C. de pignor. L. 3. & 10. C. de remiss. pign. l. 35. §. pen. D. de donat. l. vlt. C. de iure de lib. Nouella 112. cap 1. Les detenteurs sont pour les arrerages es-

Source : BIU Cujas

cheus de leur temps tenus personnellement : par ce que la Coustume le veut ainsi, en consideration que ils ont prins & perceu les fruicts ou deu perceuoir lesquels sont specialement affectez & hypothequez au payement de la rente ou charge deuë sur l'heritage : & les rentes ou charges regardent les fruicts & le possesseur ou detenteur de l'heritage l. 1. & l. fin. C. sine censu vel reliq. fundum comp. non posse. Ces mots, *les detenteurs & proprietaires d'heritages*, se doiuent aussi entendre, ou de partie ou de portion d'iceux, comme le monstre la fin de cest Art. 99 L. 3. D. Commun. diuid. & ibi Accurs. Speculator titulo de Locato. §. nunc aliqua, num. 72. Et ont adiousté les Cõmissaires le centiesme Art. pour interpretation sans preiudice du passé : qui a esté tiré des Arrests de la Cour. Et entre autres s'en trouue vn du 19. Mars 1431. donné du temps des Anglois, par lequel vn tiers detenteur d'heritage chargé de rente estant poursuiui suiuant la Coustume de Paris personnellement, est seulement tenu des arrerages depuis la poursuite & pour la concurrence des fruicts par luy prins & perceus audit heritage, & fut enuoyé au Chastelet vers les Lieutenant & Aduocat, pour les ouyr auant que ledit Arrest fut donné. Pareil Arrest solennel en Mars 1553. en la petite Chambre apres en auoir aussi communiqué par deux Conseillers de la Cour au Conseil du Chastelet.

quittes des arrerages en renonçant ausdits heritages.

b La raison de cest Art. a esté cy dessus touchee : pour cause du droict d'hypotheque, lequel est indiuisible & aussi que le Seigneur n'est tenu si bon ne luy semble, de diuiser sa rente ou son Cens. Tellement qu'il se peut licitement adresser contre l'vn des detẽteurs pour le payement de sa rente ou Cens : Lequel pourra faire appeller en cause & sommer les autres cõdetenteurs pour les faire contribuer à la rente pour la part & portion qu'ils detiennent des heritages suiets à la rente. L. 2. C. de euict. l. si fratres 7. C. comm. vtriusque iud. L. cum possessor. D de Cẽsib. Accursius in l. 3. D Com diuid. specul. tit. de Locato. §. nunc aliqua. num. 72. La Cous. de Peron. Ar. 272. decide ceste quest. cy dess. Quid si l'vn des detenteurs estant conuenu solidairement par le Seign. rentier, & duquel il prend cession d'actions, ne peut-il pas s'addresser aussi insolidum contre l'vn des condetenteurs : Aucuns estiment qu'il est bien fondé, veu la cession à luy faicte par le Seigneur rentier. Autres disent qu'il doit faire appeller tous les autres detenteurs, & conclurre contre eux, comme il a esté souuent iugé par plusieurs iugemens, confirmez par Arrest. Du Moulin sur le 6. Art. de la Coustume de Paris Gloss. 6. in verbo rendre num 35 laquelle opinion il faut suiure. A ce propos est notable l'Arrest prononcé en robbe rouge le 14. Aoust 1584 par lequel il se cognoist qu'vn debteur solidairement obligé auec plusieurs autres au payement d'vne rente annuelle, & ayant payé la somme totale au creancier sous sa simple quittance, sans aucune cession d'actions il a neant-moins son recours contre ses coobligez pour leurs parts & portions, & non solidairement à defaut de ladite Cession. Charondas liure 6. Resp. 11. cite vn Arrest du 22. Sept. 1569. par lequel, il se cognoist que vn heritier peut poursuiure vn de ses coheritiers pour le payement de toute la somme deue indiuisement, de laquelle il a transport, sa portion deduite.

---

certifiez par les creanciers : mais quant aux arrerages precedens en seront quittes en renonçant ausdits heritages.

Melvn Chap. 10. Art. 175. p. *à Paris.* Art. 99. Peuuent estre contraincts hypothecairement payer lesdites rentes & charges à ceux, à qui elles sont deuës : ensemble les arrerages escheus : & ce tant & longuement qu'ils seront proprietaires & detenteurs desdits heritages ou de portion d'iceux.

Sens Tit. 13. Art. 132. Detenteurs d'heritages chargez de Censiue, ou rente †† fonciere, sont tenus personnellement de payer lesdites Censiue ou rente, & arrerages, qui escherront apres & depuis le temps qu'ils auront esté deuëment certiorez par les creanciers, lesdites rente ou Censiue estre deuë, & tant qu'ils en seront detenteurs apres ladicte certioration : Et quant aux arrerages, &c. p. *à Meaux.* ils en sont quittes, &c.

†† *Ce mot,* fonciere, *a esté de nouuel adiousté.*

Avxerre Tit. 5. Art. 131. Tiers detenteurs chargez de Censiues ou rentes, &c. p. *à Sens.* esté sommez & deuëment, &c. desdites rentes ou Censiues & tant qu'ils, &c. apres les sommations : mais quant aux, &c. heritages de † la deterioration desquels aduenuë pendant la detention, ils seront personnellement tenus.

† *Ces mots,* de la deterioration, *&c. ont esté de nouuel adiousté.*

Dovrdan Tit. 3. Art. 52. p. *à Paris.* Art. 99. qui sont deuz, & les arrerages, &c.

†† *Ces mots,* ou detenteurs simplement, *ont esté entrelassez.*

Mont-fort Chap. 5. Art. 65. p. *à Paris.* Art. 99. d'aucuns heritages, &c. d'aucuns cens, &c. & autres charges, &c. & annuelles, &c.

Mante Chap. 3. Art. 60. Tous proprietaires & detenteurs ou detenteurs simplement d'aucuns heritages, &c. p. *à Paris.* Art. 99. iceux, ausquels elles sont deuës auec les arrerages, &c.

Clermont Tit. 3. Art. 40. Vn † detenteur ou proprietaire d'aucuns heritages, ou autre chose reputee immeuble, ou de partie & portion, chargez d'aucune rente ou charge reelle, est tenu personnellement & hypothecairement payer chacun an la rente ou charge reelle, tant & si longuement qu'il en sera detenteur & possesseur, mesmement les arrerages, qui en seront deuz : & tel detenteur & proprietaire en peut estre poursuiuy, sans diuision ne discussion.

† *Cest Art. 40. contient la correction de l'ancienne Coustume.*

Vallois Tit. 12. Art. 160. Apres le trespas de celuy, qui auroit ainsi prins à surcens ou rentes aucuns heritages, ou constitué rentes sur ses heritages & biens immeubles, le crediteur ou ses heritiers peuuent poursuiuir c les heritiers du debteur personnellement pour telle part & portion, qu'ils sont heritiers du trespassé. Et s'ils sont detenteurs des heritages chargez de ladite rente, il les peut poursuiure pour le tout tant personnellement qu'hypothecairement : & ainsi les faire condemner, & faire declarer lesdits heritages & chacune piece d'iceux pour

c Par le droict des xii. Tables les actions hereditaires personnelles competent & appartiennent aux heritiers par droict d'hoi-

Source : BIU Cujas

rie ou ſucceſſion pour telles parts & portions qu'ils ſont heritiers du defunct. l. 1. C. ſi cert. pet. l. 2. & vlt. C. de her act. l. 5. & 13. C. fam. erc. l. 2. C. ſi vnus ex plur. her. l. 26. C. de pact. l. 1 C. de except. & ſont auſsi tenus perſonnellement pour les parts & portions qu'ils ſont heritiers comme le monſtrent les textes cy deſſus cottez.

pour le tout affects, hipothequez & obligez à ladicte rente. Art. 161. Pareillement ſi celuy qui auroit prins à rente ou ſurcens aucuns heritages ou conſtitué rente ſur ſes heritages, vend ou tranſporte aucune pieces d'iceux, le crediteur peut pourſuir le detenteur de l'heritage, & le faire condemner perſonnellement & hipothecairement pour tous les arrerages eſcheus, depuis qu'il eſt detenteur dudit heritage: & pour les precedens hipothecairement, tant ſeulement, & à payer pour l'aduenir ladite rente perſonnellement & hipothecairement pour le tout, tant & ſi longuement qu'il ſera detenteur des heritages obligez & hipothequez. Et loiſt au crediteur de pouuoir faire vendre, ſi bon luy ſemble, l'vne des pieces que mieux luy plaiſt obligee en ladicte rente, pour auoir paiement des arrerages qui luy en ſeront deuz, ſoit par hipotheque generale ou ſpeciale, & ſans ce qu'il ſoit tenu faire diſcuſſion de l'hipotheque ſpeciale, ſi bon luy ſemble.

TROYES Tit. 4. Art. 73. p. *a Sens.* ou rente, ſont d tenus, &c. eſté ſommez & deuëment certiorez par les Seigneurs des rentes ou Cenſiues & tant, &c. apres leſdictes ſommation & certiorations: mais quant aux arrerages, &c.

Des coheritiers tenus perſonnellement à vne rente.

LAON Tit. 12. Art. 118. Si les heritiers d'aucune perſonne aiant conſtitué ſur ſes biens aucune rente, partiſſent entre eux les heritages chargez de ladicte rente, celuy à qui eſt deuë ladicte rente, peut neant-moins pourſuiure perſonnellement & hipothecairement pour le tout, celuy, auquel ſont eſcheus les heritages hipothequez à la rente ou partie d'iceux. Lequel a ſon recours contre ſes coheritiers, qui ſont obligez auec luy perſonnellement à icelle rente.

†† *Les Art. 184. & 185. ont eſté adiouſtez pour auoir eſté omis.*

REIMS Tit. 5. Art. 184. Si †† ceux qui ont conſtitué la rente ou leurs heritiers, detiennent les heritages hipothequez à la rente, celuy, auquel eſt deu la rente, peut conclurre perſonnellement & hipothecairement contre eux. Article 185. p. *a Laon.* Art. 118.

S. de la rente comme doit cõclurre contre ceux qui l'ont conſtituee ou leurs heritiers.

VITRY Tit. 13. Art. 133. Les detenteurs & proprietaires d'aucuns heritages chargez & redeuables d'aucunes rentes, ou autre charge reelle & annuelle, ne peuuent empeſcher qu'iceux heritages ne ſoient declarez affectez, obligez & hypothequez auſdictes charges, & és arrerages, qui en ſeroient eſcheus: mais ſont tenus tels detenteurs, conſentir, accorder & ſouffrir ſentence ou declaration de ladicte hypotheque, ſ'ils en ſont requis ou pourſuis par celuy, ou ceux, à qui telle rente ou autre charge eſt deuë: n'eſtoit que leſdits detenteurs vouluſſent exciper & eux defendre par preſcription, ou propoſer qu'elle euſt eſté rachetee ou autre exception valable.

Detenteurs tenus de ſouffrir declaratiõ ou ſentence de l'hypotheque, ſ'ils en ſont requis: ſ'ils n'ont exception valable.

BAR Tit. 5. Art. 61. p. *à Vitry.* d'heritages chargez de rentes ou autres hypotheques, &c. queles heritages ſoient declarez affectez auſdites charges & arrerages d'icelles: tellement qu'ils ſont tenus receuoir condemnation de ladite hypotheque, & paſſer titre nouueau, ſ'ils en ſont pourſuiuis.

AMIENS Tit. 8. Art. 159. Si aucun au iour de ſon treſpas delaiſſe pluſieurs heritiers, leſquels à ce titre ayent apprehendé les biens, les creanciers du defunct, peuuent, ſi bon leur ſemble, ſ'addreſſer pour auoir payement de leur deu contre l'vn des heritiers pour le tout, & contre luy ſeul faire pourſuite, & le contraindre à payer le total dudit deu: mais iceluy heritier a ſon recours contre ſes coheritiers, & chacun d'eux pour leurs portions hereditaires.

Vn ſeul heritier peut eſtre pourſuiuy pour le tout: ſauf ſon recours contre ſes coheritiers.

CHAVNY Tit. 6. Art. 27. Pour ſeureté d'auoir payement de rentes, debtes & autres choſes peuuent les acheteurs d'icelles rentes, crediteurs & autres, au profit deſquels ont eſté paſſees les lettres obligatoires pourſuir perſonnellement ceux, qui ont conſtitué les rentes & paſſé les lettres obligatoires, ou leurs heritiers, à fin d'auoir payement des arrerages, & ſans preiudice à leur droict d'hypotheque. Art. 28. Mais ſi les rentes, debtes & choſes ſont realiſees, l'acheteur, crediteur ou autre, au profit duquel ont eſté paſſees les lettres obligatoires & nantiſſemens faict ſur icelles, peut diriger, intenter & addreſſer ſon action pour le fourniſſement & payement de telles rentes, debtes ou autres choſes, & auſſi des arrerages qui en ſeroient deuz, à l'encontre des detenteurs & poſſeſſeurs deſdits heritages, ſur leſquels auroit eſté faict nantiſſement & tendre a fin qu'iceux heritages ſoient declarez hypothequez à telles rentes, debtes & charges, cours & continuation d'icelles, & auſſi des arrerages, qui en ſont deuz. Article vingt-neufieſme. Où les conſtituans des rentes, où leurs heritiers ſeroient

d Etiam ſans aucune diſcuſſion. Et n'eſt point beſoin de ſommer celuy qui a hypotheque, etiam pro alio, pourueu qu'il ſoit encores poſſeſſeur, & qu'il y ait hypotheque ſpecial. Secus, ſi l'hypotheque eſtoit generale. C.M.

Source : BIU Cujas

detenteurs & possesseurs des heritages hypothequez à icelles rentes, & sur lesquels auroit esté faict nantissement, les acheteurs d'icelles rentes peuuent concurre contre les constituans personnellement & hypothecairement, par protestation que l'vne des actions ne preiudicie a l'autre.

PERONNE Tit. 11. Art. 272. Possesseur †† & detenteur d'heritage chargé de rente, peut estre poursuiui hipothecairement pour toute la rente, encore qu'il ne tienne tout l'heritage, ains seulement partie d'iceluy, & sans diuision d'icelle rente, & sauf à luy son recours contre les autres detenteurs.

NIVERNOIS Chap. 7. Art. 3. Le creancier à son chois, peut pour sa rente ou autres redeuances & arrerages agir hypothecairement, ou faire proceder par empeschement sur la chose chargee & hipothequee, fruicts d'icelles & autres meubles y estans & trouuez, ou agir & faire proceder par execution des personnellement obligez. Article quatriesme. Toutesfois si ledict obligé personnellement nomme le detenteur nouueau, exhibe le contract de l'alienation, ledict obligé sera deschargé de la rente & arrerages pour l'aduenir. Et quant aux arrerages du passé, & reparations, si aucunes en estoient deuës, l'obligation personnelle demeure touiours en sa force & vertu.

BERRY Titre neufiesme. Article trente-trois. Les detenteurs d'aucuns heritageschargez de rentes foncieres ou constituees, sont tenus & obligez de payer & continuer la rente, tant & si longuement qu'ils seront detenteurs : & à payer les arrerages escheus au temps de leur detention, sont personnellement obligez. Et pour le regard de la continuation de ladicte rente, pourront, si bon leur semble delaisser l'heritage à celuy, auquel la rente est deuë : & en ce faisant, seront deschargez de la continuation de la rente. Toutesfois quant aux arrerages escheus de leur temps, ausquels ils sont obligez personnellement, pourront estre contraints au payement d'iceux par toutes voyes deuës & raisonnables, & par execution pour la derniere annee seulement. f

BOVRBONNOIS Chapitre vingt-huictiesme. Article quatre cent quatorze. Le detenteur d'aucun heritage est tenu, & peut estre conuenu par action personnelle, payer les arrerages des Cens, rentes & autres deuoirs deuz, à cause dudict heritage, pour les annees, qu'il en a esté detenteur, non excedans dix ans, quant aux Cens & autres deuoirs portans directe : & cinq ans, quant aux rentes roturieres, és cas, esquels se peuuent consister.

Art. 101. *PARIS.*

Les detenteurs & proprietaires d'aucuns heritages obligez ou hypothequez à aucunes rentes ou autres charges reelles ou annuelles, sont tenus hypothecairement icelles payer auec les arrerages, qui en sont deuz : à tout le moings sont tenus iceux heritages delaisser g pour estre saisis & adiugez par decret, au plus offrant & dernier encherisseur, à faute de payement des arrerages qui en sont deuz: sans † qu'il soit besoin de discussion : h & si la rente est fonciere, doit estre l'heritage adiugé, à la charge de la rente.

CONFERENCE.

CALAIS Titre 12. Article 219. p. *à Paris.* d'heritages specialement obligez & hypothequez, &c. personnellement de payer & acquiter icelles rentes & charges à celuy ou ceux, à qui deuz sont : & les arrerages escheus

&c. iusques à la fin, ont esté accordez pour Coustume nouuelle, pour le regard de la discussion.

†† *Ceste Art. 272. est de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir.*

Detenteur de partie d'heritage suiet à la rente, encores qu'il ne tiẽne le tout, peut estre poursuiuy pour toute la rente.

Obligé personnellement nõmant le detenteur nouueau, est deschargé pour l'aduenir.

Detenteurs comme peuuent delaisser les heritages chargez de rente : & pour les arrerages escheus de leur temps sont contraints par toutes voyes, mesmes par execution pour la derniere annee.

Detenteur tenu personnellement aux arrerages non excedans dix annees, quant aux Cens, rentes & deuoirs portans directe : & cinq ans quant aux rentes roturieres.

Detenteurs & proprietaires des heritages chargez de rentes ou charges reelles ou annuelles, tenus hypotheairemẽt des arrerages: ou bien sont tenus de delaisser lesdits heritages pour estre saisis & adiugez par decret.

Discussion.

† *Ces mots,* sans qu'il soit,

e Pourueu que les heritages ainsi quittez soit en bon estat & reparation, & tel qu'il estoit au tẽps de la prinse : & apres le delaissement ainsi faict, on ne doit plus toucher audit heritage quicté, ainsi que porte la Coustume d'Aniou. Art. 466. & comme il sera expliqué cy dessous.

f Celuy à qui l'heritage a esté arrenté, ou qui a constitué la rente sur son heritage, peut estre executé pour les arrerages de toutes les annees, si le contract de constitution faict mention d'execution. Au reste pour les arrerages precedens leur detention, ils en peuuent estre conuenus personnellement, mais ils auront pour raison d'iceux à garõd le precedent possesseur ou Seigneur de l'heritage. DD. in l. Imperatores. D. de public. cap tua nobis & cap. pastoralis. D. decimis. Notez que par l'ancienne Coustume escrite à la main. Art. 20. l'en garde és actions hypotheques que li acheteur n'est pas Seigneur, se il n'a tenu paisiblement la chose achetee par 30. ans puis le temps que li droicts est acquis à celuy, à qui l'en fait demãde, ou à celuy dont il a cause : & ce partant de tẽps de la tenue sans interruption, il est S.

g Ceste matiere est traictee in l. 7. D. de aqua & aqu. pluu. arc.

h La discussiõ est biẽ requise de droict. Auth. hoc si debitor. C. de pig. quæ sũp. est ex Nou. 4. c. 2. l. Moschis. D. de iur. fisci. l. 1. c. de cõ. fisc. debit. l. 5. c. 4. de sent. & interl. iud. par ces textes on cognoist que le fisc a ce seul priuil. & que les personnes priuees ont desisté d'vser de ce priuileg. Ce qui est fort doctemẽt expliqué par M. Cuias en la Nou. 4 cy dessus cottee.

Source : BIU Cujas

de leur temps, tant & si longuement que d'iceux heritages ou de partie & portion d'iceux, ils seront detenteurs & proprietaires, & hypothecairement sont tenus icelles payer, &c. doit l'heritage estre, &c.

ESTAMPES Chap. 5. Art. 66. p. *a Paris.* sont tenus payer icelles auec, &c. deuz de leur temps, personnellement & hypothecairement, & pour les precedens hypothecairement seulement, &c. tenus de laisser iceux heritages pour estre criez subhastez, vendus & deliurez au, &c. encherisseur, à la charge desdites rentes & autres charges reelles & annuelles, & pour le payement des arrerages, qui en sont deuz.

DOVRDAN Tit. 3. Art. 53. Les tiers detenteurs, &c. p. *a Paris.* à payer icelles rentes & autres charges reelles & annuelles auec les arrerages, &c. p. *a Estampes.* à la charge de la rente, &c. Art. 55. Discussion n'est necessaire, tellement que le creancier se peut addresser au detenteur de l'heritage soit generalement ou specialement hypothequé, commandement prealablement faict à celuy, qui est personnellement obligé, & sans qu'il soit besoin discuter autrement ses facultez.

Discussion non necessaire.

MONT-FORT Chap. 5. Article 66. p. *a Dourdan.* Art. 53. & hypothequez, &c.

MANTE Chap. 3. Art. 57. Tout hypotheque & charge reelle suit la chose, en quelque main qu'elle puisse venir, & sont les detenteurs d'icelle poursuiuis hypothecairement: & ladite chose vendue, criee, subhastee & adiugee par decret pour le payement & satisfaction de ladicte debte, si les detenteurs & proprietaires n'aiment mieux payer icelle debte, auparauant que ladicte chose soit adiugee par decret. Art. 61. p. *a Dourdan.* Art. 53. deliurez par decret à l'acheteur plus offrant, &c.

Hypotheque suit la chose.

CLERMONT Tit. 3. Art. 38. Si †† vn homme oblige luy & tous ses biens à payer quelque charge reelle ou autre somme de deniers pour vne fois, & depuis tel obligé vend & aliene ses heritages à autres personnes, & il aduient que ledit obligé est apres trouué insoluable de payer ledit deu, le creancier en ce cas, peut & luy loist poursuiuir en action d'hypotheque les detenteurs desdits heritages: à ce qu'ils soient tenus les laisser pour estre vendus & adiugez par decret, à l'acheteur plus offrant & dernier encherisseur, pour les deniers qui en viendront estre conuertis au fournissement dudit deu: pourueu que la poursuite soit intentee auant que prescription ait lieu.

†† *Cest Article trentehuit a esté accordé pour ancienne Coustume: de laquelle toutesfois ont esté ostez ces mots, estant à la fin dudict Article,* C'est à sçauoir endedans dix ans, *par ce que ledit droict d'hypotheque autrement se prescrit, ainsi qu'il sera dict cy apres.*

Action d'hypotheque.

SENS Tit. 13. Art. 134. Si † vne personne vend & constitue rente sur son heritage, qui sera par mesme obligation & constitution specialement affecté & hypothequé au payement de ladicte rente: & apres il reuend ledit heritage à autre personne, à la charge de ladite rente, ou sans charge d'icelle, le crediteur se pourra addresser audit tiers detenteur, ou à ses heritiers, si bon luy semble, pour auoir declaration d'hypotheque de ladicte rente à luy constituee, & payement des arrerages, qui en seront deuz, selon la nature d'icelle: sans faire discussion requise de droict sus le constituant. Laquelle declaration d'hypotheque s'executera à l'encontre dudit tiers detenteur, tant qu'il sera detenteur dudit heritage specialement hypothequé. Art. 135. Si aucun vend i rente sus tous ses heritages †† par hypotheque generale seulement, le vendeur present, viuant & soluable, sera contraint payer ladicte rente, & les arrerages que deuroit ou pourroit deuoir le tiers detenteur, & tant que le rentier pourra estre payé du vendeur, il ne pourra contraindre ledict tiers detenteur à payer ou delaisser l'heritage: mais ledit rentier pour interrompre la prescription, & s'addresser au temps à l'aduenir, aura declaration d'hypotheque contre iceluy tiers detenteur.

† *Le 134. Article est de nouuel adiouste.*

Declaration d'hypotheque s'execute contre le tiers detenteur de l'heritage specialement hypothequé.

AVXERRE Titre 5. Article 132. † p. *a Sens.* Article 134. Le creancier se pourra, &c. Article 133. p. *a Sens.* Article 135. sera premier contraint, &c. pourra s'addresser contre le tiers detenteur pour auoir declaration d'hypotheque au temps aduenir.

On ne peut s'addresser contre le tiers detenteur, si le vendeur est present, viuant & soluable: sinon pour auoir declaration d'hypotheque.

SENLIS Titre dixiesme. Article deux cent six. Tous detenteurs ou proprietaires d'aucuns heritages, ou de partie & de portion d'iceux, ou autre chose censee & reputee immeuble chargez & redeuables d'aucunes rentes ou autre charge reelle & annuelle, sont tenus personnellement pour le tout payer & acquiter lesdicts charges: ensemble les arrerages desdictes rentes & charges desdicts heritages, ainsi chargez, que dict est. Toutesfois lesdicts detenteurs proprietaires & possesseurs desdicts heritages, incontinent lesdictes charges venues à leur cognoissance, peuuent renoncer esdits heritages, sans pource estre tenues payer aucunes debtes, charges & rentes ne les arrerages pour ce deuz.

i Cest Article cent trente cinq tiré de l'ancien 121. s'est touſiours entendu de la rente volante & constituee à pris d'argent: au payement de laquelle n'y a nommement & specialement aucuns heritages obligez affectez & hypothequez. Comme aussi le cent trente deuxiesme Article mis cy dessus tiré du cent dix-neufiesme de l'ancien Coustumier, a touſiours esté entendu en Censiue, rente fonciere, ou bien rente constituee, au payement de laquelle les heritages auoient esté specialement

Source : BIU Cujas

ment obligez, affectez & hypothequez. C'est pourquoy les Commissaires ont adiousté de nouuel ces mots, *par hypotheque generale seulement.*

†† *Ces mots,* par hypotheque generale seulement, *ont esté de nouuel adiousté.*

† *Les Articles* 132. *&* 133. *ont esté de nouuel introduits pour explication de l'Art. neuf vingt troisieme ancien.*

Tiers detenteurs ou proprietaires tenus personnellement au payement des rentes & arrerages: peuuent neant-moins lesdites charges venues à leur cognoissance, renoncer aux heritages, sans payer debtes, charges ou rentes ne les arrerages.

VALLOIS Tit. 12. Article 159. Quand aucun prend heritage à rente ou surcens, ou constitue aucune rente sur ses heritages, & à payer icelle rente ou surcens s'oblige, auec tous ses biens, il loist au crediteur poursuir son droict d'hypotheque, sur lequel heritage, qu'il voudra: ores qu'il eust specialement obligé aucuns de ses heritages: sans ce qu'il soit tenu faire discussion de la speciale hypotheque. Article cent soixante vn. *A la fin.* Et loist audit crediteur de pouuoir faire vendre, si bon luy semble, l'vne des pieces, que mieux luy plaist, obligee en ladicte rente, pour auoir payement des arrerages, qui en seront deuz: & sans ce qu'il soit tenu faire discussion de l'hypotheque k speciale, si bon ne luy semble.

k Contre le droict par lequel il est decidé qu'il faut premieremẽt discuter la speciale hypotheque, que de venir à la generale. l. 2. C. de pignor. L. 2. D. Qui pot. in pigno. L. 14. & 24. D. de pignor. l. 1. 2. 3. & 5. C. de fide iuss. l. est in arbitrio. 14. C. de oblig. & act. l. 8. D. de distr. pig. vbi Modest. ait creditoris arbitrio permitti ex pignoribus sibi obligatis, quibus velit distractis, ad suum commodum peruenire & ibi Bartolus.

LAON Titre douziesme. Article cent seize. L'acquereur de rente namtie & realisee, peut, si bon luy semble, poursuiure personnellement ceux qui ont constitué ladicte rente ou leurs heritiers, ou bien hypothecairement le tiers detenteur des heritages, sur lesquels la rente est namtie, à fin de faire declarer lesdicts heritages hypothequez à la rente, cours & continuation d'icelle: & les faire vendre pour les arrerages & †† sans discussion prealable. Article cent dixsept. Et si ceux qui ont constitué ladicte rente ou leurs heritiers detiennent les heritages hypothequez à ladicte rente: celuy, auquel est deuë ladicte rente, peut conclurre personnellement & hypothecairement contre eux.

†† *Ces mots,* Et sans discussion prealable, *ont esté de nouuel adiousté.*

CHALONS Tit. 16. Art. 130. L'acheteur d'aucune rente se peut addresser pour le payement d'icelle contre les detenteurs des heritages obligez pour la rente, a fin de les faire declarer affectez & hypothequez à ladicte rente, & les faire vendre pour les arrerages, & à la charge du cours & continuation d'icelle, sans qu'il soit besoin faire discussion sur l'obligé ou ses heritiers. Art. 131. Peut aussi ledit acheteur poursuiure personnellement celuy, qui a constitué ladicte rente, ou ses heritiers pour les arrerages d'icelle. Et s'il est detenteur de l'heritage obligé, le poursuiure personnellement & hypothecairement, & pareillement celuy de ses heritiers, qui est detenteur desdits heritages ou de portion d'iceux, personnellement & hypothecairement, pour le tout, encores qu'il y ait autres heritiers obligez personnellement auec luy. Art. 132. Le † detenteur de l'heritage hypothequé pour quelque debte ou obligation que ce soit, peut estre poursuiuy hypothecairement, sans premierement discuter iceluy, qui est personnellement obligé.

Debteurs ayãs constitué ladite rente tenus personnellement & hypothecairement.

† *Cest Art.* 132. *est accordé pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

REIMS Tit. 5. Art. 183. †† p. *a* LAON. Art. 116.

AMIENS Tit. 8. Art. 153. p. *a* LAON. Art. 116. de † rente realisee, &c. Art. †† 154. Chacun peut demander & poursuiure le Ceus, moisons & louages à luy deuz, contre celuy qui occupe & possede les lieux chargez desdictes charges, pour le temps de son occupation, ou bien pour son chois & option, poursuiure le proprietaire d'iceux.

†† *Cest Art.* 183. *est adiousté comme ayant esté omis.*

† *Cest Art.* 153. *a este de nouuel adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

MONSTREVL Art. 12. Quand le tenancier cottier n'a iouy de la terre, pour laquelle est deu rente à son Seigneur, mais est ladicte rente occupee par autre, il est en la faculté dudict Seigneur duquel ladicte rente cottiere est tenue en ladicte rente deuë, de poursuiure son rentier ou celuy qui occupe ladite terre pour le payement d'icelle rente, ainsi que bon luy semble.

S. OMER Tit. 2. Art. 9. Vn S. ou autres aians rentes sur aucuns heritages, peut poursuiuir & demander sa rente à son Seig. tenant rentier ou à l'occupeur, ou faire retraire ledit heritage pour sa rente, & ses arrerages pour autant d'annees qui luy en sont deuës: pourueu qu'il ne demande outre xx. ans. Et n'est creu le tenant d'affermer auoir payé sa rente, ou, & quand il le a deu.

†† *Cest Art.* 154. *qui estoit le* 2. *Art. de la Coustume locale de S. Riquier a esté adiousté à la Coustume generale pour auoir lieu à l'aduenir.*

ARTOIS Tit. 9. Art. 188. Possesseurs ou proprietaires d'aucuns heritages ou de partie d'iceux, affectez au payement de quelque rente ou hypotheque, sont submis & pour le tout hypothecairement au paiement desdites rentes, & tant qu'ils en seront occupeurs.

Source : BIU Cujas

DVCHE DE BOVRG. Chap.11. Art.6. Le S.Censier ou rentier d'aucune chose peut addresser & a son action pour les arrerages à luy deuz de la cense ou rente, contre l'assignal & le tenemétier d'iceluy: sans ce qu'il soit tenu de discuter l'action personnelle contre le principal obligé ou ses hoirs, s'il ne luy plaist.

ORLEANS Tit.20. Art.436. Celuy qui a droict de rente rendue & constituee, se peut addresser pour raison d'icelle rente & arrerages, sur l'heritage specialement obligé, & contre vn tiers detenteur d'iceluy, qui en est tenu respondre ou amener son garend, comme detenteur, & payer ou delaisser, sans que le Seigneur de ladite rente, soit tenu discuter, si bon ne luy semble, le vendeur & ses heritiers. Mais delaissant en Iustice ledit tiers detenteur ledit heritage, pour estre crié, il est deschargé tant du principal, que des arrerages.

GRAND PERCHE Tit.11. Art.205. Celuy qui a hypotheque generale ou speciale peut s'addresser contre le detenteur de la chose hypothequee, sans discussion prealable contre le debteur personnellement obligé: & est le detenteur tenu payer ou quitter l'heritage obligé: & n'est tenu le creancier se contenter d'vne simple declaration d'hypotheque.

DREVX Chap.21. Art.101. Si vn heritage est baillé à rente, à tousiours-mais ou à rescousse & l'obligé meurt ou le baille à vn autre, soit à la charge de la rente ou non, le creancier de la rente pourra proceder par voye d'execution sur le detenteur dudit heritage, [l] si bon luy semble.

BOVRBONNOIS Chap 13. Art.136. Les † detenteurs des heritages chargez specialement des charges & rentes perpetuelles ou à temps, declaration faicte qu'ils sont detenteurs, & sommation prealablement faicte de payer & perquisition faicte, peuuent estre conuenus comme detenteurs d'iceux heritages, sans ce qu'il soit besoing s'addresser aux principaux obligez, leurs heritiers, pleges & respondans n'autrement garder ordre * de Droict.[m]

SEDAN Tit.13. Art.64. Le tiers detenteur d'vn heritage obligé & hypothequé au payemẽt de tẽte, redeuance ou de debte, ne peut empescher que l'heritage ne soit declaré, obligé & hypothequé au payement de telle rente, ou redeuance ou debte, s'il n'allegue defenses ou exceptions peremptoires, pour estre ledit heritage vendu & subhasté & adiugé au plus offrant & dernier encherisseur, discussion prealablement faicte des biens du debteur principal & personnellement obligé, & de ses pleges, [n] si aucun en y a: pourueu que tels pleges n'ayent renoncé à l'ordre de discussion Art.265. Et où les pleges auroient renoncé à l'ordre de discussion, le crediteur a le chois & option de les contraindre ou bien de se prendre au detenteur de l'heritage obligé, ou contre tous deux ensemble. Art.267. Le detenteur d'vn heritage obligé & hypothequé d'aucune rente ou redeuance, soit pour bail d'heritage, constitution de rente ou autrement, est tenu personnellement & hypothecairement des arrerages, depuis qu'il est detenteur, & pour les precedens hypothecairement seulement: mais pour l'aduenir est tenu tant hypothecairement, que personnellement pour le tout tant & si longuement qu'il sera detenteur des heritages hypothequez: tellement qu'il est loisible au creancier, de vendre, si bon luy semble, l'vne des pieces que mieux luy plaira, de l'heritage obligé à la rente, pour le payement des arrerages qui luy en seront deuz, soit par hypotheque generale ou speciale: à la charge de prealablement discuter l'hypotheque speciale. [o]

*Art.*102. PARIS.

Quand vn tiers detenteur d'heritage est poursuiuy pour raison d'vne rente, dont est chargé ledit heritage, qui luy a esté vendu sans la charge de la rente, & dont il n'auoit cognoissance parauant ladicte poursuitte, apres qu'il a sommé son garand, ou celuy qui luy a vendu & promis garandir ledit heritage: lequel luy defaut de garandie: ledit tiers ainsi poursuiui parauant contestation [p] en cause, peut renoncer audit

† *Auons remonstré aux Estats qu'il sembloit estrange, & aussi contre Droict, qu'vn creancier peut contre vn tiers detenteur proceder par execution, sans prealablement faire execution sur le principal debteur: & que c'estoit la raison là où les biens du principal debteur ne pourroient suffire, ou qu'il seroit notoirement non soluable, qu'il peut auoir son recours sur les heritages detenus par ledit tiers detenteur: & que neantmoins ce pendant il pourroit agir à declaration d'hypotheque cõtre ledit tiers detenteur. Les Practiciens ont dit qu'ils ont touſiours tenu & veu tenir pour Coustume ancienne, qu'en speciale hypotheque sans discussion prealablement faicte sur son debteur, se pouuoit addresser contre*

l D.l.14. & 24 C. de pign. & l.14 C. de obl. & act. Le benefice de discussion est fort fauorable: & comme dict Ciceron 16. ad Atticum Epist. 15. Et si sponsores appellare, videtur habere quandã δυσωπίαν Fab Dec.273. Non aliter saluo pudore ad sponsorem venit creditor, quàm si recipere à debitore non possit. Sponsor porro in hoc accipitur, ne creditor in damno sit. Ibidem non est exigendum à sponsore creditum, nisi summo iure. Vide Nou.4. Iustin. & l.si creditor. D. de iniur. & l. vlt. D. de reb. cred. quand les cautions ou pleges estoient pris simplement. l. inter eos. D. de fide iuss l.2. C. eod. tit. l. 3. Quod quisq. iur. l. grege §. etiam D. de pign. l.3. l iur. nostro. C de fide iuss. & l. reos. C. eod. titulo.

m D.l.14.C. de obl & act. & authent. sed hodie. C. eod. tit. quæ sumpta est ex Nou. 4. cap. 3. Si les Coustumes des lieux ne disposent aucunement de ceste matiere, on doit auoir recours au droict commun: & faut venir à la discussion du debteur principal auant que de

saddresser au nouueau tenancier & detenteur, ainsi qu'il a esté iuge par Arrest solennel du 15 iour de May 1587. prononcé par Monsieur le President de Thou: & lequel est recité par Monsieur Chopin liure troisiesme des Coustumes d'Anjou, Par.3. Cap.5. Tit.3. num.9. Toutesfois ie ne veux passer sous silence que le mesme autheur au lieu preallegué,

Source : BIU Cujas

nombre dix, tient que la discussion n'est point aussi necessaire quand le detenteur a acheté la chose hypothequee & obligee pendant le procés, & litige, ainsi qu'il fut iugé par Arrest du vingt-troisiesme iour d'Aoust, mil cinq cens octante six, sur vn procés par escrit en vne Chambre des Enquestes entre N. de la Ioille appellant du Seneschal de Bourbonnois ou son Lieutenant, & le Sieur de Bigny ioinct auec Loys de Bellanger intimé : par lequel il se cognoist que l'acheteur des choses obligees & hypothequees : lesquelles il auoit acheté pendant le proces & litige, est condamné à payer la rente dont estoit question, ou bien quitter & renoncer ausdicts heritages. Quand la discussion est necessaire, le creancier n'est tenu de discuter les biens de son debteur estant hors le Royaume, en pays estranger, ou souuerain, encores que les biens luy soient indignez, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 3. iour de Mars 1582. sur l'indication des biens de son debteur, sis en la Principauté souueraine de Dombes.

n D. l. 2. C. de pignor. & ibi DD. Aniou. Art. 478.

o Accurse & Bartole en la Loy decem. D. de verb. oblig. & sur la Loy derniere D. Si certum pet. tiennent que la discussion du debteur principal n'est point requise auant que s'addresser aux pleges & cautions, si le principal debteur est notoirement insoluable. Ce que la Practique n'obserue : Car il faut que la discussion soit faicte legitimement, & qu'il apparoisse d'icelle par sentence, ou exploits de discussion bien & deuement faicte.

p Et sans vser de subterfuges : autrement ce ne luy est assez de quitter le fonds, sans rendre les fruicts depuis contestation, ou depuis le temps que la cause deuoit estre contestee sans les fuites & subterfuges. Car il n'est pas tenu des arrerages outre la concurrence des fruicts : & si a retention encores pour les reparations vtiles & neccessaires : sinon qu'il fut en mauuaise foy, comme il a esté iugé par Arrest, ainsi que Du Moulin escrit sur l'Article 72. ancien. Au reste la forme des exponsions ou delaissemens ou quittemens des heritages est fondee en droict L. & si forte. 6. §. etiam. D. Si seru. vind. par ce que les heritages sont suiets & redeuables de la rente ou charge, & non la personne. Labeo autem, hanc seruitutem non hominem debere, sed rem. Denique licere domino rem derelinquere scribit. L. 7. §. hoc edictum D. de damno infr. & ita etiam Paulus in l. 48. & Vlp. in l. 64. D. de vsufr. scribunt fructuarium non cogendum reficere domum, si cedere paratus sit. Et dessors que ledit quittement est faict par le detenteur ou possesseur, il est quitte & deschargé des rentes ou redeuances, dont lesdits heritages sont tenus & redeuables selon la Doctrine de Bartole in l. 15. cum quo. 7. D de aqua & adq. plu arc. Specul. tit. de emphyteu. §. nunc aliqua num. 128. Baldus tamen in l. 2. C. de iure emphyt. contrarium asserit in emphyteuta & in l. 7. C. ad l. falcid. Vide cap. indicatum. De imm. eccles. Au reste le 26. iour de Feurier 1585. contre le College de Beauuais a esté iugé que de guerpissant deuant contestation, on est quitte en rendant ce qu'on a receu. Et la Coustume de Paris s'entend iusques apres contestation en cause : quia quasi contrahimus in iudiciis : & lors le detenteur est tenu personnellement comme il fut iugé par Arrest du dixseptiesme iour de Ianuier mil cinq cens soixante trois, suiuant la Loy continuus. D. de verb. oblig. l. cum sine. D. Quand. dies leg. ced. l. si solutum. D. de solut. par lequel vn quidam fut receu à deguerpir, nonobstant qu'il y eust eu communication de titres, & qu'il ne fut ignorant du droict des arrerages pretendus : en rendant toutesfois auec la terre les fruicts par ledit quittant perceus pendant le proces : Adeo que le deguerpissant auant contestation ne paye rien : apres contestation paye iusques à la concurrence de ce qu'il a receu.

le tiers detenteur : mais non en generale hypotheque. Les gens d'Eglise ont dict qu'il leur sembloit que le creancier ne se pouuoit addresser contre le tiers detenteur, que le principal debteur ne fut prealablement discuté. Les Nobles & ceux du tiers Estat, ont dit que c'estoit Coustume ancienne : & attendu que le creancier auoit son hypotheque premiere que ledict tiers detenteur, qu'il se pouuoit addresser à l'encontre de luy, mesmement en hypotheque speciale : & que ledit tiers detenteur eust son recours, contre son vendeur, si bon luy sembloit, & aussi pour la longueur des proces, qui seroit, s'il se failloit addresser contre le principal debteur, requerant que telle fut arrestee. Sur ce auons ordonné que les Articles cent trente six & cent trente sept, corrigez & modifiez seront gardez ainsi qu'il est contenu esdits Articles, & neant-moins que des remonstrances par nous faictes, & aussi du dire des gens d'Eglise serions mention en nostre Proces Verbal, pour en estre ordonné par la Cour, comme de raison.

* *Alias, l'ordre de Droict. P. V.*

heritage, & en ce faisant, il n'est tenu de ladicte rente & arrerages d'icelles : supposé mesmes que les arrerages fussent & soient escheus de son temps & parauant ladicte renonciation.

Tiers detenteur peut renoncer auant contestation à l'heritage chargé de rente par luy acquis sans charge : & n'est tenu payer les arrerages, ne la rente : apres la Contestation, en payant les arrerages de son temps.

Art. 103. PARIS.

Et †† apres contestation, tel detenteur peut renoncer à l'heritage, en payant les arrerages de son temps, iusques à la concurrence des fruicts par luy perceus, si mieux il n'aime rendre lesdits fruicts.

Art. 104. PARIS.

Contestation en cause est q quand il y a reglement sur les demandes & defenses des parties : ou bien quand le defendeur est defaillant & debouté de defenses.

†† *Les Art.* 103. & 104. *ont esté adiouſtez pour interpretation, & sans preiudice du passé.*

Contestation en cause, comme se doit entẽdre.

Tiers detenteur peut renõcer à l'heritage tenu à Cens.

q Ceste Coustume Art. 104. a esté adiousstee pour interpretation des deux precedens Articles, & obuier aux difficultez qui se pouuoient faire sur ces mots, auparauant *contestation en cause*. Les Docteurs se sont fort tormentez pour monstrer quand vne

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 12. Art 210. p. aux Art. 202. & 103. *de Paris*. Art. 221. p. *a Paris* Art. 104.

MELVN Chap. 6. Art. 127. Le † tiers detenteur peut laisser l'heritage pour le cens, & renoncer à iceluy, en payant les arrerages de son temps, & non autre-

† *Ceſt Art.* 127. *a eſté adiouſté comme ancien.*

Source : BIU Cujas

cauſe, eſt dite conteſtee ou non: & en ont aucuns faict des Traictez expreſſement. Mais la definition de ceſt Article eſt tiree de la l. vn. C. de litis conteſt. lis tunc conteſtata videtur, cum iudex per narrationem negotii cauſam audire cœperit. & cap. vnic. de litis. cont. extra. l. 2. C. de iureiur. propt. calum. dando Inſt. in l. rem non nouam. 14. §. Patroni. C de iudic. Gloſſa in d. cap. vn. de lit. cont. & in cap. dudum 54. §. licet. De elect. Macrobius 3. Saturnali. videtur litis conteſtationem his verbis ſignificare, Veniunt in comitium triſtes, iubent dicere: quorum negotium eſt narrant, iudex teſtes poſcit. Et faut conclurre en ceſte matiere, que le Iuge ne peut donner ſentence, ſ'il n'y a veritablement conteſtation en cauſe, ou bien ſi la cauſe n'eſt tenue pour conteſtee, comme quand il y a defaut donné contre le contumax & defaillant lequel le iuge doit tenir pour confeſſé. Vide Cuiac. 9. Obſer. 21. Bartol. Iul. goſ. & Salyc. in l. cauſas vel lites C. de tranſact. Il a eſté iugé le 2. iour de Decembre 1566. que conteſtation ſ'entend quand apres la demande & defenſe, le Iuge interpoſe ſon office & regle les parties par ſon iugement. Comme auſſi le 19. iour de Ianuier 1587. en vne matiere de Retraict plaidant Arnaut, fut dit qu'appointement à venir plaider par Aduocats emportoit conteſtation. Et ores que pour l'hypotheque en deguerpiſſant: iugé le 18. iour d'Auril 1586. de releuee.

ment. Chap. 10. Art. 176. Le tiers detenteur de l'heritage chargé de rente, pourſuiui pour raiſon des arrerages d'icelle, n'ayant acheté ledit heritage à la charge de ladite rente: & auſſi n'ayant eu cognoiſſance d'icelle auparauant la pourſuite, que on auroit faicte contre luy, peut auparauant que conteſter en cauſe, & apres auoir ſommé ſon garand qui luy defaut de garãtie, renõcer audit heritage &c. p. *à Paris.* Art. 102. n'eſt tenu des arrerages &c.

SENS Tit. 20 Art. 238. Si le proprietaire veut laiſſer &c. p. *à Melun.* Art. 127. iceluy, faire le peut en paiant les arrerages eſcheuz: mais ſi ledit proprietaire ſ'eſt obligé & ſes biens à payer ledit cens, & maintenir l'heritage en bon eſtat, tellemẽt qu'on y puiſſe prendre le cens: en ce cas le S. cenſier ne le receura à ladite renonciation, ſi bon ne luy ſemble.

AVXERRE Tit. 3. Ar. 92. Si †† aucũ proprietaire &c. p. *à Sens*, arrerages deuz du tẽps qu'il aura tenu ledit heritage, & le delaiſſant, ſans † demolition: pourueu que ce ne ſoit le r preneur ou ſon heritier.

ESTAMPES Chap. 5. Art. 67. p. *à Paris.* Art. 102. garantir ledit heritage, & que ſon vendeur luy defaut de garantie, & parauant que conteſter en cauſe &c.

DOVRDAN Tit. 3. Art. 54. p. *à Paris.* Art. 102. parauant conteſter &c.

MONTFORT Chap. 5. Art. 67. p. *à Paris.* Art. 102. d'aucune rente &c. n'auoit eu &c. garantir &c. defaut de garantir, ledit tiers &c. p. *à Dourdan*, auparauant &c.

MANTE Chap. 3. Art. 62. †† p. *à Montfort*, parauant &c. ſoient & fuſſent eſcheus &c.

CLERMONT Tit. 3. Art. 39. † p. *à Dourdan.* Tit. 22. Ar. 246. Quiconques veut deuëment renoncer à la proprieté d'aucuns heritages, il faut que ce ſoit en iugement, appellez à ce faire, ceux qui y peuuent auoir intereſt: autremẽt telle renonciation eſt de nulle valeur.

VALLOIS Tit. 12. Art. 166. p. *à Dourdan.* parauant †† litis conteſter peut renoncer &c.

REIMS Tit. 4. Art. 146. Le nouueau & tiers detenteur de l'heritage chargé de cens & autres droicts Seigneuriaux, peut ſi bon luy ſemble renoncer audit heritage & le laiſſer au S. Cenſuel, en payant & acquitant ſeulement tous les arrerages & droicts Seigneuriaux, deuz & eſcheus de ſon temps.

AMIENS Tit. 8. Art. 155. Vn † tiers detenteur d'heritage chargé de rente, peut auparauant conteſtation en cauſe renoncer audit heritage, & en ce faiſant demeure quitte des arrerages, encores qu'ils ſoient deuz de ſon temps: mais ſ'il conteſte en cauſe & ſuccombe, il eſt tenu de payer leſdits arrerages.

PONTHIEV Tit. 3. Art. 93. Vn chacun peut delaiſſer ſes immeubles, ſoient acqueſts ou heritages ſituez en ladite Cõté, & les remettre & delaiſſer en la main du Seigneur, dont il les tient, & en payant icelui Seigneur des arrerages à luy deus pour iceux immeubles, & le terme entamé, qui eſt prochain à eſcheoir. Et ſi le Seigneur ne le veut reprendre, le tenant le peut faire conuenir en Iuſtice pour faire ledit delaiſſement, & en affermant par le delaiſſant, que iamais en la choſe qu'il delaiſſe, il ne demandera, ne fera aucune choſe demander: & en payant par luy les arrerages & le terme entamé, le Seigneur eſt tenu de reprendre à ſoy les immeubles, & tenir quitte & deſcharger ſon tenant, de tout ce qu'il eſtoit tenu vers luy pour la redeuance de la choſe ainſi delaiſſee: n'eſtoit que le tenant fut par faicts expres obligé, à ne le pouuoir delaiſſer, & à aucune choſe faire: ainçois qu'il peut delaiſſer au Seigneur ſa tenure: auquel cas il conuiendroit que le tenant fourniſt à ce, où il ſeroit obligé, ainçois que ſon Seigneur fut tenu de reprendre ſon tenement.

†† *Ceſt Art. 92. qui auoit eſté diſcordé en l'ancien liure, à eſté accordé preſentement par les Eſtats.*

† *Ces mots, ſans demolitiõ &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Le 62. Art. eſt de nouuel introduit.*

† *Ceſt Ar. 39. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

Renonciation de la proprieté de quelques heritages, ſe doit faire en iugement.

†† *Ceſt Art. 165. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

† *Ceſt Ar. 155. qui eſtoit le 45. Art. de la Couſtume localle de Amiens, a eſté adiouſté à la Couſtume generale pour auoir lieu à l'aduenir.*

Proprietaire comme peut delaiſſer ſes immeubles au S. en luy payant les arrerages deus & vn terme à eſcheoir & à ſon refus faire cõuenir ledit S. ſi ledit proprietaire n'eſt obligé autrement.

r La raiſon eſt parce qu'il eſt de ſon chef obligé perſonellemẽt & ſuo nomine conuenitur, vt eſt in l. 6. §. pe. & vlt. & l. 7. D. de aqu. & aq. pluuiæ arc. & ſur laquelle loy les Docteurs notent, & le Bartole eum qui ſuo nomine conuenitur, non liberari rei ceſſione. Tellement qu'il eſt contrainct de plaider ou payer la rente pretendue ſur l'heritage par luy prins à rente l. quicumque 3. C. de fund. patrim. lib. 11. Quicumque poſſeſſiones ex emphiteutico iure ſuſceperint, ea ad refunden dum vti occaſione nõ poſſunt, qua adſerant deſertas eſſe cœpiſſe: tam & ſi reſcripta per obreptionem meruerint. Telle renonciation & deguerpiſſement d'heritage ſe doit en faire en iugement Clermont. Art. 246. & ne ſuffit la faire és mains du Sergent executeur. Car tout ainſi que la conſtitutiõ de rẽte, ſe doit prouuer par contract eſcrit & ſigné: ainſi la renonciation ſe doit prouuer par eſcrit Par l'Ordonnance de Molins 1566. Art. 64. Toutes choſes excedans cent liures doiuent eſtre

Source : BIU Cujas

par escrit & l'ancienne Ordonnance de Loys 12. 1510. Art. 70. veut que la cession de biens soit faicte en iugement, dont nous parlerons cy dessous en l'Addition de ce Titre 5. Et par les coustumes d'Aniou Art. 463 & 464. & du Maine Art. 467. & 468 les suiets peuuent quitter lesdits heritages és mains de leur Seigneur de fief souuerain ou pardeuant son Receueur: parce que c'est tout autant que si ladite exposition estoit faicte en iugement. Aniou Art. 221. & le Maine Art. 429. comme M. Chopin discourt sur la Coustume d'Aniou liure 3. Chap. 5. Tit. 3. num 2. Mais en ce faict nous deuons garder & obseruer estroittement les dispositions particulieres des prouinces. La Coustume de Cambray Tit. 11. Art. 12. veut que telle renonciation soit faicte en iugement partie presente ou appellee Niuernois Chap. 5. Art. 20. Auuergne Chap. 21. Art. 18.

PERONNE Tit. 11. Art. 271. p. *a Amiens*, peut †† estre poursuiui pour icelle, & pour les arrerages du temps qu'il a esté detenteur, sans discussion du personnel lement obligé ou ses heritiers. Toutesfois en delaissant ledit heritage, & y renonçant auparauant contestation en cause, il n'en est tenu: mais &c. de son temps, encores qu'il delaissast ledit heritage. Art. 273. Toutesfois peut delaisser & abandonner ledit heritage en la maniere que dessus, s'il n'est obligé personnellement.

†† *Ces Ar. 271 & 273. sont de nouuel introduits pour auoir lieu à l'aduenir.*

CAMBRAY Tit. 11. Art. 12. Qui tient heritages ou terres en arrentement, ou doiant rentes foncieres, il peut en iugement partie presente ou appellee, renoncer à tels heritages ou terres, & les delaisser pour les rentes, en paiant les arrerages du temps qu'il les a occupez: pourueu qu'il n'ait en fraude parauant deterioré le lieu: & que l'about par les lettres d'arrentement deuisé & conuenu, ait esté faict & accomply.

Tiers detẽteurs des heritages tenus a rente comme y peuuent renoncer en iugement, en payant les arrerages pourueu que ce ne soit en fraude

S. OMER en Artois Tit. 2. Art. 3. *A la fin*, Vn tenant rentier, ou cottier peut rapporter & mettre en la main de son Seigneur: & en ce faisant n'est plus homme tenant, rentier ou cottier dudit Seigneur, ny submis à luy ny à payer sadite rente pourueu qu'en faisant ledit rapport & remettant son tenement en la main d'iceluy Seigneur, le tenant rentier ou cottier, paye tous arrerages de la rente de l'annee de la reddition & rapport, & de la rente de l'annee ensuiuante.

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 20. Le detenteur peut, quand bon luy semble, laisser & renoncer la chose censuelle, en payant les arrerages, defauts, lods & ventes, si aucuns en sont deuz: & aussi en delaissant la chose en bon & suffisant estat, ou comme il aura esté conuenu par le bail. Autrement n'est le S. censier tenu le receuoir à ce. Et ne se peut faire ledit delaissement ou renonciation, qu'à la personne du S. son Receueur ou Procureur en iugement, ledit Procureur, present ou appellé. Et sera en ce faisant tenu ledit detenteur deliurer & bailler ses lettres au S. censier, en luy baillant descharge.

Renonciation comme se doit faire en iugement.

ORLEANS Tit. 19. Art. 409. † 410. & 411. p. *a Paris* Art. 102 103. & 104.

TOVRS Tit. 17. Art. 198. On ne peut faire quittance & esponce d'heritage, s'il ne plaist à la partie, à qui on est personnellement obligé. Art. 199. Le †† detenteur d'heritage chargé d'vne rente poursuiui pour le payement d'icelle, qui ne seroit personnellement obligé, peut auparauant contestation en cause, deguerpir & esponcer ledit heritage chargé de ladite rente: en ce faisant demeurera quitte des arrerages de la rente, dont il est poursuiui: son recours contre son aucteur: sinon qu'il eust acheté heritage à ceste charge: & apres contestation n'y sera plus receu, qu'en payant les arrerages & despens. Art. 200. Ledit † detenteur non personnellement obligé où n'estant heritier de l'obligé, peut faire tel deguerpissement & esponce, encores qu'il eust esté condemné, en payant toutesfois les arrerages escheus tant auparauant la condemnation, que depuis le iour de l'esponce Art. 201. Peut aussi le detenteur de l'heritage suiet à rente, qui n'est personnellement obligé, ou qui n'est heritier de l'obligé, faire telle quittance & esponce de l'heritage qu'il tient, encore qu'il ne fut detenteur que de ſ portion de l'heritage hypothequé, sans le consentement du seigneur de la rente: en payant toutesfois les arrerages d'icelle, depuis la contestation. Auquel cas icelle part esponcee accroist aux autres detenteurs de l'heritage hypothequé, qui demeurent chargez de payer ladite rẽte: sinon que le Seigneur à qui elle est deuë vousit accepter icelle part: auquel cas la rente, demeurera confuse, à la raison de la portion esponcee.

† *Ces Art. 409. 410. & 411. sont adiouſtez & accordez sans preiudice du passé.*

Quittance & esponce d'heritage ne se peut faire par l'obligé personnellement.

†† *Cest Ar. 199 est mis au lieu du 2. Art. ancien sous ce mesme Titre.*

† *Cest Ar. 200 & 201. sont de nouuel introduits.*

Detenteurs non personnellement obligez ou n'estans heritiers comme peuuent renoncer & quitter les heritages en payant les arrerages eschens.

Quittance & Espoce d'heritage est deux sortes.

ſ Vlp. in l. si seruus 8. D. de noxal. act. Ante noxale sane iudicium acceptum poterit, sua parte cedendo, securitatem cõsequi &c. Ar. l. 4. D. Si ex nox. causa agat. scribit non audiri si pro parte velit defendere, ei enim in solidum defendendi necessitas incumbit. Quæ leges facilè possunt in concordiam reuocari perspectis cuiusque legis verbis. Modestinus rectè in l. 3. D. pro de

Source : BIU Cujas

relicto hanc quæſtionem dirimit. An pars pro derelicto haberi poſsit, quæri ſolet, & quidem ſi in re communi ſocius partem ſuam reliquerit, eius eſſe deſinit, vt hoc ſit in parte, quod in toto. Atquin totius rei dominus efficere non poteſt, vt partmine rem derelinquere vt ait Vlp. in l. ſed an vltro. 10. §. 1. D. de neg. geſt. §. 2. Inſtitut. de nox. act. l. prætor ait. 7. §. hoc edictum D. de damno infecto.

tances ou Eſponces ſoient valables, eſt requis que la choſe chargee de ladicte rente ou deuoir, ſoit en ſuffiſante reparation ou eſtat, non chargee d'autre rente ou deuoir, conſtituee depuis la baillee: auſſi qu'on paye les arrerages eſcheus de la rẽte ou deuoir, & outre qu'elles ſoient faites au iour, auquel ladite rente ou deuoirs ſont deuz au S. de fief, ou à ſon Receueur commis de par luy à receuoir les deuoirs de ſa terre. Et en gardant celle ſolemnité, le ſuiet ne ſes hoirs ne payeront plus ladite rente ou deuoir. Art. 4. Et ſi le Seigneur ou ſon Receueur, ne veulent receuoir leſdits arrerages, le ſuiet ne les doit retenir: mais en leur defaut les conſigner en main de Iuſtice ſuzeraine, & ladite conſignation faite ſignifier audit S. de fief. Art. 5. L'autre Eſponce ou quittance eſt ſi aucun a rente ſur aucune maiſon ou autre fonds d'heritage, qui ne ſoit S. de fief, le poſſeſſeur d'iceluy heritage, luy peut quitter & faire Eſponce de la choſe chargee de ladite rente, en payant les arrerages du temps paſſé, au iour que la rente eſt deuë: pourueu que l'heritage ainſi quicté ſoit en ſuffiſant eſtat & reparation, non chargé, comme deſſus. Art. 6. Et telles quittances & eſponces ainſi faites, celuy qui quitte & faict eſponſe ne doit plus toucher à l'heritage quitté. Art. 7. Et eſt à ſçauoir que telles eſponces & quictances n'auront point de lieu, ſi les poſſeſſeurs detenteurs d'iceux heritages, eſtoient * obligez auec leurs autres heritages auſdites rentes ou deuoirs par foy & par ſerment, ou qu'ils fuſſent heritiers deſdits obligez.

Conſignation des deuoirs ſe doit faire au refus du Seigneur en main de Iuſtice Suzeraine.

** Aliàs, auoiẽt obligé auec &c.*

Quelles perſonnes ne peuuẽt quitter ou faire exponce,

Exponſions de deux ſortes.

Trois choſes requiſes en toute Exponcion.

Aniov Tit. 19. Art. 462. Deux u Exponcions ſont obſeruees & gardees l'vne au regard des Seigneurs des fiefs: l'autre au &c. p. *a Lodunois.* Art. 2. vins de deniers & autres &c maiſon, vigne, terre, eſtangs, &c. exponce & quittance affin &c. d'illec en auant tenus &c. Art. 463. p. *a Lodunois.* Art. 3. l'exponcion & quittance &c. trois choſes y ſont requiſes: la premiere que la choſe chargee de ladite rente ou deuoir ſoit en eſtat & reparation bonne & competant, la ſeconde qu'on paye tous &c. deuoir: la troiſieſme qu'elle ſoit faicte au iour & terme auquel &c. deuz & eſcheuz au Seigneur &c. deuoir pour l'aduenir. Art. 464. p. *a Lodunois.* Art. 4. ne veut receuoir &c. arrerages ne ladite exponcion, ou que le debteur du deuoir ou rente ne les puiſſe ou l'vn d'eux apprehender en perſonne, le ſuiet &c. Suzeraine: & en prẽdre lettres, & le faire ſignifier au S. de fief, en le faiſant adiourner en cour ſuzeraine, pour le voir declarer quicte & deſchargé pour l'aduenir, des deuoirs & arrerages du temps paſſé, au moyen deſdites exponcion & conſignation. Art. 465. La ſeconde exponcion eſt, que ſi aucun &c. p. *a Lodunois.* Art. 5. d'heritage, ſuppoſé qu'il ne ſoit Seigneur de fief, le poſſedant iceluy heritage, le peut &c. deuë & eſcheuë: pourueu &c. en bon eſtat & reparation, tel qu'il eſtoit au temps de la prinſe. Art. 466. Telles exponcions ainſi faites, ſoit au S. de fief ou autre, celuy qui quitte & expont &c. p. *a Lodunois.* Art. 6. à l'heritage & choſe immeuble quittez. Car ſ'il y touchoit plus, il renonceroit en ſon preiudice à l'effect d'icelle exponcion. Art. 467. p. *a Lodunois.* Art. 7. exponcions & quittances n'auront lieu, ſi tels poſſeſſeurs ou &c. obligez perſonnellement auec les autres &c. ou deuoirs, ou qu'ils &c.

Le Maine Tit. 20. Art. 467. 468. p. *a Aniou.* Art. 462. 463. & 464. bon eſtat & reparation &c. Art. 469. p. *a Aniou.* Art. 465. le †† poſſedant d'iceluy heritage, ſ'il eſt obligé ou heritier de l'obligé ne pourra faire quittance ou eſponce, de l'heritage, ſans payer tous les arrerages eſcheus depuis la ſommation & notification faicte par le crediteur, ou qu'il euſt prins l'heritage à la charge de ladite rente: pourueu &c bon eſtat & reparation comme il eſtoit au temps du bail. Art. 480. p. *a Aniou.* Art. 466.

†† Ceſt Ar. 469. a eſté corrigé & moderé ainſi qu'il eſt eſcrit.

Grand Perche Tit. 11. Art. 207. p. *a paris.* Art. 102. pourſuite, ſi ſommation faite, ſon garand luy defaut, peut le tiers detenteur, auant conteſter en cauſe, renoncer audit heritage en payant les arrerages encourus de ſon temps.

Berri Tit. 9. Art. 34. Le preneur à rente fonciere ou conſtituant rente, ſur ſon heritage, ou les heritiers d'iceluy, qui ſont obligez perſonnellement par vertu du premier contract, ne x pourront, s'il ne plaiſt à celuy, auquel la rente eſt deuë, delaiſſer leur heritage, pour euiter la continuation de ladite rente. Art. 35. Toutesfois † les locatifs des maiſons tant de la ville de Bourges, que des autres villes Royalles du Duché & pays de Berry, ne ſeront tenus & ne pourront

Preneur à rente fonciere ou celuy qui a conſtitué rẽte ou leurs heritiers, ſi le preneur eſt obli-

t La raiſon de ceſte Couſtume a cy deſſus eſté touchee par ce qui eſt eſcrit in d. l. 7. D. de aqua & aq. plu. arc. & traicté par le Bartole ſur ladite Loy. Et peut on adiouſter ce qui eſt eſcrit in l. ſicut 5. C. de obl. & act. Sicut initio libera poteſtas vnicuique eſt habendi vel non habẽdi, contractus: ita renunciare ſemel conſtitutæ obligationi, ad uerſario noa conſentiente, nemo poteſt. Et c'eſt ce que diſent la pluſpart des Couſtumes, ſi bon ne ſemble au Seigneur, & ce qu'on dit en termes de Droict communemẽt, Contractus ab initio voluntatis, ex poſt facto neceſsitatis. l. 25. C. de iure delib. l. 8. C. de obl. & act. l. 39. C. de tranſ. l. 12. C. de contr. empt. l. 1. & 7. C. de reſ. vend. l. 17. §. 3. D. commodati l. 22. D. mandati l. 22. C. ad Velleian. cap. quod ſemel placuit de regul. iur. in 6.

u Ce mot Exponſion ou Eſponſe, eſt tiré par les interpretes des Couſtumes d'Aniou & le Maine du mot latin, exponere, ab exponendis & abdicandis fundis, ou bien ab expungendis id eſt reiiciendis fundis. Qui rem pro derelicto habet, omni modo à ſe reiicit l. quod ſeruus

Source : BIU Cujas

ge personnellement, ne peuuent quitter l'heritage, s'il ne plaist au S. rentier.

† *C'est Art. 35. est nouuelle Coustume, quant à la prescription du temps seulement.*

Locatifs des maisons des villes Royalles, ne sont tenus payer la rente, ne la continuer: sinon &c.

36. D. de stipul. seruorum l. quemadmodum 38. §. 1. D. de noxal. act. l. 1. & 2. D. Pro derelicto Et ces Coustumes comme celle de Touraine & Lodunois disent Exponces ou Exponcions, Exponcer ou esponser que les autres Coustumes disent Guerpir, ou Deguerpir, Deguerpissement, & la Coustume d'Orleans Gueſuer, & Gueſuement. La Coustume d'Auuergne Gulpir, Gulpire: la Coustume de Bourbonnois nomme Guerpine: Xainctonge, Guerpison, & en la Coustume de Bayonne Gurpir Tit. 8. Art. 10.

x Aucuns estiment aussi que celuy qui a acheté des obligez personnellement, par vn contract & obligation personnelle les heritages à la charge de payer les rentes deuës sur iceux comme aucuns ont dit suiuant la doctrine de Monsieur du Moulin au traicté des vsures nombre 683. Quelques Coustumes ont touché aucunement ceste question. Melun Art. 176. & Mante Art. 62. Sedan Art. 270.

estre contraints, de payer les arrerages de ladite rente, n'icelle continuer, si n'est que iusques à la concurrence des loyers qu'ils doiuent: & neantmoins pourront lesdites maisons estre mises en criees. Art. 36. Et †† afin que lesdites maisons ne soient vacans, seront baillees à louage par Iustice, & en la ville de Bourges par les Iuges ordinaires de la ville, ou par les Maire & Escheuins ayans la cognoissance du faict de la police, par preuention, auec les Iuges ordinaires: & seront criees lesdites maisons pour estre baillees au plus offrant & dernier encherisseur, à vn seul iour, & les deniers des louages mis és mains des Receueurs de villes, comme és mains de depositaires de Iustice.

†† *C'est Art. 36. est nouuelle Coustume, & a esté discordé par les gens du premier Estat de la ville de Bourges en ce que la cognoissance des louages de maisons est baillee aux Iuges ordinaires, & Maire & Escheuins & ont requis qu'en leur destroit de leur iurisdiction ils ayent la cognoissance entierement du contenu audit Art. priuatiuement à l'encontre des autres Officiers Ordonnons que sans preiudice de la dite requeste qu'ils pourront bailler par escrit &c. & sans preiudice de leurs iurisdictions ledit Ar. demourera redigé. Par Arrest du 8. iour de Iuin 1540. donné comme dit est la Cour a ordõné & ordonne, cõme dessus, que les parties escriront plus amplement leurs faits qui seront communiquez, pour y respondre respectiuement, le tout dedans vn mois, & deux mois apres informeront de leurs faicts tant par lettres, que par tesmoins, pour ce faict & rapporté par deuers la Cour,*

Bovrbonnois Chap. 28. Art. 399. Qui tient & porte heritage à cens & rente deuëment constituee ou prescripte, (és casoù rente se peut constituer) taille ou autre deuoir, il peut, si bon luy semble, quitter & deguerpir au S. en payant les arrerages deux, & deliurant à ses despens, l'acte ou instrument de la guerpine, & laissant sondit heritage, en bon & suffisant estat. Et quant est és vignes, on les peut aussi guerpir, apres y auoir faict les labeurs & façons, qui se doiuent faire parauant ladite guerpine: sinon que ledit deuoir fut constitué sur certaine chose, & generalement sur tous ses biens. Car en ce cas ledit S. de la chose particuliere ne receura ladite guerpine, si bon ne luy semble.

Avvergne Chap. 21. Art. 16. Le Seigneur vtil peut gulpir & quitter l'heritage mouuant d'autruy, en payant prealablement les arrerages deuz à cause dudit heritage de tout le temps passé, iusques à ladite gulpine, à ses despens au Seigneur direct, & laissant la chose quitte en bon estat & non autrement. Art. 17. Et si le S. direct est appellé en iugement contraditoire, pour voir faire ladite gulpine s'il ne compare, & il est adiourné en personne ou domicile, la gulpine se peut faire, en vertu du premier defaut. Art. 18. Aussi ledit Seigneur peut gulpir ledit heritage au Seigneur direct hors iugement, en la personne d'iceluy Seigneur direct.

Poictov Tit. 1. Art. 57. Si aucun detenteur doit à son Seigneur de fief, ou à autre, aucune rente, cens ou Coustume, pour raison des * choses, iceluy teneur peut quitter & exponser lesdites choses chargees, en payant les arrerages desdits Cens, ou charges du temps passé: & en payant ce qui en seroit deu au prochain terme à eschoir. Mais s'il faisoit ladite quittance ou exponsion, le iour que seroit deu ledit cens ou rente, il ne seroit tenu de payer le terme prochain, qui seroit à eschoir. Toutesfois quand la rente est deuë pour raison de la chose, on la peut quitter & renoncer, en delaissant la chose en bon estat, tel qu'elle puisse porter ladite rente: & autrement non. Art. 58. Et combien que touchant le cens & autre deuoir ou rente ainsi deuz pour raison des choses, y ait promesse & obligation de payer, telle obligation est pour raison de la chose: & encores qu'elle fut de tous biens, n'est que pour payer tant que l'on tiendra lesdites choses: & † qu'il n'en aura faict exponsion. Et s'il les transporte a autre sans faire exponsion, n'en sera deschargé sans fournir de tenancier recognoissant ledit deuoir. Art. 59. Si aucun tient de Seigneurs, vignes à cõplant & chargees de cens ou rentes, il peut y quitter & exponser lesdites vignes, toutesfois qu'il luy plairra en laissant les choses en valeur & estat suffisant, & aussi en payant les arrerages desdits cens ou rente du temps passé, & du terme prochain à escheoir. Mais s'il faisoit ladite exponcion le iour que ledit cens ou rente sont deuz, il n'est tenu de payer les arrerages du terme prochain à escheoir. Art. 60. Le detenteur de vignes à complans seulement, ou à complant & à cens ou autres deuoirs ensemble, les peut quitter & exponser au S. toutesfois qu'il luy plairra, s'il n'y a conuenance z au contraire, en laissant au temps de ladite exponcion, les vignes en l'estat des façons que vignes doiuent

y L. quicumque 3. C. de omni agro deserto susceptam à se possessionem nullo detrimẽto publico relinquendum vide l. 5. & 6. C. eod. tit. & ibi Ioan. de Platea.

z Conuentionis lex

Source : BIU Cujas

leur eſtre faict droict diffinitiuement par ladite Cour, ainſi qu'il appartiendra pour raiſon.

præcipuè ſeruanda eſt l.1.& 2.C de iure emphyt.l.7.C.de pactis l.in conuentionalibus 52.D.de verb.oblig.l 43. D. de pactis.l.1.§.6.D.de poſiti l.43.& 34.D.de reg.iur.cap.contractus.De reg.iur.in 6.l.8.& 9.C.de pact.in l.empt.& vend.cap.verum de condit.appoſ.extra.c.Eleutherius 18.q.2.

Guilpine ſe peut faire en vertu du premier defaut.

Guilpine ſe peut faire hors iugement.

* *Aliàs,des choſes,dont il eſt detenteur,iceluy &c.*

† *Ces mots,* Et qu'il n'en *&c.iuſques à la fin dudit Art.ſont de nouuel adiouſtez.*

Vignes ne peuuent eſtre oſtees au detenteur, ſi elles ne ſont demeurees de ſerpe.

eſtre,& ont accouſtumé eſtre faictes au pays au temps de ladite expõcion & quittance:c'eſt à ſçauoir deſchauſſees,tailles,fouyees & binees, & en payant les arrerages deſdits cens ou charges,ſi aucuns en y a,du terme prochain à eſcheoir. Autrement ne vaut ladite quittance ou exponcion, & le S.du fief ne la peut oſter au detenteur,ſi elle n'eſt demouree de ſerpe.

Guerpir.

XAINCTONGE Tit.16.Art.116. Toute perſonne qui eſt obligee en quelque ſomme de deniers de rentes enuers ſon crediteur, pour raiſon de certain heritage,& au payement de la rente,il a obligé tous ſes biẽs,ne peut guerpir ſes choſes arrentees, que prealablement il n'ait payé les arrerages, qui pourroient eſtre deuz de la rente, & qu'il laiſſe les lieux arrentez en auſſi bon eſtat,qu'il les auoit prins. Art.117. Et ſ'il auoit obligé tous ſes biens a faire quelques reparations & ameliorations,& il ne les auroit faites,il ne ſeroit receu par ledit crediteur, ſi bon ne luy ſembloit,qu'il ne guerpit tous ſes biens obligez, laquelle guerpiſſon conuiendroit faire en iugement: ſinon que le bailleur conſentit qu'elle fut faicte deuant Notaires.

Guerpiſon ſera faicte en iugement.

Detenteur de fief ou autres biẽs tenus à cẽs, rentes ou autres deuoirs, peut delaiſſer ledit fief, en payant v.ſols Bourdelois.

BORDEAVX Chap.8.Art.86. Si vn homme tient vn fief a & autres biens tenus à cens & rentes, agrieres ou autres deuoirs, peut quitter & laiſſer le fief, ſi bon luy ſemble,en payant v.ſols Bourdelois,& les arrerages & deterioration du fief,ſi telle deterioration procede par le dol du tenancier, & autres droicts & deuoirs deuz & eſcheuz au temps de la guerpiſon,& *pro rata temporis*:ſinon qu'il y ait pacte au contraire.

a Ioannes de Immola in cap. ad audientiam De reb.eccl non alien. Dec.Cap. Thol.404. Iaſon & Albericus in l.2.C.de iure emphy.

Tenancier ſ'il n'eſt au contraire par la baillete, peut renoncer la choſe tenue à rente, en payant les arrerages des annees paſſees.

BAYONNE Tit.8.Art.10. Tout tenancier de quelque qualité que ce ſoit, ſoit de primfief ou Arrierefief,(ſ'il n'eſt au contraire par la baillette,) peut guerpir ou renoncer la choſe par luy tenuë à rente, entre les mains de ſon Seigneur, en payant les arrerages des annees paſſees,ſi aucunes en y a. Auſquels payer eſt contrainct par prinſe & exploictation de ſes biens,ſi aucuns en a.

SEDAN Tit.13.Art.270. Celuy qui a acheté heritage,ſans charge de rente, ſ'il eſt pourſuiui pour raiſon d'icelle,pourueu qu'il n'en ait eu cognoiſſance parauant la pourſuitte, peut ſans ſommer ſon garand, ou au defaut & refus d'iceluy apres l'auoir ſommé,renoncer audit heritage auant conteſtation en cauſe &c.p. *a Paris.*Art.102.renonciation & qu'il fut aduerty de la rente: autrement & nonobſtant telle renonciation ſera tenu perſonnellement des arrerages eſcheus de ſon temps & apres auoir eſté aduerty de la rente.

Art.105. PARIS.

Compenſation comment à lieu.

Compenſation b à lieu d'vne debte claire & liquide,à vne autre pareillement claire & liquide,& non autrement.

b Ceſte Couſtume eſt tiree de la Loy de Iuſtinian in l. fin. §. 1. C.de Compenſ. Ita inquit, compenſationes obiici iubemus,ſi cauſa exqua compenſatur liquida ſit,& non multis ambagibus innodata, ſed poſſit iudici facilem exitũ ſui præſtare &c.Les Docteurs ont traicté ceſte matiere fort amplement ſur ce Titre tant des Digeſtes, que du Code: meſmes Accurſe ſur ceſte Loy derniere.Balde & Salicet tiẽ-

CONFERENCE.

CALAIS Tit.12.Art.222.p.*à Paris.*

†† Ceſt Ar. 326. eſt adiouſté pour le bien & vtilité publique pour l'aduenir.

MELVN Chap.23.Ar.326. Compenſation ſe †† peut faire &c.p.*à Paris*,à autre debte,pareillement &c.liquide autrement n'a lieu.

ESTAMPES Chap.5.Art.68. Compenſation a lieu ſelon diſpoſition du Droict.

DOVRDAN Tit.3.Art.56.Compenſation n'a lieu:ſinon d'vne &c.p.*a Paris*, pareillement claire & liquide.

† Ceſt Ar.66. eſt de nouuel introduit.

MONTFORT Chap.5.Art.68.p.*a Dourdan.*

MANTE Chap.3.Art.66.† p.*à Melun.*

†† Le 397.Ar. eſt de nouuel introduit.

REIMS Tit.16.Art.397.†† p.*a Paris* de debte liquide &c.debte liquide &c.

MONTARGIS Chap.21.Art.10. Compenſation n'a point de lieu en Cour laye.

Source : BIU Cujas

nent suiuant la decision de Iustinian, que la compensation a point de lieu d'vne debte liquide, à vne autre qui n'est liquide qui est contenuë par vne exception obscure & incertaine. La compensation est vne espece de solution & a mesme effect l.si debitor 4.D.Qui pot in pig.hab.nec enim interesse, soluerit an pensauerit.l.2.& 3.D.de compensat.l. 19. De lib. caus.compensationis æquitas facit nequis soluere cogatur, vt est in l.neque scriptura 6.C.de compensat. En Frãce és pais coustumiers n'est receue compensation, par les Iuges, sans lettres du Roy obtenues en Chãcellerie, és cas permis de droit pour le profit & augmentation du droict de Seel, comme Rebuffe & plusieurs autres ont escrit, in Proemio Const. Reg. Glossa 5.num.57.quand la Coustume n'en a disposé. Car en ce cas on n'est contrainct d'auoir lettres. Faber in §. in bonæ fidei Inst.de act.Guido.Dec.477.& 567.Decis.Tholos.93.Alex.cons.74.vel.5.& cons.150.lib.2. Au reste ces mots clairs & liquides se doiuent entẽdre, cõme les Docteurs ont interpreté sur ladite Loy fin.C.de Cõp.des debtes, certaines confessez presens, & desquels il se cognoist par sentence & iugement portant condemnation, non enim fit compensatio nisi debiti liquidi, confessi & præsentis: nam controuersi & incerti non fit vt in d.l.fin.& specie l.si debeas 22.D.eod. tit. & l.si tutelæ 3.D.de tut.& rat.distr. nec etiam eius quod per exceptionem perimitur.l.14.D.de compens. nec eius debiti, cuius dies nondum venit l.7.D.eod.tit. non habet etiam locum in deposito.l.pen.C.de positi l.fin.C.de comp. Paul.lib. 2. sent Tit.12.§. in bonæ fidei Inst.de l.Nou 88.in causa momenti d.l.fin.C.de comp. En Depost n'y eschet compensation, opposition ny empeschement quelconque, sous ombre de reddition de compte, iugé penultieme Feurier 1581. contre vn Italien: ayant esté condamné à rendre à son seruiteur, quelques hardes, qu'il vouloit retenir sous couleur qu'il disoit le seruiteur luy estre redeuable & comptable. Notez pour la compensation, qu'on dict en Practique, qu'vne debte n'empesche l'autre.

TOVRS Tit.21.Art.219.† p.*à Reims.* lieu seulement &c. iusques à ce mot, *liquide*, inclus.

BOVRBONNOIS Chap.4.Art.37. Compensation a †† lieu, *liquidi ad liquidum*, en faisant apparoir promptement par celuy qui demande compensation de sa debte.

AVVERGNE Chap.18.Art 6. Compensation n'a point de lieu, si ce n'est quand la debte, que l'on veut compenser, est liquide & par escrit.

LA MARCHE Chap.14.Art.100.†.p.*à Bourbonnois.*

Art.106. PARIS.

Reconuention en [c] Cour laye n'a lieu si †† elle ne depend de l'action, & que la demande en reconuention soit la defense contre l'actiõ premierement intentee: & en ce cas le defendeur, par le moyen de ses defenses, se peut constituer demandeur.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.12.Art.223.p.*à Paris.*

MEAVX Chap.29.Art.219. En † Cour laye Reconuention n'a point de lieu.

MELVN Ch.23.Art.327.p.*à Paris*, n'a lieu en &c. iusques à ce mot, *action*, inclus.

MONTFORT Chap.5.Art 69.p.*à Paris*, si † ce n'est par lettres ou benefice de Prince. [d]

MANTE Chap.3.Art.58.p.*à Meaux.* n'a lieu, si elle ne depend de l'action.

BOVLLENOIS Tit.30.Art.181. La Reconuention n'a lieu en Cour laye.

CAMBRAY Tit.25.Art.52. Reconuention en Cour laye n'a point de lieu: sinon en matiere d'iniure. Art.53. Mais vn qui est poursuiuy par action, peut bien, pendant la premiere poursuitte par clain ou autre voye introduite faire aussi poursuite & intenter son action, contre celuy qui l'auroit commencé à poursuiuir & actionner.

LILLE Tit.10 Art.140. Reconuention ne compensation n'a lieu: n'est en matieres d'iniures, refections de maisons & interest pour departement de louaige.

LA SALLE de Lille Tit.25.Art.18.p.*à Lille.* de cense ou louaige.

MONTARGIS Chap.21. Art.9. Reconuention n'a point de lieu &c.p.*à Boullenois.*

BOVRBONNOIS Chap.12.Art.88.p.*à Montargis.* de lieu &c.

AVVERGNE Chap.18.Art.7.p.*à Bourbonnois.*

LA MARCHE Chap.14. Art.101.p. *à Montargis.* lieu: sinon que les parties soient *eiusdem fori*, ou elle a lieu, sans nouuel adiournement.

LA ROCHELLE Chap.20.Art.61.p.*à Meaux.*

TOVRNAY Tit.26.Art.1. Es cours layes de ladite ville Reconuention n'a lieu ny aussi compensation.

Art.107. PARIS.

Cedule priuee, [e] qui porte promesse de payer, emporte hypotheque du

† *C'est Ar.219. est de nouuel introduit.*

†† *C'est Ar. 37.ancien est cõtre la disposition de droict & pernicieux à la chose publique. Les gens d'Eglise & du tiers Estat ont dict que ledit Ar.se deuoit laisser à la disposition de droict commun. Et par les Nobles, que ledit Art.estoit Coustume ancienne & introduite pour la conseruation des iurisdictions, & à ce que les creanciers poursuiuissent leurs debiteurs pardeuant leurs Iuges, & que partant elle deuoit demourer. Finalement apres que leur auons remonstré que tel interest de conseruer sa iurisdiction, ne deuoit empescher la prompte expedition des proces, qui suruenoient de iour en iour entre les suiets d'vn pais: Et d'vn commun accord ledit Article à esté corrigé, ainsi qu'il est escrit.*

† *C'est Art. 100.a esté corrigé, ainsi qu'il est escrit.*

c Ceste Coustume contenue en ceste Art. 105. depend du 105.& est introduite contre le Droict commun: par lequel les reconuentions sont licites & permises: l.1 §.si apud eundem iudicem. D.Quæ sent. sine app. resi. l. cum Papinianus 14 Auth.& consequenter.C de sent.& interl. omn.iud.les Reconuẽtions se doiuent intenter par deuant mesme Iuge d.l.cum Papinianus & auth. seq. C. de sent. & interl. l.si idem 11.§.1.D.de iurisd. omn. iud l. qui non cogitur 22.D.de iud. l.nulli C. eod.tit.l.1. D. de quib. reb ad eundem iud l.1. § vlt.D. de variis & extr.cognit.l.1. § vlt. D. Quæ sent sine appell. l Lucius 38.D Mandati l.34.D. de procurat. l.15.D.de except. Nou. 96 cap. 2. & Nou.123. cap. 25. & cap 1. De caus.poss.& prop.extr. cap. 19. De test. extra. cap.4. quærelam. De Simon. & tout ainsi que compensation n'a point de lieu en certains contracts, ainsi est il de la reconuentiõ, mesmes en termes de Droict, qu'il n'est

Source : BIU Cujas

Reconuention en Cour laye n'a lieu, ſi elle ne depend de l'action.
†† *Ces mots,* Si elle ne *&c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez pour interpretation.*
† *Ceſt Art. 219. eſt de nouuel adiouſté.*
†† *Ceſt Art. 327. a eſté adiouſté pour le bien & vtilité publique pour l'aduenir.*
† *Ces mots,* Si ce n'eſt *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*
Reconuention.
Cedule priuee de quel iour emporte hypotheque.

neceſſaire d'exprimer en ce lieu. Seulement ie monſtreray qu'il y a difference entre cõpenſation & reconuẽtion. Car l'vne ſe faict ſeulement d'vne debte claire & liquide à vne autre debte pareillement claire & liquide & l'autre au contraire, és cas qu'elle eſt permiſe, peut eſtre oppoſee contre celuy qui demande & faict pourſuitte d'vne choſe liquide, pour choſe non liquide. Reconuention n'a point de lieu en France, comme pluſieurs ont eſcrit, ſans lettres, par leſquelles il ſera mandé au Iuge, qu'en faiſant droict ſur la demande, ſoit faict droict ſur la reconuention & demande mutuelle & reciproque. Mutuæ petitiones ſunt mutuæ actiones d. l. ſi idem §. 1. De iuriſd. om. iud. Imperator Alexander in l. 1. C. rer. am. Compenſationis æquitatem, inquit, iure poſtulas, non enim prius exolui quod debere te conſtiterit æquum eſt, quam petitioni mutuæ reſponſum fuerit. & in l. 6. C. de compen. Tertull. lib. 2. aduerſus Marcionem Repoſcunt Ægyptij de Hebræis vaſa aurea & argentea: contra Hebræi mutuas petitiones inſtituũt, allegantes ſibi quoque eorundẽ patrũ nomine, ex eodem ſcripturæ inſtrumento, mercedes reſtitui oportere illius operariæ ſeruitutis, pro laterinis deductis, pro ciuitatibus & villis ædificatis. Quid iudicabis optimi Dei electori? Hebræos fraudẽ agnoſcere debere, an Ægyptios compenſationem. La Couſtume de Paris veut que la reconuention ait lieu, ſi elle depend de l'action & que la demande en reconuention ſoit la defenſe & exception de la premiere action. Aucuns eſtiment auſſi que la reconuention doit auoir lieu, quand elle eſt prealable, & qu'elle ſe doit decider premierement, comme en matiere de reintegrande l. vlt. C. vnde vi cap. vlt. De ordine cognit. extra. Et la reconuention eſtant pour vne meſme choſe & entre meſmes perſonnes, elle doit auoir lieu, veu qu'elle eſt permiſe de droict naturel, ciuil & canonique, eſtant vne iuſte exception & defenſe que le defendeur propoſe contre la demande qui luy eſt faicte Panorme in cap. 1. & 2. De mut. petit. Bartol. Balde & Salicet traicte ceſte matiere in d. authent. & conſequenter C. de ſentent.

d Ces mots, Si ce n'eſt par lettres &c. ſemblent à Du Moulin eſtre adiouſtez ſans raiſon. Car ſi c'eſt ſelon les termes de Droict ciuil, d'vne dependance de meſme choſe, la Couſtume ne l'entend prohiber: & ny faut point de grace, ne l'acheter de la Chancellerie, où l'on ne ſciourne ſans grans frais. Et ſi c'eſt de choſe diuerſe, la Couſtume le defend: contre laquelle la Chancelerie ne peut diſpenſer.

c Par l'Ordonnance du Roy François 1. 1539. Art. 92. & 93 eſt porté que l'hypotheque a lieu du iour de la Sentence donnee ſur defaut: ou bien du iour de la conteſtation ou denegation. De laquelle Ordonnance ceſt Art. 107. a eſté amplifié. Monſieur le Maiſtre en ſes Deciſions Traicté des Criees Chap. 4. parle de ceſte matiere de cedules. Vide Angelum in l. cum antiquitas C. de teſtam. & in l. ſi ita §. Chryſogonus D. de verb. obl. Andream Siculum qui contrarium tenet in cap. ſi quis preſbyterorum De reb. eccl. non al.

du iour de la confeſſion ou recognoiſſance d'icelle faite f en iugement ou †† par deuant Notaires, ou que par iugement elle ſoit tenuë pour confeſſee, g ou du iour de la denegation, en cas qu'elle ſoit cy apres verifiee.

†† *Ces mots,* ou par deuant Notaires, *&c. ont eſté adiouſtez pour interpretation.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 12. Art. 229. p. *à Paris.*

ESTAMPES Chap. 5. Art. 70. Cedule priuee recogneuë en iugement, emporte hypotheque du iour de la recognoiſſance: ſoit que la recognoiſſance ſoit faite par deuant le Iuge lay, ou par deuant le Iuge d'Egliſe. h

MONTFORT Chap. 5 Art. 72. p. *à Paris.* portant promeſſe &c du † iour de la recognoiſſance &c. iugement ou bien du iour que par defaut & contumace du debteur, elle ſera tenue pour recognuë & confeſſee, ſoit par deuant le Iuge d'Egliſe ou par deuant le Iuge ſeculier.

† *Ces mots,* ou bien du iour, *&c. ont eſté de nouuel introduits.*
†† *Ceſt Art. 64. eſt de nouel introduit.*

MANTE Chap. 3. Art. 64. †† p. *à Montfort.* cõtenant promeſſe de payer, porte &c. ou que par la contumace de partie, elle eſt &c. lay ou le Iuge d'Egliſe.

† *Ceſt Ar. 289 eſt ancien & adiouſté, comme omis.*

SENLIS Tit. 15. Art. 289. Vne † cedule priuee qui portera promeſſe &c. p. *à Paris.* confeſſion d'icelle cedule faite en iugement, & ſera le debteur tenu garnir ſuffiſamment de biens, iuſques à la concurrence du contenu en icelle, és mains du creancier, en baillant caution ſuffiſante par ledit creancier.

†† *Ceſt Ar. 43. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

CLERMONT Tit. 3. Art. 43. p. *à Senlis.* deuëment †† cauſee, qui &c. iugement & emporte garniſon és mains &c. creancier, au profit duquel elle eſt recognuë, en baillant caution.

† *Le 167. Ar. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

VALLOIS Tit. 12. Art. 16. † p. *à Clermont.*

PERONNE Tit. 11. Art. 268. Sentences †† des Iuges, cedules recognues ou verifiees en iugement, emportent hypotheque du iour des ſentences & recognoiſſances, encores qu'il n'y ait nantiſſemens.

†† *Ceſt Art. 268. eſt de nouuel introduit pour l'aduenir.*

ORLEANS Tit. 20. Art. 462. Cedule priuee recognue ou verifiee, porte hypotheque & garniſon i de main, contre celuy, qui a faicte ladite cedule. Et eſt le debteur ſuiet à la iuriſdiction ſeculiere, tenu garnir és mains du creancier le debt contenu en ladite cedule, & iuſques à ce qu'il ait garni, ne doit eſtre receu à propoſer aucune exception & defenſe. Toutesfois ſi la cedule eſtoit

f Du Moulin entend ces mots, *en iugement*, du iugement ſeculier, & non Eccleſiaſtique: lequel n'emporte aucune hypotheque, nõ plus que les obligations paſſees par deuant Notaires Eccleſiaſtiques Berri Tit. 1. Art. 3. Poictou Art. 384 Angoumois Art. 39. cõme nous auons monſtré cy deſſus en la premiere partie Tit. des Notaires. En l'ancienne Couſtume d'Orleãs Tit. des executiõs Art. 18. eſt porté le meſme, & Pyrrhus allegue Paul de Caſtre Conſ. 63. Par la Couſtume de Eſtampes Art. 70. eſt porté que telle recognoiſſance ſe peut faire deuant le Iuge lay ou le Iuge d'Egliſe. Montfort. Art. 72. Mãte Art. 64.

g Par l'ordonnance cy deſſus alleguee les cedules ſont tenues pour confeſſees par vn ſeul defaut, & emportent hypotheque du iour de la Sentence ainſi qu'il eſt exprimé en l'Ar. 92. Mais

Source : BIU Cujas

par l'ordonnance de Paris faicte en l'an 1563. Art. 10. Tous Iuges tant Royaux, que des Hauts Iusticiers sont declarez competens pour la recognoissance ou denegation des cedules ou promesses par escrit contre toutes personnes mesmes Ecclesiastiques trouuees sur les lieux & hors leurs domiciles.

h Ces mots, ou pardeuant le Iuge d'Eglise, sont contraires à tout l'ancien vsage de France, recité mesmes par Iean Fabre & aux Arrests de la Cour, dont i'ay dit quelque chose cy dessus. Du Moulin. Ce que depuis le Roy Charles 9. 1563. Art. 10. a ordonné. Vide Bartol. Cons. 134.

i Voyez l'Ordon. de Charles 9. 1563. Art. 10.

conditionnelle, & que la condition emportast cognoissance de cause: le Iuge, parties ouyes, peut ordonner la garnison.

BERRI Tit. 6. Art. 34. Schedule priuee iudiciairement recognue emporte hypotheque du iour de la recognoissance.

BLOIS Chap. 22. Art. 266. Cedulles priuees recognues ou deuement prouuees, portent garnison de main contre le debteur, auant qu'il soit ouy.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 97. Sentences & condemnations de Iuges laiz & obligations k faites sous seel authentique par deuant Notaires laiz, cedule recogneue & prouuee pardeuant Iuges laiz, emportent garnison de main, qui se peut faire par les Sergens, nonobstant opposition ou appellation, en ensuiuant l'ordonnance du Roy Charles 1 viii. Toutesfois si icelles sentences, obligations & cedules sont conditionnelles, & que la condition ou autre chose apposee requiere cognoissance de cause, est à la discretion du Iuge, parties ouyes d'ordõner sur ladite garnison.

En Cedule conditionnelle comme le Iuge ordonne la garnison.

† *Cest Art. 34 est coustume nouuelle.*

k Les statuts d'Italie ont donné execution paree aux instrumens garãtigionnez, & sont contraires au Droict, comme dit Angelus in l. ait prætor. §. si iudex D. de re iud. Vide Bartolum in l. post rẽ. & in l. à Diuo Pio §. sẽtentiam. D. de re iud. & l. 1. C. de exec. rei 10. l. vlt. C. de ad. ed l. cum vnius D. de bonis auc. iud. poss. l. si cum nulla D. de re iud. Boerium Dec 295.

Art. 108. PARIS.

Vn simple m transport ne saisist point, & †† faut signifier le transport, à la partie, & en bailler copie auparauant que d'executer.

Transport simple ne saisist: & doit estre signifié à la partie: dont baillera copie.

†† *Cest Ar. 108. estoit le huict vingt dixiesme & ont esté adiouste[z] ces mots, & faut signifier, &c. iusques à la fin pour Coustume nouuelle.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 12. Art. 224. p. *à Paris.*

MELVN Chap. 8. Art. 167. Simples † dons cessions & transports ne saisissent les donataires, s'il n'y a apprehension de faict, retention d'vsufruict, ou clause translatiue de possession, comme constitut, precaire ou autre.

MANTE Chap. 5. Art. 90. †† p. *à Melun.*

CLERMONT Tit. 6. Art. 55. p. *à Paris*, iusques à ce mot, *point*, inclus.

XAINCTONGE Tit. 5. Art. 42. Transport simple sans apprehension de faict ne saisit.

m Les Ordonnances ont bien disposé des cessions & transports, comme il se peut voir en la Conference des Ordõnances Royaux liure 2. Ti. 8. mais elles n'ont decidé ce point cõtenu en cest Ar. 108 Vide Masuer in Praxi. Tit. de Solut. num. 8.

† *Cest Ar. 167 a esté adiousté de nouueau, & mis au lieu du 1. Ar. ancië Tit. de saisine en censiue.*

†† *Ces mots, ou clause, &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiousté[z].*

Art. 109. PARIS.

Si aucun à prins n vn heritage à cens ou rente à certain pris par chacun an, il y peut renoncer en iugement partie presente ou appellee, en payant tous les arrerages du passé, & le terme ensuiuant: iaçoit que par lettres il eust promis payer la rente & obligé tous ses biens. Et s'entend telle promesse tant qu'il est proprietaire, sinon que par les lettres d'adcensement, il eust promis mettre aucun amendemẽt, ce qu'il n'eust faict, ou qu'il eust promis fournir & faire valoir la rente, & à ce obligé tous ses biens, en laissant toutesfois l'heritage en aussi bon o estat & valeur, qu'il estoit au temps de la prinse.

Preneur d'heritage à rente annuelle, peut renõcer en iugement partie presente ou appellee, en payant tous les arrerages du passé & le terme ensuiuant: oresqu'il eust promis payer & obligé tous ses biens.

Promesse ou obligation de payer la rente, comme se doit entendre.

n Par les Ordonnances de Philippes de Valois & de Charles 7. 1441. il est fait mẽtion de la forme de renoncer aux heritages suiets à rentes, mesmes és Art. 20. & 43. ainsi qu'il est porté au liure 4. de la Conferẽce des Ordonnances Tit. 6. Au reste quand à ce qui est porté par cest Art. 109. pour les promesses de faire quelque amendemẽt, Du Moulin dit que c'est à cause du profit qu'il en auoit prins ou peu prendre. Car si la promesse estoit pure lucratiue au bailleur & que le preneur n'eust sçeu faire le profit qu'il esperoit le benefice de ceste Coustume scauoir

Art. 110. PARIS.

Celuy qui n'est preneur, mais est acquereur du preneur, à la charge de la rente seulement sans faire mention d'autres charges, comme de mettre amendement, fournir & faire valoir, & laisser l'heritage en bon estat: il peut renoncer, pourueu qu'il n'ait promis expressement acquiter & garantir son vendeur & bailleur.

Acquereur du preneur, comme peut renoncer à l'heritage suiet à rente.

† *Cest Art. 110 a esté accordé pour Coustume nouuelle.*

CONFERENCE.

Source : BIU Cujas

est qu'il pourroit renoncer & quitter les heritages.

o On peut colliger de ceſt Article que celuy qui n'a promis fournir & faire valoir, eſt neantmoins obligé de rendre l'heritage en pareil eſtat & valeur qu'il eſtoit au temps de la prinſe, ſ'il y veut renoncer, eſt tenu aux inconueniens & accidens qui ſuruiennent. Paulus in l. Lucius Titius 11. in princ. D. de euict. ſcribit futuros caſus euictionis poſt contractam emptionem ad venditorem non pertinere, & ideo ſecundum ea quæ proponuntur, pretium prædiorum peti poſſe. Il eſtoit queſtion en ladite Loy de quelques domaines ou heritages eſtans trans Rhenum : deſquels l'acheteur eſt tenu de payer le prix, licet ex reſcripto principali diſtractæ fuerint aut veteranis in præmia aſſignatæ. Les choſes conquiſes par le peuple Romain, n'eſtoient pas données en pleine proprieté: ains eſtoient ſeulement aſſignees pour en iouyr & les poſſeder: & ne ſe pouuoient aucunement reuoquer ſans l'auctorité du peuple. l. contem. 11. §. 1. D de publica. & ne ſe peut aucunement prendre ou tirer aucun profit des heritages des particuliers contre leur gré & volonté l. 13. D. comm. præd.

†† *Ceſt Art. 43. eſt mis au lieu du 34. Art. ancien, qui a eſté abrogé.*

AMIENS Tit. 1. Art. 43. Vn †† tenancier cottier peut renonçer & delaiſſer la terre, heritage ou maſure, en la main du Seigneur de qui il tient à cenſiue, en payant prealablement tous les arrerages du cens, iuſques au iour du delaiſſement. Mais ſ'il eſt preneur & obligé perſonnellement, ne le peut delaiſſer, ſ'il ne plaiſt au Seigneur.

Seigneurs peut faire leur profit des tenemens qui ont eſté delaiſſez en leurs mains.

MONSTREVL Art. 14. Chacun tenancier rentier & cottier peut remettre ſon tenement en la main de ſon Seigneur & le luy rendre, & en ce faiſant n'eſt tenu de ladite rente à l'aduenir : mais doit payer les arrerages du paſſé iuſques au iour du delaiſſement, & outre l'annee enſuiuante.

Rentier ou ſurcenſier comme peut renoncer ſon tenemẽt que il tient à rente ou ſurcenſe en payant les arrerages auec l'annee enſuiuant.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 32. Quand aucune perſonne tient à cens ou rente aucuns tenemens, terres ou autres choſes foncieres ou proprietaires d'aucuns Seigneurs, & il les delaiſſe en leurs mains, iceux S. en peuuent faire leur profit, comme Seigneurs proprietaires, les bailler à moyen cens ou rẽte, ou les labourer ſous leurs mains, & en prendre les fruicts & profits, ſans qu'aucun ſoit receuable de les empeſcher.

† *Ces mots, Pourueu qu'il, &c. iuſques à ce mot, prinſe, ſont de nouuel adiouſtez.*

BOVLLENOIS Tit. 29. Art 145. Le tenant rentier ou ſurcenſier peut toutesfois qu'il luy plaiſt, partie preſente ou deüement appellee, rendre & delaiſſer à celuy, de qui il tient à rente ou ſurcenſe ſon tenement, en payant les arrerages auec l'annee enſuiuant: pourueu † qu'il rende l'heritage ainſi par luy delaiſſé en auſſi bon eſtat qu'il eſtoit au temps de la prinſe: & en ce faiſant eſt deſchargé de la rente & arrentiſſement, ſi le S. n'a aucun faict ſpecial au contraire pour empeſcher ledit delaiſſement.

DESVRENE Art, 1. Ceux qui ont heritages qui ne leur ſont profitables, ſ'ils ne ſont tenus du Roy, ſans moyen, les peuuent rendre au iour que les rentes ſont deues, en payant à ceux de qui les heritages ſont tenus, rentes & arrerages, ſi aucunes en ſont deues, en rendant toutesfois les heritages en auſſi bon eſtat qu'ils eſtoient lors de la prinſe.

Renonciation cõme doit eſtre faicte.

PERONNE Tit. 11. Art. 273. Toutesfois peut delaiſſer ledit heritage en la maniere, que deſſus, ſ'il n'eſt obligé perſonnellement.

Detenteur comme peut renoncer a vn heritage.

NIVERNOIS Chap. 7. Art. 6. Le detenteur peut quand bon luy ſemble laiſſer & renoncer audit rentier la choſe ſuiette à la rente, en payant les arrerages & delaiſſant la choſe en bon & ſuffiſant eſtat, en la maniere qu'il a eſté conuenu. Autrement n'eſt tenu le S. rentier, receuoir le detenteur à la renonciation & delaiſſement: laquelle ſe doit faire à la perſonne du rentier, ſ'il eſt au lieu: & ſ'il n'eſt à ſon Receueur: ſinon pardeuant le Iuge ordinaire, dont ledit detenteur prendra acte, qu'il ſera tenu apres exhiber audit S. ou à ſon Receueur.

†† *Ceſt Ar. 134 a eſté tiré du 120. de l'ancien & ce qui a eſté adiouſté, eſt ſans preiudice du paſſé.*

ORLEANS Tit. 3. Art. 134. Si †† aucun detenteur d'heritage tenu à cens veut renoncer à la tenuë deſdits heritages, le S. cenſier ne le peut refuſer: pourueu qu'il ait payé les arrerages dudit cens & autres redeuances, qui ſont deuës & eſcheuës, pendant & durant le temps que ledit detenteur aura tenu ledit heritage: ſinon qu'il fut preneur ou heritier du preneur: parce qu'en ce cas ils en ſont tenus perſonnellement & hypothecairement. Tit. 19. Art. 412. † & 413. p. *a Paris.* Art. 109. & 110.

† *Les Ar. 412. & 413. ſont accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

Voyez les Art. 102. & 103. de Paris & Ponthieu 93.

Art. m. PARIS.

Reſpits en quels cas n'ont point de lieu.

VN Reſpit p ne peut auoir lieu contre le deu d'aucun adiugé par ſentence diffinitiue q & contradictoire, louage r de maiſon, arrerages de ſ rentes, moiſon de grain, t & debtes de mineurs contractez auec les mineurs ou leurs Tuteurs, durant leur minorité.

p. Reſpit ou lettres de Reſpit ſe doiuent entendre des ſurſeances ou delais donnez aux debteurs pour payer leurs debtes, ſoit

Source : BIU Cujas

d vn an, deux, trois ou autre temps. Quelques Coustumes, comme Montargis, Orleans & Bourbonnois les nomment Benefice & priuilege d'annion & quinquennion. Ces lettres se souloient donner en la Chancellerie: mais le Roy Charles 9. en l'Ordonnance d'Orleans 1560. Art. 61. a defendu au Chancelier d'expedier aucunes lettres de Respit à vn ou cinq ans: ains se pouruoiront les debteurs par deuant les Iuges ordinaires: lesquels informeront sommairement du contenu en icelle, & en ordonneront, appellez les creanciers. Les respits & quinquennelles sont introduits par le Droict vniuersa 4. C. de precib. imp. offer. l. vlt. C. Qui bonis cedere poss. ou Iustinian les nomment quinquenale spatium. Cassiodorus 2. Var. ep. 38. Sed quoniam lapsos nihil releuasse proficit, si onus aliud solutionis accedit, qui memoratis negotiatoribus noscuntur, mutuasse pecuniam: celsitudo tua faciat admoneri, ne in hoc biennij spatio quicquam de credita summa æstiment postulandum: quatenus sub iudiciis supradictis & datam possint reparare pecuniam, & aliquatenus valeat debitorum respirare substantia. Cornutus in Persium scribit etiam in vsu fuisse vt prætores edicta proponerent certis temporibus compellentia debitores satisfacere creditoribus. A Rome aussi on donnoit quelquefois surceance de payer les debtes. Liuius lib. 6. Lex lata de ære alieno vt deducto eo de capite, quod vsuris pernumeratum esset, id quod superesset triennio æquis portionibus persolueretur. Au reste en ceste Art. 3. la Coustume de Paris, comme aussi plusieurs autres rapportees en Conference sur ledit Article, font quelques exceptions de quelques debtes, esquels on n'est receu à l'enterinement des lettres de Respit: parce que ce sont debtes priuilegiees. Vide Guid. Pap Dec. 87. 109. & 567. Baldum & Salyc. in l. fin. C. Qui bon. ced. poss. Boer. Dec. Burd. 296. Cassiod. v. Variar. ep. 34. Ille omnia confessus, reddere se posse constituit. si ei largæ præberentur inducíæ: quibus frequenter emensis, immemor promissionis suæ, ad constituta semper imparatus occurrit. Ambrosius Apol. 2. de Dauid. Agnoscamus creditorem, agnouimus debitorem: nempe ius est vt exigat & relaxet, & ideo idem relaxat, qui ius exigendi habet: Seneca lib. 5. de benef. cap. 22. ait nomina lenta non esse mala & lib. 7. cap. 29. Nomina bona lentus ac sapiens creditor facit, qui sustinuit ac mora fouit.

q Balde & cyn. in l. quotiens C. de precib. imp. offer. est de ceste opinion pour ceste clause est recité Arrest du Parlement de Paris du 17. Mars 1540. en la grand chambre des Enquestes & autre du Parlement de Toloze le 16. iour d'Octob. 1548. Papon lib. 10. Tit 9. Arrest 8. & 10. Maistre Charles du Moulin sur le 68. Ar. de la Coustume de Bourbonnois, dit que la sentence doit estre donnee contradictoirement: soit par prouision ou diffinitiuement. Or si la sentence ou iugement a esté donnee seulement sans contestation, & sur la seule confession du debteur volontairement faicte, des l'introduction de la cause il n'est point exclus du benefice de droict & peut obtenir lettres de Respit és cas permis, ou bien vser du benefice de la cession de biens Masuer tit. de solut. num. 31. traicte ceste question & allegue la Loy post rem iudicatam. 59. D. de re iudic. Aucuns ont noté sur le 251. Art. ancien de la Coustume de Seus, que le semblable se practique encores que l'adiudication soit faite par defaux & contumaces, ou sur la simple confession & consentement de partie.

r Le grand Coustumier liure second Titre de l'execution des lettres, Nota que les Respits que le Roy donne ne s'estendent pas aux debtes priuilegiez comme depost, debtes du Roy, de mineurs, de louage de maison, de marchandises de forain prinses en plain marché sans terme & similia, si elles ne sont nommez par expres audit Respit. Masuer au lieu prealegué nombre 31. dit que le locataire ou emphyteote, principalement tant qu'ils sont detenteurs de la chose baillee en emphyteose ou à louage, & à bon droict: d'autant qu'ils perçoiuent ou ont perçeu les fruicts desdites choses.

s La Coustume de Paris en ceste Art. 111. parle des rentes, comme aussi Calais Art. 225. Melun Art. 322. Sens Art. 259. Auxerre Art. 150. Estampes Art. 166. Montfort Art. 182. Mante Art. 185. Senlis Art. 290. Clermont Art. 248. Vallois Art. 193. Laon Art. 269. Chalons Art. 269. Reims Art. 392. Montargis Chap. 18. Art. 10. Orleans Art. 424. Berri Tit. 9. Ar. 21. Bourbon. Art. 68. Toutesfois aucuns estiment que ceste clause a lieu en tous autres pays, où telle Coustume n'est speciale, & y doit estre practiquee, comme escrit Papon liure 10. des Arrests Tit. 9. Arrest 13. Au reste les lettres du Roy ne se doiuent octroyer au preiudice d'vn tiers. l. nec auus 4. C. de emancip. Bartol. in l. 1. §. merito D. ne quid in Loc. pub. Glossa in cap. inaudita De restit. spol.

t Vide l. si seruus §. Locati D. de furtis. C'est à sçauoir soit que la maison soit en grains ou en argent, comme il a esté iugé par Arrest du 13. iour d'Auril 1548. auant Pasques recité par Papon au lieu prealegué Arrest 12. Les fruicts de la terre sont reputez alimens, qui sont priuilegiez & estimez faire partie du fonds. Pareils Arrests du 12. May 1583. Idem pour vn fermier, Receueur qui ne peut pour le reliqua de sa recepte se seruir ny ayder des lettres de Respit, ainsi qu'il fut iugé le Ieudy 19. May 1530.

Art. 112. *PARIS,*

Par †† priuilege notoire des Bourgeois de Paris en matiere ciuile, u ne peuuent estre les Bourgeois de ladite ville, cõtraints plaider ailleurs qu'en la ville de Paris pour quelque cause & priuilege que ce soit.

Bourgeois de Paris en matiere ciuile, ne sont tenus plaider ailleurs qu'en la ville de Paris.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 12. Art. 225. p. *à Paris.* Art. 111.

MELVN Chap. 23. Art. 322. Respit à vn an ou à v. ans, n'a lieu pour debtes à cause de crime adiugees par sentence, arrerages de rentes foncieres, loyers de maisons, pensions de fermes, deniers deuz à cause de vendition x d'heritage, deniers baillez en y depost, Reliqua de l'administration & gouuernement, que les Tuteurs ou ceux desquels ils sont heritiers, ont eu des biens d'Eglise, de la chose publique, des mineurs, prodigues ou insensez: ne pareillement pour salaires deuz à seruiteurs ou mercenaires, debtes de mineurs contractees pendant leur minorité.

SENS Tit. 21. Art. 259. Pour chose deposee non rendue, ne peut le depositaire obtenir lettres de Respit à vn où à v. ans, ne pour debtes d'enfans mineurs, louage de maison, bail †† d'heritage à moison ou ferme, cens ou rente fonciere, marchandise prinse en plein marché, debte procedãt de delict & malefice, ou de chose adiugee par sentence & iugement contradictoire, † ou donnez du consentement des parties.

†† *Ceste Art. 112. a esté accordé & adiousté, & le cent quatre vingt dix sept de l'ancien coustumier rayé par lesdits d'Auuergne & de Sanction a esté insisté tant pour le Preuost des marchans, que le tiers Estat, que ledict priuilege appartient aux Bourgeois de Paris,*

u Il se trouue vne Ordonnance du Roy Loys xi. de l'an 1465. faisant mẽtion du priuilege octroyé aux Bourgeois de Paris recité au liure x. de la cõference des Ordonnãces Tit. 9.

x Arrest du 21. Ianuier 1533. recité par Papon au lieu cy dessus allegué: par lequel vn acheteur fut debouté de l'effect de telles lettres Masuer Tit. de solut. num. 31.

y Cecy est pris de la Loy si quis vel pecunias. 11. C. depositi.

Source : BIU Cujas

non seulement en matiere ciuile mais criminelle : lequel priuilege donne & octroyé par les Rois de France aux Bourgeois de Paris, verifié en la Cour de Parlement, contient que les Bourgeois de Paris ne peuuent estre poursuiuis ne contraincts de respondre pardeuant autre Iuge que le Preuost de Paris, soit matiere ciuile ou criminelle. Protestant que ledit Art. ainsi qu'il est couché ne leur puisse preiudicier. Ce qui a esté contredict & empesché par ceux de la Noblesse, & aucuns des officiers des Iustices inferieures de ladite Preuosté. Auons octroyé acte ausdits d'Auuergne & de Sanction de leurs remonstrances, & declaré que n'entendions aucunement preiudicier aux priuileges de ladite ville & Bourgeois d'icelle.

† *Ce 322. a esté adiousté pour auoir touſiours ainſi eſte practiqué.*

†† *Ces mots,* Bail d'heritage ou maiſon à ferme, cens ou rente fonciere, *ont eſté mis au lieu de ces mots anciens,* ou autres heritages.

† *Ces mots,* ou donnez, *ſont adiouſtez de nouuel.*

AVXERRE Tit. 6. Art. 150. Pour choſe baillee en depoſt & gage non rendu &c. p. *à Sens* ou à †† v. ans, n'y faire ceſſion de biens: n'y † ſemblablement pour debtes &c. fonciere, vente de vins, debte procedant de delict ou malefice &c. de choſe &c. ou donnee &c. de partie.

†† *Ces mots,* à vn ou à v. ans *ont eſté interpoſez pour plus grande explication.*

† *Ces mots,* ny ſemblablemẽt, *&c. iuſques à la fin ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir*

†† *Ce 185. Ar. eſt de nouuel introduit.*

ESTAMPES Chap. 13. Art. 166. Vn reſpit n'a lieu pour debte adiugee par ſentence diffinitiue donnee en iugement contradictoire, louage de maiſon, arrerages de rente, ſalaires de ſeruiteurs & mercenaires, moiſons de grains ou autres penſions d'heritages, debtes de mineurs contractees auec eux ou leurs Tuteurs pendant leur minorité, penſions & nourritures d'eſcoliers, ne pour alimens, biens & deniers baillez & conſignez en depoſt par Ordonnance de Iuſtice, ne pour le Reliqua deu pour adminiſtration & gouuernement des mineurs, & de commiſſion de Iuſtice, Egliſe, Hoſpitaux, Fabriques & communautez.

MONTFORT Chap 17. Art. 182. p. *a Paris.* Art. 111. de rentes foncieres &c. creez auec &c.

MANTE Chap. 17. Art. 185. Lettres †† de Reſpit n'auront lieu contre celuy qui aura obtenu par iugement & ſentence donnee contradictoirement, & cõtre ceux à qui ſont deuz louages de maiſons, arrerages de rente fonciere, moiſons, alimens, mendicamens, ou deniers pour fourniture de bled, vin & autre victuaille pour la prouiſion du debteur & de ſa famille, ou pour vin & autres victuailles vẽdus à detail, ou pour les debtes deuës à mineurs creés pendant leur minorité, ne pour l'intereſt ciuil d'exces adiugé: & pourra nonobſtant leſdites lettres de Reſpit, le creancier arreſter la marchandiſe par luy venduë, eſtant encores en z la poſſeſſion du debteur.

z Voyez cy deſſous Tit. 8. Art. 176. & 177. de Paris.

SENLIS Tit. 15. Art. 290. p. *a Paris.* Art. 111. d'aucun † à luy adiugé &c. contradictoire, & pour les deſpens adiugez & taxez, louage de maiſon &c.

† *Ceſt Ar. 190. eſt ancien & omis.*

CLERMONT Tit. 22. Art. 248. p. *a Paris.* Art. 111. minorité, ſeruice de varlets & chambrieres, peine de corps, & pour labeurs d'aucuns heritages.

VALLOIS Tit. 17. Art. 193. †† p. *a Clermont.* & pour labour &c.

†† *Ceſt Art. 193. eſt introduit de nouuel.*

LAON Tit. 21. Ar. 279. Reſpits † n'ont lieu pour debtes adiugees par ſentences ou pour cens, rentes d'heritages, moiſons de grains, louages de maiſons, marchandiſes venduës en plain marché, victuaille, pris d'heritages vendus, reparation ciuile a adiugee à cauſe de delict.

† *Le 279. Ar. eſt adiouſté pour auoir lieu à l'auenir, ſans preiudice du paſſé.*

a Ceſte matiere eſt traictee par les Docteurs in l. generaliter D. de pœn. & in l. nec damnoſa l. reſcripta. C. de prec. imp. off.

CHALONS Tit. 24. Art. 269. p. *a Sens.* maiſon de grains ou fermes à argent, cens &c. marché, debtes procedans de vendition d'heritage ou de choſe adiugee par ſentence en iugement &c.

†† *Ceſt Art. 392. eſt de nouuel introduit.*

REIMS Tit. 16. Art. 392. p. *a Mante.* maiſons †† de grains, alimens & deniers deuz pour fourniture &c. d'excés adiugé: ny pour pris d'aucun heritage vendu: & pourra &c.

PONTHIEV Tit. 11. Art. 152. Si aucun debteur impetre lettres du Roy ou de ſa Chancellerie, pour auoir delay & Reſpit de ſes debtes payer iuſques à vn an ou à v. ans, & fait appeller ſes crediteurs par deuant aucuns Iuges de ladite Comté, ſi ladite debte eſt engendree pour malefice ou pour delict, ou qu'elle ſoit pour arrerages de cens ſitué en ladite Comté, & les euoquez debattent leſdites lettres, elles ne doiuent porter profit ne auoir lieu pour l'impetrant, mais doit eſtre priué de l'effect deſdites lettres. Ar. 155. Quand aucuns ſont euoquez en Iuſtice pour conſentir ou debatre à leurs debiteurs l'enterinement d'aucunes lettres de Reſpit ſoit qu'elles ſoient à vn an, iii. ou à v. ans, ſi les euoquez prennent aucuns delais, ils ne doiuent nuls deſpens de Iuſtice, ſ'ils ne baillent contredit à l'enterinemẽt deſdites lettres. Art. 156. Si aucun crediteur eſt nanti par ſon debteur d'aucun gage, ou que par execution de Iuſtice, il ait contraint ou fait contraindre iceluy debteur à garnir ſi apres le garniſſement ou nantiſſement faict, ledit debteur faict conuenir en Iuſtice ſon crediteur pour auoir l'enterinement d'aucunes lettres de Reſpit ou Eſtat, ſuppoſé qu'il obtienne l'enterinement d'aucunes lettres : neant-

Creanciers appellez pour conſentir l'enterinement des lettres de Reſpit, ne doiuent deſpens, ſ'ils n'ont donné contredit

Lettres de Reſpit ou d'Eſtat n'empeſchent le garniſſement ou nantiſſemẽt fait auparauant leſdites lettres obtenues.

Source : BIU Cujas

moins durant le litige, & le terme du Respit ou de l'Estat, ledit garnissement ou nantissement demourera en la main d'iceluy, ou il estoit, & en l'estat tel, où il estoit au iour que le crediteur fut adiourné pour auoir l'enterinement desdites lettres: nonobstant que par lesdites lettres fut contenu, que si aucuns des biens de l'impetrant sont saisis & arrestez, qu'on les luy mette ou face mettre à pleine deliurance. Art. 157. Si aucun crediteur fait executer son debteur ou le faict adiourner en Iustice, apres qu'iceluy debteur luy auroit faict signifier par Iustice ses lettres d'Estat ou de Respit, & luy fait faire defenses de non le molester pour sa debte, le crediteur faict à punir de prison & d'amende: & doit estre contraint par le Iuge, auquel appartiendra cognoistre desdites lettres, à faire cesser toutes executions & procedures, qu'il auroit encommencé contre le debteur, depuis ladite signification desdites lettres & desdites defenses, si ledit debteur le requiert ainsi estre faict.

Creancier apres la signification des lettres de Respit ou d'Estat ne doit faire aucune chose contre lesdites lettres: sur peine de prison & d'amende, & fera cesser toutes executions & procedures.

MONTARGIS Chap. 18. Art. 10. Le Benefice & octroy d'Annion, Quinquennion sur le delay de payer n'a lieu, & n'en doit aucun iouyr pour les debtes, qui procedent & sont deuës à cause d'arrerages de rente fonciere, loyers de maison, pension, ferme, tenuë & exploictation d'heritages, fruicts & reuenus d'iceux, pensions, nourritures, pensions d'escoliers & autres pensionnaires, biens derrez * en depost, reliqua d'administration & gouuernement que les debteurs ont en &c. p. *à Melun.* ne pareillement b des crimes & delicts, de salaires deuz à ceux qui ont besongné & serui pour les debteurs: & semblablement des debtes deuës par sentence en Iustice, droicts funeraux, & droicts pitoyables.

* *Aliàs*, ou deniers baillez

b Aucuns oste ceste negatiue ne laquelle ne se trouue en l'Art. 332. de la coustume de Orleans ancienne, cõme aussi la Nouuelle Art. 424. & la sentence le requiert: mais ceste coustume suit celle de Melun, cõme il se cognoist par la Conference des deux Coustumes.

ORLEANS Tit. 19. Art. 424. Le benefice de Respit d'vn an & v. ans n'a lieu &c. p. *à montargis*, pension, moison, ferme &c. pensions & nourritures d'escoliers, apprentifs & autres pensionnaires, biens & deniers baillez &c. gages & salaires de seruiteurs & mercenaires. Art. 428. Tous acheteurs de bestial, vin, bled, & autres grains achetez en marché public, encores que lesdits bleds & vin ne fussent achetez, que sur le simple tesmoin: ensemble tous acheteurs de poisson tant † d'eau douce que de mer, sont contraincts au payement par prison, apres la huictaine sans pouuoir iouyr du benefice de cession, ny de Respit d'vn an & de v. ans.

† *Ces mots*, tãt d'eau douce, que de mer, *ont esté adioustez à cest Ar. 428. qui est tiré des Art. 336. & 337. anciẽs, sans preiudice du passé.*

BERRI Tit. 9. Art. 21. Lettres de Respit à vn ou à cinq ans sur le payement des debtes n'ont effect quant à debtes procedans d'arrerages de cens & rentes foncieres, loyers de maisons, fermes, adcenses d'heritages, pension, nourriture d'enfant & des escoliers, reddition de compte & reliqua d'administration de Tutelle de mineurs, des biens de la chose publique, ou de l'Eglise, des prodigues ou incensez, ou debtes procedans de condemnation de crime, ésquels y a sentence passee en force de chose iugee, frais funeraux ou alimens deuz à enfans mineurs, pauures orfelins ou autres pauures, qui ne peuuent souffrir delay. Art. 22. Semblablement quant aux acheteurs de bestail, vin, bled, ou autres victuailles, qui ont promis ou doiuent payer le pris promptement, ny a eu delay à eux donné par les vendeurs, ne peuuent & ne doiuent iouyr les debteurs de l'effect du Respit: ains pourront estre contraints par Iustice, à payer le pris des choses par eux achetees c par prinse & detention de leurs personnes, si tost que par le Iuge sera ordonné.

c Voyez Chopin liure 2. de priu. rust. parte 2. cap. 4. où il recite vn Arrest donné contre vn Boucher de la ville de Bourges, du 4. iour de Septemb. 1566. par lequel il fut debouté de la cession par luy requise Paulus de Castro Bald. & Aug ad l. si cum dote. 15. fin. D. Solut. matr. Boer. dec. 296.

BOVRBONNOIS Chap. 9. Art 68. Respits d'vn, deux, trois, quatre ans, quinquennelles ou autres delais de ne payer debtes n'ont lieu contre la debte adiugee par sentence, louages de maisons, arrerages de cens, rentes ou autres deuoirs annuels, emportans directe Seigneurie, bail à fermes & adcenses d'heritages, fruicts & reuenus d'iceux, deuoirs de recepte, apprentissage, pension pour nourriture & entretenement de personnes: debte de prodigues, incensez, de mineurs contractez auec eux ou leurs Tuteurs ou Curateurs, durant leur Tutelle ou Curatelle, biens & deniers baillez en depost, reliqua d'administration & gouuernement que les debteurs ont eu des biens de l'Eglise & choses publiques, achateurs de viures & victuailles: ne pareillement des sommes prouenans de crimes & delicts, & exploicts de Iustice, ne de salaire, de ceux qui ont besongné & seruy pour les debteurs. Art. 69. Respits † n'ont lieu contre le mary poursuiuant le dot d de sa femme, ne contre la vefue & ses enfans poursuiuans le payement & restitution de son dot ou partie d'iceluy. Art. 70. Respits à vn ou à v. ans ne sont enterinez sans appeller e les creanciers. Chap. 13. Art. 132. Tous acheteurs de bestail, vin, bled & autres victuailles, s'il ne payent comptant, ou que on ne leur baille terme & delay de

† *Cest Ar. 69. est accordé pour Coustume nouuelle.*

Creanciers seront appellez pour le enterinemẽt des lettres de respit.

d Masuer Tit. de Solut. num. vlt. Reipubl. interest dotes mulieribus conseruari l. vn. C. de rei. vx. act. & l. 1. D.

Source : BIU Cujas

solut matr l.2.D.de iur.dot.L intereſt.18.D.de reb.auct.iud.Vbi Cuiac.pro Solidum rectè legit ſuam dotem & ex notis errorem creatum putat.S.D.M.quæ vtrumque ſignificant & Solidum & ſuam dotem & rectè Paulus in l.pater filiæ 71 D. de cuict.ait, Intereſt patris filiam dotatam habere & ſpem quandoque recipiendæ dotis. Les Docteurs tiennent que la debte du dot eſt priuilegiee, ne plus ne moins que les alimens, & meritent tous vne meſme faueur & priuilege.

e Toutes lettres Royaux ont ordinairement ceſte clauſe, Les parties qui ont intereſts appellees: Or en ces lettres de Reſpit, les creanciers y ont fort intereſt, eſtans leſdictes lettres impetrees contre eux, leſquelles doiuent eſtre fondees que par fortune de guerre, pauureté & perte de la plus grande partie de leurs biens ils ſont contraincts d'auoir recours à ce benefice du Prince. Vide l.7.§.vlt.& l.maiorem.D.de pact.l.14.D.de poſt l.16. D.de reb. auct iud. ou il eſt parlé des creanc pour la remiſe dudebte. La cruauté, deſquels eſt ſouuẽt cauſe que les pauures debteurs ſont cõtraints de recourir au miſerable benefice de Ceſſion de biẽs, ou bien à ces Reſpits. Mais comme i'ay dit ailleurs ſur les Ordonnances, nous n'vſons auiourd'huy de telles lettres de Reſpit, ains de Attermoyemens, qui ſe doiuent octroyer par les Iuges auec cognoiſſance de cauſe ſuiuant l'Ordonnance d'Orleans, Art.61.c'eſt à dire les creanciers qui y ont intereſt appellez, & apres preuue faicte du contenu en la requeſte preſentee par le debteur, à fin d'eſtre attermoyé. Au reſte, notez que ces Reſpits ſont eſtimez de grand pris, & meſmes qu'on dict communement, qu'vn iour de Reſpit, cent ſols vaut.

payer, ſont apres la deliurance deſdites victuailles, contraints par priſon, à payer le pris conuenu & accordé entr'eux, ſans pource pouuoir vſer & iouir de Reſpits à vn ou v. ans, ne de ceſſion de biens. Et ſil y a contradiction ſur ladicte vente, ou pris d'icelle, ſe doit vuider ſommairement & de plain, ſans figure de proces.

Avvergne Chap. 19. Art. 1. Reſpits à vn ou à v.ans n'ont point de lieu contre les condemnez en Cour laye, ſoit par conſtitution de Procureur, ou parties ouyes en cognoiſſance de cauſe. Art. 2. Tous Reſpits, &c.p. à l'Art. 70.de *Bourb.* Art 3. Et n'ont lieu leſdits Reſpits d'vn ou de v.ans contre, &c. p. *à Bourb.* Art.69.de ſa dot, ne où le debteur a renoncé expreſſément à l'impetration d'iceux. Art.4. Receueurs, Louandiers, Fermiers ou Adcenſeurs ne ſe peuuent ayder deſdits Reſpits d'vn ou v.ans, contre leurs maiſtres ou Seigneurs, ſi ce n'eſt trois ans apres leurs debtes & obligations paſſees. Art. 5. Auſſi ne ſeront les acheteurs, qui auront la marchandiſe. Art.6. Redeuables en Cenſiue ou Parciere, ne ſe peuuent aider de Reſpits à vn ou à v.ans contre ceux, auſquels leſdits Cens ou Parciers ſont deuës.

La Marche Chap.11. Art.66.p.*a Auuergne.* Art.1. Procureurs ou plaine cognoiſſance de cauſe, n'ont auſſi lieu contre le mary, &c. p. *a Auuergne.* Art.3. ſon debt & payement de Douaire: & pareillement n'ont lieu, où l'impetrant auroit f renoncé à l'impetration, &c. Art.67. Locatifs, fermiers, &c.p. *a Auuergne.* Art.4. ſi n'eſt que depuis leurs obligations paſſees trois ans fuſſent eſcheus. Art.68. Acheteurs d'aucune marchandiſe, qui encores l'ont en leur puiſſance, ne ſe peuuent ayder de Reſpit. Art.69. p. *a Auuergne.* Art.6. rente ou parciere, Taille franche ou ſerue, ou autres droicts Seigneuriaux, ne ſe peuuent ayder de Reſpits contre ceux à qui les doiuent.

Sole Tit.33. Art.1. Reſpits à vn & à v.ans n'ont point de lieu contre les condemnez auec cognoiſſance de cauſe, par ſentence de Iuge competant. Art. 2.p.à l'Art.70.*de Bourb.* Art.3.p.*a Auuergne.* Art. 3. de ſa dot, n'auſſi contre la vefue pourſuiuant le payement ou reſtitution de ſon dot, &c. Art.4.p. *a Auuergne.* Art.4. alogaires, arrenteurs, fermiers ou adcenſeurs, &c. marchandiſe ne les fuiatiers touchant les Fiefs, Cens ou debtes qu'ils doiuent à leurs Seig. directs ou Feodaux.

Nivernois Chap.32. Art.22. Tous acheteurs de beſtial, vins, bleds & autres victuailles, ſils ne payent contant, ou qu'on ne leur baille terme & delay de payer, ſeront contraints apres la deliurance par priſon promptement, & ſans Commiſſion par eſcrit ſous le ſimple congé du Iuge, & à l'aſſertion de la partie par ſerment pardeuant ledit Iuge: ou ſi terme y a, au bout du terme payer le prix cõuenu & accordé entr'eux, ſans pour ce pouuoir vſer de Reſpits à vn ou à cinq ans, ne de ceſſion de biens. Et ſil y a contradiction ſur ladicte vente pris ou deliurance de ladite marchandiſe, ſe doit vuider ſommairement & de plain ſans figure de proces. Et ſera le priſonnier deliuré à faute de monſtrer par le vendeur de ladite vente, pris & deliurance dedans xxiiii.heures auec dommages & intereſts, ſans preiudice toutesfois de l'action à iceluy vendeur en autre iugement.

Bar Tit.14. Art.203. Reſpit ne ſe peut demander pour choſe depoſee, pour debtes actiues d'enfans g mineurs, &c.p. *a Sens* delict, ou de choſe, &c. donnee en iugement, c.du c.d.p.

f Si quis in conſcribendo. C. de pactis omnes licentiam habent, his quæ pro ſe introducta ſunt renũciare. vt l.7. §. 14. l. 31. 43. & 46. D. eod. tit. l. 4. §. 4. D. Si quis caut l. 42. D. de minor. l. 24. §. 8. D. de damn. inf. l. 25. & 27. D. de reg. iur.

g Aucuns ont noté ſur l'ancienne Couſtume de Sens, Article deux cent cinquante

& vn, que à l'eſgard des debtes des enfans mineurs, il faut entendre & ſuppoſer: pourueu que la debte procede de

leur chef ou de ſucceſſion : autrement, ſi d'icelle leur auoit eſte faict vn ſimple tranſport, elle n'empeſcheroit l'enterinement dudit Reſpit : ſinon que ladite debte leur fut baillee pour & au lieu d'autre debte, & qu'il apparuſt de leur deu.

ADDITION SVR LE TIT. V. DES Actions perſonnelles, &c.

I. Nature des Requeſtes perſonnelles & hypothecaires.
II. Des Exceptions.
III. Des Obligations & Contracts.
IIII. Des debiteurs inſolidum enſemble des pleges, cautions.
V. De Ceſſion de biens.
VI. De Depoſt.
VII. De Mandement.
VIII. De Vendition & alienation.
IX. De la Reſciſſion d'outre moitié de iuſte pris: enſemble des Reſtitutions en entier.
X. Des Proxenetes ou Courtiers,
XI. Des Louages.
XII. Du Contract de Chaptel de beſtes.
XIII. Du Contract Emphyteutique.
XIIII. Des Rentes conſtituees à pris d'argent ou foncieres: enſemble des appreciations de grains, &c.
XV. Des gages ou engagemens donnez: enſemble des Hypotheques, Nantiſſemens & miſe de faict.

I. POICTOV Tit. 15. Art. 405. Contre †† vn tiers acquereur a & tenancier de biens obligez & hypothequez, peut le crediteur ou ſon heritier ou ayant droict ou cauſe, intenter Requeſtes & demandes hypothecaires, à fin de declaration d'hypotheque. Art. 406. La nature deſdites Requeſtes perſonnelles & hypothecaires eſt, qu'en informãt de l'obligation & contract, ſaiſie doit eſtre faicte des biens de l'obligé, iuſques au contract de ladicte obligation, & en baillant caution par ledit obligé, luy doit eſtre faicte deliurance des biens ſaiſis. Art. 407. Et quant telles Requeſtes hypothecaires ſont formees, contre le tiers tenant, n'eſchet ſaiſie ne ſequeſtre, iuſques apres veue & monſtree des choſes hypothequees. Art. 408. Par vertu de Teſtament paſſé ſous Cour ſeculiere & de Cedulles, Seings & Seels recognus, & auſſi pour Douaire, l'on peut proceder par leſdites voyes de requeſtes perſonnelles & hypothecaires, encores qu'il n'y ait obligation expreſſe de lettres. Art. 409. Eſdictes matieres de Requeſtes perſonnelles, hypothecaires & demandes ſimples, perſonnelles & hypothecaires dependantes d'icelles, on peut pourſuiure enſemblement l'vn ou pluſieurs heritiers, biens tenans, acquereurs, par toutes leſdites voyes & chacune d'elles, ô proteſtation, que ſi par l'vne d'icelles, ou par aucune deſdites parties, on eſt payé & ſatisfaict de ſoy deporter des autres. Art. 410. Leſdites Requeſtes tant perſonnelles que hypothecaires, ſont de droict eſtroict : tellement que qui dechet d'vn poinct en icelles, il dechet de l'inſtance ſeulement: fors quand il y a pluſieurs poincts & Articles diſtincts & ſeparez, ou pluſieurs arrerages de rentes : eſquels cas iceluy, qui dechet d'vn poinct, ne dechet des autres, en proteſtant qu'il faict pour chacun poinct & Article, ou pour chacun arrerage, vne requeſte.

II. LILLE Tit. 10. Art. 139. Vn defendeur peut propoſer defenſes & exceptions, afin de non b receuoir, de folle pourſieutte, non cauſe: & d'eſtre declaré quicte par enſemble. Art. 146. Quand vn defendeur a defendu & conclut en cauſe, ou requis auoir autruy à Garand, il eſt priué de toutes Exceptions declinatoires.

CAMBRAY Tit. 26. Art. 15. Celuy qui baille Cedule ou paſſe obligation de deniers, ne peut alleguer Exception de deniers non baillez ou nombrez, pour

†† *Le 342. Art. ancien a eſté rayé comme eſtant compris pour le regard des deux Defauts és Art. precedens : & pour les quatre Defauts abrogez.*

Requeſtes & demandes hypothecaires comme ſe doiuent intenter, & quelle eſt leur nature.

Saiſie & ſequeſtre quand ont lieu és requeſtes hypothecaires contre le tiers detenteur.

Requeſtes perſonnelles & hypothecaires, en quels cas ont lieu, ores qu'il n'y ait obligation expreſſe de biens.

Heritier ou pluſieurs heritiers biens tenans ou acquereurs du debteurs, comme peuuent eſtre pourſuiuis par le creancier.

Requeſtes perſonnelles

a Nous auons parlé de ceſte matiere cy deſſus en l'Art. 99. de Paris, & autres enſuiuans. Eſt notable qu'il ne faut accumuler l'hipothecaire auec la perſonnelle. La perſonnelle eſt plus digne & attire à ſoy l'hypotheque. Et ainſi le 22. iour de Nouembre, 1576. plaidant Briſſon ſur vn appel d'incompetence & fin de non proceder à cauſe d'vn Renuoy requis par le defendeur, & par ſon Iuge : qui luy fut denié par le Seneſchal de Poictou, ſous ombre que le demandeur auoit acumulé l'hypothecaire à la perſonnelle, concluant à fin de deguerpir telles terres, & payer telles ſommes, fut dit par Arreſt mal iugé, & renuoyé les parties pardeuant le Iuge ordinaire de l'appellant, qui eſtoit defendeur au principal: & furent faictes inhibitions & defenſes audit Seneſchal de Poictou ou ſon Lieutenant, de ne plus ainſi accumuler la reelle auec la perſonnelle, & ordonné que l'Arreſt ſeroit la iudiciairement leu. Et neant moins ſur requeſte preſentee, attendu qu'il apparoiſſoit, du contract en bonne forme, fut l'appellant condamné à garnir par prouiſion, en baillant caution. Notez que l'action pour deguerpir ou bien payer, eſt reputee perſonnelle : ainſi qu'il fut iugé en audience, le 15. Ianuier, 1585. de releuee.

b Par le droict ciuil il y a des fins de non receuoir introduites, que nous gardons encores pour le iourd'huy, comme en la matiere de Complainte en cas de ſaiſine & nouuelleté, quand elle eſt intentee apres l'an & iour du trouble, ou bien ſi apres icelle intentee, la pourſuitte en eſt delaiſſee. Il en y a d'autres qu'il n'eſt beſoin de repeter, qui ſont meſmes introduites par les Ordonnances & ſtile du Royaume : dont nous auons parlé en la Conference des Ordonnances,

Source : BIU Cujas

& hypothecaires ſont d'eſtroict droict, ſors en certains cas.
Exceptions afin de non receuoir, &c.
Exceptions & defenſes quand ſont deniees.
Exception de pecune non nombree.

& en toucherons quelque mot ſur le Titre vi. des Preſcriptiõs, & ſuffit de noter en paſſant que les exceptions dilatoires ſont

fins de non proceder ou de non receuoir. Les peremptoires ſont fins de non valoir les declinatoires quand on decline le Iuge, la Cour, ou la iuriſdiction, en propoſant l'incompetence, lors qu'il eſt queſtion d'vn renuoy ou congé: de la competence ou incompetence de iuriſdiction. Aucuns Practiciens diſent propoſer ſa declinatoire ou plaider a fin declinatoire, ou de non proceder, dont nous auons cy deſſus en la premiere partie de ceſte Conferẽce touché quelque choſe, où l'on peut auoir recours.

charger le creancier de prouuer la deliurance & denombrement deſdits deniers. Mais ſi le debteur le veut prouuer, il y doit eſtre receu.

LA SALLE DE LILLE Tit.25. Art.16. p. *a Lille.* Art.146. a conclud peremptoirement ou requis Garand, il, &c. d'Exceptions declinatoires & dilatoires.

MONTARGIS Chap.21. Art.11. L'Exception *de non numerata pecunia*, n'a point de lieu en Cour Laye.

Action afin d'exhiber.

ORLEANS Tit.20. Art.444. En Cour Laye l'action à fin d'exhiber, ne l'Exception de deniers non comptez, n'ont lieu.

Compenſation a lieu.

BLOIS Chap.22. Art.269. L'Action *ad exhibendum*, & Compenſation auront deſ-ormais lieu * par la Couſtume: mais par icelle Couſtume Recõuention & Exception de pecuue nombree n'ont lieu.

** Aliàs, pour.*

BERRY Tit.2. Art.31. Exception de pecune non nombree n'a lieu, pour charger le demandeur ayant obligation ou Cedule recongneue, de preuue: mais bien la pourra obiicer le defendeur en prenant ſur luy chage de preuue. Et pourra audit cas, celuy qui propoſera ladite Exception, deferer ſur icelle le ſerment c deciſoire, au creancier. Lequel ledit creancier ſera tenu d accepter ou referer, ſ'il n'y a iuſte cauſe pour referer la delation.

Exception de pecune non nombree.

BOVRBONNOIS Chap.4. Art.36. Exception de † deniers non nõbrez n'a point de lieu en Cour Laye: ſinon que la partie ſ'en vueille rapporter au ſerment du creancier. e

† Ceſt Art. 36 eſt de nouuel accordé.

AVVERGNE Chap.18. Art.3. Celuy qui a baillé Cedule ou obligation d'aucune ſomme de deniers, ne peut alleguer l'Exception de deniers non baillez ou nombrez, pour charger le creancier de prouuer le nombrement deſdicts deniers. Art.4. Mais ſi te debteur veut prouuer, il y ſera receu. Art.5. Exception d'excommunication n'a lieu en Cour Laye. f

Exceptiõ d'excommunicatiõ.

LA MARCHE Chap.14. Art.98. Exception de pecune non nombree n'a lieu, ſoit contre vne Cedule ou obligation authentique, pour charger de preuue le demandeur: mais ſi celuy qui eſt defendeur, la veut, &c. p. à l'Article 4. *d'Auuergne.* Art.99. Exception que †† le demandeur eſt excommunié pour le repeller de ſon action, n'eſt receue en Cour Laye.

†† Les gens d'Egliſe ſe ſont oppoſez à ceſt Art.99. pour les raiſons par eux alleguees en l'Art. 62. Les Practiciens ont dict que ladicte Couſtume eſtoit ancienne. Et les nobles & ceux du tiers Eſtat, ont requis que ladicte Couſtume demouraſt pour ancienne. Auons ordonné que ledit Art. demeureroit pour ancienne Couſtume, ſans preiudice de l'oppoſition de ceux de l'Egliſe, de laquelle ſerions mention en noſtre Pro-

BRETAGNE Tit.15. Art.293. Exception de pecune non nombree, ou de marchandiſe non liuree, n'aura aucun lieu. Pourra neant-moins celuy qui ſ'eſt obligé, requerir & auoir le ſerment du creancier.

III. LILLE Tit.10. Art.144. Vn debteur de pluſieurs g parties peut employer en paye à ſon creancier, le payement par luy & autruy faict en ſon nom, ſur telles deſdites parties, que bon luy ſemble, ſ'il n'y a eu deuiſe au contraire.

LA SALLE DE LILLE Tit.25. Art.17. Vn debteur peut employer en payement à ſon creancier le, &c. p. *a Lille*, Art.144. luy fait ou autruy, &c. ſur telles ſommes & parties, &c. ſ'il n'y a deuiſes, &c.

ANIOV Tit.20. Art.489. Trois manieres ſont entre les autres, par leſquelles le crediteur ſe peut faire payer par ſon obligé: l'vne quand l'obligé luy h tranſporte ſon heritage pour l'aſſiette & ſatisfaction de ſa debte: & en ce cas les autres i crediteurs ont action contre luy dedans les v.ans de la poſſeſſion par luy prinſe de l'heritage à luy tranſporté, de le faire interrupter, & y ſeront receus, ſ'il ne pouuoit monſtrer ou prouuer qu'il deuſt eſtre preferé auant eux, & que ſa debte ou rente, pour laquelle il a accepté ladicte aſſiette, doit eſtre preferee ou ſuiette à contribution, ſelon que deſſus eſt touché. Car il y ſera autant priuilegié, en la choſe à luy baillee par Aſſiette, qu'il euſt eſté en ſa debte ou rente. Article 490. La ſeconde, quand il requiert execution de ſa rente ou debte, & l'obligé ſe conſent, que l'executeur prenne de ſes biens k ou heritages, iuſques à

c Ceſte Couſtume comme pluſieurs autres eſt conforme à la Loy.13. C. de nõ num. pecun. à laquelle la loy 3. C. eod. tit. ſemble eſtre contraire: mais ceſte loy 3. ſe doit rapporter aux cautions & promeſſes non redigees par eſcrit. Il eſt faict mention de ceſte exception de pecune non nombree en la Nouelle. 100. Ceſte queſtion eſt traictee in d.l. in contractibus. 14. C. de non num pec. Rebuffe ſur les Ordonnances in proë mio num.59. tient qu'ẽ France on peut vſer de ceſte Exception de pecune non nombree: mais que celuy qui l'allegue doit prouuer ſon dire. L.3. C. eod. tit. Iuſtinian in d. l.14. §. illo C. eod. tit. in quib. non permittitur exceptionem non numeratæ pecuniæ opponere: vel ab initio vel poſt taxatum tempus elapſum, in his nec iuſiurandum offerre liceat. l.35. D. de iureiur. Nou.136. cap.6.

d Le defendeur ne peut faire interroger le demandeur ſur la verité du faict, ſi ſon

Source : BIU Cujas

ſerment n'eſt deciſoire. Par le droict ciuil le creancier auoit trente iours pour contredire & debattre vne quittance L. in cõtractibus. 14. §. ſuper ceteris. C. de non num. pec. Quæ enim ſunt temporalia ad agendum, ſunt perpetua ad excipiendum L. 5. & 6 de except. l. 7. C. de præſc. 30. vel. 40. ann. Or ceſte Exception de pecune non nombree n'eſt pas perpetuelle: mais temporelle : c'eſt à ſçauoir, elle dure deux ans contre la Cedulle ou promeſſe par eſcrit cauſee pour raiſon de preſt : ou bien ne dure qu'vn mois contre la quittance que le Iuriſconſulte Scevola nomme chirographum ſolutionis in l. creditor. 52. D. de act. empti.

e Manifeſtæ eſt turpitudinis nolle iurare nec iuſiurandum deferre. l. 38. D de iureiur. M. Charles Du Moulin ſur ceſt Art. 31. en ces mots deniers, la Delation, dit que cela ſe doit entendre, ſoit que l'inſtrument ſoit public ou priué & particulier contre le chap. 2. Extra de probat. Le creancier apres les deux ans expirez, il n'eſt pas tenu de faire vn ſerment formel & expres. Car il ſuffit qu'il iure que la choſe luy eſt iuſtement & loyaument deuë : Partant il ne peut eſtre contrainct de iurer ſur les defenſes & exceptions du defendeur, par leſquelles le ſerment ne luy eſt aucunement deferé: mais ſeulement il requiert le ſerment du creancier. Au reſte Beſlianus note treze cas, eſquels ceſte exception de pecune non nombree n'a point de lieu : qui ſe peuuent prendre de ſes Commentaires ſur la Couſtume d'Auuergne.

f Ioannes Faber in §. fin. Inſt. de Except. Ceſte Couſtume eſt contre le Droict Canonique, par lequel ceſte Exception d'excommunication n'a point de lieu. cap. pia conſideratione Ext. de except. cap. exceptionem. cap. dilecti. cap. cũ inter. cap. 10. 11. & 12. eod. tit. cap. ſi is cap. perpetuas. De ſent. excomm. cap. intelleximus. cap. exhibita Extr. de iud. cap. prudentiam. De offic. de legati cap. 1. De except. in 6. Clem. 1. vn. eod. tit.

g Ceſte Couſtume eſt tiree ex l. 1. 3. 4. 5. & 97. D. de ſolut. & l. 1. c. eod. tit. l. 21. C. de vſur.

h Ceſte maniere de payement ſe faict du conſentement du creancier : nomen pecuniæ loco inuito creditore non ſoluitur : volenti ſolui poteſt. l. eum à quo. 16. & l. manifeſti. 17. C. de ſolut. Auth. hoc niſi debitor. C eod. tit. l. 2. §. mutui. D. l. 2. D. de ſolut Vlp. in l. à diuo Pio 15. §. ſi pignora. D. de re iud. velut pacto tranſegiſſe de credito videtur, qui contentus fuit pignora poſſidere, nec poſſe eum in quantitatem certam pignora tenere & ſuperfluum petere.

i Papinian. in l. cum prior. 3. D. de diſtr. pign. cum prior creditor pignus iure conuentionis vendidit: ſecundo creditori ius non ſupereſſe offerendæ pecuniæ l. creditor. 12. §. ſi ſimpliciter & §. vlt. D. Qui pot. in pig. l. 1. & 3. C. ſi antiq. cred. l. 6. C. qui pot. in pign. l. 6. C de obl. & act. l. 1. C. ſi pignus priori datum ſit. Ce qui ſe doit entendre quand il vend à vn tiers qui n'eſt point creancier. S'il le vend au ſecond, le troiſieſme luy peut oſter & l'eneuincer. l. 5. §. vlt. & l. ſeq. D. de diſtr. pign. Mais ſi le debteur le vend au plus ancien creancier ou luy donne en payement, les autres creanciers poſterieurs ont droict de luy offrir ce qui luy eſt deu, & retirer les choſes qui appartenoient à leur debteur commun. d. l. 1. C. ſi antiq. cred. pign. vend.

k Faut voir cy deſſous le Tit. 8. ou nous traicterons tout ce qui appartient à ceſte matiere.

ces Verbal.

† *Ceſt Art. 293. reforme l'Art. 280. ancien.*

Payement, ou Solution.

Creancier ſe peut faire payer en trois ſortes.

Interruption de v. ans quand a lieu.

Meubles prins par execution comme ſerent vendus.

Heritages & immeubles prins & ſaiſis par le creancier

Creancier comme ſe peut faire par requeſte, nonobſtant l'oppoſition.

Criees faictes à la requeſte du creancier ſur l'obligé.

l Apres la vente. Car la huictaine ne court deuant icelle. C. M.

m Sõs autres Criees. Mais ceſte Couſtume eſt iniuſte & deſraiſonnable au regard des autres creanciers eſtrangers, auſſi pour les mineurs ou abſens eſtans neantmoins de la Prouince. C. M.

n Voyez le Tit. 16. de Paris cy deſſous.

ſatisfaction : ſ'il prend meubles, l'executeur les doit vendre publiquement, & faire ſçauoir la vente au debteur, & y a viii. iours de reſcouſſe: l & pendant la huictaine les autres crediteurs ſe peuuent bien oppoſer pour venir à contribution, ou eſtre payez ou preferez, ſi la matiere y eſt ſuiette. Et apres la huictaine paſſee, ils n'y ſeront plus receus : pour ce que meuble n'a point de ſuite. Laquelle huictaine de reſcouſſe, au preiudice des autres creanciers ne ſe peut abbreger n'oſter. Art. 491. S'il conſent que l'on prenne par execution des heritages & choſes immeubles à la valeur de ſa debte ou rente, l'executeur doit prendre des voiſins cognoiſſans en valeur d'heritage, & les doit faire iurer partie preſente ou appellee d'apprecier loyaument ſeſdits heritages, iuſques à la ſatisfaction & aſſiette de ſa debte : & ce faict, fera ledit Sergent ſon rapport à Iuſtice, & intimera les parties pardeuant Iuge competant, qui adiugera les choſes au m creancier. Et en ce cas les autres crediteurs, le peuuent interrupter dedans les v. ans de la poſſeſſion de l'heritage à luy baillé par execution, s'il n'eſtoit priuilegié en ſadicte debte ou rente. Tit. 22. Art. 501. Si aucun donne oppoſition contre l'execution d'aucuns arrerages de rente ou deuoir, dont on ait faict requeſte, ſi le debteur de la rente ou deuoir confeſſe le principal d'icelle rente ou deuoir eſtre deu, nonobſtant icelle oppoſition, le crediteur ſe pourra faire payer par nouuelle requeſte ou autrement des arrerages, qui eſcherront, d'icelle rente ou deuoir, durant le procés. Art. 502. La tierce n maniere de ſoy faire payer, eſt en defaut de biens meubles de faire mettre les biens immeubles de tel obligé, & ſaiſir en main de Iuſtice, pour arrerages de rentes ou debtes perſonnelles, donner entendre la requeſte à l'obligé ou ſon heritier ou detenteur des immeubles : & ce faict, ſ'oppoſe ou non, l'executeur peut faire crier & ſubhaſter l'heritage de l'obligé de huictaine : & apres la huictaine du premier cry, les faire crier de quinzaine en quinzaine : & leſdits xv iours eſcheus & accomplis, peut faire crier de quarantaine, & attendre xl. iours, & les xl. iours paſſez, l'executeur peut aſſigner iour deuant le Iuge, à celuy ou ceux, ſur leſquels ont eſté faictes les criees, & aux oppoſans & encheriſſeurs, ſi aucuns y a, pour voir adiuger le decret au plus offrant : & ce pendant, auant l'adiudication du decret, tous autres crediteurs peuuent venir les vns pour empeſcher l'adiudication du decret: les autres pour eſtre preferez, les autres pour venir à contribution chacun ſelon la nature de ſa debte: & le Iuge doit tout ouyr & determiner les oppoſitions, auant aucune adiudication du decret, & expedition d'iceluy : & ce faict, ſera la derniere enchere miſe & publiee en iugement : & ſe faict, ſera icelle enchere attachee à la porte de l'Auditoire, & ſignifiee par icelle, que ſi aucun veut eſtre receu à l'encherir, il y ſera receu iuſques à la quinzaine eſcheuë : & ſera derechef publiee ladicte quin-

Source : BIU Cujas

Creanciers comme se feront payer de leurs debteurs furieux, insensez absens, &c.

Curateurs ordonnez aux biẽs vacans à la requeste des creãciers.

zaine passee en iugement: & ce faict, sera procedé à l'adiudication dudit decret. Art. 506. Si les debteurs sont furieux, insensez, mineurs ou absens, Iustice à la requeste des crediteurs doit appeller la femme, si femme y a, & des plus prochains desdits furieux ou insensez, & leur donner o Curateur: & aussi donner Curateur aux biens p vacans des absens: ausquels sera signifiee la requeste des crediteurs: & seront tenus iceux Curateurs, eux informer des defenses contre lesdites requestes, & s'il n'en trouuoient aucunes, ou n'en pouuoient informer, peuuent souffrir condemnation, & faire & souffrir estre faict payement de la debte, en baillant caution, par celuy qui pretend ladicte debte, si le Iuge voye que faire se doiue: mais si les debteurs viennent apres, & ils monstrent quittance ou satisfaction, lesdits crediteurs seroient contraincts par la Iustice ordinaire, sans autre prouision restituer ce qu'ils auroient receu auec les dommages & interests.

o Cecy est pris du droict. l. 1. 6. 7. 12. 13. 14. 15. 16. & 17. D. de curat. furioso, &c. l. 1. 2. 3. 4 5. 6. & 7. C. de Curatore furiosi vel prodig. l. 19. 20. & 21. D de bon. auct. Iura minoribus constituta extenduntur ad furiosos & prodigos l. 8. §. 1. & l 11. D. de rebus eorum.

p L. 1. 2. 3. 4. & 5. D. de curat. dando. l. 22. & 23. D. de reb. auct iud. pos. l. 9 D. de curat. fur. & aliis &c. l. 1. D. Quæ infr. cred.

Le Maine Tit. 21. Art. 493. 494. p. *aux Art. d'Aniou.* Art. 489. & 490. seroient receus, s'il ne pouuoit, &c. Art. 495. p. *à Aniou.* Art. 491. execution de ses heritages & choses, &c. l'executeur à ce present vn Notaire de Cour Laye doit prendre voisins à ce cognoissans, &c. lesdicts heritages: & ce faict, les peut adiuger audit crediteur, par la prisee & rapport desdits voisins faits iurer iusques à satisfaction & assiette de sa debte. Et en ce cas, &c. Art. 497. p. à l'Art. 501. *d'Aniou.* Art. 498. p. *à Aniou.* Art. 502. & saisis en main de Iustice, comme dit est, pour, &c. subhaster, au prochain marché public, nonobstant que ce ne soit en son Bailliage, l'heritage, &c. dedans la huictaine, &c. *iusques à ces mots,* expedition d'iceluy, *inclus.* Art. 501. p. *à Aniou.* Art. 506. desdits crediteurs & & autres exploicts de Iustice: & seront tenus, &c. qu'ils en auront receu, &c.

Bovrbonnois Chap. 15. Art. 172. Si debteurs deuiennent furieux & insensez, ou sont absens ou demeurans hors du pays & Duché de Bourbonnois, la Iustice à la requeste, &c. p. *à Aniou.* Art. 506. *& le Maine.* Art. 501. curateurs en leurs bieus, contre lesquels lesdits creanciers se peuuent addresser, & leur faire signifier leur requeste pour eux pourueoir de defenses au contraire, si faire le peuuent. Et à faute desdites defenses, iceux curateurs pourront souffrir condemnation & faire payement de la, &c. ladite debte, de restituer, si restitution y eschet. Mais si les debteurs, furieux, insensez viennent à conualescence, & lesdits absens retournent au pays, & ils iustifient de quittance, ou iustification desdites debtes payees, les crediteurs seront contraints par Iustice à restituer ce qu'ils en ont receu, &c.

Debiteur estant fugitif, on donne vn Curateur aux biens, comme vacans, & sont tenus les creanciers pour suiure ledit Curateur, dans l'ã de la Curation: autrement ny sont plus receus.

Tovrnay Tit. 5. Art. 1. Quand vn homme ou femme manant de ladite ville, se rend fugitif pour ses debtes, abandonnant ses biens, que l'on dit tomber en desconfiture, q les Escheuins mettent incontinent la main sur iceux biens, comme vacans, y commettant Curateurs, & appellant par Edict & autrement tous les crediteurs dudit fugitif: lesquels font telle poursuitte que bon leur semble, afin d'obtenir Sentence de leur deu, apres laquelle poursuite decidee, tous lesdits creanciers sont payez de leur entier deu sur lesdits biens, si à ce fournir ils sont suffisans, ou sinon sont fournis au marc la liure, & à rate de leursdits deu. Art. 2. Tous lesdits creanciers sont par la Coustume tenus faire leursdictes poursuites à l'encontre desdits Curateurs commis ausdits biens vacans endedans l'an de ladicte Curation commise: autrement apres ledit an, ne seroient à ce receuables: pourueu toutesfois que lesdits Creanciers soient demourans sous la Iurisdiction & Banlieuë de Tournay, ou que ne soient personnes priuilegee droict. Art. 3. Quand vn manant de ladite ville meurt chargé de tant de debtes, que personne ne se veut fonder son heritier, les Escheuins commettent Curateur ou Curateurs ausdits biens comme vacans: à l'encontre desquels Curateurs, les creanciers font leurs poursuites, obtiennent condemnation ou sont payez desdits biens, au marc la liure, ou autrement, comme dessus est dict du debiteur fugitif.

q Il sera parlé cy dessous au Tit. 8. de la Desconfiture, & en quels cas elle a lieu.

†† Ces mots, anciens, S'il a biens meubles ou immeubles sur lesquels le crediteur peut faire à execution, ont esté rayez du 6. Article.

Bretagne Tit. 1. Art. 6. Les †† gens d'Eglise peuuent proceder par semonces & monitions: mais ne pourront proceder par Censiues, r & excommunications contre aucun debteur par faute de payer sa debte. Tit. 11. Article 176. En † toutes choses excedans la somme & valeur de cent liures pour vne fois payer, seront passez contracts pardeuant Notaires signez des parties, si elles sçauent signer, ou d'vn Preud'homme, à leur requeste. ſ Art. 184. Obligation peut † estre faicte par autruy: pourueu que la personne qui s'oblige, soit capable, encores que celuy par lequel il s'oblige, soit incapable de s'obliger,

r Ceste Coustume est conforme à l'Ordonnance d'Orleans. Art. 18. par laquelle il est dit que les Prelats, gẽs d'Eglise ou Officiaux ne pourront decerner monitions, & vser de Censures Ecclesiasti-

Source : BIU Cujas

ques : non pour crime & ſcandale public. La Cour a touſiours a declaré les lettres monitoires nulles & abuſiues hors les termes de l'Ordonnance, meſme le 3. iour de Iuillet 1565. comme nous auons dit en la Conference des Ordonnances Royaux liure Premier.

ſ Ceſt Art. eſt auſſi conforme à l'Ordonnance de Molins 1566. Art. 54. & eſt interpretatif d'icelle. Nous auons ſur la Conference des Couſtumes au liure 4. expliqué ceſt Art. 54 & monſtré en quels cas ladite Ordonnance doit auoir lieu qu'il n'eſt beſoin de repeter en ceſt endroit.

† *Les Art. 176. 177. & 178. reforment, declarent & amplifient les Art. anciens, 188. & 104.*

†† *Ceſt Art.*

184. *qui eſtoit le 200. Art. ancien a eſté ainſi reformé.*

ſoient mineurs, prodigues, furieux, ou autres : contre leſquels ceux qui ſe ſont obligez n'auront aucun recours: ſinon qu'il ſe verifiaſt que l'obligation euſt tourné à leur t profit.

Obligation faite par autruy pour vn autre parent, pourueu que ce ſoit perſonne capable de ſobliger, ores que les obligez principaux ſoiẽt incapables.

IIII. LILLE Tit. 10. Art. 147. Vn creanchier peut pour auoir payement de ſon deu, pourſieuir ſon debteur ou plege u d'iceluy, lequel que bon luy ſemble, ſans parauant rendre le principal debteur inſoluent. Et ſil y auoit pluſieurs pleges, & qu'ils ne fuſſent obligez chacun pour le tout, ils ne ſeront pourſuiables que chacun pour ſa part.

Creancier a ſon chois de ſ'addreſſer à ſon debteur ou plege, pour ſon debte.

NIVERNOIS Chap. 32. Art. 10. Le creancier qui a pluſieurs debteurs à luy obligez, vn ſeul & pour le tout, pour vne meſme debte ou vn debteur, & vn ou pluſieurs pleges, qui ſe ſont conſtituez principaux payeurs, chacun d'eux pour le tout, ſe peut addreſſer contre lequel qu'il luy plaiſt pour toute la ſomme, ſans ce qu'ils ſe puiſſent ayder du benefice de diuiſion ou diſcuſſion, combien qu'à icelle ils n'euſſent renoncé expreſſement.

Pleges n'eſtãs obligez vn ſeul & pour le tout, pourſuiuables pour leurs parts.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 5. Art. 3. Le creancier peut pourſuir ſon principal obligé ou ſon plege, pour tout ſon debt, lequel qu'il veut choiſir.

De pluſieurs debteurs ou pleges obligez vn ſeul & pour le tout.

LA SALLE de Lille, Tit. 25. Art. 7. Vn creancier pour ſon deu peut pourſuiuir le plege de ſon principal debiteur, ſans parauant auoir rendu ledict debiteur inſoluent : ou les pourſuiuir tous deux enſemble.

CHASTEAV-NEVF Chap. 23. Art. 153. Quand deux ou pluſieurs ſont obligez, vn ſeul & pour le tout, vn chacun d'entre eux peut eſtre & ſera executé de toute la ſomme deuë, ſans faire diuiſion ne diſcuſſion : ſuppoſé qu'ils n'ayent renoncé au benefice de diuiſion. Art. 154. Quand aucun reſpond ou ſe conſtitue debteur, ou faict ſa propre debte pour autruy, il peut eſtre pourſuiuy de la ſomme & choſe pour laquelle il a reſpondu, & ſ'eſt conſtitué debteur, ſans faire diſcuſſion ſur le premier debteur.

Benefice de diuiſion ou diſcuſſion.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 114. p. *à Niuernois.* Art. 10. debte, ſe peut prendre & addreſſer, &c. ſans qu'il, &c. Art. 115. Quand vn creancier a ſon principal debteur obligé & pleges vn ou pluſieurs, il ne ſe peut addreſſer au plege ou pleges, viuant x le principal : ſinon que le plege ou pleges ſe ſoient conſtituez principaux payeurs & debteurs, ou que le principal debteur ſoit demourant hors dudit pays ou non ſoluable, diſcuſſion faicte à ceſte fin.

Diſcuſſion.

S. FLOVR Art. 1. Celuy qui eſt obligé comme plege ou fideiuſſeur d'aucun, peut eſtre executé en ſes biens, ſans aucune diſcuſſion faire ſur les biens du debteur principal.

Plege peut eſtre executé ſans faire diſcuſſion.

MAVRIAC Art. 3. Quand aucun creancier faict adiourner ſon debteur pardeuant le Iuge dudit Mauriac, & leſdits creancier & debteur ſont de ladicte ville, le debteur adiourné peut bailler plege : lequel a terme de xv. iours à payer. Et iceluy paſſé, le creancier peut faire contraindre ledit plege & caution, par prinſe de corps, à payer ou apporter gage du deu : & à ladite Cour faire vendre ledit gage : & quand le creancier eſt forain, peut faire peremptoriſer ledit gage, ſans attendre ladite quinzaine.

S. SEVER Tit. 17. Art. 1. Plege qui a eſté contrait de payer, pour celuy, pour qui il eſt plege, le peut faire contraindre en corps & biens pour eſtre rembourſé du principal, y deſpens & intereſts : & eſt la cognoiſſance & procedure ſommaire.

Plege ayant eſté contraint de payer comme peut contraindre ſon debteur.

BAYONNE Tit. 21. Art 1. Si deux ou pluſieurs voiſins & habitans ſont obligez enuers aucun creancier, l'vn pour l'autre, & chacun pour le tout, & le creancier fait cõuenir l'vn deſdits obligez pardeuãt le Maire ou ſon Lieutenãt ou autre Iuge, & luy demande toute la ſomme, ſi le conuenu monſtre & fait apparoir que les autres obligez ſes compagnons ont des biens pour payer leur part & portion du debte, le conuenu eſt quitte en payant ſa portion ſeulement. Article ſecond.

Voiſins & habitans obligez vn ſeul & pour le tout, ne peuuent eſtre contraints que

t L. 1. D. de aucto. tut. l. 13. & 14. D. de cond. indeb. vbi nemo cum alterius detrimẽto locupletior fieri debet. l. 2. §. 10. D. Ne quid in loco pub. l. 206. D. de regul. iur. l. 66. D. de cond. ind. l. 25 D. rer. am. cap. Locupletari. De reg. iur. in 6. l. 16. D. de ſeruit. ruſt. præd. l. 13. §. 1. D. Cõm. præd. l. 12 §. 1. D. de diſtr. pign. l. 17. §. 4. D. de inſt. acto.

u Antoninus in l. 3. C de fide iuſſ. iure noſtro poteſtas eſt creditori, reo relicto, eligendi fideiuſſores niſi inter contrahentes aliud placitum docatur. l. 1. & 21. C eod. tit in l. 24. C. eod. tit. Reos principales vel mandatores ſimpliciter acceptos eligere licet: & ainſi ſe doiuẽt expliquer ſes loix cy deſſus alleguees. l. inter eos §. creditor. D. de fid l. 2 C. eod. tit. l. 3. § ſi is pro quo ſpopond. D. Quodquiſque iuris l. grege. §. etiam. D de pign Mais Iuſtinian par l'Authẽ. præſente. C. eod. tit. de fide iuſſ. qui eſt tiree de la Nouelle. 4. a voulu que in dubio, il ne fut aucunement permis aux creanciers de ſ'addreſſer aux pleges ou cautions auant le principal debteur. Tellement que quelque perſonne que ce ſoit qui ſe ſoit obligé pour autruy, comme caution ou plege, & ayt promis quelque choſe, il peut vſer du benefice de diſcuſſion introduit en la faueur des pleges & cautions. Vide Deciſ. Neap. 318. Au reſte ceſte Couſtume comme pluſieurs autres, meſmes celle de Bourgongne, ſen-

Source : BIU Cujas

pour leurs parts & portions, s'ils n'ont renoncé à la Couſtume de la Ville, en preſence du Maire ou ſon Lieutenant.

tendent, ſans que le benefice de diuiſion ou diſcuſſion ou d'ordre, ait aucunement

lieu, encores que les lettres obligatoires n'en parlent aucunement.

x Nou.4.cap.1 & auth Præſente.C.de fideiuſſ.

y L'Action que doit intenter le plege contre celuy pour qui il eſt plege & caution ſe nomme en droict, Act.10.mandati, ſi pro præſente fideiuſſerit tunc enim mandatum videtur anteceſſiſſe.L. ex mandato. 20. §. fin. L. cum mandatu. 21.l.ſi mandauero.22 L.Lucius Titius 38.L.ſi is qui negotia.50.& l'.fideiuſſor.51.D.mandati.§.6.Inſt.fideiuſſor. Mais ſ'il eſt caution & reſpondant pour vn abſent ſans qu'il ait charge ou mandement expres,actio negotiorum geſtorum competit. d.l.ex mandato.§.fin.D.Mandati & aliis vulgat.Si le plege paye pour le debteur principal, il a ſon recours contre luy & le peut ſeulement conuenir perſonnellement, ſans qu'il puiſſe intenter L'hypothecaire, ſ'il n'auoit pris ceſſion d'actions du creancier.l.inter cauſas 26.§.3.D. mandati.l.14.C.de fideiuſſ.l.cum is qui.D.eod.tit. Bald in l.76. D. de ſolut.& l.15.D.de in rem verſo.Il eſt fort equitable que le principal debteur ſoit tenu de deſdommager & acquiter le plege ou caution. Ambroſius lib. 2. de virgin. Certe ſi pecuniæ te fideiuſſorem dediſſem, & abſente me iudex tuum cenſum fœneratori adiudicaſſet, eadem me ſententia conuenires, meo patrimonio ſoluerem tuos nexus.Fabius Decl. 275.Integro ſtatu debitoris mei, ſi à me petere maluiſſes, ad debitorem reuerterer.

Plege comme ſe doit pourueoir contre celuy pour lequel il eſt eſt plege.

Gariment.

Plege ayant fait conſtituer priſonnier le debteur, s'il n'a de quoy viure, le doit nourrir: autrement il ſera mis hors des priſons.

Plege eſt quitte quand le creancier & le debteur font accord entre eux, de payer à autres termes.

Plege eſtant conuenu à delay de huictaine.

Sommation du plege pour eſtre mis hors l'obligation.

Biens venans du coſté de la.

Plege d'vn criminel priſonnier eſt tenu ciuilement ſeulement.

† *Les Art. 196. 197. 198. & 199. ont eſté rayez par ce qu'ils ſont compris aux precedens & ſubſequens Art.*

†† *Ceſt Art. 186. qui eſtoit le 202. Art. ancien a eſté ainſi reformé & modifié. Et a eſté rayé le 203. Art. comme inutil.*

† *Ceſt Art. 187. corrige & reforme le 204. Art. ancien.*

ſecond. Nonobſtant toutes renonciations faictes & iurement preſté deuant le Notaire, qui auoit ſtipulé ladicte obligation. Art.3. Sinon qu'il euſt expreſſement renoncé à la Couſtume de ladicte Ville, en preſence du Maire ou ſon Lieutenant.

LA BOVRT Tit.18. Art.1. Si aucũ comme plege eſt conuenu en iugement, auant qu'il reſponde à la demande, doit requerir à celuy pour qui il eſt plege, qu'il contente le creancier de la demande, qu'il luy fait pour raiſon d'icelle plegerie, ou qu'il prenne le procés ſur ſoy, & le mene à ſes deſpens. Art.2. Et ſi le debteur ne le faict ou ne prend le gariment, iceluy plege doit proteſter de recouurer ſur luy le principal, s'il eſt condemné, enſemble les deſpens, dommages & intereſts. Art.3. Et ce faict, le plege ſe doit complaindre au Bailly : lequel doit faire prendre au corps le debteur, & mettre és priſons du Roy, iuſques à ce que le debte principal, deſpens & autres frais raiſonnables ſoient payez. Art.4 Toutesfois ſi iceluy debteur n'a que mãger & boire, le plege luy doit donner pain de froment ou milh & pommade ſuffiſamment, & ſ'il ne le faict, le Bailly le doit deliurer. Art.5. Si le creancier, qui a plege, faict auec le debteur aucun appoictement ou pacte d'eſtre payé à autres termes, qu'iceluy plege n'eſt obligé, ſans z appeller le plege : en ce cas le plege eſt quitte de telle plegerie. Art.6. Le plege, qui pour la plegerie eſt conuenu, a delay de huictaine, pour venir dire ce que bon luy ſemblera : & apres auant qu'il defende, ſi le debteur ou garieur eſt en la terre de la Bourt, pour le faire venir à autre delay de huictaine, & ſ'il eſt abſent, ſelon qu'il eſt loin ou pres, a le delay plus long à la cognoiſſance de la Cour du Bailly. Art.7. Et s'il fait venir, le garieur doit eſtre receu. Art.8. Et ſi par defaut du garieur principal debteur, ſ'enſuit condemnation, les biens d'iceluy garieur, tant qu'ils dureront, ſeront executez pour le payement, & ſ'ils ne ſont ſuffiſans, pour le reſtant. Art.9. Si par inſtrument le principal ou ſon plege ſont obligez, l'vn pour l'autre & chacun pour le tout, iceluy plege ne doit auoir delay pour auoir ſon garieur. Art.10. Et ſ'il eſt condamné apres qu'il a ſatisfaict ou contenté le creancier, il peut, par vertu d'icelle condemnation ſans autre procedure, faire executer le debteur principal. Art.11. Auſſi ſi auant qu'auoir defendu à la demande, l'auoit deuëment requis deuant teſmoins de le deſcharger, luy peut faire payer les deſpens, dommages & intereſts, comme le principal. Art.12. Si le mary entre plege pour aucun, les biens venans du coſté de la femme, n'y ſont obligez en rien.

SOLE Tit.32. Art.1.2.3.4 5.6.7.8.9.& 10.p. *à La Bourt.* Art. 1.2.3.4.5.6.7.8. 9.10.11.& 12.& apres condemnation, le plege peut faire contraindre par Iuſtice le debteur, iuſques,&c.

BRETAGNE Tit.11. Art.185. Si † aucun eſt plege d'autre detenu priſonnier pour cas de malefice, dont il deuſt eſtre puny de mort, ſ'il eſtoit prouué que ledit priſonnier euſt faict le cas dont il eſt accuſé, le plege toutesfois ne ſeroit puny corporellement. Art.186. Mais †† ſi le detenu auoit donné plege de tenir ſa priſon, ou ſe repreſenter à Iuſtice à certaine peine, ores qu'apres les delais competans baillez aux pleges, ladite peine fut declaree commiſe contre les pleges & cautions : neant-moins ſi l'accuſé eſt apres repris & repreſenté à la Iuſtice, ladite peine pourra eſtre moderee : & ſe fera l'execution d'icelle vers le plege, ſans qu'il ſoit beſoin faire diſcuſſion vers le principal. Art.187. Et ſi le † plege à payé peine ou amende, il peut mettre en vente & en bannie la terre, de ce-

z Non poſſunt conueniri fideiuſſores liberato reo tranſactione L.fideiuſſores.68. §. fin.D.de fideiuſſ l. vlt. D.de pact. Si le creancier faict appoinctement, accord ou paction auec ſon debteur, d'eſtre payé à autres termes, que ceux pour leſquels le plege ou caution s'eſt obligé, il n'en eſt aucunement tenu : par ce que c'eſt nouation de la premiere obligation, & ita iure aut exceptione liberatur, fideiuſſor. Scæuola in l.vbicumque 60.D. de fideiuſſ l.4.C. eod.tit. s'il ne s'eſt obligé en la derniere obligation d.l.4.Bret. Tit.11. Art. 191. où s'il n'eſt demouré non ſoluable pendant la prolongation. Et par Arreſt general du 7.iour de Iuin 1565.fut iugé qu'vn fideiuſſeur eſt eſtimé liberé quand le creancier a innoué quelque choſe auec le debteur principal & qu'il y a nouation, quand le creancier a attermoyé

Source : BIU Cujas

le debteur, & a ſtipulé intereſt de luy: & fut par ledit Arreſt le plegé & caution abſous. Et le 4. Auril 1584. ſous ombre que le creancier auoit receu d'vn de ſes debteurs coobligez, & auoit mis en la quittance pour le gratifier ayant receu pour ſa part ſeulement. Le Iuge à quo ayant condemné vn des debteurs à payer pour ſa, diuiſant l'obligation. Appel. & fut dit mal iugé, bien appellé, & l'intimé condamné à payer ſolidairement: par ce que ces mots, pour le gratifier ſeulement, emportoient proteſtation, ſans preiudice de ſon action ſolidaire. Et notez auſsi qu'vn certificateur ne peut eſtre cõuenu ſinõ apres diſcuſsion du principal debteur & fideiuſſ. s'il ne s'eſt obligé inſolidũ, auec renonciatiõ au benefice de diſcuſsion: ainſi qu'il a eſté iugé le 25. Ianuier, 1574. en audience. Fideiuſſeur, inſtiteur ou proxenete s'eſtant obligé en ſon propre & priué nom, ores que ce ſoit pour vn autre, eſt tenu de payer ſans faire aucune diſcuſsion prealable: ſauf ſon recours. Actione enim receptitia, aut de conſtituta pecunia tenetur, iugé pour vn marchant d'Auxerre plaidant. Loiſel le 9. Mars 1577. vn plege & reſpondant obligé ſolidairement pour vn autre à vne rente, ores qu'il ne ſoit dict, & que le debteur paye, peut ſe faire deſcharger dans les quatre ans, iugé en Audience le 10. Iuillet, 1581. contre Oudinet Preuoſt des Mareſchaux de Poictiers, conformement à Loy Lucius Titius. 38. §. non abſimilis D. Mandati vbi rectè fideiuſſor & mandatarius agere poſſunt, ſi diu reus in ſolutione ceſſauit, ſi bona ſua diſsipat. Et in l. ſi pro ea. 10. C. eod. tirulo non agit mandati, niſi ſit condemnatus aut reus bona ſua dilapidet. Vide Scæuol. in l. fideiuſſor. 45. D. de fideiuſſ.

luy pour lequel il ſ'eſt conſtitué plege, ſans aucune diſcuſſion de meubles. Art. 188. Celuy qui ſe conſtitue debiteur pour autre, ne doit plus payer que le principal obligé: ores que l'obligation du plege ou fideiuſſeur porte dauantage. Art. 189. Celuy qui ſe conſtitue debteur ou ſe †† fait plege en certaine ſomme pour auttruy, pour dõmage fait ou autre debte qui n'eſt liquide, ſera tenu payer la ſomme, en laquelle il s'eſt obligé, ſans qu'il puiſſe dire n'excepter que le dommage ou debte, n'eſtoit de ſi grande ſomme, que la ſomme, en laquelle il ſ'eſt obligé. Art. 190. Quand † aucun eſt obligé pour autre, le creãcier le peut ſommer de payer ou faire payer, ce que le plege eſt tenu faire, ſ'il ne monſtre auec effect, biens du principal debteur ſituez au Duché, leſquels ne ſoient aucunemẽt debatus: ou bien en cas de debat ou empeſchement, ledit plege, offre faire la pourſuite deſdits biẽs à ſes perils & fortunes: & en ce cas ne pourra le creancier contraindre & executer le plege, fors de ce qu'il reſtera & n'aura eſté payé de ſa debte par le principal, ou de ſes deſpens, dommages & intereſts, liquidation prealablemẽt faite d'iceux. Art. 191. Quand † le creancier faict nouueau contract auec ſon debteur, le plege non appellé, ledit plege ne ſera plus obligé. Mais ſi le creãcier prolongeoit ſeulement au debteur, le plege ne ſeroit pour ce deſchargé & quitte de la pleuine: ſinon que pendant ladite prolongation, le debteur fut demeuré inſoluable. Art. 192. Si †† le plege, le temps de payer eſcheu, fait ſommation au creancier de ſe faire payer, ſur le debteur, & que depuis icelle ſommatiõ par le defaut & demeure du creancier, les biens du debteur fuſſent tournez autre part, le plege n'en eſt tenu, & demeurera quitte. Art. 193. Et combien qu'il ſoit conuenu en l'obligation que le debteur & ſes pleges, ſoient obligez chacun pour le tout, les biens du principal debteur doiuent eſtre tout premier executez, ledit plege les monſtrant par effect. Art. 194. S'ils † ſont pluſieurs pleges, & le principal debteur les laiſſe contraindre à payement, chacun en doit porter ſa part, comme ils ſont tenus par l'obligation. Et ſ'ils eſtoient ſolidairemẽt obligez, & l'vn fut pris pour le tout, il aura recours vers les autres pleges pour leur põrtion, ſans qu'il ſoit beſoin auoir autre ceſſion du creancier. Art. 195. Et ne peut le creancier ſe faire payer pour le tout ſur l'vn des pleges, au cas qu'il trouueroit ſur chacun à ſe faire payer, combien qu'ils fuſſent tenus & obligez chacun pour le tout, s'ils n'ont renoncé au benefice de diuiſion. Art. 196. Et ſi le creancier ne trouuoit ſur aucun des pleges, dequoy ſe faire payer, les autres y ſeroient tenus, au cas que chacun ſeroit obligé pour le tout. Car ſ'il n'eſt conuenu en l'obligation, chacun ne doit payer fors d'autant qu'ils ſeroiẽt de perſonnes, chacun ſa portion, ſ'ils n'ont renõcé, cõme deſſus.

V. Melvn Chap. 23. Art. 318. Acheteurs †† de biens de Iuſtice ne ſont receus à faire a Ceſſion.

Laon Tit. 21. Art. 280. Ceſſion † de biens n'a lieu en condemnation pour intereſt b ciuil procedant de delict.

Chalons Tit. 24. Art. 270. Pour intereſts ciuils procedans à cauſe de delict, à quelque ſomme, qu'ils ſe puiſſent monter, on ne peut eſtre admis à faire Ceſſion & abandonnement de biens.

Reims Tit. 16. Art. 393. p. à *Laon*. Art. 280. lieu * pour †† amendes, dommages & intereſts ciuils adiugez pour raiſon d'excez, crimes & delicts.

Ponthiev Tit. 11. Art. 154. Ceſſion n'a lieu quand la debte pour laquelle l'on voudroit ceder & abandonner ſes biens, ſeroit ou eſt engendree pour delict ou malefice.

De celuy qui ſe conſtitue debteur pour vn autre.

†† *Ces mots,* Ou ſe fait plege, *ont eſté adouſtez à ceſt Art. qui eſtoit le 216. Art. ancien.*

† *Ceſt Art. 199. qui eſtoit le 207. Art. ancien a eſté ainſi reformé & declaré.*

Creancier cõme peut ſommer le plege de payer ou faire payer.

†† *Ceſt Art. 191. qui eſtoit le 208. Art. ancië, a ainſi eſté reformé & moderé.*

Sommation faite au creancier par le Plege.

†† *Ceſt Art. 192. qui eſtoit le 209. Art. ancien a eſté ainſi expliqué & declaré.*

Plege obligé ſeul & pour le tout, ne peut eſtre executé ſ'il monſtre les biẽs du debteur.

† *Ceſt Art. 194. qui eſtoit le 211. Art. ancien a eſté ainſi declaré & amplifié.*

De pluſieurs Pleges obligez pour le debteur principal.

Ceſſion n'a lieu en achat de biens de Iuſtice.

†† *Ceſt Art. 318. eſt adiouſté comme ancien.*

a La Ceſſion de biens eſt aucunement odieuſe, L. 5. C. Qui bonis ced. poſſ. combien que ce ſoit vn Benefice de Droict, que Iuſtinian nomme miſerabile auxilium vel flebile adiutorium. L. pen. & vlt. C. eod titulo, & garantit ſeulement le debteur de la rigueur de priſon, & n'eſt point quitte enuers le creancier, s'il ne la entierement ſatisfait & payé de ſon deu. l. 1. C eod. tit. Anciẽnemẽt les creãciers vſoiẽt de treſgrãdes rigueurs cõtre leurs deb

† *Ceſt Art. 280. eſt adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé.*

* *C'eſt à dire, au regard des amendes.*

†† *Le 393. Art. eſt de nouuel introduit.*

Ceſſion de bien en quels cas n'a point de lieu.

Source : BIU Cujas

teurs ne payõs leurs debtes les mettãs en prison, & les fouettãs ou vians d'autres cruautez assez cognues par anciens autheurs. Les Loix 1. & derniere C. Qui bonis ceder. possunt, nous enseignent, & la Loy 1. C. Th. Qui bon. ex leg Iul. ced. poss. Nou. 135. Liuius lib. 2. vbi quidam narrat rabem ad corpus peruenisse, datum se à creditore non in seruitium, sed in ergastulum & carnificinam esse, inde ostentare tergum fœdum recentibus vestigiis verberum. Si donc la Cession empesche que le debteur ne soit detenu prisonnier, & les acheteurs de biens de Iustice sont contraints par emprisonnement de leurs personnes, à payer le pris des choses par eux achetees, par l'Article 315 de ceste Coustume de Melun, & plusieurs autres mises cy dessous en l'Addition du Tit. 8. Par consequent lesdits acheteurs, ne peuuent estre admis à faire cession de biens. Et prend cest Art. 315. du 318. Article de la mesme Coustume. Il y a plusieurs autres cas esquels la Cession n'est receue, comme i'ay monstré en la Conference Liure 7. Tit. 12. & qui sont remarquez par Bessianus sur la Coustume d'Auuergne. chap. 10. Art. 12. & 3. Papon en son Recueil d'Arrests liure 10. Tit. 10. Chopin de priuileg. rustic. & autres. Ce priuilege de cession est tant fauorable, que le debteur n'y peut renoncer par obligation ou contract Dynus ad l. alia est causa §. eleganter. D. Sol. matr. Faber ad l. fin C. qui bonis ced. possunt. Guido Pap. Dec. 22. escrit auoir esté iugé par Arrest, qu'vn debteur ayant iuré de ne venir à la Cession de biens, qu'il peut s'aider de ce benefice, nonobstant le serment. Toutesfois Faber d. loco dit qu'il ne peut vser de ce benefice, s'il a iuré. Il est fort equitable que le debteur ne soit priué de ce benefice par le moyen de son serment, & les creanciers cruels & inhumains leur feroient tousiours renoncer à ce priuilege. Et par ainsi ils seroient perpetuellement esclaues de leurs creanciers, & ne seroient libres en leurs Corps contre la liberté naturelle & le droict. l. ob æs alienum. C. de obligat.

b En ce cas, si le debteur n'a dequoy payer la reparation & les despens adiugez, aucuns Iuges ont de Coustume de conuertir la peine en peine corporelle l. si quis id. D. de iurisd. omn. iudic. l. 1. D. de pœnis. l. vlt D. de in ius vocando. Qui non habet in ære, luat in corpore. l. 9. D. de incend. ruina & nauf. l 6 C. de mod. mulct. l. 4. C. de seruis fugit. Panor. in cap. Oodoardus. 5. de solut. Voyez Papon liure 2. des Arrests Tit. 10. Arrest 1. 4. & 8.

Cession se decrete au premier iour, s'il n'y a opposition.

Debteur doit tenir prison, pẽdant le litige.

Biens de celuy qui a faict Cession de biens peuuent estre prins par execution & vendus.

Cession se peut faire tant en Cour d'Eglise, comme en Cour Laye.

Desconfiture en cas de biẽs abandonnez.

Creanciers seront appellez à la requeste du debteur pour luy voir faire Cession de biens.

Cession de biens ne se faict par Procureur: ains en personne iudiciairement en faisant serment de ne la faire par dol ou fraude: & indiqueront leurs biens.

† *L'Official d'Ostun a remonstré pour ceux de l'Eglise que les Art. 71 & 72. estoient trop generaux: & qu'il sẽbloit qu'ils vousissẽt aussi comprendre les Clercs: & aussi defendre que les clers ne puissent faire cession pardeuant les Iuges d'Eglise, qui*

Lille Tit. 20. Art. 227. L'on ne peut estre receu à Cession pour deniers deuz au c Prince, ne à ses fermiers, ne pour reparations de sang, & les despens du proces. Art. 228. L'on ne peut faire cession pour matiere de delict, iniures verbales, despens du proces, n'aussi pour despens de touraige de d prison. Art. 229. Vne Cession se decrete au premier iour seruant, se personne ne s'y oppose. Art. 230. Se à vne cession y a opposition, le pretendant paruenir audit benefice, doit tenir prison pendant le litige. Art. 231. Se vn crediteur treuue aucuns biens appartenans à cestuy ayant faict cession contre luy, outre la prouision à luy accordee, tel crediteur en vertu de l'extraict de ladicte Cession, peut faire saisir & vendre lesdits biens par voye d'execution.

Cambray Tit. 23. Art. 1. Cession & abandon de biens au profit des crediteurs se peut faire tant en Cour d'Eglise comme en Cour Laye, iceux à ce deuement adiournez & appellez pour icelle voir decreter. Art 2. En desconfiture de biens abandonnez par Cession ou autrement, les crediteurs se clamans sur lesdits biens, viennent en contributiõ, & sont payez sur l'execution d'iceux au marc la liure, autant les derniers donnans que les premiers: sauf les debtes priuilegees ou pour lesquels les biens seroient hypothequez.

Bovrbonnois Chap. 10. Art. 71. Qui † veut faire Cession de biens il est tenu de faire appeller tous ses creanciers demourans au pays, pardeuant le Iuge, pardeuant lequel il veut faire ladite cession: & s'ils sont en diuerses iurisdictions & Chastellenies audit Duché, ils sont appellez pardeuant le Seneschal de Bourbonnois ou son Lieutenant. Art. 72. Ceux qui veulent e faire cession de biens, doiuent comparoir & la faire en f personne, & n'y sont receus par Procureur. Et sont tenus faire g serment deuant le Iuge, de ne faire cession pour frauder leurs creanciers, & qu'ils n'ont faict aucune alienation de leurs biens pour fraude: & qu'ils h declareront leurs biens, si aucuns en ont: & sont tenus eux desceindre i & ietter les ceintures à terre, pour demonstrer qu'ils delaissent leurs biens. Aussi feront serment que s'ils viennent à plus grande fortune, ils satisferont à leurs creanciers.

Avvergne Chap. 21. Art. 1. 2. & 3. p. *a Bourbonnois.* Art. 72. comparoir iudiciellement en personne, & ne seront receus, &c. alienation pour les deceuoir, & indiqueront leurs biens, si aucuns en ont. Et s'ils viennent à plus grande fortune de biens, qu'ils satisferont à leurs creanciers, *deducto ne egeant.* Artic. 4. Auec ce ceux qui feront lesdictes Cessions de biens, sont tenus eux desceindre & ietter leur ceinture à terre, en signe d'abandonnement de leursdits biens.

La Marche Chap. 11. Art. 64. Celuy qui veut, &c. p. *a Auuergne.* Art. 1 2. 3. & 4. & ne la peut faire par Procureur, & doit faire serment solennel, & ce indiquera & fera exhibition de ses biens à ses creanciers, se requis en est: & que s'il vient à meilleure fortune de biens, il satisfera: & ce faict, en signe d'abandonnement de ses biens, se doit desceindre & ietter sa ceinture à terre. Art. 65. Le Iuge apres la Cession ainsi faicte, doit bailler Curateur aux k biens, à la requeste des creanciers.

Bretagne Titre 5. Article 116. Apres que le prisonnier arresté ou ostagé, à faict cession de biens pour la debte, pour laquelle il est arresté: il ne peut

c Ceste Coustume semble estre contre le Droict, in l. 2. & 3. C. Qui bon. ced. possunt, desquels on collig. 1. Debitorem principis vel Reipublicæ, bonis cedere posse. Cynus in l fin. C. Qui bonis ced. poss. Bartol. l cum eo. D. ad legem Iul. pecul. Les Ordonnances de France & la Practique ne permettent la Cession contre le Roy.

m Par Arrest du 15. Feurier 1549. en Audience a esté iugé que l'on n'estoit receu à faire Cession de biens pour despens de Geolage. Ce qui est conforme à ceste Coustume. Le Roy Henry 2. par Ordonnance de l'an 1549. defend aux Geoliers de retenir les prisonniers pour le droit de Gistе & Geolage, comme il se cognoist par icelle Ordonnance mise au liure ix. de la Conference, Tit. 4. Au reste il a esté iugé le 12. Iãuier 1553. qu'vn Maistre de monnoye n'estoit receuable à faire cession contre vn Marchant, qui suiuãt l'Ordonnance du Roy luy auoit deliuré des douzains rongnez.

d Ceste Coustume est conforme aux Ordonnances de Charles 8. 1490. Art. 34 & de Louis 12. 1510. Art 70. Par lesquelles aucun n'est receu à faire Cessiõ par Procureur.

Source : BIU Cujas

ains en perſonne, & en plein iugemẽt, nud teſte & deſceinct. Les Ordon. & Couſtumes ſont contraires à la diſpoſition du Droict commun: par lequel Bonis cedi non tantum in iure, ſed etiam extra ius poteſt. Et ſufficit id per nũtium vel epiſtolam declarari vt eſt in l. vlt, D. de Ceſſ. bon. Paul. lib. 5. Sent. Tit. 5. † Et Imperator Theodoſ. in l. 6. C. Qui bonis ceder. poſſ. ſcribit in omni Ceſſioni ſufficere ſolam voluntatis profeſſionem. l. 2. C. Th. qui bonis ced. poſſ. ex leg. Iul. L'Ordonnance du Roy Louis 12. rend raiſon pourquoy il veut que les debteurs ne ſoient receus à faire Ceſſion par Procureur ou en lieux ſecrets, par ce qu'ils ne craignoient à faire Ceſsion de biens, y eſtans receus par Procureur ou en lieux ſecrets.

ieroit contre Droict commun & l'vſance obſeruee & gardee en Cour d'Egliſe. Et par les Nobles & ceux du tiers Eſtat a eſté dit qu'ils n'entendoient comprendre par leſdits Art. les Clercs ne touchera la iuriſdiction Eccleſiaſtique en aucune maniere: & conſentent qu'il ſoit adiouſté à la fin du 73. Art. ces mots, Et s'entendent leſdites, *&c. A ceſte cauſe auons du conſentement deſſusdits declaré que ledit Art. 71. ne s'entend de la Ceſsion de biens, qu'vn clerc non marié peut faire deuant l'Official.*

e Encores que de Droict la Ceſsion de biens ne rende infame le debteur quittant & abandonnant ſes biens. L. debitores 11. C. Ex quib. cauſis inf. non irrog. L. 2. & vlt. C. Qui bonis ced. poſſ. ſi eſt ce toutesfois que les Ordonnances & les Couſtumes ont voulu, que les debteurs fiſſent la Ceſsion en perſonne, pour leur faire ceſte honte & vergongne en iugement, combien que cela ne les rende infame, res tamen ſuggilatione non caret, & videtur quædam ſpecies ignominiæ. Nouel. 3. 4. & 135. Cuiac ad d. Nou. 135. Hotom. Illuſtr. Quæſt. 24. ſi elle eſt faicte principalement bonis decoctis Cynus ad d. l. debitores eſcrit qu'à Milan celuy qui veut faire Ceſsion & abandonnement de biens doit frapper par trois fois vne pierre auec ſes parties deshonneſtes: & à Padue il faict le ſemblable, apres le ſon des cloches, & à Rome il monte ſur vn Lion de marbre eſtant aux degrés du Capitole, ce qu'il dit auoir veu à Rome de ſon temps. Comme auſsi en pluſieurs autres endroicts ils mettoient le cul nud ſur vne Pierre. Alexander Vol. 2. Conſ. 209. Petrus Iacob. in Tit. de ceſſ. bon. argumento. l. ſunt quædam. 9. D. de extraord. crim. & l. aut facta §. vlt. D. de pœnis. Hoſtienſis Tit. de Ceſsione bon. Col. 1. Guido Pap. Dec. 343. Alciatus lib. 2. Parergon. cap. 47. Paris de Puteo. Et à fin qu'ils ſoient recognus pour Banqueroutiers, & ayans faict faillité, en quelques contrees, ils ſont tenus & contraints de prendre le Bonnet verd, comme il ſe practique à la Val, ainſi que i'ay monſtré au liure vii. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. xii. qui ſe practique meſmes en la ville de Rome in Statutis vrbis Romæ editis 1580 Et Pius 4. an. 1561. 27 Octob. ſtatuit contra fraudulentos decoctores ne hi poſsint cedere bonis vel aliquam dilationem petere, niſi prius Birretum viride geſtando ſe præſentauerint, & ipſum publicè & ſecretè geſtent, ſub fuſtigatione per vrbem pro prima vice, & triremium pro ſecunda, qua ſine dicto birreto reperti fuerint. Paul. 4. ordonna le meſme contre les Banqueroutiers & autres ayans faict faillité ſuiuant le Statut de la ville de Rome, & Pius v. en l'an 1570. le premier iour de Nouembre contre toutes perſonnes Eccleſiaſtiques ou Layes, Nobles ou roturiers: & veut qu'ils ſoient punis de mort & dernier ſupplice. Ainſi meſmes les Rois de France ont fort ſainctement ordonné que les Iuges procederoient extraordinairement contre les Banqueroutiers & debteurs ayans fait faillité. François 1. 1536. Charles 9. 1560. Art. 143. Henry 3. 1579. Eſtats de Blois. Art. 205. 1582. comme nous auons monſtré en noſtre Conference des Ordon. Liure vii. Tit. 12.

f Iuſtinian in d. Nou 135. veut qu'il iure ſur les Sainctes Euangiles qu'il ne vient point à ce refuge miſerable pour la conſeruation de ſes biens, & qu'il n'a or ou argent pour payer ſes debtes.

g Le debteur ne peut faire Ceſsion de biens, s'il n'a paſſé le Guichet & mis priſonnier à la requeſte de l'vn de ſes creanciers, & faut neceſſairement qu'il y ait de la contrainte. Maſuer in Praxi. Tit. de obligat. num. 6. Boer. Deciſ. 349. num. 8. & Angelus in §. cum quoque num. 6. Inſt. de act. ſ'il ne ſe recognoiſt & confeſſe debteur l. pen. D. de ceſſ. bon. s'il ne veut declarer & indiquer ſes biens. Accurſ. ad l penult. D. de ceſſ. bonorum, ou s'il a aliené ſes biens en fraude de ſes creanciers l. fin. §. fin. D. Quæ in fraud. credit.

h C'eſt vne ſolemnité & marque ancienne de la Ceſsion pour monſtrer que le debteur par effect renonce à tous ſes biens: Comme auſsi la femme vefue apres le decés de ſon mary & dans quarante iours, eſt tenue ſe deſceindre & ietter les clefs ſur la foſſe de ſon mary pour recognoiſſance qu'elle renonce à la Communauté de biens, ainſi qu'il ſera expliqué ſur le Tit. 10. cy deſſous. Les anciens ſouloient porter l'or & l'argent en leurs ceintures & baudriers, comme il ſe peut remarquer és eſcrits des anciens Gell. lib. 15. cap. 12. & en l'Euangile noſtre Seigneur fit defenſes à ſes Apoſtres de porter or ou argent en leurs ceintures. C'eſt vne choſe ſi commune, qu'il n'eſt beſoin de preuue plus grande.

i Apres la Ceſsion faicte par le debteur, les creanciers doiuent nommer vn Curateur aux biens vacans par le moyẽ de ladite ceſsion, & faire proceder aux Criees des heritages de celuy qui a faict ceſsion & abandonnement de ſes biẽs. l. vlt. D. de curat. bon. dand. Et ne luy doit on laiſſer que ſon lict & ſes veſtemens ordinaires comme les Docteurs notent ſur la Loy premiere C. Qui bonis ced. poſſ. & l. Diuus D. de bon. damn. Bartol. in l. qui cedit. D. de ceſſ. bon. encores que aucuns tiennent qu'on luy doit laiſſer moyen de viure, en luy baillant portion de ſon reuenu. Ce qui ne ſe practique, & luy faut laiſſer ſeulement ſes habits de tous les iours, qu'il porte ordinairement: ce ſeroit vne choſe par trop inhumaine de le deſpouiller & le laiſſer vaguer tout nud. Les creanciers ne peuuent de leur auctorité & par accord faict entre eux prendre les biens de leur debteur non enim creditoribus ſua auctoritate, vt ait lex 4. C. Qui bonis ced poſſ. diuidere hæc bona & iure dominij detinere, ſed venditionis remedio, quatenus ſubſtantia patitur, indemnitati ſuæ conſulere permiſſum eſt, & creditores etiam miſsi in poſſeſsionem ex primo decreto, dominium adipiſci minimè poſſunt. l. 7. & 8. C. de bonis auct. poſſ. l. 5. D. vt in poſſ. leg. l. 14. C. de pact. l. 1. c. de iure domin. l. 19. D. de in ius voc. l. 7. §. 1. D. Quibus ex cauſis in poſſeſſ. atur. Vide l. 3. c. de bonis auct iud. poſſ. vbi de exceptione ceſsionis bonorum. & Cynum, Bartol. & alios Doct. ad d. l. 3. Debitoris tamen bona creditoribus inſolutum dari poſſunt vt eſt in fine d. l. 4. C. qui bonis ced. poſſ.

k Le Depoſt eſt vne choſe Saincte & ſacree, laquelle on doit rendre & reſtituer ſans y commettre aucun dol ou fraude. Detrimento honeſtatis afficitur, qui depoſitum violat alienum vt ait D. Ambroſius in lib. de Thob. cap. 20. Depoſitum hoc eò magis vindicandum quod ferè ſecreta ſunt citra probationem Fabius Declam. 245. *& infra,* Non eſt in depoſitis ſimplex conditio. Deponitur aliquid, quod quandocũque repetitur, reddendum eſt, *& alio loco,* Dec. l. 312. Ideo deponitur, vt recipiatur. Le depoſitaire doit rendre le Depoſt promptement & ſans aucune remiſe, reddere illicò omnibus modis compellendus eſt, nullámque compenſationem vel deductionem, vel doli exceptionem opponat Iuſtin. in l. ſi quis vel pecunias. 11. C. depoſiti. L. 14. C. de Compenſat. Nou. 88. §. in bonæ fidei Inſt. de action. Paul. lib. 2. Tit. 12. Et ainſi le penultieme iour de Feurier 1581. fut iugé qu'en Depoſt n'y eſchet compenſation, oppoſition ny empeſchement, ſous ombre de reddition de comptes, contre vn Italien, condamné à rendre à vn ſien ſeruiteur quelques hardes que l'on vouloit retenir ſous couleur qu'il diſoit & pretendoit ſon ſeruiteur luy eſtre comptable.

eſtre retenu en priſon, que pour le temps qui ſera arbitré par le Iuge, pour faire par le creancier diſcuſſion & execution de ſes biens. Tit. 25. Art. 681. Tous † ceſsionnaires ſont tenus ſe repreſenter en iugement, l'audience tenant, & audict lieu teſte nuë, ſans ceincture faire publiquement ladite Ceſsiõ. L'acte de laquelle ſera banny au prochain marché du domicile des ceſsionnaires, à leur diligence, auparauant qu'ils ſe puiſſent aider du benefice de ladite Ceſsion.

† *Ceſt Art. 681. eſt de nouuel adiouſté.*

Source : BIU Cujas

Depositaire comme peut estre contraint de rendre le depost, nonobstãt la compensatiõ par luy demandee.

Depositaire n'est tenu des cas fortuits.

Mandemẽt d'acheter marchandise hors la Cité de Bayõne : & ne doit celuy qui a prins la charge cõpter la marchandise à plus haut ou moindre pris, s'il n'a achẽté que de ceste sorte : fors s'il a fait protestation pardeuant Tesmoins, & en prend attestation.

Acheteur, donataire, ou acquesteur premier saisi ou infeodé, ou qui a pris possession par apprehension de faict, est à preferer à tous autres acheteurs, donataires, ou acquesteurs non ensaisinez, infeodez, ou n'aiãt prins possession.

Deliurance de marchandise mobiliaire, argue payement qui ne monstre le contraire ou promesse.

Marchandise vẽdue se doit leuer dans xx. iours: s'il n'y a autre conuention.

Arres.

Personne vsans de ses droits peut vendre & aliener ses meubles acquests & conquests immeubles, & tous ses propres: sauf le consentement de ses heritiers.

LA SALLE DE LILLE Tit.28. Art.1. L'on n'est receu à Cession pour deniers à nous deuz ou à noz fermiers, reparation & amende de sang, ne iniurees inferees à la personne, ne pour les despens des proces sur ce ensuiuis. Art.2. p. *à Lille.* Art.229. ne s'y oppose. Et s'il y a opposition, l'impetrant tient prison pendant le litige, à tels despens que de raison. Art.3. p. *à Lille.* Art.231. au cessionnaire par dessus la prouision, à luy accordee, il peut en vertu de l'extraict de ladicte Cession & Commission executoire faire, &c. d'execution, quant ores ladicte Cession seroit surannee.

TOVRNAY Tit.4. Art.3. Quant aucun est constitué prisonnier pour debte, soit par vertu de condemnation ou autrement, & soy sentant non puissant payer, veut faire abandonnement & Cession de ses biens, faire le pourra, en forme requise de Droict: moyennant laquelle Cession il sera prins à plaine deliurance.

VI. BAYONNE Tit.3. Art.1. Si l'on baille aucune somme d'argent ou autre meuble à aucun en Depost, qui est vulgairement dict commande, sans faire aucun pacte de l'employer en aucune negotiation ou marchandise, celuy qui a prins telle garde & commande, & refuse le rendre, est contrainct par le Maire & son Conseil, le rendre à celuy qui le luy a baillé, toutes heures que requis en est, s'il n'y a terme prefigé : & où il y a terme, le terme passé sans auoir regard à l'allegation de l compensation, que celuy, qui a prins la garde, voudroit alleguer ne autre exception. Art.2. Reserué seulement l'exception de perte m par cas fortuit, duquel apparut notoirement.

BRETAGNE Tit.25. Art.648. Quand aucun à en sa garde auoirs d'autruy ou autres choses & biens, & ils perissent estans en sa garde, s'il ne peut monstrer que ce soit par le defaut de ceux, qui les luy auroient baillees en garde, & que les conditions d'entre eux ne fussent accomplies, parquoy il ne peut sauuer lesdits auoirs, ou autres biens de peril, ou que ce fut par fortune, il est tenu de les rendre à l'estimation des choses.

VII. BAYONNE Tit.3. Art.26. Si aucun habitant de ladicte Cité prie ou donne charge à vn autre qui va en Flandres, Angleterre ou autre pays hors ladite Cité, pour acheter marchandise, qu'il luy vueille acheter aucune marchandise, sans luy bailler argent, & à son retour il ne porte marchandise d'autre sorte ou condition, que celle dont a esté prié & a accepté charge, ne doit compter la marchandise de moindre n'a plus haut pris de profit, que les autres marchandises qu'il a achetees pour luy : mais à semblable profit d'icelles. Art.127. Toutesfois si en employant son argent en l'achat des marchandises, dont a esté prié & a accepté la charge, a declaré & faict attestation pardeuant tesmoins, que s'il emploist son argent pour soy, l'emploieroit en marchandise de condition telle, qu'il y auroit plus grand gain, qu'en celle, de laquelle a prins charge, celuy qui l'a prié ou donné charge, luy doit donner semblable profit & gain qu'il auroit faict en la marchandise, en laquelle eust employé son argent, n'eust esté la charge à luy baillee.

VIII. CLERMONT Tit.3. Art.37. Quand †† aucuns heritages & possessions nobles ou roturiers, sont vendues, donnees ou transportees plusieurs fois & à diuerses n personnes, l'acheteur donataire ou acquesteur, qui est le premier saisi ou infeodé, ou qui a prins possession par apprehension de faict, d'iceux heritages, doit preferer tous les autres acheteurs, acquesteurs ou donataires non ensaisinez ou non, ayans prins possession par apprehension de faict : & est tel acheteur, acquesteur ou donataire priuilegié au preiudice des acquesteurs, acheteurs ou donataires non ensaisinez ou infeodez non ayans prins possession par apprehension de faict : pourueu que telles acquisitions, donations ou transports soient faicts sans fraude.

SENS Tit.21. Art.254. Deliurance de marchandise mobiliaire argue payement: o qui ne monstre la creance ou promesse au contraire.

AVXERRE Tit.6. Art.138. p. *à Sens.* payement, si le vendeur ne faict apparoir de promesse, ou ne se rapporte de la debte, au serment de celuy, qui a eu la marchandise.

BAR Tit.14. Art.201. p. *à Sens.* Art.254.

LAON Tit.21. Art.278. Marchandise vendue se doit leuer dedans xx. iour, s'il n'y a autre conuention: & à faute de ce faire dedans ledit temps, sont les arres p perdues: & peut le vendeur faire son profit ailleurs de sa marchandise.

CHALONS Tit.14. Art.122. Toute personne vsant de ses droicts peut vendre & aliener tous ses meubles, acquests & conquests immeubles, & genera-

l Non tenetur de casu fortuito, nisi specialiter conuenerit. l.1. C. de posit. l.23. D. de reg iur. l.1. & 20. D. depos. l.7. & 27 D. de pactis.

m L. quotiens. 15. C. de rei vind. l.6 C. de her. vend. & l.3. C. de his qui à non domin. l.1. C. de donat. l.20. D. de pact. Cuiac Obser. 18. cap. 31.

n Il est certain, en termes de Droict, in emptione dominium non transferri, nisi pretio soluto aut fide de eo habita. Pomponius in l. quod venditi. 19. & l.5.3. D. de contr. empt. l.38. §.2. D de lib causa. l.11. C. de rei vind. §.41. Inst. de rerũ diuis. En ce faict les choses mobiliaires estant liurees font presumer du payement in auro vel argento vel ceteris rebus mobilibus, traditio sola sufficiet: & contractus habebit perpetuam firmitatem: quoniam collatio rei mobilis inita, integra fide ac ratione cumulatur. l. vnica. §.1. C. de suffrag.

Source : BIU Cujas

o Arræ argumentum præbent emptionis : vt euidentius probari possit de pretio Gaius. L. quod sæpe. 35. in princ. D. de contr. empt. § 1. Inst. de empt. & vend. Les Arres sont quelquesfois partie du pris, & ne peut en ce cas l'acheteur resilir de l'achat : Mais si elles ne sont partie du pris, ains sont seulement pour marque de la vente, l'acheteur se peut departir du marché : Auquel cas il perdra ses Arres.

p Anciennement on n'estoit receu à aliener, sinon en iurant & affermant la necessité qu'on auoit de faire l'alienation, & la prouuant par deux trois personnes qui l'affermoient auec celuy qui vouloit & desiroit faire icelle alienation. Iuratores qui & sacramentales, consacramentales, compurgatores : & iurabant tertia, quinta, septima manu, vt in cap. 5. & vlt. De frigid & malef. cap. 1. Extra de Confessis cap. 5. De adult. cap. 9. De purg. canon. cap. 13. De Simonia. Can. 17. 2. q. 5. Et cest ce que ceste Coustume de Ponthieu a dict luy tiers de mains, c'est à dire qu'il ait deux autres qui iurent & affermẽt auec celuy qui veut vendre la necessité qu'il a de faire ladite vendition ou alienation. Et faut qu'il y ait necessité vrgente suffisamment approuuee, comme veut la Coustume de Sainct Paul Tit. 3. Article 36. & par necessité iuree & verifiee par deux tesmoins. Boullenois Titre 25. Art. 125. L'Alleue Tit. 1. Art. 3. Artois Titre 2. Article 76. Et au second Liure du grand Coustumier Titre des droicts Censiers, il est dit que le pere & la mere ne peuuent aliener ne estranger le Douaire, sans le consentement des enfans naiz du mariage estans en aage, si ce n'est par auctorité de Iustice, & par pauureté iuree. Au reste si ceux qui certifient la necessité par personnes qui y ont interest, ou sont suspectes, telle certification est nulle. Ainsi sur vn faict aduenu en la Coustume de Ponthieu par Arrest du 22. Nouembre en l'Audience, 1584. fut declaré que la certification faicte par quelques vns qui auoient interest ou estoient suspects, ne suffisoit : & ordonné que les parties feroient preuues de leurs faicts : sçauoir est que lors de l'alienation le vendeur estoit necessiteux & pauure.

lement tous ses heritages de naissant, sans le vouloir & consentement de ses heritiers, fors la femme mariee : laquelle ne peut aucunement disposer desdits meubles & heritages, sans le consentement de son mary : excepté par testament, comme dit est dessus. Tit. 24. Art. 268. Marchans forains †† & estrangers, qui acheterent marchandise ou font acheter par leurs facteurs, soit qu'ils baillent arres ou non, sont tenus prendre & receuoir ladite marchandise dedans xx. iours apres le marché faict : autrement lesdits xx. iours passez ledit marché demeure sans effect & les arres perdues pour l'acheteur. Et est loisible audit vendeur vendre sa marchandise, & en faire son profit, comme bon luy semble, sans sommation & restitution des arres ou deniers, dommages & interests enuers ledit acheteur : n'estoit qu'il y eust conuention au contraire en faisant ledit marché.

Reims Tit. 16. Art. 400. Tous † acheteurs de vin & autres marchandises seront tenus dedans xx. iours apres l'achat, leuer ladite marchandise : autrement les arres seront perdues : & ne sera tenu le vendeur de la deliurer, s'il ne leur plaist. Et neant-moins sera au chois de vendeur de poursuiure son acheteur, pour raison de ses dommages & interests.

Ponthieu Tit. 2. Art. 20. On ne peut charger, vendre, n'hypothequer son heritage à luy venu de ses predecesseurs, si n'est par le consentement de son heritier apparent, ou par necessité iuree, q & suffisamment prouuee, luy tiers de mains : sinon Quint & par forme de Quint : duquel Quint vn chacun de franche & liberale condition peut disposer sur ses heritages à qu'il luy plaist, sans le consentement de son heritier, soit par don heredital ou viager.

S. Paul Tit. 3. Art. 36. Aucun ne peut vendre ne donner ou autrement aliener ses heritages feodaux, cottiers ou roturiers à luy venus de la succession de ses predecesseurs : si n'est par obseruant & y gardant l'vne des trois voyes : c'est à sçauoir necessité vrgente & suffisamment approuuee : consentement de son plus prochain heritier, ou pour remploy fait en bons & suffisans heritages, pour tenir la cotte & ligne, du lez & costé, dont leurs seroient venus lesdits heritages par eux vendus.

S. Omer Tit. 3. Art. 22. Si aucun veut vendre ou aliener ses heritages cottiers, rentes realisees, infeodez ou patrimoniaux, à telle personne que bon luy semble, il le peut faire, sans y garder quelque solennité, en soy des-heritant en sa plaine vie.

Theroanne Tit. 3. Art. 56. L'on ne peut vendre rente, ne charger les maisons & heritages, sans le consentement des Bailly & Escheuins, & le Procureur dudit Eueschè à ce appellé & consentant.

Boullenois Titre 25. Art. 125. Nul ne peut donner, vendre ny autrement aliener son heritage à luy venu de ses predecesseurs : si ce n'est quant à matiere de don par le consentement expres de son heritier apparant : & quant à vendition ou autre alienation par necessité iuree par le vendeur & verifiee par deux tesmoins, dignes de foy ou aussi par le consentement de sondit heritier.

Lille Tit. 5. Art. 49. Toutes personnes de franche condition peuuent vendre, donner, chergier, aliener ou autrement disposer de leurs biens, fiefs & heritages à qui que bon leur semble, & y apposer telles diuises, conditions & modifications que leur plaist. Tiennent & vallent telles ventes, donations, alienations, dispositions, modifications, deuises & conditions, sans ce que les heritiers de tels donateurs ne autres y puissent veritablement contreuenir.

q Vverp. C'est vn droict de douze deniers que l'on paye aux Escheuins presens à la Dessaisine & Saisine, dont nous auons parlé au Tit. 2. cy dessus en l'Addition. C'est le Deuest ou aduest ou vest, Vverpir ou Guerpir, c'est à dire quitter, delaisser, exponcer, ou Guesuer.

Marchans forains doiuent prendre la marchandise dans vingt iours.

†† *Cest Art. 268. est accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé, droits acquis & proces pendans, si aucuns en y a.*

† *Cest Art. 400. est de nouuel introduit.*

Aucun ne peut aliener, charger n'hypothequer son heritage propre, sans le consentement de ses heritiers apparant: ou necessité iuree sinon du Quint.

Personne frãche & libre peut disposer par don heredital ou viager, du Quint de ses propres, sans le consentement de son heritier apparant.

Trois voyes pour vendre, donner ou aliener ses heritages propres.

Vente ou alienation d'heritages cottiers, rentes realisees, infeodees ou patrimoniaux, se peut faire, sans y garder quelque Solemnité, en se des-heritant en sa vie.

Rẽte ou charge ne se peut mettre sur les maisons & heritages, sans le consentement des Bailly, Escheuins & Procur. de l'Eueschè.

Des dons, vẽtes ou alienatiõs des heritages propres.

Necessité iuree.

Vẽtes, dons, alienations ou autres dispositions de biens, fiefs & heritages, auec telles modifications, deuises & cõditiõs que bõ semble aux vẽdeurs, &c. sans que

Source : BIU Cujas

leurs heritiers y puiſſent contrenenir.

Vendeur quand la vente eſt verbale, n'eſt tenu ſe desheritter ſi bon luy ſemble en rendant les deniers à Dieu carité, & les deniers par luy receus.

Acheteur tenu de prendre Adheritement dans 40. iours.

Vente verballe.

Acheteur ayant retenu les hypotheques des rentes à ſa charge, doit payer puis le Vverp, & prend les louages.

Marché à aghais.

* *Reçoine.*

Vente faicte ſans les ſolemnitez des trois voyes, bonne.

Art.54. Vne perſonne aiant vendu ſa maiſon & heritage verbalement ſeulement n'eſt tenu ſoy en desheriter, ſe bon ne luy ſemble: ains eſt quitte, en rẽdant les deniers à Dieu, carité, & ce qu'elle auroit receu des deniers principaux du marché, ſans eſtre tenue à aucuns intereſts: mais l'acheteur en eſt tenu prendre l'adheritement, ſ'il plaiſt au vendeur en dedans xl. iours, à compter du iour de la vente, en auant: pourueu qu'en dedans ce temps le vendeur ſ'en ſoit desherité, & l'ait faict ſignifier à l'acheteur ou à ſon domicile. Et leſdits xl. iours paſſez, ledit acheteur n'eſt tenu prendre ledit marché, ſe bon ne luy ſemble. Art.55. Pour quelque vente verbale que vne perſonne face de ſa maiſon ou heritage, elle en eſt & demeure touſiours vraye heritiere & proprietaire, iuſques qu'elle en ſoit iudiciairement desheritee, & l'acheteur adherité, ou que tel acheteur y ſoit tenu & deuement decreté par miſe de faict. Art.57. L'acheteur d'vne maiſon & heritage, ayant retenu à ſa charge aucunes hypotheques de rentes, eſt tenu au payement des termes entamez, depuis le iour du Vverp en auant. Et auſſi appartiennent à tel acheteur, les louages des maiſons & heritages, qui eſcherroient depuis le Vverp en auant. Art.67. Qui entend profiter d'aucun marchié à aghais, eſt requis, à ſçauoir par le vendeur, conſigner ſous la main de Iuſtice & preſens deux Eſcheuins pour le moins, la deſree & marchandiſe par luy vendue: & par l'acheteur tous les deniers du marché, auant le temps deſdits aghais expiré, & à ce faire ſignifier à Iuſtice par ſa partie, afin qu'elle liure ou * licoipue la choſe vendue, ou les deniers conſignez. Et au cas que à ce n'y ait oppoſition, eſt requis que le cõſignant garde ſes vii. iours & vii. nuicts, à compter du iour de ladite conſignation, par deuãt deux Eſcheuins, du moins: à peril que ſi ainſi n'eſtoit fait, le tout ſeroit reputé nul. Et ſe ſur telle ſignification, y a oppoſition, le S. eſt tenu aſſigner iour aux parties pardeuant Eſcheuins, pour pardeuant eux en eſtre faict ce que de raiſon.

BETHVNE Tit.1. Art.9. Tous les heritages de nature d'Eſcheuinage venant d'acqueſte ou de patrimoine, ſe peuuent vendre, donner, aliener ou tranſporter, ſans y garder ny obſeruer nulle des trois voyes.

LA SALLE DE LILLE Tit.10. Art.1. p. *à Lille.* Art.49. & autrement &c. ſemble, ſoit pour en ioyr preſtement ou les prehender & apprehender iudiciairement apres leurs treſpas, enſemble des biens qu'ils delaiſſeront à leurſdits treſpas. Et appoſer auſdites Donations telles deuiſes &c. vallablement contreuenir. Art. 5. Pour quelque vente verbale que l'heritier face de maiſons, fiefs & heritages, n'eſt tenu ſoy en desheriter ſe bon ne luy ſemble: ains en eſt quitte &c. p. *à Lille.* Art.54. qu'il en a receu, ſans eſtre ſubmis à intereſt, &c. vendeur, ou cas que en dedans xl. iours enſuiuans ladite vente, ledit vendeur en ſoit desherité, &c. paſſez, ſans auoir faict les deuoirs que deſſus, l'acheteur n'eſt &c. Art.8. qui veut profiter &c. p. *à Lille.* Art.67. Iuſtice la denree & marchandiſe, à luy vendue, & par l'acheteur les deniers du marché auant le temps deſdits aghais expiré, & ce faire ſignifier par Iuſtice à ſa partie &c. reçoiue la &c. requis par le conſignant au iour aſſigné par le Sergent, en le ramenant à faict conclurre au pertinent: & ſe lors le temps deſdits aghais eſt expiré, ledit conſignant peut contendre à intereſt ſeulement, en laiſſant la liuraiſon ou la reception de la denree & marchandiſe. Neantmoins ſe durant le temps deſdits aghais, ledit vendeur auoit commencé à liurer ou l'acheteur à payer, n'eſt requis pour le ſurplus faire les conſignation & ſignification.

L'ALLEVE Tit.1. Art.3. Pour vendre, charger ou aliener ſon heritage, n'eſt requis auoir le gré & conſentement de ſon heritier apparant, ny faire remploy des deniers en acquiſition d'autres heritages pour ſuiuir telle nature, ny auſſi iurer ny faire prouuer telle neceſſité. Et peut toute perſonne de franche condition vendre, charger ou aliener ſondit heritage ainſi & a qui que bon luy ſemble, ſans obſeruer leſdites voyes ny aucunes d'icelles. Mais ſi telle perſonne eſtoit mariee, ou eſtoit vefue & euſt enfans, elle ne pourroit vendre, charger ny aliener ſondit heritage: ſinon ſelon & ainſi que dit eſt, és vi.x.xi.& xiiii. Art.cy deſſous: ne fut que telle perſonne eſtant vefue & ayant enfans euſt neceſſité. Auquel cas apres ladite neceſſité iuree & approuuee ſuffiſamment par deux teſmoings dignes de foy, elle peut vendre ſon heritage, vn ſeul au coup: pourueu toutesfois que ladite neceſſité ſeroit ainſi iuree & approuuee. Tit.2. Art.14. L'on ne peut vendre ſon heritage patrimonial & acqueſté, ſinõ par l'vne des trois voyes: à ſçauoir par droicte vente, en payant droicts Seigneuriaux au Seigneur: ſecondement le donnant a ſon enfant legitime en don de mariage, que l'on dit audit pays vulgairement, mettre hors de ſon pain & pot. Tiercement mettre hors de pain, deſquelles deux voyes dernieres on peut diſpoſer, ſans payer droicts Seigneuriaux.

ARTOIS Tit.2. Art.76. Et pour vendre, charger nommement ou aliener

Source : BIU Cujas

ſon heritage patrimonial, il eſt requis obſeruer l'vne des trois voyes pource introduites par la Couſtume: à ſçauoir que ce ſoit par le gré & conſentement de l'heritier apparant: ou que ce ſoit par remploy, à ſçauoir en remployant les deniers de la venduë deſdits heritages, en heritages de telle nature, & valeur, & ſortiſſant la cotte & ligne, comme l'heritage vendu: ou tiercement quand telle vente, charge ou alienation ſoit faicte par neceſſité iuree par le vendeur, & prouuee ſuffiſamment par deux teſmoings dignes de credence. Art. 77. Et ſuffit du conſentement de l'heritier principal apparãt pour l'alienation des fiefs patrimoniaux, ſans ce qu'il ſoit auec ce requis le conſentement des autres heritiers apparans à ſucceder au Quint deſdits fiefs: mais quant aux heritages patrimoniaux cottiers, eſt requis le conſentement de tous les heritiers apparans. Autrement n'auroit lieu que pour la part & portion de ceux, qui auroient à ce baillé leur conſentement.

Trois voyes pour alienation de vente.

En alienation de fief ſuffit le conſentement de l'heritier principal apparant, & non des heritiers apparans à ſucceder au Quint: mais en heritages cottiers patrimoniaux faut le conſentement de tous les heritiers apparans.

VALANCIENNES Tit. 5. Art. 61. Le proprietaire d'aucun heritage ou rente immobiliaire non ayant hoir apparant, en ligne directe, peut vendre & donner leſdites rentes & heritages, à qui que bon luy ſemble, ſans le conſentement de ſes heritiers apparans en ligne colaterale, ne fut que ledit proprietaire fut allié par mariage: auquel cas les deniers du vendage ſeront mis és mains dudit Mayeur par l'eſpace de quatre mois & demy. Afin qu'en ce cas qu'il y vint en dedans cinq mois enſuiuans, eſtre remployé en achat d'aucuns heritages ou rentes heritieres ſortiſſans la meſme nature des heritages vendus, & conuiendra que ladite rente ſoit aggree par la femme dudit vendeur. Art. 63. Vn heritier ou proprietaire eſtant vefue & ayant enfant legitime ou enfans d'enfans, ne peut vẽdre, diminuer, charger ou aliener ſes heritages patrimoniaux en ligne directe au preiudice de ſes dits enfans & enfans d'enfans, pour debtes faictes & contractees pendant ſon mariage, n'eſt par pouureté bien approuuee, ou de conſentement de ſes enfans eagez & mis hors de mambournie, ou par remploy pour en faire plus grand profit. Art. 64. Mais le ſuſdit proprietaire pourra bien bailler leſdits heritages à rente & par recours pour ladite rente ſortir la nature & condition que feroient les heritages ainſi arrentez. Art. 65. Perſonne puiſſante de vendre, peut charger ſon heritage ſitué tant en la ville & banlieu, que ſous le chef lieu de noſtre dite ville, de rente heritiere & à rachat, le faiſant par desheritance & adheritance. Art. 66. L'on ne pourra charger aucun heritage ſitué en noſtredite ville & banlieu, ne ſous le chef lieu, ſinon à rachat, & ſera le pris dudit rachat mentionné és lettres qui ſur ce ſeront faictes: & ſeront tenus declarer les vendeurs & acheteurs ledit pris, & ſ'il n'y a pris exprimé, ſeront rachetables au denier xvi. n'eſt en arrentement qui ſe rachetera au denier xx & non plus haut. Art. 67. Vn vſufructuaire ou ioyſſant viagierement d'heritage ſitué en noſtredite ville, ou chef lieu, ne peut bailler iceux heritages à rente heritiere, par recours ne autrement, n'eſt du conſentement du proprietaire, ſ'il eſt eagé: & ſ'il eſt moindre d'ans du conſentement de ſes mambours & auctorité de Iuſtice. Art. 69. L'on ne peut vendre, donner ne tranſporter directement ou indirectement, aucun heritage ou rente à rachat giſant en ladite ville & Banlieu en main morte. Tit. 9. Art. 115. Le proprietaire & vſufructuaire pourront incontinent que le droict leur ſera deuolu apprehender, ſçauoir ledit vſufructuaire l'vſufruict: & le proprietaire la proprieté, & ledit vſufructuaire pourra r vendre ſondit vſufruict à qui bon luy ſemblera: ſi auant que de ce faire, il ſoit autrement puiſſant: ſauf la retraicte, comme eſt touché au chapitre deſdites retraictes: mais ledit proprietaire ne pourra vendre ladite proprieté que premierement l'vſufruict ne ſoit conſolidé auec la proprieté auant dite.

Vſufructuaire peut vendre ſon vſufruict: mais le proprietaire ne peut vendre la proprieté, ſ'il n'eſt conſolidé auec la proprieté.

r L. 67. D. de vſufruct. §. 1. Inſt. de vſu & habit. l. 8. D. de rebus auiud. poſſ. videl. 10. C. de vſufr.

S. OMER EN ARTOIS Tit. 1. Art. 11. p. *a S. Omer.* Art. 22. & patrimoniaux &c. ſemble, ſans y &c.

AIRE Tit. 1. Art. 5. Pour aliener, charger heritages patrimoniaux cottiers, l'on n'eſt tenu y garder aucune voye ou ſolemnité preſcripte par ladite Couſtume d'Artois: ains ſeulement en alienation d'heritages feodaux.

BAPPALMES Tit. 1. Art. 7. Pour vendre, donner ou aliener heritages cottiers, tant patrimoniaux que d'acqueſte, ſituez és mettes du Bailliage de Bappalmes: l'on n'eſt ſubmis d'obſeruer nulle des voyes requiſes par la Couſtume generale d'Artois.

S. PAVL en Artois Tit. 3. Art. 30. Nul ne peut vendre, donner &c. p. *a S. Paul.* Art. 36.

Vente de bleds en verd defendue.

ſ Voyez les Ordonnances de Louis 11. 1482. Francois 1. 1531. & 1535. Chap. 12. Art. 28 & 1539. Art. 3. Charles

LA MARCHE Chap. 16. Art. 123. Qui achete †† en ſ verd les bleds du laboureur & auant qu'ils ſoient recueillis & fait pris d'iceux, à les receuoir apres moiſſons, eſt amendable d'amende arbitraire, & eſt le contract nul & de nulle valeur.

†† *Ceſt Art. 123. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Source : BIU Cujas

9.1567. Tit.1. Art 10 Henry 3.1577. Tit.1. Art. 9. mises au 4. liure de la Conference des Ordonnances Titre 10. Par Arrest du 21. Nouembre 1574. fut suiuant l'ordonnance infirmee vne sentence, par laquelle Pierre Semee & son Garand estoient cõ ce faisant fut dit bien appellé & l'appellant absoux: parce que la Cedule & promesse estoit contre les Ordonnances, estant la vente faicte en Feurier pour liurer en Decembre sur l'annee prochaine. Pareil Arrest du 22. Nouembre 1574. sur vn appel de Noyon: par lequel les appellans furent absous, à la charge de rendre l'argent auec les profits au denier 15.

Fruits de l'annee de rachat d'vne rente ou immeuble vendu sous faculté de remeré, à qui doiuent appartenir.

Vente de biens auitins ou papoaux faite par vn qui s'est marié pour la seconde fois ayant enfans du premier mariage ne vaut que pour la moitié.

De ne vendre les dẽrees à plus haut pris qu'elles ont esté exposees publiquement à iour de marché ou foire

Vindication comme se doit faire.

De la vente des bleds & sel conduits & portez en nauire.

Courratier iuge du pris entre l'acheteur & vendeur, s'il est question seulement du pris: s'il n'est question de grand somme, ou que la partie vousist informer & pour les pactes, conuẽtions ou sur l'espece, ne vaut qu'vn tesmoin.

De ne transporter armes ou autres choses prohibees hors la ville de Bayõne ou pour estre vendue afin de les transporter hors du Royaume.

Maistre & Mariniers s'en allans en guerre ou marchandise

AVVERGNE Chap.16. Art.21. En vendition de rente ou chose immeuble faite sous faculté de remeré, si le rachat des choses vendues est fait par le vendeur ou la somme par luy consignee & deposee au refus de faire la reuente pour l'acheteur, parauant le terme de la rente escheue ou les fruicts des heritages leuez, le vendeur rachetant faict les fruicts de l'annee dudit rachat siens, t en payant le droict de labourage, si aucuns en y a.

ACS Tit.6. Art.1. Si aucun ayant biens auitins se marie en la seconde fois, & y a enfans du premier mariage, ne peut vendre ou aliener que la moitié desdits biens auitins ou papoaux, l'autre moitié reseruee aux enfans du premier mariage. Art.2. Et s'il les vend ou aliene, telles venditions & alienations sont nulles en ce qu'excedent ladite moitié.

BAYONNE Tit.4. Art.13. Froment, vin, citre ou pommade, huile, auoine, poix, febues & autres viures exposez venaux en detail à certain pris ou mesure, ne peuuent deslors en auant, qu'ils ont esté mis à certain pris par le marchant estre vendus à plus haut pris, soient lesdits viures en nauire, bateau, chalant, grenier, pipe, barrique ou autre lieu: sur peine de perdition de tels viures applicables à la reparation de la ville. Art.14. Acheteur de marchandises exposees venales publiquement au marché, en iour de marché, ou en temps de foires, ne pert l'argent ou ce qu'il a mis & exposé és choses achetees: posé qu'elles ne fussent du vẽdeur, ains eussent esté desrobbees. Car le Seigneur de la chose ou marchandise ou chose vendue, qui veut vendiquer ladite chose, faut qu'il paye prealablement audit acheteur de bonne foy, la somme ou autre chose qu'il en a baillé. Art.15. Et d'auantage si c'estoit chose, ou falloit faire despẽce, comme cheual & semblable, faut que le vendicant rembourse l'acheteur de la despẽce, que pour le cheual demourant à l'estable auroit esté faicte, depuis le iour de ladite vendition, & ce à la cognoissance de deux expers. Art.16. Reserué l'action au Seigneur vindicant contre le larron. Art.18. Bleds & sel conduits & portez en nauire iusques à la ville & cité ne peuuent estre deschargez & mis en greniers auant qu'ils ayent esté tenus x iours venaux à la planche, & à chacun qui en veut acheter. Art.19. Si aucune marchandise est vendue par le moyen d'vn corratier, & apres en soit question entre le vendeur & l'acheteur, si le different est seulement sur le pris, le iugement se faict par le rapport du seul corratier. Art.20. Sinon que fut question de grande somme, ou que l'autre partie vousist prouuer son intention par plusieurs tesmoins. Art.21. Mais si le different estoit sur les pactes & conuentions, ou sur l'espece & qualité de la marchandise, vn corratier ne vaut qu'vn tesmoin. Tit. 6. Art.1. Aucune piece & sorte d'armure, u soit cuirasse, halecret, escriuisse, brigandines, salades, cabasset, arbalestes, iauelines, traicts, artillerie, poudre de canon, salpestre ou autre munition de guerre, quand a esté appliquee, & est du commun de la ville, ne peut estre alienee ou autrement extraicte en façon que ce soit hors ladite ville, posé que l'on ne la tire hors du Royaume. Art.2. Et si ladite armure ou harnois est des particuliers habitans de ladite ville, soit de maistres armuriers ou autres, pareillement par titre de vendition ne peut estre vendue, donnee ou autrement extraicte en quelque maniere que ce soit, pour estre portee hors du Royaume: & ce sur peine, x telle que de Droict commun. Art.3. Le maistre & mariniers qui prennent voyage pour aller en guerre ou marchandise, auant que partir doiuent declarer par serment entre les mains dudit Maire ou son lieutenant, qu'elle Artillerie & munition de guerre ils portent en leurs nauires. Art.4. Et s'obligeront & bailleront cautions, & iureront de ne vendre aucuns desdits harnois ne munition, ains les retourneront à Bayonne. Art.5. Quand ils seront de retour, seront tenus de denoncer & declarer audit Maire ou son Lieutenant leur retour: & lequel Maire leur baillera vn Escheuin pour Commissaire, pour visiter les harnois, artillerie & munition auec le premier inuentaire. Art.6. Et s'il est trouué qu'ils n'ayent retourné toute l'artillerie & harnois sont punis arbitrairement, à la discretion des Maire & conseil, selon l'exigence des cas.

LA BOVRT Tit.5. Art.1. L'on ne peut vendre, hypothequer ou autrement aliener les biens papoaux & auitins, si n'est pour assignation de mariage ou vrgen-

t L. cum te fundum 6. C. de pact. inter emp. & vend. Quand il y a faculté de remeré. emptor receptis nummis suis nullum videri potest iniuriam passus. Paul. in l. 50. in fine D. de iure fisci. l. 4 & 5. D. de leg. commis.

u L. 2. C. quæ res exp. non deb. Pernicioſum Romano Imperio & proditioni proximum est, Barbaros, quos indigere conuenit, telis eos, vt validiores reddantur, instruere.

x C'est à sçauoir capitale d. l. 2 Quæ res exp. non deb. & celuy qui transporte telles choses aux ennemis publics & du Royaume, il commet le crime de leze Maiesté Bartol in l. 4. D. Ad leg. Iul. Maiest.

Source : BIU Cujas

ſeront ſerment qu'elle Artillerie ils portent en leurs Nautres, de ne la vendre, ny les harnois & munitions: & à leur retour, le denonçeront au Maire ou à ſon Lieutenant: ſur peine d'eſtre punis arbitrairement.

Biens Papoaux ou autins ne ſe peuuent vendre que pour aſſignation de mariage ou vrgente neceſsité ou du conſentement de l'aiſné emancipé, ou prochain qui doit ſucceder.

te neceſſité, & alienations autrement faictes ſont nulles & de nul effect & valeur, ſi ce n'eſt qu'elles ſoient faites du conſentement de l'aiſné emancipé ou du prochain, qui par la Couſtume doit ſucceder. Art. 2. Et eſt entendue ladite emancipation par la Couſtume, quand du conſentement du pere ou mere, l'enfant aiſné ou aiſnee, eſt mariee & le pere ou mere luy ont donné ſon partage, & demeure à part par ſoy-meſme. Art. 3. Toutesfois ſi l'aiſné emancipé ou en defaut d'enfant autre qui doit ſucceder, ne proteſte à l'encontre de l'acheteur dedans an & iour d'icelle vendition ou hypotheque qu'eſt faite ſans cauſe, la vendition ou autre alienation, poſé qu'elle ſoit faite ſans cauſe tient. Art. 4. Et ſi telles alienations ſont faites par criees, l'aiſné ou autre prochain à ſucceder, eſt tenu proteſter & ſoy oppoſer, ſ'il eſt preſent durant les criees. Art. 5. Et là où il ſeroit abſent, peut nonobſtant les criees faictes proteſter & ſoy oppoſer dedans xv. iours apres ſon retour. Art. 6. L'aiſné ou aiſnee eſtant emancipé peut vendre ſes biens, ſi n'eſt qu'ils fuſſent de lignee: leſquels ne peut vendre ſans le conſentement de ſes pere & mere. Art. 9. Et d'iceux acqueſts le premier acquerant en peut diſpoſer à ſa volonté, nonobſtant que le premier heritier marié ou autrement ſoit demeurant auec luy, ſi entr'eux n'y auoit pactes au contraire: leſquels tiendront.

Emancipation du fils aiſné cõme ſe doit entendre.

Aiſné ou heritier preſent, doit proteſter dans an & iour contre l'acheteur & abſent, dedans 15. iours apres ſon retour.

Vente des acqueſts.

SOLE Tit. 17. Art. 1. 2. 3. 4. & 7. p. *à la Bourt.* Art. 1. 2. 3. 4 6. & 9. de douaire de mariage, ou &c.

BRETAGNE Tit. 11. Art 198. Nul † n'eſt receuable à demander payement des marchandiſes priſes en foire ou marché, ſoit en ville ou village, ſ'il n'y a obligation ou promeſſe par eſcrit, ou qu'il y euſt force ou larcin, ſans en ce comprendre les marchans trafiquans enſemble.

† *Ceſt Ar. 198. qui eſtoit le 215. Art. ancië a eſté ainſi reformé & a eſté le 217. Ar. rayé cõme inutil.*

Marchandiſes priſes en foire ou marché ſont reputees payees: ſ'il n'y a obligation ou promeſſe par eſcrit: force ou larcin.

BERRI Tit. 6. Art. 25. Le †† Seigneur vtile de l'heritage tenu à cens, ne peut iceluy aliener à quelque titre ou contract que ce ſoit, ſans ſpecialement appoſer dans iceluy, comme ladite alienation eſt faite y à la charge du cens, qui ſera declaré.

Cens doit eſtre declaré par le vendeur.

†† *Ceſt Ar. 25. eſt Couſtume nouuelle.*

y Par les ordonnances les vendeurs ſont tenus declarer és contracts les charges éſquels les heritages ſont tenus, obligez, affectez & hypothequez & les Notaires doiuẽt en aduertir les parties contrahantes, & en faire mention. François 1. 1536. chap. 3. Ar. 4. & 1539. Art. 180. & 181 Henry 2 1549. & Henry 3. 1579. Eſtats de Blois. Art. 180. miſes au 4. liure de la Conference Tit. v. Par la verification de la Cour les vẽdeurs ayãs ſcientement omis à declarer les charges, ſont priuez du pris: & és autres contracts, éſquels ny a aucun pris, les cõtrahans ſont puniſſables à l'arbitrage du Iuge.

TOVRNAY Tit. 19. Art. 1. Quant aucunes perſonnes vendent ou achetent en ladite ville ou pouuoir d'icelle, maiſons, heritages, marchandiſes, grains ou autres biens ou denrees, le vendeur n'eſt par la Couſtume tenu liurer ſon marché, ſ'il ne veut: mais en declarant qu'il ne veut liurer, eſt quicte en payant à ſa partie achetereſſe tels intereſts que par accord enſemble ou ordonnance de Iuſtice, eux oy ſe trouue appartenir. Art. 2. Apres vn contract de vente ou eſchangement faict ou conclu entre aucuns perſonnages de leur heritage ou autre bien, celuy qui veut liurer le marché auant que pouuoir intenter pourſuite pour raiſon d'iceluy, eſt par la Couſtume tenu de endedans le iour mis & accordé entre eux pour le furniſſement dudit marchié mettre en main de Iuſtice par nombre, poids ou meſure, la choſe par luy vendue ou eſchangee ſe faire ſe peut, ou ſinon, ſi comme ou cas que ce fut heritage ou choſe non conſignable, offrir, la liurer promptement, & ſ'il eſtoit acheté à pris d'argent faut que en dedans ledit iour, il conſigne les deniers que auroit porté ledit marchié, ſi auant que ledit pris ſeroit à payer promptement, & le faire ſignifier à ſa partie auſſi en dedans iceluy iour, autrement ledit iour paſſé, ſans auoir faict leſdits deuoirs, ladite partie defaillante ne ſeroit receuable d'en faire pourſuite ne pooir demander aucuns intereſts par faute de furniſſement dudit marché. Art. 3. Quant aucun manant ou autre faict achat de quelque marchandiſe, ſoit de grains ou d'autres choſes partables & diuiſibles, pour reuendre, tous Bourgeois preſens, en faiſant ledit marchié y peuuent prendre part ſe bon leur ſemble: & faut que l'acheteur leur communique leur marchié en payant leurs cots & part d'iceluy. Art. 4. Et ſ'il aduenoit qu'vn manant achetaſt en iour de marchié quelque notable quantité de grains ou autre denree, & que en icelle autres manans vouſiſſent auoir part, l'acheteur aura les deux premiers taſieres & ainſi conſequẽment, iuſques à ce que chacun deſdits manans requerans ſoit pourueu ou cas que tant y en ait: & ſi plus y en auoit, l'acheteur recommençeroit, comme deſſus eſt dict.

Vendeur de vin combien de tẽps eſt tenu de le garder.

SENS Tit. 21. Art. 256. Le vendeur de vin n'eſt tenu le garder outre † vingt iours. Et ſi l'acheteur ne le leue dedans leſdits xx. iours, il perd ſes arres, ſi aucunes en a baillees: & peut le vendeur reuendre ledit vin à autre: mais ſ'il ne l'a reuẽdu il ſera tenu le bailler au premier acheteur, ſ'il le requiert, en payant. Art. 260. Vn

† *Ce mot, xx. eſt mis au lieu du mot, xl.*

Source : BIU Cujas

Vendeur de cheuaux de quels vices eſt tenu.

vendeur de cheuaux n'eſt tenu des vices z d'iceux: excepté morue, pouſſe, & courbature: ſinon qu'il les ait vẽdus ſains & nets. Car en ce cas, il eſt tenu de tous vices †† apparens & non apparens.

†† Ces mots, apparẽs & non apparens, ont eſté mis au lieu de ce mot ancïẽ, latens.

AVXERRE Tit. 6. Art. 141. p. *à Sens.* Art. 256. iours † à compter du iour de l'achat & pris arreſté, ſ'il &c. vendeur ſans autre ſommation le reuendre à autre ſi bon luy ſemble: ſauf neantmoins ſon recours pour ſes dommages & intereſts, tãt à l'encontre du marchant, que du courratier, & chacun d'eux ſeul & pour le tout. Art. 142. Et apres †† ledit vin vendu, bien & deuëment remply pour vne fois en la preſence du marchant, ou du courratier facteur ou commis, ne ſera tenu le vendeur y fournir par apres, ny bailler autre remplage, ny ſemblablement entretenir de reliage a ny autre choſe neceſſaire à la conſeruation d'iceluy: qu'il aura eſté marqué: mais demourera deſlors au peril & fortune du marchant acheteur: ſuppoſé qu'il ſoit encores en la caue & poſſeſſion du vendeur. Art. 143. Le marchant ou courratier iuré, ne peut renoncer au marché, qu'il a faict auec le vendeur de vins, ſinon qu'il ſe trouuaſt, qu'en marquant le vin acheté, il y euſt du vin vitié, ou qu'il ne ſuiuit en cuuee la piece de vin gouſtee & veuë en faiſant ledit marché. Art. 144. Aucun ne peut vendre vin renouuellé, ſinon qu'il le declare au marchant & courratier: ſur peine de confiſcation du vin & de l'amende. Art. 148. Nul ne peut faire cuuee de vin amaſſé aux eſtappes: mais doit delaiſſer ledit vin ainſi qu'il l'a acheté par le menu: ſ'il faict le contraire, il ſera confiſqué. Art. 151. † p. *à Sens.* Art. 260. nets. Auquel cas. &c.

†† Les Ar. 142. 143. 144. & 148. ont eſté de nouuel introduits.

Vendeur ayant rempli vne fois le vaiſſeau en la preſence du marchãt ou courratier, n'eſt plus tenu du remplage ny reliage.

Marchant ou courratier de vin ne peut renoncer au marché: ſinon &c.

Vin renouuellé ne ſera vendu ſinon en le declarãt au marchãt ou courratier.

Cuuee de vin acheté aux Eſtappes defendues.

TROYES Tit. 11. Art 203. Quand aucun demeurant à Troyes ou à iv. lieues à l'enuiron vend vin en gros en la ville & banleuë de Troyes, & l'acheteur le debite au dit Troyes ou en ladite banlieuë: ledit acheteur eſt tenu rendre & reſtituer au vendeur les vaiſſeaux, apres que le vin eſt debité: ſuppoſé qu'il ne ſoit dit ne conuenu en faiſant ladite vendue. Et ſ'il eſt debité hors ladite ville & banlieuë, ledit acheteur n'eſt tenu rendre leſdits vaiſſeaux. Et telle eſt la Couſtume de ladite ville.

BOVRBONNOIS Chap. 12. Art. 87. p. *à Sens.* Art. 260. des vices: excepté de morues, eſpouſſes, corbes & corbatures &c. nets: auquel cas il eſt tenu &c. vices latens & apparens viii. iours apres la tradition.

CAMBRAY Tit. 21. Art. 5. Vn vendeur de cheuaux n'eſt tenu à intereſt ou reſciſſion de contract pour vices: excepté de morues, eſpouſſes en dedans iv. iours.

BAR Tit. 14. Art. 197. Vendeur &c. p. *à sens.* Art. 256. ne ſera tenu &c. plus de xv. iours, & perd l'acheteur ſes arres, ſ'il ne le prend dedans ledit temps, ſoit que le vin ſoit reuendu ou non, ſ'il n'y a conuention ou ſommation en Iuſtice au contraire. Art. 204. Vendeur &c. p. *à sens.* Art. 260. d'autre vice que de morue &c. n'eſtoit qu'il les euſt vendus &c. auquel cas &c. & non apparens, & ce dedans xl. iours apres la vendition & deliurance.

Porcs vendus au marché langayez, eſtant trouuez meZeaux, n'eſt l'acheteur tenu de les prẽdre: & encores qu'ils ayẽt eſté langayez, ſe ils ſe trouuẽt meZeaux au corps ou iambons, le vendeur les reprendra.

ORLEANS Tit. 19. Art. 425. Quand aucun achete des porcs au marché, apres qu'il les a achetez, il les faict langayer: & ſi le langayeur trouue qu'ils ſoient mezeaux, ledit acheteur ne ſera tenu les prendre, ſi bon ne luy ſemble. Et eſt deu au langayeur de chacun porc, v. den. t. Et combien qu'en langayant leſdits porcs ne ſe trouuent mezeaux: neantmoins ſi l'acheteur les faict mener, tuer & ouurir: & que en ce faiſant iceux porcs ſe trouuent mezeaux par dedãs au corps ou iambons ledit acheteur ne les prendra ſi bon ne luy ſemble: & en ſera quitte en les rendant à ſon vendeur, lequel eſt tenu de les prendre. Et ſ'il eſt trouué qu'en la langue y ait des grains de mezellerie, ledit langayeur ſera tenu de les prẽdre, & en bailler l'argent audit vendeur, & en acquiter ledit acheteur. Auſſi doiuent leſdits vendeur ou langayeur payer les frais faicts par ledit acheteur: & faut que ladite langue demeure attachee auſdits porcs ſans l'arracher: autrement n'en ſeront tenus le vendeur ne le langayeur. Auſſi ſi en langayant le porc ſe trouue mezeau, le langayeur ſera tenu fendre l'oreille au porc pour marque, à †† peine de xv. ſols t. d'amende pour chacun porc. Art. 426. Si celuy qui tue vn porc arrache la langue ſans aduertir l'acheteur & luy denoncer qu'il y a des grains en la langue ou aux iambons ou dedans le corps, il eſt tenu prendre le porc: & en payera à l'acheteur les deniers à quoy ledit porc auroit eſté acheté; enſemble les frais faits par l'acheteur, & par priſon. Art. 427. Les langayeurs en marché ſont reſponſables & tenus l'vn pour l'autre ſolidairement.

Langayeur a v. den. pour porc langayé.

Langayeur comme eſt tenu de prẽdre les porcs meZeaux.

Langayeur tenu de fendre l'oreille au porc

DVNOIS Chap. 17. Art. 90. Langayeux qui ont langayé porceaux, & aſſeurez ſains, ſ'il eſt trouué en les tuant, qu'ils ſoient mezeaux en la langue, ils ſont tenus de les prendre, & reſtituer le pris à l'acheteur. Et ſ'il n'y a rien en la lan-

z Vlp. in l. Aediles 38. in princ. D. de æd. ed. Qui iumenta vendunt palam recte dicũto quid in quoque eorum morbi vitiique ſit &c. in §. 1°. Non tantum autem ob morbũ vitiúmve redhibitio locum habebit in iumentis, verumetiam ſi contradictum promiſſúmve, erit locus redhibitioni, exẽplo mancipiorum.

a L'acheteur apres auoir gouſté du vin, & qu'il l'a approuué & trouué bon, le vin eſt à ſes perils & fortunes, ſi le marché eſt parfait & accompli l. 1. & 14. in fine D. de peric. & comm. rei vend. & l. 2. C. eod. tit. ſi le vendeur ne ſcauoit que dãs peu de iours le vin ſe pourroit tourner ou gaſter ou bien que ſa bonté ſe pourroit bien toſt diminuer. Auquel cas il eſt tenu aux dommages & intereſts de l'acheteur. Gaius in l. ſi vina 15. D. de peric. & comm. rei vend. Si toutesfois le vẽdeur pour vn temps a promis de le garder le vin en ſa caue, il en eſt tenu durant ledit temps: mais non apres iceluy expiré d. l. 1. Quid ſi les cõtrahans n'ont exprimé le temps: le vendeur ne ſera point tenu, apres les ſommations faites à l'acheteur de oſter & faire tirer de la caue ou celier le vin par lui acheté. l. 1. §. 4 & l. 4. §. vlt. 16. & 17. D. eod. titulo.

Source : BIU Cujas

trouue mes ieau.

†† *Ces mots, à peine &c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez à ceſt Art. 425. qui eſtoit le 334. Art. ancien pour auoir lieu à l'aduenir.*

De celuy qui tue le porc ſans aduertir l'acheteur qu'il y ait des grains a la langue &c.

Langayeurs tenus ſolidairement.

Langayeurs comme ſont tenus de prendre les porcs ou le vendeur.

gue, & il a dedans le corps, iambons & ailleurs, le vendeur ſera tenu le prendre & reſtituer les deniers.

S. Sever Tit. 7. Art. 1. Marchant ou autre vendeur de pourceaux, ſi dedans ix. iours apres la vente, ſont trouuez ladres, doit reprẽdre leſdits pourceaux ladres, & rendre l'argent qu'il en aura eu, ſ'il n'ayme mieux rendre à l'acheteur le tiers du pris.

Marchant de porceaux les doit reprendre ſ'ils ſe trouuent ladres dans ix. iours.

Monstrevl Art. 17. Tout vendant viures publiquement, b comme Tauerniers, Cabaretiers & autres ſont receus à affermer leur venel, qui eſt de v. ſols Par. vn den. Et eſt adiouſté foy pour leurs fermiers à icelle ſomme, & n'y a aucuns deſpens.

Serment des Tauerniers, Cabarettiers & autres vendans viures publiquement pour la vẽte iuſques à v. ſols Par. vn den.

Bovllenois Tit. 21. Art. 149. Chacun Tauernier & Cabaretier vendant viures en detail, eſt creu par ſerment de la vente par luy faite, iuſques à v. ſols vn den. t.

Desvrene Art. 6. Si aucun faict adiourner pour ſon * voël, il pourra affermer à vne, deux ou trois fois, iuſques à xv. ſols iii. den.

* *Legendum, venel.*

Nivernois Chap. 28. Art. 1. Vn Hoſtelier ou Tauernier public bien renommé eſt creu par ſon ſerment de la deſpence faite en ſon hoſtel, iuſques à v. ſols t. Art. 2. Le Tauernier qui vend vin en tauerne, ſ'il reçoit gage pour vin vendu & deliuré, il peut vendre ledit gage tantoſt apres que le tonneau de vin eſt vendu ſans offenſe de Iuſtice, & ſans ce qu'il ſoit tenu faire à ſçauoir la vente, à ceux qui l'ont mis en gage. Art. 3. Le Tauernier, Hoſtelier ou autre, qui aura mis ou expoſé en vente vn vaiſſeau de vin, ne pourra ſurcharger d'autre vin, ny en iceluy vaiſſeau mettre autre vin, n'y faire aucune braſſerie: ſur peine de perdition & confiſcation deſdits vin & vaiſſeau & amende arbitraire enuers Iuſtice. Ch. 29. Art. 1. Marchans & marchandes publiques bien renommez, ſont creuz de ce qu'ils ont preſté iuſques à v. ſols t.

Hoſtelier ou Tauernier public, creu de la deſpence iuſques à cinq ſols.

Tauernier ayãt receu gage pour vin vendu en ſa Tauerne le peut vendre, apres le tonneau de vin vendu.

Tauernier ou autre ayant mis & expoſé vin en vente, ne le peut ſurcharger d'autre vin, ny faire aucune Braſſerie.

Marchans & marchandes publiques creuz iuſques à v. ſols.

Montargis Chap. 18. Art. 6. Vn Tauernier vendant & detaillant pain & vin peut pourſuir vne ou pluſieurs perſonnes, qui ont beu & mangé en ſa maiſon. Et de la deſpence qu'ils y auroient faite, en eſt creu, iuſques a cinq ſols: pourueu qu'ils confeſſent, & ſoit prouué, qu'ils y ayent beu & mangé depuis demy an. Et peut ledit Tauernier deſgager en ſa maiſon, celuy ou ceux qui auront beu & mangé, ſ'ils refuſoient de payer: qui n'a priuilege au contraire. Et deſgagera ledit Tauernier, le dernier qui demoure en ſa maiſon pour tous les autres, qui ſen ſeroient allez, ſans payer leur eſcot. Art. 7. Si de l'hoſtel d'vn Tauernier eſt baillé & porté hors pain, vin ou viande puis demy an, il eſt creu de l'eſtimation par ſon ſerment iuſques à v. ſols: pourueu qu'il ſoit confeſſé & prouué.

Tauernier cõme peut pourſuiure ceux qui ont beu & mangé en ſa maiſon puis demy an.

Tauernier peut deſgager le dernier pour tous.

Blois Chap. 22. Art. 243. Vne perſonne qui vend pain & vin à detail, peut faire conuenir celuy qui a faict la deſpence en ſa maiſon au dedans de quarante iours de ladite deſpence, & en doit eſtre creu par ſerment iuſques à v. ſols & au deſſous.

Serment du Tauernier iuſques à cinq ſols.

Rve d'Yndre Chap. 27. Art. 24. Et ſont les Tauerniers creuz en leur ſerment, en l'action qu'ils feront à aucuns pour deſpence faicte en leur hoſtel, iuſques à v. ſols t. pourueu qu'ils intentent ladite action dedans l'an & iour, à compter du iour que la deſpence en ſera faicte: & que le Tauernier public: c'eſt à dire qu'il vende continuellement pain & vin en detail, & qu'il ſoit bien famé & d'honneſte vie & conuerſation.

b Ces ſermens priuilegiez ſont introduits en faueur des marchãs pour retrancher vne infinité de petits procés qui ſe pourroient mouuoir & intenter pour peu de marchandiſe. Quelques Couſtumes veulent que le marchant Tauernier ou Hoſtelier ſoit bien famé & renommé: Secundò, que celuy qui a pris la marchandiſe ou faict la deſpenſe, ayt de Couſtume de prendre marchandiſe en la boutique du marchant qui faict ledit Serment: ou prendre du vin ou faire deſpence chez le Tauernier ou Hoſtelier. Tertiò, que les marchans y viennent dans certain temps, comme de quarante iours Blois chap. 22. Art. 243. trois mois Bourbonnois Chap 6. Art. 49. Auuergne Chap. 3. Art. 2. la Marche chap. 1. Art. 9. puis demy an Montargis chap. 18. Art. 7. dedans l'an & iour, la Rue d'Yndre chap. 27. Art. 24. Or ces Sermens, ſont admis pour petite ſomme, parce qu'encores que les marchans ou Tauerniers ſoient publics, ſi eſt ce que pour ſi petite choſe ils n'appellent teſteſmoins pour donner leurs marchandiſes ou denrees. Alexander in Addit. ad Bartol. in l. vn. C. de ſent. quæ pro eo quod intereſt proferuntur dit qu'és choſes de preuue difficile, on admet facilement le ſerment de la partie. Iaſo in l. de pupillo. §. ſi quis prætori D. de noui op. nunt. & Bart. in l. illa ſtipulatione D. de verb. obligat. tiennent que les preuues par coniectures ſont admiſſibles, quand la preuue eſt difficile pour choſes qui peuuent aduenir communement. Ce qui eſt fort bien remarqué par Beſſianus ſur la Couſtume d'Auuergne. Bartole tient auſſi que les cauſes legeres & de peu d'importance ſe peuuent vuider par ſerment de partie in l. ſi quis pro redemptione §. pen. C. de donat. Bartol in l. legatis. D. de leg. 3. parle de ceſte forme de Serment deferée aux Marchans. Au reſte les Couſtumes parlans de Marchans Tauerniers ou Hoſteliers, ſ'entendent auſſi des marchandes Hoſtellieres ou Tauernieres, comme il eſt facile à conclurre eſtant le feminim contenu ſous le maſculin.

Bourbonnois

Source : BIU Cujas

BOVRBONNOIS Chap.6.Art 49. Hostelliers, Tauerniers & Reuendeurs publiques sont creuz par leur serment des viures & marchandises prinses en leur maison, comme pain, vin, huille, chandelle, espicerie, & autres denrees vendues à destail, iusques à v.sols, dedans † trois mois, à compter du iour qu'elles ont esté baillees: pourueu que le marchant qui les aura baillees soit de bonne renommee & ne sont pource condemnez les defendeurs és despens: & auant ledit serment faict, peut le defendeur alleguer & prouuer payement, si bon luy semble, par vn seul delay seulement.

† *Cest Ar.49. est accordé pour Coustume nouuelle en ces mots* dedans trois mois. Et ne sõt pource condẽnez les defendeurs és despens.

AVVERGNE Chap.3.Art.2.p.*à Bourb.* Reuendeurs & Regratiers, leur maison iusques à la somme de v.sols, en les demandant & poursuiuant dedans trois mois &c. qu'ils les ont baillees, si iceux à qui lesdits viures & marchãdises sont demandees, ont accoustumé frequenter les maisons des dessusdits, & prendre viures & denrees d'eux.

LA MARCHE Chap.1.Art.9. Le Iuge peut decider la cause des Hosteliers, Tauerniers, Regratiers ou Reuendeurs publiques par leurs sermens, iusques à vii.sols †† & au dessous, des viures & choses prinses en leurs maisons en les demandant dedans iii.mois: en affermant aussi par eux que les dessusdits ont accoustumé frequenter leurs maisons, & prendre viures & dérees, & autresfois ont esté leurs creanciers.

†† *Ces mots,* vii sols *sont mis au lieu des mots anciens,* v.sols.

POICTOV Tit.1.Art.79. Aussi sera creu par son serment, sans autre preuue vn marchant public, qui a pain & vin à vendre & autres denrees, iusques à v.sols inclusiuement & au dessous: s'il preuue que celuy à qui il demande lesdits v.sols, a accoustumé prendre les denrees a creance chez luy.

BRETAGNE Tit.8.Art.161. Quand † aucun prend menues marchandises de ceux qui les exposent en vente, par fois iusques à xii.den.par.autresfois plus ou moins, iaçoit que le preneur desdites denrees le reniast, le bailleur en sera creu par serment, iusques à la valeur de xx.sols monnoye, pour le tout & non plus. Et tout ainsi est ordonné des negociateurs & despensiers de maisons, comme ceux qui achetent pain, vin, chandelle & autres prouisions ou payent ouuriers, lesquels seront creuz par serment, contre ceux, pour lesquels ils auront fait la despence & mise, iusques à pareille somme de xx.sols monnoye.

† *Cest Art. 161. corrige & reforme le 169. Art. ancien.*

IX.SENS Tit.21.Art.252. En d vendition de chose mobiliaire, n'eschet rescision de contract pour deception d'autre moitié de iuste pris. Autre chose est en vente d'heritage ou chose immeuble. e

Rescision de cõtract pour raison d'outre moitié de iuste pris, n'a lieu en vente de chose mobiliaire: ains seulemẽt en immeubles.

AVXERRE Tit.6.Art.136.p.*à Sens.* n'a lieu r.d.c. par deception &c. iusques à ce mot, *pris*, inclus.

BAR Tit.14.Art.200. Deception d'outre moitié de iuste pris ne se propose en chose mobiliaire: ains en vente d'heritage ou autres immeubles: pour la garandie &c. *mis cy dessus partie premiere Tit.xxi.nombre.*

ORLEANS Tit.20.Art.446. En alienation de meubles, le benefice de restitution & action rescissoire n'ont lieu, quand les parties sont capables de contracter.

BOVRBONNOIS Chap.12. Art.86. Rescisions de †† contracts d'outre moitié de iuste pris & autres benefices de restitution, n'ont lieu en vente de chose mobiliaire particuliere, ny en vente ou f louage de fruicts d'heritages faits a trois ans ou au dessous. Chap.29.Art.487. En heritage vendu & adiugé par criees, g & interpositions par decret solemnel, le remede de rescision d'outre moitié de iuste pris n'a lieu.

†† *Les Ar. 86.& 487. ont esté accordez pour Coustume nouuelle.*

Deception d'outre moitié de iuste pris, n'a lieu, en vente ou louage de fruicts d'heritages faits à trois ans & au dessous.

AVVERGNE Chap.16.Art.9. Rescision d'outre moitié de iuste pris n'a point de lieu en vente de chose meuble: n'en vente de fruicts & louages faicts a trois ans & au dessous. Art.17. Si aucun aliene heritage a faculté de rachat, ou si en faisant ladite alienation y a deception d'outre moitié de iuste pris, ou que le contract soit rescindable pour quelque autre cause, h si l'acquereur se demet a autre de la chose acquise, le vendeur pourra addresser ses remedes de droict, non seulement contre le premier acquereur, mais contre les derniers detenteurs & chacun d'eux. Art.18. En faisant aucun contract de vendition, s'il y a deception d'outre moitié de iuste pris, auec faculté de racheter, & que le vendeur demeure detenteur de la chose vendue, est nul. Et est l'acheteur tenu compter les fruicts qu'il a receus par louage ou autrement au sort principal. Art. 22. En vendition faicte par criees, rescision d'outre moitié de iuste pris n'aura lieu dorenauant contre les venditions faites par decret.

Rescision d'outre moitié de iuste pris, n'a lieu en heritage adiugé par decret de Iustice.

LA MARCHE Chap.16.Art.112.p.*à Auuergne.* Art.9. chose mobiliaire n'en vente ou louage de fruicts à ix.ans † & au dessous. Art.118.p. *à Auuergne.* Art.17.

Rescision du contract se peut

d La Rescision d'autre moitié de iuste pris n'a lieu en chose mobiliaire: & aucuns en rendent ceste raison, que meubles ne ont point de suitte. Cuias lib 16. Obs. cap. 18. & lib 2. Notat. cap. 12. Robert tient le contraire 2. Animadu. cap. 12. Mais du Moulin sur la Coustume de Paris Art. 21. nombr. 47. veut qu'elle ait lieu en meubles precieux de grand valeur, & non en autres meubles. Berri Tit. 2. Art 33. mis cy dessous par lequel il se cognoist qu'en alienations de meubles ou Baux à ferme d'heritages faits à moins de temps de dix ans, par maieurs capables de contracter, n'y a lieu de rescision: sinon en cas de dol ou fraude, ou alienation d'vniuersité de grans meubles ou precieux. Masuer Tit. 23. nomb. 43. Accurse ad d. l. 2. tient qu'elle a lieu en chose mobiliaire, laquelle opinion est suiuie par Bartole & autres Docteurs tant modernes

Source : BIU Cujas

qu'anciennes. Mais cela n'est receu en France. In legibus Boiar. cap. 15. Venditionis hæc forma seruetur vt seu res seu mãcipium, vel quodlibet genus animalium venditur, nemo propterea firmitatem venditionis inrumpat, quod dicat se vili pretio vendidisse.

intenter contre l'acquereur en deux cas.

† *Ces mots, neuf ans, sont accordez pour nouuelle Coustume, & mis au lieu des mots anciens,* trois ans.

e L. 2 C. de rescind. vend. l. 3. C. si maior factus alien. cap. pen. extra de empt. & vend & Nou. Roman. Sen. de resc. vend. on demande comme se doit entendre ceste deception quand elle est moindre que la moitié du vray & iuste prix : qui se doit entendre & rapporter au temps de la vente, de laquelle on demande la rescision vt est in l. 8. C. De resc. vendit. ibi nisi minus dimidia iusti pretij, quod fuerat venditionis tempore, datum esset, electione iam emptori præstita seruanda. La moitié du pris n'est pas le iuste pris, mais l'entier & loyal pris : & n'a lieu en la rescision des contracts pour deception d'outre moitié de iuste pris, le supplement que l'acheteur voudroit faire, minus pretium esse videtur, si nec dimidia pars veri pretij soluta sit d. l. 2. Au reste par Arrest solemnel prononcé le 13. Decembre 1572. a esté iugé que le benefice de la loy seconde C. de resc. vend. n'a point de lieu, in re incerta, tanquam iacturetis, & vniuersali vt in hereditate vendita. Et estoit le cas, vn cessionnaire ayant obtenu lettres en premiere instance par deuant le Bailly de Laon pour estre releué de la vendition de certain droict successif par son cedant fondees sur lesion. Les lettres ayans esté enterinees. Appel. Par Arrest l'appellation & ce mise au neant fut dit que l'intimé ne faisoit à receuoir. Autre Arrest solemnel prononcé par Monsieur de Morsan le 29. Mars 1580 contre vn heritier ayant vendu son droict & donné le surplus en supplement, & voulant estre releué pour lesion d'outre moitié de iuste pris. Et fut la Sentence du Seneschal de Lyon infirmee, & fut ledit heritier declaré mal fondé & qu'il ne pouuoit estre releué. Ladite loy 2. n'a lieu en telle vente de chose incertaine & generale.

f Les Docteurs ont amplement traicté ceste question : sçauoir si la loy 2. C de rescind. vend. auoit lieu pour l'acheteur, comme pour le vendeur. Accurse & plusieurs autres tiennent qu'elle a lieu aussi bien pour l'acheteur que pour le vendeur. Cuias au contraire au lieu susdit dit qu'elle n'a lieu pour l'acheteur. On peut demander si elle a lieu en louage ou bail à ferme Accurse & Faber in l. si olei C. de locato & l. si ea pactione C. de vsuris qui tous deux resoluent qu'ouy : pour la grãde affinité & proximeté des deux contracts & iisdem regulis videntur consistere l. 2. D. locat. §. 1 Inst. de locato & cond. Aucuns adioustent l. 1 §. 13. D. si quid in fr. patr. Du Moulin sur l'Art. 22. nomb. 41. ne le nie point : mais il dit que seulement le supplement doit auoir lieu en argent : & partant que la rescision ne doit estre receue contre l'intention des parties contrahantes & la nature de l'acte. Ce qui se garde, les Chancelliers ont tousiours refusé telles lettres pour louage & Baux à ferme. Et ces Coustumes de Bourbonnois, Auuergne, La Marche specialement ordonnans que la rescision n'aura lieu és louages de fruicts n'excedans trois ans, monstrent qu'elle à lieu és louages faicts à plus longues annees. Vide Masuer. in § item pro re mobili Tit. de empt. Bald in l. 2. C. de resc. vend. & Bart. in l. item si pretio §. vlt. D. locati. Et le 7. Mars 1574. par Arrest fut confirmee vne sentence des Requestes, par laquelle ils auoient receu le faict proposé par vn nouuel Abbé de S. Quentin, pretendant auoir esté induit à faire vn Bail par le dol & fraude d'vn fermier, & les parties appointees en droict, a escrire & informer, & l'appellant fut condamné en l'amende & és despens de la cause d'appel. Par ceste Arrest on cognoist que rescision de contract en location comme estant de meubles & fruicts n'a pas lieu ex capite læsionis, sinon quant l'impetrant met en faict qu'il a esté induit à faire le Bail par dol & fraude. Ce temps de restitution contre promesse obligation ou vente ne se prend que du iour du contract de ratification : & dedans les dix ans ne sont compris les temps de guerre & autres iustes empeschemens ainsi qu'il a esté iugé le 1. Aoust. 1583. sur vn appel du Preuost d'Orleans Conseruateur des priuileges scholastiques plaidant Dubuisson. Voyez Chopin liure 3. des Coustumes d'Aniou. Tit. 5. cap. 2.

g L. quæcumque 5. C. de fide & iure fisc. hastæ. l. si hypothecas 8. C. de remiss. pign. l. vlt. C. si propter publ. pensit. Ceste exception pour les choses adiugees par Decret & auctorité de Iustice, est notee par plusieurs Docteurs.

h Les Coustumes d'Auuergne & la Marche notent deux cas esquels la Rescision du contract a lieu contre le successeur ou acquereur singulier. Ce qui est contre le droict commun. Actiones enim personales non transeunt contra singulares successores l. 1. §. si hæres D. ad Trebel. vbi, neque æris alieni personalis actio fundum sequitur. Le premier cas est en vente faicte à faculté de rachat auec deception d'outre moitié de iuste pris, & ayant aliené ou vendu par dol ou fraude, videtur possidere l. qui dolo & l. parem D. de reg. iur. l. 2. §. 42. D. Nequid in loco, pub. l. 2. §. 1. D. de nox. l. 25, D. de pet. her. l. 25. D. Quod vi aut clam. l. 2. D de priu. delict. cap. possessore. De reg. iur. in 6. Par le droict ciuil actio in factum datur aduersus quosuis possessores l. vn. C. de alien. iud. mul. causa f. actio in rem, possessorem tenet. l. 1. C. vbi in rem & est ex possessione l. 24. D. de iudic. Le second cas est quãd le contract est de soy suiet a rescision, comme estant vsuraire & nul de soy de droict & Coustume. Le contract est reputé vsuraire ou par engagement & pignoratif, quand trois choses sont concurrentes ensemble, la vilité de pris, la faculté de racheter, & la coustume d'exercer vsures cap. ad nostram. De empt. & vend. cap. cum constet. & cap. illo vos. De pign. extra Decius Cons. 167. Si la vendition ou alienation est nulle, l. emptor. D. de aquæ & aq. pl. ar. l. 3. C. Plus val. quod agitur. l. imaginatia. D. de reg. iur. Les fruicts doiuent estre restituez par l'acheteur l. 2. & 6. C. de pactis int. empt. & vend. sans que l'acheteur puisse pretendre que les louages soient siens : & s'il les a receu, les doit imputer au sort principal, ne ex delicto meliorem suam conditionem faciat. l. non fraudantur. D. de reg. iur. Belsianus, Aymo. sur la Coustume d'Auuergne, & Callæus sur celle de la Marche. Il y a plusieurs autres cas esquels le remede rescisoire de outre moitié de iuste pris n'a lieu, comme quand il y a prescription de trente ans ou autre introduite par les Coustumes. Item quand la chose a esté alienee par transaction contre l'opinion de Cynus, Salyc. & autres Docteurs. Le Roy Charles 9 1560. par ordonnance faicte expressement pour le faict des transactions entre maieurs, veut qu'on ne puisse venir contre icelles mesmes sous pretexte de lesion d'outre moitié de iuste pris, ou autrement : cap. constitutus De relig. dom. Glossa. in cap. pen. D. de empt. & vend. Roll. à Valle. 1. Consil. 59. num. 10. & 18. Mynseg. 1. Resp. 12. Ie ne veux oublier que par l'Ordonnance toute Rescision de contracts se doit poursuiure dedans les dix ans. Louys 12. 1510. Art. 46. François 1. 1535. chap. 8. Art. 30.

& en faisant l'alienation &c. & que l'acquereur se demette à autre personne de la chose acquise, le vendeur &c. & chacun d'eux. Aussi font les S. ou lignagers quand à demander aucune chose par retraict ou prelation. Art. 119. Si en faisant aucun contract par forme de vente, & y a faculté de rachat donné par mesme contract, ou tantost apres & deception d'outre moitié de iuste pris : & que &c. p. *à Auuergne.* Art. 18. Louage ou autrement, le contract en est reputé nul, & & doit l'acquereur compter au sort principal les louages & fruicts qu'il en aura receus. Art. 122. En vendition de chose venduë par criees & interposition de decret, rescision d'outre moitié de iuste pris n'a poinct de lieu.

Source : BIU Cujas

CAMBRAY Tit 21. Art.3.p. *à Bourbon.* Art.86.pour lesion &c. pris n a lieu &c.mobiliaires ja liurees & payees. Art.4. En vendition publiquement & solemnellement faite par subhastation & criees, ladite rescision pour raison de la moitié de iuste pris,n'a lieu.

BERRI Tit.2.Art.33. Les contracts contenans alienation de choses meubles,ou bail à ferme d'heritage à moins de x.ans faits par maieurs & par personnes capables a contracter,sont bons & valables:sans ce que l'on puisse demãder la rescision d'iceux:sinon qu'il y eust dol ou fraude,du costé de celuy, auquel est faicte l'alienation dudit meuble ou bail a ferme a moindre temps que de x.ans, Excepté †† ou il seroit question de l'alienation de l'vniuersité de grans meubles, ou de meubles precieux de grande valeur:éſquels la rescision aura lieu, comme en alienation de choses immeubles.

BRETAGNE Tit.15 Art.295.En † contrats de chose mobiliaire,autre i que de transaction,de quelque somme que ce soit,on pourra pour iuste cause demander la rescision,en intimant & declarant a la partie dedans xxiv. heures, qu'on ne la veut tenir.Et si l'vne des parties demandoit la rescision pour deception d'outre moitié de iuste pris,elle n'y sera reçeuë au dessous de cent liures. Et si le contract excede ladite somme,pourra demander ou la rescision ou le supplement de iuste pris.Et n'est tolluë la redhibitoire, qu'elle ne se puisse intenter dedans xv. iours pour cheuaux,& autres choses dedans vi.mois k Art.296. Ne pourront † les mineurs estre releuez des contracts par l eux faits pendant le temps de leur minorité, apres l'aage de xxxv. ans parfaict & accomply. Tit.22. Art.492. Le mineur deceu,peut pendant sa minorité estre restitué pour raison m de la deception,† erreur ou faute faicte par son Tuteur ou Curateur.Et pource faire luy doit estre pourueu de Curateur *ad causam.* Ar.511.Si †† le Tuteur ou Curateur cognoist que son mineur est deceu par son faict ou autrement,il peut demander restitution Art.512.Et au cas que ce qu'il auroit faict,seroit reuoqué, le Tuteur ou Curateur sera tenu a desdommager la partie.

X. AVXERRE Tit.6.Art.145. Nul † ne sera tenu prendre courratier si bon ne luy semble,soit en la ville ou ailleurs. Art.146. Tellement qu'il est loisible a l'acheteur de s'addresser a qui bon luy semblera, pour faire l'essay & achat du vin, sans toutesfois que celuy a qui l'acheteur se sera addressé, s'il n'est courratier iuré, puisse exiger aucun salaire du vendeur n'autre. Art.147. Le Courratier est tenu de laisser au vendeur vn billet contenant l'achat du vin, signé de luy & daté du iour de la vente.

REIMS Tit.16.Art.399. Les †† Courtiers de vin, qui conduisent marchãs forains ou autres achetans vins,apres le pris faict & conuenu, seront tenus de payer ledit pris,& se pourront les marchans vendeurs addresser contre eux pour le payement d'iceluy pris:sinon qu'il en fut autrement conuenu entre le vendeur & l'acheteur.

NIVERNOIS Chap.32. Art.21. Prosenetes, courratiers & autres commis a vendre marchandises a eux baillees, seront contraints rendre les marchandises, ou le pris qu'ils en auront receu par prinse & detention de leurs personnes, la chose cognuë sommairement ou confessee.

DVNOIS Chap.17.Art.89. Ceux qui sont Courratiers & mediateurs,de faire vendre ou acheter quelques biens,cheuaux ou marchandises,seront contraints a restituer ou bailler le pris,qu'ils en auront receu,par prison.

ORLEANS Tit.19.Art.429. Ceux † qui sont proxenetes,courratiers &qui s'entremettent moyennant salaire de faire vendre ou acheter bleds,vins, cheuaux ou autres marchandises,sont contraints rendre & restituer ladite marchandise ou le pris qu'elle aura esté venduë,& ce par prison:sans qu'ils puissent iouyr d'aucun respit ne du benefice de cession.

BERRI Tit.9.Art.31. Corratiers ou vendeurs de biens publiquement,qui ont accoustumé de ce faire, prenans la charge de vendre aucuns biens meubles, pourront estre contraints a volonté de celuy qui leur a baillé, luy rendre lesdits meubles incontinent qu'il les demandera,s'ils n'ont esté vendus ou le pris d'iceux si vendus ont esté:& ce par prinse & detention de leurs personnes:apres qu'il aura esté cogneu qu'ils auoient prins la charge de vendre lesdits meubles. Art.32. Et où lesdits courratiers & vendeurs ou vendereſſes auront fait esdites venditions aucune fraude ou tromperie,en applicant partie du pris à eux & recellant à celuy qui aura baillé lesdits meubles,serõt cõtraints par detẽtiõ de leurs personnes à le rẽdre:& neãtmoins cõdãnez en telle peine pecuniaire ou corporelle,selõ l'exigẽce des cas,qu'il appartiendra par raison,& de sorte que ce soit exemple aux autres.

Contracts faits par mineurs capables de contracter cõtenãs alienation de meubles ou bail à ferme:à moindre temps que de x.ans : sans qu'il y ait Rescision: sinõ qu'il y eust dol ou fraude : ou fut question d'vniuersité de grans meubles precieux de grande valeur.

†† Cest Ar.33. est nouel depuis ces mots, excepté où &c. iusques à la fin.

† Cest Ar.295. reforme l'Art. 282.ancien.

Redhibitoire pour cheuaux & autres choses.

†† Cest Ar.296 est de nouuel adiousté.

Mineurs ne seront releuez apres 35.ans parfaits & accomplis.

Mineur en quel cas peut estre restitué pendant la minorité.

† Ce mot, erreur, a este de nouuel adiousté.

†† Cest Ar.511 esclaircit le 484.Ar.ancien.

Tuteur ou Curateur peut obtenir lettres de restitution pour son mineur, deceu par son fait en desdomageãt la partie.

On n'est tenu prendre Courratiers.

† Les Art.145. 146.& 147. sõt de nouuel introduits.

Courratier iuré.

i Ces mots, autre que de trãsaction, sont adiousteż à cause de l'ordonnance du Roy Charles 9.1560.cy dessus alleguee.

k L.2.C.de ædil. act. l.19.§.6.l. 28. 48. & 55. D.de æd.edicto l.2.D. Quando de pecul.act. ann.sit.

l Cest Art.est tiré de l'ordonnance du Roy François 1.1539.Ar 134.

m Ceste Coustume est conforme au droit in l.2.C.si aduers.vẽd. & l.2.C.si aduers.vẽd. pign l.7.§.8.D.de minor.par lesquels passages il se cognoist que les mineurs sont restituez aduersus tutorum vel curatorum insidias vel cum sordes aut eui dens gratia Tutorum vel Curatorum docetur.vide l.2.& 3.C. de præd.minor.

Source : BIU Cujas

Courratier doit laisser vn billet de l'achat du vin, au vendeur &c,

†† *Cest Art.399. est de nouuel introduit.*

Courtiers de vin tenus de payer le prix de l'achat au vendeur.

Proxenetes & Courratiers commis à vendre marchandises, tenus de rendre les marchandises ou le prix par emprisonnement de leurs personnes.

† *Cest Art.429. a esté tiré du 338. Art. ancien: & ce qui est adiousté, sans preiudice du passé.*

Proxenetes & Courratiers ne peuuent obtenir respit ny faire cession pour la marchandise ou pris d'icelle par eux receu.

Courratiers faisans fraude és venditions contraints par prison à le rendre auec amende pecuniaire ou corporelle.

BOVRBONNOIS Chap.13. Art.131. p. *à Niuernois.* Art. 21. marchandises ou autres meubles sont contraincts, &c. marchandises à eux baillees &c. en ont reçeu &c. iusques à ce mot, *personnes*, inclus.

XI. MELVN Chap.11. Art.180. Debte deuë à cause de louage de maison, est tellement priuilegiee, que sur les biens trouuez en icelle maison, ledit n louage sera premierement payé, & auant toutes debtes tant soient elles priuilegiees. Art. 181. Debte †† deuë à cause d'heritages baillez à titre de ferme d'argent, moison de grain ou autrement, est tellement priuilegiee, qu'auant toutes autres debtes, elle doit estre payee sur les fruicts & reuenus desdits heritages baillez. Art 185. Les † louages des maisons & rentes se payerõt à iv. termes: à sçauoir és premiers iours de Ianuier, Auril, Iuillet & Octobre, s'il n'y a conuention au contraire. Art. 186. Le temps du louage fini, le conducteur aura viii. iours o pour vuider: autrement sera contraint par Iustice. Et ne sera le conducteur receu à alleguer que promesse de prolongation dudit louage luy ait esté faicte, s'il * n'en faict p apparoir par escrit: autrement apres commandement à luy faict de vuider, & au refus de ce faire, le locateur pourra, par Iustice, faire mettre ses meubles sur les carreaux.

SENS Tit.21. Art.251. Qui prend maison ou terre à louage, ferme ou moison à plusieurs annees, il n'est tenu de pleger q son marché, s'il n'a esté conuenu. Mais s'il defaut de payer la premiere annee, apres sommation sur ce faite, le Seigneur de l'heritage, le pourra mettre hors, s'il ne paye ladite annee, & le plege la subsequente, en garnissant ou baillant sur ce gages ou pleges. Art. 257. Louages de maisons, rentes foncieres & volages se payent à quatre termes, Noël, Pasques, S. Iean & S. Remy: s'il n'y a conuenance au contraire. Art.258. Qui † prend maison à louage a vne ou plusieurs annees, & le temps du louage passé, ne s'en depart: ains la tient sans nouuel marché, il payera le pris du louage a la raison du bail precedent pour le temps, qu'il en sera detenteur. De laquelle maison, ou cas de la continuation, le conducteur ne sera tenu vuider, s'il ne luy est denoncé trois mois auparauant, s'il se veut departir de ladite maison: autremẽt payera le prochain terme ensuiuant. Article deux cens soixante vn. Le conducteur peut †† deduire & rabbatre par ses mains sur les louages a son locateur, les reparations r necessaires, faictes & à faire en la maison en laquelle il demoure: pourueu que le proprietaire denoncé sur ce & interpellé ait esté refusant de les faire.

AVXERRE Tit.6. Art. 135. Si aucun prend maison ou terre a louage &c. p. *a Sens.* Art.251. d'appleger & cautionner son marché &c. ainsi conuenu &c. annee, † xv. iours apres sommation a luy faicte, a commencer du terme de ladite annee entiere escheu, le bailleur de l'heritage, le pourra mettre dehors: sinon que il applege les subsequentes annees, s'il veut continuer prinse. Art.140. Louages de maisons se payent a deux termes, c'est a sçauoir Sainct Iean Baptiste & Noël, s'il n'y a conuenance au contraire. Art.149. Qui loue maisons a vne &c. p. *a Sens.* Art.258. annees, si apres icelles passees il ne &c. depart, & il s'y tient s. nouueau marché & entre en l'annee ou terme premier, il sera tenu de payer le premier terme, & autres ensuiuans, tant qu'il y demourera & entrera esdits termes, au pris qu'il aura tenu la derniere annee precedente. Et en ce cas, ne pourra le locateur en mettre hors le conducteur durant chacun desdits termes, s'il ne luy denonce qu'il se pouruoye & departe xv. iours deuant le terme escheu. Et aussi est tenu le conducteur, s'il s'en veut departir le denõcer au locateur, xv. iours deuant le terme escheu, & a la fin d'iceux apporter les clefs de la maison, qui sera louee Art.152. †† p. *a Sens.* Art.261. pourueu que ledit locateur sommé & interpellé soit refusant &c.

BAR Tit.14 Art.195. Si le conducteur a faict des reparations necessaires, il les pourra deduire sur les louages: pourueu que le locateur ait refusé de les faire. Article cent nonante huict. L'acheteur f n'est tenu d'ester au louage de son predecesseur: se il n'y a speciale hypotheque. Art. cent nonante neuf.

n Voyez les Art. 161. 162. & 172. de Paris Tit. 8. cy dessous, auquel lieu il sera traicté de ceste question.

o Le conducteur apres le louage fini, peut estre expulsé, & n'est presumee la reconduction tacite és maisons de villes & fauxbourgs, que nous appellons prædia vrbana, l. legem 16. C. de locato l. item quæritur 11. in fine D. eod. tit. Guid. Pap. q. 48. à quoi est cõforme ceste coustume, comme plusieurs autres. A Paris si le locateur ne faict sortir son conducteur de sa maison apres le louage fini, il y a tacite reconduction pour trois mois. Car les louages de maison se payent en la ville de Paris, quatre fois l'an, de trois en trois mois. Ainsi à Sens Tit.21. Art. 258. Bar Tit.14. Art.102. Et à Auxerre Tit.6. Art.149. quinze iours deuant le terme. Et tout ainsi comme les conducteurs ne peuuẽt demeurer contre la volonté des locateurs, apres le louage fini: ainsi les conducteurs ne peuuent estre contraincts par les locateurs, à demourer & exploictet les choses donnees par adcense. Ce qui est decidé in l. inuitos 11. C. de locato. Et ainsi a esté dit in l. inuitũ 11. C. de contr. empt. Inuitum comparare vel distrahere postulantis desiderium, iustam causam non continet. & l. 13. & 14. C. de co. t.

Debtes deues à cause de louage de maison est priuilegee sur les meubles estans en icelle: idẽ en bail d'heritage à ferme d'argent ou moison de grain ou autrement sur les fruicts desdits heritages.

†† *Cest Ar.181 a esté mis pour interpretatiõ du 2. Art. de l'ancien Coustumier Tit. des Executions: & arresté pour auoir touſiours ainsi esté gardé & obserué.*

Louages & rentes se payent à quatre termes.

† *Ces deux Ar. 185. & 186. ont esté de nouuel adiousteż pour estre gardeż à l'aduenir.*

Cõducteur doit vuider huict iours apres le louage: & comme il peut estre contrainct.

* *Ces mots, s'il n'en faict, ont esté omis aux Editions precedentes.*

Cõducteur n'est tenu bailler plege, s'il n'a esté conuenu: mais peut à defaut de payement, apres sommation, peut estre mis hors, s'il ne garnit la maison ou baille gages ou pleges.

Louages ou rentes à quel terme se paye.

Source : BIU Cujas

Locatton ou ferme comme se continue sans nouuel marche.

† *Ceſt Art.258.eſt mis au lieu du 250. Art. ancien.*

†† *Ces mots,* deduire & rabbatre par ſes mains ſur les louages, *ont eſté mis au lieu de ces anciens,* vſer de retention de louage contre, *contenus en l'Art.253.*

† *Ces mots,* xv. iours à commencer du terme de ladite annee entiere eſcheue, *ont eſté adiouſtez & interpoſez.*

†† *L'Art.152.eſt de nouuel adiouſté pour l'aduenir.*

& coacta venditio ſolet reſcindi l. 1. C. de reſc.vend. Paulus in l. locatio 9.§.1.D.de publican. Iuri leto tempore locationis & locanda ſunt & in l. coten ferro 11 §. qui maximos D.eod.prioribus penſionibus ſuſcipere compelluntur. Laquelle a depuis eſté corrigee in l.non intelligitur 3.§ cum quinquennium D.de iure fiſci. Valde inhumanus mos eſt iſte, quo retinentur conductores vectigalium publicorum & agrorum, ſi tantidem locari non poſſint. Nam & facilius inuenientur conductores, ſi ſcieriat fore, vt ſi peracto luſtro diſcedere voluerint, non teneantur. Par le Droict, ipſo facto, il peut eſtre expulſé l.3.C.de locato: mais en Frãce, il faut qu'il ſoit mis hors par auctorité de Iuſtice, comme le monſtre ceſt Art.186.de Melun. Laon. Art.275. Chal. Art.272. Reims Art 388. & autres.

p L.item quæritur §.fin.D.locati. Ceſte Couſtume ſemble eſtre contre la diſpoſition du Droict commun: Nec enim locatio ſcripturam exigit l.pactum 17.C.de pactis l.9 & 24.C.de locato l.14.D.eod.titulo. Ne plus ne moins que la vendition qui peut eſtre verbale, & non par eſcrit: parce que tels contracts & obligations ſe font par le conſentement des parties contrahantes. Gaius in l.conſenſu 2.& Modeſt.in l.52.§.4.D.de oblig.& act.& ſi l'eſcriture y eſt, ſert pour preuue l.4.D.de fide inſtrum.l.4.D de pign.Nouel.136.cap.6. Sinon que les parties euſſent conſenti & accordé que l'eſcriture fut de la ſubſtance du contract ſelon qu'il eſt exprimé par la loy 17.C.de fide inſtrum.

q Par le Droict auſſi on doit conuenir, que le conducteur ſera tenu donner Pleges, autrement il ny peut eſtre tenu. Et ſi le plege ou caution du fermier du Roy ou autrement, apres le temps de ſa ferme n'eſt tenu ne obligé, encores que le fermier ait pris & retenu ladite ferme, ſ'il n'y a donné conſentement l.7.C.de locato. Salicet in l.13.§ ſed hoc ita D. eod.tit. fideiuſſor conductionis in l.53.quæro.54.D.Locati. Au reſte pour le temps de payer les louages, on regarde touſiours le contract, ou la Couſtume du lieu l.legem 16.& l.circa 19.C.de locato. l.quod ſi nolit.§.quia aſſidua D de æd. ed l.ſemper D.de reg iur. Si la Couſtume n'en parle, & que le contract ne le porte, le payement ſe fera à la fin de l'an. Ce que cy mis Baldus Salyc.& Faber expliquent amplement ſur la loy æde.3.C.de locato & ibi Accurſ.

r Paul.in I dominus 55.§.1.D.locati In conducto fundo, ſi conductor ſua opera aliquid neceſſariò vel vtiliter auxerit, vel ædificauerit, vel inſtituerit, cum id non conueniſſet, ad recipienda ea quæ impedit ex conducto cum domino fundi experiri poteſt.l.ſed addes.19.§.4.l Colonus 61.D.eod.titulo,& l.vn.§ conſtruat.verſic.Quicumque D.de vita publica. Sinõ conſtruat dominus, ipſi conſtruentes computant diſpendium in mercedem. Par ladite Loy Colonus, il ſe cognoiſt que le conducteur eſtant chaſſé à faute de payement, peut deduire ou demander les reparations vtiles & neceſſaires. Le conducteur n'eſt tenu des reparations, ſ'il n'y a conuention expreſſe au contraire: tellement qu'il peut agir ex conducto contre le locateur à fin qu'il face faire les reparations l.ex conducto 15.§.1.D.Locati: ſinon que le conducteur euſt demoli ou gaſté luy meſmes, comme Salycet remarque ſur la l.29.C.de locato Le conducteur peut eſtre cõtrainct au pauage de la maiſon louée, mais il le rabbatra ſur le louage d.l.vn.§.3.De via publ. Notez que le locateur ne doit par trop incõmoder le cõducteur en faiſant faire les reparatiõs l.25.§.2.& l.27.D.locati. Vide l. vel ſi vites, D.de imp.in res dot.f.l fũdus 2.D.fam.er.

ſ Ceſte Couſtume, comme pluſieurs autres, ſont conformes au Droict commun. l.emptorem C de loc.l.28.§.1. D.eod. tit.l.7.D.de diſtr.pign.l.1.D.de neceſſ.ſeru.inſt.Bartol.ad l.9.& ait l.ſi filiofam.25.§ vlt.D.Solut matr. Et ne ſuffit qu'il y ait hypotheque generale: mais eſt neceſſaire qu'elle ſoit ſpeciale, ainſi qu'il a eſté ſouuent iuge par Arreſt. Papon liure 1.de ſon Recueil d'Arreſts & premier des Notaires Cha.2.de louage, Imber en ſon Enchiridion in verbo, vn acheteur. On dit communement que vendue paſſe louage, c'eſt à dire qu'elle a plus de force que le louage: & que l'acheteur n'eſt aucunement contrainct de garder le louage. Toutesfois ſ'il auoit acheté la choſe à ceſte condition d'entretenir le bail, il doit ſatisfaire à la conuention & promeſſe. Ce qui eſt porté par la Loy 9. De locato & l.25.§.1.D.eod.tit. Vide l. in venditionem §.ſi quis fructus D.de bonis auct.iud.poſſ. Ces cas ſont plus expreſſement declarez par la Couſtume de Sedan Tit.13.Art. 271.mis cy deſſous. Aucuns Practiciens diſent auſſi que mort & mariage deſpecent louages.

Acheteur n'eſt tenu entretenir le bail à ferme de ſon auĉteur: ſ'il n'y à ſpeciale hypotheque.

Locataires de maiſons, terres & autres heritages n'eſt tenu bailler caution ou gages pour ſon marché &c.p. *à Auxerre.* Art.135. conuenu: mais en defaut de payer la premiere annee le locateur le pourra contraindre de ce, apres qu'il en aura eſté ſommé. Art.202. Conducteur de maiſon à vne ou pluſieurs annees, ſi le temps de ſon louage paſſé ne ſ'en deporte, ains la tient &c.p. *à Sens,* Art.258.il doit payer le &c.detenteur: & ne ſera tenu d'en vuider, ſi le locateur &c.auparauant. Et ou le conducteur voudra auſſi ſortir ſera auſſi tenu de le denoncer au locateur iii.mois auparauant: autrement payera le terme ſuiuant.

Dovrdan Tit.14.Art.143. Tous conducteurs de maiſons ſont tenus de payer le louage de iii.mois en iii.mois: & entretenir leſdites maiſons de menues reparations.

† *L'Art.93.eſt de nouuel introduit.*

Mante Chap.7.Art.92.p. *à Melun.* Art.180. toutes autres debtes, tant ſoiẽt elles priuilegiees, payé, Ar.93. Pareillemẽt debte † &c.p. *à Melun.* Ar.181. debtes tãt ſoient elles priuilegiees & ſoit qu'on y vint par deſconfiture ou autrement &c. baillez comme deſſus.

Acheteur n'eſt tenu d'entretenir le louage faict par ſon vẽdeur & autheur

Locateur tenu aux dõmages & intereſts enuers le conducteur à faute de le faire iouyr.

Clermont Tit.22.Art.247. Si aucun proprietaire d'aucune choſe immeuble baille aucuns heritages à ferme ou loyer à certaines annees, & depuis le bail, vend la proprieté, ſans parler de louage, tel acheteur, ſ'il ne luy plaiſt, ne tiendra t rien dudit louage: & neantmoins iceluy louager pourra pourſuiuir ſon bailleur à luy payer les dõmages & intereſts qu'il peut auoir, à cauſe qu'il ne peut accomplir la iouyſſance dudit louage. u

t Voyez cy deſſus la Couſtume de Bar Art. 198. & ce qui a eſté noté ſur ledit Art.

u Cela eſt de la nature de ceſte action, que locateur ſoit tenu aux dommages & intereſts, à faute de faire iouyr le conducteur de la choſe qui luy a eſté donnee à ferme ou louage d. l. emptorem 9. & 15. C. de locat. & l.15. & 18. §.1. D. eod. tit. l.7. §. quæritur D. de diſtra. pig. l.1. D. de neceſſ. ſeru. her. inſt.

Source : BIU Cujas

VALLOIS Tit.12.Art.168.†† p. *à Clermont.* Art.247.à aucunes annees &c. Tit.15.Art.180. Les † termes de payer les louages des maisons, sont Pasques, S. Iean, S.Remy & Noël, ou de trois mois en iii. mois à commençer du iour du louage. Et peuuent estre contraints les conducteurs de payer à chacun terme ledit louage: supposé qu'il n'en ait point esté parlé au contract. Art. 182. Le louage de la maison est tellement priuilegié, que le locateur est preferé à tous autres creanciers non priuilegiez, sur les biens trouuez en la maison louée.

TROYES Tit.11.Art.202. Vn conducteur peut vser de retention du louage contre son locateur, pour les reparations necessaires de la maison, où il demeure, apres sommation faite de les faire.

LAON Tit.21.Art.275. Et†† peut le locateur contraindre le conducteur à garnir la maison louee de meubles exploictables & suffisans pour la seureté de son louage: & à faute de ce faire, le peut faire sortir de sa maison par Iustice, encores que louage ne soit expiré.

CHALONS Tit.24. Art.272. † p. *à l'Art.275. de Laon.* Art. 274. p. *à Sens.* Art. 258.

REIMS Tit.16.Art.388. † p. *à l'Art.275. de Laon.* Art.390. Si le conducteur à habité ou tenu vne maison ou habitation, iusques au iour de S.Iean Baptiste (auquel iour commence à Reims, l'an du louage des maisons) & ledit conducteur continue & entretient outre le iour & feste de S. Pierre & S. Paul (qui est v. iours apres le iour de S.Iean) il est censé & reputé auoir reprins à louage icelle maison ou habitation pour tout l'an qui est entamé & commencé, & au pris mesme de l'an precedent: s'il ne fait apparoir d'autre louage, & conuention faite entre luy & le locateur.

AMIENS Tit.8.Art.158.p. *à Laon* Art.275.

PONTHIEV Tit.13.Art.170. En bail à cens ou louage, en vente de bois à couppe, ne pour chose immobiliaire baillee à la chandelle, au plus offrãt & dernier encherisseur, l'on ne peut proceder par tiercement & doublement s'il ne fait durant la chandelle allumee. Car depuis qu'elle est estainte, il n'y a plus de tiercement ne de doublement.

LA SALLE DE LILLE Tit.16. Art.1. Quand vn censier a labouré & assemencé aucuns heritages apres sa cense expiree, il doit ioyr de tels heritages & des autres coniointement baillez à semblable titre de cense, trois ans ensuiuans & continuels aux pris, deuises & conditions du bail precedẽt. N'est que l'heritier luy ait signifié ou fait signifier de soy en departir, auant qu'il ait labouré & assemencé ou apres les auoir assemencé en dedans le iour & feste de la Chandeleur precedẽt la despouille, luy fait ou fait faire semblable signification ou offrant audit censier, labeurs, fers & semences tels que de raison. Art. 2. Vsufructuaire & viager de maisons, fiefs & heritages, les peut bailler en louage & cẽse, se à telles maisons appẽdẽt prez pastures ou terres à labeur, le terme de neuf ans ou en dessous: moyennant que ledit louage ne se face que deux ans auparauant le viel bail expiré. Et se à telles maisons n'appendent aucuns prez, pastures ou terres à labeur, l'espace de trois ans ou en dessous, moyennant qu'il ne se face qu'vn an auparauant le precedent bail expiré. Art.3. Heritiers x de maison, fiefs & heritages baillez à cense ou louage les peuuent reprendre pour leur demeure & occupation seulement & sans fraude, toutes les fois que bon leur semble: en payant interests tels que de raison, & se les censiers ou louagers ont hypotheque pour le seureté de leur louage ou cẽse, ne sont tenus en departir que prealablement lesdits interests soient liquidez & payez. Art.4. Quand vn louager ou censier a fait faire aucuns edifices sur le lieu ou heritage qu'il tiẽt en cẽs ou louage, l'heritier peut retenir lesdits edifices en payãt les deniers, à quoy ils serõt prisez à porter en voye au dit de gẽs eux en ce cognoissans. Et se l'heritier ne les veut retenir, ledit censier ou louager les peut emporter. Art.5. Vn censier constant sa cense de neuf ans, a & doit auoir en chacune royee de terre à labeur trois despouilles de bled, trois despouilles d'auaine, & trois ghesquieres. Art.6. Vn censier peut coupper hayes d'espines ou autres bois faisans cloture à bouche d'homme & espincher bois montans à six ans hallots à teste a trois ans, & coupper bois a pied a six ans: le tout en temps conuenable. Art.7. L'on ne peut froisser ne desroyer terres a labeur, sans le consentement de l'heritier, a peril de payer demy cense, de tel froissis & desroiement par dessus le rendage. Article huict. Vn censier par pauureté & insoluence, peut faire fin de cense & soy en departir, en le signifiant a l'heritier, & payant les arrerages par luy deuz des fers, labeurs, semences, sceues, & aduestures a lũy appartenans estans sur les heritages, & le reste en argent.

x L. Ade 3. C. de locato.

†† *Art.168. est introduit pour Coustume nouuelle.*

† *Les 30. & 33 Art. anciẽs sont rayez par le cõsentement des estats, & ont esté introduits pour nouuelles Coustumes les Art.180. & 182.*

Reparations necessaires.

†† *Cest Ar.275 est adiousté pour auoir lieu à l'auenir, sans preiudice du passé.*

† *Les Ar.272. & 274. ont esté accordez pour l'aduenir sans preiudice du passé, droits acquis & procés pendans, si aucuns en y a.*

†† *Ces mots, Et à faute, &c. iusques à la fin sont de nouuel adiousté.*

Reconduction tacite.

Des Baux à cẽs ou louages, vẽte de bois à coupes, ou de chose immobiliaire.

Tiercemens & Doublemẽs n'ot lieu apres la chandelle estainte.

Source : BIU Cujas

Art.9. Se quelque heritage est enclaué de tous costez entre heritage d'autruy sans passage ou issue en chemin, l'heritier ou censier de tel heritage enclaué, pour le labourer, charier fiens & amendemens, semer & despouiller les fruicts & adueſtures en procedans, peut prendre passage sur tels heritages au lieu moins dommageable, en le signifiant aux heritiers trois iours parauant & payant interest tel qu'il sera dict par gens en ce cognoissans prins à ses despens ou en namptissant, s'il veut estre oy. Art.10. Se vn louaiger a faict aucuns, &c.p. à *Lille*. Art.191. mis cy dessous, maison par luy occupee, apres, &c. faicte, il, &c. sur le rendaige de sondit louage. Art.11. Celu yqui a anterieur droict de cense ou y louaige faict à preferer au subsequent, encores que le subsequent ait bail realizé.

Ferme ou louage de trois, six & neuf ans se peut faire sãs fraude, sans appeller le Seig. dont les heritages sont mouuans.

Seig. iouissant par faute d'homme, &c. doit laisser ioyr le Fermier, & se contenter de la ferme.

Louagier ne peut donner à louage à vn autre sans le consentement de l'heritier.

Vsufructuaire ou viagier iusques à quel temps peut bailler à louage les choses tenues en vsufruict ou viage.

Louages se font par quatre termes ou deux.

Heritier comme peut reprendre en sa main la maison ou heritage, en payant les interests.

Des Reparations necessaires faictes par le louagier.

Des ouurages faicts par les louagiers.

Heritier peut contraindre le louagier a garnir la maison de biens meubles.

Censier comme doit iouir trois ans ayant labouré & ensemencé les terres.

BOVLLENOIS Tit.25. Art.128. Vn chacun peut sans fraude bailler à chacun que bon luy semble ses heritages & immeubles à iuste pris & titre de ferme & louage, pour le temps & espace de iii.vi.& ix. ans, sans appeller le S. dont ils seront tenus & mouuans. Et si le bailleur decedoit auparauant le bail expiré, & que lesdits heritages ou immeubles, par faute d'homme, Reliefs & arrerages non payez retournassent au domaine dudit S. seroit ledit S. tenu de laisser paracheuer le louager, en luy payant le droict de la ferme.

LILLE Tit.15. Art.187. Vn louagier [z] de maison ou heritage ne le peut bailler en auant louage, sans le consentement de l'heritier. Et au cas qu'il le baille, l'heritier a option de le reprendre en sa main, sans pour ce estre tenu à aucun interest. Toutesfois se ledit heritier pour ce requis n'y vouloit consentir, ledict louagier, le pourra bailler en auant louage, sans peril de ladicte reprinse : pourueu que ce soit à personne non deteriorant la maison plus que luy. Art.188. Vn vsufructuaire ou viagier d'aucune maison ou heritage, le peut bailler en louaige, si comme elle est seant en l'enclos de ladicte ville, le terme de iii. ans ou en dessous, moyennant que ledit louaige ne se face qu'vn an parauant le vieil louaige expiré. Et se telle maison estoit hors de ladicte ville, & y eust appendant aucuns gardins, pretz ou heritages à labeur, le terme de noef ans ou aussi en dessous, moyennant que ledit louaige ne se face que deux ans parauant ledit viel louaige expiré. Art.189. Les louaiges de maisons & heritages par dela les quatre ponts, se payent à iiii.termes en l'an, si comme S.Remy, Noël, Pasques, S. Pierre & S. Pol, endedans lesdits quatre ponts à deux termes, si comme Noël & S. Pierre & S.Pol. Art.190. L'heritier d'aucune maison ou heritage par luy loué, le peut reprendre en sa main, pour sa demeure & occupation tant seulemẽt, & sans fraude, toutesfois que bon luy semble, en payant interests tels que de raison. Art. 191. Se vn louaigier a fait aucuns ouurages necessaires en la maison louee, apres auoir sur ce sommé l'heritier ou vsufructuaire, & qu'il a esté en faute de les faire, il peut defalquer lesdits ouurages sur son louaige. Art.192. Se vn louaigier fait aucuns ouurages à son plaisir en la maison louee, n'est que l'heritier les vueille retenir pour tel pris qu'ils seroient prisiez à porter en voye, tels louaigiers les peuuent emporter à leur departement de ladicte maison, en remettant icelle maison à son premier estat. Art.193. L'heritier d'vne maison peut contraindre son louaigier de mettre biens meubles suffisans en telle maison pour l'annee courant du louaige. Art.195. Quand vn Censier a labouré & assemenchié les heritages seans en la Taille & Escheuinage de ladite ville, apres la Cense expiree, il doit ioyr de tels heritages & des autres coniointement baillez auec iceux, à semblable titre de Cense, trois ans ensieuans & continuels en payant ladicte Cense, comme auparauant, n'estoit que l'heritier luy eust signifié ou faict signifier de vuidier, auant qu'il eust labouré & assemenchié, ou que endedans le iour de la Chandeler ensuiuant il y eust faict ou faict faire semblable signification, en offrant audit Censiers fers & semences tels que de raison. Art.196. Vn louaigier d'vne maison, apres son louage passé, ayant paisiblement residé par forme d'entamesment de nouueau louaige, au mesme pris que parauant pour vne annee: & si ne le peut l'heritier contraindre à vuidier, n'est pour sa demeure & occupation, en payant interests, comme dessus. Art. 197. L'occupeur d'vne maison ou heritage est poursuiuable pour le deu du louaige durant son occupation, comme le propre louaigier : mais quant vn heritier a vn louaigier & treuue autruy occupant le louaige, il a faculté poursieuir ledit occupeur, comme il polroit ledit louaigier. Art.198. Quand l'on veut faire partir & vuider vn louaigier d'vne maison & heritage, pour l'occupation de l'heritier, se tel louaigier est realizié par mise de faict ou ayant hypotheque par lettres ou sous le seel ou cognoissances de ladicte ville, tel louaigier n'est tenu partir de sondit louaige, n'est qu'il soit premier discuté, & satisfaict des interests, qu'il pretent à cause de son partement. Art.199.

y C'est l'opinion de Iason ad l. quotiẽs 15.C.de rei vindic.

z Ceste Coustu. est contre la disposition du Droict ciuil in l. nemo prohibetur. 6.C.de Locato l. 7. 48. & 60. D. eod. tit. pourueu que ce soit à personne suffisante & capable. l. 7.D.de vsu & hab.l.27 §.1.D.de vsufr.l. 19. C. de episcop. & cler. Nou.4.cap.1. Vide l.si id quod possidemus. 25.§.1. & l. qui vniuersas.30.§.fin. D.de adq. poss.

Source : BIU Cujas

Tacite reconduction comme se doit entendre pour vn an.
Detenteur ou occupeur de la chose louee peut estre poursuiuy comme le louagier.
Louagier n'est tenu de partir, auparauant que d'estre payé de ses interests.
De deux louagiers qui doit estre preferé.

Quand deux louagiers pretendent iouir par louaige d'vne maison ou heritage, l'vn par louaige verbal, & l'autre par realité, celuy aiant bail de priore date, supposé qu'elle ne soit realisee, doit obtenir auant le subsequent, ayant obtenu realité.

CAMBRAY Tit.19. Art.1. Qui tient maison à louaige sans terme, ou apres que le terme conuenu, est passé & expiré : n'est tenu vuider, si commandement ne luy est fait par Iustice, à l'instance du locateur ou proprietaire trois mois auparauant. Art.2. Et ne peut aussi vuider sans le consentement du locateur, s'il ne luy a denoncé presens tesmoins, iii.mois auparauant, à peine de payer le prochain de trois mois ensuiuans. Et sont quatre termes à ce ordinaires en vn an: à sçauoir les festes de Noel, de l'Annonciation de la Vierge Marie, de la Natiuité S. Baptiste & de S. Remy premier iour d'Octobre. Art. 3. Le conducteur ou louager d'vne maison ne la peut au preiudice & contre le gré du proprietaire ou locateur, bailler à autre personne, que vray-semblablement seroit plus dommageable & preiudiciable à la maison, ou au proprietaire d'icelle, que ledit conducteur, ou qui tiendroit train des-honneste & scandaleux en icelle. Art. 4. Celuy qui a plus de la moitié en vne maison, a option d'y demourer pour iuste pris deuant vn autre. Art.5. Les fumiers d'vne Cense doiuent estre employez à fumer les terres de ladite Cense : & ne doiuent estre transportez autre-part ou employez à l'amendement des autres terres. Tit.21. Art 1. En matiere de vendition ou louage de maison, terres ou heritages tels vendeurs ou ayans accordé leur chose, à louage auant que celuy qui l'auroit acheté ou loué fut mis en possession de la chose vendue ou louee, ou le vendage ou louage recongnu deuant la loy du lieu, ne sont tenus precisement à bailler & liurer la chose vendue ou louee. Art. 2. Pareillement en autre vendition, auant la chose deliuree, on peut estre quitte en payant l'interest : qui est que les anciens Coustumiers ont tousiours tenu, que de tous marchez, on en vuide par interest.

NIVERNOIS Chap.20. Art.1. Les metteurs & encherisseurs de fermes & adcenses, ausquels elles ont esté estroussees & deliurees, sont tenus de bailler caution suffisante, pour le payement de leurs fermes, dedans iiii.iours apres l'estrousse à eux faicte. Et sont tenus lesdits preneurs & pleges au payement des fermes chacun seul & pour le tout, par prinse de corps & de biens, sans y obseruer l'ordre de discussion ne benefice de diuision : posé qu'il ne soit conuenu. Et lesdits iiii.iours passez sont cõtraints lesdits principaux preneurs à fournir lesdits pleges par prinse & detention de leurs personnes. Art. 2. Et neant-moins audit cas peut le Seigneur de la chose affermee faire recrier sa ferme, & la bailler au plus offrant & dernier encherisseur aux perils & fortunes du preneur, qui n'auroit baillé plege, en la maniere deuant dite. Art.3. Ladicte estrousse faicte, il n'y a que trois iours de Tiercement & autres trois iours apres pour Doublement : chacun desquels iours passez l'on n'est plus receu à tiercer ou doubler, *respectiue*. Art.4. Et se mettent lesdits Tiercement & Doublement sur la premiere mise : c'est à dire que si la premiere mise est de x.liures, le tiercement sera de cent sols, & doublement de x.liures, & de plus, plus : & de moins, moins. Art.5. Et apres tous lesdits vi.iours passez, ceux qui ont fait mises & non autres, sont receus dedans xxiiii.apres à encherir lesdites fermes d'vn sol pour liure, qui se prend sur toute la somme, tant des premieres mises, que des tiers & doubles, si plusieurs y en a sur la premiere mise Et est tenue ladicte ferme pour estroussee au dernier metteur, s'il n'y a aucun encherisseur d'vn sol pour liure : ou s'il y en a, & que ladicte mise & enchere cesse. Art.6. Tous metteurs & encherisseurs se peuuent departir de leurs mises & encheres, tiercement, doublement & du sol pour liure, & y renoncer és mains d'iceluy, qui reçoit les encheres dedans deux heures apres la mise par eux faicte, [a] en payant contant la derniere mise, que l'on appelle folle enchere, & faisant par eux sçauoir au dernier precedent encherisseur, parlant à sa personne ou domicile: en quoy faisant & non autrement les metteurs & encherisseurs demeurent quittes, & demeure chargé & obligé le denier precedẽt metteur de sa mise en la forme & maniere, & par semblable cõtrainte, que celuy qui s'est departy. Art.7. Et est loisible au dernier precedent metteur dedans semblable temps de ii.heures, apres ladite notification à luy faite, faire le sembla-

Conducteur n'est contraint sortir auant trois mois apres commandement fait par Iustice & ne peut sortir sans le consentement, du locateur, s'il ne luy a denoncé trois mois auparauant.

Termes de louage.

Conducteur ne peut donner la maison louee à personne plus dommageable que luy, ou tenant train deshonneste sans le consentement du proprietaire.

De celuy qui à plus de la moitié en vne maison.

Fumiers de la Cense, employez à fumer les terres de la Cense.

Es venditions ou louages faicts on peut resilir d'iceux, si les cõducteurs ou acheteurs de sont entrez en possession, ou que la vẽte ou louage ne soit recongnu deuant loy.

En venditiõ auant la liurai son, on est quitte en payant l'interest.

Tous marchez se vuident par interest.

Encherisseurs de fermes & adcenses, apres qu'elles leur sõt

[a] L. certa forma. C. de iur. fisc. Paul. Castrens. in l licitatio. D. de publican. Balde cons. 159. & 194. 191. Franc. Crem. singul. 40. ont traicté ceste question, sur ladicte Loy licitation, & Bar-

Source : BIU Cujas

estrousſees, doiuent bailler caution dedans quatre iours apres l'estrousſe: & seront les preneurs & pleges tenus chacun seul & pour le tout, par prinſe de corps & de biens, sans y garder l'ordre de diſcuſſion ne benefice de diuiſion.

Ferme ſera recrisee au peril du preneur, à faute de bailler Caution.

Tiercement.

Doublement.

Tiercement & Doublement ſe mettent ſur la premiere miſe.

Encheriſſeurs qui ont faict les miſes, ſont receus vingt quatre heures apres les ſix iours paſſez, à encherir d'vn ſol pour liure.

Encheriſſeurs ſe peuuent departir de leur Encheres, Tiercemens, Doublemens & du ſol pour liure, deux heures apres la miſe, en payant contant la derniere miſe, & le denonçant au dernier encheriſſeur.

Folle enchere.

tole & autres Docteurs: mais nous ſuiuons ceſte Couſtume, & ſe practique par tout és fermes donnees en public, ou à la chandelle, que le dernier Encheriſſeur ne donnant pleges apres l'eſtrouſſe, ou ne voulant ſe tenir à ſa miſe, ou ne bailler plege, il eſt quitte en

le ſignifiant dans le temps, & payant la folle enchere, & eſt repriſe la miſe du precedent encheriſſeur, qui demeure, obligé, iuſques à ce qu'vn autre vienne encherir: & s'il n'en vient point l'eſtrouſſe luy eſt faicte.

ble, & ſelon la forme que deſſus. Et auſſi aux autres precedés metteurs par ordre, & ſe tienne preſt chacun des metteurs, ſi bon luy ſemble, pour aller voir au Greffe ſi ſon ſubſequent aura renõcé. Car ladite renõciation faite au Greffe, le precedent eſt obligé à la ferme, comme dit eſt du dernier encheriſſeur. Art. 8. Ce que dit eſt cy deſſus ſ'entend, ſi les Seigneurs & preneurs ne conuenoient autrement. Car permis leur eſt de faire eſdits Baux & fermes telles conuenances, & y appoſer telles conditions que bon luy ſemblera.

Baux & fermes ſe peuuẽt faire à telles cõuenances & cõditions que bon ſemblera.

MONTARGIS Chap. 18. Art. 5. Quand vne perſonne tient heritage à loyer, & apres le terme finy de location il en iouiſt viii. iours ſans ce b que denonciation luy ſoit faite de vuider, il paracheuera l'annee pour le pris, à quoy il le tenoit: & à ce faire pourra eſtre cõtrainct: & pareillement ſera tenu le Seigneur le ſouffrir. Art 9. Tous meſtayers ou conducteurs de meſtairies, terres & maiſons qui maluerſent és c choſes louees & affermees, peuuent eſtre expulſez, & neant-moins contraints payer.

Reconductiõ tacite pour vn an, ſi on iouiſt huict iours apres le terme finy.

b Socinus conſ. 133.

Meſtayers ou conducteurs, comme peuuent eſtre expulſez.

c D. L. Æde. C. de locato. Nou. 120. cap. 8. Symmachus lib. 4. Epiſt. 69. Ante pauciſſimos menſes ille à parente in ea horrea in Aquileia ſita, & C. F. propter longinquitatem itineris incognita tenui mercede conduxit atque in his ita abuſus eſt, vt paruo licet tempore, iiſdem locis labem conſulto intuliſſe dicatur. Hũc vbi ſæpe conuenit, vt conductione decederet, &c. *& infrà,* Primò vt improbiſſimus inquilinus locorum intẽtione depellatur. De hinc vt habita deterioratæ rei æſtimatione ſumptum iuſtæ inſtaurationis agnoſcat. Et les Couſtumes de Berry. Ti. 9. Article 43. & Cambray Tit. 19. Art. 3. vne autre cas, auquel le locataire ou conducteur peut eſtre deſchaſſé, ſ'il tient train deſ-honneſte & ſcandaleux, comme s'il y tient des putains ou autre train de gens desbauchez, apportãs ſcandale aux voiſins. L. non aliter. 7. D. de vſu & hab. honeſtè habitare debet. Si c'eſt vn Preſtre ou Clerc qui ait des garſes ou

ORLEANS Tit. 19. Art. 417. Le locataire qui n'a dequoy payer, ou qui ne garnit l'hoſtel de biens meubles pour le payement de deux termes de loyer, en peut eſtre expulſé & mis hors par le Seigneur d'hoſtel, auec authorité & permiſſion de Iuſtice. Art. 420. Celuy qui exploite vne maiſon à luy baillee à titre de loyer, viii. iours apres ledit loyer finy, ſans que denonciation luy ſoit faicte de vuider, il iouira & paracheuera l'annee pour le pris, à quoy il tenoit la maiſon auparauant. Et pareillement le Seigneur de la maiſon le pourra contraindre à tenir icelle maiſon, & en payer le loyer audit pris, pour ladite annee.

Locataire ou Conducteur cõme peut eſtre chaſſé, à faute de garnir pour le loyer de deux termes.

BLOIS Chap. 22. Art. 265. Vn Seigneur d'hoſtel peut contraindre vn louager à garnir de biẽs la maiſon, qu'il à louee, afin que ſon louage en ſoit mieux aſſeuré.

Reconduction tacite.

DVNOIS Chap. 14. Art. 76. Quant aucun faict prinſe de quelque heritage à vie ou à temps, tel preneur ſes hoirs ou aians cauſe, ne peuuent demolir, couper, n'abbatre les bois de haute fuſtaye, arbres fruictiers n'autres arbres anciens, qui ne ſont de couppe, n'auſſi les bois faiſans la decoration & embeliſſement des lieux, ne faire foſſez en iceux heritages: & n'en peut & ne doit vſer, ſinon comme vn pere de famille, ſ'il n'y a conuention au contraire. Chap. 17. Art. 88. Le conducteur qui n'a dequoy payer, ou qui ne garniſt l'hoſtel de biens meubles pour le payement de deux termes de loyer, en peut eſtre expellé & mis hors par le Seigneur dudit hoſtel, par auctorité de Iuſtice.

Preneurs d'heritages à vie ou temps ne peuuent demolir, coupper, n'abbatre les bois de haute fuſtaye, arbres fruictiers, arbres anciẽs n'eſtans de couppe, ny les arbres faiſans la decoration de la maiſon.

CALAIS Tit. 14. Art. 256. Et peut le locateur contraindre le conducteur à garnir la maiſon louee de meubles exploictables & ſuffiſans pour la ſeureté de ſon louage. Et à faute de ce faire, le peut faire vuider & ſortir de ſadicte maiſon par Iuſtice, encores que louage ne ſoit expiré.

BERRY Tit. 9. Art. 39. Pour le payement du louage d'vne maiſon, le S. proprietaire d'icelle, eſt preferé à tous autres creanciers: pour le regard des biens meubles eſtans en la maiſon. Art. 40. p. *à Troyes.* Art. 202. Le conducteur par luy deuz pour les, &c. faictes ou qui ſe doiuent faire par accord & conſentement du locateur, en la maiſon qu'il tient à louage. Art. 41. Pour n'auoir par le conducteur garny ſuffiſamment la maiſon qu'il tient à louage de biens meubles, pour vne annee dudit louage, ou ceſſation de payement d'iceluy par ledit an, peut eſtre expulſé de la maiſon, & contraint par Iuſtice auec ſommaire cognoiſſance de cauſe en vuider, & neant-moins condemné à payer ce qu'il doit. Art. 42. *A la fin.* Et pareillement le ſecond conducteur peut vſer de ſemblable droict de

Seigneur proprietaire eſt preferé pour le louage, à tous creanciers ſur les meubles eſtãs en la maiſon.

Reparations.

Source : BIU Cujas

Conducteur peut eſtre expulſe à faute de garnir la maiſon de meubles ſuffiſans pour le payement d'vne annee du louaige, ou quand il ceſſe de payer pour vn an.

Chamorieres impudiques. l. eum qui probabilem 19. C. de epiſc. & cler. Le conducteur non plus que l'vſufructuaire ne doit contumelioſe vel iniurioſe re locata vti l. 27. § 1. D. de vſufr. Salicetus, Cynus & Faber ad d. l. Æde. 3. C. de locato traictent ceſte queſtion. Vide Nou. 14. cap. 1 & l. ſi qua. 4. C. de ſpectac. lib. xi. Ce que nous deuons garder quãd uis olim in multorum honeſtiſſimorum virorum prædiis in panaria exercebãtur, vt eſt in l. 17. D. de pet. hered. ſed locus non mutat cauſam delicti argumento legis 4. D. de inſtit. actione.

retention, que le premier locateur qui luy a baillé le louage. Art. 43. Le conducteur d'aucune maiſon, ne la peut bailler à autre au preiudice du locateur, ſçauoir eſt à perſonnage, qui peut vray d ſemblablement endommager ladite maiſon, ou qui tiendront train deſ honneſte & ſcandaleux. Art. 48. Tous e meſtayers ou conducteurs de meſtairies, maluerſans en icelles, les deteriorants ou couppants les arbres fruictiers ou autres, qui ſont pour la decoration de la maiſon de la meſtairie, ſi aucuns en y a, ou demoliſſans les edifices d'icelle, ſans le conſentement du Seigneur, peuuent par auctorité de Iuſtice, ſommaire cognoiſſance de cauſe precedente, en eſtre expulſez & contraints de vuider: & neantmoins payer la ferme ou louage ia eſcheu & les dommages & intereſts.

De ne bailler maiſon à louage au preiudice du locateur.

Meſtayers ou Conducteurs de meſtairies mal-verſans és meſtairies ſont expulſez apres cognoiſſance de cauſe.

Reparations.

Bovrbonnois Chap. 13. Art. 119. Le Seigneur d'vne maiſon ſera payé & preferé de ſon louage ſur les biens de ſon louager eſtans en icelle, ſinon qu'il y ait f innouation. Art. 120. p. *a Berry.* Art. 40. faire du conſentement du locateur, en la maiſon, où il demeure, ſommation prealablement faite contre le locateur. Art. 121. p. *a Dunois.* Art. 88. payement d'vne annee, en peut, &c. Art. 123. Vn conducteur ne peut louer la maiſon par luy louee, à aucun qui ſeroit dommageable & preiudiciable à la maiſon, ou au Seigneur de ladicte maiſon, plus que ledit conducteur, ſi ce n'eſt du conſentement dudit Seigneur. Article 124. Si celuy qui a loué ou prins à louage maiſon ou autres heritages par aucun temps ne declare, auant ledit temps paſſé, qu'il ne veut plus que ladicte location ou conduction dure: ledit temps paſſé, eſt cenſee renouuellee g par vn an ſeulement. Chap. 34. Art. 546. † p. *a Niuernois.* Chap. 20. Art. 1. & 2. eſtrouſſees, ſont, &c. plege & caution, &c. faicte, leſquels pleges & cautions ſont tenus au payement des fermes, comme le principal payeur, ſans y obſeruer ordre & benefice de diuiſion ne diſcuſſion. Et apres les quatre iours, &c. fermiers à fournir, &c. perſonnes. Et neant-moins audit cas peuuent les fermes eſtre criees de nouuel, & baillees au plus, &c. fortunes des premiers metteurs, qui n'auroiẽt baillé pleges ne cautions, &c. deſſuſdicte. Art. 547. En toutes eſtrouſſes de fermes & adcenſes il n'y a, &c. p. *a Niuernois.* Art. 3. huict iours, &c. de Doublement, h & ladicte premiere huictaine paſſee, on n'eſt plus receu à tiercer: & l'autre huictaine auſſi paſſee, on n'eſt auſſi plus receu à doubler. Art. 548. Et ſe prennent leſdits tiers & doubles ſur la ſomme de la premiere, &c. p. *a Niuernois.* Art. 4. liures tournois, &c. moins: & ſont touſiours prins leſdicts tiers & doubles, ſi pluſieurs y ſont, ſur la premiere miſe. Art. 549. Et apres leſdits tiercemens & doublemens paſſez, &c. p. *a Niuernois.* Art. 5. de deux ſols pour &c. prennent ſur, &c. tierces & doubles, &c. miſes. Et ſe peuuent repeter leſdits deux ſols pour liure, de xxiiii. heures en xxiiii. heures, iuſques à †† xv. iours apres les Tiercement & Doublement finis: & ſi aucun deſdits metteurs, n'y a mis deux ſols pour liure, la ferme eſt tenue pour eſtrouſſee, & demeure au precedent & immediat metteur. Art. 500. Et ſe doiuent notifier leſdits tiers, doubles & deux ſols pour liure dedans les xxiiii. heures, apres qu'elles ſont faictes à la perſonne des metteurs, ou à leurs domiciles: leſquels ils ſont tenus eſlire, au lieu, où eſt l'eſtrouſſe faicte, en preſence de teſmoins ou d'vn Notaire, pour leur notifier leſdites miſes & folles encheres. Art. 551. p. *a Niuernois.* Art. 6. encheriſſeurs en fermes & adcenſes, &c. & deux ſols pour liure, dedans xxiiii. heures apres la miſe par eux faicte, &c. folle miſe & faiſant ſçauoir à ſon precedent metteur, &c. il demeure quitte de ſa miſe, & demeure chargé le precedent, &c. miſe. Mais il luy eſt loiſible dedans xxiiii. heures, &c. p. *a Niuernois.* Art. 7. ſemblable: & auſſi aux autres par ordre en payant contant leur derniere miſe. Art. 552. Toutes-

Reconduction tacite quand a lieu.

Fermes du Roy ou autres, comme ſe donnent.

De ne bailler à louage la maiſon ſans le conſentement du Seigneur.

† *Ceſt Art. 546. eſt accordé pour nouuelle Couſtume, en ces mots, dedans iiii. iours.*

Tiercemens & Doublemẽs.

†† *Ceſt Art. 549. eſt accordé pour Couſtume nouuelle, en ces mots, iuſques à xv. iours, apres le tiercement & doublemẽt finis.*

d Comme ſont ſes Mareſchaux, & autres gens de feu & de marteau. Ce que Zaſe ad l. 1. D. Solut. matr. Suiuant la doctrine d'Alexandre, Anchoran, Imola & le Speculateur tient nommement, par ce que ces artiſans exerçant vn eſtat violẽt & plein de bruict, ils incommodent le repos & ſilence qui doit eſtre és Temples, Egliſes ou Auditoires publics. Aucuns y comprennẽt ceux qui monſtrent à danſer & chanter ou a eſcrimer, qui troublent & incommodẽt fort les voiſins.

e La Loy ſi merces 25. §. conductor & § ſeq D. Locati l. 7. D. arbitr. cæſ. eſt conforme à ceſte Couſtume. Villarum curam agere debet, vt eas incorruptas habeat vide l. ſed addes. 19. §. ſi inquilinus D. eod tit. Deteriorem cauſam ædium facere non debet, ſed priſtinam faciem reddere. Vide d. l. æde. C. de loc Alexand. Conſ. 118. Vol. 8.

f Vide l. 15. L. nouatione. 18 l. Paulus. 30. D. de nouat. l. 3. l. 12. § § ſi prior. D. Qui pot Cuia lib. 11. Obſ. cap. 32 l. ſolutum. D de pign. act. Faut entendre la nouation eſtre faicte *animo nouandi*, & ſans clauſe expreſſe portant reſeruation expreſſe d'eſtre payé du louage. C. M.

g C'eſt à ſçauoir que la location eſt renouuellee, mais l'inſtrument, qui a ſon effect limité, ne peut eſtre executoire pour raiſon du louage deu à cauſe de la reconduction. Partant on ne peut faire execution en vertu des lettres de ferme ou adcenſe, s'il n'y a clauſe ou promeſſe ſpeciale portee par ledit contract, de payer tant qu'il ſeroit detenteur de la choſe baillee par ferme ou adcenſe. Guido Pap. Dec. 480. Alexand. Conſ. 132. Col. 3. Vol. 5. Iaſon Conſ. 49. lib. 3. qui

Source : BIU Cujas

tiennent penſionis obligationem non habere executionem ex ea renouatione paratam. C.M. & Papon. Balde ſur la Loy legem. C. de locat. tient que la renonciation ſe faict ſous les meſmes clauſes & contraintes. Tellement que ſi le contract a execution paree : auſſi doit auoir la reconduction tacite. Ce qu'il faut bien noter, mais l'opinion premiere eſt plus certaine. Ie ne veut point celer ce qui ſe remarque en Droict & en pluſieurs bons aucteurs, que les Conducteurs eſtoient tenus deſloger le 15 iour de Iuillet, qui eſtoit les Ides de Iuillet, L. cũ in plures 60. D. locati l. qui balneum 9. D. Qui pot. in pign. L. cum precario 12. D. de precar. comme pluſieurs ont noté que cela eſtoit ordinaire aux Romains. Cic. 2. Ep. ad Q. Fr. Mart. lib. 12. Epig. Sueton. in Tit. cap. 35. Seneca Controu. 2. lib. 7. Ecquid tutò lateo? Nunquid mutandus eſt locus ineptè ab Idibus? où il faut entendre Idibus Quintilibus aut Iuliis. Il faut garder les Couſtumes des lieux, ou la conuention portee par le contract. l. 18. 16. & 19. C. de locato.

h Il faut touſiours auoir eſgard à la ſomme portee par la premiere enchere.

---

fois par les Art. precedens ne ſont empeſchez les Seigneurs de bailler leurs fermes en autres manieres, qualitez & conditions, ſi bon leur ſemble, & les metteurs d'y mettre.

Folle enchere.

AVVERGNE Chap. 16. Art. 15. En fermes baillees au plus offrant, ſoit du Roy ou autres Seigneurs inferieurs, le dernier encheriſſeur, à faute d'entretenir ſa miſe, eſt tenu de payer & ſe mettre à la folle enchere. Et ainſi eſt des autres encheriſſeurs precedens par Ordre, ſ'ils ne veulent entretenir leurs miſes.

Conducteur ou locateur doit denoncer ſix mois auant le bail finy : autrement il eſt continué pour vn an.

S. FLOVR Art. 2. Tout Conducteur de maiſon ſituee, en ladite Ville & Faux-bourgs d'icelle, eſt tenu vi. mois auparauant le louage de l'annee finie, denoncer au Seigneur & maiſtre de la maiſon, qu'il ne la veut plus tenir: autremẽt eſt tenu au louage entier de ladicte maiſon de toute l'annee enſuiuant, poſé qu'il ne tienne ladite maiſon. Art. 3. Et pareillement eſt tenu le maiſtre & locataire de la maiſon, vi. mois auparauant le louage finy, denoncer au conducteur qu'il ſe pouruoye d'autre maiſon : autrement eſt loiſible au conducteur, la tenir l'annee enſuiuant, pour le pris du premier louage.

ORILLAC Art. 1. Ceux qui tiennent maiſons à louage, faut qu'ils declarent à Noel qui eſt la demie annee, qu'ils ne la veulent plus tenir : autrement ladite annee paſſee, ſ'ils ſ'en alloient à la S. Iean enſuiuant, doiuent les louages de l'annee lors prochain enſuiuant : poſé qu'ils ne demeurent en ladicte maiſon. Et quand le declarent à Noel, faut que les locataires dedans la feſte S. Pierre au mois de Iuin, rendent les clefs au Seigneur de la maiſon : autrement payent le ſalaire de toute l'annee enſuiuant.

CLERMONT Art. 6. Les Conducteurs & locataires des maiſons ſituees dedans ladite ville, & chacun d'eux reſpectiuement, ſont tenus chacun endroit ſoy, vi. mois parauant le louage finy, denoncer l'vn à l'autre : c'eſt à ſçauoir le cõducteur, qu'il ne veut plus tenir ladite maiſon : & le locataire qu'il ne la veut plus louer : autrement ſera tenu le conducteur au ſalaire de ladite demie annee enſuiuant le louage: & le locataire ne pourra expeller hors demie annee le conducteur, en payant le louage au pris de l'annee precedente : ſi ce n'eſt en cas exceptez de droict. i

i D. l. Æde. 5. C. de locato & autres cy deſſus notez.

Droict de Tiercer ou Doubler.

LA MARCHE Chap. 16. Art. 116. En toutes, &c. p. à *Auuergne*. Art. 15. offrant le dernier, &c. ainſi eſt, &c. encheriſſeurs par ordre, &c. miſe. Et ſont tenus icelle folle enchere ſignifier à l'autre metteur precedent dedans xxiiii. heures, & payer ſadite folle miſe : autrement ſont tenus icelle entretenir. Art. 117. Es fermes de Madame & des Seigneurs Iuſticiers en leurs Iuſtices, y a outre l'eſtrouſſe, droict de tiercer, qui eſt du tiers en montant de la premiere miſe dedãs la huictaine de l'eſtrouſſe: & à l'autre huictaine enſuiuant droict de doubler. Mais és autres fermes n'en y a point, s'il n'eſt reſerué par les bailleurs : & apres le delay k de quinzaine à compter du iour de ladite eſtrouſſe, aucun n'eſt receu, ſoit metteur ou autre.

Louages ſe payẽt par quarterons.

Conducteur ou locataire quand ſont eſtimez auoir continué l'adcenſe pour vn quarteron.

Locataire cõme peut laiſſer la maiſon en temps de peſte.

BORDEAVX Chap. 3. Art. 37. L'on payera par quarterons les louages des maiſons ou autres choſes immeubles eſtans és villes & autres lieux de la Seneſchaucee de Guyenne, ſ'il n'y a pacte au contraire. Art. 38. Et le louage finy, ſi le locataire ou conducteur y demeure vn iour ou deux, outre le vouloir du Seign. ſera tenu la tenir pour vn quarteron. Et ſ'il la laiſſe, ſera tenu payer pour ledict quartier. Auſſi le Seigneur de la maiſon, ſi le quartier eſt commencé, ne pourra mettre dehors le locataire, que ledit quarteron ne ſoit finy, ſi auant le terme finy, ledit Seigneur ne luy a dit & notifié, qu'il vuide ladite maiſon, & qu'il ne la luy vouloit louer, ſ'il n'y a pacte au contraire. Art. 39. Et au temps de peſte, l le locataire pourra laiſſer la maiſon qu'il tient à louage, en payant tout le louage, iuſques au iour qu'il vuidera, & rendra la clef au Iurat ou au Iuge du lieu, où eſt aſſiſe ladicte maiſon. Art. 40. Quand il y aura mandement de Iuge ou inſtru-

k L. ſi tempora. 4. C. de fide & iure fiſc. haſtæ. L. fundi 2. C. de locat. præd. cui lib. 1. Callæus.

l Iuſtus timor remiſſionem mercedis præſtat. L. habitatores. 27. § iterum. D. Locati Inquilinus propter iu-

Source : BIU Cujas

ſtium metum impunè emigrare poteſt. L 28. D. de damno infecto. Telle crainte legitime eſt comme de la peſte. Bartol. ad l. 8 C. de locato Socin. Conſ. 44. Lib. 1. Franciſc. de Ripa in lib de peſte 4 priuilegio peſtis Calder. conſ. 5. Tit. de locato. Iuſtus eſt etiam metus damni infecti in l. qui bona fide. 13 § De ello. D. de dam. infecto ignis in l. 49. D. Ad leg. Aquil. Exercitus in l item quæritur 13. §. exercitu & l. qui inſulam. 30. §. vltimo. D. Locati. Vide l. ſi merces §. vis maior. D. eod. tit l. 1. § ſi penſio. D. de migr. Cuiac. lib 8. ad Afric. ad l. 35. D. Locati. On peut demãder ſi le conducteur peut laiſſer la maiſon qu'il a louee pour les Spectres & malins Eſprits paroiſſans nuictement en icelle? Ceſte queſtion eſt fort amplement traictee par Ferron ſur ceſt Art. Et ſans repeter les auctoritez par luy alleguees, il faut reſoudre ſi cauſa iuſta fuerit cur conductor periculum timeret, ces Phantoſmes, Spectres, & illuſions incommodans tellement ceux qui ſont demourans en la maiſon, qu'ils ne peuuent y reſider, que le conducteur eſt biẽ receuable à ſe departir de ceſte adcenſe. La crainte eſtant preſente ou à aduenir. l. 1. & 9. D. Quod met. cauſa. & telle qui peut tomber aux plus conſtans & aſſeurez, & principalement ſi le conducteur a celé le vice, car en ce cas le contract eſt reſolutaire. Bail à louage ayant eſté faict à vn quidam d'vne maiſon de l'image de noſtre Dame, ſiſe aux Faux-bourgs de Tours iudiciairement & comme plus offrant. Le locataire quelque temps apres preſente requeſte pour faire reſoudre le Bail: par ce que les Eſprits y reuenoient y ayant rabas & tintamarre. Ce qui eſt empeſché par le Tuteur Les Preſidiaux appointent les parties contraires, & à informer les Enqueſtes faict, a bail eſt reſolu. Appel par le Tuteur meſmes de l'appointement de contrarieté, lequel il pretend eſtre l'Ordonnance de Molins le 6. Mars 1576. en Audience plaidans Chopin & Nau furent les parties appointees au Conſeil, & ordonné cependant que le Bail tiendroit: & furent alleguees pluſieurs belles auctoritez de part & d'autre. Vide Auguſt. lib. 22. de Ciuit. Dei cap. 8. Plin. 7. Epiſtolar. Guill. de Cuſa & Ferron. au lieu preallegué.

ment de Notaire ayant puiſſance de receuoir inſtrumens, la ſaiſine tiendra des biens meubles eſtans dedans les lieux louez, nonobſtant oppoſitions & appellations quelconques, & ſans preiudice d'icelles: & iuſques à ce que par Iuſtice autrement en ſoit ordonné. Et le Sergent les pourra bailler en garde au plus prochain voiſin idoine & ſuffiſant. Art. 41. Et le terme du louage finy, ne m ſera tenu le Seigneur des choſes louees, les bailler au precedent conducteur, ſi bon ne luy ſemble: ains les pourra louer à qui bon luy ſemblera, ou autrement diſpoſer à ſon plaiſir.

Execution ſur les biens meubles pour le louage, ſ'il y a mandement de Iuge, ou inſtrument.

Seigneur de la choſe n'eſt tenu le terme finy, de louer la choſe au precedent conducteur.

Acs Tit. 7. Art. 1. Pendant le terme du louage, le locateur ne peut mettre dehors le conducteur, poſé ores qu'il vouſit quitter le louage au conducteur: ſi ce n'eſt en trois cas: c'eſt à ſçauoir, qu'il vouſit reparer n la choſe louee: ou vouſit en icelle demourer: ou que le conducteur vlat mal de ladicte choſe. Art. 2. Quand le locateur eſdits cas veut mettre dehors le conducteur, apres ſommation faicte, le conducteur a ix iours pour vuider, & faire prouiſion de logis. Art. 3. Quand és deux cas premiers, le locateur expelle le conducteur, perd ſon louage, mais quant au tiers, ſ'il vſe mal de la choſe louee, eſt tenu payer le louage au locateur, pour le temps qu'il l'aura tenue. Art. 4. Si le conducteur ſ'en veut aller ſans cauſe, auant la fin du terme, il doit payer entierement le louage: & le temps du louage expiré, le conducteur eſt tenu rendre les clefs de la choſe louee: autrement ſera tenu payer le louage pour le temps qu'il tiendra rieres ſoy leſdites clefs. Art. 5. Et ſi aucun donne o congé ſans cauſe raiſonnable à ſon ſeruiteur ou ſeruante, auant le terme finy, eſt tenu payer entierement le terme du ſeruice. Art. 6. Et ſi le ſeruiteur ou ſeruante ſ'en va ſans cauſe auant le terme, il pert le ſeruice par luy faict. Art. 7. Quand beſtes de labeur p ſont louees à certain temps, le locateur ne les peut oſter au conducteur ſans cauſe, auant le terme, ſinon en quittant le louage du temps qu'ils ont ſeruy. Art. 8. Auſſi le conducteur ne peut rendre les beſtes auant le terme, ſinon en payant entierement le louage.

Trois cas pour leſquels le conducteur peut eſtre expulſé par le locateur: & a neuf iours pour vuider apres la ſommation.

Quand & comment le locateur perd ſon louage ou non.

S. Sever L. Tit. 3. Art. 1. Conducteur de maiſons d'autruy par terme doit rendre ladite maiſon vuide, & la clef d'icelle entre les mains du Seigneur, le dernier iour du terme: autrement ladite maiſon eſt tenue pour relouee, par meſme pris & terme que deuant, ſi au Seigneur de ladicte maiſon plaiſt. Art. 2. Et ſ'il ne plaiſt au Seigneur de ladite maiſon la tenir pour relouee, le conducteur eſt tenu la vuider & payer du terme qu'il y auroit plus demeuré, à la raiſon du pris de la premiere location. Art. 4. Et eſt preferé le Seigneur de ladicte maiſon ſur les biens meubles, à la femme voulant recouurer ſon douaire, & à tous autres creãciers. Art. 5. Et par prinſe des biens meubles, le Seigneur de la maiſon de ſon auctorité, peut contraindre le conducteur à reparer le dommage, qu'il auroit dõné à la maiſon: ſurquoy eſt preferé comme deſſus. Art. 6. Le conducteur ne peut faire aucune reparation en la maiſon louee, ſans la volonté du Seigneur de la maiſon: & ſ'il en faict ledit Seigneur n'eſt tenu rien en payer: ſi n'eſt reparation neceſſaire, & qu'il ait premierement eſté requis & defaillant: auquel cas eſt tenu le payer. Art. 7. Et ſont leſdites reparations neceſſaires, couurir, fermer de parois, portes & feneſtres, & ſouſtenir la maiſon, ſi elle vouloit tomber. Art 8. Les reparations neceſſaires, le conducteur les en doit tirer ſans dommage de la maiſon: mais le Seigneur de la maiſon, les peut retenir, ſi faire le veut, en paiãt l'eſtima-

Conducteur ſ'en allant ſans cauſe auant le terme: ou s'il retient les clefs apres le temps du louage finy, eſt tenu payer le louage.

Des ſeruiteurs ou ſeruantes, ſ'en allans auãt le terme: par commandement de leurs maiſtres ou maiſtreſſe, ou de leur gré ſans cauſe.

Des beſtes de labeur louees à certain temps.

Reconduction tacite à faute

m Idem ſtatuitur in l. ne cui liceat 32. & l. conductores 34. C. de locato niſi pacto aliud ſit expreſſum, comme ſ'il eſtoit accordé & conuenu de ne louer & adcenſer la choſe à autre, pourueu que le premier conducteur vueille bailler autant de louage que le dernier. d. l. 32. & ibi Accurſ. & l. nemo 6. C. de locato. Si la maiſon eſt louee à vn Eſcolier, cap. 1 Extra. de locato & cond. Angel. in l. 1. D. Solut. matr. G. Cugn. in l. decernimus. C. de epiſc. & cler. l'vtilité publique eſt fort à conſiderer, & doit preualoir in l. & ſi æquo D. de leg. 1 l. ſiquis ſepulchrum. D. de relig. & ſumpt. fun. Ferronus.

n Ces trois cas ſont exprimez, in d. l. A de. 3 C. de locato, & partie deſquels ont eſté cy deſſus expliquez.

o Le Roy Charles 9 par Ordonnance donnee à Tholoſe le 21. de Feurier 1565. & depuis par luy confirmee en l'Ordonnance faicte pour la Police generale de France, 1567. Tit. 16. Art. 1. & 3. & par Henry 3. 1577. Tit 17. Art 1. & 3 eſt dit que les ſeruiteurs ayãs accouſtumé de ſe louer à temps à certain pris, ſeront tenus de ſeruir l'an en-

Source : BIU Cujas

de rendre la clef le iour que le louage finit, si bon semble au locateur.
Debte pour louage de maison priuilegiee.
Conducteur peut estre contraint à reparer le dommage donné en la maison par luy tenue à louage.
Reparations faictes par le conducteur ne luy sont allouees, si elles ne sont necessaires, à faute que le locateur ne les a voulu faire faire.
Reparations necessaires comme se doiuent entendre.
Reparations comme doiuent estre ostees sans dommage de la maison: & les peut le Seigneur retenir.

Second conducteur est obligé enuers le Seigneur, tout ainsi que le premier.

Seigneur de la maison comme peut apres le terme finy, mettre hors le conducteur.

Conducteur ne peut estre mis hors auant le terme.

Conducteur s'en allant hors la maison pour son plaisir doit payer le louage entier.

Des reparations.

Conducteur ne peut louer la maison à vn autre sans le congé du locateur.

Du louage des tonnes ou tonneaux pour mettre citre ou pommade: & quels lesdits tõneaux doiuent estre.

Arrest pour le louage des vaisseaux sur les deniers de la vente du citre.

Du louage de beste pour cheuaucher: & à quel peril elle s'affolle.

tion à cognoissance de gens Experts. Article neufiesme. Et si le conducteur durant le terme de sa conduction met autre conducteur dedans la maison à luy louee, le Seigneur de la maison, a tout tel droict sur le second conducteur, qu'il auoit sur le premier: & neant-moins luy demeurent sesdicts droicts entiers contre le conducteur. Article dixiesme. Le Seigneur de la maison apres le terme de la location expiré, peut mettre hors de ladite maison le conducteur & autre qu'il trouuera dedans, & aussi les biens dudict conducteur estans dedans.

BAYONNE Titre 7. Art. premier. Le locateur qui a loué maison pour vn an, ou autre temps non perpetuel, ne peut mettre dehors le conducteur, auant le terme de la location finy. Article second. Sinon que le locateur mesmes auec sa famille & mesnage voulut demourer en la maison louee, ou qu'il la vendit à autruy, ou la donnast q en faueur de mariage à son fils ou fille, ou autre: posé qu'il ne soit de sa lignee. Article troisiesme. Ausquels cas s'il n'est expressement renoncé à iceux, quelque clause qui soit apposee au contraire, & iurement presté, le locateur peut mettre hors le conducteur. Article quatriesme. Et esdicts cas, si le locateur met dehors le conducteur auant le terme, ne paye pour raison du temps, qu'il y a demouré auparauant. Article cinquiesme. Et s'il auoit payé au commencement, luy est rendu par le locateur, pour raison du temps qui s'en faut du louage. Article sixiesme. Si le conducteur pour son plaisir s'en veut aller auant le terme du louage finy, paye neant-moins le louage de tout le temps accordé, tout ainsi que s'il auoit demouré & accomply le terme. Article dixiesme. S'il pleut en la maison, le conducteur le doit remonstrer au locateur, & requerir qu'il la face reparer: & si le conducteur ne le veut faire, le conducteur le peut faire reparer sur le louage. Article vnziesme. Le Conducteur ne peut louer à vn autre la maison qu'il a prins à louage, ou receuoir autre qui ne soit de sa famille, pour y demourer, sans le congé & permission de son locateur. Article douziesme. Si aucun loue tonne ou tonneaux pour tenir citre, vulgairement dict pommade, durant le temps d'vne saison, qui est de deux ans, les doit bailler de telle sorte rabillez, que le citre n'en sorte, & ce iusques à la Sainct Martin d'yuer. Article treziesme. Et si deuant le terme de Sainct Martin, les tonneau ou tonneaux perdroient le citre, le locateur est tenu au conducteur reparer le dommage r qu'il souffre, à faute des tonneau ou tonneaux, pour raison du versement d'iceluy citre. Article quatorziesme. Et si le conducteur auant le terme de deux ans vend citre en detail ou autrement le met hors desdits tonneaux, iceluy conducteur paye le louage entierement: tout ainsi que s'il auoit tenu les tonneaux le terme entier. Article quinziesme. Et ne tient plus les tonneaux, posé qu'il vueille mettre autre citre ou pommade durant ladicte saison: sans nouueau louage. Article seiziesme. Quand le conducteur vend le citre, le locateur pour obtenir payement de son louage, peut par auctorité de Iustice faire arrester les premiers deniers, qui istront de la vendition du citre, iusques à la somme du louage. Article dixseptiesme. Si aucun loue vn cheual ou autre beste à cheuaucher, & en cheuauchant la beste s'affolle, le conducteur qui l'a cheuauche deuement, sans faire outrage à la beste, n'est tenu du dommage, ains est quitte, en payant le louage, iusques au iour que la beste ne le peut plus seruir. Article dixhuictiesme. Toutesfois pour demourer quitte en payant le louage, iusques au iour que la beste ne peut plus seruir, faut que le conducteur laisse la beste au logis, qu'il trouue plus pres du lieu, où ladicte beste est deuenue malade: & s'il n'est plus loing de trois iournees, qu'il enuoye incontinent messager exprés, au locateur pour l'aduertir du cas: & s'il est plus loing de trois iournees en lieu, où il n'ait occasion de seiourner, pourra disposer de ladicte beste, comme bon pere de famille, eu l'aduis d'vn mareschal, ou de deux, si au lieu en y a plusieurs: & de ce qu'il en fera prendra attestation, qui sera passee pardeuant l'or-

q Balde & Cynus ad d.l.3.C.de locato.

r Vlp.in l.sed addes 19.§.1.D.Locati. Si quis dolia vitiosa ignarus locauerit, deinde vinum effluxerit, tenebitur in id quod interest: nec ignorantia eius erit excusata: & ita Cassius scripsit.

Source : BIU Cujas

dinaire & ſignee du Greffier: & ſ'il ne faict ce que dit eſt, paye le louage entier, tout ainſi que ſi ladite beſte l'euſt ſeruy. Article 19. Si le conducteur charge ſ plus la beſte louee, qu'il ne doit, & pour raiſon de ce la beſte meurt ou en eſt affollee, le conducteur eſt tenu reparer le dommage. Article 20. Seruiteur ou ſeruante, qui a loué ſes œuures par an & iour ou autre temps, & n'a peu ſeruir le temps du louage, pour raiſon de maladie ou autrement, ſi durant le terme de l'empeſchement, a faict les deſpens au ſeruiteur, le ſeruiteur ou ſeruante ceſſant l'ẽpeſchement, eſt tenu de ſeruir ſon maiſtre deux iours pour vn de l'ẽpeſchemẽt. Art. 21. Mais ſi ſon maiſtre ne luy a faict les deſpens durant ledit temps de l'empeſchement, eſt quitte ſeruir vn iour pour vn autre. Article vingt-deuxieſme. Doreſnauant les marchans eſtrangers qui feront porter en ladicte Cité, draps ou autres marchandiſes venales, pendant le temps des foires, payeront les louages des maiſons, chaiz ou ouurouers, eſquels mettront & tiendront leurs marchandiſes, ainſi qu'ils accorderont, auec les maiſtres des maiſons & ouurouers. Article vingt-troiſieſme. Mais pour raiſon des marchandiſes qu'ils feront porter en autre temps, payeront le droict d'hoſtellage, ſi autrement & à moindre pris n'ont accordé auec les Seigneurs des maiſons en la façon qui ſ'enſuit. Article vingt-quatrieſme. A ſçauoir eſt pour charge de toute eſpicerie, greine, huile, acier, toiles, merlus, congres, harens, ſardines, regalice, ſix deniers. Article vingt-cinquieſme. Pour charge de draps, laine, cuirs de toute ſorte preparez ou à preparer, cotton, bourre, chanure, chair de pourceau, ſuif, comptant trois quintaux & demy pour charge, huict deniers tournois. Article vingt-ſixieſme. Pour tonneau de fer, plombs, eſtain, cuiure, metal, comptant pour tonneau vingt-deux quintaux, douze deniers tournois, & du plus & du moins à l'equippollent. Article 27. Pour baril de ſardines ou harens, trois deniers tournois. Article 28. Pour barique, ſix deniers tournois. Article 29. Et en enſuiuant la Couſtume ancienne quand à ce, les marchans eſtrangers payeront ſeulement les ſommes cy deſſus ſpecifiees reſpectiuement: poſé qu'ils les tinſſent eſdites maiſons ou ouuroirs par vn an entiers, & auſſi payeront leſdictes ſommes en les y tenant vne nuict ſeulement. Article 30. Si le marchant qui apporte telles marchandiſes les vend depuis qu'elles auront eſté miſes és maiſons, chaiz ou ouurouers, & l'acheteur les laiſſe en meſme lieu la nuict enſuiuant de l'achat, ou plus haut d'vne nuict, eſt couſtume que ledit acheteur paye pareil droict d'Hoſtellage, outre ce que le vendeur doit payer. Article trente-vngieſme. Mais ſi l'acheteur les laiſſoit auſſi en iceluy lieu l'eſpace d'vn an entier, ne payeroit plus grand droict: & lequel acheteur n'eſt tenu payer aucune choſe, ſ'il les faict tirer hors dudit lieu, le iour qu'il les a achetees. Article trente-deux. Pour raiſon du vin du creu des vignes de la iuriſdiction de ladicte ville ou d'autre pays eſtranger mis en aucune maiſon, chaiz ou caues eſt accouſtumé payer vingt liards pour tonneau: ſi l'on n'a faict autre appointement à moindre pris, & des pippes ou barriques à l'equipollent, depuis qu'il eſt demouré vne nuict, combien que le lendemain ou dedans deux ou trois iours en fut mis & tiré dehors, ou vendu en detail ou autrement. Article 33. Et auſſi n'eſt accouſtumé payer plus grand droict pour toute la ſaiſon, qui eſt iuſques à la Feſte de Sainct Michel de Septembre enſuiuant, apres que les vins ſont mis eſdites maiſons, chaiz ou caues. Article trente-quatrieſme. Et ſi aucun achete le vin eſtant eſdites maiſons, chais ou caues tout entierement ou en partie, le peut tenir dedans iceux par l'eſpace de dix nuicts, ſans rien payer: mais iceux paſſez eſt tenu payer les vingt liards pour tonneau & à l'equipollent: poſé qu'il n'y demouraſt qu'vne nuict ſeulement: & auſſi n'eſt tenu payer plus haut pris, ſ'il les y tenoit pour toute la ſaiſon deſſus declaree.

LA BOVRT Titre ſeptieſme. Article premier. Le Locateur ne peut, &c. p. à l'Article premier *de Bayonne*. Art. 2. p. *à Bayonne*. Art. 2. meſmes vueille aller demourer, &c. ouqu'il la vueille vendre a autruy ou la donner en mariage à ſon fils ou fille, ou pour autre neceſſité vrgente qui n'apparoiſſoit au temps du louage. Article 3. p. *à Bayonne*. Article quatrieſme, *iuſques à ce mot*, demouré, *inclus*. Article quatrieſme. Si le conducteur laiſſe la maiſon louee auant le temps du louage finy, il paye entierement tout le temps du louage. Article cinquieſme. Le Conducteur qui a loué maiſon pour vn an, & iceluy finy, demeure huict iours entiers, ſans que le locateur luy die qu'il en ſorte, ne l'en peut ietter, qu'il n'y demoure l'an enſuiuant, à meſme pris qu'il l'auoit tenu auparauant. Article ſixieſme. Pareillement le conducteur apres qu'il a demou-

ſ L. qui inſulam. 30. §. qui mulas D. locati. l. 27. §. 17. & 23. D. Ad leg. Aquil.

Seruiteurs ou Seruantes n'ayans peu ſeruir par raiſon de maladie ou autre empeſchement, ayans eſté nourry, eſt tenu de ſeruir deux iours pour vn, de l'empeſchement: ſinon vn iour pour vn autre.

Marchans comme payerõt les louages des maiſons ouuroirs en temps de Foires, ſelon qu'ils accorderont: en autre temps, le droict d'Hoſtellage.

Droict d'Hoſtellage quel eſt.

Droict de vingt liards pour tonneau & des pippes ou Barriques à l'equippollẽt.

Tacite Reconductiõ pour vn an, ſi le conducteur demoure huict iours entiers apres le louage finy.

Source : BIU Cujas

ré huict iours l'an finy, demeure tout l'an ensuiuant, ou paye entierement le louage, comme dessus. Article septiesme. p. *à Bayonne.* Article dixiesme. Louee, le conducteur apres qu'il a requis deuant tesmoins au locateur de la faire recouurir ou reparer, & ne le faict, le peut faire faire sur le louage, pourueu que pardeuant le locateur en presence du recouureur, il compte ce qu'a couste ladicte reparation. Article huictiesme. Le locateur qui a loué tonne ou tonneaux, qui n'est osté de sa maison par vne saison, qu'est entendue deux ans, doit icelle tonne tenir à ses perils, iusques au iour de Sainct Martin, lors prochainement ensuiuant, & non plus auant: tellement que si dedans iour, la pommade qui y est mise, versoit par defaut de la tonne, le locateur en est tenu. Article neufiesme. Quand le locateur vend la pommade ou citre, dés qu'il l'a mise en vente, & est au premier dosil ou faucet, le locateur peut pignorer & prendre la couppe auec les deniers, qui sont dedans, de la vendition d'icelle pommade ou citre: & en outre peut fermer le dosil ou faucet de la tonne, iusques à ce qu'il soit payé du louage. Article dixiesme. Si auant le terme de deux ans finis, la pommade est vendue, le conducteur n'en peut plus y mettre, posé que le terme du louage ne soit finy: & neant-moins doit payer entierement le louage. Article vnziesme & douziesme, p. *à Bayonne.* Article 17. & 18. l'aduertir du cas. Artic. 13. Et s'il n'a faict, &c. p. à l'Article 18. *de Bayonne.* Art. 14. p. *à Bayonne.* Article 19. doit payer le dommage. Artic. 15, p. *à Bayonne.* Art. 20. & 21. an ou autre, &c. Art. 16. Si aucun seruiteur ou seruante, qui est loué à temps & auant le temps finy sans cause raisonnable, laisse son maistre, n'a aucun payement du temps passé. Art. 17. Pareillement si le maistre, &c. p. *à Acs.* Art. 5. au seruiteur auant, &c. le salaire, comme s'il auoit seruy tout le temps, si autres pactions n'y a entre eux: qui tiendront.

SOLE Tit. 22. Art. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. & 13. p. aux Art. 1. 2. 3. 4. 5. 6 7. 8. 10. 11. 12. 13. & 14. *de la Bourt.* Tit. 23. Art. 1. 2. & 3. p. *à la Bourt.* Art. 15. 16. & 17. passé: ains le maistre peut prendre autre valet ou seruante pour accomplir le terme: & faire payer à celuy qui s'en sera allé le louage, &c.

BRETAGNE Tit. 11. Art. 182. Les bailleurs des terres, maisons, dismes, moulins ou autres choses immeubles à ferme, doiuent estre payees des fruicts & leuees de ladite ferme premierement & deuant tous autres: ores que lesdits bailleurs ayent plege ou autre asseurance de leur debte.

TOVRNAY Tit. 20. Art. 1. Tous louages de maisons ou autres heritages situez en ladite Ville & Banlieuë d'icelle, faits & passez pardeuãt Escheuins tiennent & vallent tellement, que durãt iceux, il n'est en la puissance du Seigneur desdites maisons & heritages louez, soit par vente ou autre contract faire partir ou vuider les louagiers de leur louage, s'il ne leur plaist. Art. 2. Si ledit proprietaire d'aucune maison ou heritage louee pardeuant lesdits Escheuins vendoit iceluy, sans charge dudit louage, le louagier est tenu par la Coustume debattre ladite vente faicte sans la charge de sondit louage durant les Criees: autrement & en faute de faire ledit debat, il est priué de sondit louage par lesdites Criees non debattues, & faut qu'il se departe d'iceluy son louage, si auant que ce luy soit signifié six semaines auparauant la S. Iean ou le Noel ensuiuant ladite signification, sans en pooir aucune chose demãder à l'acheteur dudit heritage: mais auroit seulemẽt action d'interest à l'encontre de sondit locateur vendeur dudit heritage. Art. 3. Mais si le locataire ou conducteur, debat durant les Criees la vente de l'heritage à luy loué pardeuant Escheuins vendus sans la charge de sondit louage, oudit cas se met ladite vente au neant. Art. 4. Si vn heritage loué simplemẽt par les parties ou pardeuant Notaires, Tesmoins ou autremẽt, sans auoir esté passé & recognu pardeuant Escheuins se vendoit pardeuãt lesdits Escheuins, le S. & proprietaire peut vendre ledit heritage sans la charge dudit louage, & n'est en ce cas le louagier receuable à debattre ladite vente. Art. 5. Mais si l'acheteur veut, seroit le louager tenu partir d'iceluy heritage, au premier terme de S. Iean ou Noel ensuiuãt la vẽte: pourueu que on luy eust signifié, six semaines deuant ledit terme, en payãt seulement action d'interest à l'encontre du S. dudit heritage, qui luy auroit loué: mais si ladite maison estoit louee par annees, ne seroit tenu partir au bout du premier terme: ains demoureroit en icelle le parfaict de l'annee. Art. 6. Si durant ledict louage d'vne maison non recongnu ne passé pardeuant Escheuins, le Seigneur d'icelle y vouloit aller demourer ou le louager en vne autre maison, faire le peut durant ledit louage, & nonobstant iceluy, en le signifiant par le Seigneur ou conducteur respectiuement six semaines auant le terme à escheoir: sauf au louagier & Seigneur telle action d'interest que a l'encontre de sa partie causant la rumptu-

re dudit louage, il peut auoir & intenter. Art. 7. Quant le louaige d'vn heritage faict pour vn an ou plus eſt finy, le louaigier s'il luy plaiſt peut vuider dudict heritage loué incontinent ſon louaige finy, ſans eſtre tenu le ſignifier au Seigneur dudit heritage. Art. 8. Semblablement peut iceluy Seigneur louer ſondit heritage à autre pour y entrer incontinent ledit louage finy, ſans en aduertir le premier louaigier, ſe bon ne luy ſemble. Art. 9. Le louaigier tenant aucun louage ne peut bailler iceluy en arriere louage, ſans le congié du Seigneur dudit heritage, ainçois nonobſtant l'arriere l'envvier, ledit Seigneur peut prendre ſon heritage en ſa main, pour en faire ſon profit comme bon luy ſemble. Art. 15. Tous biens apportez & eſtans trouuez en vne maiſon louee appartenans au louagier, ſont affectez au louage d'icelle.

Acheteur ou ſucceſſeur ſingulier n'eſt tenu d'entretenir le louage de ſon vendeur ou auĉteur : ſinon en deux cas.

SEDAN Tit. 13. Art. 271. L'acheteur ou ſucceſſeur ſingulier n'eſt tenu d'entretenir les Baux à fermes ou louages des heritages par luy achetez, faicts par le vendeur ou autre duquel il a cauſe, auparauant ledit achat ou autre contract fait entre les parties, n'eſtoit que le contract de ladite alienatiõ fut faict à la charge d'entretenir leſdits louages, ou bien que par leſdits baux & louages deſdicts heritages fuſſent ſpecialement hypothequez à l'entretenement d'iceux : eſquels cas ledit acqueſteur eſt tenu d'entretenir leſdits baux, en prenant les loyers. Article 272. Et aura le locataire ou cas qu'il fut euincé pour les raiſons que deſſus, ſon recours pour ſes dommages & intereſts, contre ſon bailleur & locateur.

Locataire eſtant euincé de ſon louage a recours contre le bailleur.

XII. NIVERNOIS Chap. 21. Art. 1. Toutes manieres de beſtes ſe peuuent bailler à croiſts t & Chaptel, ledict Chaptel eſtimé par le bailleur pour tel pris qu'il ſera conuenu entre les parties. Art. 2. Le Contract de Chaptel eſt de telle nature que le bailleur baille & fournit le beſtial, & le preneur le prend en garde & en ſa charge pour le nourrir, traitter, garder & gouuerner à ſes deſpens, comme il faict ou deuroit faire le ſien propre. Article troiſieſme. Et doit le preneur tel garde audit beſtial, que ſ'il ſe meurt, perd ou deperit par ſes dol, u faute ou coulpe, le dommage ſe prend ſur luy : mais ſi c'eſtoit par fortune ou inconuenient non preueus, ou que ne ſe pourroient preuoir : il n'en ſera tenu : mais eſt le peril ou perte commun. Artic. quatrieſme. Auſſi eſt le peril ou perte commun regulierement entre leſdicts preneur & bailleur, tout ainſi que le croiſt & profit, qui en procede : ſauf les greſſes, labeurs, laictage de beſtes qui appartiennent aux preneurs : hors mis en meſtairies, dont ſera vſé comme l'on a accouſtumé, ou qu'il ſera conuenu. Art. cinquieſme. En maniere que le preneur qui peut affranchir & acquiter ledict Chaptel en payant entierement le pris, auquel eſt eſtimé ledit Chaptel, ayant iceluy entierement payé, & ledit Chaptel affranchy, eſt commun auec ledit bailleur, en perte & profit : & ſe peut faire le payement dudit pris par ledit preneur à vne fois, deux ou pluſieurs. Article ſixieſme. Et le Chaptel par ledict preneur entierement affranchy, ou le pris d'iceluy par payé, le beſtial dudit Chaptel, enſemble tout le croiſt, ſont communs entre leſdictes parties : & en cõſequence ſont communs les dommages & profit. Art ſeptieſme. Si le bailleur prend vne beſte dudit Chaptel pour ſes affaires, elle eſt eſtimee & appreciee entre les parties. Et eſt compté le pris à la diminution du pris dudict Chaptel, ſinon que le preneur en print vne autre de ſemblable pris. Auquel cas pourtant ledict Chaptel ne diminuera : par ce qui ſe faict entre eux compenſation qui ſera faicte, par le conſentement des deux parties. Article huictieſme. Et ſi la compenſation n'eſt egale d'vne part & d'autre, ſi c'eſt de la part du bailleur qui aura plus pris audit cas, il contera ledict plus ſur ledit pris du Chaptel en le diminuant. Et ſi c'eſt de la part du preneur, il croiſtra le pris de ſon Chaptel. Article neufieſme. Le bailleur peut x exiguer, demander compte & exhibition de ſon beſtial, & iceluy priſer vne fois l'an, depuis le dixieſme iour deuant la Natiuité Sainct Iean Baptiſte, iuſques audit iour exclus, & en autre temps. Et le preneur peut en cas pareil requerir ledict beſtial eſtre viſité, & iceluy priſer depuis le dixieſme iour deuant la Sainct Martin d'Yuer, iuſques audit iour exclus, s'il n'y a conuenance au contraire. Toutesfois ſi ledit preneur traitte mal leſdictes beſtes, le bailleur les peut exiguer toutesfois qu'il y trouuera faute, ſans forme de Iuſtice : ſauf toutesfois au preneur de repeter ſes intereſts, où ledit bailleur aura exigué, à tort en autre temps, que le Couſtumier. Article dixieſme. Apres que le bailleur aura

Chaptel eſtimé par le bailleur.

Nature du contract de Chaptel.

Preneur de beſtes à Chaptel qu'elle garde il doit pour icelles : & comme le peril ou la perte ſont communes, ſ'il n'y a dol faute ou coulpe du preneur.

Croiſt & profit commun fors les greſſes labeurs & laictages des beſtes qui appartiennent aux preneurs : ſinon en meſtairies.

Preneur comme peut affraichir & acquiter le Chaptel, en payant le pris eſtimé : & le Chaptel eſt commun : enſemble le beſtail, croiſt & profit : comme auſſi les dommages.

t Iure ciuili pecora, etiam locanda paſcebantur vt conſtat ex Vlpiano in l. ſi quis domum 9. §. Celſus. l. Sum. duobus 52. §. 1. D. locati Antonino Imper. in l. ſi paſcenda pecora. 8. C. de pactis & Proculo in l. ſi tibi rem. 13. §. ſi tibi areæ D. de præſcrib. verb Ceſte matiere de Chaptel de beſtes eſt priſe de ce droict ancien, & ſe pouuoit bien mettre ſous le nombre precedent vnzieſme : mais pour faciliter le tout, il a eſté ſeparé, ſuiuant en cela quelques Couſtumes, qui en ont faict des Chapitres ſeparez & diſtincts. Le Speculateur Liure quatrieſme, Titre de locato. §. idem dicendum num. 8. & 9. nomme le Chaptel & ceſte conuention Socida ad ſaluum Capitale. Sole Titre vingtieſme. Article premier & ſecond. Capitau. Bretagne. Article deux cent trente ſix. & quatre cent quarante vn, beſtes baillees a microiſt. Le Chaptel ou Chetel n'eſt autre choſe qu'vn bail de beſtes pour nourrir & gouuerner icelles, eſtant priſees & eſtimees auant ledict Bail, tellement que

x le profit & croiſt d'icelles, conſiſte en ce qui excede le premier prix porté par le con-

Source : BIU Cujas

Bailleur peut prendre vne beſte du Chaptel pour ſes affaires, laquelle ſera eſtimee, & vient à la diminution du pris dudit Chaptel : ſinon que le preneur en print vne autre de pareil prix.

Compenſation entre le bailleur & preneur.

Bailleur comme peut exiguer, demander compte & exhibition de ſon beſtail x. iours deuant la S. Iean Baptiſte.

Preneur peut requerir le beſtail eſtre viſité & priſé x. iours deuant la S. Martin.

Bailleur peut exiguer toutesfois qu'il veut, ſi le preneur y fait faute.

tract de Chaptel : & ſe depart entre le bailleur & le preneur, cõme croiſt & profit : & eſt le meſpart commũ Le beſtail donné ou baillé au preneur au Chaptel de xx. eſcus

ou autre ſomme & au temps de exeg. celuy qui en demande le partage doit priſer le beſtail, ſoit le bailleur ou le preneur, tellement que le bailleur n'a ſes chefs ſ'il n'eſt conuenu par l'obligation du Chaptel. Aucuns eſtiment que ceſte diction Chaptel prend ſon origine de l'achat & prix du beſtail pour lequel il eſt mis en bail, non à grege vel capitali, comme veut Du Moulin, quod in numero reſtituendũ ſit. Le Speculateur lib. 4. Tit. de Locato. vocat Socidam ad ſalũ capitale.

u L. cum duobus 52. §. 1. l ſocius 72. D. pro ſoc. l. 3. C. eod. tit. §. vlt. Inſt. eod. tit. ex quibus locis conſtat ſocium ſocio culpæ nomine teneri id eſt deſidiæ atque negligentiæ : & Socios inter ſe dolum & culpam præſtare. Culpa autem ſemper præſumitur, niſi fortuitus caſus à paſtore probetur. Alexander Conſil. 158. num. 2. Voyez l'Abbé ſur l'art. 4. de la Couſtume de Berry Tit. 17.

x Exiguer c'eſt ſe departir du Chaptel de beſtes ou faire partage des beſtes baillees à moitié ou microiſt Berry. Titre 17. Art. 1. & 2. Eductis pecudibus ſoluitur ſocietas quæ de pecore paſcendo in commune contracta erat. Aucuns prénent ce mot ab exigendis rationibus, par ce que le bailleur faict rendre compte au preneur du beſtail ainſi donné à Chaptel : autres ab exigendis pecoribus. Romani enim ruſtici exigere pecudes dicebant cum è ſtabulis educebant : vt contra inigere pecus, id eſt agere, minare. Paulus ex Feſto, oues inigere in ſtabula. Varro lib. 2. de re ruſticâ. Voyez l'Indice des Droicts Royaux.

Preneur a x. iours pour retenir le beſtail exigué & priſé par le preneur : & ſ'il le retiẽt, donnera plege du pris obligé, comme le principal debteur, auec les renonciations.

Bailleur a le chois de retenir le beſtail exigé & priſé par le preneur.

Preneur pendant les x. iours du chois eſt tenu de la garde & nourriture du beſtail.

Dommage & deterioratiõ du beſtail eſt commune.

Conuenances & pactions illicites & vſuaires au contract de Chaptel reprouuees.

Suite de beſtail par le bailleur, ſ'il eſt prins par execution ſur le preneur, ou par luy vendu.

* *Legendum beſtail.*

Temps d'exiguer les beſtes données à Chaptel de iii. ans entiers.

exigué & priſé les beſtes, le preneur preſent ou appellé, iceluy preneur a x. iours par la Couſtume pour à ſon chois retenir les beſtes pour le pris. Et ſi ledit preneu, s'arreſte pour ſon chois à les retenir, il ſera tenu de bailler plege dudit pris, obligé comme le principal debteur, auec renonciation d'ordre de diſcuſſion & benefice de diuiſion, en payant ladite ſomme dedans les dix iours : autrement ledit Seigneur pourra prendre & emmener ledit beſtail pour le pris qu'il eſt priſé. Article 11. Et quand le preneur a priſé leſdictes beſtes au temps qu'il luy eſt permis, le bailleur a ſemblable temps & chois que deſſus, pour les retenir ou les laiſſer. Art. 12. Et en chacun des cas ſuſdicts, pendant ledict temps de dix iours, le preneur eſt tenu d'alimenter, garder & nourrir leſdictes beſtes. Article 13. Si par leſdicts bailleur & preneur ſelon ce que deſſus, leſdictes beſtes ſont moins priſees que par le bail à Chaptel, les partis ſont tenues communement, & par moitié au dommage & deterioration dudict beſtail. Article quatorze. Apres ce que le pris dudit Chaptel eſt payé par le preneur, & ledit Chaptel eſt affranchy, & leſdits bailleur & preneur ſont communs en tout le beſtail & croiſt d'iceluy, le preneur eſt tenu de nourrir, garder & entretenir leſdictes beſtes : & ne peuuent icelles parties exiguer & priſer, ſinon comme deſſus. Article quinze. Et ſ'il y a autres conuenances que les deſſuſ-dictes accordees ou obſeruees entre les parties : par leſquelles il y ait inequalité de profit & dommage, meſmement quand il y a exaction d'autre profit que les deſſus declarez, leſdictes conuenances ſont des à preſent comme pour lors cenſees & reputees illicites & vſuraires : & les bailleurs qui les accorderont ou en vſeront, ſeront punis comme vſuraires. Art. 16. Si auant le Chaptel payé, le preneur vend ou aliene, ou ſouffre vendre ou aliener par execution ou autrement par Iuſtice, ledict bail, * ſans inſtance & en aduertir le bailleur ou ſes ayans cauſe, ledit bailleur ſoit apres ou auant la deliurance dudit beſtail ainſi vendu, le pourra ſuiure, & iceluy faire arreſter ou empeſcher pour le vendiquer, qui luy ſera rendu en monſtrant valablement par contract du bail, ou par teſmoins qu'il luy appartient. Et en monſtrant promptement dudict Contract de bail en forme probante, ſera & deura eſtre ledit beſtial baillé audict Seigneur bailleur par prouiſion, pendant le debat & proces, en baillant caution fideiuſſoire pardeuant le Iuge du debat. Et au cas que le Seigneur bailleur obtienne, il ne ſera tenu aux frais & paſtures dudict beſtial que depuis le temps de ladicte deliurance, iuſques au temps dudit arreſt ou empeſchement, le recours pour ledit beſtial reſerué audit acheteur contre ſon vendeur, ſoit premier, ſecond ou autre.

BERRY Tit. 17. Art. 1. En bail de beſtes a Chaptel y ne peut le bailleur ou preneur exiguer, c'eſt à dire ſoy departir dudit Chaptel de trois ans entiers: pendant & durant leſquels eſt tenu le preneur nourrir & entretenir les beſtes à

y Du Moulin dit que ſur ceſt Article, que ces mots s'entendent à la charge de rendre le trouppeau

ou les chefs du beſtail en pareil nombre que porte le Chaptel, & que le reſte ſoit commun.

Source : BIU Cujas

luy baillees à Chaptel. Et lesdits trois ans passez, peut le preneur exiguer & soy departir, en requerant & sommant de ce faire dans quinzaine, apres lesdits trois ans passez, le bailleur. Et le semblable peut faire le bailleur au preneur. Et si dedans quinzaine il ne requeroit le bailleur de ce faire, sera tenu nourrir lesdites bestes iusques à la Sainct Iean ensuiuant: apres laquelle passee, pourra exiguer, c'est à sçauoir faire partage auec le bailleur, s'il n'y a conuention au contraire. Art. 2. Et si les bestes ont esté baillees à moitié, sera tenu le preneur les nourrir & perseuerer audit contract, sans pouuoir exiguer, c'est à sçauoir faire partage, l'espace & temps de v. ans entiers: lesquels finis pourra exiguer & faire le partage: pourueu que dedans quinzaine apres lesdits cinq ans finis, il somme & requiere le bailleur de ce faire: & autrement sera tenu s'il plaist au bailleur, les nourrir encores iusques à vn an, le bail finy, s'il n'y a conuention au contraire. Article 3. En Chaptel celuy qui vient exiguer apres le temps conuentionnel, ou de la Coustume passé, & qui demande partage, soit le bailleur ou le preneur, doit estimer & priser les bestes, & selon icelle prisee, pourra iceluy, lequel on somme d'exiguer, retenir lesdites bestes, si bon luy semble, ou les laisser pour ledict pris à celuy qui les a estimees, dedans la huictaine ensuiuant: lequel * priseur où les bestes seront laissees pour ledict pris, sera tenu de payer comptant: à sçauoir si le preneur les à prinses, & luy demeurent, de payer le droict de Chaptel au bailleur, & la moitié de ce que montera ladicte prisee, outre le droict de Chaptel: & s'elles demeurent au bailleur, sera tenu iceluy bailleur deduire son droict de Chaptel: & s'il y a gain, bailler la moitié d'iceluy au preneur. Article quatriesme. Et si l'appreciation desdictes bestes est moindre que le Chaptel, que doit prendre le bailleur, la perte qui est sur le Chaptel doit estre diuisee par moitié: & de la moitié sera tenu le preneur en rembourser le bailleur. Et si par la faute, coulpe ou negligence du preneur, la diminution & deterioration des bestes sont prouenues, il est tenu aux dommages & interests du bailleur. Article cinquiesme. Le preneur des bestes à Chaptel à moitié ou autrement, ne peut auant le temps qu'elles doiuent estre tondues, en tirer ne prendre aucunement la laine, & attendra le temps, qu'elles doiuent estre tondues, soit venu. Et apres qu'elles seront tondues, partiront le preneur & bailleur toute la laine egalement. Et s'il est trouué le preneur faire le contraire, il sera tenu payer pour chacune beste, de laquelle il auroit ptins la laine deuant la saison, deux sols tournois pour l'interest du maistre. Article sixiesme. Toutes fois si en autre temps, qu'en la saison, qu'on a accoustumé tondre les bestes, estoit besoin, pour la santé & entretenement desdictes bestes, leur oster & prendre de la laine en aucuns endroits, les preneurs le pourront faire, en le denonçant au bailleur pour prendre la moitié de la laine. Et s'ils font le contraire, payeront deux sols tournois pour chacune beste, & ce pour l'interest du maistre, comme dessus. Article septiesme. Les preneurs ne peuuent vendre les bestes par eux prinses à Chaptel, soit à moitié ou autrement, si n'est du vouloir & consentement exprés du bailleur. Et s'ils font le contraire, sont amendables enuers Iustice, à la discretion d'icelle, & sont aussi tenus aux maistres en tous leurs dommages & interests: pour lesquels, comme procedans de crime, iceux liquidez & taxez, tiendront les preneurs prison: & s'ils sont Coustumiers pourra l'on proceder extraordinairement contre eux, pour leur imposer telle punition que de raison. Article huictiesme. Et pourra au cas susdict le bailleur poursuiuir lesdictes bestes, z & les faire arrester sur l'acheteur: & luy seront deliurees par prouision, en baillant caution, & faisant par luy sommairement apparoir qu'elles luy appartiennent: & neant-moins l'acheteur, s'il est trouué qu'il sceut que lesdictes bestes eussent esté baillees à Chaptel, à celuy qui les luy aura vendues, sera puny selon droict & raison. Article neufiesme. Le bailleur en baillant ses bestes à Chaptel à moitié ou autrement, les pourra marquer à sa marque: & ne sera tenu de prendre peaux, qu'apportera le preneur, si elles ne sont marquees de ladicte marque. Article dixiesme. Si auant le Chaptel payé, le preneur souffre que par execution ou autrement, l'on vende les bestes par luy prinses, sans en aduertir le bailleur: en ce cas le bailleur a droict de suitte sur lesdictes bestes, & les peut vendiquer, comme à luy appartenans: nonobstant ladicte vendition faicte par souffrance du preneur, & en faisant apparoir sommairement, qu'elles luy appartiennent, luy seront deliurees par prouision, en baillant caution: sans ce que le bailleur soit tenu de payer aucuns frais de la nourriture desdictes bestes, si n'est depuis le temps qu'elles auront esté nourries, & au despens de l'acheteur

Temps de v. ans pour exiguer les bestes donnees à moitié.

Forme d'Exiguer les bestes tenues à Chaptel.

* *C'est à dire lequel bailleur ou preneur.*

Perte du Chaptel doit tomber moitié sur le preneur, & l'autre sur le bailleur.

Il n'est permis au preneur des bestes portans laine, prendre de la laine des bestes qu'elles ne soient tõdues.

Preneurs cõme peuuent tirer de la laine des bestes pour la santé d'icelles, en denonçant au bailleur.

Preneurs ne peuuent vendre les bestes tenues à Chaptel ou à moitié, si ce n'est par le vouloir & consentement du bailleur.

Bailleur peut proceder par Arrest des bestes vendues par le preneur, sur vn acheteur.

Bailleur peut marquer ses bestes à sa marque, & n'est tenu prendre les peaux, si elles n'ont sa marque.

z Suite de bestes en ceste Coustume, comme aussi en celle de Niuernois Chap. 21. Art. 16. est vn priuilege qui appartient au bailleur du bestail à Chaptel, quand il est vendu par le preneur, ou pour ses debtes, sãs le sceu du bailleur: auquel cas il peut vendiquer son bestail, nonobstant la vente faicte par souffrance du preneur. Et est ce priuilege contre le droict par lequel il se cognoist debitorem prius discutiendum quã creditorẽ. l. 1. & 2.

Source : BIU Cujas

Droict de ſuitte contre vn tiers ayant faict prendre le beſtail par execution ou autrement, encores que ce ſoit par ſouffrance du preneur.

C. Creditorem euictionem non debere. l. exempto. 11. § ſententiam D. de act. emp. l. ſi plus 74. §. 1. D. de euict. Voyez encor le 10. Art. de ceſte Couſtume qui donne encor priuilege de ſuiure ſon beſtail pris par execution ſur preneur à chaptel.

de bonne foy, iuſques au temps qu'elles auront eſté arreſtees par le bailleur: & ſera neant-moins le preneur qui a ſouffert la vente, ſans en aduertir le bailleur amendable enuers la Iuſtice, à la diſcretion d'icelle, & condamné és deſpens, dommages & intereſts du bailleur. Art. 11. Tous contracts de bail de beſtes à chaptel ou autrement, duquel le bailleur doit prendre profit & emolument du fruict, ſ'il eſt dit en iceux que les beſtes ſeront au perils & fortunes du a preneur entierement, & que le cas fortuit aduenant ſur icelles ſera du tout ſouſtenu par iceluy preneur, ſont reputez nuls & de nul effect & valeur, & comme illicites. Art. 12. Et par ſemblable les bails deſdites beſtes faits à certaine moiſon & penſion annuelles, ſi le cas fortuit d'icelles doit entierement tomber ſur le preneur, ſont comme illicites, nuls & de nul effect & valeur. Art. 13. Et ſi par vertu deſdits bails, les bailleurs ont prins aucune moiſon ou autres fruicts, ſeront tenus les deſduire & precompter ſur le chaptel. Et ſi leſdites moiſons excedoient ledit chaptel, ſeront tenus de rendre le demourant: & ne pourront demander aucune choſe pour le chaptel.

a Vide l. ſi non 39. & l. 40 D Pro ſocio Gloſ ſam in can. plerique. 14. q. 3.

Contracts de chaptel ſont vſuraires & illicites, ſ'ils portent que la perte tombera entierement ſur le preneur, ou le cas fortuit.

Bail de beſtes à moiſon & penſion, illicite ſi le cas fortuit doit tomber ſur le preneur.

Bailleur ayant prins moiſon ou fruicts tenus de les deduire & precompter ſur le chaptel.

Bailleurs ou preneurs comme ont huict iours apres que les beſtes ſont priſees & exigees par l'vn d'eux pour les retenir.

Perte & deterioration du beſtail eſt commune, ſ'il n'y a dol fraude ou malverſation.

† Les gens d'Egliſe ont proteſté que c'eſt Art. 555. ne leur puiſſe nuire ne preiudicier, que de tels contracts n'en puiſſent auoir la cognoiſſance, & faire declarer par le Iuge d'Egliſe tels cõtracts vſuraires, & punir tant ceux qui feroient tels contracts, que les notaires qui les receuront.

Contracts de Chaptel quand ſont vſuraires.

Droit de moiſon

Bovrbonnois Chap. 35. Art. 553. Quand beſtes ſont exigees & priſees par le bailleur, le preneur a le chois dedans viii. iours apres la priſee à luy notifiee & declaree, de retenir les beſtes, ou icelles beſtes delaiſſer au bailleur pour le pris que le bailleur les aura priſees, en paiant ou baillant par le preneur caution ſideiuſſoire dudit pris: autrement ſont miſes en main tierce. Et le ſemblable eſt obſerué, quand elles ſont prinſes par le preneur, car en ce cas le bailleur a le chois de les retenir ou les delaiſſer dedans viii. iours. Art. 554. Si au temps de la priſee les beſtes ſont moins priſees, que du pris, pour lequel elles ont eſté baillees à chaptel & croiſt: le bailleur prendra icelles beſtes ou la ſomme du pris entieremẽt: & leſdits bailleurs & preneurs ſeront tenus chacun par moitié, de la deterioration & perte: de laquelle moitié ledit preneur eſt tenu rembourſer ledit bailleur. Mais ſi ladite deterioration eſt prouenuë par dol, fraude ou maluerſation du preneur, il eſt tenu des dommages enuers le bailleur. Art. 555. Et † ſont illicites & nuls tous contracts & conuenances de chaptel de beſtes, par leſquels les pertes & cas fortuits demeurent entierement à la charge des preneurs. Auſſi ceux éſquels outre le chaptel & croiſt, eſt promis par les preneurs ou bailleurs, argẽt ou bled, qu'on appelle droict de moiſon.

La Bovrt Tit. 8. Art. 1. Celuy qui a ſimplement ſans prefiger terme, baillé à garder ſon beſtail, comme trouppeaux de vaches, oüailles ou autre beſtail, à aucun en ſa maiſon, ne les luy peut oſter que ſeulement de la S. Michel, iuſques à la S. Martin.

Sole Tit. 20. Art. 1. Qui a baillé ſon beſtail à my-gaing & à my-perte, à aucun pris apprecié de Capitau, peut faire mener ledit beſtail exiguer au marché de Mauleon, toutesfois & quantes qu'il luy plairra. Et celuy qui les tient, eſt tenu d'amener tel beſtail au marché, quand il en eſt requis: & à qui le Seigneur du beſtail doit donner pris & eſtimation audit beſtail. Et celuy qui les tient, a l'option de retenir le beſtail en payant ou baillant ſuffiſante caution, qui ſ'oblige de payer d'icy à l'autre prochain marché de Mauleon, ſi bon luy ſemble: ſçauoir eſt le Capitau entierement, & la moitié du gain, ſ'il y en a: & auſſi le Seigneur du beſtail porte la moitié de la perte du Capitau, ſi perte y a, & le preneur l'autre moitié. Art. 2. Auſſi le preneur toutes & quantesfois, qu'il eſt ennuyé de tenir le beſtail, peut l'amener audit marché & demander au ſeigneur du beſtail, exiguer: lequel à l'occaſion de prendre le beſtail à l'eſtimation que le preneur en a faict ou le pris, ſçauoir eſt le Capitau & la moitié du gain, ſ'il y en a, & bailler au preneur l'autre moitié dudit gain ou caution ſuffiſante, qui ſ'oblige de payer dans la xv. qui eſcherra à l'autre plus prochain marché. Art. 3. Si aucun beſtail du my-gaing ſe pert ou eſt endommagé, par meſgarde coulpe ou negligence du tenancier, il eſt tenu de ſatisfaire au Seigneur du beſtail: & le tenancier ne peut vendre, changer, aliener ne mettre hors du my-gaing, ſans le conſentement du ſeigneur du beſtail: & ſ'il l'a faict, le ſeigneur du beſtail peut prendre par Iuſtice par tout, où il trouuera ſon beſtail: & ſ'il veut prendre ſes actions contre ſon acheteur, & le peut faire rendre

Source : BIU Cujas

Du bestail donne en garde, sans terme quand se peut oster.
Bestail donné à my-gaing & my-perte comme se peut exiger por le bailleur ou preneur.

auec dommages & interests. Tit.21. Art.1. Si celuy, qui a baillé son bestail à garder, vend vn chef ou plusieurs, celuy qui les tient en garde, les peut auoir si bon luy semble, pour le pris & conditions qu'il a esté accordé entre l'acheteur & le vẽdeur: ne le peut vendre, sans le faire à sçauoir au tenancier. Art.2. p. *à la* Bourt. Tit. 8. Art 1.

XIII. Chavmont Tit.3. Art.58. Si les preneurs ou detenteurs d'aucuns heritages tenus en emphyteose ou adcensissement, sont defaillans de payer la charge ou pension par iii. ans b continuels, le Seigneur les peut contraindre par Iustice à luy laisser lesdits heritages, si apres sommations faictes de payer ladite pension ou charge d'emphyteose, sont refusans ou delayans de payer.

Blois Chap.17. Art.211. Bail à rente fait de quelque heritage par gens d'Eglise ou laiz, soit à tousiours-mais, à vie ou à long temps, n'est point dict contract emphyteutique, si ces mots, *ledit heritage baillé à rente ou emphyteose*, ne seront inserez és lettres du bail: en telle maniere que si lesdits mots, *baillez à rente ou emphyteose*, ne sont inscrits & inserez ésdites lettres, ledit contract n'est point censé ne reputé contract emphyteutique: tellement que ledit heritage n'est point cheu en commis, si le preneur ou ses ayans cause cessent de payer ladite rente au bailleur ou à ses ayans cause par iii. ans, és gens d'Eglise ou laics.

Ivssat L. Art.2. Quand les emphyteotes ne payent leurs cens de deux, trois ou quatre ans ou plus, les emphyteotes ne confisquent point ce qu'ils tiennent: mais les Seigneurs peuuent demander les arrerages & venir par execution ou demande. Art.3. Pareille Coustume és lieux & Parroisses de S. Cirgue, Teisserres, Reillhac, Carandelle, S. Simon, S. Iean de Donne, Ytrac, S. Santin de Quantalez, la Chappelle, Vieux-châps, S. Paul, S. Estiẽne de Quãtalez, Mont-vert, Coffiat, Tros, Nyodamp, Pombignhac, S. Alire, Girgoux, Tornemire.

Tovrnay Tit.27. Art.5. Par vendre & liurer de main à autre sans le consentement du Seigneur c direct, la chose emphyteotecaire ou arrentee, icelle chose ne tombe en commise, & ne perd son droict le S. vtile.

Acs Tit.8. Art.1. La chose feodale ou emphyteutique ou autrement d'autre à titre perpetuel, ne tombe en commis, par faute de payement de deuoir au terme accoustumé, pose que le tenancier aye cessé payer par long temps.

XIV. Melvn Chap.10. Art.178. Si le Seigneur d de la rente acquiert le heritage, qui estoit specialement chargé de ladite rente ou partie d'icelle, telle rẽte sera confuse, pour † telle part qu'il en aura acquis: s'il n'est conuenu au contraire entre le Seigneur & le debteur de la Rente: laquelle conuention ne pourra preiudicier aux condetenteurs, qui auront acquis partie des heritages auparauant ladite conuention.

Sens Tit.13. Art.121. Rente e volage n'est executoire contre vn tiers detenteur, s'il n'a esté condamné ou qu'il n'ait passé declaration d'hypotheque. Art.124. Si l'heritage chargé de Rente f fonciere demeure sans aucun detenteur, & le g Rentier veut faire les frais des criees, il se peut mettre par auctorité de Iustice audit heritage, & protester, que si celuy qui doit ladite Rente veut rentrer audit heritage, la detention & perception des fruicts qu'il en aura faicts ne puisse preiudicier à sadite rente. Et en ce faisant ne sera ladite Rente confuse: toutesfois les fruicts qu'il aura reçeus, luy seront comptez en deduction de ses arrerages: & si plus il en a receu, il sera tenu restituer le plus. Art.129. S'il y a ren-

Bestail donné en garde ne peut estre vendu sans le consentement du tenancier: & si le bailleur les vend, le tenancier les peut prẽdre pour le pris.

Preneurs à titre d'emphyteose ou adcensemẽt, defaillãs par trois ans à payer la charge ou pension, seront contraints par Iustice à laisser lesdits heritages.

Cõtract Emphyteutique quand est censé, ou reputé tel.

Confiscation ou cõmise n'a lieu à faute de payement du cẽs par les emphyteutiques.

Cõmise n'a lieu en chose feodale ou emphyteutique, encores que le tenancier aye cessé de payer par le temps accoustumé.

Rente quand est confuse.

† *Ces mots, pour telle part &c. ont esté de nouuel adiousstez.*

Rente volage n'est executoire contre vn tiers detenteur, sans condemnation, ou recognoissance.

Rentier peut estre mis par auctorité de Iustice, dans l'heritage redeuable de rente fonciere, estant sans detenteur, sans que la rente soit confuse, à la charge de faire les frais des criees.

b L. 12. C. de episcop. aud. post triennium post attestationem in deuotum emphyteutam expellere poterit l. 2. C. de iure emphyt. Olim post biennium vt in cõductione l. cum domini 56. D. locati Nou. 7. c. 3. & ibi Cuia. Nou. 120 cap. 8. Auth. qui rẽ C. de sacr. eccles. cap. potuit De locato extra. Ce qu'on interprete des Emphyteoses appartenans aux Ecclesiastiques. Aucuns estiment que les trois ans de cessation de payement doiuent estre de trois termes, comme si de deux en deux ans il faut payer, il y aura six ans de cessation: si de trois en trois ans, neuf si de cinq en cinq, quinze. C'est chose certaine que l'on doit chasser par auctorité de iustice l'emphyteoticaire, defaillant de payer le deuoir qu'il doit pour raison des heritages qu'il tient à titre d'emphyteose. Et ne veux oublier que il a esté iugé par Arrest donné en audience le 8. iour de Iuin 1576. qu'vn heritier de celuy auquel vn heritage est delaissé à titre d'emphyteose, cessant le payement de trois annees n'est pas pour tant priué de son heritage: pour cause de l'ignorance que les heritiers ont de sçauoir les conditions mises & apposees au bail d'emphyteose. La fille ayant renoncé à la succession de ses pere & mere, ne peut pretendre droict en la chose prise à bail emphyteotique par son pere ou mere. Et de faict vn pere ayant pris à rente & emphyteose vn heritage pour luy & ses enfans il a vn fils & vne fille, la fille mariee renonce à la succession de ses pere & mere: apres leur decés elle demande part audit heritage arrenté: comme ne luy venant ledit heritage par succession, ains par conuention & paction. Bartol. in l. item vicendum D de pet. her. Bald in l. qui se patris C. vnde lib. Par Arrest du 18. Auril 1576. la fille en est deboutee. Et bail ayant esté faict à six vingts ans par le commandeur mort, fut resolu à faute de payer par trois ans, iugé en audience le 9. Auril 1585.

c Par le Droict ciuil alienation de chose tenue à titre d'emphyteose ne se peut faire sans le consentement du S. direct. Iustin. in l. 3. C. de iure emphy. Guido P. Decis. 101. Ce qui est gardé en plusieurs prouinces.

d Vn debteur peut delaisser à son creancier la possession de la chose engagee, & la luy quitter & bailler en payement de sa debte l. cum dominam 13. C. de pignor. l. in numerationibus 44 D. de solut. l. si prædium 4. C. de euict. Nou. 4. huiusmodi contractus vicem venditionis obtinet vt ait d. l. 4. C. de euict.

e Rente volage ou Rente volant és Coustumes & és edicts du Roy Louys 12. 1510. Art. 71. & de Charles 9. 1565. signifie la Rente constituee à pris d'argent que ceste Coustume de Sens Art. 123. nomme rente volant & courant. Quelques autres

Coustumes la nomme Rente constituee à pris d'argent: & est dicte rachetable. Voyez l'Indice des droicts Royaux.

f Rente fonciere est celle qui est mise & imposee sur le fonds en l'alienation d'iceluy: & aucuns font quatre especes de Rentes foncieres, comme Du Moulin escrit sur la Coustume de Paris Tit des Censiues, & Grimaudet liure 1. des viures par bail & licitation d'heritages est reputee fonciere: & aussi la Rente fonciere peut estre Seigneuriale & feodale. Grand Perche Art 212. & 213. Voyez cy dessus le Tit. 3 de Paris.

g Ce mot Rentier se prend pour celuy auquel la Rente appartient. Et aucunesfois pour celuy qui doit la Rente. En la Coustume de Bretagne Art. 74. 77. & 78. se prend pour le Rolle & papier Terrier du Seigneur qui a Rentes, droicts & deuoirs sur ses hommes.

tier sus vne maison ou heritage, que soit en main de Iustice, le second Rentier n'y prendra rien, iusques à ce que le premier soit payé du tout de sa Rente & arrerages. Mais si l'heritage est par aucun detenu, le second Rentier pourra contraindre le detenteur à le payer ou renoncer audit heritage. Et pourra iceluy second Rentier faire crier ledit heritage, & le mettre à pris pour la conseruation de la Rente & arrerages deuz au premier Rentier. Art. 130. Si vne maison ou autre heritage sont garnis de biens ou de fruicts, tellement que pour la Rente & arrerages on puisse gager en ladite maison, ou que le detenteur ne defaille payer par chacun an le creancier, iceluy creancier ne peut faire crier ladite maison ou heritage pour ladite rente.

Le premier rentier iouyssant dudit heritage par auctorité de Iustice, sera premier satisfaict & auant le second Rentier.

Second Rentier comme se peut adresser au tiers detenteur.

AVXERRE Tit. 5. Art. 118. Si aucun baille sa maison ou autre heritage à Rente fonciere, perpetuelle, ou à vie, il peut pour ladite Rente & arrerages escheus faire prendre & saisir l'heritage, ensemble les meubles y estans & louages & fruicts d'icelle. Et demourera la main garnie pour lesdits arrerages, s'il n'appert des lettres de bail †† ou obligation personnelle. Art. 119. Pour arrerages de Rente constituee on ne peut proceder par execution contre &c. p. à l'Art. 121. *de Sens.* Art. 122. Si aucun heritage chargé de Rente &c. p. *à Sens.* Art. 124 sans detenteur, celuy à qui est deuë ladite Rente, ne se peut mettre en iceluy sans auctorité de Iustice. Mais bien apres auoir presenté requeste au Iuge, il se pourra pour la conseruation de sa Rente mettre en iceluy heritage, laquelle Rente ne sera pource confuse, si apres le detenteur apparoist, ayant le creancier de ladite rente faict ses protestations au cas pertinentes: à la charge toutesfois que les fruicts qu'il aura perceus audit heritage deduits les frais, qu'il aura faits, tiendront lieu audit detenteur, sur les arrerages de ladite Rente, qui se trouueront estre deuz. Et † si dedans x. ans le detenteur reuient, ledit creancier sera tenu luy rendre l'heritage, luy payãt les meliorations, sans deduction des leuees, qui demoureront audit creancier. Ar. 127. S'il y a deux Rentiers, &c. p. *à Sens.* Art. 129. faire crier & mettre à pris l'heritage, à la charge du premier Rentier, pour la conseruation de sa Rente. Art. 128. p. *à Sens.* Art. 130.

Rentier ne peut faire mettre la maison ou heritage en criees, quãd il y a meubles ou fruicts dans la maison ou heritage, ou que le detenteur n'a failly par chacun an, à payer la Rente.

Rentier comme se peut faire payer pour vne rente fonciere perpetuelle ou à vie

†† *Ces mots,* ou obligation personnelle, *ont esté de nouuel adiouste.*

BAR Tit. 5. Art. 59. *A la fin.* Et n'est la rente volante &c. p. à l'Art. 121. *de Sens.* Art. 63. Le Seigneur de la Rente fonciere se peut empossessionner & saisir de l'heritage affecté à ladite Rente, s'il se trouue sans detenteur. Et où celuy qui estoit detenteur y voudra r'entrer, ne sera reçeu de rendre que le surplus de ladite Rente, si surplus y a, & qu'il l'ait receu.

† *Ces mots,* Et si dedans, *&c. iusques à la fin ont esté de nouuel odiouste.*

TOVRNAY Tit. 8. Art. 1. Que ceux qui ont Rentes foncieres sur les heritages situez en la Iurisdiction, lesdits Escheuins peuuent par faute de payer trois annees ou moins, faire saisir les heritages chargez desdites Rentes par Iustice desdits Escheuins, en presence de deux d'iceux, si c'est dedans les viels murs, par celuy à qui l'estat de ladite Iustice, present vn Sergent dudit Escheuinage: lesquelles Saisines se doiuent signifier par ladite Iustice au proprietaire desdits heritages saisis, s'il est residét en ladite ville, & s'il reside hors, au locataire ou occupeur d'iceux. Art. 2. Et en faute de le recouurer, se doit faire aux voisins prochains desdites maisons saisies: & ce faict se doiuent à la relation de ladite Iustice lesdites saisines & significations enregistrer és Registres desdits Escheuins endedans le tiers iour ensuiuant: à peine de reuocation d'icelles saisines, si faute y auoit. Art 3. Que lesdits Rentiers ne peuuent faire lesdites saisines & poursuittes pour plus de trois annees dernieres de leursdites Rentes: à peine de perdre leur saisine & despens, mais toutesfois, si les proprietaires desdits heritages auoient promis au Rentier ou son Receueur payer lesdits viels arrerages: oudit cas en vertu de leurs promesses, ils en seroient poursuiuables par action personnelle, & non autrement. Art. 4. Semblablement si lesdits Rentiers ou leurs Receueurs font saisir les heritages chargez de leur Rẽte, pour plus de termes des arrierages d'icelles, qui n'en seroiẽt deuz, ils se pourront restraindre à la somme deuë, en payant les despens, iusques au iour de ladite restrinction. Art. 5. Que si les proprietaires des heritages char-

Rente volant.

Saisie pour faute de payement de trois annees d'arrerages de Rente fonciere comme se doit faire.

Rentier ne peut faire saisine & poursuitte des arrerages des Rentes foncieres pour plus de trois ans: sinon qu'il eust promesse de payer

Source : BIU Cujas

les arrerages vieils.

Rentiers ou leurs Receueurs ayant faict ſaiſir les heritages pour plus de termes qu'il n'eſt deu, ſe peuuent reſtraindre en payant les deſpens iuſques au iour de la reſtriction.

Proprietaires comme peuuent contredire la ſaiſine faite par le Rentier ou ſon Receueur.

gez de Rente & ſaiſis pour les arrerages d'icelles, veullent empeſcher la retraicte de leurdit heritage, & contredire ladite ſaiſine, ſans prealable furniſſement des annees pour leſquelles ladite ſaiſine ſeroit faite, ils ſont par la Couſtume tenus de endedans xv. iours, apres icelle ſaiſine, du moins auant iceluy heritage, eſtre mis en tenure, faire adiourner ledit ſaiſiſſant, afin de dire les cauſes de ladite ſaiſine. Art. 6. Et auant que le pouuoir contraindre aller auant, & oudit cas de l'adiournemẽt auant vlterieure procedure, faut que l'adiournãt face apparoir qu'il eſt heritier de l'heritage ſaiſi, auant que le ſaiſiſſant le requiert: autrement ne ſeroit receuable de contredire ladite ſaiſine. Et ſeroit en ce cas le Rentier receu à proceder à la tenure & retraite dudit heritage ſaiſi. Art. 7. Apres vn heritage mis en ſaiſine & tenure, ſi le ſaiſiſſant veut contraindre l'occupeur de partir la maiſon, il doit comparoir auec la Iuſtice dudit Eſcheuinage par deuant les Eſcheuins, & ſoy fonder en premiere, ſeconde, tierce & iiii. plaintes, denotant par icelles que l'heritier ou occupeur dudit heritage le tient & occupe contre ſa volonté: leſquelles plaintes ſe doiuent faire de tiers iour à autre, ſe bon ſemble audit ſaiſiſſant. Et à chacune d'icelles, la Iuſtice cõclud en loix, qui luy ſont adiugees, ſçauoir vne groſſe ou petite loix, à l'arbitrage des Iuges. Art. 8. Si les proprietaires apres leſdites ſaiſines ſont en faute de faire leſdits adiournemens, le Rentier ſaiſiſſant apres leſdits xv. iours de ſadite ſaiſine paſſez, ſe peut faire mettre en la tenure & poſſeſſion dudit heritage ſaiſi, & ſ'il eſt loué, faire les fruicts d'iceluy ſiens en payement, & iuſques à concurrence de ſes arrierages, deſpens & leaux couſtemens, & ſi le proprietaire y demeure, peut le Rentier faire plainte ou clain par deuant leſdits Eſcheuins narrer ladite ſaiſine & tenure & à ſa requeſte ſera mis en poſſeſſion & iouyſſance de l'heritage, pour ſur les fruicts & teuenu d'iceluy eſtre ſatisfaict de ſes arrierages. Art. 19. Apres vn heritier mis en ſaiſine & tenure, ſe l'heritier ſe veut oppoſer à icelles ſaiſine & tenure, n'eſt receuable à ſon oppoſition n'eſt en payant prealablement les annnees contenuës en la ſaiſine, auec tous deſpens pource engendrez iuſques au iour. Art. 10. Apres les ſaiſines & tenures faites des heritages chargez de Rentes paſſees ſans adiournement ou contredit de la partie des proprietaires d'iceux, le Rẽtier doit par luy ou ſon Procureur garder trois iours de plaids, appellez les plaids du Bourg, qui ſe tiennẽt trois fois l'an, & continuer trois iournees & quart d'abondant. Art. 111. Apres leſquels paſſez ſ'il y a contredict ou debat, doit le Rentier faire adiourner leſdits contrediſans & debattans pardeuant leſdits Eſcheuins à l'ordinaire, pour dire les cauſes de leur debat ou contredit, ou les parties ouyes, ſoit que leſdits debats ſe facent par autres Rentiers ou le proprietaire deſdits heritages, leur eſt faicte & adminiſtree Iuſtice. Art. 12. Tellemẽt que ſi pluſieurs Rentiers ſont debatans & continuent leur debat, iuſques à ce que l'ordre de l'antiquité des Rentes deuës par ledit heritage ſaiſi ſoit declaré, eſt loiſible au Rentier dernier declaré en ordre à la pourſuite du premier declaré oudit ordre, requerir eſtre mis au poinct du ſaiſiſſant, à la charge de payer les rentes precedens la ſienne auec les deſpens, à quoy faire doit eſtre receu. Et en faute d'iceluy, ſa rente eſt declaree eſtainte, & peuuent les autres derniers Rentiers faire le ſemblable touſiours commençant au dernier. Art. 13. Pareillement ceux ayans hypotheques ſur leſdits heritages ſaiſis, peuuent debattre leſdites retraites, & en payant toutes les Rentes foncieres & deſpẽs, doiuent eſtre receus & mis au point du ſaiſiſſant ou lieu de ſondit hypotheque, à la charge de toutes les Rentes deuës par ledit heritage, & de payer tous arrierages & deſpens, comme dit eſt. Art. 14 Et ſi leſdits quatre iours deſdits plaids du Bourg gardez par le Rẽtier, n'y a aucun contredit, ledit heritage ſaiſi eſt adiugé audit Rentier, ou lieu de ſadite Rente, & ſ'en font lettres en ample forme contenant les diligẽces & ſolemnitez deſſuſdits. Art. 15. Apres leſdites lettres faittes leſdits Eſcheuins iuſques au nombre de quatre auec leur Sergent & ladite Iuſtice, ſe tranſportent au deuant de l'heritage ſaiſi & retraict comme dit eſt, & illec apres leſdits eſcrits en deux parties leuz en haut & en public, fait par trois fois haut & cler publier à ladite retraicte, pour ſçauoir ſi en icelle ny viẽdra contredit valable, Art. 16. Apres leſquelles lecture & proclamation, ſi le proprietaire vient contredire, il y eſt reçeu, en payant les arrerages deuz par ſondit heritage auec tous deſpens faits à raiſon deſdites ſaiſines, tenures, procedures & autres choſes deſſuſdits, & non autrement. Art. 17. Et ſi auſdi-

Plaintes du ſaiſiſſant.

Oppoſition de l'heritier à la ſaiſine & tenure n'eſt receue, ſi non en payant les arrerages cõtenus en la ſaiſie, & les deſpẽs.

Plaids du Bourg ſe tiennẽt trois fois l'an.

Retraicte des heritages ſuiets à Rentes foncieres comme ſe doit faire.

Source : BIU Cujas

tes proclamations n'y a contredit, ou que le proprietaire ou autre Rentier contredisant ne paye promptement leſdites Rentes & deſpens, les Eſcheuins adheritét ledit Rentier ſaiſiſſant, ou autre mis au poinct d'iceluy dudit heritage ſaiſi, & luy en baillent la proprieté, ou lieu de ſadite Rente, pour par luy & ſes ayans cauſe en iouyr à touſiours, comme de ſa propre choſe & bon droict, ſans ce que depuis leſdites ſolemnitez gardees perſonne ſoit plus receuable, y bailler aucun contredict ou empeſchement: ſauf que ſi l'heritage fourgaigné vaut mieux, que ce pourquoy le fourgaignement ſe faict, la mieux vaille ſera renduë au debiteur, & ſe moins y a, demeurera le crediteur en ſon entier, pour le recouurer ſur les autres biens du debiteur, ſi aucuns en a. Tit. 27. Art. 4. Quelque faute de payement qu'il y ait de rente fonſiere, la choſe ſuiette à icelle Rente ne ſe pert & ne tombe en commiſe, ains conuient pour la reprendre de proceder par ſaiſine & tenure, plais garder & retraicte en dedans laquelle l'on vient touſiours à temps à purger ſa demeure, en payant les annees d'arrierages & deſpens faits à raiſon deſdites ſaiſine, tenure & autres deuoirs.

De la vente & conſtitution de Rente, encores qu'elle ne ſoit en ſaiſinee ou infeodee.

SENLIS Tit. 10. Art. 197. Toute franche perſonne, vſant de ſes droicts, aiant le droict gouuernement & adminiſtration de ſes biens, peut vendre, aliener & cõſtituer rente ſur ſes heritages tenus en fief, en cenſiue ou autre droict reel d'aucun Seigneur: & telle vendition & conſtitution de Rente eſt bonne & valable, poſé ores qu'elle ne ſoit enſaiſinee n'infeodee. Art. 198. Ladite Rente ainſi venduë & conſtituee a cours ſur les heritages du vendeur ou conſtituant, quand ils ſont tenus & poſſedez par le vendeur ou par le S.F. à titre particulier, autre que comme S.F ſinon que le S.F. euſt retenu l'heritage par puiſſance de fief de l'acheteur. Auquel cas ſera le Seigneur tenu de ladite Rente. Art. 202. Nul ne peut eſtre Rentier & proprietaire de l'heritage ainſi chargé de ladite Rente. Car icelle rente eſt confuſe au crediteur, en prenant par luy la proprieté. Tit. 15. Art. 286. Quand aucun a pris vn heritage à Rente, & à ce ſ'eſt obligé à touſiours ou à temps & promis ledit heritage entretenir tellement, que ladite Rente y puiſſe eſtre perceuë, tel preneur ne ſe peut departir du contract de prinſe, ne renoncer à icelle prinſe, ſans l'expres conſentement du bailleur, ou de celuy qui aura cauſe de luy.

Nul n'eſt rentier ne proprietaire.

CLERMONT Tit. 3. Art. 41. Quand aucun à acqueſté aucun heritage ou autre choſe reputee immeuble, & tel heritage ou choſe immeuble eſt chargé enuers l'acqueſteur d'aucune Rente ou charge reelle, telle rente ou charge, par le moyen de ladite acquiſition, eſt en ſoy confuſe: en telle maniere que deſlors iceluy acqueſteur pour raiſon de ladite Rente ou charge reelle, n'eſt plus receuable d'en faire demande, action ou pourſuite: pourueu toutesfois †† qu'il n'y ait autres heritages obligez & hypothequez à ladite Rente: auquel cas ſera confuſe ladite Rente ou charge reelle, *pro rata*. Art. 42. Si vn homme a Rente ſur vne maiſon ou autre heritage, & il vend partie de ladite Rente: icelle Rente venduë, eſt & demeure premiere & telle, que celle que le vendeur retient à ſoy, eſt derniere & ſous miſe à la premiere, quand il y a ſur ce obligation.

Rente ou charge quand eſt confuſe.

†† *Ces mots, Pourueu toutesfois, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Rente vendue en partie, eſt premiere: & celle que retient le vendeur eſt la derniere.

VALLOIS Tit. 3 Art. 19. Si pluſieurs auoient acquis diuerſes Rentes ſur aucuns heritages en la maniere deuant dite: & leſdits heritages ſe vendoient par execution à la requeſte de l'vn d'eux ou autre, le premier enſaiſiné de la Rente, qui auroit eſté conſtituee ſur ledit heritage, precederoit les autres qui ne ſeroient enſaiſinez, tant pour ſon principal, comme pour ſes arrerages: poſé ores qu'il fut dernier acqueſteur, & le ſecond enſaiſiné l'enſuiuroit apres: & ainſi par ordre: & les autres non enſaiſinez viendront à contribution du pardeſſus *pro rata* de leur droict, comme priuilegiez autant l'vn comme l'autre. Tit. 12. Art. 163. Quand aucun achete rente ſurdes heritages, & depuis acqueſte leſdits heritages, ſur leſquels la cõſtitution de Rẽte eſt faicte, en ce cas ladite Rente eſt confuſe. Et ſemblablement ſi leſdits heritages demouroient vacans, & le Rentier ſe boutoit en iceux ſans prouiſion de Iuſtice, en les voulant dire ſiens à cauſe de ſadite Rente: en ce cas ladite Rente eſt pareillement confuſe, & ainſi en vſe l'on. Art. 164. Et où tel acqueſteur voudra renonçer audit heritage ainſi chargé que dit eſt, & voudra retourner à ſon action, qu'il auoit pour ladite Rente, faire le pourra nonobſtant ladite confuſion, en telle prerogatiue droict & ordre, qu'il eſtoit auparauant ladite confuſion. Tit. 14. Art. 177. & 178. † p. *à Senlis*. Art. 197. & 198.

Ordre des Rentiers, & le premier enſaiſiné precede les autres Rentiers tant pour la Rẽte que pour les arrerages, encores qu'il fut dernier acqueſteur.

TROYES Tit. 4. Art. 67. Rente conſtituee d'argent, bled, vin ou autre choſe à quelque pris & ſomme que ce ſoit, eſt rachetable à touſiours: quelque contract ou renonciation qu'on puiſſe faire au contraire.

Rente quand eſt eſtimee confuſe.

VITRY Tit. 13. Art. 132. Es †† preuoſtez de Vitri & Larzicourt, quand au-

Rentier acqueſteur renonçant à l'heritage acqueſté peut retourner à ſa rẽ-

Source : BIU Cujas

te nonobstant la confusion d'icelle.

† *Les Art. 177. & 178. sont introduits pour nouuelle Coustume.*

Rente constituee est rachetable à tousiours.

†† *Les Nobles Officiers du Roy & Procureurs ont requis que ceste Coustume fut tenue pour generale en tout le Bailliage. A quoy tous les gens d'Eglise se sont opposez tous d'vn accord. Au moyen dequoy auons ordonné que l'Article 132. demoureroit pour Coustume: & sur ledit different auons ordonné qu'ils escriroient & produiroient par deuers nous tout ce qu'ils voudroient dedans la S. Martin, pour en faire nostre rapport à la Cour. Et sur ce les Practiciens dudit Vitry nous ont requis que veu que ladite Coustume demeure pour locale, esdites Preuostez, qu'on aduisast à mettre taux raisonnable, auquel lesdites rentes & aumosnes seroient rachetables. Et apres auoir ouy tous les Practiciens desdites Preuostez & d'autres Sieges particuliers, aussi le Procureur des habitans dudit Vitry, de leur consentemẽt, ensemble des Chanoines de l'Eglise Collegiale dudit Vitry, auons ordonné que lesdites aumosnes seroient rachetables au pris de xx. den. le den. comme dessus est dict: & ce par maniere de prouision, iusques à ce qu'autrement en soit par la Cour ordonné.*

cun testateur ou autre donne & aumosne quelque somme d'argent ou de grains à vne Eglise, soit college, Monastere, Parroisse ou Chappelle, il est permis & loisible au proprietaire de l'heritage ainsi chargé, auoir & racheter ce qui seroit donné & aumosné, & en descharger son heritage à xx. den. le denier. Car tels dons & aumosnes sortissent ésdits lieux nature de meubles.

CHALONS Tit. 15. Art. 127. Rentes constituees sur fief, sont reputees roturieres, si elles ne sont infeodees.

AMIENS Tit. 11. Art. 248. Auant † qu'vn Seigneur, auquel est deu Rente puisse poursuiure iudiciairement & demander icelle rente à son tenant rentier, ou surcensier, il faut qu'il demande la rente sur le lieu: à sçauoir en faisant signifier à l'Eglise à iour de feste, heure de grand Messe, ou à heure de plaids, que le receueur du Seigneur viẽdra au lieu de sa seigneurie à certain iour pour receuoir ce qui luy est deu: ou en allant à la maison du tenancier, rentier ou surcensier debteur de ladite rente ou surcens.

AMIENS L. Art. 7. Si aucun achete droicts de surcens ou rente sur maisons ou heritages seans en ladite ville, le proprietaire peut rembourser l'acheteur des deniers par luy desbourſez, dedans demy an, à compter du iour qu'il sera venu, à la cognoissance dudit proprietaire: & ledit rembourſement faict, ledit Surcens ou rente demeure confus, & l'heritage deschargé. Art. 8. Quand celuy qui a droict de surcens ou rente, vend ledict surcens ou rente au proprietaire des heritages chargez, lesdits surcens ou rente demeurent confus & estaings à la descharge desdicts heritages, & ne se peuuent retraire par le lignager.

PONTHIEV Tit. 8. Art. 132. Quand aucune personne ayant cause, a recognu & accordé aucunes lettres obligatoires de rente ou d'autre debtes, ésquels estoit tenu & obligé le defunct, duquel il seroit heritier & ayant cause, estre executoires sur luy, ses biens & heritages en ladite qualité, selon la teneur desdites lettres, le crediteur au profit duquel s'est faict ladite recognoissance desdites lettres, peut & luy loist, pour auoir payement desdites rentes & debtes en defaute de biens meubles, faire prendre par execution les propres heritages dudit heritier ou ayant cause, par lequel lesdites lettres sont ainsi recogneuës executoires: & desdicts heritages faire criées & subhastations, & les faire adiuger par Decret: iaçoit ce que lesdicts heritages n'ayent poinct appartenu à celuy qui a faict la debte, & par qui la rente a esté venduë.

BOVLLENOIS Tit. 25 Art. 127. Chacun peut a rente ses heritages feodaux & cottiers sans fraude a tel qu'il luy plaist, sans le consentement de l'heritier apparant: & est submis audit arrentissement tant le bailleur, qui est le S. F. que le preneur & leurs hoirs. Mais si le bail se faict par homme cottier, & que le S. F. n'y soit appellé, n'y est iceluy seigneur aucunement submis. Tit. 26. Art. 130. Vn Seigneur est tenu de demander suffisamment sa rente apres le terme escheu & le faire crier a l'Eglise auparauant qu'il soit receu d'en intenter action & faire poursuite par Iustice. Art. 131. Le tenant rentier vne fois en sa vie est tenu a proposer & affermer auoir payé sa rente a son Seigneur, ses fermiers ou commis, & en affermant l'auoir payé demeure quitte de tous arrerages precedens. Tit. 9. Art. 147. Le Seigneur aiant receu sa rente par trois ans continuels, d'vn qui se dit estre son tenant rentier, est par le payement tenu & reputé rentier & pour tel confessé par le Seigneur.

PERONNE Tit. 8. Art. 215. Rentes constituees h en grains se doiuent reduire au denier douze, nonobstant quelque laps de temps qu'il y ait.

LILLE Tit. 5. Art. 68. Toutes personnes de franche condition peuuent vendre

† *Ceſt Art. 248. qui estoit le 44. Art. de Monstreul a esté adiousté à la Coustume generale, pour auoir lieu à l'aduenir.*

Heritiers ou ayãs cause ayãt recognu les lettres obligatoires d'aucune rẽte ou d'autres debtes, ésquelsle defunct estoit obligé, oblige ses propres heritages & les peut le creancier faire saisir & mettre en criees & subhastations: encores que les biens n'ayent appartenu audict defunct.

Seigneur Feodal peut bailler à Rente ses heritages Feodaux & cottiers sans le consentement de son heritier apparant: mais si l'homme cottier baille à rente, le S. F. y doit estre appellé.

Rente se doit demander auãt qu'en faire action.

Rentier affermant vne fois en sa vie auoir payé sa Rente, demou-

h Ceſt Art. 215. est conforme à l'Ordonnance du Roy Charles 9. 1565. par laquelle

Source : BIU Cujas

re quitte des arrerages precedens,
Tenant rentier est estime quand le S. a receu la rente par trois ans continuels.
Rentes constituees en grains reduites au denier douze.

toutes rentes constituees en bled, qu'on appelle volantes, sont reduites au denier xii. tant pour les arrerages deuz que pour le payement qui sen fera à l'aduenir: sur peine d'estre punis de la peine indicte contre les vsures & vsuriers, ainsi qu'il est contenu en la Conference liure 4. tit. 6.

De la constitution des rentes heritieres au denier xvi. & en dessus : & des rentes viageres à deux ou trois vies, au denier dix & en dessus & à vne vie seule au denier vi. vii. ou viii. & en dessus.

Rentes foncieres deues sur maisons & heritages estans vendues, se peuuent racheter en rendant les deniers, frais & loyaux coustz.

Rentes foncieres sont executoires sur les biens trouuez esdites maisons & tenemens.

Rente fonciere quand demeure estaincte.

Rentier ou ayãt rente fonciere, est S. de sa rente pour les droicts Seigneuriaux ou de Relief.

Bail à rente ou surcens se peut faire d'heritage venu de succession sans y appeller l'heritier aparant n'y garder nulle des iii. voyes introduites en alienatiõ d'heritage: pourueu qu'il soit à iuste pris sans bailler deniers & sans rachat.

Rente ou surcens se peut vendre sans y garder l'vne des iii voies.

Relief ordinaire

Rente cõme se doit demãder apres le terme escheu.

Rentier ayant payé par trois ans la rente, est quitte du relief.

Toutes rentes sõt rachetables.

Rentes ne se peuuent conditionner qu'elles ne se pourront iamais racheter: sinõ durant la vie des bailleurs ou terme non excedant 25. ans.

dre & constituer rentes heritieres & viageres sur eux & leurs biens : à sçauoir les rentes heritieres au denier xvi. & en dessus : & les rentes viageres à deux ou trois vies, au denier x. & en dessus : & à vne vie seule au denier vi. vii. ou viii. & en dessus : i & ce par deuant deux Auditeurs sous le Seel du Souuerain Bailliage ou par deuant deux Escheuins, sous le Seel aux cognoissances de ladite ville, ou autre Iustice competente. Art. 69. L'on ne peut constituer rentes heritieres sans rachat moyennant pris d'argent.

i Voyez du Moulin en son traicté des contracts vsuraires l. q. 63. auec les cinq suiuans.

BETHVNE Tit. 2. Art 14. Quant les rentes foncieres, que doiuent les maisons & heritages, se vendent, les possesseurs heritiers desdites maisons & heritages de ce chargez, peuuent r'auoir icelles rentes, & en descharger les maisons & heritages en rendant les deniers, frais & loyaux coustemens, de ladite vendition, en dedans xl. iours que ce leur aura esté signifié : & sont icelles rentes executoires sur les biens qu'on trouue esdites maisons & tenemens. Art. 15. Et se aucun possesseur de aucune maison ou autre heritage situé en la ville & Banlieuë chargee d'aucune rente fonciere, achepte ou retraict ladite rente, icelle rente demeure sopite & estainte: & apres ledit achat, ladite maison & heritage, qui tenuë estoit de ladite rente achetee, sera tenuë du Seigneur, dont ladite rente venduë estoit tenuë. Et est en ladite ville & banlieüe chacun rentier & ayant rente fonciere, Seigneur de sa rente, entant que touche droicts Seigneuriaux ou de relief seulement.

SAINCT POL EN ARTOIS Tit. 3. Art. 3. Il loist à vn chacun, se bon luy semble bailler son heritage à luy venu de succession à rente & surcens annuel & heritable à telle personne que bon luy semble, sans ce qu'il soit tenu à ce appeller ny euoquer son heritier apparent, n'y garder nulle des trois voyes requises en alienation d'heritage : pourueu que ledit baillement soit faict pour iuste pris, sans bailler deniers ou y apposer rachat. Auquel cas conuiendroit y garder l'vne des trois voyes. Lequel baillement, le Seigneur, dont l'heritage seroit tenu, ne pourroit empescher que l'on y appousast recognoissance raisonnable à son profit, telle que de xx. sols quatre den. pour le plus, comme il est dict cy dessus pour les hypotheques. Art. 4. Ceux qui auroient faict lesdits baillemens ou leurs heritiers ne pourroient vendre lesdites rentes ne surcens sans y garder ny obseruer l'vne des trois voyes. Art. 5. Ceux qui possederoient proprietairement ladite rente, sont tenus de releuer de Relief ordinaire deu pour raison du fonds & proprieté. Et les surcensiers du double de la recognoissance apposee audit baillement.

S. OMER EN ARTOIS Tit. 2. Art. 3. Auant qu'vn Seigneur puisse poursuiure iudiciairement la rente contre son rentier ou son censier il faut qu'il ait fait signifier à l'Eglise en iour de Dimenche à heure de grand Messe ou à heure de plaids qu'il ira ou enuoyera en chacun lieu de sa seigneurie, qu'il declarera : si ce n'est qu'il y ait iour & lieu prefix pour de tous receuoir ce qui est deu audit Seigneur, ou sinon qu'il aille à la maison du tenant rentier ou sou-censier demander ladite rente ou sou-cens. Art. 6. Si vn S. reçoit de son tenant rentier par le temps & espace de trois ans, il le tient & est tel tenant tenu & reputé à homme dudit Seigneur: en telle maniere, que iamais le S. ne luy peut faire question dudit Relief.

CAMBRAY Tit. 11. Art. 1. Toutes rentes à titre d'arrentement, sont rachetables dedans la Cité de Cambray. Art. 2. Et si le rachat n'est deuisé par les lettres de creation de la rente, il se doit estimer & apprecier selon le ruage & les lieux & heritages circonuoisins. Art. 3. Et ne se peuuent dedans ceste dite Cité rentes conditionner, qu'elles ne se pourront iamais racheter. Neantmoins on peut bien conditionner par lettres d'arrentement, que rente ne se puit racheter, durant la vie des bailleurs, ou iusques à certain temps non excedant le terme

Source : BIU Cujas

de vingt cinq ans. Mais hors ladite Cité, rentes à titre d'arrentement ne se peuuent racheter, contre la volonté du proprietaire de la rente, si le rachat n'est deuisé par les lettres d'arrentement. Art. 4. Rentes d'Eglise & rentes foncieres, tant en Cambray que Cambresis ne sont rachetables contre la volonté des proprietaires d'icelles. Art. 5. Rentes volantes constituees par vendition à pris d'argent & à rachat, que l'on appelle rentes par lettres, doiuent de leur nature generalement estre touſiours rachetables, pour le mesme pris de l'achat. Art. 6. En ladite Cité si celuy à qui vne rente fonciere appartient, vend sa rente à autre, que à son rentier, l'acheteur doit faire deuëment signifier son achat au rentier pour le racheter & prendre, si bon luy semble par retraicte, en refondant audit acheteur le pris qu'il en auroit payé, auec leaux couſts & deſpens en dedans quinze iours apres ladite signification. Et se le rentier laisse passer les quinze iours, il ne pourra plus vser de ladite retraicte. Article huictiesme. Rentes viageres ou heritieres par lettres ne vallent, s'il n'y a Rapport & hypotheque speciale d'heritage: & si autrement se vendent les deniers, qui sont payez comme rente, se peuuent tourner en diminution & payement des deniers principaux. Article neufiesme. Rachat ou rembourſement de rente deuë sur heritages patrimoniaux, ne tient poinct nature d'acqueste. Mais tel Rachat est reputé deſcharge & extinction de la rente, & tient tout l'heritage ainsi deſchargé semblable nature, que deuant, s'il n'est expressement deuisé autrement. Article dixiesme. Rentes par lettres se pourront pour l'aduenir vendre & constituer à iuste pris d'argent, sous libre faculté de Rachat pour le mesme pris, sur maisons & heritages de ceste Cité de Cambray, par Rapport & hypotheque d'iceux, par deuant Eſcheuins: auſsi bien que sur terres & heritages situez hors ladite Cité. Article vnziesme. Rentes constituees en grains, à pris d'argent, se doiuent reduire au denier seize, nonobstant quelque laps de temps qu'il y ait.

La Salle de Lille Tit. 1. Art. 45. Pour auoir payement par vn Seigneur ayant Haute Iuſtice, Vicomtiere Fonsiere de ses Rentes Seignouriales, est requis faire publier par iour de Dimenche, ou autre iour solemnel à heure de grand Meſſe: Et apres tenir par luy ou son Receueur, son Siege au iour limité & lieu accouſtumé. Et se aucuns sont en faute de payement, iceluy Seigneur, Bailly, Lieutenant ou Receueur, se peut fonder en plainte pardeuant ses Eſcheuins ou Iuges cottiers, en remonſtrant ladite defaute, requerant lesdits heritages chargez deſdites Rentes, estre saisis pour auoir ledict payement, ou en faute de ce retraicts & reincorporez à la table & demaine dudit Seigneur. Et apres les saisines, defenses, adiournemens & sceultes faictes en la maniere accouſtumee, au iour assigné, relation faicte des deuoirs susdits, concluſions pertinentes prinses, en cas de non comparition, se adiugent de quinzaine en quinzaine les heures du premier, second, tiers iour, apres heure d'eſtoilles gardee, & quart iour. Que lors apres auoir remonſtré par ledit Seigneur, son Bailly ou Lieutenant, auſdits Eſcheuins ou Iuges, lesdits deuoirs, est tenu de rechef soy fonder en plainte sur lesdits heritages aux fins que dessus, & les saisines, defenses, adiournemens & sceute faicts, de ce iour en quarante iours, audit Seigneur, son Bailly ou Lieutenant, font à adiuger de quarante en quarante iours, les heures de premier, second, tiers apres heure d'eſtoilles gardee, & quarte quarantaine, & lors rafreschir lesdites procedures, surquoy lesdicts Eſcheuins ou Iuges declarent n'en pouuoir plus cognoiſtre, remettant le surplus par deuant les hommes de fiefs dudict Seigneur ou de son Seigneur immediat. Pardeuant lesquels relation faite deſdits deuoirs de Iuſtice, il se doit fonder en plainte, & apres les saisines, defenses, adiournemens & sceute, iour est assigné de ce iour en vn an pour veoir leuer la Palee & Vvaſon, & reincorporer lesdits heritages au gros du fief dudit Seigneur, Auquel iour relation faicte deſdicts deuoirs, faict a adiuger auanchement de l'heure, en declarant lesdits heritages estre reincorporez, re-vnis & retraicts à la table, & demaine dudict Seigneur fonsierement à touſiours. Et ce faict, ledict Seigneur, Bailly ou Lieutenant, est tenu de soy transporter sur lesdits heritages, preſens lesdits hommes de fief, & leuer la Palee & Vvaſion en reincorporant iceux au gros dudit fief. Et lesdits deuoirs faits, gardez & entretenus, sans quelque interruption, les heritiers en sont à touſiours priuez & deboutez. Et ne peuuent lesdits heritiers constant lesdictes procedures, apres l'heure, du tiers iour adiugee, auoir main-leuee & estre receus à oppoſition. N'est en namptiſſant les arrerages deſdites rentes Seignourialles,

Rentes d'Egliſe & foncieres ne ſont rachetables.

Rentes volantes ſont perpetuellement rachetables.

Rentes par lettres.

Retraicte de rente vendue à autre que au rentier, ſe doit faire par le rentier xv. iours apres la ſignification.

Rentes viageres ou heritieres par lettres ne vallent ſans Rapport & hypotheque ſpeciale.

Rente quand eſt confuſe.

Rentes par lettres ſe peuuent conſtituer par Rapport & hypotheque.

Rentes conſtituees en grains ou à pris d'argent reductibles au denier ſeize.

S. ayant Haute Iuſtice, Vicomtiere ou fonciere, cõme ſe fera payer de ſes rentes.

Leuer la Palee & Vvaſon.

Source : BIU Cujas

pretendues & les loix encourues: mais parauant ladite heure de tiers iour, ſont receus à oppoſition en baillant caution. Art. 46. Le Seigneur, peut ſi bon luy ſemble, en delaiſſant ladite forme de retraicte, proceder ou faire proceder pour rẽtes Seignouriales non payees, ſur les heritages chargez deſdites rentes pour en auoir la ioyſſance, ſelon la teneur des lettres patẽtes ſur ce deſpechees: & pour à ce paruenir ledit S. ſon Bailly ou Lieutenant, apres ledit Siege publié & tenu, ſe peut fonder en plainte & faire ſaiſir par ſa Iuſtice, iceux heritages & les profits & reuenus en procedans, pour auoir la ioyſſance deſdits profits & reuenus, tant & iuſques à ce que les heritiers deſdits heritages, leur cenſier ou commis, au nom d'eux, ayent furny aux arrerages deſdites rentes: laquelle ioyſſance au bout deſdites quatre quinzaines ſur ce entretenuës à heure de plaids, ſans garder à la iii quinzaine heure d'eſtoilles, fait a adiuger audit Seigneur, ſon Bailly ou Lieutenãt: ſauf que l'effect de ladite adiudication eſt tenu en ſurſeance, iuſques à autre quinzaine enſuiuant, pour faire payement deſdites rentes: & doiuent leſdits heritiers eſtre receus à oppoſition & auoir main-leuee en nantiſſant. Et ſi eſt ledit Seigneur tenu, ſoy departir de ladite ioyſſance, quand leſdits heritiers veulent faire payement deſdits arrierages, & rendre compte & reliqua de tout ce qu'il a receu. En rabbatant ſeulement leſdits arrierages de rentes eſcheus au iour de ladite pourſuite, & depuis enſemble ſes loix & deſpens iudiciaires. Et peuuent les cenſiers deſdits heritages ſaiſis, auoir mainleuee des aduestures & les deſpouiller en baillant caution ſuffiſante, de furnir le deu de leurs cenſes & rendages, à faict qu'ils eſcherront és mains dudit Seigneur, ſi auant que l'adiudication de ladite ioyſſance luy eſt accordee & les cenſes finies, ledit Seigneur auant ladite ioyſſance peut bailler leſdits heritages à nouuelle cenſe pourvn terme competent & ſans fraude. Laquelle cenſe iceux heritiers apres qu'ils en ſeront rentrez en la ioyſſance deſdits heritages ſont tenus entretenir ſans pouuoir par tel Seigneur ou ſes officiers, durãt ladite ioyſſance, toucher aux bois montans, meubles & Catheux, eſtans ſur iceux heritages. Sauf és eſpinchures & coppes ordinaires, ſi auãt que happe & ferremẽt ont accouſtumé y auoir cours. Art. 47. Quand vn S. ſon Bailly, Lieutenant ou Receueur, procede par plainte à loy & ſaiſines d'heritages tenus de tel Seigneur, pour auoir payement de pluſieurs annees de rentes Seignourialles excedans trois annees, l'heritier ſ'il conclud à ces fins, faict à declarer quicte, en payant ſeulemẽt leſdits trois annees deuës au iour de ladite plaincte & les loix encouruës. Art. 48. Ledit Seigneur ſon Bailly, Lieutenant ou Receueur n'eſt receuable de pourſuiuir le payement deſdites Rentes par action perſonnelle ou poſſeſſoire, contre ſes rentiers & tenans, n'eſt qu'ils les ayẽt promis payer. Ti. 10. Art. 9. p. *à Lille*. Ar. 68. vendre rentes heritieres au rachat du denier xvi. &c. pardeuant Auditeurs &c. de noſtre Souuerain &c. Iuſtice competente ou autre ayant pouuoir à ce. Art. 10. p. *à Lille*. Art. 69. rachat par numeration de deniers. Tit. 25. Art. 12. Qui achete ou apprehende aucuns fiefs, maiſons ou heritages à la charge d'aucunes rentes ou charges, eſt tenu recognoiſtre à ſes deſpens les lettres de ce faiſans mention, executoires contre luy, ſes biens & heritages. Art. 13. Les detenteurs & occupeurs de fiefs, maiſons & heritages hypothequez & affectez à la ſeureté d'aucunes rẽtes & charges, ſans les auoir retenu à leur charge, ſont tenus de recognoiſtre les lettres de ce faiſans mention executoires contre eux & leſdits fiefs, maiſons & heritages. Et leſdites lettres recognues ou prononcees executoires, l'on peut ſeulement proceder par execution ſur iceux fiefs, maiſons & heritages affectez. Tit 31. Art. 1. Vn Receueur peut bailler en cenſe ou louage les fiefs, maiſons & heritages de ſon maiſtre. Et par ſon dernier compte bailler, en renſeigne & payement, les arrerages deuz des rentes Seignouriaux, pour les trois dernieres annees: pourueu que pour leſdits arrerages il ait intenté pourſuite iudiciaire non interrupte, auquel cas ſes gages ſont à diminuer à l'aduenant d'icelle renſeigne.

TOVRCOING Art. 1. par la Couſtume retraicte fonſiere d'heritage au gros fief du Seigneur par faute de Rente non payé n'a lieu: trop bien le Receueur ou autre officier ou commis dudit Seigneur ſe peut plaindre à loy de telle defaute, & requerir luy eſtre adiugee qui luy faict a adiuger auec trois ſols de loix pour chacun terme eſcheu & non payé. Et pour le terme de S. Baptiſte double rente. Et peut ledit Receueur ou Commis requerir l'execution, laquelle luy faict auſſi incontinent à adiuger ſur les meubles eſtans ſur les heritages chargez de ladite rente, dont il eſt tenu faire veuë & oſtenſion. Leſquels meubles ſe doiuent rendre à ſept iours & ſept nuicts de rachat, ou en faute de meubles l'on peut vendre portion deſdits heritages, iuſques au plain payement & furniſſement deſdites rentes, loix & deſpens.

Source : BIU Cujas

S. Piat Art.6. Audit Escheuinage & és Seignouries particulieres iceux S. peuuent poursuiuir leurs rentes pour toutes annees & termes qui en peuuét estre deuz, & doiuent estre payez de tous arrerages, iaçoit qu'ils excedent trois annees.

Ancin Art.2. Les rentes foncieres & Seignourialles deuës en espece de bled & auaine pour les heritages tenus desdites Seignouries & autres gisans ésdites Paroiches de Templeuue & la Chappelle en Peuele, aussi auant qu'iceux heritages sont situez & gisans en icelles Paroiches, les heritiers d'iceux sont quites en payant lesdits bleds & auaines deuëment appointez, telles que les terres portent, ou la valeur desdits grains, sans estre submis & tenus payer lesdits grains à la priserie du prince, du pays ou d'autre Seigneur.

S. Pierre de Lille Art.4. Lesdits Preuosts, Doyen & Chapitre, ne sont tenus pour leur rentes Seignouriales auant les pouoir poursuiuir pour en auoir paiemẽt faire publier, de tenir aucuns Sieges sur les villages, hameaux & autres lieux, où les heritages tenus d'eux & chargez desdites rentes sont gisans.

Comte de Bovrg. Chap.13. Art.80. Heritages chargez de rentes ou censes, desquelles aura esté vne fois faict payement, seront & demoureront tellement affects & obligez, que pour les arrerages deuz, ceux à qui appartiẽdront lesdites rentes & censes, auront leur recours aux heritages & leurs actions contre les tenementiers d'iceux, ou contre les principaux obligez, qui ont constitut lesdites rentes & censes si bon leur semble.

Heritages chargez de cens & rẽtes, desquelles on a faict payement, sont affectez à la cense ou rente, & y a action cõtre les tenementiers ou principaux obligez.

Nivernois Chap.7. Art.2. S'il y a plusieurs rentes ou autres redeuances constituees sur aucun heritage, le premier rentier est à preferer aux autres. Ar. 5. Le rentier peut contraindre par Iustice le detenteur de la chose tenuë à rente de l'entretenir en bon & suffisant estat à ce qu'il puisse sur icelle perceuoir sa rente. Art.7. Pour l'alienation de chose tenuë à rente simple, n'est deu aucun profit au Seigneur rentier, s'il n'est conuenu au contraire. Art.8. Le Seigneur rentier, censier ou Bourdelier ou d'autre redeuance, peut contraindre le nouueau acquereur & detenteur de la chose chargee de rente enuers luy, de luy passer recognoissance & nouueau titre. Art.9. Rentes constituees à pris d'argent sur maisons & heritages assis en villes, sont rachetables à tousiours, en payant le sort principal, frais raisonnables & arrerages.

Premier rentier est preferé aux autres rentiers.

Detenteur contrainct d'entretenir la chose tenue à rente en bon & suffisant estat.

Profit n'est deu au Seigneur rẽtier, par alienation s'il n'est conuenu au contraire.

Montargis Chap.2. Art.38. Le S. de rente fonciere se peut addresser au tiers detenteur de l'heritage pour luy passer titre nouueau de la rente: & en ce faisant s'obliger personnellement auec ses biens à la continuation du payement, tant & si longuement, qu'il en sera detenteur. Art.39. Et au regard du tiers detenteur de l'heritage de la rente constituee, peut estre hypothecairement conuenu pour passer titre nouueau: mais ne sera tenu obliger soy ne ses biens, sinon tant qu'il sera detenteur. Chap.16. Art.26. Toutes rentes constituees sur maisons & heritages assis en la ville de Montargis & autres villes vsans de ladite coustume, seront rachetables par les seigneurs des maisons & heritages du pris qu'elles auront esté constituees. Et où n'apperroit du pris qu'elles auroient esté constituees au pris du denier quinze, sauf des rentes de present appartenans aux Eglises qui ne seront rachetables. Art.27. Et †† au regard des rentes foncieres qui ont esté creés rachetables par bail à Rente des maisons & heritages desdites villes, elles se pourront racheter selon la condition des contracts, sans ce qu'apres le rachat & remeté d'icelles passé, soient suiettes a Retraict ne rachat.

Nouuel acquereur tenu de passer Recognoissance & nouueau Titre.

Rentes constituees sur maisons & heritages assis és villes, sont à tousiours rachetables.

Orleans Tit.10. Art.191. *A la fin.* Et † n'est loisible d'acquerir & acheter rentes à moindre pris que de xii. liures t. pour le sort principal de xx. sols t. de rente.

Tiers detenteur tenu de passer titre nouueau de la rente.

Normandie Chap.1. Art.34. Le †† Seigneur doit tenir son grenier ouuert, pour receuoir les rentes en grain, du iour qu'elles luy sont deuës, & ne pourra leuer l'amende, sinon apres le iour des plaids, qu'il sera tenu faire terme vn mois apres le terme escheu. Et si le Seigneur refuse receuoir le grain, le vassal se pourra retirer à la Iustice ordinaire pour prendre extraict de la valeur du grain du temps que l'offre de payer a esté faicte, pour assuiettir ledit Seigneur à receuoir le pris de l'eualuation dudit grain. Et seront tenus lesdits Seigneurs auoir chacun en leur Seigneurie vn estallon de leurs mesures, jaugé & marqué du Iaugeur Royal, dont les Seigneurs & leurs Vassaux en conuiendront.

Rentes constituees sur maisons & heritages estans en villes sont rachetables pour le pris qu'elles ont esté constituees: sinõ au den. xv. fors des rentes des Eglises.

Tovrs Tit.19. Art.210. Entre † acquereurs de rente, la diligence de l'vn des acquereurs ne preiudicie au droict de celuy qui l'a premierement acquise:

Source : BIU Cujas

Rentes foncieres creés rachetables, seront rachetees selon le contract.

†† *Fut ordonné que ceſt Art.27. ſeroit obſerué & tenu pour Couſtume nonoſtant l'oppoſition du Procureur du Roy en ſon nom: pour laquelle l'auons renuoyé en la Cour au Lundy d'apres la S. Martin.*

† *Ces mots, & n'eſt loiſible, &c. iuſques à la fin, ont eſté mis au lieu du 376. Art. de l'ancien Couſtumier pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ceſt Art.34. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

Rentes en grain à qu'elle raiſon ſeront payees & comment.

† *Ceſt Art.210. eſt mis au lieu du 3. Art. ancien du meſme Titre.*

Entre pluſieurs acquereurs de Rente, celuy eſt premier preferé qui a eu la poſſeſſion: autrement viendront par contribution, ſ'il n'y a adiournement, libelle ou execution.

Rente conſtituee quand eſt eſtimee feodale ou roturiere.

Rente non infeodee ſe partit cõme roturiere.

Tiers detenteur ne peut eſtre executé pour les arrerages: mais peut eſtre conuenu en declaratiõ d'hypotheque.

† *Ceſt Ar.270 eſt de nouuel adiouſté pour le bien & vtilité de la choſe publique & cõſeruation des maiſons.*

Rentes volans conſtituees rachetables.

†† *Ceſt Art. 33. eſt Couſtume nouuelle, & fut diſcordé par les gens des premier & ſecõd Eſtats: & par Maiſtre Pierre Chambellan Vicomte du Peron, & à icelle ſ'oppoſerent: Surquoy auons ordõné que ils bailleroient leurs cauſes d'oppoſition, & mettroient tout ce que bõ leur ſembleroit par deuers nous dedãs la S. André pour tous delais ſans autre forcluſion, pour y eſtre par nous faict droict ou à noſtre rapport par la Court auant ladite homologation. Et auons declaré aux gens du premier Eſtat que n'entendions par la redaction dudit Art. deroger au droict par eux pretendu pour le regard des conſtitu-*

& ſera le premier acquereur preferé, pourueu qu'il ait eu poſſeſſion: autrement tous leſdits acquereurs viẽdront par contribution: ſinon que ledit dernier acquereur euſt faict pourſuite, pour auoir payement de ſadite Rente par execution ou adiournement libellé: auquel cas ſera preferé à tous autres, qui n'ont prins poſſeſſion ne fait ſemblable diligence.

BLOIS Chap.5 Art.68. Rente conſtituee ſur heritage Feodal, n'eſt poinct cenſee feodale, iuſques à ce que l'acquereur en ſoit entré en foy & hommage. Et ſi auant ce faire l'acquereur decede, ladite Rente ſe partira entre ſes heritiers comme roturiere. Chap.22. Art.248. Celuy, auquel a eſté vendu rente ſur quelques heritages ne peut faire executer vn tiers detenteur deſdits heritages ſpecialement obligez pour les arrerages à luy deuz de ladite rente, en ſes biens meubles: mais pourra faire conuenir ledit detenteur en declaration d'hypotheque, ſi bon luy ſemble, comme detenteur. k Art.270. Toutes Rentes † volans conſtituees à pris d'argent dedans la ville de Blois, ſeront deſormais & pour le temps aduenir, rachetables, en rembourſant le ſort principal. Chap.23 Art.275. Si aucun heritage eſt mis en criees & ſubhaſtations: poſé qu'il ſoit tenu en fief, toutes rentes conſtituees depuis xxx. ans en ça, que l'on appelle rentes volans, ſeront rachetables, l en payant le ſort principal, arrerages, loyaux couſts, frais & miſes.

LODVN. Chap.20. Art.6. Et ſeront les premiers acquereurs &c. p. *à Tours.* libellé: autrement iront par contribution.

BERRI Tit.6. Art.29. p. *à Montargis.* Art.38. Chap.2. fonciere, m ou conſtituee ſur certains heritages, peut contraindre le tiers detenteur d'iceux à luy paſſer nouuel titre, & ſoy obliger à la continuation de la rente, tant &c. Art. 33. Toutes †† rentes conſtituees à pris d'argent depuis xxx.ans, ſont rachetables. n

BOVRBONNOIS Chap.28. Art.410. Rente conſtituee † à pris d'argent non portant directe pour quelque pris ou ſomme que ce ſoit, eſt rachetable pour le pris, quelque contract ou renonciation que l'on puiſſe faire au contraire.

AVVERGNE Chap.16. Art.21. En vendition de Rente ou choſe immeuble faite ſous faculté de remeré, o ſi le rachat des choſes vendues eſt faict par le vendeur, ou la ſomme par luy conſignee & depoſee au refus de faire la reuente par l'acheteur, parauant le terme de la rente eſcheu, ou les fruicts des heritages leuez: le vendeur rachetant faict les fruicts de l'annee dudit rachat ſiens, en payant le droict de labourage, ſi aucun en y a.

LA MARCHE Chap.16. Art.121. Si le vendeur d'aucune rente ou heritage, qui a faculté de rachat, baille ſes deniers, * ou au refus de l'acquereur les conſigne, parauant que le terme de la rente payee ſoit eſcheu, ou que les fruicts de l'heritage vendu ſoient leuez, il fait les fruicts ſiens, en payant les loyaux couſts & le droict de labourage, ſi aucun en y a.

XAINCTONGE Tit.16. Art.115. Si aucun eſtoit obligé en aucune rente par obligation paſſee ſous ſeel ROYAL, ou †† autre ſeel authentique celuy qui eſt obligé ou ſes heritiers ne ſont receuables à demander aucun garieur formel, en la matiere, ſoit pour raiſon du principal de la rente ou arrerages d'icelle, en aucune maniere que ce ſoit. Toutesfois pourra ſommer ſon coheritier ou autre afin de le deſdommager. Tit.18. Art.121. Toutes rentes † d'argent & blé generales conſtituees à pris d'argent, ſont à touſiours mais admortiſſables poſé ores que par le contract fuſſent venduës à perpetuité, ou que le temps donné pour amortir fut paſſé: en retournant le ſort principal & payant les arrerages.

k Il ne faut pas entendre ceſt Art. 248. d'vn ſimple colon, fermier ou tenant à louage: mais de celuy qui eſt pour & au nom du Seigneur proprietaire c'eſt à dire qui a le nõ & auctorité du proprietaire comme vn Tuteur ou mari vſufruictier. C.M.

l Sous le nom de rẽte volans ne ſont compriſes les rentes au denier vingt cinq ou de vn pour trente, comme i'ay mõſtré au traicté des vſures. Toutesfois en ceſte Couſtume en faueur des maiſons de la ville de Blois, toutes rentes cõſtituees à pris d'argẽt y ſont compriſes. C.M.

m C'eſt à dire que l'heritage n'eſt pas vẽdu à la charge: mais la rente ſe prendra ſur le pris tant qu'il le peut porter C.M.

n Vide Guid.Pap Dec.42. & 272. & l.cenſualis.7.c. de donat. l. 10 D. de probat. l.4.D de cenſibus.

o L.2. & 6.C. de pactis inter. empt. & vendit. où il eſt parlé des ventes faictes à faculté de remeré. Vide l.11. D de præſcr. verb. In d. l. 6. rectè ſcribitur in fine

Source : BIU Cujas

aduersam partem receptis suis nummis nullam passam videri iniuriam. Le droict du labourage dõt les coustumes d'Auuergne & la Marche font mention en pareille espece se doit entendre selon la Coustume des lieux ou les choses sont situees. Parce que les seigneurs ont en aucuns lieux pour leur part & portion, la moitié des fruicts, en autres lieux ont seulement la troisiesme portion. Ces Articles s'entendent seulement quãd il faut partir les fruicts entre le Seigneur & le laboureur. Mais s'ils sont plusieurs Laboureurs qui labourent les terres d'autruy ou qui leur appartiennent de leur chef, & sont deux freres labourans par ensemble, & dont l'vn a des enfans qui labourent lesdites terres, & l'autre n'en a point: lors il faut faire le partage par teste, s'ils labourent des terres appartenãs à quelques autres, & non à eux: Et si les terres leur appartiennent, la moitié des fruicts sera baillee au Seigneur proprietaire: & l'autre moitié sera diuisee par teste entre lesdits laboureurs. Et faut noter que le rachat de rẽte constituee, comme au pris de six cens liures, payez en trois cens escus & le reste en monnoye, & rachetable pour ladite somme en pareilles especes, se doit faire en pareilles especes selon la valeur des especes presente au temps du rachat, comme il est porté par l'ordonnance du Roy Charles 7. & ainsi fut iugé par Arrest du 1. iour de Mars 1538. par lequel fut infirmee la Sentence du Preuost de Paris, qui auoit ordonné que le rachat ayant egard au temps du contract de constitution & selon l'estimation de la monnoye qui couroit lors du contract. Et depuis souuent mesmes par Arrest prononcé en robbes rouges par M. le President Seguier le 1. Auril 1586. entre Iean Quillet & Pasquier Marat appellans, & les Prieur & Religieux de Chartrage intimez: par lequel en infirmant la Sentence du Preuost de Paris, les appellans auroient esté condamnez tant & si longuement qu'ils seroient detenteurs & proprietaires du lieu appellé la mestairie payer & continuer par chacun an audit intimé comme Prieur de Chartrage vn septier de bled Segle de rente, payer les arrerages depuis le 14. Iuin 1564. Et neantmoins la Cour ayant aucunement aux lettres presentees par les appellans a reduit ladite rente d'vn septier de bled segle à pris d'argent à raison du denier douze du sort principal de la constitution d'icelle. Et pourront lesdits appellans si bon leur semble, racheter la rente dudit septier de bled segle, en rendant & payant pour vne fois ausdits intimez & Religieux la somme de quatre liures tournois pour le prix & sort principal, le tout suiuant l'ordonnãce. Et a esté iugé le 16. Iuin 1571. que les arrerages des rentes constituees en escus se payent à la valeur des escus suiuant l'ordonnance, lors du payement des arrerages. Charond. liu. 7. Resp. 31. liu. 2. Resp. 83. où il recite vn Arrest du Ieudy premier Aoust 1560. donné en l'audience President M. du Harlay pour M. Hennequin Conseiller en la Cour, contre le Sieur de Champront Bailly de Chartres, par lequel la sentence du Preuost de Paris fut confirmee, par laquelle estoit ordonné que le vendeur ne pourroit racheter la rente qu'en payant douze cens escus prix du sort principal ou bien la valeur de ce iourd'huy qui est de trois mil liures. Depuis par Arrest donné aux grands iours de Poictiers le 14. de Septembre 1567. a esté aussi ordonné au profit de l'Eglise d'Angiers que la rente seroit rachetable en mesmes especes qu'elle aura esté constituee. Voyez l'ordonn. du Roy Henry 3. 1577. pour le fait des Monnoyes. Vide l. Paulus respondit. 90. alias l. debitorem D. de solut. vbi recte quidã emendant creditorem, l. 2. §. 1. D. de reb. cred. l. 16. & 17. C. de solut. Boer. Dec. 327. & Hotom. Quæst. Illust. 15. Iure Pontificio census ad antiquam monetam soluendi sunt, in qua instituti fuerunt, nisi sit in alterius monetæ solutione præscriptum. Innoc. 3. in cap. olim. 20. Extra de censib. Franciscus à Ripa. tient le mesme in locatione, comme si elle estoit faite à escus, ne plus ne moins que quand la rente est constituee en especes d'escus.

tions de rentes pour les fondations du seruice diuin depuis ledit temps: & qu'ils demeureroient en leurs droicts ainsi que instement ils en ont iouy par cy deuant: & aussi quant aux rentes d'autre qualité, si elles ont esté deuement amorties.

† *Cest Art. 418. est accordé pour nouuelle Coustume.*

Rente constituee à pris d'argent non portant directe rachetable.

Du rachat de la rente vendue sous faculté de remere: & comme le rachetant faict les fruicts siens, si la reuente est faite auant les fruicts leuez, en payant le droict du labourage.

* *Pour ledit rachat faire.*

Rentier obligé par obligation passee sous seel Royal ou autre authentique, ne peut demander garieur formel: ains sommer seulement.

†† *Ces mots,* ou autre seel authentique, *sont de nouuel adiouſtez.*

† *Et parce que audit Ressort de S. Iean l'on vsoit fort de rentes generales d'argent & de bled constituees à pris d'argent, dont beaucoup de bonnes maisons estoient destruites, & aussi qu'à Paris pour obuier à la destruction des maisons, qu'autrement sont interuenus plusieurs Arrests, par lesquels a esté dict que telles rentes generales, autrement dites seches & volantes à touſiours-mais seroient admortissables, posé ores qu'elles fussent vendues perpetuelles, ou que le temps donné pour icelles admortir, fut passé: par ledit Malat commis par les Estats a esté dict, qu'il auoit esté aduisé par lesdits Estats, qu'il seroit bon & vtil d'arrester ladite matiere de rentes generales, en la façon qu'il auoit esté dict par les Arrests de Paris, & à fin que sur ce n'y peut auoir aucun doute à l'aduenir. Parquoy par l'aduis desdits trois Estats, a esté arresté pour estre obserue inuiolablement dorenauant l'Art. 121. couché sous le Tit. de rentes generales.*

BORDEAVX Chap. 8. Art. 93. Quand le Curé ou autre Beneficié ayant rentes foncieres, mourra, les tenanciers esporleront: mais en autres cas: c'est à sçauoir si les tenanciers vendent ou autrement transportent durant la vie du beneficier esporlera au registre seulement. Art. 100. Rentes volantes sont rachetables perpetuellement.

S. SEVER Tit. 6. Art. 1. Chacun peut imposer sur son heritage mouuant d'aucun S. pension, Arriere-fief ou autre cens annuel, sans le sceu du S. foncier & sans preiudice de ses droicts. Art. 2. Et est ladite rente, arriere-fief ou pension amortissable en payant la somme & sort principal, pour lequel a esté imposé.

BAYONNE Tit. 4. Art. 10. Chacun habitant de ladite ville & cité peut vẽdre, constituer & assigner rente annuelle sur ses biens, à raison de vii. & demy pour cent seulement & iceux obliger au payement de la rente, posé que le consentement du Seigneur direct n'y soit, si n'est qu'il fut dit le contraire en la baillette faicte par le Seigneur direct. Article vnze. Laquelle rente proprement dicte rente seche ou volante est amortissable ou rachetable à perpetuité, par le vendeur ses heritiers ou autres successeurs en la chose obligee, soit à titre singulier, onereux ou lucratif, à leur volonté, toutes & quantesfois qu'ils voudront prendre & payer le sort principal, auec les arrerages, pour le temps contenu en p l'Ordonnance, si aucuns y a, & la terre de l'annee, en laquelle il faict le rachat pour raison du temps qui sera passé

Rente annuelle constituee à raison de sept & demy pour cent.

Rente seche ou volante est amortissable.

p Du Roy Louys xii. 1510. Art. 71.

Source : BIU Cujas

On ne peut contraindre à racheter la rente ſeche ou volãte.

de la derniere annee, au temps du rachat. Art.12. Mais l'acheteur de telle rente ne peut contraindre le vendeur à luy rendre ſon ſort principal contre la volonté d'iceluy vendeur.

Rentes anciennes payees par quarante ans, ne ſont rachetables s'il n'appert du cõtraire.

BRETAGNE Tit.14. Art.260. Les † Rentes anciennes, deſquelles le payement a eſté continué par xl. ans, ne ſerout eſtimees rachetables, ſi par titre ou autrement il n'appert du contraire. Art. 266. Les Seigneurs leurs Chaſtelains & fermiers, auſquels ſeront deuës aucunes Rentes par grains deuës à grenier, & iceux tenir ouuerts, aux termes, auſquels les Rentes ſe doiuent payer par le temps de xv. iours. Et où leſdits greniers ne ſeroient aſſignez & ouuerts audit temps, & que leſdits S. ou leurs Chaſtelains & fermiers feroient refus de receuoir leſdits grains, les ſuiets ne ſeront tenus par apres, de porter & payer le ſurhauſſement qui pourroit arriuer du pris deſdits grains. Art.267. Tous leſdits S. leurs Chaſtelains & fermiers ne pourront faire aucun raprecy de grains qui leurs ſont deuz par leurs ſuiets, que à raiſon du pris que leſdits grains ſont deuz: ſi ce †† n'eſt en Rentes de grain payables par deniers ſeulement, à certain iour, qu'on dict Rentes q à l'apprecy, deſquelles l'apprecy ſera faict ſelon trois marchez precedens le iour, auquel ledit apprecy ſe doit & eſt accouſtumé d'eſtre faict: faiſant deſdits trois marchez vn commun pris. Art.268. En toutes Rentes par grains, ſi les ſuiets qui les doiuent, ſont en defaut de les payer & deliurer au Receueur ou Sergent lors de la ſommation, qui leur ſera faicte, apres le terme de payer eſcheu: pourueu qu'auparauant ladite ſommation, le S. euſt faict ſçauoir à la Parroiſſe que à certain iour, leſdits ſuiets ſe fuſſent tenus garnis deſdits grains, le Sergẽt pourra executer leſdits ſuiets pour le pris deſdits grains deuz pour l'annee ſeulement. Et deſdits deniers acheter les grains qui reſteront pour ladite annee, au prochain marché, & les rendra au S. aux frais communs de tous leſdits ſuiets executez.

Des Rentes deues au grenier des Seigneurs, qui laiſſeront leur grenier ouuert pẽdant quinze iours au termes qu'elles ſont deues.

Seigneurs ne feront aucun Rapprecy de grains, qu'à raiſon du pris des grains: ſinon en Rentes de grain payable par deniers, nommees Rentes à l'apprecy.

†† *Ces mots, Si ce n'eſt en Rentes, &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

SEDAN Tit.2. Art.19. Les conſtitutions de Rentes de grains, ſeront reduites à deniers, ſi le vendeur le requiert, à la raiſon du denier xii. du ſort principal, tant pour les arrierages deuz, que pour l'aduenir, ſans aucune deduction ou repetition de ce qui auparauant a eſté payé. Art.20. N'eſtoit que le contract ſe trouuaſt manifeſtement vſuraire: auquel cas leſdicts arrierages payez ſeront imputez & precomptez ſur le ſort principal. Art.21. Et ne pourront r les creanciers demander des arrerages des Rentes conſtituees à pris d'argent, que de v. annees dernieres n'eſtoit qu'il y euſt ſommation precedente, ſchedule, compte, obligation ou autre recognoiſſance deſdits arrerages. Art.22. Pour arrerages de Rentes on ne pourra conſtituer nouuelle rente, & ſera le contract de telle conſtitution declaré vſuraire. Tit.13. Art.268. L'acqueſteur d'heritage chargé de Rente enuers luy, pourra ſi bon luy ſemble, renoncer à ſon heritage, & retourner à ſon droict qu'il auoit pour la Rente: combien que par telle acquiſition ladite Rente euſt eſté confuſe, en tel ordre, droict & prerogatiue qu'il eſtoit auparauant ladite confuſion & nonobſtant icelle.

Execution cõme ſe doit faire pour les Rentes par grains, à faute de payement apres ſommation faicte par le Receueur ou Sergẽt: pourueu que l'on ait premier faict à ſçauoir à la Parroiſſe.

Rentes conſtituees en grain ſeront reduites à deniers à raiſon du denier douze, ſans aucune deduction ou repetition des arrerages payez: ſinõ que le contract fut manifeſtement vſuraire.

MELVN Chap.23. Art.330. Toutes † appreciations de beds, ſ vins, bois & autres pareilles choſes doiuent eſtre faictes ſommairement ſur le Regiſtre du rapport qui ſe faict au Greffe de la Preuoſté, de la valeur & vente deſdicts grains, vins, bois & autres choſes pareilles, & ce ſelon l'eſtimation commune, que leſdits grains, vins, bois & autres choſes ont valu & ont eſté vendus en l'annee qu'elles eſtoient deues: toutesfois les moiſons, cens, rentes foncieres en grain, deuës à certain iour & lieu, ſeront appreciez au plus haut pris, qu'elles auront valu, dedans l'an, à compter du iour que payement en a deu eſtre faict.

Arrerages des Rentes conſtituees à pris d'argent ne ſe

TROYES Tit.4. Art.68. Si aucun requiert & demande appreciation de bled, vin ou autre choſe, qui luy ſoit deu d'arrerages par Rentes conſtituees: ledit bled, vin & autre choſe, ne ſera apprecié qu'au fur & pris qu'ils auront acqueſté leſdites Rentes.

CAMBRAY Tit. 19. Art. 6. Arrerages de terres ou Rentes deuës en grains, ſe doiuent payer à l'eſtimation du plus haut pris commun de chacune annee, qu'ils ſont deuz & eſcheus.

ARRAS Tit.2. Art.6. Toutes rentes foncieres ſont de pareille nature & condition, que ſont les heritages, ſur leſquels elles ſont aſſiſes, tant en Succeſſion comme autrement. Art.14. Si aucun adioinct & applique à ſon heritage, autres heritages chargez d'aucunes rentes fonſieres: iceux heritages ainſi adioints & appliquez enſemble, demeurent à perpetuité chargez chacun de toutes les Rentes fonſieres dont chacun eſtoit chargé ſeparément: ſuppoſé qu'apres ils

q C'eſt vne certaine Rente deue par grains mais elle ne ſe paye que par deniers à l'apprecy que faict le Seigneur ſuiuant l'Article 266. contre la diſpoſition de Droict: par laquelle, Quotiẽs æſtimatio in condemnatione eſt reſpectu ſpeciei, debitor ſoluendo ſpeciem liberatur, hic contrarium fit. Et ſe faict l'appreciation ſelon les trois marchez precedens le iour auquel l'apprecy ſe doit & eſt accouſtumé eſtre faict. Argentræus.

r Voyez les Ordonnances de Louis xii. 1510. Ar. 71. & de Frãc. 1. 1539 pour Bret. Ch. 2. Art. 18. & 19. miſes en la Conference des Ordon. liure 4. Tit. 6. & l'Addition du vi. Tit. des Preſcriptions cy deſſous nomb. 2.

ſ Voyez l'Ordonnance du Roy Franc. de l'an 1539. Art. 102. 103. & 104. Il a eſté ſouuẽt iugé que les arrerages ſe doiuent adiuger ſelon l'eſtimatiõ commune ſuiuant les extraicts du Greffe, & ne doiuent les Iuges condamner à payer au plus haut pris, ains au pris commun. Arreſt du 22. Nouembre 1575. Autre du 27. May 1578 & 14 Iuin 1579 par leſquels les Sentences des Iuges ſubalternes ont eſté infirmees pour auoir condamné à payer au plus haut pris, & en emendant les Iugemens que ſuiuans la commune e-

Source : BIU Cujas

ſtimation de l'annee eſcheue, le grain ſeroit apprecié, eu eſgard aux extraits du Greffe.

peuuent demander que des cinq annees dernieres, ſinon qu'il

y euſt ſommation, Cedulle, Compte, obligation, ou recognoiſſance.

Rente nouuelle ne ſera conſtituee pour arrerages de Rente.

Acqueſteur d'heritage chargé enuers luy meſme y peut renoncer nonobſtant la confuſion.

Appreciations de bleds, vins, &c. ſe prend ſur le regiſtre du Rapport qui eſt au Greffe.

† *Ceſt Art. 330. a eſté mis au lieu des 6. & 7. Art. anciens Tit. des executions. Maiſtre Pijon Commiſſaire & Enqueſteur és Bailliages & Preuoſtez de Melun, à remonſtré que par Arreſt donné le 8. Auril 1505. auant Paſques, donné au profit de M. Iean Fromont Enqueſteur audit Bailliage, contre le Procureur du Roy, prenant la cauſe pour les Bailly, Preuoſt & Officiers de Melun, a eſté dict entre autres choſes, que les Commiſſaires feroient les appreciations de grains, vins, bois & autres denrees, dont ils ont touſiours iouy, iuſques à ce qu'il fut troublé par leſdits Bailly, Preuoſt & autres Officiers de Melun: pour lequel empeſchement y a eu procés en la Cour: & eſt intenuenu Arreſt: par lequel eſt dict que le premier Arreſt ſeroit entretenu: & ſont encores en proces ſur l'execution deſdits Arreſts: empeſchant qu'il ſoit mu en l'Art. que les Iuges facent leſdites appreciations: ains au contraire qu'il ſoit dict qu'elles ſeront faictes par luy. Auquel fut donné acte pour ſe pourueoir en la Cour, pour les droicts & prerogatiues de ſon office: ſans faire aucun preiudice auſdits droicts.*

ſoient diſioincts & ſeparez l'vn de l'autre. Tit. 5. Art. 45. Il ne loiſt à aucun bailler ſa maiſon & heritage en arrentement & le charger d'aucunes rentes viageres ou heritieres à rachat ou ſans rachat: mais ſeulement le peut charger d'vne ſomme de deniers pour vne fois, ou de garandiſſement d'aucuns contracts: pourueu que ce ne ſoient de cours de rentes ou redeuances annuelles: mais le Procureur de la Ville peut limiter le temps de l'hypotheque: & en ce cas ne tiendra ladite hypotheque que pour le temps, ainſi limité. Tit. 6. Art. 48. Si aucunes rentes fonſieres ayans cours ſur aucuns heritages ſont vendues ou alienees, l'acheteur ou alienataire, eſt tenu de ſignifier la vendition ou alienation aux poſſeſſeurs deſdits heritages chargez deſdites rentes: & icelle ſignification faicte, leſdits poſſeſſeurs peuuent rembourſer & remplir les deniers deſdites venditions, en la priſerie deſdites alienations, auec les frais & leaux couſtemens, endedans quinze iours enſuiuant ladite ſignification faicte: & en ce faiſant leſdites rentes demeurent eſtaintes, & les heritages deſchargez.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 128. Quand aucun †† doit Cens, Taille ou autre deuoir annuel de bled, vin & huile & autres choſes qui giſent en poids, meſure & mutation, & il eſt conuenu pour aucuns arrerages, il n'eſt tenu d'en payer, ſinon à la raiſon qu'elles ont valu au plus haut pris des annees, deſquelles ils deuuẽt leſdits arrerages. Auſſi eſt tenu de les payer audit plus haut pris, ſans qu'il ſoit beſoin en faire aucune appreciation.

†† *Ceſt Art. 128. eſt accordé pour nouuelle Couſtume.*

BRETAGNE Tit. 14. Art. 299. En † Execution d'obligations, t ou ſentences de reſtitution de fruicts, le debteur ſera tenu affermer par ſerment la quantité des fruicts. Et pourra le demandeur informer de plus grande quantité deſdits fruicts, par comptes, papiers, baux à ferme & teſmoins: & l'eſtimation & valeur en ſera priſe par le rapport du Greffe & pris commun de chacune annee: ſinon qu'apres le iugement & condemnation y ait ſommation faicte au debteur: auquel cas ſi le debteur n'y obeiſt & ſatisfaict, ladite eſtimation ſera iugee pour ſa demeure au plus haut pris de chacune annee: ſinon qu'en conſideration de minorité, pauureté, grande cherté ou autres iuſtes cauſes, le Iuge deuſt moderer au commun pris.

† *Ceſt Art. 259. eſt de nouuel adiouſté.*

t Ceſt Art. 259. eſt pris de l'Ordonnance de l'an 1539. Art. 94. 98. 99. 100. & 101.

Gage.

XV. LILLE Tit. 8. Art. 119. Vne perſonne ayant quelque choſe en gage u pour quelque deu, à Hypotheque ſur ledit gage parauant autres pour ledit deu, & en faiſant par luy ſignifier par Iuſtice à ſon debteur de redimer ladite choſe, & ſatisfaire ce qu'il doit, ſe ledit debteur ne faict ledit payement endedans vii iours & vii. nuicts, ladite perſonne ainſi ayant hypotheque peut faire vẽdre la choſe iudiciairement pour eſtre ſatisfaict de ſon deu. Art. 120. Se quelque perſonne a en ſes mains aucuns biens de ſon debteur ſans titre de gaige, elle les peut mettre hors de ſeſdites mains, & lors clamer ſur iceux biens, & les faire ſaiſir pour ſon deu, en la forme & maniere deſſus declaree. Et peut retenir leſdits biens en ſa garde, au cas que par le Sergent ils ſoient recreuz.

u Ces deux mots, gage & hypotheque, ont telle difference entre eux, que ces mots pignus & hypotheca, & ont noté quelques Iuriſconſultes qu'ils eſtoient plus differens de voix, que de matiere, vt Martianus in l. tes hypothecæ. 5 §. inter. D. de pig. Autres comme Vlpian ayant eſgard à la proprieté des mots, que pignus ſe doit entendre quand le creãcier eſt ſaiſi du gage,

Creancier ayant en ſes mains ſans titre de Gage aucuns biens, les peut mettre hors de ſes mains, & les faire ſaiſir pour ſon deu.

LA SALLE DE LILLE Tit. 22. Art. 10. p. *à Lille.* Art. 119. quelque gage pour preſt ou deu, &c. ſignifier iudiciairement à ſon debteur de redimer le gage, ſe, &c. nuicts enſuiuans peut faire vendre par Iuſtice, &c. pour eſtre payé du gage.

Comme celuy qui a Gage peut faire conuenir ſon debteur pour deſ-engager le Gage.

S. SEVER Tit. 14. Art. 1. Quand aucun tient en gage d'autruy aucune choſe meuble, ſil en veut tirer ſon argent, peut faire conuenir en Iuſtice celuy de qui eſt ledit gage pour le deſ-engager ou le voir vendre, & a ix. iours celuy à

Source : BIU Cujas

& principalement si la chose est mobiliaire. L. si rem alienam. 9. §. non tantum D. de pign. act. Mais l'Hypotheque est, quand la chose est obligee & demeure en la possession du debteur. Il y a plus que l'obligation du gage re contrahitur: & l'hypotheque par la seule conuention. L. contrahitur. D. de pign. Vide §. 7 Inst. de act. L 17. §. 2. D. de pact. l. 1. D. de pig. act. l. 2. C. Quæ res pign. L. plebs 238. § pignus. D. de verb. signif. Ces mots pignus & hypotheca, se prennent indifferemment l'vn pour l'autre, l. 2. §. vlt. D. de relig. L. Caius L. si conuenerit §. si fundus. L creditor. D. de pign. act. L. 1. D. de pign. & hypoth. Partant la vraye difference de ces mots consiste en ce que le Gage est en immeuble, & l'hypotheque en immeuble. Le gage est en la possession du creancier, & l'hypotheque en la possession du debteur. Le Garge se parfaict par la presence actuelle de la chose baillee en gage: & l'hypotheque par vne seule conuention, pourueu qu'elle soit nommee en l'obligation.

---

qui ledit gage est, pour le recouurer & ressoudre: passez lesquels ledit gage peut estre vendu aux Criees selon la Coustume du lieu.

Creancier ayant pour asseurance de son debte vne maison, la doit entretenir & faire labourer l'heritage, payer le Fief & rentes.

Fruicts de la chose mise en hypotheque cõme seront appreciez: & a le debteur le chois de les retenir: & à faute de les prendre, le creãcier les peut percuoir: autrement sont deliurez au plus offrant.

Chose baillee en gage cõme sera louee ou adcensee, & y sera le detenteur preferé en baillant cautiõ de payer le pris &c.

Vendeur demourant en possession par an apres la vente, s'il fait aucunes debtes par apres, ils sont payez sur ladite chose, s'il n'y a autres biens.

Creancier tenu de bien garder la chose mobiliaire donnee en gage.

Gage ne peut estre vendu par le creancier quand il n'y a terme de le vendre, sans denonciation precedente faite au debteur.

Gage estant vendu, s'il ne peut satisfaire

Bayonne Tit. 20. Art. 1. Ou le debteur baille à son creancier sa maison ou heritage pour asseurance de ce qu'il luy doit, le creancier doit entretenir telle maison en estat, & faire labourer l'heritage des œuures necessaires, & payer aussi les fief & rentes à qui il appartient, les faisant sçauoir au debteur ou à son Procureur ou Commis en son absence, & receuoir le surplus des fruicts prouenans de telle maison ou heritage, en deduction de la somme deuë. Artic. 2. Et doit ledit crediteur par ladite Coustume notifier au debteur la quãtité des fruicts, & les faire apprecier, luy appellé, par les Experts Iurez. Artic. 3. Le debiteur peut retenir les fruicts pour le pris, qui luy est declaré par le creancier ou Experts, ou trouuer aucun, qui plus en voudra donner. Art. 4. Toutesfois ou le debteur ne retient les fruicts, le creancier les peut retenir pour semblable pris que les estrangers: & s'il ne les veut retenir, sont deliurez à celuy qui plus en presente. Artic. 5. Si le crediteur qui a prins telle maison ou heritage en gage de son debte, veut louer ou adcenser telle maison ou heritage, le detenteur principal est preferé à retenir tel louage ou adcense, en baillant bonne caution au creancier de payer le pris, qu'vn autre en veut bailler, & de luy retourner la chose apres le temps du louage ou adcense finy & paracheué. Art. 6. Et en cas que le debteur ne vueille faire telle retention, le crediteur la peut bailler & deliurer à vn autre. Art. 7. Si l'on achete secretement aucune maison ou autre heritage & laisse le vendeur en possession par vn an, si le vendeur faict apres le contract aucuns debtes, & decede sans iceux payer, ils sont payez sur ladite chose ainsi occultement achetee, s'il n'y a autres biens du debteur decedé pour satisfaire. Art. 8. Si le debteur baille en gage à son creancier aucune chose meuble, le creãcier la doit bien & deuëment garder. Art. 9. Et si telle chose meuble se gaste ou deteriore par sa coulpe, iceluy creancier doit reparer le dommage à l'Ordonnance de Iustice. Art. 10. Ou entre le debteur & creancier n'est accordé ou prefigé aucun terme, apres lequel soit permis au creancier vendre la chose meuble obligee, le creancier doit denoncer au debteur, qu'il veut faire vendre la chose, & declarer l'acheteur & le pris qu'il en veut donner, & luy faire faire commandement par auctorité de Iustice, qu'il aille sur les lieux, où est la chose engagee, voir la presentation que l'on fera. Art. 11. Et si le debteur est negligent de ce faire & ne retient ladite chose pour luy ou pour autre dedans trois iours, la vendition qui en est faicte, est bonne & valable. Art. 12. Et si le pris prouenu de telle chose meuble n'est suffisant pour le payement du creancier, le debteur doit fournir le reste de ses autres biens. Art. 13. Aussi si le pris surmonte la somme du debte & despens, le surplus doit estre rendu au debteur. Art. 14. Si la chose baillee en gage se pert, estant sous le pouuoir du creancier, le crediteur pert la somme: & aussi le debteur la plus-valeur de la chose engagee & perdue. Art 15. Sinon que la perdition fut aduenue par faute & coulpe du crediteur. Art. 16. Auquel cas le crediteur paye le surplus au debteur.

La Bovrt Tit. 17. Art. 1. Si le debteur durant la debte fait vendition de ses biens, esquels aucun y a droict ou interest par obligation ou autrement, tel creancier ou creanciers se peuuent addresser contre le possesseur. Art. 2. Et si le debteur principal veut prendre le procés en gariment, pour le possesseur faire le peut: mais s'il est condemné, le possesseur est aussi condemné. Artic. 3. Si aucun a engagé sa terre pour somme de deniers, ne la peut recouurer, si celuy, à qui elle est engagee, y a semé grain. Toutesfois ladite semence cueillie, & auparauant qu'autre grain y ait esté semé, la peut recouurer, en restituant la somme de deniers. Art. 4. Si par le contract de l'engagement a esté accordé que le creancier doiue donner ou payer, à celuy de qui est la terre durant l'engagement, certaine Rente par an, vulgairement appellee, *Ychide*, le creancier peut prendre les fruicts qui sortiront d'icelle terre engagee, sans qu'il soit tenu deduire aucune

Source : BIU Cujas

au creancier, le debteur doit ſatisfaire du ſurplus de ſes biens: & s'il vaut plus, luy eſt rendu.

De la perte de la choſe engagee.

Creanciers ſe peuuent addreſſer contre le poſſeſſeur des biens vendus ou alienez par leurs debteurs: & peuuent leſdits debteurs prendre le Garniment pour les accheteurs, ſi bon leur ſemble.

Terre engagee quand peut eſtre deſ-engagee ou non

Du contract d'engagement à la charge de payer Rente par an au debteur meſme, le creancier a les fruicts: autrement il doit deduire ſur le ſort principal ce qu'il a prins des fruicts.

choſe du ſort principal, en payant icelle Rente. Art.5. Si par iceluy contract le creancier n'eſt tenu payer annuellement icelle Rente: en ce cas doit deduire & rabbatre tout ce qu'il a prins d'iceux fruicts ſur le ſort principal, en precomptant au creancier, ce qu'il a frayé.

De l'Engagement ou ſaiſie d'vne piece de terre quād elle eſt vendue par Criees, cōme le creancier ſe doit pourueoir pour auoir ſa ſomme en la diſtribution des deniers.

Sole Tit.29. Art.30. Celuy qui tient aucune piece de terre par engagement ou empenhement: & ſoit faict l'empenhement par certain terme, au bout duquel le debteur eſt obligé à payer la ſomme de la ſaiſie au creancier ſi la maiſon ou heritage, dont ladite piece de terre depend, ſe vend par Criees auec ſes appartenances aux enquants, eſt tenu aller à la diſtribution du depoſt de la preparance dudit heritage, faire les aberament, & recouurer dudit depoſt ſa ſomme, ou tant qu'il en peut venir en ladite diſtribution, & doit laiſſer la terre ſaiſie au dernier encheriſſeur. Tit.30. Art.1.2.3.4.& 5.p. *à La Bourt.* Art.1.2.3.4.& 5 procés ou garentie, &c. Ychale ou agrer, &c. ladite rente ou agrer: en ce cas, &c. la ſomme principale.

Hypotheque eſt indiuiſible.

Melvn Chap.10. Art.177. Hypotheque ne x diuiſe point: & ſe dreſſe l'action Hypothecaire y contre le poſſeſſeur ou celuy qui par dol ou fraude a delaiſſé à la poſſeder.

Action hypothecaire.

Mante Chap.3. Art.56.p. *à Melun.* diuiſe: mais l'obligation z perſonnelle ſe diuiſe entre les heritiers pour leurs parts & portions hereditaires: & ſe dreſſe, &c. dol & fraude, &c. à poſſeder, &c.

Obligation perſonnelle ſe diuiſe entre heritiers.

Senlis Tit.7. Art.164. Hypotheque a lieu par tout le Bailliage de Senlis, & ne ſe diuiſe point. Tit.9. Art.192. Droict & action d'Hypotheque ne ſe diuiſe point.

Hypotheque s'ēgēdre à cauſe d'obligation paſſee ſous Seel Royal ou authentique.

Clermont Tit.3. Art.35. Hypotheque a lieu au Comté de Clermont & ſ'engendre à cauſe d'obligation paſſee ſous Seel Royal ou authentique, & ne ſe diuiſe point ladicte action: ains ſe peut intenter pour le tout à l'encontre de tous ceux qui ſeront trouuez detenteurs d'heritages ou biens immeubles obligez audit Hypotheque: en declarant du coſté du creancier, que de ſon deu il n'entend eſtre qu'vne fois payé: le tout ſans preiudice à l'action ou execution qu'il peut faire contre ſon obligé, ſ'il eſt viuant, ou à l'encontre de ſes heritiers.

Action Hypothecaire ſe peut intenter pour le tout cōtre tous les detenteurs des heritages obligez audit Hypotheque, en declarant qu'il n'entend eſtre payé qu'vne fois: ſans preiudice de ſon action ou execution contre l'obligé ou ſes heritiers.

Vallois Tit.12. Art.157. Hypotheque a lieu és Chaſtellenies de Vallois: laquelle hypotheque ne, &c. p. *à Senlis.* Art.164.

Rentes, Redeuances & hypotheques ne ſont diuiſibles.

Nivernois Chap.7. Art.10. Rentes, redeuances & hypotheques ſont indiuiſibles, & peut eſtre pourſuiuy pour le tout le detenteur de chacune des choſes chargees ou hypothequees ſon recours toutesfois contre les autres: & ſera tenu le creancier en luy faiſant payement, ceder ſes actions contre les autres.

Action Hypothecaire contre le detenteur.

Montargis Chap.2. Art.37. Rente fonciere ou eſpeciale eſt indiuiſible quant à l'hypotheque entre les heritiers a du preneur & les ayans cauſe d'eux: leſquels en peuuent eſtre pourſuiuis chacun d'eux & pour le tout ſans diuiſion. Mais ſ'il y a pluſieurs preneurs par vn contract, ſ'il n'eſt dict n'eſtre tenu chacun pour le tout, ne ſont tenus que pour leurs portions ne leurs heritiers ou ayans cauſe, ne leurs portions d'heritages tenus reſpondre pour les portions des autres * preneurs.

Tovrs Tit.21. Art.217. Hypotheque †† ſpeciale ne ſe diuiſe: & eſt au chois du creancier ſ'addreſſer contre le detenteur de la choſe ſpecialement hypothequee: ou contre l'obligé, ou ſon heritier ſans faire b diſcuſſion: & où il y auroit pluſieurs conſors, ledit creancier ſe peut addreſſer contre vn ſeul & pour le tout, qui ſeroit detenteur du tout ou de partie de la choſe hypothequee. Art.218. Et † quant à l'hypotheque generale elle ſe diuiſe: fors contre l'obli-

x Papinianus in l. rem hereditariam. 65. D. de euict. ſcribit indiuiſam eſſe pignoris cauſam. Imperatores Seuerus & Anton. in l. 1. C. de luit. pign. Qui pro parte heres extitit niſi totum debitum exſoluat, ſuam portionem ex pignoribus recipere non poteſt. Ex quibus verbis rectè colligunt Doctores, Pignoris obligationē eſſe indiuiduam. Ce qui eſt confirmé par la Loy 2. C. eod. & l. vnus ex multis 16. C. de diſtr. pign. & l. ſi neceſſarias 8. §. 2. & l. ſolutū. §. ſi creditori. D. de pign. act. l. 1. & 2. C. ſi vnus ex pluribus her. credit. Acc. in l. Moſchis D. de iure fiſci L. creditoris. D. de diſtr. pign. Guido Pap Dec. 432. Socinus Conſ 158. Par vn Arreſt ancien du 8. iour de Iuin 1585. fut condamnee vne Couſtume: par laquelle hypotheque ſe diuiſoit.

y L'Action hypothecaire ſe doit intenter par le creancier ou ſes ayans cauſe cōtre le detenteur de la choſe hypothequee: ou celuy qui par dol ou fraude a delaiſſé de la poſſeder, l. ſi fundus 16. §. in vindicatione. l. 21 §. vlt. D de pignorib. & l. 6. C. de pign. act. L. Paulus. 12. §. vlt. D. Qui pot. in pign.

Rente fonciere ou eſpeciale eſt indiuiſible quant à l'hypotheque.

* *Toutes les Editions, s'adiouſtent prenans ou preneurs: mais ces mots ſont ſuperflues.*

†† *Les Art. 214. 215. & 217. ſont mis au lieu des Art. 1. 2. & 4. anciens du meſme Titre.*

Action Hypothecaire comme ſe doit intenter, ſoit l'Hypotheque generale ou ſpecial.

Source : BIU Cujas

† *Cest Article 218. est de nouuel introduit.*

hab. Dauantage ceste action est cree par la seule conuention & consentement des parties. L. contrahitur. 4. D. de pign. l. in re. 4. D. de fide instr. l. 17 §. 2. D. de pactis l. 1. C. de pig. act. l. 2. C. quæ res pign. Isid. lib. 5. or. c. 25. Et est ceste action hypothecaire fort differente de la gagiere que nous nommons action empigneratitiam, & compete ceste action gagiere au debteur ou proprietaire pour recouurer & repeter le gage de son creancier, & est directe: mais quand elle est intentee par le creancier, elle est contraire, & luy compete s'il a faict quelques frais ou despence pour la chose mise en gage, ou bien si le debteur a donné en gage vne chose qui ne luy appartient, ou pour autres causes exprimees és liures des Pandectes & du Code Tit. de pig. act. Les heritiers du debteur peuuent estre conuenus solidairement & hypothecairement au payement du debte, vt scilicet vel totum debitum reddant, vel eo quod detinent cedant d. l. 2. C. si vnus ex plur. her. & autres cy dessus alleguees. Le debteur mesmes pouuoit estre contrainct par action hypothecaire à ceder la chose hypothequee. L. 1. C. de pact. pign. Cicero lib. xiii. epist. fam. Philetes Alabandensis ἐπανῆκας Cluuio dedit: hæ commissæ sunt: velim cures vt aut hypothecis decedat easque procuratoribus Cluuij tradat aut pecuniam soluat. Au reste notez que les Latins ont retenu le mot Grec hypotheque, & en ont souuent vsé, comme il se cognoist par les Liures des Iurisconsultes: aucunesfois ont vsurpé la diction pignus pour hypotheca, & in Tit. de rebus eorum, &c. non alienandis vel supponendis, id est pignori obligandis. Cornutus in Persium, *Me tibi supposui*, tanquam aliquod pignus, comme Monsieur Cuias note en ses Paratitles du Digeste Catullus Furi, villula nostra non ad Austri Flatus opposita est, nec ad Fauoni. Nec sæui Boreæ aut Apeliotæ, verum ad millia quindecim & ducentos. O Ventum horribilem atque pestilentem: Terrentius in Phorm. Ager oppositus est pignori ob decem minas: ædiculæ item sunt ob decem alias. Si on renonce à l'hypotheque, il n'y a moyen de plus pretendre ce droict, chacun pouuant renoncer à ce qui est introduit en sa faueur. L. fin. C. de pact. Or renonciation à vne hypotheque qui est induite est reputee estre faicte par celuy qui par dol a induit l'acheteur d'acheter la chose à luy hypothequee cõme franche sans luy en parler ou rien declarer, ideò ob pœnam reticentiæ, principalement l'on a signé comme tesmoin, iugé en Audience le dernier iour de May, 1582. Vide l. fideiussor. 26. §. pater. D. de pign. l. 39 D. de pign. act. l. 34. §. 2. D. de leg. 2.

z Actio personalis ex lege xii. tabularum inter heredes diuiditur l. 2. C. si vnus ex plur. her. l. 1. C. Si cert. pet. l. 6. & 15. C. Famerc. l. 26. C. de pact. l. 2. C. de her. act. l. 1. C. de except. l. 35. §. 1. D. de her. inst. l. 85. §. 1. D. de herb. oblig. l. 2. D. de stipul. præt. l. 55. D. de rei vind. l. 5. 8 & 12. D ad exhib. Obligatio pignoris vel hypothecæ indiuidua est, d. l. 2 C. si vnus ex pl. l. item hereditariam. 65. D. de euict. Personalis actio diuidua est & hypothecaria indiuidua. Vide Cuiac. 5. Obs. c. 32. & 15. Obs. c. 23 & in Paratil. in Cod. On peut demander si l'action hypothecaire est vne action personnelle, reelle ou mixte, c'est à dire participant de la realité & personalité. Plusieurs ont estimé qu'elle estoit personnelle: mais le Droict nous monstre qu'elle est reelle, & in rem scripta. l. pignoris 18. C. de pign. l. pignoris 17. D. eod. tit. l. 2. C si vnus ex plurib. her §. 7. Inst. de action. Autres ont maintenu qu'elle estoit mixte. Ioan. Faber in §. item Seruiana Inst. de act. scribit prælatos regni Franciæ quibus interdictum est vt cognoscant de actione reali, non posse cognoscere de hypothecaria. Ce qui monstre conformement au droict qu'elle est reelle, & non personnelle.

a Ceste Coustume est conforme au droict in l. 1. & 2. C. si vnus ex plurib. heredibus, & autres cy dessus cottees.

b On tient que la discussion est requise & necessaire quand l'hypothecaire n'est coniointe à la personnelle, & qu'elle s'intente contre le tiers detenteur: & ainsi se doit entendre l'Authentique hoc si debitor. C. de pign. Nou. 4. cap. 2. & faut faire discussion de l'action personnelle auant que venir par saisie ou action hypothecaire contre le tiers detenteur. d. auth. hoc si debitor & auth. sed hodie nouo. iure C. de oblig. & act. Nou. 4. cap. 3. Mais quand l'hypotheque est speciale & que l'action est dressee contre l'obligé ou son heritier ne faut faire aucune discussion, par les raisons & textes des Loix. 1. & 2. C. si vnus ex plur. l. vnus ex multis. C. de distr. pign. & autres cy dessus cottez. Et ainsi le 16. Decembre 1580. en Audience de releuee fut iugé que la speciale hypotheque ne requiert discussion, & que le creancier se peut addresser contre le detenteur ou debteur. Ie ne veux point oublier que vn hypotheque generale se rapporte à la Coustume du lieu, où demoure le testateur ou contrahant: mais la speciale au lieu de la chose situee touchant les successions, comme il fut iugé és Arrests generaux de la Pentecoste le 1. iour de May 1571. Le tiers detenteur ayant droict à condemnato, d'vn heritage affecté & hypothequé specialement, est bien saisi & conuenu, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 30. Ianuier 1564. pour vne mestairie saisie comme specialement affectee & hypothequee, ou il ne fut besoin faire aucune discussion sur autres biens.

---

gé ou son heritier: & neant-moins doit premieremẽt discuter l'hypotheque speciale, ou l'obligé ou son heritier, auparauant que s'addresser au detenteur de la chose generalement hypothequee: & peut ledit detenteur deguerpir & renoncer à la chose generalement hypothequee: sinon qu'il fut obligé, ou que l'heritage fut baillé à ladite charge.

Lodvnois Chap. 22. Art. 4. Hypotheque se diuise: *adeò*, que celuy qui est detenteur d'heritage par ledit hypotheque obligé ne doit estre poursuiuy, & n'est suiet au payement d'aucune hypotheque creé sur ledit heritage: fors *pro rata*, entant qu'il tiendra des choses à ce hypothequees, le tout dudit hypotheque sur ce c precompté & estimé. Et est ledit hypotheque general, la chose qui par obligation ou contract n'est nommement & particulierement specifiee & designee: mais seulement par termes generaux. Et au regard de l'especial ne se diuise par ladite Coustume.

Hypotheque generale comme s'entend.

Hypotheque ne se diuise point.

Anioy Tit. 20. Art. 468. Selon la Loy dudit pays hypotheque ne se diuise point: c'est à sçauoir que plusieurs sont obligez en aucune rente, deuoir ou autre chose soit reelle ou personnelle, enuers aucũ crediteur, il est au chois d'icelui generalement hypothequee: ou bien que le creancier luy doit faire cession de ses actions. Et le tiers detenteur ou possesseur de la chose hypothequee specialement a bien le mesme priuilege, mais subsidiairement: sans preiudice de l'execution reale, sinon que la dispute fut entre plusieurs possesseurs de choses specialement obligees & hypothequees. C. M.

De plusieurs obligez pour rente, deuoir ou autre chose reelle ou personnelle, & de leurs heritiers.

c C'est à dire que le tiers detenteur estant poursuiuy par le creancier, peut vser d'exception & maintenir qu'il faut discuter auant que s'addresser à luy: & qu'il n'est tenu sinon au pro rata de ce qu'il detient & exploite de la chose

Source : BIU Cujas

luy crediteur de ſ'en prendre à tous les obligez ou ſur lequel qu'il luy plaira pour le tout, & ſoy addreſſer en matiere d'execution ou autrement pourſuir ſon hypotheque, pourueu qu'ils ſoient obligez chacun pour le tout, & qu'ils ayent renoncé au benefice d de diuiſion. Art. 469. Autant eſt-il des heritiers des obligez. Car par la mort d'iceux obligez hypotheque ne ſe diuiſe és perſonnes de leurs heritiers : mais peut eſtre pourſuiuy pour le tout du contenu en l'obligation ſur l'vn des heritiers, ou ſur tous enſemble ſur les biens au chois du crediteur, *vndequaque prouenient bona.* Et ſi peut l'on proceder par voye d'adiournement & action ſimple ou par execution ſur eux : comme l'on feroit ſur les principaux obligez ſ'ils viuoient. Art. 473. Et combien que hypotheque ne ſe diuiſe point, comme dit eſt : toutesfois le conducteur ou S. du Fief le peuuent bien diuiſer ſ'il leur plaiſt. Car le crediteur peut demander à chacun des obligez ou à chacun de leurs heritiers de ſa debte *pro rata*, & portion : & ledit Seig. de Fief peut receuoir ſon deuoir, Cens ou rente de chacun des heritiers ou autres qui tiennent l'heritage tenu de luy, telle portion que chacun luy baillera : & qu'il ſera tenu par le partage, ou le leur demander & en pourſuir chacun *pro rata*, ſi bon luy ſemble. e

Creancier ou Seigneur comme peut diuiſer Hypotheque, ſi bon luy ſemble.

Le Maine Tit. 21. Art. 471. 472 & 476. p. *à Anion.* Art. 468. 469. & 473. que ſi pluſieurs, &c. à ſoy addreſſer, &c. pourſuiure, &c. tous enſemble au chois du crediteur. Et ſi peut, &c. ſ'il luy plaiſt, &c. ou de leur demander, &c.

Sens Tit. 13. Art. 133. Obligation †† ou autre contract paſſé ſous le Seel de la Cour Eccleſiaſtique, ne porte d'hypotheque.

† *Obligation ou cõtract paſſé ſous le Seel Eccleſiaſtique ne porte hypotheque.*

Troyes Titre 4. Article 74. Obligations † & contracts, &c. p. *à Sens.*

†† *Fut ordonné que ce 133. Art. tiendroit ſans auoir egard aux proteſtations faictes par les Cardinal de Bourbon Archeueſque de Sens, Cardinal de Giury Eueſque & Duc de Lengres, & les Chapitres & Egliſes dudit Sens & Lengres, qui ont proteſté que ledit Art. ne leur puiſſe preiudicier.*

Bar Tit. 5. Art. 64. Les Obligations, &c. p. *à Sens.* Eccleſiaſtique ou de quelque chapitre ne portent hypotheque.

Laon Tit. 12. Art. 119. Hypotheque f ne ſe conſtitue par le ſeul conſentement : mais eſt requis Nantiſſement du iour duquel elle doit auoir cours, & non g pluſtot : en maniere que ſi aucun a emprunté quelque ſomme de deniers & au payement d'icelle obligé ſes heritages, ou vendu & conſtitué rente ſur iceux, dont il y ait breuet ſigné de deux Notaires, ou d'vn Notaire & deux teſmoins, ou lettres paſſees ſous Seel Royal ou autre authentique, le crediteur d'icelle ſomme ou acquereur de ladicte rente, pour acquerir droict d'hypotheque, doit faire nantir ſeſdites h lettres ſur leſdits heritages, exhiber ſeſdites lettres aux Maires, Eſcheuins ou autres Iuſticiers fonciers du lieu, où ſont aſſis leſdits heritages : & illec luy requerir en preſence de deux teſmoins, que pour ſeureté & continuation de ſon deu ou rente, contenu auſdictes lettres, il les nantiſſe ſur leſdits heritages : & que i doreſnauant il ne reçoiue aucun autre Nantiſſement, que ce ne ſoit à la charge de ſondit deu ou rente & priorité de ſon droict, dont acte luy doit eſtre deliuré & endoſſé en ſeſdites lettres, & auſſi regiſtré au Greffe de la Iuſtice des lieux, où ſont aſſis leſdits heritages. Pourra auſſi le crediteur ou acquereur obtenir Commiſſion du Bailly de Vermandois ou ſes Lieutenans ou des Preuoſts Royaux audit Bailliage ou leurs Lieutenans, ou de l'vn d'iceux, addreſſant au premier Sergent ſur ce requis : lequel fera pour ledit crediteur ou acquereur ſemblable exhibition & declaration auſdicts Maire, Eſcheuins & autres Iuſticiers fonciers, prenant acte, & le faiſant endoſſer & enregiſtrer comme k deſſus. Et au refus deſdits Iuſticiers de faire tel Nantiſſement, ledit Sergent leur commandera de ce faire, à quoy ſ'ils ne veulent obeir, declarera que luy meſme nantiſt de par le Roy : & leur fera defence que doreſnauant ils n'ayent à faire autre Nantiſſement ſur leſdits heritages que ce ne ſoit à la charge de ce, pourquoy il faict ledit Nantiſſement : dont ledit Sergent fera rapport qui ſeruira d'acte audit crediteur ou acquereur, & preiudiciera tel Nantiſſement aux ſubſequens faicts ſur meſmes heritages : de ſorte que le dernier nanty perdra ſa debte ou rente, ſi la valeur deſdicts heritages eſt totalement employee & entree au payement & acquit de tout, ou de partie de la debte ou rente du premier nanty. Article cent & vingt. Et ſont tenus leſdicts Iuſticiers fonciers pardeuant leſquels ſe font les Veſts, Deueſts & Nantiſſemens, faire faire par leurs Greffiers, Regiſtre à part d'iceux Veſts, Deueſts & Nantiſſemens. Article cent vingt & vng. Et ſuppoſé que de ladicte debte ou rente n'y euſt lettres paſſees ſous Seel Royal * ou autre authentique : ſi toutesfois icelle debte ou rente auoit eſté recognue pardeuant leſdicts Iuſticiers fonciers ou autres, peut ledict crediteur ou acquereur, nantir l'acte de recognoiſſance d'icelle debte ou rente ſur leſdicts heritages en la forme que deſſus. Article cent vingt-deux. Et n'eſt

† *Les gens d'Egliſe & aucuns Practiciẽs ont dit que ledit Art. eſtoit preiudiciable aux droicts & prerogatiues de l'Egliſe : diſans que les obligations par les Notaires Eccleſiaſtiques, & ſous le Seel Eccleſiaſtique, il ne repugnoit qu'elles ne portaſſent hypotheque, mais que leſdits Notaires receuſſent ou paſſaſſẽt inuentaires. Car*

d Idem, ſ'ils n'ont renoncé au benefice de diuiſion, & que de droit ce benefice n'ait point de lieu. C. M.

e Toutesfois il ne diuiſe incontinent, ſinon qu'il ſoit cogneu qu'ils euſſent receu paiement pour la part & portion de chacun des heritiers en intention de diuiſer leur debte, deuoir, Cens, ou rente. Ce que l'on ne preſume facilemẽt és debtes & redeuances annuelles, comme il a eſté monſtré au Traicté des contracts vſuraires. C. M. Et faut noter que les rentes ſe doiuent racheter pour le tout, & non pour partie, tellemẽt qu'on ne peut diuiſer l'hypotheque ne pour payement ne pour le rembourſement : & n'eſt l'acquereur tenu receuoir partie de ſon argent s'il n'a tout. Ce qui a lieu etiam inter coheredes vt vnus heres habens ius à creditore, non teneatur à coherede partem recipere, nec cogitur niſi totum redimatur, pour Fontenay Aduocat cõtre M. le Preſident Dorſay ſon coheritier qui le vouloit forcer de prendre argẽt d'vne rente pour ſa part, iugé au mois de Septembre 1564.

f Ceſte Couſtume eſt contre la diſpoſition du Droict in ciuil. in l. 4. D. de pign. & l. 4. D. de fide inſtru. l. 17. D. de pactis. l. 1. D. de pign. act. & l 2. C. Quæ res pign. & contre pluſieurs autres Couſtumes. Chalons, Artic. 133. & autres cy deſſus expliquees. La Couſtume de Laon requiert Nantiſſement pour creer hypothe-

Source : BIU Cujas

de toute ancienneté ils en auoient tousiours iouy & vsé : les gens du Roy ont insisté au contraire, disans que le contenu audit Article estoit vraye Coustume & qu'il auoit esté practiqué & vsité de si long temps, qu'il n'estoit memoire du contraire. Surquoy auons ordonné par prouision que ledit Article demourera, & d'iceluy en ferons nostre rapport à la Cour, pour par elle y estre pourueu comme de raison.

Nantissement comme se peut faire en deux sortes & manieres.

Registre des Vests, Deuests & Nantissemens.

Nantissement se peut faire de debte ou rente recognue pardeuant les Iusticiers fonciers.

* *Les autres Exemplaires ont, & authentique.*

que, dont il y ait bruet signé de deux Notaires ou d'vn Notaire & deux tesmoins, ou lettres passees sous seel Royal ou autre authentique, & ita is qui instrumentis publicè confectis nititur, præponi debet, etiam si posterior contineatur, apres le Nantissement, vt est in l. scripturas. 11. C. Qui pot. in pign. hab. A Vienne en Austriche il y a vn Statut & Coustume, que Droict d'hypotheque se constitue par acte faict publiquement en iugement pardeuant le Iuge. Et tiennent les Docteurs sur ladite Loy Scripturas, que le droict d'hypotheque ne se peut prouuer par vne escriture priuee : ains se doit verifier par vn instrument public & authentic passé sous Seel Royal, ou autrement par quelque acte faict pardeuant Iuge competent. A ceste cause par les Ordonnances de France, & par quelques Coustumes, Cedulles priuees, qui se nomment ἰδιόχειρα in d. l. scripturas, ne portent hypotheque, sinon du iour de la recognoissance ou denegation, comme il se cognoist cy dessus en l'Article 107. de Paris, & autres rapportez par Conference sur ledit Article Or le Nantissement requis pour creer Hypotheque est assez expliqué par ces Coustumes de Laon, Reims, Amiens & autres estans en pays de Nantissement, sans qu'il soit besoin en faire plus long discours. Par la Coustume de Chauny Titre second. Article septiesme. Nantissement est vn hypotheque de faict & expresse qui se faict par la maniere portee par les Coustumes.

g Contre vn tiers detenteur, mais contre l'obligé ou son heritier, elle a lieu, & demoure selon le Droict commun. C. M.

h C'est à sçauoir au preiudice des autres tiers acquereurs, posterieurs & subsequens. C.M.

i C'est à dire du iour du Nantissement & de la solemnité dudit acte & decret de Iustice, non pas à prendre du tẽps de la reformation de ceste Coustume : D'autant qu'elle n'est icy mise & redigee comme nouuelle, mais comme ancienne, comme il se peut cognoistre par les contestations contenues au Procés Verbal, auquel elle n'est mise entre les nouueaux Articles, mais entre les anciens. C.M.

k Ceste clause se doit rapporter expressement aux precedentes & subsequentes clauses, comme estant l'insinuation & enregistrement au Greffe de la Iustice ordinaire du lieu, tousiours en tous ses cas de la forme essentielle, comme estoit de droict l'insinuation apud magistrum Census, si la donation excedoit cinq cens escus. Lin hac. 30. secundum diui. 32. C. de donat. C.M.

Nantissement se peut faire sans le consentement de l'obligé viuãt : mais apres sa mort, faut appeller l'heritier.

n'est requis pour faire tel nantissement d'appeller les obligez à ladicte debte ou rente : ains se peuuent faire tels Nantissemens sans leur consentement. Art. 123. Mais †† apres le trespas dudit obligé faut appeller son heritier pour voir faire ledit Nantissement : lequel heritier appellé ne le pourra empescher par quelque opposition ou appellation que ce soit. Aussi ne pourrõt les Iusticiers refuser de le faire, sauf tous droicts. Et au cas que l'empeschement que feroit ledit heritier seroit trouué friuol, aura ledit Nantissement lieu des le iour de la signification d'iceluy, fait comme dessus. Article 124. Pour l'hypotheque que les mineurs l ont sur les biens de leurs Tuteurs, pour l'administration de leur Tutelle : & les m femmes sur les biens de leurs maris, n'est requis Nantissement, & sans iceluy est acquis ausdits mineurs & femmes droict reel. Article 125. Sentence n † de Iuge emporte hypotheque du iour de l'execution d'icelle : & où il y auroit appel, ladite hypotheque aura lieu, du iour que celuy qui aura obtenu ladite sentence, se sera mis en deuoir de la faire executer, si puis apres ladite sentence est confirmee. Et se doit entendre ladite hypotheque pour valoir contre ceux qui auroient contracté auec le condamné depuis l'execution, & pour leur regard tant seulement.

†† *Ceſt Art. 123. eſt accordé pour l'aduenir.*

Hypotheque ſur les biens des Tuteurs ou maris ſans Nantiſſement.

Sentence de quel iour emporte hypotheque.

† *Ceſt Article 125. eſt accordé pour l'aduenir.*

CHALONS Titre seiziesme. Article 133. Hypotheque †† se constitue par le seul consentement des parties, sans qu'il soit requis Nantissement : lequel Nantissement n'a lieu audit Chalons & pays qui se regit par la Coustume dudit Chalons.

Hypotheque ſe conſtitue par le ſeul conſentement des parties, ſans nantiſſement.

†† *Ceſt Article 133. eſt accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

REIMS Titre 5. Article 173. Mais pour seureté de ladicte rente constituee sur heritages roturiers, & acquerir hypotheque pour raison d'icelle sur lesdits heritages, & aussi pour acquerir hypotheque pour quelque raison que ce soit, est requis Nantissement qui se faict en deux manieres. Article 174. L'vne que celuy, à qui est deu la rente ou autre debte, doit faire nantir les lettres de constitution d'icelle rente ou debte, sur lesdits heritages, sur lesquels ladite rente est constituee, ou qui sont obligez au payement de ladite rente : qui est à dire exhiber les lettres de la constitution de ladite rente aux Maire, &c. p. *à Laon.* Art. 119. les requerir, &c. de tesmoins que pour seurté de ladite rente ou debte, ils nãtissent lesdites lettres, ou les tiennent pour bien nanties sur lesdits heritages, à ce que la Iustice ne reçoiue de là en auant aucun autre Nantissement, Vest ou Deuest, que ce ne soit, &c. dudit deu ou rente & priorité de son droict en iceux, dont acte, & cet. deliuré à part signé du Greffier, ou endossé en sesdictes let-

l Ceste Coustume est conforme au Droict ciuil, par lequel les biens des Tuteurs sont tacitement obligez & hypothequez au mineur pour la gestion & administration de la Tutelle. Tutorum enim res pleniſſimo iure hypothecarum tenentur. L. nemo. 5. C. de legit. tut. l. pro officio. 20. C. de admin. tut. l. vnica §. 1. C. de rei vx. act. l. vlt. C. Rem alienam gerent. & Nou. 118. cap. 5. Et n'est requis aucune solemnité de Droict ou Coustume, pour creer & constituer hypotheque sur les biens des Tuteurs & Curateurs. Et commence ladicte hypotheque à courir à die inchoatæ administrationis, & non à die datæ aut susceptæ tutelæ, ainsi qu'il fut iu-

Source : BIU Cujas

gé par Arreſt ſolenuel le ſixieſme Auril mil cinq cens ſeptante quatre, pour Nicolas Cointel defendeur & oppoſant aux Criees ſur vn appel du Preuoſt de Paris.

Nantiſſement ſe faict en deux manieres.

m Cecy eſt ſemblablement conforme au droict commun, par lequel Bona mariti tacitè obligata ſunt pro dote reſtituenda l.1.§.1.& 6.C. de rei vx.act. etiam pro reſtituendis paraphernalibus L.ſi mulier 11. C. pactis conuentis tam ſuper dote, &c. Vide l. aſſiduis 12. C. Qui pot. in pign. Nou. 91. cap. 1. Nou. 79. cap. 2. & 3. Nou. 109. cap. 1.

n Le Roy Charles 9. 1566. Eſtats de Molins Art. 53. & par la premiere Declaration veut que l'hypotheque ait lieu du iour de la ſentence ſi elle eſt confirmee par Arreſt, ou ſ'il n'eſt appel d'icelle.

tres & enregiſtré, &c. aſſis leſdits heritages. Article 175. L'autre maniere eſt, que ledit acquereur ou crediteur d'icelle rente ou debte obtienne commiſſion, &c. p. *à Laon.* ou ſon Lieutenant en la Preuoſté de Reims, &c. Royaux audit Bailliage & Preuoſté de Reims ou leurs Lieutenans addreſſant, &c. requis, lequel en preſence de teſmoins fera, &c. exhibition de lettres & requeſte auſdits Maire & Eſcheuins ou autres, &c. en prenant, &c. lequel Sergent au refus deſdits Iuſticiers, fera ledit Nantiſſement & defence auſdits Iuſticiers de ne receuoir de là en auant autre Nantiſſement, Veſt ou Deueſt deſdits heritages au preiudice de celuy qui auroit eſté faict par luy, au refus deſdits Iuſticiers. Et de tout ledit Sergent en fera ſon rapport, qui ſeruira d'acte audit acquereur ou crediteur. Artic. 176. Preiudiciera †† &c. p. *à Laon.* Art. 119. totalement entree ou employee. Art. 177. Sont tenus, † &c. p. *à Laon.* Art. 120. par le Greffier, &c. Nantiſſemens: en luy payant les ſalaires pour ce accouſtumez, qui ſont quant aux heritages tenus en Fief, x. ſols Pariſis, & quant à ceux qui ſont tenus en roture, cinq ſols Pariſis. Et moyennant ce, ſera ledit Greffier tenu de deliurer les lettres ou endoſſemens ſignez de luy: ſinon que leſdites lettres excedaſſent vn quart de peau: auquel cas ſera payé du plus, plus, à raiſon de ſeize ſols Pariſis pour peau. Art. 178. Eſt requis que leſdites lettres ou contracts ſoient ſeellez du Seel Royal ou autre authentique, comme ſont les Seaux du Bailliage, Preuoſté & Eſcheuinage de Reims, Seneſchaucee de l'Egliſe dudit Reims & du Bailly de Sainct Remy dudit Reims. Art. 179. Suppoſé que de ladite rente ou debte n'y euſt lettres paſſees, ainſi que dit eſt, pourra ledit acquereur ou crediteur nantir l'acte de recognoiſſance iudiciaire ou condemnatoire d'icelle debte ou rente ſur leſdits heritages en la forme que deſſus. Art. 180. p. *à Laon.* Art. 125. n'emporte hypotheque: ſinon du iour qu'elle ſera nantie ou executee par le Iuge auquel cas l'hypotheque eſt creé du iour du Nantiſſement ou execution d'icelle, ſ'il n'y a appel: ou y ayant appel, ſi elle eſt confirmee. Art. 181. N'eſt requis, &c. p. *à Laon.* Art. 122. debte ne leurs heritiers apres leur treſpas: ains, &c. Art. 182. p. *à Laon.* Art. 124. maris †† pour leurs Apports & Douaires, & les Seigneurs pour leurs droits Seigneuriaux, n'eſt requis, &c. auſdites femmes, mineurs, Seigneurs & heritiers, de chacun d'eux droict reel.

Ribemont Tit. 5. Art. 51. Toute † perſonne peut creer hypotheque ſur ſes biens, ſoient feodaux ou roturiers, mais faut pour realiſer l'hypotheque qu'il y ait Nantiſſement fait par les Officiers des lieux.

Amiens Tit. 8. Art. 137. Contracts de vendition d'heritages ou rentes, baux à Cens hereditaux, ou à vie ou à louage, permutation, donation & autres (encores qu'il contienne terme d'hypotheque & rapport par deſſaiſines paſſees & recognues pardeuant † Notaires Royaux, Baillifs, Preuoſts Royaux ou autres Iuges que les Seigneurs Feodaux ou leurs Officiers, deſquels les heritages, dont les contracts font mention ſont tenus & mouuans) ou lettres priuees n'engendrent hypotheque ne droict reel ſur les heritages des contractans: ains ſont reputez purs perſonnels & mobiliaires, pour †† le regard du Seigneur & creancier, ſi ce n'eſt que leſdits contracts ſoient recognus pardeuant les Seigneurs, dont leſdits heritages obligez ſont tenus, ou les Officiers de leur Iuſtice: o en ce faiſant ſont realiſez & reputez hypothecaires: pourueu qu'iceux heritages y ſoient ſpecifiez, declarez & obligez. Article cent trente huict. Et eſt requis que leſdictes venditions, donatiõs & contracts ſoiẽt recognus par les cõtractãs en perſonne ou par Procureur ſpecialemẽt fondé, & ne ſuffitd'vn ſimple

†† *Ceſt Art. 176. eſt adiouſté comme ayant eſté omis en l'ancien Couſtumier.*

† *Les Art. 177. 179. 180. & 181. ſont de nouuel introduits.*

†† *Ceſt Article 182. eſt nouuel en ce que pour les debtes actiues des mineurs contre leurs Tuteurs, n'eſt requis nantiſſement: ce qui eſtoit neceſſaire par l'ancienne Couſtume: laquelle a eſté abrogee pour ce regard.*

† *Ceſt Article cinquante & vn a eſté accordé pour l'aduenir pour le regard des roturiers, & ſans preiudice du paſſé, par maniere de proviſion: & au principal les parties ſont renuoyees au lendemain des Rois en la Cour, pour elles ouies enſemble le Procureur general ordonner ce que de raiſon.*

o Cecy n'a point de lieu en Douaire Couſtumier par l'Article cent quinze, de ceſte meſme Couſtume mis cy deſſous au Titre vnzieſme. Ce qui eſt fort equitable: par ce que le mariage eſt notoire & la Couſtume de donner Douaire encores plus cognue comme eſtant baillee par la Loy. Il faut

Source : BIU Cujas

† *Ce mot*, Notaires, *a esté mis au lieu de ce mot ancien*, Auditeurs.
†† *Ces mots*, Pour le regard du Seigneur & creanciers, *ont esté de nouuel adiouſtez.*

roit aux troiſiemes acquereurs, ſinon en gardant la ſolennité preſcrite & ordonnee par la Couſtume. Item cela n'a point de lieu en rentes retenues ou conſtituees pour ſupplement de partages, comme il a eſté iugé par Arreſt donné en Audience le 2. iour de Iuillet 1551. Au reſte ſans doute les lettres obligatoires ou bien l'inſtrument paſſé ſous Seel Royal ou autre Authentique, vaut pour obligation perſonnelle contre l'obligé & ſon heritier. Math. de Afflictis Dec. 240 in fine. C.M.

porteur de p lettres. Art. 139. Toutesfois † és cas, eſquels par diſpoſition de droict, y a tacite q hipotheque, ladite hipotheque a lieu, encores que telle recognoiſſance & ſolemnité de Couſtume, ne ſoit interuenue. Art. 140. Quand aucun pour ſeureté de payement d'aucune rente hereditale ou viagere, ou autre redeuance paſſee & recognue pardeuant Notaires Royaux ou autre Iuſtice, veut acquerir hipotheque & droict reel ſur l'heritage de ſon obligé, eſt requis qu'il obſerue l'vne des trois voyes cy apres declarees. Art. 141. La †† premiere que le vendeur ou obligé rapporte par deſſaiſine l'heritage à luy appartenant, en la main du S.F. duquel il eſt tenu, ou de ſes Bailly & Officiers: & qu'il accorde que la ſaiſine en ſoit baillee à ſon creancier pour ſeureté de ſa debte: en ſatisfaiſant audit S. de ſes droicts Seigneuriaux: c'eſt à ſçauoir du Quint pour le Feodal, & du xiii. denier pour l'heritage roturier. Art. 142. La deuxieſme que le creancier, acheteur, donataire ou autre pretendant hipotheque, par Commiſſion de Iuge competant, face mettre & aſſeoir la main du Roy ou d'autre Iuſtice ſur les heritages dudit obligé pour la ſeureté de ſa debte, & ſignifier icelle main-miſe, tant audit obligé, comme aux Seig. dont leſdits heritages ſont tenus & mouuans, ou à leurs Baillifs & Officiers de Iuſtice. Et faut faire adiourner leſdits S. & obligé, pour voir declarer que la main-miſe tiendra, ou y contredire, ſi bon leur ſemble: & tant faire que leſdits Seig. & obligé l'y conſentent, ou que par ſentence donnee par Iuge competent, contradictoirement ou par contumace ladicte main-miſe ſoit declaree tenir, leſdits Seig. payez ou ſatisfaits de leurs droicts tels que deſſus. Art. 143. L'on ne peut proceder par ladite voye de main-miſe, ſi ce n'eſt qu'elle ſoit accordee par lettres authentiques. Art. 144. La iii. voye eſt, que celuy qui veut auoir ladite hipotheque & droict reel, obtienne Commiſſion du Bailly d'Amiens ou d'autre Iuge competent, & par vertu d'icelle ſe faire mettre de faict ou Procureur pour luy és Fiefs & heritages, ſur leſquels il veut auoir ſa ſeureté & droict reel: & face ſignifier ladite main-miſe r de faict aux proprietaires & poſſeſſeurs deſdits heritages, & aux Seig. dont ils ſont mouuans: & face aſſigner iour pardeuant ledit Iuge competant aux poſſeſſeurs ou Seigneurs, pour ſe voir tenir & decreter de droict, ou y contredire: & tant faire que par conſentement deſdits proprietaires, poſſeſſeurs ou Seigneurs, ou par ſentence donnee contradictoirement ou par contumace, ledit demandeur y ſoit tenu & decreté de droict, leſdits Seig. Feod. payez & ſatisfaicts, comme deſſus. Art. 145. Le † Seig. ou ſon Bailly & Greffier eſt tenu de faire Regiſtre de toutes les deſſaiſines & ſaiſines, miſes de faict, & main-aſſiſe, afin que les creanciers ou acquereurs, puiſſent cognoiſtre au vray quelles hipotheques y a ſur les heritages, pour raiſon deſquelles ils veulent contracter. Art. 146. L'acquereur ou autre pretendant hipotheque ou droict reel, n'eſt tenu de paier droicts Seigneuriaux au S. iuſques à

† *Ceſt Art. 139. eſt adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ceſt Art. 141. faiſant partie du 67. Art. ancien ſ'eſt oppoſé Maiſtre André Pecoul pour & au nom des Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Egliſe de Paris, à cauſe de leur Seigneurie d'outre bois: & pour leſdits Abbé, Religieux & Conuent de Clerfay, & pour les Religieuſes, Abbeſſe & Cõuent de Viſillencourt: pour ledit François de Semeur du Bus lez Artois à cauſe de ſa femme. Et pour frere Guillaume Fleury Cõmandeur de Fieffes: diſant que à cauſe deſdites terres leur ſont deuz droits Seigneuriaux en cas de vente, donation, alienation & permutation tels que du ſixieſme denier pour heritages cottiers & roturiers: & que dudict droict ils ſont en poſſeſſion immemoriale. Auquel eſdits noms nous auons donné acte de ſon oppoſition, & paſſera ledit Art. ſans preiudice de leurs droicts, dont ils feront apparoir par titre & poſſeſſion immemoriale.*

Regiſtre des Deſſaiſines & Saiſines.

† *Les Articles cent quarante cinq & cent quarante ſix ſont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

Droicts Seigneuriaux ne ſont payez par le pourſuiuant Hypotheque, iuſques à ce qu'il y ait conſentement du proprietaire.

P C'eſt à ſçauoir pour l'effect que deſſus pour porter preiudice aux tiers acquereurs. Ce qui a bien lieu à l'eſgard de l'obligé ou ſon heritier. Et faut noter que l'on peut par les meſmes lettres obligatoires ou inſtrument conſtituer vn Procureur pour faire les recognoiſſances requiſes par la Couſtume pour creer hypotheque & realité. C. M. Notez que le dernier Decembre 1576. en interpretant la Couſtume d'Amiens, quand vn debteur de rente hypotheque, &c. qu'il ne ſuffit pour acquerir les droicts le Seigneur ait conſenty le decret de l'acquereur: ains faut que le vendeur y conſente par ſentence ou appointement: tellement que ſ'il allegue rachat n'eſt rien deu audit ſieur.

q Comme les mineurs qui ont hypotheque ſur les biens de leurs Tuteurs ou Curateurs, pour raiſon de la Tutelle, ou les femmes pour leurs droicts, Douaires, &c. ſur les biens de leurs maris, ainſi qu'il ſe voit és Couſtumes de Laon Art. 124. & Reims Art. 182 Notez que l'hypotheque taiſible a lieu de Droict ſur la maiſon ou nauire, quand on a baillé argent pour la neceſſaire refection ou reparation de la choſe, ſans laquelle le lieu n'euſt peu profiter. Saluam fecit pignoris

que le mariage ſoit public. Car s'il eſtoit clandeſtin il ne nui-

causam. L. interdum 5. L. huius 6. D. Qui pot. in pign. l. 25. D. de reb. cred. & ibi Zaſ. L. 7. D de exerc. act. l. 1. D. in quib. cauſ. pign. l. 17. C. de pign l. 7. C. Qui pot. Nou. 97. cap. 3. & Nou. 136. cap. 36. Acc in l. 1. D. de ceſſ bon. Secùs, quand le baſtimẽt eſt voluptuaire & impenſe non neceſſaire. Partant l'on n'eſt receuable contre vn tiers acquereur d'vn lieu voluptuairement baſty: iugé au mois d'Auril, 1563. Au reſte il a eſté auſſi iugé que les impenſes & meliorations faictes ſur le fonds de la femme, encores qu'elles ne fuſſent neceſſaires, & que le lieu fut rural, ſi toutesfois ledict heritage ſe vend plus qu'il n'euſt faict, elles ſont ſuiettes à repetition par les heritiers du mary: & de faict le mary ayant faict baſtir ſur le fonds de ſa femme, pour les impenſes voluptuaires ne peut hypothequer le fonds au preiudice d'vn tiers acquereur de bonne foy, ains ſeulement obliger la femme vers ſes heritiers, quatenus locupletior facta erit. Ainſi l'Argentier de Berthencourt nommé Drouart fait faire des baſtimens pour dix ou douze mil liures ſur vne terre de ſa femme, qui ne valoit

Source : BIU Cujas

cinq cens liures en ancien baſtiment: La femme ſuruiuant ſans auoir eſgard à ſes enfans vend la terre trois mil cinq cẽs liures ſeulement. La femme du Lieutenant de Compiengne fille des deux conioints faict adiourner la mere perſonnellement, & hypothecairement le Sieur de Morcour detenteur, à ce que le lieu fut declaré affecté & hypothequé. Et diſoit que la Loy des xii. Tables ayant permis tigni ablationem, & la Loy ciuile reſtitution pour l'eſtimation tacite, conceſſerãt hypothecã pro repetitione impenſarũ. Si eſt que par Arreſt prononcé en robbes rouges, le 17. Auril 1565. fut par la mere nõmee Teſtard condãnee à rẽdre & reſtit. à la demãderes. ſa fille la ſom. de 250. l ſans deſp. & led. de Morc. abſ auec deſp. r Ceſte miſe de faict ceſt quand elle eſtant deuement decretee par Iuge competãt, l'hypoth. ſ'engẽdre, par laquelle on apprehẽde toutes ſucceſſions & autres choſes à titre particulier. Significat propriè miſſionẽ in poſſeſſionẽ. Au reſte, quãd il y a realité ſi l'hypotheque eſt realiſee par prinſe de poſſeſſion au cas que l'acquereur ſoit en procés pour la realité, on doit preſcrire certain temps lequel paſſé on doit payer, ainſi qu'il fut iugé le 3. Auril 1565.

ce qu'il y ait conſentement de celuy, ſur lequel il veut acquerir ladite hipotheque, ou ſentence donnee contradictoirement ou par contumace: & neant-moins eſt tenu ledit pourſuiuant hipotheque, faire vuider dedans vi. mois ou autre plus long delay, ſ'il eſt ordonné par le Iuge, les oppoſitions ou empeſchemẽs ſi aucuns y a, autrement & ledit temps paſſé eſt tenu payer les droicts Seigneuriaux au Seig. conſentant par luy que l'hipotheque tienne. Art. 147. Sentences ou accords de maintenue ou de mai-declaree tenir & tenue de droict ſe retrotrayẽt au iour que les main-aſſiſe & miſe de faict ont eſté faites: en maniere qu'elles precedẽt toutes autres hipotheques qui depuis leſdites main-aſſiſes ou miſe de faict ont eſté creés & recognues. Art. 148. Vn S.F. n'eſt tenu ſ'il ne luy plaiſt, conſentir l'hipotheque ſur cotterie ſi ce n'eſt pour vne ſomme de deniers à payer pour vne fois, & pour ladite hipotheque tenir & auoir lieu demy an tant ſeulement, apres le terme de payer eſcheu. Art. 149. Et en ce cas pour ladite hipotheque d'vne ſomme de deniers à payer pour vne fois, ſoit ſur fief, ou ſur cottiere, ne ſont deuz aucuns droicts Seigneuriaux au S.F. Art. 150. Pour vne ſomme de deniers à payer pour vne fois ſans termes, le S. n'eſt tenu accorder hipotheque ſur Fief ne ſur Cotterie, ſi bon ne luy ſemble. Art. 151. Le †† S. ne peut contraindre celuy qui a vne obligation perſonnelle ſur les heritages de ſon tenant feodal ou cottier, à apprehender le droict qu'il a en vertu de ladite obligation, pour auoir ſes droicts Seig. & eſt en la volonté & faculté de celuy qui a ladite obligatiõ, pour auoir ſes droits Seigneuriaux, ſ'il luy plaiſt acquerir ſon droict reel. Art. 152. Si depuis la creation d'hipotheque pour rente, l'heritage ſe vendoit à la charge d'icelle rente, les droicts Seigneuriaux, qui en ont eſté payez pour l'hipotheque de ladite rente, doiuent eſtre deduits ſur les droicts deuz au S. à cauſe de ladite vente.

MONSTREVL Art. 30. Le creancier pour acquerir droict reel ſur les heritages du debteur, pour ſeureté de la ſomme à luy deuë dedans le tẽps de iii. ans: & pour ce ne ſont deuz aucuns droicts Seigneuriaux au Seig. duquel les heritages ſont tenus: mais ſ'il y a plus long temps que de trois ans, leſdits droicts Seigneuriaux ſont deuz. Art. 37. L'on ne peut acquerir droict reel & hipotheque par main aſſiſe & miſe de faict, ſi ce n'eſt ſur fonds & heritages: & ne ſe peut acquerir ledit droict reel & hipotheque ſur meubles & choſes tenãs condition de meubles, comme ſont rentes perſonnelles non hipothecaires, & autres ſemblables.

S. PAVL Tit. 5. Art. 42. Toutes lettres & contracts, ſoient vendition de rente, ou baillement à rente & ſurcens paſſez & recongnus pardeuant Auditeurs Royaux ou autres Iuges ou lettres priuees, &c. p. *à Amiens.* Art 137. heritages appartenans aux obligez vendeurs ou bailleurs: & ſont tels contracts reputez mobiliaires & purs perſonnels, ſi ainſi n'eſt que leſdites lettres ſoient paſſees & recongneues pardeuant les S. dont leſdits heritages ſont tenus, ou leurs Baillis & hommes, & qu'il ait à ce faire Deſſaiſine & Saiſine, preſent trois hommes du moins, tenans du S. dont l'heritage vendu ou baillé à rente ſerõt tenus, qu'en cas de neceſſité l'on en pourroit emprunter vn à ſon ſouuerain: auquel cas telles venditions ou baillemens à rente ſont reputez * immeubles. Art. 43. Quand hipotheque ſe cree ſur aucuns heritages, ſelon les voyes introduites par la Couſtume generale de la Preuoſté de Monſtreul, ſi c'eſt pour ſomme pour vne fois, il n'eſt deu aucuns droicts Seigneuriaux aux Seigneurs: mais leſdits S. ne ſont ſubmis ce accorder qu'a temps & volonté d'iceux Seigneurs.

THEROANNE Tit. 2. Art. 13. Quand aucun a fait rapport d'heritage en la main de Iuſtice pour la ſeureté d'aucune ſomme de deniers ou rente courant, eſt deu xii den. aux Eſcheuins & iiii den. pour le Seigneur.

CHAVNY Tit. 2. Art. 7. Nantiſſement eſt vn hipoth. de faict & expreſſe: qui ſe fait par la maniere qui ſenſuit: c'eſt à ſçauoir que quãd aucun a vẽdu ou conſtitué rẽte ſur ſes heritages, ou qu'il eſt obligé à paier aucune ſom. de den. pour vne fois, ou à faire & fournir quelque autre choſe, & que de ce ſont lettres faites & paſſees ſous ſeel Royal, par leſquelles il ait conſenty hipothe. ou Nantiſſ. & refaict: les acheteurs de telles rentes ou crediteurs au profit deſquels les lettres ſont paſſees,

Pourſuiuant les hypotheques tenu de faire vuider les oppoſitions & empeſchemens dedans ſix mois: & ledit temps paſſé, payera leſdits droicts.

Sentences ou accords de main-tenue ou de main declaree tenir & tenue de droict ſe retrotrayent au iour des main-aſſiſe & miſe de faict.

Hypotheque ſur cotterie ne ſera conſentie par le Seig. F. ſi bon ne luy ſemble.

Droicts Seigneuriaux ne ſont deuz au S. F. pour vne ſomme de deniers miſe ſur Fief ou Cotterie pour vne fois payer.

Hypotheque ne ſera accordee pour vne ſomme de deniers pour vne fois payer ſi bon ne ſẽble au S.F.

S. F. ne peut contraindre le creancier qui a obligatiõ de ſon tenãt feodal ou cottier, apprehender le droict qu'il a.

Droicts Seigneuriaux ayãs eſté payez pour creation d'hypotheque pour rente, ne ſont depuis deuz pour la premiere vente de l'heritage.

Source : BIU Cujas

Droicts Seigneuriaux ne sont deuz pour droict reel acquis sur heritages pour trois ans: mais pour plus long temps sont deuz.

Hypotheque & droict reel s'acquiert seulement sur fonds & heritages, & non sur meubles & choses tenans condition de meubles.

Rentes personnelles non hypothecaires tiennent condition de meubles.

Saisine & Dessaisine se faict present trois Hommes du moins tenans du Seigneur.

Venditions ou baillemens à rente ou surcens, reputez immeubles.

* *Aliàs*, meubles, *malè.*

Droicts ne sont deuz quand Hypotheque est creé pour vne somme de deniers: & n'est accordee qu'à leur volonté.

Pour Rapport d'heritage est deu xii. den. aux Eschenins & 4. den. au Seigneur.

Nantissement.

Nantissement comme se doit fasre.

pour seureté de payement desdites rentes ou debtes, peuuent & doiuent faire nantir lesdites lettres de constitution de rente pour vne fois. Art. 8. Et pour ce faire conuient auoir & obtenir sur lesdites lettres, Commission dudit Gouuerneur & Bailly ou son Lieutenant, ou de l'vn d'eux addressant au premier Sergent Royal en ladicte Gouuernance & Preuosté: lequel par vertu desdites lettres de Commission, se transporte pardeuers les Iustices des lieux, ou les heritages sur lesquels on requiert ledit Nantissement est faict, sont assis & dont ils sont tenus & mouuans, & illec en la presence des Officiers d'icelles Iustices ou d'aucun d'eux, iusques au nombre de deux hommes de fief ou tenans de la Seigneurie, expose iceluy Sergent & leur lise le contenu esdictes lettres de Commission, en leur declarant qu'en leur presence il prend, saisit, & met actuellement en la main du Roy nostre Sire lesdits heritages pour valoir Nantissement & hypotheque pour seureté de fournir le contenu esdictes lettres obligatoires. En leur faisant en outre defence de non faire aucun Vest, Deuest, Saisine ou Dessaisine desdits heritages d'illec en auant, que ce ne soit aux charges contenues & declarees esdictes lettres obligatoires & Commission. Et ce faict, se doit transporter ledit Sergent pardeuers ledit constituant, debitant ou autre obligé, & luy signifier ledit Nantissement & exploit ainsi estre faict: lequel ce peut à ce opposer, si bon luy semble: & si ainsi le faict, iceluy Sergent luy doit assigner iour pardeuant le Iuge dont est emanee ladicte Commission, pour dire ses causes d'opposition. Art. 9. Apres le Nantissement ainsi faict, en y obseruant les solemnitez dessusdictes, sont les heritages, sur lesquels iceluy Nantissement à esté faict, chargez, affectez & hypothequez ausdictes rentes, debtes & autres choses. Art. 10. Et si plusieurs Nantissemens auoient esté faicts sur mesmes heritages, ceux qui auroient faict faire premiers les Nantissemens, precederoient & seroient premiers asseurez & payez de leurs rentes, debtes & autres choses, premiers & auant que les autres, qui auroient faict faire autres Nantissemens ensuiuans. Et si lesdicts heritages n'estoient suffisans, pour fournir à toutes lesdictes rentes, debtes & autres choses, & qu'ils ne vausissent que pour payer les premiers, les autres n'en prendront aucune chose: mais sera ledit premier nanty entierement satisfaict & payé: & ainsi des autres ensuiuans, chacun selon sa priorité. Art. 11. Et est à sçauoir que les Nantissemens se doiuent faire sur lesdicts heritages du viuant desdits constituans, debiteurs ou obligez: autrement ne se peuuent iceux Nantissemens faire, ſ & ne sont valables ou ne doiuent sortir effect. Titre 23. Article 131. *A la fin.* Et n'est requis pour seureté des Douaires faire faire Nantissement: par ce que les femmes dés le iour de leur mariage acquierent hypotheque tacite, qui suffit pour seureté d'iceux Douaires.

Ordre des Nantissemens.

Femmes ont hypotheque tacite pour leur Douaire, sans que Nantissement soit requis.

PONTHIEV Titre 5. Article 89. Aucuns Seigneurs Hauts Iusticiers Vicontiers, fonciers ou autres ne sont tenus accorder ou souffrir hypothequer, ne hypotheques hereditables estre creez en & sur aucuns heritages cottiers tenus d'eux en Censiues ne sur-cens, ne iceux heritages estre asseruis à payer à autruy Cens, sur-cens ou rentes, s'il ne plaist audit Seigneur. Titre 8. Article 113. Ainçois que aucun puist creer hypotheque ou acquerre droict reel sur aucune chose immeuble situee en ladicte Comté, soit pour la seureté de y prendre rente hereditable ou viagere, dont il appare par lettres obligatoires ou autrement, ou pour quelsconques autres choses que ce soit, pour y auoir hypotheque, à l'encontre des proprietaires ou possesseurs ou obligez, il est necessité qu'il obserue l'vne des trois voyes qui ensuiuent. Art. 114. C'est à sçauoir pour la premiere que l'obligé ou proprietaire, ou celuy contre lequel l'on voudroit acquerir droict reel, se dessaisie des meubles ou immeubles, à luy appartenans en la main du Seigneur, dont il les tient, ou de ses Officiers ayans pouuoir à ce: & que la Saisine & seureté en soit baillee à celuy qui voudroit auoir ledict hypotheque, pour y auoir & prendre son droict & hypotheque, à la conseruation de son droict, ledict Seigneur payé ou contenté de ses.

Hauts Iusticiers, Vicomtiers, fonciers ou autres, ne sont tenus accorder hypotheques hereditables sur heritages cottiers, si bon ne leur semble.

Hypotheque ou droict reel

ſ Du Moulin dit que ceste Coustume est inique & iniuste: par ce que les heritiers du constituant ou obligé sont debiteurs au lieu du defunct, & representent la personne du defunct. Au moyen dequoy ce Nantissemẽt se peut faire tant contre eux, que contre les creanciers posterieurs & subsequens, & par ainsi ceste Coustume barbare deuoit estre ostee & rayee de ceste Coustume.

Source : BIU Cujas

s'acquiert par l'vne des trois voyes : dessaisine main-assise du Roy, ou mise de faict.
Dessaisie.

droicts Seigneuriaux tels que de raison. Art.115. L'autre voye il est, que celuy qui veut acquerir hypotheque face mettre & asseoir la main du Roy sur les heritages & immeubles, sur lesquels il veut acquerir droict reel, & que ce face par Commission de Iuge competent, & par Sergent ordinaire : & que la main-mise soit signifiee au Seigneur, dont l'immeuble sera tenu, ou a ses Officiers aians pouuoir à ce, & que la main-mise soit declaree tenir par ledit Iuge, ou du consentement de ceux, ausquels ce peut toucher : tousiours le Seigneur contenté de ses droicts. Art.116. L'autre & iii. est que par mise de faict par Sergent, & en vertu de Commission donnee de Iuge competent, on y face tenir & decreter de droict par sentence ou consentement des possesseurs & proprietaires & du Seigneur, iceluy Seigneur satisfaict des droicts Seigneuriaux à luy appartenans.

Main assise du Roy.

Mise de faict.

Hypotheque & droict reel se cree par rapport & saisine de l'immeuble, main assise, & mise de fait.

Ayans acquis droict reel ou hypotheque sont preferez à ceux qui ont droicts personnels.

Ordre de creãciers ou autres ayãs droict reel ou hypotheque.

BOVLLENOIS Tit.24. Art.116. Pour acquerir droict reel & hypotheque és heritages Feodaux & Cottiers, vendus, transportez ou changez, est necessaire y entrer par les voyes qui ensuiuent : à sçaucir par rapport & saisine de l'immeuble faits par le proprietaire en la Cour du Seigneur dont l'heritage est tenu & mouuant au profit de l'acheteur, donataire ou crediteur. Et par apres doit la saisine estre baillee par la Iustice du lieu, à iceluy vendeur, donateur, acheteur ou crediteur en iugement : & l'autre par main assise & mise de faict, decret sur ce obtenu en Cour Royal, en chacune desdites voyes, les Seigneurs payez & contentez de leurs droicts. Art.117. Et sont, qui ainsi ont acquis lesdits droicts reels preferez au deuant de tous les droicts personnels. Art. 118. Et ceux qui ont droict reel sur aucuns heritages & immeubles, vont l'vn apres l'autre en ordre de dare d'hipotheque & droict reel, & non en date de lettres de venditions ou obligations personnelles. Art.119. Et l'hipotheque acquise par main assise, decret sur ce ensuiuy, se retrotraict ledit decret. pour la preference, au iour de l'execution de la main assise. Tit.29. Art. 149. Si aucun pretend realité par main assise, de saisine ou autrement de quelque rente à rachat ou immeubles, le vendeur ou constituant peut iusques au premier iour seruant à la main assise ou à la dessaisie faite en la Cour du Seigneur rembourser l'acheteur sans estre submis à aucuns droicts.

Hypotheque acquise par main-assise auec decret.

Acheteur quand peut rẽbourser celuy qui pretẽd realité par main-assise de saisine ou autrement.

PERONNE Tit.11. Art.258. En la Preuosté de Mont-didier, hipotheque se constitue par obligation passee pardeuant Notaire, sous Seel Royal. Article 259. Mais és Preuostez de Peronne & Roye, est requis que les contracts soient realisez par Nantissemens pour l'effect & constitution de ladite hipotheque. Art.260. Lequel Nantissement †† se doit faire par exhibition du contract passé sous Seel Royal ou authentique, au Seigneur du lieu ou Garde de la Iustice : & sera ledit Nantissement endossé audit contract, par ledit Seigneur ou Garde de Iustice, & contiendra ledit endossement les terres que l'on entend hipothequer. Et de tout sera faict Registre au Greffe dudit Seigneur, s'il en a : sinon au Greffe du plus prochain Siege Royal du lieu. Art. 261. Neant-moins en temps d'hostilité, se pourront lesdits Nantissemens faire deuant les Iuges Royaux & ordinaires, à la charge d'iceux faire signifier audit Sieur ou à ses Officiers, & leur en bailler coppie signee par le Greffier. Art. 262. Pour lesdits Nantissemens n'est deu aucun droict Seigneurial, soit feodal ou Censuel. Art.263. Esdites Preuostez de Peronne & Roye, hipotheque a lieu du iour du Nantissemẽt seulement. t Art.269. Les † mineurs ont hipotheque sur les biens de leurs Tuteurs & Curateurs, pour raison de leur tutelle & administration : pareillement la femme pour raison de son Douaire & autres conuentions matrimoniales, a hipotheque sur les biens de son mary, sans que pour ce soit requis aucun Nantissement.

Hypotheque comme se constituee à Mont-didier par obligation passee pardeuant Notaire Roial.

Nantissemẽt pardeuant qui se doit faire & comment.

†† Ces Art. 260 & 261. ont este restraits & moderez ainsi qu'ils sont couchez : & les anciennes solẽnitez par cy deuant obseruees esdites Preuostez de Peronne & Roye abrogees, pour obuier aux grans frais, circuits & difficultez qu'il y auoit en ladite obseruation.

ARTOIS Tit.2. Art.68. Si aucun hipotheque est creé ou assis sur fief pour rente viagere ou heritiere, soit à rachat ou non, le S. pour l'accord de l'hipotheque, pour son droict Seigneurial a le Quint de la somme principale de la constitution de rente : eu regard pour quelle rẽte l'heritage est submis ou hipothequé. Art. 69. Mais si l'heritage se vẽdoit u à la charge de telle rẽte apres ledit hipotheque fait & droicts Seig. payez, seulement se payeront droicts Seigneur. pour le restat

Droict Seig. n'est deu pour Nantissement.

Hypotheque a lieu du iour du nantissemẽt.

t Hypotheque tacite, ainsi qu'il a esté dit cy dessus. Au reste ceste hypotheque tacite a esté par Arrest donnee en la Cour, en l'an 1589. au profit de la Fabrice de l'Eglise de S. Sauueur de la ville de Peronne contre M. Robert Baudouy Lieutenant criminel de la ville de Peronne, estendue ad ea quæ Ecclesiæ testamento relicta sunt, & pour lesquels n'est acquis aucun Nantissement : & par ainsi l'Eglise pour iceux legs, ne quiert hipotheque tacite sans Nantissemẽt, comme les mineurs : ausquels l'Eglise est comparee.

† *C'est Art.269. est de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir.*

S. ont droict Seig. du Quint de la somme pour hypoth. creé à cause de rente viagere ou heritiere, à rachat ou sans rachat.

u Le mesme a lieu en eschange ou donation d'heritage à la charge de telle rente viagere ou hereditale : par ce que telle rẽte est deduite, & ne se paye aucũ quint du restãt : par ce que led. droit de Quint ne se paie ii fois pour vne mesme chose

Source : BIU Cujas

de la venduë: & se feroit deduction des droicts selon le contingent de ladite rente. Art. 70. Si seureté & hypotheque s'assiet sur aucun heritage pour chose ou somme x non courant, à rente, le S. n'est tenu l'accorder: fors pour temps prefix non excedant xx. ans: pour laquelle ne sont deuz au Seigneur aucuns droicts Seigneuriaux. Art. 71. Pour acquerir droict reel en aucuns heritages, soit à titre de succession, don, achat, eschange ou autre alienation, il est requis faire apprehension de faict: à sçauoir entant qu'il touche succession, les releuer des Seigneurs immediats, desquels ils sont tenus & mouuans. Mais à autre titre, il les faut apprehender en euoquant ceux à qui ce touche par Dessaisine & Saisine faite par deuant les hommes & en la Cour du Seigneur, dont tels heritages sont tenus, ou par mise de faict par la Iustice du Seigneur ou autre souueraine & competente, tenue & decretee de droict. Autrement sans apprehension par Relief, mise de faict, ou par Dessaisine & Saisine, nul ne peut valablement par succession n'autrement transmettre ne transporter heritages de son chef en autre y personne. Art. 74. Sentences, promesses, Testamens & generalement toutes obligations personnelles n'engendrent Saisine, hypotheque ou realisation sur les heritages du condamné, promettеur, testateur n'obligé. Art. 75. Mais pour valablement charger ou hypothequer heritages, il est requis que ce se face par l'vne des trois voyes à ce introduites: à sçauoir par mise de faict & tenue de droict, Rapport d'heritage faict en la main du Seigneur, dont il est tenu en la presence de ses hommes: ou en faisant sur iceluy heritage asseoir & mettre nostre main, comme Comte d'Artois ou d'autre Iustice souueraine, en euoquant la partie à qui ce touche & le S. dont tel heritage est tenu & mouuant.

S. Pol en Artois Tit. 3. Art 1. Les * S. ne sont tenus, si bon ne leur semble, consentir créer hypotheques sur tenemens cottiers ou roturiers. Et si à ce ils mettent leur consentement: ils peuuent apposer recognoissance raisonnable telle que de xx. sols quatre den. pour le pris. Et si lesdites hypotheques sont faites sur choses feodales: lesdits Seigneurs ne le peuuent empescher. Mais ils ne seront tenus les accorder, que ce ne soit à condition, que ceux qui feront faire lesdites hypotheques tiendront les rentes ou rente d'iceux Seigneurs à pareil relief, seruice & redeuableté, que seroient submis les fiefs ou fief, & en leur payant les droicts Seigneuriaux des principaux deniers desdites rentes: à sçauoir pour fief, le Quint denier: & pour lesdites cotteries, le vi. den. & despens tels que de raison. Toutesfois n'est pour ce deu aucune venterolle. Art. 2. Sont tenus ceux qui possederoient lesdites rentes hypothequees sur tenemens cottiers les releuer d'hoir à autre de double de la recognoissance, qui y seroit apposee. Et où il n'y auroit recognoissance apposee ne seroit deu aucun Relief. Et apres lesdites hypotheques ainsi creez, par infeodation ou creation de recognoissance & non autrement, si l'on vend lesdites rentes, sont deuz audit S. droicts Seigneuriaux, tel que du Quint den. sur fief, & le vi. den. sur cotterie.

L'Alleve Tit. 1. Art. 1. L'on peut charger & hypothequer ses heritages, en prenant aucuns deniers courans en rente, sans payer aucuns droicts Seigneuriaux: iusques à ce que la main du Roy n'est mise ne assise. Et si peut on bailler son heritage en arrentement ou surcens à touſiours: sans pource payer droicts.

Tovrnay Tit. 1. Art. 1. Mise de faict ne depossesse personne, mais nonobstant icelle & son execution, les possesseurs des biens en litige, demeurēt pendant iceluy en la possession desdits biēs comme ils estoient parauant: sauf que si ce sont biens meubles, l'inuentoire & prisee se faict, nonobstant quelques opposition ou autre contredict pour la conseruation du droict des parties. Tit. 16 Art. 1. Nulles obligations ou qu'elles soient passees n'engendrent hypotheque expresse sur les biens de l'obligié: mais faut pour creer ladite hypotheque passer lesdites obligations par Rapport d'heritage, ou que pour seureté d'icelles nostre main soit assise sur les biens & heritages dudit obligé.

Lille Tit. 8. Art. 97. Tous contracts recognoissances & obligations faictes & passees par deuant Escheuins, sous le Seel aux cognoissances de ladicte ville, créent hypotheque des l'instant d'icelles, sur les biens meubles, catheux & heritages de l'obligé ou recognoissant venus & aduenir: & sur ceux de ses hoirs situez en la ville, taille & banlieüe, Escheuinage, Seiguouries & parties y enclauees si auant que Escheuins dudit Lille ont à iugier, sans ce qu'il soit besoin par tels hoirs en faire recognoissance. Art. 98. Combien que ledit Seel aux cognoissances de ladite ville, crée & engendre hypotheque sur tous les biens des obligez estans en la ville & Escheuinage dudit Lille, neãtmoins telle hypotheque ne peut empescher l'alienation, donatiō ou vente amiable, que pourroit faire tel obligié,

Droit reel s'acquiert par apprehension de faict, par relief, par Saisine & Dessaisine, ou mise de faict.

Hypotheque ou realisation pour sentences, promesses, testamés, & obligations personnelles s'engendre par l'vne des trois voyes, par mise de faict, & tenue de droit, & rapport d'heritage en la main du Seigneur, ou du S. Souuerain.

* *Par l'Ar. 11. Et quãt au surplus des Coustumes dudit Comté de S. Pol, elles sont semblables à celles contenues au cayer des generales d'Artois.*

Hypotheques sur tenemens cottiers ou roturiers.

Venterolle.

Hypotheque cõme a lieu sans recognoissãce pour contracts recognoissances & obligations faites & passees sous Seel aux cognoissances de la ville.

x C'est à dire à payer pour vne fois ou d'vne somme dont le payement est distribué à plusieurs termes vt in l. si cum præfinitione & ibi Dynus & Bartol. D. Quando dies leg. ced. Philip. Dec. l. cum tempus in princ. D. de reg. iur. C. M.

y C'est à sçauoir au preiudice des autres creanciers ou troisiemes acheteurs: par ce que l'obligation & action personnelle a lieu & s'intente contre les heritiers de l'obligé: comme aussi les heritiers du creancier ou celuy qui a droict & cessiō d'iceluy, la pourront intenter contre ledit obligé ou ses heritiers. C. M.

Source : BIU Cujas

Hipotheque creee en vertu du Seel aux cognoiſſances de la ville n empeſche l'alienation particuliere, donation ou vente amiable des meubles mouuables & portatifs, n'eſtans ſaiſis par Iuſtice.

Hypotheque.

de ſes biens meubles mouuables & portatifs, auant qu'ils ſoient empeſchez & ſaiſis par Iuſtice. Art. 99. Quand aucun achete aucune maiſon par deuant Eſcheuins ſous ledit Seel aux cognoiſſances, & qu'il retient à ſa charge aucunes rentes tant moins aux deniers de ſon marchié tous ſes biens & heritages ſituez ſous la iuriſdiction deſdits Eſcheuins, y ſont hypothequez des l'inſtant de l'adheritement par deuant Auditeurs ou autres Iuſtices competentes. Art. 100. Quand vn mari prend à mariage vne femme obligee en rente ou obligation paſſee ſous ledit ſeel aux cognoiſſances, tous les biens & heritages de tel mari, preſens & aduenir, & ceux de ſes hoirs ſituez & giſans en ladite ville & Eſcheuinage y ſont hypothequez. Et ſi eſt tenu & pourſuiuable pour toutes autres debtes & obligations deuës par ſadite femme. Art. 112. Vne ſentence diffinitiue ou interlocutoire, crée & engendre hypotheque ſur les biens d'vn condamné, des l'inſtant qu'elle eſt renduë, quand ores il en ſeroit appellé. Art. 113. Les obſeques & funerailles z d'vn defunct, ſont à preferer auant toutes debtes & hypotheques de quelque nature qu'elles ſoient au tax d'Eſcheuins. Art. 117. Loyer & ſalaire de verlets ou meſchines pour l'annee courant, ſont priuilegiez & ſont à preferer auant toute hypotheque, apres l'annee courant des louaiges. Tit. 12. Art. 155. On peut apprehender par miſe de faict toutes ſucceſſiõs, ſoient biẽs meubles portatifs ou autres, ſans ce qu'il ſoit requis faire apparoir du titre: mais ſuffit de l'alleguer. Art. 156. Qui veut apprehender par miſe de faict aucune choſe à titre particulier, eſt requis faire prealablement apparoir dudit titre par lettres, inſtrumens ou teſmoins : & doit eſtre ladite veriſcation communiquee au defendeur, & la copie à luy accordee à ſes deſpens, ſ'il le requiert auant propoſer defenſes. Art. 157. Vn louagier ſe peut faire mettre de faict en la maiſon louee pour ſeureté de ſon louage : combien que l'heritier, ne luy ait ce expreſſement conſenti, en faiſant apparoir de ſon titre par lettres, inſtrumens ou teſmoins. Art. 158. Miſes de faict & deuëment faites & decretees pour ſeureté d'aucunes choſes, engendrent & creent hypotheques des l'inſtant de la main-miſe. Art. 159. Vne miſe de faict ſe doit ſignifier en eſpecial, au Preuoſt de Lille ou ſon Lieutenant & autres à qui ce peut toucher : & ne peut preiudicier à ceux, qui à ce ne ſeroient ſignifiez & adiournez en eſpecial. Art. 160. Miſe de faict ſe decrete au premier iour contre le defaillant, ſans plus faire d'euocation ne adiournement. Art. 161. Miſe de faict deuëment decretee ſ'equipolle à deſ-heritement & adheritement, & emporte force de ſentence paſſee & vallee en vigueur de choſe iugee, n'eſt qu'il y ait appellation interiettee dudit decretement.

Sentence a hypotheque du iour de la condemnation.

Obſeques & funerailles ſont preferez à toutes debtes, meſmes priuilegiees

Des loyers & ſalaires de varlets priuilegiez pour l'ãnee courant.

Miſe de faict en quels cas à lieu.

Miſe de faict ſera ſignifiee.

Miſe de faict equipolle a Deſheritement & adheritement.

z Ceſte action eſt fort priuilegiee, & comme dict Marcianus in l. impenſa. 45. Impenſa funeris omne creditũ ſolent præcedere, cum bona ſoluendo non ſunt, & eſt ceſte action preferee au louage vlp. l. & ſi quis 14. §. 1. D. co. tit.

Cambray Tit. 20. Art. 1. Si vn ſimple rapport d'heritage eſt faict en main de loy, pour apres le decés des rapportans appartenir à quelqu'vn, iceluy ou ceux au profit de qui eſt faict ledit rapport, doit en dedans l'an apres le treſpas des rapportans demander l'adheritance & ſaiſine de tel heritage à la loy: autremẽt apres ledit temps paſſé, tel rapport ceſſe & ne porte plus effect. Art 2. Quant vn ſimple Rapport d'heritage eſt faict par deux conioincts en main de loy, pour apres leur decés & du dernier viuant d'eux deux appartenir à l'vn ou aucuns particuliers de leurs hoirs par aduantage ou à quelques autres, ſi celuy ou aucuns d'iceux au profit de qui eſt fait tel rapport, viennẽt à deceder apres le treſpas du dernier decedant, deſdits rapportans delaiſſant enfans legitimes, iceux ne tranſmettent point le droict dudit rapport à leurs hoirs. Art. 3. Mais ſi tel Rapport eſt fait par deux conioincts au profit de tous leurs enfans, & que l'heritage rapporté ſoit acqueſt commun deſdits conioincts, les enfans qui ne ſuruiuent que l'vn deſdicts conioincts, tranſmettent droict à leurs enfans audit heritage en la moitié. Art. 4. Et ſi l'heritage ainſi rapporté par deux conioincts au profit de tous leurs enfans, eſt patrimoine ou acqueſt ſeulement de l'vn d'iceux conioincts : il ſuffit pour auoir acquis en iceluy par les enfans plain droict tranſmiſſible de ſuruiure leur pere ou mere, de qui ledit heritage vient. Art. 5. Car par vertu d'vn rapport faict par deux conioincts, d'heritage patrimonial ou acqueſt de l'vn d'eux, pour par apres leur deux decés & du dernier viuant d'eux deux, appartenir à tous leurs enfans, ou l'vn ou aucun d'iceux ou à quelque autre perſonne: le ſuruiuant de qui ne vient tel heritage, ne doit iouyr ſa vie dudit heritage: fors ſeulement auſſi auant que droict de Raueſtiſſemt doit auoir lieu. Art. 7. Apres que par vertu de lettres d'vn rapport ou hypotheque, le clain eſt faict pour execution d'icelles ſur l'herita-

Rapport d'heritage eſtãt fait en main de loy, apres l'an du decés des rapportans, on doit demander l'adheritance & ſaiſine à la loy.

Rapport ſimple d'heritage faict par deux conioints, ne ſe trãſmet à leurs hoirs ſ'il n'eſt fait au profit de leurs enfans.

Clain fait pour execution ſur heritage rapporté.

Source : BIU Cujas

Sentences, contracts & autres lettres de Notaire ou Greffier de Cour d'Eglise ne gisent en execution.

ge rapporté, les fruicts depuis perçeus durant l'opposition ou les defaux & criées sont affectez à ladite execution, & ne les doit l'occupeur ce pendant perceuoir sinon sous caution idoine.

ORLEANS Tit.20. Art.431. Lettres †† & gagement, sentences, contracts & autres actes & instrumens passez par Notaire ou Greffier de a Cour Ecclesiastique ne gisent en execution de biens du debteur obligé ou condamné : sinon qu'il y ait permission de Iuge Lay de les mettre à execution. Et n'attribuent droit d'hypotheque que du iour de la permission.

†† *Ceſt Art. 431. a eſté tiré des Art. 360. & 364. anciens, & ce qui a eſte adiouſté, eſt ſans preiudice du paſſé.*

ARRAS Tit.5. Art.40. Nul ne se peut dire saisi d'aucuns heritages & rentes fonsieres dudit Escheuinage, sans en faire apprehension, n'est qu'il les ait par titre vniuersel & non singulier. Art.41. Tous contracts d'heritages ou de rentes fonsieres passees & recognuës par deuant Escheuins, soient de venditions, donations, eschanges, ou autres contracts, sont par ladite recognoissance realisez: & les acheteurs, donataires & ceux, au profit desquels l'on à faict tels contracts, tenus & reputez saisis des heritages vendus, donnez, eschangez & contractez, sans y garder autre solemnité. Art.42. Les recognoissances & obligations passees & recognuës de somme de deniers ou d'autres choses, sauf des heritages ou de rentes fonsieres, pardeuant les Escheuins, ne sont reputees realisees & hypothequees sur les heritages des obligez & recognoissans : si d'iceux heritages n'en est faict rapport exprés par deuant lesdits Escheuins, par lesdits obligez & recognoissans.

L'ALLEVE Tit.1. Art.1. L'on peut charger & hypothequer ses heritages, en prenant aucuns deniers courans en rente, sans payer aucuns droicts Seigneuriaux iusques à ce que la main du Roy n'est mise & assise. Et si peut on bailler son heritage en arrentement, ou surcens à touſiours: sans pource payer droicts. Tit.2. Art. 19. Quand aucun don de mariage a esté faict & traicté par deuant deux tesmoins du pere à l'enfant, il est realisé & sortit son plein & entier effect, comme si faict estoit par deuant loy & Iustice.

Hypotheques premieres precedent les dernieres.

AIRE Tit.2. Art.5. Si les heritages chargez & hypothequez de rentes heritables, viageres, ou somme pour vne fois, se retrayent par faute de rente non payee: ou sont criez & subhastez par voye d'execution: les premieres hypotheques precedent les dernieres: en telle maniere que ceux qui ont les dernieres hypotheques, sont tenus pourſuiuir leurs rentes ou charges, de prendre les heritages à la charge des hypotheques precedentes & faire bonnes lesdites rêtes premieres hypothequees, & les arrerages qui en sont deuz. Mais si ceux, ayans rentes ou charges sur tels heritages subhastez, laissent passer & adiuger le decret sans leursdites charges, & que le pris de la demeure ne soit suffisant pour furnir à toutes les charges & hypotheques: iceux heritages en demeurent deschargez, en payant par le dernier encherisseur les deniers de la vente & demeure dudit decret: & les rentes & charges ausquelles lesdits heritages luy seroient demeurees par celuy decret.

LA SALLE DE LILLE Tit.10. Art.4. Vne vente ou donation realisee, faict à preferer à autre vendition ou donation precedente, verbalement faite seulement. Tit.19. Art.1. Pour en vertu de commission de mise de faict, qui se decerne seulement par nostre Gouuerneur de Lille ou son Lieutenant apprehender à titre particulier ou faire creer hypotheque de, & sur biens, meubles, fiefs, maisons & heritages, est requis preparatiuement faire apparoir dudit titre, par lettres, instrumens ou tesmoins. Ce qu'il n'est requis pour faire apprehension à titre vniuersel. Laquelle mise de faict se decrete sur vn simple Defaut ad ce adiournez en especial le Seigneur, son Bailly ou Lieutenant, de qui lesdits biens sont tenus ou gisans: & s'il n'y a l'vn deux residens en ladite ville & Chastellenie de Lille, le Seigneur superieur, son Bailly ou Lieutenant. Art.2. Mise de faict decretee est equipollee à des-heritement & adheritement & emporte vigueur de sentence au regard des signifiez & adiournez en especial, & ne peut preiudicier à celuy non ayant esté especialement signifié & adiourné. Art.3. Telle mise de faict ne depossesse personne ny attribue droict à l'impetrant iusques qu'elle soit decretee & apres ledit decretement elle se retrotraict au iour de la main-mise, & se peut icelle mise de faict aussi faire bien apres le trespas du contractant que son viuant, sans estre requis recognoissance estre prealablement faite par l'heritier de tel trespassé. Tit.20. Art.1. Pour en vertu de commission de main-assise qui se decerne seulemẽt par nostre Gouuerneur de Lille ou son Lieutenant, creer seureté & hypotheque sur fiefs, maisons & heritages & biens adherans au fonds, est requis que telle main-assise soit accordee par lettres obligatoires passees ou recognuës par

Commiſſion de miſe de faict.

Main-aſſiſe.

a Par Ordonnance du Roy Henry 3. 1579. Estats de Blois Art.62 les Sentences de prouision & garnison de main donnee par les Iuges d'Eglise sur cõtracts, obligations & cedules recognues nõ excedans la somme de huit escus vn tiers d'escu, sont executoires nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans preiudice d'icelles : en baillant caution.

Source : BIU Cujas

deuant iceluy Gouuerneur ou ſon Lieutenant ou Auditeurs audit Lille, ſous le Seel du ſouuerain Bailliage & ne ſe peut faire ſur autres biens meubles & reputez pour meubles. Et ſe decrete ſur vn defaut à ce adiourné le Seigneur, ſon Bailly ou Lieutenãt duquel leſdits fiefs, maiſons & heritages ſont tenus en luy adiugeant droicts Seignouriaux tels que pour ce deuz ſont. Et ſ'il n'y a l'vn d'eux reſidens en ladite ville & Chaſtellenie dudit Lille, le Seigneur ſuperieur, ſon Bailly ou Lieutenant enſemble les obligez ou recognoiſſans. Art. 2. Main-aſſiſe decretee ſe retrotraict & cree ſeureté & hypotheque des l'inſtant de la main-miſe, & ne peuuent les obligez ou recognoiſſans deteriorer, ne faire choſe au preiudice dudit hypotheque. Tit. 21. Art. 2. Par ſaiſine faite en vertu deſdites plaintes, d'iceux biens meubles ou heritages, hypotheque eſt creé à la conſeruation & ſeureté du pretendu & contenu éſdites plaintes des l'inſtant de ladite ſaiſine: pourueu que ſentence ſ'en enſuiue au profit du plaintiſſant. Tit. 22. Art. 1. Tous Rapports & hoſtigemens de fiefs, maiſons, heritages & biens meubles faicts par deuant les Seigneurs, Baillifs ou Lieutenans hommes de fiefs, Eſcheuins ou Iuges des Seignouries, dont ils ſont tenus & mouuans, ou en la iuriſdiction deſquels ils ſont aſſis par ſeureté de aucun deu, acquit ou autre action perſonnelle, creent hypotheque en y obſeruant les œuures de loy, comme auſſi font rapports deſdits fiefs, maiſons, heritages & meubles adherans au fonds à la conſeruation de rentes heritieres ou viageres, ſi auant qu'eſdits Rapports & hoſtigemens y ſont ſpecialement declarez, & ſ'ils eſtoient tenus de diuers Seigneurs ou giſans en diuerſes Seignouries, tels Rapports & hoſtigemens ſe peuuent faire par la Iuſtice du Seigneur mediat ou ſouuerain: pourueu que droict ſeigneurial ne fut pource deu. Art. 2. Quand aucun eſt iudiciairement realiſé en fiefs, maiſons & heritages, à la charge de rentes & ſommes de deniers ou autres choſes, leſdits fiefs, maiſons & heritages ſont affectez pour telles charges Ar. 3. Par la Couſtume generale, ne ſont aucunes hypotheques tacites: ſauf le priuilege du Prince. Art. 4. Appellation emiſe de Sentences diffinitiues ou interlocutoires, commiſſions executoires ou autres exploicts de Iuſtice, crée hypotheque ſur les biens & heritages de l'appellant pour les ſommes & parties mentionnees éſdites ſentences, commiſſions & exploicts, ores que leſdites commiſſions ſoient ſuſpenduës par appellations. Art. 5. Les exeques & funerailles d'vn treſpaſſé au tax de Iuſtice, ſont à preferer auant toutes debtes & hypotheque de quelque nature qu'elles ſoient. Art. 6. Labeurs & ſemences ſont à preferer en payement ſur les aduenſtures en procedans auant droict de cenſe & autre debte quelle que ce ſoit. Art. 9. Loyers de ſeruiteurs & ſeruantes pour l'annee courant ſont priuilegiez & ſont à preferer auant toutes hypotheques apres l'annee courant de cenſes & louages.

NORMANDIE Chap. 20. Ar. 518. Le creancier peut contraindre le poſſeſſeur d'heritage qui luy eſt hypothequé, ſoit à titre particulier ou droict vniuerſel ou ſucceſſif, à luy paſſer titre nouueau, faire recognoiſſance de la debte, & que ſon heritage y eſt obligé.

Poſſeſſeur tenu paſſer titre nouueau, quãd l'heritage eſt hypothequé & faire recognoiſſance de la debte.

GALAIS Tit. 12. Art. 228. Hypotheque ſ'acquiert par ſimple conuention ou taiſiblement, és cas, éſquels l'hypotheque taiſible a lieu de Droict: & ce ſans autre ſolemnité, decret ou nantiſſement: comme ſemblablement ſ'acquiert droict de proprieté, par tradition & deliurance, ou acte equipollent, ſans formalité d'aucune ſaiſine ou deſſaiſine.

Hypotheque à lieu par ſimple conuention ou tacitement ſans aucune ſolemnité, decret ou nantiſſement.

ANIOV Tit. 20. Art. 471. Hypotheque eſt de telle nature que quand le crediteur requiert execution b ſur ſon debteur de ce qui luy eſt deu, & dont appert par lettres obligatoires, la Iuſtice doit tenir en main de Cour les choſes de l'obligé, iuſques à la valeur de la debte ſans en faire deliurance auec plege ne autrement, ſ'il ne plaiſt audit crediteur pour quelque oppoſition ou appellation faite au contraire parauant ladite execution de ladite requeſte ou depuis, quand ledit crediteur a faict requeſte de lettre formee ou mis ſon obligation en requeſte applegee. Art. 472. Et eſt à entendre qu'auant que le Sergent puiſſe proceder par execution ne ſaiſine priuilegiee par vertu de lettres obligatoires ou requeſte de lettres formee, il eſt neceſſairement requis que le demandeur & requereur face apparoir au Sergent deſdites lettres obligatoires deuëment ſeellees & authentiques ſelon l'ordonnance Royal. c Et ſ'il y a oppoſition au iour aſſigné, le demandeur ſera tenu faire lecture d'icelles lettres obligatoires, ſans eſtre tenu de faire lecture du iour & date: d autrement le defendeur & oppoſant aura mainleuee

Hypotheque & doiuent les choſes eſtre tennes en main de Cour.

b Ceſte ſaiſine ou execution eſt priuilegiee. Semper præſumitur pro inſtrumento donec probetur contrarium l. cum precibus 28. C. de probat & ibi Acc. l. optimam. 14. in fine D. de contr. ſtipul. Panorm. in cap. cũ olim. De cenſib. extra & cap. ad audientiam De reſcript. Innoc. in cap. ex inſinuatione. De appell.

c Voyez l'ordonnance du Roy Charles vi. 1384. Iean 1361. Charl.

Source : BIU Cujas

viii.1493.Art.54.Louys xii.1507.Art.123.François i.1535.Chap.16.Art.12.

d Cela est fort iniuste:sinon que cela soit ainsi ordonné à cause du peuple fort facile à commettre fausseté, comme i'ay monstré sur l'Edict des petites Dates parte 1.Glossa 1.Autrement quand le demandeur commence par execution, il doit mettre entierement le iour & date de l'obligation,en vertu de laquelle l'execution est faicte.C.M.Vide l.1.§ editiones D. de edendo & Felin.& Bald.in cap.contingit.De fide instrum.l.3 §. diem D. Quemad. test.aper.l.fin.C. de fideic.Bald.in l. fin.C.prec.imp.off.

Execution pour hypotheque de rente encores qu'il y ait trẽte ans que les lettres obligatoires ayent esté passees contre l'obligé ou ses heritiers ou successeurs ou bien tenans.

Creancier comme peut poursuiure hypothecairement l'acquereur des choses tenues à rente où debte: pourueu qu'il n'ait eu possession d'icelles choses par cinq ans continuels sans interruption.

Creancier ayãt eu possession d'vne rente par trẽte ans se peut addresser hypothecairement sur l'heritage hypothequé specialement: en prouuant sa possession par ledit temps.

Simple saisine.

Creanciers comme se peuuent addresser contre les detẽteurs des choses hypothequees specialement ou generalement & sur quelle piece de son hypotheque.

En hypotheque generale on ne se peut addresser cõtre le tiers acquereur & detenteur, sans discution du principal debteur.

Adiournement en demande de interruption comme se doit faire: & profite au plus diligent.

& deliurance. Art.474. Hypotheque est tant fauorable en faueur des crediteurs que si aucun est obligé à autre en aucune rente & ses biens hypothequez:supposé que les lettres obligatoires ayent esté passees parauant xxx.ans,si peut le crediteur par vertu de ses lettres obligatoires ou ses heritiers requerir l'execution contre l'obligé ou ses heritiers ou autres successeurs de l'obligé: supposé qu'ils ne soient heritiers:pourueu qu'ils soient bien tenans:c'est à sçauoir qu'ils tiennent le tout ou quelque portion des choses immeubles, qui autresfois auoient esté audit obligé en tel temps qu'elles seroient comprinses en l'hypotheque dudit crediteur en ce cas le crediteur se pourra addresser e sur icelles choses obligees & non sur les meubles n'autres biens dudit detenteur. Mais si le crediteur ne prouue possession de sa rente depuis xxx.ans,par ceux qui sont tenus au payement de la rente ou deuoir,ou par l'vn d'eux,il succombera par le laps de temps des prescriptions dont dessus est faicte mention. Art.475. Celuy qui a rente ou autre prestation annuelle crée depuis xxx.ans,ou autre debte sur aucun qui luy soit obligé, & ses biens & choses hypothequees & obligees au payement & continuation d'icelle rente & prestation annuelle, ou d'vne debte à vne fois payer. Et depuis ledit obligé ou son heritier aliene ou baille en main d'autre personne estrange ses choses immeubles ou partie d'icelles hypothequees & obligees à icelle rente,prestation annuelle ou autre debte,ledit crediteur peut poursuir hypothecairement sa rente ou debte sur icelles: pourueu que ledit acquereur estranger f n'ait eu possession d'icelles choses par v.ans continuels,sans auoir esté interrupté:auquel cas ledit crediteur ne pourra plus rien poursuiure contre luy. Art.478. Celuy qui a eu possession d'aucune rente par xxx. ans sur aucun heritage par le Seigneur ou vray possesseur d'iceluy, pourra hypothecairement s'addresser & faire payer sur ledit heritage à ce hypothequé,& non sur le general des biens: supposé que de sadite rente il ne monstre ou face apparoir par lettres obligatoires:& en ce cas tel crediteur pourra proceder par adiournement ou simple saisine dudit heritage: & n'y aura matiere priuilegiee. Art.483. Le creancier, auquel est deu rente ou arrerages à cause d'heritage baillé à icelle rente se peut addresser contre chacun des detenteurs des heritages & choses de ladite baillee, ou de partie d'iceux: & à semblable le creancier qui a rente par hypotheque vniuersel sur tous & chacun les biens presens & aduenir d'aucun, se peut addresser sur telle piece de son hypotheque que bon luy semble:posé ores que le debteur ne fut au temps de son obligation encores Seigneur de la chose,sur laquelle tel creancier se peut vanger. Art.484. Et pareillement se pourra addresser sur icelles choses hypothequees,si elles sont transportees en la main d'vn tiers acquereur: pourueu que tel acquereur ait esté interrupté par la forme dessus declaree. Mais autre chose est si aucun debteur auoit hypothequé tous & chacuns ses biens au payement de quelque debte personnelle à vne fois payer. Car en ce cas l'on ne se peut addresser contre tels acquereurs & tiers possesseurs: sinon que premierement le creancier ait fait sa diligence contre le principal debteur ou qu'il apparut n'estre soluable. Art.485. La prouision que la Loy du pays donne sur ce, est telle que le premier acquereur de la rente ou celuy qui a obligation & hypotheque sur tous les biens de tel debteur,doit faire adiourner en demande d'interruption les autres acquereurs subsequens & autres detenteurs des choses hypothequees, auant qu'ils ayent eu saisine & possession de leur rente ou d'autres biens dudit debteur par le temps de v. ans, à ce qu'ils ne se puissent defendre par ledit tenement,que la rente ou arrerages d'icelle ou debte ne soit preferee, premier payee & prealable en matiere d'execution, que la rente ou debte des autres, ou que la chose immeuble dudit debteur que ledit acquereur tiendroit, ne demeure hypothequee & obligee à la rente & arrerages d'icelles ou debtes du premier crediteur: & en ce cas ledit premier g crediteur fait sa condition meilleure & y sera receu. Art. 487. Celuy qui a rente ou autre debte cree depuis xxx. ans

e L. distractis 14. l. persecutione 24. C.de pignor. Auth. hoc si debitor eod. tit. Nou. 4. cap. 2. Les Coustumes d'Aniou & du Maine permettent en action hypothecaire, ordinairement l'execution ou l'action. Le 1.iour de Feurier 1563. fut condamné vn appellant du Iuge du Maine s'estant fié sur la Coustume ayant cõuenu personnellement vn heritier pour tous à payer:& fut l'appellation mise au neant & l'appellant condemné aux despens.

f Mais l'estranger ou forain ayant iuste cause d'ignorance de ceste Coustume desraisonnable,pourra estre restitué selon la doctrine de Bartole in Rub. in fin.extr. de consuet. Ioan.Fab.in l.cunctos populos C. de summ. trin. Phil. Dec. Cons. 19.C M.

g Vigilanti succurritur Vlpian.l. quod autem 6. §. sciendum D. Quæ in fr. cred. & ius ciuile vigilãtibus scri-

Source : BIU Cujas

ptum eſt vt ait Scæuola in l. pupillus 24. D. cod. tit. & non ſolet negligentibus ſubueniri Paul. in l. 16. D. Ex quib. cauſ. maiores. Licet enim creditori vigilare ad ſuum conſequendum l. ſumma cum ratione 21. D. de peculio & contra deſides homines & ſui iuris contemptores, odioſæ exceptiones oppoſitæ ſunt l. 2. & 3. C. de ann. except.

ſur les biens d'autruy, & voit que ſon obligé ait vendu partie de ſon heritage obligé & hypothequé à ſa rente, doit faire adiourner tel acquereur en demande d'interruption dedans cinq ans de la poſſeſſion de l'heritage ou rente par luy acquis, afin qu'il ne ſe puiſſe defendre par tenement que tel heritage ne ſoit obligé vers luy en la rente par luy acquiſe. Et ſ'il laiſſe paſſer les cinq ans, il ne vient plus à temps: & ſ'il vient dedans ledit temps, il y ſera reçeu & luy ſera cognu ſon interruption: & apres pourroit pourſuiuir ſa rente & arrerages ſur heritages qu'il auoit interrupté iuſques à trente ans: pourueu que l'heritage fut demouré és maius de l'acquereur interrupté ou de ſes hoirs. Car ſ'il eſtoit allé en autres mains eſtranges par alienation, fut de contract, don, de permutation ou de vendition ou autre contract, ou qu'il euſt faict ſemblablement interrupter le ſecond acquereur dedans ledit temps de cinq ans, à compter du temps du contract dudit ſecond acquereur ou de ſa poſſeſſion prinſe, il n'y ſeroit point receu. Art. 488. Et eſt à ſçauoir que l'obligé ou heritier de l'obligé, & autres heritiers de l'heritier & de degré en degré ne ſe peuuent exempter de la rente ou autre preſtation annuelle creé par luy ou ſon predeceſſeur, par moins de temps que de trente ans. Ne peuuent pareillement eux exempter par moins de temps que de trente ans ceux qui ont eſté vne fois interruptez ne leurs heritiers: & ſ'il y a pluſieurs obligez ou heritiers de l'obligé, ou acquereurs deuëment interruptez, qui ſoient tenus chacun pour le tout en icelle rente ou preſtation, & entre leſquels hypotheque ne ſe diuiſe poinct, & le crediteur ait eu payement ou poſſeſſion de ſadite rente ou autre preſtation annuelle par l'vn d'eux ou aucun d'eux durant iceux trente ans. Toutesfois en celuy cas telle poſſeſſion profite au crediteur contre tous les obligez heritiers & tenus en icelle rente, tout ainſi que ſ'ils auoient faict eux-meſmes le payement: & ne ſe pourront aider de ladite preſcription de trente ans, ſi tous n'en eſtoient demeurez exempts ſans en faire payement, ou poſſeſſion par ledit temps: ſinon qu'aucun d'entr'eux euſt contredit de payer. Car la poſſeſſion auroit cours depuis la contradiction, quant au contrediſant ſeulement.

Acquereurs de rente ou debte creé puis trente ans ſur les biens d'autruy, cõme doiuẽt faire interrupter les derniers aquereurs dedans cinq ans.

Obligé ou ſes heritiers & autres ne ſ'exemptent de la rente ſinon par trente ans.

Apres l'interruptiõ de cinq ans on ne ſe peut exempter de la rente par moins de temps que de trente ans.

Le Maine Tit. 21. Art. 474. & 475. p. *à Aniou.* Art. 471. & 472. Les choſes de l'obligé &c. authentiques & deuëment applegees. Et ſ'il y a &c. Art. 477. & 478. p. *à Aniou.* Art. 474. & 475. pourſuiure hypothecairement ſa rente ou debte ſur icelle choſe immeuble: pourueu &c. eſtrange &c. pourſuiure contre luy &c. pource que telle execution reelle vaut interruption. Art. 484. p. *à Aniou.* Art. 478. ſ'en pourra hypothecairement &c. heritage: ſuppoſé que &c. Art. 488. 490. 491. & 492. p. *à Aniou.* Art. 485. 487. & 488. ledit acquereur & adiourné tiendroit, ne demeure &c. hypotheques ne ſe diuiſent &c.

Bretagne Tit. 11. Art. 177. Et † pour le regard des obligations perſonnelles paſſees par deuant leſdits Notaires, ſoit pour ſoy ou pour autruy, y aura hypotheque du iour & date d'icelles, encores qu'il n'y euſt aucune conuẽtion d'hypotheque generale ou ſpeciale. Et ſi les obligations & promeſſes ſont ſeulement par ſchedules & eſcritures priuees, y aura hypotheque du iour de la recognoiſſance ou denegation d'icelles faictes en iugement, ſi apres ladite denegation elles ſont verifiees. Et quant aux obligations & promeſſes, n'excedant ladite ſomme de cent liures, emporteront hypotheque: & ſera le premier creancier en date preferé: ores qu'il n'y euſt lettres du deu, en informant du premier temps de ſa debte. Art. 178. Celuy qui reçoit aucune choſe pour autruy, ou qui eſt condemné rendre quelque choſe, encores qu'il n'y euſt conuention precedente ou qui faict delict, ſes biens demeurent hypothequez du iour qu'il aura reçeu, eſté condemné ou commis delict.

† *Les Ar. 177. & 178. reformẽt declarẽt & amplifient les 188. & 104. Art. anciens, comme a eſté dit cy deſſus.*

TIT. VI. DE PRESCRIPTIONS.

Art. 113. PARIS.

Si aucun a iouy [a] & poſſedé heritage ou † rente à iuſte [b] titre & de bonne foy tant par luy, que par ſes predeceſſeurs, dont il a le droict & cauſe, franchement & ſans inquietation par x. ans [c] entre preſens, & xx. ans entre abſens aagez & non priuilegiez: il acquiert Preſcription dudit heritage ou rente.

Preſcription de x. ou xx. ans, comme ſ'acquiert.

† *Aux Art. 113. & 114. qui*

Article

a Les preſcriptions ſont introduites ne dominia rerum ſint incerta vt ait cuius in l. 1. D. de vſurp. & vſuc. Inſtitut. de vſucap. in princ.

Source : BIU Cujas

eſtoient les 66 & 67. Articles anciens ont eſté adiouſtez ces mots, ou rente, pour interpretation, & pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.

aq. pluu. arc. ſcribit vetuſtatem, ſemper pro lege haberi, minuendarum ſcilicet litium cauſa vbi quidam rectè id de præſcriptione intelligunt. Cicero pro Cæcinna ſcribit vſucapionem finem eſſe ſollicitudinis ac periculi Sidonius lib. 8. Epiſtol. præſcriptionum rubricas omnem litem abolere. Cic. 2 Offic. Quinquaginta annorum poſſeſſiones mouere non nimis æquum putabat, propterea quod tam longo ſpatio multa hæreditatibus, multa emptionibus, & multa dotibus tenebantur ſine iniuria: vbi de Arato. Cornific. lib. 4. Neceſſe eſt cum conſtet iſtum fundum tuum fuiſſe, oſtendas te aut vacuum poſſediſſe, aut vſu tuum feciſſe, aut emiſſe, aut hæreditate tibi veniſſe. Iuſtinianus in l. vlt. C. de ann. except. ſcribit contra deſides homines & ſui iuris contemptores, odioſas exceptiones oppoſitas eſſe.

vel vt aliquis finis litium ſit. Neratius in l. 5. D. pro ſuo Paulus in l. 2. D. de aqua &

b Ceſte Couſtume eſt conforme au Droict commun, par lequel il faut vn titre iuſte & legitime, & de bonne foy pour acquerir aucune choſe par preſcription de dix ans ou vingt ans, *l.* 3. & 4. C. de vſucap. pro her. l. vn. C. de vſuc. transf. vſucapio enim vel præſcriptio non præcedente vero titulo procedere non poteſt. l. nullo 24. C. de rei vind. l. 3. C. pro donato l. 27. & l. 31. D. de vſucap. l. 4. 5. & 6. C. de præſc. long temp. l. 7. D. de publ. act. l. 1. D. pro empt. l. 1. D. pro donat. l. 7. D. de acquir. poſſ. l. 2. & 3. D. pro leg. l. 4. D. pro hærede. § error. Inſt. de vſucap. l. vlt. C. Ne de ſtatu. hom. Poſſeſſeur de mauuaiſe foy ne peut preſcrire par nul temps: idque propter vitium malæ fidei. Et faut entendre vn titre iuſte legitime & de bonne foy pour la poſſeſſion, & non pour la proprieté. Car celuy qui a vn iuſte titre de la proprieté ne peut preſcrire l. Sequitur 4. §. Iana D. de vſurp. & vſucap. l. in bello 12. §. & ſi ignorans D. de capt. & poſtl. reu. l. 24. D. de cõtr. empt. §. 1. Inſt. per quas perſ. Ce que les Couſtumes ont voulu auoir lieu en la preſcription de dix ou vingt ans, & non pas en celle de trente ou quarante ans. In tricennio iuſtus titulus non exigitur l. 2. C. de præſcript. 30. ann. Et eſt treſcertain que pour valablement preſcrire ces trois choſes doiuent eſtre concurrentes, iuſte titre, bonne foy & poſſeſſion paiſible & continue. Vide cap. malæ fidei De reg. iur. in 6. Toutesfois notez que les Couſtumes ne faiſans mention de iuſte titre doiuent eſtre gardees. Paul. de Caſtro ad l. 1. C. de bon. mat. Et ces mots aagez & non priuilegiez, ſont mis & appoſez pour les mineurs, Eccleſiaſtiques, femmes & autres perſonnes priuilegiees. La preſcription de droict ne court point contre le mineur. l. 3 C. Quib. non obiic. long. temp. iuſtæ abſentiæ ratio & neceſſitatis publicæ obſequium, ab omni præſcriptione defendit l. 2. & 3. C. Quib. non obiic. long. temp. Les gens de guerre eſtans en l'armee ou garniſon, & ceux qui ſont abſens pour les affaires communs d'vne ville ſont exempts de la preſcription pour le temps qu'il ſont abſens. l. 6. & 8. C. eod. tit. non valenti agere non currit præſcriptio. l. 1. C. de bon. mat. l. contra maiores C. de inoff. teſt. l. 1. C. de ann. except. & ibi Bald. & Cyn. l. 3. C. de præſc. 30. ann. ou bien ſ'ils ſont abſens par priſon entre les mains des ennemis. Sedan Tit. 16. Art. 314. Chauny Tit. 11. Art. 63.

c Cecy eſt pris ex lib. 12. C. de præſcr. longi temp. l. 7. C. Quib. non obiic. long. temp. præſcr. Tellement que ceſte Couſtume eſt conforme au droict ciuil.

Art. 114. PARIS.

Preſcription de dix ans entre preſens & vingt entre abſés pour vn heritage ou rente à iuſte titre & de bonne foy, ſ'ils ſont aagez & non priuilegiez: nuict à toutes rentes & hypotheques pretendues ſur ledit heritage.

Quand aucun a poſſedé & iouy par luy & ſes predeceſſeurs, deſquels il a le droict & cauſe, d'heritage ou rente à iuſte titre & de bonne foy par dix ans entre preſens, & vingt ans entre abſens, aagez & non priuilegiez, franchement & paiſiblement ſans inquietation d'aucune rente ou hypotheque, tel poſſeſſeur dudit heritage ou rente, a acquis Preſcription contre toutes rentes ou hypotheques pretenduës ſur ledit heritage ou rente.

Art. 115. PARIS.

†† Les Ar. 115. & 116. ont eſté adiouſtez de nouuel le tout pour interpretatiõ & pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.

Et †† a lieu ladicte Preſcription, ſuppoſé que ladite rente ſoit payee par celuy qui l'a conſtituee ou autre au deſceu du tiers detenteur. Toutesfois ſi le creancier de la rente a eu iuſte cauſe de ignorer l'alienation : parce que le debteur de ladicte rente ſeroit touſiours demeuré en poſſeſſion de l'heritage par le moyen de location, d retention de vſufruict, conſtitution de precaire & autres ſemblables : pendant ledict temps la Preſcription n'a cours.

d Coloni vel inquilini dominorum poſſeſſionem interuertere non poſſunt Iuſti. in l. ex libris Sabinianis 12. C. de acquir. poſſ. l. 31. & 40. D. eod. tit. l. 31. D. de dolo l. 6. C. Vnde vi l. vn. C. Si per vim l. vlt. C. de delator. l. 133. D. de regul. iur. l. 2. C. de præſcr. 30 vel 40. ann. Eos poſſeſſores non conuenit appellari, qui ita tenent vt

Preſcription de dix ou vingt ans en quels cas n'a point de cours.

Art. 116. PARIS.

Preſens.

Sont reputez e preſens ceux qui ſont demourans en la Ville, Preuoſté & Vicomté de Paris.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 11. Art. 205. 206. 207. & 208. p. *à Paris.* Art. 113. 114. 115. & 116. en la ville de Calais & pays reconquis.

Source : BIU Cujas

ob hoc ſolitam debeant præſtare mercedem. Et ita aliis poſſidentes, ſibi non præſcribunt l. communi 7. §. neque Colonus D. comm. diuid. l. 3. & 4. D. ad exhib. l. 9. D. de rei vind. l. 32. D. de adq. poſſ. l. 6. §. 2. D. de prec. arg. l. 38 §. 10. D. de vſuris l. ſi quis alterius C. vbi in rem cap. vlt. §. in aliis. Vt lite non conteſt.

e Ex l. vlt. C. de præſcript. longi temporis, decem vel ving. ann. præſentes dicuntur qui in eadem ciuitate vel prouincia domicilium habent: vt non in ciuitate concludatur domicilium, ſed magis prouincia. S'il a domicile en pluſieurs Prouinces, Accurſe & les Docteurs ont bien dict que le domicile eſtant en toutes Prouinces, eſtoit reputé pour preſence. Nou. 119. cap. 7. & 8. & Cuiac. ad d. Nou. 119. & in Parat. in Codic. Abſens ſont eſtimez ceux la qui n'ont domicile en la Ville, Preuoſté & Vicomté de Paris, & ita in d. l. vlt. abſentes dicuntur qui non ſunt in eadem Prouincia. Faber ait d. l. vlt. dict que en France, és Prouinces, où il y a Baillifs & Seneſchaux, que chacune Seneſchaucee ou Bailliage eſt reputee vne meſme Prouince. Par conſequant ne faut conſiderer les Chaſtellenies, Comptez ne Vicomptez: mais ſeulement les Bailliages. Comme auſſi ceſt Article cent ſeize ne regarde que la Preuoſté de Paris, qui vaut autant que Bailliage ou Seneſchaucee. La Couſtume de Meaux Chappitre quatorze Article quatre vingts vn, eſt formelle, comme auſſi pluſieurs autres miſes en Conference.

MEAVX Chap. 14. Art. 80. Quand aucun poſſede quelque heritage à iuſte titre & de bonne foy, comme d'achapt ou permutation ou autre titre legal & ciuil, ſ'il detient & poſſede ledit heritage par le temps de dix ans, entre preſens aagez & non priuilegiez, il a acquis tout droict de Preſcription: & tellement que ledit heritage ne luy peut eſtre euincé. Article quatre vingts vn. On tient & repute preſens ceux qui demeurent en vn meſme Bailliage Royal. Article quatre vingts deux. Entre abſens aagez & non priuilegiez quand aucun poſſede à iuſte titre legal, ciuil & de bonne foy, aucun heritage par le temps de vingt ans paiſiblement, & ſans inquietation, il acquiert tout droict de Preſcription, & tellement qu'on ne le peut euincer.

Preſcription de dix ans.

Preſens.

Preſcription de vingt ans.

MELVN Chap. 9. Art. 170. Quand aucun a iouy à titre de bonne foy, franchement & paiſiblement au veu & ſceu de tous ceux qui l'ont voulu voir & ſçauoir, d'aucun heritage, ou †† autre droict reel cenſé & reputé immeuble, tant par luy que par ſes predeceſſeurs par x. ans &c. p. *à Paris.* Art. 113. il preſcrit tellement que nul ne peut pretendre proprieté ou rente ſur ledit heritage. Art. 171. Et † ſont reputez &c. p. *à Paris.* Ar. 116. audit Bailliage: & abſens ceux qui ſont demeurans hors iceluy.

†† *Ces mots, ou autre, &c. iuſques à ce mot* predeceſſeurs, *inclus, ont eſté adiouſtez: & les mots anciens* ſinon qu'il en fut releué par Iuſtice *&c. ont eſté rayez: Et pour le regard de la familiarité ou crainte, remis à la diſpoſition du Droict commun.*

AVXERRE Tit. 8. Art. 188. Quand aucun a iouy d'aucun heritage, droict reel ou incorporel, ayant cauſe continuelle, à iuſte titre & de bonne foy par x. ans entre preſens, & vingt ans entre abſens, ou par trente ans f ſans titre, tel heritage ou titre eſt acquis par Preſcription, entre aagez & non priuilegiez.

f De ceſte Preſcription de trẽte ans nous parlerons cy deſſous en l'Art. 118. de Paris.

ESTAMPES Chap. 4. Art. 63. Quand †† aucun a iouy ſoit par luy ou ſes predeceſſeurs d'vn heritage à iuſte titre & de bonne foy, par dix ans entre preſens, & vingt ans continuels entre abſens, aagez & non priuilegiez, plainement & franchement, paiſiblement, publiquement & ſans auoir eſté inquieté en iceluy heritage, il acquiert Preſcription, ſoit pour proprieté & rente fonciere. Article ſoixante cinq. Si aucun a iouy d'vne rente pleinement, paiſiblement & publiquement, à iuſte titre & de bonne foy, tant par luy que par ſes predeceſſeurs, par dix ans continuels &c. p. *à Auxerre.* Article cent quatre vingts huict, & par trente ans, comme deſſus: poſé qu'il ne face apparoir de titre, a acquis Preſcription de ladicte rente.

†† *Fut ordõné que le contenu au 63. Art. auroit lieu pour le regard des rẽtes foncieres, ſans preiudice du paſſé.*

DOVRDAN Tit. 5. Art 73. Quand aucun a iouy & poſſede d'aucun heritage, à iuſte titre de bonne foy, tant par luy que par ſes predeceſſeurs, dont il a le droict & cauſe franchement & ſans inquietation, d'aucune rente ou hypotheque par x. ans entre preſens &c. p. *à Paris.* Art. 114. il acquiert Preſcription d'icelle rente & hypotheque.

MONTFORT Chap. 4. Art. 61. Quand aucun a iouy d'aucun heritage ou autre droict reel cenſé & reputé immeuble, auec titre de bonne foy, tant par luy que par ſes predeceſſeurs, & iceluy poſſedé par dix ans entre preſens, & vingt ans entre abſens pleinement & paiſiblement entre aagez & non priuilegiez, il a acquis droict de Preſcription dudict heritage ou choſe cenſee & reputee immeuble. Article 62. Quand aucun a iouy & poſſedé par luy & ſes predeceſſeurs, dont il a le droict & cauſe d'aucun heritage à iuſte titre &c. p. *à Paris.* Article cent quatorze, d'aucunes rentes ou autres hypotheques &c. heritage a acquis Preſcription d'icelle rente ou hypotheque.

Source : BIU Cujas

MANTE Chap.9. Art.108. p. *a Melun.* Art.170. aucun à iuste titre & de bonne foy, a iouy franchement & paisiblement d'aucun heritage, &c. immeuble auec titre de bonne foy tant &c. il acquiert droict de Prescription desdites choses & aussi de la rente dont seroit chargé ledit heritage: si pendant ledit temps, il n'a esté par contestation en cause, inquieté tant dudit heritage, que de ladicte rente.

SENLIS Tit.9. Art.188. Quiconques à iouy & possedé aucun heritage à iuste titre & de bonne foy, continuellement sans contredit ou empeschement aucun, par le temps & espace de dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, aagez & non priuilegiez, il acquiert par Prescription la proprieté & Seigneurie de tel heritage. Article cent nonante trois. Quand vn tiers detenteur a iouy & possedé d'aucun heritage chargé de cens, ou autre charge reelle, à bon & iuste titre & de bonne foy, sans payer n'estre inquieté de telle rente ou charge par l'espace de dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, aagez & non priuilegiez, il a prescrit & acquiert par Prescription, la franchise & descharge de tel heritage: excepté du droict censuel ou Seigneurial, comme dit est.

CLERMONT Tit.7. Art.67. Quiconque a iouy &c p. *a Senlis.* Art.188. ou acquiert &c. Art.68. Droict † d'hypotheque g se prescrit par vn tiers detenteur d'aucun heritage ou autre chose reputee immeuble, charge de telle hypotheque, en aiant iouy dudit heritage ou autre chose immeuble par dix ans entiers & continuels entre presens, & xx. ans entre absens à iuste titre & de bonne foy. Art. 69. p. *a Senlis.* Art.193. chargé de rente ou autre charge reelle &c. payer ou estre &c. prescrit & acquis &c. fors & excepté du droict &c. qui ne se prescrit point.

Droict d'hypotheque se prescrit par x. ou xx ans, par le tiers detenteur.

g Vide l.2.C. Si adu. cred. præsc. oppon.

VALLOIS Tit.9. Art.119. Quand aucun a iouy & possedé par luy ou ses predecesseurs, par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non priuilegiez, d'aucun heritage ou chose immeuble à iuste titre & de bonne foy, il a acquis & gaigné le droict de la chose par Prescription: excepté pour droict Seigneurial, qui ne se prescrit poinct par le suiet contre son Seigneur. Art. 123. p. *a Paris.* Art.113. inquietation †† d'aucune rente par x. ans &c. Prescription d'icelle rente.

VITRI Tit.1. Art.16. Toutes † terres occupees, tenuës & reclamees franches par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non priuilegiez auec iuste titre & de bonne foy, sont à tousiours franches de cens, redeuances & seruitudes: & ainsi en vse l'on. Tit.14. Art.134. Quand aucun a iouy, tenu & possedé heritage luy & ses predecesseurs auec titre de bonne foy par x. ans &c. p. *a Paris.* Art. 113. il les a acquis à tousiours par droict de Prescription. Art.135. p. à l'Ar. 16 de ceste mesme Coustume mis cy dessus.

LAON Tit.15 Art.141. Celuy qui a iouy à iuste titre, de bonne foy, paisiblement par x. &c. p. *a Paris.* 113. d'aucun heritage, cens, rente ou autre droict incorporel, il a prescrit iceux heritages ou autres droicts incorporels.

CHALONS Tit.19. Art 145. p. *a Laon* prescrit ledit heritage, cens ou rentes.

† *Aucuns des Aduocats & Practiciens ont remonstré que par la Coustume escrite és anciens liures Coustumiers, n'y auoit que x. ans pour prescrire ledit Droict de hypotheque. Ce neantmoins ils l'ont veu autrement practiquer selon la forme & par le temps contenu en l'Ar. dessus dict, qui est de x. ans entre presens, & xx. ans entre absens. Et pource que l'on pourroit faire quelque doute sur l'interpretation de ladite Coustume: à sçauoir s'il est entendu de l'hypotheque procedant à cause de la charge personnelle, ou de l'hypotheque pour la charge reelle, à cause d'vne rente, cens, surcens ou autre charge qui seroit deu sur le fonds de quelque chose corporelle: & que vsant de ladite Coustume ancienne, auoit lieu en toutes hypotheques, ont requis ledit Article estre plus amplement declaré. Et par autres Practiciens & autres desdits Estats, a esté dict & soustenu au contraire que ladite Coustume ancienne domant temps de x. ans seulement pour acquerir Prescription dudit droict d'hypotheque à en tousiours lieu, & l'ont veu ainsi obseruer & alleguer en plusieurs proces pendans és Sieges dudit Clermont, & que ledit temps de x. ans est suffisant pour acquerir Prescription dudit hypotheque, soit entre presens ou absens: autrement n'y auroit asseurance des choses acquises: & ne se doit amplier ladite Coustume plus auant qu'elle est escrite. Surquoy prins l'opinion des gẽs des trois Estats & apres que la plus grande & saine partie tant desdits Aduocats & Practiciens que autres des assistans ont recongnu l'vsance de ladite Coustume, auoir esté telle, comme est contenu en l'Art. dessus dit & auoir lieu contre tous hypotheques, auons ordonné du consentement desdits Estats, que ladite Coustume cy dessus escrite demourera comme ancienne: & que pour oster la difficulté que l'on pourroit faire sur la difference desdits hypotheques, sera mis audit Coustumier l'Art.69. prochain ensuiuant. Et apres auoir faict lecture d'vn Art estant en la Rubriche Tit. des fiefs, Item si vn vassal presume tant, &c. les Nobles & autres du tiers Estat ont remonstré que le contenu audit Art. ne fut oncques practiqué audit Comté, & qu'il est du tout inique, desraisonnable & contraire à plusieurs Art. des Coustumes cy dessus accordees par les trois Estats pour plusieurs raisons par eux deduites: pour lesquelles ont requis que ledit Article fut rayé & mis hors desdites Coustumes. Ce qui a esté empesché par les gens du Roy, disans que ledit Article de Coustume estoit escrit & trouué en tous les anciens liures Coustumiers, faisant grandement au profit du Roy & Comte de Clermont, & autres Seigneurs F. pour contraindre leurs Vassaux à faire leurs hommages & deuoirs qu'ils sont tenus faire par la nature de leurs Fiefs. Et autrement à faute de ce faire se peuuent dire Seigneurs possesseurs de leurs Fiefs: & que faisant lesdits deuoirs, ils n'ont aucun interest en ladite Coustume. Partant auons demandé les opinions aux assistans, lesquels ont concordablement dict, mesmement les Aduocats & Practiciens certifient iamais n'auoir veu alleguer ny practiquer ladicte Coustume en aucune maniere. Parquoy auons ordonné que ledit Article sera rayé & mis hors*

Source : BIU Cujas

dudit Coustumier.

†† *Le 123. Art. est introduit pour nouuelle Coustume.*

† *Les Aduocats, Practiciens & gens du tiers Estat ont dict qu'en la derniere assemblee ledit Art. auoit esté mis & adiousté: mais que parauant y auoit Art. és Coustumes, qui premierement auoient esté redigees par escrit, contenant par expres que toutes terres au pays de Champaigne estoient reputees franches de censiues & autres redeuances: sinon que le Seigneur y pretendant Censiues ou redeuances en fit apparoir par titre ou possession suffisante: & aussi que de Droict toutes terres sont reputees franches. Vne grande partie des gens d'Eglise & Nobles disans au contraire, & que de ce n'y en auoit Coustume audit Bailliage, & ne pouuoient les subiects d'iceluy tenir terre sans Seigneur, & luy en payer censiue ou droicture. Pour lesquels differens auons ordonné, que les gens d'Eglise & Nobles escriront leurs causes & raisons: & ceux du tiers Estat, Aduocats & Practiciens au contraire: & produiront d'vne part & d'autre tout ce que bon leur semblera, à fin d'y pourueoir par la Cour: & ce pendant lesdits gens d'Eglise & Nobles vseront sur leurs subiets de tels droicts qu'il leur peuuent competer & appartenir, en reseruant ausdits suiets leurs defenses au contraire.*

REIMS Tit.15.Art.380. †† p. *à l'Art.108. de Mante.* Art.384. Quiconques † a iouy auec titre & de bonne foy, d'aucun heritage chargé d'hypotheque, & l'a tenu & possedé paisiblement par x. & c. sans auoir esté poursuiui ou inquieté, par celuy qui a le droict d'hypotheque, il prescrit & estaint l'hypotheque, & en demeure l'heritage deschargé.

AMIENS Tit.9.Art.160. †† p. *à Chalons.* aucun heritage ou droict reel par &c.

CHAVNI Tit.12.Art.62. Quand aucun a iouy & possedé à titre iuste & de bonne foy, paisiblement par x. ans sans interruption, & xx. entre absens entre aagez & non priuilegiez de quelque heritage, cens ou autre droict incorporel, il prescrit & peut dire auoir acquis par Prescription le droict de tel heritage.

PONTHIEV Tit.8.Art.117. Quiconques iouist & possede d'aucune chose reelle, fonciaire & perpetuaire situee & assise en ladite Comté à titre ou sans titre ou demeure paisible d'aucun droict de seruitude ou autre suiection & redeuance, par xx. ans complets & continuels & ensuiuans l'vn l'autre, entre gens laiz & non priuilegiez, presens ou absens, tel possesseur acquiert droit en la chose par luy ainsi possedee ou dont il demeure paisible: & apres ledit temps expiré, nul ne est receuable compediter ou empescher en la chose par luy ainsi possedee, ne à luy demander aucune chose de ce dont il seroit demouré paisible par le temps dessus dict.

BOVLLENOIS Tit.25.Art.121. Quiconques iouist, possede ou demeure paisible d'aucune chose mobile ou immobile, droit corporel ou incorporel, à titre ou sans titre, entre presens ou absens, le temps & espace de †† xx. ans continuels & suiuans l'vn l'autre, tel possesseur acquiert le droict & proprieté de la chose ainsi par luy possedee: en telle maniere que ceux qui auparauant y eussent peu pretendre droict, en sont forclos, priuez & deboutez, & toutes actions estaintes & abolies, deduit toutesfois dudit temps & espace de xx. ans le temps de h minorité & hostilité, qui auroit esté telle, que durant icelle on n'auroit peu agir ny defendre. Et aussi celuy qui se voudra aider de ladite Prescription de xx. ans, sera tenu alleguer titre suffisant & valable, à tout le moins pour acquerir Prescription: sans toutesfois qu'il soit tenu le verifier, si bon ne luy semble.

S. PAVL Tit.7.Art.47. Quiconques iouist ou possede ou demeure paisible possesseur d'aucuns heritages, droict reel ou personnel, par le temps & espace de xx. ans continuels entre presens, & xxx. ans continuels entre parties absentes aagees & non priuilegiees, tel possesseur acquiert le droict de la chose ainsi par luy possedee, ou dont il est demouré paisible possesseur durant ledit temps: en telle façon qu'apres iceluy temps passé & expiré, aucun n'est receuable d'en faire action ou poursuite: & sont toutes actions sopites & prescriptes & estaintes par le temps dessusdit.

PERONNE Tit.8.Art.210. Celuy qui a iouy d'aucun heritage, droict reel ou incorporel par l'espace de x. ans entre presens, & xx. ans entre absens, ne peut pour raison d'iceluy estre inquieté: ne pareillement si par l'espace de xxx. ans il en a iouy sans titre: pourueu que ce soit entre gens aagez de vingt cinq ans & non priuilegiez. Art. 211. Et si par ledit temps, il ou ses predecesseurs & aucteurs, dont il a le droict & cause, ont iouy dudit heritage franchement & sans inquietation d'aucune rente, hypotheque, seruitute ou autre charge reelle, ne pourra ledit temps passé estre poursuiuy pour raison desdites charges & hypotheques.

ARTOIS Tit.2.Art.72. Quiconques demeure paisible d'aucune charge ou

h D.l.3.C. Quib.non obiic.lõg.temp. præs. l.3.C.de præsc.30.ann. l.1.in fine C.de ann.except. Du Moulin sur cest Art.121. entend la minorité de vint cinq ans, & non pas deuant comme en l'Article 120. lequel est exorbitãt: combien qu'il peut agir & ester en iugement.

†† *Ce 380. Ar. est adiousté pour auoir esté omis comme le premier.*

† *Cest Ar.384. est de nouuel introduit.*

†† *Les Ar.160 161.162. & 163. ont esté mis au lieu du 3. Art. de l'ancienne Coustume.*

Prescription de vingt ans complets & continuels auec titre ou sans titre pour droict de seruitude ou autre subiection ou redeuance.

†† *Fut ordonné sur cest Art. 121. que desdits xx. ans sera deduit le temps de minorité & hostilité, qui aura esté telle, que durant icelle on ne aura peu agir ne defendre. Et aussi que pour paruenir à ladite Prescription, faudra pour le moins alleguer titre suffisãt & valable, pour prescrire & prouuer sa iouissance: sans toutesfois que celuy qui alleguera le dit titre, soit aucunement tenu d'en verifier.*

Prescriptiõ de xx. ans entre presens, & trente ans entre absens

Prescriptiõ de x. ans entre presens, & vingt entre absens.

Source : BIU Cujas

Preſcription de vingt ans entre preſens & de trente ans entre abſens, & quarente ans contre l'Egliſe.

Preſcription de vingt ans.

Preſcription de vingt ans en quels cas n'a point de lieu.

Preſcription de vingt entre preſens, & de trente ans pour tous autres droicts & actions.

Preſcription de dix ans pour choſe mobiliaire.

Temps de minorité, non coprins ès Preſcriptiõs.

†† *Ceſt Ar. 160. eſt de nouel adiouſte pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé, droicts acquis des parties, & procés intentez.*

Preſcription de dis ans entre preſens, & de vingt ans entre abſens

Preſcription de dis ans.

Preſcription de trente ans quãd vn heritage ou choſe immeuble a eſté donnee à la charge de la reinte.

†† *Ceſt Art. 209. eſt de nouuel introduit & l'ancienne Couſtume, par laquelle Preſcription de x. & xx. ans n'auoit lieu abrogee.*

Preſcription de dis ans ou vingt ans auec titre: & de trente ans ſans titre.

redeuance, annuelle, reelle i ou perſonnelle, ou iouyſt & poſſede paiſiblement d'aucun heritage, droit reel ou perſonnel, k corporel ou incorporel, à titre ou ſans titre, par le temps, terme & eſpace de xx ans continuels & enſuiuans l'vn l'autre entre parties preſentes, aagez & non priuilegiez, & entre abſens xxx. ans & l'Egliſe xl. ans, tel poſſeſſeur par Preſcription ou longue iouyſſance, acquiert le droit de la choſe: tellemẽt que nul apres ledit temps expiré, n'eſt receuable à faire pourſuite contre tel poſſeſſeur.

i Paſſiuè de quo poſſet inquietari. C.M.

k Actiuè, acquirendo fundum quem poſſidet vel aditum. C.M.

CAMBRAY Tit 17. Art. 1. Celuy qui ioiſt d'aucun heritage, rente ou autre droict reel paiſiblement & de bonne foy, à titre ou ſans titre, ou demeure paiſible d'aucune charge ou redeuance annuelle ou reelle par l'eſpace de vingt ans continuels & accomplis entre perſonnes preſentes & non priuilegiees, il a acquis par ladite poſſeſſion & ioiſſance, la proprieté & droict de la choſe ainſi par luy poſſedee. Art. 2. Ladite Preſcription couſtumiere de xx. ans n'a point de lieu contre mineurs, contre l'Egliſe, contre abſens, n'y en action l perſonnelle: ny contre l'hypotheque ſpeciale & autres cas à ce priuilegiez ou exceptez de Droict.

l Voyez cy deſſous l'Addition de ce Tit. vi. nombre 2.

VALLANCIENNES Tit. 7. Art. 89. Quiconque aura iouy & poſſedé paiſiblement de quelque heritage ou rente heritiere, par l'eſpace de xx ans entre preſens à titre & ſans titre, tel poſſeſſeur acquiert par droict de Preſcription le droit de proprieté de la choſe par luy poſſeſſee: & quant à tous autres droits & actions elles ſeront preſcriptes par l'eſpace de xxx. ans: & en choſe mobiliaire par l'eſpace de x. ans, le temps de minorité exclus.

TOVRS Tit. 16. Art. 160. Celuy †† qui aura iouy par l'eſpace de x. ans plainement & publiquement de quelque heritage ſuiet à Retrait, ſe peut defendre contre tous lignagers & S. de fief, encores qu'il n'ait prins poſſeſſion en la forme que deſſus.

ANIOV Tit. 18. Ar. 430. Celuy qui a poſſedé & tenu aucun heritage & choſe immeuble, à titre d'achat, don, permutation ou autre iuſte titre & de bonne foy par x. ans continuels entre preſens, a acquis le droict & proprieté de la choſe, en monſtrant & prouuant ſon iuſte titre auec ſa poſſeſſion de x. ans: & ſ'il l'a tenu par xx. ans continuels entre les abſens à iuſte titre, il a preſcrit & acquis contre eux le droict & proprieté de la choſe, en monſtrant le titre & poſſeſſion comme deſſus. Art. 437. Si aucun a tenu & poſſedé aucun heritage ou choſe immeuble par luy acquis a iuſte titre & de bonne foy par dis ans continuels entre les preſens, & autres apres iceux x ans paſſez demandaſt rente ſur tel heritage ou choſe immeuble à l'acquereur ou à ſes hoirs, laquelle rẽte fut creée & conſtituee parauant xxx. ans, & dont ledit acquereur n'a eſté inquieté durant iceux x. ans: tel acquereur ſ'en peut defendre. Car il a preſcrit par ledit tenement de x. ans contre toutes rentes & hypotheques creés ſur ladite choſe par luy acquiſe, ſoit parauant xxx. ans ou depuis qui ne pourroit monſtrer contre luy qu'en faiſant l'acquiſition, ladite rente euſt eſté certifiee eſtre deuë ſur tel heritage ou choſe immeuble, ou baillee à ceſte charge. Auquel cas conuiendroit xxx. ans de Preſcription. Art. 438. Quand tel acquereur ſe veut defendre par tenement & Preſcription de x. ans contre telles rentes: ce n'eſt pas à entendre de bailler à rente. Car ſi l'heritage acquis eſtoit l'heritage baillé à aucune rẽte, l'acquereur ne ſ'en defendra ou exemptera par Preſcription ou exemption moindre de xxx. ans.

LE MAINE Tit. 19. Art. 445. p. *a Aniou.* Art. 430. iuſte titre habile à transferer ſeigneurie & de bonne foy.

m Il ne dit pas le preneur: & partant c'eſt Article ſe doit entendre du tiers acquereur de bõne foy ſans charge, & faut continuer ceſt Art. 438. au precedent. Mais le preneur n'a ne titre ne bonne foy: & ne peut commencer Preſcription de ſon temps. C. M.

GRAND PERCHE Tit. 13. Art. 209. Preſcription †† de x. ans entre preſens, & xx. ans entre abſens aagez & non priuilegiez, auec titre & bonne foy, a lieu en maniere que celuy, qui auroit par ledit temps poſſedé & iouy d'aucun heritage ou autre droict reel, aura iceluy acquis: & pareillement qui par ledit temps aura iouy d'aucun heritage paiſiblement & ſans inquietation d'aucune rente, aura preſcrit ladite rente.

DREVX Chap. 14. Art. 66. Quand aucun a iuſte titre & de bonne foy a iouy d'aucun heritage paiſiblement par l'eſpace de x. ans entre preſens &c. p. *a Paris.* il a acquis droict de Preſcription & exception valable à l'encontre de ceux qui le voudroient inquieter en la proprieté ou poſſeſſion d'iceluy heritage.

BLOIS Chap. 15. Art. 192. Perſonne † qui aura iouy d'aucun heritage &

† *Ceſt Ar. 192. eſt mis au Couſtumier par le conſentement des gens d'Egliſe, nobles, practiciens & autres gẽs du tiers Eſtat.*

droict incorporel par x. ans entre preſens, & xx. ans entre abſens à iuſte titre, de bonne foy, & par xxx. ans ſans titre contre gens laiz, & xl. ans contre l'Egliſe, il en eſt fait vray S. & proprietaire : en telle maniere, qu'il ne peut plus eſtre inquieté pour raiſon dudit heritage ou droict incorporel.

MENETOV Chap. 8. Art. 18. Qui iouyſt & vſe, & a iouy & vſé d'aucun heritage ou droict incorporel par x. ans entre preſens, ou xx. ans entre les abſens, auec titre le tout de bonne foy : & par xxx. ans ſans titre, paiſiblement, par telle iouiſſance on acquiert Preſcription & tout droict de poſſeſſion, proprieté & Seigneurie, de la choſe dont on a iouy & vſé : ſauf toutesfois les droicts de fiefs, cens ou terrage, qui ſont droicts impreſcriptibles, & ne ſe peuuent preſcrire par quelque temps qu'on en ait iouy ſans les payer des terres & choſes ſuiettes & redeuables dudit droict.

Fief, cens ou terrage ſont droits impreſcriptibles.

LA MARCHE Chap. 13. Art. 90. Pour acquerir par Preſcription choſe immeuble, il ſuffit auoir iouy par x. ans entre preſens, & xx. ans entre abſens auec titre & bonne foy, ſelon le Droict commun : auquel ſaccorde la Couſtume.

LODVNOIS Chap. 20. Art. 4. Et ſi aucun tient & poſſede à titre de bonne foy aucun heritage par luy acquis, par x. ans entre preſens, & par xx. ans entre abſens, & apres ledit temps aucun demandaſt rente hypothecaire ſur tel heritage à l'acquereur ou à ſes hoirs : laquelle rente fut creee & conſtituee parauant xxx. ans, l'acquereur ne luy en reſpondra, ſ'il ne luy plaiſt. Car il a preſcrit toutes rentes hypothecaires creés ſur la choſe achetee, ſoit auparauant xxx. ans &c. p. à l'Article 437. *d'Anjou.* Art. 7. Quand aucune perſonne a tenu & poſſedé à iuſte titre & de bonne foy aucuns heritages ou choſe immeuble entre preſens par x. ans & entre abſens par xx. ans : & par trente ans entre abſens ou preſens, à titre ou ſans titre, il ſe peut defendre de la Seigneurie deſdits heritages & biens immeubles contre toutes perſonnes, qui icelle Seigneurie voudroient auoir & demander : excepté contre l'Egliſe, où il eſt requis temps de xl. ans de poſſeſſion de ce qui eſt de l'ancienne domaine & dotation de l'Egliſe : & contre les mineurs où Preſcription auroit eſté encommencee durant leur minorité, & contre la femme eſtant en lieu de mariage des choſes de ſon heritage aliené conſtant ſon mariage par ſon mari & ſans le conſentement d'elle.

Preſcription de xl. ans contre l'Egliſe.

Preſcription en quel cas n'a point de lieu.

Preſcriptiõ n'a lieu contre mineurs ou femmes mariees.

POICTOV Tit. 12. Art. 372. L'acquereur de biens n immeubles à iuſte titre ayant poſſedé de bonne foy, paiſiblement par x. ans continuels entre preſens, & par xx. ans entre abſens, ſe peut defendre contre tous qui voudroient pretendre leſdits immeubles, ou ſur iceux demander rentes ou autres ſeruitutes. Et ſera creu de ſondit titre par ſerment, ſans †† autre exhibition. Ce qui ſ'entend contre aagez & non priuilegiez, & non contre l'Egliſe, mineurs & S. pour leurs droits S. Feodaux & cenſuels : ne † pareillement pour la premiere rente fonciere, où n'y auroit autre droict qui fut Seigneurial ou Feodal. Art. 373. Mais ſi le poſſeſſeur allegue titre de ſon predeceſſeur n'eſtant de ſon fait, n'eſt creu par ſerment : ains luy conuiendra informer de ſon titre. Art. 374. Pareillemẽt ſi l'acquereur alleguoit l'auoir acquis de celuy qui pretend la choſe, rente ou ſeruitute ſur icelle, & ledit pourſuiuant fit ſerment n'auoir aucun tranſport, ledit acquereur ne ſera creu par ſon ſerment de ſon titre d'acquiſition : ains faudra qu'il en informe, comme deſſus.

n Aucuns tiennent que l'Authent. malæ fidei C. de long. temp. præſcript. n'eſt practiquee au pays de Poictou.

†† *Ces mots, ſans autre exhibition, ont eſté adiouſtez pour interpretation ſeulement.*

† *Ces mots, ne pareillement, &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

Acquereur quand n'eſt creu de ſon titre par ſon ſerment ſans l'exhiber.

XAINCTONGE Tit. 13. Art. 111. Celuy qui a iouy d'aucuns biens immeubles auec titre & bonne foy, par x. ans entre preſens, & xx. ans entre abſens, il ſ'en peut defendre en iugement & dehors.

S. SEVER L. Tit. 7. Art. 2. Preſcription de x. ans entre preſens, & xx. ans entre abſens auec titre valable ou bonne foy continuee ſans interruption, eſt bonne & valable, & defend le poſſeſſeur.

BAR Tit. 13. Art. 189. Toutes choſes preſcriptibles ſe preſcriuent par celuy qui a titre & bonne foy par x. ans entre preſens. xx. ans entre abſens aagez & non priuilegiez : & ſans titre par xxx. ans.

SEDAN Tit. 16. Art. 308. Toute perſonne qui a iouy & poſſedé d'aucun heritage ou autre immeuble, paiſiblement, à iuſte titre & bonne foy, par luy, ſes predeceſſeurs ou ceux dont il a le droict & cauſe par x. ans continuels &c. p. *a Paris.* Art. 113. a par Preſcription acquis ledit heritage, & n'en peut eſtre inquieté. Art. 309. Si aucun a iouy & poſſedé d'aucun heritage à iuſte titre & bonne foy par luy, ſes predeceſſeurs, deſquels il a le droict & cauſe, franchement & ſans inquietation d'aucune rente ou hypotheque par x. ans continuels entre preſens &c. il a acquis preſcriptiõ d'icelle rẽte ou hypotheque. Ar. 312. Sõt reputez preſens ceux qui ſont demourãs dedãs x. lieues à l'ẽuirõ de la ſituatiõ de l'heritage:

Preſens.

Source : BIU Cujas

& ceux qui ſont demourans plus loing que de x. lieues, ſont reputez abſens. Art. 314. Des Preſcriptions de x. de xx. & de xxx. ans ſera deduit le temps de minorité, ſil y a mineurs: & le temps d'abſence neceſſaire, comme de priſon entre les mains des ennemis & autre legitime.

Abſens.

Preſcription de vingt ou xxx. ans en quels cas n'a lieu.

Art.117. PARIS.

En † matiere ° de Douaire la Preſcription commence à courir du iour du decés du mari, ſeulement entre aagez & non priuilegiez.

Preſcription en matiere de Douaire court du iour du decez du mari.

† *Ceſt Art.117. a eſté de nouuel adiouſté pour interpretation, pour l'aduenir & ſans preiudice du paſſé.*

o Ceſt Art. 117. peut prendre ſa raiſon de l'Art. 249. Tit. 11. mis cy deſſus, par lequel eſt porté que le Douaire couſtumier de la femme eſt le propre heritage des enfãs venans dudit mariage en telle maniere, que les pere & mere ne le peuuent vendre, engager n'hypothequer au preiudice deſdits enfans, vbi alienatio prohibita eſt, plerunque vſucapionem lex inhibet l. ſi fundum. 16. D. de fund. dot. l. 24. D. de vſurp. & vſuc. & in quibus caſibus valet alienatio, præſcriptio locum habere poteſt. Or il a eſté ſouuent iugé que les enfans, viuant leur pere, n'ont aucune action & que le Douaire eſt paternel & procede des biẽs du pere, qui eſt acquis aux enfans par la couſtume. Et que les enfans apres le decés de leur pere peuuent repeter le Douaire de leur mere encores que les biens euſſent eſté vendus par le pere, & qu'il y euſt meſmes adiudication par Decret, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt ſolemnel le 14 Aouſt 1577. & depuis le 10. Feurier 1590. en la v. chambre des Enqueſtes au rapport de Monſieur Bouin, comme Chopin recite liure 3. des Couſtumes d'Aniou. Tit. 5. Des Preſc. nombr. 6. & 7. Voyez Char. VII. les Reſp. 128.

p Vide l. 51. fundum 16. D. fund. dot. Maſuer. in Praxi. Tit. de Præſc. num. 5. & 6. l fin. C. de an except. Bartol. in l. 1. § hæc actio D ſi quis teſt. liber eſſe miſſus fuerit.

q Ceſte Couſtume eſt conforme au droit ciuil l. ſicut 3. C. de Præſcr. 30. vel 40. ann. & n'eſt requis en ceſte Preſcription de trente ans eſtre poſſeſſeur de

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 11. Art. 209. p. *à Paris.*

MANTE Chap. 9. Art. 112. Le Douaire, qui eſt propre aux enfans, ne peut eſtre preſcrit contre iceux enfans du viuant du pere: & ne commence icelle Preſcription à auoir cours, ſinon du iour que le pere eſt decedé.

CHALONS Tit. 8. Art. 47. Douaire ne ſe preſcrit, ſinon par xxx. ans entre maieurs.

AVVERGNE Chap. 17. Art. 5. les biens dotaux p ne ſe peuuent preſcrire par le temps & eſpace de xxx. ans *etiam* conſtant & pendant le mariage, ſi ce n'eſt que le mari ou ſes heritiers ne fuſſent ſoluables pour reſpondre à la negligence faite à la pourſuite deſdits biens.

Biens dotaux ſe preſcriuent ſeulement par trẽte ans: etiam conſtant le mariage.

Art.118. PARIS.

Si q aucun a iouy, vſé & poſſedé d'vn heritage ou †† rente ou autre choſe preſcriptible par l'eſpace de xxx. ans continuellement, tant par luy que par ſes predeceſſeurs, franchement, publiquement & ſans aucune inquietation: ſuppoſé qu'il ne face apparoir de titre: il a acquis Preſcription entre aagez & non priuilegiez.

Preſcription de xxx. ans continuels, encores qu'on ne face apparoir de titre, eſt bonne.

†† *A ceſt Art. 118. qui eſtoit le 68. du viel Couſtumier ont eſté adiouſtez ces mots*, ou rente ou autre choſe preſcriptible, *pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 11. Art. 210. p. *à Paris.*

MELVN Chap. 9. Art. 172. Quand † aucun a iouy & vſé de bonne foy d'aucun heritage ou autre droict reel cenſé & reputé immeuble par l'eſpace de xxx. ans, franchement continuellement & paiſiblement, tant par luy, que par ſes predeceſſeurs, ſans &c p. *à Paris.*

† *l'Art. 172. a eſté adiouſté cõme ancien & ayant eſté gardé de tout tẽps, ſelon la diſpoſition du droict.*

ESTAMPES Chap. 4. Art. 64. Quand aucun a iouy & vſé d'aucun heritage franchement, pleinement & publiquement tant par luy, que par ſes predeceſſeurs, par xxx. ans continuels, entre aagez & non priuilegiez, & ſans que l'on ait en iceluy heritage pretendu aucun droit de proprieté ou rente & fait inſtance pour raiſon d'iceluy, acquiert droict de Preſcription: ſuppoſé qu'il ne face apparoir de titre.

DOVRDAN Tit. 5. Art. 74. p. *à Paris* heritage par l'eſpace &c. priuilegiez, apres lequel temps de xxx. ans ne peut eſtre allegué contre luy, qu'il ſoit poſſeſſeur de male-foy.

MONT-FORT Chap. 4. Art. 63. p. *à Paris* d'aucun heritage par l'eſpace, &c.

MANTE Chap. 9. Art. 109. Quand †† aucun a iouy & poſſedé aucun heritage ou autre droit reel & r incorporel par l'eſpace de xxx. ans continuellement & paiſiblement tant par luy, que par ſes predeceſſeurs: ſuppoſé qu'il n'ait titre, il a acquis droict de Preſcription tant dudit heritage que de la rente, dont il pourroit eſtre chargé entre aagez & non priuilegiez: toutesfois l'hypotheque demourera, & ne ſera preſcripte que par xl. ans.

†† *Ce 109. Art. eſt de nouuel introduit en ce qui eſt parlé de l'hypotheque, qui ne ſe preſcrit que par xl. ans: Ce qui eſtoit auſſi obſerué par l'ancienne Couſtume.*

Hypotheque ne ſe preſcrit que par 40. ans.

SENLIS Tit. 9. Art. 190. Quiconques a iouy & poſſedé aucun heritage à titre ou ſans titre, tant par luy que par ſes predeceſſeurs franchement, ſans payer aucune rente ou autre charge reelle, par le temps & eſpace de xl. ans continuels & accomplis, il a acquis par Preſcription la franchiſe de ladite Rente ou charge reelle.

CLERMONT Tit. 7. Art. 70. p. *à Paris*, poſſedé aucun &c. contre aagez &c.

VALLOIS Tit. 9. Ar. 120. Quãd aucun a iouy &c. p. *à Paris*: d'aucũ heritage par &c.

Source : BIU Cujas

bonne foy, par ce que telle prescription est introduite en haine des paresseux & negligens leurs droicts & de droict, il se voit que le possesseur peut prescrire par trente ou quarante ans d.l. sicut & L. omnes C de præsc. 30. vel 40. ann. Ces trente ans doiuent estre complets & parfaicts. Car par le defaut d'vn seul iour la prescription est interrompue. L. in vsucapionibus 6. & 7. D. de vsurp. & vsucap. l. vsucapionibus 15. D. de iu. & temp. præsc. Vide Dec. cons. 18. vol. 1. & Iason. ad l. petens C. de pactis.

r Possessio vera non est, vt ait Festus, nisi de rebus quæ tangi possunt. Theophilus in Iust. Incorporalia non possidentur, sed quasi possidentur l. possideri 3. D. de adq. poss. Paulus. l. sequitur 4. §. si viam & l. 10. D de vsurp. & vsuc. l. 14. D. de seruitut. l. 27. 5. de seruit. vrban. At sine possessione vsucapio contingere non potest. l. 25, D. de vsucap.

s Voyez cy dessous l'Addition de ce Tit. vi. nomb. 1.

LAON Tit. 15. Art. 142. Celuy qui a iouy par xxx. ans paisiblement & sans inquietation d'aucuns heritages, cens ou rente, entre aagez & nonpriuilegiez, il a prescrit, encores qu'il n'ait titre contre tous ceux qui pourroient pretendre aucun droict audit heritage, soit de rente ou de proprieté : mais contre l'Eglise est requis le temps de xl. ans.

Prescription de 40. ans contre l'Eglise.

CHALONS Tit. 19. Art. 146. Quiconques à iouy par xxx. ans paisiblement d'aucuns heritages, &c. p. *a Laon.* prescrit lesdits heritages, Cens & rente, &c. *iusques a ce mot*, titre, *inclus.*

† *Cest Art. 381. est adiousté pour auoir esté omis.*

REIMS Tit. 15. Art. 381. † p. *a Mante.*

AMIENS Tit. 9. Art. 161. Et †† s'il iouist par xxx. ans paisiblement & de bonne foy entre aagez & non priuilegiez, il prescrit, encores qu'il n'ait titre: mais contre l'Eglise est requis le temps de xl. ans pour prescrire.

†† *Cest Art. 161. auec les Art. 160. 162. & 163. est mis au lieu du 3. Art. ancien.*

CHAVNY Tit. 12. Art. 63. Qui iouist paisiblement & sans inquietation d'aucun heritage, rente ou droict incorporel par xxx. ans entiers : entre aagez & non priuilegiez, presens ou absens, il prescrit, posé ores qu'il n'ait titre contre tous ceux, qui y voudroient pretendre droict après les xxx. ans : & n'a lieu ladite Coustume à l'encontre des mineurs & gens priuilegiez : pour ce que le temps de minorité n'y est comprins : & que l'Eglise est priuilegiee : par ce qu'il faut xl. ans pour prescrire contre icelle.

Prescription de xl. ans contre l'Eglise.

LILLE Tit. 6. Art. 72. Quiconque iouist & possesse paisiblement d'aucune chose ou droict corporel ou incorporel, ou en demeure quitte & paisible, à titre ou sans titre, le terme & espace de xxx. ans continuels entre presens & habiles, tel possesseur ou tenu quitte acquiert droit en la chose par luy possessee: en telle maniere que lesdits xxx. ans reuolus, l'on ne le peut en ce valablement inquieter.

Prescription de trente ans n'a lieu contre les mineurs, & gens priuilegiez.

LA Salle de Lille, Tit. 17. Art. 1. p. *a Lille.* Art. 72. incorporel, à titre, &c. ains & non moindre temps continuels, &c. habiles, il acquiert droict de la chose par luy possessee, & en est tenu vray Seigneur & heritier : en telle, &c. empescher ou inquieter. Art. 2. Quiconque est tenu paisible d'aucune debte, cherge ou redeuance par semblable terme & espace de trente ans & non moindre temps entre presens & habiles, il est & demeure quicte de telle debte, charge ou redeuance.

ARRAS Tit. 8. Art. 55. Quiconque iouist & possede ou demeure paisible d'aucun heritage, droict reel, personnel, corporel ou incorporel, paisiblement par l'espace de vingt ans continuels & ensuiuans l'vn l'autre : à title ou sans title, entre personnes aigees & non priuilegiees, entre absens trente ans, & contre l'Eglise quarante ans : tel possesseur acquiert le droict de la chose par Prescription : en telle façon qu'apres ledit temps expiré, aucun n'est receuable d'en faire poursuite, action & demande contre tel possesseur.

†† *Prescription de xl. ans contre l'Eglise.*

TOVRNAY Tit. 22. Art. 2. Quiconques a ioy & possessé à titre ou sans titre de rentes foncieres l'espace de xxx ans continuels, paisiblement, ne pourra apres ledit temps expiré, estre inquieté en la ioyssance & perception d'icelles rentes : mais pour icelles rentes ne pourront estre demandez arrerages que de trois ans & en dessous.

MONTARGIS Chap. 17. Art. 1. Quiconques iouist d'aucun heritage, rente ou droict incorporel & paisiblement par xxx. ans entiers & consecutifs entre personnes aagees & non priuilegiees, soit qu'il y aye titre ou non, il acquiert l'heritage, rente ou droict incorporel, ainsi par luy possedez : sauf le vendeur, l'obligé ou l'heritier: & n'aura doresnauant lieu Prescription moindre de xxx. ans. Art. 4. Quiconques. † &c. p. *audit Art.* 1. il acquiert & se faict Seigneur de l'heritage, rente ou droict incorporel, &c. vendeur de la rente obligee, ou l'heritier du vendeur & obligé qui l'acquiert par xl. ans. t

† *Ce 4. Art est pour les Seigneurs & habitans de Sancerre, &c. & autres terres &*

t Vide L. si obligata prædia. 19. C. de euict. l. 54. D. eod. tit.

ORLEANS Tit. 14. Art. 260. Prescription moindre de xxx. ans en heritages & choses immobiliaires n'a lieu entre personnes priuees par la Coustume.

Source : BIU Cujas

Seigneuries du pays & Duché de Berry, qui sont regies & gouuernees selon la Coustume de Lorris.

L.2.C.de reb.al.non al.l.cum notissimi 7.C.de præs.30.vel 40.ann.

Prescription de xl.ans pour le vendeur, obligé ou son heritier.

Art.261.p. *à Montargis.* Art.1.sauf le vendeur & obligé ou l'heritier du vendeur ou obligé qui l'acquiert,&c.

ANIOV Tit.18. Art.431. Celuy qui a tenu & possedé aucun heritage & chose immeuble à titre & sans titre par xxx.ans continuels, soit entre presens ou absens, a prescrit & acquis droict en la chose, & n'est besoin monstrer son titre: mais alleguer & prouuer seulement sa possession & prescription de xxx. ans entre seculiers ayans puissance d'agir: & pareillement contre gens d'Eglise, au regard des acquests faicts depuis xl.ans.

LE MAINE Tit.19. Art.446.p.*à Aniou.*

DVNOIS Chap.16. Art.85. Quiconques iouist d'aucun heritage,&c. p.*à Orleans.* Art.261. paisiblement & de bonne foy par xxx.&c. il est acquesteur, & est faict,&c. vendeur de la rente, l'obligé ou l'heritier,&c.

LA MARCHE Chap.13. Art.91. La Prescription de xxx.ans,*etiam*, sans titre,est suffisante pour acquerir la Seigneurie directe & vtile action & exception à l'encontre de celuy, contre qui on a prescrit & tous autres: tellement que par ladite Coustume tous droicts, actions & autres choses corporelles ou incorporelles, Cens, rentes & deuoirs quelconques prescriptibles se prescriuent,acquierent & perdent, *etiam*, sans titre par l'espace de xxx. ans continuels & accomplis contre les laiz: & de xl.ans contre l'Eglise. Et a ladite Prescription lieu seulement contre ceux, qui ont faculté de poursuiure leurs droicts & actions en iugement contradictoire: & tient lieu ladite Prescription de titre & droict constitué, & a vigueur de temps immemorial.

LABOVRT Tit.13. Art.1. Celuy qui possede aucune chose, soit de ligne ou de conqueſt par xxx.ans sans titre, a prescrit tellement qu'il ne peut estre aucunement inquieté pour raison d'icelle chose par xxx.ans possedee.

S. SEVER L. Tit.7. Art.1. Prescription de xxx.ans de biens immeubles sans titre, est bonne & valable, si elle est continuee sans interruption.

SEDAN Tit.16. Art.310. Et sans titre telle Prescription que dessus aura lieu par la possession & iouissance de xxx.ans continuels contre aagez & non priuilegez.

Art.119. PARIS.

Faculté de racheter rentes constituees à pris d'argent, ne se peut prescrire.

Faculté †† de racheter [u] rentes constituees à pris d'argent, ne se peut prescrire par quelque laps de temps que ce soit: ains sont telles rentes rachetables à tousiours, encores qu'il y ait cent ans.

Art.120. PARIS.

†† *Les Art. 119.120.& 121 ont esté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

La faculté donnee par contract, [x] de racheter heritage ou rente de bail d'heritage à tousiours, se prescrit par xxx. ans entre aagez & non priuilegiez.

Art.121. PARIS.

Faculté de racheter vn heritage à tousiours, se prescrit par xxx. ans: fors sur les maisons assises en la ville & faux-bourgs de Paris.

Ce que dessus n'a lieu és rentes de bail d'heritages sur maisons assises en la ville & faux-bourgs de Paris: lesquelles rentes sont à tousiours rachetables, si elles ne sont les premieres apres le Cens & fonds de terre.

Art.122. PARIS.

Rentes assises sur les maisons de la Ville &

Les † pitoyables de rentes en deniers, grains, ou autres especes sur vne maison de la ville de Paris & Faux-bourgs d'icelle, sont rache-

u Rentes constituees à pris d'argent, sont à tousiours rachetables par les Coustumes de France & Practique, tellement que l'on ne peut prescrire la faculté de les racheter pour le pris qu'elles ont esté cõstituees, où à raison de l'Ordonnance. Orl. Art. 268. Ceste faculté cõme descendant de la Loy, n'est aucunemẽt sujette à prescription. Du Moulin au Traicté des vsur. nomb. 194. & 195. Ferron. ad §. 11. Tit. de retr. La Coustume de Lille. Art. 77. oste la faculté de pouuoir racheter les rentes constituees, & le temps de cent ans, dont est faict mention en ceſt Art. 119. est reputé immemorial par

les Docteurs, mesmes par la Glosse du droict Canonique in cap. 1. De præscript. in 6. Vide Alex. cons. 170. lib. 7.

x Ces mots par Contract, se doiuent entendre, par contract de vente, constitution de rente ou bail d'heritage par lesquels on a stipulé de racheter à tousiours, & comme aucunes Coustumes portent, toutesfois & quantes. Rollandus à Valle. cons. 21. & 22. vol. 2. parle de ceste matiere. Faber ad l. competit. & l. cum notissimi C. de præsc. 30. vel 40. ann. Bald Consil. 322. lib. 1. Paul. castr. cons. 429. Angel. cons. 55. Bart. in l. nemo potest. De leg. 1. Masuer. Tit. de empt. & vendit. Du Moulin Traicté des vsur. q. 17. & 18. Boer. Dec. 182. nu. 5. Au reste la disposition portee par cest Art. 120. n'a point de lieu contre le Domaine du Roy, lequel est de sa nature non suiet à prescription, & ne se peut la faculté donnee à perpetuité prescrire par trente ans, selon l'Ordonnance du Roy François 1. 1539. mise au premier Tit du x. liure de la Conference & par ainsi ne profite au detenteur du Domaine du Roy aucune prescription, encores qu'elle fut centenaire.

faux-bourgs de Paris, sont à tousiours rachetables & sinon, &c.

Legs pitoiables de rentes sur lesdites maisons sont rachetables au denier vingt, & ne se peut le rachat prescrire, en faisant le remploy en autres rentes ou heritages.

* *Cest Art. 122. a esté aussi de nouuel adiousté. Pour le tiers Estat dict qu'il estoit bon d'adiouster audit Art. que les Legs mentionnez audit Article sur les maisons des villes de la Preuosté & vicomté de Paris sont rachetables, comme ceux qui sont sur les maisons de la Ville de Paris & faux-bourgs d'icelle. Ce que par les Ecclesiastiques a esté empesché, & dit que lesdits legs ne sont aucunement rachetables, ains doiuent estre perpetuellement payez & continuez, suiuant la volonté des defuncts, & ce qui a esté accordé pour la ville & faux-bourgs de Paris, a este fait en consequence de l'Ordonnance faicte pour le priuilege donné à ladite ville, pour l'entretenement & decoration d'icelle. Par les Nobles a esté dit qu'ils n'empeschoient le rachat estre generalement accordé pour toutes les Villes de ladicte Preuosté & Vicomté. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demourera en la forme qu'il est escrit.*

tables au y denier vingt, sans que le rachat se puisse prescrire, ores qu'il fut dit par le testateur non rachetable: en faisant toutesfois faire le remploy en autres heritages ou autres rentes.

y Les Prestations annuelles, soit qu'elles soient deues par contract ou testament se prescriuent par le tẽps. de trente ans. l. cum notissimi. §. fin. C. de præs. 30. vel 40. ann.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 11. Art. 211. p. à l'Art. 119. *de Paris.* Art. 212. Faculté donnee, &c. p. *a Paris.* Art. 120. racheter heritages à tousiours se prescrit, &c.

PERONNE Tit. 8. Art. 216. Faculté de rachapt se prescrit par xxx. ans si ce n'est pour rente constituee à pris d'argent: laquelle se peut racheter à tousiours.

NIVERNOIS Chap. 36 Art. 3. Faculté de racheter *totiens quotiens* se prescrit comme dessus.

LILLE Tit. 6. Art. 76. La faculté de racheter vne rente constituee à rachapt, ne autres facultez ne actions procedans d'icelles ne se peuuent prescrire.

ORLEANS Tit. 14. Art. 268. †† p. *à Paris* Art. 119. cent ans. Et se doit faire le rachat desdites rentes pour le pris porté par la constitution s'il en appert, sinon à la raison du denier douze. Art. 269. & 270. p. *a Paris.* Art. 120. & 121. assis en la ville & fauxbourgs d'Orleans: lesquelles rentes, &c. Art. 271. p. *a Paris.* Art. 122. en la ville d'Orleans & fauxbourgs d'icelle, &c.

†† *Les Art. 268. 269. 270 & 271. ont esté accordez & adioustez, sans preiudice du passé.*

NORMANDIE Chap. 20. Art. 509. La faculté donnee par contract de racheter vn heritage toutesfois & quantes, se prescript par xl. ans. Art. 510. Rente constituee à pris d'argent, en faueur de mariage par pere, mere ou frere pour estre dot, combien qu'elle soit rachetable: neant-moins la faculté de rachat se peut prescrire par la fille ou ses enfans par xl. ans. Mais si elle passe en autre main auant les xl. ans expirez, elle sera tousiours racquitable. Art. 511. Si la rente est creé pour fonds ou pour amendement de lottie, la condition du rachat se peut prescrire par xl. ans. Art. 516. p. *a Paris.* Art. 119.

BERRY Tit. 12. Art. 11. Ces mots, *Toutes & quantesfois, perpetuellement & a iamais*, apposez en faculté de rachat, n'empescheront qu'icelle faculté ne soit prescrite par le laps & espace de xxx. ans.

BOVRBONNOIS Chap. 3. Art. 20. p. *a Niuernois.* est prescriptible par le laps & espace de xxx. ans.

AVVERGNE Chap. 17. Art. 11. Faculté de rachat baillee, *totiens quotiens*, est esteinte par, &c. p. *a Bourb.*

LA MARCHE Chap. 13. Art. 94. p. *a Bourb. quotiens* †† baillee à aucun se perd & prescrit par, &c.

†† *Cest Art. 94. est accordé pour nouuelle Coustume.*

BRETAGNE Tit. 15. Art. 287. Les † conditions des graces & remeré accordees par ces mots, *Toutesfois & quantes, que le vendeur voudra*, se prescriuent par xxx. ans, à compter du iour de l'ottroy d'icelles, qui se verifiera par acte ou serment deferé à la partie seulement.

† *Cest Art. 287 est de nouuel adiousté.*

Art. 123. PARIS.

z Ces deux Arti-

Cens †† portant z directe Seigneurie est prescriptible par Sei-

Cens portãt

Source : BIU Cujas

directe Seigneurie se peut prescrire par vn Seigneur contre vn autre Seigneur, par trente ans entre Laiz, & quarante ans contre l'Eglise.

†† *Les Art.123. & 124. ont esté adioustez pour l'aduenir. Ausquels se sont opposez Maistre Thierry Caucho pour les Religieux, Abbé & Conuent de S. Denis en France, & soustenu comme dessus, que par Priuilege donné & octroyé à ladite Abbaye, on ne peut prescrire contre icelle, que par cent ans : comme aussi a faict M. Mathieu de Fontenay Aduocat pour l'Ordre de S. Iean de Hierusalem pretendant pareil priuilege. Auons ordonné qu'ils auront acte de leurs oppositions, pour sur icelles se pourueoir, ainsi qu'ils verront estre à faire.*

cles 123. & 124. monstrent en quels cas le Cens est prescriptible ou non. Le premier cas est que vn Seign. contre vn autre Seigneur peut bien prescrire le droict de Cens par trente ans entre

aagez & non priuilegiez : & par quarante ans contre l'Eglise : s'il n'y a titre ou recognoissance du Cens, ou que le detenteur ait acquis l'heritage à la charge du Cens, & comme nous auons dit au Titre premier des Fiefs, qu'vn tiers pouuoit prescrire contre vn autre Seigneur les droicts de directe Seigneurie : ainsi vn tiers peut contre vn Seigneur Censier prescrire le droict de Cens portant directe. Bald. in l. malè agitur C. de præsc. 30. vel 40. ann. Ioan. Gall. q. 16. DD. in cap. 1. De feod. sine culpa non amitt. Glossa in cap. 1 §. præterea. De capit. Conrard. Au second liure du grand Coustumier, est escrit que Cens & fonds de terre iamais ne se prescriuent.

gneur contre Seigneur : & se peut prescrire par trente ans contre aagez & non priuilegiez : & par xl. ans contre l'Eglise s'il n'y a titre ou recognoissance dudit Cens, ou que le detenteur ait acquis l'heritage à la charge du Cens.

Art.124. PARIS.

Cens est imprescriptible par le detenteur sinon pour la quotité & arrerages dudict Cens.

Le droict [a] de Cens ne se prescrit par le detenteur de l'heritage contre le S. Censier, encores qu'il y ait cent ans, quand il y a titre ancien ou recognoissance faicte du Cens. Mais se peut la quotité du Cens & arrerages prescrire par xxx. ans, entre maieurs, aagez & non priuilegiez.

[a] Prescription n'a point de lieu entre le S. Censier & son sujet redeuable de Censiue.

CONFERENCE.

† *Cest Art. 173. a esté mis au lieu du 14. Art. ancien estãt sous le mesme Titre.*

MELVN Chap. 9. Art. 173. Le † chef Cens qui est à dire le premier Cẽs, ne peut estre prescrit par quelque laps de temps que ce soit : mais peut bien estre prescrite tant la quotité dudit Cens, que les arrerages d'iceluy par trente ans.

Chef Cens ne se peut prescrire.

DOVRDAN Tit. 5. Art. 75. La tenure feodale de Cens, & ce qui est pour la recognoissance de Seigneurie, ne peut estre prescrit par le Vassal ou suiet contre le Seigneur : peut bien estre prescrite la quotité dudit Cens, arrerages d'iceluy, proufits Feodaux & Seigneuriaux. Art. 76. Pareillement peuuent estre prescrites les tenures feodales, Cens & autres droicts Seigneuriaux par vn tiers soy pretendant Seigneur, contre celuy auquel ils appartenoient.

MONT-FORT Chap 4. Art. 64. Entre le S Censier & celuy qui doit le Cens, Prescription n'a lieu, pour quelque laps de temps que ce soit : mais †† bien peut estre prescrite tant, &c. p. *a Melun, iusques a ce mot,* d'iceluy, *inclus.*

†† *Ces mots,* Mais bien, *&c. ont esté de nouuel adioustez.*

MANTE Chap. 9. Art. 110. p. *à Melun,* soit & fut de cent ans : mais † la quotité du chef Cens, ensemble les arrerages d'iceluy, se peuuent prescrire par trente ans.

† *Ces mots,* mais la quotité, *&c. ont esté de nouuel adioustez.*

SENLIS Tit. 9. Art. 191. Le droict Seigneurial de Censiue & fonds de terre ne se prescrit point : combien que les arrerages de ce, soient prescrits par trente ans.

REIMS Tit. 15. Art. 382. †† p. *a Mante.*

†† *Cest Art. 382. est de nouuel introduit.*

RIBEMONT Tit. 6. Art. 54. Le † S. Censuel qui a saisi l'heritage tenu de luy en Censiue ne prescrit l'heritage contre le detenteur qui puis apres apparoistroit : sinon qu'il en ait iouy par l'espace de trente ans : auquel cas il prescriroit.

Seigneur Cẽsuel par le moyen de la saisie Censuelle ne peut prescrire sinõ par xxx. ans.

PERONNE Tit. 8. Art. 217. Le Cens ne se peut prescrire par quelque temps que ce soit : mais la quotité d'iceluy & arrerages se peuuent prescrire par xxx. ans. Aussi se peut prescrire le surcens par ledit temps.

LILLE Tit. 6. Art. 78. L'on ne peut prescrire la totalité de rente Seigneuriale : mais seulement portion d'icelle, ou forme de payement.

† *Le 54. Art. est accordé par*

NIVERNOIS Chap. 5. Art. 22. Cens, lods, ventes & autres droicts appartenans au S. Censier sont prescriptibles par Prescription coustumiere, qui est de xxx. ans : sauf quant aux Eglises, contre lesquelles il faut que la Prescription soit de xl. ans. Chap. 36. Art. 2. Le S. vtil comme Censier, Bourdelier ou rentier qui

Source : BIU Cujas

manere de prouision pour l'aduenir & sans preiudice du passé, comme a esté dict sur les Articles 52. & 53. Titre des Censiues.

Rente Seigneuriale ne se peut prescrire pour le tout, ains pour portion.

Payement vniforme par le temps de trente ans continuels & consecutifs de partie de Cens ou redeuance, faict acquerir prescription du surplus.

b C'est à sçauoir de trente ans contre gens laiz, & de 40. ans contre l'Eglise & ces mots, à acquis liberté, s'entendent qu'il a acquis par prescription, liberationem reliqui, tellement que la quote du cens ou redeuance se peut prescrire, & ainsi ceste Coustume est cõforme à celle de Berri cy dessus. Tit. 12. Ar. 12. Auuergne chap. 17. Ar. 6. Sur lequel Arti. Du Moulin tient que cela à lieu quand le Censier à payé sous le nom du total, comme ne deuant plus grand cens: Secus, s'il a payé sous la mention de plus grand cens. l. aduersus. 5. c. de vsuris. Auquel cas le cens total est conserué.

à payé partie de la redeuance par luy deuë par payement vniforme, l'espace b dessusdit a acquis liberté du surplus d'icelle redeuance.

MONTARGIS Chap. 17. Art. 3. Droicts Censuels & autres droicts Seigneuriaux ne se peuuent prescrire *à toto*: mais bien *a tanto*. Et au regard des arrerages & profits de Fief, Censuels ou feodaux ne se prescriront que par xxx. ans.

ORLEANS Tit. 14 Art. 263. p. *à Montargis*, prescrire pour le tout: mais bien pour la quotité. Et au, &c. des profits, ils sont prescriptibles par xxx. ans.

TOVRS Tit. 19. Art. 209. Cens & rente fonciere se prescriuent par xxx. ans, & non par moindre temps.

RVE D'YNDRE Chap. 3. Art. 10. *A la fin*, lequel droict & deuoir de Cens ne peut estre prescrit par les tenanciers de la chose Censuelle, par quelque temps qu'ils soyent exemps de payer.

BERRI Tit. 12. Art. 3. *A la fin*: Et ce que dessus à lieu en heritages Censuels, esquels le Seigneur ne peut prescrire contre le Censier, ne le Censier contre le Seigneur aussi, par quelque laps de temps que ce soit. Art. 12. Le Censier ou rentier ayant vniformement payé portion du cens ou rente par l'espace de xxx ans continuellement, sans contradiction ou protestation au contraire du Seigneur, qui a receu ledit payement, prescript la liberté du demourant.

BOVR-BONNOIS Chap. 3. Art. 22. Cens portans directe Seigneurie, & autres deuoirs annuels, sont prescriptibles par l'espace de xxx. ans, contre gens laiz, & contre l'Eglise par l'espace de xl. ans, fors & excepté celuy qui aura recongnu, ou qui auroit esté condemné iceux payer. Car celuy qui les auroit recongnus, ou qui auroit esté condemné iceux payer, ne les peut prescrire de son temps. Mais son heritier qui n'auroit passé titre nouueau, pourroit commencer à prescrire & vser de ladicte Prescription de xxx. ou xl. ans. Art. 32. Si aucun vend ou transporte heritages ou choses immeubles tenus à cens, rente ou autre deuoir d'aucun Seigneur, & l'alienant paye au S. directe la charge de l'heritage ainsi vendu: en ce cas ne court Prescription dudict cens au profit de l'acquereur dudict heritage ou autre ayant de luy cause pour quelque laps de temps qu'il le possede.

AVVERGNE Chap. 17 Art. 6. p. *à Niuernois*. Art. 2. qui a seulement payé vne partie du cens vniforme & determiné l'espace de xxx. ans, il a prescrit l'autre partie du Cens par ladite Coustume.

LODVNOIS Chap. 20. Art. 3. p. *à Tours*, par moindre temps que de xxx. ans.

SOLE Tit. 28. Art. 3. Cens est impresciptible, & ne se prescrit par celuy qui le doit, par quelque laps de temps, qu'il aye cessé de payer: & parce le S. Censier peut tousiours demander & exiger son Cens ou Fief: aussi peut exiger & demander les arrerages dudict Cens ou Fief deux, des trois annees dernieres seulement. Art. 4. Et arrerages de Fiefs, Cens & deuoirs ne se peuuent demander ne recouurer par la Coustume: sinon des trois ans derniers passez seulement: sinon que des annees precedentes, y ait diligence suffisante.

Cens & rente fonciere se peuuent prescrire.

Droict de Cens imprescriptible.

Seig. ne peut prescrire contre son Censier nec è contra.

Portion du Cens ou rente non payee se prescrit par le Cẽsier ou rentier, par l'espace de trente ans, s'il n'y a contradiction ou protestation contraire.

Cens portãs directe & autres deuoirs annuels se prescriuent par trẽte ans entre gẽs Laiz, & par 40. ans contre l'Eglise: fors par celuy qui a recognu ou a esté condemné.

Celuy qui a recognu ou est condemné, ne peut prescrire.

Prescription du Cens en court tant que le Seigneur est payé par le vendeur.

Cens est imprescriptible.

Arrerages de Cens de trois annees.

Art. 125. *PARIS.*

c Les Medecins ont tousiours esté fort recommandez, tant par les lettres Sainctes que par les autheurs profanes: & pour leurs peines & vacations sont dignes de recompense. A ceste occasion Constantin in l. medicos. 6. C. de profess. & med. mercedes & salaria medicis, Grãmaticis & professoribus literarum & do-

Les c Medecins, Chirurgiens & Apoticaires doiuent intenter leurs actions dedans vn an: & apres ledit an, ne sont receuables.

Art. 126. *PARIS.*

Marchans, d gens de mestier, & autres vendeurs de marchandise & denrees en destail, comme Pasticiers, Cousturiers, Sellers, Bouchers, Bourreliers, Passemẽtiers, Mareschaux, Rotisseurs, Cuisiniers & autres semblables, ne peuuent faire actiõ apres les vi. mois passez, du iour de la deliurance de leur marchandise ou denree: sinon qu'il y eust arrest e de

compte

Fin de non receuoir contre les Medecins, Chirurgiens & Apoticaires, marchans, gens de mestier, & autres vendeurs de marchandise & denrees en detail & mercenaires.

† *Les 125.126.127.& 128. ont esté mis au lieu du dernier Art. de l'ancienne Coustume.*

ctoribus legum, red di iubet, quo faci lius liberalibus studiis & memoratis artibus multos instituant. Et

l'Empereur Valentinian in l. archiatri.9.C.eod.tit.Patimur medicos accipere quæ sani offerunt pro obsequiis, non ea quæ periclitantes pro salute promittunt. Tellement que le Medecin doit suiure ceste regle, qu'il ne doit rien exiger de son malade pendant sa maladie, & doit attendre la santé ou la mort. Ce que peu de Medecins gardent, & plusieurs soublient de faire paction auec le malade contre leur Serment Hippocratique.l.3.D.de variis & extraord.cogn. Ces salaires de Medecins & Apoticaires sont fort priuilegiez & preferez aux precedens creanciers: & marchent de mesme rang que les frais funeraires quand il est question de l'ordre de priorité ou posteriorité en faict de Criees, & ainsi fut iugé par Arrest du 19.Auril 1580. entre vn Apoticaire appellant du Preuost de Paris d'vne part, & autres creanciers intimez: par lequel il fut dit mal iugé, & ordonné par le Preuost de Paris, & les intimez condamnez és despens de la cause d'appel, & ledit Apoticaire mis au premier rang auec les obseques. Chopin liure 3 des Coustumes d'Anjou. Autre Arrest du 19. Auril 1586. pour vn Apoticaire de Paris, contre les Bouchiers, Tauerniers, Rotisseurs & Boulangers, & les heritiers d'vn defunct confirmatif de la Sentence du Preuost de Paris. A ce propos on peut voir l. in restituenda. 8. C. de petit. her. l. 8. D. de pign. act. Si par la Loy ils ne sont receuables à demander leurs salaires, sinon apres la mort ou la santé, pourquoy ne demoureront-ils priuilegiez. Par les Ordonnâces du Roy Charles v. Empereur 1540. il est ordonné que les Medecins & Apoticaires ne seront receus à faire demande ne poursuite de leurs salaires & vacations apres deux ans passez. Voyez le vii. des Responses de Charondas. Resp. 86.

d L'Ordonnance du Roy Louis xii. 1510. Art. 68. qu'aucuns cottent de l'an 1512. d'autant qu'elle fut publiee oudit an 1512. Laquelle est repetee par François I. 1539. pour Bretagne Art. 20. est conforme aucunement à ceste Article 126. Toutesfois l'Ordonnance est plus generale & les Articles de ceste Coustume de Paris sont en parties conformes, en partie differens pour le temps porté par icelle Coustume. Rebuffé sur ladite Ordonnance du Roy Louis xi. est d'opinion que les six mois limitez par icelle, doiuent estre comptez du iour de la derniere deliurance des denrees & marchandises vendues en detail: & que la premiere deliurance se doit rapporter à la derniere: & n'est le tout reputé que vne mesme deliurance. Ce qui semble estre contraire à l'Ordonnance qui le prend du iour qu'on à baillé ou liuré la premiere denree: & ceste Coustume de Paris Art. 126. parle du iour de la deliurance de la marchandise: & la Coustume de Calais. Art. 215. du iour de la premiere deliurance.

e Aucuns estiment qu'il est requis & necessaire que l'Arrest de compte soit par escrit. Mais les autres entendent, que l'Arrest de compte est bon & valable, soit verbal ou par escrit. Est la premiere opinion plus certaine: afin de retrancher les preuues qui se pourroient forger par faux tesmoins: & ce qui se peut colliger du 127. Art. de la Coustume de Paris, en ces mots, arrest de compte par escrit.

compte, sommation ou interpellation iudiciairement faicte, Cedule ou obligation.

Art. 127. *PARIS.*

Prescription de six mois.

Prescription d'vn an.

Drappiers, f Merciers, Espiciers, Orfeures & autres Marchans grossiers, Maçons, Charpentiers, Couureurs, Barbiers, g Seruiteurs, Laboureurs & autres Mercenaires, ne peuuent faire action ne demande de leur marchandise, salaire, & seruice apres vn an passé, à compter du iour de la deliurance de leur marchandise ou vacation: s'il n'y a Cedule, obligation, h arrest de compte par escrit, i ou interpellation iudiciaire.

f Cest Art. 127. est contraire à l'Art. 68. de Louis 12. 1510. pour le temps, & de François I. 1539. Art. 20.

g Cest Art. 127. de Paris pour les loyers & salaires des seruiteurs est conforme à l'Ordonnance du Roy Louis 12. 1510 Art. 67. & de François 1. 1539. Art. 19.

h Obligation passee sous Seel Royal ou autre authentique, ou Notaire Apostolic.

Art. 128. *PARIS.*

Tauerniers & Cabaretiers n'ont point d'action pour vin ou autre chose vendue en detail.

N'ont les k Tauerniers & Cabaretiers aucune action pour vin ou autre chose par eux vendue en detail par assiette en leurs maisons.

i Ces mots, Sommation ou interpellation iudiciairement faicte contenus en l'Art. 126 & en l'Ordonnance, Art. 68. sont diuersement interpretez. Aucuns estiment que ces deux mots sommation ou interpellation sont mis pour donner vne plus claire & facile intelligence de ce que l'Ordonnance vouloit dire. Rebuffe dit que l'interpellation est

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 11. Art. 215. 216. 217. & 218. p. *à Paris.* Art. 125. 126. 127. & 128. du iour de la premiere deliurance, &c. maisons aux habitans des lieux, où se tiennent lesdites Tauernes.

Prescription de deux ans contre les Marchans, &c.

MEAVX Chap. 10. Art. 64. Item sera obserué audit Bailliage qu'aucuns Marchans gens de mestier & autres vendans leurs denrees & marchandises à detail, Medecins, Chirurgiens, Barbiers, Orfeures, Apoticaires, Maçons, Laboureurs, Charpentiers, manouuriers, Seruiteurs & autres mercenaires demourans au Bailliage de Meaux & és anciens Ressorts d'iceluy, ne peuuent faire action, question, poursuite ou demande de leurs denrees & marchandises, seruices & salaires, apres ii. ans passez, lesdites denrees vendues & debitees à detail, ouurages, labours, salaires & seruices faits: fors & excepté celles qui auront esté & seront recongnues par obligation, Cedule, ou autre recognoissance legitime.

†† *Cest Art. 329. est introduit pour le bien & vtilité*

MELVN Chap. 32. Art. 329. Maistres de ieux †† de paulme ne peuuent prendre ne retenir gages, cedules, obligations ne breuets pour les estœufs & autres choses, qu'ils auront fournis en leurs ieux, aux mineurs de xx. ans, valets, ser-

Source : BIU Cujas

rinſe pour admonition, requiſition ou demande faicte hors iugement deuant Notaires & teſmoins, ou deuant deux teſmoins ſeulement : D'autant qu'és propoſitions diſionctiues il ſuffit que l'vne ſoit accomplie: & ſeroit le mot de ſommation iudiciaire, ſuperflu. Mais ceſt Art.126. dit tout au contraire, Sommation ou interpellation iudiciaire & plus à propos, afin que la ſommation ſ'entende quand elle eſt faicte hors iugement pardeuant Notaires & teſmoins, ou bien pardeuant teſmoins: Et faut interpreter ce mot, interpellation iudiciaire, pour adiournement faict pour interrompre la preſcription : & ainſi ne ſuffit la ſimple ſommation ou denonciation faicte hors iugement conformement au Droict commun. d. l. cùm notiſſimi. C. de præſc. 30. vel 40. an. L. alienam. 13. D. pro empt. Toutesfois il me ſemble que ces deux Ar. 126. & 127 ſont differés pour ces mots, Sommation ou interpellation. Car au 126. il vſe de ces mots, & le 127. faict mẽtion ſeulement d'interpellation iudiciaire ſans parler de ſommation.

k Ceſte Couſtume eſt treſſaincte & fort politique, afin de retrancher les debauches des ieunes hommes, enfans mineurs & autres gens oiſifs & mechaniques, qui par la frequentation des Cabarets & Tauernes demeurent oiſifs & faineants, & perdent le temps en ieux de dez & cartes & autres debauchemens, au grand preiudice de la republique, de leurs parens & autres gens de bien, auſquels ils appartiennent. Le Roy Henry troiſieſme 1577. par Ordonnance faicte à Blois au mois de Mars, fit inhibitions & defenſes à tous Hoſtelliers, Cabaretiers & Tauerniers de tenir ne permettre en leurs maiſons Barlans de ieux de Dez, cartes & autres debauchemens pour la ieuneſſe, n'enfans mineurs, n'autres gens debauchez, meſmes leur faire aucun credit pour ceſt effect : ſur peine de perdition de leur debte, ſans qu'il ſoit loiſible en faire aucune pourſuite : & declare les obligations, promeſſes ou Cedules faictes pour ce regard, nulles, & de nul effect & valeur. Et depuis par autre Ordonnance des Eſtats de Blois 1579. Art. 361. leur eſt inhibé & defendu de faire aucunes acquiſitions pour debtes & taille de deſpence de bouche faicte en leurs Tauernes & Cabarets, pour pain, vin & autres denrees par eux fournies : ſur peine de nullité des contracts, auec defenſes à tous Notaires de paſſer tels contracts : ſur peine d'amende arbitraire. Ie ne veux point oublier que par la meſme Ordonnance de l'an 1577. il eſt defendu à tous Rotiſſeurs, Cuiſiniers & autres manieres de gens qui ont accouſtumé d'aſſeoir & traicté la ieuneſſe & autres gens debauchez, à certains lieux & prix, de les receuoir à l'aduenir en leurs maiſons, n'y faire entretenir tel train, ſur peine de quatre cent liures Pariſis d'amende, applicable vn quart aux pauures, & l'autre quart aux denonciateurs, & le reſte és mains du Receueur du Domaine, & par corps.

publique, pour l'aduenir.

Maiſtres de Ieux de paume ne peuuent gager.

Maiſtres de Ieux de paume ne peuuẽt prendre gages, ny obligations ou brenets pour eſtœufs ou autres choſes par eux fournis, & n'ont action.

uiteurs, gens mechaniques & artiſans : & pour ces meſmes choſes n'ont contre telle maniere de gens aucune action.

ESTAMPES Chap. 13. Art. 156. † p. *à Melun*, valets de boutique, gens, &c.

† *Ceſt Art. 156. eſt nouuel pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

DOVRDAN Titre treizieſme. Article cent quarante huict. Tous Hoſtelliers, Cabaretiers, Tauerniers, Maiſtres de Ieux de paume & autres ayans maiſons publiques, ne doiuent receuoir en leurs Hoſtelleries, Cabarets, Tauernes & Ieux de paume, enfans de famille ou mineurs, leur adminiſtrer aucun boire & manger : ſur peine d'amende arbitraire. Et n'auront leſdits Hoſtelliers, &c. aucune action pour raiſon de ce qu'ils auront baillé, & aura eſté deſpencé pour les enfans de famille & mineurs, ſoit contre leſdits enfans, leur pere, mere, ou Tuteurs deſdits enfans, & ſi ne peuuent retenir les habillemẽs & autres meubles à eux appartenans pour gages.

Hoſtelliers Cabaretiers, Tauerniers & Maiſtres de ieux de paume, ne reçoiuent en leurs Hoſtelleries, &c. les enfans de famille ou mineurs, & leur adminiſtrer boire & manger: & n'ont aucune action contre leſdits enfans, leur pere, mere ou Tuteurs : & ne peuuent retenir leurs habillemens pour gages.

MONT-FORT Chapitre dixſeptieſme. Article cent octante ſix. Marchans, & cet. p. *à Meaux*, detail, Medecins, Chirurgiens, &c. Orfeures, Eſpiciers, Apoticaires, &c. ſeruiteurs, demourans au Bailliage & Comté de Montfort, ne peuuent, &c. queſtion ou demande, &c. ſalaires & ſeruices apres vn an paſſé, &c. * labeurs, &c. qui ſeroient recongnues par obligation ou autrement deuëment.

MANTE Chapitre dixſeptieſme. Article cent octante ſept. Toús †† vendeurs de denrees ou marchandiſes à detail, & cet. p. *à Mont-fort*, demourans audit Comté & Bailliage de Mante & Meullant ne pourront faire, &c. marchandiſes, loyers & ſalaires apres ſix mois paſſez d'icelles ventes, labeurs, ſeruices & ouurages faicts, ſinon qu'ils fuſſent, &c.

* Aliàs, *v. debitees & deliurees à detail &c.*

SENS Tit. 21. Art. 255. Peines de corps de manouuriers & gens de bras, ne peuuent eſtre demandees apres trois mois paſſez, qui ne prouue, creance ou promeſſe au contraire.

AVXERRE Titre ſixieſme. Article cent trente-neuf. Salaires de manouuriers & gens de bras, ne ſe peuuent demander apres † quinze iours paſſez, ſ'ils ne font apparoir de creance ou promeſſe de payer.

TROYES Titre vnzieſme. Article 200. Maçons, †† Charpentiers, Laboureurs, manouuriers & autres pretendans loyer, ne pourront doreſnauant faire action ou demande de leurs ſeruices ou loyers, apres deux ans paſſez : fors & excepté des loyers & ſeruices, qui ſeroient recongnues par l'obligation, recognoiſſance ou Cedule. Article 201. Marchans, gens de meſtier, Orfeures, Apoticaires & autres vendans leurs denrees & marchandiſes à detail, ne pourront doreſnauant faire action ne demande du pris de leurs denrees & marchandiſes, quatre ans apres leſdictes denrees & marchandiſes baillees & deliurees: ſinon que pour raiſon d'icelles, ils euſſent obligation, recognoiſſance ou Cedule : ou que les denrees & marchandiſes fuſſent baillees & deliurees par marchans à marchans, pour le faict, & entretenement de leurs marchandiſes.

†† *Ce cent octante ſeptieſme Article eſt de nouuel introduit.*

Preſcription de trois mois.

Source : BIU Cujas

Prescription de quinze iours.

† *Ces mot*, XV. iours, *ont esté mis au lieu de* huict iours, *qui estoient en l'Article huict vingt quatriesme Article ancien.*

Prescription de deux ans.

CHAVMONT Tit.10. Art.119. †† & 120 } p. *à Troyes.* Art.200. &
VITRY Tit.17. Art.147. † & 148. } 201.

REIMS Tit.16. Art.394 p. *a Mante.* és †† Cité, ville & faux-bourgs de Reims, & autres lieux regis, selon icelle ne pourront, &c. apres six mois passez. &c.

MONTARGIS Chap.17. Art.2. Homme loué à iournees ne peut faire queſtion ne demande de ſes iournees apres xl. iours : ſinon qu'il vueille dire & monſtrer, qu'on luy aye promis payer depuis les œuures faictes: & pareillement des iournees & louages de beſtes.

ORLEANS Tit. 14. Art. 264. Oeuures manuelles à iournees de bras, ne ſe peuuent demander apres xl. iours, ſinon qu'il y ait promeſſe de payer depuis les iournees & œuures faictes. Art.265. Deniers ou choſes deuës pour façons ou ventes d'ouurages labourables, façons de vignes, voitures & auſſi pour ſalaires de ſeruiteurs, nourritures & inſtructions d'enfans & autres menues denrees & marchandiſes ſe preſcriuent par † vn an: & apres ledit an paſſé, on ne peut valablement rien demander, ſinon qu'il y ait obligation, promeſſe ou action intentee. Neant-moins ſi celuy 1 qui ſe pretend creancier, veut du payement croire ſa partie par ſerment, elle ſera tenue preſter le ſerment. Et où elle ne voudroit iurer auoir payé: en ce cas ſera tenue payer, nonobſtant ladite Preſcription, en affermant par le demandeur. Art.266. Louage de cheuaux, bœufs & autres beſtes ne ſe peuuent demander apres ſix mois paſſez. Art.267. p. *a Paris.* Art. 128.

NORMANDIE Chap.20. Art.519. Marchans gens de meſtier & autres vendeurs de marchandiſe & denrees en detail, comme Boullengers, Paticiers, Couſturiers, Selliers, Bouchers, Bourreliers, Paſſementiers, Mareſchaux, Cuiſiniers, Rotiſſiers & autres ſemblables, ne peuuent faire aucune action apres les ſix mois paſſez, du iour de la premiere deliurance de leurs marchandiſes ou denrees: ſinon qu'il, &c. p. *a Paris.* Art.126. & interpellation, &c. Article 520. p. *a Paris.* Art.127. Barbiers, laboureurs, &c. ſalaires apres vn an, &c. Art.521. Les Tauerniers, Cabaretiers n'ont aucune, &c. p. *a Paris* Art.128. maiſons: ny pareillement les Maiſtres de ieux de Paume pour les eſtœufs qu'ils auront fournis eſdits ieux de paume. Art.522. Les Tauerniers eſtans ſur les ports & haures, qui fourniront la nourriture des compagnons, durant qu'on dreſſe l'equippage du nauire, auront action de ce qui aura eſté arreſté par le proprietaire Bourgeois ou Maiſtre de Nauire.

TOVRS Tit.19. Art.211. Si les Seruiteurs ne font queſtion & demande de leurs loyers & ſalaires à leurs maiſtres audedans de l'an & iour apres qu'ils ſeront hors de leurs ſeruices, ou qu'ils ayent fait bailler adiournement dedans ledit temps, ils n'y ſeront plus receus: ſinon que leurs Maiſtres leurs fuſſent obligez ou condemnez: pareillement les Maçons, Charpentiers, Vignerons, manouuriers, Couſturiers, Serruriers, Menuiſiers & autres vendans marchandiſes en detail, ne pourront faire demande de leurs iournees ne †† matieres, vi. mois apres l'ouurage faict: ſinon comme deſſus.

ANIOV Tit.21. Art. 508. Marchans, &c. p. *a Meaux.* queſtion ou demande de leurs, &c. par obligation ou cedule.

LE MAINE Tit.21. Art.503. p. *a Aniou.*

LODVNOIS Chap.20. Art.8. p. *a Tours*, receus en faire pourſuite & demande: ſinon, &c. Serruriers & autres de ſemblable condition qui ne, &c. de leurs iournees vi. mois, &c.

CHASTEAV-NEVF Chap.13. Art.97. Marchans, gens de meſtier, Hoſtelliers, Tauerniers & autres vendans, &c. p. *a Aniou.* Chirurgiens, Barbiers, &c. en la Baronnie de Chaſteau-neuf, fins & enclaues d'icelle, ne pourront, &c. de leurs denrees & marchandiſes, ſalaires & ſeruices apres † le temps de ſix mois: fors & excepté celles qui auroient eſté & ſeroient recognues par obligation ou cedule.

CHARTRES Chapitre treizieſme. Article octante deux. †† p. *a Aniou.* au Bailliage de Chartres, Perche-Gouet ne pourront, &c. apres deux ans paſſez, &c.

†† *Les Art. 119. & 120. ſont de nouuel adiouſtez pour l'aduenir.*

† *Ces Art. 147. & 148. ſont de nouuel introduits pour l'aduenir.*

†† *Ce 394. Art. eſt de nouuel introduit.*

Preſcription de quarante iours.

Preſcription d'vn an pour ouurages, menues denrees, & ſalaire de ſeruiteurs.

† *Ces mots*, par vn an, *ſont adiouſtez à ceſt Art. 265. qui eſtoit le 313. Art. ancien, pour auoir lieu à l'aduenir, & le ſurplus pour explication.*

Serment n'eſt pas defendu, encor qu'il ait preſcription.

†† *Ces mots*, ſix mois, *ont eſté mis au lieu de ces mots*, de l'an paſſé, *pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ceſt Art. deux cent ſoixante & ſept a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Maiſtres de ieux de paume n'ont action.

Tauerniers eſtans ſur les ports & haures pour la

1 Ceſte Couſtume d'Orleans en ceſt Article 265. eſt fort equitable, & celle de Sedan Article 315. Cãbray Titre 17. Article 7. La Preſcription d'vn an introduite par icelle pour les ouurages, menues denrees, façons de vignes & ſalaires de ſeruiteurs, n'empeſche point que le creancier ne puiſſe deferer le Serment au debteur qui eſt tenu le preſter: autrement il rapporteroit gain & profit de ſon dol & fraude contre toute diſpoſition de Droict. manifeſtæ turpitudinis & confeſſionis eſt nolle iurare, nec iuſiurandum referre L. manifeſtæ. 38. D. de iureiur. non tamen continuò habetur pro confeſſo, niſi condemnatio ſecuta ſit. l. eius 29. D. de iure fiſci. Mais le ſerment eſt requis & tient lieu de ſolution & payement. Iuſiurandum etiam loco ſolutionis cedit. L. 27. & 28. §. 1. D. de iureiurand. Autres Docteurs & Practiciens ſont d'aduis contraire, par la Loy in contractibus. 14. §. illo. C. de non num. pecun. comme i'ay monſtré au ſixieſme Liure de la Conference ſur l'Ordonnance du Roy Louys douzieſme,

Source : BIU Cujas

mil cinq cens & dix. Article soixante huict. Et la Coustume de Blois. Article 244. dict que le debteur proposant payement, le doit affermer.

nourriture des Compaignons Mariniers pendant qu'on dresse l'Equippage du Nauire, ont action.

Prescription d'vn an pour les loyers & salaires des Seruiteurs.

Prescription de six mois pour les iournees des maçons, marchandises & denrees vendues en detail.

†† *Ces mots*, ne matieres, *ont esté adioustez pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

† *Ces mots*, apres le temps de six mois, *sont de nouuel adioustez.*

†† *Cest Art.* 82. *est de nouuel introduit.*

DREVX Chapitre 14. Article 70. † p. *à Chartres*, au Comté de Dreux ne pourront, &c.

BLOIS Chap. 22. Art. 244. Manouuriers hommes de bras & toutes autres manieres de gens qui vont en besongne à iournee, si apres les xl. iours passez ils font demande de leurs loyers & salaires, à celuy, pour lequel ils auront besongné, & il propose payement, il sera creu par serment dudit payement apres les xl. iours.

BOVRBONNOIS Chapitre troisiesme. Art. treize. † Deniers & choses deuës, &c. p. *à Orleans.* Article 265. voitures, salaires & iournees d'Aduocats, m Procureurs & Sergens, de Seruiteurs, Chirurgiens, Barbiers, Orfeures, Maçons, Charpantiers & autres œuures, nourritures & instructions d'enfans, denrees & marchandises vendues en detail, par le menu, & par les parties, louages de cheuaux & autres bestes, se prescriuent, &c. ne se peuuent, &c. obligation, recognoissance ou action intentee iudiciairement dedans ledit an. Chap. 13. Art. 134. Le creancier Tauernier peut gager en sa maison celuy ou ceux qui y auront beu & mangé, s'ils refusent à payer.

CLERMONT EN AVVERGNE Art. 2. Tous Seruiteurs, Mercenaires sont tenus demander & faire diligence suffisante de faire recouurer leurs salaires dans vn an apres leur seruice finy : autrement ne sont receuables d'en faire question ne demande.

SEDAN Titre 16. Article 315. Pour denrees & marchandises vendues & deliurees en detail, & pour ouurages d'artisans, salaires & loyers de seruiteurs & mercenaires, parties d'Apoticaires, Tauerniers & Hosteliers, Boulengers, & autres, sera deniee toute action aux demandeurs & poursuiuans le payement des denrees, marchandises & salaires, apres six mois passez, du iour de la deliurance: sinon que le demandeur se vueille rapporter au serment du pretendu debteur adiourné. Auquel cas ledit adiourné sera tenu d'en dire, & sera creu par son simple serment, sans passer plus outre. Art. 316. Toutesfois ce que dessus aura lieu pour le regard desdites denrees & marchandises vendues & deliurees en detail, & autres choses dessusdictes, s'il n'y a obligation, cedule, compte, ou recognoissance iudiciaire : ausquels cas demourera l'action au creancier. Art. 317. Comme aussi pour le regard des denrees & marchandises vendues & deliurees, soit en gros ou en detail, de marchant à marchant, pour l'entretenement de leur estat & marchandise.

BAR Tit. 13. Art. 194. Deniers deuz pour ouurages, salaires de Seruiteurs & mercenaires, nourritures & instructions d'enfans, & marchandise vendue en detail, se prescriuent par an & iour : s'il n'y a Cedule, obligation, recognoissance ou action iudiciairement intentee durant ledit an & iour.

CAMBRAY Titre 17. Article 7. Marchans vendans denrees à detail, Medecins, Aduocats, Procureurs, Barbiers, Orfeures, Apoticaires, Maçons, Charpentiers, Manouuriers, Seruiteurs, Meschines & autres mercenaires, ne peuuent faire action de leurs denrees, seruices, & salaires apres trois ans : s'il n'y a Cedule, recognoissance ou obligation : ou que le demandeur se vueille attendre au serment du defendeur. Auquel cas ledit defendeur sera tenu soy purger par serment.

Voyez Bretagne, Titre 15. Article 292. cy dessous en l'Addition de ce Titre nombre 2.

m Par l'Ordonnance du Roy Charles 7. 1453. Art. 44. il est defendu aux Procureurs de faire poursuite de leurs salaires depuis vn an ou deux au plus. Ce qui a esté souuent iugé & confirmé par plusieurs Arrests : mesmes le 1. Feurier 1547. Comme aussi pour les Sergens la Cour des Aydes le 10. Iuillet 1584. ordonna le mesme, ainsi qu'auons noté sur ladite Ordonnance, liure second. Tit. 4.

† *Cest Art.* 70 *est de nouuel adiousté.*

† *Nous auons remonstré que ledict Article treiziesme deuoit estre rayé : par ce que par l'Ordonnance publiee en l'an mil cinq cens & douze, n'y auoit que six mois pour faire demande desdicts ouurages: ce neant-moins par ce present Article ils bailloient vn an. Et depuis que ladicte Ordonnance auoit temps suffisant, depuis lequel eussent peu introduire Coustume contraire à ladicte Ordonnance. Les Practiciens & gens des trois Estats, nous ont dict que ladicte Coustume estoit ancienne: & qu'il leur sembloit que le temps de six mois estoit trop bref : requerans que ledict temps d'vn an demourast. Surquoy auons ordonné que ferions mention en nostre Procés Verbal des remonstrances par nous faictes, & dire des trois Estats.*

Prescription pour denrees & marchandises vendues & deliurees de marchant à marchant.

Prescription d'an & iour pour ouurages, salaires de seruiteurs & mercenaires, &c.

Source : BIU Cujas

ADDITION SVR LE TIT. VI.
de Prescription.

I. *Prescription entre quelles personnes, ou en quelles choses a lieu ou non.*
II. *Prescription en quel temps à lieu.*
III. *Prescription comme se peut interrompre.*

I. ANIOV Tit. 18. Art. 425. Et si le pere ou mere ou autre parent roturier auoit à l'vn de ses enfans ou heritiers presomptifs fait quelque don ou transport ou autre contract, au preiudice des autres coheritiers presomptifs, posé que celuy au profit duquel le transport ou contract auroit esté faict, en iouist & le possedast durant la vie d'iceluy pere ou mere, ou durant qu'autoit fait tel transport, telle possession ne n vaut ne profite quant à la prescrire contre les autres frarescheux : mais commence la Prescription apres le decés de celuy, *de cuius successione quæritur.* Car les autres frarescheux ou coheritiers n'ont en faculté d'agir ne rien en quereller, durant la vie dudit predecesseur, qui pouuoit bailler & donner les fruicts & iouissances sa vie durant, à qui bon luy sembloit.

Prescription contre frarescheux ou coheritiers commence à courir du iour du decés du pere ou de la mere, quand ils ont faict don, transport ou contract à l'vn de leurs enfans au preiudice des autres. Et a seulement iour du decés de celuy, de la succession duquel est question.

LE MAINE Tit. 19. Art. 440. Et contre frarescheux ou autres commence ladicte Prescription, apres le decez d'iceluy, dont est question de la succession. Car les autres, & cetera. p. *a Aniou.* ou iouissances sa vie durant.

BAR Tit. 13. Art. 190. Si pere ou mere ou autre parent auoit fait contre la Coustume à l'vn de ses enfans ou heritiers quelque don, transport ou autre contract au preiudice des autres coheritiers, ores que l'heritier en eust iouy la vie durante desdits pere, mere ou parent : si est-ce qu'il ne pourroit prescrire contre ses coheritiers : ains commenceroit seulement la Prescription apres le decés de celuy qui auroit faict le transport.

LILLE Tit. 6. Art. 74. Prescription n'a lieu entre freres & sœurs, pour biens venans de pere ou de mere, n'est qu'il y ait partage ou autre titre valable.

Prescription de vingt ans n'a lieu entre freres & sœurs ny coheritiers.

CAMBRAY Tit. 17. Art. 3. Aussi ladicte Prescription coustumiere de xx ans n'a lieu entre freres & sœurs, coheritiers d'vne mesme succession : n'y contre lettres en ferme, si ce n'est auec iuste titre.

LA Salle de Lille, Tit. 17. Art. 5. p. *a Lille.* Art. 74. biens, Fiefs, maisons & heritages venans, &c.

Prescription de dix ans entre frarescheux ayant diuisé leurs biens communs sans rien passer par escrit

ANIOV Tit. 18. Art. 433. Si aucuns frarescheux diuisent ensemble l'heritage à eux escheu d'aucun leur parent, pere & mere, ou autres leurs predecesseurs, sans rien o passer par escrit, & tiennent chacun son lot à part, & à diuis par x. ans continuels : & l'vn ou plusieurs apres les x. ans demandast que les heritages fussent departis, il n'y sera ouy, s'il ne plaist aux autres : mais defendra chacun son lot qu'il aura tenu par le tenement de x. ans : qui ne pourra monstrer faict au contraire, & prouuer qu'ils eussent faict icelle diuision, non point par forme de partage final : mais seulement par prouision, en attendant partage & diuision, ou que telles autres pactions eussent esté faictes entre eux, ou apparut autre chose de faict, qui empeschast ladite Prescription. Art. 434. Frarescheux comme freres & autres coheritiers, qui sont successeurs en aucune succession, ne peuuent acquerir ne prescrire p le droict l'vn de l'autre en la fraresche & succession, par tenement, possession ou Prescription moindre que de xxx. ans, eu regard au temps d'icelle succession aduenue. Art. 443. Prescription de trente ans ne court point contre mineurs. Art. 457. Prescription q ne peut commencer son cours contre mineurs, furieux & insensez : fors en matiere de Retraict lignager.

Prescription entre freres & sœurs n'a lieu par moindre temps que de trente ans.

Prescription ne court contre mineurs furieux & insensez : fors en matiere de Retraict lignager.

LE MAINE Tit. 19. Art. 448. & 449. p. *a Aniou.* Art. 433. & 434. freres & autres coheritiers, &c. *iusques a ces mots*, trente ans, *inclus.* Art 454. Prescription †† ne, &c. p. *a Aniou.* Art 443. mineurs : mais viennent à saisine, & se peuuent dire & maintenir saisis dedás l'an qu'ils sont venus en aage, de tous leurs droicts, dont leur pere & mere, ayeul ou ayeulle & autres leurs predecesseurs e-

n Ceste Coustume depend de la regle commune, non valenti agere non currit præscriptio. d. l. 1. C. de ann. except. l. 1. C. de bonis mat. cap. auditis De præscript. Et combien que les enfans ayent esperance en la succession de leurs pere ou mere, si est-ce qu'ils ne s'en peuuent dire maistres & Seig. viuans leurs pere ou mere, & n'en peuuent disposer sans leur cõsentement comme il est noté ad l. fin. C. de pact. l. ex eo. c. de inut. stipul.

o Accurs. in l. 1. si maior. 4. c. comm. diuid & ibi Salicetus ont traicté ceste question. La presomption est que chacun des coheritiers ou freres ou sœurs prenans à part les fruicts de leurs parts & portions, qu'il y a partage & diuision. argumentum præbet. l. cum de in rem verso. D. de vsur. & l. 1. D. de aqua & aq pluu. arc. & l. ibique D. pro socio. La Diuision censetur quædam permutatio. l. cum pater. 77. §. hereditatem 18. De leg. 2 & vicem emptionis obtinet L. 1, C. comm vtr. iudic. l. 20. §. 3. D.

Source : BIU Cujas

fam. ercisc. Voyez la Coustume du Perche Tit.13.Art.214.

p L.sicut 3.l.omnes 4.l.si quis emptionis.8.C.de præscrip.30.vel 40.annor.l.hereditatis.C.de erc.pet.her.petitio hereditatis præscribitur 30.annis: rei vindicatio,longo tempore l.8.C.de iure de lib.l.pen.C.In quib.causis rest.in integ.non est nec.Vide Baldum Salicetum, Cynum ad l.licet.C.de iure de lib.

q Par la maxime commune,non valenti agere non currit præscriptio.DD.in cap.ex transmissa de præscript.cap. quia diuersitatem.De conc.præb.d.l.1.C.de ann.exc.l.vlt.§. finautem C. commu. de legat. 1. C. de bon. mat. & ibi Faber & Glossa in cap.cum liceat,& cap.auditis ext.de præscript.Bartol.in l.Senatus D.de offic.præs.La Prescription Coustumiere ou Conuentionnelle ne court contre les mineurs,si la Coustume ne le porte expressement,comme en matiere de Retraict lignagier.Et ainsi le 17.iour de Ianuier en Audience 1560.entre vne vefue appellante & vn mineur intimé: La vefue desaduouoit son Procureur de certain appointement.Or il estoit question d'vne tierce partie d'vne maison. Elle se disoit auoir la tierce partie en la maison paternelle du mineur,& pour ceste portion auoit transigé auec le pere du mineur postume à la somme de six vingt liures: & ne pouuant compter deniers, luy auroit constitué rente en forme d'eschange d'vn muid de bled payable par chacun an, à terme prefix, rachetable dans douze ans, & iceux expirez seroit ledit rachat estaint: le pere constituant meurt delaissant deux enfans: l'vn ayant quinze ans, & l'autre estant au ventre de la mere & ce dedans le temps des douze ans: & iceux expirez le postume obtient lettres pour estre releué de la prescription conuentionnelle expiree: & sur l'entherinement desquelles tant fut procedé, que le mineur auroit faict offres plus suffisantes à la vefue: neant moins persistant les parties, par vn brief delay & coracté, sont appointez en droict: Appel par la vefue: & disoit que le delay estoit trop brief & deuoit estre prolongé: & quant au fonds, que le mineur n'estoit receuable par la regle commune de Droict, præscriptio conuentionalis si fuerit cœpta à maiore, currit contra minorem. L. Æmilius 38 D.de minorib.L'intimé au contraire per l.filiusfam.§.in hac.D.de verb.obligat.qu'il deuoit estre receu à racheter.La Cour ayant aucunement esgard à la qualité des parties, mis & met l'appellation, & ce dont est appellé au neant sans amende & sans despens, & pour cause.Ordonne la Cour que le mineur payera la somme de vi.vingt liures dans vn mois pour toutes prefixions & delais: & ce faisant demourera ladite rente esteinte & amortie.

†† *Auons remonstré que le contenu en cest Art. 454.pourroit estre de grãde consequence: par ce que le pere d'vn mineur estoit mort saisi & vestu d'aucuns heritages, & qu'à l'heure de son decés & trespas ne fussent aagez que de deux ou trois ans: & pendãt le temps de leur minorité auroient possedé lesdits heritages l'espace de xiiii.ou xv. ans appartenans ausdits mineurs & dont leur pere estoit mort saisi: s'ils entendoient que lesdits mineurs venus en aage fussent receuables à intenter procés en matiere possessoire. A quoy ils ont respondu qu'ouy, & que telle estoit la Coustume du pays,& du contenu audit Art. ils en auoient tousiours iouy & vsé, & estoit escrit au Coustumier ancien dudit pays: disans que ledit Art.deuoit estre gardé & obserué.*

stoient saisis au temps de leur trespassement: pourueu qu'au temps de la succession aduenue desdits ayeul ou ayeulle, pere & mere,ou autres parens ils sont demourez mineurs. Art.465. † p. *à Anion.* Art.457. *iusques à ce mot,* Retraict, *inclus.*

GRAND PERCHE Tit.13. Art.214. Entre coheritiers & frareschеux Prescription n'a lieu, par quelque temps que ce soit, és choses entre eux communes & indiuisees: mais †† si lesdits coheritiers & frareschеux * auoient iouy à part & diuis de leurs parts & portions par l'espace de dix ans,sont reputez auoir faict partage, encores qu'il n'en ait rien par escrit. Et ne se pourront inquieter l'vn l'autre esdictes parts & portions ainsi par eux possedees.

NORMANDIE Chap.20. Art.515.Entre coheritiers la Prescription quadragenaire n'a point de lieu auant le partage: & ne peuuent les aisnez aussi peu que les puisnez se preualoir de ladicte Prescription, pour empescher l'action de partage.

BAR Tit.13. Art.191. Si aucuns heritiers diuisent ensemble l'heredité à eux escheuë de leurs parens, sans rien passer par escrit, & chacun tient son lot à part & diuis par dix ans continuels, on ne peut apres demãder nouueau partage.

BOVRBONNOIS Chap.3. Art.24. Quand aucune chose corporelle & diuisible est commune entre plusieurs mineurs ensemble, & l'vn d'iceux est maieur auant les autres,la Prescription commence a auoir lieu contre le maieur pour sa portion tant seulement,depuis qu'il est faict maieur.Et autre chose r est quant és choses incorporelles & non diuisibles, comme seruitutes & autres semblables, esquelles la minorité de l'vn des communs empesche que durant icelle, ne court Prescription à l'encontre s des mineurs. Art.26. Quand aucunes choses sont tenues & possedees en commun & par indiuis, l'on ne peut acquerir ne prescrire le droict l'vn de l'autre en petitoire ou possessoire, par quelque laps ou espace de temps que ce soit. Art.33. p. *au Maine.* Art.454. Le mineur c'est à sçauoir, contre le masle aiant xx.ans; & contre la femelle ayant xvi. ans. Combien que par cy deuant le masle aagé de xiiii.ans fut reputé d'aage parfaict, & la fille de xii. Et ledit temps de minorité est distraict de ladite Prescription, soit qu'elle soit commencee contre t le mineur ou autre son predecesseur maieur: toutesfois le temps & faculté de remeré ou de rachat par vertu de faculté de remeré court & a lieu contre les mineurs: sauf leur recours contre leurs Tuteurs.

LODVNOIS Chap.20. Art.7. *A la fin.* Contre lesquels mineurs & femme pendãt ledit tẽps ne court ladite Presc.Et est à entẽdre que là où ladicte Prescription auroit esté commencee contre les predecesseurs maieurs des mineurs,

† *Les gẽs d'Eglise ont protesté que le contenu en l'Art. 465 ne peut autremẽt preiudicier à ceux qui en l'aage de xiiii. ou xv. ans en faisant leur Profession, ne peussent donner de leurs meubles & immeubles à la Religion, requerans que ledit Art. fut remis à la Cour. Ce qui a esté fait pour la diuersité des opinions.*

†† *Ces mots,* Mais si lesdits, *&c. iusques à la fin ont esté de nouuel adiousstez pour auoir lieu à l'aduenir.*

* Alias, *frareschеurs.P.V.*

Prescription n'a point de lieu entre communs.

† *Cest Art. 33. est accordé de nouuel.*

Aage.

Prescription ne court contre les mineurs & femmes.

r La Prescription commencee contre les mineurs du iour qu'ils sont faicts majeurs, en choses corporelles & diuisibles: communes entre mineurs: Secus quand les choses sont incorporelles & non diuisibles. Car en ce cas dernier, la minorité empesche que la prescription ait lieu, tãt qu'il y a vn des communs mineurs. Et combien qu'en certains cas la prescrip puisse courir contre les mineurs *ipso iure*: si est ce qu'ils peuuent estre restituez contre icelle,

Source : BIU Cujas

Prescription commencee contre les predecesseurs maieurs se continue contre les mineurs.

in cap. constituimus. Extra de in integ. rest.

s L. si communē 10. D. Quemadm. seruit. amitt. Bald. cons. 83. lib. 3. Andr. Sicul Cons. 83 lib. 3. C. M. & Ioan. Pap.

t Quod commune est, ex parte meum est l. serui 5. D. de leg. 1. & ab omnibus possideri intelligitur l communis seruus a 2. D. de adq. vel om. poss. & ibi Paul. Castr. l. communi 30. D. comm diuid. nemo ex sociis plus sua parte alienare potest l. si socius 16. D de reb. cred. l. 67. §. si vnus D pro socio l. 1. §. 1 De succ. edicto l. 1. C. comm. diuid. l. 3. D. Qui pot in pign. hab. l. 46. D. de ritu nupt. l. 3. C. de communi rer. alienat. & ideò il peut donner sa portion in l. portionem 12. C. de donat. en dot ou mariage l. ante 16. C. de iure dot. Or en ce cas ainsi indiuis chacun ne possede dauantage que sa part & portion: à ceste cause il ne peut prescrire parce que la possession qu'il a, est limitee à la portion qui luy compete & appartient: & profite aux autres communs, comme la Coustume de Bordeaux le porte chap. 7. Art. 80.

v Par le droict la prescription commencee en la personne d'vn defunct, peut estre continuee contre vn mineur l. fin. C. in quibus causis rest. in integr. non est nec. & ibi Faber Æmylius. 38. D. de min. Or en ce cas le mineur doit obtenir lettres du Roy pour estre releué du temps qui a couru pendant sa minorité suiuant le chap. constitutus, extra De in integ. rest. Et ainsi Du Moulin entend ceste Article que le temps de minorité soit distraict ipso iure. Vide l. vn. C. Si aduers. vsucap. l. 3. C. de præsc. 30. vel 40. an. l. 48. D. de adq. rer. dom l. 45. D. de minor.

x C'est à sçauoir s'ils ont Tuteurs & s'ils sont soluables. Autrement les mineurs peuuent obtenir lettres de Restitution l. properandum 13. §. vlt. C. de iudic. Nou. 1. cap. 4. §. pupillis. Bret. Tit. 15. Art. 286.

& par ainsi la rendre esteinte & sans aucun effect valable Innoc.

qu'elle se continue valablement contre iceux mineurs.

Prescriptiō n'a lieu contre absens du pays, mineurs ou autres constituez en tutelle.

LILLE Tit. 6. Art. 73. On ne peut prescrire contre absens du pays, mineurs d'ans, ne ceux constituez en Tutelle ou Curatelle, durant leur absence, minorité ou le temps qui seroient en Tutelle ou Curatelle: mais dort ladite Prescription pendant ce temps. Mais cessans lesdites absences, Tutelle ou Curatelle, ladite Prescription, se parauant elle estoit commenchiee se continue y & peut parfaire. Art. 77. L'on ne peut prescrire la totalité de rente Seigneuriale: mais seulement portion d'icelle ou forme de payement.

y Vide l. 1. & l. 3. C. si maior factus al. factū fine decreto &c. l. cœptam. D. de vsucap.

Rente Seigneuriale ne se prescrit, ains portiō d'icelle ou forme de payement.

BORDEAVX Chap. 7. Art. 80. S'ils sont plusieurs freres, cousins germains, ou remuez de germain, aians leur bien en commun entre eux, & vn seul d'iceux tient & possede tous lesdits biens, les autres possedēt & sont censez posseder par le moyen de celuy qui tient & possede: & n'en peut alleguer possession ne Prescription contre celuy ou ceux qui ne tiennent.

Possesion d'vn des communs profite aux autres communs.

S. SEVER L. Tit. 7. Art. 3. Plusieurs freres ou descendans d'eux, aians les biens communs ensemble ne peuuent prescrire les vns contre les autres, en absence ou presence, si n'est qu'ils eussent diuisé les biens.

Prescription n'a lieu entre freres & sœurs, s'il n'y a partage.

BRETAGNE Tit. 15. Ar. 286. Les †† Prescriptions introduites & approuuees par la Coustume, ou accordees par les contracts & conuentions des parties commencees auec les maieurs courent contre absens pour quelque cause que ce soit, mineurs, insensez, furieux, prodigues, interdicts estans pourueus de Tuteurs ou Curateurs & autres administrateurs: fors & excepté la Prescription de x. ans pour dol, fraude, circonuention, crainte & violence pretendus aux contracts: laquelle Prescription ne courra contre lesdits mineurs & autres cy dessus nommez ny mesmes contre les maieurs, que du iour que lesdites causes de dol, force & craincte auront cessé.

Prescriptions commencees auec les maieurs courent contre absens, mineurs, incēsez, furieux prodigues & interdicts ayans Tuteurs, ou Curateurs ou autres administrateurs fors la prescription de x. ans pour dol, fraude, circonuētion, crainte & violence, pretendus és contracts

LALLEVE Tit. 1. Art. 2. Prescription n'a point de lieu &c. p. *a Lille.* Art. 73. & de mere, pour quelque iouyssance qu'il y ait: n'est que la possession fut en vertu de titre.

ORLEANS Tit. 14. Art. 262. Pendant le temps que le S. de fief exploicte l'heritage de son vassal redeuable de rente, qui ne seroit infeodee, Prescription n'a cours contre le creancier & Seigneur de ladite rente. Parce que le S. de fief n'est tenu, quand il exploicte l'heritage de son vassal, des rentes constituees ou crees, sur iceluy, qui ne sont infeodees.

†† Cest Art. 286. est de nouuel introduit.

ANIOV Tit. 18. Art. 445. Si † le mari durant le z mariage, aliene ou hypotheque chose immeuble de sa femme, sans le consentement & obligation d'elle, l'effect du contract tiendra le mariage durant tant seulement: mais apres le decés du mari, separation de biens ou dissolution de leur mariage, la femme ou ses hoirs s'ils ne sont portez heritiers du mari, viendront à son heritage. Car l'homme ne peut aliener a l'heritage de sa femme, sans son consentement. Et pource qu'elle n'a puissance n'auctorité constant le mariage, s'il ne vient du mari, qui est administrateur, apres son trespassement, elle peut retourner à son heritage par action, si pourueu n'y a esté autrement dedans l'an: & ne court le mariage durant aucune Prescription à l'encontre d'elle, quant à la proprieté.

Prescription pour dol, force ou crainte de quel iour commence à courir.

LE MAINE Tit. 19. Art. 457. p. *d Anion.* consentement †† d'elle, & si au temps de l'alienation, le mari ou sa femme estoient possesseurs, la femme ou ses he-

z L si fundum D. de fundo dot. par laquelle il se cognoist que le mari estant soluable est tenu enuers sa femme des dommages & interests Masuer. in Praxi. Tit. de præscrip. num 4. Vide l. in rebus dotalibus 30. C. de iure dot. nulla & iam dotis nomine præscriptio currit, ante quam agi possit l. cum notis-

Source : BIU Cujas

simi 7. §. C. de præscrip. 30. vel 40. an. d. l. 30. C. de iure dot. l. 43. D. eod. titulo. Boer. Dec. 328. La raison est donnee par aucuns, parce qu'elle n'a point d'auctorité sans son mari, qui faict les fruicts siens des biens dotaux. Secùs quand elle est separee de biens, ou qu'elle est curatrice de son mari. Car en ces cas la Prescription court du iour de la separation ou curatelle. Du Moulin sur la Coustume de Bourb.

a Voyez cy dessous le Tit. x. de Communauté de biens.

Prescription ne court contre la femme durant & constant le mariage pour la proprieté de ses heritages, vendus, alienez, ou hypothequez par son mary sans son consentement.

† *Notez que l'ancien Art. commençant par ces mots,* Et par semblable si aucune succession, &c. *tel que le 458. du Maine, a esté rayé & remis à Droict.*

†† *Selon le contenu au 454. & 457. a esté faict pareilles remonstrances que sur le 454. de la possession du mineur, & a esté aussi fait pareille response que dessus.*

ritiers &c. heritage & s'en pourront ensaisiner, dire & soustenir saisis dedans l'an de la mort du mari: si feront les enfans ou autres heritiers de la femme, dedans l'an de la mort d'elle, si elle meurt deuant son mari. Car &c. heritage: c'est à sçauoir par saisine & possession dedans l'an prochain ensuiuant ledit mariage dissolu: & apres ledit an par action &c. Art. 458. Et par semblable si aucune succession luy estoit escheuë mouuant de ligne & coste d'icelle femme, que le mari eust laissé passer sans la recueillir ou en intenter procés durant le mariage, icelle femme ou ses heritiers, apres la mort de son mari ou dissolution de son mariage, pourroient dedans l'an soy dire & porter saisis: & apres ledit an, s'ils la laissent sans soy ensaisiner ou intenter matiere possessoire, pourront demander son heritage: pourueu que ce soit dedans xxx. ans d'icelle succession aduenuë.

Succession de ligne & coste appartenant à la femme, se peut recueillir par la femme ou ses heritiers dedans l'an de la mort du mari ou dissolution du mariage.

Grand Perche Tit. 13. Art. 215. Si le mari a vendu l'heritage de sa femme sans son consentement, la Prescription ne doit courir contre elle pendant le mariage: mais commence à courir seulement du iour du decés de sondit mari: sinon que constant le mariage, elle fut separee de biens.

La Salle de Lille Tit. 17. Art. 4. L'on ne &c. p. *à Lille.* Art. 73. qu'ils sont &c. ains dort &c. durant ce &c. absence, minorité, Tutelle &c.

Prescription ne court contre la femme durant le mariage: ains seulemẽt du iour du decés du mari.

Berri Tit. 1. Art. 13. Et ne pourra au cas susdit, constant le mariage, courir Prescription contre celuy qui a obtenu iugement contre la femme, si n'est qu'il y eust separation de biens: ne pareillement à celuy qui a obtenu iugement b contre le fils de famille, tant qu'il sera en la puissance du pere. Tit. 12. Art. 16 Es biens propres ou conquests appartenans à la femme auant c le contract de mariage, ou qui luy sont venus pendant icelùy, & qui ne tombent en communauté, mais le mari en a l'administration & fait les fruicts siens, Prescription ne peut courir contre la femme pendant le mariage. Toutesfois s'il y a eu separation entre le mari & la femme, quant aux biens, du iour d'icelle la Prescription peut commencer à courir contre elle.

Prescription ne court contre la femme durant le mariage: n'y cõtre le fils de famille, estant en puissance de pere.

Bovrbonnois Chap. 3. Art. 27. Proprieté de biens dotaux immeubles ne se prescrit par vn tiers detenteur constant le mariage: autre chose est des arrerages & fruicts prouenans des biens dotaux & meubles qui se prescriuent par xxx. ans. Art. 28. Prescription ne court, durant le mariage, contre la femme de ses biens dotaux ou parafernaux alienez par son mari sans son consentement.

Prescriptiõ n'a lieu constant le mariage pour la proprieté de biens dotaux, par vn titre detenteur constant le mariage.

La Marche Chap. 13. Art. 93. Deniers & biens dotaux, dont le mari est negligent d de faire poursuite, pendant son mariage, se peuuent prescrire contre le mari: & la femme pour la negligence, peut auoir recours sur les heritiers de son mari ou ses biens. Mais si les biens du mari ne sont trouuez à l'heure du trespas suffisans pour soy recompenser, elle ou ses hoirs peuuent dedans trois ans apres le trespas de son mari auoir recours contre ceux qui tiennent ses biens, nonobstant le laps de temps encouru durant son mariage.

Arrerages de biens dotaux & meubles se prescriuent par trẽte ans.

Avxerre Tit. 8. Ar. 187. Le† tiers detenteur d'vn heritage chargé de rente, soit fonciere ou constituee à pris d'argeut ne peut prescrire la rente, tãt que l'obligé à la rente ou son heritier aura payé.

Prescription des biens paraphernaux ou dotaux n'a lieu durant le mariage.

Nivernois Chap. 36. Art. 6. Si aucun vend ou transporte heritages ou choses immeubles par luy tenuës à cens, rente ou autre deuoir d'aucun Seigneur, & tel alienant, apres ladite alienation continue le payement dudit deuoir & charge dudit heritage, ainsi vẽdu, en ce cas ne court Prescription dudit deuoir ou charge, au profit de l'acquereur ou autre ayãt de luy cause pour quelque laps de temps qu'il le possede, iusques à ce que ledit S. direct soit deuement informé de ladite alienation.

Prescription pour les biens dotaux si le mari est soluable, a

Berri Tit. 12. Art. 14. Le nouuel acquereur d'aucun heritage chargé de cens ou rente fonciere ne prescrit le cens ou rente à l'encontre du S. auquel il est

b Paul. de Castro ad l. 1. C. de bonis mat.

c Ceste Coustume Tit. 14. Art. 22. & 23. monstrent le mesme pour le retraict lignagier, quand l'achat est faict par l'vn des conioincts par mariage prochain du vendeur.

d La negligence du mari ne doit nuire ne preiudicier à la femme Vlp. l. si extraneus. 33. D. de iure dot. & ainsi ne doit la femme estre priuee de ses biens dotaux par la negligence de son mari. Interest rei publicæ mulieres suas dotes saluas habere l. 2. D. de iure dot. l. 1. Sol. matrimon. l. 18. D. de rebus auct. iud. poss. Interest reipublicæ & hanc solidum consequi, vt ætate permittente nubere possit vbi Cuiac. pro Solidũ, reponit suam dotem errore creato ex literis maiusculis S. D. M. temone superposito & hæ notæ vtrumque significant.

Source : BIU Cujas

lieu: & a la femme ſon recours contre ſon mari: & ſ'il n'eſt ſoluable, ont trois ans apres le treſpas recours contre les detenteurs: nonobſtant le temps qui a couru pendant le mariage.

Tiers detenteur ne peut preſcrire, tant que l'oblige ou l'heritier paye la rente.

† *Le 187. Art. eſt de nouuel introduit.*

Preſcription ne court pour cens, rente ou autre deuoir au profit de l'acquereur iuſques à ce que le Seigneur ſoit deuement informé de ladite alienation.

Nouuel acquereur ne peut preſcrire le cens ou rente, tant que le Seigneur eſt payé par l'ancien S. vtile: ſinon que le S. fut deuement aduerty de ladite alienation & poſſeſſion de l'acquereur.

deu, tant que ledit S. eſt payé de ſon cens où rente par l'ancien Seigneur vtile de l'heritage, qui a iceluy aliené: mais ſeulement commencera la Preſcription du iour que l'ancien Seigneur [e] vtile dudit heritage chargé de cens ou rente, qui aura iceluy aliené, aura ceſſé de faire & continuer le payement des cens ou rẽte: ſi n'eſt qu'au precedent le S. cenſier, euſt eſté deuement aduerti de ladite alienation & poſſeſſion de l'acquereur: auquel cas commencera la Preſcription de liberté, courir du temps de la ſcience [f] du Seigneur.

Rente fonciere & Seigneuriale impreſcriptible par le preneur ou aiant cauſe: mais la rente fonciere non Seigneuriale ne feodale ſe preſcrit par 40. ans.

GRAND PERCHE Tit. 13. Art. 212. Rente †† fonciere feodale & Seigneuriale ne ſe preſcrit par quelque temps que ce ſoit, par le preneur ou aiãt cauſe, en monſtrant par le S. le fonds par luy baillé & faiſant apparoir des lettres de bail. Art. 213. Mais rente fonciere non Seigneuriale ſe preſcrit par quarante ans.

LILLE Tit. 6. Art. 79. Preſcription n'a lieu pour emprinſe d'heritages circonuoiſins contigus & ioindans l'vn l'autre, pour quelque longue iouyſſance, n'eſt que entre leſdicts heritages y euſt bonnes, aſſens ou ſeparations notables.

BRETAGNE Tit. 15. Art 289. Quand † aucun Seigneur a accouſtumé leuer & vſer d'aucuns ſubſides en ſa Seigneurie, & qu'vn ou pluſieurs des demeurãs & eſtans entre les mettes dudit Seigneur & en ſa Seigneurie, pretendent exemption deſdites ſubſides, ils ſont tenus de prouuer le titre de leur exemption: ores qu'ils diroient que eux ne leurs predeceſſeurs ou autheurs, n'en auroient iamais payé aucune choſe. Art. 290. Et a faute de prouuer leur titre d'exemption, le S. en pourra vſer, comme ſur les autres hommes és lieux circonuoiſins: nonobſtant longue tenuë.

BOVRBONNOIS Chap. 3. Art. 29. Droict de taille [g] és iv. cas, de charrois & maneuures & de tailles perſonnelles ne ſe preſcriuent, ſinon depuis la contradiction: apres laquelle contradiction, la Preſcription commence. Art. 30. Arrerages † de tailles és quatre cas ſe preſcriuent par le laps & eſpace de dix ans. [h]

AVVERGNE Chap. 17. Art. 9. Le droict de taille en quatre deu au S. Iuſticier pour raiſon de la Haute Iuſtice, ne ſe peut preſcrire par aucun temps, à faute de iouyſſance ou preſtation: ſi ce n'eſt qu'il y euſt contradiction. Art. 10. Mais le profit des cas aduenus eſt preſcriptible par ledit laps de trente ans. Art. 15. Droit de tailles, charrois, coruees & maneuures deuz à merci & volonté n'eſt preſcriptible: ſinon qu'il y euſt contradiction. Art. 16. Mais au regard des tailles, charrois, coruees & maneuures certains, deuz ſur heritages, ſe preſcriuent par ledit laps de xxx. ans.

LA MARCHE Chap. 13. Art. 92. Celuy qui tient heritage en condition de ſeruitute ou de main-morte, peut bien preſcrire contre le Seigneur de qui il tient, les deuoirs de rente ordinaire: mais non pas les coruees, vinades, double d'Aouſt & autres droicts de ſeruitute: ſinon depuis le temps de contradiction. Auſſi ne peut le S. preſcrire l'heritage que ſon hõme tenãt en l'vn ou l'autre deſdites i cõditions, a delaiſſé ſans faire faire guerpine, en quelque temps que l'homme retourne, ſ'il veut payer les arrerages encourus, deduction faicte des fruicts: ſinon que depuis que l'homme eſt departi, le S. ait fait faire à ſon profit, par ſentence d'adiudication de tel heritage. Chap. 17. Art. 133. Leſdites Tailles ſont impreſcriptibles par l'homme franc ou tenant ſeruemẽt, au preiudice des Seigneurs: & pareillement la quotité d'icelles: ſinon que l'on preuue & face aparoir du contraire par exemption, limitation, abonnement ou †† Preſcription: laquelle ne commence ſinon du iour de la contradiction.

Ces deux Art. 212. & 213. ſont accordez au lieu d'vn ancien: lequel a eſté rapporté auoir eſté de tout temps vſité, practiqué & tenu pour Couſtume audit pays & Comté du Perche. Toutesfois a ſemblé dur & deſraiſonnable pour le regard de rente fonciere non Seigneuriale. A ceſte cauſe a eſté ledit Art. reformé pour ladite rente non Seigneuriale ainſi qu'il eſt contenu audit Art 213 Lequel aura lieu pour l'aduenir ſeulement.

† Ceſt Art. 289. & 290. cõprennent le 277 Art. ancien.

Exemption de ſubſides accouſtumez eſtre leuez en vne Seigneurie ſe doit prouuer par titre.

Droits de taille és quatre cas &c. ſont impreſcriptibles.

e Ou ſon heritier, quia idem ius eſt quod in defuncto Accurſ. in l. cum notiſſimi 7. §. cũ illud in verbo deceſſerit. C. de præſc. 30. vel 40. ann. & fingitur heres vna & eadem perſona cum defuncto. Du Moulin ad Art. 32. de la Couſtume de Bourbon. note que le nouuel acquereur ne peut preſcrire encores qu'il ait acheté l'heritage comme eſtant en franc Aleu. Ceſte couſtume adiouſte au droict commun dont eſt faict mention in l. Põponius 29. D. Quib. modis vſufr. amit que telle preſcriptiõ court ipſo iure & n'eſt requiſe pource faire aucune conſtitution vide l. nã ſatis. 6. §. ſi ego D. Qu. ſeru. ann. Si le nouuel acquereur a acquis le heritage à la charge du cens, comme il eſt porté par la couſtume de Paris Ar. 122. cy deſſus, en ce cas il ne peut aucunement preſcrire ores que l'ancien ſeigneur vtile, qui a vendu ou aliené l'heritage, n'euſt point payé: ains pourra tel nouuel acquereur eſtre contrainct par le S. à exhiber ſon titre d'acquiſition Berri tit. 6. Art. 25.

f L. fi. C. de duob. reis. l. cum ſcimus 22. C. de agricol. & ſanc.

g Ceſte Couſtume eſt conforme au droict. DD. in l. male agitur. C. de præſc. 30. vel 40. ann. ou ils tiennẽt que apres la contradictiõ la poſſeſsion du Seigneur eſt interrompue. in §. licet. verſic. quantocumque tempore ſteterit. Si de feudo defuncti fuer. contr. in vſib. feud. Bald in cap. 1. §. ſacramentum de conſ. recti feudi Guid. Pap. Dec. 316. Iaſon. Conſ. 81. li. 3. cõme a noté du Moulin ſur ceſt Ar. Vide Panor. in cap. ſignificantibus extr. de apel. & Felinum in ca. cum acceſsiſſent. extra de conſtit. Maſuer. in Praxi Tit. de præſcript. num. 19. Bart. in l. filiis C. de decur. lib. x. & l. cum ſcimus C. de agr. & cen-

Source : BIU Cujas

sit. Bald. & Salicet. in l. licet. C. de iure delib.

h C'est contre le droict commun qui veut qu'il y ait trente ans: par lequel les prestations annuelles deues se prescriuent par trente ans d. l. cum notissimi §. fin. C. de præsc. 30. vel 40. ann.

i Voyez le 172. de ceste coustume mis en la premiere partie Tit. 2. nomb. 6. p. 12. 6. lequel semble contraire à cest Art. 92. mais ces mots en quelque temps se doiuent limiter à trente ans. Comme nous auons monstré de la faculté de racheter totiens quotiens cy dessus sur le 119. Art. de Paris.

† *Auons remonstré que ceste Coustume estoit trop onereuse: & que quand le cas de Taille au quatre cas aduient, si les Seigneurs ne la demandent aux suiets dedans v. ou vi. ans, il est à presumer qu'ils ont volonté de donner ladite Taille à leurs suiets. Et sur ce les dessusdits ont tous d'vn commun accord reduit ladite Prescription de xxx. à dix ans.*

Arrerages ou profits de taille quand sont prescriptibles & par quel temps.

Deuoirs de rente ordinaire se prescriuent par vn tenant en condition de seruitude ou de main-morte.

Coruees, Vinades, Double d'Aoust & autres droicts de seruitude ne se prescriuent sinon du iour de la contradiction.

En quelque temps que l'homme de condition de seruitude ou main-morte retourne, il peut reprendre son heritage en payant les arrerages encourus: sinon qu'il y eust sentence d'adiudication.

Droicts de tailles imprescriptibles ensemble la quotité d'icelles: sinon qu'il en apparoisse du contraire.

†† *Ces mots,* ou prescription, *& c. sont de nouuel adioustez.*

TOVRS Tit. 12. Art. 107. Indemnité pour quelque tenement ne se prescrit sinon par temps immemorial, qui est de cent ans.

Indemnité ne se prescrit, sinõ par temps immemorial.

LODVNOIS Chap. 10. Art. 4. p. *à Tours.*

MENETOV Chap. 8. Art. 19. Droict de festage ne se prescrit en la ville & Banlieue.

Droict de Festage imprescriptible.

CAMBRAY Tit. 17. Art. 4. En matiere de Cherquemanage k il n'y a point de Prescription.

Cerquemanage.

LILLE Tit. 6. Art. 81. Vice l ou erreur de compte ne se peut prescrire ains se purge en tout temps.

Compte ou erreur de calcul se purge en tout temps.

LA SALLE DE LILLE Tit. 17. Art. 6. La faculté de racheter droict de mort-gaige, rentes constituees à rachat, ou de pouuoir apprehender droict de Quind & autres facultez ne se peuuent prescrire. Art. 7. Pour emprinses d'heritages circonuoisins & ioincts l'vn l'autre, Prescription n'a lieu, pour quelque ioyssance que l'on en ait eu: n'est qu'entre lesdits heritages y ait bonnes, assens ou separations notables. Art. 8. p. *à Lille* Art. 81.

Quelles choses ne se peuuẽt prescrire.

II. BAYONNE Tit. 13. Art. 3. Crediteur sans escriture publique mineur de xxv. ans, qui apres le decés de son debteur, ne vient dedans ix. iours m s'il est present, au lieu où son debteur est decedé, monstrer & declarer son debte aux heritiers ou biens tenans de son debteur. Art. 4. Où si le crediteur qui n'est present ne monstre ou declare son debte en la maniere que dessus, dedans ix. iours apres qu'il est reuenu, perd son debte.

Prescription de neuf iours contre les creãciers ne venans monstrer son debte.

BRETAGNE Tit. 15. Art. 292. Action d'endommagement de bestes, payement de Fouages, Tailles, Impost, Billots, & autres deniers d'octroy, Taux, Guets, Aydes & defaut d'auoir moulu à moulin, impositions extraordinaires, salaires, gages & loyers de seruiteurs, de marchandises baillees en detail à autres que marchans de semblable marchandise, seront prescriptes par an & iour que l'action compete: s'il n'y a cedule, ou obligation par escrit ou interruption.

Quelles choses se prescriuent par an & iour.

BOVRBONNOIS Chap 3. Art. 15. Si l'on n'agist pour iniures verbales dedans l'an qu'elles sont dites, l'on n'en peut apres n faire action & sont abolies.

Iniures verbales.

AVVERGNE Chap. 29. Art. 8. L'action d'iniures verbales est esteinte par an & iour: si ce n'est que la cause & action fut dedans l'an intentee. o

LA MARCHE Chap 27. Art. 334. p. *à Auuergne.*

SEDAN Tit. 16. Art 318. Toute action d'iniure verbale non contestee sera prescripte par iii. mois, à compter du iour qu'elle sera venuë à la cognoissance de celuy qui se pretend iniurié: & où il n'en auroit faict instance, qui fut demouree sans poursuitte, par pareil temps de trois mois, sera ladicte action perie.

Prescription de trois mois pour iniure verbale.

BRETAGNE Tit. 15. Art. 291. Tout tort fait, où eschet amende ciuile au Seigneur, est esteint par an & iour: s'il n'est poursuiui. Et n'est par laps de temps d'an & iour tollu l'interest ciuil de la partie offensee.

Prescriptiõ d'an & iour pour tort faict, s'il ne est poursuiui.

Interest ciuil n'est osté par an & iour.

ANIOV Tit. 17. Art. 415. En cause de Retraict p cogneu en iugement en absence de partie, prescription courra contre le demandeur, s'il ne faict diligence valable de prendre le Retraict dedans l'an apres ladite recognoissance: & en est le lignager forclos, & ne le peut plus auoir par Retraict ledit an passé: soit que ladite cognoissance luy ait esté fait à scauoir ou non.

En matiere de Retraict lignager, y a Prescri-

LE MAINE Tit. 18. Art. 427. p. *à Aniou.*

BERRI Tit. 12. Art. 15. Le † Fermier des exploicts q & amendes apres la

k Cerquemanage és Coustumes de Flandres & en la Somme Rural, se prend pour bornage: & mesmes à la fin du proces verbal de la Coustume de Peronne, où il faut lire, droict de Cerquemanage & bornage. Ce qui a lieu quand il y a contention & debat pour entreprinse d'heritages circonuoisins & contigus ou des chemins & riuieres. Ioan. Gall. q. 270. Voyez cy dessous le Tit. 93. de ceste seconde partie nõbre 11. & sont les Iurez & experts qui mettẽt les bournes ou bonnes, nommez Cerquemaneurs sermentez. Cambray Tit. 25. Art. 28. 31. Voyez cy dessous l'Addition du Titre ix. nombre 1. & 11.

l Ceste Coustume est conforme au droict commun l. vn. C. de error calculi l. pen. D. de adm. rer. ad ciu. l. 2. C. de re iud. l. 1. §. 1. D. Quæ sent. sine appell. resc. Paulus lib. v. sent. Tit. 5. Ratio calculi sæpius se patitur supputari: atque ideo potest quocunque tempore retractari, sinon longo tempore euanescat. Et c'est ce qui est porté par ceste coustume que erreur de calcul & compte se purge en tout temps, & comme on dit, à tout bon conte reuenir. Vide l. in

ption d'an apres la recognoissance du Retraict faicte en iugement.

Fermier des exploicts & amendes doit dans deux ans apres sa ferme finie faire poursuite de ses droicts: s'il n'y a sommation ou promesse.

† *Cest Article 15. est nouuel.*

sare exactionem creditorum, nec nisi post nouem dies à morte debitoris experiri eos posse cum heredibus.

n Iniuriarum actio annuo tempore præscripta est l. si non conuitii 5. C. de iniur. l. 17. §. 6. D. eod. tit. l. 14. §. 2. D. Quod metus causa gest. crit. La raison en est prompte: parce que telle action vient de la iurisdiction des preteurs. Or toutes actions & edits des preteurs se finissoient par an. Instare perp. & temp. act. Et s'il n'y a contestation en cause telle action ne passe point, à l'heritier de celuy qui a souffert l'iniure, ny ne compete contre l'heritier de celuy qui a faict ladite iniure. Vlp. in l. 13. l. 15. §. 14. D. de iniuriis l. 32. D. ad leg. falcid. l. 1 § 1. D. de priuat. del. l. 1. C. ex delict. defunct. l. vlt. C. de reuoc. donat. Telle action n'est dite estre entre nos biens. l. 18. D. de iniuriis. Notez si le faict est iniurieux, que l'action est perpetuelle. ex Tit. de perp. & temp. act. inst in prine.

o Ceste action per litis contestationem fit perpetua d. l. 18. D. de iniur. l. omnes 139. Est l. 164. D. de regul. iur. l. 26. & 28. D. de oblig §. 1. Inst. de perpet. & temp. act. l. vn. C. ex del. defunct.

p Voyez le Titre vii. de ceste Conference cy dessous.

q Ce qui est dict du Fermier des exploicts & amende, se doit aussi entendre du Seigneur Iusticier n'ayant donné sa terre ou Iustice à ferme. D'autant qu'il n'y a aucune diuersité de raison. Et par la coustume de Bourbonnois il y a trois ans. Bourb. Chap. 3. Art. 16. & 17. Vide Guidon. Pap. Dec. 359. Roll. à valle consil. 80. vol. 2. cap. statutum De elect. in Clem.

ferme finie, est tenu dedans deux ans faire poursuite & diligence de recouurer les amendes, defaux & autres droicts estans de sa ferme: & n'est receuable en sa demande apres lesdits deux ans passez: si n'est qu'il y eust sommation ou promesse dedans lesdits deux ans.

Prescription de trois ans.

Bovrbonnois Chap. 3. Art. 16. Deniers de †† collectes & impostz, clames, amendes, defaux & exploicts de Iustice se prescriuent par trois ans, s'il n'y a innouation. Art. 17. Emolumens † d'actes de Cour, defaux, grosses de sentences, & autres actes se prescriuét par trois ans: sinon qu'il y eust innouation ou proces intenté.

†† *Cest Ar. 16. est accordé de nouuel.*

Melvn Chap. 9. Art. 169. Quand aucun a iouy d'vn meuble publiquement, sans fraude, par l'espace de r trois ans continuels sans interruption & inquietation d'autruy, apres lesdits trois ans passez, nul ne peut pretendre & n'est receuable, à repeter ou demander tel meuble sur ledit possesseur.

† *Auons remonstré qu'il nous sembloit desraisonnable de contraindre les parties plaidans par deuãt vn Iuge, fut demandeur ou defendeur, deleuer les actes de la cause, si bon ne leur sembloit: mesmement que ils prenoiẽt plusieurs delais en la cause, dont les parties n'auoient que faire de les leuer. Et aussi trouuons estrange qu'apres que le Iuge auoit donné sa sentẽce, y eust appel ou non, que le Greffier contraignit les parties de les leuer. Et par ceux de l'Eglise, Nobles & Practiciens a esté dict que les iurisdictions estoient patrimoniales & qu'ainsi de tout temps & d'ancienneté auoit esté vse au dit pays de Bourbonnois. Et par*

Amiens Tit. 9. Art. 163. Meuble †† se prescrit par trois ans auec ſ bonne foy.

Peronne Tit. 8. Art. 214. Meubles s'acquierent & prescriuent par trois ans, par celuy qui iouyst d'iceux, en son nom à titre de bonne foy, entre gens aagez & non priuilegiez.

Aniov Tit. 18. Art. 419. Si aucun à bon titre possede publiquement & notoirement aucun meuble par iii. ans continuels, en la presence d'iceluy, qui pourroit pretendre y auoir droict, ou luy estant au pays tellement qu'il le puisse sçauoir & n'en puisse vray-semblablement pretendre cause d'ignorance, il acquiert le droict de la chose & s'en peut defendre contre tous ceux qui aucune chose y voudroient pretendre & demander. Art. 420. Et si ledit acquereur à titre ne l'auoit encores possedé par ledit temps de trois ans, si tel meuble est demandé ou vendiqué par adueu t ou autrement, il ne s'en peut defendre par ledit temps: mais où le demandeur fonderoit son intention, si le defendeur n'auoit autres defenses peremptoires ou n'eust tiré à garant & esté prins en garantage, il seroit excusé quant au crime s'il estoit poursuiui en matiere d'adueu & de denonciement, en prouuant & monstrant son titre de bonne foy. Car autrement il seroit suiet à punition, ciuile & corporelle, selon la matiere suiette. Art. 421. Celuy qui acquiert ou achete aucun meuble à titre iuste & de bonne foy & en prent la possession, si le vendeur doit à autruy aucune somme de deniers, il n'en peut estre poursuiuy par le crediteur comme detenteur de tel meuble obligé, puis qu'il est hors des mains du debteur. Car en telles matieres, meuble quand il est hors des mains de l'obligé ou de son heritier n'a point de suite. Autre chose seroit si le meuble estoit ia arresté par Iustice à la requeste dudit crediteur. Car il ne pourroit estre aliené en son preiudice. Et aussi s'il est arresté à la requeste d'vn tiers crediteur. Car vn autre seroit bien reçeu à opposition pour estre payé de sa debte sur tel meuble, & y estre preferé ou pour venir à contribution.

r Cecy est pris de la loy de Iustinian in l. 1. C. de vsucap. transformanda vsucapio hodie triennio perficitur iure veteri id est lege xii. Tabularum annorum mobilis vsucapiebatur. Tit Inst. de vsucap. Vlp. lib. Reg. Tit. 19. Aucuns ont estimé comme Accurse que Prescription estoit pour les immeubles & l'vsucapion pour les meubles seulemẽt. Ce qui se peut remarquer aux Pandectes & aux institutions ciuiles, nã vsucapionem rerum immobilium dici certo certius est. Iustinian monstre en ceste loy vn. C. de vsucap. transform. qu'elle difference il y auoit entre ces deux mots: & en vsons auiourd'huy indifferemment selon ce qui est par luy ordonné in d. l. vn.

ſ En la Prescription de trois ans pour les meubles, la bonne foy est requise. d. l. vn. C. de vsucap. transfor. l. bonæ fidei 48. §. 1. D. de adq. rer. dom. quod tamen Lateranense concilium non admittit cap. 41. Vide cap. si diligenti De præscript. & ibi DD. l. peri. C de euict.

t Adueu est interdictum vtrubi quod est de retinenda possessione rerum mobilium.

Source : BIU Cujas

les gens du tiers Eſtat a eſte requis que ledit Art.17. fut raye & reforme. A uoir ordonne que les gens du tiers Eſtat pourront eſcrire & produire tout ce que bon leur ſembleroit: & le Procureur de Madame la Ducheſſe, & les gens d'Egliſe & Nobles au contraire eſcriroient & produiroient tout ce que bon leur ſembleroit, pour en faire noſtre rapport à la Cour pour par icelle en ordonner, comme de raiſon.

† *L'Art.163. comme auſsi les 160.161. & 162. ont eſté mis au lieu du 3. de l'ancien Couſtumier.*

Nouuel acheteur de meubles n'eſt tenu comme detenteur d'iceux, ne peut eſtre pourſuiui, ſ'il eſt hors des mains de l'obligé: ſinon que le meuble fut ia arreſte à la requeſte du creancier.

LE MAINE Tit.19. Art.434. p. à *Aniou.* Art.419. iuſques à ce mot, *pretendre*, inclus. Art.435. p. à *Aniou.* Art.420. adueu ou denoncement &c. Art.436. p. à *Aniou.* Art.421. tel acquereur n'en peut eſtre &c.

BERRI Tit.12. Art.10. Preſcription triennale és choſes meubles, que l'on appelle ſelon le Droict vſucapion n'a lieu par la Couſtume du pays & Duché de Berri. u

BRETAGNE Tit.15. Art.384. Choſe† mobiliaire ſe preſcrit par l'eſpace de v. ans: ſ'il n'y a obligation, lettre ou promeſſe par eſcrit.

SEDAN Tit.16. Art.324. Vſucapion a lieu en meuble publiquement poſſedé par l'eſpace de trois ans continuels ſans fraude & ſans interruption, alienation ou inquietation d'autruy. Art.325. Toutesfois au regard des meubles vendus publiquemẽt en foires ou marchez, ne ſera requis plus d'vn an auec bonne foy, pour l'vſucapion: & apres ledit an paſſé, ne pourront eſtre vendiquez, encores qu'on les pretendiſt eſtre furtifs. Art.326. Et ſi c'eſt par auctorité de Iuſtice que leſdits meubles ayent eſté vendus au plus offrant & dernier encheriſſeur, des incontinẽt apres la deliurance ſeront acquis irreuocablement à l'acheteur d'iceux, ores que puis apres ils fuſſent pretendus furtifs. Auquel cas le proprietaire auquel auroient eſté les meubles furtiuement prins, les pourra r'auoir dans viii. du iour de la vente en rendant le pris: & ſauf ſon action contre qui il appartiendra.

TOVRS Tit.19. Art.208. Quand aucun acquiert domaine ou heritage, & ledit acquereur l'a tenu & poſſedé par v.ans continuels notoirement ſans interruption, iceluy acquereur ſe peut defendre par ledit tenement contre les acquereurs de †† rente conſtituee, dons & legs faicts depuis trente ans, & demeure exẽpt de la rente ou charge: ſinon que ledit domaine euſt eſté baillé à la charge de la x rente.

ANIOV Tit.18. Art.422. Si aucun acquiert aucuns heritages & choſes immeubles, & les tient & poſſede y par v.ans continuels paiſiblement à iuſte titre & de bonne foy, & ſans adiournemẽt d'interruption ou autre inquietation, tel acqueſt eſt exempt & deſchargé de toutes rentes, charges & hypotheques cõſtituees ſur l'heritage par ledit vendeur ou autre alienateur depuis xxx.ans, ſi n'eſtoit l'heritage baillé à rente à la charge dont eſt queſtion ou contre le S. de fief. Art. 423. Aucune diſtinction y a en ceſte matiere, ſi l'obligé auoit vendu ou autrement aliené de ſon heritage & immeuble, à ſon fils, fille ou autre ſon heritier preſomptif, les gens de ceſte cõdition ne ſe defendront par la poſſeſſion de v.ans ou autre moindre poſſeſſion, contre telles rentes ou hypotheques. Car il ſeroit veu le debteur de l'auoir fait pour defrauder les crediteurs. Et ſi auroient leſdits crediteurs iuſte cauſe d'ignorance puis que l'heritage ne ſeroit venu en la main d'eſtrãges perſonnes. Et pource ledit tenement de v.ans a lieu entre eſtranges perſonnes, & non entre l'obligé & ſon heritier. Art.424. Si aucun heritier preſumptif d'autruy, la vie durant d'iceluy, dont il eſt preſumptif heritier, tient aucuns de ſes heritages & choſes immeubles: en ce cas n'a aucune Preſcription, moindre que de xxx.ans cõtre ceux qui auroient droict de rentes ou charges. Car il eſt veu que par tollerance & pour amour naturelle, ſon predeceſſeur le luy a laiſſé tenir. Art.427. Si aucun a vendu à autre partie ſes heritages & choſes immeubles & ſoit obligé à les garantir, & apres vend autre partie de ſeſdits heritages & choſes immeubles, à autres perſonnes, le premier acquereur peut faire adiourner en demande de interruption en Cour capable: le dernier acquereur dedans les cinq ans apres ledict acqueſt faict & poſſeſſion de iceluy acqueſt prinſe: à fin qu'il ne ſe defende par tenement, que les choſes par luy acquiſes ne demeurent hypothequees & obligees à ſon garantiſſement, des choſes par le premier acquereur, & ne peut le dernier acquereur empeſcher ladicte interruption: & icelle cogneuë, il ſe pourra defendre par ledit tenement de cinq ans, que les choſes ne demeurent hypothequees & obligees audit garantiſſement. Art. 428. Acquereur contre acquereur de rente ou hypotheque preſcript par cinq ans continuels choſes acquiſes depuis trente ans: pourueu que tel acquereur ſoit perſonne eſtrange & non heritier preſomptif de

u Par ceſte Couſtume de Berri on peut inferer que meubles & immeubles ſe preſcriuent par trente ans: attendu que par la Couſtume il n'y a qu'vne ſeule Preſcription de trente ans Berri Ti.12. Art.1. mis cy deſſous.

x Voyez la Couſtume d'Aniou Art. 422.423. & 424. 427. 428. 429. 476. 477. 487. & 491. Le Maine Ar.417. 418.442.443.444 479 481. & 490. Du moulin demande Quid en partage. Telle rente eſt tenue pour fonciere: par ce que le fonds ou domaine eſt donné ou delaiſſé pour ceſte rente & à ceſte charge. Toutesfois il eſt veritable que ce n'eſt tout le fonds, mais faict ſeulement partie d'iceluy l. Celſus. D. de vſurp. Et d'autant que cela ſe faict des le commẽcement au bail & tradition du fonds, cela eſt ſuffiſant & eſt par ce moy en tout le fons & heritage hypothequé, & par conſequent eſt tenu & reputé pour rente fonciere. Autre choſe eſt quand vn autre heritage eſt obligé & hypothequé pour la ſeureté d'vne rente fonciere. Car en ce cas la Preſcription de v. ans a lieu par les couſtumes de Tours, Lodunois, Aniou & le Maine. C.M.

y Ceſte Preſcription eſt exorbitante contre le droict cõmun, & eſt couſtumiere, laquelle doit auoir lieu contre tous eſtrangers, ores

Vſucapion n'a point de lieu en Berri.

† *Ceſt Ar.284 corrige l'ancien Ar.272. Preſcription de v.ans pour choſes mobiliaires. Preſcription ou vſucapiõ de meubles par iii.ans. Vſucapion d'vn an pour meubles vendus en foires ou marchez. Meubles vẽdus par decret & auctorité de Iuſtice, apres la deliurance ſont à l'acheteur. Ores qu'ils fuſſent pretẽdus furtifs auquel cas on les peut r'auoir dãs huictaine en rẽdant le pris ſauf ſon action cõtre qui il appartiẽdra. Tenement de v. ans continuels cõtre acquereur de rente conſtituee, dõs & legs faits depuis trẽte ans: exempte de la rente.*

†† *Ces mots, conſtituee, dõs & legs faicts, ont eſté adouſtez pour plus grande explication du contenu en ceſt Art.208. qui eſtoit le premier Art. dudit titre en l'ancien couſtumier. Preſcription de v.ans au profit de l'acquereur, entre eſtrangers ſeulement, & nõ entre l'obligé & ſon heritier preſomptif. Preſcription de xxx.ans pour les heritiers preſomptifs contre ceux qui ont droict de rentes ou charges.*

Source : BIU Cujas

Interruption par tenement de v.ans comme ſe doit faire par le premier acquereur contre le dernier acquereur, ſi le vendeur eſt obligé au garantage.

Preſcriptiõ de v. ans pour acquereur contre acquereur.

En Preſcription de v. ans faut que la poſſeſſion ſoit publique & non clandeſtine.

qu'ils ſoient mineurs. Les Preſcriptions introduites par les Couſtumes courẽt contre les mineurs & tous autres, ainſi qu'il a eſté dict cy deſſus. DD. in d. cap. conſtitutus. De in integ. reſt. extra. Bald. in cap. cum non liceat. De privileg. Si ceux qui ſe veulent defendre par le tenement de v. ans, ſont fils, fille ou heritiers preſomptifs du vẽdeur, ils ne ſe peuuent preualoir du dit tenement de v. ans: parce que telle alienation eſt preſumee eſtre faicte en fraude l. 1. & 10. D. quæ in fraud. credit.

tif de l'obligé, & que ce ne ſoit la choſe baillee à la rente ou à la charge dont eſt queſtion ou contre le S. de fief. Art. 429. Et eſt à entendre qu'a ce que ledit acquereur ſe puiſſe defendre par ledit tenement & poſſeſſion de v. ans, il n'eſt requis qu'il ait poſſedé par ledit temps continuellement par poſſeſſion z publique & non clandeſtinement: mais conuient qu'elle ſoit telle que les autres acquereurs ou crediteurs vray-ſemblablement en aient ou peu auoir cognoiſſance. Et pource ſi celuy qui a vendu ou aliené, demeure fermier a ou detenteur des choſes apres ce qu'il a aliené iaçoit que ce ſoit au nom de l'acquereur: toutesfois telle poſſeſſion ne ſeroit ſuffiſante pour porter preiudice à autres tierces perſonnes: ſinon que dudit dernier contract leſdites tierces perſonnes euſſent eſté deuement acertenez. Auquel ladite Preſcription de v. ans auroit lieu.

LE MAINE Tit. 19. Art. 437. 438. 439. 442. 443. & 444. p. *à Anjou.* Art. 422. 423 424. 427. 428. & 429. acquereur preſcrit &c. és choſes &c. queſtion ou rente creée depuis xxx. ans ou contre le S. de fief, ou qu'iceluy acquereur ait eſté certifié en faiſant ledict contract &c. non clandeſtine &c.

LODVNOIS Chap. 20. Art. 1. Quand aucun poſſede & exploite aucun heritage reellement & actuellement par le temps de v. ans * à titre entre preſens & abſens, ſans eſtre interrupté audit tenement de v. ans, d'vne rente où deuoir creé depuis trente ans, il ſe peut defendre par ledit tenement contre tous * acquereurs de rentes ou hypotheques crees ſur iceluy: depuis trente ans: ſ'il n'eſt interrupté au dedans deſdits v. ans de ſon acqueſt ou enſaiſinement, ſinon qu'il euſt pris ledit heritage par luy poſſedé & exploicté, à la charge du deuoir ou que ce fut deuoir feodal ou de premiere baillee d'heritage faicte à iceluy ou autre dont il ait cauſe, ou que ce fut deuoir creé parauant trente ans & dont poſſeſſion en auroit eſté faicte parauant & depuis les trente ans. Article deuxieſme. Et eſt à entendre ledict tenement reel & actuel, quand le acquereur dudict heritage a tenu & exploicté ledict heritage par luy ou par autre, pour & au nom de luy, autre que le vendeur d'iceluy heritage: en maniere que l'on puiſſe cognoiſtre que la Seigneurie ou poſſeſſion dudict heritage ait mué main.

Preſcription de v. ans auec titre

** Aliàs, ô titre.*

** Aliàs, quereleurs.*

Arrerages de cens ſe preſcriuent par v. ans fors les cẽs deuz au Roy.

BERRI Tit. 12. Art. 8. Arrerages de b Cens ne ſe peuuent demander, ſi ce n'eſt pour les cinq dernieres annees. Et ſi l'on ceſſe par plus long temps d'en faire pourſuite, ceux qui ſont eſcheus au precedent les cinq dernieres annees ſont preſcripts: ſans toutesfois y comprendre les arrerages des cens du Roy.

Arrerages de rẽtes conſtituees à pris d'argent ſe preſcriuent par cinq ans.

BOVRBONNOIS Chap. 3. Art. 18. Arrerages de rentes conſtituees à prix d'argent, ſe preſcriuent par v. ans enſuiuant c l'ordonnance: & arrerages †† de cens & autres deuoirs portans directe Seigneurie, par x. ans.

†† Ces mots, & arrerages de cens, &c. ſont adiouſtez pour Couſtume nouuelle.

AVVERGNE Chap. 17. Art. 7. Les arrerages de cens ou rente annuels, ne ſe pourront doreſnauant demander que de trois ans derniers eſcheus: ſi ce n'eſt que des annees precedentes, il y euſt diligence ſuffiſante. Art. 8. Et auſſi en iuſtifiant de payement de trois annees, d par teſmoings ou acquits valables, poſé que leſdits trois ans fuſſent payez à vne fois, l'on demourera quitte de tous les arrerages precedens, ſans autrement en iuſtifier. Art. 15. Celuy qui acquiert e du Roy ou autre Seigneur Iuſticier la choſe à luy adiugee par Mortaille ou confiſcation, il peut retenir la choſe acquiſe apres les v. ans paſſez, ſans y pouuoir eſtre plus inquieté.

Arrerages de cens ſe preſcriuent par trois ans: ſinõ que des annees precedentes on euſt fait diligence ſuffiſante.

BAR Tit. 13. Art. 192. p. *à Bourbonnois.* ne ſe peuuent demander plus de cinq annees, ſ'il n'y a compte, ſentence, conuention ou interpellation iudiciaire au contraire.

Suiet redeuable de cens iuſtifiãt du payement de trois années par teſmoins ou acquits valables, eſt deſchargé des precedentes.

BRETAGNE Tit. 15. Art. 288. Action † de crime eſt eſteinte f tant pour l'intereſt public que ciuil par v. ans, prouuant l'accuſé ſon bon nom: ſ'il n'y auoit plainte faicte & information ſur icelle. Auquel cas y aura x. ans.

z La poſſeſſion clandeſtine eſt reprouuee de Droict & Couſtume, non ratio obtinẽdæ poſſeſſionis, ſed origo nanciſcendæ exquirendæ eſt. l. clam poſſideres 6. & l. 13. §. 1. D. de adq. poſſeſſ. Bartol. in l. fin. C. Vnde vi.

a Autre choſe eſt ſ'il ne demeure fermier ou poſſeſſeur. Comme ſi l'acquereur ſe faict premieremẽt faire bail à neuf ans, & le lendemain il achete, & par apres il iouiſt de la choſe ſous ſon nom propre, le temps de retraict court incontinent. Que ſ'il eſt porté par le contract qu'il ſ'eſt conſtitué fermier ou adcenſeur, à fin de empeſcher l'effect du Retraict, cela ne ſert aucunement pour le laps de tẽps qui pourroit courir: mais ſeulement donne ſuiet de diſputer de la fraude. C. M.

b Cuiac. ad lib. 2. feu. tit. vlt. Arrerages reliqua vocat. ὑπόστεγα vbi huius conſuetudinis mentionem facit. Par ceſte meſme couſtume Tit. 8. Art. 17. La Douairiere ne peut demander que les arrerages de cinq annees immediatement precedens. Par les ordonnãces de France de Louis 12. 1510 Art. 71. & François 1. 1539. pour Bretagne Art. 17. & 18. Les arrerages de rentes conſtituees, qu'on appelle volantes & hypotheques, ne ſe peuuent demander que de cinq ans.

c Il faut entendre l'ordõnãce du Roy Louis xii. cy deſſus cotté 1510 Art. 71.

d L. quicumque C. de apoch. publ. & ibi Bartolus & Iaſon ad l. petens C. de pact. comme nous auons monſtré cy deſſus au Tit. 2. des cenſiues.

e Vide l. omnes l. bene à Zenone C. de quad. præſc.

f Omnia ferè crimina viginti annorum exceptione excluduntur. l. querela falſi 12. C. ad leg. Corn. de falſis l. 2. §. 1. l. 3. & 4

D.de requir.vel abſ.damn.cap.cum venerabilis extra de except.l 1.§.pen.& vlt.D.de iure fiſci l.in omnibus D.de diuerſ.& temp præſc.Ceſte Couſtume de Bretagne eſt conforme au droict pour la preſcription de v.ans par lequel en certains crimes telle Preſcription eſt introduite & a lieu comme en crime d'adultere,quod quinquennio continuo extinguitur l.1.§. accuſationem D.ad Trebell.l.miles § adulterii & l.mariti 29.§.6.& 7 & l.31.D ad leg.Iul.de adult.l.5 &28.C.eod.tit.Sic crimen peculatus quinquennio extinguitur l.peculatus 7.D.ad leg.Iul.pecul.& in accuſatione contra S.C.Sillanianum,apertarum tabularum eius qui à familia occiſus eſſe dicitur l.in cognitione 13.D.ad S.C.Sillan.Sueton.in Domit.cap.9.Reos qui ante quinquennium proximum apud ærarium pependiſſent,vniuerſos diſcrimine liberauit nec repeti niſi intra annũ. L'Anglæus Ordinemeſt.lib.12 cap.1.& Argentré ſur ceſte Conſtume explique ceſt Article. Cuiac.lib.de præſcript.cap.24. & 29.& lib.4.Ob.cap 14.& lib.10.leg.Viſigoth.l.3.omnes cauſas ſiue bonas,ſiue malas aut etiam criminales,quæ intra triginta annos definitæ non fuerint,nullo modo repeti poſſe.

quits valables, demoure quitte de tous les arrerages precedens.

Acquereur de choſe adiugée par mortaille ou confiſcation, apres les v. ans ne peut eſtre inquieté.

Arrerages de rentes conſtituees à pris d'argent ſe preſcriuent par v.ans.

Preſcription de cinq ou dix ans en action criminelle.

† *Ceſt Art.288.amplifie & reforme le 274.Art.ancien Godet pour le S.de la Val a requis qu'il fut dit par Couſtume que l'action de crime ne ſe preſcrira que par xx.ans ſuiuant la diſpoſition du droict ciuil. Auons neantmoins ordonné par l'aduis des Eſtats,que la Preſcription qui eſt introduite par l'ancienne Couſtume ſeroit gardee.*

BAYONNE Tit.13.Art.5 Si aucun habitant de ladite Ville & Cité, qui a baſti,planté vigne ou verger ou autrement peuplé au fonds d'autruy, maieur de xxv.ans preſent & ſachant le Seigneur du fonds & non contrediſant, tient & poſſede la choſe baſtie ou autrement peuplee,par l'eſpace de vii. ans continuels & conſecutifs, ſans eſtre inquieté en iugement par le S. du fonds, ne peut apres ledit temps eſtre inquieté,obſtant exception de Preſcription. Art. 6. Et ſi durant ledit temps de vii.ans veut pourſuiure ſon droit,faut auant toute ouure qu'il paye ou offre payer en iugement ou deuant Notaires & teſmoins les loyaux decouſtemens.

Preſcription de vii. ans continuels pour celui qui a baſti,plãté vigne ou verger ou autremẽt peuplé au fonds d'autrui maieur de xxv.ans preſent & ſachant le S.du fonds & non cõtrediſant & ſi durant les vii. ans veut pourſuiure ſon droit,quelles offres il doit faire

LILLE Tit.6.Art.82. Tous marcqs de rente ſe preſcriuent par le terme de neuf ans.

Preſcription de neuf ans.

ANIOV Tit.18.Art 432. Action de reſciſſion g de contract, de ſupplement pour deception d'outre moitié de iuſte pris en matiere d'heritage & choſes immeubles dure iuſques à trente ans. Art.441. L'acqueſt, don ou laigs tenu auec ſon fief,domaine ou meſtairie par dix ans, eſt reputé & cenſé des appartenances dudict Fief, domaine ou meſtairie : & non de la nature dudit Fief, domaine ou meſtairie. Car l'vn peut eſtre hommage, & l'autre non. Art. 453. Exemptions contre ſeruitudes perſonnelles ſ'acquierent par Preſcription de dix ans h continuels ſans titre : mais pour acquerir leſdites ſeruitudes par tenement de dix ans,eſt titre neceſſaire. Tit.21. Art. 503. L'acquereur ſe peut defendre par tenement de dix ans,contre toutes hypotheques creées parauant trente ans: & contre celles qui ſeront creées depuis trente ans,il ſuffit à l'acquereur auoir eu tenement de cinq ans ſans interruption:excepté contre la rente deuë à cauſe de l'heritage baillé à la rente,ou contre le S.de fief,où il eſt requis tenement de xxx. ans pour preſcrire.

Action de reſciſſion de contracts,de ſupplement pour deceptiõ d'outre moitie de iuſte pris, dure iuſques à 30.ans.

Acqueſts ou legs tenu auec vn fief, domaine ou meſtairie par x.ans eſt reputé des appartenances du fief, domaine ou meſtairie.

Exemptions cõtre ſeruitudes perſonnelles ſ'acquierent par x. ans.

LE MAINE Tit.19.Art.447.p.à l'Art.432.*d'Aniou.* Art.452.p.*à Aniou.* Art.441.iuſques à ces mots, *& non de la nature*, &c. Tit. 21. Art.499.p.*à Aniou.* Art.503.

BOVRBONNOIS Chap.3.Art.19. Actions † de reſciſſions i de contracts par deception d'outre moitié du iuſte pris,ou d'autres contrats quelconques fondez ſur dol,fraude,circonuention,crainte ou violence,ſe preſcriuent par le laps& eſpace de x ans continuels,à compter du iour que leſdits contracts ont eſté faicts entre maieurs & capables enſuiuant l'ordonnance.

Preſcription de dix ans contre toutes hypotheques creés parauant 30. ans:& de v. ans contre celles creées depuis xxx.ans: & de xxx. ans contre la rente deue à cauſe de l'heritage baillé à rente ou cõtre le S.de fief.

† *Auons remonſtré aux Eſtats que ceſt Art.19.*

BRETAGNE Tit.15.Art.297. Les †† Reſciſſions de contracts, diſtraits k faicts auec maieurs fondez ſur deception d'outre moitié de iuſte pris, ſe preſcriront par le laps de x.ans,à compter du iour deſdits contracts,diſtraicts & autres actes:& courra la Preſcription ainſi commencee contre toutes perſonnes, meſmes contre les mineurs & autres pourueus de Curateurs : ſauf leur recours,comme deſſus eſt dict.

BAYONNE Tit.13.Art.1.Celuy qui comme vray S.à tenu &poſſedé aucune choſe immeuble,preſent,ſachant & non cõtrediſant, celuy à qui la choſe eſt obligee qui eſt maieur de xxv.ans & vn iour, par ledit temps à preſcrit la choſe tant contre le S.que contre le crediteur. Art.2. Si n'eſt que fut le debteur principal ou ſon heritier:auquel cas droict l commun eſt gardé.

MELVN Chap.9.Art.174. L'action perſonnelle m ſe preſcrit par trente ans:& l'hypothecaire par xl.ans.

MANTE Chap.9.Art.111. Toute action &c.p.*à Melun.*ans. Mais †† quant à l'hypothecaire ne ſe preſcrit que par &c.

g Aucuns eſtiment que les Couſtumes de Anioũ & du Maine ſont corrigees par l'ordonnance du Roy Louis 12.1510. Art.40. & renouuellee par Frãçois 1 1515. Chap.8.Ar. 30 comme eſtant ladite ordonnance poſterieure. Ce qui n'eſt point, car les Couſtumes ne parlent ſeulement que des heritages, & par ainſi elles ſont plus ſpeciales Mais quand à l'ordonnance elle eſt peu raiſonnable & equitable, & eſtoit le droict commun plus plein de iuſtice & equité, lequel les trois Eſtats de ces Prouinces ſe ſont voulu conſeruer nommément & ſpecialement, comme il leur eſtoit loiſible par le Roy : & meſmes permis par lettres patentes homologuees en la Cour de Parlement pour la redaction deſdites Couſtumes & n'eſt poinct faicte mention de ceſte Couſtume ſpeciale & particuliere ſelon la doctrine de Bartole in l.3 § Diuus Adrianus. D de edicto diu. Ad.toll. C M Les Couſtumes de Bourbonnois Chap.3. Art.1 & de Bretagne ſe ſont cõformees à l'ordonnace.

deuoit eſtre raye, parce que par l'ord.publiee en l'an 1512. y auoit eſté pourueu & parce ne le falloit introduire pour Couſtu-

Source : BIU Cujas

me. Surquoy les trois Estats nous ont requis que ledit Art. demourast à ce que ceux dudit pays en eussent cognoissance. Surquoy auons ordonné veu leur requeste vniforme, que ledit Art. demoureroit par prouision: & que neantmoins ferions mention desdites remonstrances en nostre proces verbal pour en ordonner comme de raison.

†† *Cest Art.297. amplifie & reforme l'Art.283. ancien.*

Prescription de dix ans pour rescision de contracts par deception d'outre moitié de iuste prix, ou autres contracts fondez sur dol &c.

Prescription de xxv. ans pour chose immeuble, contre presens, sachans & non contredisans: sinon que ce fut le debteur principal ou son heritier.

Action personnelle se prescrit par 30. ans, & l'hypothecaire par 40. ans.

† *Cest Art.174. a esté de nouuel adiousté comme ancien & ayant esté gardé de tout temps, selon la disposition du droict comman.*

†† *Ces mots suiuans,* mais bien *&c. ont esté adiousté pour plus grande intelligence.*

Et n'est suiuie l'opinion de du Moulin par aucuns du pays qui estiment doctement que l'Ordonnance corrige les coustumes estãt generale, & parlant nommement des Coustumiers. Chopin & Argentré ne sont de l'aduis de du Moulin. Ces coustumes du Maine & Anjou sont conformes au droict commun in l. in maiorum & l. fin. C. de temp. in integ. rest. Accurs. in l. ex contractibus C. ex quibus causis maior. l. 3. C. quod met. causa & DD. in d. l. 2. C. de resc. vendit. par lequel il est certain que les rescissions durent trente ans en y venant par action.

h Voyez le Tit. 2. des Seruit. person. nombre 4. & ce qui a esté noté sur les Coustumes de Vitry & Chalons.

i Accursius in l. ex contractibus C. ex quibus caus. maio. l. 1 & 2. & l. si dolo de resc. vend. cap. cum dilecti extra de emp. & vend. cap. 1. De rest in integ. in 6. & DD. in l. si quis cum aliter. De verb. oblig. Clem. l. eod. tit. Bar. Sal. & Bald. in l. vl. C. de temp. in integ. rest. traite ceste question. Au reste cest Art. entend l'ordon. cy dessus alleguee du Roy Louis 12. 1510. Ar. 40.

k Ce mot, distraicts, est compris dans l'ordonnance du Roy Louys 12. 1510. sous lequel mot sont comprises les acquits, quictances ou liberations que font les mineurs estans paruenus à maiorité, & les donnent à leurs Tuteurs, Curateurs ou autres qui ont manié leurs biẽs. Ces quittãces ainsi donnees generalement par lesdits mineurs faits maieurs, doiuent contenir par le menu la mise & despence particulierement, & faire mettre au pied du compte les quittances: selon la doctrine de Bartole & de Ioan de Platea in l. Comperimus. C. de nauicul. Autrement elles ne sont valables, & peuuent estre rescindees dans les x ans encores qu'il y ait serment donné entre les mains du Notaire de ne venir contre lesdites quittances, comme aussi si vn tiers promettoit de le faire ratifier estant le mineur paruenu en aage de vingt cinq ans. Et doit en tous cas le Notaire faire mention expresse, comme le compte a esté ouy, clos & arresté tant en mise que recepte: pour faire que telles quittances soient estimees bonnes & valables. Iason. Consil. 219. lib. 2. & Anchar. Cons. 330. Au reste sous ce mot sont encores comprises toutes renonciations, repudiations, reuocations, liberations & autres tels actes. Toutesfois n'y faut comprendre les transactions, parce qu'il y a Ordonnance expresse du Roy Charles 9. 1560. Laquelle retrãche plusieurs disputes qui estoient entre les Docteurs traictees in l. interpositas & l. si maior C. de transact. l. 2. C. de resc. vend. l. si quis cum aliter D. de verb. oblig. cap. cum causa extra de empt. & vendit. Alex. cons. 42. volum. 1. ainsi que nous auõs monstré au liure second de la Conference des Ordonn. Royaux Tit. 3. Voyez Argentré sur ceste Article 283. de la vieille Coustume de Bretagne.

l Iure Præscriptio quadraginta annorum in hypothecaria seruatur contra debitorem aut heredes eorum l. 7. C. de præsc. 30 vel 40. ann. l. si obligata prædia C. de euict. Mais de droict commun, vn tiers peut prescrire l'hypotheque par 10. ou 20. ans l. 1. & 2 C. si adu. creditor præsc. opp.

m Iure ciuili tolluntur omnes actiones personales & mistæ l. sicut & l. cum notissimi C. de præsc. 30. vel 40. ann. l. 2. C. de const. pecun. Accurs. in l. qui occidit D. ad leg. Aquil l. Iulianus D. ex quib. caus. maiores.

Senlis Tit. 9. Art. 189. Toutes actions personnelles sont prescriptes & esteintes pour le temps & espace de xxx. ans. Art. 191. Toutes actions & matieres d'hypotheques pour rentes & autres droicts reels, sont esteintes & expirees par le temps & espace de xl. ans: excepté le droit Seigneurial &c. mis cy dessus en la Cõference de l'Art. 123. *de Paris.*

Clermont Tit. 7. Art. 66. p. *a Senlis.* Art. 189. actions sont &c. ans: en † telle maniere qu'apres lesdits xxx. ans passez, nul n'y est plus receuable.

Vallois Tit. 9. Ar. 121. p. *a Senlis.* Ar. 189. xxx. ans entre aagez & non priuilegiez.

Vitri Tit. 14. Art. 137. p. *à Senlis.* Art. 189. sont esteintes & abolies par xxx. ans: & ainsi en vse l'on: & les hypotheques par xl. ans.

Laon Tit. 15 Art. 143. Hypotheque nantie sur aucun heritage ne se prescrit que par xl. ans, par l'obligé ou par ses heritiers.

Chalons Tit 19. Art. 148. Hypotheque ne se prescrit &c. p. *a Laon.*

Reims Tit. 15. Art. 383. †† p. *a Mante.*

Amiens Tit. 9. Art. 162. Par † le temps de xxx. ans toutes actions personnelles sont prescriptes: & par xl. ans les hypothecaires.

Chavni Tit 12. Art. 64. En droict d'hypotheque, comme si aucun faict faire nantissement sur quelque heritage, l'on ne luy peut obicer Prescription, qu'il n'y ait trente ans complets.

Peronne Tit. 8. Art. 213. Hypotheque &c. p. *a Laon.* Art. 219. Toute action personnelle se prescrit par xxx. ans.

Cambray Tit 17. Art. 5. Toutes actions personnelles sont prescriptes & estaintes par l'espace & silence de xxx. ans.

Calais Tit. 11. Art. 213. Toutes debtes & actions personnelles &c p. à l'Ar. 121. *de Vallois.* Art. 214 Hypotheque ne se prescrit par l'obligé ou ses heritiers: sinõ par le temps & espace de xl. ans.

Artois Tit. 2. Art. 73. Il n'y a point de Prescription de biens immeubles, n'actions reelles ou personnelles moindre de xx. ans.

† *Cest Art. 66 a esté accordé pour Coustume nouuelle & a esté rayee la clause suiuante contenue en l'ancien cayer,* Apres lesdits trente ans passez l'õ pourra poursuiure l'obligé en action. d'hypotheque qu'en dedans les dix ans ensuiuans.

†† *Le 383. Ar. est de nouuel introduit.*

† *Cest Art. 162. est mis auec les 160. 161. & 163. au lieu du 3. Art. ancien. Prescription de xx. ans pour immeubles, actions reelles & personnelles.*

Source : BIU Cujas

DVCHE DE BOVRG. Chap 14. Art. 1. De toutes les choses prescriptibles, Prescriptions sont vniformes & reduites à xxx. ans.

COMTE DE BOVRG. Chap. 4. Art. 51. Toutes Prescriptions d'heritages ou debtes du temps & terme de xxx. ans & au dessous, sont reduites à iceluy tẽps & terme de xxx. ans: & les Prescriptions au dessus desdits xxx ans & vsucapion de chose meuble demourent selon l'ordonnance & disposition de Droict escrit. n

NIVERNOIS Chap. 36. Art. 1. Toutes Prescriptions sont reduites à xxx. ans contre gens laiz: & contre l'Eglise à xl. ans: sinon és cas particuliers autrement decidez cy dessus.

NORMANDIE Chap. 20. Art. 508. Toutes actions personnelles & mobiliaires se prescriuent par xxx. ans.

GRAND PERCHE Tit 13. Art. 211. L'action personnelle & mixte se prescrit par xxx. ans: & l'hypothecaire par xl. ans par le tiers detenteur, encores qu'il n'y ait titre: & par le detenteur ayant titre & bõne foy, par x. ou xx. ans, en la o maniere que dit est.

VASTANG Chap. 5. Art. 8. Toutes choses & tous droicts prescriptibles, & la Seigneurie & proprieté d'icelles & droicts d'icelles, se prescriuent & acquierent par vser par l'espace de xxx. ans continuels & accomplis: pourueu que l'on en iouisse à iuste titre & de bonne foy: & se perdent par non vser par le laps dudit temps contre toutes personnes, soient mineurs ou autres: hors l'Eglise, contre laquelle on ne peut prescrire que par xl. ans.

LA RVE D'YNDRE Chap. 12. Art. 33. Toutes choses se prescriuent entre toutes personnes layes, soient nobles ou roturiers, par l'vser de xxx. ans continuels & se perdent par ledit laps de temps par non vser.

BERRI Tit. 12. Art. 1. Tous †† droicts, noms, actions, heritages, terres, Seigneuries & biens quelconques sont prescrits par le temps & espace de xxx. ans cõtinuels & consecutifs, & non moindre: & a lieu ladite Prescription contre toutes personnes, & contre les Eglises, colleges ou autres cõmunautez, mesmement contre les mineurs: & n'y a audit pays qu'vne p seule Prescription de xxx. ans. Art. 2. Toutesfois par ladite Coustume n'a esté entendu estre derogé, au benefice special des q Eglises & mineurs de restitution en entier, és cas, ésquels il doit auoir lieu, s'ils en sont releuez, par benefice du Prince & par lettres Royaux, en la maniere accoustumee

BOVRBONNOIS Chap. 3. Art. 23. Toutes autres choses prescriptibles se prescriuent par le laps & espace de xxx. ans contre toutes gens: excepté cõtre l'Eglise, où il y a xl. ans. Et a lieu ladite Coustume seulemẽt contre ceux qui ont pouuoir & faculté de poursuiure leurs droicts en iugement.

AVVERGNE Chap. 17. Art. 1. En tout le bas pays d'Auuergne, soit Coustumier ou de Droict escrit: & aussi au haut pays d'Auuergne Coustumier, ny a qu'vne seule Prescription qui est de xxx. ans: à laquelle toutes autres Prescriptiõs soiẽt greigneurs ou moindres, sont reduites. Art. 2. Tous droicts & actions, cens, rentes, seruitudes & autres droits quelconques prescriptibles, soient corporels ou incorporels se prescriuent, acquierent & perdent par le laps & espace de xxx. ans continuels & acõplis. Ar. 3. Et a lieu &c. p. *a Bourb.* en iugemẽt cõtraditoire Ar. 4. Et tient lieu ladite Prescriptiõ de titre & droit constitué & a vigueur de tẽps immemorial.

LODVNOIS Chap. 20. Art. 9. Toutes actions soient reelles, mixtes ou personnelles non intentees n'interruptees au dedans de xxx. ans, sont assoupies, estaintes & prescriptes par ledit laps de xxx. ans. Toutesfois n'est à entendre que les hypotheques anciens deuz à l'Eglise creez auparauant xl. ans, & dont possession ait esté auparauant ledit temps, ne d'iceluy qui s'est obligé par hypotheque ne son heritier detenteur dudit hypotheque, y soient comprins. Car en iceluy cas est requis Prescription de xl. ans.

SEDAN Tit. 16. Art. 313. Toutes actions reelles & mixtes sont prescrites & esteintes par xxx. ans &c. p. *a Vitri.* Art. 137 xl. ans contre le creancier & heritiers d'iceluy.

S. SEVER L. Tit. 7. Art. 4. Hypotheques se prescriuent par la Prescription de r Droict, & non de trente ans.

BRETAGNE Tit. 15 Art. 285. Action † personnelle se prescrit par le temps de trente ans, soit qu'elle compete pour heritage ou hypotheque accessoire à la personnelle, assiette de rente ou autre chose immeuble: excepté les legats s faits par testament: lesquels se prescriront par trente ans à compter du iour de la publication ou notification faicte aux legataires. t

AVXERRE Tit. 8. Art. 189. Le †† profit de l'indẽnité u pour heritages amortis par gens d'Eglise ou de main-morte se peut prescrire par trente ans.

n l. 1. C. de vsuca. trãsfor. par laquelle il faut trois ans, comme nous auons dict cy dessus. Ce qui est expliqué par plusieurs Coustumes.

o Art. 209. mis cy dessus en Conference sur l'Art. 113. de Paris.

p Aucuns demandẽt si l'action hypothecaire est comprise en cest Art. 1 ou s'il faut garder le droict ciuil in d. l. 7. C. de præsc. 30. vel 40. ann. En ce faict on doit tenir pour constãt & asseuré que l'hypotheque par ceste Coustume se prescrit par trente ans, n'y ayant en Berri qu'vne seule Prescription de trente ans, comme en pareil les Coustumes de Niuernois Chap. 36. Art. 1. Duché de Bourg. ch. 14. Ar. 1. Cõté de Bour. chap. 4. Art. 151. Montargis chap. 17. Art. 1. Orleans Ti. 14. Ar. 260 toutes sont diuerses en aucuns points comme il est aisé à voir en ceste Conference. Tellement que ces mots, tous droicts, se doiuẽt entendre tãt reels que personnels & par consequent que l'hypotheque y est comprinse. D'autant que ce mot, tous, est peremptorũ vt est in Nouel. Valentin. Qui totum dicit, nihil excludit. Or si l'õ eust voulu excepter l'action hypothecaire, les Commissaires & autres appellez à la redaction de la Coustume en eussent fait mẽtion par la Coustume ou le proces verbal. Mais il ne s'en trouue aucune chose.

• *Prescriptions reduites à trente ans.*

†† *Les gens du premier Estat requirent que les Art. 1. & 9. continssent exception à l'esgard de l'Eglise & patrimoine d'icelle, que Prescription ne courroit contre elle que par l'espace de quarante ans ainsi que de Droict: & se seroient opposez à ce que la Prescription de trẽte ans n'eust lieu contre l'Eglise & patrimoine d'icelle. Surquoy, ouys les gens du Roy & des second & tiers Estats, auons ordonné qu'ils bailleroient leur dite opposition & tout ce que bon leur sembleroit dedans la S. André pour toutes prefixions & sans autre forclusion, pour leur faire droict sur icelle, ou à nostre rapport par la Cour, auant l'homologation desdites Coustumes.*

Source : BIU Cujas

Et par Arrest du 8. Iuin. 1540. la Cour a ordonné & ordonne que les gens du premier Estat escriront plus amplement leurs faicts: lesquels faicts seront communiquez aux Officiers du Roy & de ladite Duchesse de Berri, ensemble aux gens du second Estat, pour y respondre respectiuement, le tout dedans vn mois: & de 15. en 15. iours les parties bailleront repliques & dupliques, dedans deux mois apres informeront, super modo vtendi, pour ce faict & rapporté par deuers la Cour faire droict ausdites parties, ainsi qu'il appartiendra par raison.

† *Cest Art. 285. corrige & amplifie le 273. Art. ancien.*

Legs faicts par Testamens se prescriuent par trente ans à compter du iour de la publication ou notification faicte aux legataires.

Idemnité se prescrit par xxx. ans.

†† *Cest Art. 189 est de nouuel adiousté.*

Notez encor que les prescriptions introduites par les Edicts & Ordonnãces Royaux ne sont point ostees. Vide Molin. in Tract. de contr. vsurar. num. 228. Ie neveux oublier que ceste coustume pour la prescription de trente ans est fort ancienne. Car par les Ar.

de l'ancienne Baillie de Bourges escrite à la main, L'en garde par coustume, que là où aucuns tient par xxx. ans paisiblement aucun heritage dessors en sus il est Seigneur, si cils qui droict y demandera n'a esté sous aage par tant de temps que la tenure de l'autre ne luy peut nuire. Et aussi est à entendre promesse de rente &c.

q Minor & Ecclesia solent æquiparari & restitui in integrum ex causis legitimis DD. in cap. 1. & 3. De in integ. rest. extra Auth. Quas actiones C. de sacr. eccl. in Accurs. in l. Respublica. C. ex quib. caus. maio.

r C'est à sçauoir de quarante ans, d. l. cum notissimi C. de præscr. 30. vel 40. ann.

s La Prescription de 30. ou 40. ans commence à courir du iour qu'on à faculté de pouuoir agir l. 7. §. 1. C. de præsc. 30. vel 40. ann. l. 1. §. ad hæc C. de ann. except. Mais en pensions deues par le moyen de stipulation, promesse, don, legs, ou autrement tous les ans, par mois ou iours certains durant la vie, il faut commencer la prescription du iour que la pension ou legs se doit payer & du iour qu'elle pouuoit eschoir selon l'opinion de l'ancien Glossateur Martin ad l. 7. §. vlt. C. de præs. 30. vel 40. ann. Ceste coustume de Bretagne est aucunement differente du droict ciuil, parce qu'elle veut qu'en matiere de legats la Prescription coure seulement du iour de la publication du Testament ou notification deuement faicte au legataire: & semble ceste coustume n'admettre que la personnelle pour poursuiure les legats: & non les autres actions introduites de Droict, comme l'hypothecaire & la rei-vindication. Iure enim ciuili tres proditæ sunt actiones ad legata consequenda: actio ex testamento vel codicillis quæ est in personam: actio in rem ad vindicandum rem legatam: actio hypothecaria in ceteras res hereditarias l. 1. C. com. de legat. §. sed nostra Inst. de legat. Bartol. Iason. & alii DD. ad l. 1. D. de leg. 1. Et parauant ceste loy 1. dabatur etiam actio ad exhibendum aut in factum l. 63. De leg. 2. l. 38. §. vlt. D. de iudic. Or cest Art. 285. se doit entendre seulement de l'action personnelle, & si la regle est de la personnelle, aussi doit estre l'exemption d'icelle. Par le droict commun l'action testamentaire personnelle est esteinte par le laps de trente ans. Balde Cons. 136. vol. 5. Anchar. Cons. 554. Voyez Argentré sur cest Art. ancien.

t Par la Coustume generale de France le mort saisit le vif, soit l'heritier ab intestat, ou testamentaire: de la main duquel les legataires doiuent prendre les legs qui leur sont faicts par le defunct testateur, ainsi que nous monstrerons plus amplement au Tit. xiiii. cy dessous en l'Addition. Par le droict ciuil mesmes en toute disposition testamentaire le temps ne court contre l'ignorant pour le priuer des choses qui luy sont delaissees par testament. Vlpianus l. statu liberos 3. §. si quis heredi & l. 28. D. de statu lib. l. si in diem. D. de condic & dem. Bart. in l. vlt. §. fin autẽ dubius C. de iure de lib. Anchar. cons. 29. & 170. Bartol. cons. 230. Bald. cons. 204. vol. 4. Les legataires ont iuste & probable cause d'ignorence: l'heritier doit faire publier & insinuer le Testament, comme il a esté souuent iugé par plusieurs Arrests.

u Par la Coustume de Tours Ar. 107. Indemnité ne se prescrit: sinon par temps immemorial, qui est de cent ans Mais ceste coustume d'Auxerre Art. 189. est conforme à l'opinion de du Moulin sur la coustume de Paris. Art. 41. nomb. 7. les profits de fief se prescriuent par trente ans, ainsi qu'il a esté monstré cy dessus Tit. 1. des fiefs Ar. 12 de Paris & autres coustumes y rapportees. Aucuns entendent ceste prescription de trente ans auoir lieu entre les S. F. ou censiers estans laiz: mais quand les Seigneurs sont Ecclesiastiques, la prescription doit estre de quarante ans & non moindre suiuant le droict. Bacquet au Traicté d'amortissement Chap. 60.

Nivernois Chap. 36. Art. 4. La façon & maniere de leuer Dismes aussi la quote d'iceluy, sont prescriptibles, comme x dessus.

Bovrbonnois Chap. 3. Art. 21. La † maniere de leuer & payer Dismes & aussi la quote d'iceux se prescriuent par le temps & espace de xl. ans: sans ce que le Curé ou autre Dismier, en puisse quereller autre quantité, que celle, qui a esté accoustumee.

Avvergne Chap. 17. Art. 18. p. *à Bourbonnois.* la quote d'icelle, ou ce qui est accoustumé payer pour raison dudit Disme, se peut prescrire &c. de trente ans: & Curé ou Vicaire ou autre &c. autre chose quereller ne demander.

La Marche Chap. 13. Art. 96. p. *à Auuergne.* d'icelle, se †† peuuent &c. xxx. ans de lay à lay: & contre l'Eglise par l'espace de xl. ans.

Lodvnois Chap. 22 Art 8. Quand aucun heritage est baillé & transporté pour en payer aucun deuoir soit ledit deuoir noble ou autre, le bailleur ou qui cause aura de luy, se peut addresser pour le payement du total du deuoir contre chacun des detenteurs dudit heritage. Et ne diuisera ledit deuoir, *pro rata*, de ce que chacun desdits detenteurs en peut tenir, sinon que le bailleur ou qui cause aura de luy, eust diuisé iceluy deuoir par tel temps, que Prescription soit encourue contre luy du payement dudict total. Et est a entendre que en ladicte Prescription tel temps y est requis, comme à prescrire l'action principale du deuoir.

Avvergne Chap. 17. Art. 17. Combien que cens & surcens n'ait lieu par la Coustume du pays: toutesfois ledit surcens se peut prescrire par le laps & espace de trente ans. Mais la directe Seigneurie demeure & appartient au premier Seigneur direct.

† *Les gens d'Eglise se sont opposez à ceste Ar. 21. disans que contre l'Eglise par le Taps de temps la Disme ne se pouuoit prescrire. Et par les Nobles & par ceux du tiers Estat a esté dict que la Coustume telle qu'elle est couchee audit Art. estoit ancienne, & que de tout temps & d'ancienneté auoit esté telle gardee & obseruee maintenant que ledit Art. deuoit demourer, les Practiciens estãs interrogez*

x C'est à sçauoir de trente ans, entre gens lais. & de 40. ans contre l'Eglise. Niuer. ch. 36. Art. 1. mis cy dessus nous auons parlé de la prescription des Dismes en la Conference des Ordonnances liure premier Tit. 1. fol. 11. a & b. Voyez les coustumes de Bourbonn. Auuergne & la Marche cy cottees & mises consecutiuement.

Source : BIU Cujas

ont dit que ladite Coustumie estoit ancienne obseruee & gardee de tout temps & d'ancienneté, comme elle est couchee audit Art. Surquoy auons ordonné que contre ladite Coustume receuons à l'Eglise à opposition : mais que nonobstant & sans preiudice d'icelle la Coustume demourera en sa force & vertu : iusques à ce que par la Cour, autrement en soit ordonné.

†† *Les gens d'Eglise se sont opposez à cest Art. 96. maintenans que de disposition de droict commun la quotité de la Disme, de droict diuin ne se pouuoit prescrire, Aussi ne peuuent les gens laiz introduire Coustume sur la Prescription de ladite quotité contre les gens d'Eglise: Les Practiciens ont dit que l'vsance & commune obseruance est telle. Les Nobles & gens du tiers Estat ont requis ledit Art. estre couché pour Coustume ancienne. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demoureroit comme Coustume ancienne: & ce pendant que lesdits gens d'Eglise bailleront presentement leurs causes d'opposition: & pour ce faire les renuoyons en la Cour, pour lesdites parties ouyes, en estre ordonné comme de raison.*

BRETAGNE Tit.15.Art.281. Les † deuoirs de lods, ventes, rachats, & autres droicts Seigneuriaux, qui ne cheent d'an en an, ne se prescriront s'ils ne sont escheuz. Auquel cas se prescriront les lods & ventes par xxx.ans, à cõpter du iour de l'exhibition des contrats faite au S. proche ou son Procureur, & les rachats du iour, qu'ils seront escheuz.

† *Cest Ar.281 reforme l'ancie Art.276. & a esté l'ancienne contenue audit Art.276. & le Proces verbal portent* deuoirs & non douaires, *comme il estoit au texte de ceſt Art.281.*

SENLIS Tit.9.Art.194. Prescription n'a point de lieu contre l'Eglise: sinon par le temps & espace y de xl.ans seulement.

CLERMONT Tit.7.Art.71.p.*à Senlis.* n'a lieu, sinon par l'espace de quarante ans.

VALLOIS Tit.9.Art.122.p.*a Senlis.* par l'espace de xl.ans.

CHALONS Tit.19.Art.147. Pour prescrire contre l'Eglise faut qu'il y ait iouyssance de xl.ans.

PERONNE Tit.8.Art.210. *A la fin.* Et pour prescrire contre l'Eglise, est requis l'espace de xl.ans.

LILLE Tit.6.Art.73. Pour acquerir droict par Prescription contre l'Eglise, il conuient que la possession soit xl.ans continuels.

ANIOV Tit.18.Art.447. Prescription ne court point contre le patrimoine de l'Eglise par moins de tẽps que de xl.ans, est à entendre l'heritage de la fondation ancienne & des acquests & accroissemens faits auparauant xl.ans. Et depuis xl.ans prescription courroit contre gens lais. Art. 448. En acquests nouueaux faicts par gens d'Eglise depuis xxx.ans, en matiere de Prescription ou tenement, ils ne sont plus priuilegiez ne preferez que gens laiz.

LE MAINE Tit.19.Art.459. p.*a Aniou.* 447. lais. †† Aussi ne peuuent prescrire lesdits gens d'Eglise contre le droict de contrainte & inionction, que les S F. ont de leur faire mettre les acquests hors de leurs mains, ou d'en payer l'indemnité au chois desdits Seigneurs de fief, & ce qu'en depẽd desdites inionctions & droict d'indemnité, par moins de temps que de xl.ans. Art.460.p.*a Aniou.* Art. 448. depuis xl. ans &c. Art.461. Les acquests, dons & laigs faits à l'Eglise par auant quarante ans, sont reputez l'heritage de l'ancienne fondation de l'Eglise.

†† *Les gens d'Eglise ont requis que les Ar. 459. & 460 fussent remis à la disposition du droict commun disans qu'autrement le contenu en iceux seroit contre la liberté de l'Eglise: s'opposans formellement a ce que le contenu esdits Ar. ne fut entretenu pour Coustume. Les gens & officiers du Roy soustenans le contraire: disans que les gens d'Eglise deuoient estre de leur opposition Sur lequel different, les parties ont esté remises à la Cour.*

LA RVE D'YNDRE Chap.12.Art.34. Et entre les gens d'Eglise toutes choses s'acquierent par vser de xl ans: & se perdent par ledit temps, par non vser.

NORMANDIE Chap.20. Art.507. Prescription de xl. ans vaut titre en toute Iustice pour quelque chose que se soit, pourueu que le possesseur en ait iouy paisiblement par ledit temps: excepté le droict a de Patronnage des Eglises appartenant tant au Roy, qu'autres.

SEDAN Tit.16.Art.311. Et quant aux droicts du Seigneur b souuerain, il n'y a moindre Prescription que de xl.ans.

LA SALLE DE LILLE Tit. 17. Art. 3. Pour acquerir droict par prescription contre Eglises, il conuient que la possession soit de quarante ans continuels.

BRETAGNE Tit.15. Art.282. Droicture †† & seigneurie est acquise à celuy qui a paisiblement & notoirement iouy sans titre, par luy ses predecesseurs ou autres dont il a cause par l'espace & laps de xl.ans. Laquelle Prescription aura lieu contre mineurs, absens, communautez, mesmes entre freres & sœurs pour leurs partages.

Droict de contraincte ou d'inionction pour

---

y La prescription ordinaire contre l'Eglise est de 40. ans, & n'a lieu celle de trente ans, sinon par certaines Coustumes, comme celle de Berri Tit. 12. Art. 1 mais en ce cas les gens d'Eglise peuuent obtenir lettres du Roy pour estre releuez du temps qui a couru outre les trente ans. Romana Ecclesia contra Ecclesiam non admittit triennalem præscriptionem cap. 4. de quarta 4. De præscript. extra cap. conquerenti De offic. ordin. Quadragenalis præscriptio omnem prorsus actionem excludit cap. ad aures 6. extra de præscript. Romana Ecclesia non admittit minorem præscriptionem quam quadraginta annorum cap. illud 8. & ca. 9. eod. titulo can. placuit. §. quas actiones. 16. q. 4. Auth. Quas actiones C de sacr. eccl. l. vlt. C. de fund pat. Nou. 131. cap. 6. & Nou. 111. Mais contre l'Eglise Romaine faut cent ans pour la prescription cap. ad audiẽtiam 13. cap. cum vobis 14 cap. si diligenti De præscript. ca. 4 De confirm. vtili vel inutili. Nou 9. On prescrit contre les autres Eglises par quarante ans: & Eglise contre Eglise par le temps introduit par la Nouelle cxi. cy dessus alleguee. Ce qui s'est practiqué fort diuersement & se trouue vn Arrest donné

payer d'indemnité se prescrit par xl.ans.

Acquests dons & laigs faicts à l'Eglise quand sont tenus heritage de l'ancienne fondation.

Prescription de xl.ans contre l'Eglise.

† *Sur ceſt Art. 507. Domp Louis Houel Abbé de Longues pour les Ecclesiastiques a dict que la Prescription de quarante ans ne peut auoir lieu a l'encontre desdicts Ecclesiastiques & autres gens de main-morte en ce qui concerne*

Source : BIU Cujas

les rentes & biens domaniaux de leurs dits Benefices pour le moins, si elle n'est de temps immemorial qui est de cent ans: pource qu'ils sont de Droict commun & Canonicque en perpetuelle tutelle de leurs superieurs, supplians estre adiousté audit Article. Qu'il n'aura lieu pour l'immeuble contre l'Eglise, que par cent ans, *ainsi qu'il est contenu en la Chartre du Roy Philippes, inseree au vieil liure Coustumier, & en l'Ordonance de l'an 1539. Ce qui a esté contredit par les autres Deputez. Et apres que ledit Vauquelin Aduocat du Roy a dit qu'il consent que possession de xl. ans valle pour titre à l'aduenir, entre personnes priuees & non contre le Roy: au preiudice duquel il a soustenu que l'on ne peut prescrire que par cent ans auec iuste titre: & que ledit Art. a este meurement deliberé: A esté arresté que Prescription de xl. ans vaut titre en toute Iustice pour quelque chose que ce soit: pourueu que le possesseur en ait iouy paisiblement par ledit temps: Excepté le droict de Patronnage des Eglises, appartenant tant au Roy qu'autres. Et acte accordé audit Aduocat du Roy, de sadite declaration & remonstrance par luy presentement faite.*

†† *Cest Article 182. reforme le 271. Article ancien, & comprend encores le 275. ancien: lequel a esté rayé, comme comprins en iceluy.*

à la Chandeleur 1260. par lequel le Roy prescrit par quarante ans contre l'Hermite de Beaumont, & par autre Arrest à la Chandeleur, 1268. contre le Prieur de S. Martin des Champs: & autre donné à la Pentecoste 1280. contre l'Archeuesque de Tours, & par soixante ans contre le Prieur de la Cha

rité à la Chandeleur 1268. & par cinquante ans contre l'Abbesse de Font-girard à la Chandeleur 1260. nota est constitutio Caroli & Ludouici quæ extat apud Bened. Leuitan lib. 5. cap. 236. Ne decem anni, neque viceni vel xxx annorum præscriptio religiosis domibus apponatur, sed sola xl. annorum curricula: & non solum in ceteris rebus, sed etiam in legatis & hereditatibus.

z La raison est prompte. D'autant que pendant le laps de quarante ans les Ecclesiastiques & autres gens de main-morte ne sont point Seigneurs incommutables: par ce que le Roy ou autres Seigneurs de Fiefs les peut contraindre & leur faire inionction dedans xl. ans, des acquisitions par eux faictes, de vuider leurs mains dedans deux ans apres ladicte inionction, ainsi qu'il est expressement porté par l'Art. 41. de ceste Coustume, & autres mis en Conference sur le Titre 1. Des Fiefs nombre. Autre chose seroit apres lesdits xl. ans passez.

a Ce droict de Patronnage des Eglises de soy ne se peut vẽdre par le droict cap. de iure. 16. & cap. 23. De iure patron. extra. & par ainsi non suiet à prescription. argumento l. vbi lex. D. de vsurp. & vsucap. & ibi Bald & Angel. Acc. in l. alienationis. D. de verb. signif. Archidiac. can. hortamur Dist. 71. Panorm. in cap. causam de Præsc. extra cap. querelam. De elect. Mais Iean André in cap. quod alicuis. De reg. iur. in 6. qui veut que le droict de Patronnage formel appartenant à vn Lay, se puisse prescrire par le temps de xl. ans par vn autre Seigneur Lay. Mais contre vne Eglise libre & exempte du droict de patronnage, on ne peut aucunement prescrire ny par le moyen de la prescription l'asseruir au droict & puissance de quelque personne.

b Par l'Ordonnance du Roy François 1. 1539. il est dit qu'il n'y a aucune Prescription contre le Roy, mesmes centenaire: ainsi qu'il a esté dict cy dessus: mais ceste Coustume de Sedan est fondee sur l'opinion de quelques Docteurs, mesmes d'Henry Bohic in cap diligenti. extra de præsc. contre Accurse in Nouel. de non alien. aut perm. reb eccl. in §. si minus, qui veut que la prescription contre le Roy ne soit de moindre temps que de cent ans. Voyez Papon Liure 12. Titre 3. Arrest 23.

Prescription de xli. an.

SOLE Tit. 28. Art. 1. Celuy qui a possedé au pays de Sole, aucune chose, soit de ligne, de papoadge ou de conqueſt par xli. an, auec titre ou sans titre pacifiquement a prescrit: tellement qu'il ne peut estre aucunement inquieté, pour raison d'icelle chose par xli. accomplis, pacifiquement possedee. Et Prescription n'a lieu audit pays de moindre temps que de xli. an, en choses de fonds de terre: & a lieu ladite Coustume seulement contre ceux, qui ont faculté de poursuiure leurs droicts & actions en iugement contradictoire: & par seule requeste sans introduction de procés, n'est point interrompue la Prescription.

Interruptiõ de Prescriptiõ.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. 74. La totalité d'vne rente Seignouriale ne se peut prescrire en moindre temps que de lx. ans: mais bien la portion d'icelle ou forme de payement, à laquelle prescription ne faudra que trente ans.

Prescription de lx. ans.

III. NIVERNOIS Chap. 36. Art. 5. Interruption c de Prescription faicte contre l'vn des freres ou communs possedans par indiuis aucunes choses, nuit aux autres freres ou communs. d

Interruptiõ de Prescription comme se doit faire.

ANIOV Tit. 18. Art. 435. Et pour empescher Prescription de xxx. ans ou icelle interrompre entre fraresçheurs, suffit à iceluy fraresçheur, contre lequel on obiiceroit Prescription, monstrer & enseigner quant aux choses communes & indiuises entre lesdits fraresçheurs, que l'vn d'eux a esté inquieté en sa possession interrompue. Car en ce cas, ou les choses sont encores indiuises l'interruption faite à l'vn, preiudicie aux autres. Art. 458. Interruption e de procés à lieu seulement entre deux clains en matiere f de Retraict lignager. Art. 459. Et l'entend, quand le demãdeur en demãde de Retraict ou d'interruptiõ cesse de proceder par an & iour, depuis le iour qu'il a de proceder en la cause: & courra l'interruption du iour qu'il se defaudra au iour de droict, & non autrement. Art. 460. Et ne se pourra aider le defendeur de ladicte interruption entre deux assignations de procés, si ce n'est qu'il monstre diligence de sa part, en soy comparoissant, & prenant defaut de sa partie. Art. 461. En matiere de Retraict & d'interruption par an & iour, il n'y a perte de droict de cause & de querelle contre le demandeur. Et est le droict acquis aux defendeurs esdites matieres, pour se defendre par Prescription, d'auoir cessé la poursuite desdites causes par an & iour, en faisant par les defendeurs apparoir de leur part auoir comparu & obey.

Interruptiõ de la prescription de trente ans entre fraresçheurs pour choses communes & indiuises entre eux.

Interruptiõ de procés en matiere de Retraict lignager.

c La Prescription est interrompue par adiournement faict pardeuant Iuge competent, inserant la demande dans l'exploit, ainsi que Masuer escrit Tit. des prescript. nombre 10. & 11. & comme il est porté par les Coustumes d'Anjou, Berry & Bourbonnois, anciennement il n'estoit requis que les adiournemens fussent libellez soit pour le faict des interruptiõs ou autres causes: Le Roy François premier 1539. a delaissé ces choses en la volonté des demandeurs de faire faire leurs exploicts libellez ou nõ.

Source : BIU Cujas

Mais le Roy Charles 9. 1563. à Paris Art. 1. a voulu que tous adiournemens fussent dorefnauant libellez: à peine de nullité desdits exploits non libellez. Aucuns tiennent que les adiournemens se doiuent faire pardeuant Iuge competent, cõme il se voit au lieu preallegué de Masuer: mais les autres tiennent que l'adiournement estant faict pardeuant Iuge incompetent, la prescription est valablement interrompue, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest de Paris du 17. iour de Iuillet recité par Papon liure 12. Tit. 3. Arrest 26.

d Notez que par le droict ciuil in l cum quidam 5. C de duob. reis, par lequel il se cognoist interpellationem vnius ex correis debendi impedire quo minus præscribi possit aduersus ceteros. Aucuns ont estimé que telles Coustumes estoient contraires à la disposition du Droict commun: par lequel l'adiournement baillé à l'vn des conseigneurs condetenteurs ou possesseurs ne nuit aucunement aux autres, & n'interrompt la prescription pour le regard de ceux qui n'ôt esté adiournez, argumento l. 1. §. denuntiari. D. de ventr. inspic. l. rem quæ. §. 1. D. de euict. l. de pupillo §. si plurium D. de oper. non nunt. & ibi Iacob de Aret. Bart. & Angel. nisi agatur de indiuiduis, vt de iure seruitutis l. loci corpus §. si fundus D. de seruit. rustic. prædior. Grimaudet liure 3. du Retraict lign. Chapitre second. L'Abbé ad Art. 13. Tit. 12. Consuet. Bitur.

e Voyez l'Ordonnance du Roy Charles 9. 1563. Art. 15. parlant de la peremption d'instance, & le Titre xxii. de ceste Conferẽce des Coustumes partie premiere nombre xix. où nous auons parlé des interruptions de proces par an & iour, ou peremptions d'instance: & plus amplement au liure 3. de la Conference des Ordon. Tit. 1.

f Voyez Grimaudet Liure x au Retr. lign. Chap. 3.

LE MAINE Tit. 19. Art. 466. p. *à Anion.* 458. 459. & 460. Retraict & d'interruption par v. ans, & s'entend & Retraict cesse, &c. & en matiere d'interruption par v. ans, depuis, &c.

BAR Tit. 13. Art. 193. S'il y a interruption d'an & iour entre les parties, qui plaident sur matiere de Retraict, le defendeur qui a comparu & obey, prescrira le droict du Retraict, contre sa partie aduerse & tous autres, sans esperance de Relief de ladite interruption.

NORMANDIE Chap 18. Art. 485. Apres que l'action en Retraict lignager Seigneurial ou a droict de lettres leuës, a esté discontinuee par an & iour, le clamant n'est receuable apres d'en faire aucune poursuite.

BERRY Tit. 22. Art. 13. L'interruption ciuile g par adiournement libellé ou conuention iudiciaire ou autrement faicte, pour le regard de l'vn des possesseurs ou detenteurs par indiuis de la maison ou heritage, que l'on veut prescrire, a effect contre les autres possesseurs & detenteurs par indiuis dudit heritage, & leur nuit & preiudicie.

BOVRBONNOIS Chap. 3. Art. 34. Toutes Prescriptions sont interrompues par innouation, h obligation ou autre promesse, aussi par adiournemens libellez, exploicts formels declaratifs de la chose querellee, ou par demande iudiciaire. Et ont effect lesdites interruptions, combien que les exploicts dessusdits ne soient poursuiuis, ou que l'instance sur ce commencee soit perie. Art. 35. Interruption de Prescription faicte contre l'vn des freres ou communs possedans par indiuis aucune chose, sert & profite comme si elle estoit faite contre les autres communs personniers en ladite chose.

LODVNOIS Chap. 20. Art. 5. En debte personnelle à vne fois payer & en obligation de gariment de chose hereditale, n'est besoin faire interrupter l'acquereur dudit heritage suiet ausdites debtes personnelles ou gariment. Art. 6. Entre acquereurs de rente, interruption n'a point de lieu.

Interruption n'a lieu en debtes personnelles, & obligation de gariment.

g Les Docteurs ont faict deux sortes d'interruptions naturelles & ciuiles. Les naturelles sont quand on aneantist les choses necessaires & substantielles pour accomplir la prescription: comme sont la possession, le titre, la bonne foy, Les ciuiles qui naissent du droict ciuil, ont lieu quand on procede par requeste presentee au Iuge, Denonciation ou adiournemens iudiciaires, contestation en cause, fournissement de gages, nouuelles cautions, renouuellement de promesses, & obligations concernant le principal ou payemẽt des interests. Voyez Argentré sur la Coustume du Bret. Art. 266. Panorm. in cap. illud. extra de præscript.

h Par le droict commun, les Prescriptions sont interrompues en plusieurs sortes. Interruptiones vitiant causam iustam vsucapiendi l. nemo. 10 C. de adqu. & ret poss. Telles prescriptions sont interrompues par contestation, adiournement, ou exploict d'execution, nouuelle caution, solution de partie, ou payement des vsures,

TIT. VII. DE RETRAICT LIGNAGER. [a]

Art. 129. *PARIS.*

Quand aucun a vendu & transporté son propre heritage à personne estrange de son lignage, du costé & ligne dont ledit propre heritage ou † rente [b] fonciere luy est venu & escheu par succession: il est loisible au parent & lignager dudit vendeur, du costé & ligne, dont est venu & escheu ledit heritage ou rente fonciere, de demander & auoir par Retraict lignager iceluy heritage ou rente dedans l'an & iour, que l'acheteur en a esté ensaisiné, s'il est tenu en Censiue, ou qu'il a esté receu en foy & hommage, s'il est tenu en Fief: en rembourſant ledit acheteur de son sort principal & loyaux couſts.

Lignager peut retraire l'heritage propre, ou rente fonciere, vendu par son parent, du costé & ligne dont ledit heritage ou rente fonciere sont venus, & ce dedans l'an & iour de l'ensaisinement ou infeodation.

† *Ces mots, ou rente fonciere, ont esté adiouſtez à ceſt Art. 129. qui eſt*

Art. 130. *PARIS.*

Le temps [c] de Retraict lignager ne court sinon depuis l'infeodation ou saisine faits ou prins par l'acheteur: Et †† doit l'adiournement estre faict, [d] & l'assignation escheoir dedans ledict an & iour de ladite infeodation ou saisine.

Source : BIU Cujas

mis au lieu des huict vingt douze, & huict vingt quatorzieſme Article de l'ancien Couſtumier, pour l'interpretation d'iceux.

Temps de Retraict lignager de quel iour court.

Adiournement ſera faict dans l'an & iour, & y doit l'aſſignation eſcheoir.

†† *Ces mots,* Et doit, *&c. ont eſté adiouſtez pour declaration de ceſt Art. 130. qui eſtoit le huict vingt treizieſme.*

plaintes faictes au Prince. l. 2. & 3. C. de ann. præſ. l. 7 §. 1mo & illud. C. de præſc. 30. vel 40. ann. l. 19. C. de fide inſtrum. l. 1 2. & 10. C. de præſc. 30. vel 40. ann & d. l. 10. C. de adq. poſſ. Guid. Pap. ſing. 577.

a Ce droict de Retraict lignager, eſt fort ancien, lequel aucuns rapportent, meſmes au droict diuin : comme ils colligent du 25. du Leuitique du chap. 4. de Ruth. & chap. 37. de Ieremie. Ceſte opinion a eſté reprouuee par Cuias Conſult. 9. Callet ſur la Couſtume de la Marche. Grimaudet liure 1. chap. 1. du Retraict lignager. Par la Loy dudum. 14. C. de contrah. empt. il eſt apparent que ce droict auoit lieu anciennement par le droict des Romains : Lequel a depuis eſté remis & reſtably en Orient par la Conſtitution de l'Empereur de Romanus Lacapenus, & en fin en Occident par autre Conſtitution de Frederic. Cuias lib. 4. des Feud. Tit. 14. Harmenop. lib. 3. Tit. 3. ius ἀφαιρέσεως Retraict lignager, Retraicte lignagiere ou Retraicte ſimplement, Premeſſe. Vide Pan. & Henr. Bohic in cap. conſtitutus. extra, de in integrum reſt.

b Du Moulin ſur l'ancien Art. de ceſte Couſtume dit que cela ne ſe doit point entendre des Rentes volantes, qui ne ſont qu'hypotheques pour ſecourir l'indigent en ſa neceſſité: mais des rentes qui ne ſe peuuent aucunement racheter: autrement ce ſeroit vn abus, comme il a monſtré au Traicté des vſures q. 45. nombre 332. A ceſte occaſion la nouuelle Couſtume de Paris en ceſt Art. 129. a vſé des mots de rente fonciere, pour oſter toute difficulté qui ſe pourroit faire ſur iceluy. Grimaudet liure 4. du Retraict chap. 15. traicte ceſte queſtion: notez que le demandeur en Retraict doit eſtre parent lignager du vendeur & de la ligne dont meut ledit heritage qu'il veut retirer, ſelon qu'il a eſté arreſté en conſultant au mois de May 1560. comme eſcrit Du Moulin ſur la Couſtume de Vitry Art. 126. Notez que les Couſtumes ſont diuerſes pour le temps de Retraict lignager: les vnes ont an & iour, les autres trois mois, les autres l'an ſeulement, aucunes ſoixante iours. La Couſtume de Sole, porte quarante ans. Il a eſté iugé par Arreſt prononcé en robbes rouges le 6. Auril 1574. dies termini computatur in termino in conuentionalibus. ſecus in iudicialibus. Vn acquereur d'vne maiſon à la charge que ſ'il eſtoit euincé par vn lignager retraiant qu'il la reuendroit audit vincent. Le lignager ſe preſente & faict adiourner ledit acquereur le 24. iour de Feurier an precedent. Le defendeur tend à fin de non receuoir, & dit que le demandeur vient à tard, par ce que la Couſtume dit qu'il faut venir dans l'an reuolu: & que autre choſe eſt par la Couſtume de Paris, dans l'an & iour. Le demandeur maintient au contraire, & dit que le iour du contract n'eſtoit point conté. Le Retraiant eſtant receu par ſentence des Preſidiaux de Blois. Le defendeur en appelle en Parlement, & par Arreſt prononcé en robbes rouges le 6. Auril 1574 fut l'appellation, & ce miſes au neant, & emendant le iugement; le demandeur en Retraict eſt debonté. On doit entendre que le Retraiant doit venir dans l'an, c'eſt à dire par l'adiournement & non du iour d'iceluy: tellement qu'encores qu'on donne aſſignation à plus long temps que de huict iours hors l'an, ſi eſt-ce que le lignager eſt receuable ſelon quelques Couſtumes: & par ce moyen gagne les fruicts en offrant argent, iugé par Arreſt le 25. Iuillet 1564.

c Ce qui eſt expreſſement porté par ceſt Art. 130. n'eſt pas ſeulement faict en faueur des Seigneurs directs, mais auſſi en faueur des lignagers : afin que la vente ſoit plus aiſement ſceue & cogneue. Car ſi la vente eſtoit faicte ſecretement, ou bien que la ſaiſine fut faicte en ſecret & à cachete, le temps introduit par la Couſtume ne commenceroit à courir pendant le ſecret: ains tant ſeulement du iour de la notice. Le Roy Henry 3. 1581. par Edict exprés a voulu que l'an du Retraict lignager ne commençaſt à courir és pays Couſtumiers ou de Droict eſcrit, ſinon du iour que les contracts de vente, Ceſſion ou autres ſuiets à Retraict lignager, ſeront notifiez aux Greffes des iuriſdictions ordinaires Royales, eſquelles leſdites choſes vendues ſeront ſituees & aſſiſes: & ſi elles ne ſont ſituees eſdictes iuriſdictions, ains au deſtroit des iuriſdictions ſubalternes, du iour que leſdits contracts ſeront notifiez aux Greffes des Bailliages, Seneſchaucees ou Preuoſtez Royalles, au reſſort deſquels leſdites iuriſdictions ſubalternes ſont ſituees & aſſiſes. Et ſi les choſes acquiſes & contenues par vn meſme contract ſont ſituees & aſſiſes en diuerſes iuriſdictions. Ledit contract ſera notifié en chacune d'icelles iuriſdictions. Autrement l'an & iour ou autre temps prefix par les Couſtumes; ne courra que pour le regard des choſes qui auront eſté inſinuees eſdites iuriſdictions Royales, où elles ſont ſituees ou reſſortiſſent. Et du iour de ceſte Notification leſdits contracts emporteront hypotheque & realité és pays de Nantiſſement & Deueſts: ſans qu'il ſoit beſoin aux acquereurs aux fins cy deſſus, notifier leſdits contracts aux Greffes des iuriſdictiõs ſubalternes, ny garder autre ſolemnité pour la determination du temps dudit Retraict lignager, ſi bon ne leur ſemble. Au reſte notez que ceſte Ordonnance a eſté introduite pour oſter les diuerſitez & repugnances en la determination du temps que les Couſtumes ont prefix pour le Retraict lignager & retrancher les fraudes, matieres & ſeminaires de procés. Aucunes Couſtumes veulent que l'an & iour du Retraict commence pour les Fiefs du iour de la reception en foy & hommage, & pour les rotures, du iour de l'enſaiſinement comme ceſte Couſtume de Paris & pluſieurs autres cy miſes en Conference. Les autres Couſtumes determinent l'an & iour dudict Retraict du iour du contract, ou de la priſe de poſſeſſion. Autres ont voulu & ſtatué que l'an du Retraict courroit du iour de la notification faicte au Greffe ſubalterne des lieux, dont les heritages ſont mouuans. Or le temps prefix & limité par les Couſtumes eſt peremptoire, & iceluy paſſé, on ne peut plus venir au Retraict: par ce que tel temps ordonné par leſdites Couſtumes eſt peremptoire cap. pia. De except. in 6. L. mancipiorum. D. de opt. legat. Mais depuis eſt ſuruenue ladite Ordonnance: qui veut que les lignagers puiſſent venir au Retraict lignager aprés le temps introduit par la Couſtume des lieux, à faute d'auoir faict inſinuer par les acquereurs leurs contracts d'acquiſition és iuriſdictions Royales, & ledit temps ne peuſt courir que du iour de la notification, ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé, encores que pluſieurs eſtiment ceſt Edict Burſal, ſi eſt-ce qu'il eſt gardé & obſerué par tout. Voyez Grimaudet liure 9. des Retraicts chap. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. & 16. On peut icy demander ſi le vendeur iouiſt touſiours ſoit par forme de louage ou autrement, tellement qu'on ne peut cognoiſtre la iouiſſance & poſſeſſion de l'acheteur, comme le lignager peut ſe pouruoir contre ledit acheteur, veu qu'il y a enſaiſinement faict au deſir de la Couſtume de Paris: & eſt certain qu'il peut venir au Retraict, encores que l'an & iour de l'enſaiſinement ſoient paſſez, veu qu'il ne ſe pouuoit cognoiſtre aucunement de la iouiſſance & poſſeſſion dudit acheteur: & eſt en ce cas preſumé ledit enſaiſinement faict clandeſtinement, & ainſi a eſté decidé par Arreſt du 2. Mars 1537. le procés eſtãt party en la petite chambre nouuelle, contre Mulart Procureur en Parlement, qui auoit obtenu aux Requeſtes. Quando autem inſtrumentum dicatur clam factum vide Math de Afflictis ſuper Conſu. Neap. cap. 160. Quid ſi la vendition eſt faicte par vn mineur, qui ſ'eſt obligé de la ratifier ayant l'aage de xxv. ans. Ce que depuis il effectue: de quel temps prendra l'on l'an & iour du Retraict, ou du iour de la vendition, ou de la ratification. Ceſte queſtion a eſté ſouuent iugee par Arreſt, meſmes le 1. iour d'Auril 1560. lequel nous reciterons ſur la Couſtume de Mante en ſon lieu. Et depuis par autre Arreſt donné en l'audience le 4. Decemb. 1578 entre Iean Gallard & Mathurin Guichet intimé, recité par Charondas, liure 7. Reſp 35. Telle difficulté fut appointee au conſeil le 19. iour de Decemb. 1583. & depuis vuidee le 24 Ianuier 1584 que l'an & iour ſe prendroit du iour de l'enſaiſinement. Ceſte meſme difficulté fut vuidee & decidee le 3. iour de Feurier en la meſme annee 1584. plaidant Chopin & Robert, & depuis prononcé le 7. deſdits mois & an, que ledit temps cou-

Source : BIU Cujas

roit du iour de la venditiõ enſaiſinee. Ie ne veux oublier que defunct M. le premier Preſident de Thou prononçant l'Arreſt du 4. Decemb 1578 dit que S. Gilles auoit plaidé vne ſemblable cauſe.

d Nous parlerons cy deſſous en l'Addition de ce Tit. 7 nomb 11 des adiournemens en matiere de Retraict lignager, où il faut recourir. Toutesfois ie noteray en paſſant qu'il a eſté iugé conformement à ceſt Art. 130 par Arreſt le 6. Decembre 1586 en la ſeconde Chambre des Enqueſtes que l'adiournement doit eſtre faict, & l'aſſignation eſcheoir dedans ledit an & iour.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 9. Art. 143. p. *a Paris.* Art. 129. heritage à perſonne, &c. eſcheu ledit heritage : pourueu qu'il ſoit fils, frere, oncle, nepueu, couſin germain ou iſſu de germain, ou engendré de parenté pareil & ſemblable aux ſuſdits, peut & luy eſt loiſible de demander auoir par Retraict, & c. aura notifié & inſinué ſon contract d'acquiſition au Greffe Royal de la ville de Calais : en rembourſant, &c. Et doit l'adiournement en matiere de Retraict eſtre, &c. p. *a Paris.* Art. 130. l'aſſignation dedans, &c. de ladite notification.

MEAVX Chap. 14. Art. 87. Toutes & quantesfois qu'aucun vend ſon propre heritage, ſoit aduenu par pere, ou par mere, par frere, ſœur ou autre prochain parent du vendeur, du coſté & ligne dont procede l'heritage vendu, ſoit que l'heritage vendu ſoit tenu en Fief ou en Cenſiue, il loiſt au lignager dudit vendeur, qui luy attaint du coſté & ligne, dont à celuy vendeur eſt venu & eſcheu ledit heritage, de demander, requerir & pourſuiure dedans l'an & iour enſuiuãt la ſaiſine dudit heritage, iceluy heritage auoir par Retraict, & l'euincer hors des mains dudit acheteur, ou de celuy qui le tient & poſſede (ſ'il n'eſtoit que ledict acheteur depuis tranſporté pendant ledit an & iour) en rembourſant ledit acheteur ou autre poſſeſſeur, du principal des deniers dudit achat, & payant les lods & ventes, Saiſines, & Deſſaiſines auec les loyaux couſts faicts par ledit acheteur : lequel retrayant ne payera qu'vne fois les lods, ventes & droicts Seigneuriaux, ſelon la Couſtume des lieux, où ils ſont deuz. Art. 88. L'an & iour du Retraict des heritages vendus propres & mouuans en Cenſiue, ne commence iuſques à ce que le vendeur ſoit deſſaiſi & deueſtu en la main du S. Cenſier, dont ſont les heritages au profit de l'acheteur : & que ledit S. Cenſier en ait ſaiſi & veſtu l'acheteur. Et ce faict & non deuant commence à courir l'an & iour du Retraict. Art. 89. Es heritages Feodaux commence à courir apres que le S. Feod. a receu à homme l'acheteur, & l'a faict poſſeſſeur du Fief, entant qu'à luy touche ou donne ſouffrance.

MELVN Chap. 7. Art. 130. Auant que le Retraict lignager ait lieu, eſt requis que la choſe vendue ſoit aduenue & eſcheuë au vendeur par ſucceſſion, ou qu'il l'ait acquiſe d'aucun de ſon lignage : qu'elle ſoit immeuble, † comme heritage, Cens, rente, ſeruitude ou autre droict reel & incorporel : que le retrayant ſoit parent du vendeur de l'eſtoc, coſté & ligne, dont procede ledit immeuble vendu : que ce ſoit pour luy & non pour autre : que l'acheteur ne ſoit de l'eſtoc, coſté & ligne dont ledit immeuble eſt aduenu & eſcheu audit vendeur : que l'adiournement †† ſoit faict dedans l'an & iour de la foy & hommage, & enſaiſinement fait par le S. F. ou Cenſuel : & que le Retraiant face offre d'or & d'argent à deſcouuert, & à parfaire le rembourſement du pur ſort, frais & loyaux couſts. Art. 145. L'an † du Retraict lignager ne court point pour les heritages tenus en Fief, que du iour de la reception en foy & hommage, ou de l'offre & preſentation que fera l'acquereur, pour y eſtre receu, ſi le Seigneur eſt refuſant ou delayant de ce faire ſans cauſe : & pour les heritages roturiers du iour de l'enſaiſinement, ou de l'offre & preſentation pour eſtre enſaiſiné, en cas de refus ou delay : deſquelles offres & preſentation l'acquereur prendra acte pardeuant Notaires.

SENS Tit. 7. Art. 32. Quand †† aucune perſonne a propres heritages, choſes immeubles, à luy aduenus, eſcheus & deſcendus par ſucceſſion & hoirie d'aucun, & il les vend, aliene ou tranſporte, par contract de vente ou autre ſonnant & equipollent à vente, à perſonne eſtrange du lignage & branchage, du coſté & ligne dont leſdits heritages luy ſont aduenus, & dedans l'an & iour du e contract, aucune perſonne du coſté & branchage dont leſdits heritages & choſes ſuſdites ſont eſcheus & aduenus, faut adiourner & aſſigner iour à l'acheteur dedans ledit an & iour, encores que l'aſſignation n'eſchee dedans ledit an & iour, & requiere leſdites choſes luy eſtre adiugees par Retraict, il ſera receuable à ce faire, & l'acheteur condamné à l'en laiſſer iouyr, & luy reſtituer les fruicts per-

Retrayant lignager ne paye qu'vne fois les droicts Seigneuriaux.

L'an & iour du Retraict lignager de quel iour doit commencer és Cenſiues & choſes Feodales.

Conditions neceſſaires en vn Retrayant lignager.

† *Ces mots,* comme heritage, Cens, rẽte, ſeruitute ou autre droict reel & incorporel, *ont eſté adiouſtez.*

†† *Ces mots,* Que l'adiournement ſoit fait dedans l'an & iour de la foy & hommage ou enſaiſinement fait par le Seigneur Feodal ou Cenſuel, *ont eſté adiouſtez au lieu des anciens pour auoir lieu pour l'aduenir ſeulement.*

† Ce 145. Art.

e Vide Didac. Couarru. Variar. Reſ. lib 3. c. 11. où il traicte ceſte queſtion. Au reſte le 23. Decemb 1560. fut iugé par Arreſt ſolennel, que le lignager

Source : BIU Cujas

est nouuel & abroge le 10. Art. ancien du Tit. de Retraict.

Temps de Retraict lignager de quel iour doit commencer à courir és heritages tenus en fief ou roturiers.

Offres & presentations comme se feront au refus des Seigneurs F. ou Censuels.

†† *Ce 32. Art. est mis au lieu des anciens.*

Temps de Retraict court du iour du contract.

Adiournement faict dans l'an & iour du contract, encores que l'assignation n'eschee dans ledit temps, bonne & valable.

Fruicts restituez par l'acheteur puis l'adiournement, s'il est refusant.

çeus depuis l'adiournement auec despens, s'il en est refusant.

AVXERRE Tit. 7. Art. 154. Quand aucun vend, aliene, ou transporte par contract de vente ou equipollent à vente, son propre heritage ou autre chose immobiliaire, à luy aduenue par succession & hoirie de ses parens, à personne estrange de la ligne & souche, dont luy sont aduenus lesdits heritages ou choses immobiliaires, il est loisible aux parens de la ligne & souche dont l'heritage est venu & escheu au vendeur, faire adiourner l'acheteur estranger, dedans l'an & iour du contract de la vente. Et contre luy requerir ledit heritage ou chose immobiliaire luy estre adiugez par Retraict lignager, en rembourſant le sort principal que ledit acheteur a payé & baillé, frais & loyaux cousts, & faisant offres à descouuert dudit sort principal au iour de l'assignation & expedition de la cause. Et est telle demande receuable, & sera l'acheteur condamné à l'en laisser iouir, s'il est refusant. Art. 157. Et doit estre l'adiournement libellé à ceste fin, & ce fait dedans l'an & iour de ladite vente à xl. iours ensuiuant ou plustost. Et sera tel adiournement valable, supposé que l'assignation eschee hors l'an & iour. Et si l'assignation donnee dedans l'an & iour escheant hors de l'an, est donnee à plus long iour desdits xl. iours, est le demandeur non receuable. Art. 185. L'an du Retraict commence à courir du iour du contract de vente: supposé qu'il y eust faculté de remeré.

Adiournemẽt en Retraict sera libellé & fait dans l'an & iour de la vẽte, à xl. iours ensuiuant ou plustost: & s'il est à plus temps est nul & le demandeur sera non receuable.

ESTAMPES Chap. 4. Art. 169. Quand aucun a vendu rente sur ses propres heritages à personne estrange, non estant du lignage, dont procedent lesdits heritages il est loisible au parent ou lignager du costé dont procedent lesdits heritages propres, demander & requerir en iugement, auoir ladite rente par Retraict lignager dedans l'an de la vendition d'icelle rente, ou dedans l'an de la saisine ou infeodation prinse par l'acheteur d'icelle rente. Art. 170. Le temps de Retraict lignager ne court sinon depuis l'infeodation pour le regard des choses feodales: & ensaisinement pour le regard des choses roturieres. Art 171. p. *a Paris.* Art. 129. heritage à personne, &c. ledit propre heritage, il est, &cet. loyaux cousts, frais & mise.

Retraict lignager pour vẽdition de rente sur vn heritage propre au vendeur, a lieu du iour de la vente, ou de la saisine ou infeodation.

DOVRDAN Tit. 12. Art. 131. p. *a Paris.* Art. 129. vendu son propre, &c. rente sur iceluy à personne estrange non estant du lignage dont procedent les heritages propres, il est, &c. du costé, estoc & branchage dont procedent lesdits heritages propres de, &c. qu'il ait esté, &c. en Fief, ou bien de la saisine ou infeodation de ladite rente, en rembourſant, &c. cousteme ns. Art. 132. Et ne court le temps de Retraict lignager és choses feudales, qu'apres la reception de la foy & hommage ou infeudation: & és choses roturieres, qu'apres la saisine prinse par l'acheteur.

Le temps du retraict de quel temps commence à courir és choses feodales ou roturieres.

MONT-FORT Chap. 15. Art. 159. p. *a Estampes.* Art. 169. vendu & constitué f rente, &c. lesdits heritages propres, il, &c. parent & lignager, &c. Art. 160. p. *a Paris* Art. 129. heritage à personne estrange de son lignage, estoc & ligne, dont luy est aduenu & escheu, &c. succession ledit propre heritage, il, &c. de l'estoc & ligne, dont est aduenu, &c. heritage dedans l'an, & cet. frais & loyaux cousts.

f Au denier vingt ou plus haut. Autre chose est d'vne rente volante, comme i'ay dit sur la Coustume de Paris, Art. 57. à la fin & sur la Coustume de Melun. C. M.

I'ay cy dessus sur la Coustume de Paris noté quelques Arrests conformes à cestuy cy prononcé en Robbes rouges par M. le President Baillet le 1. iour d'Auril 1560. auant Pasques. Vn mary tant pour ses affaires, que celles de sa femme vend quelques heritages propres à sa femme retrayant estoit au rachat des rentes, comme il est au rembourſement des deniers du sort principal, frais & loyaux cousts: Cest Arrest recité par Papon liure 11. Tit. 7. Art. 20. de la derniere Edition de Iean de Tournes.

MANTE Chap. 4. Art. 72. Six choses sont requises en Retraict lignager: que la chose vendue soit aduenue à titre de succession, ou † aduancement d'hoirie, &c. p. *a Melun.* Art. 130. vendu: que l'acheteur ne soit dudit estoc, coste & ligne. que l'adiournement & de †† l'infeodation ou ensaisinement du S. F. ou * Censuel, &c. offres à chacune assignation de la cause, iusques à Contestation d'icelle inclusiuement, sur peine d'estre debouté du Retraict par luy pretendu.

Six conditiõs requises en Retraict lignager.

† *Ces mots, ou aduancement d'hoirie, ont esté adioustez.*

SENLIS Tit. 12. Art. 222. Quand aucun a vendu ou autrement cedé & transporté par titre onereux, equipollent à vendition son propre heritage à personne, &c. p. *a Paris.* Art. 129. succession ledit propre heritage, il est, &c. au parent & lignager, &c. ledit acheteur ou acquesteur en sera saisi, s'il est tenu en Censiue, ou qu'il ait, &c. & des loyaux cousteme ns. Art. 228. Esdits deux cas derniers l'an

†† *Ces mots, de l'infeodation, &c. iusques à la fin, ont esté adioustez.*

* *Censier. P. V.*

Source : BIU Cujas

L'an de Retraict de lignager, commence à courir contre les lignagers du iour de la Retenue Feodale ou Cenſuelle, & re-vnion faicte par leſdits S. pardeuant Iuge competent ou perſonne publique, en appert & non en ſecret.

me, elle toutesfois abſente, neant-moins promet ledit mary à l'acheteur de faire ratifier ſa femme, & auoir pour aggreable ladite vente. Or par la Couſtume de Mante il y a temps d'an & iour pour venir au Retraict, & ſe declarer acheteur en conſignant le pris & ſomme de la vente. La femme ne ratifie que deux ans apres le contract de vente. Le lignager vient & ſe preſente dedans l'an & iour de ladite ratification ainſi faicte: conſigne deniers au Greffe de la Preuoſté de Mante, enſemble les frais & loyaux couſts, & demande eſtre receu au lieu de l'acheteur. Le defendeur en Retraict inſiſte au contraire, & dit qu'il deuoit venir dans le temps de la Couſtume, & que l'an eſtoit expiré, meſmes qu'il y auoit trois ans paſſez, à compter du iour du premier contract de vente, iuſques au iour de la demande. Le demãdeur au contraire maintenoit que la preſcription ne couroit que du iour de la ratification de la femme, eſtans les parties appointees en Droict ſur leurs faicts à eſcrire de part & d'autre, & produire ce que bon leur ſembleroit: Le Preuoſt de Mante par ſentence auroit declaré le demandeur bien fondé, & receuable en ſa demande & conſignation, & ce faiſant luy adiuge ledit heritage pour le pris & ſomme qu'il auoit eſté vendu au defendeur, en payant par iceluy demandeur les loyaux couſts & frais, ſi aucuns par ledit defendeur ont eſté faicts, & condemne le defendeur és deſpens de l'inſtance Appel au Bailliage: & auroit le Bailly dit mal iugé & ſentencié par le Preuoſt, & en corrigeant la ſentence, declare le demandeur mal fondé, & non receuable en ſa demande, & le condamne és deſpans de la cauſe d'appel, dommages & intereſts. Appel en la Cour, laquelle par ſon Arreſt mit l'appel au neant, ſans amende & ſans deſpens de la cauſe d'appel, en emendant la Sentence du Bailly, a dit que la Sentence du Preuoſt ſortiroit ſon plein & entier effect: condamne l'intimé és deſpens de la cauſe d'appel faite pardeuant le Bailly de Mante, & és deſpens de l'inſtance principale, dommages & intereſts.

de Retraict deſdits heritages tant en Fief, qu'en Cenſiue retenus par les Seigneurs par puiſſance de Seigneurie, commence à courir, à l'encontre des retrayans lignagers, du temps de la Retenue deſdits heritages & re-vnion faicte par leſdicts Seigneurs à leur domaine, par puiſſance de Seigneurie, quand ladite g re-vnion eſt faicte par le S. F. ou Cenſuel pardeuant Iuge competent ou perſonne publique, en appert & non en ſecret.

g Il faut entendre ceſte re-vnion d'vne ſimple & manifeſte Retenue pour le prix que la choſe a eſté vẽdue. Car en ce cas l'an court incontinent, & n'eſt point requis que le S. re-vniſſe & incorpore à ſon domaine la choſe ainſi manifeſtement par luy retenue: & ſuffit qu'il commẽce à iouir de ladicte choſe corporellemẽt comme ſienne, & la poſſede comme à luy appartenant. C. M.

CLERMONT Tit. 2. Art. 5. Toutes & quantesfois qu'aucune perſonne a propre heritage à luy venu & eſcheu par la ſucceſſion d'aucun ſon parent, & telle perſonne vend à touſiours iceluy heritage, à aucun eſtranger du coſté & ligne, dont iceluy heritage eſt venu & eſcheu, il loiſt au lignager du vendeur dudit coſté & ligne, endedans l'an & iour de ladite vente ou de la ſaiſine ſur ce baillee, t'auoir & demander iceluy heritage audit acheteur par Retraict, en luy rendant le pris du principal achat, ſes loyaux frais, miſes & couſtemens tels que de raiſon. Art. 32. p. *a Eſtampes.* Art. 169. au † parent lignager, par l'acheteur d'icelle rente, en rembourſant comme dit eſt.

† *Ceſt Art. 32. eſt de nouuel introduit.*

VALLOIS Tit. 11. Art. 135. Quand aucun vend aucun heritage à luy venu par ſucceſſion, à perſonne eſtrange, iceluy heritage chet en Retraict, & le peut retraire le lignager du vendeur, du coſté dont eſt venu ledit heritage, en faiſant adiourner l'acheteur ou detenteur en cas de Retraict, endedans l'an & iour, à compter du iour de l'enſaiſinement ou infeodation de l'heritage vendu: les ſolennitez gardees en tel cas requiſes. Art. 140. Si †† aucun auoit baillé ſon propre heritage à rente & à rachat, à touſiours ou à temps, à perſonne eſtrange, tel heritage pourra eſtre retraict par le lignager du coſté & ligne dont ledit heritage eſt aduenu audit bailleur, en rendant le ſort principal du rachat de la rente & loyaux couſts par la maniere que dit eſt.

†† *Ceſt Art. 140. eſt introduit pour nouuelle Couſtume*

TROYES Tit. 9. Art. 144. Si homme ou femme vend ſon heritage propre ou naiſſant à perſonne eſtrange & non lignager, le parent lignager du coſté dont meut & naiſt ledit heritage, le * peut racheter dedans l'an & iour de la reception en foy & hommage és choſes feodales de la ſaiſine, és choſes cenſuelles, de la vraye poſſeſſion de faict és choſes allodiales: en rendant le pris & les frais raiſonnables, qui ſe doiuent offrir & preſenter realement, dedans l'an † & iour. Art. 151. Auſſi doit eſtre faicte aſſignation au mois ou pluſtoſt: ſinon vn autre lignager le pourroit requerir & auoir par Retraict: & à ce ſeroit receu.

* *Sic au Procés Verbal & au texte racheter, alij acheter*

† *Par l'ancienne Couſtume l'an ſe contoit du iour de la vendition, dont venoient pluſieurs fraudes en tenant les venditions ſecretes: tellement que d'icelles les parens du coſté, deſquels procedent leſdits heritages, n'en pouuoient eſtre aduertis. Et par la Couſtume de Retraict, qui tend à ce que les heritages demeurent en ligne, ſeroit facilement defraudee, ſi l'an dudit Retraict ſe contoit du iour de ladite vendition. Par l'aduis des aſſiſtans ledit Art. a eſté corrigé.*

CHAVMONT Tit. 10. Art. 112. p. *a Troyes.* Art. 144. heritage ancien & propre de ligne à perſonne, &c. de †† la ſaiſine, &c. ou de la reception, &c. poſſeſſion reelle & actuelle, &c. en rendant le pris & frais raiſonnables.

VITRY Tit. 12. Art. 126. L'on † maintient par Couſtume audit Bailliage que Retraict n'a lieu ſinon en heritage de naiſſant & ligne, quand tels heritages ſont vendus à perſonnes eſtranges, qui ne ſoient lignagers du vendeur, du

†† *Pareilles remonſtrances ont eſté faictes qu'en celles de Troyes. Surquoy auons ordonné qu'au lieu de ces mots, dedans l'an*

Source : BIU Cujas

dans l'an & iour de la saisine, h c'est chose censuelle : ou de la reception en foy & hommage, si c'est chose feodale : ou de la possession reelle & actuelle, si c'est chose allodiale.

† *Pareilles remonstrances ont esté faites que sur la Coustume de Troyes. Pour lesquelles ledit Article 126. a esté corrigé & modifié.*

costé & ligne dont lesdits heritages luy estoient venus. Auquel cas celuy qui est lignager, en quelque degré que ce soit, de tel vendeur, du costé & ligne, dont lesdits heritages luy estoient venus, les peut auoir par Retraict sur ledit acheteur estranger. Et faut par la Coustume auant qu'aucun soit receu à faire tel Retraict, qu'il y ait trois conditions concurrentes. La premiere, qu'il soit lignager en quelque degré que ce soit, au vendeur, du costé & ligne dont luy estoit venu l'heritage. La seconde, qu'il conuient faire ledit Retraict dedans l'an & iour de la saisine, és choses roturieres de la reception en foy & hommage és choses feodales : de la possession de faict és choses allodiales. Et faut que l'adiournement soit fait dedans l'an & iour : mais l'assignation du iour peut bien estre hors ledit an & iour : pourueu que les deniers soient presentez actuellement, dedans ledit an & iour : & que depuis ledit adiournement, iusques à l'assignation du iour, qui sera sur ce baillé, il n'y ait que xl. iours. Car à plus long iour ne peut estre faict l'adiournement en ladite matiere. La troisiesme cõdition, que l'on tende les deniers comptans auec les loyaux couſts & frais, & les faut presenter actuellement à chacune iournee auant litis contestation, n'estoit qu'ils fussent mis dés le commencement de la cause, en depost en main de Iustice. Toutesfois h où les heritages auroient esté vendus à termes & payemens, le retrayeur aura les termes, qu'auoit l'acheteur, en baillant toutesfois caution par le retrayeur, de rendre indemne le premier acheteur. Et qui defaut esdites conditions ou l'vnes d'icelles, l'adiourné emporte contre le demander congé de Cour, gain de cause & despens.

Retrayant lignager a les mesmes termes que l'acheteur en baillant caution.

h Nous parlerons de ceste question en l'Addition de ce Titre 7. Nombre iiii.

Laon Tit. 17. Art. 225. Quand aucun a vendu son propre heritage à personne estrange de son lignage du costé & ligne, dont luy est venu ledit heritage, il est loisible au parent lignager, &c. p. *à Paris.* Art. 129. dont l'heritage luy est escheu de, &c. en est infeodé par le Seigneur, s'il est en Fief : ou qu'il en ait esté vestu & mis en possession par le Seigneur foncier, ou ses Officiers, s'il est en roture : & s'il †† est * en franc-Aleu, ou de telle qualité que par la Coustume ne soit requis Vest ne Deuest, dedans l'an & iour de la possession prinse par l'acheteur, en rembourſant, &c. couſtemens. Art. 226. Si l'acheteur iouist par dix ans dudit heritage, sans estre vestu & mis en possession par ledit Seig. ou Iustice fonciere, l'an & iour de Retraict se doit compter apres les dix ans finis, comme estant ladicte iouissance & possession de dix ans equipollent à vesture. Article 227. Et neant-moins si apres la iouissance de dix ans & plus, l'acheteur se faisoit vestir par Iustice de l'heritage par luy acquis, le lignager peut sur luy retraire ledit heritage dedans l'an & iour de ladite i vesture. Article 228. Si le Seigneur estoit refusant ou delayant d'infeoder ou inuestir l'acheteur, l'an & iour du Retraict, commence le iour du refus. Art. 232. Il suffit l'adiournement en Retraict estre faict dedans l'an & iour, iaçoit que l'assignation ny eschoye : & pourueu qu'elle soit donnee quarante iours apres l'an : l'acheteur peut icelle abbreuier par requeste, si bon luy semble.

†† *Cest Art. 225. depuis ces mots, Et s'il est en franc, &c. sont de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs, de franc-Aleu.*

Iouissance de dix ans equipolle à vesture, & apres lesdits dix ans, commence l'an du Retraict : & s'il se faict vestir apres les dix ans, le lignager y peut venir dans l'an & iour apres.

i Ceste Coustume semble estre absurde & fort impertinente, mesmes contre les Regles de Droict, par lequel nul ne fait sa cõdition pire pour auoir recours à Iustice. L. non solet. 8. ff. D. de reg iur. l. sciendum. 58. D. de obl. & act. C. M Vide Hotom. 3. Obl. c 18 Pour le faict de Retraict lignager en ceste Coustume de Laon vn lignager fait conuenir vn acquereur pardeuant le Bailly de Marnes ou son Lieutenant, cinq ans apres l'acquisition. Le defendeur en Retraict dit que le lignager vient à tard : le demandeur replique & soustient qu'il est dedans le temps, veu mesmes que le defendeur n'estoit ensaisiné : & qu'il

Chalons Tit. 21. Art. 225. Quand aucun a vendu son heritage propre & de naissant, à personne estrange du costé & ligne, dont est venu ledit heritage, le parent & lignager du vendeur dudit costé & ligne, le peut retraire par proximité de lignage, dedans l'an & iour, en rembourſant, &c. p. à l'Art. 225. *de Laon.* Art 226. Ledit an & iour doit estre compté du iour que l'acheteur est receu en foy & hommage du Seigneur Feod. si si l'heritage est en Fief : ou qu'il est en saisine par le Seigneur foncier, si l'heritage est en roture chargé de Censiue, portant lods & ventes, saisine & amendes & autres heritages roturiers ou allodiaux, du iour que la possession a esté prinse. Art. 227. p. à l'Articl. 228. *de Laon.* Art. 234. Il suffit au retrayant d'auoir faict faire l'adiournement, & faict les offres dedans l'an & iour, encores que l'assignation soit donnee apres l'an : & neant-moins pourra l'adiourné faire anticiper le retraiant à plus brief iour, si bon luy semble.

L'an & iour commence du iour du refus fait par le S. F. ou Censier, d'infeoder ou inuestir.

Adiournemẽt en Retraict doit estre faict dans l'an & iour, encores que l'assignation ny eschoye : pourueu qu'elle soit dedans 40. iours apres.

Reims Tit. 7. Art. 189. p. *à Laon.* Art. 225. heritage de naissant, noble ou roturier à personne estrange ou à son parent n'estant du costé & ligne, &c. parent lignager, &c. de le demander & auoir par Retraict lignager dedans l'an & iour de la reception en foy & hommage : ou de la saisine & vesture faicte dudict heritage par le Seigneur Feodal ou foncier, ou ses Officiers : (sinon que ledict

Source : BIU Cujas

eſt dedans le temps : le defendeur requiert eſtre receu à verifier par teſmoins qu'il eſtoit enſaiſiné, & auoir pris la Saiſine. Ce que le Iuge donne ſentence au profit du defendeur, & declare le retrayant mal fondé. Appel pardeuant le Iuge de Laon, qui dit bien iugé, mal & ſans grief appellé par l'appellant. De laquelle ſentence eſt encores Appel en la Cour par ledit demandeur originaire, lequel obtient lettres pour eſtre receu appellant de ce que le defendeur auoit eſté receu à faire preuue par teſmoins de l'enſaiſinement, contre la diſpoſition de la Couſtume, qui requiert preuue literale, & par laquelle les Seigneurs ſont tenus faire Regiſtre des Saiſines & Deſſaiſines, & par conſequent ſe doiuent verifier par eſcrit. Par Arreſt ſolemnel prononcé le 23. iour de Decembre 1568. fut l'appellation & ce miſe au neant, en emendant le iugement, & en enterinant leſdites lettres, les concluſions furent adiugees au demandeur en Retraict auec deſpens, en rembourſant le prix du ſort principal & loyaux couſtemens dedans le temps de la Couſtume. Ceſt Arreſt eſt touché par Char. liure 4. Reſp. 94.

acheteur n'eſtant receu en foy & hommage ou veſtu, euſt iouy vnze ans accomplis dudit heritage) en rembourſant, &c. Art. 197. p. *à Laon.* Art. 232. de Retraict eſtre fait, &c. n'excede xl. † iours, &c. laquelle neant-moins l'acheteur pourra faire abbreuier, &c.

Noyon Tit. 7. Art. 33. Quand † aucun vend ſon heritage propre, ſoit Fief ou Cenſuel, à perſonne eſtrange, le parent lignager du vendeur, du coſté & ligne dont vient l'heritage, peut retraire ledit heritage ainſi vendu, dedans l'an & iour, en rembourſant les principaux deniers, auec les frais & loyaux couſts. Et eſt tel heritage tenu & reputé [k] propre au retrayant. Art. 34. L'an du Retraict court du iour de la reception en foy & hommage, ſi l'heritage eſt en Fief: & ſ'il eſt en roture du iour de la veſture, ſi les choſes ſont ſubiectes a veſture, ſinon du iour de la poſſeſſion prinſe en vertu du contract. [l]

Ribemont Tit. 5. Art. 34. Retraict lignager a lieu, quand les choſes ſont alienees aux perſonnes eſtranges, & non eſtans du coſté & ligne dont l'heritage vendu eſt eſcheu. Art. 37. Le temps de Retraict lignager eſt l'an & iour à compter, en ce qui eſt tenu en Fief du iour de la reception faicte en foy & hommage par le Seigneur de Fief: & pour le regard de ce qui eſt tenu en Cenſiue, dedans l'an & iour de la deueſture faite pardeuant le S. de Cons ou ſes Officiers: & que la Saiſine a eſté baillee.

Amiens Tit. 10. Art. 167. Quand aucun vend & tranſporte à pris d'argent heritages, feodal ou cottier, venant de ſon patrimoine, & par ſucceſſion de ſes predeceſſeurs, il eſt en faculté des parens du vendeur du coſté & ligne, dont l'heritage procede, le retraire par proximité de lignage dedans †† l'an & iour que le contract eſt enſaiſiné & deuement inſinué au Regiſtre du Seigneur, duquel eſt mouuant ledit heritage ou de ſa iuriſdiction, en payant & rembourſant l'acheteur du ſort principal de la vendition, frais de lettres, & autres loyaux couſts.

Theroanne Tit. 4. Art. 18. En toutes ventes de Fiefs & autres heritages cottiers venans de ſucceſſion & patrimoine y a droict de proximité endedans an & iour de la vendition quant au regard des Fiefs: & quant aux Cottiers auſſi an & iour. Mais ſi les Criees ſe font touchant les cottiers par quinzaines continuelles és lieux accouſtumez, icelles expirees & eſcheues, tous proeſmes eſtans ſous le ſon des cloches du lieu, ou ſe font les Criees, ſont forclos de leur proximité.

Chavny Tit. 20. Art. 107. Quand aucun vend heritage, ſoit Fief ou Cenſuel, à luy appartenant ou venu de ſon propre & naiſſant, à autre perſonne eſtrange, & non eſtant parent du coſté & ligne dont eſt procedé iceluy heritage & venu au vendeur, il loiſt à autre parent lignager d'iceluy vendeur du coſté & ligne dont eſt venu iceluy heritage Fief ou Cenſuel, d'iceluy retraire & auoir par proximité de lignage ſur l'acheteur, pour les deniers principaux & frais qu'en auroit baillé iceluy acheteur. Article cent huict. En heritages tant Feodaux que Cenſuels, y a le terme & eſpace d'vn an introduit pour iceux retraire, à compter du iour que l'acheteur s'en faict veſtir & ſaiſir par Iuſtice. Et n'eſt comprins en ce, le temps ou iouiſſance qu'en auroit eu l'acheteur parauant: ſ'il n'eſtoit qu'il en euſt iouy par dix ans entiers: auquel cas il en ſeroit reputé veſtu & ſaiſi, neant-moins ſe pourroit encores faire la Retraicte dedans le terme d'vn an apres les dix ans paſſez. Article cent neuf. Pour paruenir aux Retraicts, peuuent & doiuent les parens adiourner les acheteurs dedans l'an de ladicte ſaiſine, pardeuant Iuge competent, & illec doiuent iceux parens, voulans retraire, expoſer ou faire expoſer leur genealogie, ou proximité de lignage, du coſté & ligne, dont ſont deſcendus les heritages Feodaux ou Cenſuels, qu'ils entendent retraire, auec ce expoſer l'alienation ou vendition, qui en

k Secus à Reims Art. 215. comme il ſera monſtré cy deſſous. Normandie Art. 438. La Rochelle Art. 29. Acs Tit. 10. Art. 1. S. Seuer Tit. 5. Art. 2. Vide Maſuer. Tit. de Retract. Boer Dec. 76.

l C'eſt à dire, s'il eſt allodial ou tenu en franc-Aleu. Ceſte poſſeſsion doit eſtre publique & continuelle, & non pas momentanee: mais elle ſera telle qu'elle ſoit venue à la notice des voiſins. Vide Clem. De cõc. præb C. M.

m Proeſme ou proiſme eſt le proche parent & lignager, qui eſt de l'eſtoc ligne & brãchage du vendeur dont vient l'heritage propre vendu à perſonne eſtrange & non eſtant de la ligne & eſtoc. Pluſieurs Couſtumes vſent de ce mot, S. Pol. Ar. 41. Ponthieu Art. 133. & 134. Artois. Art. 123. 126. Lille Art. 89. La Salle de Lille. Tit. Art. Le Boutillere Art 5. Ennetieres. Art. 7. Canphin. Art. 8. La Somme Rural. en pluſieurs endroits, & les Couſtumes anciennes d'Amiens Art. 96. & de Monſtreul Art. 72. 73. & 76. le nommẽt Proeſme.

† *Ces mots,* Pourueu que, *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *De l'Art. 33. ont eſté raiez ces mots anciẽs,* Du iour de la ſaiſie baillee à l'acheteur. *Et pour explicatiõ duquel temps, doit auoir cours l'an & iour du Retraict lignager, à eſté adiouſte le 34. Art. redigé pour Couſtume.*

Retraict lignager a lieu en choſes alienees aux perſonnes eſtranges & nõ eſtans du coſté & ligne.

Temps de Retraict de quel iour commence à courir en choſes tenues en Fief ou Cenſiue.

†† *Ces mots,* dedans l'an & iour, *&c. iuſques à ce mot,* iuriſdiction, *inclus, ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir au lieu des mots anciens,* endedans l'an enſuiuant le iour de la ſaiſine baillee d'iceux heritages. *Et eſt ledit Artic. 167. partie du 47. Art. de l'ancie Couſtumier.*

Droict de proximité a lieu du iour de la vendition.

Proëſmes eſtãs ſous le ſon des cloches forclos de leur droict de proximité, les quinzaines continuelles expireesen heritages cottiers.

Source : BIU Cujas

An du Retraict quand commence à courir.

Iouissance de dix ans equipolle à veſture & saiſine: & neant-moins vn an apres les dix ans passez, on peut y venir par Retraict.

Retraict lignager comme se doit pourſuiure, & les adiournemens en ladite matiere.

a esté faicte à l'acheteur, & luy offrir en deniers comptans, & en bonne monnoye, le pris ou sort principal de ladite vendition, ensemble les frais & loyaux coustemens: ou pour iceux quelque somme de deniers, par protestation de parfournir, si plus y auoit: en concluant que les heritages vendus luy soient adiugez par droict de Retraict, comme parent lignager du costé & ligne dont ils sont venus, au vendeur.

PONTHIEV Tit.9. Art.133. Quand aucune personne vend ou transporte son heritage à luy venu de ses predecesseurs, & qui luy appartient à titre d'heritage, ou aucune rente à prendre sur iceluy heritage, celuy qui est proësme du vendeur du costé & ligne dont luy estoit procedé iceluy heritage, est habille & peut retraire l'heritage & rente vendue sur l'acheteur dedans vn an & iour ensuiuant la realité acquise, en payant & rembourſant l'acheteur, de ses deniers principaux par luy payez, frais de lettres & loyaux coustemens.

BOVLLENOIS Tit.28. Art. 135. Chacun parent de la cotte & ligne, dont sont escheus les heritages, peut retraire iceux heritages dedans l'an de l'hipotheque & realité acquise, en rembourſant l'acheteur du sort principal, frais d'hypotheque, mises de Iustice, & loyaux coustemens.

PERONNE Tit.10. Art.235. Quand aucun vend à personne estrange l'heritage à luy aduenu par succession ou acquisition de ses parens, le lignager du vendeur de l'estoc, costé & ligne, dont vient l'heritage, le peut retraire dedans l'an & iour de la saisie * & inuestiture, en rendant & rembourſant audit acheteur les deniers de l'achat, frais & loyaux cousts par l'acheteur desbourſez, & baillant suffisante caution audit acheteur de l'acquiter & desdommager enuers le vendeur pour les deniers non desbourſez. Art.240. Si l'acheteur a differé à se faire ensaisiner ou inuestir par x.xx. ou xxx. ans, l'an de Retraict ne court, ains commence à courir apres ladite saisine ou inuestiture seulement.

* *Legendum Saiſine, vt rectè in Art.240. huius Conſuetudinis.*

MONT-DIDIER L. Artic. 6. Si aucun vend quelque heritage assis en icelle Ville & Banlieuë, lequel luy seroit venu & escheu de son propre: en ce cas, le parent & lignager d'iceluy vendeur, du costé & ligne dont vient ledict heritage, s'il veut retraire iceluy, doit intenter instance pendant xvii. iours & xvii. nuicts, apres que l'acheteur en sera saisi & vestu, & ce faisant faire offre de rembourſer les deniers principaux, auec les droicts Seigneuriaux, frais de lettres & tous loyaux coustemens: lesquels doiuent estre comptez & nombrez iusques & comprins le iour de la contestation en cause: autrement & à faute de ce faire, pendant les dixsept iours & dixsept nuicts, ledit parent du vendeur n'y sera plus receu.

Retraict se doit intenter pendant dixſept iours & dixſept nuicts, apres la saiſine & veſture: & faut faire offres de rembourſer les deniers principaux, auec les droicts Seigneuriaux, frais de lettres & loyaux couſtemens.

ARTOIS Tit.3. Art.122. Est aussi loisible au Proësme du vendeur retraire endedans l'an de la saisine baillee à l'acheteur, tous heritages patrimoniaux du vendeur pour les remettre à coste & ligne. Et sortissent iceux heritages nature d'heritages patrimoniaux en succession & alienation des retrayans. Art.126. Le Proësme & lignager a droict de retraire les heritages patrimoniaux du vendeur, procedans du costé dont il luy est Proësme & lignager seulement: & non des heritages estans de pure acqueste au vendeur.

Heritages retirez par Retraict lignager ſortiſſent nature d'heritages patrimoniaux en ſucceſſion & alienation.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 10. Art.1. Quand l'homme ou femme a vendu son heritage n ancien, le plus prochain du lignage, d'où meut l'heritage le peut racheter dedans l'an & iour apres en rendant le pris & les frais raisonnables. Article. 3. Si l'heritage est vendu à vn qui ne soit du costé, d'où il est mouuant, ou qu'il soit venu à vn du lignage, du costé mesme, d'où il est party s'il y a plus prochain parent de l'acheteur, & du costé d'où est mouuant ledit heritage, il le peut racheter dedans le premier an & iour, en rendant le pris & les fais raisonnables. Art.5. Ledit an & iour est à compter des le iour du vendage de l'heritage vendu, sans auoir regard à quelque rachat, qui soit donné par l'acheteur. Art.8. Semblablement Retraicte a lieu en vendition de rentes & Censes: & aussi se vn homme baille son heritage ancien à cense ou rente annuelle & perpetuelle, en payant les rentes & Censes, & autres pris & charges tels qu'ils seront.

Retraict lignager n'a lieu en par acqueſts.

Lignager peut retirer dans l'an & iour l'heritage vendu.

COMTE DE BOVRG. Chap.13. Art.67. Le parent peut retraire par droict de proximité la chose vendue par son parent, parmy rendant le pris & les

n Heritage ancien c'est l'heritage propre & de naissant qui luy est venu & escheu de ses pere & mere ou autres ses predecesseurs, quasi à maioribus profectum quod ex origine patris aut aui descendat l. si auia 19. C. de donat. Suetonius in Iulio Gentilitiam hereditatem vocat, vt quidam rectè notant. Voyez Chassanee sur cest Art.1.

Source : BIU Cujas

Retraict lignager se doit faire par le plus prochain dans l'an & iour, ores que la vente soit faite à vn du lignage.
Temps de Retraict de quel iour se doit compter, sans auoir regard au rachat,
Droict de proximité en quelles choses a lieu, & de quel iour commence à courir l'an & iour.

frais raisonnables, dedans l'an & iour. Et se comptent ledit an & iour, dés le iour de la possession Royale, prinse par l'acheteur. Art. 68. Semblablement a lieu ledit Retraict en rentes & censes vendues & assignees sur heritages. Et est compté l'an & iour dés le premier payement fait des rentes & Censes en presence de Iuge, dont il appetra par acte de Cour, en presence de tesmoins, dont il apperra par instrumens. Art. 70. L'an & iour que le parent a faculté de retraire, est compté dés le iour de la possession Royale prinse par l'acheteur. Et au regard de la rente ou Cense, d' le premier payement faict d'icelle rente ou Cense, en presence de Iuge ou tesmoins. Et les tiendra ledit retrayant à la charge dudit rachat. Art. 72. Retraict coustumier a lieu pour le prochain parent de celuy, qui baille son ancien heritage à cense ou rente perpetuelle, & qui en prend pris pour l'entrage, si ledit pris excede la p valeur de la Cense ou rente: moyennant ce que ledit retrayant demourera chargé de la rente ou Cense, & rendra le pris & les frais comme dessus.

Retraict Coustumier ou bail d'heritage à cense ou rente.

NIVERNOIS Chap. 31. Art. 1. Retraict d'heritage ancien vendu, compete & appartient aux parens de la ligne & estre du vendeur, & chose vendue, iusques q au vi. degré de consanguinité inclus, & non plus. Art. 2. Le retraiãt lignager, doit faire adiourner l'acheteur dedans l'an & iour, à compter de la possession reelle & actuelle prinse par l'acquereur par commission & exploicts libellez à deux fins: à sçauoir de Retraict dudit heritage vendu, & d'exhibition de son titre d'acquisition: & doit estre l'assignation dedans x. ious r pour le plus: le tout dedans lesdits an & iour.

Retraict lignager a lieu en vendition d'heritage ancien, iusques au sixiesme degré de consanguinité.

MONTARGIS Chap. 16. Art. 1. Quand aucun vend son propre heritage, rente ou hypotheque sur iceluy, à aucune personne estrange de la ligne, souche & fourchage, il loist au parent du vendeur issu & descendu de ladite ligne, souche & fourchage dont vient ledit heritage, de requerir dedans an & iour, à auoir par Retraict iceluy heritage ou rentes, en rembourssant ledit acheteur du sort principal qu'il aura payé & baillé, de ses loyaux cousts & mises. Article. 2. Toutesfois s'il aduient qu'vn f frere ou vne sœur vendent à vne personne estrange heritage acquis par son pere ou mere, & à luy escheu par la succession de son pere ou mere, le frere ou sœur dudit vendeur & ses enfans le pourront auoir, par Retraict dedans l'an & iour de la vente. Mais les oncles ou cousins desdicts vendeurs ne le pourront auoir par Retraict. Et pareillement de l'heritage acquis par pere ou mere par eux baillé à vn de leurs enfans en aduancement de succession. Art. 17. Propre heritage baillé à rente à tousioursmais à personne estrange, sous faculté de pouuoir racheter ladite rente par le preneur, ou partie d'icelle, le parẽt du bailleur la peut retraire dedãs l'an & iour du cõtract: & l'an & iour passez ne pourra plus retraire ledit heritage: mais seulemẽt pourra retraire la rente dedans l'an & iour qu'elle sera achetee par le preneur ou autre. Art. 18. L'heritage Feodal suiet à Retraict se doit retraire par le lignager dedans l'an & iour, comme roturier, sauf en la Ville & Preuosté d'Orleans & ressorts d'icelle, & autres lieux circonuoisins, où le lignager le peut auoir, iusques à ce que l'acheteur aye fait la foy & hommage au S F. & dedans l'an & iour apres la foy faicte.

Retrayant lignager comme doit faire adiourner l'acheteur à deux fins par commission & exploicts libellez, & doit estre l'assignation dans dix iours, & le tout dans l'an & iour.

ORLEANS Titre 18. Article 363. p. *à Montargis.* Article premier. a vendu † son heritage ou rente fonciere à luy appartenant de son propre, à aucune personne, &c. heritage ou rente, le parent du vendeur, &c. peut demander & requerir dans l'an & iour de la vente auoir par Retraict iceluy heritage ou rente, &c. Article 364. p. *à Montargis.* Article 18. se peut, &c. roturier: & outre le peut ledit lignager auoir iusques à ce que l'acheteur ait, &c. hommage ou faict deuëment ses offres: ou qu'il eust esté receu en souffrance: & aussi dedans l'an & iour apres lesdictes foy & offres deuëment faictes ou souffrances baillees. Article 380. Si vn †† frere ou sœur vend à personne estrange l'heritage acquis, &c. p. *à Montargis.* Article 2. mere ou à luy de par eux donné en aduancement de succession: le frere, &c. leurs enfans, le peuuent, &c. ne le peuuent auoir par Retraict: sinon qu'il fut venu de leur estoc, souche & ligne.

Frere ou sœur peuuent venir au Retraict de la chose vendue par leur frere, laquelle luy est venue de succession de ses pere & mere: comme aussi les enfans des vendeurs: & les oncles ou Cousins des vendeurs, ny peuuent venir.

NORMANDIE Chap. 28. Art. 438. Tout heritage ou autre chose immeuble, soit propre ou acquest, vendu par deniers ou fieffé, par rente

De bail d'heritage à rente à tousioursmais sous faculté de racheter la rente ou partie d'icelle: & comme le parent peut retirer l'heritage ou la rente.

o Aliàs reelle, ou realle, & faut entendre ceste possession continuelle & non clandestine, & telle que porte ceste mesme Art. 98. & 70. mais ledit Art. 70. lit aussi possession Royale.

p Vide l. Aristo. D. de donat. & Andr. Tiraq in Tract. de Retractu §. 33. C.M.

q Quels degrés il faut considerer en matiere de Retraict lignager, nous le dirons cy dessous.

r C'est à sçauoir que l'assignation ne se doit bailler à plus long terme où iour, que de dix iours, cela se doit entendre si l'acquereur s'en plaint. Secus s'il n'obiecte pas qu'on aye donné plus briefue assignation, par ce qu'en ce cas elle ne se peut obiecter par vn autre parent plus prochain, encores qu'il soit concurrent auec le premier retraiant, si l'acheteur ne veut point obiecter ce defaut d'assignatiõ briefue & coarctee, ny exclurr le premier retrayant. C. M.

f La pluspart des Coustumes sont conformez à ceste Coustume de Lorris, Meaux, Melun, Bourbonnois, La Marche, Auuergne Lodunois & autres, ainsi qu'il est aisé a cognoistre par la Conference des vnes aux autres.

Source : BIU Cujas

Heritage Feodal suiet à Retraict comme le roturier dedans an & iour du contract: fors à Orleans, où il se peut retirer dans l'an & iour apres la foy faicte.

† *Cest Art.363. estoit le 276. ancien, & ce qui a esté adiousté, est pour explication.*

†† *Cest Art.380. est tiré du 278. de l'ancien: & ce qui a este adiousté est sans preiudice du passé.*

Retraict Feodal ou lignager iusques au septiesme degré iceluy inclus, a lieu dedans l'an & iour de la lecture & publication du contract.

Retraict dure trente ans, s'il n'a esté fait lecture & publication du contract.

† *Cest Art. 439. 440. 441. & 442. sont accordez pour Coustume nouuelle.*

Retraict de xl. iours pour heritages ou rẽtes vendues dãs le Pontaudemer, &c. du iour de la lecture & publication du contract.

Lecture & publication des contracts comme se doit faire & en quels lieux.

Preuue ne sera faite par tesmoins de la lecture & publication des contracts.

L'an & iour de la clameur commence à courir du iour de l'adiudication par decret & derniere renchere & adiudication d'icelle passee pardeuant le Iuge ordinaire du ressort, où l'heritage est assis, ores qu'il en fut appel: & s'il est passé ailleurs du iour de la lecture & publication faite de ladite adiudication.

Clameur doit estre prise & signifiee à l'acheteur dans l'an & iour de

tracquitable à pris d'argent, peut estre retiree tant par le S.F. immediat, que par les lignagers du vendeur, iusques au septiesme degré, iceluy includ, dedans l'an & iour de la lecture & publication du contract. Article 439. Et † si lecture & publication n'en a esté faicte, le contract est clamable dans trente ans, en rembourſant le pris & loyaux couſts, le clamant baillera caution, s'ils ne peuuent estre promptement liquidez, pour les contracts qui seront faits à l'aduenir. Article 440. Les heritages ou rentes vendues dans le Pontau de mer, Pont-l'Eueſque, Liſieux, Caën, Bayeux, Conſtances, Auranches & autres endroicts, eſquels n'y auoit que vingt-quatre heures de Clameur, pourront doresnauant retirer dans les quarante iours, du iour de la lecture & publication du contract. Article 441. La lecture ſe doit faire publiquement, & à hante voix à iour de Dimenche, iſſuë de la Meſſe Parochial du lieu, où les heritages ſont aſſis, en la preſence de quatre teſmoins, pour le moins, qui ſerõt à ce appellez, & ſigneront l'acte de publication ſur le dos du contract, dont le Curé ou Vicaire, Sergent ou Tabellion du lieu, qui aura fait ladite lecture, eſt tenu faire Regiſtre: & n'eſt receu aucun à faire preuue de ladite lecture par teſmoins. Pourront neant-moins les contractans pour leur ſeureté, faire enregiſtrer ladite lecture au Greffe de la iuriſdiction ordinaire. Article 442. Et où le corps des Egliſe ſeroit hors le reſſort de Normandie, & les heritages dans ledit reſſort, la lecture s'en peut faire au prochain marché, des choſes vendues, ou en la iuriſdiction ordinaire, dont leſdites terres vendues ſont dependans. Article quatre cent quarante quatre. L'an & iour de la Clameur de l'heritage decreté, commence à courir du iour de l'adiudication par decret, & derniere renchere & adiudication d'icelle, encores qu'il en fut appellé, & l'appellation indeciſe: pourueu que le decret ſoit paſſé pardeuant le Iuge ordinaire, au reſſort duquel l'heritage eſt aſſis. Article quatre cent quarante cinq. Et où il ſeroit paſſé ailleurs, l'an de la clameur n'aura cours que du iour que la lecture & publication aura eſté faicte de l'adiudication à iſſuë de la Meſſe Parochial du lieu, où les heritages ſont aſſis, ſelon la forme preſcrite par la publication des contracts de vendition: & ſi c'eſt vn Fief Noble, il ſuffira que la lecture & publication ſoit faite iſſue de la Meſſe Parochial du lieu, où le principal manoir eſt aſſis. Article quatre cent ſeptante, Il ſuffit que la Clameur ſoit priſe & ſignifiee à l'acheteur dans l'an & iour de la lecture & publication faicte du contract de vente, encores que le iour de l'aſſignation pour venir voir compter deniers & exhiber le contract, eſchee apres l'an & iour: pourueu que l'aſſignation ſoit aux prochains plez ou aſſiſes, du iour de la ſignification. Article 471. Et où l'acheteur ſeroit demourant hors la Vicomté, où ſont aſſis leſdits heritages, il ſuffira de la ſignifier aux detenteurs deſdits heritages, ſoit Fermier, Receueur ou autre.

TOVRS Tit.16. Article 152. Quand aucune choſe immeuble eſt vendue ou tranſportee par Contract ſuiet à Retraict, & les lignagers du vendeur, habiles à luy ſucceder en la ligne dont meut la choſe vendue, ont fait bailler adiournement de Retraict au dedans de l'an & iour de la vendition & poſſeſſion, les lignagers peuuent auoir la choſe ainſi vendue: encores †† qu'ils ne fuſſent nez t ny conceus lors du contract de vendition: en refondant les deniers & pur ſort, que l'acheteur en auroit payé auec les loyaux couſtemens. Article cent cinquante trois. Et † eſt à entendre l'an & iour, que ſi la poſſeſſion eſtoit priſe le premier iour du mois, l'adiournement doit eſtre baillé le premier iour du mois de l'an reuolu: & ainſi des autres.

ANIOV Titre dixſeptieſme. Article trois cent quarante ſix. *A la fin.* Mais en tout contract d'alienation d'heritage & choſe immeuble, où il y a argent baillé & promis bailler ou autre meuble, qui equipolle à ce, y a Retraict aux prochains du lignager du vendeur ou alienateur, en faiſant adiourner l'acquereur en demande de Retraict, ou faiſant ſaiſir les choſes dedans l'an & iour du contract, ou de la poſſeſſion priſe, en payant & refondant le ſort principal que les choſes ont couſté, & les loyaux couſts & miſes. Article trois cent cinquante. Tout adiournement de Retraict ſe doit faire & bailler à la requeſte

Source : BIU Cujas

la lecture & publication du contract, encores que l'assignation eschee apres l'an & iour: pourueu qu'elle soit aux prochains plez.

Signification se peut faire aux detenteurs Fermiers ou Receueurs, si l'acheteur demoure hors la Vicomte.

Retraict lignager a lieu audedans de l'an & iour de la vendition ou possession.

†† *Ces mots,* Encores qu'ils ne fussent creez ne conceus lors de la vendition, *sont de nouuel adioustez pour plus grande explication: & pour obuier aux difficultez qui se sont meues sur l'Art.1. ancien: duquel ont esté tirez les Art. 152. & 154. &c. pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

† *Cest Art.153. a esté adiousté pour plus grande explication, & pour obuier, &c. comme en l'Art. precedent.*

Adiournement en Retraict se doit faire dans l'an du contract ou de la possession prinse, ou de la grace finie, si grace y a: ou du iour de l'acquest ou affranchissement de la rente.

---

des lignagers ou d'autres en leur nom, dedans l'an du contract, ou de la possession prinse par l'acquereur, ou de la grace finie, si grace a esté donnee par le contract, sinon en vn cas cy apres declaré. Autrement est du S. F. Art.394. L'an & iour de Retraict de la rente acquise sur soy ou sur la chose, se prend du iour de l'acquest & affrãchissement de la rente. u

u Et ainsi ledit an & iour court en faueur de la liberation & affranchissement de la rente. Idem si la rente estoit de bail d'heritage non rachetable. C.M.

LE MAINE Tit.8. Art.358. p. aux Art.346. *d'Aiou.* Art. 361. p. *à Anjou.* Art.350. contract ou de la, &c. grace y a: sinon qu'elle excedast ix. ans: fors en cas, &c. Autrement est du S. Feod. comme est touché aux autres Art. Article 404. p. *à Anjou.* Art.394.

GRAND PERCHE Tit.10. Art.177. Quand l'heritage propre est vendu ou aliené à pris d'argent ou chose equipollente, les parens du costé & ligne du vendeur, le peuuent auoir & retirer dedans l'an & iour du contract, en rembourſant l'acquereur du pris & loyaux couſts. Et ſuffit que l'adiournement ſoit baillé dedans l'an & iour, encores que l'aſſignation eſchee hors ledit temps. Article 182. L'an & iour du Retraict commence à courir du iour du contract paſſé pardeuant Notaires ou Tabellions. Toutesfois ſi par ledit contract y auoit grace & faculté de racheter dedans certain temps, l'an & iour commence à courir ſeulement du iour que la grace eſt expiree: mais ſi pluſtoſt leſdits lignagers veulent venir audit Retraict, faire le pourront, à la charge de ladite grace.

Retraict lignager a lieu quand l'heritage est vendu ou aliené à pris d'argent ou chose equipollente dedans l'an & iour du contract.

CHASTEAV-NEVF Chap.12. Art.77. Qui vend ſon heritage propre à luy venu de ſucceſſion de ſes parens & lignagers, à vn eſtrange de la ligne dont meut ledit heritage, il peut eſtre retraict par vn du lignage du vendeur du coſté & ligne, dont l'heritage luy eſt eſcheu dedans l'an & iour de †† la poſſeſſion reelle & actuelle faicte & prinſe ſans fraude par l'acquereur, au moyen de ſon titre d'acquiſition, publiquement, en preſence de perſonne publique & teſmoins: en † rembourſant l'acheteur des deniers de la vente, dedans le temps de la Couſtume, (qui eſt de huictaine apres l'adiudication ou recognoiſſance faite par l'acquereur:) & auſſi des frais & loyaux couſtemens que l'acquereur fera taxer & liquider dedans †† ledit temps de huictaine de l'adiudication ou recognoiſſance, le retrayant appellé, pour voir ce faire: & au cas que † ledit acquereur n'aura faict ou peu faire taxer les frais & loyaux couſts dedans la huictaine, le retrayant fera neant-moins le rembourſement de l'acquiſition, & huictaine apres la taxe & liquidation deſdits frais faite, luy * appellé pour voir ce faire, rembourſera iceux frais & loyaux couſtemens. Aliàs & en defaut de ce faire, ſera decheu du Retraict, & luy ſeront par l'acquereur les deniers du ſort principal, qui auroient eſté pour ce faict rembourſez par ledit retrayant, rendus & reſtituez. Article 87. Le temps de Retraict lignager ne court point: ſinon depuis l'infeodation ou la ſaiſine & poſſeſſion reelle faits, euz & prins par l'acheteur & ſans fraude.

Adiournemẽt en Retraict

An & iour de Retraict cõmence à courir du iour du contract, ou de la grace finie.

†† *Ces mots,* de la poſſeſſiõ, *&c. iuſques à ce mot,* teſmoins, *ſont adiouſtez.*

† *Ceſte clauſe a eſté ainſi adiouſtee & corrigee.*

†† *Ces mots,* de huictaine, *ſont mis au lieu de ces mots anciens, xxiiii. heures.*

† *Ceſte clauſe* Et au cas, *&c. iuſques à ces mots,* reſtituez, *inclus, eſt nouuelle.*

* *C'eſt l'acquereur.*

CHARTRES Tit.12. Art.67. p. *à Chaſteau-neuf.* Art.77. reelle & actuelle x faite ſans fraude, en rembourſant l'acheteur des deniers de la vente, dedans le temps de la Couſtume, des chaſtel & loyaux couſtemens, qui eſt †† de huictaine apres l'adiudication.

x Par Arreſt le 8. Decembre 1548. il fut iugé en ceſte Couſtume de Chartres, apres auoir enquis, *de modo vtendi*, que l'acquereur doit auoir prins poſſeſſion reelle & actuelle deuant Notaire & teſmoins, pour empeſcher le retrayãt lignager, par ce que l'an & iour ne court ſinon du iour de la prinſe. Pareil Arreſt du 8. iour de Mars, 1549. en la Couſtume de Dunois.

x C'eſt à dire ſi le retrayant ſe laiſſe mettre en defaut apres l'aſſignation qu'il a faict donner à l'acheteur.

DREVX Chap.13. Art.57. p. *à Chartres.* Art.67. de la vente & des chaſtels & loyaux couſtemens. Et ſi le defaillant ſe laiſſe mettre en *Comparuit*, l'vn des lignagers pourra eſtre ſubrogé au lieu à pourchaſſer le Retraict.

BLOIS Chap.16. Art.193. Quand † aucun vend ſon heritage patrimonial ou rente ſur iceluy, à luy eſcheu de ſes parens & lignagers, à perſonne eſtrange de ſon lignage, il eſt loiſible à ſon parent lignager, du coſté, eſtoc & fourchage, dont meut ledit heritage, demander & auoir par cauſe de Retraict lignager, pardeuant Iuge competent, dedans l'an & iour y d'iceluy, en rembourſant ledit acquereur de ſon ſort principal, & de ſes loyaux couſts, chaptels & miſes.

Temps de Retraict lignager de quel iour doit courir.

†† *Ces mots,* qui eſt de huictaine apres l'adiudication *ont eſte adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

† *A esté par nous remonstré que la Coustume estoit repugnante au droict de Retraict lignager, introduit pour la conseruation des agnations des maisons : & à fin que les heritages demourent en l'estoc & ligne, dont ils procedent. Et par ladite Coustume, ledit lignager en sera frustre, au moyen que les contracts de vente se peuuent faire secretement sans ce que les lignagers en puissent estre aduertis, & par le dol & fraude des acheteurs taisans & recellans leurs acquisitions, les lignagers seront priuez & frustrez dudit droict de Retraict: & qu'à ceste cause seroit bon ordonner que doresnauant l'an du Retraict, ne commençast à courir, quand l'heritage vendu est Feodal, sinon apres la foy & hommage faits, & en heritage censuel, apres la Saisine: & en heritage tenu à droit de Terrage, apres la iouyssance & possession prinse: & qu'en ce faisant nul ne pourroit auoir ne pretendre aucun preiudice ou dommage. Car lesdits droicts appartenans au S.F. Censuel ou Terrager se doiuent payer & sont deuz par la Coustume. Nonobstant lesquelles remonstrances les gens du tiers Estat ont requis que la Coustume demourast telle, que contenu est audit Coustumier, sans aucunement la corriger ne reformer: disans qu'elle estoit vtile à la chose publique: & qu'il est fauorable qu'vn chacũ puisse vẽdre ce qui luy appartiẽt, à telle personne que bõ luy semble. Et apres auoir ouy les Aduocats & Practiciens, lesquels ont affermé ladite Coustume toute notoire & manifeste & ne la vouloir iamais reuoquer en doute, auons ordonné que ceſt Art. 193. demourera pour Coustume ancienne, en la forme qu'il est: & que neantmoins desdites remonstrances ferions mention en nostre Proces verbal, & nostre rapport à la Cour, pour en estre par elle ordonné comme de raison.*

y Il faut aussi entendre du iour de la notification faicte deuement sur le lieu vt in Clem. vn. in fine. De conc. præb. C.M.

DVNOIS Chap. 15. Art. 79. p. *à Chartres.* Art. 67. venu de ses parens, à vn estranger &c. meut & procede &c. vn de son lignage du costé, dont il luy est escheu dedans &c. vente & loyaux cousteméns dedans le temps de la Coustume, qui est de huictaine apres l'adiudication &c. Art. 80. En la Seigneurie de Marchesnoir faut que le retrayant soit de la ligne, souche & fourchage dont meut tel heritage, qu'il veut auoir par Retraict.

ROMORANTIN Chap. 6. Art. 9. Quand aucun heritage patrimonial est vendu & aliené à personne estrange, il est permis & loisible au parent & lignager du vendeur du costé & ligne, dont procede l'heritage, l'auoir & demander pour cause de Retraict lignager dedans l'an & iour de la vente.

MENETOV Chap. 6. Art. 15. Quand aucun vend son heritage hors sa ligne, le prochain parent du costé & estoc dont procede l'heritage, le peut auoir par retraict lignager dedans l'an & iour de la vente, en faisant son adiournement, libelle & rembourſant l'acheteur de son sort principal, loyaux frais, cousts & mises.

LA RVE D'YNDRE Chap. 1. Art. 2. Auant qu'aucun soit receuable à retraire l'heritage vendu par son lignager, il conuient que ce soit heritage tombé en succession & aduenu par succession à son lignager vendeur: qu'il soit parent de l'estoc, dont meut ledit heritage: & qu'il y ait vente pure & absoluë ou contract equipollent à icelle. Car en matiere d'eschange & autres semblables Retraict lignager n'a lieu.

SOESMES Chap. 4. Art. 5. Celuy qui veut euoquer vn autre à Retraict, il faut qu'il soit du lignage & estoc dont meut ledit heritage, qu'il veut retraire.

BERRI Tit. 14. Art. 1. En vendition ou autre cession & transport à prix d'argent d'heritage propre, peut le prochain lignager du vendeur, de l'estoc & ligne dont vient ledit heritage, vser de droict de Retenuë, dedans †† lx iours, z à compter du iour de la vendition. Art. 3. Retraict lignager a lieu en toutes venditions pures & simples, ou faites auec faculté de Rachat, soit le Rachat perpetuel ou à temps: & audit cas commence à courir le temps de lx. iours (dedans lesquels le lignager doit exercer le droict de Retenue) des & depuis l'acquisition faicte: sans attendre que la faculté de Rachat soit expiree: autrement lesdits lx. iours passez, il en est forclos.

†† *Ceſt Art. 1. est nouuel Coustume quant aux lx. iours & quãt à la prorogatiõ de temps qui estoit de 14. iours par l'ancienne.*

Retraict lignager a lieu dedãs xl. iours à cõpter des desheritemens & adheritemens.

S. QVINTIN D'ISLE Art. 2. Pour reprendre vaillablement à titre de proximité, les maisons, fiefs & heritages cottiers, est requis à peril de forclusion, faire les deuoirs en dedans xl. iours ensuiuans les desheritemens & adheritemens faits & baillez aux acheteurs.

BOVVINNES Art. 2. Reprinse à titre de proximité de maisons & heritages cottiers tenus de ladite Seigneurie, se doit faire en dedans xl. iours des desheritemens & adheritemens faicts & baillez, à peril qu'apres lesdits xl iours on n'est receuable de demander audit titre lesdits maisons & heritages.

SALOMMEZ Art. 2. Es heritages non acquestez vendus & Vverpis, proximité de lignage a seulement lieu, en dedans xl. iours ensuiuans l'adheritemẽt fait & baillé.

PONT A VVENDIN Art. 6. Quand vne personne a vendu quelque maison ou heritage tenu dudit Escheuinage, le rapporté & Vverpy és mains des Bailly ou son Lieutenant & Escheuins audit lieu, pour en adheriter l'acheteur, auant bailler l'adheritement, vn Sergent de ladite ville, publie ladite vente en l'Eglise

z Ce temps de lx. iours est prefix non seulement pour poser ledit adiournement, mais aussi pour faire poursuitte de la cause, & mesmes pour agir en execution de sentence donnee en matiere de Retraict lignager. Maistre Iean Breton conclud en matiere de Retraict contre Maurice Augendre. Le Retraict est consenti en rendant les deniers Delay prins pour accepter le consentemẽt demonstre la cause en surseãce apres lx iours du iour dudit delay. Et ledit temps expiré il accepte ledit consentement & fait offre. Le defendeur empesche & remonstre, qu'il n'est dans les lx. iours. Le

Source : BIU Cujas

demandeur au contraire soustient qu'il suffit que l'adiournement soit faict dans les lx. iours. Et quant aux appointemens & execution de sentence, qui interuient sur la demande de Retraict, la prescription ordinaire de trente ans est seulement à considerer. Le defendeur remonstre que la prescription qui est pour l'action, est aussi pour l'execution de Sentence. Le 22 Auril 1566. Sentence au Siege Royal d'Yssoudun, infirmee par Arrest donné en audience le 16. Decembre 1567. par lequel ledit demandeur fut debouté. Aucuns tiennent qu'encores que ceste action soit annuelle des sa nature, si est ce que par contestation elle est perpetuee & ne peut estre perimee que par trois ans, ainsi fut iugé par Arrest le 10. Auril 1579.

Retraict à titre de proximité de dans sept iours & sept nuicts apres la publication de la vente deuement faite.

Parochiale le Dimanche ensuiuant à heure de grand Messe: afin que se quelque parent du vendeur ou venderesse, du lez & costé dont ladite maison ou heritage procede, le veut reprendre à titre de proximité, qu'il vienne endedans sept iours & sept nuicts ensuiuans pour faire ladite reprinse, & rembourser l'acheteur des deniers principaux & loyaux coustemẽs, ou consigner lesdits deniers sous la main de Iustice, & lesdits sept iours & sept nuicts passez, retraicte de proximité n'a lieu.

Le Boutillene Art.5. Droict de proximité est deu au Proisme du lez & costé dont procede l'heritage vendu non acquis par le vendeur: pourueu qu'il face ses deuoirs endedans xl. iours ensuiuans l'adheritement baillé à l'acheteur.

Ennetieres Art.7. Es heritages acquis n'y a reprinse à titre de proximité: mais seulement és heritages patrimonieux par le Proisme venant du costé & ligne en dedans xl. iours ensuiuans l'adheritement faict & baillé.

Camphin Art.8. Reprinse à titre de proximité de lignage a lieu pour heritages non procedans d'acqueste vendus, pourueu qu'apres le des-heritemẽt faict pardeuant les Bailly, son Lieutenant & Escheuins en nombre competent, endedans xv. iours ensuiuans la criee, qui se faict par ledit Bailly, son Lieutenant ou Sergent en l'Eglise Paroissiale par iour de Dimenche ou autre iour solemnel, à heure de grand Messe: par laquelle criee exposition est faicte desdits vente & des-heritement, le Proisme face ses deuoirs & lesdits xv. iours reuolus & passez, ladite proximité n'a lieu. Art.9. Il n'est requis pour paruenir à ladite proximité que le demandant audit titre, soit parent du lez & costé, dont ledit heritage procede, mais souffit qu'il soit le plus prochain.

Vvahaigmes Ar.4. Reprinse à titre de proximité de lignage a lieu, pour lesdits heritages venans de costé & ligne, endedans vii. iours & vii. nuicts ensuiuans les vendition, adheritement & criee faicte par iour de Dimanche ou iour de Feste à heure de grand Messe, en l'Eglise dudit Vvahaigmes.

S. Pierre de Lille Art.1. Pour deuëment & valablement retraire à titre de proximité de lignage aucuns heritages renteux tenus desdits Preuost, Doyen & Chappitre, est requis ce faire endedans xl. iours ensuiuans les des-heritemens & adheritemens desdits heritages: à peine d'estre fourclos & debouté de ladite proximité apres lesdits xl. iours passez & reuolus.

Esrevx Art.1. Et y a seulement xl. iours de reprinse à titre de proximité de lignage, ensuiuant l'adheritement faict & baillé.

S. Piat Art.12. Es Seignouries des Preuost, six prebendes, de ladite Eglise & Seigneurs Vicomtiers dependans d'icelle, dont l'on tiẽt les plaids en la maison Escheuinale desdits du Chapitre, Retraicte à titre de proximité a lieu seulement pour maisons & heritages tenus desdits Preuost, Prebendez & Seigneurs Vicomtiers ayans tenu coste & ligne, au proisme venant du lez & costé dont ils procedent Laquelle Retraicte se doit faire & intenter endedans xl. iours ensuiuãs lesdites venditions des-heritemens & adheritemens, faisans au surplus les deuoirs en tel cas requis & accoustumez.

Arras Tit.6. Art.49. En vendition ou alienation d'heritages, Retraicte de proximité de lignage, pareillement Retraicte par puissance de Seigneurie n'a lieu.

Bethvne Tit.1. Art.7. En heritages cottiers, submis à retraicte, il est accoustumé en la Ville, Banlieue & Aduourie de Bethune faire trois criees par trois Dimanches, à l'Eglise Parochiale dudit lieu, où les heritages sont situez, en signifiant la vente de tels heritages: à fin que les proximes habiles à iceux retraire, comparent endedans lesdites trois criees, & facent leurs deuoirs. Autrement lesdites criees faictes & parfaictes, ny peuuent paruenir, n'estoit que le Vverp ne fut faict auant lesdites criees. Auquel cas tel retrayant, apres icelles criees faictes, viendroit à temps endedans le Vverp faire. Et si lesdites criees ne sont ainsi que dit est, la Retraite se peut faire en dedans l'an.

Seclin Art.7. On peut retraire à titre de proximité de lignage les maisons

Source : BIU Cujas

& heritages vendus non procedans d'acqueſte, tenus dudit Eſcheuinage endedans xl.iours enſuiuans les deſ-heritemens & adheritemens faits de telles maiſons & heritages, en faiſant les deuoirs & ſolemnitez requiſes & accouſtumees. Et n'eſt l'on apres leſdits xl.iours receuable faire telles reprinſes.

L'ESPINE Art.1. Pour retraire à titre de proximité de lignage aucuns heritages patrimonieux vendus, eſt requis que le proiſme veullant retraire ſoit parent du vendeur du lez & coſté dont l'heritage procede, & qu'il intente ſa pourſuite de retraicte endedans xl iours apres l'adheritement baillé.

ESQVERMES Art.2. Reprinſe à titre de proximité de lignage a lieu ſeulement en dedans quarante iours, apres le deſ-heritement & adheritement faicts & baillez.

PHALEMPIN Art.1. Pour heritages cottiers patrimonieux tenus de ladite Cour & Halle de Phalempin, & des fiefs en dependans, Retraite à titre de proximité, a lieu ſeulement en dedans xl.iours apres les deſ-heritemens & adheritemens faits & baillez.

HERLIES Art.2. Retraicte à titre de proximité de lignage a lieu pour heritages non acquis par le vendeur ou vendereſſe en dedans xl. iours enſuiuans, telles venditions, deſ-heritemens & adheritemens faicts & baillez par vn parent au vendeur ou vendereſſe du lez & coſté, dont leſdits heritages procedent.

LA BASSEE Art.9. Se vne perſonne vend vne maiſon & heritage tenu dudit Eſcheuinage, venant de ſon lez & coſté, le parẽt peut retraire à titre de proximité telle maiſon & heritage en dedans xl.iours enſuiuans le deſ-heritement, en nantiſſant les principaux deniers du marché & loyaux couſtemens, dont les vendeur & acheteur ſont tenus faire declaration par ſerment ſ'ils en ſont requis. Mais ſe le mary vend la maiſon & heritage venant du lez & coſté de ſa femme, le parẽt de ſadite femme a droict de demander & pourſuiure la retraicte audit titre, & nõ celuy dudit vendeur.

En vente de la maiſon & heritage de la femme, les parens de la femme peuuent retraire.

OSTRICOVRT Art.4. Retraicte à titre de proximité lignagiere, a lieu pour heritages patrimonieux, tenus dudit Eſcheuinage, vendus, quand le proiſme apres la vendition faicte de tels heritages, les requiert auoir audit titre, parauant ou conſtant les trois criees, au iour enſuiuant ou endedans le iour de l'adheritement: en rembourſant les deniers principaux & loyaux couſtemens Et ſe font leſdites criees par trois Dimenches continuels, ou autres Feſtes: pourueu qu'il y ait vn iour ouurier entre leſdits Dimenche & Feſte, en l'Egliſe Parochiale dudit Oſtricourt: apres la grande Meſſe chantee: par leſquelles criees l'on publie le teneur de ladite vente.

NEVFVILLE Art.5. Reprinſe p *à Eſquermes.* lieu, endedans &c enſuiuans les venditions, deſ-heritement & adheritement des heritages tenus dudit Eſcheuinage.

COMMINES Art.21. Retraicte à titre de proximité lignagere a lieu pour maiſons & heritages tenus dudit Eſcheuinage venans & procedans du lez & coſté des vendeurs, endedans xl. iours enſuyuant les deſ-heritemens & adheritemens. Art.22. Vn heritier de portion de maiſon ou heritages frareux & non ſeparez de bonnes & aſſens ſouffiſans, peut endedans xl.iours enſuiuans les vendition & deſheritement d'autre portion frareuſe, le reprendre à titre de frareuſeté: iaçoit que telle portion venduë procede d'acqueſte.

ARMENTIERES Art.2. Retraicte à titre de proximité de lignage a lieu pour leſdits maiſons & heritages non acqueſtez endedans xl.iours apres les deſheritemens & adheritemens faits & baillez, & non pour ceux acquis: mais ſe peuuent leſdits maiſons & heritages, tant acquis que non acquis, reprendre à titre de frareuſeté ou eſcleche, endedans leſdits xl.iours, en rembourſant l'acheteur ou acheteurs des deniers principaux & leaux couſtemens, endedans vii. iours & vii. nuicts enſuiuans les recognoiſſances iudiciaires ou adiudications. Art.3. En matiere de Reprinſe deſdits maiſons & heritages, frareuſeté faict à preferer à proximité, & eſcleche à frareuſeté.

Frareuſeté eſt preferee à proximité & eſcleche à frareuſeté.

S. SIMON ET RAISSE Art.3. Es heritages patrimonieux en matiere de Retraicte à titre de proximité de lignage ſe le vendeur auant le deſ-heritement declare qu'il offre l'heritage vendu, aux proiſmes pardeuant les Bailly ou Lieutenant & Eſcheuins en nombre de loy: en mettant main au baſton: & qu'aux deux quinzaines enſuiuans l'acheteur ou autre de par ledit vendeur ad ce commis, face ſemblable offre, la premiere par deuant ledit Bailly, ſon Lieutenant & deux Eſcheuins, & la ſeconde par deuant ledit Bailly ou ſon Lieutenant & quatre Eſcheuins, de ce iour en xv.iours: en ce cas apres ladite ſeconde offre faite, ſe perſonne

Source : BIU Cujas

ne compare endedans heure d'Eſtoilles, du iour d'icelle derniere offre, l'heritage ainſi vendu demeure audit acheteur, ſans ce qu'apres on luy puiſſe audit titre de proximité vaillablement reprendre. Toutesfois ſe ledit acheteur ou commis eſt en faute de faire les deuxieſmes & troiſieſmes offres auſdites quinzaines, il peut icelles faire & continuer quand bon luy ſemble, endedans l'an reuolu, du iour de l'adheritement de tels heritages.

ERQVINGHEHEM Art. 1. Es heritages renteux en matiere de Retraicte à titre de proximité de lignage, ſe le vendeur auant le deſ-heritement fait de l'heritage vendu par deuant les Bailly ou ſon Lieutenant &c. p. *à S. Simon.* Art. 3. declare qu'il offre tel heritages aux proiſmes, & qu'aux deux &c. Et en cas que ladite ſeconde offre faite, proiſme ne &c. d'eſtoilles, de ce iour en xv. iours, l'heritage &c. ou ledit commis eſtoit &c. les ſeconde &c. de tel marché.

MOVVAVLX Art. 1. Pour les fiefs & heritages tenus ou dependans d'icelle Seignourie, giſans audit Mouuaulx, proximité a lieu, quand ils ont tenu coſte & ligne, endedans l'an des adheritemens, n'eſt que les acheteurs ayent par trois Dimenches enſuiuans qu'ils en ſoient adheritez à heure de la grand Meſſe, en l'Egliſe dudit lieu, faict publier les venditions, deſ-heritemens & adheritemens faits & baillez. Auquel cas ſe les Proiſmes ne font leurs deuoirs de reprendre audit titre, tels marchez endedans les xl. iours enſuiuans leſdits adheritemens, ils viennent à tard faire telles reprinſes.

TOVRNAY Tit. 10. Art. 29. Quand le vaſſal vend ſon fief, le prochain lignagier, du coſté dont vient ledit fief, le peut demander & reprendre par proximité, depuis la vente iuſques l'an de l'adheritance, en rendant à l'acheteur ſes principaux deniers, auec tous leaux couſtemens pource par luy tirez & frayez. Art. 30. Ledit lignagier pour reprendre ledit fief par proximité, eſt tenu faire plainte à ceſte fin, endedans le temps à compter comme deſſus par deuant ledit Preuoſt & les hommes de fiefs conclurre, à ce qu'il ſoit recognu pour lignagier habille, à faire ladite reprinſe requerir que ſa plainte ſoit ſignifiee à l'acheteur pour à certain iour enſuiuant venir recognoiſtre ſadite proximité, & ce faiſant doit ledit lignager nantir realement le pris principal de ladite vente auec or & argent pour tous loyaux couſtemens, offrant le tout faire valoir.

LILLERS Tit. 1. Art. 7. Le Proëſme du vendeur peut retraire heritages cottiers en dedans l'an du iour de la ſaiſine: en rendant les deniers, frais & leaux couſtemens: ſauf que ſi l'acheteur faict publier ſon marché à l'Egliſe Parroiſſialle, où leſdits heritages ſont ſituez, par trois quinzaines en le ſignifiant d'abondant aux Proëſmes, apres les trois criees faictes, au cas qu'ils ſoient preſens, ſeront iceux priuez de retraire: ſ'ils n'ont faict icelles par dedans ce temps.

VALANCIENNES Tit. 5. Art. 75. Si quelqu'vn ayant rente ſur quelque heritage, vend ou aliene icelle rente, le proprietaire le polra reprendre & retraire endedans l'an pour le meſme pris qu'elle aura eſté vendue ou alienee, dont l'acheteur & vendeur ſeront tenus eux purger par ſerment, & en payant les deſpẽs pour ce faicts par l'acheteur: mais ſi l'acheteur offre au proprietaire ſon marché, auant ledit an expiré: ledit proprietaire n'aura que vi. ſemaines de terme, apres iceluy offre, pour faire ladite retraite & reprinſe.

BOVRBONNOIS Chap. 29. Art. 422. p. *à Paris.* Art. 129. heritage †† à perſonne &c. dont luy eſt venu & eſcheu par ſucceſſion ledit propre heritage il eſt &c. heritage, dedans iii. mois apres que l'acheteur aura eſté inueſti, ſ'il eſt tenu en cenſiue, ou qu'il ait &c. fief: & ſ'il eſt allodial corporel dedans les iii. mois, ou incorporel dedans vi. mois du iour de la poſſeſſion reelle prinſe par l'acquereur en la preſence d'vn Notaire & deux teſmoins: & en rembourſant l'acheteur de ſon droict principal & loyaux couſtemens. Art. 423. Quand aucun a vendu rentes, és cas eſquels rente peut eſtre conſtituee, ſur ſes propres heritages, à perſonne eſtrange, non eſtant de la ligne dont procedent les heritages propres, il eſt loiſible au parent & lignager du coſté dont procedent leſdits heritages, de demãder & requerir en iugement auoir ladite rente par Retraict lignager, dedans iii. mois de l'infeudation ou inueſtizon d'icelle. Et quand il y a remeré à certain temps, les lignagers peuuent auoir ladite rente par Retraict dedans le temps deſſuſdit à compter comme deſſus, & encores iii. mois apres le remeré finy. Art. 425. Et ne ſont pourtant les retraians empeſchez de faire Rétenue apres le contract de vente, & auparauant leſdites prinſe de poſſeſſion, infeodation & inueſtizon, ſi faire le veulent. Art. 435. Heritages & autres choſes cenſees & reputees eſtre de l'eſtoc de celuy, qui veut retraire, quand ils viennent par ſucceſſion en ligne collaterale.

†† *Les Art. 422. & 423. ont eſté ainſi corrigez ſur les remonſtrances par nous faites, que le temps de xl. iours qu'auoit le lignager pour retraire la choſe vendue, qui eſtoit de ſon eſtoc eſtoit bien brief. Et à ceſte cauſe leſdits Eſtats ont accordé que tant le lignager pour auoir par Retraict, que le S. pour l'auoir par Retenue aura trois mois pour les choſes*

Source : BIU Cujas

feodales & cenſiueres: mais quant és allodiales corporelles y auoit trois mois du iour de la poſſeſsion reelle prinſe en la preſence d'vn Notaire & deux teſmoins: & és allodiales incorporelles, vi. mois, à compter du iour de la poſſeſsion prinſe, comme dit eſt. Et ont ceux de la Ville de Moulins allegué & maintenu auoir Couſtume locale, que le lignager pour retraire la choſe vendue de ſon eſtoc: auſsi le S. Iuſticier & cenſiuier pour le droict de Retenue ont an & iour. Et ſur ladite Couſtume pretendue eſtre locale en ladite Ville de Moulins, auons ordonné qu'ils la meiſſent comme locale, ſi bon leur ſembloit entre les locales: & que ſi lors ils l'approuuoient, que volontiers l'accorderions comme locale: & a eſté ledit Art. remis ainſi que contenu eſt aux Art. ſubſequens, ſçauoir eſt 422. 423. & 424.

S. Povrçain en Bovrb. Art. 592. Le lignager peut recouurer la choſe immeuble vendue par ſon lignager prouenue de ſon eſtoc, dedans l'an & iour, à le prendre de la vente, en payant le ſort & loyaux couſtemens.

Avvergne Chap. 23. Art. 1. Si aucun vend heritage ou choſe immeuble le lignager du coſté & eſtoc dont prouient ledit heritage ou choſe immeuble au vendeur, peut auoir & retraire icelle choſe vendue de l'acheteur ou detenteur d'icelle, nonobſtant pactions a reſolutoires. Art. 2. Et ce en payant le pris & ſort principal, pour lequel icelle choſe immeuble a eſté vendue par le lignager auec les loyaux couſtemens dedans le temps de iii. mois, à iceux compter du iour de la poſſeſſion reale prinſe par l'acheteur & non pluſtot: laquelle poſſeſſion l'acheteur ou autre pour luy, prendra en la preſence de deux teſmoins du lieu & Iuſtice, où la choſe eſt ſituee. Art. 13. Quand la vendition eſt faicte par le lignager, ſous faculté de rachat, ledit temps de iii. mois court du iour de la poſſeſſion reale prinſe de la choſe vendue, & non du iour du rachat, & le prendra le lignager à la charge du rachat. Art. 39. Es lieux & Chaſtellenies d'Auuergne, où il y a lieu de b ſuriect, le temps de iii. mois ne court, que du iour de la poſſeſſion prinſe par le dernier acheteur de l'heritage, auquel il aura eſté deliuré par ſuriect. Art. 40. Auſſi és lieux, où les ventes ſe font pour ſoy & ſon mieux, ledit temps de iii. mois ne court ſinon du iour de la poſſeſſion prinſe par celuy qui ſera ſubrogé audit mieux. Art. 41. Pareillement touchant les S. F. & directs ledit temps courra eſdits cas, comme au lignager.

Poſſeſsion comme ſe doit prendre par l'acheteur.

Retraict en vente a faculté de remeré a lieu du iour de la poſſeſsion reale prinſe.

Suriect.

Treignac Art. 1. Le prochain lignager peut auoir par retour de bourſe la choſe vendue par ſon lignager dedans l'an & iour, à iceluy compter du iour de la notice du lignager, ou que vray-ſemblablement la peu ſçauoir.

S. Povrçain L. Art. 1. p. *à S. Pourçain en Bourbonnois.* Art 592. couſtemens. Et court ledit temps contre tous.

La Marche Chap. 20. Art. 260. Le lignager du vendeur d'aucun heritage, rente ou choſe immeuble, du coſté & ligne dont meut & eſt prouenuë la choſe vendue, peut dedans † l'an & iour retirer par droict de Retraict lignager la choſe immeuble vendue, en payant le ſort principal & loyaux couſts. Art. 263. Le temps introduit pour auoir par Retraict la choſe vendue, ſe compte & commence du iour que l'acheteur en a prins poſſeſſion †† reelle & actuelle. Laquelle poſſeſſion pour faire courir ledit temps, l'acheteur eſt tenu prendre en la preſence de ii. teſmoins de la Parroiſſe, en laquelle la choſe eſt aſſiſe & d'vn Notaire: & ne ſuffit quant à ce d'en auoir fait poſſeſſion par precaire, louage ou autrement: ſinon que l'acquereur le fit ſçauoir à iour de Dimanche, à Meſſe de Parroiſſe ou en iugement, & en euſt acte.

† *Ceſt Ar. 260. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle, en ces mots,* dedans l'an & iour.

†† *Les gens des trois Eſtats ont dit que le temps ne couroit contre vn lignager, ſinõ depuis qu'il auoit cognoiſſance de la poſſeſsion reelle & actuelle prinſe ou qu'il l'auoit peu ſçauoir*

Lodvnois Chap. 15. Art. 1. Quand aucune choſe immeuble eſt vendue ou tranſportee par contract de vente, ou equipollent à vente, où il y a eu bourſe deſliee, & deniers ou autres meubles baillez ou promis bailler, les lignagers du vendeur en la ligne c dont meut ladite choſe vendue ou tranſportee, peuuent auoir par Retraict la choſe ainſi vendue ou tranſportee, en refondant à l'acquereur le ſort principal de l'acqueſt, auec les loyaux couſtemens, en mettant iceluy acquereur en adiournement en claim & matiere de Retraict, dedans l'an & iour dudit acqueſt, ou de la poſſeſſion prinſe des choſes vendues ou tranſportees au dedans l'an & iour de la grace donnee, par le contract de vendition ou tranſport finie. Art. 37. Les an & iour de Retraict de la rente franchié & acquiſe ſur ſoy, ſe doiuent prendre du premier terme, qui eſcherra apres le franchiſſement.

Retraict lignager a lieu en cõtract de vente ou equipollent à vente, où y a bourſe deſliee, deniers ou autres meubles baillez ou promis bailler.

Poictov Tit. 10. Art. 319. Quand aucun a vendu ſes biens immeubles, ſoit fonds ou autres choſes cenſees pour immeubles, comme ſeruitutes & rentes aſſiſes generalement ou ſpecialement ſur le vendeur & ſur ſes biens, il eſt loiſible au parent & lignager du vendeur, les auoir & demander par Retraict lignager, dedans l'an & iour de l'acquiſition notifiee d & inſinuee au Greffe de la iuriſdiction, en laquelle l'heritage acquis eſt ſitué & aſſis. Art. 320. Et commence à courir ledit an & iour de Retraict, du iour de la notification & inſinuation, ſoit † que

An & iour de

a Pactions reſolutoires ſ'entendẽt quãd la vente eſt pure auec paction que ſi aucun en offre ou donne d'auantage la vente ſera nulle, comme il ſe voit au Titre de in diem ad dict. aux Pãdectes: ou bien ſi ie vous rends le prix dans vn mois, la vente n'aura aucun effect l. 2. & l. ſi à te cõ parauerit 7. C. de pactis inter empt. & vendit. l. 1. C. quando decr. opus non eſt l. 11. D. de diuerſ. & tẽp. præſc. Ce qui eſt propremẽt Paction de remeré ou bien faculté de rachat Ceſte paction reſolutoire eſt cy apres nommee vente pour ſoy & ſon mieux.

b C'eſt à dire quand on adiuge la choſe au dernier encheriſſeur qui augmente le prix. Ce droict de Suriect a lieu au lieu D'ardes & en pluſieurs autres Suriect eſt propriè adiectio pretii.

c Soit paternelle ou maternelle. Car en matiere de Retraict lignager il faut conſiderer les deux lignes, ſoit du pere ou de la mere. Et n'a l'on point d'eſgard au double lien. Et par conſequent celuy qui eſt conioinct des deux coſtez n'eſt point eſtimé le plus prochain, comme il ſe voit par l'Art. 2. de ceſte meſme Couſtume au meſme Titre, par lequel il ſe cognoiſt que les re-

Source : BIU Cujas

presentans excluent celuy qui est conioinct des deux costez qui est le plus esloigné: ou bien il est donné à celuy qui est de la ligne seulement dont meut & procede ledit heritage. C.M.

d Ceste Coustume tant en ceste Art. 319. qu'és Art. 320. 321. est corrigee par l'Edict du Roy Henry 3. 1581. cy dessus daté: par lequel la notification & insinuation des contrats se doit faire au Greffe des iurisdictions ordinaires Royales, & non és iurisdictions des Iustices subalternes: auquel cas il faut notifier és Bailliages & Seneschaucees, au ressort desquels sont lesdites Iustices ordinaires subalternes Il faut entendre le mesme en la Coustume de Angoumois Art. 80. & la Rochelle Art. 33. & d autres Coustumes. On peut demander si en Retraict conuentionnel, le temps court du iour de la notification ou bien du iour conuentionnel & se trouue Arrest du 7. Septembre 1532. entre Anne de la Val femme du sieur de la Trimouille & Renee de Montagier, par lequel la Sentence du Iuge de Thouars du 16. Decembre 1529. fut confirmee, par laquelle le Retraict estoit adiugé au lignager retrayant venant dans l'an du rachat conuentionnel auec adiudication de fruicts puis contestation en cause: combien qu'elle eust esté infirmee par le Seneschal de Poictou ou son Lieutenant.

quel temps sont pris quand la rente est frachie.

A qui appartiēt faire offre de retraict lignager pour raison de quelles choses & dans quel temps.

L'an du Retraict quand commence à courir, & comme l'insinuation des choses acquises doit estre faicte par l'acquereur.

† *Ces mots,* Soit que ladite, *&c. iusques à la fin sont adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé, droicts acquis & procés intentez.*

en ladite acquisition y eust grace de remeré ou non. Et sera tenu le Greffier faisant icelle, en faire Registre à part & par ordre, contenant l'an & iour des acquisitions par luy insinuees: & en chacune desdites insinuations specifier les choses vendues & le pris d'icelles, le nom des vendeurs & acquereurs & des Notaires, qui auront passé lesdits contracts. Et ne deliurera ny endossera ladite insinuation aux contracts des acquisitions par luy insinuees, que premier il n'ait faict ledit registre. Et faisant ledit endossement ou deliurant ladite insinuation, cottera le fueillet du registre, où elle est contenuë. Art. 321. Et†† si les choses acquises & contenuës en vn mesme contrat, sont situees en plusieurs & diuers fiefs & iurisdiction, le contract sera insinué & registré en chacune d'icelles iurisdictions, s'il y a exercice de iurisdiction: sçauoir au Greffe de la Chastellenie, ou sont situez les lieux venduz: autrement l'an & iour du Retrait ne courra, que pour le regard des choses qui auront esté insinuees és Greffes des fiefs & iurisdictions, dont elles sont mouuantes.

De la notification & insinuation des immeubles situez en diuers Fiefs & iurisdictions.

†† *Cest Art. 321. est de nouel introduit, en cōsequence du precedent Art. sans preiudice du passé.*

Angovmois Chap. 5. Art. 55. Quand aucun vend e aucune chose immeuble ou censee immeuble, comme f sont rentes generales, son parent lignager, dedans l'an & iour de la vendition, en obseruant les cōditions cy apres mises, doit estre receu au retrait de ladite chose. Art. 56. Mais il conuient que le lignager venāt au Retraict, obserue & garde toutes conditions qui s'ensuiuent: c'est à sçauoir declaration de lignage ou offre de le declairer, offre d'vne piece d'argent, offrant à parfaire, & requeste de le receuoir au Retraict: le tout en iugement: ou en presence d'vn Sergent & de deux tesmoins: adiournement formel en cause de Retraict, & sur refus d'argent, & toutes lesdites choses soient faictes dedans l'an & iour. Et n'est point requis que l'assignation dudit adiournement, pourueu qu'elle soit faite à brief iour, comme de viii. iours, eschee dedans ledit an & iour. Art. 80. L'an du Retraict baillé par la Coustume court du iour que l'acquisition sera notifiee au Greffe de la iurisdiction, en laquelle l'heritage acquis est situé & assis. Et à ceste fin sera tenu le Greffier faire registre de la notification.

Lignager quelles conditions il doit garder.

Offres du retrayant lignager.

Adiournemens en Retraict.

Temps de Retraict lignager de quel iour court.

La Rochelle Chap. 12. Art. 29. Quand aucun acquiert aucun heritage ou droict censé & reputé pour heritage, par contract de vente, ou sonant ou equipollent à vente, soit que ledit heritage ou droict, soit propre ou conquest du vendeur, le lignager du vendeur peut au dedans de l'an & iour, les attraire à luy par Retraict, en faisant offre d'or & d'argent deuëment au dedans l'an & iour, en offrant payer le sort principal & loyaux coustemens, luy àsçauāté des loyaux coustemēs. Ar. 33. p. *à Angoumois.* Ar. 80. registre de l'acquisition & notificatiō d'icelle.

Xainctonge Tit. 6. Art. 43. Toutesfois & quātes qu'aucun vēd ou transporte par cōtract de vēte, sonāt ou equipollēt à vente aucune chose immeuble, & doit estre reçeu au retraict & rescousse de la chose vēdue & transportee par son lignager, en payāt par le lignager le sort principal auec les loyaux coustemens: & en ce faisant l'acquereur est tenu faire les cessions & trāsports à ce conuenables. Art. 50. p. *à Angoum.* Ar. 80. & assis: & s'il est assis† en iurisdictiō de ville Royal, ou y a Siege de Seneschaucee sera notifié au Greffe de la Seneschaucee. Et à ceste fin &c.

† *Ces mots,* Et en iurisdictiō, *&c. iusques à ces mots,* & à ceste fin, *ont esté adiouſtez.*

Bovrdeavx Chap. 2. Art. 4. En chose vendue soit de partie à partie volōtaire ou autrement, le plus prochain parent de l'estoc, souche & lignee, dont prouiennent & descendent les biens, les peut auoir pour le pris dedans vn an & vn iour. Et s'il n'y en a de l'estoc, souche & lignee, les autres plus prochains parens le pourront auoir. Et si le lignager ne vient dedans l'an & iour, à compter du iour de la g tradition & apprehension reelle de possession de la chose vēdue sans fraude, h ne la peut auoir ne demander.

e Il faut entēdre que la vente soit faite à vn estranger de la ligne & souche dont procede l'heritage, combiē que ceste Coustume ne le die expressement en cest Article: neantmoinsce n'est pas sans doubte à cause de la façon d'en vser: comme quand la chose est vendue & alienee au plus esloigné parent estant de la ligne, & le parent plus proche la veut retirer & estre receu au Retraict: qui est la matière des Art. 61. & 62. de ceste mesme Coustume. C.M.

f On doit limiter ceste Coustume ainsi du consentement du debteur: Les rentes estant ainsi subrogees au lieu des vsures. Cōme i'ay dict en cas pareil sur les Coustumes de Poictou, & Paris Art. 57. & au Traicté des cōtrats vsuraires. C.M.

Source : BIU Cujas'

g Il eſt certain que les contracts prennent leur derniere perfection de la tradition ou poſſeſſion reelle & actuelle. Accurſius ad l.1.C. de peric.& comm.rei vend. Ceſte poſſeſſion reelle & actuelle doit eſtre publique, & non clandeſtine, comme il eſt cogneu par pluſieurs Couſtumes meſmes celles de Bourbonnois, Auuergne, Tours, Lodunois, La Marche, Acs & autres miſes cy deſſus. Vide Vlpianum in l.clam poſſidere 6.D.de adq.poſſ. Voyez Ferronus ſur ceſte Couſtume.

h Simulata pro infectis habentur in l.ſi ex pretio. 6.C.Si cert.pet.& non præſumitur ſimulatio niſi probetur. l.4. & C. Si quis alteri vel ſibi &c. ou la fraude ou ſimulation eſtant verifiee rend le contract nul. l.nuda D.de contr. empt. l imaginaria. D.de regul iur. l.contractus imaginarii 54. D.de oblig.& act. contractus imaginarii etiam in emptionibus iuris vinculum non obtinent: cum fides facti ſimulatur non intercedente veritate. Vide l.10.C.de diſtr. pign l.46.D.Locati l.21.C. de trauſ.l.8.C.de donat.

Retraict lignager a lieu tant es biens immeubles auitins que acqueſts.

Acs Tit.10. Art.1. Quand aucuns heritages, rentes ou biens immeubles, ſoient auitins ou acquis par le pere ou mere, ſont vendus, le lignager plus proche du vendeur, d'où coſté d'ou les biens viennẽt, les peut auoir par Retraict, ſ'il y viẽt dedans an & iour, à compter du iour de la vente & poſſeſſion, prinſe de la choſe vendue par l'acheteur publiquement ou autrement: tellement qu'il puiſſe venir à la notice du lignager.

Retraict quand & comment il a lieu.

S. Sever Tit 5. Art.1. Quand aucuns heritages, rentes ou autres biens immeubles: ſont vendus, le plus prochain lignager de l'eſtoc ou ligne, dont leſdits biens viennent, peut auoir par Retraict leſdits heritages, rentes ou biens immeubles dedans an & iour, à compter du iour & date de la vente & poſſeſſion prinſe, en maniere qu'il puiſſe eſtre venu à notice des circonuoiſins, en baillant le pris à meſmes termes & payemens que l'acheteur l'auroit payee, ou deuroit payer, auec les loyaux decouſtemens. Art.2. Et a lieu ladite Couſtume tant en biens auitins, qu'acqueſts.

Lignager doit payer le pris à meſmes termes & payemẽs que l'acheteur.

La Salle de Lille Tit.11. Art.1. Quand vne perſonne a vẽdu fiefs, maiſons & heritages patrimoniaux, ou qu'ils ſont vendus par Decret, ſon parẽt du lez & coſté dont leſdits fiefs, maiſons & heritages procedent, les peut reprẽdre & retraire à titre de proximité lignagiere, en dedans l'an du deſheritement par deuãt la Iuſtice, où il a eſté fait ou dudit decret adiugé, de la miſe de fait decretee, ou de l'adheritement fait & baillé: & n'a ladite Retraicte lieu pour fiefs, maiſons & heritages i acqueſtez, ne pour biens meubles k & catheux: n'eſt que ils adherẽt & ſoient vendus auec le fonds deſdits fiefs, maiſons & heritages patrimoniaux.

i Voyez cy deſſous l'Addition de ce Titre 7. nombre 1.

k Voyez cy deſſous le 144. Art. de Paris & ce qui ſera par nous noté ſur iceluy.

Lignager peut recouurer toutesfois & quantes la choſe de lignee.

La Bovrt Tit.6. Art.3. Si aucune choſe de lignee en cas permis a eſté vendue, le plus prochain à ſucceder du vendeur de degré en degré le ſpeut recouurer toutesfois & quantes que bon luy ſemblera.

Retraict lignager a lieu dans 41. ans payant le pris, loyaux couſtages & ameliorations.

Sole Tit.19. Art.1 p. *à la Bourt.* de papoadge en &c. eſt vendue, &c. au vendeur & c. de xli. ans conſecutifs, en payant le pris auec les loyaux couſtages & deſpens: & les ameliorations, ſi aucunes en y a, par cognoiſſance de maiſtres experts: ſinon que la choſe vendue fut eſté conqueſtee & acquiſe par le vendeur. Car audit cas Retraict lignager n'a point lieu, ſelon la Couſtume.

Retraict n'a lieu en acqueſt ou Conqueſt.

Bretagne Tit.16 Art.298. l Premeſſe eſt octroyee à tous ceux qui ſont de lignage, dedans le ix. degré du ramage dont procede l'heritage. Et † ſera l'heritage reputé du ramage du retrayant, quand aucun de ſa famille en a eſté approprié & fait Seigneur irreuocable, ores que le retrayant n'en ſoit deſcendu. Ar.299. Tout Preſme & lignager peut retirer la choſe ſuiette à Premeſſe, en paiant par luy le vray pris conuenu entre le vendeur & l'acheteur & les loyaux couſts & miſes ſans fraude.

l Le Bouteillier en la Somme Rural dit que Retraict de Premeſſe eſt quand vn heritage vendu reuient au plus prochain par ligne, & dit que le cas de Retraict ſe nomme par les Conſtumiers cas en droict de premeſſe. Et de la vient la dictiõ Preſme qui ſignifie le lignager & parent qui vient au Retraict pour eſtre du lignage & ramage dont procede le heritage vendu. Les autres Couſtumes l'ont appellé cy des Proiſme ou Proeſme. Notez que ce mot Ramage vaut autant que branchage, fourchage la ſouche, ligne, eſtoc, lez & coſté dont les autres Couſtumes vſent en ceſte matiere. L'eſtoc eſt dit propre-

Premeſſe quand eſt octroyee: iuſques au 9. degré

† *Ces mots, & ſera &c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez.*

Heritage quãd eſt reputé du Ramage.

Preſme & lignager doit payer le vray pris loyaux couſts & miſes ſans fraude.

Retraict lignager a lieu en vẽte faicte à per-

Source : BIU Cujas

ment de l'arbre comme les branches, le tronc, la souche, les racines. Par la Coustume de Sedan Art. 246. appert que c'est plus estre de l'estoc & branchage, que d'estre seulement du costé & ligne. Voyez l'Indice des droicts Royaux és dictions, Estoc, Ligne, Lez, Ramage, Souche, Tronc & autres lieux.

sonne estrange, ou adiudication par decret dans l'an & iour de la prinse de pos-

session ou adiudication par decret en rendant les deniers du vray sort, principal fraix & loyaux cousts.
Adiournement en Retraict.
Retraict lignager quand & comment a lieu.
Temps de Retraict lignager de quel iour doit courir.

iour de la reception en foy & hommage ou du deuoir, en rendant par ledit demandeur le sort principal de la vendition, auec les loyaux cousts & frais. Et faut que l'adiournement & offres soient faicts dedans ledit an & qu'entre le iour de l'adiournement & l'assignation, n'y ait plus de xxx. iours. Autrement le retrayant sera debouté. Art. 218. Et si aucun a possedé par x. ans, aucun heritage cẽsuel ou roturier: d'autant que telle possession equipolle à vesture, le lignager ne pourra auoir par Retraict tel heritage, apres l'an & iour, suiuant lesdits ans expirez.

Voyez cy dessous l'Addition de ce Titre nombre 11 ou il est parlé des adiournemens en matiere de Retraict.

Adiournement & offres seront faits dedãs l'an & n'y peut auoir plus de trẽte iours entre le iour de l'adiournement & le iour de l'assignation.
Iouissance de x. ans equipolle à vesture.

Art. 131. PARIS.

L'an †† du Retraict [m] court tant contre le maieur, que mineur, sans esperance de Restitution.

L'an du Retraict court aussi bien contre le maieur, que mineur.

Art. 132. PARIS.

L'an du Retraict [n] du propre heritage tenu en franc-Aleu, ne court que du iour que l'acquisition a esté publiee & insinuee en iugement au plus prochain Siege Royal.

An du retraict d'heritage propre tenu en franc Aleu de quel iour commence à courir.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 9. Art. 144. p. *à Paris.* Art. 131.

LAON Tit. 17. Art. 129. Et court ledit an & iour contre maieurs, mineurs, absens, o furieux, & tous autres priuilegez, sans &c. p. à l'Art. 131. *de Paris.*

CHALONS Tit. 21. Art. 254. L'an & iour du Retraict lignager court contre toutes personnes priuilegiees & non priuilegiees, mineurs, absens ou furieux.

REIMS Tit. 7. Art. 190. *A la fin.* Lequel an † & iour à cours contre maieurs &c. p. *à Laon.*

NIVERNOIS Chap. 31. Art. 10. Le temps ordonné au retrayant court à l'encontre des mineurs, ignorans, absens & tous autres sans remede de restitution.

ORLEANS Tit. 18. Art. 366. p. *à Paris.* Art. 13. contre †† le mineur, que maieur &c.

NORMANDIE Chap. 18. Art. 443. L'an & iour du Retrait & clameur court aussi bien contre le mineur, que contre le maieur &c. p. *à Paris.* Art. 131.

TOVRS Tit. 16. Art. 197. L'an † & iour du Retraict lignager, & le temps ordonné par la Coustume, pour le Feodal, court contre toutes personnes maieurs &c p. *à Laon.* furieux, insensez sans esp. d'aucune r.

ANIOV Tit. 18. Art. 456. En matiere de Retraict Prescription court par an & iour contre tous lignagers soient mineurs, fols, furieux, insensez ou autres: c'est à sçauoir que si aucun par ses deniers ou par son meuble a acquis aucun heritage & l'a possedé par an & iour paisiblement, sans grace & faculté de rescourre, il est exempt de toute action de Retraict, soient entre presens ou absens.

LE MAINE Tit. 19. Art. 464. p. *à Aniou.* soient presens &c.

BERRI Tit. 14. Art. 1. A *la fin.* Le temps de lx. iours court au lignager sachant ou ignorant la vendition, maieur ou mineur.

BOVRBONNOIS Chap. 29. Art 425. A *la fin.* Et court ledit temps de iii. mois, contre toutes personnes, mineurs, femmes mariees & autres quelconques.

AVVERGNE Chap. 21. Art. 2. A *la fin.* Et est ledit temps de iii. mois continuel, & court contre toutes personnes mineurs de xxv. ans, femmes mariees & autres personnes quelconques, sachans ou ignorans. Chap. 23. Art. 3. Ledit temps &c. p. audit Art. 2. de ceste mesme Coustume.

†† Les Art. 131. & 132. sont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.

† Ces mots, le quel an &c. ont esté de nouuel adiouſtez.

†† Cest Art. 366. a esté acordé & adiouſté sans preiudice du passé.

† Cest Ar. 197. est de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir & en consequence du 154 Art. & à autres precedens: & a esté rayé le 40. Art. dudit Tit.

m Ceste Coustume de Paris est tresequitable & vuide les questions que l'on pouuoit faire sur le contenu en icelui. Ce qui est introduit par ceste Art. 131. afin que la Seigneurie des choses ne demoure long temps incertaine l. 1. D. de vsur. & vsuc. Inst. in princ. de vsuc. cap. vigilanti extrade præscrip. l. vlt. D. pro suo, & est directement contraire au chap. constitutus extra de in integ. rest. & ibi Panorm. Innoc. & alii, lequel n'est gardé ne suiui en matiere de Retraict, & à ceste occasion pour vuider tout le tout, la Coustume vse de ces mots, *Sans esperance de restitution.* Grimaudet liure 9. du Retraict cha. 17. & 18. traicte ceste question, & Tiraqueau §. 1. glossa 6. num. 57. & 58. Tit. de retr. conuen. Le Ferron sur la Coustume de Bordeaux dit qu'elle est encor contraire au Droict commun, par lequel minoribus in his quæ vel prætermiserint vel ignorauerint subueniri soler l. minoribus 5. C. de in integ. rest. l. 1. D. de minor. Vnde aduersus fiscum & vsucapionem restituuntur l. 1. C. si aduers. fiscum l. vn. C. si aduers. vsucap. Sed nec hodie præscriptionis

Source : BIU Cujas

iura aduersus eos currunt l.sancimus C. In quibus causis rest. in integ. nec non est. Ce qu'aucuns ont fort doctement entendu que le droict commun releue les mineurs regulierement pour les exempter de perte ou dommage, mais ne leur donne la grace & benefice de restitution pour en tirer profit ou gain. l. quamuis 11, & l. vlt. C. de iuris & fact. ignor. l. ergo sciendum 22. §. sicut D. Ex quib. caus. maio. l. 140. D. de regul. iur.

n Le temps de Retraict lignager en franc-Aleu n'a lieu que du iour de la vraye possession de faict. Chaumont Art. 112. Vitri Art 126. Laon Art. 225. Chalons Art. 226. Mais ceste Coustume veut qu'en ce cas, le contract soit notifié au Greffe de la iurisdiction Royale, en laquelle les choses allodiales sont situees & assises.

o Ceste Coustume est contre le droict commun, en ces mots, *absens ou ignorans*. Car de droict absentibus & ignorantibus iusta ex causa subueniri solet. l. 1 C. Quibus ex caus. maiores d. l. 140. D. de regul. iur. & ce mot, absens, se doit entendre pour quelconque cause que ce soit. Non valenti agere non currit præscriptio, comme nous auons monstré au Titre vi. cy dessus par la loy 1. §. vlt. C. de ann. except. & autres textes cottez à ce propos. Laquelle Regle ou maxime n'a lieu qu'en termes de droict: mais en matiere de Coustumes, elle ne peut estre consideree: ains faut estimer que la Coustume à quelque autre fondement de raison pour son establissement. Le Retraict lignager est de soy fort odieux, & comme disent les Docteurs est stricti, & oste la liberté à chacun de disposer de ce qui luy appartient contre la raison de la loy dudum C. de contr. empt. Par Arrest du 6. iour de Mars 1552. fut debouté Claude Genton de Bourges des lettres Royaux par luy obtenues afin d'estre releué de ce qu'il n'estoit dedans le temps de la Coustume, comme absent reipublicæ causa en la guerre auec le Roy. Pareil Arrest prononcé en robbes rouges à la Septembre 1566. par lequel le Seigneur de Curton fut debouté de l'enterinement des lettres Royaux par luy presentees pour estre releué pour les causes des troubles & seditions suruenues en France du laps de temps ainsi que Papon a recité liure 11. Tit. 7. Art. 31. Est fort notable la Coustume de Bretagne Ar. 302. & 303. par laquelle le present ou absent du Duché a an & iour apres l'information & certification des bannies en iugement, en prouuant l'absence, si elle est deniee.

LA MARCHE Chap. 20. Art. 285. Le †† temps d'an & iour & de iii. mois respectiuement est continuel &c. p. *à Auuergne*. Art. 2. quelconques, mineurs, femmes &c. autres, absens, presens, sachans & ignorans.

†† *Ceſt Art. 285. eſt nouuel en ces mots*, de iii mois.

POICTOV Tit. 10. Art. 362. L'an & iour de Retraict lignager court contre maieurs, mineurs, presens, absens ou ignorans ledit contract, † furieux, ou insensez sans &c. p. *à Paris*. Ar. 131.

† *Ces mots*, furieux ou *&c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez à ceſt Ar. 352. qui eſtoit le 272. ancien, pour plus grande explication.*

ANGOVMOIS Chap. 5. Art. 75. Retraicts sont tellement d'estroit Droict, que l'an & iour à y estre receu, court contre maieurs, mineurs &c. p. *a Poictou*. sachans ou ignorans le &c.

XAINCTONGE Tit. 6. Art. 49. L'an & iour de Retraict lignager passe & court contre presens & absens, contre mineurs & maieurs, sçauans ou ignorans.

BOVRDEAVX Chap. 2. Art. 35. p. *a Angoumois*. maieurs & mineurs, pupilles &c. presens ou absens &c. insensez, sans esperance de restitution.

ACS Tit. 10. Art. 14. Le temps de Retraict lignager court contre tous soient mineurs ou ignorans ou absens.

S. SEVER Tit. 5. Art. 4. Ledit an & iour est continué & court contre absens, ignorans, mineurs & quelconques autres personnes.

BAYONNE Tit 5. Art. 39. Le temps d'vn mois, qui est donné aux lignagers non prochains, ausquels le vendeur n'est tenu faire la presentation, court contre tous, soient presens, absens, mineurs & ignorans: pourueu que la possession ait esté prinse en la façon que dessus, tellement qu'il puisse estre sceu entre les voisins du lieu.

Abſent du Duché a an & iour apres l'information & certification des bannies: en prouuãt l'abſence deniee.

BRETAGNE Tit. 16. Art. 302. Le †† Presme qui est demourant au Duché ou absent dudit Duché, a an & iour apres l'information & certification faite des bannies en iugement pour demander la premesse. Art. 303. Et est tenu le Presme absent prouuer son absence, si elle est deniee.

†† *Ces mots anciens*, & ſil retourne *&c. iuſques à la fin, ont eſté rayez de l'Art. 288. ancien.*

BAR Tit. 10. Art. 158. L'an & iour de Retraict lignager court contre maieurs & mineurs, presens ou absens, sachans ou ignorans.

SEDAN Tit. 11. Art. 252. p. *a Chalons*. Art. 254.

Voyez les Art. 1. de S. Pourçain & de Treignac Art. 1. Mais quant à la Conference de l'Art. 132. faut voir les Art. contenus en la Conference des Art. 129. & 130. de Paris cy dessus mis, qui ne sont icy rapportez, qu'en abregé & par forme d'extrait, priant le bening lecteur, de les voir & considerer, & principalement, Chaumont Art. 112. Vitri Art. 126. Laon Art. 225. Chalons Art. 226. Sedan Art. 217.

Art. 133. *PARIS.*

Si aucune p personne acquiert vn heritage propre de son parent du costé & ligne dont il est parent, & il vend ledit heritage, tel heritage chet en Retraict: auquel † cas aussi le peut retraire le premier vendeur comme ne l'ayant au precedent mis hors de la ligne.

Heritage acheté par vn lignager, & puis vendu, à perſonne eſtrange, chet en retraict: & peut eſtre retrait par le premier vendeur.

p Ceſt Ar. 133. eſt fort equitable. Le droict de Retraict eſt eſtabli pour la conſeruation des familles. Tellemẽt qu'il n'a point de lieu quand l'heritage eſt acquis par vn qui eſt

† *Ces mots*, Auquel cas, *&c. ont eſté adiouſtez à ceſt Art. 133. qui eſtoit le huict vingt treziesme Art. de l'ancien.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 9. Art. 145. p. *a Paris*.

Source : BIU Cujas

de la famille & faut que l'heriage ſoit vendu à perſonne eſtrange de la ligne dont procede ledit heritage ſuiet a Retraict. Comme auſſi ſemblablement Retraict n'a point de lieu ſi pendant l'an du Retraict, l'acheteur n'eſtant de la ligne reuend l'heritage à vn parent lignager Amiens Art.173. Meaux Art.99. & 100. Papinianus in l. peto. 69. §. fratre De leg. 2 Fratre herede inſtituto, petit ne domus alienaretur, ſed vt in familia relinqueretur. Si non paruerit heres voluntati, ſed domum aliẽnauerit, vel extero herede deceſſerit omnes fideicommiſſum petent qui in familia fuerunt. Ce qui ſe peut adapter a la matiere de Retraict lignagier, comme auſſi la loy cum pater 77. §. libertis. D. de legat. 2. & l. filiusfam. 114. §. cũ pater D. de leg. 1. La raiſon de ceſt Art. 133. eſt parce que le Retraict a eſté introduit comme dit eſt, pour remettre les choſes ſuiettes à Retraict en la famille dont elles ſont parties. Et par conſequent ceſſant la cauſe, la diſpoſition ne doit auoir lieu arg. l. adigere 6. §. quamuis D. de iure patronatus. On peut encores adiouſter que les biens immeubles acquis par aucuns d'vn parent lignager ne chargent point la nature & eſtoc: mais ſont reputez eſtre de l'eſtoc dont ils eſtoient parauant ladite acquiſition ainſi faicte. Ce que la Couſtume de la Marche Art. 232. decide nommement pour la ſucceſſion. Nous deuons garder le meſme en Retraict lignager. Car les Retraicts ſont reglez comme les ſucceſſions ainſi qu'il ſera dit cy apres en ſon lieu ſur l'Art. 158. de Paris. Charondas recite à ce propos vn Arreſt ſans date liure vii. Reſp 34. Vide l. 4. C. de fideic. Gloſſa in cap. apoſtolicam. De his quæ fiunt à præt. & l. cum pater §. liberto & l. virum §. ſed & ſi D. de leg. 2.

Retraict n'a point de lieu quand l'heritage eſt vendu a lignager.

Retraict n'a lieu quand l'Acquereur a reuẽdu pendant l'an & iour du Retraict, l'heritage par luy à vn qui eſt de la ligne.

Retraict n'a lieu quand l'acquereur vend la Seigneurie vtile a vn lignager, retenue à luy la directe vel è cõtra.

Retraict a lieu quand le lignager ayant retiré vn heritage & puis il le reuend à perſonne eſtrãge.

Retraict n'a lieu quand l'acheteur pendãt l'an reuend ledit heritage à vn lignager ſans fraude: ſinõ &c.

†† *Ceſt Art. 151. eſt adiouſté comme ancien, & non eſcrit en l'ancien Couſtumier.*

† *Les Ar. 47 50. & 51. ſont mis au lieu des anciens.*

†† *Ceſt Art. 233. eſt denouuel adiouſté.*

Retraict a lieu quand vn donataire lignagier vend l'heritage propre qui luy a eſté donné.

Retraict lignager a lieu quãd vn lignager reuend a perſonne eſtrange l'heritage propre par luy acquis de ſon parent & lignager.

†† *Le 151. Ar. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

MEAVX Chap. 15. Art. 91. Si on vend vn heritage à vn qui ſoit de la ligne par la Couſtume, tel heritage ne chet point en Retraict. Art. 92. Et ſi ledit acheteur qui eſt de la ligne, reuend ledit heritage à vn eſtranger & qui n'eſt point de la ligne, tel heritage chet en retraict & faut que le retrayant rende l'argent de la ſecõde vendition. Art. 99. Si l'acheteur vend, cede, donne ou tranſporte, pendant le temps de Retraict, à vn qui ſoit du coſté & ligne de ſon vendeur, tel heritage ne chet en Retraict: parce qu'il eſt en ligne. Art. 100. Si l'acheteur auoit puis la vendition à luy faite, baillé à rente ou autrement trãſporté, la ſeigneurie vtile de l'heritage vendu, retenue à luy la directe *vel è contra*, à vn lignager du coſté dont eſt eſcheu l'heritage au vendeur: la Seigneurie ou droict qui ſeroit demouré en ligne, ne cherroit en Retraict: mais ſeulement la Seigneurie ou droict, qui ſeroit demouré hors ligne.

MELVN Chap. 7. Art. 135. Si aucun a eu par Retraict vn heritage, & dedans quelque temps que ce ſoit, il le reuend à perſonne eſtrange, n'eſtant de l'eſtoc dont procede l'heritage, il eſt retrayable dedans l'an & iour de ladite vendition. Art. 151. Si †† aucun achete vn heritage ſuiet à Retraict, & il le vend dedans ledit an ſans fraude à autre qui ſoit du lignage, il n'y a lieu de Retraict: ſinon qu'il y euſt adiournement en Retraict auparauant la reuente.

SENS Tit. 7. Art. 47. Si † aucun achete heritage, cheant en Retraict &c. p. *a Melun*. Ar. 151. Lignage & branchage, il n'y a Retraict: pourueu qu'il n'y ait eu &c. en cas de Retraict &c. Art 50. p. *a Melun*. Art. 135. eſtrange de ſon eſtoc, il y a Retrait dedans l'an & iour de ladite reuente. Art. 51. Si aucun achete de ſon parent heritage mouuant de ſon coſté, & il le reuend a perſonne eſtrãge de ſon eſtoc, il y a Retraict dedans l'an & iour de la reuente: & le peut retraire le premier vendeur.

AVXERRE Tit. 7. Art. 169. p. *a Sens*. Art. 47. & branche &c. pourueu qu'il n'y ait ad. auparauant ladite vente. Art. 172. p. *a Sens*. Art 51. procedant de ſon &c. eſtrange, il y a Retraict le peut &c.

ESTAMPES Chap. 14. Art. 172. Si a. p. qui &c. p. *a Paris*. iuſques à ces mots, *en Retraict*, inclus.

DOVRDAN Tit. 12. Art. 133. Quand vn heritage eſt acquis par vn lignager, ſur lequel il n'y a lieu de Retraict, ou qu'il eſt retiré par le lignager ſur vn acheteur eſtranger, ſi iceluy heritage eſt reuendu par le lignager, il tombe en Retraict.

MONTFORT Chap. 15. Art. 161. p. *a Paris*. de l'eſtoc ou ligne &c. chet en Retraict.

SENLIS Tit. 12. Art. 233. Si †† vn donateur donne ſon propre heritage à ſon lignager du coſté & ligne dont ledit heritage eſt procedé, & le donataire vendoit ledit heritage à perſonne eſtrange, iceluy heritage cherroit en Retraict.

CLERMONT Tit. 2. Art. 8. Si aucun vend ſon propre heritage à vn ſien parent lignager du coſté & ligne dont iceluy heritage eſt venu & eſcheu à iceluy vendeur, & il aduient, que le deſſuſdit lignager, apres ce qu'il aura iouy d'iceluy heritage ainſi à luy vendu, le reuend à vn autre perſonne eſtrange de la ligne: en ce cas vn parent dudit premier ou ſecond vendeur dudit coſté & ligne, en dedans l'an & iour d'icelle ſeconde vendition ou de la ſaiſine, eſt receuable de r'auoir & demander ledit heritage par Retraict, en rembourſant le pur fort & loyaux couſtemens.

VALLOIS Tit. 11. Art. 151. †† p. *a Clermont*. Art. 8.

TROYES Tit 9. Art. 146. Si l'heritage propre eſt vendu à vn du lignage, qui ſoit du coſté, dont il eſt mouuant, tel heritage ne chet en Retraict.

Source : BIU Cujas

CHAVMONT Tit.10. Art.114 p. *à Troyes.* Art.146. Retraict par vn plus prochain du lignage.

LAON Tit 17. Art.247. L'heritage retraict par le lignager, encores qu'il luy soit conqueſt: toutesfois s'il est reuendu tombe en Retraict.

CHALONS Tit.21. Art.250. Encores que l'heritage retraict par le lignager luy soit reputé acqueſt, & s'il est marié conqueſt entre luy & sa femme: toutesfois si le rettayant le reuend, est suiet à Retraict aux lignagers du costé & ligne, dõt est premieremẽt procedé ledit heritage, dedãs l'an & iour de la reuẽte, qui en est faite

REIMS Tit.7. Art.215. † p. *à Laon.* q acqueſt: toutesfois &c.

AMIENS Tit.10. Art.173. Le †† Retraict lignager n'a lieu, sinon quand l'heritage est vendu hors la famille, estoc & ligne, & estant vendu à vn qui est de la famille, estoc & ligne, autre plus prochain parent ne le peut retraire sur ledit acquereur, encores qu'il soit plus loingtain.

LYLLE Tit.7. Art.93. Vn Proisme & lignager ayant acheté vne maison ou heritage de son parent, & esté d'iceluy adherité, perd son droict de proximité, & peut autre parent faire la reprinse, en faisant les deuoirs tels que dessus.

DVCHE DE BOVRG. Chap.10. Art.7. Si le parent qui rachete l'heritage vendu, vend l'heritage racheté par proximité, à autre qui ne soit du lignage: le plus prochain ou autres parens successiuement, le peuuent racheter.

COMTE DE BOVRG. Chap.13 Art.73. Retraict n'a point de lieu, quand l'heritage ancien est vendu au prochain parent du vendeur qui luy pourroit succeder ab intestat audit heritage. Art.77. Retraicte a lieu pour les parens de celuy qui vend heritage ancien, rentes ou censes anciennes: que paravant il a retraict par proximité & selon la Coustume.

NIVERNOIS Chap.31. Art.16. Si vn lignager vend à autre lignager de l'estre & costé dont l'heritage vendu procede, iceluy heritage ne peut estre Retraict par autre du lignage, posé qu'il soit plus prochain que l'acquereur. Autre chose est si l'heritage est vendu à vn estranger. Car le plus prochain l'aura per Retraict. Art. 24. Le parent, qui a retraict l'heritage par proximité de lignage, peut vendre ledit heritage à autre personne qui n'est du lignage: mais audit cas ledit heritage pourra estre derechef retraict par autre parent dudit lignage.

MONTARGIS Chap.16 Art.1. *A la fin.* Et si celuy qui aura retraict ledit heritage, le vend à personne estrange de ladite ligne, les parens descendus de ladite ligne dont meut ledit heritage, le pourront pareillement auoir, demander & requerir dedans l'an & iour de ladite vente. Art.4. Quand aucun, à qui par acheteur estrange a esté delaissé par Retraict aucun heritage, vend iceluy heritage ou constitue rente sur iceluy à personne estrange, il loist au premier vendeur & parẽt des vendeurs issus & descendus de la ligne, souche & fourchage, dont meut ledit heritage, l'auoir par retraict dedans l'an & iour prochain ensuiuant, en rembourſant ledit acheteur, comme dessus est dit.

ORLEANS Tit.18. Art.379. Si celuy qui a retraict aucun heritage le reuend à personne estrange & hors de la ligne, les parens descendus de la ligne, dont viẽt l'heritage, le peuuent auoir dedans l'an & iour de ladite vente.

TOVRS Tit.16. Art.164. Si aucun acquiert de son frere, domaine, rente ou heritage, & l'vn des autres freres veut auoir la chose par Retraict, il ne l'aura toute: mais en aura sa portion: & ne l'aura le S. de fief par puissance r. de fief auant le lignager.

LODVNOIS Chap.15. Art.8. p. *à Tours.*

ANIOV Tit.17. Art.395. Si aucun acquiert de son prochain lignager aucun heritage mourant en la ligne d'iceluy acquereur, l'autre lignager plus lointain n'en aura le Retraict: mais s'il estoit plus prochain en degré de lignage ou representant autres plus prochains que ledit acquereur: en ce cas ledit plus prochain ou le representant l'aura sur iceluy acquereur. Et si celuy qui voudra demander le Retraict, estoit aussi prochain en pareil degré & mesme ligne & non plus que ledit acquereur ou qu'il le representaſt, si auroit il par Retraict la moitié de l'heritage & chose alienee, & seroit au chois de l'acquereur de luy cognoistre tout le Retraict ou la moitié. Et s'ils sont plusieurs s & tous en mesme & pareil degré que l'acquereur ou representant, chacun en aura tant comme l'autre, *respectiue & per stirpes*, en refondant chacun du prix principal & des loyaux couſts & miſes, *pro rata.*

LE MAINE Tit 18. Art.406. p. *à Anjou.* l'auroit sur iceluy &c. l'autre, en refondant &c.

Heritage Retraict est conqueſt au retrayant, & s'il est par luy reuendu tombe en Retraict.

† *Ceſt Art.215 est de nouuel introduit.*

†† *Ceſt Art. 173. est de nouuel introduit, pour auoir lieu à l'aduenir.*

Proisme & lignager ayant acquis perd son droict de proximité.

Retraicte n'a lieu quand l'heritage ancien est vendu au lignager prochain.

Retraicte a lieu quand les choſes retirees sont reuendues à perſonnes eſtrãges.

Heritage retiré par Retraict eſtant vendu à perſonne eſtrange est ſuiet à Retraict.

De l'acquiſitiõ faicte par vn des freres, quãd il y a pluſieurs freres.

S.F. n'eſt preferé au lignager.

Lignager plus prochain eſtant acquereur empeſche les autres lignagers: mais s'il est plus eſloigné, le plus prochain est biẽ receuable ou ſon repreſentant: & s'ils ſont auſſi prochains les vns que les autres, il en aura la moitié: & aura le chois l'acquereur de le recognoiſtre en tout ou en partie: & s'ils ſont en pareil degré, hacun en aura ca part.

q Tellement qu'il le puiſſe entierement leguer ledit heritage ainſi retiré par droict de Retraict lignager à vn eſtranger non eſtãt de la ligne, nonobſtãt l'Ar.217 de ceſte meſme Couſtume ſinon au cas de l'Art. 217. de ceſte meſme Couſtume: par lequel la veſue peut offrir au legataire la moitié du pris. D'autant que ledit legataire eſt au lieu de l'heritier. C.M.

r Voyez cy deſſus le 22. Art. de Paris & le 159. Ar de Paris cy deſſous & les Articles des autres Couſtumes y rapportez.

ſ D.l.pero. 69. §. fratre. De leg. 2.

Source : BIU Cujas

CHASTEAVNEVF Chap.12.Art.81. Debourſement & Rembourſemẽt a lieu quand on vend ſon heritage propre à aucun de ſon lignage, & apres l'acheteur le vend à vn eſtranger & hors du lignage, dedans l'an & iour du temps que deſſus, l'vn des lignagers du coſté dont meut ledit heritage, le peut auoir par forme de rembourſemẽt, en rembourſant l'acheteur du ſort principal & loyaux couſtemens: & ſera le plus prochain lignager preferé. Art.82. Et pareillement ledit rembourſement a lieu quand celuy, à qui aucun heritage eſt adiugé par Retraict lignager, le vend à vn eſtranger de la ligne, en y venant dedans l'an & le temps que deſſus, & en rembourſant, comme deſſus. Et pour ledit rembourſement n'eſt deu aucun droict de ventes.

CHARTRES Chap.12 Art.72. & 73. Sp. *à Chaſteauneuf.* Art.81 & 82. Et eſt le DREVX Chap.13. Art.61. & 62. rembourſement, comme dit eſt.

BERRI Tit.14. Art.18. Toutesfois ſi la ſeconde vendition eſtoit faite à l'vn des prochains du premier vendeur, du coſté & ligne dont vient l'heritage vendu, & qu'il fut receuable au Retraict, n'aura lieu audit cas Retraict lignager, au profit d'autre lignager, bien qu'il fut plus prochain.

BOVRBONNOIS Chap.29. Art.439. Lignager ſur lignager n'a point de Retenue: tellement que ſi vn vendeur a vendu vn heritage à vn homme de ſon lignage & de l'eſtoc dont meut l'heritage, vn autre lignager ne peut vſer de Retenue, combien qu'il ſoit prochain lignager du vendeur: ou ſi aucun du lignage viẽt premierement, à la Retenue de la choſe vendue à perſonne eſtrange, il aura la Retenue contre vn plus prochain dudit eſtoc qui viendroit apres.

AVVERGNE Chap.23. Art.21. Droict de Retenue n'a lieu en venditions faites de lignager à lignager du coſté dont la choſe vendue procede. Car lignager &c. p. *à Bourbonnois.* Retenue par la Couſtume.

LA MARCHE Chap.19. Art.232. Les biens acquis par aucun d'vn ſien lignager, ne changent pas la nature & eſtoc: mais ſont reputez eſtre de l'eſtoc dont ils eſtoient parauant ladite acquiſition, quant à droict † ſucceſſif. Chap.20. Art. 271. p. *à Bourbonnois.* Retenue en choſe vendue d'vn meſme eſtoc, tant que la choſe demeure en ligne: mais ſi elle eſt reuendue, elle chet en Retraict lignager aux parens dont elle procede. Toutesfois † ſi celuy qui eſt cõmun en tous biens u auec vn ſien parent, vend ſa part de la choſe commune, le commun & perſonnier qui eſt parent, eſt preferé à tous autres lignagers: & ainſi ſe garde pareillement entre mortaillables.

BRETAGNE Tit.16. Art.326. Quand †† la vendition eſt faicte à l'vn du ramage, vn autre dudit ramage en pareil degré que l'acquereur, ne pourra auoir la Premeſſe. Et ſi la vente eſtoit faicte à vn eſtranger de la famille ou plus eſloigné, ceux du ramage, qui ſeroient en meſme degré, concurreront en la Premeſſe par egales portions: ſi ce n'eſtoit en terre noble & entre Nobles en meſme degré. Auquel cas l'aiſné du Noble en pareil degré, ſera preferé au puiſné, & n'y aura repreſentation en Premeſſe.

LA SALLE DE LILLE Tit.11. Art.2. Quand vn mary ayant reprins à titre de proximité aucuns fiefs ou heritages cottiers, les vend, Reprinſe & Retraite lignagere a lieu. Art.7. p. *à Lille.* Art.93. Fiefs, maiſons & heritages patrimoniaux de &c. d'iceux adherité, &c. parent plus prochain que l'acheteur, faire la reprinſe &c.

Voyez Grand Perche Art.180 & 183. Bordeaux Art.8. Meaux Art.105. Mãte Art. 82. Peronne Art.254. Chabris Art.21. Bourbonnois Art.434. Sedan Art.235. La Marche Art.267.

Art. 134. PARIS.

En † matiere de Retraict lignager, ſont deuz les x fruicts du iour de l'adiournement & offre de bourſe, deniers, loyaux couſts & à parfaire.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.9. Art.146. p. *à Paris.*

MEAVX Chap.15. Art.85. Au iour de l'aſſignation, celuy qui demande auoir heritage par Retraict, eſt tenu d'offrir & conſigner deniers, ſ'il veut faire les fruits ſiens: autrement ſ'il les offre ſans conſigner, il ne faict point les fruits de l'heritage, qu'il querelle ſiens. Art.86. Et ſ'il fait la conſignation, les deniers ſeront mis à la diſcretion de Iuſtice, ſi n'eſt que celuy, qui eſt pourſuiuy au cas de Retraict, mõſtre les lettres qu'il a de l'acquiſition de l'heritage qu'on retraict. En ce cas monſtrant leſdites lettres, celuy qui pourſuit le Retrait, eſt tenu de conſigner la ſomme contenue éſdites lettres, ſ'il veut faire les fruicts ſiens. Et faut que ledit pourſuiuy par Retraict, afferme quelle ſomme il a payé de l'acquiſition: & ſ'il eſt refuſant d'affermer, la conſignation ſera faicte à la diſcretion du Iuge.

Deſbourſement & Rembourſement quand ont lieu.

Droict de ventes n'eſt deu pour Rembourſement

Retraict lignager n'a point de lieu quand la choſe ſuiette à Retraict eſt vendue à l'vn des prochains.

Lignager ſur lignager n'a point de Retenue.

Biens acquis par vn lignager ſont de l'eſtoc dõt ils ſont procedez.

† *Ces mots,* Toutesfois ſi celuy, *&c. iuſques à la fin ſõt de nouuel adiouſtez.*

Commun & perſonnier lignager eſt preferé à tous lignagers.

†† *Ceſt Art. 326. eſt de nouuel adiouſté.*

Premeſſe n'a lieu quand la vente eſt faicte à l'vn du ramage.

Lignagers concurrens en Premeſſe par egales portions: fors en terres nobles & entre Nobles eſtans en meſme degré. Car l'aiſné ſera preferé.

Repreſentation en Premeſſe n'a point de lieu.

Fruits de quel iour ſont deuz au Retraiant.

† *Ceſt Art.134. a eſté de nouuel adiouſté pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

t Idem en Retraict lignager. Car les Retraicts ſont reglez ſelon les ſucceſſions. Car qui n'eſt habille à ſucceder, ne peut venir au Retraict comme nous dirons ſur le 158. Art. de Paris.

u Ceſt vne prerogatiue de la communauté.

x Le retrayant lignager apres l'adiournement poſé, offres de bourſe, deniers, loiaux couſts à parfaire, gaigne les fruicts. Toutesfois ſi l'acquereur a exhibé ſon contract & le pris eſt cogneu, il doit offrir effectuellement les deniers du pris: enſemble les loyaux couſts, ſ'ils ſont liquides & cogneus: ſinon doit ſeulement offrir bourſe,

Source : BIU Cujas

Lignager doit offrir & consigner deniers, pour gaigner les fruicts.
Consignation necessaire en Retraict pour faire les fruicts siens.
Serment doit estre faict par l'acquereur du pris de l'acquisition à faute de ce, la Consignation sera faicte en la discretion de Iustice.

deniers, loyaux cousts & à parfaire tant par l'adiournement, qu'à chacune iournee de la cause iusques à contestation en cause, ainsi qu'il est porté par le 140. Art. de ceste Coustume de Paris. Or si le lignager est certain du pris, il doit offrir & consigner entierement le pris, & n'est tenu de consigner ce qui n'est liquide, argum. l. statu liberum. 9. D. de statu lib. Aucunes Coustumes veulent que le retrayant offre & consigne les deniers au iour de l'assignation pour faire les fruicts siens. Les autres chargent seulement le lignager de faire offres: lesquelles on ne doit estendre iusques a la necessité de consigner, sinon qu'auec les offres il fut expressement porté par les Coustumes qu'il conuient consigner. Les offres & la consignation ont leur effect à part, & tel que les Coustumes leur donnent. l. debitor. 6. D. de vsur. l. si creditrici 6. l. acceptam 19. C. eod. titulo. Au reste cest Art. 131. se doit entendre, si le retrayant gaigne sa cause, & non autrement, ainsi qu'il est nommement porté par plusieurs Coustumes. Car il ne les doit auoir s'il n'a sentence donnee à son profit. Par Arrest du 12. iour de Feurier 1548. fut dit contre vn retrayant lignager, que les fruicts perceus depuis contestation en cause pendant la desertion ou peremption d'instance, de laquelle le retrayant lignager auoit esté releué par lettres, ne seroient restituez audit lignager: auquel l'heritage fut adiugé par Retraict auec les fruicts, hors mis ceux la, suiuant la Glosse d'Accurse in l. 2. C. de fruct. & lit. expens.

MELVN Chap. 7. Art. 160. L'acheteur †† est tenu rendre au retraiãt les fruicts qu'il aura prins en l'heritage retraict depuis le iour & date de l'adiournement, en payant les frais, labeurs & semences: pourueu que ledit adiournement soit libellé, bien & deuement fait. Et où ledit adiournement n'auroit esté libellé, seront les fruicts seulement restituez du iour que la demande aura esté faicte en iugement & inseree en l'acte de la cause, ou baillee par escrit.

AVXERRE Tit. 7. Art. 168. L'acheteur est tenu rendre au retrayeur les fruicts escheus en l'heritage depuis les deniers consignez, en le rembourſant des semences, labourages & autres frais necessaires faicts pour la cueillete des fruicts, & les fruicts leuez auparauant ladite consignation, demoureront à l'acheteur.

ESTAMPES Chap. 14. Art. 175. Le † retrayant pour faire les fruicts siens de l'heritage suiet à Retraict, est tenu le iour de la contestation en cause, offrir reellement & de faict, & par exhibition de deniers à l'acheteur, les deniers du sort principal desbourſé pour l'acquisition, & faire offre d'vne piece d'argent pour les frais & loyaux cousts non encores liquidez, & offrir de parfaire, la liquidation d'iceux faite. Et au cas que l'acheteur empesche le Retraict & ne vueil le receuoir les deniers, peut le retrayant iceux deniers du sort principal, nombrer & compter, present & appellé ledit acheteur: & en ce faisant suffit telle offre & exhibition de deniers ainsi nombrez & comptez, pour acquerir les fruicts, sans autrement les consigner.

CLERMONT Tit. 2. Art. 17. Si vn acquesteur de terres, vignes ou autres heritages, chargez d'aucuns fruicts, pendant l'an du Retraict, lieue ou emporte en temps deu les fruicts, dont ils sont chargez, auant qu'il soit poursuiuy au cas de Retraict: en ce cas, iceluy acquesteur, n'est tenu rendre aucune chose desdits fruicts: & neant-mois sera rembourſé de son pur sort & loyaux coustemens, autres que les labeurs: au moyen desquels sont venus les fruicts, ainsi comme dit est, par luy leuez & emportez. Article. 33. En †† matiere de Retraict lignager les fruicts sont deuz au Retrayant qui obtiendra, du iour de la consignation par luy faicte, auparauant litis contestation: & si consignation n'y a du iour de ladicte contestation.

VALLOIS Tit. 11. Art. 145. Quand aucun achete aucun heritage, qui chet en Retraict, les fruicts d'iceluy heritage par luy leuez & perceus auparauant l'adiournement, luy appartiennent, & iusques à l'offre faite de rembourſer en temps deu: & n'est tenu d'en payer aucune chose. Neant-moins le retrayant payera le pur sort & loyaux coustemens sans diminuer pour raison des fruicts aucune chose. Art. 146. † p. *à Clermont.* Art. 33.

TROYES Tit. 9. Art. 166. p. *à Auxerre.* Art. 168. consignez, & non les precedens. Et si l'acheteur faict aucunes semences ou meliorations & reparations necessaires, auant les deniers consignez, en vn heritage vendu, soit terre ou vigne, il le doit leuer auant que le Retraict soit fait: sinon elles sont reputees heritages, & les aura le retraiant, si bon luy semble, en payant les loyaux cousts de la semence & du labourage.

LAON Tit. 17. Art. 245. Si l'acheteur auoit despouillé les fruicts des heritages, ne pourroit demander les labeurs ne meliorations, qui doiuent estre compensez auec les fruicts: sinon qu'ils excedassent la valeur desdits fruicts, & qu'ils apportassent aucun profit à l'aduenir. Art. 246. L'acheteur n'est tenu rendre les

†† *L'Art. 160 a esté mis de nouuel au lieu du 18. Ar. ancië du meſme Titre de Retraict.*

Fruicts sont restituez du iour de l'adiournement libellé, biẽ & deuemẽt fait & s'il n'est libellé du iour de la demande faicte en iugemẽt.

Retrayant gaigne les fruits depuis la Consignation: & l'acquereur les precedens.

† *Ceſt Artic. 175. est de nouuel introduit pour l'aduenir, sans preiudice des procés pendans.*

Offre & exhibition de deniers necessaires au iour de la contestation, pour gaigner les fruicts.

Fruicts leuez entẽps deu par l'acheteur luy appartiennent, & non au lignager.

Fruicts deuz au retrayant du iour de la consignation ou de la contestation.

†† *Le trente-troisiesme Ar-*

Source : BIU Cujas

ticle eſt introduit pour nouuelle Couſtume.

† *Ceſt Art.146.eſt de nouuel introduit.*

Fruicts ſont au retrayant dés le iour de la conſignation, & les precedens à l'acheteur.

Semences, meliorations & reparations neceſſaires, faites auant la conſignation, appartiennent à l'acquereur en le leuant auant le Retraict, ſinon elles ſont reputees heritage: & appartiennent au lignager, en payant les loyaux couſts, &c.

Labeurs & meliorations compenſez auec les fruicts: ſinon qu'ils excedaſſent la valeur des fruicts, & apportaſſent profit à l'aduenir.

fruicts qu'il a perceu des heritages par luy achetez, auparauant l'adiournement en Retraict.

CHALONS Tit.21. Art.238. Le †† demandeur en Retraict, ſoit qu'il ait conſigné au Greffe, par auctorité de Iuge, ou qu'il ait fait ſes offres, telles qu'il eſt tenu de faire par la Couſtume, gaigne les fruicts eſcheus dés & depuis les offres, au cas qu'il obtienne au Retraict. Art. 249. L'acheteur fait les fruicts ſiens de la choſe achetee: & n'eſt tenu de les rendre au retrayant, s'il les a leué auparauant l'adiournement en Retraict: encores qu'il n'ait fait les labeurs & meliorations dont ſont procedez leſdits fruicts.

REIMS Tit.7. Art.201.p. *à Châlons.* Art.238.de † Iuſtice, &c. fruicts des & depuis, &c. Retraict: & demeurera la conſignation au peril y de celuy qui ſuccombera audit Retraict. Art.214. L'acquereur, †† &c.p. *à Laon.* Art. 246.fruits des heritages acquis par luy perçeus au, &c. Retraict. Et ſi entre la recollection d'iceux fruicts & l'adiournement depuis à luy fait, il a fait labourer & enſemencer les terres, les impenſes qu'il aura pour ce faictes, luy ſeront reſtituees & imputees ſur les loyaux couſts & autres frais.

AMIENS Tit.19. Art.169. Si le lignager veut acquerir les fruicts, il eſt neceſſaire, qu'il conſigne les deniers en Iuſtice: mais s'il veut ſeulement paruenir au Retraict ſans faire les fruicts ſiens, iuſques à ſentence ou accord ſur ledit Retraict, n'eſt beſoin au retraiant de conſigner les deniers: & ſuffit qu'il les baille à l'acheteur, lors que le Retraict luy ſera accordé ou adiugé. z

S. PAUL Tit.4. Art.41. En matiere de Retraict lignager, qui ſe regle ſelon la Couſtume generale de la Preuoſté de Monſtreul, ſi le Proëſme retraiant, veut acquerre les prouſits des heritages vendus, qu'il veut retraire, il eſt de neceſſité qu'il conſigné en main de Iuſtice, les deniers à quoy peut monter le Retraict: pour ce que par la Couſtume, il ne peut auoir leſdits prouſits ſans la conſignation. Et s'il n'en veut faire & acquerir les profits & fruicts, il ſuffit que le retraiãt baille & deliure les deniers audit acheteur, lors qu'il luy accordera ſon Retraict, & audit cas aura l'acheteur tous les fruicts des heritages, iuſques au iour dudict accord.

PONTHIEV Tit.9. Art. 137. Quand aucun parent d'aucun vendeur veut retraire aucun heritage ou rente vendue: ſi le retrayant veut acquerir les profits & leuees, qui en eſcherront durant le litige du Retraict d'icelles rentes ou heritages, il eſt de neceſſité qu'il conſigne és mains de Iuſtice les deniers du ſort principal de la vendition, frais de lettres & autres loyaux couſtemens: & qu'il face euoquer en Iuſtice celuy contre lequel il veut retraire, & luy offre les deniers: pource qu'il ne peut auoir les prouſits ſans la conſignation faicte. Et ſ'il ne veut acquerre les prouſits, il ſuffit qu'il offre bourſe & aucuns deniers en tel nombre qu'il luy plaiſt, & qu'il offre à parfaire & à parfournir à l'Ordonnance de Iuſtice. Et ſuffit que lors que le Retraict luy ſera adiugé ou accordé par celuy ſur lequel il fera ledit Retraict, qu'il luy baille tous les deniers à quoy montera le Retraict & les frais & loyaux couſtemens: & qu'il rembourſe ledit acheteur de tous ſes deniers de l'achat, frais & loyaux couſtemens par dedans ſoleil couché ou eſcouſſe dudit iour.

PERONNE Tit.10. Art.239. Et faiſant la conſignation au Greffe ou en main Bourgeoiſe par Ordonnance de Iuſtice, le lignager fait les fruicts ſiens, pendant le procés. Et où il ne l'aura faite, n'acquiert les fruicts, ains appartiennent à l'acheteur.

ARTOIS Tit.3. Art.131. Tous retrayans lignagers voulans acquerir les fruicts, profits & emolumens de l'heritage qu'il veut retraire, doiuent en dedans l'an, à l'acheteur de tel heritage, faire offre effectuelle des deniers principaux de la vente, & d'aucune ſomme pour les frais & loyaux couſtemens. Et ſur le refus de le receuoir fait par la partie, les retrayans doiuent conſigner les principaux deniers, frais & loyaux couſtemens en la main du Iuge, a pardeuant lequel la Retraicte eſt requiſe.

†† *Ceſt Art. 238. eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Acheteur ayant leué les fruicts auant l'adiournement les gagne.

† *Le 201. Art. eſt de nouuel introduit.*

†† *Le 214. Art. eſt adiouſté comme ayant eſté omis.*

Conſignation des deniers pour gaigner les fruicts.

Fruicts ne peuuent appartenir au Proëſme ſans conſignatiõ en main de Iuſtice.

Conſignation neceſſaire pour gaigner les fruicts.

Offre de bourſe & de deniers du Retraict & offre à parfaire & parfournir.

Lignager apres le Retraict adiugé ou accordé doit rẽbourſer l'acheteur de ſes deniers, frais & loyaux couſtemens, dãs ſoleil couché, ou eſcouſſe dudict iour.

Fruicts ſont au lignager apres la conſignation faite.

y Accurſ in d.l. acceptam. C. de vſur. & ibi Faber Bartol. Bald. & Cyn. l. qui decem in princ. l. creditor oblatã. D. de ſolut. Le Roy Hẽry 3. a dés l'an 1578. creé vn Receueur des Conſignatiõs en main tierce par iugemens ou depoſts volontaires: Lequel doit reſpondre des deniers qui luy ſont mis entre mains, & dont il prẽd ſalaire, comme nous monſtrerons ſur le Titre xvi. des Criees cy deſſous.

z Il faut entendre, & les lettres baillees ou miſes au Greffe & affirmation faicte par l'acheteur. C.M.

a Ou en preſence d'arbitres, ou en main

Source : BIU Cujas

Bourgeoise ou quelque notable marchant choisi pour depontaire. Et si ceste Coustume, ne portoit expressement ces mots, *en la main de Iustice*, les fruicts seroient acquis au lignager du iour des offres. D'autant que le retrayant doit tenir touſiours les deniers prests & oisifs. C.M.

Fruicts sont au retrayant depuis les offres faites, & au refus fait par l'acquereur, du iour de la consignation.

Fruicts sont & competent au retrayant, s'il a nanty les deniers du marché au iour de la demande ou saisine.

Fruicts depuis les offres & consignations reelles appartiennent au lignager.

Offres simples ne sont suffisantes pour le gain des fruicts: ains pour obtenir gain de cause.

Fruicts sont adiugez au lignager du iour des offres: fors ceux qui sont perçeus pendant l'interruption.

† *Ces Art. 374. 375. 376. & 377. ont esté mis au lieu du 291. de l'ancien Coustumier, & ce qui a esté adiousté est sans preiudice du passé.*

Fruicts abbatus appartiẽnent à l'acheteur, & la moison deuë à cause d'iceux.

Rentes foncieres.

Loyers de maison.

Fruicts & reuenus escheus pendant le tẽps d'interruption d'an & iour, sont à l'acheteur, & non au lignager

Acquereur gaigne les fruicts iusques au iour de l'assignation.

LILLE Tit. 7. Art. 94. La chose demandee aux titres que dessus, ou l'vn d'iceux s'adiugera au retrayant en tel estat que telle chose est trouuee au iour de la demande & saisine. Et si luy doiuent estre adiugez les fruicts & profits, durant le litige, en cas toutes voyes qu'il ait nanty les deniers du marchié au iour de ladite demande ou saisine, ou durant le temps dudit litige, à compter du iour dudit nãtissement en auant.

NIVERNOIS Chap. 31. Art. 8. Si le retrayant és cas où offre simple suffit, fait outre les offres, consignations reelles, les offres & consignations vallent afin d'obtenir en la cause, & gaigner les fruicts depuis icelle consignation. Et au regard des offres simples, elles vallent pour obtenir en la cause simplement.

MONTARGIS Chap. 16. Art. 21. Les fruicts de l'heritage qui chet en Retraict, doiuent estre & seront adiugez du iour des offres iudiciairement faites: sinon que la cause demourast interrupte par an & iour. Car les fruicts perçeus pendant l'interruption ne se pourront demander.

ORLEANS Tit. 18. Art. 374. Les † fruicts qui lors de l'adiournement en action de Retraict lignager & offres deuëment faites, sont pendans par les racines en l'heritage suiet à Retraict, sont acquis au retraiant, en rembourſant par luy, les frais de la culture & semence. Art. 375. Mais si les fruicts sont abbatus ils appartiennent à l'acheteur, & pareillement la maison qui est deuë à cause d'iceux: posé que le terme de payer la maison ne soit encores escheu. Art. 376. Et si c'est vne rente fonciere, l'acheteur prend les termes qui escherront depuis l'acquisition: & outre ce qui aura couru depuis le dernier terme escheu, iusques au iour de l'adiournement en Retraict, & offres deuëment faites. Et le semblable sera obserué pour le regard des loyers de la maison. Art. 377. Toutesfois en cas de procés si le retrayant delaisse le procés discontinué par an & iour, sans y proceder, les fruicts & reuenus, qui escherront pendant le temps de l'interruption, & discontinuation, ne sont audit retrayant acquis: ains demourent au defendeur en l'action de Retraict.

TOVRS Tit. 16. Art. 168. L'acquereur fait les fruicts siens de la chose par luy acquise, iusques à l'assignation à luy baillee en Retraict pardeuant Iuge competent, à la charge des labourages & mises faites des fruicts: ou peut compter lesdits labourages & mises, & laisser les fruicts à son chois & election. Et ledit iour, celuy des acquereurs ou lignager qui se defaudra ou dilayera, perdra les fruicts, qui escherront doresnauant, & seront au diligent. Et †† si l'acquereur se treuue delayant, le lignager ne sera tenu faire aucune consignation pour gain de fruicts: sinon que la cognoissance de Retraict luy eust esté faite.

ANIOV Tit. 17. Art. 377. Si l'acquereur au premier terme ne cognoist le Retraict, mais s'il defaut ou delaye, il ne seroit pas receu regulierement à le cognoistre en absence du lignager aux autres termes. Car il auroit premierement delayé de son costé: mais faudroit que tel lignager, auant qu'il peut estre cogneu au Retraict en son absence, fut à la requeste de l'acquereur appellé à droict declarement. Et s'il defaut, tel lignager demandeur, sera secondement appellé: & alors soit absent ou present pourra estre congneu. Et au cas qu'il aura fait telles diligences, ne courront point les fruicts contre l'acquereur, mais les gaignera. Art. 379. Si les heritages vendus sont terres labourables, qui ayent esté cultiuees, labourees & ensemencees par l'acquereur ou de par luy, la moitié des fruits demourera à l'acquereur pour son labourage, s'il les fait labourer en sa main auec ses semences. Mais il est au chois du lignager de payer audit an les labours, & prendre toute la leuee, ou laisser la moitié de la leuee à l'acquereur, sans payer les labours. Autant en seroit il, si l'acquereur auoit commencé à labourer la terre, le lignager le laissera paracheuer & ensemencer, & prendra la moitié de la leuee, ou payera dessors à l'acquereur le labeur commencé: mais si c'estoit mestairie, terres, vignes, ou autres terres labourables, qui soient labourees par mestayers, ou autre laboureur pour auoir portion des fruicts: en iceluy cas ledit mestayer ou laboureur a sa part des fruits, pour son labourage, si fruits y a: sinon sera payé de ses labeurs. Et le lignager apres l'execution du Retraict, y prendra seulement la portion que y eust prins l'acquereur: auquel cas il n'en est rien tenu payer audit acquereur. Art. 380. Le lignager aura les fruits des heritages & choses immeubles alienees par son lignager, qui escherront depuis [c] l'adiournement baillé en cause de Re-

b Balde ad l. si quis sciens 11. C. de rei vind. dit qu'il ne se trouue aucune Loy qui donne la moitié ou autre portion a celuy qui labour les terres d'autruy. Toutesfois que ceste Coustume est fort vsitee en Italie. Ce que Salicet monstre aussi sur la mesme Loy, & Paul. Castr. in l. si domino. 36. §. fin. D. de pet her. vide l. fin autem 27. §. 5. & l. sumptus 48. D. de rei vind. & d. l. si quis sciens. C. eod. tit.

c Tiraqueau est

de contraire aduis au Traicté de Retraict lignager §.2. Glossa.1 num.115. Toutesfois ceste Coustume est fort equitable & fondee sur bonne raison. Par ce que l'acquereur fuyard ou delayant, ne doit porter profit de sa demeure: au grand preiudice du lignager demandeur en Retraict, qui doit tenir touſiours ſes deniers preſts, & par conſequent oiſeux, pour les donner lors qu'il tiendra le giron, comme Du Moulin eſcrit ſur l'Art.390. du Maine, & ſur le 131 Art. d'Artois.

†† *Ces mots, Et ſi l'acquereur, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

me doit cognoiſtre le Retraict, & ayant fait diligence de ce faire, gaigne les fruicts.

Es terres labourables, meſtairies, terres & vignes labourees par meſtayers, comme les fruicts ſe doiuent partir.

Fruicts eſcheus puis l'adiournement ſont au lignager, en cas de delay ou deny fait par l'acquereur: & s'il ſe cache pour ne receuoir l'adiournement, non ſeulement depuis l'adiournement, mais auſſi ceux qui ſont eſcheus puis le mois apres la ſignification de la ſaiſine.

traict, ſi l'acquereur denie ou delaye le Retraict, & il ſuccombe en cauſe. Article 381. Et ſi l'acquereur ne pouuoit eſtre trouué pour luy bailler ledit adiournement de Retraict, parquoy les choſes par luy acquiſes fuſſent ſaiſies, & depuis icelle ſaiſie luy ſoit deuëment ſignifiee: & neant-moins ne fait diligence de ſoy faire deliurer icelles choſes, en receuant l'adiournement de Retraict dedans vn mois prochain enſuiuant icelle ſignification. En iceluy cas, s'il eſt depuis adiourné en la cauſe de Retraict, & il ſuccombe, il ſera & doit eſtre condamné à rendre les fruicts eſcheus, non ſeulement depuis ledit adiournement, mais auſſi ce qu'en eſt eſcheu depuis le mois, apres icelle ſignification de la ſaiſine. Et ſi tel acquereur ſe diſſimule tellement, qu'on ne luy puiſſe ſignifier la ſaiſine, & laiſſe par vn an, les choſes ainſi ſaiſies, ſans venir receuoir adiournement en Retraict, les fruicts courront contre luy, apres ledit an paſſé. *Et ad idem* du S. de Fief.

S.F. vſant de retenue gaigne les fruicts du iour de l'adiournement.

Le Maine Tit.18. Art.387. p. *a Anjou.* Art. 377. Et ſi audit iour le lignager comparoit, il aura & gaignera les fruicts ſur l'acquereur: mais ſi ledit lignager ſe defaut, il ſera ſecondement, &c. Art.389. p. *a Anjou.* Art. 379. audit acquereur: fors ce qu'il pourra monſtrer auoir mis & employé. Art.390. p. à l'Article 380. *d'Anjou.* Art 391. p. *a Anjou.* Art.381. icelle ſaiſine, &c. *iuſques a ces mots*, ſignification de ſaiſine, *inclus.*

Acquereur pẽdant le proces doit iouir comme vn bon pere de famille.

Grand Perche Tit.10. Art.194. L'acquereur pendant le procés en Retraict doit iouir de l'heritage par luy acquis, & en vſer comme vn pere de famille: mais s'il dechet du Retraict doit rendre & reſtituer les fruits dés & depuis conteſtation en cauſe, encores qu'il n'y ait eu conſignation reelle. Et où il y auroit eu conſignation reelle, doit reſtituer les fruits dés & depuis la conſignation, encores qu'elle fut precedente la conteſtation.

Fruicts depuis conteſtatiõ en cauſe ſont au lignager, & s'il y a conſignation reelle, du iour qu'elle a eſté faite.

Blois Chap.16. Art.198. Si l'acquereur prend & leue les fruits de l'heritage par luy acquis, parauant l'adiournement en ladite matiere, ou ſont cueillis, ou leuez: en iceluy cas, il les fait ſiens, ſans qu'il ſoit tenu en rendre audit retraiãt aucune choſe: & par ce moyen ne payera le retraiant aucuns frais & miſes, pour raiſon deſdits fruits. Et ſi bon ſemble audit acquereur, il ſera rembourſé des frais, & rendra les fruits, ſi aucuns en a prins. Et ſ'il les prend depuis l'adiournement baillé, il les rendra d au retraiant, nonobſtant qu'il n'aye point conſigné. Car il n'eſt point tenu par la Couſtume conſigner: ſinon apres le delais fait, & lettres miſes en cour.

d Ce qui ſe garde ordinairement en France. C.M.

Conſignation n'eſt requiſe ſinon apres le delais fait, & lettres miſes en Cour.

La Rve d'Yndre Chap.1. Art.4. Et ſi l'acheteur refuſe de prendre les deniers, l'on doit conſigner la ſomme és mains du Iuge: & en ce faiſant, on gaigne les fruicts, qui eſcherront pendant le procés. Et qui ne conſigne les deniers, ou fait offre de les conſigner en iugement, au cas contenu au precedent Article, l'on perd les fruicts.

Fruicts ſont au lignager du iour de la conſignation ou offre de les conſigner en iugement.

Chabris Chap.6. Art.22. Les fruicts d'heritage ſuiet à Retraict, ſont acquis au retraiant du iour de l'adiournement & offres deuëment faites.

Berry Tit.14. Art.2. Toutesfois gaignera l'acquereur les fruits de l'heritage vendu *pro rata* du temps, qu'il n'aura eſté rembourſé du pris. Art. 6. Le retraiant lignager conſignant en main de Iuſtice, le pris de la venditon, auec les frais & loyaux couſts, s'ils ſont clairs & liquides, ou quelque petite ſomme de deniers, s'ils ne ſont liquides & offrant à parfaire, au refus de receuoir le pris par l'acquereur, dés le iour de ladite conſignation fera les fruits ſiens: toutesfois bien que les fruits n'ayent eſté lors de la conſignation perceus, l'acquereur en aura ſa part & portion, pour le temps precedent la conſignation, dés & depuis le pris par luy desbourſé.

Fruicts ſont au lignager du iour de l'adiournement.

Acquereur gaigne les fruicts au prorata qu'il n'a eſté rembourſé du pris.

Bovrbonnois Chap.29. Art.428. Quand † aucun lignager du vẽdeur d'aucun heritage, à fait adiourner l'acheteur d'iceluy heritage pour l'auoir par Retraict, il conuiẽt que tel qui veut auoir l'heritage par Retraict, offre bourſe & deniers, loyaux couſtemens & à parfaire, à chacune iournee de la cauſe: e ex-

e Cecy ſe doit entendre de l'inſtance prin

Source : BIU Cujas

fait les fruicts siens du iour de la consignation & du refus.

† *Ceſt Art.428.eſt accorde pour nouuelle Couſtume.*

Lignager doit offrir bourſe & deniers à chacune iournee de la cauſe : pour gaigner les fruicts.

cipale, & non pas de la cauſe d'appel Parce qu'en icelle il n'eſt beſoin de faire & reiterer les offres faites en la cauſe principale. Semblablement il n'eſt meſmes beſoin de faire offre à chacune iournee de la cauſe principale, apres que la conſignation eſt reelle & demoure effectuellement. C.M. Notez toutesfois que par la Couſtume de Paris Article 140. mis cy deſſous, qu'il eſt neceſſaire de faire & reiterer les offres en la cauſe d'appel à chacune iournee d'icelle, iuſques à la concluſion des parties ſur l'appel, qui eſt la vraye conteſtation qui ſe fait en cauſe d'appel, ainſi que nous dirons cy deſſous.

cepté à la iournee d'abſence, ſi aucune en eſt prinſe : & s'il ne le fait, il doit eſtre debouté du Retraict : & auſſi en ce faiſant les fruicts eſcheus depuis la premiere offre luy appartiennent. Art.483. Qui a labouré & ſemé en terre retraicte, & recueilli auant le temps de recueillir les fruicts, ou l'adiournement poſé, le retraiant aura leſdits fruicts, en payant ſeulement les labeurs & ſemences: & ne faut prouiſion de Iuſtice pour faire leſdits labeurs & ſemences : pour ce qu'ils ſont des loyaux couſts & miſes.

Labeurs & ſemences ſont des loyaux couſts & miſes.

Fruicts depuis la conſignation reale & non autrement ſont au lignager.

Fruicts auãt l'aſſignation ſont à l'acquereur: mais apres ſi l'acquereur eſt delayant ou refuſant, ſont au lignager.

LA MARCHE Chap.20. Art.262. S'il veut gagner les fruits qui eſcherront depuis la conſignation, où il doit conſigner reaument & de faict, le pris de la vente, s'il en eſt certain, ou le pris contenu és lettres, ſi le defendeur les veut exhiber & affirmer le contenu eſtre vray, ou tel pris que le Iuge arbitrera auec proteſtation de fournir ou retirer, & deſlors s'il obtient en principal, il aura les fruicts depuis la conſignation reale, & non autrement.

LODVNOIS Chap.15. Art.12. L'acquereur fait les fruicts ſiens de la choſe par luy acquiſe, iuſques à l'aſſignation à luy baillee pour receuoir ſes deniers, à la charge des labourages & miſes faites pour cauſe des fruits: ou pourra compter les labourages & miſes des fruits à ſon chois & election. Et ſ'il dilaye ſoit à l'aſſignation baillee en matiere de Retraict, ou de receuoir ſes deniers, perdra les fruits qui eſcherront deſlors en auant, & ſeront au retraiant.

POICTOV Tit.10. Art.358. Si le f retraiant gangne ſa cauſe, il doit auoir les fruits eſcheus depuis †† l'offre deuëment faite à perſonne ou domicile, & l'adiournement donné ſur refus g de receuoir argent, comme deſſus eſt dit. Tit 11. Art.369. L'acheteur † aura depuis le iour de l'acquiſition, iuſques au iour du Retraict tous les fruits : ſçauoir eſt entierement les fruits, qui ſeront cueillis pendant ledit temps : & quant aux autres fruits prochains à cueillir, il les aura à la raiſon & pour la portion du temps, qui courra iuſques au iour dudit Retraict.

Ces mots, depuis l'offre, &c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez, & mis au lieu des mots anciens, depuis la litis conteſtation de l'offre, & doiuent eſtre deduits en ſort, qui eſtoient au 251. Art. duquel eſt pris ceſt Art. 338. leſquels mots ont eſté rayez.

Ceſt Art.369. a eſté de nouuel introduit.

ANGOVMOIS Chap.5. Art.65. p. *à Poictou.* Art.338. fruits des le tẽps de l'offre & conſignation de la piece d'argent, & doiuent eſtre deduits & precomptez en ſort. Art.78. Soit en Retraict lignager ou conuentionnel, l'acheteur peut & doit auoir les fruits de la choſe vendue *pro rata temporis*, à compter du iour de la vendition, iuſques audit offre.

LA ROCHELLE Chap.12. Art.36. En matiere de Retraict lignager, ſi le retraiant gaigne ſa cauſe, il doit auoir les fruits, à compter du iour de l'offre qu'il a fait & luy doiuent eſtre deduits h au ſort principal.

XAINCTONGE Tit.6. Art.44. Quand le lignager qui vient au Retraict, obtient en iugement en la matiere de Retraict, l'acquerant eſt tenu à reſtitution de fruits & profits des choſes par luy acquiſes, depuis l'offre à luy deuëment faite: & les doit auoir le retraiant, ou luy doiuent * eſtre deduits à ſon chois,

Fruicts en Retraict lignager ou Conuentionnel comme appartiennẽt aux acquereurs & lignagers.

BOVRDEAVX Chap.2. Art.24. p. *à Angoumois.* Art.65. eſcheus depuis l'offre, conſignation & depoſition, quand ſera certioré, & doiuent eſtre deduits du ſort. Art.25. Quand le retraiant aura offert vne piece d'or & d'argent, & offert payer le ſort principal & loyaux decouſtemens, ſi l'acheteur refuſe receuoir le retraiant, & apres iceluy retraiant gaigne ſa cauſe, il doit auoir les fruits eſcheus depuis l'offre de la piece d'or & d'argent: poſé ores qu'iceluy retraiant n'ait conſigné & depoſé toute la ſomme, encores qu'il en ſoit certioré.

* *Sçauoir au rembourſement du ſort principal.*

SEDAN Tit.11. Art.249. Le defendeur en Retraict, ſ'il ſuccombe, ſera tenu de reſtitution de fruits, depuis que le demandeur en iugement aura formé ſa demande, & offert ſes deniers.

NORMANDIE Chap.18. Art.472. Les fruits ſont acquis au retraiant du iour de l'adiournement, desbours ou garniſſement qu'il aura fait des deniers du principal du contract & loyaux couſts. Art.473. Et où l'acquiſiteur ſeroit re-

Fruicts deuz au lignager puis l'offre de la piece d'or ou d'argent, encores qu'il n'ait

f Tiraqueau à eſcrit ſur le 15. Art de ce Titre qui eſtoit le 251. Art. ancien, ou l'on pourra auoir recours.

g Tiraqueau ſur ceſt Art.15. Gloſſa.2. num. 15. forme ceſte queſtiõ en Retraict Conuentionnel, de quel iour l'acquereur doit faire reſtitution des fruicts, en cas de refus par luy fait, & dit qu'il ſemble que les fruicts ne ſont aucunement deuz, ſinon puis conteſtation en cauſe: neant-moins il conclud que leſdits fruicts ſont deuz, *ſtatim à tempore moræ*, apres l'offre & conſignation deuemẽt faite l.2. & ibi Acc. C. de pactis int. empt. & vẽd. Or ledit acquereur ne peut eſtre eſtimé eſtre en demeure, ſinon puis le iour des offres deuement faites, ainſi qu'il ſe peut voir en meſmes termes par la Couſtume d'Angoumois. Art.78. & la Couſtume de Poictou Art. 369. iuſques au iour du Retraict, par lequel il ſe cognoiſt que les fruicts puis l'acquiſition iuſques au Re-

Source : BIU Cujas

traict conuentionnel, s'ils sont cueillis appartiennent entierement audit acquereur : & les prochains à cueillir il les aura pro rata temporis, iusques audit retraict. Ce qui est porté semblablement par la Coustume d'Angoumois. Article 78.

h Nous auons cy dessus monstré qu'en matiere de Retraict les fruicts estoient deuz du iour de l'offre & consignation, ce qui est conforme au Droict in l. si fundum. 2. & l. si à te 7. C. de pactis inter empt. & vend. l. 2. C. de iure emphyt. Guido Pap. Dec. 257. Les fruicts ne diminuent le sort principal, encores que les fruicts prins & leuez d'vne chose hypothequee ou engagee le diminuent. l. quod ex operis. 2. l. creditor. 3. & l. creditor. 7. C. de pign. act l. 2. C. de pactis pign l. rescriptum §. si aliena D. de distr. pignor. sortemque minuunt l. si dominum. 9. C. de pignor. Ce qui a lieu, soit que les fruits soient pendans par les racines ou non, contre l'opinion de Balde in l. ex prædiis C. de vsur. Ferronus.

consigné toute la somme.

Restitution de fruicts puis la demande faite en iugement & offre de deniers.

Fruicts acquis au lignager du iour de l'adiournement, desbours ou garnissement.

fusant ou delayant d'obeir à la clameur, il suffira d'offrir les deniers du pris & loyaux couſts pour gaigner les fruicts du iour de l'offre. Art. 475. L'acheteur sera payé de ses airures, semences & engrez, s'il n'a les fruits: & outre il aura pour le Terrage, des deniers du fermage ou du pris qu'eust peu estre baillee la terre *pro rata* du temps, qu'il a possedé auant l'adiournement. Art. 476. Et quant aux prez, bois, pommes & autres fruits naturels, l'acheteur en sera payé *pro rata* du temps, qu'il aura possedé auant l'adiournement, sur l'estimation qu'en sera faite, si mieux le clamant ne luy veut payer l'interest des deniers du contract au denier quinze.

Airures, semences & engrez payez à l'acquereur, s'il ne prend les fruicts.

Acquereur quelle portion des fruicts doit auoir auant l'adsournemẽt, desbours ou garnissement.

Fruicts naturels.

La Salle de Lille, Tit. 11. Art. 5. Fiefs, maisons & heritages demandez audit droict de proximité, font à adiuger au retraiãt en tel estat qu'ils sont à l'heure de la saisine reelle: ensemble les fruits & proufits escheus durant le litige, en cas qu'il ait nampty les deniers du marché, & pour le surplus baillé ladite caution au iour de ladite Saisine, ou durant le temps dudit litige, à compter depuis le iour dudit namptissement en auant, & non autrement.

Voyez cy dessous Bar Art. 155.

Art. 135. PARIS.

Le †† Seigneur, i qui acquiert l'heritage tenu de luy en Fief ou Censiue, est reputé estre infeodé ou ensaisiné du iour de son acquisition publiee en iugement au plus prochain siege Royal.

S. feodal ou Censuel est reputé infeodé ou ensaisiné du iour du cõtract d'acquisition d'vn heritage tenu de luy, publiee en iugement au prochain Siege Royal.

†† *Cest Art. 135. est adiousté pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

CONFERENCE.

Clermont Tit. 2. Art. 28. Quand aucun heritage ou autre chose reputee immeuble est vendue de partie à autre, & le Seigneur de qui la chose vendue est mouuant, le retient pour les deniers par puissance de Seigneurie, tel Seigneur est reputé saisi & vestu d'iceluy heritage ou autre chose immeuble, incontinent & dés le temps de la retention, au preiudice des lignagers du vendeur: en telle maniere que celuy ou ceux qui voudroient auoir & demander ledit heritage, ou chose immeuble par Retraict lignager, sont tenus de demander & requerir ledit Retraict en dedans l'an & iour de la retention: & est requis qu'icelle retention soit faite pardeuant Iuges ou personnes publiques.

S. vsant de retention de chose immeuble est reputé incõtinent infeodé ou saisi du iour de ladite retention faite pardeuant Iuges ou personnes publiques.

Voyez les Art. 129. 130. & 132. *de Paris*, & autres Coustumes rapportees sur lesdits Articles.

Art. 136. PARIS.

Le .† Retraiant, k auquel l'heritage est adiugé par Retraict, est tenu de payer & rembourser l'acheteur des deniers qu'il a payez au vẽdeur pour l'achat dudit heritage, ou consigner les deniers, au refus dudit acheteur, iceluy deuement appellé, à voir faire ladite consignation, & ce dedans xxiiii. heures apres le retraict adiugé par sentence: & que l'acheteur aura mis ses lettres au Greffe, partie presente ou appellee, & outre qu'il aura l affermé le pris, s'il en est requis. Et s'il ne le

Retrayant lignager doit payer l'acheteur des deniers ou au refus d'iceluy, les consigner en Iustice

i Cest Art. 135. depend des Art 129. 130. & 132. de ceste mesme Coustume mis cy dessus: & decide vne question qui se pouuoit former sur le contenu esdits Articles: par lesquels il est dit que le Retraict a seulement lieu du iour de l'ensaisinement ou reception en foy & hommage: & aussi de ce que nous tenons le Retraict lignager & feodal peuuent auoir lieu par concurrence: mais que tels Articles n'ôt lieu en ceste espece proposee par cest Art. 135. D'autant que la Coustume veut que l'ã & iour du Retraict ne commence que du iour de la reception en foy & hommage, ou de l'ensaisinement selon la qualité des choses feodales ou Censuelles, par les Art. 129. & 130. de Paris. Ceste rigueur ne se doit garder quand le Seigneur acquiert chose tenue de luy en fief ou Censiue. Si on de-

Source : BIU Cujas

iceluy deuement appellé, dedans xxiiii. heures apres le Retraict adiuge par ſentence, &c.

† *Ceſt Art. 136. a eſté mis au lieu de pareil Art. qui eſtoit en l'ancien Couſtumier le huict ſeziesme, tant pour l'interpretation des anciennes Couſtumes, que pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

mande de quel iour doit courir l'an & iour de Retraict lignager. Il ne ſe peut dire du iour de la reception en foy & hommage, ou de l'enſaiſinement: par ce que le S.F. ou Cenſuel ne ſe reçoit en foy & en ſaiſine luy meſme, & n'a beſoin de tels actes pour aſſeurer ſon droict: Mais la Couſtume veut qu'il ſoit cenſé & reputé pour infeodé ou enſaiſiné du iour de la publication de ſon contract d'acquiſition faite en iugement au plus prochain Siege Royal

k Ceſte Couſtume de Paris & quelques autres ne donnent au parent lignager que vingt-quatre heures pour parfournir les deniers de l'achat: pourueu que l'acquereur ait mis ſes lettres au Greffe, partie preſente ou appellee, & qu'il ait affirmé le pris contenu en icelles. Aucunes Couſtumes veulent que cela ſoit fait dans le ſoleil couché, les autres dans trois iours, autres dans vii. iours & vii. nuicts, ou de viii. iours, ou de xv. iours ou xx. iours. En la Couſtume de Montargis qui eſt conforme à ceſte de Paris, vn retrayant faict adiourner le iour de l'acquiſition vn acquereur pour eſtre receu au Retraict: lequel luy tend le giron: & fait anticiper ledit lignager, & par faute d'eſtre rembourſé de ſes deniers & loyaux frais, pourſuit ledit lignager pour luy faire conſignet le pris de ſon acquiſition dans le temps de la Couſtume, qui eſt de vingt-quatre heures. Lequel lignagier fuyant & dilayant, diſoit n'eſtre tenu de conſigner leſdits deniers deuant l'an & iour, & que ledit acquereur anticipoit. Sentence du Bailly de Montargis donnee au profit du lignagier. Appel en la Cour: laquelle par ſon Arreſt prononcé en robbes rouges le 10. Auril 1582. infirma ladite ſentence, & fut par ce moyen ledit retrayant debouté de ſon Retraict, pour n'auoir comme il eſtoit tenu des l'inſtant des 24. heures portees par la Couſtume, conſigné & fourny argent. Pareil Arreſt donné en l'Audience le 8. iour de Iuin 1586. plaidãt Gillot. Vn Retrayant lignager ayant eſté receu au Retraict par l'acquereur, fait aſſigner ledit acquereur dans huictaine pour receuoir ſon argent, liquider les loyaux frais & couſts, & affermer l'aſſignation eſcheue, le temps de la Couſtume eſtoit plus que paſſé qui eſtoit de huictaine, dans laquelle le retrayant eſt tenu rembourſer l'acquereur de ſes deniers, frais & loyaux couſts, ledit lignager voulant conſigner ſon argent, eſt empeſché par l'acquereur: D'autant qu'il n'eſt receuable, n'ayant faict le rembourſement actuel au deſir de la Couſtume. Le premier Iuge par ſa ſentence deboute le retrayant. Appel au Bailliage qui infirme ladite ſentence, & emendant icelle ordonne que le retrayant ſera receu à faire ledit rembourſement. Appel en la cour de Parlement: laquelle infirma par ſon Arreſt le dernier iugement, & confirma la premiere Sentence du premier Iuge.

l Ce ſerment ou affirmation eſt ordonné par la Couſtume, outre ce qui eſt contenu és lettres d'acquiſition, afin de retrancher toutes les fraudes & ſimulations qui ſe peuuent commettre en contracts de vendition, ou autres ſuiets à Retraict, pour fruſtrer les lignagers du Retraict, qu'ils pourroient pretendre contre les perſonnes eſtranges, & non eſtans de la ligne dont les heritages procedent. Le Droict commun ne permet pas neant-moins que le ſerment ſoit receu outre & pardeſſus ce qui eſt contenu en l'inſtrument ou contract. l. in contractibus. §. illo. C. de non num. pec. Multa enim ſimulatè concipiuntur, quæ non aguntur. l. 3 C. Plus valere quod agitur quam quod ſimulatè concipitur. cap. illo vos extra de pignor. cap. ad noſtram extr. de empt. & vendit. Bald. ad l. emptione. C. plus val. quod agit l. ſi filij. C. de don. int vir & vxor.

---

ne le faict, le temps paſſé, tel retraiant eſt deſcheu dudit Retraict.

CONFERENCE.

Calais Tit. 9. Art. 147. p. *à Paris* requis. Et pareillement rembourſer les frais & loyaux couſts de l'acquiſition dedans xxiiii. heures apres la liquidation d'iceux. Autrement & à faute de ce faire dedans ledit temps & iceluy paſſé, ledit retraiant, &c.

Lignager doit rembourſer dans 24. heures apres le cõſentement de l'acquereur, exhibition de lettres, affirmatiõ de l'acquereur.

Meaux Chap. 15. Art. 102. Si l'acheteur, qui eſt pourſuiuy en cas de Retraict, conſent rembourſement de ſes deniers, le retraiant doit rembourſer dedãs xxiiii. heures, apres le conſentement donné, exhibition des lettres d'acquiſition & affirmation du pourſuiuy par Retraict: autrement il dechet du Retraict, & eſt tenu des deſpens de l'inſtance.

Melvn Chap. 7. Art. 153. Quand †† l'heritage ſera adiugé par Retraict, le lignager ſera tenu, &c. p. *à Paris*. vendeur ou les conſigner en Iuſtice, partie preſente ou appellee, au refus dudit acheteur, xxiiii. heures apres ledit Retraict accordé pardeuant Notaires ou adiugé: pourueu toutesfois que ledit acheteur ait auparauant mis au Greffe les lettres de ſon acquiſition, & affermé le pris contenu en icelles, eſtre veritable. Et toutesfois ſi l'acquereur auoit empeſché ledit Retraict, & puis pour ſurprendre ſa partie le vint ſoudain accorder, le Iuge pourra arbitrer au retraiant plus long delay, pour faire ledit rembourſemẽt. Et ſi dedans ledit temps de xxiiii. heures ou autre delay arbitré, le retraiant ne faict le rembourſement ou conſignation, il dechet dudit Retraict. Art. 154. Si †† l'acquereur accorde le Retraict, il doit, ſ'il eſt requis de ce faire par le demandeur, mettre ſon contract d'acquiſition au Greffe, & affermer par ſerment le pris contenu en iceluy. Article 155. Le † retraiant eſt tenu rembourſer les loyaux couſts, frais & miſes, dedans la huictaine. Autrement decheoit du Retraict à luy adiugé.

†† *L'Art. 153 eſt nouuel pour l'aduenir ſeulement.*

Acquereur doit mettre ſon contract d'acquiſition au Greffe, & affermer le pris,

Sens Titre ſeptieſme. Article trente troiſieſme. L'acqueſteur †† doit au iour de l'aſſignation à luy donnee, mettre ſon contract d'acquiſition au Greff-

Source : BIU Cujas

s'il en eſt requis.

†† *Ce 154. Art. eſt mis au lieu de l'ancien Art.* Et ſi le retraiant, *&c. Loyaux couſts, frais & miſes ſe payent dans huictaine.*

† *Ceſt Art. 155. eſt nouuel pour l'aduenir.*

†† *Les Art. 33. & 65. ſont mis au lieu des anciens Art. abrogez.*

fe, & declarer par ſerment le pris contenu en iceluy eſtre veritable, & le faire ſignifier au demandeur en Retraict. Art. 65. Celuy qui veut venir en Retraict doit auoir ſes deniers preſts pour faire le rembourſement du ſort principal dedans trois iours : & ſi les trois iours paſſent, le retrayeur ſera debouté & decheu du Retraict : ſinon que l'acheteur appellé en Retraict, euſt dilayé ou empeſché outre la premiere iournee. Auquel cas apres le Retraict conſenty & adiugé, le retraiant qui ſera demourant en la Iuſtice, où ſera le Retraict adiugé, aura huictaine pour faire le rembourſement : & ſ'il eſt demourant hors la Iuſtice, outre la huictaine, il aura temps à l'arbitrage & diſcretion de Iuſtice.

Le lignager doit rembourſer dans trois iours apres le Retraict conſenti : & s'il y a refus ou empeſchemẽt, dans huictaine s'il eſt en la Iuſtice : ſinon à la diſcretion du Iuge.

Avxerre Tit. 7. Art. 183. Si † l'adiourné en Retraict lignager, à la premiere iournee & expedition de la cauſe, exhibe ſes lettres d'achat, afferme le contenu en icelles eſtre vray, & conſent le Retraict, & ſuiuant le conſentement y ait adiudication, le pourſuiuant ſera tenu de payer & rembourſer l'acheteur des deniers du ſort principal dedans xxiiii. heures : autrement les xxiiii. heures paſſees, le retrayant dechet du Retraict. Art. 184. Et ſi l'appellé en Retraict dilaye ou empeſche outre la premiere iournee, aura le retraiant ſ'il eſt de la iuriſdiction, où ſera le procés en Retraict intenté, huictaine, à compter du iour de la ſignification faite de la ſentence & adiudication. Et ſ'il n'en eſt, outre ladicte huictaine temps à la diſcretion & arbitrage du Iuge, apres le Retraict adiugé. Et quant aux frais, loyaux couſts & reparations neceſſaires, le retraiant aura trois iours pour les payer apres la taxe & liquidation d'iceux. m

† *Les Art. 183. & 184. ſont de nouuel introduits.*

m En Retraict on ne peut empeſcher ce qui eſt de clair & liquide. l. ſtatu liber. D. de ſtatu lib. l. quidam 21. D. de reb. cred. calumnioſa denegatio non facit rem dubiam l. in ſumma D. de condict. indeb. l. qui ſententiam C. de pœnis. Accurſ. in l. poſt rem. D. de re iud. liquidum dicitur per probationes promptas. l. fin. & ibi Acc. C. de re iud. Bartol. in l. 4. §. condemnatum D. eod. tit. Baldus Conſ. 261. vol. x. per l. fin. C. de compenſat.

Estampes Chap. 14. Art. 173. Si † l'heritage propre vendu à vn eſtranger, eſt adiugé au lignager du vendeur, iceluy lignager eſt tenu payer, &c. p. *à Paris.* acheteur xxiiii heures, &c. ſentence ou iugement, &c. & affermé le pris eſtre veritable : & quant aux loyaux couſts, frais & miſes, le retraiant en doit faire pareil rembourſement xxiiii. heres apres la liquidation d'iceux faite : autrement & à faute d'auoir fait ledit rembourſement en la maniere que dit eſt, & dans ledit temps, tant du ſort principal, que des frais & loyaux couſts, la liquidation d'iceux prealablement faite, le retraiant eſt debouté du Retraict.

† *Ceſt Art. 173. eſt de nouuel introduit pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Dovrdan Tit. 12. Art. 134. Le retraiant qui eſt recongneu par l'acheteur, ou qui tient en Retraict, ſoit par iugement contradictoire, ou acquieſcement de partie, eſt tenu dedans xxiiii. heures apres les recognoiſſances, iugement ou acquieſcement, & que l'acheteur aura affermé le pris, & mis ſes lettres d'acquiſition au Greffe, rembourſer l'acheteur de ſon ſort principal, ou le conſigner en Iuſtice, au refus dudit acheteur, iceluy preſent ou deuement appellé : & pareillement payer les loyaux couſtemens à la huictaine, apres que la liquidation en aura eſté faite : & par faute de ce, auoir fait dechet de ſon Retraict.

Lignager vingt quatre heures apres les recognoiſſances faictes, iugement ou acquieſcement, doit rembourſer l'acheteur & cõſigner en Iuſtice : & payer loyaux couſts dans huictaine, apres la liquidatiõ d'iceux.

Mont-fort Chap. 15. Ar. 62. Si aucun a vendu ſon propre heritage & vn du lignage du vendeur, a fait adiourner l'acheteur en cas de Retraict, ledit lignager eſt tenu de payer & rembourſer ledit acheteur des deniers, qu'il a payez audit vendeur, pour l'achat dudit heritage, ou conſigner les deniers en Iuſtice de l'Ordonnance du Iuge, partie preſente ou appellee, au refus dudit acheteur, en dedans ſoleil couchant, au moins dedans les xxiiii. heures apres le Retraict à luy adiugé par ſentence & iugement : & que l'acheteur ait mis ſes, &c. p. *à Paris*, eſt debouté dudit Retraict. Art. 163. Auſſi †† eſt tenu le retrayant de rembourſer les frais & loyaux couſts xxiiii. heures apres la liquidation faicte d'iceux luy deuëment appellé, preſent ou contumacé.

†† *Le 163. Ar. eſt de nouuelle adiouſté.*

Frais & loyaux couſts ſerõt payez dans 24. heures apres la liquidation.

Mante Chap. 4. Art. 73. p. *à Dourdan.* Art. 134. Eſt † decheu de ſon Retraict.

† *Ceſt Art. 73. eſt ancien iuſques aux mots* ou acquieſcement, *incluſiuement.*

Senlis Tit. 12. Art. 223. *A la fin.* Et †† où l'acheteur acquieſceroit aux offres, le retrayant eſt tenu de fournir à ſes offres dedans xxiv. heures : *alias*, il eſt auſſi deſcheu dudit Retraict.

Clermont Tit. 2. Art. 23. Si par iugement contradictoire ou du conſentement des parties, la choſe demandee par Retraict eſt adiugee à la partie retrayant, iceluy retrayant à xxiv. heures pour compter, deliurer & rendre les deniers du pur ſort & loyaux couſtemens : qui ſommairement ſe pourront liquider

Source : BIU Cujas

Auquel ont eſté adiouſtez ces mots, Et que l'acheteur aura affermé le pris, & mis ſes lettres d'acquiſition au Greffe, rembourſer l'acheteur de ſon ſort principal, ou le conſigner en Iuſtice, au refus dudit acheteur, iceluy preſent ou deuement appellé. *Et quant au ſurplus dudit Art. eſt auſſi ancien, omis en l'ancien Couſtumier.*

à compter de l'heure que l'acqueſteur aura mis au Greffe les lettres d'acquiſition, & fait ſignifier à ſa partie ou ſon Procureur, & affermé les lettres contenir verité: & où il ſeroit defaillant de ce faire, tel retraiant dechet de l'effect de ſadite ſentence & de ſon intention. Art. 24. Et pour le regard de ce qui n'auroit eſté liquidé, le retraiant ſera par ſemblable, tenu de compter, fournir & deliurer audit acqueſteur, les deniers à quoy ſe montera la liquidation, endedans le temps de xxiiii. heures, apres qu'elle aura eſté faite ou ſignifiee audit acqueſteur ou a ſon Procureur: autrement decherra du Retraict, comme dit eſt.

VALLOIS Tit. II. Art. 136. *A la fin.* Et ſi la partie defendereſſe acquieſce à l'offre à luy faite, la partie demanderelle eſt tenue le rembourſer dedans xxiiii. heures apres que le defendeur en matiere de Retraict lignager aura accepté l'offre & mis au Greffe de la iuriſdiction, en laquelle il ſera adiourné où ſera la cauſe, ſes lettres d'acquiſition affermé le contenu d'icelles, eſtre veritable, partie preſente ou appellee. Art. 148. Celuy qui achete aucun heritage, qui chet en Retraict, quand il eſt pourſuiuy au cas de Retraict par aucun lignager, il eſt tenu de monſtrer & exhiber les lettres de l'acquiſition, & auec ce affermer du pris, qu'il en auroit baillé, pardeuant Iuge partie preſente ou appellee comme dit eſt.

Acquereur tenu d'exhiber ſes lettres d'inquiſition & affermer le pris.

TROYES Tit. 9. Art. 151. Et eſt tenu l'acheteur d'affermer par ſerment, ſ'il en eſt requis, combien l'heritage luy à couſté, & d'exhiber les lettres de la vendue, ſi aucunes en y a.

LAON Tit. 17. Art. 236. Et †† où le retraiant ſeroit recongneu à Retraict, ou que par ſentence nõ ſuſpendue par appel, l'heritage luy ſeroit adiugé, eſt tenu le retraiant rembourſer l'acquereur de ſes deniers, dedans xxiiii. heures apres qu'il aura baillé ſes lettres d'acquiſition au retraiant, ou les aura miſes au Greffe, partie preſente ou appellee, & affermé le pris contenu en icelle, s'il en eſt requis. Et pareillement rembourſer les loyaux couſts, xxiiii. heures apres la liquidation d'iceux faite, ou iceux conſigner en Iuſtice: au cas qu'il y ait appel de la liquidation: autrement & à faute d'auoir ce fait, eſt debouté dudit Retraict.

†† Ceſt Art. 236. en ce qui eſt porte que le Retraiant eſt tenu rembourſer l'acquereur dedans xxiiii. heures apres qu'il aura baille ſes lettres d'acquiſitiõ, & fait les autres choſes contenues en l'Art. eſt nouuel: par ce que par la Couſtume ancienne il eſtoit tenu rembourſer promptement.

CHALONS Tit. 22. Art. 231. p. *à Laon.* Art. 236. faite: † autrement & à faute, &c. decheu dudit Retraict.

† *Le 232. eſt accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

REIMS Tit. 7. Art. 202. Le †† retraiant recogneu à Retraict, ou à qui par ſentence non ſuſpendue l'heritage a eſté adiugé, eſt tenu rembourſer, &c. p. *à Laon.* Art. 236. apres la recognoiſſance ou adiudication: pourueu que l'acquereur luy ait exhibé ſes lettres d'acquiſition ou icelles miſes au Greffe, luy preſent ou appellé & affermé, &c. en icelles eſtre veritable: & pareillement, &c. decheu dudit Retraict.

†† Ceſt Art. 202. eſt de nouuel introduict.

RIBEMONT Tit 3. Art. 46. Celuy qui eſt recogneu à Retraict ou à qui par ſentences les choſes ſont adiugees par Retraict lignager, doit rembourſer l'acquereur du ſort principal, dedans xxiiii. heures apres la recognoiſſance ou de l'adiudication: & que l'acquereur aura mis ſes lettres d'acquiſition au Greffe, & affermé le pris contenu en icelles, eſtre veritable: autrement ſera debouté de ſon Retraict: & quant aux frais & loyaux couſts, eſt tenu d'en faire le rembourſement auſſi dedans xxiiii. heures, apres la liquidation d'iceux, autrement eſt debouté, comme deſſus.

† *Ces Art. 170. & 171. ſont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

AMIENS Tit. 10. Art. 170. Le † lignager dans la huictaine apres la recognoiſſance ou adiudication du Retraict, & que l'acquereur aura mis ſon contract au Greffe & affermé qu'il eſt veritable, doit rembourſer l'acquereur du ſort principal de la vendition, qui ſe trouue clair & liquide par le contract: autrement dechet & eſt priué de l'effect dudit Retraict. Art. 171. Auſſi doit le lignager rembourſer l'acquereur des frais & loyaux couſts par luy faicts, dedans la huictaine apres qu'ils auront eſté liquidez: autrement, &c.

Lignager doit rembourſer dãs huictaine le ſort principal.

Frais & loyaux couſts ſeront rembourſez dans 8. apres la liquidation.

PONTHIEV Tit. 9. Art. 138. Si le parent du vendeur qui pretendroit auoir Retraict, ne rembourſoit l'acheteur de touſ ſes deniers de l'achat, frais de lettres, & de ſes autres loyaux couſtemens, endedans ſoleil couché: que le Retraict luy ſeroit accordé ou adiugé, il viendroit apres à tard a auoir le Retraict, & en ſeroit priué.

Vendeurs & acheteurs tenus & contraints d'exhiber les lettres de vente & ſe purger par ſerment ſur la verite du pris.

CHAVNY Tit. 20. Art. 111. Et pour ce que ſouuentesfois les parens retraians ne peuuent auoir cognoiſſance ou ſçauoir le pris, pour lequel auroit eſté fait la vendition, & que par ceils ne peuſſent faire offre raiſonnable, il leur eſt loi-

Source : BIU Cujas

sible demander & requerir que les vendeurs & acheteurs soiẽt contraints à declarer au vray pour quel pris & somme auroit esté faite icelle vendition, & d'en exhiber & monstrer les lettres, si aucunes en y a. Et auec ce que les vendeurs & acheteurs soient contraints par serment à declarer au vray le pris de la vendition, & doiuent à ce faire estre condamnez & contraints.

LILLE Tit.7. Art.85. Apres que telle reprinse adiugee ou recognue, le requerant doit endedans viii.iours & viii.nuicts ensuiuans ladite adiudication ou recognoissance, rembourser l'acheteur, ou consigner és mains de Iustice les deniers à Dieu, catité, principaux deniers & tous leaux coustemens du marché, si auant qu'il en a peu auoir cognoissance par les lettres du marché, ou l'affirmation des vendeur, de l'acheteur ou des Iuges. Mais s'il y auoit quelque pris ou chose, qui ne fussent certains & liquides, il est tenu de bailler caution de le furnir au dict des Iuges, liquidation faite: pour l'acheteur en estre rembourse, & icelle consignation & caution si elle est baillee faire signifier audit acheteur, s'il se peut recourer, sinon à son domicile: à peril que si ainsi n'estoit fait, la reprinse seroit nulle. Art.90. En matiere d'escleche [n] est requis que le demandeur apres l'escleche congnue ou adiugee, face priserie de ce qui sera esclechié, par gens en ce cognoissans: & icelle faite, fourniſſe ou consigne sous la main de Iustice, ladite priserie, endedans vii.iours & vii.nuicts, & face signifier à l'acheteur pour prendre & receuoir les deniers de ladite priserie.

n Escleche c'est quãd on fait vente de partie de l'heritage. Esclicher & Esclichement au liure de la Somme Rural. Fief Escliché ou ecclipsé, c'est à dire, demembré ou despecé.

BOVLLENOIS Tit.28. Art.136. Pour faire le rembourſement, le retraiãt doit en cas de refus, consigner les deniers és mains de Iustice, dedãs l'ã de la realité & possessiõ acquise par decret de saisine ou dessaisine auparauãt si bõ luy semble.

Retrayant dans l'an de la realité & possession acquise par decret de saisine doit consigner en main de Iustice les deniers.

PERONNE Tit.10. Art.241. Quand l'acheteur a recognu le retraiant, & tendu le giron, en la Iustice, où il est appellé ou pardeuant deux Notaires, ou vn Notaire & deux tesmoins, & qu'il a fait signifier à la personne du retraiant ou à domicile, la recognoissance en Retraict: ou quand le retraiant a obtenu iugement à son profit, le retraiant doit & est tenu dedans xxiiii.heures apres la recognoissance ou iugement, exhibition de contract & affirmation de pris, rembourser l'acheteur de son sort principal, & frais portez par le contract & affermez: ou bien declarer audit acheteur, s'il a consigné les deniers, qu'il consent que l'acheteur les prenne à son profit, & doit venir faire la declaration au Greffe, ou l'enuoyer faite par Procureur, specialement fondé. Et si les deniers qui sont au Greffe ne sont suffisans, faut qu'il parface ce qui en defaut: autrement, à faute de ce faire, est le retraiant decheu de son Retraict, soit maieur ou mineur. Art.242. Et quant aux autres deniers, frais & loyaux cousts, qui ne sont portez par le contract & ne sont liquidez, doit le retraiant en faire rembourſement, &c. p. *à Ribemont.* Art.46.

Tendre le giron.

MONT-DIDIER L. Art.7. Lesdites offres faites selon que dessus, & si à icelles l'acheteur veut acquiescer, & le declare ainsi en Iustice, celuy qui veut retraire, sera tenu rembourser ledit acheteur des deniers principaux d'icelle acquisition, droicts Seigneuriaux, frais de lettres & autres loyaux cousts endedans les xxiiii.heu.apres. Autrement tel qui veut retraire, sera debouté dudit Retraict

ARTOIS Tit.3. Art.130. Si l'acheteur adiourné en cas de Retraite, consent auparauant defenses proposees d'estre rembourse & recognoistre au proësme & lignager, iceluy lignager retraiant doit promptement fournir les deniers principaux, droicts Seigneuriaux & autres loyaux coustemens à la discretion de Iustice. Autrement tel lignager doit estre debouté d'icelle Retraicte.

NIVERNOIS Chap.31. Art.5. Et si auant ou apres contestation l'acquereur accepte les offres, où il y a sentence adiudicatiue du Retraict, iceluy retraiant sera tenu de fournir les offres dedans xx.iours à compter du iour des acceptation ou sentence: autrement à faute de faire continuer lesdits exploicts & offres, ou de fournir à icelles offres, iceluy retraiãt est & sera debouté dudit Retr.

Lignager doit fournir à ses offres dedans xx. iours, à compter du iour des acceptations ou sentence.

MONTARGIS Chap.16. Art.12. Dedans xxiiii. heures que le Retraict est adiugé, il faut payer & rembourser l'acheteur de ses deniers du sort principal. Et si les xxiiii.heures se passent, le retraiant dechet de Retraict, sinon que l'appellé en Retraict delaiast ou empeschast: auquel cas outre la premiere iournee du Retraict aura le retraiant, s'il est de la iurisdiction, où sera le procés, huictaine pour rembourser: & s'il n'en est, aura outre la huictaine temps à l'arbitrage & discretion du Iuge, apres le Retraict adiugé & accordé par les parties.

ORLEANS Tit.18. Art.370. p. *à Montargis.* loyaux cousts & mises, qui se trouueront & serõt declarez clairs & liquides, en faisant l'adiudicatiõ du Retraict ou delais. Et si les xxiiii.heures se passent, sans auoir fait le rẽbourſemẽt, le retraiãt

Source : BIU Cujas

dechet de ſon Retraict. Art.371. Toutesfois ſ'il y a procés, il eſt en l'arbitrage du Iuge, apres conteſtation, de limiter le temps, dedans lequel ſera fait le rẽbourſemẽt. Et ſi dedãs le tẽps limité, le retraiant ne paye, il dechet de ſon Retrait.

LA SALLE DE LILLE Tit.11. Art.4. Apres telle proximité adiugee ou cognue, le retrayant eſt tenu rembourſer l'acheteur des deniers principaux & loyaux couſtemens, ou conſigner és mains de ladite Iuſtice, deniers ſouffiſans, pour faire ledit rembourſemẽt. Et ſe par la vente il y a choſe nõ liquidee, eſt receu en baillant caution: ladite liquidation faite & ladite conſignation & caution, ſ'elle eſt baillee, faire ſignifier audit acheteur ou à ſon domicile, endedans vii. iours & vii. nuicts enſuiuans ladite adiudication ou recognoiſſance, à peril d'eſtre priué de l'effect de ſadite pourſuite. N'eſtoit que l'acheteur fut reſident en lieu ſi loingtain, qu'en dedans ſept iours & ſept nuicts ne fut poſſible faire leſdits deuoirs. Ouquel cas les Iuges peuuent accorder de faire ladite ſignification endedans tel iour qu'ils verront eſtre expedient.

ANIOV Tit.17. Art.370. *A la fin.* Et n'y a que viii. iours de payer les deniers depuis la cognoiſſance iugee & acceptee en preſence: & ſi les parties prẽnent plus long ou plus brief terme, ce ne peut eſtre au preiudice des autres lignagers. Art.373. Les deniers du Retraict tant du pris principal, que des couſts & mis ſe doiuent payer à huict iours apres la cognoiſſance iugee. Et ſi l'acquereur a mis ou fait mettre plus grand pris en ſon cõtract, que la choſe ne luy a couſté: & ſemblablement declare plus grande abondance qu'il n'y a, le lignager ne les payera pas ſ'il ne luy plaiſt. Et * receura l'executeur deuant qui eſt fait le Retraict, le ſerment accouſtumé de l'acquereur, qui eſt qu'il doit iurer deuant l'executeur, d'iceluy Retraict: combien la choſe luy a couſté. Et conſignera le lignager ſ'il veut en la main dudit executeur, ce qu'il verra que l'acquereur aura trop mis & employé, tant en principal pris, que és abondances. Et doit payer ce neant-moins à l'acquereur le iuſte & loyal pris & couſts, que l'acqueſt a couſté, ſ'il le veut receuoir: & qu'ẽ ce faiſãt les choſes acquiſes ſoiẽt deliurees au lignager. Et ſi iceluy acquereur ne les veut receuoir, le lignager doit conſigner le tout en main de Iuſtice, & faire adiourner ſa partie pour luy voir deliurer ledit acqueſt. Et n'eſt tenu conſigner ce que l'acheteur aura trop mis en abondance & en principal, couſts & miſes, s'il ne luy plaiſt: mais ſ'il conſigne tout, l'heritage luy ſera deſlors deliuré par l'executeur du Retraict. Et ſ'il n'a payé ou conſigné ce qu'aura declaré l'acquereur, iceluy acquereur ſera ſaiſi le procés pendant. Et ſ'entẽd ceſte Couſtume, quand le Retraict eſt cogneu en l'abſence du lignager: mais ſ'il eſt cogneu en la preſence, s'il n'eſt proteſté en faiſant la cognoiſſance de monſtrer au iour de l'execution, que l'acquereur n'a pas tant payé en principal achat comme il a mis en abondance, il ne ſera plus receu: & ſ'il ne paye plus que la raiſon, ſoit principal ou des abondances & autres miſes, cuidant icelles eſtre vrayes, & depuis il ſçait le contraire, il peut repeter ce qu'il en aura trop payé.

LE MAINE Tit.18. Art.180. A *la fin.* & 383. p. *à Aniou.* 370. & 373.

GRAND PERCHE Tit.10. Art.179. Et apres l'adiudication du Retraict ou recognoiſſance d'iceluy, & que l'acquereur aura exhibé ſes lettres & mis au †† Greffe, & affermé le pris de l'acquiſition, doit ledit acquereur dedans les xxiiii. heures rembourſer le pris de l'acquiſition, & tout ce qui eſt liquidé par le contract, & les loyaux couſts, dedans les xxiiii. heures apres la liquidation faite d'iceux: autrement, &c. p. *à Ribemont.*

BLOIS Chap.16. Art.194. Apres le delais fait par l'acquereur & ſes lettres miſes à Cour, le retraiant eſt tenu mettre & conſigner en Iuſtice les deniers contenus & declarez és lettres d'acqueſt, dedans la huictaine du delais: pourueu que l'acquereur ait mis ſes lettres en Cour dedans deux iours apres le delay. Et ſ'il eſt defaillant de conſigner les deniers, il ſera priué du Retraict. Art.195. Et ſi le contract n'eſtoit par eſcrit, o l'acquereur ſera tenu informer par teſmoins, du pris de la vente deuëment, auant qu'il ſoit tenu conſigner. Art. 196. L'acquereur † adiourné en matiere de Retraict lignager, ſera tenu de mettre ſes lettres d'acqueſt en cour, dedans l'heure des plaids, deux iours apres le delais, & le retraiant viii. iours apres ledit delais, ſera tenu conſigner le pris contenu eſdites lettres dedans l'heure des plaids: & en defaut de ce faire, ſera priué, forclos & debouté dudit Retraict: ſans ce qu'il puiſſe iamais demander l'heritage par Retraict: & ſans ce qu'il ſoit beſoin audit acquereur faire appeller le defaillant pour auoir forcluſion dudit Retraict: mais en eſt debouté par le defaut ſeulement & ſera condemné és deſpens dudit acquereur, qui aura eſté trauaillé. Et au cas que l'acquereur ne mette en Cour les lettres d'acqueſt, dedans leſdits deux iours apres le delais par luy fait, le temps & delay de conſigner ne courra au retraiant: mais cõ-

* *Aliàs, Et ne receura. Sed legendum affirmatiuè ex Art. 383. Ce nom Cõſuetud.*

†† *Ces mots, au Greffe, ſont adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

Vente n'eſtant par eſcrit, ſe prouue par teſmoins.

† *Ceſt Art. 196. a eſté ainſi corrigé: par ce que l'ancien n'eſtoit en bonne forme.*

o L'eſcriture n'eſt point de la ſubſtance des pactions ou conuenances, & pour ceſte cauſe les contracts de venditions ſe peuuent faire ſans aucun eſcrit ou inſtrument l. pactum quod bona fi. de. 17. & l. cum proponas 21. C. de pactis. l. cum te 5. C. de tranſact l. inſtrumentis 9. C. de fide inſtr. & nõmemẽt de la vendition in l. cu inſtrumẽtis 10. C. eod.

Source : BIU Cujas

tit.l.1 C de fide & iure hastæ fiscal.l.proprietatis.4.& l.cum res.12.C.de probat.l.2.D.de contr. empt. Vide l.contrahitur. 4.D de pign.l 4 D de fide instrum.& Nou.136.cap.6.& Accurs.ad l.17.C de pactis. Ie ne veux oublier que l'on ne peut estre receu à faire preuue de la vente verbale, si elle excede cent liures suiuant l'Ordonnance de Moulins Art.54. Et consequemment ceſt Art.195 se doit entendre, pourueu que le pris de la vente ou l'estimation de la chose n'excede cent liures, ie ne veux point passer sous silence que le seul contract emphyteutique doit estre mis par escrit: autrement il est nul suiuant la disposition de droict. Zenon in l.1.C.de iure emphyteutico in his verbis, iustum esse validumque contractum, in quo cuncta quæ inter vtrasque contrahentium partes super omnibus vel etiam fortuitis casibus, pactionibus scriptura interueniente habitis placuerint, firma illibatáque perpetua stabilitate modis omnibus debeant custodiri.

mencera à courir apres l'exhibition des lettres: & sera ledit acquereur adiourné, par faute d'auoir mis en Cour icelles lettres l'acqueſt, & condamné és despẽs dudit retraiant, ia escheus & qui escherront, pendant le proces, par faute de ce. Art. 197. Au iour assigné, les parties comparantes, l'acquereur est tenu delaisser ledit heritage, s'il n'allegue cause valable pour l'empescher, & ne peut prendre delay sinon a auoir declaration dudit heritage. Et où ledit acquereur fait le delais, des le premier iour, le demandeur sera tenu consigner dans la huictaine, autrement il sera forclos, sans ce qu'il puisse auoir aucun delay.

DVNOIS Chap.15. Art.80. A *la fin.* Et n'est tenu le Retraiant consigner son argent en Iustice: sinon viii iours apres que l'acquereur a mis ses lettres en Cour, & l'adiudication faite du Retraict.

S. AIGNAN Chap.7. Art.23. A *la fin.* Et si l'acheteur cognoist à Retraict le lignager, iceluy lignager est tenu rembourser ledit acheteur desdits sort principal & loyaux couſts, dedans viii iours apres la cognoissance: & si ainsi ne le fait, il en demeure forclos.

BERRY Tit.14. Art.16. Et audit cas sera tenu le retraiant lignager, rembourser ou consigner le pris principal, qui a esté desbourſé: quant à l'heritage baillé en contr'eschange, sera estimé par gẽs à ce cognoissans: desquels les parties s'accorderont dedans xxiiii. heures apres le iour de l'adiournement baillé en Retraict escheu, & en defaut de ce faire dedans ledit temps, seront prins par le Iuge: & sera tenu le retraiant rẽbourser du pris & estimation l'acquereur, ou au refus de le vouloir receuoir par l'acquereur, le consigner en Iustice, auec l'autre pris declaré au contract. Art.26. Si par la fauſe affirmation de l'acquereur, le retraiant a consigné plus grande somme de deniers, qu'il ne deuoit, à l'acquereur, sera condemné ledit acquereur aux dommages & intereſts du retraiant, qui seront estimez au †† pris de six pour cent: & si sera condemné dauantage l'acquereur pour la fauſe affirmation, en amende arbitraire, à la discretion de Iustice. Art.27. Et où l'acquereur n'exhiberoit ses contracts, ou les exhiberoit & ne voudroit affirmer iceux contenir verité: en ce cas suffira au retraiant consigner en Iustice telle & si petite somme de deniers que bon luy sembleta, offrant de parfaire, & s'obligeant au Greffe de p rembourser l'acquereur du pris principal, droicts Seigneuriaux par luy payez, les frais & loyaux couſts, s'aucuns en y a, apres que l'acquereur aura fait deuëment apparoir & fait l'affirmation requiſe. Art.28. Et seront lesdites consignations & obligations faites au Greffe, au cas susdit, quãt à l'acquiſition par Retraict & consequent gain des fruicts, de tel effect comme si l'assignation auoit esté faicte reellement & de faict.

BOVRBONNOIS Chap.29. Art.428. A *la fin.* Et † si en aucune desdites iournees, le defendeur en matiere de Retraict accepte l'offre du demandeur: en ce cas le demandeur est tenu fournir son offre dedans xxiiii. heures, à compter du temps de l'acceptation. *Aliàs*, par faute de ce faire, est debouté de Retraict.

LA MARCHE Chap.20. Art.268. Apres le droict de Retraict confeſſé par l'acheteur adiugé par sentence, le lignager qui a fait ses diligences, a xv iours de terme, pour fournir les deniers & loyaux couſts. Et s'il ne fournit dedans ledit temps, il est debouté de son droict, sans autre q declaration. Toutesfois s'il estoit debat des loiaux couſts, en consignant ce que le Iuge arbitrera, & payant le principal dedans ledit temps il doit iouir de la chose retraicte. Art.269. Les xv. iours ne courent iuſques à ce que l'acheteur qui requis en est, a mis ses lettres en Cour, partie presente ou appellee, & affirmé le pris, si le lignager le requiert & l'en veut croire: ou s'il n'y a point de lettres commencent à courir du iour de la notificatiõ faite par l'acquereur & affirmatiõ faite du pris pardeuãt le Iuge, partie appellee.

POICTOV T.10. Art.315. Les offres & declaratiõs faits, le demãdeur en Retraict n'a que viii. iours à payer ou paracheuer de payer le pris. Car si dedãs les viii. iours il n'a payé, ou paracheué de payer le pris, il ne sera plus receu au Retraict, & perd la piece d'or, d'argẽt ou autre sõme qu'il aura cõsignee, en faisant l'offre de Retrait Art.326. Mais si de demãd. lignag. ne se veut seruir à l'affirmatiõ dudit acheteur, & veut pretẽdre le pris affirmé n'estre veritable ou alleguer fraude, sera receu r a le

p Aucunes Coustumes veulent qu'on donne caution pour les loyaux couſts & frais qui ne sont liquides, & se trouue Arrest donné à ce propos au mois d'Aouſt 1494. pour la Baronnie de Cheueuſe, recité par Charond. en ses Resp. liure 3 Resp.23 Est fort notable l'Arrest du 30. de Mars donné en l'audience d'apres disner 1556. par lequel il fut iugé que les deniers baillez à vn proxenete ou courtier pourmoyẽner vn achat, viennent en loyaux couſts contre vn retraiant lignager: mais on ne doit pas allouer ce que l'acheteur a baillé audit proxenete: mais il le faut arbitrer indicis arbitrio. Ce qui fut ordonné en infirmant la sentence du Preuost de Paris, qui auoit condamné vn retraiant a payer x. escus donnez par l'acquereur audit proxenete: & luy fut alloué seulement la somme de viii. liures Parisis.

Rembourſement comme sera faict par le retraiant lignager en Retraict d'eschange.

Acquereur affermant plus auoir acquis l'heritage qu'il ne l'a, sera puny d'amende arbitraire, & condamné aux dommages & intereſts à six pour cent.

†† *Ceſt Art. 26. est nouuelle Coustume, pour le regard de six pour cent.*

Lignager, si l'acquereur n'exhibe ses cõtracts ou ne veut affermer iceux contenir verité, peut consigner en Iustice telle & si petite somme, que bon luy sembleta, offrant de parfaire, & s'obligeãt au Greffe de rembourser, &c.

Consignatiõ & obligation faictes au Greffe ont tel effect que la consignation reelle.

Source : BIU Cujas

Lignager a quinze iours de terme pour fournir les deniers & loyaux couſts.
Preſcription des xv. iours de quel temps commence à courir.
Le lignager doit fournir à ſon offre dans viii. iours.
Lignager eſt receuable de prouuer le pris afferme n'eſtre le vray pris que la choſe a eſté vendue.

q Le temps prefix & ordonné par la loy ou Couſtume pour faire quelque choſe, ſil n'y eſt obei, il y a priuatiõ de droict ſans eſpoir de le pouuoir recouurer. C'eſt pourquoy la Couſtume dit ſans autre declaration, c'eſt à ſçauoir de reſt. in integ per l. bonorum D. rem rat. hab. Callæus hic & Tiraq. ad §. 3. Gloſſa. 4. num. 2. Tit. de Retract.

r Ceſte Couſtume eſt contre la diſpoſition du droict commun l. 1. & 2. C. de iuram. l. admonendi D. de iure iur. l. 21. 22. & 23. D. de dolo. l. 2. C. de reb. cred. Accurſ. in l. 1. de reb. cred. P. Rat. & Tiraq. ad Art. 4. Gloſſ. 1. num. 1.

Aliàs, &.

prouuer, & ce pendant ne courra ledit temps de huict iours contre luy: mais ſil ſuccombe, ledit temps de huict iours courra & perdra la piece ou autre ſomme d'or ou * d'argent par luy conſignee.

Acquereur tenu d'affirmer le cõtenu en ſon contract & les loyaux couſtemẽs, apres l'exhibition dudit contract.

ANGOVMOIS Tit. 5. Art. 57. Et l'offre ainſi fait, ſi le defendeur en matiere de Retraict, reçoit le demandeur: en ce cas le defendeur eſt tenu monſtrer & exhiber ſon contract & affirmer le contenu en iceluy: ſemblablement eſt tenu affirmer les loyaux couſtemens, à ce que le demandeur ſoit acertené du pris & loyaux couſtemens. Car par la Couſtume apres que le demandeur ſera acertené par la forme deſſuſdite, & qu'il aura eſté reçeu au Retraict par le defendeur, le demandeur eſt tenu paracheuer dedans huict iours prochains enſuiuans le pris & loyaux couſtemens: autrement il n'y eſt plus receu & perd ce qu'il aura baillé, en faiſant ledit offre: toutesfois il eſt receuable à monſtrer, que le defendeur en matiere de Retraict, ne declare le vray pris de la vendition, & ſil le prouue pendant le temps qu'il fera ſa preuue, ledit temps de huict iours ne courra point contre luy.

Lignager peut prouuer que l'acquereur n'a dit le vray pris de ſon acquiſition.

LA ROCHELLE Chap. 12. Art. 34. En matiere de Retraict lignager, apres que l'acheteur a exhibé ſes contracts & iceux affirmez le retrayant doit payer les ſommes contenues au contract & affirmees auoir eſté baillees dedans la viii. apres enſuiuant: autrement il eſt debouté du Retraict.

XAINCTONGE Tit. 6 Art. 46. L'acquerant qui accepte l'offre de Retraict lignager, eſt tenu d'informer le lignager retraiant du vray contract & pris: & iceluy affirmer par ſerment eſtre vray, bon & loyal, & en auoir baillé loyaument le contenu au contract & ſans fraude ou diſſimulation: autrement le retrayant n'eſt point en demeure de parfournir le ſort principal, iuſques dedans viii. iours apres que l'acquerant aura fait & accomply ce que dit eſt.

Acheteur doit preſter ſerment ſur le Te igitur & ſur la Croix que le contract contient verité.

BORDEAVX Chap. 2. Art. 18. Apres que l'acheteur aura offert prendre ſon argent & exhibé ſon contract & ſe ſera purgé ſur le TE IGITVR ſ & la Croix, qu'iceluy contract contient verité, & qu'il n'y a fiction, ſimulation ne fraude, ſil eſt requis de ce faire, celuy qui veut auoir les choſes par Retraict, ſera tenu dedans viii. iours luy bailler & payer reaument & de fait le vray pris & auſſi les loyaux decouſtemens incontinent qu'ils ſeront liquidez. Et ſi l'acheteur refuſe prendre ce que deſſus, ladite certioration faicte, ledit voulant retraire ſera tenu d'offrir & conſigner iudicialement le t ſort principal & offrir de payer les loyaux decouſtemens iceux liquidez. Toutesfois ſi ledit retrahant ne veut tenir à l'inſtrument produit & exhibé par l'acheteur & ſerment dudit acheteur, que l'inſtrumẽt contient verité: & veut le lignager monſtrer qu'il y a eu fraude & que ce n'eſt pas le vray pris, il ſera reçeu à le prouuer: & ſil prouue ſon intention, ce pendant ne courra le temps de viii. iours contre luy. Mais ſil ne le preuue, & il ſoit trouué à l'intention dudit acheteur le temps de viii. iours aura cours contre le retrahant: tellement qu'il n'y ſera plus receu, & perdra la piece d'or & d'argent qu'il aura baillé ſeulement.

Lignager peut faire preuue contre le ſerment de l'acquereur.

ACS Tit. 10. Art. 2. Et ce en payant reallement & de faict à l'acheteur le pris conuenu auec le vendeur, dedans ix. iours apres que le lignager qui a demandé eſtre reçeu à retraire: eſt receu par l'acheteur à ce faire, & en payant auſſi les loyaux decouſtemens, à l'eſtimation des Experts à ce commis. Art. 3. Et au refus de l'acheteur, ſuffit que le lignager face offre ſans aucune cõſignation iuſques à ce qu'il ſoit aduerty du vray pris.

Lignager doit payer le prix cõuenu dans neuf iours & loyaux couſtemens à l'eſtimation des experts: & au refus de l'acquereur, ſuffit de faire offre ſans conſignation.

BRETAGNE Tit. 16. Art. 307. L'oppoſant, † ſoit par oppoſition generale ou particuliere qui eſt recongnu à Preſme en iugement, par l'acheteur, doit payer reaument & de fait, le pris de la choſe qu'il pretend auoir par Retraict, ſelon qu'il eſt contenu au contract, ſil n'y a fraude, & les loyaux couſts & miſes dedans xv. iours apres la recognoiſſance & adiudication de Premeſſe, ſans que ledit temps puiſſe eſtre prolongé par aucun Iuge.

† Ceſt Ar. 307 corrige & amplifie le 293. Ar. ancien.

ſ Ces mots ſont pris du Canon de la Meſſe, deſquels les Preſtres vſent en la Meſſe, parlant d'vne voix vn peu baſſe, auant la conſecration de la S. Euchariſtie. Les Theologiẽs ont eſtimé que ces paroles eſtoient myſtiques, & que l'on ne deuoit permettre de les laiſſer vſurper aux gẽs lais, afin qu'elles ne fuſſent en meſpris. Vide Ferronum ad hunc Articulum.

t Aucuns eſtiment que ceſt Art. 18. eſt contraire au 25. Article de ceſte meſme Couſtume. Car en ce 18. Art. au refus de l'acquereur il faut conſigner toute la ſomme: & au 25. Art. il ſuffit d'offrir vne piece d'or ou d'argent. Mais il faut entẽdre le 18. Article quand le lignager eſt certain & aſſeuré du pris par l'exhibition du con-

Source : BIU Cujas

tract faicte iudiciairement: & le 25. quand il en eſt certain par autres moyens que par ladite exhibition, ou bien le 18. Art. a lieu quand le ſort principal eſt certain: & le 25. quand ledit ſort eſt incertain & non liquide. Autres conciliations ſont remarquées par le Ferron ſur ces deux Articles.

Preſme ou lignager doit rẽbourſer dans quinze iours apres la recognoiſſãce ou adiudication de Premeſſe: ſans qu'il ſoit prolongé par les Iuges.

Acquereur n'ayant affermé le vray pris comme doit eſtre puny.

BAR Tit. 10. Art. 156. Si apres que l'acheteur a faict ſerment du pris & monſtré ſon contract, le retrayant veut ſouſtenir qu'il y a fraude au pris, & que ce n'eſt le vray pris, il ſera reçeu a en faire preuue: & ce pendant l'octaue du rembourſement ne courra contre luy: mais ſ'il ne preuue ledit terme aura cours & ſera debouté du Retraict: & ſ'il preuue la fraude, l'acqueſteur perdra les deniers du ſort principal, qui ſeront adiugez: ſçauoir vn tiers au haut Iuſticier, vn tiers aux pauures & l'autre tiers au retrayant, auec l'heritage qui luy ſera auſſi adiugé, en payant les deſpens & ſans autres couſts.

SEDAN Tit. 11. Art. 253. Apres que l'heritage aura eſté adiugé à vn parent lignager, ou que ſans adiudication le lignager auroit eſté recognu au Retraict: iceluy lignager ſera tenu payer & rembourſer l'acheteur ou detenteur ayant droict de luy, contre lequel aura eſté faicte l'adiudication, ou qui aura faict la recognoiſſance du pris de la vendition, auec les loyaux couſts & frais, ou les conſigner au refus de les receuoir, dedans xxiv. heures apres l'adiudication ou recognoiſſance & que l'acheteur aura mis au Greffe les lettres d'acquiſition, & affermé le pris: enſemble les loyaux couſts & frais, à faute dequoy faire, le retrayant ſera debouté du Retraict. Art. 254. Et ſ'il interuient debat ſur la liquidation des loyaux couſts & frais, le demandeur ou pourſuiuant le Retraict, ſera tenu payer & cõſigner cõme dict eſt, le liquide: & du non liquide ſoy conſtituer acheteur de biens de Iuſtice, & bailler caution fideiuſſoire de payer dedans xxiv. heures apres la liquidation: & à faute de faire ce que deſſus, ſera le retrayant debouté du Retraict, ſi bon ſemble à l'acheteur, ou bien pourra ſ'il veut contraindre le retrayant ou ſa caution à le payer.

Voyez Auxerre Art. 156. Laon. 238. Chalons 233. Reims 204. Montargis Chap. 16. Art. 20. Sedan Art. 251. cy deſſous.

Art. 137. *PARIS.*

Rẽte conſtituee rachetable ſur vn heritage eſt ſuiete à Retrait

L'heritage † baillé à rente u rachetable eſt ſuiet à Retraict dedans l'an & iour de la ſaiſine ou infeodation, en rembourſant celuy, à qui la rente eſt deuë, ou conſignant en ſon refus dedans les xxiv. heures, le ſort principal de la rente & arrerages eſcheus depuis le iour de l'adiournement, apres que l'acquereur aura mis ſes lettres au Greffe & affermé le pris, comme deſſus eſt dict: & à faute de ce faire, le retrayant eſt decheu du Retraict.

† *Les Art. 137 & 138. ont eſté de nouuel adiouſtez tant pour interpretation des anciẽnes couſtumes, que pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

u Ceſt Art. 137. ſ'entend des rentes foncieres rachetables, quand on a donné ſon heritage à rente rachetable dans certain tẽps ou toutesfois & quantes, ces rentes ſont attacheés au fonds & meſmes ſont partie de iceluy, & eſt ledit fons affecté & obligé à ladite rente, en quelques mains que l'heritage puiſſe venir: tellement qu'on ſe peut addreſſer à l'heritage pour le payement de ladite rente. Ces rentes ſont cenſees & reputees immeubles. les rentes cõſtituees à pris d'argẽt ſont eſtimees immeubles comme il eſt porté par le 94. Art. de ceſte Couſtume de Paris, ſuppoſé ce qu'elles ſoient rachetees. Les conditions & qualitez requiſes en Retraict lignager, qu'il faut neceſſairement que la choſe ſoit immeuble: & encores propre au vendeur, afin qu'il ait lieu, ainſi qu'il eſt porté

Art. 138. *PARIS.*

Arrerages de la Rente conſtituee eſcheus dãs l'an precedent l'adiournement, peuuẽt eſtre mis en loyaux couſts en rendant les fruicts de l'annee.

Et quant aux arrerages eſcheus dedans l'an precedent de l'adiournement, l'acheteur les peut mettre en loyaux couſts, en rendant par luy les fruicts qu'il auroit perçeus dedans ledit an.

CONFERENCE.

Retraict a lieu en vente de rente ou Surcés perpetuel ſur heritages propres.

MEAVX Chap. 15. Art. 107. Heritage propre baillé à rente ou ſurcens perpetuel, ſi la rente ou ſurcens ſont vendus par le bailleur ou ſes hoirs, celuy qui ſera du coſté & ligne du bailleur à rente, peut auoir la rente ou ſurcens par Retraict.

MELVN Chap. 7. Art. 143. Si l'heritage propre a eſté baillé à rente perpetuelle ou à vie, ſans bourſe x deſlier n'y a aucun Retraict. Mais †† ſi ladite rente eſtoit venduë, le parent du vendeur la pourra retraire.

Retraict lignager n'a lieu, en bail d'heritage à rente perpetuelle ou à vie

SENS Tit. 7. Art. 40. En † vente de rente volage y à perpetuité ſur heri-

†† *Ces mots,* mais ſi ladite *&c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

† *Ces Art. 40. 43. & 64. ſont mis au lieu des anciens.*

Rente volage ſur heritage propre chet en Retraict.

Source : BIU Cujas

té cy dessus par le 129. Art. de Paris, qui parle mesmes de la vente ou transport d'heritage ou rente fonciere & par consequent tel heritage baillé à rente rachetable chet en Retraict. Il y a non seulement pour constitution ou admortissement de rente, droict de Retraict lignager, mais aussi pour vendition, & veut la Coustume que l'an & iour se compte du iour de l'ensaisinement ou infeodation, ce qui est porté par les Art. 129. & 30. de Paris. Par Arrest du 5. iour de May 1579. en audience fut vn fils du bailleur de certaine terre à rente rachetable voulant icelle retirer, condamné en l'amende, parce qu'il auoit faict seulement offre d'argent pour racheter. D'autant qu'il faut offrir les arrerages & caution pour racheter, à fin de mettre l'acquereur hors de tout interest, & faire en sorte qu'il n'en soit inquieté ny contraint de plaider. Ie ne veux passer sous silence vn Arrest prononcé en robbes rouges par Monsieur le President le Maistre le 23. Decembre 1561. par lequel fut vn retrayant voulant retraire vne maison donnee à bail de rente & payable par chacun an à vn tiers, fut declaré bien fondé & receuable en son Retraict, quasi fuisset species alienationis.

x La raison est parce que on n'estime point vendition sans pris ou s'il n'y a bourse desliee, l. 2. D. de contr. empt. l. 9. C. eod. titulo. §. pretium Inst. de empt. & vend. L'argent est la marque des ventes & achats comme nous auons remarqué cy dessus. Vide l. 9. C. de rese. vend.

y Rente volage ou rente volant & courant n'est autre chose que la rente constituee à pris d'argent, lesquelles par ceste Coustume Art. 122. sont censees & reputees immeubles à tousiours, voire iusques à cent ans, conforment à plusieurs autres Coustumes & aux Arrests de la Cour. Par l'ancienne Coustume telles rentes volages procedans de deniers baillez rachetables, sortissoient nature de meubles. Art. 110. de l'ancienne Coustume de Sens. Or telles rentes volans sont au lieu des vsures & interests legitimes, qui perpetuellement se pouuoient esteindre & amortir, en payant le sort principal & les arrerages. Telles rentes constituees à pris d'argent se doiuent acheter au fur & à la raison du denier quinze ou douze: & ou elles seroient au denier dix, elles doiuent estre reduites à ladite raison du denier douze ou quinze, sans precompter ou rien rabatre de ce qui a esté receu, & par les Ordonnances telles rentes constituees à prix d'argent sont reduites au denier douze ainsi qu'il a esté dict cy dessus en l'Addition du Tit. v. de Paris & au iii. Tit. de Paris. Si elles sont constituees à moins que dix, elles sont reputees vsuraires & telles seront declarees par Sentence ou Arrest, en precomptant les arrerages payez au sort principal Voyez du Moulin Traicté des vsures. Tiraqueau Tit. de Retr. §. 1. Gloss. 6. & Grimaudet liure 4. Chap. 16.

---

tages & possessions propres, obligez par clause generale ou speciale, y a Retraict. Art. 43. Propre heritage baillé à rente à tousiours à vne personne estrange sous faculté toutesfois de pouuoir racheter ladite rente ou partie d'icelle, chet en Retraict dedans l'an & iour du contract & bail à rente. Art. 64. En bail d'heritage propre à rente &c. p. *à Melun.* à vie ou à vies, n'y a Retraict pour les lignagers du bailleur, s'il n'y auoit bourse desliee, & qu'en faisant ledit bail à rente, le bailleur eust touché deniers: auquel cas sera l'heritage retraiable, en rembourssant le denier payé auec les frais, & passant condemnation de payer & continuer ladite rente. Mais si l'heritage estoit depuis vendu par les enfans ou heritiers du preneur à la charge de sa rente, il sera retrayable aux parens & lignagers de l'estoc, dont ledit heritage leur sera escheu & aduenu.

Heritage propre baillé à rente à tousiours auec faculté de la racheter ou portion, chet en Retraict.

Retraict n'a lieu en bail d'heritage propre à rente perpetuelle ou à vie ou vies s'il n'y a bourse desliee.

AVXERRE Tit. 7. Art. 161. En †† vente de rente constituee à pris d'argent n'y a Retraict. Art. 164. Heritage propre baillé à rente rachetable à personne estrange est suiect à Retraict. Art. 165. Heritage propre baillé à rente perpetuelle ne tombe en Retraict: mais si la rente fonciere est vendue, elle tombe & chet en Retraict.

Retraict n'a lieu en vente de rente constituee.

†† *Le 161. Art. est de nouuel introduit & mis au lieu du 41. Art. ancien, qui auoit esté discordé en l'an 1507.*

MONTFORT Chap. 15. Art. 174. Heritage baillé à rente rachetable ou non, est retrayable à la charge de la rente.

MANTE Chap. 4. Art. 79. Rentes foncieres propres au vendeur tombent en Retraict. Art. 80. Heritage baillé à cens ou rente perpetuelle ne tombe en Retraict. Mais si † ladite rente se rachete, l'heritage sera suiet à Retraict dedans l'an & iour du rachat de la rente. Pareillement si ledit heritage est baillé à rente rachetable, tel heritage tombe en Retraict, en rembourssant le sort principal de la rente.

Retraict n'a lieu en bail d'heritage propre à rente.

Rente fonciere vendue tombe en Retraict.

VALLOIS Tit. 3. Art. 25. *A la fin.* Et seront tels heritages * suiets a Retraict lignager, s'ils estoient propres des bailleurs, & que le preneur fut personne estrange. Tit. 11. Art. 141. En tous heritages qui sont baillez à cens, surcens ou rentes non rachetables, ny chet point de Retraict: mais si lesdits cens, surcens ou rentes se vendent, ils cheent en Retraict.

Rentes rachetables ou non, tombent en Retraict.

TROYES Tit. 9 Art. 148. Quand aucun vend aucunes rentes z sur son heritage propre ou naissant, ou vend rentes ou censes à luy escheutes de ligne, à vn non lignager, du costé dont meut l'heritage, telles rentes ou censes cheent en Retraict: & non heritages baillez en emphyteose ou acensissement. a

Rentes foncieres.

CHAVMONT Tit 10. Art. 116. Retraict a lieu en vendue de rente, censes: & aussi en heritages baillez en emphytheose ou acensissement.

LAON Tit. 17. Art. 242. En bail d'heritage à rente, surcens perpetuels, ou à vies, desquels la proprieté demeure au bailleur, n'eschoit Retraict.

† *Ces mots, mais si ladite rente &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel*

z Qui peuuent estre non rachetables. C. M.

a Les Coustumes de Chaumont Art. 116. Chalons Art. 246. sont contraires à ceste Art. 148. de Troyes. L'Empereur Zenon a voulu que l'emphytheose fut vn contract separé de la conduction, vendition ou alienation, in l. 1. C. de iure emphyt §. 3. Inst. de locatione. C'est pourquoy la Coustume de Troyes ne veut qu'il y ait Retraict: mais les autres Coustumes suiuant quelques Docteurs estiment que le cõtract emphytheutique tient beaucoup plus de la nature de la vendition que de tout autre contract, & mesmes equipolle à vendition.

Source : BIU Cujas

C'eſt pourquoy elles ont permis le Retraict lignager en choſe emphyteotique & la Couſtume de Blois Art. 211. cy deſſus au Titre v. de Paris en l'Addition nous monſtre quand nous deuons eſtimer vn contract eſtre vn contract emphyteutique, & la Couſtume de Paris Art. 150. veut que le Retraict ait lieu en Baux faicts à quatre vingts dixneuf ans, ou longues annees.

rachetablea touſiours ou à temps.
Retraict n'a lieu en heritages baillez à cens, ſurcens ou rentes non rachetables.
Retraict a lieu en conſtitution de rentes ſur heritages propres, ou vendition de rentes ou cenſes eſcheuës de ligne.
Retraict n'a lieu en bail d'heritage à titre d'emphyteoſe ou accenſiment: Secus en la Couſtume de Chaumont.
Retraict n'a lieu en bail d'heritage à rente ſurcens perpetuels ou à vies.

CHALONS Tit.21. Art.246. Heritages baillez à titre d'emphyteoſe, cens viagers ou perpetuels ſont ſuiets à Retraict: à ſçauoir ceux qui ſont baillez à vie, par les enfans des * preneurs, quand les heritages ſont eſcheus par ſucceſſion des preneurs: & quant à cens baillez à perpetuité, indifferemment par tous les lignagers.

REIMS Tit.7. Art.209. p. *à Laon.* †† deſquels heritages &c.

RIBEMONT Tit.3. Art.42. Retraict a auſſi lieu en rente vendue ſur heritages, quand la rente eſt nantie & realiſee comme ſi l'heritage auoit eſté vendu.

THEROANNE Tit.4, Art.17. Si aucun vend la rente ou ſurcens, qu'il a ſur la maiſon ou heritage d'autruy, iceluy auquel appartient la maiſon ou heritage en eſt reputé plus prochain auant tous autres, & le peut r'auoir & racheter en rendant tous deniers principaux & loyaux couſtemens.

PONTHIEV Tit.9, Art.134. Quand aucunes rentes ſont vendues à vie ou a heritage, elles ſont reputees pour debtes mobiliaires, ſi elles ne ſont hypothequees & realiſees quelque about eſpecial qui ſoit declaré par le vendeur, ou mis és lettres de la conſtitution deſdites rentes. Et n'y eſchet Retraict, ſi leſdites rentes ne ſont hypothequees & realiſees ſur aucuns heritages.

S. POLEN ARTOIS Tit.3. Art.8. Quant aucune perſonne baille a rentes & ſurcens annuel & heritable, aucuns heritages Feodaux ou cottiers venans de la ſucceſſion de ſes predeceſſeurs, moyennant que ledit bail ſoit fait pour pris raiſonnable, ſans fraude ny en bailler aucuns deniers par le preneur, & que il ne ſoit appoſé que on puit racheter & rembourſer ladite rente de ſurcens: en ce cas il ne eſchet Retraict: mais ſ'il en eſtoit baillé, ou que ledit rachat y fut appoſé il y eſcherroit retraicte pour les parens du bailleur.

NIVERNOIS Chap.31. Art.18. Retraict a lieu en vendition de rente ou autre charge ſur heritage: auſſi a lieu quand l'heritage ancien eſt baillé a titre de cens rente ou autre charge: & ſera tenu le retrayant payer les charges.

MONTARGIS Chap.16. Art.10. En heritage baillé à rente perpetuelle n'a point de Retraict: mais qui vendroit la rente, elle eſchoit en Retraict. Et ſi au bail faiſant y auoit bourſe deſliee d'argent ou autre meuble, l'heritage chet en Retrait. Art.13. En bail d'heritages a rente ou a vie, ſans bourſe deſliee, n'a aucun Retraict. Art.23. Rente conſtituee ſur la generalité de biens n'eſt retrayable: mais ſi par apres le creancier en auoit aſſignation particuliere ſur le propre, cherroit en Retraict dedans l'an & iour apres l'aſſignation.

ORLEANS Tit.18. Art.388. En bail d'heritage, ſoit feodal ou roturier, a titre de rente a perpetuité ou a vies, ou a long temps, ſans faculté de remeré accordee, n'y a Retraict: mais quand la rente eſt vendue, elle chet en Retraict. Art.389. Si par le bail ou moyennant iceluy, y a quelque ſomme de deniers ou choſe mobiliaire baillee ou promiſe bailler, par le preneur au bailleur ou a ſon profit, l'heritage chet en Retraict: encores que de ce ne ſoit faict mention audit bail. Art. 390. L'heritage † baillé a rente rachetable eſt ſuiet a Retraict dedans l'an & iour du bail, en rembourſant dedans les xxiv. heures le ſort principal de la rente & arrerages eſcheus depuis le iour de l'adiournement que l'acquereur &c. p. *à l'Art. 137 de Paris.* le pris: & a faute &c. Art.391. Et quant aux arrerages eſcheus auparauãt l'adiournement le preneur &c. p. *a Paris.* Art.138. couſts & miſes, en &c. Art.392. Et leſdits an & iour paſſez ne peut plus le parent retraire ledit heritage: mais ſeulement peut retraire la rente dedans l'an & iour qu'elle aura eſté rachetee par autres que par le preneur ou ſes ayãs cauſe. Ar.398. Heritage Feodal ſuiet a Retraict baillé a rente, dont le bailleur retient a ſoy la foy, & apres iceluy bailleur vend la rente au preneur ou autre ayant le droict de luy, en ſoy demettant de la foy: en ce cas tout l'heritage eſt retrayable. Mais ſi ledit bailleur vend ſa rente a autre perſonne, que au preneur de l'heritage, ou a celuy qui a droict de luy: en ce cas n'y aura que ladite rente retrayable, & non ledit heritage. Art.399. Rentes †† conſtituees ſpecialement ou generalement, b ne ſont ſuiettes a Retraict lignager.

b Ceſt Art. ne ſ'entend pas des rentes

adiouſtez.
* *Aliàs, au Retraict P.V.*
* *Sçauoir eſt baillez perpetuellement à rente*

Retraict a lieu en heritage baillez à titre d'emphyteoſe, cens viagers ou perpetuels.

* *Aliàs, bailleurs,* ſic etiam legendum infra.

†† *Ceſt Ar. 209. eſt de nouuel introduit.*

Retraict a lieu en vente de rente nantie & realiſee.

Proprietaire & Seigneur de la maiſon ou rente ſur lequel eſt cõſtitué rente ou ſurcens eſt reputé plus prochain & la peut r'auoir ſi elle eſt vẽdue.

En vente de rentes à vie ou heritages ſi elles ne ſont hypothequees & realiſees ny eſchet retraict.

Retraict n'a lieu en bail d'heritage à rente ou ſurcens annuel & heritable, ſans fraude & ſans bailler deniers: Secus ſ'il eſt donné aucun argent, ou qu'il y ait rachat appoſé.

Retraict a lieu en vente de rente ou autres charges ſur heritages propres & en bail d'heritage ancien à titre de cens ou autre charge.

Retraict n'a lieu en Rente

Source : BIU Cujas

constituee sur la generalité de biens: s'il n'y a assignation particuliere.

Retraict n'a lieu en bail d'heritage, à titre de rente à perpetuité ou à vie ou à long temps, sans faculté de remerer.

† *Ces Art. 390 391. & 392. ont esté accordez & adiouſtez sans preiudice du passé.*

Retraict a lieu en vente de rente faicte par le bailleur en se demettant de la foy: tant pour l'heritage que pour la rente: mais si c'est à personne estrange, la rente seulement est retrayable.

†† *Ceſt Art. 399. est tiré du 302. de l'ancien: & ce qui a esté changé, est pour auoir lieu à l'aduenir.*

constituees à pris d'argent, qui ont lieu & se prennent pour les interests, comme il a esté dict cy dessus & a esté suffisamment remonstré par du Moulin au Traicté des vsures & sur le 57. Art. de Paris. On peut demander si le Retraict lignager a lieu, quand l'acheteur a constitué rente sur luy pour le payement & achat de l'heritage à luy vendu, ores qu'il n'y ait eu aucuns deniers desbourſez. Il est certain que ledit Retraict a lieu: parce que c'est vne vendition parfaicte & ne sert de dire qu'il n'y a aucuns deniers desbourſez, puis que la rente constituee par l'acheteur sur luy, est pour & au lieu du pris, ainsi qu'il a esté iugé en pareil cas par Arrest solemnel le 23. Decembre 1561. entre Videt Aduocat au Chastelet de Paris & d'Espagne Procureur audit Chastelet. Lequel Arrest est recité par Charondas liure 2. Reſponſ. 76.

Heritage baillé à rente rachetable en tout ou partie est suiet à Retraict.

Retraict a lieu en vendition de rente fonciere dans l'an & iour.

† *Ceſt Ar. 487 est de nouuel introduit.*

†† *Ces mots,* ou faculté, *ont esté adiouſtez.*

† *Ces mots,* ou à perpetuité, *ont esté adiouſtez.*

†† *Ces mots,* ou faculté, *ont esté adiouſtez.*

† *Ces mots,* Et pour, *&c. iuſques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez.*

Poſſeſſion comme se doit prendre & notifier.

†† *Ceſt Ar. 192. est de nouuel introduit.*

Retraict n'a lieu en rentes creez depuis x. ans acquittee ſãs fraude.

† *Ceſt Ar. 193 a esté mis au lieu du 37. Art. ancien, en conſequence du precedent Art. pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

NORMANDIE Chap. 18. Art. 448. L'heritage baillé a rente rachetable en tout ou partie, est suiet a Retraict dedans l'an & iour, en rembourſant le principal de ladite rente & arrerages, a celuy, a qui elle est deuë, ou a son refus, icelle cõſignant: & n'est reçeu le clamant a faire la rente, si ce n'est du consentement du vendeur. Art. 487. Si † rente fonciere est vendue, & non retiree par le Seigneur ou lignagers, le proprietaire du fonds peut retirer ladite rente dans l'an & iour de la lecture du contract, & en descharger son fonds, en payant le pris & loyaux couſts.

TOVRS Tit. 16. Art. 166. Si l'heritage est baillé à rente, à condition †† ou faculté de l'admortir à deniers dedans certain temps, ou † à perpetuité, le lignager peut demander le Retraict de l'heritage dedans l'an du contract, à la charge de la rente. Et si l'admortiſſement est faict apres l'an, le lignager ne peut demander que la rente, & le cognoiſtra l'acquereur au fonds ou à la rente, à son chois. Et s'il n'y a point de condition ou †† faculté d'admortir la rente, & elle soit admortie dedans l'an du contract, le lignager demandera le fonds ou rente, à son chois. Art. 167. Quand l'heritage est baillé à rente, & outre la rente y a deniers baillez, ou equipollent, la choſe est ſuiette à Retraict, en rendant les deniers & loyaux couſtemens, à la charge de la rente. Et † pour prendre poſſeſſion d'icelle, doit l'acquereur inſinuer son contract au debteur de ladite rente, ou à deux, s'ils sont pluſieurs leur notifiant, qu'il prend en ce faiſant la poſſeſſion: le tout en preſence de Notaires & teſmoins. Art. 192. Rente †† creée auparauant x. ans, soit fonciere ou autre, acquitee sur soy, n'est ſuiette à Retraict lignager ou feodal, entant qu'il concerne le debteur & pour sa part & portion: pourueu que l'acquitement soit fait ſans fraude. Toutesfois si celuy qui a amorti la rente auoit des condetenteurs, ils se pourront ayder dudit amortiſſement enuers l'acquereur, en le rembourſant de la part & portion, dont ils sont debteurs: & ne sera ledit acquitement ſuiet à Retraict. Art. 193 Pour † autres rentes acquitees sur soy, depuis ledit temps de x. ans, y aura Retraict: & l'an & iour duquel Retraict se doit prendre du iour du premier terme, apres ledit acquitement.

ANIOV Tit. 17. Art. 352. En tranſport d'heritage & choſe immeuble baillee à rente, fait ſans fraude, a touſiours mais, n'a aucun Retraict: mais s'il y a argẽt baillé ou autre meuble, qui equipolle à ce, il y aura Retraict pour le tout au lignager & au S. de Fief, *pro rata*, de ce qui est en son Fief. Art. 355. Si en faiſant ledit contract ou auparauant dedans de l'an & iour d'iceluy, y auoit promeſſe d'amortir icelle rente, & d'en bailler deniers au bailleur en quelque temps que ce soit, puis qu'il s'y ſubmet, en maniere qu'il est contraignable, y a Retraict par la maniere deſſuſdite. Art. 356. En †† contract de baillee à rente fait ſans fraude n'a Retraict: mais si la rente est reſcouſſe ou admortie, dedans l'an dudit contract, y a Retraict tant du fonds que de la rente. Et si la reſcouſſe est faicte apres l'an, si c'est par ſimple faculté [e] donnee par l'acquereur en faiſant ledit contract, n'y a Retraict: mais si en iceluy contract faiſant, y a eu promeſſe & paction d'admortir [d] la rente, y aura Retrait au lignager ou au S. de fief, comme deſſus. Art. 357. Et ne sera contraint le lignager qui veut prendre & auoir le Retrait d'aucune rente à prendre par son Retrait les arrerages eſcheus de la rente, n'a les payer, s'il ne luy plaiſt. Et à ſemblable en vendition de rente. Art. 358. Si aucun heritage est baillé a rente a grace perpetuelle de reſcourre la rente, si toſt qu'icelle rente est reſcouſſe, le lignager l'aura par Retraict

e C'est à dire, ſimple faculté donnee au preneur de racheter ſans qu'il y soit contraint. C.M.

d Ces mots, d'admortir la rente, s'entendẽt ainſi, que le preneur est tenu amortir & nõbrer deniers pour l'amortiſſement de la rẽte. Auquel cas Retraict a lieu incontinent. Mais au premier cas il a lieu du iour dudit amortiſſement. C.M.

Source : BIU Cujas

Retraict n'a lieu en transport d'heritage & choſe immeuble ſ'il n'y a argent ou autre meuble donné ou promis d'amortir la rente au bailleur.

†† *Ceſt Art.356.eſt correctif de l'ancienne Couſtume.*

Retraict n'a lieu en contract de baillee à rente ſans fraude.

Retraict en heritage baillé à rente à grace perpetuelle de reſcouſſe de ladite rente, dans l'an & iour de la reſcouſſe.

ſi bon luy ſemble, dedans l'an & iour d'icelle reſcouſſe en faiſant bailler a l'acquereur l'adiournement dedans l'an de la reſcouſſe ou admortiſſement de la rente. Car ſi telle reſcouſſe eſtoit faite dedans l'an du contract, le fonds & la rente ſeroient ſuiets à Retraict. Art.359. En baillee faite d'heritage pour payer les rentes fees & charges d'iceluy & ſans fraude, n'y a point de Retrait: mais ſ'il y a quelque argent baillé ou promis bailler ou autre meuble, comme ſi le preneur demouroit tenu acquiter les arrerages, y auroit Retraict pour le tout. Tit.21. Art. 500. Et eſt ainſi qu'il y auroit Retraict au prochain lignager du vendeur, ſi le crediteur n'auroit eu poſſeſſion par an & iour de ſa rente. Auquel cas le lignager ne viendroit à temps d'auoir le Retraict: mais le Seigneur de fief, y viendroit bien à temps, nonobſtant la poſſeſſion de la rente, comme cy deuant eſt declaré.

Retraict n'a lieu en baillee, faicte d'heritage pour payer les rentes fees & charges, ſ'il n'y a argent ou meuble baillé ou promis bailler.

Retraict lignager n'a lieu en rente donnee par aſſiette, ſi le creancier n'a eu poſſeſſiõ par an & iour de ſa rẽte: ſecus au Retraict Feodal.

Retraict n'a lieu en contract d'eſchange faict ſans fraude, ſ'il n'y a argent retourné baillé ou promis bailler.

Retraict lignager cõme a lieu en heritage ou choſe immeuble baillee à rente auec condition de l'amortir.

Retraict n'a lieu en amortiſſement de rente eſtans ſur baſtimens & edifices des villes & Citez, ains les rentes ont lieu ſeulement: ſinon que l'admortiſſement fut faict au dedans de la baillee à rente.

Retraict a lieu en heritage baillé à rente auec faculté de racheter dans l'an du contract, ou de la faculté du rachat, ſi elle eſt perpetuelle: & eſtans à temps, dans l'an &

LE MAINE Tit.18.Art.363.p.*à Aniou.* Art.352.touſiourſmais, n'y en contrat d'eſchange d auſſi fait ſans fraude n'a point de Retrait, ſi le preneur ou l'vn de ceux, qui acquierent par eſchange ou rente, ne retournoient argent ou autre meuble. Mais ſ'il y auoit argent baillé ou promis bailler, ou, &c. Retraict aux lignagers, ou au Seigneur de fief, ſi les lignagers ne le prenoient: c'eſt à ſçauoir en contrat d'eſchange à la raiſon de l'argent baillé tant ſeulement, & pour en bailler à rente. Art.355.p.à l'Art.355.*d'Aniou.* Art.366. Quand l'heritage ou choſe immeuble eſt baillee à rente auec condition qu'en payant dedans certain temps aucun argent, la rente ſera annullee ou amortie, ſi l'argent eſt baillé pour l'admortiſſement dedans l'an du contract, le prochain aura par Retrait le fonds de l'heritage & la rente enſemble, ou la rente ſans le fonds, lequel qu'il luy plairra, en refondant les deniers & couſts. Et ſi la rente eſt admortie apres l'an, le lignager n'aura Retraict que de la rente. Mais audit cas, il ſera au chois du preneur de l'heritage, de cognoiſtre le fonds de l'heritage ou rente. Art.367. & 368. p. à l'Art. 357. & 358. auec grace &c. Et ſi telle reſcouſſe &c. Art.369.p. *à Aniou.* 359. iuſques a ces mots, *y auroit Retraict.* Art.405. En faueur de l'entretenement & augmentation des villes e & citez, & des edifices & baſtimens d'icelles, quand aucun amortiſt ou acquiert la rente qu'il doit par raiſon des choſes aſſiſes éſdites villes & Citez, il n'y a point de Retraict pour les lignagers des vendeurs, ne pour le Seigneur de fief. Et en aura ſeulement ledit S. ſes ventes, ſi elles y eſcheent: ſinon que tel amortiſſement fut fait au dedans de la baillee à rente. Auquel cas tels contracts de baillee à rente ſeront reputez vendition, & y auroit Retrait. Et ſi celuy qui auroit telles rentes ſur choſes aſſiſes éſdites villes & Citez, en faiſoit vendition à autre, que à celuy qui la doit, ſi le lignager du vendeur n'en prend le Retraict au dedans du temps deu, en iceluy cas le debteur de telle rente dedans vn an apres le temps de Retraict lignager paſſé, pourra auoir, prendre & amortir ladite rente ſur l'acheteur d'icelle, pour le pris qu'elle a couſté, & autres miſes & impenſes raiſonnables. Auſſi la pourra il prendre & amortir dedans le temps du Retraict deſdits lignagers, ſauf à eux, à le r'auoir & prendre ſur luy, tout ainſi qu'ils euſſent peu faire ſur l'acquereur: & ſera le debteur de la rente preferé au S. de fief, & n'y aura qu'vnes ventes. Tit.21. Art.496.p.*à Aniou.* Art.500.

GRAND PERCHE Tit.10. Art.191. Si le propre heritage eſt baillé a rente auec faculté de la racheter, l'heritage eſt ſuiet a Retrait: pourueu que les retrayans viẽnent au Retrait dedans l'an du contrat, où la faculté du Rachat ſeroit perpetuelle: & où elle ſeroit a temps, y venans dedans l'an & iour apres ladite faculté expiree.

CHASTEAVNEVF Chap.12. Art.83. Quand aucun heritage propre eſt baillé a rente a reſcouſſe a vn eſtranger de la ligne, l'vn des lignagers du bailleur du coſté & ligne, dont meut ledit heritage, le peut auoir par Retrait dedans l'an & iour & temps dudit bail que deſſus, a la charge de la rente & reſcouſſe. Et en ce faiſant ſera tenu le lignager deſcharger & garantir le preneur de la prinſe a rente,

d Voyez cy deſſous l'Art. 145. de Paris & ce qui ſera par nous annoté.

e L'ordonnance du Roy Charles vii 1441. pour le faict des rentes miſes au iiii. liure de la Conference des ordonnances eſt fort à propos, enſemble les autres Ordonnances des Roy François & Henry 2. qui ont tous eu le ſoin d'amortir les groſſes rentes qui eſtoient ſur les maiſons de la ville de Paris & autres bonnes villes de leur Royaume, afin que les rẽtiers ne fuſſent contraints de laiſſer ruiner les edifices & baſtimens deſdites villes & citez n'ayans le moyen de payer & acquiter les arrerages deſdites rentes, ne vrbes ruinis deformentur l.2.§.ſi quis à nemine & l.fin.D.Ne quid in loc. pub.& vt ait Vlpianus in l. prætor 20.§.hoc interdictum. D. de noui op. nunt. Ad decus vrbiũ pertinet ædificia non derelinqui. Denique publicus aſpectus non eſt deformandus, vt eſt in l. 2. C. de ædif. priu. & ibi Acc. nihil que contra ornatum & commodum ac decoram faciem ciuitatis fieri debet l. præſcriptio 6. C. de op. publ. Voyez cy deſſous la Couſt.de Bourd. Art. 473.

iour de la faculté expiree.

Retraict a lieu en heritage propre baillé à rente à reſcouſſe.

& de

Retraict a lieu en bail d'heritage propre à touſiourſ mais fait à eſtranger.

Retraict a lieu en conſtitution ou vente de rente ſur heritage propre.

Retraict a lieu en heritage propre baille à rente à touſiourſmais à perſonne eſtrange, s'il y a bourſe deſliee, deniers ou autres choſes equiualens.

Retraict a lieu en vente ou conſtitution de rente perpetuelle ou à reſcouſſe ſur heritage propre.

Retraict comme a lieu quand le propre heritage eſt baillé à rente à touſiourſmais à perſonne eſtrãge.

Retraict lignager en vente de rente ancienne faicte par le mari & femme & chacun d'eux pour le tout.

† *Ces mots, Et ſi leſdits, &c. iuſques à la fin ont eſté ainſi modifiez.*

Retraict n'a lieu en acquiſition d'autre rente que fonciere ſur heritage aſſis en ville cloſe & franche faite par le proprietaire & Seigneur vtile.

& de ce bailler caution ſuffiſante. Et ſera le prochain lignager preferé. Art. 85. Quand aucun baille ſon heritage propre à rente à touſiourſmais, à perſonne eſtrãge de ſon lignage, ſon lignager du coſté & ligne dont meut ledit heritage, peut auoir par Retraict la rente perpetuelle, ſi elle eſt vendue, dedans l'an de la vendition: en rembourſant l'acheteur du ſort principal & loyaux couſtemens: & ſera preferé le plus prochain lignager. Art. 86. Quand aucun vend ſur ſon heritage propre rente à perſonne eſtrange, le lignager du coſté & ligne, dont meut ledit heritage, peut auoir par Retraict la rente dedans f l'an & iour de la vendition, en rembourſant l'acheteur, comme deſſus: & ſera le plus prochain lignager preferé: & ce pourueu toutesfois que l'acheteur de la rente, ne vueille declarer que pour raiſon d'icelle rente, il ne ſe veut addreſſer ſur l'heritage propre du vendeur: auquel cas telle rente ne ſera ſuiette à Retraict. Art. 90. Si aucun baille ſon heritage propre à rente à touſiourſ-mais à perſonne eſtrange & hors la ligne dont meut ledit heritage, & en ce faiſant y ait bourſe deſliee, deniers ou autres choſes equiualens baillez ou promis bailler: en ce cas le lignager du coſté dont vient & procede ledit heritage, le pourra auoir par Retraict lignager, a la charge de la rente & en payant les deniers ou choſes equiualens & loyaux conſtemens dedans le temps de la Couſtume, comme deſſus: & en ce faiſant le preneur ſera deſchargé de la rente, & ſera le plus prochain lignager preferé.

CHARTRES Chap. 12. Art. 74. p. *a Chaſteauneuf.* Art. 83. rente de reſcouſſe à vn eſtrange &c. Art. 75. p. *à l'Art. 85 de Chaſteauneuf.* Art. 76. Quand aucun vend ou conſtitue ſpecialement ſur ſon heritage, & generalement ſur tous les autres biens, à perſonne eſtrange, rente perpetuelle ou à reſcouſſe, le lignager du coſté & ligne, dont meut ledit heritage, & ſur lequel eſt ſpecialement conſtituee la rente: peut auoir par Retraict icelle rente dedans l'an & temps de la vendition, en rembourſant l'acheteur, & ſera le plus prochain lignager preferé. Art 77. p. *a Chaſteauneuf.* Art. 90.

DREVX Chap. 13. Art. 63 p. *à Chaſteauneuf.* Art. 83. & iour du bail, a la charge d'acquiter icelle rente. Art. 64. p. *à Chaſteauneuf.* Art. 95. en ligne dont meut &c. iuſques à ce mot, *couſtemens*, inclus. Art 65. Quand aucun baille ſon heritage propre à perſonne eſtrange, à rente perpetuelle, le lignager du coſté & ligne dont meut ledit heritage, peut auoir par Retraict la rente, dedans l'an de la vendition, en rembourſant l'acheteur.

BLOIS Chap. 16. Art. 209. Si propre heritage eſt baillé à rente à touſiourſmais, a perſonne eſtrange, ſans faculté de pouuoir racheter la rente, par le preneur ou partie d'icelle, le parent ou bailleur le peut retraire dedans l'an & iour du cõtract: & l'an & iour paſſez ne pourra plus retraire ledit heritage: mais ſeulement pourra retraire la rente dedans l'an & iour qu'elle ſera rachetee par le preneur ou autre.

BOVRBONNOIS Chap. 29. Art. 466. Si le mary & femme & chacun d'eux pour le tout, vendent aucune g rente, és cas, où il eſt permis, tout ainſi que le crediteur la peut demander pour le tout à celuy que bon luy ſemble: pareillement le lignaget de l'vn d'eux ou de l'autre, peut *in ſolidum*, venir au Retraict de la rente & † ſi leſdits deux lignagers concurrent enſemble, le plus prochain lignager du vendeur ſera preferé: & s'ils ſont en pareil degré, ſeront receus chacun pour moitié. Art. 473. Quand le h proprietaire ou Seigneur vtil d'aucun heritage aſſis en ville cloſe & franche, acquiert vne rente autre que fonciere, ſur ſondit heritage, és cas, auquel ladite rente peut eſtre conſtituee, en ce cas n'y a point de Retraict de ladite rente. Art. 478. Qui veut auoir Retraict i d'aucune rente, où elle ſe peut conſtituer, n'eſt contrainct à prendre par ſon Retraict, les arrerages eſcheus ny les payer, s'il ne luy plaiſt.

LODVNOIS Chap. 15. Art. 10. p. *a l'Art. 356. d'Anjou.* Art. 11. Si l'heritage &c. p. *a Tours.* Art. 167. equipollent ou promis baillet la choſe &c. de la rente: toutesfois ſi le contract eſtoit en pur arrentement, n'y auroit aucun Retraict. Art. 36. Si & quand aucune rente payable à pluſieurs termes en l'an eſt vẽdue & tranſportee par contract de vente ou equipollent à vente, où il y a eu bourſe deſliee & deniers & autres meubles baillez ou promis bailler, l'acquereur d'icelle ne peut ſoy defendre de tenement & poſſeſſion de la rente enuers les lignagers du vendeur demandans icelle rente par Retraict que iuſques apres an & iour de la poſſeſſion euë du premier terme de la rente. Art. 41. Si aucun a faict vendition

f Il ne faut pas entẽdre ceſt Art. des rentes volantes à raiſon du denier douze, comme du Moulin eſcrit au Traicté des vſures, & ſur le 57. Art de la couſtume de Paris, & ainſi qu'il a eſté monſtré cy deſſus.

g C'eſt à ſçauoir vne rente ancienne. Secus s'ils vendent & conſtituent de nouueau rente ſur eux & ſur tous leurs biens, ainſi que du Moulin eſcrit ſur l'Art. 57. de Paris. Voyez cy deſſous le 473. de ceſte Couſtume de Bourbonnois.

h Voyez cy deſſus la Couſtume du Maine Art. 405. & ce qui a eſté noté ſur ledit Art.

i Aniou Art. 357. le Maine Art. 367. mis cy deſſus.

Source : BIU Cujas

Lignager retirant vne rente n'eſt tenu prendre les arrerages ne les payer ſ'il ne luy plaiſt.
Retraict n'a lieu en pur arrentement.
Acquereur ne ſe peut preualoir contre les lignagers du vendeur d'vne rente par contract de vente ou equipollent à rente, ſ'il y a eu bourſe deſliee & deniers ou autres meubles baillez ou promis, iuſques apres an & iour de la poſſeſſion eue du premier terme de la rente.

d'vne rente ſur ſes biens & choſes, de laquelle n'auroit eſté faict poſſeſſion d'an & iour à l'acquereur, & parauant ladite poſſeſſion d'an & iour, le vendeur de rente ait baillé aſſiette d'icelle rente d'aucun de ſes heritages: audit cas les lignagers du vendeur pourront auoir & demander par Retraict au dedans de l'an & iour de la poſſeſſion priſe de ladicte aſſiette, les heritages baillez de ladicte aſſiette.

Retraict lignager a lieu en vẽte de rente ſur tous ſes biẽs, au dedans de l'an & iour de la poſſeſsion prinſe de l'aſsiette, ſ'il n'y auoit eue par auant poſſeſsion.

POICTOV Tit.10.Art.330. Si aucun vend aucune rente generalement ſur tous ſes biens, ou qu'il les oblige au payement d'icelle, ne ſeront au Seigneur de fief pource deuës ventes & honneurs: & ne peut le Seigneur retirer & auoir la rente par puiſſance de fief, ſuppoſé que tous les biens du vendeur fuſſent tenus de luy en fief: mais le lignager ſera bien reçeu à Retraict. k Art.359. Si aucun baille ſon fonds & heritage à rente amortiſſable & quelque temps apres la rente eſt rachetee, le parent lignager qui a arrenté le fonds & heritage & qui pour la rente a prins argent, pourra pour ledit pris auoir par Retraict l'heritage: le ſemblable eſt du Seigneur de fief, qui le pourra prendre par puiſſance de fief, ou demander ſes ventes & honneurs. Mais où la rente ne ſeroit amortiſſable, & depuis ſeroit rachetee: en ce cas telle rente ſeulement chet en Retraict. Article trois cens ſoixante. Mais ſi audit l contract eſtoit accordé que celuy qui prend aucune choſe à rente, payeroit icelle rente, pour raiſon deſdits lieux, nonobſtant qu'à ce il euſt obligé tous ſes biens, & qu'il fut dict qu'il payeroit tant comme il tiendroit leſdits lieux: neantmoins il peut quitter & exponſer leſdits lieux.

Retraict lignager a lieu en vẽte generalement vendue: mais nõ retraict feodal.

S. Feodal n'a point ventes ne honneurs en vẽdition de rentes generalement.

Retraict lignager ou feodal à lieu és contrats par leſquels immeubles ſont dõnez à rente amortiſſable.

LA ROCHELLE Chap.12.Art.39. Si aucun prend aucun heritage ou choſe cenſee & reputee pour heritage à rente amortiſſable & rachetable, & icelle rente eſt rachetee & amortie dans l'an & iour, le contract eſt cenſé & reputé contract de vente. Mais ſi la rente eſt rachetee & amortie apres l'an, tel contract n'eſt reputé contrat de vente: ſinon quant aux ventes & honneurs, du S. duquel eſt pendant ledit heritage.

Preneur comme eſt receu à faire exponſion des heritages pris à rentes.

XAINCTONGE Tit.6.Art.45. Si aucun prend aucune choſe immeuble à rente, & il, ou autre pour & en ſon nom & à ſon profit, admortit icelle rente, le contract eſt cenſé & reputé contract de vente ou equipollent à vente, & eſt ſuiet à Retraict, des le temps de la vendition de la rente: ſans †† preiudice des cõtracts faits iuſques à preſent & des amortiſſemens qui ſ'en pourroient enſuiure: leſquels demoureront en leur force & vertu.

Retraict en bail d'heritage ou choſe cẽſee pour heritage, à rente amortiſſable, ſi elle eſt rachetee dans l'an & iour: mais non ſi elle eſt admortie apres l'an: auquel cas ſont deues ventes ſeulement.

BOVRDEAVX Chap.2.Art.34. Si aucun vend quelque rente generale ſur tous ſes biens, le lignager pourra venir au Retraict.

BRETAGNE Tit.16.Art.324. En † vendition de rentes auec obligation d'aſſiette le temps de la Premeſſe ne commencera à courir, que du iour de l'aſſiette faicte: ſinon que ladite aſſiette fut promiſe ſur certain fonds deſigné, & que le contract fut banni & certification faicte en iugement: auquel cas l'appropriement aura ſon effect.

k Du Moulin eſtime que cela eſt fort inique d'autãt qu'il nous importe beaucoup, meſmes au public de ne changer point vn creancier doux & gracieux par nous choiſi: & pour ceſte cauſe il ſouſtient que le conſentement du debteur eſt requis, pour vſer de Retraict contre la volonté du creancier ainſi qu'il diſcourt plus amplement ſur la Couſtume de Paris Art.57.

l Voyez cy deſſus le 57. Art. de ceſte Couſtume parlant des exponſions, laquelle matiere a eſté cy deſſus expliquee au Tit.v. de Paris.

†† *Les Practiciens dirent que ceſt Art.45. auoit lieu quand l'amortiſſement eſtoit faict dedans l'an & iour du contract. Car ſ'il eſtoit fait apres l'an & iour, le Seigneur ny le lignager ny pourroient venir. Et aucuns de l'Eſtat de l'Egliſe & des Nobles & du tiers Eſtat diſoient que ſi en quelque temps que l'amortiement fut faict, puis que l'heritage eſtoit prins à rente amortiſſable. Auſſi remonſtraſmes aux Practiciens que ce ſeroit donner occaſion de delinquer & fruſtrer par voyes obliques le lignager de l'effect du Retraict, & le Seigneur de ſes droicts Seigneuriaux, ſçauoir eſt de pouuoir retirer en defaut de lignager, ou d'auoir les ventes & honneurs à ſon chois. Car iamais on n'admortiroit la rente dedans l'an & iour. Mais touſiours apres, quelque temps que ce ſoit, l'on feroit de ſorte qu'il n'apparoiſtroit l'amortiement auoir eſté faict dedans l'an & iour, qui ſeroit encores par le moyen des fictions & ſimulations, qui feroient plus grandement delinquer. Mais ce nonobſtant les Practiciens touſiours ſouſtenoient ladicte Couſtume eſtre telle: Toutesfois diſoient les aucuns que iaçoit que quand l'amortiement eſt faict apres l'an & iour, le lignager ne puiſſe venir au Retraict ou le Seigneur retirer, toutesfois les ventes & honneurs eſtoient deues au Seigneur en quelque temps que l'amortiement fut faict. Et les autres diſoient que n'eſtoient deues aucunes ventes & honneurs: Et nous apres auoir ouy que la pluſpart des Eſtats tenoit que les ventes & honneurs eſtoient deuz au Seigneur, etiam, quand l'amortiement eſtoit apres l'an & iour: de rechef leur remonſtraſmes que puis que les ventes & honneurs eſtoient deuz, qu'il falloit dire que c'eſtoit contract de vendition, poiſé le mot de rentes: & que par conſequent le lignager & le Seigneur deuoient eſtre admis à retirer: mais quelques remonſtrances que nous fiſsions, les Practiciens ſe trouuoient touſiours à vne opinion. Quoy voyant par nous en fut demande par ordre à ceux de l'Eſtat de l'Egliſe, qui nous dirent n'auoir iamais ouy parler de ladicte diſtinction d'amortiement dedans*

Source : BIU Cujas

l'an & iour, ou apres l'an & iour. Et les officiers dudit lieu & autres Practiciens par nous semblablemẽt interrogez, dirent l'vn apres l'autre que ladite distinction auoit accoustume estre gardee indubitablement, (quant au Retraict) auquel iamais n'auoit esté receu le lignager ou le Seigneur, quand l'amortiement estoit faict apres l'an & iour: & que quand les parties venoient consulter tel cas, qu'ils leurs conseilloient touſiours de ne pourſuiure la faculté de Retraict. Et diſoient les aucuns d'auantage, que auſsi audit cas ne ſeroient deuz ventes n'honneurs. Mais diſoient leſdits Officiers & la pluſ-part deſdits Practiciens, qu'il ſeroit plus raiſonnable, ainſi que leur ſembloit, & a fin d'obuier à toutes fraudes que ladite diſtinction ne fut point gardee, ains qu'en quelque temps que la rente amortiſſable fut amortie, que le lignager ou le Seigneur en defaut de lignager, fuſſent receus à retirer. Et aucuns deſdits Practiciens diſoient, que ladite diſtinction eſtoit plus conuenable. Car autrement ils ne pourroient iamais à grand peine rien acquerir, qui leur fut ſeur: & les autres diſoient que ſi mais qu'ils acquiſſent bien & payaſſent bien, ſans faire ces contracts. Et leſdits Practiciens, qui vouloient encores ladite diſtinction eſtre obſeruee, diſoient qu'ils n'auoient pas touſiours l'argent preſt en la main pour payer: parquoy leur eſtoit beſoin de leur aider de tels contracts, par leſquels ils prenoient à rente amortiſſable, dedans certain temps. Auſquels fut par nous remonſtré que ceux qui bailloient leurs heritages à telle rente amortiſſable, ne le faiſoient ſinon à fin de retirer deniers. Car autrement bailleroient leurs heritages à rente perpetuelle, & non amortiſſable: & que vn chacun de ſi gros entendement fut il, cognoiſſoit bien cela. Toutesfois quelques remonſtrances que peuſsions faire, vne partie deſdits Practiciens en nombre moindre tenoient que ladite diſtinction deuoit eſtre obſeruee à l'aduenir, comme elle auoit eſté auparauant. Et pour raiſon de ladite altercation, l'Arreſt dudit Art. fut remis au lendemain. Et le lendemain 9. dudit mois fut aduiſé par tous les Eſtats d'vn commun accord & conſentement, que ledit Art. demoureroit ſans aucune diſtinction pour le temps aduenir: mais qu'à la fin d'iceluy ſeroient mis les mots, ſans preiudice des contracts faits iuſques à preſent, *&c. iuſques à la fin dudit Art.*

† *Ceſt Art 324. eſt de nouuel adiouſté.*

Retraict a lieu en vendition de cens & rente ou bail d'heritage à cens ou rente annuelle ou perpetuelle.

BAR Tit. 10. Art. 146. Retraict lignager a lieu en vendition de rente & cẽs: & auſſi ſi vn homme baille ſon heritage de ligne à cens ou rente annuelle, ou perpetuelle, en payant les charges, qui y ſeront.

SEDAN Tit. 11. Art. 226. Tous heritages baillez à rente rachetable, ſont retrayables en payant & rembourſant dedans l'an & iour, le pris, pour lequel la rente aura eſté accordee rachetable, auec les loyaux couſts & frais. Art. 227. Sont auſſi retrayables les heritages baillez à rente perpetuelle, ſi ladite rente eſt rachetable dedans l'an & iour: pource qu'en ce cas tels heritages ſont reputez eſtre baillez a rente rachetable, encores qu'il ſoit porté par le contract: & contra le temps de Retraict du iour du rachat de la rente perpetuelle. Art. 228. Et ſi apres l'an & iour de la vendition, la rente eſtoit vendue, elle cherroit en Retrait lignager, à cõter du iour de la vendition d'icelle rente.

Heritages baillez à rente rachetable ſont ſuiets à Retraict: cõme auſsi ſont les heritages baillez à rente perpetuelle, ſi elle eſt rachetable dans l'an.

VALANCIENNES Tit. 5. Art. 75. Si quelqu'vn ayant rente ſur quelque heritage, vend ou aliene icelle rente, le proprietaire le polra reprendre & retraire en dedans l'an pour le meſme pris qu'elle aura eſté vendue ou alienee: dont l'acheteur & vendeur ſeront tenus eux purger par ſerment & en payant les deſpens pour ce faicts par l'acheteur: mais ſi l'acheteur offre au proprietaire ſon marché, auant ledit an expiré, ledit proprietaire n'aura que vi. ſepmaines de terme apres ice luy offre, pour faire ladite retraite & reprinſe.

Retraicte & reprinſe a lieu pour le proprietaire quand la rente ſera vendue ou alienee & ſi le debteur offre au proprietaire ſon marché, il n'aura que ſix ſemaines pour faire la retraicte.

Art. 139. PARIS.

L'heritage †† retiré [m] par Retraict lignager eſt tellement affecté à la famille, que ſi le retrayant meurt delaiſſant vn heritier des acqueſts, & vn heritier des propres, tel heritage doit appartenir à l'heritier des propres de la ligne, dont eſt venu & iſſu ledit heritage & non à l'heritier des acqueſts: en rendant toutesfois dedans l'an & iour du decés aux heritiers des acqueſts, le pris dudit heritage.

Heritage retraict eſt affecté à la famille, & comme doit appartenir à l'heritier des propres, ſi le retrayant meurt delaiſſant diuers heritiers des propres & des acqueſts.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 9. Art. 148. p. *à Paris.*

ORLEANS Tit. 18. Art. 383. p. *à Paris.* † heritage auec les loyaux couſts.

†† *Ceſt Art. 139. eſt adiouſté pour interpretation des anciennes Couſtumes & pour auoir lieu à*

[m] Ce Retraict lignager a eſté introduit en faueur du lignage, afin que la choſe ne ſorte hors de la famille: ains demoure à ceux qui ſont parens & lignagers du coſté & ligne dont elle procede. Il n'y a perſonne qui doute combien eſt grande l'affection que nous auons ſouuent aux heritages de nos peres. In l lex quæ 22. C. de admin. tutorum. Nec vendere domum liceat: in qua defecit pater, minor creuit: in qua maiorum imagines aut non videre fixas, aut reuulſas videre, ſatis eſt lugubre Hermogen. in l. ſi in emptionem 35. D. de minor. ſcribit minorem implorantem reſtitutionem audiri, ſi res maiorum fuerit. Iauolenus in l. libertus qui ſoluendo 36. D. de bon. lib. ſcribit patronum magni æſtimare prædia, in quibus ſunt maiorum ſepulchra. Vlpian. in l. 1. §. & alias D. Siquid in fraud. patr. ait patronum affectionem habere vel opportunitatis vel vicinitatis vel cæli, vel quod illic educatus ſit vel parentes ſepulti. L'hiſtoire de Naboth eſt aſſez cognue, qui eſt au 3. liure des Rois Chap. 21. Et ſi tant eſt que ledit Retraict ſoit introduit pour la conſeruation des heritages propres à la famille, leſdits heritages ainſi retirez demourent propres au retrayant & ne changent point de qualité: & doiuent ſortir nature de propre naiſſant. Ce que demonſtre expreſſement la Couſtume de Chauny Art. 115. & ne ſortiſſent nature & condition d'acqueſt au retrayant ny autres, ains demourent en la cotte & ligne, dont

Source : BIU Cujas

lesdits heritages procedent. Ponthieu Art. 141. Boullenois Art. 138. A ceste cause la

l'aduenir sans preiudice du passé.

† *Cest Art.383. a esté accordé & adiousté sans preiudice du passé.*

Coustume de Paris en cest Art.139. regle bien la succession pour les choses retirees par Retraict lignager, entre les heritiers des acquests & heritiers des propres. Ce qui pouuoit faire le doute de ceste Article, est que tel heritage sembloit estre plustot acquest, que propre. Ce qui est decidé par ceste Article & plusieurs autres Coustumes, & faut tenir pour constant que l'heritage propre acquis par vn lignager du costé & ligne dont il procede, ou bien par luy retiré par droict de Retraict, est tousiours estimé propre & demoure en la ligne. Paris Art.133. cy dessus. Toutesfois il y a quelques Coustumes qui veulent que l'heritage retiré soit acquest. Reims Art.215. Normandie Art.438. La Rochelle Art.29. Acs Tit.10. Art.1. S. Seuer Tit.5. Art.2. Chassanee sur la Coustume de Bourgongne est de ceste aduis. L'Arrest du 7. Septembre 1570. prononcé en robbes rouges est fort notable. Le faict est que le pere administrateur du fils de luy & de sa defuncte femme, retire par droict de Retraict lignager vn heritage vendu par vn parent prochain de sa femme & de son fils, les deux pere & fils meurent apres le Retraict executé, & le fils decede sans enfans de son corps. Les parens du costé maternel pretendent l'heritage retraict & soustiennent que ce n'est acquest, mais patrimoine, & que des deniers du fils, le pere administrateur auoit iceluy heritage retiré. Autres soustenans le contraire, mesmes son frere consanguin: & lequel frere est par Sentence du Preuost de Senlis debouté, & les parens maternels receus à la succession des heritages ainsi retirez par le pere au nom de son fils. Appel pardeuant le bailly de Senlis ou son Lieutenant, qui dit mal iugé, & adiuge ledit heritage au parent paternel. Appel au Siege Presidial qui en infirmant adiuge la moitié dudit heritage à chacune des parties. Appel relevé en la Cour Laquelle par son Arrest solemnel, dit qu'il a esté bien iugé par le Preuost, & a mis & met les deux Sentences du Bailly & Presidiaux au neant, & sans despens de la cause d'appel. Papon liure xi. des Arrests Tit.7.

CHAVNI Tit.20. Art.115. Vn heritage retraict doit sortir nature de naissant, pource que Retraict est introduit en faueur des parens lignagers & à fin que les heritages ne voisent hors la ligne. Et à ceste cause &c. mis cy dessous.

PONTHIEV Tit.9. Art.141. Quand aucune chose reelle situee en ladite Comté, est retraite par aucune personne, elle est reputee & tenue, & aussi elle sortit & doit sortir nature & condition d'heritage au retrayant, & à ses heritiers du costé & ligne duquel il seroit paruenu audit Retraict: & ne sortit chose retraicte condition d'acquest au retrayant ne à autre: supposé que le retrayant fut conioint par mariage, & que le Retraict se fit des deniers communs d'iceux mariez, ou de autres deniers empruntez par iceluy retrayant.

BOVLLENOIS Tit.28. Art.138. Et en fait ledit parent ainsi retrayant son heritage patrimonial, pour tenir sa cotte & ligne.

Art.140. PARIS.

Quand le lignager d'vn vendeur d'heritage a faict adiourner l'acheteur d'iceluy heritage, pour l'auoir par Retraict, il conuient que tel qui veut auoir par Retraict, [n] offre bourse, deniers, loyaux couſts & à parfaire, tant par l'adiournemẽt, qu'a chacune iournee de la cause principale, iusques à contestation en cause inclusiuement, & d'appel [o] iusques à conclusion sur l'appel aussi inclusiuement. Et s'il ne le [p] faict, il doit estre debouté dudit Retraict.

Retrayant lignager, comme doit offrir bourse, deniers, loyaux couſts & à parfaire tant par l'adiournement qu'a chacune iournee de la cause principale, iusques à contestation en cause: & d'apel, iusques à la cõclusion.

Offres se doiuẽt faire en cause d'appel, iusques à conclusion sur l'appel inclusiuement.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.9. Art.149. p. *a Paris.* conuient qu'au premier adiournement il offre bourse &c. & à parfaire. Et s'il ne &c.

MEAVX Chap.15. Art.101. Le demandeur par Retraict, doit auoir ses deniers comptans & les offrir vne fois & à la premiere audience auant contestation en cause, en offrant parfaire.

n En matiere de Retraict pour obtenir en icelle, le retrayant lignager doit faire ses offres telles qu'elles sont specifiees par les Coustumes des lieux. Aucunes veulent que les offres seules suffisent de bourse, deniers loyaux couſts & à parfaire tant par l'adiournement que a chacune iournee de la cause iusques en contestation en cause. Autres ne demandent que les offres à la premiere iournee & expedition de la cause auec consignation reelle actuelle. Les aucuns requierent que tous les deniers soient offerts entierement auec les loyaux couſts s'ils sont liquides, ou en tout cas offrir deniers pour iceux, & à parfaire. Ces offres sont fort necessaires pour obtenir en la matiere de Retraict: & comme on dit les belles offres font souuent perdre les beaux proces. Par ceste Coustume de Paris, comme aussi plusieurs autres Coustumes l'ont voulu, le lignager doit offrir & le sort principal & les loyaux couſts l. 2. C. debitorem vend. pign. imped. non posse. l. per retentionem l. pignoribus. l. acceptum C. de vsur. l. Iulianus §. offerri. D. de act. empti l. tutor condemnatus §. Lucius. D. de vsur. par lesquels passages ils colligent que les offres seules ne sont suffisantes. Mais que la consignation ou depost faicte en iugement est requise. Quelques coustumes ne parlent que des offres seules, & il est tresceertain que par defaut d'offres on dechoit du Retraict, iugé en audience le 2. iour de Decembre 1585. Il faut donc faire les offres iusques à contestation inclusiuement, & non depuis: parce qu'il ne reste plus qu'à faire droict aux parties, & voir s'il a esté bien ou mal contesté. Et si le Procureur du lignager fait defaut de faire offre de bourse, deniers,

Source : BIU Cujas

& à parfaire de la part du demandeur en Retraict lignager, le demandeur perdre sa cause & estre debouté du Retraict: sauf son recours contre son procureur negligent de faire lesdites offres, ainsi qu'il a esté iugé par plusieurs Arrests, mesmes par deux notables & solemnels Arrests prononcez en robbes rouges: l'vn le 7. Septembre 1584. & le second le 22. Decembre 1589. par lesquels le retrayant lignager a esté debouté du Retraict par faute d'offres de bourse, deniers & à parfaire, selon qu'il est requis par la Coustume, en vne iournee de la cause par eux ou leurs Procureurs. Chopin liure 3. des Coustumes d'Anjou. Tit. 5. num. 7.

o Par Arrest prononcé en robbes rouges le 7. Septembre 1583. fut vn retrayant lignager declaré non receuable pour n'auoir en concluant au procés en cause d'appel fait & reiteré les offres auec or & argent & à descouuert, ce que demonstrent ces mots de la Coustume, *iusques à la conclusion sur l'appel aussi inclusiuement.* Et par ce moyen est corrigee l'opinion de du Moulin sur le 177. Art. ancien de Paris qui vouloit que ceste Art. auoit lieu seulement en l'instance principale & non en cause d'appel, comme il a aussi noté sur la Coustume de Bourbon. Art. 428. comme nous auons remarqué cy dessus. Notez aussi qu'en cela les offres n'ont point de lieu & ne sont aucunement requises, quand le lignager a cõsigné & notifié deuement sa consignation. Car ladite consignation vaut offre continuel & permanent: pourueu qu'il ne retire ses deniers.

p Par le droict quand aucun est tenu de faire quelque chose, & il n'y satisfaict, il doit estre priué du Droict qu'il peut pretendre à ceste occasion d. l. Iulianus §. offerri D. de act. empti.

Melvn Chap. 7. Art. 159. Quand le lignager fait adiourner l'acheteur, pour auoir par Retraict lignager quelque heritage, il doit à chacune audience de la cause, & iusques à l'appointement de contestation, iceluy includ, offrir deniers à descouuert & à parfaire: & s'il defaut d'vne seule fois & l'acheteur requiert que le retrayant soit decheu dudit Retraict, le Iuge doit à l'audience d'icelle cause declarer le retrayant decheu du Retraict, & le condemner és despens du defendeur. Mais si par ignorance le retrayant defailloit à faire son offre à aucune audience, & le defendeur n'en fit conte, & ne requist à icelle mesme audience, que le retrayãt fut decheu, du Retraict, ains le requist à vne autre audience, ou l'offre seroit faite, ne seroit pour ceste cause le retrayant decheu du Retraict.

Sens Tit. 7. Art. 34. Il †† faut & suffit à la premiere iournee, audience & expedition de la cause, faire offre d'or & d'argent à descouuert & à parfaire le rẽboursement du pur sort, fraix & loyaux couts.

†† *Ceſt Art. 34. eſt mis au lieu des anciẽs.*

Avxerre Tit. 7. Art. 155. Faut & suffit offrir or & argent à descouuert & à parfaire le sort principal, fraix & loyaux couts à l'expedition de la cause.

Estampes Chap. 14. Art. 174. Quand le lignager du vendeur fait adiourner l'acheteur d'iceluy pour l'auoir par Retraict, il doit à la presentation de la cause, & iusques au iour de la contestation iceluy includ, offrir deniers à descouuert & à parfaire, pour le rembourſement du sort principal, loyaux couts, frais & mises & s'il ne le faict, il doit estre debouté de son action.

Dovrdan Tit. 12. Art. 135. Le retrayant lignager doit offrir bourse, deniers, loyaux coustemens, & à parfaire à chacune iournee de la cause, & iusques à contestation d'icelle cause inclusiuement &c. p. *a Paris.*

Montfort Chap. 15. Art. 164. Quand aucun lignager &c. p. *à Eſtampes.* il conuient que tel qui veut auoir ledit heritage par Retraict, offre bourse, deniers, loyaux coustemens, & à parfaire en or ou argent a descouuert a chacune &c p. *à Dourdan.* contestation en cause, ledit iour de contestation includ: & s'il ne &c.

† *Ceſt Art. 223, conſtient la reformation de l'ancienne Couſtume eſtant ſous pareille cotte. Et ce du conſentement des Eſtats, qui tous ont eſté d'aduis, qu'il ſuffiſoit faire & continuer leſdites offres iuſques au iour de la conteſtation iceluy includ: & ſe ſont condeſcendus en l'Art. de pareille cotte eſcrit audit liure couſtumier.*

Senlis Tit. 12. Art. 223. Le † lignager qui requiert & demande l'heritage ainsi vendu, est tenu offrir a l'acheteur bourse & deniers & a parfaire pour le pur sort principal & loyaux coustemens & continuer a chacune iournee & assignation procedant que la cause sert, iusques a la contestation faite en cause, ledit iour includ, ou consigner en main de Iustice, ledit argent si le defendeur, qui est acheteur ne consent les offres estre faites vne fois pour toutes, autrement le retrayant est decheu de sadite action en matiere de Retraict.

Vallois Tit. 11. Art. 136. En faisant le premier adiournement en matiere de Retraict est requis par la partie a requeste de qui se faict l'adiournemẽt ou Procureur pour elle, faire les offres: c'est a sçauoir bourse & deniers a descouuert & a parfaire du pur sort & loyaux coustemens, & semblablement a chacune conuocatiõ de la cause qui se faict en iugement, & iusques en contestation de cause inclusiuement, sur peine de perdition de cause.

Troyes Tit. 9. Art. 151. Deniers de Retraict doiuent estre a chacune iournee offerts, s'ils n'estoient ia consignez en Iustice, où que du consentement du defendeur, les deniers soient demourez és mains du demandeur.

Clermont Tit. 2. Art. 22. Quand †† aucun procés se meut entre parties au cas de Retraict, le demandeur en ce cas est tenu faire & persister en ses offres, monstrer bourse & deniers & offrir a parfaire a chacune iournee & assignation, pour les prendre & receuoir par sa partie aduerse, si faire le veut, iusques a contestation faite en cause: où que les deniers ayent esté consignez: autrement & si ainsi

†† *Les Aduocats & Pra-*

Source : BIU Cujas

cliciens ont dict que par l'ancienne Coustume le retrayant estoit tenu faire le rembourſement du pur fort & loyaux couſtemens, en dedans le iour qu'il obtenoit à ſon intention, fut par iugement contradictoire ou par acquieſcement. Et parce que la Couſtume peut encores ſeruir pour le paſſé, ont requis en faire mention en noſtre procés verbal. Ce qu'auons accordé apres qu'aucun ne la contredit. Plus ont remonſtré que ſur l'intelligence deſdites Couſtumes anciennes, ſe pourroyent mouuoir pluſieurs difficultez tant ſur le faict des offres (à ſçauoir ſi le demandeur eſt tenu par effect monſtrer la ſomme dudit fort & loyaux couſtemens, & continuer leſdites offres par chacune aſſignation iuſques à diffinitiue) qu'auſsi ſur le rembourſement dudit pur fort & loyaux couſtemens qui ſe doit faire en dedans les vingt quatre heures; lequel demandeur ne peut eſtre aduerty à quelle ſomme de deniers ſe monte le pur fort de ladite vendition & loyaux couſtemens, ſans voir les lettres d'acquiſition, & la declaration d'iceux loyaux. Parquoy ne ſçauroit faire ſes offres au certain, & appreſter ſon argent pour faire ledit rembourſement en dedans leſdits vingt quatre heures: & en ce pourroit eſtre circonuenu pour la ſurprinſe du defendeur: ioinct que leſdits loyaux couſtemens giſent aucunefois en cognoiſſance de cauſe. Surquoy par la deliberation des aſſiſtans furent rayez leſdits deux Art. anciens: & au lieu d'iceux mis les quatre Couſtumes couchees és 22.23.24. & 25. Art. dudit Couſtumier.

ne le fait & il eſt obiicé au contraire, le defendeur doit obtenir cõgé de cour portant gain de cauſe.

CHAVMONT Tit.10. Art.112. *A la fin.* Leſquels deniers en cas de refus, de les receuoir par l'acheteur, & que procés ſoit entre les parties, ſe doiuent dedans l'an & iour, meſmement a la premiere iournee, offrir & conſigner reaument en main de Iuſtice, Bourgeoiſe ou autre telle, que par le Iuge ſera ordonné. Et doiuent iceux deniers demourer conſignez, iuſques a fin de cauſe: ou que par Iuſtice autrement en ſoit ordonné. Autrement ſi le retraiant, apres la preſentation reelle d'iceux deniers faite, ne les veut conſigner & laiſſer en Iuſtice, il eſt tenu de les rapporter à chacune iournee, iuſques à ce qu'il les conſignera reaument, à peine de perdition de cauſe.

LAON Tit.17. Art.231. Le retrayant lignager à l'adiournement qu'il fait donner à l'acheteur pour auoir les choſes achetees par Retraict, doit faire offre par deuant Notaires & deux teſmoins, des deniers, loyaux couſtemens &c. & doit reiterer leſdites offres à tous les appointemens de la cauſe, & iuſques à l'acte de conteſtation incluſiuement: & où il ne le feroit, dechoit dudit Retraict. Art.235. N'eſt requis † d'offrir tous les deniers à deſcouuert, mais ſuffit offrir vne piece d'argent & à parfaire.

† *Ceſt Ar.235. a eſté accorde pour l'aduenir.*

CHALONS Tit.20. Art.230. Le lignager pour faire & executer le Retraict, ſe doit retirer preſens Notaires, Greffier ou autres teſmoins par deuers l'acheteur de l'heritage, luy faire offre actuelle & à deſcouuert des deniers principaux & loyaux couſtemens venus à ſa cognoiſſance. Et ſi l'acheteur veut reprendre les deniers & delaiſſer l'heritage vendu, eſt tenu le rembourſer tant du ſort principal, que de loyaux couſts & frais. Art 231. Et ſi l'acheteur ne veut delaiſſer les choſes par Retraict, doit eſtre adiourné par deuant le Iuge du domicile de l'acheteur, ou par deuant le Iuge ordinaire du lieu, où l'heritage eſt aſſis, & doit eſtre faite offre du ſort principal actuellement & à deſcouuert, & des loyaux couſts & frais, ſ'ils ſont venus à ſa cognoiſſance: ſinon de quelque ſomme raiſonnable: ſauf à parfaire augmenter ou diminuer tant pour le ſort principal, que loyaux couſtemens, iuſques à l'appointement de conteſtation en cauſe incluſiuement: ſinon que le retraiant euſt conſigné les deniers en Iuſtice & faict ſignifier à l'acheteur la conſignation. Auquel cas n'eſt tenu de reiterer ladite offre.

†† *Ceſt Ar. 196. a eſté de nouuel introduit pour les offres mentionnees en iceluy, qui ſe doiuent faire à l'adiournemẽt.*

REIMS Tit.7. Art.196. p. *à Laon.* Art. 231. faire †† preſens Notaires ou deux &c. couſtemens & a parfaire. Et doit &c. Art. 200. † p. a l'Article 235. *de Laon.*

† *L'Art. 200. eſt de nouuel introduit, & l'ancienne Couſtume abrogee, par laquelle le retrayant n'eſtoit receuable, ſ'il ne faiſoit offre actuellement du pris principal, des vins, ventes & veſtures ſi aucunes en eſtoient deues à raiſon de la vendition.*

RIBEMONT Tit.3. Art.39. Le demandeur en Retraict, en l'adiournement qu'il fait bailler a l'acquereur, & a tous les appointemens de la cauſe precedens la conteſtation, le iour d'icelle includ, doit faire offre d'vne ſomme de deniers a deſcouuert & a parfaire: & a faute d'auoir faict ladite offre, dechoit de ſon Retraict lignager.

CHAVNY Tit.20. Art.110. Et où l'acheteur ſeroit refuſant ou delayant de reprendre ſes deniers & fraix, & qu'a ceſte cauſe ſ'en enſuiuit proces, le parent retrayant doit & eſt tenu a chacune iournee iuſques a conteſtation, offrir les deniers: ſi ce n'eſtoit qu'il les euſt laiſſez & conſignez en Iuſtice: & où il defaudroit de faire les offres telles, & en la maniere que dict eſt, il doit dechoir.

PERONNE Tit.10. Art.237. Si l'acheteur ne veut recognoiſtre le lignager a Retraict, ledit lignager le doit faire adiourner par deuant Iuge competant, & a la premiere aſſignation, offrir deniers a deſcouuert, pour le ſort principal dudict achat, frais & loyaux couſts, auec proteſtation de augmenter ou

Source : BIU Cujas

diminuer, apres qu'il aura veu les lettres de vendition: & que le vray pris de l'achapt aura esté affermé par l'acheteur. Art. 238. Et pareille offre se doit faire & continuer à chacune assignation, iusques à contestation en cause inclusiuement. Et à faute de ce faire dechoit le retrayant du Retraict, soit maieur ou mineur, n'estoit que le retrayant eust consigné en Iustice, partie presente ou appellee.

Offres se doyuent faire hors iugement aux acheteurs: & à leur refus se faut pourueoir en Iustice.

ARTOIS Tit. 3. Art. 129. Pour estre plus diligens au regard des acheteurs, suffit de leur faire ladite offre hors iugement: & en leur refus de le receuoir & vouloir accepter, se pouruoir en Iustice competente en dedans l'an.

NIVERNOIS Chap. 31. Art. 3. Et à ladicte assignation si l'acquereur exhibe son titre, le retrayant doit offrir content audit acquereur le pris, & sort principal y contenu, auec quelque somme pour les loyaux frais, offrant parfaire. Et si l'acquereur dilaye ou refuse l'exhibition ou fait defaut à l'assignation, le retrayant ne sera tenu faire offre prefixe & certaine du sort principal: mais seulement par iceluy d'vne somme, offrant parfaire comme dessus. Art. 4. Et sera en outre tenu de continuer lesdites offres, à toutes les assignations, iusques à contestation incluse.

MONTARGIS Chap. *16.* Art. 1. *à la fin.* Faut & suffit offrir or & argent à descouuert & à parfaire à la premiere iournee seulement.

GRAND PERCHE Tit. 10. Art. 178. Et à la premiere assignation faut que le retrayant offre deniers à descouuert, & à parfaire: autrement & à faute de ce faire dechet dudit Retraict.

CHASTEAVNEVF Chap. 12. Art. 78. A la premiere assignation de la cause, les deniers doyuent estre offerts à descouuert par celuy qui veut retraire tel heritage: autrement le retrayant dechet du Retraict.

CHARTRES Chap. 12. Art. 69. *à la fin*, Et à chacun iour d'assignation de la cause, deniers q &c. p. *à Chasteauneuf.* Art. 78. Heritages, iusques au iour de la litis contestation includ, autrement il &c.

q C'est à sçauoir en iugement seulement, & ne sont par ceste coustume les offres requises en l'adiournement: ains suffit qu'il soit libellé. C. M.

DREVX Chap 13. Art. 58. *à la fin*, Et à la premiere assignation donnee doyuent estre offerts à descouuert les deniers par celuy qui veut retraire tel heritage: & aussi le iour de la litis contestation, autrement &c. p. *à Chasteauneuf.*

Consignation d'vne piece d'argent valant dix deniers suffit à la premiere expedition.

DVNOIS Chap. 11. Art 82. *à la fin*, p. *a Chartres*, doyuent estre offerts deniers, &c. ledit heritage, &c. de la contestation, &c.

MENETOV Chap. 6. Art. 15. *a la fin*, Et suffit à la premiere expedition consigner vne piece d'argent vallant x. deniers t. Pour le moins en contestant parfaire.

Offres de rembourser au iour que le retrayant à faict adiourner & doit le lignager consigner vn grand blanc.

S. AIGNAN Chap. 7. Art. 23. Il suffit que celuy qui pretend ledit Retraict, offre de faire le rembourssement au iour qu'il a fait adiourner l'acheteur, & qu'en signe de ce, il consigne vn grand blanc.

Offres faictes seulement au iour de l'assignation & introduction de la cause pour le pris de la vente reaument & de faict: & les loyaux frais & coustemens vne piece d'argent offrãt parfaire.

VASTANG Chap. 6. Art. 10. Le parent & lignager du vendeur, venant au Retraict doit presenter & offrir à l'acheteur au iour assigné à l'introduction du procés, le pris de la vente reaument & de fait. Et à son refus de le prendre & receuoir, doit le retrayant consigner & mettre en main de Iustice le pris du rachapt, à ce present ou appellé ledit acheteur. Et aussi doit ledit retrayant offrir payer les loyaux frais & coustemens, & consigner pour iceux frais vne piece d'argent, en offrant parfaire à payer les frais & mises à l'ordonnance de Iustice.

Offres se doyuent faire deuãt le Iuge pour les deniers de la vente: & les loyaux impẽses & frais à l'arbitre du Iuge: & si le contract est incogneu, faut offrir vne piece d'or ou monnoye & à parfaire.

LA RVE D'YNDRE Chap. 1. Art. 1. Celuy qui retraict l'heritage vendu par son lignager, est tenu de presenter à l'acheteur deuant le Iuge de la chose vendue, les deniers de la vente & offrir de payer les loyaux impenses & frais, à l'arbitre & taxation du Iuge: *alias*, ledit acheteur auroit congé & despens contre luy. Art. 3. S'il aduient que le contract de vente soit incogneu au retrayeur, ou qu'il ignore le pris, qu'a esté vendu ledit heritage par son lignager, & l'affirme par serment, il suffit qu'il offre à la premiere iournee deuant ledit Iuge, vne piece d'or ou monnoye en offrant de parfaire le pris à l'acheteur, qu'il aura baillé pour ledit heritage vendu auec les frais & coustemens, & vaudra ladite offre.

SOESMES Chap. 4. Art. 6. *A la fin*, par deuant le Iuge, le retrayant au iour assigné est tenu faire offres d'or & d'argent à descouuert vne piece ou plusieurs, offrant à parfaire le total dedans le temps ordonné, qui est de viii. iours apres le Retraict delaissé auec les loyaux frais & mises: & en defaut de payement dedans ledit temps, l'heritage demeure au premier acheteur, & ainsi en vse l'on.

AVVERGNE Chap. 23. Art. 4. Le droict du lignager qui veut retraire ou retenir la chose vendue par son lignager, est conserué & perpetué, en consignant par luy dedans le temps de trois mois, iudicialement ou en main tierce hors iuge-

Source : BIU Cujas

Offres d'or & d'argent à descouuert & à parfaire dans le temps de huictaine.
Consignation est necessaire pour obtenir au Retraict, & se doit faire iudicialement ou en main tierce hors iugement partie presente ou appellee en personne ou domicile dans le temps de trois mois.

ment, partie presente ou appellee en personne ou domicile, le sort principal & quelque somme pour les loyaux coustemens, par protestation de suppleer ou recouurer. Art. 5. Et si la consignation est faicte hors iugement en main tierce elle se fera derechef entre mains de Iustice dedans le temps de trois mois au iour de l'assignation r donnee sur la Retenue, à l'acheteur ou detenteur de la chose, à la requeste du lignager. Art. 6. Laquelle assignation sera posee dedans ledit temps de iii. mois, & doit le depost demourer iusques en diffinitiue. Art. 7. Autrement à faute de consignation par la maniere & chose dessus dite, le lignager est debouté de l'effect de la Retenue: combien que d'ancienneté la consignation se deust faire dedans les xl. iours, à les compter comme dessus. Art. 8. Et ne seront les depots ainsi faits par les lignagers ou S.F. ou directs, mis & consignez entre les mains des Iuges, s ne leurs Peres, enfans ou freres: Et si de fait les deniers sont consignez entre les mains des dessusdits, les depots seront reputez nuls: sauf au lignager & Seigneurs leurs recours contre le Iuge, qui les prendra ou fera consigner entre les mains des dessusdits, de tous interests & dommages. Art. 9. Et afin de sçauoir au vray le pris que les lignagers doyuent deposer, a esté aduisé que le lignager qui voudra retraire la chose vendue pourra faire adiourner l'acheteur par deuant le Iuge pour luy voir declarer le vray pris de la chose vendue, afin de le consigner certainement, ensemble les loyaux coustemens, qui par l'acheteur seront declarez. Art. 10. Et où l'acheteur seroit refusant ou delayant de declarer le pris & loyaux coustemens, le lignager pourra consigner telle somme de deniers que bon luy semblera tant pour ledit pris, que loyaux coustemens sous protestation de suppleer, si plus y faut. Art. 38. Le lignager, S.F. ou direct & chacun d'eux respectiuement, qui veulent retirer la chose vendue par proximité de lignage ou prelation, sont tenus dedans le temps introduit par la Coustume consigner & deposer reaument & de fait, le pris & sort principal de la chose vendue en deniers comptans & argent monnoyé: autrement lesdites consignations & depots seront nuls & de nul effect & valeur.

La Marche Chap. 20. Art. 261. Qui veut auoir chose vendue par Retraict lignager, doit poser son adiournement & faire sa demande dedans le temps dessusdit, & en cas de refus ou delay, presenter xiii. pieces de monnoye du coing du Roy, offrant de parfaire, iusques au pris: & au refus ou delay de prendre par le defendeur ses deniers, doit icelles pieces de monnoyes consigner iudiciellement dedans ledit temps: & cela suffit pour obtenir en principal & en despens, en prouuant son lignage & estoc sans autre reale consignation.

Poictou Tit. 10. Art. 322. Le parent & lignager voulant retraire les choses vendues, doit par luy ou son Procureur specialement fondé, dedans l'an & iour de la notification aller par deuers l'acheteur & luy dire qu'il est venu à sa cognoissance, que le vendeur luy a baillé par contract de vente ou equipollent à vente, lesdites choses & icelles declarer, du moins en general, ensemble le lignagnage du vendeur & de luy, ou pour le moins offrir les declarer en temps & lieu, & requerir audit acheteur, le receuoir au Retraict de la chose vendue: & la luy bailler & delaisser, en luy offrant vne piece d'or ou d'argent ou autre somme qu'il voudra, & à parfaire dedans la huictaine ensuyuant, estant deuëment acertené du pris: & n'est requis en faisant l'offre consigner le total du pris de la chose vendue & loyaux coustemens: mais suffit faire offre d'vne piece d'or ou d'argent à descouuert, offrant de parfaire, comme dit est. Art. 323. Et si l'acheteur veut accepter l'offre, peut receuoir la piece d'or ou d'argent, ou autre somme, en deduction du pris, qu'il doit affirmer par serment estre loyal & veritable: & aussi doit monstrer & exhiber son contract, & affirmer par serment le contenu en iceluy estre veritable, s'il en est requis par le parent & lignager.

Xainctonge Tit. 6. Art. 48. Le lignager qui veut retirer doit offrir & consigner vne piece d'or ou d'argent en iugement, ou entre les mains d'vn Sergent auec offre de parfournir le principal & payer les loyaux couts à l'acquerant: ou par cedule à la porte de son domicile, en presence d'vn Sergent, qui en cas de refus, doit adiourner l'acquerant refusant deuant les Iuges, qu'il appartient: autrement ne valent les offres.

Bordeavx Chap. 2. Art. 17. Voulant retirer aucunes choses par Retraict lignager, doit faire offre, consigner & deposer en iugement vne piece d'or

r Ceste assignation doit contenir principalemẽt deux choses, sçauoir que l'acheteur compare pour receuoir les deniers du sort principal auec les frais & loyaux coustemens: ou bien pour voir faire la consignation ou depots desdits deniers du sort principal & loyaux frais & cousts: & encores pour luy delaisser la chose par luy acquise cõme estãt le proche de l'estoc & ligne, dont la chose alienee ou transportee procede, ce qui se collige des Articles de ceste Coustume. La consignation ou depost doit demourer iusques en diffinitiue: par laquelle on cognoistra à qui les deniers ainsi consignez ou mis en depost doyuent estre baillees: c'est à sçauoir à l'acquereur ou au lignager qui a fait icelle consignation, d'autant qu'il peut aduenir que le droict de Retenue ne luy compete aucunement, par ce qu'il n'est point de l'estoc & lignee dont les heritages procedent: ou b ẽ en sera debouté à defaut de consignation bonne & valable effectuellement selon la forme prescripte par ceste Coustume.

s Le Iuge ne peut estre depositaire de Iustice: par ce que tels depositaires sont choisis par les Iuges qui ne se peuuent eslire & choisir eux mesmes Accur. in l. plane 45. in verbo potest. D. Quod cuiusc. vniuers. & in l. si mandauero tibi 22. §. si tibi centum D. mãdati, dit que nul ne se peut eslire soymesme, le mesme Accurse en l. Senatusconsulto. 16. D. de offic. præs. dit que la consignation se peut faire és mains du Iuge ou d'autre depositaire. Mais la Practique or-

Consignation faicte en main tierce, se doit faire de rechef en main de Iustice au iour de l'assignatiõ: & demourera le depost iusques en definitiue.

Consignations ou depots ne seront mises entre les mains des Iuges ne leurs peres, enfans ou freres.

Adiournement faict à l'acheteur pour venir declarer le vray pris, ensemble les loyaux coustemens.

Consignation faicte de telle somme que bon semblera au lignager tãt pour le pris, que loyaux coustemens au refus ou delay de l'acheteur.

Consignations se feront dans le temps de la Coustume par les lignagers S.F. ou directs, en deniers comptans & argent monnoyé.

Offres de treze pieces de mõnoye du coing du Roy, & à parfaire: & en refus de les prẽdre, les faut cõsigner iudiciairement dans le temps de trois mois.

Lignager doit faire son offre de Retraict dãs l'an & iour: & doit offrir à l'acquereur vne

Source : BIU Cujas

piece d'or ou d'argent ou autre ſomme qu'il voudra, & à parfaire dedans la huictaine enſuyuant eſtant deuement acertené du pris: & n'eſt requis de conſigner le total du pris.

Acquereur peut accepter l'offre en deduction du pris, affermant le pris du contract: & monſtrant ledit contract & affermant par ſerment le contenu en iceluy.

Retrayant lignager dans l'an de la vente de la poſſeſſion doit faire offre, conſigner & depoſer en iugement vne piece d'or ou d'argent, & à parfournir: & les loyaux decouſtemens, eſtans liquidez.

dinaire eſt que telles conſignations ne ſe peuuent faire vallablemẽt entre les mains des Iuges: ains ſe doyuent faire en main de Iuſtice ou de Court ou d'autres perſonnes eſleuë & choiſie par le Iuge: lequel ne pourroit eſtre contraint, s'il auoit les deniers conſignez, ſinon par auctorité du ſuperieur: ou bien en fraude, il differeroit le iugement du procés. Or ces mots en main de Iuſtice, ſignifient quand on les preſente en iugement deuant le Iuge ſeant en Iuſtice, qui ordonne les deniers conſignez demourer és mains de ſon Greffier, ſon commis ou autre tierce perſonne, comme vn Bourgeois ou autre notable Marchant reſſeant & ſoluable: ce que le Iuge ordonne ainſi de ſes deniers conſignez, cela ſe fait par ſon decret & authorité, & par conſequent ſont eſtimez eſtre en main de Iuſtice ou de Cour, puis que telles conſignations ſont faictes & ordonnees par ſon decret. Ceſte couſtume d'Auuergne en ceſt Art. 8. eſt aucunement conforme aux Ordonnances du Roy Louys 12. 1498. Art. 86 & de l'an 1507. Art. 85. & de François 1. 1535. Chap. 9. Art. 15. par leſquelles les Iuges, ſoyent Preſidens ou Conſeillers ou autres Officiers ou leurs enfans & parens ne peuuent eſtre commis au regime & gouuernement de la choſe contentieuſe: mais ſeront tenus cõmettre autres gens notables non ſuſpects ne fauorables à l'vne ny à l'autre des parties: ainſi peut on dire qu'ils ne peuuent receuoir les deniers conſignez en main de Iuſtice ou par leur ordonnance & decret. Et par la meſme Ordonnance du Roy Louys 12. 1498. Art. 67. & de l'an 1507. Art. 154. confirmee par le Roy François 1. 1535. Chap. 18. Art. 6. & de l'an 1540. Art. 3. eſt ordonné que tous Greffiers ou autres Commiſſaires ne prendront aucun ſalaire pour les conſignations qui ſe feront en leurs mains: & que leſdites Garniſons de main, conſignation ou depoſt ſeront miſes entre les mains de quelque Bourgeois des lieux eſleu du conſentement des parties ſi faire ſe peut: ſinon és mains des Greffiers, & ita Papin. in l. poſtquam. 5. §. 1. D. vt legat. non cau. ſcribit virum bonum ab vtraque parte eligendum apud quem vt ſequeſtrem fructus deponatur. Licet regulariter ſequeſtratio prohibita ſit. l. vn. C. de ſequeſtr. pec. Si les parties n'en veulent nommer ou ne ſe peuuent accorder de perſonne, le Iuge en nommera d'Office, l. acceptam. C. de vſur. & demourera ordonné par le decret du Iuge ſ'il n'allegue cauſe iuſte de refuſer ceſte charge. Au reſte il ſe trouuent Ordonnances du Parlement de Dole en Bourg du 15. May & 7. Septembre 1535. par leſquelles il eſt defendu à tous Iuges de ne receuoir eux meſmes les conſignations qui ſe font en leurs Sieges. Ces cõſignations par le droict ancien des Romains ſe faiſoyent en leurs temples, in æde ſacra ſcilicet. l. 5. D. de tab. exhib. l. ait prætor. 7. §. 2. D. demin. l. ſi reus paratus. 73. D. de procur. l. acceptam. C. de vſur. Voyez Tiraqueau Tractat. de Retr. conu. num. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 11. & 12. Grimaudet. liure 7. Chap. 20.

Lignager doit offrir le pris & loyaux dedans l'an: & au refus de l'acquereur, doit cõſigner & depoſer le pris & loyaux decouſtemens en meſmes choſes & payemens ou en argent.

& d'argent, & offrir de parfournir le ſort principal, & iceluy payer quand en ſera certioré: enſemble les loyaux decouſtemens, quand ſeront liquidez, dedans an & iour de la prinſe reelle de poſſeſſion de la choſe vendue: & ſ'il ne fait leſdites choſes dedans ledit temps, eſt decheu du droict de Retraict lignager.

Lignager tenu de preſenter & offrir les deniers, frais & à parfaire à chacune iournee auant conteſtation: ſinon les conſigner.

S. Sever Tit. 5. Art. 7. Le lignager voulant venir au Retraict, le doit declarer à l'achereur dedans l'an & iour & le ſommer de laiſſer la choſe vendue, & luy doit offrir le pris & loyaux decouſtemens. Art. 8. Et en ſon refus doit conſigner & depoſer le pris & loyaux decouſtemens, en meſmes choſes & payemens ou en argent au choix du lignager; & par telle conſignation les an & iour ſont perpetuez.

Lignager doit auoir les fruicts depuis les offres & conſignations de deniers faictes au Greffe ou entre les mains de perſonnes dont les parties ont conuenu.

Sedan Tit. 11. Art. 221. Le demandeur en Retraict lignager eſt tenu de preſenter & offrir actuellement les deniers, frais & à parfaire à chacune iournee, auant conteſtation en cauſe, ſinon les conſigner des le cõmencement: autrement, & à faute de ce faire, ſera debouté.

Fruicts ne ſeront cueillis auant le temps, par l'acquereur.

Bar Tit. 10. Art. 155. Au iour de la premiere aſſignation en plaidant la cauſe, le retraiant ſera tenu offrir deniers à deſcouuert & à parfaire le ſort principal, frais & loyaux couſts dedans l'octaue enſuiuant, à peine d'eſtre priué du droict de Retraict, ſi l'acqueſteur accepte l'offre: & en cas de refus, le retraiant faiſant leſdites offres & conſignations de dediers au Greffe, ou entre les mains de perſonnes, dont les parties conuiendront, aura les fruicts depuis ladite conſignation. Que ſi l'acqueſteur à cueilli les fruicts prematurement, il ſera tenu à l'eſtimation d'iceux, dommages & intereſts du retraiant.

Retraiant ou ſon Procureur, comme doit venir au Retraict preſenter or & argent.

La Salle de Lille Tit. 11. Art 3. Pour paruenir à ladicte Retraicte, eſt requis que le retraiant, ou Procureur pour luy ſe fonde en plaincte par deuant Iuſtice competente, & qu'il declare eſtre parent du vendeur du lez & coſté, dont tels Fiefs, maiſons & heritages procedent: offrant rembourſer l'acheteur des deniers principaux & leaux couſtemens, en preſentant à ces fins or & argent: & qu'au ſurplus les autres deuoirs de Iuſtice ſoyent faits en la maniere accouſtumee. Voyez cy deſſus Auxerre. Art. 154. Bourbonnois. Art. 428. Angoumois. Ar. 56. La Rochelle. Art. 29. Ponthieu. Art. 137.

Art. 141. *PARIS.*

Le parent & lignager, [t] qui premier fait adiourner en Retraict, doit

[t] Par la plus grande partie des Couſtumes

Source : BIU Cujas

de France, le plus diligent lignager & celuy qui preuient par adiournement eſt preferé à tous autres lignagers & a lieu ceſte regle, qui prior eſt tempore, potior eſt iure: & vigilantibus iura ſuccurrunt l. pupillus D. quæ in fraud. cred. l. 2. C. de ann. except. l. 21. D. de peculio l. 16. D. ex quib. cauſis maior, & tel lignager, ſibi vigilauit vt ait lex. 6. §. 7. D quæ in fraud. cred. qui a retiré en ſa famille & ligne vne choſe qui en auoit eſté alienee & tranſportee par ſon parent & lignager. Il ſuffit que tels heritages ou immeubles propres ſoyent remis en la famille, dont ils ſont ſortis ſuyuant la loy, vnum ex familia in princ. & §. 1. & ibi Acc. De legat. 2. Autres Couſtumes ont preferé les plus prochains en degré, ainſi qu'il ſe peut aiſement cognoiſtre par quelques Couſtumes cy miſes en Conference ſur ceſt Art. 141. de Paris.

eſtre preferé à tous autres : poſé qu'ils ſoyent plus prochains parens du vendeur, encores † que le retraiant ne ſoit deſcendu de celuy duquel vient ledit heritage.

Lignager plus diligent par adiournement, eſt preferé à tous autres lignagers.

† *Ces mots,* Encores que, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez à ceſt Artic. qui eſtoit le huict-vingt dixhuictieme Art. ancien: pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé & procés pendans.*

Lignager eſt plus prochain qui premier intente le cas de Retraict.

Pluſieurs lignagers ayans intenté ledit cas de Retraict par vn meſme iour par adiournement, eſtans en pareil degré, viennent par egale portion.

Acheteur en cas de debat de pluſieurs lignagers qui pretendent le Retraict les doit laiſſer plaider, & ne perd cependant les fruicts, n'eſtant rembourſé de ſo pur ſort & loyaux couſts.

Des lignagers concurrens en meſme iour, eſtans en pareils ou diuers degrez.

†† *Ces mots* mais en, *&c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

† *Ceſt Ar. 52. eſt mis au lieu des anciens.*

De la concurrence des lignagers eſtans en pareil degré.

Entre les lignagers n'eſtans

CONFERENCE.

CALAIS Tit 9. Art. 150. Le parent lignager, qui premier fait adiourner en matiere de Retraict & pourſuit ſans fraude, doit eſtre preferé à tous autres eſtans en pareil u degré : mais le plus prochain parent du coſté & ligne venant auant l'execution reelle & actuelle du Retraict & rembourſement de l'acquereur, eſt preferable au moins prochain, encores qu'il ait preuenu.

MEAVX Chap. 15. Art. 90. Celuy lignager qui intente dedans l'an & iour de la vendition, le premier cas de Retraict, c'eſt celuy, qui eſt dit le plus prochain, *etiam ſi ſit in remotiori gradu.* Car il ſuffit qu'il ſoit venu & iſſu du coſté dont procede l'heritage, s'il le veut auoir par Retraict. Art. 97. 51. Pluſieurs lignagers x pourſuyuent l'heritage par Retraict, *ex eodem contextu*, & en vn meſme iour que l'adiournement ſoit fait, & qu'ils ſoient en pareil degré, ils viendront au Retraict & par paction egallement. Art. 98. En cas de debat, l'acheteur qui eſt adiourné à la requeſte de pluſieurs pourſuiuans le Retraict, n'en doit faire delaiſſement à l'vn, au preiudice des autres: ains les doit laiſſer debatre & plaidoyer entr'eux. Et ne perdra pendant le debat des lignagers, ledit pourſuiui les fruicts, iuſques à ce qu'il ſoit rembourſé de ſon pur ſort & loyaux couſtemens.

MELVN Chap. 7. Art. 150. Le lignager, qui premier aura fait adiourner en matiere de Retraict, ſera preferé à tous autres: ſuppoſé qu'il ne ſoit le plus prochain du vendeur. Mais †† en concurrence de deux ou pluſieurs en adiournemens faits en meſme iour, le plus prochain du vendeur en degré ſera preferé : & s'ils eſtoient en pareil degré, & en concurrence d'adiournemens, le Retraict ſera adiugé à chacun d'eux par egale portion.

SENS Tit. 7. Art. 52. Celuy † des parens qui preuient & fait premier ſes diligences pour auoir par Retraict l'heritage ou choſe vendue par ſon lignager, vient à preferer à tous autres encores qu'ils ſoient plus prochains. Toutesfois s'ils eſtoient concurrens en adiournement & en pareil degré, ils viendroient egalement au Retraict & partiroient l'heritage enſemble, en payant chacun la part du pur ſort, frais & loyaux couſts, ſans auoir égard à la priorité de l'heure de l'adiournement dudit iour. Et où pluſieurs parens ſe trouueroient concurrens en adiournement de meſme iour & que l'vn d'eux fut plus proche, il emportera ledit heritage par droict de Retraict.

AVXERRE Tit. 7. Art. 173. p. *à Sens*, qui premier fait ſes diligences, &c. eſt preferé, &c. viendront & partiront, &c. †† de l'adiournement dudit iour, &c.

ESTAMPES Chap. 14. Art. 177. Le parent & lignager, &c. p. *à Melun.* Art. 150. fait adiourner, &c. doit eſtre, &c. poſé qu'il, &c. pluſieurs, le prochain doit eſtre preferé.

DOVRDAN Tit. 11. Art. 136. Le lignager qui premier a fait adiourner l'acquereur en Retraict, exclud le plus prochain lignager, qui depuis auroit fait adiourner l'acquereur: mais s'ils ſont en concurrence de meſme iour, le plus prochain ſera preferé, encores qu'il ait eſté preuenu de l'heure. Et où il y auoit concurrence de iour & equalité de degré, le maſle ſera preferé à la femelle, & en toutes concurrences l'acheteur cognoiſtra celuy qui bon luy ſemblera, lequel au moyen de ſa recognoiſſance ſera preferé.

MONTFORT Chap. 15. Art 165. Le parent & lignager, qui premier aura fait adiourner en matiere de Retraict ſans fraude, doit eſtre preferé à tous autres: poſé qu'ils ſoient plus prochains parens du vendeur.

MANTE Chap. 4. Ar. 77. p. *à Dourdan*, prochain dudit vendeur, qui depuis aura, &c. mais † s'ils ſont concurrens d'vn meſme, &c. *iuſques à ce mot de l'heure*, inclus.

u D'autant qu'il ſe faut regler en matiere de Retraict, comme nous diront cy deſſous ainſi qu'on fait en ſucceſſion: laquelle ſe regit ſelon le Droict ciuil, & les degrez de conſanguinité & parentelle ſe doyuent nombrer & compter ſelon le Droict ciuil, & par meſme moyen nous tiendrons qu'en Retraict les degrez ſe compteront auſſi ſuyuant la diſpoſition ciuile, Cuias Conſul. 9.

x Quand il y a concurrence de retraians lignagers, il faut conſiderer les couſtumes des lieux, car ſi elles admettent le plus diligent, celuy qui a preuenu par adiournemẽt libellé fait en ladicte matiere ſera preferé: & s'ils ſont concurrens en meſme iour, celuy doit eſtre preferé au Retraict qui eſt precedent en heure, & ainſi a eſté iugé en l'audiẽce le 13. iour de Mars, 1582. qu'en concurrẽce de Retraict lignager le precedent en heure eſtoit preferable, Cap. conſtitutus de reſcriptis. Ce qui ſe doit entendre ſi la diſpoſition des Couſtumes n'eſt cõtraire cõme en celles de Sens. Art. 52. Laon. Art. 230. Chalons. Art. 218. Reims. Art. 195. Auxerre. Art. 173. Dourdan. Ar. 136. Mante. Ar 77. Sedan. Art. 219. Orleans. Art. 378. Mais ſi les lignagers eſtoient concurrens en meſme iour & heure par adiournement, quelques Couſtumes preferent le plus prochain en degré, Melun. Art. 150.

Source : BIU Cujas

en pareil degre, concurrens en adiournement, le plus prochain doit eſtre preferé.

†† *Ces mots*, ſans auoir eſgard à la priorité de l'heure de l'adiournement dudit iour, *ont eſté mis & interpoſez au lieu des mots anciens*, auſſi toſt l'vn comme l'autre, *qui eſtoyent au 53. Art. ancien.*

Lignager concurrens en adiournement de meſme iour.

Acheteur en toutes concurrences peut cognoiſtre lequel des lignagers que bon luy ſemble.

† *Ces mots*, mais ſ'ils ſont, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Sens. Art. 52. Auxerre. Artic. 173. Eſtampes. Artic. 177. Dourdan. Art. 136. Noyon. Art. 35. Ribemont. Art. 35. Amiens. Art. 174. Pothien. Art. 135. & 136. Boulenois. Artic. 136.

L'Alleue. Tit. 1. Art. 5. Normandie. Art. 461. Heſdin. Tit. 1. Art. 11. Comté de Bourg. Art. 69. Duché. Chap. 10. Art. 2. S. Paul. Art. 41. S. Paul en Artois. Tit 1. Art. 14. Aire. Tit. 1. Art. 7. & autres Couſtumes. Et ſ'ils ſont en pareil degré & neantmoins concurrens en meſme iour & heure, chacun d'eux en aura ſa part & portion égale. Melun. Art. 150. Sens. Art. 52. Auxerre. Art. 173. Orleans. Art. 378. & autres. Aucunes Couſtumes quand les lignagers ſont concurrens & en pareil degré, l'aiſné ou plus ancien au puiſné, le maſle à la femelle. Dourdan. Art. 136. Berri. Tit. 14. Art. 5. Grand Perche. Art. 281. Chaſteauneuf. Art. 77. Chartres. Art. 68. Normandie. Art. 463. où cela à lieu ſeulement en Fief, & non en heritage partable, ou ils y viennent egalement au Retraict le plus prochain, cela ſ'entend de celuy qui eſt le plus prochain en degré du vendeur pour luy ſucceder en la choſe vendue. Car les Retraicts ſe reglent ſelon les ſucceſſions. Tellement que les plus prochains en degré ſeront preferez à tous autres, meſmes à vn lignager qui voudroit eſtre receu au Retraict ſuiuant l'opinion de Faber, in §. ita tamen Inſt. de her. qual. & diff. & vt eſt in l. peto. 69. §. fratre. Si non ſint eiuſdem gradus, proximus quique primo loco inuitatus videtur. En ce cas auſſi les lignagers eſtans en meſme degré, le plus di- ligent d'iceux ſera preferé. Troyes. Art. 149. Mais la Couſtume de Chaumont. Art. 113. veut que chacun d'eux en ait ſa part & portion egale. Si vn heritage eſt adiugé par Retraict lignager à deux lignagers concurrens en adiournement de meſme iour & heure, & eſtans en pareil degré, & à chacun d'eux par moytié & egale portion en rembourſant par eux dans le temps de la Couſtume, le ſort principal frais & loyaux couſts. L'vn deſquels conſigne la moytié dans ledit temps, auec offre & proteſtation que ſi l'autre lignager & parent ne ſatisfaict de ſa part, il conſignera le tout pour auoir ledit heritage. Lequel lignager ne conſigne & laiſſe paſſer le temps de la Couſtume, & pour ceſte cauſe le premier lignager veut conſigner l'autre moytié. Ce qui eſt empeſché, & luy dit on qu'il doit eſtre debouté tant pour la moytié que pour le tout par ce que le Retraict eſt, ſtricti iuris, & le rembourſement doit eſtre faict entierement & ne ſuffit vne ſimple offre & proteſtation: & ainſi fut par Arreſt prononcé en Robbes rouges le 14. Aouſt 1568. Iugé contre vn retraiant lignager qui n'auoit conſigné que ſa part & portion. Ceſt Arreſt eſt auſſi recité par Charondas, liure 4. Reſp. 94.

Lignager eſtant de la ligne ſ'il intente le premier ſon action, eſt preferé au plus prochain.

Senlis Tit. 12. Art. 225. En matiere de Retraict n'eſt pas requis que le retraiant ſoit tenu & reputé le plus prochain en degré de ligne au vendeur, mais ſuffit qu'il monſtre & enſeigne ſuffiſamment qu'il eſt parent & lignager du vendeur, du coſté & ligne, dont eſt venu ledit heritage vendu par ſucceſſion audit vendeur, & eſt tel lignager preferé à vn autre plus prochain, ſ'il intente ſon action de Retraict le premier.

Clermont Tit. 2. Art. 26. Quand il y a pluſieurs parens venans & concurrens au Retraict lignager d'aucun heritage vendu ſuiet à Retraict, celuy qui eſt le premier & le plus diligent en pourſuite, eſt & doit eſtre preferé audit Retraict, à tous autres ſubſequens & diligens: ſuppoſé qu'ils fuſſent plus prochains parens & lignagers du vendeur.

Vallois Tit. 11. Art. 139. Si aucuns lignagers du coſté, dont les heritages ainſi vendus viennent, veullent recouurer iceux, ils ſont habilles & receuables à faire le Retraict des heritages vendus, ſans y garder priorité ne poſteriorité de lignage: & ſuffit que le retraiant ſoit de la ligne dont viennent leſdites heritages, en quelque degré de conſanguinité que ce ſoit.

†† *Ceſt Art. 145. corrige l'ancien. Artic. ſous pareille cotte.*

Troyes Tit. 9. Art. 145. Si †† vn heritage de ligne & naiſſant, eſt vendu à vn non lignager, & il eſt Retraict par vn autre lignager, vn autre plus prochain du lignage du vendeur, du coſté dont procede l'heritage, le peut auoir par Retraict, ſur iceluy qui ainſi l'auoit Retraict, dedans l'an qu'il eſt mis hors de ligne. Et ſi les retraians ſont en vn meſme degré de lignage, celuy qui premier a fait faire l'adiournement, ſera preferé.

Lignager plus prochain eſt preferé à autre lignager ayant preuenu.

* *C'eſt de l'autre lignager premier retraiant.*

† *Ceſt Ar. 230. aura lieu pour l'aduenir.*

Chavmont Tit. 10. Art. 113. p. *à Troyes*, par le lignager, vn plus prochain, &c. Retraict dedans l'an & iour qu'il eſt mis hors de ligne: & ſ'ils ſont en pareil degré de lignage, dont meut ledit heritage, autant en aura l'vn que l'autre, en rembourſant par moytié le ſort principal & frais raiſonnables.

Laon Tit. 17. Art. 230. p. *à Dourdan*, l'acquereur † exclud, &c. prochain du vendeur, qui depuis, &c. ſont concurrens d'vn meſme iour, &c. doit eſtre, &c. de l'heure, & en concurrence de proximité & de iour, celuy que l'acheteur voudra recognoiſtre & choiſir, ſera preferé: pourueu qu'il n'y euſt fraude, argent debourſé ou autre choſe promiſe pour la recognoiſſance & gratification, dont iceluy acheteur en ſera creu par ſerment.

†† *Ces mots mais ſ'ils ſont concurrens, &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

Chalons Tit. 21. Art. 228. p. *à Laon*, n'y ait fraude, &c. desbourſé ou promeſſe d'en bailler pour, &c. ſe doit purger par, &c.

Reims Tit. 7. Art. 195. p. *à Laon*, †† donnee ou promiſe, &c. ou gratification, &c. ſerment. Et ſi la fraude eſt deſcouuerte, ſera l'autre preferé au Retraict.

Source : BIU Cujas

NOYON Tit.7. Art.35. Quand † plusieurs lignagers viennent en mesme iour au Retraict, faisans en iceluy donner adiournement à l'acheteur, le plus prochain doit estre preferé: mais s'ils ne viennent en mesme iour, celuy qui aura fait donner le premier adiournement, sera preferé au Retraict, encores qu'il ne soit le plus prochain.

† *Cest Art.35. est mis au lieu de l'Ar. ancien.*

RIBEMONT Tit.3. Art.35. Au Retraict lignager est receu celuy, qui est du costé & ligne dont l'heritage est venu, encores qu'il ne soit le plus prochain: & en concurrence de lignagers, le plus diligent en adiournement l'emporte. Et si les adiournemens auoient esté faits en mesme iour, le plus prochain lignager l'emporte. Et s'ils sont egalement prochains lignagers, est au chois de l'acquereur, de recognoistre celuy des deux, qu'il voudra choisir, & par lequel il voudra estre rembourse.

y Faber in §. si plures Inst. de legi. agn. succ. traicte amplement ceste question.

AMIENS Tit.10. Art.174. Mais †† estant l'heritage vendu hors la famille, le plus prochain y de l'estoc & ligne venant auant l'execution du remboursement, est preferé au moins prochain, encores qu'il ait preuenu. Art.175. Et si deux en mesme degré viennent au Retraict, en ce cas le plus diligent qui aura preuenu, doit estre preferé.

†† *Les Ar.174. & 175. ont esté de nouuel adioustez, pour auoir lieu à l'aduenir, & mis au lieu de ces mots,* Et recognoist l'acheteur pardedans l'an, celuy de la cotte & ligne, *&c. iusques à la fin du 47. Art. ancien: & par cõsequent lesdits mots ont esté abregez.*

CHAVNI Tit.20. Art.107. *A la fin,* Et iaçoit ce que le parent retraiant soit bien loingtain, & qu'il y ait autres plus prochains parens du costé & ligne qui le veulent retraire dedans le temps à ce introduit: toutesfois si le parent moins prochain à fait ses offres cõsignations & diligences, offrant actuellement en bonne monnoye les deniers principaux, frais & loyaux coustemens, il doit estre preferé au plus prochains & doit auoir ledit heritage, au titre de Retraict, quand ores le second voulant retraire la seigneurie, seroit plus prochain ou en pareil degré: parce que le premier retraiant du costé & ligne * prest de proceder & est à preferer à tous autres.

Lignager plus diligent est à preferer à tous autres.

** Prest de proceder est à preferer à tous autres.*

S. PAVL Tit.4. Art.41. *A la fin,* Si celuy, qui encommence le Retraict n'estoit le plus prochain parent du vendeur, du lez & costé, dont les heritages procedent, & par dedans ledit temps, il en vint autre plus prochain, qui vousit faire le Retraict, le premier retraiant en sera debouté, quand ainsi seroit que ladite proximité luy seroit recognue & accordee. Et s'il y auoit encores plus prochain, que le second, qui s'offrit à faire le Retraict, il y seroit receu: & ledit second debouté, & tousiours le plus prochain en dedans ledit temps debouteroit le precedent.

Le plus prochain lignager est preferé au Retraict à tout autre lignager, encor qu'il eust esté recognu.

PONTHIEV Tit.9. Art.135. Quand aucun Proësme de celuy, qui a vendu ou chargé son heritage à Retraict par proximité de lignage, & par la bourse la chose vendue, & l'a remis en la ligne, dont elle estoit procedee au vendeur, si aucun plus prochain du vendeur de ladite coste & ligne, vient en dedãs l'an & iour, pour la rauoir par Retraict, il le doit auoir sur celuy qui seroit plus loingtain de luy en degré, de ladite coste & ligne au vendeur: & si aucuns en egal degré au vendeur, comme seroyent freres, viennent au Retraict, à celuy deux plus habile à succeder audit vendeur en la chose vendue, appartient le Retraict parauant les autres. Art.136. Quand plusieurs parens au vendeur de coste & ligne, dont l'heritage vendu ou chargé, estoit procedé au vendeur, concurrent ensemble pour auoir par Retraict l'heritage vendu ou chargé, les plus prochains en degré du costé & ligne, doiuent estre preferez au Retraict, parauant les plus loingtains en degré: & peuuent les plus prochains expulser du Retraict, les autres en degré plus loingtains d'eux audit vendeur.

Entre freres appartient le Retraict au plus habille à succeder.

Entre plus prochains lignagers concurrens en Retraict, les plus prochains en degré sont à preferer.

BOVLLENOIS Tit.28. Art.136. Et est le plus prochain de la coste & ligne, dont sont venus les heritages du vendeur, preferé, en sorte qu'on se reigle audit Retraict, comme en matiere de succession.

En Retraict on se regle, comme en matiere de succession.

PERONNE Tit.10. Art.236. Le parent lignager, qui premier fait adiourner en Retraict, est preferé à tous autres parens, venans apres luy, encores qu'ils soient plus prochains du vendeur: en affermant par le retraiant que le Retraict qu'il a fait est pour luy & sans fraude.

Lignager qui preuient est preferé à tous autres: en iurant que c'est pour luy & non pour autres.

ARTOIS Tit.3. Art.127. En Retraicte lignagere, le premier & plus diligent, forcloſt tous les autres: iaçoit qu'ils soient plus prochains en lignage que le retraiant: pourueu que ce soit pour luy, & non pour autre: afin de demourer ledit heritage en ligne. Art.128. Et pour estre tenu & reputé diligent, afin de pouuoir exclurre autre lignager, est requis faire offre iudiciaire aux acheteurs, des deniers principaux de l'achat, & de quelque somme raisonnable pour les frais & loyaux coustemens.

S. OMER EN ARTOIS Tit.1. Art.18. Par ladite Coustume la regle & ordre

Source : BIU Cujas

ordre en Retraicte de prochain lignager, pour auoir les heritages vendus, par aucun prochain parent, eſt ſelon la forme de ſucceſſion Comme celuy qui eſt le plus Proëſme, eſt qui peut & doit premier ſucceder: celuy peut auſſi retraire. Et apres luy, ſ'il ſ'abſtient, le ſecond & ainſi conſequemment: pour par chacun auoir ledit heritage vẽdu, au deuant de ſes plus loings en degré, qui ne peuuent preceder les plus prochains.

AIRE Tit. 1. Art. 7. En matiere de Retraicte, l'on ſe reigle ſelon la forme de Succeſſion: en telle maniere, que le plus prochain à ſucceder, peut premier retraire, & apres luy le ſecond: & ainſi conſequemment les plus prochains.

BAPPALMES Tit. 1. Art. 14. En Retraicte lignagiere, le plus prochain l'emporte, & eſt preferé: pourueu qu'il ſe preſente en dedãs le temps, & en faiſant tous debuoirs.

S. POL en Artois Tit 1. Art. 14. En Retraicte lignagiere le plus prochain parent du vendeur, du lez & coſté, dont luy procedent les heritages vendus, peut retraire iceux heritages, pour les remettre à cotte & à ligne, dont ils ſont procedez: en dedans vn an enſuiuant le iour de la ſaiſine baillee au decret & tenuë de droict accordee à l'acheteur: ſuppoſé qu'il y euſt vn autre parent, qui euſt retraict: on ſe regle ſelon qu'il ſe feroit, ſi ledit heritage eſcheoit aux parens ayans puiſſance de faire ladite Retraicte.

L'ALLEVE Tit. 1. Art. 5. S'il y a pluſieurs Proeſmes qui veulent retraire le plus prochain fait a preferer. Et où ils ſeroient en pareil degré, le plus diligent l'emporteroit.

LA SALLE de Lille Tit. 11. Art. 6. Pour obtenir telle Retraicte audit titre de proximité, n'eſt requis, que la pourſuite ſe face par le prochain parent dudit vendeur, ains ſouffit que le retraiant ſoit parent du vendeur du lez & coſté, dont le heritage procede. Neantmoins ſ'il y a pluſieurs faiſans ladite Retraicte de diuers degrez, le plus prochain fait à preferer, combien qu'adiudication euſt eſté faite au plus loingtain parent. Et ſ'il y en a pluſieurs en pareil degré le plus diligent, ayant fait faire la ſaiſine, ſoit maſle ou femelle, fait à preferer en ladite proximité.

ARMENTIERES Art. 4. En matiere de frareuſeté ou eſcleche, celuy qui preuiẽt ſeclud autre en ſemblable titre, & au regard de ladite proximité en pareil degré.

HESDIN Tit. 1. Art. 11. Le parent ou lignager plus prochain du vendeur de la cotte & ligne, dont les heritages vendus luy ſont ſuccedez, eſt preferé en Retraicte lignagere, comme en ſucceſſion.

Le plus diligent en pareil degré faict à preferer.

LILLE Tit. 7. Art. 86. Le plus diligent en pareil degré à titre de proximité ou en pareil droict à titre de frareuſeté ou eſcleche fait à preferer. Art. 87. Le plus prochain de lignage de quelque lez ou coſté qu'il ſoit, ou celuy aiant le plus grand droict, à titre de frareuſeté ou eſcleche faict à preferer en reprinſe de proximité, frareuſeté ou eſcleche.

Le plus prochain du lignage peut retraire l'heritage vendu à vn parent ou retraict par luy.

Parent de quelque coſté que ce ſoit, peut retraire l'heritage vẽdu par vn parẽt du lignage à vn eſtrange de la ligne.

DVCHE de Bourg. Chap. 10. Art. 2. Se vn autre du lignage, d'où procede l'heritage vendu, & qui ne ſoit le plus prochain, a racheté ou veut racheter ledit heritage vendu dedans l'an & iour: le plus prochain du lignage le peut retraire & racheter de luy ou de l'acheteur dedans le premier an & iour. Art. 4. Se l'heritage vendu n'eſt retrait par parent du lignage d'où il eſt mouuant, l'vn des parens de quelque coſté qu'il ſoit, le peut retraire dedans l'an & iour: ſe ledit heritage eſt vendu à homme z qui ne ſoit du lignage.

Lignager plus prochain eſt preferé au retraict.

COMTE de Bourg. Chap. 13. Art. 69. Si pluſieurs parens de celuy qui aura vendu ſon ancien heritage, viennent enſemble à la Retraicte dedans l'an & iour, le plus prochain des requerans ladite Retraite ſera preferé aux autres. Et ſi vn deſdits parens ſeul requiert la Retraicte, ſuppoſé qu'il ne ſoit point le plus prochain, il aura: mais le plus prochain le pourra recouurer & retraire de celuy, qui aura euë la Retraicte, dedans xl. iours, à compter du iour, que le retrayant aura prins la Royale prinſe par l'acheteur de l'heritage. Et au regard de la rente ou cenſe, des le premier payement fait d'icelle rente ou cenſe, en preſence des Iuges ou teſmoins & les tiendra le retrayant à la charge du rachat.

Lignager qui preuient par adiournement libellé contenant aſſignation dãs les x. iours, eſt preferé, & ſ'ils ſont en pareil diligence, le plus prochain: & ſ'il ſont en pareil degré retirent egalement.

NIVERNOIS Chap. 31. Art. 17. S'il y a pluſieurs parens voulans vſer de Retrait, celuy qui preuient par adiournement libellé dont l'aſſignation eſt de x. iours apres l'exploict, eſt preferé aux autres: poſé qu'il ſoit plus loingtain. Et ſ'ils ſont en pareille diligence, le plus prochain eſt preferé. Toutesfois où ils ſeront en pareil degré, ſe retireront par egales portions.

MONTARGIS Chap. 16. Art. 3. Celuy des parens qui premier fait ſes diligences en adiournemens pour auoir par Retraict ledit heritage, eſt & vient à preferer à tous autres parens, *etiam* plus prochains en degré. Toutesfois ſi les parens

z Et partant à plus forte raiſon, il exclud le fiſque en la ſucceſſion des heritages eſtans d'vne autre ligne C.M.

Source : BIU Cujas

eſtoient concurrens par adiournement faict en vn meſme iour, le plus prochain parent prefere les autres & l'aura ſeul. Et ſ'ils eſtoient parens en pareil degré concurrens, l'auront chacun pour portion virile.

ORLEANS Tit.18. Art.378. Entre † les prochains du coſté & ligne, dont vient l'heritage vendu, auſquels par la Couſtume appartient droict de Retraict lignager, le plus diligent & qui aura preuenu par adiournement faict à l'acquereur, ſera preferé à tous autres, encores qu'ils fuſſent plus prochains en degré du vendeur: ſinon qu'ils fuſſent enfans ou freres ou ſœurs du vendeur: & qu'iceux enfans ou frere ou ſœur euſſent portion par indiuis en l'heritage, & que ledit heritage ne fut encores adiugé à autre lignager. Auquel cas de preference d'entre les enfans & apres eux, ledit frere ou ſœur ſeront tenus rembourſer le lignager de ſes frais. Mais ſ'il y auoit entre pluſieurs lignagers concurrẽce de iour & heure en l'adiournement & qu'il n'apparuſt: lequel a preuenu, ſera le plus prochain lignager preferé. Et ſ'ils eſtoient en pareil degré, chacun des concurrens l'aura par egale portion.

NORMANDIE Chap.18. Art.461. En concurrence de clamans lignagers, le plus prochain du vendeur & plus habile à luy ſucceder, eſt preferé: encores †† que delais euſt eſté faict à autre du lignage. Art.462. Et où les clamans ſeroient en ſemblable degré, ils ſeront receus à la clameur ſelon l'ordre que les ſucceſſions ſont deferees par la Couſtume. Art.463. Si les freres, ſœurs ou autres eſtans parens du vendeur en pareil degré ſe clament, le plus aiſné des clamans preferera les autres, ſi c'eſt vn fief, & ſi c'eſt heritage partable, ils partageront egalement. Art. 464. Où l'vn des clamans aura laiſſé la ſuite à l'autre, il peut neantmoins pourſuiure l'effect de ſa clameur dans xxx.ans, ſi celuy qui à la ſuite, cede par fraude l'heritage à l'acquereur ou à vn autre pour luy.

TOVRS Tit.16. Art.154. Et ſeront les plus prochains lignagers du vendeur preferez aux moins prochains: tellement que ſi aucũ moins proche auoit fait bailler adiournement en Retraict, & qu'il euſt eſté cogneu en iugement & chargé de apporter les deniers du Retraict dedans viii.iours (ainſi qu'il eſt accouſtumé de faire) celuy qui eſt le plus proche du lignage du vendeur, peut venir audit iour de huictaine entre la bourſe & les deniers, qui † ſeront fournis dedans le iour clos, & en offrant & payant leſdits deniers, il aura ledit Retraict, & non pas celuy la plus loingtain du lignage qui aura eſté cogneu au Retraict, en luy payant les deſpens raiſonnables qu'il aura pource faits. Art.161. Le plus prochain lignager eſt preferé au moins prochain a auoir les choſes par Retraict: pourueu qu'il vienne dedans le temps deu: ceſt à ſçauoir dedans an & iour, par adiournement en Retraict ou entre la bourſe & les deniers de la cognoiſſance du Retraict faicte au moins prochain lignager: pourueu que la viii. de bailler les deniers, ſoit au dedans l'an de l'acqueſt ou poſſeſſion: & ſe reglent a les Retraicts ſelon les ſucceſſions: neantmoins †† en Retraict lignager l'oncle eſt preferé au neueu: combien que d'ailleurs repreſentation ait lieu en matiere de ſucceſſions. Art.162. Si aucuns qui ſont lignagers du vendeur en pluſieurs degrez, demandent tous en vn iour le Retraict de la choſe vendue par leur parent, le Retraict ſera adiugé à eux & à chacun d'eux & à celuy d'eux qui plus habile ſera à auoir le Retraict: en maniere que ſi le plus proche ne fourniſſoit les deniers au iour de viii. le plus proche apres luy peut auoir le Retraict, en fourniſſant comme deſſus, & ainſi des autres. Art.163. Quand pluſieurs d'vn degré demandent vn Retrait, chacun d'eux en aura ſa part, ſ'ils veulent, & ſi l'vn delaiſſe ſa part, les autres l'auront en baillant les deniers.

ANIOV Tit.17. Art.369. b Repreſentation aura lieu en matiere de Retrait comme en matiere de ſucceſſion: pour telles parts & portions, qu'iceux lignagers ſuccederoient, ſans preciput. Et ſeront receus les puiſnez Nobles, ſoient maſles ou femelles, a auoir & demander le Retrait des heritages vendus, par leurs parens ſoient en ligne directe ou collaterale. Art.370. Si aucun Retraict eſt cogneu à aucun lignager, ou autre alienateur par contract ſuiet à Retraict, le plus prochain en degré de lignage, ſera bien receu deuant le Sergent ou autre executeur du Retraict au iour aſſigné, pour payer les deniers à prendre le Retraict, en payant les deniers, & venir entre la bourſe & les deniers: c'eſt à entendre au cas qu'au iour aſſigné pour executer le Retraict, on eſt encores au dedans de l'an & iour de l'acqueſt ou poſſeſſion prinſe d'iceluy ou grace finie. Car ſi le lignager auoit pourſuy ſon proces tant que l'an & autre temps de faire bailler ledit adiournement de Retraict fut paſſé, les autres plus prochains, qui n'auoient fait leur diligence dedans

† *Ceſt Ar.378. eſt tiré du 279. de l'ancien: & ce qui a eſté adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

Enfans freres ou ſœurs comme ſont admis en retraict en cas de concurrence des autres, lignagers.

De la concurrence des lignagers.

Lignager plus prochain preferé à tout lignager plus loingtain.

†† *Ces mots, Encores que delais, &c. iuſques à la fin, ſõt adiouſtez pour Couſtume nouuelle.*

Clameur ſe peut pourſuiure iuſques à trẽte ans pour la ſuite ſe il y a de la fraude.

† *Ces mots, qui ſerõt fournis dedans l'an & iour, ſont de nouuel adiouſtez pour plus grande explication & pour obuier aux difficultez meues ſur ledit Art.1. ancien, duquel eſt tiré le 154. Art. pour auoir lieu à l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé.*

Retraits ſe reglent ſelon les ſucceſſions.

†† *Ces mots, neantmoins en Retraict, &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

Oncle eſt preferé au neueu, en matiere de Retraict lignager.

Repreſentation à lieu en retrait comme en ſucceſſion.

Le plus prochain en degré du lignage eſt preferé en Retrait & peut venir dãs l'an & iour entre la bourſe & les deniers, & quãd il n'eſt auſsi receu entre la bourſe & les deniers.

a Par Arreſt prononcé en robbes rouges par monſieur le Preſident Minard le 7. Septembre 1545. le retrait entier d'vn heritage fut adiugé à l'aiſné ſeul d'autant que par ceſte couſtume il euſt ſuccedé luy ſeul entierement audit heritage. C.M.

b La Couſtume de Tours Art.161. eſt contraire aux Couſtumes d'Aniou & le Maine, comme eſt celle d'Auuergne Cha.23. Ar.19.

Source : BIU Cujas

iceluy temps, ne viendroient iamais entre la bourſe & les deniers. Et auſſi le iour aſſigné de payer les deniers paſſé, & le Retraict ſoit faict & executé au profit du plus loingtain ſans ce que le plus prochain, parauant icelle execution ait fait bailler à l'acquereur adiournement en demande de Retraict, ou ſoit venu entre la bourſe & les deniers, nonobſtant que l'an & iour deſſuſdits duraſſent encores: toutesfois le plus prochain ne viendra plus entre la bourſe & les deniers, & ne ſera reçeu à y pourſuiure & demander Retraict par adiournement ſubſequent ladite execution. Car en vn contract n'y a qu'vn Retraict, quand il eſt deuëment cogneu faict & executé ſans fraude. Art. 371. Et eſt à entendre que le iour d'executer le Retraict dure pour tout iceluy iour, iuſques à l'heure du ſoleil couché. Parquoy ſi l'execution ſ'en faiſoit auant l'heure ſuſdite, ce ne pourroit eſtre au preiudice du plus prochain lignager qui auroit faculté de le prendre entre la bourſe & les deniers: lequel ce nonobſtant y ſera receu, ſ'il y vient auant l'heure deſſuſdite. Art. 404. Si pluſieurs lignagers auoient particulierement faict adiourner aucun acquereur pour auoir par Retraict l'heritage aliené, par leur parent, l'acquereur ne reſpondra aux plus loingtains ſ'il ne luy plaiſt tant comme le proces du plus prochain dure: & ſurçoira le proces du plus loingtain, iuſques à ce que l'on cognoiſſe, ſi le plus prochain aura le Retraict: & ſ'il le prend, les autres en ſeront forclos: & ſ'il perd ſa cauſe, ce n'eſt au preiudice des autres. Et toutesfois il eſt au chois de l'acquereur de cognoiſtre le Retraict, & ne le peut cognoiſtre à vn ſeul, mais à tous enſemble, ſ'il n'y auoit aucuns particuliers, contre leſquels il euſt defenſes particulieres: & en ce cas le plus prochain apportera ſes deniers au huictieſme iour, ſ'il luy plaiſt. Et ſ'il ne fait le Retraict, les autres cogneus au Retraict, viendront tout à temps le lendemain, *gradatim* de payer les deniers, chacun pour ſoy, pourtant comme il luy en pourra competer. Et ſi le plus prochain eſtoit negligent de pourſuiure & faire terminer le proces, le Iuge luy pourra preſiger terme de ce faire: ſur peine d'en eſtre forclos. Art. 405. Quand le plus prochain a faict adiourner l'acquereur en Cour Suzeraine, & autres plus loingtains ont faict adiourner ledit acquereur en Cour ſuiette, l'on ſurçoira de Cour ſuiette: mais ſi le plus prochain auoit faict bailler ſon adiournemẽt en Cour ſuiette, & le plus loingtain en Cour Suzeraine, il ne ſera ceſſé en Cour ſuiette du proces du plus prochain. Car il eſt touſiours preferé auant les autres: & en celuy cas l'acquereur pourra cognoiſtre le Retraict en la Cour ſuiette, tant au regard du procés pendant en icelle Cour ſuiette, comme de ce qui en pend en la Cour Suzeraine, en ſignifiant la cognoiſſance & le iour ſur ce aſſigné à celuy ou ceux, qui en demanderont le Retraict en la Cour Suzeraine. Et audit cas ne ſera au plus prochain en iugement baillee aſſignation de huictaine de faire l'execution du Retraict: mais ſera baillee à autre terme plus long à l'arbitration de Iuſtice, à ce que cependant l'acquereur qui a cogneu le Retraict, puiſſe faire à ſçauoir aux plus loingtains, la cognoiſſance, & qu'ils en puiſſent faire l'execution le lendemain du iour qui aura eſté aſſigné audit plus prochain, en cas qu'il feroit defaut de prendre le Retraict. Et faut qu'entre la ſignification & aſſignation d'execution dudit Retrait, y ait viii.

LE MAINE Tit. 18. Art. 379. p. *à l'Art. 369. d'Anjou.* Art. 380. p. *à Anjou.* Art. 370. auec grace finie. Car ſi l'autre lignager l'auoit pourſuiui &c. acceptee en preſence, & ſi les &c. Art. 371. p. *l'Art.* 381. *d'Anjou* Art. 415. p. *à Anjou.* Art. 404. aura le Retraict, à la requeſte duquel lignager plus loingtain, pourra eſtre enioinct audit acquereur & plus prochain, pourſuiure le proces, ſans prendre continuations ou autres delais, que les ordinaires & faire diffinir le proces, dedans iii. ans, c ſ'il n'y a cauſe legitime qui l'empeſche, ou ſi bon luy ſemble ſoy adherer & aſſiſter au proces, à ce qu'il ne puiſſe interuenir colluſion. Et ſi le plus prochain &c. tout à temps le lendemain de payer les deniers &c. iuſques à ce mot, *competer*, inclus. Art. 416. p. *à Anjou* Art. 405.

GRAND PERCHE Tit. 10. Art. 180. Le plus prochain lignager du vendeur eſt preferé au plus loingtain lignager, venant au Retraict dedans l'an & iour, encores que le plus loingtain, l'euſt preuenu; & que le Retraict euſt eſté executé à ſon profit. Auſſi ſi la vendition auoit eſté faicte à vn lignager, celuy qui ſeroit plus prochain du vendeur du coſté & ligne, dont ledit heritage eſt procedé, le peut auoir par Retraict dedans ledit temps ſur ledit acheteur. Art. cent quatre vingts vn. En † concurrence de lignagers eſtans en pareil

En vn contract n'y a qu'vn Retraict deuement cogneu & executé ſans fraude.

Iour d'executer le Retraict comme ſe doit entendre, iuſques au Soleil couché.

De la concurrẽce de pluſieurs lignagers.

Acquereur a le chois de cognoiſtre le Retraict à tous les lignagers concurrens, & ne les peut cognoiſtre à vn ſeul.

Des iuriſdictiõs ou Cours Suzeraines & inferieures eſquelles les plus prochains lignagers ou plus loingtains ont faict conuenir l'acquereur, & en quelles il faut ſurſoir ou non.

Le plus prochain lignager eſt preferé au plus loingtain.

De la concurrence des lignagers eſtans en pareil degré.

c Accurſ. in l. properandum C. de iudiciis & in l. 2. D. iudic. ſolui.

† C'eſt Art. 381 *eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé, & des proces pendans, ſi aucuns en y a.*

degré venans au Retraict, celuy qui premier aura fait donner adiournement en Retraict, ſera preferé : pourueu que les adiournemens ne ſoient de meſme iour. Et où deux ou pluſieurs auroient faict donner adiournement de meſme iour : en ce cas l'aiſné ſera preferé au puiſné, & le maſle à la femelle.

CHASTEAVNEVF Chap.12. Art.77. *A la fin.* Et ſ'il y a aucun qui ſoit plus prochain lignager du coſté, dont meut l'heritage vendu, que celuy qui aura faict bailler ledit adiournement qui vueille auoir l'heritage par Retraict, il ſera preferé à celuy qui aura fait bailler l'adiournement: pourueu qu'il y vienne dedãs xv. apres la premiere aſſignation de la matiere, qu'on ſera tenu prẽdre en plain iugement, en rembourſant par le plus prochain lignager l'autre lignager des frais, miſes & loyaux couſtemens faits par celuy, qui aura fait bailler * iceluy adiournement: Et ſ'il y en a deux ou pluſieurs en ſemblable degré, qui vueillent auoir par Retraict l'heritage vendu, l'aiſné ſera preferé au puiſné, & le maſle à la femelle : & ſ'il n'y a que filles, l'aiſnee ſera preferee aux puiſnees, & ſera tenu le prochain lignager faire ſerment qu'il ne demande poinct iceluy Retraict en fraude : mais le demande pour luy, pour le remettre en ſa ligne. Et ſ'il eſt trouué qu'il y ait fraude de ſon coſté, ſera condemné en l'amende arbitraire de Iuge, & à delaiſſer l'heritage à luy adiugé, à celuy qui aura faict bailler le premier adiournement, pour le ſort principal & loyaux couſtemens faicts pour raiſon de la premiere vente.

CHARTRES Chap.12. Art.68. p. *à Chaſteauneuf.* dedans huictaine, &c.

BLOIS Chap.16. Art.199. Le plus prochain en lignage eſt preferé au moins prochain à auoir les choſes par Retraicts pourueu qu'il y vienne dedans ledit an & iour : ſinon que l'acquereur ait fait le delais à autre parent, auant l'adiournement du plus prochain, & qu'il ſoit rembourſé par luy : & eſt celuy reputé le plus prochain audit Retraict, qui ſeroit le plus prochain à ſucceder audit heritage. Art. 200. Et ſi le delais eſt fait à aucun parent du vendeur & autre plus prochain que luy au dedans l'an & iour d'iceluy acqueſt & au dedans de la huictaine d'iceluy delais faict, vient & demande l'heritage par Retraict & conſigne la ſomme, pour laquelle la vente a eſté faicte, il ſera preferé au Retraict, à celuy, auquel eſt faict iceluy delais plus loingtain en degré du vendeur : pourueu que la huictaine du delais, ſoit au dedans dudit an d'iceluy acqueſt : & ſ'appelle venir entre la bourſe & les deniers, en payant par le plus prochain les frais, miſes & deſpens audit moins prochain. Art. 201. Si †† pluſieurs d'vn meſme degré demandent auoir par Retraict lignager l'heritage vendu par le parent & lignager, ſera preferé le plus diligent & celuy qui aura faict le premier adiournement. Et ſ'ils ſe treuuent deux lignagers concurrens audit adiournement, ſera l'heritage * diuiſé entr'eux, en rembourſant par eux ledit acquereur, comme dit eſt.

DVNOIS Chap.15. Art.81. Si le plus prochain lignager vient dedans la huictaine apres la premiere aſſignation iudiciairement prinſe, en la matiere de Retraict, ſera preferé à l'autre lignager qui aura fait faire l'adiournement de ſes loiaux couſts & miſes; ſauf en la Seigneurie de Marcheſnoir & Freteual : eſquels ladicte Couſtume n'a lieu.

ROMORANTIN Chap.6. Art.9. *A la fin.* Et celuy deſdits parens, qui premier fait adiourner ledit acquereur, eſt preferé à tous autres parens, combien qu'ils ſoient plus prochains en degré.

MENETOV Chap.6. Art.16. Celuy des lignagers qui premier fait ſes diligences de faire conuenir & adiourner l'acquereur en matiere de Retraict, faiſant ſes adiournemens libellez & offres, eſt preferé deuãt tous autres, *etiam*, plus prochains en degré, pourueu que le retrayant ſoit du coſté, ligne & fourchage, dont meut & procede l'heritage & choſe retrayable.

SOESMES Chap 4. Art.5. *A la fin.* Et celui qui premier fait ſes diligences par adiournement, eſt preferé à tous autres, & fut il plus bas en degré de proximité: pourueu que l'heritage ſoit deſcendu de ſon eſtoc, & que ce ſoit ſans fraude.

BERRI Tit.14. Art.5. Entre † les prochains du coſté d & ligne, dõt vient l'heritage vendu, auſquels par la Couſtume appartient droict de Retraict lignager, le plus diligent & qui aura preuenu, par adiournement libellé donné à l'acquereur ſera preferé à tous autres bien qu'ils fuſſent plus prochains en degré du vendeur : ſi n'eſt qu'ils fuſſent enfans ou freres du vendeur, ou que le lignager venant au Retraict e euſt portion par indiuis en l'heritage : mais ſ'il y auoit concurrence en diligence dudit adiournement libellé de pluſieurs lignagers &

Lignager plus prochain preferé à celuy qui a fait bailler adiournement ſ'il y vient dans xv apres la prẽmiere aſſignation en plain iugement.

* *Aliàs, ledit P.V.*

De la concurrence des lignagers eſtans en pareil degré.

Lignager doit faire ſerment qu'il demande le Retrait pour luy & ſans fraude.

Lignager plus prochain eſt preferé au Retrait

Plus prochain lignager ſ'entẽd du plus prochain à ſucceder.

Lignager plus prochain comme peut venir entre la bourſe & les deniers.

Entre lignagers eſtans en meſme degré, le plus diligent eſt preferé.

†† *Ceſt Art. 201. eſt ainſi corrigé pour Couſtume nouuelle: parce que l'ancienne pouuoit eſtre cauſe de mouuoir pluſieurs procés, meſmes entre parens.*

* *Al. diuiſé aux deux retrayans. P.V.*

† *Ceſt Art. 5. eſt nouuelle Couſtume quant au frere, fils ou aiãt Communauté.*

Enfans ou freres & aians portion par indiuis preferez au Retraict.

d Vide Cuia. ad lib. 4. Feud. Tit. 14. & Nouellã Rom. apud Harmenop. lib. 3. Tit. 3.

e La Couſtume diſcordiis propinquorũ ſedandis proſpexit, quas communio ſolet excitare Pap. in l. cum pater 77. §. dulciſſimis De leg. 2. vide l. 26. D. de ſeruit. vrban. præd. L'Abbé.

Source : BIU Cujas

que il ne apparut lequel a preuenu, sera le plus prochain lignager preferé : & s'ils estoient en mesme degré, le plus ancien * ou le masle à la femelle.

* *S'entend sera preferé.*

Bovrbonnois Chap.29.Art.440. Si †† plusieurs lignagers concurrent en telle maniere, qu'on ne puisse dire l'vn d'iceux auoir preuenu, le plus prochain aura la chose vendue : & s'ils sont en pareil degré, ils auront par moitié. Art.441. Vn retrayant est reputé diligent & estre venu dedans le temps de la Coustume : si dedans ledit temps il fait adiourner par adiournement libellé l'acheteur de la chose, qu'il entend retirer : pourueu que l'assignation soit baillee dedans les dix iours apres pour le plus : & sert tel adiournement au retrayant, en maniere que s'il faict donner iour à l'acquereur par adiournement libellé, apres vn autre fait poser semblable adiournement libellé à plus brief iour : neantmoins le premier sera preferé, quelque offre, consignation ou deposition qu'aye fait celuy qui a fait faire le second adiournement à plus brief iour.

†† *Cest Art. 440. a esté ainsi accordé sur les remonstrances par nous faites, qu'il seroit vtile à ce que l'heritage demeurast entier à la ligne, que quand deux lignagers concurrent en adiournement en matiere de Retrait que le plus prochain lignager fut preferé au plus loingtain degré, mais où ils seroient concurrens & en degré & en diligẽce qu'en ce cas la chose fut diuisee, & qu'vn chacũ l'eust pro media.*

Entre lignagers estãs en pareil degré, celuy qui preuient est preferé.

Avvergne Chap.23.Art.16. Aussi sont preferez les lignagers l'vn à l'autre selon leur proximité & prerogatiue de degré, en venant dedans le temps de trois mois à les compter, comme dessus. Art.17. Et quand il y a plusieurs lignagers en mesme degré concurrens en mesme temps & diligence, chacun d'iceux par egale portion aura la chose vendue par le lignager, en venant dedans ledit temps. Art.18. Mais si l'vn desdits lignagers, qui est en pareil degré preuient son autre lignager dudit degré, celuy qui preuient est preferé à l'autre par la Coustume. Art.19. Et n'a lieu audit cas de Retenue, droit de representation, ains est preferé le plus prochain lignager, comme dit est, quand la vente est faicte à vn estranger : combien qu'en matiere de succession, ledit droict de representation ait lieu.

Representation n'a lieu en Retraict.

La Marche Chap.20. Art.274. Celuy des parens qui premier faict adiourner l'acquereur, posé qu'il soit en plus long degre de lignage du vendeur, est preferé aux autres plus prochains. Et s'ils sont de deux diuers degrez concurrens en mesme diligence, le plus prochain l'emporte : & s'ils sont en mesme degré concurrens, ils y viendront par moitié : sauf la prerogatiue des communs en tous biens.

Lignager plus prochain ayant preuenu est preferé au plus loingtain.

Lodvnois Chap.15.Art.2. Et seront par les plus pr. &c. p. *à Tours.* Art.159. du vendeur en la ligne dont meut ladite chose ou leurs representans moins prochains, entant que si aucun &c. en clain & matiere de Retraict cogneu en assise & enchargé &c. du vendeur ou son representant peut venir &c. Art.5. p. *à Tours.* Art. 161. en clain de Retraict &c. dudit acquest ou ensaisinement : & se regleront les Retraicts comme les successions. Toutesfois n'est à entendre que la fille Noble, qui seroit mariee par pere ou par mere, & suffisamment appannagee : supposé que par la Coustume elle fut forclose de succession de celuy ou celle par qui elle est mariee, soit pourtant forclose d'auoir les choses immeubles vendues & alienees par celuy qui ainsi l'auroit mariee, suiettes à Retraict, si bon luy semble : mais est à entendre qu'elle pourra venir en venãt dedans le temps deu : & à semblable pourra auoir le lignager heritier par Retraict les choses immeubles alienees par son predecesseur. Art.6. p. *à Tours.* Art.162. auoir le Retraict, & à chacun d'eux sera baillé iour de viii. pour apporter les deniers, en maniere &c. *& sic de singulis.* Art.7. p. *à Tours.* Art.163.

De la concurrence des lignagers.

Poictov Tit.10.Art.332. Le † plus prochain lignager du vendeur, s'il viẽt dedans l'an & iour de la vente, doit estre receu & preferé par l'acheteur auãt tous autres lignagers. Mais si plusieurs lignagers y viennent, l'acheteur doit receuoir le premier qui luy auoit fait offre de Retraict : & s'il l'a receu & luy a transporté la chose par autre titre que de Retraict : & apres ce au dedans de l'an & iour vienne vn autre lignager, qui vueille estre receu audit Retraict, il luy doit declarer, comme il a transporté la chose à vn autre & le nommer : & †† aussi declarer le domicile de celuy, à qui il l'a transporté. Et s'il estoit hors la prouince & ressort, sera tenu en le declarant & nommant, fournir de partie, autrement & à faute d'en fournir, dedans le temps, qui luy sera prefix, vaudra la procedure contre luy faicte, & les iugemens qui sur ce interuiendront, seront executez. Et où celuy, auquel le transport auroit esté faict par l'acquereur, seroit demourant au pays de Poictou, lors pourra le lignager s'addresser à celuy, auquel le transport auroit esté faict, à sa personne ou domicile, & luy faire ledit offre de Retraict dedans l'an & iour : auquel cas sera par luy receu, s'il est plus proche : & s'il est en pareil degré, ou ceux, qui le representent, tous y doiuent estre receus pour leur portion : parce que representation a lieu en Retraict, comme en succession. Art.333. Toutesfois si celuy,

Quand vn seul ou plusieurs lignagers font offre de Retraict, comme l'acquereur les doit receuoir.

† *Les Art. 332. & 333. sont faits de l'Art. 246. ancien.*

†† *Ces mots, Et aussi &c. iusques à ce mot, executez, inclus, sont de nouuel adiouſtez, pour auoir lieu à aduenir sans preiudice du passé.*

Source : BIU Cujas

De la concurrence des lignagers.
Representation a lieu en Retraict.

qui vient par representation, a freres ou sœurs, lesquels ne viennent au Retraict, en ce cas luy seul represente ses pere & mere, & vient au Retraict pour telle part & portion, que ses pere & mere eussent peu venir: mais si lesdits freres & sœurs viennent au Retraict par representations tous ensemble ne sont receus audit Retraict, que pour vne teste. Art. 334. Et si l'acheteur qui ainsi auroit receu au Retraict autre lignager ou auroit transporté la chose à autre, ne declare & nomme ledit autre lignager qu'il auroit receu audit Retraict ou autre à qui il auroit transporté la chose, & ne le notifie au lignager, qui vient au Retraict: & † satisfaict à ce que dessus, iceluy lignager se pouruoira par la forme dessusdite. Art. 335. Et est & doit estre aucun reputé plus proche & preferé quant au Retraict, tout ainsi & par la forme & maniere qu'il seroit reputé plus proche & preferé en succession: tellement †† que si l'acquereur n'estoit plus prochain lignager du vendeur: & neantmoins estoit lignager de l'estoc & branchage dont la chose vendue procede, autre plus prochain lignager n'estant dudit estoc & branchage, ne pourra auoir sur luy ladite chose par Retraict. Art. 336. Tout lignager d'aucun vendeur soit de prochain ou loingtain degré, doit estre receu au Retraict dedans l'an & iour de la vendition faite par son lignager: posé que la chose vendue ne soit procedee de son estoc & branchage, dont le retraiant & le vendeur s'attouchent: sinon que elle fut venduë à vn du branchage. Art. 337. Et si dedans ledit temps & iour vn autre lignager du vendeur de l'estoc & branchage, dont la chose vendue est procedee, venoit contre l'autre lignager, qui premierement l'auroit euë par Retraict, encores qu'iceluy second lignager ne fut si prochain en ligne du vendeur, que seroit le premier lignager: neantmoins le second lignager la doit auoir & estre preferé, veu que la chose est procedee de son estoc & branchage.

ANGOVMOIS Chap. 5. Art. 61. Le premier des lignagers, qui vient ſ au Retraict, y doit estre receu: si plusieurs y viennent ensemble, tous y seront receus: mais le plus proche sera preferé à tous autres: & s'ils sont en pareils degrez ou qui les representent ils sont receus, *in stirpes pro rata*: mais l'acheteur est tenu declarer à celuy qui vient au Retraict, qu'il y a receu vn autre ou qu'il a transporté à autre par autre contract, que du Retraict, & le doit nommer; autrement ledit lignager a son recours contre luy de ses dommages & interests. Art. 62. Et est & doit estre aucun plus proche preferé au Retraict, ainsi & en ce qu'il seroit preferé en succession; auquel Retraict representation a lieu, comme en succession. Art. 64. Tout lignager d'aucun vendeur doit estre receu dedans ledit temps au Retraict, posé que la chose vendue ne soit pas du branchage, dont le vendeur & le retrayant s'appartiennent: mais le lignager du branchage dont est venuë la chose, combien qu'il ne soit si proche parent, sera preferé comme en succession.

LA ROCHELLE Chap. 12. Art 30. En matiere de Retraict lignager, s'ils concurrent plusieurs parens, voulans auoir l'heritage vendu par Retraict, le plus prochain parent du costé & ligne, dont procede ledit heritage sera preferé aux autres plus loingtains en degré. Et s'ils sont plusieurs en pareil degré, vn chacun aura sa part & portion, en refondant sa part & portion du sort principal & loyaux coustemens.

XAINCTONGE Tit. 6. Art. 47. Le plus loing en degré iaçoit ce qu'il ait esté receu au Retraict par l'acheteur ne preiudicie point au plus proche venant au Retraict, s'il est encores dedans l'an & iour: si n'est que la reception eust esté faite en iugement, au sçeu du plus proche lignager, & iceluy consentant ou luy appellé present & non contredisant. Auquel seul consentant ou appellé, present & non contredisant, le consentement ou presence preiudicie & non à autre. Art. 52. Il † est & doit estre reputé plus proche & preferé quand au fait de Retraict lignager, ainsi & en ce qu'il seroit plus proche & preferé au fait de succession.

BOVRDEAVX Chap. 2. Art. 6. Si plusieurs lignagers en mesme degré veulent auoir les choses vendues, ils seront receus chacun pour leur quotité, & n'y aura lieu de preuention entre eux qui seront en pareil degré, dedans l'an & iour. Art. 7. Si celuy qui sera plus prochain en degré y vient sans fraude dedans ledit an & iour, il sera preferé. Toutesfois celuy, qui est, *in remotiori gradu*, pourra faire ses offres & consignations dedans ledit an & iour, afin que si le plus prochain ou prochains ne viennent ainsi qu'ils doiuent

Si les parens qui font offres de Retraict par representation y sont receus par testes ou par branchages.

Acquereur ne declarant à qui il a transporté la chose qu'on veut retirer est tenu de proceder.

† *Ces mots,* Et satisfaict &c. *ont esté adiouſtez en conſequẽce des precedentes additions à ceſt Art. 334. qui eſtoit le 247 Art. ancien.*

†† *Ces mots,* tellement que, *ont eſté adiouſtez à ceſt Art. 335. qui eſtoit le 248. Art. ancien, pour plus grande explication.*

Tout parent peut eſtre receu à Retraict, meſmes pour choſe qui n'eſt de ſon branchage: & neantmoins luy eſt preferé celuy qui eſt du branchage.

Le plus prochain lignager eſt receu au Retraict: & ſ'ils ſont pluſieurs cõcurrens, chacun en a ſa portion.

Plus prochain lignager comme ſe doit entendre.

Repreſentatiõ à lieu en retrait comme en ſucceſſion.

Tout parent & lignager eſt admis au Retrait.

† *Ceſt Art. 52. eſt adiouſté comme ancien.*

Lignager plus prochain eſt preferé.

Tout lignager admis au retrait mais le plus prochain preferé encores qu'il ait acheté l'heritage.

ſ Ceſt Art. 61. ſe doit entendre quand la vẽte eſt faicte à vn eſtrãger, de telle ſorte que le Retraict ſoit ouuert à tous les lignagers. Mais de ſçauoir ſi quand la vente eſt faicte à vn qui eſt de l'eſtoc & ligne, il y ait lieu de Retraict ou non les lignagers concurrens en demande de Retraict ne peuuẽt demander ledit Retraict en certaines couſtumes miſes cy deſſus en l'Art. 133. de Paris. Du Moulin ſur ceſt Art. 61. tient que cela depend de la façon de vſer des lieux: & qu'il ſen trouuent aucuns tenans pour l'affirmatiue, qui diſent auoir trois ſentences donneesen cas ſemblables conformement à leur opinion: & que la couſtume de Poictou ſy accorde. Toutesfois ceſte Couſtume ne dit pas ſpecialement & nommemeut, ſi la choſe eſt vendue à perſon ne eſtrange: mais ſimplement & generalement ſi elle eſt vendue comme l'Art. 55. miſcy deſſus qui ſe doit auſſi entendre de la vente faicte à l'eſtranger nõ eſtant de la ligne. La Couſtume de la Rochelle eſt ſemblable à ceſte Couſtume Art. 29. & 30.

Source : BIU Cujas

par la Coustume, que les choses demeurent à celuy qui aura fait les offres & diligences, ainsi qu'il est requis. Art.8. Si la chose est vendue à vn lignager, *in remotiori gradu*, de l'estoc, souche & ligne, dont descendent & viennent les biens, les plus prochains dudit estoc & souche, la pourra auoir par Retraict, & non pas le S. de Fief. Art.9. L'achetеur doit receuoir le premier lignager qui y vient: & s'il l'a receu ou autrement transporté, la chose que par Retraict & apres ce dedans l'an & iour vient vn autre lignager estre receu audit Retraict, il luy doit notifier cõme il a transporté la chose à autre, & le nommer, & lors contre celuy à qui aura esté fait ledit transport, pourra venir le lignager dedans l'an & iour, faire son offre de Retraict & il deura par luy estre receu, s'il est plus prochain: & s'il est en pareil degré, il sera receu, *pro rata*. Et si plusieurs lignagers y viennent dedans l'an & iour, qui soyent en pareil degré ou ceux qui les representent, tous y doiuent estre receus, *pro rata*. Car representation à lieu en Retraict, comme en succession. Toutesfois si celuy qui vient par representation auoit freres & sœurs, lesquelles ne viennent audict Retraict: en ce cas celuy qui vient luy seul represente son pere ou sa mere eust peu venir. Mais si les freres ou sœurs viennent auec luy par representation tous ensemble, ne seront receuz au Retraict, que pour vne teste. Art.12. Et doit estre reputé plus prochain & preferé quãt au fait de tels Retraicts, celuy qui seroit plus proche & preferé en fait de succession.

Acheteur doit receuoir le premier lignager qui vient: & s'il la transporté dans l'an, le doit notifier.

De la concurrence des lignagers.

Representatiõ à lieu en Retraict, comme en succession.

Aos Tit.10. Art.22. S'il y a plusieurs lignagers en mesme degré & de mesme qualité, ou plusieurs consorts, qui concurrent ensemble à vouloir retirer la chose vendue des lignagers, le plus ancien est preferé: & des consorts tous sont admis ensemble à retirer la portion du vendeur.

La Bovrt Tit.6. Art.6. Le plus proche à succeder de degré en degré peut recouurer les choses meubles vendues, pour loy de grand vi. sols dedans ix. iours à compter du iour de la vendition: & pour loy de petit, vi. sols dedans trois iours.

Bretaigne Tit.16. Art.300. Et si le Presme à fait faire vn adiournement à ban de quinzaine à la Parroisse, où les heritages, sur lesquels il demande la Premesse, sont situez, & luy ait esté ladite quinzaine ou apres la Premesse iudiciellement adiugee, autre plus prochain lignager n'aura les choses par Premesse.

Le plus diligent Presme, est preferé s'il a fait faire vn adiournement à ban de quinzaine.

Bar Tit.10. Art.154. Ne doit estre plus priuilegé au Retraict vn qui sera plus prochain que l'autre: mais sera preferé celuy qui aura preuenu & premier fait ses diligences: & s'ils sont plusieurs concurrens & en pareil degré, le Retraict leur sera adiugé egalement, en satisfaisant aux choses que dessus: mais s'ils sont en diuers degrez, le plus prochain l'emportera.

De la concurrẽce des lignagers estans en pareil degré: ou en diuers degré.

Sedan Tit.11. Art.219. p. *à Peronne*, Art.236. *iusques à ces mots*, prochains en degré du vẽdeur. Art.220. Et en concurrence de proximité, de iour & d'heure sera preferé celuy auquel l'acheteur voudra gratifier sans fraude, argent desbourssé ou autre chose promise: dont l'acheteur & la gratifié, se purgeront par serment: & si la fraude est descouuerte, le Retraict sera adiugé à l'autre retraiant.

Acheteur peut gratifier lequel des lignagers que bõ luy semblera sans fraude.

Voyez Bretagne 326.

Art.142. PARIS.

Les †† heritiers g du vendeur apres son tresPas, peuuent retraire l'heritage propre par luy vendu: pourueu qu'ils soient du costé & ligne.

Heritiers du vẽdeur peuuent apres sa mort retraire vn heritage propre par luy vendu.

CONFERENCE.

Calais Tit.9. Art.151. p. *à Paris*, & ligne: & y viennent dedans l'an & iour, comme dessus.

Meavx Chap.15. Art.96. Les hoirs d'vn vendeur, &c. p. *à Paris*, vendu: pource qu'en matiere de Retraict, il n'y a point d'Euiction de garantie.

Melvn Chap.2. Art.144. Le † lignager encores qu'il soit heritier du vendeur, peut venir au Retraict.

Laon Tit.7. Art.253. Le †† fils peut retraire l'heritage vendu par son pere: pourueu qu'il n'y ait fraude, colluſion & intelligence entre luy & son pere, encores que ledit fils soit emancipé. Art.254. Le fils ou autre lignager peut retraire l'heritage venant de son costé & ligne: encores que l'heritage eust esté vendu auparauant qu'il eust esté né & conçeu. h Art.255. Le lignager sera reçeu au Retraict, supposé qu'il ne soit de l'estoc & lignage, mais seulement du costé & ligne

†† Cest Artic. 142. a esté de nouuel adiousté, pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé, & procés pendans.

† Cest Art. 144. est nouueau & contient l'abrogation du 30. Art. ancien du Tit. de Retraict.

g Cest Article est cõtraire à quelques Coustumes, comme Aniou. Artic.367. & le Maine. Art. 377. & autres, & encores à ce qu'on dit que l'heritier est tenu des faits & promesses de celuy auquel il a succedé l 3. C. de re. al. nõ al. l. 14. C. de rei vin. l. 7. C. de lib. caus. & à la maxime ordinaire, quem de euictione tenet actio, ipsum agentem repellit exceptio. l. exceptione 11. l. si ob causam 15. & l. siue possessio 14. C. de euict. l. 17. D. eod. tit. Mais la Coustume de Paris

Source : BIU Cujas

†† *Les Art. 253. 254. & 255. ont eſté de nouuel adiouſtez pour l'aduenir & ſans preiudice du paſſé.*

eſt contraire en ceſt Art. 142. & veut qu'il n'y ait aucune euiction ne garentie en matiere de Retraict, comme il eſt porté par la Couſtume de Meaux. Ar. 96. Maſuer. Tit. de Ret. Le Chapitre Conſtitutus extra. De Reſtitutione in integrum, eſt gardé, ou les Canoniſtes traictent la queſtion decidee par ceſt Art. 142. Le fils donc peut venir au Retraict de l'heritage vendu par le pere: & y vient Iure proprio. l. Seia. 73. D. de euict. & non quaſi heres, ſed quaſi filius, argumento l. debitor §. vlt. D. ad S. C. Trebellianum Modeſtinus in l. 9. D. de iure patron. recte ſcribit filios hereditate paterna ſe abſtinentes, ius quod habent in libertis paternis, non amittere. Et ſi tant eſt que ce droict de Retraict lignager ne ſoit eſteint par la repudiation de la ſucceſſion paternelle, il y a plus d'apparence de le conceder quand le fils eſt heritier de ſon pere vendeur, par ce que Retraict par ceſte Couſtume n'y a point d'euiction. La plus part des Couſtumes diſent qu'il n'importe aucunement, ſi le fils eſt emancipé ou non l. 7. §. pariu. D. de op. lib. parui refert in poteſtate fuerint liberi an emancipati. Et in d. l. 9. D. de iure patron. emancipati ius quod habent in paternis libertis non amittunt. La Couſtume d'Acs Tit. 10. Art. 24. eſt contraire & n'admet le fils au Retraict, eſtant en la puiſſance de ſon pere. Mais par les autres Couſtumes le conſentement du pere ny ſon auctorité ne ſont requiſes, & peut le fils en ceſte matiere demander les choſes par Retraict: Et ſ'il eſt mineur, il doit auoir ſon Curateur, l. ſi quas petitiones l. an tibi. C. de in litem dand tut. vel curat. l. curatorem D. de auct. & conſ. tut. §. ſi inter. Inſt. de auct. tut. Bordeaux Art. 13. Par la Couſtume de Bretagne. art. 488. n'eſt beſoin de Tuteur ou Curateur. Aucuns eſtiment que le mineur n'eſt point tenu d'auoir de Curateur, & qu'en ce cas toute reſtitution luy eſt deniee. Au reſte ſi le fils à retiré quelque Fief ou heritage par droict de Retraict lignager des deniers de ſon pere, tel heritage eſt propre audit fils, & n'eſt point eſtimé paternel. Tellement que ledit fils eſtant decedé, le Fief ſitué au Bailliage de Chartres, appartient entierement aux freres du defunct, & non à la ſœur comme heritiere du pere: Son recours reſerué pour les deniers, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt du 18. May 1585. entre Ianne Tizart, appellante des Requeſtes du Palais à Paris, & Philippe & Hemeri Tizarts intimez. De maniere que les freres ſont tenus de rapporter les deniers baillez par le pere pour retraire leſdits heritages. Et ainſi par Arreſt donné en audience le 15 iour de Iuillet 1578. entre Iean de Valory, appellant du Seneſchal du Maine, ou ſon Lieutenant, contre Philippe de Valori intimé, fut l'heritage qui auoit eſté retiré par le pere ſous le nom de ſon fils, & depuis vendu à vn tiers, adiugé audit fils & remis en poſſeſſion. Chopin liure 3. de la Couſtume d'Anjou. Tit. 5. au reſte faut noter que le fils adoptif ne peut venir au Retraict, ne la fille qui a renoncé generalement à toute ſucceſſion. Toutesfois ſi elle n'auoit renoncé qu'aux ſucceſſions directes, elle pourroit venir au Retraict des heritages vendus par ſes parens collateraux. Voyez Charond. liure 7. Reſp. 36. qui recite vn Arreſt du 13. Aouſt 1558.

h D. l. peto. §. fratre & ibi Acc. de leg. 2. & le fils eſtant au ventre peut ſucceder & eſt capable de legs & autres choſes qui concernent ſon profit l. qui quartum §. ſi eius l. qui filiabus. §. Si quis ita D. de leg. 1. l. qui in vtero. D. de ſtat. hom. Ceſte queſtion eſt amplement traictee par Tiraqueau ad. §. 1. Gloſſ. 9. à num. 77. vſque ad nu. 107. Grimaudet liure 2. du Retr. Chap. 13. & 14. Ferronus ſur les Couſtumes de Bord. & Boer. ſur celle de Bourges. Vid. l. omnia 32. §. in fideicommiſſo. De leg. 2. Tels enfans encores qu'ils ſoient nez ou conceus auant l'acquiſition, ſi eſt ce qu'ils peuuent venir au Retraict: par ce qu'en telle matiere on a eſgard à ligne, ſang ou eſtoc.

du vendeur: en telle maniere que ſi le fils vend l'heritage à luy venu de par ſon pere, & qui eſtoit acqueſt à ſondit pere, ledit heritage pourra eſtre Retraict par ſon oncle paternel ou autre parent du coſté de ſon pere, encores qu'il ne ſoit deſcendu dudit pere.

Oncle paternel receu au Retraict de la choſe vendue par ſon neueu.

Chalons Tit. 21. Art. 235. p. *à Laon.* Art. 255. doit eſtre, &c. *iuſques à ces mots*, du coſté de ſon pere, *inclus.* Art. 240. & 241. p. *à Laon.* Art. 253. & 254.

Reims Tit. 7. Ar. 191. Pour † reputer aucun eſtre parent lignager du vendeur, du coſté & ligne, dont eſt procedé l'heritage vendu, n'eſt requis qu'il ſoit deſcendu de l'eſtoc & branchage commun: ains ſuffit qu'il ſoit parent du vendeur du coſté & ligne dont l'heritage vendu luy eſt eſcheu: tellement qu'il ſuffit que la choſe vendue ait fait ſouche en la perſonne du vendeur, du coſté d'où vient le retraiant. Art. 193. p. *à Laon.* 253. encores, qu'ils †† ne ſoit emãcipé, ou que depuis ſoit deuenu heritier de ſon pere eſtant decedé dedans l'an de ladite vendition. Art. 194. Eſt auſſi receuable le fils ou autre parent à retirer ledit heritage, &c. p. *à Laon.* Art. 254. que tel, &c. & conçeu: pourueu qu'il vienne dedans le temps introduit par la Couſtume.

† *Ceſt Art. 191. a eſté adiouſté pour obuier aux difficultez, que l'on faiſoit ſur le contenu en iceluy.*

La choſe ſuiette à Retraict doit auoir fait ſouche en la perſonne du vendeur.

Orleans Tit. 18. Art. 402. p. *à Paris*, vendu dedans l'an & iour de la vente, &c. ligne & fourchage.

Aniou Tit. 17. Art. 367. Si aucun lignager pourſuit par Retraict la choſe vendue ou alienee par ſon parent: ſi ce pendant le vendeur ou autre alienateur par cõtract ſuiet à Retraict va de vie à treſpaſſement, & le demandeur audict Retraict, luy ſuccede, iceluy demandeur ne laiſſera pas à pourſuiure & auoir le Retraict, puis que l'adiournement a eſté lié auant le decés de ſon predeceſſeur vendeur. Car ſ'il auoit attendu à faire bailler ledit adiournement en demande de Retraict, apres le decés du vendeur ou alienateur: auquel il auroit ſuccedé & dont il ſe ſeroit porté heritier, il ne ſeroit plus reçeu à pourſuiure, auoir ne demander ledit Retraict.

†† *Le 193. Art. a eſté de nouuel introduit, & l'ancienne Couſtume abrogee: par laquelle le fils nõ emancipé ne pouuoit retraire l'heritage qui eſtoit du naiſſant & vendu par ſondit pere à vn eſtranger de la ligne.*

Le Maine Tit. 18. Art. 377. p. *à Anjou, Bourbonnois.* Chap. 29. Art. 485. Le lignager n'eſt empeſché d'auoir & pourſuiure dedans le temps de la Couſtume, la choſe vendue par ſon parent: combien que depuis la vente, il ait eſté heritier du vendeur en tout ou en partie.

Source : BIU Cujas

† *C'eſt Art. 194. eſt de nouuel introduit.*
†† *Ceſt Art. 402. a eſte accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*
Lignager comme eſt receu ou non à demander par Retraict la choſe vendue par ſon predeceſſeur.

Enfãs nepueux & deſcendans eſtãs en puiſſance de pere & nõ emancipez, ne laiſſent de venir au Retraict.

AVVERGNE Chap.23. Art.22. Les deſcẽdans ſoient emancipez au non, peuuent retraire l'heritage vendu par leur pere & mere & aſcendans: & au contraire leſdits pere & mere & aſcendans peuuent auſſi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres deſcendans.

Le Fils peut vſer de Retraict encores qu'il ſoit heritier.

BOVRDEAVX Chap.2. Art. 13. Les enfans nepueux & deſcendans, eſtans en puiſſance de pere: poſé qu'ils ne ſoient emancipez, pourront auoir par Retraict les choſes vendues par leur pere ou autres leurs lignagers ou parens: & ce pourront en iugement auec auctorité de Curateurs s'ils ſont mineurs. Art. 19. Le fils peut venir au Retraict, ſ'il eſt heritier du pere: auſſi autre lignager.

Le fils eſtant en puiſſance de pere ne vient au Retraict.

ACS Tit.10. Art. 24. Le fils demeurant auec le pere & en ſa puiſſance, ne peut venir au Retraict des biens & choſes vendues par ſon pere.

Retraict lignager a lieu entre aſcendans & deſcendans.

S. SEVER Tit.5. Art.11. Retraict lignager a lieu entre aſcendans & deſcendans en droite ligne: pourueu que le deſcendant ne face l'achat de l'argent du vendeur: ſurquoy ſeront tenus ſe purger par ſerment les retraiant & vendeurs. Art. 18. Retraict lignager n'a lieu entre aſcendans & deſcendans par droicte ligne.

Retraict quãd n'a point de lieu

BRETAGNE Tit.16. Art.311. Premeſſe n'appartient à aucun, ſ'il ne l'a au temps de la bannie ou de la certification: comme ſi vn enfant eſtoit encores à naiſtre apres la certification, il n'auroit Premeſſe.

Enfant à naiſtre au temps de la bãnie & certificatiõ ne peut venir au Retraict.

SEDAN Tit. 11. Art.244. Le fils eſt receuable à retraire, &c. p. *a Reims*, 193. il ſoit heritier, &c. Art.245. Tout lignager eſt receuable au Retraict encores qu'il ſoit conçeu & né depuis la vendition: pourueu, &c. p. *a Reims* 194. temps de la Couſtume.

Le fils comme eſt receuable au Retraict.

*Art.*143. *PARIS.*

Quand i aucun a eſchangé ſon propre heritage à l'encontre d'vn autre heritage, ledit heritage eſt propre d'iceluy, qui l'a eu par eſchange, & ſ'il le vend, il chet en Retraict.

Heritage acquis par eſchãge eſt faict propre, ſi l'on donne heritage propre & ſ'il eſt vendu tombe en Retraict.

i La raiſon de ceſt Art. 143. eſt priſe de la maxime vulgaire. Subrogatum ſapit naturam ſubrogati §. fuerat. Inſt. de act. l. ſi eum §. qui iniuriarum & ibi Accur. D. Si quis caut. l. ſi donatæ res §. 1. D. de don. inter vir. & vxor. l. Imperator. 70. §. fin l. ſed quod. 71. & l. idem ſeruandum. D. de leg. 2. Bald. conſ. 112. lib. 1. Maſuer. Tit. de ſocietate §. Itẽ & dicuntur cõquæſtus. Lucas de Penna ad l. 1. C. de impon. lur. deſc. Tellement que les heritages acquis par eſchange, ſortiſſent la nature des heritages eſchangez, & ſont ou acqueſts ou propres. Melun Artic. 153. Sens. Art. 38. Auxerre. Art. 159. Eſtampes. Art. 178. Montfort. Art. 166. Senlis. Art. 231. Vitri. Art. 115. Laon. Art. 115. Chalõs. Art. 119. Reims. Art. 36. Amiens. Art. 30. Montargis. Chap. 16. Ar. 19. Orleãs. Art. 385. Aniou. Art. 273. Le Maine. Art. 290. Grãd Perche Art. 189. Chabris. Ar. 23. Berri. Tit. 14. Ar 14. Bourbõnois. Ar 462. La Marche. Art. 273. Cambray Tit. 2. Art. 6.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.9. Art.153. p. *à Paris.*

MELVN Chap.7. Art.141. Les heritages acquis par eſchange ſortiſſent nature des heritages baillez en contr'eſchange.

Heritage acquis par eſchãge, ſort de nature de celuy qui eſt donné en contr'eſchange.

SENS Tit.7. Art.38. L'heritage † eſchangé ſortit la nature de l'heritage baillé en contre eſchange.

† *Ceſt Art.38. eſt mis au lieu de l'ancien.*

AVXERRE Tit.7. Art.159. p. *a Sens*, ſortit nature de celuy qui a eſté baillé.

ESTAMPES Chap.14. Ar.178. p. *à Paris*, l'heritage ainſi acquis par eſchange eſt le propre heritage de celuy qui l'a eſchangé, eſtant entré & ſubrogé au lieu de l'heritage baillé par eſchange. Et eſt tel heritage ſuiet à Retraict, & peut eſtre retiré en cas de Retraict par ceux qui euſſent peu retirer ledit heritage baillé à eſchange.

DOVRDAN Tit.12. Art.137. p. *a Paris*, l'heritage eſchangé, eſt le propre heritage de celuy qui l'a eſchangé, & ſ'il le vend, &c.

MONTFORT Chap.15. Art. 166. p. *a Eſtampes*, qui l'a acquis & comme ſubrogé, &c. de celuy qui l'a baillé, eſt ſuiet à Retraict au profit de ſes parens, le cas aduenant qu'il ſoit vendu, ainſi qu'euſt eſté l'autre heritage baillé par eſchange.

MANTE Chap.4. Art.84. Heritage que l'on a eſchangé à ſon propre, doit eſtre reputé propre heritage: & le propre heritage, que l'on a delaiſſé, quand il eſt reacquis, eſt reputé acqueſt: de ſorte que ſ'il eſt vendu, il ne tombe en Retraict: mais ledit heritage qu'on a eu par eſchange contre iceluy propre, ſ'il eſt reuendu tombé en Retraict.

Heritage propre donné en eſchange eſtãt rachete eſt reputé acqueſt, & n'y a Retraict.

SENLIS Tit.12. Art.231. Quand aucun heritage eſt baillé par eſchange à autruy, à l'encontre d'vn autre heritage but à but, ſans ſoulte & ſans fraude, tellement qu'il n'y a aucun Retraict, les heritages ainſi baillez par eſchange, ſont tenus & reputez de telle nature, comme ceux qui ont eſté baillez: c'eſt à ſçauoir que ſ'ils eſtoient tenus & reputez propres heritages, auſſi ſeront ainſi baillez par eſchange l'vn à l'autre.

Source : BIU Cujas

CLERMONT Tit. 2. Art. 15. *A la fin.* Les heritages ainſi eſchangez ſortiſſent aux parties, qui les baillent par eſchange la nature de celuy ou ceux, qu'ils ont ainſi eſchangez.

VITRY Tit. 9. Art. 115. Les heritages prins par eſchange, ſortiſſent meſme nature à ceux qui ſont pour ce baillez: *& è contra.* Et ſ'il y auoit ſoulte d'argẽt, l'heritage que l'on prendroit par eſchange, ſortiroit à celuy qui auroit baillé argent, nature d'acqueſt, pour & à la valeur & eſtimation de ladite ſoulte.

Heritage prins par eſchãge ſ'il y a argẽt baillé, eſt acqueſt au ſur des deniers.

LAON Tit. 11. Art. 115. L'heritage acquis par eſchange eſt de pareille nature & qualité que l'eſchange, d'acqueſt ou de naiſſant, ſi l'eſchange eſtoit tel. Mais entre deux conioincts par mariage, où il y auroit ſoulde, l'heritage acquis par autre eſchange, appartient en tout, à celuy auquel appartenoit l'heritage eſchangé, en rembourſant l'autre conioint ou ſon heritier, de la moitié des deniers de la ſoulde.

Entre cõioints ſ'il y a ſoulte de deniers, l'heritage prins par eſchãge appartient à celuy d'eux à qui l'heritage baille appartenoit, en rẽdant la moitié des deniers, ſ'il y a ſoulte.

CHALONS Tit. 14. Art. 119. p. *a Laon.*

REIMS Tit. 2. Art. 36. L'heritage †† eſchangé eſt de pareille nature, que celuy qui eſt prins par contr'eſchange. Et où il y aura ſoulte de deniers, ſera acqueſt au *pro rata* de la ſoulte: & ſera tenu l'heritier de celuy à qui n'appartient ledit heritage eſchangé, prendre ſa part de la ſoulte de deniers: & ce faiſant laiſſer la totalité dudit heritage à celuy à qui appartient ledit heritage laiſſé en contr'eſchange d'iceluy, ou ſes heritiers.

†† *Le 36. Art. a eſté de nouuel introduit: & cõſequẽment abrogee l'ancienne Couſtume, par laquelle l'heritage acquis par eſchange, eſtoit acqueſt à celuy qui l'auoit acquis: cõbien que l'heritage qu'il auoit baillé à l'encontre fut de naiſſant.*

AMIENS Tit. 1. Art. 30. Les heritages prins par eſchange ſont de pareille nature & condition, que les heritages baillez en contr'eſchange.

MONTARGIS Chap. 16. Art. 19. p. *a Melun*, baillez en recompenſe par eſchange.

ORLEANS Tit. 18. Art 385. † p. *a Paris.* L'heritage baillé luy eſt fait propre tout ainſi que celuy qu'il a delaiſſé: & ſ'il, &c. Toutesfois ſ'il auoit en faiſant l'eſchange, baillé quelques tournes, l'heritage luy eſt conqueſt iuſques à la concurrence des tournes: & neantmoins luy ou ſon heritier aux propres, le peut retenir en rembourſant.

† *Ceſt Ar. 385. a eſté tiré du 298. de l'ancien: & ce qui a eſté adiouſté, eſt pour explication.*

ANIOV Tit. 12. Art. 273. Si aucun baille ou tranſporte ſon heritage en eſchange & permutation d'autre heritage, tel heritage ſortit la nature de l'heritage permuté: & entre les heritiers ſeroit departi, comme euſt eſté ledit heritage, dont la permutation eſt faite, en la forme qui eſt declaree cy deuant.

LE MAINE Tit. 13. Art. 290. p. *a Anjou*, ſeroit pour la premiere fois departi, &c.

GRAND PERCHE Tit. 10. Art. 189. L'heritage acquis par eſchange fait à l'heritage propre, eſt ſubrogé au lieu dudit heritage propre: & quand il eſt vendu, tombe en Retraict.

CHABRIS Chap. 6. Art. 23. Les heritages eſchangez ſortiſſent nature, &c. p. *a Montargis.*

BERRI Tit. 14. Art. 14. Heritages k acquis par permutation au lieu d'heritages propres vẽnans du coſté & ligne, ſont comme ſubrogez au lieu d'iceux, cenſez & reputez de meſme nature, qualité, ligne & eſtoc, comme eſtoient leſdits propres: en maniere que ſ'il ſ'enſuit vendition d'iceux, le Retraict lignager à lieu, tout ainſi & en la forme & maniere qu'il euſt eu lieu en la vendition des heritages propres.

k Idem, ſi les heritages ſont acquis par partage & diuiſion, l. cum pater §. hereditatem. & ibi Bald. & Bartol. l. ſi filio § ſi frater D. fam. erciſc. Grimaudet liure 4. des Retr. Chap. 9. & l'Abbé ſur ceſt Art.

BOVRBONNOIS Chap. 29. Art. 462. Quand aucun à changé ſa propre choſe à l'encontre d'vn autre, la choſe eſchangee eſt le propre heritage de celuy qui l'a eſchangee & eſt ſubrogee au lieu de celle qui l'a eſchãgee: en maniere que ſ'il la vend, elle chet en Retraict.

LA MARCHE Chap. 20. Art. 273. Choſe ſubrogee par eſchange, tient lieu de ce qu'on baille en cõtr'eſchange: tellement que ſi aucun baille par eſchange heritage à luy aduenu du coſté paternel, contre l'heritage du coſté maternel à luy baillé par contr'eſchange par aucun ſien parent maternel: & il vend apres ledit heritage, les parens du coſté paternel ſont capables de l'auoir par Retraict: & non ceux du coſté maternel: *& è contra.*

CAMBRAY Tit. 2. Art. 6. Heritages eſchangez but à but, ſans ſoulte & ſans fraude, ſont tenus & reputez en ſucceſſion de telle nature comme ceux qui ont eſté baillez en eſchange, mais ſ'il y a ſoulte de deniers, doiuent eſtre acqueſtez, *pro rata.*

Art. 144. PARIS.

Choſes l mobiliaires ne cheent en Retraict.

Meubles non ſuiets à Retraict.

l Les meubles ne tiennent coſte ne ligne

comme portent quelques Coustumes mesmes celle de Lille. Artic. 9. La raison pour laquelle le Retraict lignager a esté introduit, a esté par nous cy deuant touché, sçauoir pour conseruer les choses propres & anciennes és maisons & familles: & auons aussi monstré quelles conditions estoient requises pour paruenir au Retraict lignager, & entre icelles, qu'il estoit necessaire que la chose fut heritage immeuble, rente fonciere ou tenue pour immeuble: afin d'exclurre les choses mobiliaires. Les Coustumes de Melun. Art. 130. Mante. Art. 72. Vitri. Art. 126. Angoumois. Art. 56. en parlant particulierement, on peut aussi adiouster que par la Coustume generale de France, meuble n'ont point de suite, ainsi qu'il sera dit au Tit. 8. cy dessous.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 9. Art. 154. Choses, &c.
CHASTEAVNEVF Chap. 12. Art. 93. } p. *à Paris.*
DOVRDAN Tit. 13. Art. 138.

MONTFORT Chap. 15. Art. 167. p. *à Paris*, Retraict: encores † qu'elles fussent de haut pris.

† *Ces mots, encores qu'elles, &c. ont esté adiouſtez.*

Retraict n'a point de lieu en vendition de fruicts d'heritages, encores qu'ils soient pẽdans: ou de fruicts ou pensions d'heritages, & Douaire.

LILLE Tit. 1. Art. 9. Biens meubles ne tiennent coste ne ligne.

TOVRS Tit. 16. Art. 187. En vendition de fruicts d'heritage, posé que les fruicts soient encores pendans: aussi en vendition de fruicts ou pensions d'heritages, de Douaire Coustumier ou conuentionnel appartenant à femme noble ou roturiere, n'a point de Retraict.

LODVNOIS Chap. 15. Art. 31. p. *à Tours*, roturiere ou d'autre vsufruict n'a &c. Art. 32. Si le meuble est vendu auec m heritage n par vn contract, le tout est suiet à Retraict.

ANIOV Tit. 17. Art 361. Combien qu'ordinairement contract de vendition ou autre alienation de meubles ou choses mobiliaires de soy ne soient suiettes à Retraict: Toutesfois si en faisant contract de vendition ou autre alienation d'heritages ou choses immeubles par contract suiet à Retraict, y a alienation & transport de meubles ou choses mobiliaires par iceluy mesme cõtract, le tout ensemble & meubles & immeubles sont suiet à Retraict. Ar. 402. p. *à Tours*, qu'ils soient, &c. Douaires de baillees à viage ou autre vsufruict n'a ventes ne Retraict.

LE MAINE Tit. 18. Art. 371. p. *a Aniou*, seront suiets, &c. Art. 413. p. *a Aniou*. Art. 402.

BOVRBONNOIS Chap. 29. Art. 472. Combien qu'en contract, &c. p. *a Aniou*, mobiliaires ne soient de soy suiettes, &c. si par contract de, &c. alienation de chose suiette à Retraict, y a par mesme moyen alienation, &c. meubles, il est au chois de celuy qui est adiourné en matiere de Retraict, de delaisser seulement ledit immeuble, & retenir les meubles, ou de delaisser meuble & immeuble, & prendre son pris principal, ensemble ses loyaux couts.

AVVERGNE Chap. 23. Art. 23. En choses meubles, noms, debtes & action, Retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. o

†† *Les Ar. 350. & 351. ont esté faicts de l'Art. 261. ancien.*

LA MARCHE Chap. 20. Art. 266. En chose mobiliaire Retraict lignager n'a point de lieu.

POICTOV Tit. 10. Ar 350. En †† chose mobiliaire n'y a Retraict: n'aussi en donation pour prouision de corps, n'autres † s'il n'y a bourse desliee.

† *Ces mots, n'autres s'il, &c. sõt de nouuel adiouſtez.*

SEDAN Tit. 11. Art. 243. Semblablement si aucun vend generalement vne succession ou partie d'icelle, posé qu'il n'y ait que meubles, y aura Retraict.

Retraict a lieu en vente de succeſsion generale.

ACS Tit. 10. Art. 20. Le droict de Retention entre consors a lieu aussi en choses meubles en payant dedans xxiv. heures.

Voyez Bourb. Art. 443.

Retraict comme a lieu en eſchange.

Art. 145. *PARIS.*

†† *Ces Ar. 145. est adiouſte' pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

En †† eschange, s'il y a soulte excedante p la valeur de la moitié, l'heritage est suiet à Retraict pour portion de la soulte: mais si la soulte est moindre que la moitié, n'y a lieu de Retraict.

CONFERENCE.

Retraict n'a lieu en donatiõ faicte entre vifs & permutation faicte but à but sans soulte.

CALAIS Tit. 9. Art. 155. p. *a Paris.*

MEAVX Chap. 15. Art. 108. En donation faicte entre vifs, ne permutation faite but à but, sans soulte, il n'y a point de Retraict.

m Tiraqueau ad §. 1. Gloſſa 7. num. 37. & seq. & Grimaudet liure 4. des Retraicts Chap. 24. traictent ces questions. Et pour sçauoir quand les fruicts sont censez meubles ou immeubles, faut voir le Tit. 3. de ceste Conference en l'Art. 92. de Paris.

n La regle ordinaire de Droict nous en dõne la raison, car la dignité des immeubles fait que les meubles sont rangez à leur qualité. Magis dignũ trahit ad se minus, cap. super De off. de legata cap. quod in dubiis De consec. eccl. vel alt. Bald in l. 2. c. 1. fin. c. de appell. comm. de legatis. Et le tout est reputé vne mesme vẽdition sans que l'on puisse seulement retirer l'immeuble, & delaisser les meubles, par ce que quãd plusieurs choses vendues par vn seul cõtract pour mesme pris, on estime que c'est vne vente seule, & non plusieurs. Doctores in l. si plures D. de æd. ed.

o Voyez Grimaudet liure 4. des Retraicts Chap. 21. Masuer. Tit. de Retraict. §. item si heres vendit.

p La permutation est semblable à vendition l. 1. D. de rer. perm. l. 1. Vicina enim est emptioni vt ait l. 2. eod. tit vicem emptionis obtinet l. 2. c. eod. tit. §. 3. Iust. de empt. & vend est quasi emptio.

Source : BIU Cujas

l. 62. D. de iure dot. Instar emptionis obtinet Nouel. Vat. De conf. his quæ adm. Qui permutat, emptori similis est. l. vlt. C. Quibus ex caus. in poss. eat. non tamen idem est l. 1. D. de rerum permut. vide l. 1. D. de contr. empt. l. 1. C. com. vtri. iud. Tellement qu'il faut prendre ces deux contracts en ces Coustumes en leur propre signification, selon les effects diuers par lesdits contracts produicts. On peut encores adiouster que le Retraict est introduit pour remettre les biens en la famille dont ils sont partis. Ce qui ne peut auoir lieu en eschange. Car l'heritage acquis par eschange sortit la nature & qualité de la chose donnee en contre eschange, ainsi qu'il a esté monstré sur le 143. Article de Paris & autres Coustumes y rapportees par Conference. Tellement que si en eschange il y a soulte de deniers, Retraict a lieu pour la soulte & deniers donnez, par ce que les deniers ou meubles ne peuuent estre subrogees au lieu d'heritage: & par consequent c'est vn alienation ou vendition, suiette à Retraict lignager. Panorm. in cap. ad quæstiones extr. de rerum permutat. Et qui plus est ceste Article a esté introduit pour obuier aux fraudes que les lignagers peuuent commettre en tous contracts d'eschange pour defrauder le retraiant lignager ainsi que porte la Coustume du Duché de Bourg. Chap. 10. Art. 13. Voyez Charondas liure 5. Resp 15.

q Fraus vitanda est omnibus modis l. 2. C. qui milit. non poss. accipienda est cum effectu. vt in l. 1. D. de statu lib. aut dolus nemini debet patrociniũ impartiri cap. 15. & 16. extra de rese cap. 5. de empt. & vend. cap. 2. De cogn. spir. cap. 7. De imm. Eccl. cap. 14. & 15. De testam. cap. 8. De relig. dom cap. 12. De cler. non resid. & aliis vulgatis, nemo enim luctum ex fraude sentire debet l. ait prætor. 10. §. pen. D. Quæ in fraud. cred. l. 1. D. de dolo malo. Iuris vinculum nõ obtinet, quicquid circũscribendi alicuius gratia simulatè geritur aut contrahitur l. nuda D. de contr. empt. l. contractus imaginarij 54. D. de oblig. & act. l. & qui sub imagine 10. C. de distr. pignor. l. 1. 2 3. 4. & 5. C. plus val. quod agitur &c. ideo omnes contractus in fraudem facti reuocantur, vt permutatio, locatio & conductio. emptio. Vl piamus in l. 1. §. 12. & 13. D. Si quid in fraud. parr. fact C'est pourquoy la plus grande partie des Coustumes disent qu'en pur & vray eschange n'y a aucun Retraict, il doit estre vray, pur & absolu non seulement pour empescher l'effect du Retraict, mais aussi le payement des lods & ventes & autres droicts Seigneuriaux. Autrement est reputé ledit contract d'eschange frauduleux, ou tenir la nature de vendition, quand l'heritage eschangé

Melvn Chap. 7. Art. 136. Si l'heritage est eschangé a aucune espece mobiliaire, il est retrayable, & doit ladite piece estre estimee à argent. Ar. 142. En eschange faict but à but & sans soulte n'y a Retraict: pourueu qu'il n'y ait fraude, q dont les parties contrahentes seront tenues se purger par serment par deuant Iuge comperant: mais † s'il y a soulte reuenant par commune estimation à la iuste valeur de la moitié d'iceluy heritage, le Retraict aura lieu pour l'esgard & portion de la soulte: aussi s'il y a fraude, le Retraict aura lieu dedans l'an & iour, apres que la fraude aura esté aueree & descouuerte par sentence ou autrement: & sera reputé tel eschange estre faict en fraude, s'il est racheté dedans l'an.

Sens Tit. 7. Art. 38. En †† eschange faict but à but n'y a Retraict. Et s'il y a soultes, le Retraict aura lieu pour l'esgard & portion des soultes. Art. 49. En eschanges d'heritages propres contre biens meubles, y a Retraict.

Avxerre Tit. 7. Art. 159. p. *a Sens*, 38. Retraict selon la portion de la soulte. Toutesfois † si l'heritage eschangé estoit racheté dedans l'an & iour de la vente, tel eschange sera reputé vendition, & par ce moyen * suiet à Retraict. Art. 171. En heritages eschangez contre, &c. p. *a Sens*. Art. 49.

Mante Chap. 4. Art. 75. En eschange d'heritage propre fait à vn autre sans soulte, n'y a lieu de Retraict: sinon que †† la soulte excedast l'heritage baillé auec icelles en contr'eschange.

Senlis Tit. 12. Art 224. Retraict † lignager n'a point de lieu, quand vn heritage venu du propre, est donné ou eschangé but à but sans soulte à l'encontre d'autre heritage: & quand ledit eschange est fait sans dol ou fraude.

Clermont Tit 2. Art 13. En eschange d'heritage à autre d'vne mesme nature comme de Fief à Fief ou d'heritage roturier à heritage roturier sans soulte, n'y chet Retraict: ainçois les, &c. mis cy dessus. Art. 14. En †† permutation d'heritage, soit qu'elle soit faite d'heritage Feodal à heritage roturier ou autre droict reel, comme de rente proprietaire n'y chet aucun Retraict: pourueu qu'il soit fait but à but, sans soulte & sans fraude. Art. 19. En † matiere d'eschange, où il y a soulte, s'il n'y a soulte excedant ou venant à equalité de valeur de l'heritage baillé en contr'eschange: tellement que le contract participe autant ou plus de vendition que d'eschange: en ce cas si ledit heritage estoit propre à cestuy, qui auroit prins la soulte: tel heritage sera suiet à Retraict pour la soulte & pour la valeur dudit heritage baillé en contr'eschange, selon la commune estimation d'iceluy. Et où le contract participeroit plus d'eschange & de permutation que de vendition: en ce cas tel heritage propre ne cherra en Retraict lignager: Art. 21. Heritage qui est eschangé à l'encontre d'vn cheual ou autre marchandise, chet en Retraict: pour ce qu'auant qu'eschange empesche Retraict, il est requis que les choses eschangees soient d'vne mesme qualité, & que l'vne des choses soit aussi bien immeuble que l'autre.

Vallois Tit. 11. Art. 142. En eschange fait but à but, sans soultes, & donations d'heritages n'y chet point en Retraict Ar. 143. p. *à Clermont*. 19. ne † cherra point en Retraict. Art. 156. p *a Clermont*. 21.

Troyes Tit. 9. Art. 157. p. *a Auxerre*. 171. eschangé contre, &c.

Chalons Tit. 21. Art. 245. En donation simple, legs testamentaire, eschange pur & simple, sans soulte d'argent, ne git en Retraict: mais s'il y a soulte qui soit plus que la valeur, de la chose baillee auec icelle en contr'eschange, y a Retraict pour le regard de ladite soulte.

Reims Tit. 7. Art 210. En eschange non equipollent à vendition, dons gratuirs, remuneratoires, ou faits pour cause & à charge aucune: pareillement en transaction ou autres contracts, où n'y a bourse desliee, & qui aussi n'equipollent à vendition, n'y eschoit Retraict, soit feudal ou lignager.

Retraict a lieu en eschãge d'heritage cõtre espece mobiliaire.

Retraict n'a lieu en eschange fait but à but sans soulte & sans fraude.

† *Ces mots, mais s'il y a soulte, &c. iusques a la fin, ont esté adiouste pour l'auenir, & sans preiudice du passé.*

Eschãge quãd est estime frauduleux.

†† *Les Ar. 38. & 49. ont esté adiouste au lieu des anciẽs*

† *Ces mots, toutesfois si, &c. ont esté de nouuel adiouste.*

* *Alias*, suiette. *P. V.*

†† *Ces mots, sinon que, &c. ont esté de nouuel adiouste.*

† *Cest Ar. 224. contient la reformation de l'ancien Artic. estant sous pareille cotte.*

†† *Cest Ar. 14. est introduit pour nouuelle Coustume.*

† *Aucuns des trois Estats ont remonstré que la Coustume ancienne estoit pernicieuse, & que*

Source : BIU Cujas

par l'effect d'icelle, plusieurs personnes pourroient differer à contracter par la forme y declaree, craignant auoir rente sur eux pour le regard & iusques à la concurrence de la soulte qui seroit baillee par ledict contract d'eschange, pour laquelle le retrayant doit auoir rente, le cas de ladite Coustume escheant: qui seroit le grand detriment des autres: lesquels n'ont le plus souuent heritage de semblable valeur, que celuy qui leur est eschangé, & sans bailler ou receuoir soulte, ne sçauroient faire profiter ou accommoder leur bien: Au moyen dequoy auons de l'opinion des assistans ordonné que ledit Art. & neantmoins que d'iceluy seroit fait mention en nostre Proces verbal, comme d'ancienne Coustume approuuée par les trois Estats: & au lieu dudit Art. seroit introduite la Coustume couchee au 19. Art. dudit Coustumier.

† *Les Art. 143. & 156. sont introduits pour nouuelle Coustume.*

est racheté par l'vn des compermutans dans l'an & iour. Melun Art. 142. Auxerre Art. 139. Mõtargis Ch. 16. Art. 25. Orleans Art. 386. Normandie Art. 447. Tours Art. 176. Lodunois Chap. 15. Art. 18. Le Maine Art. 412. Bourbonnois Art. 454. & 459. ou bien quand l'vn des compermutans se trouue possesseur dedans l'an & iour de la chose donnee en eschange. Grand Perche Art. 188. Bourb. Art. 459. Esquels cas de fiction & simulation, tels contracts d'eschange sont reputez pour vendition simple, & seront deuz lods & ventes & autres droicts Seigneuriaux tels qu'il a esté par nous monstré és Additions du premier Titre des fiefs & second Titre des Censiues cy dessus. Au reste les principaux faicts de fraude & simulation sont le pourparler de vendre & acheter auparauant le contract passé, l'arrest du pris de la vendition & si l'vn des compermutans n'a laissé de posseder & iouyr de la chose eschangee: & s'il a racheté dans l'an du contract d'eschange. Item s'il y a paction, promesse ou intelligence de bailler ou faire bailler deniers pour les choses baillees par eschange ou bien de les acheter ou faire racheter. Aniou Art. 354. & 401. Le Maine Art. 364. & 412. Voyez Charondas liure v. Resp. 15. Contract de vente sous contreschange ne laisse d'estre bon: mais si l'acheteur promet racheter la rente qu'il aura baillee en eschange, il est condamné dans certain temps; ainsi qu'il fut iugé le 29. iour de Iuin 1580.

Retraict en quels contracts n'a point de lieu

NOYON Tit. 7. Art. 38. En eschange ou donation sans dol ou fraude, Retraict lignager n'a lieu.

RIBEMONT Tit. 3. Art. 43. Retraict n'a lieu en contract de donation, eschange ou autre contract, qui n'equipolle à vendition.

AMIENS Tit. 10. Art. 176. Retraict lignager n'a lieu en permutation ne donation, soit entre vifs ou par testament.

CHAVNI Tit. 20. Art. 113. Retraict ne s'estend n'y a lieu en laigs testamentaires, donations, eschanges, baux d'heritages à cens & surcens ou à vies, dont la proprieté demeure aux bailleurs: pourueu qu'il n'y ait fraude.

PERONNE Tit. 10. Art. 252. En eschange d'heritage Retraict n'a lieu: sinon qu'il y ait soulte de deniers excedant la moitié de la chose eschangee: auquel cas y a lieu de Retraict, en rembourſant les deniers de la soulte & payant la valeur & estimation de la chose baillee en contre eschange.

ARTOIS Tit. 3. Art. 132. En vraye & pure eschange & permutation d'heritage, il n'y a point de Retraicte de proximité.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 10. Art. 13. Pource que souuent aduient que aucuns pour frauder le parent & le lignager, de son droict de Retraction, de la chose transportee par son parent, font eschange, & apres r'achetent l'eschange: se la fraude est trouuee par prouue suffisante, ou par le serment des contrahans qui seront tenus a en iurer, se la partie s'en veut rapporter à leurs sermens: ledit parent ou lignager aura la Retraction, s'il la veut auoir selon la Coustume.

Fraude en eschange.

COMTE DE BOVRG. Chap. 14. Art. 79. *A la fin.* En eschange d'heritage, rentes ou censes anciennes n'a point de lieu de Retraicte, s'il n'y a fraude. Et est à entendre la fraude, si tantost apres l'eschange faict, l'vne des parties rachete son eschange. Et se pourra aussi par autre maniere prouuer la fraude: & ceux qui auront fait ledit eschange, seront tenus à la requeste du retrayant d'en respondre par serment & dire la verité.

NIVERNOIS Chap. 31. Art. 19. En eschange n'a point de Retraict, si ledit eschange n'est frauduleux: laquelle fraude se pourra monstrer par le parent voulãt retraire par forme de preuue ou par le serment des contrahens, qui seront tenus d'en iurer, si la partie s'en veut rapporter à leur serment.

MONTARGIS Chap. 16. Art. 9. En eschange fait but à but n'y chet Retraict: sinon qu'il y eust tornes d'argent ou autre chose mobiliaire: sauf le vin q qui ne rend l'heritage retrayable sur celuy qui a faict les tornes. Art. 25. Si l'heritage est eschangé à propre heritage, & racheté dedans l'an par celuy qui a prins le propre, sera reputé contract de vente, & cherra ledit propre en Retraict.

q C'est à dire le vin du marché.

Eschange quãd est reputé vendition.

ORLEANS Tit. 18. Art. 384. En †† eschange fait but à but sans aucunes tournes, n'y a Retraict: mais s'il y a tournes excedans la moitié de la valeur de l'heritage baillé sans tournes, tous les heritages baillez de part & d'autre sont suiets à Retraict. Art. 386. Si † l'heritage propre est eschangé à autre heritage, & apres l'heritage baillé par contr'eschange est dedans l'an & iour dudit eschange racheté par celuy qui l'auoit baillé, ou autre pour luy, moyennant quelque somme de deniers ou autre chose mobiliaire, ledit heritage propre chet en Retraict lignager. Et commence l'an & iour du Retraict, du iour que l'heritage baillé par eschange, aura esté racheté.

†† *Cest Art. 384. a esté tiré du 284. ancien: & ce qui a esté adiousté est sans preiudice du passé.*

Source : BIU Cujas

† Ceſt Art.386. a eſté tiré du 304 ancien: & ce qui a eſté adiouſté eſt pour explication.

NORMANDIE Chap.18. Art.447. En permutation de choſes immeubles, il n'y a point de clameur. Toutesfois ſi l'vn des compermutans ou perſonne interpoſee pour luy, rachete l'eſchange, qu'il a baillé dedans l'an & iour: ou bien ſ'il eſt prouué qu'il fut ainſi conuenu entre les parties lors de la compermutation, il y a ouuerture de clameur dedans les xxx. ans. Art.450. Tout contract d'eſchange, où il y a ſoulde de deniers, quelque petite qu'elle ſoit, eſt clamable pour le regard de la terre, contre laquelle a eſté baillé l'argent.

Permutation frauduleuſe.

Retraict en eſchange pour la ſoulte de deniers.

TOVRNAY Tit.10. Art.32. En permutation de fief à autre heritage ou donation d'iceluy pure & ſimple, ny chiet Retraict lignagier: mais éſdits cas l'on peut prendre le ſerment des permutans ou donans, ſur la legalité deſdites permutatiõs ou donations: à ſçauoir ſi elles ſont faictes purement, ſimplement ſans pris d'argent, ou aucune ſimulation ou fraude.

TOVRS Tit.16. Art.175. En purs eſchanges & † baux à rentes, faits ſans fraude, n'y a aucun Retraict lignager †† ou feodal. Art.176. Si dedans l'an & iour de l'eſchange, l'vn des compermutans acquiert de l'autre à deniers la choſe par luy baillee en contr'eſchange, le lignager du vendeur aura à ſon chois la choſe vendue ou la choſe eſchangee, qui ſera cenſee de meſme nature, que la choſe vendue. Art. 177. Et ſ'il y a deniers baillez ou choſe equipollente qui n'excede le contr'eſchange, il n'y a point de Retraict: mais ſi le meuble excede l'immeuble d'outre moitié, premierement retenu par l'acquereur des choſes de l'eſchange, à la valeur du contr'eſchange, il y a Retraict au reſidu dudit eſchange, qui ſe peut raiſonnablement & profitablement diuiſer. Toutesfois quand ledit acquereur, qui a baillé les deniers, voudroit cognoiſtre le lignager en tout iceluy eſchange, ledit lignager ſera tenu de le prendre & rendre les deniers baillez par l'acquereur: autrement le lignager n'aura rien du Retraict.

Retraict en quels contracts n'a lieu.

† *Ces mots, & baux à rente faits ſans fraude, ont eſté adiouſtez à ceſt Art. 175. qui eſtoit le 19. ancien dudit titre.*

†† *Ce mot, Feodal, à eſté adiouſté à la fin de ceſt Article.*

ANIOV Tit.17. Art.353. En contract d'eſchange auſſi fait ſans fraude n'a point de Retraict, ſi le preneur ou l'vn d'iceux qui acquiert par eſchange ne retournoit argent ou autre meuble: mais en ce cas auroit Retraict aux prochains du lignage, au regard & à la raiſon du pris de l'argent ſeulement, ou au S. de fief, ſi le lignager, ne le prenoit: & au ſurplus demeure ledit eſchange en ſa vertu, & ſera faite equiualation d'vn eſchange à l'autre. Art.354. Auſſi ſi en faiſant ledit contract de prinſe à rente ou eſchange, auoit paction, promeſſe ou intelligence de bailler ou faire bailler deniers pour l'amortiſſement d'icelle rente ou partie d'icelle, que le preneur fit ou promit faire dedans l'an ou autre temps d'apres iceluy contract. Et à ſemblable és contracts d'eſchange, ſ'il promet d'acheter ou faire acheter le contr'eſchange, ou d'en bailler ou faire bailler deniers, en maniere que par le moyen d'icelle promeſſe ou intelligence, ledit contr'eſchange ne demouraſt és mains de celuy, à qui il a eſté baillé: en celuy cas y auroit Retraict pour ledit contract à la charge deſſuſdite. Art.401. Si l'vn des permutans ou autres de par luy, acquiert à deniers dedans l'an de l'autre dedans l'an & iour de leur eſchange la choſe par luy baillee en contr'eſchange: en iceluy cas le lignager de celuy qui vend aura par Retraict à ſon chois & election la choſe vendue, ou la choſe dudit eſchange.

Fraude en contract de prinſe à rente ou eſchange.

LE MAINE Tit.18. Art.364. & 412. p. *à Aniou.* 354. & 401.

GRAND PERCHE Tit.10. Art.187. Retraict n'a lieu en donation ſoit ſimple ou remuneratoire, eſchange, bail à rente perpetuelle, pure & ſimple: pourueu qu'il n'y ait fraude. Art.188 L'eſchange eſt reputé frauduleux quand celuy qui a eſchangé ſe trouue poſſeſſeur dedãs l'an & iour des choſes chãgees ou contr'eſchangees Et pareillement le bail à rente eſt reputé frauduleux quãd le preneur de l'heritage rachete la rente, dedans l'an & iour. Art.190. Quand † en eſchange y a ſoulte de deniers, ſi la choſe baillee auec les deniers, excede la ſomme des deniers, tel contract eſt eſtimé eſchange, & n'y a Retraict: mais ſi ladite ſomme excede la choſe baillee, tel contract eſt reputé vendition: & y a Retraict: & eſt receuable le retraiant audit Retraict, en payant le vray pris & eſtimation de la choſe.

Contract d'eſchange quand eſtimé frauduleux.

BLOIS Ch.16. Ar.203. En pur eſchange fait ſans fraude n'y a point de Retraict.

BERRI Tit.14. Art.15. Où en eſchange & permutation d'heritage, il y a ſurſoulte ou autremẽt bourſe deſliee, & pris d'argẽt baillé auec l'heritage, ſi ledit pris d'argent excede l'eſtimation de l'heritage, qui auroit eſté baillé en contr'eſchange & permutation, le contract bien que les parties luy ayent baillé nõ & titre de permutation & d'eſchange, ſera neantmoins cenſé & reputé contract de vendition, quand à l'effect du Retrait: à maniere que le Retraict aura en iceluy lieu, tout ainſi qu'il auroit en contract de pure & ſimple vendition: & le ſemblable a lieu quant au Retraict Feodal ou Retenue du S. Cenſuel.

En eſchange où il y a ſurſoulte & bourſe deſliee Retraict lignager ou Feodal à lieu, ou Retenue Cenſuelle.

Source : BIU Cujas

En eſchange retraict lignager, Feodal ou cenſuel à lieu, ſ'il y a choſe mobiliaire donnee.

Retraict lignager F. ou cenſuel n'a lieu en eſchãge: ſinon qu'il y euſt ſoulte & retour d'argent ou meubles excedant la valeur de l'heritage baillé pour retour.

Contract d'eſchange quãd eſt reputé frauduleux.

Eſchange quãd eſt reputé vendition.

En eſchange fait ſans fraude & fiction Retraict lignager n'a lieu.

Serment des permutans.

Comme Retrait à lieu en cõtrat d'eſchange.

Ventes & honneurs ſont deues au S. quand il y a retour d'argẽt en eſchange.

†† *Ces deux Art. 56. & 57. ſont adiouſtez comme anciens.*

Bovrbonnois Chap. 29. Art. 452. Droict de Retenuë a lieu en contract de permutation d'heritages à biens & choſes mobiliaires, en paiant par le lignager ou S.F. ou direct: dedans le temps deſſuſdit ſ la valeur & eſtimation des choſes mobiliaires. Car tel contract eſt reputé contract de vendition. Art. 453. En cõtract de permutation faite de choſe immeuble à immeuble, droict de Retenue n'a lieu: ſinon qu'il y euſt ſoulte & retour d'argent ou meubles excedant la valeur de l'heritage baillé par celuy qui feroit le retour. Art. 454. Si l'vn des permutans acquiert à deniers ou meubles la choſe par luy baillee & contr'eſchangee: en ce cas le lignager de celuy qui vend aura ſon chois & election de retraire la choſe vendue ou la choſe dudit eſchange. Art. 459. Contract de permutation eſt preſumé ſimulé & frauduleux, ſi le permutant eſt trouué ſaiſi, poſſeſſeur & detenteur de la choſe qu'il auroit baillé par permutation, dedans l'an apres ledit contract.

Avvergne Chap. 23. Art. 30. p. *à Bourbon* 452. permutation faicte d'heritage auec biens & choſes meubles en conſignãt par le lignager dedans &c. choſes meubles Car tel contract eſt reputé vendition. Art. 31. Mais contract de permutation fait d'heritage à heritage ou autre choſe immeuble, poſé qu'en iceluy contrat y ait deniers ou ſoultes excedans la valeur de la choſe baillee en contr'eſchange, droit de Retenue à cauſe de proximité de lignage n'a lieu, quand ledit contract eſt fait & paſſé ſans fraude ne fiction. Art. 32. De laquelle fraude & fiction ſeront tenus les permutans à la requeſte du lignager, quand queſtion en ſera, reſpondre par deuant Iuge competant & par ſerment, ſi requis en ſont.

La Marche Chap. 20. Art. 266. *A la fin.* Ne pareillement en vray eſchange de choſe immeuble faite ſans fraude. Art 272. Si en eſchange y a bourſe deſliee & le pris monte plus que l'eſtimation de la choſe eſchangee: Retraict lignager a lieu, en rendant le pris & l'eſtimation de la choſe eſchangee & loyaux couſts.

Lodvnois Chap. 15. Art. 17. En pur eſchange n'a point de Retraict. Art. 18. Si l'vn des permutans acquiert à deniers de l'autre, dedãs l'an & iour d'iceluy eſchãge, &c. p. *à Tours* 176. en celuy cas le lignager d'iceluy, qui vend, a à ſon chois & election &c. choſe dudit eſchange. Ar. 19. Et ſ'il y a bourſe deſliee & deniers baillez ou l'equipollent qui n'excede le contr'eſchange &c. raiſonnablement ſeparer & profitablemẽt diuiſer. Toutesfois &c. les deniers, qui en furẽt baillez par l'acquereur auec l'eſtimatiõ de la choſe baillee en contr'eſchãge, au chois & election dudit acquereur: autrement &c. iceluy lignager n'aura rien audit Retraict. Et ſera le S. de fief fondé en Retraict feodal, en l'effect & ſubſtance de l'Art. comme dict eſt du lignager.

Poictov Tit. 10. Art. 355. Si aucun a eu par eſchange ou par autre contract aucune choſe immeuble, & en retour & recompenſe ait baillé argent & heritage, ſi la ſomme de l'argent monte & vaut plus que ledit heritage, le contract ſera cenſé contract de vente: & le lignager de celuy qui a receu l'argent, ſera receu au retrait, ſ'il y vient dedans l'an & iour. Et ſera ledit heritage ou choſe immeuble qui aura eſté baillee auec l'argẽt, eſtimé en argẽt, & le retraiant tenu de payer à celuy à qui il fait offre de Retraict, le pris & ſomme qu'il auroit baillé: & en outre l'eſtimation dudit heritage baillé en eſchange. Et laquelle choſe ou heritage ſera eſtimee par le Iuge, ſi autrement l'on ne ſ'en peut accorder. Art. 356. Et ſi la choſe baillee auec ledit argent, eſtoit de plus grand valeur que ledit argent, le contrat ne ſera pource reputé contrat de vente, & n'y aura aucun Retraict: mais aura ledit S. de fief, ſes ventes & honneurs, à la raiſon dudit argent.

Angovmois Chap. 5. Art. 74. Si en faiſant eſchange d'aucune choſe immeuble, eſt baillé argent de retour, qui excede la valeur de la choſe, le contract ſera cenſé & reputé vendition, & y eſcherra Retraict en rendant ledit argent à l'eſtimation de la choſe faite par le Iuge: & au reſte ſera cenſé eſchange: mais entant que touche l'argent le S. aura ventes & honneurs. t

Xainctonge Tit 6. Art. 56. Quand †† aucun a eu par eſchange ou par aucũ autre contrat &c. p. *a poictou* 355. & recompenſation ait &c. eſtimé à argent. Laquelle eſtimation, enſemble l'argent deſbourſé, le retraiant ſera tenu paier à l'acheteur, & laquelle choſe ou heritage, ſera eſtimee par le Iuge, appellez deux gens de bien, ſi autrement ne ſ'en peut l'on accorder. Art. 57. p. *poictou.* 356. mais entant que touche ledit argent, le S. foncier en aura ventes & honneurs.

Bordeavx Chap. 2. Art. 32. p. *a poictou.* 355 & vaut plus deux fois, que ledit heritage &c. Et ſera tenu le retraiant de payer à celuy à qui il offre le Retraict, le pris & ſomme qu'il aura baillé, & en outre ladite eſtimatiõ dudit heritage baillé en eſchãge: & laquelle choſe ou heritage ſera eſtimé &c. Toutesfois ſi celuy qui a baillé la choſe en permutatiõ, qui ne vaut le tiers, veut recouurer ſa choſe, faire le pourra, en

ſ Secus quand il eſt queſtion des lods & ventes. Car dequelque valeur que ſoient les meubles donnez, les lods & ventes en ſont deuz par l'Art. 396. de ceſte meſme Couſtume, comme nous auõs monſtré ſur l'Addition du 2. Titre des Cẽſiues Voyez l'Art. 472. cy deſſous.

t Le Seigneur à faute de lignager en ce cas peut auoir la choſe ainſi eſchangee par droict de Retenue & puiſſance de Seigneurie, c'eſt à ſçauoir ſi l'argent excede le prix de la choſe. Autrement il ne doit auoir que ſes ventes & honneurs, & non le droict de Retrait feodal: parce que tel droit n'a point plus de force que le droict de retraict lignagier. Car le lignager eſt touſiours preferé au S.F. C.M.

Source : BIU Cujas

payant à l'acheteur l'eſtimation qui en ſera faite ſans en payer ventes.

Acs Tit.10.Art.9.En ſimple permutation de choſe à choſe,n'a lieu retraict lignager.Toutesfois quand il y a argent baillé, le Retraict a lieu, comme en vendition,& audit cas ſera tenu le lignager dedans le temps de la Couſtume offrir au compermutant dict acheteur,l'argent qu'il a deſbourſé, enſemble l'eſtimation de la choſe qu'il a baillé au lignager,qui à prins l'argent pour la plus vallance, dit en tel cas vendeur. Art.10. L'eſtimation de laquelle choſe ſera faite par gens expers iurez à ce par auctorité de Iuſtice commis. Art.21. Auſſi a lieu en permutation, quand il y a bourſe deſliee,comme il a eſté dict du lignager.

S.Sever Tit.5.Art.12. Retraict lignager n'a lieu en permutation, vraye faicte par affection,que les permutans ont aux choſes permutees reſpectiuement, ceſſans toute fraude & fiction:poſé qu'aient eſté baillez deniers excedans la choſe baillee en contr'eſchange. Art.13.Mais ſi la permutation n'eſtoit vraye & eſtoit faite par fraude & fiction,Retraict y a lieu,en baillant l'argent & rendant la choſe qui a eſté baillee en contr'eſchange,ſi auoir la peut à pris raiſonnable, & ſinon la valeur d'icelle à l'eſtimation des experts commis par Iuſtice. Art.14. Et ſont tenus les permutans reſpondre par ſerment par deuant Iuge competant,à la requeſte du lignager ſur la fraude & fiction:& ſ'ils la denient, le lignager ſera receu nonobſtant le ſerment à la prouuer, ſi faire le veut. Art. 15. Permutation faite de biens immeubles auec meubles eſtimez ou non eſtimez eſt dicte quant àce vendition,& y a lieu de Retraict,en baillant & rendant la valeur des meubles à l'eſtimation des expers commis par Iuſtice.

Bayonne Tit.5.Art.41. Si aucun veut permuter ou donner aucune choſe ſuiete à retention,les parties permutantes & le donant ou donataire,ſont tenus reſpectiuement denoncer & declarer telles permutations & donations à tous ceux, auſquels faudroit faire preſentation,ſi les choſes ſe vendoient,& faire ſerment en leur preſence,ſi requis en ſont ſur la tõbe du corps Sainct.M.S Lyon,qu'és permutation & donation ne cõmettent fraude au preiudice des deſſuſdits,auſquels faudroit faire preſentation.Ar.42 Et ce fait les cõpermutãs & donataires ſont mis en poſſeſſiõ par les S.des Prinſiefs:& n'y a lieu de retẽtion & retrait:poſé qu'ẽ la permutatiõ plus grãde ſõme ſoit retournee, que ne vaut la choſe baillee par eſchãge.

Bretagne Tit.16.Art.315. En eſchange qui eſt faite de terre pour terre,ores qu'elle ſoit aualuë pris pour pris, n'y a Premeſſe: ſi ce n'eſtoit en herbregerie,où pluſieurs ſeroient herbregez:& l'vn d'iceux qui auroit droit en fit eſchange à perſonne eſtrange:& les autres ou autres qui auroient part en la maiſon & herbregement pretendoient qu'ils ne fuſſent commodement herbregez & logez,y aura retraict lignager:baillant recompenſe au compermutant d'autre maiſon ou heritage ſuffiſant,le plus commodement que faire ſe pourra pour le compermutãt. Ar.316. En † cõtract fait partie par titre d'eſchãge,& partie par titre de vẽte, les contrahans ſeront tenus ſpecifier les heritages qu'ils entendent faire entrer en vente: & y aura Premeſſe és choſes vendues.Et ſi le contrat eſtoit fait & conceu à titre d'eſchange ſeulement,& y auroit deniers deſbourſez pour ſupplement,ſi les deniers n'excedent le tiers de la valeur,n'y aura aucune Premeſſe. Et au cas qu'ils excederoient ledit tiers,y aura Premeſſe,au pro rata de tout l'argent deſbourſé: & ſeront les contrahans tenus exprimer par le contract,à qu'elle portion ils eſtiment le ſupplement.Et ſi le Preſme ne ſe contente de ladite eſtimation, il pourra faire priſer les choſes à ſes deſpens:ſauf repetition des frais,ſ'il ſe trouue fraude en l'eſtimatiõ faite par les contrahans.

Bar Tit.10.Art.148. En donation, eſchange & permutation d'heritage fait but à but,n'y a Retraict:& ſ'il y a ſoulte en deniers,le Retrait aura lieu,pour le regard des deniers,& au feur d'iceux.Art.149.Pareillement y a Retraict en eſchange d'heritage de ligne,contre biens meubles.

Sedan Tit.11.Art.224. En eſchange d'heritage Retraict lignager n'a lieu, n'eſtoit qu'il y euſt ſoulte de deniers excedant la iuſte valeur & eſtimation de l'heritage eſchangé:ouquel cas y aura Retraict, comme ſi c'eſtoit vendition, en rendant les deniers de la ſoulte & iuſte valeur & eſtimation de l'heritage baillee auec la ſoulte.Art.225.Semblablement en eſchange d'heritage contre meubles, y aura Retraict,en rendant le pris que les meubles ſeront eſtimez par gens à ce cognoiſſans. Voyez le Mayne 463.

Retraict n'a lieu en ſimple permutation,ſ'il n'y a argẽt baillé.

Retrait a lieu en permutation nõ vraye & faicte par fraude & fiction.

Permutation quand eſt dicte vendition.

En permutation ou donation n'y a Retention & Retraict apres que les parties ont denoncé les permutatiõs & donatiõs à ceux auſquels il faut faire preſentation & affermãt n'y auoir aucune fraude à leur preiudice, encores qu'en la permutation y euſt plus grande ſomme de deniers que ne vaut la choſe eſchangee.

En eſchange n'y a Premeſſe ores que les terres ſoient aualuees pris pour pris:ſi ce n'eſt en herbregerie.

† Ceſt Ar. 316. eſt de nouuel adiouſté.

Contract de vẽte ou d'eſchãge.

Retraict n'a lieu en donatiõ & eſchange faite but à but,ſans ſoulte en deniers

Art.146. PARIS.

Durant †† l'an & iour u du Retraict,l'acheteur ne peut faire aucũs baſtimens ne reparations,ſ'ils ne ſont neceſſaires:pareillement ne peut empirer l'heritage:& ſ'il le faict,eſt tenu de le reſtablir.

Acheteur durant l'an & iour,ne doit faire baſtimens ou reparations,

u La raiſon de ceſt Ar.146 &d'autres ſemblables Couſtumes eſt fort aiſee à donner.

Source : BIU Cujas

s'ils ne sont necessaires: & si ne doit empirer ou demolir l'heritage.
†† *Cest Art.146.a este adiousté pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Car pendant l'an & iour l'acquereur de la chose suiette à Retrait n'est pas censé, tenu

ne reputé Seigneur incommutable, comme les Docteurs ont noté sur la loy ab emptione D. de pact. encores qu'il puisse auant l'adiournement prendre & percuoir pendant l'an & iour en temps & saison commode les fruicts de la chose ainsi par luy acquise l. 2. C. de act. empti. combien que la vente soit faicte auec faculté de remeré l. 2 D. de in diem adiect. Il est assez notoire que les impenses & meliorations ou reparations sont en droict vtiles, les autres faictes à plaisir, & les dernieres necessaires: Et ne l'ont esgard qu'aux necessaires quand la vente est resolue ou cassee comme les Docteurs ont traicté en la loy intra vtile. § fin. D. de minor. La plus grande partie des Coustumes ont restrainct les reparations aux necessaires seulement: afin que l'acheteur riche & opulent par dol ou fraude, ne fit de grandes impenses ou meliorations pour espouuenter le lignager & l'empescher de demander le Retraict: per l. in fundo. D de rei vind l. si in area D. de cond. ind. Ignæus ad l. dudum C. de contr. empt. Si l'acheteur faict des bastimens en la chose retraicte, le retrayant n'est tenu rembourser les despens desdits bastimens: aussi s'il a payé quelque chose pour autre raison que pour la chose achetee, comme si c'estoit fief & luy fut roturier & a payé au Roy pour estre receu à foy & hommage, la finance deuë pour l'indemnité du franc fief: pource que cela vient du defaut de sa personne, le retrayant n'est tenu le rembourser, iugé pour Iean de la Barre & sa femme aux Enquestes du Parlement de la Toussaints. 1272.

CONFERENCE.

* *Rectius, qui ne se puisse.*

Fruicts prins par l'acheteur ou poisson durãt l'an & iour auant le temps de maturité ou de pescher, serõt restituez ou la valeur & estimatiõ: mais s'ils estoient prests à cueillir ou pescher, s'il n'est adiourné luy demourent: & s'il est adiourné deuant, luy demourent.

† *C'est Ar.165 est mis au lieu du 17. Ar. ancien Tit. du Retrait. Lequel a este abroge en ce que la reparation necessaire en l'heritage fut faicte par auctorité de Iustice.*

†† *Les Art. 36. & 39. sont mis au lieu des anciens.*

Des reparatiõs necessaires.

On ne doit empirer l'heritage suiet à Retrait.

† *Ce 85. Ar. est adiousté comme ancien & omis en l'ancien Coustumier.*

Reparatiõs faictes à plaisir & sans necessite si elles ne sõt pour entretenir l'heritage en son estre, ne sont tenues pour loyaux coustemens.

CALAIS Tit. 9. Art. 156. p. *à Paris.* necessaires & par auctorité de Iustice. Pareillement &c.

MEAVX Chap. 15. Art. 111. Celuy qui achete l'heritage d'vn vendeur dedans l'an & iour du Retraict, le doit abstenir d'y faire reparations autres, que celles qui sont necessaires: & n'y doit rien faire de nouueau, * qui se puisse oster sans le detriment de la chose.

MELVN Chap. 7. Art. 161. Si l'acheteur dedans l'an du Retraict, demolit aucune chose en diminution de l'heritage, il sera tenu le restablir. Pareillement si dedans ledit temps il cueille les fruicts, & pesche le poisson, qui ne sont en temps de cueillir ou pescher, sera tenu restituer la valeur & estimation d'iceux au dict de gens à ce cognoissans. Mais si tels fruicts ou possession estoient prests à cueillir ou pescher, & l'acheteur ne fut adiourné en cas de Retraict, auant que les cueillir ou pescher, il s luy doiuent demourer & s'il est adiourné deuant, les doit rendre. Art. 165. Si † l'acheteur d'aucun heritage faict en iceluy, auant l'adiournement en Retraict, aucunes reparations necessaires dedans l'an & iour dudit Retraict, le retrayant sera tenu le rembourser, selon l'estimation qui en sera faicte au dict de gens à ce cognoissans.

SENS Tit. 7. Art. 37. Et †† s'il auoit fait auant l'adiournement en Retraict aucunes reparatiõs qui fussent necessaires à faire dedans l'an, le retrayeur sera aussi tenu l'en rembourser, les fruits ia perçeus deduits. Art. 39. Pendant l'an & iour on ne peut empirer l'heritage qui chet en Retraict, soit pour pescher estangs, abbatre arbres ou bois, ne le prendre en autre temps qu'il n'est accoustumé. Et si l'acheteur le fait & l'heritage soit retraict, il est tenu de restituer auec le dommage, ou celuy doit estre rabbatu sur le pur sort.

AVXERRE Tit. 7. Art. 160. Aucun pendant &c. p. *à Sens.* 39. iour ne peut &c. par pescher &c. bois ny prendre fruicts en autre temps que le temps accoustumé. Et s'il le faict, il est tenu de les restituer, auec les dõmages & interests, qui luy doiuent estre rabbatus sur le sort principal.

ESTAMPES Chap. 14. Art. 176. Ne peut l'acqueteur demolir & deteriorer l'heritage, dedans l'an du Retraict.

MANTE Chap. 4. Art. 85. L'acheteur † ne peut dedans l'an & iour deteriorer l'heritage qui eschet en Retraict, ne pescher estangs, n'abbatre bois qu'en leur saison, à peine des dommages & interests. Ne peut pareillement dedans lesdits an & iour bastir ne faire meliorations en la chose suiette à retrait: sinon que ce soient impenses & meliorations necessaires: & où il feroit autrement, le retrayant n'est tenu le recompenser des impenses & meliorations non necessaires: encores qu'il les eust faites ou faict faire auparauant l'adiournement baillé.

Mais il les peut emporter sans deterioration de la chose. C.M.

CLERMONT Tit. 2. Art. 15. Si aucun a acquis d'vn autre son propre heritage, comme maisons & autres edifices, & il aduient que pendant l'an du Retraict, l'acheteur, à son plaisir & sans aucune neceſſité, y fait aucunes reparatiõs, autres que pour l'entretenir en son estre: en ce cas le retrayant desdites maisons, cõme lignager n'est tenu rendre les reparations, & ne sont reputees pour loyaux coustemens. Art. 16. Et quant à terres ou vignes, si lesdites terres ont esté pendant l'an du Retraict labourees ou semencees, & lesdites vignes labourees, le retrayant sera tenu rendre lesdits labeurs, semences & amendemẽs necessaires, & aussi il aura les fruits

Source : BIU Cujas

& despouilles venus par le moyen desdits labeurs, estans lors dudit Retraict sur lesdits heritages. Art.18. Au cas que tels acquesteurs des propres heritages y feroient aucuns excez, pendant ledit an & iour de Retraict, comme d'y coupper arbres portans fruicts, demolir edifices, pescher viuiers, coupper bois autrement que en temps deu, tels acquesteurs, là où la chose est rendue par retraict, sont tenus de restitution de la valeur des choses ainsi induëmẽt faites & prinses: & outre †† des dommages & interests qui seront estimez par gens en ce cognoissans.

VALLOIS Tit.11. Art.153.† p. à l'Art.15. *de Clermont.* Art.154. p. *à Clermont.* Ar. 16. si lesdits heritages ont esté pendãt &c. labours &c. lors & venus desdits labours sur &c. Art.155. Et parce est entendu, que là où tels acheteurs des propres heritages feroient aucun &c. tels acheteurs &c. à ce &c.

TROYES Tit.9. Art.151. *A la fin.* Et si l'acheteur a payé aucuns lots, ventes, & autres deniers ou faict aucunes reparations auant l'adiournement, qui fussent necessaires dedans l'an, le retrayeur sera tenu de le rembourser s'il en appert, les fruicts ja perceus deduits, quant aux reparations necessaires, s'ils ne sont prins & cueillis parauant l'adiournement, & sans fraude. Art.152. p. *à Auxerre.* 160. ne prendre en autre &c. sur le pur sort.

VITRI Tit.12. Art 128. Et depuis ladite acquisition & durant le temps du Retraict, le premier achereur ne peut ou doit demolir les heritages, n'y faire besongner, quelque necessité qu'il y ait: sans le consentement du retrayant, ou l'ordonnance & auctorité du Iuge, par deuant lequel l'adiournement est fait. Et si ledit adiourné y a fait autrement besongner: ce sera à sa charge. Car ledit retraiant n'est tenu luy rendre les frais & despens, si bon ne luy semble.

LAON Tit.17. Art.243. Le retraiant est tenu de rẽdre & restituer à l'acheteur les impenses necessaires, qu'il auroit faites en la chose achetee, auparauant l'adiournement de Retraict. Et †† où il en auroit fait d'autres, encores qu'elles fussent vtiles n'est tenu de les rendre: mais peut l'acheteur les enleuer, sans deterioratiõ de la chose. Art 244. L'acheteur dedans l'an & iour du Retraict ne peut demolir la chose achetee, changer ne muer la forme d'icelle, ne faire aucune chose au preiudice & dommage de celuy qui voudra venir au Retraict.

CHALONS Tit.21. Art.247. p. *à Laon.* 243. L'adiournement en Retraict. Mais des volontaires & vtiles, n'en est tenu: ne pareillement des necessaires faites apres l'adiournement, sinon qu'elles ayent esté faites par auctorité de Iustice. Art.248. L'acheteur d'heritage suiet à Retraict ne peut auãt l'an & iour demolir, gaster, deteriorer ne changer la forme de l'heritage acheté, encores qu'il n'ait esté adiourné en Retraict: & où il l'auroit fait, & l'heritage auroit esté Retraict, est tenu enuers le retraiant de remettre les choses en l'estat qu'il les a achetees.

REIMS Tit.7. Art.211. † p. *à Laon.* 243. adiournement en Retraict &c. Art.212. Depuis l'adiournement en Retraict, ne peut l'acheteur faire aucunes reparations, encores qu'il vousit pretendre qu'elles fussent necessaires, sans auctorité de Iustice & partie appellee. Art.213 N'est loisible à l'acquereur soit deuant ou apres l'adiournement à luy baillé en Retraict lignager, faire aucune demolition ou deterioration aux heritages par luy acquis, dedans l'an du Retraict & procés intenté pour raison d'iceluy, sous peine de tous despens, dommages & interests, où ledit acheteur succomberoit.

CHAVNI Tit.20. Art.114. Aussi quand l'acheteur auroit fait aucunes impẽses, reparations, refections ou ameliorations en l'heritage que l'on veut retraire, auant qu'il soit adiourné pour le rendre par Retraict aux parens lignagers, les parẽs retraians seroient tenus restituer les impenses, reparations ou amelioratiõs necessaires & vtiles, & non les volontaires: pour lesquelles impenses & ameliorations se doiuent deduire & tourner en paye les fruits & profits, si aucuns l'acheteur auoit eu ou prins des heritages au parauant la Retraicte: mais où il n'auroit fait aucunes impenses & amelioratiõs, si seroient neantmoins ou apartiendroiẽt les fruits perceus par l'acheteur, parauãt l'adiournemẽt audit acheteur, cõsideré qu'alors ledit heritage luy apartenoit & a esté siẽ, iusques au iour dudit adiournemẽt sur retrait.

MONTARGIS Chap.16. Art.14. Celuy qui retraict aucun heritage est tenu payer les reparations necessaires & vtiles faites sans fraude par celuy, sur qui on retraict, icelles liquidees.

ORLEANS Tit.18. Ar.372.†† p. *à Montargis.* 14. reparations & impenses faictes &c sur lequel il a esté retrait, icelles prealablement liquidees. Ar.373. † p. *à Paris* bastiment de neuf, ny aucunes grosses reparations, si elles ne sont &c. l'heritage, ne immuer la forme & nature d'iceluy & s'il le faict &c.

†† *Ces mots,* Et outre, *&c. ont esté de nouuel adioustez.*

† *Les Art. 153. 154. & 155. sont introduits pour nouuelles Coustumes.*

Acquereur sera rẽbourse des lots, ventes & reparations neccessaires faictes dedans l'an, les fruicts perceus deduits.

Acheteur ne doit demolir les heritages n'y faire besongner, sãs le consentement du retrayant ou ordonnance ou auctorité du Iuge.

†† *Cest Art. 243. depuis ces mots,* Et où *&c. iusques à la fin, à esté accordé pour nouuel. Et a esté aussi certain Art. contenu audit ancien Cayer corrigé, en ce que par celuy le retrayant estoit tenu de restituer toutes impenses vtiles faites par l'acquereur, auant qu'il eust esté requis laisser la chose par Retraict.*

† *Les Art.211. depuis ces mots,* Et où il en auroit fait d'autres, *& l'Art. 213. sont de nouuel introduits: & consequemment trois Art. anciẽs reformez & moderez.*

Acheteur est rẽbourse des impenses reparations ou ameliorations neccessaires & vtiles, & non des volõtaires faites auant l'adiournemẽt.

Fruicts appartiennẽt à l'acheteur auant l'adiournement.

†† *Cest Art. 372. estoit le 293 de l'ancien: duquel a esté rayé ce mot,* vtiles, *sans preiudice du passé.*

† *Cest Art. 373. a esté accordé & adiouste, sans preiudice du passé.*

TOVRS Tit.16. Art.170. Et si l'acquereur a fait aucunes mises necessaires en la chose par luy acquise, cõme à faire labourer terres, vignes & autres reparations necessaires parauant & depuis ledit adiournement baillé, le retrayeur sera tenu payer les coustemens & mises dessusdites, en faisant le Retraict Et ne pourra l'acquereur faire demolition ne nouuel edifice, sans auctorité de Iustice, au dedans de l'an de son acquest & †† possession.

†† *Ces mots,* Et possession, *ont esté adiouſtez.*

ANIOV Tit.17. Art.378. L'an & temps durant que les prochains du lignage ont de retraire l'heritage & choses immeubles alienees par contract suiet à Retraict par leurs parens, les acquereurs ne peuuent deteriorer n'empirer la chose ne meliorer: sauf des reparations necessaires. Car s'ils auoient fait autres choses volontaires, le lignager ne seroit pas tenu de les payer.

LE MAINE Tit.18. Art.388. p. *à Anion*, & ne doiuent la meliorer, &c.

GRAND PERCHE Tit.10. Art.195. L'acquereur ne peut dedans l'an & iour du Retraict, demolir, deteriorer, changer ou inuertir l'edifice ou heritage suiet à Retraict: & où il auroit fait quelques impenses pour l'entretenement ou meliorãtion dudit edifice ou heritage, ne les peut demander, sinon que telles impenses fussent necessaires, ou qui les eust faites par auctorité de Iustice.

CHASTEAVNEVF Chap.12. Art 89. Si vn acheteur dedans l'an & iour du Retraict, edifie de nouueau ou fait reparation sur la chose par luy acquise suiette à Retraict, si tel heritage est suiet à Retraict, telles meliorations ne se restituent point par le lignaget ou S.retraiant: mais pourra l'acheteur tollir les reparations si faire le peut, sans endommager la chose.

BLOIS Chap.16. Ar.202. L'acquereur ne pourra faire demolition * de nouuel edifice, au dedans de l'an & iour de son acquest, en l'heritage par luy acquis. Et si l'acquereur fait anciennes mises necessaires en la chose par luy acquise, parauant & depuis l'adiournement, à luy baillé, le retraiant sera tenu payer icelles, en faisant ledit delais par ledit acquereur.

*Forte, *ne nouuel, comme il se lit en la Coustume de Tours Art.170. conforme.*

BOVRBONNOIS Chap.29. Art.481. L'acheteur d'aucun heritage conuenu en Retraict lignager, ne peut repeter les reparations par luy faites en la chose achetee, & d'icelles n'en est tenu le demandeur en matiere de Retraict: sinon que les reparations fussent necessaires & faictes par auctorité de Iustice. Ar.482. Si l'acquereur dedans le temps de Retraict, fait aucune demolition ou diminution de l'heritage, cueille les fruicts ou pesche les estangs ou viuiers auant le temps accoustumé, il est tenu restablir au retraiant les demolitions, fruicts & estimation d'iceux, auec dommages & interests. Mais si tels fruicts ou poissons sont prests à cueillir ou pescher, & n'est ledit acquereur adiourné auant que les cueillir ou pescher, ils demeurent audit acquereur: mais s'il estoit adiourné deuement au parauant, il est tenu de les rendre.

Le retraiant lignager ou cõuentionnel n'est tenu que des reparatiõs necessaires, & non des vtiles ou autres.

LODVNOIS Chap.15. Art.13. p. *à Tours.170.* de son acquest.

POICTOV Tit.11. Art.371. En Retraict soit conuentionnel ou coustumier, dont la grace ne seroit qu'à vn an, celuy qui a fait le Retraict, est tenu de payer les reparations necessaires seulement, si aucunes en ont esté faites: & n'est tenu à payer les vtiles ou autres, & les pert celuy qui les aura faites, si † l'on ne les peut oster & emporter sans deteriorer la chose. Autrement celuy qui les fait faire, les pourra enleuer: sinon que l'acquereur le vousit rembourser par l'estimation des matieres seulement, qui sera à l'arbitrage des gens Experts & à ce cognoissans.

† *Ces mots,* Si l'on ne les peut *&c. iusques à la fin ont esté mis à cest Art.* 370. *qui estoit le* 280. *ancien, au lieu de ces mots,* mais en Retraict conuentionnel & Coustumier, quand il dure plus d'vn an, celuy qui vient au Retraict doit payer les reparatiõs necessaires, aussi les vtiles faites par auctorité de Iustice seulemẽt, *lesquels ont esté rayez auec l'Art.*281.

ANGOVMOIS Chap.5. Art.79. En tout Retraict lignager & conuentionnel à vn an, doiuent estre payees les reparations necessaires seulement. Et si la grace du Retraict dure plus longuement, doiuent estre payees les vtiles & necessaires reparations.

BORDEAVX Chap.2. Art.36. p. *à Poictou.* 371. ny seroit, &c. vtiles reparations, &c. faites. Mais en Retraict conuentionnel ou Coustumier quand il dure plus d'vn an, celuy qui vient au Retraict, doit payer les reparations necessaires: aussi les vtiles faites par auctorité de Iustice seulement. Aussi durant l'an, l'acheteur ne pourra demolir, si la demolition n'est necessaire.

SEDAN Tit.11. Art.239. L'acheteur dedans l'an & iour du Retraict ne peut aucune chose demolir ne reparer en l'heritage vendu apres l'adiournement, si les reparations ne sont necessaires & par auctorité de Iustice, partie appellee: sur peine de les perdre: mais si auant l'adiournement, il auoit fait aucunes reparations necessaires, les repetera sur le retraiant. Et au regard des reparations vtiles, les pourra reprendre, si faire se peut, sans deterioration de l'heritage: sinon les pourra repeter contre le lignager, comme dessus.

Source : BIU Cujas

Voyez Tours. Art. 189.

*Art.*147. PARIS.

Si aucun x vend l'vsufruict de son propre heritage à personne estrange, ledit vsufruict ne chet en Retraict.

Vsufruict vẽdu ne chet en Retraict.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.9. Art.157. p. *à Paris.*

MELVN Chap.7. Art.133. Si † aucun a vendu, &c. p. *à Paris*, heritage, tel vsufruict, &c. Retraict. Mais si apres il vend la proprieté au mesme acheteur, le tout sera retrayable: & s'il vend ladite proprieté à vn autre, qu'à celuy, auquel il a vendu l'vsufruict, ou qu'il la vende, retenant à soy l'vsufruict, telle proprieté tombera en Retraict.

† *Cest Art.133. est mis au lieu du 26. Artic. du Chapitre des Retraicts.*

ESTAMPES Chap. 14. Art.179. p. *à Paris*, vendu, &c. tel vsufruict, &c. à Retraict.

DOVRDAN Tit.12. Art. 139. En vendition d'vsufruict, Retraict n'a lieu.

MONTFORT Chap.15. Art.168. p. *à Paris*, telle vendition * n'eschet, &c.

* Aliàs, *ne chet.*

REIMS Tit.7. Art.226. Vsufruict †† d'heritages de ligne vendus ne choit en Retraict.

†† *Cest Artic. 226. est adiousté pour auoir esté omis.*

NORMANDIE Chap.18. Art.488. A *la fin*, comme † aussi est la vente d'vn vsufruict faite à autre qu'au proprietaire, lequel est preferé à la clameur.

† *Cest Artic. 488. est accordé pour Coustume nouuelle.*

BOVRBONNOIS Chap.29. Art. 463. Si aucun vend, &c. p. *à Melun.* 135. sinon qu'apres il fit vente à l'acheteur de la proprieté. Car en ce cas, il y a Retraict de la proprieté & de l'vsufruit: & s'il vend à l'vn l'vsufruit, & à l'autre la proprieté, la proprieté git en Retraict: & sera consolidé ledit vsufruit auec la proprieté, iceluy fini.

SEDAN Tit.11. Art.241. p. *à Dourdan.* 139. n'y a Retraict. Art.242. Toutesfois si aucun auoit vendu la proprieté de son heritage, retenu l'vsufruit: & puis apres vend ledit vsufruit, l'acheteur de la proprieté, s'il est parent lignager du vẽdeur ou retrayeur, aura l'vsufruit pour le pris de la vẽdition, loyaux cousts & frais, dedans l'an & iour que l'acquisition dudit vsufruit aura esté enregistree au Greffe de la Iustice.

VALLANCIENNES Tit.5. Art.76. Si vn vsufructuaire ou viaigier vend ou transporte son viaige, le proprietaire le pourra reprendre & retraire pour le mesme pris: & se purgeront par serment ledit acheteur & vendeur, comme dessus dit est.

*Art.*148. PARIS.

Loges, †† boutiques, estaux, places publiques achetees du Roy & venans à succesion, sont suiets à Retraict.

†† *Les Art. 148. & 149. ont esté adioustez pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

*Art.*149. PARIS.

Baux à quatre y vingt dixneuf ans ou longues annees, sont suiets à Retraict.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.9. Art.158. p. *à Paris.* 148.

NORMANDIE Chap. 18. Art.488. Baux † à ferme à longues annees faits pour plus de xxx. ans, sont retrayables.

† *Cest Ar.488. est accordé pour Coustume nouuelle.*

BRETAGNE Tit.16. Art.313. Quand †† heritage est baillé pour iouyr des leuees par certains ans, & iusques à parfait payement de la debte du creancier, & en tout autre engage, ferme ou louage, s'ils n'excedent ix. ans n'y aura Premesse: & s'ils excedent ix.ans, pourra le Presme venir au Retraict: pourueu qu'il reste vi. ans de la iouyssance dudit heritage.

†† *Cest Ar.313. reforme l'Arti. 299. & cõprend l'Art. 301. ancien. Retraict ou Premesse en quels cas a lieu ou non, quand les choses n'excedẽt neuf ans.*

*Art.*150. PARIS.

x Alienatiõ des fruits n'est point alienation de proprieté ou Seigneurie, combien que tels fruicts soient pendans par les racines & facent partie du fonds l. fructus. D. de rei vind. par ce qu'ils sont vendus à part sans le fonds, pour estre cueillis & seperez: auquel cas ils sont reputez pour meubles, comme Paul de Castre Cons. 132. a remarqué. En quoy nous deuons considerer la fin & intention des parties, qui est vendre & acheter lesdits fruicts separemẽt pour estre cueillis & seperez du fonds & amobiliez. Or l'vsufruict qui n'est autre chose qu'vn droict de iouyr des fruicts de la chose qui appartient à vn autre, la proprieté d'icelle demourant en son entier, n'est suiet à Retraict. Ces questions sont decidees par Tiraqueau, ad §. 1. Glossa 7. num. 51. 52. 53. 54. vsque ad num. 70. Grimaudet liure 4. Chap. 22. 23. 24. & 25. C'est l'opinion d'Alexandre Cons. 52. Col. vlt. lib. 1. qu'en vsufruict Retraict n'a point de lieu: d'autant qu'il n'est perpetuel & se perd facilement és cas de droict. § vlt. Inst. de vsufr. l pen. C. de vsufr. l 1. & seq. D. Quib modis vsu. amit. Dauãtage par la vendition ou alienation d'vn vsufruit, le fonds ou la proprieté n'est point alienee ou mise hors de la famille.

y Vide l. 1. & 2. D. Si ager. vectigal. vel emphyt. pet. Tiraqueau ad Art. 1. Glossa 14 nu. 79. vsque ad num. 90. Grimaudet liure des Retraicts Cha. 19. qui soustiennẽt qu'ẽ baux faicts en longues annees le Retraict lignager n'a lieu.

Source : BIU Cujas

Heritage vendu par Decret, est suiet à Retraict.

Propre heritage vendu [z] par Decrect en iugement par criees & subhastations, chet en Retraict.

Art. 151. PARIS.

† *Ces Art.* 151. 152. 153. & 154. *sont adiouſtez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Vn † heritage propre adiugé par Decret ſur vn Curateur aux biens vacans, ou ſur l'heritier par benefice d'inuentaire, eſt ſuiet à Retraict.

Heritage propre adiugé ſur le Curateur aux biẽs ou ſur l'heritier par benefice d'inuẽtaire, ſuiet à Retraict ſecus s'il eſt acqueſt.

Art. 152. PARIS.

Mais l'heritage d'acqueſts d'vn defunct, adiugé ſur le Curateur aux biens du defunct, n'eſt ſuiet à Retraict.

Heritage adiugé ſur vn Curateur à la choſe abandonnee, ne chet en Retraict.

Art. 153. PARIS.

L'heritage adiugé ſur vn Curateur à la choſe abandonnee n'eſt ſuiet à Retraict.

Portion qui ne ſe peut diuiſer licitee, chet en Retraict.

Art. 154. PARIS.

Portion d'heritage vendue par licitation, qui ne ſe peut bailler par diuis eſt ſuiette à Retraict.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 9. Art. 159. 160. 161. & 162. aux Art. 150. 151. 152. & 153. *de Paris.* Art. 163. p. *à Paris.* 154. vendue & adiugee à vn eſtranger par l. pour l'impoſſibilité ou incommodité de partage n'eſt ſuiette à Retraict.

†† *Ceſt Art.* 138. *a eſté adiouſté cõme ancien, & omis en l'ancien Couſtumier.*

MEAVX Chap. 15. Art. 112. En heritage, qui eſt vendu par Decret par vn Iuge, à cry public, quand tel heritage appartient au debteur de ſon propre, il eſt retrayable, comme ſi le debteur l'auoit vendu.

MELVN Chap. 7. Art. 138. En †† heritages propres adiugez par Decret de Iuſtice, y a Retraict.

† *Ceſt Art.* 45. *eſt mis au lieu des anciens.*

SENS Tit. 7. Art. 45. En † vente d'heritages propres au debteur, adiugez par Criees ou Decret de Iuſtice, y a Retraict.

†† *Ces mots, à compter &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

AVXERRE Tit. 7. Art. 167. En vente d'heritages propres adiugez par Decret, y a Retraict dedans l'an & iour, à †† compter du iour de la deliurance & ſeel d'iceluy.

ESTAMPES Chap. 14. Art. 180. p. *à Paris.* 150. vendu & adiugé par Decret de Iuſtice, chet, &c.

DOVRDAN Tit. 12. Art. 140. p. *à Paris.* 150. vendu & adiugé, &c. eſchet, &c.

MONTFORT Chap. 15. Art. 169 p. *a Paris.* 150. vendu & adiugé, &c.

MANTE Chap. 4. Art. 74. Heritage vendu par Decret, eſt ſuiet à Retraict lignager.

VALLOIS Tit. 11. Art. 144. Quand aucuns heritages, cens & rentes ſont vendus par Decret, qui cheent en Retraict, celuy ou ceux, qui ſont du lignage dont viennent leſdits heritages, cens ou rentes, les peuuent auoir par Retraict, en payant le pur ſort & loyaux couſtemens.

† *Ceſt Ar.* 252. *a eſté adiouſté pour l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé.*

TROYES Tit. 9. Art. 147. Heritage propre & naiſſant vendu par Decret, peut eſtre Retraict dedans l'an, à compter du iour de l'adiudication dudict Decret.

†† *Ceſt Ar.* 253. *eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

CHAVMONT Tit. 10. Art. 115. p. *à Troyes.* 147. ſe peut retraire, &c. du iour du Decret.

† *Ces mots, que neceſſaires, ont eſté adiouſtez pour la difficulté, qu'õ faiſoit au cõtenu audit Art.*

LAON Tit. 17. Art. 252. Es † choſes adiugees par Decret, y a lieu Retraict lignager.

CHALONS Tit. 21. Art. 253. L'heritage †† vendu par Decret de Iuſtice, ſoit qu'il ſoit Feodal ou roturier, eſt ſuiet à Retraict lignager dedans l'an & iour de l'interpoſition du Decret.

REIMS Tit. 7. Art. 192. A lieu ledit Retraict tant en venditions volontaires, que † neceſſaires faictes par Decret de Iuge.

z Ceſte vente & adiudicatiõ pour decret, eſt neceſſaire & non volontaire, ſuiette à Retraict, comme dit Tiraqueau. Ar. 1. Gloſſa 24. num. 109. Grimaudet liure 5. Chap. 12. Or puis que ceſt vne vente, Retraict lignager, ceſt pourquoy auſſi la Couſtume de Paris. Art. 83. & pluſieurs autres veulent qu'ẽ telles alienations & venditions faictes par auctorité de Iuſtice, lots & ventes ou le quint denier ſoient deuz au Seigneur de Fief. Guido Pap. Conſ. 46. Maſuer. in Praxi. Tit. de execut. & ſub. §. Item in pretii diſtribut. & Tit. de locato C'eſt pourquoy la Couſtume de Reims. Art. 192. dit que le Retraict a lieu tant en venditions volontaires que neceſſaires faites par Decrets. Ces Couſtumes ſe doiuent entendre quand le Retraict eſt adiugé ſur le Seigneur proprietaire ou vendeur. Mais quand vn acheteur a deguerpi, & que pour purger les hypotheques on fait crier ſur vn Curateur : lors on ne commance du iour du Decret : ains du iour du premier contract, ainſi qu'il fut iugé le 16. iour de Mars 1577. A ce eſt cõforme la Couſtume d'Orleans. Art. 401. miſe cy deſſous. Et ainſi depuis par autre Arreſt du 1. iour d'Aouſt 1583. donné en la grand Chambre fut receu vn retraiant à rẽbourſer le ſort principal, frais & loyaux couſts du premier cõtract, & non de la vendition forcee par Decret. Pareil Arreſt du 7. iour de Feurier 1584. recité par Charondas liure 7. Reſp. 142. par lequel le demãdeur en Retraict lignager, eſtãt venu apres l'an de l'eſaiſinement du contract de vẽte, encores qu'il fut dedãs l'an du Decret conuentionnel a eſté debouté dudit Retraict.

Source : BIU Cujas

ARTOIS Tit.3. Art.121. Le S. peut vser de son droit & faculté de retraire, comme aussi fait le lignager, sur les heritages aians esté vendus par Decret de Iustice, au plus offrant & dernier encherisseur.

DVCHE DE BOVRG Chap.10. Art.9. En vendition d'heritage ancien vendu par Decret, Retraction a lieu, comme en autre vendition, en la maniere dessusdite, dedans l'an & iour à compter du iour de l'interposition du Decret.

COMTE DE BOVRG Chap.13. Ar.78. En choses vendues & deliurees par execution & Decret de Iustice n'a point lieu Retraction pour les parens & lignagers. Mais si le S. Censier de Cense, portant lods & Retenue, les veut retenir, il le peut faire en rendant le pris & les frais de l'execution, ou prendre ses lods. Et semblablement à le S. de Fief la Retenue des choses Feodales vendues par Decret.

NIVERNOIS Chap.31. Art.28. Heritages criez subhastez ou vendus par Decret, sont suiets à Retraict.

ORLEANS Tit. 18. Art.400. Heritage †† vendu & adiugé par Decret, n'est suiet à Retraict. Art. 401. Quand vn heritage est vendu ou autrement aliené par contract suiet à Retraict, auec condition de le faire decreter pour la seureté de l'acquereur, l'action de Retraict lignager est ouuerte du iour du contract. Et action en Retraict se doit intenter dedans l'an & iour d'iceluy, ou foy & offres deuement faites selon la qualité des heritages pour l'auoir par le lignager pour le prix & aux conditions portees par ledit contract. Et supposé que le Decret fut interuenu dedans l'an & iour, le peut neantmoins ledit lignager retirer pour le pris & aux conditions portees par ledit contract, en rembourſant l'acheteur du sort principal, loyaux cousts & mises & satisfaisant à la Coustume.

TOVRS Tit.16. Art. 180. En transaction faicte sans fraude & és choses adiugees par Decret, n'y a Retraict pour le lignager, ne prinse par puissance de Fief pour le S. de Fief: sinon † qu'auparauant le Decret y eust pris certain, & conuenu, entre celuy, sur lequel le Decret est fait & celuy au profit duquel il est executé: auquel cas y aura Retraict: & commencera l'an & iour d'iceluy, du iour de la possession prinse en vertu de ladite conuention. Toutesfois n'y aura qu'vne vente tant pour ladite paction, que Decret: sinon que le pris du Decret excedast le pris conuenu & accordé: & audit cas y aura vente pour l'outre-plus seulement.

ANIOV Tit.17. Art.410. Des choses immeubles & heritages vendus au plus offrant par Decret, pour les debtes d'aucun debteur autre que le creancier, qui seroit approprié d'aucune rente, Retraict en est acquis aux prochains lignagers du debteur: supposé que les creanciers ayent possession de leur rente par an & iour, voire par plus grand temps. Car les creanciers n'osent point de leur possession en ce cas, puis qu'ils souffrent l'adiudication de Decret estre faite à vn autre. Autre chose seroit s'ils le retenoient pour leur rente, dont ils fussent appropriez, & qu'icelle rente fut exempt de Retraict. Auquel cas le lignager n'en auroit qu'au pris de l'argent, des arrerages & des cousts, ou d'autres sommes qui seroient mises en outre le principal d'icelles rentes, bien y a Retraict au S. de Fief.

LE MAINE Tit.10. Art.421. p. *a Aniou.*

GRAND PERCHE Tit.10. Art. 202. L'heritage propre adiugé par Decret de Iustice, est suiet à Retraict dedans l'an & iour de l'adiudication.

CHASTEAVNEVF Tit.12. Art.84. *A la fin.* Et l'heritage adiugé par Decret, est suiet à Retract lignager, en gardant les solennitez que dessus.

BERRI Tit.14. Art.25. En † vendition faite par Iustice & adiudication de Decret d'aucun heritage propre, le prochain parent du costé & ligne, dont vient ledit heritage pourra dedans la huictaine apres l'adiudication du Decret, faire appeller en Iustice, le plus offrant & dernier encherisseur, à qui l'adiudication a esté faite, & se pourra mettre & faire subroger en son lieu, en s'obligeant au Greffe à consigner dedans iii. iours apres par mesme contrainte, comme ledit plus offrant & dernier encherisseur, le pris entier de l'enchere. Et pendant la huictaine surserra la contrainte contre le dernier encherisseur.

BOVRBONNOIS Chap.29. Art.450. p. *a Montfort. 169.*

AVVERGNE Chap.23. Art.37. En vente faite par Criees, droit de Retenue a lieu: & commence à courir le temps de trois mois introduits par la Coustume du iour que le Decret est deliuré.

LA MARCHE Tit.20. Art.286. En vendition faite par Criees & adiudication de Decret, Retraict & Prelation & Retenue ont lieu: & le temps court au Seigneur ou lignager, des l'heure que le Decret est deliuré.

Action en Retraict lignager pour vn heritage vendu, à la charge de le faire decreter, quand a lieu.

†† *Ces Art. 400. & 401. ont esté accordez & adiouſtez pour auoir lieu al'aduenir, sans preiudice du passé.*

Retraict lignager ou Feodal n'a lieu en Transaction ou adiudication par Decret.

† *Ces mots, Sinon qu'auparauãt, &c. sont de nouuel adiouſtez.*

Retraict lignager ou Feodal a lieu en Decret, s'il y a pris certain & conuenu auant le Decret.

Retraict lignager n'a lieu en adiudication par Decret.

Retraict Feodal Censuel a lieu en adiudication par Decret.

†† *Ces Ar. 25. est Coustume nouuelle quant au temps & forme.*

Lignager peut retirer dãs huictaine l'heritage propre vendu par Decret.

Source : BIU Cujas

LODVNOIS Chap.15. Art.23. p. *à Tours.* 180. par puissance de Fief: mais y a ventes.

POICTOV Tit. 20. Art.445. *A la fin.* Semblablement sera le lignager receu au Retraict dedans l'an de l'adiudication du Decret: sans † ce qu'il soit besoin faire autre notification au Greffe de la Iurisdiction desdits lieux.

† *Ces mots,* Sans ce qu'il, *&c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiousteż à cest Art. 445. qui est aussi le dernier Art. ancien.*

ANGOVMOIS Chap.5. Art.76. Le lignager peut auoir la chose criee & adiugee par Decret, dedans l'an & iour de l'adiudication, si les terres adiugees sont au territoire & en la iurisdiction du luge, qui aura interposé le Decret, mais si les terres n'estoient au territoire & iurisdiction de celuy, qui auroit interposé le Decret: comme si le Decret estoit interposé par Arrest de la Cour de Parlement, par les Gens tenans les Requestes du Palais, par les Conseruateurs des priuileges aux Escoliers ou autrement: en ce cas l'an & iour du Retraict, courra du iour que le Decret sera notifié au Greffe de la iurisdiction, où ledit heritage est situé & assis & que le Greffier en aura fait Registre.

AÇS Tit.11. Art.11. Quand la chose est vendue en Criees & subhastations, Retraict lignager a lieu dedans l'an & iour, à compter du iour que le Decret est executé.

LA BOVRT Tit.6. Art.4. Si n'est qu'icelles choses ainsi vendues par Criees, subhastations & Decret. Auquel cas le debteur ou son plus prochain, s'il est present ou autre lignager, si celuy debteur ou son plus prochain ne les veut, les peut recouurer dedans an & iour de l'execution du Decret, en payant le pris, pour lequel ont esté vendues, à mesmes cõditions & termes, ensemble les loyaux decoustemens. Art.5. Mais si le plus prochain est absent au temps de l'execution du Decret, & apres quelque temps reuient: en ce cas nonobstant l'an & iour passez aura xv. iours seulement apres son retour, pour les pouuoir recouurer, tant de celuy, à qui elles ont esté adiugees par Decret, que du lignager qui ne seroit si proche, qui en son absence l'auroit recouuerte.

SOLE Tit.19. Art.2. Es biens de succession de papoadge, qui sont vendus à l'enquant public du Seigneur par Criees & subhastations auec les solennitez qui se doiuent garder, n'y a lieu de Retraict: si au temps d'icelles Criees & subhastations, le debteur est au pays, mais si le debteur est hors du pays de Sole, s'il vient dedans an & iour à compter du iour de l'interposition du Decret, en payant le pris, pour lequel la vendition est faite, aux mesmes conditions & termes, ensemble les loyaux despens & coustages peut recouurir. Mais lesdits an & iour passez, ledit Retraict n'a lieu. Art.3. Dans l'interposition du Decret, le plus prochain lignager habille à succeder de degré en degré, est preferé à tout autre & peut retenir les biens auitins & de papoadge en Criees & subhastations, en payant. Ar.4. Mais celuy qui n'est au pays au temps de l'interposition de la preconisation & Criees desdits enquans, ne peut recouurir depuis l'interposition du Decret. Art.6. Aussi si le S. du Fief, qui est le S. direct, fait mettre en Criees & subhastations la chose à luy feudale, pour estre satisfait de son Fief & deuoirs, le plus prochain à succeder du S. vtil, est preferé au S. direct, & à tout autre en baillant ce que le plus offrant baille: & apres le plus prochain, est preferé le S. F.

SEDAN Tit.11. Art.230. Heritages propres vendus par Decret, par Executeurs de Testament, sont suiets à Retraict.

Retraict a lieu entre deux cõioints par mariage, ayãs acquis vn heritage propre de l'vn d'eux apres le trespas de l'vn desdits cõioints, pour la moitié seulemẽt contre celuy ou ses heritiers nõ estans lignagers dans l'an & iour à compter du iour du decés de l'vn desdits cõioints, & non de la saisine ou infeodation. Ce qui a lieu s'il n'y a enfans estans en ligne: & si par partage il sort hors la ligne, il chet en Retraict pour la moitié: si le retraiant a intenté son action & fait protestation dan l'an du decés.

Art. 155. PARIS.

Quand aucun heritage b propre est acquis durant & constant le mariage de deux conioints, dont l'vn d'iceux est parent lignager du vendeur, du costé dont ledit heritage luy appartenoit au vendeur, tel heritage ainsi vendu ne gist en Retraict, durant & constant ledit mariage: mais apres le trespas de l'vn desdits conioints, la moitié dudit heritage gist en Retraict, à l'encontre de celuy, qui n'est lignager ou ses hoirs, s'ils ne sont lignagers du vendeur, du costé & ligne dont ledit heritage appartenoit à iceluy vendeur, dedans l'an & iour du trespas du premier mourant des conioints: suppose qu'il y eust saisine ou infeodation prinse, durant iceluy mariage, en rendant & payant par le retraiant la moitié du sort principal, frais & loyaux couts.

b Ceſt Art.155. ſe peut entendre du Retraict de mydenier comme autres Couſtumes en diſpoſent, lequel eſt octroyé au ſuruiuant de deux conioints, où aux heritiers du premier decedant, pour la cõſeruation des heritages par eux acquis ou retirez eſtans de leur eſtoc, coſté & ligne: afin que chacun d'eux retirent leſdits heritages qui procedent de leur ligne. Et ſe doit entendre ceſt Art. 155. auoir lieu, s'il

Art. 156. PARIS.

Source : BIU Cujas

n'y a enfans du mariage, car au cas qu'il y ait enfans, tel heritage ne chet point en Retraict pour l'esperance qu'on a que tel enfant doit succeder à son pere ou mere suruiuant, comme dit la Coustume de Dourdan. Art. 142. Montfort. Art. 172. & autres. Apres le decés sinon de l'enfant, & dedans l'an & iour d'iceluy, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest de la Cour des 26. May 1542. entre Philbert Gobelin appellant du Preuost de Paris & les Gobelins intimez: dernier Iuin 1544. entre Ieroſme Hesselin appellant du Preuost de Paris & les Hesselins intimez, & du 22. May 1557. du 8. iour de Iuin 1574. Suiuant lesquels Arrests la Coustume de Paris a esté reformee, amplifiee ou esclaircie par l'Art. 156 Desquels Arrests ledit Art. de la Coustume a esté tiré. Or la principale raison pour laquelle tel heritage ainsi acquis ou retiré, ne chet en Retraict durant & constant le mariage, vient & procede de la Coustume qui est entre l'homme & la femme: & y a chacun sa part & portion. Meaux. Ar. 93. Et peut on y adiouster ceste cy que tel heritage demoure en sa ligne qui est vne raison portee par celle de Sedan. Art. 234. On peut demander si la femme delaisse des enfans communs, & le pere apres auoir fait inuentaire, se charge du gouuernement de ses enfans, par le temps de quinze ou seze ans. En apres les enfans font offre à leur pere du my denier: lequel leur dit pour ses exemptions & defences qu'ils ne sont receuables: par ce qu'ils ne viennent dedans le temps prefix par la Coustume. Theueneau sur la Coustume, recite diuerses opinions & ne resout aucune chose de ce qui se doit garder & practiquer. Toutesfois Du Moulin tient que la resolution est fort claire & apparente: par ce que le pere qui estoit pere & legitime administrateur deuoit demander ledict Retraict à soy-mesme l. atqui natura. 19. §. cum me. D. de neg. gest. Par ce moyen l'an ne court sinon apres que l'administration est finie & que le pere a representé les titres des acquisitions.

Quand †† celuy qui n'est en ligne, a des enfans qui sont en ligne, Retraict n'a lieu.

†† *Les Artic 156. & 157. ont esté adiouſtez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Art. 157. *PARIS.*

Et si par partage l'heritage sort hors la ligne, il est suiet à Retraict pour moitié: pourueu toutesfois que le retraiant ait intenté son action, & sur icelle protesté dedans l'an du decés de celuy des deux conioints, qui luy est parent.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 9. Art. 104. p. *à Paris.* 155. Supposé que le contract d'acquisition eust esté notifié & insinué, durant iceluy, &c. Art. 165. Quand l'acquereur, &c. Art. 166. p. *à Paris.* 156. & 157.

MEAVX Chap 15. Art. 93. Si vn homme, qui est marié achete aucun heritage d'vn vendeur, parent & lignager de sa femme, du costé & ligne, dont audit vendeur est venu l'heritage, pendant & constant le mariage: tel heritage ne chet en Retraict: pource que l'homme & la femme sont vns & cõmuns en biens: mais le mariage dissolu, pource que l'heritage se partit, s'il est que le mari suruiue la femme, ce qui escherra au mari ouses hoirs estrãgers, de la ligne, chet en Retrait: pource qu'il n'est de la ligne. Art. 94. Et semblablement si ledit mari, durant & constant le mariage, acqueſt d'vn sien parent lignager, il n'y a point de Retraict: mais apres le trespas dudit mari, la part dudit conqueſt, qui eschet à la femme, est retrayable: & faut rendre la moitié du pur sort auec les loyaux cousts. Art. 95. Et supposé que le mari ou la femme fussent ensaisinez apres le trespas de l'vn ou de l'autre, il est requis que le suruiuant iouysse dudit heritage par an & iour: outre lequel an & iour on n'est plus receu à poursuiure l'heritage par Retraict.

MELVN Chap. 7. Art. 152. Si † deux conioints par mariage achetent d'aucun parent de l'vn d'eux, vn heritage propre au vendeur, ou bien s'ils retraient ledit heritage d'vn estranger, qui l'auroit acheté du parent de l'vn d'eux, ils pourront iouyr de tel heritage ensemblement, sans que l'on leur puisse oster par Retraict, tant que le mariage durera. Mais si celuy desdits conioints lignager, decede sans hoirs, le suruiuant non lignager tiendra la moitié dudit heritage, comme son conqueſt: laquelle moitié neantmoins pourra estre retraicte sur luy ou ses hoirs, (s'ils ne sont lignagers du vendeur) dedans l'an & iour du decés du premier decedé desdits conioints, en rendant & payant par le retraiant la moitié du sort principal, frais & loyaux coustemens. Mais si dudit mariage y auoit enfans, la moitié ne pourra estre retraicte sur le suruiuant, iusques apres partage fait entre luy & ses enfans, & que par iceluy partage, ladite moitié soit aduenue & escheuë au suruiuant. Et neantmoins seront lesdits enfans preferez audit Retraict à tous autres lignagers, encores qu'ils fussent preuenus par adiournement en Retraict: pourueu qu'ils y viennent dedans l'an & iour dudit partage.

† *Ceſt Art. 152. a eſté mis au lieu du 25. Art. de l'ancien Couſtumier Titre des Retraicts: pour obuier à pluſieurs difficultez meuës ſur ledit Ar. ancien: qui ſont iugees ſelõ l'Addition dudit Art. 152.*

SENS Tit. 7. Art. 60. Si deux conioints par mariage achetent de leur parent heritage propre, apres le trespas d'iceluy desdits conioints dont meut ledit heritage, le suruiuant est tenu rendre & restituer sa part & portion aux heritiers

du

Source : BIU Cujas

du treſpaſſé ou autres ſes parens, de l'eſtoc deſquels meut ledit heritage, ſi les heritiers ou parent le veulent auoir dedans l'an & iour du treſpas, en payant & rembourſant la moitié du ſort principal, qui aura eſté payé pour ledit heritage, frais & loyaux couſts: enſemble des baſtimens & meliorations, qui y pourroient auoir eſté faites. Art. 61. Toutesfois ſ'il y a enfant ou enfans du defunct, ils auront vi. mois pour pouuoir retirer & retraire ladite portion: dedans leſquels, ils ne pourront eſtre preuenus par les autres parens. Et ſi l'vn deſdits enfans auoit ſeul retiré ladite portion, il ſera neantmoins tenu la communiquer à ſes autres freres & ſœurs, ſ'ils le demandent dedans l'an & iour du decez en rembourſant chacun pour leur portion: mais les vi. mois paſſez, les enfans & autres parens le pourront demander iuſques en fin de l'an & iour du decez: & en ce cas qui preuiendra & fera le premier diligence par adiournement, ſera preferé. Art. 62. Si le mari à cauſe de ſa femme retraict aucun heritage, il eſt faict & reputé propre de la femme, & apres le treſpas d'elle ou dudit mari, il appartiendra entierement à ladite femme ou à ſes hoirs en rembourſant le mari ou ſes heritiers de la moitié du ſort principal, qui aura eſté payé pour ledit heritage, frais & loyaux couſts: enſemble des baſtimens & meliorations, qui pourroient auoir eſté faictes. Et en ſemblable ſi l'heritage retraict vient de l'eſtoc du mari.

Heritage propre à la femme retiré par le mari ne git en Retrait ſinon apres ſa mort.

AVXERRE Tit. 7. Art. 181. Si †† le mari & femme eſtans en communauté de meubles & conqueſts, ou l'vn d'eux acheten ou retrayent heritage eſtant du propre de l'vn d'eux, & iceluy heritage ſe trouue és biens de la communauté, lors de la diſſolution d'icelle, iceluy heritage ſera & demourera du coſté dont procede le Retraict: en rendãt à celuy d'eux qui n'eſt lignager où à ſes hoirs la moitié du pris meliorations & loyaux couſts, qui en ont eſté baillez dedans l'an & iour, apres le decez de l'vn des mariez. Et ſi l'heritage acheté par le mari, qui prouient neantmoins de l'eſtoc de ſa femme, eſt vendu, les parens dont meut l'heritage, le pourront auoir par Retraict. Et toutesfois ſ'il y a enfans du defunct & c. p. *à Sens.* 61. en le rembourſant chacun de ſa portion &c. par adiournement libellé &c.

†† *Ceſt Art. 181. a eſté pour plus grande explication, & en conſequence des precedens Art. mis au lieu du 60. Art. ancien.*

ESTAMPES Chap. 14. Art. 181. Quand l'heritage propre, eſt acquis durant & conſtant le mariage de deux conioints, dont l'vn eſt parent & lignager du vẽdeur du coſté & ligne, dõt ledit heritage apartiẽt au vendeur: tel heritage ainſi vẽdu ne git à Retrait, durant & conſtant ledit mariage: mais apres le treſpas de l'vn deſdits conioints, la moitié dudit heritage git en Retraict à l'encontre de celuy, qui n'eſt lignager.

DOVRDAN Tit. 12. Art. 142. p. *à Paris.* 155. du coſté, eſtoc & branchage, dont &c. lignagers, comme deſſus, dedans l'an &c. frais & loyaux couſtemens: pourueu † qu'il n'y ait enfans dudit mariage: auquel cas pour l'eſperance qu'il y a, que la moitié retourne auſdits enfans ne git en Retraict.

† *Ces mots,* pourueu qu'il *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez, ſans preiudice du paſſé.*

MONTFORT Chap. 15. Art. 172. p. *a Paris.* Art. 155. de l'eſtoc coſté & ligne dont &c. du vendeur, dudit eſtoc, coſté & ligne dont ledit heritage appartenoit à iceluy vendeur &c. loyaux couſts. Et où il y auroit enfans dudit mariage pour l'eſperance qu'ils pourroient auoir de venir à la portion de l'vn deſdits conioints qui ne ſeroit de la famille, n'aura en ce cas la couſtume lieu: ſinon que la moitié appartenant à celuy qui ne ſera du lignage, tombaſt à autres enfans.

MANTE Chap. 4. Art 83. Quand heritage propre &c p. *à Monfort.* parent & lignager &c. de l'eſtoc &c. l'heritage appartient &c. de celuy qui n'eſt lignager dedans l'an &c. loyaux couſtemens: pourueu &c. p. *à Dourdan.* cas ne tombe en Retraict, pour l'eſperance qu'il y a que ledit heritage retourne aux enfans du decedé.

SENLIS Tit. 12. Art. 229. Si le mari durant & conſtant le mariage de luy & de ſa femme acquiert aucun heritage qui ſoit propre heritage du vendeur, & ſoit lignager à icelle femme du coſté & ligne dont vient ledit heritage vendu, vn autre lignager prochain du vendeur ne pourra rauoir par Retraict ledit heritage ainſi vendu durant & conſtant ledit mariage de ladite femme pource qu'elle eſt lignagere du vendeur. Mais apres le treſpas d'elle, vn lignager du vendeur du coſté & ligne dont eſt venu ledit heritage, dedans l'an & iour du treſpas d'elle, pourra rauoir par Retraict la part & portion dudit heritage ainſi vendu au mari, & dont il iouyſſoit par le moyen de l'acquiſition, en luy rembourſant la moitié deſdits deniers. *Et è contra,* où le mari ſeroit lignager du vendeur & la femme eſtrange. Art. deux cens trente. Ledit heritage ainſi acqueſté que dit eſt par le mari durant & conſtant le mariage de luy & de ſa femme, ſera reputé & tenu pour

acqueſt audit mari pour moitié, ſi apres an & iour du treſpas de ſa femme aucun lignager d'icelle du coſté & ligne, dont eſt venu & eſcheu ledit heritage ainſi vendu que dit eſt, ne vient requerir & demander par Retraict ledit heritage vendu au mari & luy offrir bourſe & deniers pour le pur ſort & loyaux couſtemens, en dedans l'an de la ſaiſine, ſ'il n'eſtoit ſaiſi deuãt le treſpas du ſa femme. *Et è contra*, comme deſſus.

CLERMONT Tit. 2. Art. 11. p. *à Paris.* 155. du †† coſté & ligne dont &c. lignager du vendeur du coſté & ligne &c. loyaux couſtemens.

VALLOIS Tit. 11. Art. 152. † p. *à Clermont.*

TROYES Tit. 5. Art. 82. S'il aduient que deux conioints par mariage durant & conſtant leur mariage rachetent & acquittent aucunes rentes ou droicts d'hypotheque, conſtituees parauant le mariage, ſus l'heritage propre ou l'vn d'eux, il eſt loiſible aux heritiers de celuy ſur l'heritage duquel la rente ou hypotheque eſtoit conſtituee, de prendre & auoir la rente, en rembourſant le ſuruiuãt des deux conioints ou ſes heritiers dedans l'an du decés du premier treſpaſſé, de la moitié du pris du rachat ou hypotheque, & de ſes frais raiſonnables. Et ſemblablement eſt loiſible au ſuruiuãt des conioints de prẽdre ladite rente, ſi elle eſt aſſiſe ſur ſon heritage propre, en rembourſant les heritiers du defunct, de la moitié du pris & deſdits frais. Tit. 9. Art. 150. Quand deux conioints par mariage ou l'vn d'eux achetent d'aucun leur parent ou lignager ou de l'vn d'eux aucun heritage ou poſſeſſion immobiliaire procedant du propre & naiſſant du vendeur & du coſté & ligne de l'vn deſdits conioints, ou que aucun heritage cheant en Retraict ſoit retraict par l'vn d'iceux conioints ſur autre non lignager, il eſt loiſible apres le treſpas du premier des conioints decedé, à celuy du coſté duquel procede ledit heritage ou a ſes heritiers d'auoir & prendre pour le tout ledit heritage en rembourſant dedans l'an du deces, le ſuruiuant ou les heritiers du decedé, de la moitié du pris de la vendue, loyaux frais & meliorations. Art. 167. Si deux conioints par mariage enſemble vendent les heritages propres de l'vn d'eux à vn non lignager & apres ladite vendue, celuy auquel les heritages appartenoient va de vie à treſpas, delaiſſez aucuns enfans, & que le ſuruiuant achete iceux heritages ainſi vendus & en iouiſt iuſques apres ſon treſpas, apres lequel ils appartenoient aux enfans ou heritier du treſpaſſé, tels heritages ſont reputez appartenir aux heritiers comme heritages propres, tels qu'ils euſſent peu auparauant la premiere vendue, à eux appartenir de ce coſté: & non du coſté & ligne du ſuruiuant qui les a rachetez: & ſ'ils ſont vendus par leſdits heritiers, leurs parens de ce coſté, ſont habilles à les auoir & demander par Retraict.

LAON Tit. 17. Art. 249. p. *à Mante.* 83. n'eſt †† lignager ou ſes hoirs dedans l'an & iour du treſpas &c du mariage. Et où il y auroit enfans ne tombe en Retraict. Art 250. En ce cas, ou à l'encontre de l'vn des conioints ſuruiuant ou des heritiers du decedé, le lignager retrairoit moitié de l'heritage venant de ſon coſté, eſt tenu rembourſer la moitié de toutes les impenſes, encores qu'elles fuſſent vtiles ſeulement & voluptuaires. Art. 251. Toutesfois où celuy des conioints qui ſeroit lignager ou ſes heritiers lignagers du coſté & ligne, voudroit retirer la moitié appartenant à l'autre conioint ou ſes heritiers non lignagers, doit eſtre preferé dedans les vi. mois apres la diſſolution du mariage, à tous autres, qui pourroient venir audit Retraict.

CHALONS Tit. 21. Art. 251. p. *à Laon.* 249. couſtemens: enſemble † la moitié de toutes les impenſes des baſtimens & meliorations, encores qu'elles fuſſent vtiles ſeulement ou voluptuaires. Art. 252. p. *à Sens.* 60. ſ'il y a enfans &c. retirer la portion &c. pour chacun d'eux leur portion &c.

REIMS Tit. 17. Art 217. p. *à Laon.* 249. parent ou †† lignager &c. ſuppoſé qu'il y euſt veſture ou reception en foy & hommage faite durant iceluy mariage &c. couſtemens: ſinon qu'il y euſt enfans du mariage. Car ſ'il y a enfans ne tombe en Retraict pour l'eſperance qu'il y a, que tel heritage demeure aux enfans du decedé Art. 218. p. *à Laon* 250. ſeulement ou volontaires. Art. 223. Le † mary ſeul ſans ſa femme, en qualité toutesfois de mari, peut retraire l'heritage vendu par le parent de ſa femme, eſtant de la ligne d'icelle.

†† *C'eſt* 11. *Ar. eſt introduit pour nouuelle couſtume.*

† *Le* 152. *eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

Des rentes acquitees ou rachetees ou autres droits d'hypotheque durãt & conſtant le mariage.

†† *Les Ar.* 249. 250. *& 251. ont eſté accordez pour l'aduenir au lieu de deux Art. anciẽs cõtenus en l'ancien cayer.*

† *Ces Art.* 251 *& 252 ſont accordez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

†† *Les Ar.* 217 *& 218. ſont de nouuel introduits.*

Mari ſeul peut retirer l'heritage procedant de la ligne de ſa femme eſtant vendu.

† *C'eſt Ar.* 223 *eſt de nouuel introduit: & l'ancienne Couſtume abrogee: par laquelle le mari ne pouuoit ſeul & ſans ſadite femme intenter ladicte action de Retraict.*

Source : BIU Cujas

RIBEMONT Tit.3. Art.40. Quand †† heritage acquis par le mari & sa femme, ou estant acquis par la femme auparauant le mariage est retiré sur le mari, suffit que l'adiournement soit fait au mari & les poursuites faites à l'encõtre de luy, sans faire adiourner la femme ny faire les poursuites à l'encontre d'elle. Art 45. Si vn retrayant estant au temps du Retraict marié, execute le Retraict lignager pour luy en son nom & au nom de sa femme, tel Retraict est conquest entre lesdits conioints. Mais si le cas estoit que le mari eust executé le Retraict de son chef, apres le trespas de sa femme, pourroit retenir le tout à soy, en payant la moitié de ce qui auroit esté desboursé, aux heritiers de sa feuë femme ou ses hoirs, si le Retraict auoit esté faict à cause d'elle.

AMIENS Tit.10. Art.179. p. *à Mante.* 83. n'est suiet † à Retraict durant &c. lignager ou ses heritiers, s'ils ne sont lignagers du vendeur dedans l'an &c. loyaux couts. Art.180. Toutesfois †† si celuy des conioints lignager suruiuant, ou s'il est decedé, son heritier aussi lignager veut retirer la moitie suiette à Retraict, il doit estre preferé à tous autres lignagers qui voudroient venir au Retraict, encores que les lignagers fussent plus prochains en degré, & que ils eussent preuenu.

CHAVNI Tit.20. Art.115. *A la fin.* Et à ceste cause n'y peut demander l'vn des deux conioints, constant le mariage, duquel la Retraicte auroit esté faicte que la moitié du pris employé à faire icelle Retraicte. Et où l'heritier seroit refusant rendre les deniers pour moitié, le suruiuant doit iouir de la moitié dudit heritage & faire les fruicts siens iusques à plain rembourcement desdits deniers.

PERONNE Tit.10. Art.248. Quand l'vn des conioints par mariage a Retraict par proximité de lignage durant le mariage vn heritage vendu par son parent & lignager: ou l'a acquis du parent & lignager luy ou son heritier estant de l'estoc & ligne apres la dissolution du mariage, peut retenir le total dudit heritage en rendant au suruiuant ou à son heritier la moitié des deniers principaux, fraix & loyaux couts, dedans xl. iours apres la dissolution. Et à faute de ce faire se partage l'heritage par moitié. Art.249. Et neantmoins le parent & lignager du conioinct par mariage, peut dedãs l'an & iour apres la dissolution, retirer la moitié sur le suruiuant ou son heritier, qui n'est du lignage, en le rembourcant de la moitié du sort principal & loyaux couts. Art.250. Toutesfois si le lignager de l'vn des conioints, qui ont acquis par Retraict ou autrement veut apres la dissolution du mariage retirer du suruiuant non lignager, la part qui luy est escheue, pourra le suruiuant declarer qu'il entẽd que la portion demeure aux enfans du predecedé lignager: & en ce faisant & delaissant actuellemẽt ledit heritage ausdits enfans, le poursuiuant en Retraict, en sera exclud.

ARTOIS Tit.3. Art.119. Le mari au nom de sa femme peut retraire les heritages procedans du lez & costé d'elle, pour estre patrimoniaux à sa femme.

LILLE Tit.7. Art.91. *A la fin.* Et peut le mari en ladite qualité faire reprinse de proximité de maison ou heritage venant du costé de sa femme, sans ce qu'il soit requis la presence ou consentement d'icelle.

DVCHE de Bourg. Chap.4. Art.26 Et s'il aduiẽt que le mari retraye par proximité de lignage aucun heritage ou rente ancienne vendue par aucũs de ses parens, la femme du mari, iceluy mari trespassé, sera rembourcee de la moitié des deniers payez pour le Retrait, sur les biens des heritiers d'iceluy mari, ou elle tiendra la moitié dudit heritage retrait, iusques à ce qu'elle soit rembourcee de la moitié des deniers payez pour le Retraict. Et pareillement sera faict se l'heritage, rentes ou censes vendus par aucun de la femme sont Retraicts.

NIVERNOIS Chap.23. Ar.28. Si le mari pendant le mariage retraict par proximité de lignage, vn heritage ou rente &c p. *au Duché.* 26. sa vefue, apres son trespas, sera rembourcee de la moitié des deniers desbourcez par le mari, pour le retraict, & iusques à ce que le rembourcement soit fait, tiendra la moitié dudit heritage, & en fera les fruits siens, sans estre tenue de les cõpter, iusques à ce qu'elle soit rẽbourcee. Et sera fait le semblable si les heritages procedãs du costé de la femme sont vẽdus & retraits constant le mariage. Et aussi a lieu ce que dit est, quand l'heritage de l'estoc de l'vn des mariez, a esté acquis par les mariez ou l'vn d'eux, pendant le mariage. Art.30. Es cas esquels rembourcement doit estre faict, icelui rembourcement sera fait dedans l'an, & en defaut de ce faire, l'heritage demeure conquest.

MONTARGIS Ch.16. Art.5. Si hõme ou femme conioints par mariage achetent de leur parent heritage mouuant de son propre, apres le trespas de celuy desdits conioints dont meut ledit heritage, le suruiuant est tenu rendre & restituer sa part & portion aux heritiers du trespassé ou autres ses parens & dont meut ledit heritage, en payant ce qu'aura cousté ladite part & moitié du suruiuant, si les heritiers

†† *Cest Ar. 40. a esté accorde pour l'aduenir, & l'ancienne Coustume, par laquelle failloit aussi bien adiourner la femme abrogee.*

Heritage retiré durant & cõstant le mariage est conquest.

† *Cest Ar. 179. à este de nouuel adiousté suiuãt les remonstrances faites en l'ã 1507. pour auoir lieu à l'aduenir & mis au lieu du 48. Art. ancien lequel a esté abrogé.*

†† *Cest Art. 180. a este de nouuel adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Mari peut retirer au nom de sa femme.

Femme sera rẽbourcee de la moitié du pachat des rentes.

Heritage retiré pendant le mariage, est conquest, s'il n'est retrait apres le decez dans l'an.

Source : BIU Cujas

ou parens veulent auoir la part & portion dedans l'an & iour du treſpas Art.6.p. *à Sens.*60.enfans du defunct &c.pouuoir auoir la portion &c. Et celuy des enfans qui le retiendra,ſera tenu le communiquer aux autres freres & ſœurs, ſ'ils veulent &c.chacun de leur &c.& les vi.mois paſſez, leſdits enfans &c. demander, & qui preuiendra,preferera comme deſſus. Art. 8. p. *à Sens.* 61. & reputé propre d'icelle femme,& apres le treſpas d'elle ou du mari, appartient entierement &c. ou ſes hoirs &c.les loyaux couſts & miſes faits de l'achat dudit heritage,baſtimens & autres choſes,ſelon qu'il eſt couché en la Rubriche de communauté d'entre homme & femme mariez:& ainſi eſt il dudit mari.

ORLEANS Tit 18. Ar.381.p.*à Montargis.6.* de † leurs p.heritages.m.de l'eſtoc & ligne de l'vn des deux conioints,le Retraict lignager n'a lieu,tant que le mariage dure: Mais apres le treſpas de celuy des conioints,dont meut ledit heritage, & qu'il y a diſſolution de cõmunauté,le Retraict aura lieu. Et ſera tenu le ſuruiuant, ſ'il en eſt requis & appellé dedans l'an & iour du treſpas & diſſolution de la communauté de rendre & reſtituer ſa part & portion aux heritiers du treſpaſſé ou autres ſes parens du coſté dont meut ledit heritage,en luy payãt le ſort principal,loyaux couſts,miſes & impenſes vtiles & neceſſaires de la portion,ſans que le ſuruiuant ſoit tenu rendre le reuenu qu'il auroit perçeu dudit heritage. Toutesfois ledit Retraict n'a lieu à l'encontre du ſuruiuant, ſi le ſuruiuant eſt lignager du vendeur: Et quant aux heritiers du predecedé,en cas que le Retraict ait lieu, ils ſont preferez aux autres parens du vendeur: pourueu que les heritiers ſoient auſſi parẽs de l'eſtoc & fourchage du vẽdeur. Ar.382.p.*à Montarg.* 8.quelque heritage &c. fait propre &c.ou ſes heritiers &c.du ſort principal qui aura eſté paié &c.& des loiaux couſts & miſes par luy faits,& ce dedãs l'an & iour du treſpas de l'vn deſdits conioints. Et le pareil eſt pour le regard du mari. Ar.403.p.*à Paris.*156. Ligne †† ne fourchage &c.lieu: mais ſ'il reuend ledit heritage il ſera ſuiet à Retraict.

NORMANDIE Ch.18.Ar.481. Le † mari ou ſes heritiers peuuent repeter la moitié des deniers qu'il a deſbourſez pour retirer l'heritage au nom de ſa femme. Art.482. Et où il auroit vendu ou hypothequé ſon propre,pour retirer heritage au droict de ſa femme,elle n'y ſes heritiers n'y peuuent pretendre aucune choſe que le propre ne ſoit remplacé.

TOVRS Tit 16. Art.156. *A la fin.* Et * ſi la choſe acquiſe par les conioints par mariage,conſtant iceluy eſtoit vendue, les lignagers peuuent demander a auoir la choſe par Retraict. Toutesfois ne ſera tenu l'acquereur, ſi bon ne luy ſemble cognoiſtre audit Retraict pour le tour,le lignager de l'vn deſdits conioints ſeulemẽt ains pour vne moitié concernant ſon lignage. Et ſi deux lignagers de chacun coſté cõcurrẽt audit retrait,en ce cas ils pourrõt auoir ladite choſe par egale portiõ. Ar. 185. Les deniers du retrait & reſcouſſe par grace ſe doiuẽt bailler au ſuruiuant des conioints par mariage acquereurs cõmũs en biens les heritiers du decedé preſens ou appellez:& en iouira le ſuruiuant, en baillãt caution de rẽdre la moitié deſdits den.aux heritiers du decedé es cas de la Couſtume:& apres la mort du dernier decedé,les deniers reuiẽdront aux heritiers d'iceux cõioints par moitié. Et †† lequel my-denier ſera reputé le propre patrimoine deſdits enfans & heritiers: & ſera tenu bailler & rendre le my-denier aux enfans & heritiers du premier decedé.

LODVNOIS Chap.15. Art. 28. Entre roturiers les deniers du retraict de rauoir & reſcouſſe &c.p.*à Tours.* Art.185.ſuruiuant ſa vie durant en &c.par moitié. Ar.29. Autrement eſt entre perſonnes nobles. Car au ſuruiuant des conioints communs en biens appartiennẽt les meubles du premier treſpaſſé pour le tout,& les deniers iſſans des Retraits lignagers, conuentionnels & Feodaux,des choſes qui auoient eſté par eux acquiſes durant leur mariage.

ANIOV Tit.14. Art.285. Auſſi ſi deux conioints font acqueſt enſemble d'aucunes choſes immeubles en la ligne de l'vn d'eux, le ſuruiuant d'iceux conioints dedans l'an & iour apres la mort du premier decedépourra auoir & demãder leſdits acqueſts eſtãs en ſa ligne,en rendãt aux heritiers du premier decedé la moitié des deniers,que couſterẽt iceux acqueſts:& ſe peut faire hors iugemẽt. Et pareillemẽt ſerõt receus les heritiers du premier decedé, ſi iceux acqueſts eſtoient en leur ligne:& neantmoins iouira ledit ſuruiuãt de la moitié des fruits de ladite choſe,ſa vie durãt ſelon la limitatiõ ſuſdite. Tit.17. Ar.396. Si aucũ hõme ou femme enſemble conioints par mariage acquierent des prochains parens ou de l'vn d'iceux cõioints aucũs heritages immeubles,mouuãs de la ligne de l'vn ou de l'autre d'iceux mariez: nonobſtant que l'vn d'iceux conioints ne ſoit lignager: toutesfois il iouira du droit de l'autre lignager,auec lequel il eſt conioint: en telle maniere qu'autres plus loingtains lignagers que celuy d'iceux cõioints,en la ligne duquel les choſes

† *Ceſt Ar.381 eſt mis au lieu du 281.& ce qui a eſté adiouſté, eſt ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 403.a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ceſt Ar.481 eſt accordé pour nouuelle Couſtume.*

* *Voyez cy deſſous en l'Addition nombre 1.*

Heritage retiré par les conioints par mariage.

Deniers du Retrait & reſcouſſe par qui ſe doiuent fournir.

†† *Ces mots, Et lequel my-denier,&c. ſõt de nouuel adiouſtez à ceſt Art. 185. Lequel a eſté mis au lieu du 29. Art. ancien du meſme Titre. Et au ſurplus a eſté ledit Art.ancien corrigé, pour la iouiſſance que doit auoir le ſuruiuãt des cõioints par mariage en conſequence du dernier Art. du Chapitre des ſucceſſions entre roturiers.*

Retrait de my-denier comment a lieu entre deux conioints par mariage ouleurs heritiers.

Source : BIU Cujas

acquiſes ſont mouuans n'y ſeront pas receus au Retraict : mais ſi iceux conioints ou l'vn deux alloit de vie à treſpaſſement ſans heritiers iſſus de leurs corps en leur mariage, les heritiers du treſpaſſé en quelle ligne l'heritage eſtoit mouuant au tẽps qu'il viuoit, ſi ont la moitié dudit acqueſt, comme heritiers : & l'autre moitié ils auront par Retraict du ſuruiuant ou de ſes heritiers, en quelle ligne l'heritage ne meut, en payant le my-denier : c'eſt à ſçauoir la moitié, en quoy tels heritiers ſont proprietaires, le ſuruiuant aura ſon vſufruict, ſa vie durant, ſelon la Couſtume. Et ſemblablement y ſera receu le ſuruiuant, ſi les choſes ſont mouuans de ſa ligne, en faiſant adiourner les heritiers du premier decedé, ſi le Retraict de my-denier n'eſt fait hors iugement du conſentement des parties. Auquel ſuruiuant en executant le Retraict ſera adiugé la proprieté appartenant aux heritiers en iceux acqueſts, en baillant caution aux heritiers que le my-denier d'iceux acqueſts ſera rendu à iceux heritiers apres le decez du ſuruiuant : pource qu'il a droit d'en auoir l'vſufruict : autre choſe ſeroit aux autres lieux, eſquels les acqueſts ſe diuiſent & ſe departent ſans attendre la mort du ſuruiuant. Et n'aura lieu le Retraict de my-denier qu'és contracts, où les Retraicts ſeront ordinairement introduits. Article trois cens nonante ſept. Et ſi deſdits conioints y a enfans, ils pourront auoir par Retraict d'iceluy my-denier dedans l'an & iour ſur le ſuruiuant de leur pere ou mere, en la ligne duquel leſdictes choſes acquiſes ne ſeront mouuans.

Retraict de my denier, n'a lieu qu'és contracts, eſquels le Retraict lignager à lieu.

Le Maine Ti. 15. Ar. 301. p. *à Aniou.* 385. ſa vie durant. Ti. 18. Ar. 407. p. *à Aniou.* 396. n'y ſeroient pas receus &c. heritier iſſ. &c. ils auroient &c. Couſtume generale &c. decedé. Auquel &c. introduits. Et ſi deſdits conioints &c. p. *à Aniou.* 397.

La Salle de Lille Tit. 2. Art. 36. Heritages cottiers retraits par le mary conſtant le mariage, ſont reputez acqueſtez. Art. 37. Quand la femme du gré & auctorité de ſon mary retrait au titre de proximité aucuns heritages cottiers, ils ſont reputez patrimonieux, & ſuccedẽt par ſon treſpas cõme patrimoine tenãt ſa coſte & ligne du lez dont leſdits heritages procedent, ſans que ſondit mary ne ſes ayans droits y aient droit. Neantmoins les maſles en ligne directe ſeulement ſont tenus mettre en mont cõmun les deniers pource deſbourſez. Eſquels les femelles en pareil degré partiſſent egalemẽt auec leſdits maſles. Et en faute de par leſdits maſles mettre leſdits deniers en partage, icelles femelles ſuccedent éſdits heritages egalement auec leſdits maſles.

S. Piat de Seclin Art. 11. Quand maiſons ou heritages tenus du dit Eſcheuinage ſont vẽdus par deux conioints par mariage, ou l'vn d'eux, ſoit qu'ils procedẽt d'acqueſte ou autrement, Retraicte a titre de proximité a lieu tant pour les parens du maty que de ſa femme, & le premier redemãdant en dedans xl. iours enſuiuãs leſdites venditions, deſheritemens & adheritemens, ſoit du lez & coſté dudit mary ou de ladite femme en pareil degré, fait à preferer : & ſe quelque particulier fait telle vendition, ladite proximité eſt auſſi bien deuë à ſon proiſme maternel que paternel, en pareil degré.

Heritage vẽdu par les cõioints par mariage eſt ſubiet à Retrait tant par les parẽs du mari que de la femme : apres xl. iours des venditions, deſheritemens & adheritemens.

Grand Perche Tit. 10. Art. 200. Quand deux conioints par mariage ont acquis heritage eſtant de la ligne de l'vn deſdits deux conioints, la moitié appartenãt à celuy des deux conioints qui n'eſt lignager, tõbe en Retraict dedans l'an & iour du treſpas de l'vn d'iceux conioints. Et ſe peut retirer par les lignagers, en rembourſant la moitié du pris & des loyaux couſts de l'acqueſt : pourueu † qu'il n'y ait enfans dudit mariage, auſquels ladite moitié ſuiette à Retrait puiſſe tõber. Ar. 201. l'heritage †† retiré par puiſſance de fief par deux conioints par mariage, apres le treſpas de l'vn d'eux, doit retourner à celuy à qui le fief appartient, en rẽbourſant par luy la moitié du pris dedans l'an & iour du treſpas dudit decedé.

† *Ces mots, pourueu qu'il n'y ait, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Ar. 201. a eſté acordé pour auoir lieu à l'aduenir Heritage eſtãt acquis des deniers d'vn heritage propre des cõioints par mariage ſortit nature du premier heritage vendu tant au Retrait qu'autrement.*

Chasteavneve Chap. 12. Art. 80. Si homme & femme ſont conioints par mariage, & il leur eſt adiugé aucun heritage par Retraict ſoit du coſté du mari ou de la femme, tel heritage ainſi retraict, eſt reputé acquerement & demeurera au ſuruiuant d'iceux conioints par moitié, & aux enfans du defunct l'autre moitié, ſ'il y a enfans d'iceluy mariage : & ſ'ils n'ont enfans du lignage, dedans l'an apres le decés de la perſonne, du coſté de laquelle a eſté fait le Retraict ou de ſes enfans, pourront auoir iceluy heritage ainſi retraict, en payant les deniers frais & loyaux couſtemens : & ſera le prochain lignager preferé, comme deſſus. Art. 88. Quand aucun de deux conioints vend ſon heritage & des deniers de telle vente eſt faict acqueſt, auec leſdits conioints ou l'vn d'eux, d'autre heritage, tel heritage ainſi acquis de tels deniers ſans fraude, ſortira la nature dudit heritage premier, & ſera reputé tel & de telle nature que ledit heritage premier vendu tant au Retraict, que autrement.

Chartres Chap. 12. Art. 71. p. *à Chasteauneuf.* 89. retraict par maniere de

Source : BIU Cujas

rembourſement: ſuppoſé qu'il y ait pluſieurs ans paſſez depuis le Retraict : en payant les deniers, chaptels & loyaux couſtemens : & ſera le plus prochain lignager preferé, comme deſſus.

DREVX Chap. 13. Art. 60. p. *à Chartres.* du lignager dedans &c. couſtemens & payant les meliorations.

BLOIS Chap. 16. Art. 207. Si l'vn de deux conioints en mariage eſt parent de celuy qui leur vend quelque heritage patrimonial venu de l'eſtoc & fourchage de l'vn deſdits conioints, iceluy heritage n'eſt ſuiet à Retrait à la vie des conioints mais ſe conſerue iuſques apres le treſpas de l'vn deſdits conioints au dedans de l'an & iour: duquel treſpas l'eſtranger, és mains duquel cherra l'heritage, ſera tenu le delaiſſer par deſbourſemẽt au lignager du vendeur du coſté & fourchage dont procede ledit heritage, en le rembourſant enſemble des reparations & meliorations qu'il y auroit faites.

Retraict n'a lieu durant le mariage, ſi les conioints achetent vn heritage eſtant du lez & coſté de l'vn d'eux.

BERRY Tit. 14. Art. 22. En achat d'heritage propre fait par vn des conioints par mariage, prochain du vendeur, du coſté & ligne, dont vient ledit heritage, le Retraict lignager ne peut auoir lieu, durant & conſtant le mariage : mais apres la diſſolution d'iceluy, aura lieu pour le regard de la moitié dudit heritage appartenant à celuy des conioints, qui n'eſtoit lignager du vendeur ou à ſes heritiers. Art. 23. Auquel Retraict ſera preferé le ſuruiuant des conioints lignager du vendeur ou ſes heritiers : pourueu qu'ils ſoient auſſi lignagers du vendeur du coſté & ligne, qu'ils fuſſent receuables au Retraict. Art. 24. Retraict fait par le mari à cauſe de ſa femme, rend l'heritage retiré propre à la femme & à ſes heritiers, en rembourſant par la femme ou ſes heritiers, au mari ou à ſes heritiers, la moitié du pris & loyaux couſts deſbourſez par le mari pour le Retraict, dedans ſoixante iours, à compter du iour de la mort : & ſe elle renonçoit à la communauté, ſera tenue de rembourſer tout le pris dedans ledit temps : autrement en defaut de ce faire dedans iceluy, ſera ledit heritage reputé conqueſt: & le ſemblable en l'acquiſition qui ſeroit faite par le mari, de ſes parens, conſtant le mariage d'aucun heritage propre de ſon coſté & ligne: lequel demourera au mari & à ſes hoirs, comme propre, en rembourſant par le mari ou ſes heritiers, la moitié du pris & loyaux couſts, à la femme ou à ſes heritiers, dedans les lx. iours: autremẽt ſera reputé conqueſt.

Du Retraict faict par le mari à cauſe de ſa femme.

Heritage retiré pendant le mariage quand eſt reputé conqueſt entre les conioints & leurs heritiers.

BOVRBONNOIS Ch. 29. Art. 464. p. *à Paris.* 155. mariez ou de deux d communs perſonniers, par l'vn deſdits communs ou conioints, dont l'vn des deux eſt parent lignager du coſté & ligne, dont meut l'heritage ainſi &c. en Retenue &c. m. ou communauté: mais &c. con. ou communs ſi ledit lignager commũ ou ſes heritiers, n'ont rembourſé les autres communs non lignagers ou leurs heritiers, dedans † trois mois à compter du temps de la ſocieté diſſolue: la portion eſcheant és communs non lignagers ou leurs heritiers git en Retraict trois mois apres leſdits iii. mois paſſez. Mais ſi la ſocieté eſt diſſoluë par le contract & conuenance faicte entre les communs, les trois mois ne courent contre le lignager : ſinon apres que la declaration aura eſté faicte par deuant le Iuge ordinaire des communs de ladite diſſolution de communauté. Art. 465. Le mari à cauſe de ſa femme peut faire offre de Retraict & requerir en iugement le Retraict ſans le conſentement e & procuration de ſa femme.

Du Retraict entre conioints par mariage ou autres communs & perſonniers.

† *C'eſt Ar. 464 eſt nouuelle Couſtume en ces mots,* dedans trois mois.

Mari peut faire offre de Retraict pour ſa femme.

POICTOV Tit. 10. Art. 331. p. *à Bourbon.* 465. requerir adiournement, ſans ſa femme pour cauſe des choſes vendues par les lignagers. Art. 339. En tous lieux és cas, où le mari & femme ſont communs, en biens meubles & acqueſts, ſi le mari retraict aucune choſe vendue par le lignager de ſa femme, ou par les ſiens propres ou mouuante de ſon fief, la choſe ſera acqueſt commun entre eux, comme ſeroit vne autre choſe acquiſe d'vn eſtranger. Art. 340. Mais ſi la femme va de vie à treſpas la premiere, & la choſe vendue & retraicte ſoit procedee de ſon eſtoc & branchage, ou ſoit en ſon fief, les heritiers d'elle ſeront receus dedans l'an & iour de la mort de la femme, qui auront le tout de la choſe, en payant le my-denier au mari ou à ſes heritiers : c'eſt à ſçauoir la moitié du pris que la choſe auroit couſté à Retraire. Article 341. Et ſi la choſe vendue procedoit de l'eſtoc & branchage du mari ou fut en ſon fief, ſera ſemblablement receu & deura auoir le total de la choſe, en payant dedans l'an & iour de la mort de la femme, aux heritiers d'elle le my-denier. Art. 342. Et n'a lieu l'offre de my-denier entre autres perſonnes eſtans en communauté: fors entre le mari & la femme ſeulement. Art quatre cens quarante trois. Es pays de Thouarçois & ailleurs où les acqueſts ſont au ſuruiuant des conioincts par mariage, pour en iouyr du tout à viage & de la moytié en proprieté, ſi eux ou l'vn d'eux,

Si l'immeuble retiré par le mari doit eſtre reputé acqueſt entre luy & ſa femme.

Heritiers de la femme ou ſes parens ſeront receus apres ſa mort, de retirer la choſe retiree par le mari conſtant le mariage, ſi elle vient du branchage de la femme.

d Vide Tiraq. in tract. de Retr. ad Art. 26. Gloſſ. 1. num. 35.

e Suiuant la diſpoſition du Droict in l. maritus 21. C. de procura. l. fin. C. de pactis conu. coniunctæ perſonę ſine mandato ſolent admitti l. exigendi C. de procur. Vxor eſt coniuncta viro. l. fin. §. 4. C. de furtis.

Source : BIU Cujas

Parens du mari pourront retirer la chose vendue de l'estoc du mari.
Offre de my-denier n'a lieu qu'entre mari & femme.
Offre de my-denier quand & comment a lieu au pays de Thonarçois.

font aucuns acquests, où le my-denier ait lieu, & l'heritier du defunct fait l'offre de my-denier: ce nonobstant le suruiuant prendra à sa vie, la moitié dudit acquest par le benefice de la Coustume, qui veut que les acquests soient au suruiuant pour exploiter moitié en proprieté, & moitié par vsufruict: & l'autre moitié aura celuy qui sera reçeu à l'offre de my-denier. Art. 344. Et semblablement est l'on reçeu à payer le my-denier dedans l'an, quand le mari & la femme ont acquis aucunes rentes, charges ou seruitutes, qui estoient deuës sur les biens immeubles du predecedé. Art. 345. Toutesfois si elles auoient esté vendues par eux ou l'vn d'eux, durant leur mariage, & depuis par eux ou l'vn d'eux retraites durant iceluy mariage, l'acquest ou Retraict ne seroit commun: ains amorti dés le Retraict que les conioints ou l'vn d'eux en auroient fait: & n'en pourroient rien auoir ne demander, l'vn d'eux ne leurs heritiers sur l'autre. Art. 357. Si le mari & femme & chacun d'eux pour le tout vendent sur eux & chacun d'eux aucune rente: tout ainsi que le creancier le peut demander pour le tout, auquel dés deux il voudra: semblablement le lignager de l'vn ou l'autre peut pour le tout venir au Retraict de la rente, & y estre reçeu dedans l'an & iour. Et si le lignager du mari l'a retiree, ou au contraire le lignager de la femme, s'il vient dedans l'an & iour, sera reçeu à retirer la moitié. Et si lesdits deux lignagers tant du mari que de la femme, viennent ensemble, ils seront reçeus chacun en la moitié, auquel cas de concurrence chacun d'eux n'en pourra demander que la moitié. Art. 361. Si le mari acquiert durant le mariage de luy & de sa femme, aucune chose des parens & lignagers de sadite femme, le S. F. ne peut demander que les ventes & honneurs, & non la chose par puissance de Fief. Car c'est autant que si elle auoit esté vendue à ladite femme. Et audit cas auroit lieu l'offre de my-denier.

Offre demy denier a lieu pour rentes, charges ou seruitutes acquises constant le mariage si elles ont depuis esté retirees par ceux qui les ont vendues.

Rente vendue par le mari & la femme sur leurs biens chacuns d'eux & pour le tout peut, estre retiree pour le tout par l'vn des lignagers desdits cõioints: & s'ils concurrent par moitie.

Angoumois Chap. 5. Art. 60. Le mari peut faire offre de Retraict des choses vendues par le lignager de sa femme. Art. 66. Si le mari ou la femme retire aucune chose vendue par leur lignager, ou la prennent par puissance de leur Fief respectiuement cest acquest commun entr'eux. Art. 67. Mais si tous d'eux ou l'vn d'eux respectiuement vendent aucune chose de leur patrimoine, ou à l'vn d'eux appartenant, durant leur mariage, & estoit par eux ou l'vn d'eux retiree, elle seroit censee de telle nature, qu'elle estoit auparauant ladite vendition.

Mari acquestant des parens de sa femme n'a lieu Retraict Feodal: mais seulement Retraict demy-denier.

La Rochelle Chap. 12. Art. 40. Toutesfois & quantes que le mari va au Retraict de l'heritage aliené par aucuns parens de sa femme, apres le decés d'icelle femme, ses heritiers peuuent auoir ledit heritage, comme heritage venu d'icelle femme, en payant le my-denier au mari ou à ses heritiers dedans l'an & iour apres le trespas. Et peut le mari ou ses heritiers vser de pareil droit.

Bovrdeavx Tit. 2. Art. 22. p. *à Poictou.* 331. & au nom de sa femme, &c. adiournement: sans ce que la femme y soit pour, &c. de ladite femme. Art. 26. En tous lieux & cas, où le mari & la femme, &c. p. *à Poictou.* 339. propres, ou les retient par puissance de Fief, la chose, &c. estranger. Toutesfois il n'est pas dit par la Coustume que le mari & femme soient communs en acquests. Art. 27. p. *à Poictou.* 340. retraicte, seroit regardant son branchage ou en son Fief, les heritiers, &c. femmes: & auront la chose, en payant au mari ou à ses heritiers la moitié du pris, &c. retraire. Et si c'estoit regardant la branche du mari, ou son Fief, il sera semblablement reçeu & deura auoir le tout de la chose en payant &c. p. *à Poictou.* 341. La moitié de la somme. Et aussi sera par le contraire, c'est à sçauoir si le mari alloit de vie à trespas auant la femme. Art. 28. Et n'a lieu ce que dit est, fors en vente, ou qui sonne vente seulement. Art. 29. Et où les acquests par pacte ou autrement sont au suruiuant de mari & de femme pour exploiter le tout, durant la vie, moitié en proprieté, moitié par vsufruict, si eux ou l'vn d'eux faict aucun acquest, ou la moitié du pris ait lieu, & l'heritier du defunct fait offre de la moitié du pris ce nonobstant le suruiuant prendra à sa vie, la moitié dudit acquest par vertu du pacte, qui veut que les acquests soient au suruiuant pour exploiter moitié en proprieté, moitié par vsufruicts & l'autre moitié aura celuy qui sera reçeu à l'offre de la moitié de ladite somme. Art. 30. Et semblablement est l'on reçeu en payant la moitié de ladite somme dedans l'an, quand le mari & la femme durant leur mariage rachetteront aucune rente, charges ou seruitutes, qui estoient deuës sur l'vn d'eux, au parauant leur mariage, ou sur leurs heritiers. Mais s'ils les auoient vendus par eux ou l'vn d'eux, durant le mariage, & que par eux

ou l'vn deux ait esté retraict, ne sera pas commun, & seroit amorti, des le Retraict que les conioints ou l'vn d'eux en auroient fait: & n'en pourroient rien auoir ne demander l'vn d'eux, ne ses heritiers sur l'autre. Et si le lignager ne veut retraire le tout, il ne sera pas reçeu, s'il ne paye le pris entierement. Art.33. p. *à Poictou.* 357. vendent aucune chose ainsi commune, le crediteur le peut, &c. *in solidum* venir, &c. la retire, *vel è contra*, le, &c. à retraire la, &c. qu'ils seront concurrens, chacun n'en, &c.

BRETAGNE Tit.16. Art.319. Quand l'achat des choses heritelles est fait durant le mariage en la Premesse de l'vn ou de l'autre des mariez, & l'vn d'eux decede, celuy qui demeure ou son hoir, peut mettre hors par Premesse, nonobstant l'appropriance, les hoirs du decedé de ce qu'aura esté conquis en sa Premesse: paiant le my-denier de la chose conquise de ce qu'elle aura cousté à acquerir par le marché & pour les baux, vins & ventes dedans l'an & iour du decés, nonobstant l'appropriement fait par les mariez, durant leur mariage. Art. 320. Et aussi l'heritier du decedé peut mettre hors le suruiuant par maniere semblable, s'il en y a quelque chose acquise en la Premesse du decedé: saufau viuant à iouyr de sa donation que le premier mourant auoit faite: auquel †† cas surseira le rembourseſement iusques apres le decés du donataire, en baillant caution, Art.321. Et s'ils ne le mettoient hors de l'an & iour du decés par leur Premesse, les autres en demeureroient appropriez, pour † le regard du my-denier. Art.322. S'il y auoit conqueſt fait en la Premesse & ramage de l'vn des mariez, celuy ou celle au ramage duquel il auroit esté conquis & fait, en pourroit ietter hors celuy ou ceux, qui ne sont du ramage, dedans l'an & iour, apres que l'eschoite leur seroit venue, en payant le my-denier. Art. 323. Et si ceux hoirs ne vouluſſent ou ne peuſſent ietter les autres hoirs hors de leur ligne, ceux qui seroient de celuy ramage & Presmes plus loingtains, pourront retirer ledit acqueſt, en payant le my denier.

BAR Tit.12. Art.157. Celuy des deux conioints ou ses heritiers de la ligne, duquel ne sera l'heritage, qui aura esté retiré ou acheté durant leur mariage, deura, s'il en est requis, rendre dedans l'an & iour de la dissolution du mariage, la moitié dudit heritage, en paiant par le lignager ou ses heritiers la moitié des deniers du sort principal, frais & loyaux cousts, bastimens & meliorations, qui y pourroient auoir esté faites.

SEDAN Tit.11. Art.234. Si aucun heritage propre est vendu à deux conioints par mariage ou l'vn d'eux, dont l'vn est parent lignager du vendeur: pendant le mariage, Retraict lignager n'a lieu: pource que ledit heritage demeure en sa ligne: mais la part de celuy qui n'est lignager, sera retrayable dedans l'an & iour de la dissolution du mariage, & que sa part est hors ligne. Art.255. p. *à Reims.* Art. 223.

Art.158. *PARIS.*

Qui n'est f habille à succeder, g comme vn Bastard, ne peut venir à Retraict lignager.

Inhabille à succeder ne peut venir à Retraict Bastard.

f La raison de ceſt Art. 158. depend de la regle generale, dont, nous auons parlé cy dessus, c'est à sçauoir que les Retraicts se reglent & gouuernent comme les succeſſions Boullenois. Art. 136. S. Omer en Artois. Tit.1. Artic. 18. Aire. Tit.1. Art. 7. S. Paul en Artois Tit.1. Art.14. Hesdin. Tit.1. Art.11. Normãdie. Art.462. Tours. Artic. 161. Lodunois. Chap.15. Art.5. Blois. Art.199. Poictou. Art. 335. Angoumois. Ar.62 & 64. Xaintonge. Art. 51. Bourdeaux. Art.12. & autres cy dessus cottees. Et partant ceſt Art.158. se doit entendre que tous ceux qui ne peuuent venir à Succeſſion, ne doiuẽt estre admis à deman-

CONFERENCE.

CALAIS Tit.9. Art.169. p. *à Paris.*

MELVN Chap.7. Art.139. p. *à Paris*, succeder il †† ne vient, &c.

†† *Ceſt Art. 139. a esté adiousté cõme ancien & omis en l'ancien Coustumier.*

SENS Tit.7. Ar.46. p. *à Paris*, succeder, † il ne vient, &c. lignager: & s'il n'est parent dedans le h vii. degré. Art.49. Si le Bastard legitimé vend son heritage à luy aduenu par succeſſion ou de propre, depuis qu'il est legitimé, y a Retraict.

† *Les Art. 46. & 48. sont mis au lieu des anciens.*

Bastard legitimé vendant son heritage propre, donne lieu au Retraict.

AVXERRE Tit. 7. Art.170. Si vn Bastard, &c. p. *à Sens.* 48. aduenu de son propre, depuis, &c. chet en Retraict.

ESTAMPES Chap.14. Art.182. p. *à Paris.*

MONTFORT Chap.15. Art.171. p. *à Paris*, succeder, ne, &c.

TROYES Tit.9. Art.155. p. *à Montfort*, ne vient point à Retraict. Art. 156. p. *à Auxerre.* 170.

REIMS Tit.7. Art.227. p. *à Paris*, succeder †† n'est habille à retraire.

†† *Ceſt Art. 227. a esté adiousté pour auoir esté omis comme le premier Art.*

NIVERNOIS Chap.31. Art.25. p. *à Melun*, lignager, si l'inhabilité ou incapacité est perpetuelle, comme en Bastards & Religieux, de quelque Religion que ce soit.

ORLEANS Tit.18. Art. † 404. p. *à Paris.*

ANIOV Tit.17. Art.368. Qui ne succede, ne vient à Retraict: c'est à dire

†† *Ces mots, auquel cas, &c. sont de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots, pour le regard, &c. ont esté adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art.*404. *a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*
Qui ne ſuccede, ne vient à Retraict.

leans. Art.404. Niuernois. Chap. 31. Art. 25. Comme auſſi les Religieux & Religieuſes qui ne peuuent venir à ſucceſſion, ne ſeront receus au Retraict. Niuernois. Chap. 31. Art. 25. Comme auſſi ceux qui ne ſont de la ligne, branchage, ſouche ou ramage du vendeur ou alienateur, ſont exclus du Retraict. Aniou. Art. 368. Le Maine. Art. 378. Car ceux qui ſont Moines ou Religieux ayans fait profeſſion ne peuuent venir au Retraict.

g Ces mots, *comme vn Baſtard*, ſont mis pour ſeruir d'exemple. Les Baſtards ne peuuent venir au Retraict par ce qu'ils ſont incapables de ſucceſſion & n'ont aucune ligne. Spurii iure conſanguinatis aut agnationis venire non poſſunt l. ſi Spurius. 4. D. vnde cognati & iura agnationis oriuntur à patre d. l. 4. & à legitimis nuptiis l. 4. §. D. de grad. & affin. cognationis tamen vel proximitatis iure venire poſſent ex d. l. 4. D. vnde cogn. §. ſunt autem Iuſt. de legit. agn. ſucc. d. l. 4. De gradibus, l. 2. D. vnde cognati: & ſic materna retrahere poſſunt cum in his ſuccedant l. 1 §. ſed & ſi vultion luy efface la macule premiere de la race ou lignee, dont il eſt ſorti, & qu'on ne leur peut plus improperer ceſte fauen la Chambre des Comptes, peut eſtre admis & reçeu au Retraict cap. per venerabilem. Qui filii ſint legitimi. Ce qui eſt confirmé par les Couſtumes de Sens. Art. 48. Auxerre. Art.170. Troyes. Art. 156. Bourbonnois. Art.437. Bar. Art.160. Quid des enfans des Baſtards, ils ſuccedent à leur pere & mere, ſ'ils ſont nez en loyal mariage, comme il ſera monſtré cy deſſous en l'Addition du xiiii. Titre des Teſtamens: & par conſequent ſont receus au Retraict des terres de leurs lignagers qui viennent du ramage & branchage de leurs pere & mere, dont ils ſont iſſus. Ce qui eſt confirmé par la Couſtume de Bretaigne. Art.325. Par ce qu'a tels il peut ſucceder comme conſanguin & non à autres.

h Modeſtinus in l. 4. D. de grad. & adfin. Non facile quod ad noſtrum ius attinet cum de naturali cognatione quæritur, ſeptimum gradum quis excedit: quatenus vltra eum ferè gradum, retum natura, cognatorum vitam conſiſtere non patitur. Paulus lib. 4. Sent. Tit. 11. En dit autant & meſmes que les degrez eſtans outre le vii. degré n'ont aucune appellation certaine, puiſque les Retraicts ſe gouuernent ſelon les ſucceſſions, & qu'on ne peut venir à aucune ſucceſſion outre le vii. degré, il a eſté fort à propos que le Retraict n'auoit point de lieu outre le vii. degré. Comme nommement il eſt porté par les Couſtumes de Sens. Art. 46. Bourbonnois. Art. 434. Bar. Art. 159. Normandie. Art. 438.

der Retraict, comme les Baſtards, Paris. Art. 158. Calais. Artic. 169. Eſtampes. Art. 182. Orleans. Art. 404. Niuernois. Chap. 31. Art. 25. Comme auſſi les Religieux & Religieuſes qui ne peuuent venir à ſucceſſion, ne ſeront receus au Retraict. Niuernois. Chap. 31. Art. 25. Comme auſſi ceux qui ne ſont de la ligne, branchage, ſouche ou ramage du vendeur ou alienateur, ſont exclus du Retraict. Aniou. Art. 368. Le Maine. Art. 378. Car ceux qui ſont Moines ou Religieux ayans fait profeſſion ne peuuent venir au Retraict.

que nul ne peut demander Retraict, ſ'il n'eſt de la ligne du vendeur ou alienateur en la ligne dont les choſes vendues ou alienees ſont mouuans. Et ſ'il n'eſt du lignage du vendeur, en toutes lignes, il peut demander par Retraict la choſe vendue ou alienee par contract ſuiet à Retraict en tant & pour tant qu'il y a eu ligne, ou pour le tout ſi l'acquereur l'y veut cognoiſtre. Car il ſera au chois de l'acquereur de luy cognoiſtre tout le Retraict, ou de retirer ce que ne ſera en ligne du demandeur & lignager: autre choſe eſt du Retraict Feodal. Car le S. de Fief en peut preciſement demander ſeulement ce qui eſt en ſon Fief, & ne le peut l'acquereur cognoiſtre par raiſon de ce qu'en hors ledit Fief.

†† *Maiſtre Chriſtofle Regin pour ledit Guerin ſ'eſt oppoſé à ceſt Art.* 434. *& autres, qui en dependẽt, comme Procureur du Seigneur du Ryau. Les Practiciens ont dict que c'eſtoit Couſtume ancienne, & qu'ils l'ont ouy alleguer & donner ſentẽce. Pareillement les gens des trois Eſtats ont dit eſtre Couſtume ancienne. Surquoy auons ledit Seigneur du Ryau receu à oppoſition: & neãtmoins auõs ordonné que ledit Art. demourera en l'eſtat qu'il eſt, ſans preiudice de l'oppoſition dudit Seigneur Ryau, & procés ſi aucun en y a.*

LE MAINE Tit.18. Art.378. p. *a Aniou.*

CHASTEAVNEVF Chap.12. Art.93. p. *a Paris*, ſucceder, ne peut à Retraict lignager aſpirer.

BOVRBONNOIS Chap.29. Art.434. Retraict †† lignager a lieu, iuſques au vii. degré excluſiuement. Art.436. p. à l'Art. 158. *de* PARIS. Art. 437. p. *a Sens.* 48. aduenu du coſté de celuy qui l'aura fait legitimer, il eſt ſuiet à Retraict.

BRETAIGNE. Tit. 16. Art.325. Les enfans des Baſtards nez en loyal mariage auront Premeſſe aux terres de leurs lignagers, qui viennent du ramage deuers pere ou deuers mere de ceux des Baſtards, dont ils ſeront iſſus, quand perſonnes eſtranges les acquerront.

BAR Tit.10. Art.159. Le Retraict n'a lieu, ſi le retraiant eſt hors du vii. degré. Art.160. Retraict lignager a lieu en heritages vendus par Baſtard legitimé, qui luy, &c. p. *a Sens.* 48. depuis la legitimation.

Voyez *Tours.* 161. *Lodunois.* Chap.15. Art.5. Blois. Art.199. Poictou Art.335. Angoumois. Art.62. & 64. Xainctonge. Art.52. Bordeaux. Art.12. Normandie. Art.462. & autres cottez en marge.

*Art.*159. PARIS.

Le Fief venant i de propre vendu par le Vaſſal, & retenu par puiſſance de Fief par le S.F. peut eſtre Retraict par l'vn des parens & lignagers du vendeur de l'eſtoc & ligne, dont il eſt procedé, dans l'an & iour que le Fief a eſté retenu par puiſſance de Fief: & ladite † Retenue publiee en iugement au plus prochain Siege Royal.

i *Ceſt Article a eſté examiné ſur le 20. 21. & 22. de ceſte meſme Couſtume. Tit. 1. cy deſſus. Vide Bald. in cap. 1. §. Porro. Tit. Qual. olim feud pot. alien. l. fin. C. de iur. emphyt. Fab. in Tit. de empt. & vend. in Inſtitu.* Par quelques

CONFERENCE.

MEAVX Chap.15. Art.113. Si vn Vaſſal vend ſon heritage tenu en Fief,

Source : BIU Cujas

Coustumes en vn Contract n'y a qu'vn Retraict deuement executé. Anjou. Art. 370. Le Maine. Art. 380. Ce qui n'a lieu quand le lignager retire sur le Seigneur Feodal, ainsi qu'il est expressement decidé par les mesmes Coustumes d'Anjou. Art. 390. & du Maine. Art. 400. Masuer. Tit. de locato.

Enfans des Bastards nez en loyal mariage comme sont admis au Retraict.

Retraict n'a lieu hors le vij. degré.
Bastard legitimé.
Lignager comme peut retirer l'heritage retenu par le S. F. par puissance de Fief.
† *Ces mots*, Et ladite Retenue, *&c. ont esté adioustez à cest Art. 159. qui estoit le neuf vingt troisiesme de l'ancien Coustumier.*

à vn qui ne soit pas de la ligne, il est retrayable, & depuis qu'il est retraict & escheu à celuy qui est de la ligne, le S. ne le peut rauoir & le mettre à sa table, pour le pris qu'il a esté vendu: *quia * non censetur persona mutata.* Art. 114. Heritage Feodal vendu par le Vassal, auquel il appartient de son propre naissant, prins & retenu par le S. F. par puissance de Fief pour le pris qu'il a esté vendu ou Retraict par le lignager, peut estre dedans l'an euincé du S.F. par droict de Retraict.

* *Alias*, quia censetur, *&c.*

Melvn Chap. 7. Art. 163. Et où le S. F. l'auroit retenu par puissance de Fief, au moyen que l'acheteur n'estoit lignager, ou estant lignager n'auroit voulu empescher le Retraict Feodal: neantmoins vn autre lignager du vendeur pourra retraire l'heritage sur le S. F. dedans l'an & iour, qu'il l'aura retenu par puissance de Fief, & sans auoir égard au temps de la vendition dudit heritage.

Sens Tit. 7. Art. 42. Le †† lignager aura & prendra par Retraict vn heritage tenu en Fief, nonobstant que le S.F. le vueille auoir pour le pris de la vente, frais & loyauxousts.

†† *Cest Ar. 42. est mis au lieu des anciens.*

Avxerre Tit. 7. Art. 163. Le retraiant lignager est preferé au S. qui veut auoir la chose par Retraict Feodal.

Estampes Chap. 1. Art. 29. Le S. F. aiant retenu par puissance de Fief, le Fief mouuant de luy, le lignager du vendeur du costé & ligne, duquel est procedé le Fief retenu, le peut dedans l'an & iour de la Retenue, auoir par droict de Retraict lignager, en rembourſant le S. F. du pris principal & Quint du pris, & des loyaux ousts & frais: en quoy faisant le S. F. est tenu receuoir tel lignager en son hommage, tellement que le retraiant lignager exclud le Feodal.

Dovrdan Tit. 13. Art. 141. Le lignager peut retraire le Fief vendu & retenu par puissance de Fief par le S. F. dedans l'an & iour, qu'il a esté retenu par le S.F. en le rembourſant & luy paiant ses droits Seigneuriaux.

Montfort Chap. 15. Art. 170. Vn S. F. qui a retiré par puissance de Fief, le Fief vendu par son Vassal, iceluy Fief appartenant du propre au Vassal, tel Fief ainsi retenu par le S. F. git en Retraict, & se peut retraire par l'vn des parens & lignagers du vendeur, du costé, estoc & ligne dont il est procedé dedans l'an & iour, qu'il est retenu par puissance de Fief, & du rembourſement fait par ledit S. en rembourſant iceluy Seigneur du sort principal, frais & profits Seigneuriaux confus en luy, & qu'il eust prins ou peu prendre, cessant la Retenue par luy faicte par puissance de Fief.

Mante Chap. 4. Art. 76. p. *à Auxerre.* 163.

Senlis Tit. 12. Art. 226. Si † vn S. F. a retenu & re-vny à sa table par puissance de Seigneurie, aucun Fief, terre ou Seigneurie tenu de luy, ainsi vendu, comme dit est, par son Vassal, le S. F. est tenu delaisser par Retraict lignager au parent du vendeur venu du costé & ligne, dont est venu & escheu par succession ledit heritage, Fief, terre & Seigneurie ainsi vendu que dit est, en venant dans an & iour de ladite Retenue & re-vnion faite par le S. F. dudit Fief terre & Seigneurie ainsi vendu que dit est, en luy offrant par ledit parent, bourse & deniers, tant pour le pur sort, que loyaux coustemens, & à parfaire, si mestier est. Art. 227. Semblablement quand vn S. Censuel tient par puissance de Seigneurie, l'heritage vendu par vn lignager, tenu à Cens de luy, le parent lignager qui veut retraire ledit heritage ainsi vendu que dit est, est tenu de venir dedans l'an & iour de la Retenue dudit heritage faite par ledit S. Censuel, offrir la bouse & deniers pour le pur sort, & loyaux coustemens, & à parfaire si mestier est.

† *Sur les 226. & 227. les gens d'Eglise & du tiers Estat des Chastellenies de Ponthoise & Chaumont, ont dit que le S. Censuel ne pouuoit vser de Retenue, des choses roturieres: parquoy empeschoient que l'Art. 217. eust lieu esdites Chastellenies: Soustenu aucõtraire par les Nobles desdites Chastellenies, disans*

Clermont Tit. 2. Art. 10. Si le S. retient à soy & par puissance de Seigneurie quelque heritage tenu de luy au parauant vendu par vne personne, auquel il appartenoit de son propre à vn autre tout estrange: en ce cas vn lignager du vendeur du costé & ligne, dont l'heritage est venu, peut & luy loist, en dedans l'an & iour de la Retenue, rauoir dudit S. par Retraict iceluy heritage, en le

qu'es dites Chaſtellenies S. Cenſuels, auoient vſé dudit droict de Retenue es choſes tenues d'eux à Cenſiue vendues, & qu'ils en auoient eu pluſieurs Sentences, meſmement le Procureur du Seigneur de Mery, a dit en auoir eu Sentence aux Requeſtes du Palais contre vn nommé D. habitant de Ponthoiſe. Pareillement Charles de Pelue, Seigneur de Ioy en Tnelles, a exhibé deux Sentences par luy obtenues contre deux particuliers en ladite matiere de Retenue Cenſuelle, leſquelles nous auons fait lire: & a eſté trouué que leſdites Sentences auoient eſté données du conſentement des parties: quoy que ce ſoit, icelles non contredisans: & ſur ce auons interrogé par ſerment le Doyen de Maigny l'vn des Commis & Deputez pour l'Eſtat de l'Egliſe en la Chaſtellenie de Chaumont, ſçauoir s'il auoit veu donner Sentence ou Iugement contradictoire en ceſte matiere: qui a dit que non, par ce que iamais il n'auoit ouy qu'aucun Seigneur Cenſuel deſdites Chaſtellenies s'efforçaſt ou pretendit retenir aucuns heritages roturiers, tenus de luy en Cenſiue, par puiſſance de Seigneurie, quand ils ſont vendus. Et ce fait auons prins les opinions des aſſiſtans qui ont eſté de diuerſes opinions. Et depuis auons fait lire les cayers apportez par les Officiers deſdites Chaſtellenies de Chaumont & Ponthoiſe, ence qu'ils faiſoient mẽtion du droict de Retenue attribue aux S. par puiſſance de Seigneurie. Et auons trouué par la lecture d'iceux, qu'es venditions des choſes Feodales, le S. F. auoit ledit droit de Retenue: mais quant aux choſes Cenſuelles & roturieres n'en eſtoit faite mention. A ceſte cauſe auons ordonné quant au 226. Art. qui fait mention dudit droit de Retenue deſdites choſes Feodales, il demoureroit, comme Couſtume generale & non renoquée en doute par tout le Bailliage de Senlis & Comté de Beaumont. Et quant à la Couſtume portée par le 227. Art. auons ordonné qu'elle demoureroit pour le regard des Chaſtellenies du dit Bailliage & Comté de Beaumont, autres que les Chaſtellenies de Chaumont & Ponthoiſe. Et neantmoins auons renuoyé les Eſtats d'icelles Chaſtellenies de Ponthoiſe & Chaumont à la Cour, pour leur eſtre pourueu ſur le pretendu droict de Retenue, en matiere de roture, comme de raiſon.

†† *Ceſt Ar.10. eſt ancien en ces mots*, Droicts Seigneuriaux ſi payez n'ont eſté, *adiouſtez de nouueau.*

rembourſant du pur ſort, qu'il en a payé, droicts †† Seigneuriaux, ſi payez n'ont eſté: enſemble des loyaux couſtemens, frais & miſes tels que de raiſon.

VALLOIS Tit.11. Art.138. Si aucun auoit vendu aucuns de ſes propres heritages, à vn qui ne ſeroit parent lignager du vendeur, du coſté & ligne, dont ſeroient venus leſdits heritages, & le S. dont les heritages ſeroient tenus & mouuans, auoit prins & retenu iceux heritages par puiſſance de Fief, l'vn des parens lignagers du coſté & ligne du vendeur, pourroit auoir iceux heritages par Retraict dedans l'an & iour de la Retenue faite par ledit S. comme ſ'il eſtoit encores és mains de l'acheteur, en rendant les deniers que ledit S. en auroit payé, auec les ventes, vins, & droits Seigneuriaux, en la maniere cy deſſus declaree.

VITRI Tit.12. Art.124. Quand le S. F. prend par puiſſance le Fief mouuant de luy, le lignager du vendeur aura, ſi bon luy ſemble, ledit Fief par Retraict, & precedera en ce le S. F.

LAON Tit.17. Art.259. Le lignager eſt preferé au Retraict au S.F.

CHALONS Tit.21. Art.257. p. *à Auxerre.163.* voulant retraire par puiſſance de Fief.

REIMS Tit.7. Art. 188. p. *à Chalons.* 257. v. auoir le Fief tenu de luy par Retraict Feodal. Art.228. Si le S. F. achete de ſon Vaſſal, le Fief qu'il tient de luy en foy & hommage, qui au Vaſſal appartenoit de ſon naiſſant, le parent ou lignager du Vaſſal, du coſté & ligne dont ledit Fief luy eſtoit venu, le pourra retraire ſur ledit Seigneur.

NOYON Tit.7. Art.37. Toutesfois le retraiant eſt preferé au S. F. & le peut retraire ſur luy, ſi le S. F. auoit acheté ou retenu par puiſſance de Fief.

RIBEMONT Tit.3. Art.36. Le Retraict lignager ſ'execute contre le S. de Fief, comme dit eſt, par le lignager, qui eſt preferé à luy.

AMIENS Chap.10. Art.18. Le retraiant lignager eſt preferé au retraiant Feodal: en maniere que combien que le Seigneur par puiſſance de Fief, ait retenu le Fief & heritage vendu: neantmoins le lignager peut au dedans l'an & iour de la Retenue faite par luy & ſes Officiers, le retirer de ſa main: ſans pour ce payer nouueaux droits audit S. en le rembourſant toutesfois du ſort principal, frais & loyaux couſts & de ſes droits Seigneuriaux, tels qu'il les euſt eu de l'acheteur ſ'il n'euſt retenu ledit heritage par puiſſance de Fief.

CHAVNI Chap. 21. Art. 119. Quand vn parent lignager veut retraire par proximité de lignage vn Fief vendu par ſon parent & venant de propre ou de naiſſant, ledit parent retraiant du coſté & ligne, dont eſt venu ledit Fief, eſt à preferer au S. dont ledit Fief eſt tenu.

ARTOIS Tit.3. Art. 124. Il eſt permis au Proëſme & lignager, ſur le retraiant par puiſſance de Fief, retraire & reprendre tels heritages patrimoniaux, en dedans l'an de la Retraicte faite par le S.

DVCHE DE BOVRG Chap.10. Art.10. Au reachat & retraction d'heritages, ſoient Cenſables ou Feodaux vendus, le lignager ſera preferé au S. F. ou Cenſier.

COMTE DE BOVRG Chap.13 Art.71. En Retraicte d'heritages chargez de Cens portant lods & Retenue, le prochain parent du vendeur ne ſera point preferé au S. Cenſier, qui voudra vſer du droit de Retenue.

NIVERNOIS Chap.4. Art.36. Le lignager du vendeur du coſté de la

Source : BIU Cujas

choſe vendue, eſt preferé au S. F. voulant vſer de Retenue, en payant par ledict lignager vn ſeul Quint & les frais raiſonnables. Chap. 31. Art. 22. Si le S. F. ou Cenſier veut vſer de Retenue, & le lignager de Retraict, le lignager pour le Retraict eſt preferé audit S. direct.

MONTARGIS Chap. 16. Art. 11. Le lignager habille à retraire prefere & empeſche le S. F. qui le peut auoir par puiſſance de Fief, & l'euſt ia le S. de Fief, ſi le lignager venoit dedans l'an & iour de la vente.

ORLEANS Tit 18. Art 365. p. *à Montargis*, eſt preferé au S. F. qui pourroit, &c. de Fief l'heritage aliené, ores que le S. de Fief l'euſt ia retiré, ſi le lignager vient dedans l'an & iour comme deſſus.

ANIOV Tit. 17. Art. 348. Le lignager aura le Retraict de l'heritage vendu par ſon Proëſme lignager, auant le S. de Fief: & ſi le lignager ne le prend, le S. l'aura, ſ'il luy plaiſt, en tant qu'il en aura en ſon Fief, & fera de ſon Fief ſon domaine, en payant les deniers principaux & les loyaux couſts & miſes, comme deſſus. Art. 390. Si le S. de Fief prend par Retraict Feodal dedans le temps que le lignager a encores faculté de venir au Retraict lignager, les choſes hereditaux & immeubles acquiſes en ſon Fief, le lignager qui les voudra auoir par Retraict, dedans ledit temps, y ſera reçeu: & pourra faire adiourner le S. de Fief en demande de Retraict, ainſi * qu'euſt peu ledit acquereur. Et ſera contraint le S. de Fief à le luy delaiſſer par Retraict, en luy reſtituant & payant les deniers, qu'il en auoit payez à l'acquereur & autres loyaux couſts & miſes, tels qu'euſt fait l'acquereur, en faiſant ledit Retraict: ſuppoſé * qu'il ſoit dit qu'en vn contract n'a qu'vn Retraict, quand il eſt fait: pour ce qui'l n'a pas lieu en ce cas.

* *ainſi qu'il euſt.*

Vn Retraict en vn Contract quand il eſt fait.

* *Poſé ores.*

LE MAINE Tit. 18. Art. 360. p. *à Aniou.* 348. deſſus. Et ſi ledit S. de Fief, au dedans de l'an & iour des lignagers en fait de ſon Fief, ſon domaine, ce neantmoins le lignager au dedans dudit an, le pourra receuoir ſur le S. de Fief. Art. 400. p. *à Aniou.* 309. auroit payez, &c.

GRAND PERCHE Tit. 10. Art. 186. Les lignagers ſont preferez en Retraict au S. F. y venans dedans l'an & iour du contract.

CHARTRES Chap. 12. Art. 70. Le lignager du vendeur du coſté & ligne, dont l'heritage vendu luy eſt venu & eſcheu, eſt à preferer au S. de Fief au Retraict d'iceluy heritage, dedans l'an & iour & temps que deſſus.

DREVX Chap. 13. Art. 59. p. *à Chartres*, dont meut ledit heritage vendu & luy eſt, &c. au S. F. au Retraict, &c. iour de la venditron.

BLOIS Chap. 16. Art. 208. Le lignager eſt preferé au S. F. qui demande auoir l'heritage par puiſſance de Fief, & qu'à ce moyen l'auroit ia eu, en le demandant par le lignager au dedans de l'an & iour de la vente d'iceluy heritage, en faiſant ce qui eſt requis par la Couſtume de Retraict, comme eſt contenu en l'Art. du S. F.

BERRI Tit 14. Art. 13. Le Retraict lignager, où il a lieu, eſt preferé au Retraict Feodal ou Cenſuel.

BOVRBONNOIS Chap. 29. Art. 438. Le lignager eſt preferé quant à ladite Retenue, aux S. F. Cenſiuiers & directs, ſoit que leſdits S. ayent acquis la choſe ſuiette, ou que l'acquereur la leur euſt delaiſſee, par droit de prelation.

AVVERGNE Chap. 21. Art. 15. p. *à Bourbon*, preferé au S. F. & direct au droit de Retenue, ſinon que le S. F. ou direct acheraſt ledit heritage mouuant de luy. Chap. 23. Art. 15. p. audit Art. 15. du Chap. 21.

SALHENS Art. 1. le S. direct eſt preferé au lignager, quant au droict de prelation ou Retenue des choſes vendues par emphyteoſe ſituees dans leſdits lieux & Parroiſſes, en venant dedans le temps de trois mois, à compter comme deſſus a eſté dit du lignager.

Le S. direct eſt preferé au lignager.

BREZONS Art. 1. La Couſtume quant au droict de Retenue, par laquelle le S. direct eſt preferé au lignager gardee ès lieux de Salhens, la Peyre & autres deuant dictes, a lieu en la Chaſtellenie de Brezons.

POLHAC Art. 1. Les prochains lignagers ont droict de Retraict ou Retenue des heritages vendus par leurs lignagers de l'eſtoc, dont ils prouiennent: & ſont preferez quant au droict de Retenue au S. direct: & peuuent iceux heritages recouurer, en payant le ſort principal d'iceux & loyaux couſtemens dedans trois mois, à compter du iour de la poſſeſſion reelle prinſe par l'acheteur, en preſence de deux teſmoins du lieu, & Iuſtice, où les heritages ſont ſituez & aſſis.

Lignager eſt preferé au S. direct.

LA MARCHE Chap. 20. Art. 281. Si le S. F. ou Cenſiuier ont prins la choſe vendue, par droict de Retenue ou prelation, le lignager la pourra reprendre ſur eux, en venant dedans le temps introduit en faueur des lignagers, ſoit en

Fief

fief ou censiue, *respectiuè*, & payant & rendant le sort principal & loyaux coustemens: ésquels sont comprins les ventes & droicts Seigneuriaux, que le S en eust peu auoir, s'il n'eust retiré les choses par prelation, selon les Coustumes des lieux, où ventes & autres droits sont deuz.

Lignager preffre au S. F. quant au Retraict.

POICTOV Tit.10.Art.346. Combien que le S. F. puisse auoir par puissance de fief, la chose de luy tenue, en payant le pris qu'elle a cousté : toutesfois si aucun lignager du vendeur vient dedans l'an du Retrait, il sera preferé au S.F. & aussi l'acheteur receu à retenir la chose, s'il est lignager : sinon † qu'vn autre lignager plus proche la vienne retirer dans ledit temps.

† *Ces mots, sinon qu'vn autre, &c. ont esté adiouſtez à ceſt Art. 346. qui eſtoit le 257. ancien.*

ANGOVMOIS Chap.5.Art.69. Tout lignager, soit l'acheteur ou autre, est preferé au S.F. ou foncier.

XAINCTONGE Tit.6.Art.51. Le lignager est preferé au S. tant en choses nobles, que roturieres & ne peut le S. vser de retention par puissance de fief, contre le lignager, qui achete de son parent: mais vn autre lignager plus proche, peut venir au retrait, s'il est dedans le temps de la Coustume. Et s'il est en pareil degré que l'acheteur, en rembourſant l'acheteur pro rata, qu'il deuroit succeder, est receu à icelle portion retirer.

LA ROCHELLE Chap.12.Art.37. Quand aucun heritage ou chose censee pour heritage, est vendue ou transportee par contract de vente ou equipollent à vente, le Seigneur le peut auoir par puissance de fief, pour mesme pris : toutesfois le lignager le peut auoir parauant luy : & ne peut le Seigneur auoir que ses ventes.

BORDEAVX Chap.2.Art.5. Le lignager sera preferé à auoir & retenir les choses vendues au S. de fief: & les pourra auoir & recouurer dedãs l'an & iour dudit S. s'il les auoit retenues par puissance de fief.

ACS Tit.10.Art.15. Es lieux, où les S. cauiers ont droict de retention, le lignager est preferé au S. Et si le S. a retiré la chose vendue dedans les ix. iours, le lignager dedans an & iour à compter comme dessus, la peut retirer du S. Art.16. Excepté és Baronnies, de Terciis, de Maiesc, & és Parroisses d'Oyere lez Acs, de Iosse & Riuiere: ésquels lieux le S. est preferé.

Lignager plus proche à ſucceder au S. vtile, eſt preferé à tout autre achetant la choſe baillee à cens ou rente miſe en criee à la requeſte du S. de Prinfief.

LA BOVRT Tit.6.Art.13. Si le S. du Prinfief, qui est le S. direct, fait mettre en criees & subhastations la chose par luy baillee à cens & rente, pour estre satisfaict des arrerages de la rente, le plus proche à succeder du S. vtil, est preferé à tout autre, en baillant ce que le plus offrant bailleroit.

SOLE Tit.19.Art.5. Le lignager & parent du vendeur venant au Retraict, est preferé au Seigneur du Fief ou du cens & deuoir voulant venir au Retraict.

SEDAN Tit.3.Art.53. Le lignager du vendeur sera preferé, s'il veut retraire le fief, au S.F. Tit.11.Art.236. Le parent lignager en Retraict, est preferé au S. F. ou S. foncier & censuel, qui veut retirer les heritages par puissance de fief, droicts de lods & Retenue ou autrement.

Voyez Meaux 170. Sens 186. Auxerre 49. Vitri 38. Chalons 258. Ribemont 2. Monstreul 35. Boullenois 138. Peronne 257. Tours 165. Poictou 30. cy dessus en la Conference des Art. 20. 21. & 22. de Paris Tit. 1. & Reims Art. 224. mis cy dessous.

ADDITION SVR LE TIT. VII. DE Retraict lignager.

I. Quelles choſes ſont ſuiettes à Retraict ou non: enſemble qu'elles perſonnes peuuent venir audit Retraict.

II. Adiournemens en Retraict comme ſe doiuent faire, l'acquereur preſent ou abſent.

III. Des Defaux & Congez en matiere de Retraict.

IV. Pluſieurs choſes requiſes ès perſonnes des retraians & acquereurs, propres ou communes.

V. Retraict lignager n'eſt ceſſible, n'y ſuiect à garantie, lods ne ventes.

VI. En quelques lieux on doit offrir & preſenter au lignager conſorts ou voiſins : & quand ils ſont preferez.

VII. Retraict à droict de lettres leuës en Normandie.

VIII. Du Retraict conuentionnel.

Source : BIU Cujas

a Ceste Coustume de Normãdie recognoist quatre sortes de Retraicts. Retraict lignager, Retraict Feodal, Retraict conuentionnel, & Retraict à droit de lettresleues. Autres Coustumes en recognoissent bien quatre & au lieu du dernier, y mettent Retraict de my denier. Aucunes Coustumes n'en recognoissent que de trois sortes, Retraict lignager. Retraict Feodal & Retraict conuentionnel. Retrait lignager a esté cy dessus cognu assez cõme aussi le retrait Feodal és Art. 20. 21. & 22. de Paris & en l'Addition du Tit. 1. de Paris. Le Retraict de my denier est assez cognu par ce qui a esté deduict sur les Art. 155. 156. 157. de Paris. Quãt est du Retraict a droit de lettres leues il sera expliqué en ceste Addition nomb. 7. & le Retraict conuentionnel au nombre viii. en suiuant la Coustume de Lille Art. 83. cognoist seulemẽt droit de proximité de lignage. frareuseté & esleche.

b C'est à dire per annulum & virgam, ainsi qu'il a esté monstré au Tit. 1. des fiefs cy dessus qui sont marques de la cession, tradition inuestiture ou ensaisinement.

NORMANDIE Chap. 18. Art. 437. L'on se peut a clamer de l'heritage vendu en iv. manieres, à droict de lignage, droict Seigneurial, droict conuentionnel, droict de lettres leuës.

LILLE Tit. 7. Art. 83. Pour reprendre aucune maison ou heritage tenu de l'Escheuinage de la ville de Lille, procedant d'acqueste ou autrement, ou portion d'iceluy vendue amiablement, ou iudiciairement, est requis proceder par l'vne des trois voyes: à sçauoir proximité de lignage, de frareuseté ou esleche. Et precede le titre de l'escleche le titre de frareuseté, en ce qui seroit esclechié & frareuseté en ce qui seroit frareux, le titre de proximité de lignage. Art. 84. Pour faire reprinse à titre de proximité, frareuseté ou escleche est requis que le reprendant compare en dans xl iours à compter du iour du Vverp, par deuant le Preuost ou son Lieutenant & quatre Escheuins du moins & illec requiert rauoir l'heritage vendu au titre qu'il pretend, & face ostẽsion d'or & d'argent pour rembourser l'acheteur de ses deniers à Dieu, carité, principaux deniers & tous leaux coustemens. Et sur ce ledit Preuost ou son Lieutenant doit mettre le requerant en la chose par luy requise, b par rain & baston, sauf tous droicts: à condition que la reprinse soit signifiee par vn Sergent de ladite Preuosté à l'acheteur, afin qu'il vienne recognoistre ladite reprinse en dedans vii. iours & vii. nuicts ensuiuans, n'est qu'à ce il se vueille opposer. Et en cas d'opposition le Sergent est tenu de luy assigner iour competent, à comparoir en la halle de ladite ville par deuant les Escheuins d'icelle, pour y estre fait & procedé comme de raison. Et si ẽdedans lesdits vii. iours & vii. nuicts, ledit acheteur ne vient recognoistre ou soy opposer, le requerant doit estre mis finalement en l'heritage & maison par luy demandee & requise. Art. 92. Vn Procureur specialement fondé par procuration, peut faire telles reprinses, ou nom de cestuy, de qui il est Procureur.

BERRI Tit. 14. Art. 30. En la ville, chastel & chastelenie d'Yssoudun, retrait lignager n'a lieu. c

S. SEVER Tit. 5. Art. 16. A Geno, Buanes, le Chasteauneuf en Tutsan, Bahus, Subiran Retraict lignager n'a point de lieu: mais est permis à chacun vendre leur bien à qui leur plairra.

AIGVES-PARCE Art. 3. Les lignagers n'ont aucun droict de Retenue de la chose vendue par le lignager, quant és choses situees en ladite ville, fins & limites d'icelle.

CHARGNAC Art. 1. Le prochain lignager & S. direct, n'aucun d'eux n'ont droict de Retraict ou Retenue, és maisons & heritages situez dedans ladite ville & appartenances d'icelle.

CALAIS Tit 9. Art. 152. Les biens acquis par pere mere ou autres parens venans par succession à leurs enfans ou autres heritiers, sont propres ausditsenfans ou heritiers, & sont suiets à Retraict, s'ils sont par eux vendus.

Retraicts ou clameurs de quatre sortes.

Trois voyes pour reprendre vne maison ou heritage tenu de l'Escheuinage de la ville procedant d'acqueste, ou autrement ou portion d'icelui vendue amiablement ou iudiciairement, dans 40. iours.

Reprinse à titre de Proximité de lignage, escleche Frareuseté.

Reprinse se doit signifier dãs sept iours & sept nuicts ensuiuans à l'acheteur, s'il ne veut s'opposer.

Reprinses se peuuent faire par Procureur specialement fondé

Retraict lignager en quels lieux n'a lieu.

Heritages propres aux vendeurs qui leur sont venus par succession de pere ou mere sont suiets à retrait.

c Secus hodie propter Edictum Henrici 3. 1581. par lequel retraict lignager est introduit en tous pays, mesmes de droict escrit. Tellement qu'en la ville d'Yssoudun il aura lieu nonobstant l'ancienne Coustume, & consequemmẽt y aura le tẽps de lx. iours ou de viii. en Decret par ces mots de l'Edict, *ou autre temps porté par la Coustume*, parce que la ville d'Yssoudun qui est du Duché & pays de Berri, est regie par la Coustume du pays, és cas ou il ny a Coustume particuliere en ladite ville. Ainsi par Arrest de la Cour des Aydes donné en audience au mois d'Auril 1584. au profit de Maistre Iacques Perrot Aduocat au lit Yssoudun contre le Sieur de Sarzay & les heritiers de feu Zason d'Artius voulans retirer vne maison adiugee par decret audit Perrot pretendans lesdits heritiers qu'ils auoient an & iour à retraire la maison adiugee par decret: ledit Perrot soustenoit au contraire qu'au pays & Duché de Berri n'y auoit en Retraict lignager pour ventes volontaires que lx. iours & en vente necessaire & adiudication par decret, huictaine seulement: adioustant que tel droict n'auoit lieu en la ville chastel & chastellenie d'Yssoudun & quand ores il deuroit estre introduit en consequence de l'Edit qu'il falloit neãtmoins que le temps qui estoit donné par la Coustume generale du pays & Duché de Berri, fut gardé en ladite ville, chastel & Chastellenie: & partant n'estant les demandeurs en requeste venus de la huictaine suiuant la Coustume, n'estoient receuables ny fondez en icelle. Ce qui fut ainsi ordonné du profit dudit Perrot. Aucuns se fondent que l'Edict ne doit auoir lieu parce que c'est vn Edict Bursal: & que à ceste occasion il a depuis esté reuoqué par les Edicts des annees 1584. & 1588 & adioustent que la verification de la Cour porte sans preiudice des oppositions: & qu'en l'Edict ny a aucune derogation speciale à la Coustume locale de la ville d'Yssoudun: qui estoit requise & necessaire pour y introduire le Retraict lignager Mais il est aisé de respondre à toutes ces raisons Premierement on peut dire à la verité que l'Edit a esté reuoqué pour la consideration de la venalité toutesfois il ne laisse d'auoir lieu: parce que le Roy l'a ainsi ordonné, & s'en doit faire la notification és Greffes des Bailliages & Seneschaucees Royales & pour la verification de la Cour, il n'y a eu aucune opposition de la part des habitans de la ville d'Yssoudun, ce qui est requis & necessaire, & quand il y en auroit de formee: ce ne seroit sans difficulté: parce que l'Edict est general & dict qu'en tous les pays, mesmes en celuy de droict escrit, le Retraict aura lieu. Ce qui s'entend aussi des pays Coustumiers que de droict escrit, soit qu'il y ait Retraict ou non. Et s'il a esté introduit en pays de droict escrit, auquel il n'auoit lieu par la disposition ciuile, pourquoy ceste clause ne sera elle pas interpretee aussi bien és pays Coustumiers, esquels le Retrait n'estoit gardé cõformemẽt au droict ciuil, comme le Roy l'a introduit es pays de droict escrit. Ie ne veux oublier que l'Edict deroge aux Coustumes. Ce qui se

Source : BIU Cujas

peut colliger de la ſeule lecture du dit Edict en deux lieux.

Retraict a lieu en heritages propres, & non és acqueſts & conqueſts.

Heritage propre tranſporté à vn Donataire, ceſſionnaire ou acheteur eſtant de la ligne, ſ'il eſt tranſporté ou vendu à eſtranger, tombe en retraict, encores que ce ſoit acqueſt.

Retraict n'a lieu en emphytheoſe à touſiours.

Heritage donné en faueur de mariage ou autrement par pere & mere à ſon enfant eſt propre.

†† *Ces mots,* propre ou conqueſt, *ont eſté mis au lieu des anciẽs,* de quelque coſté qu'il ſoit venu.

Retention de cens, n'empeſche le Retraict.

† *Ceſt Art.132. eſt adiouſté comme ancien.*

Retraict a lieu ſi vn heritier vend l'heritage qui luy eſt eſchu par ſucceſſion en faiſant partage entre ſes coheritiers de diuerſes lignes: parce qu'il eſt ſubrogé au lieu de celuy qui eſt de ſon eſtoc, coſté & ligne.

†† *Les Art. 41.44.55.59.66 & 67. ſont mis au lieu des anciens.*

Retraict a lieu quand l'heritage donné pour eſtre Conqueſt aux conioints, eſt par eux vendus, pour la portion de l'enfant.

Retraict a lieu en vente d'heritage par executeurs de Teſtament.

Retraict n'a lieu en vente de coupe de bois de Haute fuſtaye taillis ou arbres: ſinon que ladite coupe appartient pour vne fois à aucun & le fonds à autre: & appartient au S. du fonds, encores qu'il ne ſoit lignager.

MEAVX Chap.15.Art.105. Le Retraict giſt tant ſeulement és heritages propres, & non pas és acqueſts & conqueſts immeubles. Toutesfois ſi pere ou autre lignager donne, cede ou vẽd ſon heritage propre à vn donataire, acheteur ou ceſſionnaire auſſi lignager: lequel apres le don, ceſſion ou vendition le vend à aucun eſtranger de la ligne dont il eſt venú, il chet en Retraict, combien que ce ſoit acqueſt, auquel il a eſté donné, tranſporté ou vendu. Art.106. Retraict lignager n'a point de lieu en heritage baillé a titre d'emphyteoſe à touſiours.

MELVN Chap.7.Art.131. Si pere ou mere ont donné à leur enfant en faueur de mariage ou autrement, leur heritage qui leur eſtoit †† propre ou conqueſt ledit heritage eſt fait propre audit enfant, & ſ'il le vend, il eſt retrayable. Art. 132. Si † aucun vend ſon heritage propre pour vne ſomme de deniers & par le meſme contract retient droit de cens ſur le meſme heritage, eſt neantmoins iceluy heritage retrayable par le lignager, en rembourſant le pris & ſe chargeant du cens. Art.134. Si pluſieurs de diuerſes lignes, ſuccedent à aucun leur parent & partiſſent entr'eux les immeubles de ſucceſſion, tellement qu'au lot & portion de l'vn aduienne l'heritage, qui n'eſtoit de ſon eſtoc, coſté & ligne, ſera cenſé & reputé eſtre procedé de ſondit eſtoc, coſté & ligne. Et ſi puis apres, il le vend, ſes parens le pourrõt retraire, comme eſtant au lieu de l'heritage, qui eſtoit iſſu de leurdit eſtoc, coſté & ligne.

SENS Tit.7.Art.41. Vn †† heritage donné en mariage par pere ou mere, ſoit de leur propre ou conqueſt à l'vn de leurs enfans, eſt fait propre audit enfant, & chet en Retraict auſdits pere & mere, leurs ſucceſſeurs & autres lignagers, ſ'il eſt vendu par iceluy enfant. Et ſi ledit heritage eſtoit donné pour eſtre conqueſt aux deux conioints, & il eſt depuis vendu par eux, il y a Retraict pour la portion de l'enfant, en faueur duquel la donation a eſté faicte. Art.44.p.*à Melun.*134. parent, & ils facent partage des immeubles d'icelle ſucceſſion: tellement que l'vn ait heritage ou autre choſe immeuble ou reputee pour immeuble, qui ne ſoit venue de ſon coſté, iceluy heritage ou autre choſe immeuble luy ſeront toutesfois reputez propres: & ſ'il les vend, les prochains de ſa ligne, viendront au Retraict: ſuppoſé que leſdits heritages ou autre choſe immeuble neviennent de leur coſté. Art.55. En vente d'heritage propre faite par les executeurs d'vn Teſtament, y a Retraict. Art. 59. Si heritage propre, eſt baillé en recompenſe, ou en d payement d'aucune ſomme, y a Retraict. Art.66. En vente de coupe de bois de haute fuſtaye, e taillis ou arbres pour abbattre n'y a Retraict. Art.67. Mais ſi la coupe de bois de haute fuſtaye, taillis ou arbres pour vne fois appartient à aucun, & le fonds à vn autre, & il aduienne que ladite coupe ſoit vendue, il ſera loiſible à celuy, auquel appartient le fonds & non à autre, auoir par droit de Retraict ladite coupe, en rembourſant le pris, frais & loyaux couſts. Et aura lieu ledit Retraict, ſuppoſé que celuy, auquel appartient ladite conppe, ne ſoit lignager du Seigneur du fonds.

AVXERRE Tit 7.Art.162. L'heritage donné &c.p.*à Sens.* 41. & leurs ſucceſſeurs, ſ'il eſt &c. & depuis, il eſt par eux vendu &c. portion appartenãt audit enfant, auroit eſté &c. Ar.166. Si partage faiſant entre pluſieurs perſonnes †† de biẽs communs ou ſucceſſifs, à aucun d'iceux eſchet heritage qui ne ſoit de ſon eſtoc, coſté ne ligne: neantmoins ledit heritage ſera ſuiet à Retraict lignager, pour le regard de ceux, qui ſeront du coſté & ligne de celuy, auquel il ſera aduenu. Art.176. L'heritage propre vendu par executeur de teſtament, eſt retrayable par les parens lignagers du decedé. Art.180. En heritage &c.p.*à Sens.*59. d'vne &c.

d Dario in ſolutum inſtar venditionis obtinet l.4. C. de cuict. l. 4. D. de Nou 4. l. pretii cauſa. 9. C. de reſc. vend. comme i'ay dit au Ti. 1 des fiefs: & par tant le droict de Retraict a lieu en ce cas.

e Du Moulin ſur le 201. Art de la Couſtume de Blois tient qu'ẽ vente de coupe de bois de haute Fuſtaye y a Retrait: par ce que tel bois fait partie du fonds & que le lignager veut conſeruer à la ligne quoy que ce ſoit à ſon parent vendeur En la Cour du Parlemẽt de Rouen a eſté donné Arreſt le 13. iour de May 1569. par lequel vn lignager fut receu à retraire par clameur de bourſe le bois de haute fuſtaye vendu par ſon frere enfant qu'il eſtoit encores debout, Voyez Tiraq. ad §. 1. Gloſſ. 7. num. 42. vſque ad num. 154. Notez qu'il y a certains cas, eſquels Retraict n'a point de lieu exprimez par quelques Arreſts, comme en choſes achetees pour vn corps de ville, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt le 16. iour d'Aouſt 1571. Retraict lignager n'a point auſſi de lieu quand il y a eu confiſcation de la choſe comme quand elle eſt reunie au fiſc ou au S. ou à celuy qui luy ſuccede, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt ſolemnel le 22. Decembre 1563. De Thou pour le ſieur Haut Iuſticier contre la Damoiſelle Duual, ſœur de Thomas Duual qui auoit eſté executé par Arreſt de Rouen & ſes biens confiſquez au ſieur Haut Iuſticier, & fut par ledit Arreſt l'appellation interiettee miſe au neant de grace ſans amende, & la ſentence du Bailly de Meulan confirmee, & ordonné que ce dont eſtoit appel ſortiroit ſon plein & entier effect.

† *Ces mots,* Et si ledit heritage est donné, *&c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouſtez.*
†† *Ces mets,* ou de biens communs, *ont esté interposez pour plus grande explication.*

MONTFORT Chap. 15. Art. 173. Quand vn S. de fief vend terres estans en son domaine à pris d'argent: à la charge de cens enuers luy, l'acquereur ne doit aucunes ventes audit S. vendeur: & est tenu l'acheteur pour ensaisiné du iour de la vendition, tellement que lesdites terres vendues, l'an & iour de la vendition passez, ne gisent en Retraict.

MANTE Chap. 4. Art. 82. Conquest immeuble ne tombe en Retraict, sinon que celuy qui le vend, l'eust acheté de son lignager, & que ledit conquest fut propre d'iceluy lignager de l'estoc & ligne du retrayant.

SENLIS Tit. 12. Art. 232. Quand aucun heritage est donné f purement & simplement à personne ou personnes conioints ensemble par mariage, & non pas en mariage ou en aduancement d'hoirie: tel heritage ainsi donné, est tenu & reputé acquest, quād il est fait sans dol ou fraude & ne chet point en retrait cōme dit est

CLERMONT Tit. 2. Art. 12. En dons purs & simples faits à touſiours du propre heritage sans charge onereuse, soit entre vifs ou par laigs testamentaires, n'y chet aucun Retraict. Art. 20. Si †† le pere ou la mere donnent à leur enfant aucun heritage en mariage &c. p. *à Melun.* 131. iceluy heritage de quelque costé qu'il soit venu ausdits pere & mere, soit par acquest ou autrement &c. enfant, & chet en retraict, si depuis il est par ledit enfant vendu. Art. 27. En † acquest Retraict lignager n'a point de lieu: sinon comme il est dit cy dessus. Art. 29. En transaction faicte sans fraude d'aucuns heritages litigieux entre parties, n'y chet aucun Retrait: quād en telles transactions n'y a chose qui puisse estre equipollente à vendition. Art. 30. Si vn testateur ordonne par son Testament, le quint de ses propres heritages estre vendus par ses executeurs pour certaines causes contenues audit testament, & lesdits executeurs ont fait ladite vēdition, les parens lignagers d'iceluy testateur, du costé dont iceluy heritage luy estoit escheu, peuuēt & leur loist dedās l'an & iour d'icelle vendition ou de la saisine sur ce baillee, demāder & r'auoir par retrait, ledit quint de propre heritage, en rendant le pris, qu'il aura esté vendu, auec les loyaux coustemens.

TROIES Tit. 9. Art. 153. p. *à Sens.* 41. iusques à ces mots, *s'il est par ledit enfant vendu,* inclus. Art. 154. p. *à Sens.* 44. ils font partage de leurs immeubles &c. ait de l'heritage, qui n'est venu &c. heritage sera reputé venu de son costé: tellement que s'il le vend &c. qu'il ne vienne de &c. Art. 160. En heritage propre vendu p. &c. p. *à l'Art. 55. de Sens.* Art 165. p. *à Auxerre.* 180.

VITRI Tit. 12. Art. 125. L'homme ou la femme qui a donné son fief ou heritage roturier, pour estre nourri le reste de sa vie, le lignager de tel vendeur, ne peut auoir par Retraict lignager, sur le donataire, ce qui luy est ainsi donné. Car tel donateur eslit l'industrie du donataire & ne voudroit estre nourri par autre. g

REIMS Tit. 7. Art. 190. Si tel heritage n'estoit du propre & du naissant, ains fut l'acquest du vendeur: audit cas le retrait lignager n'auroit lieu: ains seulement le retraict feodal: qui a lieu en tous cas pour ledit acquest & pour lesdits propres & heritages de naissant, au cas qu'il n'y eust concurrence de lignager estant audit estoc & ligne, venant dedans ledit an & iour. Art. 224. Pere †† ou mere peuuēt retraire les heritages par eux donnez en mariage ou auancement d'hoirie à leurs enfans: ausquels ils pourroient succeder, s'ils decedoient sans hoirs.

RIBEMONT Tit. 3. Art. 44. Si constant le mariage, les mari & femme achetent quelques heritages tenus en fief ou en roture: & apres leur decés les heritages viennent par succession à leurs enfans, si les enfans les vendent à aucun estranger, les prochains desdits enfans les peuuent retirer: parce qu'ils ont prins souche és personnes desdits enfans. Mais à cause qu'ausdits enfans sont venus lesdits heritages moitié par pere, & l'autre moitié par mere, les proches parens du costé du pere retireront seulement la portion desdits heritages venus du costé du pere, & les parens de la mere, l'autre portion venant de par elle. Mais si lesdits enfans desdits acquereurs n'alienoient aucunement iceux heritages. & apres leur tresp as, ils retournassent à leurs enfans: lesquels enfans les vendissent à autres estrangers de leur ligne, les prochains d'iceux enfans de par leur pere, pourront retirer tous lesdits heritages.

Retraict n'a lieu en vente à pris d'argēt faite par vn S. de fief, des terres estans dans son fief, à la charge du cens, apres l'an & iour de la vendition.

Retraict n'a lieu en conquest.

†† *Le 173. Ar. est adiouſte pour nouuel.*

Retrait ne chet en donation pure & simple à cōioints par mariage, & nō pas en mariage ou en aduancement d'hoirie faicte sans dol & fraude: parceque ce est acquest.

†† *Ce 20. Ar. est ancien: Excepté les premiers mots,* ou autrement, *contenus en la premiere clause dudit Ar. lesquels y ont esté de nouuel adiouſtez.*

† *Les Aduocats & Practiciēs ont dit que ce est Ar. estoit ancien: neātmoins pource qu'il sembleroit estre contraire à aucunes Coustumes nouuellement introduites, ont requis qu'il fut corrigé pour estre conforme ausdites Coustumes. Ce qui a esté fait par l'aduis & consentement des iii. Estats: ainsi qu'il est contenu au 27. Art. dudit Coustumier.*

Retraict lignager n'a lieu en heritage propre donné à la charge d'estre nourri le reste de sa vie.

Retraict lignager n'a lieu en acquest.

Retraict feodal a lieu en acquest

f Il a esté iugé souuent par Arrest que retraict lignager ne feodal n'auoit lieu en pur don mesmes par vn ancien Arrest donné contre la Dame de Vierzon, és Arrests de la Pentecoste 1281. Ce qui est porté par plusieurs Coustumes, cōme il se cognoist par l'Addition du Tit. 1. des Fiefs cy dessus & par ceste Addition de ce Ti. 7. Aucūs estimēt que transaction est vn contract & se fondent sur la loy cum tetransegisse S. C. de transac. & aussi que par la loy 38. C. eod. tit. Transactio nullo dato, vel retento seu promisso minime procedit l. 1. D. eod. tit. l. 21. C. eod. tit. & sur l'opinion de plusieurs Docteurs, la Coustume de Normādie est conforme Art. 351. mis cy dessous. La Trāsaction n'est point contract ains vne paction & conuention faite entre les parties: & tout ainsi que pactū & contractus inter se differunt ita transactio & contractus. Transactio est species pacti, vel pactionis. Latius enim patet nomen pacti, quam transactionis. Vide Bald. in cap. 1 §. si vassallus Tit. si de feud. def. cont. sit inter dom. & agn. cap. 1. Ti. de contr. inter vass. & alium & cap. imperialē Tit. de prohib feud alien. per Feder. & in l. fin. C. comm. de legatis. Sans soulte. Tellemēt que les heritages dōnez en partage sont de pareille valeur & estimation: tāt y a qu'il n'y a aucune soulte. En ce cas c'est vne vraye permutation & eschange de chose immeuble à autre chose immeuble. C. M.

g Vide Tiraq. ad §. 25. de Ret. proxi. nu. 2.

†† *Ce est Art. 224. est de nouuel introduit. Pere & mere peuuent retraire les heritages par eux donnez en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie. Propre chet en Retraict.*
Parens paternels ou maternels des enfans cōme peuuēt venir au Retrait de chose acquise par deux cōioints par mariage.

Source : BIU Cujas

AMIENS Tit.9.Art.89. Les † biens acquis par pere,mere ou autres parens venans par ſucceſſion à leurs enfans, ou autres heritiers, & ſont ſuiets à Retraict ſils ſont vendus par eux. Tit.10. Art.177. Semblablement †† n'a lieu en acqueſts, encores que le vendeur en fut ſaiſi realement.

BETHVNE Tit.2.Art.9. *A la fin.* Et ſ'il n'y a en iceux heritages d'Eſcheuinage,ſoit d'acqueſte ou patrimoine,Retraicte de Proximité.

PERONNE Tit 10.Art.251.En † donation faite ſans fraude,Retraict n'a lieu Art.253.En bail de cens & ſurcens Retraict n'a lieu:mais ſi ledit cens ou ſurcenseſt depuis vendu,ledit lignager peut retirer ledit cens & ſurcens. Art.254.En vendition d'acqueſts retrait n'a lieu:ſinon que l'acqueſt ait eſté fait des parens lignagers, auſquels la choſe appartenoit de propre: auquel cas le lignager venant de l'eſtoc & ligne,dont procedent leſdits biens,les peut retraire ſi celuy qui a fait ledit acqueſt,les reuend à eſtranger.

LILLE Tit.7.Art.91. On peut reprendre maiſons & heritages aux titres de proximité,frareuſeté ou eſcleche,ſoit qu'ils ſoient acquis ou venans de ſucceſſion Art.95.Reprinſe de proximité,frareuſeté ou eſcleche n'a lieu,ſinon en cas de vẽte.

CAMBRAY Tit.2,Art.13.En heritages tant fiefs, comme main-fermes vendus ou autrement alienez,Retraicte lignagere ou du S.n'a point de lieu.

COMTE DE BOVRG. Chap.13.Art.74.Retraict n'a point de lieu pour heritages acqueſtez & vendus par celuy qui les a acquis.

NIVERNOIS Chap.31.Art.20. Entre gens de condition ſeruile,Retrait n'a point de lieu:ne pareillement en Bourdelage.

MONTARGIS Chap.16. Art.15. Heritages eſcheus à nepueux ou couſins ou autres plus loingtains par ſucceſſions de leurs Oncles ou couſins, qui auroient acquis tels heritages vendus par leſdits nepueux heritiers ou couſins ne cheent pource en Retraict.

ORLEANS Tit.18.Art.387. En †† donation pure & ſimple, ſoit entre vifs ou pour cauſe de mort,n'y a Retraict.Art.397.Heritage propre baillé en payemẽt de debte eſt ſuiet à Retraict.

NORMANDIE Chap.18.Art.449. Bois † de haute fuſtaye,eſt ſuiet à Retraict,encoresqu'il ait eſté vendu,à la charge d'eſtre couppé:pourueu qu'il ſoit ſur le pied,lors de la clameur ſignifiee,& à la charge du contract. Art.453.Le contract de tranſaction n'eſt clamable,ſi le tenant n'eſt depoſſedé de l'heritage contẽtieux, par la tranſaction: combien qu'il eſt baillé argent, ſi autres choſes ne ſont baillees au poſſeſſeur,dont il n'eſtoit iouiſſant lors de la tranſaction. Art.456. Les acqueſts &conqueſts immeubles peuuent eſtre retirez tãt par les parens paternels,que maternels:& ſont receus,ſelon qu'ils ſont plus prochains du vendeur,ſoit qu'ils ſoiẽt paternels ou maternels. Art.484. L'heritage †† donné en faueur ou recompenſe de ſeruices, peut eſtre retiré tant par le lignager,que par le S. en rendant la vraye valeur & eſtimation de l'heritage.

TOVRS Tit.16.Art.156. En † acqueſt y a lieu de Retraict au profit du lignager du vendeur,qui auroit fait ledit acqueſt. Art.190. Donation pour aggreables ſeruices,eſt ſuiette à Retraict au dedans de l'an & iour de la poſſeſſion de la choſe donnee,en payant l'eſtimation d'icelle.Toutesfois †† donation faite en faueur de mariage,n'eſt ſuiette à Retraict,ne deuoir Seigneurial.

TOVRNAY Tit.24.Art.5.Retraicte par proximité n'a lieu és biens & heritages non Feodaux ſituez en ladite ville & Banlieue.

ANIOV Tit.17.Art.346. En donation,eſchange ou permutation d'heritage faite ſans fraude & abſolument,n'a point de Retraict. Art.360.En tranſaction, où il y a mutation de poſſeſſeur de la choſe,auec ceſſion & tranſport de proprieté ou du droict que le poſſeſſeur y prendroit,y a Retraict: auſſi y a ventes:leſquelles ſe doiuent payer à la raiſon de ce qui a eſté baillé & payé par celuy qui eſt fait nouueau poſſeſſeur de la choſe:mais quand par la tranſaction n'y a eu tranſport,ne mutation de poſſeſſeur,celuy à qui demeure la choſe pacifique,ne doit aucunes ventes: & n'y a Retraict: poſé qu'il ait baillé argent, ou autre choſe par ladite tranſaction. Art.366. L'heritage ou choſe immeuble acquis par aucun,ſ'il le reuend depuis,eſt auſſi bien retirable au lignager du vendeur, comme l'heritage deſcendu de propre ligne. Art.418. En abournement de fief n'a Retraict aux lignagers ne autres:c'eſt à ſçauoir quand aucun vaſſal ou ſuiet doit vn ou pluſieurs hommages à cauſe de ſa terre,à ſon Seigneur de fief, & ſon Seigneur remet ledit hommage ou hommages à vn ou pluſieurs, ou à ſeruice ou deuoir annuel ou autre deuoir: ou quand ledit vaſſal des ſeruices, deuoirs ou ſeruitutes, qui luy ſont remis par ſon Seigneur de fief à moindre deuoir, c'eſt abournement de fief, & n'y a ventes

† *Ceſt Art.89. qui eſtoit le 8.de la Couſtume locale de Monſtreul a eſté adiouſté à la Couſtume generale pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 177.qui eſtoit le 75.de la Couſtume locale de Monſtreul, a eſté de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ceſt Art.251 qui eſtoit ancié à Peronne & à Montdidier, a eſté de nouuel introduit pour le regard de la Preuoſté de Roye:en laquelle le Retraict auoit lieu en donation.*

Reprinſe a lieu en cas de vente ſoit que les heritages ſoiẽt acquis ou propres.

Retraict n'a lieu à Cambray en fiefs & main fermes.

Retraict n'a lieu en acqueſt.

Retraict n'a lieu en cõdition ſeruile & bourdelage.

Retrait à lieu.

†† *Ceſt Art. 387. eſt tiré du 285, ancien: & ce qui a eſté adiouſté, eſt pour explication.*

† *En faiſant lecture de ceſt Art. 449.ſur la difficulte propoſee, ſi pour le bois vendu & clamé, y aura Diſme,ou treſiéme, a eſté remis à la Cour, pour en ordonner.*

Retraict a lieu en acqueſts & conqueſts,donation faite en faueur ou recõpenſe de ſeruices.

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art.484.eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

† *Ceſt Art.156.a eſté adiouſté apres que les officiers & Practiciens dudit Siege,ont tous concordablement rapporté,auoir eſté ainſi par cy deuant Practiqué:& que ſuiuant ce,ont eſté donnez pluſieurs iugemens & Arreſts, de puis leſquels a eſté ledit Art.tenu pour Couſtume notoire.*

†† *Ces mots,* Toutesfois donation,*&c.ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.ſans preiudice du paſſé.*

Retraict comme a lieu en Tranſaction.

Retraict a lieu en acqueſt.

Retraict n'a lieu en abournement de fief.

Abournement de fief quid.

Ventes n'ont lieu en abournement de fief.

ny Retraict:ſuppoſé qu'en faiſant ledit abournement ait eu argent baillé par le vaſſal à ſondit S.F.

Le Maine Tit.18.Art.358.p.*à l'Art.346.d'Aniou.* Art.370. En contract de tranſaction pure & ſimple, faite ſans fraude, n'a ventes ne Retraict Feodal ne lignager: mais le contract de tranſaction, où l'on pourroit noter fraude auoir eſté faite au preiudice du S.de fief ou des lignagers, ſeroit ſuiet à ventes & à Retraict tant lignager que feodal,comme ſi par ledit contract faiſant, celuy à qui l'heritage demeure,bailloit argent ou autre meuble autant ou pres,que ledit heritage pourroit valoir ou autrement,en quelque ſorte,qu'on y peut noter fraude ou tromperie. Art.376.p.*à l'Art.366.d'Aniou.* Art.431. Don† d'heritage fait à charge,que le lignager pourroit faire,eſt ſuiet à Retraict. Art.432.En abornement &c. p. *à l'Art.* 418.*d'Aniou.* Art.433.*Si* aucun prend à ferme aucune choſe hereditaux,& par apres durant icelle ferme,les achete,le lignager qui prendra & aura les choſes achetees par Retraict,ne ſera tenu garder& entretenir le marché de ferme audit acquereur mais ſera eſtainte telle ferme,pour la preſomption de fraude, qui eſt cõtre tel fermier,qui a prins tel marché de ferme,pour defrauder h le lignager.Et pource ſeront ſuiets à Retraict tous contracts,ou ſera trouuee vehemente preſomption de fraude faite pour empeſcher Retraict lignager.

En tranſaction n'y a ventes ne Retraict Feodal ou lignager ſ'il n'y a fraude.

Grand Perche Tit.10.Art.183. L'heritage de l'acqueſt du vendeur, ne tombe en Retraict:ſinon que ledit vendeur l'euſt acquis de ſon parent, qui le tenoit en ligne:auquel cas le reuendant à perſonne eſtrange,tombe en retrait aux parens lignagers de ladite ligne. Art.197. Quand †† aucun eſteint & amortiſt quelque rente ou preſtation annuelle,de laquelle ſon heritage eſtoit chargé, telle rente n'eſt ſuiette à Retraict. Art.204. Le† cens vendu eſt ſuiet à Retraict:mais la terre cenſuelle ne ſe peut retirer par le S. cenſuel, ſoit S. Haut Iuſticier ou autre.

† *Les gens d'Egliſe ont requis que ceſt Art. 431. ne ſoit paſſé pour Couſtume, entant que toucheroit les dons a eux faits à charge de ſeruice & à ceſte fin ſe ſont oppoſez, diſant que le Retraict a lieu ſeulement és choſes alienees à titre de vendition: mais non point* in contractibus innominatis, *& ſignamment és dons faicts à charge de diuin ſeruice. Car des prieres & diuin ſeruice ne ſe doit faire vendition & ne reçoiuent eſtimation,& combien que le lignager ſoit capable de faire & accomplir la charge:neãtmoins ſi ne doit il eſtre receu à Retraict. Car ſouuent tels donateurs ont regard à la capacité & idoineté de ceux, auſquels ils donnent.*

Chasteavneve Chap.12.Art.84. Quand aucun baille ſon heritage propre ou partie d'iceluy,ou par autre contract l'aliene auec deſbourſemẽt de deniers ou autre meuble,tel heritage eſt ſuiet à retrait & rembourſement,cõme deſſus,enuers le lignager du coſté & ligne,dont meut ledit heritage propre.

Blois Chap.16.Art.204. En donaiſon pure & ſimple & bail à rente, auſſi pure & ſimple ſans bourſe deſlier,n'y a point de Retraict.

Dvnois Chap.15.Art.84. Si l'acquereur d'aucun heritage propre ou choſe ſuiette à Retraict,auant ſon acquiſition a fait ou fait faire prinſe de la choſe retrayable à quelque temps,le lignager en retrayant l'heritage l'aura purement & ſimplement,auec le droit de prinſe,en payant les loyaux couſts.

Chabris Chap.6.Art.21. En choſes acquiſes & depuis reuendues par l'acquereur d'icelles n'a aucun Retraict lignager:ſinon que ledit acqueſt ait eſté faict par l'acquereur de ſon propre parent,auquel les choſes vendues luy eſtoient aduenues par ſucceſſion de ligne ou branchage,dont meuuent leſdites choſes vendues Auquel cas ſi ledit acquereur les vendoit en ligne eſtrange,le prochain parent dudit fourchage & branchage, dont meuuent leſdits heritages l'aura par Retraict, au dedans de l'an & iour, en payant, comme deſſus, le ſort principal & loyaux couſts.

Berri Tit.14. Art.4. En acqueſts ou conqueſts vendus ou cedez à pris d'argent,Retrait lignager n'a lieu.Et ne ſont reputez leſdits acqueſts ou cõqueſts de la nature d'acqueſts & conqueſts pour exclurre le Retraict lignager, ſi n'eſt en la perſonne de celuy qui les a acquis:mais ſ'ils ſont i fait ſouche en la perſonne du predeceſſeur,qui les a acquis,& ſont rendus au vendeur par ſucceſſion directe ou collaterale,ſont reputez propres:& a lieu en la vendition d'iceux le Retraict lignager. Art.21. Les terres chargees d'ancienneté du droict de Terrage,ne ſont ſuiettes à Retraict lignager.

Bovrbonnois Chap.29.Art.434. *A la fin.* Et * n'a lieu en conqueſts,

h Pacta nouiſſima, prioribus derogant l. pacta nouiſſima C. de pact.l. vlt. D. de reſc. vind. Balde ad d.l.pacta nouiſſima,que l'inſtrument de vente fait apres vn engagement ou conduction, monſtre que tels contracts ſont ſimulez. Simulati contractus nullum vinculum obligationis habent l.58. D. de oblig.&act.Quæ ſimulate geruntur pro infectis haberi ſolent l. cũ ea.21.C. de tranſact.& autres loix cy deſſus par nous alleguees parlant de la fraude commiſe és contracts. Et quand bien la femme ſeroit veritable, ſi eſt ce qu'elle ſeroit eſteinte par le moyen de la vente derniere: ſinon qu'il y euſt clauſe ſpeciale qu'en cas de reſolution de vente, la ferme euſt lieu.Ce qui demonſtreroit plus euidemment la fraude. Petrus de Anchar.cõſ. 160. & 252. Cepola tract. de ſimul. contr. La Couſtume de Dunois Art. 84.eſt contraire à ceſt Art. 433. Mais la couſt.de Bourbon. Art 477.faict en

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art.179. a eſté accordé pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice au paſſé, & aux procés pendans, ſi aucuns en y a.*

† *Goulet pour le Seigneur de Nogent à remonſtré qu'au dit S. Baron & Chaſtellain appartient droit de Retraict par puiſſance de Fief, pour heritages tenus d'eux à deuoir de Cens, quand ils ſont vendus & alienez: & qu'ainſi en ont ioüy leſdits S. de Nogent & Regmalard, & ſ'eſt oppoſé que l'Art.204. paſſe pour Couſtume. Pareillement ſe ſont oppoſez leſdits Seigneurs des Preaux & du Teil, & a dict Feburier pour le S. de Vauiours, ledit Brulart pour le S. de Loigny: & ledit Ribot pour ledit S. de la Mothe-Diuerſay, tous pretendans qu'au S. F. appartient droit de Retraict auſſi pour les terres Cenſuelles tenues de luy, que pour les hommages. La matiere miſe en deliberation, auons ordonné que nonobſtant les oppoſitions des deſſuſdits, dont les auons deboutez, que ledit Art. demourera pour Couſtume.*

Retraict n'a lieu en Acqueſts ou Conqueſts.

Acqueſts ou Conqueſts ne ſe peuuent retenir, s'ils n'eſtoient vendus par l'heritier.

Retraict n'a lieu en terres chargees d'ancienneté du droict de Terrage.

* *Voyez ce qui eſt noté cy deſſus.*

ce cas vne notable diſtinction ainſi qu'il ſe voit cy deſſous. Par Arreſt du dernier iour de Ianuier 1579. ſur vn appel interietté du Bailly du Perché entre Damoyſelle Ieanne de Cochefilet & Antoine du Grenier ſieur de la Pelonniere en la v. Chambre des Enqueſtes par lequel il ſe cognoiſt que fraude ayãt eſté commiſe au pris

de la choſe vendue ou alienee, la preſcription de Retraict lignager ne court, ſinon du iour de la fraude deſcouuerte.

i Les heritages ſont entendus auoir faict ſouche en la perſonne de celuy qui a faict les acqueſts, quand par ſon decés ils ſont venus à ſes enfans ou autres deſcendans de luy. Car s'ils ſont venus au parent collateral, *recta via*, & ſans auoir paſſé par les deſcendans, ils ne ſont cenſez ne reputez propres, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt de la Cour du Parlement à Paris le 29. Nouembre 1566. au profit de M. Oliuier Dumenil ſieur de Dyors, contre Anne Bertrand, femme de Charles de Barbançois ſieur de Sarzay. Et fut ordonné que l'Arreſt ſeroit leu publié & enregiſtré tant au Siege Preſidial, qu'au Siege Royal d'Yſſoudun, pour ſeruir de loy. Et fut enregiſtré le 7. Feburier 1567. Ce qui auoit eſté auſſi auparauant iugé par Arreſt du 7. Aouſt 1565. entre Ianne Boileau & Iean Garnier & ſa femme l'Abbé. La Couſtume de Melun. Art. 137. cy deſſous eſt conforme à ceſt Arreſt: Les enfans d'vnfrere ne ſont reçeus au Retraict lignager des heritages vendus par l'oncle qui auoient eſté acquis par luy. Car ils ne ſont de la famille, en laquelle l'heritage a faict ſouche ainſi qu'il a eſté iugé le 7. iour de Septembre 1565.

Retenue au S. direct ou lignager en adcenſe perpetuelle: ſinõ que les entrages en argent excedent la charge ou deuoirs.

Retenue n'a lieu en donatiõs remuneratoires faites ſans fraude n'autres.

En vente y a Retraict encores qu'il y ait donation de plus-value.

Retraict n'a lieu au profit du franc en vẽte faite par ſerf & de ſerue condition: mais le ſerf peut retirer la choſe vendue par ſon parent franc.

†† *Ceſt Art. 471. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

Retenue a lieu pour les acqueſts au profit des parens du coſté paternel, & non pas du maternel.

Quand vn eſt contract eſtimé donation ou vẽdition.

ſinon qu'ils fuſſent faits par vn lignager de l'eſtoc & ligne, dont ils meuuent, & ſont apres vendus. Art.442. En adcenſe perpetuelle d'aucun heritage, baillé à perpetuel tenement, pour aucun cens ou rente, ſuppoſé qu'il y ait entrages d'argent, il n'y a point de Retenue au S. direct ou lignager: ſinon que leſdits entrages en argent excedaſſent la charge ou deuoirs perpetuels: auquel cas y aura Retenue. Art.445. En toutes donations remuneratoires & autres faictes ſans fraude, Retenue n'a lieu, n'és choſes mobiliaires, noms, debtes, & fruicts pendans. Art. 451. Quand en contract de vendition d'heritages ou choſes immeubles, y a donation de plus value, telle donation n'empeſche le droict de Retenue, en payant par le retraiant le pris de la vente & loyaux couſts ſeulement. Art. 461. La perſonne franche ne peut retirer par Retraict lignager, la choſe mouuant de ſon eſtoc vendue par ſon lignager k ſerf & de ſerue condition. Mais la perſonne ſerue peut retraire la choſe mouuante de ſon eſtoc vendue par ſon lignager de franche condition. Art. 468. p. *a Melun.* 131. en contract de mariage donnent aucune choſe immeuble à leurs enfans de quelque coſté qu'elle ſoit venue, icelle choſe eſt reputee pour heritage auſdits enfans: & ſi elle eſt vendue, elle eſt ſuiette à Retraict de l'eſtoc & coſté de celuy qui l'aura donnee. Art.469. Si aucun baille pour ſa nourriture & vie, aucune choſe, ladite choſe ainſi baillee n'eſt retrayable. Art.471. En †† heritage propre vendu, &c. p. *a Sens.* 55. du teſtament, &c. Art.477. Si aucun prend à ferme & accenſe aucune choſe, & toſt apres durant le temps de ladite ferme, il l'achete, le lignager, S.F. & Cenſiuier, qui prendra & aura ladite choſe achetee par Retraict, &c. n'eſt tenue de garder, &c. p. *Au Maine.* 433. eſt eſteinte, &c. par la, &c. le fermier: Autre choſe ſi par apres la moitié du temps de ladite ferme, ledit fermier achetoit ladite terre à luy accenſee. Car en ce cas le lignager ſeroit tenu entretenir ledit fermier en ſa ferme ou adcenſe.

AVVERGNE Chap.23. Art.25. Acqueſts ſont reputez du coſté paternel: parquoy quant à iceux les lignagers du coſté paternel ont droit de Retenue, & nõ les maternels. Art.35. Quand en aucun contract, &c. p. *a Bourbonnois.* 451. value, & que ladite donation de plus-value n'excede la valeur & eſtimation de la choſe vendue, n'altere ne change la nature du contract de vendition: parquoy droict de Retenue a lieu au profit du lignager du vendeur, en payant ladite eſtimation de la plus-value, enſemble le ſort principal & loyaux couſtemens. Art.36. Mais où la plus-value excederoit le pris de la choſe vendue, ledit contract ſera iugé donation, & non vendition, & en ce cas droict de Retenue n'a lieu.

LA MARCHE Chap.17. Art.169. En vendition de choſe tenue en ſerue condition ou mortaillable, Retraict lignager n'a lieu: ſinon qu'entre mortaillables la choſe fut vendue par leur parent tenant de meſme qualité & Seigneurie. Chap.20. Art.264. Entre mortaillables, au cas où ils peuuent vendre, Retraict lignager a lieu. Art.265. Entre gens tenans heritage en ſeruitude, n'a droict de Retraict lignager.

k Voyez ce qui a eſté par nous dit en la partie premiere Tit. 2. ou nous auons monſtré que les hommes ſerfs ou de ſerue condition ne pouuoient vendre ou aliener ſans le congé de leur Seigneur, les heritages par eux tenus en droict de ſeruitude: & comme les hõmes mortaillables ne pouuoient auſſi vẽdre leurs heritages ſinon à gens de pareille condition & qualité & de meſme Seigneurie.

Source : BIU Cujas

Retraict n'a lieu en chose tenue en serue condition ou mortaillable: sinon entre gens de mesme qualité.

POICTOV Tit. 10. Art. 358. En vendition d'acquests seront receus à Retraict les lignagers du vendeur, soit de par pere ou de par mere. Et si lesdits lignagers estoient concurrens dedans l'an, ils seront reçeus: c'est à sçauoir ceux du costé du pere, en la moitié: & ceux du costé de la mere en l'autre moitié.

Retraict a lieu en vẽdition d'acquests au profit des parẽs paternels & maternels.

LA ROCHELLE Chap. 12. Art. 31. Si l'heritage ou droict censé & reputé heritage est conqueſt du vendeur, & ils concurrent plusieurs parens tant du costé paternel, que maternel, voulans auoir ledit heritage ou droict par Retraict: en ce cas le plus prochain parent soit du costé paternel ou maternel, sera preferé. Mais s'ils estoient plusieurs en pareil degré, vn chacun aura sa part & portion, en refondant sa part & portion du sort principal & loyaux coustemens.

Retraict lignager a lieu en conqueſt.

LODVNOIS Chap. 15. Art. 33. Donaison, &c. p. *à Tours.* 190. dedans l'an & iour de l'ensaisinement de la, &c. les deniers que la chose donnee sera estimee valoir, quand elle est faite entre autres personnes, qu'entre conioints par mariage.

BORDEAVX Chap. 2. Art. 14. Es choses acquises, si elles sont vendues, y a lieu de Retraict lignager.

Retraict en Acqueſts.

ACS Tit. 10. Art. 4. Aussi és biens nouuellement acquis par le vendeur, Retraict lignager n'a lieu.

SEDAN Tit. 11. Art. 235. L'heritage acquis de parent lignager de l'acqueſteur ou que le parent lignager à Retraict, de personne estrange, s'il est reuendu à vn non lignager, tombera en Retraict, encores qu'il soit acqueſt au retrayeur ou acquereur.

Heritage retrait ou acquis, comme tombe en Retraict.

BAR Tit. 1. Art. 17. Si le Vassal donne liberalement son Fief par donation entre vifs ou par testament, ou qu'il eschange iceluy Fief contre vn autre sans soulte, les parens du Vassal ne peuuent venir à Retraicte dudit Fief. Et pareillement se garde la Coustume en terre de pote. Tit. 10. Art. 153. Si quelque heritage est vendu par l'Executeur du Testament, y aura Retraict: comme ensemblable s'il est baillé pour payement ou recompense de quelques deniers. Art. 162. N'y a Retraict en vente de couppe de bois de haute fustaye, taillis ou arbres, n'estoit que telle couppe appartint pour vne fois à aucun, & le fonds à vn autre. Auquel cas si la couppe est vendue, celuy à qui appartient le fond & non autre, peut retirer ladite couppe, en rembourſant, &c. p. *Sens. 67. iuſques à ce mot,* couſts, *inclus.*

Retraict n'a lieu en donation faite entre vifs ou par teſtamẽt, ſoit Fief ou terre de pote.

MELVN Chap. 7. Art. 137. Si † pere ou mere ont acquis aucun heritage, qui vienne par succession à leur enfant, tel heritage vendu par ledit enfant, est retrayable par les freres & sœurs & autres descendans, venans desdits pere ou mere acquereurs, & non par les oncles, tantes cousins, germains & autres collateraux, qui ne sont descendus des acquereurs, encores qu'ils soient leurs parens & lignagers.

† *L'Art. 137. a eſté adiouſté de nouuel pour l'auenir: & en conſequence de ce ont eſté rayez les 33. & 34. Ar. anciens dudit Titre de Retraict.*

LA ROCHELLE Chap. 12. Art. 32. Si aucun vend son heritage propre & ne se treuuent aucuns parens du costé & ligne dont procede ledit heritage par Retraict, en ce cas les parens du vendeur, posé qu'ils ne soient du costé & ligne, dont procede ledit heritage, peuuent neantmoins auoir ledict heritage par Retraict.

Quels parens doiuent eſtre receus au Retrait de choſe acquiſe & depuis venue par ſucceſſiõ de pere ou mere à leur enfant.

ACS Tit. 10. Art. 4. *A la fin.* Et est preferé le lignager du costé du pere au lignager du costé de la mere és maisons nobles, & és lieux, où le masle est preferé à la femelle: posé qu'il soit en plus loing degré: & aussi és autres biens & lieux, s'ils sont en mesme degré. Art. 5. Mais és autres biens & lieux, où tous succedent, si le lignager du costé de la mere, est plus proche, est preferé.

Tout parent eſt admis au Retraict, encores qu'il ne ſoit de la ligne s'il ne s'en trouuent d'autres.

S. SEVER Tit. 5. Art. 3. Et sont preferez en la Retenue des biens acquis, les parens paternels du vendeur, aux maternels.

Lignagers du coſté du pere comme ſont preferez.

DVCHE DE BOVRG Chap. 10. Art. 4. Se l'heritage n'est retraict par parent du lignage, d'où il est mouuant, l'vn des parens de quel costé qu'il soit, le peut retraire dedans l'an & iour se ledit heritage est vendu à homme qui ne soit du lignage.

Lignager du coſté de la mere eſt preferé en tous lieux, & autres biens, où ils ſuccedent.

TROYES Tit. 9. Art. 158. Si aucun à par Retraict vn heritage, & il le reuend à quelque personne estrange, dedans quelque temps que ce soit, y a Retraict dedans l'an de la derniere vendue.

SEDAN Tit. 11. Art. 246. Le lignager sera reçeu en Retraict, supposé qu'il ne soit de l'estoc & branchage: mais seulement du costé & ligne du vendeur: en telle maniere que si le fils vend l'heritage à luy venu de par son pere, & qui estoit

Source : BIU Cujas

En la Retenue des acqueſts les parens paternels ſont preferez aux maternels.
Tout parent eſt admis au Retraict lignager, s'il n'y a autres parens du coſté dont les heritages vendus procedent.
Heritage retiré par Retraict lignager, s'il eſt depuis vendu, chet en Retraict.
Lignager reçeu à Retraict, encores qu'il ne ſoit de l'eſtoc & branchage: mais ſeulement du coſté & ligne.

Retraict a lieu en acqueſt vendu au profit des parens paternels.

Retraict a lieu en choſe acquiſe par vn lignager, s'il la reuend à vn eſtranger.

Lignagers de degré en degré viennent au Retraict les vns apres les autres, & n'ont tous qu'an & iour.

Retraict a lieu en vente de l'heritage donnee à la femme pour ſon aſſignal & cõment.

†† *Ces mots,* mais ſi ledit, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Ar.488. corrige, & eſclairoit le 489. Art. ancien.*

Mineur reçeu à ſe pleger en de Premeſſe ou interruption de preſcriptiõ ſans Tuteur ou Curateur.

Mineur doit faire ſon deuoir de Retraict cõme le Maieur.

Adiournemẽt en cas de Retraict doit eſtre fait par Cõmiſſion du Iuge, & comme ladite Commiſſion & relation du Sergent doiuẽt auſſi eſtre conçeus.

Adiournemẽt fait en cas de Retraict ſans Commiſſiõ ſera libellé en preſence de teſmoins.

acqueſt à ſon dict pere, ledict heritage pourra eſtre retraict par ſon oncle paternel, ou autre parent du coſté de ſon pere, encores qu'il ne ſoit deſcendu de ſon dit pere.

La Marche Chap. 20. Art. 267. Si aucun reuend la choſe par luy acquiſe d'vn eſtranger, les parens dudit vendeur, du coſté paternel, ſont capables de l'auoir par droict de Retraict lignager, & non les parens du coſté maternel. Toutesfois ſi aucun reuend la choſe par luy acquiſe d'vn ſien parent, ceux du coſté & ligne, dont elle eſt prouenue, la pourront auoir par Retraict.

Acs Tit. 10. Art. 8. Si le plus proche parent du vendeur ne vient au Retraict, ſon autre parent ou lignager en ſubſequent degré, à la ligne, dont eſt venu la choſe vendue, peut venir par ladite Couſtume au Retraict dedans ledit temps d'an & iour: & ainſi des autres de degré en degré: leſquels tout n'ont pour retenir qu'vn an & iour ſeulement à compter du iour de la vendition, & poſſeſſion prinſe par l'acheteur, en la façon que deſſus.

S. Sever Tit. 5. Art. 5. Si le plus prochain lignager ne, &c. p. 4 *Acs.* Art. 8. L'autre plus prochain apres luy, y peut venir, & apres luy les autres de degré en degré.

Bovrbonnois Chap. 29. Art. 467. Les lignagers du mari peuuent auoir par droict de Retenue, la choſe mouuant de leur eſtoc & ligne, baille par aſſignal à ſa femme, quand elle le vend & met en autre main. Mais †† ſi ledit aſſignal, apres le treſpas de la femme vient par ſucceſſion à ſon frere ou couſin: & ledit frere ou couſin le vend: en ce cas le lignager du vẽdeur & de l'eſtoc de la femme, ſera reçeu à le demander par Retraict.

Bretagne Tit. 22. Art. 488. Le † mineur ſe peut pleger en demande de Premeſſe ou pour interrompre preſcription qui courroit contre luy ou autrement conſeruer ſes droits, ores qu'il ne fut 1 pourueu de Tuteur ou Curateur. Et ſi celuy, contre lequel il ſe plege, luy debat la Premeſſe ou autres demandes, il ſera tenu de faire pourueoir le mineur de Tuteur ou Curateur. Art. 489. Et quand le mineur eſt recongnu à Preſme, il doit payer & faire ſon deuoir de Retraict, comme vn maieur: autrement demeurera decheu de ſa Premeſſe.

11. Meavx Chap. 15. Art. 83. On peut faire adiourner en cas de Retraict lignager par la Commiſſion du Iuge, l'acheteur d'vn heritage: & faut que la Commiſſion porte nommement, que ce ſoit pour adiourner en cas de Retraict lignager, tel, à la requeſte de tel, comme parent & lignager de celuy qui a vendu ledit heritage: & auſſi que la relation du Sergent face mention, cõme celuy qui a eſté adiourné en cas de Retraict, à la requeſte d'vn tel, & qu'il y ait teſmoins à faire les adiournements. Art. 84. Qui veut faire adiournement ſans Commiſſion audit cas de Retraict, faire le peut: mais il conuient que l'adiournement ſoit libellé, & qu'il y ait teſmoins preſens.

Melvn Chap. 7. Art. 146. Si †† l'acquereur d'aucun heritage propre au vendeur eſt abſent ou demourant hors du Bailliage, où l'heritage eſt aſſis, le lignager le pourra faire adiourner à la perſonne de ſon Procureur ou entremetteur de ſes affaires, ſi aucun en a, au dedans dudit Baillage: ſinon ledit adiournement ſe fera ſur le lieu, & ſera ſignifiee à deux teſmoins voiſins, dudit lieu: & apres ſera publié par trois Dimanches au proſne de la Parroiſſe, ou la choſe eſt aſſiſe. Ce fait la demande du demandeur, verifiee, ſera le Retraict adiugé au lignager, en conſignant par luy en main de Iuſtice, le pris & ſort principal de l'acquiſition. Art. 149. Si l'adiournement du Retraict lignager a eſté fait, & l'aſſignation neantmoins ſoit donnee à loingtain iour, celuy qui aura ainſi eſté adiourné, peut en vertu de Commiſſion de Iuge, faire anticiper le retraiant & le faire adiourner à plus bref iour.

Sens Tit. 7. Art. 32. Et † l'aſſignation donnee apres ledit an & iour ne pourra exceder & paſſer le mois apres ledit an & iour: autrement ſera le retraiant debouté de ſon Retraict. Art. 53. Si aucun apres vne acquiſition par luy faite, pour doute du Retraict ou autrement, ſ'abſente de la Chaſtellenie, où l'heritage eſt aſſis, on le peut faire adiourner en la perſonne du Procureur ou entremetteur de ſes affaires, ſi aucun il en a: ſinon à haute voix, iſſue de la grand-Meſſe ou Veſpres, à iour de Feſte, & par affiches tant à la porte de l'Egliſe, que de l'Audi-

1 La Couſtume de Bordeaux. Art. 13. mis cy deſſus en la Conference de l'Art. 142. de Paris eſt cõtraire, ainſi que nous auons monſtré en ſon lieu.

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art.146. eſt nouuel pour auoir lieu à l'aduenir.*
Adiournement comme ſera en cas d'abſence de l'Acheteur.
Acquereur eſtant adiourné à loingtain iour, peut faire anticiper le lignager.
Aſſignation ne doit exceder le mois apres l'an & iour.
† *Les Art.32. & 53. ſont au lieu des anciens.*
Adiournement en Retraict lignager comme ſe doit faire en cas d'abſence.

toire du lieu, & faut conſigner en main Bourgeoiſe par ordonnance de Iuſtice, l'argent de l'acquiſition, ſ'il en appert & offrir de parfaire. Et ce faiſant apres m deux defaux, & la demande verifiee deuëment, l'heritage dont eſt queſtion ſera adiugé au lignager, & l'argent baillé à l'acheteur, ſ'il reuient: ſinon à ſes heritiers ou autres qu'il appartiendra.

AVXERRE Tit. 7. Art. 174. Si † l'eſtranger ou autre acheteur apres l'acquiſition par luy faite, pour euiter le Retraict, &c. p. *à Sens.* Art.53. Adiourner en ſon domicile, ſi aucun en a, ou à la perſonne, &c. a eu la Chaſtellenie ſinon, &c. ou par affiches, &c. lieu: & apres deux defaux obtenus & la demande deuëment, &c. lignager, qui ſera tenu conſigner en main Bourgeoiſe, &c. de parfaire: & ſera l'argent baillé, &c.

BAR Tit. 10. Art. 151. Et faudra que l'adiournement en cas de Retraict, ſoit fait à perſonne ou à domicile, de l'acqueſteur, ſ'il eſt demeurant audit Bailliage: & ſ'il n'y a domicile, ſuffira que ledit adiournement ſoit fait publiquement & par affiches, au lieu, où l'heritage eſt aſſis, és lieux accouſtumez à faire cris & proclamarions.

Adiournemẽt en Retraict ſera fait à perſonne ou domicile.

MANTE Chap.4. Art.72. *A la fin.* Et doit †† ledit adiournement eſtre fait au domicile du defendeur, ſ'il eſt demeurant au Comté & Baillage de Mante & Meulan, ſinon doit eſtre fait ſur le lieu de l'heritage acquis en la preſence de deux teſmoins voiſins dudit lieu, parlant à eux, leur ſignifiant ledit adiournement, & leur laiſſant copie d'iceluy, faiſant en outre proclamer ledit adiournement au proſne de l'Egliſe Parroiſſialle dudit lieu, au iour de Dimanche enſuiuant, & doit ledit adiournement eſtre fait hors huictaine. Art.88. L'adiournement † en cas de Retraict, à longs iours, peut faire anticiper l'aſſignation dudit adiournement ou acquieſcer audit Retraict, & reprendre ſon argent: auquel cas ſi celuy qui l'a fait adiourner eſt refuſant de le rembourſer du ſort principal & loyaux frais, il dechet de ſon Retraict, & doit payer les deſpens.

†† *Ces mots, Et doit, &c. juſques à la fin ont eſté adiouſtez.*

Adiournement ſera faict hors huictaine.

† *Ceſt Art.88. eſt adiouſté comme ancien, & omis en l'ancien liure.*

TROYES Tit.9. Art.151. Auſſi doit eſtre faite aſſignation au mois ou pluſtoſt: ſinon vn autre lignager le pourroit cependant requerir & auoir par Retraict, & à ce ſeroit reçeu. Art.159. Si aucun apres vne acquiſition, &c. p. *à Sens.* 53. de ſes beſongnes ſi aucunes en a, ſinon par cri public & conſigner en main de Iuſtice l'argent: & en ce faiſant apres quatre defaux, n ſera adiugé au lignager l'heritage par Retraict, & l'argent baillé à l'acheteur, ſ'il reuient ou à ſes hoirs.

Aſſignatiõ au mois ou pluſtoſt.

LAON Tit.17. Art.233. Eſt au chois du retraiant de faire adiourner l'acquereur par deuant o ſon Iuge ordinaire, ou par deuant le Iuge du lieu, où la choſe eſt aſſiſe. Art.256. Où †† l'achereur ſeroit abſent, & n'auroit domicile au pays, ſuffit au lignager de le faire adiourner au lieu de la choſe achetee, en parlant à ſes Receueurs, Fermier, ou Laboureur, ſi aucuns en a: ſinon à deux perſonnes des plus prochains voiſins dudit lieu, & faiſant attacher l'exploict & rapport du Sergent, à la porte dudit lieu, ſ'il y a maiſon: ſinon à la porte de l'Egliſe Parroiſſialle, dont eſt ledit lieu, pour interrompre la preſcription d'an & iour, qu'on pourroit alleguer contre luy.

Adiournemẽt en Retraict par deuant quel Iuge ſe doit faire.

†† *Ceſt Art. 256. eſt de nouuel adiouſté pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

CHALONS Tit.21. Art.224. Si l'acheteur d'aucun heritage ſ'abſente du pays, & qu'il n'ait domicil, ou qu'il ait changé le domicil, qu'il auoit, de ſorte que le lignager ne le puiſſe trouuer: ſuffit en ce cas de l'adiourner ſur l'heritage acheté en parlant à ſes fermiers, &c. p. *a Laon.* 256. dudit heritage: & faire les offres accouſtumees, en leur delaiſſant copie de l'exploit, & pareille copie attachee audit lieu, ſ'il y a maiſon ou edifice, ſinon à la porte de la Parroiſſe dudit lieu, pour, &c.

Adiournemẽt en Retrait cõme ſe doit faire en cas d'abſence de l'acquereur non ayant domicil.

REIMS Tit.7. Art.198. † p. à l'Art.233. *de Laon.* Art. 219. Où †† l'acquereur ſeroit, &c. p. *a Laon.* 256. pays, où la Couſtume a lieu, ſuffit &c. lieu, où eſt ſituee la choſe acquiſe, en parlant, &c. Parroiſſialle, où eſt aſſis ledit lieu, &c. *juſques a ce mot,* iour, *inclus.*

† *Ceſt Art.198. eſt de nouuel introduit: & l'ancienne Couſtume abrogee: par laquelle il eſtoit loiſible au demandeur en Retrait, d'adiour-*

RIBEMONT Tit 3. Art.38. Eſt au chois du demandeur en Retraict de faire conuenir, &c. p. *a Laon.* 233. Iuge de ſon domicile ou par deuant le Iuge Royal en la iuriſdiction duquel les heritages ſont ſituez & aſſis.

AMIENS Tit.10. Ar.168. Si l'acquereur eſt refuſant de recognoiſtre le li-

m Cecy a eſté ainſi corrigé conformemẽt à l'Ordonnãce du Roy François 1. 1539. Art. 24. & 27. par leſquels il eſt ordonné qu'en toutes matieres ciuiles & criminelles, où l'on auoit accouſtumé d'vſer de quatre defauts, ſuffira d'y en auoir deux biẽ & deuëment obtenus, par adiournement fait à perſonne & domicile: ſauf que les Iuges de leur Office en pourrõt ordonner vn troiſieſme, ſi les adiournemens n'ont eſté faits à perſonne & ils voyẽt que la matiere y ſoit diſpoſee: & en fin auãt que donner aucunes Sentences contre les defaillans, contumax & non comparans le demandeur ſera tenu faire apparoir du contenu en ſa demande.

n Ceſte Couſtume ſe doit corriger conformement à l'Ordonnãce 1539. Art.24. recitee cy deſſus.

o Aucuns eſtiment l'action de Retraict lignager eſtre pure perſonnelle & par conſequent deuoir eſtre intentee par deuant le Iuge de la demourance, de celuy que l'on veut pourſuir en Retraict. les autres diſent & maintiennent qu'elle eſt petitoire. D'autant que les concluſions du demandeur en Retraict ſont à ce que l'acheteur ait à delaiſſer l'heritage & ſe departir d'iceluy, & partant que le Iuge de la Iuſtice en laquelle eſt aſſis ledit heritage que l'on veut retraire, eſt competent pour en cognoiſtre encores que l'acheteur ne ſoit demourant en icelle

Source : BIU Cujas

ner & intenter son action contre l'acheteur ou detenteur de l'heritage suiet à Retraict, par deuant le Iuge, sous la iurisdiction duquel ledit heritage est assis.

†† *Cest Art.219. est aussi de nouuel introduit.*

le intentee à la poursuite de la chose. Au moyen tels acheteurs peuuent estre poursuiuis tant par deuant le Iuge de la demeurance de l'acheteur, que par deuant le Iuge de la Iustice en laquelle l'heritage est assis. Toutesfois on practique plus de s'addresser au Iuge de la demourance de l'acheteur. Et faut noter que l'on doit se regler en matiere de Retraict selon la Coustume des lieux où l'heritage est situé & assis. Et ainsi par Arrest prononcé en robbes rouges le 28. May 1574. fut iugé qu'en telle matiere l'on suiuroit la Coustume du lieu, où les heritages sont situez & assis. Et de puis par autre Arrest du 17. Auril 1578. vn quidam ayant esté conuenu à Rennes en Bretagnes en matiere de Retraict lignager, & depuis au Mans, où les heritages estoient situez & assis, fut celuy de Rennes qui vouloit attirer le Manceau, debouté & condamné en l'amende, du fol appel.

Adiournemẽt en Retrait doit contenir election du domicile du demandeur.

† Ces Ar 367. & 368. ont esté accordez & adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.

Adiournemẽt sera fait au detenteur de la chose, si l'acquereur n'a domicile au Bailliage.

Sergens non Royaux comme peuuẽt faire les adiournemẽs en Retraict ou nõ.

†† Cest Art. 169. est mis au lieu du 13. Art. ancien du mesme Titre.

Si les Assises ne tiennent de trois mois, on peut s'addresser au Iuge Royal.

Sergens Royaux peuuẽt faire tous adiournemens en Retraict.

Lignager cõme se doit pourueoir en cas d'absence ou de mort.

† Ces mots, ou que l'acquereur fut mort, & n'euſt aucuns enfans ou heritiers apparens, ont esté de nouuel adiouſtez pour plus grande explication de l'Ar 38 duquel est pris cest Art.194

gnager à Retraict, & receuoir ses deniers, ledit lignager doit obtenir Commission de Iuge competent, & en vertu d'icelle faire adiourner l'acheteur dedans l'an & iour, afin dudit Retraict.

ORLEANS Tit.18. Art.367. Par † l'adiournement en action de Retraict lignager, sera tenu eſlire domicile au lieu de la Iuſtice ordinaire, où l'adiourné sera trouué demourant: & à faute de ce l'adiournement est nul & sans effect. Art.368. Si l'acheteur n'a domicile au Bailliage d'Orleans, suffit faire l'adiournement au detenteur de l'heritage, pour interrompre la prescription d'an & iour.

TOVRS Tit.16. Art.169. Les †† Sergens non Royaux ne pourront bailler adiournement en matiere de Retraict, par deuant vn Iuge inferieur nõ Royal, sinon à l'Aſſiſe prochaine, & qu'il y ait viii. iours entre l'appel & la menee p du Sergent & l'Aſſiſe. Et si l'Aſſiſe ne tient trois mois apres l'adiournement baillé, les parties se pourront pourueoir par deuant le Iuge Royal, à leur chois & election. Et quant aux Sergens Royaux pourront bailler tous adiournemens de Retraict par deuant le Iuge Royal en Aſſiſe & de hors: sans toutesfois laiſſer paſſer vne Aſſiſe prochaine enſuiuant, & bailleront adiournement à la seconde: ſur peine de nullité de leurs adiournemens, deſpens, dommages & interests des parties contre les Sergens. Et sera au chois du lignager faire bailler l'adiournement de Retraict, ou par deuant le Iuge de ladicte choſe acquiſe, ou par deuant le Iuge de l'acquereur. Art.194. Si l'acquereur eſt abſent du Baillage de Touraine, ou † que l'acquereur fut mort & n'euſt aucuns enfans ou heritiers apparens, en maniere que le lignager ne luy puiſſe faire bailler adiournement en Retraict, & qu'il n'ait domicile audit Bailliage, il pourra faire par auctorité de Iuſtice prendre & ſaiſir les choſes q acquiſes iuſques à ce qu'il ait trouué perſonne capable pour receuoir ledit adiournement, & en faiſant par le lignager offre de Retraict, au iour de la menee du Sergent en l'ordinaire, duquel ſeront aſſiſes leſdites choſes, par deuant Iuge competent, dont sera emanee ladicte ſaiſie, il fera les fruicts ſiens: toutesfois ſi toſt que l'acquereur ſ'apparoiſtra & acceptera iour pour proceder au Retraict, la ſaiſie ceſſera, & iouyra des choſes par luy acquiſes, comme il faiſoit au parauant, ſans autre miniſtere de Iuſtice. Art.195. Quand aucun adiournement sera baillé en Retraict, le ſergent sera tenu nommer la perſonne à la requeſte de qui & qui luy aura commandé l'adiournement, enſemble †† declarer par ſon exploict le domicile & demeurance au dedans du reſſort de celuy, qui luy a commandé ledit exploict & adiournement.

LODVNOIS Chap.15. Art.38. Si le Sergent à qui eſt requis l'adiournement de Retraict, eſtre baillé, ne peut trouuer l'acquereur ou autre, capable, pour luy bailler ledit adiournement de Retraict: par ce qu'il eſt abſent de la Seigneurie, ou qu'il n'y a aucun domicile, où puiſſe eſtre baillé ledit adiournement, le Sergent peut prendre & ſaiſir les choſes, & les bailler à Commiſſaires, iuſques à ce que ledit abſent ait eſleu le domicile, & baillé attourné q pour receuoir ledit adiournemẽt de Retraict: & vaut telle ſaiſie pour conſeruer le demãdeur en ſademande de Retraict, & pour empeſcher la preſcription, dont ledit acquereur ſe voudroit aider contre luy. Toutesfois, &c. p. *à Tours.* 194. & aura obey aux cauſes de la ſaiſie, la ſaiſie ceſſera, &c. Iuſtice, & ſi le Sergent en ce abuſe il ſera puni, à l'arbitre de Iuſtice Art.39. p. *à Tours.* 195. en clain de Retraict, &c. *iuſques à ce mot*, enſemble, *inclus.*

ANIOV Tit.17. Art.351. Et quand les acquereurs ne peuuent eſtre trouuez pour leur bailler adiournement, ſoit de Retraict lignager ou Feodal, le Sergent au Baillage duquel leſdites choſes acquiſes ſont aſſiſes, peut à la requeſte du-

Iuſtice, les autres tenans milieu, diſent qu'elle n'eſt ne pure perſonelle & ne pure reelle, ains perſonnelle & reelle.

p Menee du Sergent en ceſt Art.169. & 194. s'entend quand le Sergẽt fait rapport de ſes exploicts par tour & ordre aux aſſiſes du Iuge, Bailliage & amenee en la Couſtume d'Aniou. Minare mener. 1. agere pec⁹ & ante ſe pellere Feſtus. In age Salica & Ripuaria manire ſignificat citare, in ius trahere. La menee ſignifie dõc l'appel & la menee. 1. La citation que le Sergent fait deuant le Iuge. Voyez l'Indice des droicts Royaux.

q L. Dies cautioni. §. prætor ait D. de dam. infi. & ibi Bartol. Et doit ceſte raiſon auoir lieu quant la perſonne incertaine & qu'elle ne ſe peut trouuer l. 2. C. de nox. act. cap. cum dilectus extra de conſuet. Acc. in l. vlt. §. ſi de commutatione C. de ius de lib. Etainſi a eſté iugé par Arreſt du 4. iour de May 1519. recité par du Moulin, ſur la Couſtume d'Aniou. Artic. 162. au profit du ſieur de Chemant & Molins contre le ſieur du Lude.

q Attourné ſignifie ſolliciteur entremetteur commis ou deputé, qui pourſuit en Iuſtice les droicts & actions d'autruy, ou qui ont charge pouuoir & Commiſſion

d'autruy & ainſi en vſe la Couſtume de Normandie ancienne. Chap. 53. 61. 65. 109. & 110. Voyez Terrien liure 9. Chap. 6. ſur la Couſtume de Normandie. En vn ancien Arreſt donné à la Touſſaints 1294. par lequel il eſt dit qu'en Normandie vn abſent peut eſtre fait attourné ou Procureur, & eſt faite mention des attornations ou procurations dudit pays en vn autre Arreſt donné aux Arreſts de Pentecoſte 1228.

Adiournemẽt cõme doit eſtre fait & qu'elles choſes doit contenir.

†† *Ces mots,* Enſemble declarer, *&c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

Lignager ou S.F. en cas d'abſence de l'acquereur n'ayant aucun domicile au Bailliage comme il ſe doit pourueoir pour interrompre la preſcription.

dit lignager ſans mandement ou Commiſſion, ou autre Sergent par mandement & Commiſſion du Iuge competent, ſaiſir en main de Cour, icelles choſes acquiſes & y mettre Commiſſaires pour gouuerner leſdites choſes, iuſques à ce que l'on ait trouué ledit acqnereur pour luy ſignifier & bailler l'adiournement de Retraict. Et ſemblablement le peut le S. F. de ce que d'iceluy acqueſt, ſeroit aſſis en ſon Fief & nueſſe. Et ladite ſaiſine ainſi faite, le temps ne court point contre le lignager au S. F. mais ſont touſiours à temps de faire bailler ledit adiournement de Retraict, toutesfois & quantes que l'acquereur ſe trouuera pour requerir la deliurance deſdites choſes ainſi ſaiſies. Art. 382. Tout Retraict lignager doit eſtre demandé en toutes les iuriſdictions, r où les choſes acquiſes, ſont aſſiſes, ou en la Cour Suzeraine, qui ſoit capable du tout: & l'adiournement baillé declarement en demande de Retraict par le Sergent au Bailliage & pouuoir duquel les heritages & choſes alienees ſont aſſiſes la pluſpart d'icelles, ce que ledit Sergent peut faire ſon ordinaire, ſans mandement & Commiſſion: toutesfois quand les choſes ſont aſſiſes en diuers Bailliages de Sergens ordinaires d'vn meſme reſſort & Seigneurie, vn des Sergens au Bailliage duquel y aura aucune choſe aſſiſe des choſes acquiſes, pourra bailler ledit adiournement à la Cour, dont il ſera Sergent & vaudra tel adiournement pour toutes choſes acquiſes eſtant audit reſſort & Seigneurie. Et ſi les choſes acquiſes eſtoient aſſiſes & ſituees en diuers reſſorts: en celuy cas faudroit bailler l'adiournement en tous les reſſorts, où en la Cour Suzeraine, où la plus grand part des choſes, qu'on veut retraire, ſont aſſiſes: pource que Retraict ne ſ'en va pas par parties ne à quartier quant aux lignagers. & pource conuient faire adiourner l'acquereur en demande de Retraict en tous les reſſorts, dont la choſe eſt ſuiette: & quant au regard des iuriſdictions ſubalternes du pays d'Aniou, eſquelles n'y a aucuns reſſorts: mais ſeulement Bailliages & Sergens, chacun Sergent en ſon Bailliage & amenee, pourra vſer, pourtant que touche leſdits adiournemens, ainſi que les Sergens du Duc d'Aniou font és reſſorts dudit pays par Commiſſion de Iuge capable, ou autre ayant pouuoir de ce faire. Art. 383. Vn Sergent par vertu de Commiſſion de Iuge competent peut bailler adiournement de Retraict, au regard des choſes, qui ſont hors ſon Bailliage. Art 386. En matiere de Retraict & repetition d'iceluy, d'interruption d'appel, de peine commiſe, de tort fait, de trefues, de ſauuegardes enfraintes, de meffaict dedans termes pour cognoiſtre ou nier ſon ſeing manuel, pour voir reuoquer defaux, & pour prendre ou de laiſſer procés, eſt requis ſpecial adiournement nommement & declarement eſtre baillé en chacun des cas deſſuſdits. Art. 411. aucun ne ſera reçeu à faire adiourner autre en demande de Retraict, ſ'il n'eſt ſuiet f & reſſeant audit pays, auquel il fera bailler ledit adiournement, ſ'il ne baille plege ſuffiſant dudit pays, & reſſeant en iceluy au Sergent, à qui il requerra l'adiournement auant que le faire bailler: lequel plege ſera tenu de receuoir les adiournemens, ſignifications & exploicts dependans du Retraict, & de payer les deſpens & intereſts, ſi le demandeur en cauſe de Retraict, ſuccombe, ou le demandeur ne ſeroit ſoluable au pays: & lequel Sergent pourra receuoir ledit plege en preſence d'vn teſmoin, & le iuger de la ſubmiſſion, & en baillera relation à partie: & ſi autrement eſt fait, il ne vaut: ſinon qu'au premier terme il fourniſſe de plege en iugement: & neantmoins en defaut de prendre & receuoir le plege par ledit Sergent, iceluy Sergent ſera tenu és intereſts de la partie. Art. 412. Si le Sergent, à qui eſt requis l'adiournement de Retraict, &c. p. *à Loduneis.* 38. Chap. 25. Retraict, il peut apres la diligence faite, prendre, &c. choſe de l'acqueſt & les bailler à Commiſſaires: & vaut icelle ſaiſine pour, &c. au regard de ſa, &c. luy pouruen que telle ſaiſine ait eſté nommement & declarement faite pour celle cauſe, & qu'elle ait eſté ſignifiee aux demourans ou voiſins des choſes ſaiſies. Art. 413. Si le premier adiournement de Retraict eſt denié en iugement par le defendeur, il ſuffira au demandeur de le prouuer par le rapport & relation du Sergent & deux t records: & pareillement au regard d'autres premiers adiournemens

r Ceſt à ſçauoir au regard du defendeur, afin que le demandeur en Retraict ne ſoit exclus & debouté. Par conſequent l'Art. 392. ne ſe rapporte à ceſt Art. 382. Le demandeur en Retraict trouue l'acheteur à Paris, lequel eſtãt conuenu par deuant le Preuoſt de Paris ne decline point la Cour: ains au contraire tend le giron au demandeur, & paſſe condemnation. Il eſt certain par ce texte qu'vn autre lignager plus prochain luy peut oſter la choſe à retraicte & de laquelle il a eu adiudication par ſentence du Preuoſt de Paris ou autre Iuge Quant eſt du Seigneur Feodal il ne le peut non ſeulement euincer, mais auſſi il n'aura nuls droicts Seigneuriaux: par ce que ceſt acheteur n'a delaiſſé la choſe volontairemẽt, mais eſtant adiourné & conuenu en iugement & contraint par le moyẽ de la Couſtume ou loy municipale: & ceſte mutation faite par le Retraict lignager n'acquiert audit S. nouueaux droicts Seigneuriaux. C.M.

f Ceſt à dire non ayãt domicile au Bailliage & Prouince d'Aniou, & tel doit donner pleges: pour eſter à droit, & refondre les deſpens ſi beſon eſt. Is autem Fideiuſſor debet eſſe idoneus non ſolum facultatibus, ſed etiam conueniendi facilitate l Fideiuſſor D. Qui ſatiſd. cogant.

Retraict ſe peut demander en toutes iuriſdictions Suzeraines ou inferieures.

Sergens quãd doiuent auoir Commiſſion ou non pour faire les adiournemẽs en Retraict.

Retraict ne ſ'en va pas par parties ne à quartier.

Sergent cõme fera adiournement en vertu de Commiſſion.

Adiournemẽt en matiere de Retraict & autres cas cy cõtenus doiuẽt eſtre faits nommemẽt & ſpecialement à ladite fin.

Lignager n'eſtant ſuiet & reſſeant au pays doit bailler pleges ſuffiſant & reſſeãt au pays.

Adiournemẽs en Retraict ſe prouueront par deux Records, auec la Relatiõ du Sergent.

Source : BIU Cujas

t Par les Ordonnances les adiournemens doiuent estre libellez & recordez de tesmoins. Louis 12.1498. Art 56. & 1507 Art.245. François 1.1535. Chap.20. Art.6. & 1539. Art.9.16. Charles 9.1560. Art.93. & 1568. Art.3. mises en la Conference liure 2. Tit.2.

Demandeur en Retraict cõme doit declarer la raison de l'adiournemẽt.

mens en autres causes, ou le principal se peut perdre ou gaigner: & se peuuent ouir & examiner en iugement auant contestation. Art.414. Le demandeur en demande de Retraict doit declarer qu'il fait bailler son adiournement, si le defendeur le requiert: afin qu'iceluy defendeur ait faculté de prouuer son tenement certain.

LE MAINE Tit.18. Art.362. & 392. p. *à Aniou.* 351. & 382. sont assises: Ce que ledit Sergent, &c. commission. Car si le lignager n'auoit fait bailler l'adiournement qu'en vne iurisdiction, il n'auroit pas le Retraict: pour ce que le Retraict, &c. quartier: & qui a tenement en partie, n'a tenement en tout. Et pour ce faut faire adiourner l'acheteur en toutes les iurisdictions, dont la chose est suiette, ou en la Cour Suzeraine capable du tout, & dedans l'an. Art.393. p. à l'Article 383. *d'Aniou.* Art.396. p. *à Aniou.* 411. Retraict, d'interruption, d'appel, de demande torsionnaire, de peine, &c. manuel, & pout voir former & executer Complaintes en cas de saisine & de nouuelleté, & pour reprendre, &c. Art. 422. p. *à Aniou.* 411. il fournisse de plege: & neant-moins, &c. és interests. Art. 423. p. à l'Art.412. *d'Aniou.* Art.424. Et si tel acquereur se dissimule & laisse par vn an les choses ainsi saisies, sans receuoir adiournement de Retraict, les fruicts courront contre luy, apres ledit an passé: & à semblable du S. de Fief, s'il n'allegue cause raisonnable, parquoy telle saisine ne soit venue à sa cognoissance. Article 425. p. *à Aniou.* 413. & d'vn record, &c. gaigner: si le Sergent ou le record se mouroient auant qu'ils fussent ouis & examinez sur ce: & il apparoisse par relation du Sergent signees des mains de luy & dudit record, du temps & forme dudit adiournement baillé, ou par son papier iournal: auquel il a accoustumé enregistrer ses exploicts: ce portera pleine foy en ce cas: & pareillement elle emportera pleine preuue en ses termes, quand elle seroit scellee du Seel du Sergent & signee de son Record. Art.426. p. *à Aniou.* 414.

Adiournemẽt en Retraict sera faict à personne ou domicile: sinon au detenteur, &c.

GRAND PERCHE Tit. 10. Art. 192. L'adiournement en Retraict se doit faire à personne ou domicile de l'acquereur: & s'il n'a domicile au pays suiet aux Coustumes du Perche, suffit de le faire appellet sur le lieu acquis: & signifier l'adiournement au fermier ou detenteur d'iceluy, si aucun en y a: sinon à deux voisins d'iceluy lieu. Art.193. L'action de Retraict lignager se peut intenter tant pardeuant le Iuge du lieu, ou la chose est assise, que pardeuant le Iuge ordinaire du domicile de l'acquereur.

Action en Retraict pardeuant quels Iuges se peut intenter.

CHASTEAV-NEVF Chap.12. Art.78. L'adiournement en matiere de Retraict se doit faire sur le lieu & heritage, qu'on veut retraire presens tesmoins, hors huictaine (qui s'entend qu'il doit auoir viii. iours francs entre le iour de l'adiournement & le iour de l'assignation) & signifier ledit adiournement à l'acheteur: sauf toutesfois que pour succession vniuerselle ou pour aucun droit incorporel, qu'on voudra retirer, suffit faire l'adiournement à la personne ou domicile de l'acquereur, en la presence de tesmoins, en faisant les offres que dessus. Et pareillement où il y a plusieurs pieces de terres vendues, suffit de faire l'adiournement & offres que dessus sur l'vne desdites pieces de terre, pour toutes les autres estans en vne mesme Seigneurie. Art.79. Et où l'acheteur sera demourant hors de ceste Baronnie, fins & enclaues d'icelle, la signification de l'adiournement, qui ainsi sera faite, sera faite au detenteur de l'heritage, si aucun en y a & à cry public, à l'issue de la Messe Parochiale du lieu, où lesdits heritages seront assis.

Adiournemẽt en Retraict cõme se doit faire sur le lieu, quãd l'acheteur present ou absent de ceste Baronnie.

CHARTRES Chap.12. Art.69. p. *à Chasteau-neuf.* 78. hors huictaine, & signifier à l'acheteur.

DREVX Chapitre treiziesme. Article 58. p. *à Chartres.* & le signifier à l'acheteur.

BLOIS Chap.16. Art.198. *A la fin.* Et ledit adiournement en matiere de Retraict ne pourra porter plus long delay que de quinzaine.

Adiournemẽt ne portera plus delay que de quinzaine.

DVNOIS Chap.15. & Art.84. L'adiournement, &c. p. *à Chasteau-neuf.* 78. tesmoins, & donner assignation certaine, & dedans xv. iours signifier à l'acheteur, s'il est demourant au Comté: & s'il est absent, le signifier à celuy qui tient & occupe les lieux seulement.

Adiournemẽt sera faict auec Commission de Iuge.

SOESMES Chap.4. Art. 6. Et conuient en ladite terre de Soësmes auoir Commission du Bailly ou son Lieutenant pour faire adiournement en matiere de

Retraict pardeuant ledit Bailly ou son Lieutenant.

BERRY Titre quatorze. Article sept. Où l'acquereur d'aucun heritage u suiet à Retraict lignager, se cacheroit ou l'atiteroit, en maniere que le Sergent qui auroit charge de l'adiourner en matiere de Retraict, ne le trouueroit en son domicile, ne sa femme, enfans ou autres domestiques, pour en leurs personnes faire ledit adiournement : & que les voisins du domicile ne sçauroient, où est ledit acquereur, perquisition sommaire de ce faite, par le Sergent auec les voisins, laquelle sera contenue en l'exploict, sera audit cas loisible, saisir en la main de Iustice, l'heritage vendu, & establir Commissaire au regime & gouuernement d'iceluy : & par ce moyen sera la prescription que pourroit pretendre l'acquereur contre le retraiant suffisamment interrompue. Article huictiesme. Et neant-moins audit cas, pourra le Sergent faire ledit adiournement à l'acquereur, en parlant aux voisins, enioignant de le faire sçauoir audit acqueerur, & laissant vne Cedule libellee attachee au domicile d'iceluy: & s'il n'a domicile, au lieu public de la Iustice, où est assis l'heritage acquis: & aussi par proclamation & cry public audit lieu, où le retraiant seroit ignorant, où est la personne & domicile dudit acquereur.

u Vide Nouel. Cæsar. Nicephor. apud Harmenop. lib. 3. Tit. 3.

Adiournemẽt fait en cas d'absence de l'acquereur.

BOVRBONNOIS Chap 29. Art. 427. Il est loisible au retraiant de faire adiourner l'acquereur pardeuant le Iuge, en la iurisdiction duquel les choses sont. Et si les choses alienees sont en diuerses iurisdictions, il est loisible au retraiant de faire adiourner l'acquereur pardeuant le Suzerain, ou pardeuant le Iuge du domicile dudit acquereur. Art. 429. p. *à Troyes*. 159 assis & n'y ait domicile, on le doit faire, &c. aucun en y a: sinon à cry public au lieu accoustumé à faire cris en la iurisdiction, en laquelle l'heritage est assis: & † offrir en toutes les assignations iudiciairement les deniers & loyaux coustemens : & en ce faisant par x trois defaux est adiugé, &c. Retraict, apres auoir fait apparoir de sa demande & lignage, en consignant en main de Iustice, le principal & loyaux coustemens.

Saisie de la chose qu'on veut auoir par Retraict quãd l'acquereur est hors le pays de Berry, & absent.

Adiournemẽt comme est faict contre l'absent en matiere de Retraict.

Adiournemẽt pardeuant le Iuge du lieu où les choses sont situees, ou pardeuant le Suzerain, ou pardeuant le Iuge du domicile.

x Par deux Defaux suiuant l'Ordonnance cy dessus cottee.

† *Ces mots,* Et offrir, *&c* iusques à ce mot, *coustemẽs*, inclus, *ont esté adiouſtez suiuant les remonstrances par nous faites.*

POICTOV Tit. 10. Art. 327. Et apres lesdites solemnitez obseruees par le demandeur, à sçauoir apres auoir offert or ou argent à descouuert & à parfaire: ladite declaration de lignage, ou offre de la faire, requeste de le receuoir en Retraict, sera baillé adiournement formel en cause de Retraict, & sur refus d'argent: lequel adiournement sera baillé par le Sergent ordinaire ou autre ayant pouuoir à ce par Commission ou mandement du Iuge. Et seront lesdites choses faites dedans l'an & iour, & ledit adiournement baillé pardeuant le Iuge qui en peut cognoistre: c'est †† à sçauoir pardeuant le Iuge du domicile en la prouince & ressort de Poictou, ou pardeuant le Iuge de la chose vendue ou plus grande partie d'icelle, au chois du retraiant : autrement le retraiant en descherroit : lesquelles choses se font communement en la presence du Sergent, qui est creu dudit offre fait à partie, & de l'adiournement, sans autre preuue : pourueu toutesfois qu'à l'adiournement y ait deux records nommez en son exploict & attache. Art. 328. Toutesfois n'est de neceſſité que l'offre de Retraict & declaration de lignage soient faits en presence du Sergent, mais suffit de prouuer en la cause l'offre faite à partie, & le lignage par tesmoins. Art. 329. Si le retraiant ne peut trouuer l'acheteur, il suffit de faire l'offre à sa femme, ou à son domicile. Mais † s'il n'auoit domicile en ladite prouince & ressort, ou qu'il ne se trouuast autre personne pour luy, capable pour receuoir l'offre du Retraict & assignation pour ce requise, sera ledit offre faict sur les lieux vendus en presence du Sergent & tesmoins, lequel les saisira en main de Cour, iusques à ce que l'acquereur soit comparu pour proceder audit Retraict : & ne courra ce pendant ledit Retraict contre le lignager.

Retraiant lignager quelles solemnitez doit garder & pardeuant quel Iuge, l'action de Retraict se doit poursuiure, en cas de refus d'argent.

Adiournement formel en Retraict, pardeuant quel Iuge se doit donner, & doit y auoir deux Records.

ANGOVMOIS Chap. 5. Art. 59. p. *à Poictou*. 329. femme ou à sa maison en presence d'vn Sergent & de tesmoins.

BOVRDEAVX Chap. 2. Art. 21. Si le retraiant ne peut trouuer l'acheteur, suffira de le faire adiourner parlant à sa femme ou par Cedule tesmoignee, en le faisant adiourner en la personne de sa femme, ou par Cedule signee d'vn Sergent ou Notaire: ou que le Sergent face son rapport au Greffe, & comme les tesmoins auront esté presens à l'adiournement.

†† *Ces mots,* C'est à sçauoir, *&c. iusques à ces mots,* partie d'icelle, *sont adiouſtez à l'Article 327. qui estoit le 243. ancien*

SEDAN Tit. 11. Art. 256. p. *à Laon*. 233. ou du lieu, &c. Art. 257. Si l'acquesteur est absent, & n'a domicil és pays & terres du Seigneur souuerain, &c. p. *à Reims*. Art 219. fermiers ou detenteurs, si aucun en y a: lieu: en faisant attacher, &c. du Temple de sa Parroisse où est assis ledit lieu.

III. SENS Tit. 7. Art. 35. Par vne simple attendue ou congé obtenu par le defendeur & adiourné en Retr. lig. à l'ẽcõtre du demãdeur, iceluy demãdeur ne sera

pour plus grande explication & ce pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Lignager doit faire son offre & declaration de lignage pardeuant vn Sergent.

Offres comme se doiuent à la personne de l'acquereur, sa femme ou domicile : ou sur les lieux.

† *Ces mots,* Mais s'il, *&c. iusques à la fin, sont adioustez à cest Article trois cent neuf, qui estoit le deux cent quarante quatre ancien.*

Adiournement sera fait à personne de l'acquereur, de sa femme, ou par Cedule signee d'vn Sergent ou d'vn Notaire, ou rapport faict au Greffe, presens tesmoins.

Attendue simple ou conge doit estre rabbatu dedans l'an & iour : autrement ne sera plus le retraiant receu audit Retraict.

debouté dudit Retraict : pourueu qu'il face rabbatre ladite attendue ou congé dedans an & iour : lesquels passez, il en sera debouté, & ne sera plus receu audict Retraict.

Par vn Congé obtenu par le defendeur, le demandeur perd sa cause, & dechoit du Retraict.

CLERMONT Tit.2. Art.31. Si aucune personne poursuit vn autre au cas de Retraict, & au iour suiuant ou autre continuel ou dependant d'iceluy, la partie demanderesse est defaillant & ne compare point : tel defendeur perd sa cause de Retraict : & n'y peut iamais recouurer, supposé qu'il soit encores dedans le temps du Retraict.

Congé obtenu par vn defendeur n'empesche qu'vn autre lignager ne vienne dans le temps.

VALLOIS Tit.11. Art.137. Quand celuy qui est conuenu & attraict en matiere de Retraict, obtient congé contre le retraiant, à faute de comparoir ou autrement, en quelque estat que la cause soit : en ce cas iceluy retraiant perd sa cause : & n'est plus receuable à intenter action de Retraict : posé ores qu'il soit encores dedans l'an & iour. Toutesfois vn autre lignager pourra intenter ledict Retraict, s'il est dedans l'an & iour.

Despens contre le defendeur ne sont acquis s'il n'y a contredit.

LAON Tit.17. Art.234. Congé de Cour obtenu contre le retraiant, emporte gain de cause à l'acheteur pour le regard d'iceluy retraiant.

Defaux

Congé.

CHALONS Tit.21. Art.242. En matiere de Retraict lignager auant litiscontestation, vn congé de Cour emporte gain de cause & despens contre le retraiant, contre lequel il est baillé : mais les autres habilles à retraire, n'en sont forclos qu'ils ne puissent poursuiure l'acheteur dedans l'an.

REIMS Titre.7. Article. 199. p. *à Laon.* 234. *iusques à ce mot*, cause, *inclus.*

PONTHIEV Tit.9. Art.139. Le retraiant ne peut acquerre despens sur la partie, si elle ne baille contredict pour empescher le Retraict. Art.14. Quand aucun intente action de Retraict, si partie adiournee defenderesse ne compare, & se laisse mettre en defaut, le Retraict s'adiuge & doit adiuger par y defaux à partie demanderesse, si elle le requiert. Et si partie demanderesse est contumacee par vn congé de Cour, elle est & doit estre priuee du Retraict, si elle a conclud afin d'auoir Retraict. Mais si elle n'auoit prins conclusions, la partie demanderesse contumacee ne perdroit que despens, & elle ne deuroit par vn Congé, estre priuee du Retraict.

y Voyez les Ordonn. de l'an 1539. Art. 24. & 27.

Defaux contre le defendeur en Retraict cõme seront adiugez.

NIVERNOIS Chap.31. Art.6. Si l'acquereur adiourné en Retraict & exhibition de titre, est defaillant par trois Defaux continuels, le Retraict sera adiugé au demandeur, en monstrant qu'il est du lignage & estre, dont l'heritage procede ; aussi en consignant reaument lesdits sort principal & loyaux cousts, s'ils sont certains & cogneus : sinon quelque somme vray-semblablement approchant de la raison, comme dit est, pour lesdits sort principal & loyaux cousts. Art.7. Et l'acquereur retourné & apres auoir par luy exhibé son titre, le retraiãt sera tenu dedans les x. iours, bailler, deliurer & parfournir le pris de ladite acquisition : autrement sera debouté dudit Retraict. Aussi mettra le retraiant ce qu'il aura consigné outre le pris principal.

Lignager doit dans dix iours bailler, deliurer & parfournir le pris de l'acquisition.

TOVRS Tit.16. Art.195. *A la fin.* Et †† si au iour & assignation baillee, le demandeur en Retraict fait defaut, ledit adiournement demeure nul, soit qu'il soit baillé à la requeste des mineurs ou maieurs.

†† *Ces mots,* Et si au iour, *&c. iusques à la fin, sont de nouuel adioustez.*

BERRY Tit.14. Art.29. Et enioindra audit cas le Iuge audit acquereur, s'il compare au iour de l'assignation à luy baillee, & est refusant de faire ladicte exhibition des contracts ou affirmation, ou s'il ne compare, par le moyen du defaut qu'il donnera, apres lecture iudiciaire faite de l'exploit du Sergent, de venir faire lesdits exhibition & affirmation dedans trois iours apres, ou autre delay cõpetent, selon la distance des lieux : autrement en defaut de ce faire & ledit delay escheu, en faisant par le retraiant consignation & obligation contenues en l'Article precedent, il procedera à l'adiudication du Retraict, au profit d'iceluy retraiant, par vertu des consignations & obligations susdites, tout ainsi & en la

Iuge comme doit proceder contre l'acquereur refusant, exhiber ses contracts ou affirmer iceux contenir verité, s'il fait Defaut.

Source : BIU Cujas

forme & maniere que s'il auoit rembourſé l'acquereur du principal & loyaux couſts, droicts & deuoirs Seigneuriaux, & fera deliurance audit retraiant de ſa choſe vendue.

SEDAN Tit.11. Art.248. Congé de Cour auant conteſtation en Retraict lignager, emporte gain de cauſe auec deſpens.

IV. MELVN Chap.7. Art.147. Si le lignager qui auoit fait adiourner l'acheteur, dechet de ſon Retraict, par quelque defaut, congé ou autrement, vn autre de la ligne, dont ledit heritage eſt deſcendu, peut † dedans l'an & iour de ladite foy & enſaiſinement des lettres ou offres ſuſdites, faire adiourner ledit acheteur pour luy delaiſſer par Retraict ledit heritage: toutesfois †† s'il ſe trouuoit fraude ou colluſion entre le premier retraiant & l'acheteur, le temps de Retrait ne courra à l'autre lignager, que depuis ladite fraude & colluſiõ deſcouuerte.

CLERMONT Tit.2. Art.25. Si * ledit retraiant eſtoit, és cas deſſuſdits, debouté du Retraict, les parens lignagers autre que le demandeur, ſont & peuuẽt eſtre receuables à demander & auoir par Retraict, la choſe dont eſt queſtion en iceluy: pourueu qu'ils y viennẽt dedãs l'an & iour de ladite vendition ou ſaiſine.

ANIOV Tit.17. Art.349. Si aucun faiſoit adiourner l'acquereur en demande de Retraict, diſant eſtre lignager, & l'acquereur luy cognoiſſe le Retraict, ſans debattre qu'il fut de la ligne, & apres les lignagers prochains du vendeur dedans l'an, demandent au retrayeur auoir leſdites choſes par Retraict, diſans qu'il n'eſt point du lignage du vendeur, ils y ſeront receus.

MELVN Chap.7. Art.157. Si † l'acheteur a payé ou ſatisfait les lods & ventes, Quint ou Requint, & il en appert par quictance, reception en hommage ou enſaiſinement de lettres, le retraiant ſera tenu le rembourſer dedans la huictaine & non autrement.

SENS Tit.7. Art.36. Si †† l'acheteur a payé aucuns lods, ventes, Quint ou Requint denier, le retraiant ſera tenu le rembourſer, s'il en appert.

AVXERRE Tit.7. Art.158. Et ſi l'acheteur, &c. p. *a Sens.36.* ou Quint denier ou fait aucunes reparatiõs neceſſaires en choſes par luy achetees, le retraieur, &c. de le remb.

NIVERNOIS Chap.31. Art.11. Loyaux couſts ſont entendus lettres, cõtraux, labourages, ſemences, reparations neceſſaires & nõ autres. Art. 12. Supplement de iuſte pris, achat, droict de rachat, lots, ventes, Quints & autres ſemblables frais qui en dependent, faits ſans fraude auant adiournement baillé en Retraict, ſont comptez en ſort principal: *alias* non. Article. 14. Le retraiant ſatisfaict en payant le ſort principal en or ou en monnoye, poſé que de ce ne ſoient les ſemblables eſpeces, z que les contenues ou declarees au contract, ſi l'acquereur n'a intereſt à ce.

BOVRBONNOIS Chap.29. Art.430. Loyaux couſts & miſes ſont, &c. p. *a Nivernois.* Art.11. Les labourages ou ſemence, & les reparations neceſſaires & vtiles faites par auctorité de Iuſtice, lods, ventes, Quints & Requints, s'ils ont eſté payez. Art.431. p. *a Nivernois.12.* du droict de remeré & frais, &c. par l'acquereur auant, &c. en demande de Retraict, ſe mettent & comptent auec le ſort principal. Mais ſi tel ſupplement ou achat ou autre conuention eſt faite au preiudice du voulant retraire apres l'adiournement, le retraiant n'eſt tenu le rembourſer. Art.432. En matiere de Retraict, on n'eſt tenu payer le pris en ſemblables eſpeces, eſquelles l'acquiſition aura eſté faite: a mais ſuffit de rendre le pris en or ou en monnoye. Art.446. Si par faute de payer par l'acheteur les lods & ventes au S. Cenſiuier dedans le temps de la Couſtume, en ſont deuz au S. Cenſiuier doubles ventes, le lignager retraiant n'en doit que lods & ventes ſimples. Et s'il paye au S. Cenſiuier, les doubles lods & ventes, il defalquera ſur ſon pris la moitié deſdits lods & ventes.

POICTOV Tit.10. Art.354. Le lignager qui eſt receu à Retraict, doit payer le pris, que la choſe a couſté, & en outre les ventes & honneurs, & les finances & amortiſſemens, ſi l'acheteur les auoit payez, les couſts des lettres & façon d'hõmage, le deuoir dudit hommage, les couſts des Adueus & Denombremens baillez par eſcrit, & à autres ſemblables frais dependans du contract de vendition. Et † où les ventes & honneurs ou partie d'icelles ou autres ſuſdites auroient eſté donnees, quittees ou remiſes, ſoit par bien-faict ou priuilege ſpecial, en ſera auſſi fait rembourſement, auec ledit pris par ledit retraiant: & doit ledit acheteur accorder & paſſer lettres de la reception, & luy doit faire les tranſports & ceſſions à ce requiſes.

LA Rochelle, Chap.12. Art.35. p. *a Poictou.* 354. le ſort principal & pris, &c. outre les loyaux couſtemens.

Congé de Cour.

Lignager peut venir au Retraict dedans l'an & iour, encores qu'vn autre ſoit decheu du Retraict par defaut ou autrement.

† *Ces mots,* Dedans l'an & iour de ladite foy & enſaiſinement des lettres ou offres deſſuſdites, *ont eſté mis au lieu de ces anciens,* Pourueu qu'il ſoit dedans l'an de la vente d'iceluy heritage.

†† *Ces mots,* Toutesfois s'il, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

* *Voyez ce qui a eſté noté ſur l'Art.22. cy deſſus.*

Lignagers prochains ſerõt receus dans l'ã encores que l'acquereur ait cogneu aucun ſoy diſant lignager ſans debattre qu'il fut du lignage.

† *C'eſt Article 157. eſt mis au lieu du 24. Art. ancien du meſme Titre, & lequel eſt corrigé ainſi qu'il ſera dit cy apres. nombre v.*

†† *Ce 36. Art. eſt mis au lieu des anciens.*

Loyaux couſts comme ſe doiuent entendre.

z La monnoye ſe doit entendre de celle qui a cours par les Ordonn. ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé par Arreſt, comme nous dirons cy deſſous.

a Paulus in l. creditorem 90. D. de ſolut. ſcribit creditorem non eſſe cogendum in aliã formã nummos accipere, ſi exeare dãnum. aliquod paſſurus ſit. Vbi recte vulgati codices, creditorem, non debitorem, vt in Florentinis peſſimè cap. olim De Cenſit. extra. Par Arreſt du Parlement de Rennes en Bretagne du 14. Octobre 1565. fut dit que le retraiant rembourſeroit en meſmes eſpeces contenues au contract, ou le pris qu'elles vallent à preſent. Aliud pro alio

Source : BIU Cujas

Sort principal quelles choſes comprend.

Retraiant doit payer le ſort principal en or ou en monnoye : encores que ce ne ſoient ſemblables eſpeces que celles contenues au contract : ſ'il n'y a intereſt.

Lignager ne doit que payer les lods & ventes ſimples, & non les doubles.

Le lignager retrayant doit payer outre le ſort principal, les couſts de lettre & façon d'hommage, le deuoir dudit hõmage, les couſts des Adueus & Denombremens & autres frais dependans du contract de vendition : & les ventes & honneurs.

‡ *Ces mots*, Et où les ventes, *&c. iuſques à ces mots*, par ledit retraiant, *ſont de nouuel adiouſtez à ceſt Art.* 354. *qui eſtoit le* 264. *ancien.*

Lignager doit rembourſer les ventes & honneurs, encores qu'elles ayent eſté données, quittees ou remiſes par bienfaict ou priuilege ſpecial.

inuito creditori ſolui non poteſt l. 2 §. 1. D. de reb. cred. l. 16. & 20. C. de ſolut. l. 19. C. de reſc. vend. Charondas liure 4. des Reſp. Chap. 57. traicte ceſte queſtion. Et l'Art. 432. ſe doit interpreter, ſi l'acquereur n'a intereſt au payemẽt, comme le porte la Couſtume de Niuernois. Chap. 31. Art. 14. ou ſi le pris n'a eſté ainſi accordé & ſtipulé au preiudice du lignager & pour le frauder, que le prix conueau entre les parties a eſté fait en eſpeces d'or. Quid, ſi l'acquereur peut acheter vn pareille maiſon ou heritage pour ſemblables eſpeces d'or, & non pour eſpeces d'argent, airin ou autre monnoye. Cela empeſche que le retrayant ne ſoit receu ſinon en payant le ſort principal en ſemblables eſpeces. Du Moulin traicte ceſte queſtion en ſon traicté des monnoyes. Au reſte il a eſté iugé ſouuent par Arreſt de la Cour, meſmes le 20. Decembre 1580. que le retraiant lignager eſt tenu de rembourſer argent au cours de la monnoye vſuaire. Eſt fort notable vn ancien Arreſt du 8. Feurier 1420. par lequel il fut iugé que le lignager retraiant doit rembourſer le pris & loyaux couſts en pareilles eſpeces qu'ils ont eſté payees par l'acheteur, ou en eſpeces ayans cours, icelles premierement aualuees auec celles portees par ledit contract. Autre & pareil Arreſt du 8. Ianuier 1421.

BORDEAVX Chap. 2. Art. 31. Le lignager qui eſt receu à Retraict, doit outre le ſort ou pris que la choſe a couſté, rẽbourſer les ventes & hõneurs, &c. p. *à Poictou.* 354. & le couſt, &c. façon & hommage, &c. les couſts du Fief baillé, &c & autres droicts dependans, &c. les ceſſions & tranſports du droict qu'il y auoit.

BRETAGNE Tit. 16. Art. 307. L'oppoſant, ſoit par oppoſition generale ou particuliere, qui eſt recongnu à Preſme en iugement par l'acheteur, doit payer reaument & de faict le pris de la choſe qu'il pretend auoir par Retraict, ſelon qu'il eſt contenu au contract, ſ'il n'y a fraude : & les loyaux couſts & miſes, dedans xv. iours apres la recognoiſſance & adiudication de Premeſſe, ſans que ledit temps paſſé puiſſe eſtre prolongé par aucun Iuge.

NORMANDIE Chap. 18. Art. 479. Tout lignager, b qui a renoncé à vſer de ſes droicts de Clameur, ſoit lors du contract ou apres, n'y peut reuenir.

Lignager ayãt renoncé au droict de Retraict lignager, n'y peut plus retourner.

MEAVX Chap. 15. Art. 103. Qui c achete des heritages, & il eſt pourſuiuy en cas de Retraict, l'acheteur, ſe bon ne luy ſemble, n'eſt tenu receuoir le retraiant pour partie des heritages vendus enſemblement, & *confuſé* : & qu'il retraye tout, ou qu'il delaiſſe tout. Art. 104. Si ce n'eſtoit que l'acheteur euſt acheté des heritages, dont le retraiant ne fut venu ne iſſu du coſté & ligne, dont ſont procedez leſdits heritages. Car en ce cas l'acheteur ne ſeroit contrainct les delaiſſer par Retraict, ſ'il ne vouloit : n'y le retraiant à les prendre par Retraict, s'il ne luy plaiſoit.

Lignager doit retirer toutes les choſes vendues par le contract, ſi l'acquereur veut, ou bien les delaiſſer : ſinon qu'il y euſt des heritages achetez qui ne ſeroient de la ligne.

MELVN Chap. 7. Art. 140. Quand †† auec le propre heritage ſont vendus par meſme contract & pris, aucuns meubles & acqueſts immeubles, le retraiant, ſi bon ſemble à l'acheteur, doit tout prendre ou delaiſſer. Et ſi l'acheteur veut ſeulement delaiſſer le propre, & retenir à ſoy le meuble & conqueſt vendu, le retraiant ſera tenu rembourſer le pris dudit propre, à la raiſon & à l'eſgard du pris du total & valeur des choſes vendues.

†† *L'Art.* 140 *eſt adiouſté cõme ancien.*

MANTE Chap. 4. Art. 81. Si pluſieurs heritages ſont vendus par meſme contract à vn ſeul pris, dont les aucuns tombent en Retraict, l'acheteur n'eſt tenu laiſſer leſdits heritages retrayables, s'il ne luy plaiſt : ains ſera tenu le retraiant retirer la totalité.

Retraiant doit retirer le propre, meubles & acqueſts immeubles vendus par meſme contract, ou les delaiſſer, ſi bon ſemble à l'acheteur : & s'il delaiſſe ſeulement le propre, il rembourſera au pris du total & valeur des choſes.

VITRY Tit. 12. Art. 129. Quand vn acheteur a eu d'aucunes perſonnes pluſieurs terres & heritages, qui ſont de ſon naiſſant, le lignager retrayeur n'eſt pas receuable à auoir par Retraict lignager l'vne deſdites terres ou pieces : mais il doit demander ou prendre toutes leſdites pieces, ſi le vendage a eſté faict à vne fois.

LAON Tit. 17. Art. 239. Si par vne meſme vendition, pluſieurs heritages ſont vendus, les aucuns venans d'acqueſt & les autres de naiſſant : ou venans de diuers naiſſans, le retraiant peut retraire ce qui eſt de naiſſant de ſon coſté & ligne ſeulement (en paiant l'eſtimation, qui ſe doit faire, eu regard au total, & par appreciation des choſes vendues) encores que l'acheteur luy vouſit laiſſer tous les heritages enſemblement vendu, pour le pris qu'il les auroit eu : ſinon † qu'iceluy acheteur euſt grand & notable intereſt & incommodité de laiſſer l'vne des choſes ſans l'autre : auquel cas le retraiant eſt tenu de tout prendre ou tout laiſſer. Art. 240. Si les heritages vendus eſtoient de naiſſant de pluſieurs & diuers lignа-

Lignager te-

b Remittentibus actiones ſuas non eſt regreſſus dandus l. quæritur. 14 §. ſi venditor. D. de ædit ed. l. 31. D. de pact. l. 4. c. cod. titulo l 20. & 21. D. de minor. l. 15. §. 5. D. ad leg. Iul. de adult. L. 2. C ad Turpill. Chacun peut renoncer aux priuileges introduits en leur faueur. l. vlt. c de pact. Tiraqueau traicte ceſte matiere au Traicté de Retraict lignager ad §. 1. Gloſſ. 9. num 133. vſque ad num. 139. & Grimaudet lib. 2. des Retraicts chap. 27. 28. Les Couſtumes d'Aniou Art. 407. & du Maine Art. 418. diſent que le lignager ayant obtenu ſentence a ſon profit pour les choſes qui eſtoient vendues à vn eſtranger, ne peut eſtre contraint de faider de ladite ſentence, & de retirer les choſes qui luy ſont adiugees & doit ſeulement les deſpẽs du proces. Grimaudet liure 2. des Retraicts chap. 33. decide ceſte queſtion. Il a eſté iugé le 22. iour de Iuin 1576 que depuis l'adiournement faict en

Source : BIU Cujas

Retraict lignager le danger & peril de la chose qu'on veut retirer tombe du tout sur le retraiant : lequel ne peut en apres sous tel pretexte se departir du Retraict, & y renoncer. Par Arrest de la Toussaincts 1296. fut declaree vne promesse bonne & valable de non retirer par le lignager.

c On ne peut diuiser le contract quand plusieurs choses sont vendues par vn mesme contract, encores que les choses contenues audit contract se puissent bien diuiser & separer : Le droict commun est conforme à ces Coustumes in l. cum eiusdem 34. & l. plerumque 35. l. si plural. 36. & l. Ædiles 38. §. fin. D. de æd. & l'acheteur a grand interest que le retraiant prenne tout, par ce qu'il luy delaisseroit des choses qui luy seroient inutiles ou incommodes : qui neant-moins a faict ceste acquisition ayant intention d'acquerir le tout, & res ita venditæ non sine magno incommodo emptoris separari possunt d. l. plerumque. Bartole in l. scire debemus. D. de verb. obligat. dit quand plusieurs fonds ou heritages sont vendus par vn mesme pris, que le tout n'est qu'vne vendition. Ledit acquereur n'eust pas voulu acheter telles choses, sinon toutes ensemble, non enim emisset re integra, nisi pro solido eius fieret, il doit donc estre debouté s'il ne veut prendre le tout, argumento l. tutor 47. §. fin. D. de minor. l. communi. 7. §. si debitor. D. Comm. diuid. l. Iulianus 13. §. idem Celsus. D. de act. empt. l. quod si vno pretio 13. §. 1. D. de in diem addict. l. si duis quos seruos. D. de contr. empt. l. cum plures. D. de euict. Au reste vn retraiant peut retirer d'vn adiudicataire ce qui est suiet à Retraict de son costé, encores que le total soit adiugé, & que le tout ne soit retiré, mesmement quand il y a diuerses choses, diuerses encheres & diuers pris, ainsi qu'il a esté iugé pour Antoine Arondeau, le dixiesme Ianuier mil cinq cens septẽte sept. Notez qu'en Retraict Feodal ou conuentionnel, on n'est tenu retirer le tout, ainsi qu'il a esté dit cy dessus en l'Addition du Titre premier Des Fiefs, & cy dessous en ce Titre septiesme. D'autant que le Retraict lignager est vne grace octroyee contre le droict commun : mais le Retraict Feodal ou conuentionnel procede de l'inuestiture ou conuention des parties. Si l'acheteur est adiudicataire par decret de Iustice, s'il a acheté les choses comme nobles & suiettes aux droicts & deuoirs Seigneuriaux, il ne peut empescher le Seigneur Feodal de retirer les choses qui sont tenues & mouuantes de son Fief. Et ne peut le Vassal ou suiet faire aucun preiudice au S. F. comme il est porté par plusieurs Coustumes, mesmes celles de Tours, Art. 178.

no retirer tous les heritages vendus par mesme contract à vn seul pris, encores qu'il y en ait de non retrayables.

Lignager n'est tenu de retirer, sinon que ce qui est de son naissant, sinon que l'acquereur y eust notable interest.

† *Ces mots, sinon que l'acheteur, &c. ont esté adioustez pour temperer l'Article deux cent trente-neuf, & accorder les opinions : par ce qu'aucuns disoient qu'au cas dudit Article le retrayant deuoit prendre tous les heritages vendus par mesme contract : & par vn seul pris, si bon semblost à l'acheteur, ou tout laisser : Autres disoient qu'on se deuoit regler à vn Art. ancien contenu en l'ancien cayer.*

Chacun des lignagers peut retirer les choses de leur naissant.

gers, qui les voudroient retraire : chacun d'iceux peut auoir ceux qui sont de sa ligne & coste, en payant l'estimation qui sera faite, eu esgard au pris principal de ladite vendition. Article 241. Mais si aucun auoit vendu plusieurs heritages par vn mesme contract, tous en Fief ou en Censiue : ou qu'aucuns fussent en Fief, & les autres en Censiue, venans de mesme costé & ligne, le lignager ne peut retraire l'vn sans l'autre, s'il ne plaist à l'acheteur.

CHALONS Tit. 21. Art. 236. p. *à Laon.* 239. Les auoit eu, &c. Art. 237. p. *à Laon.* 241.

REIMS Tit. 7. Art. †† 206. 207. & 208. p. *à Laon.* 239. 240. & 241. tenus en Fief, &c.

RIBEMONT Tit. 3. Art. 41. Quand plusieurs choses sont vendués par vn mesme contract, & pour vn mesme pris le retraiant doit retirer le total : & n'est receu à retirer partie tant seulement, s'il ne plaist à l'acquereur : sinon en vn cas que les heritages vendus par vn mesme pris & vn mesme contract, soient en partie paternels & maternels au vendeur, & que le retraiant fut parent d'vn costé seulement. Car en ce cas il n'est tenu, sinon que retirer ce qui est de son costé & ligne, si bon ne luy semble.

CHAVNY Tit. 20. Article 112. Quand plusieurs heritages se vendent ensemble à vn mesme acheteur, dont les aucuns d'iceux sont venus de propre naissant, les autres d'acqueſt, il loist aux parens du costé dont viennent lesdicts heritages de naissant qui veulent retraire, de faire leur Retraict pour la partie desdits heritages venans de naissant. Et pour ce faire doiuent iceux parens requerir prealablement lesdits heritages estre estimez, & chacune piece d'iceux : laquelle estimation se doit faire de chacune piece aiant regard au pris de la vendition.

PERONNE Titre 10. Article 246. Quand plusieurs heritages, dont les aucuns sont suiets à Retraict lignager & les autres non, sont vendus par vn mesme pris, le retraiant ne peut auoir que ceux qui sont de son estoc & ligne : l'estimation desquels doit estre faicte à l'esgard du pris, dont le tout est vendu, & à la valeur & prisee de chacun desdicts heritages : & neant-moins peut l'acheteur, si bon luy semble delaisser le tout audit retraiant : lequel en ce cas est tenu prendre le tout, & rembourser le pris total. Article deux cent quarante sept. Si le proprietaire d'aucuns immeubles à luy escheus par succession de pere & mere, qui auoient esté acquis par lesdicts pere & mere, en faict vendition

Lignager ne peut retirer l'vn sans l'autre, quand les heritages procedent de mesme costé & ligne, s'il ne plaist à l'acheteur.

†† *Cest Art. 206. est de nouuel introduit. Et l'Art. 207. est adiousté pour auoir esté omis.*

Des acqueſts escheus par succession, & depuis vendus, par qui

seront retirez, & comment.

Source : BIU Cujas

à perſonne eſtrange: le lignager du coſté du pere, ne peut retirer que la moitié venant du coſté du pere: & celuy du coſté de la mere, peut retirer l'autre moitié, ſi bon ſemble à l'acheteur, & en la maniere cy deuant dite: autrement n'eſt receu à Retraict.

LA SALLE DE LILLE Tit.11.Art.8. Quand l'on vend fiefs, maiſons & heritages tenus de diuers Seigneurs, vn proiſme peut reprendre audit titre le tenement d'vne Seignourie ſeulement de pluſieurs, & delaiſſer le tenement d'autre Seignourie: pourueu qu'il reprende entierement ce qui eſt d'vn tenement, & furniſſe le pris des parties ainſi retraictes ſelon & ainſi que deſſus. Neantmoins l'acheteur en prendant l'adheritement, peut apprecier les tenemens, ainſi que bon luy ſemble.

ARTOIS Tit.3.Art.125. Le proeſme & lignager ne peut retraire ſur l'acheteur portion des heritages patrimoniaux vendus par ſon parent: iaçoit que le S. puiſſe retrarie par puiſſance de fief, ce qui eſt de ſon tenement: ains couient audit proëſme, retraire tout le patrimoine vẽdu à vn acheteur, en delaiſſant les acqueſts, ſi aucuns eſtoient vendus auec ledit patrimoine.

Lignager doit retirer le tout venant du patrimoine.

Le S. n'eſt contraint de retirer ſinon ce qui eſt de ſon tenement.

LILLE Tit.7.Art.88. Qui veut vaillablement requerre à titre de frareuſeté, de quelque portion de maiſon ou heritage venduë, il eſt tenu requerre & demander audit titre, toute ladite maiſon ou heritage vendu, combien qu'il n'y euſt que portiõ frareuſe. Art.89. Eſt requis que ceſtuy qui requiert heritage à titre d'eſcleche, redemande tout l heritage eſclechié.

En matiere de frareuſeté ou eſcleche on doit tout prendre.

COMTE DE BOVRG. Chap.13.Art.75. Le parent de celuy, qui à vendu pluſieurs heritages anciens, enſemble les appartenances, ſera reçeu à la retraicte de l'vn deſdits heritages & de ſes appartenances ſans retraire les autres heritages vendus, ſi bon luy ſemble.

Lignager receu à retraire l'vn des anciens heritages vendus, ſans eſtre contrainct de retirer les autres.

NIVERNOIS Chap.31.Art.27. S'il y a pluſieurs heritages vendus par meſme vendition, le lignager ou le S. direct, ne ſont receus à demander la Retenue de partie deſdits heritages: mais il faut qu'il retire tout ce qui eſt compris en ladite vente: pourueu que leſdites choſes ſoient tenues d'vn meſme eſtre. Mais ſ'ils ſont de diuerſes directes & diuerſes eſtre, chacun des Seigneurs ou parens reſpectiuement pourra retenir & retirer ce qui ſera de ſa directe ou eſtre: & ſi l'vn d'eux ne veut vſer de ſon droict, le diligent retirera & recouurera ce qui eſt de ſa directe & de ſon eſtre: & ſeront les pris deſdites choſes eſtimees par le Iuge, ou par deux Preud'hommes eſleus par les parties.

Lignager doit tout retirer ou delaiſſer ſi les choſes ſont d'vne meſme ſeigneurie & eſtre.

MONTARGIS Chap.16.Art.22. En matiere de Retraict lignager, le propre vendu attraict à ſoy les meubles & conqueſts, & le Feodal le Cenſuel vendu par vn meſme contract auec ledit propre, ſoit par Decret ou autre vente: tellement que le tout chet en Retraict, en rembourſant, comme deſſus: & ſera tenu le retraiant de prendre tout de l'acheteur ou tout delaiſſer.

Chacun parent ou Seigneur eſt receu à retirer ce qui eſt de ſa Seigneurie ou eſtre.

ORLEANS Tit.18.Art.394. Vn demandeur en action de Retraict, ne peut retraire portion de l'heritage vendu par vn meſme contract: ains eſt tenu retirer le tout. Art.395. Si † par vn meſme contract & pour vn meſme pris, ont eſté vẽdus heritages, dont aucuns ſont propres du vendeur & ſuiets à Retraict, ledit propre attrait à ſoy les autres, qui ne ſeroient propres & retrayables: & le Feodal attrait à ſoy le cenſuel: & le cenſuel, le Feodal: & parce, le tout chet en Retrait lignager, enſemble les meubles qui en dependent, & qui auroient eſté vẽdus auec iceux heritages par vne meſme vente ou autre contract ſuiet à Retraict. Et ne peuuent les lignagers deſdits autres heritages, les auoir par Retraict, ſur le premier retraiãt. Art.396. Si †† par vn meſme contract & pour vn meſme pris, ſont achetez pluſieurs heritages, dõt partie eſt de l'eſtoc & ſouche de l'acheteur, & le ſurplus d'autre eſtoc, l'action en Retraict n'eſt ouuerte, ſi la portion, pour laquelle on veut paruenir au Retraict, eſt moindre que celle, qui n'eſt retrayable ſur ledit acheteur.

Le propre attraict les meubles & cõqueſts: & le Feodal le cenſuel quand ils ſont vendus par meſme contract & pris.

NORMANDIE Chap.18.Art.454. Les parens ſont receus à retirer les heritages vendus, ſelon qu'ils ſont plus prochains du vendeur. Art.455. Les paternels peuuent ſeulemẽt retirer ce qui eſt du coſté paternel: & les maternels, ce qui eſt du coſté maternel.

TOVRS Tit.16.Art.178. Retraict ne ſe cognoiſt point à quartier au preiudice de l'acquereur, ſ'il ne luy plaiſt: c'eſt à dire que ſi aucun acquiert heritage ou pluſieurs qui ſoient de pluſieurs branches ou degrez, & il ſoit adiourné en Retraict, enuers aucun qui ne ſoit lignager, que de l'vne des branches, il eſt au chois dudit acquereur de cognoiſtre ledit Retraict, en tout ou en partie audit acqueſt. Et ſi ledit retrayeur ne demande que la portion regardant ſon lignage, & n'en

† *Ceſt Ar.395. eſtoit le 299. de l'ancien: & ce qui a eſté adiouſté, eſt ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Ar.396. a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Cas ſpecial, auquel Retrait

Source : BIU Cujas

n'a lieu quand pluſieurs heritages ſont vendus par meſme contract & meſme prix eſtants de diuers eſtocs & ſouches.

Parens receus au Retraict ſelon qu'ils ſont prochains.

Retraict ne ſe cognoiſt à quartier.

vueille plus, ſi ledit acheteur le cognoiſt en tout dudit acqueſt, iceluy retrayeur ſera tenu & contraint de prendre le tout, ou il n'aura rien audit Retraict. Mais ſi ledit retrayeur demandant le tout par Retraict, & l'acheteur ne le vouſit cognoiſtre, ſinon en la portion regardant le lignage & branchage dudit retrayeur, il n'en aura ſinon autant qu'il y en aura de ſon branchage. Et ne pourra le S. de fief, & auſſi ne ſera contraint prendre par puiſſance de fief: fors les choſes eſtans en ſon fief. Art. 179. Et ſi aucun acquiert par pluſieurs & diuers contracts, & le lignager du vendeur au dedans de l'vn deſdits contracts fait adiourner par Retraict ledit acquereur & il luy demande auoir par Retraict les choſes qu'il a acquiſes de ſon lignager depuis an & iour, ſans les declarer autrement: & l'acquereur cognoiſt & met en euidence les achats, en declarant ſeparement le pris de chacun contract: & ledit lignager declare auſſi qu'il ne veut auoir que l'vne des choſes cõtenues en l'vn ou en l'autre deſdits contracts, il n'y ſera receu: ſ'il ne prend le tout. Mais ſi ledit lignager fait demande particuliere des choſes contenues par vn contract, il y ſera reçeu, en prenant toutes les choſes contenues par ledit contract: & ne ſera tenu de prendre autres choſes contenues par autres contrats combien qu'ils ſoient dedans l'an & iour.

Lignager aiãt faict demande par Retrait des choſes acquiſes par diuers contrats, eſt tenu de prendre tout: ſ'il n'a fait demande particuliere.

Lodvnois Chap. 15. Art. 20. p. *à Tours.* 178. par parties n'a quartier &c. branchages &c. en claim de Retraict &c. acquereur le cognoiſt &c. iuſques à ces mots, *Et ne pourra.* Ar. 21. p. *à Tours.* 176. puis & an &c. cognoiſt en ceſte matiere & met &c. & declare, (c'eſt à ſçauoir pour tel contract tant de deniers, & pour les autres ſemblablement) & ledit retrayeur dit, ie ne veux auoir que telle choſe, il y ſera receu en le diſant, en meſme iugement fait ſur ladite cognoiſſance. Et ſ'il ne le dit, il ſera tenu prendre tous leſdits acqueſts, où il n'en aura point. Mais ſi ledit &c. pas tenu &c. Art 22. Et ſi l'adiourné en Retraict, apres ladite demande à luy faite par ſon demandeur éſdits termes generaux, omet & delaiſſe aucune choſe de ſes acqueſts, ſuiette à Retraict, en faiſant la cognoiſſance de Retraict, ladite choſe omiſe eſt acquiſe au demandeur ſans bourſe deſlier, declaration de ce prealablement faite par Iuſtice.

Chabris Chap. 6. Art. 25. On ne peut retirer portion d'heritages vendus par vn meſme contract: mais il faut retraire le tout: autrement on n'eſt receuable.

Bovrbonnois Chap. 29. Art. 447. Quand il y a pluſieurs heritages vendus par meſme vendition, & d'vn meſme eſtoc, le lignager n'eſt receu à demander la Retenue de l'vn, ou de partie deſdites choſes vendues: mais il faut qu'il retire le tout. Art. 448. Si l'acheteur par vn ſeul contract acquiert heritages diuers, procedans de diuers eſtocs, & il eſt pourſuiuy par les lignagers de diuers eſtocs, donc procedent leſdits heritages, & il eſt en l'option dudit acheteur, de laiſſer à vn chacun deſdits pourſuiuans l'heritage de ſon eſtoc (en le rembourſant par eux pro rata, de ſon pris & loyaux couſtemens) ou delaiſſer à l'vn deſdits pourſuiuans tel qu'il luy plaira, tous les heritages, à la charge du procés contre les autres lignagers Et en ce cas, celuy auquel ſera fait ledit delaiſſement, eſt tenu de rembourſer ledit acheteur delaiſſant de ſon pris principal & loyaux couſtemens. Art. 449. Et n'eſt tenu l'acheteur de delaiſſer au lignager vne partie des choſes à luy vendues par vn meſme contract: ſinon que ledit demandeur en matiere de Retraict rembourſe ledit acheteur de tout ſon ſort principal & loyaux couſts: & en ce faiſant, eſt l'acheteur tenu de laiſſer au demandeur en matiere de Retraict, tout ce qui luy auroit eſté vendu, ſoit qu'il ſoit de l'eſtoc dudit demandeur ou non.

Chacun des lignagers peut auoir ce qui eſt de ſon coſté.

Avvergne Chap. 23. Art. 24. Si l'heritage vendu eſt du coſté paternel, ceux du coſté maternel ne peuuent auoir droit de Retenue: & au contraire ſi c'eſt du coſté maternel ceux du coſté paternel ne l'auront: mais l'auront les lignagers du coſté & eſtoc, dont les choſes vendues prouiennent: & éſquelles leſdits lignagers peuuent & doiuent ſucceder ab inteſtat. Ar. 26. p. *à Bourbonnois.* 347. vendition, qui ſont d'vn meſme &c. n'eſt admis ne receu &c. le Retraict ou Retenue &c. deſdits heritages & biens immeubles vendus: mais &c. qu'il retraye ou recouure le tout. Art. 27. Et où les choſes vendues ſeront de diuers eſtocs, chacun des lignagers deſdits eſtocs reſpectiuement & en ſon endroict peut retenir les choſes vendues procedans de leur eſtoc, en venant dedans temps deu, & faiſant ce que

Source : BIU Cujas

dessus. Art.28. Et si le lignager de l'vn desdits estocs veut recouurer les choses vendues prouenans de son estoc tant seulement, & que le lignager de l'autre costé & estoc, ne vueille recouurer les choses, qui prouiennent de son estoc: posé que le lignager de l'autre costé ne demande reuente des choses prouenans de son estoc. Art.29. Et où l'acheteur offriroit faire reuente audit lignager, requerant icelle, de toutes les choses par luy acquises par mesme contract, tant de son estoc, que d'autre, ledit lignager sera contraint prendre toutes lesdites choses vendues, soit de son estoc ou d'autre, & de payer le sort principal, ensemble les loyaux coustemens comme dessus.

Seigneur quand n'est receuable de demãder l'vn sans l'autre ou non.

LA MARCHE Chap.20. Art.282. Si plusieurs heritages tenus en mesme directe sont vendus par mesme pris, le S. n'est receuable de demander l'vn, & laisser l'autre: mais s'ils sont de diuerses directes, il peut demander ce qui est tenu de luy: & ainsi est il du lignager quand les choses sont d'vn ou de diuers estocs. Art. 283. Mais si l'acheteur de chose tenue de diuers Seigneurs ou prouenue de diuers estocs, consent à la totalité de la Retenue de tout ce qui est en la vẽte, le Seigneur & lignager sont tenus de la prendre pour le tout.

Lignager quãd est tenu de demander ou retraire le tout ou non.

POICTOV Tit.10. Art.348. Et si le lignager ne veut retraire le tout, il n'y sera receu, s'il ne paye le pris entier † & loyaux cousts: mais le S. de fief sera receu pour la partie qui sera tenue de luy en fief. Art.349. Si aucun achete plusieurs choses pour vn seul pris, & en plusieurs fiefs & Seigneuries: c'est à l'acheteur de estimer & liciter que vaut la chose en chacune desdites Seigneuries.

† *Ces mots, entier & loyaux cousts, ont este adiouſtez à cest Art.348. qui estoit le 259. ancien.*

ANGOVMOIS Chap.5. Art.70. Et si le lignager ne veut retirer le tout, il ne sera receu, s'il ne paye tout le pris: mais le S. de fief sera receu pour la partie non retiree par le lignager, & par luy prinse par puissance de fief. Art.71. Si aucun achete *in globo*, & pour vn pris plusieurs choses estans en plusieurs fiefs & Seigneuries, à luy est d'estimer &c. p. *à Poictou*. 349.

Lignager n'est receu sinon en retirant le tout: & le S. de fief peut retirer ce qui est de sa partie.

XAINCTONGE Tit.4. Art.53. †† p. *à Angoumois*. 70. qui a esté ensemble vẽdu, il ne sera &c. pour la partie de luy tenue en fief. Art.54. Si aucun achete ensemble & pour vn pris &c. p. *à Angoumois*. 71.

Quãd plusieurs biens situez en diuers fiefs, sont achetez par vn seul pris, la ventilation doit estre faite separement par l'acquereur.

BRETAGNE Tit.16. Art.308. Le Presme peut demander & auoir par Premesse en tout le contenu du contract suiet à Premesse, ou à ce qu'il en pourra payer: pourueu que les choses, où il pretend la promesse, se peussent commodement diuiser. Et au cas que le presme n'en voudroit payer que partie, si l'acheteur ou le creancier, auquel auroient esté les heritages baillez en payement, requeroit la Iustice que le Presme iurast qu'il n'en peut plus payer sans mal mettre son estat, il ou son Procureur specialement fondé, le doit iurer, ou accomplir le payement. Art. 309. Et audit cas n'auroit le presme, par sa Premesse, des pieces à son election, s'il n'y auoit qu'vn contract: & il ne peut tout auoir, mais lors doiuent entre eux departir par loties, s'ils ne font autre accord: & ce que escherroit audit Presme en son lot, luy demeurera.

Presme peut retirer le tout contenu au contract, ou ce qu'il peut payer en iurant &c.

SEDAN Tit.11. Art.231. Quand aucun vend plusieurs heritages par vn seul contract & pour vn seul pris, le parent lignager ne pourra demander n'y auoir par Retraict lignager partie des heritages, sans prẽdre le tout, s'il ne plaist à l'acheteur, soit qu'entre lesdits heritages y en ait partie d'acquest ou naissant d'autre costé ou ligne: & si l'acheteur veut retenir les heritages de l'acquest de son vẽdeur ou d'autre naissant, faire le pourra: & en ce cas sera faite estimation par gens à ce cognoissans, eu esgard au total qui sera deduite & rabbatue sur le pris de ladite vendition. Art 232. Et s'il y a concurrence de diuers lignagers, en ce qui est de diuers naissans, chacun emportera ce qui est de son costé & naissant, estimation faite des heritages, comme dit est. Toutesfois és choses qui ne se peuuent diuiser commodement, le premier retrayant emportera le tout, presqu'il ne soit parent que d'vn costé: & ne pourra en ce cas l'acheteur retenir ce qui est de diuers naissans. Art. 233. Et si auec les heritages de diuers naissans y a des acquests compris en la vẽdition, les lignagers seront tenus de reprendre les acquests, chacun pour moitié auec ledit naissant, si bon ne semble à l'acheteur, de retenir lesdits acquests pour l'estimation, eu égard au pris du contract.

†† L'Art. 53. & 54. sont adiouſtez comme anciens.

Acheteur doit estimer les choses contenues en vn contract vẽdues in globo, quand elles sont en diuerses Seigneuries.

CALAIS Tit.9. Art.167. & 168. p. *à Peronne*. 246. & 247. d'aucun immeuble &c. qui auoit esté &c. est tenu retirer &c.

Acheteur doit estimer les choses contenues en vn contract vẽdues in globo, quand elles sont en diuerses Seigneuries.

SENS Tit.7. Art.56. Aucun † ne peut retraire en son nom heritage au profit d'autruy, & pour le bailler à autres personnes: & sont tenus les retrayans en iurer, s'ils en sont requis par les acheteurs. Et si le contraire est faict & il est prouué, le Retraict sera declaré nul, & retournera l'heritage au premier achereur, s'il le demande.

† *L'Art. 56. est mis au lieu des anciens.*

d. Voyez cy dessous le nombre, v. de ceste Addition, où il sera decidé si le Retrait lignager est cessible ou nõ.

Source : BIU Cujas

Retraict ne se peut faire au profit d'autruy: & doit le retrayant iurer que c'est pour luy & non pour autre.

e Cela est fort raisonnable, puis que le Retraict a lieu seulement quand les biens sont mis hors de la famille, Clermont Ar. 6. Tellement que le retraict fait en fraude ne doit auoir lieu ainsi qu'il a esté monstré cy dessus, & plus amplement au nombre v. de l'Addition de ce Titre.

Avxerre Tit. 7. Art. 156. Et seront tenus les acheteur & vendeur, s'ils en sont requis d'affirmer f par serment le pris de la vente, & l'acheteur exhiber ses lettres d'icelle vente. Et semblablement le retrayant lignager affermer si ledit Retraict se fait pour luy sans fraude.

Acheteur & vendeur tenus d'affermer le pris de la vente, & l'acheteur exhiber ses lettres.

Bar Tit. 10. Art. 161. On ne peut retirer en &c. p. *à Sens.* 56. d'vn autre &c. bailler à autruy, dequoy les retrayans sont tenus iurer &c. Et s'il est prouué &c. sera nul & demeurera &c. à l'acquesteur s'il le veut auoir.

Retraict se doit faire sans fraude de ses deniers & à son profit.

Clermont Tit. 2. Art. 6. Vn Retraict lignager se doit faire par le retrayant sans fraude, de ses deniers & à son profit, sans prester son nom à autre estranger: autrement tel retrayant n'est receuable à poursuiuir ledit Retraict: & outre pour en auerer la verité, peut estre contraint à en dire par serment. Car cause de Retraict est, afin que l'heritage vendu demeure en la ligne, dont il est issu.

Retraict pourquoy introduit.

Vallois Tit. 11. Art. 147. Si celuy qui a retraict ou veut faire retraire aucun heritage vendu, vouloit ledit heritage retraire en intention de le bailler à autres personnes estranges: en ce cas il ne seroit receuable à faire ledit Retrait: & est tenu donner & prester le serment sur ce, si la partie, contre qui se fait la poursuite du Retraict, le requiert.

Troies Tit. 9. Art. 162. p. *à Sens.* 56. heritage en son nom au &c. ne pour &c. tenus les retrayant & vendeur en iurer &c. requis & si par le retrayant le contraire est &c. nul & demoureral'heritage &c. demandé, & sera puni de pariure. g

Laon Tit. 17. Art. 237. Le retraiant est tenu de se purger par serment, ou requis en seroit, que le Retraict qu'il a faict, est de ses denier pour son profit & sans fraude. Art. 238 Si le retraiant doute qu'on luy ait fait fraude au pris de la vendition, pour empescher le Retraict peut contraindre l'acheteur, d'affermer en Iustice le vray pris, & soy purger par serment de toutes fraudes & simulations: & où il y en auroit quelque apparence, le vendeur peut estre contrainct à prester pareil serment que l'acheteur, estans les parties en procés sur fraude maintenue.

Chalons Tit. 21. Art. 233. Si le retrayant est en doute du pris de la vendition, peut des la premiere iournee de la cause &c. p. *à Laon.* 238. pris de son acquisition, & exhiber ses lettres de vendition, si aucunes en a, & s'en purger par serment & de &c. Et où ledit retraiant en contestant voudra pretendre le pris conuenu & accordé entre les parties, estre autre que celuy porté par les lettres, ou affermé par l'acquereur, sera receu à le verifier: & pourra faire ouyr en tesmoignage sur ce le vendeur ou autre que bon luy semblera.

Reims Tit. 7. Art. 203. †† & 204. p. *à Laon.* 237. & 238. contraict † en tesmoignage pour auerer la fraude maintenue par le retraiant.

Amiens Tit. 10. Art. 172. Le †† lignager est tenu auant qu'estre receu à retraire, affermer que le Retraict qu'il entend faire est pour luy, de ses deniers & sans fraude.

Chavni Tit. 26. Art. 111. Et pource que souuentesfois les parens retraians ne peuuent auoir cognoissance ou sçauoir le pris, pour lequel auroit esté fait la vẽdition, & que parce ils ne peussent faire offre raisonnable, il leur est loisible demãder & requerir que les vendeurs & acheteurs soient contraints a declarer au vray pour quel pris & somme auroit esté faicte icelle vendition, & d'en exhiber & mõstrer les lettres, si aucunes en y a: Et auec ce que les vendeurs & acheteurs soient contraints par serment à declarer au vray le pris de la vendition: & doiuent à ce faire estre condemnez & contraints.

Acheteurs & vendeurs tenus de declarer au vray le pris de la vendition & peuuent estre cõtraints à le declarer par serment.

f Ce serment est introduit pour oster les fraudes, simulations, collusions & intelligẽces qui se font ordinairement entre les vendeurs & acheteurs au preiudice des lignagers, pour empescher le Retraict & encores pour auoir notice ou cognoissance du prix de la vendition ou contract suiet à Retraict, afin qu'ils puissent faire offres raisonnables au desir des coustumes des lieux Laon Ar. 238 Chalõs Art. 231. Reims Ar. 204 πάσης ἁπλοϊας πίστεις βεβαίων ὁ ὅρκος. vt ait Diuus Paulus cap. 6. ad Hebr. & maximum litium dirimẽdarum remedium in l. 1. D. de iurei. & πλὴ μαχῆς πλὴ ἀγυρβαίτοις πίστι Ægyptii censuerunt vt ait Diodorus Siculus. nous en auons parlé en l'Addition du liure v. cy dessus. Vide l. in duobus. 28 §. vlt. D. de iureiur. l. vlt. C. de duobus reis Constitutione Friderici de feudis, qua illi qui habent ius ὠμνύειν possunt exigere iuramentũ ab emptore & venditore. C'est à dire que les retraiãt & vendeur sont tenus iurer, s'ils en sont requis par l'acheteur, sur lequel le Retraict est faict Car il semble icy appeller le retraiant le second acheteur ou bien il faut lire, *Et sont tenus* les retrayeur & vendeur. Car le vẽdeur & retrayeur complottent maintesfois ensemble pour retirer vn pot de vin de l'acheteur.

†† *Ces Ar. 203 & 204. sont adiouſtez, comme aians eſté omis.*

† *Ces mots, Et où il y en auroit quelque apparence, le vendeur pourra estre contraint &c. ont esté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 172. eſt de nouuel introduit.*

g Nemini lucrum accedere debet ex periurio l. vlt. C. de rebus credit. Sed quærendum est, cum sit iniquum de periurio quæri vt est in § æquè Inst. de except. & iurisiurandi religio satis Deum vltorem habeat l. 2. C. de rebus cred. & vindicem in Nouella 82. Cap. 11. cur hæc consuetudo Trecensis statuat agnatum pœna periurii plectendum esse. Aucuns estiment qu'il n'y a aucune peine ordonnee de droict contre les periures d. l. 2. C. de rebus cred. Autres soustiennent le contraire: parce que les loix punissent les periures l. 2. C. de Iulia Miscell. toll. l. nã & sufficit 22. D. de dolo l. si duo 13. §. vlt. De iureiur. Mais en ceci il faut distinguer. Car si le serment est fait sous le nom de Dieu, is ipse vltor & vindex erit d. l. 2. C. de reb. cred. & Nou. 82, & ita Cicero 2. de legib. Periurii pœna diuina exitium, humana dedecus. Mais si sous le nom du Prince souuerain ou Empereur, celuy qui est periure est puni & incidit in crimen læsæ maiestatis, & plerumque fustibus subiici solebat vt est in l. 13. §. vlt. De iureiur. & hæc pœna significatur in l. 22. D. de dolo malo. si in consulto & calore quodam peieraverit, com-

Source : BIU Cujas

me Cuias en ſes Obſeru. liure 2. Chap. 19. a remarqué & ſur la loy 22. De dolo, on peut voir encores la loy 2. C. ad leg. Iul. maieſt. & la loy derniere D. de crim ſtell. Par quelques dernieres conſtitutions il a eſté ordonné quelque peine aux pariures l. ſiquis maior. 41. C. de tranſact. & in d. l. 2. C. de leg. Iul. Miſc. toll. l'Empereur Leon dans Harmenopule liure 1. Tit. 7. ordonne que au pariure ou faux teſmoing ſera la langue couppee. Voyez le Chap. cum ſecũdum de hæret. in 6. Mais nous dirons en ce faict que les peines du pariure ſont arbitraire, comme auſſi toutes autres peines : & le plus ſouuent les ſuges puniſſent tels pariures d'amende pecuniaire, ou honorable: & ainſi ſe doit expliquer ceſte Couſtume en ces mots, *& ſera puni de pariure*, à la diſcretion du Iuge, ſelon que les cas le requerront, ſoit par amende pecuniaire ou honorable. Et ainſi quelques Couſtumes cy deſſous cottees monſtrent que les Iuges ont de Couſtume de punir & chaſtier les acheteurs & vendeurs quand ils ſe ſont pariurez touchant le pris de la vente qu'ils ont fait mettre au contract. Melun Art. 158. Troyes 164. Tours Art 172. Lodunois Chap. 15. Art 15. & Chap. 37. Art. 14. Aniou Art. 374. Le Maine Art. 384. Au reſte il faut noter que l'acquereur eſt tenu exhiber ſon contract d'acquiſition au lignager pour l'intereſt notable qu'il a en ladite exhibition argum. l. in hac 3. §. ſciendum eſt. D. ad exhib. Que ſ'il ne l'a pas encores leué du Notaire ou Tabellion, il le doit exhiber aux deſpens du lignager. D'autant que iceluy eſt tenu aux deſpens, qui demande ladite exhibition, ſed & ſi hereditas §. qui autem loco. D. eod. titulo.

Acquereur tenu d'exhiber ſes lettres d'acquiſition & affermer le pris & conditions, ſans fraude.

MONTARGIS Chap. 16. Art. 20. Celuy qui achete heritage ſuiet à Retraict, ſ'il eſt conuenu par le lignager, il eſt tenu d'exhiber ſes lettres d'acquiſition & affermer le pris & conditions, ſans fraude, ſ'il en eſt requis par le lignager demãdeur en Retraict: & ſemblablement ſera le retrayant tenu d'affermer, ſi le Retraict ſe fait pour luy ſans fraude ne pour le delaiſſer à autruy, ny autre intelligence de ce faire.

Lignager doit faire ſermẽt que le Retraict eſt pour luy.

TOVRS Tit. 16. Art. 171. Si †† le lignager du vendeur qui aura eu le Retraict, vend ou tranſporte les choſes, ou a paction & intelligence de ce faire, ſoit grace ou autrement, au dedans de l'an & iour apres ledit Retraict, le premier acquereur ou lignager du vendeur qui auroient fait leurs diligences & eſté cognus, auront ledit heritage, en rendant & payant leſdits deniers, qui auroient eſté payez : & en ce cas leſdits lignagers excluront l'acquereur ſecond, & les autres lignagers aians fait ladite fraude, moyennant qu'ils viennent au dedans de l'an & iour apres ledit ſecond acqueſt & poſſeſſion prinſe. Art. 182. Si le lignager auant que d'eſtre cognu à Retraict, a intelligence ou paction de bailler à autruy la choſe qu'il deura, l'acquereur ſ'en peut defendre en prouuant ſommairement ladite paction ou intelligence, aux fins de ladite preuue, luy pourront deferer le ſerment.

† *Ceſt Art. 171 eſt mis au lieu du 15. Art. ancien du meſme Titre.*

De la ſeconde vente des heritages ſuiets à Retraict.

LODVNOIS Chap. 15. Art. 14. Si aucun a acquis heritage, & le lignager du vendeur, qui aura eu ledit heritage par Retraict, le vend ou tranſporte, ſoit à grace ou autrement &c. p. *à Tours*. 171. acquereur aura ledit heritage, en payant & rendant les premiers deniers du premier acqueſt, & les miſes des labourages ſi aucunes ſont, en faiſant premier bailler par ledit acquereur adiournement en matiere de repetition de Retraict, au dedans de l'an & iour du ſecõd acqueſt ou de la poſſeſſion. Art. 25. Si le lignager qui veut auoir le Retraict a paction ou appointemẽt auant la cognoiſſance de Retraict, de le bailler à autruy, l'acquereur l'en peut debouter & ſera l'acquereur receu à alleguer & prouuer ladite paction & appointement ſommairement & de plain, ou pourra deferer le ſerment au lignager.

Lignagiers premiers ayans cõmis fraude, autres lignagers y peuuent venir dãs l'an & iour & exclure le ſecond acquereur & autres lignagers ayans commis fraude.

ANIOV Tit. 17. Art. 398. Si aucun lignager a eſté cognu au Retraict d'aucuns heritages & choſes immeubles acquiſes de ſon proeſme, & ledit Retraict ait eſté fait & executé, & iceluy lignager les vend ou autrement aliene par quelque contract que ce ſoit, à autres perſonnes eſtranges au dedans de l'an de l'execution dudit retrait: c'eſt à ſçauoir qu'ils ne ſoient lignagers en la ligne, dõt ſont mouuãt leſdites choſes : le premier acquereur les aura par repetition de Retrait, en rendant les deniers & non plus grande ſomme, qu'il en receut du prochain. Car il eſt veu que le Seigneur ne les a retirez pour demouter en ſa ligne. Et pour telle repetition de Retraict ne ſont acquiſes nouuelles ventes au S. de fief.

Acquereur ſe peut defendre contre le lignager ſ'il a intelligence ou pactiõ de bailler la choſe à autruy, & luy peut deferer le ſerment.

LE MAINE Tit. 18. Art. 408. p. *à Aniou*, 398. aliene par contract ſuiet à Retraict &c. choſes dedans l'an & iour de l'execution dudit Retraict, le premier &c.

Lignager ou proeſme ayant eſté cognu au retraict, ſ'il aliene la choſe par luy retiree, dans l'an & iour à perſonne eſtrange, le fermier acquereur par repetition de Retraict la peut retirer du ſecond acquereur ſans

BERRI Tit. 14. Art. 9. L'acheteur eſt tenu exhiber les lettres de ſon acquiſition, au prochain lignager demãdeur en Retraict, & affirmer par ſerment qu'elles contiennent verité, & qu'il n'y à aucune fraude, dol ou mal engin. Art. 10. Pareillement le demandeur en matiere de Retraict eſt tenu affirmer enuers l'acquereur ce requerãt, qu'il veut & entend retirer la choſe vendue à ſon profit, & pour demourer en ſa famille, & qu'il la retire de ſes deniers propres g & n'a aucune conuention, paction ou intelligence auec autruy, pour luy bailler ladite choſe vendue, apres qu'il l'aura retiré par Retraict.

g *Soit qu'il ſes eut en ſa poſſeſſion auant l'action de Retraict ou qu'il les ait empruntez parceque c'eſt tout*

vn. Mutuatitii enim nummi proprii ſunt l. 2. D. de reb cred. & ſuffit qu'il ne laiſſe point à vn eſtranger l'heritage qu'il a re-

tiré mais seulement le pris ou argent presté, en retenant en la famille l'heritage dont il est procedé ainsi du Moulin escrit sur ceste Art. Mais si le lignager qui a emprunté auparauant que de retirer, & apres il vend ce qu'il a retiré à celuy qui luy auoit presté ledit argent à plus grand pris qu'il n'auoit esté vendu par la premiere vente: tel Retraict est reputé fainct & simulé: ainsi qu'il a esté jugé par Arrest du 4. Iuin 1543 Au reste quelques Coustumes veulent que le retraiant lignager soit simplement tenu de iurer & affermer que l'heritage est pour luy, & de son argent, sans passer outre ny estre contraint de dire de quelles personnes il a l'argent, & parce n'a l'acquereur autre moyen que de mettre en faict qu'il y a de la fraude & demander a estre receu à la prouuer, & fut la Sentence du Iuge de Ribemont infirmee par Arrest du premier iour plaidoyable apres la S. Martin 1572. par laquelle ledit Iuge auoit condamné vne femme par prison à faute de dire & respondre si on luy auoit presté l'argent.

qu'il y ait nouuelles ventes.

Repetition de Retraict quand & comment a lieu.

Acheteur tenu d'exhiber son contract d'acquisition & faire serment.

Lignager quel serment est tenu de faire.

BOVRBONNOIS Chap. 29. Art. 455. L'acquereur à la requeste du lignager, S. direct ou feodal, est tenu de declarer par serment la verité du pris pour lequel la chose aura esté reaument vendue: & aussi le lignager tenu d'affirmer par serment, si requis en est, s'il veut la chose pour luy &c. p. *a Berri.* Art. 10. & que la poursuitte qu'il en a faite est pour luy, en son nom à son profit, sans fraude & de ses deniers, & n'a fait conuenance, promesse & n'a intelligence auec autre de luy delaisser, bailler ou mettre entre ses mains la chose qu'il veut retirer.

AVVERGNE Chap 23. Art. 33. Pareillement sera tenu le lignager * iurer à la requeste de son lignager, affirmant par serment s'il veut la chose pour luy & pour demourer à sa famille: & aussi l'acheteur sur la verité du pris, pour lequel la chose aura esté realement vendue: & par lesdits sermens ainsi deferez seront decidez lesdits procés, sans qu'on y puisse contreuenir. Art. 34. Toutesfois si le lignager veut faire apparoistre de son faict, autrement que par serment, parauant qu'il soit fait, faire le pourra.

LA MARCHE Chap. 20. Art. 270. Si †† l'acheteur requis d'affirmer le pris, ne le veut faire, il est debouté & doit perdre la chose par luy acquise & doit estre adiugee au lignager.

POICTOV Tit. 10. Art. 324. Pareillement le parent ou lignager demandeur en Retraict, est tenu si ledit acheteur le requiert, iurer & affirmer que la poursuite qu'il faict en matiere de Retraict, est pour luy, en son nom & profit, & sans fraude.

ANGOVMOIS Chap. 5. Art. 58. Le demandeur en matiere de Retraict, à la requeste du defendeur est tenu iurer & affirmer &c. p. *a Poictou* 324.

BOVRDEAVX Chap. 1. Art. 20. Le lignager à la requeste de l'acheteur, sera tenu iurer qu'il veut pour luy les choses qu'il veut retraire: mais l'achereur pourra prouuer le contraire, auant que le serment soit fait.

ACS Tit. 10. Art. 6. Quand le lignager vient au Retraict de la chose vendue il doit iurer qu'il veut la chose vendue pour luy & non pour autre, & n'y entend faire fraude autrement n'est receuable à venir audit Retraict. Art. 7. Auss les acheteurs & vendeurs sont tenus declarer par serment le pris & pactes de la venditiõ sans aucune chose omettre ou adiouster.

LA BOVRT Tit. 6 Art. 7. Et peut faire contraindre par le Bailly, les acheteur & vendeur à declarer le pris & pactes d'icelle vendition.

S. SEVER Tit. 5. Art. 6. Et sont tenus tant le vendeur qu'acheteur, à la requeste du lignager declarer prealablement en Iugemẽt par serment, le prix du terme & payemens entre eux accordez. Art. 17. Le lignager doit tenir la chose retraite vn an apres le Retraict, sans la vendre ou aliener autre part: autrement seroit presumption qu'il ne l'auroit retenue pour soy: & l'acheteur la pourroit recouurer.

BRETAGNE Tit. 16. Art. 304. Le vendeur & acheteur sont tenus de iurer comme le marché fut fait, s'ils en sont requis. Art. 305. Et si le presme vouloit prouuer la maniere du marché, parauant qu'il eust pris le serment, il seroit receu à le prouuer, nonobstant que le S ou ses officiers eussent pris le sermẽt pour auoir les ventes parauant que le presme fut cogneu. Art. 310. Et peut l'acquereur auoir le serment du presme, ou de son Tuteur, s'il le requiert, qu'il faict le Retraict pour le retenir à luy sans fraude. Art 327. Si † en la recognoissance & execution de Retraict lignager ou Feodal, a esté commis fraude ‖ au preiudice d'autre lignager aiant demandé la Premesse, ou du S. F. aiant aussi demandé le Retraict Feodal, y aura x. ans à compter du iour de la recognoissance pour decouurir la fraude, & reprendre la demande en Retraict lignager & Feodal.

** Quelques Editions ont le vẽdeur, mais la sentence de ceſt Art. nous donne à cognoistre, que il faut lire, le lignager, & non le vendeur.*

†† Ceſt Art. 270. est accordé pour Coustume nouuelle.

Fraude quand est presumee contre le lignager.

† Ceſt Art. 327 est de nouuel adiouste.

En fraude faite au preiudice du lignager ou du S. F. il y a dix ans à compter du iour de la recognoissance.

h Est fort notable vn Arrest donné en audience le Lũdy 6. iour de Mars 1552. sur vn appel interietté du

Source : BIU Cujas

Bailly de Berri, disoit l'appellant qu'il auoit acquis vn heritage pour la somme de huict mille liures tournois, pour lequel retraire par droict de Retraict lignager, l'intimé l'auoit faict adiourner pardeuant le Bailly de Berri, & pardeuant lequel il auroit recognu ledit intimé, & neantmoins luy estant adiugé ledit Retraict, n'auoit consigné le pris d'iceluy au Greffe depuis le temps de ladite Sentence. L'intimé disant que le pris de l'acquisition n'estoit si grand que le contract portoit: & ayant posé ce faict, auroit eu trois ou quatre delais pour verifier iceluy, tandem ne pouuant en faire preuue, il auroit requis vn cinquiesme delai: lequel auroit esté empesché par l'appellant, remonstrãt que l'intimé par tels delais vouloit touſiours euiter la consignation. Et neantmoins le Iuge de Berri auroit audit intimé vn cinquiesme delay pour informer dõt il auroit appellé, conclud à ce qu'il soit dit mal iugé bien appellé, attendu que par l'Ordonnãce tels & si longs delais sont defendus, encores qu'ils fussent obtenues par lettres Royaux incidemment: & requiert à la Cour d'euoquer le principal, & qu'en ce faisant l'intimé soit debouté du Retraict, veu qu'a chacun appel de la cause il n'auoit offert à descouuert de consigner le pris de l'adiudication. L'intimé disoit qu'a la verité il auoit esté recogneu au Retraict par l'appellant: mais que son fait estoit veritable que l'heritage n'auoit esté acquis que la somme 5700 liures & toutesfois auoit l'acquereur appellant & le vendeur, pour euiter que l'heritage ne fut euincé par Retraict deliberé de faire escrire depuis le contract de vente iceluy heritage auoir esté acquis la somme de huict milles liures, & de faict auroient par deuant Notaires nombré & payé ladite somme de huict milles liures: mais le lendemain de l'achat le demandeur auoit renuoyé à l'appellant la somme entre eux acordee, laquelle luy auoit esté baillee presens lesdits Notaires plus à la verité que lesdits heritages n'estoient acquis. Au moyen dequoi sachant que le vray pris de l'acquisition n'estoit que de cinq mil sept cens liures & le surplus, qui n'auoit esté donné, de deux mil trois cens liures, auroit touſiours consigné ladite somme de 5700 liures au Greffe suiuant la Coustume du pays: & neantmoins parce que ledit appellant est present, requiert qu'il soit interrogé sur ledit fait, offrãt par toute verification de sa demande prendre droit par sa confession. Ledit appellant estãt interrogé par la Cour, confessa & recognu la verité & qu'il n'auoit acquis ledit heritage que pour ladite somme de 5700 liures. La Cour apres auoir ouy la confession de l'appellant, a dit mal & sans grief appellé, & l'amendera, & le condamne aux despẽs. Au surplus a euoqué & euoque le proces principal: & y faisant droict a adiugé & adiuge audit intimé l'heritage pour ladite somme confessee de 5700 liures: lesquels ledit intimé seroit tenu payer & rembourser dedans deux mois, & les frais & loyaux couts dans trois iours apres la liquidation d'iceux. Et pour le dol & fraude commis par ledit appellant, l'a condamné & condamne en 40 liures Parisis d'amende enuers le Roy & en quatre vingts liures Parisis enuers la partie, & sans note d'infamie: attendu la qualité de la partie: & ordonne la Cour que le vendeur viendra en personne pour estre interrogé sur certains contenus au proces & respondre aux conclusions des gens du Roy.

Acheteur faisant mettre plus grande somme dans le contract s'il l'afferme & se trouue pariure, doit perdre ses deniers & estre condamné en amende.

SEDAN Tit.11. Ar.250. p. *à Laon.* 237. est pour luy & de ses deniers &c. Ar.251. Et aussi l'acheteur tenu se purger par serment du vray pris de la vendition & de toutes fraudes & simulations des contracts, si le retraiant le requiert.

MELVN Chap.7. Art.158. Si †† l'acheteur fait mettre és lettres de son contract plus grande somme, que celle qui a esté conuenue, & l'afferme par serment, & apres le retraiant prouue euidemment le contraire, ledit acheteur perdra ses deniers, qui seront appliquez au S. en la Iustice duquel le pariure aura esté auere, & outre sera amendable à la discretion de Iustice.

†† *Cest Art. 158. est nouuel pour l'aduenir.*

SENS Tit.7. Art.58. Si † aucun achete vn heritage x. liures, & il fait mettre xx. liures ou autre plus grand somme que le pris conuenu de l'acquisition, & afferme par serment l'heritage luy auoir tant couſté, & le retrayeur prouue euidemmẽt &c. p. *à Melun.* 158. sera aueré: & sera l'heritage adiugé au retrayeur, sans payer aucuns couſts: & si payera l'acheteur les despens.

† *L'Ar. 58. est mis au lieu des anciens.*

AVXERRE Tit.7. Art.179. p. *à Sens.* Ar.58 heritage pour le pris de x. liures ou autre somme: & il fait &c. aux lettres autre plus grande somme, & afferme &c. serment auoir autant &c. preuue le &c. duquel le proces de Retraict est intenté & sera adiugé l'heritage &c. les despens de l'instance.

TROIES Tit.9. Art.164. p. *à Auxerre.* Art.179. liures tournois & il face &c. somme, & il afferme auoir &c. le contraire, le retrayeur aura ledit heritage pour le pris vray de ladite vendition: & neantmoins le defendeur pour le pariure par luy commis, sera puni comme pariure, & l'amendera tant enuers le Roy, ou le Iusticier, comme la partie.

TOVRS Tit.16. Art.172. Et si aucun acquereur en faisant la cognoissance de Retraict au lignager abonde plus grand somme de deniers pour le fort principal, qu'il n'en a payez, & met le retrayeur par sa fraude en neceſſité de fournir lesdits deniers, & ledit acquereur en soit conuaincu, il restituera audit retrayeur les deniers qu'il auoit trop abondez, & autant d'auantage, & l'amendera à la Iustice de xl sols. Et †† à semblable si l'acquereur abonde & fait payer d'auantage du vin du marché, frais & mises, & il en dechet, il restituera le double du trop abondé, & ce qu'il auroit * receu.

†† *Ces mots, Et à semblable &c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs, aura. P.V.*

LODVNOIS Chap.15. Art.15. p. *à Tours.* Ar.172. iusques à ces mots, *xl. sols*, inclus Chap.37. Art.14. Pour auoir trop abondé au sort principal par l'acquereur, en faisant cognoissance de Retraict au lignager, y a amende de xl. sols.

Amende contre les vendeurs & acheteurs aians trop abondé au sort principal.

ANIOV Tit.17. Art.374. S'il est trouué & prouué que l'acquereur ait mis, ou fait mettre en son contract plus grand pris que la chose n'a couſté, il fait amende arbitraire. Car c'est espece de crime de faux. Et aussi s'il a mis en ses abondances couſts & mises, plus grand chose qu'il ne doit, il en sera amende & desdommagera la partie à l'arbitration du Iuge. Et pareillement seront punis tous ceux, soient nobles ou couſtumiers, qui commettent & s'aident scientement de contrats fraudu-

De la punition de ceux qui s'aident de contrats fraudulenx, des Notaires qui les passent, & ceux qui les consentent.

Source : BIU Cujas

leux,& les Notaires qui les paſſeront & le ſçauent & ceux qui les conſeillent.

Le Maine Tit.18 Art.384.p.*à Anjou.374.*

Chasteavneve Chap.12.Art.92. S'il eſt trouué que l'acquereur ait cõmis dol & fraude pour fruſtrer le lignager du Retraict, & il eſt par apres deſcouuert,& l'heritage adiugé par Retraict audit lignager par iugement cõtradictoire, tel acquereur perdra ſon ſort principal & ſera confiſqué à Iuſtice.

Bar Tit.10.Art.156. Toutesfois ſi apres que ledit acheteur a fait ſerment du pris & monſtré ſon contract, le retraiant veut ſouſtenir qu'il y a fraude au pris, il ſera receu a en faire preuue:& cependant l'octaue du rembourſement ne courra contre luy:mais ſ'il ne le preuue ledit terme aura cours,& ſera debouté du retrait: & ſ'il preuue la fraude,l'acqueſteur perdra les deniers du ſort principal,qui ſeront adiugez:ſçauoir vn tiers au Haut Iuſticier,vn tiers aux pauures, & l'autre tiers au retrayant auec l'heritage auſſi qui luy ſera adiugé,en payant les deſpens & ſans autres couſts.

Chavmont Tit.10.Art.118. L'on ne peut faire paction ne conuenance au preiudice du Retraict lignager.

Nivernois Chap.31.Art.21. Les vendeur & acheteur & autres contrahẽs, ne peuuent par leurs pactions empeſcher le droict de Retraict lignager.

Dvche de Bovrg. Chap.10.Art.11.Toutes & quantesfois que l'vn des lignagers a fait diligence d'auoir la Retraicte de l'heritage vendu, le vendeur & acheteur ne peuuent faire conuention enſemble pour empeſcher ladite Retraicte au preiudice du lignager.

Normandie Chap.18.Art.451. Si l'acheteur denie qu'il y ait eu achat,& qu'il ſoit trouué par apres du contraire,le pris du contract eſt confiſqué au Roy,& l'heritage demeure au clamant,& le xiii.au Seigneur,duquel il tient.Et pourra le clamant faire purger par ſerment tant l'acheteur que le vendeur, ſur la forme & pris du contract.Art.466. Si † le vendeur promet faire ceſſer les clameurs lignageres,& l'acquereur eſt depoſſedé, le vendeur eſt ſeulement tenu aux intereſts du pris,à raiſon dũ denier dix,ſur ce deduits les fruits de l'heritage qu'il aura perceus. Art.486. Tout contract de vẽte,où il y a fraude commiſe au preiudice du droict de Retraict appartenant aux lignagers ou aux S. F. eſt clamable dedans trente ans.

Tovrs Tit.16. Art.173. L'acquereur adiourné en Retraict, qui nie purement auoir acquis,& il en ſuccombe, il perd la choſe & les deniers au profit du lignager, & l'amendera de lx.ſols: & †† ne pourra euiter la peine, encores qu'il vueille ceder au proces,apres conteſtation en cauſe. Art.174. Et pareillement ſi l'acquereur adiourné en Retrait nie auoir baillé deniers ou equipollent en meuble & ſuccombe,il perd la choſe & les deniers au profit du lignager,& l'amendera, comme deſſus: & † ne peut auſſi euiter la peine encores &c. comme deſſus.

Lodvnois Chap.15.Art.16. Et pareillement ſi l'acquereur adiourné audit claim de Retraict,nie purement,& il en eſt ſuccombé, il perd la choſe, & les deniers au profit du lignager,& l'amendera,comme deſſus.Cha.37.Ar.15. Pour auoir acquis de ſon parent ou lignager,& il en eſt ſuccombé par ſentence,paye d'amende lx.ſols.Art.16.Si l'acquereur adiourné en claim de Retraict nie au lignager auoir baillé denier ou equipollẽt à meuble,& il en eſt ſuccombé par ſentence paye d'amende lx.ſols.

Aniov Tit.17.Art.372. Il †† eſt ainſi que l'acquereur, qui nie par fraude le lignage de celuy qui pourſuit & demande le Retraict de la choſe acquiſe par ledit acquereur,& ledit lignager le prouue,il aura ledit Retrait:& ſera le defendeur condamné és i deſpens,dommages & intereſts & en amende arbitraire, tãt enuers le Roy,qu'enuers la partie.

Le Maine Tit.18.Art.382.p. *à Anjou.* Art.372.il prouue,ſera tenu és deſpens,dommages & intereſts.

Bovrbonnois Chap.29.Art.456.L'acquereur adiourné en cas de retrait, qui par ſerment nie iudiciellement auoir aucune choſe acquiſe & il ſuccombe,l'amendera & ſera condamné és deſpens,dommages & intereſts. Et pareillement ſi par ſerment nie auoir baillé deniers ou choſe equipollent,& il ſuccombe,il amendera,comme deſſus:& payera les deſpens,dommages & intereſts.Art.458.Quand aucun lignager S.F.ou direct a fait adiourner ou commençé proces cõtre l'acquereur,pour auoir par droict de Retenue la choſe vendue,le vendeur & acheteur ne peuuent apres faire conuention enſemble à ſon preiudice.

Avvergne Chap.23.Art.11. Si l'acheteur diſoit le pris & loyaux couſtemẽs

Pactions ou cõuenances ne ſeront faictes au preiudice du retraict lignager.

Acheteur puni deniant auoir acheté, ſ'il eſt prouué du contraire.

† *Ceſt Ar.466 eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Vendeur aiant promis de faire ceſſer les clameurs, eſt ſeulement tenu aux intereſts du pris à raiſon du denier dix, deduction faite des fruits perceus.

Contract de vẽte frauduleux eſt clamable dans xxx. ans.

Peine contre l'acquereur niãt purement auoir acquis la choſe.

†† *Ces mots,* Et ne pourra, *&c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, & ſans preiudice des proces intentez & droicts acquis.*

† *Ces mots,* Et ne peut *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez cõme dit eſt du 173. Art.*

†† *Ceſt Ar. eſt correctif de l'ancienne Couſtume.*

Pactions ou cõuẽtions ne ſe peuuẽt faire au preiudice du lignager, S. F. ou direct.

i Victus victori condemnatur in expenſis l. properandum §. ſin autem alterutra C. de iud.cap.calumniam extra de pœnis cap. finẽ litibus. De dolo & cõtum.l.eum quem temere D.de re iudic.Ceſte Couſtume adiouſte par fraude:car ſ'il a iuſte cauſe d'ignorãce il doit eſtre excuſé & eſt ordinaire que celuy n'eſt point condamné aux deſpens, qui a iuſte occaſiõ de plaider l qui ſolidum § etiam De leg.2.Accurſius ad Nou. 82. de iudicibus in §.oportet.

Source : BIU Cujas

Lignager en cas d'abondance, outre lesdites abondances les interests d'icelles à sept pour cent.

Retrait se faict à la charge de la faculté de rachat ottroyee par le contract de vente.

Retraiant lignager a les mesmes termes de payer qu'auoit l'acquereur, en donnant bonne seurete.

†† *L'Ar.156. est adiousté comme ancien & omis en l'ancienne Coustume.*

Retrait en vente faite sous faculté de rachat.

Lignager retrayeur n'a les mesmes termes, ains doit payer contant.

estre plus grands qu'ils ne sont, ledit lignager retirera l'outre plus desdits deniers auec l'interest d'iceluy à sept pour cent.

MEAVX Chap.15.Art.110.Heritage propre baillé à vn non lignager sous faculté & condition de rachat, chet en Retraict, à la charge de la precedente condition. k

MELVN Chap.7 Art. 156. Si †† aucun a vendu son heritage pour certain pris payable à vn ou plusieurs termes, le retrayant aura lesdits termes pour rembourser ledit acheteur, en donnant bonne seureté audit acheteur, de l'acquiter ausdits termes enuers le vendeur: lequel pourtant ne sera tenu changer son debteur, s'il ne luy plaist. Et si ledit retrayant ne baille ladite seureté ou argent contãt, ne sera receu audit Retraict.

SENS Tit.7.Ar.54. Si † aucun achete heritage propre d'autruy à payer à certains termes, le retrayeur aura lesdits termes: mais il doit &c. p. *a Melun*. Art.156. de payer & l'acquiter ausdits termes. Car le vendeur ne changera son debteur &c. ainsi ne le faict, il ne sera receu au Retraict, ou s'il ne baille argent content, ou gage à l'acheteur, ou au vendeur. Art.63. Propres heritages ou rentes vendus sous faculté de remeré, peuuent estre retraits par le lignager durant ladite faculté de remeré, & vn an apres icelle faculté: posé que ledit remeré soit acordé hors ou dedans le contract.

AVXERRE Tit.7.Art.175.p. *a sens*. Art.54. doit bailler bõne & suffisante caution au vendeur de payer ausdits termes. Et si le retrayeur ne le faict &c. receu, s'il ne baille argent ou gage &c.

BAR Tit.10.Art.145. En vente sous faculté de rachat, y a Retraict durant l'an & iour de la vendition seulement Art.152. Semblablement le vendeur & acquesteur seront tenus se purger par serment du pris conuenu, & ledit acquesteur de monstrer les lettres d'acquisition pour sçauoir s'il y a termes portez par icelles: desquels en ce le retraieur iouyra en donnant bonne & suffisante caution à l'acheteur pour payer & l'acquiter ausdits termes.

TROIES Tit.9.Art.149. L'heritage propre & naissant vendu à vn non lignager en condition de rachat, chet en Retraict, à la charge de ladite condition. Art.161. Si aucun achete vn heritage à payer à certains termes, le retrayeur n'aura lesdits termes: mais faut que paye content, ainsi que dit est deuant. Et sera apellé le vendeur, auquel est deu l'argent ou ce qui restera luy sera paié, & le surplus à l'acheteur: afin que l'heritage demeure deschargé de l'hypotheque, que pourroit auoir le vendeur pour payement de sa debte ausdits termes.

CHAVMONT Tit.10.Art.117. Heritage &c. p. *à Troyes*. 149. à condition &c.

CHALONS Tit.21.Art.239. En Retraict lignager si l'acheteur a terme de payer la chose achetee, soit à vn ou à diuers payemens, le demandeur & retraiant doit auoir pareil terme de payement, que l'acheteur, & doit rendre indemné & deschargé l'acheteur enuers le vendeur, ou autrement, le faire tenir quitte par ledit vendeur, de la somme dont il estoit question enuers luy pour ledit heritage, & est tenu le retraiant en bailler bonne & suffisante caution, s'il en est requis. Art.255.p. *a Sens*. Art.63. doiuent estre &c. dedans l'an & iour du contract, sans auoir esgard à la faculté de rachat.

REIMS Tit.7.Art.225. Le retraiant de l'heritage vendu par son parent à payer à certains termes, non escheus au temps du Retraict, est tenu rembourser l'acheteur entierement du sort principal: sinon que le vendeur consente par expres, que l'acheteur soit deschargé du payement du pris enuers luy, & luy rendre son obligation comme solute & acquitee: & se tienne audit retraiant pour la somme qui sera deue.

SEDAN Tit.11.Art.229. Le retraiant à pareil terme que l'acheteur, quand la vendition est faite à terme, en faisant toutesfois descharger l'acheteur enuers le vendeur de la promesse & obligation, que ledit vendeur auroit sur luy, & luy rendre son obligation cassee & nulle: autrement & à faute de ce faire, ledit retraiant sera tenu rembourser comptant au dedans de xxiv. heures le pris de la vendition, loyaux cousts & frais comme dessus. Art.237. Heritage vendu à faculté de rachat chet en Retraict, à la charge dudit Rachat: & en ce cas dure le Retraict, iusques apres l'an & iour du rachat expiré.

NIVERNOIS Chap.31.Art.9. S'il y a clause & faculté de rachat en la vente l'an & iour, qui sont ottroyez au retrayant pour faire & commencer ses diligences ne commencent à courir à l'encontre du retraiant, sinon apres ledit rachat expiré

MONTARGIS Chap.16.Art.16.p. *a Sens*. Art.63. peut estre Retraict &c. durãt ladite faculté de remeré &c. apres iceluy remeré, soit que ledit remeré soit &c.

k L'an du retraict lignager en vente faite sous faculté de remeré, commence à courir du iour du contract seulement comme le porte quelques Coustumes: mais les autres disent qu'il ne commẽce auoir cours que du iour de la grace finie & expiree: & les aucunes du contract, mais que les lignagers ne laissent pourtant de pouuoir vser du Retraict encores apres le temps de la grace & faculté expiré. D'autant que pendant telles graces & facultez l'acquereur n'est pas proprement S. qui luy peut estre ostee par le vendeur. Il n'est pas S. incommutable, parce que le tẽps apposé audit contrat met en suspens telle Seigneurie & proprieté. Le temps ne court pendãt la grace: parce que toutes & quãtesfois que le tẽps est mis & aposé à quelque acte dependant du futur euenemẽt ou du faict d'autruy, tel tẽps ne court iamais pendant le douteux & incertain euenement, cõme aucuns Docteurs ont remarqué. Mais Faber & Guido Papa sont de contraire & veulẽt que le temps du Retraict, qui de soy est odieux, soit plustot restraint que amplifié, afin que les choses ne demeurent long tẽps incertaines Ferronus sur la Coustume de Bourd. traicte ceste question fort amplement.

Source : BIU Cujas

ORLEANS Tit.18 Art.393. 1 p. *a Sens.* Art.63. durant ladite faculté de remeré, & dedans l'an & iour apres ladite faculté finie, ſoit qu'elle ſoit accordee hors ou dedans le contract de vente, & auparauant ou depuis.

NORMANDIE Chap.18. Art.446. Toutes † conditions retenues par les vendeurs doiuent eſtre inſerees dans les contracts de vendition, & publiees : autrement on n'y aura aucun eſgard, & ne ſeront les clamans tenus les accomplir. Art.465. L'acquereur encores qu'il ait fait delais & obey à la clameur, peut dedans trente ans demander l'heritage à luy vendu, ſi fraude a eſté commiſe en la clameur.

TOVRS Tit.16. Art 155. Et †† ſi les deniers du ſort principal de l'achat n'auoient encores eſté payez pour le tout, & y euſt tenue du reſte, le lignager ne ſera tenu rembourſer que ce qui a eſté payé & deſbourſé, à la charge toutesfois de bailler caution du reſte, auec l'hypotheque ſpeciale de la choſe retiree : & encores le premier acheteur ſera deſchargé par le retraiant lignager, qui entrera en ſon lieu & pourra eſtre executé, comme l acheteur. Art.157. Et où il y a grace par le contract de vendition, l'an & iour dudit Retraict ne court contre le lignager, ſinon apres l'an & iour de la grace finie. Art.158. Et ſi le contract de vendition eſt par eſcrit, la grace ſera par eſcrit : autrement elle ne pourra preiudicier au lignager n'au Seigneur F. Et † ſera la grace faite en la meſme forme, que le contract principal & par meſme inſtrument. Et quant aux ſupplemens & prorogations de graces qui ſe font apres, ſeront auſſi faites en la meſme forme que le premier contract. Et où ledit contract de vendition ou alienation ſeroient ſans eſcriture, la grace donnee en faiſant ledit contract, ſe pourra prouuer par 1 teſmoins, tout ainſi que la vendition. Et ſi auant la tradition, poſſeſſion ou iouyſſance reelle de ladite choſe acquiſe, le contract eſtoit reſolu du conſentement des parties & ſans fraude, il n'y aura point de Retraict. Art.189. Les †† lignagers & S. de fief peuuent auoir par Retraict les choſes vendues à grace, en gardant ladite grace au vendeur, telle qu'elle a eſte donnee par l acquereur : & durant ladite grace, ne pourront leſdits lignagers & Seigneurs demolir, ains ſeulement faire les reparations neceſſaires.

LODVNOIS Chap.15. Art.3. p *a Tours.* Art.158. n'au Seigneur de fief. Toutesfois ſi ledit contract de vendition, ou alienation eſtoit ſans &c. ou poſſeſſion reelle de &c. parties : il n'y aura &c. Art.42. Quand aucune choſe immeuble a eſté tranſportee par contract ſuiet à Retraict & grace qui depuis a eſté acquiſe & par vertu d'icelle, la choſe ſuiette a eſté reſcouſſe au moyen d'icelle, en faiſant bailler adiournement de Retrait à l'acquereur, qui a faict telle reſcouſſe, au dedans de l'an & iour de l'acqueſt de ladite grace ou reſcouſſe faite, en paiant le principal tãt de l'acqueſt de ladite grace, que de la choſe reſcouſſe, auec les loyaux couſtemens : & ne doit eſtre contraint ledit acquereur cognoiſtre au Retraict le lignager pour raiſon de ladite choſe reſcouſſe : ſinon que ledit lignager prenne tant ladite grace, que pareillement ladite choſe reſcouſſe : en payant tant le principal de ladicte grace, que de ladite choſe reſcouſſe, auec les loyaux couſtemens.

ANIOV Tit.17. Ar.362. En tous contracts d'heritages vendus auec grace, qui excede ix.ans, de rapporter l'argent, y a Retraict aux lignagers du vendeur dedans l'an & iour de la poſſeſſion prinſe, & aux S. de fief dedans l'an & iour de l'exhibition des contracts, & y a ventes. Mais en autres graces d'vn an, ii.iii.iiii.v.vi. vii.viii.ix.ans n'a ventes, telle grace durant, quand le vendeur ou ſes heritiers font les reſcouſſes dedans leſdites graces : mais neantmoins y a Retraict, comme deſſus, en gardant ladite grace. Et ne peut eſtre ladite grace donnee & r'alongee au dedans d'icelle, iuſques à neuf ans : & ſi elle excede neuf ans, ventes en ſont acquiſes au Seigneur de fief. Et ſi au moyen deſdites graces de neuf ans & au deſſous, ledit lignager veut prendre ledit Retraict, il y ſera receu : & auſſi dedans l'an apres la grace finie. Art. 363. Si l'acquereur apres la grace donnee & finie, donne autre grace au vendeur de reſcourre l'heritage vẽdu, & ralonge apres qu'elle eſt finie : nonobſtant que le tout n'excede neuf ans. Auſſi y aura Retraict au lignager de celui qui aura donné telle faculté de reſcourre, ſi la reſcouſſe ſe fait. Car à ſon lignager droict de Retraict a eſté acquis, puis qu'icelle grace a eſté finie. Art.364. Le pris de la grace achetee par l'acheteur ſe mettra en abondance auec le principal en cognoiſſance de Retraict, ſoit lignager ou Feodal. Lequel pris d'icelle grace, & les couſts & miſes, qui en dependent auec le pris principal, le ligna-

en abondance auec le principal, quand le Retraict a lieu.

1 L'ordonnance de Mou'ins Art. 54. doit eſtre gardee.

† *Ceſt Ar.391. eſtoit le 295. de l'ancien Couſtumier: & ce qui a eſté adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

Conditions doiuent eſtre inſerees és contracts de vente.

† *Ceſt Ar.446 eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Acquereur dãs trente ans peut retourner à l'heritage, s'il y a eu fraude commiſe au Retraict.

†† *Ceſt Ar.155 eſt de nouuel adiouſté.*

† *Ces mots, Et ſera la grace, &c. iuſques à ces mots, premier contract, ſont de nouuel adiouſtez, & ce pour plus grande explication.*

Supplemens & prorogations ſe font faites en la meſme forme que les contrats

Retraict n'a lieu quand le cõtract eſt reſolu ſans fraude auãt la tradition, poſſeſſion ou iouiſſance reelle de la choſe.

†† *Ceſt. Ar. 189. eſt mis au lieu du 33. Ar. ancien.*

Ventes ſont deues és cõtracts de vente d'heritage auec grace non excedant ix ans.

Retraict a lieu en ventes à grace non excedant ix. ans, encores qu'il n'y ait Retraict.

Ventes ſont deues quand la grace eſt prolongee, excedant les ix. ans.

Pris de la grace achetee ſe met

Source : BIU Cujas

Supplement fait par l'acquereur par auctorité de Iuſtice, ſe doit rẽbourſer, auãt adiournement baillé, & ſans fraude.

ger ou S.F. ſ'il prend le Retraict, ſera tenu rembourſer à l'acquereur. Art.365. Et à ſemblable le ſupplement fait par l'acquereur par auctorité de iuſtice, & ſans fraude, auant adiournement à luy baillé en demande de Retraict ou ſaiſine miſe ſur les choſes par luy acquiſes, iuſques à ce qu'on l'ait trouué pour luy bailler ledit adiournement, ſe mettra en abondance auec ledit principal: mais ſ'il faiſoit tel ſupplement apres leſdits adiournement ou ſaiſine, il n'en ſeroit aucunement rẽbourſé par le lignager. Art.393. Si aucun vend ſon heritage, rente ou autre choſe immeuble, auec grace & faculté de certain temps de le reſcourre, en rendant & payant les deniers, le lignager l'aura par Retraict: ſi l'aura le S. de fief, ſi le lignager ne le veut prendre, durant le temps de la grace, que l'acquereur aura donné en faiſant ledit contract: à la charge de garder icelle grace. Et ſi la grace paſſee, encores aura le lignager le Retraict dedans l'an & iour de la grace finie, ou de la poſſeſſion prinſe. Et au regard de la rente qui ſeroit deue à deux ou pluſieurs termes en l'an, auant qu'on ſe puiſſe aider par tenement, poſſeſſion ou preſcription contre les lignagers qui demandent le Retraict d'icelle: il faut à l'acquereur à ce qu'il ſ'enpuiſſe defendre de tout * ne de partie, auoir eu poſſeſſiõ de toute la rẽte par an & iour à compter d'iceluy apres les termes paſſez de tous les payemens: & ne ſuffiroit pas d'auoir eu poſſeſſion de partie de la rente.

* *Aliàs, ou de partie. Maine.*

LE MAINE Tit.18. Art.372. p. *à Aniou.* Art.362. icelle grace durant &c. font la reſcouſſe, ſi par ledit contract, appert ladite grace auoir eſté donnee: & peut eſtre ladite grace donnee & r'alongee au dedans d'icelle, iuſques à ix. ans: & ſi elle excede &c. Art.373. p *à Aniou.* Art.363. ou ralonge &c. en rapportant &c. incontinent apres &c. Art.374. p. *à Aniou.* Art.364. par l'acquereur auparauant l'adiournement baillé en demande de Retraict ſe mettra &c. Art. 375. p. *à Aniou.* 365. le ſupployement fait ſans fraude par l'acquereur auant l'adiournement &c. ſupployement apres ledit &c. Art. 403. p. *à Aniou.* Art. 393. de la reſcourre &c.

BLOIS Chap. 16. Art.206. Si l'acquereur donne grace & remeré au vendeur de retirer ſon heritage par luy vendu, le parent dudit vendeur, peut venir demander par Retraict ledit heritage, durant ledit remeré: & au dedans de l'an & iour, apres la grace finie & donnee au vendeur.

CHABRIS Chap.6. Art.24. p. *à Sens.* Art.63. peut eſtre retrait durant ledit remeré, & dedans l'an & iour apres iceluy remeré fini &c. dedans les lettres du contract.

Le profit de contract de vendition vient au lignager auec les meſmes charges conditions & qualitez portez par le premier contract, & par conſequent les meſmes payemẽs

BERRI Tit.14 Art.19. Par le Retraict lignager le profit de contract de vendition, doit venir entierement auec ſes qualitez au retraiant: en maniere que ſ'il y a terme ou delay donné de payer le pris de ladite vendition ou partie d'iceluy au vendeur, ſuffira audit cas que le retraiant ſ'oblige & baille caution Bourgeoiſe, qui renoncera ſpecialement au benefice de diſcuſſion, de payer le pris au principal vendeur és termes & iours conuenus au contract de vendition.

† *Ceſt Ar.474. 476. & 484. ſõt accordez pour Couſtume nouuelle, en ce que touche les trois mois.*

BOVRBONNOIS Chap.29. Art.470. En choſe achetee pour certain pris payables à certains termes, le retraiant a leſdits termes, en donnant bonne ſeureté au vendeur de payer éſdits termes. Et ſi ledit retraiant ne le fait, il &c. p. *à Sens.* 54. n'eſt receu ne baillé argent ou gage à l'acheteur ou vendeur. Art. 474. Si † aucun baille ſa terre, fief & Seigneurie à ferme, ou la vend à titre de remeré à certain tẽps tel fermier ou acquereur peut auoir par droit de prelatiõ, les choſes acquiſes mouuans & tenues dudit fief ou cenſiue par contract ſuiet à Retraict, durant le temps de ſadite ferme ou vente, & en peut iouir & prẽdre les fruits, cõme des autres choſes de ladite ferme ou Seigneurie acquiſe. Et ladite ferme finie, ou en rachetãt par ledit vendeur la choſe par luy vendue audit titre, les acheteurs ou fermiers ſont tenus exhiber aux S. vendeurs, ou qui ont baillé à ferme les contrats deſdites acquiſitions par eux faites: apres laquelle exhibition, ils peuuent recouurer dedans le tẽps de trois mois introduits par la Couſtume, ſur ledit fermier ou acheteur leſdites choſes prinſes par puiſſance de fief ou droit de prelation, en lui rendãt le principal & loyaux couſts, & en luy payant les ventes qui en euſſent eſté deues, ſi ledit Retrait de rachat n'euſt eſté fait. Et ſi ledit S. ne le fait dedans ledit temps, leſdites choſes demoureront à perpetuel audit fermier ou achereur, en paiant audit S. les charges anciennes & accouſtumees des choſes ainſi acquiſes: ſinõ que ledit S. euſt reſerué les droits de retenue, en faiſant ladite ferme. Art.475. Et eſt obſerué le ſemblable quãt és Douairieres & vſufruictieres, & ſe cõptent leſdits trois mois apres l'vſufruit & douaire fini: ſi n'eſt que leſdites lettres d'acquiſition euſſent eſté exhibees par leſdites douairieres & vſufruictieres audit S. proprietaire: auquel cas le tẽps de trois mois court du iour de ladite exhibition. Art.476. Et ſi durant ladite ferme, le fermier achete aucune choſe ſuiete à retrait, à cauſe de ladite S. le S. bail-

Fermier ou acquereur ſous faculté, ont le Retraict des choſes acquiſes durant leur ferme ou pendant la grace: & icelles finies les S. les peuuent retenir, en les rembourſant.

Douairieres ou vſufruitieres ont la Retenue des choſes vendues ou alienees pendãt leur douaire.

Source : BIU Cujas

leur peut trois mois apres l'exhibition du contract à luy faite, recouurer leſdites choſes ainſi vendues, en paiant les lods, ventes, ſort principal, & loyaux couſts auſdits fermiers. Et ſi leſdits S. bailleurs acquierent pendant ladite ferme aucune choſe mouuant du cenſif, compris en ladite ferme, ils en doiuent lods & ventes: mais ne peut le fermier la prẽdre par droit de prelation, ſ'il n'y a conuenãce au cõtraire. Art. 484. Si la choſe vendue à titre ou faculté de remeré, eſt retraite par le lignager S.F. ou direct auant ladite faculté expiree: & apres ledit vendeur vẽd ladite faculté de remeré, elle eſt retraiable dedãs iii mois apres ladite faculté de remeré expiree.

Des choſes achetees par le fermier durant ſa ferme, quand elles ſont mouuãs de la Seigneurie donnee à ferme.

LA MARCHE Chap. 20. Art. 284. Droict de Retraict lignager, prelation ou Retenue appartiennent aux Seigneurs & lignagers, des l'heure de l'acquiſition faite par l'acheteur: poſé qu'en icelle faiſant, il ait dõné temps & faculté de rachat. Toutesfois le temps ne court point contr'eux, que apres le temps du rachat paſſé, & que l'acquereur en aura prins actuelle poſſeſſion.

BOVRDEAVX Chap. 2. Art. 15. Les lignagers pourront recouurer & retenir les choſes vendues à remeré ou terme de recours, dedans l'an & iour, à compter du iour apres le dernier iour du pacte du remeré paſſé. Et ſi le lignager veut auoir & retenir la choſe vendue pendant le remeré, le pourra faire auec ſemblables, pactes & conditions, qui auront eſté accordees entre l'acheteur & le vendeur. Art. 16. Si l'acheteur a baillé faculté de remeré de v. ans, & apres le vendeur de la choſe vend la faculté de remeré, le temps ne court au lignager, ſinon qu'icelle vendition de ladite faculté ſoit enregiſtree au Greffe: & audit cas ſera tenu l'acheteur de aller en iugement en expediant la Cour du Iuge ordinaire des lieux, qu'il a acheté la faculté de remeré, & le faire enregiſtrer audit Greffe.

Faculté de remeré ſera enregiſtree au Greffe: autrement ne courra ledit temps de Retraict.

LA SALLE DE LILLE Tit. 11. Art. 9. Le retrayant apres l'heritage à luy adiugé ou recognu & rembourſement fait, eſt comme ſubrogé au lieu de l'acheteur, tenu & obligé au contenu du marché, & iceluy acheteur du tout en eſt deſchargé.

ACS Tit. 10, Art. 12. Quand la vendition eſt faicte auec pacte de remeré, le lignager peut venir au Retraict dedans l'an & iour du contract & poſſeſſion prinſe ô la charge dudit pacte. Art. 13. Et ſi le lignager n'y vient dedans ledit temps, faut qu'il attende le terme du remeré, apres lequel paſſé peut encores venir dedans an & iour à compter dudit terme fini.

Acheteur aiãt vendu dedans l'an & iour l'heritage par luy acquis ſuiet à retraict: le doit rẽdre au lignager ou bien faire appeller le ſecond acheteur. Auquel cas on ne rend que les deniers de la premiere vente, & non de la ſecõde.

BAR Tit. 10. Art. 145. En vente faite ſous faculté de rachat, y a Retraict durant l'an & iour de la vendition ſeulement.

MELVN Chap. 7. Art. 148. Si l'acheteur de l'heritage retrayable, l le vend dedans l'an & iour de ſon achat, & il eſt depuis adiourné dedans ledit an pour delaiſſer par Retraict, il ſera tenu le rendre du moins faire appeller & †† faire comparoir celuy auquel il l'aura vendu pour reſpondre audit Retraict: & ne ſera tenu le retraiant rendre & rembourſer audit acheteur que le pris porté és lettres de la premiere vente: ſuppoſé que depuis icelle vente ledit heritage ait eſté reuendu à plus grande ſomme.

†† Ces mots, Et faire comparoir celuy auquel il l'aura vẽdu pour reſpondre audit Retraict, ont eſté adiouſtez pour plus grande explicatiõ de l'ancienne Couſtume.

SENS Tit. 7. Art. 57. Le † Retraict d'vn heritage ſe doit pourſuir contre l'acheteur: & ſi ledit heritage eſt reuendu auant l'adiournement à autre qui ne ſoit lignager, on ſe peut addreſſer au detenteur ou contre le premier acheteur, ou contre les deux enſemble.

Retraict lignager cõtre qui ſe doit pourſuiure cõtre le premier acheteur, ou contre le detenteur ou le ſecõd acheteur: ou bien contre tous deux enſemble.

AVXERRE Tit. 7. Art. 177. L'action de Retraict ſe doit intenter contre l'acheteur: & ſi l'heritage eſt reuendu auant l'adiournement de Retraict, on ſe peut addreſſer au detenteur ou premier acheteur. Art. 178. Si †† l'heritage eſt reuendu par le premier acheteur le retraiant ne ſera tenu payer plus grãde ſomme, que celle de la premiere acquiſition, auec les frais & loyaux couſts d'icelle.

BAR Tit. 10. Art. 150. Si aucun ſoy diſant lignager fait adiourner l'acqueſteur & que dedans l'an & iour ledit acqueſteur luy conſent le Retraict, & a reuendu l'heritage par lui acquis à perſonne eſtrange, le vray lignager qui viendra apres dedans l'an & iour ſera receu, & l'adiourné tenu de luy rẽdre l'heritage, de moins appeller celuy, auquel il aura cedé ledit heritage pour ſouffrir le Retraict Et ſuppoſé que de la premiere vente l'heritage euſt eſté vendu plus grande ſomme, ſi ne ſera tenu le retrayeur de payer ſinon la premiere ſomme & loyaux couſts à cauſe des abus, qui ſ'y peuuent commettre: ſauf au dernier acqueſteur ſon recours contre ſon vendeur. Et pourra le retrayeur ſ'addreſſer contre le detenteur ou acqueſteur.

‡ L'Art. 57. eſt mis au lieu des anciẽs abrogez.

Lignager n'eſt tenu que de payer le 5. denier du premier contract.

CLERMONT Tit 2. Art. 7. Si le vendeur de ſon propre heritage, ſ'eſt d'iceluy deſſaiſi au profit d'vn acheteur, & tel acheteur le reuend, donne ou tranſporte à quelque autre perſonne, le retrayant lignager ſera receuable à ſoy addreſſer

†† Le 178. Art. eſt de nouuel introduit.

l La raiſon de ceſt Art. 148. depend de ce que nous tenons l'action en Retraict eſtre in rem ſcripta, & regarder la choſe vẽdue & ſe pourſuit non ſeulement contre le premier acheteur, mais auſſi contre tous ſeconds acheteurs & autres poſterieurs acheteurs & poſſeſſeurs ou detenteurs: ainſi qu'il eſt porté par pluſieurs couſtumes. Nous auõs declaré cy deſſus que l'action en Retraict lignager ſe peut intenter par deuant le Iuge du lieu, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt du 23. Decembre 1545. ou par deuant le iuge du domicile de l'acheteur, comme il a eſté iugé par Arreſt du 19. Mars 1557. & par conſequent aucuns eſtiment qu'elle eſt mixte Ceſte action eſt fort fauorable, combien que aucuns eſtiment eſtre rigoureuſe ou de Droict eſtroict.

Source : BIU Cujas

Par plusieurs Arrests de la Cour de Parlement il a esté defendu aux Presidiaux de iuger presidialement, & par iugement souuerain en matiere de Retraict, nonobstant les restrinctions faites par les parties: par ce que les choses suiettes à Retraict lignager sont inestimables pour l'affection qu'on a de re-vnir à la famille. Iugé par plusieurs Arrests des premier Decembre & 28. Auril, 1564. & du peaultieme Auril 1566. contre les Presidiaux de Prouins, & 20. iour de Nouembre 1570. & contre vn Conseiller le 10. Iuillet 1576. & contre les Presidiaux d'Aniou le 19. Feurier 1580. par lesquels Arrests il est defendu à tous Iuges Presidiaux de ne iuger en dernier ressort ou presidialement, & par iugement souuerain des matieres de Retraict lignager. Voyez ce qui a esté noté en la Conference des Ordonnances liure 1. Tit. 23.

contre le premier acheteur, si bon luy semble, comme reputé possesseur dudict heritage, ou contre le second & dernier acheteur, endedans l'an & iour de la vendition, ou de la saisine sur ce faite: en rendant, comme dessus, le pris du principal achat & loyaux coûstemens de la premiere acquisition tels que de raison.

† *Le 150. est de nouuel introduit.*

VALLOIS Tit. 11. Art. 150. Si † le vendeur de son heritage, &c. p. à *Clermont.* Art. 7. & tous loyaux, &c.

TROYES Tit. 9. Art. 163. Le Retraict, &c. p. *à Sens.* 57. intenter contre, &c. du Retraict, on se peut, &c.

VITRY Tit. 12. Art. 127. Le retrayeur se doit addresser & faire l'adiournement contre le detenteur dudit heritage ainsi vendu. Toutesfois où celuy retrayeur auroit fait adiourner le premier acheteur auant qu'il eust mis hors de ses mains ledit heritage, il sera poursuy touſiours par le demandeur. Car il ne pouuoit mettre ledit heritage hors de ses mains, puis qu'il estoit auparauant adiourné. Et si ne rendra ledit retrayeur que les deniers que ledit premier acheteur en a desbourſez.

LAON Tit. 17. Art. 248. Si l'heritage suiet à Retraict auoit esté reuendu, ou autrement aliené par le premier acheteur dedans l'an & iour de la premiere vendition, & que par le moyen de diuers cõtracts, il eust esté en plusieurs mains, est touſiours le lignager bien receuable de le retraire du detenteur dedans ledit temps, en offrant les deniers de la premiere vendition, auec les loyaux couſts comme dessus, à quelque titre ou condition que l'ait eu ledit detenteur.

CHALONS Tit. 21. Art. 243. Si l'heritage vendu & suiet à Retraict a esté reuendu par le, &c. p. *à Laon.* Art. 248. si est touſiours, &c. couſtemens, &c. titre, charge, &c. detenteur, du premier acheteur ou d'autre.

†† *Cest Art. 205. est amplié, en ce qu'il est permis au demãdeur en Retraict de s'addresser contre le premier acheteur, qui depuis & dedans l'an & iour auroit vendu l'heritage suiet à Retraict.*

REIMS Tit. 7. Art. 205. Il †† est au chois du demandeur en Retraict lignager de s'addresser contre le premier acheteur, qui depuis & dedans l'an & iour, auroit vendu l'heritage suiet à Retraict, ou bien contre le second acheteur & detenteur dudit heritage. Auquel il sera tenu seulement payer, ce que le premier acheteur aura desbourſé: sauf au second acheteur son recours contre iceluy premier acheteur. Art. 216. p. *à Laon* 248. a † esté, &c. il ait esté, &c. mains, le parent & lignager est receuable neant-moins à le retraire, &c. auec les frais & loyaux couſts, comme dessus.

† *L'Article 216. est de nouuel introduit: & certain Art. ancien abrogé.*

PONTHIEV Tit. 9. Art. 142. Si vn personnage, contre lequel on auroit fait adiournement pour auoir par Retraict aucun heritage, vandoit depuis ledit adiournement ou transportoit iceluy heritage à autre main, il ne doit preiudicier que le retraiant, qui auroit fait faire ledit adiournement ne deuſt & doiue auoir ledit heritage, se il estoit à luy demandeur retrayable, selon lesdites Coustumes sans auoir regard à l'alienation, que auroit fait depuis ledit adiournement ledit adiourné.

Alienation faite durant l'an & iour ne porte aucun preiudice au retraiant.

DVCHÉ DE BOVRG. Chap. 10. Art. 12. Le lignager, qui veut faire la Retraicte dudit heritage peut agir contre l'acheteur ou detenteur dudit heritage.

COMTE DE BOVRG. Chap. 13. Art. 79. Le parent peut auoir la chose vendue, ou Retraicte à lieu, pour intenter son action à l'encontre de celuy qui possede la chose vendue: suppolé que ledit possesseur ne l'ait point à cause du premier vendeur.

NIVERNOIS Chap. 31. Art. 13. Le retraiant n'est tenu de payer, que le pris, sort principal & loyaux couſts de la premiere vente: encores que la chose dont est queſtion ait esté vendue à plusieurs fois, dedans l'an & iour du Retraict.

MONTARGIS Chap. 16. Art. 24. Si l'adiourné en Retraict lignager, auant que l'adiournement ait esté faict, a disposé de l'heritage, & ainsi le declare & afferme en iugement auoir esté fait sans fraude, & nomme le cessionnaire & sa demourance, l'action du Retraict est perpetuee & se peut poursuir contre

Action de Retraict lignager.

Source : BIU Cujas

ger ſe peut pourſuiure contre le ceſſionnaire ou detenteur, apres que le premier acheteur a faict declaration & jerment en iugement de l'auoir tranſportee ſans fraude.

les ſubſequens acheteurs ceſſionnaires ou detenteurs, apres l'an & iour paſſez, iuſques à vn an apres la declaration faite. Et ſ'il ne fait ladite declaration ou ſoit refuſant, il ſera tenu proceder. Et s'il nomme, ſuffira pour pourſuir le ceſſionnaire, faire les adiournemens au lieu dont eſt queſtion audit Retraict.

ORLEANS Tit.18. Art.369. p. *à Montargis.* Art. 24. luy ait eſté fait, auoit aliené l'heritage. & que ainſi, &c. iugement: l'action, &c. contre les autres acheteurs & ceſſionnaires, apres l'an & iour paſſez, en faiſant appeller leſdits acheteurs dedans xl. iours apres qu'il aura eſté aduerty de l'alienation faite par le premier achereur.

NORMANDIE Chap.18. Art.460. Si l'heritage eſt vendu pluſieurs fois, & à diuerſes perſonnes dans l'an & iour de la premiere vendition, les parens des vendeurs ſont receus à eux clamer chacun en leur ordre: & ſont preferez les parens du premier vendeur à ceux du ſecond, & ainſi ſubſecutiuement des autres.

Parens & lignagers ſont receus chacun en ſon ordre à la Clameur, nonobſtant les alienations faictes dans l'an & iour.

ANIOV Tit.17. Art.400. Si aucun acquiert aucuns heritages & choſes immeubles pour aucun pris & ſomme de deniers, & ledit acquereur les reuend plus grand ſomme: les lignagers du premier alienateur ou le S. de Fief, en aura le Retraict dedans l'an & iour du premier contract, ou de la poſſeſſion prinſe pour le premier pris, en faiſant ſa diligence dedans le temps deſſus declaré: mais le ſecond acheteur aura ſon recours de deſdommagemẽt contre ſon vendeur, au regard de ce qu'il excederoit le principal du premier contract. Art. 409. Et ſi ainſi eſtoit que tel acquereur parauant l'adiournement euſt tranſporté l'heritage, & neant-moins l'exploitaſt & poſſedaſt au temps de l'adiournement, il ſeroit tenu de reſpondre à la demande dudit demandeur, s'il confeſſoit: & s'il le nyoit, en prouuant qu'il fut poſſeſſeur de l'heritage au temps de l'adiournement, il ſera receuable à intenter & pourſuiure la demande en ladite matiere de Retraict.

LE MAINE Tit.18. Art.411. & 420. p. *à Anjou.* Art.400. & 409.

GRAND PERCHE Tit.10. Art.196. Si l'acquereur de l'heritage ſuiet à Retraict, le vend ou autrement aliene dedans l'an & iour qu'il eſt ſuiet a Retraict, à plus grand pris qu'il ne l'auroit acquis, le lignager le peut auoir & retraire dedans l'an & iour de la premiere acquiſition, en rembourſant le pris & loyaux couſts d'icelle. Art.198. Si l'acquereur depuis l'adiournement à luy baillé en Retraict, tranſporte l'heritage à perſonne priuilegiee ou autre, eſt tenu faire comparoir en iugement celuy auquel il a faict tranſport: lequel ne peut decliner la iuriſdiction ſous couleur de priuilege ou autrement Et où ledit cedant ne feroit comparoir le ceſſionnaire, ſera neant-moins procedé contre le cedant, & le iugement donné contre luy, ſera executoire contre ledit ceſſionnaire, pour le regard de l'heritage adiugé par Retraict. Art.199. Et où auparauant ledit adiournement, ledit acquereur l'auroit tranſporté, le doit declarer à la premiere aſſignation: & en ce faiſant demeure deſchargé, & l'adiournement à luy baillé interrompt la preſcription annuelle, contre celuy, auquel il l'auroit tranſporté, & tous autres ceſſionnaires.

BLOIS Chap.16. Art.205. Si heritage ſuiet à Retraict eſt vendu par le premier acquereur plus grand ſomme de deniers, qu'il n'a baillé au parent & lignager de celuy qui le demande auoir par cauſe de Retraict: en ce cas ledit lignager n'eſt tenu de rembourſer ledit ſecond acquereur, que de la ſomme payee au premier vendeur. Art.210. Si vn acheteur d'heritage le tranſporte audedans de l'an du Retraict, l'adiournement fait au premier acquereur, vaudra & tiendra: & ſera tenu faire venir & repreſenter ceux, à qui il aura tranſporté.

BERRY Tit.14. Art.17. Si l'acheteur de l'heritage propre & ſuiet à Retraict lignager, vend iceluy, le nouuel acquereur pourra eſtre conuenu & pourſuiuy audit Retraict: pourueu que le retrayant ſoit dedans les lx. iours, tout ainſi & par la maniere que euſt eſté le premier acheteur: & auec ledit ſecond acheteur pourra le retrayant conuenir le premier acheteur, ſi bon luy ſemble: & ne ſera tenu rembourſer, ſi n'eſt le pris & loyaux couſts de la premiere vendition.

BOVRBONNOIS Chap.29. Art. 460. Les diligences faictes par les lignagers, S.F. ou directs à l'encontre de l'acquereur dedans le temps de la Couſtume, leur ſeruent & profitent: en telle maniere, qu'en quelques mains que ledict heritage ſoit ou puiſſe eſtre tranſporté, le detenteur d'iceluy, eſt tenu le laiſſer au

Source : BIU Cujas

retraiant, s'il eſt capable de le faire, en payant par le retraiant ſeulement les deniers, frais & loyaux couſtemens de la premiere vente: ſauf le recours audit ſecond acheteur contre ſon vendeur, & recouurer à l'encontre de luy, ſi plus en a payé que de la premiere vente.

AVVERGNE Chap.23. Art. 12. La Retenue a lieu à l'encontre du ſecond acheteur, ou autre quelconque tenant & poſſedant l'heritage vendu par ledit lignager.

LA MARCHE Chap.20. Art.287. On ſe peut addreſſer en matiere de Retraict lignager ou prelation, contre l'acquereur ou contre le detenteur de la choſe acquiſe.

Comme le lignager doit faire ſes offres, & comment.

POICTOV Tit.10. Art.352. Quand l'acheteur dedans l'an de l'achat vend & eſchange ou par autre contract tranſporte ladite choſe qu'il a euë par contract de vente ou equippollent à vente, le lignager du vendeur peut venir au Retraict dedans l'an & iour de la premiere vente: & peut offrir le Retraict à celuy qui tient la choſe, ſ'il ſçait qui il eſt: ſinon il peut offrir au premier acheteur dedans ledit an & iour. Et eſt tenu ledit acheteur declarer audit retraiant, à qui il a tranſporté ladite choſe. Et lors ledit retraiant doit d'abondant aller promptemẽt deuers celuy, que ledit acheteur aura nommé, & luy offrir ledit retraict: le †† tout par la forme & maniere cy deſſus. Art.353. Et ſi c'eſtoit pres de la fin de l'an & iour, que bonnement il ne peut faire dedans ledit an & iour, ſoit en Retraict lignager ou conuentionnel, ne doit pour ce laiſſer à luy faire offre de Retraict promptement, & le pluſtoſt qu'il pourra, meſmement quand il a offert au premier acheteur dedans ledit an & iour. Car attendu qu'il ignoroit que l'autre euſt acquis la choſe, & qu'il a fait ſes diligences au premier acheteur, ledit temps de Retraict ne doit courir contre luy.

†† *Ces mots, le tout, &c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez en conſequence des Art. precedens.*

ANGOVMOIS Chap.5. Art.63. Et ne court le temps de la Couſtume contre celuy, qui a fait offres, iuſques à ce que l'acheteur luy ait declaré celuy, à qui il a tranſporté ladite choſe: pourueu toutesfois que du coſté du demandeur, n'y ait notable negligence à pourſuiure le premier acheteur, pour nommer celuy, à qui ladite choſe auroit eſté reuendue. Article 73. Si le lignager venant pres du bout de l'an & iour, au Retraict de la choſe par ſon parent vendue, & aduerty par l'acheteur qu'elle a par Retraict ou autrement eſté tranſportee à autre: ce neant-moins & combien que l'an & iour expire, il doit le pluſtoſt qu'il pourra faire offre de Retraict à celuy, à qui auroit eſté fait ledit tranſport, & par luy y doit eſtre receu, combien qu'il ſoit hors ledit an & iour, attendu qu'il a faict ſon offre dedans l'an audit premier acheteur, & qu'il auoit cauſe d'ignorer ledit tranſport.

Lignager comme ſe doit gouuerner, ne pouuant dedãs l'an & iour faire offre de Retraict à celuy, auquel le premier acquereur dit auoir faict tranſport.

BORDEAVX Chap.2. Art.10. Si ledit acheteur, qui auſſi auroit receu au Retraict autre lignager, ou auroit trãſporté la choſe à autre ne declare & nõme celuy qu'il auroit receu audit retraict, ou autre, à qui il auroit trãſporté la choſe, & le notifie au lignager qui viẽt au retraict, iceluy lignager en peut auoir ſon recours & actiõ cõtre luy pour ſon intereſt, & ne court le temps dudit Retraict cõtre luy, iuſques à ce qu'il ſoit & puiſſe eſtre informé, qui eſt celuy, à qui ledit acheteur a trãſporté la choſe, à qui elle appartiẽt: pourueu toutesfois qu'il n'y ait negligence notable. Art.11. Et ſ'il eſtoit ſi pres, &c. p. *à Poictou.353.* Retraict conuentionnel ou par proximité de lignage, pourtant ne doit laiſſer, &c. preſtement & le pluſtoſt, &c. qu'il ignore que l'autre euſt la choſe, &c. acheteur, duquel eſtoit preſomption qu'il la tint, ledit temps, &c. auoir cours contre, &c.

Le temps de Retraict ne court contre le lignager ayant faict offres, iuſques à ce que l'acheteur ait nommé & declaré celuy, à qui il a tranſporté la choſe.

SÉDAN Tit.11. Art.238. L'acheteur ſe peut deſſaiſir, vendre, donner, ou tranſporter l'heritage à luy vendu pendant le temps de Retraict lignager, & auparauant l'adiournement, & non depuis, au preiudice du lignager: en maniere que ſ'il le faict depuis l'adiournement, il pourra touſiours eſtre pourſuiui, nonobſtant les alienations depuis par luy faites, & neant moins les iugemens & ſentences contre luy donnees, ſont executez quant au principal contre ceux, auſquels auroient eſté faites leſdites alienations. Article 240. Le retrayant lignager, qui veut retraire aucun heritage ſur le ſecond, tiers ou autre acheteur dedans le tẽps de Retraict, rendra ſeulement le pris de la premiere acquiſition: ſauf à l'acqueſteur, ſur qui ſera fait ledit Retraict, ſon recours contre ſon vendeur, pour le pardeſſus du pris.

Acheteur comme peut vẽdre la choſe ſuiette à Retraict auãt l'adiournement, & non depuis.

DVNOIS Chap.15. Art.84. Si l'acquereur d'vn heritage propre, en choſe ſuiette à Retraict, auant ſon acquiſition a faict ou faict faire prinſe de la choſe retrayable, à quelque temps, le lignager en retraiant tel heritage l'aura purement & ſimplement auec le droict de prinſe, en payant les loyaux couſts & miſes.

Lignager ſeulement tenu de rendre les deniers de la premiere vente.

Lignager aura le retraict auec le droict de prinſe, en payãt les loiaux couſts & miſes.

Source : BIU Cujas

LILLE Tit.7. Art.96. Le reprendant d'aucune maison & heritage aux titres que dessus, ou l'vn d'iceux, apres la chose reprinse à luy recongnue, adiugee & demouree, est subroguié au lieu de l'acheteur, & partant tenu & obligé au contenu du marché : & l'acheteur du tout en deschargié. Au cas toutesfois que le retraiant face les deuoirs que dessus, touchant le rembourſement des deniers à Dieu, Carité, principaux deniers & leaux coustemens, endedans le temps cy deuant limité. Et en faute de ce faire demeure ledit acheteur en son marché, comme il estoit parauant ladite Retraicte requise.

CHALONS Tit.21. Art.229. Et combien que le retraiant ne soit plus prochain du vendeur du costé & ligne, dont luy est venu ledit heritage : toutesfois s'il a esté recognu par l'acheteur, & le Retraict executé, ne doit estre euincé d'iceluy Retraict par autre plus prochain parent dudit vẽdeur: encores que la recognoissance ait esté faite extraiudiciairement, sans adiournement & solennité de Iustice.

TOVRS Tit.10. Art.183. En Retraict cognu † en iugement n'a qu'vne adiudication : pourueu que les choses soient prises par le lignager, & †† qu'il y ait eu adiournement baillé auparauant la cognoissance: & toutesfois si ledict Retraict est prins & executé reaument & de faict par l'vn des lignagers, auparauant l'an & iour, le fils ou fille, frere ou sœur du vendeur seulement, & non autres, pourront au dedans de trois mois apres ladite execution, r'auoir lesdictes choses, en refondant le sort principal & loyaux coustemens, salaires & vacations du premier lignager, moyennant que lesdits trois mois soient audedans de l'an & iour de la possession prinse par l'acquereur. Art.184. Si deux lignagers font bailler adiournement en diuerses Cours au dedans de l'an & iour, la cognoissance ne se pourra faire au preiudice l'vn de l'autre: mais † ce sera à la charge de l'adiournement ia baillé. Art.191. Retraict fait hors iugement, est reputé vendition, & en seront faites les recognoissances en plain iugement & plaine audience.

LODVNOIS Chap.15. Art.26. En vn Retraict n'a, &c. p. *à Tours*. 185. qu'il soit fait cogny & executé : & est à entendre que si executé n'estoit, supposé qu'il eust esté cogny, pourrant l'vn des autres lignagers ne seroit forclos à auoir lesdites choses alienees par Retraict : mais en venant dedans le temps deu, comme dit est, les pourront auoir nonobstant ladite cognoissance premiere non executee. Art.27. p. *à Tours*. 184. du iour, &c. *iusques a ce mot*, l'autre, *inclus*. Art. 34. & 35. p. *à Tours*. 191. Et seront faites les cognoissances de Retraict, &c. Art. 40. Et quand l'adiourné en clain de Retraict aura cognu le lignager en son absence, telle cognoissance de Retraict sera signifiee à sa personne ou domicile, si aucun en a, en la Seigneurie de Lodunois : sinon par attache mise & apposee à la porte de l'Auditoire, si Auditoire y a, ou aura esté faite ladite cognoissance. Et où il n'y auroit Auditoire, sera signifiee ladite cognoissance par attache mise & apposee par le premier Sergent en la presence de deux Records, à la porte de l'Eglise Parochiale du lieu, où aura esté faite ladite cognoissance : laquelle cognoissance & attache ledit Sergent sera tenu signifier à deux des prochains voisins dudit Auditoire, ou de ladite Eglise Parochiale, en leur faisant sçauoir, que si ledit lignager ne vient dedans vi. iours apres ladite affixion, audit Auditoire, si aucun en y a : sinon à la maison dudit Sergent, apporter ses deniers, il demourera forclos dudit Retraict : & s'entend ladite Coustume *etiam* contre les mineurs.

ANIOV Tit.17. Art.375. Pource que quand le lignager a fait adiourner l'acquereur sur Retraict, ce n'est pas raison que les deniers soient dilayez à celuy acquereur, à ce qu'il en puisse faire ailleurs son profit, au premier iour assigné, par le premier adiournement de Retraict, vienne ou non le lignager, l'acquereur sera receu à cognoistre le Retraict en son absence ou presence, nonobstant que le demandeur vousit prendre m attente de conseil, ou qu'il vousit friuolement appeller ou eust appellé, ou prendre autre delay. Et sera tenu iceluy lignager payer pardeuant le Sergent ou autre à ce commis audit acquereur, les loyaux deniers & coustz, à huict iours apres que la cognoissance de Retraict luy aura esté signifiee deuement. Art.376. Et si ledit lignager ne vient à viii. iours apres, faire & executer le Retraict, en payant & baillant audit iour à iceluy acquereur lesdits pris & loyaux coustz & mises, iceluy lignager n'y sera receu & en est forclos nonobstant quelconque appellation. Art. 385. Si aucun acquereur est mis en procés à cause des choses par luy acquises, & depuis le lignager le fait adiourner en demande de Retraict, il luy pourra cognoistre ledit Retraict, à la charge du proces ou telles autres charges que de raison. Art. 392. Tout Retraict, &c. p.

m Les Delais d'attẽte conseil, sont abogez par les Ordonnances de l'an 1539. comme il a esté monstré sur le Tit. 22. de la premiere partie de ceste Conference cy dessus.

Lignager estant recognu, soit extraiudiciairement sans adiournemẽt & solemnité de Iustice, ne peut estre euincé par vn plus prochain.

En Retraict n'y a qu'vne seule adiudicatiõ.

† *Ces mots,* En iugement, *ont este mis au lieu du mot ancien,* Assise.

†† *Ces mots,* Et qu'il y ait eu, *&c. iusques à la fin sont de de nouuel adiouſtez.*

Cognoissance ne se peut faire au preiudice de l'vn des deux lignagers ayãs fait adiourner l'acquereur en diuerses Cours.

† *Ces mots,* mais ce sera, *&c. iusques à la fin, sont adiouſtez comme dessus.*

Retraict fait hors iugement est reputé vendition.

Recognoissances faites en absence du lignager, comme seront faites.

Recognoissances en Retraict comme seront faites.

Recognoissances se peuuẽt à la charge du proces, si aucun en y a, ou autres charges.

Source : BIU Cujas

Acquereur estant adiourné en Cour suisette, se peut clamer en Cour suzeraine, s'il ne veut debattre le Retraict.

Lignager ne prenant la chose suiette à Retraict, est tenu aux despens dommages & interests.

Acquereur quand commet vice de litige, & comme peut transporter parauant l'adiournement.

Recognoissance de Premesse n'est valable si elle n'est faite en iugement.

Possession cõme doit estre prise, & quelle solemnité on y doit garder.

† *Ces mots, prochains du lieu, &c. iusques àces mots, La formalité de la possession, inclus, ont esté de nouuel adiouſtez.*

Mineur euincé du Retraict par la fraude ou collusion de son Tuteur, a recours contre son Tuteur pour ses dommages & interests dãs l'an de sa maiorité.

Lignager retrayant, comme doit s'obli-

a Tours.191. vendition, sauf my-denier, qui est la moitié du pris dont dessus est touché. Art.406. Si aucun acquereur est adiourné en demande de Retraict en Cour suiette, & il ne vueille debattre ledit Retraict, il se peut clamer en Cour Suzeraine: pourueu que l'Assise de Cour Suzeraine tienne premierement que celle de Cour suiette. Et illec sera tenu cognoistre le Retraict, & y doit estre receu nonobstant qu'il ne maintienne tort fait ne droict voye, & sans en faire renuoy en icelle Cour suiette, à ce que les deniers ne luy soient dilayez, & la cognoissance faite. En pourra estre commise l'execution au Sergent de la Cour suiette, qui a baillé le premier adiournement. Art.407. Si aucun a fait adiourner autre en cas de Retraict, & il y est cognu, & ne prend le Retraict, le demandeur est tenu és despens, dommages & interests du defendeur. Art. 408. Si aucun acquereur, à la requeste d'aucun lignager est adiourné en cas de Retraict, & pendant l'adiournement le defendeur transporte les choses acquises ou partie d'icelles: en ce cas, il commet vice de litige: & sera le defendeur condamné és despens, dommages & interests du demandeur, & en amende arbitraire. Mais s'il transporte parauant l'adiournement, il est receu à declarer qu'il n'auoit plus rien à l'heritage au temps d'iceluy adiournement, & qu'il l'auoit transporté à autre: lequel il doit nommer, & le doit declarer au premier iour qu'il comparoist en iugement: afin que le demandeur lignager le puisse poursuiure. Et qui pourroit trouuer que celuy tiers m qui detient la chose à luy transportee par le premier acquereur l'eust acquise luy ayant cognoissance dudit adiournement de Retraict baillé audit premier acquereur: il sera semblablement tenu & contraint payer despens, dommages & interests, & amende arbitraire audit lignager. Et vaut & sera tel adiournement de Retraict baillé audit premier acquereur pour interruption de temps & perpetuer l'action de Retraict contre tous. *Et ad idem* en toutes matieres petitoires, ou de raison se peut commettre vice de litige.

LE MAINE Tit.18. Art.385. & 386. p. aux Art.375. & 376. *d'Aniou*. Art. 402. Tout Retraict au lignager est fait, &c. p. *à Aniou*. 392. *iusques à ce mot*, sauf. Art.417. p. *à Aniou*.406. Suzeraine, s'il est ainsi que les plaids ou Assises, où l'adiournement a esté premierement baillé, ne tiennent dedans trois mois, à compter du iour de l'adiournement, & illec, &c. Art.395. 418. 419. p. *à Aniou*. 385. 407.408.

BRETAGNE Tit.16. Art.301. Recognoissance de Premesse ne sera censee ne reputee valable au preiudice du tiers, si elle n'est faite en iugement aux plaids, ou hors plaids, au lieu ou l'on a accoustumé tenir la iurisdiction.

TOVRS Tit.16. Art.159 Et doit l'acquereur prendre possession des choses acquises en presence de deux Notaires, ou vn Notaire & deux tesmoins voisinaux, prochains † du lieu, duquel la possession est prinse, encores qu'ils ne soiẽt les plus prochains, & soit qu'il y ait vn Notaire ou deux, il y doit auoir deux tesmoins: & sera le Notaire de la terre, ou de celle du Seigneur superieur dudit Fief: sinon qu'il fut Royal & du ressort: ce qui suffira pour la formalité de la possession, à ce que les lignagers du vendeur puissent auoir cognoissance de ladicte vendition.

LODVNOIS Chap.15. Art.4. Doit l'acquereur prendre possession apparente, reelle & non clandestine des choses acquises en presence de deux tesmoins voisinaux pour le moins, à ce que les, &c. p. *à Tours*.159.

NORMANDIE Chap.18. Art.467. Si par la fraude ou collusion du Tuteur, le mineur est euincé de sa Clameur, le pupille aura recours contre son Tuteur pour ses dommages & interests, dans l'an de sa maiorité. Art. 483. Il ne suffit pas que le retrayant s'oblige de descharger l'acheteur, qui s'est submis d'acquiter le vendeur d'aucune rente enuers ses creanciers: ains sera & doit estre contraint à garnir les deniers desdites rentes pour la descharge dudit acheteur. Et où l'acheteur ne seroit tenu qu'à la faisance & racquit desdites rentes: il suffit que le retraiant s'oblige l'en descharger: pourueu qu'il soit ainsi accepté par le vendeur: & doit ce faire sous l'hypotheque de tous ses biens, & non seulement de l'heritage retiré: en quoy faisant l'acheteur demeure deschargé du tout.

BOVRBONNOIS Chap.29. Art.444. Les n Iuges, Greffiers, Aduocats & Procureurs des parties, parens, enfans ou freres ne peuuent receuoir cõsignations de deniers: & sont telles consignations reputees nulles: & ont les cõsignans leur recours contre le Iuge qui le prendra ou fera consigner de tous leurs interests & dommages.

NORMANDIE Chap. 18. Art. 477. Le garnissement doit estre fait en or ou argent monnoyé ayant cours: & au cas que clameur soit gagee, le garnis-

m Il a esté iugé par Arrest du 26. iour de Iuin 1579. que l'action pour repetition de Retraict a lieu pour vne partie acquise separement & dont le Retraict auoit esté incenté: & que les fruits sont aussi restituables & les despens. Ledit Arrest a esté donné sur vn appel du Seneschal d'Aniou au Siege d'Angiers entre Renaut Bitaut & cõsorts appellans, contre Iulian Dauiaut intimé. Voyez Chopin liure 3. des Coustumes d'Aniou, qui explique ceste Coustume.

n Voyez ce qui a esté mis cy dessus en la Conference du 140 Art. de Paris sur la Coustume d'Auuergne Chap.23. Art.8.

Source : BIU Cujas

ger de decharger l'acheteur enuers ses creanciers.
Consignation de deniers par quelles personnes ne peut estre receuë.
Garnissement ou consignation comme doit estre faict.

sement doit estre fait dans les xxiv. heures. Art. 478. Et s'il y a eu refus & depuis obeissance, le garnissement doit estre fait dans les prochains Plés, si c'est terre roturiere : & si elle est noble, dans la prochaine Assise.

Garnissement dans quel temps doit estre fait en terre roturiere ou noble.

La Marche Chap. 16. Art. 124. Toutes consignations, soit pour Rachat ou autres choses, à quoy elles se peuuent seruir, se doiuent faire en deniers comptans en or ou en argent monnoyé : autrement seront nulles & de nul effect & valeur : & ne sont suffisantes en autre espece d'or ou d'argent non monnoyé.

Sole Tit. 19. Art. 7. Si l'acquereur est refusant ou delaiant de receuoir le pris de la vente, le parent lignager venant au Retraict, le luy doit presenter & offrir, & en son refus de le prendre & receuoir, il le doit consigner & deposer en main de Iustice, ledit acquereur present ou appellé, auec les loyaux couts, *arbitrio boni viri*. Par laquelle consignation & deposition ainsi faite, droict est acquis par la Coustume au parent lignager venant au Retraict, tant en la chose principale qu'aux fruicts.

Fruicts acquis par le moyen de la cõsignation.

Angovmois Chap. 5. Art. 68 L'acheteur n'est tenu faire cession & transport des choses achetees, qu'il ne soit payé du sort & loyaux couts.

Acheteur ne fait cession, s'il n'est payé.

Nivernois Chap. 51. Art. 15. Notaires sont tenus d'exhiber au lignager, de mesmes au S.F. Censier ou Bourdelier, les notes des alienations par eux receuës, esquelles lesdits retraians & Seigneurs directs ont interest pour le Retraict ou Retenue, & leur en bailler copie signee à leur despens, si requis en sont. o

Notaires tenus d'exhiber aux lignagers, S.F. Censier ou Bourdelier, les notes des alienations par eux receues.

Bovrbonnois Chap. 29. Art. 433. Les Notaires & Tabellions sont tenus & peuuent estre contraints par Compulsoire p ou autrement, d'exhiber aux lignagers Seig.F. & directs la note & contract d'alienation par eux receuë : & leur en, &c. p. *a Niuernois*. Aussi sont † tenus les Greffiers des S.F. & directs, aiãs Iustice, exhiber aux lignagers, si requis en sont, les Inuestizons & Infeodations, qu'ils auront faites, des choses suiettes à Retraict : & les Censiuiers non ayans Iustice, seront tenus monstrer leurs papiers : (lesquels doresnauant seront tenus de faire, & en iceux escrire les lods & ventes, qu'ils auront receu de tel acheteur, pour raison de telle acquisition) & sans rien prendre pour raison de l'exhibition.

† *Cest Art. 433. est accordé pour Coustume nouuelle depuis ces mots*, Aussi sont tenus, *&c. iusques à la fin.*

Greffiers tenus monstrer le Regiſtre des inuestizons & infeodations.

Sedan Tit. II. Art. 222. Afin que les parens, qui voudront faire le Retraict, puissent auoir cognoissance du pris des venditions, faire offres raisonnables, & entendre le temps & date d'icelles, ensaisinemens & receptions en foy & hommage : le Greffier sera tenu monstrer son Regiſtre desdits ensaisinemens aux parens lignagers ce requerans : sur peine de lx. sols t. d'amende, & dommages & interests des parties, & d'en bailler copie & extraict, s'il en est requis, en le payant raisonnablement de ses peines & salaires. Art. 223. Ce que pareillement sont tenus faire les Notaires pour le regard des venditions qui seront passez pardeuant eux : sur les peines dessusdites.

V. Melvn Chap. 7. Art. 157. Et †† ne q doit le retraiant ventes ou droicts Seigneuriaux pour raison dudit Retraict. Art. 164. Retraict lignager † ne peut estre r cedé ne transporté à personne estrange : mais le Retraict Feodal se peut ceder, soit par homme de main-morte ou autre.

Ventes ou droicts Seigneuriaux ne sont deuz par le retraiant pour raison du Retraict.

Avxerre Tit. 7. Art. 182. Pour †† Retraict lignager tant en heritage Censuel, que Feodal, n'y a aucun profit de lots & ventes ny de Fief.

Mante Chap. 4. Art. 78. p. *a Melun*. 164 † estrange : & doit estre faict sans fraude : dont ledit retraiant est tenu iurer : mais * le Retraict, &c.

†† *Cest Art. 157. est mis au lieu du 24. Art. ancien du Titre de Retraict : lequel est abrogé, en ce que le retraiant de l'heritage tenu en Censiue estoit tenu payer nouuelles Ventes pour raison dudit Retraict.*
Retraict lignager ne peut estre cedé à vn estranger : mais le Retraict Feodal le peut.
† *Cest Art. 164. est adiousté comme ancien.*
†† *Cest Art. 182. est de nouuel introduit.*
† *Le 78. Art. est nouuel en ce que tel Retraict lignager ne peut estre cedé : & pour plus grande intelligence ont esté adiousteż ces mots*, Mais le retraiant, *&c. iusques à la fin.*
* *Aliàs*, Le retraiant Feodal le peut. *P.V.*

o Par ce que telle exhibition se doit faire aux despẽs de ceux qui la demandent & y ont interests, comme il a esté noté cy dessus. La raison de ces Ar. est donnee par la Coustume de Sedan Art. 222.

p Cest vne Commission ottroyee par les Iuges pour contraindre tous Notaires, Greffiers & autres personnes publiques de deliurer les contracts, instrumens, Titres, actes, Regiſtres, Sentences, facs & procedures des parties dont ils se veulent ayder & seruir en leur production.

q Chasteau-neuf Art. 82. Chartres Art. 73. Dreux Art. 61. & autres plusieurs Coustumes ainsi qu'il a esté monstré cy dessus Tit. 2 des Censiues, & en ce mesme Titre du Retraict lignager. Ie ne veux oublier à dire que le retraiant lignager peut requerir que l'acheteur afferme ce qu'il a payé des droits Seigneuriaux, & combien il y en a esté baillé en faueur de sa personne, outre ce qui est accoustumé de donner par les Seigneurs, qui est ordinairement le tiers : ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du Mardy 3. Aoust. 1535.

Source : BIU Cujas

r La raison est fort apparente de cest Art.164. qui a souuent esté touchee en ce Titre vii. cest à sçauoir que le Retraict lignager a esté introduit par les Coustumes, afin que les propres des vendeurs ne fussent mis hors de la ligne, ains demeurassent en icelle, sans estre vendus à personne estrange & le Retraict est personnel. Or si telle cession estoit permise ce seroit directement contre la disposition de la Coustume l. cum pater. § libertis. De leg. 2. Le Retraict lignager ne le peut ceder sinon à vn qui soit de la ligne. Bourb. Art. 457. Auu. Ch. 2. Ar. 10. La Marche Art. 280 Faber in § ex non scripto Inst de iure gent nat. & ciuil dit que cela s'entend lors que le lignager cedant n'a point encores aucun droict acquis en la chose suiette à Retraict. Car apres les offres & consignations il peut ceder son droict acquis: & ainsi le rapporte auoir esté iugé par Arrest du Parlement de Bordeaux. Grimaudet liure 1. des Ret. Chap. 5. 6. 7.

CLERMONT Tit. 2. Art. 9. Le retraiant de tels heritages à luy rendus & adiugez par Retraict, n'est tenu enuers le S. dont ce meut, payer aucuns droicts de ventes, au cas que auparauant il en auroit esté payé par l'acheteur, duquel s'est fait ledit Retraict.

VALLOIS Tit. 11. Art. 149. Quand aucun retraict aucun heritage, il n'est tenu payer au S. dont ledit heritage est tenu & mouuant en Fief ou en Censiue, aucuns droicts Seigneuriaux, pour raison dudit Retraict par luy fait: pourueu qu'ils ayent esté payez par l'acquereur: sur lequel il fait ledit Retraict. Et si ledit heritage estoit tenu en Fief, sera tenu faire la foy & hommage, & payer droict de Chambellage.

Acheteur n'est tenu d'aucune garandie: sinon de ses faicts & obligations.

POINTHIEV Tit. 9. Art. 143. Quand aucun a retrait aucun heritage, il ne doit au S dont ledit heritage est tenu aucuns droicts de ventes, de Relief, saisine ne d'autres droicts: supposé que la chose retraicte soit Fief ou cottiere: mais le retraiant, incontinent qu'il à obtenu le Retraict, est saisi de plain droict, comme celuy qui auoit mis hors ligne ledit heritage.

VITRY Tit. 12. Art. 130. L'acheteur, sur qui les heritages sont reprins par Retraict, n'est tenu d'aucune garantie pour raison desdits heritages ainsi retraits: sinon de ses faicts & obligations.

PERONNE Tit. 10. Art. 243. Apres le retraiant est receu au Retraict lignager, il peut iouir de la chose retraite, sans qu'il soit tenu aller prendre saisine & payer droicts Seigneuriaux, si l'acheteur en auoit esté vne fois saisi & payé les droicts. Art. 244. L'acheteur est tenu bailler & fournir au retraiant les lettres d'acquisition, & tout ce qu'il aura pour l'acquisition par luy faite. En quoy faisant n'est tenu d'aucune garandie, enuers ledit retraiant: lequel entre au droict dudit acheteur à ses perils & fortunes. Art. 245. Et si l'acheteur n'auoit esté ensaisiné, le retraiant doit prendre la saisine du Seigneur, dont la chose est tenue, & payer les droicts pour vn achat & marché seulement: sans que pour raison dudit Retraict soit payé aucune chose.

Acheteur tenu bailler & fournir au retraiant les lettres d'acquisition & tout ce qu'il aura mis pour son acqueſt.

DVCHE de Bourg. Chap. 10. Art. 6. Le parent ne peut vendre n'aliener à autruy, le droict de l'heritage vendu, s'il n'est du lignage.

COMTE de Bourg. Chap. 13. Art. 76. Le parent ne peut transporter le droict de Retraction qu'il a par vertu de la Coustume dessus declaree, en la chose vendue par son parent à autre qu'à homme du lignage du vendeur.

En matiere n'y a point d'eviction.

NIVERNOIS Chap. 31. Art. 23. Droict de Retenue ne peut estre cedé ne transporté à autre, s'il n'estoit du lignage. Et par telle cession n'a le cessionnaire lignager plus grand aduantage que si luy mesme l'eust retiré: ains demoure en son degré de lignage. Art 26. Pour Retraict lignager n'est deu aucun Quint, lots ou ventes au S. F. ou Censier. Art. 29. En matiere de Retraict n'y a point d'eviction contre celuy, sur lequel est fait le Retraict.

MONTARGIS Chap. 16. Art. 7. En Retraict, soit que l'heritage soit tenu en Fief ou en Censiue, n'a aucun profit de Fief, ne de lots ne de ventes.

ORLEANS Tit. 18. Art. 405. En Retraict d'heritage tenu, &c p. *a Montargis* 7. n'est deu aucun profit de Fief, de Ventes & Releuoisons au S. de Fief ne Censier, pour raison dudit Retraict.

Droict de clameur est de sa nature incessible, & est transmissible aux heritiers.

NORMANDIE Chap 18. Art. 480. Le droict de Clameur de bourse & lignagere est de sa nature incessible: & neant-moins il est transmissible aux heritiers.

TOVRS Tit. 16. Art. 181. L'action ou faculté de Retraict lignager ou f Feodal ne se peut donner, ceder ou transporter, ores †† que ladite action soit intentee ou non.

†† Ces mots, Ores que, &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouſtez.

LODVNOIS Chap. 15. Art 24. Action nee de demander Retraict lignager, ne se peut ceder, donner ou transporter.

LE MAINE Tit. 18. Art. 428. Action de Retraict lignager ne se peut donner, ceder ne transporter.

CHASTEAV-NEVF Chap. 12. Art. 91. Pour heritages ou autres choses

f Le droict de Retraict feodal ou Retenue feodale se peut vendre, donner, ceder, ou autrement transporter par le S. F. par ce que ledit Retraict est en fruict & reuenu, ainsi qu'il est porté par plusieurs Coustumes & Arrests de la Cour, mesmes vn du 14. iour de Mars 1573. entre le sieur de Pontaillier sieur de Chastillon, & vn nommé Sallonier, habitant dudit Chastillon Grimaudet Chap. 8. liure 1.

Source : BIU Cujas

adiugees par Retraict lignager ou par forme de rembourſement, ne teront deuz Gants, ventes & profits de Fief, au S. Cenſier ou Feodal: mais ſeulement aura iceluy S. Cenſier ou Feodal leſdits Gants, ventes, & profits de Fiefs de la vendition faite, au moyen de laquelle eſt fait ledit Retraict ou rembourſement: Leſquels Gants, ventes & profits de Fief, ſeront comprins és chaſtels & loyaux couſtemens ſi ledit acquereur les a payez: ſinon ſera tenu celuy, à qui ſera adiugé le Retraict, les payer audit S. Cenſier ou Feodal.

CHARTRES Chap. 12. Art. 78. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 91. lignager ne ſont deuz, &c. ne profit, &c. Retraict, &c. leſquels, &c.

DREVX Chap. 21. Art. 102. En matiere de Retraict, le retraiant ne doit aucunes ventes, à cauſe dudit Retraict. Et pourra le plus prochain lignager auoir par Retraict, l'heritage vendu, ſi bon luy ſemble.

DVNOIS Chap. 13. Art. 83. p. *à Chaſteau-neuf.* 91. lignager ne ſont, &c. ventes ne profit de Fief: pourueu que l'acquereur les ait payees: mais ſeulement la foy & hommage és choſes Feodales: & les Gants, és choſes qui ſont tenues à Cens.

VASTANG Chap. 6. Art. 9. Retraict lignager ne ſe peut ceder ne tranſporter: ne le retrayeur ne le peut retraire en faueur d'autruy.

BERRY Tit. 14. Art. 11. Pour delaiſſement par Retraict au prochain lignager ne ſont deuz nouueaux droicts Seigneuriaux de Rachats ou Accordemens, lods & ventes. Toutesfois s'ils n'auoient eſté payez par l'acquereur, & qu'ils fuſſent encores deuz, pourra le S. F. & Cenſuel iceux demander & pourſuiure contre le retraiant, & vſer de ſon exploict & main-miſe, tout ainſi & en la forme & maniere qu'il euſt peu faire contre l'acheteur. Art. 12. Et ſi leſdits droicts de Rachats, accordemens, lods & ventes & autres droicts Seigneuriaux auroient eſté payez par l'acquereur, auant qu'eſtre conuenu en Retraict lignager, & que ledit acquereur en ait quictance du Seigneur en forme authentique & valable, ou qu'ils luy ayent eſté donnez en remuneration de ſeruices, en faiſant de ce apparoir promptement, par lettres authentiques & en forme de preuue, ſera tenu le retraiant rembourſer reellement l'acquereur, deſdits droicts Seigneuriaux, tout ainſi que du pris principal. Et s'il y a refus, pour gaigner les fruicts, fera la conſignation deſdits deuoirs entierement, tout ainſi que du ſort principal. Art. 20. Et ſi audit cas les droicts de Rachat, &c. p. à l'Art. 12. l'acquereur au Seigneur F. ou Cenſuel, & qu'il en, &c. ſeruices, ſera tenu, &c. en rembourſer promptement l'acquereur: & en defaut ou refus de les receuoir par l'acquereur, en faire conſignation reelle.

Conſignation reelle pour gaigner les fruicts en cas de refus.

BOVRBONNOIS Chap. 29. Art. 445. Pour Retenue par proximité de lignage, ne ſont deuz aucuns lods & ventes: mais ſi l'acquereur de choſe alienee a payé aucuns lods & ventes au Seigneur direct, le retraiant eſt tenu les rembourſer: & s'ils n'ont eſté payez, il eſt tenu de les bailler au Seigneur direct en acquit de l'acquereur. Art. 457. Le †† droict de Retenue ou prelation de choſe Feodale ou Cenſuelle, eſt ceſſible par le Seigneur Feod. ou direct: & non par le lignager: ſinon à autre lignager de meſme eſtoc.

†† *C'eſt Art. 457. eſt accordé pour nouuelle Couſtume. Auquel s'eſt oppoſé le Seigneur du Ryau, par ledit Regin, diſant que iamais il ne pourroit rien acquerir en Bourbonois: & M. le Duc pourroit tenir par puiſſance de Fief, les choſes vendues, & apres les ceder à d'autres. Et apresque les trois Eſtats nous ont requis que ledit Art. fut introduis pour Couſtume nouuelle, Nous ordonne que ferios mentiõ dudit requiſi*

AVVERGNE Chap. 21. Art. 20. p. *à Bourbon.* 457. ou Cenſiuiere, eſt, &c. direct: combien qu'autrement ſoit en Retraict lignager, où l'on ne peut retraire, ſi ce n'eſt pour ſoy, & non pour autre. Chap. 23. Art. 14. S'il ſe trouue que le lignager tranſporte à aucun le droict de Retenue, ou en face pourſuite au profit d'autruy, il en eſt debouté par ladite Couſtume. Art. 20. Auſſi n'a lieu droict de lods & ventes au S. direct ou Feodal en droict de Retenue par proximité de lignage.

LA MARCHE Chap. 20. Art. 280. Droict de Retenue ou prelation peut le Seig. F. ou direct donner ou tranſporter à vn tiers, ſi bon luy ſemble: mais ne faict pas le lignager le droict de Retraict: ains tenu affirmer, ſi requis en eſt, qu'il veut la choſe pour luy, & non pour autre, & pour demourer en ſa famille: & s'il eſt trouué, qu'il en face pourſuite pour autruy, il eſt priué de ſon droict de Retraict.

POICTOV Tit. 10. Art. 351. Droict * de Retraict lignager ne peut eſtre cedé ne tranſporté, à autre qui ne ſeroit du † lignage: autre choſe eſt du Retraict conuentionnel.

ANGOVMOIS C. 5. Art. 72. p. *à Poicton.* eſtre tranſporté: *ſecùs* du conuẽtiõnel.

XAINCTONGE Tit. 6. Art. 55. Droict †† de Retraict qui vient par proximité de lignage ou conſanguinité, ne peut eſtre tranſporté à autre non eſtãt du lignage & branchage: autre choſe eſt du conuentionnel.

Source : BIU Cujas

toire, & qu'elle demourerot escrite, comme Coustume nouuelle pour l'aduenir, sans preiudice de l'opposition dudit Seigneur du Ryau, & des proces pendans, si aucuns en y a: Appel par ledit Regin, disant veu son opposition que ne deuiõs prendre cognoissance, ains que la deuions renuoyer pardeuers la Cour.

* *Voyez ce qui est noté cy dessus Art.250.*

† *Ces mots*, du lignage, *sont mis au lieu des mots anciens*, du branchage, *qui estoient en l'ancien Article 261.*

†† *Cest Art.55. est adiousté comme ancien.*

BORDEAVX Chap.20. Art.23. Si le Seig. n'a fait payer les Ventes à l'acheteur, durant le terme de rachat ou fait diligence de ce faire, ne sera tenu les payer: mais si le Seigneur n'a esté payé ou fait diligence soy payer: audit cas si l'acheteur a payé, le lignager sera tenu le rembourser, s'il n'a payé, le lignager sera tenu payer lesdites ventes.

S. SEVER Tit.5. Art.9. Le lignager ne peut retenir la chose vendue pour autre, que pour soy, ne vendre ou ceder le droict de Retraict, dequoy se doit purger par serment. Art.10. Le lignager retraiant la chose, ne doit payer lods & ventes, au Seig. direct ou Feodal, à cause dudit Retraict, si elles luy ont esté payees, à cause de la vente: mais si lesdits lots & ventes n'auoient esté payez audit S. luy doiuent estre payez par le lignager ou vendeur, selon la Coustume du lieu, où ladite chose vendue est assise.

BRETAGNE Tit.7. Art.138. Le vendeur n'est tenu garantir l'acheteur de celuy, qui retire la chose vendue, soit par Retraict lignager, ou par puissance de Fief.

SEDAN Tit.11. Art.247. En Retraict lignager n'y a recours de garandie, pour le regard de celuy, sur lequel est fait le Retraict: sinon de ses faicts & promesses.

Presentatiõ se doit faire aux consorts.

VI. ACS Tit.10. Art.17. Où il y a plusieurs S. vtils de mesme chose, si l'vn des consorts vend sa part, doit faire † Presentation à son consort ou consorts: lequel apres ladite Presentation a ix. iours pour retenir. Art.18. Et est preferé au lignager & au S. où le S. a retention. Art.19. Et apres que ledit consort a declaré qu'il veut retenir, a autres ix. iours pour passer.

Presentation sera faite au plus prochain lignager, & nõ à autres.

BAYONNE Tit.5. Art.1. Vendeur de biens obuenus de ligne, vulgairement dicts de papoadge, apres qu'il a conuenu du pris auec l'acheteur, auant qu'il baille la chose qu'il veut vendre, doit faire Presentation au plus prochain lignager du costé, dont les choses sont venues, descendant au tronc du premier acquerant, & luy declarer le vray pris & conuention de la vendition accordee, moyennant serment, s'il en est requis par le lignager. Art.2. Et n'est le vendeur tenu requerir autres lignagers, que le prochain quand il est present: iaçoit qu'iceluy prochain soit refusant. Art.3. Telle Presentation, declaration & verification se doiuent faire par escrit parlant à la personne du prochain lignager, s'il est present en la Cité: ou s'il est absent, à sa maison & domicile, où il a accoustumé demourer parlant au principal personnage, qui lors est en sa maison ou domicile. Art.4. Et si le prochain lignager absent n'a domicile ou habitation les Presentation & declaration doiuent estre faites par le vendeur en ladite Cité, pardeuant le Maire ou son Lieutenant en iour de conseil ordinaire. Art.5. Quãd les Presentation & declaration sont faictes parlant au prochain lignager, iceluy lignager a neuf iours pour declarer, s'il veut retenir la chose vendue: dedans lequel temps de ix. iours, s'il la veut retenir, faut qu'il declare au vendeur, & luy presente reaument & de faict la somme, & accomplisse autres choses accordees entre le vendeur & l'acheteur. Art.6. Et si le vendeur refuse accepter les sommes & accomplissement du contract presentez par le lignager, iceluy lignager doit consigner ladite somme, & autrement accomplir le contenu au contract, pardeuant le Maire ou son Lieutenant: & ce faict, la chose vendue luy est deliuree par le Maire ou son Lieutenant, iurant qu'il la veut pour luy, & non pour autre. Art.7. Quand en absence de proche lignage, les Presentation & declaration sont faites à la maison ou domicile, au principal personnage, ou en defaut de domicile, au Maire ou son Lieutenant & Conseil, respectiuement, peuuent declarer en faueur de l'absent lignager, qu'ils veulent auoir le delay de ix. iours, dans lequel terme, si le lignager retourne, peut faire la retention, si bon luy semble, faisant les choses susdites. Art.8. Et si le proche lignager ne retourne, pendant le delay de ix. iours, le vendeur est tenu faire la Presentation & declaration à celuy, qui est apres plus prochain lignager: & en absence du second au tiers, & consecutiuement aux autres, & en absence des plus prochains, iusques au

Presentatiõ, declaration & verification se doiuent faire par escrit.

Lignager a neuf iours pour declarer s'il veut la chose: doit offrir & à son refus consigner.

† Ceste presentatiõ est introduite afin que les consorts ou autres ayans part & portion en aucune chose la puissent auoir pour le pris qu'elle se vendra: afin que ils ayent moyẽ de s'approprier & accommoder de ce qui est à leur commodité & bienseance, ioinct que le plus souuent nous auons de coustume d'acheter fort cherement les heritages & fonds de terre proches des nostres afin de nous en accõmoder. Sæpe enim confines fundos etiam supra iustam æstimationem interest nostra adquirere, vt ait Terentius Clemens in l. si cui fundus 54. De leg 2.

Source : BIU Cujas

quart degré inclusiuement. Article neufiesme. Lequel lignager en subsequent degré, à qui est ainsi faicte telle Presentation en absence d'autre plus prochain, a les neuf iours pour vser de retention, faisant les choses susdites. Article trezieſme. Toutesfois si le lignager absent retourue dedans an & iour, à compter du temps de la retention faicte par le Seigneur direct, peut recouurer la chose dedans neuf iours apres qu'il est reuenu, faisant & accomplissant ce que dessus a esté dict, & payant tous loyaux coustemens faicts en la chose retenue par le Seigneur direct, ou par celuy, en faueur de qui le Seigneur l'auoit retenue. Article quatorzieſme. Telle faculté de pouuoir recouurer la chose vendue, retenue, est gardee entre les lignagers selon l'ordre de priorité & posteriorité, quand en absence du plus prochain lignager, celuy des lignagers, qui est plus loing en degré, a retenue la chose vendue & apres le plus prochain lignager retourne. Article quinzieſme. S'il y a plusieurs lignagers en mesme degré, les Presentation & declaration sont faictes au plus aagé & ancien desdicts prochains, qui par la Coustume est preferé aux autres, qui sont en mesme degré, a retenir la chose vendue: posé ores que les autres apres nez, soient parens du costé du pere & de la mere: & que l'ancien ne le soit que du costé dont la chose est descendue & prouenue. Article seizieſme. Et pareillement les enfans descendans en premier degré de l'ancien, sont preferez à leurs oncles & autres parens paternels & maternels. Article 17. Quand en defaut de ce que le plus prochain present ne veut retenir la chose vendue, le vendeur qui n'est tenu faire Presentation aux autres lignagers en plus bas degré, fait les Presentation & declaration au Seigneur direct qui retient la chose vendue, les autres lignagers, que le prochain qui a refusé, descendant du premier acquerant, selon leur ordre peuuent recouurer & retenir la chose pour eux mesmes, & non pour autruy, durant l'espace d'vn mois, à compter du iour que les Presentation & declaration ont esté faites au S. direct. Art. 18. Ce que dit est que Presentation doit estre faite par le vendeur au plus prochain lignager, & au refus du plus prochain, au S. direct: lequel la peut retenir pour soy & pour autruy, n'a lieu és maisons & places, qui sont assises en la Ruë des Mareschaux ou Faures de ladite Ville ou Cité. Article 19. Car si aucune desdites places ou maisons se vend, le vendeur n'est tenu faire Presentation au lignager, s'il n'est Faure ou Mareschal, & quelque Presentation, qui en soit faite au Seigneur direct, le Seigneur ne la peut retenir pour soy ne pour autruy, s'il n'est Faure ou Mareschal. Article 20. Quand partie d'aucune chose commune entre deux ou plusieurs personnages soit de lignee ou de conqueste, se vend, telle Presentation & declaration doiuent estre faites au consort ou consorts, qui sont preferez aux lignagers ou Seigneur direct. Art. 21. Quand aucun vend aucune chose immeuble par luy acquise, n'est tenu faire les Presentation & declaration au lignager: mais si est bien au consort & Seigneur direct. Art. 22. Si le fils ou fille du premier acquereur, à qui est obuenue la chose acquise, vend icelle chose à vn de ses freres ou sœurs descendans de l'acquerant, n'est tenu faire Presentation ou declaration aux autres freres & sœurs. Article 23. Mais si celuy des freres & sœurs, qui a acheté la chose acquise par son pere ou mere, ou de son frere ou sœur, la vend autresfois à vn estranger, les autres freres & sœurs descendans de l'acquerant, selon l'ordre d'ancienneté peuuent retenir la chose vendue dedans vn mois, à compter du iour que la vendition a esté faite à l'estranger: & en ce cas aussi sont preferez au Seigneur direct. Article vingt-quatrieſme. Toutesfois audit cas le frere acheteur & apres vendeur, n'est tenu faire aucune Presentation à ses autres freres. Article 25. Entre consorts d'aucune chose immeuble, que bonnement ne se peut diuiser, sçauoir est que si elle estoit diuisee, la partie ne vaudroit fruict, eu esgard au tout, si l'vn des consorts n'est contraint par necessité vendre sa part, & ne peut trouuer acheteur, au moyen de ce que la chose ne se peut bonnement diuiser: en ce cas telle chose par Experts commis par auctorité de Iustice, doit estre estimee. Article vingt-sixieſme. Et ce faict, l'autre consort doit estre contraint à bailler la moitié de l'estimation en argent à son consort: ou bien doit laisser sa part à son compaignon ou à l'acheteur, que le consort a trouué pour la moitié de ladite estimation. Article vingt-septieſme. Et si cessant la necessité l'vn des consorts ne veut demourer en Communauté esdictes choses, qui bonnement ne se peuuent diuiser, peut requerir que licitation entre les consorts soit faicte. Article 28. Maison qui n'a xvi. aunes ou plus de large est dite indiuisible. Art. 29. Si aucun constitué en necessité est contraint vendre tous ses biens immeubles en bloc: pour ce que sans ainsi le faire, ne trouue acheteur: ou bien si les vẽdoit par

De la concurrence des lignagers en mesme degré, lors de la presentation & declaration.

Parens quãd sont preferez les vns aux autres.

En matiere de presentation les vendeurs sont preferez au S. direct selon leur ordre, encores qu'ils ne soient plus prochain.

Presentation ne sera faite des places & maisons de la Rue des Mareschaux.

Presentation sera faite aux consorts.

Presentation n'a lieu en acquest vendu pour le lignager ains a lieu pour le consort ou S. direct.

Vendeur n'est tenu faire Presentation, s'il vend à vn frere ou sœur, descendans de l'acquerant.

Entre consorts les choses estantindiuisees & qui ne se peuuent diuiser, l'vn des Cõsorts n'est tenu vendre sa part, & seront estimees.

Maison indiuisible.

Presentation cõme doit estre

Source : BIU Cujas

faicte par le vendeur de ses biens en bloc, dont les aucuns sont de lignee, les autres de conqueste : & aucuns de communauté.

parcelles, n'en trouueroit la raison : & desquels biens les aucuns sont de lignee, les autres de conqueste, & les autres en Communauté ou consorterie. Art 30. En ces cas la Presentation de tous biens en bloc doit estre faite premierement au consort, & en son refus, au plus prochain lignager. Art 31. Et s'il y a plusieurs lignagers en pareil degré au prochain lignager, dont aucune ou aucunes desdites choses sont venues. Art.32. Et si elles sont venues de diuers costez, à celuy ancien lignager prochain, qui est parent de tous costez, sçauoir est de pere & de mere. Et s'il n'y a parent de tous costez, à celuy ancien, qui est parent du costé, dont les choses de plus grand valeur sont venues : & si elles sont quasi de mesme valeur, au plus prochain ancien du costé du pere. Art.33. Et au refus desdicts lignagers, au Seigneur des Prinsefs : lesquels susdits par ordre, l'vn au refus de l'autre, peuuent retenir toutes lesdites choses vendues en bloc, dedans les neuf iours à mesme pris & conditions que l'acheteur. Art. 34. Et s'ils concurrent plusieurs consorts, sont tous admis à retirer la chose vendue par le consort, pour & selon les parties & portions, qu'ils ont en la chose vendue. Art.35. Le vendeur audit cas, doit prester serment aux parties pretendans interest au droict de Retenue, qu'en la vendition qu'il a fait en bloc, ne commet n'entend commettre aucun dol ou fraude à leur preiudice : ains que contraint par necessité faict telle vendition en bloc. Art. 36. Et pareillement ceux qui feront la retention, feront serment, qu'ils veulent les choses pour eux, & non pour autres. Art 37. Reserué le S. de Prinsief qui n'est tenu faire ledit serment. Art.38. Quand au refus des consorts & plus prochains lignagers, le Seig. de Prinsief fait retention de toutes les choses vendues en bloc, le lignager non prochain, à qui le vendeur n'auroit esté tenu faire la Presentation, peut recouurer & retenir tous lesdits biés dedans vn mois, à compter du temps, que le Seig. de Prinsief aura faite la retention, & aura esté faite par vraye & reale tradition non faite à cachete, possesseur ou autre à son adueu, en payant le sort principal & loyaux coustemens. Art.40. Si ceux, à qui les Presentations doiuent estre faites, soient consorts lignagers ou Seigneurs, sont moindres de xxv. ans : en ce cas faut que le vendeur face la Presentation aux Tuteurs ou Curateurs des mineurs, si aucuns en ont, les en faire pouruoir par Iustice ausdites fins. Art.43. Si aucun habitant de ladite Ville & Cité vend nauire ou autre batteau petit ou grand, à vn estranger, le voisin de ladite Cité, le peut retenir pour mesme pris, & à mesmes pactes & conuentions ou conditions, que l'acheteur : pourueu que ledit voisin le vueille pour nauiger pour luy, & non pour le reuendre, & de ce doit faire serment. Art. 44. Et s'il est trouué apres que ledit voisin sans faire aucun voyage dudit nauire, le vende à vn estranger, perd le nauire ou batteau : & est condemné en l'amende de x. liures tourn. le tout applicable à la reparation de ladite ville. Art. 45. En vendition de viures, le voisin & habitant de ladite ville est preferé à l'estranger acheteur, en la qualité, qu'il luy est necessaire pour la prouision de son mesnage, pour demie annee. Art.46. Les Hosteliers ou autres qui logent en leurs maisons marchans estrangers & reçoiuent en leurs maisons, ou autres pour eux deputez, leurs marchandises en autre temps que de Foire : peuuent retenir, si bon leur semble, la moitié des marchandises, portees par les estrangers pour semblables pris, & à semblables conditions qu'elles se vendent à autre voisin de ladicte Cité ou estranger. Article quarante-septiesme. Et s'il fait la retention de la moitié de la marchandise, ne peut demander le droict d'hostellage en tout ou en partie. Art.48. Indifferemment le consort a droict de retention, tant en choses meubles, que immeubles, s'ils se vendent, louënt, assensent, ou engagent. Art. 49. Toutesfois s'il est question de chose immeuble, le consort vendeur ou autrement alienant en la façon que dessus, doit faire les Presentation & declaration à son consort : lequel dedans le delay de ix. iours doit faire la retention en la maniere que dessus. Art.50. Et s'il est question de chose meuble, doit seulement notifier à son consort, qui a seulement delay de xxiv. heures, pour deliberer, s'il la veut retenir : & apres lesdites xxiv. heures n'est plus receu. Art. 51. Si aucun veut acheter vne maison, pour icelle demolir, le vendeur doit faire crier à son de trompe, que l'acheteur veut acheter icelle maison, afin de la demolir ou abbatre pour en auoir les matieres ou autrement. Art.52. Et si ledit cry faict, il se trouue aucun voisin, qui vueille acheter ladite maison pour la tenir en estre & reparer : en ce cas iceluy voisin la peut retenir au pris & conuentions accor-

Vendeur de tous biens en bloc quel serment doit prester.

Serment de ceux qui veulent vser de retention.

S. de Prinsief n'est tenu de iurer.

Lignager cõme dans vn mois peut retirer les choses retenues par le Seigneur de Prinsief.

Presentatiõ sera faite aux Tuteurs ou Curateurs des mineurs, s'ils en ont : sinon les en faire pourueoir.

Voisin & habitant de Bayonne peut retenir le nauire ou batteau vendu par l'habitant à vn estranger.

Voisin preferé à l'estranger en venditiõ de viures.

Hostelliers comme peuuent retenir la moitié des marchãdises.

Droict d'hostellage.

Consort com

me a droict de retention des meubles ou immeubles vendus, louez, adcensez ou engagez.

Acheteur voulant acheter vne maison pour la demolir comme doit le vendeur faire faire les cris & proclamations, & s'il vient aucun voisin pour l'auoir, il sera preferé.

dees auec l'acheteur, qui la vouloit pour demolir. Art. 53. Et sont tenus les vendeur & acheteur declarer le vray pris & conuentions par serment, comme dessus a esté dict des lignagers.

Serment des acheteur & vẽdeur pour le pris & conuentions.

LA BOVRT Tit. 6. Art. 1. Si celuy qui a baillé son bestail à garder, en vend aucun chef ou plusieurs : celuy qui les a en garde, les peut auoir, si bon luy semble dedans neuf iours pour mesme pris & conditions qu'il a esté accordé entre l'acheteur & vendeur : sauf & reserué que si tel bestail a esté transporté hors les mains d'iceluy garde par l'acheteur, ou vendeur, iceluy garde deuëment certifié de telle vendition, ne le peut auoir si auparauant n'a declaré qu'il le veut pour le pris. Art. 2. Et est le plus prochain parent ou autre de degré en degré preferé à ladite garde, dedans les neuf iours. Art. 8. Si aucun estranger qui n'est du pays de la Bourt, fait aucun achat de quelque marchandise d'aucun habitant dudit pays, le voisin & habitant d'iceluy pays peut notifier à l'estranger acheteur, qu'il veut retenir icelle marchandise pour mesme pris. Art. 9. Et est tenu l'acheteur estranger attendre trois iours, que iceluy voisin luy baille le pris par luy baillé au vendeur. Art. 10. Et là où le voisin dedans iceux trois iours n'a baillé à l'estranger iceluy pris, il est tenu payer à l'estranger les despens de la demeure, qu'il a faite durant les trois iours : ensemble le dommage que marchandise pourroit auoir souffert depuis la declaration de la retention. Art. 11. Si vn habitant du pays de la Bourt achete aucune marchandise en autre Parroisse, le voisin habitant en la Parroisse du vendeur, la peut retenir pour le pris dedans xxiv. heures, des l'heure que la sommation a esté faicte. Art. 12. Toutesfois si la chose a esté transportee d'icelle Parroisse, ne peut venir à la retention.

De la preference au Garde du bestail quãd le bestail est vẽdu par le maistre dudit bestail.

Lignager plus prochain est preferé à la garde pour la vente du bestail.

Voisin & habitant preferé à l'estranger acheteur.

Voisin d'vne Parroisse preferé à vn habitant du pays.

VII. NORMANDIE Chap. 18. Art. 457. Le proprietaire ayant possedé par an & iour l'heritage, qui puis apres soit decreté, pour debtes aisnees, de son acquisition, il peut s'en clamer à titre de lettres leuës, en rembourſant le pris & loyaux cousts, dans l'an & iour, Art 458. Et combien que l'heritage soit adiugé par vn seul pris auec d'autres, il ne peut estre contraint prendre le tout, & ne payera que la iuste valeur de son heritage, eu esgard au total pris de l'enchere. Art. 459. Les parens de l'acquisiteur perdant sont receuables à se clamer de l'heritage, dont il auroit iouy par an & iour à titre de lettres leuës, & ne seront les parens de celuy, pour les debtes duquel l'heritage est decreté, receus à se clamer si le possesseur perdant estoit possesseur incommutable.

Clameur à titre de lettres leuës quand à lieu.

Clamant à droit & titre de lettres n'est tenu prendre tout, encores que l'heritage soit vendu auec d'autres.

Quels parens sont receus à se clamer à titre de lettres leuës.

VIII. LODVNOIS Chap. 16. Art. 1. Offre de deniers pour cause de Retraict conuentionnel u se doit faire par le vendeur de rente ou autre chose immeuble, ses hoirs & ayans cause, à descouuert, & à la personne ou personnes, à qui il appartient, si elles sont au pays : & en refus d'iceux prendre, ou en l'absence d'iceux du pays, on les doit offrir & consigner pardeuant le Iuge ordinaire de la Iurisdiction, dont sont mouuans les choses dudit Retraict, ou pardeuant vn Sergent de ladite Iurisdiction, & deux recors, ou pardeuant deux Notaires d'icelle, ou pardeuant vn Notaire & deux tesmoins demourans en icelle Iurisdiction soluables. Art. 2. Et par tel offre fait à descouuert, & apres les refus, consignation & deposition faits par ladite maniere, deslors le demandeur gaigne les arrerages, qui escherront apres, & les fruicts de la chose immeuble ainsi vendue à grace de la pouuoir rauoir. Article 3. En vendition d'heritage faicts à grace de rauoir & remerer, suffit que le vendeur, ses hoirs ou ayans cause, offre à descouuert, & mette en depost le sort principal, cousts de lettres, &

Offre en Retraict conuentionnel se doit faire à personne, & en son refus ou absence, faut offrir & consigner pardeuant le Iuge ordinaire, de la iurisdiction, ou pardeuant vn Sergẽt & deux Records.

Retrayant comme gaigne les fruicts ou arrerages de rẽte apres le refus consignation & deposition par luy faite.

u Retraict conuentionnel est introduit & octroyé pourretirer de l'acquereur les immeubles ou heritages de quelque qualité qu'ils soient par le vendeur vendus suiuant les pactions & conuentions gratuires & faculté accordee pour reemerer lesdits heritages, selon qu'il est porté par le contract de vente, ou autre, fait le mesme iour, ou par prorogation de ladite faculté, & n'est autre chose que le remeré & rachat de l'heritage vendu à grace & faculté. l. 2. & 7. C. de pactis inter empt. & vendit. l. 1. C. quãdo decreto opus est. Pact ou faculté de remeré vulgò vocant, vn acquereur appellant condamné de laisser par Retraict conuentionnel toutes les parts du lieu aliené, combien que le retraiant ne fut heritier que pour partie, & fut dit par Arrest du 9. Iuillet 1577. mal iugé, emendant le iugement, que l'appellant ne seroit tenu rendre & restituer que la part & portion dont l'intimé estoit heritier. Est notable vn autre Arrest prononcé en robbes rouges le 22. Decembre 1582. Quatre freres ayans vendu sous faculté de rachat vn heritage : les deux estans decedez, quoy que ce soit, executez par Iustice, les deux suruiuans veulent venir au Retraict conuentionnel pour le tout. Ce qui est empesché par les acheteurs : par ce que in contractibus non est locus iuri accrescendi & que la maxime de droict, quando non petentium partes, &c. n'a lieu. Les demandeurs disans au contraire que cela estoit practiqué in rebus indiuiduis, & qu'il n'a tenu à eux : & furent les freres declarez bien fondez & receuables en leur demande, & ordonné qu'ils rentreroient au tout. Au reste ceste action est plustost personnelle que mixte : par ce qu'elle vient d'vn contract, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest, le 18. Auril 1564. Voyez Papon liure 11. Tit. 6. Art. 1. & Tit. 7. Art. 25.

Source : BIU Cujas

autres choſes ſelon la conuention contenue en ladite obligation ou contract, en offrant & proteſtant de parfaire, & ſuppleer ce qu'il deura à égard de Iuſtice.

Acquereur cõme peut donner grace & faculte de remerer la choſe par luy achetee & comme le contract en ſera paſſé.

POICTOV Tit.11. Art.363. Quand aucun acquiert par contract de vente aucune choſe immeuble, il peut par le meſme contract ou autre ſeparé fait ledit iour ou lendemain, donner grace de Retraict au vendeur iuſques à tel temps & pour le pris qu'il eſt accordé entr'eux. Et quand ladite grace eſt donnee à part dudit principal contract, celuy iour ou lendemain, la choſe eſt eſtimee eſtre faite deſlors dudit premier contract: pourueu † que ladite grace ſoit baillee par eſcrit en preſence de Notaire & ſignee par eux: autrement l'on n'y aura eſgard: & ſeront ledit vendeur ou ſes heritiers audit cas preferez aux lignagers, qui voudront auoir la choſe par Retraict lignager, pendant ladite grace. Art.364. Mais nonobſtant que ledit acheteur ait ainſi donné ladite grace de Retraict au vendeur, ſi l'vn des lignagers vient le premier & dedans l'an face l'offre de Retraict, ledit acheteur le doit receuoir & luy declarer comme il a donné ladite grace au vendeur. Art.365. Si ledit acheteur reçoit le lignager au Retraict, neantmoins celuy qui a ladite grace conuentionnelle, peut faire ſon offre de Retraict audit acheteur, ſ'il veut, ou audit lignager qui a retiré la choſe ou à autres, àqui leſdites choſes ſeroient tranſportees Mais ſ'il vient au premier acheteur, ledit acheteur luy doit dire & declarer à qui il l'a tranſportee, afin que ledit demandeur puiſſe venir contre celuy, à qui le tranſport a eſté faict. Et ſi ledit premier acheteur ne luy declare & nomme celuy, à qui il l'a tranſportee, il en aura ſon recours & action contre luy & ſon intereſt. Et ne courra le temps de Retraict conuentionnel iuſques à ce qu'il ſoit ou puiſſe eſtre informé deuement à qui la choſe a eſté trãſportee, & à qui elle appartient: auquel quand la choſe ſera venue à ſa notice, il pourra faire ſon offre de Retrait conuentionnel: & ſera tenu de le receuoir, ſ'il †† eſt de la prouince & reſſort: & le tout comme il a eſté reglé cy deſſus en Retraict lignager. Art.366. Celuy † qui veut retraire & auoir aucune choſe par vertu d'aucune grace ou conuenance, doit en cas de refus, dedans le temps de la grace faire ſon offre de tout le pris & arrerages ſi c'eſt rente: & faire bailler adiournement formel en Retraict: & ſur refus d'argent, doit conſigner en main de Cour, tout ce que porte la grace du retraict: ou autrement l'offre de Retraict ne ſeroit ſuffiſamment faite. Art.367 Et ne ſ'entendent ces mots, *En main de Cour*, quand les deniers ſont mis au Greffe de la Iuriſdiction, dont les lieux ſont mouuans, ſ'il y a exercice de Iuriſdiction & Officiers ſur le lieu: ſinon au Greffe de la Chaſtellenie, où les lieux ſont ſituez & aſſis: & ladite conſignation ainſi faite & ſignifiee à perſonne ou domicile, demeure au peril & fortune de celuy, qui auroit eſté en demeure de receuoir les deniers conſignez, & iuſques à ce qu'il ait fait la conſignation & ſignification, comme deſſus: demourera ledit retraiant reſponſable deſdits deniers. Et ſi apres ladite conſignation faite, il les receuoit & retiroit dudit Greffe, ſeroit veu renoncer audit Retraict, & †† ſeroit decheu & forclos d'iceluy. Art.368. En tout Retraict ſoit Couſtumier ou conuentionnel, l'on doit payer les arrerages qui ſont eſcheus: mais ſi le retrayant fait ſon offre auparauant le terme eſcheu, il les doit payer pour portion de temps: & ſi c'eſt en Retraict conuentionnel, il les doit conſigner, comme deſſus: & quãd ce ſont fruicts, l'acheteur les doit auoir à la raiſon & pour portion de temps cy apres declaré: & les peut prendre & leuer par ſa main: & ſi aucun luy met empeſchement, peut former complainte, ſuppoſé qu'il n'en ait iouy par an & iour. Art. 370. Quand aucun a donné grace de Retraict par la forme que deſſus, & en icelle n'eſt faite mention du pris que l'on doit payer: audit cas ſe doit payer & bailler pour iceluy Retraict le ſort & pris contenu au contract de vendition auec les arrerages, qui en ſont eſcheus & deuz, quand ladite vendition eſt de rente: & en cas du refus dudit Retraict, l'on doit conſigner iceux arrerages auec le ſort: & auſſi celuy, qui faict ledit Retraict, eſt tenu payer les loyaux couſtemens: mais il n'eſt tenu conſigner, ſinon † quant aux ventes & honneurs, au cas que le contract portaſt par mot exprés, *Que le vendeur au cas de Retraict ſeroit tenu payer les loyaux couſtémens*: attendu que leſdites ventes & honneurs, qui ſont compriſes ſous leſdits loyaux couſtemens, ſont liquides par la Couſtume.

Lignager n'eſt pendant la grace preferé au retraiant conuentionnel.

Lignager peut faire ſon offre, nonobſtant la grace donnee au vendeur.

Si l'acquereur fait tranſport au lignager vẽdeur à qui doit faire ſon offre de grace conuentionnelle.

Offre de Retraict conuentionnel.

†† *Ces mots, S'il eſt, &c. iuſques à la fin ſont adiouſtez à ceſt Art. 263 qui eſtoit le 276. ancien.*

† *Au lieu du 277. Art. ancien ont eſté faits les 266. & 267. Ar. qui a eſté de nouuel introduit en ces mots* Et ſ'entendent *&c. iuſques à ces mots*, comme deſſus, *inclus.*

Conſignation en matiere de Retraict conuentionnel ſe doit faire.

Rentes & arrerages cõme ſont payees par le retrayant lignager ou conuentionnel, pour

ANGOVMOIS Chap.5. Art.77. Celuy qui a Retraict conuentionnel, eſt preferé à tout autre: & doit faire ſon offre de tout le ſort: & en cas de refus, doit conſigner en main de Cour & faire bailler adiournement formel.

NORMANDIE Chap.18. Art.489. En Retraict conuentionnel, le retraiãt doit au iour de l'aſſignation, offrir, conſigner & depoſer actuellement les deniers du contract: autrement il n'eſt receuable.

Source : BIU Cujas

les heritages retirez.

†† *Ces mots,* Et seroit, *&c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouſtez pour plus grande explication.*

Retraict conuentionnel quel pris doit payer quand il n'eſt faict mention du pris: & quelle conſignation doit faire en cas de refus.

† *Ces mots,* ſinon quant *&c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez à ceſt Art. 370. qui eſtoit le deux cens ſeptante neuf. ancien.*

TIT. VIII. DES ARRESTS, EXECVTIONS & Gageries.

Art. 160. PARIS.

On ne peut proceder par [a] voye d'Arreſts, Executions ou autres exploicts, ſur les biens d'autruy, ne par empriſonnement, ſans obligation, condemnation, delict ou [b] quaſi delict, choſe priuilegiee ou qui le vaille.

Quelles choſes ſont requiſes pour proceder par voye d'Arreſts, Executiõs ou empriſonnement.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 14. Ar. 232. p. *à Paris.* biens d'aucuns habitans dudit pays, ny par &c. quaſi delict: ou qu'il aye eſté permis par Iuſtice.

MELVN Chap. 23. Art 310. Nul n'eſt receuable, à faire proceder par voye d'Executions ſur les biens d'autruy ſ'il n'a obligation en bonne forme & authentique, ou condemnation, contre celuy nommement, ſur lequel il a fait faire ladite Execution: ſinon qu'il fut queſtion de louage de maiſon ou terres ou arrerages de Cens.

ESTAMPES Chap. 13. Art. 147. Aucun n'eſt receuable à proceder ne faire proceder par Arreſt ſur les biens d'autruy, & moins par empriſonnemẽt de la perſonne, ſans obligation, condemnation ou ſentence.

MONTFORT Chap. 14. Art. 154. Aucun n'eſt receu à proceder ou faire proceder par voye d'Arreſt ou autre exploit de faict ſur &c. p. *à Paris.* en la perſonne d'autruy, ſans condemnation ou obligation delict &c. ou qui le vaille: ou †† bien qu'il n'y euſt flagrant delict.

†† *Ces mots,* ou bien *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

MANTE Chap. 3. Art. 67. Nul ne peut proceder par voye d'Execution, ſ'il n'a obligation en bonne forme & authentique ou condemnation: & n'eſt vn Breuet executoire, ſ'il n'eſt groſſoyé & mis en forme.

Breuet n'eſt executoire, ſ'il n'eſt groſſoyé & mis en forme.

SENLIS Tit. 4. Art. 104. Aucun † ne peut proceder ou faire prpceder par voye d'Arreſt, ou main-miſe de faict ſur le corps & biens d'autruy: ſ'il n'a ſur luy & ſes biens obligation, condemnation ou choſe priuilegiee qui le vaille.

CLERMONT Tit. 6. Art. 53. Aucun †† n'eſt &c. p. *à Montfort.* ou Execution ſur les biens &c. ſans obligation, condemnation &c. priuilegiee ou qui le vaille.

† *Les Aduocat, Procureur du Roy & Delegué des Eſtats pour la ville de Compiengne, ont dit que en ladite ville y a Couſtume Locale communement obſeruee qu'ils ont dit eſtre telle: c'eſt à ſçauoir qu'on peut proceder par voye d'Arreſt ſur les forains ou faire arreſter leurs biens & leurs corps pour choſe congnue & à cognoiſtre en action pure perſonnelle ſur toutes perſonnes non priuilegiees, de Clergé ou de Noble, meſmes ſur les biens des Nobles. De laquelle Couſtume ils ont dit auoir vſe par cy deuant & en vſer communement, comme telle auoir eſté accordee en l'aſſemblee faite audit Compiẽgne, des Eſtats de la Chaſtellenie dudit lieu, pour le faict des Couſtumes de ladite Chaſtellenie, & miſe par eſcrit au cayer par eux fait deſdites Couſtumes, ſuiuant les lettres patentes du Roy: de laquelle Couſtume a eſté faict lecture proteſtant que le contenu au 104. Art. ne peut preiudicier à ladite Couſtume locale, l'Art. de laquelle ils ont requis demourer, comme il eſt. Surce les deleguez de la ville de Senlis, le Procureur de la ville de Beauuais, le Procureur de Chapitre dudit lieu, & autres Eſtats, comparans & aſſiſtans, chacun d'eux en leur regard & pour leur intereſt & cauſes reſpectiuement par chacun d'eux dedu-*

a Le fondement des Arreſts ou Executions depend des ſentences ou obligations paſſees ſous ſeel authentique eſtans en bonne forme, ſçauoir eſt groſſoyees: & ainſi faut entẽdre ces mots, *ſans obligation, condemnation.* Les ſentences doiuent auſſi eſtre en forme, ne plus ne moins que les obligations. Nous tenons que l'on ne doit commencer par execution in l. 1. C. de execut. rei iudic. l. 4. §. 6. l. 58. D. de re iudicata Rectè Impp. in d. l. 1. Nimis properè iudex pignora Marcellæ capi ac diſtrahi iuſſit ante rem iudicatam. Vide l. ſi pacto. 14. C. de pactis: les executions ſe font par le moyen des actions, ou par l'office des Iuges, ou par les Sergens & autres miniſtres de Iuſtice ordonnez pour executer les mandemens des Iuges l. 2. C. ſi in cauſa iudic. pignus capt. ſit. Et quand aux mots priuilegiee, ou qui le vaille, nous pouuons entendre comme le louage, ainſi que la Couſtume de Melun Art. 310. & Vallois Art. 181. Laon Art. 274. nous demonſtrent & autres miſes cy deſſous. Vide l. poſt rem iudicatam 56. D. de re iudic. Iudicati confeſſio habet obligationem & executionem paratam vt notãt DD. in l. eum pro quo 17. D. de in ius vocando. Au reſte la forme d'execution meſmes en matiere de criees eſt fort differente, & n'eſt point ſemblable en tous lieux, & preſque chacune prouince, a ſa forme ſpeciale, comme il ſe cognoiſt par ce Tit. VIII. & par le Tit. XVI. De Criees. Bartole ad l. cunctos populos. C. de ſumm. trin. tient qu'és executions, on doit garder la Couſtume des lieux.

b Les obligations procedent de contract, ou bien de delict ou crime l. 1. D. 3. & 4. de obliga. & act. §. 1. Inſt. de oblig. quæ ex delicto naſc. & les Iuriſconſultes nomment obligation ex maleficio d. l. 1. & 4. D. eod. tit. ex peccato l. actionum 25. §. 1. D. eod. tit. l'obligation eſt mere de l'action l. licet 42. §. 2. D. de procur. & ladite action eſt cenſee fille de l'obligation.

Source : BIU Cujas

tes, se sont opposez & ont empesché que ladite Coustume locale de Compiengne ait lieu ne fut receue Surquoy a esté dict par prouision que ledit Art.104. demourera en sa forme & teneur, sans preiudice de ladite Coustume locale de Compiengne: & sur les oppositions des dessusdits, les auons renuoyez à la Cour.

†† *Maistre* Nicole Gosset a dict pour Messire Charles de Roye à cause de sa Seigneurie & Chastellenie de Conty, qu'il a droict de faire proceder par voye d'Arrest sur toutes personnes trouees en sadite terre de Conty, à la requeste d'vne partie par le premier Sergent du lieu, & par simple Ordonnance verbale de son Preuost ou Bailly dudit Conty: excepté contre ceux estans des suiets dudit Comté de Clermont: parquoy s'oppose à la publication de ladite Coustume, que premierement elle ne soit chargee dudit droict, qu'il dict & maintient luy appartenir & en estre en bonne & suffisante possession & saisine. Par semblable M. Iacques Petit pour les Maires, Pairs & Escheuins de Bulles, a formé pareille opposition: disant que lesdits de Bulles ont droict & leur appartient faire proceder par voye d'Arrest audit lieu de Bulles sur toutes personnes indifferemment: excepté sur les habitans dudit lieu, pour debtes recognues, & que de ce ils sont en bonne possession. Au contraire les gens du Roy ont dict que lesdits Seigneur de Conty & Communauté de Bulles n'ont aucun droict ne priuilege de pouuoir faire les Arrests par eux pretendus & n'en feront aucunement apparoir: & que s'ils en ont iouy, ce a esté par vne vsurpation pour exiger des Estrangers ce que bon leur semble dont ils n'ont eu aucune cognoissance. Ouyes lesdites parties en leurs raisons, les auons renuoyees à la Cour, pour ordonner sur lesdites oppositions, ainsi qu'il appartiendra. Et neantmoins auons dit par prouision que ledit Article recogneu pour ancienne Coustume demourera, comme il est cy dessus escrit.

LILLE Tit.18. Art.214. On ne peut valablement faire executer vne personne, si elle n'est condamnee par Iuge competent ou obligé par obligation portant vigueur d'Execution passee, à sçauoir par deuant M. le Gouuerneur de Lille ou son Lieutenant, Auditeurs du souuerain Bailliage ou pardeuant Escheuins, & sous le Seel aux cognoissances dudit de Lille ou autres aians Seaux priuilegiez & emportant vigueur d'Execution.

LA SALLE DE LILLE Tit.1. Art.31. Es Seigneuries des Hauts Iusticiers & Viscomtiers, l'on ne peut proceder par Arrest de corps pour debtes particulieres, s'ils ne sont à ces fins priuilegiez. Tit.23. Art.1. L'on ne &c. p. *à Lille.* Art. 214. iusques à ce mot, *d'execution*, inclus.

ORLEANS Tit.20. Art.431. Lettres & gagement, Sentences, contracts & autres actes & instrumens passez par c Notaire ou Greffier de Cour Ecclesiastique, ne gisent en Execution de biens du debteur obligé ou condamné: sinon que il y ait permission du Iuge lay, de les mettre à Execution. Et n'attribuent droict d'hypotheque que du iour de la permission.

BOVRBONNOIS Chap.13. Art.96. p. *à Clermont.* par voye d'Execution sur les biens &c. sinon qu'il soit obligé ou condemné: ou que ce soit pour delict ou quasi delict ou pour chose priuilegee.

Art.161. PARIS.

Proprietaire d'vne maison louee peut faire proceder par voye de gagerie sur les biés estãs en ladite maison pour les termes escheus.

Il est loisible à vn proprietaire d'aucune maison par luy baillee à titre de loyer, faire proceder par voye de gagerie en ladite maison pour les termes à luy deuz pour le louage, sur † les biens estans en icelle.

Art.162. PARIS.

† En cest Ar. 161. qui estoit le huit vingt troisiesme Ar. de l'ancien Coustumier ont esté mis ces mots, sur les biens estãs en icelle: *& a este osté ce mot*, conducteur.

S'il †† y a des e sub-locatifs, peuuent estre prins leurs biens pour le loyer & charges du bail: & neantmoins leur seront rendus en payant le loyer pour leur occupation.

Sub-locatifs peuuent estre executez en leurs biens estans ès maisons louees.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.14. Art.234. p. *à Paris.* 161. sur les biens estans en la maison pour les louages à luy deuz. Art.235. p *a Paris.* 162. Loyer deu par eux pour &c.

MELVN Chap.11. Art.179. Celuy qui a prins à louage vne maison, encores † qu'il soit personne Ecclesiastique, peut estre contraint garnir la maison de biens exploictables pour le payement desdits louages: & où depuis il auroit desgarny la maison, peut estre aussi contrainct par Iustice à rapporter lesdits biens en icelle maison: & sera loisible au bailleur de les pouuoir faire arrester, en quelque lieu qu'ils soient trouuez. Art.183. Celuy qui a baillé à louage sa maison ou terre à autruy, peut par la commission du Iuge, en la iurisdiction duquel est assise ladicte maison ou terre, faire saisir les biens estans ésdites maisons ou terres d'arrerages de ladite location. Art.184. Et †† où le fermier sera demouré debteur de la moison de l'annee precedente ou de la plus grande partie d'icelle, pourra le bailleur

†† Cest Ar. 162. a esté adiousté pour inter-

c Vovez la Coustume de Berri Tit. 3. Art. 2. mis cy dessus partie premiere Tit. 20. nomb. 2.

d La debte procedãt à cause de loyers de maisons ou autres heritages est fort priuilegiee: & de telle sorte que le proprietaire est preferé à tous autres sur les biens estans en la maison ou autre heritage donné à loyer ainsi qu'il est assez cogneu par plusieurs coustumes. Melun Ar.180 Mante Ar.192 Vallois Art.18. & 182 Berri Ti 9 Art. 39. mesmes à la femme pour son douaire & tous autres creanciers S. Seuer locale Tit.3. Art.4. Ce qui est prins & tiré de l'opinion de Bartole in l. quæsitum num. 2. D. Qui pot in pign. DD. in l. vn. D de salu. interd. & l. si ita legatum D. de leg. 3. Nous en auõs parlé cy dessus en l'addition du V. Titre de Paris nomb. xi. Vide l. eo iure vtimur 4. & l licet 6. D. In quib. caus. pign. vel hypoth. tac contr. § item seruiana Inst. de act. l. certi iuris C. de locato l. 4. D de pactis l. 11. §. 2. D. qui pot in pig. hab. l. sãcimus. 7. C. in qui. causis pign. tac. contr.

e Inuecta & illata à secundo conductore in eam duntaxat summam tenentur in quã cœnaculum conduxit non autem ad vniuersam domus pensionẽ. l. solutum §. solutam. D. de pign. act. Atinuecta ab eo, cui gratuitã habitationem conductor præstitit, domino domus pignori non sunt l. Pomponius 5. D. In quibus caus. pig. vel hypoth. a quoy ceste Coustume de Paris, *en payant le loyer pour leur occupation*, comme aussi plusieurs autres Coustumes sont

Source : BIU Cujas

conformes. Vide l. si in lege locationis 24. §. 1. & l. 53. D. locati. Au reste du Moulin dit que nous ne gardons ladite loy solutum §. solutam D. de pign. act. Car la Coustume de Paris est le Droict qui se doit garder à Paris: & ne faict aucune distinction. Ce qui se doit entendre de l'ancienne Coustume & non de la derniere reformee qui en dispose autrement en cest Art. 162.

prétatiõ du precedent Art.

† *Ces mots,* Encores qu'il soit personne Ecclesiastique, *ont esté adiouſtez pour auoir ladite Coustume pour le regard esté de tout temps gardee & obseruee.*

†† *Cest Art. 184. est adiousté pour estre gardé à l'aduenir.*

pour seureté tant de son deu, que de la moison de l'annee d'apres, n'estant encores escheue, faire saisir les fruicts, sans iceux transporter ailleurs, qu'en la grange & lieux accoustumez.

SENS Tit. 21. Art. 262. Le † locateur peut proceder par voye d'Arrest & transport de biens contre les locataires, ores qu'ils soient Clercs & d'Eglise. f

AVXERRE Tit. 6. Art. 153. †† p. *à Sens.* contre le conducteur, ores qu'il soit Clerc & homme d'Eglise.

ESTAMPES Chap. 13. Art. 148. p. *à Paris.* 161. par voye d'Arrest & saisie sur les meubles estans en la maison, pour les termes à luy deuz pour ledit louage, par le conducteur, Clerc, Prestre ou lay. Art. 149. Quand le conducteur d'aucune maison assise en la Ville & faux-bourgs, villes & villages des Bailliages & Preuosté d'Estampes, de quelque estat, qualité ou condition qu'il soit, Lay, Clerc ou Prestre, est defaillant de payer par vn an, ou plusieurs termes la pension ou louage d'icelle, le locateur peut faire proceder par voye d'Arrest & saisie, pour les termes escheus à cause dudit louage, sur les biens estans en icelle maison: & sans contract par escrit pour an & demy. Art. 150. Toute personne, à laquelle est deue moison pour terres & autres heritages, peut faire proceder par saisie & Arrest, sur les biens meubles du redeuable de ladite moison, pour vne annee: & sur les fruits estans és heritages baillez, supposé qu'il n'y ait contract par escrit.

MONTFORT Chap. 14. Art. 155. p. *à Estampes.* Art. 148. de faire proceder par voye d'Arrest en la maison &c. sur les biens du conducteur estans en icelle maison soit † que le conducteur soit homme lay ou d'Eglise.

SENLIS Tit. 15. Art. 287. Vn locateur de maison le terme du louage escheu, peut faire executer le conducteur, & luy faire garnir la main de biens pour le deu. Et s'il s'en depart de la maison louee, & trãsporte tous ses biens, le locateur le peut contraindre par Iustice, à remettre les biens meubles en ladite maison louee, pour faire Execution sur les biens ainsi remis que dit est, iusques à la concurrence du deu dudit louage. Art. 288. Vn locateur de soy peut gager sur les biens de son conducteur pour ledit louage, sans autre Sergent ou homme de Iustice, quand il voit le conducteur se partir de la maison ou heritage loué auec ses biens, sans payer le louage par luy deu: & ce faict le denoncer incontinent à Iustice.

CLERMONT Tit. 6. Art. 54. p. *à Paris.* Art. 161. biens du †† crediteur estans en icelle maison pour les quatre derniers termes de l'an.

VALLOIS Tit 15. Art. 181. Le † louage de maison est priuilegié, en telle maniere que le Seigneur locateur peut proceder par voye d'Execution, sur les biens du conducteur estans en la maison, & les faire vendre pour le louage de la maison: posé ores qu'il ne soit lié, obligé ou condemné expressement.

LAON Tit. 21. Art. 274. Il †† est permis à celuy qui a loué vne maison, de proceder par Execution auec auctorité de Iustice, pour les loyers d'vn an, sur les biens meubles du conducteur, qui seroit en ladite maison, soit Clerc ou Lay, encores que tel conducteur ne soit condemné n'obligé par contrat passé sous seel authentique: & peuuent iceux biens, encores qu'ils soient hors de la maison, estre pourſuiui par hypotheque en quelque main qu'ils soient: sinon qu'ils ayent esté vendus à vn autre. Et où ils se vendroient publiquement par auctorité de Iustice, sera ledit locataire preferé g à tous autres pour son louage, sur les deniers qui en procedent. Art. 276. Pour moisons & pensions de terres & autres heritages rustiques, on peut faire saisir & arrester par la Iustice les fruits, qui y sont creez, pendans par racine ou couppez: & en cas d'opposition, doit la main de Iustice demeurer garnie pour les loyers & redeuances qui en sont deuz: pourueu que desdits loyers & redeuances, il apparoisse par Contract. Art. 277. Si vn censier ou conducteur d'heritage, est en la derniere annee de son lignage, & il n'asseure suffisamment le locateur, de luy payer sa cense ou pension au terme qu'elle doit escheoir, il est loisible audit locateur de faire saisir les fruicts de l'heritage pendans par les racines ou coupez, ores que le terme de payer ne soit escheu & en cas d'opposi-

f Ceste Coustume depend de l'ancienne obseruance de Frãce, par laquelle les Prestres ne sont priuilegiez ny mesmes en leurs meubles quand il est question de louage de maison. Et par les Ordonnances de Charles 9. 1560. Art. 28. ils peuuẽt estre executez indifferemment en leurs meubles par nous mise liure 1. de la Conference des Ordon. Tit. 2.

g L. præses prouinciæ 17. C. de locat.

† *L'Art. 262. est de nouuel adiousté.*

†† *Cest Art. est de nouuel pour auoir lieu à l'aduenir.*

Arrest & saisie sur les meubles du redeuable pour vne annee & sur les fruits estans en l'heritage baillé, ores qu'il n'y ait contract par escrit.

† *Ces mots,* soit que *& ont esté de nouuel adiousteż.*

Locateur comme peut proceder par execution.

Locateur peut gager sans sergent ou homme de Iustice, quãd il voit partir le conducteur sans payer en le denõçant incontinẽt à Iustice.

†† *Cest Ar. 54 est introduict pour Coustume nouuelle.*

Louage de maison est priuilegié.

† *Cest Ar. 181. est introduict pour nouuelle Coustume.*

†† *Les Ar. 274 276. & 277. sot*

Source : BIU Cujas

adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir & ſans preiudice du paſſé.

Locataire preferé aux meubles pour ſon louage, ſur les deniers procedans de la vente d'iceux.

Saiſie de fruicts pendans par racine ou couppez pour moiſons & penſions de terres & autres heritages & en cas d'oppoſition, demeure la main de Iuſtice garnie.

Saiſie de fruicts pendans par les racines ou couppez pour la derniere annee, ſi le cenſier ou conducteur n'aſſeure ſuffiſamment de payer.

tion, la main de Iuſtice doit eſtre garnie pendant proces à la valeur de ce qui ſeroit deu audit locateur pour ladite annee.

CHALONS Tit.24. Art.271. Le † locateur d'vne maiſon peut proceder par Execution, Arreſt & tranſport de biens contre ſes conducteurs, ſoient Clercs ou Laiz &c. p. *a l'Art.* 274 *de Laon.* Art.275. p. *a Laon.* 277.

REIMS Tit.16. Art.387. p. *à Laon.* 274. Iuſtice ſur les biens meubles &c. authentique Et en cas d'oppoſition demeurera la main de Iuſtice garnie. Et †† peuuent iceux bien &c. Art.389. Les cenſes, moiſons ou penſions des terres arables, vignes, prez, iardins, ſauſois, oſerois, bois & heritages ruſtiques ſont pareillement h priuilegiez, comme les loyers des maiſons. Car pour iceux on peut faire ſaiſir & arreſter par la Iuſtice du lieu, les grains, raiſins, & fruicts qui y ſont creuz: iaçoit qu'ils ſoient encores pendans ou ameublis: & en cas d'oppoſition, doit la main de Iuſtice demeurer garnie, pour la penſion d'vn an, pẽdãt le proces. Art.391. p. *a Laon.* 277 conducteur de terres arables, vignes, prez, iardins & autres heritages ruſtiques eſt en la &c. fruits eſtans en & ſur ſon heritage, par la Iuſtice du lieu: ſoit que pendans ſoient en l'heritage, ou qu'ils ſoient couppez & abbatus: & que le terme ne ſoit eſcheu &c. pour vne annee.

AMIENS Tit.8. Art.156. † p. *a l'Art.* 274. *de Laon.* Art.157. Peut auſſi proceder par execution ſur les meubles trouuez en la maiſon, à qui que ſoit que les biens appartiennent, & les faire vendre pour le payement de ſon louage.

BOVLLENOIS Tit.18. Art.61. Le ſeigneur ou proprietaire peut arreſter les biens de ſon fermier ou louager eſtant ſur ſon lieu, tant en maiſon de ville, que champeſtre: & meſme retenir les fruicts & leuees aians creu ſur la terre, iuſques au fourniſſement de ſon deu.

BOVLONGNE Art.11. Quand aucun baille ſa maiſon à louage, il peut faire executer ſon louager, pour le temps de la detention de ſadite maiſon.

LILLE Tit.8. Art.114. L'annee courant d'vn louage eſt priuilegié & fait à preferer à toutes autres hypotheques, aians occupé ledit louage. Art.115. Les adueſtures & deſpouilles procedans d'vn heritage baillé à cenſe ou louage ſont hypothequez pour le rendage de l'annee courant. Art.116. Louages de maiſons ſont executoires pour termes eſcheus ſur tous les biens des louagiers, ſoit que tels biens ſoient és maiſons louees ou ailleurs, en la Iuriſdiction deſdits Eſcheuins. Tit.18. Art.215. *A la fin.* Et au regard des louaiges des maiſons, le proprietaire peut faire executer l'occupeur pour le louaige deu, en offrant deduire ce qu'il auroit deſbourſé pour refections neceſſaires.

NIVERNOIS Chap.32. Art.16. p. *a Paris.* Art.261. proprietaire ou locateur de maiſon ou autres heritages par luy baillez à titre de loyer, faire proceder par voye d'Execution pour les termes à luy deuz pour ledit louage, ſur les biens du conducteur eſtans en icelle maiſon ou fruits des heritages, iaçoit ce qu'ils n'ayent obligation par eſcrit. Art.12. Si le conducteur emportoit les biens eſtans en l'hoſtel baillé à louage, ſans le conſentement du locateur, iceluy locateur peut cõtraindre à reſtablir leſdits biens, audit hoſtel pour la ſeureté du payement du louager pour la derniere annee: & outre peut faire contraindre le conducteur à garnir la maiſon pour vn an aduenir, durant le louage. Art.18. Le conducteur d'vne maiſon, qui aura loué icelle maiſon ou partie à vn autre, peut dedans le temps de ſa tenue & conduction, vſer de tels droicts ſur iceluy, auquel il a loué ladite maiſon, que le ſeigneur dudit hoſtel, duquel il tient à louage, en peut faire. Art.19. Les fruicts d'vne meſtairie pour les fermes ou rentes foncieres d'icelles, peuuent eſtre empeſchez & arreſtez par le Seigneur de la meſtairie, ſoit qu'elle ſoit de ſon heritage, ou de l'heritage de ſa femme. Et tient tel Arreſt & empeſchemẽt iuſques à plein payement deſdites fermes & rentes. Et ſemblablement peuuent eſtre arreſtez & empeſchez les fourrages & pailles, pour les conuertir à l'amendement des terres d'icelle meſtairie: poſé que ledit ſeigneur n'euſt lettres obligatoires expreſſement quant à ce. Et ſi leſdits fruicts, pailles & fourrages eſtoient enleuez & emportez, ledit ſeigneur les peut pourſuiure & faire arreſter & rapporter: & ſera preferé à tous autres. Et en cas d'oppoſition, l'Arreſt tient iuſques à caution: &

† *Les Ar.*271. *&* 275. *ont eſté accordez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé, droicts acquis & proces pendans, ſi aucuns en y a.*

†† *Ces mots,* Et peuuẽt, *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

Cenſes, moiſons, ou penſions de choſes ruſtiques ſont priuilegiees comme les loyers des maiſons

† *Ces Ar.*156. *&* 157. *qui eſtoit le* 43. *Art. de la Couſtume locale d'Amiens & le* 158. *ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

Louage priuilegié pour vne annee.

Aduestures ou deſpouilles d'vn heritage ſont hypotheques pour le rendage de l'annee courant

Louages de maiſons executoires pour les termes eſcheus & deuz.

Execution ſur les biens du conducteur pour les louages deuz.

Meubles eſtans tranſportez par le conducteur, ſeront reſtablis en la maiſon louee.

Conducteur peut vſer de tels droits ſur celuy, auquel il a loué la maiſon que

h C'eſt contre la diſpoſition de Droict. d. l. eo iure vtimur. D. in quib. cauſis pign. fac. contr. d. l. certi iuris c. de locato. La Couſtume de Boullenois Ar. 61. eſt conforme.

Source : BIU Cujas

le maistre d'icelle contre luy.

Fruicts de la mestairie pour les fermes ou rentes foncieres peuuent estre empeschez & arrestez par le Seigneur de la mestairie ou de sa femme. Il peut aussi arrester les fourrages & pailles & estans icelles transportees ailleurs pourront estre arrestees: & en cas d'opposition, l'Arrest tient insques à caution.

sera baillee assignation par deuant le Iuge ordinaire.

MONTARGIS Chap.18. Art.1. Vn seigneur d'hostel ou ayant rente fonciere sur iceluy, peut audit hostel par ses mains faire Execution pour trois annees precedentes & * deniers à luy deuz de loyer ou rente fonciere de la maison: vaut & tient ladite Execution: & peut le Seigneur d'hostel mener auec luy vn Sergent pour le garder de force faire, signifier la vente des biens par luy prins. Et s'il y a opposition donner iour à l'opposant: mais pendant le procés, le seigneur d'hostel ou seigneur de rente fonciere demeurera saisi desdits biens. *Et idem de secundo locatore actiuè & passiuè.* Et semblablement des moisons ou rentes foncieres deues és mestairies, les fruits desquels peuuent estre arrestez ou empeschez, comme dessus. Et s'entend la Coustume que ladite Execution se fera en presence de Notaire & tesmoins, qui fera inuentaire des biens prins par les Sergens. Art.2. Si ledit locateur a lettres obligatoires, il peut faire faire l'Execution par vn Sergent, pour tout le temps & ce qui luy est deu. Auquel cas sera receu le conducteur à faire rapporter le Sergent, les biens sur luy prins pour en auoir recreance, en rapportant main-pleine d'autres biens suffisans. Art.3. Et s'il est question entre deux seigneurs dudit hostel ou rente fonciere, le conducteur, en consignant & mettant en main de Iustice, la pension ou loyer de ladite maison ou mestairie, aura deliurance de ses biens. Art.4. Si le conducteur ou autre que le seigneur de rente fonciere enlieue les biens estans en l'hostel baillé à louage sans le consentement du locateur, ledit locateur peut faire appeller le conducteur ou celuy qui a faict ledit enlieuement en restablissement pour restablir lesdits biens en l'hostel pour seureté d'estre payé de trois annees dernieres, si tant luy est deu, & outre peut faire contraindre le conducteur de garnir la main * pour vn an.

ORLEANS Tit.19. Ar.406. †† p. *à Montargis.* Art.1. d'hostel, mestairie ou aiãt rente &c. oudit hostel & mestairie par ses mains, son Procureur ou commis, executer ou faire executer pour trois termes precedés & derniers à luy deuz du louage, rente fonciere, moison, ferme ou pension sans contract, obligation, n'y auctorité de Iustice, appellé auec luy vn Sergent &c. biens saisis &c. ledit seigneur demeure saisi desdits biens, & n'a l'opposant prouision de ses meubles, sinon en consignant entre les mains du seigneur, qui sera tenu bailler caution. Art.407. Et où il n'y a qu'vn terme de payement en l'annee, les trois annees ne sont comptees que pour les trois termes. Art.408. Le † Seigneur d'hostel peut faire executer, comme dessus, sur tous les biens meubles, qu'il trouue en son hostel, pour le payement des loyers, qui luy seront deuz: encore que celuy, sur lequel l'Execution sera faite, ne tint que partie de la maison. Art.414. Le †† locataire d'vne maison, qui l'a relouee à vn autre peut durant le temps de sa tenue & location, faire proceder par Execution pour le loyer & exploictation de ladite maison sur les biens qu'il trouue en icelle, & iouyr de pareils droicts, que pourroit faire vn seigneur d'hostel. Art.415. Le seigneur d'hostel ou de rente fonciere peut poursuiure les biens enleuez de son hostel, & iceux par luy, son Procureur ou commis, vn Sergent appellé, prendre, saisir & enleuer par Execution, pour la seureté & payement de ce qui luy est deu pour trois termes escheus, & deux à escheoir pour garnissement dudit hostel. Art.416. Et † pour le regard des moisons, ferme ou pension d'heritages, le Seigneur d'iceux peut poursuiure les biens enleuez de son hostel, pour le payement de trois annees escheues & garnissement d'vne autre annee à escheoir. Art.418. S'il y a different &c. p. *à Montargis.* 3. le locataire, qui aura esté executé, en consignant la pension & loyer de &c. Art.419. Si le locataire ou autre que le S. d'hostel ou de rente fonciere, enleuant les biens estans en l'hostel baillé à loyer, sans le consentement du locateur, iceluy locateur, peut appeller ledit locataire ou celuy qui a enleué les biens pour les restablir audit hostel, pour seureté de trois annees dernieres, si tant il en pretend: & outre peut contraindre le locataire à garnir &c. p. *à l'Art.4. de Montargis.* Art.421. p. *à Nivernois.* Art.19. pour la rente fonciere, maisons, ferme ou pension d'icelle, peuuent &c. la mestairie tient tel &c, desdites rentes, moisons, ferme ou pension. Et semblablement peuuent estre empeschez les foins, fourrages & pailles pour la nourriture &c. conuertir à fumer & amender les terres d'icelle mestairie: ores que le mestayer ne fut à ce expressement obligé. Et si lesdits fruits, pailles, fumiers & fourrages estoient enleuez &c. les pourra &c. arrester:

* *Al. dernieres à luy deues.*

* *Aliàs, maison.*

†† *Cest Art. 406. a esté tiré des 315. 317. & 352. de l'ancien: Et ont esté adiousteZ ces mots* qui sera tenu bailler caution, *pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Cest Ar. 408. a esté accordé & adiousté sans preiudice du passé.*

†† *Cest Art. 414. estoit le 329. de l'ancien: & ce qui a esté adiousté est pour explicatiõ.*

† *Cest Ar. 416 a esté accordé & adiousté sans preiudice du passé.*

Source : BIU Cujas

arreſter: & ſera preferé à tous autres.

Proprietaire & Seigneur d'vne maiſon preferé pour ſon louage ſ'il n'a puis le terme prins obligation.

ANIOV Tit.21.Art.504. Le Seigneur d'vne maiſon ſera payé & preferé de ſon louage ſur les biens de ſon louager eſtans en icelle, auant les autres crediteurs d'iceluy louager ſi depuis ſon terme paſſé, il a prins obligation nouuelle de ſon louager. Auquel cas il auroit fait de ſon louage debte commune, qui ne ſeroit plus priuilegiee. Art.505. Le Maiſtre ou Seigneur de la maiſon peut en attendant Iuſtice, de ſon auctorité prendre & retenir les biens de ſon louager pour payement de ſon louage.

Maiſtre d'vne maiſon peut de ſon auctorité prẽdre les biens de ſon louager.

LE MAINE Tit.21.Art.500.p.*à Aniou*.504.& 505.priuilegiee. Et eſt permis audit S. ou locateur de la maiſon, de retenir les biens meubles de ſon louager, en attendant Iuſtice, iuſques à la raiſon de ſon deu.

Saiſie & Arreſt pour les arrerages des rentes foncieres, fermes ou penſions ou moiſons, par vertu de cõmiſſion de Iuge.

BLOIS Chap.22. Art.249. Vn homme aiant droict de rente fonciere ſur quelconques heritages ou droict de moiſons, ferme ou penſion, peut faire prendre & ſaiſir les fruicts pendans par les racines d'iceux, pour les arrerages, qui en ſont deuz, & pour le terme prochain aduenir par vertu de lettres de commiſſion en forme commune, pour rentes ou moiſons du Iuge, où ſeront aſſis leſdits heritages: & tient la main de Iuſtice ſur eux. Art.258. Vn S. d'hoſtel pourra faire executer le louager de ſa maiſon, ſoit qu'il ſoit Preſtre ou Lay, ſans obligation ou condemnation, les iours & vigiles des Feſtes de Noël, S. Iean Baptiſte & le lendemain, pour les termes eſcheus auſdites Feſtes, des louages de maiſon, par le priuilege des manans & habitans de la Ville & banlieue de Blois duquel ils ont iouy de toute ancienneté: & tiendra la main de Iuſtice. Toutesfois †† les Preſtres & clercs pour le louage de la maiſon pourront eſtre executez en leurs biens meubles eſtans en ladite maiſon ſeulement, ſans ce que pour raiſon dudit louage, leurs biens meubles, debtes & fruicts de Benefices, eſtans hors ladite maiſon, puiſſent eſtre prins & arreſtez. Et hors leſdits iours pourront les Seigneurs louagers faire faire ladite Execution, par congé de Iuge pour leſdits termes: & tiendra la main, comme deſſus.

Priuilege des manans & habitans de la vil le & banlieue de Blois, pour les executiõs des louages a eux appartenans.

DVNOIS Chap.17.Art.86. Le preneur ou detenteur d'vne meſtairie, eſt tenu de mettre & loger les fruicts venans & croiſſans en icelle, és logis de ladicte meſtairie, & y pourra eſtre contrainct: leſquels fruicts reſpondront de la charge, penſion ou moiſon, à laquelle a eſté baillé ladite meſtairie, & les pourra faire ſaiſir ledit bailleur, ſes hoirs & aians cauſe, faire mettre en main de Iuſtice, & les faire vendre ſi meſtier eſt, iuſques à plein payement & ſatisfaction de ſon droict. Et en ſera ledit bailleur, ſes hoirs & aians cauſe preferé à tous autres creanciers, iuſques à la concurrence de ſon debt. Art.87. Les fumiers, pailles & eſtrains ne peuuent eſtre enleuez d'vne meſtairie, ains doiuent demeurer pour eſtre conuertis pour mener és terres de ladite meſtairie: & pource peuuent eſtre arreſtez, empeſchez & pourſuiuis. Art.93. Si le conducteur ou autre que le S. de rente fonciere, en leue des biens eſtans en l'hoſtel baillé à louage, ſans le conſentement du locateur &c.p. *à Moniargis*. Art.4. fait ledit entiercement en reſtabliſſement &c. & outre pourra &c.

Execution faite ſur les meubles ſeulemẽt des preſtres eſtans en la maiſon louee.

VASTANG Chap.4.Art.6. Sont executables les louages, adcenſes & arrentement de maiſons baillees à temps ou à touſiours mais, ſur les biens eſtans éſdites maiſons pour cauſe de ce qui eſt deu des termes ia paſſez, ſ'il appert ſommairemẽt & de plain deſdites adcenſes ou arrentement: & en cas d'oppoſition doit la main eſtre garnie pour la ſeureté du debt. Ar.7. Sont auſſi executables les louages ou adcẽſes à tẽps ou à perpetuel, des prez, terres, vignes ou autres heritages eſtãs éſdites terres deſſus declarees ſur les fruits k eſtans en iceux heritages: & peut on proceder par Arreſt ou empeſchement, en la maniere deſſus declaree.

Meſtayer ou preneur d'vne meſtairie tenu de mettre les fruicts d'icelle és logis de ladite meſtairie.

BERRI Tit.9.Art.37. Le † locateur d'aucune maiſon & heritages, peut faire proceder pour ſon louage par Execution contre le conducteur, l pour les termes à luy deuz, ſur les biens meubles eſtans en la maiſon ou heritages par luy baillez ou fruicts deſdits heritages, iaçoit ce qu'il n'y ait obligation par eſcrit, inſtrument authentique ou ſentence. Art.38. Les conducteurs d'aucunes maiſons ſont tenus les tenir garnies de meubles ſuffiſans pour ſatisfaire au louage, par vne annee. Et ſi les biens meubles auoient eſté prins ou emportez par les conducteurs ou autres, ſeront tenus iceux conducteurs reſtablir ladite maiſon deſdits biens ou autres ſuffiſans pour le payement d'vne annee du louage. Art.42. Le premier conducteur peut vſer contre le ſecond, à qui il a baillé la maiſon qu'il tient à louage, de ſemblables contraincts & Executions, comme ſon locateur peut vſer à l'encontre de luy. Art.44. Les fruicts recueillis ou pendans par les racines, en aucuns heritages baillez à ferme ou rente, peuuent pour le payement de la ferme

Fumiers, pailles & eſtrains ne

i Idem en cas pareil pour bail d'heritage. Secus pour vne rente conſtituee. C.M.

k In prædiis ruſticis fructus qui ibi naſcuntur tacitè, intelliguntur pignori eſſe domino fundi locati, etiam ſi id nominatim non conuenerit l. in prædiis 7. D. in quib. cauſ. pign. l. ſi in lege 24. § ſi Colonus D. locat. & l. ſi ſervus 63. §. locaui D. de furtis l. 6. C. de locato l. 3. C. in quib cauſ pig. tac contr. inuectaveto & illata in fundum nõ item, vt dixi l. eo iure 4. D. in quib. cauſ. niſi ita cum colono conuenerit l. cum colono 14. D. Quib. modis pign. l ſi non inducta 5 C. in quib. cauſ pign. tac l. 7 D. eod tit. l. 5. C. de loc.

l Preſtre ou Lay. Eſtãpes Art.147. Laon Art. 274.

Source : BIU Cujas

seront enleuez hors la mestairie.

Executions, Arrest ou empeschement pour louages, adcenses & arrentemens de maisons, prez, terres, vignes ou autres heritages, sur les biens & fruicts estans esdites maisons, terres & heritages.

† *Cest Art. 37. est nouuelle Coustume, quant à la prescription du temps seulement.*

Conducteurs des maisons tenus de les garnir de meubles suffisans pour vne annee: & s'il les transporte, est tenu les restablir.

Premier conducteur peut vser de semblables contraincte & execution contre le second, que le locateur.

ou rẽte, la derniere annee estre arrestez par Iustice à la requeste du S. proprietaire, qui a baillé lesdits heritages à ferme ou rẽte, bien que les termes du payemẽt pour ladite derniere annee, ne soient encores m du tout escheus, iusques à la concurrence de ce qui est deu tant seulement. Toutesfois pourra audit cas le fermier ou rentier faire battre son blé, sans rien deplacer, apellé le S. & pareillemẽt icelui vendre pour satisfaire au S. de sa rente ou ferme, en appellãt à ce faire le S. iaçoit qu'il n'y eust lettres obligatoires. Ar. 45. Et par semblable pourra le S. à qui la ferme ou rente sont deuz, faire arrester les fourrages & pailles destinees pour le nourrissement du bestail de la mestairie & pour faire les fumiers requis, pour fumer les terres d'icelles, iaçoit ce qu'il n'y eust lettres obligatoires. Art. 46. Et si lesdits fruicts, pailles & fourrages auoient esté enleuez & trãsportez ailleurs, le S. les peut poursuiure & faire arrester, & rapporter en sa mestairie: & pour le regard d'iceux doit estre preferé à tous autres creãciers. Art. 47. & s'il y a opposition formee és cas susdits, les Arrests dessus declarez tiendront neantmoins iusques à ce que l'opposant aura baillé caution: auquel sera assigné iour par le Sergent qui aura fait lesdits Arrests, pour dire ses causes d'opposition, par deuant le Iuge, auquel la cognoissance en appartient.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Ar. 117. p. *à Paris*. Ar. 161. maison ou autres heritages par luy baillez &c. de faire &c. voye d'execution &c. biens du cõducteur estãs en icelle maison ou fruits desdits heritages. Ar. 118. Si le conducteur ou autre que le S. direct ou foncier emportoit &c. p. *à Niuernois*. Ar. 17. iusques à ce mot, *aduenir*, inclus, Ar. 122. p. *à Niuern*. Ar. 18. maison qui l'aura louée à vn &c. durãt le &c. louage: *& è contra*. Art. 125. p. *à Niuernois*. Art. 19. arrester, & sera preferé à tous autres.

ORILLAC Art. 2. Les maistres des maisons louees peuuent retenir pour les salaires les biens meubles des locataires, & fermer les portes des maisons, iusques à ce qu'ils soient payez du louage de leurs maisons.

S. SEVER L. Tit. 3. Art 3. Le S. de la maison, peut prendre & pignorer de son auctorité, les choses & biens meubles du conducteur estans dedans ladite maison, pour le pris du louage, ou ce qui luy restera estre deu.

BAYONNE Tit. 7. Art. 7. Le terme du louage fini, le locateur, si le conducteut n'a payé, peut par auctorité de Iustice, faire prendre les biens que le conducteur a mis en la maison louee, & iceux faire vendre & distraire, tout ainsi que dit est au Titre suiuant du S de fief. Art. 8. Et si le conducteur occultement ou autrement, sans payer, laisse la maison louee, & emporte les biens qu'il y a mis, est contrainct par auctorité de Iustice sans figure de proces, remettre de ses biens meubles en la chose louee à double valeur de ce qu'est deu pour raison du louage, a fin que le locateur puisse iceux faire prendre & vendre en la maniere que dit est au Titre suiuant. Art. 9. Et à remettre les biens meubles le conducteur est contraint par detention & empriſonnement de sa personne, iusques à ce qu'il à obey.

BAR Tit. 14. Art. 196. Pourra le locateur par auctorité de Iustice faire saisir & transporter les biens du conducteur trouuez en la maison louee, soit Clerc ou lay, pour les loyers qui luy sont deuz.

CAMBRAY Tit. 25. Art. 56. Il est loisible à toutes personnes pour debtes censes & redeuances de terres ou heritages, dont le iour de payement n'est encores venu, soy faire asseurer à ses despens, par la voye de claim & Arrest.

LA SALLE DE LILLE Tit. 22. Art. 7. p. *à Lille*. Art. 115. de fiefs & heritages baillez à cense &c. courant desdites despouilles, & sont à preferer à toutes hypotheques, sauf lesdits labeurs & semences. Art. 8. p. *à Lille*. Art. 114. de louage d'vne maison faict &c. sur les biens trouuez en ladite maison ou portion d'icelle, aians occupé ledit louage à qui qu'ils soient appartenans.

ARMENTIERES Art. 8. Tous biens trouuez és maisons occupees par louage, appartenans aux louaigiers sont affectez pour le louage de l'annee courante. Laquelle est priuilegee & faict à preferer sur lesdits biens à tous autres hypotheques: & en cas qu'iceux biens fussent insouffisans pour le payement de ladite annee courante, & que l'on trouuast aucunes hostilles ou vaisseaux de foullons appartenans à autruy, icelles hostilles ou vaisseaux pour le parfaict dudit payement, sont affectez pour iceluy payement.

Seigneur proprietaire peut faire arrester sans lettres les fruits cueillis ou non pour la derniere annee, sur le fermier ou rẽtier.

De la saisie & arrest des pailles & fourrages destinez pour la nourriture du bestail & pour les fumiers.

Fruicts, pailles, fourrages & fumiers transportez hors la mestairie comme seront saisis & arrestez.

Opposition formee contre les saisies & arrests faicts des fruits pailles, fourrages & fumiers.

Maistres des maisons louees comme peuuent retenir les meubles des locataires & fermer les portes.

Conducteur tenu de restablir les meubles à double valeur du louage: & y sera contraint par empriſonnement.

Locateur peut faire arrester & saisir par auctorité de Iustice les biens estans en la maison louee.

Clain & Arrest pour debtes censes & redeuances de terres ou heritages, ores que le terme de payement ne soit escheu.

m D. l. in prædiis D. In quibus causis pign. tac. contr. l. quamuis 3. C. eod. tit. l. domini 5. C. de agric. & censit. Au reste cest Art. est conforme à la L. 14. D de pign. Ce qui est receu par les Coustumes de Reims Art. 391. Chalons Art. 275. & de Melun Art. 183. On peut demander s'il y a plusieurs Seigneurs par indiuis, la saisie & arrest faicte par l'vn d'eux vaudra & tiẽdra à l'esgard & profit des autres nõ seulemẽt pour le deu de la derniere annee, mais aussi pour le payement des arrerages & restes des annees precedentes. Et notez que telle saisie & Arrest de fruicts a lieu, ores que lesdicts fruicts ayent esté ensemẽsees par le second conducteur l. si in lege 24. §. colonus D. locati.

n Pabula, fœnum, stipulæ sũt instrumẽti tã tũ l. 12. §. si aliqua D. de inst. & inst. legato. stercora vero & stramenta sunt fundi l. 17. §. fundo D. de act. empti. Si modo sterquiliniũm sit paratum stercorandi agri causa Maxima est enim vtilitas in stercore Vlp. in l. plenum 12. §. sed si pecoris D. De vsu & hab l. 7. C. de cur su publ. §. pen. Inst. de vsu & hab.

Source : BIU Cujas

LANNOY Art.4. Deniers deuz pour louage de maisons, sont executoires comme priuilegez.

S. PIERRE DE LILLE Art.2. Es terres & Seigneuries desdits Preuost, Doyen & Chappitre, louages de maisons & heritages en tenus & mouuans, sont executoires par la Iustice desdits Seigneurs, respectiuemẽt, si auant que telles maisons & heritages sont gisans & enclauez és termes & banlieue de nostre ville de Lille.

ARRAS Tit.5. Art.43. Les louages des maisons dudit Escheuinage, soit qu'il y ait obligation ou non sont executoires pour vn an, sur les biens trouuez ésdites maisons.

L'ALLEVE Tit.2. Art.20. Les biens occupans vne maison pour louage, sont affectez & hypothequez au rendage dudit louage, & fait le S. & maistre de ladite maison à preferer d'estre payé sur lesdits biens pour le deu dudit rendage, auant tous autres creanciers. Et si peut ledit S. & maistre prendre & retenir lesdits biens en attendant Iustice, & les faire saisir pour le furnissemẽt de sondit deu. Ar.21. Les aduestures d'aucuns heritages baillez à cense, sont pareillement affectees & hypothequees au rendage de ladite cense, & fait le S. & maistre dudit heritage à preferer d'estre payé sur icelles auant tous autres creanciers, apres le labourier premierement payé. Et peut ledit S. & maistre à ces fins pour sa seureté faire saisir lesdites aduestures, iaçoit que ledit censier soit heritier ou bien tenant audit pays.

TOVRNAY Tit.20. Art.10. Tous louages & bails de censes de maisons & heritages, sont executoires endedans la xv apres le terme d'icelui escheu, aux despens du louaiger debiteur à cause de sa faute de payer. Art.11. Mais si lesdits louages, apres lesdits xv. iours passez depuis lesdits termes escheus ne sont plus executoires, ains gisent en simple action personnelle, n'estoit qu'ils fussent passez & recongnus, & les parties obligees pardeuant Escheuins, Tabellions ou Preuosts & Iurez: ouquel cas en vertu desdites Obligations, les Seigneurs pourront pour lesdits louages escheus faire executer leurs debiteurs quant bon leur semble. Art.12. Les Seigneurs de quelque heritage loué, se peut faire asseurer de leursdits louages à leurs despens, toutes & quantesfois que bon leur semble, en faisant faire mettre la main de Iustice sur les biens estans en & sur lesdits heritages louez pour la seureté & cõseruation de leursdits louages. Art.13. Et si apres ladite seureté & mainmise par Iustice sur les biens dudit louaiger, l'on faisoit aucun transport d'iceux, lesdits Escheuins pour conseruation de leurdite Iustice, peuuent & doiuent aller requerir lesdits biens, se recouurer on les peut & contraindre le louagier, ou ceux és mains desquels sont lesdits biens de rapporter iceux & restablir en la main de Iustice, & pour l'infraction d'icelle faite par lesdits transports, sont lesdits trãsportans punissables és loix à ce pertinẽts à la discretion desdits Escheuins. Ar.14. Aussi le louagier ou censier d'aucunes terres, ne peut vendre les despouilles estans & croissans sur icelles en verd, ne autrement, sans la charge de la cẽse ou louaige deu à raison desdites terres.

Voyez Mante Art.92. cy dessous & autres Coustumes mises sur les Art. 170. & 171. de Paris.

Art.163. PARIS.

Qui a droict • de rente constituee sur aucune maison assise en la ville & faux-bourgs de Paris, à cause de laquelle luy sont deuz trois termes d'arrerages & non plus: peut proceder par voye de gagerie pour iceux trois termes sur les biens meubles estans en ladite maison appartenans au detenteur & proprietaire.

Pour rente constituee sur les maisons estans en la Ville de Paris & faux-bourgs, on peut proceder par voye de gagerie sur les biens estans en icelles pour trois termes de arrerages de ladite rente.

• Ceſt vn priuilege ſpecial pour les rentes conſtituees ſur les maiſons de la Ville & faux bourgs de Paris: qui ſe doit garder & obſeruer. Et ſont les Articles des Couſtumes parlans des Executions tellement rigoureux & de droict eſtroict, que l'on les doit garder, comme auſſi les Ordonnances faiſans mention deſdites executions ſe doiuent in-

CONFERENCE.

SENS Tit.13. Art.120. Si aucun baille son heritage à rente fonciere, il peut pour la rente & les arrerages faire arrester & brandonner ledit heritage, les fruits & meubles estans en iceluy: & demeurera la main garnie, pour la derniere annee, s'il est en possession de prendre & leuer ladite rente, ou qu'il appare des lettres du bail: ores que declaration d'hypotheque n'ait esté obtenu contre le detenteur. Et si le detenteur est obligé personnellement, Execution pourra estre faicte sur ses biens, & aura main garnie pour les arrerages de trois annees. P

Brandon &

Source : BIU Cujas

uiolablement obseruer. Bald in l. ordo. C. de execut. rei iud. Du Moulin sur l'ancienne Coustume de Paris tient que ceſt Art. a lieu, soit que le Seigneur de la rente soit domicilié à Paris ou non. Parce que la Ville de Paris est la commune patrie de tous ceux qui sont demourans au Royaume de France, comme les Romains ont dict parlant de la Ville de Rome in l. Roma 33. D. ad municipal. l. in orbe Romano. 17. D. de stat. hom. Nou. 78. cap. 5. Cuiac. ad l. vn. C. de decur. in quo loco.

p L. 3. C. de apoch. publicis. Voyez l'Ordonnance du Roy Charles 9. 1563. faicte pour le payement des rentes foncieres & autres deuoirs Seigneuriaux dont nous auons parlé cy dessus Tit 2. de censiues & en l'Addition des Titre V. & VI. de ceste Conference, & au 4. de la Conference des Ordonnances Tit. dernier.

Arrest pour la derniere annee d'vne rente fonciere s'il est en possession de leuer ladite rente, ou qu'il en apparoisse par lettres: ores que il n'y ait declaration d'hypotheque obtenue: & s'il est obligé personnellement execution sera faicte sur ses biens & la main garnie pour trois annees.

MONTARGIS Chap. 20. Art. 6. Lettres obligatoires de constitution de rente, soit fonciere ou autre, q sont executoires contre l'obligé, pour les arrerages, qui en peuuent estre deux, pour autant de temps que l'action personnelle dure.

q Par l'Ordonnance du Roy Louis 12. 1510. Art. 71. Les arrerages des rentes volantes ne se peuuent demander que de cinq annees dernieres. Ce qui est repeté par François 1. 1523. pour le pays de Bretagne Art. 17. & 18. comme il a esté monstré cy dessus Tit. V. & VI. és Additions.

ORLEANS Tit. 20. Art. 434. Lettres †† obligatoires de creation de rente fonciere &c. p. *à Montargis*. dure. Et pareillement sur les biens de l'obligé, apres son trespas, sa succession estant iacente. Art. 435. Et † au regard des rentes constituees, lesdites lettres obligatoires sont executoires, comme dit est pour v. annees seulement: sinon qu'il y ait interpellation faite iudiciairement.

†† *Ceſt Art. 434. estoit le 350 ancien: & ces mots*, de xxx. ans, *ont esté adiouſtez pour explication.*

† *Ceſt Art. 435. est accordé & adiouſté sans preiudice du passé.*

BLOIS Chap. 22. Art. 246. Vn Seigneur foncier de quelque maison qu'il ou ses predecesseurs ont baillé à rente, à quelque somme de deniers, peut valablement par vertu de ses lettres obligatoires, faire prendre par Execution les biens estans en la maison, pour les arrerages escheus de la rente: supposé que le detenteur ne soit obligé, & qu'il soit tiers detenteur. Et s'il y a sur ce opposition interiettee, la main de Iustice tiendra durant le procés: sinon que l'obligé consigne argẽt ou autres biens. Art. 247. Vn homme aiant rente qui n'est fonciere sur quelques heritages specialemẽt obligez, peut par vertu de ses lettres obligatoires faire executer l'obligé &c p. *à Montargis*.

DVNOIS Chap. 17. Art. 91. Vn Seigneur d'hostel ou aiant rente fonciere sur iceluy peut audit hostel faire Execution par vn Sergent sur les biens du detenteur & demourant en iceluy hostel, pour trois annees precedentes & dernieres à luy deues du loyer ou rente fonciere d'icelle maison: & vaut & tient icelle Execution sans lettres obligatoires. Et doit le Sergent signifier la vente des biens par luy prins au detenteur: & s'il s'oppose luy donner iour en opposition. Auquel iour ou autre assigné par le Iuge est tenu l'executant informer de son droict par lettres obligatoires, tesmoins ou confession de partie: en ce faisant pendant le proces la main tiendra sur les biens prins: *aliàs*, en defaut de ce faire, l'executé doit auoir main-leuee. Art. 92. Et s'il est question entre deux Seigneurs dudit hostel pour rente fonciere, le conducteur en consignant & mettant en main de Iustice, la pension du loyer de la maison, aura main-leuee desdits lieux.

Arrerages de rentes foncieres executoires pour cinq ans seulement.

Seigneur foncier peut par vertu de lettres obligatoires faire prendre par execution les biens estans en la maison pour les arrerages de la rente deuz: & s'il y a opposition, la main tiendra s'il n'y a consignation d'argent ou biens.

Art. 164. PARIS.

Vne obligation r faite & passee sous Seel Royal, est executoire sur les biens meubles & immeubles de l'obligé.

Seigneur de rente non fonciere cõme peut par vertu de lettres obligatoires faire proceder par execution.

r Par les Ordonnances de France les executions faictes par vertu des obligations passees sous Seel Royal ou autre seel authẽtique, seront faites no nobstant oppositions ou appellations quelconques & sans preiudice d'icelles. Iean 1. 365. Charles. 6. 1384. Charl. 8. 1493. Art 54. François 1. 1515 Chap. 16. Art. 12. & 1536 Cha. 1. Art 41. & estans passees sous le Seel Royal, seront executoires par tout le Royaume Franc. 1539. Ar. 65.

Art. 165. PARIS.

Et †† le semblable doit estre gardé pour les obligations passees sous Seel authentique & non Royal: pourueu qu'au iour de l'obligation passee, les parties obligees fussent demourans au lieu, où ladite obligation est passee.

Execution pour trois annees du loyer ou rente fonciere, encores qu'il n'y ait lettres obligatoires.

Conducteur aura main-leuee, en consignant le loyer de la maison.

Obligation passee sous Seel Royal est executoire sur biens meubles & immeubles de l'obligé: & le semblable des obligations passees sous Seel authentique & non Royal: si les parties obligees sont demourans au lieu ou l'obligation est passee.

†† *Ceſt Art. 165. a esté adiouſté pour auoir esté touſiours gardé.*

Source : BIU Cujas

& en vertu d'obligations passee sous seel authentique, en tous les lieux, où ils seront trouuez demourans lors de ladite Execution François 1.1539. Art.66. Ces ordonnances ont esté par nous mises au 4. liure de la Conference des Ordonnances Tit.1.

Obligations sous Seel Royal ou authentique, & cedules pures & simples recognues ou verifiees emportent garnisó de main

Condãné à garnir, doit satisfaire dans deux delais & sera la garnison faite es mains du creancier.

†† *Ces mots, en baillãt, &c. iusques à la fin, ont esté adiouſtez pour explication de cest Art. 430. qui estoit le 347. de l'ancien.*

Obligations & instrumens comme sont executoires contre les obligez ou leurs heritiers, apres declaration.

† *Cest Art. 132. est correctif de l'ancienne Coustume.*

† *Leur auons remonstré que ces mots*, Tout ainsi que s'il estoit condemné par sentence sans commission de Iuge, *estoient desraisonnables & qu'à cause d'iceux pourroient aduenir plusieurs inconueniens, & a ceste cause ont esté rayez & ostez dudit Art.*

Arrest, saisie, execution & emprisonemẽt faits en vertu d'obligation ou sentẽce, ne vallent si la somme n'est certaine & liquide, en somme ou espece.

†† *Cest Art 166. a esté adiouſte pour auoir touſiours esté garde*

Obligatiõ clare doit estre prõtement executee.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.14. Art.237. & 238. p. *à Paris* 164. & 165.

NIVERNOIS Chap.32. Art.3. Obligations sous Seels Royaux & authentiques & cedules pures & simples recognues ou verifiees emportent garnison de main. Et peut la garnison estre faicte par le Sergent executeur, ou ordonné par le Iuge nonobstant opposition ou appellation quelconques suiuant les Ordonnances ſ Royaux. Et celuy qui est condemné à garnir, doit y satisfaire dedans deux delais qui luy seront prefix & arbitrez par le Iuge : autrement doit estre debouté de son oppositiõ & sera la garnison faite és mains du creãcier, en baillant caution.

ſ Cy dessus dattees sur la Coustume de Bar. Art.164.

MONTARGIS Chap.20. Art.1. Lettres obligatoires faites & passees sous Seaux Royaux emportẽt garnissement de main : & les autres obligatoires és Chastellenies, où elles sont passees, portent pareillement garnison de main.

ORLEANS Tit.20. Art.430. p. *à Montargis.* sous seel Royal ou autre seel authentique de Cour laye, sont executoires & portent garnissement de main contre l'obligé, en †† baillant par le creancier bonne & suffisante caution.

CHASTIE AV NEVF Chap.18. Art.132. Tous † instrumens & obligations authentiques faits sous les Seaux de ceste Chastellenie ou autres Seaux authẽtiques, seront executoires contre les obligez & ses heritiers chacun pour sa portion contingente, apres toutesfois que les obligations auront esté declarez executoires par iugement contre lesdits heritiers.

BLOIS Chap.22. Art.245. Lettres obligatoires faites & passees sous le Seel Royal ou autre Seel authentique, sont executoires, & par vertu d'icelles on peut prendre par Execution les biens de † l'obligé.

LA MARCHE Chap.30. Art.363. Le creancier qui a obligation ou condemnation sous Seel Royal ou de la Comté de la Marche, ou d'aucun suiet qui a Seel à contracts ou d'autre seel authentique de Cour laye, ou pour cause de ses rentes, s'il est en possession, comme dit est dessus pour soy faire payer de son deu, ou apres confession faite par le debteur en la presence d'vn Sergent & tesmoins, de debte non excedant la somme de cent sols, peut par commission suffisante auec ledit obligé ou condemnation, par vn Sergent faire prendre les meubles de son debteur ou de son heritier, declaration prealablement faicte, d'estre heritier : pourueu que prealablement il ait sommé son debteur en personne ou domicile, de luy faire payement, si en l'obligation n'y a point de terme.

CAMBRAY Tit.25. Art.47. Obligation passee par deuant Bailly, Preuost, Chastellain & Iustice, n'est executoire par peine seruie, sinon en la Seigneurie, où elle est passee. Art.48. Obligation ou recognoissance faite & passee par le debteur pardeuant Escheuins sous hypotheque expresse de ses biens meubles, vaut debte cognuë, present Iustice, & se peut promptement executer par apprehension de meubles de l'obligé ou de sa personne. Art.50. Vne obligation passee hors du pays de Cambresis ne vaut en iceluy que pour cedule, & n'est executoire par peine de seruie.

Art. 166. PARIS.

On †† n'est receuable à proceder par voye d'Arrest, Saisie, Execution ou emprisonnement en vertu d'obligation ou sentence, si la chose ou somme, pour laquelle on veut faire l'exploict n'est certaine ţ & liquide, en somme ou espece : Et neantmoins si l'espece est suiete à appreciation peut executer, & adiourner afin d'apprecier.

ţ Pourueu qu'il n'y ait aucune condition en ladite obligation ou sentence. Orleans Art.462. & Bourbonnois Art.97. Toute Execution doit estre certaine & contenir nommement par declaration les choses desquels il est question : afin que la sentence puisse estre certaine s'il est possible ainsi que dit Masuer Tit. de execut. num.13.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.14. Art.239. p. *à Paris.*

BRETAGNE Tit.13. Art 222. Toute obligation ou autre faict clair, doit estre promptement executé, en tout ou en partie, par autant qu'il s'en trouue de clair.

Voyez cy dessus les Coustumes d'Orleans Art.462. & de Bourbonnois Art.97. mises cy dessus sur l'Art.107. de Paris.

Source : BIU Cujas

Art. 167. PARIS.

Quand le proprietaire possesseur d'aucun heritage va de vie à trespas sans hoirs apparens, le Haut Iusticier, en la Iustice duquel les heritages sont assis, peut & luy est loisible iceux heritages vacans & non occupez saisir & mettre en sa main.

Haut Iusticier peut saisir & mettre en sa main les heritages vacans par mort & non occupez, si les heritages sont en sa Iustice.

CONFERENCE.

ESTAMPES Chap. 13. Art. 151. p. *a Paris.* proprietaire & possesseur &c. heritiers, le Haut &c. peut iceux &c. main, iusques à ce que l'heritier soit apparu.

MONTFORT Chap. 14. Art. 156. p. *a Paris.* & possesseur &c. main, à la conseruation du droict, de qui il appartiendra: à † la charge d'en faire inuentaire par le Procureur du Roy, ou Procureur de la Seigneurie.

Inuentaire des biens vacãs par qui sera faict.

† *Ces mots, à la charge, &c. ont este de nouuel adiouſtez.*

MANTE Chap. 17. Art. 190. †† p. *a Montfort.* proprietaire ou possesseur.

†† *Cest Art. 190. est de nouuel introduit.*

SENLIS Tit. 4. Art. 103. Il loist au Haut Iusticier mettre en sa main tous les heritages & biens vacans qui ne sont tenus & occupez par les proprietaires ne de leur consentement, & iouir d'iceux heritages & biens vacans, iusques à ce qu'aucun proprietaire s'appare. Mais par ladite Coustume, sur iceux biens vacans, les creanciers feront payez de leur deu, ou ils feront vendre & decreter iceux heritages & biens vacans.

Biens vacans non tenus ny occupez par les proprietaires ne de leur consentement, peuuent estre pris par le Haut Iusticier.

CLERMONT Tit. 17. Art. 201. Vn Haut Iusticier peut & luy loist en sa terre & Seigneurie apres le trespas de l'vn de ses suiets faire inuentaire de ses biens, faire seeller les chambres de sa maison, coffres & autres choses, où seroient les biens du defunct: les faire inuentarier & mettre en sa main, à la conseruation du droict à qui il appartiendra: & ce quand les heritiers x sont mineurs, ou qu'il en est requis par l'vn desdits heritiers, ou Executeur, ou par le Procureur de la Seigneurie, pour aucunes bonnes causes raisonnables le tout à la conseruation du droict de qui il appartiendra.

Creanciers seront payez sur les biens vacans ou les feront vẽdre & decreter.

VITRI Tit. 1. Art. 3. Quand † aucun va de vie à trespas, & il delaisse des heritages sans estre reclamez, lesquels le S. Haut Iusticier fait mettre en sa main, comme biens vacans, à la conseruation du droict, de qui il appartiendra, auant qu'il puisse dire les biens estre siens, comme vacans, ne disposer valablement d'iceux, il est requis, que par sa Iustice il face bon & loyal inuentaire des biens, & que par iv. quatorzaines il face crier & proclamer au lieu du domicile du defunct, quant aux meubles: & quant aux heritages, és lieux où ils seront assis, s'il y a aucun habile à soy porter heritier dudit defunct: & en faisant suffisamment apparoir y de ce, lesdits biens luy seront baillez & deliurez. Et si dedans ledit temps des proclamations ne se treuue aucun habile à estre heritier, & que le Seigneur au autre aiãt droict de luy, iouysse desdits heritages ainsi proclamez, par l'espace de v. ans: en ce cas, apres lesdits v. ans ne sera aucun receuable à vẽdiquer ne poursuir lesdits biẽs, comme heritier du defunct: ains en sera & demourera paisible possesseur le Seigneur ou autre aiant de luy droit: n'estoit que l'heritier dudit defunct, à qui lesdits biens deuroient appartenir, fut mineur ou absent pour cause legitime ou en pays loingtain. z Auquel cas tel heritier apres lesdits v. ans passez, pourroit requerir ladite succession & l'auoir en payant les frais raisonnables.

S. Haut Iusticier comme peut faire inuentaire ou seeller.

† *Cest Art. 3. corrige l'ancien ne Coustume pour les fraudes que les Seigneurs de iour en iour pouuoiẽt cõmettre és biẽs de leurs suiets & vassaux: pource que les biens vacãs par ledit Art. ancien appartenoient au Seigneur, si dedans quatre ans n'apparoissoit aucũ heritier.*

LAON Tit. 8. Art. 84. Si aucun va de vie à trespas sans heritiers habilles à luy succeder, ses biens sont reputez vacans, & les peut le Haut Iusticier du lieu, où ils sont assis, faire faire saisir & regir par commissaires, qui sont tenus en faire inuentaire. Art. 85. Si †† dedans les x. ans que le S. Haut Iusticier aura mis en ses mains les biens comme vacans, apparoist aucun heritier, le Seigneur est tenu luy faire deliurance desdits biens tant meubles, immeubles, que fruicts desdits immeubles: verifiant & prouuant qu'il est parent & habile à succeder, en payant audit S. les frais raisonnables, qu'il aura fait pour la conseruation desdits biens. Mais apres les x. ans passez, le S. n'est tenu rendre compte à l'heritier des meubles ne des fruicts: ains seulement luy delaisser la possession vacuë d'iceux immeubles: & apres xx. ans ledit heritier n'est receuable, à demander lesdits biens, ains demeurent audit Seigneur: sinon que ledit heritier fut mineur auquel luy doit estre entierement rendue la succession du defunct.

Biens vacans se doiuent demãder dans cinq ans par l'heritier.

CHALONS Tit. 12. Art. 93. † & 94. p. *a Laon.* Ar. 84. & 85. fut mineur, furieux ou absent pour cause necessaire. Auquel &c.

Biens vacans quand on decede sans heritiers

Heritiers peuuent retirer les biens vacãs dãs les dix ans.

u Cest saisie de biens vacans est introduite pour les conseruer à ceux à qui ils deuront appartenir. Et doit le Seigneur en faire faire inuentaire à la requeste du Procureur d'office ou de la Seigneurie ou du Procureur du Roy comme quelques Coustumes l'ordonnent mesmes celle de Montfort. Art. 156. & Maute 190. le tout pour la conseruation des droits de qui il appartiẽdra, pour en bailler main-leuee, si besoin est a celuy qui sera heritier ou pretendra autrement lesdits biens luy competer & appartenir ou bien les appliquer à soy auec cognoissance de cause & iugement donné pour cest effect. Faber in Inst. de her. quæ ab int. Au reste ce droict est par aucuns appellé droict de desherence, comme Bacquet a traicté en son Traicté de Desherance chap. 1. 2. & 3. & Traicté des droicts de Iustice ch. 21 & auons aussi parlé des biens vacans partie 1. Tit. 6. nomb. 3. ex l. 1. C. de bon. vac. l. 1. D de suc. ed & l. 1. § DIVUS D de iure fisci. S'il y a coucurrẽce de Seellez pretendans respectiuement les biens vacans par faute d'hoir, si la contention est entre le Procureur du Roi & le Haut Iusticier, les officiers du Roy doiuent faire l'inuentaire.

x Par l'Ordonn. du Roy Henry 3. 1579. Estats de Blois Art. 164. est monstré en quels cas le Procureur du Roy peut estre appellé pour le fait des Inuẽtaires & Seellez, cõme nous auons monstré liure vi. Tit. dernier.

y Il suffit vne possession de parentele principalement contre vn estranger Accurs. in l. C. quor. bon & l. non pistolis C. de prob. ex cõs. & nu 2. Philip. Dec. cons. 54. C M.

z Item ex clausula generali Si qua mihi in causa videbitur l. 1 D Ex quib. caus. maio C M.

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art.86. a eſte debatu & empeſché par Beguin au nom & comme Procureur du Cardinal de Lorraine, comme Seigneur de la ville de Vailly, & des villages de Chauonnes, Parquy, Filam, Izy, & Ioy à cauſe de ſon Archeueſché de Reims, & comme Seigneur de Corbony, & de Cranſte, à cauſe de ſon Abbaye de S. Remy dudit Reims, & des Religieuſes, Abbeſſe & Conuent de S. Pierre dudit Reims, comme Dames de Vaux, Monſtreuil, Vrigincourt, Gerzicourt, Ogdelecourt, Gobreſicourt diſant que par l'ancienne Couſt. de ladite Preuoſté de Laon, aucun n'eſtoit receuable à ſoy declarer heritier d'vn defunct l'an paſſé, ſinon qu'il fut releué par lettres Royaux: que ſuiuant ce leſdits Seigneur & Dames ſont en poſſeſſion & iouiſſance de pouuoir ledit an paſſé, prendre & appliquer à eux & à leur profit les biens dudit defunct. Nonobſtant leſquelles remonſtrances & par l'aduis des Eſtats, auons ordonné que ledit Art. paſſera pour Couſtume pour l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé. Et neant-moins auons declaré que n'entendions preiudicier aux droicts & poſſeſſions deſdits Seigneur & Dames: pour leſquels ils demoureront en leur entier.*

† *Les Art 93. & 94. ſont introduits pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 344. a eſté adiouſté pour auoir eſté omis comme le premier Article.*

† *Ceſt Art. 345 eſt de nouuel introduit.*

De la concurrẽce de pluſieurs Seigneurs en cas de deſherence ou biẽs vacans.

Des Teſtamẽs debtes, obſeques & funerailles deues par l'heredité.

Biens vacans repetez dans vn an.

Bas Iuſticier peut prendre & ſaiſir les biens vacans par defaut d'hoir apparent.

†† *Ces mots,* immediatement & apparent, *& ces mots,* dont le Seigneur ſera reſponſable: *& ces mots,* ou qu'il y ait appel ou oppoſition, *ont eſté adiouſtez pour plus grande explication dudit Art.*

S. apres trẽte ans de la ſaiſie de biens par defaut d'hoir ou autrement vacans, eſt reputé Seigneur proprietaire & domanier.

† *Ceſt Art. 24 eſt de nouuel adiouſté.*

REIMS Tit.13. Art.344. p. *à Laon.* Art.84. ſans †† hoirs procreez de ſon corps: & n'y a autres heritiers apparens habilles, &c. Art.345. † p. *à Laon.* Article 85.

CHAVNY Tit.8. Art. 40. Quand aucun decede ſans heritier, qui luy puiſt ou vueille ſucceder, les biens de tel decedant, ſont reputez vacans, & les peut le S. Haut Iuſticier du lieu, où ils ſont trouuez ou aſſis, faire ſaiſir, inuentorier, regir & gouuerner par gens ſoluables, iuſques à an & iour, à compter du iour du treſpas d'iceluy decedant: apres lequel an, s'il ne luy appert d'heritier, qui vienne dedans iceluy temps, ledit Seigneur peut prendre & appliquer à ſoy iceux biens: & ſ'il y en a de diuers lieux, chacun Seigneur Haut Iuſticier des lieux, où ils ſeront trouuez, aura ceux, qui ſeront en ſa Seigneurie, tant meubles, qu'immeubles: par ce qu'en ce cas les meubles n'enſuiuent point la Couſtume du lieu, où le corps eſtoit decedé, ou eſtoit demourant. Art. 41. Leſdits Seigneurs ou Seigneur apprehendans leſdits biens, comme vacans, ſont tenus de l'accompliſſement des Teſtamens, debtes, y obſeques & funerailles: par ce qu'ils ſont au lieu de l'heritier & en ſont tenus chacun, pour autant qu'ils en auront ou prendront deſdits biens & iuſques à la valeur d'iceux & non point plus auant: pourueu qu'ils ayent fait ou fait faire Inuentaire par Iuſtice, auant qu'iceux apprehender, prendre ou eux immiſcer. Art.42. Mais ſi dedans ledit terme d'an & iour, viennẽt aucuns ou aucun, qui ſe declaraſt heritier d'iceluy decedant, en proud'iceux biens & ſucceſſion: en payant les frais raiſonnables. Et apres ledit an & iour paſſé, n'eſt tenu & ne peut eſtre contraint ledit Seigneur Heut Iuſticier, à rendre iceux biens & ſucceſſion, ſi n'eſtoit que ledit heritier fut releué du Roy.

TOVRS Tit.1. Art.18. Le S. qui a Baſſe Iuſtice peut prendre & ſaiſir en ſa main par ſa Iuſtice la choſe tenue de luy †† immediatement à foy & hommage, roturierement ou autrement, quand la choſe eſt vacante par defaut d'hoir apparent, ou qu'elle mue main, ou par defaut d'exhibition de titres & contracts, ou de droicts & deuoirs non payez & rendus à iour & autres cauſes raiſonnables. Et peut & doit icelles choſes faire exploicter, leuer & gouuerner ſous main par Commiſſaires eſtans de ſa Iuſtice & commis par icelle, & dont ledit ſieur ſera reſponſable: & tiendra la ſaiſie iuſques à ce que celuy ou ceux qui pretendent droit eſdites choſes ſaiſies, ayent reblandy le Seigneur, qu'il appartient, ou qu'il y ait appel ou oppoſition pour le regard des choſes roturieres. Art.23. Apres que le S. aura ſaiſi aucun heritage par defaut d'hoir, ou comme vacant, & il l'aura tenu & poſſedé ou autre de par luy par xxx. ans, deſlors en auant il en ſera & demourera Seigneur proprietaire & domanier. Art. 24. Et † audit cas demourera ledit heritage pour le tout à celuy, à qui le Fief appartient, ſans que celuy des conioints par mariage, z auquel le Fief n'appartient, y puiſſe aucune choſe pretendre, ſinon pour la part des deniers communs desbourſez ſi aucuns en y a. Art. 25. Et commencera le temps de xxx. ans du iour de la ſaiſie faite des heritages. Toutesfois ſi le Seigneur auoit fait bannir iceux heritages en ſon Fief, par les Edicts de huictaine, Quinzaine & quarantaine ſelon qu'il ſera declaré en l'Article ſubſequent: deſlors il fera les fruicts des heritages ſiens: ſans qu'il ſoit tenu en faire aucune reſtitution à ſon ſuiet venant au dedans de xxx. ans le reblandir. Et en ce cas ne ſera tenu le ſuiet payer aucuns arrerages des rentes, ou deuoirs deuz pour raiſon deſdites choſes, eſcheus du temps paſſé. Et ſi le S. n'auoit fait leſdites bannies, & le ſuiet venoit au dedans de xxx. ans: en ce cas leſdits heritages ſeroient rendus au ſuiet auec les fruicts d'iceux, en reblandiſſant deuëment & payãt les arrerages des rentes & deuoirs deuz du temps paſſé, auec les loyaux couſts & miſes. Art.26. Le S. Bas Iuſticier a droict de faire bannir les heritages vacans en ſon Fief, par Ban de huictaine, Quinzaine & quarantaine par ſon Sergent. Et ſe

y Voyez Bacquet Traicté ſecond du droict desherence Chap 3. 4. & traicté de Iuſtice Tit. 6. nomb. 3.

z La Couſtume de Berry Tit. 19. Art. 8. eſt contraire & eſt le mary ou la femme preferé à defaut d'hoirs au Fiſc ou S. Haut Iuſticier comme nous auons monſtré partie premiere Tit. vi. nõb. iii.

Source : BIU Cujas

S. Iusticier apres auoir fait bannir les heritages par les Baics introduits, fait les fruicts des heritages siens. Bas Iusticier a droict de faire bannir les heritages vacans en son nom.

doiuent faire lesdits Bans deuant la porte de l'Eglise Parochiale, où les choses sont assises à l'issue de la grande Messe, au iour de Dimanche ou autre Feste solennelle, en requerant congé & obeissance au S. de Fief dudit lieu, où sont faites les Criees ou à ses Officiers, encores qu'il ne luy soit octroyé. Pour †† faire lesquels Bans seront mis pannonceaux du Roy ou affiches à la porte d'icelle Eglise. Art. 32. Et si le S. de Fief maintient que la saisie est par defaut d'hoir, le requerant sera tenu bailler les moyens, par lesquels il pretend droict és choses saisies, & l'informant deuëment, les choses luy seront deliurees, en baillant caution suffisante de les restituer au plus prochain, si aucun en y a : Laquelle † caution sera de la terre du S. ou de la Iurisdiction du Iuge Royal superieur, & fera les submissions au cas requises. Toutesfois ne pourra le S. de Fief faire saisir par defaut d'hoir, quand il y aura enfant, freres, cousins, ou neueux apparens & probablement congneus au lieu * de la demeure. Tit. 2. Art. 44. Le Moyen Iusticier peut saisir par la Iustice les biens meubles du decedé, iusques à ce qu'il soit apparu d'heritier, & doit faire mettre les biens meubles par Inuentaire & apprecier: & apres les faire bannir de huictaine, Quinzaine & quarantaine, à iour de Dimanche, au Prosne de la Messe Parochiale de la Parroisse, où les biens sont trouuez, ou à l'issue d'icelle Messe, ou autre iour solennel : sinon †† qu'il y eust enfans, freres, cousins ou neueux apparens & probablement congneus au lieu de la demeure du decedé. Art. 45. Et lesdites Bannies faites sera le Decret adiugé au profit du Moyen Iusticier à l'Assise : & audedans de trois ans apres la mort du decedé, l'heritier pourra demander & auoir les biens meubles, en informant de son droict, & payant les frais & mises. Et † lesdits trois ans passez, sera l'heritier exclus, & lesdits biens meubles du decedé acquis au Seigneur.

LODVNOIS Chap. 1. Art. 14. p. *a Tours.* Art. 18. tenue de luy à foy & hõmage, roturierement ou autrement pour plusieurs causes : c'est à sçauoir quand la chose est vacante, & par defaut d'hoir, &c. commis par sa Iustice, &c. *iusques a ce mot*, appartient, *inclus.* Art. 20. & 21. p. aux Art. 23. & 25. *de Tours.* Art. 22. le Bas Iusticier, &c. p. *a Tours.* Ar. 26. le iour, &c. Officiers: iaçoit qu'elle ne luy soit octroiee. Art 28. Et si ledit, &c. p *a Tours.* Art. 32. sont deliurees, &c. *iusques a ces mots*, si aucun en y a, *inclus.* Chap 2. Art. 6. p. *a Tours.* Art. 44. Art. 7. Et lesdites. p. *a Tours.* &c. Iusticier en Assise, &c. droict & parmy payant les frais & mises.

ANIOV Tit. 18. Art. 442. Si aucun heritage & chose immeuble tenu censiuement d'aucun Seigneur de Fief, demouré de la succession d'autruy, n'est recueilly par ses heritiers ou autres prochains parens, le S. de Fief le peut deslors prendre en sa main, & faire bannir par trois bannies au iour du Dimanche à ban d'Eglise ou par trois Foires & Marchez, s'il les a : pourueu qu'il y ait vne semaine entre chacune bannie, & les bailler à exploicter au plus offrant & dernier encherisseur au profit de ses deuoirs & de qui il appartiendra. Et s'il n'appert d'aucuns heritiers dedans x. ans, qui viennent recueillir la chose, le S. lors la peut prendre & appliquer à soy comme sienne : & en ce cas à iuste titre. Et s'ils viennent dedans x. ans, rendra lesdits heritages auec les fruicts, les deuoirs premierement rabbatus : mais apres iceux x. ans, il n'est plus tenu de les rendre aux heritiers, ne les fruicts qui en ont esté leuez, s'il n'estoit ainsi que les heritiers fussent mineurs, ou insensez au temps de la succession à eux escheuë : auquel cas ils reuiendront à leur heritage.

LE MAINE Tit. 19. Art. 453. p. *a Aniou.* heritage tenu, &c. demouré par le decés d'autruy, &c. heritiers, le Seigneur, &c. par trois Bans d'Eglise, ou à Foires & Marchez, &c. appartiendra. Et si dedans x. ans il vient heritier, il aura les heritages & fruicts d'iceux, premiers deduits & rabbatus sur iceux les arrerages desdits deuoirs, mises & vacations raisonnables à iceux recueillir. Et si apres dix ans ledit heritier vient, il pourra auoir les heritages audedans de xxx. ans d'icelle succession aduenue : nonobstant quelconque adiudication qu'en eust esté faite au S. de Fief : par ce qu'entre le S. de Fief & le suiet, prescription ne peut courir par moins de temps que de xxx. ans : mais si l'heritier ne vient dedans x. ans d'icelle succession aduenue, le S. de Fief pourra, si bon luy semble, retenir les fruicts pour ses deuoirs, pienes & vacations par luy ou les Commissaires & encherisseurs faites. Et en iceluy cas demourera l'heritier quitte des deuoirs & rentes, vers le S. de Fief, lesdits heritages quittes des arrerages des rentes & deuoirs tant à luy deuz qu'autres pour raison d'iceux. Et où le S. de Fief ne voudra pren-

Pannonceaux du Roy ou affiches mis à la porte de l'Eglise Parochiale.

†† *Ces mots, Pour faire, &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez, pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ces mots, laquelle caution, &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouſtez, comme dessus.*

* *Aliàs*, de la demeurance *du decedé.*

Moyen Iusticier a droict de faire saisir les biens meubles par defaut d'hoir.

†† *Ces mots, Sinon qu'il y, &c. iusques à la fin ont esté de nouuel adiouſtez en consequence de l'Addition faite en l'Art. 32. cy dessus.*

† *Ces mots, Et lesdits trois ans, &c. iusques à la fin, ont esté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir & sans preiudice du passé.*

* *C'est à dire moyennant le payement des frais & mises.*

Bannies des choses vacantes par defaut d'hoir.

Heritier apres les dix ans & dans les trente ans de la succession eſcheue, nonob-

Source : BIU Cujas

stant quelconque adiudication, aura lesdits biens par ce qu'il n'y a prescription moindre de trente ans entre le Seigneur de Fief & le subiect.

dre lesdits fruicts, ils seront par luy deliurez audit heritier : pourueu qu'iceluy heritier payera prealablement au S. de Fief, les arrerages de son Cens, rente ou autre deuoir auec les mises raisonnables faites à la collection d'iceux fruicts. Et par ce n'est entendu que le S. de Fief ne puisse prendre par defaut d'homme, ainsi & és cas cy dessus declarez

BLOIS Chap. 3. Art. 20. *a la fin.* Et †† aussi a droict de prendre & appliquer à luy les terres, dont les Seigneurs meurent, sans laisser aucuns lignagers, & qu'il y a estainte de ligne.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 327. Le Seigneur Iusticier ne peut faire mettre en sa main, sans requisition de partie, sur les biens & successions des decedans en sa Iustice, quand il y a heritiers apparens qui tels se declarent, comme pere, mere, enfans, freres, sœurs, oncles, cousins & cousines tant germains que remuez de germain, tantes, neueux, niepces, demourans au lieu & Iustice, où le defunct est trespassé. Mais si lesdits heritiers apparens ne se declarent, le S. Iusticier pourra faire ladite main-mise pour la conseruation du droict des parties : ensemble Inuentaire des biens à moindre frais, que faire se pourra : laquelle main-mise sera leuee à l'heritier apparent, en verifiant sommairement & de plain, qu'il est prochain lignager du trespassé.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 15. Le S. Iusticier pourra faire mettre sa main sur les biens & successions de ceux, qui decedent en sa Iustice pour la conseruation de ceux à qui il appartiendra : fors & excepté là ou y auroit descendans, frere ou oncle commun en biens auec ledit nepueu dans ledit pays : Auquel cas ne se fera aucune main-mise, pourueu que dedans le mois à compter du iour que la succession est escheuë, ils se viennent [a] porter heritiers.

†† *Cest Art. 20. a esté contredit & empesché par le Procureur du Roy entant que touche la succession des Bastards & les biens vacans, qu'ils appellent estainte de ligne : disant le Haut Iusticier n'auoir le droit d'auoir & appliquer à soy lesdits biens vacans ne succession des Bastards : mais deuoir appartenir au Comte de Blois : les Officiers de Romorantin, Dunois, S. Aignan & autres ayans Haute Iustice, pretendans le contraire. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demoureroit pour Coustume : fors & excepté quant à la succession des Bastards. Et a esté receu le Procureur du Roy à oppositiõ pour ce regard, & en iouiront les parties, cõme ils ont accoustumé. Dont ledit Procureur du Roy s'est porté pour appellant. Nonobstant lequel appel auons ordõné que sans preiudice d'iceluy, ledit Art. demourera ainsi qu'il estoit audit Coustumier.*

[a] C'est à sçauoir par declaration faite pardeuant le Iuge.

Art. 178. *PARIS.*

Obligation [b] passee par le mary ou Sentence contre luy donnee apres le trespas du mary, ne sont executoires sur les biens de la vefue ny des heritiers du defunct, auant que tels soient declarez : & pour ce faire, les faut appeller.

[b] Toutes Executiõs cessent par la mort de l'obligé ou condemné comme les Coustumes de Niuernois. Chap. 32. Art. 2. Boullenois. Art. 151. Montargis. Chap. 20. Art. 4. Orleans Art. 433 & autres nous monstrent. C'est pourquoy les obligations ou sentences ne sont executoires contre la vefue ny heritiers, si lesdites obligations ou sentences n'ont esté telles declarees par sentence de Iuge, partie appellee. Et par l'Ordonnance du Roy François de l'an 1539. Art. 71. & de Henry 2. 1549. aucun ne peut faire executer vn heritier d'vn defunct, ores qu'il soit maintenu tel, sans declaration precedente. Les heritiers doiuent estre adiournez afin de voir declarer lesdites Obligations ou Sentẽces executoires contre eux tout ainsi que contre le defunct : vt notãr DD in cap. quia 11. extra De iud. Quid si l'execution a esté commẽcee sur le deb-

Obligation ou sentence contre le mary ne sont executoires contre la vefue ou heritiers du defunct, s'ils ne sont declarez, iceux appellez.

Art. 179. *PARIS.*

Neant-moins † pour la [c] conseruation du deu des creanciers, peuuent estre les biens du defunct & de la Communauté saisis & arrestez, commandement prealablement faict à la vefue & aux heritiers.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 14. Art. 240. p. *a Paris.* Art. 168. auant que lesdites sentence & obligation ayent esté declarees executoires contre eux : & pour ce, &c. Art. 241. p. *a Paris.* Art. 169.

MELVN Chap. 23. Art. 321. La vefue ou heritiers d'aucun creancier trespassé, peuuent faire mettre à Execution les lettres obligatoires passees, sur les biens du debteur obligé : ce qui ne se peut faire sur l'heritier de l'obligé, sans que les lettres obligatoires soient declarees executoires contre luy.

ESTAMPES Chap. 13. Art. 152. Les heritiers ou vefue d'aucun, &c. p. *a Melun.* peuuent mettre, &c. leurs obligations passees comme dessus sur les biens de leur debteur obligé, apres sommation à luy deuëment faite, qu'il ait à leur payer le contenu esdites obligations : ce qui, &c. executoires sur luy.

MONT-FORT Chap. 14. Art. 157. p. *a Paris.* Art. 168. par le mary seul ou Sentence, &c. biens de la femme : sauf le recours aux heritiers du defunct contre la femme ou ses heritiers, apres l'execution faite.

Source : BIU Cujas

teur, estant pour lors viuant? Elle se continue & parfaict sur l'heritier, lequel on doit faire appeller par exploict ou adiournement pour reprendre ou delaisser le proces, si le defunct estoit opposant, ainsi que Du Moulin escrit sur l'ancienne Coustume d'Orleans. Il a esté souuent iugé par Arrest que l'heritier du debteur ne peut estre executé sans estre appellé premierement : ainsi qu'il fut dit par Arrest du premier iour de Feurier 1563. recité par Papon liure 18. Tit. 5. Art. 2. Il se trouue autre semblable Arrest 3. iour de May 1563.

Saisie ou Arrest sur les biens du mary decede & de la Communauté, apres auoir faict les commandemens à la vefue & heritiers.

† *Cest 169. à esté adiousté pour declaration du precedent.*

Vefue ou heritiers d'vn defunct peuuent faire mettre à execution les lettres obligatoires sur le debteur obligé : & non contre l'heritier de l'obligé, sans precedente declaration.

MANTE Chap. 3. Art. 69. On †† ne peut proceder par voye d'Execution, sur les biens meubles & immeubles d'vn trespassé : & ne sont tenus les heritiers de garnir la main : encores que le defunct de son viuant en fut tenu : sinon que le creancier eust pareille condemnation ou obligation à l'encontre de l'heritier qu'il auoit sur ledit defunct.

†† *Cest Art. 69. est de nouuel introduit.*

CLERMONT Tit. 6. Art. 57. L'obligation passee par le mary & la sentence, &c. p. 4 *paris.* Art. 168. biens de la femme ne des heritiers du defunct.

Executions cessent par la mort du defunct: fors en certains cas.

NIVERNOIS Chap. 32. Art. 2. Toutes Executions en biens meubles cessent par la mort du debteur : sinon que l'obligation, condemnation ou Cedule verifiee ou reconguue fut contre l'heritier du defunct declaree executoire par sentence, ou que la succession fut iacente, c'est à sçauoir qu'il n'y eust heritier apparent : esquels cas, à sçauoir au premier peut estre procedé par Execution sur les biens dudit heritier : & au second sur les biens du defunct iacens & non occupez. Art. 12. Le creancier peut faire proceder par voye d'Arrest sur les biens meubles de son debteur, si les heritiers sont demourans hors du pays, en faisant apparoir promptement de son deu, par contract, tesmoins, ou autre maniere de preuue suffisante.

Creancier cõme peut faire proceder par Arrest sur les meubles de son debteur si les heritiers sont demourans hors le pays.

BOVLLENOIS Tit. 29. Art. 151. Toutes obligations authentiques sont tant seulement executoires durant la vie de l'obligé : apres le trespas duquel faut faire conuenir l'heritier pour auoir nouueau titre, auant que pouuoir proceder par Execution.

PONTHIEV T. 4. Ar. 79. Quand aucune personne & possedãt d'aucun Fief situé en ladite Cõté, vend ou assigne rente sur son Fief, & que hypoth. en soit faite, & la vẽdition & assignation soit recõgnue pardeuãt auditeurs, ou pardeuãt Iustice, & que par lettres le vendant ou assignant ledit hypotheque, oblige tous ses biens & heritages au payement & fournissement dudit hypotheque, si le vẽdeur ou celuy qui auroit fait l'assignation par hypotheque va de vie a trespas, & qu'aucun luy succede audit Fief hypothequé, soit comme heritier ou par donation, vendition ou legat, & à quelque titre que le successeur ait ledit Fief, ou soit ledit Fief retourné en la main du Seigneur, dont le defunct le tenoit : ainçois qu'iceluy à qui appartiendroit ledit hypotheque, se peut addresser sur ledit Fief, pour estre payé de son hypotheque, & que par Execution, il puisse proceder pour estre payé de ses arrerages deuz pour la rente ou assignation ainsi hypothequee, il faut que prealablement & ainçois qu'il face declarer les lettres executoires par deuant Iustice, à appeller l'heritier ou ayant cause du defunct possedant ledit Fief, ou par consentement desdits heritiers & ayans cause, lesdites lettres soient declarees executoires sur ledit Fief, leurs biens & heritages pour la seureté du payement dudit hypotheque Et pareillement se doit faire pour hypotheque cree sur cottiere du consentement du S. dont la cottiere est tenue.

Execution ne se peut faire cõtre l'heritier sans declaration prealable des lettres executoires contre ledit heritier.

CAMBRAY Tit. 25. Art. 46. Contre l'heritier ou heritiers de la personne obligee, le creancier ne peut faire proceder par voye d'Execution par peine seruie : mais doit proceder par clain ou simple action.

Execution par peine seruie n'a lieu contre l'heritier de l'obligé : ains simple action.

MONTARGIS Chap. 20. Art. 4. Toutes Executions cessent par la mort du debteur obligé : sinon qu'il y eust heritier apparent. Auquel cas on peut proceder par Execution ou Arrest sur les biens meubles delaissez par le debteur. Et où il y auroit heritier apparent & ne seroient les meubles partis, pourra le creãcier proceder par Arrest & empeschement sur lesdits biens meubles.

ORLEANS Tit. 20. Art. 433. p. 4 *Montargis.* de l'obligé : sinon quand la succession est iacente, c'est à sçauoir, quand il n'y a heritiers apparens, &c. par voye d'Execution, &c. meubles de l'obligé. Art. 441. Si celuy qui est debteur par promesse, obligation, marché ou contract par escrit ou verbal, va de vie à trespas & ses heritiers d sont demourans hors le Bailliage d'Orleans & ressorts

Du debteur par promesse.

d L. heres absens 19. D. de iud. Bartol. in l. si

Source : BIU Cujas

obligation, marche ou contract par escrit ou verbal, delaissant heritiers demourans hors le Bailliage d'Orleans & ressorts d'iceluy.

estranger par la Coustume de Berry Tit.9.Art.14.ceſt à dire qui eſt hors le Bailliage ou reſſort de la Prouince. Accurſ. ad l.1.heres abſens, & faut noter que les meubles ſuiuent le corps & le domicile du defunct: mais les immeubles ſuiuent la Coustume du lieu, où leſdits heritages ſont ſiſez & aſſis,argum.L.exigere dotem 56.D.de iud. Faber ad l cunctos pulos C.de ſumm.trin. Ce qui eſt porté par pluſieurs Coustumes comme nous dirons au Tit.xv. Des ſucceſſions cy deſſous. Mais ſi celuy qui ſe porte heritier eſt mineur de xxv ans,a beſoin de l'auctorité d'vn Tuteur ou Curateur pour faire declaration requiſe pour apprehender ladite hoirie ou ſucceſſion. Ceſt donc vn heritier legitime & capable qui ſe doit preſenter pour ſe defendre. Autrement s il n'en apparoiſt d'aucun, faut faire creer vn Curateur aux biens vacans ou ſucceſſion vacante.

is qui Romæ 34. D. eod. tit. Et eſt ceſt heritier nommé heritier

Delay donné au creancier pour informer de ſa debte en cas d'oppoſitiõ, ſ'il n'y a obligation.

d'iceluy, le creancier peut ſur les biens dudit debteur decedé trouuez eſdits Bailliages & Reſſorts, proceder & faire proceder par voye d'Arreſt & empeſchemẽt, iuſques à plein payement de la debte. Toutesfois où il n'y auroit obligation, & que à l'encontre dudit Arreſt y euſt oppoſition, doit eſtre donné par le Iuge vn brief delay à l'arreſtant pour informer de ſa debte.

Vefue & heritiers d'vn treſpaſſé cõme peuuent faire mettre à execution les lettres obligatoires contre les debteurs.

BLOIS Chap.22. Art.251. Les heritiers & vefue d'vn creancier treſpaſſé, pourront faire mettre à Execution les lettres obligatoires ſur le debteur obligé, & en ſes biens pour les ſommes contenues eſdites lettres, tant pour arrerages de rentes, que debtes perſonnelles. Art.252. Et au contraire le creancier ne pourra proceder par Execution ſur les heritiers du defunct obligé, mais ſera tenu proceder par action, ſi bon luy ſemble. Art.253. Toutesfois ſi aucun debteur va de vie à treſpas, delaiſſez heritiers de pays eſtranges, l'on pourra faire arreſter les biens du defunct par congé de Iuge, en la Iuriſdiction duquel ſont les biens. Et tiendra la main de Iuſtice iuſques à la fin de reſpõſe faite par les heritiers ou ceux qui auront fait leſdits Arreſts. Leſquels heritiers ſeront tenus eſlire domicile en la Iuriſdiction, & bailler caution Bourgeoiſe de payer e le Iuge. Art.254. Et s'il n'y a heritier apparent du treſpaſſé, le creancier pourra faire faire Arreſt ſur ſes biens: qui tiendra iuſques à ce qu'il y ait heritier apparent & ſoluable.

On ne peut proceder par execution contre les heritiers de l'obligé, ains par action.

BERRY Tit.9. Art.14. L'heritier eſtranger du debteur, qui eſtoit domicilier au pays & Duché de Berry, qui a delaiſſé aucuns biens meubles audit pays, ſera tenu reſpondre & proceder des debtes deuës audit pays par ſon predeceſſeur, pardeuant le Iuge ordinaire du domicile du defunct: & à ce faire ſera contraint par Arreſt des meubles hereditaires, deſquels il n'aura main-leuee, iuſques à ce qu'il aura baillé caution ſuffiſante dedans le pays de proceder, eſter en iugement, ſatisfaire au Iuge, s'il y a cedules ou lettres obligatoires ou autre preuue prompte de la debte pretendue.

Arreſt ſur les biens du defunct obligé, quand il delaiſſe heritiers de pays eſtranges, faict par congé de Iuge.

AVVERGNE Chap.24. Art.70. Le Seigneur ne peut proceder par Execution à l'encontre d'aucun comme heritier, ſ'il n'eſt prealablement declaré tel. f

Heritiers de pays eſtrange tenus de bailler caution Bourgeoiſe & payer le Iuge.

LA Rochelle, Chap.6. Art.16. *A la fin.* Et ſemblablement peut l'on faire pareille Execution g contre les heritiers de l'obligé pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers, que l'on euſt peu faire contre le principal obligé, declaration prealablement faite à l'encontre de l'heritier.

Heritier eſtranger du debteur domicilié au pays, eſt tenu de reſpondre des debtes du defunct, & ſera procedé par Arreſt des biens, dont il n'aura main-leuee, ſinõ en baillant caution au pays.

S. SEVER L. Tit.1. Art.27. Debte deuë par perſonne morte, & demandé par creanciers, qui ont contrainte aux hoirs du defunct, doit eſtre adueree par ſerment à l'Autel S. Leon: & nonobſtant le ſerment les hoirs peuuent prouuer la debte eſtre payee.

Execution ne vaut contre vn heritier s'il n'eſt prealablement tel declaré.

LA Salle de Lille, Tit.23. Art.5. Quand vne perſonne condamnee ou obligee par lettres portans vigueur d'execution fine ſes iours, auant que l'on puiſt proceder par execution ſur les heritiers du treſpaſſé & leurs biens, eſt requis, que leſdites lettres ſoient recongnues ou prononcees executoires pardeuant noſtredit Gouuerneur de Lille ou ſon Lieutenant, ou par Iuge competent à l'encontre deſdits heritiers & leurs biens, ſelon leur teneur.

e. Nous auons parlé de ceſte caution de payer le Iugé en la partie premiere Titre 22. ou il faut auoir recours.

f Aucuns entendent ceſte Couſtume quãd l'heritier appellé, nie eſtre heritier.

g Ipſo iure diuiduntur nomina inter heredes l.1.C. ſi cert. pet. l.6.C Fam.erc.l.2.C.de her. act. & autres Loix par nous alleguees cy deſſus Tit.v. des actiõs

Art.170. PARIS.

Meubles h n'ont point de ſuite par hypotheque, quand i ils ſont hors de la poſſeſſion du debteur.

h Maſuer in Praxi. Tit.de execut.num.9. & Tit. de Retr. num.1. Ces Couſtumes derogẽt au Droict commun l. debitorem 12.l.

Art.171. PARIS.

Source : BIU Cujas

seruo 25.l.si tibi notarium 27.C. de pignor. & hypot. l. nomen. C. quæ res pign. Pour ceste cause aucuns les entendent en generale hypotheque, & non pas en hypotheque

tre les heritiers pour tel part qu'ils sont heritiers, declaration prealablement contre l'heritier.

Debte d'vn defunct comme sera aueree par ferment à l'Autel S. Leon.

Lettres obligatoires contre vn defunct doiuent estre telles declarees contre les heritiers.

Meubles n'ont suite par hypotheque: fors en cas de louage de maison ou ferme des Champs.

† *Ces mots,* quand ils sont, *&c. iusques à la fin, ont esté adiouſtez pour interpretation.*

special. Car si nommement & specialement les meubles ont esté obligez ou hypothequez au creancier, il est certain qu, il peut poursuiure lesdits meubles. L. procuratoris autem 5. §. plane D. de tribut. act. d. l si tibi notarium C. de pign. & hy poth. Les Interpretes des Coustumes rendent la raison de ceste maxime: d'autant que rerum mobilium est vilis & abiecta possessio. l. si rem mobilem. 47. D. de adq. poss. & ibi Acc. adde l. 3. §. Nerua & l peregre. 44. D. eod tit. Or ceste Regle a quelques exceptions comme pour les louages de maisons & moisons ou fermes des champs ou autres debtes priuilegees. Paris Art. 171. Calais Art. 227. Chalons Art. 273. Auxerre Art. 129. Reims. Art. 186. Blois Art. 268. Montfort Art. 71. Mante Art. 65. Dourdan Art. 57. Grand Perche Art. 206. Sedan. Art. 274. & 276 Ceste Regle n'a lieu en matiere de desconfiture ou priuilege. Clermont Art. 56. Orleans Art. 447. ou quand le marchant ou vendeur poursuit sa marchandise auant la vente. Mante Art. 65. Ou la chose estant en essence és mains de l'acheteur. Tours Art 220. ou bien estant le meuble vendu sans iour & terme, sous esperance d'estre payé promptement. Grand Perche Art. 206. Qui est vn abregé de tous ces Art.

Toutesfois †† les i proprietaires des maisons sises és Villes & Faux-bourgs, & fermes des champs peuuent suiure les biens de leurs locatifs ou fermiers executez, encores qu'ils sont transportez, pour estre premiers payez de leurs loyers ou moison, & iceux arrester iusques à ce qu'ils soient vendus & deliurez par auctorité de Iustice.

†† *Cest Art. 171. est aussi adiousté pour interpretation.*

i Nous auons traicté cy dessus ce priuilege sur les Art. 161. & 162. de Paris.

CONFERENCE.

Calais Tit. 12. Art. 226. p. *à Paris.* Art. 270. mis hors de, &c. debteur, quand ils se trouuent en la possession d'iceluy, peuuent estre prins par Execution, nonobstant toutes alienations & transports desdits meubles, que le debteur en pourroit auoir fait. Art. 227. p. *a Paris.* Art. 271. de ladite ville & fermiers des champs, &c. fermiers par Execution à la requeste d'autres creanciers: encores qu'ils soient transportez & iceux arrester, &c. Iustice, pour estre les premiers payez sur le pris de la vente d'iceux, pour ce qui sera deu de loyer ou moison de grain.

Meavx Chap. 16. Art. 123. Meuble † n'a point de suite par hypotheque.

† *Cest Art. 123. a esté de nouuel adiousté comme ayant esté omis.*

Melvn Chap. 23. Art. 313. Meuble †† n'a suite en Execution par hypotheque, quand il est trouué hors la possession du debteur sans fraude.

†† *Cest Art. 313. est adiousté comme ancien, & gardé de tout temps.*

Sens Tit. 13. Art. 131. Meubles n'ont suite en Execution ne par hypotheque, quand ils sont mis sans fraude hors la puissance du debteur.

Avxerre Tit. 5. Art. 129. p. *a Paris.* Art. 170. hypotheque: si † ce n'est pour louages de maisons ou que par fraude ils n'ayent esté mis hors la puissance du debteur.

† *Ces mots,* Si ce n'est pour louage de maisons, *ont esté interposez.*

Estampes Chapitre cinquiesme. Article 69. Meubles n'ont suites par hypotheque.

Mont-fort Chap. 5. Art. 71. Meuble n'a suite par hypotheque: si ce n'est au profit du locateur contre son conducteur, auparauant que les meubles prins par Execution par autre creancier ayent esté vendus.

Mante Chap. 3. Art. 65 †† p. *a Mont-fort.* n'ont suite, &c. son conducteur, ou du marchant qui poursuit & arreste la marchandise par luy vendue, pour le payement d'icelle, auparauant que les meubles ou marchandise ayent esté vendus par auctorité de Iustice ou autrement à tierce personne. Chap. 7. Art. 92. *A la fin.* Et sont tellement lesdits biens affects & obligez audit louage, que si le conducteur les auoit transportez hors la maison du locateur & sans son consentement, peut iceluy locateur faire proceder par voye d'Arrest sur iceux, quelque part qu'ils soient trouuez: sinon qu'auparauant ils eussent esté vendus à vn tiers par auctorité de Iustice ou autrement.

†† *Cest Art. 65. a esté adiousté comme omis en l'ancien Coustumier.*

Dovrdan Tit. 3. Art 57. p. *a Estampes.* hypotheque: si ce n'est au profit du locateur contre son conducteur, & ce parauant que les meubles prins par Execution par autre creancier ayent esté publiquement vendus par auctorité de Iustice.

Meubles trãsportez d'vne maison louee, comme seront poursuiuis: s'ils n'ont esté vendus par auctorité de Iustice ou autrement.

Senlis Tit. 10. Art. 208. p. *a Meaux.*

Clermont Tit. 8. Art. 56. p. *a Senlis.* hypotheque: si ce n'est en matiere de des-

Desconfiture;

de desconfiture : auquel cas n'y a priorité ne posteriorité.

† *Cest 158. Art. est introduit pour nouuelle Coustume.*

VALLOIS Titre 12. Art. 158. Biens † meubles n'ont point de suite par hypotheque.

TROYES Tit. 4. Art. 72. Meubles, &c. p *a Vallois.*

CHAVMONT Tit. 3. Art. 65. p. *a Sens.* Art. 131. n'a point, &c. Execution, &c. hors la possession du debteur sans fraude.

†† *Cest Art. 273. est de nouuel accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé, droits acquis & proces pendans, si aucuns en y a.*

CHALONS Tit. 24. Art. 273. p. *a Troyes.* sinon †† pour loyers de maison, comme dit est, & pour moison de grains : pour lesquels est loisible aux locateurs poursuiure les meubles & grains de leurs cõducteurs, encores qu'ils soient hors de leur puissãce : n'estoit qu'ils fussent vẽdus & deliurez sans fraude, à autres personnes

REIMS Tit. 5. Art. 186. Meuble † n'a suite par hypotheque : sinon pour loyer de maison.

† *Le 186. Art. est adiousté cõme ayant esté omis.*

CAMBRAY Tit. 20. Art. 11. p. *a Vallois.* contre vn autre que le debteur.

DVCHE de Bourg. Chap. 5. Art. 4. p. *a Paris.* Art. 170. puissance du debteur, à qui estoient les meubles, sinon entãt qu'ils seroient de plus grand valeur que le debt du creancier, qui leur auroit fait prendre, nonobstant priorité ou posteriorité d'hypotheque.

LA SALLE DE LILLE Tit. 22. Art. 12. Biens meubles n'ont suite d'hypotheque.

TOVRNAY Tit. 27. Art. 17. Quant aucuns biens meubles sont saisis par Iustice, & sur iceux commis Garde & mangeurs, si tel Garde se departe desdicts biens, du consentement ou adueu de celuy, qui les y auoit fait mettre, & soient trouuez sans garde, par autre creancier, & qu'il y ait fait mettre la main & Garde par auctorité de Iustice, il fait à preferer à tous autres creanciers.

COMTE de Bourg. Chap 17. Art. 104. Meubles prins sur les debteurs par Iustice à la requeste des creanciers, & qui sont mis hors la puissance d'iceux debteurs : ou qui sont baillez en gage par iceux debteurs ou aux creanciers sans fraude, n'ont point de suite. Et n'a l'on esdits cas aucun esgard à la priorité & posteriorité de temps.

MONTARGIS Chapitre 20. Article 15. p. *a Meaux iusques a ce mot, suite, inclus.*

ORLEANS Tit. 20. Art. 447. p. *a Meaux.* hypotheque : en maniere que celuy des creanciers qui premier fait ses diligences par Execution ou Arrest sur les meubles de son debteur, est à preferer à tous creanciers posterieurs en diligence : supposé qu'ils fussent precedens en hypotheque, sinõ qu'il y ait desconfiture ou priuilege.

†† *Cest Art. 200. est de nouuel introduit.*

TOVRS Tit. 21. Art. 220. †† p *a Estampes.* hypotheque. Toutesfois le vendeur n'estant payé du pris de la chose par luy vendue, pourra poursuiure & reprendre, si elle est en essence és mains de l'acheteur sans ce que pource il vienne à contribution & desconfiture, auec les autres creanciers.

Vendeur comme peut poursuiure la chose par luy vendue estant en essence és mains de l'acheteur, sans desconfiture.

GRAND Perche, Tit. 11. Art. 206. Meuble n'a point de suite, s'il n'est trãsporté par le conducteur hors de la maison de son locateur, ou que le meuble eust esté vendu sans iour & terme, sous esperance d'en estre payé promptement. Auquel cas le vendeur peut poursuiure le meuble, en quelque lieu qu'il soit transporté, pour estre payé du pris qu'il l'a vendu, & encores que le meuble eust esté pris par Execution, le pourra poursuiure, iusques à ce qu'il ait esté vendu par auctorité de Iustice.

Vendeur de meuble sans iour & terme sous esperance d'estre payé prõptement, peut poursuiure ledit meuble en quelque lieu qu'il soit, iusques à ce qu'il ait esté vendu par auctorité de Iustice.

BLOIS Chap. 22. Art. 268. p *a Meaux.* hypotheque : tellement que s'il est prins par Execution, enleué & mis hors de la possession du debteur, le creancier qui l'a fait prendre, sera preferé à tous autres creanciers : sinon qu'il fut question du louage de la maison, en laquelle ledit meuble auroit esté prins, ou d'autre debte priuilegee : pour lesquels les locateurs & creanciers priuilegiez seront preferez iusques à la vente dudit meuble, & non plus : & apres ladite vente faite auec la solennité accoustumee, l'acheteur dudit meuble est asseuré contre tous : n'estoit chose furtiue. k

BERRY Tit. 9. Art. 9. p. *a Vallois.* n'ont suite, &c. contre le tiers detenteur.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 116. p. *a Meaux.*

AVVERGNE Chap. 24. Art. 52. p. *a Meaux.* suite quant au droict d'hypotheque par la Coustume du pays : tellement que si le debteur a aliené aucuns de ses biens meubles, le creancier ne les peut poursuiure sur le detenteur d'iceux : posé que le detenteur luy eust deparauant ladite alienation hypothequé tous & chacuns ses biens tant meubles que immeubles.

k Res furtiua vsucapi non potest. l. etiam. 8 l. si abducta 10. C de furt. & vt est in l. 1. C. de vsucap. pro herede satis illicita venditione furtum contractum est, & in l. 2 C. pro donato furtum etiam contrahere cõtra voluntatem domini contrectantem, vt eius rei nec vsucapio possit procedere, & ideo vindicari potest à vero rei domino. d. l. 8. & 10. C. de furtis : etiam non refuso pretio, quod in rem domini versum non est. l. si mancipiũ. 25. C. de rei vind. 2. C. de furt.

Source : BIU Cujas

LA Marche Chap.30. Art. 400. p. *à Auuergne.* d'hypotheque: tellement que celuy, à qui on a obligé biens meubles ou immeubles perd son hypotheque sur le meuble, si le debteur ou son heritier l'a vendu & mis en main tierce.

LA Rochelle Chap. 20. Art.60. Meuble estant en tierce main, n'a point de suite par hypotheque.

BAR Tit.5. Art.60. p. *à Sens.* n'ont point, &c. n'y par hypotheque, ny par Execution contre vn tiers, s'ils sont trouuez hors, &c.

SEDAN Tit.13. Art.273. Les biens meubles n'ont point de suite par hypotheque ne en Execution, quand ils sont mis hors de la puissance & disposition du debteur sans fraude. Art.274. Toutesfois les meubles du locataire, qui ont esté vne fois mis & portez en maison ou autre heritage tenu de louage, comme tacitement hypothequez au payement des loyers, peuuent estre poursuiuis par hypotheque pour le payement des loyers: sinon qu'ils ayent esté vendus à vn autre. Art.275. Et où ils se vendroient par auctorité de Iustice publiquement, sera le locateur preferé à tous autres pour son louage sur les deniers qui en procederont. Art.276. Semblablement les grains procedans des terres baillees à ferme, sont tacitement hypothequez au payement des moisons & loyers, & les peut ledit locateur poursuiure, comme dessus.

Biens meubles pris par Execution doiuent estre vẽdus dedans ii. mois apres les oppositions iugees ou cessees.

† *Cest Art.172 a esté adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Meubles seront vendus dans vn mois apres l'Execution.

Priuilege des Bourgeois demourans & habitans en la ville de Paris.

Arrest faict sur les biens des debteurs forains trouuez en ladite ville & fauxbourgs.

†† *Ces mots, Et non sur, & ont esté adiousiez pour interpretation.*

Preuost de Paris seul cognoist desdicts Arrests faicts à la requeste desdits Bourgeois.

† *Cest Art.274 a esté aussi adiousté: à la lecture duquel se sont opposez les Ecclesiastiques les Nobles, les Preuosts des Marchans, Eschevins & officiers de la Ville de Paris, disans qu'aucuns d'eux ont Iustice en la Ville & Fauxbourgs de Paris, & mesmes ledit Preuost des Marchãds & Eschevins sur la riuiere: & partant que la cognoissance des Arrests faits en leurs Iustices & Seigneuries appartient à leurs Iuges & Officiers respectiuemẽt. Et par*

Art.172. PARIS.

Les † executans sont tenus de faire vendre les biens dedãs [l] deux mois, apres les oppositions iugees ou cessees.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.14. Art.242. p. *à Paris.*

AVVERGNE Chap.24. Art.50. Le creancier depuis la prinse faite desdits biens meubles, sera tenu de faire proceder à la vente d'iceux, dedans vn mois apres ensuiuant: autrement les Executions seront nulles, & seront les gages ou meubles relaschez par le Iuge ordinaire, partie appellee.

LA Marche, Chap.30. Art.397. Si l'Executeur de biens meubles ne parfaict son Execution dedans le mois, le Seigneur Iusticier, en la Iurisdiction duquel les gages auront esté commandez, les pourra deliurer à partie, sans preiudice du droict du creancier.

Art.173. PARIS.

Par priuilege [m] vsité, quiconques est Bourgeois demourant & habitant à Paris, & par an & iour y a demeuré, il peut proceder par voye d'Arrest sur les biens de ses debteurs forains trouuez en icelle Ville: posé qu'il n'y eust obligation ne Cedule, & †† non sur autres debteurs que forains.

Art.174. PARIS.

De † tel Arrest fait en ladite Ville & Fauxbourgs cognoist le Preuost de Paris, & non autre.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.14. Art.233. Il est loisible aux habitans de faire proceder par voye d'Arrest sur les biens de leurs debteurs forains & estrangers trouuez en ladite ville, encores qu'ils n'ayent Cedule, obligation ou condemnation: & pareillement faire arrester les personnes par vn Sergent pour les mener deuant le Iuge, à fin de leur pouruoir & faire droict sur ce qu'ils requerront, ainsi qu'il appartiendra par raison.

[l] Cest Art. est tresiuste & fauorable, pour oster les intelligences & collusions, qui se commettent le plus souuent entre les creanciers & les debteurs, pour frustrer les autres creanciers de leurs debtes, & empescher qu'ils ne puissent faire aucune executiõ. Bartole tient que ce temps est arbitraire. in l.1. & l. si tempora. C. de fide & iure hast. fisc. Mais la Coustume de Paris a prefix le temps de deux mois, par ce que tels meubles se peuuent perdre & consumer, & la possession s'en perd facilement. DD. ad d.l. si rem mobilem. D. de adq. poss. & l. si post acceptum. D. de rei vind.

[m] Les debteurs forains & estrangers peuuent estre arrestez ainsi qu'il se voit par plusieurs Coustumes, qui sont conformes à la disposition du droict ciuil in L. ait, prætor. D. Quæ in fraudem credit. Encores que ce priuilege soit fort fauorable, si est ce qu'en vertu d'iceluy on ne peut faire empriſonner le debteur. Vn Bourgeois de Paris ayant faict empriſonner vn Marchant de

M. *Iean le Bourguignon pour ledit Procureur du Roy a esté dict n'estre d'accord, que les Ecclesiastiques, Nobles, Preuost des Marchans & Eschevins ou autres, ayent Iustice en ladite Ville & Fauxbourgs, au preiudice du Roy, comme il a esté dit cy dessus, & que les Arrests estans faits par priuilege octroyé par le Roy, la cognoissance en appartient au Preuost de Paris. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demourera: & neant-moins auront les dessusdits, lettres de leurs oppositions & remonstrances.*

Source : BIU Cujas

Bretagne trouué à Paris, debiteur de la somme de 400. liures, fut par Arrest du 23. iour de Mars 1574. condamné és dommages & interests, & l'execution declaree tortionnaire.

Priuilege des manans & habitans de la ville de Melun.

MELVN Chap.23. Art.331. Les †† Bourgeois manans & habitans de la ville de Melun, par vertu de leur priuilege peuuent faire arrester, dedans ladicte ville & fauxbourgs, les biens meubles d'aucun estranger forain, pour raison des debtes à eux deuës, tant par obligations, qu'autrement: vaut & tient tel Arrest en cas d'opposition: pourueu que celuy, qui fait faire ledit Arrest, informe dedans xxiv. heures du contract ou promesse, ou dedans autre delay, qui luy sera prefix par le Iuge: & au defaut de ce faire les biens arrestez seront mis à deliurance: & suffit informer sommairement par vn tesmoin pour faire tenir la main de Iustice, pendant le different.

†† L'Art.331 a esté adiouste: par ce que les manans & habitans de la ville de Melun en ont de tout tẽps touy, selon & en suiuant les priuileges à eux ottroyez par les Rois de France.

SENS L. Art.2. Et † peuuent vser & proceder par voye d'Arrest sur les biens de leurs debteurs forains, demourans x. lieuës à l'enuiron de Sens: pourueu que lesdits biens soient trouuez en ladite ville ou fauxbourgs d'icelle: supposé que du debte, il n'y ait obligation, cedule n'autre recognoissance: hors mis sur les habitans de Villeneufue le Roy, & ceux de la Preuosté & Ressort dudit lieu, qui ont priuilege, commune vsance & Arrest de la Cour au contraire.

Priuilege de la ville de Sens.

† Le second Art. a esté debatu & empesché par Baltazard pour lesdits Archeuesque de Sens & Chapitre dudit lieu: & par aucuns de la Noblesse presens: qui ont denié le contenu estre obserué: Surquoy les parties sont renuoyees au lendemain, pour en estre par elle ordonne. Et cependant iouiront lesdites parties, comme elles ont fait cy deuant.

REIMS Tit.16. Ar.407. Par ancié vsage gardé de tẽps immemorial à Reims, est loisible à vn chacun de quelque estat qu'il soit demourant à Reims, aiant à intenter action personnelle pour debte ou autre chose contre aucun, qui est trouué audit Reims, non Clerc, ne Noble, le faire arrester au corps par vn Sergent de la Iustice du lieu, où il est trouué: ou si bon semble à celuy qui a l'action à intenter, faire arrester les biens meubles de tel forain, soit qu'il soit Clerc, marié ou Noble: & au moyen de tel Arrest, soit de corps ou de biens, est tenu ledit forain sortir iurisdiction, pour la chose, pour laquelle il a arresté pardeuant la Iustice, de l'auctorité de laquelle il est arresté. Art.408. Et n'aura ledit arresté prouision de son corps ou biens arrestez qu'il n'ait baillé caution fideiussoire de fournir le Iuge, tant pour le principal, que despens.

Priuilege des habitans de Reims.

AMIENS L. Art.25. Les habitans de ladite ville peuuent faire arrester à la loy priuilegiee d'icelle, & par lesdits Sergens tous forains leurs debteurs & redeuables, tant de grains, argent, qu'autres choses & marchandises: & pourueu qu'il y ait obligation, promesse & compte faict. Et sont tels redeuables contraints par corps ou garnir biens non perissables: & s'il y a opposition, la cognoissance en appartient au Maieur Preuost & Escheuins. Art.30. Semblablement tous forains se peuuent faire arrester l'vn l'autre en ladite ville, selon la forme que dessus. Art.31. Si aucun a fait faire Arrest sur vn autre qui se soit opposé, l'arrestant luy doit faire donner assignation dedans xxiv. heures pour affermer sa demãde & soy restraindre, autrement ledit arresté, emporte Congé de Cour auec despens. Art. 32. Si ledit Arrest estoit fait sur bestes cheualines ou autres biens perissables, & le debteur ne veut nantir biens non perissables, lesdites bestes & autres biens perissables peuuent estre vendus. Art.33. Et si ledit Arrest est fait sur biens non perissables, le debteur, s'il est absent, doit estre adiourné à iour competant: & par vertu d'vn seul defaut, ledit Arrest doit estre declaré parfaict, en affermant par le demandeur sa demande.

Loy priuilegiee.

Preuost & Escheuins d'Amiens ont cognoissance de tels Arrests.

Forains se peuuent faire arrester l'vn l'autre.

Arresté estãt opposant sera assigné dans 24 heures.

MONSTREVL Art.1. Quiconque vient en la ville de Monstreul pour l'expedition des causes qu'il peut auoir au Siege, soit en demandant ou en defendant sans fraude, il ne peut estre arresté par la loy des Vicomtes de ladite Ville: & s'il est arresté, doit auoir main-leuee.

BOVLLENOIS Tit.51. Art.180. Le comparant à l'assignation de sa cause, soit en demandant ou en defendant, n'est arrestable par la Loy du Vicomte: & s'il y a Arrest, doit auoir main-leuee.

S. OMER en Artois, T.2. Ar.28. p. *a Monstreul.* en la ville de S. Omer, &c. auoir audit Bailliage & aux Sieges des francs-Aleux, soit, &c. fraude: & n'est arrestable par Iustice.

LILLE Tit.8. Art.102. Toutes personnes pour auoir payement de leurs deuz, peuuent clamer & faire saisir par la loy de ladite Ville, les biẽs ou deniers de leurs debteurs non Bourgeois trouuez en icelle Ville de Lille & Escheuinage: lesquels clains & saisine creent hypotheque sur la chose clamee & saisie, des l'instant de ladite saisine. T.9. Art.122. Vne personne peut faire arrester au corps son debteur non Bourgeois, pour quelque deu que ce soit: iaçoit que le deu hypothequé sur les biens du debteur arresté ou nõ. Art.123 Si vn arresté denie le deu, il doit estre

Arrest estant fait sur bestes cheualines ou biẽs perissables, si le debteur ne veut nantir biẽs non perissables, seront vendus.

Arrest fait sur biens nõ perissables, come le debteur sera assigné.

Source : BIU Cujas

Arrest n'a point de lieu contre ceux qui viennent pour les expeditions des causes.
Clains & saisine creent hypotheque sur les choses saisies.
Arresté confessant ou deniant le deu comme doit estre contraint.

constitué prisonnier, & ne peut auoir main-leuee, n'est en nantissant deniers, vaisselle ou biens non perissables, ou baillant caution de furnier le Iugié. Art. 124. Et se l'arresté confesse le deu, les deux Escheuins, pardeuant lesquels il est remonstré, le doiuent condamner audit deu, & ne peut estre mis au deliure, sans auoir payé ou contenté le demandeur.

MONTARGIS Chap. 18. Art. 8. La † Ville de Montargis par priuilege est ville d'Arrest, & les Bourgeois manans & habitans en icelle peuuent faire arrester dedans ladite Ville & Fauxbourgs les biens meubles d'aucun estranger & forain y trouuez pour raison des debtes à eux deuës, tant par obligation qu'autrement: vaut & tient tel Arrest, &c. p. *a Melun*. Et à faute de ce, &c. informer par vn, &c. la main, &c.

ORLEANS Tit. 20. Art. 442. Les habitans demourans és Villes & Fauxbourgs d'Orleans peuuent au moyen du priuilege de la Ville, faire arrester les biens meubles de l'estranger ou forain, pour raison du contract ou promesse faicte en ladite Ville, Fauxbourgs & Banlieuë. Et vaut & tient ledit Arrest, comme s'il y auoit lettres obligatoires ou escriture recongnue. Et s'il y a opposition, l'arrestant informera de sa debte dedans xxiv. heures, &c. p. *a Montargis*. Art. 8. l'arresté aura main-leuee: & suffit, &c.

BERRY T. 9. Ar. 7. Les †† debteurs forains trouuez és villes de Bourges, Yssoudun & autres Villes Roiales du pays & Duché de Berry obligez sous le Seel estably és Preuostez desdites villes, auec submissiõ à la Iurisdictiõ Roiale d'icelle pourrõt s'ils sont obligez par corps, estre arrestez, iusques à ce qu'ils aurõt payé le contenu és lettres obligatoires: ou s'ils ne sont obligez par corps, leurs cheuaux & meubles. Et si le debteur s'oppose audit Arrest & Execution de ses meubles, il sera receu, la main de Iustice demourãt garnie: & luy sera dõnee assignation pardeuant le Iuge, sous le Seel duquel l'obligation est passee, auec submission, sans preiudice du priuilege des Escoliers. Art 8. Toutesfois quand les Gentils-hommes Gens d'Ordonnance, ou de Ban & Arriereban, seront en voye pour aller au seruice du Roy, ne pourront leurs cheuaux & bagage estre arrestez. Art. 10. Tous forains trouuez en la ville de Bourges ou autre ville Royale du pays & Duché de Berry peuuent estre adiournez pardeuant les Iuges Royaux † d'icelle, en recognoissance de Cedule, & à icelle recognoistre ou nier, peuuent estre contraints par arrest de leurs cheuaux ou meubles, iusques à ce qu'ils ayent cogneu ou nié: mais non plus auant, sans preiudice de la iurisdiction & cognoissance au principal des S. subalternes, où elle leur appartiendra: & du renuoy des debteurs, apres ladite recognoissance pardeuant le Iuge, auquel la cognoissance doit appartenir. Art. 11. Apres * la Cedule recognue par le debteur pardeuant le Iuge ordinaire, auquel appartient la cognoissance de la matiere principale. Ledit Iuge doit iceluy debteur condemner à garnir la somme contenue en sa Cedule, entre les mains du creancier, en baillant caution: pourueu qu'elle soit liquide, & que la Cedule ne soit condicionnelle, ou que la condition apposee en icelle soit verifiee: & sera sur ce le debteur ouy sommairement, & donné le iugement de garnison sur le champ, si faire se peut: lequel ne pourra estre retardé par aucuns moyens, qui pourroient estre alleguez par le debteur, s'ils requierent plus longue preuue. Mais si le debteur auoit aucunes lettres en forme authentique ou quictãce signee du creancier: par lesquelles ledit debteur promptement fit apparoir de ses exceptions & defenses, il y sera receu, & y aura le Iuge, tel esgard que de raison. Art. 12. Et pourra aussi le debteur deferer le serment decisoire de toute la cause, & non seulement de l'instance de garnison au creancier, s'il est present en iugement ou sur les lieux, ou qu'il peut venir dedans huictaine: mais s'il failloit plus long delay, ladite delation de serment, ne doit empescher la garnison du contenu en la Cedule recongue. Art. 13. Et sera tenu le condemné garnir dedans vn seul delay, qui luy sera prefigé selon la distance du lieu de sa demorance, & quantité de la somme. Et où il ne garniroit dedans ledit delay, iceluy escheu, declarera le Iuge, que par luy sera procedé à le condemner à payer par faute de garnir, assignant au plus prochains iour de plaids, apres ledit delay escheu, pour voir proceder à ladite condemnation. Et audit iour, où le condemné à garnir fera defaut,

m Voyez l'Ordonnance de Cremieu de l'an 1536. & le Titre xxii. cy dessus partie premiere. Il n'y a renuoy au Iuge subalterne quand l'obligation ou contract est passé sous Seel Royal, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest le 14. Octobre 1550. entre la Dame de Cluys appellant à denegation de Renuoy pour vn sien suiet & iusticiable, & la Dame de Veniez, & depuis souuent par Arrest, mesmes va du 16. iour de Feurier 1572. entre la Dame Des Bergeries contre François le Camus Apothicaire à la Chastre. Autre semblable Arrest du 5. iour de Mars 1592. donné le Parlement seant à Tours: par lequel fut confirmé la sentence du Bailly de Berry ou son Lieutenant au Siege & Ressort d'Yssoudun: par laquelle il auoit denié le renuoy: par ce que le contract estoit fait & passé sous Seel Royal: en consequence de l'vsance & ancienne Practique de France, par laquelle les Iuges subalternes sont incompetens de cognoistre des contracts passez sous le Seel Roial. Cest Arrest a esté dõné entre Loys Foyneau tant en son

Montargis est ville d'Arrest.

† *Les Nobles du Bailliage de Montargis, & autres Nobles des autres pays vsans de ladite Coustume se sõt opposez à cest Art. 8. empeschant qu'il demourast pour Coustume, combien qu'ils ne vouloient empescher que lesdits habitans ne iouissent de leurs priuileges si aucuns en auoiẽt. Apres que par lesdits habitans furent exhibez lesdits priuileges: neãtmoins pour la diuersité des opinions, auons ordonné qu'en ferions rapport à la Cour, & produiront les habitans pardeuers icelle, ce que bon leur semblera, pour par icelle en estre ordonné comme de raison.*

†† *Les art. 7. & 8. sont Coustumes nouuelles.*

Debteurs forains trouuez és villes Royales du pays & Duché de Berry, seront contraints à payer leurs debtes, & comment.

Villes Roiales de Berry, sont villes d'Arrest.

Gentils-hõmes & gens des Ordonnances ne peuuent estre arrestez, ne leurs cheuaux & bagages allãs pour le seruice du Roy.

Source : BIU Cujas

† *Fut requis par les gens du premier Estat qu'au x. Art. apres ces mots*, Iuges Roiaux, *fussent mis ces mots*, Et autres Iuges subalternes chacun en son destroict. *Ausquels auons declaré qu'il y seroit par nous pourueu à leur remonstrance, & que par la reduction dudit Art. ne leur seroit porté aucun preiudice, ainsi que depuis a esté par nous fait en la presence de leur Aduocat & aucuns de leurs Deputez.*

* *Voyez ce qui a esté dict sur le 1. Art. de ce Titre de la mesme Coustume.*

Comme on doit proceder contre celuy qui a recongnu sa Cedule.

Garnison comme sera donnee par le Iuge apres la recognoissance de Cedule.

Serment deferé au creancier empesche la garnison, s'il est present en iugement sur les lieux, ou qu'il peust venir dans huictaine : autrement la garnison n'est empeschee.

Vn seul delay pour garnir: & à faute de garnir, sera le debteur condamné à payer.

nom, que comme Tuteur de Marie Gaudiõ, & Messire Iean Daument Cheualier des deux Ordres du Roy, Comte de Chasteauroux, Mareschal de France, appellans, & Magdelaine Alexandre vefue de feu M. René Foyneau President en l'election de Chasteau roux, & furent les appellans condamnez en l'amende & és despens, ordonné que ce dont est appel sortiroit son effect.

n Voyez les Ordon. de Franc. I. 1539. Art. 92. & 93. & de Charl. 9 1563. à Paris Art. 8. & 10. par nous cy dessus notees au Tit. 5. sur le 107. Art. de la Coustume de Paris: Sur lequel ces Art de la Coustume de Berry n'ont peu estre commodement rapportez: ains ont esté reseruez pour estre conferez sur cest Art. 174. de Paris.

† *Auons remonstré aux trois Estats que ceſt Art. 133. estoit contre tout droict & raison: les Practiciens ont dit que la Coustume estoit telle d'ancienneté, & qu'ils ne la vouloient muer. Sur quoy auons ordõné qu'elle demeurera en l'estat: & neantmoins que desdites remõstrãces ferions mention en nostre Procés Verbal.*

ou qu'il compare & n'allegue & face apparoir promptement, à tout le moins sommairement & en premiere apparence de iuste & legitime cause, qui le doiue excuser, sera condemné par defaut, d'auoir garnir, à payer.

Bovrbonnois Chap. 13. Art. 133. Les † allans & venans és foires o & marchez publiques ou en p iugement pour l'expedition de leurs causes: de laquelle venue ils sont creuz par leurs sermens, ne doiuent estre prins ne detenus en corps n'en biens, pour aucune debte ou matiere ciuile, quelque priuilege que le creancier puisse alleguer.

Avvergne Chap. 24. Art. 62. p. *a Bourbonnois.* ou en Cour, pour, &c. dont ils seront, &c. prins, arrestez ne, &c. *iusques a ce mot*, ciuile, *inclus.*

S. Flovr Art 4. Le debteur tenu & obligé à aucun habitant de ladicte ville, trouué dedans icelle, peut estre prins & arresté par auctorité de Iustice ordinaire du lieu, soit qu'il y ait obligation ou non, iusques à ce qu'il aura fourny de gages exploictables, ou baillé caution suiette à la Iustice. Et s'il est trouué mal auoir esté arresté, celuy à la requeste duquel sera l'Arrest faict, sera tenu en tous les despens, dommages & interests.

Orillac Art. 4. La Coustume obseruee en la Ville de S. Flour touchãt les Arrests des debteurs forains, à lieu en la ville d'Orillac & lieu de la Rocquebrou.

La Marche Chap. 30. Art. 403. p. *a Auuergne.* & marché, ou en Cour, & Assise, &c. ils seront tenus faire affirmation & par serment, ne peuuent pour debtes ciuiles ledit iour estre arrestez ou empriſonnez, ne pareillement leur marchandise.

La Rochelle Chap. 8. Art. 21. Vn Bourgeois ou Iuré de commune ou autre habitant de la ville de la Rochelle peut, pour raison de son deu, proceder par voye d'Arrest sur les meubles appartenans à son debteur forain non ayant domicile ou biens audit Gouuernement de la Rochelle, en baillant par luy caution des dommages & interests procedans à cause dudit Arrest. Et si le pretendu debteur veut auoir prouision des biens arrestez, faut payer ou bailler caution suffisante du deu pretendu.

S. Sever L. Tit. 1. Art. 5. Chacun voisin & habitant de S. Seuer en absence du Iusticier & de ses Officiers peut prendre tout homme estranger trouué en la Ville & appartenances d'icelle, si luy est obligé par serment, en pouuant l'amener à Iustice. Art. 6. Estranger obligé à voisin de la Ville & en icelle apprehendé, ne peut decliner q feur: mais la demande faite en la ville, doit respondre sans delay.

Merin ou Sergent.

La Bourt, Tit. 1. Art. 3. Si le debteur estranger ou ses biens sont trouuez en la terre de la Bourt, l'Arrest qui par le Merin ou Sergent luy est baillé, tient iusques à deuë satisfaction, ou iusques qu'il ait baillé pleges suffisans, moyennant lesquels doit estre eslargy auec ses biens & receu à soy defendre. Art. 7. Tout habitant de la Bourt, qui trouue son debteur estranger ou les biens d'iceluy en la terre de la Bourt, & qu'ils soient en suspection d'estre transportez hors le Bailliage, auant que le creancier puisse auoir prouision, il les peut de son auctorité priuee en defaut de Merin ou Sergent arrester & detenir pour la seureté de son debte. Art. 8. Et ce fait, incontinent les doit amener pardeuãt les Bailly ou premier Merin du lieu où la detention & Arrest a esté faite.

Sole Tit. 7. Art. 15. p. *a la Bourt.* Art. 3. terre de Sole, peuuent estre arrestez par le Bayle ou Message du lieu, & tient l'Arrest iusques, &c. ou aura baillé pleges

o L. 1. C de nundin. l. 3. D. de feriis Mol. de vsur. q 3. num. 97. Bartol. in l. 1. D. ad leg. Iul. maiest. Du Moulin tiét que si l'execution est faite pour cause speciale priuilegee, comme pour vn depost, que l'execution tiendra, mesmes en iour de Foires ou marché, pour le principal seulemẽt, & non pour les despens. L. pen. C. depositi Il demande si on peut renoncer à ce priuilege de la Coustume : & tient que non : à cause du priuilege des Foires.

p Pro ciuili debito iure communi debitor de domo extrahi non potest. Iason in l. plerumque, D. de in ius vocãdo : & est la Coustume conforme au droict ciuil in l. 2. & 4. D. eod. titul. Vide l. contra pupillum. 54. §. is qui D. de re iud.

q C'est à dire la Cour.

Source : BIU Cujas

ſuffiſans du debte moyennant, &c. Art. 16. p. *a la Bourt.* Art. 7. de Sole, &c. hors ledit pays, &c. prouiſion de Iuſtice, les peut, &c. en defaut de Bayle & Meſſage pour la, &c. debte, & les amener & liurer incontinent à la main du Seigneur.

VENNES L. Art. 702. Le creancier demeurant és Villes & Fauxbourgs de Vennes peut faire arreſter ſon debteur de ſa perſonne ou les biens d'iceluy acheteur de quelque eſtat qu'il ſoit, iuſques à auoir eſté le creancier payé de ſon deu.

SECLIN Art. 9. En ladite ville & Eſcheuinage y'a Arreſt de corps par les Bailly, Lieutenant ou Sergent d'icelle ville, à la requeſte de partie ſur les nō Bourgeois. Et ſi l'arreſté denie le pretēdu de ſa partie, il doit eſtre conſtitué priſonnier: n'eſt qu'il namtiſſe en deniers, vaiſſelle ou biens non periſſables, ou baille caution ſuiette pardeuāt deux Eſcheuins. Et ſ'ils cōfeſſent le deu, leſdits Eſcheuins le doiuent condemner audit deu, & n'y aura main-leuee ny eſlargiſſemēt de ſa perſonne, ſans auoir payé ou contenté le faiſant arreſter.

Arreſt de corps fait par les Bayli, Lieutenant ou Sergent de la ville de Seclin.

OSTRICOVRT Art. 2. Sur ledit Eſcheuinage & autres heritages cottiers giſans en ladite Paroiche, reſſortiſſans en noſtre Gouuernance de Lille, l'on peut pour debtes faire arreſter les forains non reſidens en ladite Paroiche, par les Bailly, Lieutenant ou Sergent dudit Eſcheuinage. Deſquels arreſtez les Eſcheuins dudit lieu ont la cognoiſſance. Art. 3. Les manans & habitans ſur ledit Eſcheuinage, ne peuuent faire clain n'Arreſt ſur les corps ne biens des autres manans audit Eſcheuinage, hors iceluy, ne dedans: ſur peine d'encourir pour chacune fois en l'amende de lx. ſ. & de faire à leurs deſpens mettre au neant tels clains & arreſtez.

NEVF-VILLE Art. 4. Arreſt de Corps a lieu pour debtes & actions perſonnelles des perſonnes foraines, non reſidens ſur ledit Eſcheuinage. Et ſi a lieu ſur les habitans audit Eſcheuinage, par plainte & enſeignement de Loy, en faute de biens meubles & heritages.

CHISOING Art. 1. Par la Couſtume de ladite Preuoſté, le Preuoſt ou ſon Lieutenant & le Sergent des Eſcheuins, ont auctorité & puiſſance d'arreſter au corps gens paſſans & forains ou leurs biens à la requeſte de partie, pour debtes, & auſſi les manās dudit Chiſoing nō Bourgeois. Ar. 2. Et au regard du Bourgeois dudit Chiſoing, eſt requis de le ſōmer par le Reuvard de ladite Preuoſté, preſent ii. Eſcheuins, a ſept iours & vii nuicts de delay. Et ſe ledit Bourgeois cōfeſſe le deu, & n'ait fait le content de ſon creancier endedans leſdits vii. iours & vii. nuicts enſuiuans: en ce cas apres iceux vii. iours & vii. nuicts, ſes corps & biens ſont abandonnez. Et peut on pour tel deu proceder par arreſt de corps ou ſaiſine de ſeſdits biēs. Et ſ'il ne cōfeſſe ledit deu apres leſdits vii. iours & vii. nuicts, ledit Reuvard preſens deux deſdits Eſcheuins luy faict de rechef ſommation d'auoir faict le content dudit creancier, endedans trois iours enſuiuans. Et ſ'il confeſſe, & ne l'ait faict, ſeſdits corps & biens ſont abandonnez. Et ſ'il ne confeſſe, iteratiue ſommation ſe faict par iceluy Reuvard preſens deux deſdits Eſcheuins, d'endedans autres trois iours enſuiuans, auoir faict iceluy content. Et leſdicts trois iours paſſez & reuolus, ſeſdits corps & biens ſont pourſuiuables, cōme deſſus.

Arreſt de corps contre les Bourgeois.

COMMINES Art. 11. Vne perſonne peut faire arreſter ſon debiteur non Bourgeois ou Bourgeois habandonné deſdits Eſcheuins par ledit Bailly ou ſon Lieutenant, pour actions perſonnelles.

Arreſt de corps contre les Bourgeois abandonnez des Eſcheuins, ou contre les nō Bourgeois.

ARMENTIERES Art. 7. L'on ne peut proceder par voye d'Arreſt de corps en ladite ville & Eſcheuinage, pour debtes & actiōs perſonnelles cōtre les Bourgeois ou Bourgeoiſes de ladite ville par iour de Samedy depuis Midy, ne les iours de Dimanche & Lundy: & quant audit iour de Samedy, deuant le Midy: & les iours de Mardy, Mercredy, Ieudy & Vendredy ils ſont arreſtables hors des maiſons & pourpris d'icelles, n'eſt que ſe fuſſent Hoſtelleries, Tauernes ou Cabarets, & les non Bourgeois ſont arreſtables hors deſdites maiſons & pourpris par chacun iour.

Arreſt de corps contre les Bourgeois ou Bourgeoiſes à quels iours ont lieu ou non.

LANNOY Art. 5. En ladite ville & Eſcheuinage, auſſi auant que ledit Eſcheuinage, a à durer, lequel ſe comprend & extend auſſi bien deſlors que dedans icelle, à la requeſte de partie, ledit Preuoſt ou ſon Lieutenāt & Sergent de ladite ville, pour debtes & actions perſonnelles, peuuent arreſter au corps toutes perſonnes: pourueu que telles perſonnes arreſtees ne ſoient heritieres reſidentes ſur ledit Eſcheuinage. Et ſe elles y ſont demourantes ledit Arreſt n'a lieu. Et ſe l'arreſté confeſſe la demāde pardeuant ledit Preuoſt, ſon Lieutenāt ou Sergent & deux Eſcheuins, il tint priſon iuſques au plain furniſſement. Et ſ'il denie, n'aura ſon corps à deliuré: n'eſt qu'il baille caution ſuiette à ladite Loy pour ledit pretendu, enſemble pour les deſpens du procés, ſ'aucun en ſourd oit. Et ſe ledit arreſté requiert auoir caution de deſpens de ſa partie, n'eſt qu'il ſoit heritier en ladicte

ville & Escheuinage, il est tenu aussi la bailler, ou en faute de ce, la main de Iustice se leue dudit arresté.

ENNETIERES Art.3. Arrest de corps en action personnelle a lieu en ladite Seignourie contre les non resident en icelle seulement: pourueu qu'il se face par le Bailly, son Lieutenant ou Sergent desdits Religieux, ou par ledit Mayeur, son Bailly ou Lieutenant.

CHAMPHIN Art.10. Arrest de corps a lieu pour debtes & actions personnelles contre les forains & non heritiers de ladite Seignourie. Et se tel forain non heritier intente action & poursieulte par plainte à loy contre vn heritier, il est tenu bailler caution de despens, s'il est requis ce faire.

VVAHAIGNES Art.5. Pour debtes & actions personnelles, Arrest de corps a lieu audit Escheuinage par plaincte & enseignement de loy.

BAPPALMES Tit.2.Art.7. Par * ladite Coustume és iours de plaids du Gouuerneur & Bailly & de Bappalmes, l'on ne peut faire ny donner Arrests en ladite ville, sur le corps & biens des suiets dudit Bailliage, y demeurans & resident: mais contre ceux qui sont demeurans hors des mettes de ladite Gouuernance: pourueu qu'ils soient traictez en proces, au siege de ladite Gouuernance.

L'ALLEVE Tit.2.Art.22. L'on peut audit pays faire arrester au corps tous forains ou autres non heritiers ny biens tenans audit pays pour debtes: & n'a l'arresté main-leuee, n'est en baillant caution ou en nantissant. Art 23. L'on ne peut audit pays faire arrester le corps ne les biens d'vn heritier ou bien tenant dudit pays, n'est les aduestures des heritages baillez en cense & louage pour les rendages d'iceux comme dit est.

TOVRNAY Tit.2.Art.1. Quant vne personne estrangiere est arrestee en ladite ville, à la requeste de partie, elle doit estre sur le champ amenee, pardeuant l'vn des Preuosts de ladite ville, auec sa partie, auant que le mener prisonnier, & illec l'arrestant doit dire les causes de son arrest, & l'arresté y respondre: & ce faict, si ledit Preuost ne les peut sommierement accorder, faut que l'arresté baille caution de la demande, & des despens: autrement est constitué prisonnier aux despens de celuy d'eux deux, qui sera trouué auoir tort, desquels l'arrestant doit faire le prest. Art. 4. Vn manant de ladite ville ne peut vser d'Arrest contre vn autre manant d'icelle en corps ne en biens, soit en icelle ville ou aillieurs, à peine d'estre constitué prisonnier, iusques à la reuocation de tel Arrest.

* *Par l'Art.9 & quant au surplus des Coustumes de Bappalmes, il est conforme aux Coustumes generales d'Artois decretees.*

Art.175. PARIS.

Despens r d'hostellage, liurez par hostes à pelerins ou a leurs cheuaux, sont priuilegiez, & viennent à preferer deuant tout autre sur les biens & cheuaux hostelez: & les peut l'hostelier retenir iusques à payement: & s'aucun autre creancier les vouloit enleuer, l'hostelier a iuste cause de soy opposer.

Despens d'hostellage sont preferez sur les biens & cheuaux hostellez à tout autre: & les peut l'hostelier retenir iusques à ce qu'il soit payé: & s'ils sont enleuez par autre creancier, il se doit opposer.

r Bartol. in l. interdū D. qui pot. in pig. hab. Bald. in l. certi C. de loc. cato. Vn hostelier demeurant aux Roches pres Vendosme s'estãt rendu appellant d'vn decret de prise de cors contre luy decreté par le Iuge des lieux, pour auoir osté le pourpoint à vn paisãt pour despens d'hostellage faits en sa maison dõt il seroit mort le iour mesmes pendant les grandes froidures de ceste annee 1595 contre le substitut de Monsieur le Procureur general intimé. En ce faict il y auoit double

CONFERENCE.

CALAIS Tit.14.Art.243.p *à Paris*. Et si aucun autre &c.

MELVN Chap.23.Art.328. Hosteliers, † Tauerniers, Cabaretiers demeurans és villes faux-bourgs & villages des Bailliage & Preuosté de Melun, ne peuuent pour la despense faite en leurs maisons, hosteleries & tauernes par les habitans des lieux, où ils tiennent leurs hostelleries & tauernes, arrester ceux qui auront faict la despence, ne les gager, prendre ſ cedules, Breuets, n'obligations volontairement ne par contrainte: & lesquels hosteliers & tauerniers n'ont pour telle despence aucune action.

† *Ceſt Ar.328 a eſté adiouſté pour le bien & vtilité publique pour l'aduenir.*

Hosteliers, Tauerniers & Cabaretiers ne peuuent vſer d'arreſt pour la deſpence faicte en leurs hoſteleries &c. ny prendre Cedules, breuets n'obligations & n'ont actiõ pour la deſpenſe.

queſtion, La premiere ſ'il y auoit droict de retention pour les alimens: & fut ſouſtenu que ouy: La ſeconde ſi pour n'auoir eſté par ledit hoſte charitable, il pouuoit eſtre traicté extraordinairement, & diſoit que non, & par ainſi concluoit en ſon appel. Monſieur Seruin Aduocat du Roy traicta ces queſtions & en fin conclud qu'il pouuoit eſtre condamné à quelque amende. La Cour par Arreſt du 18. Mars 1595. mit l'appellation au neant ſans amende, ordonna que ce dont eſt appel ſortiroit ſon effect: & faiſant droit au principal, la Cour ayant iceluy euoqué fut ledit hoſtelier condamné en amende de dix eſcus pour eſtre aumoſnez aux priſonniers de la Conciergerie du Palais à Paris. Enioint aux hoſteliers d'vſer enuers leurs hoſtes & paſſans du droict d'hoſpitalité & charité Chreſtienne. Aucuns pourroient penſer que ceſte voye ainſi extraordinaire eſtoit permiſe, & pouuoir regler parce que dit Vlp. in l. qui ſeruandarum 14. §. 1. D. de præſc verb. l. 23 §. 9. D. ad leg. Aquil. Mais en ce faict on a plus conſideré le priuilege des alimens: pour leſquels on peut gager & arreſter les perſonnes

Source : BIU Cujas

& qu'il n'estoit point cogneu qu'il y eust aucun dol de la part dudit hostelier: & n'estoit son intention de faire mourir ce defunct.

ſ Voyez l'Ord. du Roy Henry 3. 1577. mise au liure 3. de la Conference des Orden. Tit. dernier.

Estampes Chap. 13. Art. 154. Despens & hostellage baillez par les hosteliers aux passans & à leurs cheuaux, sont priuilegiez tellement que les hosteliers peuuent retenir les cheuaux & meubles de leurs hostes, pour les despens & hostelage. Ar. 155. †† p. *à Melun.* Art. 328. de ladite Preuosté pour faire en leurs maisons hosteleries & tauernes par les habitans des lieux, où ils tiennent leursdites hosteleries &c. degager &c. ou obligations &c. action contre ceux qui l'ont faite.

Montfort Chap. 17. Art. 180.
Mante Chap. 188. †
Reims Tit. 16. Art. 395. ††
} p. *à Paris.*

Lille Tit. 8. Art. 118. Despens d'hostelerie liurez par hostes aux passans, ou à leurs bestiaux sont priuilegiez, & sont à preferer deuant tous autres debtes sur les biens ou debtes estans en l'hostellerie, & les peuuent lesdits hostes retenir, iusques au payement & solution de leur deu.

La Rve d'Yndre Chap. 7. Art. 23. Tout tauernier public, peut de luy mesme arrester ceux qui ont fait despense en son hostel, & ne veulét payer, & leur donner l'Arrest à la peine de lx. sols. Et si les arrestez s'en vont par dessus l'Arrest, ils enfraignent & escheent en ladite somme, comme si ledit Arrest estoit faict par vn Sergent.

Berri Tit. 9. Art. 19. Les tauerniers & hosteliers peuuent retenir les biens meubles & cheuaux de ceux, qui ont fait la despense en leur maison pour la derniere fois, iusques à ce qu'ils ayent satisfaict. Art. 20. Sera preferé l'hostelier & tauernier pour la despense faite en sa maison, depuis que l'hoste y est la derniere fois logé, sur les cheuaux & autres meubles estans en icelle, appartenans ausdits hostes à tous autres creanciers, à la requeste desquels s'il y auoit arrest des cheuaux & meubles, se pourront les tauerniers & hosteliers opposer, iusques à ce qu'ils aiét esté payez de leur despence: & iusques audit payement fait, pourront retenir lesdits cheuaux & meubles.

Bovrbonnois Chap. 13. Art. 135. p. *à Paris.* Liurez à hostes, pelerins ou passans ou à leurs &c. vouloit saisir &c. de s'opposer pour les despens.

La Salle de Lille Tit. 22. Art. 11. Despens d'hostelerie faicts par passans ou leurs bestiaux sont &c. p. *à Lille.* Art. 118. ou bestiaux estans en ladite &c. payement de leur deu.

†† *L'Art. 155. est de nouuel introduit, sans preiudice du passé.*
† *C'est Ar. 188 est de nouuel introduit.*
†† *Le 395. est de nouuel introduit.*
Arrest fait par vn tauernier public de ceux qui ont fait despense: à peine de lx. sols.

Art. 176. PARIS.

Qui vend t aucune chose mobiliaire sans iour & sans terme esperant estre payé promptement, il peut sa chose poursuir en quelque lieu, qu'elle soit transportee, pour estre payé du pris qu'il l'a vendue.

t Ces deux Articles seruent de limitation a ce qui est proposé en l'Art. 170. de Paris cy dessus, & est ceste coustume contre le droict commun par lequel fide habita de pretio res transit in emptorē. l. 9. C. de cont. empt.

Vendeur de chose mobiliaire sans iour & terme peut poursuir icelle pour estre paié du pris qu'il l'a vendue. Mais s'il y a terme, & y a saisie, il est preferé à tous creãciers.

Art. 177. PARIS.

Et † neantmoins, encores qu'il eust donné terme, si la chose se trouue saisie sur le debteur par autre creancier, il peut empescher la vente: & est preferé sur la chose aux creanciers.

† *C'est Ar. 177. est adiousté pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

CONFERENCE.

Calais Tit. 14. Art. 244. p. *à Paris.* 176. sa chose poursuiuir &c. Art. 245. p. *à Paris.* 177.

Montfort Chap. 17. Art. 181. p. *à Calais.* 244. en esté payé &c. & †† encores qu'elle eust esté prinse par execution, pourra poursuiure, iusques à ce qu'elle soit vendue par auctorité de Iustice.

Mante Ch. 17. Art. 192. Le † vendeur est priuilegié pour le pris de sa marchandise sur icelle estant encores en la possession de son debteur & acheteur, & la peut poursuiure en quelque lieu, qu'elle ait esté transportee: pourueu qu'elle ait esté vendue sans iour & sans terme.

Reims Tit. 16. Ar. 398. †† p. *à Montfort.* poursuiuir & arrester ladite chose &c. qu'elle a esté vendue.

†† *Ces mots, Et encores &c. ont este de nouuel adiousté.*
† *C'est Ar. 192. est de nouuel introduit.*
†† *L'Ar. 398. est de nouuel introduit.*

Source : BIU Cujas

ORLEANS Tit.20. Art,458.† p. *a Paris.*176.& 177 poursuiure sa chose &c. si la chose mobiliaire &c. sur ladite chose mobiliaire &c.

DOVRDAN Tit.13. Art.144. Celuy qui vend &c. p. *a Paris.* Art.176. il la peut poursuiure &c.

Voyez cy dessus au Titre V. de Paris sur l'Art. 11. la Coustume de Niuernois Chap.32. Art.22.

† *Cest Art. 458. a esté acordé & adiousté sans preiudice du passé.*

Art.178. PARIS.

Arrest ou saisie premiere valablement faits sont preferez aux subsequens.

Le †† creancier, [u] qui faict premier arrester & saisir valablement ou prendre par execution aucuns meubles appartenans à son debteur, doit estre le premier payé.

u Cest Art.18. depẽd du 170. Art. de la mesme Coustume.

†† *Cest Art. 178. a esté adiousté pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Art.179. PARIS.

En cas de Desconfiture, n'y a point de preference ou prerogatiue.

Toutesfois en cas de Desconfiture chacun creancier vient à contribution, au sol la liure, sur les biens meubles du debteur: & n'y a point de preference ou prerogatiue, pour † quelque cause que ce soit, encores qu'aucun des creanciers eust fait premier saisir.

† *Ces mots, pour quelque, &c. ont esté adiousteż pour interpretation.*

Art.180. PARIS.

Desconfiture comme se doit entendre.

Le †† cas de la Desconfiture est, quand les biens du debteur tãt meubles, qu'immeubles ne suffisent aux creanciers apparens: & si pour empescher la contribution se meut differend entre les creanciers apparens sur la suffisance ou insuffisance desdits biens: les premiers en diligence, qui prennent les deniers des meubles arrestez, doiuent bailler caution de les rapporter pour estre mis en contribution, au cas que lesdits biens ne suffisent.

†† *Les Art. 180. 181. & 182. sont adiousteż pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

Art.181. PARIS.

Contribution en quels cas n'a lieu.

Et n'a lieu la contribution quand le creancier se trouue saisi du meuble, qui luy a esté baillé en gage. [x]

x In L. pro debito 6. C. de bon. auct. ind. poss. venditione bonorum, æquali portione, pro rata debiti quantitate omnibus creditoribus consuli potest Ceste Desconfiture, qui se nomme aussi contribution, est introduite à l'instar de celle qui se faict entre le pere & le maistre & les creanciers de la marchandise de laquelle le fils ou seruiteur faisoient trafic ou negotiation. Tributio sit pro rata eius quod cuique debetur l. 5. §. tributio D. de trib. act. Quand le debteur faisoit cession de biens, chacun des creanciers en auoit sa part, l.

Art.182. PARIS.

Aussi n'a lieu la contribution en matiere de depost, si le depost se troune en nature.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.14. Art.246. p. *a Paris.* Art.178. payé, quand il y a autres biens meubles ou immeubles suffisans pour le payement des autres creanciers. Mais quand les biens du debteur ne sont suffisans pour le payement desdites debtes: en ce cas chacun creancier vient à contribution &c. p. *a Paris.* Art 179. saisir ny pour autre priuilege quel qu'il soit: sinon pour les deniers dotaux des femmes & de ce qui seroit deu aux mineurs, pour l'administration de leur Tutele sur les biens de leur Tuteur Art.247. Et si pour empescher &c. p. *a l'Art.* 180. *de Paris.* Art.248. & 249. p. *a Paris.* 181. & 182.

† *L'Ar.* 130. *est de nouuel adiousté.*

AVXERRE Tit.5. Art.130. Si † plusieurs creanciers pour arrerages de rentes ou debtes personnelles font en mesme iour saisir les meubles de leur debteur,

vlt. D. de curat. bon. dando. Senec. 3. de benef. Appellare debitorem ad diem possum: & si foro cesserit, portionem feram.

y L. debitorem 13. l. seruo. 25. l. si tibi notarium 27. C. de pign. & hypoth.

z Parce que le depost se doitrẽdre quam cellerimè sine vllo obstaculo l. si quis vel pecunias. 11. C. depositi nec deductionem aut compensationem patitur, comme nous auons monstré cy dessus.

Source : BIU Cujas

tous ensemble viendront par desconfiture, à contribution au sol la liure, sans aucune prerogatiue: si ce n'est pour debte priuilegiee, comme pour le louage de la maison où auront esté trouuez lesdits meubles, ou pour la marchandise qui se trouuera en nature aiant esté vendue sans iour & terme: laquelle le vendeur pourra arrester & poursuiure, en quelque lieu qu'elle ait esté transportee.

Desconfiture quand a lieu ou non.

MONTFORT Chap. 17. Art. 183. En matiere de desconfiture &c. p. *a* PARIS. Art. 179 point de prerogatiue.

†† *Cest Art. 186. est de nouuel introduit.*

MANTE Chap. 17. Art. 186. †† } p. *a Montfort.*
SENLIS Tit. 15. Art. 291. † }

† *Cest Ar. 291. est ancien & adiouste comme ayant esté omis.*

CLERMONT Tit. 6. Art. 58. En biens meubles prins pour debtes en matiere de desconfiture, n'y a priorité ou posteriorité, s'il n'y a debte priuilegiee: tellement que si aucun est obligé enuers plusieurs creanciers, & l'vn desdits creanciers par voye d'execution fait prendre generalement tous les biens dudit debteur, les autres creanciers apres la perfection d'icelle execution, se peuuent opposer & peuuent fonder leur matiere en cas de desconfiture, & dire que ledit debteur n'a autres biens, que ceux prins pour satisfaire à ses creanciers. Auquel cas ils doiuent venir à cõtribution auec celuy qui a requis ladite execution, & n'a aduantage ne prerogatiue non plus que les autres: fors que premier il doit estre reboursé des despens & mises de ladite execution, sur le pris des biens prins: toutesfois par la Coustume, quand le cas n'est fondé en matiere de desconfiture, celuy qui se fait premier payer a ceste aduantage contre les autres negligens. Art. 59. Y a difference entre matiere de desconfiture, & cas de simple execution. Car le cas de desconfiture est quand aucun n'a autres biens, fors ceux qui sont prins par execution: mais cas de simple execution est dit quand aucuns biens restent à executer, autres que ceux desia prins: & pource audit cas de desconfiture on n'est receuable à donner opposition, iusques à ce que l'execution soit du tout parfaite, & l'argent baillé en main du creancier.

Desconfiture & executiõ simple sont differentes.

REIMS Tit. 16. Art. 396. †† p. *a Montfort.* prerogatiue pour debte pure personnelle.

†† *Cest Art. 396. est de nouuel introduit.*

BOVLLENOIS Tit. 29. Art. 142. En cas de desconfiture ou rompture tous creanciers viennent à contribution.

CAMBRAY Tit. 25. Art. 39. Le premier sur les biens d'vn debteur est preferé aux autres posterieurs clamans: si ce n'est que les biens dudit debteur soient abandonnez & delaissez en desconfiture.

ORLEANS Tit. 20. Art. 448. Et † au cas de desconfiture &c. p. *a* PARIS. Art. 179. a preference pour &c. Art. 449. p. *a* PARIS. Art. 180. arrestez & executez en baillãt par eux caution de les representer au cas &c. biens du debteur ne suffisent. Ar. 450. & 451. p. *a* PARIS. Art. 181. & 182.

† *Les Ar. 448 449. 450. & 451 ont esté acordez & adiouslez sans preiudice du passé.*

NORMANDIE Chap. 22. Art. 582. En discussion de biens meubles, les deniers seront distribuez aux creanciers, selon l'ordre de priorité & posteriorité. Et le premier arrestant aura les despens de ses diligences premier & au deuant des creanciers.

En discussion de meubles, il y a lieu de proprieté & posteriorité.

AVVERGNE Chap. 24. Art 53. Preuention a lieu entre les creanciers en execution de meubles, en la maniere que le premier creancier qui est saisi par la volonté du debteur, ou qui fait saisir par Iustice, sera preferé à tous autres creanciers: iaçoit qu'ils fussent priuilegez ou precedens en hypotheque audit creancier, qui est premierement saisi.

Preuention en matiere d'execution.

S. SEVER Tit. 15. Art. 1. En execution de ban & main-mise, est preferé le diligent, qui premier aura fait mettre le ban au second, & le second au tiers: & ainsi des autres s'il n'y a expresse hypotheque: auquel cas est preferé celui qui a l'expresse hypotheque, à celuy qui n'en a point.

SOLE Tit. 29. Art. 29. Et si la consignation n'est suffisante pour payer tous les creanciers, se depart la defalcation aux creanciers non priuilegiez, sol pour liure.

Voyez Clermont Art. 56. Orleans 447.

PARIS.

Art. 183.

Confiscation de corps & biens.

Qui [a] confisque le corps, il confisque les biens.

a Nous auons expliqué ceste maxime en la partie premiere Tit. 5. p. 37. expliquant la Coustume de Berri.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 14. Art. 250. Ne †† confisque les biens: si ce n'est pour cas de crime de leze maiesté diuine ou humaine, ou de faulse monnoye.

†† *Le Bouteiller Procureur du Roy a*

MEAVX Chap. 26. Art. 207. † p. *a* PARIS. corps, confisque &c.

Source : BIU Cujas

proteſte que ladite Couſtume, ſignamment pour le regard du 250. Art. touchant les confiſcations ne puiſſe préiudicier aux droicts du Roy: empeſchant ledit Art. eſtre receu pour Couſtume. Souſtenant que ledit Art. doit eſtre reiette dudit cahier, comme eſtant contraire aux droicts & auctorité du Roy. D'autant que par la Couſtume de Paris, ville capitale de ce Royaume, à l'inſtar de laquelle le preſent pays doit eſtre policé & reglé, & auſſi par la pluſpart des Couſtumes de ce Royaume, Qui confiſque le corps, pour quelque cauſe que ce ſoit, confiſque les biens. Et par leſdits de la Planche Aduocat, Teſſelles & Drouyn pour leſdits Maieur & Eſcheuins a eſte dit que ledit Art. eſt conforme à ce qui eſt garde & obſerué au pays voiſin de Boullenois. Auquel confiſcation n'a lieu, ſinon pour crime de leze Maieſté & hereſie. Et que le Roy a touſiours entendu gratifier leſdits manans & habitans de ce pays de pareilles franchiſes, libertez & exemptions, que leſdits habitans de Boullenois. Auſſi que leſdits habitans de ceſte dicte ville, ſont trop plus frontiers, que ceux de Boullenois. Que ſ'il aduenoit que pour quelque ſimple homicide, ou autre crime & delict, les biens des delinquans fuſſent confiſquez, les enfans & autres parens qui deuroient ſucceder, pourroient ſe retirer aux pais eſtranges voiſins, & nitamment & par indignation viendroient bruſler les maiſons & terres que l'on auroit confiſquees ſur leurs parens, & faire pluſieurs autres entrepriſes au pays, au grand preiudice & intereſt de ſadite Maieſté & des habitãs dudit pays. Et ne peut ledit Procureur du Roy empeſcher ledit Art. attendu que ſur la ſupplication, que leſdits Maieur, Eſcheuins & habitans ont cy deuant faite au defunct Roy Charles, de pouuoir adiouſter au cahier de leur Couſtume, ledit Article, ſadite Maieſté ordonna par ſa reſponſe faite, en ſon Conſeil tenu à Gaillon le 19. iour de May 1571. que l'on feroit apparoir comme ceux dudit Boullenois & pays circonuoiſin en vſoient. Qui eſtoit vne taiſible permiſſion & conceſſion: pour eſtre treſcertain que de tout temps & ancienneté ceux dudit pays de Boullenois ont ainſi que deſſus, iouy & vſé, vſent & iouiſſent encores à preſent: ainſi qu'ils offrent, ſi beſoin eſt informer, tant par le liure des Couſtumes dudit pays de Boullenois, que par turbes. Surquoy auons ordonné que ledit Procureur du Roy aura acte de ſadite oppoſition: ſur laquelle leſdits Maieurs, Eſcheuins & habitans ſe pouruoiront vers le Roy, pour auoir plus ample & formelle declaration de ſon bon plaiſir & volonté ſur ce. Et ce pendant demourera l'effect dudit Art ſuſpendu.

† *Ceſt Art. 207. a eſté adiouſté, comme aiant eſté omis en l'ancien.*

SENS Tit. 5. Art. 24. Celuy qui pour aucun crime eſt condamné au dernier ſupplice, confiſque corps & biens. Car qui &c. p. *a Paris.*

AVXERRE Tit. 1. Art. 26. Le condamné &c p. *a Sens.* iuſques à ce mot. *Car.*

MONTFORT Chap. 17. Art. 185. † p. *a Paris.*

MANTE Chap. 17. Art. 193 †† p. *a Meaux.*

TROIES Tit. 7. Art. 132. p. *à Sens.*

CHAVMONT Tit. 8. Art. 99. *A la fin.* En cas de crime, qui confiſque &c. p. *a Paris.*

VITRI Tit. 1. Art. 17. On vſe audit Bailliage que quand vn homme ou femme ſont executez pour leurs demerites, le ſeigneur prend toute ſa ſucceſſion mobiliaire & immobiliaire, à ſçauoir tous les meubles, où qu'ils ſoient aſſis: & les immeubles aſſis ſous la Haute Iuſtice: & le par deſſus deſdits immeubles appartiennent au S. ou Seigneurs en la Iuſtice deſquels ils ſont aſſis, chacun en ſon regard. Car qui &c. p. *à Paris.* ſi fait il * ſes biens. †

LAON Tit. 1. Art. 11.

CHALONS Tit. 22. Art. 260. p. *a Meaux.*

REIMS Tit. 13. Art. * 348.

PONTHIEV Tit. 12. Ar. 161. Quiconque confiſque le corps, il confiſque tous ſes biens meubles & immeubles.

DVCHE de Bourg. Chap. 2. Art. 1. p. *a Paris.*

NIVERNOIS Chap. 2. Art. 1. p. *a Paris.* biens: qui eſt à dire, que qui eſt iugé & executé à mort par Iuſtice ou banni à perpetuel, il confiſque les biens, ſans autre declaration. Et neantmoins en cas de banniſſement perpetuel, le Iuge peut declarer confiſcation de tous les biens du condãné ou de partie d'iceux, ainſi qu'il verra eſtre à faire, ſelon l'exigence du cas.

NORMANDIE Chap. 9. Art. 143. Tout homme condamné à mort par Iuſtice, banny du Royaume ou condamné aux galeres à perpetuité, confiſque le fief & ſon heritage au profit de ſon S. aux charges de Droict b qui ſont payer les rentes Seigneuriales, foncieres & hypotheques, meſmes les debtes mobiliaires, diſcuſſion faite prealablement des meubles.

TOVRS Tit. 36. Art. 378. p. *a Calais.* les biens: fors en cas de leze Maieſté diuine & humaine: & en crime de fauſſe monnoye celuy qui la faict ou forge, confiſque ſa maiſon, ſi elle luy appartient, non autrement: ſinon que celuy qui en eſt S. en euſt eu cognoiſſance.

L'ISLE SAVARY Art. 7. Quand aucun par forfaiture confiſque ſon corps auec ce confiſque ſes biens.

GRAND PERCHE Tit. 1. Art. 19. p. *a Meaux.* les biens meubles, conqueſts & acqueſts immeubles, & non les propres.

POICTOV Tit. 1. Art. 200. Qui confiſque le corps, ne confiſque ſes biens immeubles: mais ſeulement ſes meubles fors & excepté en cas de crime de leze Maieſté diuine & humaine: eſquels cas il confiſque tout.

S. SEVER Tit. 19. Art. 1. Homme condamné à mort pour quelque crime

† *Les gens du tiers Eſtat ont requis que ceſt Art. 185. fut corrigé & que les biens des confiſquez fuſſent reſeruez pour la moitie ou pour le tiers à leurs enfans. Ce qui a eſte empeſché par les Procureur du Roy & hauts Iuſticiers. Au moyen de quoy auons ordonné que ledit Art. demourera ainſi qu'il eſt eſcrit.*

†† *L'Art. 193. eſt de nouuel introduit.*

* Aliàs, *les biẽs*

† *La derniere clauſe ancienne* leſquels Seigneurs, *&c. iuſques à la fin, a eſté rayee.*

* *Voyez la premiere partie Ti. V. cy deſſus. Confiſcation en cas de banniſſemẽt comme peut eſtre ordonnee.*

b Voyez cy deſſus le Tit. V. de la premiere partie, ou ceſte queſtion a eſté touchee.

Source : BIU Cujas

que ce soit excepté de leze Maiesté : ne confisque ces biens au Roy ne au S. mais sont lesdits biens reseruez pour ses hoirs.

BAR Tit.2.Art.29.p.*a paris.* le corps par sentence de mort ou bannissement perpetuel,il &c.

ADDITION SVR LE TITRE VIII. DES Arrests, Executions & Gageries.

I. Arrests & Executions en quelles choses ont lieu ou non : ensemble quelles personnes peuuent faire saisir & arrester. Discussion quand n'est necessaire.

II. Office & deuoir des Sergens au faict des Arrests & Executions: & comme ils doiuent faire la vente des meubles prins par Execution ou saisie. Encheres.

III. Des oppositions formees aux Arrests & Executions.

IV. Forme de contraindre les gardiens ou depositaires: & acheteurs de biens de Iustice.

MELVN Chap.11.Art.182. Celuy qui aura labouré, cultiué ou ensemencé quelques heritages, peut pour ses salaires, faire proceder par voye d'Arrest sur tous fruicts desdits heritages,aiant obtenu commission du Iuge,en la iurisdiction duquel sont lesdits fruicts:supposé que lors de la saisie,les fruicts fussent ameublis & transportez hors les lieux,où ils sont creuz:le tout au peril de l'amende contre le saisissant. Chap.23. Art.312. Toutes †† Executions a faites sur biens meubles non transportez hors la possession du debteur,sont reputees simulees : & n'ont effect au preiudice d'vn autre creancier, qui auroit trouué iceux meubles en la possession du debteur & fait prendre par execution.

Arrest pour les salaires d'auoir labouré,cultiué ou ensemencé vne terre sur les fruicts desdites terres.

Transport de meubles est necessaire en toute execution.

†† *Cest Art. 312. a esté adiousté comme ancien & gardé de tout temps.*

NIVERNOIS Chap.32.Art.14.Execution faite pour debte mobiliaire,où il y a enleuement & transport,est preferé à celle,où il n'y a transport ou enleuemẽt de biens:& n'aura le poursuiuant ladite Execution dernierement declaree, suite sur les meubles executez:posé qu'il soit premier quant à l'execution & exploict.

MONTARGIS Chap.20.Art.11. Execution faite sur les biens meubles non enleuez, ou desquels aucun autre que le debteur ne s'est constitué acheteur de biens,est reputee nulle,quant au preiudice d'vn autre creãcier,& n'ẽpesche point qu'il ne les puisse faire enleuer.

Execution auec trãsport de meubles est preferee à celle,en laquel le n'y a transport.

ORLEANS Tit.19.Art.452. En executions faites pour debtes mobiliaires par deux creanciers non priuilegiez, celuy qui a enleué, est preferé à celuy qui n'a enleué:comme aussi aux Arrests faits sur le debteur,qui n'auroient esté enleuez & seroient laissez és mains d'iceluy debteur.

DVNOIS Chap.18.Art.99.p.*a montargis.*

MELVN Chap.23. Art.323. On ne peut proceder par voye d'execution sur les biens d'autruy pour debtes deues au Roy, ou à son fermier & admodiateur, que prealablement elles n'ayent esté demandees au debteur en personne ou à son domicile,parlant à personne de discretion & d'aage competẽte:sinon que le debteur fut obligé à payer lesdites debtes à terme certain & iour nommé. Art. 324. Toutes amendes adiugees au Roy,se doiuent demander par ses fermiers ou receueurs,auant que proceder à la prinse de biens ou du corps:& si partie paye,le Sergent n'aura aucun salaire de la partie : mais si apres le commandement & dedans la huictaine,le debteur ne paye,& le Sergent retourne pour le contraindre, & le debteur paye au second commandement, il sera tenu payer les salaires des premiers & seconds commandemens du Sergent tels que de raison.

Execution pour debtes du Roy n'a point de lieu pour debtes deues au Roy ou son fermier,si elles n'ont esté demandees au debteur en personne ou à son domicile.

Amendes se doiuent demander par les fermiers ou Receueurs du Roy.

BOVRBONNOIS Chap.13. Art.102. Le † Seigneur Iusticier peut faire proceder par execution par son Sergent, sans commission aucune sur ses suiets pour auoir payement de ses b exploicts,defaux & amendes de sa Cour, verifiez & signez par son Greffier.

† *Cest Art.102. a esté ainsi accordé:parce que l'Art.ancien sembloit fort pernicieux & contre toute raison, que pour vne amende procedant*

a Cecy a esté souuent iugé par Arrest. Si le debteur s'est constitué gardien ou depositaire de ses meubles,ou bien vn tiers peut empescher le trãsport de ses meubles, il est certain que le tout est au perils & fortunes de celuy qui s'est constitué depositaire. Par Arrest du 22. iour de Decembre 1564. fut ordonné que doresnauant les Sergens faisans executions ciuiles ne pourroient bailler en garde les biens meubles prins par Executions aux parties executees:à peine de nullité.Fut encores par ledit Arrest defendu de bailler les biens en garde aux femmes mariees, sans le consentement de leurs maris & doiuẽt les Sergens faire signer leurs exploicts aux gardiens & depositaires de biens:à peine de nullité. Ce qui fut ordonné en consequence de l'Ordonnance par Arrest du 23 iour de Iuillet 1577. Comme aussi les exploicts d'establissement de Commissai-

de cause ciuile vne personne tint arrest ou prison. Et du consentement des Estats ledit Art. a esté rayé depuis ces mots, Mais ne peut l'on *&c. iusques à la fin.*

Seigneur peut faire proceder par execution par son Sergent sans commission pour les exploicts, defaux & amendes.

res doiuent estre signez, ainsi qu'il sera monstré au Titre xvi. de Criees.

b Cest Art. 102. a esté confirmé par Arrest de la Cour des grands iours de Moulins le 12. Octob. 1540. & l'appellant condamné en l'amende pour auoir appellé de l'execution sur luy faicte.

Arrest contre le forain pour les exploits & emolumens de Cour

†† *Cest Art. 407. a esté ainsi corrigé: & ont esté ces mots adiouſtez,* pour les amendes & defaux procedans des matieres d'excez.

† *Cest Ar. 408 a esté ainsi corrigé.*

Execution pour les amendes comme se doit faire dans l'an ou apres l'an.

Execution pour les Droits Domaniaux anciẽs

Arrest pour l'emolumẽs des fermes.

Executions d'Ayuvves tant sur meubles, que immeubles.

Iuré de Cattel.

Des tenures par loy expirees.

AVVERGNE Chap. 24. Art. 68. p. *à Bourbonnois.* Sergent, & sur ses suiets pour auoir &c. exploicts & emolumens de sa Cour &c. Greffier: mais ne peut proceder par arrest ou detention de personne, si n'est à faute de biens meubles, inquisition deuëment faite d'en trouuer. Art. 69. Et ne sera tenu le suiet aucune chose payer pour l'entree & issuë d'icelui arrest. Ar. 71. Iceluy S. peut pour ses exploits & emolumẽs de Cour proceder contre le forain & estrãger trouué en sa Iustice par arrest & detẽtion de sa personne, iusques à ce qu'il ait fourni ou baillé cautiõ suiete du S.

LA MARCHE Ch. 30. Ar. 407. A †† faute de biens meubles trouuez en la puissance du suiet en Iustice, le S. Iusticier peut proceder par arrest de la personne de son suiet pour les amẽdes & defaux procedãs des matieres d'excez: aussi fait il contre les forains trouuez en sa terre, pour les choses dessusdites, iusques à ce qu'ils aient baillé gage ou caution suiete du S. pour ester à droit à l'ordon. de Iustice. Art. 408. Esdits † cas, où le S. peut proceder par arest de personne, le suiet ne doit paier aucũs frais, fors pour entree ii. den. & autant pour issuë, & les despẽs raisonnables, si le concierge le nourrit: & neãtmoins ce se peut nourrir du sien, sans autre despens.

c Lege xii. tabul. nexi debitores de suo viuere poterant.

BRETAGNE Tit. 13. Art. 219. Le S. peut faire executer, vendre & exploiter pour ses amendes, à l'encontre du condemné ou son heritier, intimation de quinzaine prealablement faite audit heritier: pourueu que l'execution soit faite dedãs l'an de la condemnation d'icelle: sinon qu'il y euſt obligation pour lesdites amendes: auquel cas l'execution se pourroit faire apres ledit an.

NIVERNOIS Chap. 32. Ar. 15. Le S. Iusticier peut faire proceder par execution pour ses droits Domaniaux anciens & accoustumez, sans autre commission par escrit: & le Iuge peut ordonner garnison, si faite n'est par le Sergent en faisant par le S. sommairement apparoir de sondit droit Domanier.

LILLE Tit. 18. Art. 220. Pour les fermes du Prince du pays ou de la ville, les fermiers doiuent auoir les deniers nantis à caution, comme priuilegiez, durant le litige.

PONTHIEV Tit. 13. Art. 177. Tous fermiers peuuent & leur loist en vertu de la Cõmission des Esleus de Ponthieu, proceder contre les debteurs pour les emolumens de leurs fermes par voye d'execution, & les faire contraindre & iustifier endedans trois mois apres l'an & iour passé, à compter du iour que lesdites fermes sont expirees, & proceder par euocation, demy an apres ledit an reuolu. Et ainsi apres ledit an, iceux fermiers ont trois mois d'execution, & vi. mois pour faire euoquer leurs debteurs. Et ledit temps dessusdit passé, ils ne sont receuables à poursuir, soit par execution ou par euocation, les debteurs pour raison de leurs fermes, si iceux debteurs n'y sont expressement & de fait obligez ou condamnez.

VALANCIENNES Tit. 4. Art. 34. Si vn proprietaire aiant enfans de son precedent mariage estãt en neceſſité, s'oblige en quelque pẽsion ou debte par ayuvve deuëment passee & recognuë, & tel proprietaire se treuue en defaute de payemẽt le rentier ou crediteur se pourra retirer vers la loy, & illec faire claing par vertu de sadite ayuvve. Affirmant par serment, present Maieur & Escheuins ce que luy est deu, à cause de ladite ayuvve: lequel serment fait, lesdits Escheuins donnent charge audit Maieur de, en presence d'vn Iuré de cattel, prendre meubles ou cattel, appartenans à l'obligé, & les vendre & executer iusques au furnissement de ladite debte & despens raisonnables, & s'il ne treuue biens meubles ou cattel, pourra prendre & apprehender le corps de l'obligé, & le constituer prisonnier, iusques au furnissement. Et s'il ne treuue le corps dudit obligé, pourra prendre & apprehender heritages ou rentes heritieres appartenãtes audit obligé: ou en defaut des siens ceux de sa femme gisants en nostredite ville & banlieu. Et iceux heritages ou rentes mettre & establir le rentier, ou creancier pour par luy les tenir le terme & espace de trois ans, en payant les charges que y sont dessus, & les entretenãt à l'ordonnãce de la loy, à la charge d'en rendre compte, & le surplus que par dessus sa debte y aura perçeu. Art. 37. Et s'il n'est satisfait à son deu, endedans lesdits trois ans, le clamant sera tenu endedans vii. iours & vii. nuicts, incontinent que lesdits trois ans seront expirez, de venir vers la Iustice en presence du Maieur, & illec decla-

Source : BIU Cujas

rer comment que leſdits trois ans, qu'il a tenu leſdits heritages ou rentes ſont expirez, & requerir leſdits heritages ou rentes eſtre miſes par la loy à rente par recours, ce que la loy & Iuſtice accordera, & ſeront iceux heritages ou rentes vendues au plus offrant. Et les deniers procedans d'iceluy vendage mis en la main dudit Maieur, l'eſpace de xv. iours, pour au bout d'iceux eſtre deliurez audit clamant, iuſques à la cõcurrence de ſa debte, & deſpens, ou autres crediteurs, ſ'aucũs en y a qui auront clamez ſur les deniers, durant ladite quinzaine par vertu de ayuvve: & en ce cas les plus anciennes debtes ſeront preferees, ſans auoir regard à la diligence du clamant. Art. 38. Et ſ'il y demeure aucun ſurcrois, il ſera mis és mains dudit Maieur pour eſtre remployé en autre heritage ou rentes heritieres au prouſit du proprietaire, à qui leſdits biens vendus appartiennent. Art. 39. Et ſi leſdits crediteurs tiennent leſdits heritages, plus de trois ans & xv. iours, ils eſcherront en l'amende de ix. liures tournois & xxxiiii. liures blancs applicables, les deux parts à noſtre profit, & la tierce à noſtre ville. Art. 40. Quand aucun heritier ou poſſeſſeur d'heritage eſt en faute de payer les rentes heritieres, dont tel heritage eſt chargé par trois termes faiſant vne annee, le rentier peut par luy ou par ſon Procureur à ce eſtabli, aller auec vn Iuré de Cartel ſur ledit heritage chargé de ladite rente, & illec en la preſence dudit Iuré de Cartel, adiourner, en mettant ſa main audit heritage, diſant: *Ie adiourne ſur ceſt heritage, à huy, demain & à tiers, demain pour auoir payemẽt de tels arrierages*, qui ſera tenu ſpecifier en appellant ledit Iuré par nom de Iuré & de teſmoin: lequel adiournement ſera ſignifié au poſſeſſeur ou occupeur, ſ'il eſt en ladite ville & Banlieue: ſinon aux plus prochains voiſins de l'heritage. Art. 41. Et leſdits trois iours expirez, ledit Iuré ſera tenu venir deuant le Maieur & vii. Eſcheuins, recorder ledit adiour & affermer ladite ſignification, & qu'il a eſté preſent à faire ledit adiour, & que leſdits trois iours ſont paſſez & expirez. Art. 42. Ledit record ainſi faict ledit rentier ou ſon eſtabli fait claing, & requiert auſdits Eſcheuins auoir loy & ordonnãce, que lors leſdits Eſcheuins ordonnent audit Mayeur, qu'il ſe tranſporte en preſence d'vn Iuré de Cartel ſur ledit heritage. Art. 43. Et ſ'il y treuue biens meubles ou cattel, les prendre & executer, pour recouuremẽt deſdits arrierages & deſpens faits. Art. 44. Et ſ'il ne treuue meubles ou cattel, & que ce ſoit pour rentes foncieres, dont n'y ait lettres d'ayuvve, il adiournera en parlant aux voiſins demeurans deſſous & deſſeure leſdits heritages, les rentiers & ſoubs-rentiers, qu'ils ayent à payer & ſatisfaire iceux arrerages, claing, couſt & frais, en dedans le terme de vii. iours & vii. nuits enſuiuãs ou autrement la loy ira auant. Ar. 45. Et ce faict ſi ledit rentier n'eſt payé endedans vii. iours & vii. nuits, ledit Maieur viendra auec ſon Iuré vers leſdits Eſcheuins en nõbre de ſept, & leur remonſtrera leſdits vii. iours & vii. nuits eſtre expirez, requerant auſdits Eſcheuins, que la loy voiſe auant, & affirmera le Iuré les deuoirs auoir eſté faits, par ledit Maieur en ſa preſence, & que leſdits vii. iours & vii. nuits ſont expirez & plus. Art. 46. Et ledit rapport ouy à la ſemonce dudit Maieur & pourſuite de partie que deſſus, ordonneront audit Maieur ſoy tranſporter ſur ledit heritage, & en preſence dudit Iuré de Cattel, mettre & eſtablir ledit rentier ou ſon Procureur pour luy audit heritage, pour en ioyr & rendre compte l'eſpace de trois ans: & ce fait le donner à cognoiſtre à la loy, en dedans xl. iours apres leſdits trois ans expirez, ſelon la peine cy deſſous touchee, pour les faire expoſer en vente, ſelon qu'il eſt dit cy deſſus. Ar. 47. Mais ſi la rente procedoit à titre d'arrentement & qu'il en apparut par lettres: en ce cas apres le rapport du Iuré fait aux Eſcheuins du premier adiour, qui aura eſté ſignifié à la perſonne ou de celle de l'obligé ou occupateur, ſi auant qu'il ait demeuré endedans la ville & banlieu: ſinon aux deux plus prochains voiſins demourãs deſſous & deſſus ledit hypotheque, dont il fera rapport auſdits Eſcheuins: leſdits Eſcheuins ordonneront faire iteratiue & ſeconde ſignification & adiour à la xv. Art. 48. Et ſi l'obligé ou poſſeſſeur dudit heritage apres ladite ſignification faite, eſtoit defaillant & delayant de payer & ſatisfaire l'eſpace de xv. iours: en ce cas le rentier ou ſon Procureur, ſera par ledit Maieur & ordonnance d'Eſcheuins remis audit heritage pour en ioyr de là en auant cõme du ſien, à telles charges que y eſtoient au iour de l'arrentement: ſauf que ſe dedans vn an, ſ'il y ſuruient autre aiant rente ſur ledit heritage, le pourra recouurer, en payãt audit fourgaignãt tous arrerages & deſpens, ne ſoit que ledit fourgaignant veut retenir l'heritage auec la charge du ſubſequent credit. Art. 49. Et ſi durãt le temps de la pourſuite & adiour cy deſſus mentionné & auparauant que le rentier fut mis & eſtably éſdits heritages, aucũ des ſoubs-rẽtiers payé & ſatisfait au precedent rentier, ce que luy eſt deu d'arrerages enſuiuant les couſts, frais & deſpens, & requiert eſtre remis & eſtably audit heritage, ledit ſoubs-rentier ſera ſubrogé audit lieu du principal pourſuiuãt,

Source : BIU Cujas

& pourra pourſuiuir les deuoirs encommencez, & iceux parfaicts ſera par le Maieur à l'ordonnance de vii. Eſcheuins en preſence d'vn Iuré de Cattel mis & eſtably audit heritage, comme le premier pourſuiuant. Art. 51. En execution de ſimples debtes l'on prendra premier, & vendra on les meubles, ſoit du viuant ou treſpaſſé excepté la Maiſneté: & ſi leſdits meubles ne ſont ſouffiſants, la reſte ſe prendra ſur ladite Maiſneté: & ſi ladite Maiſneté ne ſouffiſoit & que la debte fut contractee conſtant le premier mariage, l'execution ſe fera ſur les heritages ou rentes heritieres dudit viuant ou treſpaſſé: excepté ladite Maiſneté quant à iceux: mais ſi les autres heritages n'eſtoient auſſi ſouffiſans, l'execution ſe fera ſur les biens de ladite Maiſneté. Art 52. Et ſi quelque debiteur vend ſon heritage, ſes creanciers polront expoſer à deliurance des deniers pour eſtre payez & rembourſez de leur deu ſur iceux deniers, iaçoit que le terme du payement ne fut eſcheu. Art. 53. S'il aduenoit que quelque perſonne ſe abſente du lieu de ſa demeure, & que en vii. ans enſuiuans ſon abſence, l'on n'ait certaine nouuelle de luy, leſdits vii. ans expirez, ſon plus prochain & apparent heritier, faiſant deuement apparoir de ladite abſenſe polra faire claing par deuers la Iuſtice, & ce fait ſera mis & eſtably és biés, droits & actions dudit abſent, en baillant par luy caution de rendre & reſtituer ce qu'il aura receu & profité deſdits biens, en cas qu'il retourne, ou que l'on ait certaines nouuelles dudit abſent. Art. 54. Vn acheteur d'heritage ou de rente à rachat, pour aſſeurer ſondit achat, ſe polra oppoſer à la deliurance des deniers procedans dudit vendage en dedans xv. iours enſuiuans la deſ-heritance, & apres non.

MELVN Chap. 23. Art. 314. Vn †† debteur obligé par corps, peut eſtre contraint conſtitué priſonnier à la requeſte de ſon creancier, ſans qu'il ſoit neceſſaire faire prealablement diſcuſſion des biens meubles ou immeubles de l'obligé: & peut le creancier enſemblement pourſuiuir le corps & les biens.

TROIES Tit. 7. Art. 129. † p. *à Melun.* prins & arreſté priſonnier &c. immeubles dudit obligé.

VALLOIS Tit. 16. Art. 192. Toute †† perſonne obligee par corps ſoubs le Seel Royal ou authentique, a lieu où il eſt authentique, pour eſtre contrainct par empriſonnement de ſa perſonne, à payer la debte, en laquelle il eſt ainſi obligé: pourueu que prealablement commandement luy ait eſté fait de payer le contenu en ladite obligation, ou bailler biés meubles ſuffiſans pour ſatisfaire à ladite debte. Et où il ſera refuſant & delayant de ce faire, ne ſera requis faire aucune diſcuſſion de ſes meubles, auant que l'empriſonner. *Et idem*, des condamnez par corps.

NIVERNOIS Chap. 32. Art. 8. Vn debteur obligé par prinſe de biens & de corps, peut eſtre prins & arreſté priſonnier, à la requeſte de ſon creancier: ſans ce que ledit creancier ſoit tenu faire prealablement diſcuſſion ſur les biens meubles ou immeubles dudit debteur obligé: mais en fourniſſant par le debteur ou autre pour luy de gages vendables, aiſement & ſans dechet, iuſques à la concurrence du debte, le debteur ſera mis hors de priſon. Art. 9. Ce neantmoins que le debteur ſoit priſonnier, le creancier pourra pour ſon debte faire ſaiſir & vendre les biens dudit debteur.

BERRI Tit. 9. Art. 15. Le † debteur obligé par breuet [d] ou inſtrument authentique, à payer par prinſe de corps, apres cõmandement à luy faict de payer, en parlant à ſa perſonne, & en lieu oportun, ſans faire autre diſcuſſion de ſes biens meubles pourra eſtre conſtitué priſonnier ſuiuant l'obligation, ſ'il eſt lay, és priſons du Iuge lay: & ſ'il eſt Clerc, és priſons du Iuge d'Egliſe. Art. 16. Et ſera audit cas, ladite execution de prinſe de corps faite auec moderation, qui ſenſuit, c'eſt à ſçauoir que ſi le Sergent, qui a charge d'executer ladite prinſe de corps, fait commandement au debteur trouué en la ruë ou en quelque autre lieu, où il ne peut fournir de deniers, ſ'il requiert le Sergent venir en ſa maiſon pour ſatisfaire, ſera tenu ſurſoir l'execution iuſques à ce, & y aller, en le tenant en ſeureté: pourueu que le debteur aye ſon domicile au lieu où le commandement ſera fait. Art. 17. Et nonobſtant ladite prinſe & ſaiſie de corps de la perſonne du debteur, pourra neantmoins le creancier, ſi bon luy ſemble, faire execution en ſes biens meubles & immeubles, vne voye d'execution non ceſſant pour l'autre: ains pourront eſtre cumulees, iuſques à ce que le creancier aura eſté entierement ſatisfaict.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 104. p. *à Niuern.* 8. de corps & de biens, peut &c. fourniſſant de gages exploictables, le debteur ſera mis hors de priſon: & ſi le debteur eſt obligé par prinſe de corps & de biens & autres compulſions, auec clauſe que vne execution ne empeſche l'autre; le creancier peut faire conſtituer le debteur priſonnier, & neantmoins proceder à la prinſe de biens. Et audit cas ne pourra ledit debteur eſtre mis hors de priſon,

Obligé par cors peut eſtre empriſonné ſans faire diſcuſsion de biens.

†† *Ce 314. Ar. eſt adiouſté de nouuel, comme ancien gardé de tout temps.*

† *Ceſt Ar. 129 corrige l'ancien ne Couſt. eſtant ſous pareille cote.*

†† *Le 192. Ar. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

Cõdamnez par corps ne ſont ſuiets à diſcuter.

Executions comme ſeront faites

† *Les gens du ſecond Eſtat ont diſcordé les 15. 16. & 17. Art. ſouſtenans que la diſcuſsion de biens meubles doit preceder, & ainſi auoir touſiours eſté gardé & obſerué audit Bailliage: requerãs que ladite diſcuſsiõ de meubles precediſt quãt aux executables: Ordõnens ſans preiudice de ladite requeſte qu'ils pourront mettre par eſcrit pardeuers nous tout ce que bon leur ſemblera dedans la S. André pour tous delais, ſans autre forcluſion pour y faire droit ou à noſtre rapport par la Cour auant l'homologation, que leſdits Ar. demoureront redigez.*

Les executions de corps & de biens cumulees.

[d] Vide Molineum de contract. vſur. q. 37. num. 271.

qu'il ne conſigne reaument & de faict en deniers, la debte, dont il eſt obligé: & en ce faiſant ſera mis hors de priſon, & luy ſeront ſes biens rendus. Art. 105. Qui eſt obligé à prinſe de corps & de biens auec clauſe, qu'il ne ſoit admis à rien dire, ſans conſigner la debte, le debteur ne ſera admis ne receu à aucune choſe dire, ſ'il ne conſigne reaument & de faict ladite debte, ou biens exploictables, iuſques à la concurrence d'icelle, ſ'il n'eſt qu'il iuſtifie promptement & face apparoir par quittance valable ou par teſmoins ſur le champ des payemens de ladite debte ou que par l'inſpection de l'obligé, apparut ladite debte eſtre preſcripte, ou que d'iceux payemens ledit debteur en vouliſt eſter au ſerment dudit creancier.

AVVERGNE Chap. 24. Art. 59. Quand aucun eſt obligé par prinſe de corps & de biens, enuers aucun creancier, il peut cõmencer ſon execution à le faire conſtituer priſonnier pour le payement du deu: mais en fourniſſant deniers ou gages exploictables, le debteur ſera eſlargi. Art. 60. Et ou le debteur eſt obligé p. à l'Art. 104. *de Bourb.* Ar. 61. Et ne pourra en iceluy cas, le debteur eſtre eſlargi qu'il &c. p. audit Ar. 104. fait la debte: & ne ſuffira garnir de biẽs meubles ou gages exploictables: & ſurferront toutes executions, en conſignant la debte en deniers. Art. 66. Et où le debteur eſt obligé &c. p. *à Bourb.* Art. 105. de biens meubles exploictables, iuſques au deu. Art. 67. Si n'eſt qu'il iuſtifiaſt par acquit valable des payemens &c. p. audit Art. 105. payemens en vouluſt &c.

LA MARCHE Chap. 30. Art. 402. Le creancier peut proceder par prinſe de corps ſur la perſonne, qui à ce, luy eſt obligé, ſans premieremẽt cõmencer ſur ſes autres meubles, mais en garniſſant de gages &c. p. à l'Ar. 59. *d'Auuergne.* Ar. 406. Celuy qui eſt obligé par &c. p. *à Bourb.* 105. auec la clauſe, &c. ſans prealablement conſigner, n'eſt receu à aucune exception n'alleguer payemens ſans conſigner en deniers contans: ſinon qu'il iuſtifiaſt prõptement & ſans aucun delay par ſeel ou par eſcrit deſdits payemens, ou de vice viſible contre la teneur de l'obligation: ou que de la teneur d'icelle, ou que de ſes payemẽs, il vouſit croire le creãcier par ſermẽt.

LA ROCHELLE Chap. 25. Ar. 66. Quand aucũ eſt obligé à priſon de corps à aucun creancier parauãt qu'il ſoit deliuré de priſon, il eſt tenu de bailler la ſõme pour laquelle il eſt obligé, non pas en la main de Iuſtice ou de main tierce: en baillant toutesfois caution ſuffiſante par ledit creancier de reſpondre en ladite ſomme, ou icelle rendre & reſtituer, ſi dit eſt que faire ſe doiue, en fin de cauſe.

BAYONNE Tit. 16. Art. 1. Celuy qui eſt obligé en rollat, peut eſtre executé par auctorité du Maire & ſon Conſeil, ſans tenir aucun ordre de Droict, & peut eſtre contraint à payer la ſomme par detention de ſa perſonne, par diſtraction de biens meubles ou immeubles, & vne execution ou coërction ne doit ceſſer, pour l'autre. Ar. 2. Et en tel cas les ſolẽnitez des criees eſcrites cy deſſous, ne ſont gardees aucunement. Ar. 3. Et ſ'il eſt oppoſant, il ſera ouy, tenãt priſon pẽdãt le proces & par cela diſtraction ne ceſſe, ne auſſi par appellation, ſans toutesfois preiudice d'icelle. Car la matiere d'appel eſt plaidoyee & pourſuite pardeuant le iuge d'appel.

BRETAGNE Tit. 5. Ar. 112. Celuy qui a obligé ſon corps à tenir oſtage pour debte ciuile, apres intimation à luy faite de ſatisfaire à l'obligé, ſi l'obligé ne ſatisfaict le creancier le peut faire arreſter par Iuſtice en certaine ville, & l'a tiendra Arreſt. Et ſ'il aduenoit qu'il enfraignit ledit Arreſt, le creancier le peut faire conſtituer priſonnier en priſon fermee. Ar. 113. Et où il y auroit conuention que le debteur deuſt tenir priſon fermee: le creancier le pourra faire conſtituer priſonnier, ſans garder l'ordre contenu au precedent Article. Ar. 114. Arreſt ſur perſonnes ne ſe fera qu'en villes ou bourgades, où on puiſſe trouuer pain & vin & autres viures neceſſaires. Art. 115. Celuy qui fait arreſter ou oſtager autruy, luy doit faire ſes deſpens à l'ordonnance de Iuſtice, au cas que l'arreſté ou oſtage n'ait dequoy le faire.

Arreſt de celuy qui eſt obligé par corps.

TOVRNAY Tit. 2. Art. 2. Les biens temporels des gens d'Egliſe, eſtrangiers non beneficiez audit Tournay, ſeront arreſtables, mais non leurs perſonnes. Art. 3. En matiere d'arreſt, l'arreſtant eſt tenu faire aſſigner iour à l'arreſté pardeuant leſdits Preuoſts & Iurez à leurs plaids ordinaires, endedans tiers iour dudit arreſt, ſi l'on tient iour de plaids: ou ſinon endedans le premier iour plaidoyable, & audit iour faire la demande, où l'arreſté pourra comparoir par Procureur, ſi bon luy ſemble.

Arreſt des meubles des Eccleſiaſtiques, & nõ leurs perſonnes.

TOVRS Tit. 1. Art. 20. A *la fin.* En arreſt & ſaiſie de rente, doiuẽt leſdites ſaiſie & arreſt eſtre ſignifiez à la perſonne du ſuiet ou à ſon domicile, ſi aucũ en a, en ladite S. ſinõ à la perſonne du debteur de ladite rente, en baillãt és cas deſſuſdits l'arreſt, ſaiſie & cõmiſſiõ par eſcrit au debteur, & aux cõmiſſaires cõmis au regime & gouuernement des choſes ſaiſies, aux frais dudit S. ſauf à les recouurer ſur ſon ſuiet.

Arreſt & ſaiſie de rente ſeront ſignifiees à perſonne ou domicile.

LODVNOIS Ch. 1. Art. 17. p. *à Tours.* rente ou deuoir annuel, faut ſignifier ladite ſaiſie ou arreſt à la perſonne du Seigneur de ladite rente ou cens, ou &c.

Source : BIU Cujas

Porteurs de lettres capables de faire faire les executions.

MONTARGIS Ch.20.Ar.2.Porteurs de lettres obligatoires, peuuent faire faire execution sur le debteur obligé, si à ce est obligé, cõme feroit le creãcier principal: & est receuable à soustenir & conduire le procés qui s'en pourroit ensuiuir. Ar.3 Lettres obligatoires ne sont executoires par porteur, apres la mort du creancier. Toutesfois les heritiers ou vefue du creancier, les peuuent faire mettre à execution sur le debteur viuant.

ORLEANS Tit.20.Art.432.Porteur de &c.p.*à Montargis*. Art.1.ensuiuir tant pour le creancier, que pour ses heritiers.

Cessionnaire ou ayãt ne peut faire executer.

BLOIS Chap.22.Art.250.p.*à Orleans*.ensuiure si proces interuient, comme porteur de lettres: sinon que le creancier fut mort: pourueu que les lettres obligatoires facent mention dudit porteur d'icelles.

†† *Il faut noter que deux Art. anciens: dont l'vn commence*, Tous acheteurs de bestail *&c. & l'autre*, Vendeur de bestail *&c. ont esté rayez pour estre trop rigoureux: cõme aussi trois autres Art. du chap. des Executions faites en vertu de lettres obligatoires: lesquels ont esté rayez dudit Coustumier.*

DVNOIS Chap.18.Art.95.†† p.*à Montargis*. Art.3.

MELVN Ch.22. Art.311.Le cessionnaire d'vne debte ne peut faire proceder par voye de saisie & execution sur les biens du debteur, ne par empriſonnemẽt de sa personne: suppoſé oresque ledit debteur fut obligé ou cõdamné, enuers le cedãt: & faut que premieremẽt il face declarer l'obligatiõ executoire à sõ profit.

Ceſſionnaire ayant certioré le debteur, peut faire proceder par execution, areſt ou autre voye de droict.

BLOIS Chap.22.Art.263. Celuy qui aura transport de quelque somme de deniers, ne pourra faire executer l'obligé ou condamné pour la somme à luy cedee: mais sera tenu poursuiure son transport par action, & informer le debteur, soit debte personnelle ou reelle.

NIVERNOIS Ch.32.Art.1.Le creancier son heritier ou cessionnaire aians certioré le debteur de la cession, peuuent faire proceder cõtre le debteur par execution, prinse, empeschement, arrest de biens meubles & immeubles: detention de personnes & autres voyes de droict, quãd le debteur est à ce obligé ou cõdãné.

Ceſſionnaire iuſtifiant de ſon tranſport, peut faire proceder par execution ſur les biens du debteur en vertu de l'obligation.

BOVRBONNOIS Chap.13.Art.127. Le cessionnaire peut proceder ou faire proceder par voye d'execution ou arrest sur les biens du debteur, en vertu de l'obligation, en quoy il est obligé, & cession de creance en iustifiant de transport.

Arreſt ſur les noms & debtes du debteur, ſera ſignifié au debteur.

MONTARGIS Chap.20.Art.16. Si en defaut de meubles ou immeubles à suffisance du debt, le creancier fait empescher les noms & debtes de son debteur, il est necessaire que ledit empeschement luy soit signifié: autrement peut poursuir son debteur, nonobstant ledit empeschement, & aussi ledit debteur, le payer: & est à imputer audit creancier, qui n'a fait ladite signification.

Arreſt fait ſur le debteur ſans congé de Iuge.

BLOIS Chap.22.Art.260. Vn creancier peut faire arrest & empeschement sur le debteur de son debteur pour la somme à luy deuë, par vertu de lettres de sentences & obligatoires, sans faire diligence de trouuer des biens meubles sur son debteur, & celui sur lequel se fera ledit arrest sera tenu cõsigner & mettre en main de Iustice, la somme sur luy arrestee ou autres biẽs meubles arrestez. Et pour consentir la deliurance de ladite somme, ledit creancier pourra faire conuenir son debteur, qui sera tenu le consentir, ou dire causes valables pour l'empescher: & durant le proces tiendra la main de Iustice. Art.261. Le creancier sans lettres obligatoires f ou condemnation, pourra faire pareil arrest ou empeschement par congé de Iuge, & tiẽdra la main iusques à ce qu'il ait respondu en Iustice cõme dessus.

Arreſt ſur les ſommes deuës au debteur : apres commandemens faits audit debteur, ſi le creancier a ſentence ou obligation.

BERRI Tit.9.Art.23. Le creancier aiant lettres obligatoires ou sentence passee en force de chose iugee, contre son debteur pourra faire proceder par voye d'Arrest sur les sommes deuës à son debteur, & icelles faire consigner ès mains de Iustice, iusques à la concurrence de ce qui luy est deu par lesdites lettres obligatoires ou sentence passee en force de chose iugee, apres le commandement fait à son debteur de payer, & refus ou delay d'iceluy: sans qu'il soit tenu faire prealablemẽt discussion g sur les biens meubles ou immeubles du debteur.

BOVRBONNOIS Ch.13 Art.107.Quand vn creancier pour estre payé de son deu fait proceder par voye d'arrest sur le debteur de son debteur: en ce cas est tenu declarer par serment s'il en est requis, ce qu'il doit audit debteur, en iustifiant par celuy qui fait ledit arrest de son deu par condemnation, obligation ou cedule recognuë: pour lequel serment faire ledit debteur ne peut estre distrait hors sa iurisdiction: mais s'il est trouné en autre iurisdiction, il est tenu de faire la declaration par serment, sans estre renuoyé, quant à ladite declaration: mais icelle faite, entant que touche la consignation ou payement, il est renuoié par deuant son Iuge. Et quand ledit adiourné afin de declarer, iure ne deuoir aucune chose, celuy qui a fait faire ledit adiournement & arrest, est tenu és despens. Et s'il affirme deuoir, & que le principal est absent ou contredisant, le creancier payera les despens du declarant: sauf à les recouurer sur le principal debteur. Ar.108. Et doiuent lesdits arrests faits estre notifiez au debteur, contre lequel ils sont faits, en personne ou domicile dedans vn mois, pour le plus: & à faute de ladite notification dedans ledit temps, le-

e Aucuns estiment ceste Coustume estre inepte: parce que les autres Coustumes en disposent autrement. Toutesfois la Coustume de Blois Art. 263. s'accorde auec ceste Coustume. Celuy qui a cession & transport ne fait proceder par execution en son propre & priué nom: mais au nom & comme ayant droit de son cedant, les nõs, raisons & actions luy estant cedees. Car le droict & faculté de pouuoir faire executer de la part du creãcier n'est point changé ny perdu: mais seulement de la part du debteur: lequel estant decedé, on est tenu faire appeller ses heritiers pour faire declarer les lettres obligatoires ou sentences executoires contr'eux tout ainsi qu'elles estoient contre le defunct comme i'ay dict cy deuant Panorm. & alii in ca. quia De iud. extra. Mais suiuant la Cous. de Paris 108. conformemẽt à la loy 3. C. de nouation. il faut signifier ledit trãsport & en bailler copie auparauant executer. Aucuns souloient practiquer qu'il falloit faire appeller en Iustice le debteur, & luy faire notification dudit transport.

f Ceste Coustume est contre la loy si cũ nulla. D. de re iud.

g Guid. Dec. 281. & 568. Ceste Coustume est cõtre la loy a diuo. Pio. D. de re iud. Voy l'Ordonn. de Franc. I. 1539. Art. 75. & 76.

Source : BIU Cujas

dit Arreſt eſt nul. Art.109. Et ſi le principal debteur eſt adiourné à certain iour, pardeuant vn Iuge de Bourbonnois, pour voir vuider les mains de ſon debteur: & au iour aſſigné y a defaut contre le debteur principal, le defaut emporte finalité & gain de cauſe, en faiſant apparoir de ſa debte par obligation, condemnation ou cedule recognue ou prouuee. Et eſt le debteur dudit debteur, ſ'il eſt de la Iuriſdiction de Bourb. cõtraint de payer ou de fournir de gages, iuſques à la ſomme qu'il aura declaree, & à la concurrence du deu dudit creancier, dedans le tẽps qui luy ſera prefix par le Iuge: aiant éſgard à la nature & qualité de la debte & des parties: & aura ledit debteur quictance, aux deſpens dudit creancier par la Cour, & executoire decerné contre le debteur pour recouurer l'obligation, & à ce le cõtraindre par priſon de corps & de biens. Art.110. Et ſont les h deſpens de la premiere aſſignation dudit debteur du debteur principal, adiourné pour affirmer, prins ſur le creancier: ſauf à les recouurer. Et ſi ledit debteur du debteur principal adiourné pour affirmer ce qu'il doit fait defaut, au premier iour, il ſera par vertu d'iceluy condemné és deſpens, & readiourné à telles peines que le Iuge ordonnera.

h Ceſt Art. 110. a eſté declaré par Arreſt des grands de Moulins le 5. Octobre 1540. ſ'il y a dol & fraude de la partie ou ſordidité du Iuge l. fin. C. ſi in cauſ. iudic. pign. capt. Pap.

AVVERGNE Chap.24. Ar.54. Le creancier peut commencer ſon execution ſi bon luy ſemble, ſur les debtes, noms & actiõs de ſon debteur, & faire arreſter ſur le debteur de ſon debteur par vertu de ſon obligation ou condemnation, tout ce que ledit debteur de ſon debteur, peut deuoir à ſon debteur, & ce en perſonne ou domicile. Art.55. Arreſts & notification faits, doit eſtre aſſigné iour cõpetent pardeuant le Iuge, par auctorité duquel ledit Arreſt ou execution eſt fait à la requeſte dudit creancier au debteur de ſondit debteur en perſonne pour affirmer ce qu'il peut deuoir audit debteur, & en deliurer ſes mains: & auſſi à ſon debteur en ſa perſonne ou domicile pour voir deliurer ladite debte à iceluy creancier, iuſques à la ſomme qui luy ſera deuë. Art.56. Et ſi au iour aſſigné y a defaut contre le debteur principal &c. p. *à Bourb.* Art.109. cauſe. Car ladite debte ſera adiugee audit creãcier & le debteur dudit debteur contraint depoſer ce qu'il aura affirmé dedans le &c. iuſques à ce mot, *parties*, inclus. Art.57. Et ſeront les deſpens &c. p. *à Bourb.* 110. ſur le debteur quand il ſera trouué debteur: & où il ne ſera debteur, leſdits deſpens ſeront prins ſur le creancier comme follement aiant fait faire ledit adiournement. Art.58. Mais où le debteur &c. feroit defaut &c. par vertu d'iceluy ſera &c. à la peine telle que le Iuge arbitrera.

LA MARCHE Ch.30. Art.369. Le creancier ſe bon luy ſemble, en vertu que deſſus, peut commencer ſon Execution ſur le debteur de ſon debteur, & le faire adiourner pour affirmer & depoſer ce qu'il doit a ſon debteur, & au debteur pour ce voir faire: & cependant peut faire arreſt ſur la debte deuë à ſon debteur, en ſignifiant l'arreſt d'iceluy debteur: & en ce cas n'eſt beſoin que l'Arreſt demeure fait l'eſpace de viii. iours: mais ſuffit qu'apres l'arreſt & ſignification faits, on dõne iour competant aux parties pour comparoir pardeuant le Iuge: lequel au defaut du debteur pourra proceder à l'execution de ce que ſera affirmé par ſon debteur. Et ſi le debteur adiourné pour affirmer ne compare, pourra eſtre readiourné à double peine, ou contraint par prinſe de ſa perſonne à venir affirmer ſelon que le Iuge arbitrera. Art.401. Si aucun fait adiourner autre comme debteur de ſon debteur, pour venir affirmer & depoſer, & le debteur pour ce voir faire: & ledit debteur principal ſ'oppoſe à l'arreſt, le creancier doit payer les deſpẽs au debteur adiourné pour affirmer: ſauf à les recouurer ſur ſon debteur.

BRETAGNE Tit.5. Art.121. On † peut proceder par voye d'arreſt ſur la debte deuë au debteur, iuſques à la concurrence de la debte: ſans aucune diſcuſſion des biens du debteur. Tit.13. Ar.234. Execution †† ſe pourra faire tant de meubles qu'immeubles ſur les debteurs des debteurs, ſans aucune diſcuſſiõ, leſdits debteurs appellez. Art.235. Et ſi la debte du ſecond debteur n'eſt liquide on procedera par arreſt ſur icelle, iuſques à ce qu'elle ſoit liquidee, pource fait en auoir execution.

CAMBRAY Tit.25. Art.42. Le creancier ſi bon luy ſemble, peut faire clain & arreſt ſur la debte de ſon debteur forain: en faiſant ſignifier ſondit clain à ſon debteur, & l'adiourner par commiſſion requiſitoire, pour ſur iceluy proceder: & peut faire euoquer le debteur dudit debteur, pour affermer par ſerment ce qu'il doit à ſon crediteur.

CLERMONT Tit.22. Art.249. Tous † gros diſmeurs ſont tenus bailler, & liurer aux Egliſes Parochiales, és fins deſquelles Parroiſſes, ils prennent & lieuent les groſſes Diſmes, les liures neceſſaires à faire dire & celebrer le ſainct ſeruice diuin, ſelon la neceſſité: c'eſt à ſçauoir le Grec, le Meſſel, le Manuel, l'Epiſtolier, l'Antiphonier, le Legendier & le Pſaultier: toutesfois, & quantes que beſoin eſt, en prenant par leſdits gros Diſmeurs, les vieils liures deſdites Egliſes,

† *Ceſt Art. 121 reforme le 126. Art. ancien.*

†† *Ceſt Art. 234. & 235. qui eſtoient les 261. & 262. Art. anciẽs ont eſté ainſi reformez & employez pour garder meilleur ordre.*

Arreſt ſur les gros Diſmeurs pour les liures neceſſaires à l'Egliſe.

† *Ceſt Ar. 249 a eſté recogneu, comme ancien: excepté en ce qui faict mention des liures appellez le Manuel & l'Epiſtolier, qui ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

si aucuns en y a, & dont plus on ne se peut aider. Art. 250. Pour ce que souuentesfois à defaut de tels liures non liurez, le S. Seruice cesse & se delaisse à celebrer, & que telles matieres sont priuilegiees & sont bien souuent à fauoriser, à ceste cause les Marguilliers de telles Eglises Parochiales, apres sommation par eux deuëment faite, peuuent par prouision de Iustice, faire proceder par voye d'Arrest, sur tels gros Dismages, pour seureté de la fourniture d'iceux liures: & à ce que les gros Dismeurs ne les transportent hors de la Iurisdiction ailleurs, que premier ils n'ayent fourny à la necessité desdits liures selon ladicte Coustume.

Arrest sur la marchandise du debteur, par congé de Iuge, sans obligation.

Blois Chap. 22. Art. 259. Vn creancier pourra faire arrester la marchandise de son debteur ou ses biens par congé de Iuge, sans obligation: & tiendra la main iusques à la responce faite en Iustice à la demande du demandeur, & si le debteur est estranger, il sera tenu eslire domicile, auant qu'il ait main-leuee.

Preuost des clains fermier.

Bethune Tit. 2. Art. 16. En ladite Ville & Banlieuë l'on a accoustumé de voye de clain: laquelle voye se faict par vn Preuost des clains, fermier ou ses commis sur les personnes non Bourgeois de ladite Ville & Banlieue, soient habitans ou non, ou leurs biens à la requeste de partie, & pour somme & debtes certaines contractees & promises ou par condemnation, & en la reste, soubmis & tenu bailler: comme aussi est tenu bailler caution pour les despens, s'il n'est Bourgeois. Et se à tort l'Arrest ce faict, celuy qui faict faire ledit Arrest, forfaict amende de lx. sols Par. si n'est que la cause se vuide par le serment de la reste.

Arrest fait pour le salaire des moissonneurs vendangeurs & voicturiers, sur les bleds vins, &c.

Nivernois Chap. 32. Art 13. Ceux qui ont fait les moissons & cueillette de grains ou bleds, vendanges & vins, aussi voiturier par eaue & par terre, peuuent pour leurs salaires faire arrester & empescher les bleds, vendanges, vins & charettes, cheuaux, marchandises & biens de leurs debteurs, à la requeste desquels ils ont besongné: & tiennent tels Arrests & empeschement, iusques à plein payement Et s'il y a opposition, le creancier, en cas de ny, informera de son debte, dedans vn seul & bref delay, qui luy sera prefix par le Iuge: & auront les ouuriers & mercenaires leur action contre ceux qui les auront mis en besongne, & non contre autre.

Orleans Tit. 20. Art. 445. p. *a Niuernois.* La mestiue & cueillette des grains ou desblees, voicture par eaue, &c. bleds charettes, &c. en cas de denegation informera de sa debte, &c. vn brief, &c. & n'auront les mercenaires aucune action, sinon, &c. *iusques a ce mot*, besongne, *inclus.*

Blois Chap. 22. Art. 267. Voicturiers par eaue ou par terre pourront pour leurs salaires & voictures retenir de la marchandise qu'ils ont menee & voicturee pour leurs charrois & voictures, iusques à ce qu'ils soient payez à la valeur de leur salaire & du pris conuenu entr'eux. Et s'ils l'ont baillee sans retenue, ils n'en pourront faire poursuite, outre les xl. iours. Et s'ils font poursuite outre les xl. iours, les marchans en seront creuz par serment: sinon †† qu'ils ayent recognoissance par escrit au contraire.

†† *Ces mots,* Sinon qu'il y, *&c. iusques à la fin, sont de nouuel adioustez. Au coste ont esté rayez trois Art. anciẽs comme desraisonnables & iniques.*

Arrest faict pour les salaires des mercenaires.

Bretagne Tit. 11. Art. 183. Voicturiers qui auroient conduit & mené vin ou autres choses, ou laboureurs & autres mercenaires, qui ont labouré & cultiué la terre, ou qui ont faict autres choses pour raison desquelles la chose est venue ou conseruee, sont preferez au payement de leurs loyers & salaires à tous autres, sur lesdites choses voiturees ainsi venues ou conseruees par leur œuure, peine & labeur. Tit. 13. Art. 229. Les Mercenaires pour leur seruice & loyer par marché fait ou autrement, peuuent dedans le iour ou le lendemain de l'accomplissement de l'œuure ou de leurs iournees, apres auoir requis & demandez estre payez, en presence de deux tesmoins, prendre biens de leur auctorité, pour leur dit loyer & seruice, appellant aussi deux tesmoins, quand ils prendront lesdits biens, lesquels pourront vendre & exploicter au † prochain lieu accoustumé à faire exploicts en Iustice, où les biens seront pris. Et qui empescheroit lesdits mercenaires en ladite prise de biens, celuy qui les auroit empeschez, deuroit l'amender, comme descousse faicte à Sergent.

† *Ces mots,* au prochain lieu accoustumé à faire Exploicts de Iustice, *sont mis au lieu des mots anciens*, de Chastellenies & Baronnies

Nivernois Ch. 32. Ar. 20. Pour vin, bled & autres choses que deniers nõbrez, se peut faire Execution en vertu de condẽnation ou obligatiõ, ou debte priuilegiee, sur les biens du debteur, iusques à la vraye semblable valeur de la chose deue, y a garnison de main. Et si l'executé est refusant ou opposant, luy sera baillé assignation pardeuant son Iuge, pour dire ses causes d'opposition ou refus, & voir apprecier la chose. Et s'il n'y a opposition, luy sera baillé semblablement

& estoit ledit Article le 243. ancien.

Execution en vertu de condemnation ou obligation, ou debte priuilegie sur les biens du debteur.

assignation pardeuant ledit Iuge, pour voir faire ladite appreciation, auant que pouuoir proceder à la vente: Laquelle appreciation se fera sommairement par aduis des assistans ou aucuns apparens à ce cognoissans.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 126. p. *à Niuernois.* bleds, bois ou autre, &c. debteur, iceluy premierement sommé de payer: & s'il est refusant, dilayant ou s'oppose, la main garnie prealablement par le Sergent, il adiourne le debteur pardeuant le Iuge, auquel la cognoissance en appartient pour voir apprecier la quantité & chose deuë.

Executiõ dãs de la vente sur ceux qui ont prins desdits Bois.

BRETAGNE Tit. 13. Art. 230. Gens qui ont bois en vente, pourront faire executer dedans l'an de la vente, ceux qui auroient prins desdits bois, par Sergens ou forestiers à ce commis, s'il n'y a autre obligation par lettres: auquel cas, apres l'an pourront faire proceder par Execution, comme pour autres debtes.

Execution cõtre les debteurs condamnez personnellement & hypothecairement, faite à la requeste de l'heritier du creancier.

VALLOIS Tit. 12. Art. 162. Quand aucuns debteurs sont condemnez personnellement & hypothecairement, à aucun crediteur, les heritiers du crediteur, peuuent faire contraindre & executer lesdits debteurs par vertu de ladicte condemnation aussi bien comme eust fait le crediteur: & autant en pourra faire l'heritier du crediteur en vertu d'vn obligé passé sous Seel Royal ou authentique, au lieu là où il est authentiqué.

Execution ne vaut contre vn tiers detenteur: ains seulement tient l'Arrest pour les loyers, pensions ou fruicts.

NIVERNOIS Chap. 32. Art. 11. Contre vn tiers detenteur de la chose obligee, les lettres obligatoires ne sont executoires sur les biens d'iceluy detenteur: mais peut le creancier en vertu desdites lettres faire arrester & empescher les loyers, pensions ou fruicts pendans en la chose specialement obligee: & ce quant aux rentes ou autres redeuãces pour les arrerages de la derniere annee seulement: & n'en aura le debteur pour son opposition, recreance ne deliurance: sinon en faisant rapporter la main de Iustice garnie du debte, qui apparoistra estre deu par les lettres obligatoires, ou de valeur desdits fruicts à son chois.

MONTARGIS Chap. 20. Art. 7. p. *à Niuernois.* par vertu, &c. pendans par les racines de la, &c. la main pleine ou de la valeur desdits fruicts empescher, à son chois, frais & despens dudit detenteur, auant estre ouy sur son opposition, si de ce est requis.

Execution contre le tiers detenteur pour vne rente.

ORLEANS Tit. 20. Art. 438. p. *à Montargis.* pleine de ce qui apparoistra estre, &c. p. *à Niuernois.*

DREVX Chap. 21. Art. 101. Si vn heritage est baillé à rente a tousiours mais ou à rescousse, & l'obligé meurt ou le baille à vn autre, soit à la charge de la rente ou non, le creancier de la terre pourra proceder par voye d'Execution sur le detenteur dudit heritage, si bon luy semble.

Execution doit commencer a l'immeuble.

LODVNOIS Chap. 22. Art. 5. Quand on procede i en matiere d'Execution pour aucune debte pretendue, l'Execution se doit prendre au meuble premier, que proceder à l'immeuble: & ne doit proceder audit immeuble, sinon en defaut de meuble.

i L. à diuo Pio. D. de re iudicata, mais auiourd'huy cela ne se practique, & gardons l'Ordonnance, 1539.

Lettres seröt recognues auãt que proceder par execution.

LILLE Tit 8. Art. 101. Pour soy faire iudiciairement & par voye d'Execution payer du contenu és lettres passees pardeuant Escheuins sous ledit Seel aux cognoissances, est requis faire recorder telles lettres pardeuant deux Escheuins, à la semonce de l'vn des Sergens de la Preuosté, & iceluy recors faire escrire & signer par l'vn des Clercs de ladite ville sur le dos desdites lettres. Art. 103. Pour deuement auoir attaint vn clain, est requis, au cas qu'il n'y ait opposition par celuy ou ceux que le clamant pretend estre ses debteurs ou debteur, de garder les vi. sepmaines, à compter depuis le iour dudit clain, pardeuant deux Escheuins, ledit clamãt à ce present, ou Procur. pour luy, à peril que ledit clain cherroit vague & seroit nul. Ar. 104. Il n'est requis en matiere de clain, de faire aucunes significations ne adiournemẽs en especial, mais souffit les faire en general. Ar. 107. Pour par vn clamãt ayãt gardé les iours de vi. sepmaines, & esté mis aux biẽs, iouir de l'effect de son clain, est besoin qu'il face mettre sondit clain à Executiõ, endedans l'an dudit clain faict: à peril, &c. comme dessus. Art. 108 Quand deux personnages font clamer & saisir les biens d'autruy, se le dernier clamant fait le premier saisir les biens, sur lesquels on a faict clain, il fait à preferer en hypotheque sur lesdits biens ou deniers en procedans, auant ledit premier clamant ayant dernier fait saisir lesdits biens. Art. 109. Vn clain fait sur aucuns biens, sans faire

En Arrest ou Clain ce qu'il faut garder.

Clain en quels cas n'a point de lieu.

Source : BIU Cujas

saisine d'iceux, n'est de quelque valeur. Art.110. On ne peut saisir n'empescher par clain les biens d'vn Bourgeois ou enfans desdits Bourgeois d'icelle ville, se premierement eux & leursdits biens ne sont demenez de forain & abandonnez par la loy de ladite ville. Art.111. L'on ne peut faire clain par Procureur: ne fut quetel Procur. eust procuratiõ speciale à ces fins: ou qu'il fut Receueur suffisammẽt cõmis, pour faire ledit clain. T.9. Ar.125. L'õ ne peut arrester par Procur. mais biẽ par Receueur ou autre aiant droict & actiõ en la chose. Ar.126. Appellatiõ ne peut empescher Arrest ne demeinemẽt de forain, soit qu'elle soit interiettee deuãt ou apres ledit Arrest ou demeinement. Art.127. En matiere d'Arrest ou demeinement de forain equipollent à Arrest de corps, il conuient à vn demandeur obtenir és deux tiers de sa demande, au peril de decheoir de l'instance, & estre condemné és despens se le defendeur le requiert. Et doit estre ledit demeinemẽt aux despens de celuy qui le faict faire. Art.128. Vn demandeur en matiere d'Arrest ou clain, se peut au iour du ramené à faict de la demande, restraindre de la somme par luy demandee, & delaisser & prendre telle qualité que bon luy semble, sans qu'on soit adstraint prendre ladite qualité, en faisant l'Arrest ou clain. Mais si en soy restraindant de ladite somme demandee, la somme à quoy il se restraindra, n'emporte du moins les deux tiers: en ce cas le demandeur doit estre condemné és despens, dommages & interests de l'arresté, iusques au iour de ladite restrinction. Art. 129. L'on ne peut valablement faire arrester vn Bourgeois, n'est qu'il soit demené de forain, & abandonné par la loy de ladite ville. Auquel cas & les deuoirs faits en tel cas pertinens, on le peut arrester, comme vn nõ Bourgeois, en la maniere que dessus. Mais apres estre abãdõné il peut venir mettre pied à la loy: à quoy il doit estre receu, en baillant caution. Art. 130. L'on peut faire arrester pour dommages & interests, en declarant la somme. Art. 131. Se au premier iour seruant ou autre ensuiuant, auant defenses proposees, le arresté defaut de comparoir ou Procureur pour luy, le demandeur doit obtenir en sa demande, comme par iour gardé, se iceluy demandeur ne compare, ou Procureur pour luy, endedans lesdites defenses proposees, le defendeur faict à declarer quicte, aussi comme par iour gardé. Art. 132. En matiere d'arrest de corps, auant escritures seruies, ou estre les parties ordonnees sur-intendit, Memoires ou Aduertissemens à preuue, les parties sont tenues faire serment calomniel: qui est tel qu'ils entendent auoir bonne cause en la matiere: à peril que si l'vne des parties defaut se faire, sa partie doit obtenir en sa demande & conclusions. Art.133. Il est requis en matiere d'Arrest de corps ou demeinement de forain, de proceder à toutes fins. Art.134. Vn Tuteur peut seul faire arrester autruy: pour ce qu'on pourroit deuoir à son pupille. Tit.18. Art.215. Quicõque fait executer autruy pour plus que deu n'est l'Execution fait à reuoquer, & le faisant executer a condemner és despens. Mais pour les fermes du Prince & de la Ville, les fermiers peuuent faire executer les redeuables pour somme arrestee, & pour autant que l'executeur affermera auoir fourfaict à cause desdites fermes. Et a lieu ladite Execution, pour autant qu'il affermera, nonobstant qu'il eust esté executé pour plus. Art.216. Pour valablement faire vne Execution, est requis premier addreschier sur les biens meubles mouuables: & en faute d'iceux sur les maisons & heritages, ou en faute de tels biens par prinse de corps à l'Ordonnance des Eschevins. Art.221. L'on peut faire Execution pour marcs de rente fonciere. Et pour y proceder le Sergent doit faire dependre l'huis de la maison chargee desdites rentes, & ledit huis laisser en tel estat, sans que personne le puist remettre, sans autre colature ou estouppement, iusques à che que le payement soit fait: sur peine d'enfraindre la main de Iustice, & de lx. sols d'amende, & de reparer le lieu. Mais en cas d'opposition on est à ce receu, en nantissant, & lors on peut rependre ledit huis. Art.223. Quand aucun a procedé par Execution, & il s'en deporte ou en dechiet, ne polra par apres proceder pour la mesme chose, par Execution: ains par simple action Euocatoire.

Clain ne se fait par Procureur.

Arrestant comme se peut restraindre en sa demande.

Arrest contre vn Bourgeois demené de foram.

Arrest pour dommages & interests si la somme est declaree.

Serment de calomnie.

Execution pour plus, reuoquee.

Execution comme sera faite pour estre bõne & valable.

Execution sur Execution pour mesme chose ne vaut.

La Salle de Lille, Tit.23. Art.2. p. *à Lille.* Art.215. doit estre condemné. Art.4. Pour vaillablement proceder par voye d'execution au Siege de nostre Gouuernance de Lille, est requis obtenir Commission executoire d'iceluy Gouuerneur a son Lieutenant, & que le Sergent saisisse & execute premiers les biens meubles de l'obligé ou condamné gisans en ladite Chastellenie. Et en faute de y recouurer biens meubles suffisans pour fournir à ladite execution, il peut, apres commandemens par luy faicts audit obligé ou condamné à son domicile s'il est demourant en ladite Chastellenie, de luy deliurer deniers pour furnir à ladicte execution, ou luy administrer biens meubles souffisans pour ce faire, en cas de

Source : BIU Cujas

defaute saisir les heritages d'iceluy obligé ou condamné. Et se ledit Sergent executeur ne trouue aucuns biens meubles, Fiefs, maisons ou heritages appartenans audit obligé ou condamné en icelle Chastellenie, il en rescrit au Iuge. Surquoy Commission luy est accordee de prinse de corps cõtre ledit obligé ou condamné. Art.7. Quand aucun ayant fait proceder par execution, s'en deporte, ou dechet, il peut apres pour la mesme chose seulement proceder par euocation.

S. Pierre de Lille, Art.3. Que deniers procedans des ventes de bestes à pied fourchu, achetees au marché de nostredite ville de Lille, sont executoires, sur ceux qui les ont achetez demourans sur la Seignourie desdicts Seigneurs és termes de ladite Banlieuë.

S. Pol en Artois, Tit.3. Art.9. Il loist à vn creancier faire faire Executions en vertu de Commission du Seneschal & Bailly dudit S. Pol ou son Lieutenant, sur les biens d'vn debteur pour aucune somme de deniers à luy deuz par Cedule, compte faict, recognoissance ou autrement: en faisant toutesfois par ledit creancier, donation du demy quint d'icelle debte: & de ce qu'on recouureroit audit Comté de S. Pol, au cas qu'il soit apparant que le debteur se rende fugitif, ou qu'il vueille s'absenter, ou receler ses biens & non autrement. Art.10. Il loist au Seneschal & Bailly de ladite Comté ou son Lieutenant bailler toutes Commissions de Iustice, tant executoires que autres sur lettres obligatoires recognues ou passees pardeuant Iuges imperiaux, ou autres Iuges souuerains.

Seclin Art.10. L'on ne peut clamer & faire saisir ou empescher par clain les biens d'vn Bourgeois ou enfans d'vn Bourgeois d'icelle ville. Art.11. Toutes personnes pour auoir payement de leurs deubs, peuuent clamer pardeuant le Bailly, son Lieutenant ou Sergent & quatre Escheuins, & faire par lesdicts Bailly, son Lieutenant ou Sergent en la premiere de deux desdits Escheuins saisir les biens, maisons, terres ou deniers de leurs debiteurs non Bourgeois trouuez ou gisans audit Escheuinage. Lesquels clains & saisines creent hypotheque sur la chose saisie, dés l'instant de ladite saisine. Et pour deuëment par ledit clamant attendre son pretendu, est requis au cas qu'il n'y ait opposition, de garder par luy ou son Procureur, les vi. semaines, à compter du iour dudit clain pardeuant lesdits Bailly ou Lieutenant & quatre Escheuins: à peril que si lesdits six semaines n'estoient gardees, tel clain & saisine seroient de nulle valeur. Et n'est requis faire l'adiournement aux personnes, ausquelles l'on entend lesdits biens saisis appartenir: ains souffit faire lesdit adiournement & signification au prochain lieu de ladite saisine. Art.12. Pour en vertu de tel clain pouoir faire vendre aucuns biens, maisons ou heritages, ou leuer aucuns deniers, est requis que le clamant, apres lesdits six semaines gardees, se face mettre aux biens, par ledit Bailly, son Lieutenant ou Sergent, à l'enseignement de quatre Escheuins. Et ce fait, doit estre procedé à la deliurance des deniers, ou vente de tels biens, maisons & heritages, & apres les deniers en procedant, sont à deliurer audit clamant, en baillant caution suiette de refusion, au cas qu'autruy y demandast & obtint plus grãd droict en temps aduenir. Art.13. Quand deux clamans font saisir les biens d'autruy, le premier ayant fait saisir, faict à preferer en hypotheque sur lesdits biens ou deniers en procedans: supposé que l'autre eust premier clamé.

Executions comme seront faictes, & quelles solemnitez.

Pont à Vuendin, Art.1. Par la Coustume, en ladite ville qu'est priuilegee, y a Seel authentique & arrest de corps en action personnelle en icelle Ville & Escheuinage.

La Bassee Art.10. Tous contracts & obligations faicts & passez pardeuant Escheuins d'icelle ville, sont executoires en ladite ville & Escheuinage. Art.11. Les deniers procedans des Fermes appartenans au Seigneur ou Dame de ladite ville & au corps d'icelle, sont en ladite ville & Escheuinage executoires. Et n'est l'on receu à opposition, sans prealablement nantir le pretendu. Art.12. Les deniers deuz des louages de maisons, gardins & heritages estans en ladite ville, sont aussi executoires.

Commines Art.6. Deniers procedans & appartenans au demaine d'icelle ville, soit d'afforaige, i Malletote, assis ou autres, sont priuilegez & executoires. Art.9. L'on ne peut vn Bourgeois, Bourgeoise ou manant constitué prisonnier en prison fermee, ou en ladite maison de despens pour debte, rencharger pour autre debte.

Lannoy Art.6. Les deniers deuz à ladite Ville pour assis, malletotes & autres pour le propre & demaine d'icelle, sont priuilegez & executoires: & precedent toutes debtes particulieres en payement.

i Maltotes sont impostz & subsides, que le Prince ou les Villes prennent sur le vin Voy la Somme Rurale Assis ou deniers d'Assise se prend aussi sur chacun lot de vin vendu en detail & sur au

Source : BIU Cujas

tres breuuages. Voy cy dessus le Tit. vii. de la premiere partie de la Conference & la Somme Rurale.

ARRAS Tit.5. Art.29. Toutes Obligations qui gisent en Execution de biens, recogneues pardeuant lesdits Escheuins, sont tenues & reputees executoires, sur les biens des obligez, esdites Loy, Banlieuë & Escheuinage, comme seroient celles passees sous Seel Royal. Art.44. Les deniers des maltotes & Imposts de ladite ville, soit qu'il y ait obligation ou non, sont aussi executoires endedans l'an, & trois mois apres iceluy an expiré. Mais auparauant que proceder par Execution & leuee des biens, comment qu'il y ait refus de payer par lesdits debteurs.

Clains & Arrests bons à iours de Festes.

CAMBRAY Tit.25. Art 35. Tous Clains & Arrests se peuuent faire en iour de Festes & de Dimanches. Art.45. L'Execution d'vne obligation par peine seruie, se fait ordinairement en la Cité, contre manans par apprehension de leur personne obligee par peine seruie. Mais contre forain ou hors la Cité, se peut faire tant par apprehension de personne, que de ses biens meubles: desquels le Bailly, Preuost, Chastelain ou Lieutenant, à qui la peine est seruie, se doit tenir saisi ou suffisamment cautionné & asseuré comme dessus.

Executiõ par peine seruie cõme se doit faire.

De la saisie des namps du suiet faite à la requeste du Seigneur.

NORMANDIE Chap.4. Art.63. Si le Seigneur ayant saisi les namps de son Vassal, est refusant les deliurer à caution ou plege, le Sergent de la querelle, les peut deliurer à caution, & assigner les parties aux prochains plez ou assises. Art.64. Le Seigneur ne peut saisir ou faire Execution hors de son Fief. Art.65. Les namps saisis doiuẽt estre mis en garde sur le Fief, & en lieu conuenable qu'ils n'empirent: & où celuy, à qui ils appartiennent puisse aller vne fois le iour pour leur donner à manger. Ce qui aura lieu pour tous les autres namps saisis par quelque Sergent ou a quelque requeste que ce soit. Art.66. Et auront les Seigneurs vn parc pour garder les namps, quand il sera question des droicts de leur Seigneurie. Art.67. Le Seigneur peut saisir pour sa rente les bestes pasturantes sur son fonds, encores qu'elles n'appartiennent à son Vassal: ains à ceux qui tiennẽt heritage à louage, ou qui ont alloué lesdites bestes.

Execution ne sera faite hors le Fief.

Execution sur les bestes pasturans au fõds du Seigneur.

BAYONNE Tit.14. Art.1. Si aucun habitant de la Ville & Cité de Bayonne veut mettre Ban, Adueu ou Arrest ou autre empeschement sur aucune chose meuble, ou sur les fruicts pendans & chose immeuble pour raison de ce qu'il pretend la chose meuble luy appartenir ou aucun debte luy estre deu par le possesseur desdites choses meubles ou immeubles, où y a fruicts pendans, doit aller pardeuant le Maire ou son Lieutenant. Et s'il est question de luy faire apparoir promptement par lettres ou autres enseignemens suffisans, & luy requerir le Ban, Arrest ou empeschement. Artic. 2. Et le Maire ou son Lieutenant quand il est question de debte, si le requerant luy en fait apparoir par lettres ou autres enseignemens suffisans, doit bailler vn Sergent au requerant pour aller poser ledit ban aux choses meubles, qui ne se meuuent & fruicts pendans, ou faire ledit Arrest és choses mouuantes. Art.3. Et s'il est requis faire mettre bans sur fruicts pendãs ou chose immeuble, le Sergent doit mettre vne ou plusieurs Croix en enseigne dudit Ban, ou y mettre pannonceaux ou autre signe de Ban. Art. 4. Si le Seigneur de la chose bannie n'est present, ledit Sergent luy doit signifier ledit apposement de Ban, Arrest ou autre empeschement. Art.5. Et dés ladite signification, la chose demeure empeschee ou arrestee: iusques à ce que partie ait contenté ou satisfaict celuy qui a faict faire ledit empeschement, ou que autrement en soit ordonné par Iustice. Art 6. Si celuy, contre qui le Ban, Arrest ou autre empeschement a esté fait, en contemnant l'auctorité de Iustice oste les Croix ou autres signes de ban ou transporte & mene les choses meubles, en soy mouuant hors le lieu, où elles ont esté arrestees ou empeschees, sans auoir accordé auec partie, & celuy qui a fait faire l'empeschement s'en deut & plaint en Iustice. Art.7. Tel contemnement decheoit de toutes exceptions declinatoires, dilatoires & peremptoires: & est condemné enuers l'impetrant sans autre figure de procés, & dauantage en amende de l. sols t. applicables aux reparations de la Ville. Art.8. Mais pour faire le Ban ou autre empeschement, la partie defenderesse, doit aller au Greffe de la Cour dudit Maire, & illec doit bailler caution Bourgeoise d'estre & fournir à droict, & payer toute chose iugee: dequoy est fait acte par le Greffier: & duquel acte ledit Greffier prend vn sol t. Art.9. Et ce faict sans obtenir autre main-leuee de Iustice, peut iceluy defendeur faire à son plaisir & volonté de la chose arrestee. Art.10. Sinon qu'il fut question d'exhiber la chose en iugement: pour ce que parauanture l'impetrant la pretend estre sienne & icelle veut vendiquer. Art.11. Car en tel cas tient l'Arrest ou empes-

Sergẽt & son office au faict de Ban, Adueu ou Arrest.

Peine de celuy qui oste les croix mises par le Sergent.

Defendeur comme peut faire autre Ban ou empeschement.

Source : BIU Cujas

chement, nonobstant la caution baillee. Art. 12. S'il y a plusieurs crediteurs qui ayent fait empescher ou arrester vne chose meuble ou fruicts pendans, tous estans diligens à faire apparoir de leur debte, sont payez de l'argent, qui est de la vendition des choses arrestees, selon l'ordre de leur ban & arrest. Art. 13. Toutesfois si le premier impetrant de ban est negligent à faire apparoir de son debte & proceder, celuy qui apres est plus diligent est preferé au precedent ou precedens negligens. Art. 14. Si le dernier impetrant ban ou Arrest veut payer les autres impetrans confirme son debte, & tient la chose bannie ou arrestee, iusques à ce qu'il l'ait entierement payé, tant de la somme, que des autres sommes qu'il aura payees a autres impetrans. Art. 15. Et si le defendeur delaye payer, peut faire vendre par auctorité de Iustice, la chose bannie ou arrestee, iusques a ce qu'il, &c. comme dessus.

Arrestãs sont payez selon leur ordre.

LA BOURT, Tit. 14. Art. 1. Le creancier qui a obtenu sentence diffinitiue pardeuant le Baillif de la Bourt d'aucune somme de deniers contre son debteur, sans terme de payer, est tenu de prendre solution de la somme, sur les biens meubles du debteur, si aucuns en y a, & ainsi le debteur le requiert, & ce à l'aduis & estimation du Merin, de la Paroisse, où le debteur demeure. Art. 2. Lequel Merin auec le conseil & deliberation de deux bons hommes non suspects, qui luy semble estre suffisans & idoines à ce, doit estimer iceux biens meubles selon sa conscience, & d'iceux faire le payement au creancier à l'estimation deuë. Art. 3. Toutesfois ne doiuent les licts & bœufs m aratoires & instrumens de labeur du debteur estre baillez en payement au creancier, si autres biens meubles il a pour faire le payement. Art. 4. Et en defaut de tous biens meubles où ils ne suffisent, pour le restant le payement se doit faire des licts, bœufs & instrumẽs. Art. 5. Lesquels meubles, si le debte monte à la Loy de grand, six sols, qui est quatre francs Bourdelois & au dessus, le debteur les peut recouurer dedans dix iours: & autrement dedans trois iours seulement. Art. 6. Si le Baillif par la sentence ou condemnation baille au debteur terme de payer son debte au creancier: ou iceluy creancier a exprés pacte ou conuenant d'estre payé en argent, ou bien que le debteur soit expressement en aorolat, qui est sous la rigueur de la Cour du Baillif: esdits cas le creancier ne prend son payement fors en or & argent content, si bon ne luy semble. Art. 7. Et par defaut de payement en or ou argent, peut faire detenir la personne. Art. 8. Si n'est que le creancier ait demãdé au Baillif, Criees sur les biens immeubles. Art. 9. Biens meubles sont comprins & entendus toute maniere de bestail gros & menu, bled ou grain ayant cours en la Bourt, chair de porceau, vins, pommades, tonnes ou tonneaux, coffres, licts & toutes autres choses mouuables ou qui se peuuent mouuoir. Art. 10. Là où le payement se faict pour somme de grand vi. sols le Roy, pour faire faire le payement doit auoir xxx. ardits pour son droict. Art. 11. Et s'il se faict pour somme de petit vi. sols qui est au dessus de quatre francs Bourdelois, ne doit auoir aucune chose. Art. 12. Et iceux trente ardits se payent quand le creancier est payé, ou bien quand le Iuge ou Sergent est saisi du payement du creancier, & non autrement. Art 21. Es choses & biens meubles mises en ventes par auctorité du Baillif, il suffit vne criee, & sont par le Baillif deliurees au plus offrant. Art. 22. Toutesfois s'ils sont vendus pour debte montant à la Loy de grand six sols, le debteur les peut recouurer dedans neuf iours: & pour somme de petit, six sols, dedans trois iours. Article. 23. Celuy qui a des biens suffisamment pour debte qu'il doiue, ne doit estre tenu en personne, posé que le serment soit interuenu en obligation auec renonciation. Art. 24. S'il n'a expressement renoncé à la Coustume de la Bourt, ou s'il n'est sous la rigueur de la Cour du Baillif, par sentence & condemnation du Baillif, luy ait esté baillé terme à payer ladite somme. Art. 25. Et s'il n'a biens & est trouué, peut estre detenu à la requeste des creanciers, iusques à ce qu'il ait satisfaction deuë. Art. 26. Et si le debteur n'est trouué, peut estre banny du Bailliage: toutesfois s'il veut, aura le remede de faire Cession de biens.

Creancier cõme se doit payer premierement sur les meubles.

Meubles.

m Auth. Agricultores. C. Quæ res pign. oblig. poss. Voyez les Ordonnances de Charles 9. & de Henry 4. 1594. mis es au liure vii. de la Confer. des Ord Tit. 6.

SOLE. Tit. 29. Art. 1. p. *à la Bourt.* Art. 1. à l'estimation de l'executeur, &c. Art. 2 & 3. p. aux Art. 2. 3. & 4. *de la Bourt.* Art. 4. p. *à la Bourt.* 5. passe dix francs Bourdelois en sus. &c. iours. Et si le debte ne passe dix frans, les peut recouurir dedans trois iours. Lesquels passez le recouurement n'a lieu. Art. 5. & 6. Si la Cour de Lixarre par, &c. p. *à la Bourt.* Art. 6. & 7. personne en la ville de Mauleon en l'Arrest, iusques à ce qu'elle ait payee la debte au creancier auec les despens: & pour les droicts du Roy peut estre mené & detenu en l'Arrest au Chastel, sinon, &c. p. *à la Bourt.* Ar. 8. ait fait vendre & demander Criees, inquant & subhastations sur, &c.

Art. 11.

Source : BIU Cujas

Art.11 p.à l'Art.9. *de la Bourt.* Art.28. Les biens meubles criez, le message ou Bayle qui a fait la Criee, apres ix. iours passez, les presente pour les vendre au plus offrant en la porte de l'Eglise Parochiale, & le bandiment publiquement, vn iour de Dimanche apres la Messe Parochiale, à l'issue du peuple, & sont par ledit Bayle ou Message liurez au plus offrant. Art. 29. Toutesfois, &c. p. *à la Bourt.* Art.22. trois iours seulement, en payant la debte auec les despens.

Arrest n'a lieu entre habitans d'vne mesme iurisdiction, s'il n'y a sentence portant condemnation.

Acs T.16. Ar.12. Les habitans d'vne iurisdiction ne pourront faire clameur, n'eux faire arrester l'vn l'autre: mais procederont par adiournemẽt. Art.13. Toutes fois quand est question de chose iugee ou taxee, si le debteur n'a aucuns biens, le creancier peut faire executer sa sentence par Arrest & empriſonnement de la personne du debteur. Art. 14. Si n'est que le debteur vousit faire Cession de biens.

Bourgeois ne seront arrestez, sinon pour crime.

S. Sever L. T. 1. Ar.13. Les Bourgeois & habitans de ladite ville ne doiuẽt estre prins, arrestez n'empriſonnez, sans information & decret precedent: sinon qu'ils fussent attraints en crime flagrant, ou qu'il fut question de debte du S. ou de chose iugee, ou qu'ils s'y fussent expressement obligez. Art.14. Et si aucun desdits Bourgeois & habitans est prins au corps, doit estre eslargy ô caution: sinon qu'il fut pris pour cas ou crime dont peine corporelle s'en peut ensuiure.

Arrest de cheual de Gentil-homme ou autre homme d'Estat n'est bõ: s'il n'est obligé par corps.

Bretagne T.13. Art.119. Nul ne doit arrester le cheual à Gentil-homme ou autre homme d'Estat, qui est pour son vsage à cheuaucher, si son corps n'est obligé à tenir Arrest ou prison: & aussi ne doit ledit cheual estre pris par executiõ, si on peut trouuer autres biens meubles ou immeubles. Tit.13. Art.226. En execution on ne doit prendre bestes de charrue de labeur, quãd on a autres biens meubles: sur lesquels on puisse faire execution: & †† en nul cas ne seront executez les vestemens à vsage quotidien, ny le lict ou couëtte, où reposent, ny le pain & la paste de ceux, sur lesques on execute. Art.233. Ceux qui sont condãnez au nom d'autruy, comme Tuteurs, Curateurs, Procureurs & autres administrateurs ne doiuent estre executez en leurs personnes ne biens: mais doit estre l'execution faite sur les biens de celuy ou de ceux pour qui ils s'entremettent ou sont entremis. Et aussi les sentences & condemnations donnees au profit desdits administrateurs pour autruy, doiuent tourner à l'vtilité & profit de ceux, pour qui ils s'entremettent & se sont entremis. Art. 236. On peut faire executions sur bestes baillees à mycroist pour la part & portion appartenante au debteur: & se fera estimation de ce que vaudra pour lors ladite part & portion: sauf au portionnaire son recours à l'encontre du debteur executé pour ses dommages & interests.

Execution en quelles choses n'a lieu.

†† *Ces mots, & en nul cas, &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiousstez.*

Cambray Tit.25. Art 34. Si apres le clain fait & Arrest sur les biens d'vn debteur, le clamant ne fait signifier ledit clain & adiourner son debteur sur iceluy endedans six semaines apres ledit clain fait, tel clain doit estre tenu desert & sopy en debat de partie Art.36. Si quelqu'vn fait clain & arrest sur aucune personne, ou sur quelques bestiaux, ou biens, & que audit clain faisant, il ait excedé le double de la somme qui luy est deuë, ledit clain sera declaré nul au debat de partie. Art.37. Tous estrangers qui par Procureur font clain & arrest sur quelque personne ou ses biens, meubles, ils sont submis & tenus de auoir baillé & furny caution prealable, és mains de Iustice, à peine d'estre le clain declaré nul, au debat de partie. Art.38. Manans ne suiets d'vne mesme Seigneurie ne peuuent l'vn l'autre, ne leurs biens faire arrester en autruy Seigneurie: sur peine d'encourir en l'amende de cent liures. Art.40. Qui est arresté & detenu pour crime, ne peut estre arresté durant la detention pour debte ciuile. Art.41. Quant la chose d'autruy est empeschee par clain & arrest pour la debte de celuy, en la possession duquel elle est trouuee, si le proprietaire d'icelle veut empescher ledit clain, il faut qu'il reclame ladite chose empeschee, sienne pardeuant clain & arrest: autrement il ne sera point ouy. Art.49. Vne femme pour quelque debte ciuile 1 qu'elle doiue, ne peut estre constituee ptisonniere, soit mariee ou non mariee, quelque obligation qu'elle ait fait & passé. Art.55. Aussi celuy, qui sur quelque personne ou ses biens fait clain & arrest, faux abusiue, ou mal & non deuëment, ne peut valablement sur ladite personne ou ses biens faire nouueau clain, deuant auoir effectuellement fait eslargir sa partie & ses biens, & refondé ou nanty les despens dudict premier clain & Arrest declaré nul au debat de partie, & d'estre condamné aux despens. Art. 56. Il est loisible à toutes personnes pour debtes, censes & redeuances de terres, dont le iour de payement n'est encores venu, soy faire asseurer à ses despens par la voye de clain & Arrest.

Executiõ ne se faict sur les biens des Tuteurs, Curateurs, Procureurs ou administrateurs: ains sur les biens des mineurs.

Sentences donnees pour autruy, doiuẽt tourner à leur profit.

Executiõ sur bestes baillees à mycroist.

Arrest & clain seront signifiees.

Arrest ou clain declaré nul, quand il est excessif.

Arrest ou clain faict par Procureur.

Bretagne Tit. 20. Art. 445. Femme ne doit estre mise en prison pour debte ciuile, ne pour le faict de son mary, ores qu'elle le requist, ou qu'elle s'y fut obligee.

1 L.1. & auth. sed hodie nouo iure. C. de offic. diu. iud. l.3. C. de custodia reor. & Auth nouo iure. C. eod. tit Vide Masuer in Praxi Tit. de execut. num. 1.

Source : BIU Cujas

Arrest ou clain entre habitans n'a lieu.
Arresté pour crime ne peut estre arreste pour debte ciuile.
Clain ou Arrest contraire.
Femme pour debte ciuile ne peut estre emprisonnee.
Nouuel clain.
Arrest ou clain pour debtes censes ou redeuances de terres.
Femme ne peut estre mise en prison.

MANTE Chap.3. Art.70. Si vne femme s'oblige, & depuis elle se remarie, l'obligation n'est d'Execution durant le mariage : ains faut poursuiure le mary par action.

Obligation d'vne femme faite auant mariage ne git en execution.

BLOIS Chap.22. Art.264. Le mary constant le mariage, peut faire [m] executer ceux, qui sont obligez ou condamnez à sa femme en son nom & sans sadite femme: tout ainsi que si les obligations ou condemnations estoient faictes & passees au nom dudit mary.

Executiõ faite à la requeste contre les obligez ou condemnez enuers sa femme.

m Par ce qu'il est maistre des actions de sa femme, ainsi qu'il sera monstré au Titre x.cy dessous.

MELVN Chap.23. Art.325. Est loisible à toute personne vendiquer chose mobiliaire à luy appartenant trouuee & veuë à l'œil en la possession d'vn tiers, & la faire saisir, arrester & mettre en la main de Iustice par vn Sergent, de l'ordonnance de Iustice, iusques à ce qu'il soit cogneu à qui elle appartient: & s'il ne la voit à l'œil, peut faire appeller le tiers detenteur, pour l'exhiber, à fin de vendication: & ce pendant defenses au tiers detenteur de n'en vuider ses mains.

Adueu ou vindication de chose mobiliaire sera faite par Arrest de ladite chose.

ESTAMPES Chap 13. Art.167. p. *à Melun.* en la main d'vn tiers, &c. Sergent: & s'il ne, &c vendication.

REIMS Tit.16. Art.406. Toute personne dessaisie d'aucun meuble, bestail ou autre chose mobiliaire, qu'il sçait & cognoist estre en la possession d'vn autre, peut faire saisir & arrester la chose mobiliaire en la main de la Iustice du lieu, où elle sera trouuee & la faire mettre en garde & depost en lieu seur, iusques à ce que les parties ouyes en soit ordonné par Iustice: lequel Arrest sera signifié à celuy, en la possession duquel elle sera trouuee lors dudit Arrest.

LILLE Tit.8. Art.121. Vne personne trouuant sa chose en la main d'autruy, la peut faire reuendiquer en la faisant saisir par vn Sergent de la Preuosté, & assigner iour en cas d'opposition.

Chose entiercee.

ORLEANS Tit.20. Art.454. La chose mobiliaire estant veuë à l'œil peut estre entiercee: [n] sauf le droict d'autruy. Et si l'Arrest est faict sur chose mobiliaire à la requeste d'aucun contendant la Seigneurie, tel Arrest pourra par ledit arrestant estre tourné & conuerty en entiercement: pourueu qu'en faisant ledit Arrest, lesdites choses mobiliaires ayent esté veuës à l'œil par le Sergent, qui a fait lesdits Arrests: & en cas d'opposition les biens arrestez demourent en Iustice. Art.455. Aucun ne peut entrer ne faire entrer Sergent n'autres personnes en la maison d'autruy, pour faire entiercer & enleuer les biens estans en icelle maison, sans auctorité de Iustice.

Entiercement.

On ne peut faire entrer Sergent ou autres en la maison d'autruy pour entiercer, sans auctorité de Iustice.

n In Constitut. Caroli magni intertiare & res intertiata, c'est à dire mise en main tierce ou Sequestree.

TOVRS Tit.35. Art.370. En chose mobiliaire ne chet Adueu & contr'adueu: & qui en dechet, apres qu'il est deuement applegé, paye l'amende de lx.sols.

Adueu ou cõtr'adueu ne chet en chose mobiliaire.

LODVNOIS Chap.37. Art.6. p. *à Tours.* dechet par sentence definitiue, apres, &c.

Adueu estant fait la chose demoure en main de Iustice.

ANIOV Tit.9. Art.146. Si aucun est trouué saisi d'aucun meuble, & l'autre l'aduoue sur luy par adueu deuement applegé, la chose demourera en main de Iustice, iusques en diffinitiue, ou iusques à ce qu'autrement par Iustice en soit ordonné. Et si le defendeur ne peut monstrer excusation, par Garant de celuy qui luy a baillé ou autre defense valable, il demeure criminel, & sera puny selon la nature du cas: & si le demandeur succombe, il fera amende arbitraire: mais il se pourra bien delaisser, auant qu'il produise tesmoins, en payant la loy d'amende, & en faisant le serment, qu'il ne s'en delaisse que par defaut de preuue.

†† *Cest Art. 404. est pris du 340. Art. ancien duquel ont esté rayez ces mots estans à la fin d'iceluy.* Et different lesdicts applegemens & conuiennẽt auec demande simple, quant à ce qu'il faut quatre defaux pour y auoir & obtenir sentence par contumace.

LE Maine, Tit.10. Art.161. p. *à Anion.*

POICTOV Tit 15. Art.404. Adueuz † applegez ont lieu pour meubles seulement & conuiennent auec applegemens quant à ce que la chose mobiliaire contentieuse doit estre saisie & sequestree pendant l'adueu, & iusques autrement en soit ordonné.

LA ROCHELLE Chap 7. Art.20. Aucun pretendant droict de Seigneurie en aucune chose meuble, le peut aduouer en la presence d'vn Sergent du lieu, ou est ledit meuble, en baillant caution d'ester & fournir à droict, & est le Sergẽt qui reçoit ledit adueu, tenu sequestrer incõtinẽt la chose aduouee

Source : BIU Cujas

nonobſtant oppoſitiõs ou appellatiõs. Et leſdits aduеus & ſequeſtrations, les doit notifier & ſignifier à la partie, dõt il ſera requis par l'aduouãt, & le ſommer de cõtr'aduouër, ſi faire le veut, dedãs huictaine apres ladite notification. A quoy il ſera tenu dãs la huictaine, en baillãt caution au Iuge ou Sergẽt. Et ladite huictaine paſſee, la choſe aduouee & non contr'aduouee doit eſtre deliuree audit aduouant.

En Adueu faut bailler caution au Reſſort & Siege.

XAINCTONGE Tit.15. Art.114. Auant qu'aucun ſoit receu à faire Arreſt ou Adueu, ſur aucuns biens meubles, conuient qu'il baille caution au Reſſort & Siege: autrement il eſt nul.

†† *Ceſt Art. 120. eſt prins des 3. & 125. Art. anciens, enſemble des 127. & 128.*

BRETAGNE Tit.5. Art.120. Quand †† Arreſt eſt ſignifié ſur quelque choſe mobiliaire à quelque perſonne que ce ſoit, Eccleſiaſtique ou autre, ores qu'elle euſt eſté deſrobee, le Iuge ſeculier du lieu de l'Arreſt en cognoiſtra, iuſques à ce que celuy, auquel eſt ſignifié ledit Arreſt ait baillé caution de ſe repreſenter, & la choſe arreſtee deuant ſon Iuge ordinaire, & d'y * eſtre à droict: baillant laquelle caution, luy ſera fait deurance de ladite choſe: & à faute de la bailler la Iuſtice demeurera ſaiſie de la choſe arreſtee, iuſques à ce que l'Arreſt ſoit vuidé.

Iuge lay cognoiſt de l'Arreſt fait ſur choſe mobiliaire.

CAMBRAY T.26. Art.16. Beſtes ou autres choſes perdues ou deſrobees, cõbien qu'elles ſoiẽt achetees en plein marché, celuy qui les auoit perdues les peut par clain reclamer & vendiquer, en les prouuant ſiennes, ſans rendre à l'acheteur le pris qu'il en auoit payé.

* Aliàs, *eſter à droict, P.V.*

Arreſt ou clain de choſes perdues ou deſrobees.

ORLEANS T.19. Ar.422. Quãd vne maiſon eſt edifiee & aſſiſe ſur heritages tenus de diuerſes perſonnes, & que icelle maiſon n'eſt ſeparee par diuerſes demeurãces, cenacles, huiſſeries & entrees, il eſt loiſible à chacũ des S. fonciers & directs deſdits heritages, où eſt ſituee ladite maiſon ou de partie d'iceux exhiber en icelle maiſon, & ſur les biẽs, qui y ſont trouuez proceder ou faire proceder par voye d'execution pour les arrerages de la rẽte fonciere ou loyers. Art. 423. Pour les droicts Seig. on peut arreſter rẽtes, loyers & pẽſions des heritages redeuables deſdits droicts Seig. T.23. Ar.491 En la Taille du pain & du vin, qui ſe leue par chacun an, en la ville & fauxbourgs d'Orleãs & és enuirons, où ladite Taille a cours, apres les iii. prochains Dimãches de la cherche, qui ſe fait par les Bourgeois, Marchãs & commis à leuer ladite Taille du pain & du vin, les prochains Lundy, Mardy & Mercredy apres la S. Martin d'hiuer, le fermier d'icelle Taille a iii. prochains iours apres le dernier Dimãche paſſé: c'eſt à ſçauoir les Lundy, Mardy & Mercredy enſuiuãs conſecutifs ledit dernier Dimanche pour faire execution ſur les non taillez ou mal taillez. Et ſ'il fait leſdites executions dedãs leſdits iii. iours ou mette en procés les maltaillez, ne viẽt à tẽps pour en faire pourſuite cõtre leſdits maltaillez & non taillez, ſoit par cõfiſcatiõ ou autremẽt, en quelque maniere que ce ſoit.

Arreſt pour droicts Seigneuriaux ſur rentes loyers & penſions.

Taille de pain & vin en la ville d'Orleans.

S. PAVL Tit.2. Art.34. Il loiſt à vn creancier faire Execution en vertu de Commiſſion du Seneſchal & Bailly de S. Paul ou ſon Lieutenãt ſur les biens d'vn debteur pour aucune ſomme de deniers à luy deuë par cedule, compte fait, recognoiſſance ou autrement, en faiſant toutesfois par le creancier donation du demy quint d'icelle debte au Comte de S Paul, au cas qu'il ſoit apparent que le debteur ſe rende fugitif, ou qu'il ſe vueille abſenter, recueillir ſes biens ou autrement.

Executions ſur les non taillez.

MANTE Chap.3. Art.68. Celuy qui a eſleu la voye d'action, ne peut proceder par Execution pour la meſme choſe.

Execution comme ſe doit faire à la requeſte du creancier ſur les biẽs du debteur.

ESTAMPES Ch.13. Art.168. Execution ſur execution, Arreſt ſur arreſt d'aucuns biens ne ſe peut faire entre meſmes perſonnes & pour meſme debte.

Ayant choiſi la voye d'action, ne peut proceder par Execution.

ORLEANS Tit.20. Art.453. Quand † Arreſt ſur Arreſt, Execution ſur execution, ſont faits pour vne meſme debte, & entre meſmes perſonnes, les derniers Arreſts & Executions ne vallent: ſinon que les premiers euſſent eſté vuidez & terminez, ou que leſdits derniers Arreſts & Execution fuſſent faits en cõtinuãt.

Execution ſur execution quant ne vaut.

TOVRNAY Tit.27. Art.3. L'on ne peut recharger vn arreſté de nouuel Arreſt.

NORMANDIE Chap. 22. Art. 562. Saiſie ſur Saiſie ne vaut riens.

BOVRBONNOIS Chap.13. Art.130. p. *à Orleans*, 453. Le dernier Arreſt, &c. le premier Arreſt & Execution euſſent eſté diſcontinuez & interrompus, & les gages par la premiere execution rendus.

† *Ceſt Art. 453. eſtoit le 358. ancien: & ce qui a eſté adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

ESTAMPES Chap.13. Art.165. N'eſt †† loiſible à aucune perſonne faire proceder par voye de ſaiſie & execution reelle ſur les denrees & marchandiſes amenees en la Ville d'Eſtampes & autres villes & villages deſdits Bailliage & Preuoſté, eſquels y a foire ou marché public pour eſtre vendues, ſur les cheuaux, beſtes de ſomme & charrois, marchandiſes & denrees eſtant pour ceſt effect en icelle ville & fauxbourgs & autres villes & villages ſuſdits, & ſur le chemin, pour y aller & retourner.

Execution pour arrerages d'vne rente fonciere ou loyers, comme ſera faite.

Source : BIU Cujas

Arrest ou Execution sur les denrees ou marchandises emmenees au marché.

†† *L'Art.165. est de nouuel introduit sans preiudice du passé.*

SOLE Tit.29. Art.7. Celuy qui a rompu l'Arrest de sa personne, s'il est trouué par le Bayle hors la Ville de Mauleon, & a tesmoin de l'Arrest brisé, & apres doit estre mené au Chastel, & y estre detenu, iusques à ce qu'il ait payé la debte à la partie auec les despens, & vne Loy maior au Roy, pour le bris de l'ARREST, en cas que le debte passe x. francs Bourdelois. Et en cas non passant x. frācs doit paier ix. sols seulement pour le bris de l'ARREST. Et si le debteur veut alleguer qu'il n'a rompu l'ARREST, en deposant la somme dudit ARREST, est ouy. Art. 8. Et ne peut le Bayle donner eslargissement n'autre suspension dudit ARREST au debteur arresté: ains poutra estre priué de son office, au cas que face le contraire, comme pariure. Art.9. Et si parties accordent, ou les crediteurs baillent suspension au debteur arresté, le creancier doit faire à sçauoir au Seigneur ou au Bayle, ou au Greffier de la Cour ou son Commis, tel accord ou suspension, afin que l'on ne le face conuenir pour le bris dudit ARREST.

Infracteur d'Arrest de sa personne comme puny.

Bris d'Arrest.

Bayle ne peut donner eslargissement.

Accord faict au debteur de suspension de l'Arrest pardeuant qui doit estre faict.

Creanciers ou leurs Procureurs sont receus comme personnes estranges à encherir.

Sergent cõme doit signifier & notifier la vente à iour certain & lieu accoustumé.

Sergent à la vente des meubles doit appeller vn Notaire ou deux tesmoins.

Sergent fera eslire domicile aux acheteurs forains, auant que de leur liurer les meubles bailler caution de les rendre ou faire rendre, iusques à huictaine.

Sergẽt ne baillera au debteur les meubles en garde, &c.

Sergens en quel lieu pourront vendre les gros meubles nõ portatifs, & qui se consomment en portage.

Debteur executé peut empescher la vẽte en baillant argent dãs huictaine.

II. NIVERNOIS Chap.32. Art.7. Le o creancier ou son Procureur, & aussi le debteur ou son Procureur, s'ils sont plus offrans ou l'vn d'eux, ou s'il n'y a autre metteur, sont comme personnes estranges receus à mettre pris esdits biens meubles: & leur seront estroussez & liurez aux charges & conditions que dessus.

BOVRBONNOIS Ch.13. Ar.113. Le creãcier ou son Procur. est receu, s'il est plus offrãt, ou s'il n'y a autre à mettre pris esdits meubles, qui seront vendus à sa requeste

AVVERGNE Chap.24. Art.49. Et sera receu le creancier, &c. p. *à Bourb.* offrant mettre pris, &c.

MELVN Chap.23. Art.319. Le † Sergent en toutes Executions, auant qu'il procede à la vente des meubles par luy saisis, p doit signifier au debteur la vente, à iour certain & lieu accoustumé à vendre biens par Iustice: & se doit faire ladite signification viii. iours francs auparauant la vente.

ESTAMPES Chap. 15. Art.158. Pour faire & constituer vn tel acheteur de biens, le Sergent exploicteur, en faisant la vente d'iceux, est tenu appeller vn Notaire ou ii. tesmoins. Art.162. Le Sergent qui vend les biens d'aucun executé, auant que les liurer aux acheteurs forains, est tenu leur faire eslire domicile, au lieu où est fait ladite vẽte, bailler cautiõ de les rẽdre ou faire rendre sur ledit lieu, iusques à la huictaine: dedans laquelle il est loisible aux executez retirer leurs biens vendus. Art.163. Le Sergent executeur ne peut bailler à l'executé seul, les biens qu'il prend sur luy en garde, sans le consentement du crediteur.

MANTE Ch 17. Ar.197. Les †† Huissiers ou Serg. Roiaux exploitãs obligations sentẽces ou condẽnations, saisissans biẽs meubles, signifierõt aux executez la vẽte & deliurãce desdits biẽs saisis, à huictaine ensuiuãt, à heure certaine, au lieu accoustumé audit Mãte & Meullant à vn iour de marché ou de plaids ordinaires dudit lieu, sans faire autres marchez. Et s'il se trouue esdites saisies gros meubles nõ portatifs & qui se cõsomẽt en partage, pour la grãde distãce des lieux, ils les pourrõt exposer en vẽtes aux lieux & vilages, où il y a Iustice, à issue de plais ou a issue de messe

LAON Tit 21. Art.273. Quand † aucun est executé pour debtes en ses biens il peut empescher la vente d'iceux en baillant les deniers, pour lesquels il est executé dans huictaine.

REIMS Tit.16. Art.386. †† p. *à Laon.*

NIVERNOIS Ch.32. Art.4. Si le debteur executé n'est opposant, le Serg. luy doit signifier la vẽte des biẽs sur luy prins par executiõ au x. iour ensuiuant, à cõpter du iour d'icelle executiõ, iceluy inclus, & ladite vẽte assignee à heure deuë au lieu accoustumé à faire en la Iustice Criees, subhastatiõs & vente de biens. Ar. 5. Et audit x. iour ledit Sergent, sur peine de l'amẽde enuers Iustice, & de payer le debte au creancier, doit proceder à ladite vẽte: sinon que ce soit du consentemẽt exprés des deux parties: laquelle il fera, s'il n'y a oppositiõ ou appellation, à haute voix par plusieurs proclamatiõs non accelerees, soit present ledit debteur ou non: mettra en son rapport les noms des metteurs & le pris, auquel par chacun desdits metteurs chacune chose sera mise: & au dernier plushaut metteur estroussera chacune desdites choses, & la luy liurera en fournissãt deniers prõptemẽt: & ne pourra le Sergẽt receuoir aucun à estre acheteur de gages, soit le debteur ou autre, sans fournir promptement les deniers: sinon que ce soit du consentement exprés du creancier. Et aussi Sergens ne pourrõt estre acheteurs q de gages, directemẽt n'indirectement, ny gardiens d'iceux gages. Art.6. Pour les frais d'vne execution ne seront comptez ny taxez au Sergent que deux voyages: l'vn pour ladite execution & prinse de biens: & l'autre pour ladite vente.

Sergẽt ne peut empescher la vente des meubles par luy saisis.

Accord faict au debteur de suspension de l'Arrest pardeuant qui doit estre faict.

Creanciers ou leurs Procureurs sont receus comme personnes estranges à encherir.

Sergent cõme doit signifier & notifier la vente à iour certain & lieu accoustumé.

Sergent à la vente des meubles doit appeller vn Notaire ou deux tesmoins.

Sergent fera eslire domicile aux acheteurs forains, auant que de leur liurer les meubles bailler caution de les rendre ou faire rendre, iusques à huictaine.

Sergẽt ne baillera au debteur les meubles en garde, &c.

Sergens en quel lieu pourront vendre les gros meubles nõ portatifs, & qui se consomment en portage.

Debteur executé peut empescher la vẽte en baillant argent dãs huictaine.

o Conformement au droict commun. L. a Diuo Pio. D. de re iud. l. 2. C. si in causa iud. pign. capt. sit l. 3. §. 1. C. de iure dom. impetr. l. 16. D. de rebus auct. iud. Alterius cuius libet vice ex officio emere debet.

p L. creditor. 4. C. de distr. pign. l. 6. & 8. C. de remiss. pign. l. 3. §. 1. C. de iure dom. impet. l. 1. & 4. C. si vend. pig. ag. l. 3. C. si adu. fisc. l. 2. C. si propter publ pensit. Les solemnitez ou formalitez des executions se doiuẽt estroictement garder. Vide Guid. Pap. Dec. 329. Acc. in l. debitoribus, & l. de vnoquoque. D. de re iud. l. in hoc iud. D. fam. erc. l. sed & si pupillus. §. proscribere D. de inst act.

q Si les meubles prins par executions & vendus par le Sergẽt

†† *Cest Art. 197. est de nouuel introduit.*

† *Cest Ar. 273. est adiousté pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé.*

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art.386.eſt de nouuel introduit.*

Sergent ſera la vente au x.iours ſ'il n'y a conſentement expres des deux parties: ou bien oppoſition formee.

Forme de la vente des meubles prins par Execution.

Sergent ne receura aucun metteur, ſans fournir promptement les deniers: ſinon du conſentement du creancier.

Sergens, ou Gardiens ne pourront eſtre acheteurs de gages.

Frais d'Execution pour les voiages d'vn Sergent.

ſuiuant la Couſtume, ſont conuincez par aucun, le debteur eſt tenu d'en reſpondre & non le Sergent, qui a fait la charge. l.13. C. de euict. reſponſum eſt rectiſſimè actionem dari aduerſus eos quibus pretij ſolutio proficit niſi apparitores dolo rem viliori pretio proiecerint l. ſi pignora. 50. D. eod. titulo.

MONTARGIS Chap.20. Art. 8. Vn Sergent * Royal ou autre qui fait Execution de biens d'autruy par vertu de lettre obligatoire, ſententes ou autres eſt tenu auoir auec luy, vn Notaire ou deux teſmoins pour eſtre preſens à faire ladite Execution: ſur peine d'amende arbitraire. Art.12. Et doit le Sergent en toutes Executions auant qu'il procede à aucune vendition, ſignifier la vente au debteur viii.iours francs auant ladite vente, en preſence d'vn Notaire ou de deux teſmoins.

ORLEANS Tit.20. Art.440. Les † biens prins par Execution par vertu de ceſſion ou abandonnement de biens, ſur le debteur qui a fait ladite ceſſion, ſeront vendus à l'encant, au lieu accouſtumé, & incontinent ſans garder aucune ſolennité de Iuſtice.

BLOIS Chap.22. Art.257. Vn †† Sergent ne peut executer pour ſon ſalaire.

DVNOIS Chap.18. Art.97. Vn Sergent qui fait Execution és biens d'autruy par vertu des lettres obligatoires, ſentences ou autrement, doit auoir auec luy vn Notaire ou deux teſmoins à faire ladite Execution: ſur peine d'amende arbitraire. Et ſ'il y a pluſieurs Sergens à faire ladite Executiõ, chacun d'eux en pourra eſtre conuenu ſeul & pour le tout. Art.99. p *à Montargis.* Art.12. que proceder à &c. ventes deſdits biens au, &c. auant que faire ladite vente en preſence, &c. Art 100. Le Sergent ne peut faire vente de biens prins par Execution, ſinon au lieu, où l'on a accouſtumé faire leſdites vẽtes, & en preſence d'vn Notaire ou de deux teſmoins: lequel Notaire ſera tenu deſigner les biens particuliers, & le dernier encheriſſeur. Et aura ledit Notaire pour ladite vente xii.den.t.

BERRY Tit.9. Art.1. En † Execution de biens meubles faites ſur le debteur, ſ'il y a oppoſition formee, & ladite Execution eſt faite pour choſe iugee ou obligation paſſee r ſous Seel authentique, nonobſtant ladite oppoſition, le Sergent paſſera outre, iuſques à garniſon de main, non plus auant: mais aſſignera à l'oppoſant certain brief iour, ſelon la diſtance des lieux, pardeuant le Iuge, auquel la cognoiſſance en appartient, pour dire ſes cauſes d'oppoſition. Art.2. Et †† ſi au iour aſſigné l'oppoſant defaut, ſera donné defaut au demandeur ce requerant, & lecture iudiciairement faite de l'exploict, par vertu d'iceluy defaut ſera ordonné, que l'Execution encommencee ſera faite & parfaicte: pourueu que l'Exploict ait eſté fait en perſonne ou au domicile de l'executé, en parlãt à la perſonne de la femme, enfans ou freres de l'executé maieurs de xx. ans, & par attache d'vne Cedule à la porte de la maiſon. Art.3. Et où il n'y aura oppoſition, ſignifiera le Sergent au debteur que ſ le x.iour enſuiuant, il procedera à la vendition & deliurance des biens meubles par luy prins, au plus offrant & dernier encheriſſeur au lieu public de la Iuſtice, où ladite Execution aura eſté faicte, à iour de marché, ſ'il y en a: ſinon à autre iour, ſ'il n'y a marché, en commẽçãt par le Serg. ladite vẽte apres ix. heures du matin, & auãt x. heures: & ne deliurera leſdits meubles, iuſques à l'heure d'vne heure apres midy. Ar. 4. Toutesfois la maniere & forme d'executer pour les deniers, qui ſõt deuz au Roy, leſquels ſont priuilegiez, demourera & aura lieu: pourueu qu'il y ait quatre iours francs entre l'Execution & la vente. Art.5. Et † ſi lors que le Sergent voudra faire la vente & deliurance de meubles prins par Execution, le debteur executé ſe vient oppoſer, ſera receu & luy aſſignera le Sergent certain brief iour, pardeuant le Iuge, auquel la cognoiſſance en appartient, pour dire ſes cauſes d'oppoſition: & ne procedera lors le Sergent plus auant. Art.6. Et au iour aſſigné ſ'il compare, ſera tenu promptement dire ſes cauſes d'oppoſition pour y faire droict ſur le champ, ſi faire ſe peut. Et à defaut de comparoir ou dire ſes cauſes d'oppoſition, ſera donné defaut: & par le moyen d'iceluy apres lecture iudiciaire de l'exploict ſera adiugé le profit, comme deſſus. Art.26. Le Sergent executeur ne pourra faire aucune Execution ſur les biens meubles du debteur, ſans appeller pour y aſſiſter auec luy deux perſonnages capables & idoines, en la preſence deſquels il fera ladite priſe de

r En bonne forme & authentique. Car vn Breuet n'eſt point executoire, ſ'il n'eſt groſſoyé & mis en bonne forme comme la Couſtume de Mante Art. 66. cy deſſus le monſtre. Autrement on ne peut faire proceder par voye d'execution ſur les biens d'autruy, ou par empriſonnement: ſinon qu'il ſoit obligé ou condemné, ou qu'il y ait delict ou quaſi delict, ainſi qu'il eſt porté par la Couſtume de Paris Art.160 & pluſieurs autres Couſtumes rapportees ſur ledit Article. Au reſte ceſte Couſtume eſt conforme aux Ordonnances de Charles 6. 1384. Iean. 1385. Charles 8. 1493. Art. 54. Lois 12. 1507. Art. 223. François premier, 1535. Chap. 16. Article 12. & 1539. Article 65. & 66. miſes au quatrieſme Liure de la Conference des Ordonnances Tit. premier.

* *Hæc vox,* Royal, *addenda eſt.*

Sergent doit auoir vn Notaire ou deux teſmoins pour faire l'executiõ: & ſignifiera la vente huit iours auant icelle, en leur preſence.

Sergens comme doiuent vẽdre les meubles de celuy qui a fait ceſſion de biens.

† *Ceſt Art. 440. eſtoit le 354. ancien: & ce qui a eſté adiouſté eſt pour explication.*

†† *Ceſt Art. 257. a eſté ainſi accordé & les mots ſuiuans:* mais en Execution, *&c. iuſques à la fin, ont eſté rayez, comme iniques & deſraiſonnables.*

Sergens ne pourront vendre les meubles: ſinon au lieu accouſtumé, en preſence d'vn Notaire ou deux teſmoins.

Salaire du Notaire.

Sergens doiuẽt faire Executiõ nonobſtant l'oppoſition.

† *Sur les 1.7. 10. & 11. qui ſont Couſtumes nouuelles: 15 16. 23.24.27.39.64 & 79. Art. qui ſont de Droict: les gens du premier Eſtat requirent que apres ces mots,* Debteur, encheriſſeur, *ou autres mots ſemblables qui ſe peuuent referer*

Source : BIU Cujas

Par leſquelles nous pouuons dire que l'appel n'empeſche l'execution non ſuſpendit iudicatum, licet de iure communi, l'appel ſoit ſuſpenſif toto. Tit. Nihil innou. app. pend. & in Decret vt l. & pend. nihil ian.

ſ Pourueu que ce ne ſoit vn iour de feſte commandé par l'Egliſe. Dies feſtos maieſtati altiſſimæ dedicatos, nullis voluptatibus volumus occupari, nec vllis exactionum vexationibus occupari, vt ait l. vlt. C. de feriis præconis vox horrida illis diebus ſilere debet Guid. Dec. 215. Bourbonn. Art. 111. Auuerg. Chap. 24. Art. 47.

aux perſonnes Eccleſiaſtiques, ſoient mis ces mots, perſonnes executables. Auſquels auons declaré que toutes diſpoſitions de Droict ou Couſtume ſ'entendent ou doiuent entendre pour le regard des perſonnes capables actiuement & paſſiuement, & qu'ainſi nous l'auons entendu & entendions.

†† *Les Art. 2. 3. & 4. ſont Couſtume limitatiue & declaratiue de la precedente.*

Execution pour les deniers deuz au Roy: & y aura quatre iours francs.

† *Les Art. 5. & 6. ſont nouuelle Couſtume.*

Oppoſition du debteur formee le iour de la vente, & ſera receuë, ſans paſſer outre, luy donnant aſſignation.

Sergens commettans abus és Executions tenus des dommages & intereſts & amende arbitraire, & appelleront à ladite Execution deux perſonnages: & bailleront les meubles en garde à vn depoſitaire reſſeant maieur de vingt cinq ans, & vſant de ſes droicts, en parlant à ſa perſonne.

meubles, qui ſeront baillees en garde ſur les lieux à quelque bon & reſſeant perſonnage, maieur de xxv. ans & vſant de ſes droicts, qui les puiſſe rendre & reſtituer, quand il apartiendra, en parlant à ſa perſonne. Et ſi le Sergent fait le contraire, l'Execution ſera nulle & de nul effect & valeur: & luy condamné en tous les dommages & intereſts, tant enuers la partie qui l'a mis en beſongne, qu'enuers la partie executee: & outre en amende arbitraire. Art. 27. Et pour ce que l'on trouue bien ſouuent que les Sergens font pluſieurs fautes & abus auſdites Executiõs tãt enuers les parties, qui les ont mis en beſongne, qu'enuers les parties executees, ſeront tenus t les Sergens modeſtement & ſans iniure, faire les Executions: & ſ'il eſt trouué qu'ils facent le contraire, ſeront punis à la diſcretion de Iuſtice. Art. 28. Pareillemẽt ſ'il eſt trouué qu'ils ayent prins, égaré ou adiré aucuns des biens meubles, qui ont eſté par eux prins par Execution, ou qu'ils ayẽt iceux achetez par perſonne interpoſee ou cõmis aucune fraude ou trõperie en faiſant ladite Executiõ, ſeront griefuement punis. Et ſi apres ladite punition, ils recheent & ſont trouuez couſtumiers, ſera procedé à plus grãde & griefue punitiõ ſelon l'exigẽce des cas.

Sergens ferõt les Executions modeſtement & ſans iniure.

BOVBONNOIS Chap. 13. Art. 111. En †† Executions de biens meubles, apres que le Sergent par vertu de ſa cõmiſſion, a ſommé le debteur ou ſon heritier declaré, parlant à * perſonne ou domicile, de payer ce, en quoy il eſt obligé, condẽné ou tenu, pour leſdites Cedules, recongnues ou prouuees: ledit Sergẽt au refus de ce faire, doit prendre & ſaiſir des meubles du debteur ou ſon heritier declaré, aſſigner iour à la quinzaine, à cõpter du iour de ladite prinſe, ſi elle n'eſt feriee: & ſi elle eſt feriee, elle ſe continue au prochain iour non ferié enſuiuant, pour voir proceder à la vente & eſtrouſſe deſdits biens, pardeuant le Iuge, en la iuriſdiction duquel leſdits biens ont eſté prins: lequel Iuge ou ſon Lieutenant, & non leſdits Sergens, procede à la vente & eſtrouſſe deſdits biens, preſens ou defaillãs leſdits debteurs ou leurs heritiers à la quinzaine ou à l'aſſiſe enſuiuãt, au chois du creancier: autrement les Executions ſont nulles: & ſont les biens prins par Execution * rendus par ordonnance du Iuge: ſinon qu'il fut autrement conuenu & accordé entre les parties.

†† *Ceſt Art. 111. a eſté ainſi reformé du cõſentement des Eſtats.*

* Aliàs, *à ſa perſonne. P. V.*

Iuges au pays de Bourbonnois font l'eſtrouſſe des meubles prins par execution & vendus.

AVVERGNE Ch. 24. Art. 46. p. *à Bourb.* meubles, ſommation & cõmandement de payer prealablement faits au debteur, en perſonne ou domicile: & au refus ou delay de ce faire, le Sergent en vertu de ſon pouuoir, doit ſaiſir & prendre des biens meubles, &c. debteur & ladite, &c. à huictaine enſuiuant, ou autre plus long iour que bon ſemblera au creancier, ſelon la diſtãce des lieux: pourueu qu'il n'excede vn mois. Art. 47. Au iour aſſigné ſur ladite vente, ſ'il n'eſt ferié, à iour non ferié prochain enſuiuant, faut paſſer ladite vente par le Sergent, au lieu & place publique du lieu, où le debteur fait ſon domicile: & vendre leſdits gages & meubles au plus offrant & dernier encheriſſeur & aſſigner iournee au debteur, en ſa perſonne ou domicile, ſur la confirmation de la vente deſdits biens meubles: & à l'acheteur pour depoſer le pris: laquelle cõfirmation de vente & deliurãce reelle ſera faite doreſnauãt par le Iuge, & nõ par le Sergẽt. Art. 48. Et ne pourra ledit Sergẽt, apres la vẽte par luy faite, faire deliurãce actuelle deſdits gages au profit de l'achereur, iuſques à ce que ladite vẽte aura eſté cõfirmee par le Iuge. Art. 51. Si le debteur ſe portoit appellant du Sergent des commandemens de payer ou fournir de biens meubles, le Sergẽt ne doit differer à garnir la main de Iuſtice de biẽs meubles: ſinon que de ce faire fut inhibé expreſſement, parties ouyes.

* Aliàs, *vendus*, rectius.

Commandemens ſont prealables en execution faits à perſonne ou domicile.

Iuges doiuẽt confirmer la vente des meubles faite par les Sergens, & ne ſeront les meubles deliurez, ſinõ apres la confirmation de la vente.

Sergens nonobſtant l'appel du debteur, ne doit differer à garnir la main de Iuſtice.

LA Marche, Ch. 30. Ar 364. Le meuble ainſi prins par l'executeur, doit eſtre vẽdu à la huictaine enſuiuãt: & la vẽte en faiſãt la prinſe, eſtre ſignifiee au debteur, & ſe doit faire ladite vẽte en la place publiq du lieu, où eſt ladite executiõ faite. Art. 368. En toutes executiõs, l'expl. du Serg. doit eſtre teſmoigné u d'vn ou de ii. teſ-

t Les Ordon. du Roy Charl. 9. 1572. Art. 1. & 2 & 1572. Art. 6. veulent que les Sergens procedent par execution en toute modeſtie, ſans vſer de paroles inſolẽtes, & aient l'eſpee ſeule, ſans ſ'accompagner que de leurs Records. Vn Huiſſier de la Cour aiant fait eſcheller vne maiſon pour payemẽt de quelques louages, & fait paſſer par deſſus la maiſon, en laquelle n'y auoit qu'vne Chambriere & des enfans, la maiſtreſſe eſtant allee aux champs en vendanges, dont elle auroit appellé, fut dit mal, nullement, abuſiuemẽt & iniurieuſement executé, & l'intimé condamné és deſpens dommages & intereſts, & ledit Huiſſier adiourné à comparoir en perſonne, encores qu'il ne fut plus Huiſſier, ains Auditeur des Cõptes, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt, le 14. iour d'Auril 1578. Les executions ſe doiuent auſſi faire à heures cõmodes, de iour, & nõ à heures indeues comme de neuf à dix ou onze heures du ſoir: & ne doit on proceder par execution ſinon entre deux ſoleils: ainſi fut par Arreſt du 20. Mars 1576. vne execution faicte à heure indeuee declaree tortionnaire, & l'executãt condamné en tous deſpens, dommages & intereſts; auec ordonnance que ledit Huiſſier ſeroit adiourné à comparoir en perſonne.

Source : BIU Cujas

u Voyez les Ordonnances de France, meſmes celles du Roy Charl. 9. 1568. Art. 3. par laquelle ils ſont tenus faire ſigner à leurs Records les exploits de ſaiſie, Arreſt, & autres de conſequence: ou bien en feront mention en leurſdits exploits. Il donnance des Eſtats de Blois 1579. Ar. 173. & inſereront en leurs exploits & proces verbaux le domicile que les parties ont eſleu, par la meſme Ordonnance Art. 175.

Sergens ne peuuent faire vente des meubles ſans la permiſſion du creancier: ne mettre les gages en tauernes: & ſe faire payer par le debteur.

Criees & proclamation des meubles prins par execution, comme ſera faicte.

† Ceſt Ar. 428. a eſté mis au lieu du 368. Ar. ancien.

Sergent doit faire à ſçauoir les encheres faictes par les encheriſſeurs, & le pris.

Encheres ſeront notifiees au debteur.

Encheriſſeurs ſont receus à encherir, iuſques à trois heures & non plus: & peut le debteur encherir, en payant la debte.

Sergent comme ſera payé par le debteur.

Sergent ſignifiera la vente à huictaine au debteur.

Criee de huictaine en meubles, & ſera iour aſſigné pour voir interpoſer le decret.

Criees de meubles de trois en trois iours.

Sergens de la ville ſ'il y a oppoſition, mettēt les meubles entre les mains de vn prochain voiſin: & ſ'il n'y a oppoſition, ſerōt

moins. Ar. 398. L'executeur ne peut dōner en vente ou deliurance de meubles, ſans permiſſion du creancier & du debteur: ſur peine d'amende arbitraire, plus long delay que d'vn mois, ne moindre que de huictaine: & ne doit mettre les gages en tauerne, ne de ſoy faire payer de ſon execution par x le debteur, ſi ce n'eſt du conſentement des parties: ne proceder à actuelle deliurance, ſans auctorité de Iuge. Art. 399. S'il y a appel interietté par celuy qui eſt obligé ou condamné, ou ſon heritier, l'executeur ne doit &c. p. *à Auuergne.* Art. 51. qu'il ne garniſſe &c. de meubles, ſ'il en trouue: ſinon qui luy ſoit inhibé par ſentence &c.

POICTOV Tit. 20. Art. 428. Vn † Sergent ou autre executeur aiant prins par execution aucuns biens meubles par vertu d'vne ſentence ou autre mandement il les doit porter au marché ou foire publique du lieu de la Chaſtellenie, où à eſté faite l'execution, ſ'il y a marché: ou ſinon au marché le plus proche du lieu de ladite execution, les mettre à l'encant, & les y tenir iuſques à la fin du marché, pour y receuoir celuy qui plus en voudra bailler. Et ſi leſdits biens ſont mis à pris par le creancier ou autre, ledit Sergent doit faire ſçauoir publiquemēt par cry public en plein marché, le pris auquel leſdits biens ont eſté mis. Art. 429. Et doit ledit executeur receuoir les encheres qui ſerōt faites ledit iour & és autres iours enſuiuans, iuſques à huictaine, & tout ledit iour de huictaine, iuſques à trois heures apres midy. Et par ledit cry doit faire ſçauoir le pris, & que ſ'il y a aucun, qui plus en vueille donner, qu'il y vienne dedans leſdits iours, & il y ſera receu. Art. 430. Et ce pendant le doit faire ſçauoir au debteur & luy dire qu'il paye, ou que l'on deliurera leſdits biens meubles à celuy qui les a mis à pris & encheris. Et de rechef audit iour de marché enſuiuant de huictaine, ledit Sergent ou autre executeur, doit mettre leſdits meubles en vente par cry public en marché, comme deſſus: & faire à ſçauoir ledit pris par ledit cry, & que ſ'il viēt aucun, qui plus en vueille donner, l'on les liurera au plus offrāt, ſi le debteur n'eſt preſt pour payer: & n'eſt requis és criees deſdits biens meubles aucun decret de Iuge. Art. 431. Et ledit iour de huictaine, ledit Sergēt y receura le plus offrant à ladite heure de trois heures, & non plus: & ſi le debteur y vient, tout ledit iour, il y ſera receu en payant la debte, pour laquelle a eſté faite l'Execution: & à faute de la payer, où leſdits biens meubles ſeroient vēdus à plus haut pris que ne monte la debte: le ſurplus ſera rendu au debteur. Art. 432. Et ſur ledit ſurplus ſe payera le Sergent aux deſpens du debteur, de ſon ſalaire, peine & labeur pour auoir vacqué à ladite execution: & ſ'il n'y auoit aucun ſurplus, ſera neantmoins ledit Sergent payé aux deſpens dudit debteur.

LA ROCHELLE Chap. 6. Art. 15. Si ledit Sergent trouue des biens meubles à ſuffire pour ſon execution, & il n'y a oppoſition & garniſon de main, il peut proceder à vente d'iceux, à la huictaine enſuiuant ladite ſaiſine: laquelle vente il eſt tenu notifier & faire ſçauoir audit debteur parauant que proceder.

ACS Tit. 14. Art. 4. En biens meubles apres la main-miſe, ou ſera ſeulement faite vne criee de viii. iours, en la maniere comme deſſus ſans faire autre publication: & icelle faite l'executeur aſſignera la partie à certain iour pour voir interpoſer le decret.

S. SEVER Tit. 16. Art. 3. Et les criees de biens meubles ſe font de trois en trois iours, les deux francs, à compter & comprendre, comme deſſus. Art. 4. Et ſi elles ſont autrement faites ne ſont valables: ſauf que la prinſe faite, le Sergent executeur ne peut bailler plus long terme que de neuf ou trois iours pour voir faire la premiere criee ſeulement, & non plus bref.

BAYONNE Tit. 8. Art. 11. Les Sergens de la ville qui prennent ou gagent aucunes choſes meubles par defaut de payement de choſe iugee, ils mettent la choſe entre les mains d'aucun prochain voiſin, ſi le condamné ſ'oppoſe: & ſ'il ne ſ'oppoſe, le Sergent met la choſe par deuers le reuendeur ou reuendereſſes publiques. Art. 12. Et celuy qui a obtenu ſentence en ſa faueur & fait faire l'execution faict auſſi les denonciation, requeſte & intimation deſſus declaree, auant que la choſe ſoit deliuree à celuy qui la veut acheter. Art. 13. Si le Sergent qui faict telle execution à la requeſte du S. de fief, ou de celuy qui a obtenu ſentence en ſa faueur, prend aucun gage d'argent, le doit mettre entre les mains de l'vn des Orfe-

x Voyez la premiere partie de ceſte conference Tit. XXI. la Couſtume de Poictou Art 432. veut que le Sergent ſoit payé par le debteur.

Source : BIU Cujas

mis par deuers les reuendeurs publiques: & si c'est argent, le mettront entre les mains des Orfeures.

ures de ladite ville, pour estre distraicts & liurez, les denonciations, requestes & intimations dessus declarees, prealablement faites & obseruees. Art. 14. Debteurs de la somme de xx. sols t. ou au dessus, sont contraints de payer incontinent sans auoir terme de xv. ne estre receus à assigner le payement de telle somme sur leurs biens immeubles, que l'on appelle vulgairement, pagne de commune. Ar. 15. Auant qu'aucun soit accepté ou commis à charge de reuendeur ou reuenderesse publics, est tenu bailler pleges & cautions suffisantes de la somme de l. liures tour. pour asseurances des choses qui luy seront baillees pour vendre: & autrement ne seront receus n'acceptez à auoir l'office. Art. 16. Tels reuendeurs ont accoustumé prester serment entre les mains du Maire ou son Lieutenant auec l'assistance du conseil, qu'ils vendront les choses qui leur seront baillees, au profit des parties, sans aucun dol ou fraude, & qu'ils ne retiendront aucune partie de la somme, qui sera presentee pour lesdites choses. Art. 17 Reserué sol pour liure pour leur salaire.

Debteurs de vingt sols t. tenus payer sans auoir delay de xv. ny estre receus à l'assigner sur leurs biens.

Reuendeur ne sera admis s'il ne baille plege & caution de cinquãte liures: & pardeuant qui doiuent prester le serment, & ont sol pour liure.

BRETAGNE Tit. 5. Art. 118. Sergent †† ou autre ministre de Iustice ne doit signifier Arrest, sans s'asseurer du domicile de la partie, pour laquelle il exploicte, de Procureur & caution resseante en la ville, ou au lieu, où se deura traicter l'Arrest: laquelle caution signera, si elle scait signer ou autre à sa requeste. Art. 123. Quand meubles ou fruicts sont arrestez en cas requerant celerité, & où il y a peril euident, le Sergent, sans autre ordonnance de Iustice, les peut & doit mettre en sauueté, appellez auec luy deux tesmoins: & fera rapport, relation & procesverbal de la quantité & espece de fruicts, par luy ainsi arrestez & mis en sauueté, qu'ils baillera aux parties, s'ils le requierent. Tit. 13. Art. 220. Execution se doit faire iusques à la somme deuë, & pour les frais qu'on fait à l'execution: sinon que l'execution fut faite sur chose qui ne se peut diuiser: auquel cas si le pris est plus grand, l'outreplus sera rendu au debteur. Et s'il y a biens pris par Execution, le Sergent ou ministre de Iustice qui execute, doit assigner iour au debteur à huictaine pour voir vendre iceux biens: pourueu que ce soient bestes prises en la possession du debteur, qui se peuuent vendre de iour en autre, pour euiter à frais: en baillant par l'executeur assignation au debteur pour les voir vendre: & en cas d'opposition & debat, ne laisseront lesdites bestes estre vendues, & le pris mis és mains du creancier, en se constituant acheteur de biens & baillant caution de rendre le pris, si faire se doit, & ainsi est dit par l'issue du procés de l'execution. Toutesfois où ledit tiers opposant voudra verifier sommairement, les bestes luy appartenir, ne sera procedé à la vente desdites bestes. Art. 221. Si le debteur s'oblige à estre executé comme à gages tous iugez, les biens qui serõt pris sur lieu par execution, pourront estre vendus promptement de iour en iour, sans attendre ladite huictaine le debteur intimé à la vente. Art. 224. Le debteur peut recouurer les biens sur luy prins & vendus par execution, dedans la viii. apres la vente, en rendant par luy à l'acheteur le pris des choses vendues auec vn denier pour chacun sol au dessous de la liure, & au dessus de la liure xii. den. pour liure, & les frais & mises. Et la huictaine passee, le debteur ne les pourra plus retirer. Art. 227. Le creancier doit faire vendre les choses prises par execution le plus loyaument que faire se peut. Et pourra le debteur auoir le serment du creancier, que la vente est veritable, & sans dol: ou prouuer la fraude. Art. 228. La vente des biens pris par execution qui se peuuent commodement deplacer se fera és lieux publics & accoustumez. Et quãt aux biens qui ne se peuuent commodement deplacer, seront vendus sur le lieu, intimation prealablement faite du iour & heure de ladite vente publiquement aux lieux accoustumez. Art. 231. Si biens pris par execution estoient vendus, le premier creancier les pourroit faire arrester dedans viii. iours apres la vente d'iceux biens. Art. 232. Si le Sergent laisse emporter & deplacer les biens par luy pris & vendus par execution dedans viii. iours apres la vendition d'iceux, les creanciers auroient recours contre le Sergent.

Sergens ne doiuent faire Arrest, sans electiõ de domicile de la partie, de Procureur & caution resseante en la ville: & signera l'exploict la caution ou autre à sa requeste.

Saisie de meubles ou fruits arrestez.

Execution sur chose qui ne se peut diuiser, le surplus sera rendu au debteur.

Opposant en tiers.

Debteur peut recouurer les biens dans huictaine apres la vente, en rendãt le pris auec douze deniers pour liure.

CAMBRAY Tit. 25. Art. 43. Si les biens ou autres biens meubles du debteur, sur lesquels à la poursuite du creancier, arrest est faict, ou qui sont prins & leuez par peine seruie, sont biens frayables & perissables, ils se doiuent vendre par Iustice publiquement au plus offrant & dernier rencherissant, à l'extinction de la

Creancier fera vendre les meubles iustement & loyaument.

Vente de meubles pris par execution en quels lieux sera faite.

Premiers creanciers comme peuuent faire arrester les meubles vendus apres la huictaine, & ne doiuent les Sergens

Source : BIU Cujas

laiſſer emporter leſdits meubles dans ledit temps.

Vente des meubles frayables & periſſables ſera faicte publiquement au plus offrant & dernier encheriſſeur à l'extinction de la chandelle.

chandelle allumee, apres le troiſieſme iour paſſé : ſi ce n'eſt que le debteur furnit caution ſuffiſante à l'appaiſement de Iuſtice pour le Iuge afin d'en auoir main-leuee & euiter la ſub haſtation d'iceux.

Sergens ſont les deniers bons des ventes & ont 4. den. pour liure.

LILLE Tit.5. Art.71. Les Sergens de la Preuoſté de ladite ville, ſont tenus de faire les deniers bons de toutes les vendues qui ſe font par leſdits Sergens. Pourquoy faire ils doiuent auoir pour leur cache, quatre deniers de la liure. Tit. 8. Art.105. Pour en vertu d'vn clain pouuoir faire vendre aucuns biens, maiſons, ou heritages ou leuer aucuns deniers, eſt requis que le clamant apres auoir gardé les ſix ſepmaines, ſe face mettre és biens ou deniers clamez par le Preuoſt, ſon lieutenant ou l'vn des Sergens de la Preuoſté, à l'enſeignement de quatre Eſcheuins à ce preſent. Et ce fait, doit proceder à la vente de tels biens, maiſons & heritages: & apres leuer les deniers en procedans ou autres ſaiſis : en baillant caution de les refondre, au cas qu'autruy demandaſt & obteniſt plus grand droict, en maniere accouſtumee.

Vente comme ſera faicte.

DOVRDAN Tit.14. Art.146. Toutes perſonnes obligees, condemnees ou autrement tenues de paier aucunes ſommes de deniers, peuuent ſ'addreſſer au fermier du reuendage du Roy, & à iceluy fermier garnir la main de biens meubles exploictables, pour la ſomme deuë par le debteur : & en ce faiſant ledit fermier dudit reuendage, doit ſignifier au creancier qu'il a la main garnie de biens pour le payer: en quoy faiſant, a trois ſepmaines de terme pour payer le creancier par ledit fermier: lequel auec ſa caution de ladite ferme, ſont tenus par priſon, payer ledit creancier, leſdites trois ſemaines paſſees: & en ce faiſant le fermier du reuendage, a & luy eſt deu par ledit debteur, au ſol la liure de ladite debte. Et deſlors que ledit fermier a ſignifié la main pleine, le debteur a main leuee de ſes biens prins par le Sergent. Art.150. Quand les biens d'aucune perſonne ſont prins par execution, le ſergent & executeur ne peut faire vente deſdits biens, que iuſques à la viii. enſuiuant: & apres la vente deſdits biens faite, l'executé pourra iceux meubles retirer dedans la huictaine enſuiuant de celuy qui les aura achetez, en luy payant par le debteur executé vn ſol pour liure outre le pris principal.

Fermier du reuendage doit ſignifier la vente au creancier.

III. CHAVMONT Tit.8. Art.96. Quand aucun creancier a faict executer ou gager ſon debteur par vertu de lettres obligatoires, en quoy il eſt obligé à luy pour payement de ſa debte, ſi ledit debteur ſ'oppoſe & fait litiscontеſtation en la cauſe au principal, & que depuis il ſoit dit ou iugé, qu'à tort il ſ'eſt oppoſé, il enchet en v. ſols d'amende. Et ſemblablement ledit creancier, ſ'il eſt dit qu'à tort il a fait executer ſon debteur.

Oppoſant à l'execution de meubles, condamné en amende, ſ'il eſt dit bien procedé: ſinon le creancier y eſt condamné.

PONTHIEV Tit.13. Art.179. Toutes & quantesfois qu'aucun eſt obligé enuers aucune perſonne en aucune ſomme de deniers, & pour icelle ſomme le crediteur fait prendre biens de ſon debteur, tel obligé & debteur eſt tenu, en dedans le viii. de la ſignification à luy faite, que ſes biens ſont prins, ſoy oppoſer, ſi faire le veut. Et apres viii. iours paſſez de ladite ſignification de la vente il ne doit eſtre receu à oppoſition. Art.189. Toutes & quantesfois qu'aucuns Sergens Royaux, ou autre, font executions à la requeſte d'aucunes perſonnes ſur autres perſonnes par vertu de commiſſion par eſcrit emanee d'aucun Iuge de ladite Comté, ou de lettres Royaux ou de lettres obligatoires, en quoy les Sergens dient les debteurs eſtre obligez, & que ſur icelles executions y a oppoſition & aſſignation de iour, la partie demandereſſe doit & eſt tenue de faire apparoir par eſcrit à ſa partie oppoſant & defendereſſe, de la commiſſion ou lettres & de relation du Sergent executeur & par eſcrit auec ce des lettres obligatoires, par vertu deſquelles icelle execution a eſté faite par ledit Sergent, ſi requis en eſt. Et ſi la partie demãdereſſe defaut en ce, & principalement qu'il ne face apparoir deſdites lettres obligatoires en vertu & pour le payement deſquelles il auroit encommencé l'execution, la partie defendereſſe n'eſt tenue de reſpondre ne proceder à la cauſe : mais à defaut d'enſeignement doit auoir congé de Cour, main-leuee & deſpens.

Oppoſition eſt ãt formee, le creancier eſt tenu faire apparoir de la commiſſion de la relation & lettres obligatoires.

Oppoſition ſe doit faire dans huictaine.

LILLE Tit.8. Art.106. L'on eſt receu à oppoſition ſur les clains, iuſques à ce que les deniers ſoient leuez & receuz par le clamant: & apres leſdits deniers leuez, ſ'aucun diſoit leſdits deniers à luy apartenir, ou y auoir plus grand droict, que ceſtuy qui les auoit leué, il ſeroit tenu à les repoſer ſur ledit clamant ou ſa caution. Tit.18. Art.217. Vn executé ne peut eſtre receu à oppoſition ſans nantir le deu en deniers, vaiſſelle d'argent ou ioyaux: leſquels nantiſſemens ſe doiuent apporter &

Oppoſition ſur clains eſt receue iuſques à ce que les deniers ſoiẽt leuez & receus par le clamant.

Source : BIU Cujas

mettre par les Sergens és mains du depoſitaire de la Cour, endedans le iour ſeruant: auquel iour ſeruant, leſdits Sergens ſont tenus faire apparoir d'auoir ce faict, par billet du depoſitaire, lequel depoſitaire ne ſe polra tenir pour nanti. Et ſur la requeſte que polra faire audit iour ſeruant le faiſant executer, afin d'auoir ſur le nantiſſement ſon pretendu à caution, les Eſcheuins le pouruoiront ſommierement, parties ouyes, comme ils verront au cas appartenir: ſans neantmoins pource retarder le principal de la matiere. Art. 218. Quand vn executé ſ'oppoſe à l'execution, & qu'au iour ſeruant il ne compare, ne perſonne pour luy, ſans plus faire d'euocation, defaut doit eſtre contre luy dõné, à tel profit, que l'execution ſe doit parfaire, & l'oppoſant eſtre condamné és deſpens. Art. 220. *A la fin.* Et pareillement ſe lieuent à caution, durant ledit litige, deniers nantis ſur execution pour louages de maiſons, & ſur le nantiſſemẽt eſt vaiſſelle ou ioyaux, iceux ſe peuuent & doiuent vendre. Art. 225. Sur l'execution d'vne cedule prononchiee executoire, l'on eſt receu à oppoſition en nantiſſant.

Oppoſition de l'executé non receue ſans nantir la ſomme qui ſera miſe par le Sergẽt és mains du depoſitaire de la Cour.

Defaut contre l'oppoſant.

Oppoſition en nantiſſant le cõtenu en la Cedule.

MONTARGIS Chap. 20. Art. 5. En execution de ſentence diffinitiue dedans l'an d'iceluy n'y giſt oppoſition: mais pourra le cõdamné & executé faire appeller le Sergent ou la partie en deliurance de biens. Et ſi le Sergent eſt adiourné il demandera garand le creancier, pour lequel il a faict l'execution.

Oppoſition n'a lieu contre execution de ſentence diffinitiue dedans l'an: & faut appeller le Sergent ou la partie.

ORLEANS Tit. 20. Art. 456. Si † vn creancier pour le payement de ſa debte, autre que de loyer de maiſon arrerages de rentes foncieres ou moiſons, fait arreſter, prendre ou enleuer par execution aucuns biens meubles, qu'il pretend appartenir à ſon debteur, & qu'vn tiers oppoſant maintienne leſdits biens luy appartenir, il y ſera receu: & de ce ſeront leſdits oppoſant & debteur creuz par leur ſerment: & en affermant par leſdits debteur & oppoſant iceux biens appartenir à iceluy oppoſant ſans fraude, ledit oppoſant aura main-leuee & deliurance deſdits biens: ſinon que ledit creancier vouſiſt maintenir & prouuer la fraude entre leſdits oppoſant & debteur ou que iceux oppoſant & debteur ne fuſſent capables & receuables à porter teſmoignage l'vn pour l'autre: ou que ledit oppoſant ne peut faire comparoir ledit debteur, pour conioinctement auec luy affermer leſdits biens luy appartenir. Eſquels cas ſera ledit oppoſant tenu d'informer leſdits biens luy appartenir: & le creancier au contraire.

† *Ceſt Ar. 456 eſtoit le 359. & ce qui a eſté adiouſté eſt pour l'explication.*

Des oppoſitions en tiers.

BLOIS Chap. 22. Art. 162. Si celuy qui ſera executé par vertu de lettres obligatoires ou condemnation ou autres enſeignemens vallables à faire execution, ſ'oppoſe à ladite execution: & le Sergent qui aura fait ladite execution, n'a prins biens ſuffiſans ne valables pour la ſomme, l'executé ne ſera iamais ouy en ſes cauſes d'oppoſition, iuſques à ce qu'il face rapporter main pleine.

Oppoſition n'eſt receue du debteur, quand le Sergẽt n'a prins biens ſuffiſans: ains doit rapporter main pleine.

DVNOIS Chap. 18. Art. 96. Le rapport de main pleine ſe doit bailler par le debteur, à ſes deſpens au creancier, de la ſomme, pour laquelle l'execution aura eſté faicte, auant qu'eſtre ouy ſur ſon oppoſition, ſi la choſe eſt obligee ſpecialement.

Rapport de main pleine.

LA SALLE DE LILLE Tit. 23. Art. 3. Vne perſonne executee &c. p. *à Lille.* Art. 217. namptir ce pourquoy l'execution ſe faict en deniers, vaiſſelle ou autres biens non periſſables, ſe telle execution ſe faict pour deniers du domaine ou aydes à nous accordez, le faiſant executer aura les deniers à caution, ſ'il le requiert ſans figure de procés, & pour autres cas les Iuges les peuuent pouruoir parties ſommierement ouyes comme ils verront au cas appartenir: ſans neantmoins retarder le principal de la matiere.

TOVRNAY Tit. 26. Art. 8. Les recognoiſſances & obligations paſſees par deuant chacun deſdits Preuoſts, ſont de tel effect par vſage de ladite ville, qu'elles portent execution, & ne ſont les obligez receus à oppoſition que premier ils n'ayent nanti le contenu en la commiſſion executoire leuee par vertu d'icelle obligation: mais apres la main de Iuſtice garnie, aux oppoſans eſt aſſigné iour pardeuant leſdits Preuoſts & Iurez, pour declarer les cauſes d'icelle oppoſition, & en outre proceder comme il appartiendra par raiſon. Tit. 27. Art. 7. Toutes obligations paſſees & recognuës pardeuant l'vn des Preuoſts, l'vn des Mayeurs, Iurez & Eſcheuins ſont executoires contre les obligez, & ne ſont les obligez receuz à oppoſition: n'eſt en nantiſſant le contenu en la commiſſion.

BERRI Tit. 9. Art. 24. L'oppoſant †† à l'Execution faite à l'encontre de

Oppoſant doit garnir la main de Iuſtice.

†† *Ce 24. Ar.*

a eſté diſputé par les gens du ſecond Eſtat, diſans qu'vn debteur pouuoit auoir pluſieurs meubles, leſquels il pouuoit ignorer. Et audit cas, où il ſeroit cõtraint de faire fermẽt, & le feroit, il ſeroit iuremẽt incertain, & ſuffiroit ſeulement la ſaiſie des immeubles. Ordõnons que ſans preiudice de leur dire & remonſtrance: lequel ils pourroiẽt b..iller plus amplemẽt par eſcrit, & mettre par deuers nous tout ce que bon leur ſembleroit dedans la S. André &c. ledit Art. demoureroit redigé a-

tendu que les deux autres Estats ne l'ont discordé.

luy par vertu de sentence passee en force de chose iugee ou autre iugement donné par Iuge Royal executoire par dessus l'appel par l'ordonnance, ou lettres obligatoires passees sous seel authentique, est tenu suffisamment garnir la main de Iustice, & au iour qui luy sera assigné pour dire ses causes d'opposition, se purger par serment s'il a autres biens meubles, dont il puisse suffisamment garnir la main de Iustice, auant qu'estre ouy à dire ses causes d'opposition. Et neantmoins pourra audit cas, le creancier faire prendre & saisir les biens immeubles de son debteur, & iceux faire crier & subhaster, si bon luy semble. Art. 25. Et si l'on trouue apres que le debteur opposant sera purgé par serment, qu'il ait latité, caché ou recellé aucuns biens meubles, de quels il pouuoit garnir la main de Iustice, sera condamné en amende arbitraire. Et neantmoins si lesdits meubles auec ceux qui ont ja esté prins par execution peuuent satisfaire aux sommes deuës, sera tenu l'executé à ses despens, les rapporter & mettre en main de Iustice. Art. 29. A l'execution faite sur les biens meubles du debteur, se peut vn tiers, pretendant iceux luy appartenir, opposer, & à ce sera receu par le Sergent: lequel baillera en garde par Iustice les meubles prins par execution, s'il les a trouuez en la possession de celuy, sur lequel il a fait execution, ou en la maison detenue & possedee par ledit debteur, & non autrement. Et ne passera plus auant iusques à ce qu'il soit discuté de l'opposition formee par le tiers: auquel assignera certain & competant iour pardeuant le Iuge pour dire ses causes d'opposition. Art. 30. Et audit iour l'opposant sera tenu de comparoir & proposer promptement ses causes d'opposition, & les moyens, par lesquels il pretend les biens prins par execution luy appartenir: & sur ce les parties sommairement ouyes si l'opposant verifie promptement par lettres son intention, le Iuge fera droict aux parties sur le champ: & en defaut de ce ordonnera que dedans certain bref delay qu'il arbitrera selon la distance des lieux, seul & peremptoire, l'opposant verifiera comme les biens prins par execution luy appartiennent: & le demandeur au contraire en declarant desiors la partie negligente de ce faire dedans le temps, forclos & debouté: & ordonnant qu'au premier iour de plaids, apres le delay escheu, les informations faictes, les parties appellees, seront rapportees en iugement. Et s'il est question de chose d'importance ordonnera audit iour, auant que proceder à aucune publication d'enqueste que les parties respectiuement bailleront, si bon leur semble, reproches de tesmoins, dedans trois iours: autrement, les trois iours passez, sera procedé par luy à faire droict aux parties ainsi qu'il appartiendra par raison.

Debteur latitant ou cachant ses meubles, est condamné en amende arbitraire.

Du tiers opposant.

Iuges comme doiuent regler les parties, quād il y a vn tiers opposant à l'execution.

Bovrbonnois Chap. 13. Art. 100. En execution de sentences passees en force de chose iugee, le condamné n'est receu à opposition: sinon que la sentence fut surannee: y auquel cas l'opposition doit estre renuoyee par deuant le Iuge qui a donné ladite sentence. Art 129. p. 4 *Orleans*. Art. 456. de son deu fait arrester & empescher par execution &c. meubles trouuez en la possession de son debteur qu'il pretend estre audit debteur, & il y a vn tiers opposant qui maintient lesdits biens &c. sont les &c. serment, en affirmant &c. lesdits biens appartenir &c. desdits biens, sans dommages & interests. Mais si le creācier veut maintenir & prouuer fraude &c. où lesdits biens appartenir au debteur: ou qu'ils ne fussent receuables de tesmoignage, il sera receu à faire ladite preuue, auant ledit serment: & n'est parce empesché ledit opposant, que si ledit debteur ne vouloit affirmer lesdits biens luy appartenir, qu'il ne le puisse autrement prouuer.

Opposition n'est receue contre execution faite en vertu de sentence, si elle n'est suramee.

y Auquel cas la partie se doit presenter au Iuge pour ordonner que la sentence sera executoire, non obstant le Suzan: ou bien pourra à ceste fin faire appeller la partie pour en sa presence la dite sentence estre declaree executoire non obstant le Suzan.

La Marche Chap 30. Art. 365. S'il y a opposition à ladite prinse ou vente, les biens prins doiuent demourer en main tierce par forme de garnison, iusques à ce que par le Iuge autremēt en soit ordōné: & doit l'executeur donner l'assignation pardeuant le Iuge, à la huictaine ensuiuant ou à la prochaine assise és lieux, où l'on ne tient que d'Assise en Assise. Art. 366. Si le debteur laisse passer la vente sans soy opposer, il ne doit plus estre receu par le Sergent à opposition, & doit vendre les gages à ladite huictaine apres la prinse, à l'acheteur plus offrant & dernier encherisseur: & à faute d'autre metteur, le creancier est reçeu à y mettre: & ce faict doit donner assignation à la huictaine ensuiuant, pour apporter le pris, & au debteur pour voir confirmer la vente. Art. 367. Au iour assigné le Iuge, si le defendeur ne compare, doit par vertu du defaut sans autre re-adiouernement confirmer la vente & adiuger le pris selon qu'il verra. Et si le debteur compare, il ne doit de rigueur estre plus receu à opposition, mais doit estre la vente confirmee en sa presence. Toutesfois le Iuge selon la qualité des parties, en pourra arbitrer:

Opposition n'ēpesche la garnison.

Opposition n'est receue apres la vente.

Vente de meubles confirmee par le Iuge & peut suspendre l'adiudication selon la matiere.

Source : BIU Cujas

& neantmoins peut de huictaine ou autre temps suspendre l'adiudication selon la matiere.

LA ROCHELLE Chap.6. Art.18. Toutesfois & quantes que l'on procede par execution par vertu de lettres obligatoires ou autre iugé de Cour seculiere si le debteur s'oppose au Sergent, il doit garnir la main de Iustice, pour la chose requise, ou pour ladite garnison bailler acheteur & respondant de la chose, dont est debat, qu'il en face sa debte, & est obligé comme pour debte Royal: autrement s'il appelle dudit commandement à luy faict par le Sergent, il n'est receuable.

Opposition estãt formee, il faut garnir la main de Iustice.

SOLE Tit.29. Art.10. Où y a condemnation, sentence, cause taxee ou expresse obligation auec serment le terme prefix passé pour payer, le debteur executé n'est en rien receu à opposition ou firmatiue: sinon en payant ou consignant la debte deuers la Cour auec les despens, deuant toute euure: mais en consignant est ouy: autrement l'execution sorte son effect.

BRETAGNE Tit.9. Art.117. Si les biens du prisonnier arresté ou ostagé sont prins par execution pour auoir payement de la debte, & à la vente d'iceux biens se trouue opposition ou autre empeschement: ledit ostage ne sera relasché, iusques à ce que l'execution soit parfaite ou payement fait de la debte. Tit.13. Art.223. Quand vn tiers pretend les biens pris par execution estre siens, iceux biens luy seront rendus, si le debteur confesse que lesdits biens luy appartiennent: & iceluy tiers iure lesdits biens estre siens, remonstrant par ledit tiers que le debteur est soluable, & qu'il a meubles suffisans pour faire ladite execution, si † mieux ledit tiers ne veut verifier par autre voye lesdits biens estre siens: sauf à l'acheteur ses dommages & interests à l'encontre du creancier: & au creancier ses dommages & interests sur le debteur.

Opposition n'empesche l'arrest ou ostage.

De l'opposition du tiers.

† *Ces mots,* Si mieux, *&c. iusques à ce mot,* siens, *inclus, sõt de nouuel adiousté.*

IV. MELVN Chap.23. Art.315. Tous acheteurs de biens de Iustice, sont contraignables par corps à payer les deniers de l'achat par eux faict, encores que celuy sur lequel lesdits biens auroient esté vendus ne fut obligé par corps. Art.316. Le †† gardien de biens de Iustice, chargé d'iceux par inuentaire, sera contraint tant par empriſonnement z de sa personne, que saisie & vente de ses biens, au refus de rendre & representer lesdits biens à luy baillez, ou payer la debte, pour laquelle il à esté constitué gardien: & ne doit estre ouy, sinon qu'il vueille alleguer payement, depuis qu'il est constitué gardien desdits biens: & neantmoins cependant tiendra prison ou consignera en deniers ladite debte, auant qu'il ait prouision de sa personne. Art.317. Toutesfois auant que le Sergent executeur ou autre continuant son exploit puisse contraindre ledit gardien de biens par execution, il est tenu luy faire commandement à son domicile de rendre lesdits biens.

Acheteurs de biens de Iustice comme seront contraints par corps au payement des deniers de leur achat.

†† *Les Art. 316. & 317. sont adioustez comme anciens & gardez de tout temps.*

z Gardiens de biens prins par execution ne peuuẽt estre cõtraints par corps ny recherchez dix ou douze ans apres, ainsi qu'il fut iugé le 26. Feurier 1577.

Gardiens & depositaires de biens de Iustice comme sont contraints.

ESTAMPES Chap.13. Art.157. L'acheteur de biens prins par execution, peut estre contraint apres la huictaine, qu'il aura esté faict acheteur desdits biens par empriſonnement de sa personne & vente de ses biens, sans autre solemnité pour la somme de la vente desdits biens, & pour laquelle il est fait & constitué acheteur Et n'est ouy tel acheteur à opposition, s'il ne veut alleguer payement fait depuis l'achet desdits biens: auquel cas il sera ouy: & neantmoins tiendra prison ou consignera la debte ou autres biẽs exploictables, pendant son opposition, & ne iouyra ledit acheteur d'aucun respit à vn ou à v. ans. Et est tenu le Sergent exploicteur faire entendre ce que dessus audit acheteur, & en faire mention par son exploict. Art.159. Le gardien de biens prins par execution sur vn debteur, peut estre contraint bailler & deliurer lesdits biens és mains du Sergent exploicteur, quand il en est requis, auant qu'estre reçeu à opposition: & lequel gardien à faute de ce faire peut estre empriſonné par le Sergent executeur ou autre continuant son exploict. Art.160. L'acheteur de biens à luy reellement vendus & liurez par le Sergent estant empriſonné à faute de payement, n'est reçeu à faire cession, sans remettre, representer & restituer les biens à luy vendus, comme dit est. Art. 161. Auant que les acheteurs de biens & gardiens d'iceux, puissent estre tenus & obligez, comme dessus, est requis & necessaire que l'exploict du Sergent executeur, contenant par inuentaire lesdits biens, prinse & vente d'iceux, leur soit baillé. Art.164. Auant que le Sergent &c. p. à *Melun.* Art.317. commandement sur le lieu, où la prinse desdits biens a esté faicte.

Sergent doit faire commandement au gardiẽ à son domicile de rendre lesdits biens.

Acheteur de biẽs de Iustice se peut opposer, s'il a payé ou le debteur.

Acheteur de biẽs de Iustice ne iouyst de respit.

PONTHIEV Tit.13. Art.174. Si aucun en matiere d'execution, se constitue en la main de Iustice, ou de Sergent executeur, acheteur de biens, pour la somme dont seroit encommẽcee ladite execution, ledit acheteur de biens est respondant & peut estre prins prisonnier pour la debte, dont & de laquelle il auroit soy constitué acheteur de biens & contrainct à vuider les mains des deniers.

Gardien de biens prins par Iustice, comme sera contraint par Iustice.

Acheteur de biens de Iustice n'est reçeu à cession de biens.

MONTARGIS Chap.20. Art.9. Vn acheteur de biens de Iustice, quel qu'il soit,

Source : BIU Cujas

Gardien de biens doit auoir l'exploict du Sergent contenant l'inuentaire desdits biens & prinse.
Acheteur de biens comme sera contraint par prison.
Acheteur de biens est contraict par prison & vente de ses biens, sans y garder aucune solemnité : sinon qu'il y eust opposition &c.

soit, peut estre contraint par prison, & ses biens vendus sans solemnité n'attendre les nuicts à payer la debte, sinon qu'il y eust opposition ou autre cause raisonnable qui peut empescher ou differer ladite execution.

ORLEANS Tit.20.Art.439.p.*à Montargis*. vendus à l'encant, la solemnité de Iustice gardee, peut &c. ne attendre les nuits & ne doit estre receu à aucune chose dire, sinon qu'il allegue payement : & tiendra prison, ou payera par prouision, auant qu'il ait deliurance de sa personne, en baillant neantmoins par le creancier caution, sans ce que ledit acheteur puisse iouyr d'vn respit d'vn an, ne v.ans, ne du benefice de cession.

BLOIS Chap.22.Art.225. Vn acheteur de biens, quel qu'il soit, est tenu paier la somme, pour laquelle il se porte & constitue acheteur de biens, dedans trois Samedis apres ensuiuans: sur peine de tenir prison fermee: & nonobstant ladite prison, peuuent estre vendus ses biens, iusques à la valeur de la somme, de iour à iour & d'heure à heure au lieu accoustumé, sans autre solemnité.

BERRI Tit.9.Art.18. Le gardien de meubles prins par execution, ou acheteur de biens, seront tenus comme depositaires de Iustice, & peuuent estre contraints par detention de prison: le gardien à rendre les meubles prins par execution: & l'acheteur à payer le pris: & seront tenus les Sergens apres le commandement fait audit gardien de Iustice ou acheteur de biens: & à defaut d'obeir par le gardien ou acheteur de biens, les emprisonner promptement.

BOVRBONNOIS Chap.13.Art.112. Et est tenu l'acheteur de meubles, paier promptement les sommes, pour lesquelles lesdits gages luy auroient esté vendus, en luy faisant deliurance par Arrest & emprisonnement de sa personne.

TITRE IX. DE SERVITVTES ET Rapports des Iurez.

Art.184. *PARIS.*

Iurez, Experts ou gens à ce cognoissans doiuẽt estre nõmez par les parties ou par le Iuge à faute d'en nommer par elles.

Rapports des Iurez.

Visitation plus ample peut estre ordonnee par le Iuge.

Iuge à defaut de nommer par les parties de iurez, en doit nommer.

Iurez signeront leur rapport & le mettront és mains du Clerc de Greffe.

En †† toutes a matieres suiettes à visitation, les parties doiuent conuenir en iugement de Iurez ou experts & gẽs à ce cognoissans: qui font le serment pardeuant le Iuge. Et doit estre le Rapport apporté en Iustice, pour en plaidant ou Iugeant le procés, y auoir tel esgard que de raison: sans qu'on puisse demander amandement. Peut neantmoins le Iuge ordõner autre ou plus ample visitation estre faite, s'il y eschet. Et ou les parties ne conuiennent de personnes, le Iuge en nomme d'office.

Art.185. *PARIS.*

Et sont tenus lesdits Iurez ou Experts & gens cognoissans faire & rediger par escrit & signer la minute du Rapport sur le lieu, & parauant qu'en partir & mettre à l'instant ladite minute és mains du Clerc qui les assiste : lequel est tenu dedans les xxiv. heures apres deliurer ledit Rapport aux parties qui l'en requierent.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.10.Art.170.p.*à Paris*. Art.184.d'esgards ou experts &c. Ar.171. p.*à Paris*. Art.185. lesdits esgards, experts &c.

MELVN Chap.12.Art.187. Au † Rapport de Maçons & Charpentiers iurez foy sera adiousteé, de ce qui gist en leur art & industrie, si lesdits Maçons & Charpentiers ont esté accordez par les parties ou par le Iuge, à faute d'en conuenir par elles: encores que la visitation ait esté faicte en l'absence du Iuge: pourueu qu'ils ayent prealablement presté le serment pardeuant iceluy Iuge.

ESTAMPES Chap.6.Art.71. Foy est adiousteé au rapport des Maçons &

†† L'Ar.184. a esté mis au lieu du 79. Art. de l'ancien Coustumier: lequel ancien a esté corrigé pour l'amen-

a Ces Art.184.& 185 sont fort iustes & raisonnables, parce que le moyen de ces visitations & rapports faits par Iurez & experts nommez par les parties en presence du Iuge, les procés sont fort abbregez, & le droict des parties en est plus esclarcy & mieux entendu, principalement quand la visitation est bien faite, auec la description du lieu contentieux entre lesdites parties, vnicuique perito in sua arte credendũ est. Ces Iurez sont creuz de ce qui gist en leur art & industrie quand les parties les ont nommez & accordez : ou bien à faute d'en nommer par l'vne desdites parties, nõmez d'office. Ces Iurez ou Commissaires conuenus & accordez feront leur rapport à Iu-

Source : BIU Cujas

ſtice apres la viſitation par eux faicte des lieux contentieux entre leſdites parties, ſans qu'on puiſſe requerir amendement dudit Rapport. Et eſt ceſte viſitation fort requiſe principalement és debats & differens de ſeruitutes. Paul. de caſtro in l. qui luminibus D. de ſeruit. vrb. præd. l. comparationes C. de fide inſtrum. Capol. conſil 62. Bartol. in l. 1. D. de ventr. inſpic. & in l. ſi in rixa D. ad leg. Corn. deſic. Doctores in cap. propoſuiſti. De probat. extra. Voyez les Couſtumes d'Aniou. Maine Art. 450. & 462. Berri Tit. 11. Art. 7. Bayonne Tit. 1. Art. 2. Et ne doit l'on receuoir à dire aucune choſe contre le rapport des Iurez ains faut ſ'inſcrire en faux contre iceluy rapport, iugé le 16. Septembre 1539. comme recite Imber liure 1. des Inſt. ſorenſes Latines Vide l. qui luminibus 11. §. vlt D. de ſeru. vrb. præd. l. 13. §. 2. De ſeru. ruſt. & l'Addition de ce Titre nombre 1. Par les Ordonnances de la Police generale de France des Rois de France Charles 9. 1567. Tit. 14. Art. 10. 11 & 12. & d'Henry 3. 1577. Tit. 15. Art. 10. & 11 il eſt ordonné que pour faire les Rapports en Iuſtice ou autrement des viſitations & eſtimations de baſtimens, ouurages & reparations & autres choſes dependantes de l'art & experience des Maçons & Charpentiers, ſera pourueu en chacune ville de nombre competent, de Maiſtres Iurez deſdits meſtiers: deſquels les noms, ſurnoms & demourances ſeront inſcripts aux Greffes des Iuſtices ordinaires des lieux. L'aduis & Rapport deſquels ſera conclud & eſcrit promptement & à l'inſtant de ladite viſitation, par l'vn d'iceux Maiſtres, ou par tel que les parties choiſiront & eſliront: ſans qu'il ſoit neceſſaire auſdites parties, ſi ainſi elles le veulent & accordent, de prendre ou appeller auec leſdits Iurez le Greffier ou Clerc de l'Eſcriture, ou ſes commis, pour la validité deſdits Rapports en Iuſtice ou autrement, demourant en la volonté des parties de ſ'en ayder ou non: ſi bon leur ſemble: nonobſtant qu'il ſoit ou pretende en aucuns lieux auoir eſté creé & erigé en titre d'office formé par cy deuant. Et ſera ledit Rapport deliuré le meſme iour, ou le lendemain au plus tard, aux parties, ce requerans: ſur peine de tous deſpens dommages & intereſts & d'amende arbitraire. Et ſera taxe ordonné par les Iuges ſalaire pour leſdits Rapports, par iournees ou heures de vacation deſdits iurez, ſans ce qu'il leur ſoit loiſible de tirer ou exiger des parties tel ſalaire qu'il leur plaira, ſous pareilles defenſes & peines que deſſus. La derniere Ordonnance du Roy Henry 3. 1577. Art. 7. adiouſte que aucuns Maçons, Charpentiers & autres ne pourront pour chacune viſitation qu'ils feront en la ville prendre plus d'vn tiers d'eſcu: & pour celles qu'ils feront aux chãps eux & leurs cheuaux deffrayez, trois quarts & demy d'eſcu. Voyez le liure xii. de la Conference Tit. xvi.

dement des Bacheliers. A la lecture duquel Art. & du ſuiuant, qui a eſté adiouſté pour nouuel, M. Clan de Hardy, au nom & comme Procureur de M. Iean de Verdun a remonſtré que ledit de Verdun eſt pourueu en titre d'office formé, de l'office de Clerc des Iurez Maçons, Bacheliers & Preud'hommes de la ville, Preuoſté & Vicomté de Paris, aeſté ſa prouiſion amplifiee & confirmee par lettres patentes en forme d'Edict, leues & verifiees en la Cour de Parlement, à cauſe duquel luy appartient de aſsiſter à toutes viſitations, priſees & eſtimations de maiſons & autres heritages, auec leſdits Iurez Bacheliers & Preud'hommes, & rediger par eſcrit & ſigner auec eux leurs Rapports & garder les minutes d'iceux, dont il eſt reſponſable, cõmettre à ces fins tel Clerc & commis qu'il voudra, du faict duquel il eſt chargé & reſponſable: & ne peuuent les Iurez Bacheliers & Preud'hommes prendre autres perſonnes que ledit de Verdun ou ſes commis, ſur peine de nullité des Rapports: proteſtoit que l'Art. ne luy puiſſe preiudicier & ſ'oppoſoit à la publication d'iceluy, ainſi qu'il eſtoit couché, ſinon que ſes droicts luy ſoient gardez. Et par M. Simon Marion pour l'Eſtat de la Nobleſſe a eſté dict, que par l'Edict de la police verifié en la Cour de Parlement, ledit office de Clerc a eſté ſupprimé: & partant eſt loiſible aux parties ou aux Iurez prendre tel Clerc que bon leur ſemble pour eſcrire le Rapport deſdits Iurez. Et par M. Iean le Noir Aduocat pour les M. iurez Maçons & Charpẽtiers de ceſte ville de Paris, creez & erigez de par le Roy en titre d'office, a eſté remonſtré que les grandes longueurs, deſquels on ſe plaint à l'encontre d'eux en l'expedition des Rapports, procedent de la faute & negligence des Clercs, leſquels eſcriuent leſdits rapports, qui ſont perſonnages pauures, choiſis par ledit de Verdun: leſquels il chãge quãd il luy plaiſt au grand detriment & preiudice du public, requerant qu'il leur fut permis appeller tels Cleres que bon leur ſemblera de ceux qui ſont capables de telle charge, qui auront ſerment à Iuſtice, conformement à l'Edit du Roy, verifié en la Cour de Parlement ſur le faict de la Police generale en l'an 1577. au Tit. des Maçons & Charpentiers Art. 11. Ont remonſtré leſdits iurez Maçons & Charpentiers qu'ils ſont xxiv. en nombre, pourueus audit eſtat & office par le Roy, & que par Arreſt de ſon priué Conſeil a eſté dict & iugé que le dit nombre de xxiv. ne pourroit eſtre augmẽté, & defenſes faites à tous autres de ſ'ingerer ou immiſcer à faire viſitation, ſur peine de nullité & de cẽt liures Par. d'amende: qu'il ſuffit appeller pour faire leſdites viſitations deux Iurez, ſans en prendre trois ny quatre, & ſans prendre des Bourgeois: & que le grand nõbre apporte plus grande longueur & plus grand frais & deſpens aux parties & ſ'il aduenoit qu'il fut beſoin faire autre viſitation, la premiere eſtant debatue, que pour la corriger ne doiuent eſtre appellez autres perſonnes que des xxiv. iurez pourueus en titre d'office en tel nombre, qu'il ſera trouué bon. A quoy M. Claude l'Eſtourneau Commiſſaire & Examinateur du Chaſtelet de Paris, tant en ſon nom, que comme ſyndic des autres Commiſſaires & Examinateurs dudit Chaſtelet, eſt intenu & dit que auſdits Commiſſaires & Examinateurs dudit Chaſtelet, appartient receuoir le ſerment des Iurez conuenus par les parties ou nommez par le Preuoſt de Paris ou ſes lieutenãs, pour viſiter, priſer & eſtimer quelques choſes que ce ſoit, aſsiſter aux viſitations & priſees receuoir l'aduis & rapport deſdits iurez, pour de tout ce qui eſt fait en deliurer acte aux parties, ainſi que par pluſieurs Arreſts de la Cour contradictoirement donnez entre les Iuges & leſdits Commiſſaires a eſté ordonné Et par M. Nicolas Valençois Conſeiller audit Chaſtelet a eſté ſouſtenu au contraire: dõt à toutes leſdites parties ce requerant, auons octroyé acte pour leur ſeruir ce que de raiſon.

† *Ceſt Art. 187. eſt nouuel.*

Architectes Iurez & receus en Iuſtice accordez par les parties, en ce qui giſt en leur art & induſtrie: ſauf à demander l'amendement.

MONTFORT Chap. 6. Art. 73. Au rapport des Iurez dont les parties ont cõuenu ou qui ont eſté prins & nommez par le Iuge, à faute d'en auoir cõuenu par les parties deuement fait par auctorité de Iuſtice, partie preſente ou apelee, de ce qui giſt en leur art & induſt. le ſermẽt prealablemẽt par eux preſté, foy doit eſtre adiouſtee

NIVERNOIS Chap. 10. Art. 17. Au rapport des Iurez ou cognoiſſans & experts en vn art fait par auctorité de Iuſtice, parties &c. p. *a Montfort.* induſtrie, foy doit &c. Toutesfois la partie contrediſante eſt à en requerir amendement.

BOVRBONNOIS Ch. 31. Art 521. Au rapport des Iurez deuement fait & par &c. p. *a Montfort.* induſtrie &c. adiouſtee ſ'il n'en eſt requis l'amendement.

Art. 186. PARIS.

Droict †† de [b] Seruitute ne ſacquiert par longue iouiſſance, quelle qu'elle ſoit, ſans titre, encores que l'on en ait iouy par cent ans: mais la liberté [c] ſe peut acquerir contre le titre de Seruitute par xxx. ans entre aagez & non priuilegiez.

Droict de ſeruitute ne ſ'acquiert par longue iouyſſance. Liberté ſ'acquiert contre le titre de ſeruitute par 30. ans, entre aagez & non priuilegiez.

†† *Ceſt Art. 186 a eſté accordé & mis au lieu des 80. & 87. de l'ãcie Couſtumier.*

b Bartol. in l. ſeruitutes & l. quotiens D. de ſeruitut. traicte ceſte queſtion celuy qui a les veues ou égouts de

ſa maiſon ſur celle de ſon voiſin ou autre heritage ſans titre.il les a,par familiarité,amitié ou precairement l. qui iure fa-
miliaritatis D.de adqu.poſſ.vide l. vlt.D.de itin.act.priuato.Par ces Couſtumes nous voions que le droit de ſeruitute ſans
titre n'eſt ſuiet à aucune preſcription.Mais de droict ciuil & commun,le meſme ne ſe garde point principalement quand
telles ſeruitutes ont vne cauſe perpetuelle & continue.l foramen 18 D.de ſeruit.vrb.præd.l.ſi quis diuturno.10. D. Si ſer-
uit.vind.l.1.& l.ſi aquam C.de ſeruit.& aqua.& ibi Bartol Il y a Arreſt ſolemnel du 4. iour de May. 1570. entre Romain
Sarrazin contre les Blancs manteaux par lequel fut confirmee la Sentence du Preuoſt de Paris ou ſon Lieutenant qui a-
uoit declaré par icelle que droict de ſeruitute ne ſe pouuoit acquerir meſmes par preſcription centenaire ſans titre. Cho-
pin recite ceſt Arreſt liure 3. des Couſtumes d'Aniou cap.2.Tit.vlt.num.24.

c L.3.§.libertatem D de vſucap.l.ſi ædes meæ 32.§.libertas D.de ſeruit.vrb.præd.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.10 Art.172. Veuës,eſgouts,cloaques entrees,iſſues & enclaueures & autres droicts de Seruitude ne ſ'acquierent par &c. p. *a* PARIS. ſeruitute, par empeſchement ou acte contraire à ladite Seruitute continué par xxx.&c.

MEAVX Chap.12.Art.76. La tolerance ou ſouffrance d'aucun,qui a ſouffert autruy auoir veuë:eſgout ou eſchellage en ſon heritage,ne donne ne fait acquerir iouyſſance contre luy ſans titre expres:ſinon qu'il l'euſt voulu empeſcher ou contredire,& que nonobſtant ſon empeſchement ou contradiction,celuy qui auroit eu auparauant leſdites veuës, eſgouts ou eſchellages en euſt iouy:& en ce cas il pourroit preſcrire leſdites ſeruitudes par longue eſpace de temps.

MELVN Chap.12.Art.188. Droicts de veuës,eſgouts & † autres ſemblables ſeruitutes de maiſons & edifices ne ſ'acquierent par preſcription de longue iouiſſance,quelle qu'elle ſoit,& †† fut elle de cent ans & plus,ſans titre.

SENS Tit.10.Art.98. Veuës & eſgouts ſur heritage d'autruy,par quelque tẽps qu'ils ayent eſté tenus,ne portent ſaiſine, & ne ſe peuuent leſdits droicts acquerir par preſcription ſans titre,encores † que ladite preſcription ſoit cẽtenaire & plus que centenaire.

AVXERRE Tit.4.Art.100.p. *a Sens.* †† ladite iouiſſance fut centenaire ou plus.

ESTAMPES Chap.6.Art.72.p. *a Melun.* & eſgouts ne ſ'acquiert & ne porte ſaiſine ſans titre,pour quelque temps qu'on en ait iouy, encores que la poſſeſſion fut centenaire.

DOVRDAN Tit.4.Art.63. Vn voiſin ne peut acquerir ſur ſon autre voiſin veues eſgouts n'autres ſeruitutes ſans titre,par quelque laps de temps qu'il en ait iouy.Et ne ſe peuuent tels droits de ſeruitute preſcrire par quelque laps de temps que ce ſoit,fut de cent ans.

MONTFORT Chap.7.Art.85. Droicts &c.p. *a Melun.* & toutes autres ſeruitutes ne &c.††

MANTE Chap.8.Art.94. Es villes de Mante & Meullant,Fort de Meullãt & faux bourgs d'icelles,droict de veues &c.p. *à Montfort.* qu'elle ſoit,ſans titre & fut de cent ans & plus:& hors leſdites villes & fauxbourgs ſ'acquierent par preſcription de Droict eſcrit, d

SENLIS Tit.14.Art.268. Veues † & egouts n'acquierent point de poſſeſſion & ſaiſine,par quelque laps de temps que ce ſoit ſans titre.

CLERMONT Tit.20.Art.216. En veues,egouts & autres ſeruitutes preſcription n'a point de lieu:tellement que par long vſage qu'aucun en ait ſur la maiſon & heritage d'autruy & au preiudice de luy autrement que l'on ne doit:aucun droit ne peut eſtre acquis,ſi de ce faire il n'a titre ſpecial, qui face expreſſe mention de telle ſeruitute.

VALLOIS Tit.9.Art.124.En matiere de veues & egouts,eſuiers & glaſſouers preſcription &c.p. *a Clermont.* vſage ou poſſeſſion qu'aucun &c. heritage d'autruy, il puiſſe acquerir preſcription contre ne au preiudice d'iceluy, & ne luy en peut aucun droit &c ſi ce n'eſt par titre eſpecial,qui en feront expreſſe mention.

TROYES Tit.4.Art.61.Ceux auſquels appartiennent heritages,maiſons,places ou edifices à Troyes ioignans & contigus les vns des autres, n'acquierent l'vn ſur l'autre aucune ſeruitute ne poſſeſſiõ de porter & ſouſtenir toutes veues d'huis, feneſtres,ou paſſages les vns ſur les autres, par quelque temps qu'ils ayent permis ou ſouffert les choſes deuant dites:ſi n'eſtoit que de ce euſt titre expres.

LAON Tit.15.Art.145.Toutes ſeruitutes ſe peuuent preſcrire par xxx. ans.

CHALONS Tit 18.Art.144.Veues † & egouts & autres ſeruitutes,ſe preſcriuent par xxx.ans,encores que le poſſeſſeur n'euſt titre.

REIMS Ti.14 Ar.350.En †† la cité & ville de Reims & autres villes regies ſelõ icelle & es fauxbourgs deſdites cité & ville,droits de veues &c.p. *à Mãte.* ſans titre ou

Droict de ſeruitute ne ſe preſcrit, ſ'il n'y a cõtradiction.

† *Ces mots,* Et autres ſemblables ſeruitutes de maiſons & edifices, *ont eſté adiouſtez de nouuel.*

†† *Ces mots,* Et fut elle de cent ans & plus *ont eſté adiouſtez.*

† *Ces mots,* Encores que,*&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots,* Encores que la dite, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Les mots,* Et fut de cent ans & plus, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Les Officiers du Roy à Compiengne ont dit que par cy deuãt en la couſtume ancienne obſeruee & gardee en la ville & Chaſtellenie dudit Cõpiengne, dont fait mẽtion l'Article 268. auec veues & egouts y auoient enclaues,que pareillement n'acquierent point de preſcription. Auſſi Regnaud Picard Preuoſt de ladite ville de Compiengne, à cauſe de ce que leſdites enclaues n'eſtoient contenus & comprins audit*

d C'eſt à ſcauoir de x. ans entre preſens, & vingt ans entre abſens l.1.c. de vſuc. transfor. l.13.& 14.C.de ſernit.l. 18 D.quemad.ſeru.au. l.6. D. de ſeruit. vrb. præd Cuiacius ad l.4. D.de vſucapion. Par les Couſtumes de Laõ Art 145. Chalons 144. Niu. Ch 10 Art.2.Berri Tit.11.Art 2.& Bourbonnois Ar.519.ſe preſcriuent par trente ans & par celle d'Amiens 165.& de Rennes l.Ar. 596.miſes apres les couſtumes de Bretagne de xl.ans.Voyez la diſtinction de la Couſtume d'Aniou. Art. 449. & 454.Faber in l.ſi certis annis C.de pact.& in l. 1 C.de ſeruit. & aqua Imber en ſon Enchiridion monſtre la difference du droit Canon & ciuil in verbo Quelles ſont les ſeruitudes continues &c.

Source : BIU Cujas

Art. a proteſté que ce ne luy peut preiudicier n'a certain proces & matiere, que pour raiſon de ce il dit auoir audit Compiengne. Surquoy a eſté ordonné que leſdits officiers & Picard auront lettres de leur declaration & proteſtation, & que d'icelles ſera faite mention en noſtre proces verbal: & que neantmoins ledit Art. demourera, comme il gist.

†† *Ceſt Art. 145. eſt accordé pour nouuelle Couſtume & l'ancien Art. De veuës, eſgouts &c. a eſté abrogé à cauſe que le pays de Laonnois eſt limitrophe: & pour les guerres & incurſions d'ennemis, qui ſont frequentes audit pays, les lettres & titres peuuent ſouuent eſtre perdues.*

† *Ceſt Art. 144. a eſté accordé pour nouuel, à cauſe que le pays eſt pays de frontiere, ſuiet aux guerres: & par ce moyen les poſſeſſeurs peuuent ſouuent perdre leurs titres.*

†† *Ceſt Art. 350. eſt de nouuel introduit & l'ancien Art. reformé.*

choſe equipollente à titre, comme deſtination de pere de famille, & fut de cent ans &c. leſdites cité, villes & fauxbourgs tels droicts & ſeruitutes s'acquierent &c. iuſques à ce mot, *droict*, inclus.

NOYON Tit. 6. Art. 32. De veuës, eſgouts, enclaues & autres edifices ſecrets on n'acquiert poſſeſſion ou preſcription pour quelque temps que l'on en ait vſé, ſans titre valable.

AMIENS Tit. 9. Art. 165. Nul † ne peut acquerir poſſeſſion ou preſcrire ſeruitute contre ſon voiſin en choſes occultes & ſecretes s'il n'y a titre ou poſſeſſion de xl. ans.

† *Ceſt Art. 165. qui eſtoit le 36. de la Couſtume locale d'Amiens & a eſté adiouſté à la Couſtume generale, & à la fin d'iceluy ces mots ont eſté adiouſtez, S'il n'y a &c. iuſques à la fin: le tout pour auoir lieu à l'aduenir.*

CHAVNI Tit. 12. Art. 66. Quand aucun a en ſon heritage ou edifice des veuës, gouttieres ou eſgouts regardans ou tombãs ſur l'heritage de ſon voiſin, ſans l'expres conſentement de ſon voiſin ou autre ayant intereſt, il n'acquiert ne preſcrit, poſé qu'il en ait iouy par xl. ans, le droit de telle ſeruitude, s'il n'y a titre ou titres ſur ce faits & paſſez.

PERONNE Tit. 8. Art. 212. Toutesfois veuës, eſgouts, entrees, iſſues & enclaueures ne ſe peuuent preſcrire par quelque temps que ce ſoit, s'il n'y a titre.

TOVRNAY Tit. 21. Art. 1. Par quelque laps de temps que ce ſoit, ores fut il immemorial, perſonne aucune ne peut enſaiſiner l'heritage d'autruy, ne ſur iceluy acquerre droict de ſeruitude, & ne luy donne ſa poſſeſſion aucun droict ſur iceluy, s'il n'eſt fondé de iuſte titre, dont il eſt tenu faire apparoir deuëment par lettres paſſees par deuant leſdicts Eſcheuins ou autrement ſuffiſamment.

CAMBRAY Tit. 17. Art. 6. Veuës & eſgouts ou autre droict de ſeruitute ne s'acquiert point ſur heritages d'autruy, par preſcription, quelle qu'elle ſoit, ſans titre.

LILLE Tit. 6. Art. 80. Poſſeſſion & Preſcription n'ont lieu pour cours de eauues, veuës ou autre ſeruitute entre circonuoiſins, s'il n'en appert par lettres ou autrement deuement.

NIVERNOIS Chap. 10. Art. 2. En place vuide de ville ou de champs aucun n'acquiert droict ou poſſeſſion de ſeruitude reelle d'egouts, eſuier, veue, paſſage ou autres ſemblables, par quelque temps que ce ſoit, s'il n'en a titre ou contradiction, en laquelle il ſoit demouré par xxx. ans paiſiblement.

MONTARGIS Chap. 20. Art. 1. Veües & egouts ne portent point de ſaiſine à celuy qui les a contre autruy, ne paſſer par heritage d'autruy, s'il n'a titre: & ſans titre ne les peut preſcrire par quelque temps que ce ſoit, & peut on contraindre à boucher leſdites veües.

ORLEANS Tit. 13. Art. 225. †† p. *à Montargis.* & tous autres droits de ſeruitutes &c. qui les a, s'il n'a titre valable: & ſans titre valable ne les peut preſcrire &c. iuſques à ce mot, *ſoit*, inclus. Art. 226. Mais † la liberté ſe peut reacquerir &c. p. *à Paris.* entre perſonnes aagez &c.

†† *Ceſt Art. 225. eſt le 190. ancien, auquel ont eſté adiouſtez ces mots, & tous autres droits de ſeruitutes, &c. ſans preiudice du paſſé.*

† *Ceſt Art. 226. eſt accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

NORMANDIE Chap. 24. Art. 594. Droiture de ſeruitude de veuës, eſgouts de maiſons & autres choſes ſemblables par la Couſtume generale de Normandie ne peut eſtre acquiſe par poſſeſſion ou iouyſſance fut elle de cét ans ſans titre mais &c. p. *à Paris.* racquerir par la poſſeſſion de xl. ans continuels contre le titre de ſeruitude.

TOVRS Tit. 20. Art. 212. Veües & egouts de maiſons de doublier, qui eſt à dire ſans gouttiere par quelque temps qu'elles ayent eſté maintenues, fut †† de cent ans ou plus ne portent poſſeſſion ne ſaiſine, ſinon que par paction faite entre les parties, l'vn ſoit tenu porter l'egout ou ſouffrir la veue de l'autre, ou que par partage e & diuiſion faits d'aucunes choſes communes, l'vne ſerue à l'autre: eſquels cas demeureront en leur eſtat, ſi par ledit partage n'eſt dit au contraire.

†† *Ces mots, fut de cent ans ou plus, ſont de nouuel adiouſtez.*

LODVNOIS Chap. 21. Art. 1 p. *à Tours.* agouts de maiſons par quelque temps qu'ils ayent maintenus ne portent ſaiſine: ſinon &c. l'agout ou veue &c. ou qu'en partage &c. y a aucunes veues ou agouts eſdites choſes partagees: audit cas leſdi-

e Il a eſté ainſi iugé par Arreſt du 24. iour de Mars 1567. en la Couſtume de Meaux, que veuës de maiſons partagees entre coheritiers, qui ont ſuiui la diſpoſition du pere de

Source : BIU Cujas

famille ne doiuent estre bouches: ains demourer en l'estat qu'elles estoient lors du partage. Cest Arrest recité par Charond. Liure 1. Resp. 69. vide l. 30. & l. 36. & l. 41. D. de seruit. vrb. præd. Au reste droict de seruitudes par le droict se peut acquerir par stipulations & conuentions l. cum essent. 33. D. de seruit. rustic. præd. l. 3. C. de seruit. l. & aqua. §. si quis velit Inst. De seruit. Cellus in l. si quis per fundum D. de euict. l. prouide §. vlt. De stipul. seru. l. pro parte D. de seruit.

tes veues & agouts demeurent en l'estat qu'elles estoient au temps desdits partages: sinon qu'expressement soit dit le contraire, en faisant les partages & diuisions

ANIOV Tit. 18. Art. 450. En debats de seruitudes des maisons voisines en bonne ville & fauxbourgs commune de veues, gouttieres, priuaises, tous canaux & autres debats, qui suruiennent touchant seruitudes, tenement ne prescription de temps n'y court point, soient telles seruitudes latentes ou apparentes. Et en doit l'on iuger tant en petitoire qu'en possessoire, ainsi que l'on voit estre ésdits debats, appellez à ce preudes gens, non suspects auec les Iurez, sçauans & cognoissans en telles choses, sans receuoir aucun à alleguer possession au contraire: mais est l'on receu à alleguer pactions, stipulations, appointemens ou autres consentemens des parties apparoissans par lettres, ou autres preuues suffisantes.

LE MAINE Tit. 19. Art. 462. p. *a Anjou.* gouttieres priuees &c.

GRAND PERCHE Tit. 14. Art. 216. Le voisin ne prescrit contre son voisin seruitudes de veues, gouttieres, egouts de maisons & autres choses semblables, s'il n'y a titre ou possession immemoriale au contraire.

CHASTEAVNEVF Chap. 13. Art. 95. *A la fin.* Aucun ne peut perscrire en veues ou fenestres par quelque temps ou iouyssance que ce soit, s'il n'y a seruitude constituee au contraire.

CHARTRES Chap. 13. Art. 80. p. *a Chasteauneuf.* prescrire tout ce que dit est par &c.

DREVX Ch. 14. Ar. 68. *A la fin.* En tout ce que dit est n'y a point de prescription par quelque temps & iouyssance qu'on en ait iouy, s'il n'y a seruitude &c. p. *a Chast.*

BLOIS Chap. 21. Art. 230. p. *a Montargis.* sur autruy, sinon qu'il y ait titre: & sans titre ne les peut prescrire contre celuy, sur lequel il a lesdites veues & egouts, par quelque temps que ce soit.

Prescription de seruitude n'a lieu és choses occultes.

Prescriptiõ des esgouts & veues en seruitude.

BERRI Tit. 11. Art. 1. L'on ne peut acquerir seruitude par prescription en la maison prochaine & voisine par actes occultes & latens, qui ne sont cogneus au voisins. Art. 2. Droict † de veues & egouts ne peuuent estre prescrits sur la maison & heritage du voisin, si n'est qu'il y eust contradiction expresse & formelle, des & depuis laquelle, la prescription de ladite seruitude pourroit estre encommencee & seroit parfaite par le temps & espace de xxx. ans continuels & consecutifs. Art. 3. Pareillement seruitude de passage f n'est acquise pour auoir passé par l'espace de xxx, ans ou autre plus long temps par la terre, pré ou autre heritage de son voisin: si n'est qu'il y eust eu contradiction expresse: & que nonobstant icelle, l'on eust passé par ledit heritage par l'espace de xxx. ans, à compter des & depuis le temps de ladite contradiction.

† *Sur cest Art. 2. Du Ban present a requis que la redaction du dit Art. fut sans preiudice des procés qui sont pour raison du semblable de l'Artic. & pour raison des veues qui sont desiafaites, pour lesquelles se pourroient ensuiure procés. Auons declaré que par la redaction du dit Art. n'entendions preiudicier aux procés & dire du dit Du Ban par luy alleguez.*

De la seruitude de passage.

f *Voyez cy dessus l'Addition du Tit. iiii. de Paris n omb. secõd. & l. 1. §. Viuianus D. de itin actuque priuato. Sicul. Flacc. de condit. agror. Ad omnes agros semper iter libe rum est. Nam aliquando deficientibus viis vicinalibus per agros alienos iter præstatur, quæ etiam cõueniunt precario, vti seruitutẽ præstent his agris, ad quos nec esse habent trans mittere peruium Nam & in his verbis comprehenditur, ita vt optimus maximus sit. Nam & aquarum ductus solent per alienos agros iure transmittere. Idem alio loco. Priuatæ viæ ad finitiones agrorum non pertinẽt sed ad itinera eis præstanda quæ sub exceptione nominari in emptionibus agrorum solent.*

BOVRBONNOIS Chap. 31. Art. 519. Aucuns en place vuide, soit *in vrbano fundo vel rustico*, par quelque laps de temps que ce soit, n'acquierent droit de seruitude, possession & saisine. Et iaçoit ce que l'esgout ou esuier d'vne maison descende en ladite place, ou que l'on aye veue sur icelle, ou que l'on ait passé & repassé, venu, allé par aucun temps, pourtant n'est acquis en ladite place ou champ vuide aucun droict de seruitude par quelque laps de temps que ce soit: sinon qu'il y ait titre au contraire: ou qu'és choses dessusdites y eust contradiction, & apres icelle iouyssance de xxx. ans.

BAYONNE Tit. 1. Art. 1. Prescription de quelque temps que ce soit n'a lieu en seruitude vrbane ou rustique: ains faut que celuy qui pretend auoir seruitude, en face apparoir.

SOLE Tit 28. Art. 2. Aucun &c. p. *a Bourb.* vuide par &c. tẽps n'acquiert droict &c. l'on aye padoit, bestail passé & repassé, allé & retourné par aucun chãp ou place vuide non cultiué ne labouré, barré ne fermé, partant n'a acquis, ne peut ne doit acquerir en ladite place vuide ou champ aucune seruitude, possession ne saisine, par quelque temps de xxx. & xli. ans ou autre long temps selon la Coustume.

RENNES L. Ar. 596. Veues mortes, qui sont entendues faites au dessus de vii. pieds & demy sur plancher, à voirre mort, n'emporteront droit ne possession sur l'heritage du voisin: & en sorte qu'il ne soit loisible au voisin de bastir au sien, & empescher lesdites veues, s'il n'y a titre de seruitudes expresses. Art 597. Et quant aux veues & fenestres ouuertes à quatre pieds de plancher & au dessous à grille ou voirre ouuert, emportent possession, & se pourront prescrire par xl. ans de possession paisible sans titre.

Veues mortes comme se doiuẽt entendre.

Voirre mort.

Voirre ouuert.

Source : BIU Cujas

NANTES L. Art. 705. Veues † Tous egouts que l'vn des habitans aura sur l'autre ne porteront à l'aduenir aucune droiture ne saisine, s'il n'y en a titre: sans lequel n'y aura lieu d'aucune prescription par quelque laps de temps que l'on pretende en auoir possession, ores qu'elle excedast la memoire des hommes, à cõpter du tẽps de l'an 1539. que ledit vsement fut premierement mis & redigé par escrit: sans toutesfois deroger aux Arrests donnez en semblable cas lesquels à l'aduenir ne seront tirez à consequence, fors pour le regard des choses iugees.

† Cest Art 705. a este aussi de nouuel reformé, suiuant la requeste faicte par les habitans de Nantes.

SEDAN Tit. 14. Art. 278. Le voisin peut acquerir sur son voisin droict de seruitude sans titre, par quelque laps de temps qu'il en ait iouy: & ne peut par prescription & longue iouyssance quelle qu'elle soit, acquerir prescription, sans titre ou chose equipollent à titre. Tit. 16. Art. 323. Veues, esgouts & esuiers ne peuuent estre acquis par longue possession ou prescription quelconque, sans titre ou destination de pere de famille, ou de chose equipollente à titre.

BAR Tit. 12. Art. 171. Veues & egouts ne se peuuent acquerir sur heritages d'autruy par prescription ou longue iouyssance quelle qu'elle soit, s'il n'y a titre. Art. 177. *A la fin.* Et n'y a prescription de telles seruitudes par quelque laps de temps ou iouyssance que ce soit, s'il n'y a titre au contraire. Art. 179 Tollerance de aucun &c p. *à Meaux.* Art. 76. titre: sinon &c. auoit eu &c. iouy depuis paisiblement au veu & sceu du voisin. Car en ce cas &c. par xxx. ans apres ledit empeschement ou contradiction.

Art. 187. PARIS.

g Solo cedit superficies Ædificium sequitur ius soli. Area est maxima pars ædificii l. 3 § sed si supra. D vti possi. l. 2 D de superfic. l. domo 21 D de pign. act. l. 10 §. 2. D. de seruit. vrb. præd. & rectè in d. l. domo scriptum est ius soli sequitur ædificium. Et solũ pars est ædificii l. 49. D. de rei vind. l. 23 D. de vsur. pat. & vsucap.

Quiconques g à le sol, appellé l'estage du Rez de chaussee, d'aucun heritage il peut & doit auoir le dessus & le dessous de son sol, & peut edifier par dessus & par dessous: & y faire puits, aisemens & autres choses licites, s'il n'y a titre au contraire.

Celuy à qui appartient le sol, peut auoir le dessus & le dessous de son sol: & y edifier ce qui est licite.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 10. Art. 173. p. *à Paris.* aisances & autres &c.

MELVN Chap. 12. Art. 191. A † celuy auquel appartient le sol, appellé le rez de chaussee, en quelque heritage, appartient aussi le dessus & le dessous du rez, & y peut edifier par dessus &c. p *a Calais.*

† Cest Ar. 191. est nouuel pour l'aduenir.

ESTAMPES Chap. 6 Ar. 74. A qui appartient le rez de chaussee en quelque heritage, &c. p. *a Melun.* dudit rez de chaussee, s'il n'y a titre au contraire: & ne se peut le dessous prescrire, par quelque temps que ce soit, encores qu'il fut centenaire, contre celuy à qui appartient le rez de chaussee.

DOVRDAN Tit. 4. Art. 66. Celuy à qui appartient le rez de chaussee, appartient le dessus & le dessous dudit rez de chaussee, s'il n'y a titre au contraire. Ar. 67 p. *a Paris* le dessus & le dessous & y peut &c. licites: pourueu qu'entre les aisemens qu'il y fera &c. le puis de son voisin, il y ait x. pieds d'espace, & qu'il y face vn bon contremur de chaux & de sable, de fonds en comble.

Entre aisemens y aura x. pieds iusques au puits du voisin.

MONTFORT Chap. 7. Art. 74. A celuy &c. p. *a l'Art. 66. de Dourdan.* Art. 76 p. *a Dourdan.* 67. Licites, s'il n'y a titre au contraire: pourueu †† que la chaussee de l'aisement soit distante de x. pieds du puits du voisin, & en y faisant à ses despens, bõ & suffisant contremur &c. & sable &c. comble d'vn pied d'espoisseur pour le moins.

†† Ces mots, pourueu que, &c, iusques à la fin, ont esté de nouuel adioustez.

MANTE Chap. 8. Art. † 96. & 98. p. *a Montfort.* 74. & 76. puits aisances &c. la * causse de l'aisement &c.

† Les Ar. 96 & 98. sont de nouuel introduit * Al. chaussee.

LAON Tit. 15. Art. 146. A †† qui appartient le rez de chaussee, qui est le sol de l'estage, appartient le dessus & le dessous, s'il n'y a titre au cõtraire. Et ne peut estre le dessus ou dessous prescrit, par quelque temps que ce soit & fut de cent ans.

†† Cest Art. 146. est accordé pour l'aduenir sans preiudice du passé.

REIMS Tit. 14. Art. 366. A † quiconques appartiẽt le sol, c'est à dire l'estage du rez de chaussee &c p. *a Laon.* dessous du sol &c iusques à ce mot, *cõtraire,* inclus. Ar. 367. Quicõques †† a ledit sol, il peut & doit &c. p. *a Paris.* faire caues, puits, aisances, ordes fosses, soulcis & autres choses licites: pourueu que les aisances, ordes fosses & soulcis & chaussees d'iceux soient distantes de x. pieds du puits de son voisin, ou y faisant &c p. *a Montfort.* Art. 76. de deux pieds d'espesseur pour le moins.

† Cest Ar. 366. est de nouuel introduit.

SEDAN Tit. 14. Ar. 277. En la ville de Sedan, villages, terres & S. en dependãs, à qui apartient le rez de chaussee, apartient le dessus & le dessous du sol: & peut par dessus & par dessous de son sol edifier, faire puits &c. s'il n'y a lettres ou titres &c.

†† Cest Art. 367. est de nouuel introduit: & l'ãcienne Coust. abrogee: par laquelle il estoit loisible prescrire par l'espace de xl. ans les ordes fosses ou soulcis fastes soignans le puits du voisin: & aussi qu'il estoit permis faire ordes fosses ou soulcis à ii. pieds & demy pres du puits du voisin.

NORMANDIE Ch. 24 Art. 595. Quiconques a le fonds, peut faire bastir & edifier dessus & par dessous sondit heritage, & y faire puits, caue, ou autres choses licites: s'il n'y a titre au contraire.

Source : BIU Cujas

Quelles choſes il faut garder en faiſant Eſtable, cheminees, attres, four, fourneau, forge, aiſances de priuez ou puits dans vn mur moitoyen.

*Art.*188. PARIS.

Qui † faict Eſtable h contre vn mur moitoyen, il doit faire contre-mur de viii. pouces d'eſpoiſſeur de hauteur, iuſques au Rez de la mangeoire.

† *Les Art.* 188 189. & 191. *ont eſté adiouſtez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

h Paries communis corrumpi non debet fiſtula, humore vel alio quouis modo. l fiſtulam. 19. D. de ſeruit. vrban. præd. parieti communi nihil ſupra aut infra imponi poteſt, vnde deterior fieri poſſit. l. 13. & 19. D. eod. titulo. Vide l. 18. D eod. tit. l. ſi quando. 17. §. 2. D. ſi ſeruit. vind.

Cheminees ou attres.

*Art.*189. PARIS.

Qui veut faire cheminees & attres contre le mur moitoyen, doit faire contre-mur de thuilots, ou autre choſe ſuffiſante de demy pied d'eſpoiſſeur.

Forge, four & fourneau.

*Art.*190. PARIS.

Qui veut faire forge, four & fourneau contre le mur moitoyen, doit laiſſer demy pied de vuide & interualle entre deux du four ou forge, & doit eſtre ledit mur d'vn pied d'eſpoiſſeur.

Aiſances de priuez ou puits

*Art.*191. PARIS.

Qui veut faire aiſances i de priuez ou puits contre vn mur moitoyen, il doit faire contre-mur d'vn pied d'eſpoiſſeur. Et où il y a de chacun coſté puits, ou bien puits d'vn coſté & aiſance de l'autre, ſuffit qu'il y ait quatre pieds de maçonnerie, d'eſpoiſſeur entre deux, cõprenant les eſpoiſſeurs des murs d'vne part & d'autre. Mais entre deux puits, ſuffiſent trois pieds pour le moins.

i L. 18. D. de ſeruit. vrb. præd. d l. ſi quando 17. § vlt. D ſi ſeruit. vind Harmenopul. lib 2. Tit. 4. & l. 29. de ſeruit. vrb. præd.

CONFERENCE.

CALAIS Titre 10. Article 174. 175. 176. & 177. p. *à Paris.* 188. 189. 190. & 191.

MEAVX Chap. 12. Art. 73. On ne peut faire puits, priuez ou four contre quelque mur, i'entens moitoyen entre deux voiſins, que celuy qui fait le four, puits ou priuez ne ſoit tenu faire vn contre-mur entre leſdits puits, four ou priuez & le mur moitoyen.

†† *Les Art.* 205. 206. 207. 208. & 209. *ont eſté de nouuel adiouſtez pour l'aduenir.*

Eſtables.

Four, forges, cheminees.

Puits, Retraits, Trous à perdre eaue.

Puits latrines ou chambres aiſees.

MELVN Chap. 12. Art. 205. Si †† aucun fait edifier eſtables contre le mur commun ou moitoyen, ſera tenu de faire contre mur de l'eſpeſſeur de demy pied, ſur deux pieds & demy de hauteur, depuis Rez de chauſſee, le long du mur moitoyen. Art. 206. Si aucun fait eſtables contre vne cloiſon moitoyenne, ſera tenu de faire contre-mur de l'eſpeſſeur d'vn pied de hauteur comme deſſus. Art. 207. Si aucun fait edifier four, forges ou cheminees, contre cloiſon moitoyenne, ſera tenu faire contre-mur de l'eſpeſſeur d'vn pied, de pierre, plaſtre ou chaux & ſable: & neant-moins pourra eſtre le colombage d'icelle cloiſon à l'endroit d'iceluy four ou cheminee, en reſtabliſſant icelle cloiſon, de ſemblable matiere que le contre-mur. Et ſi leſdits four, forges ou cheminees ſont faits contre murs moitoyens, ſera fait contre mur de l'eſpeſſeur de vi. poulces en admortiſſant & diminuant, iuſques au premier eſtage. Art. 208. Vn voiſin ne peut faire aucuns puits, retraits, trous à perdre eaue prés le mur moitoyen, s'il n'a fait contre-mur de l'eſpeſſeur d'vn pied & demy de pierre, chaux & ſable, depuis les fondemens iuſques à Rez de chauſſee. Art. 209. Si l'vn des voiſins a eu en ſon heritage vn puits, & l'autre voiſin veut faire au ſien latrines ou chambre aiſee: ſera tenu faire entre leſdits puits & la trine vn contre-mur de l'eſpeſſeur de trois pieds, de ſemblable matiere, comme deſſus: ſinon qu'il y euſt diſtance de dix pieds d'eſpeſſeur entre leſdits puits & latrines.

Chambres quoyes.

SENS Tit. 10. Art. 106. On ne peut faire four en ſon heritage contre l'heritage de ſon voiſin, ſ'il n'y a diſtance ou muraille d'vn pied & demy d'eſpeſſeur entre deux. Art. 107. On ne peut faire chambres quoyes contre l'heritage de ſon voiſin, ſans faire mur d'vn pied & demy d'eſpeſſeur entre deux.

AVXERRE Tit. 4. Art. 109. p. *à Sens.* Art. 106. contre l'edifice de ſon voi-

Source : BIU Cujas

sin, s'il n'y a deux pieds d'espoisseur entre deux, outre le mur moitoyen. Art. 110. p. *à Sens.* Art. 107. Quoyes, † Latrines, cloaques ne fossez de cuisine, auprés du mur de son voisin ou du moitoyen, s'il n'y a espoisseur d'vn pied & demy, outre le mur moitoyen. Art. 111. En †† mur moitoyen, le premier qui assied ses cheminees ne peut estre contrainct par l'autre de les oster ne reculer: pourueu que le premier assiegeant laisse la moitié du mur & vne chantille pour contrefeu de son costé.

† *L'Art. 110 a esté mis au lieu du 87. Art. ancien.*

†† *L'Art. 111. a esté de nouuel introduit.*

Cheminees.

Estampes Chap. 6. Art. 88. Vn † voisin ne peut faire aucuns puits, Retraicts, fosses de cuisine ou esseuouers pour retenir eaues de maison ne forge, prés vn mur moitoyen & commun qui ne laisse ledit mur franc, & vn contremur de l'espesseur d'vn pied, & doit estre fait aux despens particuliers de celuy qui s'en voudra aider & en son danger: & s'il y a puits à l'vn ou à l'autre des deux voisins, les retraicts, latrines & esseuouers, seront faits à x. pieds loin du puits, faisant entre deux vn contre-mur de chaux & sable, aussi bas que les fondemens desdits puits, latrines, retraicts & esseuouers.

† *Cest Art. 88 est de nouuel introduit.*

Four ou forge.

Mante Chap 8. Art. 105. Contre †† le four d'vn Boulenger ou forge, ou d'vn voisin aiant four ou forge, le mur moitoyen doit auoir vn contre-mur d'vn pied d'espais pour le moins.

†† *L'Art. 105 est de nouuel introduit.*

Clermont Tit. 20. Art. 219. Si aucun veut faire cheminee contre mur moitoyen, il doit faire, &c. p. *à Paris.* Art. 109. thuileaux ou de plastre, de demi, &c. & hauteur suffisante, afin que par chaleur de feu le mur ne soit empiré. Art. 220. Quiconques fait estables contre mur moitoyen, &c. p. *à Paris.* Art. 188. de demy pied d'espesseur, qui se doit bailler au Rez de la mangeoire: pour garder que les fiens ne pourrissent ou dommagent ledit mur moitoyen. Art. 221. Qui fait Dalles à receuoir les eaues ou aisance contre mur moitoyen, il doit faire contremur d'vn pied d'espesseur: pour ce que les eaues de telles Dalles, & aussi l'ordure des immondices de telles aisances pourroient pourrir ledit mur moitoyen. Art. 225. Entre le four d'vn Boulenger & le mur moitoyen, doit auoir demy pied de ruelle d'espasse ou contremur qui le vaille: pour [k] escheuer la chaleur & le peril du feu d'iceluy four.

Dalles à receuoir eaues.

Four.

k C'est vn vieil mot François qui signifie euiter, dont les anciennes Ordonnances vsent souuent.

Troyes Tit. 4. Art. 64. On ne peut faire four en son heritage contre le four ou mur de son voisin, s'il n'y a pied & demy d'espesseur entredeux: & pareillement on ne peut faire chambres aisees contre son voisin, s'il n'y a pied & demy d'espesseur.

Chambres aisees.

Laon Tit. 20. Art. 269. Qui veut faire aisement ou latrines prés d'vn mur moitoyen, doit faire vn bon contremur d'vn pied d'espez de grosses murailles, & non de blocailles, & à distance de xvii. pieds pour le moins, du puits du voisin, si puits y a.

Latrines.

Chalons Tit. 17. Art. 141. Celuy † qui veut faire four en sa maison, contre l'edifice de son voisin, est tenu de faire contremur de deux pieds d'espesseur. Art. 142. Celuy qui veut faire chambre aisee ou latrines contre l'edifice de son voisin, est tenu de faire contremur de deux pieds despesseur, à chaux & à ciment & de fond en comble: & s'il y a puits en la maison du voisin, doit laisser x. pieds entre ledit puits & latrines.

† *Les Art. 141. & 142. sont accordez pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Reims Tit. 14. Art. 368. Contre †† le four d'vn Boulenger ou forge d'vn mareschal ou autre personne ioignant vn mur commun ou moitoyen, doit auoir vn contremur d'vn pied d'espez pour le moins. Art. 371. Es murs qui sont communs entre deux parties, icelles peuuent chacun de son costé, edifier cheminees, & prendre creux esdits murs, iusques à la troisiesme partie d'iceux, pour icelles cheminees faire: sans que l'vn puisse empescher l'autre, si n'estoit qu'il y eust sommier ou autre piece de bois à l'endroit du lieu, ou l'on prédroit tel creux qu'il l'empeschast: pourueu que le mur fut tellement retenu, que faute n'en aduint. Art. 372. Si entre deux parties y a mur qui soit commun entre eux, il n'est loisible à l'autre a y faire arche ou autre creux: excepté pour faire cheminee, sans le consentement de son voisin: supposé qu'audit mur à l'endroit dudit creux, y ait sommier ou autre piece de bois à moitié d'iceluy, ou qu'il soit à plein mur. Art. 376. Toutes personnes aians heritages, peuuent faire puits en leurs heritages contre leur voisin, & eux aider du tiers du mur, s'il est moitoyen entre eux: & s'il n'est moitoyen, le rembourser *pro rata*, d'autant que le mur a cousté, à l'arbitrage de gens de bien à ce cognoissans. Art. 377. Si aucun mur est moitoyen entre deux parties, & sur iceluy l'vne des parties veut faire encores edifice, & pan de feu de bois, il pourra poser & asseoir sa sol & pan de feu à moitié dudit mur, en delaissant à son voisin, la moitié dudit mur franche.

†† *Cest Art. 368. est de nouuel introduit.*

Arche ou creux.

Puicts.

Pan de feu.

Source : BIU Cujas

Fosses à latrines: Retraits

AMIENS Tit.9. Art.166. Nul †† ne peut faire fosses à latrines ou retraicts qu'il n'y ait entre la fosse & la terre de son voisin deux pieds & demy de franche terre : & pour quelque temps, qu'il l'ait autrement possedé, il ne peut acquerir aucune Prescription.

† *Cest Art. 166. qui estoit le 38. de la Coustume locale d'Amiens, a esté adiousté à la Coustume generale pour auoir lieu à l'aduenir.*

CAMBRAY Tit.18. Art.2. On ne peut faire contre l'heritage de son voisin vn four, s'il n'y a distance ou muraille d'vn pied & demy d'espesseur entredeux. Art 3. On ne peut faire retraite ou latrine contre l'heritage de son voisin sans le mur d'vn pied & demy d'espesseur entredeux. Art.4. Le voisin de celuy qui a puis parauant, ne peut faire retraite ou latrine prés ledit puits, s'il n'y a x. pieds entre deux, ou qu'il face vn contremur à chaux & sablon aussi bas que le fondement desdits retraits ou latrines.

Four.

Retraicte. Latrines.

Puits.

NIVERNOIS Chap.10. Art.11. Entre vn four & le mur commun ou d'autruy, doit auoir demy pied d'espace vuide pour euiter le danger du feu ou chaleur. Art.13. On ne peut faire retrait ou latrine contre le mur d'autruy, ou contre le mur commun, sans y faire contremur de chaux & sable d'vn pied d'espez.

Four.

MONTARGIS Chap.10. Art.5. p. *à Auxerre.* Art.111. L'autre ne les peut faire oster ne reculer : ou laissant la moitié, &c. contre feu : mais au regard des lancees & iambages de cheminees & simaises, il peut percer le mur tout outre, & y asseoir des lanciers & simaises à fleur dudit mur. Art.6. Aucun ne peut & n'est licite faire chambres aisees ou latrines ou fosse de cuisine, pour tenir eauë de maison aupres d'vn mur d'autruy ou moitoyen, qu'on ne laisse franc ledit mur, & auec ce faire le mur & puits desdites fosses couees au danger qui a fait ledit puits de pied & demy d'espesseur du moins ou autre selon le Rapport des Iurez, où il sera. Art.7. Entre vn four & vn mur moitoyen doit auoir demy pied d'espace vuide, pour euiter le danger de la chaleur & mouuement du feu.

Retraict latrine.

Chambres aisees, latrines.

ORLEANS Tit.13. Art.233. En mur moitoyen quand l'vn a premier assis ses cheminees, &c. p. *à Montargis.* Art.5. ne retirer, &c. Art.243. Aucun †† ne peut faire chambres aisees, nommees fosses coyes, latrines, &c. p. *à Montargis.* Art.6. du mur moitoyen, &c. auec ce doit estre fait le mur du puits à retraits ou fosses coyes, au danger & despens de celuy qui a fait ledit puits, de pied & demy d'espesseur du moins s'il n'y a partage, diuision ou paction au contraire. Et seront percees en sorte que la plus grande creue des eaues n'y puisse atteindre, s'ils ne sont és rues prochaines de la riuiere. Art.246. On ne peut faire ne tenir puits à retraits, latrines, n'égouts pres du puits à eaue de son voisin, sinon qu'il y ait entre deux ix. pieds de distance. Art.247. p. *à Montargis.* Art.7. d'espace pour euiter le danger & inconuenient du feu.

Fosses couees.

†† *Cest Art. 243. estoit le 197. ancien : & ce qui a esté adiousté est pour auoir lieu à l'aduenir.*

NORMANDIE Chap.24. Art.598. De tout mur mettoyen, chacun des voisins, auquel il appartient, peut s'aider & perçer ledit mur tout outre, pour asseoir ses poutres & sommiers, en bouchant les pertuis, mesmes pour asseoir les courges & consolles des cheminees à fleur dudit mur : & est tenu en edifiant le tyau ou canal de sadite cheminee, laisser la moitié dudit mur entier, & quatre pouces en outre pour seruir de contrefeu. Et ne pourra le voisin mettre aucuns sommiers contre n'y à l'endroit de ladite cheminee qui aura esté premierement bastie. Art 600. Contre mur mettoyen, aucun ne peut faire chambles aisees ou cisternes : sinon en faisant bastir contremur de trois pieds d'espois en bas, & au dessous du rez de terre, à pierre, chaux & sable tout à l'entour de la fosse destinee ausdites chambres ou cisternes. Art.601. Qui veut faire forges, four ou fourneau contre le mur mettoyer, doit laisser demy pied de vuide d'interualle entre deux du mur du four ou forge : & doit estre ledit mur d'vn pied d'espoisseur : & sera ledit mur de pierre, bricque ou mouaillon.

En mur mettoyen comme on peut asseoir poutres & sommiers.

Chambres aisees ou Cisternes.

Forges, four ou fourneau.

TOVRS Tit.20. Art.213. Nul ne peut faire ou construire latrines, trous ou chambres aisees en son heritage prés l'heritage de son voisin, sinon qu'il y ait entre lesdites latrines & les heritages du voisin vn mur de deux pieds & demy d'espez, & que le mur soit à chaux & à sable, de † fonds en comble.

Latrines.

† *Ces mots, du fonds en comble, ont esté de nouuel adiousté.*

ANIOV Tit.18. Art.452. Nul ne peut faire construire latrines ou chambres, &c. p. *à Tours.* entre deux vn mur, &c. d'esez à chaux & à sable.

GRAND Perche Tit. 14. Art. 220. Le †† voisin ne peut faire aucun puits, retraits, fosse de cuisine ou autres pour retenir les eauës des maisons, fours ne forges prés vn mur moitoyen & commun, qu'il ne laisse ledit mur franc & vn contremur de l'espoisseur d'vn pied, qui doit estre fait aux despens de celuy qui s'en voudra aider & à son danger. Et s'il y a puits à l'vn ou à l'autre desdits voisins, lesdits retrait & fosses seront faits à x. pieds loing du puits, en y faisant entredeux vn contremur de chaux & sable, aussi bas que les fondemens desdits retraits & fosses.

Source : BIU Cujas

BLOIS Chap.21. Art.234. Si aucun veut faire cheminee ou arcs en vn mur commun & moitoyen, il ne pourra prendre que la tierce partie dudit mur. Art. 235. Si aucun veut faire retraits & chambres aisees au long du mur commun & moitoyen, il sera tenu faire vn autre mur au long dudit mur, qui aura vn pied & demy par bas d'espesseur, admortissant d'vn pied iusques à la couronne de la voute des retraits. Art.236. Entre vn four & mur moitoyen, doit auoir demy pied & vn espan de contremur pour euiter le danger de la chaleur & inconuenient du feu.

En mur commun & moitoié on ne prendra que la troisiesme partie.

DVNOIS Chap.9. Art.60.p. *a l'Art.5. de Montargis.* Art.61. p. *a Orleans.* 246.

BERRY Tit.11. Art.10. En mur moitoyen l'on peut edifier cheminees: pourueu que l'on ne passe le milieu. Art. 11. Aucun ne peut faire en mur moitoyen latrines ou égouts de cuisine, qui puissent endommager le mur moitoyen, ne porter preiudice au voisin, qui y a part & portion, soit de puantise par edifice desdites latrines ou égouts, ou deterioration dudit mur: ce qui a lieu aussi en celuy, qui veut faire latrines & égouts en son propre heritage prés & ioignant le mur d'autruy. Art.12. Aucun ne peut edifier four prés & ioignant les maisons de la ville, lieu, ou village, sans laisser distance d'vn pied franc entre le mur du four & le mur de la maison, pour euiter le danger du feu.

Latrines.

Four.

BOVRBONNOIS Chap.31. Art.511.p. *a Niuernois.* Art.11.& mur commun, &c.de vuide, &c. danger de la chaleur & inconuenient du feu. Art. 516. On ne peut faire retraict & aisance contre mur commun d'autruy, sans y faire contremur de pierre, de chaux & sable d'vn pied d'espez, pour euiter que la fiente ne pourrisse ledit mur s'il n'y a titre au contraire.

LODVNOIS Chap.21. Art.2. Aucun ne peut faire, &c.p. *à Tours.* Art. 213.

RENNES L. Art.695. Qui veut bastir priuez, est tenu de bastir deux pied de muraille en chaux & sable, auparauant que d'arriuer à la muraille du voisin propre ou commune.

Priuez.

NANTES L. Art.717. En mur moitoyen le premier qui assiet ses cheminees pour les courges & courbeaux, peut percer le mur contre, & ne luy peut on faire oster ny reculler. Art 723. Aucun ne peut faire latrines, puits ou fosse de cuisine pour tenir eauë de maison, aupres du mur mutuel & commun, qu'on ne laisse franc le mur: & outre qu'on ne face muraille d'vn pied & demy d'espesseur, de chaux & ciment, au danger & despens de celuy, qui fait ledit puits, latrine ou autre receptacle, s'il n'y a paction au contraire. Art.724. On ne peut faire ne tenir puits, retraits, latrines n'égouts prés du puits à eauë de son voisin: sinon qu'il y ait entre deux ix.pieds d'espace & distance: pourueu, &c. p. *à Orleans.* Art.246.puits soit, &c. Art.727.p. *a Orleans.* Art. 247. moitoyen & commun doit auoir vn pied d'espace vuide pour euiter,&c.

Latrines.

SEDAN Tit.14. Art.287.Nul ne pourra faire puits,priuez ou four en quelque mur d'entre deux voisins: sinon que celuy qui fera ledit puits ou four ne face faire à ses despens vn contremur de pied & demy d'espesseur pour le moins, entre les puits, priuez ou four & mur mettoyen. Art. 293. En mur mettoyen, celuy qui assied le premier les cheminees, &c.p. *a Auxerre.* Art. 111. moitié dudit mur.

BAR Tit.12. Art.174.p. *a Montargis.* Art.5. Lanciers & iambages de cheminees & simaizes ou abboutee, il, &c. outre pour les, &c. mur: pourueu qu'elle ne soit à l'endroit des iambages ou simaizes du premier bastisseur. Art.183. Aucun ne peut faire chambres coyes, fours, puis, priuez, & fosses, &c. p. *a Nantes.* Art.723. mur moitoyen, qu'on, &c.mur, & auec ce doit estre faite muraille aux dangers & despens de celuy qui bastit, d'espesseur de deux pieds ou autre suffisante.

Art.192. PARIS.

Celuy †† qui a place, iardin ou autre lieu vuide, qui ioinct immediatement au mur d'autruy, ou à mur moitoyen, & il veut faire labourer & fumer, il est tenu faire contremur de demy pied d'espoisseur: & s'il a terres iectisses, il est tenu faire contremur d'vn pied d'espoisseur.[l]

Des places, iardins ou terres vuides ioignans les murs d'autruy ou moitoyen.

†† *Cest Art. 192. a esté adiousté pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

l Pour euiter à la perte ruine, & demolition dudit mur, ou à la pourriture qui se pour

CONFERENCE.

CALAIS Tit.10. Art.178.p. *a Paris.* labourer & semer,&c.

Source : BIU Cujas

roit faire par le moyen du fumier ou terres iectilles Bourbonnois. Art. 520. Meaux. Art. 74 Nivernois. Ch. p. 10. Art. 12 Clermont. Art. 222. & 223. Sedan 288. ou qu'elles ne facent dommage au mur du voisin. Cambray Tit. 18. Art. 5.

MEAVX Chap. 12. Art. 74. Quand aucun mur est moitoyen entre deux voisins, & l'vn desdits voisins a terre de son costé plus haute que l'autre voisin, celuy qui a les terres plus hautes, est tenu de faire cõtremur contre ledit mur moitoyen de son costé, de la hauteur desdites terres : pour euiter à ce qu'elles ne pourrissent le mur moitoyen.

CLERMONT Tit. 20. Art. 222. Si aucun a place, &c. p. *a Paris.* lieu qui vient ioindre sans moyen au mur de son voisin, soit moitoyen ou autre, il faut qu'il face contremur d'espesseur suffisante : à fin que le fondement dudit mur ne s'euase ou empire par faute de fermeté & terre ioignant. Art. 223. Quiconques veut ietter terre sur ou contre mur moitoyen ou autre personnier sans moyen, il doit faire contremur d'espesseur suffisante, pour soustenir ladite terre : & à ce que le mur de son voisin ne tombe à ceste cause.

CAMBRAY Tit. 18. Art. 5. Le voisin qui a de son costé la terre de son heritage plus haute que l'heritage de son voisin, il est tenu auoir de son costé cõtremur de la hauteur de ses terres, pour les retenir qu'elles ne facent dommage au mur de sondit voisin.

NIVERNOIS Chap. 10. Art. 12. Si vn des personniers du mur commun a de son costé de la terre plus haute que l'autre, il est tenu de faire contremur de son costé, &c. p. *a Meaux iusques a ces mots*, desdites terres, *inclus.*

BOVRBONNOIS Chap 31. Art. 520. p. *a Meaux.* qu'elle ne pourrisse ledit mur commun.

SEDAN Tit. 14. Art. 288. p. *a Meaux.* mettoyen, &c. pourrissent & corrompent, &c.

Art. 193. *PARIS.*

Latrines & priuez doiuent estre es maisons de la ville & faux-bourgs de Paris.

Tous † proprietaires m de maisons en la Ville & Faux-bourgs de Paris, sont tenus auoir latrines & priuez suffisans en leurs maisons.

m Cecy est ainsi ordonné pour l'honnesteté publique & santé de la ville.

CONFERENCE.

† *Cest Art. 193. a esté adiouste pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

CALAIS Tit. 10. Art. 179 p. *a Paris.* en ladite Ville sont, &c. maisons, si la commodité du lieu le peut porter.

MELVN Chap. 12. Art. 210. Tous †† manans & habitans ayans & tenans maison en la ville de Melun sont tenus y faire construire & entretenir latrines & chambres aisees par prinse & exploictation de leurs biens & arrests des louages des maisons : sur peine de xx l. Par. d'amende : pourueu que lesdites latrines se puissent faire, sans incommoder les maisons.

†† *Cest Art. 210. est de nouuel adiouste pour l'aduenir.*

ESTAMPES Chap. 6. Art. 87. † p. *a Melun.* d'Estampes sont tenus, &c. aisees, & sont à ce faire contraignables par prinse, &c. biens meubles & immeubles, arrest de louage desdites maisons & autres voyes & manieres deuës & raisonnables : sur peine, &c. *iusques a ce mot*, d'amende, *inclus.*

† *L'Art. 87 est de nouuel introduit.*

MANTE Chap. 8. Art. 107. Les †† proprietaires des maisons estans és villes de Mante & Meullant doiuent auoir latrines en leur logis : & s'ils n'en ont, doiuent estre contraints à en faire faire.

†† *Le 107 Art. est de nouuel introduit.*

NIVERNOIS Chap. 10. Art. 15. p. *a Melun.* ayans en ville sont tenus, &c. latrines, si commodement faire se peut. Et à ce seront contraints par Iustice par prinse, vente & exploitation de leurs biens, meubles, arrests de rentes, deuoirs & louages, & pensions desdites maisons & appartenances, & autres manieres deuës & raisonnables.

† *Cest Art. 244. a esté accordé & adiousté pour auoir lieu à l'aduenir*

ORLEANS Tit. 13. Art. 244. † p. *a Paris.* en la ville d'Orleans seront tenus, &c. Art. 245. Et †† seront tenus ceux qui feront faire les puits & retraits ou fosses coyees : & pareillement les Maçons, signifier aux voisins, qui ont interest, & faire ladite signification par escrit : sur peine de tous despens, dommages & interests.

†† *Cest Art. 245. a esté accordé & adiousté sans preiudice du passé.*

DVNOIS Chap. 9. Art. 63. Doresnauant chacun ayant maison dedans la closture de la ville de Chasteaudun sera tenu dedans l'an apres la publication de ces-tes, faire faire latrines en icelles maisons ou appartenances d'icelles du creux de iv. toises pour le moins : autrement ledit an passé, sans l'auoir fait, les loyers &

Source : BIU Cujas

penſions des maiſons, ſont arreſtez & employez à faire leſdites latrines.

BOVRBONNOIS Chap.31. Art.515.p.*à Melun.* ayans maiſons en villes cloſes, ſont tenus,&c. Et à ce ſont contraints,&c. biens meubles & immeubles, arreſts de louages deſdites maiſons & autres manieres deuës & raiſonnables.

TOVRNAY Tit.17. Art.5. N'eſt loiſible à perſonne faire edifier retraits ou foſſes daureſſes à trois pieds prés l'heritage de ſon voiſin, à peine de les faire remplir, ou tellement reparer, qu'elles ne portent dommage, ne aucun intereſt audit voiſin ny à ſon heritage.

*Art.*194. *PARIS.*

Si † aucun veut baſtir contre vn mur non moitoyen faire le peut, en payant la moitié tant dudit mur, que fondation d'iceluy, iuſques à ſon hebergé. Ce qu'il eſt tenu payer parauant que rien demolir ne baſtir. En l'eſtimation duquel mur eſt comprins la valeur de la terre, ſur laquelle eſt ledit mur fondé & aſſis: au cas que celuy qui a fait le mur, l'ait tout prins ſur ſon heritage.

Voiſins peuuent faire edifices prés d'vn non moitoyen, en payant la moitié du mur iuſques à ſon hebergé.

† *Ceſt Art. 194. a eſté adiouſté pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit.10. Art.180. } p.*à Paris*, au cas,
ORLEANS Tit.13. †† Art.235. } &c.

†† *C'eſt Art. 235. a eſté accordé & adiouſté, ſans preiudice du paſſé.*

*Art.*195. *PARIS.*

n Cæpol. de ſeruit. vrb. præd. cap.40. Inre communi nemo dominorum iure ſeruitutis neque facere quic quam inuito altero poteſt, neque prohibere quominus alter faciat. l.25. D. de ſeruit. vrb. præd. l.28. D. com. diuid Vide l.12. D. eod. tit.

Il eſt n loiſible à vn voiſin hauſſer à ſes deſpens le mur moitoyen d'entre luy & ſon voiſin, ſi haut que bon luy ſemble, ſans le conſentement de ſon voiſin, s'il n'y a titre au contraire, en † payant les charges: pourueu toutesfois que le mur ſoit ſuffiſant pour porter le rehauſſement: & s'il n'eſt ſuffiſant, faut que celuy qui veut rehauſſer, le face fortifier, & ſe doit prendre l'eſpoiſſeur de ſon coſté.

Mur moitoyen peut eſtre hauſſé tãt haut que l'on veut, ſans le conſentement du voiſin: en payant les charges, ſi le mur eſt ſuffiſant pour ce faire: s'il n'y a titre au contraire: & s'il n'eſt ſuffiſant, le fera fortifier.

*Art.*196. *PARIS.*

Si le mur eſt bon & de duree, celuy qui veut baſtir deſſus & demolir le mur ancien pour n'eſtre ſuffiſant pour porter ſon baſtiment, eſt tenu de payer entierement tous les frais, & en ce faiſant ne payera aucunes charges: mais s'il s'aide du mur ancien, payera les charges.

† *Ces mots, en payant les, &c iuſques à la fin dudit Art. enſemble les Art. 196. & 197. ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, ſãs preiudice du paſſé.*

*Art.*197. *PARIS.*

Les charges ſont de payer & rembourſer par celuy qui ſe loge & heberge ſur & contre le mur moitoyen de vi. toiſes: l'vne de ce qui ſera baſty au deſſus de x pieds.

De la demolitiõ du mur moitoyẽ non ſuffiſant pour porter le baſtimẽt.

CONFERENCE.

CALAIS Titre 10. Article 181.182.& 183.p.*à Paris.* 195.196.& 197.

MELVN Chap.12, Art.194. †† p.*a Paris.* Art.195. voiſin par deſſus la cloſture dont ſera faite cy apres mention tant haut, &c. *iuſques a ce mot,* contraire, *inclus.*

ESTAMPES Chap.6. Art.75.p.*a Melun.*

DOVRDAN Tit.4. Art.64. Vn voiſin peut hauſſer, &c. p.*a Melun.* voiſin, ſi haut, &c. contraire: & ſans endommager ſon voiſin: lequel n'eſt tenu contribuer: ſinon en ce qui eſt pour cloſture ſeulement.

MONT-FORT Chap.7. Art.75.p.*a Eſtampes:* voiſin ſi haut, &c.

MANTE Chap.8. Art.97. † p.*a Mont-fort.* contraire: & pourueu que ledit mur ſoit ſuffiſant & fort pour ce faire.

REIMS Tit.14. Art.362.p.*a Mante.* ſemble: & ſe loger & edifier en iceluy, ſans

Charges cõme s'entendent.

†† *Ceſt Art. 194. eſt nouuel pour l'aduenir.*

† *Ceſt Art.97. eſt de nouuel introduit.*

Source : BIU Cujas

sans le consentement de son voisin, en payant la moitié d'iceluy mur moitoyen, s'il n'y a, &c.

Faculté d'edifier sur vn mur commun, apres sommation.

BERRY Tit.11. Art.5. Au mur moitoyen commun aux deux Seigneurs des maisons ou heritages prochains ou voisins, l'vn d'iceux pourra edifier sur ledit mur moitoyen, apres auoir sommé le conseigneur dudit mur, & iceluy mur hausser à ses despens autant que bon luy semblera, pour la commodité de sa maison & autres heritages. Et ne s'en pourra le conseigneur dudit mur moitoyen aider dudit mur, s'il veut puis apres bastir de sa part, s'il n'est en payant la moitié des frais dudit mur: & à ceste fin celuy qui edifiera sera tenu de laisser des corbeaux & autres enseignes de mur moitoyen: par lesquels sera seulement prouué que ledit mur est moitoyen: mais non pas que le voisin qui voudra edifier de nouueau ait contribué aux frais. Art.6. Et pour cognoistre la vraye estimation desdicts frais, fera celuy qui edifie appeller son voisin conseigneur dudit mur: pour faire visiter & estimer les frais & impenses du nouuel edifice fait sur le mur moitoyen, afin de sçauoir quelle somme de deniers ledit cõseigneur dudit mur, quãd il voudra edifier sur iceluy, sera tenu de rendre prealablemẽt à celuy qui a fait ledit mur.

Corbeaux & autres Enseignes de mur moitoyen.

Frais de l'edifice nouuel & du mur moitoyen.

BAR Tit.12. Art.172. Voisin peut bastir, &c. p. *a Dourdan.* le mur ou parroy moitoyen, &c. consentement de son voisin. Et si ledit voisin y auoit quelque cheuron ou autre chose empeschante, pourra estre contraint de les retirer.

CAMBRAY Tit.18. Art.1. p. *a Paris, iusques a ce mot,* contraire, *inclus.*

Art.198. PARIS.

Bastiment ou edifice fait au mur moitoyen.

Il est loisible à vn voisin se loger ou edifier au mur commun d'entre luy & son voisin, si haut que bon luy semble, en payant la moitié dudit mur moitoyen, s'il n'y a titre au contraire.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.10. Art.184. p. *a Paris.*

MONT-FORT Chap.7. Art.77. } p. *à Paris.* commun ou moitoyen d'en
MANTE Chap.8. Art.99. †† } tre, &c. semble, &c.

CHALONS Tit.17. Art.138. Le † voisin peut bastir au mur moitoyen, encores qu'il ne l'ait fait faire ou construire, en payant la moitié de ce qu'il a cousté à celuy qui l'a fait faire, ou à ses ayans cause: & pourueu que ladite muraille soit suffisante, pour porter & soustenir ledit bastiment.

†† *Ceſt Art. 99. eſt de nouuel introduit.*

† *Ceſt Art. 138 eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

BAYONNE Tit.17. Art.4. Quand deux voisins ont fait bastir muraille commune entr'eux & l'vn d'eux la vent de son costé leuer plus haut, faire le peut à ses despens. Art.5. Toutesfois en leuant & bastissant plus haut, ne peut occuper que la moitié de la muraille deuers son costé: sur laquelle est tenu porter son eauë. Art.6. Si n'est que le voisin consente qu'il puisse leuer la muraille en son entier & espesseur: & audit cas si l'autre voisin veut bastir en ladite muraille commune, monte par le voisin à ses despens, paye la moitié des despens que le voisin a fait seul en montant ladite muraille en son entier & espesseur, plus qu'elle n'auroit esté edifiee aux communs despens.

Art.199. PARIS.

Feneſtres, troux ou veues ne ſe peuuent faire en vn mur moitoyen, ſans le conſentement du voiſin.

En †† mur o moitoyen ne peut l'vn des voisins sans l'accord & consentement de l'autre, faire faire fenestres ou troux par veue en quelque maniere que ce soit à voirre dormant ny autrement.

o Paul. in l. eos qui 40. D. de seruit. vrb. præd. Eos qui ius luminis immittendi non habuerunt, aperto pariete communi, nullo iure fenestras immisisse respondi contra. DD. in l. Altius. C. de seruit. & l. qui luminibus & l. pen. D. de seruit. vrb. præd. Cæpol in tract. seru. vrb. præd. cap. 62. scribunt licere facere fenestras in suo edificio, modo non sit ad æmulationem alterius Cynus & Faber ad d. l. altius. Vide Plutarch. in polit. præc. vbi de Druso.

Art.200. PARIS.

†† Les Art. 199. 200. 201. & 202. ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.

Toutesfois si aucun a mur à luy seul appartenant ioignant sans moyẽ à l'heritage d'autruy, il peut en iceluy mur auoir fenestres, lumieres ou veues aux vz & Coustumes de Paris: c'est à sçauoir de ix. pieds de haut au dessus du Rez de chaussee & terre, quant au premier estage: & quant aux autres estages de vii. pieds au dessus du Rez de chaussee: le tout à fer maillé & voirre dormant.

Art.201. PARIS.

Veues ou fenestres en vn mur ioignant ſans moyen à vn

Fer maillé est treillis, dont les troux ne peuuent estre que de quatre pouces en tout sens: & voirre p dormant est voirre attaché & seellé en plastre, qu'on ne peut ouurir.

Source : BIU Cujas

p Voirre mort & non ouurant comme porte la Coustume de Rennes L. Art. 696. & luy est apposé le voirre ouurant en l'Article 697. de la mesme Coustume. Voyez la Coustume d'Auxerre Art. 105. Orleans Art. 230. Au reste pour cette matiere de l'espace & distance des veues. Voyez la Constitution de Zenon in l. pen. C. de ædif. priu. qui ne met que six pieds.

heritage d'autruy, comme seront faictes.

Fer maillé.

Voirre dormant.

Art. 202. *PARIS.*

Aucun ne peut faire veues droites sur son voisin, ne sur places à luy appartenantes, s'il n'y a vi. pieds de distance entre ladite veue & l'heritage du voisin: & ne peut auoir bees de costé, s'il n'y a deux pieds de distance.

Veuës droictes ou de biez quelle distance doiuent contenir.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 10. Art. 185. & 186. p. *a Paris.* 199. & 200. mais si aucun, &c. ou veuë: c'est à sçauoir quant au premier estage, au dessus de v. pieds trois pouces, à prendre du rez de chaussee & terre, si ledit estage n'a de haussement que ix. pieds & au dessous: & si ledit estage en a x. pieds de hauteur, ne peut auoir sesdites veues que au dessus de vi. pieds & non plus bas. Et quant aux autres estages, peut auoir lesdites veues au dessus de v. pieds du plancher, le tout, &c. Art. 187. p. *a Paris.* Art. 201. que l'on ne peut, &c. Art. 188. p. *a Paris.* Art. 202. heritage de son voisin.

MEAVX Chap. 12. Art. 76. Quand aucun edifie, & il dresse ou fait dresser vn mur qui soit moitoyen, à luy & à vn autre, celuy qui ne reedifie & qui a moitié audit mur, doit contribuer aux frais, qui seront faits à la reedification dudit mur, tant és fondemens, que iusques à huict pieds de haut hors de terre & rez de chaussee: & si au residu ne veut contribuer, l'autre peut neant-moins reedifier ledit mur, & y faire veue au dessus de vii. pieds de hauteur, & és chambres de vi. pieds. Et ce nonobstant si l'autre en apres veut reedifier, il le peut faire & soy ayder dudit mur, en payant la moitié des frais & despens, qui auroient esté faits pour reedifier ledit mur: & doit celuy qui a le premier edifié estoupper ses veues: & s'il est dit que ledit voisin ne vueille edifier audit mur, les veues que ledit voisin aura faites demoureront: & ne pourra contraindre ledit voisin à estoupper lesdites veues: pourueu que lesdites veues & fenestres soient à voirre & fer dormant.

Veues en mur moitoyen à quelle raison seront faictes.

MELVN Chap. 12. Art. 190. Celuy, † auquel entierement appartient vn mur ioignant sans moyen à l'heritage d'autruy, ne peut en iceluy auoir veuë ou fenestre, qui regarde sur l'heritage d'autruy: si lesdites veues & fenestres ne sont depuis rez de chaussee à huict pieds de haut, quant au premier estage: & quant aux autres estages de vii. pieds de haut: & faut qu'en icelles fenestres y ait verres dormans auec barres & barreaux de fer: en maniere qu'il ne puisse passer ou endommager son voisin. Et si lesdites veues estoient plus basses, seroit tenu les estoupper a ses despens, si le voisin le requiert, s'il n'a titre au contraire.

† *Cest Art. 190. est de nouuel adiousté.*

SENS Tit. 10. Art. 102. Qui fait edifice, doit faire ses veues, qui regardent sur l'heritage d'autruy, de viii. pieds de hauteur par bas estage: & de vii. pieds par haut estage: & auec ce mettre és fenestres verres dormans auec †† barres & barreaux de fer: en maniere qu'on ne puisse passer n'endommager son voisin.

†† *Ces mots, auec barres, &c. iusques à la fin ont esté adioustez.*

AVXERRE Tit. 4. Art. 105. p. *a Sens.* regardans sur l'heritage d'autruy au rez de terre, de viii. pieds de hauteur par estage d'embas: & quant aux estages hauts, de vii. pieds de hauteur au rez du plancher: & auec ce mettre és fenestres & ouuertures des veues, barres de fer & verres dormans placquez & arrestez, de sorte qu'on n'y, &c.

MANTE Chap. 8. Art. 95. Il est permis a vn voisin percer le mur moitoyé d'entre luy & son voisin au dessus de ix. pieds de rez de chaussee du premier estage, & vii. pieds au dessus du second estage, & y faire veues: pourueu qu'elles soiét fermees: le tout a fer & verre dormant: mais † où sondit voisin voudra de nouuel bastir, luy est lors permis de clorre & estoupper lesdites veues, iusques a la hauteur de son nouuel bastiment.

† *Ces mots, Mais où sondit, &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adioustez.*

CLERMONT Tit. 20. Art. 218. Quand aucun a & luy appartient vn mur ioignant sans moyen a vne maison ou heritage d'autruy, celuy a qui appartient ledit mur, ne peut en iceluy auoir fenestres, lumieres ou veues sur iceluy heritage ou maison, s'ils ne sont du rez de terre a neuf pieds de haut, quant au premier estage: & quant aux autres, du rez du plancher de sept pieds de haut,

Source : BIU Cujas

le tout à voirre dormant : & si de fait ils estoient plus bas ou en autre maniere, celuy qui les aura fait faire, sera contraint de les estoupper s'il estoit suffisamment sommé & requis ou poursuiuy par Iustice : ou de les mettre en hauteur & maniere que dessus: nonobstant quelque laps de temps, s'il n'auoit, comme dit est, titre suffisant & special. Art 224. En mur moitoyen ne peut l'vn des personniers sans le consentement de l'autre faire fenestres ou troux pour veuë ou lumiere en quelque maniere ou hauteur que ce soit, à voirre dormant ou autrement.

VALLOIS Tit.9. Art.125. Toute personne aiant mur ioignant sans moyẽ, à autruy heritage, ne peut en iceluy faire n'auoir fenestres ou veues sur iceluy heritage au preiudice de son voisin : mais est tenu les faire du rez de terre à la hauteur de neuf pieds, quant au premier estage : & quant aux autres estages de vii. pieds de haut & garnir lesdites fenestres & veues suffisamment de fer & voirre dormant. Art.126. Et si aucun faisoit lesdites veues plus bas & en autre maniere, il seroit contraint par Iustice, s'il en estoit poursuiuy suffisamment de les estoupper & tenir en la hauteur dessusdite : nonobstant quelque espace de temps qu'il eust vsé autrement, s'il n'en auoit titre especial. Art.127. En mur moitoyen on ne peut sans le cõsentement de celuy, qui a part audit mur, faire fenestres, huisseries ou autres choses semblables, au preiudice de celuy qui a part audit mur.

LAON Tit.20. Art.268. p. *a* MANTE. chaussee & de vii. &c. estage : le tout à fer & verre dormant, s'il n'y a titre & conuention au contraire : mais où le voisin voudroit de nouuel bastir, &c.

†† *Les Art. 136. & 137. sont introduits pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

CHALONS Tit.17. Art.136. p. *a* LAON. †† son voisin, & y faire veues au dessus de viii. pieds de rez de chaussee, & de vii pieds au dessus de l'estage : le tout à verres dormans auec barres & barreaux de fer, de sorte qu'il ne puisse endommager le voisin : sinon qu'il y eust titres au contraire. Art.137. Et neantmoins où le voisin voudroit denouuel, &c. p. *a* LAON.

† *Cest Art. 364. est de nouuel introduit.*

REIMS Tit.14. Art.364. Il † est loisible à vn voisin, &c. p. *a* LAON. & son voisin au dessus, &c. dormant : mais où son voisin voudra derechef bastir, &c.

NIVERNOIS Chap.10. Art.8. Le personnier ne peut faire au mur commun fenestre ou autre ouuerture sur son voisin : & s'il le fait, il peut estre contredit par l'autre commun & personnier de le boucher à ses despens. Art. 9. Si en mur propre & non commun est faite veue, ouuerture ou fenestre au preiudice du voisin, iceluy voisin y peut pouruoir par bastiment fait au contraire, & par autres voyes de Droict : sinon qu'il y eust titre au contraire ou contradiction, en laquelle le contredisant fut demouré paisiblement par xxx. ans.

Veues faites sur mur propre & non commun.

MONTARGIS Chap.10. Art.2. En mur moitoyen & commun on ne peut sans le consentement de partie faire veuës n'égouts. Art.11. Ayans Seruitude & droict de veue sur heritage d'autruy & fenestres ou autres ouuertures, doiuent tenir lesdites fenestres & ouuertures barrees de barreaux de fer & verre dormant : tellement que ceux qui ont ladite seruitude ne puissent passer ne ietter aucune chose sur l'heritage seruant : sinon qu'il y eust conuention au contraire.

Voirre dormant.

ORLEANS Tit.13. Art.229. Celuy qui a droict de veue sur l'heritage d'autruy par fenestres ou autres ouuertures, doit ses fenestres & ouuertures tenir barrees à barreaux de fer & voirre dormant : sinon qu'il y ait conuention expresse au contraire. Art.230. Voirre dormant †† est voirre attaché & seellé en plastre ou chaux, que l'on ne peut ouurir, ne au trauers d'iceluy auoir regard penetratif sur l'heritage d'autruy. Art.231. p. *a* MONTARGIS. 2. veues & égouts, retraits ne cisternes.

†† *Cest Art. 230. a esté accordé & adiousté sans preiudice du passé.*

NORMANDIE Chap 24. Art.599. En tout mur mettoyen le voisin ne peut sans le consentement de son voisin, faire veues contre iceluy, ne faire égouts ou cisternes. Art.602. & 603. p. *à* PARIS. Art 199. & 200. ou veues : pourueu qu'elles soient à sept pieds tant au premier que second estage : le tout verré & vitré, sans qu'il puisse ouurir, & que cela puisse preiudicier son voisin voulãt bastir contre : s'il n'y a titre particulier au contraire.

ANIOV Tit.18. Art. 455. On peut faire veue sur soy & n'y eust que demy pied à veoir, & sur son voisin se peut faire fenestres ou veues à vii. pieds de haut, qui seront griflez & vitrez à verre dormant.

LE MAINE Tit.19. Art.463 p. *a* ANIOU. à y voir, &c. qui seroit griflee & vitree, &c.

GRAND PERCHE Tit.14. Art.217. Il est loisible à toutes personnes de faires veues en sa maison : pourueu que le regard, soit sur soy, & n'y eust-il du sien qu'vn pied de terre : & où il n'y aura rien du sien peut sur son voisin faire faire fenestres à voirre dormant à sept pieds de haut du rez de terre : mais telle fenestre n'empesche que le voisin ne puisse bastir sur son heritage, & offusquer ladite

Source : BIU Cujas

veue toutesfois & quantes qu'il luy plairra.

CHASTEAV-NEVF Chap. 13. Art. 95. Aucun ne peut auoir ne tenir veues ou feneſtres ouurans contre & ſur l'heritage de ſon voiſin, ſinon qu'elles ſoient de vi. pieds de haut à Rez de terre ou de plancher & voirre dormant.

CHARTRES Ch. 13. Art. 80. p. *a Chaſteau-neuf* & à voirre, &c.

DREVX Chap 14. Art. 68. Nul ne peut, &c. p. *a Chaſteau-neuf.* ouurans ſur, &c. dormant: & n'eſt tenu porter l'égout de ſon voiſin.

BLOIS Chap. 21. Art. 231. p. *a Montargis.* Art. 2. commun & moitoyen, &c. peut faire veues & égouts ſans, &c. partie qui y a intereſt & portion.

BERRY Tit. 11. Art. 4. En mur moitoyen l'on ne peut faire ſans le conſentement du voiſin, auec lequel ledit mur eſt moitoyen, aucune veue, ne ietter aucuns égouts au preiudice dudit voiſin: ſi n'eſt par droict conſtitué ou preſcription dés & depuis qu'il y a eu contradiction. Art. 13. Celuy qui a droict de veue ſur la Court, iardin & autre heritage de ſon voiſin, ſi ledit droict n'eſt expreſſement declaré par la conſtitution de ladite Seruitute, ou autrement par conuention faite entre les parties, eſt tenu de faire ſa feneſtre ou autre ouuerture, à hauteur de terre du bas plancher de vii. pieds pour le moins, le barrer competemment & ſeurement, en maniere que par ladite ouuerture on ne puiſſe entrer en la maiſon ou iardin du voiſin, & y mettre du voirre dormant ou chaſſis de toille ou papier, afin que l'on ne puiſſe auoir veue de cognoiſſance ſur la maiſon ou heritage du voiſin.

Veue de cognoiſſance.

BOVRBONNOIS Chap. 31. Art. 503. En † mur commun, on ne peut ſans le conſentement de ſon commun, faire veues.

† *A ceſt Art. 503. & à tous autres qui ſont eſcrits pour nouuelle Couſtume, ledit Regin pour le Seigneur du Ryau, s'eſt oppoſé pour le proces qu'il peut auoir dependans du dit Art. Auons ordonné que de ſadite oppoſitiõ ferions mention en noſtre proces verbal.*

NANTES L. Art. 706. Celuy qui veut faire veue ſur l'heritage d'autruy, le doit faire à vii pieds & demy de haut de terre ou de plancher, ou il les fait: & doit tenir telles veues fermees à barreaux de fer & voirre dormant & non ouurãt: en maniere qu'on n'y puiſſe paſſer ne ietter aucune choſe. Art. 707. Et neantmoins leſdites veues, ledit voiſin peut edifier en ſa terre, ſans qu'il luy ſoit donné empeſchement, ſ'il n'y a conuention au contraire. Art. 708. p. *a Orleans*, Art. 231.

BAR Tit. 12. Art. 177. Aucun ne peut auoir ny tenir en ſon mur ou parroy veuës ny feneſtres ouurantes contre & ſur l'heritage de ſon voiſin, ſinon qu'elles ſoient de viii. pieds de haut à rez de terre ou de plancher par bas eſtage: & de vii. pieds par haut eſtage auec verres dormans & barreaux de fer. Art. 178. On ne peut prendre iour au mur ou paroy moitoyen, ſans le conſentement des comparſonniers.

SEDAN Tit. 14. Art. 282. Celuy qui edifie peut faire veuës & feneſtres du coſté de celuy qui ne veut edifier, au deſſus de vii. pieds de hauteur au bas eſtage & aux chambres au deſſus de vi. pieds: pourueu que les veues & feneſtres ſoient à verre dormant: & quand l'autre voudra edifier, celuy qui aura premier edifié ſera tenu eſtoupper à ſes deſpens leſdites veues & feneſtres. Art. 290. p. *a Orleans.* 229 ou autre, &c. doit tenir ſes ouuertures, &c. verre dormant: en maniere, &c. p. *a Nantes.* 706. choſe: ſinon qu'il y euſt conuention expreſſe au contraire.

Art. 203. PARIS.

Les †† Maçons ne peuuent toucher ne faire toucher à vn mur moitoyen pour le demolir, perçer & reedifier, ſans appeller ceux qui y ont intereſts, par vne ſimple ſignification ſeulement: & ce en peine de tous deſpens, dommages & intereſts, & reſtabliſſement dudit mur.

Maçons ne peuuent toucher à vn mur moitoyen ſans appeller ceux qui y ont intereſt.

Art. 204. PARIS.

Il eſt loiſible à vn voiſin percer ou faire percer & demolir le mur commun & moitoyen d'entre luy & ſon voiſin pour ſe loger & edifier, en reſtabliſſant deuëment à ſes deſpens, s'il n'y a titre au contraire, en † le denonçant toutesfois au prealable à ſon voiſin: & eſt tenu faire incontinent & ſans diſcontinuation ledit reſtabliſſement.

†† *Ceſt Art. 203. eſt adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

Art. 205. PARIS.

Il eſt auſſi loiſible à vn voiſin contraindre ou faire contraindre par Iuſtice ſõ autre voiſin à faire ou faire refaire le mur & edifice cõmũ pendãt & corrõpu entre luy & ſõdit voiſin, & d'en payer ſa part chacũ ſelõ

Mur moitoyen quand peut eſtre percé & demoly, pour ſe loger apres ſommation.

Source : BIU Cujas

† *Ces mots*, En le denonçant, *&c. ont eſté adiouſtez pour l'aduenir à ceſt Art. 204. qui eſtoit le 85. Art. de l'ancié Couſtumier.*

Mur & edifice commun ou moitoyen comme ſera reedifié & reparé.

ſon hebergé : & pour telle part & portion que leſdites parties ont & peuuent auoir audit mur & edifice moitoyen.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.10. Art.189.190.& 191.p. *a Paris.* Art. 203. 204. & 205. qui pend & eſt corrompu & d'en payer,&c.

MELVN Chap.12. Art.195. Il eſt licite à vn voiſin,&c.p. *a Paris.* Art.204. moitoyen pour ſe,&c.reſtabliſſant & le faiſant refaire à ſes,&c. *iuſques à ce mot*, cõtraire, *inclus.* Art.198. Si †† la cloſture commune entre deux voiſins eſt demolie,corrompue, ou qu'elle pende & boucle, le voiſin peut contraindre par Iuſtice l'autre voiſin à faire refaire ladite cloſture, & d'en payer ſa part ſelon ſon hebergement.Et où ledit voiſin ſommé de contribuer aux frais ſeroit refuſant de ce faire, vi.mois apres ladite ſommation à luy faite, demeurera le mur propre à celuy, qui l'aura fait conſtruire de nouuel ou fait refaire,ſi bon luy ſemble.

†† *Ceſt Art. 198. eſt nouuel pour l'aduenir.*

SENS Tit.10. Art.100. Aucun n'eſt contraint clorre ou fermer ſon heritage, ſ'il ne veut. Toutesfois ſi d'ancienneté il y a eu mur ou cloſture moitoyenne entre deux voiſins, & elle chet & va en ruine, l'vn peut contraindre l'autre à contribuer à la reparation ou ſouſtenement d'icelle : ainſi qu'elle eſtoit auparauant, ou à renoncer a la communauté de la cloſture: qui † en ce cas demeurera propre à celuy qui l'aura baſtie, à faute d'auoir contribué & rembourſé.

Aucun n'eſt tenu clorre ſon heritage.

AVXERRE Tit.4. Art 102.p. *a Sens.* l'aura reparee †† ou edifiee.

† *Ces mots*, Et qui en ce cas demourera, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

ESTAMPES Chap.6. Art.77.p. *a Melun.* Art.195. moitoyen d'entre luy & ſon voiſin pour,&c.titre ou conuention au contraire. Art.80. Quand aucune cloſture d'entre deux voiſins eſt demolie ou corrompue, le voiſin peut contraindre l'autre par Iuſtice à faire refaire leſdites cloſtures,& les payer pour telle part & portion, que leurs heritages ſont clos.

†† *Ces mots*, qui en ce cas, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

DOVRDAN Tit.4. Art.65.p. *a Paris.* Art.104.reſtabliſſant & faiſant refaire à ſes deſpens,ſ'il n'y a titre au contraire. Art.68. Le voiſin,qui aura ſeul aduancé les deniers pour edifier le mur commun,peut apres que les frais auront eſté taxees & liquidez auec ſon voiſin,demander que ſon voiſin ſoit tenu luy payer les frais qu'il aura faits dedãs vi.mois:autremet que ledit mur luy ſoit declaré propre.

MONT-FORT Chap.7. Art.78.p à l'Art.65. *de Dourdan.* Art.79. p. *a Paris.* Art.205.voiſin és villes & fauxbourgs dudit Comté, contraindre, &c. ſelon ſon heritage pour telle,&c.edifice moitoyen Et † où ledit voiſin ſommé de contribuer aux frais, ſera refuſant de ce faire,&c.p. *a Melun.* Art.198. * apres leſdites ſommations à luy deuëment faites,&c.

† *Ces mots*, Et où ledict voiſin, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

MANTE Chap.8.Art.100. †† p. à l'Art.65. *de Dourdan.* Art.101. † p. *a Montfort.*79.és villes dudit Mante & Meullant & fauxbourgs d'icelle contraindre, &c. ſelon ſon hebergement, &c.apres ladite ſommation à luy deuëment faite,&c.

* Aliàs, *apres ladite ſommation à luy deuement faicte. P.V.*

TROYES Tit.4. Art.63. Si d'aduenture, il y a mur, cloiſon ou cloſture moitoyenne entre deux voiſins, & elle dechet & va en ruine, l'vn peut contraindre l'autre, à contribuer à la reparation ou ſouſtenement d'icelle, ou à renoncer à la communauté de ladite cloſture.

REIMS Tit.14. Art.360.p. *a Mante.* Art.101.pour ſe loger & edifier eſdites Cité, ville & fauxbourgs contraindre,&c.pour telles portions,&c. †† Art. 363.p. *a Dourdan.* Art 65.en le faiſant refaire,&c.

†† *Le 100. Art. eſt de nouuel introduit.*

LAON Tit.20. Art.272. S'il conuient reparer murailles moitoyennes, chacun des voiſins eſt tenu d'y contribuer par moitié,iuſques à la hauteur de neuf pieds: & où l'vn des voiſins ſeroit refuſant de faire faire ladite muraille, & y contribuer, le voiſin peut la faire faire entierement à ſes deſpens, & repeter la moitié des deniers de ſon voiſin. Et où iceluy voiſin ſeroit refuſant de payer icelle moitié, vi.mois apres ſommation faite,toute icelle muraille demeure propre à celuy qui l'auroit fait faire,ſi bon luy ſemble.

† *Ceſt Article 101. eſt ancien iuſques à ces mots*, mur & edifice moitoyen, *incluſiuement. Mais ont eſté de nouuel adiouſtez ces mots*, Et où ledit voiſin, *&c. iuſques à la fin.*

NIVERNOIS Chap.10. Art.4. Si le mur commun chet,tombe ou eſt en danger de ruine,les Seigneurs du mur commun ſeront tenus le refaire à frais communs: ſinon que ladite cheute ou danger de ruine procedaſt de la faute ou coulpe de l'vn : auquel cas celuy qui a faict la faute ou qui eſt en coulpe, le doit refaire à ſes deſpens. Article cinquieſme. Et audict cas & ſemblables, ou de la choſe commune reparee, ne ſe peut prendre aucun fruict, ou pro-

Source : BIU Cujas

†.† *Ces mots,* Et ou ledit voisin, *&c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouſtez.*

fit, le conſeigneur qui requiert le mur ou choſe commune eſtre refaicte ou reparee, peut ſommer iudiciellement l'autre pour contribuer à la reparation de la choſe commune. Et apres icelle, & au refus & delay dudit autre, faire la refection & reparation. Et ſi vn an apres icelle faicte & parfaicte, notification de ce, certification des frais de l'ouurage & ſommation de payer ledit autre conſeigneur ne rembourſera ſon perſonnier de ſa part deſdits frais, le mur ou autre choſe deſſus-dite entierement appartiendront audit perſonnier, qui aura fait leſdites reparations, & ſ'en pourra dire ſaiſi & veſtu. Art. 6. Et quant aux heritages communs deſquels ſe peut prendre fruict & profit, comme moulins, eſtangs & autres ſemblables, celuy des perſonniers qui requerra les choſes communes eſtre miſes en nature & reparees, pourra ſommer iudiciairement ſon perſonnier d'y entendre & contribuer de ſa part. Et ſ'il eſt refuſant ou delayant, pourra faire les reparations, empoiſſonnemens & refections neceſſaires. Et deux mois apres icelles parfaictes, faire les fruicts ſiés, & ſ'en dire ſaiſi iuſques à ce que ſon perſonnier l'ait rembourſé, leſdits fruicts auparauant le rembourſement perceus pour rien comptez. Art. 7. Si le perſonnier fait les reparations, refections ou empoiſſonnemens, ſans faire les ſommations & diligences deſſus declarees és deux Articles prochains, l'autre perſonnier purgera ſa demeure *totiens quotiens*, en payant actuellement ſa part des reparations & empoiſſonnemens, & recouurera ſa portion des fruicts, ſ'il y en a, ſans diminution d'iceux. *Reparations communes.*

NORMANDIE Chap. 24. Art. 604. Il eſt loiſible à, &c. p. *à Paris.* Art. 205 voiſin contraindre par, &c. à faire refaire, &c. mur mettoyen & edifice corrompu menaçant ruine, & doit payer chacun ſa part, ſelon la portion qu'ils ont audit mur ou edifice mettoyen: & ſ'il n'eſt mettoyen, le proprietaire peut eſtre contraint à le reddreſſer ou abbattre.

BOVRBONNOIS Chap. 31. Art. 512. p. *à paris.* Art. 205. par Iuſtice à faire, &c pour telles parts & portions, &c. Art. 513. Quand moulin, eſtang, maiſon & autres choſes ſont communes à pluſieurs perſonnes, & il y faut reparations, appoiſſonnemens ou refections neceſſaires, à faute deſquelles ledit heritage puiſſe choir en ruine & decadence, l'vn des perſonniers peut ſommer iudiciairemẽt l'autre, de contribuer és reparations neceſſaires, à fin de les entretenir & remettre en leur nature & vſage. Et ſ'il ne le veut & dilaye de le faire, l'autre perſonnier peut dedans deux mois apres la ſommation & notification de l'ouurage, accomplir & faire les frais, qu'il conuiendra: & apres ſommation de payer la reparation, prendre tous les profits des choſes communes, iuſques à ce que par les autres communs il ait eſté rembourſé de leur part & portion de ladite reparation, les fruicts pour rien comptez audit rembourſement. Mais ſ'il faiſoit reparer ſans faire ladite ſommation, les autres perſonniers ou communs, en payant les reparations, pour leur portion, auront leur portion des fruicts ſans diminution. Art. 514. Et ſi les reparations communes ſont faites en choſes, où il n'y ait aucuns fruits comme gros murs & autres ſemblables, & il y ait eu ſommation iudiciaire de contribuer, apres laquelle l'vn deſdits perſonniers, en refus ou demeure des autres, ait fait faire la reparation neceſſaire, ſi vn an apres la reparation faite & notification auec ſommation de payer & certification des frais de l'ouurage, les communs n'ont rembourſé leurs perſonniers de leur part & portion deſdictes choſes reparees, icelle part & portion eſt & appartient en proprieté à celuy qui aura fait faire ladite reparation, & ſ'en peut dire ſaiſi & veſtu. *Des Reparations communes.*

BAR Tit. 12. Art. 184. Murs ou cloſtures pendans & qui menacent ruine, ſe doiuent reddreſſer & faire aux deſpens de ceux à qui ils appartiennent, ou de ceux, par la faute deſquels le dommage eſt aduenu: & à ce le peuuent contraindre les voiſins: & ſeront l'vn & l'autre tenus à contribuer à la reparation deſdits murs & cloſtures, ou à renoncer à la communauté d'iceux: en quoy faiſant demourera propre à celuy qui l'aura baſty, &c. p. *à Sens.*

SEDAN Tit. 14. Art. 183. p. à l'Art. 195. *de Melun.* Art. 284. p. *à paris.* Art. 205 à refaire ou faire refaire, &c. chacun ſelon que ſon edifice ou logis ſe comporte en longueur & largeur, & pour telle, &c. audit mur moitoyen: ſinon que ledit vice fut aduenu par ce qui auroit eſté ſur-edifié au deſſus de viii. pieds par l'vn deſdits voiſins: auquel cas celuy qui aura ſur-edifié ſera tenu reſtablir ledit mur à ſes deſpens.

Art. 206. PARIS.

Des poutres & ſoliues miſes és murs moitoyen ou non.

N'eſt loiſible à vn voiſin de mettre ou faire mettre & loger les pou-

Source : BIU Cujas

tres & ſoliues de ſa maiſon, dans le mur d'entre luy & ſondit voiſin, ſi ledit mur n'eſt moitoyen.

Art.207. PARIS.

Defenſes de ne mettre ou faire mettre & aſſeoir poutres dans le mur moitoyen, ſans y faire iambages, parpaignes &c.

Il n'eſt auſſi loiſible à vn voiſin mettre ou faire mettre & aſſeoir les poutres de ſa maiſon dedans le mur moitoyen d'entre luy & ſon voiſin ſans y faire faire & mettre iambes, parpaignes ou cheſnes & corbeaux ſuffiſans de pierre de taille pour porter leſdites poutres en reſtabliſſant ledit mur. Toutesfois † pour les murs des champs ſuffit y mettre matiere ſuffiſante.

† *Ces mots,* toutefois pour les *&c. ont eſté ſur la fin adiouſtez.*

Art.208. PARIS.

Mur moitoyen iuſques à quelle eſpoiſſeur peut eſtre percé.

Aucun ne peut percer le mur moitoyen d'entre luy & ſon voiſin pour y mettre & loger les poutres de ſa maiſon, que iuſques à l'eſpoiſſeur de la moitié dudit mur, & au poinct du milieu, en reſtabliſſant ledit mur & en mettant ou faiſant mettre iambes, cheſnes & corbeaux, comme deſſus.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.10.Art.192.193.& 194.p.*a Paris.* Art.206.207.& 208.

†† *Les Art. 199. 200. 201. & 202. ſont nouueaux pour l'aduenir.*

MELVN Chap 12.Art.199. Si †† le mur n'eſt moitoyen ou commun, il n'eſt loiſible à vn voiſin de mettre & loger &c.p.*a Paris.* Art.206 ou ſoliues dedans ledit mur, n'appoſer ne mettre autres choſes incommodans ledit mur. Art.200. En mur moitoyen & commun entre deux voiſins, l'vn d'eux peut mettre & aſſeoir poutres: pourueu qu'il face pilliers de pierre de taille ou de grez, parpins, chaines & corbeaux ſuffiſans pour porter leſdites poutres, & reſtabliſſant ce qui aura eſté demoli pour les raſſeoir. Art. 201. Pour aſſeoir leſdites poutres, le voiſin peut percer le mur moitoyen & commun: toutesfois leſdites poutres ne doiuent paſſer la moitié dudit mur & poinct du milieu, en mettant toutesfois, iambes, chaiſnes & corbeaux. Art.202. Le voiſin ne peut percer le mur moitoyen & commun, à l'endroit des cheminees de ſon voiſin pour aſſeoir poutres & ſoliues ou prendre autre commodité, comme d'vne armoirie ou enclaue.

† *Les Art. 112. & 113. ſont de nouuel introduit.*

AVXERRE Tit.4. Art.112. En † mur moitoyen en chacune des parties peut percer tout outre ledit mur pour mettre & aſſeoir ſes poutres, ſoliues ou autres bois, en rebouchant incontinent la roupture & pertuis qu'il auroit fait audit mur: ſauf que dedans la muraille de la cheminee, on ne pourra encrer bois. Art. 113. Et au regard des lancieres, iambes de cheminees & cymaiſes, le voiſin les pourra percer tout outre ledit mur, pour y aſſeoir leſdites lancieres & cymaiſes à fleur dudit mur, à la charge de les reparer à chaux & à ſable.

ESTAMPES Ch.6.Art.81.p.*a Paris.* Art.206.mettre & loger &c.moitoyen ou commun. Art.82. Si en vn mur moitoyen & commun entre deux voiſins, l'vn d'eux veut mettre & aſſeoir poutres, faire le peut, en faiſant pilliers de pierre de taille ou eſcouiſſons de graiz, parpins, cheſnes & corbeaux, ſuffiſans pour porter leſdites poutres & corbeaux, & reſtabliſſant ce qui aura eſté demoly pour le raſſeoir. Art.83. p.*à Melun.* Art.201. paſſer outre les deux tiers: & les ſoliues outre la moitié du mur. Art.84. Ne peut le voiſin percer ledit mur pour &c. p.*a Melun.* Art. 202. au mur moitoyen & commun à l'endroit des cheminees de ſon voiſin.

DOVRDAN Tit.4.Art.69. Il n'eſt loiſible &c.p.*a Paris.* Art.208.mettre ou faire mettre & aſſeoir &c. Art.70.p.*a Paris.* Art.207. parpaignes ou deſſeraſſes & corbeaux &c.leſdites poutres, & doit ledit voiſin, reſtablir ledit mur. Art.71.p.*a Paris.* Art.208.

MONTFORT Chap.7.Art.80.p.*a l'Art.69.de Dourdan.* Art.81. Auſſi n'eſt il loiſible &c.p.*a Paris.* Art.207.faire ou faire mettre iambes, parpaignes ou doſſeries chaiſnes &c. de tailles ou autres pierres ſuffiſantes ſelon l'aiſance & commodité du lieu, pour porter leſdites poutres, & en reſtabliſſant ledit mur. Art.82.p.*a Paris.* Art.208.

Source : BIU Cujas

MANTE Chap.8.Art.102.†† p.*a l'Art 69.de Dourdan.* Art.103.p.*a Montfort.* Art. 81.ou dossereſſe &c. Art.104.p.*a Paris.* Art.208.

†† *Ces Art. 102.103.& 140 ſont de nouuel introduits.*

REIMS Tit.14.Art.365. Il n'eſt loiſible à vn voiſin de faire mettre & aſſeoir ſommiers & doubleaux: c'eſt à dire poutres & ſoliues dedans le mur d'entre luy & ſon voiſin, ſi ledit mur n'eſt moitoyen. Et ſ'il eſt moitoyen ne peut faire mettre & aſſeoir les poutres & ſoliues &c.p. *a Paris.* Art.208. corbeaux de pierre de taille ou autres ſuffiſans ſelon l'aiſance &c.p.*a Montfort.* Art.81.

NIVERNOIS Chap.10.Art.10. En mur commun chacun des parties, peut percer outre le mur pour y mettre &c. p. *a Auxerre.* Art.112.en refermant les pertuis de bõne maçonnerie ſuffiſante pour ſouſtenir ladite piece de bois: ſauf à l'endroit des cheminees & fours, où l'on ne peut mettre aucun bois pour le danger du feu: mais en mur propre a autruy, n'eſt loiſible faire ce que dit eſt.

MONTARGIS Chap.10.Art.4.p. *a Auxerre.* Art.112. tout outre &c. rebouchant les troux, ſauf que dedans la muraille de la cheminee, on ne peut ancrer bois.

ORLEANS Tit.13.Art.232.p.*à Niuernois.* Art.10.moitoyen & commun chacune &c. rebouchant les pertuis: ſauf &c. cheminees où &c.

BLOIS Chap.21.Art.233.p.*a Orleans.* moitoyen, il eſt loiſible à vn chacun des Seigneurs du mur &c. tout outre & y mettre & aſſeoir ſes traines, courges, manteaux de cheminees & autres merriens, en rebouchant les troux & pertuis: ſauf que ſi celuy, qui eſt de l'autre coſté veut faire cheminee ou mettre merriens à l'endroit, celuy qui aura mis ſes courgos, traines & merriens dedans ledit mur, qui paſſeront tout outre, ſera tenu coupper leſdites courges & merriens à la moitié du mur, afin que ſon voiſin puiſſe mettre ſes courges & merriens à l'endroit de l'autre moitié.

BOVRBONNOIS Chap.31.Art.505.p. *à Montargis.* Art.4.percer outre &c. pour y. &c. leurs portes & refermant les pertuis: ſauf &c. p. *a Orleans.* Art.506.p.*a Dourdan.* 69.faire mettre & loger &c. Art.507.p. *a Mante.* 103. faire faire ou mettre &c. peignes ou parpeignes, douſſereſſes, charnes ou corbeaux ſuffiſans, ou fil de pierre de taille &c. neantmoins celuy qui le fait eſt tenu reſtablir ledit mur. Art. 508.p.*à Paris.* Art.208.

RENNES L.Art.691. Et ſi en ladite muraille aucun veut faire iambages, manteaux ou corbeaux de cheminees ou autres attentes de cloſtures, faire le pourra à ſes deſpens. Art.692. Auſdites murailles le voiſin ne pourra mettre n'aſſeoir les ſommiers & autres pieces de bois, en l'endroit & contre les autres ſommiers auparauant mis & aſſis, ny auſſi en l'endroit des cheminees.

NANTES L. Art. 715. p. *a Orleans.* Art. 232. tout outre &c. bois ne corbeaux: mais autrement en toutes choſes ſ'en pourra ſeruir, rabillant les choſes demolies.

BAR Tit.12.Art.173. En mur moitoyen & commun &c.p. *a Orleans.* ſes poutres, ſommiers & autres bois &c. bois: mais ſi le mur n'eſt moitoyen, on ne peut aſſeoir leſdites poutres & ſaumiers.

SEDAN Tit.14.Art.285.p.*a l'Art. 69.de Dourdan.* Art.286. Semblablement n'eſt loiſible à aucun de mettre ou faire mettre les poutres & trabes de ſa maiſon dedans le mur mettoyen d'entre luy & ſon voiſin que &c.p.*a Melun.* Art.202.en y faiſant & mettant iambes, parpaignes, pilliers, cenets, & corbeaux de pierres dures ſuffiſans pour porter leſdites poutres & reſtabliſſant ledit mur.

Art.209. PARIS.

Chacun † peut contraindre ſon voiſin és villes & fauxbourgs de la Preuoſté & Vicomté de Paris, à contribuer pour faire faire cloſture faiſant ſeparations de leurs maiſons, cours & iardins aſſis éſdites villes & fauxbourgs, iuſques à la hauteur de x. pieds du haut du rez de chauſſee, comprins le chapperon.

Voiſin peut eſtre contraint à faire cloſture faiſant ſeparation des maiſons cours & iardins.

† *Ces Ar.209 210.211.212.213 & 214.ont eſté adiouſtez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Art.210. PARIS.

Hors leſdites villes & fauxbourgs, on ne peut contraindre voiſin à faire mur de nouuel ſeparant les courts & iardins: mais bien les peut on contraindre à l'entretenement & refection neceſſaire des murs anciens

Source : BIU Cujas

selon l'ancienne hauteur deldits murs, si mieux le voisin n'aime quitter le droit de mur & la terre, sur laquelle il est assis.

*Art.*211. PARIS.

Murs moitiens quand sont tels censez & reputez.

Tous murs separans cours & iardins sont reputez moitoyens, s'il n'y a titre au contraire. Et celuy qui veut faire bastir de nouuel mur ou refaire l'ancien corrompu, peut faire appeller son voisin pour faire contribuer au bastiment & refection dudit mur, ou bien luy accorder lettres que ledit mur soit tout sien.

Art. 212. PARIS.

Et neantmoins es cas des deux precedens Articles, est ledit voisin receu quand bon luy semble, à demander moitié du mur basti & fonds d'iceluy, ou à rentrer en son premier droict, en rembourſant moitié dudit mur & fonds d'iceluy.

*Art.*213. PARIS.

Refection, vuidanges, & entretenemens des anciens fossez.

Le semblable est gardé pour la refection, vuidanges & entretenemens des anciens fossez, communs & moitoyens.

Art. 214. PARIS.

Filets ou marques des murs moitoyens.

Filets doiuent estre faits accompagnez de pierre, pour cognoistre que le mur est moitoyen q ou à vn seul.

q Vide Cepol. in tra. de seruit. vrb. præd ca. 40. Socin. cons. 44. lib. 4. Decium cons. 388.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 10. Art. 195. p *à paris.* Art. 209. en la ville de Calais &c. de neuf pieds &c. Art. 196. 197. 198. 199. & 200. p. *à Paris.* Art. 210. 211. 212. 213. & 214.

MELVN Chap. 12. Art. 193. Tout †† mur sera reputé moitoyen & commun s'il n'y a titre au contraire. Art. 196. Le voisin peut contraindre l'autre voisin à faire closture de murailles en leurs maisons, courts & iardins, és villes & fauxbourgs. Art. 197. Les closture és villes & fauxbourgs doiuent estre de murailles hautes de ix. pieds pour les courts, & de viii. pieds pour les iardins, outre les fondemens. Art. 203. Si en terre commune, l'vn des voisins edifie mur à ses despens, l'autre voisin s'en pourra ayder pour closture ou edifice, en payant la moitié à l'esgard dont il se voudra aider & non autrement: & le pourra empescher celuy qui l'aura edifié, iusques à ce qu'il en soit payé & rembourſé.

†† *Les Art.* 193. 196. 197. & 203. *sont nouueaux pour l'aduenir.*

Closture des villes.

Mur edifié en terre commune.

Corbeaux closture.

SENS Tit. 10. Art. 101. Corbeaux mis d'ancienneté apparens au dessus de terre d'vne part & d'autre, font demonstrance que le mur soit moitoyen entre deux voisins, s'il n'appert du contraire. Art 103. Toutes † murailles & cloisons estans dedans les villes fermees de ladite Coustume, seront communes aux voisins d'icelles, en payant toutesfois par ceux qui ne les auront faictes ne basties n'aidé à faire ou bastir, à celuy qui les aura fait faire ou à ses aians cause, la moitié de la façon & frais de ladite muraille ou cloison, & la moitié du fonds d'icelle, quand ils s'en voudront aider: pourueu que lesdites murailles ou cloison soient suffisantes pour porter & soustenir lesdits bastimens. Art. 104. Et où entre places de maisons, courts, iardins ou autres dedans lesdites villes n'y aura muraille ou cloison, & l'vn d'eux voudra bastir ou clorre, il pourra prendre egalement & raisonnablement terre sur luy & son voisin, pour le faire en fonds commun. Et quand celuy qui n'aura basti, voudra bastir ou s'aider de ladite muraille ou cloison, il sera tenu rembourſer le premier bastisseur, des frais de l'autre moitié, *pro rata*, de ce dont il se voudra aider.

† *Les Art.* 103 & 104. *ont esté de nouuel adioustez.*

AVXERRE Tit. 4. Art. 103. p. *à Sens.* Art. 101. est moitoyen &c. Art. 104. Quãt †† aux pants & cloisons de bois, ils ne seront tenus & reputez moitoyens, s'ils ne sont assis sur le milieu de la seulle, qui fait le pant, & que l'espesseur de ladite seulle

†† *Les Art.* 104. 106. & 107 *ont esté de nouuel introduits.*

Source : BIU Cujas

passe autant d'vn costé que d'autre. Art. 106. & 107. p. *à Sens.* Art. 103. & 104.

ESTAMPES Chap. 6. Art. 76. Tout mur est par ladite Coustume reputé &c. p. *à l'Art. 93. de Melun.* Art. 78. Entre les heritages de deux voisins, comme maisons, courts, iardins & adherences, le voisin peut contraindre l'autre à faire closture de muraille, où le fond le peut porter, sinon telle autre closture, que la nature de leurs heritages le requiert. Art. 79. p. *à Melun.* Art. 197. de xii. pieds &c. de ix. pieds &c. Art. 85. p. *à Melun.* Art. 203. moitié *pro rata*, de ce dont &c.

DOVRDAN Tit. 4. Art. 59. Le voisin peut contraindre son voisin à clorre entre leurs heritages de murailles de hauteur de vii. pieds hors de terre, dedans Dourdã, fauxbourgs d'iceluy, villes & fauxbourgs dudit Bailliage, soit en maisons iardins & heritages.

LAON Tit. 20. Art. 270. Es villes de la Preuosté foraine de Laon, le voisin peut contraindre le voisin à soy clorre à l'encontre de luy, de murailles iusques a ix. pieds de hauteur à prendre du rez de chaussee. Art. 271. Tous murs & closture en villes, sont reputez moitoyens : sinon qu'ils portassent entierement le corps d'hostel & edifice de l'vn desdits voisins: auquel cas appartient à celuy, auquel est ledit edifice ou qu'il eust titre au contraire ou signification, qui demonstrassent par l'art de maçonnerie, que tel mur est moitoyen. Art. 272. S'il conuient reparer murailles moitoyennes, chacun des voisins est tenu d'y contribuer par moitié iusques à la hauteur de neuf pieds, & où l'vn des voisins seroit refusant de faire faire ladite muraille, & y contribuer, l'autre voisin peut la faire entierement à ses despens, & repeter la moitié des deniers de son voisin. Et où iceluy voisin seroit refusant de payer icelle moitié, six mois apres sommation faite, toute icelle muraille demeure propre, à celuy qui l'auroit fait faire, si bon luy semble.

Murs moitoyẽs.

Reparations de mur moitoyen.

CHALONS Tit. 17. Art. 134. Es † villes & fauxbourgs le voisin &c. p. *a Laon.* Art. 270. muraille moitoyenne iusques &c. Rez de terre & chaussee. Et là où ledit voisin seroit refusant d'y contribuer, & ne voudroit rembourser son autre voisin qui l'auroit fait faire, vi. mois apres sommation deuement faite &c. p. *a Laon.* 272. doit demeurer p. à celuy qui l'aura &c. semble. Et le pareil doit estre gardé pour les deniers desboursez & aduancez à l'entretenement & reparation de la muraille ja faite. Art. 135. Le mur est reputé moitoyen, sinon qu'il apparoisse qu'il soit propre à l'vn des voisins, par corbeaux, attentes, chapperons estans d'vn costé seulement, ou autres apparences demonstrans que la muraille est propre à l'vn des voisins: ou sinon que le mur porte entierement l'edifice du voisin. Auquel cas est reputé propre à celuy duquel il porte l'edifice, s'il n'a titre au contraire. Art. 139. Où entre places, courts, iardins & autres lieux estans en ville, n'y auroit muraille &c. p. *a Sens.* Art. 104. l'vn des voisins en peut faire & à ceste cause prendre &c. sur son voisin en fonds commun &c. Et quant à celuy &c. saider d'icelle, sera &c.

† *Les Art. 134 135. & 139. sont accordez pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

REIMS Ti. 14. Ar. 355. †† p. *a Laon.* Ar. 271. ésdites cité, ville & fauxbourgs, sont reputez &c. Art. 361. Pareillement si deux edifices contigus sont de nouuel ou par la ruine d'vn mur moitoyen ou de toute ancienneté desclos, le proprietaire de l'vn desdits edifices, se voulant clorre contre son voisin, pourra au refus de son voisin faire entierement construire & edifier ladite closture iusques à xii. pieds du Roy à Rez de chaussee, outre & par dessus les fondemens, ésdites cité & ville : & iusques à ix. pieds és fauxbourgs d'icelle, à ses despens: la moitié desquels il repetera sur son voisin. Et où leditvoisin seroit refusant de le rembourser d'icelle moitié, &c. p. *a Chalons.* Ar. 134. de ce faire par luy de &c. iusques à ce mot, *semble*, inclus. Art. 370. Si aucun aiant heritage ne peut contribuer à faire closture soit dedans ou hors la ville, il sera quitte, si bon luy semble, de bailler de sa place à l'estimation raisonnable que le mur pourra couster: & vaut tel mur pour closture seulement. Et si la partie veut edifier plus haut, il s'en fait, comme cy deuant escrit.

†† *Ces mots,* Sinon qu'ils portassent *&c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez.*

AMIENS L. Art. 25. Vn chacun doit closture suffisante de † pierre, bricque, blocail, moillon ou paillis de vii. pieds de hauteur pour le moins, d'vne part & d'autre à l'encontre de son voisin, & non plus.

† *Ces mots,* de pierre *&c. iusques à ce mot,* paillis, *inclus, ont esté adiouſtez & entresetez, comme aussi ces mots,* d'vne part & d'autre.

CAMBRAY Tit. 18. Art. 6. Chacun voisin doit closture à sa droite main, à l'encontre de son voisin: sauf à l'encontre des edifices de sondit voisin: mais closture en fond ou debout ou de main droicte, contre main droicte, ou de main gauche contre main gauche, se doit faire chacun par moitié, s'il n'y a titre au contraire.

LILLE Tit. 21. Art. 236. L'heritier d'vne maison ou heritage ne s'encloſt point, s'il ne veut contre son circonuoisin.

LA SALLE de Lille Tit. 27. Art. 3. p. *a Lille.* de fief, maison &c. s'encloſt s'il &c.

Source : BIU Cujas

Mur quand eſt reputé moitoyẽ.

Corbeaux renuerſez.

†† *Ces mots,* Et autres villes cloſes du Bailliage, *ont eſté adiouſtez à ceſt Art.234. qui eſtoit le 196. pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ces mots,* Et autres villes du Bailliage, *ont eſté adiouſtez à ceſt Art.236. qui eſtoit le 204. de l'ancien pour auoir lieu à l'aduenir.*

Corbeaux.

Iambages.

Relais & armaires marques de proprieté.

Cloſture.

NIVERNOIS Chap.10. Art.14. Vn mur eſt reputé moitoyen & commun poſé qu'il n'y ait contract ou conuenance ou iouyſſance de ce, quand il y a audit mur corbeaux à droict ou feneſtre: Et ſ'il y a corbeaux renuerſez, c'eſt ſigne que le mur eſt commun, & que la partie du coſté de laquelle ils ſont renuerſez n'a paié la part de la conſtruction dudit mur: parquoy auant qu'il ſ'en puiſſe aider, il doit payer à ſon perſonnier, la moitié des frais raiſonnables du mur.

MONTARGIS Chap.10. Art.3. p. *à Melun.* Art.203. mur ſi l'autre voiſin ſ'en veut ayder pour edifier ou autrement, faire le pourra en &c. du mur *pro rata*, &c. aider, & le pourra empeſcher &c. payé. Et les corbeaux, feneſtres & autres enſeignes mis du coſté du voiſin, auroit ſeulement pour demonſtrer la communauté de la muraille, & non pas du payement. Art.9. Toutes murailles eſtans dedans &c. Art.10. p. *à Sens.* 103. & 104. murailles eſtans & c.

ORLEANS Tit.13. Art.234. En la ville & fauxbourgs d'Orleans & †† autres villes cloſes du Bailliage, tous murs ſont communs entre voiſins, iuſques à ix. pieds c'eſt à ſçauoir deux pieds en terre, & vii. pieds au deſſus de terre, qui n'a titre ou marques au contraire. Et ſ'il faut reparer ou redifier leſdits murs, ce ſera aux deſpens communs des parties, iuſques à ladite hauteur. Art.236. Entre deux heritages ioignans & contigus l'vn l'autre aſſis en la ville d'Orleans & † autres villes du Bailliage, & entre les maiſons & courts ioignans l'vn l'autre aſſis és fauxbourgs de la ville d'Orleans, le ſeigneur de l'vn deſdits heritages, peut contraindre l'autre ſeigneur faire à communs deſpens mur de cloſture. Toutesfois n'eſt tenu de le faire, ſinon de pierre & terre & d'vn pied & demy d'eſpeſſeur, de deux pieds de fondement, & de vii. pieds au deſſus des terres. Art.237. p. *à Melun.* Art.203. mur, l'autre &c. peut aider pour edifier ou autrement. Art 241. Quand és murailles eſtans entre deux heritages ſont mis & aſſis aucuns corbeaux ou pierres eſtans en veues & lieux apparens & aians ſaillie: tels corbeaux & pierres ſont accamuſez par deſſous en faiſant l'œuure & ſans fraude: iceux corbeaux & pierres demonſtrent que tout le mur eſt commun aux deux heritages. Et ſi les corbeaux ou pierres ſont accamuſez par deſſus, demonſtrent que les murailles ſont communes iuſques aux pierres & corbeaux & faut que leſdites pierres & corbeaux ayent ſaillies. Art.242. Pareillement iambages de cheminee, lanciers & autres pieces aſſiſes en muraille & aians ſaillie & auſſi becs & ouuertures de cheminees, demonſtrent du coſté, où ces choſes ſont aſſiſes, que le mur eſt commun.

NORMANDIE Chap.24 Art 597. Tout mur & paroy, auquel ſont conſtruites armoiries, feneſtres ou corbeaux, attribuẽt le mur à celuy du coſté duquel ſont les armoiries ou feneſtres: ſinon en cas qu'il ſ'en trouuaſt des deux coſtez. Auquel cas ledit mur eſt cenſé mettoyen. Art.605. Relais ou armaires ſont marque de proprieté du coſté, dont elles ſont faites, ſi elles ne ſont accompagnees de pierre de taille trauerſant tout le mur.

CHASTEAVNEVF Chap.13. Art.94. En villes, fauxbourgs, bourgades & villages de ladite Baronnie, chacun eſt tenu de ſoy clorre de cloſture conuenable entre ſon voiſin & ſoy, ou bailler terre pour porter ſes eaues en ſon dangier, ou en rue & hors le danger & dommage de ſon voiſin, ſ'il n'y a ſeruitute conſtituee au contraire.

CHARTRES Chap.13 Art.79. En la ville & fauxbourgs de Chartres, ville & bourgades deſdites v. Baronnies & Perche-Gouet, Chaſtellenies & Preuoſtez eſtans audit Bailliage de Chartres chacun &c. p. *à Chaſteauneuf.* en ſon dãger, hors des dommages &c. expreſſement au contraire.

DREVX Chap.14. Art.67. En la ville de Dreux, chacun &c. p. *à Chaſteauneuf.* contre ſon voiſin &c. ſeruitute expreſſement &c.

BLOIS Chap.21. Art 232. Si aucun ayant heritage, veut edifier & edifie vn mur en heritage iouxte l'heritage de ſon voiſin, & le voiſin vueille edifier & ſoy aider dudit mur, faire le pourra, en payant la moitié dudit mur & du fonds pour tant & pour telle portion qu'il ſ'en voudroit aider: pourueu que le mur ſoit ſuffiſant pour porter les edifices d'eux deux. Toutesfois celuy, à qui appartient la muraille, ſera tenu retirer ſes edifices qu'il a fait en la muraille & demourerõt ſes cheminees & arcs & merriens & autres choſes, en l'eſtat qu'ils ſont audit mur. Et peut celuy qui aura edifié le mur empeſcher le voiſin de ſoy aider, iuſques à ce qu'il ſoit payé.

BOVRBONNOIS Chap.31. Art.504. Si en terres communes, vn des communs edifie mur, & l'autre ſ'en vueille aider pour edifier ou autre choſe &c. p. *à Eſtampes.* Art.85. rata de ce qui ioinct ſon heritage &c. payé de la moitié.

BAYONNE Tit.17. Art.2. Si aucun veut baſtir ſur muraille ou autre baſti-

Source : BIU Cujas

ment, parauant basti & fondé par moitié au fonds de deux voisins, doit payer la moitié de ce que la muraille ou autre bastiment parauant faict a couste, si son autre voisin seul l'a faict bastir à ses despens, selon l'estimation qui est faicte par experts & ce auant que mettre ou poser traine ou cheurons sur ladite muraille ou autre bastiment. Art. 3. Sinon qu'autrement en ait appointé auec sa partie.

TOVRNAY Tit. 17. Art. 2. Toutes murailles faisans separation de deux maisons ou heritages, qui n'ont retaux d'vn costé ne d'autre ou qui en ont de chacun costé, & aussi celles qui ont bedes de chacũ costé auec lesdites murailles, non passans le milieu d'icelles, sont par la Coustume tenus & reputez pour moituriers Art. 3. Quant ésdites murailles y a retaux de l'vn des costez seulement, elles appartiennent à celuy du lez, duquel n'est ledit retaux: & n'y a celuy au lez duquel est iceluy seul retaux aucun droict. Art. 4. Quant en vn mur sont entees cheminees ou autres buses construites auec ledit mur de l'vn des costez seulement, tel mur est tenu & reputé appartenir à celuy du lez & costé, duquel lesdites buses & cheminees sont entees & edifiees. Et si en iceluy mur y auoit buses ou cheminees construites, comme dit est de chacun costé d'iceluy mur, tel mur seroit tenu & reputé moiturier, n'estoit qu'ésdits cas par autres plus euidens enseignemens ou par lettriages il apparust du contraire. Art. 6. Quant en vn mur appartenant à l'vn des heritages ny a ou sont de l'autre costé assis corbeaux à l'endroit des plãchiers d'iceluy, ce signifie que celuy, auquel appartient l'heritage tenant ledit mur du lez desdits corbeaux, a seulement droict de hebergue audit mur, & peut sur lesdits corbeaux asseoir plãchiers, murailles ou autres edifices: sans toutesfois les enter dedans ledit mur. Art. 7. Moyennant ledit droict de hebergue, celuy auquel iceluy droit appartient, est suiet receuoir les eaues de sondit voisin, auquel appartient ledit mur, si son heritage est à ce apte & disposé.

RENNES L. Art. 688. Seront tenus les voisins qui ne bastiront, souffrir qu'on prenne la moitié de la terre en leur fonds & heritages pour faire lesdites closture & murailles moitoyennes: & contribueront les voisins pour vne moitié de ce que cousteront lesdites murailles, lors qu'ils voudront s'en seruir. Art. 689. Ladite muraille moitoyenne sera aux fondemens de trois pieds, & hors les fondemens de deux pieds & demy: le tout en chaux & sable.

NANTES L. Art. 109. Es villes & fauxbourgs de Nantes tous murs sont communs entre voisins, iusques à ix. pieds: à sçauoir deux pieds en terre, vii. pieds au dessus de terre, qui n'a titre par lettres, fenestres, marques & autres enseignemens. Art. 710. Iambages de cheminees, corbeaux & autres pieces assises en murailles & ayans saillies & fenestres & ouuerture de cheminee, demonstrent qu'au costé, où sont assis, le mur appartient. Et s'il n'y a fenestre, ouuerture ou marque que d'vn des costez seulement, iceluy mur est reputé estre à celuy du costé duquel la fenestre ou marque sera. Art. 711. p. *à Melun*. Art. 203. l'vn des voisins edifie mur, & l'autre &c. veut aider pour edifier ou autrement, faire le pourra, en payant la iii. partie de ce dont il se voudra aider: mais le pourra &c. qu'il soit payé. Art. 719. Quand il y a heritage desclos entre deux voisins, & l'vn d'eux veut qu'il soit fait closture entr'eux, si l'vn ny veut contribuer, l'autre le peut faire à ses despens: & pour ce faire prendre de l'heritage de son voisin, iusques au montement de la moitié dudit pied & demy, qui sera de l'espesseur de la muraille, qu'elle sera à vii. pieds & demy de hauteur hors terre: & neantmoins celle muraille commune entr'eux, sans que celuy qui a fait ladite muraille en ait aucune mise ou recompense de son voisin: & sera tenu celuy qui bastira ladite muraille, laisser fenestres & marques d'vn costé & d'autre pour tesmoignage de la communauté.

Iambages de cheminees, corbeaux.

BAR Tit. 12. Art. 175. Toutes closture sont communes entre voisins, s'il n'y a titre ou marques au contraire. Et s'il faut reparer lesdites closture, ce sera aux despens communs des parties. Art. 176. Quand en terre commune à deux ou plusieurs, où il n'y a maison ny muraille, l'vn des voisins edifie mur, le premier bastisseur pourra egalement & raisonnablement prendre terre sur luy & son voisin, pour le faire en fonds commun, si l'autre voisin s'en veut aider, pour edifier ou autrement, faire le pourra, en payant les frais de l'autre moitié au *pro rata*, de ce dont il se voudra seruir: & sera loisible à celuy, qui l'aura edifié d'empescher l'autre iusques à ce qu'il en sera rembourse. Art. 180. Chacun est tenu clorre de closture conuenables contre voisin, en lieu, où est accoustumé d'auoir closture: selon que elle y estoit d'ancienneté. Art. 181. En closture moitoyenne, chacun sera tenu d'y contribuer pour sa part. Art. 188. Fenestres coyes & à demy mur mises d'ancienneté en faisant la muraille, & penetrans le tiers de l'espesseur d'icelle au corbeaux, demonstrent la muraille y estre moitoyenne.

Closture sont communes.

Fenestres coyes monstrent que le mur est moitoyen.

SEDAN

SEDAN Tit.14.Art.281. Quand aucun edifie ou fait dreſſer vn mur qui ſoit mettoyen & commun à luy & à ſon voiſin, ledit voiſin qui a moitié dudit mur, encores qu'il n'edifie, doit contribuer aux frais, qui ſe feront à la reedification d'iceluy tant es fondemens, que à viii. pieds, hors de terre à Rez de chauſſee: & ſ'il ne veut au pardeſſus contribuer, & que l'autre neantmoins reedifie le mur, celuy qui aura refuſé contribuer, ne pourra puis apres edifier ne ſoy aider dudit mur, au deſſus des viii. pieds: ſinon en payant moitié des frais & deſpens, qui auront eſté faits pour iceluy edifier au deſſus deſdits viii. pieds, iuſques à telle hauteur & largeur, qu'il eſtendra ſon edifice. Art. 292. Tous murs ſont reputez communs entre voiſins iuſques à x. pieds de haut: c'eſt à ſçauoir deux pieds en terre, & viii. pieds au deſſus de terre: ſinon qu'il y ait titre ou conuention au contraire. Art. 300. Quand aux murailles &c. p. *à Orleans*. Art.241. pierres en veues &c. ou aians &c. Mais ſi les corbeaux &c.

Murs communs iuſques à dix pieds de haut.

Art. 215. PARIS.

Quand †† vn pere r de famille met hors ſes mains partie de ſa maiſon, il doit ſpecialement declarer, quelles ſeruitutes il retient ſur l'heritage, qu'il met hors de ſes mains, ou quelles il conſtitue ſur le ſien: & les faut nommement & ſpecialement declarer tant pour l'endroit, grandeur, hauteur, meſure, qu'eſpace de ſeruitute. Autrement toutes conſtitutions generales de ſeruitutes ſans declarer, comme deſſus, ne vallent.

Conſtitutions de ſeruitutes generales, ſans les declarer nommement & ſpecialement, ne vallent.

†† Ceſt Art. 215. a eſté adiouſté pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.

r Le droict fait ſouuent mention de telles exceptions & reſeruations. l. ſi ſeruitus 23. l. eum debere 33. D. de ſeruit. vrb. præd. l. qui diu. 30. D. de ſeruit. ruſtic. l. ſi partem D. quēadm. ſeruit. am. l. venditor D. Comm. præd. l. tenetur §. ſi tibi & l. quæro D. de act. empti l. in vendendo D. de cōtrah. empt. l. quicquid D. commun. prædiorū par ces paſſages il eſt expreſſemēt porté que le vendeur, debet ſibi nominatim recipere. & in l. in tradendis. 7. D eod. tit. In tradendis vnis ædibus, ab eo qui binas habebat, ſpecies ſeruitutis exprimenda eſt, ne ſi generaliter ſeruire dictum erit aut nihil valeat: quia incertum ſit: quæ ſeruitus excepta ſit aut omnis ſeruitus imponi debeat.

Art. 216. PARIS.

Deſtination de ſ pere de famille, vaut titre, quand † elle à eſté par eſcrit, & non autrement.

Deſtination de pere de famille.

† Ces mots, quand elle &c. ont eſté adiouſtez pour Couſtume nouuelle.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.10.Art.201.& 202. } p. *à Paris*. 215. & 216.
ORLEANS Tit.13.Art.227.†† & 228 }

MELVN Chap.12.Art.189. Diſpoſition † & deſtination de pere de famille vaut titre.

ESTAMPES Chap. 6. Art. 73. p. *à Paris*. Art.216. iuſques à ce mot, *titre*, inclus.

DOVRDAN Tit.4.Art.72.
MONTFORT Chap. Art.84. } p. *à Melun*.
SEDAN Tit.14.Art.279.

NORMANDIE Chap.24.Art.606. Quand aucun met hors de ſes mains &c. p. *à Paris*. Art.215. maiſon ou vne maiſon qui a veuë & eſgouts ou autre ſeruitute ſur vne autre qu'il retient à ſoy, il doit ſpecialement & nommement declarer &c. Autrement l'heritage vendu demourera libre au preiudice du vendeur. Art. 607. Et pour le regard de la maiſon retenue par le vendeur, les choſes demoureront en l'eſtat qu'elles eſtoient.

Voyez cy deſſus Tours Art.212. Lodunois Chap.21. Art.1.

†† Ceſt Art. 189. a eſté de nouuel introduit.

ſ Il y a eu Arreſt du 3. iour de Decembre 1580. par lequel il fut iugé que deſtination de pere de famille vaut titre en matiere de ſeruitutes de villes, ſans autre titre par eſcrit. Lequel Arreſt a eſté donné entre les Religieux de Sainte Croix de la Bretonnerie à Paris, appellans du Preuoſt de Paris, & Charles Maheut au rapport de Monſieur Damours en la premiere Chambre des Enqueſtes. Ceſte deſtination doit eſtre par eſcrit par ceſt Art.216 de Paris. Chopin ſur la Couſtume d'Anjou liure 3. Chap. 2. Tit. dernier.

Art. 217. PARIS.

Nul † ne peut faire foſſez à eauë ou cloaques, ſ'il n'y a vi. pieds de diſtance en tous ſens des murs appartenans au voiſin ou moitoyen.

Foſſez à eau ou cloaques.

† Les Ar. 217. & 218. ont eſté adiouſtez pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.

Art. 218. PARIS.

Nul ne peut mettre vuidanges de foſſes de priuez dedans la ville.

Vuidanges de foſſes de priuez ne ſeront miſes dans la ville.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.10.Art.203. p. *à Paris*. Art.217. aux voiſins ou moitoyens. Art. 204. p. *à Paris*. Art.218.

ORLEANS Tit.13.Art.248. On ne peut auoir ne tenir égouts ou eſuiers,

Source : BIU Cujas

au moyen desquels les egouts, eaues & immondices puissent cheoir, prendre conduite & cheute au puits à eaue & caue de son voisin auparauant edifié: sinon que il y ait titres au contraire.

Defense des Esgouts ou esuiers dont les eaues ou immondices peuuent choir dans les puits.

Art. 219. PARIS.

Les †† enduits & crespis de maçonnerie faits à viels murs, se toisent à la raison de vi. toises pour vne toise de gros mur.

Toisage fait des enduits & crespis.

†† *Cest Art. 219. a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

CONFERENCE.

ORLEANS Tit. 13 Art. 254. Tout † toisage soit de Maçon, Charpentier ou autre, se fait à la toise de vi. pieds, & xii. poulces pour pied, mesure de Roy, & non à moindre mesure, s'il n'est dit au contraire.

† *Cest Ar. 254. a esté mis au lieu du 213. de l'ancien, sans preiudice du passé.*

Toisage comme sera faict.

ADDITION SVR LE TITRE IX. DE Seruitutes & Rapports des Iurez.

I. Especes de Seruitutes reelles.
II. Droict de Seruitute se iuge par les Experts: ensemble de l'estat des Iurez.
III. Edifices, bastimens, veuës, fenestres, esgouts, gouttieres, saillies & fossez & de leur reparation: & àquels despens se doiuent les murs communs, moitoyens & autres menaçans ruine.
IV. Des chemins & diuersité des mesures.

a Ceste Coustume est conforme au droict ciuil. Instit. de seruit. prædior. & in Pandectis l. 2. D. de seruit. vrb & l. 1. D. de seruit. rust. præd.

ANIOV Tit. 18. Art. 449. Seruitutes aucunes sont a ruraux, autres de ville & de cité. Quant aux seruitutes ruraux, comme d'auoir sentier, ou voye par le domaine d'autruy à pied, à cheual, à charrettes & à bestes mener boire à l'estang ou viuier d'autruy, ou pour autres choses, comme bescher terre, arene ou sablon du fonds d'autruy ou autres semblables, elles se peuuent acquerir sans titre par xxx. ans continuels de Prescription, & non par moins de temps en matiere petitoire: mais pour s'en defendre ou soustenir en matiere possessoire, il suffit en auoir vsé par an & iour prochain precedét le temps de l'exploict, dont seroit question. Art. 454. Seruitutes reelles qui ont cause continue d'amener & faire venir eaue courante par aucun ruisseau ou canau pour arrouser ou abbreuuer le fonds, moulin, estang ou viuier d'autruy, elles sont acquises par x. ans continuels, comme les personnelles. Mais les seruitutes qui ont cause discontinue, comme d'agouts de maisons, d'aller & venir à charrette, ou à pied & à cheual par le fonds d'autruy, ou telles autres seruitutes semblables, s'acquierét par xxx. ans, & non moins s'il n'y a titre, comme dit est.

II. BAYONNE Tit. 1. Art. 2. Si pour raison d'aucune seruitute vrbane ou rustique, ou fins & limites de maisons, iardins, ou autres heritages, y a question ou different entre les habitans de la ville: le different est discuté & decidé sommairement & de plein sans figure de procés, par les Experts Iurez de ladite ville, à ce par les Maire & Conseil de ladite ville deputez. Art. 3. Et si aucune des parties contendans se dit estre greuee par les experts, peut auoir recours dedans ix. iours à compter du iugement desdits Experts, aux Maire, Iurats & Conseil: lequel Maire ou son Lieutenant a accoustumé soy transporter sur les lieux contentieux auec trois Escheuins pour le moins, pour sur iceux ouyr derechef le different des parties sommairement & de plein sans ordre de procés, & doit bien deuement visiter lesdits lieux contentieux, appellez auec luy autres Experts, si requis en est: ensemble ceux qui ont donné la premiere sentence. Art. 4. Et ce que par ledit Maire ou son Lieutenant & Conseil est dit, tient & sort son plein & entier effect & à ce est contrainct la partie condamnee par toutes voyes deues & raisonnables, nonobstant appellation quelconque. Art. 5. Si la partie qui se dit greuee par les Experts, n'a recours dedans ledit terme de ix. iours ausdits Maire & Conseil de ladite ville, le iugement qui a esté fait par les Experts, sort son plein & entier effect.

Experts Iurez.

Reformation du rapport des Experts se fera dans ix. iours.

ACS Tit. 15. Art. 1. Doresnauant par l'aduis & deliberation desdits Estats ne

Source : BIU Cujas

Iurez appellez iuſques au nombre de quatre par ordre.

Iurez ſeront eſleus.

Edifice ſe peut leuer ſi haut que l'on veut à plõb & à ligne.

† *Ceſt Art. 192. eſt nouuel pour l'aduenir.*

Voiſin tenu de retirer ſes cheurons.

†† *Ces mots, par quelque &c. ont eſté mis au lieu des anciens contenus en l'Art. 99. nonobſtãt que par lõg temps y ayent eſté.*

‡ *Ces mots, fut de cent ans ou plus, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Le pied ſaiſit le chef.

Permiſſion de baſtir & ſera tenu le voiſin retirer ſes cheurons.

Edifice faict pour empeſcher les veues de ſon voiſin.

Edifice ſera faict à droict plomb.

Maiſon ſera baſtie à plomb & à ligne, ſans ſaillie.

Chacun voiſin doit preſter patience à celuy qui veut baſtir & reparer.

†† *Ceſt Art. 204. eſt nouuel pour l'aduenir.*

ſera loiſible à aucun Bayle appeller à ſa Cour, tous les habitans de ſa iuriſdiction, comme ils ont accouſtumé faire par cy deuant: ains ſeulement appellera des Iurez ſ'il y en a iuſques au nombre de quatre par ordre, ſ'il y en a plus grand nombre. Ar. 2. Où il n'y a Iurez doreſnauant y en aura: & pour le commencement, où il n'y en a, les habitans de chacune iuriſdiction en eſliront quatre ou plus grand nombre, ſ'il eſt aduiſé: & leſquels ils preſenteront au S. ou Bayle qui receura le ſerment. Art. 3. Et apres les annees ſuiuantes à touſiours ceux qui ſeront Iurez en eſliront des autres chacun, iuſques au nombre de trois, leſquels preſenteront au S. ou Bayle, qui en receura l'vn deſdits trois.

III. MELVN Chap. 12. Art. 192. Chacun † peut leuer b ſon edifice tout droict à plomb & à ligne, ſi haut que bon luy ſemble: & contraindre ſon voiſin de retirer cheurons & toutes autres choſes, qu'il trouuerra portans ſur la place empeſchans le baſtiment qu'on y peut faire: nonobſtant quelque laps de temps que ce ſoit, & fut il de cent ans & plus.

SENS Tit. 10. Art. 99. p. *à Melun*. tout droit &c. place par †† quelque temps que ce ſoit de cent ans ou plus.

AVXERRE Tit. 4. Art. 101. p. *à Sens*. tout droit ſur la place &c. ſoit † fut de &c.

TROIES Tit. 4. Art. 62. p. *à Sens*. ſur ſa place tout &c. haut & aualer ſi bas que bon luy ſemble &c. place: nonobſtant que par long temps y euſſent eſté.

CHALONS Tit. 18. Art. 143. Le pied ſaiſit le chef, c'eſt à dire qu'on peut leuer ſon edifice &c. p. *à Sens*. ſa place par &c. que les choſes ayent eſté en ceſt effect, & fut de cent ans.

AMIENS L. Art. 23. Qui veut edifier nouuel edifice, peut depuis terre en haut eſleuer ſon tenement, & faire oſter à droite ligne tout empeſchemẽt au contraire.

BERRI Tit. 11. Art. 17. Librement chacun peut edifier ſur ſa place ſi haut que bon luy ſemble: & ſ'il y a quelques cheurons ou autre matiere de bois ou terre en la muraille du voiſin, ſortant ou pendant ſur la place de celuy qui veut de nouuel edifier, ſera tenu ledit voiſin, qui a leſdits cheurons ou autres choſes ſur la place de ſon voiſin, les retirer iuſques à l'endroit & allignemẽt de ſa muraille, à icelle prendre des le bas de la terre & pied de la muraille, quelque laps de temps, que leſdits cheurons ou autres choſes ſortans ſur la place du voiſin, y ayent demouré: par lequel ne pourra le voiſin auoir acquis aucun droict de Preſcription.

LILLE Tit. 21. Art. 235. Vn heritier peut edifier ſur ſon heritage tel edifice que bon lui ſemble, pour empeſcher les veues de ſon voiſin, ou autremẽt: ſe autrement deuement il n'appert du contraire.

RENNES L. Art. 687. Celuy qui baſtira ou refaira maiſon de neuf en ladite ville & forsbours de Rẽnes, ſera tenu de baſtir à droit plomb, & faire les cloaiſons ſoſtieres de pierre entre ſa maiſon & icelle de ſes voiſins, iuſques à ſableres, qui porteront les cheurons de la couuerture deſdites maiſons: & ſerõt leſdites murailles moitoyennes, & en ſeront laiſſees feneſtres & marques d'vn coſté & d'autre.

NANTES L. Art. 722. Qui baſtit ou refait de pied maiſon de nouueau, la doit baſtir à plomb & à ligne, ſans aucune ſaillie. Et ſ'il ne rebaſtit des le pied, doit tenir à plomb depuis l'eſtage, où il reedifie.

MELVN Chap. 12. Art. 204. Quand †† aucun fait edifier ou reparer ſon heritage, ſon voiſin eſt tenu de luy donner d & preſter patience & paſſage pour ce faire, en reparant ce qui aura eſté rompu, demoly ou gaſté.

ESTAMPES Chap. 6. Art. 86. p. *à Melun*. patience à ce faire &c. & degaſté.

ORLEANS Tit. 13. Art. 240. p. *à Eſtampes*. & reparer &c. reparant & amãdant en diligẽce par celuy qui edifie ce qu'il auroit rompu, demoli & gaſté à ſondit voiſin. Et ne peut pour raiſon de ce acquerir droit & poſſeſſion contre ne au preiudice de celuy, qui a donné ou ſouffert ladite patience de reparer ou edifier.

NIVERNOIS Ch. 10. Art. 20. Si aucun baſtit es grandes rues, les voiſins luy ſeront tenus preſter patience, de tenir en icelle rue ſes immondices procedans de ſon baſtiment, durant le temps conuenable, qui ſ'arbitrera par le Iuge ordinaire, ſi debat y eſchet. Et apres ledit temps ſera contraint de faire place nette & enuoyer leſdites immondices hors la ville & lieux, ou lieu accouſtumez & non nuiſibles: & en cas de delay ou refus, eſt amendable d'amende arbitraire.

ARRAS Tit. 2. Art. 15. Vn poſſeſſeur d'vn heritage ou de pluſieurs, ne peut faire breteſques, boutures, ſaillies n'autre choſe ſur la rue, à l'endroit deſdits heritages, au preiudice de ſes voiſins.

DVNOIS Ch. 9. Ar. 62. p. *à Eſtãp*. reparer en ſon &c. reparãt & amendãt diligẽmẽt celui qui a edifié, ce qu'il auoit demoli, rõpu & gaſté à ſondit voiſin. Et ne peut pour ce l'edifiant acquerir droit ne poſſeſſion &c. p. *à Orleans*.

b Eius eſt cœlum, cuius eſt ſolum Acc. ad l. fin. D. de ſer. vr. præd. cœlum & quod ſupra cuiuſque ſolum eſt, liberum eſſe debet l. 1. D. de ſeruitut. vrban. præd. Ceſte Couſtume eſt conforme a ce que dit Paul. in l. cuius 24. D. de ſeru. vrb. præd. cuius ædificium iure ſuperius eſt, eius eſt in infinito ſupra ſuum ædificium imponere. l. altius C. de ſeruit. & aqua l. fin. §. pen. D. quod vi aut clam. Vlpian veut que l'on garde la Couſtume de la ville ou cité in l. qui luminibus D. de ſeruit. vrb. l. 1. C. de ædif. priuat. Accurſ. ad d. l. qui luminibus. Au reſte Leo in l. vlt. C. de ædif. pri. dit qu'il eſt permis de hauſſer & enleuer ſa maiſon ſi haut que l'on veut, modo ſit intra legitimum ſpatium Par la Loy de l'Empereur Auguſte il n'eſtoit permis d'eſleuer ſon baſtiment plus haut que ſoixante & dix pieds, cõme eſcrit Stra bon liure v. & par celle de Traian, de lx. cõme nous voyons dans Aurelius Victor tandem l'Empereur Leon de cent pieds d. l. fin. §. 4. C. eod. titulo qu'il veut eſtre gardé pour l'eſpace qui doit eſtre entre les heritages voiſins & ioignans les vns aux autres. Vide l. 11 D. de ſeruit. vrb. præd & l. 1. C. de ædif. priu.

c Par l'Ordonnance d'Orleans 1560. Ar. 96. les Saillies & oſtevens ſont defendus. Ainſi la Couſtume de Arras Tit. 2. Art. 15. Les defend pareillement. Niuernois Chap. 10. Art. 22. 23. & 24. Reims 351.

Source : BIU Cujas

d Ceste matiere est traictee in l. refectionis D. comm. prædiorum. Et rectè in d. l. refectionis 11. §. vlt. D. cõm. præd. scriptum est. Si prope tuum fundum ius est mihi aquam riuo ducere: tacita hæc iura sequuntur, vt reficere mihi riuum liceat: vt adire quâ proximè possim ad reficiendũ eum ego, fabrique mei: item vt spatium relinquat mihi dominus fundi: quò dextra, & sinistra ad riuum adeam, & quo terram, limum, lapidem, harenam, calcem iacere possim. Vide l. 8. D. Si Seru. vind. Ce qui se peut fort à propos adapter à ces Coustumes parlans des refections des maisons ou autres edifices.

e Sic Papinianus in l. vn. D. de via publ. permittit vnicuique construere secundum propriam domum, vt non prohibeatur vehiculum transire.

BERRI Tit. 11. Art. 21. Ceux † qui font edifier & construire maisons en la ville de Bourges, Yssoudun & autres villes Royales du Duché de Berri, peuuent, durant le temps requis pour la construction des edifices, faire mener au de leurs maisons és rues publiques desdites villes, les pierres, chaux, sable & autres matieres necessaires pour ladite construction. Ar. 22. Pourueu qu'és grandes e rues publiques desdites villes, ésquelles on a acoustumé passer les chariots, ils laissent espace suffisant d'vn costé de la rue pour le passage desdits chariots. Art. 23. Et apres ledit edifice parfait, seront contraints ceux qui l'ont fait faire, de faire vuider les grauois & reste desdites matieres, dedans certain brief temps, qui sera prefigé par Iustice: sur peine d'amende arbitraire. Art. 24. Et ou ils differeroient par espace de temps notable, de continuer ledit edifice, & laisseroient touſiours lesdites matieres en la rue, incommodãt par ce moyen l'vsage d'icelle, leur pourra l'on prefiger par Iustice certain tẽps, selon la grandeur de l'edifice, dedans lequel ils seront tenus de parfaire & paracheuer: & en defaut de ce faire, dedans ledit temps & iceluy passé, leur enioindra le Iuge dedans la viii. apres, faire oster lesdites matieres & les mettre en autre lieu non dommageable ne preiudiciable à la rue & voye publique: sur peine d'amende arbitraire.

Habitans des villes peuuent faire mener des pierres deuant leurs maisons pour bastir: en laissant espace suffisant.

† *Ces Art. 21. 22. 23. & 24. sont Coustumes nouuelles.*

Grauois seront ostez des rues, apres l'edifice parfaict: sur peine d'amende arbitraire.

BOVRBONNOIS Ch. 31. Ar. 510 p. *à Melun.* fait edifice & repare &c. de dõner &c. patience à ce faire, en reparant &c. p. *à Dunois.* par iceluy qui edifie &c. aura rompu &c. le reedifieur acquiert nul droict ne possession &c. qui a souffert ladite reparation ou edifice.

NANTES L. Art. 720. p. *à Dunois.* heritage & ne le peut sans endommager son voisin, ou sans passer par sa maison ou heritage, celuy voisin est tenu luy prester & donner patience à ce faire, & luy souffrir que par sa maison ou heritage, celuy bastisseur passe ses attrairs, soient poutres, gouttieres, ou autres choses si ledit bastisseur ne le peut conduire ne passer ailleurs. Parce toutesfois que l'edifiant est tenu reparer, restablir & mettre à deu estat à ses despens, & en tout ce qu'il auroit rompu, demoli & gasté à sondit voisin. Et ne peut l'edifiant pour raison de ce que dessus acquerir &c. iusques à ce mot, *patience*, inclus.

SEDAN Tit. 14. Art. 295. p. *à Dunois.* reparer son &c. amendant en diligẽce par &c. edifie &c. aura rompu &c. iusques à ce mot, *voisin*, inclus.

AMIENS L. Art. 24. Celuy qui bastit à l'encontre de son voisin, & fait son edifice plus haut qu'il n'estoit, la vieille gouttiere qui souloit estre entre les deux maisons demourera à l'vsage du proprietaire de la maison non reedifiee, en la retirant entierement sur luy à ses despens: & doit ledit nouueau edifice auoir gouttiere neufue, aux despens de celuy qui l'a faict faire.

Edifice nouueau doit auoir gouttieres, quãd il est faict plus haut qu'il n'estoit.

SENS Tit. 10. Art. 105. Quand esgout chet sur l'heritage d'autruy en terre vaine, celuy à qui est ledit esgout, ne peut estre contraint de l'oster, s'il ne porte dommage notable. Mais si celuy, auquel appartient l'heritage, veut edifier en la place, sur laquelle chet ledit esgout, le voisin du costé, duquel il chet, sera tenu de porter ou faire porter son eaue hors l'edifice de celuy qui de nouuel edifie.

Esgout ne sera osté s'il ne porte dommage notable.

AVXERRE Tit. 4. Art. 108. Quant esgout chet sur l'heritage d'autruy, soit qu'il tombe sur terre ou autrement, celui à qui est ledit esgout, peut estre contraint d'oster & soustenir son eaue: posé que celuy, à qui est l'heritage ne vueille edifier en la place, où chet ledit esgout,

Esgout sera retiré.

BAR Tit. 12. Art. 185. On ne peut auoir ny tenir esgouts, au moyen desquels les immondices puissent choir ou prendre conduit au puis à eaue, cisterne, caue, ou autre lieu du voisin auparauant edifié. Art. 187. Celuy qui a esgout cheant sur &c. p. *à Sens.* vaine, peut estre &c. dõmage notable ou que le proprietaire vueille bastir sur ledit heritage.

Esgouts.

CHALONS Tit. 17. Art. 140. Nul †† n'est tenu de porter l'eaue de son voisin, si bon ne luy semble.

†† *Ceſt Art. 140. est accordé pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

REIMS Tit. 14. Art. 356. Si vn homme edifie entierement dans son heritage: tellement que l'esgout de son toict choye sur le sien, il peut faire en son edifice tant de veuës, claireté & fenestres, que bon luy semble. Art. 357. Et ne pourra ledit voisin offusquer & du tout empescher lesdites veues & fenestres & bastir à l'endroit d'icelles, plus pres de deux pieds & demy. Ar. 358. Nul ne peut faire gout-

Droict de veues.

Gouttieres & Nants sur rues publiques ne sont permis.

Source : BIU Cujas

tieres ne nauts ſur rue publique, plus bas que de xxii. pieds & demy ſur peine de l'amende de lx. ſols Par. applicable au Seigneur de la iuriſdiction, où ſont les edifices, ſur leſquels leſdites gouttieres & nauts ſeront aſſis. Art. 359. Si ſur aucun mur moitoyen & commun eſt aſſis vn nau, qui reçoiue les eaues de deux voiſins, & l'vn d'iceux voiſins veut hauſſer ledit mur & edifier à egal dudit hauſſement, l'autre voiſin ſera tenu de retirer ledit nau ſur luy, qui luy ſera audit cas propre & particulier pour receuoir ſes eaues: mais ſi par apres l'autre voiſin veut hauſſer & baſtir à l'egal de ſondit voiſin, faire le pourra, en contribuant & payant la moitié de la deſpence dudit mur, & rapporter ledit nau ſur le moitoyen, qui ſera commũ entre eux, comme il eſtoit auparauant. Art. 378. S'il eſt beſoin de recouurir vn toict & la goutte tõbe ſur ſon voiſin, tel voiſin eſt tenu de bailler place pour dreſſer les eſchelles, & ne le pourra empeſcher.

Voiſin eſt tenu bailler place pour dreſſer les eſchelles.

Chacun eſt tenu de receuoir ſon eaue.

NIVERNOIS Ch. 10. Art. 1. En maiſons chacun eſt tenu de receuoir & ſouſtenir ſur le ſien, ſon eaue par eſchenez ou autres inſtrumens propres: ſinon qu'il y euſt mur cõmun & edifice prochain & contigu: auquel cas chacun ſe pourra ayder de la moitié dudit mur, pour y mettre & aſſeoir ſon eſchené propre: ou les deux communs pourront ſur iceluy faire eſchené commũ pour porter & receuoir les eaues.

Eſgouts.

BOVRBONNOIS Chap. 31. Art. 509. On ne peut auoir eſgouts & ozmes, au moyen deſquels les eaues & immondicitez puiſſent cheoir ou prendre conduit au puis ou caue de ſon voiſin, auparauant edifiez: ſinon qu'il y ait titre exprez au contraire.

En edifice on doit laiſſer demy pied de chacun coſté pour ſtillicide.

S. SEVER Tit. 13. Art. 1. Qui veut baſtir maiſon, doit laiſſer demy pied de chacun coſté pour le ſtillicide: & ſi vn autre baſtit il en doit laiſſer autant, ou porter la force d'eaue à ſon voiſin. Art. 2. Et a lieu l'Article prochain és villes & lieux ou il y a entreual entre deux maiſons ſeulement.

BAYONNE Tit. 17. Art. 7. Si aucun des voiſins, qui ont leurs maiſons contigues & l'entredeux d'icelles de bois & de bricque fondé en fonds commun & leué egalement & ſur iceluy mis gouttiere cõmune, pour porter l'eaue de leurs maiſons, veut leuer ſa maiſon plus haut que celle de ſon voiſin, doit mettre vne panne de bois deuers ſon coſté, au long de l'autre panne commune, qui ſouſtient la gouttiere commune, & ſur icelle panne nouuellement miſe de ſon coſté, leuer ſa maiſon: tant qu'il luy plaira, & mettre gouttiere pour porter ſon eaue: en maniere que il ne porte dommage à l'autre maiſon de ſon voiſin.

Gouttiere commune.

RENNES L. Art. 693. Qui veut faire conduit pour cloaque ou eaue peut arriuer au conduit public, les voiſins par ſur leſquels le chemin ſera plus commode, ſeront tenus ſouffrir le paſſage: ſauf à eux à ſe ſeruir dudit conduit, ſ'ils voyent que bon leur ſemble: & en ce cas faire les frais dudit conduit en ſon endroit. Art. 694. Lors qu'il ſera beſoin faire conduits pour arriuer aux conduits publics, chacun ſera tenu contribuer à l'endroit de ſa maiſon aux fraix de l'œuure dudit conduit.

Conduit pour cloaque ou eaue

NANTES L. Art. 712. Quant aucun veut baſtir prez d'vn ſien voiſin, & qu'il y a entredeux vn mur commun & mutuel, ſur lequel eſt aſſiſe gouttiere ou geſſe, pour porter les eaues communes, celuy qui baſtit le premier, peut conduire ledit mur commun plus haut que la maiſon de ſon voiſin, ſi bon luy ſemble. Et portera cil qui ne baſtit, ſes eaues, comme il verra eſtre à faire: & ſe pourra ayder dudit mur, lors qu'il voudra hauſſer ſa maiſon, payant le tiers dudit mur. Art. 713. S'il y a vne gouttiere qui porte les eaues de deux maiſons, & qu'il y ait vne maiſon plus haute l'vne que l'autre, & que la gouttiere ſoit commune, celuy qui a la maiſon plus haute, doit payer les deux parts de la gouttiere & l'entretenement d'icelle, & l'autre le tiers. Art. 726. Chacun peut addreſſer le cours de ſon touc, encores qu'il ſoit nouuellement fait, aux autres prochains & anciens touc, en contribuant à l'entretenement & nettoyement deſdits anciens touc.

Gouttiere ou geſſe eſtant ſur mur commun.

Gouttiere commune eſtant commune pour quelles parts chacun eſt tenu de contribuer.

Touc peut eſtre dreſſé aux prochains Touc.

SEDAN Tit. 14. Art. 289. p. *a Sens.* Art. 105. vaine & place vuide, celuy &c. à qui eſt ledit heritage &c. place, ou chet ledit &c. ſon voiſin du coſté &c. qui edifie.

ORLEANS Tit. 13. Art. 238. Quand aucun edifie maiſon & aſſiet ſes ſeulles & poutres, il ne les peut mettre & aſſeoir à l'endroit & contre les autres ſeulles & poutres auparauant miſes & aſſiſes par ſon voiſin.

Seulles & poutres ne ſeront miſes & aſſiſes cõtre les autres de ſon voiſin.

NANTES L. Art. 716. p. *à Orleans.* ſes ſolles, le voiſin ne peut mettre n'aſſeoir les ſolles à l'endroit contre les autres ſolles auparauant miſes & aſſiſes.

NIVERNOIS Chap. 10. Art. 25. Il eſt permis à vn chacun [f] d'embellir & reparer les rues par baſtimens & edifices: mais non les empirer par ruines, demolitions ou autrement.

Rues peuuent eſtre embellies par edifices, & non ruines ou demolies.

[f] L. 8. C. de ædif. priu. vbi rectè ſcriptum eſt ædificium non eſſe

Source : BIU Cujas

diruendum, sed potius extruendum & reparandum & reficí certe debet cum reipublicæ interfit. l. præses 7. D de offic. præsid. l. 4. C. de iure reip. l. 46. D de damno infecto. & ædificium integrum deponi non debet, ne vibis aspectus deformetur. l. 2. C. de ædif. priu & ita rectè in l. 3. C. eod. tit. notatur ædificium demolíri non posse siue consensu magistratus & vicinorum.

g Ratio sumenda est ex l. 1. C. de interd. ne fundamentis domus vicini periculum adferat.

BAR Tit. 12. Art. 182. Demolition de muraille & autre œuure faite clandestinement par l'vn des voisins, n'attribue par quelque laps de temps, droict de possession, à celuy qui aura fait lesdites entrepriſes. Art. 186. Le voisin ne pourra g cauer sous l'heritage de son voisin.

Demolition de muraille & autre œuure clandestine n'attribue possession.

Il n'est licite cauer sous l'heritage d'autruy

ORLEANS Tit. 13. Art. 253. Fouillement en terre, grattement & demolitions de murailles & autres œuures faites &c. p. *à Bar.* Art. 182.

BRETAGNE Tit. 18. Art. 392. Quand aucun fait edifice en sa terre au preiudice d'autruy, si celuy edifice est fait publiquement & au veu & sceu de ceux, à qui il pourroit porter preiudice, ils doiuent s'opposer auparauãt la perfection dudit edifice, & par apres n'y pourroient venir par opposition. Mais pourront dedãs l'an & iour, apres celuy edifice parfait, demander par action demolition dudit edifice, payant les mises & coustages d'iceluy edifice. Et apres ledit an & iour, si ledit edifice leur portoit preiudice, peuuent demander seulement estre desdommagez dedans vi. ans, à compter depuis la perfection dudit edifice: qui † ne sera entendu des coulombiers, retraite à pigeons & moulins, desquels on pourra demander la demolition dedans xv ans.

Denonciation de nouuel œuure

† *Ces mots, qui ne sera &c. iusques à la fin sõt de nouuel adiouſtez.*

RENNES L. Art. 690. Sera tenu celuy qui edifiera de nouueau, soustenir à ses despens la maison du voisin & restablir les vieux merrains en estat.

Voisin edifiant de nouuel, doit soustenir à ses despens & restablir les vieux merrains.

NANTES L. Art. 721. p. *à Orleans.* Art. 253. demolition &c. ne autres &c. de l'autre son voisin n'attribue &c.

SEDAN Tit. 14. Art. 294. p. *à Orleans.* Art. 253. n'attribue &c. Art. 297. Quand aucune maison ou edifice menace ruine, si celuy à qui appartient ladite maison, somme d'oster le danger ne le faict, il sera permis à son voisin & poursuiuant, soit le Procureur Fiscal ou autre partie priuee, apres visitation faite de l'authorité de Iustice, par Maçons, Charpẽtiers ou autres gens à ce cognoissans, de le faire pour euiter l'eminent peril par demolition de l'edifice caduque ou autrement, aux despens de celuy auquel appartiendra ledit edifice. Et si celuy qui aura fait faire lesdites demolitions, a faict aucuns frais, il en sera rembourſé, par le maistre de ladite maison. Art. 298. Quand aucun veut edifier de nouuel, si son voisin ou autre y a interest & se veut complaindre & denoncer nouuel œuure, faire le peut, en sommant celuy qui voudra edifier, de se deporter: ce qu'il sera tenu de faire incontinent apres l'adiournement libellé, ou sommation faicte en iugement, iusques à ce que visitation faicte des heritages, ouurages & lieux, par gens à ce cognoissans, les parties ouyes en iugement, il en soit autrement ordonné par Iustice. Autrement si apres l'adiournement libellé souffisamment, ou sommation faicte, comme dessus, il estoit passé outre à l'œuure ou edifice, auant l'ordonnance de Iustice, les choses seront demolies, reparees & remises en l'estat qu'elles estoient lors de ladite renonciation, aux despens de celuy, qui auroit attenté ou passé outre audit nouuel œuure. Art. 299. Et si celuy qui aura denoncé nouuel œuure à tort sera tenu de tous despens dommages & interests aduenus à cause du deport, retardation de l'ouurage & deterioration des materiaux & edifices.

Demolition des maisons ou edifices menaçãs ruine comme sera faicte.

Denonciation de nouuel œuure.

AVXERRE Tit. 4. Art. 117. Pour †† façonner emblauer ou deblauer heritages entrelacez en heritage * d'autour, le seigneur proprietaire peut prendre passage où plus proche chemin & au moins dõmageable, sans pource acquerir droit de saisine ou possession. Et se le passant rompt haye, perche ou pesseau, ou remplit le fossé, il sera tenu reparer sur le champ. Et sera le proprietaire ou possesseur creu du dommage, à son simple serment, iusques à v. sols t. & au dessous: sauf a en demander & prouuer d'auantage.

De droict de passage.

†† *Le 117. Art. est de nouuel introduit.*

* *Aliàs, d'autruy. P. V.*

h Voyez cy dessus l'Addition du 4. Titre de Paris.

ORLEANS Tit. 13. Art. 251. Si par h les heritages qui sont situez sur & à l'endroit des chemins, empirez & mauuais, on passe & repasse, cela n'attribue droict de chemin & voye publique par lesdits heritages, par † quelque temps que ce soit.

Serment iusques à cinq sols quand il y a rupture de haye &c.

† *Ces mots, Par quelque temps que ce soit, ont este*

BRETAGNE Tit. 18. Art. 393. Si aucun veut clorre ses terres, prez, landes ou autres terres decloses, où plusieurs ayent accoustumé d'aller & venir, & faire pasturer, Iustice doit voir, bonner & diuiser les chemins par le conseil des Sages, au mieux, que faire se pourra, pour l'vtilité publique: & laisser au parsus clorre lesdites terres, nonobstant longue tenuë d'y aller & venir, & faire pasturer durant qu'elles estoient decloses. Art. 394. Et †† si la Iustice prochaine estoit

Source : BIU Cujas

adiouſtez pour explication il eſt Art.251. que eſtoit le 205. de l'ancien
Iuſtice doit bonner & diuiſer les chemins quād aucun veut clorre ſes biens.
†† Ceſt Art.394. qui eſtoit le 372. a eſté ainſi amplifié & corrigé.

Bornes peuuent eſtre miſes ſans auctorite de Iuſtice entre prtuez.

en defaut de ce faire, le Seigneur ſuperieur le feroit: & pourroit auſſi pouruoir & cognoiſtre des bornes i oſtees & remuees: & punir ceux qui en ſeroient coupables.

Des limites & bornes de chemins.

La Marche Chap.25. Art.329. Entre priuees perſonnes chacun peut mettre bornes & limites en ſes heritages particuliers, ſans auctorité de Iuſtice: pourueu que les terres ne facent limites de diuerſes Iuſtices ou Parroiſſes: auquel cas faudroit appeller les Officiers des lieux: ſur peine de l'amende.

Acs Tit.17. Art.2. Quand il eſt queſtion de limiter chemins, maiſons ou terres contiguees, le Seigneur ou ſon Bayle eſt tenu ſoy tranſporter ſur le lieu, & parties appelles ſommairement, ſans figure de procés, ſ'enquiert par teſmoins anciens, confeſſion de partie & viſion oculaire, & par iugement d'experts ou autrement deuëment: & ce fait, dict droict aux parties ſur le lieu: & prend pour ſa peine x. ſols t.

Cerquemanage quand eſt requis & comme doit eſtre faict.

Lille Tit.21. Art.233. Quand vn heritier entend ſon voiſin heritier auoir emprins ſur ſon heritage, & qu'il edifie autrement qu'il n'appartient, il peut requerir Cerquemanaige ou viſitation eſtre faite des deux heritages. Et pour ce faire, doit faire conuenir pardeuant Eſcheuins en halle & à brief iour, pour conſentir ou diſſentir ledit Cerquemanaige ou viſitation: & que lors on ordonne ſommierement, que tel cerquemanaige ou viſitation ſe fera à tels deſpens, qu'il appartiendra. Et en enſieuant ce, le Preuoſt ou ſon Lieutenant, les deux Eſcheuins à ce commis auec le Clerc de ladite ville, ſe tranſportent ſur le lieu: & illec les parties peuuent exhiber telles lettres, titres & enſeignemens, que bon leur ſemble, & par les ouurieres de la ville, ſe fait ledit cerquemanaige ou viſitation, qui ſe met par eſcrit par ledit Clerc, & ſe rapporte en halle à certain iour enſieuant, en n'y adioutnant que les parties pour le voir prononchier. Et lors ſ'il n'y a oppoſition, eſt ordonné que tel cerquemanaige ou viſitation doit ſortir *, & ſe decrete en ordonnant que les emprinſes d'vn coſté & d'autre ſe retrancheront. Et là où ne ſera trouué qu'il y euſt emprinſe, les deſpens dudit Cerquemanaige, doiuent eſtre aux deſpens du requerant. Art.234. Sur complainte intentee en la Gouuernance de Lille, apres icelle executee & reſtabliſſement fait, l'on peut retourner à Cerquemanaige pardeuant Eſcheuins: ouquel cas, l'on ne procederoit plus auant en ladite complainte.

* Aliàs, *ſortir effect.*

En Complainte executee & reſtabliſſement faict, en quels lieux on peut retourner à Cerquemanage.

Cambray T.25. Ar.28. Action pour k deſreg d'heritages ſintēte entre heritages amaſſez d'edifices ou murs par clain de Cerquemanaige preſens ii. Eſcheuins & la Iuſtice du marché, ou pardeuāt les Maieurs des poeltéez, ou preſés Loy hors la Cité. Lequel clain doit eſtre ſignifié à la partie, iii. iours auparauāt proceder audit Cerquemanaige, en luy aſſignant iour, lieu & heure pour ſoy trouuer à veoir faire ledit Cerquemanaige par les Cerquemaneurs ſermentez, & aſſignant autre iour aux parties pardeuant Loy pour ledit Cerquemanaige emologuer ou debattre, ou autrement le veoir decreter. Art.29. Mais entre heritages de iardinages, pretz ou terres labourables ſintente ladite action par clain fait preſens Loy, pour auoir rengs & bonnes contre ſon marchiſſant, en faiſant ſignification & aſſignation de iour, comme deſſus, en prenant à ce les meſureurs ſermentez Art.30. Vn Cerquemanage ſe peut diſtraire par trois voyes, à ſçauoir par vn autre Cerquemanage requis deuant que de emologuer le precedent, ou par lettres en ferme ou record de Loy. Art.31. Et quand l'on procede au ſecond Cerquemanage, vn ou deux Cerquemaneurs, qui ont fait le premier, y doiuent eſtre appellez auec les nouueaux: & pareillement au troiſieſme vn ou deux de chacun des deux Cerquemanages precedens. Art.32. En matiere de Cerquemanage, quant les deux parties viennent à emologuer le premier Cerquemanage, les deſpens ſe doiuent payer par moitié. Mais ſi l'vne des parties ne veut emologuer le premier Cerquemanage, & qu'il en demande vn ſecond, celuy qui ſuccombe audit ſecond, doit payer les deſpens: s'il ne ſe pouruoit d'vn troiſieſme Cerquemanage: auquel pareillement celuy qui ſuccombera doit payer les deſpens & ne ſe peut plus demander vn quatrieſme Cerquemanage. Art.33. Pour l'execution d'vn Cerquemanage, apres la ſentence donnee, l'on y procede par commandement de Iuſtice, & apres à defaut d'y obeyr, l'on doit aller par ordonnance de Loy leuer gage pour le furniſſement d'iceluy.

Action pour deſreng d'heritage.

Cerquemanage.

Rengs & bornes.

Cerquemanage ſe deſtruict par trois voyes.

Cerquemaneurs.

Deſpens de Cerquemanage.

Execution de Cerquemanage.

i Nous auons parlé en la premiere partie de ceſte conference Tit.3. des bonnes, & allegué pluſieurs auctoritez, meſmes les Loix anciennes. En leg.Baior.cap.1. Quotieſcunque de terminis fuerit orta contentio, ſigna quæ antiquitus conſtituta ſunt, oportet inquirere, id eſt aggeré terræ, quem propter fines fundorum antiquitus apparuit fuiſſe ingeſtum: Lapides etiam quos propter indicium terminorum notē euidētibus ſculptos, vel cōſtiterit eſſe defixos.

k Deſreng d'heritage ou deſren, ou deſrener, ſignifie deſnier fort & ferme en la Couſtume de Normandie. Mais en ceſte cy ſignifie pour reng & bonnes. Art.29. de ceſte Couſtume de Cābray.

l Cerquemaneurs ſont maiſtres Iurez qu'on appelle pour planter bornes, ou pour les deplanter, raſſeoir & planter: & ſont employez pour le faict des veues, viſitations ou deſcentes. Vide Ioan. Goll. q.270

Source : BIU Cujas

VALANCIENNES Tit.11. Art.124. Quiconques demandera Cerquemanaige, il l'aura, & ſe payeront les deſpens par celuy qui le requiert, ſi auant qu'il ſoit trouué auoir tort, ne fut que leſdites parties accordiſſent de payer par moitié, ou à portion d'heritier des heritages, deſquels ſe fera ledit Cerquemanaige, ou ſe payeront à l'ordonnance de Iuſtice: & s'il n'y a aucun expaiſié eſtãt heritier d'heritage, contre lequel on veut cerquemaner: le Maieur de la y doit eſtre appellé pour luy.

REIMS Tit.14. Art.351. Nul habitant ou aiant maiſons eſdites Cité, Ville & fauxbourgs, ne peut edifier & conſtruire de nouuel au deuant de ſeſdictes maiſons, aucunes ſaillies, goulots, boucquets, eſtaches ou autre entrepriſe ſur rue & chemin publique: ſinon que leſdites ſaillies ſoient de xxii. pieds & demy de hauteur: & qu'il ait obtenu congé & permiſſion des Seigneurs, en la iuriſdiction deſquels tels edifices ſe font, de planter leſdits boucquets & eſtaches: ou de faire leſdits goulots & baſſins de pierre ſur ledit chemin: c'eſt à ſçauoir en Ban de Iuſtice de l'Archeueſque de Reims, du Bailly, Eſcheuins & Vidame de Reims, de chacun deſquels faut obtenir permiſſion. Et en la terre de Chapitre de leurs Seneſchaux & Bailly: & en la terre de S. Remy & de S. Nicaiſe, des Baillifs deſdits lieux: excepté en la Couſture dudit Reims: en laquelle eſt permis de conſtruire & edifier de nouuel, ſans le congé des Eſcheuins de ladite ville, & ſans peril d'amende, Saillies, goulots & eſtaches de la hauteur de x. pieds ſeulement: laquelle hauteur ſeront tenus les aiãs maiſons en ladite Couſture, obſeruer: & à ce faire contraints d'obſeruer ladite hauteur de xxi. pieds & demy, par les Seigneurs & autres Iuſticiers, où ſont aſſiſes les maiſons: eſquelles ſeront leſdites Saillies de nouuel conſtruites & edifiees. Art.352. Si aucun aiant maiſon eſdites Cité, villes & villages fait à coſté leſdites ſaillies, feneſtres, les voiſins qui voudront baſtir autres Saillies à coſté d'icelles, aians droicts & pouuoir de ce faire, pourront eſtoupper leſdites feneſtres, ſans que l'on les puiſſe empeſcher, ne alleguer contre eux aucun droict de Preſcription. Art.353. Pourront auſſi les aians maiſons en ladite Couſture, edifier Puits, degrez ou marche, en lieu le plus conuenable & moins nuiſible à l'aiſance & commodité de ladite Couſture & chemin publique d'icelle, les Eſcheuins à ce appellez. Art.354. Pareillement leſdicts aians maiſons tant en ladite Couſture, qu'ailleurs, eſdites Cité, Ville & Fauxbourgs, pourront faire feneſtres en front de rue, auuants & auuants toicts ſur icelle rue, ſans demander congé n'encourir l'amende: pourueu que leſdits auuants & auuants toicts, ſe puiſſent hauſſer & aualer. Art.373. Nul ne peut cheuer ne faire entrepriſe ſur la chauſſeure d'icelle ville, ſans l'exprés congé & licence des Eſcheuins ou des Greffiers de l'Eſcheuinage, qui ont le regard & le gouuernement ſur ladite chauſſee: ſur peine d'amende de lx. ſols Par. Art.374. Si aucun veut edifier en vne ville maiſon, où y a ſaillie ou autre edifice ſur rue, & il veut reſeruer le priuilege de ladite ſaillie, auant qu'il l'abbate, il eſt tenu de faire les meſures par les Greffiers de ladite chauſſee: & ce fait, il peut abbatre & refaire ladite ſaillie ou autre edifice ſaillant ſur rue, en l'eſtat qu'il eſtoit, ſans en demander autre congé pour ce faire aux Officiers, où l'edifice ſe faict. Art.375. Quiconques veut edifier audit Reims & en faiſant les edifices fait faire les caues, il doit faire les fondemens bons & ſuffiſans, & monter la muraille à ſes deſpens, iuſques au rez de la chauſſee, & de là en auant ſon voiſin, y ſera tenu contribuer de telle meſure que deſſus eſt dict: c'eſt à ſçauoir de xiv. pieds en la Cité, & de viii. pieds hors la Cité. Mais en contribuant par deſſus, il aura la moitié audit mur, & pourra appuyer contre & prendre creux de cheminee. Art.379. Si aucun a feneſtres, lucarnes ou creux d'ancienneté ſans prendre la meſure d'icelles, la partie preſente ou appellee, il perd ſa poſſeſſion.

AMIENS L. Art.26. Nul ne peut en ladite ville faire en ſa maiſon ou autrement aucun nouueau four public, ou aſſeoir nouuelle ſolle, ſueil ou muret ſur rue, eſtail, venelle & huiſſerie à cellier, ruiſſeaux & trauers à cheuaux, ſans licence des Preuoſts & Eſcheuins, à peine pour chacune fois de lx. ſols Par. d'amende, & que les droicts Seigneuriaux pour ce deuz ne ſoient payez.

NIVERNOIS Chap.10. Art.22. Deſormais l'on ne pourra faire auances de baſtimens ſur les rues deſdites Cité & villes, n'eſuiers, tuyaux de cuiſine, reſpondans ſur les rues par le haut: ſinon par le bas. Mais ſera tenu vn chacun receuoir ſes eauës & immondices chez luy, où les faire porter hors & en lieu non nuiſible, le tout ſur peine de l'amende. Art.23. Auſſi deſormais ne ſe pourront faire entrees de caues ou degrez aboutiſſans ſur leſdites rues, ſur telles peines que deſſus. Art.24. Et quant aux auancemens de baſtimens, eſuiers & tuyaux de

Saillies, goulots, boucquets, eſtaches ou autre entrepriſes defendues ſur rues publiques.

Permiſſion de faire & plãter boucquets & eſtaches, ou faire edifice de nouuel.

Vidame de Reims.

Saillies & feneſtres comme ſeront eſtouppees par les voiſins.

Puits, degré ou marche.

Feneſtres en front de rue, auuant.

De n'entreprendre ſur la chauſſure de la ville.

D'edifice aiãt Saillies s'il eſt demoly, pour le rebaſtir, comme la Saillie ſera conſeruee.

Des feneſtres lucernes ou creux.

Defenſes de ne faire nouueau four public, ou aſſeoir nouuelle ſolle, ſueil ou muret ſur rue, &c.

Des auances de baſtimens.

Entrees de caue ou degrez.

Auancemens de baſtimens,

Source : BIU Cujas

cuisine, entrees de caue ou degrez aboutissans sur lesdites rues desdites villes, faicts par cy deuant & d'ancienneté, ils ne pourront estre refaits ne reparez. Et quant ils cherront du tout, ils seront mis en l'estat dessus déclaré.

Dalles sortans sur le pauć de la ville, Prises, &c.

RENNES L. Art. 698. Nul ne peut auoir dalles sortantes sur le paué en la ville & faux-bourgs, priuees n'ouuertures de caues, autres que euentail à droit plomb, sans entrer sur le paué.

Edifice ne sera basty sur front de Rue, sans prendre allignement de la Iustice.

SEDAN Tit. 14. Art. 291. Nul ne peut faire bastir & edifier maison ou autre edifice sur front de rue, sans prendre allignement de la Iustice, sur peine de lx. sols t. d'amẽde de reparer & remettre la chose en son premier estat: & pour tous frais & salaires des Officiers, qui vacqueront à ce que dessus, quelque vacation qu'il y ait, ne sera payé plus de cinq sols t. à payer egalement à tous les Officiers.

Des fondemens faicts en terre commune pour bastir, cõme seront demolis.

BAYONNE Tit. 17. Art. 1. Si aucun fait fondement de muraille ou d'autre chose, en fonds de terre commune, & asseoit aucun fondement moitié au fonds de son voisin, sans auoir de ce certifié son compagnon ou voisin, en leur absence, sans appeller les experts Iurez nõmez vulgairement les Iurez de les Pobles, la partie qui s'en sent greuee peut requerir tel bastiment estre abbatu & demoly: ou cõclurre à l'interest & celuy qui a fondé sans garder ce que dit est, condẽné à demolir ou à l'interest par ledit Maire & Conseil, au chois du requerant.

Des bonches & hayes plantees contre son voisin.

MONSTREVL Art. 13. Quand aucun veut mettre bouches & planter hayes à l'entour de son bois, & ailleurs, à l'encontre de son voisin, il doit laisser pied & demy, entre sa terre & celle de sondit voisin, si c'est contre les vens de la mer: & si c'est contre les vents d'amont, il doit laisser deux pieds.

S. OMER en Artois, Tit. 2. Art. 21. Se aucun, &c. p. *à Monstreul.* ou planter, &c. entour, &c. lors il doit, &c. contre les vents de mer, pied & demy: & contre, &c. d'amont, deux, &c.

Bornes de quel costé doiuent estre delaissees & quel reiect.

BOVLLENOIS Tit. 30. Art. 167. Si aucuns veulent planter contre iceux chemins, doiuent laisser pour le reiect d'icelles par dedans les bornes vers vent de mer, pied & demy: & au dessous d'iceux vents, deux & demy, tout au pied du Roy. Art. 169. Si aucuns veulent planter és iardins ou manoirs l'vn contre l'autre, ils doiuent par le droict Coustumier dudit Boullenois laisser reiect: c'est à sçauoir par dedans leurs bournes, &c. comme dessus, d'iceluy vent deux pieds & demy: & s'ils font closture de morte haye, cela se doit faire de bourne à autre. Et s'il y auoit aucunes bournes renuersees, elles doiuent estre reddressees à plomb & à ligne, & ce par vn Mesureur Iuré. Art. 170. Si aucuns veulent planter iardins, hayes ou enclos contre terres ahanables, ils doiuent laisser les reiects par dedans leurs bournes, deux pieds & demy: & si ne doit nul faire plants entre parties, s'il n'appert par vrayes bournes. Art. 171. S'il y a aucunes hayes ou arbres pendans sur les iardins l'vn de l'autre, l'on doit sommer par Iustice à celuy à qui lesdites hayes ou arbres appartiennent, qu'ils les facent esbrancher, à peine de l'amende. Art. 172. Si aucuns font enclos ou ralongement de ville ou de iardins, ils doiuent par l'vsage dudit pays tout clorre entierement de liste & debout, vers les terres ahanables: & se doit faire ladite closture à tous lez, à l'encontre desdites terres ahanables, de viues hayes ou mortes, pardedans ses bournes, de deux pieds & demy. Art. 173. Si aucunes hayes sont entre aucuns iardins sans bournes, & aucune question se meut entre les parties, on se doit fonder sur les anciennes espines, portans ligne de l'vn à l'autre: & se doit enqueste faire de la premiere fondation & edification de la ville. Et celuy qui sera trouué premier fondé en ralongeant ladite ville, il doit apprehender à son droict ladite haye, & se doit faire par Mesureurs Iurez. Art. 174. Si aucunes diuisions sont entre bois & terres ahanables sans bournes, les terres se doiuent labourer iusques à pied & demy pres des vrayes honces: & se doit-on fonder sur les anciennes espines, & haistres ou autres bois portans ligne l'vn à l'autre. Et s'il y auoit appartenance de fossez, soit à l'encontre des iardins, terres ou bois, soit aduisé auquel lez le reiect est ietté, & celuy qui a le reiect, peut prendre tout ledit fossé à son droict: s'il est autant reiecté d'vn lez que de l'autre, se doit prendre à moitié dudit fossé. Art. 175. Si aucunes diuisions sont entre bois sans bournes & sans fossé, & il y eust hayes anciennes d'aucun bois sous aage: c'est à sçauoir grosses espines, haistres, charnes & autres bois, on se doit fonder sur celles qui portent plus droite ligne de l'vn à l'autre: & doiuent icelles hayes estre par moitié à chacune

Reiect de quel costé se doit laisser.

Bournes renuersees seront reddressees à plomb & à ligne.

Mesureurs Iurez.

Reiect.

Iect du fossé.

Source : BIU Cujas

deſdites parties.

AVXERRE Tit.4. Art.115. Le † iect du foſſé eſtant entre deux heritages, demonſtre que le foſſé eſt n & appartient à celuy du coſté duquel eſt ledit iect, & luy appartient ledit foſſé : & ſi le foſſé a deux iects, eſt reputé commun.

HESDIN Tit.2. Art.36. Par autre Couſtume, quiconque veut planter hayes viues, doit laiſſer pour reiect d'icelles hayes dedans ſes bornes, & ſur le ſien vers le vent de mer, deux pieds & demy : ſoit contre chemins, contre tenemens ou terres à autruy appartenantes. Art.37. Mais cloſture de hayes mortes, par ladite Couſtume, ſe doit faire de haye à autre, & entre deux limites. Et ſ'il y auoit bornes diuerſes, en tout euenement elles ſe doiuent par Meſureur Iuré reddreſſer à plomb & à ligne. Et encores aucun ne peut en ſes tenemens faire ploy : ſ'il ne le monſtre par bornes & autres ſuffiſans enſeignemens. Art 38. Et ſi hayes ſont edifiees en aucuns iardins, ou tenemens ſans bornes : l'on ſe fonde & arreſte ſur les anciennes eſpines, y eſtans, portans ligne de l'vn à l'autre, par l'enſeignement des Meſureurs Iurez, & des anciens qui ont ou peuuent auoir cognoiſſance deſdites Eſpines. Art.39. Par ladite Couſtume, toutes terres à labeur eſtantes en & contre bois, ſe peuuent ahaner iuſques aux vrayes houches, à ſçauoir anciennes eſpines, heſtres ou autres bois, portans ligne l'vn à l'autre. Et ſ'il y auoit apparance de foſſez, ceux ou les rengs des foſſez ſeroient trouuez, auſſi bien contre terres labourables, que bois, peuuent prendre à leur droict leſdicts foſſez : & tous les Bois y eſtans & croiſſans : mais ſ'il y auoit reiect autant à l'vn comme à l'autre deſdits foſſez : l'on doit prendre l'entre-deux, au milieu deſdits foſſez. Art.40. Mais en maiſons & autres amaſemens, qui ſe font & edifient de pan, les vnes contre les autres, & entre parties : l'on doit laiſſer pour goutieres, en couuerture d'eſtrain, deux pieds & demy : & en couuerture de tuilles, pied & demy.

MONT-FORT Chap.7. Art.83. Le foſſé qui eſt entre deux pieces de terre, appartient à celuy, ſur lequel eſt le reiect d'iceluy foſſé.

MANTE Chapitre 8. Article 106. †† p. *a Mont-fort. iuſques a ce mot*, reiect, *inclus*.

REIMS Tit.14. Art.369. † p. *a Mont-fort.* d'iceluy foſſé : & ſi la terre eſt iettee d'vn chacun coſté, le foſſé ſera reputé commun.

MONTARGIS Chap.10. Art.12. p. *a Auxerre. iuſques a ces mots*, appartient ledit foſſé, *inclus*.

ORLEANS Tit.13. Art.252. Quand entre deux heritages y a des foſſez, celuy qui a le iect de ſon coſté de la terre iſſue deſdits foſſez, eſt †† reputé S. d'iceux foſſez : ſinon qu'il apparoiſſe du contraire.

GRAND PERCHE Tit.14. Art. 218. Quand entre deux heritages y a haye aſſiſe ſur foſſé, celuy du coſté duquel eſt le iect dudit foſſé, eſtant le creux d'iceluy vers le voiſin, il eſt reputé S. de haye & du foſſé, ſ'il n'y auoit titres, bornes ou poſſeſſions au contraire.

TREMBLEVY Chap.2. Art.10. Qui a douhe, il a foſſé : qui eſt à entendre que celuy, qui a la douhe du foſſé du coſté de ſon heritage, pareillement le foſſé luy appartient.

BERRY Tit.10. Art.22. La haye viue ou buiſſon entre vn pré & vne terre, vignes ou bois, eſt cenſee & reputee eſtre du pré, & non de la terre ou vigne ou bois, ſ'il n'appert du contraire. Tit.11. Art.14. Le foſſé eſtant entre deux heritages, appartient au Seigneur de l'heritage, duquel eſt reiect du foſſé : & ſ'il eſt des deux coſtez, il eſt commun : & le ſemblable, ſ'il n'y a apparence de iect.

BVRON Art.1. Si entre deux heritages circonuoiſins a vne voye commune le S. de l'heritage inferieur peut leuer ledit chemin, & mettre la terre & pourtraict en prouenant dedans ſon heritage, ſans preiudice du S. de l'heritage ſuperieur. Et par ce moyen doit tenir ladite voye reparee & en eſtat, à l'endroit deſdits heritages.

DEYREN Art.1. Quand il y a vn terme entre deux terres, le terme eſt du ſuperieur : & ſ'il eſt entre le pré & terre, le terme appartient au Seigneur du pré.

S. CLEMENS Art.1. Au S. ſuperieur de l'heritage appartient le terme eſtant entre les deux heritages, tant que les pieds du S. de l'heritage ſe peuuent eſtendre quand il eſt aſſis ſur ledit terme : & le reſidu appartient au S. de la proprieté qui eſt deſſous.

LA MARCHE Chap.25. Art.330. Tertre & gorſe eſtans entre vn pré & vne terre, appartient au S. du pré, ſ'il n'appert du contraire.

n Selon ce qui eſt noté in l. id quod poſt. §. quod D. de peric. & comm. rei vend. il eſt preſumé le S. mais ſi le iect eſt autant d'vn coſté que d'autre, la preſomption eſt pour to⁹ deux. Alex. Conſil. 54. lib. 5. Bartol. in tract. Tiber. & in l. litora. 51. D. de contempt. l. prædia §. vlt. De fundo & inſt. leg. Alex. Conſ. 120. lib. 2. Conſ. 212. lib. 7. C.M.

† *Ceſt Art. 115. eſté de nouuel introduit.*

Foſſé à qui doit appartenir

†† *Ceſt Art. 106. eſt de nouuel introduit*

† *Ceſt Art. 369. eſt de nouuel introduit.*

†† *Ce mot, reputé, a eſté mis au lieu du mot, demeuré, ſans preiudice du paſſé.*

Qui a douhe a foſſé.

Reparation de chemin a qui doit appartenir

Terme a qui doit appartenir

Tertre & Gorſe.

Source : BIU Cujas

CAMBRAY Tit.18. Art.7. Le fossé entre deux heritages, est reputé estre de l'heritage du costé duquel est le iect du fossé. Et si le iect est, &c. p. *a Berry*. Art. 14. iect le tout : pourueu qu'il n'y ait bornes designantes les limites desdits deux heritages.

SEDAN Tit 14. Art.196. Si entre deux heritages, y a des fossez, &c. p. *a Orleans*. Art.252. est & demeure S. desdits fossez : & si le iect est de chacun costé, le fossé sera reputé commun.

Fossez & hayes peuuent estre faicts en gardant les chemins Royaux.

NORMANDIE Chap.7. Art 83. Il est loisible à vn chacun d'accommoder sa terre de fosses & de hayes, en gardant les chemins Royaux de la largeur cõtenue en l'Ordonnance, & les chemins & sente pour le voisiné.

ORLEANS Tit.13. Art.259. Il n'est loisible planter ormes, noyers, chesnes, au vignoble du Bailliage d'Orleans, plus pres des vignes de son voisin, que de iv. toises : ne planter hayes viues, plus pres de l'heritage de son voisin, que de pied & demy : & sera ladite haye d'espine blanche, & non d'espine noire.

† *Cest Art. 259. est accordé & adiousté, pour auoir lieu à l'aduenir.*

AVXERRE Tit.4. Art.116. Quand †† en maison ou place appartenant à plusieurs par indiuis, conuient bastir ou reparer, entre plusieurs personnes, à l'vn desquels appartient le bas, & à l'autre le dessus : celuy a qui appartient le bas, est tenu faire & entretenir tout le tour de bas de muraille, pan ou cloison, tellement que le haut puisse porter dessus. Et est tenu faire le plancher dessus luy, de poutre, soliue & torchis : & celuy qui a le dessus est tenu autant faire en haut, & tellement carreller & entretenir apres la premiere façon, le plancher surquoy il marche, que celuy de dessous n'en souffre dommage. Et ainsi en auant, s'il y a plusieurs estages ou cenacles. Et en tous cas celuy ou ceux, ausquels le dernier estage appartiendra, seront tenus de faire & entretenir la couuerture, & autant de la viz & montee : & s'ils sont plusieurs, ausquels le haut appartient au dessus du premier estage, ils contribueront.

†† *L'Art.116 est de nouuel introduit.*

Des Edifices ou Reparations necessaires en chose commune & comme serõt faits.

SENLIS Tit.4. Art.269. Si † entre deux maisons, iardins ou autres lieux y a vn mur moitoyen & edifié entre deux maison, heritages ou autres lieux appartenans à deux personnes & voisins, & le mur soustient d'vne part les terres & heritages de l'vne des personnes, & il aduient que ledit mur ait besoin de refection & reedification de maçonnerie, la personne de laquelle desdites terres sont par ledit mur soustenues, est tenue contribuer à ladite reedification & refection dudit mur, depuis les fonds & bas, iusques au rez de terre pour les deux parts : & l'autre voisin est tenu pour le tiers seulement : & depuis le rez d'icelle terre en amont, ladite reedification ou refection se doit payer egalement par lesdites personnes ou voisins, iusques à la hauteur de ix pieds.

† *Cest Art. 269. a esté apporté par les Estats de la Chastellenie de Põthoise : & ont les assistans accordé ledit Art. estre enregistré comme Coustume generale dudit Bailliage, Ce qui a esté faict.*

CLERMONT Tit.20. Art. 217. En matiere d'edifices de murailles, il est de deux sortes de murailles : l'vne moitoyenne personniere, & l'autre non.

Deux sortes de murailles.

NIVERNOIS Chap.10. Art.3. Si vne maison commune est tellement diuisee, que le bas soit à l'vn, & le haut soit à l'autre : celuy à qui est le bas, est tenu de maintenir & soustenir ledit bas & le soulier d'iceluy : & celuy à qui est le haut, est tenu de maintenir & soustenir ledit haut & la couuerture d'icelle maison.

MONTARGIS Chap.10. Art.13. Quand vne place est commune à bastir entre plusieurs personnes par haut & bas, ou qu'il les faut reparer, &c. p. *a Auxerre*. muraille ou cloison, &c. dessus : ensemble tenu faire, &c. soliueaux & trõches, & celuy, &c. du haut qui luy appartient, & tellement, &c. souffre interest, & ainsi, &c. *iusques à ce mot*, montee, *inclus*.

Murailles pendantes en ruine seront redressees.

ORLEANS Tit.13. Art.259. Murailles, qui ne sont droites e & pendent †† en danger de ruine, se doiuent reddresser, & faire aux despens de ceux à qui appartiennent lesdites murailles. Art.257. † p. *a Niuernois*. que l'vn ait le bas d'icelle, & l'autre ait le dessus : celuy qui a le bas, &c. de soustenir & entretenir les edifices estans au dessous du premier plancher, & celuy qui a le dessus, est tenu de soustenir & entretenir la couuerture & autres edifices, qui sont sous icelle iusques audit premier plancher : ensemble le carlis du premier plancher, s'il n'y a conuention au contraire. Et seront faits & entretenus à communs frais les pauez estant deuant lesdites maisons.

e L. si cum meus. 14 §. vlt. & l. si quando 17. in præc. D. Si seruit. vind. l. 26. D. de seruit. vrb. præd.

†† *Ces mots, En danger de ruine, ont esté adioustez pour auoir lieu à l'aduenir.*

BERRY Tit.11. Art.15. Où le bas d'vne maison appartient à vn, & le haut

† *Cest Art. 257. estoit le 215 de l'ancien : & ce qui a esté adiousté à la fin dudit Art. est sans preiudice du passé.*

Charges de Reparations pour ceux qui ont maison à plusieurs estages.

Source : BIU Cujas

à l'autre : le Seigneur du bas est tenu d'entretenir toute la muraille à l'entour, iusques au plancher, iceluy comprins : & entretenir aussi en bonne & suffisante reparation le plancher, qui le couure. Art.16. Et celuy, a qui appartient le secõd estage & haut de ladite maison, est tenu d'entretenir la closture de la muraille, dés & depuis le plancher, & ledit plancher couurir au dessus de carreau, bois ou plastre : & aussi tenir le haut plancher d'icelle en bonne & suffisante reparation : & pareillement la couuerture de la maison: en maniere qu'il n'en puisse o aduenir inconuenient à celuy, à qui est la maison en bas: & quant aux viz, degrez & montees, chacun est tenu de les entretenir, iusques à la concurrence du haut de son estage & portion de maison.

o Dominus cœnaculi superioris, non potest id supra vires onerare vt est apud Harmen. opul. lib. 2. Tit. 4.

Bovrbonnois Chap. 32. Art. 517. & 518. p. *a Orleans.* Art. 257. entre plusieurs y aians droict en telle maniere que, &c. bas: & l'autre, &c. d'entretenir, &c. edifices ensemble le paué & quarelis, &c. *iusques a ce mot*, contraire, *inclus.*

En edifice cõme il est permis d'appuyer en la muraille de son voisin.

Clermont L. Art. 3. Si aucun habitant de ladite ville edifie en icelle, il peut appuyer en la muraille de son voisin, en payant x. sols t. pour chacune brasse de muraille faite de chaux & arene: & v. sols t. pour chacune brasse de muraille faite de terre, & en paiant la pierre. Art. 4. Mais si le maistre à qui est ladite muraille, en laquelle l'on veut appuyer, a en icelle muraille fenestrages portans bort, ferrures ou yraigne, ou égouts de tuille par dehors: audit cas l'on ne pourra appuyer n'autrement empescher la veuë desdits fenestrages. Art. 5. Quand aucune maison est commune entre deux habitans de ladite ville, & l'vn a le dessus d'icelle, & l'autre le dessous, iceluy a qui est le dessous de la maison, est tenu faire la soliue de dessus. Et iceluy a qui est le dessus, est tenu faire ladite soliue pauee: & si est tenu rechercher & couurir ladite muraille & faire le fest & couuerture d'icelle.

De ne chercher nouuelles perrieres és possessions d'autruy.

Orillac Art. 3. Les habitans de ladite ville peuuent faire p chercher nouuelles perrieres aux possessions d'autruy pour bastiment commun de ladicte ville, en payant le dommage au S. de la proprieté : & aussi prendre pierres de perrieres ouuertes, en payant le droict accoustumé.

p Cecy est conforme au Droict ciuil in l. vẽditor. 13 §. 1. D. Comm. præd. Inuito te nec publico nec priuato nomine, quisquam lapidem cædere potest, cui id faciendi ius non est: nisi talis consuetudo in illis lapidicinis consistat.

Leocamp. Art. 2. Quand aucun habitant en iceluy veut edifier maison ou habitation, il peut prẽdre pierre en tous lieux de ladite Iustice, où il y a perriere & ouurir le territoire ou heritage d'autruy & prendre pierre audit lieu, en payant vn den. t. pour charrette de menne, & vn den. t. pour quartier de pierre de taille au S. vtil, & l'interest ou dommage qu'il y peut auoir fait. Art. 3. Et si aucun veut edifier maison ou habitation audit lieu de Marcdez, il luy est loisible & permis appuyer aux murs de son voisin, en payant vii. sols vi. den. t. pour demy toise de muraille : pourueu qu'il n'y ait fenestre ou autre seruitute.

Glenat Art. 1. Les habitans de la Chastellenie de Glenat peuuent & leur est loisible appuyer és murailles de leurs voisins, en payant la moitié du mur.

Mont-salvy Art. 2. Et outre leur est loisible & permis appuyer és murailles de leurs circonuoisins, comme audit lieu de Glenat.

Nantes L. Art. 714. Si vne maison est diuisee entre les parties: en telle maniere que l'vn desdites parties ait le bas d'icelle maison, & l'autre le dessus, la partie qui a le bas, est tenue, &c. p. *a Orleans.* Art. 257. plancher : & la partie qui a le dessus, &c. carrelis, &c. *iusques a ce mot*, contraire, *inclus.* Art. 718. Muraille & pan de bois ou terrace qui ne sont droits, mais sont pendentes, ventrues ou contre-plombees, doiuent estre reddressees aux despens de ceux, à qui ils appartiennent. Et l'vn des parties peut contraindre l'autre par Iustice, pour reparer & remettre à droict plomb & ligne, iceluy mur & terrace.

De Murailles ruineuses.

S. Sever Tit. 13. Art. 3. Qui veut reddresser sa maison ruineuse, peut rompre les parois de son voisin, si besoin est, & y mettre soustiens & appuis, en reparant le dommage.

Maisons ruineuses comme seront refaictes & à quels despens.

Bayonne Tit. 17. Art. 8. S'il y a aucune place non edifiee ou maison ruineuse en ladite ville, le Maire ou son Lieutenant peut faire commandement au Seigneur de la place & maison ruineuse, qu'il ait à bastir ladite place, ou reparer ladite maison, dans tel temps qu'il luy semble estre competent pour ce faire. Art 9. Et si dedans le temps ainsi prefigé par le Maire ou son Lieutenãt, les Seigneurs desdites places & maisons ruineuses, n'ont basty ou reparé, ledit Maire ou son Lieutenant peut faire commandement au Syndic de la ville, de vendre telles places & maisons ruineuses, & icelles deliurer au plus offrant, à la charge d'edifier esdites places, reparer & tenir en bon estat les maisons ruineuses : à quoy faire le dernier encherisseur est tenu soy obliger. Et si aucune somme de deniers en est trouuee à ladite charge d'edifier ou reparer, est baillee au premier Seigneur de la place ou maison ruineuse. Article 10. Et si le Syndic ne peut trouuer desdi-

tes

tes places & maisons ruineuses, pour raison de ce qu'elles sont chargees ou autrement, peut iceluy Syndic sommer & requerir le Seigneur de Fief ou Riere-fief, de bastir lesdites places & maisons ruineuses: & sera preferé le Seigneur de Riere-fief à bastir. Art.11. Et si les Seigneurs de Fief ou Riere-fief ne le veulẽt faire, le Maire ou son Lieutenant, les peut bailler à tels personnages qui les voudront prendre pour bastir ou reparer respectiuement, à telle condition & faculté, que celuy, qui les prend, n'est tenu payer aucune rente au S. de Fief & Riere-fief, tant qu'il tiendra lesdites places basties & reparees. Art.12. Si ce n'est que lesdites choses fussent tenues du Roy. Art.13. Et en apres la baillete ainsi faite par les Maire & Conseil, ne sera loisible ne permis au S. de Fief ne Riere-fief, n'a celuy qui auparauant auoit esté S. vtile desdites places ou maisons ruineuses, icelles recouurer auant les vi.ans passez à compter du temps de l'edifice & reparation faite, ne apres, sans prealablement payer ce que celuy qui a ptins lesdites places & maisons ruineuses a frayé & despendu, a reparer & bastir lesdites places & maisons à l'esgard des Iurez des Pobles ou de deux gẽs de bien esleus par les parties. Art.14. Si le S. de Prinfief ou Riere-fief & le S. vtile, qui estoit auparauant ladite baillette, concurrent à vouloir recouurer les places & maisons ruineuses ainsi basties ou reparees par celuy qui les a prises, le Seigneur vtile qui auparauãt estoit, & ses heritiers descendans en droite ligne, est preferé au S. de Prinfief ou Rerefief, & le S. de Rierefief, au S. de Prinfief. Art.15. Et celuy qui a ainsi recouuert lesdites places ou maisons ruineuses, n'est tenu payer aucuns arrerages de rẽte: mais desiors en auãt cõtinuera seulemẽt le payemẽt des deuoirs deuz pour raison desdites choses. Art 16. Si n'est que le S. de Prinfief & direct le retiraſt en defaut des autres: qui n'est tenu payer aucune sous-rente ne sous-acazement.

ANIOV Tit.18. Art.451. La prouision en peril de maison ou mur ruineux en bonne ville, est de faire adiourner d'heure à heure, & ce faict, viennent ou non, la Cour doit appointer que les Iurez tourneront sur les lieux, & incontinent feront leur rapport, pour y estre pourueu comme de raison.

Des edifices, des bastimens communs ou de leurs reparations.

BERRY Tit.11. Art.7. En edifice de maison, grange & bergeries, moulins estangs, & autres bastimens cõmuns, où il y aura ruine eminente, requerant prõpte & necessaire reparation, visitation prealablement faite par gens à ce experts & cognoissans par auctorité de Iustice, & leur rapport fait, sera tenu le conseigneur d'icelle maison contribuer, pour la part & portion, qui luy appartiẽt, en icelle, aux frais de la reparation necessaire, dedans certain temps qui luy sera prefix. Art.8. Et †† en defaut de ce faire par ledit conseigneur dedans ledit temps, sera permis à celuy qui veut faire les reparations, d'icelles faire & exploiter q & tenir ladicte maison & heritage, tant en sa main, qu'en les baillant à louage ou ferme: & fera les fruicts siens, iusques à ce que celuy qui aura fait lesdites reparations necessaires, de la part & portion des frais desdites reparations par luy deuë, sans pouuoir deduire aucune chose desdites portions des frais & impenses, sur les louages desdites maisons & fruicts des choses susdites. Art.9. Et ne pourra toutesfois prescrire celuy qui iouira de ladite maison ou autres heritages susdits pour la cause que dessus, contre ceux qui ont part & portion esdites maisons & heritages par quelque laps de temps que ce soit.

Conseigneur peut reparer l'heritage commun à faute de contribuer & iouir des fruits, sans prescrire.

†† Cest Art. 8. est nouuelle Coustume, quãt aux gains des fruicts.

q Iure ciuili aliter. in l. cum duobus. §2. §. idem respondit. Pro socio. l.32. & 30. D. de damno infecto & l. 12. D. Com. mun. diuid. l. si vt proponis. C. de ædif priuat. Paul. v. Sẽt. Tit. x. l. 16. C. de rei vind.

NORMANDIE Chap.24. Art.596. En faisant partage & diuision entre coheritiers ou personniers de chose commune, dont l'vne partie sert à l'autre, les veuë & egouts demoureront comme ils sont lors du partage, si par les lots & partages, il n'est expressement dit du contraire. Art.608. En diuision d'heritage entre coheritiers, si vne court & vn puis sont communs pour passer & repasser par la Court, & puiser l'eauë au puis, le proprietaire pourra faire clorre de murailles la Court, & fermer de portes: par ce que les coheritiers pour leur vsage auront chacun vne clef des serrures. Et ne pourra ladite seruitude estre possedee, par celuy ou ceux qui possedent les heritages, à cause desquels est deuë ladite seruitude.

Des partages & diuisions entre coheritiers ou personniers.

D'vne court & puits communs.

IIII. SENLIS Tit.14. Art 272. Grans chemins Royaux & allans de ville en ville, comme de Compiengne à Senlis, & de Senlis à Paris, Beauuais ou Meaux & autres villes semblables, doiuent estre & seront d'espace r & distance en largeur par tout le cours d'iceux audit Bailliage de Senlis: c'est à sçauoir en bois & foreſt de xl. pieds pour le moins: & terre labourable ou autre assiette de terre, hors bois & forests de xxx. pieds aussi pour le moins.

Grans chemins Royaux quel espace doiuent contenir.

r Par l'Ordonnance du Roy Henry 3. 1579. Estats de Blois. Art. 356. est ordonné que tous grans chemins seront reduits à leur ancienne largeur: & encores qu'ils seroient plantez & bordez d'arbres, comme

CLERMONT Tit.21. Art.226. Y a cinq manieres de chemins cõmuns: le premier nommé sentier, qui porte quatre pieds de largeur, & n'y doit l'on mener de charrette. Art.227. Le second s'appelle carriere, & a viii. pieds de largeur, & y peut l'on bien mener charrettes, l'vne apres l'autre, & bestail en cordelle, & non

† Cest Art. 272. est ancien & omis, ainsi que le Proces verbal porte, & a esté accordé pour Coustume generale: sauf le Procu-

Source : BIU Cujas

ormes, &c. ſans les coupper, abbatre ou endommager. Henry 2. 1552 Henry 3. 1579. Art. 356. & 1583. Art 15. 16. & 17. Vide Gaium in l. 8. D. de ſeruit. ruſt. præd. & l. 13. §. 2. cod. tit. l. 6. D. quemad. ſer. amitt.

reur de Monſieur l'Eueſque de Beauuais qui a dit que ledit Eueſque de Beauuais eſtoit Seigneur Voyer, & que la Couſtume poſee audit Art. ne luy pourroit nuire ne preiudicier, parlant des Chemins Royaux.

autrement. Art. 228. Le tiers ſ'appelle voye & contient xvi. pieds de largeur, & y peut l'on bien mener & chaſſer, ſans arreſter beſtail, de ville à autre. Art. 229. Le quart ſe nomme chemin, qui contient xxxii. pieds de largeur, par lequel toutes marchandiſes & beſtiaux peuuent y eſtre menez, & eux y repoſer: & en iceluy & autres chemins, ſe doiuent recueillir les Trauers accouſtumez. Art. 230. Le quint ſe nomme le grand chemin Royal, qui contient lxiiii. pieds de largeur: & porte chacun pied par ladite Couſtume xi. pouces.

VALLOIS Tit. 18. Art. †† 194. 195. & 196. p. aux Art. 226. 227. & 228. *de Clermont.* Y a quatre manieres, &c. Art. 197. Le quart ſe nomme Chemin Royal, qui conduit de Cité en Cité, & doit contenir xxx. pieds de largeur, en terre labourable, & en bois xl. pieds, de xii poulces pour pied. Par lequel, &c. p. *à Clermont.* Art. 229. accouſtumez: & ſont leſdits chemins deſdites meſures: ſinon qu'ils fuſſent bornez d'ancienneté.

AMIENS Tit. 11. Art. 285. Tous † chemins Royaux doiuent auoir lx. pieds à l'encontre des terres voiſines.

S. OMER Tit. 2. Art. 15. Chemins allans de ville à autre doiuent auoir lx. pieds de largeur, & chemins vicomtiers allant de village à autre xxx. pieds: & ne les peuuent les S. les appliquer à leur profit, n'empeſcher: ſur peine de lx. ſ. par. enuers le S. qui eſt preuenu: ſauf les chemins, dont anciennement & paſſé xl ans & plus par bornes aſſis d'vn coſté & d'autre, l'on a deuëment iouy & poſſedé. Art. 16. Ceux qui ont leurs terres iuſques aux chemins & ioignãs à iceux, ſont tenus les entretenir en telle maniere que la S. Iean Baptiſte paſſee, ſ'ils ſont trouuez, non ayans releué les becques & foſſes eſtãs ſelon leſdits chemins, & que les eauës dorment & ne ſe puiſſent eſcouler par faute deſdites becques & autres choſes nõ releuees, les hommes de ſa Cour dudit Bailliage, à la Coniure dudit Bailly ou ſon Lieutenant, peuuent condẽner ceux qui detiennent leſdites terres voiſines, à faire ouuerture de ce que empeſche l'eſcoulement des eauës, & auec pour non l'auoir fait, en temps deu, les peut condemner en amende de lx. ſols Par.

BOVLLENOIS Tit. 9. Art. 11. Le fruict de tous arbres ſ eſtans és voyes publiques, rues & places communes d'aucuns villages, appartient aux habitans d'iceluy, qui les peuuent recueillir, prendre & abbatre pour en faire à leur plaiſir. Tit. 30. Art. 156. Chemins ſont de pluſieurs ſortes & manieres, & tous ſe doiuent rapporter & meſurer au pied du Roy. Art 157. Vn chemin Real, qui eſt cõmunement le grand chemin, par lequel l'on va d'vn pays ou d'vne ville à autre, doit cõtenir de largeur lx. pieds. Art. 158. Sur lequel chemin Real, nul ne peut faire põts, planches, planter hayes, picquer, houer ne mettre autre empeſchement qu'il ne demeure en ladite largeur, à peine de lx. ſ. Par. d'amende au Roy, qui comme ſouuerain S. a la cognoiſſance des abus qui ſe peuuent commettre ſur les grans chemins, encores qu'ils paſſent par la terre d'aucun Seigneur particulier. Art. 159. A l'endroit duquel chemin eſt tenu le laboureur laiſſer eſpace de trois royes, contre le labourage, pour doubte que la terre ne gaigne ſur ledit chemin Royal: ſur pareille amende de lx. ſols Par. enuers le Roy. Art. 160. Vn chemin que l'on dit vicomtier, eſt en aucun lieu trauerſant au chemin croiſier, doit contenir xxx. pieds de largeur. Art. 161. Vn chemin, que l'on dit Chaſtelain, doit cõtenir de largeur xx. pieds. Art. 162. Vn chemin forain doit contenir xv. pieds. Art. 163. Vn chemin pour iſſue de ville volontaire doit contenir xi. pieds. Art. 164. Eſquels chemins nul ne peut faire pont, planche ou autre empeſchement. Art. 165. Vn chemin Sentier, appellé Sentier, ſe peut clorre & ouurir d'vne heſe, & doit contenir v. pieds, ſur lequel l'on peut aller ſeulement à cheual & à pied, & mener & ramener ſes beſtes, ſans amende. Art. 166. Vne peſante eſt vn chemin priué qui n'eſt ſubmis à tous vſages, & doit contenir deux pieds & demy: par lequel l'on peut ſeulement aller à pied, & non point mener ou ramener beſtes: & ſ'y peut mettre plãches & ſautouërs. Art. 168. Si aucun veut aſſeoir maiſon à l'encontre deſdits chemins ou flegards, il doit aſſeoir aupres deux bournes: & entre maiſons eſtans l'vne contre l'autre, l'on doit laiſſer gouttieres de deux pieds & demy, à couuerture d'eſtrain, & vn pied & demy à couuerture de tuille.

Cinq ſortes de chemins cõmuns.

Sentier, carriere, voye, chemin, Chemin Royal.

†† *Ces Art. 194. 195. 196. & 197. ſont introduits pour nouuelle Couſtume.*

† *Ceſt Art. 185. eſtoit le 54. Art. de la Couſtume locale de Monſtreul: & a eſté adiouſté à la Couſtume generale pour auoir lieu à l'aduenir.*

Reparatiõs des chemins à qui appartiennent.

Fruict des arbres eſtans en voye public, appartient aux habitans.

ſ Par les Ordonnãces de France meſme celle de Henry 3. 1583. Art. 15. eſt dit que les fruicts des arbres plãtez appartiennent aux proprietaires & ſieurs Voyers, s'ils y ont droict.

Chemins ſe rapportent au pied du Roy.

Chemin Real.

Quelles choſes ſont prohibees à faire és chemins Royaux.

Chemin vicomtier.

Chemin Chaſtelain.

Chemin forain.

Chemin Sentier.

Peſante chemin priué.

Bornes.

Goutieres.

Source : BIU Cujas

S. Omer en Artois, Tit. 2. Art. 17. Les grans chemins des bonnes villes à autre, &c. p. *a S. Omer.* Art. 15. & les chemins des Vicontiers eſtans és villages, & allans de l'vn à l'autre, ne doiuent auoir xxx. pieds. Et ne les peuuent ne doiuent les Seigneurs, ne ceux, qui ont leurs terres voiſines auſdits chemins, labourer n'appliquer à eux n'a leur vſage, ne les deſtourner, ſur peine de lx ſols Par. enuers le Seigneur qui a preuenu, &c. d'ancienneté outre xl. ans, &c. d'autre deſdits chemins, l'on a, &c. Art. 18. p. *a S. Omer.* Art. 16. entretenir de fouich en telle, &c.

Chemin Royal.

Normandie Chap. 24. Art. 609. Tout Chemin Royal doit auoir pour le moins quatre toiſes: & ne peuuent les proprietaires faire plants & foſſez, qui l'eſtreſiſſent.

Grãds chemins.

Tovrs Tit. 5. Art. 59. *A la fin.* Et doiuent les grans Chemins auoir xvi. pieds de large, & le voiſinal viii. pieds.

Grãd chemin Peageau.

Lodvnois Chap. 5. Art. 1. *A la fin.* p. *à Tours.* pieds. Toutesfois ſi leſdits grans Chemins ont plus de xvi. pieds de large, il n'eſt permis de les eſtroiſſir n'amoindrir.

Aniov Tit. 5. Art. 60. Grand Chemin peageau doit contenir xiv. pieds de large pour le moins: mais il n'eſt pas entendu, que les chemins peageaux, qui ont plus grande largeur que de xiv. pieds, doiuent eſtre reſcindez n'eſtreſſis.

Le Maine Tit 6. Art. 69. p. *a Anjou.*

Fruicts ioignans les heritages comme ſeront partis.

Marminhac Art. 1. Ceux qui ont fruictages ioignans és poſſeſſions de leurs voiſins, ſur les limites de leurs heritages partiſſent par moitié les fruicts qui tombent ſur la poſſeſſion de ſon voiſin.

Chemins ſeront tenus dans leurs limites.

Sole Tit. 36. Art. 1. Les Parroiſſiens de chacune Parroiſſe doiuent & ſont tenus tenir les chemins dedans les limites de leur Parroiſſe en bon eſtat & deuë reparation, ſans empeſchement, pour le ſeruice commun. Art. 2. Et doit auoir le chemin real ix. arraſes d'eſpace au pays de Sole: & le chemin de la garbe, doit auoir xiii. arraſes: afin que deux charretes ſans empeſcher l'vne l'autre, puiſſent paſſer quant & quant, l'vne en allant & l'autre en tournant, & le alchoubide, qui eſt pour monter le beſtial au port de la montagne, & pour mener au marché de Mauleon, doit auoir xiiii. arraſes de Mauleon.

Chemin Real.

†† *Ceſt Art. 258. a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Des Paueurs de la ville d'Orleans.

Orleans Tit. 13. Art. 258. Les †† Paueurs de la ville & faux-bourgs d'Orleans ne peuuent leuer les pauez eſtans deuant les maiſons de ladite ville & faux-bourgs, ſans viſitation prealablement faite deſdits pauez, les proprietaires ou detenteurs d'icelles maiſons appellez, ou l'vn d'eux en preſence de l'vn des maiſtres des Chauſſees de ladite ville, & de l'vn des voiſins prochain du lieu, où il ſera neceſſaire reparer ledit paué. Et apres ladite viſitation, ſera fait commandement auſdits proprietaires ou locataires de faire reparer ledit paué par tels Paueurs que bon leur ſemblera dedans quinzaine, du iour que l'etiquette ou bulletin du commandement aura eſté deliuré par eſcrit auſdits proprietaires ou locataires: le iour de laquelle deliurance, ſera mis au pied de l'exploict de commandement, ladite quinzaine paſſee, ſi ledit paué n'eſt refait, le pourront les Maiſtres des chauſſees bailler à faire à tels Paueurs qu'ils aduiſeront: ſans toutesfois que leſdits Paueurs puiſſent à l'enuiron de l'ouuerture dudit Paué enleuer plus grande quantité que beſoin ſera pour refaire ledit paué: ſur peine d'amende arbitraire, & de tous deſpens, dommages & intereſts des proprietaires.

Meſures.

Clermont Tit. 21. Art. 231. Y a diuerſes Meſures en pluſieurs lieux en ladite Comté de Clermont, les vnes plus grandes, les autres petites: & ne pourront eſtre icy bonnement exprimees. Toutesfois quant au grain, l'on vend & meſure par mines, & faut xii. mines pour le muy. Art. 234. La Meſure des terres eſt de diuerſe grandeur en ladite Comté. Toutesfois l'on compte xii. mines de terres pour muy: & quant à Clermont & à l'enuiron, chacune mine de terre, pour lx. verges, & chacune verge xxii. pieds. Art. 235. En toute la Comté chacun pied à vnze poulces de longueur. Art. 236. Chacune mine de terres en la Chaſtellenie de Bulles, ſe meſure à l. verges pour mine, xxiiii. pieds pour verge, au pied deſſuſdit. Art. 237. En la Seigneurie de Couty, l'on parle par Iournaux au lieu de mine, & ſe meſure chacun iourneux, cent verges, & xxiiii. pieds pour chacune verge. Art. 238. La mine de terre en la Seigneurie de Sacy, le grand Gournay, & pareillement à la Neuf-uille, Hez & Milly, ſe meſure tout ainſi & pareillement, comme l'on faict audit Clermont. Art. 239. La mine de terre en la terre & Seigneurie de Remy porte lxxx. verges, à xxii. pieds tiers de pied pour verge: & auſſi la meſure au grain eſt pareille à celle de Compiengne. Art. 240. Les aires où ſont les lins, en la ville & Parroiſſe de Bulles, ſe meſurent par mines: &

Source : BIU Cujas

ne porte chacune mine desdites aires que xii. verges à xxiv. pieds pour verge. Art.241. Bois, vignes, iardins & prez communement se mesurent par arpens, & vaut chacun arpent en aucuns lieux cent verges: & y a cxx. verges. Et encore y a lieux où l'on ne mesure qu'a lxxii. verges pour arpent. Art.243. Tous draps à laine se mesurent à l'aune, mesure de Paris. Art.244. Tiretaines & toilles se mesurent à l'aune dudit Clermont, qui est beaucoup plus petite selon l'estalon de fer, sur ce mis dedans la Sale haute dudit Clermont. Art.245. Le poids dudit Comté de Clermont est tel comme de xiiii. onces.

DVNOIS Chap.4. Art.51. Tout Arpentage se doit faire à cent perches, & xx. pieds pour perche: pour Arpent & septier: (pied & mesure de Roy.) Et est & sera reputé tout vn & chacun Arpent & septier de terre: sauf à Marchesnor & Freteual, qui ont cent cordes pour arpent, & chacune corde xxii. pieds.

SOLE Tit.37. Art.1. Le pays de Sole vse des pieds & mesures du for de Morlaas.

TIT. X. DE COMMVNAVTE de biens.

Art.220. *PARIS.*

Homme & femme conioincts ensemble par mariage, [a] sont communs en biens meubles & conquests immeubles faits durant & constant le mariage. Et commence † la communauté du iour des espousailles & benediction nuptiale. [b]

Art.221. *PARIS.*

A cause de laquelle Communauté, le mary est tenu [c] personnellement payer les debtes mobiliaires deuës à cause de sa femme, & en peut estre valablement poursuiuy durant leur mariage. Et aussi la femme est tenue apres le trespas de son mary payer la moitié des debtes mobiliaires [d] faites & accreuës par le mary tant durant le mariage que auparauant iceluy. Et †† ce iusques à la concurrence de la Communauté, comme il sera dit cy apres.

Art.222. *PARIS.*

Combien † qu'il soit [e] conuenu entre deux conioincts qu'ils payeront separement leurs debtes faites auparauant leur mariage: ce neantmoins ils en sont tenus, s'il n'y a inuentaire prealablement fait. Auquel cas ils demeurent quictes, representant l'inuentaire ou l'estimation d'iceluy.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.3. Art.23. p. *à paris.* Art.220. sont du iour des espousailles & benediction nuptiale, communs en tous biens meubles, debtes personnelles & mobiliaires actiues & passiues contractees durant ledit mariage, & auparauant iceluy, & en conquests immeubles par eux faits durant & constant ledit mariage, s'il n'y a par le contract de mariage conuention au contraire. Art.24. p. *à paris.* Art.222.

MEAVX Chap.9. Art.51. Entre gens de pote apres le decés de l'vn d'entre eux, & que les meubles sont partis entre eux & les conquests immeubles, le suruiuant doit payer la moitié des debtes, & les heritiers du trespassé l'autre moitié. Et doiuent les heritiers du trespassé acquiter le testament, obseques & funerailles, & non le suruiuant qui prend l'autre moitié. Art.56. Le mary & la femme sont vns & cõmuns en tous biens meubles, debtes, & conquests immeubles: en telle maniere qu'apres le trespas de l'vn ou de l'autre, lesdits biẽs meubles, debtes & cõquests immeubles, se partẽt par moitié entre le suruiuãt & les heritiers du premier trespassé: & doiuẽt payer les debtes par moitié, s'il n'y a priuilege de No-

a La Communauté qui est entre l'homme & la femme conioints par mariage est fort recommandable pour l'vnion & concorde qui doit estre entre eux, & la saincte amitié dont ils se doiuent mutuellement honorer, nous monstre euidemment la societé mutuelle qui y doit estre entre eux. Cela est assez cognu par les Saincts lettres que la femme a esté donnee à l'homme pour compagne, & non pour chambriere & seruante, & trouuons que les Romains appelloient le mary, Seigneur, & la femme Dame & maistresse. Societas enim vitæ quodammodo eam dominam facit L.1. D. Rer. amot. l.52. D. de re iud. L. si cum dotem 22. §.7. D. Sol. mat. L. alimenta. 15 §. fin. D. de alim. leg. & in l.1. D. de ritu nupt. dicitur consortium omnis vitæ, diuini & humani iuris communicatio. Iustinian. Nouell. 7. cap. 4. Hieronymus, vocanda domina, celebrandus natalis eius. L. si liqueat. C. de inoffic. donat. L. ea quæ D. de Don. int. vir & vxor. Dionys. Halicarn. lib. 2. Antiq. facit vxorem κοινωνὸν ἀπάντων χρημάτων τε καὶ ἱερῶν L. aduersus. 4. C. de crimine expil. her. Vide Collumellã lib. 12. cap. 1. & Fabium. Decl. 246. & 368. Au reste

Communauté de biens meubles & cõquests immeubles entre mariez & de quel iour doit commencer.

† *Ces mots,* Et commence, *&c. iusques à la fin, ont esté adiouſtez à ceſt Art.220. qui estoit le 210. de l'ancien.*

Mary est tenu des debtes mobiliaires de sa femme: & apres le trespas d'iceluy, ladite femme est tenu de payer la moitié des debtes mobiliaires faites par ledit mary, iusques à la concurrence la Communauté.

† *Ces mots,* Et ce iusques à la, *&c. ont esté adiouſtez a ceſt Art. 221. qui estoit le 209. de l'ancien.*

Conuention faite entre les mariez de payer chacun leurs debtes creez auparauant le mariage n'empesche point qu'ils n'en soiẽt tenus: s'il n'y a inuẽtaire prealablement fait.

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art. 222. a eſté de nouuel adiouſté pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*
Entre gens de pote mariez, les meubles, conqueſts, immeubles, & debtes ſe partiſſent par moitié.
Heritiers de l'vn des conioints par mariage tenus acquitter le Teſtament, obſeques & funerailles.
Communauté de biens meubles, debtes & conqueſts immeubles.
Qui eſpouſe la femme, eſpouſe les debtes.

Les anciens ſouloient acheter leurs femmes, comme il ſe voit au ſecond des Politiques d'Ariſtote L. vlt. C. de donat. & ita in legibus Saxonum, Tit. 6. Burgund. Tit. xii. Vide cap. ſignificauit extra de Donat. int. vir. & vxor. Ioan. Fabr. in Auth. in ea donatione C. de ſecund. nupt. Columell lib. xii. Nihil cõſpiciebatur in domo diuiduũ, nihil quod aut maritus, aut femina propriũ eſſe iuris ſui diceret.

b Ces mots du iour des Eſpouſailles & benediction nuptiale, ſe doiuent entendre conioinctement. Car il eſt neceſſaire que la benediction nuptiale ſoit faicte en face de Saincte Egliſe: & eſt commune encores qu'elle n'ait couché auec ſon mary, ou biẽ qu'elle n'ait eſté menee en la maiſon d'iceluy. Vlpian. l. cui fuerit. 15. D. de cond. & dem. L. pen. D. de don. inter vir & vxor. Aucunes Couſt. cõme il ſera mõſtré cy deſſous. T. 21. diſent que la fẽme gaigne ſon Douaire au coucher: qui eſt à dire que la fẽme ne gaigne ſon Douaire ſi elle n'a couché auec ſon mary, ores qu'elle ait eſté mariee publiquement & ſolennellement: ce qui s'entend au cas que le mary meure le meſme iour. Ces mots ſont auſſi mis pour obuier aux mariages clandeſtins, s'il n'y a clauſe expreſſe au contract de mariage. Aucunes Couſtumes veulent que la Communauté entre conioints par mariage, ne ſe gaigne ſinon par an & iour. Fab. ad §. 1. Iuſt. de ſocietate.

c Par la Couſtume de Meaux Art. 65. Melun. Art 216. Qui eſpouſe la femme, eſpouſe les debtes Car il la prend cũ honore & onere. Blois. Art. 180. Qui eſt vn des principaux effects de la Communauté qui eſt entre l'homme & la femme.

d Voyez cy deſſous le 229. Art. de Paris.

e Debitorum pactionibus, creditorum petitio nec tolli, nec mutari poteſt l. 25. C. de pact. l. ſi cui fundus. D. de cond. & dem. l. ioluendo 39. D. de neg. geſt. l. 3. §. ex pluribus. D. de verb. obligat. Et ainſi a eſté iugé par Arreſt de la Cour du 22. Iuin 1532. Faut noter que la vefue n'eſt tenue de la moitié des debtes de ce que ſon feu mary, ſelon qu'il a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Paris. Charondas vii. des Reſp. 55. où il recite vn Arreſt du 19. Ianuier 1572. par lequelles heritiers de la femme ne peuuent pretendre aucun droict de Communauté aux biens meubles du defunct leur beau pere, acquis auparauant le ſecond mariage, & qui auoient eſté auparauant inuentoriez, ayans reſtraint par ledit contract de mariage la Communauté de meuble à ceux qu'ils acqueſteroient durant leur mariage.

†† *Ceſt Art. 65. eſt nouuel, & auoit eſté omis à eſcrire en l'ancienne Couſtume, ainſi qu'ils ont afferme.*

† *Ces Art. 211. & 216. ont eſté adiouſtez comme ayans de tout temps eſté gardez & omis en l'ancien Couſtumier.*

†† *Ces mots, demourant à la, &c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez.*

Femme vefue eſt tenue pour la moitié des debtes de ſon mary.

† *L'Art. 191. a eſté de nouuel adiouſté ſans preiudice du paſſé, pour auoir lieu à l'aduenir. Et a eſté rayé le 156. Article ancien, comme n'ayant eſté gardé, encores qu'il fut eſcrit.*

Femme vefue

bleſſe du coſté du mary, ou traicté de mariage derogeant à ce. Chap. 10. Art. 65. Qui †† eſpouſe la femme, eſpouſe les debtes.

MELVN Chap. 13. Art. 211. Entre † homme & femme conioints enſemble par mariage y a Communauté de biens meubles, acqueſts & cõqueſts immeubles faits durant & conſtant ledit mariage: qui commence du iour de la benediction nuptiale, & continue iuſques au iour du treſpas du premier mourant: leſquels meubles, acqueſts & cõqueſts, apres ledit treſpas ſe diuiſent en ceſte maniere à ſçauoir que la moitié en appartient au ſuruiuãt, & l'autre moitié aux heritiers du treſpaſſé. Art. 216. p. *a* MEAUX. Art. 65. paye les debtes: tellemẽt que le mary eſt tenu de toutes les debtes mobiliaires, qu'elle deuoit auparauant le mariage, deſquelles il peut eſtre valablement pourſuiui durant le mariage: & iceluy diſſolu, pour la moitié ſeulemẽt. Auſſi ladite femme apres le mariage diſſolu, eſt tenue de la moitié deſdites debtes mobiliaires faites par ſon mary, tant auparauant ledit mariage que depuis, ſi elle n'a renoncé à la Communauté.

SENS Tit. 24. Art. 272. Homme & femme conioints par mariage ſont communs en tous biens meubles & debtes perſonnelles, actiues, &c. p. *a Calais.* Art. 23. faits ou l'vn d'eux durant & conſtant leur mariage: demourant †† à la femme noble & roturiere, la faculté de pouuoir renoncer.

AVXERRE Tit. 9. Art. 190. p. *a Sens.* Art. 272. & en toutes debtes mobiliaires & perſonnelles tant actiues, que paſſiues, faites & contractees, &c. durant & conſtant leurdit mariage. Art. 191. Et † ſuppoſé que la femme n'ait contracté, neant-moins les creanciers ſe peuuent addreſſer par voye de ſimple action à l'encontre d'elle ou ſes heritiers, apres la mort du mary pour la moitié de la debte. Et au pareil peut la femme agir pour la moitié de ce qui ſeroit deu à ſon mary, encores qu'elle ne fut denommee en l'obligation.

ESTAMPES Chap. 8. Art. 96. p. *a* MELUN. Art. 211. par mariage, apres la benediction nuptiale, y a Communauté, &c. meubles & de conqueſts immeubles, qui ſe feront conſtant ledit mariage: tellement que le mary, &c. p. *a Paris*, Art. 221. faites & crees par ledit mary.

DOVRDAN Tit. 6. Art. 77. p. *a* MEAUX. Art. 56. mariage dés la benediction nuptiale, &c. meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, faits durant & conſtant ledit mariage. Et apres le treſpas de l'vn d'eux leſdits meubles, acqueſts & conqueſts immeubles ſe diuiſent en telle ſorte que la moitié en appartient au ſuruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du treſpaſſé. Art. 78. Le mary à cauſe de telle communauté, &c. p. *a Paris.* Art. 22. faites & crees par, &c. *iuſques a ce mot*, iceluy, *inclus.* Art. 79. Pareillement la femme eſt tenue des rentes conſtituees à pris d'argent par le mary durant & conſtant le mariage, iuſques à la concurrence du profit qu'elle prend à la Communauté ſeulement.

MONT-FORT Chapitre 11. Article 126. p. *a* MELUN. Art. 211. en telle

Source : BIU Cujas

peut agir contre les debteurs pour la moitié, ores qu'elle ne soit nommée en l'obligation.

Femme est tenue des rentes constituees à pris d'argent faites durant le mariage, iusques à la concurrence de la Communauté.

maniere qu'à cause d'icelle Communauté le mary, &c. p. *a Paris.* Art. 221. poursuiuy & aussi, &c. *iusques a ce mot*, iceluy, *inclus.* Art. 127. p. *a Paris.* Art. 220. *iusques a ce mot*, mariage, *inclus.* Art. 128. p. *a la fin de Dourdan.* Art. 77. iceux biens se diuisent en telle maniere que, &c.

MANTE Chap. 11. Art. 119. †† p. *a Melun.* 211. immeubles du iour de la benediction nuptiale. Et à cause d'icelle Communauté, &c. p. *a Paris.* 221. tenu de payer, &c. tenue par semblable, apres, &c. *iusques a ces mots*, parauant iceluy, *inclus.* Art. 21. Et apres le trespas, &c. p. *a Dourdan.* 77. en telle maniere que, &c.

CLERMONT Tit. 15. Art. 179. & 186. p. *a Mont-fort.* Art. 127. & 126. communauté ensemble, en telle maniere, &c.

VALLOIS Tit. 7. Art. 94. Mary † & femme conioincts ensemble par mariage sont communs en biens, du iour du mariage contracté en face de S. Eglise: en telle maniere qu'apres le decés du premier mourant, le suruiuant prend la moitié des meubles & conquests immeubles, cõtre les heritiers du premier mourant, ausquels appartient l'autre moitié.

TROYES Tit. 5. Art. 83. Le mary & la femme sont communs en tous biens meubles, debts & conquests immeubles: en telle maniere qu'apres le trespas de l'vn ou de l'autre, lesdits biens meubles, debts & conquests immeubles se partent par moitié entre le suruiuant & les heritiers du premier trespassé: & doiuent payer les debtes passiues par moitié, &c. p. *a Meaux.* Art. 51. mary, tel que cy deuãt a esté articulé, ou qu'il y ait traicté, &c.

CHAVMONT Tit. 4. Art. 67. †† p. *a Troyes.* Art. 85. debtes & cõquests &c. trespassé, soit qu'il y ait enfans ou non, en payant les debtes, &c.

LAON Tit. 3. Art. 17. p *a Calais.* Art. 23. † du iour de la benediction nuptiale, communs, &c. personnelles, actiues, &c. & parauant, &c. faicts par eux ou l'vn d'eux mariage: qui se diuisent, apres le decez de l'vn desdits conioincts par moitié entre ledit suruiuant & les heritiers du decedé.

CHALONS Tit. 6. Art. 19. †† p. *a Laon.* debtes acquests & conquests immeubles faits durant & constant leur mariage, qui se partissent apres le decez de l'vn d'eux entre le suruiuant & les heritiers du decedé par moitié, sinon qu'il y eust traicté de mariage au contraire. Et si payent les debtes par moitié, & les obseques f & funerailles & l'accomplissement du testament, sur la part du decedé. Art. 20. Et doit estre ledit partage fait egalement entre le suruiuant & l'heritier, sans rien reseruer: fors seulement au suruiuant ses vestemens, qu'il auoit de coustume de porter és iours de Dimanches & moyennes Festes, qui luy demeurent contre l'heritier du decedé, hors part & sans en faire recompense audit heritier: & quant aux autres habits du suruiuant, il les peut auoir si bon luy semble, en recompensant l'heritier de la moitié.

REIMS Tit. 9. Art. 239. Homme & femme conioincts par mariage, ne sont vns & communs en biens meubles & conquests immeubles faits durant & constant le mariage: ains le mary seul, sans l'aduis & consentement de sa femme, en peut disposer, comme & à qui bon luy semble.

S. QVENTIN Tit. 1. Art. 1. Homme & femme conioincts par mariage, sont † des l'instant & du iour de la benediction nuptiale, vns & communs en tous meubles, qu'ils ou l'vn d'eux ont & acquierent, & en toutes debtes mobiliaires, actiues & passiues, faites par eux & chacun d'eux, tant auparauant que durant leur mariage, & qui leur escheoient & aduiennent de succession ou autrement, estans mariez ensemble, & en tous les acquests & conquests immeubles faits par eux ou l'vn d'eux constant leur mariage, & desquels ils sont vestus, saisis & mis en possession: ores que l'vn desdits conioints ne soit nommé és lettres d'acquisition, & apres le trespas de l'vn se partissent lesdits biens & debtes d'icelle Communauté egalement entre le suruiuant & les heritiers du decedé: n'estoit que par le traicte de leur mariage y eust conuenance au contraire. Article 8. Apres le trespas de l'vn des conioincts par mariage, les meubles pretieux, robbes, bagues & ioyaux du decedé, & qui luy seruoient à son corps, soit homme ou femme, & ceux du suruiuant, se partissent entre iceluy suruiuant & les heritiers du decedé par egale portion, ou par tiers, si les enfans du premier lict de l'vn des desdits conioincts ont Communauté: sinon que par traicté eust esté autrement conuenu au cõtraire. Auquel cas les conuentions tiendront quant aux contractans.

†† *Ceſt Art. 119. eſt adiouſté comme ancien omis en l'ancie Couſtumier.*

† *Ceſt Art. 94. eſt de nouuel introduit.*

†† *Anciennement la femme emportoit ſeulement la tierce partie des meubles & acqueſts : & les heritiers du mary treſpaſſé les autres deux tiers. Et en autre partie d'iceluy Bailliage, le ſuruiuant emporte tous les meubles, & la moitié des acqueſts, ſoit l'hõme ou la femme ſuruiuãt : pourueu qu'il n'y ait enfans: & ſ'il y a enfans ſe partent par moitié leſdits meubles & acqueſts entre le ſuruiuant & les enfans. Et en autre partie d'iceluy Bailliage, le ſuruiuant a & emporte la moitié des meubles & acqueſts, ſoit qu'il y ait enfans ou non, & les heritiers du premier treſpaſſé l'autre. Toutes leſdites Couſtumes ont eſté reduites à ceſt Article 67. d'vn commun accord.*

f C'est l'opinion de Balde in l. quod in vxorem. 13. C. de negot. gestis, que le mary n'est tenu de faire inhumer sa femme à ses despens. L. 28. D. de relig. & par la Loy, quod in vxorem, Le pere est plus tenu de faire inhumer sa fille, que le mary. L. 16. & 18. de relig. Mais si vn tiers l'a faict enterrer, & que le pere ou les heritiers n'ont dequoy payer, le mary en est tenu, in quãtum facere potest. Ces frais funeraux regardent les heritiers de la femme, comme estant debtes contractees lors du decés de la defuncte ou apres, & n'est tenu le mary des debtes, sinon de celles, qui sont faicts auparauant le mariage ou durant & constant le mariage. Et c'est pourquoy

Source : BIU Cujas

† *Ces mots, du iour de la benediction nuptiale, ont eſté mis au lieu des anciens, du iour des nopces. Faut noter qu'vn Art. ancien commençant,* Mais en la ville de Vreuin, ſi deux conioincts, *&c. a eſté rayé & abrogé, ce requerant le Procureur du Roy: & la Couſtume de Vreuin reglee ſelon la Couſtume generale, ſuiuant le conſentement du Bailly de Marle, pour le Roy de Nauarre, dont eſt tenue ladite ville de Vreuin: & de Cambray pour les habitans dudit Vreuin & par l'aduis de l'aſſemblee.*

†† *Les Art. 19. & 20. ont eſté de nouuel introduits ſans preiudice du paſſé.*

Meubles pretieux, robbes, bagues & ioyaux comme ſeront diuiſez par egale portion, ou par tiers: ſ'il n'y a conuention au contraire.

La Couſtume du Duché de Bourg. Chap. 4 Art. 9. dit que tels frais ne ſont tenus pour dettes. Niuernois Chap. 23. Art. 7. Bourb. Art. 235. Voyez cy deſſous l'Addition de ce Titre nombre premier l. fin. §. in computationc C. de iure delib.

AMIENS Tit. 5. Art. 98. Mari & femme conioincts par mariage &c. p. *à Paris.* Art. 220. mariage: leſquels apres le treſpas de l'vn d'eux ſe diuiſent entre le ſuruiuant & les heritiers du predecedé par moitié, nonobſtant que le mary fut ſeul ſaiſi des conqueſts: & n'eſt tenue la femme ſuruiuant ſon mari, en faire aucun relief par deuers les Seigneurs g dont leſdits acqueſts ſont tenus & mouuans: ains eſt reputee ſaiſie.

Femme vefue n'eſt tenue faire Relief des acqueſts qui luy ſont eſcheus.

g Si le mari en a faict payé les Reliefs ou droicts Seigneuriaux Ponthieu Art. 44. & autres Couſtumes miſes en Conference ſur le 5. Art. de Paris cy deſſus.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 44. Quand deux mariez enſemble ont fait aucunes acquiſitions foncieres ou de choſes immobiliaires conſtant leur mariage & de leurs deniers communs, dont le mari ait prins ſeul ſaiſine deuers le Seigneur ou Seigneurs dont l'immeuble acquis eſt tenu, la femme eſt tenue & reputee ſaiſie, de la moitié de l'acquiſition: en telle façon que ſi elle decede parauant ſon mary, ſes heritiers & aians cauſe peuuent & leur loiſt entrer par relief en ladite moitié qui à elle appartenoit au iour de ſon treſpas, ſi elle n'en auoit autrement diſpoſé. Art. 47. Si la femme apres le treſpas de ſon mari apprehende la moitié des biens meubles, acqueſts & conqueſts, qui de droict commun luy appartiennent, ou partie de iceux ſans y renoncer, elle eſt tenue & chargeable de payer la moitié des debtes deues par eux conioincts au iour du treſpas de ſondit mary.

Heritiers de la femme decedee auant le mari peuuent entrer par Relief en la moitié.

Femme eſt tenue de payer la moitié des debtes deues au iour du treſpas de ſon mari.

PERONNE Tit. 5. Art. 112. p. *à Amiens.* de l'inſtant de leur mariage communs en tous biens meubles, debtes perſonnelles, actiues & paſſiues contractees durant leur mariage, & auparauant iceluy: & en conqueſts immeubles par eux faits durãt & conſtant ledit mariage. Art. 115. Apres le decés de l'vn deſdits conioincts, leſdits meubles & conqueſts ſe partiſſent par moitié entre le ſuruiuant & les heritiers du decedé: & auſſi payent les debtes perſonnelles par moitié. Art. 116. Et eſt la femme veſtue, ſaiſie & en poſſeſſion de la moitié à elle appartenant éſdits meubles & conqueſts immeubles de la communauté. Art. 118. Le mari durant & conſtant le mariage de luy & de ſa femme, peut eſtre conuenu & pourſuiuy valablement de toutes les debtes que ſa femme auroit faites & creées auparauant le mariage.

Femme eſt veſtue & ſaiſie de la moitié des biens de la Communauté.

Mari eſt tenu des debtes de ſa femme crees parauant le mariage,

DVCHE DE BOVRG. Chap. 4. Art. 2. Femme mariee où Duché de Bourgongne, eſt participãte auec ſon mari, pour la moitié de tous meubles & acqueſts faicts conſtant le mariage de ſon mari & d'elle. Art. 9. La femme qui eſt participante pour la moitié des biens meubles & acqueſts communs entre ſon mari & elle eſt tenue, apres le treſpas du mari, de payer la moitié de tous debtz deuz par ſondit mari. Et ne ſont point legats & fraix funeraux reputez debtz. Art. 10. Et ſemblablement eſt tenu le mari de payer la moitié de tous les debtz h deuz par ſa femme.

Communauté de meubles & acqueſts.

h C'eſt contre le droit ciuil l. 1. C. ne vxor pro marito &c.

COMTE DE BOVRG. Chap. 2. Art. 25. Nobles gens mariez enſemble, ſont communs en biens meubles & en acqueſts d'heritage, qui ſont faits conſtãt le mariage, iaçoit que ſi le mari, ſuruit à la femme, le mari demeure ſeigneur des meubles Art 27. Femme mariee par la Couſtume dudit Comté gardee entre Bourgeois, eſt participante auec ſon mari en acqueſts de biens immeubles tant ſeulement, conſtant le mariage. Art. 28. Nobles femmes & autres qui ſeront de franche condition de quelque eſtat qu'elles ſoient ſuruiuans à leurs maris, demeureront ſaiſies de la part & portion des biens meubles & acqueſts, que à elles par Couſtume ou par traicté de mariage, pourra & deura appartenir apres le treſpas de leurs maris. Art. 29. La femme de quelque eſtat qu'elle ſoit, qu'apres le treſpas de ſon mari participe és meubles ou acqueſts faicts conſtant le mariage d'elle & de ſon mari, eſt tenue de payer la moitié des debtes de ſon mari. Et ſi elle ne prend rien és meubles ou acqueſts, les debtes ſeront payees par les heritiers du mari.

Femme tenue de payer la moitié des debtes de ſon mari, & le mari tenu paier tous les debtes de ſa feme creez parauant le mariage.

i De quelque coſté que viennent les meubles: mais ſeulement les precedés acqueſts ſont ſeulement exceptez par les 28. 29. & 30.

Communauté de biens entre nobles.

Mari ſuruiuãt à ſa femme eſt ſeigneur des meubles.

NIVERNOIS Chap. 23. Art. 2. Homme & femme conioincts par mariage ſont communs ſans autre conuenance, incontinent apres la conſommation du ma-

Femmes No-

Source : BIU Cujas

bles & de franche condition suruiuans demourent saisies de la part & portion des biens meubles & acquests.
Femme comme participe és meubles & acquests, & paye la moitié des debtes de son mari.
Heritiers tenus des debtes, quand la femme ne prend rien és meubles ou acquests.

riage en tous meubles debtes & credits: & aussi en conquests faicts par eux ensemblez & l'vn d'eux constant leur mariage: en maniere que si l'vn desdits mariez decede, lesdits meubles, debtes, credits & conquests se partent par moitié entre le suruiuant & les heritiers du decedé. Et se peut le suruiuant dire saisi de la moitié des meubles, credits & conquests, sans autre apprehension de fait, s'il n'y a paction ou conuenance au contraire. Art. 7. Le suruiuant de deux conioincts participant és meubles & conquests apres le trespas de l'autre, est tenu payer sa part des debtes faites par le defunct, l'vn ou eux deux ensemble, pour la portion qu'il prẽd en la Communauté. Esdites debtes ne sont comprinses les fraix funeraux, qui se payent par l'heritier du defunct.

Debtes.

Fraix funeraux

MONTARGIS Chap. 8. Art. 1. Homme & femme conioincts par mariage sont vns & communs en biens meubles, debtes & credits faits tant deuant le mariage que durant & constant iceluy: & és conquests immeubles faits durant & constant ledit mariage. Art. 2. Les credites & debtes des conioints sont diuisees apres le trespas de l'vn d'eux, entre le suruiuant & heritiers du trespassé, tellement qu'ils en sont tenus chacun pour moitié, dont l'obligé seulement, peut estre executé pour ladite moitié. Art. 8. En traicté de mariage & auant la foy baillee, homme & femme, qui se veullent marier, par premieres & autres nopces peuuent faire & apposer telles conditions, conuentions, donations & autres contrats que bon leur semblera, en leur mariage, qui sortiront effect. Toutesfois les renonciations de communauté des biens ne pourront preiudicier aux k creanciers. Art. 9. Combien que par traicté de mariage & par parolles expresses, les futurs espoux renonçent à la communauté de biens: neantmoins telle renonciation ne peut nuire ne preiudicier à leurs creanciers: & ainsi doit estre entendue la Coustume cy dessus alleguee: par laquelle est dit en traité de mariage par les futurs espoux peuuent estre faictes telles pactions que bon leur semble.

Communauté de biens, meubles, debtes & credites.

Credites & debtes sont diuisees & comment.

Execution pour la moitié des debtes contre l'obligé.

En tout cõtract de mariage, on peut mettre telles conditions, conuentions, donations & autres contracts.

Renonciation a la Communauté ne nuict aux creanciers.

ORLEANS Tit. 10. Art. 186. p. *à* MONTARGIS. Art. 1. debtes actiues & passiues faites tant auparauant leur mariage, que durant iceluy, & és conquests &c. iusques à ce mot, *mariage*, inclus. Art. 187. Aussi † est tenu le suruiuant payer la moitié des debtes faites & conceuës auparauant & durant leur mariage, & arrerages des rentes, que iceux conioints deuoiẽt lors de la dissolution de leur mariage: lesquelles debtes & arrerages de rentes se diuisent par la dissolution dudit mariage: tellement que ledit suruiuant n'en peut estre tenu que pour la moitié & lesdits heritiers pour l'autre moitié. Et neantmoins n'est tenue la femme, ny les heritiers: sinon iusques à la concurrence des biens de la communauté: pourueu qu'apres le decés de l'vn d'eux, des conioints soit fait loyal inuentaire, & qu'il n'y ait faute ou fraude de la part de la femme ou ses heritiers. Art. 188. Toutesfois l'action hypothecaire demoure touſiours sur l'heritage de l'obligé, & conquests immeubles faicts pendans la communauté. Art. 189. Et où le suruiuant ou heritier du decedé seroient contraints payer le tout, ils en auront leur recours & action respectiuement l'vn contre l'autre pour la moitié, selon que dessus. Art. 190. Et au regard des rentes vendues & constituees auparauant ledit mariage par l'vn ou l'autre des conioints, ou ceux, desquels ils auroient esté heritiers, elles seroient payees entierement par celuy qui les aura vendues ou constituees, qui en demeurera seul chargé: sauf des arrerages, qui se payeront par moitié, iusques au iour de la dissolution dudit mariage. Et en cas que celuy des conioints qui ne les auroit vendues & constituees, ny ceux desquels il seroit heritier, en fut poursuiui hypothecairement comme detenteur des conquests il en aura son recours pour le sort principal & arrerages escheus depuis la dissolution de ladite communauté entre le constituant ou heritier, ses biens ou heritages. Art. 202. p. *à* MONTARGIS. Art. 8 baillee & benediction †† nuptiale, homme & femme peuuent &c. conditions, Douaires, donations & autres conuentions que bon leur semblera. Art. 212. † p. *à* PARIS. Art. 222.

Suruiuant de deux conioints par mariage, tenus de payer la moitié des debtes & arrerages de rente.

† *Ces Art. 187. 188. & 189. sont tirez des 42. 167. 175. & 187. Art. de l'ancien & ont esté adiouſtez ces mots*, pourueu que apres *&c. iusques à la fin de l'Art. 187. sans preiudice du passé.*

Femme suruiuant ou ses heritiers ne sont tenus que iusques à la concurrence des biens de

k Du Moulin sur ceſt Art. 8. recite vn Arreſt fort notable du vendredy 1. Mars 1559. par lequel vne vefue etiã, de son premier mariage fut absouls des fins & conclusions contre elle prinses par aucuns creanciers. Ceſte vefue par son traicté de mariage auoit faculté que suruiuant son mari elle pourroit renoncer à la communauté, & soy tenir à ses conuentions. Ce qu'elle faict. Mais les creanciers de son mary luy demandent la moitié de deux cedules. Elle dict qu'elle a renoncé Les demandeurs repliquent & alleguent ceſte Couſtume. Le Procureur du Roy ſouſtient qu'il ne doit eſtre en la puiſſance du mari de charger les propres de ſa femme & partant que la Couſtume deuoit eſtre reſtrainte quand c'eſt vne vefue qui ſe remarie laquelle ſe doit enquerir des biens & mœurs de ſon mari. Mais au contraire Du Moulin dit que la couſtume deuoit auoir plus ſtot lieu en vne fille, qu'en vne vefue, & que ceſte Couſtume ne faiſoit rien en ce fait. Car attendu que la vefue ne prend rien en la

la Communauté: s'il y a loyal inuentaire & non faute ou fraude de la femme ou ses heritiers.
Action hypothecaire sur les biens du mari.
Rentes vendues ou constituees seront payees par celuy qui les a vendues ou constituees: mais les arrerages se payeront par moitié.
†† *Ces mots*, benediction nuptiale, *ont esté adiouſtez pour explication de ceſt Art. 202. qui eſtoit le 173. de l'ancien.*

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art.212.a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

dommage, de ceſte renonciation, ce qui eſt aſſez: combien qu'ils n'en portent profit, & ſelon ceſte opinion fut iugé pour la vefue. Et faut noter qu'on obſerue touſiours la Couſtume des lieux, où ſe paſſe vn contract ou Teſtament pour les formes & ſolemnitez d'iceux: mais pour le regard des choſes, dont l'on diſpoſe par les contracts ou Teſtamens on obſerue touſiours la Couſtume des lieux, où les biens & heritages ſont aſſis. Et ainſi par Arreſt du grand Conſeil ſeant à Paris le 21. iour de Iuin 1572. fut adiugee à la vefue du feu ſieur de Villebon de la maiſon d'Eſtouteuille, la moitié des terres & Seigneuries acquiſes par ledit ſieur de Villebon au pays de Normandie, meſmement au Bailliage d'Eureux, auquel y a Couſtume, que la femme ne prend point part aux heritages de fiefs acquis par ſon mari, pendant leur mariage, ſinon en Bourgage. Cecy eſt amplement diſputé par Charondas liure vii. Reſponſe 100. Nous en parlerons plus amplement ſur le Tit. xiii. des Donations cy deſſous. Vide Math. de Afflictis Dec. Neap. 226. num. 6. & 7.

Communauté & ny faict fraude, les creanciers ne rapportent

Communauté de biens n'a lieu.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 374. Les perſonnes conioincts par mariage ne ſont cõmuns en biens meubles ou conqueſts immeubles: ains les femmes n'y ont rien qu'apres la mort du mari.

†† *Ces mots,* des le iour de la benediction nuptiale, *ont eſté mis au lieu des mots anciens* apres an & iour *qui eſtoient au dit ancien Article, lequel a eſté pour ce regard corrigé.*

TOVRS Tit. 23. Art. 230. Homme & femme mariez enſemble, nobles ou roturiers, acquierent †† dés le iour de la benediction nuptiale, communité de biens meubles conqueſts & acqueſts immeubles faits durant leur mariage: ſinon qu'il y ait conuention au contraire par le contract de mariage. Tit. 27. Art 306. Les debtes perſonnelles des conioints communs en biens, ſe payeront par moitié entre le ſuruiuant & les heritiers du predecedé. Art. 307. Entre les ſuruiuans de l'vn des mariez & les heritiers du predecedé, les meubles communs ſe partiront egalemẽt: excepté que le ſuruiuant aura par aduantage ſes veſtemens de tous les iours & ceux des Dimanches, tant d'hyuer que d'eſté, & ſ'il veut auoir le ſurplus de ſes veſtemens, faire le pourra, en paiant la moitié de la valeur. Et † aura le mari par auantage & preciput, ſ'il eſt noble ſuiuant les armes, ſes armes, & ſ'il eſt de lettres, ſes liures, ſans en payer l'eſtimation,

Suruiuant des conioints a ſes veſtemẽs de tous les iours & des Dimanches.

† *Ces mots,* Et aura, *&c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez pour plus grande explication, & ce pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

ANIOV Tit. 22. Art. 511. Homme & femme qui ont eſté en mariage par an & iour, à compter du iour des nopces, ſont communs en biens meubles, debtes perſonnelles & arrerages de rentes, & en tous acqueſts, qui ſont faicts durant la communauté, ou apres ledit mariage parauant la communauté, ſ'ils y demeurent par an & iour: tellement qu'ils acquierent ladite communauté, & chacun y a autant l'vn comme l'autre, poſé que l'acqueſt ſoit fait au nom de l'vn d'entre eux, ſ'il n'y a paction ou conuenance entre eux au contraire. Et ſi aucune ſucceſſion de meuble eſchet à l'vn deſdirs conioints eſtans en communauté de biens, ils ſont acquis à ladite communauté. Et au regard des heritages, qui appartiennent aux conioints par mariage, à cauſe de la ſucceſſion de leurs predeceſſeurs, ou qui leurs eſcheent durant ledit mariage, ils ne cheent en communauté. Et ſi l'vn deſdits conioints va de vie à treſpas dedans l'an & iour, la femme ou ſes heritiers emporte ce qu'elle y a apporté & non plus.

Communauté de biens.

LE MAINE Tit. 23. Art. 508. p. *à Aniou.*

GRAND PERCHE Tit. 5. Art. 102. L'homme & la femme conioints par mariage, aians demouré par an & iour en iceluy mariage, acquierent communauté de tous meubles, & outre des acqueſts & conqueſts immeubles par eux faits durãt & conſtant ledit mariage: tellement que le mari eſt tenu perſonnellement &c. p. *à Paris.* Art. 221. debtes de ſa femme &c. durant ledit mariage. Auſſi &c. faites par &c. iuſques à ce mot, *iceluy*, inclus. Art. 103. Ledit mariage diſſolu, les meubles & conqueſts ſe diuiſent par moitié entre le ſuruiuant & les heritiers du decedé: pourueu que les conioincts ayent demouré par an & iour enſemble.

CHASTEAVNEVF Chap. 9. Art. 66. Homme & femme qui ſont conioints par mariage en premieres nopces, ſ'ils ont eſté & demouré par an & iour enſemble en mariage, ils ſont communs en biens meubles, debtes, creances mobiliaires faictes auparauant le mariage & durant iceluy, & des acqueremẽs faits durant leur mariage par eux ou l'vn d'eux: en telle maniere: qu'entre non Nobles, apres le treſpaſſement de l'vn d'eux, iceux meubles & creances mobiliaires & acqueremẽs ſe diuiſent entre les heritiers du treſpaſſé & le ſuruiuant egalement, ſi autrement le treſpaſſé n'en a diſpoſé de ſa part. Art. 67. Si homme & femme conioints par mariage ou l'vn d'eux ont eſté autrefois mariez, ils ſont communs des la premiere nuict de leur mariage: & auſſi és debtes & creances mobiliaires: eſquelles chacun deſdits conioints eſtoient tenus au precedent dudit mariage. Art. 68. Quand l'vn deſdits conioints enſemble par mariage en premieres nopces va de vie à treſpas deuant l'an & iour d'iceluy mariage, communauté n'a point de lieu, & peut chacun reprendre ce qu'il a apporté.

Les meubles & creances entre non Nobles ſuruiuans & les heritiers du predecedé ſe diuiſent egalement.

Source : BIU Cujas

Conioints par mariage sont communs des la premiere nuict, quand ils ont esté vne fois mariez. Communauté n'a point, si l'vn des conioints meurt dans l'an & iour.

CHARTRES Chap.10.Art.57.58.& 59.p. *à Chasteauneuf.* Art.66 67.& 68.

DREVX Chap.10 Art.48.p. *à Chasteauneuf.* Art.66. meubles & acquerемens faits, leurdit mariage durant par eux ou l'vn d'eux, & en telle maniere qu'apres le treſpas de l'vn d'eux, iceux meubles & acquerемens faits par eux ou l'vn d'eux, ſe diuiſent entre &c. le decedé n'en à diſpoſé, en ſon viuant de ſa part. Car le mari peut vendre ſans le congé de ſa femme, tous les biens meubles & conqueſts immeubles, ſans l'a y appeller. Car il eſt ſeigneur & maiſtre d'iceux. Art. 49. & 50.p. *à Chasteauneuf.* Art.67.& 68.

Mari peut vendre ſans le congé de ſa femme tous les biens meubles & cõqueſts immeubles: deſquels il eſt Seigneur & maiſtre.

BLOIS Chap.13.Art.180. Homme qui prend femme par mariage, la prend, *cum honore & onere*: & parce moyen eſt tenu payer les debtes perſonnelles dont il la trouue chargee & tenue: & pour icelles peut eſtre pourſuiui. Art. 182. Par†† le treſpas de l'vn des deux conioints, tous les meubles que leſdits conioints auront lors du treſpas du premier decedé d'eux deux, & tous les conqueſts immeubles faits & acquis par eux ou l'vn d'eux, conſtant leur mariage: enſemble toutes leurs debtes & credites, ſe diuiſent en deux: c'eſt à ſçauoir la moitié au ſuruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du treſpaſſé.

Femme ſe prend cum honore & onere.

S.AIGNAN Chap.3.Art.10. Homme & femme roturiers conioints par mariage, incontinent leur benediction nuptiale faite, ſont vns & communs en biens meubles & conqueſts immeubles par eux ou l'vn d'eux faits durant leur mariage: en telle maniere, que la moitié en appartient au ſuruiuãt deſdits conioints, & l'autre moitié aux heritiers du treſpaſſé.

BERRI Tit.8.Art.7. Les conioints par mariage des l'inſtant de la ſolemniſation & conſommation d'iceluy mariage ſont communs en tous biens meubles, noms, debtes, actions, actiues & paſſiues, & en tous les conqueſts qui ſe feront durant & conſtant iceluy mariage. Art.8. Toutesfois au contract de mariage pourront les conioints par conuention expreſſe, nonobſtant la Couſtume conuenir & accorder qu'il n'y ait communauté. Et ſera ladite conuention bonne & valable non ſeulement pour le regard des conioints: mais auſſi pour le regard des creanciers. Art.9. Et où il y aura conuention par le contract de mariage, qu'apres le deces du mari, la femme ſe pourra tenir à la communauté ou à ſes conuẽtions matrimoniales, à ſon choix & election, la conuention ſera bonne & valable pour le regard du mari & ſes heritiers: mais au preiudice des creanciers ne vaudra telle conuention: ſi n'eſt pour le regard de ce qui eſt venu du coſté de la femme ſeulement: & non pour l'aduantage m que le mari aura faict à ſa femme de ſes biens par le contract de mariage: excepté le Douaire prefix ou Couſtumier, qui ſeront reduits audit cas, à l'vſufruict de la tierce partie des biens du mari: duquel la femme iouyra, en ſe tenant à ſeſdites conuentions pour le regard deſdits creanciers.

BOVRBONNOIS Chap.21.Art.233. Le mari & femme, le mariage fait par paroles de preſent, ſont communs en tous biens meubles, debtes perſonnelles ia faictes & à faire, & conqueſts immeubles qui ſe feront conſtant le mariage: en telle maniere qu'apres le decés de l'vn des mariez, le ſuruiuant doit auoir la moitié des choſes deſſuſdites, & les heritiers l'autre, & en ſont ſaiſis & en poſſeſſion: ſ'il n'eſt autrement conuenu au contract de mariage. Art. 241. La femme qui eſt perſonniere auec ſon mari en meubles & cõqueſts, eſt tenue apres le deces de ſon mari, de payer les debtes de la Communauté par telle part & portion, qu'elle prẽd és meubles & conqueſts de la communauté: & ne ſont les frais funeraux reputez debtes: mais ſont leſdits frais funeraux, à la charge & ſe payent par l'heritier du treſpaſſé: & ſemblablemẽt le mari eſt tenu de payer la moitié des debtes de ſa femme deuement contractees. Chap.22.Art.276. Meubles qui eſcheent par ſucceſſion ſont communs entre mari & femme & autres communs perſonniers de meubles & conqueſts: mais les heritages & choſes immeubles qui eſcheent par ſucceſſion ne ſont de la communauté, & appartiennent a celuy qui eſt heritier & y ſuccede comme en l'heritage de ſon eſtoc.

†† *Les Nobles ſe ſont oppoſez à ceſt Art. 182 diſans la Couſtume ancienne eſtre au contraire: & qu'entre Nobles tous les meubles & conqueſts appartiẽnent au ſuruiuant & en auoir eſté vſé meſmes és maiſons de Chaumont, Onzain, S. Aignan & autres infinis. Auſquels auons remonſtré le preiudice & dommage, qui en aduiendroit aux mineurs & à la choſe publique. Les Practiciens ont dict, depoſé & affermé auoir veu en leur ancien Couſtumier ladite Couſtume eſtre telle que les Nobles la pretendent: mais que neantmoins les aſſiſtans qui furent lors aſſemblez furent tous d'opinion que ladite Couſtume deuoit eſtre reformee. Finablemẽt par l'aduis des gens d'Aduocats & Practiciens & autres du tiers Eſtat, auons ordonné que ladite Couſtume demourera ainſi qu'elle eſt couchee audit cayer, comme nouuelle. Dont les Nobles ſe ſont portez pour oppoſans.*

l Vide Fabrum ad l. de fideicommiſſo. C. de tranſ. La Couſtume de Montargis Chap.8. Art.8.& 9. ſemble contraire. Au reſte ſi ex poſt facto les cõioints par mariage accordẽt entre eux que la communauté ait lieu, ſuiuãt la diſpoſition de la Couſtume, nonobſtãt la premiere conuention, à laquelle ils renoncent expreſſement & ainſi par Arreſt de l'an 1546. a eſté iugé que telle conuention eſtoit bonne & valable, comme eſcrit Charondas liure v. des Reſ. lxi. Toutesfois il ſe trouue Arreſt du 7. Ianuier 1584. donné en la v. Chambre des Enqueſtes entre Robert de Launay & conſors appellãs du Seneſchal du Maine & Iulienne Veron & ſes enfans intimez au rapport de monſieur l'Archer par lequel Arreſt fut reprouuee la nouuelle conuention & pactiõ de communauté faicte long temps apres la celebration & conſommation du maria-

Conuention qu'il n'y aura Communauté, bonne & valable.

Conuention que la femme pourra renoncer à la Communauté ou à ſes conuentions matrimoniales, à ſon chois eſt bonne au preiudice du mari & de ſes heritiers: & non des creanciers.

Source : BIU Cujas

Femme tenue de payer les debtes de la Communauté pour sa part & portion.
Meubles obtenus par succession sont communs entre conioints par mariage & autres personniers.

femme, contre la prohibition de la Coustume du Maine.
m Nam leges pro lucro mulieres non fouent, sed ne damnum patiantur suisque rebus defraudentur curant l. assiduus C. qui pot. in pign.

ge: D'autant que c'estoit vn aduantage indirect ou donation faicte par le mari à sa

ESBREVLE Art. 1. En la ville & Chastellenie d'Esbreule, mari & femme sont communs en biens meubles & conquests.

ESCVROLLES Art. 1. Les mariez sont communs en biens & acquests, noms debtes & actions faits durant le mariage: & la femme apres le trespas du mari en prend la moitié: aussi est tenue payer la moitié des debtes deues par son feu mari tant constant ledit mariage que de parauant.

LODVNOIS Chap. 24. Art. 1. p. *à Tours.* Art. 230. sont nobles ou roturiers acquierent Communauté de biens, apres ce qu'ils ont esté par an & iour ensemble. Toutesfois s'il y a autre conuenance entre les parties, elle vaudra. Chap. 29. Art. 9. Et entant que touche les debtes personnelles des trespassez suruiuans communs en biens meubles & en debtes, le suruiuant payera la moitié des debtes & les heritiers du trespassé l'autre moitié: sinon qu'il y ait don de meubles. Art. 10. En diuision de biens meubles entre le suruiuant des conioints par mariage & les heritiers du decedé, le suruiuant aura par aduantage ses vestemens de tous les iours & celuy des Dimanches: & les autres, s'aucuns en y a seront departis: mais si le suruiuant veut auoir le surplus de ses vestemens, il les pourra retenir en payant la valeur de la moitié d'iceux vestemens.

Mari & femme communs en biens & a le mari l'administration des meubles & acquests.

POICTOV Tit. 3. Art. 229. Mari † & femme des la benediction nuptiale en face de S. Eglise sont communs en biens meubles, conquests & acquests immeubles faits constant le mariage: toutesfois durant le mariage, le mari en a l'administration & en peut disposer. Et le mariage solu, se departent entre le suruiuant & les heritiers du premier decedé: sauf au regard des Nobles demourans és lieux & endroits, dont sera parlé cy apres, n du nombre desquels sont les xxv. Escheuins & Conseillers de la Ville de Poictiers, leurs heritiers masles descendans de leur chair, viuans noblement demourans en la ville ou aillenrs de semblable Coustume: au regard desquels les meubles sont au suruiuant, quand il n'y a heritiers procreez en loyal mariage du premier mourant. Art. 243. Tous acquests faits par le mari & la femme ou l'vn d'eux, durant le mariage, sont communs entr'eux soient les personnes ou choses nobles ou roturiers: & le mariage solu, se diuisent par moitié entre le suruiuant & les heritiers du premier mort. Mais en la Vicomté de Thouars, le fief franc, Chastellenies & ressorts de Parthenay, Vouuant, Moruant, Fontenay & Mauleon, & generalement entre la Seyure & la Dyue, & entre la Seyure & la Mer: & aussi en la Vicomté de Chastelleraut, à present erigee en Duché, le suruiuant tient le tout des acquests le cours de sa vie: pourueu qu'il ne se remarie, & que du mariage n'y ait enfans: c'est à sçauoir vne moitié comme vray seigneur & proprietaire, & l'autre moitié par vsufruict seulement. Car luy mort, la moitié retourne de plain droict aux heritiers du premier mort, qui en estoit proprietaire: & le mari s'il suruit, ou ses heritiers, s'il meurt le premier fera les hommages des acquests, & non pas la femme ne les heritiers de la femme.

† *Cest Ar. 229 a esté mis au lieu des 197. 282. & 296. Art. anciẽs, qui sont reformez par ledit Art. & aura lieu ladite reformatiõ pour l'aduenir seulement.*

n En l'Art. 218. mis cy dessous sur l'Art. de Paris. Art.

Meubles & acquests comme se departent le mariage solu.

Meubles en quelques lieux sont au suruiuãt entre nobles & entre les xxv. Escheuins & Conseillers de la Ville de Poictiers.

Acquests comme se diuisent entre le suruiuant mari ou femme & les heritiers du predecedé: fors en quelques lieux.

Mari suruiuãt tenu de faire les hommages des acquests & non la femme ou ses heritiers.

ANGOVMOIS Chap. 3. Art. 40. Mari & femme conioints par loyal mariage des la benediction nuptiale sont communs & font societé en biens meubles & acquests immeubles faits durant & constant le mariage. Art. 43. Les meubles apres le decés de l'vn des conioints par mariage, nobles ou roturiers, se diuisent par moitié, & d'iceux le suruiuant prend la moitié, & l'autre appartient aux heritiers du decedé: si autrement il n'auoit pourueu.

LA ROCHELLE Chap. 16. Art. 48. L'homme & la femme ioincts par mariage ensemble, sont communs en biens meubles & acquests immeubles faits entr'eux durant leur mariage: & au suruiuant d'eux deux, appartient la moitié, s'il n'y a conuenance par traicté de mariage au contraire.

Meubles comme se diuisent entre nobles ou roturiers conioints par mariage.

XAINCTONGE Tit 8. Art. 62. Homme & femme, qui sont traittez à marier, sont reputez auparauant la solemnité nuptiale personnes estranges: & des la benediction nuptiale sont reputez personnes conioinctes & deslors contractent taisiblement societé & compagnie de tous biens meubles lors presens & futurs & de tous acquests immeubles qu'ils feront durant leur mariage: & se diuisent & partent egalement lesdits meubles & acquests par moitié entre les suruiuants des

Source : BIU Cujas

conioints,& les heritiers du premier decedé,si autrement ils n'en ont disposé.

BAYONNE Tit.9.Art.24. Conioints par mariage des la benediction nuptiale receue en face de S.Mere Eglise sont communs en tous acquests tant meubles,qu'immeubles faits durant & constant leur mariage. Art.32. Les debtes faicts l'vn des conioints auant la solemnization du mariage sont payez & satisfaits des biens propres de celuy,qui les a faits & non des acquests ou des biens propres de l'autre conioinct. Art.33 Les debtes qui sont faites constant le mariage,doiuent estre payees premierement des acquests communs,s'il en y a & suffisent: & s'il n'en y a ou suffisent,sont paiees des biens de tous les cõioints & si les biens de l'vn desdits conioints ne sont suffisans à payer sa moitié & portion, ce qui reste est payé entierement sur les biens de l'autre. Art.34. Sinon que celuy des conioints,qui se sent greué contre raison & equité,vousit renoncer à la cõmunauté. Art.35. Lequel renonçant est tenu monstrer que hors le fait de marchandise & sans aucune necessité,les debtes ont esté contractees par l'autre conioint. Art.36. Et si les acquests & biens de lignee des conioints ne suffisent à payer toutes les debtes faits constant le mariage,le suruiuãt est tenu payer ce qui reste des debtes,des biens qu'il acquerra apres durant sa vie,ou autrement luy aduiendront par succession ou par quelque autre titre que ce soit. Art.37. Si n'est que le conioint suruiuant eust renoncé ou vousit renoncer à la communauté en la façon que dessus.

Debtes faits parauant le mariage sont payez par celuy qui les a faits,& nõ des acquests ou propres de l'autre conioints.

Debtes faits constant le mariage sont payez des biens communs.

Renonciation à la communauté.

LA BOVRT Tit.9.Art.1.p.*à Paris*.Art.220.biens conquests,meubles & immeubles faits par eux durant leur mariage. Art.16.Si le suruiuant du consentemẽt du decedé a fait aucuns debtes durant leur mariage, doit payer la moitié d'iceux sur son mariage,qui luy doit estre rendu,par le plus proche habile à succeder: & en outre iceluy suruiuant doit payer entierement toutes les debtes qu'il a faits auparauant,apres ou durant le mariage,sans le consentement du decedé,si ce n'est que ils fussent faits pour nourrir les enfans d'iceluy mariage. Car en ce cas se payent par iceluy plus proche.

Debtes faicles du consentement du decedé.

SOLE Tit.24.Art.1. Homme & femme,qui vulgairement sont appellez,soluts & solute,conioints par mariage,sont communs en biens,tant en ce qu'ils portent l'vn l'autre pour support de mariage, qu'aussi pareillement en ce qu'ils conquesteront durant leur mariage. Art.20.p.*à la Bourt*. Art.16.

BRETAGNE Tit.20.Art.424. L'homme †† & la femme conioints par mariage sont communs en meubles & acquests: pourueu qu'ils ayent esté en mariage par an & iour,apres les espousailles. Art.432. Quand † la femme est obligee pour le faict de son mari ou pour les prises qu'ils ont faites ou contracté en mariage ,auparauant iceluy,& le mary ou la femme sont morts ou tous deux, le mari ou ses hoirs sont tenus acquiter & desdommager la femme & ses hoirs à l'equipollent qu'ils prendront aux meubles: & au cas que les meubles ne pourront fournir à acquiter les debtes,les mariez ou leurs hoirs y contribueront sur leur heritage chacun pour leur part & portion. Art.469. Si l'homme †† ou la femme n'ont esté en mariage par an & iour de quelque condition qu'ils soient, la femme ou ses hoirs auront ce qu'elle y aura porté seulement: & encores elle payera les frais & coustages des nopces & de la despence & entretenement du tẽps qu'elle a esté auec son mari. Et † si le mari demeuroit,il auroit le lict de sa femme,iusques aux ii. nopces.

†† *C'est Art. 424. reforme l'Art. 408. ancien: auquel ceste clause a esté adioustee, iusques à ce mot,* meubles

Debtes comme seront payees.

† *C'est Art.432 reforme & declare le 413. Ar. ancien: & a esté raye l'Art.418. ancie parce que il est employe en cest Art.432.*

CAMBRAY Tit.7 Art.4.Le mari constant le mariage de luy & de sa femme peut estre conuenu & poursuiuy de toutes les debtes, desquelles sa femme estoit chargee & redeuable auparauant leur mariage. Art.8. Hõme & femme conioints par mariage sont du iour de leurs nopces communs en tous biens meubles,debtes noms & actions personnelles,actiues & passiues,& en tous acquests de main-ferme faicts constant le mariage,s'il n'y a conuenance expresse au contraire. Et demeure la femme apres le trespas de son mari,saisie & vestue de la moitié d'iceux. Art.9. Apres le decés de l'vn des conioints,la moitié de tous leurs biens meubles, debtes & acquests de main-ferme,se transmet par succession à ses enfans, ou à defaut d'iceux aux plus prochains parẽs du defunct,à la charge de la moitié des debtes: s'il n'y a conuenance au contraire ou Raueſtissement o entr'eux deuement passé,ou que le suruiuant soit franc pour auoir fief au pays de Cambresis,ou qu'il y ait au regard des acquests condition de retour au contraire. Art.12. En faisant diuision & partage des meubles entre le suruiuant des deux conioints & les heritiers du decedé,le suruiuant peut auoir & retenir par aduantage ses vestemens ordinaires des iours ouuriers.

o Voyez cy dessous l'Addition du Tit.xiii. des Donations & don mutuel nombre iiii.

** Aliàs,ou au parauant P.V.*

†† *C'est Art. 469. estoit le 443. Art.ancien duquel ont esté rayez ces mots,* si on n'en donnoit: *& adiouſtez ces mots,* des frais.

† *Ces mots,* Et si le mari, *&c. iusques à la fin, sont adiouſtez: lesquels sont pris du 444. Art.ancien.*

ARTOIS Tit.4.Art.137. La femme vefue en apprehendant apres le decés de son mari,la moitié des cottieres par luy acquises ou des fiefs, si auant qu'elle en soit acquitteresse auec son mari,se submet à paier la moitié desdebtes de son mari.

Vestemens du suruiuant.

BAR

Femme eſt tenue au payement de la moitié des debtes de ſon mari, ſi auant qu'elle ſe dit acqueſtereſſe.

Acqueſts comme ſe diuiſent entre le ſuruiuant & les heritiers du predecedé.

Communauté de biens entre mari & femme.

Partage des meubles conqueſts immeubles & debtes entre le ſuruiuant & les heritiers du decedé, ſans que le ſuruiuant ſoit tenu payer les legs teſtamentaires & funerailles.

BAR Tit.7. Art.76. Les acqueſts faits par gens Nobles ou roturiers conſtant leur mariage, ſoit qu'ils ayent enfans du mariage ou non, ſeront communs entre eux: iaçoit que le mari par lettres dudit acqueſt, n'ait denõmé ſa femme acqueſtereſſe: ou que l'acqueſt fut de la ligne de l'vn ou de l'autre.

SEDAN Tit.4. Art.76. L'homme & la femme conioints par mariage des incontinent apres la benediction nuptiale, ſont communs en biens meubles & conqueſts immeubles, qu'ils feront durant & conſtant leur mariage, comme auſſi en toutes debtes & obligations perſonnelles, creées tant auparauant que conſtant ledit mariage. Art.77. Tellement qu'apres le treſpas deſdits conioints ou de l'vn d'iceux, les meubles, conqueſts immeubles & debtes ſe partiront & payeront par le ſuruiuant & les heritiers du premier mort par moitié: ſans que ledit ſuruiuant ſoit tenu aucune choſe payer des legs teſtamentaires & funerailles du defunct: ains en ſeront tenus les heritiers d'iceluy defunct pour le tout. Art.90. Le ſuruiuant des deux conioints prendra par preciput & hors part, les veſtemens & habits qu'il porte ordinairement les iours de Dimãches: & le ſurplus des meubles, ſe partira par moitié, comme dit eſt: n'eſtoit qu'il fut autrement conuenu par contract de mariage derogeant à la Couſtume.

LA SALLE DE LILLE Tit.12. Art.5. Le mary eſt tenu & pourſuiuable pour les debtes & obligations deues & valablement contractees par ſa femme, parauant leur mariage.

TOVRNAY Tit.14. Art.1. Deux conioints par mariage ſont par la Couſtume communs en tous biens meubles & heritages non feodaux ſituez en ladite ville: & ou pouuoir d'icelle par eux poſſeſſez ou à eux appartenans durant leur conionction, ſoit que leſdits biens procedent de leur patrimoine ou acqueſts.

Art. 223. PARIS.

Femme mariee ne peut vendre, aliener ne hypothequer ſes heritages ſans le cõſentement ou authorité de ſon mari.

La p femme mariee ne peut vendre, aliener ne hypothequer ſes heritages ſans l'auctorité & conſentement de ſon mari. Et †† ſi elle a faict aucun contract ſans l'auctorité & conſentement de ſon mari, tel contract eſt nul, tant pour le regard d'elle, que de ſon mari: & n'en peut eſtre pourſuiuie ny ſes heritiers apres le deces de ſon mari.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 3. Art. 25. p. *à Paris.* heritages ny ſobliger ſans l'auctorité &c.

MEAVX Chap.9. Art.58. La femme mariee eſt en la puiſſance de ſon mari, iaçoit qu'elle ait pere ou ayeul paternel: & ne peut faire aucuns contrats entre vifs, n'eſtre en iugement ſans l'auctorité de ſon mari, ou de Iuſtice.

SENS Tit.11. Art.111. Donation † faite par femme mariee, ſans le conſentement de ſon mari, ne vaut & ne doit tenir au preiudice de ſon mari n'au preiudice d'elle.

AVXERRE Tit. 9. Art. 207. Femme †† mariee eſt ſous la puiſſance de ſon mari, de ſorte qu'elle ne peut eſtre en iugement ne faire contracts entre vifs, ſoit au preiudice d'elle ou de ſon mari, ſi ce n'eſt de l'auctorité de ſon mari, ou qu'elle ſoit marchande publique pour le faict de la marchandiſe ſeulement. Tit.11. Art.221. p. *à Sens.* Art.111. ſans l'auctorité de &c. ne vaut au preiudice d'elle ne de ſon mari.

Femme mariee eſt en la puiſſance de ſon mari.

Femme mariee ne peut faire donation.

BAR Tit 11. Art.170. Femme mariee ne peut faire donation, ſans le conſentement de ſon mari, & ne doit tenir au preiudice de ſon mari ne d'elle.

ESTAMPES Chap.8. Art. 92. p. *à Paris.* ne ſoy obliger ſans &c. mari † ſoit au preiudice de ſon mari ou d'elle, ſi elle n'eſt ſeparee ou marchande publique. q

DOVRDAN Tit.6. Art.80. p. *à Eſtampes.* †† ſoit au preiudice d'elle ou de ſondit mari.

MONTFORT Chap.11. Art.122. Femme mariee &c. p. *à Paris.* iuſques à ces mots, *expres de ſon mari,* inclus.

MANTE Chap.11. Art.124. p. *à Montfort.*

CLERMONT Tit.15. Art.182. Vne femme eſtant en lien de mariage ne peut &c. p. *à Mante.*

p La raiſon de ceſt Art.223. depend de ce que nous tenons en France que la femme eſt la puiſſance de ſon mari. Tellement qu'elle ne peut faire aucun acte ou negoce ſans l'auctorité & conſentement expres de ſon mari, Faber ad §. 2. Inſt. quod cum eo. & §.1. Inſt. ad Tertul. ad l.1. C. de bon. mat. & l. non ſine C. de bonis quæ liber. La femme ſouloit eſtre perpetuellement en Tutelle, propter fragilitatem ſexus & imbecillitatẽ ingenii Tullius ſcribit pro Murena, Mulieres omnes propter infirmitatem conſilii in poteſtate tutorum eſſe Boetius ad Topica Cic. Mulieres iure antiquo perpetua tutela continebat. Iules Ceſar vi. de bello Gallico viri in vxores ſicut in liberos vitæ neciſque habent poteſtatẽ, comme Tiraqueau a monſtré de legib. conn. gloſſ.1 parte 1. Apuleius 2. Apol. Adeſt etiã tutor-auctor mulieris, vir grauiſſimus & ſanctiſſimus omni cum honore mihi nomi

Ces mots, Et ſi elle faict, &c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez à ceſt Art.223. pris en partie du 213. ancië pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.

† *Le* 111. *Art. contient la reformation du* 98 *Art. ancien.*

†† *Ceſt Ar.* 207. *a eſté adiouſté, comme gardé d'ancienneté & omis en l'ancien Couſtumier.*

Source : BIU Cujas

nandus Cassius Longinus. Quære Maxime cuius emptionis auctor fuerit quantulo mulier locuples agellum suum præsti-narit. Plusieurs Coustumes tiennent que femme mariee est en la puissance de son mari. Meaux Art. 58. Auxerre 207. Troies Art. 8. Chaumont Art. 66. S. Quentin Art. 15. Duché de B. Chap. 4. Ar. 1. Comté Art. 24. Niuernois Chap. 23. Ar. 1. Aniou Art. 510. Maine Art. 505. Chasteauneuf Art. 71. Chartres Ar. 63. & autres. Au reste ces Coustumes sont contraires au droict commun, comme il est noté in l. Velles C. de reuoc. don. l. si constante. C. solut. matr. ou les Docteurs ont remarqué que la femme sans le consentement du mari, ne peut aliener & disposer de ses biens. Vide l. 1. cum in fundo 78. §. vxor. & l. fin. D. de iure dot. l. sed & si ideo l. quamuis mulier D. sol. mat. l. si vir. vxor. De præsc. verb. C. sed & in vir §. duo. D. de don. int. vir. & vx. q Voyez cy dessous les Art. 234. 235. & 236. de Paris mis cy dessous & les Coustumes y rapportees, où nous expliquerons ceste question.

† *Ces mots,* Soit au preiudice de son mari ou d'elle, *ont esté de nouuel introduits.*

†† *Ces mots,* Soit au preiudice d'elle ou de son mari, *ont esté adiouſtez pour l'interpretation de ceſt Art. & pour auoir lieu à l'aduenir en ce qui concerne le preiudice de ladite femme, & ſans preiudice du paſſé.*

TROIES Tit. 5. Art. 80. p. *a Meaux.* supposé qu'elle ait pere &c. en telle maniere qu'elle ne peut &c. n'ester en &c. Iustice quant aux actes iudiciaires. Tit. 8. Art. 139. Donation, vendition ou autre contract fait par femme mariee, sans l'auctorité de son mari, ou par enfant qui est en puissance de pere & de mere, ou de Tuteur ou Curateur, sans son consentement, ne vaut.

CHAVMONT Tit. 4. Art 66. p. *a Meaux.* en telle maniere qu'elle ne &c. de son mari, si elle n'est marchande publique. Auquel cas pour le fait de sa marchandise seulement, elle peut faire contrats & obligations, & desdits contracts son mari en est tenu.

CHALONS Tit. 6. Art. 24. Femme mariee ne peut donner, vendre ou autrement contracter sans l'auctorité & licence de sondit mari, soit au preiudice de luy ou d'elle.

REIMS Tit. 1. Art. 12. † p. *a Montfort.* mari: peut toutesfois en disposer par testament sans ledit consentement & auctorisation.

S. QVENTIN Tit. 1. Art. 15. p. *a Meaux.* de son mari & sans le consentement de iceluy, ne peut donner, quitter, s'obliger n'ester en iugement, soit au †† preiudice d'elle ou de son mari: supposé qu'elle eust contracté de son propre: sinon qu'elle fut par Iustice separee de son mari. Toutesfois peut faire testament sans l'auctorité de son mari, & aussi sans auctorité de luy, quitter les iniures & exces à elle faits. Art. 19. Femme mariee & d'aage suffisant peut du consentement & auctorité de son mari, vendre, donner, engager, aliener, eschanger & hypotequer, ses heritages immeubles, & faire partage de ceux qui luy sont communs auec autres, & autrement en disposer, soit qu'ils luy appartiennent de patrimoine ou acquests.

† *Ceſt Art. 12. eſt adiouſté comme ancien.*

Teſtament fait par la femme ſans auctorité du mari.

†† *Ces mots,* ſoit au preiudice d'elle ou de ſon mari, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Teſtament fait ſans ſon auctorité du mari.

Fẽme peut faire contracts auec l'auctorité de ſon mari.

Femme eſt en la puiſſance de ſon mari.

Femme mariee ne peut faire Teſtament ſans auctorité de ſon mari.

Femme marchande publique.

DVCHE de Bourg. Chap. 4. Art. 1. Femme soit qu'elle ait ou pere r ou aue paternel apres la consommation du mariage demeure en la puissance de son mari: tellement qu'elle ne peut faire contrats entre vifs n'estre en iugement, n'aussi par testament ſ n'ordonnance de derniere volonté disposer de ses biens, sans la licence & auctorité de son mari, si elle n'est marchande publique: ouquel cas pour fait de marchandise tant seulement elle peut faire tous contracts & obligations pour le fait de sa marchandise: & esdits contracts n'est tenu & obligé sondit mari.

COMTE DE BOVRG. Chap. 2. Art. 24. La femme mariee, soit qu'elle ait pere ou ayeul paternel ou non, apres &c. p. *au Duché.* entre les vifs &c. iugemẽt sans la licence &c. mari: mais elle peut tester & disposer par testament derniere volonté ou donation à cause de mort, sans l'auctorité de sesdits ayeul, pere & mari.

r Tiraqueau au Traicté de legib. conn. Gl. 1. part. 1. tient que ces Coustumes contraires à la disposition ciuile, par laquelle la femme demoure en la puissance du pere, & non de son mari Vlpian. in l. 1. & 2. D de lib. exhib. l. 7. & l. 11. C. de nupt in uita. l. 2. §. 1. & l. 29. D. Solut. matr. l. 4. & 5. C. de don inter vir. & vx. l. filiæ 12. C. de collat. l. 2. C. de cond. insertas l. 13. D. de coll. 2. Inst. ad Tertul. Faber ad l. 1. C. de bon. mat. & l. non sine. C. de bonis quæ l. 6. & autres par Tiraqueau alleguez. Mais nous pouuõs dire auec Euripid. in Danae apud Stobæũ sermone 71. & 75. ΓΥΝΗ' γὰρ ἐξελθοῦσι πατρῴων δόμων ἤδη τὸ τεκόντων θεῖν. ἀλλὰ τὸ λέχους. Fab. Dec. 259. Virgo pertinet ad patrem: tamen nupta pertinet ad maritum. Les loix des Lombards sont conformes aux Coustumes de France Accurs. ad l. Velles C. de reuoc. lib. 2. leg. Longob. Tit. Qualiter mulieri liberæ alienare permissum est l. pen. & vlt. éſquels lieux la femme peut auec la licence & authorité de son mari, dõner, vendre ou permuter les choses qui luy appartiennent. Par Arrest du 24. iour d'Auril 1586. a esté iugé que la femme separee de biens de son mari ne peut vendre sans l'auctorité & consentement de son mari. Le mari peut estre contraint d'authoriser sa femme, & assister au proces, comme s'il a contracté auec elle mesmes pour raison des biens de sa femme, qu'il demande luy estre rendus par restitution ainsi qu'il fut decidé par Arrest du Ieudy 29. Auril 1529. au profit d'vn nõmé Chasteignier de la Rochelle contre maistre Iean Murets. Ce qui est traicté in l. fin. §. fin. D. de susp. tut. l. 5 inter §. Imperator D. de excus. tut. l. cum non solum C. de bonis quæ liber & ibi Albericus l. si cum dotem D. Sol. matr.

ſ Verba contraxerunt, gesserunt, non pertinent ad ius testandi l. verba D. de verb. signif. Niuernois Ch. 23. Art. 1. & autres Coustumes. Toutesfois il s'en trouue quelques vnes qui en disposent autrement cõme celle de Reims Art. 12. S. Quẽtin Ar. 15 Comté de B. Art. 24. Aniou Art. 510. Maine Art. 50. & autres cottees en l'Addition du Tit. xiiii. des Test. Arrest donné en la 4. Chãb. des Enquestes le 12 May 1576. entre Loys Martineau appellãt du Seneschal du Mans ou son Lieutenãt à la Ferté Bernard contre Mathieu Poulard, Iacques Guerrier & consorts intimez. Par lequel le Testament faict sans auctorité du mari fut declaré bon & valable.

Source : BIU Cujas

NIVERNOIS Chap.23. Art.1. Femme mariee, apres le contract de mariage par parole de preſent & ſolemniſation en face de S. Egliſe, eſt & demoure du tout en la puiſſance de ſon mari, & du tout hors de celle de ſon pere : & ne peut faire contraux & diſpoſitions entre vifs de ſes biens, par diſpoſition de teſtament ou ordonnance de derniere volonté, n'autrement, ny eſtre en iugement, ſans auctorité de ſon mari: ſinon qu'elle fut marchande publique, ou fit autre negotiation, ſondit mari ſachant : auquel cas pour le faict de ſa marchandiſe ſeulement elle peut contracter, ſoy obliger, conuenir & eſtre conuenue: & deſdits contraux & procedure eſt tenu ſon mari: ou ſinon que le mari fut refuſant de luy bailler auctorité: auquel cas elle aura recours à Iuſtice pour l'auctoriſer.

Femme au refus de ſon mari ſe fera auctoriſer par Iuſtice.

MONTARGIS Chap.7. Art.6. Fille mariee en aage nubile, eſt reputee aagee pour contracter par l'auctorité de ſon mari. Chap.8. Art.4. Femme mariee ne peut donner, aliener, diſpoſer n'autrement contracter entre vifs, ſans l'auctorité & conſentement de ſon mari: ſinon qu'elle fut marchande publique: auquel cas elle peut contracter touchant le faict de ſa marchãdiſe, dont le mari ſera tenu & pourra eſtre executé, ſi à ce ladite femme eſt obligee.

Fille mariee en aage nubile eſt aagee pour contracter auec l'auctorité de ſon mari.

ORLEANS Tit.10. Art.194. p. *à Montargis*. Art.4. iuſques à ces mots, *ſon mari*, inclus.

TOVRS Tit.23. Art.232. Femme † mariee noble ou roturiere ne peut eſter en iugement ne contracter ſans l'auctorité de ſon mari, ſoit au preiudice du mari ou d'elle: ſinon qu'elle fut ſeparee deuement ou qu'elle fut marchande publique: & eſtant marchande publique, elle ſe peut obliger ſeule pour le faict & dependence de ladite marchandiſe.

† *Ceſt Art. 232. eſt adiouſté pour l'aduenir.*

ANIOV Tit.21. Art.510. Femme mariee eſt en la puiſſance de ſon mari, & ne peut contracter des biens de la communauté, n'autres ſans l'auctorité de ſon mari: ſinon qu'elle ſoit marchande publique & que ce ſoit fait de la marchandiſe, & ſauf par Teſtament.

LE MAINE Tit.21. Art.505. p. *à Aniou.*

GRAND PERCHE Tit.5. Art.109. Femme mariee ne ſe peut obliger n'eſter en iugement, ſans l'auctorité de ſon mari : & le contract faict par elle ſans ladite auctorite eſt nul, ſoit † au preiudice d'elle ou de ſondit mari: ſinon qu'elle ſoit ſeparee par Iuſtice ou marchande &c. p. *à Tours.* publique ſe &c. obliger ſans ſon mari pour le faict de ſa m.

† *Ces mots, ſoit au preiudice d'elle ou de ſondit mari, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

CHASTEAVNEVF Chap.10. Art.71. La femme eſt en la t puiſſance de ſon mari, tellement qu'elle ne peut eſter en iugement ne faire contracts ſans l'auctorité de ſon mari, ſi elle n'eſt marchande publique ou * propoſee en aucune negotiation par ſon mari. Auquel cas elle peut contracter touchant ce qui concerne le fait de la negotiation & marchandiſe ſeulement, à laquelle elle a eſté ainſi propoſee, * & non autrement.

* *Liſez*, propoſee, *en deux endroicts de ceſt Art.*

CHARTRES Chap.11. Art.62. } p. *à Chaſteauneuf.*
DREVX Chap.11. Art.53. }

BLOIS Chap.1 Art.3. †† p. *à Chaſteauneuf.* mari, ſans l'auctorité duquel ne peut eſter en iugement, contracter ne ſoy obliger, ſinon qu'elle fut marchande publique, & ſur le faict de ſa marchandiſe ſeulement: ou que les conioints fuſſent ſeparez de biens: & que la ſeparation ſoit publiee au Proſne de la Parroiſſe, où ils ſont demourans, dedans le ſecond Dimanche du iour qu'elle eſt faicte excepté en matiere d'exces & d'iniures.

†† *Ceſt Art.3. a eſté ainſi reformé à cauſe que ledit Art. eſtoit trop obſcur en ces mots, ſi n'eſt que ſon dit mari fut abſent de longue abſence: & à cauſe de ce pourroiẽt eſtre meuz pluſieurs procés*

ARRAS Tit.2. Art.10. La femme liee de mary ne peut d'elle ſeule, ſans l'auctorité de ſon mari, faire aucune diſpoſition, vente ou alienation de ſes heritages, ne de ſes meubles: parce qu'elle n'a valoir ne vouloir: & meſmement ſans ladite auctorité, elle ne peut aucunement contracter.

Separation de biens cõme doit eſtre publiee.

DVNOIS Chap.7. Art.58. Femme ſeparee de ſon mari quant aux biens peut & luy loiſt contracter & diſpoſer de ſes biens meubles & immeubles, ainſi & en la maniere qu'elle pourroit faire, ſi elle n'eſtoit mariee: mais telle ſeparation &c.

Femme ſeparee de biẽs peut diſpoſer de ſes biens, meubles & immeubles.

BERRI Tit.1. Art.15. Femme mariee par la Couſtume, eſt en la puiſſance du mari. Art.16. Contracts de vendition, donation & autres faits par femme mariee ou fils de famille eſtant en puiſſance paternelle ou autres perſonnes eſtans en puiſſance de Tuteur ou Curateur, ſans l'auctorité deſdits mari, pere, Tuteur ou Curateur, ſont du tout nuls & de nul effect & valeur: ſi n'eſt és cas ſuſdits que ils exerceroient marchandiſe publiquement & contracteroient à cauſe d'elle. Art. 17. Et n'obligent leſdits contracts u leſdits femme, fils de famille & autres perſonnes eſtans en la puiſſance de Tuteurs ou Curateurs aucunement : en maniere que quand le mariage eſt diſſolu ou les enfans de famille deliurez de la

Femme mariee eſt en la puiſſance de ſon mari.

Tous contrats ſont nuls faits par fils de famille, femmes mariees & mineurs ſans auctorité: ſauf en cas de marchandiſe.

t Pluſieurs Couſtumes parlent bien du mari mais non pas du fiancé : & ſe trouuent bien peu de Couſtumes qui touchent ce doute La Couſtume d'Auuergne Chap.24. Art 1. par laquelle la fiancee eſt en la puiſſance de ſon fiancé Et la Couſtume de Bourbonnois Art 232. veut que ſi apres les fiançailles le mariage ne ſortit point d effect, qu'elle demoure en la puiſſance de ſõ pere, ayeul paternel ou autre aſcendant.

u Aucuns eſtiment qu'il n'eſt beſoin d'obtenir lettres Royaux par les obligez pour eſtre releué de telles obligations ou contracts qui ſont nuls de ſoy par Droict Couſtumier.

Source : BIU Cujas

puissance paternelle,& les personnes estans en la puissance de Tuteurs & Curateurs mis hors d'icelle,les contracts ne peuuent auoir aucun effect, n'estre executez à l'encontre d'eux. Art.21. La femme ne peut disposer de ses heritages & biens sans l'auctorité & consentement de son mari,s'il n'y auoit conuention expresse en leur contract de mariage au contraire: auquel cas aussi si la femme est mineur de xxv.ans ne pourra disposer de ses biens immeubles,sans l'auctorité de son x mari & decret de Iuge.

Femme ne peut disposer de ses heritages & biẽs sans auctorité de son mari, s'il n'y a conuention au contraire.

Femme mineur de vingt ne peut disposer de ses biens immeubles & decret de Iuge.

Bovrbonnois Chap.15.Art.170. Femme &c.p. *à Meaux* iusques à ces mots, *son mari*, inclus. Art.171.p. *à Berri*. Art.16.donation,quictance ou autres &c.ou par enfans en la puissance de leurs pere, Tuteurs ou Curateurs, sans le consentement desdits maris,peres,Tuteurs ou Curateurs, ne vallent, & ne sont tels contrats confirmez & validez par la dissolution du mariage,ou par la mort dudit pere, emancipation desdits enfans & maiorité desdits mineurs. Chap.22.Art.232.p.audit Art.170.mari,tant que le mariage dure, & ne retourne en la puissance de son pere,ayeul,n'autre ascendant,soit que le mariage soit dissolu par mort du mari, ou qu'il y ait separation de biens. Autre chose est si apres les fiançailles, le mariage ne sortissoit effect. Car audit cas la fiancee demeure en la puissance de son pere,ayeul paternel,ou autre ascendant. Art. 238. La femme peut vendre, donner & eschanger & autrement aliener ses heritages de l'auctorité de son mari,sans en estre recompensee.

Femme mariee ne retourne en la puissance paternelle sous d'vne fiancee.

Femme peut vendre, aliener ou permuter auec l'auctorité du mari.

Avvergne Chap.14.Art.1. Femme mariee ou fiancee,est en la puissance de son mari ou fiancé:excepté quant aux biens y aduentifs & parafernaux:desquels elle est reputee mere de famille & dame de ses droicts. Art. 2. Et depuis qu'elle a esté vne fois fiancee ou mariee, combien que par viduité ou dissolution de fiançailles, soit hors la puissance de son mari ou fiancé, ne retourne en la puissance de son pere n'ayeul paternel: mais demeure Dame de ses droicts.

Femme mariee ou fiancee est en puissance de mari ou fiance; & ne retourne en la puissance de pere ou ayeul paternel.

La Marche Chap.21.Art.298. La femme,ait son pere ou non,est en la puissance de son mari,dés qu'elle est mariee par paroles de present. Et ne se peut obliger sans le consentement de son mari,si elle n'est marchande publique.Et si le mariage est solu par mort,elle ne retourne en la puissance de son pere.

Poictov Tit.3.Art.225. Femme noble ou roturiere,est sous le pouuoir de son mari,& non de son pere:& ne peut valablement contracter † soit au preiudice de son mari ou d'elle,n'aussi administrer les biens cõmuns d'entr'eux,ne les siẽs propres,sans l'auctorité & consentement expres de son mari.Ti.9.Ar.314. La fille des ce qu'elle est mariee, est hors la puissance de son pere, & entre en la puissance de son mari.

Femme noble ou roturiere est en la puissance de son mari.

† *Ces mots,* Soit au preiudice de son mari ou d'elle, *ont esté adioustez pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé.*

Angovmois Ch.7. Ar.98.Hõme & femme soiẽt nobles ou roturiers,mariez ensemble,la femme est en pouuoir de son mari,&n'est plus en pouuoir de son pere si elle ne l'auoit:& ne peut valablement contracter n'administrer &c. p. *à Poict* Art. 225 consentement de &c.n'ester en iugement sans l'auctorité de son mari:& si le mari est adiourné pour l'auctoriser,& refuse, l'auctorisation sera faite par le Iuge aiant de la matiere cognoissance.

La Rochelle Chap.9. Art.23. Toute femme mariee est en puissance de son mari,& ne luy est permis contracter ne disposer d'aucune chose,hors testament ou codicille,ne comparoir en iugement ne dehors, sans luy ou son auctorité & permission expresse,ou portant que generalement il luy permet contracter, comparoir en iugement & dehors & exercer actes ou negoces.

Xaincтonge Tit.8.Art.73. Fille mariee des la benediction nuptiale sort de la puissance du pere,& entre en la puissance du mari:tellement que desiors elle ne peut aliener ou autrement disposer de ses biens par contracts entre vifs, sans l'auctorité de son mari:mais par testament ou autre derniere volonté, elle en peut disposer,etiam sans aucune auctorité du mari.

Tovrnay Tit 14.Art.2. La femme,durant son mariage est en la puissance de son mary,posé qu'elle ait pere viuant,& ne peut cõtracter,soy obliger ne comparoir en iugement,sans l'auctorité & consentement de son mari:sauf en matiere d'iniures,excez ou delicts,esquels elle seroit suiette cõparoir & estre en iugement sans le gré de son mari:& si pourra semblablement agir en pareil cas d'iniure sans & cõtre le gré de son dit mari.Ar.3.Et sauf aussi que si ladite femme estoit marchãde publique & faisoit train de marchãdise en la veue& science de son dit mari,elle pourroit és cas de ladite marchãdise&nõ autres,cõtracter,soy obliger,vẽdre,achẽter & soy faire debiter esse vers les vendeurs,& seroit poursuiuable & contraignable au payement desdites debtes, par la vente des biens de son dit mari & d'elle.

x Les Coustumes de Montargis Chap. 7. Art.6.dit que fille mariee en age nubil, est reputee maieur pour contracter auec l'auctorité de son mari & Bourb. Art 238.ne parle point de Decret de Iustice, comme faict celle de Berri en cest Art. 21. qui veut que tous les deux soient concurrens,c'est à scauoir le consentement du mari & le decret de Iustice L'Empereur Iulià in l.3 C.Th. de cõt. empt fait mention d'vne cõstitution de l'Empereur Constãtin, qua præcepit minores feminas consortio virorum copulatas,sine decreti interpositione vẽditiones posse celebrare,si viri earum consensum pariter atque subscriptionem instrumẽtis putauerint esse præbendum. Vetus ius reuocat,vt omnis venditio,quæcumque fuerit à minore viro,siue femina, sine decreti interpositione celebrata nulla ratione subsistat.

y Les biens aduentifs se doiuent entendre ceux qui sont venus à la femme par succession ou hoirie autre que de pere ou mere, ou biẽ qui sont acquis par trauail & industrie l.quæcumque l.cum oportet.C de bonisquæ lib. Les biens parafernaux, sunt bona extra dotem, comme sont les biens de la femme qu'elle n'a donné en dot ou mariage Voyez la Coustume de Normandie Art. 380. cy dessous en l'Addition de ce Tit.x.nombre 11.

Source : BIU Cujas

Art 4. Et à ce propos est ordinairement accoustumé, que quant on fait adiourner la femme mariee pour debte par elle debuë ou pour autre cause, l'on faict du mesme train adiourner son mary, si defendre la veut, compare ou non, se parfaict ladite poursuite contre ladite femme. Art. 6. Quant à la femme mariee, durant sa conionction, elle ne peut aliener ne faire aucune disposition de biens communs ne de partie d'iceux: sans l'expres accord & consentemẽt de son mary. Art. 7. Sauf toutesfois, que si icelle femme mariee, n'auoit enfans d'iceluy mary, en ce cas elle pourroit par Testament ou Codicille faire disposition vaillable de sa part des biẽs communs ou de portion d'icelle: sans que pour ce le gré, accord & consentement de sondit mari fut ou soit requis interuenir.

Mari ou femme comme peuuent aliener les biens d'vne succession vniuerselle ou particuliere, s'ils n'ont esté assignez pour dot ou donatiõ pour nopces.

Bayonne Tit. 9. Art. 31. La femme hors le faict de sa marchandise & les biens d'icelle marchandise, ne peut aucunement vendre ou aliener les acquests faits par les conioints durant leur mariage, sans le consentement expres de son mari. Art. 43. Tant le mari que la femme peuuent vendre, permuter ou autrement aliener sans le consentement l'vn de l'autre, leurs biens de ligne obuenus par succession vniuerselle ou particuliere. Art. 44. Si n'est qu'auparauant eussent esté assignez pour Dot ou Donation pour nopces, comme dit est.

Sedan Tit. 4. Art. 94. Femme mariee ne peut par disposition entre vifs, vendre, donner, n'autremẽt aliener ou hypothequer ses heritages, sans expres consentement & auctorité de son mari, ou sans auctorité de Iustice: autrement lesdits contracts sont nuls & de nul effect.

Voyez Cambray Tit. 7. Art. 1. La Salle de Lille Tit. 12. Art. 1. Poict. Art. 226. Bretagne 449. Bar Art. 10. & autres mis sur le 224. Article.

Art. 224. *PARIS.*

Femme ne peut ester en iugemẽt sans le consentement ou auctorité de son mari ou de Iustice.

Femme [z] ne peut ester en iugement sans le consentement de son mari: si †† elle n'est auctorisee ou separee † par Iustice, & ladite separation executee.

CONFERENCE.

Calais Tit. 3. Art. 26. p. *a paris.*

Melvn Chap. 13. Art. 215. †† p. *à Paris.* sinon qu'elle soit separee ou auctorisee par Iustice, au refus de son mari.

Estampes Chap. 8. Art. 93. p. *à Melun.*

Dovrdan Tit. 6. Ar. 80. *A la fin.* Et si ne peut ester en Iugemẽt sans le consentement de son mari, sinon qu'elle soit separee, auctorisee par Iustice, ou marchande publique: auquel dernier cas elle se peut obliger & agir pour le faict de ladite marchandise.

Montfort Chap. 1. Art. 123. Vne femme &c. p. *a Paris.* mari sinon que elle soit separee.

Mante Ch. 11. Art. 125. p. *à Montfort* estre en &c. separee ou marchande publique & pour le fait de sa marchandise seulement.

Senlis Tit. 14. Art. 270. Femme mariee ne peut &c. p. *a Mante.* sans l'auctorité de son mari, ou qu'elle soit auctorisee du Roy ou de Iustice.

Clermont Tit. 15. Art. 183. p. *à Mante.* separee ou qu'elle soit auctorisee par Iustice.

Reims Tit. 1. Art. 13. Femme mariee ne peut ester en iugement & ne se peut obliger sans le consentement de son mari, † soit au preiudice d'elle ou de son mari, si elle n'est separee ou marchande publique: auquel cas elle peut obliger elle & son mari, touchant le fait d'icelle marchandise & de ce qui en depend: sinon que son mari luy eust publiquement interdit ou reuoqué l'administration de la marchandise, auparauant les obligations par elle en ce nom contractees.

Ces mots, Si elle n'est auctorisee, ont esté adiouſtez à ceſt Art. 214. qui estoit le 106. Ar. de l'ancien.

†† Ces mots, par Iustice &c. ont esté adiouſtez.

†† Ceſt Art. 215. est adiouſté comme ancien de tout tẽps gardé & obſerué.

† Ces mots, Soit au preiudice, &c. ont esté adiouſtez pour les differens aduenus ſur iceluy.

[z] En l'ancienne coustume de Berri escrite à la main Art. 48. La femme en demandant ne en defendant ne peut estre en iugemẽt en la Cour Laye sans auctorité de son mari. Car execution ne porroit estre faicte sur ses biẽs dont elle n'a nuls Car tout est au mari. Notez que ceſt Art. 22. depend du precedent comme nous auons mõstré cy dessus: ioint qu'il y a plusieurs coustumes parlant de l'espece couchee au precedent Article, qui disposent de celle qui est contenue en ceſt Art. mesmes celles de Meaux Art. 58. Auxerre Art. 207. Troyes Ar. 80. Chaumont Art. 68. S. Quentin Art. 15. Duché de Bourgongne Chap. 4. Art. 1. Comté Art. 24. Niuernois Ch. 23. Art. 1. Tours Art. 232. Grand Perche Ar. 109. Chasteauneuf Ar. 71. Chartres Art. 62. Dreux Art. 53. Blois Art. 3 Berri Tit. 1. Art. 15. Angoumois Art. 98. La Rochelle Art. 73. Xainctonge Art 73. Tournay Tit. 14. Art. 2. Platon 11. liure de ses Loix en dit autant que ces Coustumes. Et quant à la separation de biens, elle doit estre faicte par Iustice auec cognoissance de iuste cause ou autrement. Car en ce cas le mari en pourroit appeller ou autre partie defendereſſe. Nous parlerons plus amplement de ceſte separation en l'Addition de ce Titre X. nombre X. La sentence du Iuge est neceſſaire, & faut que le partage soit executé sans fraude & ne se doit entendre si par mauuaise teſte ou mauuais gouuernement elle estoit separee de faict, comme Du Moulin a escrit sur plusieurs Coustumes. Au reſte les iugemens donnez contre la femme auctorisee par Iustice au refus de son mari, sont seulemẽt executoires contre les biens de la femme, & de la Communauté, icelle dissolue, & non autrement, ainsi qu'il a esté iugé souuent par Arreſt, mesmes le 6. Auril 1556. auant Paſques & du Lundy dernier Feurier 1557. & Mardy 1. Mars 1557. & par les deux derniers susdit, sans dire icelle dissolue.

PERONNE Tit.5. Art.123. Auſſi ne peut femme mariee eſter en iugement, ſi elle n'eſt auctoriſee de ſon mari: ſinon qu'elle fut ſeparee de biens d'auec luy, ou qu'il fut refuſant ſans cauſe raiſonnable de l'auctoriſer: auquel cas doit eſtre auctoriſee par Iuſtice.

CAMBRAY Tit.7. Art.1. La femme mariee eſt en la puiſſance de ſon mari: & ne peut eſtre en iugement ſans l'auctorité de ſon mari: ſinon qu'elle fut ſeparee de biens d'auec luy, ou qu'elle ſoit pourſuiuie pour delict & iniure. a

a Par les ordonnances il eſt aſſez notoire que les accuſez doiuẽt reſpõdre par leur bouche ſans eſtre aſſiſtez de conſeil, ny eſtre auctoriſez pour ceſt effect, les raiſons en ſont aſſez cognues. Nous en auons parlé en la Conference des ordõnances liure ix. Tit. 1. Voyez cy deſſus le Tit. 1. de la premiere partie de ceſte Conference.

LILLE Tit.5. Art.59. Vne femme liee de mari ne peut ager, donner ne contracter, ſans ſur ce eſtre deuement auctoriſee & licentiee de ſondit mari.

MONTARGIS Chap.8. Art.15. Femme mariee peut pourſuir ſes droicts & actions à l'auctorité de ſon mari, & au refus de l'auctoriſer, elle peut requerir eſtre auctoriſee par Iuſtice, & en ladite qualité icelles actions pourſuiure.

Femme comme peut pourſuiure ſes droicts.

ORLEANS Tit.10. Art.201. Femme †† conioincte par mariage peut pourſuiure ſes autres actions & droicts auec l'auctorité de ſon mari. Et au &c.p. a *Montargis*. Art.15. en ceſte qualité intenter leſdites actions, ſans que les ſentences ou iugemens qui pourroient eſtre donnez à l'encontre deſdites femmes non auctoriſees ne aduouees par leſdits maris puiſſent eſtre executez ſur les biens de la communauté & pendant icelle. Toutesfois le mari ſera tenu rapporter ce qu'il aura pris & receu à cauſe deſdicts droicts & actions pourſuiuies par ladicte femme.

†† *Ceſt Art. 201. a eſté tiré du 179. ancien: & ce qui a eſté adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

ANIOV Tit.18. Art.446. La femme de qui le mari eſt abſent, peut eſtre auctoriſee par Iuſtice, à pourſuiure les droicts d'icelle.

BOVRBONNOIS Chap.21. Art.237. La femme conioincte par mariage, peut pourſuiure ſes actions de l'auctorité de ſon mari: & au refus de l'auctoriſer par ſon mari, ſans cauſe legitime, elle ſera auctoriſee par Iuſtice à faire ladite pourſuitte.

POICTOV Tit.3. Art.226. Combien que la femme ſoit ſous la puiſſance de ſon mari: Toutesfois pour iniures par elles dites à autruy, elle en peut eſtre conuenue ſans l'auctorité de ſon mari: mais ſi l'iniure luy a eſté faite ou dite elle ne peut agir ne pourſuiure ſans l'auctorité de ſon mari.

LA SALLE DE LILLE Tit.12. Art.1. La femme eſt en la puiſſance de ſon mari, iaçoit qu'elle ait pere viuant, & ne peut ſans licence & auctorité de ſon mari, faire Teſtament & ordonnance de derniere volonté, donner, quiter, contracter, n'eſter en iugement: excepté en cas de delict ou d'iniures.

XAINCTONGE Tit.8. Art 74. Auſſi la femme ne peut eſter en iugement ſans la licence de ſon mari: excepté quand elle eſt conuenue en cas d'excez & d'iniures, ou en faict de marchandiſe, quand elle eſt marchande publique.

BRETAGNE Tit 20. Art.449. La † femme eſt tenue de requerir l'auctorité de ſon mari ſoit qu'elle vueille cõtracter, eſter en iugement, ou accepter ſucceſſion tant en demãde, qu'en defence, pour la conſeruation de ſes droits: & où il ne voudroit l'auctoriſer, le Iuge ordinaire la peut auctoriſer. Et en ce cas n'eſt le mari ne la cõmunité tenue de l'euenement deſdits proces & autres actes cy deſſus, ſoit en principal ou deſpẽs, dõt les propres de la femme ſeulemẽt demeurerõt obligez

† *Les Ar. 427. & 428. ont eſté mis enſemble & reformez par ceſt Art. 449.*

BAR Tit.6. Art.70. La femme mariee eſt en la puiſſance de ſon mari, iaçoit qu'elle ait pere ou ayeul: de maniere qu'elle ne peut eſter en iugement, ſans l'auctorité de ſon mari. Toutesfois ſi elle eſt marchande publique, elle peut contracter pour le faict de ſa marchandiſe ſeulement.

SEDAN Tit.4. Art.96. Femme mariee ne peut auſſi eſter à droict & comparoir en iugement, ſoit en demandant ou en defendant, en matiere ciuile, ſans le conſentement & auctorité de ſon mari, n'eſtoit que pour ſon profit & cauſe raiſonnable, elle fut auctoriſee par Iuſtice, ou ſeparee de ſon mari.

Voyez Meaux.58. Troyes 80. Auxerre Art.207. Chaumont Art.66. Bourb. Art. 169. Bord. Art.3. & autres mis cy deſſus & mis en Conference ſur l'Art.223. & meſmes par nous cottez ſur le commencement de ceſt Art.224.

Art.225. PARIS.

Mari eſt ſeigneur des meubles & cõqueſts & les peut vendre, dõner entre vifs ou hypothequer, ſans le cõſentement de ſa femme.

Le mari b eſt ſeigneur des meubles & conqueſts immeubles par luy faits durant & conſtant le mariage de luy & de ſa femme: en telle maniere qu'il les peut vẽdre, aliener ou hypothequer, & en faire & diſpoſer par donation ou autre diſpoſition faite entre vifs à ſon plaiſir & volõté, ſans le conſentement de ſa femme à perſonne capable & ſans c fraude.

b Ceſt Art.225. à ſemblables fondemens de raiſon, que les deux autres precedens. Ce qui eſt concedé au mari pour les grandes

Source : BIU Cujas

charges du mariage qu'il ſupporte. Pro oneribus matrimonij vtait. l pro oneribus. 20. C. de iure dot l. 21. §. 1. D. de donat. inter virum & vx. fructus enim ex re mulieris percepti, quomodo cuiuſlibet rei dotalis ad maritum pertinent. P. l. in partem 67. D. Sol. mat. l. 7. & 10. §. 3. & 32. D. de iure dot. l. 65. §. vlt. D. Pro ſoc. l. vn. §. 9. D. de rei vx. act. l. 19. §. 1. D. de peculio. Et n'eſt la femme cenſee dame & maiſtreſſe de ſa part & portion des acqueſts, ſinon apres la diſſolution du mariage par mort. Dominium hoc caſu eſt impendenti l. ſeruus 4. 3. §. 1. D. de adq. rer. dom. l. pen. §. pen. D. de caſtrenſi pecul. l 25. D. de vſufr. Ce qui ſe doit entendre en ſon cas exprimé par les Couſtumes : mais non pas en certaines Couſtumes. Oſtricourt Art. 10. Vahaignies Art. 2. par leſquelles il ſe cognoiſt que la femme a la moitié aux acquiſitions, & que le mary n'en peut valablement diſpoſer au preiudice de la femme. Par la Couſtume de Xainctonge Art. 68. n'en peut diſpoſer que de la moitié à titre particulier. Voyez Papon Tit. 1. Liure vii. des Arreſts en la derniere, où il recite vn Arreſt du 14. Iuillet 1584. ſeruant à ce propos.

c Sans fraude & ſans ſ'enrichir ou ſes hoirs à la diminution de la Communauté, comme eſcrit Du Moulin : mais s'il delinque & confiſque ſes biens, il ne confiſque que ſa moitié & non celle de ſa femme, & ne peut frauder la Communauté par delict, encores qu'il la puiſſe diminuer par contract, ſelon l'opinion de Bartole in l. ſi quis tantam. C. vnde vi Papon liure xv. des Arreſts Tit. 2. Art. 24. 27. & 28. Si le mary a eu iuſte cauſe de donner, comme s'il donne en faueur de mariage pour marier vne niepce ou autre parent, telle donation n'a lieu, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt ſolennellement prononcé le 14. iour d'Aouſt 1571. recité par Charondas liure vi. Reſp. 73.

CONFERENCE.

Mary par teſtament ne peut diſpoſer par teſtament que de ſa moitié.

Galais Tit. 3. Art. 27. p. *à Paris.* fraudé : mais par teſtament & ordonnance de derniere volonté, ne peut le mary diſpoſer que de ſa moitié, comme ſera dit cy apres. d

Meavx Chap. 9. Art. 59. Le mary peut diſpoſer durant le mariage de luy & de ſa femme, ſoit qu'il ſoit noble ou roturier, ſans le vouloir & conſentement de ſa femme, de tous biens meubles qu'ils ont, & auſſi de tous les immeubles conqueſts, qu'ils ont acquis conſtant leur mariage, les vendre, engager & en diſpoſer ainſi que bon luy ſemble.

†† *Ceſt Art. 212. a eſté de nouuel adiouſté comme de tout temps gardé & obſerué.*

Melvn Chap. 13. Art. 212. Pendant †† le mariage, le mary eſt ſeigneur des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles faits par luy & ſa femme conioinctement ou par l'vn d'eux durant & conſtant ledit mariage : & les peut vendre, aliener & hypothequer, en faire & diſpoſer entre vifs à ſon plaiſir & volonté, ſans le conſentement de ſa femme, ſans fraude : mais n'en peut diſpoſer par teſtament : ſinon de ſa moitié.

† *Ce mot*, acqueſts, *a eſté adiouſté en deux lieux de ceſt Art.*

Sens Tit. 24. Art. 274. L'homme marié durant & conſtant ſon mariage, a le gouuernement & adminiſtration des biens meubles, † acqueſts & conqueſts immeubles, enſemble des fruicts des propres heritages & du Douaire de ſa femme, & en peut diſpoſer, ledit mariage durant, ſans l'aduis & conſentement de ſa femme. Mais de la proprieté deſdits heritages, acqueſts & Douaire, il n'en peut diſpoſer ſans le vouloir & expres conſentement d'icelle.

Mary a le gouuernement & adminiſtration des fruicts des propres & Douaire de la femme : & en peut diſpoſer ſans le conſentement d'elle.

Avxerre Tit. 9. Art. 194. Le mary durant, &c. p. *à Sens.* immeubles faits conſtant le mariage, &c. femme, & en peut diſpoſer entre vifs, le mariage, &c. acqueſt : de ſa femme auparauant le mariage, il n'en, &c. conſentement de ladite femme.

Estampes Chap. 8. Art. 94. p. *a Paris.* acqueſts & conqueſts, &c. faicts & acquis, &c. & hypothequer, en faire & diſpoſer entre vifs.

Dovrdan Tit. 6. Art. 81. entre vifs. Toutesfois ſi c'eſtoit †† heritage donné à ſadite femme pour luy eſtre propre, n'en pourroit diſpoſer.

Mary ne peut diſpoſer d'vn heritage donné à ſa femme pour luy eſtre propre.

Mont-fort Chap. 11. Art. 124. p. *a Paris.* aliener, hypothequer & en faire & diſpoſer par diſpoſition faite entre vifs, &c.

Mante Chap. 11. Art. 122. p. *a Eſtampes.* diſpoſer par diſpoſition, &c. fraude : mais n'en, &c. p. *a Melun.*

Senlis Tit. 14. Art. 271. Le mary eſt maiſtre & ſeigneur de tous les biens meubles & acqueſts immeubles faits durant & conſtant le mariage, & d'iceux en peut diſpoſer à ſon bon plaiſir, iceux vendre & aliener ſans le conſentement de ſa femme : & ſi iouiſt de l'vſufruict des propres heritages de ſa femme conſtant leur mariage : combien qu'ils ſoient vns & communs en meubles & conqueſts.

†† *Ces mots*, Toutesfois ſi, *&c. ont eſté adiouſtez.*

Clermont Tit. 15. Art. 184. p. *a Mante.* meubles & conqueſts, &c. *iuſques a ces mots*, ſans fraude, *inclus.*

Vallois Tit. 7. Art. 95. Le † mary durant & conſtant le mariage eſt ſeigneur des meubles, &c. p. *a Clermont.*

Troyes Tit. 5. Art. 81. Le mary peut par contracts entre vifs, faire & diſpoſer à ſon plaiſir de tous les biens meubles, debts & conqueſts immeubles durant & conſtant le mariage de luy & de ſa femme, ſans le conſentement de ſadite femme, ſoit que les conqueſts ſoient faits par eux ou l'vn d'eux.

* S'entend, *faicts.*

Source : BIU Cujas

CHAVMONT Tit.4. Art.73. Le mary a l'administration & gouuernement des meubles, &c. p. *a Auxerre.* Art.194. immeubles & des fruicts, &c. disposer, durant & constant leur mariage, sans le consentement, &c. sans son consentement & compete & appartient au mary la poursuite des e actions dependans des heritages propres de sadite femme.

Mary a la poursuite des actions dependans des heritages propres de sa femme.

e Voyez cy dessous l'Art.233. de Paris.

LAON Tit.3. Art.18. Le mary est seigneur desdits meubles, acquests & conquests immeubles faits durant & constant le mariage, tellement qu'il en peut disposer par vendition, alienation & autre dispositiõ faite entre vifs, comme bon luy semblera, sans le, &c. p. *à Paris.* fraude : toutesfois par testament & ordonnance de derniere volonté ne peut disposer que de la moitié d'iceux.

CHALONS Tit.6. Art.21. p. *a Laon.* meubles & conquests immeubles, &c. mariage de luy & de sa femme, & en peut, &c. donation, vendition, eschange ou autrement entre vifs sans, &c. femme & sans fraude : mais par, &c. Art. 22. Le mary durant & constant le mariage a le gouuernement & administration des propres heritages de sa femme, & peut disposer des fruicts d'iceux, sans le consentement d'elle : mais en la proprieté ne peut aucune chose faire à son preiudice, sans son consentement.

S. QVENTIN Tit.1. Art.17. Aussi le mary fait les fruicts & reuenus & emolumens desdits heritages & rentes siens : & est seigneur de tous les meubles & debtes personnelles communes entre eux, & en peut totalement disposer entre vifs à son plaisir & sans fraude : mais par testament ne peut, &c. p. *a Chalons.* Art 21.

COVCY Tit.1. Art.1. Le mary peut vendre & donner par donation faite entre vifs, tous ses meubles, acquests & conquests immeubles faits entre luy & sa femme, durant & constant leur mariage, sans le consentement de sa femme, encores que ladite femme fut denommee en ladite acquisition.

CHAVNY Tit.1. Art.1. Le mary est reputé seigneur des meubles appartenans à deux conioincts ensemble par mariage : & en peut disposer par vendition, donation, eschange, ou autrement, comme bon luy semble, sans y appeller sa femme, & sans le consentement d'icelle Mais au regard de la femme, elle n'en peut disposer sinon de l'auctorité, licence & permission de sondit mary. Titre 10. Art.50. S'il aduient que constant le mariage de deux conioints, le mary achete quelques heritages, la moitié est acquise à sa femme. Mais neant-moins sans le consentement de sadite femme, le mary, constant iceluy mariage, peut vendre & aliener la totalité de tel heritage, considerémesmement qu'il a esté acquesté des meubles, que ledit mary peut aliener, si bon luy semble, comme dit est dessus. f

Femme mariee a la moitié es acquests faits par son mary.

f Art.1. de ceste mesme Coustume.

BOVLLENOIS Tit.22. Art.94. Le mary peut donner par don d'entre vifs les acquests par luy faits constant le mariage, soient realisez ou non : pareillement ses meubles, debtes & cattels sans le consentement de sa femme. Mais par Testament & en derniere volonté ne pourroit disposer que de sa moitié, demourant la femme en son entier, pour l'autre moitié, dont elle peut pareillement disposer par testament, comme son mary. Mais entre vifs, elle seule, sans l'auctorité de son mary, & consentement, ne peut disposer d'aucune chose.

Femme ne peut entre vifs des meubles, debtes & cattels, sans le cõsentement de son mary.

QVESQVE Art.7. Toutes femmes sont acquestereresses en la moitié de tous les Fiefs, manoirs & terres, que son feu mary auroit acquis, constant son mariage : pourueu que durant iceluy il n'en eust fait donation par don d'entre vifs, ce qu'il peut faire, & non par Testament.

Femme a la moitié es acquests de Fiefs, manoirs & terres.

PONTHIEV Tit.2. Art.39. De toutes acquisitions faites par deux conioints constant leur mariage & de leurs deniers communs, & à chacun d'eux en appartient la moitié. Et si le mariage est dissolu par le trespas de l'vn d'iceux conioints, au suruiuant en appartient la moitié, & l'autre à l'heritier du predecedé, s'il n'en a disposé par entre vifs ou derniere volonté. Art. 44. *A la fin.* Et neant-moins durant la conionction le mary de luy seul peut & luy loist sans le consentement de sa femme, donner, ceder, transporter, vendre, changer ou autrement aliener les acquests & choses foncieres ou parties d'icelles, à qui & ainsi qu'il luy plaist, & sans qu'il soit besoin qu'elle y soit presente ou appellee : lesquelles alienations ainsi faites par le mary, valent & doiuent sortir plain effect.

Acquisitions sont communes, si le predecedé n'en a disposé entre vifs, ou par testament.

PERONNE Tit.5. Art.113. Toutesfois le mary durant ledit mariage est maistre des meubles & conquests, soient qu'ils ayent esté acquis par luy & sa femme ensemblement, ou pour l'vn d'eux constant ledit mariage : en maniere qu'il les peut vendre, engager & autrement en disposer à sa volonté par disposition entre vifs, sans le consentement de sa femme, & sans fraude. Art.114. Mais par testa-

Source : BIU Cujas

ment, &c. p. *a Laon.* Article 18.

ARTOIS Tit. 4. Art. 134. L'homme a comme mary & bail de sa femme, l'administration & gouuernement de biens & heritages de sa femme: & en peut licitement & sans le consentement d'elle, entant qu'il touche les meubles, vser à sa volonté, sans qu'apres le decés de son mary, elle puisse impugner ladite dispositiõ ou alienation. Neant-moins ledit mary ne peut disposer des heritages de sadite femme, sans l'expres consentement d'elle: n'aussi disposer de ses meubles par testament & derniere volonté, au preiudice de la part & portion qu'il demoureroit à sa femme apres son trespas, sans l'expres consentement d'icelle sa femme.

Mary ne peut disposer des heritages de sa femme, sans son consentement.

LILLE Tit. 5. Art. 53. Vn mary est seigneur & maistre des biens meubles, catheux & heritages reputez pour meubles, droicts & actions mobiliaires venãs tant de son costé, que du costé de sa femme: & en peut vser & disposer à son plaisir & volonté, sans le gré d'icelle. Art. 66. Nonobstant Rauertissement de sang, ou par lettres entreuenu, entre deux conioints par mariage, Bourgeois de ladite ville, le mary demeure seigneur & maistre des biens meubles de luy & de sa femme, & en peut disposer à son plaisir & volonté, sans le gré d'icelle.

CAMBRAY Tit. 7. Art. 6. Aussi le mary est maistre & seigneur des meubles & actions mobiliaires constant le mariage de luy & de sa femme: & les peut vendre, aliener & donner par contracts d'entre vifs sans, &c. p. *a Paris.*

LA SALLE de Lille, Tit. 12. Art. 2. Le mary est Seigneur & maistre, & peut donner, charger, aliener & disposer de tous les biens meubles & reputez pour meubles, &c. p. *a Lille.* Art. 53. mobiliaires, estans communs & venans, &c. & des heritages acquis constant leur mariage, sans le gré & consentement de sa femme.

OSTRICOVRT Art. 10. Vn mary ne peut vendre ne donner constant son mariage, la totalité de ses heritages acquestez durant iceluy, sans le consentement de sadite femme, fait pardeuant lesdits Bailly ou son Lieutenant & Escheuins. Et conuient que sadite femme se desherite auec sondit mary de tels heritages. Mais peut seulement vendre ou donner tel mary la moitié desdits heritages acquestez, sans ledit consentement, & soy en desheriter valablement. Et si peut vendre ou dõner tous ses heritages patrimonieux ou portion d'iceux sans iceluy consentement.

VVAHAIGNIES Art. 2. Le mary ne peut vaillablement vendre les heritages acquis constant son mariage, sans le consentement de sa femme.

TOVRNAY Tit. 14. Art. 5. Que l'homme durant son mariage, est & demeure seigneur & maistre de tous biens meubles & heritages non feodaux situez en ladite ville, & ou pouuoir & banlieuë d'icelle, soient patrimoniaux ou acquis, possessez en commun par luy & sa femme, & d'iceux sans le gré & consentemẽt d'icelle, peut faire vser & disposer à son plaisir & volonté, n'estoit que par leur traictié de mariage ou autre contract y eust lien ou condition au contraire: ouquel cas seroit derogué à ladite Coustume, & le faudroit regler selon lesdits contracts & conditions couchez en iceux.

DVCHE de Bourg. Chap. 4. Art. 3. Le mary constant le mariage peut disposer & ordonner par donation, vendage, permutation & autres contracts faits entre vifs des meubles estans communs, & des heritages acquis constant le mariage, soit que lesdits acquests soient faits par luy & sa femme conioinctement, ou par l'vn d'eux.

COMTE de Bourg. Chap. 2. Art. 33 p. *au Duché.* vifs des heritages, &c. conioinctement ou separement ou par, &c.

NIVERNOIS Chap. 23. Art. 3. Le mary pendant le mariage peut disposer à son plaisir par contraux entre vifs, sans le consentement de sa femme; des meubles, credits, & conquests: mais par testament ou ordonnance aiant traict à la mort, le mary ne peut disposer au preiudice de sa femme desdits meubles, credits & conquests, sans l'exprés consentement d'icelle: & la disposition faite au contraire est nulle.

MONTARGIS Chap. 8. Art. 3. Constant le mariage le mary peut disposer sans le consentement de sa femme de tous les biens meubles & conquests immeubles à son plaisir & volonté par contracts faits entre vifs, & non par testament: auquel testament n'en peut disposer que de la moitié.

ORLEANS Tit. 10. Art. 193. † p. *a Paris.*

† *Cest Art. 193. est tiré du 168. de l'an-*

TOVRS Tit. 24. Art. 254. Le mary, soit noble ou roturier peut, sans le consentement de sa femme, vendre ou eschanger tous les acquests faits constãt

cien: & ce qui a eſté adiouſte eſt ſans preiudice du paſſé.

leur mariage : mais n'en peut donner de ſa part autrement qu'il a eſté dict cy deuant.

ANIOV Tit.14. Art.289. Le mary peut bien acquerir l'heritage ou choſe immeuble du meuble commun de luy & de ſa femme, ſans l'y appeller: & auſſi ſans ſon conſentement peut vendre & aliener tels acqueſts, les charger & hypothequer conſtant le mariage d'entre eux par contract de vendition, ou tel autre contract, dont les deniers ou profit viennent à la Communauté d'entr'eux: mais n'en peut donner que ſa part. Toutesfois le mary peut bien pour g la deſcharge de ſa conſcience, quand il voudra par ſon teſtament, ordonnance ou derniere volonté, ordonner & diſpoſer deſdits acqueſts ou partie d'iceux eſtre rendus par ſa femme, & par les heritiers de luy à ceux à qui il les a acquis, en rendant & payant ce qui couſterent, ſans que telle reſtitution ſoit ſuiete à Ventes n'a Retraict. Auquel cas la femme du defunct tiendra & poſſedera les deniers, qui en ſeront receus pareillement qu'elle euſt fait acqueſts.

Reſtitution des acqueſts ordonnee eſtre faicte par le mary, n'eſt ſuiettee à ventes n'a Retraict.

LE MAINE Tit.15. Art.304. p. *a Aniou.* faict acqueſts. Et au cas que le defunct n'auroit fait donation de ſes acqueſts à ſa femme, elle ſera tenue de bailler caution, de reſtituer la moitié des deniers d'iceux acqueſts, aux heritiers du mary apres le decés d'elle.

GRAND Perche, Tit.5. Art.108. Le mary eſt maiſtre des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles faits durant le mariage : tellement qu'il en peut diſpoſer par diſpoſition entre vifs à ſa volonté : enſemble des fruicts prouenans des propres de ſa femme, ſans fraude.

CHASTEAV-NEVF Chap.10. Art.74. *A la fin.* Mais peut ſeul ſans ladite femme, diſpoſer à ſon plaiſir & volonté de tous les meubles & conqueſts immeubles, communs entr'eux, & faits durant le mariage : fors que par teſtament il ne peut diſpoſer que de la moitié d'iceux meubles & cõqueſts à luy appartenãs.

CHARTRES Chap.11. Art.64 p à *Chaſteau-neuf.*

BLOIS Chap.13. Art.178. Conſtant le mariage de deux conioints en tous biens meubles de quelque coſté qu'ils ſoient aduenus, ſoit du coſté du mary ou de la femme : enſemble tous les acqueſts immeubles faits par eux ou l'vn d'eux, ſont en la plaine diſpoſition du mary, & d'iceux peut diſpoſer par quelque contract que ce ſoit, comme vn vray Seigneur de ſa propre choſe & ſans le conſentement de ſa femme.

BERRY Tit.1. Art.18. Durant & conſtant le mariage, le mary eſt cenſé & reputé Seigneur de tous les meubles & cõqueſts par eux ou l'vn d'eux faits durãt & cõſtãt le mariage, & en peut diſpoſer cõme de ſa propre choſe. Art.19. Toutesfois †† s'il apparoiſſoit les diſpoſitions ou alienations faites par le mary, des meubles & conqueſts auoir eſté faites pour fraude la femme du droict de ſa Cõmunauté, ne doiuent ſortir aucun effect au preiudice de la femme.

†† *Ceſt Art. 19. eſt interpretatif & ſuppletif des anciens.*

BOVRBONNOIS Chap.21. Art.235. Le mary a le gouuernement & adminiſtration des heritages & poſſeſſions de ſa femme, le mariage durant: & eſt Seigneur des biens meubles reuenus & emolumens appartenans à la femme & de ſes debtes mobiliaires. Et les peut demander & pourſuiure en iugement & dehors en ſon nom ſans ſadite femme: & luy en appartiennent les actions perſonnelles & poſſeſſoires, & en peut eſtre conuenu : mais il ne peut vendre n'aliener les heritages de ſa femme, ſans ſon vouloir & conſentement. Art.236. Le mary peut donner, vendre & aliener à ſa volonté les meubles & les acqueſts faits par les mariez ou l'vn d'iceux, durant & conſtant le mariage, par contracts faits entre vifs: mais non pas par contracts aians traict à mort.

AVVERGNE Chap.14. Art.43. Le mary conſtant le mariage, quand il iouiſt auec ſa femme de ſes biens paratternaux h & aduentifs de ſadite femme, fait les fruicts ſiens, en entretenant ſeſdits biens en bon eſtat & ſuffiſant : ſinon qu'autrement entr'eux euſt eſté accordé & conuenu.

Mary fait les fruicts ſiens des biens paratternaux & aduentifs, ſ'il n'eſt autrement conuenu.

LA MARCHE Chap.21. Art.297. Le mary a l'adminiſtration des biens de ſa femme, conſtant le mariage : ſoient les biens dotaux, aduentifs ou paratternaux, & en faict les fruicts ſiens, tant que le mariage dure.

LODVNOIS Chap.6. Art.6. Le mary ſans ſa femme, ſoit noble ou roturiere, ne peut donner que ſa part des acqueſts faits durant la conionction de leur mariage : mais bien peut vendre leſdits acqueſts, permuter ou eſchanger ſans ſon conſentement: pourueu qu'elle n'y ſoit expreſſement obligee.

g Turpia lucra ab hæredibus ex torquenda ſunt ad defuncti manes purgandos & expiandos, vt ait Panorm. in cap. vlt. Deſepulturis. Faber in §. pœnales Inſt. de perpet. & temp. act. Benedictus in cap. Ragnutius in verbis, mortuo itaque teſtatore, Num. 142. Chopin liure, 3. des Couſtumes d'Aniou.

h Vide l. 5. hac lege. 8. & l. 11. C. de pactis Conuentis tam ſuper dote. l. 17. C. de don. inter vir & vxorem.

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art. 242. a eſté mis au lieu du 292. Art. ancien.*

POICTOV Tit.2. Art.242. Combien † qu'au pays de Poictou, és lieux deſſus declarez, le ſuruiuant des Nobles doiue auoir tous les meubles: toutesfois cela n'empeſche que le mary n'en puiſſe diſpoſer par diſpoſition entre vifs pour le tout, & de la moitié tant luy que ſa femme par teſtament: & en cas de diſpoſition de moitié faite par l'vn d'eux, le ſuruiuant ne payera que moitié des debtes communes. Art.244. Combien que par la Couſtume la femme ait la moitié és meubles, conqueſts & acqueſts immeubles faits durant & conſtant le mariage. Toutesfois le mary a l'adminiſtration du tout: & peut les meubles conqueſts & acqueſts immeubles, ſoit qu'ils ayent eſté faicts par luy ou ſa femme, vendre, dõner ou autrement aliener, ſans y appeller ſa femme, par contract faict entre vifs, ſoit par obligation generale de tous biens ou ſpeciale. Et tombent tous les meubles conqueſts & acqueſts en ladite obligation generale, pourueu que ce ne ſoit en fraude: auſſi que ce ne ſoit par contract general d'alienation de tous ſes biens, comme ſeroit par prouiſion de corps. Car en ce cas la femme pourroit demander ſa moitié, & ne vaudroit ledit tranſport vniuerſel que de ce qui eſtoit au mary.

ANGOVMOIS Chap.7. Art.101. p. *à Poictou.* Art.244. meubles & auſſi és acqueſts faits durant le mariage: toutesfois, &c. peut les meubles & acqueſts, ſoient faits par luy ou par ſa femme, vendre, permuter ou obliger, ou autrement en diſpoſer, ſans y appeller, &c. & cheent tous les acqueſts en l'obligation generale.

XAINCTONGE Tit.8. Art.67. Le mary a l'adminiſtration durant & conſtant le mariage des meubles & acqueſts: & d'iceux en peut diſpoſer, mais que ce ne ſoit par donation generale entre vifs. Art. 68. Toutesfois ſi les acqueſts eſtoient faits par le mary & ſa femme contractans enſemble, le mary n'en peut diſpoſer *etiam* à titre particulier, que de la moitié, ſans le conſentement de ſa femme. Art.70. Le mary conſtant le mariage a l'adminiſtration des biens immeubles & heritages de ſa femme, & des fruicts d'iceux, le mary en peut diſpoſer à ſon plaiſir & volonté entre vifs.

LA Rochelle, Chap.9. Art.22. Le mary peut ſans ſa femme pourſuiure ſeul meubles & droicts de choſe non concernant heritage de ſa femme, arrerages de rentes & fruicts & tous autres droicts & acqueſts immeubles faits durant leur mariage, & iceux aliener & en diſpoſer ſans elle, ſi elle n'eſt contrahant & nommee és lettres des contracts de l'acquiſition.

BOVRDEAVX Chap.4. Art.42. Le mary a l'adminiſtration des fruicts de tous & chacuns les biens de ſa femme, en quelque lieu qu'ils ſoient aſſis, pendant & durant leur mariage: leſquels fruicts ſont audit mary, & d'iceux peut faire à ſon plaiſir & volonté, ſans ce qu'il ſoit tenu en rendre compte & reliqua aux heritiers de ſa femme, apres le treſpas d'icelle, ſi elle a predecedé: ſi le contraire n'eſtoit accordé au contract de mariage, en portant les charges deſdits biens. Auſſi les debtes de ſa femme & de ſucceſſion eſcheuë à elle, ſeront prins ſur leſdits biens.

BAYONNE Tit.9. Art.28. Le mary a la totale adminiſtration des acqueſts faits durant le mariage, & d'iceux peut diſpoſer entre vifs à ſon plaiſir & volonté, nonobſtant la contradiction de la femme. Art.29. Si n'eſt que le mary fut prodigue notoire, ou que les acqueſts euſſent eſté faits par la femme & par ſon induſtrie durant ledit mariage.

LA Bourt, Tit.9. Art.1. Deſquels le mary peut comme Seigneur diſpoſer entre vifs à ſon plaiſir & volonté. Art.2. Si n'eſt que la femme les euſt acquis en marchandiſe ou par ſon induſtrie: deſquels ne peut le mary ſans le conſentement de la femme diſpoſer, ne la femme ſans le conſentement du mary, ſi ce n'eſt par teſtament chacun de ſa moitié.

SOLE Tit.24. Art.1. *A la fin.* Deſquels le mary a l'adminiſtration & en peut diſpoſer au profit commun tant de l'vn comme de l'autre, à ſon plaiſir & volonté, ſans demander conſentement à la femme. Art.2. p. *a la Bourt.* Art.2. que chacun peut diſpoſer de ſa moitié.

BRETAGNE Tit.20. Art.424. *A la fin.* Et neant moins les meubles ſont en la diſpoſition du mary, & en peut faire ſa volonté, †† entretenant ſa femme honneſtement durant le mariage d'entr'eux, iuſques à ce que le mary ſoit trouué mal-vſant de ſes biens. Et n'auront la femme ny ſes hoirs, fors d'autant qu'ils trouueront des biens du decedé. Et ne doit on faire ny ouir compte de ce que le mary auroit fait des biens meubles parauant ſa mort. Art.443. Si la femme conſent à l'alienation que fera le mary des conqueſts T appropriez faicts

†† *Ces mots, entretenant ſa femme honneſtement, ſont mis au lieu des mots anciẽs,*

Source : BIU Cujas

faitant prouision competente.
Femme consentant à l'alienation des conquests, ne sera recompensee.
† *Ce mot*, appropriez, *a esté de nouuel adiousté.*

durant la communité de leur mariage, elle ne pourra pretendre aucune recompense. Art.444. Et au regard des conquests non appropriez, le mary en pourra disposer, comme de meuble, sans qu'il soit requis auoir consentement de sa femme.

BAR Tit.7. Art.76. *A la fin.* Toutesfois pourra ledit mary aliener les cõquests par disposition entre vifs sans que pour ce faire, il soit besoin auoir le cõsentement de sa femme, & par testament la moitié seulement. Art.77. Le mary constant le mariage est Seigneur & maistre des meubles de luy & de sa femme, & en peut disposer, comme des conquests: ensemble des fruicts prouenans des heritages & Douaire de sa femme: & pour ce intenter toutes actions, sans auoir procuration n'y consentement d'icelle. Mais de la proprieté des heritages de sa femme, acquests par elle faits auparauant le mariage & de son Douaire, il n'en peut, &c. p. *à Sens.* Art.274.

LILLERS Tit.2. Art.6. Le mary peut durant la conionction vẽdre, charger, donner tous les heritages acquestez durant icelle conionctiõ: sans y euoquer ny appeller sa femme.

SEDAN Tit.4. Art.92. Le mary est Seigneur & legitime administrateur des meubles & des conquests immeubles, actions mobiliaires, tant de sa femme, comme de luy, pour lesquelles il peut agir & faire poursuite, & les defendre en iugement & autrement en disposer, sans le consentement de sa femme.

Voyez Comté de Bourg. Art.25. Poictou 229. & autres cy dessus mises & rapportees en autre Article. Sainct Quentin Art.18. Camphin Art.7. mis cy dessous sur le 256. Art. de Paris.

Art.226. PARIS.

Le mary ne [i] peut vendre, †† eschanger, faire partage ou licitation, charger, obliger ne hypothequer le propre heritage de sa femme, sans le consentement de sa femme, & icelle par luy auctorisee à ceste fin.

Mary ne peut vendre, eschanger, &c. les propres heritages de sa femme, sãs consentement.

[i] Il n'est pas permis au mary de vendre les heritages propres appartenans à sa femme sans son consentement: & est ordinaire ce qu'aucuns Practiciens disent que l'homme se doit releuer trois fois la nuict pour vẽdre le bien de sa femme. Par la Loy Iulie de fundo dotali, toute alienation est prohibee, qui signifie tout transport de Seigneurie & proprieté, & par consequent toute diuision & partage, l.1. & 2 de fundo dot. l. vlt. C. de reb. al. non al. l ex castrensi §.1. D. de castrensi pecul. l. 28. & 67. D. de verb. sign. C'est pourquoy la Coustume de Paris a dit nommemẽt *faire partage ou licitation*: Au reste par ces Coustumes nous deuons entendre ce mot propre de tout ce qui compete à la femme, sans entrer aucunement en la Communauté. Et que la femme consentant à la vendition faicte par le mary, doit estre maieur de XXV ans, nõ contrainte ne menacee par son mary.

†† Ce mot, eschanger, a esté adiousté pour interpretation à ceste *Art.226.* qui estoit le 108. du vieil Coustumier.

Art.227. PARIS.

Peut † toutesfois [k] le mary faire baux à loyer ou moison à vi. ans pour heritages assis à Paris: & à IX. ans pour heritages assis aux champs & au dessous, sans fraude.

Mary iusques à quel temps peut bailler à loyer ou moison les heritages de sa femme.

† Ceste *Art.227.* a esté de nouuel adiousté pour interpretation.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.3. Art.28. p. à l'Art.226. *de Paris.* Art.29. p. *à Paris.* 227. loyer en deniers ou moison de grains des heritages de sa femme iusques à IX. ans, & au dessous, &c.

ESTAMPES Chap.8. Art.95. p. *a Paris.* Art.226. vendre, faire part, &c icelle deuëment par, &c.

DOVRDAN Tit.6. Art.82.
MONT-FORT Chap.11. Art.125.
MANTE Chap.11. Art.123. icelle par, &c.
} p. *a Estampes.*

CLERMONT Tit.5. Art.185.

SENLIS Tit.10. Art.207. L'homme ne peut vendre, aliener n'aucunement hypothequer le propre heritage de sa femme, ne son Douaire Coustumier ou prefix, sans expres consentemẽt de sadite femme, & enfans quant au Douaire.

S. QVENTIN Tit 1. Art.18. Le mary ne peut vendre, donner, aliener, obliger les immeubles, possessions & heritages de sa femme: toutesfois †† peut disposer de tous les conquests immeubles faits durant le mariage d'entre luy & sadite femme, sans fraude. l

PERONNE Tit.5. Art.124. Le mary a le gouuernement & administration des immeubles & heritages de sa femme, & sans procuration d'elle peut agir en son nom, comme mary & bail, intenter & deduire toutes actions personnelles & possessoires, & aussi les reelles pour son interest seulement. Art.125. Mais ne peut ledit

Douaire ne peut estre vendu, aliené, &c. par le mary, sans le consentement de la fẽme & de ses enfans.

†† *A esté aduisé que le mary pourra pour l'aduenir,*

Source : BIU Cujas

disposer de tous les conquests immeubles faits durant & constant le mariage d'entre luy & sa femme sans le consentement d'icelle.

Mary peut agir sans procuration de sa femme, intenter toutes actions personnelles & possessoires & les reelles pour son interest.

de dot. monstre que la femme est tenue d'entretenir le bail fait par le mary : ainsi que plusieurs Docteurs ont noté sur ledit. §. Mais l'espece d'iceluy nous apprend que cela n'est pas vray simplement : sinon que la femme promette d'acquiter & indemniser son mary, qui estoit condamné enuers le fermier de le faire iouir des choses baillees à ferme. Bartol in l. si quis domum. 9. D. Locati tient que la femme doit entretenir le bail faict par son mary : pourueu que tel bail ne soit point faict à plus longues annees, qu'on a de coustume de donner les heritages à ferme ou louage. Ceste question est traictee par Campegius in Tractatu de dote 3. parte q. 271. 272. & 273. & ausquels lieux il tient que si le mary a faict tel bail en fraude, contre & au preiudice de sa femme ou ses heritiers, comme s'il le faict icelle estant extremement malade, les heritiers de la femme ne tiendront tel bail si bon ne leur semble selon l'opinion de Cynus in l. emptorem. C. de locato. argum. l. filiæ. D. Solut. S'il y a de la fraude, & que le preneur y participe, la femme le peut faire reuoquer. l. ait prætor 10. D. Quæ in fraud. cred.

l Et sans le consentement d'icelle.

ledit mary vendre, &c. p. *à Estampes.* femme, faire partage ou licitation d'iceux, ne aucune chose à son preiudice, sans son adueu & consentement.

Mary ne peut disposer du Douaire, Assignaux & propres de sa femme.

NIVERNOIS Chap. 23. Art. 4. De mesmes n'est permis au mary de disposer entre vifs ne par disposition de derniere volonté du Douaire, Assignaux, propres heritages de sa femme sans son expres consentement : & la disposition des propres pendant ledit mariage faite au contraire, est nulle.

Mary ne peut faire bail à ferme ou moison des heritages de la femme, outre le temps de leur mariage.

BLOIS Chap. 13. Art. 179. Le mary durant le mariage a le gouuernement & administration des heritages propres de sa femme, de quelque costé qu'ils luy soient aduenus, soit par succession ou autrement : & fait siens les fruits d'iceux, tãt que le mariage dure. Toutesfois †† n'en pourra doresnauant faire bail à ferme ou moison, outre le temps de leur mariage, sans le consentement de sadite femme.

†† *Ces mots,* Toutesfois n'ẽ *&c. iusques à la fin ont esté accordez pour Coustume nouuelle, le surplus demourãt pour ancienne.*

BERRY Tit. 1. Art. 20. Le mary a l'administration & gouuernement des heritages appartenans à sa femme, par m quelque moyen que ce soit, & d'iceux fait les fruicts siens.

m De quelque costé qu'ils luy soient aduenus, soit par succession ou autrement. Blois Art. 179. soient lesdits biens dotaux, aduentifs ou parafernaux, comme porte la Coustume d'Auuergne & autres d. l. pro oneribus. C. de cur. dot. & l. hac lege & l. vlt. C. de pact. conuentis l. hac lege & l. vlt. C. de fide iuss. dot.

POICTOV Tit. 3. Art. 230. Et combien que le mary ait l'administratiõ desdits biens communs entre luy & sa femme : toutesfois il ne peut sans le consentement d'icelle aliener ne transporter la proprieté des heritages de la femme : & s'il le faict, telle alienation ne vaut au preiudice d'elle, †† soit en possession ou proprieté : tellement que le mariage dissolu, la femme pourra intenter Complainte & autre remede possessoire.

†† *Ces mots,* Soit en possession, *&c. iusques à la fin, ont esté adioustez.*

AVVERGNE Chap. 14. Art. 3. Le mary & femme conioinctement ou separement, constant le mariage, ou fiançailles, ne peuuent vendre, aliener, permuter n'autrement disposer des biens dotaux n de ladite femme, au preiudice d'icelle. Et sont telles dispositions & alienatiõs nulles & de nul effect & valeur, & ne sont validees par serment. Art. 4. Mais quand ladite femme est deuẽment recompensee de fonds ou cheuance certains : en ce cas est au chois de ladite femme mariee ou ses descendans, dedans an & iour, apres le trespas de son mary, recouurer & soy tenir à la chose dotale, ou à ladite recompense : & ledit an passé ne pourra reuenir à la chose dotale : posé que la recompense ne fut suffisante si n'est en cas d'euiction. Art. 5. Et où ladite femme recouureroit ses biens dotaux alienez au moyen que dessus, ne sera tenue à aucunes reparations & impenses : sinon és necessaires.

Biens dotaux sont inalienables.

Eschange faict contre biens dotaux n'empesche que la femme ne retourne à ses heritages dotaux, dans an & iour apres le trespas de son mary : autrement ny peut venir : sinon en cas d'euiction.

n Ceste Coustume est conforme à la Loy Iulie de fundo dotali, ne fragilitate naturæ uxæ in repentinam deducatur inopiam l. vnica & cum lex Iulia. C. de rei vx. act. §. 1. Inst. quibus alien. non licet.

LA MARCHE, Chap. 21. Art. 299. † p. *à l'Art. 3. d'Auuergne.* Art. 300. Toutesfois si la femme, &c. p. *à Auuergne.* Art. 4. sinon en cas, &c. Art. 301. Si la femme recouure, &c. p. *à Auuergne.* Art. 5. reparations : sinon, &c.

Reparatiõs.

BRETAGNE Tit. 20. Art. 428. Les fruicts des terres de la femme sont au mary †† depuis les espousailles : si elle ne decede auant l'an & iour. Art. 429. Le mary est administrateur des biens de sa femme. Tit. 22. Art. 510. Si l'homme est aagé, il est curateur de sa femme mineur, sans autre creation : & s'il vouloit contracter de l'heritage de sa femme, faire le pourroit en gardãt la solẽnité du Droict & de Coustume. Et si lesdits mariez ont pere, ils auront l'auctorité de leurs peres ou meres.

† *Cest Art. 299. est accordé pour Coustume nouuelle.*

Fruicts des biens de la femme sont au mary.

ANAPPES Art. 5. Le mary ne peut valablement vendre, charger, n'aliener les heritages venant du lez & costé de sa femme, sans exprés consentemẽt d'icelle.

HERLIES Art. 1. *A la fin.* Et peut vendre, charger & aliener vn mary tels heritages venans du lez & costé de sa femme : sans le gré & consentement de sadite femme, tiennent & vaillent telles ventes, charges & alienations.

NEVFVILLE Art. 2. Le mary est S. & maistre des heritages appartenans à sa femme, & les peut, se bon luy semble, vendre, charger & aliener sans le gré & consentement de sadite femme.

Source : BIU Cujas

†† *Ces mots*, Depuis les espousailles, *&c. sont de nouuel adiousteż. Mary est Curateur de sa femme, s'il est aagé.*

ENNETIERES Art.6. Le mary ne peut vendre, &c. p. *à Anappes.* appartenans à sa femme, sans le gré & exprés consentement d'icelle.

CAMPHIN Art.7. Le mary ne peut vendre les heritages tenus d'icelle Seignourie, appartenant à sa femme, comme aussi ne faict-il les heritages par luy acquestez constant leur mariage, n'est du gré & consentement de sadite femme.

L'ALLEVE Tit.2. Art.9. Si durant le mariage de deux conioints, ils leur succedent enfans viuans, & il aduient que l'vn d'eux va de vie à trespas: le suruiuant ne peut vendre, charger ne hypothequer lesdits heritages, sans le consentement de tous ses enfans: soit que lesdites terres procedent du costé du suruiuant. Et si apres le trespas du premier mourant, il luy succedoit aucune terre ou feit acqueste, il en pourroit disposer. Et si lesdits conioins ont & possedent aucuns heritages, soient patrimoniaux ou acquestes: le mary ne les peut vendre, sans le consentement de sa femme, venans tant d'vn costé que de l'autre, soit qu'ils procedent de son chef, ou de celuy de sa femme.

VALANCIENNES Tit.5. Art.62. Vn mary ayant enfant legitimé ne peut vendre les heritages de sadite femme longuement, si qu'il y ait heritages à luy appartenantes ou rentes heritieres: mais seront les biens dudit mary prealablement vendus.

Femme est tenue apres la mort de son mary, entretenir le bail fait de ses heritages sans fraude.

BAR Tit.7. Art.81. Si le mary a baillé sans fraude à ferme l'heritage de sa femme, elle pourra estre contrainte apres le decés de son mary, à l'entretenement du bail.

SEDAN Tit.4. Art.91. Le mary ne peut vendre ne autrement aliener, obliger ne hypothequer les heritages propres de sa femme, ny ceux qu'elle a acquis auparauant leur mariage, sans l'exprés consentement d'icelle.

LA Salle de Lille, Tit.12. Art.3. Tel mary ne peut donner, vendre ou aliener les Fiefs & heritages de sa femme: ains en a seulement le gouuernemẽt & administration.

Voyez Sens Art.275. cy dessous. Chasteau-neuf Art.74. Chartres 64. Dreux. Art.55. Et Le Maine. Art.348.

Art. 228. PARIS.

Mary ne peut par contract ou obligation obliger sa femme sans son consentemẽt plus auant que iusques à la cõcurrence de la Communauté.

Le † mary ne peut ° par contract & obligation faite deuant ou durant le mariage, obliger sa femme sans son consentement, & plus auant ℘ que iusques à la concurrence, de ce qu'elle ou ses heritiers amendent de la Communauté: pourueu toutesfois qu'apres le decés de l'vn des conioints soit fait loyal inuentaire ℘ & qu'il n'y ait faute ou fraude de la part de la femme ou ses heritiers.

† *Cest Art. 228. a esté adiousté & mis pour nouuel.*

*Art.*229. PARIS.

Biens de la Communauté se diuisẽt en deux parts egalemẽt.

Apres le trespas de l'vn desdits conioints, les biens de la Communauté se diuisent en telle maniere, que la moitié en appartient au suruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du trespassé.

*Art.*230. PARIS.

La moitié des Conquests aduenue aux heritiers du premier mourant des conioints est faite propre.

Pere ou mere ayeul ou ayeule succedãs à leurs enfans decedez sans hoirs de leurs corps, iouissent des cõquests par vsufruict.

Laquelle ℞ moitié des Conquests aduenue aux heritiers du trespassé, est le propre heritage desdits heritiers: tellement que si lesdits heritiers vont de vie à trespas sans hoirs de leurs corps, icelle moitié retourne à leur plus prochain heritier du costé & ligne de celuy des mariez par le trespas duquel leur est aduenu ladite moitié: desquels †† biens toutesfois les pere ou mere, ayeul ou ayeule, succedans à leurs enfans, iouiront par vsufruict leur vie durant, au cas qu'il n'y ait aucuns enfans descendans de l'acquereur.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.3. Art.30. p. *à l'Art.228. de Paris.* Art.31. p. *à Paris.* Article deux cent vingt-neuf. du trespas, sur la part desquels se prennent les frais funeraux, dons & legs testamentaires du predecedé, & n'en paye rien le suruiuant

° On peut demander & former ceste question: le mary & la femme ont emprunté argẽt & deniers pour les affaires de leur Cõmunauté, s'estans par l'obligation solidairement obligez au payement desdits deniers, sans qu'elle ait renoncé au Velleian. Apres la mort de son mary, elle renonce à tout droict de Communauté, pensant par ceste renonciation s'exempter de payer la moitié du debte contenu en ladite obligation. Aucuns ont sainctement fait responce qu'elle estoit tenue du payement desdits deniers ainsi empruntez: mais elle aura son recours contre les heritiers de son mary pour toute la somme, & les peut sommer ou appeller a garant pour ceste effect, sans que la femme puisse opposer aucune exception du Velleian, par ce qu'elle a geré & negotié ses propres

Source : BIU Cujas

†† *Ces mots, desquels biens, & cinsques a la fin, ont este de nouuel adioustez pour nouuelle Coustume à ceste Art. 230. qui estoit le 112. du vieil Coustumier.*

affaires. l. vir vxor. 17. §. vlt. D. ad S. C. Velleianum. Secus quand ils ont emprunté argent pour payer les Rentes constituees par le mary auparauant le mariage, sinon que la femme ait renoncé expressement au Velleian. Et par Arrest solennellement prononcé le 14. iour d'Aoust 1586. par defunct M. Brisson, fut telle obligation declaree nulle & cassee: & est cest Arrest recité par Chopin liure 3. des Coustumes d'Anjou. Du Moulin sur le 109 Art. de l'ancienne Coustume de Paris est de mesme aduis, qu'en ce cas le Velleian n'a point de lieu, & au Traicté des vsures q. 38. nomb. 291.

p Il a esté souuent iugé que la femme n'est tenue des debtes que iusques à la concurrence de la Communauté, mesmes au mois de Iuin mil cinq cens septante quatre, en la seconde Chambre des Enquestes, & depuis en Audience, le 15. Decembre 1575.

q Ceste Inuentaire est fort necessaire, pour obuier aux fraudes & tromperies dont les femmes ou leurs heritiers vsent le plus souuent, se voulans exempter des debtes de la Communauté, apres auoir interuerty ou destourné la pluspart des meubles du defunct mary. Et ainsi mesmes est ordonné par le 237. Article de Paris cy dessous, que la femme renonçant à la Communauté, seroit tenue faire bon & loyal inuentaire, comme nous dirons sur ledit Article. La presomption de fraude contre la femme est fort grande, si elle ne faict inuentaire suiuant la Loy tutor. D. de adm. tut. Auquel cas elle sera tenue de la moitié des debtes de la Communauté par faute dudit inuentaire. Vide Nou. Leon. 110. qui parle de l'inuentaire que doit faire la femme suruiuant son mary.

r Par l'ancienne Coustume de Berry escrite à la main Article septiesme, la Coustume des Conquests faits durant le mariage de l'homme & de la femme est telle, le mariage durant. Li mary seul les vendra ou donra, s'il veut, sans appeller sa femme, & la femme morte, la moitié des Conquests sera faicte heritage à ses hoirs; & se ils ont esté acquis du lignage au mary, ils demourront tout au mary, sans bourie deslier: & au tel a la femme & à ses hoirs se de son lignage ont esté acquis, se conuenance expresse n'en a esté faicte au contract du mariage. Par ceste Coustume nous cognoissons que la moitié des Conquests est propre heritage pour les heritiers du predecedé. Au reste ce qui est porté par ceste Article 230. se dit pour l'exclusion des parens de l'autre des mariez, & ne se doit tirer à plus longue consequence, mesmes du Retraict lignagier, comme escrit Du Moulin sur l'Article 112. ancien. Tellement que tels acquests font souche en eux, & perdent leur nom d'acquest. D'autant qu'ils ne procedent de l'acquisition des heritiers. Aucuns interpretent ce mot Conquests, qui est en ceste Article. 230. & le mot acquis estant en l'Article 314 cy dessous mis au Titre quinziesme Des Successions des Conquests faits durant & constant le mariage par les pere & mere conioinctement. Toutesfois l'on a voulu tirer consequence de ce mot acquis, estant en l'Article 314. & dire que ce qui a esté acquis par le pere auparauant son mariage, & qui est faict propre au fils issu du mariage subsequent ladite acquisition: s'il venoit apres à deceder, l'vsufruict en doit apres appartenir à la mere suruiuante: par ce que les mots, acquis par lesdits pere & mere, se doiuent prendre separement & distributiuè pour les pere ou mere. D'autant que le mot, acquis, est general, & comprend tout ce qui a esté acquis: voire hors le mariage, suiuant ce qui est traicté in l. quæstus & legib. seqq. D. pro socio. L. aditio. D. de adq. her. Autrement si ce mot se prenoit pour les acquests faicts par pere & mere *communèment*: que ceste Article deux cent trente seroit superflu, & tous deux couchez sous diuers Titres pour vne mesme chose. La cause plaidee le trentiesme Ianuier mil cinq cens octante six, entre Ieanne Benoist vefue de defunct Fiacre le Camus, viuant Marchant Bourgeois de Paris, soy disant heritiere vsufructuaire des acquests faicts par ledit le Camus, & escheus à Fiacre le Camus defunct leur fils, appellante & demanderesse en lettre de conuersion d'appel en opposition, & Maistre François le Camus Chanoine prebendé en l'Eglise sainct Geruais, & Macé Patroulard, és noms qu'ils procedent Oncles dudit defunct le Camus le ieune, intimez d'autre. La Cour plaidant Martin pour la vefue, & le Vest pour les oncles, pour la consequence de la matiere, ordonna qu'elle en deliberetoit au Conseil, pour estre l'Arrest prononcé solennellement. Et depuis apres que deux de Messieurs se seroient transportez au Chastelet pour ouyr les Officiers & Aduocats sur la forme d'en vser, la Cour veu la production des parties, adiugea lesdites acquisitions faites par ledit le Camus en pleine proprieté ausdits intimez, comme de chose à eux appartenante, aduenus & escheuë par le decés dudit le Camus & sans despens, dommages & interests, au rapport de Monsieur Bellanger, & fut ledit Arrest prononcé le quinziesme Iuillet mil cinq cens octante neuf. Combien que Monsieur Mango pour Monsieur le Procureur general eust conclud pour la mere appellante, & remonstré que si la Coustume eust entendu parler d'vn Conquest fait pendant & constant le mariage conioinctement, elle n'eust pas failly d'vser du mot de Conquest, comme elle auoit en plusieurs autres endroits, comme il se pouuoit voir par la Conferece des Articles deux cent vingt deux cent vingt cinq, deux cent quarante, deux cent quarante quatre, & 230. Notez finalement que ces mots, estans à la fin dudit Article 230. *au cas qu'il n'y ait aucuns descendans de l'acquereur*, se doiuent ainsi entendre, pourueu qu'il n'y ait freres ou sœurs Aucuns ont fort bien estimé qu'ils deuoient estre adioustez audit Article 314. apres ces mots, & descendans d'eux. D'autant qu'en cas qu'il y ait freres ou sœurs de l'acquereur, ils doiuent succeder en la plaine proprieté des biens acquis par lesdits pere & mere, à l'exclusion du suruiuant d'eux succedant à leur enfant decedé sans hoirs procreez de son corps, ainsi qu'il a esté iugé par autre Arrest donné au rapport de Monsieur Boüin, le premier Auril mil cinq cens octante six, au profit de Maistre Iaques le Grand & Denise de Gaumont sa femme, & Anne le Conte vefue de defunct René de Gaumont, pour les successions de Pierre & René de Gaumont, & furent adiugez les acquests en pleine proprieté à ladite Denise de Gaumont, sœur desdits Pierre & René: & ladite le Conte deboutee de l'vsufruict par elle demandé.

Les meubles & acquests entre conioincts par mariage roturiers & de pote & non nobles, se diuisent egalement par moitié.

† *Deux Articles furẽt presentez par le Mercier Aduocat du tiers Estat, apres la*

sur sa part. Article 32. p. *a Paris.* Article 230. durant, comme sera dict cy apres.

MEAVX Chap. 9. Art. 50. Apres le tresPas du premier decedant conioinct par mariage, les heritages par eux acquis, se diuisent entre le suruiuant & les heritiers du tresPassé: & les meubles aussi, si ce sont gens roturiers & de pote, & non nobles.

ESTAMPES Chap. 8. Art. 91. Quand † l'vn des conioints ensemble par mariage va de vie à tresPas, les meubles, acquests & conquests immeubles faits & acquis durant & constant le mariage, & qui communs estoient à l'heure du tresPas du premier mourant, se diuisent en telle maniere que la moitié appartient au suruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du tresPassé.

Source : BIU Cujas

redaction: dont le premier estoit le 91. Et le second est tel, Et laquelle moitié des Conquests ainsi appartenante & aduenue aux heritiers du trespassé, *&c. comme il est porté par l'Art 230. de Paris*, aduenue telle moitié. *Auons dit que le premier Art. estoit passé & accordé, & inseré & couché és Coustumes. Et quant au second auons differé de le rediger en Art. de Coustume: par ce qu'il vuidoit l'Art. duquel auons fait renuoy en la Cour. Maistre Pierre le Maire Lieutenãt particulier se porte pour appellant tant du refus de faire lecture dudit Art. que dudit renuoy par nous fait: dont luy auons octroyé lettre: & que mention en sera faite en nostre proces verbal. Le Mercier nous a requis de vouloir rediger ledit Art. sans auoir egard audit rennoy, nous requerant le demander aux trois Estats. Ce qui a esté empesché par les Aduocat & Procureur du Roy. Les gens d'Eglise & Nobles ont adheré audit renuoy. Ordonnons que ledit Art. 91. demeurera ainsi qu'il est couché, & qu'il a esté releu en la Compagnie: & sur le surplus auons ordonné que le renuoy par nous fait tiendra, & que les parties se pouruoiront en la Cour de Parlement, ainsi qu'elles verront estre à faire par raison. Le Maire à declaré & declare qu'il n'appelle dudit renuoy: ains seulemẽt de ce qu'auons refusé de faire mettre ledit Art. au titre de Cõmunauté de biens. Lequel estoit au cayer desdites Coustumes à nous presenté par les Officiers d'Estampes, duquel il a aussi dit ledit Art. auoir esté rayé.*

MONT-FORT Chap. II. Art. 121. Quand aucun des, &c. p. *à Estampes.* Art. 91. meubles & conquests immeubles faits durant & constant ledit mariage, &c. Art. 129. Et laquelle moitié des conquests ainsi appartenant & aduenue, &c. p. *a Paris.* Art. 250. tels heritiers, &c. leur est aduenue telle moitié.

SENLIS Tit. 7. Art. 145. Quand l'vn des deux conioints ensemble par mariage, soient nobles, ou non nobles va de vie à trespas, les biens meubles, acquests & conquests immeubles faits durant & constant leur mariage, se diuisent & partissent egalement entre le suruiuant & les heritiers du trespassé, à la charge de payer chacun par moitié, les debtes personnelles & mobiliaires.

CLERMONT Tit. 15. Art 180. Quand l'vn d'iceux conioints, &c. p. *a Senlis.* Art. 145. mariage va, &c. meubles & conquests, &c. constant le mariage, & qui cõmuns estoient à l'heure du trespas du premier mourant se diuisent en telle maniere que la moitié en appartient au suruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du trespassé. Art. 181. p. *a Mont-fort.* Art. 129.

VITRY T. 4. Art. 75. Entre †† le suruiuant de deux personnes roturieres & les heritiers du trespassé, les meubles & conquests se partissent egalement.

LAON Tit. 3. Art. 22. Et audit cas, où ladite vefue renoncera au benefice des Nobles, & se tiendra au droict commun, les meubles, acquests & conquests immeubles & debtes, qui communs estoient entre elle & son mary, se partiront egalement, entre elle & l'heritier de son mary, comme aussi doit estre fait pour le regard des vefues roturieres: reseruez tant seulement ausdites vefues tant Nobles, que roturieres, les vestemens qu'elles ont accoustumé porter és Dimenches & Festes moyennes qu'elles doiuent auoir & prendre hors part, sans faire recompense de la moitié. Et quant à leurs autres habits, elles les auront, s'il leur plaist, en leur part, en recompensant l'heritier en autres biens ou deniers, de la iuste valeur & estimation de la moitié d'iceux. Et doiuent payer les vefues & heritiers, les debtes par moitié: & les heritiers seuls, les obseques ſ & funerailles au defunct, & ce qui est ordonné par son testament.

REIMS Tit. 9. Art. 242. La femme vefue qui choisit partir contre les heritiers de son mary, a & emporte moitié de tous les biens meubles demeurez apres le trespas de son feu mary, (son Apport mobiliaire demeurant confus à la totalité desdits meubles) & outre ladite moitié prẽd hors part ses habits qu'elle portoit le plus communement les Dimanches & Festes, auec moitié de tous les acquests & conquests faits des deniers dudit defunct, durant & constant le mariage en proprieté: & † encores la moitié de tous les heritages qui appartenoient à sondit mary au iour de son trespas, autres que lesdits acquests & conquests, pour en iouir sa vie durãt seulement, à la charge de les entretenir & paier les rentes foncieres, comme vn vsufructuaire, est tenu aussi de payer moitié des debtes, seruices, obseques & funerailles de son mary, & non les legs testamentaires dont les heritiers demoureront chargez: sinon que lesdits legs fussent restitutoires, desquels elle seroit tenue payer la moitié, & si reprend icelle vefue, tous ses heritages de naissant & propre.

BOVLLENOIS Tit. 20. Art. 73. Les meubles & acquests faits par deux conioints tant d'heritages feodaux que cottiers, si l'vn d'eux va de vie à trespas abinteſtat, sont partables entre le suruiuant & l'heritier ou heritiers du trespassé, payant par les heritiers tous les obseques & la moitié des debtes communes. Et si le premier trespassé delaisse plusieurs enfans masles & femelles, abinteſtat, le fils aisné, s'il y a plusieurs fils, ou s'il n'y a qu'vn fils, iceluy fils: & s'il n'y a point de fils, la fille aisnee succede en la totalité de la moitié d'iceux acquests, si se sont Fiefs de Noble tenemẽt, à la charge du Quint. Et si les acquests sont cottiers ils se partissent egalemẽt: & n'y a le fils, non plus, que la fille. Et si le trespassé ne laisse enfans, la moitié d'iceux acquests feodaux ou cottiers, & desdits meubles & debtes appartiennent au plus prochain parent du trespassé.

ſ Nous en auons touché cy dessus quelque chose, & faut adiouster. De suo quemque funerari oportet non de alieno L. quis. 12. §. prætor ait & l. & si quis 14. §. si colonus. D. de religios. Accurs. & Bartol. in L. si ab hostibus. D. Soiut. mat.

†† *Cest Art. 75 est introduit de nouuel, & corrige l'ancienne Coustume.*

Femmes ont leurs vestemens des Dimanches & Festes moyẽnes hors part, sans en faire recompense: & pour les autres, les auront en recompensant les heritiers de la moitié d'iceux.

Debtes serõt payees par moitié: & les funerailles du defunct, par ses heritiers.

Vefue ayant choisi de partir contre les heritiers de son mary quels droicts a.

† *Ces mots,* Et encores, *&c. iusques à ces mots*, vsufructuaire est tenu, *inclus, sont de nouuel adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

Femme tenue de payer les ſeruices, obſeques & funerailles de ſon mary.

†† *Ces mots,* Et ſi reprend, *&c. iuſques à la fin, ſont auſſi de nouuel adiouſtez. Car par l'ancienne Couſtume à la femme vefue, qui choiſiſſoit party contre les heritiers de ſon mary, appartenoit en proprieté outre les choſes mentionnees audit Art. la moitié de tous heritages appartenans audit mary de ſon naiſſant, & delaiſſez par ſon treſpas. Auſſi ladite femme partiſſant contre leſdits heritiers eſtoit tenue conferer ſes heritages de naiſſant. Laquelle ancienne Couſtume a eſté abrogee.*

ARTOIS Tit. 5. Art. 139. Au ſuruiuant de deux conioints par mariage, compete & appartient à l'encontre des heritiers du premier mourant la moitié de tous les biens meubles delaiſſez au iour d'iceluy treſpas: à la charge de la moitié des debtes: ſauf & reſerué les obſeques & funerailles d'iceluy premier mourant, qui ſont à la charge des heritiers mobiliaires du premier mourant. Art. 153. Apres le treſpas de l'vn des conioints, au ſuruiuant compete & appartient la moitié des meubles delaiſſez au iour du treſpas du premier mourant: & l'autre moitié aux plus prochains heritiers du premier mourant.

LILLE Tit. 1. Art. 23 Quant deux conioints par mariage, l'vn termine ſes iours, ſans delaiſſer enfant, au ſuruiuant appartient la moitié des biens meubles, & reputez pour meubles, dõt ils ſont iouiſſans & poſſeſſans à la charge de la moitié des debtes: & l'autre moitié ſuccede aux plus prochains heritiers du treſpaſſé: à la charge de payer l'autre moitié des debtes.

LA Salle de Lille, Titre 2. Art. 28. Heritages cottiers acquis par deux cõioints par mariage, ou par le mary ſeul, ſuccedent apres le treſpas du premier mourant, pour la moitié, à tous leurs enfans egalement, tant filles que fils: & l'autre moitié appartient au ſuruiuant, qui en eſt ſaiſi Et par le treſpas dudit ſuruiuant ſadite moitié ſuccede auſſi egalement à ſes enfans tant femelles que maſles. Art. 39. A vne femme vefue demouree és biens & debtes de ſon feu mary, ayant enfant viuant d'iceluy, competent & appartiennent tous les biens meubles catheux & reputez pour meubles: à la charge de payer les debtes, charges & obligations valablement faites & contractees par ſondit feu mary. Deſquels biens elle peut vſer & diſpoſer à ſon plaiſir & volonté, ſans eſtre tenue faire partage à ſes enfans, n'eſt qu'elle ſe remarie. Auquel cas quand il eſt demandé, elle eſt tenue le faire, & bailler la iuſte moitié de tous ſes biens meubles, catheux, & reputez pour meubles, en tel eſtat qu'ils ſont lors trouuez: en prenant par ladite vefue ſon droict de vefue Couſtumier, hors part, à la charge de par elle & ſeſdits enfans payer chacun par moitié les debtes, charges & obligations, eſquelles ladite vefue eſt tenue au iour dudit partage. Art. 40. Se le mary delaiſſe à ſon treſpas, enfans ou enfant d'autre mariage precedent, ladite vefue eſt tenue, ſe requiſe en eſt de faire incontinent ledit treſpas adueu, tel partage que deſſus à tous les enfans de ſondit feu mary: ſauf ſondit droict de vefue Couſtumier hors part, & peut retenir à ſon profit, tãt qu'elle ſe remarie, tout ce qui eſt eſcheu en la part de ſeſdits enfans. Et ſont les enfans dudit mariage precedant chargez à contingent auec ceux du dernier mariage, de la moitié des debtes & obligations deuës au iour dudit partage, & ladite vefue de l'autre moitié. Et auec ſe elle tient la part de ſeſdits enfans, de la part & contingente d'iceux, en l'autre moitié, qu'elle peut prendre & diminuer ſur leur part & portiõ des biẽs à eux aſſignez par ledit partage Toutesfois ſe ladite vefue ne ſe remarie, elle peut de la part de ſeſdits enfans, vſer & diſpoſer à ſon plaiſir & volõté. Et par tel partage les enfans de ladite vefue ne ſont cenſez & reputez hoirs de leur defunct pere, n'eſt que eux venus en aage, ils veulent profiter dudit partage. Art. 41. Quand de deux conioins par mariage la femme termine vie par mort, delaiſſant enfant ou enfans procreez dudit mariage, le mary eſt tenu quant requis en eſt, de faire partage auſdits enfans ou enfant, tel que de la moitié des biens meubles cathieux & heritages reputez pour meubles: deſquels il poſſeſſe au iour dudit partage requis, à la charge de payer par leſdits enfans la moitié des debtes & obligatiõs lors deuës par ledit mary ſuruiuãt. Et peut ledit mary vſer & diſpoſer deſdits biens à ſon plaiſir & volonté, tant qu'il ſoit requis faire ledit partage. Art. 45. Quand l'vn de deux conioints par mariage fine ſes iours ſans hoirs deſcendans en ligne directe, le ſuruiuant eſt tenu, ſe requis en eſt faire partage mobiliaire aux aſcendãs, & en faute d'iceux aux prochains parẽs collateraux du treſpaſſé, de quelque coſté que ce ſoit, tãt maſles que femelles, chacun par egale portion, tel que de la moitié des biẽs meubles catheux & heritages reputez pour meubles en tel eſtat qu'ils ſont du iour dudit partage requis: à la charge de par leſdits hoirs paier la moitié des debtes & obligatiõs lors deuës par ledit ſuruiuãt: ſauf à la fẽme, ſe elle eſt ſuruiuãte, ſon droit de vefue Couſtumier hors part.

OSTRICOVRT Art. 11. Se tel mary, ayant vendu ou donné ſa moitié deſdits heritages acqueſtez ſinõ ſes iours parauãt ſadite fẽme, laquelle renõce aux biẽs &

Source : BIU Cujas

debtes d'iceluy: en ce cas l'autre moitié desdits heritages acquestez est suiette & poursuiuable auec les autres biens & heritages delaissez d'iceluy mary pour ses debtes. Et se telle femme termine parauant sondit mary, ses enfans ou heritiers, apprehendans ladite moitié, sont submis & tenus à la moitié desdites debtes.

ARRAS Tit. 3. Art. 22. S'il n'y a entraueſtiſſemẽt entre leſdits cõioints, le ſuruiuãt ne peut demander és biẽs cõmuns, ſoiẽt meubles ou heritages dudit Eſcheuinage, que la moitié à l'encontre des heritiers du premier mourãt, qui en ont l'autre moitié. Art. 23. En apprehendãt par ledit ſuruiuãt ladite moitié des biẽs, au cas que n'y ait eu entraueſtiſſemẽt, cõme dit eſt, il eſt tenu de purger la moitié des debtes, ſans en ce cõprẽdre les obſeques & funerailles, enſemble les diſpoſitiõs teſtameñaires du premier mourãt, qui ſont à purger, auec l'autre moitié des autres debtes, aux heritiers d'iceluy premier mourãt apprehẽdãt l'autre moitié deſdits biẽs.

BAPPALMES T. 2. Art. 1. Au ſuruiuant de deux cõioints par mariage, ſ'il n'y a entraueſtiſſement de ſang ou par lettres, cõpete & appartient la moitié de tous biens meubles, catheux & heritages de mainferme, delaiſſez au iour du treſpas du premier mourãt: à la charge de payer la moitié des debtes, obſeques & funerailles à l'ẽcõtre des heritiers. Ar. 3. Et ſuppoſé que deux cõioins par mariage ayẽt aucuns heritages de mainferme, parauãt leur cõiõnction, ſi toſt que ladite cõionction eſt faite, à chacũ d'iceux cõioints appartiẽt la moitié deſdits heritages de mainferme.

TOVRNAY T. 14. Art. 14. Quãt de deux conioints par mariage l'vn va de vie à treſpas deuant l'autre, delaiſſant vn ou pluſieurs enfans dudit mariage, le ſuruiuãt demourera S. & proprietaire de tous les meubles de la maiſon mortuaire, quels qu'ils ſoient, en nõbre deſquels ſont cõprinſes rentes viageres & heritables rachetables par leur conſtitutiõ, & en pourra diſpoſer à ſon plaiſir, enſemble de la moitié par indiuis de tous les immeubles & heritages non Feod. & l'autre moitié auſſi par indiuis ſe deuoluera en proprieté ſur leſdits enfãs, retenant neãtmoins par le ſuruiuãt l'vſufruit en icelle moitié deſdits enfans, moyẽnãt leſquels meubles & vſufruit, il ſera tenu payer toutes les debtes, de nourrir, eſleuer & entretenir leſdits enfãs ſelon leur eſtat & vocation, ſans diminutiõ de leur partage. Ar. 15. De laquelle moitié des immeubles & heritages ſuſdits par indiuis, ledit ſuruiuãt pourra diſpoſer à ſa volonté, & auſſi charger de rẽtes, ſans toutesfois pouoir charger ou diminuer la moitié deſdits enfãs en quelque maniere que ce ſoit. Ar. 16. Et ne ſera tenu ledit ſuruiuãt, ſ'il ne veut, faire autre partage à ſeſdits enfãs, ſi lõguemẽt qu'il ne ſe remarie, n'eſt que pour aucune cauſe il trouuaſt eſtre beſoin de vendre quelque piece deſdits biẽs cõmuns, ouquel cas il le pourra remõſtrer à ceux de la Loy, leſquels lors feront entre ledit ſuruiuãt & ſes enfans, partage de tous leſdits biẽs immeubles & heritages, aſſignant auſdits enfans par bonne ſpecification leur part & portion, & au ſuruiuãt la ſiẽne: pour par ledit ſuruiuãt pouuoir charger ou aliener ce que ſera trouué en ſon partage tãt ſeulemẽt. Ar. 17. Mais en cas de ſecond ou vlterieur mariage dudit ſuruiuãt ayant enfans, il ſera tenu faire partage par la Loy à iceux enfans, tãt des meubles & biens pour tels reputez, que immeubles & heritages deſſuſdits, leur aſſignãt la vraye moitié d'iceux immeubles & heritages, par bõne ſpecification, & l'eſtimation de la moitié des meubles ou pour tels reputez, les debtes prealablemẽt deduites, laquelle moitié toutesfois ledit ſuruiuãt pourra retenir vers luy, en baillant caution ſuffiſante de la rendre, quãd il plaira à la Loy, tenant auſſi ſon vſufruict en ladite moitié deſdits immeubles & heritages deſdits enfans: le tout à la charge de nourrir, eſleuer & entretenir ſeſdits enfans, ſelõ leur eſtat, ſans diminution dudit partage, comme deſſus.

VALANCIENNES T. 9. Ar. 102. Si l'vn des deux cõioints par mariage va de vie à treſpas, ioiſſant & poſſedãt heritage de mainferme ou rẽtes heritieres, ſituez en ladite ville & banlieuë, ſans delaiſſer ou auoir eu enfans de leurdit mariage, & ſans auoir fait Raueſtiſſemẽt par lettres: en ce cas les heritages patrimoniaux retourneront au lez du treſpaſſé. Et quãt aux heritages ou rẽtes acqueſtez, conſtãt le mariage, le ſuruiuãt en a, ſa vie durant la totale ioiſſance & poſſeſſion, & apres ſon treſpas la moitié compete & appartiẽt au plus prochain hoir & heritier du mary, & l'autre moitié au plus prochain hoir du coſté de la femme. Art. 103. Et au regard des meubles, iceux ſe partiſſent incontinent, apres le treſpas du premourant. Aſçauoir la moitié aux hoirs du premier treſpaſſé, & l'autre moitié au ſuruiuant.

DVCHE de Bourg. Chap. 4. Art. 14. La femme mariee, ſelon la generale Couſtume du Duché de Bourg. apres le treſpas de ſon mary, eſt veſtue & ſaiſie de la moitié des meubles & acqueſts demeurez du decés de ſondit mary.

ORLEANS Tit. 10. Art. 186. *A la fin.* En telle maniere que par le treſpas de l'vn deſdits conioints, leſdits meubles, debtes & cõqueſts ſe diuiſent entre

le ſuruiuant, auquel en appartient la moitié : & les heritiers du treſpaſſé, auſquels appartient l'autre moitié.

NORMANDIE Chap.15. Art.377. Apres † la mort du mari, la femme a le tiers aux meubles, ſ'il y a enfans viuans de ſon mari, en contribuãt aux debtes pour ſa part: hors mis les frais des funerailles & laiz teſtamentaires. Et ſ'il n'y en a point, elle y a la moitié aux charges que deſſus. Art.378. Neantmoins †† ſ'il n'y a que des filles, qui ayent eſté mariees du viuant de leur pere, elle a la moitié au meuble: pourueu que le mari ſoit quitte du meuble par luy promis à ſes filles ou gendres en faueur de mariage.

ANIOV Tit.14. Art.288. Aucuns lieux ſont éſdits pays, éſquels les acqueſts ſe diuiſent entre le ſuruiuant & les heritiers du premier decedé deſdits conioints par mariage: ſans que le ſuruiuant ait droict de les tenir pour le tout par vſufruict, comme en la Chaſtellenie de Vendoſme.

LODVNOIS Chap.27. Art.33. & Chap.29. Art.11. Les meubles des conioints par mariage roturiers, ſe departent par moitié entre le ſuruiuant & les heritiers du decedé.

POICTOV Tit.3. Art.238. Entre Nobles les meubles apres le treſpas du premier ſe diuiſent egalement entre le ſuruiuant & les heritiers du treſpaſſé, en payãt par chacun la moitié des debtes perſonnelles : fors & excepté en la Vicomté de Thouars & és Chaſtellenies de Parthenay, Vouuant & Meruãt, Fontenay & Mauleon, & le Fief-franc, éſquels lieux au ſuruiuant des Nobles appartiennẽt les meubles en payant par luy les debtes perſonnelles, ſ'il n'y a aucuns enfans: & ſi dudit mariage † ou d'autre mariage precedent de l'vn deſdits conioints y auoit enfans: en ce cas les meubles ſe diuiſeront par moitié, en payant la moitié des debtes perſonnelles: & ſous ceſte Couſtume de la Vicomté de Thouars, Chaſtellenies &c. ſont comprins les XXV. Conſeillers & Eſcheuins de la ville de Poictiers & leurs heritiers maſles deſcendans de leur chair, demeurans †† tant en la ville de Poictiers qu'és lieux deſſuſdits viuans noblement: au ſuruiuant deſquels appartiennent les meubles. Art.239. Et entre roturiers les meubles ſe diuiſent egalement, en payant la moitié des debtes par le ſuruiuant, & moitié des debtes par l'heritier du treſpaſſé.

BRETAGNE Tit.23. Art.583. Les † biens meubles des Bourgeois & autres du tiers Eſtat, ſeront partagez entre les ſuruiuans & les heritiers du decedé par moytié, & payerõt les debtes de la communité par moitié, & l'heritier les frais des obſeques & laiz teſtamentaires. Art.586. Apres †† l'an & iour du mariage des Bourgeois & autres du tiers Eſtat, les meubles & acqueſts ſerõt partagez par moitié entre les heritiers du decedé & le ſuruiuãt: excepté ceux qui font profeſſion des lettres: l'aiſné deſquels aura les liures principaux du decedé.

VENNES L. Art 701. Entre les manans & habitans des villes, fors bourgs & quatre Parroiſſes de Vennes, lors qu'aucun aiant eſté en mariage par an & iour decedé, les biens, debtes & creances de la communité de mariage, ſont partis egalement par moitié entre le ſuruiuant & les heritiers du decedé.

ANAPPES Art.3. Quand l'vn de deux conioints par mariage ayans enfans d'iceluy eu vn ou pluſieurs enfans, qui finent leurs iours parauãt le treſpas de leur pere ou mere, par le treſpas du premier mourant deſdits conioints, au ſuruiuant compete & appartient la moitié és heritages tenus dudit Eſcheuinage, deſquels ils eſtoient ioyſſans & poſſeſſans au iour du treſpas du premier morãt, & l'autre moitié aux prochains hoirs d'iceluy terminé, duquel lez & coſté que leſdits heritages viennent & procedent: ſoit du coſté dudit ſuruiuant ou dudit terminé. En laquelle moitié, les femelles en pareil degré, y ſuccedent egallement à compte de teſte contre les maſles. Art.4. Se deux conioints par mariage n'ont d'iceluy eu enfans ou enfant, apres le treſpas du premier morant, ſ'il termine heritier d'aucuns heritages tenus dudit Eſcheuinage venans de ſon lez & coſté, ou qu'aucuns ayent eſté acquis conſtant ledit mariage, tous leſdits heritages venans de ſon coſté, auec la moitié deſdits heritages acqueſtez ſuccedent aux hoirs de tel treſpaſſé. Et ſe le ſuruiuant a aucuns deſdits heritages venans de ſon lez & coſté, ils luy competent auec l'autre moitié d'iceux heritages acqueſtez.

Art.231. PARIS.

Les † fruicts † des heritages propres pendans par les racines au temps du treſpas de l'vn des conioints par mariage, appartiennent à ce-

† *Le Deputé du Bailliage de Eureux a dict que la Couſtume des Vicomtez d'Eureux, Beaumont, Courbes & Bretheuil, eſt telle que la femme prend la moitié aux meubles delaiſſez par ſon mari, ſoit qu'il y ait enfans ou nõ en payãt la moitié des debtes mobiliaires du nombre deſquelles la deſpence des funerailles n'eſt comptee ſinon de l'inhumation du corps & premier ſeruice dont acte luy en a eſté accordé, pour en informer comme de Couſtume locale.*

†† *Ceſt Art. 378. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Meubles entre Nobles ſe diuiſent par moitié: & comme les debtes ſe payent pour raiſon d'iceux.

† *Ces mots,* ou d'autre mariage, procedãt de l'vn deſdits conioints, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots,* tant en la ville de Poictiers. qu'és lieux deſſuſdits viuans noblemẽt, *ont eſté mis au lieu des mots anciens* mariez demeurans en ladite ville de Poictiers, *Surquoy a eſté remonſtré par Iacques Herbert Aduocat pour & au nom de Meſſire René de la Beraudiere Seigneur du Rouhet, que ces mots pourueu qu'ils*

t Ceſte Couſtume eſt conforme au droit ciuil in l. fructus pen-

Source : BIU Cujas

dentes 44.D.de rei vindic.l.22.C.eod.titulo l.finali §.fructus D.Quæ in fraudem credit. Ceſt Art.231.parle des fruicts induſtriaux & non des naturels. Ce qui ſe doit encor entendre ſelon la diſtinction poſee en l'Art.92. de Paris Titre iii. Toutesfois quelques Couſtumes en diſpoſent autrement ainſi qu'il ſe peut voir par ceſte Conference meſmes celles de Berri Tit.8.Art.23.& 24.Chaſteauneuf Art.69.Chartres Art.60.Dreux Art.51.Aniou Art.239.& 240.Maine Art.256.& 257.Blois Art.184.Bartol in l.fin.D.de iure fiſci Salicet.in l.fructus C.de act.empti. La difference des fruicts induſtriaux & naturels eſt remarquee in l.45.D.de vſur.Mais la Couſtume de Troyes Art.88. explique ces mots, fruicts induſtriaux, fruicts pendans és vignes,& les bleds eſtans ſemez és terres & eſtangs allemnez ou alleuinez,en contribuant chacun par moitié aux façons & labeurs.Fructus ſemper deductis impenſis intelliguntur quæ quærendorum cogendorum,conſeruandorumque eorum gratia fiunt l.36.§.fin.D.de petit.hered.Paul.lib.iu.Sent.Recept.

viuent noblement, *ne doiuēt eſtre adiouſtez audit Art. parce que les Maire & xxv. Eſcheuins de ladite ville eſtoient plus de deux cēs ans auparauāt le priuilege de nobleſſe à eux octroyé, & vſoient de Couſtume meſmes de celle qui eſt eſcrite au liure Couſtumier:laquelle nobleſſe à eux depuis octroyee en leur faueur ne pouuoit eſtre retorquee en leur preiudice,n'empeſcher qu'ils ne ſuccedent par droict de ſuruiuance pour le regard des meubles,ſelon qu'il eſt porté par ledit Art.contenant Couſtume Locale,par laquelle leſdits Eſcheuins non comme nobles,veu que les nobles demeurans en ladite ville ne ſuccedent par ſuruiuance:mais comme Eſcheuins y ſuccedent & que la qualité premiere & naturelle d'Eſcheuinage peut ſubſiſter,ſans l'accidentaire de nobleſſe, ioinct que par le Edict du Roy dernier decedé a eſté ordonné que les marchans ſeroient Eſcheuins,& gouuerneroient la police des villes:& par conſequent ledit Seigneur a voulu que les marchans eſtans Eſcheuins iouiſſent de prerogatiues & vſent des Couſtumes concernans leſdits Eſcheuins, & auſſi que pour raiſon de cey a proces pendant & indecis en ladite Cour, requerant que ou voudrions faire ladite addition que ce ſoit pour l'aduenir ſeulement,& ſans preiudice du paſſé,& des proces pendans& droits acquis. Et par le Subſtitut du Procureur general du Roy a eſté dit que l'Edict du Roy eſt general pour toutes les villes de ce Royaume,ſans que la Nobleſſe des Eſcheuins de Poictiers y ait eſté aucunement conſideree : & encores que ledit Seigneur ait voulu par ſon Edict, que l'on eſleut pour Maire & Eſcheuins les Marchans & Bourgeois des villes : toutesfois s'entend que le marchant ou roturier,qui auroit eſté eſleu Maire & Eſcheuin dudit Poictiers viuent apres ladite election noblement,ſans faire acte de marchant ou roturier:& eſt ledit priuilege moyen d'acquerir Nobleſſe:laquelle apres auoir acquiſe eſt beſoin conſeruer,ſans faire acte y derogeant.Auons ordonné que ladite addition & reformation aura lieu pour l'aduenir,ſans preiudice des droicts acquis & proces pendans.*

† *Ceſt Art.583.reforme le 521.Art.ancien:& ont eſté rayez les 522.& 523. Art. anciens, comme comprins au precedent Art.& autres cy deuant.*

†† *Les Art.524.& 525.ont eſté en partie reformez,& partie expliquez par ces Art.586.& 587.*

Fruicts des heritages propres pendans par les racines appartiennent à celuy, auquel ils aduiennent en payant la moitié des labours & ſemences.

† *Ceſt Art.231.a eſté adiouſté pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

luy,auquel aduient ledit heritage, à la charge de payer la moitié des labours & ſemences.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.3.Art.33.p.*à Paris.* aduiennent leſdits her.&c.

SENS Tit.24.Art.273. Les fruicts des heritages propres d'vn chacun conioint par mariage,& les fruicts du Douaire du premier mariage de la femme ſont communs entre leſdits mariez. Art.275.p. *à Paris.* des deux conioints †† &c. mariage ſont tenus & reputez propres à celuy, auquel appartient ou aduient &c.† moitié des impenſes. Et où le mari auroit baillé à ferme ſans fraude l'heritage de ſa femme & il decede, ſa femme pourra eſtre contrainte à l'entretenement du bail. u

Fruicts des heritages propres & du Douaire ſont communs.

†† *Les mots,* par les racines *ont eſté adiouſtez.*

† *Ces mots,* à la charge *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

u L.Bar Art.81.cy deſſus mis ſur l'Art. 227. de Paris.

CHAVMONT Tit.4. Art.74. Les fruicts eſtans és heritages propres de deux conioincts par mariage ou de l'vn d'eux, apres le treſpas du premier decedant,ſe partent par moitié,entre le ſuruiuāt & les heritiers du premier decedé : ſ'il n'y a priuilege ou traicté au contraire.

TROYES Tit.5.Art.88. Les fruicts induſtriaux eſtans en heritages &c.p. *à Chaumont.* d'eux ſe partent apres le treſpas du premier decedant d'eux deux par moitié.&c.contraire. Et ſont reputez fruicts induſtriaux, les fruicts pendans en vignes,& les bledz eſtans ſemez és terres & eſtangs * allemnez. x Et ſont tenus de fournir & faire par moitié les façons qu'il conuient faire éſdits heritages, depuis le decez du premier decedé,iuſques apres la deſpouille d'iceux heritages.

Fruicts des heritages propres de deux cōioints apres le treſpas de l'vn d'eux ſe partent par moitié ſ'il n'y a priuilege ou traicté au contraire.

* *Alias,* Alleuinez.

x C'eſt à entendre des Eſtangs peuplez comme il eſt porté parquelques Couſtumes comme celle de Blois Art. 185.Voyez cy deſſus le Titre iii. de Paris Art. 92 ou nous en auons parlé & monſtré quelles choſes ſont reputees meubles ou immeubles. Ie ne veux paſſer ſous ſilence que en l'Arreſt de la Comteſſe de Blois & du

LAON Tit.3.Art.23. Quand aucun heritage a eſté enſemencé & labouré des deniers communs,le ſuruiuant des deux conioints,auquel appartient ledit heritage,eſt tenu de rendre aux heritiers du decedé, la moitié des labeurs & impenſes, ou leur bailler moitié des fruicts prouenus audit heritage.Et pareillement où l'heritage appartiendroit au predecedé,le ſuruiuant ſera tenu de rendre aux heritiers dudit premier decedé moitié des labeurs & impēſes ou bailler la moitié des fruits comme deſſus.

MONTARGIS Chap 8.Art.13. Bleds & autres ſemences en terres & heritages de gens mariez,ſeront communs apres le treſpas de l'vn d'iceux : combien qu'ils fuſſent en heritage propre de l'vn d'eux:& au regard des mariez,le proprie-

Celuy auquel appartient l'heritage, eſt tenu

Source : BIU Cujas

rendre la moitie des labeurs & impenſes, ou donner la moitie des fruicts.

Fruicts ſont communs entre gens mariez.

Cõte d'Alençon, donné à la Pẽtecoſte 1480. eſt narré & declaré qui ſont les meubles & cheuille, ou racine & debtes communes entre le mari & la femme. Et entre autres que toutes choſes tenant à cloud n'eſt meuble: que poiſſon eſtant en gardoir eſt meuble: que bois couppez, encores que le terme cheu, eſt meuble: & que les non couppez, ores que le terme de payement ſoit eſcheu, eſt immeuble: que debtes & execotions teſtamentaires ne ſont communes, ſinon qu'elles fuſſent deues auparauant le Teſtament & recordees par iceluy: & eſt laiſſé en doubte ſi les vignes faites de toutes façons, les poiſſons des eſtangs, viuiers & riuieres ſont meubles ou non Mais en cecy faut ſuiure ce qui eſt traicté au Titre in. de Paris cy deſſus.

taire ou ſes heritiers en recompenſeront de la moitié l'autre ou ſes heritiers. Et quant aux fruicts des vignes apres Paſques charges ſe partiront egalement & parauant auront la moitié des labourages, en payant les charges *pro rata*.

†† *Ceſt Ar. 208. a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

ORLEANS Tit. 10. Ar. 208. †† p. *a Paris*. apartient ledit &c. ſemences, façons & impenſes.

Fruicts des vignes beſchees & des terres labourees & enſemencees de meuble cõmun ſont meubles & ſe partiẽt egalement.

ANIOV Tit. 11. Art. 239. Les fruicts qui eſcherront des vignes, qui ſeront beſchees, & de terres labourees & enſemencees de meuble commun, de l'homme & de la femme au temps du decez du premier decedé de deux conioints, qui ont eſté par an & iour en leur mariage, ſont reputez pour meuble commun entre le ſuruiuant & les heritiers du premier treſpaſſé pour la prochaine cueillette enſuiuant le decez: poſé que leſdites vignes ou terres ſoient les propres heritages de l'vn d'iceux conioints, & non pas és acqueſts: mais les heritiers du premier decedé & le ſuruiuant demeurent ſaiſis chacun de ſon heritage mouuant de ſa ligne & coſté. Et doit le ſuruiuant & les heritiers du premier decedé, à cauſe deſquels ne ſeroit mouuant l'heritage faire demande par action de la moitié des fruicts deſdits bledz ſemez ou vignes beſchees au ſeigneur proprietaire dudit heritage. Et ſi leſdites vignes ou terres ont eſté baillees à faire à moitié, ou pour en auoir par celuy qui les laboure aucune portion des fruicts, ce ſera reputé eſtre faict du meuble commun. Art. 240. Et ſi par le decez du premier decedé, leſdits propres heritages ou partie d'iceux cheoient en y Rachat: en celuy cas, celuy en la ligne duquel l'heritage n'eſt point mouuant, n'y prendra rien: & ſ'en iront les fruicts à celuy qui aura le droict de Rachat: toutesfois celuy, à cauſe duquel eſt deu le Rachat, ſera tenu faire recompenſe des ſemences & labourages.

y Rachat feodal qui appartiẽt au Seigneur de fief.

LE MAINE Tit. 13. Art. 256. p. *a Anion*. Art. 239. enſemencees de meuble commun de l'homme & de la femme au temps du decez du premier decedé des deux conioints, qui ont eſté &c. pourueu que &c. de meuble &c. Art. 257. p. *a Anion*. Art. 240.

Fruicts naturels & non induſtriaux ſont au proprietaire quand ils ſont pendans par les racines.

CHASTEAVNEVF Chap. 9. Art. 69. Si deux conioints par mariage font durant iceluy, labourer aucun heritage qu'ils tiennent à ferme, moiſon ou 2 penſion, apres le treſpas d'iceux conioints ou de l'vn d'eux, les fruicts ameublis ſe partiront comme fruicts venus d'acquerement fait durant leur mariage: & ſi les fruits ſont encores pendant par la racine, en l'heritage deſdits conioints ou de l'vn d'eux lors dudit treſpas: & ſeront tenus payer chacun par moitié les charges & redeuances deuës, pour raiſon dudit heritage en ladite annee, ſans comprendre en ce les fruicts naturels & non induſtriaux, ainſi pendans par la racine, lors dudit treſpas, qui ſeront & demoureront proprietaire de tel heritage, ſoit le ſuruiuant ou l'heritier du decedé.

2 Prædiorum vrbanorum penſiones pro fructibus accipiuntur l. 36. D. de vſur. l. quæro D. locat. l. 7. §. de pẽſionibus D. Sol. mat. l. 38. §. eadem ratio. D. de vſur.

CHARTRES Chap. 10. Art. 60. p. *a Chaſteauneuf*. conioints, il ſera au chois de la partie, à qui eſt l'heritage de prendre tous les fruits, en payãt la moitié des Chaſtels & loyaux couſtemens à l'autre partie ou à ſon heritier, ou luy laiſſer prendre la moitié d'iceux fruicts, ſi autrement n'en a eſté ordonné par teſtament.

Fruicts des terres enſemencees, vignes marrees & taillees, & eſtangs peuplez, ſont communs & partis egalemẽt.

† *Ces Art. 23. & 24. ſont Couſtumes nouuelles declaratiues de l'ancienne.*

Fruicts induſtriaux.

DREVX Chap. 10. Art. 51. p. *a Chaſteauneuf*.

BLOIS Chap. 13. Art. 184. Si lors du treſpas de l'vn des conioints, les terres ſont enſemencees & les vignes marrees & taillees, qui eſtoient propres de l'vn deſdits conioints, les fruicts des terres & vignes ſe diuiſeront pour ladite annee entre le ſuruiuant & les heritiers du premier decedé egalement. Art. 185. Et touchant les fruits d'vn eſtang, qui auroit eſté peuplé à communs deſpens, ſi ledit eſtang eſtoit en peſche l'annee du treſpas de l'vn des conioints, ſera la peſche partie, comme meuble egalement entre le ſuruiuant & les heritiers du decedé.

BERRI Tit. 8. Art. 23. Les † fruicts pendans par les racines és vignes & terres enſemencees & labourees a conſtant le mariage, bien qu'ils n'ayent eſté prins & recueillis auant la diſſolution d'iceluy, ſont cenſez & reputez de la com-

a A frais communs ou comme portent les

Source : BIU Cujas

Coustumes d'Aniou Art.259.& du Maine Art.256.de meuble commun. Au reste ceſt Art.23. ſ'entend en ſucceſſions & partages. Autrement ſont reputez immeubles & de pareille nature que le fonds Sedan Art.8.& ainſi ſe doit expliquer le 231. Art.de Paris & de Calais Art.33. & autres.

munauté,& ſe doiuent diuiſer & departir entre le ſuruiuãt & les heritiers du premier decedé cõme meubles. Et le ſemblable ſe doit faire entre tous cõpagnõs & aſſociez,eux departans de leur communauté,où le ſuruiuant des aſſociez & compagnons & les heritiers du predecedé,ſoit en ſocieté expreſſe ou taiſible,à la charge de payer les cens rentes ou autres deuoirs qui ſont deuz pour l'annee à cauſe deſdits heritages,pour leur part & portion. Art.24. Autre choſe eſt des fruicts naturels,éſquels n'eſt beſoin de ſemence ou autre grande induſtrie, comme ſont foins,glans,pommes,poires,noix,& autres fruicts ſemblables,leſquels ſ'ils n'ont eſté recueillis conſtant le mariage,ne ſont [b] reputez meubles, & n'eſcheoient en communauté,mais appartiennent à celuy,à qui doit appartenir l'heritage.

Fruicts naturels ne tombent en communauté.

BAR Tit.7.Art.85. Les fruicts des propres heritages pendans par ſes racines au iour du treſpas de l'vn des deux conioints ſont de pareille nature que les heritages en payant au ſuruiuant les labeurs & autres impenſes pour telle part que il prendra aux meubles.

b Ains ſont reputez eſtre partie du fonds & immeuble.

Art. 232. PARIS.

Si †† durant le mariage [c] eſt vendu aucun heritage ou rente propre appartenant à l'vn ou à l'autre des conioints par mariage, ou ſi ladite rente eſt rachetee,le pris de la vente ou rachat,eſt repris ſur les biens de la communauté, au profit de celuy auquel appartenoit l'heritage ou rente: encores qu'en vendant n'euſt eſté conuenu du remploy ou recompenſe,& qu'il n'y ait eu aucune declaration ſur ce faite.

En vente des heritages ou rẽte propres à l'vn ou l'autre des conioints, ou rachat de ladite rente, le pris de la vente ou rachat ſera pris ſur les biens de la communauté

†† *Ceſt Ar. 232. a eſté de nouuel adiouſté pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

c La raiſon de ceſt Article depend de ce que nous tenons que les deniers procedans de la vente des heritages ou rẽtes propres à l'vn des conioints par mariage ſont mis & ſubrogez au lieu & place deſdits heritages ou rentes: pretium loco rei eſt cap. Eccleſiæ S. Mariæ. Velite pena. vel vt ait lex.ſi & rem 22.D.de pet.her.in locum rei venditæ pretium ſucceſſit. Licet aliud ſit pretium rei, aliud res ipſa l.28.D.de nouat. l. 42. §.1.D.de vſufr.l.81.D.de verbo. obligat. Mais ce qui eſt porté par ceſt Article & autres Couſtumes eſt vn cas ſpecial. Quelques Couſtumes ont fort a propos decidé que celuy qui vend ou achete vn heritage doit faire declaration ou proteſtation expreſſe,qu'il vend ou achete à la charge de les employer en autre heritage de pareille nature que celuy, que ils vendent ou achetẽt & par ce moyen ne ſeront point changees les qualitez des heritages propres ou patrimonaux à l'vn des cõioints par mariage l.ſi vnus ex ſociis 67. D. pro ſoc l.1.C.ſi quis alteri vel ſibi ſubalt. nom. Mais en ce faict, les choſes acquiſes, ſont ſubrogees au lieu

CONFERENCE.

CALAIS Tit.3 Art.34.p.*à Paris.*

MELVN Chap.13.Art.225.Si l'homme & femme conioints par mariage vendent aucun heritage de propre de l'vn d'eux,& des deniers iſſus de ladite vente, ils achetent autre heritage,iceluy heritage acheté ſera reputé cõqueſts à eux deux: ſinon qu'en vendant iceluy premier heritage,il ſoit expreſſement dit que les deniers ſeront conuertis en autre heritage propre, au lieu dudit heritage vendu, & qu'autrement ne le vendroient:& conuient que telles parolles ſoient dites deuãt Notaire ou Iuge competant:tellement que ſi apres la vendition du premier heritage,les paroles eſtoient dites,elles n'auroient aucun effect. [d]

En vente d'heritage propre, les deniers employez en autre heritage,ledit heritage eſt conqueſt:ſinon qu'il y ait declaratiõ de remploy faite pardeuant Notaire ou Iuge cõpetent,lors de la premiere vendition.

SENS Tit.24.Art.277. Si l'vn deſdits mariez vend ſon propre heritage, & des deniers d'icelle vente,achete autre heritage,ledit heritage ainſi acheté ſera tenu & reputé conqueſt,ſ'il n'eſt expreſſement dit & proteſté en faiſant la premiere vendition,que les deniers ſeront employez en autre heritage, qui ſortira pareille nature & condition que l'heritage vendu, ou que l'vn deſdits mariez le conſente ſans fraude.

AVXERRE Tit.9.Art.197.p.*à Sens.*des deux mariez à vendu &c.vendition & achat que les deniers ſont pour employer en autre &c.que l'autre &c.

Heritage vendu auant le mariage eſtant racheté ne tombe en Communauté:en payant la moitié du rachat.

PERONNE Tit.5.Art.137. Si † mari ou femme auparauant leur mariage auoient vendu quelques immeubles ou heritages à faculté de rachat, & que ledit rachat ſe fit pendant ledit mariage,ledit heritage racheté ne tombe en communauté: mais celuy à qui appartient ledit heritage ou ſes heritiers, ſ'ils le veulent prendre entier, ſont tenus de rembourſer au ſuruiuant ou ſes heritiers,la moitié des deniers frayez & deſbourſez pour ledit rachat.

†† *Ceſt Ar. 137. qui eſtoit ancien à Montdidier,a eſté de nouuel introduit pour le*

DVCHE DE BOVRG. Chap.4.Art.25. La femme ne participe point és heritages qui ſont rachetez par ſon mari conſtant leur mariage: leſquels heritages auroient eſté vendus ou baillez à rachat ou qui ſe peuuent racheter par ſondit mari ou ſes predeceſſeurs à rachat:& ne peut ladite femme apres le deces de ſon mari n'auſſi les heritiers d'icelle femme aucune choſe quereller és deniers du pris des rachats:ne ſemblablement és rentes ou cenſes ou autres charges reelles,dont l'heritage de ſondit mari ſeroit deſchargé: & pareillement ſera fait des heritages & cenſes ou rentes de ladite femme rachetez.

Source : BIU Cujas

regard des Preuoſtez de Peronne & Roye.

Femme ou ſes heritiers ne participent aux heritages du mari rachetez, cenſes ou rentes rachetez durant le mariage, idem des heritages, cenſes & rentes appartenans à la femme.

& places des premiers heritages & id quod ex pretio rerum venditarum comparatum eſt, vicem permutati dominij ſuſtinet l. Imperator 70. §. vlt. & l. 71. D. de leg. 2. l. ita conſtante 26. D. de iure dot. & ſi de droict la permutation ou eſchange des choſes dotales eſt permiſe, pourquoy n'aura elle lieu és propres, qui ſe fait pour la communauté des mariez le plus ſouuent l. 25. D. de iure dot l. 21. D. de pactis dot. Oldradus conſil. 107. traicte ceſte queſtion. Par Arreſt general prononcé le 14. Aouſt 1574. fut iugé que la femme n'eſt tenue de rendre l'argent de la vente du propre de ſon mari, n'apparoiſſant qu'il ſoit tourné au profit d'icelle, ny tenue de rembourſer les impenſes faictes ſur ſon fonds : ſinon pour moitié eu eſgard, à ce que la maiſon ou heritage en ſeroit plus vendue. Ceſte queſtion eſtoit en la Couſtume d'Arras entre la vefue de feu Meſſire Antoine de la Hericere appellante, & le frere dudit intimé. Lequel alleguoit qu'elle auoit eſté indirectement auantagee & qu'il eſtoit prohibé par la Couſtume d'Arras d'aliener le propre pour la conſeruation des familles. Elle au contraire diſoit qu'elle n'en pouuoit mais, que le mari eſtoit maiſtre & Seigneur de la communauté, & que la prohibition ſe deuoit retorquer contre l'acquereur. Les gens des Requeſtes ayant condamné la vefue pour le tout fut ladite ſentence infirmee & ordonné ce que deſſus. Il ſe cognoiſt par ceſt Art. que le remploy, dont n'eſt parlé ou conuenu par contract de mariage eſt reputé meuble, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt ſolemnel du 23. Decembre 1579. Et ſ'il eſt ſtipulé par ledit contract de mariage, les heritages acquis conſtant le mariage, ſans declaration faicte par le mari que ladite acquiſition eſt au lieu des heritages propres de ſa femme, ou bien acquis des deniers dotaux, qu'il eſtoit tenu employer en heritages, pour luy eſtre propres, ne ſeront point propres à ladite femme. La femme a ſon action ſur les biens du mari vtilis actio mulieri in ipſas res accommodatur vt ait Paulus in l. vxor marito 55. in fine D. de don. int. vir. & vxo. l. ſi vt proponis 8. C. de rei vindic. Harmen. lib. 4. Tit. 8. dat mulieri actionem in rem Cuiac. 5. Obſeru. 29.

d Quant à faire ledit heritage propre & ſubrogé: mais auec autres circonſtances ſeruent bien à ce que la recognoiſſance faicte de bonne foy de celuy qui a deſaduantage, ſoit valable & non auantage. C. M.

Heritage propre du mari ou de la femme vẽdu durant le mariage ſera debt durãt le rachat.

COMTE DE BOVRG. Chap. 2. Art. 36. L'heritage du mari par luy vendu conſtant ſon mariage à rachat, ſera debt durant le temps de rachat. Et ſemblablement ſera debt l'heritage de la femme ainſi vendu à rachat, durant le temps d'iceluy rachat.

Heritage acquis conſtant le mariage des den. de la vente d'vn heritage ancien de l'vn des mariez eſt reputé propre: en prouuant que ce ſont les meſmes deniers, ou affirmation faite pardeuant le Iuge ordinaire du lieu, pour employer en autre heritage &c.

NIVERNOIS Chap. 23 Art. 31. L'heritage acquis conſtant le mariage des deniers procedans de la vente ou alienation de l'heritage ancien de l'vn des mariez, eſt reputé propre à celuy de qui l'heritage eſt vendu ou aliené, en prouuant que ce ſoient les meſmes deniers, ou monſtrant que lors de l'alienation, leſdits mariez ou l'vn d'eux alienans ont affermé pardeuant le Iuge ordinaire du lieu, où l'alienation a eſté faicte pour employer en autre heritage, & en monſtrant auſſi que lors de l'acquiſition l'acquerant a affermé par deuãt le Iuge, où l'acquiſition a eſté faite, qu'elle a eſté faite des deniers procedans de l'alienation ſuſdite: & eſt ſurrogé tel heritage acquis au lieu de celuy, qui a eſté aliené, iuſques à la concurrence des deniers procedans de ladite alienation.

†† *Ceſt Ar. 192 a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

ORLEANS Tit. 10. Art. 192. †† p. *à Paris.* à qui appartient &c.

Remplois des deniers procedans de la vente des propres, ne ſont cõqueſts ſinon &c.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 393. Les remplois des deniers prouenus de la vente des propres, ne ſont cenſez conqueſts: ſinon d'autant qu'il en eſt accreu au mari, outre ce qu'il auoit lors des eſpouſailles: comme auſſi les acquiſitions faites par le mari, ne ſont reputees conqueſts, ſi pendant le mariage il aliene de ſon propre, iuſques à ce que ledit propre ſoit remplacé. Art. 394. Et où les deniers prouenans du racquit des rentes, n'auront eſté remployez lors du decez, ils ne ſont cenſez meuble, mais immeuble iuſques à la concurrence des propres qui appartenoient au mari, lors dudit mariage.

Acquiſitions faites conſtant le mariage, ne ſont conqueſts ſ'il a aliené ſon propre.

ANIOV Tit. 14. Art. 296. Si le mari & la femme ou l'vn d'eux, auoit vendu leur propre heritage & patrimoine ou partie d'iceluy, dont leur fut deu aucune ſomme de deniers au temps du decez de l'vn d'eux par l'acquereur ou acquereurs deſdits heritages ou patrimoine, les deniers qui en ſont encores deuz au temps dudit decez, reuiendront & eſcherront pour le tout à celuy d'eux où à ſes hoirs, deuers lequel ledit heritage & patrimoine eſt vendu & mouuant, & ſeront iceux deniers cenſez & reputez entre le ſuruiuant & les heritiers du premier treſpaſſé deſdits mariez de la nature du propre heritage & patrimoine, nonobſtant qu'il y ait eu communauté entre le mari & ſa femme.

Deniers procedans de la vente des propres, ne ſont meubles, ains immeubles.

LE MAINE Tit. 15. Art. 311. p. *à Aniou.* ſeront encores &c.

BLOIS Chap. 12. Art. 164. Si conſtant le mariage de deux conioints, l'vn d'eux vend ſon heritage propre, l'autre deſdits conioints peut accorder au vendeur que les deniers qui en iſtront, ſeront employez en heritage qui ſera propre au vendeur ou que les deniers ſoient premiers prins par le vendeur ou ſes hoirs apres le decez de l'vn d'eux. Art. 165. S'il que homme & femme vendent leur propre heritage ſans auoir faict expreſſion, que les deniers qui en iſtront de la vente d'iceluy, fuſſent employez en propre heritage du vendeur: neantmoins pourront recompenſer l'vn l'autre, ſi bon leur ſemble, en heritage ou autre choſe de pareille valeur, &

Source : BIU Cujas

non plus & sans fraude.

Reims Tit.9. Art.259. Si le mari durant le mariage a vendu ou aliené aucuns heritages appartenans à la femme, auec elle ou de son consentement, il est tenu rendre aux heritiers de sa femme, s'il la suruit ou ses heritiers à ladite femme, si elle suruit & se tient à ses Douaire & Apports, le pris que les heritages auront esté vendus: ou si alienez ont esté par autre maniere, seront tenus rendre le pris à l'estimation commune, eu esgard au temps de l'alienation. Art.260. Mais s'il les auoit alienez sans son consentement, la femme ou ses heritiers pourront recouurer des detenteurs, & † contre eux intenter cas de nouuelleté dedans l'an & iour du decez du mari ou autre action valable: nonobstant l'alienation, & sans ce que les detenteurs puissent alleguer prescription pour le laps de temps encouru durãt ledit mariage.

Bovrbonnois Chap.22. Art.239. Si le mari ou la femme de l'auctorité de son mari vend son heritage pour employer en autre heritage au profit du vendeur, affirmation faite lors de ladite vente ou parauant pardeuant luge competent ou pardeuant deux Notaires, & tost apres ladite vente lesdits deniers ou partie d'iceux sont employez en acquisition d'autres heritages, en declarant & affermãt lors de ladite acquisition: que cest des deniers procedans de la premiere vendition: en ce cas l'heritage acquis desdits deniers est subtogé & de mesme nature qu'estoit celuy qui a esté vendu, iusques à la concurrence de la somme contenue en la premiere vendition. Et le semblable est obserué en deniers baillez par ladite femme, qui doiuent estre conuertis en heritages. Car l'heritage qui sera declaré par le mari, faisant ladite acquisition, estre acquis desdits deniers, est propre à ladite femme. Art.240. p. *à Anion.* patrimoine auparauant leur mariage ou durant iceluy, dont fut deue aucune somme au temps du decez de l'vn d'eux, les deniers &c. reuiennent & escheent &c. hoirs, duquel l'heritage a esté vendu, & sont reputez propre heritage & patrimoine du vendeur, nonobstant &c. Art 278. Si durant & constant le mariage l'vn des conioints ou communs personniers, vendent ou hypothequent leurs propres heritages & que durant ledit mariage ou communauté, il les recouurent ou rachetent, ils ne sont apres ledit rachat reputez conquests, & n'y git rembourssement.

Xainctonge Tit.8. Art.66. Autre chose est des heritages & immeubles appartenans à l'vn des conioints vendus pendant le mariage, & apres recouurez durant iceluy mariage. Car ne sont censez acquests: ains retournent en leur premiere nature.

Bretagne Tit.20. Art.438. Si le mari † du consentement de sa femme, ou le mari & la femme vendent ou autrement alienent l'heritage mouuant à cause d'elle, elle sera recompensee sur l'heritage du mari ou sur leurs cõquests faits constant leur mariage, au chois du mari ou son heritier. Et si ladite recompense est faite sur l'heritage du mari, il ou ses hoirs iouiront & auront desdits conquests à la concurrence de ladite recompense: & le surplus desdits conquests sera partie par moitié. Art.439. Et †† aura la femme recompense de l'alienation de son propre, eu esgard à l'estimation des choses vendues, du iour du contract & consentement par elle presté, & courra l'hypotheque sur les biens du mari dudit iour. Art. 440. Si le mari constant le mariage vend son heritage, & durant le mesme mariage fait acquests, il sera recompensé de son heritage aliené sur lesdits acquests, parauãt que la femme y prenne aucune chose,

Bar Tit.7 Art.83. Deniers prouenans de vente d'heritage propre à l'vn des conioints sont reputez meubles, & les acquests faits d'iceux communs entre eux: s'il n'y a traicté de mariage au contraire ou protestation expresse que les deniers seront employez en autres acquests qui seront de pareille nature que la chose vendue ou que l'autre des conioints le consente sans fraude.

Cambray Tit 2. Art.8. Quand deux conioincts par mariage vendent vn heritage patrimonial ou propre à l'vn d'iceux: & depuis le rachetent ou prennent à rente, ledit heritage retient touſiours sa premiere nature, & tient coste & ligne, dont il vient.

Sedan Tit.5. Art.106. Si deux conioints par mariage vendoient les heritages de propre & naissant de l'vn ou de l'autre, à la charge que les deniers d'icelle vendition seront remployez en acquisition d'autres heritages de pareil nature: le-

† *Ces mots, & contre eux & ce iusques à ce mot* nonobstant, *sont de nouuel adiousstez.*

Prescription ne court contre la femme durant le mariage.

Heritage acquis des deniers donnez pour employer en heritage, est propre à la femme, si le mari le declare en faisant ladite acquisition.

Heritages vẽdus constant le mariage & depuis rachetez, ne sont conquests: & ny git rembourssement.

Femme comme sera recompẽsee de son heritage vendu ou aliené constant le mariage.

† *Ces mots,* du consentement de la femme ou le mari & la fẽme conioints, *ont esté adiousstez.*

Recompense de l'alienation de l'heritage de la femme, à quelle raison sera faite.

†† *Ces Art. 439. & 440. sont de nouuel adiousstez.*

Mari sera recompensé de son propre vendu, sur les acquests.

Deniers procedans de vente d'heritage sont meubles & les acquests faits d'iceux communs, s'il n'y a traicté contraire ou protestation.

Source : BIU Cujas

dit remploy vaudra: pourueu qu'ainſi ſoit dit & eſcrit par le contract de vẽdition, ou que mention & proteſtation en ſoit faite par l'acquiſition. Art.107. Et ſi le remploy n'eſtoit fait conſtant le mariage deſdits conioints, celuy duquel l'heritage aura eſté vendu, à la charge dudit remploy, ou ſes heritiers prendront auant part, ſi bon leur ſemble, ſur la maſſe commune & plus clairs deniers de la ſucceſſion du defunct, les deniers dudit remploy: ou auront action pour la moitié contre les heritiers d'iceluy: & où ladite maſſe commune ne ſuffiroit audit remploy, ce qui en defaudra ſera reprins ſur les propres dudit mari.

Voyez cy deſſous l'Addition de ce Tit. x. nomb. vi. où il eſt parlé des alienations Sens Art. 284. Auxerre Art. 197. Normandie Art. 525. & 528.

Art. 233. *PARIS.*

Mari eſt Seigneur des actiõs mobiliaires & poſſeſſoires: & peut agir ſeul ſans ſa femme pour raiſon d'icelles.

Le mari eſt Seigneur des [e] actions mobiliaires & poſſeſſoires: poſé qu'elles procedent du coſté de la femme: & peut le mari agir ſeul & deduire leſdits droicts & actions en iugement, ſans ſadite femme.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 3. Art. 35 p. *à Paris.*

MELVN Chap. 13. Art. 214. Le † mari eſt procureur f legitime de ſa femme: tellement qu'il peut deduire en iugement, ſans le conſentement d'elle toutes actions, tant perſonnelles, poſſeſſoires, que reelles.

SENS Tit. 24. Art. 276. Le †† mari peut, ſans conſentement de ſa femme, intenter toutes actions perſonnelles & poſſeſſoires pour raiſon des heritages & Douaire de ſadite femme. Peut auſſi intenter les actions reelles concernans leſdites choſes, pour l'intereſt d'iceluy mari ſeulement: autrement ne ſera receu à ce faire, ſans le conſentement de ſadite femme.

AVXERRE Tit. 9. Art. 196. Au mari appartient la pourſuitte des actions perſonnelles & poſſeſſoires, pour raiſon des heritages propres de ſa femme.

ESTAMPES Chap. 8. Art. 97. p. *à Paris.* ſans ſadite femme. Pareillement conduire les actions reelles & petitoires appartenans à ſa femme, pour ſon intereſt: autrement non: ſi ce n'eſt du conſentement d'elle.

DOVRDAN Tit. 6. Art. 83.
MONTFORT Chap. 11. Art. 130. } p. *à Paris.*
MANTE Chap. 11. Art. 127. †

CLERMONT Tit. 15. Art. 187. p. *à Paris.* procedaſſent du coſté &c.

VALLOIS Tit. 7. Art. 96. †† p. *a Clermont.*

LAON Tit. 3. Art. 30. p. *a Sens.* heritages de ſa femme &c.

CHALONS Tit. 6. Art. 23. p. *a Sens.* ſans le &c. du propre de ſa femme, ſans que elle ſoit en qualité. Peut auſſi &c. reelles, pour raiſon deſdits heritages: pourueu toutesfois qu'elle ſoit en qualité auec ſondit mari.

REIMS Tit. 1. Art. 14. p. *a Paris.* † actions reelles, ſans le conſentement de ſa femme, & tant qu'il y a intereſt: autrement non.

S. QVENTIN Tit. 1. Art. 16. Le mari a le gouuernement & adminiſtration des heritages & rentes foncieres de ſa femme: & pour raiſon d'iceux peut ſeul & ſans le conſentement de ſa femme, ſouſtenir toutes actions perſonnelles & poſſeſſoires: & quant aux petitoires, les peut mouuoir & inſtituer du conſentement de ſa femme.

ARTOIS Tit. 2. Art. 88. Le mari ſans le ſceu de ſa femme peut eſter en iugement pour pourſuiure & defendre les actions poſſeſſoires de ſa femme, & toutes ſes actions perſonnelles ou hypothecaires: mais pour deuëment intenter les actiõs petitoires, reelles au nom de ſa femme, eſt requis qu'elle ſoit en cauſe: parce que de luy ſeul, le marc ne peut ſe faire.

† *Le 127. Art. eſt adiouſté comme ancien & omis.*

†† *Ceſt Art. 96. eſt de nouuel introduit.*

† *Le 14. Art. eſt adiouſté comme ancien & omis.*

† *Ceſt Art. 214 a eſte adiouſté comme anciẽ & de tout temps gardé & obſerué.*

†† *Ceſt Art. 276. contient la reformation de l'Art. 269. de l'ancien.*

e Par vn ancien Arreſt donné à la Touſſaints 1270. eſt decidé que le mari ſeul ſans ſa femme peut ſeul agir pour les meubles de ſa femme ſeulement. Du Moulin ſur l'ancienne Couſtume tient que le mari n'eſt point ſeigneur des actions petitoires ou reelles pour les immeubles. Toutes fois il y a quelques coutumes qui diſpoſent au contraire, Melun Art. 214. Peronne Art. 124. Sens Art. 276. Eſtãpes Art. 97. Laon Art. 30. Chal. Art. 23. Reims Art. 14. Grand Perche Art. 110. Cambray Tit. 7. Art. 5. Poictou Art. 218. Angoumois Art. 100. Mais ſuiuant l'opinion de Du Moulin ci deſſus touchee, quelques Couſtumes en decident le meſme, comme S. Quentin Art. 16. Artois Art. 68. Niuernois Chap. 23. Art. 6. La femme mariee, eſtant mineur de XXV. ans, ne peut agir & intenter action petitoire ou reelle, ſans Curateur, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt le 23. Feurier 1587. plaidant Chopin. Aucuns ont faict vne grande diſpute pour les actions reelles, qui a eſté decidé par quelques Couſtumes expreſſement ainſi qu'il ſe peut voir par ceſte Conference. La Couſtume de Paris cy deſſus en l'Art. 226. monſtre que le mari ne les peut intenter ſeul ſans le conſentement de ſa femme, & icelle de par luy auctoriſee à ceſte fin. Il ſe trouue vn ancien Arreſt donné au profit du Comte d'Artois à la Touſſaincts 1269 que quand il eſt queſtion de meubles appartenans à la femme ou des deteriorations de ſes heritages, le mari ſans la preſence de ſa femme peut agir: par ce que il eſt Maiſtre des meubles conſtant le mariage.

f Suiuant ce qui eſt traicté in l. maritus. 21. C. de negot. geſtis Bartol. in l. ſi mulier 11. C. de pactis conu. DD. in cap. conſtitutus extra de reſt. in integrum l. exigendi C. de procur. l. vlt. C. Qui legit. perſ. D'autant que les fruicts ſont au mari, & les faicts ſiens pour les charges du mariage l. pro oneribus C. de iur. dot.

Source : BIU Cujas

DVCHE de Bourg. Chap.4. Art.5. Le mari ſans procuration de ſa femme peut eſtre en iugement en demandant & en defendant és droicts poſſeſſoires de la femme, & en actions perſonnelles.

COMTE de Bourg. Chap.2. Art.34. Le mari conſtant le mariage fait les fruits ſiens des biens dotaux de la femme & de tous autres qui aduiendront à icelle, par quelque titre ou moyen que ce ſoit. Et pour la pourſuitte d'iceux en matiere poſſeſſoire, peut eſter & comparoir en iugement, ſans procuration de ſa femme.

Mari fait ſiens les fruicts des biens dotaux de ſa femme.

LA SALLE DE LILLE Tit.12. Art.4. Le mari ſeul, & ſans procuration de ſa femme, peut comme bail & mari d'icelle, pourſuiuir, conduire & defendre les actions mobiliaires perſonnelles & poſſeſſoires, procedans à cauſe de ſadite femme: & les reelles ou fonſieres, en defendant ſeulement.

NIVERNOIS Chap.23. Art.5. Conſtant le mariage le mari ſans procuration de ſa femme peut en ſon nom & au nom de ſa femme conuenir & eſtre conuenu és actions & remedes poſſeſſoires & perſonnels appartenans à & contre ſa femme. Et ſi le mari eſt negligent de pourſuir les droicts perſonnels & poſſeſſoires de ſa femme, elle les pourra pourſuiure de l'auctorité de ſon mari, & au refus de l'auctoriſer, ſera & pourra eſtre auctoriſee par Iuſtice. Art 6. Et quand aux droicts reels la femme, les peut pourſuiure de l'auctorité de ſon mari, ſans autre negligence du mari precedente, & où il ſera refuſant de l'auctoriſer, par auctorité de Iuſtice.

MONTARGIS Chap.8. Art.3. *A la fin.* Et peut ſeul ſans ſa femme pourſuir, conduire & defendre les actions perſonnelles & poſſeſſoires, qui procedẽt à cauſe de ſa femme.

ORLEANS Tit.10. Art.195. p. *à Paris.* actions poſé, &c. peut ſans elle agir & deduire les droicts d'icelle en iugement.

CHASTEAVNEVF Chap.10. Art.74. Le mari à le gouuernement & adminiſtration des heritages, & poſſeſſions de ſa femme le mariage durant, & eſt le Seigneur des biens meubles, fruicts, profits & reuenus appartenans à ſa femme, & de ſes debtes il les peut demander & pourſuiure en iugement & dehors en ſon nom ſans ſa femme, & luy en competent les actions perſonnelles & poſſeſſoires: ſans toutesfois qu'il puiſſe vendre, n'aliener les heritages & poſſeſſions de ſa femme, ſans ſon vouloir & conſentement.

CHARTRES Chap.11. Art.64. p. *à Chaſteauneuf.* & reuenues appartenans &c.

DREVX Chap.11. Art.55. p. *à Chartres.* demander en ſon nom & en iugement & dehors & luy en appartiennent les actions &c. heritages de ſa femme ſans ſon congé & conſentement.

GRAND PERCHE Ti.5. Ar.110. Le mari ſeul peut conduire les actions mobiliaires & poſſeſſoires de ſa femme: mais quant aux reelles & petitoires, ne les peut conduire ſans le conſentement de ſa femme: ſinon pour ſon intereſt.

BLOIS Chap.13. Art.180. Et auſſi luy appartient la pourſuite des actions perſonnelles & poſſeſſoires de ſa femme, & à elle appartenans durant le mariage.

POICTOV Tit.3. Art.228. Le mari ſans le conſentement de ſa femme peut eſter en iugement tant en demandant qu'en defendant, pour raiſon des choſes appartenans à ſa femme, ſoit en action perſonnelle ou hypothecaire, ou autres inſtances petitoires ou poſſeſſoires.

Mari ſans le conſentemẽt de ſa femme peut eſter en iugemẽt pour raiſon des biens à elle apartenans.

ANGOVMOIS Chap.7. Art.100. p. *a poictou.*

AVVERGNE Chap.4. Art.1. Le mari pour ſa femme n'autre coniointe perſonne n'eſt receu à comparoir en iugement ſans procuration.

LA MARCHE Chap.4. Art.27. Le †† mari pour les biens aduentifs de ſa femme, n'autre, poſé qu'il ſoit conioincte perſonne, n'eſt receu comme Procureur ſ'il n'a procuration & charge de la partie: neantmoins le mari pour les meubles, conqueſts & biens dotaux de ſa femme, peut agir & eſtre conuenu, ſans procuration de ſadite femme.

Mari n'eſt reçeu ſans procuration.

†† *Ceſt Ar. 27. eſt correctif de l'ancienne Couſtume.*

ACS Tit.4. Art.16. Le mari ne peut en iugement exercer ou pourſuiure, les actions & droicts appartenans à ſa femme de ſon chef, ſans mandement exprés de ſa femme.

SOLE Tit.8. Ar.1. Le mari eſt receu pour ſa femme à comparoir en iugement ſans procuration, ſ'il n'eſt contredit par ſa femme.

Mari eſt reçeu ſans procuratiõ ſ'il n'eſt contredit.

CAMBRAY Tit.7. Art.5. Le mari conſtant le mariage de luy & de ſa femme eſt adminiſtrateur des heritages & biens immeubles de ſa femme & peut diſpoſer des fruicts d'iceux, ſans le conſentement d'icelle, agir en ſon nom, comme mari & bail, intenter & deduire toutes actions perſonnelles, poſſeſſoires & reelles.

SEDAN Tit.4. Art.93. Et ſi peut agir & defendre pour les droicts & actions poſſeſſoires de ſa femme, ſans procuration d'elle: ce qu'il ne pourra faire au cas

Source : BIU Cujas

qu'il ſoit queſtion de la proprieté de l'heritage propre à ladite femme.

Voyez Sens Art.119. Peronne Art.24. Angoumois Art.100.

Art. 234. PARIS.

Vne femme g mariee ne ſe peut obliger ſans le conſentement de ſon mari, ſi elle n'eſt ſeparee † par effect ou marchande publique: auquel cas eſtant marchande publique, h elle ſ'oblige & †† ſon mari touchant le faict & dependances de ladite marchandiſe publique.

Art. 235. PARIS.

La † femme i n'eſt reputee marchãde publique pour debiter la marchandiſe dont ſon mari ſe meſle: mais eſt reputee marchande publique, quand elle fait marchandiſe ſeparee & autre que celle de ſon mari.

Art. 236. PARIS.

La femme k marchande publique ſe peut obliger ſans ſon mari, touchant le faict & dependance de ladite marchandiſe.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.3.Art.36. La femme mariee n'eſtant actuellement ſeparee de biens, ne ſe peut obliger, ſans le conſentement de ſon mari : mais la femme marchande publique faiſant marchandiſe ſeparee & autre que celle, dont ſon mari ſe meſle, peut ſ'obliger & ſon mari touchant le faict & dependances de ſadite negotiation & marchandiſe.

MELVN Chap.13.Art.213. Femme ne ſe peut obliger aucunement, conſtãt le mariage, ſoit au preiudice d'elle ou de ſon mari : ſinon qu'elle ſoit marchande publique: auquel cas & pour le faict de ladite marchandiſe & debte prouenant de icelle, elle peut obliger les biens meubles tant d'elle que de ſondit mari.

ESTAMPES Chap.8.Art.92. *A la fin.* Femme mariee eſtant marchãde publique ſe peut obliger pour le fait de ſa marchandiſe, & ſont les biens de ſon mari & d'elle exploictables pource qui depend du faict de ladite marchandiſe.

MONTFORT Ch.11.Art.131. Femme mariee &c. p. *à Paris.* Ar.234. mari, †† ſoit au preiudice d'elle ou de ſon mari &c. ſeparee ou marchãde publique &c. cas, elle ſe peut obliger &c.

MANTE Chap.11.Art.126. †. p. *à Montfort.*

CLERMONT Tit.15.Art.191. Vne †† femme eſtant en lieu de mariage ne ſe peut &c. p. *à Montfort.* mari ſi elle &c.

VALLOIS Tit.7.Art.98. † p. *à Clermont.*

LAON Tit.3.Art.19. Femme mariee ne ſe peut obliger ſans l'auctorité de ſon mari, †† ſoit au preiudice d'elle ou de ſon mari: Toutesfois exerçant marchandiſe publique au veu & ſceu de ſon mari, eſt reputee auctoriſee de ſon mari par le fait de ſa marchandiſe. Et valent les venditions & contracts par elle faits pour raiſon de ladite marchandiſe au preiudice de ſondit mari: lequel en peut eſtre executé en ſes biens, ſ'il n'y a eu auparauant reuocation & declaration deuëment & notoirement faite par ledit mari.

CHALONS Tit.6.Art.25. Toutesfois ſi elle exerce marchandiſe publique &c. p. *à Laon.* pour valablement contracter au fait de la marchandiſe, & en eſt ledit mari obligé pour ce regard, & en peut &c. ſinon qu'auparauant &c. reuocation par luy publiquement ou en Iuſtice faite du pouuoir & adminiſtration de ſadite femme, audit faict de marchandiſe.

Femme mariee ne ſe peut obliger ſans le conſentement de ſon mari: ſi elle n'eſt ſeparee par effet ou marchande publique.

† †† *Ces mots* par effect: *& ces mots,* ſon mari, *ont eſté adiouſtez & interpoſez en ceſt Ar. 234. qui eſtoit le 114. de l'ancien Couſtumier.*

Femme quand eſt reputee marchãde publique.

† *Ceſt Ar.235. a eſté de nouuel adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Femme eſtant marchande publique ſe peut obliger pour le fait de marchãdiſe, ſans ſon mari.

†† *Ces mots,* ſoit au preiudice d'elle ou de ſondit mari, *ſont de nouuel adiouſtez tant en ceſt Ar.131. que de Mante 126.*

†† *Ceſt Ar.191. eſt ancïẽ iuſques à ces mots,* ſi elle n'eſt ſeparee *& le ſurplus de puis ſeſdits mots iuſques à la fin, a eſté introduit pour nouuelle Couſtume.*

† *Ceſt Art.98. eſt de nouuel introduit.*

†† *Ces mots,* ſoit au preiudice d'elle ou de ſondit mari, *ont eſté adiouſtez pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

g Ceſt Art.234. prend la raiſon & fondemẽt de ce qui eſt contenu és Art.222.224. & 228. cy deſſus & des autres Couſtumes y rapportees, ceſt à ſçauoir que la femme ne peut faire aucun contract ou obligation ſans auctorité de ſon mari. Ioannes Faber ad §.1. Inſt. quod cum eo qui in aliena pot. eſt, fait mention de ces Couſtumes Ceſt Art. 234. depend des raiſons contenues és Art.223.224 & 228. de Paris, & la fragilité du ſexe ne doit eſtre au preiudice de leurs biens & facultez §.1. Inſt. Quib. alien. non licet. Vide l. 4. C. de inſt.act.l.1. §.16. & 21. D. de inſt act. Vne femme mariee ne ſe peut obliger ſans le conſentement de ſon mari, ores qu'elle ait obligation durant le proces de diuorce, qu'elle auoit contre ſon mari, comme il fut iugé le 14. Iuillet 1584. par lequel telle obligation fut declaree nulle: ſauf & reſerué au demandeur à ſe pouruoir pour les deniers qu'il pretend auoir baillez à ladite defuncte, & que il monſtrera auoir eſté conuertis à ſon profit, enſemble pour les frais, impenſes, ſalaires & vacations qu'il pretend auoir faicts és proces & affaires d'icelles: qu'il baillera par declaration & defenſes au contraire. Ceſt Arreſt eſt recité par Charõdas vii. des Reſ. 101. Par Arreſt donné aux grãs iours de Poictiers le 22. iour de Septembre 1579. donné au profit de Guyon Fournier & Marie Feau ſa femme appellans du Bailly de Touraine ou ſon Lieutenãt à Tours & maiſtre Claude Du Moulin Procureur au

h Ioannes Faber ad §.1. Inſt. Quod cum eo qui in alien. pot faict mention de ceſte Couſtume de France. Si la femme faict meſme trafic & negotiation que ſon mari, & qu'elle gouuerne la bourique, en ce cas elle oblige ſon mari, non pas elle, ne plus ne moins qu'vn facteur oblige ſon maiſtre l. vlt. D. de inſt. actione Paul. lib. 2. Sẽt. Tit. 8 Chop. l. 3. de la Couſt. d'Aniou.

dit Siege és noms & qualitez qu'il procedoit intimé, fut decidé & iugé qu'vne, ores qu'elle fut ſeparee de biens d'auec ſon mari ne ſe pouuoit neantmoins obliger par acte iudiciairement fait au payemẽt du pris d'vne adiudication faite par Decret ſans eſtre prealablement auctoriſee de ſon mari, combien que ledit mari fut preſent à ladite adiudication.

Source : BIU Cujas

i Quand la femme eſt marchande publique,& ſ'oblige pour le fait de ſa marchandiſe,elle ſ'oblige pour ſon faict, & reſpond comme nous diſons qu'en ce cas elle ne peut vſer du benefice du Velleian.l.aliquando 13.& l.ſi pro aliquo 21.D.Ad Velleianum l.2.l.ſi mater 6.C.eod.tit.Si la marchandiſe ne fait ſeulement que paſſer par ſes mains,& qu'à la verité le mari en ſoit le vray marchant: en ce cas les biens de ladite femme n'en ſeront point tenus: ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 19.iour de Iuin 1565.

k Elle oblige en ce cas ſon mari,comme elle eſt obligee par ſon mari,ainſi que dit du Moulin ce qui eſt porté par le 234. Art.de Paris Calais 36.Meſun Art 213.Eſtampes Art.92.Montfort Art.131.& pluſieurs autres Couſtumes.

S. Qventin Tit.1.Art.15. *A la fin.* Et ſi elle eſt marchande publique ou preposee par ſon mari à aucune negotiation,peut pour le faict de ladite negotiation & ce qui en depend ſeulement, contracter & ſ'obliger ſans ſondit mari, qui en eſt tenu auec elle.

Chavni Tit.1.Art.1. A *la fin.* Et ſ'il aduenoit qu'vne femme liee de mari ſe entremit d'eſtre marchande publique,au veu & ſceu de ſon mari:en ce cas,elle eſt reputee auctoriſee de ſon mari,& vallent les achats & vendition de meubles par elle faits,ſ'il n'y a reuocation & declaration depuis & incontinent apres faite par le mari publiquement & en iugement.

Ponthievt Tit.2.Art.48 Durant le mariage de deux conioints,ils ſe peuuent obliger l'vn pour l'autre:pourueu que la femme le face ſans eſtre contrainćte & par l'auctorité de ſon mari:& ſi elle faiſoit par contrainte ou ſans l'auctorité de ſon mari,l'obligation de ladite femme ſeroit de nulle valeur.

Obligation de la femme quand eſt bonne & valable, ou non.

Peronne Tit.5.Art.122.p.*a Montfort.* ſans l'auctorité de ſon mari &c.ſinon qu'elle ſoit marchande publique &c.oblige ſon mari pour le faict de la marchandiſe.

Artois Tit.2.Art.86. La femme ſans le gré,auctorité & conſentement de ſon mari,ne peut contracter ne diſpoſer de ſes biens, par Teſtament n'autrement n'eſtoit qu'elle fut marchande publique:auquel cas pour le faict de ſa marchandiſe ſeulement,elle peut contracter: & au ſurplus ne peut diſpoſer de ſes biens par Teſtament n'autrement,ſans l'auctorité de ſon mari.

Lille Tit.5.Art.60.Vne femme liee de mari tenant bouticle au veu & ſceu de ſon mari,eſt tenue & pourſuiuable ſans l'auctorité de ſon mari,de ce qu'elle auroit à cauſe de ladite bouticle faict & contracté:mais ne peut pource agir ſans ladite auctorité,n'eſtoit qu'elle ſoit paſſee marchande publique.

Cambray Tit.7.Art.2. Femme conſtant ſon mariage tenant l'vſine ou boutique de ſon mari,achetant & vendant publiquement,peut contracter & marchander:& tels contracts concernans ſa marchandiſe obligent elle & ſon mari: autrement vne femme mariee ne peut contracter, ſans le ſceu, conſentement & auctorité de ſon mari.

Vallanciennes Tit.6.Art.83.Vne femme marchandant publiquement peut vendre & acheter ſans la preſence de ſon mari, & peut telle femme pourſuiuir & pourchaſſer les debtes procedãs de ladite marchãdiſe, & le mari eſt tenu d'entretenir les contrats par elle faits & vaillẽt les acquits & paiemẽs faits à ladite femme.

Nivernois Ch.29.Art.2.Les mari & pere de famille ſont tenus des contracts faits par leurs femmes,enfans de famille & facteurs propoſez par eux à leur marchandiſe publique,pour le faict de ladite marchandiſe.

S.Pol en Artois Tit.1 Art.11.p.*à Artois.* mari,peut par Teſtament diſpoſer des biens meubles,debtes & acqueſtes,qui pourroient appartenir à ſon heritier apres ſon treſpas,ſans ladite donation & diſpoſition teſtamentaire:de ce toutesfois dont elle pourroit teſter.

Montargis Ch.8.Art.5. Femme qui eſt marchande publique eſt receuable à intenter toute action touchant ſa marchandiſe,& auſſi en peut eſtre conuenue.

Orleans Tit.10.Art.196. Femme mariee &c.p.*à Paris.* Art.234.& eſtant marchande publique,elle &c.Art.197.† p.*à Paris.* Art.295.

† *Ceſt Ar.197 a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Blois Ch.13.Art.181. Les biens de deux conioints par mariage ne peuuent eſtre prins par execution pour les debtes, promeſſes & obligations de la femme creez durant & conſtant leurdit mariage:ſinon que la femme ſoit marchande publique,& qu'il ſoit queſtion de la marchandiſe de ladite femme.

Berri Ti.1.Ar.7.Fẽmes mariees exerçans marchãdiſe publiquemẽt, pour raiſon d'icelle,peuuẽt agir &eſtre cõuenues ſans l'auctorité de leurs maris. Ar.8.Toutesfois ſ'il y a iugemẽt dõné cõtre la fẽme,ne pourra eſtre executé cõtre le mari cõſtãt le mariage,ſi n'eſt qu'elle euſt exercé ledit fait de marchãdiſe au veu & ſceu de ſon mari & ſous ſon adueu & cõſentemẽt expres ou taiſible:auquel cas ſera executoire cõtre le mari pour le tout,tout ainſi que ſ'il eſtoit dõné l cõtre luy.Ar.10.Et ſi

l C'eſt à ſçauoir apres declaration faite par Iuge competent, que le iugement ſera executoire contre le mari cõme cõtre la femme.

Source : BIU Cujas

Pere ou mari comme eſt tenu des contracts & obligations de ſon fils ou femme exerçant marchandiſe publiquement.

Fils de famille & femmes mariees exerçans marchandiſe publique, peuuent eſter en iugemẽt, ſans &c.

Femme mariee marchande publique peut eſter en iugemẽt ſans l'auctorité de ſon mari.

Femme ne ſe peut obliger pour le faict de ſon mari &c. ny renoncer aux obligations & hypotheques.

Femme eſtant marchande publique ne peut agir ſans l'auctorité de ſon mari mais peut bien eſtre conuenue.

Femme peut laiſſer ſa part des acqueſts à autre qu'à ſon mari.

Mari n'eſt tenu des contracts de ſa femme, quand ils ſont faits ſãs ſon auctorité.

†† *Ceſt Art. 447. reforme en partie le 424. ancien iuſques à ces mots, Et ſi le mari &c. anciẽ. Et le ſurplus à eſte employé en l'Art. 448.*

leſdits enfans de famille ou femmes exercent l'eſtat & faict de marchandiſe ſous m l'adueu du pere ou du mari, ſeront auſſi tenus leſdits pere & mari, des debtes paſſiues faictes par leſdits fils de famille ou femme, pour cauſe ou occaſion du fait de marchandiſe: & pourront eſtre conuenus leſdits pere & mari pour raiſon deſdites debtes paſſiues: tout ainſi & en la forme & maniere, que ſi elles auoient eſté par eux meſmes contractees.

BOVRBONNOIS Chap. 15. Art 168. Fils de famille & femme mariee exerçans marchandiſe publique, ſont & peuuent eſter en iugement tant en demãdant qu'en defendant, pour raiſon des choſes concernans le faict de marchandiſe, ſans auctorité de leur pere & mari: & des debtes par eux faites les maris en ſont tenus, & le pere pour leſdits enfans, ſ'ils demeurent & exercent ladite marchandiſe en la maiſon du mari ou pere, ou ailleurs ſans & au nom dudit pere ou mari.

AVVERGNE Chap. 1. Art. 9. Femme mariee exerçant marchandiſe publique, peut eſter en iugement tant en demandant, qu'en defendant, ſans auctorité de ſon mari. Chap. 18. Art. 1. Femme conſtant le mariage ne ſe peut obliger pour le faict de ſon mari, ne de celuy ou ceux, à qui ſon mari puiſſe ſucceder: n'auſſi renoncer aux obligations & hypotheques à elle appartenans. Art. 2. Et ne peuuent tels contracts par elle conſentis, eſtre validez par ſerment, ſi ce n'eſt és cas cy deſſus ſpecifiez, au Titre des Dots & mariage, à elle permis. n

LA MARCHE Chap. 1. Art. 10. p. *a Auuergne.* mari, quant au faict de ſa marchandiſe. Chap. 14. Art 97. p. *a Auuergne.* Chap. 18. Art. 1. & 2. ſucceder ſi non és cas contenus au Chapitre o des Donations, Dots & Mariages.

POICTOV Tit. 3. Art. 227. Femme exerçant marchandiſe publique au veu & ſceu de ſon mari, ſe peut valablement obliger pour le faict de la marchandiſe ſans l'auctorité de ſon mari: lequel en eſt tenu: & peut pour ledit fait en eſtre conuenue, ſans l'auctorité d'iceluy: mais ne peut agir ſans luy.

ANGOVMOIS Chap. 7. Art. 99. Si vne femme vſe d'aucune marchandiſe publiquement & notoiremẽt, elle ne peut demander ſans l'auctorité de ſon mari, combien qu'elle ait contracté au cas deſſuſdit ſans l'auctorité de ſon mari: mais elle en peut bien eſtre conuenue ſans l'auctorité de ſon mari.

BAYONNE Tit. 9. Art. 38. Si la femme ſans le conſentement expres & auctorité de ſon mari, ſ'oblige hors le faict de marchandiſe ſi elle eſt marchande, & autrement que par l'entretenement des biens & heritages, & nourriture du meſnage, tel debte n'eſt payé des acqueſts communs n'autrement durant le mariage. Art. 39. Toutesfois apres le decez de l'vn deſdits conioints eſt payé ſur les biens de la femme, nonobſtant le droict ſucceſſif des prochains lignagers, & quelcõque donation ou aſſignation faicte par ladite femme, depuis le debte par elle faite. Art. 40. Mais ſi ledit debt eſtoit fait par ladite femme marchande pour raiſon du faict de ſa marchandiſe ou pour l'entretenement des biens ou nourriture de meſnage, eſt payé comme deſſus.

LA BOVRT Tit. 9. Art. 9. Vente, engagement, donation ou quictance que femme fait à aucun, elle eſtant mariee, ne vaut au preiudice du mari, ſi n'eſt qu'elle fut marchande & en ſa marchandiſe ſeulement, ou ce fut pour leurs heritages, ou pour la nourriture des enfans. Art. 10. Si la femme n'eſtant marchande faict debte & obligation qui ne ſoit au profit du mari ou pour ladite nourriture, le creancier a ſon action apres le decez du mari, ſur les biens appartenans à la femme ſoit decedee auant ou apres le decez du mari. Art. 11. Si n'eſt que la femme, où il y a acqueſt, euſt teſtamenté de ſa partie, & l'euſt laiſſee à autre, qu'à ſon mari: auquel cas celuy, à qui la femme a laiſſé ſa portion d'acqueſts peut eſtre conuenu par le creancier, poſé que le mari ſoit en vie.

SOLE Tit. 7. Art. 12. Femme mariee exerçant marchandiſe publique peut eſtre en iugement, &c. p. *à l'Art. 9. d'Auuergne.* Tit. 24. Art. 8. 9. & 10. p. *à la Bourt.* 9. 10. & 11. biens acquis &c.

BRETAGNE Tit. 20. Art. 447. L'homme †† n'eſt tenu n'obligé des contracts que ſa femme face depuis le iour qu'elle eſt eſpouſee ny ne peut la femme depuis qu'elle eſt fiancee faire contract, par lequel elle puiſſe obliger la communauté du futur mariage, ſi ladite obligation n'eſtoit faite du conſentement dudit fiancé. Et neantmoins où elle ſeroit obligee, ſans ledit conſentement, les propres d'elle demeureront chargez ſelon la forme de l'obligation. Et quant aux obligations mobiliaires paſſees auparauant les fiançailles, entreront en la cõmunité apres l'an & iour du mariage. Art. 448. A femme marchande compete action de denrees & marchandiſes qu'elle a baillees ou achetees ſans ſon mari & ſans ſon auctorité. Et ſi le † mari la ſouffroit marchander, le contract qu'elle feroit de la

m Expres ou Taiſible Supra Art. 8.

n Il faut entendre les cas particuliers contenus en l'Ar. 7. du Ch. 14. mis cy deſſous en l'Addition de ce Tit.

o Art. 302. & 303. de la meſme Couſtume.

Source : BIU Cujas

Obligations mobiliaires passees auant les fiançailles entrent en la Communauté apres an & iour.

† *Ces mots,* Et si le mari, *&c. sont pris de l'Art. 424. ancien.*

negotiation & entremise de ladite marchandise seroit bon & valable : & en doit son mari respondre: & seroit la debte executee sur les biens communs du mariage.

SEDAN Tit. 4. Art. 95. Semblablement la femme mariee &c. p. *à Paris.* Art. 234. separee quant aux biens par auctorité de Iustice ou marchande publique accoustumee de marchander au veu & sceu de son mari: auquel cas elle peut contracter & soy obliger pour le faict de la marchandise & ce qui en depend.

Voyez cy dessus Dourdan Art. 80. Mante Art. 125. Senlis Art. 270. Clermont Art. 183. Reims Art. 13. Cambray Tit. 7. Art. 1. Sedan Art. 96. Xainctonge Art. 74. Melun Art. 215. Estampes Ar. 93. Peronne Art. 123. Bar Art. 70. la Marche Art. 298. & autres mises cy dessus en Conference sur le 224. Art. de Paris.

Art. 237. PARIS.

Il est p loisible à toute femme noble ou †† non noble de renoncer, si bon luy semble, apres le trespas de son mari, à la cõmunauté des biens d'entre elle & son mari, la chose estant entiere: & en ce faisant demourer quitte des debtes mobiliaires deuës par sondit mari au iour de son trespas, en faisant faire bon & loyal inuentaire. ¶

Femme noble ou nõ noble peut renoncer à la cõmunauté, apres le decez de son mari, la chose estant entiere: en faisant loyal inuentaire.

†† *Ces mots,* ou non noble, *ont esté adioustez à ceste Art. 237. qui estoit le 115. du vieil Coustumier, & à la fin d'iceluy en faisant faire &c. le tout pour l'aduenir & sãs preiudice du passé.*

Renonciation se doit faire en iugement dans xl. iours du decez du mari: sans apeller l'heritier ou parens.

Femme quand est priuee du benefice de la renonciation.

† *Ceste Art. 53 corrige l'ancienne Coustume: par laquelle la femme estoit tenue aux debtes deuës par son mari, encores qu'elle renonçast à la cõmunauté.*

†† *Ces mots,* ou roturiere, *ont esté de nouuel adioustez pour auoir lieu à l'aduenir: comme aussi les mots* dedãs xl. iours,

p La femme soit noble ou roturiere, ne doit estre tenue des faits & promesses de son mari, où elle n'a parlé outre sa part & portion de la communauté. Et la femme renonçant à la communauté n'est point tenue des debtes mobiliaires de son mari, si elle n'est obligee solidairement auec son defunct mari, ou que les deniers soient tournez à son profit, c'est à sçauoir si elle estoit personnellement & speciallement obligee, cõme porte la Coustume de Calais Art. 37. son recours reserué contre les heritiers du mari, pour le faict duquel elle se seroit obligee. Par ceste Art. 237. deux choses sont requises pour exempter la femme mariee estant vefue de payer les debtes de la communauté: & doiuent estre concurrentes. La premiere que la chose soit entiere c'est à dire qu'elle ne soit immiscee és biẽs de la communauté, prins n'apprehendé aucune caché, recellé ou larité aucune chose Vall. Art. 97. Tours Art. 290. La seconde qu'elle ait faict bon & loyal inuentaire. La vraye forme de l'inuẽtaire se peut prẽdre de ce qui est traicté in l. si quis intra prouinciam 7. C de bonis proscri. Et l. vlt. C. de iure deliber cõme est tenu l'heritier sous benefice de inuentaire ainsi qu'il sera monstré au Tit. xv. cy dessous.

q Il est loisible à la femme noble ou roturiere renonçant à la communauté, prendre & emporter hors les biens communs tous les habillemens de son corps & de ses enfans, sans en rien precompter ou rapporter à la communauté. Par ceste Art. 237. & Art. 238. Et ne peut la femme renonçant emporter aucuns meubles, ains luy est defendu par ceste Coustume. Par l'ancienne Coustume elle pouuoit emporter les meubles qui estoient en sa maison, & ceux qui luy estoient venus de la succession de ses parens, ou de ceux de son mari, ou de leur communauté, ou qui luy auoient esté donnez par son mari, ou par autres, ou qui luy appartenoient de son propre, ou qui luy estoient venus par

q Par Arreſt donné en Audience le 27. Feurier 1581. ſur vn appel du Seneſchal d'Aniou : par lequel vne vefue fut deboutee de l'effect de la renonciation par elle faicte à la Communauté par faute d'inuentaire faite des biens de la Communauté, ainſi qu'il eſt recité par Chopin liure 3 des Couſtumes d'Aniou. Et ſe doit tel inuentaire faire par vn Notaire ou bien par le Iuge. Toutesfois par l'Edict de Blois Art. 164. on n'eſt point contraint d'appeller le Iuge, & demoure cela au chois & election des parties.

r Cecy depend de l'antiquité des Romains, qui ſouloient donner aux femmes les clefs de la maiſon pour marque du commandement qu'elles auoient en la maiſon, & conſequemment quand ils faiſoient diuorce auec leurs femmes, ils leur oſtoient les clefs. Cic. Philip. 2. Frugi factus eſt Numam illam ſuam ſuas res ſibi habere iuſſit ex xii. tab. claues ademit, foras exegit. Monſtrelet au premier volume Ch. 134. Bonne, vefue de Valeran Comte de S. Paul renonçant aux debtes & biens de ſon mary, a mis ſur la repreſentation de ſondit Seigneur & mary, ſa courroye & ſa bourſe, en demandant de ce aux Tabellions publiques vn ou pluſieurs inſtrumens, & le meſme autheur Ch. 17. du meſme liure, Marguerite vefue de Philippes Duc de Bourgongne, renonçant à la Communauté, pour la doute qu'elle ne trouuaſt trop grãdes debtes : en mettant ſur la Repreſentation du defunct ſa ceinture, ſa bourſe & ſes clefs, comme il eſt de couſtume. Ce qui eſt porté par la Couſtume de Laon Art. 26. & de Chalons Art. 30. & Froiſſart Volume 4 Chap. 89. en dit autant de Marie de Namur vefue de Guy de Chaſtillon Comte de Blois : que ſon mary mourut ſi endebté, qu'il luy conuint renõcer à tous meubles, & n'oſa accepter le Teſtament, & retourna à ſon Douaire de la terre de Chimay & de Beaumont, & les heritages allerent où ils deuoient aller. Au liure 11. du grand Couſtumier Tit. de Garde & Bail, la raiſon de ce priuilege concernant la renonciation concedee aux femmes vefues, eſt attribuee aux guerres & longs voyages d'outremer, que font les hommes nobles. Et ont d'vſage, ſi comme le corps eſt en terre mis de getter leurs bourſes ſur la foſſe, & de ne retourner à l'hoſtel, où les meubles ſont : mais vont geſir autrepart : & ne doiuent emporter que leur commun habit, ſans autre choſe, & parmy ſe elles & leurs heritiers ſont quittes à touſiours des debtes : mais ſe fraude y a tant ſoit petite, la renonciation ne vaut rien. Par Arreſt donné à la Pentecoſte pour Dame Philippes vefue de feu Bouchard de Mont morancy Cheualier 1284. La Couſtume de France que femme noble renonçant à la Communauté de feu ſon mary, & ou Bail de ſes enfans demoure quitte des debtes eſt confirmee, & par autre du 7. Mars 1307. portant Commiſſion au profit de Ieanne de Meligny. La Couſtume de France eſt narree que les femmes nobles ſuruiuans leurs maris, ont option de retenir tous les meubles en payant tous les debtes, ou en renonçant aux meubles le iour des obſeques deſſus la foſſe en la preſence des amis eſtans au Seruice, & ce faiſant demourer quitte des debtes.

---

† *Les Art. 192. & 193. ſont de nouuel introduits.*

Avxerre Tit. 9. Art. 192. La † femme peut dedans xl. iours apres le treſpas de ſon mary venu à ſa cognoiſſance, renoncer à la Communauté, qu'elle auoit auec ſon mary, & en ce faiſant demourera quitte des debtes par luy creés, eſquelles elle n'a preſté conſentement expres : ſinon toutesfois qu'elle euſt fait acte approbatif de ladite Communauté : & de ſemblable renonciation pourra vſer ſ l'heritier de ladite femme. Art. 193. Et doit ladite femme en perſonne, ou par Procureur deuëment fondé, faire icelle renõciation en iugement, pardeuant le Iuge du domicile, ſi elle y eſt : ſinon pardeuant le Iuge ordinaire du lieu, ou elle ſera, dans vn mois apres, doit eſtre rapporté l'acte de renonciation pardeuant le Iuge du domicile de ladite femme, l'heritier du defunct appellé, ſ'il eſt en la Prouince.

ſ Ceſte clauſe a eſté ſouuent vuidee par Arreſt, meſmes le xvi. iour de Feurier 1587. en audience, par lequel il ſe cognoiſt que non ſeulement la vefue a ce priuilege de renoncer à la communauté, mais auſſi les heritiers de la femme decedee. D'autant que tels priuileges paſſent aux heritiers l non ſolũ D. de reſt. in integ. l. heredes C. ad Velleianum. Autre Arreſt donné vn peu de tẽps auparauãt le 29. Mars 1582. par lequel vne mere comme heritiere de ſa fille fut receue à renoncer à la Communauté, qui ne s'eſtoit obligee en ſon nom : & par conſequent fut iugé que tel benefice eſtoit tranſmiſſible aux heritiers de la femme.

Estampes Chap. 8. Art. 96. *A la fin.* Peut neant-moins ladite femme tant noble que roturiere, &c. p. *à Paris.* demeure quitte, &c. *iuſques à ce mot*, treſpas, *inclus.*

†† *Ceſt Art. 84. aura lieu pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

Dovrdan Tit. 6. Art. 84. †† p. *à Paris.* noble ou roturiere, &c. demeure quitte, &c. treſpas en faiſant ladite renonciation & declaration en iugement par la femme Noble † dedans trois mois, & par la roturiere dedans xl. iours apres le decés du mary, & qu'elle en aura eſté aduertie.

† *Ceſt Art. 84. eſt nouuel pour le temps introduit par iceluy de renoncer à la Communauté par la Noble ou la roturiere.*

Mont-fort Chap. 11. Art. 132. Femme Noble ou roturiere peut, &c. p. *à Eſtampes.* demourera.

Mante Chap. 11. Art. 130. Femme Noble ou roturiere peut, ſi bon luy ſemble, apres le treſpas de ſon mary, & qu'elle aura eu cognoiſſance qu'il ſoit mort, ſ'il eſt mort hors le pays, dedans trois mois, & la roturiere †† dedans xl. iours renoncer, &c. p. *à Mont-fort.* treſpas. Et doit telle renonciation eſtre faite en iugement par la femme ou Procureur ſpecialement fondé, & ne doit la femme receler ny emporter aucuns meubles de la Communauté par elle ou autres de par elle, parauant le decés ne depuis : ſur peine de priuation du benefice de renonciation.

† *Les gens du tiers Eſtat ont dit que par l'ancienne Couſtume il n'eſtoit permis à la fẽme roturiere de faire renonciation de biens, qu'elle ne portaſt les clefs ſur la foſſe de ſon mary : requerant que telle rigueur & inci-*

Senlis Tit. 7. Art. 147. Vn homme Noble allé de vie à treſpas, ſa femme ſuruiuant peut renoncer aux meubles & acqueſts par eux faits durant & conſtant leur mariage incontinent : c'eſt à ſçauoir dedans trois mois du iour du treſpas, & en ce faiſant elle demourera quitte des debtes perſonnelles, que deuoit ſon feu mary, auparauant le mariage, & que tel treſpaſſé auoit fait durant & conſtant leur mariage, eſquelles elle ne ſe ſeroit point obligee.

Clermont Tit. 15. Art. 188. Il eſt loiſible à vne Noble femme attraite de noble lignee & viuant noblement, de renoncer ſi bon luy ſemble, apres le treſpas, &c. p. *à Paris. iuſques à ce mot*, treſpaſſé, *inclus.*

Vallois Tit. 7. Art. 97. Entre † gens Nobles, la femme ſuruiuant, peut renoncer aux meubles & conqueſts immeubles à elle appartenans par le

nilité fut ostee. Ce qu'auons ordonné en reformant l'incommodité de l'ancienne Coustume, comme il est contenu en ce 130. Article.

† *Cest Art. 97. est de nouuel introduit.*

treſpas de ſon mary, la choſe entiere & auant que ſimmiſcer: en quoy faiſant ne ſera tenue des debtes, & auſſi ne pourra accepter par vſufruict n'autrement aucun droict ſur l'autre moitié deſdits meubles & conqueſts.

TROYES Tit.2. Art.12. Femme * noble ou roturiere vefue de Noble peut dedans xl.iours apres le treſpas de ſon mary, renoncer en Iuſtice, aux meubles & debtes demourez apres le treſpas de ſon mary: & en ce faiſant demeure quitte & deſchargee des debtes paſſiues de ſon mary & d'elle, ſi ce n'eſt qu'elle ſoit expreſſement * obligee. Car au cas deſſuſdit, la femme eſt tenue deſdites debtes, ſuppoſé qu'elle ait renoncé aux meubles de ſon mary.

CHAVMONT Tit.1. Art.7. Femme †† Noble ou roturiere peut incontinent apres l'enterrement de ſon mary, renoncer aux meubles & debtes de ſon mary, en mettant en ſigne de la renonciation ſa ceinture, clefs ou autre choſe ſur la foſſe du treſpaſſé: ou en declarant ladite renonciation * en preſence de Iuſtice: & en ce faiſant n'eſt tenue de payer les debtes de ſon mary, ne partie d'icelles: pourueu toutesfois qu'elle ne ſe ſoit expreſſement obligee comme ſon mary, & auſſi ne ſoit marchande publique, & que la debte fut procedant à cauſe de ladite marchandiſe publique. Car és cas, &c. p. *a Troyes.* és meubles, &c.

VITRY Tit.5. Art. 91. Femme †† Noble ou roturiere renonçant aux meubles & conqueſts immeubles demourez apres le treſpas de ſon mary, n'eſt tenue payer les debtes conſtituees ne procedant de ſon mary: toutesfois ſi elle eſt roturiere, ne pourra renoncer aux meubles pour eſtre quitte des debtes, ſi le iour du treſpas de ſon mary, elle ne met les clefs ſur la foſſe de ſon mary, & neantmoins ne perd pour ce ſon Douaire. Art.92. Femme ſoit Noble ou roturiere peut renoncer aux meubles de ſon mary, prendre & accepter la moitié des conqueſts de ſon mary: & en ce cas, elle n'eſt tenue payer aucunes debtes, obſeques & funerailles: ſinon pour ſa part des acqueſts par ſon feu mary & elle faicts, ſ'aucune choſe en eſt deuë, pour telle part & portion qu'elle emporte deſdits acqueſts, & emporte ſon Douaire, comme deſſus.

LAON Tit.3. Art.26. Femme † Noble ou roturiere, peut, ſi bon luy ſemble, renoncer à la Communauté, ſi elle cognoiſt qu'elle luy ſoit onereuſe: à ſçauoir la Noble dedans trois mois, & la roturiere dedans ſix ſepmaines apres le treſpas de ſon mary, & ſans qu'elle ſoit tenüe de ietter la clef ſur la foſſe & faire autre ſolennité: fors qu'elle eſt tenue en faire declaration en Iuſtice, en perſonne ou par Procureur ſpecialement fondé. Et où elle decederoit dedans le temps de trois mois ou ſix ſepmaines, ſon heritier fera pareille renonciation dedans le temps qui reſte des trois mois ou ſix ſepmaines. Si toutesfois il trouuoit qu'elle euſt prins, recellé & latité aucuns biens de la Communauté, durant la maladie de ſon mary ou depuis ſon treſpas, elle doit eſtre priuee du benefice de renonciation. Art.27. Ladite femme renonçant à la Communauté doit emporter neantmoins tous les heritages qui ſont de ſon naiſſant, ou qu'elle auoit d'acqueſt au iour de ſon mariage auec les habillemens ſeulement, qu'elle portoit communement és iours de Dimanches & Feſtes communes. Et eſt, en ce faiſant, quitte des debtes, dont elle pourroit eſtre tenue à cauſe de la Communauté.

CHALONS Tit.16. Art.30. p. *a Laon.* Art.26. Communauté d'entre elle & ſon feu mary, la Noble, &c fondé. Et ne doit en ce faiſant ſoy immiſcer és biens de ladite Communauté, ne rien emporter d'iceux: fors les habillemens ſeulemẽt qu'elle auoit de couſtume de porter és iours de Dimanches & Feſtes communes: & eſt quitte en ce faiſant, des debtes. p. *a Laon.* Art. 27. pouuoit eſtre, &c. communauté, & où elle decederoit, &c. p. *audit* Art. Art. 26. ſepmaines reſpectiuement, peut ſon heritier faire pareille declaration d. &c. Art. 31 p. *a la fin dudit Art.26.* Et où ſe trouueroit que ladite femme auroit, &c. tranſporté & recelé, &c. treſpas doit, &c.

REIMS Tit.9. Art.240. Neant-moins apres le decés du mary eſt au chois & option de ladite femme ſuruiuant ſon mary de partir contre l'heritier de ſon mary, ou de ſe tenir à ſes Douaire & Apport de ſon mary. Art.241. Et ſe doit faire ladite option par ladite femme, xl.iours apres qu'elle aura eſté ſommee de ce faire par les heritiers de feu ſon mary: autrement & ledit temps paſſé, elle ne ſera plus receuë à choiſir & opter, de partir contre eux, ſi bon ne leur ſemble: ains ſeulement prendra leſdits Douaire & Apport. Art. 270. La femme perd

* *Voyez ce qui a eſté dict ſur l'Art.11. cy deſſous.*

* Aliàs, obligee, ou qu'elle ſoit marchande publique. *Car, &c. P. V.*

†† *Ceſt Art.7 eſt introduit de nouuel au lieu de l'ancien.*

* Aliàs, à *Iuſtice.*

†† *Ces Art. 91. & 92. ſon de nouuel introduits.*

† *Les Art.26 & 27. ont eſté accordez en la maniere qu'ils ſont: & l'ancienne ſolennité de ietter les clefs ſur la foſſe, dõt l'on ſouloit vſer par le paſſé, a eſte par l'aduis deſdits Eſtats abrogee, comme barbare & deſraiſonnable.*

Femme nonobſtant la renonciation emporte ſes heritages propres, & acqueſts qu'elle auoit auparauãt le mariage.

Femme vefue a option dans 40. iours, de partir contre l'heritier de ſon mary, ou ſe tenir à ſon Douaire &c.

Femme cõme perd ſon chois & election.

Source : BIU Cujas

son chois & option, quand apres le treſpas de ſon mary, elle ſ'immiſce és biens demourez du decés de ſon mary, de ſon auctorité, ſans permiſſion de Iuſtice ou conſentement de l'heritier, en adminiſtrant iceux biens: ou quand apres le treſpas de ſon mary, ſans auoir fait declaration de ſon chois, elle demeure en vn meſme hoſtel auec les heritiers de ſon mary par an & iour, viuant en commun: & en chacun deſdits cas eſt cenſee & reputee auoir prins & eſleu le chois de partir contre les heritiers dudit mary. Art 271. Si la femme apres qu'elle eſt ſommee de declarer ſon chois, laiſſe paſſer & expirer le terme de xl. iours qu'elle a pour ce faire, a ſeulement ſes Douaire & Apport, ſ'il plaiſt à l'heritier. Art. 274. Pert auſſi ladite femme ſon chois, ſi durant la maladie de ſon mary, de laquelle il ſeroit decedé, ou apres le treſpas d'iceluy, elle auroit tranſporté ou deſtourné aucuns des biens dudit mary, & iceux denié & recelé, eſtant ſur ce interrogee par Iuſtice, & en euſt eſté conuaincue. Auquel cas eſt a l'heritier du mary, luy bailler tel chois qu'il luy plaiſt.

Renonciation ſera faicte dans xl. iours, en preſence de l'heritier, ſ'il eſt cogneu, ſinon du Procureur fiſcal.

S. Qventin Tit 1. Art. 2. Toutesfois la femme dedans xl. iours, apres qu'elle a eſté aduertie du decés de ſon mary, peut quitter & renoncer en Iuſtice à la Communauté des biens: enquoy faiſant & appellant à ce faire les heritiers, dont elle aura cognoiſſance, ou en faute d'eux, le Procureur Fiſcal du lieu, demeure quitte des debtes faites par ſon mary durant leur mariage, & qu'il deuoit auparauant: pourueu qu'elle n'ait aucune choſe prinſe, t cachee ne recelee deſdits biens communs, & qu'elle ait faict ladicte renonciation dans ledict temps.

t Par Arreſt donné en la v. Chambre des Enqueſtes le 14. iour de May 1580. ſur vn appel de Montargis, a eſté iugé entre Ieanle Roye & Mathurine Paris ſa femme appellans, & Iean Robeau & ſes cõſorts intimez: par lequel les heritiers du mary furent receus à pourſuiure la vefue à ce qu'elle fut priuee du droict de communauté, pour les choſes par elle prinſes & cachees du iour que telles choſes ſont venues à leur notice Vide l. ſi ſeruum 71. §. prætor. D. de adq vel om. her. Ioan. Gall. q. 131.

Amiens Tit. 5. Art. 99. Apres le treſpas du mary, la femme a le chois & option de prendre la moitié de la Communauté: & en ce faiſant eſt chargee de payer la moitié des debtes de ſondit feu mary, ou de renoncer à icelle Communauté: †† laquelle eſt tenue declarer dedans xl. iours, & par ce moyen demeure quitte des debtes creees & conſtituees par ſon feu mary, deuës au iour de ſon treſpas, autres, &c. p. *a Calais.* Art. 37. eſquelles ſpecialement elle, &c. † à elle reſerué, &c. *iuſques a ce mot*, mary, *inclus.* Art. 101. Auſſi peut ladite vefue, nonobſtant la renonciation, prendre & emporter vne robbe & l'vn de tous ſes habillemens ſeruans à ſon vſage, non le meilleur ne le pire, mais le moyen, quand il y en y a pluſieurs: & s'il n'y en auoit de chacune ſorte qu'vn, elle l'aura & prẽdra franchement & ſans aucune charge.

†† *Ces mots*, Ce qu'elle eſt tenue declarer dedans quarante iours, *ont eſté adiouſtez*: *leſquels ſont prins du* 88. *Article des Couſtumes locales de Monſtreul.*

† *Ces mots*, ſon recours à elle, reſerué contre les heritiers du mary *ont eſte de nouuel adiouſtez.*

Monstrevl Art. 44. Femme vefue a option & election de prendre moitié és biens meubles, debtes, catheux & acqueſts communs d'entre elle & ſon mary: en quoy faiſant eſt tenue de payer moitié de toutes les debtes perſonnelles communes entre elle & ſondit mary au iour de ſon treſpas, ou de renoncer à la Communauté dedans xl. iours: en quoy faiſant elle n'eſt tenue aux debtes perſonnelles: & neant-moins peut prendre ſes meilleurs habits & aornemens ſeruans à ſon corps, & de chacune eſpece vn.

Femme nonobſtant la renõciation n'eſt priuee de ſon Douaire Couſtumier.

S. Pavl Tit. 6. Art. 45. Vne femme peut, ſi bon luy ſemble, apres le treſpas de ſon mary renoncer aux meubles, debtes & acqueſts qui eſtoient communs entre eux: & en ce faiſant demeure quitte des debtes deuës par ſon mary & elle au iour de ſon treſpas: mais nonobſtant la renonciation, elle n'eſt pas priuee de demander ſon Douaire Couſtumier. Et ſi elle apprehende la moitié des biens meubles, debtes & acqueſtes ou portion d'iceux, elle ſeroit tenue payer la moitié des debtes. Et neant-moins nonobſtant ladite renonciation, ſi telle vefue eſtoit obligee auec ſon mary, chacun pour le tout, celuy ou ceux enuers leſquels elle ſeroit obligee, la peuuent faire contraindre par prinſe de ſes biens & heritages, à faire payement de ladite rente ou debte, ſelon ce qu'elle y ſeroit obligee.

Chavny Tit. 4. Art. 16. La vefue d'vn Noble a le chois & option d'apprehender & faire ſiens les meubles & debtes, à la charge deſſuſdite, ou de y renoncer, ſi bon luy ſemble, en prenant ſeulement la moitié des meubles, à la charge de la moitié deſdites debtes. Tit. 24. Art. 132. Quand homme Noble decede, il loiſt à ſa femme ſuruiuant, apres le treſpas de ſon mary declarer, choiſir & tenir les meubles & debtes par la Couſtume des Nobles, par la maniere, comme cy deſſus a eſté touché. Et eſt requis qu'elle face declaration de tenir ou renoncer dedans xl. iours apres ledit treſpas: & neant-moins peut tenir auec ce icelle femme & auoir ſon Douaire Couſtumier ou prefix. Art. 133. Si la vefue d'homme Noble ne veut tenir, mais renonce à la Couſtume des Nobles, doit auoir ſon Douaire prefix ou Couſtumier à ſon chois, & auec ce doit rapporter & auoir la moitié des heritages & acqueſts conſtant leur mariage: enſemble la moitié de

Source : BIU Cujas

tous les meubles & debtes, qui communs estoient entre eux, au iour du trespas. Et si doit icelle vefue auoir & rapporter hors part & sans rendre aucune chose, ses vestemens & habillemens, non pas les pires ne les meilleurs. Et au regard de ses autres habillemens ils doiuent venir à partage: toutesfois ladite vefue les doit auoir, s'il luy plaist, en recompensant l'heritier d'autres biens ou deniers, iusques à la valeur & iuste estimation d'iceux. Et au regard des debtes tant actiuemẽt que passiuement, se doiuent diuiser egalement moitié par moitié. Et quant à l'accõplissant & fournissant des testamens, seruices, obseques & funerailles, appartiẽt à faire & en est l'heritier tenu. Et a ceſt Article lieu entre plebeiens & roturiers, aussi bien qu'entre gens Nobles. Art. 136. Quand vne vefue Noble ou non Noble voit les successions & biens meubles & acquests, qui communs estoient entre feu son mary & elle, estre onereux & chargez de debtes, il est loisible à icelle femme, de renoncer, si bon luy semble, aux meubles & acquests, faits constant ledit mariage: & en ce faisant, pourueu qu'elle n'ait prins, recelé ne transporté aucuns d'iceux biens, doit icelle vefue demourer quitte des debtes: & laquelle vefue doit faire incontinent apres le trespas de son mary, declaration expresse de ce, pardeuant Iuge competant: & en ce faisant n'est tenue ou ne peut estre poursuiuie pour cause des debtes, & ne se peut l'on prendre aux heritages de la vefue, & n'en sont tenus: & neant-moins doit rapporter & auoir icelle vefue ses habillemens, non pas les pires ne les meilleurs, mais les moyens, sans charge de debtes.

Heritier tenu des funerailles, &c.

Ponthieu Tit. 2. Art. 46. Vne femme apres le trespas se son mary peut renoncer aux meubles & acquests qui estoient communs entre elle & son mary, durant leur conionction, qui de droict doiuent à elle appartenir, apres le trespas de son mary. Et en y renonçant elle n'est tenue ne chargee de payer aucunes debtes accreuës & engendrees constant leur mariage: & en faisant ladite renonciation, elle n'est priuee de son droict de Douaire, soit Coustumier ou enconuenancé, lequel qu'il luy plaist prendre: & si ne sont les heritages ne les autres immeubles, à qui elles appartenoient parauant le mariage d'elle & de son mary, asseruis au payement des debtes, s'il n'y auoit sur iceux hypotheque cree du consentement d'elle constant le mariage, ou que par faict especial elle y eust asseruy ses immeubles, & qu'elle y fut obligee auec son mary: auquel cas on peut faire contraindre ladite femme par prinse de ses biens & heritages, à faire payement de ladite debte, au moyen de sa portion si ainsi y est obligee.

Bovllenois Tit. 23. Art. 104. Et peut la vefue renoncer aux biens communs d'entre son mary & elle, dedans xl. iours du trespas de son mary, en faisant deuëment ladite renonciation & sans fraude en Iustice competente l'heritier appellé: & partant se rend exempte de toutes debtes, que deuoit son feu mary, demourant en son entier pour son droict de Douaire, & és heritages procedans de son chef, qu'elle eust peu prendre, sans charge de debtes. Mais si elle est trouuee auoir clandestinement ou autrement recelé, transporté, ou fait tranporter aucuns biens deuant ou apres ladite renonciation, elle seroit submise en la moitié des debtes de feu son mary, nonobstant ladite renonciation. Art. 105. Et peut, si bon luy semble, la vefue, apprehender la moitié des biens communs ou partie d'iceux: en quoy faisant se submet au payement de la moitié des debtes & obligations personnelles.

Peronne Tit. 5. Art. 119. Femme peut dedans xl. iours apres le decés de son mary, & qu'elle a eu cognoissance, renoncer à la Communauté d'entre elle & son mary: & en ce faisant est deschargee de toutes debtes prouenans de la communauté, pour lesquelles elle ne s'est obligee personnellement, & qui ne viennent de son faict & à cause d'elle. Et †† où elle se seroit obligee personnellement pour le faict de son mary, renonçant à la Communauté, en doit estre acquitee par l'heritier dudit mary. Art. 120. Laquelle renonciation doit estre faite en iugement, & n'est tenue faire lors appeller l'heritier du mary, n'autre parent. Mais suffit de leur faire signifier. Art. 121. Mais si ladite femme a caché ou recelé aucuns biens de la Communauté, elle doit estre priuee du benefice de la renonciation.

†† *Ces mots, Et où elle, &c. iusques à la fin ont esté de nouuel adioustez pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Artois Tit. 7. Art. 161. La femme apres le trespas du mary, a la faculté de pouuoir renoncer aux biens meubles & acquests delaissez au iour du trespas d'iceluy: & ce endedans xl. iours, à compter du iour du trespas, ou de la sceute de la mort de son mary. Art. 162. En renonçant actuellement & pardeuant Iustice, aux meubles & acquests en dedans xl. iours, elle n'est capable ne poursuiuable des debtes de son mary, n'estoit qu'elle y fut obligee. Art. 163. Si la femme

Source : BIU Cujas

pendant les xl.iours qu'elle a pour deliberer, receloit ou transportoit aucuns biens, elle est submise aux debtes de son mary, comme immiscee es biens, nonobstant la renonciation qu'elle pourroit auoir faite ou feroit apres. Art.164. La femme pendant les xl.iours, peut demourer en la maison de son feu mary & vser des biens, tant en viures comme autrement vsablement sans en transporter aucuns. Art.165. Si la femme pendant iceux xl.iours n'a renoncé solennellement, elle est capable & poursuiuable des debtes de son mary.

Femme pendant les xl. iours peut demourer en la maison & vser des biens sans en transporter aucuns.

Assenne cõuentionnel.

LILLE Tit.17. Art.204. Vne femme peut renonchier aux biens & debtes de son mary, & soy tenir a son assenné conuentionnel. Et audit cas n'est tenue à aucunes debtes, n'estoit que par expres elle y fut obligee, auquel cas elle seroit obligee: sauf son recouurier sur les heritiers de son mary. Art.208. Pour par vne femme vefue estre reputee auoir renonchie aux biens & debtes de son mary, est requis qu'elle abandonne & delaisse les biens delaissez d'iceluy son mary, en vuidant & soy partant de la maison mortuaire, sans y pouuoir rentrer apres le corps defunct porté hors ladite maison. Art.210. Quand vne femme vefue apprehende de son auctorité priuee aucuns biens delaissez de son mary, elle se emisce és biens & debtes de sondit feu mary, & pour telle faict à compter & tenir, & pour telle tenue & capable des debtes & actions d'iceluy. Art.215. Vne femme vefue apres le trespas de son mary, a option, si bon luy semble, de renonchier aux biens & droicts d'iceluy son feu mary, & soy tenir à son droict conuentionnel, ou de demourer és biens & debtes, n'est que par pacte elle en soit priuee. Et en prendant l'vn, se priue de l'autre.

Femme vefue comme doit renoncer à la Cõmunauté en vuidant & partãt hors la maison mortuaire, sans y pouuoir rentrer apres le corps portéhors la maison.

CAMBRAY Tit.7. Art.14. La femme peut dedans xl.iours apres le decés de son mary, depuis qu'elle en a euë cognoissance renoncer en iugemẽt leaument & sans fraude, a tous les biens meubles & acquests communs de sondit mary & d'elle: & en ce faisant elle n'est tenue aux debtes de sondit mary. Art. 15. Ou au nom de ladite renonciation, peut ladite femme apprehender les meubles & acquests par benefice d'inuentaire deuement obtenu & passe pardeuant son Iuge ordinaire, en baillant suffisante caution desdits biens, & faisant ledit inuentaire lealement & sans fraude par auctorite de son Iuge ordinaire. En quoy faisant elle ne sera tenue ausdites debtes crees par son mary, non plus auant que la faculté desdits biens. Art.18. Femme vefue durant le terme de xl iours qu'elle a à deliberer, si elle veut renoncer aux biens meubles & acquests, ou les prendre par le benefice d'inuentaire ou autrement, se doit abstenir de soy immiscer aucunement ausdits biens, & de rien vendre, transporter, cacher, n'aliener d'iceux, sans decret de son Iuge ordinaire: pendant lequel temps elle doit estre nourrie des biens de la maison.

Femme a le chois de renoncher, ou se tenir à son droict cõuentionnel.

Fẽme vefue cõme par benefice d'inuentaire deuement obtenu, en baillant cautiõ peut apprehender des meubles & acquests, sãs estre tenue plus auant.

Femme ne peut aliener, latiser ou cacher les biens communs: & pendant les 40. iours sera nourrie desdits biẽs.

LA Salle de Lille, Tit.2. Art.49. Vne vefue apres le trespas de son mary, a option & faculté de renoncer aux biens & debtes d'iceluy, & soy, &c. p. *a l'Article 213. de Lille.* Art.50. Pour, &c p. *a Lille.* Art.208 biens d'iceluy, & vuide auant ou auec le corps porté hors de la maison mortuaire, &c. rentrer: & n'a telle vefue droict és heritages cotiers acquis constant leur mariage, n'est que par conuention antenuptiale fut autrement disposé. Art. 52. Vne vefue aiant renoncé aux biens & debtes de son feu mary, n'est tenue ny poursuiuable des debtes & obligations faictes & contractees par iceluy: sauf de celles procedans de son chef pour biens à elle venus & succedez, ou esquelles elle seroit obligee: reseruc à ladite vefue son recouurier sur les heritiers de sondit mary.

ARRAS Tit.7 Art.50. La femme le trespas de son mary aduenu, à quarante iours de deliberer, de soy immiscer és biens de sondit mary, & qui estoient communs entre luy & elle. Etquels elle peut demander droict ou y renoncer. Art. 51. Durant lesdits xl.iours ladite femme peut demourer & soy tenir en la maison de sondit mary, en laquelle demouroient au iour de son trespas: & vser des biens delaissez pour son viure & entretenement, raisonnablement, sans en pouuoir distraire ny transporter hors. Art.52. Lesdits xl.iours expirez, si ladite femme n'a fait la renonciation solennelle, aux biens & heritages de son mary, elle est tenue & reputee les auoir apprehendé capable des debtes & charges de sondit mary. Art.52. Si la femme endedans xl.iours, à recellé & distraict aucuns des biens de sondit mary, sans les auoir amené à cognoissance auparauant iceux iours expirez: elle est censee & tenue de soy auoir immiscee és biens de sondit mary, & partant aussi capable de ses debtes & charges.

Femme peut renoncer à son traicté de mariage, & se tenir au Testamẽt de son mary.

VALANCIENNES Tit.6. Art.78. Vne femme vefue peut renonchier à son traicté de mariage si auant que luy touche, & se tenir au Testament & ordonnance de son mary.

Source : BIU Cujas

DVCHE de Bourg. Chap.4. Art.19. Entre gens Nobles la femme qui voudra demeurer quitte de payer la moitié des debtes par ſon mary & elle deuz, au iour du treſpas de ſon mary, & qui ne ſe voudra entremettre és biens de ſon mary, apres le treſpas d'iceluy ſon mary, ſera tenue ſi elle eſt au lieu, où ſon mary ſera treſpaſſé, de faire la renonciation aux biens de ſon mary en preſence du Iuge ou de Notaire & teſmoins: ou en preſence du Curé ou du Vicaire du lieu & de teſmoins en defaut du Iuge & de Notaire, auant qu'on tire le corps du treſpaſſé hors de l'hoſtel: & s'elle n'eſt audit lieu, elle ſera tenue de le faire dedans xxiv. heures, apres ce que le treſpas de ſon mary ſera venu à ſa cognoiſſance: & en ce faiſant elle ſera quitte des debtes par ſon mary & elle deuz. Et auec ce ne prendra aucun Douaire Couſtumier ou diuis ſur les biens de ſon mary. Art.20. Entre toutes autres gens ſe la femme veut demourer quitte & deſchargee de paier la moitié des debtes de ſon mary & d'elle, & qu'elle ne ſe vueille entremettre és biens de ſon mary, elle ſera tenue de ſoy deſceindre & laiſſer ſa ceinture ſur la foſſe de ſon mary, incontinent apres l'enterrement d'iceluy s'elle eſt au lieu, ou il ſera treſpaſſé, & s'elle n'y eſt, ou qu'elle ait legitime empeſchement & notoire, tellement qu'elle ne puiſſe venir au lieu, où ſon mary eſt inhumé, dedans xxiv. heures, elle ſera tenue de ſoy deſceindre & faire renonciation aux biens de ſon mary, ou lieu, auquel elle ſera, en la preſence du Iuge du lieu, ou du Notaire & de teſmoins, du Curé ou du Vicaire dudit lieu & de teſmoins, dedans xxiv. heures apres ce que le treſpas de ſon mary ſera venu à ſa cognoiſſãce: & en ce faiſant elle ſera quitte des debtes deuz par ſon mary & elle: & auec ce ne prendra aucun Douaire Couſtumier ou diuis ſur les biens de ſon mary. Art.21. Et s'il eſt trouué que les femmes, ſoient Nobles ou autres, aient ſouſtraict ou recellé aucuns des biens communs entre leurs maris treſpaſſez & elles: en ce cas elles ſeront tenues de payer la moitié des debts, nonobſtant la renonciation. Et n'entend on point que par ce, la femme demeure quitte des debts par elle deuz auant le mariage de ſon mary treſpaſſé & d'elle.

COMTE de Bourg. Chap.2. Art.41. La femme de quelque eſtat qu'elle ſoit, qui ſe voudra acquiter u de payer la moitié des debtes par ſon mary & elle deuz au iour du treſpas de ſon mary, & qui ne ſe voudra entremettre és biens de ſon mary, apres le treſpas d'iceluy, ſera tenue, ſi elle eſt au lieu, où ſon mary ſera treſpaſſé, de faire la renonciation aux biens de ſon mary, &c. p. *au Duché.* Art. 19. quitte des debtes, &c. deuz: eſquelles ne ſeroit expreſſement obligee. Art. 42. p. *au Duché.* Art.21.

NIVERNOIS Chap.23. Art.14. La vefue demeure quitte des debtes de la Communauté, ſoient faicts par les deux conioints ou l'vn d'eux, quelque hypotheque qu'il y ait, quand elle eſtant au lieu, où eſt decedé ſon mary, elle renonce dedans xxiv. heures au bien de ſon mary, en preſence du Iuge ordinaire du lieu ou autre competant, & fait ſerment ſolennel de mettre en euidence les biẽs delaiſſez par ſon feu mary, pour en faire inuentaire. Et ſi elle n'eſt audit lieu, ſera tenue à l'effect deſſusdit faire ce que dit eſt, pardeuant le Iuge ordinaire du lieu, où elle ſera, dedans xxiv. heures apres que le treſpas de ſon mary, ſera venu à ſa cognoiſſance. Et ſera tenu notifier la renonciation aux heritiers de ſon mary. Art. 15. Et s'entend ce que dit eſt, pourueu que la vefue ne s'entremette apres ladicte ſolennité és biens du defunct, ſinon pour les mettre en euidence, quand ſommee & requiſe ſera pour faire l'inuentaire, ou pour en faire deliurance à qui il appartiendra. Et s'il eſt trouué que leſdites vefues ayent recelé aucuns biens du defunct, audit cas elles ſeront tenues à paier leur part des debtes, nonobſtant les renonciations: & ſi ſeront punies du recelement & pariure. Art. 16. Auſſi s'entend ce que dit eſt, que nonobſtant leſdites ſolennitez & renonciations, la femme ſera tenue de payer les debtes, qu'elle aura faites parauant le mariage contracté d'entre le defunct & elle.

ORLEANS Tit.10. Art.204. † p. *à Paris.* non Noble ou à ſes heritiers, renoncer, &c. biens d'elle & de ſon, &c. demeure, &c. inuentaire, ſinon qu'il y euſt conuention au contraire. Art. 205. Et ſi ladite femme aiant renoncé à la Communauté eſtoit contrainte paier quelques debtes de la Communauté, comme aiant parlé & y eſtant obligee elle & ſes heritiers auront recours contre les heritiers de ſon mary.

NORMANDIE Chap.15. Art.379. La femme peut renoncer à la ſucceſſion de ſon mary, dedans les xl. iours apres le decés d'iceluy: pourueu qu'elle renonce en Iuſtice, & qu'elle n'ait pris ne concedé aucune choſe des meubles, dont elle eſt tenue ſe purger par ſerment, faiſant ladite renonciation. Auquel cas elle aura

Renonciation en preſence de Iuge, ou de Notaire & teſmoins, & à defaut d'eux, du Curé ou Vicaire du lieu, & teſmoins, auant qu'on tire le corps hors de l'hoſtel: ſinon qu'elle fut abſente, dãs xxiv. heures apres la notice du treſpas.

Femme ayãt renoncé ne prẽd Douaire Couſtumier ou diuis.

Femme non Noble en faiſant la renonciation doit ſe deſceindre & mettre ſa ceinture ſur la foſſe de ſon mary le iour de l'enterrement: ſinon xxiv. heures du iour de la notice.

Renonciation ſe doit faire dans xxiv. heures en preſence du Iuge ordinaire du lieu.

Femme ayãt recellé, eſt preuue de l'effect de la renonciatiõ.

Femme tenue de payer les debtes faites parauant le mariage contracté.

† *Les Art. 204. & 205. ſont accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

u C'eſt à dire exempter du payement de la moitié des debtes de la Communauté. Et en la Couſtume de Montargis fut le 2. Mars 1559. infirmee ſa Sentence des Preſidiaux d'Orleans: par lequel Perrette D'arbonuille femme de Geoffroy du Bellay ſieur de Tourneuille, veu la renonciation par elle faicte, abſous des demandes, fins & concluſions contre elle prinſes par vn nommé Henriet, Eſcoliet fils de Guillaume Hẽriet creãcier dudit du Bellay, ſon recours reſerué cõtre ſon debteur. Et par autre Arreſt precedent en la Couſtume de Normãdie le 1. Feurier 1521. entre Nicolas Miet & le Iongleux & ſa femme contre Germain Pinon. Ceſte femme auoit eſté mariee en premieres nopces auec vn quidam, qui eſtant domicilaire de Paris auoit contracté la debte, & depuis par dix ans acquis domicile en Normandie où il ſeroit decedé. Sa femme ſuiuant la Couſtu-

Source : BIU Cujas

me de Normandie renonce à la Communauté, & depuis eſtant retournee à Paris fut abſous de la demande pour raiſon de la moitié de ladite debte, ſuiuant la Couſtume de Normandie.

aura ſeulemẽt ſes biens paraternaux exempts de toutes debtes, & ſon Douaire. Et où puis apres il ſeroit trouué, qu'elle en auroit eu aucune choſe directement ou indirectement, elle eſt tenue contribuer aux debtes, tout ainſi que ſi elle n'auoit point renoncé: lequel delay ne pourra eſtre prorogé ſans cognoiſſance de cauſe, les heritiers & ceux qui y ont intereſt appellez. Et où il ſeroit prorogé apres le delay de trois mois paſſé, du iour du decés, les meubles pourront eſtre vendus par Iuſtice: ſauf à faire droict à ladite vefue pour telle part & portion, qui luy pourra appartenir, ſur les deniers de la vendue deſdits biens.

†† *Ceſt Art. 270. eſt mis au lieu du 12. Art. ancien Tit. des Succeſſions, cõme il ſera dit cy apres.*

TOVRS Tit. 25. Art 270. La †† femme ſuruiuant n'eſt receuë à renoncer aux meubles, ſi par meſme moyen elle ne renonce aux acqueſts & autres profits de la Communauté: & audit cas ſera tenue faire inuentaire & appreciation deſdits meubles. Art. 290. Femme Noble † peut dedans xl. iours, & la roturiere dedans xx. iours, apres que le decés de leur mary eſt venu à leur cognoiſſance, renoncer en perſonne ou par Procureur ſpecial, pardeuant Iuge competent aux meubles & acqueſts communs d'entre elles & leurs maris: ſinon qu'elles ſe ſoient obligees comme deſſus. Art. 293. Les †† femmes Nobles ou roturieres auront auſſi nonobſtant telles renonciations ainſi faites, leur Douaire Couſtumier ou conuentionnel: & en outre vn lict garny, leurs heures & paſtenoſtres l'vne de ſes meilleures nobles, & l'autre moyenne tant d'hyuer que d'eſté: mais n'aura bagues & ioyaux.

† *Les Art. 290. & 291. ont eſté mis au lieu des 30. & 32. & partie du 33. Art. anciẽs.*

†† *Ceſt Art. 293. eſt de nouuel introduit en ce qu'il parle de la femme roturiere: & interpretatif en ce qu'il parle des robbes d'hyuer & d'eſté.*

ANIOV Tit. 12. Art. 238. Femme ſoit noble ou couſtumiere n'eſt tenue mettre aucune choſe en l'obſeque, funeraille & accompliſſement du Teſtament de ſon feu mary, quand il eſt treſpaſſé: mais a droict d'auoir & prendre la moitié des meubles, dont ils eſtoient Seigneurs & ſaiſis, ou qui leurs eſtoient deuz au temps du treſpaſſement du mary, ſ'ils ont eſté par an & iour enſemble: tellement qu'ils ſont communs en biens meubles. Et ſi la femme ſoit Noble ou Couſtumiere ne veut rien prendre és biens meubles & acqueſts communs faits durant le mariage d'elle & de ſon mary, elle y peut renoncer dedans vn mois, apres le decés de ſon deſſuſdit mary. Et audit cas qu'elle renoncera aux biens meubles & acqueſts communs entr'eux, ne ſera tenue de payer aucunes des debtes de ſon mary, ne contribuer au payement d'icelles, ſi expreſſement elle n'y eſtoit obligee, ou qu'il apparut icelles debtes auoir eſté creés pour faire le profit & vtilité de la deſſuſdite femme vefue: fors & excepté au pays de Mirebalais, où le ſuruiuant entre Nobles, prend tous les meubles.

Femme n'eſt tenue de faire la deſpence des obſeques, funerailles & accompliſſement du Teſtament de ſon mary.

LE MAINE Tit. 13. Art. 255. p. *à Anion.* en biens meubles: & à ſemblable du mary.

Mary & femme comme ſont communs ayans demouré an & iour enſemble.

GRAND PERCHE Tit. 5. Art. 104. Peut la femme renoncer, ſi bon luy ſemble, à la communauté dedans xl. iours, apres qu'elle aura eu cognoiſſance du decés de ſon mary, ſi elle eſt Noble, & xxx. iours apres, ſi elle eſt roturiere, en faiſant ladite renonciation en perſonne ou par Procureur ſpecialement fondé, par deuant le Iuge ordinaire du lieu de leur demeurance, ou du lieu, où le mary ſeroit decedé, l'heritier apparent appellé ſi aucun en y a ſinon le Procureur du Roy ou de la Seigneurie dudit lieu. Art. 105. Neãt-moins où il ſe trouueroit que la femme euſt faict fraude, emporté, latité ou recelé aucuns biens de la Communauté, ſera priuee du benefice de renonciation.

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 245. La femme apres le treſpas de ſon mary peut renoncer à la Communauté qu'elle auoit auec ſon feu mary, & neantmoins auoir & retenir ſon heritage & Douaire, & ne ſera tenue d'aucunes debtes procedans de la Communauté, & doit faire la renonciation iudiciairement, dedans xl. iours apres qu'elle aura ſceu le treſpas de ſon mary, appellez pour ce faire les heritiers apparens du treſpaſſé, ſ'ils ſont demourans en la Iuſtice, en laquelle le defunct eſtoit domicilie en Bourbonnois au temps du treſpas: & à faute des heritiers, appeller le Procureur de la Iuſtice du lieu, où le treſpaſſé eſtoit dõmicilié, & pendant les xl. iours viura en ſon meſnage és deſpens de l'heritier du defunct Et peut nonobſtant ladite renonciation, prendre & emporter l'vne de ſes robbes & habillemens, qui ne ſera ne le meilleur ne le pire: mais le moyen, quand il y en a pluſieurs: & ſ'il n'y a qu'vn habillement, il appartiendra à ladicte femme. Art. 246. Et ſ'il eſt trouué qu'elle ait ſouſtraict ou recelé aucuns des biens communs entre elle & ſon mary, elle eſt tenue de paier la moitié des debtes, nonobſtant la renonciatiõ: & neãt-moins ſera tenue à reſtitution & dõmages & intereſts. Et ſi dedans les xl. iours elle n'a fait la renonciation, elle eſt tenue & repu-

Source : BIU Cujas

tee perſonniere, ſans ce qu'il ſoit beſoin luy requerir en faire declaration, ne qu'el le l'ait declaré: nonobſtant qu'il euſt eſté conuenu de faire la renonciation dedãs plus long temps que les xl. iours, en contract de mariage ou autrement.

CVSSET Art. 3. Et eſt au chois de la femme ſuruiuant renoncer les meubles de ſon mary pour demourer quitte & deſchargee des debtes de ſon mary: pourueu qu'elle ne ſoit immiſcee eſdits meubles.

LODVNOIS Chap. 27. Art. 31 Femme Noble ſuruiuant ſon mary n'eſt tenue aux debtes de ſon feu mary, ſi elle n'y eſt expreſſement obligee, en renonçant par la femme aux meubles & acqueſts communs d'entr'eux. Art. 32. Et ſera tenue faire la renonciation pardeuant Iuge competent dedans xl. iours apres la mort de ſon mary: laquelle renonciation vaudra, pourueu qu'elle ne ſoit immiſcee és biens communs. Art. 33. & Chap. 29. Art. 11. Femme roturiere peut renoncer à ſon droict de meuble commun, & en y renonçant deuëment ſans fraude, & aux acqueſts cõmuns d'eux-deux, & au Douaire qu'elle deuroit auoir de ſon mary par la Couſtume, elle ne ſera tenue aux debtes de ſon mary, ſi elle n'y eſtoit expreſſement obligee. Et fera la renonciation en Iuſtice dedans viii. iours apres la mort de ſon mary venu à ſa cognoiſſance. Toutesfois elle pourra retenir ſes veſtemens de tous les iours & des Dimenches, & vn lict garny, & ſes heures & patenoſtres.

ANGOVMOIS Chap. 3. Art. 43. *A la fin.* La femme apres le decés de ſon mary a ſon chois de prendre la moitié des meubles & acqueſts faits durant leur mariage, & en ce faiſant paye la moitié des debtes, ou bié ſe tenir à ſon dot & mariage, ſans payer aucune portion des debtes apres le decés de ſon mary. Et ſera tenue faire declaration dedans huictaine apres la mort de ſon mary, ſi elle ſe veut contenter de ſon dot & mariage. Et ſi pendant la huictaine elle alienoit ou tranſportoit aucuns biens demourez de la ſucceſſion, elle ne ſeroit plus receuë à prendre ſon Dot & mariage: ains ſera cenſee & reputee ſ'eſtre immiſcee eſdits biens, & par ce tenue de payer la moitié des debtes. Art. 47. Entre roturiers, le mariage ſolu, la femme a ſon chois de prendre la moitié des meubles & acqueſts faits durant ledit mariage, ou bien les meubles & deniers & biens immeubles qu'elle y aura apporté, auquel cas elle aura leſdits deniers par elle portez en faueur de ſon mariage & pour ſon Douaire, ou elle aura le tiers des deniers ſeulement, en montant: & ce outre les domaines & deniers par elle baillez & payez. Art. 48. Si la femme va de vie à treſpas, les heritiers d'elle peuuent prendre la moitié des meubles & acqueſts communs entre elle & ſon mary: & ſi bon leur ſemble, peuuent renoncer à leur Communauté dedans huictaine, & eux tenir au mariage de la femme, dont ils ſont heritiers. Mais en ce cas la tierce partie de la pecune & deniers que la femme auroit portez en mariage, leur ſera rendu, auec les autres biés par elle apportez ſimplement ſans aucun montant.

LA Rochelle Chap. 15. Art. 46. La femme apres le decés de ſon mary a ſon chois de ſoy tenir à ſes droicts de mariage (qui ſont ce qu'elle a apporté à ſon mary ou l'eſtimation qui en a eſté faite, auec ce qu'il luy a donné pour ſon x Ouſclage, auec ſes anneaux, bagues, ioyaux & habillemens de ſon corps) ou de ſoy rẽdre commune és biens meubles & acqueſts immeubles faits durãt le mariage du defunct & d'elle, & le doit eſlire dedans xl. iours apres le treſpas de ſon mary. Ch. 16. Art. 47. Si la femme ſ'empare des biens meubles de ſon mary apres ſon decés, ou de partie des biens de la Communauté d'eux-deux, elle eſt veuë ſe rendre cõmune és biens d'icelle cõmunauté, & tenue par ce moyẽ pour la moitié des debtes perſonnelles deues au temps du treſpas de ſon mary: & ne peut plus demander ſes droicts de mariage.

XAINCTONGE Tit. 9. Art. 80. Si le mary va le premier de vie à treſpas, la femme qui luy ſuruit, en renonçant par elle ou dedans huictaine és biens de la Communauté & ſocieté de ſon mary & d'elle, & ſoy abſtenant ſans fraude d'en prendre & leuer aucune partie ou portion, icelle n'eſt compagne, quant à ce, & n'eſt tenue de payer, ſi elle ne veut, aucune partie ne portion des debtes perſonnelles de ſon mary. Art. 81. Si la femme dedans huictaine apres la mort de ſon mary, ne renonce à la Communauté, elle ſe rend commune és biens d'elle & de ſon feu mary, & n'eſt plus à ſon election d'y renoncer: mais prendra ſon Douaire ſur le tout, & payera la moitié des debtes.

BRETAGNE T. 10. Art. 432. *A la fin.* Et ſi la femme ou ſes hoirs renoncent aux meubles de la Communauté, le mary ou ſes hoirs ſont tenus acquiter la femme ou ſes hoirs des debtes de la Communauté: laquelle renonciation ils ſeront tenus faire dedans trente iours apres ledit decés. Article 435. La † fem-

† *C'eſt Art. 435. reforme*

x C'eſt le baiſer de l'eſpoux. Solet enim ſponſus interuenière oſculo resdonare ſpõſæ. l. ſi à ſponſo 16. C. don. ante nupt. Ouid. Oſcula qui ſumpſit, ſi non & cetera ſumpſit, Hæc quoque quæ ſumpſit perdere dign' erat. Idem, Oſcula ſi dederis fies manifeſtus amator. Tertullianus lib. de vel. virg. Per oſculum & dexteras reſignatur pudor ſpiritu. Beguinarum errorem exiſtimantium oſculum peccatum mortale eſſe damnatum teſtatur. Clem. vlt. de her. & certum eſt etiam oſculo ſolo non contrahi propinquitatem can. lex diuina 27. q. 2. Et recte Fabius Declam. nec ſatis eſſe maritum tantum oſculo putari ſcribit.

Source : BIU Cujas

le 415. Art. ancien. duquel ont esté ostez ces mots, iusques à ce que l'hoir ou autre pour luy, ait demãdé si elle veut rien prendre aux meubles & debtes.

me ou ses hoirs peuuent renoncer aux meubles & aux debtes, & pour la femme prendre pour sa despẽce des biens du lieu, & en vser elle & ses gens accoustumez à y demeurer competemment, sans vendre ny faire excés, iusques †† à ce qu'elle ou son hoir ayent declaré dans le temps cy dessus, s'ils prendront ou renonceront aux meubles. Et si la femme prend * aux meubles de la communité, elle cõtribuera aux debtes à la raison qu'elle est fondee à prendre és meubles, & en peut estre directement conuenue par les creanciers, & pareillement en peut agir contre les debteurs Art. 436. Et si elle fait † refus de prendre aux meubles & debtes, elle doit auoir son lict garny & son coffre, deux robbes & accoustremẽs fournis à son vsage, quels elle voudra choisir & partie de ses ioyaux & bagues selon l'estat & qualité de la maison de son mary. Art. 437. Et †† elle ou ses hoirs doiuent rendre le surplus & se purger par serment de l'outre-plus des choses, au cas que l'hoir du defunct voudroit auoir leur serment : ou bien auparauant ledit serment, pourra ledit heritier en faire preuue par tesmoins, si bon luy semble. Et s'il se trouue qu'auparauant la renonciation, elle ait touché ou detourné les biens ou partie de la Communauté, elle sera tenue aux debtes, nonobstant ladite renonciation.

†† *Ces mots, iusques à ce, & c. sont de nouuel adiouſtez.*

* *C'est à sçauoir, prẽd part, comme en l'Art. 436.*

† *Cest Art. 436 reforme & modifie le 416. Art. ancien.*

†† *Cest Art. 437. corrige & modifie l'Art. 417. ancien.*

BAR Tit. 7. Art. 79. La femme suruiuant son mary, soit Noble ou roturiere, pourra si bon luy semble, renoncer aux meubles & à sa part des acquests faits constant leur mariage : enquoy faisant sera deschargee des debtes passiues contractees par son mary constant leur mariage, ou auparauant iceluy & execution testamentaire, si doncques elle ne se trouue obligee auec son mary au payement des debtes. Et sera tenue faire sa renonciation pardeuant son Iuge ordinaire dedans xl. iours apres le trespas de son mary venu à sa cognoissance. Ne demeurera toutesfois quitte des debtes par elle faites auparauant ledit mariage. Art. 80. La femme renonçant à la Communauté pourra emporter les habillemẽs seulement qu'elle portoit communement les iours de Festes & non ses bagues & ioyaux. Art. 92. Si apres le decés du mary, il se trouue que la femme ait soustrait ou recelé des biens de son mary & d'elle, ne iouira du priuilege de la renonciation qu'elle aura fait des biens de la Communauté.

SEDAN Tit. 4. Art. 87. Femme vefue soit Noble ou roturiere, dedans viii. iours apres le trespas de son mary, pourra renoncer aux biens meubles de son mary & d'elle en declarant en iugement, & faisant icelle renonciation enregistrer au Greffe : enquoy faisant ladite vefue demourera quitte des debtes de son mary & de celles qui auroient esté contractees par eux ou l'vn d'eux constant leur mariage. Sera neant-moins tenue payer les debtes par elle deuës auparauant ledit mariage. Et si pour les debtes, ausquelles elle se seroit obligee auec son mary, elle estoit contrainte, elle aura recours contre les heritiers de son mary. Art. 88. Pour laquelle renonciation, la vefue ne perdra son droict de Douaire ny sa part des conquests immeubles. Toutesfois si aucune chose estoit encores deuë du pris des conquests, la vefue sera tenue payer la moitié de ce qui en seroit deu, si elle veut participer aux conquests. Art 89. Mais renonçant à sa part des conquests, elle ne payera rien de ce qui en seroit deu, n'estoit qu'elle y fut expressément obligee de son chef. Auquel cas elle ne sera quitte par le moyen de la renonciation : sauf son recours contre les heritiers de sondit mary.

Femme nõobstant la renõciation a son Douaire & part des Conquests immeubles, en payant la moitié de ce qui en sera deu: & si elle y renonce, elle ne paye rien, si elle n'est obligee de son chef.

Voyez Sens Article. 83. & autres mises cy dessous en l'Addition de ce Titre Nombre viii.

Art. 238. *PARIS.*

Quand y l'vn des deux conioints Nobles † tant en la Ville de Paris, que dehors & viuans noblement, va de vie à trespas, il est en la faculté du suruiuant de prendre & accepter les meubles z estant tant hors la ville & fauxbourgs de Paris, sans fraude : auquel cas il est tenu payer les debtes mobiliaires & les obseques & funerailles d'iceluy trespassé, selon sa qualité : pourueu qu'il n'y ait enfans. Et s'il y a enfans, partissent par moitié.

Le suruiuant des Nobles viuans noblement a faculté de prendre les meubles en payant les debtes mobiliaires, obseques & fu-

y Les decisions de la Rote font mention de ceste Coustume. Dec. 842. in antiquis & Boerius sur la Coustume de Bourges Titre des mariages Art. 1. Gloss. 1. C'est vn priuilege special de Noblesse, dont il est parlé par ceste Coustume &

Source : BIU Cujas

autres y rapportees. La femme encores qu'elle soit de condition roturiere, iouist de ce priuilege de Noblesse : par ce qu'elle est anoblie par son mary, & y doit auoir la femme autant de droict & prerogatiue que son mary. Charondas liure 3. des Resp. 78. demande si la vefue noble prenant en la ville & fauxbourgs la moitié des meubles, & dehors tous les meubles, sera tenue de payer toutes les debtes du defunct, mesmes celles par luy faictes en la ville ses obseques & funerailles, ou bien seulement les debtes obseques & funerailles dehors ladite ville & fauxbourgs. Par Arrest du 13. Iuillet 1501. est iugé que la vefue est tenue de payer les debtes mobiliaires & personnelles, obseques & funerailles du defunct au sur & à la raison de ce que les meubles des champs montent, & en peuuent porter, eu esgard aux autres meubles estans en la ville de Paris delaissez par le defunct son mary.

z Nemo enim donatum assequi aut damnosam hereditatem adire compellitur. L. nec emere. 16. C. de iure delib. nemo fit heres inuitus l. 6. & 85. D. de ad. her. vel bonorum possessor L. vlt. C. vnde legit. l. 3. §. 3. D. de bon. poss.

nerailles, s'il n'y a enfans. Autremẽt partissent par moitié.

†† Ces mots, tant en la ville de Paris que dehors : & ces mots, selon sa qualité, ont esté

adiouſtez à ceſt Art. 238. qui eſt prins des 116. & ſix vingts & onze, ſans preiudice de ce qui a eſté gardé par cy deuant.

CALAIS Tit. 3. Art. 39. p. *à Paris.* de Calais que dehors, &c. ſuruiuãt : pourueu qu'il n'y aye enfans : prendre, &c. meubles : auquel cas, &c. qualité. Et ſ'il, &c.

MEAVX Chap. 9. Art. 49. Le †† ſuruiuant de deux perſonnes Nobles, ou le mary Noble conioints par mariage, a les biens meubles & moitié des Conquests immeubles faits durant & conſtant le mariage, ſi dudit mariage n'y a aucũs enfãs. Et le ſuruiuãt qui prẽd les meubles & la moitié des cõquests immeubles, eſt tenu payer les debtes mobiliaires, qui eſtoiẽt deuës à l'heure du treſpas du premier decedant. Et ſi doit & eſt tenu faire enterrer & inhumer le corps du premier treſpaſſé, paier les Obſeques, Meſſes & funerailles de ſon enterrement : & auec ce payer & acquiter tous les legs, qui ſont laiſſez pour vne fois, auec les charges que doiuẽt les cõquests. Et ſi dudit mariage y a enfans, entre le ſuruiuant & les enfans ſe partiront les meubles, & payeront les debtes par moitié. Et au regard des Obſeques & funerailles ſe payeront * par les enfans.

MELVN Chap. 13. Art. 218. Entre † Nobles au ſuruiuant de deux conioints appartiennẽt les meubles, ſ'il n'y a enfãs, & ſ'il y a enfãs les doit prendre par inuentaire, & ſeront ſiens : pourueu qu'il ne ſe remarie : mais ſ'il ſe remarie, ſera fait partage, entre luy & ſes enfans du premier lict.

SENS Tit. 9. Art. 83. Quand †† l'vn des deux mariez iſſus & reputez de noble lignee, viuant noblement, va de vie à treſpas, au ſuruiuant par Couſtume gardee entre Nobles : pourueu qu'ils n'ayent enfans de leurs mariages ny d'autres precedens, competent & appartiennent, ſi bon luy ſemble, tous les biens meubles & debtes actiues du treſpaſſé, à la charge de payer par le ſuruiuant les frais funeraux & legs piteux du treſpaſſé, conſiſtans en deniers ou en meubles pour vne fois, en payant auſſi les debtes perſonnelles paſſiues du premier decedé. Et aux prochains heritiers appartiennent les propres du defunct : entre leſquels & le ſuruiuant ſeront partis & diuiſez egalement les conqueſts immeubles. Et où le ſuruiuant ne voudroit accepter tous leſdits meubles, à la charge de payer les debtes perſonnelles, frais funeraux & legs piteux : en ce cas leſdits meubles ſeront & appartiendront moitié au ſuruiuant & moitié aux heritiers du defunct, comme entre gens Nobles & roturiers. Et ſera le ſuruiuant tenu faire ladite acceptation ou renonciation dedans huictaine, apres le decés du defunct : laquelle huictaine ne commencera auoir cours, iuſques à ce que ledit decés ſoit venu à la cognoiſſance du ſuruiuant : & neant-moins en tous cas, ſi toſt que le corps du defunct ſera inhumé, ou trois iours apres le decés, les heritiers pourront requerir Seellé & inuentaire eſtre faict.

ESTAMPES Chap. 8. Art. 98. p. *à Paris.* conioints enſemble par mariage, Nobles & viuans, &c. meubles du decedé : auquel cas, &c. mobiliaires, que deuoit le treſpaſſé & les obſeques, &c. d'iceluy : pourueu, &c. enfans du treſpaſſé : & où il y auroit enfans dudit mariage ou d'autre, leſdits biens ſe partiront par moitié entr'eux & le ſuruiuant.

MONT-FORT Chap. 11. Art. 133. p. *à Eſtampes.* des deux conioincts, &c. d'accepter les meubles : auquel cas, &c. d'iceluy treſpaſſé : pourueu † qu'il n'y ait enfans dudit mariage, ou d'autre.

MANTE Chap. 11. Art. 131. †† p. *à Mont-fort.*

SENLIS Tit. 7. Art. 146. Entre † Nobles a conioints enſemble par mariage, le ſuruiuant peut prendre & apprehender les meubles demeurez du decez du treſpaſſé, en payant les debtes deuës au iour du treſpas, obſeques & funerailles du treſpaſſé.

CLERMONT Tit. 15. Art. 189. p. *à Mont-fort. iuſques à ces mots*, d'iceluy b treſpaſſé, *inclus.*

a En la Couſtume de Senlis Damoiſelle Ieãne le Boucher femme de Iean Dampont Eſcuyer par ſon Teſtament donne à Damoiſelle Deniſe de Boutigny fẽme de Archin

†† Ce 49. Art. contient moderation de l'ancienne Couſtume.

* Aliàs, *par les enfans du treſpaſſé. P. V.*

† Ceſt Art. 218. eſt adiouſté de nouuel, ſans preiudice du paſſé, en abrogeant l'Art. 52. ancien du Titre de Saiſine en Fief, en ce que par la raiſon d'iceluy, ſemble que les meubles deuſſent appartenir au ſuruiuant Noble, encores qu'il y euſt enfans.

†† Ceſt Art. 83. contient la reformation du 57. Art. ancien.

Renõciatiõ ſera faite dans huictaine.

Seellé & Inuentaire.

† Ces motz, Pourueu qu'il, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez tant en ceſt Art. 133. que 131. de Mante.

† Les Delegnez de la Chaſtellenie

Source : BIU Cujas

de Compiengne ont dit que par cy deuant par la Coustume ancienne, particuliere & locale de ladicte Chastellenie au cas contenu audit Article, auec ce que le suruiuant Noble peut prendre & apprehender les meubles demeurez du decés du trespassé, & outre lesdits biens meubles peuuent appartenir audit suruiuant les acquests & conquests dudit trespassé: & qu'en l'assemblee faicte audit Compiengne desdits Estats, pour le present faict des Coustumes du Bailliage de Senlis, a esté conclud que le suruiuant, ne prendroit, n'auroit & ne luy appartiendroient lesdits acquests & conquests. Et neant-moins consentoient de ladicte Coustume particuliere estre ordonné, & en vser en ladicte Chastellenie de Compiengne, selon ce que par nous en seroit diffiny, sur la Coustume generale dudit Bailliage. Et sur ce Messire Iean de Sains Cheualier, Seigneur de Marigny s'est opposé à ce que lesdits acquests & conquests fussent ou soient distraicts: au moins à protesté que ce qui seroit diffiny au contraire sur ledit Article ne luy peut preiudicier n'à la maniere d'vser par le temps passé de ladite Coustume en ladite Chastellenie de Compiengne. Surquoy nous auons dit que ledit Article cent quarante six demourera selon sa forme & teneur: & que neant-moins sera faite mention en nostre Procés Verbal de la declaration des Estats dudit Compiengne. Et si aura ledit de Sains lettres de sa protestation.

de Archindabot Escuyer, sieur de Heruille, vne chaisne d'or à ceindre, vne grosse Agathe & vn anneau, où il y auoit vne esmeraude, & a Anne & Suzanne Dabot leur fille, à chacune la somme de cinq cens liures. Iean Daupont apres le decés de sa femme prẽd tous les meubles de la Communauté, suiuant la Coustume de Senlis: & a ceste occasion est mis en procés par lesdits Archin Dabot & sa femme, pour auoir deliurance du legs à eux faict par ladite le Boucher & à leurs filles: disans que par la Coustume de Senlis Article sept vingt six, le suruiuant des deux conionts qui prend les meubles est tenu de payer les debtes, ensemble les obseques & funerailles Le mary soustenant au contraire, qu'à payer les debtes crees auparauant le decés, & non celles des legs faits par sa femme. Sur ce procés par escrit est intenuenu Arrest du trezieſme iour de Iuin 1562. par lequel est ordonné que deliurance seroit faite par le mary ausdits Dabot & sa femme, de ladite chesne d'or, Agathe & anneau: & pour le regard desdits cinq cens liures d'vne part, & autres cinq cens liures d'autre leguez ausdites Anne & Suzanne d'Abots, est ledit mary absous: sauf à elles à se pourueoir pour raison desdites sommes, ainsi qu'elles verroient estre à faire. Elle auoit encores legué à vn autre le Quint de ses propres, & à son fils dudit Daupont son mary tous ses acquests: tellement qu'il ne demoure à son heritier que le quart de ses propres Et lequel heritier estant poursuiuy pour payer lesdites sommes de cinq cẽs liures, le legataire des acquests est tenu d'acquiter ledit heritier par Arrest donné en Decembre 1569. & le mary absous.

b On sçait assez que la vefue Noble doit payer les debtes mobiliaires, en prenant tous les meubles par priuilege de Noblesse introduit par les Coustumes. Quid de la roturiere qui prend tous les meubles suiuant son contract de mariage, payera elle toutes les debtes: par ce qu'elle prend tous les meubles, ainsi qu'il a esté iugé en ceste Coustume, par Arrest du dixhuictieſme iour de Nouembre mil cinq cens octante vn, recité par Charondas v. des Resp. 68. où il en rend telle raison fondee sur ce qu'il y a grand difference de prendre les meubles, ou par la disposition de l'homme ou de la Coustume: par ce que au premier cas faut suiure la conuention des parties: & au second la disposition de la Coustume L. æris alieni C. de donat. l. nequaquam. C. si cert. pet. & ainsi a esté iugé par Arrest du 23. Decembre 1571. prononcé en robbes rouges pour la vefue Robertet Sieur d'Aluye.

VALLOIS Tit. 5. Art. 62. Le †† suruiuant de deux Nobles conioints ensemble par mariage prendra de son chef la moitié des conquests en proprieté, & iouira de l'autre moitié par vsufruict, sa vie durant: pourueu qu'il n'y ait enfans. Et s'il y a enfans iouira de ladite moitié par vsufruict, tant & si longuement qu'il demourera en viduité seulement: & quant aux meubles se partiront egalement entre le suruiuant & les heritiers du trespassé.

TROYES Tit. 2. Art. 11. Entre † Nobles viuans noblement ou roturierement, le suruiuant prend tous les meubles, à la charge de payer & acquiter les debtes passiues du premier mourant, obseques, funerailles & legs piteux: si dudit mariage n'y a aucuns enfans. Et si dudit mariage y a enfans, entre le suruiuant & les enfans, se partiront les meubles, & payeront les debtes par moitié. Toutesfois si les Nobles viuans roturierement au cas que de leur mariage n'y ait enfans, veulent au moyen de ceste Coustume emporter tous les meubles, il est requis qu'ils acceptent lesdits meubles en Iustice dedans les quarante iours apres le trespas du premier mourant: *Aliàs*, où ladite acceptation ne seroit faite en Iustice dedans lesdits xl. iours, entre le suruiuant & les heritiers du trespassé se partiront les meubles & paieront les debtes par moitié.

CHAVMONT Titre premier. Article sixieſme. p. *à Meaux.* Article 49 † prend tous, &c. debtes personnelles, &c. du premier decedé, & auec ce, payer & acquiter les legs, obseques & funerailles. Et si dudit, &c. *iusques a ces mots*, par moitié, *inclus.*

VITRY Titre quatrieſme. Article soixante-huict. Femme Franche Bourgeoise du Roy ou de serue condition, mariee auec homme Noble, prend apres le trespas de son mary, les meubles & les debtes, s'il n'y a enfans. Et où il y auroit enfans, la moitié, son Douaire Coustumier, ou prefix: ou elle peut quitter lesdits meubles & debtes, & prendre auec ce son Douaire, ainsi & par la maniere qu'il sera dit cy apres au second Article du Chapitre des Douaires Article septante quatre. Le suruiuant de deux personnes Nobles, ou le mary Noble conioincts par mariage, a les biens meubles & moitié des conquests immeubles faicts durant & constant leur mariage, si dudit mariage n'y a aucuns enfans. Et si dudit mariage y a enfans, entre le suruiuant & les enfans se parti-

†† *Ce 62. Article est introduit pour nouuelle Coustume, & mis au lieu du 50. Article de l'ancien Coustumier, qui a esté rayé: par ce qu'il estoit preiudiciable à plusieurs enfãs & mineurs, contraire à bõne raison & equité, fauorisant en successions les enfans & descendans.*

† *Tous les assistans ont concordablement requis que l'ancienne Coustume fut restrainte & modifiee, & que le contenu audit Article ne fut obserué: sinon quand du mariage ny auroit enfans. Car s'il y auoit enfans, vou-*

Source : BIU Cujas

loient & entendoient qu'entre le suruiuant & les enfans du trespassé, lesdits meubles fussent partis & diuisez. A ceste cause auons par l'aduis des dessusdits faict rayer ledit Article, au lieu duquel ont esté mis les trois Articles suiuans, 11. 12. & 13.

†† Pareilles remonstrances sur ceste Art. 6. ont esté faites que sur la Coustume de Troyes: Partant fut ordonné que ledit Article ancien seroit rayé, & que pour l'aduenir la Coustume seroit restrainte & modifiee, ainsi qu'il est contenu ès Art. 6. & 7.

† Ceste Article 74. ancien semble fort pernicieux, mesmement quand il y a enfans de leur mariage, & est fort preiudiciable aux enfans, & dommageable à la chose publique: par ce que souuentesfois vn homme Noble, qui par son industrie & diligence ou par biens-faicts du Prince, peut auoir grãd somme de deniers, esperãt acquerir quelque grosse Chastellenie: & auparauant que ses deniers soient employez, il decede, delaissez deux ou trois enfans mineurs, sa femme ieune, qui emporte par ceste Coustume tous les meubles: si telle vefue se remarie, ses enfans du premier mariage demeurent pauures & indigens: lesquels par raison doiuent auoir leur part & portion esdits meubles. Et qui pis est, si telle femme qui s'est remariee en secondes nopces, & apporte tant de biens auec son second mary, decede parauant son mary, sans enfans: en ce cas le second mary par ceste Coustume emporte tous ses meubles. Et par ce viendroient lesdits meubles, à ses heritiers: tellement qu'iceux biens meubles, lesquels auoient esté acquis par le grand soing & diligence du premier mary, ne viennent à ses enfans, ne ne demeurent à sa femme, ne à ses heritiers: mais par icelle Coustume viennent à personne totalement estrange. Et que pour ces causes & autres inconueniens aduenues au moyen de ladite Coustume, en beaucoup de maisons de ce Royaume, en plusieurs Bailliages, ladite Coustume a esté moderee & corrigee, & en icelle corrigeant du consentement des trois Estats, a esté ordonné que les meubles appartiendroient au suruiuant: pourueu qu'il n'y eust aucuns enfans. Mais s'il y auoit enfans: en ce cas, les meubles se partiront par moitié entre les enfans & le suruiuant. Et sur ce les Officiers du Roy & Practiciens, tant dudit Siege principal, que des particuliers dudit Bailliage, ont concordablement dit, que ledit Article deuoit estre corrigé & modifié en la maniere dessusdicte. Et ce faict, auons demandé opinion aux gens d'Eglise: lesquels apres auoir ouys les vns apres les autres, tous ensemblement nous ont dit, que pour le bien du pays, ledit Article se deuoit moderer comme dessus est dit: C'est à sçauoir que les meubles doiuent competer & appartenir au suruiuant, pourueu qu'il n'y ait point d'enfans. Apres auons particulierement demandé l'aduis & opinion des Nobles estans en ladite assemblee: entre lesquels le Comte de Dampierre Seigneur de Hans, le Seigneur de Viels-maisons premiers opinans, furent d'opinion que la Coustume, ainsi qu'elle estoit posee, deuoit demourer: le Seigneur de Lagely, le Seigneur de Blacy, Perceual de Rasse, Seigneur de Gandelus, le Seigneur de Sainct Remy, furent d'opinion que les meubles demeureroient au suruiuant entre Nobles, soit qu'il y ait enfans ou non: pourueu qu'il ne se remarie. Car s'il se remarioit, en ce cas, sont d'aduis, que les biens delaissez se partissent entre les enfans du premier decedé & le suruiuant. Messire Thierry de Lenoncourt Bailly dudit Vitry, Emery de Chastillon, Seigneur de Marigny, Maistre Adrien du Drac Vicomte d'Ay, Seig. de Mareul, Nicolas de Netancourt, S. de Vaubecourt, Pierre de Condé Seigneur de Vandieres, ont esté d'opinion que les biens meubles, s'il y a enfans, soient diuisez & partis entre le suruiuant & les hoirs du premier decedé: mais où il n'y auroit enfans qu'estre Nobles, ils appartiẽnẽt au suruiuãt. Sur la diuersité desquelles opiniõs par Maistre Pierre Grossame Bailly de Roussy, & par Maistre Regnaut Cochon Lieutenant du Bailly de Vitry en son Siege de Fismes, fut remonstré que par l'opinion des Gentils-hommes qui tendoient à ce que les biens meubles fussent partis entre le suruiuant & les hoirs du premier decedé, au cas que le suruiuant conuole à secondes nopces, n'estoit suffisamment pourueu aux inconueniens, qui venoient & procedoient à cause de la Coustume posee audit cayer. Car si vn homme Noble, qui a esté conioint par mariage, en premieres nopces a eu enfans, & sa femme soit decedee: par ceste Coustume, ledit suruiuant a & emporte tous les meubles: & s'il conuole en secondes nopees, & a des enfans, & il predecede, sadite femme emporte tous les meubles, etiam, si elle ne se marie. Et par ainsi les enfans du premier mariage, sont totalement fruſtrez des meubles de leur pere. Et que à ceste cause ladite modification ne seroit assez commune n'assez generale: ou moyen dequoy ladite premiere modification, c'est à sçauoir qu'entre Nobles les meubles se partissent existentibus liberis, est trop meilleure & profitable pour la chose publique du pays. Ouye laquelle remonstrance, les dessusdits de Lagely, Blacy, Gandelus, Sainct Remy & autres, qui auoient esté d'opinion que les meubles se partissent seulement au cas que le suruiuant conuolast en secondes nopces, se sont condescendus & cheuz en l'opinion derniere: c'est à sçauoir que les biens meubles entre Nobles, non extantibus liberis, appartiennent au suruiuant: mais s'il y a enfans, lesdits meubles se partiront entre eux & le suruiuant. Surquoy veu les aduis & opinions vnanimes des gens d'Eglise, Officiers, Practiciens & autres du tiers Estat, & aussi de la plus grand partie des Nobles, mesmes l'aduis de tous estans pour lors en ladite assemblee, fors desdits Seigneurs de Hans & Viels-maisons, auons modifié & escrits lesdits Art. 74. & 75. en la maniere qui ensuit.

---

ront les meubles & conquests. Titre sixiesme. Article cent quatre. Quand de deux conioints par mariage, & que le mary est Noble & la femme de quelque condition qu'elle soit, l'vn decede, le suruiuant emporte tous les meubles, à la charge de payer la moitié des debtes, obseques & funerailles: & les heritiers doiuent l'accomplissement du Testament: en maniere que si celuy qui decede a donné ou laissé par son Testament aucune chose de son meuble, il faut que tel heritier c le rachete pour moitié, ou le paye au legataire, à l'estimation de ce qu'il vaudra: n'estoit que ledit delais eust esté fait du consentement du suruiuant desdits conioints.

c Heres debet rem obligatam luere. l. 3. C. de legat. l. prædia. 6. C. de fideic. l. 57. D. de leg. 1.

Laon Titre troisiesme. Article vingtiesme. Le †† mary Noble suruiuant sa femme, prend les meubles & debtes actiues, qui communs estoient entre luy & sa femme, au iour du trespas d'icelle, à la charge de payer toutes les debtes mobiliaires faictes & accreuës par luy & sa femme, tant constant le mariage, qu'auparauant iceluy. Et ne se peut descharger

†† Sur les Articles vingt & vingt & vniesme, auons ordonné que la Coustume particuliere de Soissons: seroit abrogee, & que doresnauant ladite ville de Soissons se gouuerneroit selon la Coustume genera-

le: par laquelle le suruiuant de deux conioints outre les meubles, qu'il faisoit siens, iouissoit de tous les acquests assis au lieu de Soissons sa vie durant: au moyen dequoy il estoit tenu de l'accomplissement du Testament, obseques & funerailles du premier conioint decedé: & neantmoins auoit la vefue, si elle suruiuoit son Douaire sur les autres heritages que son mari auoit au iour de son trespas, & qui luy estoient escheus en ligne directe. Et qu'il estoit requis en ladite ville de Soissons que ladite vefue fut Noble, comme son mari, auant qu'elle peut se tenir à la Coustume des Nobles, touchant la renõciation de communauté, & option de tenir les meubles & debtes.

desdites debtes, quelque renonciation qu'il puisse faire, sans le consentement des heritiers de sa femme. Et où la femme auroit disposé des meubles ou de partie d'iceux par Testament, ses heritiers en doiuent acquiter & indemniser le mari. Art.21. Femme Noble peut choisir dedans xl.iours apres le decez de son mari de prendre tous les meubles & debtes actiues, qui communs estoient entre elle & sondit mari : à la charge de payer les debtes faictes par elle & sondit mari, tant auparauant le mariage que durant iceluy, ou se tenir à sa part & portion de ce qui luy appartient par droict de communauté.

CHALONS Tit.6. Art.28. Entre deux conioints par mariage Nobles, ou le mari seulemẽt estant Noble, la femme de quelque condition qu'elle soit roturiere ou seruile, le suruiuant d'iceux, pourueu qu'il n'y ait enfans de ce mariage ou d'autre gaigne & emporte si bon luy semble, tous les biens meubles, & debtes actiues de la communauté, à la charge de payer les frais des obseques & funerailles & legs pitoyables par le decedé, qui sont en deniers ou en meubles & à payer pour vne fois, auec les debtes personnelles passiues. Et au regard du surplus du Testament, il se paye par les heritiers du trespassé, ausquels appartient le propre dudit decedé & entre eux & le suruiuant, se partissent egalement les acquests & conquests immeubles faits durant & constant leur mariage. Et est tenu ledit suruiuant opter & declarer, s'il veut accepter les meubles ou y renoncer dedans xl.iours apres que le decez du defunct est venu à sa cognoissance. Toutesfois où les debtes prouiendroient du faict du mari, il ne pourroit renoncer à prendre les meubles pour se descharger desdites debtes, au preiudice des heritiers de sa femme. Art.29. Personnes extraites de Noble lignee, encores qu'elles viuent roturierement, peuuent neãtmoins vser du benefice de la Constume & se gouuerner selon icelle, tout ainsi que s'ils viuoient noblement.

Mari ne peut renoncer aux meubles, si les debtes prouiennent du fait du mari.

REIMS Tit 9. Art.279. Tout ce que dessus pour le regard des droicts appartenans à gens mariez, a lieu entre roturiers: mais quant aux Nobles le mari suruiuant sa femme est tenu de prendre tous les meubles & debtes actiues mobiliaires demeurees apres le decés & trespas de sa femme, à la charge de paier les debtes passiues mobiliaires, tant celles qui sont faites constãt leur mariage, que celles que la femme deuoit quand ils s'espouserent, & celles dont elle auoit esté chargee par succession à elle aduenue durant leur mariage. Art. 280. Toutesfois si le mari Noble par son traicté de mariage s'estoit obligé à la restitution de l'Apport de la femme, sera tenu de restituer iceluy Apport à sa femme & à ses heritiers. Quoy faisant ne prendra tous les meubles: & neantmoins sera tenu de payer toutes les debtes faites & accreuës durant & constant ledit mariage auec celles que sa femme deuoit quand il l'espousa: pourueu qu'en prennant ledit Apport, il s'en fut chargé: autrement doiuent estre precomptees à la restitution dudit Apport. Art. 281. Quant à la vefue du mari Noble outre les chois cy dessus declarez, qui sont permis aux femmes roturieres, elle peut prendre tous les meubles & debtes actiues mobiliaires, aux mesmes charges que son mari: mais y † peut renoncer dedans xl. iours. Et neantmoins peut prendre les chois & options qui appartiennent aux roturiers, aux charges & conditions d'icelles roturieres. Art. 283. La vefue Noble aiant prins tous les meubles, outre iceux a en proprieté la moitié de tous les acquests & conquests, tant feodaux, que roturiers, faits durant & constant leur mariage, & reprend tous ses heritages. Art.284. Le †† suruiuant des deux conioints Nobles, qui emporte les meubles & debtes actiues mobiliaires est tenu de payer les seruices, obseques & funerailles du predecedé, selon l'estat & qualité de leurs maisons, sans qu'il soit tenu des legs testamentaires du premier decedé, desquels l'heritier du predecedé seul demeure chargé.

Apport sera restitué par le mari, s'il y est obligé.

NOYON Tit.5. Art.31. Entre Nobles conioints par mariage, le suruiuant peut prendre & apprehender tous les meubles, si bon luy semble : à la charge de payer & acquiter les debtes. Mais si le suruiuant ne prend que la moitié des meubles, il ne sera tenu que payer la moitié des debtes, & l'heritier l'autre moitié.

† *Ces mots, Mais y peut renoncer dedans xl.iours ont esté adiouſtez.*

Vefue outre les meubles, a la moitié des acquests en proprieté.

†† *Cest Art. 284. est de nouuel introduit en ce que le suruiuãt de deux con-*

Source : BIU Cujas

ioints Nobles, eſt tenu payer les ſeruices & obſeques du decede. Ce qu'il n'eſtoit tenu par l'ancienne Couſtume ſinon pour la biere & inhumation du corps dudit predecedé: laquelle ancienne Couſtume pour ce regard a eſté abrogee.

S. Qventin Tit.1. Art.3. Apres le treſpas de l'vn des deux conioints par mariage eſtans de Noble condition & viuans noblement le ſuruiuant peut, ſi bon luy ſemble, auoir & faire ſiens tous les meubles & debtes mobiliaires, qui eſtoient communs entre eux deux, au iour du decez: en quoy faiſant il eſt tenu payer toutes les debtes mobiliaires du treſpaſſé: & eſt tenu des ſeruices obſeques & funerailles dudit treſpaſſé: enſemble de ſes legs & accompliſſement de ſon teſtament. Art.4. Si le Noble ſuruiuant ne prend que ſa part & moitié des meubles & debtes communes entre eux au iour du decez du premier decedé, ſans charges de ſeruices, obſeques, funerailles, legs & accompliſſement de Teſtament. Art.5. Et ſi deſdits conioints n'y auoit que le mari Noble, ce nonobſtant ſa vefue ſuruiuante peut prendre & auoir leſdits meubles & debtes aux charges deſſuſdites. Car le mari &c. *mis cy deſſus Tit.1. Partie 1.* Art.6. Le ſuruiuant de deux conioints par mariage de Noble condition qui veut prendre & auoir tous les meubles & debtes communs, le doit en perſonne ou par Procureur ſpecialement fondé, declarer en Iuſtice dedans xl. iours apres le treſpas du premier decedé, du moins qu'il a eſté certioré de ſa mort, & faire la declaration pardeuant Iuge competent, les heritiers d'iceluy defunct appellez: à ſçauoir qu'il veut auoir par priuilege les meubles & debtes mobiliaires communes d'entre luy & ledit defunct.

Le ſuruiuant de deux conioints nobles doit faire declaration dans xl. iours pardeuãt Iuge competent, les heritiers appellez: qu'il veut auoir les meubles par priuilege de Nobleſſe.

Ribemont Tit.9. Art.93. Entre Nobles la vefue peut prendre apres le decez de ſon mari, tous les biens meubles, à la charge de payer toutes les debtes mobiliaires. Auquel cas eſt tenue de les payer & accomplir le Teſtament du defunct. Et combien que par priuilege de Nobleſſe la femme ſuruiuant ſon mari, peut prendre tous les meubles: toutesfois le mari peut diſpoſer de la moitié d'iceux. Art.94. Et ſi par Teſtament le mari a diſpoſé de quelque eſpece de meubles, le legs ſe doit bailler en eſpece, encores que la femme y euſt la moitié: pourueu que la moitié des meubles luy demeure entierement.

Mari peut diſpoſer de la moitié des meubles.

Legs donné en eſpece encores que la femme y ait la moitié.

Covcy Tit.1. Art.2. Le Bourgeois ou Bourgeoiſe ſuruiuant, durant leur viduité, iouyſſent & poſſedent leur vie durant de tous & chacun les meubles & immeubles, acqueſts & conqueſts demeurez és ſucceſſions de l'vn ou de l'autre eſtans au dedans de la ville & Banlieuë de Coucy, & qui communs eſtoient au iour du treſpas: à la charge d'en faire bon & loyal inuẽtaire, & de la valeur d'iceluy bailler bonne caution, de rẽdre leſdits biens meubles, acqueſts & conqueſts: pourueu qu'il n'y ait aucuns enfans de quelque mariage que ce ſoit: auſſi à la charge que le ſuruiuant payera les debtes, obſeques & funerailles du predeceſſeur. Mais ſi l'vn ou l'autre deſdits Bourgeois ſe remarie, il eſt tenu faire part & portion deſdits biens à l'heritier du decedé.

Suruiuãt Bourgeois ou Bourgeoiſe pourioüir des meubles & immeubles, acqueſts & conqueſts demourez, és ſucceſſions l'vn de l'autre, doiuent faire bon & loyal inuẽtaire, & bailler bonne caution: à la charge &c.

Chavni Tit 4. Art.15. Vn homme Noble ſuruiuant ſa femme emporte & faict ſiens tous les meubles & debtes à luy & à ſa femme appartenãs & qui eſtoient communs entre eux au iour du treſpas d'icelle femme, à la charge de payer par iceluy homme Noble, toutes debtes mobiliaires deuz par eux & chacun d'eux accreuës tant conſtant leur mariage, comme parauant, ſ'il n'y auoit contract paſſé au contraire. Art.17. Et eſt à ſçauoir que l'homme Noble ou ſa femme ſuruiuant, qui apprehende les meubles & debtes en vertu de la Couſtume, poſé que ce ſoit à la charge de toutes debtes mobiliaires, ne ſeroient tenus d'accomplir, payer & fournir, les frais des formees, obſeques & funerailles du premier decedant: mais appartient à l'heritier d'iceluy premier decedant de ce faire: parce que telles debtes ſe font apres le treſpas du premier decedant.

Heritiers tenus des frais des formees, obſeques & funerailles.

Peronne Tit.5. Art.126. Entre Nobles, viuant noblement, il eſt loiſible au ſuruiuant de deux conioints par mariage de prendre par priuilege de Nobleſſe tous les meubles qui communs eſtoient entre eux au iour du treſpas du predecedé & le ſuruiuant aiant fait telle apprehenſion en ſa Iuſtice ou pardeuant ſon Iuge ordinaire, eſt tenu de payer toutes les debtes mobiliaires de la communauté, obſeques & funerailles, auec les legs faits par le defunct en eſpece: mais n'eſt tenu de payer les autres legs. Et doit faire telle apprehenſion dedans xl. iours apres le decez du defunct.

Priuilege de Nobleſſe.

Lille Tit.1. Art.22. Quant vn de deux conioints par mariage va de vie à treſpas delaiſſant vn ou pluſieurs enfans, au ſuruiuant competent & appartiennent tous les biens meubles & actions mobiliaires, à la charge de faire partage à ſeſdits enfans, lors qu'il ſe remarie, de la moitié des biens meubles & reputez pour meu-

Source : BIU Cujas

bles,qu'il auroit au iour dudit partage. Tit.17.Art.211. A vne femme vefue emiſcue & demouree és biens & debtes de ſon mari, aiant enfans ou enfant d'iceluy, appartiennent tous les biens meubles, catheux & heritages reputez pour meuble delaiſſez de ſondit mari:à la charge de payer toutes debtes & d'en faire partage à ſondit enfant,ſi elle ſe remarie. Art.212. A vne femme non aiant enfant de ſon defunct mari,& ſoy ayant emiſcuee és biens & debtes d'iceluy, appartient la moitié de tous les biens meubles, catheux & heritages reputez pour meubles, delaiſſez de ſondit mari,à l'encontre des hoirs d'iceluy à la charge de payer moitié des debtes.

La Bassee Art.7. Par le treſpas de l'vn de deux conioincts delaiſſant biens meubles,maiſons & heritages reputez pour meubles, giſans & tenus dudit Eſcheuinaige,ſoit qu'ils ou l'vn d'eux ayent enfans ou enfant dudit mariage, d'autre precedent ou non:au ſuruiuant competent & appartiennent tous & quelſconconques leſdits biens meubles, maiſons & heritages delaiſſez par ledit defunct, iaçoit qu'ils viennent & procedent du lez & coſté dudit defunct: à la charge de payer ſes debtes,exeques & funerailles.Et peut tel ſuruiuant vſer & diſpoſer deſdits biens meubles,maiſons & heritages à ſon plaiſir & volonté. Mais ſ'il ſe remarie,il eſt tenu faire partage aux enfans ou heritiers dudit premier morant, tel que de la moitié deſdits biens,maiſons & heritages:à la charge de payer la moitié des debtes. Et ſi tel ſuruiuant ne ſe remarie,apres ſon treſpas, tous leſdits biens meubles, maiſons & heritages, ſe doiuent partir entre les enfans ou enfant dudit premier morant ou ſes heritiers,& les enfans ou heritiers dudit ſecond morant, chacun par moitié:à la charge de payer chacun moitié des debtes.

Ostricovrt Art.7. Se vne femme ſuruit ſon mary, ayant vn ou pluſieurs enfans procedans dudit mary,à elle appartient la ioyſſance, durant ſa viduité de tous & quelſconques les heritages giſant audit Eſcheuinage, ſoient acqueſtez ou patrimonieux delaiſſez par ſondit feu mary, auec tous les biens meubles, en payant par elle toutes debtes,exeques,funerailles & Teſtament: pourueu que ladite vefue ſera tenue nourrir & entretenir ſes enfans. Art.8. Se vne vefue ſe remarie,elle eſt ſubmiſe & tenue faire partage à ſes enfans, ſ'aucuns en a viuans de ſondit mariage,ou aux prochains heritiers de ſondit feu mary, des biens meubles qu'elle a lors.Et depuis ledit mariage en auant,elle pert la totale ioyſſance deſdits heritages patrimonieux venans & procedans de ſondit feu mari, enſemble la moitié deſdits heritages acqueſtez conſtant ledit mariage. Mais ſe tel mary auoit au iour de ſon treſpas vn ou pluſieurs enfans d'autre mariage, à tel enfant ou enfans, eſt deu partage,à l'encontre deſdits vefue & enfant ou enfans en tous leſdits heritages patrimonieux,& en la moitié d'iceux acqueſtez & la moitié deſdits biens meubles,en payant leur portion deſdites exeques & Teſtament. Neantmoins ladite vefue ioyſt contre ſeſdits enfans ou enfant, tant qu'elle demeure à marier de ce que leur eſt ſuccedé par le treſpas de leurdit feu pere:à la charge de nourrir & entretenir ſeſdits enfans. Art.9. Se telle vefue fine ſes iours ſans ſoy remarier, non delaiſſant enfans ou enfant dudit mariage, combien qu'elle euſt enfant d'autre mariage precedent, les prochains parens de ſon feu dernier mary,ſuccedent éſdits heritages patrimonieux,& moitie deſdits heritages acqueſtez.Et ont,ſe bon leur ſemble,la moitié des biens meubles qu'elle delailleroit, à l'encontre deſdits enfans ou enfant,d'autre mariage ou de ſes heritiers,payant moitié des debtes.

Nevfville Art.6. Au ſuruiuant de deux conioints par mariage, ayant enfans d'iceluy,competent & appartiennent tous les biens meubles & heritages tenus dudit Eſcheuinage,deſquels il peut vſer & diſpoſer à ſon plaiſir & volonté & n'eſt ſubmis à faire partage,iuſques à ce qu'il ſe remarie, à condition de nourrir & entretenir les enfans. Art.7. Et quand ils n'ont enfans,la ioyſſance deſdits heritages compete & appartient audit ſuruiuant, tant qu'il demeure à marier, à la charge de payer les debtes du treſpaſſé. Et apres ſon treſpas ſe partiſſent par moitié entre ſes heritiers & les heritiers du premier treſpaſſé.

Commines Art.17. Quand l'vn de deux conioints par mariage termine par mort,delaiſſant enfans ou enfant procreez dudit mariage, au ſuruiuant competent & appartiennent tous les biens meubles & reputez pour meubles, dont ils ſont ioyſſans: à la charge de faire partage à ſeſdits enfans ou enfant, ſ'il ſe remarie.

Ennetieres Art.4. Quand l'vn des deux conioints par mariage ayans enfans d'iceluy,ſe remarie,il eſt tenu faire partage à ſeſdits enfans.

Camphin Art.3.Quand l'vn de deux conioints par mariage,fine ſes iours ſans delaiſſer enfans de mariage precedent ayans eu enfant conſtant leur mariage,

Source : BIU Cujas

qui soient terminez au iour du decez dudit premier morant, au suruiuant s'il n'a enfant d'autre mariage, competent & appartiennent tous les heritages tenus de ladite Seignourie & biens meubles delaissez par le premier morant, à la charge de furnir son testament, & payer ses debtes, exeques & funerailles. Et peut tel suruiuant desdits heritages & biens immeubles, vser & disposer à son plaisir & volonté. Art. 4. Se l'vn de deux conioints terminé heritier d'aucuns heritages tenus d'icelle Seignourie, delaissant dudit mariage enfans, au suruiuant appartiennent tous lesdits heritages & biens meubles, à la charge, s'il se remarie de faire partage ausdits enfans. Et n'est submis le pere suruiuant iusques audit mariage, faire partage desdits heritages & biens meubles. Art. 5. Par le trespas du premier morant de deux conioints non ayant eu audit mariage enfant ou enfans, les heritages tenus de ladite Seignourie, par luy portez en mariage, où qui luy seroient succedez constant iceluy, & la moitié des heritages acquestez, & biens meubles, competent & appartiennent à ses prochains heritiers, en pareil degré, aussi bien femelles que masles: à compte de teste: à la charge de payer moitié des debtes & le surplus appartient au suruiuant.

PONT A VVENDIN Art. 4. Apres le trespas de l'vn de deux conioints par mariage, ayans d'iceluy eu vn ou plusieurs enfans, les maisons & heritages tenus d'iceluy Escheuinage, dont ils estoient ioyssans au iour dudit trespas, competent & appartiennent au suruiuant & en peut vser & disposer à son plaisir & volonté: à la charge s'il se remarie, de faire partage de la moitié à ses enfans ou enfant. Et s'il fine ses iours sans delaisser enfant viuant, lesdits maisons & heritages, dont il seroit ioyssant au iour de sondit trespas, competent & appartiennent à ses plus prochains heritiers aussi bien femelles, que masles, en pareil degré à compte de testes.

ARRAS Tit. 3. Art. 21. Au suruiuant de deux conioints, s'il y a Entraucstissement en leur mariage de sang ou par lettres, par le trespas du premier morant sont competens & appartiennent tous & chacuns meubles & les heritages dudit Escheuinage, dont ils possedoient au iour dudit trespas dudit premier mourant, à la charge de purger les debtes, obseques & funerailles dudit premier mourant, & en demeure saisi ledit suruiuant, sans qu'il soit besoin qu'il en face aucune apprehension, par le trespas dudit premier mourant.

S. OMER en Artois Tit. 2. Art. 26. La femme vefue apprehendant la totalité des biens meubles, catheux & acquests est submise de payer toutes debtes que son mary deuoit, & en descharger ses heritiers.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 4. Fief en Cambresis est de telle nature, priuilege & franchise que celuy, qui a fief audit pays, soit homme soit femme conioint en mariage demourãt le dernier suruiuant, succede à iceluy qui decede premier sans enfans en tous biens meubles, aux charges des debtes, obseques & funerailles: entant que par traicté de mariage, autrement n'en auroit esté disposé. Art. 5. Vne femme constant son mariage, ne peut par don à elle fait ou achat de quelque fief, soy affranchir à l'effect de demourer apres le trespas de son mari en tous biens meubles: neantmoins tel fief à elle specialement donné tient la coste d'elle. Art. 6. Mais si fief eschet à la femme constant son mariage, par succession hereditaire sans fraude, tel fief luy vaut pour estre femme franche.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 40. Quand l'vn de deux conioints Nobles va de vie à trespas, sans enfans issus dudit mariage, le suruiuant d'iceux conioints, prend tous les biens meubles: sauf ceux qui seront pour la fortification & instruction des maisons, & ceux qui y seroient pour perpetuelle demeure & les fait siés en paiant les debtes & accomplissant le Testament pour les legs personnels, obseques & funerailles: sauf à Orleans, Meung, Iargueau, Sully, Comté de Guyen, S. Benoist, & Chastillon sur Loire & és terres de S. Croix: ésquels lieux les heritiers du trespassé prennent la moitié desdits meubles.

TOVRS Tit 24. Art. 247. *A la fin.* Et quant aux meubles, ils appartiennent au suruiuant, s'il les veut prendre: à la charge de payer les debtes personnelles mobiliaires, frais funeraux, dons & legs testamentaires à vne fois payer.

CHASTEAVNEVF Chap. 9. Art. 66. *A la fin.* Entre Nobles tous les meubles appartiennent au suruiuant, si bon luy semble, en payant par luy toutes les debtes, creances mobiliaires, obseques & funerailles: & entre les Nobles, les acqueremens faits durant leur mariage se partissent, comme dessus.

CHARTRES Chap. 10. Art. 57. *A la fin. p. à Chasteauneuf.*

DREVX Chap 21. Art. 103. Quand de deux conioints par mariage entre Nobles, l'vn d'iceux va de vie à trespas, au suruiuant appartiennent les meubles.

Le suruiuant des cõioints succede au fief sans enfans & en tous meubles, à la charge des debtes, obseques & funerailles: s'il n'en est autrement disposé par le contract de mariage.

Femme ne se peut affranchir par don de fief ou achat constant son mariage: sinon par succession sans fraude

Suruiuant des conioints nobles a les meubles: sauf ceux qui sont pour la fortification & instruction des maisõs, & ceux qui y sont pour perpetuelle demeure.

Source : BIU Cujas

Heritiers du treſpaſſé noble, en certains lieux ont la moitie des meubles.
Acqueremens entre nobles ſe partiſſent egalement.

Suruiuant gaigne les meubles a perpetuité & des conqueſts la moitié en proprieté, & l'autre par vſufruict.

S. AIGNAN Chap.3.Art.11. Et au regard des Nobles, le ſuruiuant gagne les meubles à perpetuité. Et au regard des conqueſts immeubles, la moitié en appartient en proprieté au ſuruiuant, & ſi iouiſt de l'autre moitié en vſufruict, ſa vie durant: à la charge de payer les debtes, funerailles & obſeques du predecedé, & les charges anciennes & entretenir les edifices & heritages, ainſi qu'vn bon pere de famille, & nourrir les mineurs, ſi aucuns en y a.

LA RVE d'Yndre Chap.4.Art.14. Entre † homme & femmes Nobles mariez enſemble, le ſuruiuant gaigne les meubles, à la charge de payer les debtes: & ſous icelle charge à l'adminiſtration des enfans mineurs.

† *Ceſt Ar.14. eſt remis à la Couſtume generale pour le tẽps aduenir.*

LEPVROVX Chap.4.Art.7. Entre †† Nobles le ſuruiuant gaigne les meubles, ſoit qu'il y ait enfans ou non.

†† *Ceſt Ar. 7. eſt auſſi remis à la Couſtume generale pour le temps aduenir.*

BERRI Tit.8.Art.13. Le d ſuruiuant de deux conioints par mariage entre Nobles, ſi le predecedé n'a delaiſſé aucuns enfans du mariage ou d'autre, faict tous les meubles ſiens: mais ſ'il a delaiſſé enfans, le ſuruiuant ne doit auoir que la moitié des meubles & conqueſts faits durant & conſtant le mariage par ſon droit de communauté, ſi n'eſt qu'il y euſt conuention au contraire au contract de mariage.

Suruiuant des nobles mariez gaigne les meubles, ſ'il n'y a enfans: ſinon en a ſeulemẽt la moitié.

POICTOV Tit.3.Art.240. Mais au cas où entre Nobles & xxv. Eſcheuins de la ville de Poictiers e les meubles appartiennent au ſuruiuant, ſi le ſuruiuant renonce à la partie des meubles, qui appartenoient au treſpaſſé, il ne payera que la moitié des debtes: & payera icelle moitié, encores qu'il euſt renõcé à ſa moitié des meubles, comme dit eſt du roturier.

Noble renonçant au priuilege, n'a que la moitié des meubles, en payant la moitié des debtes.

BAR Tit.7.Art.78. Le ſuruiuant des deux conioints gagnera les meubles, ſ'il n'y a heritiers d'eux ou de l'vn d'eux en droite ligne, en payant les debtes paſſiues & frais funeraux du predecedé. Mais ſ'il y a enfant ou enfans de l'vn d'eux, les meubles ſe partiront par moitié, entre le ſuruiuant & les enfans, & ſe payeront les debtes paſſiues par moitié.

SEDAN Tit.4. Art.78. N'eſtoit que les conioints fuſſent Nobles ou le mari Noble & qu'il n'y euſt enfans d'eux deux, ou de l'vn d'iceux: auquel cas le ſuruiuãt, ſi bon luy ſemble, emportera tous les biens meubles à touſiours, & les conqueſts moitié en propre auſſi à touſiours, & l'autre moitié en vſufruict, ſa vie durant ſeulement: à la charge de payer par le ſuruiuant les debtes perſonnelles & legs teſtamentaires mobiliaires, obſeques & funerailles du premier decedé, & d'entretenir les conqueſts immeubles en bon & ſuffiſant eſtat, à tout le moins en tel eſtat que les conqueſts ſeroient lors du decés du premier decedé. Art.79. Et ſera tel ſuruiuant tenu de declarer ſ'il veut iouir dudit priuilege pardeuant le Bailly de Sedan, ou ſon Lieutenant, les heritiers du defunct preſens ou appellez, ſ'ils ſont demourans és terres & Seigneuries dudit Bailliage. Et à faute de faire la declaration, ſera preſumé auoir choiſi le priuilege des Nobles, ſans qu'il ſoit plus receu à choiſir ou retourner au droict des roturiers. Art.80. Et declaration faicte par le ſuruiuãt, qu'il accepte le priuilege des Nobles, ſera ſaiſi des biens meubles & conqueſts immeubles, ſans qu'il ſoit beſoin d'en demander la deliurance aux heritiers du defunct: & neantmoins en cas de debat ou contredit, de la part des heritiers, ſera fait inuentaire & priſee des biens meubles & des lettres, titres & enſeignemens aux deſpens de la ſucceſſion, les heritiers preſens ou appellez, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, auant que le ſuruiuant en puiſſe aucunement diſpoſer & par l'iſſue du procés, celuy qui ſuccombera, ſera tenu des frais dudit inuentaire & priſee & deſpens du debat. Art.81. Tout ce que deſſus a lieu, ſinon qu'il y ait conuention au contraire derogeant à la Couſtume.

Declaration pour le priuilege des nobles par deuant qui doit eſtre faite.

Noble ſuruiuãt apres la declaration, eſt ſaiſi des biens meubles & cõqueſts: & en fera faire inuentaire & priſee des biens meubles.

d Ceſte Couſtume eſt fort ancienne, ainſi qui ſe cognoiſt par l. 62. Art. de la Couſtume de Berri eſcrite à la main, L en garde en Berri par la Couſtume que la ou la femme d'aucun meurt ſans hoirs de ſon corps deſcendãt, li meuble viẽnent au pere ou à la mere, ſe elle ha pere ou mere Et ſe elle n'a pere ne mere, il vienent à ſes freres germains, ſe germains ha. Et combien qu'elle ait freres ou ſœurs, qui ne ſont pas germain, li germain ſeul prendront tout le meuble. Et auſſi eſt entendu de l'homme. Ce ſauf que en la terre d Yſſodun dient qu'entre les nobles en ce cas li meubles demeure au mari.

e Les Maires & Eſcheuins de Poictiers & leur poſterité ſont annoblis en Decembre 1372. par priuilege verifié en la Chãbre des Comptes le 28. Ianuier audit an lequel priuilege leur a eſté ſucceſſiuement confirmé par les Rois de France.

Art.239. PARIS.

Mariez ſont reputez aagez & vſans de leurs droicts.

Homme & f femme conioints par mariage, ſont reputez aagez, vſans de leurs droicts † pour auoir adminiſtration de leurs biens, & non pour vendre, engager ou aliener leurs meubles pendant leur minorité.

f Ceſt Article ſ'entẽd quand le mari a l'adminiſtration de luy ſa femme & de leurs biẽs Enfans mineurs ſont faicts à leurs droicts quand ils ſont mariez ne plus ne moins que

† *Ces mots, pour auoir &c. iuſques à la fin,*

CONFERENCE.

Source : BIU Cujas

enfans emancipez, nisi nupserint in familia c'est à dire demourans auec leur pere & sous vn mesme gouuernement & administration, & telle est la Coustume generale de France, ainsi qu'escrit Du Moulin. En la premiere partie de ceste Conference. Tit. 1. nombre vi. nous auons monstré par plusieurs Coustumes que les enfans sortoient hors de la puissance paternelle par mariage ou emancipation. Au reste ceste Coustume de Paris, comme aussi plusieurs autres est contraire à la disposition ciuile l. 12. C. de collat. l si vxorem. 5. C. de cond. infert. § 1. Inst. Ad Tertyll. § pen. Inst. de patr. pot. Patria enim potestas nuptiis non soluitur iure ciuili. Boer. Dec. 197. & 350. Et a souuent esté iugé que la maiorité ores qu'elle soit iugee par quelques Coustumes, à 18 ou 20. que cela s'entend pour la simple administration, non pour l'alienation, mesmes par Arrest du 16. Ianuier 1586. Et autant en pouuons nous dire quand les Coustumes estiment les mariez aagez, que cela s'entend seulement de la simple administration des biens & non pas pour l'alienation de leurs immeubles, s'ils ne sont paruenus à l'aage de vingt cinq ans: & s'ils sont mineurs, le decret de Iustice y est neeessaire & par aucunes Coustumes on requiert encores l'aduis des parens des mariez qui vendent ainsi leurs heritages & immeubles. Tellement que gens mariez n'ont besoin de Curateur pour l'administration de leurs biens, la poursuite de leurs droicts en iugement ou dehors, & consequemment pourront faire tous actes de pere de famille pourueu qu'il ne soit question de l'alienation de leurs immeubles, s'ils n'ont l'aage de xxv. ans parfaicts & accomplis, ainsi qu'il est requis de droict & Coustume l. 2. & 3. C de his qui veniam æt. impetr. l. prædia C. de prædiis min. sine decr. non al. & autres textes assez vulgaires.

sont adioustez pour interpretation de ceſt Art. 239. qui estoit le 117. Art. de l'ancien Coustumier.

CALAIS Tit. 3. Art. 40. p. *à Paris.*

MEAVX Chap. 9. Art. 57. Vn homme marié est censé & reputé vsant de ses droicts, & est hors de puissance de son pere & peut iouir & vser de ses droicts en quelque aage suffisant, toutesfois que soit contracté le mariage.

MELVN Chap. 13. Art. 219. p. *à Paris.* †† conioints ensemble par mariage sont reputez vsans de leurs droicts pour auoir l'administration de leurs biens, contracter & ester en iugement, & non pour aliener, vendre & engager ou hypothequer leurs immeubles plustot & iusques à ce qu'ils ayẽt l'aage de vingt cinq ans accomplis.

†† *Ceſt Ar. 219. eſt adiouſté comme ancié & omis.*

SENS Tit. 16. Art. 160. Enfans Nobles & non Nobles, soient fils ou filles, sont reputez aagez & à leurs droicts quand ils sont mariez, quelque aage qu'ils ayent & desiors est & demeure l'homme à ses droicts, & la femme en la puissance de son mari, pour † pouuoir ester en iugement & faire les actes que peuuẽt faire maieurs sans y comprendre l'alienation & hypotheque de leurs biens.

AVXERRE Tit. 14. Art. 257. p. *à Sens.* actes entre vifs que &c. maieurs: mais †† pource ne pourront aliener & hypothequer leurs immeubles.

† *Ces mots, pour pouuoir, &c. iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez.*

ESTAMPES Chap. 8. Art. 99. p. *à Paris.* en mariage sont reputez aagez pour auoir administration de leurs biens, contracter & ester en iugement, & non pour aliener, vendre ou engager leurs immeubles.

DOVRDAN Tit. 6. Art. 85. p *a Paris.* mariez ensemble sont &c. † pour le regard de l'administration de leurs biens, & conduite de leurs affaires, sans toutesfois qu'ils puissent vendre & aliener leurs immeubles, s'ils sont mineurs.

†† *Ces mots, mais pource, &c. ſont de nouuel adiouſtez.*

MONTFORT Chap. 11. Art. 134. p. *à Dourdan.* droicts, sans †† pouuoir toutesfois aliener ne hypothequer leurs biens immeubles, iusques à l'aage de vingt cinq ans.

† *Ces mots, pour le &c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez pour interpretation.*

MANTE Chap. 11. Art. 129. † p. *à Montfort.*

CLERMONT Tit. 15. Art. 190. p. *à Dourdan.* iusques à ces mots, *de leurs droicts,* inclus.

VALLOIS Tit. 7. Art. 100. p. *à Dourdan.* ensemble †† du consentement de leurs parens: sont reputez vsans de leurs droits: mais toutesfois ne pourront vendre ou aliener leurs immeubles sans decret ou auctorité de Iustice, iusques à aage parfaict, qui est de xxv. ans complets.

†† *Ces mots, Sans pouuoir, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

TROIES Tit. 2. Art 21. *A la fin.* Vn † mineur de xxv. ans marié ne peut aliener ses immeubles, sans interposition de decret.

† *Le 129. Art. eſt adiouſté comme ancien & omis en l'ancien Coustumier.*

REIMS Tit. 1. Art. 10. p. *a Montfort.* †† droicts quant à la pourſuitte & administration & disposition de ce qui est meuble, censé & reputé pour meuble, sans pouuoir toutesfois hypothequer ou aliener leurs immeubles &c.

S. QVENTIN Tit. 1. Art. 13. Enfans mariez sont reputez emancipez vsans de leurs droicts & hors la puissance paternelle: & sont leur, ce qu'ils acquierent, iaçoit qu'ils soient mineurs de vingt cinq ans, & ayent pere & ayeul paternel.

†† *Ceſt Art. 100. eſt introduit pour nouuelle Coustume.*

CAMBRAY Tit. 6. Art. 1. Fils ou filles mariez sont tenus & reputez eagez & personnes de soy, emancipez & mis hors de la puissance de leurs peres, sans y comprendre l'alienation ou hypotheque de leurs biens immeubles, s'ils sont encoire mineurs.

† *Voyez cy deſſous Tit. xii.*

de Paris & a eſté rayé le 22. Article ancien pour la correction & modification faicte en l'Art. 21. Enfans Nobles & non Nobles ſont reputez &c.

†† *Ceſt Art. 10. eſt adiouſté comme ancien & omis au liure imprimé.*

Source : BIU Cujas

NIVERNOIS Chap.23. Art.26. Gens mariez ſont reputez pour emancipez & vſans de leurs droicts, quant à la puiſſance & auctorité paternelle: toutesfois ſ'ils ſont mineurs de vingt cinq ans, ils ne peuuent aliener leurs heritages & immeubles, ſans decret de Iuſtice & auctorité de leurs Curateurs ſi aucuns en ont.

ORLEANS Tit.9 Art.181. Quand enfans aians pere ou mere ſont mariez, ils ſont hors de puiſſance & garde de leurs pere & mere, ſoient Nobles ou non nobles: & ſont †† reputez vſans &c.p.*à l'Art.239. de Paris.* Art.182. Tous † mineurs de xxv.ans, ſ'ils ſont mariez, ſont reputez eſtre à leurs droits pour auoir &c.p.*à Par.239*

TOVRS Tit.33 Art.351. Homme †† & femmes Nobles ou roturieres, mariez encores qu'ils ſoient mineurs de xxv.ans, ſont vſans de leurs droicts pour iouyr & diſpoſer de leurs meubles & fruicts de leurs immeubles, eſter en iugement, contracter pour ce regard, contraindre leurs Curateurs à leur rendre compte & paier le reliqua, & toutes les pourſuittes, receptes & quittances qu'ils feront, quant aux choſes ſuſdites, ſont bonnes & valables: pourueu que pour le regard de l'audition du compte de leurs biens & payement du reliqua ſoient appellez deux de leurs principaux parens pardeuant le Iuge ordinaire: & ſ'il n'y auoit parens, ſera appellé le Procureur du Roy ou de la Seigneurie du lieu où le compte ſera rendu: auquel cas n'y aura lieu de reſtitution ſous pretexte de minorité.

GRAND PERCHE Tit.9. Art.173. Gens mariez ſont vſans de leurs droits, encores qu'ils ſoient mineurs d'ans: mais ne peuuent vendre n'aliener leurs heritages: ſinon qu'ils ayent xxv.ans paſſez.

CHASTEAVNEVF Chap.10. Art.72. Par mariage le mari eſt reputé maieur & perſonne de ſoy, en iugement & dehors: tellement qu'il peut pourſuiure ſes actions & paſſer tous contracts: toutesfois † ſi ledit mari en faiſant ſes cõtracts eſt ſous l'aage de xxv.ans, & il eſt lezé par iceux contracts, il pourra eſtre reſtitué pour le regard de ſes choſes & biens immeubles. Ar.73. Pareillement la femme eſt reputee maieure & perſonne de ſoy en iugement & dehors, & peut pourſuiure ſes actions & paſſer tous contracts, le tout auec l'auctorité de ſon mari: toutesfois †† ſi le mari luy preſtant l'auctorité eſt au deſſous de l'aage de xxv. ans: & la femme auſſi mineure de xxv.ans, eſt lezee par le moyen deſdits contracts, elle pourra eſtre releuee d'iceux, comme il eſt contenu en l'Article precedent.

CHARTRES Chap.11. Art.63. } p.*à Chaſteauneuf.*72. iuſques à ces mots, *tous*
DREVX Chap.11. Art.54. } *contracts*, inclus.

BLOIS Chap.1. Art.1. Enfans † ſont faits à leurs droits, quand ils ſont mariez Art.2. Enfans mineurs †† par mariage ſont reputez maieurs: & deſlors peuuent eſter en iugement, contracter & eux obliger, & ſont capables de faire tous actes legitimes, que pourroient faire maieurs.

LA RVE d'Yndre Chap.10. Art.30. Tous fils de famille mariez, incontinent qu'ils le ſont, ils ſont reputez maieurs & emãcipez: ſuppoſé qu'ils demeurent auec leur pere & peuuent eſter en iugement & defendre en toutes cauſes ſans auctorité de leur pere, *eſto*, qu'ils fuſſent mineurs de xxv.ans.

BERRI Tit.1 Art.3. Les enfans mariez, bien qu'ils ſoient mineurs deſſous l'aage de xxv.ans, & auſſi les maieurs de xxv.ans indifferemment, ſont reputez abſous & deliurez de la puiſſance paternelle, & peuuent eſter en iugement & agir, diſpoſer & contracter comme enfans vrayement emancipez par la Couſtume & deliurez de la puiſſance paternelle. Art.4. Toutesfois † ſ'ils ſont mineurs de xxv. ans, bien qu'ils ſoient deliurez de la puiſſance paternelle, ne pourront aliener leurs biens immeubles ſans auctorité de Curateurs & decret de Iuge: & ſi en autres cõtracts eſtoient deceus & circonuenus par leur g facilité notablemẽt, pourront demander reſtitution en entier.

BOVRBONNOIS Chap.15. Art.166. Fils †† de famille mariez ou h Preſtres, ſont reputez emancipez & maieurs, quant à pouuoir eſter en iugement & contracter ſans l'auctorité de leurs peres, ayeuls ou autres: ſinon qu'autrement fut conuenu faiſant le mariage. Et ne retournent leſdits fils de famille, le i mariage diſſolu, en la puiſſance de leurs peres, ayeuls ou autres.

†† *Ces mots*, ſont reputez, *&c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez à ceſt Art.* 181. *qui eſtoit le* 160. *pour explication.*

† *Ceſt Art.* 182. *a eſté accordé, adiouſté & mis au lieu du* 165. *de l'ancien, ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art.* 351. *eſt mis au lieu de l'vnique Art. qui eſtoit en l'ancien Couſtumier.*

Enfans mariez comme peuuent faire rendre cõpte à leurs Curateurs.

Reſtitution en ce cas ſous pretexte de minorité ne ſera receue

† *Ces mots*, toutesfois ſi, *&c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots*, Toutesfois ſi, *&c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Art.* 1. *contient la reformatiõ de l'ãcienne Couſtume.*

†† *Ceſt Art.* 2. *a eſté reformé ſur les remonſtrances faites ſi les Eſtats entendoient que les mineurs reputez maieurs par mariage, pouuoient aliener leurs immeubles ſans interpoſition de decret & leur auons donné à entendre les inconueniens & proces, qui pourroient aduenir au moyen de ces mots anciens*, que les reputez maieurs peuuent faire tous actes legitimes, que peuuent faire maieurs: *Surquoy auons ordonné que leſdits mots ſeront corrigez.*

† *Ceſt Art.* 4. *eſt interpretatif & ſuppletif des anciens.*

†† *Ceſt Art.* 166 *eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

g L. 2. C. de his qui ven. æt. impetr. Reſtituitur etiam minor qui pluris quam oportet emit. l. patri 27. §. 1. D. de minor. vide l. 7. §. 1. D. eod. titulo.

h Iure antiquo patria poteſtas reſoluitur ſi filius Flamen Dialis inauguretur aut filia virgo veſtalis capitur, vt ait Vlp. lib. Reg. Tit. X. Baldus in l. apud hoſtes. 8. C. de ſuis & legit.

i L. in inſulam 6. & l. ſi pater 9. C. de ſent. paſſ. §. 1. Inſt. Quibus modis ius patr. poteſt. ſoluitur.

Source : BIU Cujas

LODVNOIS Chap.35. Art.1. Homme ou femme mariez ſont tenus pour emancipez.

LA ROCHELLE Chap.9. Art.24. Tout homme qui ſe marie eſt hors de la puiſſance de ſon pere, & peut contracter, pourſuir & defendre ſes droicts, comme ſi par expres le pere l'auoit emancipé.

BRETAGNE Tit.22. Art.499. L'homme † & femme, encores qu'ils k ſoient mariez, ſ'ils ſont mineurs de xxv. ans, ne pourrõt aliener leurs heritages & immeubles, conſtituer rentes & hypotheques, vendre ne demolir grand bois, n'y prendre auance pour plus d'vn an, iuſques à ce qu'ils ayent xxv. ans paſſez. Art.527. Et †† ſi l'enfant eſt marié auec l'aſſentement de ſon pere, & a femme eſpouſee, il eſt emancipé par la Couſtume quant à iouyr de ſes biens.

BAR Tit.6. Art.75. L'homme & la femme ſont &c. p. *à Sens.* mari pour faire les actes &c. maieur: excepté l'alienation & hypotheque de leurs biens, iuſques à xxv. ans complets.

TOVRNAY Tit.9. Art.2. Par le meſme vſage, les mineurs d'aage, contractant mariage, ſont, *ipſo facto*, emancipez, à ſçauoir mis hors du pain de leur pere, de ſorte que incontinent leur mariage conſommé & parfaict, ils ſont tenus pour maieurs & eagez, & par la Couſtume peuuent cõtracter & diſpoſer de leurs biens & marchandiſe, comme faire ils pourroient, ſe ils auoient actuellement l'eage de maiorité requis de Droict: bien entẽdu toutesfois, qu'ils ne pourront aliener leurs heritages, ſ'ils n'ont vingt ans complets.

Voyez Art.154. cy deſſous Tit.xii.

Art.240. PARIS.

Quand [l] l'vn des deux conioints par mariage va de vie à treſpas & delaiſſe aucuns enfans mineurs dudit mariage, ſi le ſuruiuant des deux conioints ne fait faire inuentaire auec † perſonne capable, & legitime contradicteur, des biens qui eſtoient communs durant le mariage, & au temps du treſpas, ſoit meubles ou conqueſts immeubles, l'enfant ou enfans ſuruiuans peuuent, ſi bon leur ſemble, demander Communauté en tous les biens meubles & conqueſts immeubles du ſuruiuant: poſé qu'iceluy ſe remarie.

Art.241. PARIS.

Et pour la diſſolution de la Communauté, faut que ledit inuentaire ſoit fait & parfait, & à la charge de faire clorre ledit inuentaire par le ſuruiuant, trois mois apres qu'il aura eſté fait. Autrement & à faute de ce faire, par le ſuruiuant, eſt la Communauté continuee, ſi bon ſemble aux enfans.

Art.242. PARIS.

Si †† le ſuruiuant ſe remarie, ladite communauté eſt continuee entre eux pour [m] vn tiers: tellement que les enfans ont vn tiers, le mari & la femme chacun vn autre tiers. Et ſi chacun d'eux a enfans d'autre precedent mariage, ladite Communauté ſe continue par quart: & eſt ladite Communauté multipliee, ſ'il y auoit d'autres lits, & ſe partit egalement. En ſorte que les enfans de chacun mariage ne font qu'vn chef en la Communauté: le tout où cas qu'ils n'euſſent fait inuentaire, comme deſſus eſt dict.

Art.243. PARIS.

Si aucun des enfans qui ont continué la Communauté meurt ou tous fors vn, les ſuruiuans ou ſuruiuãt d'iceux enfans [n] cõtinuent la Communauté, & prennent autant que ſi tous les enfans eſtoient viuans.

CONFERENCE.

l Ceſte Couſtume cõme autres ſemblables eſt contre le droict cõmun, nemo poteſt ſocietatem heredi ſuo ſic parere, vt ipſe heres ſocius ſit Vlp. in l. nemo poteſt 35. D. pro ſocio. Pomponius in l adeo. 59. D eod. tit. Bartol. in l. liberorum D. de ver. ſignific. Alexãder vol. 1. Conſ. 105. Iure enim ciuili ſocietas morte vnius ex ſociis diſſoluitur, nec ad heredes tranſit. l. Conſilii 47. §. fin. D. de reg. iur. l. actione 65. §. morte. D. pro ſocio. Ce qui eſt auſſi expreſſement porté par les Loix. t. l. Societatem 4. §. 1. l. cum duobus 52. §. idem reſpondit l. verum D. 63. §. in heredem 15 ſocietas. D. eod. tit. §. ſoluitur Inſt. eod tit. de ſociet. Societas hoc caſu iure ciuili renouanda eſt l. 36. & l. 37. l. heres ſocii 40. d. l. verum §. in heredem D. eod. tit. l. 3. C. eod. titulo. Vide Bald. in l ſi patruus. C. comm. vtr. iud. Ludou. Rom. conſ. 316. & 325. l. 42. §. ſi in ſocietatem D de adq. her. & l. nam & Seruius. D. de neg. geſtis. Au reſte la communauté ſe continue par faute d'inuentaire fait ſuiuant la Couſt. de Paris par Arreſt du

† *Ceſt Ar.499. reforme & eſclairciſt le 472. Art. ancien.*

†† *Ceſt Art. 527. reforme le 499. ancien duquel ont eſté oſtez ces mots, car le pere &c. iuſques à la fin.*

Communauté de biens meubles & conqueſts immeubles ſe continue entre le ſuruiuãt de deux cõioints & les enfans d'iceux, ſ'il n'y a inuentaire faict legitimement.

† *Ces mots, auec perſonne capable & legitime contradicteur, ont eſté adiouſtez: & dudit ancien Art. ont eſté rayez ces mots, ou autre acte derogeant à communauté, & ce ſans preiudice de ce qui a eſté gardé par le paſſé & des proces pendans, ſi aucuns en y a.*

Inuentaire doit eſtre clos & arreſté trois mois apres la confection d'iceluy, pour auoir effect de diſſoudre la Communauté.

Communauté comme ſe doit continuer par tiers ou quart ou autrement, quand le ſuruiuant ſe remarie ſans faire inuentaire.

†† *Les Ar.242. & 243. ont eſté mis de nouuel ſans preiudice, comme deſſus.*

Enfans continuans la Communauté, ſ'il en meurt, ne laiſſent de prendre autant que ſ'ils eſtoient tous viuans.

Source : BIU Cujas

17. iour de May 1538. parti en la petite Chambre & departi en la Chambre nouuelle. Et ne peuuent les enfans pretendre communauté qu'auec le suruiuant, & non auec l'autre conioint, s'il se remarie, comme a esté iugé par Arrest de la Cour du 21. Mars 1542. Il a esté iugé par Arrest du 13. Aoust 1557 que la Communauté cesse du iour de l'inuentaire faict. Et ne peut le pere continuer la communauté auec ses enfans du premier lict, sous pretexte de la declaration faicte par leur pere qu'il entend icelle continuer, & ainsi a esté iugé par Arrest du 7. May 1558. recité par Charondas vii. des Resp. 52. Pource qui est contenu au 241. Art. de ceste Coustume pour la closture de l'inuentaire dans trois mois semble estre pris de la loy derniere C. de iure deliber. & autres lieux par nous cottez au Tit. xii. de Garde noble ou Bourgeoise, les Coustumes sont diuerses car les vnes, comme celle de Chalons Art. 59. disent dans vn an & vn iour.

m En ceste continuation de communauté, aucuns estiment que les acquests & conquests immeubles qui ont esté faicts pendant le premier mariage, & par la dissolution duquel ils sont escheus aux enfans, ne sont & ny doiuent estre compris. Dautant qu'ils sont escheus aux enfans par succession de leur pere ou mere, & par consequent ont esté faits propres aux enfans ou heritiers du premier decedé. Toutesfois les meubles y sont & doiuent estre compris, qui se trouuent acquis pẽdant l'vn & l'autre mariage, & les conquests immeubles, qui pendant le dernier mariage se trouuent faits, pour en estre faict partage suiuant la disposition de la Coustume. Mais en tout ce faict il se faut regler selon les Coustumes de chacune prouince. Au reste les enfans ont le choix & option de se tenir à la communauté, ou bien de demander ce qui leur appartient du chef de leur mere ou pere predecedez, & ce faisant feront rendre compte du tout au suruiuant. Quid si le mari conuolant à secondes nopces a associé sa femme en tous ses acquests ia faicts, les enfans de ladite femme y auront part contre la disposition ciuile. in l. cum alius 4. C. de secund. nupt. ainsi qu'il fut dit par Arrest de la Purification 2. Feurier 1538 contre les enfans de M. Cotton & les Grassins. Au reste en la Coustume de Cabris fut dit que telle continuation de communauté se doit sainement entendre en faueur des descendans & ascendans en ligne directe & par Arrest du 8. iour de Mars 1586. fut iugé pour vn tel quel inuentaire faict bien & non clos, comme estant bon & valable il a esté souuent iugé que la communauté se continue par tiers ou quart mesmes le 21. Mars 1542. auant Pasques.

n Cest Art. 245. nous enseigne l'accroissement des parts de la Communauté de ceux qui decedent durant la continuation. Ce qui se doit entendre en son espece quand icelle est continuee entre les pere ou mere suruiuant, & les enfans du premier decedé: qui tous en ladite communauté ne font qu'vne part. Aucuns amenent en argument la Loy qui duobus 23 D. de condic. & demonst. vno omittente hereditatem, ei qui solus adierit hereditatem, tota decem danda. Scæuola etiam in l. Thais 41. §. Stichus D. de fideic. lib. recte respondit, filiæ quæ heres ex asse extitisse proponeretur, pro solido dandum.

CALAIS Tit. 3. Art. 41. p. *à l'Art.* 240. *de Paris* Art. 42 p. *à Paris.* 241. parfait à la diligence du suruiuant & clos trois mois &c. Art. 43. & 44. p. *à Paris.* 242. & 243.

Communauté s'acquiert par an & iour pour les enfans, s'il n'y a inuentaire ou partage.

MEAVX Chap. 10. Art. 61. Si † aucun a enfans en premier mariage & luy estant en viduité * les tient auec luy, s'il mesle leurs biens auec les siens, sans auoir faict inuentaire ou partage auec lesdits enfans, & qu'ils soient auec luy par an & iour, les enfans acquerront communauté auec leur pere, en biens meubles & immeubles, conquests & acquests par le pere faits durant le temps de la societé. Art. 62. Les enfans se peuuent passer, si bon leur semble, de la communauté, & demander la part que leur est aduenue & escheuë par leur pere & mere, & aussi les loiers & salaires tant de ladite succession que d'autre. Art. 63. Et quand telle communauté est contractee par an & iour, par la Coustume se partissent les biens en telle maniere que le pere & sa femme seconde prennent chacun pour teste, c'est à sçauoir les deux parts, & les fils ou filles le tiers: & si ledit fils estoit marié, luy & sa femme emporteront autant que son pere & sa o Dame.

† *Ceſt Ar. 61. corrige & modere l'ancien.*

* *Aliàs, viduité, il les tient, &c. P. V.*

o Ceste appellation vient des Romains, cõme i'aymonstré au cõmencement de ce Titre mater familias dicebatur domina οἰκοδέσποινα. Voyez l'Indice des Droicts Royaux.

MELVN Chap. 13. Art. 221. p. *à Paris.* Art. 240. †† delaissez aucuns &c. suruiuãt ne fait inuentaire solemnel, des biens meubles & conquests immeubles faicts constant le mariage, ou que partage n'en ait esté faict, tous les biens meubles & conquests immeubles du suruiuant, sont & demeurent communs entre luy & lesdits enfans, si bon semble aux enfans, iusques à ce que ledit inuentaire soit solemnellement fait, clos & arresté par deuant Iuge competant. Art. 222. Et si ledit suruiuant se remarie sans faire inuentaire ou partage auec ses enfans, comme dessus, ladite communauté se continue pour vn tiers entre le suruiuant & ses enfans & celuy ou celle qui espouse ledit suruiuant. Art. 223. Pareillement si deux aians enfans d'autre mariage, se remarient ensemble, sans auoir faict inuentaire ou partage, entr'eux & leurs enfans, la communauté se continue pour vn quart entre lesdits conioints & les enfans de chacun lict.

†† *Les Ar. 221 222. & 223. ont esté mis au lieu du 16. Art. ancië Tit. des successions pour auoir lieu à l'aduenir seulement en ce que ledit Art. ancien est corrigé.*

Inuentaire doit estre fait solemnellement clos & arresté par deuant Iuge competent.

SENS Tit. 9. Art. 92. Si aucun se marie sans faire inuentaire de ses biens ou partage & diuision à ses enfans ou heritiers du premier decedé, tous les biens demeurent communs, & d'iceux seront faites trois parties, dont le remarié aura l'vne, les enfans ou hoirs du premier lict, l'autre: & la seconde femme ou ses hoirs la iii. partie: supposé que l'vn des mariez y ait assez ou peu apporté. Et neantmoins il est en l'election desdits enfans ou hoirs de demander la portion de leur predecesseur, ou la quantité & valeur d'icelle par commune estimation, ayant esgard au temps du trespassement. Art. 93. Et si au iour des nopces de ce second mariage y auoit enfans d'vn costé & d'autre, & inuentaire, partage & diuision, † conuenance ou autre acte derogeant à communauté, n'eussent esté faicts d'vn costé ne d'autre, partage des biens sera faict en quatre parties, dont l'homme & la femme au-

Communauté comme se continue par tiers ou quart.

† *Ces mots, conuenãce ou autre acte derogeant à la communauté, ont esté de nouuel adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

ront les deux parties, & les enfans des deux licts les autres parts, qui se diuiseront entre eux, leur option reseruee, comme dessus. Tit 24. Art. 283. Si l'vn des conioints par mariage tient & possede les biens de ses enfans ou heritiers du defunct * dans an & iour apres le decez du premier mourant, sans en faire inuentaire ou partage & diuision †† ou chose equipollent, les enfans peuuent demander communauté de tous les biens meubles & conquests faits depuis le mariage commencé: mais s'ils aiment mieux ils peuuent demander la succession du defunct, sous l'estimation commune, s'il n'y a traicté ou conuenance au contraire. Art. 284. Et si le suruiuant se remarie, sans faire ou auoir fait les inuentaire ou partage & diuision entre ses enfans & heritiers &c. p. à l'Art. 92. cy dessus & heritiers du premier &c. l'vn d'eux y ait assez &c. apporté, encores est il en l'election &c. en esgard &c. Art. 285. Quand vne personne vefue se marie à autre personne vefue, qui a aussi enfans, lesquels demeurent auec eux en compagnie, & ils apportent en compagnie aucune chose de pere ou de mere, la compagnie se faict en quatre parts: de sorte que chacune maniere d'enfans emporte vn quart, & le pere & la mere chacun vn autre quart: excepté és Nobles, qui tiennent leurs enfans en garde.

* *C'est à dire par an & iour.*

†† *Ces mots, ou chose equipollent, ont esté de nouuel adiousteż.*

Nobles tiennent leurs enfans en Garde.

AVXERRE Tit 9. Art. 204. p. *à Sens.* Art. 283. par an & iour apres &c. demander par continuation, communauté &c. acquests &c. si mieux n'aimẽt &c. defunct pere ou mere par estimation &c. titre ou &c. Art 205. p. *à Sens.* 284. faire lesdits inuentaire &c. à ses enfans & heritiers &c. en ce cas lesdits mariez & enfans seront comptez pour trois testes &c. estimation au temps du trespas. Art. 206. Quand vne personne aiant enfans se remarie à autre personne qui a &c. p. *à Sens.* Art. 285. apportent aucune chose en la compagnie de pere &c. si que chacune &c. iusques à ces mots, *autre quart*, inclus.

ESTAMPES Chap. 8. Art. 100. p. *à Paris.* Art. 240 delaissez aucũs &c. desdits conioints ne faict inuentaire, les enfans heritiers &c. immeubles du decedé, soit que ledit suruiuant se remarie ou non † & iusques à ce que l'inuentaire soit solennellement fait, clos & arresté pardeuant Iuge cõpetent, durera ladite cõmunauté.

† *Ces mots, iusques à ce, &c. ont esté de nouel adiousteż.*

DOVRDAN Tit. 6. Art. 86. p. *à Estampes.* ne fait partage ou inuentaire solemnel des biens qui estoient communs durant le mariage, soient meubles, acquests, ou conquests immeubles, les enfans du suruiuãt &c. meubles, acquests & cõquests &c. p. *à Paris.* Art. 240. remarie. Et iusques à ce que ledit partage ou inuentaire ait esté faict solemnellement & clos pardeuant le Iuge, dureta la communauté entre le suruiuant & les enfans.

LA SALLE de Lille Tit. 2. Art. 32. Quand le suruiuant de deux conioints a acquis en viduité, aucuns heritages cottiers, sans auoir faict partage, aux hoirs du premier terminé, & que partage luy est demãdé, il est tenu de faire partage ausdits hoirs desdits heritages, comme acquis de deniers communs suiets à partage. Art. 42. Et se partage n'est demandé au suruiuant desdits deux conioints auant qu'il soit remarié, & apres estre remarié, ou vefue du second mariage aiant enfant ou enfans dudit second mariage, ledit partage est demandé, les enfans ou autres hoirs dudit premier trespassé ont seulement le tiers des biens meubles catheux & reputez pour meubles lors en nature: dont ledit suruiuant auec son mari ou femme ou enfant dudit second mariage, seroit ioyssant & possessant: en payant le tiers des debtes lors deuës: sauf à la femme, se elle est suruiuante, son droit de vefue coustumier hors part comme dessus. Et le residu appartient audit suruiuant, sesdits mari, femme ou enfans du second mariage pour chacun vn tiers. Et la femme suruiuante peut retenir à son profit, le tiers de ses enfans dudit second mariage, tant qu'elle se remarie, selon que cy dessus est declaré. Art. 43. Se deux conioints ont enfans de precedens mariages, sans auoir par eux fait partage ausdits enfans, & qu'iceluy soit demandé, les enfans du mary ont vn quart, ceux de la femme, vn autre quart desdits biens meubles catheux & reputez pour meubles: en payãt de chacun costé vn quart des debtes: & les deux autres quarts demeurent ausdits remariez. Art. 44. Se partage n'est demandé au suruiuant de deux conioints, & apres le trespas d'iceluy, ses enfans ou nepueux en ligne directe se fondent hoirs de luy, ils ne sont receuables demander partage.

Suruiuant comme est tenu faire partage à ses enfans.

MONTFORT Chap. 11. Art. 135. p *à Paris.* Art. 240. ensemble par mariage &c. desdits conioints n'a fait faire inuentaire solemnel ou qu'il n'y ait autre acte derogeant à communauté, des biens qui estoient communs durãt le mariage & au tẽps dudit trespas, soient meubles ou conquests immeubles, les enfans peuuent &c. suruiuant & iusques à ce que ledit inuentaire ait esté fait.

MANTE Ch. 11. Ar. 132 p. *à Montfort.* delaissez &c. inuentaire solemnel ou que partage n'ait esté faict des biens, qui estoient communs &c. enfans du suruiu-

Source : BIU Cujas

uant peuuent &c. faict ou partages & diuisions.

Senlis Tit. 7. Ar. 169. p. *a Mante.* †† delaissé aucuns &c. inuentaire, les enfans ou enfans suruiuans peuuent &c. meubles & és conquests immeubles du suruiuãt faicts depuis la societé contractee par le mariage, sans preiudice aux droicts & priuileges des Nobles cy dessus declarez: posé qu'iceluy suruiuant se remarie & iusques à ce que l'inuentaire ait esté fait.

Clermont Tit. 15. Art. 192. p. *a Montfort.* solemnel † des biens qui &c. les enfans ou enfant du suruiuant peuuent &c, en tous &c. suruiuant: posé que le suruiuant se remarie & iusques &c.

Troies Tit. 6. Art. 109. Si aucun se remarie sans faire inuẽtaire de ses biens partage & diuision à ses enfans &c. p. *a Sens.* Art. 93. Le marié &c. ou hoirs, l'autre: supposé qu'elle y ait &c. Et encores est il &c. ou heritiers &c. à la quãtité ou valeur d'icelle & commune estimation au temps &c. Art. 110. p. *a Sens.* Art. 94. y ait enfans d'vn costé & d'autre, partage de leurs biẽs sera fait en quatre parts, au cas dessusdit dont &c. licts l'autre moitié, qui se diuisera &c.

Laon Tit. 19. Art. 265. p. *a Montfort.* †† enfant mineur &c. inuentaire ou autre acte solemnel derogeant à la communauté de biens &c. les enfans ou enfant suruiuans peuuent &c. en tous &c. suruiuant: p. q. s. remarie & iusques &c. Ar. 266. Et où le suruiuant pere ou mere ne se remarieroit, la communauté est continuee auec luy pour la moitié. Et où il se remarieroit auec femme aiant communauté en ses biens, icelle cõmunauté se continue entre luy ladite femme & les enfans pour vn tiers que chacun desdits pere femme & tous les enfans ensemble pour vne teste, prennent en ladite communauté.

Chalons Tit. 9. Art. 59. p. *a Sens.* Art. 283. † enfans par an & iour &c. mariage consommé, & si mieux aiment, peuuent &c. contraire. Et s'il y a inuentaire fait, clos & affermé dedans ledit temps par le pere ou mere, suruiuant, en ce cas ne demeurera aucune societé & communauté de biens, entre ledit pere ou mere, & enfans, & ne sera ledit suruiuant tenu bailler à sesdits enfans que la portion à eux escheuë desdits biens suiuant le contenu audit inuentaire. Art. 60. p *a Sens.* Art. 284. lesdits inuentaire &c. ou heritiers &c. le mari aura &c. ou heritiers &c. temps du decez, comme dit est. Art. 61 p. *a Auxerre.* Art. 206. en societé, à faute d'auoir faict inuentaire, partage & diuision ou chose equipollent, comme dessus, le proufit se partit en quatre parts: de sorte que chacune &c.

S. Quentin Tit. 1. Art. 7. Si le suruiuant de deux conioints par mariage tient les biens du decedé, qui estoient communs entre luy & le suruiuant, sans en faire inuentaire ou partage aux enfans & heritiers d'iceluy defunct: audit cas y a communauté de biens †† par moitié: s'il ne se remarie. Et s'il se remarie, se continue par tiers tant en meubles, que conquests immeubles entre le suruiuant & lesdits enfans & heritiers.

Peronne Tit. 5 Art. 127. Entre roturiers & aussi entre Nobles n'vsans de leur priuilege, le suruiuant des deux conioints, est tenu apres le trespas du predecedé faire inuentaire & prisee par auctorité de Iustice, des biens meubles, lettres, titres & enseignemens communs entre luy & ses enfans à communs frais. Et à faute d'auoir ce faict, lesdits enfans, si bon leur semble, & est leur profit, ont continuation de communauté auec le suruiuant en tous meubles & acquests faits & que fera le suruiuant iusques au iour dudit inuentaire & prisee ou partage actuel. Art. 128. Si le suruiuant aiant enfans en communauté se remarie, sans auoir fait ledit inuẽtaire ou partage auec autre personne, n'ayant communauté auec autres, iceux enfans ont continuation de communauté auec lesdits conioints pour vn tiers & chacun desdits conioints y a vn autre tiers. Art. 129. Et si celuy qui auoit cõmunauté auec ses enfans, se remarie auec personne qui auoit aussi communauté auec les siens, la communauté se diuise en quatre: de maniere que les deux cõioints en emportent chacun d'eux vn quart, & les enfans des deux licts, les deux autres quarts.

Lille Tit. 3. Art. 37. Quant le suruiuant de deux conioints par mariage se remarie, sans auoir fait partage à son enfant ou enfans, & que apres ledit partage est demandé par lesdits enfans ou leurs Tuteurs: en ce cas se doiuent partir tous biens meubles, & reputez pour meubles: desquels seroient iouyssans les mariez en trois monts: desquels l'vn appartient ausdits enfans, à la charge de payer le tiers de toutes les debtes desdits conioints: & les autres deux monts doiuent demourer ausdits conioincts, à la charge de payer les deux autres tiers desdites debtes.

Cambray Tit. 7. Art. 10. Neantmoins les enfans communs des deux conioints, apres le decez de l'vn d'iceux, ne peuuent demãder contre leur pere ou me-

†† *Les Coustumes cõtenues és Art. 169. 170 171. 172. & 173. ont esté accordees estre inserees & adioustees au Coustumier sous ledit Titre & Rubriche, pour estre doresnauãt gardees & obseruees audit Bailliage cõme Coustumes generales & sans preiudice du passé &c. Voyez l'Ar. 171 cy dessous au Tit. xv. de Paris.*

† *Cest Art. 192. est introduit pour Coustume nouuelle. Et neãt moins auons ordonné sur la requeste faite par aucuns desdits Estats qu'il sera fait mention pour le passé de l'Art. ancien faisant mention de ladite Coustume: lequel a esté cogneu & certifié veritable par les Aduocats & Practiciens & commence ainsi, si apres la mort de pere ou mere &c.*

†† *Ces Art. 265. & 266. sont accordez de nouuel pour l'aduenir sans preiudice du passé au lieu des anciens Ar. parce que les Practiciens souloient estre en diuerses opiniõs les vns estoient d'opinion que les biens communs demeurez apres le trespas de celuy qui n'auoit fait ledit partage à ses enfans, ou du suruiuant, se deuoient partir, ou par gens selon la Coustume particuliere de la Ville de Laõ: par laquelle il*

Source : BIU Cujas

loist au suruiuant tenir sa vie durant les meubles & acquests. Et les autres, que lesdits enfans non partis n'auoient & ne pouuoient auoir qu'vne simple action par leur partage : parce que la Coustume generale n'estoit semblable à ladite Coustume Locale de la ville: par laquelle Coustume generale les enfans du premier decede pouuoient contraindre le suruiuant à faire partage: qui venoit à eux imputer, s'ils en auoient esté negligens.

† *Les Art. 59. 60. & 61. ont esté accordez pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

†† *Ces mots,* par moitié *& c. iusques à ce mot,* tiers, *inclus, ont esté de nouuel adioustez.*

Enfans ne peuuent demander partage ou iouyssance des biens communs tant que le suruiuant est en viduité.

re suruiuant, partage & prompte iouyssance des biens meubles, tant qu'il demeure en viduité: si ce n'est qu'il les vienne à dissiper. Art. 11. Mais si le suruiuant se remarie, sans faire & bailler partage des meubles, à ses enfans, & sans leur assigner p formoture competente, pour la part de leur pere ou mere defunct, les enfans peuuent demander pour leur succession mobiliaire du defunct, la iuste moitié des biens meubles, qu'ils auront esté trouuez & delaissez au iour du trespas de leur pere ou mere defunct, les debtes & obseques deduites. Et pour conseruer le droict desdits enfans, le suruiuant des conioints doit apres le decez du premier morant faire leal inuentoire & prisee des biens meubles: ou à defaute de ce, la communauté durera au preiudice du suruiuant.

Formoture.

TOVRNAY. Tit. 14. Art. 18. Et si le suruiuant, soit homme ou femme second ou autresfois remarié, auoit enfant ou enfans de ces second, tiers ou autre mariage: en ce cas il cree nouueaux heritiers en la moitié des biens & heritages à luy appartenans en proprieté, tellement que incontinent son tresspas aduenu, sesdits premiers enfans prendront leur moitié desdits heritages, ensemble leur moitié des meubles & biens pour tels reputez, ou l'estimation d'iceux selon le partage que dessus, comme heritiers de leur pere ou mere tresspassé, & l'autre moitié desdits biens immeubles, nonobstant le contenu au premier Art. de ce Chapitre, se partira entre tous les enfans legitimes de ladite personne remariee procedãs des premieres, secondes ou autres nopces, autant à l'vn, comme à l'autre, pour en ioyr prestement au regard des portions hereditaires deuolues aux enfans des precedens mariages: mais au regard de la portion des enfans procreez du dernier mariage, le suruiuant retiendra son vsufruict, comme dessus est dict. Art. 19. Et quand aux meubles ou pour tels reputez, la iuste moitié en appartiendra au suruiuant, & l'autre se partira egalement entre tous les enfans pour la moitié, & celuy desdits remariez pour l'autre moitié, paier & furnir ausdits enfans des nopces precedentes respectiuement leur partage des meubles ou de l'estimation d'iceux, si auant qu'il soit encores à payer ou furnir, & à la charge aussi de payer par ledit suruiuant la moitié & par lesdits enfans de toutes nopces, l'autre moitié de toutes debtes tant realisees par mainassise, ou rapport d'heritage, cõme autres quelconques de la maison mortuaire. Art. 20. Mais si les enfans legitimes du mariage precedent, de la personne seconde ou autrefois remariee, ne se vouloient fonder heritiers de leurs pere ou mere, ains se contentassent de leur part des immeubles & heritages susdits, leurs appartenans par le tresspas de leur pere ou mere premiers decedez, & de leur part des meubles, ou pour tels reputez, ou cas que partage par estimation ou autrement leur en ait esté ou deu estre fait, tels enfans ne seront tenus aux debtes deuës par leurdit pere ou mere: mais aurõt leursdits heritages, & oudit cas leur part des meubles estimez ou autrement à eux assignez franchement & librement, sans charge d'aucunes debtes: sauf & reserué que si leursdits pere ou mere deuoit aucunes debtes creés durant son precedent mariage pour seureté desquelles lesdits heritages fussent hypothequees par main assise ou rapport d'heritage, fait constant leurdit precedẽt mariage: en ce cas si leurdit pere ou mere chargé desdites debtes, n'auoit dequoy furnir icelles, lesdits premiers enfans en demoureroient chargez, & pourroient les creanciers desdites hypotheques par main assise ou rapport d'heritage eux retirer par execution sur lesdits heritages obligez ou sur lesdits enfans de mariage ou mariages precedens, comme possesseurs d'iceux: sauf à iceux enfans leur recours contre lesdits autres enfans de leurdit pere ou mere decedé, ou autres apprehendans les biens d'iceluy leur pere ou mere dernier decedé. Art. 11. Si l'homme ou la femme ayant enfans acquiert aucuns heritages non Feodaux, durant leur viduité ou second mariage, ou que durant ce temps leur en escheent aucuns ou à l'vn d'eux, ils sont & demeurent Seigneurs d'iceux, & se font communs entre les conioints remariez. Art 22. Et ainsi au regard des heritages acquis ou escheus, constant autre viduité ou remariage.

p Formoture c'est vn assignal parçon, ou porra que le suruiuant des conioints fait aux enfans communs pour la part & portion de leur pere ou mere decedez : lequel assignal se doit faire auant que le suruiuant se remarie: autrement les enfans auront la moitié és biens meubles delaissez par le pere ou mere predecedez. Les autres Coustumes appellent ceste formoture, Assenne, Dons ou aduis parçon ou droit de formoture, ainsi qu'il se cognoist en la Somme Rurale. Et est dite Formoture parce que le pere ou mere suruiuant se fait mort pour ses enfans, lesquels il veut qu'ils cõme vrais & naturels hoirs tiennent ce que ils leur delaissent à cause du predecedé, comme ils feroient apres sa mort. La Somme Rurale liure 1. Chap. des heritages escheans a plusieurs enfans en partage nomme ceste formoture, parçon de formort. Item s'il aduient que vn homme prenne vne femme à mariage qui ait enfans d'aucun mari, & apres ce qu'il aura espousee demandent parçon du formort de leur pere, sachez que on doit faire de tous les meubles trois mons : dont l'vn des mons aura la mere & l'autre mont aura le parastre, & l'autre mõt auroient les enfans, & au mesme lieu parlant de la succession des freres germains & demy freres, il dit qu'en heritage le droict de formoture de pere ou de mere y doit estre gardé. Cecy est ainsi expliqué par la Coustume de l'Alieue Tit. 2. Art. 12. Et en la Coustume de Mons Chap. 36. ce mot est expliqué, ou il faut lire comme l'on faict de leur formoture, au lieu de fremeture.

Source : BIU Cujas

L'ALLEVE Tit.2. Art.11. Quand il y a enfans de diuers licts & mariages, & que les enfans du second mariage ou autre subsequent, à raison que cõtre iceux Entraueſtiſſement de sang ny par lettres n'a lieu, viennent à demander à leur pere ou mere suruiuant, leur partage des biens meubles & catheux pour la formoture de leur pere ou mere premier terminé. En ce cas pour faire ledit partage, l'on doit faire desdits meubles & catheux lors trouuez autant de mons & par cons d'egale valeur, qu'il y a enfans de diuers licts: pour chacun lict vn mont, & aussi vn pareil mõt pour ledit suruiuant. Et si iceluy suruiuant estoit lors remarié, l'on feroit encores vn autre semblable mont, pour sa compagnie mary ou femme. Et si ladite compagnie auoit semblablement enfans du precedent mariage, l'on seroit tenu faire pareils mons que dessus: le tout toutesfois que lesdits enfans n'auroient eu leur partage de ladite formoture de leurdit pere ou mere premier terminé. Art. 12. Si lesdits enfans attendent demander leurdit partage de leur formoture de leur pere ou mere, dernier terminé: ils ne perdent pourtant, & n'est iceluy confus par le trespas dudict terminé: iaçoit que d'iceluy les enfans se portent heritiers.

NIVERNOIS Chap.22. Art.4. Les enfans masles de xiv.ans, & femelles de xii.ans parfaits & accomplits, apres le trespas de leur pere & mere, ayans biens meslez auec le suruiuant, acquierent par an & iour Communauté auec le pere ou mere suruiuant & leurs communs personniers en meubles faits, meubles & conquests à faire durant la Communauté, s'il n'y a contradiction d'vne partie ou d'autre au contraire. Et s'ils ne sont aagez de l'aage susdit, ils n'acquierent point de Communauté, aussi l'on n'en acquiert point sur eux. Et pour faire ladite contradiction, doiuent lesdits pere ou mere faire pourueoir à leurs enfans pupilles de Tuteurs, & aux puberes de Curateurs, quant à ce seulement: auec lesquels Tuteurs ou Curateurs se fera inuentaire & appreciation des biens de ladite Communauté: ensemble de la contradiction & icelle faite, le pouuoir des Tuteurs & Curateurs demeure estaint, sans ce qu'ils soient chargez aucunement desdicts biens, qui doiuent demourer pardeuers lesdits pere ou mere, & en respondre. Chap.23. Art.22. Les enfans de deux mariez, s'ils ont droict acquis apres le decés de l'vn d'iceux mariez, acquierent Communauté auec le suruiuant & ses personniers par teste, par patience d'an & iour, auec commixtion de leurs biens, posé qu'ils ne soient demourans ensemble: pourueu que les enfans soient d'aage de puberté: à sçauoir les masles de xiv.ans accomplis, & les filles ou femelles de xii.ans aussi accomplis. Et s'ils n'ont ledit aage, ils n'acquierent & n'acquiert l'on contre eux aucune Communauté. Art.23. Toutesfois si le suruiuant des mariez ou autre des personniers faisoit protestation au contraire, auec confection d'inuentaire, l'effect d'icelle Cõmunauté taisible seroit empeschee & n'auroit lieu

Enfans masles aagez de xiiii. ans & les femelles de xii. ans, acquierent Communauté par an & iour auec le suruuãt de deux conioincts.

MONTARGIS Chap.9. Art. 2. Et si aucun acquiert Societé auec deux conioints par mariage, par telle Societé & communité de biens, il n'acquiert que la tierce partie. Art.3. Si l'vn des deux va de vie à trespas, & laisse ses enfans, qui sont ses heritiers, & le suruiuant pere ou mere ne fait inuentaire, partage & diuision ou autre conuention equipollent, icelle Communauté continue & conserue aux enfans leur saisine & possession pour leurs portions viriles & hereditaires de la succession de leur pere & mere, & iusques à ce que partage ou diuision en soient faits, ou autrement entre les parties en soit disposé: & ainsi est des heritiers collateraux. Article quatriesme. Si durant icelle Communauté, aucune acquisition soit faite des biens communs par le suruiuant icelles acquisitions sont communes entre le suruiuant, & les enfans, & y a, chacun droict & portion, & s'en peuuent dire saisis chacun desdits enfans pour sa portion, quand les enfans sont non Nobles. Et si les enfans sont Nobles & la partie qui suruit, veut prendre les meubles, elle le peut faire en payant les debtes pourueu que les enfans demourez du decés du defunct, soient mineurs & en bas aage. Art.5. Mais si pendant la communité escheoient quelques biens meubles & heritages par successions, legs, ou donations, tels biens ne sont comprins en la Communauté: toutesfois si au suruiuant desdits conioins aduenoit succession de l'vn ou plusieurs de leurs enfans, estans en la Communauté, & ne fut partage, inuentaire ou autre chose equipollent dedans l'an, il sera comprins en ladite Cõmunauté, comme dessus.

Aucun ne peut acquerir societé auec deux conioints, sinon pour vne tierce.

Acquisitiõs communes.

Priuilege des Nobles.

Biens meubles & heritages escheus par succession, legs ou donation, ne sont communs.

ORLEANS Tit.11. Art.215. Et si aucun, &c. p. *a Montargis.* Article. 2. Communauté, &c. Art.216. Si † de deux non Nobles conioints par mariage, l'vn va de vie à trespas, &c. p. *a Montargis.* Art.3. enfans ou autres parens ses heritiers, & le suruiuant ne faict, &c. partage ou diuision, ou que autrement en-

† *Cest Art. 216. est tiré de l'ancien Arti-*

Source : BIU Cujas

cle cent octante deux, & ce qui a eſte adiouſté, eſt ſans preiudice du paſſé.

tre les parties n'en ſoit diſpoſé, la Communauté de biens ſe continue & conſerue entre le ſuruiuant pour la moitié, & les enfans ou autres parens heritiers pour l'autre moitié, chacun pour leurs viriles & hereditaires enſemble la ſaiſine & poſſeſſion de la ſucceſſion de leurs pere, mere ou parent decedé, iuſques à ce que inuentaire, partage ou diuiſion en ſoient faits, ou que autrement par eux en ſoit diſpoſé. Et és acquiſitiõs qui ſeront faites des biẽs de la Cõmunauté, le filsaiſné n'y autre maſle n'y aura prerogatiue d'aiſneſſe. Toutesfois ſi les enfans ou heritiers eſtoiẽt mineurs, ſera en leur chois & option d'accepter ou refuſer la cõtinuatiõ de Communauté. Art.217. Si †† durant la Communauté de biens entre pluſieurs perſonnes, à aucunes d'icelles eſcheent & aduiennent quelques biens & heritages par ſucceſſion, dons & legs: tels heritages & biens ne ſont comprins en la Communauté: ſinon qu'il y euſt conuention expreſſe au contraire. Neant-moins ſi au ſuruiuant de deux conioints par mariage, qui n'auroit fait partage à ſes enfans & heritiers du decedé, ou inuentaire deuëment fait de biens communs ou contract equipollent à partage, aduenoient & eſcheuſſent quelques biens meubles par la ſucceſſion & treſpas deſdits enfans, & dedans l'an d'icelle ſucceſſion aduenue, il ne fait leſdits partage ou inuentaire auec ſes enfans viuans, ou que autrement entre iceux n'en ſoit diſpoſé: en ce cas les biens meubles eſcheus audit ſuruiuant par le treſpas de ſon enfant ſeront & demoureront en la Communauté: enſemble le reuenu des heritages: iuſques à ce que leſdits partage ou inuentaire ſoient faits, ou que autrement en ait eſté diſpoſé, & ſans qu'il y ait droict de prerogatiue d'aiſneſſe, comme deſſus.

Aiſné n'a aucun droict d'aiſneſſe és acquiſitions faites des biens de la Cõmunauté.

†† Ceſt Art. 217. eſt tiré des 183.184.185. & 186 de l'ancien: & ce qui a eſté adiouſté, eſt pour explication.

Tovrs Tit.32. Art.348. *A la fin.* Et ſ'il ne fait ledit inuentaire, communauté de biens a lieu & ſe continue au profit & aduantage deſdits enfans, ſi bon leur ſemble. Art.349. Si † pere ou mere, auec lequel les enfans ont cõmunauté, ſe remarie, la communauté ſe continue entre eux pour vn tiers: tellement que leſdits enfans auront vn tiers, & le pere ou mere ſuruiuant vn autre tiers: & celuy, auec lequel il ſe remarie, l'autre tiers. Et ſi celuy, qui auoit communauté auec ſes enfans ſe remarie auec vn autre qui auoit communauté auec ſes enfans: en ce cas ſe diuiſe la Communauté en quatre portions: tellement que les pere & mere faiſans le chef de la Communauté, emporteront chacun d'eux vn quart & les enfans des deux licts continuans chacun vn quart.

† Ceſt Art. 349. eſt de nouuel introduit ſans preiudice du paſſé.

Lodvnois Chap.34. Art.2. *A la fin.* p. *à Tours.* Art. 348. des enfans dudit mariage, ſi, &c.

Le Maine Tit.22. Art.506. Si le pere ou mere vont de vie à treſpas delaiſſez enfans mineurs & le ſuruiuant ne fait inuentaire, les parens prochains appellez, il ſera loiſible aux mineurs de demander leur iuſte part & portion, que leur auroit appartenu par le treſpas du premier decedé: ou demander communauté auec le ſuruiuant.

Grand Perche Tit.5. Art.106. La †† Communauté d'entre les conioints par mariage ne ſe diſcontinue par le treſpas de l'vn d'eux ayant laiſſé enfans du mariage ou autre: ains peuuent leſdits enfans demander, ſi bon leur ſemble, Communauté de tous les biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles auec le ſuruiuant, ſoit qu'il ſe remarie ou non: iuſques à ce qu'inuẽtaire deſdits biens ait eſté fait ſolennellement, pardeuant le Iuge ordinaire du lieu, & tenu pour clos.

†† Ceſt Art. 206. a eſté accordé pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.

Blois Chap.13. Art.183. Doreſnauant † & ſi lors du premier decedé d'eux, il y a enfans mineurs, & le ſuruiuãt prend & applique à luy tous les meubles, ſans en faire inuentaire par l'auctorité de Iuſtice, il eſt au chois & election d'iceux mineurs de requerir contre le ſuruiuant, partage des meubles & conqueſts immeubles: & ſeront creus *iuramento in litem*, q ſi le ſuruiuant eſt encores en vie, de la valeur & quantité des meubles & conqueſts immeubles, ioinct la commune eſtimation ou ſe pourront les mineurs porter communs en tous biens meubles qu'aura le ſuruiuant lors qu'iceux mineurs demanderont ledit partage, & en tous les conqueſts immeubles qu'aura faits le ſuruiuant depuis le treſpas du premier decedé.

† Ceſt Art. 183. a eſté contredit par les Nobles, diſans qu'entre le ſuruiuant & les enfans n'y auoit Communauté: & que par l'ancienne Couſtume la Communauté de biens n'auoit lieu. Et ſur ce, ouis les Practiciens, auons ordonné que ladite Cou-

q Ceſt à dire qu'ils ſeront creuz par foy & ſerment de la valeur des biens meubles de la Cõmunauté, ioinct la commune eſtimation qu'ils monſtreront par vne legiere preuue par quatre ou cinq teſmoins. Sedan. Art.85. Et eſt ce ſerment deferé par la Couſtume, comme de droict, le pupil ou mineur eſt receu à iurer, ſi le Tuteur ne veut repreſenter l'inuentaire des meubles & autres Titres appartenans au mineur. D'autant qu'il y a du dol ou frau-

Source : BIU Cujas

sume comme nouuelle sera doresnauant obseruee & gardee, comme est contenu audit Article.

dolo inuentarium non fecerit, in ea condicione est vt teneatur in id quod pupilli interest, quod ex iureiurando in litem æstimatur. l. videamus. D. de in litem iur. La Coustume de Bretagne Art. 584. dit qu'il demeure en la faculté des enfans & autres ayans interest d'informer du plus, si le rapport ne leur semble entier & veritable. Et la Coustume de Bar Art. 87. dit qu'il demeure en l'option des enfans de demander la portion du predecedé telle qu'elle estoit au iour de son trespas selon la commune estimation.

de du Tuteur L. 4. C. de in litem iur l. 7. §. 1. D. de admin. tut. Si quis

Mineurs cõme sont creus par serment de la valeur & quantité de meubles & cõquests.

BERRY Tit. 8. Art. 19. La Communauté induite par la Coustume entre les deux conioints par mariage, est continuee entre le suruiuant & les heritiers du predecedé, soit en ligne directe & collaterale, iusques à ce qu'il y ait inuentaire deuëment fait, clos & arresté par le suruiuant & les heritiers du predecedé, & partage fait entr'eux desdits biens, offre & presentation de partage par le suruiuant aux heritiers du predecedé ou autre declaration de volonté, apres ledit inuentaire fait par le suruiuant, qu'il ne veut perseuerer en icelle Communauté ny la continuer.

BOVRBONNOIS Tit. 22. Art. 270. Si l'vn des conioints par mariage ou autres communs personniers vont de vie à trespas, & laissent enfans ou autres, qui soient leurs heritiers & le suruiuant desdits conioints ne fait aucun inuentaire, partage, diuision ou autre conuention equipollent à partage dedans quarante iours à compter du iour du trespas du premiourant, la Communauté de biens se continue & conserue entre le suruiuant & les enfans pour la portion du defunct, si bon leur semble: & neant-moins sont saisis & en possession de la succession de leurs pere & mere trespassez, ou autres desquels ils sont heritiers.

Inuentaire sera faict dans xl. iours apres le decés.

POICTOV Tit. 3. Art. 231. Et †† si l'vne des personnes de ladite communauté decede delaissant enfans, & qu'inuentaire ne fut faict des biens communs, dedans xl. iours apres le decés, lesdits enfans auront le chois de continuer la societé de leurdit pere, ou demander leur part des meubles & fruicts de leurs immeubles. Art. 234. Si † le mary ou la femme de roturiere condition va de vie à trespas, delaissez plusieurs enfans, soient en bas aage ou non, tous les enfans, encores qu'ils ne puissent accorder compaignie, toutesfois continueront, si bon leur semble, celle de leur pere ou mere decedé auec le suruiuant d'eux n'ayant fait inuentaire, tous lesquels enfans ne feront qu'vne teste: mais si la femme meurt la premiere, & ait donné les meubles à son mary, les enfans ne pourrõt faire ne continuer la Communauté des biens au lieu de leur pere, ores qu'ils eussent heritages & qu'ils ne fussent emancipez: car ils n'auoient aucuns meubles, & le pere fait les fruicts siens des heritages. Art. 235. Autre chose †† est de la mere. Car elle ne fait les fruicts siens, & ne sont les enfans en sa puissance, encores que le pere eust donné ses meubles, neant-moins les enfans continueront, si bon leur semble, la compagnie auec leur mere, par le moyen des fruicts & reuenus de leurs immeubles & de leur industrie qu'ils rapportent à la communauté. Art. 236. Si † pere ou mere, auec lequel les enfans ont communauté, se remarie, la Communauté se continue entr'eux pour vn tiers, &c. p. *à Tours.* Art. 349. ils se sont remariez vn autre tiers, & si celuy qui auroit, &c. vn quart, où ils voudroient opter la Communauté. Art 237. Si tous les enfans, qui continuent la compagnie de leur pere ou mere, excepté vn, vont de vie à trespas, iceluy enfant neant-moins continuera la compagnie, & prendra autant tout seul en icelle, cõme eussent fait tous ses freres & luy ensemble, si les freres eussent vescu. Titre. 8. Art. 308. *A la fin.* Et durant le temps qu'il n'aura fait inuentaire, les mineurs auront Communauté de biens auec luy, si bon leur semble, & †† l'auront pareillement auec leur mere, où elle n'auroit fait inuentaire par la forme susdite, encores qu'elle ne fut Noble.

ANGOVMOIS Chap. 3. Art. 42. Les enfans *etiam* mineurs de roturiere condition, viuant leur pere, apres le decés de leur mere, continuent la compagnie auec leur pere: sinon que leur pere face inuentaire des biens meubles communs & delaissez par le decés de la mere: auquel cas la Societé est dissoluë, & sera tenu ledit pere bailler aux enfans la moitié des meubles communs ensemble, & des acquests faits du viuant de la mere. Semblablemẽt les enfans *etiam* mineurs apres le decés de leur pere, continuent la societé de leur pere, en tous meubles & acquests immeubles auec leur mere.

XAINCTONGE Tit. 9. Art. 85. Si † & quand le pere qui a enfans du premier mariage & conuole à secondes nopces sans inuentoriser les biens meu-

†† *Cest Art. 232. est accordé pour l'aduenir.*

† *Cest Art. 234. qui estoit le 285. ancien remis à la Cour a esté accordé, auec l'addition de ces mots, si bon leur semble: & de ces mots, auec le suruiuãt d'eux n'aiant fait inuentaire, & en les faisant a esté rayé l'Art. 293. comme estant comprins au present Art.*

†† *Cest Art. 235. estoit le 286. ancien remis à la Cour, & a esté accordé cõme le precedent.*

† *Cest Art. 236. a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice des procés pendans.*

†† *Ces mots, Et l'auront, &c. iusques à*

Source : BIU Cujas

la fin dudit Art. ſont de nouuel adiouſtez. Surquoy leſdits Lucas & le Breton pour ladite vefue d'Oyneau, ont remonſtré que pour l'inuentaire, que le pere doit faire, apres le decés de ſa femme, qu'aucune forme de faire iceluy inuentaire ne doit iſtre adiouſtee de nouuel, requerans que ſi nous faiſons aucune mention audit Art. 308. que ce ſoit pour l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé. Auons ordonné que les additions faites tant au preſent Art. que audit Art. 306. auront lieu pour l'aduenir ſeulement, ſans preiudice des droicts acquis & proces intentez.

† *Ceſt Art. 83. eſt accordé de nouuel.*

bles du premier mariage, va de vie a treſpas pardeuant ſa ſeconde femme, les biẽs meubles de toute la Communauté ſe deuiſent entre les enfans du premier mariage, & la vefue par tiers ou par tierce partie. Car les enfans ont vne tierce partie à cauſe de leur pere, & l'autre à cauſe de leur mere, & le reſte qui eſt le tiers, demeure à la vefue. *Ad idem* de la femme.

Inuentaire comme doit eſtre faict par le ſuruiuant des conioints.

Bayonne Tit. 9. Art. 45. Quand l'vn des conioints decedé ſans faire Teſtament laiſſe enfans communs du mariage, le ſuruiuant doit faire bon & loial inuentaire des biens meubles & immeubles acquis durant le mariage, & des biẽs propres du conioint decedé : pour & à fin que les enfans puiſſent cognoiſtre quels biens leur peuuent eſcheoir pour raiſon du decés de leur pere ou mere, & de la Communauté, les funerailles du defunct & debtes faits durant le mariage payez. Art. 46. Et ſe doit purger par ſerment ſur l'Autel S. Pierre, en preſence du Maire ou ſon Lieutenant, & des enfans, ſ'ils ſont en aage : ou ſinon deuant les Tuteurs ou Curateurs, que bien & loyaument a fait ledit inuentaire. Art. 47. Où le conioint ſuruiuant ne feroit l'inuentaire, ſoy purgeant moyennant ſerment en la façon que deſſus, les enfans du mariage demeurent communs en acqueſts auec le ſuruiuant, ſoit qu'il demeure en viduité ou conuole à autres nopces, iuſques à ce qu'il ait fait ledit inuentaire auec ladite purgation. Art. 48. En telle maniere que des biens, que le ſuruiuant acquiert eſtant en viduité, ou qui ſont acquis conuolant à autres nopces par luy & ſon autre conioinct, iuſques à l'inuentaire faict par la maniere que deſſus, la moitié en appartient aux enfans du premier mariage, & l'autre moitié aux conioints ſuruiuant, ſ'il ne conuole à autres nopces : ou ſ'il a conuolé à luy & à ſon autre conioint, & ainſi chacun des conioints des biens acquis durant leur dernier mariage, n'a qu'vne quarte partie.

†† *Ces Art. 584. & 585. ſõt de nouuel adiouſtez.*

Bretagne Tit. 23. Art. 584. Le †† ſuruiuant des mariez, ſoit Noble ou du tiers Eſtat eſt tenu faire inuẽtaire, ſ'il y a enfans mineurs : & iuſques à qu'il y ait inuentaire deuëment fait, la premiere communité durera, ſi bon ſemble aux enfans du premier lict : demeurera neant-moins en la faculté deſdits enfans & autres qui auroiẽt intereſt, d'informer du plus, ſi le rapport ne leur ſemble entier & veritable. Art. 585. Et au cas que les enfans acceptent la continuation de la communité, ils ſeront fondez a auoir la moitié tant des meubles que acqueſts, qui ſe trouueront faits pendant la continuation de ladite communité, iuſques à l'inuentaire.

Bar Tit. 7. Art. 87. Les meubles & acqueſts demeurent communs entre le ſuruiuant & les enfans du premourant, iuſques à l'inuentaire fait, partage ou autre acte derogeant à communauté. Et ſi le ſuruiuant ſ'eſt remarié ſans ce faire, il prendra ſeulement vn tiers deſdits biens, ſon conſort l'autre : & les enfans du predecedé l'autre. Que ſ'il y a enfans de deux coſtez, l'homme & la femme auront deux quarts, & les enfans des deux autres coſtez, les deux autres quarts : demeurant neant-moins l'option auſdits enfans de demander la portion de leur predeceſſeur, comme elle eſtoit au iour de ſon treſpas, ſelon la commune eſtimation.

Sedan Tit. 4. Art. 82. Quand aucun par ſon treſpas delaiſſe enfans mineurs & que le pere ou la mere ſuruiuant prend & retient les biens de luy & de ſes enfans, ſans en faire inuentaire ou partage dedans vn mois, à compter du iour du treſpas du premier mort, ſi le ſuruiuant eſt preſent : ſinon dedans deux mois, apres ledit treſpas, ou dedans vn mois apres le retour de l'abſent : la communauté qui eſtoit entre le pere & la mere du mineur ſera continuee aux enfans, ſi bon leur ſemble : & en telle maniere que de tous les biens meubles & acqueſts immeubles faits par le ſuruiuant depuis le decés du premier mort & en viduité, les enfans auront & pourront demander moitié. Art. 83. Et ſi le ſuruiuant ſe remarioit ſans auoir fait inuentaire ou partage, les enfans du premier mariage ſe pourront ayder de la communauté : en maniere que les biens meubles tant du ſuruiuant, que du premier decedé, comme auſſi du ſubſequent mary ou femme, & les acqueſts faits par le ſuruiuant depuis le decés du premier mort, ſe partiront par tiers : dont les enfans auront vn tiers à cauſe de leur pere ou mere predece-

Source : BIU Cujas

dee le ſuruiuant pere ou mere vn tiers : & le ſubſequent mary ou femme, vn autre tiers. Art.84. Et où il y auroit enfans de pluſieurs licts, les pere ou mere, leſquels n'auroient fait inuentaire ou partage aux enfans, les meubles & acqueſts ſe partiront par quart : à ſçauoir vn quart aux enfans du mary, vn quart aux enfans de la femme: & auſdits mary & femme chacun vn quart, & ainſi conſequemment, où il y auroit enfans de pluſieurs autres licts, ceux de chacun lict feront chef ou tronc en la Communauté. Art. 85. Ou ſi mieux ſemble auſdits enfans, pourront auoir & demander les biens eſcheus à la ſucceſſion de leurs pere ou mere, ou l'eſtimation & valeur : Deſquels à faute d'en auoir fait inuentaire & partage, leſdits paruenus en aage de xxv. ans ou iouiſſans de leurs droicts, ſont creus par ſerment, ioinct la commune renommee, dont ils pourront faire informer par quatre ou ſix teſmoins gens de bien, du lieu, où le defunct eſtoit demourant lors de ſon decés. Art.86. En cas d'abſence du ſuruiuant de deux conioints le Procureur Fiſcal, r pourra incontinent apres le treſpas & enterrement, faire faire inuentaire par Iuſtice, à la conſeruation du droict des parties : & ce pendãt faire ſeeller les coffres, buffets, & lieux, où ſeront leſdits biens, & à la garde d'iceux, commettre perſonnes idoines & gens de bien, iuſques à ce que l'on beſongne à la confection dudit inuentaire.

Procureur fiſcal en cas d'abſence peut faire faire inuentaire des biẽs pour la conſeruation des droicts des parties: & faire ſeeller les coffres.

Voyez Poictou Art.232. mis cy deſſous en l'Addition nombre xi.

Art.244. PARIS.

Quand aucune rente ſ deuë par l'vn des conioincts par mariage ou ſur ſes heritages, parauant leur mariage, eſt rachetee par les deux conioints ou l'vn d'eux conſtant ledit mariage, tel rachat eſt reputé conqueſt.

Rente deue par l'vn des cõioints par mariage, eſtant rachetee par eux durant & conſtant le mariage, eſt reputee Conqueſt.

Art.245. PARIS.

Et † eſt tenu l'heritier ou detenteur de l'heritage ſuiet à ladite rente, continuer la moitié de ladite rente, & payer les arrerages du iour du decés, iuſques à l'entier rachat.

† *Ceſt Art. 245. a eſté de nouuel adiouſté comme deſſus.*

Heritier tenu de continuer la moitié de la rẽte rachetee, & payer les arrerages du iour du decés.

Rente quãd eſt cenſee confuſe durant le mariage.

CONFERENCE.

Calais Titre troiſieſme. Article 45. & 46. p. *à Paris.* Article 244. & 245.

Melvn Chap.13. Art.220. p. *à Paris.* Art.244. mariage, eſt rachetee pendant le mariage des deniers communs, tel rachat, &c. tellement que celuy, auquel appartient l'heritage, qui eſtoit chargé de ladite rente, ou ſon heritier, eſt tenu apres le mariage diſſolu, de rembourſer à l'autre ou à ſon heritier la moitié du pris du rachat, ſi mieux ne veut payer & continuer la moitié de la rente.

Sens Tit.24. Art 278. Quand l'vn des deux conioints par mariage, a aucun heritage propre chargé de rente, laquelle iceux conioints acquierent, elle eſt confuſe, tant que le mariage dure. Mais apres la mort de celuy, auquel l'heritage eſtoit propre, le ſuruiuant prendra la moitié de la rente acquiſe pendant iceluy mariage ſi bon luy ſemble. Mais ceux, auſquels aduiendra ledit heritage chargé, pourront acquiter & racheter la rente, en rembourſant la moitié de l'argent, auec la moitié des arrerages eſcheus depuis le treſpas.

Avxerre Tit.9. Art.199. Si l'vn des conioints par mariage, durant le mariage deſcharge ſon heritage de la rente, dont il eſtoit chargé, telle rente demeure confuſe & eſtainte, tant que le mariage dure : mais apres la mort de celuy, à qui l'heritage eſtoit propre, le ſuruiuant aura la moitié de la rente. Toutesfois celuy, à qui compete l'heritage, pourra icelle acquiter dedans l'an, ſi elle eſt fonciere : en rembourſant la moitié de l'argent, enſemble la moitié des arrerages eſcheus depuis le treſpas.

Estampes Chap.8. Art.101. Quand l'heritage d'aucuns conioints par mariage, eſt chargé de rente auparauant leur mariage, ſi durant iceluy elle eſt deſchargee des deniers, &c. p. *à Melun.* à qui appartient, &c. continuer ſur ſon heritage la moitié de ladite rente.

r Voyez l'Ordonnãce des Eſtats de Blois Art. 164. par lequel il ſe cognoiſt que le Procureur du Roy ou ſes Officiers ne peuuent faire les inuentaires contre la volonté des parties : ſinon en cas de pretendue confiſcation, Aubeine, ou cõtention entre les parties, ou que par aucun y ayant intereſt, il ſoit requis à ſes deſpens, perils & fortunes: ſauf neant-moins de proceder par voie de Seel ſi faire ſe doit, pour la conſeruation des biẽs des mineurs ou abſens. Ce qui ſ'entend auſſi auoir lieu és Iuſtices ſubalternes non Royales. Arreſt donné conformement à ceſte Ordonnance le 29. Iãuier 1584. par lequel fut defendu au Procureur du Roy y aſſiſter, ſinon és cas de l'Ordonnance.

ſ Ceſt Art. 244. ſe doit entendre quant à l'effect du partage, comme Du Moulin eſcrit ſur le 57. Art. de la Couſtume de Paris. Quid ſi le mary vend de ſon propre pour trois cent liures ou autre ſomme, ſous faculté de remeré: & par le meſme contract cõfeſſe que c'eſtoit pour ſon profit, & pour payer & acquiter ſes debtes: & que ledit argent n'eſtoit entré en la Communauté : ains employé pour ledit acquit. Le fils comme heritier du pere voulut contraindre la mere comme heritiere des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, de racheter ou du moins contribuer: à quoy elle auroit eſté

Source : BIU Cujas

condamnee par le Seneschal du Maine, appel & par Arrest du 8. Ianuier 1573. fut ladite Sentence infirmee, & en emēdant icelle, ladite femme a esté declaree quitte & exempte de ce rachat. La raison de cest Art. 244. est pour oster les occasions de toutes fraudes qui se pourroient faire entre l'homme & la femme conioints par mariage qui se pourroient enrichir indirectement par ce moyen au preiudice de la Coustume, qui defend tous aduantages entre conioincts par mariage directement ou indirectement.

DOVRDAN Tit.6. Art.87.
MONT-FORT Chap.11. Art.136. } p. *à Paris.* Art.244.
MANTE Chap. 11. Art. 128 ††

LAON Tit.3. Art.31. Quand l'vn, &c. p. *à Auxerre.* mariage a aucun heritage propre, chargé de rente, laquelle iceux conioints rachetent, elle est confuse tant, &c. auquel l'heritage, &c. prendra la moitié, &c. rente acquise & rachetee pendant iceluy mariage, si bon luy semble. Toutesfois ceux, ausquels aduiendra ledit heritage, pourront acquiter & racheter ladite rente, en rembourſant, &c. l'argent auec les arrerages, &c.

CHALONS Tit.6. Art.34. p. *à Laon.* † acquise pendant, &c. semble. Mais ceux, ausquels aduiendra l'heritage chargé, &c. auec la moitié, &c.

AMIENS Tit.5. Art.108. p. *à Laon.* †† prend la moitié de la rente ainsi acquise, &c. aduient, &c. la peuuent acquiter, &c.

VALANCIENNES T.9. Ar.102. Si l'vn des deux conioints par mariage va de vie à trespas, ioyssant & possessant heritage de mainferme ou rētes heritieres, situez en ladite Ville & Banlieuë, sans delaisser ou auoir eu enfans de leurdit mariage, & sans auoir faict Raueſtissement par lettres: en ce cas les heritages patrimoniaux retourneront au legs du trespassé. Et quant aux heritages ou rentes acquestez constant le mariage, le suruiuant en a sa vie durant la totale ioissance & possession, & apres son trespas, la moitié compete & appartient au plus prochain hoir & heritier du mary, & l'autre moitié au plus prochain hoir du coste de la femme.

COMTE de Bourg. Chap.2. Art.35. Si le mary constant le mariage de luy & de sa femme retrait ou rachete heritages, censes ou rentes venans de son costé, ou s'il les acquite de charges ou d'hypotheques, la femme ou ses hoirs ne pourront prendre aucun droict d'acqueſt sur les heritages, rentes ou reuenues, retraictes, rachetees ou acquitees, n'aussi partie du pris, que le mary aura pour ce payé. Et si le mary retraict ou rachete aucuns heritages, rentes ou reuenus venans du costé de sa femme: ou si constant ledit mariage, il les acquite d'aucune charge ou hypotheque, il ou ses hoirs ne pourront pretendre aucun droict d'acqueſt és heritages, rentes ou reuenues: fors que sur iceux prendre & auoir la moitié du pris, qu'il en aura payé, si ledit pris n'auoit esté des propres deniers de sa femme.

NIVERNOIS Chap.23. Art.29. Si l'vn des conioints auoit vendu son heritage ou sur iceluy constitué rente à rachat parauant le mariage, & constant ledit mariage, suiuant la faculté de rachat, ledit heritage ou rente sont rachetez ou recouuers, l'autre conioint ne participe point audit heritage, charges ou rentes rachetees & recouuertes ou deschargees, mais sera rembourſé pour sa part, & iusques au rembourſement le conioint iouira de l'heritage pour telle part qu'il a en la Communauté, sans compter les fruicts audit rembourſement.

NORMANDIE Chap.15. Art.381. Si le mary constant le mariage deſcharge les heritages à luy appartenans lors de ses espousailles, ou bien à luy escheus en ligne directe, constant son mariage, de rentes hypotheques ou foncieres ou autres charges reelles, la femme a le tiers entier pour son Douaire, deſchargé desdites rentes racquitees, comme s'ils n'eussent point esté chargez, lors & auant les espousailles. Et ne sont lesdits racquits & deſcharges reputez conqueſts pour y pretendre droict par la femme ou ses heritiers.

ANIOV Tit.14. Art.286. Et est à entendre que si deux conioints par mariage ensemble deſchargent l'heritage ou choſe immeuble de l'vn d'eux de la rente, charge ou deuoir deuz & creez sur iceluy heritage ou choſe immeuble parauant ledit mariage, celuy deuers lequel, ledit heritage ou choſe immeuble n'est pas mouuant ou ses heritiers, doit estre restitué & recompenſé de la moitié des deniers baillez, pour l'admortiſſement de la rente ou charge, s'il y a eu Communauté de biens meubles entr'eux, laquelle recompenſe chet en action. Art.297. Aussi si l'vn desdits conioints auoit amorty la rente ou autre charge, qui auroit esté deuë sur le propre heritage & patrimoine de l'vn des conioints, & au temps du decés de l'vn d'eux, les deniers desdits amortiſſemens ou partie d'iceux fuſſent

†† *Le 128. Art. est de nouuel introduit.*

† *Cest Art. 34. est de nouuel introduit sans preiudice du passé.*

†† *Le 108. Art. est de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir.*

Les propres heritages de mainferme ou rētes heritieres, sont au lez du decedé: mais les autres heritages ou rētes acqueſtez sont au ſuruiuant pour estre apres son decez partis par moitié entre les heritiers des conioints.

Rachat d'heritages, censes ou rentes venans du costé du mary, ou faict durant le mariage, la femme ne ses heritiers n'y pourront prendre aucun droict d'acqueſt, soit és heritages ou au pris. Et si les heritages viennent du costé de la femme, le mary aura la moitié du pris.

L'vn des conioincts ne participe aux heritages, charges ou rentes rachetees & recouuertes ou deſchargees, mais sera ſeulement pour ſa part & portion

Source : BIU Cujas

de la Communauté rembourſe.

Femme a pour ſon Douaire le tiers des heritages de ſon mary qu'il auoit lors des eſpouſailles, ou eſcheus en ligne directe ſans auoir eſgard aux racquits & deſcharges des rentes.

Racquits & deſcharges ne ſont conqueſts.

Recompenſe de la deſcharge de rente, charge ou deuoir de l'heritage ou choſe immeuble de l'vn des conioints miſe parauant le mariage ſe doit faire pour la moitié.

Deniers deuz pour admortiſſement de rente ou charge ſur vn heritage des conioints ſe doiuent payer ſeulement par ceux, auſquels ledit heritage appartient.

ſent encores deuz, celuy d'eux au profit & deſcharge duquel ſeroit fait ledit admortiſſement ſur ſon propre heritage & patrimoine, eſt tenu payer tous iceux deniers deuz: par ce qu'ils viennent tous à ſon profit, acquit & deſcharge, nonobſtant qu'il y ait communauté, comme deſſus. Art.298. Et † ſi les deniers dudit admortiſſement auoient eſté ſolus & acquitez conſtant ledit mariage, les heritiers d'iceluy, au profit duquel auroit eſté fait ledit amortiſſement ſur ſon propre heritage, ſeront tenus rendre au ſuruiuant la moitié deſdits deniers, ou luy continuer la moitié de la rente, au chois deſdits heritiers.

† *Ceſt Art. 298. eſt de nouuel adiouſté.*

LE MAINE Tit.15. Art.302. p. *à Anjou.* Art.286. biens entr'eux, &c. Ar. 312. p. *à Anjou.* Art.297. auroit eſté, &c.

Rembourſement doit eſtre fait dans l'an apres la Communauté diſſolue, ſoit entre mary & femme ou autres, des deniers de l'acquiſition pour leurs parts & portions.

BOVRBONNOIS Chap.22. Art.273. Quand aucun heritage ou autre choſe reelle mouuant de l'eſtoc ou branche d'vn perſonnier d'aucune Communauté ſoit d'entre mary & femme, ou autres, eſt acquis par ceux de la Communauté ou l'vn d'eux l'heritage n'eſt commun entre les perſonniers: ains demeure à celuy ou ceux, qui eſt de l'eſtoc & branche, dont meut ledit heritage ſi bon luy ſemble. Et en ce cas ſont les autres communs perſonniers rembourſez des deniers de ladite acquiſition pour leur portion, dedans vn an, apres la Communauté diſſolue: pendant lequel rembourſement les fruicts deſdites choſes ſont communs entre les perſonniers. Et à faute de rembourſement, ledit an paſſé, la choſe acquiſe eſt commune, & n'eſt plus ledit acquereur receuable à faire le rembourſement: mais ledit rembourſement fait dedans le temps deſſuſdit, celuy dont meut ledit heritage, en eſt ſaiſi.

Acquiſitiõs ou Rachats de rẽtes, heritages & poſſeßions, conſtituees, vẽdues ou alienees par vendition ſimple ou autrement, ou priſes per puiſſance de Fief, ſont communes, ſi elles ſont rachetees des biens communs.

XAINCTONGE Tit.8. Art.64. Si homme & femme conioints par mariage & durant iceluy, acquierent, rachetent ou recouurent de leurs biens communs, aucunes rentes, heritages & poſſeſſions, conſtituees, vendues ou alienees par vendition ſimple ou autrement, par eux ou l'vn d'eux, parauant leur mariage, ou par leur pere, mere, parens ou lignagers ou priſes par puiſſance de Fief, leſdites choſes ſont cenſees de l'acqueſt commun des conioints, tout ainſi que ſ'ils l'auoient acquis de perſonnes eſtranges, & y euſt-il ores graces à Retraict ou non. Art.65. Mais en payant par les enfans ou heritiers du decedé, dedans l'an du decés, au ſuruiuant des conioints le my-denier par le premier mourant ou ſes parens auparauant le mariage, auoient couſté à racheter ou retraire durant le mariage, demoureront à celuy qui payera & baillera le my-denier dedans l'an du decés regardant la branche d'vn chacun des conioints.

Enfans ou heritiers du decedé peuuent payer au ſuruiuant des conioints le my-denier.

BRETAGNE Tit.20. Art.442. Si †† les mariez conſtant leur mariage, deſchargent & acquitent l'heritage ou choſe immeuble de l'vn d'eux de droicts naturels, rentes, charges, anciennes, que ceux qui auroient eſté creez durant le mariage, la moitié des deniers employez aux acqueſts & deſcharge ſera rendue, comme meuble par celuy des mariez ou ſes hoirs, duquel l'heritage a eſté deſchargé & acquité.

†† *Ceſt Art. 442. eſt de nouuel adiouſté.*

BAR Tit.7. Art. 86. Si l'vn des conioints par mariage aucun heritage propre chargé de rente, laquelle ils acquierent, elle eſt confuſe, &c. p. *à Sens* apres la diſſolution d'iceluy, le proprietaire de l'heritage ou ſes heritiers pourront racheter ladite rente, en rembourſant le ſuruiuant de la moitié, &c. & des arrerages &c. la mort de l'vn deſdits conioints.

Rente eſtimee confuſe tãt que le mariage dure.

SEDAN Tit.13. Art.269 Mais quand telle confuſion aduient par le moyen que deux conioints par mariage, acquierent rente immobiliaire ſur l'heritage de l'vn d'eux, ou qu'ils acheterent l'heritage redeuable de rente immobiliaire enuers l'vn d'eux, ladite rente eſt ſeulement confuſe, tant que le mariage dure, & non plus: tellement qu'apres le treſpas de l'vn deſdits conioints, le ſuruiuant d'iceux ou les heritiers du predecedé, peut demander moitié de la rente, ou l'heritage acheté, ou l'argent de la moitié de la rente: & neant-moins demeure au chois de celuy, auquel appartient ou aduient l'heritage chargé de rente, de continuer ladite rente ou en deſcharger ſon heritage en rembourſant.

Source : BIU Cujas

• Voyez Troyes Art.82. Duché de Bourg. Chap.4. Art.25. Niuernois Chap.23. Art 30. Xainctonge Art.66. Peronne Art.137.

Art. 246. *PARIS.*

Choſe † immeuble t donnee à l'vn des conioincts pendant leur mariage, à la charge qu'elle ſera propre au donataire, ne tombe en Communauté. Mais ſi elle eſt donnee ſimplement à l'vn des conioints, elle eſt commune: fors & excepté les donations faites en ligne directe: leſquelles ne tombent en Communauté.

Quelles Donations tombẽt en Communauté, ou non.

† *Ceſt Art. 246. eſt de nouuel adiouſté cõme deſſus.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit.3. Art.47.p. *à Paris.*

MANTE Chap.11. Art.120. Choſe †† donnee, &c.p. *à Paris.* leur mariage, &c. demeure, &c. *iuſques à ce mot*, mais.

†† *Ceſt Art. 120. eſt de nouuel inroduit.*

MONTARGIS Chap.8. Art.14. Dons ou laigs faits à l'vn des conioints ſoit en mariage faiſant ou conſtant iceluy, ſont communs par moitié aux cõioints: ſinon qu'il fut dit expreſſement eſtre propre à l'vn d'eux.

ORLEANS Tit.10. Art.211.p. *a Paris.* † ne tombent en Communauté. Mais ſi la choſe immeuble donnee à l'vn des conioints, par traicté & en faueur de mariage, eſt propre au donataire, ſ'il n'eſt dit autrement.

† *Ceſt Art. 221. eſt adiouſté & accordé ſans preiudice du paſſé.*

ANIOV Tit.22. Art.513. Si don d'heritage ou baillee à rente eſt fait à l'vn des compagnons de la Cõmunauté, par celuy de qui il eſt heritier preſumptif, eſt reputé auancement de ſucceſſion, & non pas acqueſt: & n'y prendront rien les autres compagnons. Car tels dons ne cheent en Communauté.

LE MAINE Tit.23. Art.507.p. *a Aniou.* acqueſt: & par ce moyen les autres n'y prendront rien.

BOVRBONNOIS Chap.22. Art.274.p. *a Aniou.* bail à, &c. communs, par, &c. ledit don, &c. & non acqueſts, &c. & n'y prennent rien les autres communs perſonniers: ſinon qu'il y euſt Entrages u ou deniers baillez: auquel cas, il eſt tenu de rembourſer par x ferue, ſeſdits communs perſonniers, deſdits Entrages ou deniers baillez. Chap.23. Art.283. En la proprieté de choſe immeuble donnee ou leguee à l'vn des perſonniers par contemplation de luy, le perſonnier n'y a aucune choſe.

BRETAGNE Tit.20. Art.441. Donation †† faicte à l'vn des mariez par le parent en contemplation du ſang, & y parenté ne ſera reputee acqueſt communicable, & n'y aura la femme que ſon Douaire. Et ſi la donation eſt faite par autre perſonne eſtrange, ſera eſtimé acqueſt commun: ſinon que le donateur faiſant la Donation euſt expreſſement declaré ne vouloir donner qu'à l'vn deſdits mariez & heritiers du donataire. z

†† *Ceſt Art. 441. eſt de nouuel adiouſté.*

Voyez cy deſſus l'Addition du Titre III. de Paris, où il a eſté traicté ſi donation eſt acqueſt ou non. Melun Art.233. Reims Art.34. Poictou Art.233. Bayonne Tit 9. Art.25.26.& 27.

---

t On tient que les choſes donnees ou leguees à l'vn des conioints par mariage, en leur contemplation, ne ſont point eſtimees Conqueſts L. coiri. 7. cum Ll. ſeq. Pro ſocio. Panorm. in cap. 2. ex. de Don. inter vir. & vxor. Henric. Bohic. in cap. donatio eod. tit. & in cap. requiſiſti. Extra de Teſtam. Faber in Inſtit. ad verbum Iuſtinianus. Philippus Dec. conſ. 20. parte 1. & n'ont lieu en ceſte eſpece les Loix Romaines, qui ont voulu que in ſocietate omnium bonorum hereditas & legatum communioni adquiratur. l.3. L. ſi ſocietatem. 73. D. pro ſocio. Quid du legs faict à l'vn des conioincts par mariage, ſera il eſtimé propre, ou bien entrer en Communauté, comme eſtant vn acqueſt. Le legs faict au futur heritier ſemble eſtre au lieu de la portion hereditaire qui luy fut eſcheue par ſucceſſiõ du teſtateur, ſ'il fut mort inteſtat: auſſi qu'il peut renoncer au legs, & ſe porter heritier. Il faut encor conſiderer l'intention du teſtateur, & cui proſpectum eſſe voluit. L fideicommiſſa 11. §. interdum. D. de leg. 3 Le legs eſt vne donation in l. legatum 36. De leg. 2. & aux Inſtit. eod. titulo: & pour ce a l'on iugé le ſemblable du legs, que de la donation, ſçauoir eſt le legs donné à celuy qui deuoit ſucceder en ligne collaterale, eſtoit reputé acqueſt, & par conſequent communicable a la femme du legataire, comme eſtant entré en Communauté, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 24. iour de Iuillet 1563. qui fut ordonné eſtre leu en l'Auditoire du Chaſtelet à Paris, ainſi que recite Charondas liure vii Reſp. 143.

u Entrages ſont les deniers donnez pour l'entree que l'on donne au bailleur. Bourb. 442. Niuernois Chapitre 22. Article 8.

x Du Moulin interprete ces mots par ferue, *pro rata*, que nous diſons au fur & *pro rata.*

y Faber in Iuſt. ad verbum Iuſtinianus demande, ſi ce qu'on acquiert deuoit eſchoir par ſucceſſion, eſt conqueſt ou non? Et tient qu'elle eſt propre au donataire, ſi elle vient de l'ancienne ſouche. Les autres ont eſtimé que tout ce qui eſt donné à l'vn des conioints par mariage, eſt reputé acqueſt, & tirent en argument la Loy vn C. de impon. Luc. deſc. in tam neceſſariis coniunctis perſonis ſub liberalitatis appellatione debitum naturale perſoluitur.

z Henric Bouhic in d. cap. requiſiſti extra de teſtam tient que le donateur peut mettre condition en la donation qu'il fera, qu'elle ne pourra appartenir qu'au donataire ſeul & à ſes heritiers.

Source : BIU Cujas

ADDITION SVR LE TITRE X. DE COMmunauté de biens.

I Des conditions miſes & appoſees és contracts de mariage : & quel droict a le mary ou la femme ſuruiuant ſa femme ou ſon mary en quelques lieux : & comme les frais funeraux ſe payent.

II Des Mariages, Apport, Dot, biens paraphernaux & de leur reſtitution.

III Debtes de la Communauté, rentes conſtituees ou hypotheques par qui ſeront payees & acquitees.

IIII Comme les creanciers peuuent agir ou proceder par execution contre les communs par mariage, la Communauté eſtant diſſolue.

V. Des Acqueſts faits à titre de rachat ou de main-ferme.

VI. Des alienations des heritages faites par les conioints par mariage : enſemble des deniers de remploy ou reſtabliſſement. Brief de mariage encõbré : & des reparations ou ruines des heritages de la femme ou du mary.

VII. Reparation ou dommage prouenant de delict, & les amẽdes reglees par les Ordonnãces & Couſtumes comme ſe doiuent payer durant la Communauté.

VIII. Des effects des renõciations faites par les femmes à la Cõmunauté : maris ne peuuẽt renoncer à la Communauté.

IX. Femme vefue eſt hors de mainbournie.

X. Separation de biens entre les conioincts par mariage.

XI. Des Societez & communautez entre autres perſonnes, & de leur effect.

XII. Des partages & diuiſions faites entre les communs & aſſociez.

XIII. Enquoy peut eſtre tenu vn, non compagnon & aſſocié d'vne choſe indiuiſe.

I. TOVRNAY Tit.15. Art.1. Es traictiez de mariage ſe peuuent mettre telles deuiſes & conditions & tels liens de retour & libertez, ſoit au prouſit du premier ou dernier viuant ou mourant des mariãs, ou autrement, ainſi que bon ſemble aux contrahans.

En contract de mariage, on y peut mettre tels pactions & conditions, que bon ſemble aux contrahans.

REIMS Tit.9. Art.277. Le mary ſuruiuant ſa femme eſt S. de tous les biẽs meubles demeurez apres le treſpas de ſa femme, en quelque lieu qu'ils ſoient, & luy appartiennent pour le tout, à la charge de payer toutes les debtes par luy faites & accreuës, tant auparauant le mariage que depuis iceluy, & de reſtituer aux heritiers d'icelle l'Apport d'elle tel que deſſus eſt declaré, ſi elle n'en auoit diſpoſé au profit de ſon mary : & encores à la charge de l'inhumation du corps de ſa femme, & auec ce a la moitié des conqueſts, tant feodaux que roturiers faits durant le mariage, qui luy appartiennent en tous droicts de proprieté & vſufruict. Et ſi luy appartient l'vſufruict de l'autre moitié deſdits acqueſts & cõqueſts pour en iouyr ſa vie durant : à la charge de tenir & entretenir ladite moitié comme vſufructuaire doit & eſt tenu faire, & auſſi acquiter les charges foncieres.

Mary ſuruiuant ſa femme gaigne tous les meubles : a la charge de payer les debtes, & de reſtituer l'Apport aux heritiers d'icelle, de la faire inhumer, & outre ce, la moitié des conqueſts, tant en proprieté que vſufruict, & l'autre moitié par vſufruict.

ARTOIS Tit.3. Art.120. Le mary peut conditionner en faiſant quelque acqueſte, que ce ſera pour luy & ſa femme, le dernier viuant tout tenant : & n'eſt par ce reputé auoir auancé ſadite femme. Tit.4. Art.135. En acquiſition d'heritages Feodaux, le mary eſt ſeul acqueſteur. Et ſi la femme n'eſt ſaiſie actuellement, elle ne peut quereler en iceux droict de proprieté. Art.136. En acquiſition d'heritages cottiers ou de main-ferme, iaçoit que la femme n'ait eſté preſente à telle acquiſition & ſaiſine, ne mis la main au baſton, neant-moins elle eſt acqueſtereſſe comme ſon mary : & tranſmet apres ſon treſpas la moitié d'iceux heritages à ſes prochains heritiers.

Mary peut conditionner les Acqueſts, que ce ſera pour luy & ſa femme.

MONSTREVL Art.43. Es Comtez d'Artois & de S. Pol, qui ſont en partie de ladite Preuoſté, és Fiefs acquis durant & conſtant le mariage de deux cõioints les heritiers de la femme n'y ont aucun droict : ains appartiennent au mary & à ſes hoirs : ſauf que ſi la fẽme ſuruit, elle y a la moitié ſa vie durãt par forme de Douaire.

Mary ſeul acqueſteur d'heritages Feodaux.

BEAVQVESNE Art 13. En acquiſition de Fiefs faits durant le mariage de deux conioints, la femme ne ſes heritiers n'ont aucun droict de proprieté : ains appartient tout au mary ou à ſes heritiers, à la charge du Douaire de ladite vefue, ſi apprehender le veut.

S. POL Tit.1. Art.7. Quand deux perſonnes conioints par mariage & conſtant iceluy mariage font aucunes acqueſtes d'heritages Feodaux & anciens manoirs cottiers, & le mary va de vie à treſpas parauant ſa femme, leſdits heritages Feodaux & anciens manoirs cottiers ſuccedent aux heritiers du mary, ſans ce que

Mary & femme ſont acque-

a Les Couſtumes de Montargis Chap. 8. Art. 8. & 9. Orleans. Art. 202. Berry Tit. 8 Art. 9. ſont pareilles.

Source : BIU Cujas

ſieurs en heritages cottiers & de main-ferme ſans mettre la main au baſton.

Heritiers de la femme n'ont rien és Fiefs acquis par le mary.

Douaire en la moitié des Fiefs acquis par le mary, ſi la femme ſuruit.

Femme ne ſes heritiers n'ont aucun droict aux heritages Feodaux ou anciens manoirs cottidrs : ains apportiennent au mary ou à ſes heritiers.

ladite femme y puiſſe demander aucun droict : ſauf droict de Douaire, tel que cy apres ſera declaré. Et ſi la femme treſpaſſe auparauant ſon mary, les heritiers d'elle n'y ont quelque droict : ainçois demoure le tout à ſon mary pour luy & ſes hoirs venans de ſa coſte & ligne : mais ſi leſdits conioints acqueſtent durant leur mariage aucunes terres cottieres ou roturieres, icelles terres partiſſent entre le ſuruiuant & les heritiers du mourant.

a Douaire.

Acquiſitions de terres cottieres ou roturieres ſont communes.

LA Salle de Lille, Tit.2. Art.51. A vne vefue, ſoit qu'elle renonce aux biens & debtes de ſon feu mary, ou qu'elle demeure eſdits biens & debtes, compete & appartient droict de vefue couſtumier ſur les biens meubles delaiſſez par ſondit feu mary, hors part: telle que d'eſtre habillee honneſtemẽt pour vne fois, & de chacune piece de meſnaige vne à ſon chois : n'eſt que par ſon traicté de mariage y ait deuiſe ou pact exprés au contraire.

Droict de vefue Couſtumier.

S. OMER en Artois, Tit.2. Art. 27. La femme peut en renonçant aux biens meubles, catheux & acqueſts prendre ſes meilleurs habits & ornemẽs ſeruans à ſon corps, de chacune piece vne: ſans pource eſtre ſubmiſe payer aucunes debtes perſonnelles. Et auec ce peut apprehender ſon Douaire Couſtumier.

AIRE Tit.2. Art.3. Quant de deux conioints par mariage, la femme va premiere de vie à treſpas, delaiſſant heritages cottiers, patrimoniaux ou acqueſtez parauant la conionction de leur mariage : le mary ſuruiuant acquiert droict de Douaire, en la moitié du reuenu deſdits heritages, appartenans à ladite femme, dont il peut iouyr ſa vie durant, comme vne femme vefue douairiere.

L'ALLEVE Tit 2. Art.17. Quand l'vn de deux conioints par mariage va de vie à treſpas, le ſuruiuant, ſoit l'homme ou la femme a droict de vefue, en telle maniere qu'il prend & a de chacune piece de meſnage la meilleure, à ſon chois, & en apprehendant ce ſeulement, n'eſt aucunement tenue ny pourſuiuable pour les debtes de ſon feu mary.

TOVRNAY Tit.10. Art.24. Quant deux conioints conſtant le mariage, acquierent aucuns Fiefs, & celuy qui en eſt adherité, termine vie par treſpas ſans enfant, ſon heritier plus prochain ſuccede eſdits Fiefs en totalité, le ſuruiuant retenant l'vſufruict ou iouiſſance ſa vie durant, & apres le treſpas d'iceluy ſuruiuant, à ſes heritiers compete action à l'encontre du ſucceſſeur deſdits Fiefs, pour recouurer la moitié du pris, que iceux auront eſté achetez, ou la moitié de la valeur d'iceux, au chois du dernier poſſeſſeur.

LILLE Tit.17. Art.205. A vne femme ayant renonchié aux biens & debtes de ſon mary, appartiẽt ſans charge de debtes, droict de vefue Couſtumier, és biẽs meubles de ſon mary : à ſçauoir de chacune piece de meſnage, vne, à ſon chois & auec ce, d'eſtre habillee honneſtemẽt pour vne fois ſelon ſon eſtat & ſans fraude. Et eſt ledit droict de vefue ſi priuilegié, que la vefue le doit auoir & emporter, nonobſtant quelque ſaiſine ou empeſchement, que l'on luy pourroit bailler. Art. 206. A vne femme demouree és biens & debtes de ſon mary, appartient droict de vefue Couſtumier tel que deſſus hors part, au cas qu'elle le demande.

Femme a la moitié és conqueſts faicts en Bourgage.

NORMANDIE Chap.13. Art.313. La femme apres la mort du mary a la moitié en proprieté des conqueſts faits en Bourgage b conſtant le mariage. Et quant aux cõqueſts faits hors Bourgage, la femme a la moitié en proprieté au Bailliage de Giſors, & en vſufruict au Bailliage de Caux: & † le tiers par vſufruict aux autres Bailliages & Vicõtez. Art.314. Quelque accord ou conuenant que ait eſté fait par contract de mariage, & en faueur d'iceluy, les femmes ne peuuent auoir plus grãd part aux cõqueſts faits par le mary, que ce qui leur appartiẽt par la Couſtu. à laquelle les cõtractans ne peuuent deroger. Ar.315. Le †† mary doit iouir par vſufruit ſa vie durãt de la part que ſa fẽme a euë en proprieté aux cõqueſts par luy faits conſtãt leur mariage, encores qu'il ſe remarie. Art.316. Le mary & ſes heritiers peuuẽt retirer la part des cõqueſts aians appartenu en proprieté à ſa fẽme: en rendãt le pris de ce qu'elle a couſté, enſemble des augmẽtatiõs dans iii. ans du iour du decés de ladite fẽme. Ch.15. Ar.367. Hõme aiãt eu enfãt né vif de ſa fẽme iouiſt par vſufruit tãt qu'il ſe tiẽt en viduité, de tout le reuenu appartenãt à ſadite fẽme lors de ſon decés, encores que l'enfant ſoit mort auãt la diſſolutiõ du mariage. Et † ſ'il ſe remarie, il n'en iouira que du tiers. Art.368. Le droict de viduité appartient au mary non ſeulement au preiudice des enfans de ſa femme, de quelque mariage

† Ceſt Art. 313. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle en ces mots, Et le tiers par vſufruict, &c. iuſques à la fin. Et a eſté accordé aux Deputez de Caën qu'il y a Couſtu. locale que la femme ne iouiſt de la moitié des cõqueſts en Bourgage, & en proprieté au Bourg d'Argences : & aux

b C'eſt à dire en manoirs, maſures & heritages qui ſõt és bourgs qui ſont tenus ſans Fief, & qui gardent & payent les Couſtumes des bourgs, & les rentes aux termes accouſtumez, ſans qu'ils doiuent autre ſeruice ne redeuance, ainſi qu'il a eſté monſtré en l'Addition du premier Titre des Fiefs cy deſſus.

Source : BIU Cujas

Deputez de Bayeux, que les femmes iouissent de tous les acquests faits dans le franc-Aleu durant leur mariage: & les Bourgs d'Isigny, Thorigny & Censi, de la moitié de la proprieté dont sera informé.

†† *Ces Art.315.& 316. ont esté accordez pour Coustume nouuelle.*

Mary comme iouist sa viduité durant de tout le reuenu: & s'il se remarie, du tiers.

†† *Ces mots,* Et s'il se remarie, *&c. iusques à la fin, sont accordez pour Coustume nouuelle.*

Droict de viduité appartient au mary au preiudice des enfans & S. Feodaux.

Mary tenu de nourrir, entretenir & instruire les enfans, & marier les filles.

†† *Cest Art. 369. a esté accordé pour Coustume nouuelle.*

Suruiuant des conioincts communs en biẽs iouist de tous les conquests & acquests.

† *Cest Art. 319. est mis au lieu du 24. & dernier Art. du Titre des Successions entre roturiers.*

†† *Cest Art. 283. est correctif de l'ancienne Coustume.*

Mary comme a les acquests moitié en proprieté, & moitié en vsufruict.

Acquests faicts au Fief de l'vn des conioincts par mariage, seront retenus par l'heritier en payant la moitié des deniers.

Retraict fait hors iugement sans adiournement.

Mary ne peut aliener, vendre ou transporter la moitié des acquests, de laquelle il iouist par vsufruict, sans le

qu'ils soient sortis: mais aussi des S.F. ausquels pourroient appartenir les heritages de la femme, soit à droict de confiscation, ligne estainte & reuersiõ ou droit de Garde des enfans ou heritiers mineurs d'ans de la femme. Art.369. Le †† mary doit nourrir, entretenir & faire instruire les enfans de sa femme, si d'ailleurs ils n'ont biens suffisans, mesmes ayder à marier les filles: laquelle nourriture, entretenement, instruction & contribution de mariage sera arbitré en Iustice, par l'aduis des parens, eu esgard à la valeur de la succession & nombre des enfants, de toutes lesquelles charges il sera quitte en laissant ausdits enfans le tiers de la succession de leur mere. Art.370. Si l'vsufruict de tout ou partie du bien de la femme appartenoit à autre personne lors de son decés: apres iceluy vsufruict finy, le mary aura la iouissance desdits biens.

Tovrs Tit.27 Art.319. Le † suruiuant de deux conioints c par mariage, communs en biens, soient Nobles ou roturiers, où il n'y auroit enfans de leur mariage, iouira de tous les Conquests & acquests faicts durant ledit mariage, moitié en proprieté, moitié par vsufruict, sans charge d'alimenter ou entretenir les heritiers collateraux du predecedé: & s'il y a enfans, & ledit suruiuant ne se remarie, iouira aussi pendant sa viduité de la part des meubles, acquests & propres appartenans aux enfans estans sous l'aage de puberté, & iusques à ce qu'ils ayent atteint ledit aage: à la charge de les entretenir selon leur estat: mais si ledit suruiuant ayant enfans se remarie, pert ladite iouissance desdits meubles, acquests & propres appartenans ausdits enfans: toutesfois si lesdits enfans decedent sans hoirs de leur chair ledit suruiuant pourra auoir la moitié des acquests qui appartiennent ausdits enfans, en payant la moitié de la valeur & estimation desdits heritages.

Anjov Tit.14. Art.283. Le †† suruiuant de deux conioints par mariage, *liberis existentibus*, aura les acquests, moitié en proprieté & moitié en vsufruict, tant qu'il sera en viduité: à la charge de nourrir & entretenir les enfans mineurs tant qu'ils soient en aage: & si ledit suruiuant se remarie, lesdits acquests se departiront entre iceluy suruiuant & les heritiers du premier decedé, ou leur representation en ligne directe. Et s'il n'y a aucuns enfans, ledit suruiuant aura tous lesdits acquests, moitié en proprieté, & l'autre moitié en vsufruict. Art. 284. Si aucuns acquests sont faits par deux conioints par mariage, où Fief de l'vn d'eux, & n'ayent aucuns hoirs de leurs corps l'heritier de celuy d'iceux conioints à qui est le Fief, aura lesdits acquests & luy demoureront s'il veut, en payant la moitié des deniers, qui coustereut aux heritiers de l'autre, dedans l'an du trespassement du premier decedé: & peut faire le Retraict hors iugement, sans adiournement. Mais si celuy des deux conioints, qui n'estoit Seigneur de Fief, aude dans duquel auoient esté faits lesdits acquests, suruit, posé qu'on luy rende icelle moitié de deniers: parquoy tout l'acquest soit consolidé auec le Fief, il iouyra neant-moins de la moitié des fruicts desdits acquests, sa vie durant: pour ce que le suruiuant de deux conioints a droict de tenir lesdits acquests, moitié comme heritier, & moitié vsufruictier, selon la limitation susdite.

Le Maine Tit.15. Art.299. p. *a Anjou.* Art.283. ensemble par mariage, qui ont fait acquests de choses immeubles durant leur mariage: pourueu qu'au temps du decez du premier trespassé, ils soient communs en biens, a droict de tenir iceluy acquest moitié en pleine, &c. par vsufruict & viage seulement, & dont ledit suruiuant se peut dire & porter saisi, & s'en douloir, complaindre & appleger, s'il est troublé. Et apres le decez du suruiuant, iceux acquests se departiront entre les heritiers du premier trespassé, & les heritiers du suruiuant. Mais si le suruiuant desdits conioincts, qui a l'vsufruict de la moitié desdits acquests, laquelle appartenoit au premier decedé, ne pourra icelle moitié vendre, c transporter, n'aliener, sans le vouloir & consentement des heritiers du premier decedé, s'ils sont maieurs: & s'ils sont mineurs, sans l'auctorité ou consentement de leurs Tuteurs & Curateurs & decret de Iustice: & si autrement estoit faict,

c Par l'ancienne Coustume de Touraine, le pere auoit l'vsufruict des conquests faicts durant & constant le mariage, suruiuant sa femme, & de ce temps mesmes vn quidam auoit contracté mariage auec vne nommee L'Esueillere: qui decede incontinent vn peu apres ayant laissé des filles. Le pere se remarie & conuole à secondes nopces, & mesmes au troisiesme mariage. Les filles du premier mariage font appeller leur pere en matiere de partage pardeuant le Iuge de Menou, où il consent leur faire part des Conquests: Toutesfois qu'il demande l'vsufruict de leur portion suiuant la Coustume. Repliquent les demanderesses, que par la nouuelle Coustume il est porté disertement que si vn pere conuole en secondes nopces, il perd l'vsufruict pretendu par luy: tellement qu'il est notoirement mal fondé, & non receuable en ses defenses. Le pere pour dupliques dit que le mariage a esté contracté lors de l'ancienne Coustume: & par ainsi qu'en ce faict, il se faut regler selon icelle. Les demanderesses au contraire, disent & soustiennent qu'il se faut arrester à la derniere Coustume, laquelle est interpretatiue & declaratiue de l'ancienne. Les Docteurs disent que les Loix ont les yeux deuant & non derriere. in l. vn. C. de cad toll. & l *aj μετρίεσι γεγ* De legib. l. i.

Source : BIU Cujas

vouloir & consentement des heritiers du premier decedé, s'ils sont maieurs : sinon de leurs Tuteurs & Curateurs, & decret de Iustice.

De aquæd. apud Frontin. de Lim. agr.

Que les secondes nopces ont tousiours esté odieuses, ὠροτόμοις γάμοις, speciosum adulterium Tertull. lib. de monogamia, Hierony. ad Gerotiam, & contra Iouinianum. Et rectè D. Ambros. lib. de viduis, Non prohibemus secundas nuptias, sed non probamus sæpe repetitas, nec enim quicquid licet, & decet. Et recte eodem libro, Si quà in nuptias secundas inciderit, quasi fructu, pudoris amisso, si rursus soluta fuerit viro, ab effectu viduitatis non arcetur : habebit illa quidem vel seræ meritum castitatis, sed probatior erit, quæ alterius non est experta coniugium. In illa eminet studium castitatis : huic aut senectus, aut pudor modum videtur fecisse nubendi. Vnde vulgatum prouerbium, habent locum maledicti crebræ nuptiæ. Le Concile de Neocæsar. defend aux Prestres d'assister aux secondes nopces. Et rectè Optatus Milevitanus, Nemo in secundo coniugio benedicitur. Les parties ayant escrit d'vne part & d'autre, le Iuge subalterne donne sentence au profit du pere : par lequel il fut absous des fins & conclusions des demanderesses, & icelles condamnees és despens. Appel pardeuant le Bailly de Touraine ou son Lieutenant : qui dit bien appellé par les appellans, emendant & corrigeant le iugement, condamne le defendeur au principal pere à laisser aux appellantes demanderesses au principal la pleine proprieté, & rendre & restituer les fruicts. Dont il appella en la Cour : Mais en fin par Arrest prononcé solemnellement par M. le President Brisson aux Arrests de Pasques au mois de Mars 1584. fut ladite Sentence confirmee pour la consequence des Coustumes reformees & autres bonnes considerations, & outre condamna l'appellant és despens.

c Vsufructuarius proprietatem pignorare non potest l. interest. 6. C. de vsufr. vendere in l. si vsusfructus D. de iure dot. §. finitur & §. seq. Inst de vsufr. Possunt tamen fructus ad modicum tempus locari Faber ad d §. finitur. lx. l. pen. §. instituto. De leg. 1. G. Rouille.

telle vendition, transport ou alienation seroit de nul effect & valeur : & neantmoins seroit perdu ledit vsufruict, & retourneroit *ipso facto* & sans autre declaration aux heritiers du premier decedé Seigneurs de la proprieté, qui pourront en ce cas, comme Seigneurs en pleine proprieté, eux ensaisiner de ladite moitié, & y aller à l'exploit ou eux complaindre ou appleger, ainsi que bon leur semblera, au dedans de l'an & iour dudit transport fait, & possession prinse par l'acquereur : & apres l'an & iour, la pourront demander, par action simple : & s'il aduenoit que ledit suruiuant se remarie : en ce cas seront inuentoriez les lettres desdits acquests, dont lesdits heritiers auront les doubles, si bon leur semble, & en demourera l'inuentaire deuers Iustice, pour en fournir en temps & lieu, & où & à qui besoin sera : fors en la Baronnie de Mayenne la Iuhez, où les acquests se diuisent par moitié entre le suruiuant & les heritiers du premier decedé. Article 300. p. *à Anion.* Art. 284. moitié comme proprietaire, & moitié comme vsufruictier.

Acquests se diuisent par moitié à Mayenne.

Acquests faicts d'heritages tenus en foy ou Censiue de l'vn des cõioints serõt aux heritiers de celuy qui voudra rẽbourser de la moitié desdits acquests.

Blois Chap. 13. Art. 186. Si constant le mariage de l'homme & de la femme, ils acquestent quelques heritages tenus de l'vn d'eux en foy & hommage ou en Censif, & ils facent de leur Fief ou Censif leur domaine : en ce cas, apres le trespas de l'vn des conioints, les enfans ou heritiers d'iceluy d'eux, dont sera tenu en foy & hommage ou Censif ledit lieu acquesté, pourront rembourser le suruiuant de la moitié dudit acquest. A ce que ledit lieu demeure consolidé auec ledit Fief ou Cens, & qu'il ne soit demembré dudit Fief ou Cens.

Meubles escheus par succession entre communs, sont communs : & nõ les heritages & immeubles escheus par succession.

Bovrbonnois Chap. 22. Art. 276. Meubles, qui escheent par succession, sont communs entre mary & femme, & autres personniers de meubles & conquests : mais les heritages & choses immeubles, qui escheent par succession, ne sont de ladite Communauté : & appartiennent à celuy qui est heritier, & y succede comme en l'heritage de son costé.

Mary quel gain a suruenãt sa femme.

Avvergne Chap. 14. Art. 44. Le mary suruiuant sa femme, & ait enfans ou non descendans dudit mariage, gaigne à luy & és siens pour en disposer à son plaisir & volonté, d les licts, robbes, coffres, linge & ioyaux de sadicte femme : à la charge de la faire enseuelir, & payer les funerailles selon leur estat & condition. Art. 45. Et au cas contraire e la femme qui suruit, recouure & gaigne sesdits licts, linges, robbes & ioyaux en l'estat qu'ils sont lors.

Femme suruiuant quelle chose gaigne.

Femme gaigne la moitié de tous les biẽs tãt meubles que immeubles de son mary, & comment, & est saisie dés le trespas d'iceluy : peut intenter le possessoire.

Montpensier Article premier. Par la Coustume d'iceluy Comté, **hors la** Ville d'Angoulesme, quand le mary trespasse, suruiuant sa femme, icelle femme gaigne & est heritiere de la moitié de tous les biens de sondit mary, tant meubles qu'heritages : c'est à sçauoir des meubles pour en disposer à son plaisir & volonté : & des immeubles & heritages pour en iouyr & vser sa vie durant tant seulement. Article second. Et dés le trespas de son mary, est saisie & vestue de la moitié desdits biens delaissez par le mary, & peut intenter le possessoire, tout ainsi que les enfans & heritiers du mary, pourroient faire pour l'autre moitié par le mary delaissee. Article troisiesme. Et est ladite fẽme tenue entretenir les heritages qui luy aduiennẽt en vsufruict par le

d Les maris apres la dissolution du mariage sont tenus par le Droict ciul rendre le dot comme il est assez vulgaire. l. iure succursum est. 6. D de iure dot. l. 26. §. 2. D. de pact. dotal. l. 4. C. Solut. matr. l. vlt. C. comm. vtr. iud. & les Coustumes ont donné des gangnes aux maris, à cause des charges du mariage. Les frais des funerailles & obseques se doiuent faire par celuy qui succede au dot ou

Source : BIU Cujas

entire profit.l.16.17.18.19.20.21.& 22.27.& 28.D.de relig.& sumpt.funer. Et recte in d.l.16. scriptum est,& cum qui morte mulieris dotem lucratur.in funus conferre debere,siue pater mulieris est,siue mariti,vt &in l.Neratius 20.§.si maritus lucratur dotem,conuenietur funeratia.pater non.vide l.19.eod.titulo.

e Vide Bald.in Auth.res quæ.C.comm.de legat.& Bartol.in l.si vt certo.§.interdum.D.Commod.

Dot sera communiquee, licts & ioyaux: fors ses vestemens.

Biẽs immeubles dotaux aduenus aux heritiers sont suiets à restitution,& n'y ont que l'vsufruict.

Mari quelles choses gaigne en cas de suruiuance.

Femme suruiuant.

Mari.

Femme.

Mari.

Gangne en cas de suruiuance.

Mari.

trespas de son mari,en bon estat & payer la moitié de toutes les debtes faictes par son mari. Art.4. Et en outre est tenue icelle femme communiquer & mettre en commun sa dot,qui luy est constituee,soit en meubles ou immeubles, ses licts, & ioyaux,pour en faire partage auec les heritiers du mari:excepté de ses robbes, qui luy demeurent entierement. Art.5. Vray est que les biens immeubles dotaux aduenus à la portion des heritiers de son mari sont suiets à restitution apres le trespas de ladite femme,& n'y ont lesdits heritiers du mari,que l'vsufruict, durant la vie d'icelle.Car apres le trespas sont tenus les rendre à ses heritiers, tout ainsi que les heritiers d'elle sont tenus rendre les biens immeubles à elle aduenus de son mari,aux heritiers d'iceluy. Art.6. Aussi au cas contraire si le mari suruit à sa femme,il gaigne les licts,robbes & ioyaux d'icelle,& à cause de ce est tenu faire sa sepulture selon son estat:& outre gagne & herite la moitié de tous les biens dotaux de sadite femme,meubles & immeubles. Art.7. C'est à sçauoir des meubles la moitié à luy & és siens,& les heritages & immeubles, pour en iouyr sa vie durant, en payant les charges & tenant lesdits immeubles,en bon estat:& de ladite moitié desdits biens meubles & heritages en est saisi,comme ladite femme suruiuant iceluy,& peut intenter semblablement le possessoire.

AIGVESPARCE Art.1.Quand il aduient le mari trespasser premier, suruiuant sa femme:en ce cas ladite femme recouure ses licts, robbes & ioyaux en l'estat qu'ils sont lors:& de cent liures,qui luy auroient esté baillees & constituees en mariage,gaigne sur les biens de son mari,l.liures,qui est la moitié de sadite dot,& de plus,plus:& de moins,moins.

ARTHONNE Art.1. La Chastellenie d'Arthonne se regit & gouuerne quant au faict de mariage,selon les Coustumes locales de ladite Comté de Montpencier.

ESBREVLE Art.1.Si la femme suruit au mari,elle aura la moitié desdits biẽs meubles & conquests,à elle & aux siens.Et au contraire si le mari suruit sa femme, ledit mari a aussi la moitié des heritages de sadite femme, qui luy appartiennent par constitution de dot,pour en iouyr par le cours de sa vie, & partir auec les heritiers de sadite femme,les biens meubles & conquests, si autrement n'est accordé entre les mariez.

BLOT Art.1. En ladite Chastellenie,la femme suruiuant son mari gangne la tierce partie d'autant que monte sa dot constituee: & recouure ses robbes & vestemens nuptiaux,licts & ioyaux auec l'empirement de sesdits vestemens. Art. 2. Au contraire quand le mari suruit sa femme, il gangne la tierce partie de ladite dot,ensemble ses licts & ioyaux & habillemens de sadite femme. Et à cause de ce est tenu de la faire enseuelir & payer les funerailles, s'il n'y a autre conuenance.

MENAT Art.1. La Coustume particuliere obseruee en la Chastellenie de Blot,quant à la gangne que les mariez ont l'vn sur l'autre, a lieu en la Chastellenie de Menat.

GIMEAVX Art.1. Le mari terminant vie premier que la femme,où il n'est conuenu & accordé de la gangne,ladite femme gãgne sur les biens de sondit mari,ses licts,robbes & ioyaux,recouure sa dot,ensemble gangne pour l'augment de icelle,la moitié de la valeur de sadite dot, quand ladite dot est en deniers ou en bled: comme si elle auoit constitué x. liures en argent,elle gangnera sur les biens de son mari cent sols: & ainsi de bled, si c'est bled:& de plus, plus: & de moins, moins. Art.2. Mais si ladite constitution est en biens immeubles, ladite femme ne gangne aucune chose dudit immeuble:ains recouure seulemẽt sa dot,lict, robbes & gangne les ioyaux. Art.3. Au cas contraire,le mari, qui suruit à sa femme, gangne la moitié de sa dot,si elle est constituee en argent ou en bled ou autre chose meuble:ensemble ses licts,robbes & ioyaux:& est tenu parce moyen la faire enseuelir & payer les funerailles selon son estat. Art.4. A outre oudit lieu de Gimeaux Coustume locallе,si la dot est en immeubles, la femme suruiuant son mari gangne la moitié d'autant d'immeuble sur les biens de son mari,qu'elle luy a constitué en dot,tout ainsi qu'a esté dit des biens meubles. Art.5. Et au contraire le mari suruiuant sa femme, gangne la moitié desdits biens immeubles à luy constituez en dot.

Source : BIU Cujas

CVSSET Art.1. La moitie de la Dot constituee en deniers, doit estre conuertie en meuble au profit des mariez & l'autre moitié en cheuance ou heritage, au profit de la femme & des siens. Art.2. Et si la femme suruit à son mari, elle aura à elle & aux siens la moitié de tous les meubles, noms, debtes & actions du mari. Et au cas sera tenue payer la moitié des debtes de son mari, & auec ce recouurera la moitié de sa Dot, ou l'assiette qui en aura esté faicte. Art.4. Le mari suruiuant en ladite ville de Cusset, gangne la moitié de la Dot mise en meubles, & n'est tenu restituer, si ce n'est la somme employee en heritages ou lesdits heritages sur lesquels ladite somme aura esté assignee. Art.5. Et en tous autres lieux de ladite Preuosté y a Coustume locale, par laquelle la femme suruiuant augmente sa Dot d'vn tiers sur les biens de son mari, quand la Dot est constituee en deniers & grains, & aussi recouure ses habillemens tels qu'ils seront trouuez au temps du trespas du mari, si ce n'est que la femme se remariast. Auquel cas les heritiers du mari sont tenus l'habiller de semblables robbes, qui luy furent baillees és premieres nopces. Art.6. Et le mari suruiuant gangne la moitié de la Dot à luy constituee: & s'il y a bestail constitué en Dot, la femme repete ledit bestail ou l'estimation.

Dot doit estre moitié en deniers, moitié en cheuance ou heritage.

Mari.

RIZ Art.1. Femme suruiuant son mari, si autrement n'est accordé, recouure sa Dot & l'augment de moitié: & outre recouure ses licts, robbes & ioyaux en l'estat qu'ils sont lors, si ce n'est que sa femme se remariast: auquel cas les heritiers du mari, outre ladite Dot & augment, sont tenus luy bailler tels & semblables licts, robbes & ioyaux, que ladite femme porta à son premier mariage. Art.2. Et se doit payer ledit augment incontinent apres le trespas du mari, si autrement n'est accordé de Mars entiers, comme dessus est dit és semblables. Art.3. Et à ladite femme suruiuant le chois de prendre & soy tenir audit augment ou de prendre au lieu de ladite Dot & augment, la moitié des biens meubles de son mari, à elle & aux siens: & la moitié des immeubles pour en iouyr sa vie durant, en payant la moitié des debtes de son feu mari. Art.4. Et le mari pour la suruie gangne la moitié de la Dot, les lict, robbes & ioyaux: & est tenu faire enseuelir sa femme: & a lieu ladite Coustume, soit la Dot constituee en meubles ou heritages.

Fẽme a le chois de prendre son augment & sa dot, ou en leur lieu, la moitié des biens meubles de son mari à perpetuité & la moitié des immeubles par vsufruict.

Mari quelles choses gangne.

BVSSET Art.1. En la Chastellenie de Busset touchant la gangne pour la suruie du mari & femme, est telle qu'en la Chastellenie du Riz: excepté que la femme n'a point de chois, de prendre au lieu de sa Dot & augment, la moitié des meubles & immeubles de son mari.

BVLLON Art.1. En la Chastellenie de Bullon la femme suruiuant a chois de prendre sur tous les biens de son feu mari, l'augment de sa Dot, qui est la moitié de ladite Dot constituee, auec ses lict, robbes & ioyaux, ou prendre la moitié des biẽs meubles de son mari, à elle & aux siens: & l'vsufruict de la moitié des immeubles: & en ce faisant est tenue de payer la moitié des debtes deues par son feu mari. Art.2. Et ledit mari, quand il suruit, gangne s'il n'y a enfans, la moitié de la Dot de luy constituee, auec les licts, robbes & ioyaux &c. p. *à Gimeaux.* Art.3 iusques à ce mot, *selon.*

PONT-CHASTEL Art.1. En faict de mariages ont Coustume locale, que le mari, y ait enfans ou non, gangne la moitié de la valeur de sa Dot constituee en meubles auec les lict, robbes & ioyaux & est tenu &c. p. *à l'Art.2. de Bullon.* Art.2. Et la femme quand elle suruit, gangne sur les biens de son mari, la moitié de la valeur de sa Dot constituee en meuble, & repete ses lict, robbes & ioyaux. Et où l'vn desdits mariez se remariroit ladite gangne retourne és enfans du premier lict.

BORT Art.1. Touchant la suruiuance des femmes, les habitans en ladite Chastellenie, ont semblables Coustumes, que ceux de la Chastellenie de Rauel.

FONTANILHES Art.1. Quand le mari suruit sa femme, les heritiers de la femme peuuent recouurer ses lict & robbes en payant les funerailles.

ROYAT Art.1. La femme suruiuant au mari, gangne sur les biens d'iceluy la tierce partie de la valeur de sa Dot. Et si le mari suruit, il gangne seulement les lict, robbes & ioyaux: & est tenu la faire enseuelir.

SELEVLE Art.1. Le mari suruiuant à sa femme y ait &c. p. *à Pont-Chastel.* de la Dot à luy constituee par sa femme, soit en bled ou argent, ensemble les lict &c. enseuelir. Et si ladite femme suruit, elle gangne &c. recouure ses &c. ioyaux: & a aussi vne guarlande ou chappel d'argent, de la valeur dudit lict nuptial.

Guarlande ou Guirlande ou chappel d'argent.

DISSAT Art.1. La femme suruiuant à son mari gangne sur les biens de sondit mari, la valeur du tiers denier de sadite Dot constituee en deniers, & vne guarlande d'argent, à la valeur du lict nuptial: & recouure lesdits lict, robbes & ioyaux, & empiremens d'iceux. Art. 2. Et quant au mari suruiuant sa femme, la Cou-

Source : BIU Cujas

ſtume generale du pays Couſtumier a lieu.

TEHELDE Art.1. La femme ſuruiuant ſon mari, gangne ſur les biens de ſondit mari, la valeur du tiers de ſa Dot, quand la Dot conſiſte en choſes immeubles. Et ſi ladite Dot conſiſte en deniers, gangne cent ſols, & recouure ſes lict, robbes & ioyaux, ſans empirement. Art.2. Et quant au mari la Couſtume generale a lieu.

Vefue eſt nourrie pendant l'an du dueil.

MARSAT Art.1. La vefue doit eſtre entretenue & alimentee ſur les biens de ſon mari, durant l'an du dueil. Art.2. Et gangne & recouure ladite femme ſuruiuant ſon mari, ſes lict, robbes & ioyaux nuptiaux auec les empiremens d'iceux. Art.3. p. *à Tehelde.* Art.2.

Guarlande.

PROVSSAT Art.1. Chacun des mariez, qui ſuruit à l'autre, gangne le tiers de la valeur du Dot, & outre ce le mari ſuruiuant ſa femme gangne les lict, robbes & ioyaux, & eſt tenu de la faire enſeuelir. Art.2. Et ſi la femme ſuruit elle recouure ſes lict, robbes & ioyaux auec l'empirement d'iceux: enſemble vne guarlãde ou chappel d'argent à l'eſtimation dudit lict nuptial.

S. VINCENT Art.1. Le mari ſuruiuant ſa femme gangne le tiers denier de la Dot, & eſt tenu la faire enſeuelir. Art 2. Auſſi la femme ſuruiuant ſon mari gangne ſur les biens de ſondit mari le tiers de la valece de ſadite Dot, & recouure ſes lict &c. p. *à Marſat.* Art.2.

CHASTEL-GVYON Art.1. Les Couſtumes generales gardees és Chaſtellenies de S. Vincent, Voluit, S. Genez, l'Enfant & Charbonnieres quant au fait des mariages telles que deſſus, ont lieu és Chaſtellenies de Chaſtel-Guyon, Combrondes, & Charbonnieres les vieilles, & outre ce que deſſus gangne le mari ſuruiuant ſes lict, robbes & ioyaux de ſadite femme: laquelle il eſt tenu enſeuelir à ſes deſpens.

Gangne ſera reſeruee aux enfans deſcendans du mariage.

NEZAT Art.1. Le mari qui ſuruit la femme gangne la moitié de la Dot conſtituee à ſadite femme, quand conſiſte en deniers & grains y ait il enfans ou non. Et la femme qui ſuruit ſon mari, gangne ſur les biens de ſon mari, la moitié de la valeur de ladite Dot, qui conſiſte en argent & grains: laquelle gangne les mariez & le ſuruiuant d'eux, ſont tenus reſeruer aux enfans deſcendans dudit mariage.

Dot payee de Mars en tiers, ſ'il n'eſt autrement conuenu.

f Art.2. Et recouure ladite femme ſa Dot de Mars en tiers, qui eſt à entẽdre que ladite Dot eſt diuiſee en trois parties, & eſt payable à trois Feſtes de Noſtre-Dame de Mars ſubſequens la diſſolution du mariage, commençant le premier terme de la Feſte de Noſtre-Dame de Mars prochain enſuiuant ladite diſſolution de mariage en vn an. Et a lieu ladite Couſtume, ſinon que les parties ayent autrement conuenu & accordé au traicté de mariage.

f L. feminæ. 1 hac edi ctali C. de ſecũd. nupt.

MARINGVES Art.1. Le mari ſuruiuant ſa femme gangne la moitié des deniers, grains & meubles conſtituez en Dot, auec les lict, robbes & ioyaux, en faiſant les frais funeraux raiſonnables de ſadite femme, y ait enfans dudit mariage ou non: & ſi a l'vſufruict de tous les biens immeubles conſtituez en Dot par ladite femme. Art.2. Et au cas contraire ſi ladite femme ſuruit, & la Dot conſiſte en deniers, eſt au chois de la femme, prendre la moitié des meubles de ſon mari à elle & aux ſiens, & la moitié des immeubles pour en iouir à ſa vie, en payant la moitié des debtes deues par ſondit mari: (& en ce cas ladite Dot eſt confuſe auſdits meubles, & n'en peut rien demander) ou peut prendre la moitié de la valeur de la Dot par elle conſtituee en deniers ou meubles auec ſes robbes, lict & ioyaux en l'eſtat qu'ils ſeront au temps de la diſſolution. Et ſera recompenſee d'vn chappel d'argent à la valeur du lict nuptial.

S. ANDRE Art.1 Ont meſmes Couſtumes comme ladite ville de Maringues hors mis que la femme ſuruiuant ou prenant l'augment de ſa Dot, recouure ſes lict & robbes nuptiaux, en tel eſtat qu'il les a baillez, ſans empirement.

TEISSONNIERES Art.1. Quant à la gangne des mariages, ont telle couſtume que les habitans de la ville de Nezat. Art.2. Et outre que la femme pour la ſuruie recouure l'empirement de ſes lict & robbes nuptiaux, & gãgne vn chappel d'argent de ſondit lict nuptial.

RENDANS Art.1. Quant à la gangne des mariages, ont telle & ſemblable Couſtumes que la ville de Maringues: excepté du chappeau d'argent, que la femme ne gangne pour la ſuruie.

COHAT Art.1. La femme qui ſuruit ſon mari gangne & augmente ſa Dot d'vn tiers & recouure ſes lict, robbes & ioyaux en l'eſtat qu'ils ſont: & ce quand ſa Dot eſt en deniers, grains ou meubles: mais quand elle eſt en heritages ne gangne rien.

LA MARCHE Chap.19. Art.226. Le mari qui ſuruit gangne lict, robbes &

Source : BIU Cujas

ioyaux de ſa femme,& la doit faire enterrer & payer les funerailles ſelon ſon eſtat & ſi la femme ſuruit, elle recouure ſes lict & linges de telle eſtimation qu'ils eſtoient à l'heure du contract de mariage, ſes bagues & ioyaux, tels qu'ils ſont eſtimez par ledit traicté, ou qu'ils ſeront trouuez, à l'heure du decez, à ſon chois & ce qu'elle a apporté en traicté de mariage.

LODVNOIS Chap.29.Art.22.p. *à Tours*, Art.318.des conioints &c. biens, apres la mort du premier decedé prend la moitié des meubles & tiendra tous ſes acqueſts ſa vie durant, moitié en proprieté & le tout en vſufruict: ſinon que la part des biens meubles & patrimoine des enfans mineurs, ſ'aucuns y a du premier decedé, ne fuſſent pour nourrir & entretenir leſdits mineurs ſelon leur eſtat: auquel cas ſera en l'election du ſuruiuant de prendre l'vſufruict deſdits acqueſts, meubles & patrimoine deſdits mineurs: à la charge de les nourrir & entretenir, iuſques à ce qu'ils ſoient en aage de puberté, ou de leur bailler moitié deſdits meubles & acqueſts & leur patrimoine. Et où le ſuruiuant prendra ladite charge, il ſera tenu, les enfans venus audit aage de puberté, leur rendre ledit patrimoine auec le reliqua dudit meuble, ſ'aucun en y a. Et ſ'il n'y auoit enfans, le ſuruiuant iouyra deſdits acqueſts, ſa vie durãt moitié en proprieté, & le tout en vſufruict, ſans eſtre chargé d'alimenter ou nourrir les heritiers collateraux du decedé.

S. SEVER L. Tit.5. Art.2. Le mari ſuruiuant à ſa femme ſans enfans ou à ſes enfans apres decedans gaigne le lict, robbes & ioyaux que ſa femme luy aura porté, ou luy auroit eſté promis: poſé ores qu'ils ne luy euſſent eſté payez.

Mari gaigne les lict, robbes & ioyaux de ſa femme, promis ou portez.

BAYONNE Tit.9 Art.49. Et ſi le conioint ſuruiuant fait bon & loyal inuentaire en la forme que deſſus, par lequel puiſſe apparoir de la part ou la valeur d'icelle, que les enfans ont és biens meubles & immeubles acquis durant le mariage de leur pere & mere, & quels autres biens peuuent eſtre obuenus par le decez du conioint predecedé leur pere ou mere: & le ſuruiuant veut entretenir & nourrir les enfans iuſques à ce qu'ils ſoient en aage & bailler caution de rendre la part & biens des enfans ſains & entiers, quand ſeront venus en aage, en auſſi bonne qualité qu'ils eſtoient au temps du decez du defunct: en celuy cas iouyſt de la part & biens des enfans, & en fait les fruits ſiens, iuſques à ce que les enfans ſoient de l'aage de xviii.ans chacun en ſon endroit, pour prendre ſa portion, qu'il peut auoir en la partie & biens eu eſgard des enfans. Art.50. Si aucun des conioints auec le conſentement de l'autre pour euiter la confection d'inuentaire, laiſſe aux enfans communs portion certaine de biens par ſon Teſtament, auquel il nomme Executeurs, le conioint ſuruiuant en nourriſſant & entretenant les enfans & baillant caution telle que deſſus, iouyſt ſans faire inuentaire de la portion par le teſtateur ou teſtatereſſe declaree, & fait les fruicts ſiens, iuſques à ce que leſdits enfans ſoient dudit aage de xviii. ans. Art.51. Et au refus dudit ſuruiuant ou apres ſa mort, le proche des enfans mineurs, qui eſt de l'aage de xxv.ans, a le bail & detention & non les Executeurs nommez au Teſtament. Art. 52. Sinon qu'il euſt eſté dit expreſſement par le teſtateur.

Mari comme iouyſt de la part de ſes enfans mineurs.

NANTES L.Art.704. Le ſuruiuant des mariez iouyſt des acqueſts faicts durant leur mariage ſçauoir d'vne moitié par heritage, & de l'autre par vſufruict: & ſera doreſnauant obſerué durant la viduité, en nourriſſant par luy les enfans du mariage d'eux deux, ſ'ils n'ont autrement dequoy viure. Et ſ'ils ſe remarient, departiront ledit ſuruiuant & heritiers du decedé moitié par moitié. Et le ſuruiuant ſera tenu bailler le double des lettres des acqueſts & contracts aux heritiers du decedé, ſ'ils le veulent à ſes deſpens.

LA SALLE DE LILLE Tit.2.Art.29. Quand le ſuruiuant de deux conioints ſe remarie & delaiſſe à ſon treſpas enfans de mariage ſubſequent: les filles ne ſuccedent éſdits heritages cottiers acquis conſtant le mariage precedent ou enviduité, quand il y a fils. Et ſe partiſſent aux maſles & femelles dudit premier mariage, & maſles dudit mariage ſubſequent.

VITRY Tit.4.Art.76. Couſtume eſt audit Vitry & lieux qui ſe reglent à ladite Couſtume, à ſçauoir Chaſſi, Sermaiſe, Baſſu, Cheminon, Baſſuet, S. Mard ſur le mond, Mandru, & Larzicourt, que quand l'vn des conioints decede, le ſuruiuant le doit faire mettre en terre, & inhumer, payer les Meſſes, Seruices, Luminaires & autres frais qui ſe font, le corps eſtant ſur terre, iaçoit que tel ſuruiuant ne prenne les meubles: & les heritiers, qui les prennent, payent le demourant du Teſtament & les debtes du treſpaſſé.

SENS Tit.24.Art.279. Si l'homme ou femme conioints par mariage ou autres eſtans en communauté de biens, en leur Teſtament & ordonnance de derniere volonté, ont faict aucuns legs, ils ſeront payez des biens du decedé, & n'en ſera di-

Source : BIU Cujas

minuee la portion du suruiuant, s'il n'appert de conuention faicte au contraire.

AVXERRE Tit.9.Art.200. Le legs fait par homme ou femme conioints par mariage ou autre personne estant &c.p. *à Sens.* doit estre payé sur la part & portion de celuy qui l'aura faict, sans diminution de la portion du suruiuant.

RIBEMONT Tit.9.Art.92. La vefue qui prend la moitié des meubles, conquests & acquests immeubles, n'est pource tenue des legs testamentaires, n'y des obseques & funerailles, qui viennent à la charge de l'heritier.

AMIENS Tit.3.Art.105. Quand l'vn des deux conioints par mariage decede, les frais funeraux, dons & legs testamentaires se prennent sur les biens du decedé, & n'en paye rien le suruiuant sur sa part.

PERONNE Tit.5.Art.117. Legs & frais funeraux de se payent par moitié, mais par l'heritier du predecedé.

Dons, legats & funerailles seprẽdront sur les biens communs.

LILLE Tit.2.Art.34. Tous dons & legats faits par l'vn des conioints par mariage, se prendront sur les biens communs: ensemble ses g obseques & funerailles.

CAMBRAY Tit.7.Art.13. Les obseques, legats & autres charges ordonnees par le Testament du prémourant des deux conioints, en cas de diuision de biens, se doiuent prendre sur la part des biens dudit defunct, & sont à la charge des heritiers d'iceluy.

Obseques, legats & autres charges se prennent sur la part du defunct, & sont à la charge des heritiers.

TOVRS Tit.27.Art.305. Frais de funerailles & legs † testamentaires, se payeront sur les biens du mari ou femme predecedez.

† *Ces mots,* Et legs testamentaires, *ont esté de nouuel adiouſtez.*

LODVNOIS Chap.29.Art.8. La despence des funerailles & ordonnance de celuy des mariez, qui est trespassé le premier, sera faicte sur la portion des biens du decedé: sinon qu'il y ait don de meuble au suruiuant: au quel cas le suruiuant y est tenu.

POICTOV Tit.3.Art.246. L'heritier †† de l'vn des conioints, tant Noble que roturier est chargé des frais des obseques, funerailles & seruices dudit conioinct decedé, tant du iour de l'enterrement, qu'autres suiuans: tellement que si lesdits frais auoient esté faits sur les biens de la communauté se reprendront sur la part dudit predecedé.

†† *Ceſt Art. 246. a eſté mis au lieu de l'Ar. 297.ancien.*

ANGOVMOIS Chap.3.Art.45. La mise des funerailles du iour que l'vn des conioints defunct sera enterré, sera faicte sur les meubles aux despens communs d'iceux conioints: & les autres seruices aux despens des heritiers du defunct, si autrement le testateur n'en auoit ordonné.

BAR Tit.8.Art.109. Legs testamentaires & frais funeraux se prennent sur le bien du testateur, & non sur la part du suruiuant.

LA SALLE DE LILLE Tit.2.Art.46. Les legats, dons testamentaires, exseques & funerailles du premier mourant de deux conioints, se prennent sur les biẽs meubles & reputez pour meubles escheus à ses hoirs ou sur sesdits hoirs mobiliaires, & non sur la part du suruiuant.

Dot ne laisse d'estre demandee par la femme prenant part aux conquests.

II.NORMANDIE Chap.14.Art.350. Femme prenant part aux conquests faits par son mari constant le mariage, demeure neantmoins entiere à demander son Dot, sur les autres biens de son mari, où cas qu'il y ait consignation actuelle du Dot faite sur les biens du mari, & où il n'y auroit point de consignation, le Dot sera pris sur les meubles de la succession, & s'ils ne sont suffisans, sur les conquests. Art.351. Si le mari reçoit constant le mariage le racquit des rentes qui luy ont esté baillees pour le Dot de sa femme, le Dot est tenu pour consigné: encores que par traicté de mariage ladite consignation n'euſt esté stipulee. Chap.15.Art.380. Les biens parafernaux se doiuent entendre des meubles seruans à l'vsage de la femme, comme seroient licts, robbes, linges & autres de pareille nature. Desquels le Iuge fera honneste distribution à la vefue en essence, eu esgard à la qualité d'elle & de son mari, appellé neantmoins l'heritier ou creancier, pourueu que lesdits biens ne excedent la moitié du tiers des meubles: & neãtmoins, où le meuble seroit si petit, elle aura son lict sa robbe & son coffre.

Dot sur quels biens sera priſe.

Dot eſt tenu pour conſigné quand le mari a receu le racquit des rentes baillees pour le Dot.

DVCHE DE BOVRG. Chap.4.Art.17. La femme apres le trespas de son mari est h saisie des Assignaux à elle faits en particulier par son mari, pour les deniers de son Dot & mariage: & semblablement en sont vestus & saisis ses heritiers: & fait ladite femme, apres le trespas de son mari, les fruits des assignaux siens sans les compter au sort. Et au regard des heritiers de la femme, ils comptent les fruicts en sort, s'autrement n'est conuenu par traicté de mariage ou d'assignal.

Biens Parapher naux ſerõt baillez & diſtribuez à la femme par le Iuge, l'heritier ou creancier appellé & ne doiuent exceder le tiers des meubles: autre.

COMTE DE BOVRG. Chap.3.Art.39. La † femme apres le trespas de son mari demeure saisie de son assignal particulier à elle faict de son Dot & mariage par son mari.

g Nous auons cy deſſus parlé de ceſte queſtion en deux lieux de ce Titre x. & en l'Addition d'iceluy. Voyez les Couſtum de Meaux Art.49. & 51. Chalons Art.19. S. Quentin Art. 4 Sedan Art.77. Calais Art.31. Laon Art.22. Boullenois Art.73. Artois Art.139, Normandie Ar.377. Anjou Ar. 238 & le Maine Ar.255 miſes cy deſſus & ſont contraires à ceſte couſtume de Lille, comme auſſi celles de Cambray Ti.7.Ar.13. Tours 305. Lodunois Ch.29. Art.8. Poictou Ar.246. Angoumois Art. 45. Bar Art. 109. La Salle de Lille Tit.2. Art.46.

h La femme a vne hypotheque tacite ſur les biens de ſon mari l. aſſiduis C. Qui pot. in pignor. l. vnica §. & vt plenius C. de rei vxor. act. Nou. 97. cap.2. & Nou.109. Cap.1. l.8. C.

Source : BIU Cujas

de ſec. nupt. l. 6. C. de bonis quæ lib. l. 30. C. de iure dot. & Nou. 22. Cap. 4. Vide Guid. Pap. Deciſ. 524. & 525. Bald. in l. pen. C. de pign. act.

ment ſi le meuble eſt petit, aura ſon lit, ſa robbe & ſon coffre.

Femme eſt ſaiſie des Aſſignaux à elle faits pour les deniers de ſon Dot & mariage: & gangne les fruits d'iceux ſans les compter au ſort: mais non ſes heritiers: ſ'il n'eſt autrement conuenu.

† *Les Practiciens ont dit qu'ils entendoient eſtre dicts biens dotaux, quand à vne fille eſt conſtituee & baillee en Dot & mariage aucun heritage ou autre choſe immobiliaire: parce que ledit heritage & choſe immobiliaire à elle baillee, demeure à elle & aux ſiens: ou quand aucune ſomme de deniers eſt accordee & promiſe eſtre baillee & payee pour ladite Dot, & que partie d'icelle doit eſtre conuertie en heritage au profit de la femme ou des ſiens, ladite partie ainſi accordee eſt la Dot de ladite femme. Et Douaire eſt dit ce qui eſt dit par la Couſtume, que la femme ſuruiuant ſon mari doit iouir ſa vie durant de la moitié des heritages dont le mari meurt ſaiſi & veſtu au iour de ſon treſpas: ou ce qui eſt accordé ou enconuenance au contract de mariage, par le mari, que ſa femme doiue iouyr d'aucune choſe par ladite maniere de Douaire, ſa vie durant quand elle ſuruit ſondit mari.*

Bovrbonnois Chap. 21 Art. 247. La proprieté des biens dotaux retourne à la femme ou à ſes heritiers, le mariage diſſolu: & en eſt la femme ſaiſie i & en poſſeſſion ou ſes heritiers, ſans autre apprehenſion de faict.

Avvergne Chap. 14. Art. 6. Femme conſtant ſon mariage peut diſpoſer par contracts entre vifs de la quarte partie de ſes biens dotaux & au deſſous, pour le mariage de ſes filles & autres deſcendans, là où ſon mari n'auroit dequoy marier leſdites filles ou autres deſcendans ſelon ſon eſtat. Ar. 7. Femme en cas de neceſſité, pour les alimens d'elle, ſon mari & enfans, ou pour racheter ſon mari de priſon, peut aliener ſes biens dotaux, à faute d'autres biens, auec cognoiſſance de cauſe & decret de Iuge, ſans aucune recompenſe. Art. 8. Tous biens que la femme a au tẽps de ſes fiançailles ſont tenus & reputez biens dotaux, ſ'il n'y a Dot particulier conſtitué en traictant ledit mariage. Ar. 9. La femme cõſtant ſon mariage k peut diſpoſer à ſon plaiſir & volonté ſans le conſentement de ſon mari, par quelque contract que ce ſoit, de ſes biens parafernaux l & aduentifs, au profit de ſes enfans, & en autre quelconque perſonne: fors & excepté au profit de ſon mari & des enfans de ſõdit mari d'autre mariage, ou autre à qui le mari puiſſe ou doiue ſucceder, & ſans preiudice en cas de donation, du droict de legitime aux enfans capables de l'auoir. Ar. 10. Biens dotaux retournẽt à la femme ou à ſes heritiers, le mariage diſſolu: & en eſt ladite femme, quant aux immeubles, ſaiſie ou ſes heritiers &c. p. à *Bourbonnois*. Art. 247.

Montpencier Art. 8. Si le pere marie ſon fils en ſa maiſon, & ledit fils treſpaſſe premier que ſa femme: en iceluy cas le pere eſt tenu rendre & reſtituer à la femme de ſon fils la Dot conſtituee ou ce qu'il en aura receu auec le tiers de ladite Dot pour augment d'icelle.

Pere quand eſt tenu la Dot à la femme de ſon fils auec le tiers de ladite Dot.

La Marche Ch. 21. Art. 302. La †† femme pour mariage m de ſes filles & autres deſcendans, par l'auctorité de ſon mari, peut diſpoſer par contract entre vifs, iuſques à la moitié de ſes biens dotaux, & au deſſous, par decret de Iuge & cognoiſſance de cauſe. Art. 303. Auſſi en cas de n neceſſité pour les alimens d'elle, ſon mari & enfans, ou pour racheter o ſon mari de priſon, peut la femme aliener ſes biens dotaux, ſans aucune recompenſe, à faute d'autres biens, & ce par decret de Iuge & cognoiſſance de cauſe. Art. 304. S'il n'y a Dot particuliere conſtituee en traictant le mariage, tous les biens que la femme a au temps de ſes funerailles, ſont cenſez & reputez biens dotaux. Art. 305. Femme peut diſpoſer de ſes biens parafernaux ou aduentifs par titre onereux durant ſon mariage, ſans l'auctorité de ſon mari. Mais à titre lucratif, elle n'en peut diſpoſer entre vifs à perſonne quelconque ſinon en faueur de mariage ou par donation mutuelle à ſondit mari. Art. 307. p. à *Auuergne*. Art. 10. mariage ſolu, ſ'il n'eſt autrement accordé: & eſt la &c. Art. 308. Ce qui eſt donné par forme de gain nuptial (qu'on appelle au pays p Logres) en traicté de mariage, ne giſt point en reſtitution.

†† Ceſt Ar. 302. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.

Femme mariee comme peut diſpoſer de ſes biẽs pour le mariage de ſes filles.

Femme pour les alimens d'elle, de ſon mari & enfans peut aliener ſa Dot.

Biens dotaux comme ſ'entendent.

Logres ou gain nuptial, ne giſt en reſtitution.

Bordeavx Chap. 4. Art. 43. Quand q vne fille ſera ſubornee pour eſtre mariee, par quelqu'vn qui hante la maiſon ou autrement d'elle meſme ſe mariera ou viura en lubricité, ſes pere & mere ne ſeront tenus luy bailler Dot: ſinon que la fille euſt plus de xx. ans: & le ſubornant ſera puni de peine arbitraire. Art. 44. Si vne femme contracte mariage en maiſon, où il y a pluſieurs freres eſtans commũs en tous biens, au temps du contract, non ſeulement les biens de ſon mari ſont obligez r à la reſtitution du Dot, mais auſſi les biens des autres freres. Et pourra la femme par vertu de la Couſtume auoir & demander ſon Dot, ſur les biens deſdits freres Art. 45. Et ſi les autres biens que porte la femme outre ledit Dot, ſont employez & mis au profit des biens commũs, appellez leſdits freres, la femme recouurera

Dot ne ſera donnee a fille ſubornee pour ſe marier, ou viuant en lubricité, ſinon que la fille ait plus de vingt ans.

i Cecy eſt contraire au droict ciuil in l. dotis actione 9. C. ſolut. mat. & notez que mortuo marito, dos ad vxorem redire ſolet l. ſi conſtante 11. C. eod. ti. Dos enim ipſius filiæ proprium patrimoniũ eſt l. 16. D. de relig & ſumpt. fun. l. 3. § 5. D. de minor. vide l. vn. C. de rei vx. act.

k L 13 & l. mulier bona. 72. D. de iure dot.

l Vide l. Sulpitius 49. D. de donat int. vir. & vx. & doit la femme aliener ſes biens paraphernaux & non à titre lucratif, parce que le mari ſoit grandement intereſſé, ſi elle en diſpoſoit à titre lucratif, veu qu'il en a par la Couſtume l'adminiſtration & fait les fruicts ſiens: ſinon és cas exprimez par la Couſtume de la Marche Art. 305.

m Le mari ne peut aucunement diſpoſer des biens dotaux de la femme, ores que ce ſoit pour douer ſes filles Vlp. l. mater 34. D. de iure dot.

n Neceſſitas magnũ humanæ imbecillitatis patrocinium, omnẽ legem frangit vt ait Senec. lib 9. controu. & comme diſoit Thales, ἰσχυρότατον ἀνάγκη comme rapporte Plutarque liure 1. des opinions des Philoſophes & neceſſitati nec dij quidem reſiſtunt. ἀνάγκῃ δ' Θεοὶ μάχονται comme diſoit Pittacus Liuius lib 4. Ingens telum neceſſitas quam

Source : BIU Cujas

Biens du mari & des freres communs sont obligez à la restitution du Dot de la femme.
Les biens parafernaux se prennent sur les biens communs.

La necessité suit de pres la faim, qua nihil est miserius Cicero ad Attic. lib. 5. λιμῶ δ' οὐδὲν πεῖνα χαλεπώτερον. vt Plato 3. de Rep. ex Homero odyss. μ. refert.

o Ainsi les choses sacrees se peuuent aliener pour la rançon des pauures prisonniers & captifs l. sancimus 21. C. de sacr. ecc. C. Aurum habet ecclesia. 12. q. 3. C. Augustino. Can. Apostolicos Can. sacrorum & Can. sicut 12. q. 2. Nouel. 120. Cap. 10.

p Ce mot Logres est estimé par l'interprete de ceste Coustume, estre corrompu, pour Lucres. Lucra Iure ciuili mortuo sponso munera non solent reddi, si ea liberalitatis causa contulerit in sponsam id est vt nullo casu ad se hereue suos reuerterentur l. si tibi C. de don. ante nupt. l. 1. D. de don. vel si contemplatione futuri matrimonii & titulo sponsalium, præ termissa differentia quam statuit l. 2. C. Th. eod. tit. Donatio propter nuptias iure ciuili restituenda erat, nisi aliud conuenisset l. vlt. C. de donat. ante nupt. Nou. 127. Cap. 1. Ceste Coustume en dispose autrement parce que telles gains sont accordez en faueur & contemplation du mariage, procedant de la simple liberalité de celuy qui donne & octroye tel gain à sa femme.

q Vide l. si filiam tuam 19. & Auth. sed si post viginti quinque annos C. de inoff. test. Nou. 115. Cap. 3. Mais ceste Coustume change le temps de vingt cinq ans en vingt ans. La Coustume d'Anjou Art. 251. est plus conforme au Droict ciuil. Car elle dit auant vingt quatre ans, Mais celle du Maine Art. 269. est conforme à Bourdeaux & ne porte que vingt ans.

r Cela est conforme au droict parce que telle restitution est vn debte de la Communauté l. omne æs alienũ D. pro soc. l. si vni §. fin. D. fam. erc. l. actione 65. §. fin. D. pro socio.

Donation pour nopces sera payee sur la part du mari: sinon que le Dot eust esté communiqué à tous les freres.

Gain du mari ou de la femme suruiuant.

Bagues sont à la femme.

Femme autresfois mariee ne gagne que le tiers de sa Dot.

Mari quelles doit gaigner quand il a enfans.

Cabal.

Cabanx.

Des conuentions & pactiõs accordees entre les conioincts parmariage par lesquelles la femme demoure saisie des biens du mari & faict les fruicts siens.

Dot sera demandee nonobstant l'alienation ou renonciation de l'hypotheque, s'il n'y a biens suffisans.

couurera sesdits biens, sur les biens communs. Art. 46. Et és cas dessusdits la donation pour nopces sera payee sur la part du mari: sinon que ledit Dot eust esté communiqué s à tous les freres. Car audit cas aussi la donatiõ pour nopces, sera prinse sur tous les biens desdits freres. Art. 47. Le mari t gaignele Dot, ensemble les meubles, quand la femme decede auant le mari. Aussi la femme doit gaigner le double de son Dot, quand le mari va de vie à trespas auant la femme, mais ne gaigne le double de ce qui aura esté baillé pour employer en rente ou terre: si autrement n'est dit par le contract & pacte exprés. Art. 48. Les bagues que le mari baillera à sa femme auant les nopces & viii. iours apres les nopces, seront à elle. Art. 49. Si la femme a esté autresfois mariee, doit seulement gaigner le tiers de sa Dot, le cas aduenant que son second mari decede auant elle: & le mari suruiuant gaignera tout le Dot. Et s'il y a enfans du mariage gaignera seulement le Dot & vtensilles de la maison: les autres meubles, comme argent monnoyé ou à monnoyer, cabal, debtes, bestial & autres marchandises, seront reseruees & appartiendront aux enfans dudit mariage: desquels iouyront apres le decez du pere, s'il n'y a pacte au contraire. Art. 50. S'il n'y a enfans du mariage, les vtensilles demoureront au mari. Mais si les cabaux & argent & autres meubles venans à la femme par succession, retourneront aux plus prochains de la femme, si elle n'en auoit autrement disposé ou accordé au contract de mariage: mais au mari demoureront les meubles, qu'ils auront acquis durant leur mariage. Art. 52. Si au contract de mariage estoit accordé que la femme tiendroit les biens du mari, apres son decez & feroit les fruicts siens iusques à ce qu'elle soit payee de sa Dot & donation pour nopces, si les enfans ou autres heritiers du mari, luy offrent bailler partie des biens en payement de la valeur de ladite somme, ou bien qu'elle tienne par hypotheque de ladite partie des autres biens, elle sera tenue les prendre en paiemẽt ou par hypotheque, à son chois & si elle les refuse, deslors apres la sommation, ne fera plus les fruicts siens: lesquels biens seront estimez par Iuge competent, appellez deux des plus prochains parẽs de la femme & desdits enfans & autres heritiers. Mais s'il y a argent ou autre meuble, sera premierement baillé à la femme. Art. 53. Si la femme consent à l'alienation des biens du mari & renonce à l'hypotheque, ce nonobstant elle pourra demãder son Dot sur les biens, s'il n'y a autres biens suffisans au payement, & ne pourra renoncer à la Coustume: mais si elle auoit iuré, seroit requis auoir dispense. u *Et idẽ* des biens propres de la femme.

Acs Tit. 4. Art. 1. En la ville & Siege d'Acs quand l'on apporte Dot ou donation pour nopces sur aucun heritage, s'il n'y a enfans du mariage, celui qui l'a porté s'il suruit à l'autre, le peut repeter en quelque chose qu'il consiste. Art. 2. Et si celuy qui l'aura apporté, ou pour qui le Dot ou donation pour nopces, a esté donné, decede sans enfans du mariage, le plus proche du predecedé ou aiant cause de luy, le repete quand il est donné par vn estranger & sans pacte. Art. 3. Mais quand il est donné par le pere ou mere, le pere ou mere seul le repete. Art. 4. Et en tous lesdits cas, telle repetition n'est faicte, deduites les funerailles raisonnablement faictes, & en payant les debtes que le decedé aura faictes. Art. 5. Le suruiuant des conioincts, qui aporte Dot ou donation pour nopces tient & possede tous & chacũs les biens du defunct, iusques à entiere solution & restitution dudit Dot ou donation pour

ne dii quidem ipsi superant. Ceste opinion est prise de Platon en son liure v. des Loix. ... vt Plato

s Dos sociis communicatur l. quod si eo tẽpore 66. D. Pro soc. & communicata ab omnibus repetenda est. cũ alioqui apud maritum maneat l. vxor. C. fam. erc. l. 1. §. 10. C. de rei vxor. act. l. si dos 85. D. ad leg. falc. l. l. 46. & 51. D. fam. erc. Ferronus.

t Cecy est contraire au Droict ciuil, par lequel la Dot doit estre rendue & restituee le mariage estant dissolu d. l. vnica §. cum autem C. de rei vx. act. l. iure succursum est D. de iure dot. s'il n'y a pactiõ au contraire mise & apposee au contract de mariage l. si pater l. inter socerum D. de pact dotal Dauantage ceste Coustume par la quelle le mari gagne la Dot, n'a point de lieu par le droict ciuil s'il y a enfans d'autre mariage. l. generaliter l. hac edictali C. de secund. nupt. Ferronus.

u Dispense c'est à scauoir du serment, la quelle se doit obtenir de l'Eueſque.

Source : BIU Cujas

Dot ou Donation pour nopces est repetee par celuy qui l'a portee ou le proche heritier quand il est donné par vn estranger & sans pacte.

Dot repete par pere ou mere.

Repetition de Dot se faict, les funerailles deduites, & payant les debtes du decedé.

Biens du defunct sont tenus iusques à l'entier payement & fera le suruiuant des conioints les fruicts siens: en baillant caution de les rendre non deteriorez, fors en quelques lieux, où il doit venir par action.

nopces, portant les charges, comme le defunct faisoit en son viuãt: & fait les fruits siens, en baillant toutesfois pleges & cautions idoines de rendre lesdits biens non deteriorez, quand ledit Dot ou donation pour nopces luy sera payé. Art. 6. Reserué és Baronnies d'Arrion, Brassent, Sabres, Labrit, Sore, Pissols, Baislade, Herbefaucine, Lafarie, l'Esperon & Marensin, esquels lieux le suruiuant ne tient aucunement les biens du decedé: mais s'il veut repeter son Dot, ou donation pour nopces doit venir par action. Art. 7. Toutesfois esdits lieux durant & tenant viduité, le suruiuant peut demourer en la maison du decedé, en laquelle aura ses alimẽs, iusques à ce qu'il soit payé. Art. 8. S'il y a enfans d'vn mariage, & le suruiuant se veut remarier & laisser les biens & ses enfans, peut recouurer & repeter la moitié du Dot ou donation pour nopces: & l'autre moitié demoure pour les enfans du premier mariage. Art. 9. Quand vne femme mariee va de vie à trespas, sans enfans d'elle procreez, & ses heritiers veulent repeter les licts & vestemens, le mari ou ses hoirs ne sont tenus les rendre, sinon en l'estat qu'ils sont: & de plusieurs licts, peuuent retenir le meilleur. Et si elle n'en a apporté qu'vn, le mari peut iceluy retenir: mais si la femme suruit, elle peut iceluy recouurer, posé qu'elle n'en aye porté qu'vn. Art. 10. Et audit cas si la femme auoit payé ses vestemens en argent, le mari suruiuant n'est tenu prendre l'argent. Art. 12. Es lieux, où le suruiuant a droict de retenir les biens du decedé, iusques à satisfaction du Dot, ou donation pour nopces, quand vn heritage expressement obligé pour la restitution du Dot ou donation pour nopces, est apres vendu ou partie d'iceluy, le suruiuant, à qui le Dot ou donation pour nopces, doit estre restitué, iouyra dudit heritage: ensemble de partie d'iceluy vendue & si aucun creancier veut satisfaire à celuy qui doit repeter ledit Dot ou donation pour nopces, il doit iouir des biens obligez tant pour son debte, que pour ledit Dot ou donation pour nopces, qu'il a payé. Art. 13. Toutesfois ne fera les fruicts siens, ains iceux seront comptez & deduits de la somme à luy deue, tant pour raison de son debte, que du payement qu'il aura fait. Art. 14. Quand l'homme se marie sur les biens de la femme, & y a enfans & la femme decede, le mari, posé ores qu'il n'ait porté aucune donation pour nopces ou autre chose, à sa premiere femme, est vsufructuaire viuant les enfans & demeurant veuf. Art. 15. Quand le suruiuant des conioints pour restitution du Dot ou donation pour nopces, iouist des biens obligez, & y a fils ou filles demourans sur lesdits biens pour estre nourris, lesdits fils ou filles ne se peuuent marier sur lesdits biens, iusques à ce qu'ils ayent payé ledit Dot ou donation pour nopces au conioint suruiuant, qui possede lesdits biens.

S. Sever. Tit. 11. Art. 1. La femme suruiuant à son mari, decedé sans enfans, doit recouurer son Douaire entierement auec les licts & robbes en l'estat qu'ils se trouuent. Art. 2. Et s'il y a enfans du mariage, la mere suruiuant à son mari conuolant à secondes nopces, ne peut recouurer que la moitié du Dot & ioyaux, & la moitié du lict en l'estat qu'il est, & ses robbes entierement en l'estat qu'elles sont, & le restant demeurant aux enfans. Art. 3. Toutesfois femme mariee en maison noble ne peut recouurer la moitié du lict: sinon qu'elle en eust apporté deux: auquel cas en peut recouurer l'vn. Art. 4. La femme suruiuant à son mari demourant en viduité auec ses enfans, doit estre alimentee & entretenue en la maison & sur les biens de ses enfans. Art. 5. Et si la femme n'a enfans peut tenir tous les biens de son feu mari & faire les fruicts siens, sans rien precompter en detraction du sort principal, iusques à ce que son Dot, lict & robbes luy auront esté payez. Art. 6. Et s'entend ledit Article quand il n'y auroit expresse hypotheque, par laquelle son Dot, auroit esté assignee sur quelque piece. Car en ce cas ne pourroit tenir que ladite piece. Art. 7. Le mari suruiuant à sa femme ou à ses enfans apres decedans, ne gangne aucune chose du Douaire, lict & robbes de sa femme: mais se rend ledit Douaire entierement, & les lict & robbes en l'estat qu'ils sont au temps, que la restitution eschoit. Art. 8. Et en rendant le Dot, le mari peut deduire ce qu'il aura frayé pour les obseques & funerailles de sa femme: pourueu qu'il n'excede la troisiesme partie d'iceluy. Art. 9. Et en quelque temps qu'il desaduient des descendans du mariage, posé ores

Suruiuant se voulant remarier, s'il y a enfans, recouure la moitié du dot & l'autre pour les enfans.

Mari quelles choses doit restituer si la femme decede sans enfans.

Lict.

Vestemens.

De la vente de l'heritage specialement obligé pour la restitution du Dot ou donatiõ pour nopces.

Mari se mariant sur les biens de sa femme, aiant enfans est vsufructuaire viuant les enfans.

Enfans ne se peuuent marier sur les biens obligez, iusques à ce qu'ils ayent payé le Dot ou Donation pour nopces.

Femme suruiuant a son Douaire, lict & robbes: & si elle se remarie, quand il y a enfans, a la moitié du Dot, ioyaux & moitié du lict, & ses robbes entierement.

Source : BIU Cujas

Femme durant sa viduite nourrie sur les biens de ses enfans: & s'il n'y a enfans peut retenir tous les biens & en faire les fruicts siens sans les compter au fort.

Mari ne gangne rien, & doit rendre le tout quand il y a enfans, deduction faicte des obseques, non excedant la troisiesme partie du Douaire.

Restitution du Dot se doit faire au plus prochain lignager, quand les enfans sont morts.

Ioyaux comme se doiuent entendre.

Dot ne se doit rendre iusques à ce que les fruicts soient cueillis. si les œuures sont commencees: sinon incontinent en payant les œuures commencees.

Dot consistant en or, argent ou meubles se doit rendre dans vn an apres le decez.

Femme suruiuant a les lict & robbes reparez sans enfans, & si elle se remarie, & a enfans, les lict & robbes amendez & à S. Maurice la moitié du lict & ses robbes entierement.

Dot quand se rend incontinent estant en immeubles: & le meuble vn an apres.

Dot se rend à mesmes termes qu'il a esté paié s'il consiste en meubles.

Dot en meuble ou immeuble se rend vn an apres.

Mari n'est tenu rendre le Dot durant, s'il y a enfans du mariage.

Femme ne

qu'il y eust eu plusieurs personnes d'iceluy descendus, & eussent succedé l'vn apres l'autre, la restitution se doit faire au plus prochain lignager, dont ledit Dot est tenu. Art. 10. Et a lieu ladite restitution, encores que le mari eust promis rendre le Dot, s'il defailloit du mariage sans enfans, & y eust eu enfans suruiuans. Car par l'assistance des enfans, la restitution au cas susdit, n'est empeschee apres le decez. Art. 12. Par les ioyaux s'entendent aiguyeres, anneaux, chaines, ceintures & toutes autres choses d'or & d'argent non monnoyé baillez & donnez à la femme pour parement de sa femme. Art. 13. Quand le Dot est en biens immeubles portans fruicts, si au temps du decez de la femme ou des enfans, les œuures sont commencees à faire & les fruicts apparens, ne se doit rendre le Dot, iusques que les fruicts sont cueillis: lesquels fruicts le mari peut faire siens. Art. 14. Mais si les œuures estoient commencees à faire, & les fruits n'y sont apparens, se doit rendre incontinent, en payant les œuures. Art. 15. Quand le Dot est en or, argent ou meubles, se doit rendre vn an apres, à cõpter du iour du decez de la femme ou de ses enfans. Art. 17. A S. Seuer & à S. Maurice quand la femme suruit à son mari sans enfans ou à ses enfans apres decedans, luy doiuent estre rendus les lict & robbes reparez en l'estat qu'elle les porte. Art. 18 Et si elle auoit enfans & vouloit conuoler à secondes nopces audit S. Seuer, luy doiuent estre rendu les lict & robbes entierement reparez & amendez: & à S. Maurice, la moitié du lict & ses robbes entierement reparez. Art. 21. A Vrgons & Sarrasiet, le Dot estant en immeubles, se rend incontinent, apres ce qu'il defaut du mariage sans hoirs: & le meuble vn an apres, en ensuiuant la Coustume generale. Art. 22. A Cauna, Mugron, Royalle, Tolozette, Sopprosse, la Mothe, Montagut, la Vicomté de Iuillac, Poyo, le Plain, Rõdebeuf, Castandet, Lamynsans, Campet & Geloux, le Dot estant en immeuble se rend selon la Coustume generale. Ar. 23. A Sopprosse, la Baronnie de Casternau en Chalosse, Fayet, la Bastide, Condures, Audigon, Dune, Momay, Morgans, la Crabe Cazalis, Casterar, Peyre, Podens, Monget & Vielle, quand le Dot est en meuble & restitution y escheoit, se doit rendre à mesmes termes, qu'il auroit esté promis au mari. Art. 24. En la ville de Saut se rend la Dot, quand la restitution y a lieu, soit en meuble ou immeuble, apres vn an, à comprer du iour, qu'il defaut du mariage, ou descendant d'iceluy. Art. 25. A Geno, S. Maurice & Bonnegarde le Dot soit en meuble ou immeuble, ne se rend durant la vie du mari, s'il y a eu enfans du mariage: posé qu'ils soient decedez: & s'il n'y a enfans, se rend selon la Coustume generale. Art. 26. A Sensac, la Barte, Laure, Porsingues, Causebets, Mauriez, Poiol en Tursan, la Vicomté de lo Vigner, & Montagut, la femme suruiuant à son mari sans enfans, ne peut tenir les biens de son mari, à elle expressement ou generalement obligez pour son douaire: mais doit venir par action.

BAYONNE Tit. 9. Art. 1. Si l'vn des conioints par mariage en premieres nopces porte à l'autre biens meubles ou argent pour Dot, ou donation pour nopces: celuy des conioints qui a biens immeubles, est tenu recognoistre & assigner ladite femme & biens meubles sur tous sesdits biens immeubles ou partie d'iceux, ainsi qu'il est accordé entr'eux. Art. 2. Si aucun pour & au nom des conioints baille & donne simplement sans faire aucun pacte de ses biens pour Dot ou donation pour nopces, & apres celuy des conioincts, au nom duquel la donation a esté faicte, decede sans que aucune creature viue, soit nee du mariage, la somme ou autres deniers baillez pour & au nom dudit conioinct decedé, retournent à celuy, qui a baillé le Dot ou donation pour nopces, s'il est en vie au temps du decez dudit conioinct. Art. 3. Et si le bailleur ou donnant n'est en vie au temps du decez du conioinct, au nom duquel il a baillé ou donné les choses donnees, si c'estoient biens auitins & immeubles du donnant, retournent à son heritier; tellement que celuy des conioincts, au nom duquel telle donation a esté faicte, ne peut disposer de tels biens auitins donnez, soit par Testament ou autrement entre vifs, si n'est en cas de neceßité. Art. 4. Et si c'estoient biens meubles ou acquests du donnant, le conioinct suruiuant au nom duquel ont esté donnez, en peut disposer à sa volonté. Art. 5. Mais si le conioinct en dispose, les choses baillees ou donnees par luy, retournent aux heritiers du bailleur, ou donnant predecedé, deduits en tous les cas dessusdits les funerailles & debtes faicts durant & con-

Source : BIU Cujas

peut tenir les biens de ſon mari, ores qu'il luy ſoient obligez expreſſement ou generalement: ains y doit venir par action.

Aſſignation comme ſe doit faire pour le Dot ou donation pour nopces.

Dot ou Donation pour nopces donnee par vn eſtranger ſi celuy des conioincts au nom duquel tel Don a eſté fait, luy doit eſtre rendue s'il eſt en vie: ſinon à ſon heritier ſans que tel conioinct en puiſſe diſpoſer par Teſtament ou autrement, ſinon que ce fuſſent meubles ou acqueſts.

ſtant le mariage. Art 6. Ce que dit eſt, a lieu où le pere ou mere ou autre a qui le donataire pourroit ſucceder, a baillé le Dot ou donation pour nopces: mais ſi c'eſt vn eſtranger, les choſes par luy donnees en Dot ou donation pour nopces appartiennent irreuocablement à celuy des conioincts, au nom de qui ils ont eſté donnez par l'eſtranger: & ſont cenſees de telle nature, comme ſi ſon conioint meſmes les auoit baillees, ſi n'eſt qu'autrement en euſt eſté dit par l'eſtranger en les baillant ou donnant. Art. 7. Si le conioinct qui a recongnu ou autre pour luy ſur ſes biens immeubles, la ſomme ou autres biens meubles portez au nom du dot ou donation pour nopces, predecede ſans enfant né vif du mariage, celuy qui a apporté ladite ſomme ou autres biens meubles, à titre de Dot ou donation pour nopces, recouure ce qu'il a apporté & baillé. Art. 8. Et eſt payé des biens meubles du predecedé, ſ'il y en a: & ſ'il n'y en a tient les biens immeubles, ſur leſquels l'aſſignation a eſté faicte, iuſques à ce que celuy qui a faict l'aſſignation, ſ'il eſt en vie ou ſes heritiers, ſ'il eſt decedé, ayent payé le Dot ou donation pour nopces apporté par le ſuruiuant des conioincts: lequel ſuruiuant faict les fruicts ſiens. Art. 9. Si le conioinct ſuruiuant ne ſe veut contenter de tenir & poſſeder les biens immeubles, ſur leſquels luy a eſté aſſeuré ſon Dot ou donation pour nopces: mais veut recouurer ce qu'il a apporté au nom de luy & a eſté baillé, peut interpeller & requerir celuy qu'il a aſſigné ou ſes heritiers, ſ'il n'eſt en vie, qu'ils luy payent ſon Dot ou donation pour nopces, ou qu'ils luy laiſſent, *in ſolidum*, tous les biens, ſur leſquels l'aſſignation ou ſeureté, a eſté faicte. Art. 10. Et ſi l'aſſignant ou ſes heritiers ſont refuſans ou delayans par l'eſpace de vi. mois de ce faire, le conioinct ſuruiuant peut faire vendre & diſtraire les biens, les vi. mois paſſez pour pouuoir recouurer de l'argent, qui en iſtra de la vendition des biens aſſignez pour ſon Dot ou donation pour nopces. Art. 11. Toutesfois telle alienation eſt ſuiette à Retraict lignager dedans vn mois à compter du decret interpoſé. Art. 12. Si du mariage eſt né enfant vif, & apres celuy des conioints mari ou femme, qui a porté reſpectiuement Dot ou donation pour nopces, predecede, le conioinct ſuruiuant gangne le Dot ou donation pour nopces apporté: poſé ores que l'enfant né vif, fut incontinent decedé. Art. 13. A la charge toutesfois de faire honorablement les funerailles du predecedé, ſelon la qualité de ſa perſonne. Art. 14. Et ſi audit cas qu'il y ait enfant vif, poſé qu'il ſoit incontinent decedé, celuy des conioints qui a recongnu & aſſigné, ou au nom auquel la recognoiſſance à eſté faite predecede, le conioint qui a porté le Dot ou donation pour nopces, tient & poſſede les biens, ſur leſquels l'aſſignation a eſté faicte, & d'iceux faict les fruicts ſiens, ſa vie durant: poſé ores qu'il conuole à autres nopces. Art. 15. Et apres ſon decez, les biens retournent au prochain lignager d'iceluy, qui a faict l'aſſignation. Art. 16. Et ſi au cas ſuſdit il y a enfans de mariage le ſuruiuant des conioints eſt tenu nourrir les enfans ſur les biens aſſignez, iuſques à ce qu'ils ſoient en aage de dixhuict ans. Art. 17. Et quand les enfans ſont en aage de dixhuict ans, le ſuruiuant eſt tenu leur bailler à part & à deuis la moitié des biens aſſignez, ſi tous les enfans ſont venus en aage. Art. 18. Et ſi tous les enfans ne ſont venus en aage, baille part & portion de la moitié aux enfans, qui ſont venus en aage competent, comme deſſus. Art. 19. Et de l'autre moitié iouyſt ſa vie durant, ſoit en viduité ou conuole à autres nopces. Art. 20. Et apres ſon decez, la moitié de laquelle il a iouy ſa vie durant, retourne aux enfans du premier mariage, ſ'ils ſont en vie: ſinon aux prochains lignagers dont les biens aſſignez ſont prouenus. Art. 21. Les funerailles toutesfois ſelon la qualité de ſa perſonne prealablement prinſes & payees des biens aſſignez. Art. 22. Et ne recouure audit cas le ſuruiuant aucune choſe du Dot ou donation pour nopces, par luy ou au nom de luy baillé, ſi ce n'eſt qu'autrement euſt eſté accordé au contract de mariage: auquel cas les pactes & conuentions paſſees & accordees au contract de mariage ſont gardees. Art. 23. Les biens, qui ont eſté vne fois aſſignez pour la ſeureté de Dot ou donation pour nopces en faueur du mariage, ſ'il y a enfans du mariage, en faueur d'autres nopces ne peuuent plus eſtre aſsignez pour ſeureté d'autre Dot ou donation pour nopces.

Dot ou donation pour nopces recongnue ſur les immeubles d'vn des cõioincts, apres la mort du cõioint ayant recongnu ſ'il n'y a eu enfans nez vifs, eſt entierement recouuerte ſur les meubles du predecede, ſinon tient les immeubles, iuſques au payement.

Dot ou donation pour nopces comme ſera payee, ſi l'vn des cõioints ne veut tenir les immeubles ſur leſquels l'aſsignation eſt faicte.

Retraict lignager a lieu en alienation des immeubles ſur leſquels l'aſsignation eſt faicte.

Suruiuant des conioints gagne la Dot ou donation pour nopces s'il y a eu enfant né vif en faiſant les funerailles.

Le ſuruiuãt des conioints ayant porté Dot ou donation pour nopces tient les biẽs ſur leſquels l'aſsignation a eſté faicte & fait les fruits ſiens & apres le deces retournent au prochain lignager.

Suruiuant tenu de nourrir les enfans, iuſques à l'aage de xviii. ans: & apres ledit aage, leur donner la moitié des biens aſsignez & ioinct de l'autre qui ſera rendue

La Bovrt Ti. 9. Ar. 12. Le mari ou la femme ſuruiuãt, qui a porté Dot ou donatiõ pour nopces, vulgairemẽt apellé mariage, par lequel les biẽs de l'autre luy ſont

Source : BIU Cujas

apres son deces aux enfans ou heritiers prochains lignagers deduction faicte des funerailles.
Dot ou donation pour nopces se recouurira selon les conuentions & accords.
Biens estans assignez pour Dot ou donation pour nopces ne seront de rechef assignez pour autres.
Suruiuant des conioints comme tient les biens du predecedé pour son Dot ou mariage s'il y a enfant.

assignez, s'il y a enfant de mariage, tient & possede les biens, iusques à ce que l'enfant soit d'aage & marié, auquel cas le suruiuant prend la moitié du Douaire du mariage de l'enfant, & l'autre moitié qui deuoit appartenir au decedé, s'il viuoit, est pour l'enfant. Art. 13. Et s'ils veulent venir à partage desdits biens, partiront par moitié. Article 14. Si iceluy suruiuant veut conuoler à secondes nopces durant la vie de l'enfant, faire le peut sur la moitié: mais apres son decez, icelle moitié retourne à l'enfant. Art. 15. Si l'enfant, soit marié ou non, va de vie à trespas sans enfans, freres & sœurs, iceux biens retournent au plus prochain habille à succeder, en restituant seulement le mariage par le suruiuãt porté, ensemble les licts & habillemens, s'ils sont en nature de chose: reserué le lict nuptial, ou de plusieurs licts, le meilleur, & l'auancement ou donation qui auroit esté dõné en faueur de mariage si ce n'est qu'autrement fut dit par le contract de mariage. Ar. 17 L'aisné ou aisnee, qui est mariee du vouloir de ses pere ou mere, ou du suruiuãt, ou apres l'aage de xviii. ou xx. ans respectiuemẽt est tenu leur bailler, si tous deux sont en vie entierement, la moitié au suruiuant du mariage, qui lui est apporté, & l'autre moitié employer au profit & vtilité de la maison. Art. 18. L'aisné ou aisnee, qui a baillé le mariage à ses pere & mere ou la moitié au suruiuant, s'il veut demeurer à part, peut, si bon luy semble, leur demander au suruiuant partage, & luy doit estre baillé la moitie des biens de ligne, à part & à diuis, & porte la moitié des charges, qui sont sur iceux: & l'autre moitié demeure à ses pere ou mere ou au suruiuant. Ar. 19. Si l'aisné ou aisnee a aucun enfant d'aage à marier & de plusieurs enfans l'aisné se marie, soit du consentement de ses pere & mere, ou du suruiuãt, ou apres l'aage baptisé au Titre des Successions, des decedez sans Testament passé, peut venir en partage en la qualité que dessus, s'il veut demourer à part, doit auoir la moitié d'icelle moitié, qu'iceluy aisné son pere a eu par son partage: & ainsi consecutiuement, les autres enfans aisnez mariez, qui descendent successiuement de degré en degré. Ar 20. Toutesfois est entendu par la Coustume que le dernier marié ne peut quereller ou demander que la moitié en la portion escheuë à ses pere & mere ou au suruiuant, sans ce qu'il puisse autre chose demander à la portion des autres. Art. 21. Es cas dessusdits, où partage fait entre le suruiuant pere ou mere, & l'enfant aisné ou aisnee, des biens en ligne, papoaux & auitins, le suruiuant ne peut la moitié d'iceux biens qu'il a eu par partage aucunement aliener, hypothequer ne obliger. Art. 22. Si iceluy suruiuant veut retourner demourer auec son fils ou fille, & renoncer à l'vsufruict de la moitié d'iceux biens à luy baillez ou demeurez par partage, faire le peut. Art. 23. Et est tenu le fils ou fille aisnee le receuoir & le nourrir & entretenir selon son estat & qualité de la maison: nonobstant le partage: posé qu'il ait conuolé à secondes nopces. Art. 24. Toutesfois iceluy enfant aisné ou aisnee n'est tenu nourrir la femme ou mari des secondes nopces d'iceluy suruiuant, ne les enfans qui en sont procreez. Art. 25. Si le suruiuant commẽce mal vser des biens à luy escheus en partage, & iceux biens n'entretient, comme est requis, l'aisné ou aisnee luy peut requerir de luy rendre icelle moitié, & qu'il renonce à l'vsufruict, offrant le nourrir. Ar. 26. Le suruiuant peut estre à ce contraint: lequel doit estre nourri par l'enfant. Art. 27. Si n'est que le suruiuant vueille bailler caution suffisante d'entretenir les biens en l'estat qu'ils sont au temps du partage. Art. 28. Si l'aisné ou aisnee entretient, comme est requis, la moitié d'iceux biens de ligne à luy baillez en partage, le suruiuant pere ou mere, le peut contraindre, comme est declaré de l'enfant au suruiuant.

Lict nuptial.

Dot moitié employee au profit & vtilité de la maison, moitié donnee au suruiuant.

Des partages qui se peuuẽt demander au suruiuant des conioints par les aisnez ou aisnees ou leurs enfans, & comme les pere ou mere ne peuuent aliener ou hypothequer leur moitie.

Suruiuant n'entretenãt la moitié cõme il doit, est tenu la rendre à l'aisné ou aisnee: s'il ne baille caution.

Sole Tit. 24. Art. 11. p. *à la Bourt.* Art. 12. la quarte partie du douaire du mariage & les trois parts sont pour l'enfant proprietaire. Art. 12. p. *à la Bourt.* Art. 13. aura la quarte partie, si a des biens immeubles la quarte partie, sa vie durant, par vsufruict, & des biens meubles pour faire sa propre volonté de sadite quarte partie. Art. 13. p. *à la Bourt.* Art. 4. sur la quarte partie: mais &c. Art. 14. Le suruiuant qui conuole à secondes nopces ne peut tenir la femme ou mari des secondes nopces en la maison de sa portion, contre la volonté du x Sogre ou de la Sogra proprietaire de tel hostel durant la vie dudit Sogre: mais bien prẽd ladite iiii. partie & apporte les fruits & les plants. Ar. 15. L'estranger qui est marié auec le proprietaire & a apporté & mis son Dot sus l'estage du proprietaire, s'il desaduient du mariage, sans laisser hoirs d'entre l'estranger & le proprietaire, ou s'ils y a hoirs & iceux defaillent par mort, la possession & iouyssance de la maison & heritage, qui luy sont obligez pour

Heritage detenu par l'estranger pour la restitution du dot, sans rendre les fruicts.

x Ceſt à dire du fils ou fille, bru, ou gẽdre.

Source : BIU Cujas

le Dot,& à qui doiuent eſtre iurez par Iuſtice:& fait les fruits ſiens, iuſques à ce que le ſucceſſeur deſdits heritages l'aura payé & rẽdu le Dot entieremẽt ſans rabbatre aucune choſe des fruicts *in ſortem*, qu'il a receu:& eſt tenu de laiſſer l'heritage incontinent que le ſucceſſeur luy rendra ſon Dot. Et ne peut apprehender la poſſeſſion ne iouir des fruits, ſinon par iugement & auctorité de Iuſtice, *parte vocata*, & ne peut appeller la partie à la Iuſtice, ſinon precedente requeſte des ix. iours deuant. Art. 16. Auſſi luy doiuẽt eſtre rendus les lits & habillemẽs, ſ'ils ſont en nature de choſe & la moitié du beſtial qui ſont baillez pour eſtrenes ou ioyaux, & de l'or ſ'ils ſont en nature. Art. 17. p. *à la Bourt.* 15. ſucceder & audit cas le mort ſaiſit le vif plus prochain habille à ſucceder. Art. 18. Où il y a biens acquis par le conioint & le proprietaire, tous deux enſemble par leur induſtrie & diligẽce durant leur mariage, en cas de diſſolution du mariage, ſans hoirs d'eux deux engendrez, ou ſ'il y a enfans & iceux defaillent par mort: auquel cas ſi le cõioint eſt maſle, recouure ſon Dot & ſa moitié des biens acquis durant leur mariage: & ſi c'eſt vne femme recouure ſon Dot & la tierce partie des biens acquis. Et ſi debtes y a faits durant le mariage, icelles ſont prealablemẽt payees des acqueſts & l'heritage enſemble les biẽs que le proprietaire auoit deuant le mariage, demeurẽt francs au proprietaire, & les eſtrangers n'eſtans hoirs n'ont aucune action en iceux, ſ'il n'y a pacte au contraire. Art. 19. Et ſi le ſuruiuant proprietaire veut conuoler à ſecõdes nopces, faire le peut mais ne peut obliger au Dot l'heritage de papoadge, ſur lequel eſt aſſigné le Dot, de la premiere femme eſtãt chargé d'iceluy. Car ce ſeroit ſurcharger l'heritage de Dot ſur Dot au preiudice des enfans de la premiere femme & des ſucceſſeurs. Ar. 21. p. *à la Bourt.* Ar. 17. apres l'aage de xxv. ans le fils & la fille de xviii. ans eſt tenu &c. ou la moitié au ſuruiuant ſ'il eſt proprietaire, & la quarte partie, ſ'il eſt aduentif, qui a eſté porté, & le ſurplus &c. Art. 22. p. *à la Bourt.* Art. 18. ſ'il veut &c. ſuruiuant proprietaire. Et ſi le ſuruiuant eſt eſtranger, les tierces parties demeurent audit fils ou filles apres l'aage quant au fils de xxv. ans & la fille de xviii. ans paſſez pour venir en partage en la qualité &c. Art. 24. 25. 26. 27. 28. 29 30. 31. & 32. p. *à la Bourt* 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. & 28.

REIMS Tit. 9. Art. 246. Sont comprins les dons de nopces ſous le nom d'Apport, qui eſt ce que le contractant mariage apporte à ſon mari en biens meubles & immeubles tant de ſon conqueſt, que de ſon naiſſant. Auſſi ſous le nom d'Apport ſont comprins tous les biens meubles & immeubles, qui luy ſont aduenus de ſucceſſion, depuis le mariage contracté. Art. 254. L'apport mobiliaire de la vefue giſt en pourſuite & action perſonnelle, & ne peut ladite femme ne ſes heritiers pour raiſon d'iceluy intenter action poſſeſſoire, ne proceder par execution, n'eſtoit que le mari ſe fut obligé par lettres aians execution paree à certaine ſomme limitee: à laquelle ledit apport auroit eſté eſtimé auãt le mariage. Auquel cas leſdits heritiers pourroient contre luy proceder par execution ou par action à leur chois, pour auoir & recouurer ladite ſomme: laquelle il ou ſes heritiers apres ſon treſpas ſeroiẽt tenus paier, ſans auoir eſgard à autre priſee, eſtimation & valeur dudit apport. Sur laquelle ſomme toutesfois le mari ou ſes heritiers deduiront & rabatrõt les debtes que le mari auoit paié pour ſa femme, dont elle eſtoit tenue auparauãt leur mariage, n'eſtoit que ladite appreciation euſt eſté faicte, toutes choſes deduites. Art. 255. Si ledit apport conſiſte en biens meubles non eſtimez à certaine ſomme de den. ſoit que leſdits biens meubles aient eſté apportez en mariage, ou qu'ils ſoient aduenus à ladite femme durãt le mariage par ſucceſſion d'aucuns de ſes parẽs, & que du tẽps qu'il conuient reſtituer les meubles, ils ſoient encores en nature & en l'eſpece qu'ils furẽt apportez audit mari: ladite femme ou ſes heritiers ſerõt tenus les reprẽdre en l'eſtat qu'ils ſeront du tẽps de la reſtitutiõ: ſuppoſé qu'ils ſoiẽt vſez ou diminuez. Et quãt à ceux qui ſeroiẽt cõſommez & ne ſe trouuerõt en nature, le mari ou ſes heritiers ſerõt tenus rẽdre l'eſtimatiõ du pris qu'ils valloiẽt au iour qu'ils furẽt apportez & aduenus à ladite femme par ſucceſſiõ. Sur laquelle appreciatiõ ſera faite deduction des debtes deues par la fẽme auparauãt le mariage, & à cauſe des ſucceſſions qui luy ſerõt aduenus par le decez de ſeſdits parẽs. Ar. 257. Les heritiers de la i. femme ſont preferez à la reſtitution de ſon apport, à la ii. femme, qui ſe ſeroit auſſi tenue à ſemblable douaire & apport: n'eſtoit qu'entre les biens du mari fuſſent demeurez aucũs biens meubles de la ii. femme, en eſpece & nature Car elle les reprendroit franchement, ſur & tant moins de ſon apport, ſans que les heritiers de la i. fẽme, puiſſent ſur iceux meubles demeurez en nature recouurer leurs debtes: encores qu'elles fuſſent accreuës auant le mariage de luy & de ſa ii. femme. Ar. 262. La femme vefue, à laquelle ſon mari, auroit par teſtament aucũs legs particuliers, auec ſes douaire & apport, les legs patticuliers, en faiſant declaratiõ, qu'auec leſdit douaire & aport, elle veut & entẽd auoir leſdits legs particuliers. Ar. 263

Liẽs, habillemens & moitié du beſtail eſtans en nature ſeront rendus enſemble les eſtrenes.

Dot comme eſt reſtituee ſans hoirs au maſle, auec la moitié des acqueſts: & à la femme, auec la tierce partie en payãt les debtes des acqueſts: les heritages precedens le mariage demourans francs.

Surcharge du Dot ſur Dot n'a point de lieu

Apport quelles choſes comprent

Apport mobiliaire git en action perſonnelle & non en poſſeſſoire ou execution ſinon &c.

Apport eſtant limité & eſtimé ſera rendu ſelon la priſee.

Mari ou ſes heritiers rendant l'apport de la femme deduiſẽt les debtes de la femme deues au parauant le mariage.

Apport eſtãt en meubles non eſtimez ſera rendu en l'eſtat qu'ils ſe trouueront, ſinon ſera rẽdu la valeur des conſommez deduction des debtes comme deſſus.

Heritiers de la premiere femme ſont preferez à la ſecõde ſinõ qu'il y euſt meubles en nature eſtãs de l'apport de la ſeconde.

Femme peut auoir ſon douaire & apport auec les legs particuliers à elle faits par ſon mari. Secus ſi les legs ſõt generaux, & eſt priuee de ſes douaire & apport.

Source : BIU Cujas

Heritiers de la femme ont la moitié des conquests, outre l'Apport mobiliaire en proprieté: à la charge de l'vsufruit de la moitié pour le mary, & la reprenant paye moitié des debtes crees auant le mariage, & des obseques, &c. des debtes accreues pour les acquests & de la moitié des rentes constituees.

† *Les Art. 267. 268. & 269. sont de nouuel introduits.*

Rentes constituees.

Mary a retention des acquests & conquests.

Heritiers de la femme decedee sans auoir declaré son chois, reprennét son Apport auec moitié des acquests & cõquests, & n'ont lesdits heritiers le chois.

Conuention du contract de mariage sera gardee.

†† *Les Art. 275. & 276. sont de nouuel introduits.*

Deniers de l'Apport estant employez en heritage, le mary est quitte de la restitution en les delaissant à ses heritiers.

Mary comme est tenu faire declaration des biens escheus à sa femme, dont n'a fait Inuentaire: & comme icelle doit estre faite.

Assignal sera reconneu

Si son mari lui auoit fait legs generaux ou vniuersels, elle les pourra accepter, si bon luy semble. Mais en les prenant, sera forclose & priuee desdits Douaire & Apport mobiliaire, & prẽdra seulemẽt ses heritages auec lesdits legs. Ar. 265. Aux heritiers de la femme decedee auant son mary, outre l'Apport mobiliaire & immobiliaire de la femme, appartient la moitié des Conquests faits durant & constant le mariage en proprieté: à la charge de l'vsufruict de la moitié, qui demeure au mary, pour en iouir sa vie durant: & apres le decés est l'vsufruict consolidé auec la proprieté. Art. 266. Reprenant par les heritiers lesdits Apport & moitié d'Acquests & Conquests, sont tenus deduire sur iceux, les debtes que la femme deuoit, auãt qu'espouser son mary, & celles dont elle auroit esté chargee durant le mariage par succession de ses parens, ausquels elle auroit succedé, & qui auroient esté payees par le mary, ou dont il seroit obligé à l'acquit de la femme. Et outre sont tenus les heritiers des seruices, obseques & funerailles & accomplissement du Testament de la femme: excepté de l'inhumation du corps, dont le mary y est tenu, comme sera dit cy apres. Art. 267. Sont † aussi tenus les heritiers payer moitié des debtes faites & accreuës par ledit mary pour le paiement des acquests & conquests: au cas qu'elles ne fussent acquitees a l'heure du decez de ladite femme. Art. 268. Pareillement sont tenus les heritiers d'acquiter la moitié des rentes constituees par ledit mary sur ses heritages, & contribuer au rachat qu'il conuiendra faire, pour auoir les heritages que le mary auoit vendus sans grace & faculté de remeré, pour fournir au payement desdits acquests & conquests: au cas qu'il apparust lesdits deniers auoir esté employez aux acquests & conquests. Art. 269. Aura ledit mary ou ses heritiers retention de la moitié desdits acquests & conquests, iusques à ce que les heritiers de la femme ayent fait le contenu des trois Articles precedens. Art. 272. Si elle decede auant auoir declaré son chois, ses heritiers reprennent seulement son Apport auec moitié des acquests & cõquests. Et ne peuuent les heritiers prendre le chois de partir contre le mary auec ses heritiers. Art. 273. Si en traictant le mariage y auoit conuention entre le mary & la femme, par laquelle soit conuenu, que la femme suruiuant aura quelque part & portion de meubles ou des heritages de son mary: ou autre conuention de ce qu'elle doit auoir apres le trespas de son mary, ladite femme sera tenue se regler à ladite conuention: & n'aura aucun desdits chois. Art. 275. Si le †† mary durant & constant le mariage auoit acquis des deniers ou autres biẽs estans de l'Apport de la femme, il veut quitter & delaisser les heritages par luy acquis, aux heritiers d'elle, pour & au lieu de ladite somme de deniers & biens dudit Apport, il sera quicté & deschargé de la restitution desdits deniers & autres biens employez à l'achat desdits heritages. Art. 276. Si durant & constant le mariage eschoit à la femme aucuns biens meubles, deniers, heritages, debtes ou creances, par succession d'aucuns ses parens, dont n'y ait Inuentaire fait, le mary est tenu en faire declaration par le menu és especes de meubles, debtes & autres choses móbiliaires, & l'estimation d'iceux, qu'il signera auec deux parens: & s'il ne sçait signer, le fera signer par autres: & rapportera apres icelle declaration pardeuãt le Iuge ordinaire du lieu de sa demeurance, & affermera par serment auec sa femme, qu'il n'y a rien faict pour l'aduantager. Et seruira telle declaration pour preuue à la femme ou ses heritiers pour la restitution de son Apport: & à faute d'auoir fait par le mary la declaration, ladite femme ou ses heritiers seront creus par serment, iouxte la commune renommee de la quantité, qualité, estimation & valeur à l'encontre du mary ou ses heritiers.

Dvche de Bourg. Chap. 4. Art. 18. Le mary ou ses heritiers peuuent auoir & recouurer toutes & quantesfois que bon leur semblera, nõobstant quelque laps de temps, l'Assignal des deniers de mariage de la femme, en rendant les deniers assignez par le mariage.

Comte de Bourg. Chap 3. Art. 38. La femme peut faire les fruicts siẽs des Assignaux de son mariage: & apres le trespas d'elle, ses heritiers ou ayãs cause, sans rien rabbatre du sort, iusques à ce que le mariage leur soit rendu & restitué.

Nivernois Chap. 23. Art. 12. Le mary ou ses heritiers peuuent rauoir & recouurer, si bon leur semble, dedans xxx. ans les heritages, sur lesquels ont esté assignez les deniers de mariage, sortissans nature d'heritage, en payant le pris, pour lequel ils ont esté assignez & les loyaux frais. Art. 13. La femme apres le trespas de son mary est saisie des Assignaux à elle faicts en particulier par son mary, pour les deniers du mariage. Et apres elle, en sont saisis ses heritiers: & font lesdites femmes & les heritiers, les fruicts desdits Assignaux leurs, sans

y C'est le moindre office qu'vn mary doit à sa femme, & le dernier deuoir, qu'il luy peut faire, iniuria mariti videretur, si vxorem insepultam relinqueret vt ait Pomponius in l. 28. De relig. & sumpt. fund.

Source : BIU Cujas

toutesfois & quantes, en rendant les deniers assignez.

Femme fait les fruicts siens des Assignaux.

Assignal recouuert dans trente ans par le mary ou ses heritiers.

Femme est saisie des Assignaux de son mariage, & ses heritiers, & font leurs les fruicts, sans rien compter au sort principal.

estre tenus de les compter au sort principal.

III. AVXERRE Tit.5. Art.121. La † femme est tenue de la rente z constituee a pris d'argent par son mary, iusques à la concurrence du profit qu'elle prend en la Communauté.

RIBEMONT Tit.9. Art.90. Femme, qui a prins son Douaire, soit prefix ou Coustumier, peut neant-moins prendre la moitié des meubles & cõquests immeubles faits constant le mariage, en payant la moitié des debtes, qui estoient deuës lors du decez de son mary: & faisant partage des meubles, tout vient à diuision, comme robbes, ioyaux à vsage de femme: sinon que par le traicté de mariage en eust autrement esté conuenu.

DVNOIS Chap.7. Art.57. Si durant & constant le mariage du mary & de la femme, le mary vend ou constitue aucune rente en general sur tous ses biens & heritages sans le consentement de sa femme, apres le decez du mary, la femme est tenue de la moitié des arrerages de ladite rente, pour autant que peut valoir la moitié des meubles & conquests immeubles, & demoure sa moitié des acqueremens hypothequee pour la moitié de ladite rente: mais s'il vend ou constitue ladite rente specialement sur aucuns de ses propres heritages & acqueremens, l'acheteur ne se pourra prendre à la generalité: sinõ en defaut de pouuoir recouurer ses rentes & arrerages sur l'heritage propre obligé.

BERRY Tit.8. Art.26. La femme suruiuant le mary, par droict de Communauté n'est tenue au payement des rentes: mais seulement des debtes mobiliaires. Toutesfois si lesdites rentes sont constituees sur aucuns des conquests faits durant & constant le mariage ou autres biens immeubles communs, desquels le mary pouuoit disposer par la Coustume, demeureront chargez de ladite rente au preiudice de la femme. Et s'il y auoit constitution generale de ladite rente sur tous les biens meubles & immeubles, demeurera la portion des acquests de ladite femme chargee de ladite rente, & sera tenue *pro rata*, en acquiter les heritiers.

BOVRBONNOIS Chap 21. Art.234. Quand aucune chose promise en contract de mariage à aucuns enfans mariez par leur pere & mere, ou par le pere seulement constant le mariage, n'a esté payee n'acquitee durant leur Communauté, le suruiuant est tenu payer la moitié de ce qui reste de ladite somme, & les heritiers du premourant l'autre moitié. Mais si durant ledit mariage, les peres & meres marient leursdits enfans issus d'autre mariage, & les sommes de deniers promises esdits enfans ne sont acquitees constant iceluy, le pere ou mere desdits enfans ou leurs heritiers sont tenus de payer entierement ce qui restera de ladite somme ainsi promise: sinon qu'il y eust renonciation faicte par lesdits enfans, à laquelle l'autre desdits conioints print profit. Car audit cas ladite debte est payee par ceux qui en rapportent profit *pro rata* d'iceluy. Mais si lesdites sommes promises à enfans issus d'autre mariage, sont acquitees durãt & constant le second mariage, le pere ou mere desdits enfans sont tenus de rembourser, & rembourseront l'autre desdits mariez, qui n'est pere ou mere, de la moitié seulement: sinon qu'il y eust eu renonciation, à laquelle il eust eu profit, comme dit est.

POICTOV Tit.3. Art. 247. Celuy qui a tous les biens meubles du premier mourant, doit auoir & peut demander toutes debtes mobiliaires, & les arrerages des rentes, qui seroient deuës au temps du premier mourant: & aussi si ledit predecesseur les deuoit, celuy qui a lesdits meubles, les doit acquiter & payer. Art 248. Qui prend les meubles, soit †† à titre vniuersel ou particulier, doit acquiter ou payer les debtes mobiliaires: & est quant à ce, censé heritier, & peut on venir contre luy par voye de requeste personnelle. Art.249. Et nonobstant le crediteur ou son heritier en ont action contre l'heritier du premier mourant, au cas que ladite debte personnelle & mobiliaire soit du faict & obligation du premier mourant, ou de ses predecesseurs. Art. 251. Au regard des choses immeubles, qui sont suiettes à Retraict Coustumier ou conuentionnel, quand le Retraict est faict apres le mariage solu, dedans le temps de la Coustume ou de la grace conuentionnelle, l'argent qui en procede, est censé & reputé pour meuble: en telle maniere qu'és cas où tous les meubles sont au suruiuant, ledit argent luy

z Il a esté monstré cy dessus que la femme estoit tenue seulement des debtes iusques à la concurrence de la cõmunauté: mesmes des Rentes constituees à pris d'argent par son defunct mary durant & constãt le mariage: D'autant que c'est vne debte de la Communauté: ayant l'argent esté tourné au profit de ladite Communauté, selon la disposition ciuile in l. iure societatis 82. D. Pro soc. A ce propos seront veuz les Arrests recitez par Charond. 1111. des Resp. 90.

Femme tenue des rentes constituees par son mary.

† *Cest Art. 121. est de nouuel adiousté pour l'aduenir.*

Femme prenant la moitié des meubles & conquests, & son Douaire tenue de la moitié des debtes: & tout est party, s'il n'y a autre conuention.

Femme est tenue de la moitié des arrerages des Rentes constituees par son mary, iusques à la concurrence de la moitié des meubles & cõquests si la rente est generale: Secus, si elle est speciale sur les propres ou acquests.

Femme n'est tenue au payement des Rentes: mais seulement au payement des rentes mobiliaires: sinõ qu'elles fussent sur les acquests ou autres biens communs.

Des choses promises en cõtract de mariage par pere, mere, ou l'vn d'eux, nõ payees n'acquitees, cõme serõt payees par la vefue & heritiers.

Debtes mobiliaires & arrerages des rẽtes par qui seront acquitees.

Qui prend les meubles, doit

Source : BIU Cujas

acquiter les debtes mobiliaires.

†† *Ces mots, soit à titre vniuersal ou particulier, ont esté adiouſtez à ceſt Art.148. qui eſtoit le 249. ancien.*

Creancier, à ſon choix, ſe peut addreſſer contre l'heritier ou contre celuy qui a les meubles.

Argent prouenant de Retraict ſçauoir ſ'il eſt meuble ou immeuble.

Femme comme eſt tenue de la rente ou non.

appartient, ou la moitié d'iceluy, ſ'il n'auoit que la moitié des meubles. Art. 252. Femme † qui prend part en la Communauté, Acqueſts & Conqueſts immeubles, eſt tenue des rentes hypothecaires conſtituees par le mary durant leur mariage, tant du ſort principal, qu'arrerages, encores qu'elle n'ait parlé, & ce iuſques à la concurrence de la Communauté: mais ſi elle veut renoncer au profit de la Communauté, elle demourera quitte de ladite rente: & neant-moins ſera tenue de la moitié des arrerages d'icelle, eſcheus durant ledit mariage & Communauté.

† *Ceſt Art.252 a eſté accordé pour l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé.*

ANGOVMOIS Chap.3. Art.46.p.*à Poictou.* Art.247. debtes; auſquelles debtes ſont comprinſes les arrerages des rentes, &c.

†† *Ceſt Art. 426. eſt de nouuel introduit.*

BRETAGNE Tit.20. Art.426. Toutesfois †† la femme prenant part à la Communauté, ſera tenue de payer ou acquiter la moitié des rentes que le mary auront conſtitué ſur luy, durant le mariage, au deſſous du denier vingt.

Creanciers ſe peuuent addreſſer contre l'vn des conioints obligé en ſes heritiers.

IIII. VALLOIS Tit.7. Art.99. Quand † l'vn des conioints par mariage eſt obligé en quelque ſomme de deniers, ſoit deuant le mariage ou durant iceluy, le creancier ſe pourra addreſſer à ſon obligé a ou aux heritiers de ſon obligé pour la totalité de ſon deu, ſans ce qu'il ſoit tenu pourſuiure le mary ou la femme qui ne ſeroient obligez en telle debte, ſoit par Cedule, Obligation ou autrement en quelque maniere que ce ſoit: & pourra celuy, qui ſera ainſi pourſuiuy, ſommer celuy qui ne ſeroit obligé, & neant-moins deuroit par le moyen de la Cõmunauté contractee entre le mary & la femme, portion de ladite debte, & le contraindre à en faire le payement ou le deſdommager.

† *Le 99. Art. eſt introduit pour Couſtume nouuelle.*

REIMS Tit.9. Art.253. Si la vefue durant le mariage, ſ'eſtoit obligee auec ſon mary en quelque ſomme de deniers, & pour le payement d'icelle ſomme, elle ou ſes heritiers euſſent eſté pourſuiuis, elle ou ſes heritiers auront leur recours contre l'heritier du mary, pour faire ceſſer la pourſuite, ou pour eſtre rembourſez de ce qu'elle ou eux auront eſté contraints de payer, au moyẽ de ladite pourſuite.

Vefue ou ſes heritiers eſtans pourſuiuis, ſi elle eſtoit obligee auec ſon mary, ont recours cõtre les heritiers d'iceluy.

CHAVNY Tit.14. Art.18. Poſé que ledit homme Noble ou ſa femme ſuruiuant, tenant & apprehendant les meubles & debtes, ſoit tenu de payer toutes debtes mobiliaires: toutesfois ſe doiuent les crediteurs addreſſer à l'encontre de l'heritier ou heritiers du premier decedant, ſi aucuns en y a, qui peuuent tirer en garant ledit ſuruiuant tenant, qui eſt tenu en prendre le faix, charge, garantie & defence. Et où aucuns heritiers apparans ny auroit, ſe pourroient les crediteurs addreſſer leur action à l'encontre du ſuruiuant apprehendant & tenant leſdits biens meubles & debtes par la Couſtume, comme efficacement tenu à icelles payer & acquiter.

Homme Noble ou ſa femme ſuruiuant apprehendant les meubles & debtes, eſt tenu de payer toutes debtes mobiliaires.

ARTOIS Tit.9. Art.183. Le creancier d'vn treſpaſſé peut pour eſtre payé de ce qui luy eſt deu, ſ'addreſſer contre la vefue d'iceluy demourée és meubles pour la moitié de ſa debte. Art.184. Le creancier d'vn treſpaſſé addreſſe bien contre l'heritier des immeubles pour toute ſa debte.

Creancier ſe peut addreſſer contre la vefue commune pour la moitie du debte, ou bien cõtre l'heritiers des immeubles pour le tout.

LA Salle de Lille, Tit.2. Art.47. Vne femme demouree ou tenue immiſcuee és biens & debtes de ſon feu mary, eſt pourſuiuable pour le tout au payement & furniſſement des debtes, contracts & obligations valablement faits & contractez par ſondit feu mary, ſauf ſon recouurier ſur les hoirs mobiliaires d'iceluy, pour telle portion qu'il appartiendra. Art.48. Quand vne femme vefue apprehende de ſon auctorité priuee aucuns biens delaiſſez de ſon feu mary, elle ſe immiſcue és biens & debtes d'iceluy: & eſt tenue & ſubmiſe aux debtes, charges & obligations de ſondit feu mary. Et auec ce eſt priuee de ſon droict conuentionnel de mariage: nonobſtant quelque renonciation qu'elle ait fait, ou voudroit faire au contraire: n'eſt que par conuention antenuptiale fut autrement diſpoſé.

Femme demouree és biẽs & debtes de ſon mary peut eſtre pourſuiuie pour le tout: ſauf ſon recours contre les hoirs mobiliaires.

DVCHE de Bourg. Chap.4. Art.11. Et peuuent les creanciers agir contre les heritiers du defunct debteur pour le tout, ſi celuy defunct eſt obligé ſeulement, ou agir contre la femme pour la moitié de la debte, ſe bon leur ſemble. Art.12. Et ſe les creanciers agiſſent pour le tout contre les heritiers du mary treſpaſſé, leſdits heritiers auront leur recours pour leurs intereſts & pour la moi-

Femme vefue s'eſtant im-

a Le 4. iour de May 1553. par Arreſt ſur proces par eſcrit, apres en auoir communiqué à toutes les Chambres, pendant entre M. Emery Pioche Tuteur & Curateur des enfãs de feu M. Regnaut Pioche General de la Iuſtice des Aydes appellans du Bailly de Reims d'vne part, & Nicolas Iuffin marchant Bourgeois de Paris intimé d'autre, a eſté dit bien iugé par le Bailly de Reims ou ſon Lieutenant: lequel par ſa ſentence auoit condamné ledit Emery Pioche Tuteur deſdits mineurs heritiers dudit feu M. Regnaut Pioche, à payer audit Iuffin la ſomme de quatre-vingt eſcus ſol, en laquelle ſomme ledit defunct eſtoit obligé par ſa Cedule a cauſe de preſt enuers ledit Iuffin: ſauf audit Tuteur deſdits heritiers ſon recours contre la vefue dudit defunct pour la moitié de ladite ſomme. Et a eſté conſideré que la Couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, par laquelle eſt dit que la vefue doit la moitié des debtes cõtractees durant le mariage, a lieu & ſ'entend par commune obſeruance que telle diuiſion ſe faict entre les heritiers & la vefue: mais quant aux creanciers, qu'ils ſe peuuent addreſſer aux

Source : BIU Cujas

heritiers pour le tout, sauf leur recours contre la vefue. Ce qui est aussi decidé par quelques Coustumes.

miscué de son auctorité, es biens & debtes de son mary, s'est tenue aux debtes, charges & obligations, & priuée de son droict conuentionnel de mariage: nonobstãt la renonciation s'il n'y a donation antenuptiale.

tié du debte à ladite femme. Art.13. Et se lesdits mariez sont obligez, les creãciers pourront agir selon la forme de leurs obligations.

Creãciers cõme peuuent agir.

COMTE de Bourg. Chap.2. Art.50. Et au cas que la femme par la participatiõ de meubles ou acquests de son mary, est tenue de payer la moitié des debtes de son mary: les creanciers peuuent diriger leur action contre elle pour la portion, qu'elle est participante és biens meubles & acquests.

NIVERNOIS Chap.23. Art.8.p. *au Duché.* Art.11 debteur, s'il estoit obligé seul pour tout leur debte: ou contre le suruiuant pour la moitié, à leur chois. Art.9. Si lesdits creanciers, &c.p. *au Duché.* Art.12. du defunct, lesdits, &c. pour la moitié du debte contre la vefue dudit defunct. Art.10. Si lesdicts heritiers sont obligez ensemble ou à part, les creanciers peuuent, &c. p. *a l'Art. 13. du Duché.* Art.11. Si l'vn des conioints est seul obligé, en cas de partage, l'autre ou ses heritiers seront tenus de payer & satisfaire comptant de leur part dudit debte, si le debte est pur. Mais s'il est conditionnel ou à payer à iour non escheu, ledit autre ou ses heritiers seront tenus de laisser des biens iusques à la concurrence de leur part du deu, ou de bailler caution sur le lieu, qui fera son propre debte de ladite part, renonçant au benefice de discussion. Et s'entend ce que dit est, quand le debteur fait apparoir de son debte: pour lequel il pourroit estre seul conuenu ou executé.

De l'vn des conioints estãt obligé en cas de partage, l'autre ou ses heritiers en doiuẽt payer leur part, si le debte est pur & non conditionnel: sinon laisseront des biens iusques à la cõcurrence, ou bailleront caution.

ANIOV Tit.2. Art.507. Si le mary s'oblige tout seul en aucune somme, & sa femme se meurt, le crediteur se prendra pour le tout au mary ou à ses heritiers, se bon luy semble: combien que les heritiers de la femme, s'il y a eu Communauté entre elle & son mary, y sont tenus en la moitié. Mais le mary ou ses heritiers auront bien lesdits heritiers à garant. Et si ladite femme suruiuoit son mary, les heritiers de son mary, la pourroient auoir à garant, ou s'en pourroit le crediteur addresser contre elle ou ses heritiers pour la moitié par simple action.

Creanciers cõme se peuuent addresser pour le tout contre le mary obligé, ou bien contre la femme ou ses heritiers pour la moitié.

LE Maine, Tit.21. Art.502.p. *a Anjou.*

BOVRBONNOIS Chap.21. Art.242.p. *a Niuernois.* Art. 8. si †† iceluy defunct est obligé seulement ou s'addresser contre la femme pour moitié, & contre les heritiers pour l'autre moitié, au chois des creanciers. Art.243. Et si, &c. p. *a Niuernois.* Art.9. s'addressent pour le tout, &c. du trespassé les, &c. pour leur rembourssement & interest de la moitié de la debte contre le suruiuant ou ses heritiers. Et quand, &c.p. *a Niuernois.* Art. 10. ensemble les creanciers se peuuent addresser selon, &c. Art. 244. Quand les creanciers se sont addressez contre les heritiers de l'vn des mariez obligé, & lesdits heritiers ne sont trouuez soluables, iceux creanciers se peuuent addresser subsidiairement, & auoir leur recours contre le suruiuant ou ses heritiers pour leur part & portion.

†† *Cest Art. 242. est accordé pour nouuelle Coustume.*

Creanciers apres s'estre addressez contre les heritiers de l'obligé, non soluables, ont recours contre le surviuant ou ses heritiers pour leur part.

LODVNOIS Chap.17. Art.14. *A la fin.* Et si le suruiuant des conioints par mariage Nobles ou aucun des legataires ou donataires auoit prins & recueilly leurs meubles: neant-moins lesdits creanciers se pourront addresser audit aisné. Toutesfois si bon luy semble, pourra ledit aisné tirer à garant lesdits suruiuant, donataire ou legataire. Et où ils ne voudroient prendre le garantage & defense, aura son recours à l'encontre d'eux & chacun d'eux.

Creanciers se peuuent addresser contre celuy qui a prins les meubles.

POICTOV Tit.3. Art.241. Et si le suruiuant prend tous les meubles par don ou autrement, le creancier se pourra addresser pour tout, contre celuy, qui aura ainsi pris tous les meubles, & aussi pour la moitié contre l'heritier du premier mourant, soit Noble ou roturier, si bon luy semble.

Creancier cõtre qui se pourra addresser pour estre payé de son debte, son debteur & obligé mort.

ANGOVMOIS Chap.3. Art.44.p. *a Poictou.* Art.141. le crediteur en aura bonne action en tout, contre, &c. & si aura-il en la moitié, &c. *iusques a ce mot,* roturier, *inclus.*

BRETAGNE Tit.20. Art.430. Quand homme & femme mariez sont obligez en vn mesme contract, & chacun pour le tout, si on veut faire l'execution constant le mariage, elle doit estre faite sur les biens du mary tout premier, tant qu'ils pourront fournir, parauant que les heritages de la femme y courrent: nonobstant lettres ne obligations que la femme ait fait ou donné sur elle ne sur ses hoirs ne sur ses biens. Art.431. Et † si la femme estoit obligee à aucun, &

Execution sera faite pre-

Source : BIU Cujas

mierement sur les biens du mary, auant que sur biens de la femme, ores qu'ils soient en vn mesme contract obligez pour le tout.

† *Cest Art. 431. reforme l'Art. 412. ancien.*

Argent de la vente de l'heritage vendu par la femme, pour estre employé en l'acquit de ses debtes, ne peut estre employé en l'acquit de celles du mary, iusques à ce que celle du mary soit paiee.

Femme à son recours contre les heritiers de son mary.

En Heritages main-fermes n'y a prerogatiue, pour le fait des Successions sauf le droict de maisneté.

En Heritages de main ferme la femme est aussi bien acquestereſſe que le mary: & en demoure le suruiuant proprietaire de la moitié, & vsufructuaire de l'autre moitié: & apres leur decés leur moitié de chacun coſté tient coſte & ligne.

Acquesteurs quand apres l'an sont reputez pour saisis & adheritez.

Heritages eschangez sont reputez de telle nature que ceux donnez en contr'eschange: fors quand il y a soulte de deniers.

Acqueſt de terres de main-ferme se peuuēt conditionner fors que le mary & la femme ne les peuuent conditionner l'vn sans l'autre: & telles conditions n'empeschent les acqueſteurs d'en diſpoſer.

Acqueſts faicts à grace ou faculté de les retirer, eſtant reſcous, les deniers seront departis entre les heritiers & le suruiuant, s'il y a Communauté de biens.

euſt auparauant ſe marier, vendu ſon heritage pour ſ'acquiter, nonobſtant que l'heritage fut conuerty en meuble, ne ſeront les deniers employez en l'acquit des debtes du mary: encores qu'il fut obligé à autres auparauant, iuſques à ce que la debte à laquelle ladite femme eſt obligee, ſoit entierement payée. Art. 434. Si la femme auparauant le mariage eſtoit obligee, le creancier apres la diſſolution du mariage, ſe pourra addreſſer à elle pour ladite debte: ſauf à elle ou à ſes heritiers ſon recours à l'encontre des heritiers du maty, pour autant qu'ils y ſeront tenus.

V. CAMBRAY Tit. 2. Art. 1. Tous heritages & biens immeubles, qui ne ſont Fief, ſont communement appellez, reputez & tenus heritages main-fermes: b eſquels en ſucceſſion n'y a nulle prerogatiue entre les heritiers en meſme degré, ſoient maſles ou femelles: ſauf le droict de maiſneté entre pluſieurs enfans d'vn premier & noble mariage. Art. 2. Si l'homme conſtant ſon mariage acqueſte terres, rentes ou heritages de main-fermes au pays de Cambreſis, & en prenne la ſaiſine & adheritance, ſans ſa femme: ladite femme en eſt acquereſſe, ſaiſie & adheritee auſſi bien que ſon mary, par eux & le dernier viuat d'eux deux, en iouyr en totalité tout le cours de ſa vie, comme pareillement l'homme eſt reputé acqueſteur & ſaiſi de l'heritage acqueſté par ſa femme ſeule. Art. 3. Car de tous acqueſts d'heritage de main-ferme en ce pays de Cambreſis, faits par deux conioints ou l'vn d'iceux conſtant leur mariage, le ſuruiuant en demeure proprietaire de la moitié, & vſufructuaire de l'autre moitié, ſi par les deux conioints en acqueſt faiſant n'en eſt autrement diſpoſé. Art. 4 Et apres leur treſpas, la moitié de leurſdites acqueſtes de main-ferme doit tenir coſte & ligne de l'homme, & l'autre moitié coſte & ligne de ſa femme. Art. 5. Quand d'vn heritage main-ferme acqueſté par achat, donation pure & ſimple, ou eſchange, apres que le vendeur, donateur ou eſchangeur, en eſt deſ herité & deſſaiſi en main de Loy, l'acqueſteur ne prend par Loy, l'adheritance: mais le laiſſe en main de Loy, l'eſpace d'vn an ou plus ſans denommer command é preſent Loy: en ce cas ledit acqueſteur en eſt par la Couſtume apres l'an expiré, tenu & reputé pour ſaiſi & adherité à lealle acqueſte. Art. 6. Heritages eſchangez but à but ſans ſoulte & ſans fraude, ſont tenus & reputez en ſucceſſion de telle nature, cõme ceux qui ont eſté baillez en eſchange: mais ſ'il y a ſoulte de deniers, doiuent eſtre acqueſtez *pro rata*. Art. 10. Terres & heritages de main-ferme en acqueſt faiſant, & prenant l'adheritance & non depuis, ſe peuuent conditionner à la volonté & plaiſir des acqueſteurs. Art. 11. Neant-moins l'homme ne peut ſans la femme, n'y la femme ſans ſon maty conditionner leurs acqueſts. Art. 12. Toutesfois les conditions appoſees par les acqueſteurs, en faiſant acqueſt d'heritages main-ferme, n'empeſchent point qu'iceux acqueſteurs n'en puiſſent par apres autrement diſpoſer.

ANIOV Tit. 14. Art. 290. Si tels acqueſts faits durant & conſtant le mariage des conioits, à grace ou faculté donnee de les retirer & reſcoſſire, qui dure encores au temps du decés du premier decedé, & durant le temps d'icelle grace ou faculté, l'acqueſt ſoit reſcous & l'argent rapporté, ledit argent ou deniers, que leſdits acqueſts auroient couſté, ſera departy entre les heritiers du premier treſpaſſé & le ſuruiuant, s'il y a Communauté de biens entre leſdits conioincts. Art. 291. L'argent de l'acqueſt fait à grace ou faculté de reſcoutre par le mary ou ſa femme auant leur mariage, rapporté apres le decez de l'acquereur d'iceux cõioints, par vertu d'icelle grace à ſes heritiers, ſera entre eux & le ſuruiuant deſdits conioints departy par moitié, ſ'il y a eu Communauté entre le mary & ſa femme. Et ſemblablement ſi au temps que l'argent eſt rapporté par vertu de ladicte grace ou faculté, & durant icelle leſdits conioints ſont tous deux morts, ledict argent ſera departy par moitié entre les heritiers deſdits cõioints defuncts, s'il y a eu Communauté, comme deſſus. Art. 292. Deniers rendus ſans fraude par vertu de la grace donnee ou ralongee, ou par Retraict lignager ou Feodal, ſe depar-

b Heritages main-fermes ſont tous heritages qui ne ſont fiefs comme explique ceſt Art & deſquels faict ſouuent mention ceſte Couſtume, & ceiles de Hainaut Chap. 69. & 77. qui dit heritages tenus en main ferme, ou bien de main-ferme. Hainaut Chap 77. 80. & 84 Mons Chap. 4. 7. 12. 20. & 21. Ces heritages ſont chargez de rente non ſuiets à droict de Retenue, cõme les Fiefs & heritages Cenſuels. Aucuns eſtiment que tels heritages ſont diff ens des Alleuz. Le Bouteiller en la Somme Rurale, dit que les heritages de franc-Aleu ſont auſſi de main ferme & en vn autre lieu, Que l'heritage de main-ferme eſt en rẽte: & que la terre tenue en main ferme, eſt appellee terre renteuſe. Et au titre du droi de Viuelotte, il tient que terres ou heritages tenues en cotterie ſe nomment auſſi terres de main-ferme. Artois Art. 136. mis cy deſſus en ceſte Addition nombre 1. Voyez l'Indice des droicts Royaux.

c C'eſt à dire celuy qui a mandé ou donné charge d'acquerir ou acheter. Artois. 192. & 193.

Source : BIU Cujas

Deniers rendus sans fraude pour grace donnee ou ralongee, ou par Retraict lignager ou Feodal sont commans entre deux conioints.

tiront par moitié entre le suruiuant des deux conioints par mariage, & les heritiers du trespassé. Art.293. Si Retraict lignager ou Feodal estoit fait durant la grace ou faculté donnee ou retenue de rescourre iceux acquests, ledit Retraict lignager ou Feodal ne pourra estre faict qu'à la charge d'icelle grace ou faculté.

Le Maine, Tit.15. Art.305. Si en tels, &c. p. à l'Art.290. d'*Anjou*. Art. 306. p. à l'Art 291. d'*Anjou*. Art.307. p. à *Anjou*. Art.392. heritiers du trespassé. Autre chose est quand les prochains lignagers du vendeur, qui ont faculté de retraire les choses vendues par leur prochain dedans l'an & iour de la grace faillie: retirent les choses vendues par leurs parens, ou le S. de Fief par puissance de Fief. Car en iceluy cas le suruiuant desdits espoux acquereur iouira de tout l'argent du Retraict: c'est à sçauoir moitié à viage, dont il baillera caution de le rendre aux heritiers, & l'autre moitié comme du sien propre. Art.308. p. à *Anjou*. Art.293.

VI. Valanciennes Tit.5. Art.62. Vn mary ayant enfant legitime ne peut vendre les heritages de sadite femme longuement, si qu'il ait heritages à luy appartenantes ou rentes heritieres: mais seront les biens dudit mary prealablement vendus. Tit.6. Art.85. Deux conioints alliez en premieres nopces, estans heritiers d'aucuns heritages patrimoniaux ayans enfans ou enfans d'enfant ne peuuent vendre lesdits heritages, n'est pour payer pension ou debte contractee constant leur mariage, & que à ce lesdits heritages soient especialement rapportez pardeuant la Iustice dont ils sont tenus, & que de ce il appert par lettres. Art.86. Apres que le trespas de l'vn des conioints par mariage ayans delaissé enfans nez & procedans de leal mariage, le suruiuant ne peut vendre, rapporter ne obliger les heritages patrimoniaux, soit qu'ils procedent de son costé, ou du costé du trespassé, & n'en est que viager.

Anjou Tit.16. Art.336. Quand le mary vend l'heritage de sa femme de son consentement pour acquiter les propres faicts & debtes personnelles du mary creez parauant le mariage, le mary la doit recompenser sur ses heritages d'autant & semblable valeur, & non plus. Car la recõpense doit estre egale. Et pource quand il en est question, conuient monstrer l'heritage auoir esté vendu la valeur de la recompense, & la debte veritablement auoir esté deuë & cree parauant ledit mariage: & semblable recompense doit faire la femme au mary.

Le Maine, Tit.17. Art.348. Le mary ne peut vendre l'heritage de sa femme, sinon du consentement d'elle & auec decret de Iustice, pour acquiter les propres faits & debtes du mary parauant leur mariage: auquel cas le mary peut recompenser, &c. p. à *Anjou*. Art.336. veritable auoir, &c. peut faire, &c.

Sedan Tit.6. Art.120. Depuis que deux personnes sont fiancees, ils ne pourront aliener leurs heritages & biens immeubles sans le consentement & au preiudice l'vn de l'autre, pour euiter à ce que depuis les fiançailles se face aucune alienation en fraude de l'vn ou l'autre des futurs conioints.

Bayonne Tit.9. Art.41. Si le mary se constitue plege pour autruy, les biens de la femme ne peuuent estre aucunement obligez pour telle plegerie, ne les biens du mary, si la femme se constitue plege pour autruy. Art.42. Le mary ou autre qui a assigné ne peut vendre n'autrement aliener, sans le consentement de la femme, les biens immeubles, sur lesquels il a assigné le Dot de la femme, ou autrement les y a monstrez en faueur de mariage: n'aussi les biens appartenans à sadite femme, à elle obuenus de ligne ou papoage par droict de succession generale ou particuliere: & mesme decision est gardee en biens assignez pour donation pour nopces.

La Bourt, Tit.9. Art.6. Le mary ne peut faire aucune vente n'alienation de biens assignez au mariage, si la femme ny consent: n'aussi la femme, sans le consentement du mary. Art.7. Mais ladite assignation finie, si ce sont acquests, les premiers acquerans ou leurs heritiers en peuuent disposer à leur volonté, cõme auparauant ladite assignation. Art.8. Si n'est qu'il y eust aucuns pactes en faisant ladite assignation au contraire: lesquels doiuent estre obseruez & gardez.

Sole Tit.24. Art.5.6.& 7. p. à *La Bourt*.6.7. & 8. sont biens de conqueste, &c.

Bretagne Tit.20. Art.471. La † femme a la saisine des choses, qui viennent deuers elle & de la moitié des conquests, que le mary a fait constant le mariage d'entr'eux & du tiers de la terre du mary durant la vie d'elle, apres le decés

Retraict lignager ou Feodal des acquests ne peut estre faict qu'à la charge de la grace ou faculté.

Mary ne peut vendre les heritages de sa femme, s'il y a enfant legitime: & seront les fiés premier vendus

Deux conioints ne peuuẽt vendre les heritages patrimoniaux: sinõ pour pension ou debte.

Mary doit recompenser sa femme des heritages propres vendus de son consentement, pour les debtes personnelles & propres faicts du mary auant le mariage, & semblable recõpense sera faite par elle au mary.

Alienation ne peut estre faicte apres les fiançailles sans le consentement des personnes fiancees.

Mary estãt plege pour autruy, ne peut obliger les biens de la femme.

Mary ou autre ne peut vendre les biens sur lesquels le Dot de la femme ou Donation pour elle est assigné ny les biens de la femme a elle obuenus par succession.

Source : BIU Cujas

Mary ou femme ne peuuent aliener les biens aſſignez ſans le conſentement.
Aſſignation eſtant ſinte, les biens aſſignez peuuent eſtre vendus, s'il n'y a paction au contraire.
Femme a la ſaiſine des choſes propres, de la moitié des Conqueſts & du tiers de la terre de ſon mary.
† *Le commencement de ceſt Art. 471. qui eſtoit le 444. ancien a eſté employé en l'Art 469. cy deſſus.*

Femme ou ſes heritiers recouura les biens alienez par ſon mary, dont elle eſtoit ſaiſie.

Homme ou femme, ayãs enfans d'autre mariage, ne peuuẽt vẽdre, charger, donner ny aliener leurs heritages, ſans le cõſentement des enfans eſtans en aage competent ou de leurs Tuteurs ou Curateurs en preſence de Loy auec decret de Iuſtice: ſ'il n'y a cõtention au contraire, ou que ce ſoit acqueſt fait en viduité.

Homme ou femme ne peuuent l'vn ſans l'autre, vendre, aliener ne diſpoſer de leurs heritages.

Aſſignal acquis appartient à la femme, en affermant par le mary lors de l'acquiſition.

Recompenſe promiſe à la femme par le mary pour la vente de ſon heritage lors du contract eſt bõne: mais faicte long tẽps apres ne preiudicie aux heritiers.

Des deniers donnez à la charge de les employer en heritage.

†† *C'eſt Art. 111. eſt accordé pour auoir lieu à l'aduenir.*

Deniers nõ employez en

cés du mary, & de l'autre heritage, ou il auroit droicture, ſi elle ne perd de ſon aſſentement ou par ſon faict. Art. 472 Et à ce moyen le temps luy eſt reſerué apres la mort du mary ou aux hoirs d'elle apres ſa mort pour recouurer les choſes ſuſdites, ſi le mary les a alienees ſans le conſentement d'elle.

CAMBRAY Tit. 7. Art. 20. Homme ou femme aiant enfans ou enfans viuant du precedent mariage briſé & ſeparé, ne peut valablement vendre, charger, dõner ny autremẽt aliener ſes heritages tãt Fiefs, que mainfermes, n'y aucunemẽt en diſpoſer: ſinon du libre conſentement, comparence & deuoirs de Loy actuels & perſonnels de tous les enfans, eſtans en aage competent & à ce libres & habilles, ou de leurs Tuteurs ou Curateurs auec legitime decret de Iuſtice, n'eſtoit qu'il y ait par les lettres d'acqueſt ou de rapport fait par les deux cõioints cõditiõ au contraire, ou que ſoit acqueſt fait en viduité. Art. 21. Mais ſi les enfans, deſquels le conſentement eſt requis, eſtoiẽt auſſi eux meſmes aſſeruis d'enfans de mariage briſé & ſeparé, leſdits enfans ne ſeroient habiles à conſentir & faire les deuoirs de Loy, ſans le libre conſentement, comparence & deuoirs de leurſdits enfans comme deſſus. Art. 22. Neant-moins ſi depuis ladite alienation faite par perſonne ainſi aſſeruie, tous leſdits enfans alloient de vie à treſpas deuant luy, telle alienation ſeroit reualidee & ſortiroit effect par le decés deſdits enfans. Art. 23. L'homme ou la femme conſtant leur mariage, ne peuuent l'vn ſans l'autre valablement vendre ny autrement aliener ny charger ou diſpoſer de leurs heritages tant Fiefs que main-fermes de quelque coſté qu'ils viennent ſoit qu'ils ayent enfans ou non.

NIVERNOIS Chap. 23. Art. 32. L'heritage acquis par le mary pour l'aſſignal des deniers ſortiſſans nature d heritage de ſa femme, appartiendra à ſa femme, en affermant par le mary lors de l'acquiſition & par le contract d'icelle, icelle acquiſition eſtre faite pour ledit aſſignal.

SENS Tit. 24. Art. 286. Si l'homme vend l'heritage de ſa femme, & en la vendition faiſant & auparauant icelle, il luy promet la recompenſer ou luy acheter autant d'heritage: telle promeſſe & compenſation vaut. Mais ſi par long traict de temps apres, il faiſoit ladite promeſſe, elle ne preiudiciera en rien à ſes heritiers.

AVXERRE Tit 9. Art. 198 p. à *Sens.* recompenſer, &c. promeſſe vaut. Mais ſi par long temps, &c.

LAON Tit. 11. Art. 111. Et †† ſi les deniers ont eſté baillez au mary, à la charge de les employer en heritage au profit de ſa femme, pour luy eſtre propre & ſ'il ne l'a fait durant & conſtant le mariage, apres la diſſolution d'iceluy, ladite femme ou ſes hoirs prendront ſur la maſſe du bien commun, leſdits deniers baillez pour faire ledit employ Et où les biens de la Communauté ne ſuffiroient, ſeront prins ſur les propres du mary, ſans aucune confuſion pour ce regard: & ſeront leſdits biẽs dudit mary hypothequez du iour des deniers à luy baillez pour faire ledit employ.

CHALONS Tit. 6. Art. 32. Si † aucuns deniers ſont donnez en mariage à vne fille ou femme, à la charge d'eſtre employez en heritages au profit d'elle, par ſon mary, pour luy ſortir nature de propre, ſi le mary n'employe leſdits deniers, conſtant ledit mariage, * apres la diſſolution dudit mariage, elle ou ſes heritiers doiuent prendre, auant partage faire, ſur les biens de la Communauté, leſdicts deniers entierement, ſi la Communauté le peut porter. Et où elle ne le pourroit porter, ſe doit prendre le ſurplus ſur le propre & naiſſant dudit mary ou de ſes heritiers, qui a deu faire ledit employ, & ſans en faire aucune confuſion pour ce regard.

S. QVENTIN Tit. 1. Art 9 Si par traicté de mariage les parens de la fille donnent quelque ſomme d'argent à charge & ſous promeſſe expreſſe faite par le futur mary, d'employ, & le tout, partie ou portion en terres & heritages, pour eſtre propre & tenir coſté & ligne à ſa future eſpouſe, ſi ledit mary a receu ledit argent, & ne l'a de ſon viuant employé en heritage, ſes heritiers ſont tenus rendre à ladicte femme, la ſomme qui ſe deuoit employer, comme tenant nature d'heritage, ſans en rien deduire ne defalquer, pour ſa moitié & part, à cauſe des

Source : BIU Cujas

propre heritage ſont repris ſur la maſſe des biens, & en defaut de ce, ſur les propres du mary : qui à ce ſont hypothequez.
† *Ceſt Art. 32. eſt de nouuel introduit ſans preiudice du paſſé.*
* Aliàs, *conſtant ledit mariage, ou en iceluy faire, attendant la, &c. P. V.*

biens & debtes, qu'elle aura eu par droict de Communauté. Art. 10. Et combien que la femme apres le treſpas de ſondit mary renõce aux debtes & communauté de biens d'entre luy & elle, ſelon que deſſus : toutesfois les heritiers d'iceluy mary ſont tenus de rendre à ladite femme & luy payer ladite ſomme ſuiette à employer pour elle en acqueſts, comme deſſus. Art. 11. Mais ſi ledit mary auoit mis à part ledit argent par luy receu, pour employer en heritage, comme dit eſt, ou pareille ſomme, en intention de faire ledit employ, & l'euſt declaré preſens gens ou par eſcrit : & neant-moins ſadite femme n'euſt prins que la moitié dudit argent & de tous les meubles delaiſſez par le treſpas dudit mary : en ce cas elle n'auroit action contre les heritiers que pour l'autre moitié. Art. 12. Si la vefue d'vn homme Noble prẽd apres le treſpas de ſon mary, tous les meubles & debtes communs : & ce faiſant prend ledit argent ainſi mis à part, pour employer en heritages par elle : audit cas n'en peut iuſques à la ſomme par elle prinſe, aucune choſe demander aux heritiers de ſondit mary : combien que leſdits meubles luy appartinſſent par priuilege de Nobleſſe. Car tel argent ainſi mis à part & diſpoſé pour faire ledit acqueſt, eſt ſubrogé au lieu & tient nature dudit employ.

RIBEMONT Tit. 9. Art. 91. La femme peut reprendre les deniers que ſon mary eſtoit tenu de remployer en heritage qui eſtoit propre à elle, au cas qu'elle ait renoncé à la Communauté, & ſe prendra le tout ſur la part & portion du mary. Mais prenant part en Communauté, les deniers de l'employ ſe prennent ſur la maſſe : enquoy y a confuſion ſur la part de ladicte vefue : & le ſurplus ſe prend ſur les propres du mary.

PERONNE Tit. 5. Art. 130. Quand au traicté de mariage, les parens de la femme ont donné & deliuré au mary aucune ſomme de deniers, auec charge expreſſe de l'employer ou partie d'icelle, en achat de rente ou heritage, pour eſtre propres à ladite femme, ſi ledit argent n'a eſté employé & ne ſe trouue en eſpece au iour du treſpas du mary, pour eſtre rendu à la femme, ladite femme peut contraindre les heritiers du mary à luy rendre & payer leſdits deniers par elle baillez & non employez, ou bien rentes & heritages de ſemblable value : & neantmoins prendre ſa part & moitié de tous les autres meubles, ſans aucune confuſion : & auſſi ſa part des acqueſts, ſur iceux acqueſts toutesfois precompté ce qui luy doit eſtre baillé pour ſon employ. Art. 131. Et ſi leſdits deniers ſe trouuent en eſpece & nature deſtinez pour eſtre employez, ſoit en la poſſeſſion du defunct ou autre perſonne, ladite femme les doit auoir entierement, & partir par moitié aux autres biens meubles, deniers & debtes actiues delaiſſez par ſon mary. Art. 132. Et au cas qu'elle renonce à la Communauté, peut neant-moins prendre les deniers trouuez en nature : & ſ'ils n'y ſont, cõtraindre l'heritier à luy en faire payement, ou luy bailler rentes ou heritages de pareille valeur, nonobſtant ladite renonciation. Art. 133. Mais ſi ladite femme ſuccedoit en tous meubles par vertu de Couſtume ou diſpoſition du mary, leſdits deniers demeurent confus en elle, & ne le peut recouurer ſur l'heritier de ſon mary. Art. 135. Les immeubles & heritages du mary ſont obligez & hypothequez au fourniſſement & entier accompliſſement des conuentions matrimoniales & remplois, qu'il eſt tenu faire pour ſa femme, du iour & date du contract, ſans †† autre Nantiſſement & miſe de faict. Art. 136. Et † ſi le mary n'auoit aucuns immeubles au iour de ſon treſpas, ains ſeulement meuble : ſon heritier ne prendroit leſdits meubles, ne partie d'iceux, que ladite femme n'ait en premier lieu & par preciput les bagues & ioyaux & autres choſes qu'elle doit auoir, & qu'elle ne ſoit ſatisfaite ou deuëment aſſeuree de ce qui luy auroit eſté promis & accordé par le contract de mariage.

DVCHE de Bourg. Chap. 4. Art. 23. Deniers de mariage aſſignez ou promis d'aſſigner & qui ne ſont payez, emportent arrerages : c'eſt à ſçauoir de dix pour cent dés le terme paſſé, qu'ils ſont promis de payer : & ſ'il n'y a point de terme declaré, deſlors que le debteur des deniers ſera ſuffiſamment interpellé. Article vingt-quatrieſme. Deniers de mariage qui ne ſont ameublis, & qui ſont aſſignez ou promis d'aſſigner, ſont heritages pour la femme & pour ſes heritiers.

COMTE de Bourg. Chapitre 2. Art. 31. p. *au Duché.* Article 23. payez

Femme en quel cas a recours contre les heritiers de ſon mary pour la moitié des deniers de l'employ mis à part par le mary, ſi elle en a pris la moitié, & ſi la vefue Noble le prend entierement, n'en peut rien demander.

Argent mis a part pour eſtre employé en heritage, tient nature dudit employ.

Deniers de l'employ ſeront rendus à la fẽme, ſi elle à renoncé à la Cõmunauté, & ſe prendrõt ſur la part du mary: ſinon ſur la maſſe de la Communauté.

Deniers de l'employ ſeront rendus ſans aucune confuſion: ſinon pour acqueſts.

Deniers deſtinez pour l'employ ſeront rendus entierement

Femme ſuccedant en tous meubles par Couſtume ou diſpoſition du mary, ne peut recouurer les deniers de l'employ eſtant en eſſence.

†† *Ces mots, ſans autre, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à Peronne & Roye, ſans preiudice du paſſé.*

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art.136.qui eſtoit ancien audit Mont-didier, a eſte de nouuel introduit pour le regard des Preuoſtez de Peronne & Roye.*

Heritier ne doit prendre les meubles, s'il n'y a que meubles, ſinon que la femme ait eu les bagues, ioyaux & autres ſes conuentions matrimoniales.

Arrerages de deniers de mariage aſſignez ou promis d'aſſigner, à dix pour cent, de quel iour courent.

Deniers de mariage non ameublis, ſont heritages.

Deniers de mariage nõ employez ſur quels biens ſe doiuent prendre.

Arrerages.

Arrerages de deniers de mariage pour le payement d'iceux.

†† *Ceſt Art. 375. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

Meubles eſcheus à la femme conſtant le mariage, ſont au mary, à la charge d'employer la moitié en heritage ou rente, s'ils excedent la moitié du don mobil fait au Mary peut recõpenſer ſa femme de la vente de ſes heritages, ſans fraude ou deſguiſement.

Reſtabliſſement cõme doit valoir.

Heritage acquis des deniers du mariage ſortiſſans nature d'heritage, ou les deniers non employez ſeröt rendus & pris ſur la maſſe de Communauté.

Quelle ſomme doit ſortir nature d'heritages entre Nobles ou non nobles, s'il n'eſt diſpoſé par le contract.

† *Ces mots,* entre Nobles les deux tiers, & entre non nobles la moitié, *ont eſté accordez pour l'aduenir. Car auparauant n'y auoit difference entre les nobles & roturiers, & les deux tiers ſortoient nature d'heritage, & le ſurplus nature de meubles.*

ne ſeront, portent, &c. & entre autres à cinq pour cent, & commenceront à courir les arrerages depuis le iour que le payement ſera promis de faire: ou ſi le terme n'y eſt mis, depuis le iour de l'interpellation deuëment faite. Art. 32. p. *au Duché.* Art.24. donnez & conſtituez à la femme, aſſignez ou non aſſignez, ſont tenus & reputez heritage d'icelle femme & de ſes hoirs: ſ'ils ne ſont par conuenance meublez.

NIVERNOIS Chap. 23. Art. 17. Deniers de mariage ſortiſſans nature d'heritage, aſſignez ou promis d'aſſigner, ſont cenſez immeuble & heritage pour la femme, ſes heritiers ou ayans cauſe. Art.18. Deniers de mariage ſortiſſans nature d'heritage non employez ou aſſignez par le mary auant ſon decés ou de ſa femme, ſe prennent ſur les biens meubles ou conqueſts de la Communauté, auãt tout œuure. Et ſ'il n'y a aucuns meubles & conqueſts en la Communauté, ou ſ'ils ne ſont ſuffiſans pour le rembourſement des deniers, ils ſe prennent ſur l'heritage du mary, qui pour ce eſt hypothequé par la Couſtume: & portent arrerages à huict pour cent, à compter apres les ſommations de ce faites, iuſques à ce que le rembourſement ſoit fait, ſi autrement n'eſtoit conuenu. Art.19. Autre choſe eſt ſi la femme par conuenance expreſſe n'eſt commune en meubles & conqueſts auec le mary Car audit cas les deniers ſe prendront entierement ſur les meubles, conqueſts & heritages du mary par ordre. Art.20. En pareil cas ſi les parens de la femme ne payent les deniers de ſon mariage promis à certain iour, ils portent ſemblables arrerages que deſſus, à compter du iour eſcheu: & ſ'il n'y a iour, depuis les ſommations de ce faites, & iuſques au payement deſdits deniers, ſi autrement n'eſt conuenu.

NORMANDIE Chap.15. Art.375. Les †† meubles eſcheus à la femme conſtant le mariage, appartiennent au mary, à la charge d'employer la moitié en heritage ou rente, pour tenir le nom coſte & ligne de la femme: ſi tant eſt qu'ils excedent la moitié du don mobil, qui a eſté fait au mary en faueur de mariage. Art.396. Toutesfois le mary ayant aliené l'heritage de ſa femme, luy peut tranſporter du ſien pour recompenſe: pourueu que ce ſoit ſans fraude ou deſguiſement, & que la valeur des heritages ſoit pareille, & qu'il apparoiſſe de l'alienation du mary par contract authentique.

BAR Tit.7. Art.84. Reſtabliſſement fait par le mary à ſa femme, ne vaudra, ſi la promeſſe de reſtablir pour pareille ſomme, n'eſt faite par le contract de mariage ou auparauant la vendition des heritages de la femme, ou en paſſant icelle vendition ou dans vn mois apres. Tit. 10. Art. 132. Si en traictant aucun mariage, le pere ou mere ou prochain parent de la femme donne & deliure du mary vne ſomme de deniers pour emploier en acqueſt d'heritage ſortiſſant nature de propre à la femme & ſes heritiers, & il aduient que retour de mariage ait lieu: en ce cas le mary ou ſes heritiers ſont tenus rendre aux heritiers de ladite femme, les heritages qui auroient eſté acqueſtez des deniers dudit mariage, ou les deniers, ſ'ils n'auoient eſté employez: leſquels deniers ſe prendront ſur la maſſe de la Communauté auant partage faire.

BOVRB. Ch.20. Ar.221. Quãd par cõtract de mariage n'eſt cõuenu quelle partie de la ſõme accordee pour le dot de la fẽme doit ſortir nature d'heritage au profit de ladite femme: audit cas † entre les Nobles les ii. tiers, & entre les nõ nobles la moitié de la ſõme, ſortiſſent nature d'heritage au profit de la fẽme, & le ſurplus nature de meuble au profit des mariez. Mais quand il y a heritage & argent ou autre meuble enſemble, l'heritage eſt propre à la femme, & le meuble eſt cenſé meuble au profit deſdits mariez & de leur Communauté, ſi autremẽt n'eſt accordé. Ch.21. Ar.248. Si deniers de mariage, qui doiuent ſortir nature d'heritage, ne ſont employez auãt le treſpas du mary ou de la femme, ils ſe prendront premieremẽt ſur les meubles, & ſ'ils ne ſuffiſent ſur les cõqueſts. Et †† ſi les biens meubles & conqueſts ne ſuffiſent, ſur les propres heritages: & par faute de payement, * ſommations & proteſtations prealablement faites pardeuant Iuge competent, ſeront les heritiers tenus és dommages & intereſts de la femme.

XAINCTONGE T.8. Art.59. Toutes ſommes de deniers & autres choſes mobiliaires donnees en mariage par pere & mere ou autres parẽs d'vne fille, les deux parts deſdits deniers ſont reputez pour heritage, & la tierce partie pour meuble,

Source : BIU Cujas

†† *Ces mots, Et si les biens, &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez.*

* Alias, *Sommation, & proteſtation prealablement faite. P. V.*

Deniers promis en mariage, ſont heritage pour les deux parts, & la tierce pour meuble, ſi la fille renonce, autrement ſont meubles s'il n'y a conuention contraire.

là ou ladite fille renonceroit à l'heritage du pere & de la mere, ou n'auroit autres biens immeubles: & ſi elle ne renonçoit, leſdits deniers ſeroient cẽſez pour meuble: ſi ce n'eſt que ſoit dit du cõtraire par le traicté du mariage, lequel traicté eſt à garder en tout & par tout.

BRETAGNE Tit. 20. Art. 422. Le pere peut faire aſſiette de mariage de ſes filles en ſes conqueſts ſans le conſentement de ſa femme, & ſans qu'elle en puiſſe demander recõpenſe, ſi les filles ſont du mariage d'eux deux. Art 423. Et ſi le pere & la mere mariẽt leurs filles & d'vn cõmun aſſentemẽt l'aſſiette fut faite en la terre de la mere, la mere deuroit eſtre recõpenſee ſur la terre du pere, du ſurplus de ce que ne pourroit eſchoir à la fille par partage en la ſucceſſion † de la mere. Ar. 427. Les †† deniers dotaux baillez auec promeſſe d'aſſeoir ou de rendre, n'entrerõt en la Cõmunité. Et ſ'il y a promeſſe d'aſſiette, elle ſera faite & prealablemẽt priſe ſur le tout des acqueſts d'autant qu'ils en pourront porter. Et ſ'ils ne ſuffiſent, ſur les biens du mary. Et où il n'y auroit promeſſe que de rẽdre leſdits deniers, ils ſeront leuez ſur le tout des meubles: & où ils ne ſuffiroient: ſur les acqueſts: & ſ'ils ne ſuffiſent ſur les propres biens du mary, le tout au chois du debteur.

NORMANDIE Chap. 23. Art. 523. Brief d de mariage encombré, equipolle à vne reintegrande pour remettre les femmes en poſſeſſion de leurs biẽs, moins que deuëment alienez, durant leur mariage, ainſi qu'elles auroient lors de l'alienation, & doit eſtre intenté par elles ou leurs heritiers, dans l'an de la diſſolution du mariage: ſauf à eux à ſe pourueoir apres l'an & iour par voye de proprieté. Art. 524. Quand † le mary du conſentement de ſa femme, ou la femme de l'auctorité & conſentement de ſon mary, ont vendu & aliené, les contracts ſont bons & valables, & n'y ſont la femme ny ſes heritiers receuables, ceſſant minorité, dol, fraude, deception d'outre moitié de iuſte pris, forces, menaces, ou crainte telle, que peut tomber en l'homme conſtant. Car la ſeule e reuerence & crainte maritale n'eſt ſuffiſante. Art. 525. Si le Dot de la femme a eſté aliené en tout ou partie, & que les deniers ne ſoient conuertis à ſon profit, elle aura recompenſe du iuſte pris ſur les biens de ſon mary, du iour du contract de mariage & celebration d'iceluy. Art. 526. Et où la femme ne pourroit auoir la recompenſe ſur les biens de ſon mary, elle peut ſubſidiairement ſ'addreſſer contre les detenteurs dudit Dot: leſquels ont option de luy laiſſer, ou luy payer le iuſte pris à l'eſtimation de ce qu'il pouuoit valoir, lors du decés de ſon mary. Art. 527. Si le Dot a eſté vendu par la femme pour redimer ſon mary, n'ayant aucuns biens, de priſon de guerre ou de cauſe non ciuile ou pour la nourriture d'elle, de ſon mary, de ſes Pere, mere, ou de ſes enfans en extreme neceſſité, elle ne la pourra retirer: ſauf le recours de la femme ſur les biens du mary, ou il paruiendroit à meilleure fortune, & nõ ſur les biens des acquiſiteurs. Art. 528. Et quant à tous autres biens immeubles appartenans aux femmes, autres que leur Dot, ſoit à droict de ſucceſſion, donation, acquiſition ou autrement, s'ils ſont alienez par la femme & le mary enſemble, ou par la femme, du conſentement & auctorité de ſon mary, & que l'argent prouenant de la vente n'ait eſté conuerty au profit de la femme, comme deſſus eſt dit, elle doit auoir ſa recompenſe, ſur les biens de ſon mary: mais l'hypotheque prend ſeulement pied du iour de l'alienation: & où le mary ſeroit non ſoluable, ſubſidiairement contre les detenteurs deſdits biens: leſquels en ſeront quittes, en payant le iuſte pris d'iceux, eu eſgard à ce qu'ils valloient lors du contract.

REIMS Tit. 9. Art. 264. Si †† le mary durãt le mariage par faute de ſoin, diligence ou bon gouuernement f à laiſſé venir l'heritage de ſa femme en friche, fauart ou ruine, où a fait demolir les baſtimens eſtans ſur leſdits heritages: ledict mary ou ſes heritiers ſeront tenus remettre & reſtablir leſdits heritages & baſtimens en l'eſtat qu'ils eſtoient, quand il les receut.

MONTARGIS Chapitre huictieſme. Article douzieſme. Tous baſtimens en heritages roturiers & cenſuels propre de l'vn des conioints par mariage, ſont communs entre eux, en tembourſant par celuy à qui n'eſt la proprieté ou ſes enfans & heritiers, la moitié de l'eſtimation & valeur du fonds de l'heritage, ou aura eſté faict ledict baſtiment, pour en iouyr commodement. Toutesfois apres le treſpas de l'vn deſdicts conioincts, il

Pere peut aſſigner le mariage de ſes filles ſur les cõqueſts ſi elles ſont de meſme mariage.

† *Les mots anciens, comme ſi elle eſtoit eſcheus, ont eſté rayez de ceſt Art. 423 qui eſtoit le 405. Art. ancien.*

†† *Ceſt Art. 427. a eſté de nouuel adiouſté.*

Deniers baillez auec promeſſe d'aſſeoir, ne ſont commũs

Deniers baillez auec promeſſe d'aſſeoir ou de rendre ſur qui ſe prendrõt

Brief de mariage encombré equipollé à vne reintegrande.

Contracts de vente ou alienation faicte du conſentement des conioints, ou de la femme auec l'auctorité de ſon mary ſont bons.

† *Ceſt Art. 524. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Quelles cauſes ſont bonnes pour faire caſſer vn contract de vente ou alienation.

La reuerence ou crainte maritale n'eſt ſuffiſante pour faire caſſer vn contract.

d Le Bref de mariage encombré eſt vne voye poſſeſſoire & equipolle à vne reintegrande ou bref de nouuelle deſſaiſine, & s'intente dans l'an & iour de la diſſolution du mariage, c'eſt vne action & clameur pour les choſes alienees par le mary du conſentement de ſa femme & ſans iceluy, & l'en a ledit mary deſſaiſie.

e La femme doit vne reuerence & reſpect à ſon mary. Reuerentia recepta maritis exhibenda eſt. Vlp. l. 14. D. Sol. matr. & de laquelle Ariſtote faict mention au premier de ſes Oeconom. & Plutarque au liure des preceptes communs aux maris & fẽmes. Mais ceſte reuerence ne ſuffit pour faire caſſer le contract & eſt neceſſaire que l'vne de ces cauſes y ſoit expreſſement. Dolus enim omnem reuerentiam tollit L. 17. §. 1. D. ſol. mat. l. 17. D. de iure dot. l. 1. C. vbi ſenat. vel clariſſ. & in l. vn. §. 7. C. de rei vx. act. Bald. ad l. 6. C. de his quæ vi metuſ ue cauſa, & ita paterna etiam reuerentia, vt maritalis, non eſt ſpecies metus Libr.

Source : BIU Cujas

Femme aura recompense du iuste pris de la Dot alienee sur les biens de son mary: & a defaut de ce, s'addressera contre les detenteurs.

Dot en quels cas peut estre alienee par la femme sans la pouuoir retirer sinon contre les heritiers du mary.

Femme en la vente d'autres biens immeubles, autres que leur dot, si l'argent n'a esté conuerty à son profit, doit auoir sa recompense sur les biens de son mary: & à faute de ce, contre les detenteurs.

Mary tenu de remettre les heritages de la femme, en l'estat qu'il les a receus.

†† *C'est Art. 264. est de nouuel introduit: & l'ancienne Coustume abrogee: par laquelle le mary ou ses heritiers n'estoient tenus sinon des demolitions par ledit mary faites des bastimens, estans sur les heritages de sa femme.*

Bastimens en heritages roturiers & Censuels sont communs, ores que lesdits heritages soient propres des l'vn conioints: & a le survuuant ou ses heritiers le chois de rendre l'estimation de la moitié.

26. §. 1. D. de stipul. ser. l. 22. D. de ritu nupt. Au reste il a esté iugé par Arrest prononcé en robbes rouges le 11. iour d'Auril 1571 que la femme & son mary au nom de ses enfans, peuuent renoncer au Doüaire Coustumier, pour deliurer le pere de prison, lequel est

recité par Charondas vi. des Resp. 28.

f La raison de cest Art. 264. depend de ce qu'il a esté dit cy dessus, que le mary a le gouuernement des heritages de sa femme, & en faict les fruicts siens.

sera au chois & election du proprietaire s'il suruit, ou ses enfans & heritiers, de rendre l'estimation de la moitié desdits biens.

Meliorations seront recouuertes en faisant restitution.

S. Sever Tit. 11. Art. 16. Si le mary auoit melioré les biens immeubles à luy baillez pour le Dot de sa femme, peut recouurer les meliorations, en faisant la restitution, si c'est nouueau plaid ou nouueau edifice.

Reparations raisonnables estant faictes, cõme recouurira les droicts de sa succession.

Bovrdeavx Chap. 4. Art. 51. Si le mary durant le mariage a fait aucunes reparations raisonnables és maisons & autres heritages de sa femme, afin d'auoir plus grands louages, du consentemẽt de sa femme ou poursuit par Iustice les droicts & succession de la femme: le mary recouurera les frais & mises qu'il aura faict, apres le decés d'elle, és cas, où les biens d'elle doiuent retourner aux prochains parens de la femme.

† *Cest Art. 602. est pris du 375. Art. ancie.*

Bretagne Tit. 23. Art. 602. Et † si le mary fait maisons & edifices en l'heritage de sa femme, pourueu que ce soit en Fief Noble, n'y prendront rien le mary ne la femme. Art. 603. Quand l'homme fait edifice †† de neuf en son heritage, ou en l'heritage de la femme: pourueu que l'heritage soit partable, si l'heritage est au mary, les hoirs de sa femme y doiuent prendre la moitié † par estimation, apres le decés de luy, ainsi que les choses seront appreciees, comme pierre en monceau, & le bois en autre matiere, comme à les emporter du lieu, sans compter autre façon. Et si †† l'heritage est à la femme, les hoirs du mary, y prendront à la raison cy dessus.

†† *Ce mot, neuf, est de nouuel adiousté.*

† *Ces mots, par estimatiõ, ont este adiouster.*

†† *Ces mots, Et si l'heritage &c. ont este de nouuel adiouster à cest Art. 603. qui estoit le 536. lequel a esté rayé depuis ce mot, façon, comme inutil: & ont este ce faisant rayer les 374. & 375. anciẽs: lesquels ont esté mis en cest Art. 603.*

VII. Lille Tit. 1. Art. 24. g Reparation d'homicide doit competer & appartenir, si comme en cas que l'homicidé fut marié, la moitié à sa vefue, soit qu'elle demeure aux biens & debtes d'iceluy, ou y renonche: & l'autre moitié aux enfans, s'aucuns il en delaisse: & en faute desdits enfans, ladite autre moitié appartient aux plus prochains parens habilles à succeder és meubles d'iceluy. Et si ledit homicidé n'estoit marié, ladite reparation appartient ausdits plus prochains parens habilles à succeder esdits meubles: le tout sans charge de debtes, & ayant regard aux parens, tels qu'y seroient viuans au iour de l'homicide commis.

Reparation ou interest ciuil à qui doit appartenir.

g La reparation ou interest ciuil se doit adiuger à ceux, qui ont interest en la mort ou homicide, comme aux enfans de celuy qui est occis, à sa femme ou autres plus prochains parens. Quand le defunct a delaissé femme & enfans, les enfãs ont les deux tiers de la reparation adiugee, & la fẽme le tiers, ainsi qu'il a esté souuẽt iugé par Arrest de la Cour.

Cambray Tit. 12. Art. 16. Les deniers de la paix d'vn homicide, ne sont suiets à payer les debtes de l'occis: & appartiennent la moitié à la vefue, & l'autre moitié aux hoirs plus prochains de l'homicidé, s'il estoit marié: autremẽt le tout appartient à ses hoirs.

La Salle de Lille, Tit. 2. Art. 57. p. *à Lille.* Art. 24. compete & appartient en cas, &c. s'aucuns en delaisse, &c. aux prochains, &c. appartient à sesdits plus prochains parens en ligne directe. Et en faute de ligne directe, icelle appartient, si cõme la moitié, contre ladite vefue, ou la totalité se vefue n'y auoit, au plus prochain masle. Et en faute de masle en pareil degré, à l'aisnee femelle habille à succeder, sans charges des debtes, en ayant regard aux parens viuans au iour dudit homicide commis.

Cõioints par mariage comme peuuent estre contraints à payer la reparatiõ ou interest ciuil.

Anjou Tit. 9. Art. 145. La h partie blessee ou autrement endommagee par crime ou delict par personne mariee, se pourra addresser sur les meubles communs des deux cõioints, s'ils ou l'vn d'eux ont delinqué, & sur les fruicts de leurs heritages, s'ils ont esté par an & iour ensemble en leur mariage, parquoy y ait Cõmunauté: auquel cas la reparation & dommage se prendront seulemẽt sur la partie des biens du delinquant. Toutesfois apres le delict commis & perpetré par l'vn des conioints par mariage, celuy qui n'auroit aucunement delinqué, pourroit requerir à Iustice que les biens de la Communauté fussent inuẽtoriez & separez, & que la partie blessee fut desdommagee sur la part du delinquant: & pourra la

h Ceste Coustume est cõforme au Droit: par lequel il est certain, socium ob maleficium damnatum, dãnum sentire debere non socios. l. cum duobus 52. §. fin & l. seq. l. 59. D. pro socio. l. 46. & l. 203. D. de reg. iur. l. 20. D. comm. diuid. nõ est æquum mulieres alieni criminis infortunio adstringi. l. 1. 2. & 3. C. Ne vxor pro mar. l. res vxoris C. de don. inter vir & vxor. l. 22. C. de pœnis. Adfinitas vel amicitia nefarium crimen non admittunt.

Source : BIU Cujas

femme querir toutes autres prouisions à la Chancellerie du Roy, ou à la Iustice ordinaire du pays, tant d'auctorisation, que requerir separation de biens: laquelle separation de biens, si elle se fait, durera iusques à ce qu'ils rassemblent iceux biens en Communauté ou qu'autrement en fut ordonné.

Separation de biens.

LE Maine, Tit.10. Art.160. p. *à Anion.* du delinquant. Et en iceluy cas y aura pour l'aduenir separation de leurs biens, sans que par apres ils rassemblent, *iusques à ce mot*, Communauté, *inclus*.

Femmes ne doiuent que la moitié des amẽdes du fol appel acquiescement & autres reglees par les Ordon. & Coustu.

ORLEANS Tit.20. Art.460. De † toutes amendes prouenãs i de fol appel, acquiescement & autres reglees par les Ordonnances & Coustumes, les femmes n'en doiuent que la moitié.

† *Cest Art.460 estoit le 365. de l'ãcie: & ce qui a este adiousté, est pour explication.*

VIII. MEAVX Chap.9. Art.55. La femme k qui a suruescu son mary & renonce aux biens meubles & conquests immeubles faits durant le mariage, afin de soy descharger du payemẽt des debtes, ne pert pas son Douaire: mais demeure douee de Douaire Coustumier ou prefix, selon la diuersité des cas.

Femme renõçant à la Communauté ne perd son Douaire.

REIMS Tit.9. Art.261. La vefue qui s'est tenue à ses Douaire & Apport, ne prend part aux Acquests faits durant le mariage: mais appartiennent totalement aux heritiers de son mary.

AMIENS Tit.5. Art.100. La vefue pour telle renonciation n'est priuee de son Douaire Coustumier ou prefix: ains est en son entier de pouuoir demander & opter l'vn ou l'autre.

MONSTREVL Art.44. *A la fin.* Et si peut prẽdre son Douaire coustumier ou prefix, à son chois & option: & luy demeurent tous ses heritages venans de succession de ses predecesseurs.

PONTHIEV Tit.2. Art.49. Quand vne femme renonce apres le trespas de son mary pour doute de payer les debtes, elle ne doit rien emporter des biens hors departie: sinon ses habillemens honnestes & moyens selon son estat.

Femme nonobstant la Communauté, à son Douaire Coustumier.

S. OMER Tit.4. Art.24. La femme en apprehendant la moitié des biens meubles de son mary, ne se priue point, & ne fait aucun preiudice à son Douaire Coustumier tel que dessus est declaré.

Vefue peut demeurer en la maison du defunct, pendant les xl.iours.

BEAVQVESNE Art.17. La l vefue pendant les xl.iours qu'elle a pour deliberer si elle prendra ou renoncera à la Communauté, peut demeurer en la maison du defunct & vser des biens pour son viure moderement selon sa qualité sans en transporter ailleurs.

PERONNE T.6. Ar.155. Encores que la femme ait renoncé à la Cõmunauté des meubles & acquests, peut neãt-moins prẽdre son Douaire, & autres aduãtages à elle deferez par la Coustu. & par son contract de mariage, si aucuns elle en a.

Femme emporte ses habillemens ordinaires & son Douaire.

ARTOIS Tit.7. Art.171. La femme en apprehendant la moitié des meubles apres le trespas de son mary, n'est point forclose de son droict de Douaire Coustumier. Mais en faisãt telle apprehẽsiõ de meubles, elle se submet aux debtes

Femme n'est deschargee des debtes par elle deues parauant le mariage, nõobstant la renõciation.

CAMBRAY T.7. Art.16. Et peut ladite femme faisant ladite renonciation, ou faisant le benefice d'inuentaire, retenir les habillemens des iours ouuriers d'elle & de ses enfans, & ses heritages venãs de son costé, & aussi iouir de son Douaire. Art.17. Toutesfois par telle renonciation la femme n'est point deschargee des debtes par elle deues auant son mariage: pour lesquelles elle est poursuiuable apres discussion de tous les biens de son mary.

†† *Cest Art. 206. est accordé & adiousté sans preiudice du passé.*

SEDAN Tit.15. Art.208. Fẽme Noble ou roturiere renonçant aux meubles & conquests immeubles delaissez par le decés de son mary, ne perd pas par le moyen d'icelle renonciation, son Douaire soit prefix ou Coustumier.

ORLEANS Tit.10. Art.206. La †† femme qui renonce à la Cõmunauté ne prend auec ses propres, que son Douaire: sinon qu'autrement il soit conuenu & accordé par contract de mariage.

† *Cest Art. 433. est de nouuel adiousté.*

BRETAGNE T.20. Ar.433. Fẽme † qui renõce aux meubles de la Cõmunité ne pourra rien prendre aux acquests d'icelle, soient appropriez ou non.

†† *Cest Art. 269. est mis aussi au lieu du 12. Art. ancien Tit. De Succession.*

TOVRS T.25. Art.269. Si †† la femme Noble suruiuãt renõce aux meubles dedãs xliii. iours apres le decés de son mary, l'aisné y peut aussi renõcer dedãs xl.iours nõobstãt laquelle renõciatiõ, il a ses deux parts & aduãtages: & serõt audit cas les meubles inuẽtoriez & vẽdus par auctorité de Iustice: & les deniers, qui en procederont, employez au payement desdites debtes: & s'ils ne suffisent, sera le surplus payé sur les immeubles. Toutesfois ne seront lesdits creanciers tenus de discuter lesdits meubles: ains se pourront directement addresser aux heritiers: sçauoir est à la vefue pour les deux parts, & aux puisné ou puisnez respectiuement pour l'autre tierce partie. Art.291. Et † pourront lesdites femmes Noble & roturiere faire renonciation en la forme que dessus aux meubles & acquests du

Aisné peut renoncer à la Communauté.

Creanciers comme se peuuent addresser aux heritiers & à la vefue sans discuter.

i Les biens de la Communauté ne peuuent estre prins par execution pour despẽs adiugez contre la femme mariee, ores que le mary ait esté en cause s'il ne la expressement auctorisé comme i'ay veu iuger par Arrest du Lundy 1. Auril 1585. lequel i'ay donné à M. Charondas, qui l'a recité en son vii. des Resp 87.

k En ce nõbre 8. sont recitez quelques effets des renonciations à la Communauté: ainsi qu'il a esté monstré cy dessus par plusieurs Coustu. mesmes celles de Vitry Art.91. & 92. Sedan Art.88. S. Paul Art.45. Chauny Art. 132. Boullen. Art. 194. Tours Art.293. Lodun. Ch. 27. Art. 33. Bourb Art. 245. Normandie Art.139. Lesquelles on n'a peu separer commodement du lieu, où lesdits Art. ont esté rapportees. Toutesfois faut noter que par aucunes Coustum. telles femmes ayãs renoncé à la Cõmunauté sont par consequent priuez du Douaire Coustumier ou diuis, Duché de Bourg. Ch 4. Art.19 Comté Art.45. Ie ne veux oublier que il a esté iugé par Arrest donné en Audience, le 14. iour de Iuillet 1584 que la vefue qui a renoncé en iugement aux biens de son mary peut estre releuee par lettres: par ce que telle renonciation est faite sans cause, & tenue pour vn quittement, qui n'attribue plus de droict à celle qui s'en veut aider, que ce qu'il en auoit auparauant, ainsi qu'il est recité par Charondas liure vii. Resp. 136.

l Voyez cy dessus les Coustu. d'Artois Art. 165. Arras Tit.7. Art 51. Bourb Art.245. Bretagne Art 415. Cambray Tit.7. Art 18.

Source : BIU Cujas

viuant de leurs maris, si les maris tournent à pauureté & autres cas de Droit, iceux sommairement verifiez, le mari ouy & appellé: & en ce faisant ne seront tenues aux debtes de leurs maris, sinon qu'elles se soient obligees, comme dessus. Art.292. Apres les †† renonciations faites & iugees en la maniere que dit est, les propres desdites femmes ou les fruicts d'iceux ne seront saisis par les creanciers desdits maris pour leurs debtes: & † s'il y auoit dispute sur la validité de la renonciation, la femme iouyra de ses propres pendant le debat. Tit.27. Art.308. Si la †† femme roturiere renonçant aux meubles & acquests estoit obligee & fut poursuiuie & contraincte payer les debtes creées au profit de la communauté, elle aura son recours sur les biens de son mari pour la moitié consistant le chef de sondit mari. Tit.30. Art.330. Femme Noble ou roturiere apres le decez de son mari, ne doit estre contrainte de partir de la maison & logis, où le defunct est decedé, iusques à xl. iours apres ledit decez.

LODVNOIS Chap.27. Art.34. Et pour ladite femme faire renonciation des meubles & acquests & d'auantage, & ladite roturiere de son Douaire du viuant de leurs maris, *si vergant ad inopiam*, & autres cas de Droict: en faisant laquelle renonciation, comme dit est, elle ne pourra estre poursuiuie des debtes crees par son mari: sinon qu'elle y fut expressement obligee. Chap.31. Art.4. Femme Noble apres le decez de son mari, ne doit estre contrainte à partir de la maison & logis de son feu mari, iusques à xl. iours apres iceluy decez. Et si le defunct n'auoit que la maison, où il trespassa, elle y aura sa demeure, en partie d'icelle, par la main de l'heritier, au cas que ladite maison seroit si grande & si spacieuse, que l'heritier & elle y peussent estre logez conuenablement, & qu'elle se peut diuiser. Chap.32. Art.3. Et ne doit la femme roturiere estre contrainte de partir & sortir de la maison de son mari, iusques à xx. iours apres le decez de son feu mari.

MEAVX Chap.9. Art.54. Le mari [n] Noble, supposé qu'il renonce aux meubles & conquests immeubles: neantmoins, si est il tenu d'acquiter les debtes, qui ont esté contractees durant le mariage: parce qu'il est autheur desdites debtes.

LAON Tit.3. Art.28. Le mari ne peut renoncer à la Communauté apres le trespas de sa femme, & s'exempter par ce moyen des debtes de ladite Communauté.

IX. VALANCIENNES Tit.6. Art.79. Quant conuens de mariage sont recongnus deuant Escheuins & Iurez de Cattel, & que Mambours sont deuemẽt establis, vne femme vefue est deschargee [o] de la Mambournie, sans qu'il soit besoin autrement la mettre hors.

X. MONTARGIS Chap.8. Art.6. Femme separee de son mari quant aux biens [p] solemnellement peut & luy loist contracter & disposer de ses biens meubles & immeubles, ainsi & en la maniere qu'elle pourra faire, si elle n'estoit mariee. Chap.9. Art.6. Separations de biens d'entre homme & femme mariez & Cessions de biens ne sont valables & ne pourront preiudicier aux creanciers, iusques à ce qu'elles seront insinuees & publiees en iugement & enregistrees en la iurisdiction du Iuge Lay, où seront demourans ceux qui feront lesdites separations & cessiõs: & se feront à iours ordinaires.

† *Cest Ar.291. auec le 290. ont esté mis au lieu des Art.31 32. & partie du 33. Art. anciens.*

Femmes peuuẽt renoncer, du viuant de leurs maris.

†† *Cest Art. 292. faict partie du 33. ancien.*

Propres des femmes ou fruits d'iceux ne seront saisis, apres les separations iugees.

† *Ces mots, & s'il y auoit, &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adioustez.*

†† *Cest Art. 308. est mis au lieu du 14. Art. ancien dudit Ti. de Succession.*

Mari ne peut renoncer à la cõmunauté: sinon en payant les debtes.

Mambours Iurez de Cattel.

Femme vefue est hors de mambournie.

Femme separee de biens peut contracter & disposer de ses biens meubles & immeubles comme si elle n'estoit mariee.

Separations de biens seront insinuees & publiees en iugement, pour estre valables au preiudice des creanciers cession de biens.

m Ceste Coustume est conforme au droit ciuil in l. vbi 29. & 30. C. de iure dot. l. 24. D. solut. mat. & fin. Nou. de æqual dotis. Et suiuant ce a esté iugé que la femme peut demander ses conuentions matrimoniales, mesmes le Douaire, quand le mari vergit ad inopiam, ainsi qu'il fut iugé par Arrest prononcé en robbes rouges le 14. Septembre 1567. & depuis en audience le 19. Decembr. 1577. Les Coustumes du Maine Art.319. & Aniou Art. 306. sont expresses. Et a noter qu'elle ne peut demander son Douaire du viuant du mari sur vn acquest ou conquest, & n'est receuable à s'opposer afin de distraire, etiam marito vergente ad inopiam: ains seulement se peut opposer & empescher la vente sur le propre du mari ainsi qu'il fut iugé le 22. Ianuier 1564. Pareil Arrest au profit de Loyse Boyreau du dernier Ianuier 1575. Papon liure 13. des Arrests Ti. 4. Arrest 8. par lequel il se cognoist aussi que le dot se peut repeter. Mais si le mari est prodigue, & y a interdiction de biens, encores qu'il face quelques contrats auec vn tiers, ils sont estimez bons & valables, si ladite interdiction n'est executee & publiee auec creation de curateur, comme il a esté iugé par Arrest du 24. iour de Mars 1564. entre Louys du Bueil Comte de Sancerre, & le Roy de Nauarre. Vide l. Iulianus D. de Curat. fur. & l. is cui bonis D. de verb. obligat. Est fort notable vn Arrest donné le Parlement seant à Tours le 17. Decembre 1593. entre Marie Vignau femme separee de biens de Maistre Iean Rodier l'aisné appellante contre M. Ian Langé Auditeur des Comptes & Mathurin Viuier & sa femme intimez & Maistre Pierre Vignier Curateur aux biens vacans dudit Rodier: Par lequel en emendant la Sentence du Bailly de Touraine ou son Lieutenant fut ordonné que le fief de la Fontaine seroit vendu & adiugé par Decret au plus offrant & dernier encherisseur, à la charge du Douaire pretendu par ladite Vignau, des arrerages duquel elle seroit payee du iour de la demande par elle faicte & doresnauant par chacun an sa vie durant par preferencee ausdits intimez: comme aussi elle seroit preferee ausdits intimez pour le remploy de ses deniers dotaux.

n Ces Articles de Meaux & Laon sont fort singuliers. La raison desquels depend de ce que nous tenons que le mari est maistre & autheur de la Communauté: & par consequent n'est pas raisonnable que le mari apres auoir mal gouuerné les biens de la Communauté, il y puisse renoncer: ains telle chose est seulement permise à la femme ou à ses heritiers, comme plusieurs Coustumes le portent, & les Arrests de la Cour.

o Cecy depend de ce qui a esté traicté sur les Art. 223. & 224. de Paris.

p La Separation de biens introduite en faueur des femmes, est afin qu'elles ne demeurent sans dot & facultez Interest enim Reipublicæ mulieres dotes saluas habere l. 1. & 2 D. de iure dot. l. 1. D. Sol. matrim. l. 18. D. de rebus author. iud poss. comme i'ay dit cy dessus. La Cour souuent ne veut auctoriser telles separations sans grãde & iuste cause, quelque mauuais traictement que la femme reçoiue de son mari, & ainsi fut iugé par Arrest donné en Audience le 27. Iuin 1576. sur vn appel interietté du Seneschal du Mans & fut enioinct à la femme de retourner auec son mari, & de luy porter la reuerence maritale qu'elle deuoit. & au mari ce la traicter maritalement. Mais ce mari ayant eludé en ce mot maritalemẽt, en se mocquant & disant que c'estoit pour la bien battre trois fois le iour, ne la voulant receuoir humainemẽt: Sur requeste presentee & lecture faicte du procés verbal & contrauention à l'Arrest par autre Arrest dõné apres dincee 18. Decembre oudit an,

Source : BIU Cujas

1576. fut ordonné que la femme demeureroit ſeparee, & partage faict des meubles, acquests & conquests, auec reſtitution & deliurance de ſes conuentions matrimoniales. Et la Cour auſſi adiugé les biens qu'elle a portez ou ſon Dot auec ſon Douaire: & pendant le debat des conuentions matrimoniales, elle adiuge quelque prouiſion ayant eſgard à la qualité des parties, ainſi qu'il fut iugé le 6. May 1575. & le 23 iour Decembre 1578. & le 3. Iuin 1579 en audience. Notez que la ſeparation volontaire doit tenir nonobſtant l'appel ou empeſchement du mari, comme il fut iugé par Arreſt du 21. iour de Iuin 1585. Pour le mauuais meſnage du mari, ou pour la folie d'iceluy, la femme eſt ſeparee de biens & luy adiuge l'on non ſeulement ſes heritages propres & deniers dotaux ſtipulez par ſon contract de mariage, mais auſſi ſon Douaire: pour lequel ſi les heritages du mari ſont vendus & adiugez par decret, ſera miſe en ordre du iour de ſon contract. Bacquet Chap. 15 nombre 20. au Traicté des Droicts de Iuſtice. Ceſte ſeparation n'empeſche point que le mari ne puiſſe autoriſer ſa femme laquelle ne peut vendre ſes heritages ſans l'auctorité de ſon mari, qui luy demoure entiere nonobſtant ladite ſeparation: ainſi qu'il fut iugé par Arreſt donné en audience au mois de Mars 1587 recité par Charondas vii. des Reſponſes 208. l. vbi C. de iure dot. min. Mais en ce faict nous deuons ſuiure les Couſtumes & l'vſage, Montargis Chap. 8. Art. 6. Orleans 199. Nous auons faict mention d'vn pareil Arreſt du 24. Auril 1586. lequel eſt auſſi recité par Chopin liure 3. du Domaine Tit. 19. Nomb. 12.

ORLEANS Tit. 10. Art. 198. Les † Separations de biens d'entre homme & femme conioints par mariage, ſe doiuent faire auec cognoiſſance de cauſe & information prealablement faite par les Iuges des lieux, où ſeront demourans ceux qui requerront leſdites ſeparations. Et ne ſeront leſdites ſeparations declarees valables, ſinon que les ſentences d'icelles ayent eſté publiees en iugement à iour ordinaire, le Iuge ſeant, & enregiſtrees en la iuriſdiction dudit Iuge & executees ſans fraude. Art. 199. Si †† apres la ſeparation de biens d'entre homme & femme conioints par mariage, leſdits conioints ſe raſſemblent & mettent leurs biens enſemble, ceſſera l'effect de ladite ſeparation, & r'entreront en la Communauté les meubles & acqueſts immeubles, meſmes ceux qui ſont eſcheus & acquis pendant la ſeparation, comme ſi elle ne fut aduenue: demeurant neantmoins bon & valable tout ce qui a eſté contracté pendant la ſeparation.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 376. Aduenant † la mort de la femme ſeparee quant aux biens d'auec ſon mari, ſes meubles appartiennent à ſes enfans. Et ſi elle n'en a, ils doiuent eſtre employez à la nourriture du mari & acquit de ſes debtes.

DVNOIS Chap. 7. Art. 58. *A la fin.* Separation eſt reputee nuile, ſi elle n'eſt publiee au Proſne de la Parroiſſe, où ils ſont demourans dedans le ſecõd Dimanche du iour qu'elle eſt faite.

BERRI Tit. 1. Art. 48. Les † ſeparations de biens entre le mari & la femme, & permiſſion de l'adminiſtration d'iceux à la femme ſans l'auctorité, ne peuuent preiudicier ne porter effect quant aux creanciers, iuſques à ce qu'elles auront eſté deuement inſinuees, leues, publiees, & enregiſtrees en iugement à iour ordinaire de plaids, pardeuant le Iuge, auquel la cognoiſſance en appartient, quãd il eſt queſtion de ſeparation de biens tant ſeulement. Art. 49. Et ſeront faites leſdites ſeparations de biens en iugement auec cognoiſſance de cauſe & inquiſition ſommaire d'icelle, bien que le mari & la femme vouluſſent accorder volontairement, afin d'obuier aux fraudes, que l'on pourroit faire par le moyen deſdites ſeparations.

BOVRBONNOIS Chap. 10. Art. 73. Separation de biens d'entre mari & femme & auſſi la ceſſion de biens ne ſortiront effect & ne ſeront dicts valables, iuſques à ce qu'elles ſoient inſinuees &c. p. *à Montargis* Art. 6. Ch. 9. Iuge, où ſont &c. ceſſion. Et doiuent eſtre faites toutes ſeparations & ceſſions de biens, par deuant les Iuges ſeans iudiciairement à iour ordinaire ou d'Aſſiſe. Et † ſ'entendent leſdites ſeparations de celles qui ſe font & intentent principalement deuant les Iuges, ſans toucher aux ſeparations qui acceſſoirement en cas de diuorce ſe demandent deuant les Iuges Eccleſiaſtiques.

LA RVE D'YNDRE Chap. 10. Art. 31. Et peut le Iuge emanciper les femmes mariees, és cas, où emancipation eſchet: comme quand les maris ſont prodigues & de mauuais gouuernement.

SEDAN Tit. 9. Art. 97. Femme ſeparee &c. p. *à Montargis*. Art. 6. Chap. 8. par ſentence de Iuge peut contracter &c. immeubles tant ainſi que faire pourroit, ſi &c. mariee. Mais telle ſeparation ne ſe peut faire, ains eſt nulle, ſi elle n'eſt faite par le Iuge auec cognoiſſance de cauſe.

XI. CHASTEAVNEVF Chap. 9. Art. 70. Pour acquerir droict de communauté q entre deux ou pluſieurs, trois choſes ſont requiſes: La premiere qu'il y

† *Ceſt Art. 198. a eſté tiré du 189. ancien: & ce qui a eſte adiouſté eſt pour explication.*

Separations de biens comme ſe doiuent faire.

†† *Ceſt Art. 199. eſt tiré du 171. de l'ancien: & ce qui a eſté adiouſte eſt ſans preiudice du paſſé.*

Biens meubles de la femme ſeparee de biens appartiennent à ſes enfans: & ſ'il n'y a enfans ſeront employez à la nourriture du mari & acquit de ſes debtes.

Separatiõs publiees dans le ſecond Dimanche apres qu'elles ſont faictes.

Separations ne preiudicient, ſi elles ne ſont inſinuees deuement, leues, publiees & enregiſtrees en iugement à iour ordinaire.

Separations ſeront faites auec cognoiſſance de cauſe pour obuier aux fraudes.

† *Ces mots, & ſ'entendẽt &c. ont eſté de nouuel adiouſtez ſur les remonſtrances faites par l'official d'Oſtun ainſi qu'il a eſté noté en l'Art. 71. cy deſſus.*

Emancipation de femmes quand les maris ſont prodigues ou de mauuais gouuernement.

q Nous auons mis en ceſte Addition ce traicté des ſocietez & & communautez autres que celles qui ſe contractent entre les

Source : BIU Cujas

Separation se faict auec cognoissance de cause.
Trois choses requises pour acquerir droict de Communauté.

cõioints par mariage. Les Coustumes de Chasteauneuf, Chartres & Dreux mettent trois choses concurrentes pour acquerir communauté ou societé. Les Coustumes de Poictou, Angoumois & Xainctonge en mettent quatre conditions, Societas ius quodam modo fraternitatis habet l. verum 63. D. Pro socio. Fab. Decl. 370. Sociorum communia damna & lucra sint & quædam fraternitas propositorum animorum. Consortes enim potest facere casus. Ceterum quidem cum duo homines fortunas suas contulerunt, omnes casus miscuerunt, vnum quoddam factum est, quid est iustius quam compositum patrimonium habere conditione vnius societatis? hoc enim est veritas. Et rectè Cicero in Verrem socii putandi sunt inter quos res communicata est. Faber in Inst. tit. de societ. in princ. faict mention de la Coustume, par laquelle on a acquis societé ou communauté par an & iour. Or plusieurs Coustumes ne font mention de ceste societé, par ce qu'elle est de Droict: & s'acquiert par consentement l. qui admittitur 19. D. Pro socio & durat tandiu, quandiu consensus partium integer perseverat. l. tandiu 5. C. eod. titulo. La premiere condition requise en societé a sa raison, de ce que la societé contient en soy vne espece d'alienation & à ceste occasion les mineurs ne peuuent tacitement ou expressement contracter icelle. Vlpian. in l. 3. vt in conductionibus 33. D. pro soc. dit que le pupil n'est tenu quand la societé est contractee sans auctorité de Tuteur, sinon ex communiter gesto furiosus vel pupillus vbi ex re actio venit etiam sine curatore aut curatoris auctoritate obligantur l. siquis 29. D. comm. diuid. hos coniunxit ad societatem non consensus, sed res Paul. l. heredes 2. §. 16. D. fam. erc. §. 3. Inst. de oblig. quæ ex quasi contr. vide l. 15. D. de peculio. La societé s'acquiert par le consentement l. consensu 2. D. de oblig. & act. l. 4. & 19. D. Pro socio pupillus sine tutoris auctoritate iure ciuili obligari non potest l. obligari 43. D. de act. & obligat. l. 189. D. de regul. iur. l. 2. §. 19. D. vi bon. rapt.

---

ait lignage entre eux, & qu'ils soient personnes de * soy, vsans de leurs droicts: La seconde qu'ils ayent demouré ensemble par an & iour à despens communs: La troisiesme qu'il y ait apport & communication de biens par chacune des parties, & ces trois choses concurrentes, ils sont communs és biens meubles & acqueremens faicts par eux ou l'vn d'eux: s'il n'y a accord ou protestation au contraire, durant la communauté: & †† durera icelle communauté tant contre mariez que autres, s'aucuns d'eux decede, iusques à ce que le suruiuant ait fait faire inuentaire ou * aucun acte contraire.

CHARTRES Ch. 10. Art. 61. p. *à Chasteauneuf.* iusques à ces mots, *au contraire*, inclus.

DREVX Chap. 10. Art. 52 p. *à Chartres.* lignage ou affinité &c. qu'il y ait an & iour, qu'ils ayent esté ensemble &c. parties & volonté entre eux de communauté. Et si lesdites choses dessusdites sont concurrẽtes, ils sont communs en biens meubles & acqueremens faits durant ladite communauté.

MELVN Chap. 23. Art. 224. Societé † & communauté de biens ne s'acquiert sous couleur qu'aucunes personnes ayent faict leur demourance, si elle n'est conuenue par expres entre eux & par contract: auquel cas aura lieu & non autrement.

SENS Tit. 24. Art. 280. Quand aucunes personnes vsans de leurs droicts, viuent ensemble à commun pot & despence par an & iour, ils sont reputez vns & communs & tous biens meubles & conquests faits depuis la Societé contractee, s'il n'appert du contraire.

AVXERRE Tit. 9. Art. 101. Quand †† aucuns vsans &c. p. *à Sens.* contraire par protestation ou autrement.

MANTE Chap. 11. Art. 133. Communauté de biens ne s'acquiert sous couleur & pretexte qu'aucunes personnes font leur demeurance ensemble: si elle n'est expressement conuenue entre eux.

TROIES Tit. 6. Art. 101. p. *à Sens.* personnes Nobles ou franches personnes vsans &c. pot, sel & despence en meslange de biens pa. &c. conquests s'il &c.

CHAVMONT Tit. 4. Art. 75. Personnes vsans de leurs droicts qui viuent à commun pot, sel & despence apres an &c. p. *à Sens.*

LAON Tit. 19. Art. 267. Societé † n'a lieu, sinon qu'elle soit conuenue par expres.

CHALONS Tit. 9. Art. 62. Hors †† ledit cas, societé de biens n'a lieu, si elle n'a esté expressement accordee.

REIMS. Tit. 16. Art. 385. † p. *à Laon.*

NIVERNOIS Ch. 22. Art. 1. Communauté de biens ne se contracte taisiblement entre gens demourans ensemble par quelque temps que ce soit, s'il n'y a conuention expresse.

MONTARGIS Chap. 9. Art. 1. Societé ne se contracte point entre personnes, sinon qu'il y aye entre eux conuention expresse, ou par demeurance ou communication de biens faicte par ensemble, par an & iour entiers: auquel cas societé est contractee entre eux de tous leurs biens meubles & conquests immeubles faicts durant icelle Societé.

* *Aliàs, de soy & vsans &c. P.V.*

†† *Ces mots, Et durera &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adioustez.*
* *Aliàs, autre acte. P.V.*

Societé ne s'acquiert par demourance, s'il n'y a conuẽtion.

† *Ceste Ar. 224 a esté mis de nouuel au lieu du 5. Art. ancien lequel a esté corrigé en ce que la Communauté estoit acquise entre parens & affins, par an & iour les meubles estans meslez.*
†† *Ceste Art. 101. est de nouuel introduit.*
† *Ceste Ar. 267 est accordé pour l'aduenir sans preiudice du passé.*
†† *Ceste Art. 62. est aussi accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*
† *Ceste Ar. 385. est de nouuel introduit: & trois Art. anciens contenus audit liure imprimé abrogez.*

Source : BIU Cujas

ORLEANS Tit.11.Art.213. †† p. *à Montargis*. entre aucũ qu'ils ne ſoient conioints par mariage, ſinon &c. expreſſe † paſſee par eſcrit preſent r Notaires ou ſous leurs ſignatures. Toutesfois où elle ne ſeroit paſſee preſent Notaire, elle ne pourra preiudicier à autres que aux contractans. Art. 214. Laquelle ſocieté ſi elle n'eſt limitee, ſera ſeulement ſ entendue de tous les biens meubles & conqueſts immeubles faits par leſdites parties, durant ladite ſocieté.

ANIOV Tit.22.Art.512. Aucun ſoit Noble ou Couſtumier n'acquiert communauté auec autre perſonne, n'autre perſonne auec luy: fors ſeulement par contract ou paction expreſſe faite entre eux, ſi ce n'eſt entre homme & femme mariez enſemble, qui acquierent communauté par an & iour.

LE MAINE Tit.22.Art.509.p. *à Aniou*. Communauté enſemble, & au cas du premier Article de ceſte partie faiſant mention des mineurs.

GRAND PERCHE Tit.5.Art.107. Entre autres perſonnes que les deſſuſdits n'y a communauté par quelque demeurance, que les perſonnes ayent fait enſemble: ſinon qu'elle ſoit expreſſement contractee.

DVNOIS Chap.8.Art.59. Societé n'a point de lieu, ſinon qu'elle ſoit par contract expres accordee entre les parties.

VASTANG Chap.7.Art.12. Aucuns demeurans, beuuans & mangeans enſemble ne ſont pource reputez vns & communs en biens: Car communauté ne ſe acquiert point par demourance que l'on face enſemble, ſ'il n'eſtoit par expres dit & accordé entre leſdites parties, ou ſi ce n'eſtoit entre homme & femme mariez enſemble.

TOVRS Tit.13.Art.231. Communauté de biens n'a lieu qu'en mariage, ſi elle n'a eſté conuenue & accordee.

LODVNOIS Ch.24.Art.2.p. *à Tours* n'a eſté conuenancee.

BERRI Tit.8.Art.10 Freres ou ſœurs t ou autres demourans enſemble, viuans à meſmes deſpens, ne ſont pourtant reputez auoir contracté entr'eux communauté. Toutesfois ſi auec ladite habitation, demourance & deſpence commune, y auoit communication de gaings, profits & pertes par an & iour entre perſonnes capables à contracter ſocieté: parce ſeroit induite taiſible ſocieté entr'eux, quant à la communication des meubles & conqueſts faits & acquis durãt & conſtant ladite taiſible ſocieté.

Societé taiſible comme ſe contracte.

BOVRBONNOIS Chap.22.Art.267. Communauté †† de biens ne ſe contracte taiſiblement entre perſonnes demourans enſemblemẽt par quelque temps que ce ſoit, ſ'il n'y a conuention expreſſe de ſocieté faicte entre eux: fors & excepté entre deux freres: auquel cas eſt requis qu'ils ſoient aagez de vingt ans pour le moins, qu'ils ſoient hors de puiſſance paternelle, * demourans d'an & iour, & qu'ils ayent faicte entre eux durant ledit temps mixtion de biens: & en icelle ſont comprins tous les meubles precedens & ſubſequens ladite communauté, & les conqueſts faicts durant ladite communauté, & iuſques à la diſſolution d'icelle.

POICTOV Tit.3.Art.231. Si deux perſonnes ou pluſieurs de roturiere condition, aagez de xxv. ans & vſans de leurs droicts demeurent enſemble par an & iour, viuans d'vn meſme bien, & chacun d'eux ait apporté ſes biens au faict commun de l'hoſtel, ils contractent taiſiblement compagnie: ſuppoſé qu'aucune choſe n'en ait eſté conuenu expreſſement entr'eux: & peut chacun d'eux demander part & portion, ſelon qu'ils eſtoient en nombre par teſtes de la condition ſuſdite en ladite communauté, de tous biens meubles d'entr'eux & des acqueſts faits par eux ou l'vn d'eux durant ledit temps: ſinon qu'on fit apparoir que par familiarité ou pour autre cauſe ils euſſent demouré enſemble,

ANGOVMOIS Chap.3.Art.41. Deux perſonnes ou pluſieurs peuuent taiſiblement contracter ſocieté entre eux, a ce que les conditions ſouſcrites y ſoient: ſçauoir eſt qu'ils & chacun d'eux ſoient aagez de xxv. ans, qu'ils ſoient vſans de leurs droicts, qu'ils ſoient de roturiere condition, qu'ils communiquent tous enſemble & viuent de biens communs, & qu'ils demeurent par an & iour entiers en ladite communauté.

XAINCTONGE Tit.7.Art.58. Quand † deux ou pluſieurs perſonnes vſans de leurs droicts, chacune d'elles d'aage de xxv. ans & au deſſus, & de roturiere condition, ſont demourans enſemble par an & iour ou plus à vn meſme feu & deſpence & vne meſme bourſe, & contractans, *nomine communi*, ils ſont faicts communs & egaux en tous leurs biens meubles, de quelque part qu'ils les ayent ou obtiennent, fruicts & profits de leurs heritages & acqueſts immeubles, qu'ils ou l'vn d'eux font leur demourance & compaignie: & ſous ledit nom d'acqueſts u ſont compriſes toutes les donations faites à eux ou à l'vn d'eux.

†† *Les Ar.213 & 214. ſont tirez du 180. de l'ancien.*

† *Ces mots, paſſee par eſcrit &c. iuſques à la fin de ceſt Art.213 ont eſté adiouſtez, ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 267. a eſté ainſi accordé & eſt correctif de l'ancien: parce que telle Societé ſe pourroit contracter entre deux ieunes enfans eſtrangers de diuerſes nations demourans & conuerſans enſemble par amitié & familiarité: entre leſquels pourroit auoir grande diſſimilitude & inegalité de biẽs contre leur propre vouloir: tellement que ſi apres l'an qu'ils auroient enſemble demouré, eſtoient interrogez, ſ'ils entendroient auoir cõtracté Societé par ladite Couſtume, reſpondroient que non.*

* *Aliàs, qu'ils ayent fait demourãce enſem*

r Cecy eſt contre le droict: par lequel és contracts & obligations, qui ſont faicts par le ſeul conſentement, n'eſt requiſe l'eſcriture d.l. conſenſu 2. §.1. D. de act. & oblig. l.4 D. de fide inſtr. l.4. D. de pign. & hy. l.17. C. de pactis Non. 136. Cap.6. quamquam rẽ & verbo interuenire nihil vetat. l.4. D. de obl. & act. Mais ceſte Couſtume veut qu'il y ait contract par eſcrit paſſé par deuant Notaire & teſmoins: à cauſe de l'Ordonnance de Moulins Art 54.

ſ La Societé n'eſt point de tous biens ſi elle n'eſt par expres accordee & conuenue entre les contrahans: coitur ſocietas etiam in aliqua negotiatione particulari vt in ſagaria negotiatione l.5. l.52. §. quædam §. cum duo. & l. adeo 59. §. in heredem & l.72. D. pro ſocio. In ſocietate autem omnium bonorũ, omnes res quæ coeuntium ſunt ſtatim communicantur l.7. D. eo. tit. Si quid tamẽ vnus ex ſociis emit, ipſius fit non commune: Tamẽ ſocietatis iudicio cogitur eam communicare l. ſi vnus ex ſociis 67. §.1. l. ſi quis 74. D. eod. tit. La ſocieté dõc contient en ſoy vne communication de tous pertes & gains. l.1. §. plane D. de tut. & rat. diſtr. iure autem ciuili ſi partes adiectæ non ſint ſocietati, pro æquis partibus ſocietas contracta videtur l. Si non fuerint. D. pro ſocio §.1. Inſt. de ſocietate.

t L. cum duobus §. ſi fratres §. idem Papinianus D. Pro ſocio l. duo fratres 78. D. de adq. her. l. ſi pupillus 42. §. ſi in ſocietatem. D eod tit. Iaſon. Conſ. 2. Vol.4. Bald. l. Conſ. 191 parte 5. & in l cum oportet C. de bonis quæ lib Fratrum nomine & communitas apparet & æqualitas dignitatis & Interfratres voluntarium conſor-

Source : BIU Cujas

ble d'an & iour, & qu'ils ayent &c. P. V.
† Ceſt Art. 58. eſt accordé comme ancien.
Acqueſts. Donations.

tium iniri ſolebat vt eſt in d l. cum duobus 52. §. venit §. idem Papinianus D. pro ſocio. Poteſt tamen res eſſe communis citra ſocietatem vt in caſu l. vt ſit. D. eod. titul.

u Vide L. Coiri ſocietatem D. Pro ſocio & ce qui a eſté noté ſur le 246. Art. de Paris cy deſſus, & l'Addition du iii. Tit. de Paris nombre 1. ou il eſt faict mention de la Couſtume de Poictou Art. 233. & de celle de Xainctonge Art. 63. & autres.

Quelles perſonnes ne peuuent acquerir communauté ſ'il n'y a conuention.

SENS Tit. 24. Art. 281. Les enfans †† de famille demeurans auec leur pere & mere, parens ſeruiteur & autres perſonnes nourris par amour, affection, pitié ou ſeruice, ne peuuent acquerir droict de communauté auec pere, mere n'autres perſonnes qui les nourriſſent, par quelque laps de temps qu'ils y demourent ſ'il n'y a expreſſe conuention ſur ce faite.

†† *Ces mots, de famille demourans auec leur pere & mere, ſont mis au lieu de ces mots anciens, eſtans en puiſſance paternelle.*

AVXERRE Tit. 8. Ar. 202. p. *a Sens.* ou autres parens & auſſi ſeruiteurs &c. ou par ſeruice &c. nourriſſent & entretiennent &c.

BAR Tit. 7. Art 88. Aucun ne peut pretendre ſocieté demeurant auec pere, mere ou autre qui le nourrit ou entretient par amour & c. p. *a Sens.* ſeruice par quelque laps de temps qu'il y demoure, ſ'il n'y a conuëtion ſur ce faite entre eux. Mais ſ'ils vſent de leurs droicts & viuent par an & iour à commun pot & deſpenſe, &c. p. *à Sens.* Art. 280.

TROYES Tit. 6. Art. 102. Les enfans eſtans en puiſſance paternel, parens & autres perſonnes &c. p. *a Sens.* Art. 281. par gratuite affection, pitié ou ſeruice &c. mere ou autre &c. nourrit &c. demeurent &c.

Deux freres quand contractent taiſible communauté enſemble.

NIVERNOIS Chap. 22. Art. 2. Deux freres maieurs de xx. ans eſtans hors de puiſſance de pere, qui ont demouré enſemble par an & iour, tenans leurs biens par enſemble & faiſans communication de gains, il y a Communauté taiſible, entre eux contractee. Art. 21. Le gendre ou la femme du fils venant demourer auec leurs beaux-peres & mere ou l'vn d'eux, apres l'an & iour de leur demourance auec eux acquierent communauté par teſte auec leurſdits beaupere & mere, l'vns deux & leurs perſonniers en meubles faicts, meubles & conqueſts à faire, en rapportans leurs droicts en la cõmunauté, ſ'il n'y a conuenance, proteſtation ou contradiction au contraire.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 6. Art. 2. La femme du fils qui vient demourer auec le pere ou mere, ou auec le pere tant ſeulement ne participe point és biens du pere: mais luy demeure, ſauf ce qu'elle y porte, pour le recouurer ou l'emporter ou l'eſtimation au profit d'elle & de ſes heritiers.

Societez comme ſe cõtinuent.
† *Ceſt Art. 20. eſt nouuelle Couſtume ampliatiue de l'ancienne.*

BERRI Tit. 8. Art. 20. Les † Societez & communautez conuentionnelles & expreſſes ou taiſibles induites par demourance & deſpence commune & communication de tous gains & profits, ſe continuent entre les ſuruiuans & heritiers x des predecedez en ligne directe ou collaterale, maieurs ou mineurs, iuſques à ce qu'il y aura inuentaire faict par les ſuruiuans & partage ou offre de partage ou autre declaration expreſſe de volonté par les ſuruiuans, qu'ils n'entendent perſeuerer à la ſocieté contractee auec les predecedez ou taiſible declaration, en ſe ſeparant par le ſuruiuant de demeure & negotiation des heritiers des predecedez apres ledit inuentaire faict: & ſera ladite declaration expreſſe ſignifiee aux heritiers ou à leurs Tuteurs & Curateurs, ſ'ils ſont mineurs.

x Heritiers premiers Bartol. in l. Gallus §. etiam ſi num. 7. D. de lib & poſt.

Communauté ou Societé taiſible ou expreſſe par quels moyens ſe peut diſſoudre.
†† *Ceſt Art. 232. a eſté adiouſté de nouueel pour auoir lieu à l'aduenir.*

POICTOV Tit. 3. Art. 232. Et †† ſi l'vne des perſonnes de ladite y communauté decede delaiſſant enfans, & qu'inuentaire ne fut fait des biens communs dedans xl. iours apres le decez, leſdits enfans auront le chois de continuer la Societé de leurdit pere ou demander leur part des meubles & fruicts de leurs immeubles.

y Ceſt Art. 232. eſt en faueur des mineurs pour opter & choiſir ſ'ils veulent entretenir ou diſſoudre la communauté.

Maiſtre & chef de la communauté peut agir & eſtre conuenu pour le faict de la communauté ſans procuratiõ.

NIVERNOIS Ch. 22. Art. 5. Le z chef d'vne communauté peut ſans procuration de ſes communs agir & eſtre conuenu pour le faict de la communauté, en actions perſonnelles & poſſeſſoires.

z Paulus de Caſtro in l. item magiſtri 14. D. de pact. Pactum magiſtri ſocietatum obeſt & prodeſt d l. 14. & ibi Accur. ſi modo ſpectet ad ſocietatis rationem. Alias ſocius per ſociũ æri alieno non obligatur, niſi in rem communem pecuniæ verſæ ſint. l. iure ſocietatis D. Pro ſoc. Ceſte Couſtume a lieu pour les meubles à fin de nuire aux aſſociez. Au reſte ſi au profit de la communauté il y avn debte hypothecaire, les aſſociez en ſont tenus, ne aitentur cum incommo-

Contracts & obligations des maiſtres de la communauté, obligent tous les aſſociez.

BERRI Tit. 8. Art. 22. Les diſpoſitions & contracts faits par les maiſtres & principaux gouuerneurs & adminiſtrateurs des biens, marchandiſes ou fermes de compagnie ou communautez des meubles appartenans à icelles, ſont bons & valables non ſeulement pour le regard des contractans, mais auſſi pour le regard de

Source : BIU Cujas

do alieno. Au reste Charondas vii. des Resp. 103. recite vn Arrest du 7. Septembre 1564. fort notable, par lequel vne obligation faicte par vn des associez, est executoire contre l'autre.

leurs compagnons & associez: ausquels lesdits contracts desdits maistres, gouuerneurs & administrateurs preiudicient & les obligent effectuellement: & par semblable leur profitent.

BOVRBONNOIS Chap. 22. Art. 268. Le chef & gouuerneur d'vne &c. p. *à Niuernois*. Ar. 5. peut durant icelle conuenir & estre conuenu en toutes actions personnelles & possessoires pour le faict de ladite communauté sans procuration de ses autres communs.

BERRI Tit. 8. Art. 21. Payement faict à l'vn des associez & compagnons en tous biens ou en vne ferme ou marchandise, par les redeuables à icelle, deliure & acquite le debteur enuers les autres, tout ainsi que s'il estoit fait à tous lesdits cõpagnons ensemblement: pourueu que celuy, à qui le paiement sera fait, administre les biens de la compagnie.

XII. NIVERNOIS Chap. 22. Art. 3. En communauté de biens expresse ou taisible, les meubles faits parauant & durant icelle, les conquests aussi faits durant icelle, sont comprins & communs entre les personniers. Art. 9. Meubles a qui escheent par succession pendant la communauté, sont communs entre les personniers: mais les heritages qui aduiennent par succession, appartiennẽt à celuy, à qui ils aduiennent: s'il n'y a conuenance au contraire.

ESTAMPES Chap. 8. Art. 102. Si †† deux ou plusieurs ont quelque heritage ou heritages à eux aduenus par succession chargez de quelque rente ou hypotheque, & l'vn des detenteurs desdits heritages chargez de ladite rente, acquiert icelle rente, telle acquisition redonde au profit des condetenteurs coheritiers dudit acquereur comme au profit d'iceluy acquereur, en rendant & payant à vn seul paiement par lesdits coheritiers chacun pour son regard tant le sort principal, que loyaux couts, frais & mises.

NIVERNOIS Chap. 22. Art. 7. Si durant la b communauté est acquis vn heritage mouuant de l'estoc & branche d'vn des communs, ledit heritage luy appartient, & en est saisi apres rembourſement par luy faict, à ses compersonniers, comme dessus, qu'il est tenu de faire dedans vn an, apres la dissolution de ladite communauté: iusques auquel rembourſement les fruicts appartiennent à la communauté. Et ledit an passé, ledit commun n'est plus receu à faire ledit rembourſement: & dudit rembourſement ainsi fait, n'en sera deu aucun profit aux S. F. ou Censiers, desquels lesdits heritages sont tenus. Art. 8. Bail à rente ou autre charge fait à parent qui pourroit venir à la succession du bailleur si le cas escheoit lors dudit bail, point n'est reputé acquest: pourquoy les communs n'y peuuent rien prendre: toutesfois quand il y a Entrage ou deniers baillez, le preneur de ladite chose, sera tenu de rembourſer *pro rata*, ses communs desdits Entrages ou deniers baillez. Art. 10. L'heritage prins à rente ou autre charge perpetuelle ou rachetable par l'vn des communs d'autres personnes, qui ne sont de son estoc & branche, est commun entre personniers. Art. 11 Si l'vn des c personniers vend ou hypotheque son propre heritage & puis le recouure, le tout durant la communauté, pourtant ne sera ledit heritage reputé conquests, & ny gist aucun rembourſement. Art. 12. Si acquest est faict à rachat par l'vn des personniers auant ou pendant la communauté, est rachetee pendant icelle, les deniers procedans dudit rachat sont communs: & de mesme si l'acquest est faict à rachat par l'vn des cõmuns, pendant la communauté, & le rachat apres la communauté dissolue, *etiam*, audit cas les deniers sont communs entre les communs viuans & les heritiers. Art. 13. Autre chose est des heritages acquis par l'vn des cõmuns parauant la cõmunauté, à la charge de rachat, qui sont rachetez la communauté dissolue. Car audit cas les deniers appartiennent à l'acquereur ou à sesdits heritiers. Chap. 25. Art. 1. Qui demande partage, il doit faire les lots. Et s'il n'a qu'vn commun, il choisira: s'il en a plusieurs, ils choisiront par sort. Si tous prouoquent & demandent le partage, la Iustice du lieu fera ou ordonnera à faire lesdits lots. Et les chois se feront, ainsi cõme dit est. Art. 2. Si les communs se departent apres les labourages parfaits, les fruicts se departent entr'eux selon les portions, qu'ils ont aux meubles. Et si lesdits labourages sont commencez, lesdits communs seront tenus de paracheuer lesdits labourages à frais communs *pro rata*, lesquels parfaits, lesdits fruicts se departiront entr'eux, comme dessus. Art. 3. Et si l'vn ou aucun desdits communs ne voulant contribuer ausdits labourages restans, celuy ou ceux desdits communs, qui poursuiuront lesdits labourages estre faits, pourront sommer en Iustice les autres negligens,

a La Coustume de Bourb. Art. 276. est conforme qui a esté mise cy dessus en ceste Addition nombre 1. mais ceste Art. 9. ne parle que entre personniers, & la Coustume de Bourb. tãt entre les conioints par mariage, qu'autres personniers & se doit ainsi ceste Art. 9. entendre.

b Il a esté cy dessus au Titre vii. de Retrait lignager Art. 154. de Paris, ou nous auons parlé du Retraict de my-denier.

c Voyez le Ch. 23. Ar. 29. mis cy dessus en Conference sur l'Art. 244. de Paris.

Payement faict à l'vn des associez en tous biẽs ou associez en vne ferme ou marchãdise, s'il administre les biens de la compagnie.

Communauté taisible ou expresse.

Meubles sont communs entre personniers: mais non les heritages, s'il n'y a conuention au contraire.

Acquisition d'vne rente sur heritage aduenu par succession, faicte par vn des condetenteurs profite aux autres.

†† *Le 102. Ar. a esté de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

Acquisition faicte durant la Communauté d'vn heritage mouuant de l'estoc & branche de l'vn des communs, luy profite seulement, s'il rembourse ses compagnons vn an apres la dissolution de la cõmunauté: autrement profite à tous.

Profit n'est deu au S. F. ou Censier pour le rembourſement fait par l'vn des associez à ses compagnons.

Source : BIU Cujas

Bail faict a vn parent venant a succession, n'eſt acqueſt: & ſ'il y a entrage ou deniers baillez, les aſſociez en ſeront rembourſez pro rata.
Bail faict par autres perſonnes eſt commun.
Rembourſement n'a lieu en rachat de propre heritage vendu ou hypothequé.
Deniers procedans d'vn rachat d'vn acqueſt faict à rachat pendant la communauté ſont communs.
Qui demande partage, fait les lots.
Fruicts comme ſe departent entre communs.
Sommation comme ſera faicte par le commun à ſes communs de paracheuer les labourages.

Partage.

gligens, & à leur delay ou refus parfaire iceux labourages à leur profit. Art. 4. Es cas eſquels cy deſſus a eſté pourueu pour le partage d'entre gens mariez, la prouiſion aura lieu, és partages d'entre aucuns communs.

Conqueſts & debtes perſonnelles ſont meubles

Bovrbonnois Chap. 22. Art. 269. Conqueſts & debtes perſonnelles, *actiuè & paſſiue*, ſe partent entre communs & ſont reputez de meſme nature que meuble. Art. 277. p. *à Niuernois*. Art. 10. rente perpetuelle des mariez ou communs d'autre que de l'eſtoc, eſt reputé conqueſt és mariez ou communs, és cas, où rentes ſe peuuent aſſeoir. Art. 279. Si aucuns communs & perſonniers achetent aucun heritage à titre de rachat, & pendant le temps dudit rachat, l'vn des communs & perſonniers va de vie à treſpas, les deniers prouenans du rachat, ſe partent entre les communs & les heritiers. Autre choſe &c. p. *a Niuernois*. Art. 13 charge de remeré. Car ſi tels heritages, apres la communauté diſſolue ſont rachetez les deniers &c. heritiers: & ne ſont diuiſez entre les communs & perſonniers.

Commun ſuruiuant ſuccede à ſon parent commun decedant ſans hoirs de ſon corps.

La Marche Chap. 19. Art 216. *A la fin.* Entre parens, d qui ſont communs en biens & perſeuerent en communauté, iuſques au treſpas de l'vn d'eux, le ſuruiuant ou ſuruiuans ſuccedét au premourant decedez ſans hoirs de ſon corps, és biens communs entr'eux: poſé qu'il y ait autre en plus prochain ou pareil degré. Ch. 28. Art. 347. Ce que l'vn des communs en biens & conſors acquiert des biens de la communauté, eſt acquis à tous ceux d'icelle & toutes choſes qu'il faict au profit d'icelle communauté, reuient au profit commun, à quelque nom qu'elles ſoient faictes: & ſ'il fait aucunes debtes neceſſaires & vtiles, elles ſe doiuent payer des biens communs.

d Ceſt Art. eſt mis en l'Edition de Callé ſous la cotte de 215. & faict vn Article diſtinct & ſeparé.

Acquiſition faicte par l'vn des communs tourne au profit de tous les communs.

Nivernois Ch. 22. Art. 6. Baſtiment e fait en conqueſts de la communauté, eſt commun entre les perſonniers. Mais ſ'il eſt fait en l'heritage ancien de l'vn des communs, il luy eſt propre comme ledit heritage, à la charge de rembourſer par le S. dudit heritage ſes perſonniers pro rata de la valeur dudit baſtimẽt, qui ſera eſtimé lors de la diſſolution de la communauté. Toutesfois ſi ledit heritage eſt ſeulement reparé, la f reparation appartient g au perſonnier à qui il eſt, ſans charge de rembourſement & n'aura lieu ladite Couſtume entre les gẽs mariez, entre leſquels leſdits edifices ne ſont ſuiets à rembourſement.

Baſtiment fait en conqueſt eſt cõmun mais non ſ'il eſt fait en heritage ancien.

Reparation des edifices propres.

e Ceſte Couſtume eſt conforme au Droict ciuil C. l. ſi in area. 16. C. de rei vind. l. 4. C. de ædif. priuatis. l. 27. §. 1. D. de ſerm. præſid. vrb. vbi rectè Pomponius ſcribit inuito ſocio, in re communi non habere ius ædificandi vide l. 28. D. Cõm. diuid.

f Bartol. in l. reficiendo D. de damno inf.

g Ceſt Article ſemble eſtre defectueux en ſa ſentence car il faut lire la reparation n'appartient au perſonnier à qui il eſt ſans charge de rembourſement. Et n'aura lieu &c. Autrement ne ſe pourroit remarquer aucune difference des cas particuliers y mentionnez, cõme eſtãs differens, ou bien il faut oſter de la ſeconde clauſe, la negation, & lire ainſi, leſdits edifices ſont ſuiets &c. La Couſtume de Bourbon. Ar. 272 nous monſtre que la derniere correction eſt plus ſaine.

De l'argent ou autre choſe donné pour employer en marchandiſe auec pact de perte & gain.

Bayonne Tit. 3. Art. 3. Si l'on baille ſomme d'argent ou autre choſe pour l'employer en la marchandiſe ou negotiation en la Cité ſeulement, & auec pacte de gain ou perte, celuy qui à baillé ladite ſomme ou autre choſe, requiert compte de marchandiſe, tel facteur eſt contraint par ledit Maire & ſon Conſeil, luy rẽdre compte dedans deux iours, ceſſans toutes excuſations. Art. 4. En rendat le cõpte, la ſomme principale ou valeur d'autre choſe, qui eſt baillee pour eſtre employee en marchãdiſe ou negotiation, doit eſtre prealablemẽt & ſans delay baillee & rendue à celuy qui la baillee, ſ'il le requiert ou ſe trouue entierement en l'eſtimation de toute negotiation. Art. 5. Et ce fait le gaing, ſi aucun en y a, & duquel celuy qui a demené ladite negotiation, eſt creu par ſon ſerment, eſt departi entr'eux ſelon ce qui a eſté pactiſé & accordé. Art. 6. Et ſi celuy qui a eu la charge de ladite negotiation, dit qu'il y a perte & diminution du principal, en doit faire h apparoir deuement. Car autrement n'en eſt creu par ſon ſerment. Art. 7. Et en defaut d'en faire apparoir deuement, doit eſtre contraint à rendre & reſtituer le principal. Art. 8. Celuy qui reçoit aucune ſomme ou autres choſes d'vn ſeul perſonnage pour les aller employer, vendre ou permuter en autres lieux ou pays hors ladite Cité, ſans faire aucun pacte de gain ou perte, doit porter ou bailler incontinent apres ſon retour l'argent ou marchãdiſe, qu'il a eu & recouuert les choſes qui luy ont eſté baillees. à celuy qui les luy a baillees. Art. 9. Et à ce eſt contraint par le Maire & ſon

Facteur n'eſt creu par ſerment de la perte.

Gain diuiſé ſelõ le pact, apres le ſerment du facteur.

De l'argent dõné ſans pacte de perte ou gain.

h Probare debet manifeſtis rationibus per diſſimvt ait lex. 1. ſi creditor 5. & l. 6. C. de pig. act.

Source : BIU Cujas

Conſeil, ſ'il en eſt requis par detention de ſa perſonne, ſans admettre i aucune compenſation n'exception. Art. 10. Reſeruez ſeulement l'accident des cas fortuits: au moyen duquel apparoiſſe notoirement qu'il ait perdu les choſes qu'il a receues. Art. 11. Et en rendant les choſes par luy receues ou faiſant apparoir des cas fortuits aduenus, celuy qui a baillé le doit payer incontinent de ſon ſalaire, ſelon qu'il auroit entr'eux eſté accordé ou autremẽt ſelon qu'il eſt accouſtumé faire en ſemblable cas. Art. 12. Si vn meſme perſonnage reçoit de diuerſes perſonnes pluſieurs & diuerſes ſõmes ou autres choſes, pour icelles employer & cõuertir en autre choſe, eſt auſſi contraint rendre à chacun reſpectiuemẽt leur marchandiſe ou ce qu'il a receu, au cas qu'il ait employé ſeparemẽt, ce qu'il a receu de chacũ d'eux. Et doit auſſi eſtre payé de ſon ſalaire. Ar. 13. Et ſi celuy qui a prins telles charges de pluſieurs perſonnages a employé le tout en bloc, en vne ou diuerſes eſpeces de marchandiſes, qu'il a apportee, à tous ceux qui luy en ont baillé charge, & mettre le tout deuers l'vn d'eux, du conſentement de tous les autres. Art. 14. Et en cas que ils ne ſ'en peuſſent entr'eux accorder, la marchandiſe eſt miſe entre les mains de celuy qui par Iuſtice eſt ordonné, & d'illec en hors chacun doit prendre ſa part & portion. Art. 15. Et celuy qui a prins la charge, eſt payé de ſon ſalaire. Art. 16. Et ſi ſur la tradition & baillance de telles charges y eſt entreuenu pacte de gaing ou de perte: celuy qui a prins la charge eſt contraint de les rendre & reſtituer reſpectiuement, en la façon declaree. Art. 17. Et le principal, ſ'il le trouue en nature ou eſtimation, doit eſtre prealablement rendu & reſtitué à celuy qui l'a baillé. Art. 18. Et le gain ſi aucun en y a, & ſur lequel celuy qui a prins l'a charge eſt creu à ſon ſermẽt eſt departi entr'eux ſelon ce qu'il a eſté accordé. Art. 19. Et ſ'il eſt dit qu'il y a perte en doit faire deuement apparoir, car autrement n'en eſt creu: poſé qu'il vueille iurer. Art. 20. Et en defaut d'en faire apparoir, eſt contraint payer & rendre le principal. Ar. 21. Si aucun prend cabal d'vn autre ou fait compagnie ou Societé à moitié, tiers ou quart de gain, & auparauant que rendre le cabal ou ſe departir de la compagnie, luy aduient aucun accident, à l'occaſion duquel il perd le cabal ou les choſes de la compagnie, il doit faire apparoir deuement dudit accident, à celuy de qui il tient ledit cabal ou à ſon compagnon. Ar. 22. Autrement celuy de qui il tient ledit cabal ou l'autre compagnõ, eſt touſiours perſonnier en tous les gains & profits qu'il fait, iuſques à ce qu'il ait fait apparoir deuement dudit accident. Art. 23. Quand celuy qui a prins cabal d'autruy, le veut rendre, doit mettre ledit cabal entre les mains & pouuoir de celuy, qui le luy a baillé: & tout l'accroiſſemẽt & gain, qui ſ'en eſt enſuiui és mains de Iuſtice. Art. 24. Et ce fait doit faire le compte & prendre ſa part du gain, duquel doit eſtre creu par ſon ſerment. Art. 25. Toutesfois ſ'il faiſoit compte de perte, la doit prouuer, comme dit eſt.

Cabal.

Societé à moitié tiers ou quart de gain.

XIII Sens Tit. 24. Art. 282. Si l'vn k de deux aians aucune choſe commune, ſ'en ſert il n'en eſt tenu d'en faire profit n'emolument à l'autre, † ſ'il n'eſt interpellé d'en faire partage ou profit.

Aucun n'eſt tenu faire profit de choſe commune, ſ'il n'y a interpellation de partage ou profit.

Avxerre Tit. 9. Art. 203. p. *a Sens.* choſe commune par indiuis, ſ'en ſert ou en vſe, &c. †† aucun profit ou emolument.

Nivernois Ch. 22. Art. 14. Celuy des aians aucune choſe indiuiſe ou cõmune, qui en vſe ou ſ'en ſert, n'eſt tenu d'en faire profit à l'autre: ſinon qu'il fut ſommé de ce ou de diuiſer: auquel cas apres la ſommation de l'vn ou de l'autre, il y ſera tenu.

Bovrbonnois Ch. 22. Art. 280. Si l'vn des deux ayans &c. p *à Niuernois.* commune ou indiuiſe, ſ'en ſert, il n'eſt tenu de ce faire profit ny emolument &c. eſt ſommé de ce faire ou diuiſer ladite choſe.

Bretagne Tit. 23. Art. 66. Celuy qui tient aucune choſe des heritages indiuis, ſy peut heberger & edifier: & ne perdra ſes miſes & maneuures † neceſſaires & vtiles: & ne luy ſeront contees au partage d'entre luy & ſes conſorts, ſi †† leſdits heritages luy eſcheent: & ſ'ils ne luy eſcheent, en ſera rembourſé.

† *Ces mots,* ſ'il n'eſt *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots,* ſ'il n'eſt interpellé, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots,* neceſſaires & vtiles, *ſont adiouſtez.*

†† *Ces mots,* ſi leſdits heritages *&c. iuſques à la fin, ſõt de nouuel adiouſtez.*

TITRE XI. DES DOVAIRES.

Art. 247. *PARIS.*

Femme mariee eſt douee de a Douaire Couſtumier: poſé que par expres au traicté de mariage ne luy euſt eſté conſtitué ne octroyé aucun Douaire.

Art. 248. *PARIS.*

Douaire Couſtumier eſt de la b moitié des heritages que le mari tiẽt & poſſede au iour des eſpouſailles † & benediction nuptiale: & de la moitié des heritages, qui depuis la conſommation du mariage & pendant iceluy eſcheent & aduiennent en ligne directe audit mari.

Douaire Couſtumier a lieu, encores qu'il ne ſoit conſtitué ny octroyé par le contract de mariage.

i Parce que ceſt vne eſpece de Depoſt qui n'admet aucune compenſation, ainſi qu'il a eſté prouué ſur l'Addition du v. Titre de Paris.

k Vide l. iure communi D. de ſeruit. præd. vrb. l. 28. D. Comm. diuid.

a Par les Couſtumes nous apprenons qu'il n'y a que deux ſortes de Douaire Couſtumier, ou prefix. Senlis Art. 174 Chalons Art. 39 Ribemont Art. 82. Amiens Art. 109. Peronne Art. 138. Blois Art. 187. La Rue d'Yndre Art 15. S. Aignan Art. 12. & autres miſes cy deſſous en l'Addition de ce Titre XI. nomb.

Source : BIU Cujas

Douaire Coustumier en quoy consiste.

† *Ces mots,* Et benediction nuptiale, *ont esté adiouſtez à ceſt Art.* 248. *qui eſtoit le ſix vingt ſeiziéme de l'ancien.*

1. Car le Douaire eſt deu à la vefue ou par la Couſtume du pays, ou par la conuention, paction ou ſtipulation expreſſe portee par le contract de mariage des conioincts. In Cap. 15. extra de foro compet dotalitium vocatur vt & in cap. 4. extra de donat. in Conſtitutionibus Siciliæ Doarium vocatur, Chronic. Sigeberti. C'eſt l'vſufruict de la moitié des heritages, qui eſt octroyee par la Couſtume à la femme ſuruiuant ou bien par le contract de mariage: & pour ceſte cauſe aucuns le nomment, vitalitium, d'où vient le mot de viuelote, qui ſe trouue en la Somme Rurale & en quelques Couſtumes du pays bas. Aucuns eſtiment tel Douaire eſtre ἀντίδωρον, aut ἀντιφερνή, morgem gabe, aut Donatio propter nuptias, à viro facta quam dos ſequi ſolebat. Mais les autres diſent telles choſes eſtre fort differentes les vnes des autres & ſont leurs effects diuers les vns des autres. Ce qui ſe peut fort facilement remarquer parce qui nous reſte de ces termes anciens en nos liures. Ie ne veux oublier que quelques vns diſent qu'il y a Douaire eſgaré, & Douaire Caduc. Car tant que la femme & les enfans viuent le Douaire eſt incertain, & ſe nomme Douaire eſgaré, mais quand ils decedent auant le pere ou la mere, il eſt eſtimé caduc & eſteint. On demande ſi le mari eſt mineur, Le Douaire ſera il deu ou non? il eſt certain que ouy par les opinions d'Accurſe & Cynus in l. fin. C. de legit. tut. l. 2. & 3. D. de rebus eorum &c. Car puis que la Loy permet le mariage ſans auctorité de Iuge, ainſi permet elle l'acceſſoire argumento l. mutus 73. D. de iure dot.

b Les Couſtumes de France ſont diuerſes pour le Douaire Couſtumier. Car les vnes donnent la moitié, comme les Couſtumes de Paris Art. 248. Meaux Art. 6. Melun Art. 135. Sens Art. 162. Auxerre Art. 208. Eſtampes Art. 132. Dourdan Art. 88. Montfort Art. 138. Mante Art. 134. Senlis Art. 175. Clermont Art. 157. Vallois Art. 103. Troyes Art. 86. Chaumont Art. 70. Vitri Art. 86. Laon Art. 32. & 33. Chalons Art. 41. Reims Art. 243. Noyon Art. 28 S. Quentin Art. 72 Ribemont Art. 83. Theroanne Art. 20. Chauny Art. 122. Et n'eſt conſiderable ce qui eſt porté par la Couſtume de Niuernois Chap. 24 Art 1. comme il ſera monſtré cy deſſous: & ainſi meſmes quelques Couſtumes ont dit, la moitié de tous les heritages. Montargis Ch. 14. Art. 1. Orleans Art. 218. & Dunois Art. 69. Autres Couſtumes ont donné la tierce partie des choſes cottieres, & la moitié des choſes Feodales. Amiens Art. 152. S. Paul Art. 44. Boullenois Art. 99. & 109. Nedonchel Art. 3. Artois Art. 172. & 173. Ponthieu Art. 33. Sainct Paul en Artois Art. 19. Tit. 1. S. Omer Art. 23. Autres Couſtumes ont eſtimé le Douaire pour les rotures à la moitié, & pour les choſes Nobles, eſcheues en tierce foy, à la tierce. Tours Art. 338. Lodunois Chap. 32 Art. 2. & Xainctonge Art. 75. Finalement les autres Couſtumes ont voulu que tel Douaire fut ſeulement du tiers. Grand Perche Art. 111. S. Aignan Art. 13. Selles Art. 7. Poictou Art. 256. Angoumois Art. 82. Bretagne Art. 455. Tours Art 326. Lodunois Chap. 31. Art. 1. Chartres Art 52. & 54. pour les V Baronnies dudit Bailliage de Chartres Normandie Art. 352. 356. & 359. Le Bouteiller en la Somme Rurale, dit que femme mariee à homme qui tient noblement doit auoir par droict Couſtumier droict de Douaire en la moitié de tous les fiefs &c. Au liure intitulé Li eſtabliſſement Li Rois de France &c. Gentis Fame n'a que le tiers en Douaire de la terre ſon Seignour. Et vn peu au parauant, Se Gentis Fame eſt hoir de terre, & ſes fires ſoit mort, & d'elle ait ſes hoirs & elle veut prendre Douaire, en la terre ſon Seignour, ce eſt la tierce partie, ſes fils aiſné prendra auſſi la tierce partie en la ſomme. Ie trouue que la forme du Douaire prefix ancien eſtoit telle, du Douaire te doue, qui eſt deuiſé entre mes amis & les tiens Philippes Auguſte 1214. La femme eſt douee de la moitié de ce que l'homme a au iour qu'il l'eſpouſa. Maiſtre Iean Filleul diſoit qu'aucun Douaire n'eſtoit tenable, puis qu'il paſſoit la moitié du vailſant du mari.

CONFERENCE.

Douaire Couſtumier de la moitié des fiefs, & du tiers és rotures.

CALAIS Tit. 4. Art. 48. p. *à l'Art.* 247. *de Paris.* Art. 49. p. *à Paris.* Art. 248. moitié des fiefs & du tiers des heritages tenus en roture appartenans au mari au iour &c. & de ceux qui depuis &c.

MEAVX Chap. 2. Art. 6. Vne femme apres le decez de ſon mari a droict de Douaire en tous les heritages qu'il auoit au iour qu'il l'eſpouſa, & en tous ceux qui luy ſont depuis aduenus en ligne directe, & non en ligne collaterale: lequel droict de Douaire: eſt appellé Douaire couſtumier: par lequel elle doit iouyr ſa vie durant, comme vſufruictiere, de la moitié deſdits heritages.

MELVN Chap. 15. Art. 135. Femme mariee, à laquelle par exprés, au traicté & contract de ſon mariage, n'a eſté prefix & aſſigné aucun Douaire, demeure douee de Douaire couſtumier: qui eſt la moitié des heritages, que le mari tenoit & poſſedoit au iour des eſpouſailles, & de la moitié des heritages, qui depuis la conſommation dudit mariage, luy ſont aduenus & eſcheus en †† ligne directe ſeulement.

†† *Ces mots,* En ligne directe, *ont eſté adiouſtez, & ces mots,* ou qu'ils ont couché en ſemble, *poſe qu'elle ſoit demouree pucelle, eſtans en l'ancienne Couſtume ont eſté rayez pour l'aduenir ſeulement.*

SENS Tit. 17. Art. 162. La femme apres le treſpas de ſon mari, eſt douee par Douaire couſtumier, de la moitié des heritages de ſon mari, deſquels il eſtoit Seigneur & poſſeſſeur au iour qu'il l'eſpouſa, & de ceux qui pendant le mariage luy ſont eſcheus par ſucceſſion de pere ou mere, ayeul ou ayeule † ou autre directe aſcendant, pour iouyr par la femme, comme douairiere & en prendre & parceuoir les fruicts, profits, reuenus & emolumens durant ſa vie.

† *Ces mots,*

AVXERRE Tit. 10. Art. 208. p. *à Sens.* †† eſcheus & aduenus &c. direct aſcendant &c.

ESTAMPES Chap. 11. Art. 130. Femmes mariees ſont & demeurent douees de Douaire couſtumier ſi par expres au traicté de leur mariage ne leur a eſté prefix ou aſſigné aucun Douaire: & eſt le Douaire prefix propre aux enfans dudit mariage. Art. 131. Douaire Couſtumier † eſt de la moitié des heritages que le mari tenoit & poſſedoit au iour de ſes eſpouſailles & de la moitié des heritages &c. p. *à Paris.* Art. 248 ſont eſcheus & aduenus en &c.

Source : BIU Cujas

ou autre directe aſcendans, *ont eſté adiouſtez.*

†† *Ceſt Article 208. a eſté de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir és mariages qui ſe feront cy apres.*

† *L'Article 131. eſt ancien pour les Nobles : & nouuel pour les roturiers & fut ordonné que ledit Art. auroit pour les roturiers lieu pour l'aduenir.*

DOVRDAN Tit.7.Art.88. Entre†† Nobles le Douaire couſtumier de la femme, eſt de la iouyſſance de la moitié des heritages que le mari tenoit & poſſedoit au iour des eſpouſailles, & de la moitié des heritages qui luy ſont aduenus & eſcheus en ligne directe, durant & conſtant le mariage. Et entre roturiers eſt de la iouyſſance de la moitié deſdits heritages, comme deſſus, ou de la ſomme de x. liures t. & ſans rapport de la ſomme de x. liures t. au chois & option de ladite femme: ſinon qu'autrement ait eſté accordé par le traicté de mariage.

MONTFORT Chap.12.Art.137.p.*à Paris.* Art.247. demeure douee &c. Art. 138.p.*à Paris.* Art.248. eſpouſailles & de la &c.

MANTE Chap.13 Art.134.p.*à Melun* 135. au contract & traicté &c. demeure neantmoins douee &c. au iour de ſon mariage, & la moitié &c. mariage & pendãt iceluy, luy ſeroient eſcheus & aduenus en l.d.

SENLIS Tit.8.Art.175. Le † Douaire couſtumier dont la femme peut eſtre douee, eſt de la moitié de tous les heritages, que le mari auoit du iour de ſes nopces, & de ceux qui luy ſont eſcheus & eſcherront en ligne directe durant & conſtant leur mariage.

CLERMONT Tit.13.Art.157. Vne femme eſt douee de la moitié de tous les biens immeubles appartenans à ſon mari au iour des nopces, & de la moitié de tous ceux qui durant le mariage d'eux viennent & eſcheent audit mari en ligne directe: & ce quant au Douaire couſtumier.

VALLOIS Tit.8.Art.103. La femme pour ſon droict de Douaire couſtumier apres le treſpas de ſon mari, prend & doit iouyr ſa vie durant, de la moitié de tous les heritages, rentes & reuenues, que ſon mari auoit au iour qu'il l'eſpouſa: & pareillement de la moitié des heritages qui ſeroient venus & eſcheus à ſon mari, par ſucceſſion en ligne directe, durant & conſtant leur mariage.

TROIES Tit.5.Art.86. La †† femme eſt douee pour Douaire couſtumier de la moitié de tous les heritages & biens immeubles, que tient & poſſede ſon mari, au iour de leurs nopces & eſpouſailles, & de ceux qui durant leur mariage eſcheẽt audit mari en ligne directe.

CHAVMONT Tit.4.Art.70. Vne † femme apres le decez de ſon mari, a droit de Douaire en tous les heritages qu'il auoit au iour qu'il l'eſpouſa, & en tous ceux qui depuis luy ſont aduenus en ligne d. & non en ligne collateral: lequel droit de douaire ſ'appelle Douaire couſt. par lequel elle iouyra ſa vie durant &c. p.*à Meaux.*

VITRI Tit.5.Art.86. Femme vefue Noble ou roturiere incontinent apres le treſpas de ſon mari, eſt ſaiſie & veſtue par Douaire couſtumier, de la moitié des fruits & reuenues de tous les heritages que ſon mari auoit au iour qu'il l'eſpouſa, & de ceux qui luy ſeroient depuis eſcheus en ligne directe. Art.87.†† p.*à Meaux.*

LAON Tit.4.Art.32.p.*à Eſtampes.* Art.130. poſé que &c. euſt eſté conſtitué n'octroyé &c. Ar.33. Le Douaire couſtumier eſt de la moitié des heritages du mari, que il auoit lors † de la benedictiõ, & de la moitié de tous les autres heritages à luy venus & eſcheus en ligne directe, durãt & cõſtãt le mariage. Duquel Douaire la femme, apres le treſpas de ſon mari, doit iouir par vſufruict & ſa vie durant ſeulement.

CHALONS Tit.8.Art.41. Douaire couſtumier eſt celuy, qui eſt donné par la Couſtume, au cas ſeulement que Douaire prefix n'ait eſté accordé par le cõtract de mariage. Et eſt tel Douaire couſtumier de la moitié des heritages qui appartiẽnent au mari, au iour de la celebration du mariage & benediction nuptiale, & de la moitié des heritages venus & eſcheus à iceluy mari par ſucceſſion en ligne directe conſtant & durant ledit mariage. De laquelle moitié la femme iouiſt ſa vie durant & par vſufruict ſeulement.

REIMS Tit.9.Art.243. *A la fin.* Et ceſſant la conuention des parties, prend la femme ſuruiuant ſon mari, Douaire couſtumier, qui eſt la moitié de tous les heritages que poſſedoit ſon mari au iour de la benediction nuptiale pour leſdits heritages enſemble des fruicts, reuenus & emolumens d'iceux, en iouir par la vefue, ſa vie durant: à la charge de les entretenir & payer les rentes foncieres. Art. 282. La femme vefue du mari Noble, a és heritages Nobles, que tenoit ſon mari quand il treſpaſſa, Douaire couſtumier: qui eſt tel qu'elle iouyra ſa vie durant deſdits heritages.

†† *Ceſt Art. 88. eſt nouuel pour le regard de la femme roturiere : parce que par l'ãcienne Couſtume entre roturiers le Douaire de la femme n'eſtoit que de x. liures tournois.*

† *Sur ceſt Ar. 175. l'Eſtat de la Nobleſſe a dit & remonſtré que le Douaire ne deuoit eſtre acquis à la femme, ſinon qu'elle euſt couché auec le mari. Ce qui a eſté mis en deliberation, & pour la diuerſité des opinions a eſté ordonné que ledit Ar. & autres faiſans mention de l'acquiſition demoureroient : ſauf auſdits Nobles, à eux pourueoir à la Cour, ſur ladite requeſte.*

†† *Ceſt Art. 86. contient la correction de l'ancienne Couſtume.*

† *Par l'ancienne Couſtume les femmes ne prenoient leur Douaire Couſtumier ; que ſur la moitié des heritages : dont ledit mari mouroit ſaiſi & veſtu. Et parce ſi parauant ſon treſpas durant leur mariage, il auoit eſté mauuais adminiſtrateur, & qu'il euſt ven-*

Source : BIU Cujas

du & altene les heritages de ſon propre, la femme demourroit ſans Douaire. Et auſſi ledit Art. ne faiſoit mention du Douaire prefix: lequel toutesfois auoit lieu au Bailliage de Chaumont. A ceſte cauſe ont eſté introduits les 3. Art. ſuiuans 70. 71. & 72.

†† *Sur l'Art. 87. ancien a eſté dit qu'il eſtoit trop obſcur, & qu'en iceluy y auoit pluſieurs ſpecialitez contraires à la Couſtume generale dudit Bailliage. Nous auons demande ſi Douaire prefix eſt heritage propre aux enfans. A quoy concordablement tous les trois Eſtats nous ont reſpondu que Douaire ſoit prefix ou Couſtumier, eſt à la vie de la femme ſeulement. Partant ledit Art. a eſté rayé, & y ont eſté mis les 87. 88. 89. 90. 91. & 92.*

† *Au lieu des mots, du iour des nopces, ont eſté mis ces mots, lors de la benediction nuptiale, & la Couſtume particuliere de Vreuin à eſté abrogee: & ordonne que doreſnauant la dite ville de Vreuin ſe reglera ſelon la Couſtume generale. Par ladite Couſtume particuliere les femmes mariees n'auoient aucun droict de Douaire ſur les heritages du mari: mais au lieu de ce prenoient de chacune eſpece de meuble, vne piece à leur chois.*

NOYON Tit. 3. Art. 28. Quand homme ou femme ſont conioints par mariage, entre Nobles & non Nobles, la femme acquiert droit de Douaire Couſtumier, qui eſt de la iouyſſance de la moitié de tous & chacuns les heritages & biens immeubles, deſquels iouyſſoit le mari, †† au iour de la benediction nuptiale: enſemble la iouyſſance de la moitié des heritages, qui eſcheoient en ligne directe au mari conſtãt le mariage pour en iouir apres le treſpas du mari, ſa vie durãt ſeulement.

S. QVENTIN Tit. 6. Art. 92. Vne femme apres le treſpas de ſon mari, a & doit auoir ſon Douaire ſur tous les heritages, dont ſon mari iouyſſoit au iour de leurs nopces, & qui luy ſont aduenus en ligne directe conſtant leur mariage. Et à cauſe d'iceluy Douaire, doit la femme apres le treſpas de ſon mari, auoir ſa vie durant & non plus, la moitié de tous les reuenus & profits deſdits heritages.

RIBEMONT Tit. 9. Art. 83. Douaire Couſtumier eſt la moitié de ce que le mari auoit lors du iour du mariage, ou de ce qui luy eſt eſcheu, conſtant le mariage en ligne directe.

AMIENS Tit. 6. Art. 112. † Douaire Couſtumier eſt de moitié des heritages Feodaux & du tiers des heritages cottiers du mari, qu'il auoit lors du mariage, & qui luy auroient eſté donnez auparauant iceluy, ou en le traictãt, ſoit qu'il fut ſaiſi ou non, & de ceux qui luy ſeroient aduenus durãt le mariage par ſucceſſion en ligne directe, ou par donation de pere, mere au autres aſcendans en ligne directe: pour par la vefue prendre les fruits de ladite moitié & tiers, & en iouyr ſa vie durant ſeulement. Toutesfois en la Preuoſté de Foulloy, la femme prend moitié aux cottieres, comme en fief.

THEROANNE Ti. 5 Ar. 20. Quand deux conioints par mariage ou l'vn d'iceux apporte à mariage, où luy eſt ſuccedé, conſtant iceluy, aucũs heritages, & l'vn d'iceux va de vie à treſpas les heritages du treſpaſſé retournent à ſes heritiers de la coſte & ligne dont ils ſont venus: ſauf que ſi ceſt le mari qui ſoit treſpaſſé, la vefue ſuruiuant aura ſur leſdits heritages, qui eſt la moitié tant en fief, que cottiere. Et ſi le mari ſuruit la femme, il n'a nul droict ſur les heritages de ſadite femme.

S. PAVL Ti. 6. Ar. 44. La femme incontinẽt apres le treſpas de ſon mari acquiert droict de Douaire ſur tous biens de ſon mari: eſt à ſçauoir ſur ceux dont il eſtoit ſaiſi, & auſſi ſur ceux qui luy viendroient & ſeroient venus, ſuccedez & eſcheus conſtãt leur mariage & qu'ils auroient acquis durãt icelui: ſuppoſé qu'il n'en mouruſt ſaiſi: ledit douaire, tel que de la moitié des fruits des fiefs, durant la vie d'icelle vefue tant ſeulement, ſoit qu'elle ſoit mariee ou non: & le tiers des heritages cottiers ou roturiers pour en iouir par icelle vefue, tant qu'elle ſe tiendra à marier: ſauf toutesfois que ſi ledit mari, durant le mariage, auoit fait aucunes acqueſtes fiefues ou cottiers, qu'il euſt reuendus conſtant le mariage, ladite vefue ny pourroit demander aucun droict de Douaire couſtumier ny autre.

CHAVNY Tit. 23. Ar. 122. Toutesfois que femme ſe lie par mariage, elle acquiert droit de Douaire couſtumier, qui eſt la moitié des fruits, profits & reuenu de & ſur tous les heritages appartenans au mari au iour du mariage, de quelque ligne & à quelque titre que ſe ſoit: & auſſi de tous autres heritages, qui depuis le mariage ſeroient venus & eſcheus au mari par ſucceſſion en ligne directe. Et d'icelle moitié, doit la femme apres le treſpas de ſon mari, iouir ſa vie durant tant ſeulement.

BOVLLENOIS Tit. 23. Art. 99. Le droict de Douaire eſt la moitié és fiefs, & le tiers és cottieres, pour en iouir durant la vie de la douairiere tant ſeulement: en † ce non comprins les * acqueſts faits durant & conſtant leur mariage: quant auſquels la Douairiere ne peut prendre aucun vſufruit en la portion appartenant aux heritiers de ſon mari. Et d'auantage par Couſtume locale en la ville de Boulongne Bourgades & Banlieuë d'icelle vne femme n'a point de douaire, ſ'il ne luy eſt conuenu en traictant ſon mariage: & n'y a lieu droict de Douaire couſtumier, ne auſſi en pluſieurs autres villes de Loy & Eſcheuinage.

†† *Ces mots, au iour de la benediction nuptiale, ont eſté mis au lieu de ces mots anciens, au lieu de la conſommation de leur mariage.*

† *Ceſt Ar. 112. fait partie du 49. Art. ancien: & ont eſté adiouſtez ces mots ſaiſi ou non: & encores ces mots ou par donation de pere ou mere ou autres aſcendans en ligne directe, pour plus grande explication d'iceluy. Auquel ſe ſont oppoſez leſdits Leſcouuete & Vaillant pour ledit Cardinal de Chaſtillon, diſans que par la couſtume locale de Vidamé de Gerberoy, la fẽme eſt douee de la moitié de tous les heritages, ſoient feodaux ou cottiers, que le mari auoit le iour de ſes nopces, durant & conſtãt leur mariage. Lequel Douaire eſt reputé propre aux enfans dudit mariage. De laquelle oppoſition leur auons donné acte: & neãtmoins ordonné que ledit Art. paſſera.*

En acqueſtes Fiefues ou Cot-

tiers faites durant le mariage, Douaire Coustumier n'a lieu.

†† *Ces mots,* En ce non *&c. iusques à ces mots,* de sondit mari, *sont de nouuel adiouſtez.*

* *Aliàs, quant aux acqueſts faits durant & constant le mariage, la femme ne prendra aucun droict de Douaire sur la part appartenant aux heritiers de son feu mari. P. V.*

BOVLONGNE L. Art. 12. Aux vefues n'eſt deu Douaire en la Ville, Bourgaige & Banlieue, ſ'il n'eſt conuenancié & prefigié auparauant le lien de mariage

DESVRENE Art. 7. Il n'y a point de Douaire ſ'il n'eſt conuenancé en traictant le mariage.

ESTAPPES Art. 10. Vefues n'ont aucun droict de Douaire couſtumier ſur les heritages, qui ont peu appartenir à leurs feus maris, ſeans en ladite ville & Banlieue, ſi par pact & accord n'eſt accordé par les parties auãt aucun lien de mariage.

QVESQVE Art. 6. A vne femme vefue pour droict de Douaire couſtumier appartient la moitié de tous les fiefs, manoirs & cottieres dont ſon feu mari eſtoit ſaiſi, iouiſſant & poſſedant à lors de leur mariage, tant qu'elle ſe tiendra à marier: & en ſe remariant, elle perd tout ſon douaire. *Femme ſe remariant, perd ſon Douaire.*

NEDONCHEL Art. 3. Et quant aux Douaires les vefues emportent la moitié en fief & le tiers en cottieres, ſoit qu'elles ſe remarient ou non.

PERONNE Tit. 6. Art. 140. Douaire couſtumier eſt celuy qui eſt donné & deferé à la femme par la Couſtume, qui eſt l'vſufruict & iouiſſance la vie durant de la femme de la moitié de tous les immeubles qui appartenoient au mari au iour du mariage: & moitié de ceux, qui ſont eſcheus au mari conſtant le mariage par ſucceſſion en ligne directe ſeulement. *Douaire Couſtumier quid.*

ARTOIS Tit. 7. Art. 172. La premiere femme apres le treſpas de ſon mari, a droict de Douaire ſur tous les heritages feodaux, d'acqueſt ou patrimoniaux, & ſur tous les heritages cottiers, deſquels ſon mari pendant icelle leur conionction auroit eſté ſaiſi, ſoit ores que tels heritages ayent eſté vendus pendant icelle leur conionction: ou que d'iceux il ne ſoit mort ſaiſi. Art. 173. Le droict de Douaire és fiefs, eſt de la moitié des profits d'iceux, & en cottiere le tiers pour en iouir la vie durant d'elle ſeulement.

LENS Tit. 1. Art. 10. La premiere femme &c. p. *à Artois.* Art. 172. d'acqueſte ou autrement eſtans audit Bailliage: mais non ſur les heritages cottiers eſtãs en icelui.

CAMBRAY Tit. 4. Art. 1. En la Cité de Cambray & pays de Cambreſis, il n'y a point de Douaire couſtumier. *Douaire Couſtumier n'a lieu.*

ARRAS Tit. 7 Art. 54. Les vefues par le treſpas de leurs maris, ne peuuent demãder ſur les heritages de leurſdits maris ſituez audit Eſcheuinage, Douaire, que l'on appelle communement au pays, Douaire couſtumier.

LA SALLE de Lille Ti. 5. Ar. 1. A vne femme vefue demouree és biens & debtes de ſon feu mari, cõpete & appartiẽt droit de Douaire: tel que de la moitié de tous les fruits, profits, reuenus & eſcheances des fiefs & Seignouries, dont ſon mari a eſté heritier, conſtant ſon mariage: Pour en ioyr par ſadite vefue ſa vie durant ſeulement. Et ſi elle renonce auſdits biens & debtes, luy appartiẽt pour ſondit douaire, ſeulement le tiers deſdits fruits, profits, reuenus & eſcheances d'iceux fiefs, ſa vie durant. N'eſt qu'elle ait apprehendé ſon droit conuentionnel entant qu'en apprehendant l'vn elle ſe priue de l'autre: & au regard du mari ſuruiuant, il n'aura droict de Douaire és fiefs ou heritages delaiſſez par ſa femme. Art. 5. A vne fois, à chacune fois qu'elle eſchet vefue, appartient le droict de Douaire couſtumier ſur les fiefs & S. deſquels ſes feus maris ont eſté heritiers conſtant les mariages d'elle: ſauf ſur les fiefs & Seignouries qui ſuccedent par le treſpas d'iceux, à leurs enfans ou enfant d'autre & precedent mariage: contre leſquels ladite vefue n'a ledit droit de Douaire Art. 7. Se le mari conſtant ſon mariage a eſté heritier d'aucũs fiefs ou fief, deſquels ou partie l'vſufruit appartient à autruy, ſa vefue a ſeulement Douaire ſur la partie dont ſondit mari a eu la ioyſſance, conſtant iceluy mariage. Et ſe ledit vſufruict ſe conſolide auec la proprieté, icelle vefue peut prendre deſlors en auant la ioyſſance du plain Douaire: reſerué des fiefs donnez à mort-gage, ou autrement chargez par expres, par les predeceſſeurs de ſondit mari, que les heritiers d'iceluy mari apres ſon treſpas racheteroient. Eſquels fiefs ainſi baillez à mort-gage, ladite vefue n'a ledit droit de Douaire, cõme ſe ne l'augmente ledit douaire pour les autres charges, comme deſſus rachetees.

TOVRNAY Tit. 15. Ar. 6. Dauantage a ladite femme auec ce que deſſus pour droit de ſon Douaire couſtumier, appartient la ioyſſance ſa vie durant de la moitié des fiefs appartenans à ſondit mary, ſoient patrimoniaux ou par luy acquis, deſquels ledit mari ſeroit mort heritier.

S. POL EN ARTOIS Tit. 1. Art. 19. La femme apres le treſpas de ſon mari, ſoit qu'elle ſoit ſecõde ou troiſieſme femme ou plus, & que des mariages precedés

y ait enfans viuans ou non, a droict de Douaire ſur tous les heritages Feodaux ou Cottiers & d'acqueſte, appartenans à ſon mary, ou qui luy ſeroient eſcheus conſtant iceluy : ſuppoſé qu'il n'en ſoit mort ſaiſi : & ſur ceux qu'il auroit acquis conſtant ledit mariage, & en eſt mort ſaiſi : ledit Douaire eſt és Fiefs, tel que de la moitié des fruicts & proufits d'iceux, pour en iouir durant ſa vie, ſoit qu'elle ſe remarie ou non : & le tiers des cottieres, pour en iouir tant qu'elle ſe tiendra à marier ſeulement.

Douairiere doit ſupporter les charges reales, & maintenir en bon eſtat les heritages.

DVCHE de Bourg. Chap.4. Art.6. Femme mariee eſt douee apres le treſpas de ſon mary, ſur la moitié des heritages anciens de ſon mary, dont il eſt mort veſtu & ſaiſi, pour en iouir ſa vie durant & ſupporter la moitié de toutes charges reales à cauſe de ſon Douaire : & ſera tenu de maintenir en bon & conuenable eſtat les biens de ſondit Douaire.

COMTE de Bourg. Chap.2. Art.26. Femme mariee par la Couſtume generale du Comté de Bourg. gardee entre les Nobles, eſt douee de la moitié des anciens heritages de ſon mary, à vie. Et ſi elle eſt mariee à la Couſtume generale gardee entre les Bourgeois, elle eſt douee à la tierce partie de ſon Dot & Mariage, auſſi à vie.

Femme eſt tenue de ſoy arreſter à ſon Douaire conuenu ou prefix.

NIVERNOIS Chap.24. Art.1. Femme mariee eſt douee par la Couſtume c de tous les heritages que tient & poſſede ſon mary le iour de la ſolennisation des nopces, & de la moitié de ceux qui luy aduiennent par ligne directe, iuſques à ſon treſpas : ſinon qu'elle ſoit douee de Douaire conuenu & prefix : auquel cas eſt tenue de ſoy arreſter à ſon Douaire conuenu & prefix.

MONTARGIS Chap.14. Art.1. Quand aucune femme, ſoit Noble ou roturiere, eſt coniointe par mariage, & par le traicté n'y a aucun Douaire prefix ne conuentionnel, la femme par la Couſtume eſt douee de tous les heritages que le mary auroit lors de la conſommation du mariage, & de ceux qui depuis luy aduiendroient de pere & mere, ayeul ou ayeule, pour d'icelle moitié iouir par la femme, ſa vie durant, en ſouſtenant & acquitant iceux heritages.

† *Ceſt Art. 218. eſt tiré du 238. Art. ancié: & ce qui a eſté adiouſté eſt ſãs preiudice du paſſé.*

Douairiere quelle caution doit donner.

ORLEANS Tit.11. Art.218. p. *à Montargis.* ou † non Noble, &c. prefix, la femme, &c. de la moitié de tous les heritages, &c. auoit lors, &c. ayeule & autres aſcendans, pour d'icelle, &c. en acquitant les charges, que doiuent iceux heritages, durant le temps dudit Douaire, à la caution iuratoire, apres auoir affermé n'en pouuoir bailler d'autre. Mais ſi elle ſe remarie, baillera Caution ſuffiſante : duquel Douaire la femme eſt ſaiſie apres la caution baillee. Art 221. En traicté de mariage, auquel n'y a conuention de Douaire, & le mary n'a aucuns propres heritages, la femme aura pour ſon Douaire le quart des Conqueſts de la portion des heritiers du decedé en vſufruict, en payant les charges, & entretenãt les heritages & baſtimens, aux †† cautions que deſſus. Et ſ'il n'y a Conqueſts, aura la quatrieſme partie des meubles de la portion des heritiers du treſpaſſé.

Femme eſt ſaiſie du Douaire, apres la caution baillee.

Douaire ſur le quart des Cõqueſts de la portion du decedé : ou des meubles.

NORMANDIE Chap.15. Art.352. *A la fin.* Et conſiſte le Douaire en l'vſufruict du tiers des choſes immeubles, dont le mary eſt ſaiſi, lors des eſpouſailles, & de ce qui luy eſt depuis eſcheu en ligne directe : encore que leſdits biens fuſſent eſcheus à ſes Pere, Mere ou autre aſcendant par ſucceſſion collaterale, donation, acqueſts ou autrement. Art.355. Si le pere ou ayeul n'ont conſenty le mariage, la femme n'emporte apres la mort de ſon mary Douaire : fors de ce dont ſon feu mary eſtoit ſaiſi, lors qu'il l'eſpouſa, ou de ce qui luy ſeroit depuis eſcheu en droicte ligne, conſtant le mariage. Art 356. La femme ne peut auoir en Douaire plus que le tiers de l'heritage, quelque conuenant qu'il ſoit faict au traicté de mariage : & ſi le mary donne plus que le tiers, ſes heritiers le peuuent reuoquer apres ſon decés. Art. 359. Moins que le tiers peut auoir la femme en Douaire, ſ'il eſt conuenu par le traicté de mariage. Art.366. Si le mary d renonce à la ſucceſſion qui luy eſt eſcheuë en ligne directe : neant-moins la femme peut prendre Douaire ſur icelle aux charges de Droict.

Douaire conſiſte au tiers.

TOVRS Tit.30. Art.326. Femme † ſuruiuant ſon mary Noble aura par Douaire la tierce partie des biens propres ou acqueſts que ſon mary auoit lors de leur mariage, ou de ceux qui par ſucceſſions directes & collaterales, luy ſont eſcheus, pendant iceluy. Article.338. Femme mariee à homme roturier, a droict d'auoir par Douaire ſur les heritages demourez du decés de ſon mary, la moitié des choſes roturieres, & tierce partie des choſes nobles eſcheus en tierce foy : & †† court ledit Douaire du iour du decés, au profit de la vefue, qui en eſt ſaiſie, ſans qu'elle en face aucune ſommation.

Douaire n'a lieu apres la mort du mary, ſi le pere

ANIOV Tit.15. Art.299. La femme qui ſuruit ſon mary, ſoit Noble ou

c Du Moulin ſur ceſt Art. monſtre qu'il faut lire de la moitié de tous, & que tel faute eſt ſuruenue par le moyẽ des Liures Couſtumiers eſcrits par Guillaume Bourgoin. Ce qui ne ſe peut tollerer par ce que le Douaire eſt moindre que la ſucceſſion, par l'Art.8. de ceſte meſme Couſtume au meſme Chap. & ioinct qu'en tout cas, les enfans ſeroient bien fondez & receuables à demãder leur droict de legitime. Au reſte l'erreur eſt encores plus euidemment prouué par l'Art. 5. de la meſme Couſtume & duquel il collige que le Douaire de la premiere femme n'eſt que de la moitié, eu eſgard à ceux que le pere poſſe doit au iour du mariage.

d Iure ciuili filius recuſans delatam hereditatem, non officit patri qui vſum fructũ habet, pater enim hoc caſu eam pleno iure adquirit. Et ſemble en ce cas que la renoncia tion faite par le mary aux ſucceſſions directes eſt frauduleuſe, & ne la peut le mary faire au preiudice de la femme.

Source : BIU Cujas

ou ayeul n'ont consenty le mariage: fors de ce, &c.

Femme ne peut auoir plus que le tiers quelque conuention qu'il y ait: peut bien auoir moins que le tiers, s'il y a conuention.

Femme a Douaire, nonobstant la renonciation du mary fait à la succession.

† *Les Art. 326. 327. & 328. ont este accordez pour l'aduenir & mis au lieu du premier Article ancien dudit Titre.*

†† *Ces mots,* Et court, *&c. iusques à la fin, ont esté mis au lieu de ces anciens,* Et ne court ledit Douaire que iusques apres la sommation.

Coustumiere, a droict d'auoir la tierce partie de Douaire & vsufruict, sa vie durant, des heritages & choses immeubles, dont son mary estoit S. au temps de son mariage & durant iceluy: sauf és cas cy apres declarez.

LE MAINE Titre seiziesme. Article 313. p. *à Anion.* ou coustumiere, &c.

GRAND Perche, Tit. 6. Art. 111. Femme mariee est douee par la Coustume de la tierce partie de tous & chacuns les heritages, qui appartenoient à son mary au iour des espousailles, & † de la tierce partie des heritages, qui depuis les espousailles seroient aduenus en ligne directe, pour en iouir par elle, sa vie durant.

† *Ces mots,* Et de la tierce, *&c. iusques à ces mots,* ligne directe, *inclus, sont adioustez pour auoir lieu à l'aduenir.*

CHASTEAV-NEVF Chap. 8. Art. 55. La femme Noble ou non Noble est douee de Douaire Coustumier, de la moitié de tous les heritages & immeubles, qui appartiennent à son mary, & dont elle le trouua S. & saisi au iour qu'elle l'a espousé, & que luy sont escheus durant leur mariage par succession de pere ou de mere, ayeul ou ayeule, ou d'autres en ligne directe: Et s'acquiert ledict Douaire dés la premiere nuict, que la femme a couché auec son mary, & commence a auoir cours & effect, apres le trespas du mary. Et s'il y a Douaire prefix & conuentionnel, on se doit regler selon la conuention des parties. Art. 56. Douaire Coustumier est de la moitié de tous les heritages, que tient & possede le mary, & dont il est saisi & vestu, au temps du mariage fait & consommé entre luy & sa femme, & de ceux qui luy viennent & escheent apres & durant iceluy mariage en succession de ligne directe.

Douaire s'acquert au coucher.

Douaire à cours du iour du decés.

Douaire prefix se regle selon les conuentions.

CHARTRES Chap. 9. Art. 52. p. *à Chasteau-neuf.* Art. 55. Coustumier, qui est de la, &c. auec le mary, &c. auoir son cours, &c. mary, & se doit requerir aux heritiers de luy. Et s'il y a, &c. des parties. Et a la Coustu. lieu pour tout ledict Bailliage: sauf qu'esdites v. Baronnies & Perche-gouet, entre roturiers la femme est douee du tiers de ce que dit est seulement. Art. 54. p. *à Chasteau-neuf.* 56. directe: sauf qu'esdites v. Baronnies, &c.

DREVX Chap. 9. Art. 43. p. *à Chasteau-neuf.* Art. 55. appartenoient à, &c. ayeule & d'autre succession de droicte ligne s'acquiert, &c. p. *à Chartres. iusques a ce mot,* parties, *inclus,* Art. 45. p. *a Chasteau-neuf.* Art. 56. par succession de ligne, &c.

BLOIS Chap. 14. Art. 189. Et s'il n'y a aucun Douaire prefix, la femme prendra Douaire Coustumier, c qui est tel, qu'apres le trespas du mary, la femme a droict de tenir par vsufruict sa vie durant, la moitié de tous & chacuns les heritages, dont elle trouue saisi son mary lors du mariage, ou qui escheent & aduiennent au mary, durant & constant leur mariage en ligne directe ascendant: c'est à sçauoir de pere, mere, ayeul ou ayeule, *& sic de singulis.*

c Par ceste Coustu. le Douaire n'est pas propre aux enfans, & partant il est personnel: & si le mary n'est saisi lors de son decés, la femme y doit venir par le petitoire. C. M.

DVNOIS Chap. 13. Art. 69. Quand aucune femme soit Noble ou roturiere est conioincte par mariage, la femme est par la Coustume douee de la moitié de tous les heritages que le mary auoit, &c. p. *a Orleans.* Art. 218. iouir & vser par, &c. en soustenant & acquitant les, &c. Douaire à la raison d'iceluy. Et est la femme saisie du Douaire, qui est appellé Douaire coustumier. Et où il n'y auroit heritages ou Douaire prefix, la femme est douee de soixante sols tourn. pour vne fois.

S. AIGNAN Chap. 4. Art. 13. Le Douaire Coustumier est tel que la femme qui suruit son mary, iouist par maniere de Douaire de la tierce partie des heritages propres de son feu mary, par maniere d'vsufruict, sa vie durant, à la charge de les tenir en reparation & payer les charges deuës, pour raison de ladite tierce partie.

MENETOV Chap. 9. Art. 20. En tant que touche le Douaire Coustumier entre gens de labeur le Douaire Coustumier est seulement de cent sols t. à

Douaire Coustumier de

cent sols entre gens de labeur sans enfans: & de 1 sols auec enfans.

prendre ſur les biens communs de la Communauté, ſ'il n'y a enfans. Et ſ'il y a enfans le Douaire n'eſt que de l. ſols t. Et quant aux Nobles Marchans & Bourgeois aura lieu la Couſtume generale.

SELLES Chap.4. Art.7. Quand †† homme & femme ſont conioints par mariage, ſi le mary meurt le premier, ſa femme qui ſuruit iouiſt ſa vie durãt, de la tierce partie des heritages patrimoniaux de ſon mary, ſi par contract de mariage n'eſt autrement parlé du Douaire, en entretenant ladite tierce partie d'heritages, & payant les charges qui y ſont.

VASTANG Chap.7. Art.11. En cas de Douaire fait à la femme, ſi elle ſuruit ſon mary, par la Couſtume elle n'a aucun Douaire Couſtumier, & n'aura aucun Douaire que celuy qui luy eſt ordonné par les conuenances de ſon mariage, auec ſon droict de Communauté de biens.

TREMBLEVY Chap.4. Art.12. En † traicté de mariage entre gens roturiers, auquel n'y a conuention de Douaire & le mary n'a aucuns propres heritages, la femme aura pour ſon Douaire le quart des conqueſts de la portion des * heritiers du treſpaſſé, en vſufruict, en payant les charges. Et ſ'il n'y a conqueſts la quarte partie de meubles de la portion des heritiers du treſpaſſé, à perpetuité deduites les debtes.

CHABRIS Chap.3. Art.11. Quand homme & femme ſont conioincts par mariage entre roturiers, ſi le mary meurt le premier, la femme prend ſur la partie des biẽs meubles de ſon mary par DOUAIRE Couſtumier audit lieu, la ſomme de lx. ſols t. & non autre choſe, ſi par le contract de mariage n'a eſté parlé autrement de DOUAIRE.

BERRY Tit.8. Art.11. Si par le contract de mariage n'y a Douaire conſtitué à la femme, elle doit auoir pour ſon DOUAIRE, ſi elle ſuruit le mary, l'vſufruict de la moitié de tous & chacuns les heritages & biens immeubles à iceluy appartenans au temps de ſon decés: excepté les conqueſts faits durant & conſtant leur mariage: quant auſquels elle ne peut pretendre aucun vſufruict en la portion appartenante aux heritiers de ſon mary. Art.12. Toutesfois en la ville, Preuoſté & reſſort d'Yſſoudun DOUAIRE Couſtumier n'a lieu: mais ſeulement conſtitué.

BOVRBONNOIS Chap.21. Art.250. La femme eſt douee apres le treſpas de ſon mary, de la moitié de tous les heritages, que le mary a le iour de ſon treſpas mouuans de ſon eſtoc & autres, dont il eſt mort veſtu & ſaiſi: excepté des conqueſts, auſquels la femme ne prend aucun DOUAIRE: par ce qu'elle en la moitié & ledit DOUAIRE lieu, iaçoit que par le contract de mariage ne luy ſoit aucun DOUAIRE conſtitué, pour d'icelle moitié iouir par le cours de ſa vie, par maniere de DOUAIRE ſeulement: ſinon qu'en traittant le mariage fut conuenu de DOUAIRE prefix & conuentionnel: auquel cas ceſſe ledit DOUAIRE Couſtumier.

ESBREVLE Art.1. Et des autres heritages qui eſtoient à ſon mary parauant leur mariage, elle aura la moitié d'iceux pour en iouir durant ſa vie ſeulement: & ce en lieu de DOUAIRE.

CVSSET Art.2. Et ſera douee & iouira par forme de DOUAIRE ſa vie durant de la moitié des heritages & biens immeubles de ſon mary.

ESCVROLLES Art.2. Et outre eſt douee la femme ſuruiuant de la moitié des immeubles de ſon mary, prouenant de l'eſtoc de ſon mary, pour en iouir par maniere de Douaire, comme vſufructuareſſe en entretenant leſdits biens en bon eſtat, autrement en eſt deboutee.

LA Marche, Chap.21. Art.288. En la Marche femme n'emporte aucun Douaire, ſoit Noble ou roturiere: ſinon qu'il ſoit conuenu en traicté de mariage.

LODVNOIS Chap.31. Art.1. Femme Noble par la Couſtume prend par Douaire la tierce partie de l'heritage de ſon mary, qu'il auoit au temps & durant le mariage: & aura ledit Douaire par la main de l'aiſné & heritier principal de ſon feu mary, ou de celuy qui le repreſente. Chap.32. Art.2. p. *a Tours.* Art.338. & ne court ledit Douaire iuſques apres ſommation faite: & ſemblablement de la femme Noble.

POICTOV Tit.4. Art.256. Douaire †† Couſtumier eſt la tierce partie de tous les heritages propres & acqueſts, qui appartenoient au mary, lors du mariage: & de ce qui luy eſt eſcheu conſtant le mariage en ligne directe.

ANGOVMOIS Chap.6. Art. 81. Douaire ou dote par la Couſtume eſt appellé le droict, partie ou portion que la femme qui ſuruit ſon mary, doit auoir & leuer le cours de ſa vie ſeulemẽt, des heritages de ſon feu mary & des acqueſts

†† *Ceſt Art.7 eſt adiouſté cõme ancien.*

Douaire Couſtumier n'a lieu fors celuy qui ſera ordonné par le Traicté de mariage, auec le droict de Communauté.

† *Ceſt Art.12 eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

* Aliàs, *heritages. P. V.*

Douaire Couſtumier de lx. ſ. ſur les meubles quand n'a eſté parlé de Douaire.

Douaire Couſtumier n'a lieu à Yſſoudun: ains ſeulement conſtitué.

Douaire prefix fait ceſſer le Couſtumier.

Douaire n'a lieu s'il n'eſt cõuenu au traicté de mariage.

†† *Voyez ce qui a eſté noté ſur les 253. & 254. Art.*

Douaire que c'eſt.

Source : BIU Cujas

par luy faits parauant le mariage. Car en iceux qui seroient faits durant le mariage d'eux, la femme n'aura aucun Douaire. Art. 82. Entre personnes Nobles, à la femme qui suruit son mary, appartiẽt à auoir & leuer le cours de sa vie par Douaire, la tierce partie des choses Nobles, des biens & heritages qui ont esté audict mary, par quelque temps que ce ait esté durant leur mariage, & aussi des acquests faits par le mary parauant le mariage, & desquels il estoit Seigneur au temps d'iceluy mariage. Et en est fondee la femme de l'auoir dés ce que le mariage est accomply par paroles de present: si autrement n'estoit conuenancé ou accordé en faisant le mariage: & pour raison de la tierce partie, la femme sera tenue payer *pro rata*, les charges dont la terre pourroit estre chargee auant que le Douaire fut escheu.

Douaire n'a lieu, s'il n'est cõuentionnel.

La Rochelle, Chap. 15. Art. 45. La femme apres le decés de son mary, ne peut sur les biens d'iceluy demander aucun Douaire, s'il n'est conuentionnel.

Xainctonge Tit. 9. Art. 75. p. *a Angoumois.* Art. 81. leuer & auoir, &c. par maniere de Douaire, &c. nobles & la moitié des choses roturieres des biens immeubles & heritages, &c. parauant le mariage, non † alienez auant ledit mariage. Art. 76. Entre roturiers Douaire n'a lieu, s'il n'est conuentionnel.

† *Ces mots, non alienez, sont adiouſtez.*

Bretagne Tit. 20. Art. 455. Douaire †† est acquis à femme vefue, encores qu'elle se remarie sur les heritages de son Seigneur mary: pourueu qu'elle soit portee loyaument en son mariage. Et doit auoir le tiers de ce dont son mary a eu ou peu auoir saisine & possession ou droicture, durant le mariage, s'il n'y a conuention au contraire sous & iusques à la moitié de l'vsufruict. Art. 456. Et sera mise par la vefue la terre en trois f lots, & puis choisira l'hoir principal, & les deux autres lots egallera, & elle choisira apres, s'ils ne peuuent autrement accorder. Art. 457. Excepté en Fief-Noble, que le principal manoir, † iardins & bois de haute fustaye ne seront comptez, baillant maison competente à la Douairiere.

†† *Ceſt Art. 455. eſclaircit & amplifie le 433. ancien.*

Vefue Douairiere & l'heritier comme feront partage.

f Nous parlerons en l'Addition de ce Titre 21. Nombre vii.

† *Ces mots, iardin, bois de haute fuſtaye, ſont de nouuel adiouſtez. Et ſur l'inſtante requeſte que nous auroient faite & repetee par pluſieurs fois les Eſtats, à ce qu'il fut dit & introduit de nouueau par Couſtume, que le mary euſt ſouy par vſufruict, ſa vie durant de la tierce partie de l'heritage de ſa defunćte femme dequoy ils auroient dreſſé vn Article, requerant qu'il euſt eſté inſeré & adiouſté en ce Titre, nous aurions propoſé & fait lire ce qui s'en faict.* Si la femme qui a l'aduenir se marira decede la premiere, le mary aura prouision & iouira du tiers de l'heritage d'icelle, par vsufruict: & à ceste fin seront faites loties, comme deuãt

Bar Tit. 7. Art. 89. p. *a Sens.* Art. 162. le decés de son mary pour son droict de Douaire Coustumier, a la moitié de tous les heritages qu'il auoit, &c. & de ceux qui luy sont depuis obuenus en ligne directe, & non en ligne collaterale à charge de par elle entretenir les heritages & payer moitié des charges d'iceux Et au cas qu'il n'y ait enfans du mariage, ou qu'elle conuole en secondes nopces, donnera de ce caution.

Sedan Tit. 10. Art 204. Femme vefue Noble ou roturiere, incontinẽt apres le trespas de son mary, est saisie de son Douaire Coustumier, qui est la moitié de tous les heritages que son mary auoit lors qu'il l'espousa, & de ceux qu'il luy sont escheus & aduenus en ligne directe, soit descendant & ascendant, constant leur mariage, pour en iouir la vie durant seulement.

Voyez la Rue d'Yndre Art. 15.

Art. 249. PARIS.

Le Douaire f Coustumier de la femme, est le propre heritage des enfans venans dudit mariage: en telle maniere que les pere & mere desdits enfans, dés l'instant de leur mariage ne le peuuent vendre, engager ne hypothequer au preiudice de leurs enfans.

f Du Moulin sur l'Art. ancien de ceste Coustume tient que le Douaire Coustumier est le propre heritage des venans du mariage: tellement qu'ils y succedent egalement sans aucun droict d'aisnesse, comme il a esté iugé en la maison de Mont-morency, le 1. iour de Feurier 1492. sinon qu'ils fussent heritiers du pere. Auquel cas le Douaire se confond: sinon pour le regard de ceux du secõd mariage, qui ne seroient heritiers du pere: encores que la Coustume d'Estampes Art. 132. die qu'en tel

CONFERENCE.

Calais Tit. 4. Art. 50. p. *a Paris.*

Meavx Chap. 2. Art. 10. Douaire †† soit prefix ou Coustumier n'est propre aux enfans de la personne douee, mais est viager, & dure la vie de la femme seulement. g

Melvn Chap. 15. Art. 241. Le mary ne peut par quelque moyen que ce soit, engager, obliger, vendre ou hypothequer les heritages, sur lesquels la femme a droict de Douaire prefix ou Coustumier: au preiudice d'elle & de ses enfans: & † pareillement ne peuuent lesdits mary & femme ensemble, les vendre, ou engager au preiudice desdits enfans.

Sens Tit. 17. Art. 163. Si la femme douee de Douaire Coustumier, va de vie à trespas auant son mary, le Douaire est nul & esteint, h †† tellement qu'il

eſt dit. Toutesfois au cas que la femme auroit enfans, ſoit dudit mariage ou autre, n'aura ledit mary aucune prouiſion n'vſufruict: & s'il ſe remarie, il le perdra. *Apres laquelle lecture, nous auroient leſdits des Eſtats remonſtré que l'Article par eux baillé n'eſtoit ſemblable à celuy que leur auions fait lire. Et pour ceſte cauſe ont requis que celuy qu'ils nous auoient preſenté iuſt eſté leu, mis & adiouſté au liure de la preſente reformation. Surquoy aurions ordonné que ledit Art. tel qu'il eſt cy deſſus, & celuy qu'ils nous auoient preſenté, ſeroient rapportez & eſcrit au preſent Procés verbal: pour apres auoir communiqué à la prochaine aſſemblee des Eſtats generaux de cedit pays, ordonner ce qu'il appartiendra. Enſuit la teneur de leur Article,* La femme mourant le mary aura prouiſion & iouira du tiers de l'heritage d'elle par vſufruict, & ſeront faites loties comme deuant eſt dit. Toutesfois au cas qu'il y ait enfans du mariage d'eux, ou que le mary ſe remariaſt, il n'aura aucune prouiſion d'vſufruict.

Douaire Couſtumier eſt le propre heritage des enfans: & ne peut eſtre aliené, vendu, engagé ne hypothequé à leur preiudice.

†† *Ceſt Art. 10. eſt nouuel: par ce que les Commiſſaires demanderent, ſi le Douaire prefix eſtoit propre aux enfans: mais les aſſiſtans firent reſponce que le Douaire ſoit prefix ou Couſtumier, eſtoit à la vie de la femme ſeulement.*

† *Ces mots,* Et pareillement ne, *&c. ont eſté adiouſtez au lieu de ces mots contenus au 5. Art. ancien. Tit. de Douaire.* Toutesfois par ladite Couſtume, *&c. lequel auoit eſté remis à la Cour: & aura le preſent Art. 141. pour le regard de ladite immutation, lieu pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé & des proces pendans, ſi aucuns y a. Notez que le 3. Art. ancien a eſté rayé comme inutil.*

†† *. Ces mots,* Tellement qu'il, *&c. ont eſté adiouſtez.*

Douaire y a prerogatiue d'aiſneſſe, comme auſſi par la Couſtume de Melun Art 98. Vallois Art 112. Mais quelques autres Couſtumes, comme Mante Art. 142 tiennent qu'ẽ Douaire n'y a aucun droict d'aiſneſſe, & nõmement la Couſtume de Paris Art. 250. cy deſſous. Calais Art. 51. Au reſte par Arreſt du 8. Auril auant Paſques 1537. fut dit que la proprieté de la moitié de la maiſon ſeroit diſtraite & vendue à la charge de la diſtraction en baillant par l'acheteur caution de la rendre aux enfans quant le Douaire aura lieu: & l'autre moitié adiugee au dernier encheriſſeur, & ce fait la maiſon partie ſi faire ce peut ou encherie & licitee. Voyez Char. 3. des Reſp. 54.

g Ceſte Couſtume diſpoſant que le Douaire eſt propre aux enfans, eſt fort ancienne, ainſi qu'il ſe cognoiſt par pluſieurs anciens Arreſts: & entre autres vn du 14. iour de May 1351. en l'Arreſt de M. Iaques de Boullay fut iugé pour la recreance ſelon la Couſtume de Paris, que Douaire eſt propre aux enfans du mariage, & qu'il ne peut eſtre aliené par les pere ou mere: & autre donné auparauant à la Touſſainct 1283. eſt narré combien que par la Couſtume de Paris le Douaire ſoit propre aux enfans du mariage: toutes fois ſi du premier lict n'y a qu'vne fille, & la mere meurt deuant le mary: qui ait enfans du ſecond lict: le Douaire eſt eſtaint, & ſuccedent les enfans du ſecond lict.

h Ceſt ce que nous auons dit cy deſſus Douaire Caduc. Si les enfans meurent deuant le pere ſans enfans, leur Douaire eſt auſſi bien mort pour eux que pour la femme premourant. Au reſte Du Moulin note ſur ceſt Art que ceſte Couſtume eſt exorbitante de toutes les Couſtumes, & auſſi du droict commun l. cum aliis C. de ſecundis nupt. Car par ce moyen il eſt loiſible au ſuruiuant de ſoy remarier, ſans que les enfans du premier mariage ayent Douaire ny prerogatiue quelconque.

† *Ceſt Art. 215. eſt de nouuel introduit en conſequence des precedens Articles.*

†† *Ceſt Art. 133. a eſté accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Douaire eſt paternel.

n'eſt propre aux enfans venus de ce mariage.

AVXERRE Tit. 10. Art. 215. Tous † Douaires ſoient couſtumiers ou prefix, ſont viagers & demeureront eſtaints & expirez par la mort des Douairieres: ſinon qu'ils ſoient conſtituez en deniers pour vne fois ou autre choſe mobiliaire, ainſi que dit eſt.

ESTAMPES Chap. 11. Art. 132. Entre Nobles le Douaire Couſtumier de la femme, &c. p. *à Paris.* leurs enfans. Et en tel Douaire y a prerogatiue de droict d'aiſneſſe. Art. 133. Si †† la femme Noble douee de Douaire Couſtumier va de vie à treſpas, auãt ſon mary auſſi Noble, delaiſſe vn ou pluſieurs enfans maſles, le Douaire ſera propre aux enfans: mais ſi elle ne delaiſſe que des filles, la moitié du Douaire Couſtumier ſera propre aux filles. Art. 135. Le Douaire Couſtumier entre roturiers ne ſera propre aux enfans: ains eſt viager à la femme: laquelle en iouiſt en vſufruict ſa vie durant ſeulement: en baillant par elle caution, telle qu'elle pourra bailler auec obligation de tous ſes biens preſens & aduenir.

MONT-FORT Chap 12. Art. 139. Le Douaire de la femme, ſoit Couſtumier ou prefix, n'eſt que viager: de ſorte que la femme morte, le Douaire eſt eſtaint.

MANTE Chap. 12. Art. 136. Douaire tant Couſtumier que prefix, n'eſt que viager: tellement que par le decés de la femme, il eſt eſtaint, s'il n'y a enfans dudit mariage: mais s'il y a enfans, il eſt propre aux enfans & leur eſt acquis & affecté du iour du mariage.

SENLIS Tit. 8. Art. 177. Le i Douaire de la femme eſt reputé propre heritage aux enfans iſſans du mariage: en telle maniere que le pere, apres le treſpas de ſa femme iouira deſdits heritages ſuiets à Douaire, quant à l'vſufruict ſeulement, & les enfans en ſeront vrais Seigneurs & proprietaires, & fera cenſé ledict Douaire proceder du coſté paternel.

CLERMONT Tit. 13. Art. 160. Le Douaire eſt fait propre heritage aux enfans d'iceluy mariage, quant aux heritages roturiers: tellement qu'il ne ſe peut vendre, aliener ne forfaire pour quelque cauſe ou crime que ce ſoit, au preiudice deſdits enfans: & quant aux Fiefs, la femme y acquiert Douaire ſa vie durant ſeulement, quand Douaire a lieu: & n'eſt ledit Douaire propre heritage aux enfans.

i *Par Arreſt donné aux Enqueſtes le 14. Aouſt 1510. au profit de Maiſtre Charles Berthier Aduocat en la Cour, contre Pierre Berthier ſon pere, fut adiugé audit Charles Berthier fils apres le decés de la mere, és termes de ceſte Couſtume la proprieté du*

Source : BIU Cujas

Douaire de la mere, reſerue au pere l'vſufruict. Mais ſi les enfans predecedoient leur pere, le Douaire eſtoit caduc & eſteint. Faut noter que le Douaire Couſtumier eſt reputé paternel, ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé, meſmes en la Couſtume de Paris l'an 1551. aux Arreſts ſolennels de Noel au rapport de Monſieur Senneton, encores que autresfois il ait eſté iugé maternel par Arreſt du 2. Iuin 1525. Vide Math. de Afflict. Deciſ. 237. proxima cauſa attenditur in l. ſi plures §. in adrogato. D. de vulgar. & pupillar. Mais en ce faict nous deuons ſuiure les Couſtumes, ou les Contracts de mariage. Par Arreſt general du 17. Mars 1573. prononcé par M. Hennequin, fut dit que le Douaire eſtoit paternel, & ſe regle paterna paternis. Voyez Charondas liure 4. Reſp. 26.

VALLOIS Tit. 8. Art. 108. Douaires Couſtumier & prefix, ſont propre heritage aux enfans venus du mariage de leur pere & mere.

VITRY Tit. 5. Art. † 90. p. *à Meaux.*

AMIENS L. Art. 4. En la Ville & Banlieuë d'Amiens n'y a aucun Douaire, ſ'il n'eſt conuenancé & recõgnu pardeuãt les Maieur, Preuoſt & Eſcheuins: & ſ'il eſt recongnu le Douaire eſt heritage aux enfans, & ne ſe peut aliener à leur preiudice: pourueu toutesfois que les heritages ſoient declarez & ſpecifiez és lettres de la recongnoiſſance: pour laquelle ne ſont deuz aucuns droicts Seigneuriaux: pourueu auſſi que les enfans ne ſoient heritiers de leur pere.

NIVERNOIS Chap. 24. Art. 8. Douaire de mere Couſtumier ou conuenu, eſt heritage des deſcendans du mariage: tellement que le pere & la mere ne l'vn d'eux ne le peut aliener au preiudice & ſans le conſentement des deſcẽdans de leurs corps, le Douaire ſera & demourera entierement au pere des deſcendãs: & au defaut de luy, aux plus prochains heritiers du pere, dont il eſt venu: en maniere auſſi que poſé qu'ils n'heritent, ils prennent ledit Douaire & en ſeront ſaiſis leſdits enfans apres le treſpas du pere.

ORLEANS Tit. 12. Art. 220. Le Douaire de la femme Noble ou non noble, prefix ou couſtumier, eſt perſonnel: ſinon que par le contract de mariage la femme euſt eſté douee d'aucun Douaire pour eſtre propre heritage d'elle. Auquel cas le Douaire ſortit nature de propre.

CHASTEAV-NEVF Chap. 8. Art. 58. Entre non nobles le Douaire Couſtumier & conuentionnel ſe finit & termine par le treſpas de la femme douee. Art. 59. Le Douaire par le treſpas de la femme douee ſe finit & eſtaint, ſoit qu'elle treſpaſſe auant le mary ou apres: ſauf qu'entre les Nobles, le Douaire de la mere eſt reputé le propre heritage des enfans iſſus en mariage, en elle maniere qu'il ne peut eſtre vendu, obligé ne hypothequé contre ne au preiudice d'iceux enfans.

CHARTRES Chap. 9. Art 53. Le Douaire de la femme coniointe par mariage, couſtumier ou conuentionnel entre Nobles, ne ſe finit par le treſpas de la femme douee: ſinon au regard d'elle. Car ſi elle a enfans iſſus d'elle & de ſon mary, qui ainſi l'a douee, ſon Douaire apres ſon treſpas, eſt faict le propre heritage de leurs enfans: combien que le mary & pere en doit iouir ſa vie durant. Art. 56. contient les Art. 58. & 59. *de Chaſteau-neuf.*

DREVX Chap. 44. p. *à Chartres.* Art. 53. treſpaſſement d'icelle femme, &c. ſinon quant au, &c. qui l'a ainſi douee apres le treſpas d'elle, ſon Douaire eſt, &c. durant, comme bon pere de famille tant ſeulement. Et ne peut iceluy Douaire eſtre vendu n'aliené au preiudice deſdits enfans. Art. 47. p. *à Chartres.* Art. 56. *iuſques à ces mots*, termine par le treſpas de la femme Douairiere.

DVNOIS Chap. 13. Art. 70. Quand homme Noble aſſigne à ſa femme par mariage pour ſon Douaire prefix, rente ou heritage, il ne peut durant ledit mariage, faire vente ou alienation de ſes heritages au preiudice de ladite aſſignation de Douaire: & luy decedé, ladite rente ou heritage, eſt fait le propre des enfans de luy & de ſadite femme: tellement que la femme ſuruiuant ne les peut vendre n'engager que ſa vie durant: durant laquelle vie, elle iouira: pourueu que douaire ait lieu, & que ladite femme ſuruiue ſon mary: ſauf à Marcheſnoir & Freteual, où ladite Couſtume n'a lieu.

POICTOV Tit. 4. Art. 257. Douaire † ſoit prefix ou Couſtumier, n'eſt que viager, & n'eſt propre à la douairiere ny aux ſiens.

S. SEVER Tit. 11. Art. 19. Es Baronnies de Caſſetnand en Chaloſſe, Sopproſſe, Caupene, la Foſſe, Batz en Chaloſſe, Gauiac, Baſtenes, Caſtet, Sarraſin & Arricau, la femme ne peut rien diſpoſer de ſon douaire, ſans le congé de ſon mary & du plus prochain de ſes lignagers, y ait enfans ou non. Art. 20. A Arbocanne la femme ne peut rien diſpoſer de ſon douaire, ſans le congé des deſſuſdits, ſ'il y a enfans dudit mariage: mais ſ'il n'y a enfans, peut diſpoſer du tiers de ſon douaire, en enſuiuant la Couſtume generale.

Voyez

† *Ceſt Art. 90. eſt introduit de nouuel.*

Douaire n'a lieu ſ'il n'eſt cõuenancé en la ville & bãlieuë d'Amiens.

Douaire cõuenancé eſt le propre heritage des enfans: ſi les enfans ne ſont heritiers du pere.

Droicts Seigneuriaux ne ſont deuz pour recognoiſſance de Douaire cõuenancé.

Enfans ſont ſaiſis du Douaire, apres la mort du pere.

Douaire eſt perſonnel ſinon que par le contract de mariage, il fut autrement conuenu.

Douaire entre roturiers ſe termine par la mort de la femme.

Douaire entre nobles eſt le propre heritage des enfans iſſus dudit mariage.

† *Voyez cy deſſous ce qui eſt noté ſur les Art. 253. & 254*

Femme ne peut diſpoſer de ſon Douaire, ſans le congé de ſon mary, ou du plus prochain

Source : BIU Cujas

lignager, y ait enfans ou non: & idem a Arbocane s'il y a enfans: mais s'il n'y a enfans dispose du tiers.

Voyez Normandie. Art. 384. & 386. Melun Art. 239. & l'Addition de ce Titre xi. Nombre xvii.

Art. 250. PARIS.

Si les [k] enfans venans dudit mariage, ne se portent heritiers de leur pere, & s'abstiennẽt de prendre la succession: en ce cas ledit Douaire appartient aux enfans, purement & simplement, sans payer aucunes debtes procedans du fait de leur pere, † creés depuis ledit mariage. Et se partit le Douaire soit prefix ou Coustumier, sans droict d'aisnesse ou prerogatiue.

Douaire appartient aux enfans s'abstenans de la succession paternelle sans payer les debtes du pere.

† *Ces mots,* crees depuis, *&c. ont esté de nouuel adiouſtez à ceſt Art. 250. qui estoit le six-vingt dixhuictiesme Art. ancien pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

Art. 251. PARIS.

Nul †† ne peut estre 1 heritier & Douairier ensemble, pour le regard de Douaire Coustumier ou prefix.

On ne peut estre heritier & Douairier.

†† *Les Ar.* 251 *&* 252. *ont esté denouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

Art. 252. PARIS.

Celuy qui veut auoir le Douaire, doit rendre & restituer ce qu'il a eu & receu en mariage, & autres auãtages de son pere, ou moins prendre sur le Douaire.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 4. Art. 51. 52. & 53. p. *à Paris.* 250. 251. & 252.

ESTAMPES Chap. 11. Art. 134. Entre Nobles si les enfans, &c. p. *à Paris.* 250. *iuſques a ces mots,* du fait de leur pere.

MANTE Chap. 12. Art. 141. p. *à Paris.* Art. 251. † heritier & prendre Douaire ensemblement.

SENLIS Tit. 8. Art. 176. Nul †† ne peut estre heritier de son pere & douairier ensemble. Art. 178. Les enfans desdits conioints apres le trespas de leur mere, peuuent prendre & apprehender le Douaire de la femme de leur mere, franchement, sans payer aucunes debtes: pourueu qu'ils renonçent à la succession de leur pere: par ce que par la Coustume, aucun, &c. p. à l'Art. 251. *de paris, iuſques a ce mot,* ensemble. Art. 186. Si † le pere va de vie à trespas delaissez plusieurs enfans, l'vn desquels renonce à la succession & accepte le Douaire, & les autres se portent heritiers, celuy qui aura renoncé à la succession n'aura audit Douaire, que telle part & portion que si les autres se fussent declarez Douairiers & non heritiers.

CLERMONT Tit. 15. Art. 168. Si †† vn enfant marié de biens communs de pere ou mere, ou des biens du pere renonce à la succession du pere, pour soy tenir au Douaire de sa mere: en ce cas il sera tenu de rapporter ce qu'il eust rapporté, s'il eust esté heritier de sondit pere.

VALLOIS Tit. 8. Art. 110. Aucun † ne peut estre heritier du pere, & douager de la mere: mais en acceptant la succession du pere, la part & portion du Douaire contingente audit acceptant est confuse en ladite succession en sa personne. Art. 110. Si vn enfant aduantagé par donation entre vifs faite par son pere, renonce à la succession de son pere, pour prendre le Douaire de sa mere: en ce cas il sera tenu de rapporter entre ses freres & sœurs l'aduantage à luy fait par sondit pere. Art. 112. Le Douaire en heritage Noble se partira entre les enfans renonçans à la succession du pere, en telle prerogatiue d'aisnesse, que feroit la succession du pere, si les enfans se portoient heritiers dudit pere. Art. 114. p. *à Senlis.* Art. 186.

Voyez Melun Art. 239. & 240.

Sur ceſt Art. 176. les trois Estats de la Chastellenie de Compiengne, ont dit que par l'ancienne Coustume de ladite Chastellenie, il n'estoit defendu d'estre heritier & douairier ensemble: mais se cõdescendoiẽt estre reglez selõ la Coustume generale dudit Bailliage pour l'aduenir. Ce qui a esté ordõné estre fait.

† *Ceſt Article 186. eſt*

k Par ceste Coustume le Douaire Coustumier ou prefix, mesmes en choses Feodales, se partit sans aucune prerogatiue ou droict d'aisnesse: par ce que le Douaire n'appartient point iure successionis, sed iure consuetudinis aut contractus. Vide l. defuncto. C. Si quid in fraudem pat. L. inter filios C. fam. erc. Le contraire se garde quand les enfans sont heritiers du pere. Car en ce cas le droict de Douaire se depart entre les enfans, comme le reste de la succession, tellement qu'il y a droict d'aisnesse, selon la Coustume du lieu. Dos & donatio propter nuptias conferuntur. l. vt liberis. C. de collat. & in legitimam computantur. L. quoniam nouella. C. de inoff. testam. l. si plures. §. si filio. D. de vulgar. & pup. D'auãtage ce qui est donné par le pere censetur auoir esté baillé en aduancemẽt d'hoirie, suiuant l'opinion de Balde. in l. cum vitium C. de fideic. & par la Coustume de Paris Article 303. & 304. le pere ou la mere ne peuuent aduantager leurs enfans venans à leur succession, & doiuẽt consequemment rapporter ce qui leur a esté donné ou mois prẽdre. Ainsi par Arrest general à la prononciation solennel à Pasques, au mois d'Auril mil cinq cens soixante deux. Deux enfans d'vn nommé Iean Fueillet ayans esté aduantagez de chacun cent liure plus que les autres enfans, veulent apres le decez du pere, & ayans renoncé auec les autres, se tenir au Douaire, voulans parta-

Source : BIU Cujas

accordé pour l'aduenir : sans preiudice du passé.

†† *Cest Art.168.est introduit pour nouuelle Coustume.*

† *Les Art.110.111.112.& 114. sont introduits pour nouuelles Coustumes.*

ger egalement ledict Douaire, fut dit qu'ils rapporteroient auant que prendre aucune chose au dit Douaire suiuant la Loy, cum dotem §. si pater D. Solut. matr. & l. illam. C de collat. Autres alleguent neantmoins Arrest contraire du vingt-troisiesme Mars mil cinq cens septante vn, entre Monsieur du Roussoy & Maistre Iean du Clerc. Au reste il a esté iugé en la Coustume de Niuernois le quatorziesme Ianuier 1510. que les enfans qui se portent heritiers du pere ne prennent Douaire : ains le rapportent pour estre diuisé egalement hors le droict de primogeniture en chose feudale. Idem si les enfans sont donataires alias se teneans au Douaire, il est party egalement sans droit d'aisnesse en chose feodale, ledit Douaire estant propre aux enfans comme enfans, non comme heritiers, iugé le 23. Decembre 1532. Au surplus par Arrest du septiesme Auril mil cinq cens soixante deux, prononcé solennellement par defunct Monsieur Seguier fut dit que tous les enfans d'vn defunct pere, comme si de douze enfans il y en ait deux qui renoncent à l'heredité du pere, & se tiennent au Douaire de la mere, ils n'auront pas entierement le Douaire constitué à leur mere, mais il sera party en douze, & n'en auront chacun qu'vne douziesme partie, & le reste demeure à ceux qui sont heritiers. Fut aussi ordonné par le mesme Arrest, que ceux qui ont eu pendant le viuant du pere, quelque chose en aduancement ou autrement, comme filles mariees, s'ils renoncent à l'heredité du pere, & veullent prendre le Douaire, il faut qu'ils rapportent ou moins prennent sur la part & portion qu'ils auront ou prendront du Douaire.

Il se trouue vn Arrest solennel prononcé la veille de Noel 1535. par lequel il est decidé que nul ne peut estre Douairier & heritier, & que le Douaire est suiet à rapport. Et depuis par Arrest du 18. iour de May 1549. en ceste mesme Coustume donné au rapport de Monsieur Martineau entre M. Robert Brion, & ses freres du premier lict, que ledit Maistre Robert s'estant porté heritier de son pere, ne pouuoit estre douairier de sa mere sur les biens de sondit pere. Et peu de temps auparauant par Arrest enregistré aux Dictons prononcez & iugez le 23. Feurier 1545. donné au profit de Monsieur des Seaux à cause de sa femme, & les enfans de Monsieur du Mortier, & Madamoiselle d'Aluye, contre Monsieur de Plancy, fut iugé que nul ne peut estre Douairier & heritier, par mesme moyen par Arrest du 20. Aoust 1569. sur vn appel de M. des Requestes du Palais entre le Lieutenant criminel Bragelonne appellans, & François de Mont-miral & consorts intimez, par lequel vn heritier ayant don du Roy, & voulant retirer d'vn acheteur les biens vendus par son pere, suiets au Douaire, fut declaré non receuable en ses conclusions : si mieux il n'aimoit quitter les biens de son pere, qu'il auoit obtenus par lettres du Roy, en rendre compte & payer le reliqua. Pareil Arrest prononcé en robbes rouges le 9. Auril 1591. par Monsieur le President Brisson, par lequel les heritiers sous benefice d'inuentaire furent declarez non receuables, voulans auoir les biens immeubles paternels, & les choses alienees suiettes au Douaire. Ces Arrests sont cottez par Chopin au lieu prealegué Tit. de dotal. mul. Voyez cy dessous au Tit. xiiii. des Testamens. L'arrest des Furets cottez sur la Coustume d'Estampes.

Art. 253. PARIS.

Quand †† le pere [m] a esté marié plusieurs fois, le Douaire Coustumier des enfans du premier lict est la moitié des immeubles qu'il auoit lors du premier mariage, & qui luy sont aduenus pendant iceluy mariage en ligne directe. Et le Douaire Coustumier des enfans du second lict, est le quart des immeubles : ensemble la moitié tant de la portion des conquests appartenans au mary, faits pendans le premier mariage, que des acquests par luy faits depuis la dissolution du premier mariage, iusques au iour de la consommation du second, & la moitié des immeubles, qui luy escheent en ligne directe pendant le secõd mariage. Et ainsi consequemment des autres mariages.

Douaire des secondes ou tierces femmes, quel doit estre.

†† *Les Art. 253.& 254. sont adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Art. 254. PARIS.

Si les enfans du premier mariage meurent auant leur pere, pendant le second mariage, la vefue & autres enfant dudit second mariage, les suruiuans, n'ont que tel Douaire qu'ils eussent eu, si les enfans du premier mariage estoient viuans : tellement que par la mort des enfans du premier mariage, le Douaire de la femme & enfans du second mariage, n'est augmenté : & ainsi consequemment des autres.

Douaire de la femme & enfans du second mariage n'est augmenté par la mort des enfans du premier mariage.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 4. Art. 54. p. 4 PARIS. Art. 253. immeubles feodaux, & le tiers des rotures qu'il auoit, &c. quart desdits Fiefs & vn tiers des ii. tiers des rotures; ensemble vn tiers tant de la portion appartenant au mary des conquests en roture faits, &c. acquests de pareille nature par luy, &c. & aussi vn tiers des propres en roture qui, &c. & vne moitié des conquests, acquests & propres susdits, s'ils sont tenus en Fief. Et ainsi, &c. Art. 55. p. 4 PARIS. Art. 254.

[m] Entre deux Douaires ou plusieurs voulans estre receuës oppósantes au Bail à ferme des heritages du defunct, fut par Arrest du 10. iour de May 1565. dit qu'il seroit procedé au Bail à ferme, au plus offrant & dernier encherisseur pour trois ans : & neant-moins que par les mains du Commissaire, seroit payee la premiere Douairiere, tant du principal, que des arrerages : & que le reste demoureroit és mains de la seconde Douairiere. Il a esté iugé par Arrest solennel, prononcé par Monsieur le premier President de Harlay, le dixiesme Auril mil cinq cens octante deux, qu'vne seconde aura douaire apres la premiere payee en vn fait notable & singulier, ayant ladite

ſeconde femme ignorammẽt & de bonne foy eſpouſé vn homme marié à vn autre. Auquel ſecond Douaire eſt preferable le Douaire de la premiere, enſemble la reparation adiugee contre le mary qui auoit tué ſa premiere femme. Ceſt Arreſt fut donné contre la fille de l'Auocat Beaufort, le mary de laquelle eſtant recherché par la premiere femme, & l'ayant depuis tuee, dont il fut accuſé, condamné & roué, & pour reparation condamné en deux mil liures vers lès parens de l'homicidee. Apres ceſte execution des biens eſtant ſaiſis, la ſeconde ſoppoſant pour ſon Douaire, & voulant eſtre preferee, fut dit qu'elle ſeroit poſtpoſee, & que les parens de ladite homicidee ſeroient preferez à elle, tant pour le Dot & Douaire que reparation ciuile: ſauf à elle ſon recours ſur le reſte des biens dudit defunct.

† *Ceſt Art.135 a eſté de nouuel adiouſté.*

MANTE Chap.12. Art.135. Et † où le mary auroit eu pluſieurs femmes, le Douaire de la premiere femme eſt de la moitié des biens du mary: & le Douaire de la ſeconde de la moitié en la moitié, & de la troiſieſme, de la moitié du quart, qui eſt vn huictiſme au total, & ainſi conſequemment des autres.

SENLIS Tit.8. Art.185. Si le mary de la femme apres le treſpas d'icelle, ſe marie la ſeconde fois, delaiſſez enfans du premier mariage, la ſeconde ſera douee ſeulement ſur la moitié des heritages, ſur leſquels la premiere femme auoit eſté douee, qui eſt vn quart ſur tous les heritages. Et outre ſera douee de la moitié de tous les heritages, que apres le premier mariage & durant ſa viduité, tel mary auoit acquis & luy ſeroient eſcheus, & leſquels il poſſedoit à l'heure de ſon ſecond mariage, & de la moitié de tous ceux, qui luy eſcherront en ligne directe, durant & conſtant tel ſecond mariage. Lequel Douaire ſemblablement ſera tenu & reputé propre heritage des enfans venus du ſecond mariage, & l'vſufruict à la ſeconde femme, comme du precedent. *Et ſic conſequenter* des mariages ſubſequens Art.187. Si †† au precedent ou apres le treſpas de la mere, les enfans iſſus du mariage, alloient de vie à treſpas, ſans hoirs de leurs corps, leur pere viuant: en ce cas le Douaire ſoit prefix ou Couſtumier, ſera eſteint: & en demourera le pere proprietaire, comme il eſtoit au precedent: ſans toutesfois faire preiudice à l'vſufruict de la femme ſuruiuant ſondit mary.

†† *Ceſt Art. 187. a eſté ordõné eſtre obſerué pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

CLERMONT Tit.13. Art. 167. Quand aucun a eſpouſé vne ou deux, trois ou pluſieurs femmes, & qu'il a enfans de chacun mariage, la premiere femme entant que touche les heritages roturiers, a acquis droict de Douaire pour la moitié de tels heritages roturiers, qui eſt propre aux enfans venus du premier mariage: & les enfans du ſecond mariage, eſdits heritages roturiers, ont la quarte partie: & les enfans du tiers mariage, ont la huictieſme partie és heritages roturiers pour leur Douaire Couſtumier de leur feu mere: mais quand és Fiefs Nobles, la femme ne prend Douaire apres le treſpas de ſon mary: ſinon ſa vie durant ſeulement, ſelon les portions que deſſus, en maniere qu'apres le treſpas de la femme, tel Douaire aſſis ſur heritages Feodaux, eſt mort n & eſteint.

n Comme il eſt auſſi porté par la meſme Couſtume Art. 160.

† *Le 115. Art. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

VALLOIS Tit.8. Art.115. † p. *a Senlis.187.*

AMIENS Tit.6. Art.114. Femme ſe remariant par pluſieurs fois, a tel douaire que deſſus, pour chacun mariage, ſur les heritages de ſes maris.

AMIENS L. Art.6. Quand celuy, qui a pluſieurs heritages ſe marie en ſecondes nopces, il peut doüer ſa ſeconde femme des heritages, qu'il nommera & dont il n'auoit doüé ſa premiere femme: & les enfans du premier mariage n'ont rien en l'heritage dont eſt douee ſa ſeconde femme: & auſſi les enfans du ſecond mariage n'ont rien en l'heritage dont la premiere femme a eſté douee.

BEAVQVENE Art.14. La ſeconde femme peut prendre pareil droict de Douaire en Fief & cottieres, que la premiere: mais quant aux heritages poſſedez par ſon mary, conſtant le premier mariage, elle n'y peut demander aucun droict, au cas qu'il y ait enfans viuans du premier mariage.

PONTHIEV Tit.2. Art.34. S'il y auoit vn premier Douaire conſtitué ſur l'heritage Feodal appartenant au mary, la femme n'auroit pour ſon droict de Douaire, que le quart és heritages de ſon mary. Et ſi le premier Douaire expiroit elle prendroit moitié és heritages Feodaux. Et ſ'il y auoit deux Douaires creés parauant le dernier, elle auroit le huictieſme eſdits heritages, & à meſure que ceux Douaires premiers finiroient, elle augmenteroit le ſien Douaire ſelon la Couſtume deſſuſdite. Et pareillement en choſe cottiere, les premiers Douaires creez & acquis ſe prendroient parauant les deniers hypothequez.

ARTOIS Tit.7. Art.176. Seconde femme prend pareil droict de douaire tant és Fiefs, comme és heritages cottiers, comme fait la premiere: fors que s'il y auoit enfans viuans au iour du treſpas de la premiere femme, les heritages poſſedez durant le premier mariage, ne ſont ſubmis au droict de Douaire pour la ſeconde femme. Et ainſi des ſubſequentes, ores que les enfans termi-

naſſent parauant le pere, conſtant le ſecond mariage : toutes-voyes autre choſe ſeroit, ſi au iour de la conſommation d'iceluy ſecond mariage, les enfans du precedent mariage eſtoient decedez: par ce qu'audit cas, elle auroit par tout Douaire, comme ladite premiere femme. Article cent octante vn. Seconde femme a droict de Douaire ſur heritages tant Feodaux que cottiers venus à ſon mary, ſoit par ſucceſſion ou acqueſt, depuis le treſpas de ſa premiere femme, & dont il a poſſedé durant ſon ſecond mariage, & ainſi des autres mariages enſuiuans.

PERONNE Titre cinquieſme. Article cent cinquante. Quand il y a deux Douairieres, l'vne vefue du pere prenant Douaire entier, & l'autre vefue du fils : la ſeconde Douairiere prend pour Douaire durant la vie de la premiere, vn quart des immeubles, qui furent au pere de ſon mary. Et apres le decés de ladite premiere Douairiere, iouiſt de la moitié deſdits biens en plain Douaire. Et pareille raiſon eſt gardee, quand il y a pluſieurs Douairieres.

DVCHE DE BOVRG. Chapitre ſixieſme. Article premier. Se l'homme a enfans de pluſieurs licts, la derniere femme ſuruiuant iceluy ſon mary, elle demeure douee ſur la portion de l'hoirie de ſon mary appartenant aux enfans qu'elle a eu de luy ſeulement, & non mie ſur la portion des enfans des autres lits, ſoit en Douaire diuis ou Couſtumier. *Plain Douaire.*

COMTE de Bourg. Chap. 2. Art. 40. Le mary mort qui laiſſe enfans de pluſieurs licts, ſa femme qui le ſuruit prendra ſon Douaire, à la charge des enfans d'elle & de ſon feu mary. Et ſi elle n'a enfans de ſon feu mary, elle prendra ſon Douaire, à la charge des autres enfans d'iceluy mary.

NIVERNOIS Chap. 24. Article 5. Si l'homme a eſté marié à pluſieurs femmes, la premiere eſt douee par Douaire Couſtumier, comme deſſus : la ſeconde du quart des heritages de ſon mary, tels que deſſus : la tierce du huictieſme : *& ſic de aliis*, qui s'entend de celles qui n'ont Douaire prefix, auſquelles ſera gardé ce que deſſus.

ANIOV Tit. 15. Art. 308. Maintesfois aduient que deux ou trois Douaires ſe treuuent ſur les choſes hereditaux & d'vne ſucceſſiõ : leſquels n'empeſchẽt l'vn l'autre : pour ce que la premiere femme, comme femme de l'ayeul ou du pere, ſuruiuant leſdits ayeul ou pere, aura ſon Douaire entier, tel qu'il luy appartient : & la ſeconde, ſur le demourant : & ainſi des autres ſubſequentes, ſur les portions de leurs maris : mais ainſi que les premieres Douairieres decedent, le droict des dernieres accroiſt ſucceſſiuement.

LE Maine, Tit. 16. Art. 321. p. *a Aniou.*

GRAND Perche, Tit. 6. Art 120. Pluſieurs Douaires peuuent auoir lieu ſur vne meſme terre: & n'empeſchẽt l'vn l'autre. Et aura la premiere Douairiere ſon Douaire ſur le tout : la ſeconde ſur le demourant. Et ainſi des autres. *Douaire n'empeſche Douaire*

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 251. Douaire ſur Douaire n'a point de lieu, tant que le premier dure : toutesfois la femme a recours & action pour eſtre recompenſee du ſecond Douaire contre les heritiers ou detenteurs des biens de ceux, qui les ont conſtitué. *Douaire ſur Douaire n'a point de lieu, tant que le premier dure.*

BRETAGNE Tit. 20. Art. 464. S'il †† y a deux femmes vefues, qui ayent eſté mariees l'vne au pere, & l'autre au fils : la premiere mariee ſera endouairee premierement : & l'autre au demeurant de ce qui deuroit appartenir au fils. †† *Ceſt Art. 464. reforme le 438. Art. ancié.*

LA Salle de Lille, Tit. 5. Art. 2. S'il y a pluſieurs vefues ayans acquis droict de Douaire, ſur vn Fief à la premiere appartient plain Douaire : à la ſeconde, demy Douaire : ſauf qu'elle vient à ſon plain Douaire par le treſpas de la premiere : à la troiſieſme, quart de Douaire, du viuant des deux precedentes vefues. Et en cas que la premiere termine vie par mort, & que la ſeconde paruienne à ſon plain droict de Douaire, ladite troiſieſme vefue a demy Douaire. Semblablement ſe la ſeconde vefue termine vie par mort, auant les premiere & troiſieſme vefue, ladite troiſieſme a lors demy Douaire. Et quand les deux premieres vefues ſont terminees, la troiſieſme a plain droict de Douaire. Et ainſi conſequemment. Mais par le treſpas de la ſequente droict de Douaire ne s'augmente à la precedente.

AIRE Tit. 1. Art. 11. La ſeconde femme prend droict de Douaire, comme faict la premiere, ſoit qu'il y ait enfans ou non.

Voyez Eſtampes Art. 130.

Art. 255. PARIS.

Le Douaire ° conſtitué par le mary, ſes parens ou autres *Douaire cõſtitué comme*

° Le 255. Article de la Couſtume de Paris

est le propre des enfans issus du mariage.

propre heritage aux enfans, que le Douaire Coustumier: & n'en a que la femme l'vsufruict d'iceux: ainsi qu'il a esté monstré cy dessus en l'Art. 249. Tel Douaire n'est que viager, & à la vie de la femme par le 263. Article de ceste mesme Coustume.

nous monstre que le Douaire prefix ou constitué est aussi bien

de par luy, est le propre heritage aux enfans issus du mariage: pour d'iceluy iouir apres le trespas de pere & mere, incontinent que Douaire aura lieu.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 4. Art. 56. p. *à Paris.*

SENS Tit. 17. Art. 169. Femme douee par Douaire prefix, de somme de deniers ou autre chose mobiliaire l'emporte à elle & aux siens, à tousiours en pleine proprieté & vsufruict.

AVXERRE Tit. 10. Art. 214. † p. *a Sens.*

ESTAMPES Chap. 11. Art. 139. Douaire d'vne somme de deniers pour vne fois payer, est viager à la femme douee & propre aux enfans de ce mariage, s'il n'y a conuention au contraire.

SENLIS Tit. 8. Art. 182. Le Douaire prefix constitué, comme dit est, est aussi propre heritage aux enfans venus & procreez dudit mariage, comme est le Douaire Coustumier, & ladite femme vsufructuaire seulement, apres le trespas de sondit mary.

CAMBRAY Tit. 4. Art. 4. Douaire constitué & assigné à la femme, ne demeure propre à ses enfans, si ce n'est que par le traicté de mariage & assignation du Douaire, il soit expressement dit, qu'il en doiue la totalité appartenir aux enfans procreez de ladite femme.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 384. La †† proprieté du tiers de l'immeuble destiné par la Coustume pour le Douaire de la femme, est acquis aux enfans du iour des espousailles, & ce pour les contracts de mariage, qui se passeront cy apres: & neant-moins la iouissance en demeure au mary, la vie durant: sans toutesfois qu'il puisse vendre, engager ne hypothequer: comme en pareil les enfans ne pourront vendre n'hypothequer ou disposer dudit tiers, auant la mort du pere, & qu'ils ayent renoncé à la succession.

Voyez cy dessus les Coustumes mises & rapportees sur l'Art. 249. de Paris. Normandie 385. 386. 387. 388. 389. Bretagne Art. 460. mises cy dessous en l'Addition de ce Titre xi. Nombre xvi.

Art. 256. PARIS.

Douaire † soit P Coustumier ou prefix, saisit, sans qu'il soit besoin de le demander en iugement: & courent les fruicts & arrerages du iour du decés du mary.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 4. Art. 57. p. *a Paris.*

MEAVX Chap. 2. Art. 9. Douaire Coustumier saisit la femme, qui en est douee: non pas le Douaire prefix: sinon apres qu'elle l'a accepté en †† iugemẽt, les heritiers de son mary presens ou deuẽment appellez. Apres laquelle acceptation ainsi faite que dit est, la femme se peut dire saisie du Douaire prefix.

MELVN Chap. 15. Art. 237. Douaire, † soit prefix ou Coustumier, a lieu du iour du decés du mary, & saisit: tellement qu'a l'occasion d'iceluy, la femme apres auoir opté l'vn des deux, au cas qu'elle ait droict d'option, peut intenter le cas de nouuelleté contre les heritiers de son mary & autres qui luy font trouble, en la iouissance de sondit Douaire.

SENS Tit. 17. Art. 167. Femme †† apres le decés de son mary est saisie de Douaire Coustumier, conuentionnel ou prefix: tellement qu'à l'occasion d'iceluy, elle peut intenter cas de nouuelleté.

AVXERRE Tit. 10. Art. 211. p. *a Sens.* trespas † de son, &c. soit Coustumier

† *Ceſt Art. 214. a eſté accordé pour auoir lieu à l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé: combien qu'à la marge du meſme Art. eſtant le 209. ancien fuſſent mis par forme d'apoſtille ces mots,* rayé par le Conſeil.

†† *Ceſt Art. 384. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle: & acte octroyé au Deputé de la nobleſſe de Conſtances de l'oppoſition par luy formee contre ledit Art. Sur lequel il eſt réuoyé à la Cour pour ſe pourueoir.*

Tout Douaire ſaiſit ſans eſtre demande en iugement.

Fruicts & arrerages de Douaire de quel iour commencent à courir.

† *Ceſt Art. 256. eſt nouuel pour le Douaire prefix, & ce faiſant a eſté abrogé le ſept vingt-vnieſme de l'ancien Couſtumier, & ont eſté pour interpretation adiouſtez ces mots, ſans qu'il ſoit, & enſuyuez à la fin, pour interpretation.*

p La femme eſtant ſaiſie de ſon Douaire peut intenter le cas de nouuelleté contre les heritiers de ſon mary, & autres qui luy font trouble en ſon Douaire. Melun Art. 237. Sẽs. Art. 167. Auxerre Art. 211. Chalons Art. 45. Reims Art 248. Amiẽs. Art. 109. Peronne Art. 144. Tours Art. 326. Poictou Art. 254. & autres. On a ſouuent douté ſi le Douaire ſoit prefix ou Couſtumier eſtoit deu, ou ſi les fruicts & arrerages commençoient à courir an à die ſoluti matrimonii, moræ vel litis conteſtationis l vn. § exactio. C. de rei vxor act. Mais il a ſouuent eſté iugé que les arrerages courent du iour du decés: & ſuiuant les Arreſts de la

Source : BIU Cujas

Titre XI. Des Douaires.

Cour pluſieurs Couſtumes ont eſté reformees, encores qu'il s'en trouue aucunes qui diſent que les arrerages ne ſont deu que du iour de la demande, & les Couſtumes de Berry & Bourbonnois veulent qu'on ne puiſſe demander que les arrerages de cinq annees. Videl. ſi filius & l. qui Romæ. §. Augerius. D. de verb. obligat. A la vefue Tierſant de Bretagne fut adiugee la troiſieſme partie de S. Pol en Douaire, ores qu'elle euſt eſté alienee, y auoit plus de trente cinq ans, par ſon mary & ſans ſon ſceu. Et fut corrigee la Sentence du Seneſchal de Rennes, qui l'auoit condamnee la partie aduerſe és deſpens & reſtitution de fruicts du iour de la demande, & fut par Arreſt general du 5. iour d'Auril prononcé par M. Briſſon 1584. dit que les fruicts ne ſeroient rendus que depuis conteſtation en cauſe. Au reſte les arrerages ſadiugent communement à la raiſon du denier quinze : ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé, meſmes le 24. iour de May 1558. & depuis le 21. Iuillet 1565. Papon Liure xv. des Arreſts Tit. 4. Art. 1. recite vn Arreſt du 7. Feurier 1538. par lequel il ſe cognoiſt que les intereſts des deniers dotaux ſe payent à la raiſon du denier vingt.

ou prefix, &c. qu'elle peut former complainte en matiere de ſaiſine & nouuelleté, & autres actions poſſeſſoires pour raiſon d'iceluy, ſi le cas y eſchet.

ESTAMPES Chap. II. Art. 136. Douaire Couſtumier ſaiſit. Art. 137. Douaire prefix n'a lieu, iuſques à ce qu'il ſoit demandé en iugement, & du iour qu'il eſt demandé, ſont deuz les arrerages d'iceluy.

DOVRDAN Tiit. 7. Art. 90. Douaire †† tant prefix que couſtumier, entre Nobles & roturiers ſaiſit, ſi toſt que Douaire a lieu: pourueu toutesfois qu'il ſoit demandé dedans l'an & iour du decés du mary, & en baillant Caution par la vefue, telle qu'elle la pourra bailler, pour le regard de la iouiſſance des heritages ſuiets au Douaire.

MONT-FORT Chap. 12. Art. 140. p. *à Eſtampes.* Art. 136. Art. 141. Douaire † prefix ſaiſit du iour du decés du mary : pourueu qu'il en apparoiſſe par eſcrit, & que la femme le demande dedans l'an & iour du decés: autrement ne ſaiſira ſinon du iour qu'il ſera demandé en iugement.

MANTE Chap. 12. Art. 137. Douaire †† tant couſtumier que prefix, ſaiſit du iour, &c. p. *à Mont-fort.* Art. 141. pourueu toutesfois qu'il, &c. eſcrit du DOUAIRE prefix, & qu'il ſoit demandé, &c.

SENLIS Tit. 8. Art. 179. Douaire Couſtumier eſt deu incontinent apres le treſpas du mary, duquel ladite féme ſe peut valablement dire eſtre en poſſeſſion & ſaiſine, ſans le demander aux heritiers de tel defunct. Art. 184. Le Douaire Couſtumier eſt incontinent deu apres le treſpas du mary, & la femme vefue ſ'en peut licitement dire eſtre en poſſeſſion & ſaiſine, comme dit eſt : mais au regard du Douaire prefix, il n'eſt deu iuſques à ce qu'il ſoit demandé deuëment en iugement par la vefue ou ſes enfans, aux hoirs du treſpaſſé.

CLERMONT Tit. 13. Art. 161. Le mary mort, la femme eſt reputee Dame vſufructuaire, & doit auoir la poſſeſſion & ſaiſine du Douaire Couſtumier, ſa vie durant : ſans ce qu'il ſoit requis eſtre baillé par les heritiers de ſon feu mary : autrement eſt le Douaire prefix. Art. 169. Douaire prefix †† a lieu, & courent les arres d'iceluy, depuis qu'il a eſté demandé en iugement par celuy ou ceux àqui il eſt deu, aux heritiers du mary dont procede & qui a conſtitué ledit Douaire.

VALLOIS Tit. 8. Art. 104. Le mary mort, la femme qui n'a eſté douee que de Douaire Couſtumier, ſe peu dire ſaiſie, & à elle appartient la poſſeſſion & ſaiſine du Douaire Couſtumier, ſans ce qu'il luy ſoit baillé ne deliuré par les heritiers de ſon mary, pour en iouir par elle, tant que Douaire aura lieu. Art. 105. Le mary peut douer ſa femme de Douaire prefix : lequel doit eſtre aſſigné & n'a point de lieu, iuſques à ce qu'il ſoit requis & demandé en iugement par la Douagere aux heritiers dudit mary.

TROYES Tit. 5. Art 86. Duquel Douaire elle eſt ſaiſie & veſtue par le treſpas de ſon mary. Et ſ'il y a Douaire prefix, elle en eſt ſemblablement ſaiſie & veſtue, ſi toſt & incontinent, qu'elle aura accepté ledit Douaire prefix : en telle maniere qu'elle n'eſt tenue, en prendre deliurance par les mains de l'heritier ou Executeur du Teſtament de ſon feu mary. Mais les peut exploiter, prendre & leuer de ce meſme fait par ſes mains, ſi pour ledit Douaire prefix luy eſtoit baillé maiſon ou Seigneurie ou rente par Aſſiette.

CHAVMONT Tit. 4. Art. 72. † p. *à Meaux.*

VITRY Titre cinquieſme. Article octante ſix. Et n'eſt requis luy faire deliurance dudit Douaire, par les enfans ou heritiers de ſon feu mary. Car par le decés d'iceluy, elle en eſt ſaiſie & veſtue comme les heritiers. Art. 89. p. *à Meaux,*

LAON Tit 4. Art 36. p. *à MANTE.* Art. 137. †† La vefue dés le iour de la diſſolution du mariage.

†† *Ces mots,* En iugement, *&c. ont eſté adiouſtez par tous les aſſiſtans.*

† *Ce 237. Art. eſt introduit de nouuel.*

†† *Ceſt Art. 167. a eſté mis au lieu des ſept vingt quatorze & ſept vingt quinze reformez.*

† *Ceſt Art. 211. eſt de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ceſt Art. 90. a eſté accordé pour auoir lieu à l'aduenir ſeulement.*

† *Ceſt Art. 141. a eſté de nouuel adiouſté pour l'aduenir*

†† *Ceſt Art. 137. eſt de nouuel introduit, en ce que Douaire prefix ſaiſit ſous les conditions contenues audit Art.*

† *Les Eſtats de la Chaſtellenie de Pontoiſe ont dit que par l'ancienne Couſtume locale de ladite Chaſtellenie, la femme n'eſtoit ſaiſie de Douaire Couſtumier: mais le prenoit par les mains des heritiers: Neant-moins conſentoient pour l'aduenir eſtre reglé ſelõ la Couſtu. generale dudit Bailliage. Ce qui a auſſi ordonné eſtre fait.*

†† *Les Aduocats & Practiciens aſſiſtans ont dit & certifié, que par la Couſtume ancienne il conuenoit*

Source : BIU Cujas

appleger ledit Douaire prefix, premier & auant qu'il eust lieu: & n'estoit requis de le demander en iugement. Et pource que plusieurs des assistans ont trouué que l'applegement dudit Douaire estoit rigoureux, il a esté dit que pour l'aduenir ledit Douaire prefix auroit lieu: combien qu'il ne fust applegé & que ladite Coustume sera introduite pour nouuelle, en ce qu'elle est correctiue de l'ancienne.

† *Le 72. Art. est nouuel.*

†† *Ceſt Art. 36. est introduit pour nouuel entant que touche le Douaire Coustumier: lequel par cy deuant se deuoit demander par la vefue à l'heritier. Et si ladite vefue auoit delaissé par aucun temps à le demander, elle le perdoit pour le temps qu'elle auoit omis à le demander.*

CHALONS Tit. 8. Art. 45. La femme est vestue & saisie de son Douaire, soit Coustumier ou prefix, incontinent apres le decez du mari: & peut pour iceluy former complainte, en cas de nouuelleté tant contre les heritiers de son mari, que autres. Art. 46. N'est besoin de demander en iugement le Douaire prefix: & courent les arrerages d'iceluy du iour du decez, encores que la femme ne les ait si tost demandez.

REIMS Tit. 9. Art. 248. La † vefue aiant opté & choisi les Douaire & Apport, est saisie des Douaire & Apport, si ledit Apport est immobiliaire, sans apprehension de faict: tellement qu'elle peut intenter cas de nouuelleté contre les heritiers du defunct & tous autres qui la voudroient troubler à la perception desdits Douaire & Apport immobiliaire. Et n'est pour raison d'iceux, les aiant opté & choisi, chargee de payer les debtes, seruices, obseques & funerailles de sondit mari. Ce qu'elle seroit, si elle auoit opté & choisi de partir contre lesdits heritiers, ainsi qu'il a esté dict cy dessus.

S. QVENTIN Tit. 8. Ar. 93. p. *à Mante.* Art. 137. des †† le iour de la mort & du decez du mari.

RIBEMONT Tit. 9. Art. 84. p. *à S. Quentin.* tant prefix &c. du iour qu'il a eu lieu.

NOYON Tit. 5. Art. 28. *A la fin.* Lequel † Douaire Coustumier saisit, si tost qu'il a lieu: qui est apres le decez du mari: comme aussi saisit le Douaire prefix.

AMIENS Tit. 6. Art. 109. Femme †† mariee est douee de Douaire prefix ou Coustumier, dont elle se peut dire saisie des l'instant de la dissolution du mariage pour en former complainte & prendre les fruicts du iour du decez de son mari, sans autre demande & apprehension.

CHAVNI Tit. 22. Art. 121. Et n'est requis de demander le Douaire prefix ou conuenancé, ne soy y faire mettre par Iustice: parce qu'au moyen de la promesse du mari, iceluy Douaire prefix a lieu & court incontinét apres le trespas du mari. Et tellement que la femme peut poursuiure les heritiers ou detenteurs des heritages à elle promis pour son Douaire pour tout ce qui en seroit escheu depuis le trespas d'iceluy mari. Tit. 23. Art. 123. Et pource faire est necessaire à icelle femme, obtenir & auoir commission de M. le Gouuerneur & Bailly ou son Lieutenant ou de l'vn d'eux: en vertu de laquelle se doit icelle vefue faire tenir, garder, maintenir & mettre de faict par le Sergent: auquel addressera icelle cõmission, sur tous les heritages, où elle pretend auoir son droict de Douaire coustumier, ou sur les principaux & chefs lieux d'iceux heritages: au cas que plusieurs chefs lieux y auroit. Et icelle maintenue ainsi faite faire signifier par le Sergent aux heritiers possesseurs & detenteurs desdits heritages & à tous autres qu'il appartient ou qui y peuuent auoir ou pretendre interest, qui se peuuẽt à ce opposer. Et pour dire leurs causes d'opposition, leur doit estre iour assigné pardeuant le Iuge, du quel est emanee la commission, & au moyen de ce est acquis à la vefue, du iour que la maintenue sera faite, son droict de Douaire coustumier, nonobstant ladite opposition & non deuant. Art. 124. Mais où les heritiers du mari, auant qu'obtenir ladite commission ou autrement depuis le trespas d'iceluy mari, auroient consenti & accordé à la vefue de prendre son droict de Douaire coustumier sur iceux heritages, ne seroit necessaire à icelle vefue de faire ladite maintenue de faict: mais suffiroit & doit auoir son droict de Douaire depuis le temps du consentement des heritiers.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 36. Ainçois qu'vne femme puisse & doiue iouir de son droict de Douaire & qu'elle en puisse profiter, il conuient qu'elle l'apprehende par consentement de l'heritier ou aiant cause de feu son mari, en ce où elle pretendroit Douaire, ou qu'elle s'y face mettre de faict & decreter de Droict par Iuge competent appellé ledit heritier & aiant cause & ceux à qui se peut toucher: auec ce si c'est en chose immeuble, où elle veut auoir Douaire, il conuient appeller

† *Le 248. Ar. est nouuel en ce que generalemẽt il est dit que ladite vefue est saisie de Douaire. Car par l'ancienne Coustume pour le regard du Douaire prefix, elle n'estoit saisie: ains seulement pour le regard du Douaire coustumier. Laquelle ancienne Coustume pour ce regard a esté abrogee.*

†† *Ceſt Art. 93. est accordé pour & au lieu d'vn ancien Ar. lequel a esté abrogé pour ce regard.*

† *Ces mots,* le quel Douaire, *&c. iusques à la fin, ont esté mis au lieu des anciens,* Du iour qu'elle se fera maintenir en Iustice, ou que elle ait le consentement des heritiers dudit mari. *Pour ladite clause ainsi adioustee auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

†† *Ceſt Art. 109. a esté de nouel introduit: nonobstant le dire de M. Iean de la Fosse Aduocat audit Siege qui a dit que il s'opposoit tant*

Source : BIU Cujas

pour luy que pour les autres Practiciens dudit Siege en ce que par ledit Art. ladite vefue seroit saisie. Surquoy auons ordonné qu'il baillera ses causes d'opposition à la Cour au lendemain de la S. Martin: neantmoins cependant & par prouision ledit Art. passera, & sera mis au lieu des 53. & 54. Art. de l'ancien Coustumier.

Femme ayant Douaire Coustumier doit estre par commission maintenue de faict en iceluy, s'il n'y a consentement de l'heritier.

Douaire sera apprehendé du consentement de l'heritier ou ayant cause, ou s'y fera mettre de faict.

le Seigneur ou Seigneurs, dont la chose immeuble est tenue, & n'y eschet nuls droicts Seigneuriaux au Seigneur. Art. 37. Vne femme n'a droict d'auoir Douaire, iusques à ce qu'elle l'apprehende par le consentement de l'heritier ou aiant cause de son defunct mary, ou qu'elle s'y face mettre de faict pour auoir son Douaire: & depuis qu'elle y est mise de faict, luy appartiennent tous les profits & leuees de son Douaire, posé que long temps apres, elle y soit decretee ou obtiennent par consentement de l'heritier ou autrement en son Douaire. Art. 50. Vne femme apres le trespas de son mary, a acquis son Douaire coustumier, & elle y est tenue & decretee de Droict par auctorité de Iustice: sinon qu'elle l'ait par consentement de l'heritier, de son feu mary & du Seigneur és heritages aians appartenu à iceluy son mary.

Droicts Seigneuriaux ne sont deuz.

Bovllenois Tit. 23. Art. 101. Vne Douaire n'est deu, s'il n'est apprehendé, limité, & separé aux despens de la Douairiere, à l'encontre du proprietaire: pour laquelle apprehension faire, est besoin intenter mise de faict & decret sur ce insuiuy contre l'heritier, le Seigneur deuement appellé, les heritiers du mary & autres qui seront à appeller.

Hesdin Tit. 3. Art. 6. Les Vefues peuuent auoir Douaire, par leurs traictez & promesses de mariages, sur les heritages Feodaux & cottiers de leurs maris. Lequel Douaire, que l'on nomme Douaire Conuentionnel ou Conuenancié, se doit aussi par elles demander & apprehender par semblables voyes que dessus, appellez ceux à qui ce peut toucher. Pour lesquelles apprehensions faire, ne sont deuz semblabement aucuns droicts Seigneuriaux: fois seulement en ce, que ledict Douaire conuenancié excederoit la valeur du Coustumier.

Tovrnay Tit. 15. Art. 7. Si ladite vefue se veut tenir à son douaire conuentionnel, elle doit tost apres le decés de son mary se faire mettre de faict par Iustice és biens demourez d'iceluy, les faire saisir, inuentorier & parties y aians interests appellees, se faire tenir & decreter de Droict en iceux biens pour y auoir le furnissement de son amendement, auec de ses rapportemens conuentionnels, sans de son auctorité priuee, son pouuoir immiscer esdits biens, à peine de perdre sondit amendement de mariage. Art. 8. Bien entendu toutesfois qu'icelle vefue apres lesdits biens inuentoriez, en vertu de ladite mise de faict, peut demourer en la maison mortuaire, iusques à ce qu'iceux biens soient vendus, ou qu'elle soit furnie & asseuree de sesdits portemens & Douaire.

† *Cest Art. 144. a esté de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir.*

Peronne Tit. 6. Art. 144. p. à *Ribemont.* Art. 84 Lieu, † & pour iceluy la femme peut incontinent apres le decez du mary, former complainte, sans autre apprehension & mise de faict, & encores qu'elle ne l'ait demãdé en Iustice.

Droict de vefue se doit apprehender par mise de faict.

Lille Tit. 17. Art. 207. Quand vne femme vefue aiant renoncé aux biens & debtes de son feu mary, veut auoir son droict de vefue tel que dessus, il est requis, auant luy deliurer iudiciairement, qu'elle compare pardeuant le Preuost ou son Lieutenant & quatre Escheuins, pour le moins & se face mettre verbalement aux biens, sur lesquels elle pretend auoir son droict de vefue, par le Preuost ou son Lieutenant, à l'enseignement des Escheuins.

Douaire saisit par apprehensiõ de faict.

Artois Tit. 7. Art. 167. La Douagere pour profiter de Douaire Coustumier est tenue de faire apprehension de faict en appellant l'heritier & les Seigneurs dont les heritages surquoy il s'assiet, sont tenus & mouuant. Et ne peut leuer & cueillir ou profiter de son Douaire si en iceluy elle n'est tenue & decretee: mais le decret se retrotraict à l'apprehension.

Dvche de Bovrg. Chap. 4. Art. 15. La femme douee selon la generale Coustume est vestue & saisie de son Douaire Coustumier.

Comte de Bovrg. Chap. 3. Art. 39. *A la fin* Et aussi demeure saisie de son Douaire Coustumier ou diuis.

Nivernois Chap. 24. Art. 7. Le Douaire escheu la femme est vestue & saisie d'iceluy, soit coustumier ou conuenu.

Montargis Chap. 14. Art. 1. Et est ladite femme saisie du Douaire, qui est appellé Coustumier. Et toutesfois si la femme ne s'ensaisine de faict n'en pourra demander que v. annees pour le temps passé: & si ne le pourra bailler à

Source : BIU Cujas

Douairiere ne peut bailler le Douaire à estrangers que les heritiers ne l'aient pour le pris

Douairiere est deu du iour de la demande seulement : s'il n'est autrement conuenu.

† *Voyez ce qui est noté sur l'Art. 326. cy dessus.*

Douaire Coustumier excessif peut estre reduit.

Douaire n'est deu sans apprehensiõ iudiciairement faicte, ou consentement de l'heritier.

† *Cest Art. 312. est correctif de l'ancienne Coustume.*

* Alias, &, deest. *P. V.*

Fruicts du Douaire sont deuz du decez apres la sommation faicte aux heritiers.

†† *Cest Art. 114. est accordé pour auoir lieu à l'aduenir.*

Douaire prefix.

Douaire Coustumier.

Douaire est deu encores que la femme n'ait rien porté.

† *Les Art. 16. & 17. sont Coustumes nouuelles*

Arrerages de Douaire de 5. annees.

†† *Les Art. 253. 254. 255. 256. 257. 258. & 259. ont esté mis au lieu du 303. Art. Et est la Coustume portee par lesdits Art. nouuelles en ce que la femme est saisie de son Douaire & peut former cõplainte pour raison d'iceluy*

estrangers, que les heritiers ne l'aient pour le pris.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 353. Douaire n'est deu : sinon du iour qu'il est demandé : s'il n'est autrement conuenu par le traicté de mariage.

TOVRS Tit. 30. Art. 326. *A la fin.* Duquel Douaire soit Coustumier ou conuentionnel, elle est saisie desiors du decez du mary. Et si elle y estoit empeschee, s'en pourra complaindre contre les heritiers & tous autres Art. 327. Si † à ladicte femme estoit par contract de mariage baillé pour Douaire vne terre ou Seigneurie, elle se peut dire saisie desdictes chose & se defendre en la possession d'icelles : sauf aux heritiers à eux pouruoir par action, pour faire reduire ledict Douaire au Coustumier, au cas qu'il se trouuast excessif. Et s'il n'y a assignation certaine, luy sera baillé Douaire commode à part & diuis.

LA SALLE DE LILLE Tit. 5. Art. 3. Droict de Douaire n'est deu, iusques à ce qu'il soit iudiciairement apprehendé ou consenty par les heritiers ou heritiers d'iceux Fiefs, ou leurs Tuteurs ou Curateurs.

ANIOV Tit. 15. Art. 312. Les † fruicts du Douaire soit coustumier ou conuentionnel entre Nobles ou Coustumiers, sont deuz depuis le iour du trespas du mary, * & sans demande & sommation.

LE MAINE Tit. 16. Art. 325. Femme ne peut demander aucuns fruicts de son Douaire, soit Noble ou Coustumier, sinon depuis la sommation qu'elle aura faicte aux heritiers qu'ils luy asseent ou baillent son Douaire : & depuis la q sommation, ils sont tenus de luy payer les fruits de ce que vaut son Douaire, pourtant qu'il en seroit escheu depuis la sommation, s'il ne luy auoit esté cõuentionné. Auquel cas elle est fondee d'auoir les fruicts dudict Douaire escheu depuis le decez ce son mary. Duquel Douaire elle ne se peut dire saisie, iusques à ce qu'il luy ait esté baillé : mais chet en action.

GRAND PERCHE Tit. 6. Art. 114. Douaire †† saisit du iour de la declaration faicte par la femme audit cas d'option. Et où elle n'auroit ladite option, ains seulement Douaire Coustumier ou prefix, ledict Douaire tant coustumier que prefix, saisit du iour du decez du mary.

CHASTEAVNEVF Chap. 8. Art. 61. Douaire Coustumier saisit dedans l'an & iour du trespas du mary. Art. 62. Douaire prefix n'a point de lieu, iusques à ce qu'il soit demandé en iugement. Art. 64. Douaire prefix a lieu, & courét les arrerages d'iceluy, depuis le iour & date que ledict douaire a esté demandé en iugement par celuy ou ceux, à qui il est deu, aux heritiers du mary, dont procede & qui a constitué ledit douaire.

BLOIS Chap. 14. Art. 190. Douaire prefix est deu du iour du trespas du defunct, & douaire coustumier est deu du iour qu'il est requis & demandé, & non plustost, & est deu ledit douaire, posé que la femme n'ait rien porté auec son mary.

BERRI Tit. 8 Art. 16. La † femme, le cas de douaire aduenant, est saisie de son douaire constitué ou coustumier. Art. 17. Si la douairiere ne iouist à son douaire, & le laisse par long espace de temps entre les mains des heritiers de son mary, ne pourra demander que les arrerages de v. annees immediatement precedens.

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 250. *A la fin.* Et est saisie la femme & en possession du douaire, soit coustumier ou conuentionnel, apres le trespas de son mary.

POICTOV Tit. 4. Art. 253. Femme †† Noble ou roturiere est fondee de demander douaire prefix ou coustumier, si tost que douaire a lieu, qui est apres le decez de son mary. Art. 254. Femme, soit pour le regard du douaire prefix ou du douaire coustumier, se peut dire saisie & former complainte contre les heritiers r de son mary predecedé.

AVVERGNE Chap. 14. Art. 11. Auſſi est ladicte femme saisie du douaire à elle constitué par son contract de mariage, incontinent le cas de douaire aduenu.

BAR. Tit. 7. Art. 90. Douaire Coustumier ou Conuentionnel saisit de sorte que la femme peut agir possessoirement contre les turbateurs du douaire ou de partie d'iceluy.

Voyez Sens 204.

q C'est à sçauoir faite en presence de tesmoins ou par instrument public, suiuant la Loy qui Romæ. §. cohæredes. D. de verb. obligat. C. M.

r Par les Ordonnances du Roy Charles VIII. 1493. Art. 51. Louys 12. 1498. Art. 80. & 1507. Art. 228. François 1. 1535. Chap. 12. Art. 13. & Chap. 16. Art. 24. les sencences donnees en matiere de Douaire sont executoires nonobstant

Source : BIU Cujas

l'appel, voire contre vn tiers detenteur, comme a esté iugé par arrests de Paris le 21. Feurier 1537. le 18. Nouembre 1549. & 3. Mars 1550. & mesmement quand le tiers detenteur est presomptif heritier, second ou tiers de celuy, qui a constitué ledit Douaire. Voyez les arrests cottez par Papon Liure 15. Tit. 4. arrests 17. 18. 19. & 20.

contre les heritiers de son mari predecedé, & qu'elle est douee de la tierce partie de ce qui est escheu audict mari en ligne directe, cõstant le mariage: & aussi en ce que le Douaire conuentionnel ne peut estre plus grand que le Coustumier: Et auons donné acte audict sieur de la Berandiere Seigneur de l'Isle-iour-dain & ausdicts L'amoureux, Tartade, Guillon & Meusnier pour les Seigneurs de la Vaugnion, & Vigen, Danailhe, Limosyne & de Brilhac de ce qu'ils ont remonstré qu'au pays de la Basse-Marche mesmement en leurs dictes Baronnies & Chastellenies la femme soit Noble ou roturiere, ne prend aucun Douaire sur les biens du mary, s'il n'est conuenancé.

Art.257. PARIS.

La † femme ſ douee de Douaire prefix d'vne somme de deniers pour vne fois ou d'vne rente, si durant le mariage est faict Don mutuel, iouist apres le trespas de son mary par vsufruict de la part des meubles & conquests de sondict mary: & sur le surplus des biens dudict mary, prend sondict Douaire, sans aucune diminution ne confusion.

ſ La raison de ceſt Art. 256. est, par ce que deux causes lucratiues ne peuuent estre ordinairement concurrẽtes en mesme suiet Bartol. in l. Næuius 66. §. duorũ D. de testam. Idem & Paulus de Castro in. l. si cum dotem. 22. §. si pater. D. Sol. matr. §. si res aliena Iust. de legat. Par arrest prononcé en robbes rouges le 14. iour d'Aoust 1579. a esté iugé que celuy qui auoit promis & qui s'estoit obligé cõme caution du Douaire d'vne somme de deniers pour vne fois au mobilier, estoit quitte de ladicte promesse, par ce que la vefue s'estoit immiscee és biens de la cõmunauté, sauf à ladicte vefue son recours pour la moitié dudit Douaire prefix contre les heritiers du mary: laquelle n'est point cõfuse & esteinte par le moyen de ladite communauté. Par arrest du 3. iour de Nouembre 1587. dõné en l'audience a esté iugé qu'encores que la femme par la Coustume ne puisse auoir don & Douaire ensemble, aura toutesfois le don au pays, où telle Coustume est obseruee, & Douaire en autre prouince, où elle n'a point de lieu.

† *Femme cõme prend son Douaire prefix, si elle a vn don mutuel.*

† *Ceſt Art. 257. a esté de nouuel adiousté pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 4. Art. 58. *A la fin.* Et si durant le mariage est faict don mutuel, la femme &c. p. *a Paris*

TOVRS Tit. 30. Art. 337. Femme †† Noble ou roturiere ne peut auoir don & Douaire ensemble, quelque conuention qu'il y eust au contract de mariage & en faueur d'iceluy: mais aura le chois d'opter le Don ou Douaire dedans xliij. iours apres le decez.

†† *Ceſt Art. 337. est mis au lieu du 1. Art. Tit. de Donaire entre roturiers, pour auoir lieu à l'aduenir & sans preiudice des droicts acquis & procez pendans. Et a esté le dernier Art. dudit Titre du Douaire de femme Noble abrogé.*

ANIGV Tit. 15. Art. 310. Femme de Noble ou de Coustumier ne peut auoir don & Douaire sur les heritages immeubles de son mary: mais il est aũ chois de la femme de prendre la Donation ou son Douaire: & en eſlisant l'vn, elle est forclose de l'autre: & neantmoins peut auoir don de meuble & Douaire.

LE MAINE Tit. 16. Art. 323. p. *a Aniou* donaison ou son Douaire &c.

LODVNOIS Chap. 32. Art. 1. Femme soit Noble &c. *a Tours* ensemble & si don luy est faict, ce sera à son election de prendre l'vn ou l'autre.

POICTOV Tit. 4. Art. 266. Si † le mary donne à sa femme le tiers de son heritage, soit à part & à diuis ou en general, ou aucune chose de son heritage à part, qui vaille tiers de l'heritage, elle se peut tenir audict don: & en iceluy cas, elle ne iouyra de don & Douaire. Art. 267. Mais si le mary donne à sa femme partie d'aucun corps qui ne soit le tiers de l'heritage, elle prendra Douaire és autres biens, iusques à la concurrence du tiers desdicts biens: sur lesquels elle prend son Douaire.

† *Ces Art. 266. & 267. qui estoient les 310. et 311. remis à la Cour par la derniere reformation, ont esté accordés sans preiudice du passé.*

ANGOVMOIS Chap. 4. Art. 53. p. *a Poictou.* Art. 66. femme au cas qu'il n'y auroit enfans, le tiers de son heritage &c. generalité, elle se peut &c. Douaire sur ledict tiers, n'autre portion sur l'heritage de son mary. Art. 54. p. *a Poictou* Art. 267. aucune partie d'aucun corps &c. iusques à fournir au tiers du demeurant desdits biens.

XAINCTONGE Tit. 9. Art. 79. p. *a Poictou.* Art. 266. generalité ou &c. don. Et n'aura don d'heritage & Douaire ensemble. Et si elle eſlit le Don, & que pour raison du don, elle soit inquietee & en procez, elle doit auoir prouision de Douaire Coustumier.

BRETAGNE Tit. 12. Art. 206. Femme †† ne peut auoir don & Douaire ensemble & sera en son option de choisir & prendre le Douaire ou donation.

†† *Ceſt Art 206. est de nouuel adiousté*

Don & Douaire ne sont cõpatibles.

Voyez Normandie Art. 386. cy dessous Grand-Perche Art. 97.

Art.258. PARIS.

Toutes † Contre-lettres faictes à part & hors la presence des

Contre lettres sont nulles en fait de mariage.

† Ceſt Article est tiré

† *Ceſt Art. 258. eſt adiouſté pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

main, ainſi qu'eſcrit Charondas liure 11. de Reſp. 34. & 35. Demoſth. 1. Orat. in Onetorem. Promiſſio enim reuocatur quatenus in promittendo erratum eſt l. 6. C. de iuris & facti & ign. l. 21 D. de ver oblig. l. 54. D. ad Trebell. l. qui ſolidum 78. de leg. 2. & ſont telles promeſſes pactions ainſi faictes contre les Loix & bonnes mœurs. l. 7. & 28. D. de pact. l. 35. §. 1. vlt & l. 134. D. verbo. ob. Ces contrelettres, ſont faictes aiſement par les ieunes hõmes aueuglez par le moyẽ de leurs flammes amoureuſes. Si pactum a dictum emptioni ex interuallo actionem non parit l. 7. §. 5 D. de pactis. à plus forte raiſon contenues en ſes contrelettres, qui ſont faictes à part & hors la preſence des parens par le dol & inductiõ des parens de la femme. Pacto dolo malo facta non ſunt ſeruanda l. 9. & l. ſi quis in conſcribendo 29. C. de pactis. & ne preiudicient aux abſens & qui n'ont preſté conſentemẽt pour les grandes preſumptions de dol & fraude. l. 8. C. de ingen. man. & autres lieux vulgaires: & id pactum ad diſpendium mariti non debet operari: cum ſit interpoſitum non ſub tempore contractus, ſed poſtea & ex interuallo. argumentum præbend. l. cum à ſocero 7. & 28. D. de iure dot l. 6. C. de pactis conu. l. 7. D. pactis dotalib. Par arreſt donné le penultieſme Feurier 1595. plaidant Talon pour quelques mineurs appellans & Robert pour vne vefue d'vn nommé le Pleſſis Florete intimee: fut, en emendant la ſentence donnee par le Preuoſt de Paris ou ſon Lieutenant, vn contract de donation de la ſomme de mil liures de rente par vſufruict faict au parauant le mariage au profit de ladicte vefue, declaré nul, de nul effect & valeur, comme eſtant vne contrelettre ou contre promeſſe faicte au parauant le mariage. Notez finalement qu'en faict de finances toutes contrelettres ſont auſſi prohibees & defendues par les Ordonnances du Roy François I. 1532 donnees à Chaſteaubriant le 16. iour de May & par autre Ordonnance de la meſme année Art. 11. & 12. miſes en l'onzieſme liure de la Conference.

des arreſts de la Cour & fondé ſur pluſieurs raiſons du droict Ro-

parens, qui ont aſſiſté aux contracts de mariage, ſont nulles.

CONFERENCE.

ORLEANS Tit. 12. Art. 223. †† p. *à Paris.*

CALAIS Tit. 4. Art. 59. p. *à Paris* nul & de nul effect & valeur.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 373. *A la fin.* † Et toutes Contrelettres faictes au deſceu des parens preſens audict mariage, & qui l'ont ſigné, ſont nulles & n'y aura l'on eſgard.

Art. 259. PARIS.

Douaire †† d'vne [u] ſomme de deniers pour vne fois payer, venue aux enfans, eſt reputé mobilier & perd la nature de Douaire, & y ſuccedent les plus prochains heritiers mobiliers.

Art. 260. PARIS.

Douaire prefix, [x] ſoit en rente ou en deniers ſe prend ſur la part du mary, ſans aucune confuſion de la communauté, & hors part.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 1. Art. 7. p. *à Paris.* Art. 259. venu aux &c. Tit. 4. Art. 58. *à Paris.* Art. 260.

Art. 261 PARIS.

Femme † douee [y] de Douaire prefix, ne peut demander Douaire Couſtumier, s'il ne luy eſt permis par ſon traicté de mariage. [z]

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 4. Art. 60. p. *à Paris* permis & le chois à elle baillé par ſon &c.

MELVN Chap. 15. Art. 238. p. *à Paris* †† promis par ſon &c.

SENS Tit. 17. Art. 168. Femme, à laquelle par traicté de mariage, a eſté conſtitué Douaire prefix, apres le treſpas de ſon mary, ne peut delaiſſer ledit Douaire pour prendre le Douaire Couſtumier: ſinon que par exprés l'election & chois luy fuſſent reſeruez par ledict traicté.

AVXERRE Tit. 10. Art. 213. p. *à Paris* † demander le C. ſinon que chois & option luy ſoient accordez par le traicté.

†† *Ceſt Art. 223. a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ces mots, & toutes &c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez pour nouuelle Couſtume.*

Douaire prefix quand eſt eſtimé mobilier.

†† *Les Art. 259. & 260. ſont adiouſtez pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

Douaire prefix ſe prend ſur la part du mary ſans confuſion.

Douaire prefix fait ceſſer le Couſtumier.

† *Ceſt Art. 261. eſt adiouſté pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 238. eſt de nouuel introduit, & abroge le 1. Art. ancien en ces mots, ſinon que par le traicté &c. iuſques à la fin.*

† *Ceſt Art. 213. eſt de nouuel introduit pour*

biens du mary, procedant d'vne autre cauſe que de la Communauté de biens, hors part: c'eſt à

u Les plus prochains doiuent ſucceder aux meubles, & par conſequent les heritiers ſoient paternels ou maternels doiuẽt ſucceder au Douaire mobilier: Par Arreſt du 19. Auril 1578. donné en la premiere chambre des Enqueſtes, par lequel vn muy de bled fut declaré viager, iaçoit qu'il fut dict rachetable pour deux cens liures, & partant le rachat repetible apres la mort, lequel arreſt fut donné entre Vincent Deniſe demãdeur originaire & Guillaume Guyon & Louys Eſmes defendeurs. Autre & pareil arreſt du 14. Iuillet 1582. donné en la 3. chambre des Enqueſtes ſur vn appel du Bailly de Chartres.

x Ceſt Art. 260. ſe doit rapporter & conioindre auec l'Art. 257. par lequel il ſe cognoiſt que le Douaire eſt deu par le mary dés le iour de la conſommation du mariage, & ſe deuoir prendre ſur les dire ſans faire part en

Source : BIU Cujas

icelle Communauté : à fin que cela ne diminue la part qu'elle pourroit prendre en la Communauté.

y Charondas liure 3. des Resp. 78. recitant vn arrest du 21. iour de Iuillet 1500. par lequel il est decidé que la vefue ne peut demander autre Douaire que le prefix, tant sur les biens assis à Paris, qu'en autre prouince : & qu'en la forme de constitution de Douaire faut suiure la loy du pays, ou le mariage a esté contracté. Au reste ceste election du Douaire prefix ou Coustumier est transmissible à l'heritier. per l. illud aut illud. D. de opt. legat. ainsi qu'il fut iugé par arrest de la vigile de Noel l'an 1551. recité par Charondas VII. des Resp. 95.

z Aucuns estiment que la femme est priuee de son Douaire, si elle ne faict l'election dans les xl. iours, comme quelques Coustumes en ont expressement disposé. Mais Du Moulin sur ceste Art. 71. dict que ceste Coustume ne ordonne la peine de priuation du Douaire, sinon que des arrerages. Contenti esse debemus pœnis legum. l. diuortio D. de verb. oblig. nec locus est pœnæ nisi scriptum sit, vt rectè Panorm. in cap. vlt. extra de iure Patr.

ESTAMPES Chap. 11. Art 138.
MONTFORT Chap. 12. Art. 142.
SENLIS Tit. 8. Art. 183. ††
CLERMONT Tit. 13. Art. 162.
CHASTEAVNEVF Chap. 8. Art. 63.
} p. *à Paris.*

DOVRDAN Tit. 7. Art. 89. Douaire prefix faict cesser le coustumier: sinon que par traicté de mariage, option soit baillee à la femme de prendre l'vn ou l'autre.

MANTE Chap. 12. Art. 139. p. *à Paris.* S'il n'est dict par expres en son contract & traicté de mariage.

VALLOIS Tit. 8. Artic. 107. Doresnauant † femme &c. p. *à Paris* ne pourra &c.

MEAVX Chap. 2. Art. 8. Femme douee de Douaire prefix, peut apres le decez de son mary, choisir & eslire le Douaire prefix ou coustumier, lequel que elle voudra : supposé qu'en †† son traicté de mariage ne soit faicte aucune mention de Douaire coustumier : mais si ladicte femme veut auoir le Douaire prefix, elle le doit declarer. Et ne courent point les arrerages du Douaire prefix, iusques apres la declaration par elle faicte d'iceluy Douaire.

TROYES Tit. 15. Art. 87. † p. *à Meaux* ou eslire &c declarer dedans xl. iours apres le trespas de son mary. Et ne &c. faicte d'iceluy accepter.

CHAVMONT Tit. 4. Art. 71.
Douaire † accepté.
VITRI Tit. 5. Art. 88.
} p. *à Troyes.*

LAON Tit. 4 Art. 34. Douaire †† prefix, qui est à dire Douaire promis & accordé par traicté de mariage, faict cesser le Douaire coustumier : sinon qu'il fut dict par expres par contract de mariage, que la femme auroit option de prendre celuy des deux que bon luy sembleroit. Art. 35. Auquel † cas est tenue d'opter dedans xl. iour apres le trespas de son mary, si elle est roturiere : & dedans trois mois apres iceluy trespas si elle est noble. Et si elle opte l'vn des deux, encores qu'elle fut mineur : pourueu qu'elle ait faict ladicte option par l'aduis de deux de ses prochains parens, ou de deux amis, à faute de proche parens, ne peut plus retourner à l'autre.

CHALONS Tit. 8. Art. 43. Douaire prefix faict cesser Douaire coustumier: sinon que par contract de mariage, le chois fut baillé à la femme d'opter celuy, qu'elle voudroit, prefix ou coustumier. Auquel cas est tenue d'opter dedans 3. mois apres le trespas de son mary, si elle est Noble : & dedans xl. iours, si elle est roturiere. Et si elle &c. p. *à Laon.* Art. 35. pourueu toutesfois qu'elle estant mineur ait faict option &c. ses prochains &c. peut varier & retourner &c.

REIMS Tit. 9. Art. 244. Douaire prefix faict cesser le coustumier, n'estoit qu'il eust esté reserué à la femme pour l'assignation du Douaire prefix, de pouuoir choisir le coustumier. Auquel cas elle pourra dedans xl. iours apres le trespas de sondit mary, prendre lequel qu'il luy plaira. Et lesdits xl. iours passez, elle sera tenue prendre le Douaire prefix. Art. 282. *A la fin* Neãtmoins aiant par son contract option de Douaire prefix ou coustumier, doit choisir dedans xl. iours celuy que bon luy semblera : autrement sera tenue de prendre le prefix. Et où elle auroit choisi l'vn des deux, elle ne pourra varier.

NOYON Tit. 5. Art. 29. Femme qui a Douaire prefix peut, si bon luy semble laisser le prefix & choisir le coustumier : s'il n'est dit le contraire par le traicté de mariage.

RIBEMONT Tit. 9. Art. 88. La femme a son chois de prendre Douaire prefix ou coustumier encores que par son traicté de mariage il y ait Douaire prefix tant seulement : sinon que par traicté de mariage, elle eust expressement renoncé de prendre Douaire coustumier.

S. QVENTIN Tit. 6. Art. 94. p. †† *à Laon.* Art. 34.

AMIENS

†† *Ceſt Art. 183. eſt mis au lieu de l'ancien qui a eſté rayé & abrogé. Et neantmoins a eſté ordõné qu'en ce procez verbal ſeroit faite mẽtion de la couſtume ancienne pour le paſſé.*

† *Ceſt Art. 107. introduit de nouuel & mis au lieu du 77.*

†† *Ces mots Supposé qu'en traicté de mariage ne ſoit faicte aucune mention de Douaire Couſtumier, ont eſté adiouſtez par l'aduis des aſſiſtans : parce que les Commiſſaires leur firent ceſte queſtion, ſi au traicté de mariage, eſt baille ſimplemẽt Douaire prefix.*

† *Ceſt Art. 87. eſt introduit pour nouuelle Couſtume pour plus ample declaratiõ du fait dudit Douaire & de l'option que les femmes ont de choiſir le Douaire prefix ou Couſtumier.*

†† *Ceſt Art. 71. eſt nouuel.*

† *Ceſt Art. 88. eſt de nouuel introduit.*

†† *Ce 34. Art. eſt accordé pour nouuel, au lieu qu'en l'ancienne Couſtume de ladicte Preuoſté, ladicte vefue auoit le chois de demander Douaire prefix ou couſtumier, renõcer à l'vn & eſlire*

Source : BIU Cujas

celuy qui luy ſembleroit le plus profitable des deux, quelque conuention qu'il y euſt dudit Douaire prefix. Laquelle ancienne Couſtume a eſté abrogee pour l'aduenir & ſans preiudice du paſſé.

† *Ceſt Art.35. eſt auſſi accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art.94. eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſe.*

AMIENS Tit.6. Art.110. Et eſt à ſon chois de ſe tenir à l'vn ou à l'autre, tel qu'elle voudra, encores que par le traicté de mariage ne luy ſoit reſerué : ce qu'elle ſera tenue declarer & opter dedans xl. iours apres le decés dudit mary, l'heritier appellé.

CHAVNY Tit.23. Art.130. Iaçoit que la vefue ſe puiſſe tenir, ſi bon luy ſemble, au Douaire prefix & à elle aſſigné en contractant ſon mariage: neãtmoins a le chois & option, & ſe peut tenir à ſon Douaire prefix ou au Douaire Couſtumier, lequel que bon luy ſemble.

BOVLLENOIS Tit.23. Art.106. La femme a faculté apres le treſpas de ſon mary, de prendre droict de Douaire Couſtumier ou conuenancé & prefix: en apprehendant lequel Douaire conuenancé n'eſt aucunement priuilegie d'elle: ains reputé pour ſimple debte perſonnelle pour venir à la contribution des biens du mary contre vn autre creancier, en cas de rompture, a en ce qu'il excederoit le DOUAIRE Couſtumier.

Douaire prefix n'eſt priuilegié, ains ſimple debte, ſ'il excede le Douaire Couſtumier.

PERONNE Tit.6. Art.142. p. *à Chalons.* Art.43. Le Couſtumier, b ſinõ † &c. le contract, &c. en ſoit baille à la femme. Et ſ'il ne luy eſt baillé, ne peut prendre que le prefix, encores qu'il n'y euſt renonciation par le contract de mariage au Douaire Couſtumier.

† *Ceſt Art. 142. eſt de nouuel introduit, pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé, pour toutes les trois Preuoſtez eſquelles la femme apres le decés de ſon mary pouuoit opter Douaire Couſtumier ou prefix : encores que par ſon contract de mariage luy euſt eſté donné Douaire prefix, & qu'elle euſt expreſſement renoncé au Douaire Couſtumier.*

ARTOIS Tit.7. Art.166. p. *à Boullenois.* Art.106. ſon droict, &c. ou ſon DOUAIRE prefix & conuenancé. Mais le Douaire prefix & conuenancé n'eſt a. p. ains eſt, &c. mary, non plus auant qu'vn creancier en cas de rompture. Article.168. La femme en apprehendant ſon Douaire prefix, ſe priue du Couſtumier.

PONTHIEV Tit.2. Art.35. *A la fin.* Laquelle, ſi elle ſuruiuoit ſon mary, peut & à elle loiſt prendre & choiſir lequel Douaire qu'il luy plaiſt, ſoit iceluy enconuenancé ou Couſtumier, & ſoy arreſter auquel qu'elle veut.

MONTARGIS Chap.14. Art.2. Et quand par le traicté de mariage y a Douaire prefix, ne peuuent les femmes auoir autre Douaire : ſinon qu'il ſoit expreſſement dit & declaré par ledit contract, que les femmes ſe pourront prendre au Douaire Couſtumier à leur option & election. Auquel cas pourront choiſir & non autrement.

Douaire cõuentionnel moindre que le Couſtumier a lieu: & ſ'il l'excede eſt reduit au Couſtumier.

ORLEANS Tit.12. Art.219. Quand par, &c. p. *à Montargis.* les femmes ne p.a. &c. à leur chois & option. Et ſi le Douaire Couſtumier eſt choiſy, ſe doit demander, & iuſques à ce qu'il ſoit demandé, n'eſt deu.

TOVRS Tit.30. Art.332. Si à femme Noble ou roturiere a eſté promis Douaire conuentionnel moindre que le Couſtumier, elle n'en pourra demander autre : mais ſ'il excedoit, il ſera reduit au Couſtumier.

TOVRNAY Tit.15. Art. 5. Nonobſtant le Douaire conuentionnel accordé à la femme par ſon traicté de mariage, il eſt loiſible à icelle, ſe bon luy ſemble, de apres le treſpas de ſon mary renoncer à iceluy ſon Douaire conuentionnel, & choiſir le Douaire Couſtumier, cõſiſtant en la moitié de tous les biẽs meubles & heritages non feodaux ſituez en ladite ville, pouuoir & Banlieuë d'icelle à eux appartenans, & par eux poſſeſſez en commun : à la charge de payer la moitié de leurs debtes. Art.7. Vne vefue ne peut iouyr de deux Douaires : à ſçauoir Conuentionnel & du Couſtumier par enſemble : ains en apprehendant l'vn, elle ſe priue de l'autre.

†† *Ceſt Art. 112. & 113. ſont accordez pour auoir lieu à l'aduenir.*

GRAND Perche, Tit.6. Art.112. Et †† ſi Douaire eſtoit prefix & accordé à la femme par contract de mariage, a neant-moins ladite femme chois & option de prendre le Douaire Couſtumier, ou ſe tenir au Douaire prefix : ſinon que par le contract de mariage fut dit par exprés que la femme n'aura Douaire Couſtumier, ains ſe tiendra à ſon droict prefix & conuentionnel. Art.113. Femme qui au cas deſſuſdit a option de DOUAIRE Couſtumier ou prefix, doit dedans xl. iours apres le decés de ſon mary opter & le ſignifier à l'heritier, ſ'il y en a d'apparent ; ſinon à Iuſtice. Et à faute de ce faire, perd ladite option : & ſe doit tenir à ſon Douaire conuentionnel.

Douaire prefix ſe doit opter dans xl. iours, & le ſignifier à l'heritier apparent: ſinon à Iuſtice.

BLOIS Ch.14. Art.188. Si le DOUAIRE a eſté prefix à la femme auparauãt ſon mariage, ſoit en meuble ou heritage: la femme apres le treſpas de ſon mary, ne peut demander autre DOUAIRE, que ledit Douaire qui luy a eſté prefix & limité : & n'a point d'actiõ à demander Douaire Couſtu. ſinon qu'election luy fut reſeruee.

a Le cas de Rompture ou contribution ſignifie le cas de deſconfiture. Boullenois Art.142. Artois Art.166

b Sur ceſt Art. 142. ſ'eſt preſentee ceſte difficulté. Sçauoir ſi la nouuelle Couſtume donne Loy pour les droicts acquis, mais non encores eſcheus ne deuz. Le faict eſt tel. Par l'ancienne Couſtume de Peronne, comme il appert par le Procés Verbal de la reformee ſur l'Article 142. La femme apres le decés de ſon mary pouuoit opter Douaire prefix ou Couſtumier, encores que par ſon contract de mariage luy euſt eſté donné Douaire prefix, & qu'elle euſt expreſſement renoncé au Douaire Couſtumier. Damoiſelle Nicole de Halnecquin, en l'an 1548. eſt conioincte par mariage auec Iean de Rendu, & par le contract de mariage, Iean de Halnecquin ſon pere ſ'oblige & promet la faire renoncer au Douaire. Ledit Rendu eſtant decedé en l'an 1575. & ledit Douaire ayant lieu, ladite Damoiſelle vefue, demande à l'encontre de Nicolas le Rendu fils aiſné dudit Iean le Rẽdu qu'il fut condãné la laiſſer iouir en Douaire de la moitié de toutes les vignes, terres, Cens, rentes & autres immeubles, qui appartenoient audit Iean le Rendu ſon pere, lors

Source : BIU Cujas

de la ſolēniſation de ſon mariage, & deſēd & dit que ledit defūct Iean de Halnecquin pere de ladite demāderesse auoit promis & ſ'eſtoit obligé à feu Iean le Rēdu ſon pere de faire renoncer audit droict Couſtu. ladite Damoiſelle de Halnecquin ſa fille, laquelle eſtoit heritiere dudit Halnecquin ſon pere, & par conſequēt tenue de ſes faicts & promeſſes. l. cum à matre. C. de rei vind. & par ainſi non receuable ſuiuant la regle vulgaire. Quem de euictione, &c. Au moyen dequoy, il ſe rend incidemment demandeur en ſommation à l'encontre de ladite Damoiſelle, à ce qu'elle fut condemnee à faire ceſſer la pourſuitte contre luy faicte. Replique ladicte Damoiſelle, & dict que la promeſſe & obligation de ſon feu pere ne la pouuoit plus obliger, que ſi elle meſme l'euſt faite. Or eſt il que par l'ancienne Couſtume, ores qu'elle euſt meſmes renoncé, elle ſeroit à preſent bien receuable à demander ledit Douaire Couſtumier. Par ces moyens perſiſtoit en ſes concluſions. Le defendeur dit que ceſte Couſtume ancienne a eſté reformee pour n'auoir pour l'aduenir par l'Art. 142. par lequel Douaire prefix fait ceſſer le Couſtumier, que ledit defunct Iean le Rendu ſeroit decedé depuis l'ancienne Couſtume reformee, qu'apres ſa mort ſeulement le Douaire a eu lieu, & eſt deu, & partant qu'il ſe faut gouuerner ſelon la Couſtume nouuelle. Souſtenoit au contraire ladite Damoiſelle, qu'il failloit prendre ſon Douaire du iour de la ſolenniſation de ſon mariage, duquel iour ledit Douaire luy a eſté acquis, & non du iour qu'il eſt deu. Par Sentence du Gouuerneur de Peronne ou ſon Lieutenant du 12. Decembre 1585. Le defendeur a eſté abſous des fins & concluſions de la demandereſſe, & les ſiennes luy furent adiugees. De laquelle Sentence auroit eſté appellé à la Cour, où le procés eſtant conclud & receu pour iuger, & l'appellante ayant fourny de production nouuelle par Arreſt du 9. iour de Mars 1591. donné en vne Chambre des Enqueſtes ladite Sentence auroit eſté infirmee, & l'intimé condāné és deſpens. Autre choſe ſeroit ſi les droicts eſtoient ſeulement eſperez auparauant la reformation de la Couſtume, & depuis icelle reformee acquis, comme en vne eſpece ſur la Couſtume de Touraine iugee par Arreſt ſolennel confirmatif de la Sentence du Bailly de Touraine, à la prononciation ſolennelle de Paſques 1584. par lequel eſt ordonné ſuiuāt la nouuelle Couſtume, que partage ſera fait deſdits acqueſts, & le pere condamné à laiſſer iouir ſes enfans de la moitié, & leur en rendre les fruicts. Ceſt Arreſt eſt au long recité par Charondas liure 1. des Pandectes Chap. dernier.

LODVNOIS Chap. 31. Art. 5. p. *à Tours.* Art. 332. auoit eſté, &c. conuentiōnel: ſuppoſé qu'iceluy Douaire ne ſoit aduenant, ſi ne peut elle demander autre Douaire à l'heritier du decedé. Mais ſ'il excede, &c.

POICTOV Tit. 4. Art. 258. Femme † douee de Douaire prefix, peut neant-moins demander Douaire Couſtumier: ſinon qu'elle euſt expreſſement renoncé au Douaire Couſtumier. Art. 259. Toutesfois ſi le Douaire prefix excede le Douaire Couſtumier, il eſt reduit au tiers qu'elle doit auoir par le Douaire Couſtumier. Et ne peut le Douaire conuentionnel eſtre plus grād que le Couſtumier.

BAR Tit. 7. Art. 91. Le cas de Douaire aduenant, la femme pourra renoncer au prefix, & accepter le Couſtumier, ſi bon luy ſemble: ſi doncques l'option ne luy eſt oſtee par le traicté de mariage. Et ſe fera l'option dedans xl. iours apres le decés du mary venu à ſa cognoiſſance.

SEDAN Tit 10. Art 205. Si par traicté de mariage il y auoit Douaire prefix, accordé, la vefue douee toutesfois aura ſon chois & option de prēdre le Douaire prefix & laiſſer le Couſtumier: ou prendre le Couſtumier & laiſſer le prefix, ſi elle n'auoit expreſſement renoncé au Douaire Couſtumier par ſon traicté de mariage: ouquel cas, elle n'aura le chois du Couſtumier: ains ſera tenue ſ'arreſter au prefix. Art. 206. Et ou cas que la Douairiere aura le chois, elle ſera tenue d'opter & le declarer pardeuant la Iuſtice du lieu, où ſon mary eſtoit demourant lors de ſon treſpas, dedans vn mois apres le decés de ſon mary, ſ'il eſt decedé au pays: ſinon vn mois, apres que le decés ſera venu à ſa cognoiſſance: & faire regiſtrer au Greffe ladite declaration. Et ne ſera ladite vefue ſaiſie du Douaire prefix: & ſi ne commenceront les arrerages d'iceluy, ſinon depuis ladite declaration & option faite, comme deſſus.

Voyez Bourbon. Art. 250. Meaux. Art. 8.

† *Voyez pour ces deux Art. ce qui eſt noté cy deſſus és Art. 253. & 254. Douaire prefix excedant le Couſtumier eſt reduit au tiers.*

Art. 262. PARIS.

La †† femme qui prend ° Douaire Couſtumier eſt tenue entretenir les heritages de reparations viageres: qui ſont toutes reparations d'entretenement, hors les quatre gros murs, poutres & entieres couuertures & voutes.

Vefue n'eſt ſaiſie de ſon Douaire prefix, ſinon du iour de la declaration & option faite. Arrerages du Douaire prefix.

Femme prenant Douaire Couſtumier eſt tenue aux reparations viageres.

†† *Ceſt Art. 262. eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

° L'vſufruictier eſt tenu de telles reparations menues & viageres, ſelon la diſpoſition de Droict, par ce que la Douairiere doit iouir & vſer des choſes ſuiettes au Douaire, comme vn bon pere de famille, & doit tāt l'vſufruictier que la Douairiere faire faire les reparations viageres. l. 7. C. de vſufr. l. vſufructu legato 7. D. eod. tit. c'eſt à dire qui peuuēt ſeruir à la vie de l'hōme qui les a faites

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 4. Art. 61. p *à Paris.*

MEAVX Chap. 2. Art. 6. Leſquels elle doit ſouſtenir de cloſture & couuerture, en l'eſtat qu'elle les treuue, ou qu'on les luy à laiſſez & payer les charges foncieres, que doiuent leſdits heritages.

MELVN Chap. 15. Art. 242. La femme qui tient heritage, ſoit à raiſon de Douaire Couſtumier ou prefix, eſt tenue pendant le temps dudit Douaire, payer les Cens & charges foncieres, reelles & autres charges deuës à cauſe deſdicts heritages, & de bien entretenir les terres & fonds des heritages, comme

Source : BIU Cujas

Douairiere doit ſouſtenir de cloſture & couuerture les heritages du Douaire, & payer les charges foncieres.

Elle doit encores les menues reparations, & n'y a que les quatre gros murs, poutres & entieres couuertures & voutes exceptees. D'autant que telles reparations tendent pluſtoſt à refaire de nouueau, qu'à reparer & entretenir ſelon qu'il eſt eſcrit in l. 44 D. de vſufr. Voyez l'Art. 287. cy deſſous Titre xiii. qui parle encores des reparations viageres.

Reparations groſſes ſeront faites par le proprietaire.

bon pere de famille, & d'entretenir les edifices de couuertures, huis, planchers, cloiſons, cheminees aſſiſes cõtre les cloiſons & autres menues reparations: & le proprietaire eſt tenu entretenir les fondemẽs, gros murs, poutres & autres groſſes reparations, qui durent par commun cours, plus que la vie de l'homme: & ſont les cheminees aſſiſes contre gros murs, reputees pour groſſes reparations.

SENS Tit.17. Art.164. Femme qui tient heritage en Douaire, eſt tenue de les ſouſtenir & entretenir de telles reparations, comme vn vſufruictier eſt tenu faire de Droict. Article 165. Et eſt tenu de payer durant le Douaire, & qu'il a lieu les Cens, rentes & charges foncieres que doiuent leſdicts heritages, & non rentes volages, conſtituees par le mary pendant le mariage.

Rentes volages.

AVXERRE Tit.10. Art.216. La † Douairiere ſera tenue ſupporter les charges reelles & foncieres deuës ſur les heritages auparauant la conſtitution d'iceluy Douaire: & auſſi les maintenir & entretenir, ainſi qu'vne bonne vſufruictiere doit faire, & bailler caution de reſtituer ſelon la forme de Droict. d

† *Ceſt Art.216 a eſté de nouuel adiouſté en cõſequence des precedens Art.*

Douairiere doit bailler caution.

VALLOIS Tit.8. Art. 106. Toutes Douageres ſont tenues de tenir & entretenir de cloſture, couuerture & autres menues reparations, les edifices & autres heritages, en bon & ſuffiſant eſtat: leſquels luy ſont baillez pour Douaire Couſtumier ou prefix.

CHAVMONT Tit.4. Art.70. *A la fin.* Leſquels, &c. p. *a Meaux.* treuue & payer les charges foncieres que doiuent leſdits heritages.

TROYES Tit.5. Art.86. Leſquels heritages elle eſt tenue prendre & receuoir en l'eſtat qu'ils eſcherront, & audit eſtat les delaiſſer. Et au regard des maiſons & edifices elle demoure tenue & chargee de les ſouſtenir & maintenir de pel, torche & couuerture, & les iardins & vignes de façons & labours accouſtumez, & de cloſture au regard de ceux qui ſont clos. Et pareillement les terres labourables & prez eſtans en nature, & audit eſtat les delaiſſer en la fin de ſa vie, au proprietaire: lequel prend les fruicts & reuenues deſdits heritages tels & en l'eſtat e qu'ils ſont, au iour & heure du treſpas d'icelle femme. Art.89. La femme qui tient heritage en Douaire Couſtumier eſt tenue, &c. p. *a Sens* Art.165. le temps dudit Douaire, &c. f rentes conſtituees faites par ſon mary, depuis le mariage, entant que touche ledit Douaire.

Douairiere laiſſe ſon Douaire en l'eſtat qu'il ſe trouue au temps de ſon decés.

VITRY Tit.5. Art.86. A *la fin.* Prend celle vefue ſon Douaire, à la charge d'entretenir les heritages chargez de Douaire, des menues reparations, couuerture, cloiſon ſuffiſante, & en tel eſtat les delaiſſer. Art.87. A *la fin.* Leſquels, &c. p. *a l'Art.70. de Chaumont.* Ar.96. A *la fin.* Et eſt tenue entretenir les heritages qu'elle tient en Douaire de toutes menues reparations, cloiſon & couuerture. Et ou elle ſeroit negligente de les reparer, on la peut contraindre par Iuſtice à ce faire. Toutesfois elle ne perd pour ce ſon Douaire: & pareillement quant aux roturiers.

LAON Tit.4. Art.37. Douairieres ſont tenues d'entretenir les edifices, qu'elles tiennent en Douaires de menues reparatiõs, & les tenir clos & couuerts: & quant aux reparations de groſſes matieres, cõme de maçonnerie & charpenterie, qu'il conuiendroit employer aux edifices, le proprietaire eſt tenu de les faire faire à ſes deſpens. Art.38. Sont auſſi tenues les Douairieres de faire entretenir en labeur & valeur les terres, bois, prez, vignes, iardins & autres heritages qu'elles tiennent en Douaire, les acquiter de tous les arrerages de rentes & Cens anciens & fonciers, eſcheus durant le temps que le Douaire a eu lieu: & en fin du temps les rendre en bon eſtat, entretenus & acquitez, comme deſſus.

CHALONS Tit.8. Art.51. Femmes tenans heritages en Douaire ſont tenues, comme vſufructuaires, de les entretenir leurs vies durant pour leur part, ſi ce ſont maiſons & edifices de menues reparations: & le proprietaire, de groſſes reparations, comme de maçonnerie & charpenterie. Art.52. Et ſi le Douaire

d Par Arreſt du 3. iour de Iuin 1585. donné en Audience fut dit que les cautions donnees par la femme eſtant conuolee en ſecondes nopces, encores qu'aucunes d'icelles ne fuſſent reſſeantes audit Bailliage, ſeroient receues: & luy fut encores adiugee la nourriture de ſon enfant, nonobſtant que le Tuteur qui eſtoit ſon couſin germain & heritier preſomptif, voulut auoir ladite nourriture, alleguant meſmes que le beaupere de l'enfant auoit eſté contumacé aux Grãs Iours de Troyes 1583. Ledit Arreſt fut donné au profit de la vefue de Chaſtelus.

e Si elle eſtoit couuerte. Car elle n'eſt pas tenue de couurir de nouueau. C.M.

f Et ſic vt in mero vſufructu l. defuncta. D. de vſufr. & non ſecundum l. diuortio. D. Solut. matr. C.M.

Source : BIU Cujas

est en terres, prez, bois & iardins & pareils heritages, la Douairiere les doit entretenir en labeur & valeur, & les acquiter & descharger des Cens & rentes anciennes & foncieres, pour le temps, que ledit Douaire a lieu : & en fin d'iceluy, les rendre en bon estat, franches & quittes des arrerages de ladite rente & Cens.

REIMS Tit.9. Art.251. Douairieres sont tenues à l'entretenement du labeur & semences des heritages qu'elles tiennent en Douaire, aux reparations menues des edifices assis sur iceux. Car quant au grosses reparations, le proprietaire en est tenu : & en fin du temps sont tenus les heritiers d'icelles Douairieres rendre lesdits heritages en bon estat, & acquitez de tous les arrerages, des Cens & rentes anciennes & foncieres escheuës durant le temps dudit Douaire.

RIBEMONT Tit.9. Art.86. *A la fin.* Et pareillement est tenue d'entretenir les choses de menues reparations, ainsi qu'vn vsufructuaire doit faire. Art. 103. La Douairiere est tenue d'entretenir les choses qu'elle a en Douaire raisonnablement & conuenablement, & les delaisser en bon & suffisant estat.

CHAVNY Tit.23. Art.125. Les femmes vefues prenans & tenans Douaire Coustumier sont tenues de tenir & entretenir, tant & si longuemẽt que leur Douaire a lieu, & cours, la moitié des edifices situez és heritages, sur lesquels elles prennent leur droict, de menues refections: c'est à sçauoir de pel, torche & couuerture seulement. Et au regard des autres grosses refections, elles appartiennent à faire au proprietaire, comme maçonnerie & charpenterie. Et si sont tenues icelles vefues d'entretenir en bon & suffisant labeur & valeur, durant iceluy Douaire, les terres arables, bois, prez, iardins, vignes & autres heritages pour ladicte moitié, & les acquiter des Cens fonciers & rentes anciennes durant ledit Douaire, & non d'autres charges ou rentes constituees, si elles n'estoient à ce obligees.

Menues Reparations.

PERONNE Tit.6. Art.145. La Douairiere est tenue d'entretenir les maisons dont elle iouist par Douaire, de pel, verge, couuerture, fermeture & menues reparations : ensemble entretenir les autres biens en tel estat qu'elle les a euz. Aussi est tenue de la moitié des charges reelles & foncieres, ausquels les biens estoient suiets lors & au temps qu'ils ont esté affectez au Douaire, & non à autres qui depuis auroient esté faites & constituees. Art.146. Pareillement est tenue de contribuer pour la portion de son Douaire aux reparations des moulins, rageres & cliers, pressoirs, engins & harnois, mouuans, tournans & trauaillans, dont elle & l'heritier prennent profit commun: & aussi aux frais des procés intentez pour raison des heritages suiets au Douaire : & n'est tenue contribuer aux gros & nouueaux ouurages, ny aussi aux gages des Capitaines & Gardes des forteresses, dont elle iouist auec l'heritier : lesquelles charges sont portees par l'heritier seul.

Reparations des moulins, &c. frais des procés.

Douairiere non tenue aux Reparations grosses, gages des Capitaines & Gardes des forteresses: ains l'heritier seul.

NIVERNOIS Chap.24. Art.1. La Douairiere est tenue de payer les charges reelles des heritages de son Douaire, & iceux soustenir & maintenir en l'estat qu'elle les trouue: & aussi quant aux couuertures, huis, planchers, fenestres, cloisons & autres semblables menues reparations. Et quant aux fondemens, gros murs, cheminees, poutres & autres choses, qui communement durent plus que la vie d'vn homme, ils appartiennent à reparer au proprietaire.

ORLEANS Titre douziesme. Article deux cent vingt deux.†† p. *à Paris.*

†† *C'est Art. 222. est accordé & adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

TOVRS Tit.30. Art. 334. Douairiere Noble ou roturiere, doit tenir les maisons, vignes & autres choses en tel estat, que baillees luy ont esté par Douaire, les reparer comme vn vsufruictier, sans coupper n'extirper vignes, arbres fruitaux, bois anciens & non accoustumez à coupper : sinon que la couppe se face pour reparer les choses du Douaire, ledit † proprietaire audit cas prealablement appellé : & si elle le fait autrement, elle †† est priuee des choses du Douaire, esquelles elle a maluersé.

Douaire ne doit coupper n'extirper vignes, &c. & ne peut faire coupper bois, sinon le proprietaire appellé.

† *Ces mots,* Ledit proprietaire audit cas prealablement appellé, *ont esté adiousteż.*

ANIOV Tit.15. Art.311. Femme doit tenir les heritages & choses immeubles de son Douaire en bon estat, comme les maisons, vignes & autres choses. Et si elle laisse courre les vignes ou partie d'icelles de tailler & de bescher pour deux années continuelles, elle pert tout son Douaire. *Ad idem* des gros bois anciens qui ne furent couppez passé a xxx. ans. Autant est-il des lais, que le defunct predecesseur auoit laissé és bois taillis, posé que ce fut depuis xxx. ans, & des arbres fructaux, si elle les fait coupper. Mais elle pourra bien, l'heritier appellé ou la Iustice, en defaut ou absence de l'heritier prendre les bois anciens pour reparer les maisons & choses necessaires dudit Douaire.

Source : BIU Cujas

†† *Ces mots, eſt priuee, &c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez au lieu des anciens, elle perd ſon Douaire. Douairiere comme peut perdre ſon Douaire en mal-verſant en ſon Douaire.*

LE Maine, Tit.16. Art.324.p.*à Anjou.* 311.t.ſ. Douaire : & eſt tenue neant-moins de deſdommager l'heritier. Pareillement pert elle tout ſon Douaire, ſi elle laiſſe cheoir par ſa faute & coulpe les maiſons ou aucunes d'icelles, qui luy ont eſté baillees pour ſon Douaire. Et par ſemblable des gros, &c. couppez par l'eſpace de, &c.

GRAND Perche, Tit.6. Art.116. La femme eſt tenue d'entretenir la maiſon en bon & ſuffiſant eſtat, enſemble les autres heritages dont elle iouiſt par Douaire, & les acquiter de toutes charges reelles.

CHASTEAV-NEVF Chap.8. Art.60. *A la fin.* Et ſi eſt tenue entretenir les heritages & choſes qui luy ſeront baillees en l'eſtat que baillés luy ſeront, & acquiter les Cens, rentes & deuoirs fonciers deuz & eſcheus durant qu'elle en iouira.

BLOIS Chap.14. Article 189. *A la fin.* Laquelle femme ſuruiuant eſt tenue tenir, maintenir & entretenir les heritages en bon eſtat & ſuffiſant, iceux faire cultiuer & labourer bien & conuenablement, comme bon pere de famille, & payer & acquiter les charges foncieres & anciennes, & rentes conſtituees auparauant le Douaire conſtitué : autrement on la peut contraindre à ce faire.

BOVRBONNOIS Chap.21. Art.252. La femme eſt tenue d'entretenir ſon Douaire en l'eſtat qu'elle l'a trouué, & auſſi l'entretenir de cloſtures, couuertures, huis, planchers, feneſtres & autres menues reparations : & le proprietaire doit ſouſtenir les fondemens, murs, portes, cheurons & autres choſes, qui ſont communement de plus longue duree que la vie d'vn homme : & ſont les cheminees & non le contre-feu contees par vn gros mur : auſſi eſt la Douairiere tenue de payer les charges reelles, que doiuent les choſes, ſur leſquelles elle a ſon Douaire. Art.253. Et pauuent les proprietaires, Douairieres & chacun d'eux, faire viſiter les choſes immeubles tenues en Douaire par auctorité de Iuſtice, à la conſeruation de leur droict, pour l'entretenement & deterioration d'iceluy.

LODVNOIS Chap.31. Art.7 p. *a Tours.* Art.334. tenir en tel eſtat les m. &c. reparer & ameliorer les, &c. du Douaire : & ſi elle, &c. elle perd ſon Douaire, declaration faite par Iuge competent, des couppes, demolitions & autres choſes ſuſdites. Art.8. Et ſi elle laiſſe cheoir les maiſons ou heritages de ſon Douaire en ruine, elle ſera ſommee par l'heritier de les reparer. Et ſi elle ne les met en eſtat dedans vn an, apres la ſommation faite, elle perdra le Douaire de la choſe non reparee, declaration premierement faite, comme deſſus.

CAMBRAY Tit.4. Art.6. Vne douaigiere doit refectionner, reparer & entretenir de toutes refections : excepté des materiaux de groſſes ouurages, les heritages, ſur leſquelles elle eſt douee, & payer les rentes & autres redeuances, pour le temps que le Douaire a lieu, & en iouir comme à vn vſufructuaire appartient, ſans coupper bois de haute fuſtaye : ains ſeulement bois, qui ſont à couppes ordinaires, & en temps conuenable & accouſtumé, & totalement en vſer, comme vn bon meſnager feroit de ſon heritage. Et ſi gros materiaux y faut, le proprietaire eſt tenu les liurer, & la Douairiere les doit à ſes deſpens faire mettre en œuure.

SEDAN Tit.10. Art.207. La Douairiere eſt tenue d'entretenir les heritages de ſon Douaire, de cloſture, couuerture & autres menues reparations en tel eſtat qu'elle les trouue, lors que le Douaire a commencé : leſquels à ceſte fin ſeront viſitez, & à ce faire ſera contrainte par les heritiers ou les proprietaires des heritages tenus en Douaire : enſemble d'acquiter les charges reelles & foncieres deues à cauſe des heritages tenus en Douaire, & pour le temps d'iceluy.

NORMANDIE Chap.15. Art.360. Les Douairieres doiuent tenir en eſtat les maiſons & heritages, comme elles leur ont eſté baillees, ſans coupper les bois, autres que ceux qui ſont en couppes ordinaires, ſi ce n'eſt pour reparer les maiſons & manoirs, appellé le proprietaire & par Ordonnance de Iuſtice.

Art.263. PARIS.

Douaire ſoit en eſpece, rente

Le Douaire g ſoit † en eſpece, rente, ou deniers promis à vne

g Voiez le 259. Art. cy deſſus. Par ceſt Art. 263.

Source : BIU Cujas

il ſe cognoiſt que le Douaire eſt paternel & non maternel, ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé: par ce que le Douaire vient & procede des biens paternels, & que c'eſt le pere qui le donne, & non la mere: mais quant au Dot, il eſt maternel: & par conſequent le Douaire eſt reputé paternel, nous auons traicté ceſte queſtion que deſſus. Notez que le Douaire prefix & aſſigné en argent, & ſans retour eſt reputé maternel & non reuerſible, ny communicatif aux heritiers paternels: ainſi qu'il fut iugé au proces de Naudry & ſes conſorts, & Geneuiefue Dugué au mois de Mars 1573. Mais ceſte Couſtume de Paris veut que le Douaire prefix ſoit viager, ſ'il n'y a contract de mariage au contraire, c'eſt à dire qu'il eſt viager ſeulement ſ'il y a enfans nez & procreez du mariage. Mais s'il n'y a aucuns enfans, & qu'il n'y ait aucune conuention que ledit Douaire ſoit ſans retour, il doit retourner aux heritiers du mary ſeulement. Et s'il y a contract de matiage portant que le Douaire ne ſera point ſuiet à retour, ains propre à la femme & aux ſiens, il demeure entierement aux heritiers de la femme, ou à ceux, au profit deſquels elle en aura diſpoſé, ſans que les heritiers du mary y puiſſent pretendre aucun droict, part ne portion. Et ſans ceſte clauſe, ledit Douaire appartiendroit aux heritiers du mary.

ou deniers promis, n'eſt qu'à la vie de la femme, s'il n'y a enfans nez du mariage: & retourne aux heritiers du mary.

† *Ces mots, ſoit en eſpece ou rente, &c. ont eſté adiouſtez à ceſt Art. 263. qui eſtoit le ſept vingt quatrieſme Article de l'ancien Couſtumier.*

femme, n'eſt qu'à la vie de la femme tant ſeulement, s'il n'y a enfans nez & procreez du mariage. Et doit tel Douaire, apres le treſpas de la femme, reuenir aux heritiers du mary, s'il n'y a contract au contraire.

CONFERENCE.

Douaire prefix viager.

Douaire prefix ou Couſtumier eſt viager.

Douaire eſt paternel.

CALAIS Tit. 4. Art. 52. p. *à Paris.*

MEAVX Chap. 2. Art. 7. L'homme qui eſpouſe vne femme, la peut douer de ſon Douaire prefix viager: c'eſt à ſçauoir à la vie d'elle, de reuenu en grain, argent ou autre choſe.

MELVN Chap. 15. Art. 239. Le Douaire, ſoit Couſtumier ou prefix, eſt viager à la femme: de ſorte, qu'elle morte, il eſt eſtaint: & s'il a eſté conſtitué en deniers, pour vne fois payer, ſes heritiers ſont tenus les rendre, apres le treſpas d'elle, aux heritiers du mary, ſ'il n'y a contract ou conuention au contraire: mais ſ'il y a enfans dudit mariage, qui ne ſe portent heritiers de leur pere, & que pour tout droict de ſucceſſion ſe contentent du Douaire de leur mere, iceluy Douaire, ſera propre auſdits enfans, ſans payer aucunes debtes procedantes du faict de leur pere: leſquels ne ſe peuuent porter heritiers de leur pere, & demander leur Douaire enſemblement. Article 240. Si les enfans qui ont renoncé à la ſucceſſion de leur pere, & ſe ſont tenus au Douaire de leur mere, decedent ſans hoirs procreez de leurs corps en loyal mariage, le Douaire retournera à leurs heritiers du coſté de leur pere, dont il eſt iſſu: & non à ceux du coſté de la mere.

ESTAMPES Chap. 11. Art. 239. Douaire d'vne ſomme de deniers pour vne fois payer, eſt viager à la femme douee, & propre aux enfans de ce mariage, ſ'il n'y a conuention au contraire au traicté de mariage: n'eſt, &c. p. *à Paris.* ſeulement, & doit tel, &c.

MONT-FORT Chap. 12. Art. 143. p. *à Eſtampes.* vne fois payer, prefix, &c. n'eſt qu'à la vie de la femme tant ſeulement, & doit tel, &c. p. *à Paris.* contract ou conuention au contraire.

MANTE Chap. 12. Art. 138. Douaire †† prefix d'vne ſomme de deniers pour vne fois payer ou autre choſe equipollent, eſt ſeulement viager: de ſorte qu'apres le treſpas de la femme, il reuient aux heritiers du, &c.

†† *Ceſt Art. 138. eſt de nouuel introduit.*

CLERMONT Titre 13. Article. 163. Le Douaire d'vne ſomme de deniers pour vne fois promis à vne femme au traicté de ſon mariage, n'eſt qu'à, &c. p. *à Paris.*

VALLOIS Tit. 8. Art. 109. † p. *à Clermont.*

† *Le 109. Art. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

CAMBRAY Titre quatrieſme. Article ſept. Douaire d'vne ſomme de deniers pour vne fois promiſe à la femme par ſon traicté de mariage demeure à ladite femme, ſi elle ſuruit ſon mary, ſans reſtitution apres ſon treſpas.

Douaire prefix demeure à la femme ſuruiuant ſon mary, ſans reſtitution.

NIVERNOIS Chapitre vingt-quatre. Article troiſieſme. Douaire conſtitué en deniers ou choſe mobiliaire par conuention des parties, n'eſt qu'à la vie de la Douairiere, & retourne aux heritiers du mary, ſ'il n'eſt conuenu au contraire.

MONTARGIS Chapitre. 14. Art. 3. Tous Douaires ſont viagers: ſinon qu'autrement fut accordé par traicté de mariage.

Tous Douaires ſont viagers s'il n'y a, &c.

CHASTEAV-NEVF Chapitre huictieſme. Article ſoixante cinq. Douaire en meuble retournera aux heritiers de celuy qui aura creé tel Douaire, apres le treſpas de ſa femme.

Source : BIU Cujas

BERRI Tit.8.Art.14. Le Douaire constitué en contract de mariage ou coustumier, n'a lieu que durant la vie de la femme, & par la mort d'icelle est du tout finy & estaint Art. 15. Si †† le Douaire constitué (ou coustumier) consiste en certaine somme de deniers à payer pour vne fois ou en autres biens meubles, cas de Douaire aduenant, la femme ne faict lesdites sommes ou meubles siens: mais seulement a l'vsufruict & perception du profit & commodité d'iceux, durant sa vie tant seulement: lesquels apres la mort doiuent estre rendus & restitués aux heritiers de son mary, si n'est qu'il y eust contention au contraire au contract de mariage, & que par iceluy eust esté declaré que toute la somme de deniers appartiendroit perpetuellement à la femme & le semblable, quant aux autres meubles.

†† *Cest Art. 15. est Coustume nouuelle.*

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 255. p. *à Cambray*. Promis à vne femme en son contract de mariage, demeure à ladite femme sans restitution, és heritiers du mary apres le trespas de ladite femme.

Voyez Meaux Art. 10. Montfort Art.139. Chalons Art. 41. Reims Art. 243. Chasteauneuf Art.58. & 59. Chartres Art.53. & 56. Dreux Art. 44. Auxerre Art. 215. Poictou Art. 257. Sens Art. 169.

Douairiere ne se remariant a le Douaire à sa caution iuratoire: sinon doit bailler bonne & suffisante caution.

Art.244. PARIS.

Et †† où cas h que ladite femme ne se remarie, aura deliurance de son Douaire à sa caution iuratoire. Mais si elle conuole en autre mariage, sera tenue bailler bonne & suffisante caution.

†† *Cest Art. 264. a esté adiousté pour Coustume nouuelle.*

h Celuy qui a & iouist d'vn vsufruict par le moyen de la loy ou Coustume, comme la femme Douairiere ou iouissante des acquests communs par vertu de la Coustume n'est pas tenue bailler caution que il iouira des choses suiectes audict vsufruict, tout ainsi qu'vn bon pere de famille doit faire l. vlt. §. finaurem. C. de bonis quæ lib. Mais le contraire se garde quand l'on a l'vsufruit par le ministere de l'hõme, c'est à scauoir par contract ou legz l. 1. D. vsufr. quemad cau. l. 1. & 4. C. de vsufr Paul 1. Sent. Tit. 1. Accurs. in l. vlt. D. vt legat. nomine cau. l. 9. & 13. D. de vsufr. Or en ceste Art. 264 nous le deuons entendre du Douaire prefix, & non du Coustumier. Toutesfois aucunes Coustumes comme celles

CONFERENCE.

CALAIS Tit.4. Art.63. p. *a Paris.*

MONTFORT Chap. 12. Art.144. La femme est tenue bailler caution de son Douaire, † telle qu'elle pourra bailler, d'en iouyr comme vn bon pere de famille: & †† si elle n'en peut bailler, luy sera ledit Douaire deliuré à sa caution iuratoire, auec obligation & hypotheque de tous ses biens presens & aduenir.

† *Ces mots, telle qu'elle la pourra bailler, sont adiouslez.*

†† *Ces mots Et si telle &c. sont adiouslez.*

MANTE Chap. 12. Art 140. Et † est tenue ladicte femme de &c. p. *a Montfort* luy s. d. iceluy Douaire &c.

† *Cest Art. 140. est adiousté comme ancien & omis en l'ancien Coustumier.*

NIVERNOIS Chap. 24. Art. 11. La Douairiere auant que pouuoir iouyr de son Douaire, est tenue pour les immeubles de bailler telle caution que faire pourra. Et si le Douaire consiste en meuble seulement, elle sera tenue de bailler bonne & suffisante caution: & si bailler ne la peut, les heritiers sont tenus de bailler à la Douairiere rente à la raison de viij. pour cent, iusques à ce qu'elle ait fourny ladite caution. Et si la Douairiere vend ou aliene les heritages de son Douaire, abbat les bois de haute fustaye d'iceluy en cas non permis & autrement mal verse & administre son Douaire, elle perd & sera priuee de son Douaire pour les choses deteriorees. Et pour le residu, sera tenue bailler caution suffisante.

Douairiere en quel cas perd son Douaire

Voyez Bar. Art. 89. Orleans Art. 218.

---

d'Auxerre Art. 216. Bar. Art. 89. Chasteauneuf Art. 60. esquellees on peut dire que la Douairiere doit bailler caution selon la forme de Droict pour son Douaire Coustumier. Et se peut entendre ceste Art. 264. tant au prefix que coustumier Chopin lib. 3. de priu. rust. cap. 6. recite vn Arrest de l'an 1541. par lequel vne vefue fut absous de la caution demandee pour son Douaire Coustumier. Par Arrest du 3. iour de Iuin 1585. vne femme s'estant remariee eut par ledict Arrest la nourriture & education de son enfant & pour son Douaire fut chargee de bailler caution telle que de Droict, c'est à scauoir d'en vser comme vne bonne mere de famille & fut ordonné que la caution telle qu'elle l'auroit baillee, seroit receue. Nous auons cy dessus plus amplement discouru de ceste Arrest, lequel auons cotté sur la Coustume d'Auxerre.

Source : BIU Cujas

ADDITION SVR LE TIT. XI. DES DOVAIRES.

I Difference entre Douaires & dons pour nopces: & quelles eſpeces de Douaire il y a, & comme elles ſe doiuent entendre. Droict de Viuelotte.

II Douaire prefix ſur quelles choſes ſe peut aſſigner: & s'il excede, doit eſtre reduit au Couſtumier.

III Douaire Couſtumier en quelles choſes a lieu ou non.

IIII. Douaire comme ſe peut acquerir, perdre ou eſtraindre.

V. Douaire n'a lieu conſtant le mariage & n'eſt l'heritier cõtraint d'aſſigner Douaire plus que la ſucceſſion ne monte enſemble des pleiges du Douaire & Records d'iceluy.

VI. Douairiere eſt priuilegee.

VII. Douairiere & l'heritier font partage enſemble.

VIII. Douairiere en quelques lieux doit auoir vne maiſon, & ne peut eſtre contrainte à ſortir hors d'icelle: & ſe peut nommer & intituler Douairiere des lieux ſuiects au Douaire: & doit payer les charges de temps de ſon Douaire.

IX. *Douairiere ne peut aliener ſon Douaire: toutesfois le peut donner à ferme: & s'il eſt vendu eſt retrayable par l'heritier: & quand elle peut vendre le bois de ſon Douaire.*

X. *Douairiere doit bailler caution & eſt tenue des ruines.*

XI. *Douairiere laiſſe le Douaire en l'eſtat qu'il ſe trouue lors de ſon decez: ne plus ne moins qu'elle le prend en l'eſtat qu'il eſt au temps du treſpas de ſon mary.*

XII. *Douairiere peut eſlire ſon Iuge & a le tiers pendant le procez, par prouiſion.*

XIII. *Douairiere s'augmente, l'vſufruict eſtant finy: comme auſſi les choſes faictes és heritages ſuiects à Douaire accroiſſent.*

XIIII. *Vefues des Baſtards ne ſont pour ce priuees du droict de Douaire.*

XV. *En quelques lieux Douaire a lieu ſur les heritages du pere ou de celuy qui a conſtitué ledict Douaire.*

XVI. *Enfans de diuers licts ont le tiers és biens de leur pere ou mere.*

XVII. *Alienation quand empeſche le Douaire ou non.*

I. REIMS Tit. 9. Art. 245. Y a difference entre Douaire, & dons de nopces. Car dons de nopces eſt ce que le futur eſpoux, durant ſes fiançailles & auparauant ſes eſpouſailles, donne à ſa fiancee & future eſpouſe, ſoit en bagues, ioyaux, veſtemens & autres meubles: & auſſi ce que les parens & amis des fiancez baillent à la fiãcee, le iour des eſpouſailles & auant la ſolennité & celebration d'iceux. Car tout ce qui leur eſt donné par apres, n'eſt don de nopces: ains appartient au mary ſeul. *Douaire & don de nopces ſont differens. Dons de nopces*

SENLIS Tit. 8. Art. 174. Il y a deux manieres de Douaire: l'vn qu'on appelle Douaire couſtumier: & l'autre prefix. *Deux ſortes de Douaire.*

CHALONS Tit. 8. Art. 39. Tout Douaire eſt couſtumier ou prefix.

RIBEMONT Tit. 9. Art. 82. Femme eſt douee de Douaire prefix ou de douaire couſtumier.

AMIENS Tit. 6. Art. 109. p. *à Ribemont.*

PERONE Tit. 6. Art. 138. p. *a Amiens* prefix ou couſtumier.

BLOIS Chap. 14. Art. 187. p. *a Senlis*, l'vn conuentionnel, prefix & limité & l'autre couſtumier. *Douaire Couſtumier quid.*

LA RVE D'YNDRE Chap. 4. Art. 15. En mariage des Nobles y a Douaire couſtumier, qui eſt de l'vſufruict de la moitié de la cheuance du mary: & douaire conuentionnel, lequel a lieu, s'il n'excede ledit douaire couſtumier. *Douaire Conuentionnel a lieu s'il n'excede le Conſtumier*

S. AIGAN Chap. 4. Art. 12. p. *a Blois.* L'vn, qui eſt prefix: & l'autre qui eſt &c.

SENS Tit. 17. Art. 166. Douaire prefix & conuentionnel eſt Douaire conſtitué & ordõné à la femme en faiſant le traicté de mariage, en ſomme de deniers pour vne fois, ou rente à ſa vie perpetuelle ou en heritage particulier. Et a lieu ledit Douaire prefix & conuentionnel ſelon les traictez & conuenances qui ſont faictes audit traicté de mariage. *Douaire prefix & conuentione quid.*

AVXERRE Tit. 10. Art. 210. p. *a Sens* ou conuentionnel &c. rente, herita-

Source : BIU Cujas

ge particulier à ſa vie. Et a &c.

Douaire prefix quid.

SENLIS Tit. 8. Art. 181. Douaire prefix eſt quand vne femme eſt accordee en mariage & par les parens & amis du mary, & par iceluy mary ou l'vn d'eux, eſt baillé ou aſſigné aucun heritage, rente ou argent, à ladite femme, ſes parens & amis : tel heritage, rente ou argent ainſi aſſigné ou promis eſt dict & reputé Douaire prefix à ladicte femme, incontinent que Douaire a lieu.

Douaire prefix quid.

CHALONS Tit. 8. Art. 40. Douaire prefix eſt celuy qui eſt accordé par le traicté de mariage, ſoit en deniers, heritages, aſſignations de rentes ou autres choſes promiſes en contractant le mariage.

Douaire quid.

REIMS Tit. 9. Art. 243. Douaire s'entend par la Couſtume, cõme ailleurs à ſçauoir pour vne donation faicte par le mary à ſa femme en faueur de mariage contracté entr'eux, de certaines ſommes de deniers, rentes ou heritages aſſignez à ladicte femme, pour d'iceux en iouyr, apres le deces de ſondit mary : au cas qu'elle ſuruiue par forme d'vſufruict, ou en proprieté ſelon qu'il aura eſté conuenu. Et s'appelle ledit Douaire accordé & ſpecialement aſſigné par contract de mariage, Douaire prefix.

Douaire prefix & conuenancé.

CHAVNI Tit. 22. Art. 120. Quand en faiſant quelque contract de mariage eſt expreſſement dict, conuenu & accordé que la fille ou femme, qui ſe conioinct par mariage, au cas qu'elle ſuruiue ſon mary futur pour ſon droict de Douaire, auroit quelque ſomme de deniers pour vne fois ou quelque rente à vie ou perpetuité ou le reuenu de quelque heritage chacun an pour vne fois, ou autre choſe que promette & aſſigne ledict mary futur à icelle fille ou femme, tel Douaire eſt reputé & appellé Douaire prefix ou conuenancé. Et en doit icelle femme au cas qu'elle ſuruiue à iouyr ainſi & par la maniere qu'il a eſté dict & accordé par icelles parties.

Douaire prefix

PERONNE Tit. 6 Art. 139. Douaire prefix eſt celuy, qui eſt conuenu entre les parties par contract de mariage.

Douaire conuentionnel.

POICTOV Tit. 4. Art. 255. p. *a Peronne* conuenu par le contract &c.

CHASTEAVNEVF Chap. 8. Art. 57. Douaire conuentionnel eſt celuy qui eſt accordé taxé & limité en traicté de mariage, par paction & conuention faicts entre le mary & la femme ou leurs Procureurs & commis aians puiſſance.

Douaire conuẽtionnel ſe doit aſſigner auant les eſpouſailles : & non apres : ſinon &c.

CHARTRES Chap. 9. Art. 55. p. *a Chaſteauneuf* faicte &c. ou leur Procureur &c.

DREVX Chap. 9. Art. 46. p. *a Chaſteauneuf* eſt limité entre le mary & la femme ou leur Procureur & commis aiant &c.

CAMBRAY Tit. 4. Art. 12. Douaire conuentionnel ſe doit aſſigner, auant les eſpouſailles, & non apres. Et ſi apres ſ'aſſignoit, ne ſeroit de valeur, n'eſtoit qu'en contractant le mariage, tel Douaire fuſt conuentionné & promis : auquel cas, comme furniſſement dudict traicté, & non nouueau aduancement, vaudroit & deuroit ſortir effect.

Douaire conuẽtionnel, eſt de la tierce partie pour la noble, & de la moitié pour la roturiere auec la tierce partie des choſes nobles eſcheues en tierce foy.

II. TOVRS Tit. 30. Art. 333. Si à femme Noble ou roturiere eſt par pere & mere ayeul ou ayeule de ſon mary promis ou aſſigné Douaire conuentionnel, la femme Noble aura la tierce partie : & la roturiere, la moitié des choſes roturieres, auec la tierce partie des choſes Nobles eſcheues en tierce foy. Toutesfois ſi les heritages du mary decedé ne peuuent porter tel ne ſi grand Douaire, que ledict conuentionnel, la femme ſ'addreſſera pour ce qu'il defaudra contre leſdits pere, mere, ayeul ou ayeule, qui auroient promis ledict Douaire conuentionnel, leur vie durant tant ſeulement : & apres leur decez, eſt au chois des heritiers, payer le DOUAIRE conuentionnel ou le couſtumier, ſur telle part que le mary defunct euſt eu ſ'il euſt ſurueſcu celuy qui auroit aſſigné ledict DOUAIRE.

Douairiere cõtre quelles perſonnes ſe peut addreſſer pour le Douaire conuentionnel.

LODVNOIS Chap. 31. Art. 6. Et ſi &c. p. *a Tours* par le pere ou mere &c. aſſigné &c. conuentionnel, & le mary decedoit auant ſeſdits pere ou mere, ayeul ou ayeule : en ce cas ladicte femme prendra ſon DOUAIRE ſur les heritages de ſon mary : ſçauoir eſt la Noble, la tierce &c. luy defaudroit dudit DOUAIRE conuentionnel, à l'encontre de celuy deſdicts pere ou mere, ayeul ou ayeule, qui auroit promis & aſſigné ledict &c. ce ſera au chois & election de leurs heritiers de paier à ladicte femme le DOUAIRE conuentionnel ou luy bailler & aſſeoir DOUAIRE couſtumier, ſur telle part & portion des heritages de celuy qui auroit aſſigné le DOUAIRE conuentionnel que ledict defunct eut peu auoir par droict d'heredité, ſ'il euſt ſurueſcu & ſuccedé à celuy, qui ainſi auroit aſſigné iceluy DOUAIRE.

Heritiers ont le chois de payer le Douaire conuentionnel ou Couſtumier.

ANIOV Tit. 15. art. 300. Femme Noble heritiere principale de la terre de ſes pere & mere, ou de l'vn d'eux ou d'autres ſes lignagers, au temps de ſes nopces, n'eſt fondee d'auoir ou prendre aucun DOUAIRE ſur la terre de ſon mary No-

Douaire n'a lieu ſur la terre du mari au profit de femme no-

Source : BIU Cujas

une heritiere principale, s'il n'a esté conuenancé.

ble, s'il ne luy a esté promis ou conuenancé par expres: auquel cas elle aura ce qui luy aura esté promis ou conuentionné à tenir par Douaire, si elle suruit son mary, si tant luy en auoit esté accordé. Et si en plus large, luy auoit esté conuentionné, il sera rescindé à la tierce partie, & si moins que ladicte tierce partie luy en auoit esté conuenancé, elle n'en aura que la portion, qui luy en aura esté conuentionee. Art.301. Et si ladite femme Noble heritiere principale ou presomptiue de terre estoit mariee à homme coustumier, elle auroit son Douaire fut celuy conuentionné ou non. Art.302. Femme Noble qui n'est heritiere principale, est fondee de prendre en Douaire la tierce partie de la terre de feu son mari Noble, s'il ne luy en auoit esté moins promis ou conuenancé. Car en ce cas elle n'en pourroit autre chose demander: & si plus en estoit conuenancé que ladicte tierce partie, si sera il rescindé, en maniere qu'il n'excederoit point icelle tierce partie.

Douaire conuẽtionné sera reduit à la tierce partie.

Douaire de femme Noble heritiere principale mariee à Coustumier.

LE MAINE Tit. 16. Art. 314. p. *a Anjou.* Art. 300. ou conuentionné par &c. tenir en Douaire &c. Art. 315. & 316. p. *a Anjou.* Art. 301. & 302. n'excedera poinct &c.

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 259. Quand par pere, mere ou les ascendans en ligne directe, est assigné Douaire prefix à la femme de leur fils ou fils du fils, & le fils ou fils du fils predecede le constituant, le Douaire prefix se prend sur les biens du predecedé, tant qu'ils se pourront estendre, & le surplus sur les biẽs de celuy qui l'aura constitué. Art. 206. Si Douaire à la femme est assigné ou se doit prendre sur plusieurs choses, elle n'est tenue de prendre la moitié en chacune d'icelles: mais le Douaire se prendra sur vne piece entiere: & si elle n'estoit suffisante, de prochain en prochain.

Douaire prefix sur quels biens se doit prendre.

LA SALLE DE LILLE Tit. 6. Art. 1. A vne vefue demouree és biens debtes de son mary, ayant enfant ou enfant viuant dudict mariage, compete & appartient à titre de a viuenotte la iouissance & dont elle est saisie, de tous les profits & reuenus des heritages cottiers patrimonieux delaissez de sondit feu mary, sa vie durant: à la charge de payer les rentes & soubs rentes desdits heritages cottiers, & de maintenir & entretenir les edifices estans sur lesdits heritages, comme à viage appartient. Mais si elle se remarie dés l'instant dudict mariage, elle en perd la moitié. Et n'est requis faire apprehension iudiciaire dudit droict, n'auoir à ces fins le consentement des heritiers, Tuteurs ou Curateurs d'iceux. Art. 2. Lequel droit de Viuenotte ladicte vefue prend seulement contre ses enfans nepueux ou niepces en ligne directe: & par le trespas d'iceux enfans, nepueux ou niepces, elle perd ledit droict.

Droict de Viuelotte quel.

a Il faut lire Viuelotte, qui appartient à la vefue pour son viure sur les terres de son mary tenues en cotterie & de mainferme. Ce droit est different du droict de Douaire qui appartiẽt aux vefues sur les terres Feodaux & en a leu. Le Bouteiller en la Sõme Rurale, Viuelotte si est le droict que les femmes ont en terres tenues en cotterie apres la mort de leurs maris, sur les meubles ou heritages venans de par eux. Ce droit de Viuelotte n'est autre chose que le Douaire qui est aussi nommé par Albertus Krãtzius. lib vii. Daniæ cap. 35. & lib. 8. cap. 36. Vitalitium comme donné à la femme pour son viure & alimens Aucuns disent qu'entre mariage que les Latins Iurisconsultes nomment dotẽ, & le Douaire n'y a grande difference, sinon que le dot ou mariage vient des parens du costé de la femme, ou biẽ d'vn estranger. Mais le Douaire vient seulement à la femme du mary. Le mesme Bouteillier en la Somme Rural dit que les fem-

TOVRNAY Tit. 15. Art. 3. Par les traictez de mariage l'on peut accorder Douaire conuentionnel à la femme, soit qu'elle ait enfans ou non, telle qu'il plaist aux contrahans, combien que communement & ordinairement Douaire n'est accordé à la femme, en cas qu'elle ait enfans du mariage, pour lequel se faict le traicté.

NIVERNOIS Chap. 24. Art 14. Si le Douaire est assigné sur plusieurs choses, le Douaire &c. p. *à Bourb.* Art. 260. n'est &c.

Douaire enconuenancé a lieu sur telle partie des heritages biens meubles, acquests & conquests, sans que le consentement de l'heritier apparant soit requis.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 35. Le mary au traicté de son mariage, peut & luy loist douer sa femme, de telle somme d'argent, rente ou autre telle chose qu'il luy plaist, pour en iouyr viagerement & par Douaire enconuenancé, à prendre sur tous ou sur telle partie de ses heritages, & de ses biens meubles, acquests & conquests. Et est tel don valable, posé qu'il soit faict sans le consentement de l'heritier apparant de celuy, qui ainsi Doueroit sa femme.

AVXERRE Tit. 10. Art. 212. Douaire † prefix constitué par le mary aiãt heritage propre ne peut exceder le Coustumier: & s'il l'excede, il sera reduict au Coustumier. Et si le mary n'a heritage propre, le prefix aura lieu, de quelque valeur qu'il soit.

Douaire prefix ne peut exceder le coustumier.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 4. Art. 8. Se constitution de Douaire diuis est faicte par traicté de mariage à la femme, plus grande & excedant le Douaire Coustumier, ladicte constitution dudict Douaire diuis sera ramenee & reduite au Douaire Coustumier. Et si Douaire diuis est constitué moindre du coustumier, la femme ne peut auoir, prendre ne demander autre Douaire.

† *Le 212. Art. est de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir.*

NIVERNOIS Chap. 24. Art. 2. Toutesfois si ledict Douaire est plus grand que le Coustumier, ledict Douaire est reduict au coustumier: & ne peuuent les

Source : BIU Cujas

mes ont auſſi droict de vefues auec leur Douaire qu'elles ont en tous les fiefs demourez de leurs maris, ſi ont elles auſſi és terres de main-ferme tel droict que au Chapitre de Viuelotte eſt precedemment declaré. Item elles ont auſſi la moitié de tous les acqueſts qu'ils ont faict enſemble, ſe ce n'eſt en Fief dont le mary ait eſté adherité Item elles ont par droict de vefue le meilleur habit à elles appartenant, l'anneau du mariage, les fermailles, ornemens du chief, leur lict eſtoffé à courtine, ſi elle y eſt, & vn lict pour leur Damoiſelle ſeruant, ſi elles ſont Dames ou Damoiſelles Nobles de tous vſtancilles neufs vn & le meilleur que prendre voudront, reſerué vaiſſelle d'or & d'argent, & beſte viue. Il a eſté parlé de tel droict de vefue en l'Addition du Titre X. cy deſſus..

On ne peut deroger à la Couſtume par le Douaire.

parties b deroger à la Couſtume.

Douaire Couſtumier n'a lieu ſur heritages eſcheus depuis le mariage en ligne collaterale

III. CLERMONT Tit. 13. Art. 159. La c femme n'a aucun Douaire ſur les heritages, qui depuis les nopces viennent & eſcheent à ſon mary de ligne collateral.

LAON Tit. 4. Art. 43. Sur heritages eſcheus au mary durant le mariage par ſucceſſion collaterale, la vefue ne prend Douaire.

CHALONS Tit. 8. Art. 44. En heritages &c. p. *a Laon* en ligne collaterale, durant & conſtant le mariage, la femme n'a aucun Douaire.

AMIENS Tit. 6. Art. 113. Et n'a la femme Douaire ſur les heritages aduenus au mary durant le mariage, par ſucceſſion en ligne collaterale.

Femme a Douaire ſur heritages en ligne collaterale.

MONSTREVL Art. 38. Femme a Douaire ſur les heritages eſcheus à ſon mary par ſucceſſion de ligne collaterale, durant le mariage, ainſi & en la maniere qu'elle a ſur ceux, qui ſont aduenus audict mary en ligne directe.

PERONNE Tit. 6. Art. 141. Et ne s'eſtend ledict Douaire Couſtumier ſur les immeubles qui eſcheent au mary en ligne collaterale, durant ledict mariage.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 365. Femme ne peut auoir Douaire de ce qui eſt eſcheu à ſon mary depuis les eſpouſailles par donation, ſucceſſion collaterale ou autrement qu'en ligne directe.

Douaire de la troiſieſme partie des choſes immeubles.

ANIOV Tit. 15. Art. 304. Mais en autres eſcheutes, comme de freres, ſœurs, couſins, couſines & autres ſucceſſions collateraux, qui eſcherroient apres la mort de ſon mary, ſoit Noble ou Couſtumier, elle ny prendroit rien. Art 305. Et ſi les ſucceſſions collateraux eſtoient aduenues à ſon feu mary, auant ſon treſpaſſement, elle prendroit Douaire. Car la femme de l'homme, ſoit Noble ou Couſtumier, eſt fondee d'auoir en DOUAIRE la troiſieſme partie & choſes immeubles eſcheues à ſon mary durant le temps de leur mariage.

LE MAINE Tit. 16. Art. 317. *A la fin.* Et en autres eſchoites &c. p. *a l'Art.* 304. *d'Aniou.* Art. 318. p. *a Aniou.* Art. 305. collaterales &c. mariage, ſoit ſon mary Noble ou Couſtumier.

Douaire ſur les acqueſts du mary tant precedés le mariage, que faicts durant le mariage.

AMIENS L. Art. 6. Le mary traictant mariage peut douer ſa femme de l'acqueſt ja par luy faict, comme de ſon heritage: enſemble des acqueſts que luy & ſa femme feront enſemble.

Douaire n'a lieu ſur acqueſts

ARTOIS Tit. 7. Art. 170. La vefue n'a droict de DOUAIRE ſur les biens d'acqueſt de ſon mary defunct, ſi ſur iceux elle prend la moitié, comme acqueſtereſſe ſoit ſur fief ou cottiere.

Douaire n'a lieu en heritages cottieres.

BETHVNE Tit. 1. Art. 9. Femmes vefues n'ont droict de Douaires ſur ne en heritages cottiers.

Douaire ſur les acqueſts faicts parauant le mariage, ores qu'ils ſoient retirez par Retraict.

PERONNE Tit. 6. Art. 152. La vefue ne prend DOUAIRE ſur les rentes ou heritages acquis par le mary au parauant le mariage, ſi depuis & durant iceluy mariage, ils ſont retirez par vertu de Retraict conuentionnel, lignagier ou Feodal.

Douaire ne cõqueſt n'a lieu ſur biens dõez au mary.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 383. La femme ne peut auoir DOUAIRE ne conqueſt ſur les biens donnez à ſon mary.

†† Ceſt Art. 465. eſt de nouuel adiouſté.

BRETAGNE Tit. 20. Art. 465. DOUAIRE †† n'appartient à la femme ſur les acqueſts, ſoit qu'elle y renonce ou prenne part.

Douaire Couſtumier n'a lieu quand il y a cõmunauté.

AVXERRE Tit. 10. Art. 209. DOUAIRE † Couſtumier n'aura lieu, quand il y aura communauté de tous biens meubles, propres, acqueſts & conqueſts.

† Ceſt Art. 209. eſt de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir és

DVCHE DE BOVRG. Chap. 4. Art. 22. La femme ne prend poinct de DOUAIRE là où elle prend Aſſignal.

NIVERNOIS Chap. 24. Art. 12. La DOUAIRIERE n'eſt tenue de prendre ſon DOUAIRE ſur choſe qui eſt chargee de ſon Aſſignal: ſinon que la valeur ou reuenu d'icelle excedaſt les deniers dudict Aſſignal: auquel cas elle prendra le ſurplus pour & en eduction de ſon DOUAIRE.

HESDIN Tit 3. Art. 5. Et auſſi ſi aucuns heritages eſtoient ou ſont acquis par deux conioincts conſtant leur mariage, & en dedans l'an enſuiuant, la ſaiſine faicte des achats, leſdits heritages ſont retraicts: les vefues apres le treſpas de leurs maris, ne peuuent ſur iceux heritages ainſi acqueſtez & retraicts auoir ne demander quelque DOUAIRE.

b On ne peut par le contract de mariage deroger à la Couſtume, comme il eſt porté nommement par la Couſtume de Niuernois Chap. 24. Art. 1. & par conſequent ne peuuẽt faire don plus grand & exceſſif: autrement il y auroit fraude de contract à contract, Toutesfois les Codiciles ne ſont poinct prohibez par derniere diſpoſition C. M.

c Par Arreſt du 24. iour de Ianuier 1578. il a eſté iugé que le Douaire ſe pouuoit prendre ſur les biens d'autre nature, comme ſucceſſion collaterale. Ce qui ſe doit entendre ſainement, quãd il n'y autres biẽs de la qualité ſuiets au Douaire Couſtumier. Nous auons monſtré cy deſſus en l'Additiõ du Titre x. que la femme pouuoit iouyr de ſon Douaire, ores que le mary fut viuãt, quãd il eſt prodigue, & mauuais meſnager, la femme eſtant neantmoins au prealable ſeparee de biens ſans fraude. Quid ſi le mary a eſté condamné par cõtumace pour ſes dementes ou bien priué de ſes eſtats, bãny & relegué, & a ſouuent eſté iugé que la femme ne laiſſe de iouyr de ſon Douaire, ores que le mary ſoit viuant. Ainſi fut iugé par Arreſt & des 29. Iuillet 1270. & 13. Iuin 1360. contre vn Bourgeois, de maris condamné pour crime de leze maieſté. Pareil Arreſts donné au rapport de M. Guyant le 17. Feurier 1564. au profit d'Iſabeau l'Eſpicier contre Noel Tetard: & encores depuis le 10. May 1567. entre Iſabeau de Morquant & Emery le Merey. Et le 14. iour de Aouſt 1567 fut pronõcé en robbes rouges

Source : BIU Cujas

par Monſieur Seguer l'Arreſt donné entre Damoiſelle Anne Spifame femme du Lieutenant ciuil Meuſnier: lequel pour crime auoit eſté priué de ſes eſtats & relegué : par lequel attendu que les biens dudict Meuſnier eſtoient abſorbez tant par le moyen des reparations adiugees aux parties ciuiles, que confiſcation enuers le Roy, fut adiugé à ladicte Spifame Douaire, encores que le mary fut viuant. Le procez auoit eſté parti en la grand chambre du plaidoyé, & depuis departi en la chambre du Conſeil, M. Boutin Rapporteur, & Thomas Compartiteur.

mariages, qui ſe feront cy apres.

Douaire ne ſe prend ſur aſſignal.

Douaire ne ſe prend ſur acqueſts & retraicts.

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 254. La femme ne prend poinct de Douaire ſur la choſe, ſur laquelle ſon heritage ou Dot eſt aſſigné : ſinon que ladicte choſe excedaſt ſa Dot: auquel &c. p. *al' Art. 12. de Niuernois.* Art. 256. En †† contract de mariage, auquel n'y a conuention de Douaire prefix, ſi le mary ne laiſſe aucun propre heritage par ſon treſpas, la femme aura en vſufruict la moitié des meubles & conqueſts aduenus aux heritiers du treſpaſſé, qui eſt le quart du total, *deducto ære alieno*, en payant les charges deues à cauſe dudict conqueſt pour ladicte portion.

MELVN Chap. 15. Art. 243. Femme Noble qui a la garde de ſes enfans, apres la mort de ſon mary, ne prend Douaire, durant la garde, attendu qu'elle tient tous les biens, & que comme gardienne eſt tenue d'acquiter les debtes.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 382. Si le mary a vendu de ſon propre pour faire le racquit, la femme prenant Douaire ſur les heritages deſchargez, ne pourra pretendre Douaire ſur l'heritage vendu. Art. 391. Si le mary a receu conſtant le mariage le racquit des rentes, hypotheques, qui luy appartenoient lors des eſpouſailles, la femme aura recompenſe de ſon Douaire entier, ſur les autres biens de ſon mary, iuſques à la concurrence de la valeur deſdictes rentes, ſi elles n'ont eſté remplacees. Art. 392. Et ſi les deniers deſdictes rentes ont eſté employez en autres rentes ou heritages, elle y aura Douaire, iuſques à la concurrence de ce qui auoit eſté racquité, combien que l'acquiſition ſoit faicte depuis les eſpouſailles.

IIII. CLERMONT Tit. 13. Art. 158. Douaire eſt acquis d ſi toſt que le mariage eſt faict & accomply, & que les mariez ont conuenus enſemble, & non autrement.

VALLOIS Tit. 8. Art. 202. Toutes & quantesfois qu'homme & femme ſont conioincts par mariage & ont couché enſemble, la femme a acquis droit de Douaire ſoit Couſtumier ou prefixe.

AMIENS Tit. 6. Art. 111. Le Douaire ſ'acquiert incontinent apres le mariage parfaict, & conſommé, pour auoir lieu apres le treſpas du mary.

S. OMER Tit. 4. Art 23. La vefue des l'inſtant de la conſommation de ſon mariage, acquiert ſon droit de DOUAIRE, en & ſur tous les heritages appartenans à ſon mary au iour du mariage, & ſur ceux qui durant iceluy, luy ſont aduenus par ſucceſſion ou autre acquiſition, dont il eſt mort ſaiſi, tel que de la moitié és Fiefs & tierce en cottieres, pour en iouyr durant ſa vie ſeulement. Auquel DOUAIRE elle a tacitement hypotheque dés la conſommation du mariage: en telle ſorte que ſon mary ne les peut charger n'aliener, quelque renonciation qu'en face la femme par deuant Iuſtice, ne quelconques autres obligations ne ſerment qu'elle en ait fait.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 33. La femme apres le treſpas de ſon mary, ſi elle le ſuruit depuis qu'elle eſt conioincte par mariage & paſſe les pieds du lict pour coucher auec ſon mary, acquiert & a acquis droict de DOUAIRE Couſtumier ſur tous les heritages, acqueſts, conqueſts immeubles, dont eſtoit ſaiſi ſon mary au iour des eſpouſailles durant le mariage : pour lequel droict de Douaire luy appartient la moitié en Fiefs & tous proffits & reuenues, & en cottieres vn tiers. Art. 45. Ainçois qu'vne femme puiſſe auoir & demander droict de DOUAIRE Couſtumier ou enconuenancé, il conuient qu'elle ait eſté femme & eſpouſe de celuy, dont elle ſe dict vefue, & qu'iceluy ſon mary euſt eſté deuement ſaiſi des immeubles, ſur leſquels elle pretend auoir Douaire au iour des Nopces, conſtant le mariage, ou au iour de ſon treſpas.

CAMBRAY Tit. 4. Art. 43. Le Douaire eſt acquis à la femme, ſi toſt que le mariage eſt accomply, & que les mariez ont couché enſemble, pour par ladicte femme en iouyr, apres le treſpas de ſon mari, ſa vie durant ſeulement: apres le treſpas de laquelle le Douaire eſt eſtaint.

BOVLLENOIS Tit. 23. Art. 98. La femme dés l'inſtant &c. p. *4 S. Omer.* Art. 23. Douaire Couſtumier, ſur les heritages, terres, reuenus & poſſeſſions reelles qui appartiennent à ſon mary, à l'inſtant du mariage, ou ont appartenu & à luy ſont aduenus durant & en aucun temps d'icelui, pour en iouir apres le treſpas deſſon dit mary.

PERON.

Femme ne prẽd Douaire, ſur terre de ſon Aſſignal ou Dot.

†† *Ceſt Art. 256. eſt accordé pour nouuelle Couſtume.*

Douaire n'eſtãt prefix par le cõtract de mariage, ſi le mary n'a aucuns propres, eſt ſur la moitié des meubles & conqueſts aduenus aux heritiers du mary en paiant les charges deues à cauſe du conqueſt.

Douaire n'a lieu durant la garde Noble.

Douaire n'a lieu ſur heritage propre vẽdu par le mary pour faire le racquit.

Douaire ne laiſſe d'auoir lieu nonobſtant le racquit des rentes hypotheques faict conſtant le mariage & en aura recõpenſe ſur les autres biens du mary.

Douaire s'acquiert du iour du mariage accomply, & au coucher.

Femme a hypotheque tacite pour ſon Douaire.

Mary ne peut charger n'aliener les biens ſuiets au Douaire, quelque renonciatiõ que face la femme.

Douaire finit par la mort de la femme.

d C'eſt vne regle infallible que le mari ne paye iamais le Douaire de ſa femme, & c'eſt ce qu'on dict ordinairement que mary ne paye Douaire. Les couſtumes par leſquelles la femme gagne ſon Douaire au coucher, ſont contraires à la diſpoſition ciuile Vlp. in l. cui fuerit. 15. D. de cõdic. & demõſt. l. nuptias. D. de regul. iuris. quamuis nondũ in mariti cubiculum venerit, nupſiſſe videtur. Quid ſi ſon mary ne l'a poinct cogneue charnellement, ſera elle priuee de ſon Douaire. Il a eſté iugé par arreſt du mois de Octobre 1579. confirmatif d'vn autre arreſt donné le dernier iour d'Auril oudict an au grand Conſeil : entre le Seigneur de Rohan à cauſe de ſa femme & Baron du Pont en Bretagne heritier du premier mary.

e Aſſiduis C. qui pot. in pign. hab.

Source : BIU Cujas

PERONNE Tit.6. Art.143. Droict de Douaire eſt acquis à la femme dés l'inſtant que le mariage eſt fait & ſolenniſé.

NORMANDIE Chap.15. Art.352. La fẽme gaigne ſon Douaire au coucher.

GRAND Perche, Tit.6. Art.117. Douaire † eſt acquis à la femme dés la benediction nuptiale.

BRETAGNE Tit.20. Art.450 Femme †† gagne ſon Douaire, ayant mis le pied au lict, apres eſtre eſpouſee auec ſon S. & mary: encores qu'il n'ait iamais eu affaire auec elle: pourueu que la faute n'aduienne par impuiſſance naturelle & perpetuelle de l'vne ou de l'autre des mariez, dont plainte ait eſté faicte durant le mariage par l'vn des mariez: & que pour ceſte cauſe le mariage ait eſté declaré nul par Iuge competent, ſoit du viuant deſdits mariez ou apres Auquel cas, ou que la femme ſe forceroit en ſa perſonne, dont le mary, durant le mariage, en auroit fait plainte, elle perdra ſon Douaire, donation & autres aduantages prouenaus de ſon mary.

MELVN Chap.15. Art.236. Le Douaire ſoit Couſtumier ou prefix, ne peut eſtre demandé qu'apres la mort du mary, † naturelle ou ciuile.

CHALONS Tit.8. Art.42. Douaire tant prefix que couſtumier, commence a auoir lieu du iour de la diſſolution du mariage.

RIBEMONT Tit.9. Art.85. Douaire a lieu apres la diſſolution, &c. p. *à Chalons.*

NIVERNOIS Chap 24. Art.6. Le Douaire, ſoit Couſtumier ou conuenu, eſchet & a lieu par la mort naturelle du mary, ſi la femme ou ſes deſcendans le ſuruiuent: *aliàs* le Douaire eſt caduc & ſans effect. Et ſi le mary vient à pauureté euidente par mauuais meſnage, eſt banny, abſent par trop longue eſpace de temps, ou chet en autre & euident inconuenient: par lequel vray ſemblablemẽt les biens du mary ſont en voye de perir, la femme ſe pourra pourueoir par Iuſtice, pour auoir & recouurer prouiſion de ſon Douaire: & en cas de vente ou alienation deſdites choſes les empeſchet: ſinon à la charge de ſondit Douaire.

BOVLLENOIS Chap.21. Art.249. Douaire Couſtumier & conuentionnel a lieu & eſchet apres le treſpas du mary, le mariage fait par paroles de preſent: & eſt eſteint & finy par le treſpas de la femme.

NORMANDIE Chap.15. Art.361. Femme n'a Douaire ſur les biens de ſon mary, ſi elle n'eſtoit auec luy lors de ſon decés. Art.362. Ce qui ſe doit entendre quand elle a abandonné ſon mary ſans cauſe raiſonnable, ou que le diuorce eſt aduenu par la faute de la femme. Mais ſ'il aduient par la faute du mary ou de tous deux, elle aura ſon Douaire.

TOVRS Tit.30. Art.336. Femme Noble ou roturiere qui forfait en ſon mariage, pert ſon Douaire: ſ'il †† y en a plainte faite par le mary en Iuſtice: & autrement n'en pourra l'heritier faire querelle apres la mort du mary.

LODVNOIS Chap.31. Art.9. Femme qui forfait, &c. p. *à Tours.* ſoit Noble ou roturiere pert ſon Douaire.

ANIOV Tit.15. Art.314. Si femme [f] mariee de ſa propre volonté par fornication laiſſe & abandonne ſon mary, ou par iugement d'Egliſe par ſa faute & coulpe eſt ſeparee d'auec ſon mary, & ne ſe ſoit depuis reconciliee à luy, elle pert ſon Douaire.

LE Maine, Tit.16. Art 327. p. *à Aniou.*

BRETAGNE Tit.20. Art.451. Femme qui laiſſe volontairement ſon mary & ſ'en va auec autre, & n'eſt auec ſon mary au temps de la mort: & auſſi ſi elle le laiſſe & ne fait ſon deuoir de le garder: & elle le peut faire, au cas que le mary ne la refuſeroit, iaçoit qu'elle ne ſ'en aille auec vn autre, elle ne doit eſtre endouairee. Art.452. Et ſi elle ſ'en eſt allee par incontinence, le mary n'eſt tenu de la reprendre ne la recueillir ſi ce n'eſt de ſa volonté. Art.453. Et ſ'il la recueillie de ſa volonté ou par ſentence, elle doit eſtre endouairee apres le decés de ſon mary, quelque folie qu'elle euſt faite de parauant: pourueu qu'elle face ſon deuoir de le garder & de ſeruir, comme elle doit faire. Art.454. Femme † vefue qui ſe remarie à ſon domeſtic ordinaire, perd ſon Douaire: & au cas qu'elle auroit enfans d'autre mariage & ſe remarieroit follement à [g] perſonne indigne de ſa qualité, ſeront tous dons & aduantage par elle faits à telles perſonnes, nuls & de nul effet & valeur: & demeurera ladite femme deſlors de la conuention de tel mariage, interdite de tous ſes biens.

BOVRBON. Chap.21. Art.264. Douairiere [h] qui vend ou aliene aucune choſe du Douaire à perpetuité, qui couppe ou abbat les arbres fruictiers ou marmaux, [i] & les gros bois qui ne le furent depuis xxx. ans, doit perdre ſon Douai-

† *Ceſt Art.117 eſt accordé pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ceſt Art. 450. qui eſtoit le 429. a eſté ainſi reformé & amplifié. Sur lequel Art. & autres faiſans mention des Douaires, les Eſtats nous ont fait remonſtrer par le Forbeur leur Procureur, que ceux qui auoient de leur part aſſiſté auec nous à ladite reformation és mois d'Auril & May derniers, auoient requis, qu'il euſt eſté ordonné & introduit pour Couſtume, que le marieuſt iouy par vſufruict, ſa vie durant, de la tierce partie de l'heritage de ſa femme, apres le decés d'icelle. Et en auoiẽt dreſſé vn Artic. qui nous fut deſlors preſenté, pour eſtre inſeré au cahier de ladicte reformation. Ce qu'aurions differé, & remis ledit Article en la preſente aſſemblee des Eſtats generaux: leſquels y ayant deliberé, auoiẽt accordé qu'iceluy Article comme leur ſemblant bien raiſonnable, fut mis & adiouſté au lieu Couſtumier, pour auoir lieu tant pour les mariages ja faits, que ceux qui ſe feroient cy apres. A quoy ledict Procureur general a dit ſ'opposer, & empeſcher que telle Couſtume qui eſt contraire à*

[f] Quid ſi elle adultere apres le decés de ſon mary, & pendant ſa viduité, doit elle eſtre priuee du Douaire par elle pretendu? Par Arreſt donné en la 3. Chambre des Enqueſtes a eſté iugé que la femme ſe gouuernant mal & viuant impudiquement, meſmes apres le decés de ſon mary, eſt priuable du Douaire.

[g] L. vn. C. de mul. quæ ſe propriis ſeru. iunx. L. 3. C. de nupt. Nou. Leon. & Anthemii Paulus lib. 2. Sent. Tit 19. huiuſmodi cõiũctiones odioſas eſſe

Source : BIU Cujas

merito duxerunt. Vide l. vxorem. 15. C. de nupt. & Anth. ſed nouo iure eod. tit. Nou. 78. cap. Par l'Ordonnance des Eſtats de Blois 1579. Art. 182. telles choſes ſont prohibees & defendues, & eſt ceſte Couſtume tiree dudit Article. Voyez ce qui a eſté noté ſur ladite Ordonnance liure v. des Ordon. Tit. iii.

h Si la Douairiere ne iouiſt par ſes mains de ſon Douaire, ains par celles de ſes fermiers par la faute & negligence deſquels les ruines & demolitions ſont aduenues pour n'auoir par eux ſatisfaict aux clauſes portees par le bail à ferme: ladite vefue n'eſt pour ce regard priuee de ſon Douaire, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt donné en la v. Chambre des Enqueſtes entre Perrette de Meaune Douairiere de Chaiſſilly appellant du Seneſchal d'Aniou ou ſon Lieutenant à Baugé, & René de Fay ſon beau fils, & fut ſeulement condamnee aux dommages & intereſts, & a faire les reparations: ſauf ſon recours contre les fermiers.

i Marmau eſt nommé par ceſte Couſtume, vn bois de Haute fuſtaye, & de touche pour la decoration du lieu, dont il a eſté parlé cy deſſus. Autres Couſtumes le nomment Marmentau. Aniou Art. 36. 103. 113. & 497. Le Maine Art. 116. & 124 Au reſte pour le contenu en ceſt Art. 264. les Couſtumes de Tours Art. 334. Niuernois Chap. 24. Art. 1. Aniou Art. 311. Le Maine Art. 324. Lodunois Chap. 31. Art. 7. & 8. Normandie Art. 360. ſont conformes à ceſte Couſtume: & n'ont peu eſtre icy miſe pour euiter à confuſion.

ce qu'à eſté obſerué tout le temps paſſé audit pays, & par toutes les autres Prouinces de ce Royaume, fut receuë ny approuuee, pour le preiudice que ce ſeroit aux enfans & autres herſtiers deſdites femmes. Leſquelles pour l'eſperance dudit Douaire plus que pour autre cauſe honneſte & raiſonnable ſeroient ſolicitees à conuoler à ſecondes Nopces & ſe marier à hommes inegaux d'aage, biens & qualité. Et pour l'inſtance qu'ont faict aucõtraire leſdits Eſtats, Auons ordonné qu'ils ſe pouruoiroient pardeuers le Roy, pour en ordonner ſelon ſon bon plaiſir.

† *Ces mots,* naturelle ou ciuile, *ont eſté adiouſtez pour interpretation.*

†† *Ces mots,* S'il y en a, *&c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez.*

Femme vefue ſe remariant à ſon domeſtic ordinaire, perd ſon Douaire: & eſt interdite de ſes biens.

† *Ceſt Art. 454. a eſté de nouuel adiouſté.*

Femme perd ſon Douaire en mal-uerſant és choſes ſuiettes au Douaire.

re en la choſe, en laquelle elle a mal-uerſé par la maniere deuant dite: & outre eſt tenue de l'empirement ou deterioration.

BOVLLENOIS Tit. 23. Art. 108. Et ſi bon luy ſemble ſe remarier ne pert pourtant ladite femme, les droicts à elle appartenans.

ARTOIS Tit. 7. Art. 177. La femme en ſoy remariant, ne perd point ſon droict de Douaire.

HESDIN Tit. 1. Art. 14. Les vefues ſe remarians par la conſommation du ſecond mariage, perdent le Douaire, dont auparauant elles iouiſſoient ſur les heritages cenſuels & cottiers de leurs maris treſpaſſez: ſil n'y a faict eſpecial au contraire.

V. CLERMONT Tit. 13. Art. 166. Vn homme ne peut douër ſa femme n'a elle ſoy obliger à cauſe dudit Douaire, durant le mariage d'eux: & ſils font le contraire, l'obligation ſera de nulle valeur.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 363. L'heritier n'eſt tenu douër la femme de ſon predeceſſeur: fors ce qu'il a eu de ſa ſucceſſion.

BRETAGNE Tit. 20. Art. 459. L'hoir du defunct n'eſt tenu aſſeoir Douaire à la Douairiere: fors entant comme il a eu ſaiſine: ſi le defunct ou ſon hoir, ne luy auoient fait autre accord, ou que les choſes fuſſent empeſchees par leurs faicts.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 357. Celuy † qui eſt plege k du Douaire, le doit fournir & faire valoir, encore que la promeſſe excede le tiers des biens du mary: ſans qu'il en puiſſe demander recours ſur les biẽs du mary, ou de ſes hoirs, quelque contre-lettre ou promeſſe de garantie, qu'il ait de luy. Art. 358 Ce qui ſe doit entendre de toutes perſonnes autres que le pere ou ayeul du mary: leſquels en ce cas ne ſont tenus que des arrerages, qui eſcherront leur vie durant: & n'y ſont obligez leurs hoirs apres leur mort. Art. 371. Au Record de mariage, qui ſe fait pour la cognoiſſance du Douaire, les parens & amis, qui ont eſté preſens au mariage, y ſont receus & ne peuuent eſtre reprochez. Art. 372. En ce Record, ce que la plus grande partie recordera, eſt tenu pour prouué: pourueu qu'ils parlent de certain. Art. 373. Et ſi les accors de mariage ſont portez par eſcrit, nul ne ſera receu à faire preuue contre le contenu en iceux. l

VI. LAON Tit. 4. Art. 46. Douaires prefix & Couſtumiers ſont preferez m à toutes debtes nanties, depuis la celebration du mariage & benediction nuptiale.

CHALONS Tit. 8. Art. 48. Les femmes ſont priuilegiees pour leurs Douaires & preferees à tous autres creanciers pour debtes contractees depuis le mariage, ſoient hypothecaires, priuilegiees ou autres.

REIMS Tit. 9. Art. 256. Le Douaire & Apport de la femme doiuent eſtre payez auant toutes autres debtes faites & accreuës par le mary, depuis la benediction nuptiale: & doiuent leſdites vefues & heritiers eſtre preferez à tous autres crediteurs poſterieurs.

CHAVNY T. 23. Art. 131. Les Douaires tant prefix, que Couſtumiers ſont priuilegiez: en telle maniere qu'ils ſe prennent auant toutes autres debtes.

BOVLLENOIS Tit. 23. Art. 102. Le Douaire eſt preferé deuãt toutes

Douaire ne ſe perd par ſecondes nopces ou autres.

Douaire ne ſe peut faire durant le mariage

Douaire ne ſera donné par l'heritier que iuſques à la cõcurrence de la ſucceſſion.

Douaire ne ſera aſſis par l'heritier, fors entant comme il a eu ſaiſine.

Plege ou caution de Douaire.

† *Ceſt Art. 357. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Pere ou ayeul eſtans plege du Douaire ne ſont tenus que des arrerages de leur temps, leur vie durant & leurs heritiers ny ſont obligez.

Records parlent de certain.

Preuue ne ſera receue cõtre les accords de mariage eſtans par eſcrit.

k Par le droict il eſt expreſſement prohibé de ne donner aucuns pleges ou cautions pour le dot. L. 1. C. Th. de fideiuſſ. dot. l. 2 C. Ne fideiuſſ. vel mand. dot. dẽtur cap. per veſtras extr. de don. inter vir. l. 8. C. de pactis conu. Si credendam mulier ſeſe ſuamque dotẽ patri mariti exiſtimauit, quare fideiuſſor vel alius interceſſor exigitur, vt cauſa perfidiæ in connubio eorum generetur. Ceſte Couſtume aliud ſtatuit in dotalitio, qui vient de la liberalité du mary, & dari ſolet pro præmio pudicitiæ in vidua virginitatis in puella vel virgine.

l Voyez l'Ordon. de Moulins Art. 54

m La vefue eſt preferee aux creanciers ſubſequẽs. Toutesfois en cas de debat on adiuge prouiſion à la femme pour ſon Douaire & alimens par deſſus tous les creanciers, iugé par arreſt du

Source : BIU Cujas

Douaire preſere à toutes debtes.
Femme ne peut conſtant le mariage renoncer à ſon Douaire.

3. iour de Mars 1578. contre Monſieur de Mont-penſier. Et depuis par Arreſt du 18. iour de Feurier 1585 plaidant Godefroy fut la veſue de Maiſtre Claude de Reims General des Monnoyes par prouiſion preferee à tous creanciers, iuxta l. aſſiduis. C. Qui pot. in pign. hab. pour ſon Douaire & conuentions ſur les biens meubles du pere du mary, & que l'argent luy ſeroit baillé ayant eſgard à vne quittance de la dot du mary : par laquelle il la confeſſoit auoir receu ſous ſon ſeing ſeulement. Eſt fort notable l'Arreſt du 7. iour d'Aouſt 1554. par lequel il a eſté iugé ſur la diſcuſſion de l'ordre des creanciers pour raiſon de la terre du Belloy decretee ſiſe au Vvexin le François, que la femme repetant ſon Dot & mariage eſtoit preferee au Douaire prefix propre aux enfans, & ita iure ciuili potior eſt dotis cauſa, quam donationis propter nuptias. l. ex morte. C. de pactis conuentis. l pollicitatione C. de donat. ante nupt. Chopin recite au long le faict de ceſt Arreſt lib 3. cap de muliebri dotalitio. Au reſte il a eſté iugé par Arreſt du 15. Feurier 1586. au rapport de Monſieur le Voye, que la veſue de feu Cheſneau Libraire demandant eſtre preferee aux creanciers ſur les meubles de ſon mary ne ſeroit preferee, & fut renuoyee à la contribution au ſol la liure auec les autres creanciers. Et depuis par Arreſt general prononcé à Noel le 23. Decembre 1585. au profit de Iourde & autres creanciers, appellans, contre Ieanne Habert femme de Claude des Iardins ayant fait faillite intimee, fut l'appellation & ce miſe au neant, & ordonné que les creanciers viendroient à contribution par deſconfiture au ſol la liure, à cauſe que contre le droict pour la Couſtume de France, Meuble n'a point de ſuite, & doiuent venir les creanciers au ſol la liure. En ce faict, les meubles dudit des Iardins eſtoient ſaiſis de toutes parts, & n'auoit autres biens. Et ſur le debat de la ſeparation pretendue colluſoire, ladite Habert preſente requeſte comme plus ancienne creanciere, ſeſtimant preferable pour ſa dot & Douaire, & obtient ſentence aux Requeſtes à ſon profit. Il a eſté auſſi iugé par Arreſt ſolennel le ſeptieſme Septēb. mil cinq cens octante quatre, au profit de la veſue Pellerin Contrerolleur de la marine ſuiuant ladite Loy aſſiduis, qu'elle ſeroit preferee pour les conuentions au frere ayant obligation precedente, & ladite veſue eſtant premiere en ſaiſie : pour ce que ledit frere auoit aſſiſté au contract de mariage, & n'ayant dict mot, auoit taiſiblement remis ſon hipotheque. Pareil Arreſt du quatorzieſme Aouſt 1567. par lequel vne femme oppoſante aux Criees des heritages de ſon mary, fut preferee aux creanciers d'iceluy, tant pour ſon dot & mariage, que pour ſon Douaire, ores que le mary fut encores viuant lors deſdites Criees.

obligations perſonnelles precedentes le mariage: & de toutes hypotheques creez & engendrez depuis la conſommation.

LA Salle de Lille, T. 5. Art. 4. Vne femme, durant la coniunction de ſon mariage, ne peut vallablement renoncer à ſon droict de Douaire Couſtumier. Et eſt telle renonciation nulle: nonobſtant laquelle elle peut en ſa viduité auoir ledict Douaire, qui eſt tenu & reputé hypothecaire dés la conſommation dudit mariage: & precede toutes hypotheques ſubſequentes au regard des Fiefs & Seignouries, dont ledit mary eſtoit lors ſaiſi. Et quand à ceux qui depuis ladite conſommation de mariage ſont acquis ou ſuccedez audit mary, ledit Douaire precede les hypotheques creez depuis qu'iceux fiefs ſont acquis ou aduenus audit mary.

S. POL en Artois, Tit. 1. Art. 20. Laquelle vefue en apprehenſion dudict Douaire & ioyſſance d'iceluy des hypotheques, qui ſeroient faites depuis ledict mariage, n'eſt ſubmiſe à en payer aucune choſe : ſuppoſé qu'elle apprehēda meubles. Mais quant aux hypotheques precedentes le mariage: icelle vefue en ſeroit tenue deduire portion de iouiſſance dudit Douaire.

TOVRNAY T. 15. Art. 4. Le Douaire conuentionnel accordé à la femme, eſt ſi priuilegié, qu'il eſt preferé ſur les biens de ſon mary, a toutes obligations faites par le mary, ſoit deuant ou apres leur mariage, non ayant hypotheque expreſſe par rapport d'heritage ou main aſſiſe ou autres creez depuis leurdit mariage, ne fut que ladite femme fut eſpouſe de marchant: laquelle ſe reglera ſelon les Ordonnances de par nous faites en l'an mil cinq cens quarāte, en date du 4. Octobre.

AMIENS T. 6. Art. 115. Pour †† ſon Douaire, ſoit prefix ou Couſtumier, la femme a hypotheque ſur tous les biens du mary: en telle maniere qu'elle precede toutes autres hypotheques ſubſequentes, la perfection & conſommation du mariage, pour le regard des heritages dont le mary eſtoit lors ſaiſi, ou qui luy ont eſté donnez. Et quant à ceux qui depuis la perfection & conſommation du mariage ſeroient aduenus au mary, en ligne directe, le Douaire precede les hypotheques creez depuis que les heritages ſeroient aduenus au mary.

LILLE Tit. 17. Art. 209. Aſſenne de Droict conuentionnel n'eſt reputé hipothecaire, n'eſtoit que par faict eſpecial, il fut recongnu & ratifié: & que par hypotheque reelle fut à ces fins creé par Iuge competent, ou paſſee ſous ledit Seel, aux cognoiſſances de ladite ville de Lille.

S. SEVER L. Tit. 5. Art. 1. La femme en l'exaction de ſon Dot, lict, robbes & ioyaux eſt preferee à tous autres creanciers ayās expreſſe hypotheque precedente ſur les biens de ſon mary : ſinon qu'il y euſt autre Douaire precedent ou debte plus priuilegiee.

†† *Ceſt Art. 115. eſt mis au lieu du 51. Art. ancien, lequel a eſté corrigé: d'autant que pour acquerir hipotheque pour le Douaire prefix ſur les biens du mary, il requeroit expreſſe realiſation ou recognoiſſance deuant les Seign. ou leurs Officiers. Au reſte ledit Art. 115. eſt ancien prins des 49. & 51. Art. dudict ancien Couſtumier.*

Aſſenne de droict conuentionnel n'eſt reputé hypothecaire : ſ'il n'y a faict eſpecial recogn & ratifié.

Source : BIU Cujas

VII. LAON Tit.3. Art.25. La vefue Noble ou roturiere,qui prend Douaire Couſtumier,peut demander n partage des heritages de ſon Douaire: & ſ'en doit faire deux parts: dont l'heritier a le chois de prendre celle qu'il luy plaiſt. Tit. 4.Art.44.Les heritages ſuiets à Douaire ſe partiſſẽt entre la vefue & l'heritier du mary, ſi commodement ſe peuuent partir: & peut ladite vefue iouir de ſa part ſeparement & à diuis ſi bon luy ſemble.Et ſ'ils ne ſe peuuent bonnement partir, ſe baillent par eux enſemble à ferme, le mieux que faire ſe peut, & des deniers & profits chacun prend ſa moitié par les mains des fermiers. Art.45. Deſdits heritages ſuiets à Douaire partiſſables, en doit la vefue faire le partage & les lots, & en bailler le chois à l'heritier: & où elle ſeroit refuſante de faire ledit partage, xl. iours apres qu'elle en ſeroit ſommee & requiſe,l'heritier à ſon refus pourroit iouir du total deſdits heritages,ſans luy bailler ſon Douaire, iuſques à ce qu'elle auroit fait ledit partage.

Partage entre la vefue aiãt Douaire Couſtumier & l'heritier du mary.

Entre la douairiere & l'heritier, s'il ne ſe peut faire partage commodement,ils baillẽt à ferme,& prẽnent leurs parts par les mains des fermiers.

CHALONS Tit.8. Art.49. L'heritier & la Douairiere partiſſent enſemblement les heritages affectez au Douaire, qui ſe peuuent commodement partir: & iouiſt la Douairiere de ſa part ſeparement & à diuis,ſi bon luy ſemble.Et ſi l'heritage ne ſe peut partir, ſe doit bailler à ferme par leſdits heritier & Douairiere enſemblement,qui en reçoiuent les deniers de la ferme chacun par moitié. Art. 50. La Douairiere fait le partage & l'heritier choiſit.

Douairiere lotit,& l'heritier choiſit.

REIMS Tit.9. Art.249.p. *à Laon.* Art.44. † heritiers du defunct, ſi, &c. faire ſe peut: auquel cas ladite vefue peut iouir,&c.ſeront baillez, &c. chacun en prendra ſa,&c. Ar.250.p.*à Laon.* Art.45.heritages †† partiſſables,la vefue doit faire les lots & partages, & en bailler le chois aux heritiers, au cas qu'elle vueille partir contr'eux, & qu'elle ſe tienne à ſeſdits Douaire & Apport.Et où elle,&c. leſdits lots & partages, &c.aura fait leſdits lots & partages.

† *Le 249.Ar. eſt adiouſté pour obuier aux difficultez ſur le contenu d'iceluy aduenues.*

†† *Ceſt Art. 250.eſt de nouuel introduit.*

S. QVENTIN Tit.6. Art.96. Apres que ladite vefue Noble aura choiſi ſon Douaire, l'heritier la peut ſommer & requerir qu'elle face partage & diuiſion des heritages, ſur leſquels elle prend & doit auoir la moitié des reuenus: & eſt tenue d'en faire deux parts,xl.iours apres ladite ſommation, preſenter & bailler audit heritier leſdites parts.Et en defaut d'auoir ce fait, & ledit temps paſſé, eſt loiſible à l'heritier de l'empeſcher en la iouiſſance de ſon Douaire, ſi par les Iuges n'eſtoit baillé à ladite vefue plus grand delay, pour pouuoir faire leſdites parts & portions, pour ſatisfaire à ce que deſſus. Art.97. Ledit heritier a priuilege de prendre & choiſir la part qu'il luy plaiſt des heritages ainſi partis, pour raiſon du Douaire: laquelle demeure du tout franche & deſchargee dudict Douaire.

RIBEMONT Tit.9. Art.100. Partage ſe doit faire entre la Douairiere & l'heritier de ce que la Douairiere doit prendre pour ſon Douaire Couſtumier. Ar. 101.Les lots doiuent eſtre faits par la Douairiere, icelle ſommee: & a l'heritier le chois de prendre lequel deſdits lots qu'il luy plairra,iceluy lot franc & deſchargé du Douaire. Art.102. La Douairiere eſtant refuſante de faire ledit partage, xl. iours apres qu'elle en aura eſté ſõmee, les heritiers la peuuent troubler ou empeſcher en la iouiſſance de ſon douaire,iuſques à ce qu'elle ſe ſoit miſe en ſon deuoir.

AMIENS T.6.Art.117. L'heritier ou detenteur d'heritages Feodaux ſuiets à Douaire,peut contraindre la vefue de faire aux deſpens d'elle partage des heritages Feodaux: & à ceſte fin faire deux lots d'iceux heritages: deſquels l'heritier ou detenteur doit choiſir l'vn & laiſſer l'autre à la vefue, pour en iouir par elle par ſes mains,ſa vie durant: & encores qu'elle ne ſoit requiſe par l'heritier ou detenteur,elle peut demãder ledit partage eſtre fait, cõme deſſus,à ſes deſpens.

PONTHIEV T.2. Art.51. Et ſ'il aduient qu'elle vueille prendre, cueillir, leuer & receuoir par ſa main ou par ſes commis,il eſt de neceſſité qu'elle obtienne Commiſſion de Iuge competent,en vertu de laquelle & par auctorité Royale ou autre Iuſticier, qui en doit cognoiſtre,partage ſoit fait de chacune des terres, Seigneuries & heritages ou immeubles, ſur leſquels elle voudroit receuoir & cueillir ſon DOUAIRE.Art.52.Et que dudit partage ſoient faits deux liures ou rolles, & qu'à ce faire l'heritier ou heritiers ſoient conuenus,& le partage fait, ils ſoient deuëment adiournez pardeuant le Iuge, pour accorder & accepter partage, & prendre par l'heritier ou heritiers l'vn deſdits liures ou cahiers, lequel qu'il luy plaiſt: lequel a le chois & option. Art.53. Et ſi doit ladite femme faire le partage à ſes propres deſpens, ſi à tort leſdits heritiers ne donnent empeſchement ou contredit à faire le partage: auquel cas ils deuroient deſpens,depuis le contredit. Ar.54.Et le partage fait,accepté& choiſi,la vefue peut licitemẽtprẽdre,perceuoir & faire receuoir les liures,profits & reuenues o des immeubles à elle demourez

o La Douairiere peut deſtituer les Procureurs fiſcaux, ainſi

Source : BIU Cujas

qu'il fut iugé le 3. iour de Feurier 1567. en Audience pour la Roine de Nauarre contre le Procureur d'Espernon.

Douairiere peut auoir tels Officiers que bō luy semble.

pour sa part, selon le rolle ou cahier, qui luy eschet par ledit partage, & auoir pour sa part & portion, regir, gouuerner & receuoir tels Officiers que bon luy semble, & que selon la nature desdits immeubles, il y appartient.

PERONNE Tit. 6. Art. 158. L'heritier & la Douairiere peuuent demāder partage l'vn à l'autre des biens suiets à Douaire. Pour lequel partage ladite vefue doit faire deux lots, dedans xl. iours apres la sommation: sinon qu'il luy fut donné plus long delay par le Iuge, pour ce faire: desquels lots l'heritier a le chois, & se fait le partage à communs despens.

S. PAVL Tit. 6. Art. 46. Si vne femme vefue, apres qu'elle aura esté tenue & decretee de droict, veut prendre & receuoir par ses mains, les fruicts & profits des fiefs, & heritages, rentes & autres choses, esquelles elle a esté tenue & decretee de droict, il conuient qu'elle face à ses despens, partage desdits Fiefs & heritages: & iceluy partage faire escrire en deux rolles ou cahiers, mesmes qu'elle face adiourner pardeuant Iuge competent l'heritier proprietaire & possesseur d'iceux heritages, afin de choisir par eux, l'vn desdits rolles & cahiers, & qu'il laisse au droict d'icelle vefue, pour en iouir par elle, comme dessus est dit.

ARTOIS Tit. 7. Art. 178. La Douagere apres l'apprehension de son Douaire, s'il plaist à l'heritier, doit faire à ses despens partage & limitation des heritages, & faire deux cahiers, dont l'heritier aura le chois & option: & pourra pareillement ladite Douagere faire à ses despens lesdits cahiers, si bon luy semble, sans que l'heritier la puisse empescher, dont l'heritier aura le chois & option.

CHAVNY Tit. 24. Art. 135. Des heritages suiets sur lesquels à cours droict de Douaire, se peut faire partage & diuision: mais en ce cas est tenue & appartiēt à la vefue Douairiere de faire le partage: laquelle est tenue ce faire, & en doit faire deux parts: desquelles appartient le chois à l'heritier, qui peut prendre & eslire des deux parts, telle que bon luy semble. Et où ladite vefue seroit refusant & delayant par l'espace de xl. iours, apres que l'heritier l'auroit requis de faire iceluy partage, ledit heritier pourroit iouir du total desdits heritages, sans en rien payer ne bailler à ladite vefue pour son Douaire: iusques à ce que ledit partage seroit fait, si c'estoit chose ou heritage qui se peut partir.

Douaire sera baillé par les heritiers sur vne piece ou deux au plus entierement.

ANIOV Tit. 15. Art. 307. Si le mary, soit Noble ou Coustumier a plusieurs pieces de terres, & les heritiers vousissent bailler à sa femme, son Douaire sur chacune piece, elle ne le prendra pas, s'il ne luy plaist: mais luy doiuent lesdits heritiers bailler & asseoir son Douaire sur vne piece ou deux ou autrement plus entierement que faire se pourra, selon la qualité & valeur des heritages & choses immeubles, sur lesquels elle a droict de Douaire.

LE Maine, Tit. 16. Art. 510. p. *à Anjou.*

POICTOV Tit. 4. Art. 261. La femme peut contraindre les heritiers de son feu mary à luy bailler son Douaire à part & diuis: & aussi lesdits heritiers la peuuent contraindre de le prendre à part & à diuis.

Douairiere peut commettre Bailly, Receueur & Sergens pour son Douaire.

LA Salle de Lille, Tit. 5. Art. 6. Quand vne vefue apres auoir apprehendé ledit Douaire, ou luy esté consenty par l'heritier, veut prendre & receuoir par sa main ou ses commis, les fruicts, proufits & reuenus de sondit Douaire, elle peut oudit cas faire partage iudiciaire à ses despens, des Fiefs & Seignouries, sur lesquels elle a ledit Douaire, & commettre Bailly, Receueur, & Sergens pour sondit Douaire.

Douairiere auec son droict de Douaire, à vne maison.

VIII. CLERMONT Tit. 13. Art. 164. Quand la femme a acquis droict de Douaire coustumier sur les biens & heritages de son feu mary, & il aduient qu'en la succession du mary suiette audit Douaire, il y a quelque Seigneurie p chef, manoir, Forteresse & maison, vne ou plusieurs: en ce cas la Douairiere auec son droict de Douaire, a & prend l'vne des maisons ou forteresses, qu'elle doit entretenir de closture & couuerture: & n'en peut coupper bois qui n'ait vii. ans accōplis, ny pescher estangs deuant temps conuenable & accoustumé, qui est pour le moins de trois ans en trois ans.

Bois ne seront couppez que iusques à sept ans: & les estangs pescher iusques apres trois ans.

VITRY Tit. 5. Art. 86. A *la fin.* Laquelle vefue emporte contre les heritiers outre la moitié du reuenu des heritages de son mary, vne des maisons de son mary, telle que bon luy semble. Toutesfois où il n'y en auroit qu'vne, elle n'en auroit que la moitié en vsufruict, & les heritiers ou heritier dudit defunct, l'autre, où la maison seroit suffisante pour les deux, eu esgard à la qualité des personnes.

LAON Tit. 3. Art. 24. Entre Nobles, la vefue peut choisir pour sa demeure vne des maisons Seigneuriales, ou autre telle que bon luy semblera: laquelle

p Aucuns estiment que la maison, laquelle la vefue doit choisir par vertu de la Coustume, ne peut estre louee ou adcēsee: & par cōsequent ladite vefue ne peut demander les louages ou loyers de la maison, si elle a esté negligente de demander la dite maison. Ceste maison fait partie du Douaire, duquel la femme doit iouir par forme d'vsufruict, tellement qu'elle en est saisie, & fait le fruicts d'iceluy siēs incontinēt apres le decés de son

Source : BIU Cujas

mary, par quelques Couſtumes ſans qu'il ſoit beſoin de le demander en iugement, & à ce propos alleguent la Loy inter ſocerum 26. §. cum inter. D. de pactis dotal. nec ſeparabitur portio dotis, additamenti cauſa data, ſi poſtea nihil aliud conueniat. D'auantage ceſte maiſon eſt donnee en vſufruict à la femme vefue, qui peut la donner par adcenſe ou ferme, ou bien en demander les loyers & penſions. Le Droict y eſt formel in l. cum antiquitas 13. C. de vſufr. §. 5. Iuſt. de vſu & habit. Au reſte il a eſté iugé par Arreſt du dernier iour de Iuin 1582. entre Monſieur Brulard Preſidẽt aux Enqueſtes Tuteur des enfans du Comte de Brienne, & leur mere s'eſtant remariee au ſieur de Baufremont, qu'elle aura l'habitation du Chaſteau de Brienne, ſuiuant ſon contract de mariage, ores que ce ſoit la principale maiſon, & encores la ſomme de trois mil liures de rente de Douaire prefix en aſſiette commune de terre par ſes mains de proche. Partant faut noter que telle habitation de la maiſon principale ſe doit donner ſi elle a eſté nommement promiſe par le contract de mariage: ſinon que la Couſtume du pays fut contraire comme en celle de Poictou Art. 262. Mais ſi par le contract de mariage eſt dit generalement qu'elle aura vne maiſon, & que l'aſſignation en ſoit auſſi generale, telle qu'elle voudra opter & choiſir, elle ne peut eſlire la principale maiſon, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt du 26. Ianuier 1580. plaidant Chopin & Marion, au profit de Georges de Vaudray ſieur de Simphale & ſes ſœurs intimez contre Anne de Mont-gommery leur mere, vefue du feu ſieur de Simphale Baillif de Troyes en Chãpaigne. Ces Arreſts ſont diſcourus par Charondas liure vii. des Reſp. & par ledit ſieur Chopin liure 3. des Couſtumes d'Aniou. Ie ne veux omettre vn Arreſt notable donné le 2. iour de Mars 1561. en audience fut entre les heritiers de Monſieur le Vidame de Chartres & ſa vefue & autres legataires & creanciers, nonobſtant la maintenue de faux, fut adiugé à ladite Dame vefue dudit defunct n'eſtant commune auec les autres heritiers par prouiſion, ſon dot & Douaire, & en ce faiſant qu'elle auroit lieu pour ſoy habituer & iouir dudict dot & Douaire, & de l'vſufruict à elle donné par ledit defunct de la terre de Prelhy aſſiſes pres de Blanc en Berry, ſans preiudice neant-moins de la maintenue de faux, propoſee par leſdits heritiers dudit ſieur Vidame. Et le 26. Ianuier 1580 plaidant Marion & Chopin pour nourrir paix entre la mere & les enfans, fut par Arreſt adiugee quelque prouiſion à la mere, auec demeure honneſte, & non le chaſteau principal qui eſt à l'aiſné, nonobſtant toutes conuentions contraires.

elle doit auoir par preciput & ſans diminutiõ de ſes autres droicts, pour y demourer tant qu'elle ſe tiendra en viduité. Mais où elle ſe remariroit, du iour qu'elle ſera remariee, pert la demeure qu'elle auoit en ladite maiſon. Et ſ'il n'y auoit qu'vne demeure, ladite vefue en auroit la moitié, tant qu'elle ſe tiendra en viduité.

CHALONS Tit. 6. Art. 33. Entre Nobles, la vefue apres le treſpas de ſon mary, peut choiſir l'vne des maiſons de ſon mary, telle que bõ luy ſemblera, ſ'il en y a pluſieurs. Et ſ'il n'y en a qu'vne, pourueu qu'elle ſoit ſuffiſante pour en faire deux logis, doit auoir la moitié d'icelle maiſon ſeulement, telle qu'il luy plairra. Et ſi ladite maiſon ne ſe peut commodement diuiſer en deux, la doit auoir entierement, & iouir de ladite maiſon par forme de Douaire, tant qu'elle eſt en viduité ſeulement. Et ſe remariant, retournera ladite maiſon aux heritiers du mary.

REIMS Tit. 9. Art. 247. La vefue auant que faire leſdits chois & option, peut, ſi bon luy ſemble, faire ſa demeurance en la maiſon q de ſon feu mary, y viure, elle & ſa famille raiſonnablement & ſelon ſon eſtat, ſans ſoy entremettre de l'adminiſtration des biens dudit defunct, autre que de ce qui concerne ſa nourriture: ſinon qu'il fut permis adminiſtrer leſdits biens par les heritiers du defunct ou par auctorité de Iuſtice, iceux heritiers eſtans mineurs ou en bas aage: ou que ores ne fut apparu aucun heritier. Art. 282. Et † ſ'il y a Chaſteau, Forteresſe, ou maiſon Noble, elle y aura ſa demeurance, tant & ſi longuement qu'elle demeurera en viduité.

NOYON Tit. 5. Art. 30. Entre perſonnes Nobles la vefue peut choiſir telle maiſon de ſon mary, qu'il luy plairra pour faire ſa demeure, ſa vie durant, ſoit qu'il n'y ait qu'vne maiſon ou pluſieurs: & doit ladite femme deuëment entretenir la maiſon de pel, torche & couuerture, comme vſufructuaire doit faire.

S. QVENTIN Tit. 6. Art. 95. La vefue d'vn Noble peut prendre & choiſir pour ſa demeure, telle maiſon, manoir & forteresſe, de celles qui ſont ſuiettes à ſon Douaire, qu'il luy plairra choiſir, auec les foſſez, baſſe-court, pourpris & enclos deſtinez eſdites maiſons, manoir & forteresſe: à la charge d'entretenir icelle maiſon, manoir & forteresſe de reparations menues & neceſſaires, comme vn bon pere de famille: leſquels maiſons & heritages elle prend hors part, pour en iouir entierement ſa vie durant tant ſeulement, auec la moitié du ſurplus des reuenus deſdits heritages.

RIBEMONT Tit. 9. Art. 97. Peut la vefue d'vn Noble prendre & choiſir l'vne des maiſons, telle que bon luy ſemblera, dont iouiſſoit ſon mary & elle. Et a ladite maiſon hors part & ſans diminution de ſon Douaire ou conuention matrimoniale, auec toutes les aiſances ou commoditez, fuſſent hors la maiſon: pourueu qu'elles ayent eſté deſtinees à l'aiſance ou commodité d'icelle, comme caues, greniers, celliers ou autres: ſinon que par traicté de partage il y ait conuenance au contraire. Art. 98. Doit ladite vefue faire declaration aux heritiers de ſon mary, trois mois apres le decés de ſon mary, de la maiſon qu'elle voudra prẽdre pour ſon habitation. Et ne ſeront tenus en cas de chois ou option les heritiers de la reparer & de la mettre en autre eſtat, qu'en l'eſtat qu'elle ſe treuuera. Art. 99. Autre choſe eſt, quand la Douairiere par ſpeciale conuention doit auoir maiſon certaine. Car en ce cas l'heritier la doit bailler à la Douairiere en bon & ſuffiſant eſtat.

q Le Bouteillier en la Somme Rurale parlant de la Couſtume d'Amiens, de la Chaſtellenie de Lille & de Tournesis, dit en ces mots, Et doit auoir maiſon de Douaire ſelon la valeur & quantité du fief, c'eſt à dire le chief lieu ou telle maiſon ſuffiſante que la valeur du fief peut ſouffrir, & ſelon la Couſtume d'Artois, d'Amiens, de l'Iſle, de Tournesis & du pays d'enuiron. Et ſelon la Couſtume de Verman dois, la Dame ou Damoiſelle aura par droit de Douaire le chef-lieu, & la maiſon de ſon Fief ou des Fiefs qui ſont demourez de ſon mary, ſoit Chaſteau ou non, pour Douaire. Et en vn ancien liure François intitulé, Li eſtabliſſement, Li Rois de France, de Paris & d'Orleans, &c. Gentil fame doit auoir li hebergement ſon Seignour, apres

Vefue auant ſon chois peut faire ſa demourance en la maiſon de ſon feu mary auec ſa famille, & y viure ſans adminiſtrer les biens ſinon, &c.

† *Ceſt Art. 282 eſt introduit de nouuel, en ce que la vefue du mary Noble, n'a ſa demeurance au chaſtel. forteresſe ou maiſon Noble, ſinon cependant qu'elle demeurera en viduité. Car par l'ancienne Couſtume, elle y auoit ſa demeurance, ſa vie durant, laquelle ancienne Couſtume a eſté pour ce regard abrogee.*

Douairiere dans trois mois doit declarer la maiſon qu'elle entend auoir pour ſa demeure, & l'aura en tel eſtat qu'elle ſe trouuera: ſinon qu'il

Source : BIU Cujas

luy fut donne vne maiſon certaine, & la doit l'heritier mettre en bon eſtat.

ſa mort, iuſques à tant cil qui doit auoir le retour de ſa terre, l'y ait faict herbergement auenant en bon eſtat & ſe elle ne ſ'y tenoit, cil luy porroit oſter par droict, puiſque ce fut en ſa defenſe que li herbergement fut empirez, & encores ſeroit elle tenue à amender les dommages, & ſe elle ne poit amender, porroit oſter li douaire, ainſi le porroit perdre par droict. Et tout ainſi deuroit elle tenir en bon eſtat vignes & arbres fruicts portans, ſe elle les auoit en ſon Douaire ſans copper & ſans mau-mettre. Par vn ancien Arreſt donné à la Touſſaincts 1269. vne Douairiere doit eſtre logee & fut ledict Arreſt donné au profit de la vefue de Richard de Harcourt, & par vn autre du 24. Iuillet 1386. vne vefue du Concierge de l'Hoſtel du Roy à Compiengne à ſon habitation par Douaire audict Hoſtel à la charge de la Conciergerie.

Douairiere en quelles choſes n'a poinct de part & portion.

AMIENS Tit. 6. Art. 120. L'heritier du defunct ou le proprietaire des Fiefs & heritages chargez de DOUAIRE, eſt tenu de bailler & aſſigner à la vefue Douairiere, maiſon de Douaire, ſelon l'eſtat d'elle, quand eſdictes terres & heritages y a maiſon & edifices: mais quand il n'y en a, n'eſt tenu luy en bailler. Art. 121. La vefue ne peut pour raiſon de ſon Douaire pretendre aucun droict és Chaſteaux & lieux forts, qui furent à ſon mary. Mais ſ'il ne laiſſoit autre maiſon, qu'vn ou pluſieurs lieux forts, ou vne ſeule maiſon non forte: en chacun d'iceux cas, ledict heritier ou proprietaire eſt tenu liurer maiſon de DOUAIRE à ladicte vefue: à la charge d'entretenir par elle de Pel, verge & couuerture ſeulement.

MONSTREVL Art. 41. La Douairiere n'a part ne portion au donjon, chaſteau, forteresſe de la Seigneurie, où elle à ſon Douaire: mais appartient tout à l'heritier. Et en la baſſe court & autres edifices, elle y a ſon Douaire: à la charge d'entretenir les edifices de couuerture, pel & verge.

BEAVQVESNE Art. 15. Si le mary delaiſſe pluſieurs maiſons, ſon heritier choiſit laquelle il veut: & apres la Douairiere a le chois de prendre celle que bō luy ſemble, pour y demourer ſa vie durant, à la charge d'entretenir de pel, verge & couuerture. Art. 16. Et ſ'il ne laiſſe qu'vne maiſon en Fief, la vefue y a la moitié pour ſa demeure, ſi mieux n'aime l'heritier luy bailler autre maiſon ſuffiſante ſelon l'eſtat de ladicte vefue: & à l'equipollent de la part qu'elle pouuoit auoir en la maiſon delaiſſee.

S. PAVL Tit. 6. Art. 46. *A la fin.* Et eſt tenu ledict heritier & poſſeſſeur aſſigner ou liurer maiſon de Douaire à la vefue ſuffiſant, ſelon ſon eſtat, quand en iceux Fiefs & heritages y a maiſons & tenemens. Car ſ'il n'en auoit aucuns, icelle vefue n'en auroit poinct.

CHAVNI Tit. 24. Art. 134. Si vn homme Noble decedant, a pluſieurs maiſons, il loiſt à ſa vefue ſuruiuant d'eſlire & choiſir pour ſa demeure à vie & droict de Douaire, laquelle deſdictes maiſons qu'il luy plaiſt. Mais ſ'il n'y auoit qu'vne maiſon la vefue n'en doit auoir pour ſon droict de Douaire, que portion & moitié.

BOVLLENOIS Tit. 23. Art. 109. N'a la Douairiere aucun droict de Douaire aux chaſteaux & maiſons fortes ou collombier & portes de la maiſon demourant. Toutesfois à la moitié de toutes autres maiſons, granges & eſtables pour les Fiefs, & au tiers pour les cottieres, en faiſant ſon apprehenſion & limitation, comme deſſus. Art. 110. En faiſant par la Douairiere la limitation tant en Fief, comme en cottiere, demeure la premiere part en chois & election de l'heritier choiſiſſant par apres pour les cottieres, la Douairiere telle partie des deux demourez tels que bon luy ſemblera. Art. 111. Toutesfois en faiſant par l'heritier maiſon de demeure ſuffiſant & comme à ſon eſtat appartient ſur la court & la part de la DOUAIRIERE equiuallente à la part qu'elle pourroit pretendre ſur le corps du logis, demeureroit le tout d'iceluy logis au profit d'iceluy heritier. Art. 112. Et ſ'il y a pluſieurs maiſons aians appartenu au defunct ſon mary, l'heritier pourra bailler pour demeure maiſon, grange & eſtable à la Douairiere, tel qu'il luy appartient, ſelon la limitation. Art. 113. Laquelle maiſon, grange & eſtable, icelle vefue doit entretenir la vie durant ſuffiſamment, comme vn bon pere de famille eſt tenu faire.

PERONNE Tit. 6. Art. 147. Femme Noble doit auoir outre le Douaire, la maiſon & lieu Seigneurial, qui appartenoit à ſon mary, auec les iardins & foſſez pour ſa demeure, & pour en iouyr ſa vie durant, à la charge de les entretenir comme deſſus. Et ſi le mary en auoit pluſieurs, peut choiſir l'vne d'icelles pour ſa demeure tant qu'elle demeurera en viduité. Et †† ſi elle ſe remarie, perd la iouyſſance de la maiſon: mais ſ'il en a vne autre, elle l'aura apres que l'heritier aura choiſi celle qu'il voudra des deux: ſinon qu'il y ait conuention au contraire. Art. 148. Toutesfois ſi par le contract de mariage eſt aſſignee à la fem-

†† *Ces mots, Et ſi elle &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

Source : BIU Cujas

me vne maison pour sa demeure, elle n'en peut prendre ne choisir d'autre apres le mariage dissolu. Art. 149. L'heritier n'est tenu faire reparer la maison choisie par la Douairiere : ains seulement luy bailler en tel estat qu'elle est : mais est tenu bailler en bon & suffisant estat à la Douairiere, ce qui luy aura esté accordé par son contract de mariage.

Heritier n'est tenu donner en bõ estat la maison choisie par la Douairiere: sinõ qu'elle fut accordee par contract.

ARTOIS Tit. 7. Art. 179. Si le trespassé delaisse diuerses maisons sur heritages Feodaux, l'heritier peut prendre & choisir, celle qui mieux luy plaist : & la Douagere a le chois apres iceluy heritier, de prendre l'vne des autres pour y demourer sa vie durant tant seulement, à la charge de l'entretenir de pel, latte, closture & couuerture. Art. 180. Si le trespassé ne delaisse qu'vne maison en Fief, l'heritier est tenu de bailler en icelle à la Douagere, demeurance de la moitié, ou faire à ses despens, maison & demeure & en Fief suffisant selon l'estat de la vefue eu regard à la maison delaissee par feu son mary, & à l'equipollent de sa part qu'elle y pourroit auoir à la charge de l'entretenir, comme dessus.

Heritier choisit le premier.

NIVERNOIS Chap. 24. Art. 13. Femme douee sur partie de la maison ou heritage de son mary, n'est tenue de proceder à diuiser auant xl. iours apres le decez du mary. Et quand à la maison, ou elle se pourra conuenablement & sans dommage diuiser, elle demeure à l'heritier, en recompensant raisonnablement la vefue d'vne autre maison & demeurance selon son estat.

Douairiere n'est tenu de partir & diuiser auãt xl. iours.

Heritier prenant la maison du defunct, doit en bailler vne autre à la vefue.

TOVRS Tit. 30. Art. 329. Si † le mary auoit plusieurs Chasteaux ou maisons, le principal heritier aura & prendra tel chasteau, ou maison, qu'il voudra: nonobstant †† que par contract de mariage y eust conuention au contraire. Et ladicte vefue aura celuy des autres Chasteaux, ou maison, qu'elle voudra, qui luy sera precompté sur son Douaire. Et si le defunct n'auoit que la maison, où il est trespassé, elle y aura sa demeure, au cas qu'elle & les heritiers y puissent auec elle commodement loger.

† *Cest Art. 329. est prins du 2. Art. & de partie du 4. Art. ancien dudict Titre.*

†† *Ces mots* nonobstant *que &c. iusques à ce mot* contraire, *inclus ont esté de nouuel adiousstez.*

LODVNOIS Chap. 3. Art. 2. Et si le mary &c. p. *à Tours*. Art. 329. qu'il luy plaira, & la vefue aura le second, par Douaire, pour soy loger, qui luy sera precompté.

ANIOV Tit. 15. Art. 309. Femme Noble est fondee de demourer en la maison de son mary Noble defunct, iusques à ce que l'heritier luy ait pourueu de logis aduenant, selon la qualité de la succession. Et s'il n'y a qu'vn logis, elle en aura la troisiesme partie. Mais ainsi n'est pas de la femme du coustumier. Car elle ne peut demander maison pour sa demeure, s'il ne luy eschet en son Douaire. Toutesfois elle ne pourra estre dessogee de la maison de son mary, iusques à ce qu'on luy ait baillé son Douaire.

LE MAINE Tit. 16. Art. 322. p. *à Aniou*. de son Douaire ou prouision de son Douaire, sinon &c.

GRAND PERCHE Tit. 6. Art. 115. † Femme vefue peut demourer en la maison de son feu mary par an & iour, apres le decez d'iceluy : pourueu qu'elle ne se remarie dedans ledict temps. Et où il n'y auroit qu'vne maison, ledit tẽps passé en sortira. Mais où il y auroit plusieurs maisons, apres que l'heritier en aura prins & choisi vne pour luy, la femme pourra demourer en telle des autres maisons, qu'elle voudra choisir, durant la viduité seulement : & ne luy sera la maison comptee pour Douaire : mais l'aura outre & par dessus iceluy.

† *Cest Art. 115. est accordé pour auoir lieu à l'aduenir.*

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 250. *A la fin.* Et si †† le mary auoit plusieurs chasteaux ou maisons, l'heritier aura & prendra le chasteau ou maison, lequel qu'il luy plaira, & la vefue l'autre : sinon qu'autrement fut conuenu. Art. 258. La femme apres le decez de son mary n'est tenue de diuiser la maison & heritage de son mary, auquel elle aura par Douaire coustumier ou conuentionnel, la moitié, iusques à xl. iours apres le decez. Et si la maison ne se pouuoit conuenablement diuiser, elle demeurera à l'heritier, en recompensant premierement la vefue d'vne autre maison & demeurance.

†† *Ces mots* Et si le mary *&c. ont esté de nouuel adiousstez.*

Mary ne peut bailler à sa femme le principal hostel pour tõber au Douaire de la femme sans le consentement de son heritier.

POICTOV Tit. 4. Art. 262. Le mary en asiette qu'il feroit à sa femme de son Douaire & à diuis ne luy peut bailler son principal hebergement au preiudice & sans le consentement de son heritier : mais l'hebergement sera compté au Douaire : & † en aura la femme le tiers de l'estimation par Douaire soit Noble ou roturier.

† *Ces mots,* Et en aura *&c. iusques à la fin, ont esté adiousstez à cest Art. 262. qui estoit le 306. pour auoir lieu à l'aduenir pour le regard du Douaire roturier.*

XAINCTONGE Tit. 9. Art. 75. *A la fin.* Et sera la Douairiere logee cõpetemment en logis Noble ou roturiere, franc & quitte, & aura son Douaire à part & diuis, si elle le requiert: excepté la maison principale ou autre à eslire par l'aisné: ensemble le Quint des choses Nobles deu pour le droict d'aisnesse : lesquels ne sont suiects à Don n'a Douaire : & en iceux n'escheoit en aucune maniere.

BRETAGNE Tit. 20. Art. 458. Et si la Douairiere n'estoit logee suffisam-

Source : BIU Cujas

ment, elle le doit estre au principal manoir.

SEDAN Tit. 10. Art. 213. Femme vefue Noble ou roturiere, outre son Douaire prend & emporte contre les heritiers de son mary, vne des maisons d'iceluy, telle que bon luy semble. Toutesfois où il n'y en auroit qu'vne, si elle estoit suffisante pour les heritiers & elle, selon la qualité de leurs personnes en prendra la vefue la moitié seulement, en vsufruict: & les heritiers l'autre moitié. Et si elle n'estoit suffisante, la Douairiere pour ce regard, sera preferee aux heritiers. Toutesfois quant aux maisons fortes & Chasteaux appartenans à Seigneur souuerain, le contenu au present Art. n'a lieu. Art. 214. Et si la vefue Douairiere se remarie, & y a enfans de son premier mary, & d'elle, iceux paruenus à l'aage de xvii. ans & au dessus, si les enfans par l'aduis de leurs Tuteurs & parens requierent & veulent auoir ladicte maison pour leur demeurance, icelle Douairiere leur mere sera tenue la leur laisser & n'y aura son habitation, la recompensant par eux d'autant que le loger de ladicte maison vaudra par chacun an.

Douairiere cõme doit auoir recompense de la maison, si les enfans paruenus à l'aage de xvij. ans la veulent auoir.

BOVLLENOIS Tit. 23. Art. 100. Et est la Douairiere chargee en sa part & portion durant sa vie, des charges realisees, rentes foncieres & hypotheques precedens la consommation du mariage.

Douairiere quel les charges doit payer.

LAON Tit. 4 Art. 39. Ladicte vefue doit pour les heritages, qu'elle tient en Fief r porter les charges de l'Arriereban, & les acquiter pour le temps que ledict Douaire a eu cours.

r Onera fructuum, sunt tributum, & stipendia l. neque 13. D. de impensis in res dot fact. l. 7. §. 2 & l. 27. §. 3. D. de vsufr. l. 28. D. de vsufr. leg. l. 27. D. de æd. ed. l. 16. D. Qui pot. in pignor. hab. vide l. 102 in fine. De leg. 3. & du Moulin sur la Coustume de Paris Art. 22. quest. 47. & sur la Coustume de Laon Art. 39.

CHALONS Tit. 8. Art. 53. p. *a Laon* en Douaire estans en Fief, &c. doit porter, &c. a cours.

Douairiere doit payer la moitié des charges de Fief, Arriereban.

RIBEMONT Tit. 9. Art. 86. Femme qui prend Douaire Coustumier: est tenue de la moitié des charges de Fief, mesmes de contribuer à l'Arriereban.

AMIENS Tit. 6. Art. 122. La †† vefue &c. p. *à Laon* aura &c.

†† *Cest Art. 122. est de nouuel adiousté.*

PERONNE Tit. 6. Art. 145. *A la fin.* Est aussi tenue de payer le Ban & Arriereban, à cause des Fiefs, dont elle iouist en Douaire.

NIVERNOIS Chap. 24. Art. 9. La Douairiere n'autre vsufruictiere n'ont droict de receuoir hommages, Denombremens, vser de Retenue, bailler Souffrance aux Vassaux, prendre les commises, faire baux à temps excedans IX. ans ne pareillement abbatre bois de haute fustaye: sinon pour les reparations des heritages de leurs Douaire & vsufruict, & pour chauffer & vser comme bon pere de famille: mais peuuent abbatre taillis, quand ils sont en couppe. Et si les ventes ont esté faictes par le proprietaire. L'vsufruict ou Douaire aiant lieu, le marché tiendra: mais les Douairieres ou vsufruictiere en auront les payemens escheans de leur temps. Art. 10. Aussi aux Douairiere & vsufruictiere appartiennent les autres fruicts des choses chargees de Douaire ou vsufruict: esquels sont comprins Quints denier, s lots, ventes, tiers deniers, collations & presentations de Benefices & autres semblables.

Douairiere ou vsufruictiere n'ont droict de receuoir hommages, Denombremens, vser de Retenue, bailler Souffrance aux Vassaux &c. Bois de haute fustaye. Taillis. Collations & Presentations de Benefices sont à la Douairiere.

s Cap. ex literis extra de iure patro. l. vsufructu legato D. de vsufr. Innoc. in cap. in literis De restit. spol.

TOVRS Tit. 30. Art. 331. S'il y a Chasteau és choses baillees en Douaire, le Capitaine doit faire le serment au proprietaire: aussi le proprietaire reçoit les hõmages deuz à cause des lieux baillez en Douaire: mais s'il y eschet rachats ou autres profits, ils viendront au profit de ladicte Douairiere.

Capitaine faict le serment au proprietaire. Hõmages faits au proprietaire. Quels droicts ou fruicts sont communs ou nõ entre la Douairiere & l'heritier.

LVDVNOIS Chap. 31. Art. 3. p. *a Tours*, sera tenu faire &c.

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 257. Si le Douaire est assigné sur chastel ou maison ou autre lieu noble, où il y a Fief, le proprietaire receura les hommages à cause des choses tenues en Fief. Et si le Douaire est constitué & assigné sur les deuoirs, droicts de Tailles & Bourdelages, & aucuns heritages, sur lesquels lesdicts deuoirs sont deuz, sont communs, c'est au profit du proprietaire: mais la Douairiere en doit iouyr & prendra les fruicts.

CAMBRAY Tit. 4. Art. 5. Si douaire est assigné sur vne Seigneurie, la douairiere doit auoir tous les fruicts, profits & reuenus annuels d'icelle, & les Reliefs & hommages & tous droicts Seigneuriaux: & aussi la creation des Officiers & l'exercice de la Iustice, auec les charges.

Douairiere quels droicts a en la chose suiette à son Douaire. Creation des officiers auec l'exercice de la Iustice.

RIBEMONT Tit. 9. Art. 95. La vefue d'vn Noble peut prendre apres le decez de son mary, le titre de la terre, dont iouissoit feu son mary, & s'intituler douairiere du lieu, dont son feu mary estoit Seigneur.

PERONNE Tit. 6. Art. 156. La vefue se peut nommer, durant sa viduité, Dame douairiere du lieu & Seigneurie qui appartenoit à son mary, suiect audict douaire, & l'heritier s'en peut nommer Seigneur simplement.

Douairiere peut prendre le titre du lieu de son mary & s'intituler Douairiere.

IX. VITRI Tit. 5. Art. 96. dame douairiere qui tient en douaire aucunes terres nobles, peut vendre t le reuenu desdictes terres & douaires, pour trois ans: mais si elle le vend à plus d'annees, elle en deura Quint deniers.

t Non est mirum Dotalitium vendi, cũ

Source : BIU Cujas

ſit inſtar vſufructus, quem Iulianus in l. 67. D. de vſufruct. dicit poſſe ab eo cui legatus eſt, etiam inuito herede, vendi extraneo l. 8. §. vlt. D. de peric. & commod. rei vend.

Douairiere peut vendre le reuenu du Douaire pour trois ans : & doit

Quint, ſi elle le vend à plus d'annees.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 4. Art. 16. La femme ne peut mettre hors de ſes mains ne bailler à autruy ſon Douaire couſtumier, ſans le conſentement des heritiers de ſon mary : auſquels elle eſt tenue de le preſenter, ſe auoir le veulent pour le pris qu'elle en treuue d'vn autre : & en leur refus de le prendre, elle peut faire ſon profit des fruicts, ſa vie durant tant ſeulement.

SEDAN Tit. 10. Art. 216. Si la Douairiere vend ſon Douaire, le proprietaire le pourra reprendre dedans l'an & iour : en rembourſant dedans XXIV. heures l'acheteur du pris, enſemble les loyaux frais & couſtemens.

PERONNE Tit. 6. Art. 160. Si † la Douairiere vend ou aliene à autruy ſon Douaire, l'heritier du mary ou autre ſuiect audict Douaire, le pourra retirer & auoir pour le pris qu'elle l'aura vendu.

CALAIS Tit. 4. Art. 65. p. *à Peronne.*

BERRI Tit. 8. Art. 18. Si †† la Douairiere ne veut iouyr par ſes mains de ſon Douaire : mais iceluy bailler à ferme, ou le ceder ou tranſporter à pris d'argent, les heritiers de ſon mary ſeront preferez à tous autres. Et ſi ledict bail à ferme eſt ia faict, pourront les heritiers du mary recouurer & remettre en leurs mains le Douaire, en payant la ferme à la Douairiere : & à ce faire eux obligeant & leurs biens. Et où il y auroit ſuſpicion notable, en baillant caution Bourgeoiſe, qui renonce au benefice de diſcuſſion. Et en cas d'alienation, ceſſion ou tranſport à pris d'argent, en rembourſant l'acquereur du pris par luy baillé & loyaux couſts & frais, pourront les heritiers du mary remettre en leurs mains ce dont la vefue iouiſſoit par Douaire par elle cedé & tranſporté.

MEAVX Chap. 22. Art. 173. La vefue apres le decez de ſon mary Noble, ſi elle tient Foreſts, qui ſoient en Douaire, ſi leſdicts Foreſts n'ont eſté vendues de memoire d'homme, * elle ne les peut vendre ne coupper ſans le conſentement expres de l'heritier. Art. 174. Et s'il y a bois & autres Foreſts, qui ayent eſté vendus, elle les peut vendre : ſuppoſé qu'elle n'y ait que ſon Douaire : en enſuiuant les monſtres & ventes anciennes & ſelon ce que ſon mary vendoit.

BAR. Art. 15. Tit. 211. Vefue qui tient bois taillis en Douaire, ne peut exceder les ventes anciennes & accouſtumees, ſans l'expres conſentement de l'heritier proprietaire.

VITRI Tit. 5. Art. 93. Quand vne femme tient par droict de Douaire aucuns bois ou Foreſts, qui iamais ne furent vendus de memoire d'homme, telle Douairiere ne les peut vendre, ſi ce n'eſtoit par le conſentement de l'heritier ou proprietaire, mais des bois & Foreſts, dont a vendu le ſurpris par autres fois, elle peut vendre : pourueu qu'ils ſoient en couppe, ainſi qu'on auoit accouſtumé. Et ſi ſon mary en auoit vendu aucuns de ſon viuant, à coupper à annees, le marché tiendroit : mais ladicte vefue en emporteroit les payemens *.

AMIENS Tit. 6. Art. 118. Quand au lot & partage de la vefue eſchet aucun bois de couppe, elle ne peut deſſoler ne faire abbattre, ſinon par couppes & tontures ordinaires en ſaiſon conuenable : & en doit vſer comme vſufructuaire & bon pere de famille. Art. 119. Et ſi en iceux bois, y auoit gros bois, qu'on nomme u perots ou tayons ladicte vefue ne les peut faire coupper ou abbattre ne les appliquer à ſon profit : meſmes ſi le proprietaire en faiſoit abbattre aucuns deſdicts perots ou tayons, ladite vefue ne peut y demander part : ſauf toutesfois que ledit proprietaire eſt tenu la recompenſer de la glandee, paiſſon & autres fruicts deſdits arbres.

MONSTREVL Art. 42. La Douairiere n'a rien en la proprieté des cheſnes & arbres fruictiers & ceux eſtans pour radots des maiſons : & ne les peut coupper n'abbatre, ſoit bois és maiſons & iardins : mais à l'vſufruict d'iceux arbres pour en prendre le gland, pommes, poires & autres fruicts pour ſa part & portion : & tiennent leſdicts cheſnes, pommiers, poiriers, & autres arbres condition de vray heritage, tout ainſi que le fonds.

BOVLLENOIS Tit. 23. Art. 108. La Douairiere a tant ſeulement droict de vſufruict és cheſnes, arbres fruictiers & ceux qui ſeruent de radots aux maiſons & iardins, ſans les pouuoir faire abbattre. Toutesfois ſi l'heritier les faiſoit coupper ou abbattre, en peut la vefue prendre la moitié : pourueu que ce ne ſoit pour

Douairiere ne peut mettre hors de ſes mains ſon Douaire Couſtumier ſans le conſentemẽt des heritiers, & leur doit preſenter.

Proprietaire peut retirer dãs l'an & iour le Douaire vẽdu en rembourſant dans xxviij. heures.

† *Ceſt Art. 160. qui eſtoit ancien à Mõtdidier a eſté de nouuel introduit pour auoir d'oreſnauant lieu és Preuoſtez de Peronne & Roye.*

†† *Ceſt Art. 18. eſt Couſtume nouuelle.*

Douaire eſtant tranſporté à pris d'argent, les heritiers du mary ſont preferez à tous autres.

Vefue Douairiere ne peut vendre les Foreſts de ſon Douaire ne les couper.

* *C'eſt à dire couppees & de la couppe, faire vente.*

* *S'entend en Douaire ce qui eſt plus clairement dit en la Couſtume de Sedan Art. 215. cy deſſous.*

Douairiere ne peut abbattre bois de couppe ſinon par couppes & tontures ordinaires en ſaiſon conuenable.

Perots, & Tayõs ne ſeront abbatus ou couppez par la Douairiere ou appliquez à ſon profit.

Douairiere n'a

u. Aucuns eſtiment que les perots ſont differens du Tayon & de l'eſtallon. Les Perots & Tayon ſont gros cheſnes ou gros arbres. Perot quand il a deux aages de la couppe du bois, & Tayon, quãd il a trois aages de la couppe du bois. Mais les Eſtalõs ſont lais, cheſnes & bailliueaux, qu'on laiſſe en couppant vn bois taillis pour les laiſſer venir en fuſtaye & ſont de l'aage du

Source : BIU Cujas

rien en la propriete des chesnes & arbres fruictiers & ceux qui sont pour radots, & en a seulement l'vsufruict.

bois tant seulement. Nous auons expliqué ces mots cy dessous & en la Conference des Ordonnances Liure xi. Tit. des Eaues & Forests.

employer en refection des maisons & iardins succedez audict heritier, ausquels elle ne prend droict de Douaire. Auquel cas, elle ne peut demander aucune portion aux arbres ainsi couppez par l'heritier : sinon aux couppiers. Art. 114. La Douairiere à son droict de Douaire pour l'vsufruict és bois à couppes ordinaires tant Fiefs, que cottiers, en delaissant les Estallons. Art. 115. Et quant aux bois blancs estans par dessus les couppes ordinaires, la Douairiere en a sa part, pour en prendre les profits vne fois à sa vie. Mais les pourra l'heritier retenir, en payãt la prisee : en telle valeur que s'ils estoient abbatus, xl. iours apres la prisee deuement faicte, par Iustice competente, l'heritier appellé deuement. Tit. 29. Art. 148. Chesnes que l'on dict Tayons de l'aage de xl. ans ou par dessus croissans sur les terres & biens d'aucun Seigneurs proprietaires, appartiennent du tout à iceluy Seigneur proprietaire : sans ce que l'vsufruictiere ou Douairiere y peut pretendre aucun droict : trop bien és bois de couppes ordinaires.

Chesnes ou tayons de l'aage de lx. ans.

PERONNE Tit. 6. Art. 159. L'heritier † peut vendre le gros bois suiect à Douaire, en recompensant la vefue du profit qu'elle y deuroit prendre : & aussi peut coupper du gros bois pour son vsage raisonnable, soit pour bastir ou pour chauffer, sans rien payer à ladicte vefue.

Heritier peut vendre gros bois suiet à Douaire † Cest Art. 159. a esté de nouuel adiousté pour auoir lieu à l'aduenir. Et pour oster les difficultez qui ont esté faictes par le passé, & pourroient estre pour l'aduenir.

SEDAN Tit. 10. Art. 215. Femme qui tient en Douaire aucuns bois &c. p. *a Vitri*. Art. 93. Forests ne les pourra vendre, si de memoire, ils n'auoient esté vendus ou couppez : mais en pourra vendre de ceux, desquels le surpoix auroit esté vendu ou couppé par autresfois : pourueu &c. tiendra & en emportera la vefue Douairiere les payemens *pro rata* du temps de son Douaire & pour sa portion.

S. PAVL Tit. 7. Art. 47. *A la fin.* Et si au partage de telle vefue escheent aucuns bois, où il y ait gros chesnes, comme peres & tayons, ne les peut abbatre ne faire coupper autre chose que les couppes ordinaires, comme vn bon pere de famille doit faire.

Peres & tayons.

ANIOV Tit. 15. Art. 311. *A la fin.* En outre pourra pour son chauffage prendre & auoir du bois mort, x & mort bois, sans ailleurs le pouuoir vendre, donner ou distribuer. Et si à la Douairiere est laissé où baillé par Douaire, terre ou Seigneurie, où il y ait Forest, elle iouyra des ventes des bois ordinaires, qui y ont accoustumé d'estre tenues d'ancienneté, sans en faire vile distraction. Et si le Seigneur n'auoit tenu qu'aucunes ventes de bois non accoustumees, la Douairiere n'en pourroit iouyr. Et aussi seroit elle punie par priuation de Douaire, quand elle vendroit ou alieneroit des choses dudict DOUAIRE, par heritage, & en tous autres cas, où par sa coulpe l'heritier seroit endommagé, és choses qu'elle tient par Douaire. Et en outre l'heritier la peut contraindre par Iustice, à les reparer & desdommager. Et à semblable est il du Bail & de tous vsufruictiers.

x Ces mots, bois mort, & mort bois ont esté expliquez cy dessus en la premiere partie de ceste Conference Tit. XI. & au Liure XI. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. des Eaues & Forests, où il faut auoir recours.

Douairiere doit bailler caution selon droit.

LE MAINE Tit. 16. Art. 324. Et aussi seroit elle punie &c. p. *a Aniou.* Art. 311.

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 262 La Douairiere peut, en appellant l'heritier ou en son defaut ou absence par auctorité de Iustice ordinaire prendre du bois de haute fustaye, pour reparer les maisons & choses neceſſaires en son Douaire.

X. CHASTEAVNEVF Chap. 8. Art. 60. La Douairiere est tenue y en luy faisant deliurance de son Douaire, bailler caution de iouyr & vser des choses à elle baillees, ainsi qu'vsufruictier est tenu bailler selon Droict.

y La Coustume de Bar. Art. 89. mise cy dessus dit que la Douairiere doit bailler caution, si elle se remarie, ou bien s'il y a enfans : laquelle n'a peu commodement estre tiree du lieu, où elle a esté mise sans confusion comme en cas pareil celle d'Auxerre Art. 216. veut qu'elle baille caution selon droict Niuernois Chap. 24. Art. 11.

Douaire retourne aux heritiers du mary en tel estat qu'il se trouue lors du decez de la femme : fors ce qui est escheu pour les rentes ou deniers des termes passez.

BRETAGNE Tit. 20. Art. 468. Et si elle est endouairee & on luy ait baillé terres, maisons ou bois, qui porte fruicts, moulins estangs ou autres choses, si elle les laisse deperir, parquoy l'heritage soit moins vallant, elle sera dessaisie du Douaire, & sera regardé le dommage qu'elle aura faict, & d'autant comme le dommage sera estimé, le reuenu du Douiare sera diminué, & ce qui en deura demeurer à la Douairiere luy sera baillé par la main de l'heritier principal.

XI. CLERMONT Tit. 13 Art. 165. Quand la femme tient en Douaire aucune chose noble, apres le trespas de ladicte femme il reuient aux heritiers de son mary, en tel estat que trouué est tel Douaire, soit qu'il y ait bois aagez à coupper, estangs à pescher, vignes prestes à vendanger, bleds, mars ou herbes prests à faucher ou soyer : fors s'il y a rentes ou deniers escheus de termes passez

Source : BIU Cujas

deuant ſon treſpas. Car ce qui eſtoit & eſt eſcheu, demeure au profit des heritiers de ladicte Douairiere.

VITRI Tit. 5. Art. 94. Quand aucune femme vefue tient aucuns heritages & elle va de vie à treſpas, l'heritier proprietaire du Douaire incontinent apres ledit decez reprend les heritages en l'eſtat qu'ils ſont au iour du decez : c'eſt à ſçauoir ſ'il y a prez à faucher, vignes à vendanger, bleds à moiſſonner, fruicts à cueillier, il emporte auec l'heritage les z deſpouilles, ſans payer les labourages. Et poſé que par la Couſtume generale dudict Bailliage, les bleds & autres grains ſemez & couuerts, la vigne, pommes, poires, gland & autres fruicts apres la S. Iean, les prez depuis la my-May ſoient meubles : toutesfois les heritiers de telle Douairiere n'emportent leſdictes deſpouilles, mais appartiennent au proprietaire du Douaire. Et ſi ne peuuent les heritiers de telle Douairiere frauder le droict du proprietaire, deſpouiller *præmaturè*, les heritages chargez de DOUAIRE. Art. 95. Et où ladicte Douairiere auroit baillé & laiſſé de ſon viuant à moiſon de grain ou ſomme d'argent aucune deſdictes terres, vignes, prez, iardins & autres heritages chargez de ſon DOUAIRE, à payer leſdictes moiſons au iour de S. Martin d'hiuer, comme il eſt accouſtumé faire, ſi ladicte vefue decedoit auant ledit iour de S. Martin, depuis toutesfois que leſdictes terres ou prez ſeroient deſpouillez, les vignes vendangees & les fruicts cueillis, l'heritier de ladicte Douairiere emporteroit meſmemẽt leſdictes moiſons, à cauſe que les deſpouilles ſont ameublies, comme ſeparees du fonds, nonobſtant que le iour du payement ne ſoit eſcheu au iour dudict decez. Car c'eſt depuis ladicte deſpouille & iuſques au iour de S. Martin n'eſt ſeulement que delay de payement.

LAON Tit. 4. Art. 40. Si †† les heritages tenus en Douaire eſtoient preſts à deſpouiller au temps du treſpas de la Douairiere, le proprietaire doit auoir la deſpouille en l'eſtat qu'il eſt, en rendant toutesfois aux heritiers ou aians cauſe de la DOUAIRIERE les labeurs & ſemences.

CHALONS Tit. 8. Art. 54. p. *a Laon.* ce neantmoins le proprietaire &c. de l'heritage en l'eſtat &c. en rendant aux heritiers de la DOUAIRIERE les labeurs, ſemences & impenſes, ou bien doit permettre qu'ils cueillent les fruicts deſdicts heritages.

REIMS Tit. 9. Art. 252. Si † les heritages eſtoient preſts à deſpouiller au temps du treſpas de ladicte DOUAIRIERE, le proprietaire en rendant aux heritiers d'icelle, les labeurs & ſemences, doit auoir la deſpouille d'iceux.

CALAIS Tit. 4. Art. 64. p. *a Laon*, la deſpouille & l'heritage en l'eſtat &c. labours &c.

AMIENS Tit. 6. Art. 123. p *a Laon.*

CHAVNI Tit. 22. Art. 127. S'il aduenoit que ladicte vefue tenant DOUAIRE decedaſt auant que deſpouiller & ameublir les fruicts eſtans croiſſans ſur heritages tenus au titre de DOUAIRE : en ce cas les fruicts, attendu qu'ils ne ſont ameublez ne ſeparés de l'aire, ſeroient ou appartiendroient à l'heritier ou proprietaire d'iceux heritages, ſans pour ce rendre aucuns frais des labeurs parauant faicts en iceux heritages. Art. 128. Et pareillement prendra ou deura prendre la femme tenant DOUAIRE ce qui eſcherra des fruicts des heritages de ſon mary & pour moitié incontinent apres ladicte maintenue faicte comme deſſus.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 58. Quand aucune femme aiant droict de Douaire ou autre aiant droit de viage ſur aucune choſe reelle ſituee en ladicte Comté, ſoient maiſons ou autres fruicts & profits procedans des tontures & moiſons de choſes reelles, ſi le pied eſt couppé des arbres, fruicts & moiſons, pour leſquels on deuroit ledit Douaire ou vſufruict, ledict vſufructuaire a acquis le droict d'vſufruict ſuppoſé qu'il y euſt terme limité de payer iceluy vſufruict : & que parauant ledict terme eſcheu ladicte Douairiere ou autre vſufructuaire, allaſt de vie par treſpas le pied couppé.

BOVLLENOIS Tit. 23. Art. 107. La Douairiere decedant auant la my-May au iour de S. Baptiſte aiant faict labourer ou enſemencer terres eſtans de ſon Douaire, tant de bleds que mars eſtans en chacun deſdicts cas, les bleds iuſques au iour dudict my-May includ, & les mars iuſques au iour de S. Iean Baptiſte includ, ſont reputez immeubles demourans au profit de l'heritier du feu mary, en rendant les labeurs & ſemences aux heritiers de la Douairiere. Apres leſquels iours paſſez leſdicts aduesteures & emblaueures ſont reputez meubles ſuccedans aux heritiers de la Douairiere.

CAMBRAY Tit. 4. Art. 8. Douaire de quelque rente annuelle par lettres & à rachat du treſpas de la Douairiere, ſe doit paier à rate de temps, cõme vne rẽte viagere

z Voyez cy deſſus le Titre 111. de Paris & l. defuncta fructuaria D. de vſufru. Du Moulin ſur ceſte Couſtume entend le meſme de tout autre vſufruictier les fruicts pendans par les racines par la reigle propoſee par Accurſe in l. 1. C. de condict. indeb. que les exceptions ſe doiuent eſtendre aux cas ſemblables. Dauantage elle eſt eſtendue à choſe qui a moins de doute, & aux cas moins fauorables. Finablement on retourne au droict commun in d. l. defuncta D. de vſufr. vide Gloſſam & omnes D. D. in cap. ſtatutum. De præben. in VI. Il a eſté ſouuent iugé conformement à la loy de defuncta. D. de vſuf. que les heritiers des Douairieres & vſufructieres ont ſeulement les fruicts cueillis & abbatus au iour du decez de ladite Douairiere, ainſi qu'il fut meſmes iugé par arreſt pronõcé en robbes rouges du 19. iour de May 1589. ſur vn procez des heritiers de la Douairiere de la maiſon de Premont en Bourgongne euoqué en Parlement de Paris par lettres patentes du Roy Chopin Liure 3. des Couſtumes d'Aniou.

Deſpouilles ameublies par la recollection d'icelles ſont à l'heritier de la Douairiere encores que le terme ne ſoit qu'à la S. Martin.

†† *Ceſt Art. 40. a eſté adiouſté en corrigeant l'ancienne Couſtume, qui eſtoit que quand aucuns heritages tenus en Douaire eſtoiẽt preſts à deſpouiller au temps du treſpas de la Douairiere, les heritiers, auſquels appartenoit la proprieté, emportoient la deſpouille, reprenoient l'heritage en la forme qu'il eſtoit ſans eſtre tenu d'aucune recõpenſe des labeurs.*

† *L'Art. 252. eſt de nouuel adiouſté.*

Douaire & Droict de viage.

Rentes annuelles ou perpetuelles.

Source : BIU Cujas

viagere, mais s'il eſtoit aſſigné ſur rente fonciere ou à tiltre d'arrentement, le terme non eſcheu eſt reputé immeuble, & ſe reigle à l'exemple des fruicts pendans. Art 9. Douaire aſſigné ſur maiſon tenue à louage au iour du treſpas de la Douairiere, eſt deu à ſon heritier à rate de temps. Mais s'il eſt aſſigné ſur iardins, prez, bois ou terres labourables, les fruicts ou redhibences de l'annee dudit treſpas, ne ſont deuës à la Douairiere ny à ſes hoirs, ſi le pied n'eſt couppé deuant ſon treſpas. Art. 10. Neantmoins quant Douaire eſt aſſigné ſur terres labourables, ſi elles ſont adueſtuees au iour du treſpas de la Douairiere à ſes propres deſpens, fer & ſemence ſe doiuent rendre aux heritiers de la Douairiere.

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 263. La femme prend ſon Douaire en l'eſtat qu'elle le treuue apres le treſpas de ſon mary, ſoit garny de fruicts ou non: & auſſi le laiſſe à l'heritier de ſon mary, en l'eſtat qu'il eſt à l'heure de ſon treſpas, ſans rien recompenſer tant d'vne part que d'autre, des impenſes & labeurs faicts pour les fruicts du Douaire: & ſ'il y auoit deterioration, l'heritier dudit conſtituant en a action contre l'heritier de la Douairiere pour en eſtre recompenſé.

†† *Ceſt Art. 600. a eſté de nouuel adiouſté.*

BRETAGNE Tit. 23. Art. 600. S'il †† y a Douairiere ou autre vſufruictiere decedee, & les terres ſoient enſemencees, le proprietaire prendra ce que ſera en terre, payant & rembourſant les ſemences, engreis & labourages, à l'arbitrage que deſſus.

SEDAN Tit. 10. Art. 211. La femme apres le treſpas de ſon mary, ſi elle prend le Douaire Couſtumier, a les heritages en l'eſtat qu'elle les treuue: à ſçauoir ſ'il y a bled à ſciller, vignes à vendanger, prez à faucher ou autres fruicts pendans ſoient naturels ou induſtriaux: auſſi quand elle decede, les heritiers du defunct ou proprietaire reprennent les heritages en l'eſtat qu'il les trouuent lors du decés de la Douairiere, ſans eſtre tenus rendre aucuns frais, labourages ou ſemences. Art. 212. Toutesfois ou cas que la Douairiere, auroit de ſon viuant baillé à louage, moiſons de grains, ou penſion d'argent, aucunes terres, &c p. *à Vitry*. Art. 95. payer au iour Sainct, &c. accouſtumé ou autres termes ſi telle Douairiere decedoit auant les fruicts recueillis, les heritiers de ſon mary prendront les louages, penſions ou moiſons deſdits heritages. Mais ſi ladite Douairiere decedoit apres les fruicts recueillis, ores que le terme de payement de la penſion ne fut eſcheu, ils appartiendront aux heritiers d'icelle Douairiere.

Douairiere peut eſlire ſon Iuge.

XII. BRETAGNE Tit. 20. Art. 467. Femme † peut eſlire ſon Iuge en cauſe de Douaire, ſoit au ſuperieur ou inferieur.

† *Ceſt Art. 467. eſtoit le 441. ancien, duquel ont eſté rayez ces mots,* Et n'y a lieu de retraict à Cour inferieure: *leſquels ont eſté employez en l'Art. 26. mis cy deſſus partie premiere.*

BOVLLENOIS Tit. 23. Art. 103. S'il ſe fait contredit au Douaire pretendu, aura la Douairiere pendant le procés le tiers de ſa demande, de prouiſion de viure, en baillant par elle caution à tout le moins iuratoire de rendre le receu & perceu en fin de cauſe ſi faire ſe doit.

Douairiere a le tiers de prouiſion pour ſon viure: en baillant caution.

ANIOV Tit. 15. Art. 313. Femme peut demander ſon Douaire [a] en la Cour du Prince ou autre iuriſdiction capable. Et ſi le procés prend aucun delay, elle doit auoir prouiſion: c'eſt à ſçauoir la moitié de ce que de prime face elle eſt fondee de demander tant contre les heritiers du mary, que contre autres detenteurs.

LE Maine, Tit. 16. Art. 326. p. *à Aniou.*

XIII. BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 261. Si le mary a la proprieté d'aucune choſe, & vn autre y à l'vſufruict, la femme de celuy qui auoit la proprieté, y aura Douaire quand l'vſufruict ſera conſolidé auec la proprieté: nonobſtãt que ce ſoit apres la mort de ſon mary.

Douaire ſe peut augmenter l'vſufruict eſtãt finy.

POICTOV Tit. 4. Art. 263. p. *à Bourb.* y aura Douaire, ſi elle ſuruit, quand l'vſufruictier ſera mort, nonobſtant, &c. du mary.

†† *Ceſt Art. 466. eſt de nouuel adiouſté.*

BRETAGNE Tit. 20. Art. 466. L'vſufruict †† des heritages, deſquels le mary aura eu la proprieté durant le mariage, eſtant finy & retourné à la proprieté, le Douaire de la Douairiere eſt augmenté. Tit. 23. Art. 604 Toutes choſes creuës, iſſues & annexees en l'heritage de la nature de la terre, & qui ſe tiendront à la terre, apres le decés de celuy qui tiendroit l'heritage par vertu de donation, Douaire ou † vſufruict, demeurent à l'heritage. Art. 605. Et ſi celuy qui les tiendroit par vſufruict, y faiſoit aucuns edifices, ſans que celuy qui ſeroit heritier, ſe fut obligé de les payer, comme maiſons, moulins, preſſoirs, planteiz & autres choſes, il les perdroit: ſans qu'iceluy heritier en fut tenu reſpondre à l'vſufruictier & à ſes hoirs.

† *Ces mots,* ou vſufruict, *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Femme de baſtard n'eſt priuee de Douaire.

XIIII. ANIOV Tit. 15. Art 315. Femme de Baſtard prend par Douaire la tierce partie des acqueſts que le Baſtard auroit faits parauant le mariage: & des

[a] Au liure ſus allegué contenãt li eſtabliſſement li Rois de France, Gentis fame peut plaidoier de ſon Douaire en la Cour à celuy, à qui la Chaſtelerie ſera, ou en la Cour de S. Egliſe, & en eſt à ſon chois & volonté de prendre lequel qu'elle voudra. Il a eſté iugé par Arreſt plaidant de Thou vn Mardy matin au mois de Iuin mil cinq cens trente quatre, que le Douaire ſe peut pourſuiure contre l'heritier du mary, pardeuant le Iuge du domicile du mary, Vide l. exigere l. heres §. fin. D. de iudic. l. poſtulante. D. ad Trebell. Il ſe cognoiſt par quelques Arreſts anciens, que par les Couſtumes de

Source : BIU Cujas

France & d'Aniou les Douairieres pouuoient tirer par deuant le Iuge Royal ou en Cour d'Egliſe, ou pardeuant le Seigneur de Fief les cauſes de leurs Douaires. Et eſt dit encores que quand on peut plaider par option en Cour d'Egliſe, ou pardeuant le ſuperieur, n'y a renuoy pardeuant le Iuge ſubalterne. Iugé contre le ſieur de Mont-morency & le Comte d'Aniou à la Chandeleur 1267. & contre l'Eueſque de Beauuais à la Pentecoſte 1269. Toutesfois il ſe trouue vn Arreſt donné auparauant contre le Comte de Neuers, à la Chandeleur, 1264. qui eſt contraire: par lequel il eſt dict que cauſe de Douaire eſt ſuiette à Renuoy comme les autres, & qu'elle ne pouuoit eſtre traictee en Cour d'Egliſe. Mais auiourd'huy les Iuges d'Egliſe ſont du tout incompetens de cognoiſtre des cauſes de Douaires ſuiuant l'Ordonnance 1539. L'ancienne Couſtume de Berry eſcrite à la main Art. x. porte, que la Couſtume du Dohaire des fames vefues eſt telle, que quand empeſchement leur y eſt mis, elles peuuent venir au Roy ou à l'Egliſe: & ſi elles viennent au Roy, la cognoiſſance luy en demeure en quelque Iuſtice que li empeſcherres ſoit leuant & couchant.

acqueſts faicts durant & conſtant le mariage, elle les peut tenir moitié en pleine proprieté, & moitié par vſufruict à la modification ſuſdite.

Le Maine, Tit. 16. Art. 328. p. *à Aniou.*

Bar Tit. 7. Art. 93. Les vefues des Baſtards & Aubains ne perdent leur Douaire ne autres choſes que Couſtume donne aux vefues.

XV. Normandie Chap. 15. Art. 354. Si le pere ou ayeul du mary euſt conſenty le mariage, ou ſ'ils y ont eſté preſens, la femme aura Douaire ſur leur ſucceſſion; combien qu'elle eſchee depuis le decés de ſon mary pour telle part & portion qui luy en euſt peu appartenir, ſi elle feut aduenue de ſon viuant. Et ne pourra auoir Douaire ſur les biens que le pere, la mere ou ayeul auroient acquis, ou qui leur ſeroit eſcheu depuis le decés du mary.

Douaire a lieu en quelques lieux ſur les heritages du pere, ou ayeul & cõment.

Aniov Tit. 15. Art. 303. Si homme ſoit Noble ou Couſtumier, qui ait ayeul ou ayeule, pere ou mere ſe marie auec leur conſentement, & il meurt auant ſa femme, ſoit Noble ou roturiere, elle prendra en Douaire apres le decés, la tierce partie de telle portion, que ſon mary euſt prins en la ſucceſſion de ſes ayeul ou ayeule, pere ou mere, ſ'il leur euſt ſuccedé: Toutesfois elle attendra iuſques à ce qu'ils ſoient decedez: mais le pere ou la mere, ayeul ou ayeule du fils treſpaſſé, qui auroient donné conſentement, ſeront bien contraints de luy bailler aucune prouiſion ſur leur terre: c'eſt à ſçauoir la moitié du tiers de ce qui fut eſcheu à ſon mary par leur treſpas: & apres le decés deſdits pere & mere, ayeul ou ayeule, elle aura tout ſon Douaire entier: c'eſt à ſçauoir tout le tiers: mais ſ'ils ne ſ'y conſentent, elle n'auroit Douaire, ſinon ſur les choſes dont le mary eſtoit Seigneur au temps du mariage & de ſon decés.

Le Maine Titre ſeizieſme. Article 317. p. *à Aniou.* ſoit homme Noble, &c.

Poictov Tit. 4. Art. 260. Si pere ou mere Noble ou roturiere, marient leur fils, ou que le fils ſe marie du conſentement & volonté de ſes pere & mere, ou l'vn d'eux, ou que l'vn d'eux ait expreſſement aggreable le mariage, & ledict fils aille de vie à treſpas parauant celuy de ſeſdits pere ou mere, qui auoit faict, conſenty ou expreſſement eu aggreable le mariage, la bruz qui a ſurueſcu aura Douaire ſur les biens de celuy, deſdits pere & mere qui auroient conſenty ou eu aggreable le mariage: c'eſt †† à ſçauoir la moitié du tiers, tant du Douaire roturier que Noble, en la partie, qui euſt appartenu audit fils au temps de ſa mort, ſ'il euſt ſurueſcu celuy ou celle deſdits pere & mere, qui auroient conſenty le mariage: & apres la mort de celuy qui aura donné ſon conſentement au mariage, en la partie ſeulement qui euſt appartenu audit fils, ſ'il euſt ſurueſcu ſondit pere ou mere, tout ainſi que ſi ledit pere ou mere aiant conſenty le mariage fut allé de vie à treſpas parauant ledit fils: & au regard des pere & mere qui n'auroient conſenti le mariage ou iceluy eu pour aggreable, la bru ne prẽdra aucun Douaire ſur leurs biens auparauant n'apres leur decés.

†† *Ces mots,* C'eſt à ſçauoir la moitié du tiers tant du Douaire roturier que noble *ont eſté mis au lieu de ces anciens*, le tiers en la moitié du roturier, & le tiers au tiers du noble, *qui eſtoient au 204 Art. ancien: lequel pour ce regard a eſté reformé.*

Bretagne Tit. 20. Art. 462. Quand Noble homme marie ſon fils aiſné, ſi le fils meurt deuant le pere, la femme du fils doit eſtre endouairee du tier de la tierce partie de la terre du pere: ſinon † que le fils euſt d'ailleurs biens ſuffiſans, comme il a eſté dit cy deſſus. Art. 463. Et ſ'elle veut eſtre endouairee †† ſur le bien du pere, le pere ou ſes hoirs auront ce qu'auoit eſté promis de meubles à ladicte femme, s'il n'eſtoit payé: excepté ſon Trouſſel, c'eſt à ſçauoir, ſon lict, ſon coffre, ſes robbes & ioyaux qui luy demeureront quittes.

† *Ces mots,* Sinon que, *& ce iuſques à la fin ont eſté adiouſtez.*

XVI. Normandie Chap 15. Art. 385. S'il † y a enfans de diuers licts, b tous enſemble n'auront qu'vn tiers, demeurant à leur option de le prendre, au regard des biẽs que leur pere poſſedoit, lors des premieres, ſecõd. ou autres nopces

†† *Ces mots,* Sur le bien du pere, *ont eſté adiouſtez.*

b Voyez cy deſſus la Couſtume de Paris, Art. 255. Au reſte il a eſté iugé au profit de Nicole Choiſſon vefue de Maiſtre Iean Serillard, par Arreſt donné

Enfans de diuers licts ont le tiers és biens de leur pere.

† *Ces Art.385.386.387.388.& 389.ſont accordez pour Couſtume nouuelle.*

en Audience le 4.iour de Iuin 1585. plaidant Gillot & Robert, que les enfans auroient leur legitime, nonobſtant le Douaire prefix de la femme, & lequel ſuiuant ſon contract fut adiugé à la vefue, diſtraction prealablement faicte de la legitime pour l'enfant ſur les biens paternels, ores que le beau-pere euſt offert de les nourrir & entretenir, & qu'il ſeroit prins ſur le tout la ſomme de quatre-vingt liures pour l'entretenir aux Eſcholes. Pareil Arreſt prononcé en robbes rouges le 28.iour de Mars 1589. par lequel les creanciers du fils ont eſté ſubrogez au droict de legitime appartenans audit fils leur debteur en la ſucceſſion paternelle. Voyez Charondas Liure vii. Reſp 85. & Chopin ſur la Couſtume d'Anjou liure iii de mulieb. dotal.

& ſans que ledit tiers diminue le Douaire de la ſeconde, tierce ou autre femme. Leſquelles auront plein Douaire ſur le total bien, que le mary auoit lors de ſes eſpouſailles, ſi autrement n'en eſt conuenu. Art.386. Et ne pourront les enfans accepter le tiers, ſi tous enſemble ne renoncent à la ſucceſſion paternelle, & rapportent toutes donations & autres aduantages qu'ils pourroient auoir eu de luy. Art.387. Les enfans partageront le tiers ſelon la Couſtume des lieux, où les heritages ſont aſſis, à laquelle n'eſt en rien derogé pour le regard des partages, & ſans preiudicier au droict des aiſnez, & n'y pourront les filles auoir que mariage aduenant. Art.388. Et où le pere auroit fait telle alienation de ſes biens que le tiers ne ſe pourroit prendre en eſſence, ſes enfans pourront reuoquer les dernieres alienations, iuſques à la concurrence du tiers: ſi mieux les acquereurs ne veulent payer l'eſtimation du fonds du tiers en roture au denier xx. & en Fief noble, au denier xxv. Laquelle eſtimation ſera partagee egalement entre leſdits enfans. Art.389. Pareillement la proprieté du tiers des biens que la femme a lors du mariage, ou qui luy eſcherront conſtant le mariage ou luy appartiendront à droict de Conqueſt, appartiendra à ſes enfans, aux meſmes charges & conditions que le tiers du mary.

Enfans commandent partager le tiers des biens de leur pere.

Alienatiõs du tiers reuoquees.

† *Les Art. 460. & 461. reforment & amplifient les Art. 406. & 407. anciens.*

BRETAGNE Tit.29. Art.460. Quand † Noble homme a marié ſon fils aiſné, le fils aiſné ou ſes enfans doiuent auoir la iouiſſance du tiers de la terre du pere, & le pere doit auoir le meuble, qui eſt promis à la femme du fils. Toutesfois au cas que le fils aiſné auroit biens de la ſucceſſion de ſa mere ou d'ailleurs ſuffiſans pour honneſtement ſ'entretenir, ſelon ſon eſtat & qualité, le pere ne ſera contrainct luy bailler la iouiſſance du tiers de ſa terre: & auſſi ne prendra-il les meubles de la femme dudit fils. Art.461. Et au cas que le fils auroit le tiers, doiuent le pere & le fils faire prouiſion competente aux autres enfans, à la raiſon & à l'equipollent que le pere & le fils tiendroient & iouiroient deſdits heritages.

Aiſné fils a le tiers en la terre de ſon pere, & le pere le meuble promis à la femme: ſinon que le fils euſt biens d'ailleurs ſuffiſans.

XVII. VITRY Tit.1. Art.98. Quand vn homme marié vend les heritages qu'il auoit au iour de ſon mariage, & ſa femme ne le conſent, & ſon mary va de vie à treſpas, elle ne prendra pour cauſe du vendage, le Douaire qu'elle auoit ſur iceux heritages ainſi vendus. Mais ſi les heritages eſtoient de l'acqueſt fait par le mary, depuis le mariage de ladicte femme, ou qu'ils luy fuſſent eſcheus en ligne collateral depuis le mariage, en ce cas il peut les vendre, ſans le conſentement de ſadite femme. Car elle ne prend ſur iceux aucun Douaire.

Alienation empeſche Douaire, ſi la femme y a conſenty.

LAON Titre quatrieſme. Article quarante deux. Si le mary conſtant le mariage de luy & de ſadicte femme, auoit vendu aucuns heritages, qui luy appartenoient au iour dudit mariage, ou qui luy ſeroient eſcheus conſtant iceluy par ſucceſſion en ligne directe, ſans le conſentement de ſa femme, & ſans qu'elle euſt renoncé à ſon Douaire, peut icelle femme apres le treſpas de ſon mary, pourſuiuir les detenteurs deſdits heritages pour ſon Douaire. Lequel luy doit eſtre reſerué ſur iceux heritages: ſauf le recours de garentie aux detenteurs contre les heritiers du mary. Et † ſi le mary les auoit vendus du conſentement de ſa femme, & qu'elle euſt expreſſement renoncé au droict qu'elle peut pretendre en iceux: elle en doit eſtre recompenſee ſur autres heritages reſtans à ſon mary, ſoit de naiſſant, acqueſts ou conqueſts: ſinon que le pris des heritages vendus fut tourné au profit de la Communauté. Et où tels heritages defaudroient en tout ou en partie, la fortune en doit tomber ſur icelle.

Mary peut vendre les acqueſts ou heritages eſcheus en ligne collateral puis le mariage, ſans le conſentement de ſa femme.

CHALONS Titre huictieſme. Article cinquante ſept. Si le mary aliene aucuns heritages chargez de Douaire, ſans le conſentement de ſa femme, il eſt loiſible à la femme apres le decés de ſon mary, &c. p. *à Laon.* Art.42. pour le Douaire: ſauf aux detenteurs leur recours cõtre l'heritier du mary. Et peut ladite vef-

Alienation empeſche Douaire, ſi la femme n'a donné conſentement.

Source : BIU Cujas

† *Cest Art.42. a lieu pour l'aduenir & sans preiudice du passé, depuis ces mots,* Et si le mary, &c. *iusques a la fin. Discussion n'est necessaire.*

ue agir personnellemẽt contre l'heritier, & hypothecairemẽt contre le detenteur sans discussion prealable. Art.58. Et †† si le mary vend les heritages, sur lesquels est assigné Douaire de sa femme, si ladite femme consent ladite vendition, & renonce expressement au droict qu'elle y a, elle doit, &c. p. *a Laon.* Ar.42. heritages de &c. les deniers de l'heritage vendu, fussent tournez, &c. Et où les autres biens du mary ne seroient suffisans pour la recompenser, la fortune, &c.

REIMS T.9. Art.278. Le mary ne peut vendre, aliener, n'obliger, n'hypothequer les heritages chargés de Douaire Coustumier ou conuentionnel au preiudice dudit Douaire, sans le consentement exprés de sadite femme. Et † où elle l'auroit consenty, elle en, &c. p. *a Laon.* Art.42. Communauté, ou cas qu'elle voudroit partir contre les heritiers de son mary: & où les heritages, &c. sur elle au moyen de son consentement.

RIBEMONT Tit.9. Art.89. La femme, encores qu'elle ait renoncé au Douaire Coustumier, qu'elle auoit sur les heritages qui ont esté vendus par son mary constant leur mariage: peut neantmoins apres son trespas, si bon luy semble demander son Douaire sur les autres biens: sinon qu'elle ait esté recompensee, ou se faire releuer de la renonciation par elle faicte.

CHAVNI Tit. 10. Art. 51. Ne loist au mary vendre n'aliener ou charger ses heritages au preiudice de Douaire de sa femme, si elle n'y a expressement consenty & renoncé. Tit. 16. Art. 84. Les dons d'entre vifs, Testamens, venditions, & alienations des Fiefs ne se peuuent faire au preiudice des Douaires des femmes, si elles n'y ont expressement renoncé. Tit. 23. Art. 129. Où le mary constant le mariage de luy & de sa vefue, auroit vendu sesdits heritages à luy appartenant au iour du mariage, ou qui luy seroient escheus par succession en ligne directe ou partie d'iceux, sans charge du droict de Douaire, & sans de ce auoir recompensé icelle femme, si n'estoit qu'elle eust expressement consenty ou renoncé à son droict de Douaire, loist à la vefue apres le trespas de son mary, maintenue en son droict de Douaire, intenter son action pour son droict de Douaire à l'encontre des detenteurs desdits heritages. Et luy doit son droict estre adiugé sur iceux heritages, nonobstãt les vẽdues ou autres alienations saufà l'acheteur ou autres, leur recours de garentie contre l'heritier dudict mary.

c Vne femme aiant quitté le Douaire qu'elle auoit sur vne piece de terre, & prenant assignation ailleurs. Laquelle piece de terre estant depuis vendue à vn tiers du consentement de la Douairiere sans charge de Douaire. Encores que le fils n'ait satisfaict à sa promesse, & accomply la condition en baillant assignation ailleurs, ne peut icelle femme auec lettres pour estre releuee du consentement par elle ainsi prestẽ, s'addresser contre le tiers acquereur, ains se doit prendre à son fils, ainsi qu'il fut iugé par Arrest donné le dernier iour de Decẽbre 1565.

d En l'Addition du Titre x. nombre ix. nous auons monstré qu'il a esté iugé par Arrest que la femme peut auoir son Douaire, ores que le mary fut viuant.

PERONNE Tit. 6. Art. 151. Si la femme mariee constant son mariage, c vẽd hypotheque ou autrement aliene auec son mary, les heritages suiets à son Douaire ou partie d'iceux, & par le contract renonce à son droict de Douaire: telle alienation & renonciation n'est valable à son preiudice: sinon qu'elle eust esté deuement recompensee par son mary de son Douaire aliené, sur les autres biens & heritages du mary.

NORMANDIE Chap. 15. Art. 364. Si le mary durant son mariage a vendu de son heritage, la femme en peut demander Douaire à celuy qui possede.

TOVRS Tit. 30. Art. 328. Si le * mary sans le consentement de sa femme, aliene aucuns des heritages qui luy appartenoient lors de son mariage, la femme peut apres le trespas de son mary s'addresser contre les acquereurs pour la part que les choses vendues sont suiettes au Douaire: sinon qu'elle en eust eu recompense ou que le mary, durant le mariage eust faict autres acquests de pareille valeur, que les choses alienees, & que la femme se tint à la communauté. Auquel cas sera faict imputation desdits acquests au lien des choses alienees.

LODVNOIS Chap. 31. Art. 1. *A la fin,* Et si le mary durant le mariage fait aucune vente ou alienation de son heritage ou sur iceluy, auoit constitué aucune charge: ce sera sans preiudice du Douaire, si elle n'y auoit donné consentement: & se pourra addresser par action contre le detenteur, si bon luy semble.

ANIOV Tit. 15. Art. 306. Si d le mary Noble ou Coustumier vend, donne ou autrement aliene de son heritage & chose immeuble depuis qu'il est marié, & sa femme n'y soit obligée ou consentant par exprés, elle pourra demãder son Douaire sur iceluy heritage & chose immeuble à ceux qui tiendront apres la mort de son mary. Car plustost n'y eschet. Art. 319. Si hõme marié est dissipeur & degasteur de biẽs & de mauuais gouuernemẽt & pour ses debtes, ses heritages soiẽt vẽdus par Iustice ou autremẽt, sa femme à qui droict de Douaire est acquis moyennãt ledit mariage, peut & luy loist soy opposer pour son Douaire, que les heritages de son mary ne soient vẽdus: sauf la proprieté pour la portion qu'elle en doit auoir par

†† *Cest Art. 58. est adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ces mots,* Et où elle *&c. iusques à ce mot* conquest, *ont esté de nouuel adiouslez.*

Femme nonobstant l'alienatiõ des biens suiets à son Douaire où elle a parlé, ne laisse de le demander sur les autres biens ou se faire releuer de la renonciation.

Alienation des heritages suiets au Douaire n'est valable, ores que la femme y ait renoncé, si elle n'a esté deuement recõpensee.

* *Voyez ce qui est noté sur le 326. Art. de ceste Coustume cy dessus.*

Femme comme se peut opposer pour son Douaire quand les biens de son mary sont vẽdus

Source : BIU Cujas

Douaire : pourueu qu'elle ne soit expressement obligee des debtes, soient reelles ou personnelles, ou qu'il apparust icelles debtes auoir esté creés pour le profit & vtilité de la femme. Et aura & sera deliuré à ladite femme, si son mary est de l'estat susdit, supposé qu'il soit encores en vie, de sondit heritage, pour en iouir des fruicts, comme vne Douairiere de telle portion, comme elle en auroit par Douaire, apres le decés de luy. Toutesfois si apres le decés de son mary, icelle femme n'auroit renoncé à meubles & acquests communs, faudroit qu'elle payast sa part d'icelles debtes: nonobstant telles oppositions.

Femme sans auctorisation n'autre prouisiõ que de Iustice, peut poursuiure l'interruption contre les acquereurs au dedans de trente ans.
* Al. *L'Adiudication.*
†† *Ceſt Art. 470. eſt de nouuel adiouſté.*

Le Maine, Tit.16. Art.319. Si le mary, soit Noble, &c. p. *à l'Art.306. d'Anion.* Art.331. p. *à Anion.* Art.319. apres le decés de luy, & contre la vente qui se feroit desdits heritages par Iustice, pourroit venir par opposition. Et contre celles, qui ne se feroient par Iustice, elle sera receuë par action: mais la proprieté desdits heritages de son Douaire pourra estre vendue pour lesdites debtes, sans qu'elle le puisse empescher. Et audit cas que le mary vend de ses heritages sans le consentement de sa femme, elle pourra interrupter les acquereurs, & sera receuë en iugement à poursuiure ladite interruption, & aussi le procés d'opposition sans auctorisation, n'autre prouision que de Iustice ordinaire : & pourra intenter ladicte interruption dedans xxx. ans : mais quant à l'opposition de la vente qui se feroit par Iustice, faudroit qu'elle fit faire diligence parauant ladite iudication * de decret.

Bretagne T.20. Art.470. Et †† au cas que la femme consentiroit à l'alienation du propre du mary, elle perdra son Douaire, sur les choses alienees, sans pouuoir pretendre qu'il luy soit remply sur les biens qui resteront lors du decés du mary.

Artois Tit.7. Art.174. Si les heritages chargez du droict de Douaire, sont rapportez & hypothequez, pour aucune redeuance annuelle creé & assise sur iceux heritages auparauant le mariage, la deduction d'icelle rente ou redeuãce se doit faire: pareillement des rentes foncieres & du droict de Douaire, si aucun en y auoit sur lesdits heritages precedens : & sur le residu des profits desdits heritages, se peut prendre & cueillir ledit droict de Douaire, comme dit est: mais le premier Douaire mort ou les rentes estaintes, icelle femme reuient à son plain droict. Art.175. Mais quant aux hypotheques subsequentes & durant le mariage ce ne l'empesche en la perception entiere de prẽdre Douaire: n'estoit qu'elle eust apprehendé les meubles : auquel cas elle les deuroit.

Grand Perche, Tit.6. Art.119. Si le mary sans le consentement de sa femme, vend son heritage suiet à Douaire, e du tout ou en partie, la femme peut apres le decés de son mary, demander son Douaire à l'acheteur sur les heritages ainsi vendus.

e Nonobstant quelque laps de temps, qui ait couru, & nonobstant les Criees & adiudication par decret, faictes en consequence de la vente, pourueu que tel mariage soit public, & non clandestin.

Sedan Tit.10. Art.209. Le Douaire de la femme soit prefix ou Coustumier, ne peut estre vendu, quitté & aliené par le mary constant le mariage: ores que la femme le consentit: & où elle consentiroit, le mary sera tenu la recompenser sur heritages de pareille valeur appartenans à son mary, soit, &c. p. *a Reims.* Art.278. conquests pour en iouir à pareille condition que de son Douaire, quand Douaire aura lieu : & où, &c. sur ladite vefue, &c. Art.210. Mais les heritages chargez du Douaire peuuent particulierement estre vendus, alienez, obligez & hypothequez par le mary, auec le consentement de sa femme : auquel cas ladicte femme n'en doit estre aucunement recompensee : sinon qu'elle renonçast à la Communauté, apres le decés de son mary : enquoy faisant, elle sera recompensee des heritages vendus chargez de sondit Douaire.

TIT. XII. DE GARDE NOBLE & Bourgeoise.

Art.265. PARIS.

Garde Noble par qui se doit accepter.
† *Les Art. qui sont sous ce Titre, ont esté mis au lieu des*

Il † est loisible au pere, mere, ayeul ou ayeule, Nobles demeurans dedans la ville de Paris, ou dehors, accepter [a] la Garde Noble de leurs enfans, apres le trespas de l'vn d'eux.

Art.266. PARIS.

Pareillement est permis aux [b] pere & mere Bourgeois de Paris,

a Ce droict de Garde Noble ou Bourgeoise, est introduit à l'exemple de la Tutelle: & neant-moins est different de la Tutelle par ce que la Garde Noble est plus profi-

Source : BIU Cujas

table & honorable, n'estant tuict à rendre compte des fruicts & reuenus des mineurs par la plus grand part des Coustumes. Mais les Tuteurs & Curateurs sont tenus rendre compte de tous les biens & reuenus de leurs mineurs. Ces Gardes Nobles ou Bourgeoises ou roturieres sont au lieu des Tutelles legitimes, desquelles il sera parlé cy dessus en l'Addition de ce Titre Nombre vii. Balde cons. 145 ou comme aucuns disent à l'exemple du droict Romain, par lequel le pere doit iouir des biens de ses enfans estans en sa puissance l. cum oportet. C. de bonis quæ lib. Voyez Du Moulin sur l'Art. 4. de la Coustume de Blois. Au reste, Tutelle ou Garde Noble ne se peut deferer par lettres patentes contre la Coustume, ainsi qu'il fut iugé par Arrest de releuee du 4. Ianuier 1577. contre le Sieur de Gourdan, l'estant fait adiuger la Tutelle ou Garde Noble des enfans de sa femme.

b La Coustume ne parle point de l'ayeul ou ayeule. Et ainsi par Arrest du 19. Octobre 1593. donné entre Maistre Guillaume Rousselet ayeul maternel de Marc de Thillois fils de Nicolas de Thillois viuant Bourgeois de Paris, demandeur en requeste, afin d'auoir la Garde Bourgeoise dudit Marc son petit fils, & Iean de Thillois Tuteur defendeur: par lequel ledit ayeul fut debouté de l'enterinement de sa requeste, & ordonné que ledit de Thillois demoureroit pour Tuteur dudit Marc: En autres Coustumes qui disposent de l'ayeul & de l'ayeule, l'ayeul est preferable. Et ay veu iuger par Arrest du 26. iour de Mars 1585. qu'vn ayeul fut preferé à la Tutelle de sa petite fille, nonobstant la nomination & declaration testamentaire faicte par le pere ayant esleu la tante. Et le 14. iour d'Auril 1579. par Arrest general fut iugé que la Garde Bourgeoise estoit compatible auec la Garde Noble pour les biens diuersement situez. Ie ne veux oublier que la mere est touſiours preferee à l'ayeul, comme en ce faict en vne audience de releuee le 4. Mars 1560. Vne mere demandant la Garde Noble de ses enfans, qui estoient és mains de leur Ayeulle, appellante contre ladite Ayeulle intimee. La mere auoit trois enfans masles de son mary defunct: mais l'ayeulle apres le decés du mary, voulut en auoir deux desdits enfans, comme prenant plaisir en iceux pour consolation de la perte de son fils leur pere: neant-moins la mere pretendoit auoir la Garde Noble desdits enfans, & les vouloit retirer de leur ayeulle, qui auoit offert de les nourrir iusques à ce qu'ils fussent paruenus à l'aage d'eux marier, ou bien pour aller à la guerre. A ceste fin obtint l'ayeulle sentence à son profit pardeuant le Iuge du lieu: dont la dite mere auroit appellé & releué en la Cour: Laquelle, apres semblable offre faite par l'ayeulle, a ordonné & ordonne, en emendant le iugement, apres l'auoir mise au neant sans amende, & sans despens de part & d'autre, que la Garde & nourriture desdits enfans appartiendroit à la mere, & que neant-moins apres la Garde Noble, finie icelle mere seroit tenue les nourrir à ses despens. Au reste faut noter que ce priuilege de Garde Bourgeoise a esté octroyé aux Bourgeois de Paris par Charles V. le 5. iour d'Aouſt 1371. & depuis confirmé par Charles 6. à Paris en Septembre 1390. Voyez le x. de la Conference des Ordon. Royaux Tit. 9.

Art. qui estoient en l'ancien Coustumier en deux Rubriches: l'vne de Garde Noble, & l'autre de Garde Bourgeoise: lesquels anciens Art. ont esté corrigez ainsi qu'il peut apparoir par la conference d'iceux.

prendre & accepter la Garde Bourgeoise, & administration de leurs enfans mineurs, apres le decés de l'vn d'eux.

CONFERENCE.

Calais Tit. 8. Art. 136. p. *à Paris.* Art. 265. en la ville de Calais ou, &c. Art. 137. p. *à Paris.* Art 266. audit pere & mere Bourgeois dudit Calais, &c.

Meavx Chap. 19. Art. 147. Le †† pere Noble ou la mere peut prendre la Garde Noble de ses enfans mineurs, & non l'ayeul ou ayeulle, ou autres en ligne directe collateral.

Melvn Chap. 20. Art. 285. La Garde Noble d'enfans Nobles estans sous aage, appartient au pere, mere, ayeul ou ayeule & autres ascendans Nobles.

Sens Tit. 16. Art. 156. Enfans † Nobles mineurs par le decés de leurs pere ou mere, seront en la Garde du suruiuant pere ou mere: & s'ils n'ont ne pere ne mere, en la Garde de leurs ayeul & ayeule ou autre ascendant en ligne directe.

Estampes Chapitre. 7. Article. 89. p. *à Paris.* Art. 265. ayeule ou autres ascendans, Nobles & Bourgeois, accepter la Garde de leurs enfans, &c. d'iceux.

Avxerre Tit. 14. Art. 254. Enfans mineurs, soient Nobles ou non, apres le decés de leur pere ou mere, sont & demeurent en la Tutelle ou Curatelle de leurs pere ou mere suruiuant. Et en leur refus ou defaut, de leur ayeul ou ayeule, s'il y en a. Et se peuuent dire les Nobles, Gardiens: & les non Nobles, Tuteurs & Curateurs legitimes: à la charge de prendre par les Gardiens & Tuteurs, les biens de leurs enfans par Inuentaire, & d'en rendre compte & reliqua.

Dovrdan. Tit. 11. Art. 124. Pere, mere, ayeul ou ayeule ou autres ascendans Nobles, peuuent accepter la Garde de leurs enfans ou autres descendans en ligne directe, apres le trespas de leurdit pere & mere. Article. 125. Pareillement pere, mere, ayeul ou ayeule ou autres ascendans roturiers, peuuent accepter la Garde de leurs enfans & descendans mineurs en ligne directe, apres le trespas de leur pere ou mere.

Mont-fort Chapitre. 10. Article. 116. p. *à Dourdan.* Article. 124. ayeul, ayeule ou autres ascendans, tant Nobles que roturiers, peuuent, & cetera.

Senlis T. 7. Art. 152. Si † l'vn des deux Nobles conioints par mariage ayant enfans mineurs va de vie à trespas, le suruiuãt des ii. cõioints pourra auoir & accepter la Garde noble desdits enfãs. *Et a la fin.* Et à quãt à l'ayeul ou ayeule n'auront la Garde noble: mais pourront accepter l'administration desdits mineurs

Garde Bourgeoise par qui se doit accepter

†† *Ce 147. Art. est de nouuel adiousté.*

† *Ceſt Art. 156. contient reformation de l'ancienne Coustume: laquelle tiendra nonobstant & sans auoir esgard à la protestation faite par Balthazard pour le Grand Prieur de France, assisté de Frere Nicole Aubert, Procureur & Receueur dudit Seigneur en sa Commanderie de Launay & le Garlin son Procureur: & pour Messire Antoine de*

Source : BIU Cujas

Clairmont Cheualier Seigneur de Laigues Griſelles & Ancy le Franc, & encores par ledict Baltazar pour le Seigneur de Pouy, aſſiſte de Maiſtre Iean Rouſſat ſon Procureur, qui ont reſpectiuement proteſté, que ce ne puiſſe preiudicier au droict de Relief.

† *Le Procureur du Roy a requis la correction des Art. 152. 153. & 154. anciens en ce que ladicte Garde Noble eſt deferee à l'ayeul ou ayeule deſdicts mineurs. Semblablement le Procureur dudict Seigneur de Mont-morancy Conneſtable de France, Meſſire François de Mont-morancy Gouuerneur de Paris & Iſle de France en perſonne & pluſieurs autres Gentils-hommes ont requis ladicte correction. Sur quoy prins l'aduis des aſſiſtans, Officiers du Roy & autres des trois eſtats, a eſté accordé que leſdictes trois Art. ſeront corrigez en la maniere qu'ils ſont contenus audict cahier ſous pareilles cotes. Et a eſté accordé que l'Art. 156. ancien, commençant, Si pluſieurs mineurs n'ont &c. ſeroit raye: & neantmoins que mention en ſeroit faicte au procez verbal, comme Couſtume ancienne. Sur ce Raoulard Thureau Procureur à Senlis du Seigneur de Ranetoſt garny de Maiſtre Antoine Harſent ſon Aduocat audict Senlis a proteſté pour ledict Seigneur que l'abrogation de ladicte Couſtume & le contenu en l'Art. deſſuſdit qui en faict mention, ne peut nuire ne preiudicier audict Seigneur au procez que luy & ſa femme ont en demandant à l'encontre du Seigneur de Raſſe pour raiſon du Bail Noble de Meri de S. Simon mineur frere de la femme dudict Seigneur de Ranetoſt: qui eſt encores indecis en la Court de Parlement à Paris: & par Robert de Bonuiller Procureur dudict Seigneur de Raſſe a eſté faicte proteſtation au contraire: dont leſdictes parties auront lettres.*

& de leurs biens, comme Tuteurs & Curateurs, ſi à ce ils ſont eſleus.

CLERMONT Tit 14. Art 107. p. *a Paris.* Art. 265. ou †† mere Noble ſuruiuant accepter la Garde Noble de leurs enfans mineurs. Art. 173. †† Les ayeuls ou ayeule des mineurs n'autres ne ſeront deſormais receus à prendre & accepter ladicte Garde Noble: mais pourront eſtre Tuteurs & Curateurs des mineurs, ſi à ce ils ſont eſleus, à la charge d'en rendre compte, comme dict eſt. Art. 176. Il † ne chet poinct de Garde à enfans non nobles: ſinon qu'ils ayent Fiefs nobles & pourtant que valent les Fiefs nobles. Auquel cas le pere ou la mere ſuruiuant pourront prendre la Gardes des mineurs: pour le regard deſdicts Fiefs tant ſeulement.

VALLOIS Tit. 6. Art. 67. Doreſnauant †† quand l'vn de deux Nobles conioincts en mariage va de vie à treſpas, delaiſſé vn ou pluſieurs enfans mineurs, il eſt loiſible au ſuruiuant de prendre & accepter la Garde Noble deſdits mineur ou mineurs. Art. 72. Doreſnauant ayeul ou ayeule ne pourront prendre la Garde Noble de leurs nepueux en ligne directe: ains pourront eſtre eſleus Tuteurs & Curateurs: à la charge de rendre compte.

TROYES Tit. 2. Art. 17. Entre † Nobles perſonnes ayans enfans, apres le decez du premier decedé, le ſuruiuant eſt tenu faire inuentaire de tous les meubles & immeubles demourez par le decez du premier decedé: & peut le ſuruiuant prendre la Garde Noble de ſes enfans mineurs.

CHAVMONT Tit. 1. Art. 11. Entre †† Nobles perſonnes le ſuruiuant a la Garde Noble de ſes enfans mineurs. Et quand leſdits enfans mineurs n'ont pere ou mere, mais ayeul ou ayeule, tel ayeul ou ayeule à la Garde Noble deſdits enfans, & faict les hommages & ſeruices pour leſdits mineurs à leurs deſpens, ainſi que dict eſt deſſus des pere & mere.

VITRI Tit. 4. Art. 63. p. *à Chaumont* de ſes † petits enfans, & faict les hommage & ſeruice &c.

LAON Tit. 18 Art. 261. Il †† eſt loiſible au pere & mere Nobles & non à autres, fuſſent ayeul ou ayeule de prendre la Garde Noble ou Bail de leurs enfans apres le decez de l'vn d'eux. Et où ils prendront ladicte Garde, ſont ſuiects de faire inuentaire & rendre compte, comme Tuteurs. Mais où ils voudroient choiſir le Bail, font les meubles deſdits mineurs leurs auec les fruicts de tous les heritages, rentes & reuenus Feodaux, appartenans à iceux mineurs, à la charge d'accomplir le Teſtament du defunct, payer les debtes que doiuent leſdits enfans, les nourrir, alimenter & entretenir, payer & acquiter les charges dont ſont chargez les heritages.

REIMS Tit. 12. Art. 330. Par † la Couſtume y a Garde Noble & Bourgeoiſe ou roturiere. Appartient ladicte Garde tant Noble que Bourgeoiſe aux pere & mere, ſi l'vn des deux eſt viuant: ſinon à l'ayeul premierement ou à l'ayeule, ledict ayeul eſtant decedé, ſoient leſdits ayeuls ou ayeule paternels ou maternels pour le regard des Nobles ſont preferez les ayeul & ayeule paternels en la Garde & adminiſtration de la ſucceſſion paternelle: & les maternels en la maternelle. Mais pour le regard des roturiers, l'ayeul paternel eſt preferé au maternel, cõme l'ayeule paternelle à la maternelle: & en concurrence d'ayeuls & ayeules de diuers coſtez, les ayeuls ſont touſiours preferez aux ayeules.

S. QVENTIN Tit. 6. Art. 98. Quant †† au Bail & Garde Noble d'enfans mineurs, ſera doreſnauant enſuiuie la Couſtume de la Preuoſté de Laon.

CHAVNI Tit. 24. Art. 138. A ceſte cauſe, & pour ce que ſouuent aduient

†† *Pluſieurs des Eſtats ont remonſtré que l'ancienne Couſtume eſtoit pernicieuſe pour les mineurs en ce qu'elle permet à l'ayeul ou ayeule de prendre la Garde Noble, & faire ſon profit des biens meubles, fruicts & leuees des Seigneurs appartenans à iceux mineurs: & que ſouuent aduient que leſdits mineurs ne ſont heritiers deſdits ayeul ou ayeule, que ce neantmoins ont à leur profit le principal bien deſdits mineurs. Et auſſi que par ladicte Couſtume tels Gardiẽs ne ſont aſtraints faire aucune viſitation de l'eſſence & eſtat, en quoy ſont les maiſons & lieux appartenãs auſdits mineurs, lors qu'ils en prennẽt la Garde. Et à faute de ce faire, les laiſſent tomber en ruine, ſans y faire ce qu'ils ſont tenus pour les entretenir en l'eſtat qu'ils les treuuent: & ont requis pour ces cauſes ladicte Couſtume eſtre corrigee, en ce qu'elle fait contre & au preiudice deſdits mineurs, & aug-*

Source : BIU Cujas

mentee de ce que se trouuera pour leur profit. Surquoy apres que les assistans & mesmement les Aduocats & Practiciens ont concordablement dict & certifie ladicte Coustume estre ancienne & auoir este obseruee iusques à present, & que neantmoins ils ont accordé estre corrigee pour l'vtilité desdicts mineurs, Auons ordonné que de ladicte Coustume ancienne seroit faicte mention en nostre procez verbal pour seruir pour le passé : & que suiuant l'aduis & deliberation desdicts Estats ledit Art. seroit rayé : & au lieu d'iceluy mis les cinq Art. cottez audict Coustumier 170. 171. 172. 173. & 174. qui sont introduits pour nouuelle Coustume, en ce qu'ils sont augmentez à ladicte ancienne Coustume. Et apres ce que les assistans ont dit que l'ancienne Coustume, Item par ladicte Coustume entre gens Nobles *&c. doit estre rayee pour les mesmes causes & raisons que la precedente parlant des ayeul & ayeule. Ce qui a este contredit & empesché par les gens du Roy, disans que lesdits Baillistres sont tenus payer au S. F. le reuenu d'vne annee des Fiefs appartenans ausdits mineurs, dont peut venir par chacun an grand profit au Roy, au moyen du grand nombre des Fiefs, qui sont tenus de luy en ceste Comté : lesquels par le moyen de ladicte Coustume peuuent tomber es mains desdits Baillistres, & partant le Roy a grand interest à la radiation & abolition d'icelle Coustume. Surquoy auons ordonné que ledit Art. seroit rayé & n'auroit lieu pour l'aduenir, nonobstant l'empeschement d'iceux gens du Roy dont les auons deboutez & que neantmoins en ferions mention pour le passé en nostre Procez verbal, comme de Coustume ancienne recongneue par les assistans. Pareillement par la deliberation des dessusdits auons ordonné qu'il seroit fait mention d'vne autre Coustume abolie & mise au neant d'vn commun accord desdits Estats, & par eux recongneue ancienne.* Item en cas de Fief vn paraſtre peut prendre la Garde des enfans de sa femme: mais il rachetera & payera droict de Relief : *laquelle n'aura lieu pour l'aduenir, par le moyen des Coustumes cy dessus accordees.*

† *Cest Art. 176. corrige l'ancienne* **Coustume.**

†† *Ces Art. 67. 68. 69. 71. 72. 73. & 74. sont de nouuel instruits & mis au lieu des 56. 57. & 63. Art. anciens: lesquels ont esté rayez du consentement desdits Estats.*

† *Cest Art. 17. est mis au lieu des anciens 25. & 26.*

†† *Cest Art. 11. a esté mis au lieu du 10. ancien : lequel a esté corrigé & modifié, ainsi qu'il est contenu audict Art.*

† *Cest Art. 63. contient la correction de l'ancienne : par ce que leur auons remonstré que l'on auoit parauant gardé pour Coustume, en defaut de pere, mere, ayeul, ou ayeule, les freres, sœurs, oncles, nepueux ou autres parens en ligne collateral auoient le Bail des mineurs, à la charge de les nourrir & entretenir selon leur estat, & faisoient les fruicts des heritages desdits mineurs, leurs, & les pouuoient appliquer à leur profit. Lequel Bail estoit grandement preiudiciable aux mineurs. Car au moyen d'iceluy, ils perdoient les fruicts & reuues de leurs heritages escheus durant leur minorité: qui estoit contre bonne raison. Et aussi ceux ausquels estoit le Bail, n'en prennoient la charge, sinon quand ils voyent qu'elle leur estoit profitable. Surquoy tous les assistans furent concordablement d'opinion que ledict Art. comme desraisonnable & preiudiciable aux pauures mineurs & à la chose publique du pays, se deuoit corriger en la forme contenue audict Art. 63.*

†† *Cest Art. 261. a esté accordé pour nouuel en ce que la Garde Noble est deferee au pere & mere, & non à l'ayeul ayeule, freres, sœurs & autres parens en ligne collateral. Ce qui estoit par l'ancienne Coustume : laquelle en ce a esté abrogee, nonobstant l'empeschement dudict Beguin esdits noms, & sans preiudice des droicts & possessions immemoriales, que lesdits Cardinal & Religieuses, Abbesse & Conuent de S. Pierre dudict Reims ont enjuiuant l'ancienne Coustume: Pour lesquels droicts & possessions, lesdits Seigneurs & Dames demoureront en leur entier. Au reste la Rubrice ancienne de Noyon de Bail & Garde Noble & les Articles y contenus ont esté reformez selon la Coustume generale de Vermandois en la Preuosté foraine de Laon : & se gouuernera doresnauant ladicte Preuosté Royale de Noyon selon ladicte Coustume de Laon. Et ce nonobstant ladicte remonstrance faicte par lesdicts Cornalier & Hurdera, que la femme prenant le Bail, doit pour chacun mariage droict de Relief & Chambellage. De laquelle remonstrance ils auront acte pour leur seruir ce que de raison.*

† *Cest Art. 330. est nouuel en ce qu'il est parlé de la Garde Bourgeoise : laquelle n'auoit lieu par l'ancienne Coustume, qui a esté abrogee.*

†† *Le Titre ancien de prinse de Bail & Garde, a este rayé, & ordonné que doresnauant quant au Bail & Garde Noble, sera suiuie la Coustume de Laon, sous le Titre de Bail & Garde Noble d'enfans mineurs.*

---

que le pere ou mere d'enfans mineurs Nobles decedent, delaissez les enfans mineurs leurs heritiers, ausquels autrement les biens meubles & heritages Feodaux demourez par le trespas de leur pere ou mere, le suruiuant d'iceux pere ou mere peut prendre, choisir & eſlire le Bail ou Garde Noble d'iceux mineurs. Art. 140. Et est à sçauoir que si le pere ou mere suruiuant ne vouloit prendre la Garde Noble, soit loisible aux ayeul ou ayeule, fussent paternels ou maternels desdits mineurs, de ce faire: & en ce faisant seroit l'ayeul paternel preferé au maternel.

Ayeul ou ayeule paternels ou maternels peuuent accepter la Garde Noble, & sont preferez les paternels au maternels.

BOVLLENOIS Tit. 20. Art. 78. En ligne directe le Bail des mineurs appartient au pere ou mere ou à l'vn d'eux suruiuant : posé qu'il ne fut habile à succeder és heritages d'iceluy mineur.

Bail des mineurs à qui doit appartenir.

PERONNE Tit. 9. Art. 220. Quand vn de deux personnes Nobles conioints par mariage decede, delaissant audit mariage vn ou plusieurs enfans en bas aage, il est loisible au suruiuant, encores qu'il soit mineur de xxv. ans prendre le Bail ou Garde Noble desdits enfans. Et en defaut de l'vn d'eux ou à leur refus, l'ayeul ou ayeule ou autre ascendant en ligne directe & selon leur degré, le peuuent prendre. Art. 221. S'il y a ayeul ou ayeule des deux costez, celuy ou celle qui est du costé paternel, est preferé à ceux qui sont du costé maternel pour tous biens, tant paternels que maternels.

ARTOIS Tit. 6. Art. 155. Le dernier viuant de deux conioints peut emprendre le Bail & gouuernement de ses enfans, pendant la minorité d'iceux.

Pere & mere tuteurs de leurs enfans.

LILLE Tit. 4. Art. 41. Enfans mineurs d'ans apres le decez de leur pere ou mere, demeurent & sont en la Tutelle legitime de leur pere ou mere suruiuant, tant qu'ils soient eagiez. Et si le pere estoit suruiuant, tels enfans sont auec en la puissance de leurdit pere, c tant qu'ils soient mariez ou deuement emanci-

Enfans sont en la puissance de

c Voyez le Tit. 1. de la premiere partie de ceste Conference nõbie VI.

Source : BIU Cujas

leur pere iuſques à ce qu'ils ſoient mariez, emancipez ou pris eſtat honnorable. Enfans ne peuuent contracter durant le Bail.

pez ou ayent prins Eſtat honnorable. Et ne peuuent contracter durant ce temps de quelque eage qu'ils ſoient.

Pere ou mere ſuruiuant eſt Bail ou Tuteur de ſes enfans mineurs & de leurs biens & peut iouyr des fruicts, profits & reuenus de tous leurs heritages & reuenus iuſques à l'aage de puberté: à la charge &c.

CAMBRAY Tit. 6. Art. 3. Le pere ou la mere eſt Bail ou Tuteur & adminiſtrateur naturel de ſes enfans mineurs & de leurs biens: & peut iouyr des fruicts, profits & reuenus de tous leurs heritages & rentes de quelque coſté qu'ils leur ſoient venus, iuſques à l'aage de puberté, qui eſt en vn fils de xiiii. ans accomplis atteindant xv. & à la fille de xii. ans accomplis atteindant xiii. en entretenant les enfans de toute alimentation & habillemens conuenables, & les faire endoctriner & apprendre, en payant & acquitant les charges des heritages & les entretenant en bon & ſuffiſant eſtat.

Mere Noble peut ſe dire Bail liſte du conſentement des parens & amis prochains paternels & fait les fruicts ſiens, iuſques à ce que les enfans ſoient en aage: & a la charge.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 6. Art. 4. Entre gens Nobles, la femme apres le treſpas de ſon mary, ſe peut, ſe bon luy ſemble, dire Bailliſte de ſes enfans, du conſentement des parens & amis prochains paternels de ſes enfans, ſe par le pere ny eſt autrement pourueu & a ſon profit de tous les meubles. Et faict ladicte femme tous les fruicts ſiens des heritages de ſeſdits enfans, iuſques à ce que leſdits enfans ſoient en aage ſuffiſant: c'eſt à ſçauoir le fils de xiiii. ans & la fille de xii. ans: parmy ce qu'elle eſt tenue d'acquiter ſeſdicts enfans de tous debts & frais funeraux, alimenter ſeſdicts enfans, les veſtir & habiller, maintenir leurs heritages bien & ſuffiſamment: & les rendre auſdits enfans en bon & ſuffiſant eſtat: & iceux enfans veſtus & habillez francs & quittes de toutes debtes. Et de ce faire baillera caution ſuffiſante ladicte femme. Art. 5. Et auſſi entre gens Nobles, ſe le pere des enfans ſuruit ſa femme leur mere il demeure Bailliſte & legitime adminiſtrateur des corps & biens de ſeſdits enfans: & prend tous les meubles à ſon profit: & faict les fruicts des heritages deſdits enfans ſiens, iuſques à ce que leſdits enfans ſoient en aage ſuffiſant & ſeparez de leur pere: parmy ce qu'il ſupporte les charges ſemblables que faict la mere declarees en l'Article precedent.

Pere eſt legitime adminiſtrateur entre nobles &c.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 26. Quand homme ou femme Nobles vont de vie à treſpas, delaiſſez vn ou pluſieurs enfans mineurs, le ſuruiuant de quelque aage qu'il ſoit, a ou peut auoir & prendre la Garde d'eux: & au refus d'eux, l'ayeul ou ayeule du coſté du dernier decedé, ſ'il y en a: autrement ceux de l'autre coſté Art. 34. Gardiens ſont pere & mere, ayeul ou ayeule. Chap. 7. Art. 3. *A la fin.* Et a le ſuruiuant la Garde d'iceux, durant leur minorité: mais ne fait les meubles ne les fruicts de leurs heritages ſiens, ainſi qu'il eſt couché en la Rubriche des Fiefs. Art. 4. Au regard des Nobles mineurs, ils demeurent en la Garde des pere ou mere, ayeul ou ayeule ſuruiuant ſelon prerogatiue de degré: & ſ'ils n'ont parent en ligne directe, ils cheent au Bail de leur prochain parent, ſ'ils en veulent prendre la charge.

Gardiens ne ſont les meubles ne les fruicts leurs.

Bail a lieu quād n'y a Gardiens.

ORLEANS Tit. 1. Art. 23. p. *a Montargis.* Art. 26. †† Noble ou non Noble &c. delaiſſant &c. a & peut auoir &c. d'iceux: & en leur defaut ou refus l'ayeul &c. du decedé: ſi aucun y a. Et en cas de refus d'accepter par eux la Garde, ſeront les pere & mere, ayeul & ayeule ſubordinement tenus dedans xv. en faire declaration au Greffe, & faire pourueoir à leurs frais & deſpens dedans la viii. enſuiuant, de Tuteurs ou Curateurs à leurs enfans: à peine de tous deſpēs dommages & intereſts des mineurs. Et à laquelle charge de Tuteur ou Curateur ils pourront eſtre eſleus, comme vn autre parent. Art. 26. p. *à Montargis.* Art. 34. ayeule ou autres aſcendans. Art. 32. Et au regard des non Nobles, ſ'ils ont aucūs heritages tenus en Fief, & ils ont enfans iſſus de leur mariage, le ſuruiuant a la Garde des mineurs. Art. 33. Et en defaut ou refus de pere & mere, des enfans mineurs non Nobles, l'ayeul ou l'ayeule, a la Garde deſdits enfans. Tit. 9. Art. 178. † Entre non Nobles quand &c. p. *a Montargis.* Art. 3. treſpas, le ſuruiuant a ſi bon luy ſemble, la Garde &c. minorité. Et à defaut ou refus deſdits pere ou mere l'ayeul ou ayeule du coſté du decedé: mais ne font leurs les meubles deſdits enfans &c. Art. 179. p. *a Montargis.* Art. 4. ſelon la proximité du degré &c. cheent en Bail &c. parent idoine & ſuffiſant, ſ'il en veut prendre &c.

†† *Ceſt Art. a eſté tiré des 28. & 98. Art. de l'ancie Couſtumier. Et ont eſté adiouſtez ces mots, Et en ce cas de &c. iuſques à la fin dudict Art. 23. ſans preiudice du paſſé.*

Garde entre nō Nobles.

† *Ceſt Art. 178. a eſté tiré du 159. Art. de l'ancien. Auquel ont eſté pour explication adiouſtez ces mots, Et à defaut ou refus &c. iuſques à ce mot, decedé inclus.*

TOVRS Tit. 31. Art. 339. Entre gens Nobles, le Bail & Garde Noble des enfans mineurs appartient aux pere ou mere ſeulement: ſans ce qu'ils luy puiſſent ceder ou tranſporter: autrement il leur ſera en Iuſtice, par election de leurs prochesparens & amis pourueu de Tuteur, & Curateur, qui en feront faire inuen-

Source : BIU Cujas

† *Ces mots*, idoine & ſuffiſant, *ont eſté pour explication adiouſtez à ceſt Art.* 179. *qui eſtoit le* 161. *de l'ancien.*

taire & appreciation, dont ils rendront compte & reliqua aux mineurs, eux venus en aage. Tit. 32. Art. 346. Entre gens Couſtumiers les enfans ſous l'aage de puberté (ſçauoir eſt les maſles ſous l'aage de XIV. ans, & les filles de XII.) apres le deces de leur mere demeurent & ſont en la Tutelle naturelle & gouuernement de leur pere, qui a droict de prendre le reuenu & emolument des heritages deſdicts mineurs: à la charge ſeulement de les nourrir, entretenir pourchaſſer leurs choſes neceſſaires, & payer les charges de leurſdits heritages: pareillement leſdits enfans apres le decez de leur pere, ſont & demeurent en la Tutelle naturelle de leur mere: qui a pareils droicts: & †† hors ledict aage de puberté ſont leſdits pere & mere tenus rendre compte des biens deſdits enfans, & en payer le reliqua: ſi leſdits biens ſont plus que ſuffiſans pour leur nourriture & entretenement. Art. 347. † Leſdits pere & mere ſont fondez és droicts cy deſſus, encores qu'ils fuſſent mineurs de XXV. ans.

ANIOV Tit. 7. Art. 85. Le †† pere ou la mere tant ſeulement auront le Bail de leurs enfans mineurs, ſi bon leur ſemble: & en ce cas feront les fruicts des heritages de leurs enfans mineurs leurs tant ſeulement: & payeront les debtes perſonnelles.

LE MAINE Tit. 8. Art. 98 † p. *a Aniou.*.

GRAND PERCHE Tit. 9. Art. 166. La Garde des enfans mineurs eſt deferee au pere, mere, ayeul ou ayeule & autres aſcendans, en preferant le pere à l'ayeul & en degré pareil les ayeuls paternels aux maternels.

BLOIS Chap. 2. Art. 4. Quand pere ou mere ſoient Nobles ou roturiers vont de vie à treſpas, delaiſſans enfans mineurs de leur mariage, au ſuruiuant appartient, *ipſo facto*, ſans autre confirmation, la Garde & gouuernement & adminiſtration de perſonnes & biens de leurs enfans. Et ſi les enfans demeurét orfelins de pere & de mere, ladicte Garde, gouuernement & adminiſtration eſt deferee aux aieuls ou ayeules des mineurs.. Toutesfois audict cas les maſles ſont preferez aux femelles & les paternels aux maternels.

BERRI Tit. 1. Art. 22. Le pere eſt legitime adminiſtrateur des biens maternels & autres aduentifs appartenans à ſes enfans eſtans en ſa puiſſance, & auſſi aux enfans qui auroient eſté emancipez, pour leur profit & vtilité, & faict les e fruicts †† ſiens, iuſques à ce que les maſles ſoient aagez de XVII. ans & les filles de XIII. ans. Art. 24. La † mere pareillement, où le pere n'eſt viuant, a tant qu'elle ſera en viduité, l'adminiſtration des perſonnes & biens de ſes enfans mineurs d'ans, & faict les fruicts des heritages ſiens, ainſi que les peres en quelque aage qu'elle ſoit: à la charge de la nourriture & entretenemeut de ſes enfans: acquitement des debtes & frais des procez, iuſques à la concurrence & valeur des fruits, & rendra les heritages aux mineurs, ladicte adminiſtration finie, en bon & ſuffiſant eſtat, ainſi que deſſus eſt dict du pere. Art. 25. Toutesfois où la mere ſera mineur de XXV. ans, ſera pourueu à ſes enfans mineurs d'ans, de Curateur aux cauſes que les mineurs auront en iugement, en quelque matiere que ce ſoit: lequel Curateur enſemblement auec la mere, fera la pourſuite des droicts des mineurs tant en matiere perſonnelle, que reelle, ſans qu'il ſoit beſoin pourueoir d'autre Curateur à la mere. Art. 33. Entre Nobles le Bail du mineur Noble appartient à ſon pere, & apres le decez du pere à la mere, tant qu'elle demeurera en viduité ſeulement.

BOVRBONNOIS Chap. 16. Art. 175. La †† mere eſt Tutrice & legitime adminiſtratereſſe de ſes enfans mineurs, tant qu'elle demeure en viduité, ſi elle eſt aagee de XX. ans accomplis: mais où elle ſeroit mineur de XX. ans accomplis, elle n'eſt capable & ne peut auoir le gouuernement & adminiſtration de ſeſdicts enfans, & leur eſt pourueu de Tuteur & Curateur par auctorité de Iuſtice: & ſi la femme venoit en aage de XX. ans accomplis elle pourra ſi bon luy ſemble, prendre la Tutelle & adminiſtration de ſes enfans, & icelle tenir tant qu'elle demeurera en viduité, & eſt tenue de prendre les biens deſdits mineurs par inuentaire in continent apres le treſpas de ſon mary, & bailler caution iuratoire de rendre les biens auſdits mineurs.

LA MARCHE Chap. 12. Art. 70. Entre † Nobles Bail de mineur a lieu en la Marche au pere & mere ſeulement, ſi ladicte mere eſt aagee de XXV. ans.

LODVNOIS Chap. 33. Art. 1. Entre gens Nobles le Bail des mineurs viét à pere & mere ſeulement pour le bien, faueur & aduantage du mineur & de la

e Ceſt vſufruict appartenant au pere és biens aduentifs & maternels de ſes enfans iure poteſtatis, eſt eſtaint, ſi les biens eſcheent aux enfans eſtans pour lors de l'eſchoit emancipez, ainſi que le decide la loy 3. C. de bonis quæ liberis & eſt expliqué par Cuias en ſes Paratitles du Code au meſme titre. Mais Accurſe in l. fin. C. ad Tertull. in verbo prodeſſe, & in l. 2. C. de bonis maternis, tient que tel vſufruict n'eſt point finy par la mort de l'enfant & dure contre les heritiers maternels, ainſi qu'il eſt expliqué par la Couſtume d'Auergne Chap. 14. Art. 49. miſe cy deſſus partie I. Tit. I. nombre VII.

†† *Ces mots* Et hors ledict aage *&c. ont eſté adiouſtez pour plus grãde explication de l'ancienne Couſtume & vſage.*

† *Ceſt Art.* 347. *a eſté adiouſté pour ceſte meſme cauſe que deſſus.*

†† *Ceſt Art.* 85. *eſt correctif de l'ancienne Couſtume, parcenous auons remonſtré que ſelon l'ancienne Couſtume du Duché d'Aniou, entre Nobles, ceux qui auoient le Bail, faiſoiẽt tous les meubles des mineurs leurs, enſemble tous les fruicts de leurs heritages durant leur ſous-aage & que dernieremẽt l'on auoit encores delaiſſé aux Bailliſtres l'or & l'argent-mõnoyé & à monnoyer, pierres precieuſes, arrerages de rẽtes, debtes perſonnelles deues au defunct par la mort duquel eſtoit aduenu Bail, & les fruicts deſdicts heritages deſdits mineurs. Et qu'à cauſe de ladicte Couſtume pluſieurs Nobles eſtans mineurs auroiẽt ja eu & ſouffert, les autres auroient & ſouffriroient pour le temps aduenir grandes pertes & intereſts. Et ne prennent leſdits Bailliſtres la charge dudict Bail, ſinon quand ils voyẽt qu'il leur eſtoit vtile & profitable.*

† *Ceſt Art.* 98. *eſt correctif de l'ancienne*

Source : BIU Cujas

ſous pareilles remonſtrances faictes ſur la Couſtume d'Anjou.

† *Ceſt Art. 22. eſt nouuelle Couſtume, quant aux gains des fruicts & emancipation.*

† *Ces deux Art. 24. & 25. ſont adiouſtez pour Couſtume nouuelle.*

Curateur creé aux enfans mineurs, quand la mere eſt mineur de xxv. ans.

Bail du mineur Noble, à qui doit appartenir.

†† *Auons demande aux Eſtats, ſi la mere mineur de xx. ans demeure en viduité apres xx. ans: ſcauoir ſi elle pourra recouurer la Tutelle baillee à autre par faute de l'aage de xx. ans: leſquels ont dit que ladicte veſue venue audict aage peut recouurer ladicte Tutelle, & icelle adminiſtrer, tant qu'elle ſera en viduité: & par leur aduis l'Art. 175. a eſté ainſi mis & eſcrit.*

† *Ceſt Art. 70. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

Tutelle ſera baillee par auctorité de Iuſtice, par election des parens & amis d'iceux mineurs.

choſe publique: autrement cherront les mineurs en Tutelle & Curatelle, qui ſera baillee par Iuſtice, par election des parens & amis d'iceux mineurs pour en rendre compte & reliqua auſdits mineurs en Iuſtice, eux venus à leur aage. Chap. 34. Art. 1. p. *à Tours* Art. 346. enfans mineurs eſtans &c. c'eſt à ſçauoir &c. de xii. ans &c. nourrir, alimenter & querir leurs &c. droicts & charges que deſſus.

Pere n'eſt Tuteur ou Curateur de ſes enfans, ains loyal adminiſtrateur.

POICTOV Tit. 8. Art. 308. Le pere ſoit Noble ou roturier n'eſt Tuteur ou Curateur de ſes enfans: ains eſt appellé loyal adminiſtrateur de la perſonne & biens de ſes enfans: deſquels biens n'eſt tenu faire inuentaire, ſinon à la pourſuite des prochains parens des mineurs, en faueur deſquels peut eſtre contraint faire inuentaire deuement.

† *Ce mot, deuement, a eſté adiouſté à ceſt Art. 308. qui eſtoit le 304 ancien.*

LA BOVRT. Tit. 10. Art. 1. Le pere ou la mere ſuruiuant a la Garde des enfans qui ſont demeurez mineurs d'ans, enſemble de leurs biens de ligne ou papoage, auſſi des biens par le decedé acquis, tant durant leur mariage, que parauant: combien que le ſuruiuant ait conuolé à ſecondes nopces, moyennant ce qu'il face inuentaire & baille caution de conſeruer iceux biens & les vendre non deteriorez.

Pere ou mere ſuruiuant a la Garde, ores que le ſuruiuant cõuole en ſecondes nopces, pourueu qu'il face inuẽtaire & baille caution.

SOLE Tit. 25. Art. 1. p. *à la Bourt.* de ligne de ſucceſſion de papoadge &c.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 500. Le pere eſt Garde naturel de ſes enfans, & ne doiuent auoir autre Tuteur: pourueu qu'ils ſe portent bien en ſes autres affaires, ſi n'eſt contre le faict d'iceluy pere.

BAR. Tit. 6. Art. 66. Pere ou mere Noble eſt priuilegé de prendre Bail & garde noble de ſes enfans mineurs d'ans, tant & ſi longuement qu'il demeure en viduité: mais ſ'il conuole en autres nopces, dés le iour qu'il contracte le mariage le iuge ordinaire peut prouuoir de Tuteur aux mineurs, pour la conſeruation de leurs droicts & biens: & en defaut des pere ou mere, l'ayeul ou ayeule auroit ſemblable priuilege.

Suruiuant a la Garde noble ſans faire leſſiés fruits, & en doit rendre compte fors des fruicts des heritages donnez à ſes enfans eſtans en ſa puiſſance: ſinõ &c.

SEDAN Tit. 8. Art 149. Entre Nobles perſonnes, où le mary Noble viuant noblement, le ſuruiuant a la garde Noble de ſes enfans mineurs & ne faict les fruicts ſiens: mais eſt tenu en rendre compte aux mineurs, eux venus en aage, en deduiſant les frais & deſpens. Art. 150. Excepté toutesfois que le pere ayant la Garde Noble de ſes enfans, n'eſt tenu rendre compte des fruicts des heritages donnez à ſes enfans, eſtans en ſa puiſſance, pour le temps qu'ils ont eſté en la puiſſance de leur pere: n'eſtoit que les heritages euſſent eſté donnez à la charge & condition expreſſe que les fruicts & profits n'appartinſſent au pere Art. 152. Semblablement l'ayeul ou ayeule des mineurs, qui n'ont pere ne mere, aura la Garde d'iceux.

LA SALLE DE LILLE Tit. 14. Art. 1. A vn pere ou mere compete & appartient ſ'auoir & apprehender le veut par voye iudiciaire, par forme de bail & gouuernement, la iouiſſance des Fiefs & Seigneuries appartenans à ſes enfans ou enfant, & ce iuſques à l'aage de xv. ans pour enfans maſles, & onze pour les femelles: à la charge de nourrir alimenter, veſtir & entretenir aux Eſcolles ou autrement iceux enfans ou enfant ſelon leur eſtat, les rendre indemnes auſdicts eages de toutes debtes, & ſans lien de mariage, & de entretenir les edifices eſtãs ſur leſdicts Fiefs & Seigneuries ainſi que à vſufructuaire appartient. Et de ce bailler caution ſuffiſante, en faiſant ladite apprehenſion. Et à laquelle apprehenſion faire, eſt requis euoquer les autres prochains deſdits enfans ou enfant, ou leurs Tuteurs, ſ'aucuns en ont.

Art. 267. PARIS.

Gardien noble ou Bourgeois faict les fruicts ſiens durant la Garde des immeubles & nõ les

Le Gardien [e] Noble demeurant hors la ville de Paris, ou dedans la ville & fauxbourgs d'icelle: & pareillement le Gardien Bourgeois à l'adminiſtration des meubles & faict les fruicts ſiens durant ladicte Garde, de tous les immeubles tant

e Ceſt vn prouerbe ordinaire entre les anciens Practiciens, qui Bail prend, quitte le rend, dont les Couſtu-

Source : BIU Cujas

mes de Melun Art. 287. Reims Art. 331. Grand Perche Art. 170. & de Tours Art. 399. Vide l. 1. C. de bonis mat. & l. 6. §. non autem. C. de bonis quæ lib. Au reſte voyez cy deſſus l'Art. 46. Tit. des Fiefs, ou nous auons touché quelques choſes concernans ceſte matiere. Si la mere qui a la Garde noble de ſes enfans doit reprendre quelque ſomme de deniers pour vne fois ſur les biens de ſon mary, telle debte ſera confuſe en elle, & ſe doit prendre ſur les fruicts, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt de la Cour contre la vefue de defunct M. Cuias & ſon ſecond mary appellans du Bailly de Berry ou ſon Lieutenant au profit des Tuteurs de Anne de Cuias fille dudict defunct & de ladicte vefue conformement aux textes in l. quoties §. 1. D. de adm. tut l. ſi tutor poſt pubertatem D. de tutel. & rat. diſt. l. debitor D. de negot. geſt. l. ſtichum §. aditio D. de ſolut. & autres vulgaires. Ledit Arreſt fut donné en Septembre 1594. confirmatif de la ſentence du Bailly de Berry ou ſon Lieutenant à Bourges. Il y auoit autres queſtions entre eux que ie reſerue a toucher en autre lieu plus propre & commode.

meubles : à la charge de, &c.

heritages que rentes appartenans aux mineurs, aſsis en la ville ou dehors : à la charge de payer ou acquiter par ledict Gardien les debtes & arrerages des rentes, que doiuent leſdits mineurs, les nourrir, alimenter & entretenir ſelon leur eſtat & qualitez: payer & acquiter les charges annuelles, que doiuent leſdits heritages, & iceux heritages entretenir de toutes reparations viageres : & en fin deſdits Gardes rendre leſdits heritages en bon eſtat.

Reparations viageres.

CONFERENCE.

CALAIS Tit 8. Art. 138. p. *a Paris.* hors la ville de Calais ou dedans icelle & pareillement &c. aſſis en ladicte ville &c.

MEAVX Chap. 19. Art. 148. Celuy qui prend la Garde ou gouuernement d'enfans mineurs Nobles, s'il veut peut faire les fruicts des Fiefs appartenans aux mineurs ſiens, & les appliquer à ſon profit, & non des choſes roturieres, durant le temps de la Garde & bas aage des enfans mineurs Nobles. Art. 149. Et en ce cas eſt tenu de payer les charges des heritages appartenans auſdicts mineurs, & iceux entretenir en bon eſtat, payer les arrerages des charges, qu'ils doiuent, & auec leur bailler eſtat conuenable en cheuaux, habillemens & autres choſes, ſelon que leur eſtat le requiert : & ſe peut le Gardien dire ſaiſi du reuenu des Fiefs appartenans auſdits mineurs, dont il a la Garde. Art. 15. Le Gardien, ſi bon ne luy ſemble, ne faict les fruicts des Fiefs appartenans aux mineurs, ſiens : & lors doit declarer qu'il ne prend le gouuernement ou Garde de ſes enfans, & que ſon intention eſt garder & gouuerner leur reuenu, & leur rendre bon compte: & en ce cas n'eſt tenu ſouſtenir n'acquiter leurs heritages, ne bailler eſtat, comme il leur appartient : mais ſeulement à leur rendre compte & reliqua de leur reuenu.

Gardien faict les fruicts ſiens des choſes nobles & non des roturieres durant la Garde à la charge &c.

Gardien ſe peut dire ſaiſi des Fiefs appartenans aux mineurs.

Gardien peut faire declaratiõ qu'il ne veut faire les fruicts ſiens, ains leur rendre bon cõpte.

MELVN Chap. 20. Art. 287. Pere, mere, ayeul, ayeule ou autres aſcendans Nobles, qui ont la Garde de leurs enfans mineurs ou autres deſcendans en ligne directe, prennent à leur prouſit les meubles deſdicts enfans mineurs : enſemble les fruicts de leurs heritages, rentes & reuenus tenus en Fief : & en ce faiſant ſont tenus payer & acquiter les debtes mobiliares & perſonnelles, que doiuent leſdicts enfans : ſont tenus les faire inſtruire és lettres ou autre Eſtat conuenable à leur qualité: ſont auſſi tenus les entretenir, payer & acquiter les charges que doiuent leſdicts heritages, & à la fin de la Garde, les rendre en bon eſtat, iouxte l'ancien dire, *Qui Garde prend, quitte le rend.* Art. 293. Si le gardien n'entretient les edifices des maiſons & heritages des mineurs, les laiſſant decheoir, faiſant peſches & couppes de bois hors temps & ſaiſon, ſera priué de ſa garde : & pourront neantmoins les mineurs auoir leur recours contre leur gardien pour leurs dommages & intereſts.

Qui Garde prend, quitte le rend.

Gardien comme eſt priué de la Garde.

SENS Tit. 16. Art. 156. Et † ſeront tenus leſdits gardiens de nourrir, gouuerner & entretenir leſdicts enfans durant la garde : entretiendront auſſi les heritages deſdits mineurs en tel & ſi bon eſtat, qu'ils les auroient prins : feront exercer la Iuſtice, payeront & acquiteront les debtes perſonnelles, & les acquiteront des Reliefs f & Rachats, ſi aucuns eſtoient deuz pour le paſſé : en ce faiſant les Gardiens gaigneront tous les meubles appartenans auſdits mineurs & les fruicts de leurs heritages, terres & Seigneuries durant le temps de ladicte garde. Et ſera tenu le gardien faire inuentaire des meubles : leſquels ſeront ſuiects à reſtitution, au cas qu'iceluy gardien ou gardienne conuolaſt en ſecondes nopces. Et quant aux fruicts des heritages par ledict gardien ou gardienne prins, ne ſeront ſuiects à reſtitution : ains leur appartiendront : à la charge de payer leſdictes debtes.

† Voyez ce qui a eſté cy deſſus Art. 266.

f Voyez cy deſſus l'Addition du Tit. 1. des Fiefs.

Reliefs & Rachats.

ESTAMPES Chap. 7. Art. 89. Faict ledict gardien les fruicts ſiens des heritages

heritages, rentes & reuenus appartenans aux enfans : a la charge de payer par ledit gardien les debtes que doiuent les enfans, les alimenter & entretenir, payer & acquiter les charges que doiuent leſdits heritages : & en fin de ladite garde, de les rendre en bon eſtat.

DOVRDAN Tit.11. Art.124. *A la fin.* Et font leſdits gardiés les fruits des heritages, rentes & reuenus appartenans auſdits mineurs, à la charge de payer par iceux gardiens, les debtes, que doiuent les mineurs, & d'acquiter les charges, que doiuent les heritages, nourrir, alimenter, & entretenir iceux mineurs, & à la fin de la garde de leur rendre leſdits heritages en bon eſtat, & de ce faire bailler caution. Pourueu toutesfois que le pere, mere, ayeul ou ayeule ou autre aſcendãt qui acceptera la garde, ne ſe remarie. Car en ce cas finira la garde, & ſera pourueu aux mineurs de Tuteurs & Curateurs, par le Iuge, auquel appartient d'y pourueoir. Art. 125. Mais ne font les fruicts leurs, ains en ſont tenus rendre compte, comme Tuteurs & Curateurs.

Gardiés doiuẽt bailler caution.

Garde finit par ſecond mariage.

Gardiens ne ſe remarians ne font les fruicts leurs : ains en doiuent rendre compte.

MONT-FORT Chap.10. Art.116. p. *à Dourdan.* Art.124 doiuent leſdits enfans, les n.al. & entretenir, payer & acquiter les c.q.d.l.h. & à la fin, &c. eſtat: pourueu que, &c. le temps de ladite garde ſera finy, & ſera, &c.

MANTE Ch.16. Art.180. Le Bailliſtre ne fait les fruicts ſiens : ains eſt tenu rendre compte aux mineurs, eux venus en aage, comme les Tuteurs : mais les gardiens font les fruicts leurs des heritages, &c. p. *à Mont-fort.* †† a la fin, &c.

Bailliſtre ne faict les fruicts ſiens.

†† Ces mots, Pourueu que le pere, &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.

SENLIS Tit.7. Art.152. Et † en acceptant ladite garde Noble, le ſuruiuant aura & luy appartiendront les meubles de tels mineurs, & ſi iouira de leurs heritages, & fera les fruicts ſiens durant ladite garde Noble, tant & ſi longuemẽt qu'il ſe tiendra en viduité: ſans payer quelque droict de Relief, en offrant les foy & hommage au S. ſeulement, auec le Chambellage ſelon la nature du Fief: par ce que de pere à fils ou fille non mariee n'y a que la bouche & les mains: ſinõ és lieux eſquels les Reliefs ſont deuz: & à la charge de garder, nourrir & entretenir les mineurs bien & honneſtement: iceux faire inſtruire ſelon leur qualité, eſtat & vacation: d'entretenir leurs maiſons & heritages, & les rendre en auſſi bon eſtat, qu'ils eſtoient, quand il print ladite garde Noble: payer les debtes mobiliaires & arrerages de rente, teſtament, obſeques & funerailles : acquiter leſdits mineurs, bien regir & gouuerner leurs Iuſtices, & ſouſtenir les procés aux deſpens dudit gardien. Art.154. Tel gardien Noble apres ladite acceptation, en dedans trois mois, à cõpter du iour d'icelle acceptation, ſera tenu de faire voir & viſiter bien & deuẽmẽt & par gens expers, qui en feront rapport en iugement, tous & chacuns les maiſons & edifices des mineurs, deſquels il aura accepté ladite garde: afin que ladite garde Noble finie, en puiſſe cognoiſtre, ſ'il les aura entretenus & rendus en l'eſtat ſuffiſant & pareil, qu'ils eſtoient lors de ladite viſitation. Et neant-moins ſera tenu ledit gardien Noble faire les menues reparations & autres dont eſt tenu vn vſufruictier durant ladite garde Noble: ſur peine ſoy rendre comptable des fruits & leuees des heritages des deſſuſdits mineurs.

† Ceſt Art. 152. & 154. ont eſté mis au lieu des anciẽs, ainſi qu'il a eſté dit cy deſſus.

Reliefs.

Viſitatiõ des heritages des mineurs ſera faite dãs trois mois apres l'acceptation de la garde noble.

CLERMONT Tit.14. Art.170. Et * font tels gardiens, les meubles leurs, enſemble les fruicts des Fiefs, rentes & reuenus Nobles appartenans auſdits mineurs: à la charge d'acquiter iceux mineurs, les nourrir, alimenter & entretenir, inſtruire ou faire inſtruire, ſelon leur qualité & eſtat, ſouſtenir leur procés, pourſuiuir leurs droicts, payer les charges que doiuent leſdits heritages nobles, & à la fin de la garde Noble, rendre leſdits heritages nobles en bõ eſtat & reparation, & en tel eſtat, qu'ils eſtoient lors de l'acceptation de la garde. Art. 171. Et trois mois apres icelle acceptee, les gardiens ſont tenus faire viſiter par Iuſtice, les maiſons, lieux & baſtimens des mineurs: pour ſçauoir en quel eſtat, nature & valeur eſtoient leſdits lieux & heritages nobles, au temps de l'acceptation, afin de pouruoir à la fin de ladite garde noble, rendre leſdits lieux & maiſons en l'eſtat, nature & valeur qu'ils eſtoient lors de ladite acceptation. Et outre ſeront tenus leſdits gardiens faire les menues reparations, qui ſeront trouuees eſtre à faire au temps de ladite acceptation & icelles entretenir. Art. 176. *A la fin.* Et en ce faiſant ſeront tenus entretenir les Fiefs & edifices qui en dependent, ſouſtenir & pourſuiuir les procés, & payer les Reliefs d'iceux Fiefs, ſ'aucuns en ſont deuz, & acquiter leſdits Fiefs de toutes charges, & accepter ladite garde en iugement, & faire viſitation & inuentaire, comme dit eſt, nourrir, alimenter, entretenir, inſtruire & faire inſtruire, comme deſſus, & acquiter leſdits mineurs de toutes debtes. Et durera ladite garde, tant que le ſuruiuant demourra en viduité, ſi les mineurs ne venoient à l'aage cy deſſus cottee: c'eſt à ſçauoir de xviii. ans & vn iour aux maſles, & quatorze ans & vn iour aux filles. Et ne pourront les autres parens en ligne

** Voyez cy deſſus l'Art. 266. de Paris.*

Viſitation.

Garde iuſques a quel aage dure.

Source : BIU Cujas

directe ou collateral, accepter ladite Garde.

VALLOIS T.6. Art.67. Et †† en ce faisant sera tenu faire inuentaire de tous & chacuns les biens meubles & heritages tant meubles qu'immeubles appartenans aux mineurs: desquels biens meubles & heritages Feodaux ledit Gardien iouira: sçauoir est desdits meubles & vsufruict simplement, pendant le tẽps qu'il se tiendra en viduité: lesquels meubles il sera tenu rendre, si tost qu'il conuolera en secondes nopces, deduits sur iceux les debtes deuës par le defunct predecedé, ensemble les obseques & funerailles, & ce qu'il auroit fraié pour l'accomplissemẽt du Testament. Et quãt aux heritages Feod. en iouira pareillemẽt par vsufruict durãt ladite garde tãt seulement, & tãt qu'il se tiendra en viduité: & en conuolãt en ii. nopces, sera tenu faire pouruoir de Tuteurs & Curateurs aux mineurs: ausquels Tuteurs il rendra compte des fruits desdits heritages Feod. depuis le iour du second mariage contracté. Ar.68. Tel gardien noble sera tenu de nourrir, alimẽter & faire instruire lesdits mineurs selon leur estat qualité & condition, sousteni les procés, releuer & droicturer les Fiefs, entretenir les maisons en bon & suffisant estat: le tout sur les fruicts des heritages Feod. si tãt les fruits se peuuẽt monter. Et là où les fruits ne pourroiẽt suffire, se prendra sur lesdits meubles. Et aussi si lesdits meubles ne peuuent suffire pour acquiter lesdites debtes du premourãt, obseques funerailles & accomplissement du Testamet, tel gardien noble sera tenu payer les debtes, obseques & funerailles sur les fruits & leuees des heritages Feod. sans ce que pour raison de ce, il puisse aucune chose demãder, outre lesdits meubles ausdits mineurs. Ar.69. Et pour sçauoir en quel estat & reparatiõs seront les maisons & heritages appartenãs aux mineurs, sera tenu ledit gardié iii. moisapres qu'il aura accepté la garde, faire visiter par auctorité de Iustice & gens à ce cognoissans, les maisons & heritages, mesmes les bois de haute fustaie, si aucuns en y a. Et icelle visitatiõ faite rapporter en iugemẽt pour estre signee & authẽtiquee, afin de plus aisemẽt cognoistre en quel estat il doit rendre lesdits heritages, ladite garde finie.

TROYES Tit.2. Art.17. A *la fin*. Faict les fruicts de leurs heritages & droicts nobles de Fief, siens. Et en ce faisant est tenu nourrir & entretenir les enfans selon leur estat, payer les debtes, sousteni leurs heritages & payer les charges d'iceux, iusques à ce qu'ils soient aagez.

CHAVMONT T.1. Ar.11. Et ne fait tel gardien les fruicts siens: mais est tenu en rendre compte ausdits enfans, eux venus en aage, en deduisant les despens.

VITRY Tit.4. Art.63. p. *à Chaumont.*

REIMS T.12. Ar.331. Le †† Gardien noble fait les meubles delaissez par le defunct, ensemble le reuenu & fruict des rentes & heritages, tant Feod. que roturiers appartenãs à ses mineurs, siens: à la charge d'accõplir le testament du defunct payer les debtes que doiuent les mineurs, les nourrir, alimẽter & entretenir selon leurs qualitez & facultez de biens: de payer aussi & acquiter les charges & redeuãces des heritages, & en fin de rendre iceux en bon & suffisant estat: & est ce que l'on dit, *Qui Garde prend, quitte le rend.* Ar.333. Le † gardien Bourgeois ou roturier ne fait les meubles, reuenus & fruicts des rentes & heritages, soient nobles ou roturiers, siens: ains est tenu de faire inuentaire & rendre compte & reliqua de sa garde & administration desdits biens, tout ainsi que le Tuteur & Curateur.

AMIENS Tit.7. Art.130. Celuy qui a prins le Bail & à ce titre leue les Fiefs nobles du mineur, des S. dont ils sont tenus, acquiert & fait siens les fruicts d'iceux Fiefs, durant ledit aage du mineur: à la charge de nourrir, vestir, alimenter & entretenir aux Escholes ou autremẽt le mineur, selõ son estat, & d'acquiter iceux Fiefs nobles des arrerages des rentes, charges & redeuãces reelles, dõt iceux Fiefs sont chargez, le temps du bail durant: ensemble de payer toutes debtes personnelles du predecesseur du mineur, desquelles le mineur seroit chargé. Pour lesquelles debtes personnelles, il a son recours contre ceux qui auroient apprehendé les meubles du defunct, pour autãt & si auãt que les meubles pouuoient monter, au cas toutesfois que lesdits meubles viennent au profit du mineur. Mais s'il y auoit legataire vniuersel autre que le mineur, il est tenu d'acquiter de toutes debtes personnelles du defunct predecesseur du mineur. Art.131. Le Bailliſtre est aussi chargé d'entretenir les maisons & edifices, estangs, viuiers, bois & autres heritages du mineur, & en doit vser, comme vsufruictier & bon pere de famille, & en fin les rendre en bon estat: & si autrement le fait, est tenu de tous dommages & interests enuers ledit mineur.

CHAVNY Tit.25. Art.139. Et où le pere ou mere suruiuant eslit & choisit

† *Les Art.67. 68 & 69. sont introduits pour nouuelles Coustumes.*

Gardien doit faire inuentaire des biens des mineurs.

Visitation des heritages.

†† *Cest Art. 331. est de nouuel introduit: par ce que l'ancienne Coustu. estoit des-raisonnable en ce que le Bailliſtre, qui estoit parent collateral des mineurs, faisoit les meubles & fruicts des heritages desdits mineurs, siens: & non le pere, mere, ayeul ou ayeule, qui auoient la Garde noble d'iceux mineurs leurs enfans.*

† *Cest Art. 333. est de nouuel introduit.*

Gardiẽ bourgeois ou roturier ne faict les meubles & fruits siens: ains en doit faire inuentaire.

Source : BIU Cujas

Garde noble.

la Garde Noble, il eſt tenu & doit faire inuentaire des biens meubles & immeubles d'iceux enfans, & les alimenter & entretenir de leurs biens, & d'en rendre compte & reliqua aux mineurs, iceux venus en aage, ainſi & par la maniere qu'vn Tuteur de mineurs doit & eſt tenu de faire entre gens plebeiens & roturiers Art. 141. Mais où le ſuruiuant pere ou mere, ayeul ou ayeule ne voudroit prẽdre la garde noble: mais voudroit prendre le bail des mineurs, il loiſt au ſuruiuant pere ou mere, ayeul ou ayeule prenãt le bail, que l'on appelle Bailliſtre, apprehender, prẽdre & appliquer à ſon profit, & faire ſiens tous les meubles & fruicts des heritages Feodaux des mineurs, & d'iceux heritages iouir iuſques à ce que les mineurs fuſſent aagez & en l'aage que deſſus. Et en ce faiſant ſont tenus tels Bailliſtres de payer les debtes, dont ſont tenus les mineurs, du coſté dont ſont venus les biens & heritages, & auſſi d'accomplir & fournir les Teſtamens, obſeques & funerailles: & auec ce d'alimenter, & entretenir bien & ſuffiſammẽt les mineurs, & iceux endoctriner & faire apprendre ſelon leur eſtat. Art. 142. Et outre de retenir & entretenir de toutes impenſes, refections, procés & matieres quelconques, les heritages Feodaux des mineurs, & iceux rendre en fin dudit bail, quittes acquitez, indemnes & deſchargez de toutes redeuances & charges eſcheuës, durant le temps d'iceluy bail.

Pere & mere en prenant le Bail, gaigne les meubles & fruicts des heritages Feodaux.

Bailliſtres.

BOVLLENOIS Tit. 20. Art. 78. Durant le bail leueront leſdits Bailliſtres à leur profit, ſans rendre compte, tous les fruicts, reuenus & profits des heritages, rentes, droicts & reuenus d'iceux mineurs. Toutesfois ſont tenus de rendre compte des meubles, & auſſi de rendre indemnez leſdits mineurs en fin de bail, de toutes debtes, & obligations perſonnelles & Reliefs deuz par le mineur, le nourrir, entretenir & faire apprendre comme en ſon eſtat appartient, deſquels meubles il ſera tenu faire inuentaire & priſee.

PERONNE Tit. 9. Art. 223. Et ſ'ils prennent le bail, ils ont les meubles des mineurs à leur profit, tant ceux qui leur ſont aduenus & eſcheus, que ceux qui aduiennent & eſcheent, durant iceluy bail: prennent auſſi à leur profit les fruits de toutes les terres Feodales. Art 224. Sont les Bailliſtres tenus nourrir & entretenir à leurs deſpens les enfans mineurs, ſelon leur eſtat: entretenir les maiſons & heritages Feodaux, & les rendre en fin du bail en bon eſtat, & encores les acquiter & deſcharger de toutes les debtes mobiliaires, obſeques, funerailles & accompliſſement du Teſtamnt du defunct: enſemble les frais des procés, concernans leſdits Fiefs: & †† auſſi ſont tenus de faire inuentaire de tous titres des heritages & biens immeubles des mineurs. Art. 225. Et † quant aux heritages cenſuels & roturiers, les Bailliſtres n'en prennent les fruicts à leur profit: mais ſont tenus de receuoir le reuenu d'iceux pour en rendre compte & reliqua aux enfans mineurs, apres le bail finy.

†† *Ces mots, Et auſſi ſont tenus, &c. ſont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

ARTOIS Tit. 6. Art. 159. & 160. Le pere & la mere d'aucuns enfans mineurs d'ans, ou en defaut de ce, le plus prochain du mineur, de quelque coſté que ce ſoit, pourra auoir le bail d'iceluy mineur, en quoy faiſant il ſera tenu faire par la Iuſtice inuentaire & priſee des biens meubles, debtes & catheux appartenans au mineur: ſur leſquels prealablement ſe prendront & payeront toutes debtes pures perſonnelles deuës par le mineur, durant lequel bail, le Balliſſeur ſera tenu gouuerner, alimenter, entretenir & mettre à l'eſcole ou autrement faire addreſſer le mineur ſelon ſon eſtat: & en fin dudit bail, eſt tenu rendre quitte & indemne le mineur de toutes debtes pures perſonnelles, ſans comprendre le rembourſement des rentes: meſmes là où il n'y auroit meubles ſuffiſans, pour payer leſdites debtes: & tous les edifices & amazemens bien entretenus. Auec ce, ſera tenu rendre compte & reliqua des biens meubles, debtes & catheux: les debtes pures perſonnelles payees ſur iceux: & quant aux fruicts & leuees des heritages du mineur & cours des rentes viageres ou heritieres, ſi aucunes en a le mineur, qui eſcherront durant le bail: ledit ayant bail, les fera ſiens, en payant le cours des rentes foncieres ou autres rentes hypotheques ſur iceux heritages, auec toutes autres charges dont les heritages pourroient eſtre chargez.

† *Ceſt Ar. 225. qui eſtoit anciẽ à Peronne, a eſté de nouuel introduit pour les Preuoſtez de Montdidier & Roye, où les Bailliſtres ne prenoient les fruicts des heritages roturiers.*

Gardiens prennẽt les meubles: fors ceux qui ſont pour la fortification des maiſons, ou pour perpetuelle demeure.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 27. Auec iceux Gardiens prennent les meubles: ſauf ceux qui ſont pour la fortificatiõ des maiſons & de ceux qui y ſont pour perpetuelle demeure: & font leurs les profits & reuenus de tous les heritages des mineurs, iuſques à ce qu'ils ſoient en aage: & par ce moyen ſont tenus les nourrir acquiter de toutes debtes, & entretenir les heritages en ſuffiſant eſtat, payer les charges & les rendre indemnez & ſans empeſchement & accomplir le Teſtamẽt pour les obſeques, funerailles & legs perſonnel du decedé. Ar. 30. Et au regard des nõ nobles, ſ'ils ont enfans enſemble de leur mariage, le ſuruiuãt a la Garde des mi-

Source : BIU Cujas

neurs & porte la foy & hõmage pour eux de leurs heritages tenus en Fief : ſans ce qu'il ſoit tenu payer rachat de profit: mais ne fait pas le gardié les meubles & profits deſdits heritages deſdits enfans, ſiens. Art. 31. Et en defaut de pere ou de mere des enfans mineurs, l'ayeul ou ayeule a la garde des enfans & porte la foy & hõmage pour eux, de leurs heritages tenus en Fief, cõme les pere & mere, & ſans profit ne Rachat.

Orleans T. 1. Art. 25. Les †† Gardiẽs Nobles prennent les meubles de leurs enfans mineurs & les font leurs, iuſques à ce que les enfans mineurs ſoient en aage de porter la foy, comme deſſus. Et outre les Nobles gardiẽs gaignent les fruicts des heritages des mineurs durant ledit tẽps, à la charge de les nourrir, entretenir, alimẽter & acquiter de toutes debtes & arrerages de rentes, ſans qu'ils ſoiẽt tenus icelles racheter: pareillemẽt entretenir leurs heritages, &c. p. *a Mõtargis.* Ar. 27. *iuſques a ce mot*, empeſchemẽt, *inclus.* Ar. 33. p. *a Montarg.* Ar. 31. defaut ou refus de pere & mere deſdits enfãs mineurs nõ nobles, l'ayeul ou l'ayeule a la garde deſdits enfãs.

Aniov T. 7. Ar. 85. *A la fin.* Et en prenãt par leſdits pere ou mere le bail de leurs enfãs, ils ſerõt tenus les nourrir & entretenir ſelõ l'eſtat & qualité de la maiſon dõt ils ſont, iuſques à ce qu'ils ſoiẽt aagez. Ar. 64. Fẽme † roturiere ſuruiuant ſon mary Noble, eſt Bail des enfans mineurs d'eux deux, & fait les fruicts des heritages mouuans deuers ſon mary defunct, ſiens: aux charges deſſuſdictes.

Le Maine, T. 8. Art. 98. p. *a l'Art. 85. d'Aniou.* ſoient en aage. Art. 107. Homme roturier marié à femme Noble des enfans mineurs d'eux deux apres la mort d'elle, & fait les, &c. ſa femme ſiens, ſoient tenus les heritages à Cens ou autrement. Et ſemblablement fẽme, &c. p. *a Aniou.* Ar. 94. charges & reſeruatiõs deſſus declarees.

Grand Perche, T. 9. Ar. 170. Le Gardié fait les fruits ſiẽs des heritages appartenãs aux mineurs, à la charge de les nourrir, alimenter & entretenir ſelõ leur eſtat & cõditiõ, tenir les heritages en bõne reparatiõ, & les acquiter de toutes debtes & charges annuelles, qui eſt ce que l'on dit cõmunement, *Qui garde prẽd, quitte le rend.*

Chasteavneve Chap. 19. Art. 135. Si le pere ou la mere prend la garde des enfans mineurs d'ans, otphelins de pere ou de mere, ſ'ils ſont Nobles, les meubles appartiennent au ſuruiuant de ſon chef & les fruicts des heritages ſont au pere ou mere gardien ſeulement : & ce en nourriſſant & entretenant les mineurs, ſelon leur eſtat, & ſouſtenant leurs heritages, & auſſi en payant les charges & redeuances d'iceux heritages, durant le temps de la garde.

Chartres Chap. 19. Art. 105. p. *a Chaſteau-neuf.* les meubles & les fruicts des heritages ſont au gardien, en nourriſſant, &c. heritages bien & deuëment, & payãt les debtes mobiliai. & auſſi en payãt les charges d'iceux, &c. de ladite garde.

Drevx Ch. 21. Art. 104. Quand deux conioints vont de vie à treſpas, entre Nobles & il demeure enfans mineurs d'iceux, auſquels ſoit baillé vn gardien, tel gardien eſt tenu faire inuentaire des meubles, pour les rendre : & pourra iouir des heritages, en nourriſſant & entretenant les mineurs ſelon leur eſtat, & payãt les debtes: & à la fin de la garde rendra les meubles, ſelõ les modificatiõs ſuſdites.

Blois Ch. 2. Art. 5. En †† garde de mineurs Noble, les gardiens, ſoit pere ou mere, ayeul ou ayeule, font leurs les fruits des heritages des mineurs, tant cõme dure la garde, dont ils ſont tenus vſer comme bons peres de famille: & à la charge de payer les obſeques & funerailles des pere & mere des mineurs ou autres leurs parẽs: auſquels ils * ſuccedẽt, de nourrir & entretenir les mineurs, de tenir leurs edifices & heritages en bõne & ſuffiſante reparatiõ, de faire les foy & hõmage aux S. de Fief, pour raiſon des heritages, payer les Feodaux profits, ſi aucuns ſont deuz, & d'acquiter les mineurs de toutes debtes, & à la fin, ſi les mineurs ſont maſles, les mõter de cheuaux: & ſ'ils ſont filles, les veſtir, le tout, ſelõ leur eſtat & cõdition. Et au regard des meubles, doreſnauãt en ſera fait inuentaire ſolẽnel, & en appartiendra la moitié au ſuruiuãt pere ou mere, & l'autre moitié aux enfans, & n'auront aucune choſe eſdits meubles les gardiens, au moyen de la garde deſdits mineurs. Art. 6. En garde de mineurs non Nobles, les gardiens ne font leurs les meubles & fruicts des heritages deſdits mineurs : mais ſont ſuiets à confection d'inuentaire, & reddition de compte, comme ſont Tuteurs legitimes de Droict.

Berri T. 1. Art. 23. Et † en acceptant par le pere l'adminiſtration, ſera tenu acquiter ſes enfãs des debtes mobiliaires, auſquelles ils eſtoiẽt lors de l'acceptatiõ de ladite adminiſtratiõ obligez, & payer les charges pour le tẽps de ſõ adminiſtratiõ deuës ſur les heritages de ſes enfãs, enſemble les arrerages des rẽtes, ſi aucunes en ſont deuës, les nourrir, alimẽter & entretenir, & faire les frais des procés: le tout iuſques à la concurrẽce de la valeur des fruicts & non plus auãt: & à la fin de ladicte adminiſtration, leur rendre les heritages en bon eſtat, ſans deterioration

†† *Ceſt Art. 25. eſtoit le 29. Art. & a eſté tiré des 43. & 98 Art. de l'ancie Couſtumier: & ce qui a eſté adiouſté, eſt pour explication.*

† *Ceſt Art. 94. corrige l'ãcienne Couſtume.*

Femme roturiere eſt bail.

Prouerbe.

Entre nobles le ſuruiuãt a les meubles.

†† *Auons dit & remonſtré à ceux deſdits Eſtats, que au moyen que ledit Baillistre fait ſiens tous & chacuns les meubles & fruicts des heritages deſdits mineurs, ſe ſont enſuiuis le tẽps paſſé pluſieurs inconueniens aux mineurs cheuz en bail: leſquels venus en aage ſe ſont trouuez deſnuez de tous meubles: & leur eſtoit dõné occaſion de vẽdre, charger & hypothequer leurs propres heritages ou partie d'iceux: & eſtoit choſe contraire à toute raiſon & equité : que leſdits pauures mineurs fuſſent*

Source : BIU Cujas

doublement affligez de la perte de leur pere ou mere, & de leurs biens. Et aduenoit ſouuent que le ſuruiuant qui auoit accepté le Bail ſe remarioit, & les enfans du premier mariage eſtoient fruſtrez deſdits meubles, dont eſtoient nourris & enrichis les enfans du ſecond mariage: & d'auantage quand celuy qui ſe remarie en ſecondes nopces, va de vie à treſpas, les meubles demeurent au ſuruiuant, qui ne les auoit acquis ne gaignez. Et ne ſeruoit de rien de dire que le Bailliſtre eſtoit chargé de payer les debtes que deuoient leſdits mineurs, de les nourrir, alimenter & entretenir leurs heritages, payer les charges qu'ils doiuent, & en fin dudit Bail, rendre iceux heritages en bon eſtat. Car nul n'eſt contraint de prendre le Bail, ſe bon ne luy ſemble. Et eſt vray-ſemblable que ceux, auſquels il doit appartenir, ne l'accepteront, ſinon quand ils cognoiſtront qu'il leur eſt vtile & profitable. Et ſuppoſé que les pere ou mere, ayant ledit Bail, ſoient tenus entretenir & reparer les heritages: toutesfois eſt aduenu & aduient ſouuent, que leſdits heritages d'iceux mineurs eſtoient delaiſſez en ruine, & conuenoit auſdits mineurs venus en aage, auoir procez contre leurs Bailliſtres où ils conſomment & leur temps & argent, & en procedent pluſieurs inimitiez. A ceſte cauſe auons demandé aux gens d'Egliſe, Nobles, Practiciens & du tiers Eſtat, leur aduis ſur ce. Leſquels gens d'Egliſe & du tiers Eſtat, ont eſté concordablement d'opinion que ledit Article deuoit eſtre corrigé, & qu'il deuoit ſuffire au Bailliſtre de faire ſiens les fruicts deſdits heritages aux charges deſſus declarees. Et par les Nobles fut remonſtré au contraire, que dudit Bail, ſelon ladite Couſtume, ils auoient vſé de tout temps & d'ancienneté, dont eux & leurs predeceſſeurs s'eſtoient bien trouuez, & eſtimoient que ladite Couſtume faiſoit plus à l'aduantage & conſeruation des maiſons, qu'à la diminution & deſtruction d'icelles. Et apres demãdaſmes auſdits Practiciens ſi ladite Couſtume eſtoit veritable & ancienne. Leſquels ont dit & affermé que es anciens Couſtumiers ils auoient veu ladite Couſtume telle que deſſus eſcrite, meſmement en certains Liures Couſtumiers datez de l'an 1498. & de l'an 1507. Et dés ledit temps 98. Les Practiciens & autres qui furent aſſemblez pour rediger leſdites Couſtumes, furent d'opinion que ladite Couſtume dont eſt queſtion, eſtoit pernicieuſe, & qu'elle deuoit eſtre corrigee: & depuis ledit temps ont veu que pluſieurs Nobles l'ont alleguee pretendans au moyen du Bail par eux accepté faire leurs les meubles & fruicts des heritages deſdits mineurs. Toutesfois n'ont peu prouuer en turbe ladite Couſtume. Et finablement du conſentement, aduis & opinion deſdits gens d'Egliſe, Aduocats, Practiciens, & autres dudit tiers Eſtat, & d'aucuns deſdits Nobles: c'eſt à ſçauoir du Seigneur de Menetou & du Seigneur de Marmaignes, a eſté par nous ordonné que ledit Art. ſera reformé en la maniere qu'il s'enſuit. Et ſur iceluy ſeroit mis ce mot, noua: *dont leſdits nobles, excepteż les deſſusdits de Menetou & de Marmaignes ſe ſont portez pour appellans.*

* Aliàs, *ſuccederont. P. V.*

Pere en acceptant l'adminiſtration des biens maternels ou aduentifs, quelles charges doit ſubir.

† *Ceſt Art. 23. eſt adiouſté pour nouuelle Couſtume.*

Pere, mere ou autres aſcendans ayans le Bail de leurs enfans, gaignẽt les meubles aux charges & cõditions, &c. & à faute d'y ſatisfaire, ſont priuez du gain des meubles & fruicts: fors ſeulement que s'il n'y a faute qu'aux reparations, & qu'elle ne ſoit notable.

†† *Les Art. 27. & 28. ſont interpretatifs & ſuppletifs des anciens.*

Inuentaire ſera fait incõtinẽt apres le Bail.

† *Auons remõſtré aux Eſtats l'iniquité de la dite Couſt. entãt que par icelle, le pere qui doit eſtre cõſeruateur des biẽs de ſes enfans mineurs & pupilles, par ladite Couſt. les ſpolie & priue d'iceux. Car tel les charges de payer debtes & d'alimenter leſdits mineurs ne ſont cauſes ſuffiſantes pour introduire ladite Couſtume. Car ſi les biẽs aduẽtifs deſdits mineurs ſont ſuffiſans pour payer les*

ou diminution d'iceux. Art. 26. Et au regard des meubles appartenans aux enfans mineurs eſtans ſous le Bail & adminiſtration du pere ou de la mere, ayeul ou ayeule, entre Nobles, appartiennent aux Bailliſtres & adminiſtrateurs, & les font leurs, à la charge de l'entreteneẽment & nourriture des mineurs, d'acquitter & deſcharger iceux mineurs de toutes charges & debtes mobiliaires par eux deuës, & payer pour le temps qu'ils auront ledit Bail, les charges reelles, enſemble les arrerages eſcheus au precedent, ſi aucuns en ſont deuz, & de faire tous les frais & deſpens des procés, qu'ont ou aurõt les mineurs pendant le Bail & adminiſtration, & de rendre à la fin du Bail, les heritages en bon & ſuffiſant eſtat, ſans deterioration ou diminutiõ. Art. 27. Et †† où leſdits pere, mere, ayeul ou ayeule ayans l'adminiſtration & bail de leurs enfans mineurs, durãt la Garde & adminiſtration n'auroient ſatisfait aux charges deſſus declarees, ſeront & demeureront priuez du gain des meubles & fruicts: & ſeront tenus iceux rendre à leurs enfans, eux venus à l'aage deſſus declaré. Et a ceſte fin ſerõt tenus faire faire inuẽtaire des meubles, incontinẽt apres que le bail & adminiſtration leur ſeront deferez, auãt qu'eux immiſcer en ladite adminiſtration. Art. 28. Toutesfois ſ'il n'y auoit faute que quant aux reparations, ils n'en ſeront priuez: ſinon que la faute ſoit notable.

BOVRBONNOIS Chap. 16. Art. 174. Le pere eſt adminiſtrateur f legitime des biens maternels & aduentifs de ſes enfans eſtans en ſa puiſſance, & faict les fruicts ſiens, ſi bon luy ſemble, iuſques à l'aage de xiiii. ans quant aux filles, & à xviii. quant aux maſles. Et ſera tenu le pere en prenant ladite adminiſtratiõ payer les debtes, que doiuent les enfans, les nourrir, alimenter & entretenir, payer ou acquiter les charges que doiuent les heritages, & à la fin de ladite adminiſtration rendre les heritages en bon eſtat: & eſt tenu le pere de faire inuentaire de leurs biens & les rendre à ſes enfans, l'vſufruict finy. Et ſi ledit pere ſe remarie, ou que les enfans meurent auant ledit temps, g l'vſufruict & adminiſtration ſont finis.

LA Marche, Chap. 12. Art. 74. Celuy †† ou celle qui prend Bail de mineurs, fait tous les fruicts des heritages du mineur ſiens durant le bail. Et ſ'il y a Eſtangs, bois taillis ou autre reuenu, il les peut peſcher, coupper & prendre le profit, ſelon les ſaiſons & annees que le defunct les auoit accouſtumé ou deuoit prendre à l'vſage du pays. Art. 75. Celuy qui a le Bail doit entretenir les heritages du mineur, & à la fin de la Garde rendre les heritages en bon & ſuffiſant eſtat. Et ſi le Bailliſtre depopule ou empire leſdits heritages, il doit perdre le Bail. Et audit cas doit eſtre pourueu de Tuteur audit mineur: & neãtmoins ſera ledit Bailliſtre tenu enuers le mineur en tous dõmages & intereſts à cauſe de la depopulatiõ & empiremẽt. Ar. 76. Celui qui prẽd bail, doit rẽdre quitte la terre du pupille, le

f Ceſte Couſtume, comme auſſi pluſieurs autres, eſt conforme à la Loy l. 10. l. cum oportet. C de bonis quæ lib. Aucunesfois vn pere eſtant mauuais meſnager, on peut mettre vn autre Tuteur qui ſera eſleu par les parẽs pour le mauuais meſnage & gouuernement du pere, biẽ prouué, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt le 14. iour de Mars 1563 & depuis par autre Arreſt donné auſſi en audience le 26. Feurier 1585. fut vn pere mauuais meſnager priué de la Tutelle de ſes enfans, ou que du moins le bien ſeroit ſequeſtré & mis en main tierce. Au reſte encores que le pere fut abſent, ſi eſt-ce qu'il eſt touſiours preferable à la Tutelle de ſes enfans, & ainſi

Source : BIU Cujas

par Arreſt du 3. iour de Decembre 1575 fut ordonné que le Tuteur cy deuant eſleu luy rendroit compte.

g C'eſt à ſçauoir tous ſans enfans procreez de leurs corps. D'autant que tant qu'il y a enfant de la ligne naturel & legitime, il a & emporte tout, & luy accroiſſent les portions de ſes freres ou oncles. C.M.

debtes : en ce cas le pere n'acceptera leſdits biens aduentifs. Et à ceſte cauſe ſeroit trop plus que raiſonnable que le Pere, comme Tuteur, peut prendre leſdits biens & aduentifs, & en rendre compte & reliqua ladite Tutelle finie. Les Nobles & gens du tiers Eſtat, ont dit que ladite Couſtume eſtoit telle de tout temps gardee & obſeruee audit pays : & n'ont conſenty l'abrogation d'icelle Couſtume : ains de leur conſentement ledit Art. 174. à eſté modifié, ainſi qu'il eſt eſcrit.

†† *Ceſt Art. 75. a eſté corrigé ainſi qu'il eſt eſcrit : par ce que l'ancien eſtoit trop general, & que pluſieurs procés ſe pourroient engendrer à cauſe d'iceluy.*

nourrir & alimenter ſelon l'eſtat des parties, payer ſes debtes perſonnelles, reſtituer les meubles qui ſeroient trouuez au temps du Bail : dont il eſt tenu faire inuentaire, en luy deliurant le Bail.

LODVNOIS Chap. 33. Art. 6. Le Bail fait les fruicts ſiens des heritages & reuenus du mineur, tant qu'il eſt au Bail : auſſi recueille les meubles ainſi que deſſus : à la charge d'entretenir l'eſtat du mineur, & faire les reparations de ſes heritages, & de payer & acquiter les debtes perſonnelles, & arrerages des rentes & autres charges. Car qui Bail prend, quitte le rend.

BAR Tit. 6. Art. 68. A celuy qui prend la Garde Noble appartiennent les meubles & fruicts des heritages des mineurs, durant le temps qu'il aura le gouuernement, à la charge de les gouuerner ſelon leur maiſon & qualité, & payer les debtes tant perſonnelles que reelles, & de tenir les heritages, terres & Seigneuries en bon & ſuffiſant eſtat.

Voyez cy deſſus Berry Titre premier. Article 22. Tours. Art. 340. Boullenois Art. 87.

Art. 268. *PARIS.*

La Garde h Noble dure aux enfans maſles, iuſques à xx. ans, & aux femelles iuſques à xv. ans accomplis. Et la Garde Bourgeoiſe dure aux enfans maſles iuſques à xiv. ans, & aux femelles, iuſques à xii. ans finis & accomplis : le tout pourueu que leſdits pere & i mere, ayeul, ayeule ne ſe remarient. Auquel cas la Garde eſt finie.

Garde Noble & Bourgeoiſe, iuſques à quel aage durent.

Garde Noble ou Bourgeoiſe finit, s'ils ſe remarient.

h L'Aage eſt fort different par les Couſtumes pour faire finir la Garde Noble ou Bourgeoiſe, & la Tutelle. Iure Longobardorum ætas æſtimatur ex annis xiiii. Et par la conſtitution de Federic dans l'an & iour apres la puberté, les mineurs doiuent & ſont tenus porter la foy & hommage Nous auons cy deſſus parlé de ceſte queſtion au Titre premier De Fiefs, ſur l'Article quarante & vnieſme de Paris, ou il faut auoir recours.

i La mere eſt touſiours preferable & fauorable à la Garde Noble & Tutelle de ſes enfans, meſmes d'vn fils vnique qu'elle eſt preſumee aimer vniquement. Mais ſi elle ſe remarie, & vitricum ſuper in-

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 8. Art. 139. Leſdites Gardes Noble & Bourgeoiſe durent aux enfans maſles iuſques à xiv. ans, & aux femelles iuſques à xii. ans, &c.

MEAVX Chap. 19. Art. 152. Pere †† ou mere qui prend la Garde de ſes enfans mineurs, s'il conuole en ſecondes nopces, perd ladite Garde. Art. 153. La Garde Noble des fils dure iuſques à xiv. ans, & des filles iuſques à xii. ans.

MELVN Chap. 20. Art. 286. Si † la mere ou ayeule aiant prins le Bail ou Garde Noble de leurs enfans mineurs ſe remarient elles perdẽt iceux Bail ou Garde Noble : mais ſi les pere ou ayeul ſe remarient, ne perdent leſdits Bail ou Garde Noble. Art. 290. La †† Garde des enfans Nobles dure à ſçauoir aux enfans maſles, iuſques à xiiii. ans, & aux femelles iuſques à xii. ans. Et ledit temps finy, leſdits Gardiens demeurent pour Tuteurs & Curateurs des enfans mineurs, s'ils ne leur en font pourueoir d'autres, iuſques à ce qu'ils ayent attaint l'aage de maiorité, ou autrement ſoient iouiſſans de leurs droicts : & ſont tenus de rendre compte du reuenu des heritages des mineurs depuis ladite Garde finie.

ESTAMPES Chap. 7. Art. 89. A *la fin.* Dure ladite Garde, c'eſt à ſçauoir, aux enfans maſles Nobles, iuſques à xx. ans, & aux filles Nobles, iuſques à xv. ans accomplis : aux maſles Bourgeois iuſques à xiv. ans, &c. p. *a Melun.* accomplis, ſi pluſtoſt ne ſont mariez. Si le Gardien ſe remarie perd ladite Garde.

DOVRDAN T. II. Art. 127. p. *a Eſtampes.* quãt aux Nobles : à ſçauoir aux maſles, &c. aux femelles, &c. xv. ans, ou iuſques à ce qu'ils ſoiẽt mariez, ſi pluſtoſt ſont mariez. Et quant aux roturiers iuſques à xxv. ans ſoient maſles ou femelles, iuſques à ce qu'ils ſoient mariez comme deſſus.

MONT-FORT Ch. 10. Art. 117. Et dure ladite Garde, &c. p. *a Dourdan.* nobles aux maſles, &c. roturiers, aux maſles, iuſques à xiiii. ans, & aux filles iuſques à xii. ans accomplis.

MANTE Ch. 16. Art. 181. Et † dure la Garde aux Nobles iuſques à xx. ans

†† *Ces deux Art. 152. & 153. ſont adiouſtez de nouuel.*

† *L'Art. 286. eſt introduit de nouuel pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé : & en cõſequence de ce, a eſté abrogé l'Article 16. ancien de Saiſine en Fief,* vn paraſtre, *&c.*

†† *Ce 290. Art. a eſté adiouſté de nouuel comme ancien, & omis en l'ancien Couſtumier.*

† *Ceſt Art.*

Source : BIU Cujas

181. *a eſté adiouſté comme ancien & omis.*

ducat aura elle ladicte charge & l'adiudication de ſon fils? Contre la diſpoſition de la loy 1.C. vbi pub educ. debeant Non. 22. cap. 38. La loy derniere du meſme Titre relinquit hoc arbitrio iudicis. Ce qui eſt treſequitable principalement quand la Couſtume du lieu y aſſiſte, comme celle de Vitri. Art. 63. par laquelle la mere conuolant à ſecondes nopces ne perd poinct la Garde noble ou Tutelle de ſes enfans. Ainſi fut par Arreſt du 18. Decembre 1565. confirmee la ſentence prouiſionnale donnee au profit de Monſieur de la Chaſtre & Dame Ieanne Chabot ſon eſpouſe vefue du defunct Sieur de Giury ſon premier mary pour la Garde noble de Anne d'Anglure Sieur de Giury ſon fils contre Monſieur d'Eſtanges oncle dudit mineur: auquel la ſucceſſion dudict Anne d'Anglure appartenoit, l'appel eſtoit du Bailly de Melun ou ſon Lieutenant. Ceſt arreſt eſt fort equitable. Iudex enim non temere decernit educatorem eum, qui pupilli ſucceſſionem ſperat: & cauere debet vt ſine vlla maligna ſuſpicione alatur partus & educetur. Seneca de conſol. ad Marchianum, Pupillus relictus, ſub tutorum cura vſque ad XVII. annum fuit: ſub matris cuſtodia ſemper. Le beaupere ou Vitric peut eſtre chargé de la Tutelle du fils de ſa femme, ou de l'education l. vlt. C. de contr. iud. tut. l. 2. C. de intend. matr. l. 32. §. vlt. D. de adopt. Caius Octauius a eſté nourry & eſleué apud Vitricum comme eſcrit Dion. Depuis en la Couſtume de Paris par Arreſt du 6. iour de Iuin 1578. par lequel la Tutelle de la fille du Sieur de la Tour fut adiugé à Monſieur l'Eueſque de Paris ſon oncle, & l'education à la mere remariee. Lequel Arreſt ſe doit entendre és Couſtumes, qui oſtent aux femmes conuolans à ſecondes nopces, la Tutelle de leurs enfans. Toutesfois l'education leur eſt permiſe. Et ſi on ſe deffie de la mere, on doit remettre le ſoin de l'education aux Tuteurs, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 17. Decembre 1563. Voyez cy deſſus en l'Addition du Tit. XI. vn Arreſt du 3. iour de Iuin 1585. qui faict à propos de ceſte matiere.

quant aux maſles, & quant aux filles iuſques à XVIII. ans, iuſques à ce qu'elles ſoiét mariees, ſi pluſtoſt elles ſont mariees.

CLERMONT Tit. 14. Art. 172. La * Garde noble dure quant aux enfans maſles, iuſques à XVIII. ans & vn iour accomplis, & quant aux filles, iuſques à XIIII. ans & vn iour auſſi accomplis: & à la charge que là où l'acceptant de la Garde noble, ſe remarie, icelle Garde noble ſera finie: & ſeront eſleus Tuteurs aux mineurs, qui ſeront tenus rendre compte de leurs biens.

VALLOIS Tit. 6. Art. 75. Et ſont les enfans Nobles reputez aagez: c'eſt à ſçauoir les enfans maſles à XX. ans & vn iour. Auquel aage ils ſont mis hors de Garde, & peuuent iouyr, comme maieurs de leurs droicts, & †† non pourtãt aliener leurs biens immeubles.

TROYES Tit. 2. Art. 17. *A la fin.* Et ſi le pere ou mere aiant ladicte Garde, ſe remarie, il perd la Garde & ne faict plus les fruicts de leurs heritages ſiens: & deſlors à luy, comme Tuteur ou autre qui par Iuſtice ſera ordonné aux mineurs, appartient l'adminiſtration deſdits heritages à la charge de rendre compte & reliqua.

CHAVMONT Tit. 1. Art. 11. Et ſi tel homme ou femme qui a la Garde de ſeſdits enfans, ſe remarie ne perd pour ce ladicte Garde.

VITRI Tit. 4. Art. 63. p. *à Chaumont.* femme noble &c. Art. 65. La Garde faut au fils à XV. ans, & à la fille à XIIII. ans.

LAON Tit. 18. Art. 261. *A la fin.* Et dure le Bail aux maſles: iuſques à XIIII. ans, & aux filles iuſques à XII. ans: pourueu que leſdits pere ou mere ne ſe remarient. Et en ce cas finit le Bail & doit eſtre pourueu aux mineurs de Tuteurs & Curateurs.

REIMS Tit. 12. Art. 332. p. *à Laon* remarient. Auquel cas finit la Garde noble: & † doit eſtre &c. Art. 333. *A la fin.* Et dure la Gardes des roturiers iuſques à ce que les mineurs, tant maſles que femelles, ayent XXV. ans accomplis.

AMIENS Tit. 7. Art. 134. le Bail ne dure que iuſques à l'aage de XIIII. ans accomplis pour les maſles, & XII. ans pour les femelles.

CHAVNI Tit. 25. Art. 137. Tous enfans c'eſt à ſçauoir fils au deſſous de XIIII. ans, & filles au deſſous de XII. ans ſont tenus & reputez mineurs & en bas aage.

LILLE Chap. 4. Art. 40. Tous enfans maſles ſont reputez aagez à XVIII. ans, & les femelles à XV. ans.

BOVLLENOIS Tit. 20. Art. 78. *A la fin.* Et †† dure le Bail, ſçauoir quant aux enfans maſles iuſques à ce qu'ils ayent atteint le XV. an de leur aage: & quant aux filles l'onzieſme.

PERONNE Tit. 9. Art. 226. Ledict †† Bail a lieu pour le regard des maſles, iuſques à XIIII. ans complets, & pour les femelles iuſques à XII. ans complets. Art. 230. Si † la vefue qui a prins le Bail ou Garde noble conuole en autres nopces, elle perd le Bail: lequel appartient au plus prochain parent aſcendant du coſté du pere en droicte ligne: mais ſi le pere ou ayeul ayans prins le Bail, ſe remarie, ne perd neantmoins ledict Bail.

ARTOIS Tit. 5. Art. 154. Le maſle eſt reputé aagé à l'aage de XIIII. ans cõplets, & attaindant l'aage de XV. ans, & la femelle à l'aage d'onze ans & atteinOOOOo iiii

* *Voyez cy deſſus l'Art.* 170.

†† *Ces mots* Et non pourtant *&c. ſont de nouuel adiouſtez. Antoine de Sanctyõ Eſcuyer, Seigneur de Ruſty a proteſté que l'Addition faite à la fin à la Couſtume deſſus dite ne luy peut nuire ne preiudicier, n'a Damoiſelle Loyſe de Hecques ſa femme: par ce qu'ils auoient peu vendre & aliener leurs heritages, aians attains l'aage contenu en ladite Couſtume. Fut faite pareille proteſtation par Hugues de Minthy Eſcuier Seigneur de Villiers emmy les champs tant pour luy, que pour les enfans de defuncte Suzanne de la Fõtaine, jadis ſa femme, requerans lettres deſdites proteſtations. Ce que leur auons octroyé.*

† *Ces mots* Pourueu que leſdits pere *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez, & con-*

Source : BIU Cujas

ſequemment la Couſtume ancienne abrogee : par laquelle, la mere qui ſe remarioit à homme Noble, ne perdoit pource ladicte Garde : ains perdoit ſeulement au cas qu'elle ſe remariaſt à homme roturier.

† *Ces mots,* Et dure *&c. iuſques à la fin ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 226. qui eſtoit ancien és Preuoſtez de Peronne & Mondidier, a eſté de nouuel introduit pour le regard de la Preuoſté de Roye, en laquelle tel Bail finiſſoit en l'aage de xv. ans quant aux maſles, & xiii. ans quant aux femelles.*

† *Ceſt Art. 230. a eſté de nouuel introduit.*

Auquel aage les enfans peuuent contracter ou diſpoſer de leurs heritages & biens.

dant l'aage de xii. ans à l'effect de vuider hors de Bail, & de prendre & perceuoir les fruicts & profits de leurs biens & heritages, pour d'iceux fruict pouuoir diſpoſer : mais entant que touche d'eux pouuoir obliger, charger ou aliener, leurs biens & heritages ſans auctorité de Curateur & decret de Iuge competent au regard des immeubles, eſt requis que le maſle ait attaint l'aage de xx. ans complets & la femelle l'aage de xvi. ans auſſi complets : n'eſtoit que parauant ledict aage ils fuſſent liez de mariage que lors ou eux venus à tel aage, ils peuuent contracter & diſpoſer de leurs biens, comme les aagez, ſans que pour ce il ſoit requis faire emancipation. Tit. 6. Art. 157. L'homme ou la femme ſe remarians vne ou pluſieurs fois, ne perdent le droict de Bail, qu'ils ont pour leurs enfans mineurs.

Bail ne ſe perd point par mariage.

Dvche de Bovrg. Chap. 6. Art. 8. La femme qui eſt Bailliſte, adminiſtratereſſe ou tutrix de ſes enfans, quand elle ſe marie apres le treſpas de ſon mary, ne perd point la Bailliſterie, adminiſtration ou Tutelle de ſes enfans à elle demeurez de ſon mary treſpaſſé. Art. 9. Sera †† tenue la femme faire mettre par inuentaire par Notaire Royal ou Officiers des lieux, deux deſdits parens plus prochains appellez, tous les biens meubles & immeubles deſdits enfans ſans en rien receler, & dont elle ſe purgera par ſerment. Leſquels meubles enſemble les fruicts des immeubles ſeront ſuiets à reſtitution, où cas qu'elle conuole en ſecondes nopces : ouquel cas elle perdra la Bailliſterie & adminiſtration, & ſera tenue faire prouuoir d'autre Tuteur & adminiſtrateur à ſes enfans & rendre compte. Et de tout ce que deſſus ſera tenue bailler caution ſuffiſante, prenant le Bailliſterie. Et oudit cas de ſecondes nopces ou ayant ſatisfait à ce que deſſus, demeurera ſeulement chargee de ſa portion des debts & aura ſes droicts ſuiuant la Couſtume & ſon traicté de mariage. Et a eſté derogé à tous. Art. eſcrits en la Couſtume contraires à ce.

Inuentaire de biens des mineurs comme ſera faict & par qui.

†† *Ceſt Art. 9. eſt de nouuel introduit.*

Montargis Chap. 1. Art. 30. *A la fin.* Et ſi la femme ſuruit qui ait prins la Garde de ſes enfans, & elle ſe remarie ſeſdits enfans, eſtans mineurs & non aagez elle perd la Garde, & n'eſt point tournee la Garde en Bail : mais le pere ne la perd. Chap. 7. Art. 5. Tous enfans maſles par l'aage de xx. ans & vn iour, ſoient mariez ou non, ſont à leurs droicts, aians pere ou non, & peuuent contracter, eſter en iugement & faire tous actes de liberté : & à ceſt aage ſont finir toutes gardes, Bailles & Tutelles, eſquelles pourroient eſtre par Couſtume ou Iuſtice : & auant ledict aage, poſé qu'ils ſoient mariez ne font finir leſdictes gardes.

Garde ne tourne en Bail.

Enfans maſles ſont aagez à vingt ans & vn iour.

Gardes des bailes & Tutelles finiſſent à vingt ans.

Orleans Tit. 1. Art. 25. *A la fin.* Leſquels pere, mere, ayeul ou ayeule aians la garde noble, s'ils ſe remarient, ſeront tenus bailler au prealable caution de rendre indemnes les mineurs de ce qu'ils ſont tenus les acquiter par la garde. Toutesfois ſi la vefue Noble gardienne de ſes enfans, ſe remarie, & que ſon mary & elle ne vouſiſſent accepter le Bail des enfans aux charges que deſſus. En ce cas s'il y a ayeul ou ayeule pourront prendre & auoir la garde des mineurs ſans payer aucun profit. Et prendront leſdits meubles & fruicts des heritages, comme deſſus & aux charges ſuſdictes. Art. 32. *A la fin,* Et ſi la femme &c. p. à *Montargis.* Art. 30. en Bail : combien qu'entre Nobles ladicte garde tourne en Bail. Tit. 9. Art. 180. Entre non Nobles la femme vefue, ſi elle ſe remarie, perd la garde de ſes enfans & non le pere : lequel combien qu'il conuole en autres nopces, ne perd la garde de ſes enfans.

Entre Nobles la Garde tourne en Bail.

Entre non Nobles, la femme ſe remariant perd la Garde, & non le pere.

Tovrs Tit. 31. Art. 339. *A la fin.* Et ſi la mere ſe remarie, elle perd le Bail. Art. 340. Ledict Bail dure, pour le regard du maſle, iuſques à xviii. ans accõplis, & de la fille iuſques à xiv. pendant leſquels le Bailliſtre faict les fruicts ſiens & prend les meubles à la charge d'entretenir les mineurs ſelon leur eſtat : faire les reparations de leurs heritages, acquiter les debtes perſonnelles, arrerages de rentes & autres charges, ſelon qu'on dit vulgairement, *Qui Bail prend quitte le rend.*

Aniov Tit. 7. Art. 85. Et ſi leſdits pere ou mere ſe remarient, ſera pour-

Source : BIU Cujas

ueu de Tuteurs aux mineurs: auſquels Tuteurs ſera faict deliurance des heritages & meubles d'iceux mineurs: à la charge de rendre compte & reliqua. Art. 86. Le Bail du maſle Noble, dure iuſques à ce que celuy, qui eſt tenu en Bail, ait xx. ans accomplis: & de la fille iuſques à ce qu'elle ait xiv. ans accomplis.

LE MAINE Tit. 8. Art. 98. & 99. p. *à Anion.* Art. 85. & 86.

GRAND PERCHE Tit. 9. Art. 168. Si † la mere ayeule ou Biſayeule aiant accepté la Garde, ſe remarie, elle la pert: mais le pere, ayeul ou Biſayeul ſe remariant ne la perdent. Art. 172. La Garde quant aux maſles finit en l'aage de xx. ans: & quant aux femelles en l'aage de xvi. ans. Mais ſi auant ledict temps ſont mariees, ladite Garde finit par leur mariage, & ledict temps finy, ont l'adminiſtration de leurs biens: mais ne peuuent aliener ou hypothequer leurs immeubles, qu'ils n'ayent xxv. ans paſſez.

CHASTEAVNEVF Chap. 19. Art. 136. Si la mere, qui a la Garde ſe remarie, la Garde faut: par ce qu'elle reuient en la puiſſance de ſon mary: & quant au mary, ne la perdra point: ſ'il n'eſt trouué qu'il fut de maluerſation, ou qu'il tournaſt à pauureté: auquel cas il ſera pourueu par Iuſtice.

CHARTRES Chap. 19. Art. 106. Si le pere ou la mere qui ont la Garde, ſe remarient, la garde defaut: & ſera pourueu & ordonné de Tuteurs & Curateur aux enfans mineurs.

DREVX Chap. 20. Art. 96. p. *à Chartres.* La garde faut.

BLOIS Chap. 2. Art. 8. Garde expire venant l'aage de puberté: c'eſt à ſçauoir és maſles l'aage de xiiii. ans, & és femelles de xii. ans. Art. 9. La mere, ſoit Noble ou roturiere, perd la garde, gouuernement & adminiſtration des enfans, ſi elle conuole en ſecondes nopces.

BERRI Tit. 1. Art. 30. Et †† ſi les[k] pere ou ayeul non nobles aians l'adminiſtration des biens de leurs enfans eſtans en leur puiſſance, conuolent à autres nopces, ne feront les fruicts des heritages ou biens immeubles de leurs enfans leurs. Art. 31. La mere ou ayeule conuolant à ſecondes nopces, perd l'adminiſtration & gouuernement des biens de ſes enfans, & ne fera plus les fruicts ſiens: & ne gaignera auſſi dict cas entre nobles, les meubles: pour ce que volontairement elle delaiſſe le Bail: & † neantmoins ſera tenue de faire pourueoir [l] auant que contracter le ſecond mariage, de Tuteur ou Curateur à ſes enfans & rendre les biens meubles ſelon l'inuentaire & compte & reliqua de l'adminiſtration qu'elle a eue, auant que ſolenniſer le ſecond mariage. Et ſ'elle conuole à ſecondes nopces, auant que [m] ce auoir faict, ſera priuee des droits de ſucceſſion & autres droicts, qui luy ſont deferez par la mort de ſes enfans. Art. 32. Et audict cas que la mere ou ayeule perd le Bail, pour eſtre conuolee [n] à ſecondes nopces, ne retournent les enfans à nouuel Bail: mais leur doit eſtre pourueu par le Iuge du lieu, de Tuteur ou Curateur. Art. 37. Le Bail du mineur dure ſeulement iuſques à l'aage de puberté de xiiii. ans accomplis aux maſles, & de xii. ans accomplis aux filles: & apres ledit aage leur ſera pourueu de Curateur par le Iuge ordinaire pour les cauſes & negoces.

LA MARCHE Chap. 12. Art. 73. Bail de mineurs entre nobles, dure quãt aux maſles, iuſques à xiv. ans: & quant aux filles, iuſques à xii. ans. Et à ſemblable temps finit la Tutelle des non nobles. Art. 81. Femme aiant le Bail le perd ſi elle ſe remarie.

LODVNOIS Chap. 27. Art. 29. Si femme Noble aiant le Bail de ſes enfans, ſe marie, elle perdra ledit bail. Chap. 33. Art. 1. *A la fin.* p. *à Tours.* Art. 339. Perd le bail. Et dure ledict bail de maſle iuſques à xviii. ans accomplis, & de la fille iuſques à xiv. ans accomplis.

CAMBRAY Tit. 6. Art. 6. Le maſle eſt aagé à xv. ans, & la fille à xiii. ans, pour terres tenir & de bail ſortir.

BAR. Tit. 6. Art. 69. Si le gardien ſe remarie, il ſera tenu rendre compte des meubles, & non des fruicts: leſquels il fera ſiens, a cauſe de la nourriture & entretenement de ſes enfans, iuſques a l'aage de xvi. ans pour les fils, & xvi. pour les filles: auſquels aage la garde noble finira.

SEDAN Tit. 8. Art. 151. La femme qui a la garde noble de ſes enfans, perd ladicte garde, ſi elle ſe remarie: & le mary non.

NORMANDIE Chap. 10. Art. 223. La garde noble finit apres que le mineur a xx. ans accomplis: & ſ'il eſt en la garde du Roy, apres xxi. an accomplis. Art. 227. La garde d'vne fille finit apres l'aage de xx. ans accomplis: ou pluſtoſt ſi elle eſt mariee par le conſeil & licence de ſon Seigneur. Art. 229. Fille eſtant aagee de xx. ans, encore qu'elle ne ſoit mariee, ſort hors de garde.

† *Ces deux Art. 168. & 172. ſont accordez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Garde finit par mariage.

Pere ou ayeul non nobles conuolans à autres nopces, ne font les fruicts leurs

†† *Ceſt Art. 30. reduiſant à l'ancienne eſt nouuelle Couſtume.*

Mere ou ayeule conuolant à ſecondes nopces perd l'adminiſtration & gouuernement de ſes enfans: & ne ſera plus les fruicts ſiens ny gaignera les meubles.

Mere ſe remariant à quelles choſes eſt tenue: ſur peine de priuation des droicts de ſucceſſion.

† *Ceſt Art. 31. eſt nouuelle Couſtume depuis ces mots,* Et neantmoins *&c. iuſques à la fin.*

Bail finy, les enfans ne retournent à nouuel Bail.

Bail du mineur iuſques à quel aage dure.

Curateur quãt doit eſtre ordõné.

Bail entre nobles ou Tutelle entre roturiers, iuſques à quel aage dure.

Bail à quel aage finit.

Gardien ſe remariant tenu

k Aucuns eſtiment ceſt Art. 30. eſtre contre la diſpoſition ciuile in l. fin. C. de bonis maternis.

l A matribus ſedulũ petendi tutoris officiũ exigitur l. 8. l. C. qui pet. tut. l. 2. §. tractari D. ad Tertyll. l. vlt. §. 2. C. de adm. tut. No. 36 cap. 27. Si la mere eſt priuee des meubles qui luy ſont deferez par la Couſtume pour le decez de ſes enfans morts ſans enfans procreez de leurs corps, tels meubles ne viennent à l'ayeul ains aux heritiers de ſon enfant ainſi decedé. ex l. 2. §. penult. D. ad Tertyll. Ainſi a eſté iugé entre Claude le Beau & Marie Freignet ſa femme auparauant vefue de feu Iean Briſſet demandeurs contre Lancelot Briſſet defendeur ladite Fraignet pretẽdant la ſucceſſion mobilaire de Iean Briſſet ſon fils & dudict defunct. Ce qui eſt empeſché par ledit Lancelot: par ce que la mere n'a faict pourueoir de Tuteur à ſon fils, ne faict faire aucũ inuentaire. Les demãdeurs reſpondent que la mere auoit contracté par le conſen-

Source : BIU Cujas

tement du defendeur, ſa mere & autres domeſtiques, qui auoit delaiſſé ſon fils en la maiſon de defunct ſon mary commun auec le defendeur ſon frere fort bon meſnager, & que c'eſtoit ſon profit. Et ſi l'inuentaire euſt eſté faict, elle euſt eſté diſſolue, il demeuroit en la puiſſance de ſon ayeule paternelle viuante & dudict Lancelot ſon oncle paternel, qui eſtoient Tuteurs legitimes: & en tout cas quand elle contracta le ſecond mariage, elle eſtoit mineur & alleguoit Accurſe in l. matres C. ad Tertyll. Le defendeur pour replique emploioit ceſt Art. 31. lequel il diſoit deuoir eſtre gardé. Par ſentence du Preuoſt de Bourges du 5. iour de May 1581. Les meubles ſont adiugez à la mere: laquelle ſentence eſt infirmee au Bailliage le penultieſme iour d'Aouſt oudit an enſuiuant, la mere appelle & en cauſe d'appel obtient lettres pour ſa minorité. Et par Arreſt du 5. iour d'Auril 1583. L'appellante eſt deboutee de l'enterinement de ſes lettres Royaux & l'appellation miſe au neant, eſt ordonné que ce dont eſt appel ſortira ſon plein & entier effect. Ie ne veux point paſſer ſous ſilence vn Arreſt donné en la premiere Chambre des Enqueſtes le 2. iour d'Octobre 1587. entre M. Noel Guyon & la femme appellans & Maiſtre Iean & Pierre Riuieres intimez. Le faict eſtoit qu'il eſtoit queſtion de la ſucceſſion des meubles d'vn frere deſdicts Iean & Pierre Riuieres, decedé ſans hoirs de ſon corps. Ledit Guyon & ſa femme qui eſtoit mere des Riuieres ſe rendent demandeurs pour raiſon de ladicte ſucceſſion mobiliaire. Ce qui eſt empeſché par leſdits Riuieres: par ce que la mere n'a ſatisfaict à ce qui eſt ordonné par la Couſtume, n'ayant faict pourueoir de Tuteur ou Curateur à ſes enfans que contracter le ſecond mariage: & eſtoit neantmoins ledict Guyon demouré Tuteur par l'aduis des parens ainſi qu'il eſtoit porté par le contract de mariage. Par ſentence donnee au ſiege de la Conſeruatoire le 26. Mars 1587. furent les demandeurs declarez mal fondez & non receuables és concluſions par eux prinſes: deſquelles les defendeurs furent abſoubs & ſans deſpens attendu la qualité des parties. Appel en la Cour: & fut par ledict Arreſt miſe l'appellation au neant ſans amende. Ordonné que ce dont eſt appel ſortira ſon plein & entier effect ſans deſpens de la cauſe d'appel attendu la qualité des parties.

rendre compte des meubles ſeulement.

Garde Noble à quel aage finit.

Garde Noble ou Royale quād finit, ſoit pour le fils ou fille.

m L. matres. 3. l. omnem 6. C. ad Tertyll. l. 6. C. qui pet. tut. Nou. 22. cap. 40. l. fin. C. ſi aduerſ. del. l. 2. §. 1. & l. 4. §. 2. D. Qui pet. tut. l. 10. C. de leg. her. l. 6. C. in quib. cauſis pignus. l. 6. C. qui pet. tut. Pubes ſibi petere poterat, nec ei inuito peti dariue curator poterat. Tutor autem dabatur inuito vt rectè Cuiacius Obſ. 17. C. 7. Vide l. 2. §. ſi mater non petierit D. ad Tertyll.

n Vide l. 3. §. quæri & §. ſeq. D. de legit. tut. La Couſtume d'Amiens. Art. 127. dict que l'apprehenſion du Bail ſe faict ainſi que de ſucceſſion.

L'ALLEVE Tit. 1. Art. 9. Audict pays, vn enfant maſle eſt reputé aagé pour l'adminiſtration de ſes biens: quand il attaint la xv. annee: & la fille, la xiiii. annee.

Voyez Sens 158. Clermont. Art. 172. & 176. Troyes. Art. 18. Berri. Tit. 1. Art. 22 Bourbonnois. Art. 174. Lille. Art. 40. Cambray. Tit. 6. Art. 3. Duché de Bourg. Chap. 6. Art. 4. Tours. Art. 346. Lodunois. Chap. 34. Art. 1. & autres miſes en l'Addition de ce Titre XII. nombre VII. & au Titre 1. des Fiefs ſur la Couſtume de Paris. Art. 32. auec les autres Couſtumes y rapportees.

Art. 269. *PARIS.*

La o Garde Noble ou Bourgeoiſe ſe doit accepter en iugement & eſt tenu le Gardien Noble ou Bourgeois, faire faire Inuentaire. Et outre celuy qui a la Garde Bourgeoiſe doit bailler caution.

Garde ſe doit accepter en iugement.

Gardiens nobles ou Bourgeois feront faire inuentaire.

Gardiens Bourgeois tenus de bailler cautiõ

Garde Noble & Bail ſe doiuent accepter en iugement.

Biens des Gardiens ſont affectez & hypothequez.

Gardien quand peut eſtre priué de la Garde cõme vn Tuteur.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 8. Art. 140. p. *à Paris.*

MELVN Chap. 20. Art. 288. La garde noble & auſſi le Bail d'enfans mineurs, ſe doiuent accepter en iugement.

ESTAMPES Chap. 7. Art. 90. Garde &c. p. *à Paris* iugement: & garde Bourgeoiſe y doit eſtre demandee: & eſt tenu le gardien faire inuentaire des biens meubles des mineurs.

DOVRDAN Tit. 11. Art. 126. Et doit celuy qui a la garde Bourgeoiſe faire inuentaire des biens des mineurs, pour leſquels les biens dudict gardien ſont affectez & hypothequez. Et où le gardien ſeroit mauuais meſnager & diſſiperoit les biens des mineurs, doit eſtre priué de la garde, tout ainſi que ſeroit vn Tuteur. Art. 128. p. *a Paris iuſques a ce mot*, iugement, *inclus.*

MONTFORT Chap. 10. Art. 118. garde tant Noble &c. p. *à l'Art. 128. de Dourdan.* Art. 119. Et doit celuy qui a la garde Bourgeoiſe faire inuentaire & bailler caution. †† telle qu'il pourra bailler auec obligation & hypotheque de ſes biens preſens & aduenir.

MANTE Chap. 16. Art. 179. *A la fin* Et ſe doiuent leſdicts bail & garde demander en Iuſtice. Art. 181. *A la fin.* Et doit &c. p. *à Montfort.* Art. 119.

SENLIS Tit. 7. Art. 153. p. *a Eſtampes. 90. iuſques a ce mot*, * iugement, *inclus.*

CLERMONT tit. 14. Art. 171. * p. *al'Art. 153. de Senlis.* Art. 174. Sont tenus les gardiens faire inuentaire ſolennel de tous & chacuns les lettres, titres

†† *Ces mots*, telle qu'il pourra bailler *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

* *Voyez le 152. Art.*

* *Voyez pour ces Art. 171. & 174. ce qu'il a eſté dit cy deſſus*

o Iure ciuili à patre non exigitur ſatiſdatio fructuaria l. vlt. §. ſin autem C. de bonis quæ lib. paterna reuerentia excuſante à tatiociniis, cautionibus & omnibus aliis quæ ab vſufructuariis extraneis, legibus exiguntur. Il eſt encor dipenſé de faire inuentaire des biens aduentifs de ſes enfans l. ſi quis prioris. §. in illo. C. de ſec. nupt. l. cum oportet. & l. fin. C. de bonis quæ liberis. Par le droict ciuil les Tuteurs, principalement les legitimes eſtoient tenus comme auſſi les Curateurs de bailler caution. Rem pupilli ſaluam fore l. 1. D. Rem. pup. ſaluam fore Inſt. de ſatiſd. tut. l. quotiens. §. 1. l. Lucius §. cum teſtamento D. de adm. tut. l. legitimos D. de legit. tut. Et ſouloient les pupils fils

pouuoient parler, de ſtipuler telle choſe de leurs Tuteurs, ou leur ſeruiteur pour eux ſi aucuns en auoient, ou bien il leur en eſtoit achepté vn expres l. 2. & 3. l. ſeruum. l. cum pupillus D. Rem pup. ſal. fore. Au reſte ceſt. 269. ne parle que de la Garde Bourgeoiſe, & non de la Garde Noble: tellement qu'on peut demander ſi le Gardien Noble eſt tenu de bailler caution auſſi bien que le Gardien Bourgeois? Ceſte queſtion a eſté vuidee par Arreſt du Lundy 25. Feurier 1585. Le faict eſtoit qu'vn pere aiant des enfans apres le decez de ſa femme prend la Garde Noble d'iceux enfans: laquelle luy fut depuis deferee par ſentence du Preuoſt de Paris. Ledit pere fut auſſi eſleu Tuteur: par ce qu'il eſt legitime Tuteur de ſes enfans. Apres laquelle ſentence aucuns des parens remonſtrent que le pere eſtoit fort endebté, & meſmes qu'il deuoit de rente conſtituee plus de 4550. liures, & qu'en lieu de payer & acquiter les debtes des mineurs, les entretenir & faire les reparations viageres ſelon la Couſtume, qu'il employeroit les fruicts à ſes propres affaires & à payer ſes debtes. Par ſentence de Requeſtes il eſt ordonné qu'il bailleroit caution. Appel. fut miſe l'appellation au neant ſans deſpens & ordonné que ce dont eſtoit appel, ſortiroit ſon plein & entier effect. Au ſurplus ces mots en iugement, ſe doiuẽt entendre le Iuge ſeant & à iour de plaids ordinaires in loco maiorum: & ne ſuffit de faire l'acceptation, apud acta, au Greffe entre les mains du Greffier ou ſon commis, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt donné au mois de Ianuier 1587. entre M. de Bourges Conſeiller à la Cour & Commiſſaire aux Requeſtes & la veſue de feu M. Huppeau, ainſi qu'il ſera dict cy deſſous plus amplement ſur l'Art. 271.

Inuentaire ſera faict à la diligence des Gardiens.

& autres enſeignemens des heritages, cens & rentes, tant Feodaux que roturiers appartenans aux mineurs.

VALLOIS Tit. 6. Art. 70. Tous Gardiens Nobles ſont tenus accepter la Garde de leurs mineurs en iugement. Art. 71. Seront tenus † dedans viii. apres ladicte acceptation faicte, commencer ledict inuentaire, & ledict inuentaire parfaict commenceront à iouyr des droicts deſſuſdits appartenans à vn Gardien.

† *Le 71. Art. eſt de nouuel introduit. Inuentaire ſera commencé dans la huictaine apres l'acceptatiõ de la Garde ou Bail.*

LAON Tit. 18. Art. 263. Garde Noble & Bail ſe doiuent accepter en iugement, appeller à ce voir faire le Procureur du Roy, ſans ce qu'il ſoit beſoin de conuocation de parens.

Garde ou Bail ſera accepté en iugement, le Procureur du Roy appellé.

REIMS Tit. 12. Art. 334. Garde †† Noble ſe doit &c. p. *a Laon* du Roy ou du Seigneur Haut Iuſticier, ſans qu'il &c. parens. Et doit le Gardien qui la voudra accepter faire declaration dedans trois mois apres la mort du premier decedé, ſi pluſtoſt il n'eſt ſommé de ce faire par le Procureur du Roy, ou de Iuſtice, ou des parens dudict defunct. Et quant à la Garde Bourgeoiſe ou roturiere, ſe doit donner les parens appellez, qui pourront empeſcher pour cauſes raiſonnables que la Garde ſoit baillee aux pere, mere, ayeul ou ayeule, & requerir qu'il ſoit au lieu d'icelle pourueu de TUTEUR & Curateur auſdits enfans mineurs.

†† *Ceſt Art. 334. a eſté de nouuel introduit & l'ancienne Couſtume reformee, en ce que la Garde noble ſe pouuoit prendre ſans miniſtere & auctorité de Iuſtice.*

PERONNE Tit. 9. Art. 222. Si les deſſuſdits prennent la Garde Noble, ſont tenus la prendre en Iuſtice, faire inuentaire des biens meubles & immeubles des mineurs & en rendre compte & reliqua. Art. 229. Celuy qui prend le Bail, eſt tenu bailler bonne & ſuffiſante caution, d'accomplir toutes les charges, auſquels ledict BAILLISTRE eſt tenu, appellez le Procureur du Roy & les deux plus prochains parens du mineur, reſidans dans le gouuernement, ſi aucuns y a: ſinon autres voiſins ou amis du mineur.

TOVRS Tit. 31. Art. 342. Le † BAILLISTRE, en prenant le BAIL, ſera tenu faire inuentaire & appretiation du beſtail & autres meubles neceſſaires à l'agriculture eſtans aux meſtairies appartenans aux mineurs: ſelon lequel inuentaire & appretiation, il rendra leſdites choſes ledit BAIL finy, & laiſſera les meſtairies bien & deuement garnies, ſelon la ſaiſon.

† *Ceſt Art. 342. eſt mis au lieu du 3. Art. ancien. Bailliſtre laiſſera à la fin du Bail, les meſtairies garnies.*

LODVNOIS Chap. 33. Art. 3. Et ſera tenu le BAIL laiſſer les meſtairies garnies de beſtail & autres meubles neceſſaires à l'agriculture, ledict BAIL finy, ainſi qu'il les aura trouuees.

ANIOV Tit. 7. Art. 85. *A la fin.* Et ſeront tenus les pere & mere en prenant le BAIL, faire inuentaire des meubles des mineurs, pour leur conſeruer & garder leurs biens meubles. Art. 93. Les BAILS ſont tenus par auctorité de Iuſtice, inuentorier & apprecier iceux biens meubles, qui demoureront aux mineurs incontinent que les BAILS leurs ſeront aduenus, & en laiſſer l'inuentaire és mains de Iuſtice, pour les garder aux mineurs & bailler caution de les rendre, eux venus en aage.

LE MAINE Tit. 8. Art. 98. & 106. p. *a Aniou.* Art. 85. & 93.

GRAND PERCHE Tit. 9. Art. 167. Et †† ne ſont tenus les pere, mere ayeul, ayeule & autres aſcendans accepter ladicte Garde, ſi bon ne leur ſemble & ſils la veulent accepter, ſont tenus ce faire, dedans xl. iours apres le decez du decedé & en faire declaration par deuant le iuge ordinaire du Haut Iuſticier. Ar. 171. Le Gardien doit faire inuentaire des biens meubles de ſon mineur par auctorité de Iuſtice du lieu, appellé le Procureur du Roy ou de la Seigneurie: & peut ſaider des deniers & meubles qui pour vſer ne ſe degaſtent ou deperiſſent: & la

†† *Ceſt Art. 167. eſt accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

Garde ſe doit accepter dans xl. iours apres

Source : BIU Cujas

le deces du decedé.
Gardiens feront faire inuentaire des meubles & les rendront, la Garde finie.

Garde finie, doit rendre au mineur les meubles, ſelon l'inuentaire tels qu'ils les a prins.

CHASTEAVNEVF Chap. 19. Art. 140. Tous Gardes & Tuteurs, tant legitimes, datifs, qu'autres ſont tenus faire inuentaire & tenir compte : ſauf toutesfois les pere & mere Nobles, leſquels quant aux meubles & fruicts, qui ſont à eux, ſeront excuſez de compte : mais non de faire inuentaire des heritages, titres & enſeignemens des mineurs.

BERRI Tit. 1. Art. 43. Et † dedans ledict temps ſeront tenus auſſi d'arreſter & clorre l'inuentaire, les BAILLISTRES, Gardes & autres adminiſtrateurs des biens des mineurs, qui ſont tenus d'iceluy faire, ainſi qu'il eſt dict cy deſſus.

† *Ceſt Art. 43. eſt interpretatif & ſupplettif des anciens.*

MONTARGIS Chap. 1. Art. 26. *A la fin.* Leſquels Gardiens toutesfois ſeront tenus eux immiſcer de faict en l'adminiſtration de ladicte Garde ou declarer en la Iuſtice ordinaire dedans xl. ſ ils l'acceptent ou repudient : autrement ne ſeront plus receus à demander ne requerir ladicte garde : ſinon qu'il y euſt cauſe ou abſence raiſonnable.

BAR. Tit. 6. Art. 67. Celuy des pere, mere, ayeul ou ayeule qui prend la garde Noble, eſt tenu de le declarer, par deuant le Iuge ordinaire dedans xv. iours, apres le decez du pere, ou mere premourant, venu à ſa congnoiſſance. Et neantmoins prenant la garde Noble, luy ſera donné vn Curateur pour ſeulement aſſiſter à la faction de l'inuentaire, qu'il ſera tenu faire par auctorité de Iuſtice, & partages des biens des mineurs.

Garde Noble ſe doit accepter dans xv.
Gardien fera faire inuentaire appellé vn Curateur pour y aſſiſter.

Art. 270. PARIS.

Pendant ladicte p Garde Noble ou Bourgeoiſie, ſont eſleus Tuteurs & Curateurs aux mineurs, ſi beſoin eſt, pour intenter, defendre & deduire les actions reelles & perſonnelles, autres que pour les fruicts & reuenus eſcheus pendant la Garde. Et les Gardiens n'eſtans Tuteur, ne les peuuent intenter & deduire.

Tuteurs ou Curateurs eſleus pendant la garde, pour intéter defendre & deduire les actiõs reelles & perſonnelles autres que pour les fruicts & reuenus.

p Ceſte Couſtume nouuelle parle tant du Gardien Noble, que Bourgeois. Du Moulin ſur l'ancienne Couſtume a monſtré que il y auoit meſme raiſon pour ledict Gardien noble, & qu'il ne pouuoit authoriſer pour aliener immeubles.

Art. 271. PARIS.

Celuy qui a la Garde Noble ou Bourgeoiſe peut eſtre Tuteur ou Curateur : & ſont les deux qualitez q compatibles en vne meſme perſonne.

Gardien Noble ou Bourgeois peut eſtre Tuteur ou Curateur.

q On peut demander ſi les deux qualitez de Garde Noble & Bourgeoiſe ſont cõptables auec la Tutelle ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt du 14. Mars 1586. donné en l'audiẽce, plaidant Martin contre Chauuet. Et au parauant, par Arreſt prononcé en robbes rouges le 14. Auril 1579. donné entre Damoiſelle Yſabeau Fuzee vefue de feu Monſieur le Procureur general Bourdin & M. Henry le Mareſchal Conſeiller au grand Conſeil és noms qu'il procede, & Iacques Gaſteau Treſorier des Cent Gentils hommes de la maiſon du Roy Marie de Damoiſelle Yſabeau Bourdin, par lequel la Cour a declaré que les Bour-

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 8. Art. 141. & 142. p. *a Paris.* Art. 270. & 271.

MELVN Chap. 20. Art. 289. Le †† Gardien maſle doit à ſes deſpens intenter toutes actions, & faire les pourſuites que le Tuteur doit faire : tellement qu'il n'eſt beſoin de pouruoir de Tuteur & Curateur aux mineurs, qui ont Gardiens : ſinon qu'il y euſt different & procez entre leſdits Gardiens & mineurs.

Gardien maſle doit à ſes deſpẽs intenter les actions.

DOVRDAN Tit. 11. Art. 129. Celuy qui aura la Garde Noble ou Bourgeoiſe de mineurs, pourſuiura toutes actions tant reelles, que autres à ſes deſpẽs pourueu qu'il ſoit perſonne capable. Et ſ il n'eſt trouué tel, ſera pourueu d'vn Tuteur, pour pourſuir leſdicts actions aux deſpens du Gardien.

MONTFORT Chap. 10. Art. 120. p. *à Dourdan.* Art. 129. des mineurs &c.

MANTE Chap. 16. Art. 182. Le † Gardien ne peut faire pourſuite des actions reelles pour le mineur : mais ſeulement des perſonnelles : & pour pourſuiuir les actions reelles ſera eſleu Tuteur aux mineurs.

CLERMONT 14. Art. 178. vn †† Gardien aiant la garde de ſes enfans ne peut intenter, deduire ne ſouſtenir les actions & droicts reels des mineurs en iugement, durant ladicte garde : mais appartient de faire aux Tuteurs & Curateurs des mineurs aux deſpens raiſonnables des gardiens, durant le temps de ladicte garde.

ANIOV Tit. 7. Art. 95. Bail ne pourra demander n'auoir attente d'heritier, ſous

Gardien Noble ou Bourgeois pourſuit toutes actions.

† *Ceſt Art. 182. a eſté de nouuel introduit.*

†† *Ceſt Art. 289. eſt de nouuel adiouſté sãs preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 178. a eſté de nouuel introduit & ſur la remõſtrance faite par les Nobles que par la Couſtume ancienne dudict*

Source : BIU Cujas

Comté les Gardiens ſouloient par cy deuant conduire & demener les proces concernans le bié & affaires deſdits mineurs, eſdits noms de Gardes Nobles, ſans leur faire pouruoir de Tuteurs & Curateurs, tant en demandant, qu'en defendant, & en toutes matieres ſoient perſonnelles, mixtes ou reelles, & les procedures qui ſe faiſoient par eux en ladite qualité ont touſiours eſté tenues & reputées ſuffiſantes, & comme telles ont eſté approuuees par pluſieurs ſentences & iugemens, & par aucuns Arreſts, qui ſe ſont enſuiuis ſur leſdits iugemens, requerans eſtre faite mention de ladicte Couſtume, pour valoir & ſeruir aux procedures par cy deuant faictes, qui ne ſont encores miſes à fin. Et apres que la plus grande partie des aſſiſtans ont tous concordablement certifié & recongnu l'vſance de ladite Couſtume eſtre telle, comme elle eſt cy deſſus recitee: Auons ordonné qu'il ſeroit faict mention en noſtre Proces Verbal de ladite vſance, pour ſeruir pour le paſſé, comme Couſtume ancienne.

geois de Paris demeurans en ladite Ville & faux-bourgs qui ſont nobles & viuans noblement peuuent prẽdre la Garde Noble & Garde Bourgeoiſe de leurs enfans mineurs enſemblement, pour auoir la Garde Bourgeoiſe lieu en ce qui eſt en ladicte Ville & faux-bourgs, & la Garde noble hors d'icelle Ville & faux-bourgs, & chacune d'icelle pour le temps, profit & emolument & aux charges portees par la Couſtume. Suiuant lequel Arreſt ceſte Couſtume a eſté reformee. Et eſt recité par Charondas vii. de ſes Reſp. Chap. 32. Il auoit eſté auſſi iugé par Arreſt donné au Conſeil en la grand Chambre au mois de Ianuier 1582. entre M. de Bruges Conſeiller en ladite Cour, & Commiſſaire aux Requeſtes du Palais & la vefue de feu M. Huppeau Secretaire du Roy. Elle eſt eſleue Tutrice aux enfans mineurs dudit defunct & d'elle: & auec elle y a vn Tuteur ſubrogé pour les actions d'entre elle & ſes mineurs. Elle accepte ladite Tutelle, fait le ſerment & faict faire inuentaire, ſans parler de la Garde Bourgeoiſe. Quelque temps apres elle compare pardeuant vn Clerc de Greffe du Chaſtelet, & accepte ladite Garde: ce que depuis elle faict ſignifier au Tuteur ſubrogé, & obtient ſentence auec luy: par laquelle il eſt ordonné qu'il iouira de ladite Garde Bourgeoiſe. Appel interietté par ledict ſieur de Bruges, qui auoit eſpouſé vne de ſes filles: & fut l'appellation & ſentence dont eſt appellé au neant, & en amendant le iugement, a debouté ladicte vefue de l'acceptation de ladicte Garde Bourgeoiſe, & ordonné qu'elle rendra compte, & ſans deſpens, dommages & intereſts: ainſi qu'il eſt plus amplement eſcrit par ledit Charondas ſeptieſme des Reſp. Chap. 241.

ſous ombre qu'il ſoit pourſuiuy d'aucune action reelle perſonnelle ou autre, qui depend du faict des predeceſſeurs des mineurs, quelque moyen qu'il y ait entre eux: mais bien aura delay competent de ſ'enquerir. Toutesfois ſ'il defend mal le mineur, il en ſera tenu pour ſa male adminiſtration.

LE MAINE, Tit. 8. Art. 108. p. *à Anjou.*

LA MARCHE, Chap. 12. Art. 79. Combien † que le Bailliſtre en la qualité de Bailliſtre ne ſoit capable, ſoit en demandant ou en defendant, agir ou defendre en matiere petitoire: toutesfois en la qualité de Tuteur ou legitime adminiſtrateur pourra agir & defendre les matieres reelles & petitoires.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 534. Le pere peut faire demande pour ſon enfant ou pour ſes enfans mineurs de xxv. †† ans. Car il eſt leur Garde naturel, & luy en compete action.

LILLE Tit. 4. Art. 44. Vn Tuteur ou Curateur peut ſeul agir ou defendre & eſter en iugement au nom de ſon pupille: combien qu'il ait contuteurs ou Curateurs.

† *Ceſt Art. 79 a eſté corrigé en ceſte forme qu'il eſt eſcrit.*

†† *Ce mot,* xxv. *a eſté mis au lieu de* xx.

ADDITION SVR LE TITRE XII. DE Garde Noble & Bourgeoiſe.

I. Difference des Gardiens & Bailliſtres.

II. Garde Noble eſt de deux ſortes au pays de Normandie.

III. Gardiens ne font les fruicts leurs des Cenſiues & choſes roturieres.

IV. Bail à qui doit appartenir: & ne ſe peut ceder ou tranſporter.

V. Succeſſion aduenue pendant le bail appartient au mineur: enſemble les deniers d'vn acqueſt à remeré racheté pendant le Bail.

VI. Bailliſtres ne ſont tenus de racheter: & ne peuuent receuoir ou donner Adueu, ne faire les fruicts leurs des heritages appartenans aux mineurs.

VII. Des Tutelles & Curatelles: eſpeces d'icelles: Election des Tuteurs ou Curateurs, & de l'adminiſtration & gouuernement qu'ils ont ſur les biens & corps deſdits mineurs: & à quelle aage doit finir la Tutelle & Curatelle. En quels cas les meres perdent la Tutelle de leurs enfans.

VIII. Des furieux & prodigues regis & gouuernez par Curateurs ſelon Droict.

IX. De Reſtitution en entier.

X. Des mineurs tenus pour eagez.

XI. De la prouiſion des enfans expoſez ou qui n'ont aucuns moyens pour ſe nourrir & alimenter.

Source : BIU Cujas

I. MANTE Chap.16. Art. 179. Les Gardiens & Bailliſtres ſ'entendẽt pour le regard des enfans mineurs Nobles, & pour le regard des heritages tenus en Fief. Et * y a difference entre Gardien & Bailliſtre. Car la Garde appartient au pere, mere, ayeul, ayeule ou autre aſcendant en ligne directe : & le Bail ſeulement eſt deferé aux collateraux, comme aux freres & nepueux, oncles & couſins deſdits mineurs.

Gardiens & Bailliſtres ſont pour enfans mineurs Nobles ayans Fiefs.

Garde ſ'entend en ligne directe.

Bail appartient aux collateraux.

LAON Tit 18. Art.262. Garde noble entre Nobles eſt comme Tutelle entre roturiers : ſinon que le Gardien ne ſ'entremet, ſi bon ne luy ſemble, que des heritages Feodaux: & en ce cas fait creer vn Tuteur pour les heritages roturiers.

CHALONS Tit.3. Art.10. Garde Noble & Bourgeoiſe n'ont lieu, ne le Bail pareillement : mais doit eſtre pourueu aux mineurs de Tuteurs & Curateurs.

REIMS Titre douzieſme. Article 328. Bail † d'enfans mineurs n'a lieu.

CHASTEAV-NEVF Chap.19. Art.139. Bail de mineurs n'aura plus lieu: mais ſera pourueu de Tuteurs & Curateurs: ſinon que les peres ou meres euſſent prins la garde d'iceux mineurs.

CHARTRES Chap.19. Art.108. Au †† Bailliage de Chartres & Perche-Gouet le Bail des mineurs n'ont point de lieu, &c. p. *à Chaſteau-neuf.*

DREVX Chap.20. Art. 94. Audit † Comté Bail de mineurs n'a point de lieu.

LA Marche, Chap.12. Art.178. Entre roturiers & non Nobles, Bail n'a point de lieu.

HESDIN Tit.1. Art.13. Par la Couſtume du Bailliage de Heſdin, droict de Bail n'a point de lieu en heritages cottiers appartenans aux mineurs.

I. NORMANDIE Chap.10. Art.213. Les enfans mineurs d'ans, apres la mort de leur pere, mere ou autre leur predeceſſeur, tombent en la Garde du Seigneur, duquel eſt tenu par foy & par hommage le Fief Noble à eux eſcheu, ſoit Fief de Haubert ou membre de Haubert, iuſques à vn huictieſme. Article deux cent vingt-quatre. Il y a Garde r Noble Royale, & Garde Noble Seigneuriale. Article 215. La Garde Royale eſt quand elle eſcheoit pour raiſon du Fief Noble tenue nuement & immediatement de luy. Et a le Roy par priuilege ſpecial, que non ſeulement il faict les fruicts ſiens des Fiefs Nobles immediatement tenus de luy : mais auſſi il a Garde, & faict les fruicts ſiens de tous les autres Fiefs Nobles, rotures, rentes & reuenus tenus d'autres Seigneurs, que luy, mediatement & immediatement : à la charge toutesfois de tenir en eſtat les edifices, manoirs, bois, prez, iardins, eſtangs & peſcheries, payer les arrerages des rentes Seigneuriales foncieres & hypotheques, qui eſcheent pendant la Garde : & de nourrir & entretenir bien & deuëment les enfans, ſelon leur qualité, aage, faculté & famille. Et ſont ceux, auſquels le Roy a fait don deſdictes Gardes ſuiets auſdictes charges, & d'en rendre compte au profit des mineurs. Article 216. Le Seigneur Feodal a ſeulement la Garde des Fiefs Nobles qui ſont tenus de luy immediatement, & non des autres Fiefs & biens appartenans aux mineurs tenus d'autres Seigneurs, ſoit en Fief, ou en roture. Article 217. Les biens appartenans à ſous-aagez, ſoit en Fief ou en roture : leſquels ne tombent en Garde, ſont regis & gouuernez par leurs tuteurs: à la charge de leur en rendre compte, quand ils ſeront en aage. Ar.218. Le Seigneur faict les fruicts de la Garde ſiens, & n'eſt tenu à la nourriture & entretenement des perſonnes des ſous-aagez, ſ'ils ont eſchete ou autres biens roturiers. Mais où leurs Tuteurs & parens mettroient tous les heritages & biens deſdits hommagez entre les mains du Seigneur Gardien: en ce cas il eſt tenu les nourrir & entretenir ſelon leur qualité & valeur de leurs biens : contribuer au mariage des filles, conſeruer le Fief en ſon integrité: & outre de payer les arrerages des rentes foncieres, hypothecaires & autres charges reelles. Article 219. Et ſ'il y a pluſieurs Seigneurs ayans la Garde Noble à cauſe de diuers Fiefs appartenans aux mineurs, ils ſeront tenus contribuer à la nourriture, entretenement & inſtruction d'iceux, chacun pour la quotte part de leurs Fiefs, & au marc la liure. Article 220. Et où les Seigneurs ne feroient leur deuoir, tant de la nourriture, entretenement, que de l'inſtruction deſdicts ſous-aagez, les Tuteurs ou parens ſe pourront pourueoir en Iuſtice, pour les y contraindre. Article deux cent vingt & vn. Le Seigneur ayant la Garde eſt ſuiet de tenir en droit eſtat ancien, les edifices, manoirs, bois, prez, les iardins, les eſtãgs, les moulins & peſcheries, & les autres

mis au lieu d'vn ancien Article qui a eſté abrogé.

r Ceſte Garde Royale eſt fort ancienne, de laquelle fait mention Chopin liure 3. du Domaine de France Tit. 19. nomb. 8. & 9. Cuias liure 4. des Feud. ad Titul. 4. lib. 2. Louis xi. és lettres d'Appannage dõné à Charles ſon frere au mois d'Octobre 1465. Buchanã lib. 6. Hiſt. Scot. in lxxxiiii Rege Nobilitas contra regi Micolombo conceſſit, vt cum eorum aliquis moreretur, liberi ad viceſimum primum ætatis annum in tutela regia eſſent: Rex que prouẽtus omnes, præterquã qui in educationẽ liberorum impenderẽtur, acciperet. Præterea vt puberum collocandorum poteſtas penes eum eſſet, ad eúmque dos rediret. Hunc morem ab Anglis & Danis potius acceptum credo, quod in tota Anglia & parte Normaniæ perſeueret Idẽ lib. 10. in Iacobo 1. In Scotia & Anglia & nõnullis Galliæ regionibus mos eſt vt mortuis parentibus pueri nobiles ad viceſimũ primũ vſque annum ineorum tutela maneant, quorum ſunt beneficiarii fructuſq. omnes

* Aliàs, *Il y a difference entre Gardien & Bailliſtre.*

† *Ceſt Art. 328. eſt de nouuel introduit & l'ancienne Couſtume abrogee: par laquelle le Bail des enfans mineurs de xiiii ans quant aux maſles, & de xii. quant aux femelles, eſtoit defere aux plus prochains lignagers & collateraux deſdits mineurs: ſans que leſdits lignagers fuſſent tenus faire inuentaire des biens meubles, & rendre compte d'iceux auſdits mineurs, ny des fruicts de leurs heritages Nobles: leſquels meubles & fruicts iceux lignagers faiſoient leurs: à la charge ſeulement de nourrir, alimenter & entretenir leſdicts mineurs ſelon leurs eſtats & lieu: les acquiter de leurs debtes: & auſſi d'acquiter leſdicts heritages, & les rendre, ledict Bail finy, en bon eſtat.*

†† *Ceſt Article 108. eſt*

Source : BIU Cujas

Ceſt art. 94. eſt adiouſte de nouueau.

Enfans comme ſont en la Seigneurie du Seigneur.

Garde Noble Royale ou Seigneurtale.

Garde Noble, quid.

Roy quel priuilege il a pour le droict de Garde.

Roy peut faire don de la Garde Royale.

Garde Seigneuriale.

Tuteurs eſleus pour les biens qui ne tombent en Garde.

Seigneur faict les fruicts ſiens : mais n'eſt tenu les nourrir & entretenir ſ'ils ont biens roturiers : & ſ'ils ſont plusieurs, contribuent pour leur cotte & au mary la liure: & y peuuent eſtre contrainis par Iuſtice à faire leur deuoir.

Seigneur doit tenir en droict eſtat ancien les edifices, manoirs, &c ſans les vendre, arracher ou remuer les maiſons: ſur peine de perdre la Garde.

agrorum, prærer ſumptus ad pupillum alẽdum neceſſarios : & præterea dotes ab vxoribus pupillis datæ, ad huiuſmodi tutores redeant. Hæ autem tutelæ, vel vt vulgò appellantur cuſtodiæ, cum aut modica pecunia propinquis vendi, aut bene meritis plerumque donari ſolerent, qui inde ex emptione lucrum vel ex donatione præmium ſperabant, angebantur eas ad regem vnum peruenire. Hector Boet en faict auſſi mention liure, le Roy ayant le Bail des mineurs, cõme en Normandie, eſt tenu d'entretenir leurs manoirs & Seigneuries, en bon eſtat, & ſ'il y a deterioration eſt tenu de rendre & reparer, apres le Bail, ainſi qu'il fut iugé pour M. Robert Louuet és Enqueſtes du Parlement de Pentecoſte l'an 1269. Toutesfois il n'eſt tenu reparer ce qui ſe perd és biens du mineur par cas fortuit par Arreſt donné à la Touſſaincts 1267. En Normandie le Roy eſt tenu nourrir les mineurs eſtans en leur Garde: neant-moins ſ'ils ont autres heritages non ſuiets à la Garde, ne les doit nourrir, comme il fut iugé à la Pentecoſte 1280. & a droict de marier les filles eſtans en ſa garde : pourueu que ce ſoit à leur pareil par autre Arreſt de la Touſſaincts 1265. Et par ce moyen vn nõmé Galebrin Cheualier, pour auoir fiancé vne Damoiſelle eſtant en la Garde du Roy, ſans ſon congé, fut condamné en trois cens liures tourn. d'amende à la Magdaleine 1277. Item le Roy ou autre Bailliſtre faict les meubles & les fruicts ſiens, vend les bois commencez à vendre par les parens des enfans eſtans en Bail, iugé contre le ſieur d'Yury à la Chandeleur 1270. Et depuis a eſté iugé par Arreſt donné à la Pentecoſte contre la Chambellane de Tancaruille 1279. que le Roy eſtant Gardien & Bailliſtre peut acheuer les ventes de bois commencees, & en prendre les deniers. Au ſurplus faut noter qu'en la Bretagne le droict de Bail ſouloit eſtre tel, qu'aduenant le decez d'vn chef Noble de maiſon, qui delaiſſoit enfans mineurs, toute ſa terre noble tenue prochement du Duc & en quelques lieux en Arriere-fief, tomboit en la main du Duc, fut en ligne directe ou autrement, & iouiſſoit le Prince de tout le reuenu, iuſques à l'aage de xx. du mineur heritier. Mais depuis ce bail a eſté changé en Rachat par accord & compoſition fait entre Icã Duc de Bretag. & les Nobles du pays: ainſi qu'il ſe cognoiſt par les lettres faites à Nantes le iour de Samedy auant la S. Hilaire l'an de l'Incarnation 1275. & fut accordé audit Duc, les fruicts & iſſues des terres & de leur rente d'vne annee ſans bois coupper, ny vẽdre, ſans eſtangs peſcher & ſans courre en garennes, n'en foreſts: & eſt permis aux nobles delaiſſer ſuiuant l'ancienne Couſtume de Bretagne, la Garde de leurs enfans & biens à qui il leur plaira: ſauf l'obeiſſance en toutes choſes au Duc. Cecy eſt amplement diſcouru par Argentré en l'Hiſtoire de Bretagne liure 4. Chap. 178.

Garde de ceux qui tiennent Fiefs nobles des mineurs, appartiẽt au Seigneur Gardain des mineurs, ou au Roy.

Arriere-garde.

Mineur ſortant de Garde a deliurance de ſon Fief, & d'iceux qui ſont en ſa Garde, & doit auoir lettres patentes de mainleuee, pour le Roy.

Relief n'eſt deu pour ſortir hors de Garde.

Mineurs ſortans hors de Garde ont les Reliefs de leurs hommes.

Fille comme

choſes, ſans qu'il puiſſe vendre ou arracher le bois ny remuer les maiſons. Et ſ'il faict le contraire, il doit perdre la Garde & amender le dommage. Art. 222. Pẽdant que le mineur d'ans eſt en Garde, ſi ceux qui tiennẽt Fief noble de luy, tombent en ſa Garde, la Garde en appartient au Seigneur Gardien du mineur. Et où le mineur ſeroit à la Garde du Roy, il a pareil droict à l'arriere-garde, que les autres Seigneurs, & non plus. Et toutesfois & quantes que le mineur ſortira de Garde, il aura deliurance, non ſeulement de ſon Fief : mais auſſi du Fief, qui eſt en ſa Garde. Art. 214. Et neant-moins il demeure touſiours en Garde, iuſques à ce qu'il ait obtenu du Roy lettres patentes de main-leuee, & icelles fait expedier. Et pour les Gardes des autres Seigneurs, il ſuffit ſignifier le paſſé aage. Art. 225. Celuy qui ſort de Garde, ne doit aucun Relief de ſon Fief à ſon Seigneur Gardain: d'autant que les fruicts & iſſues de la Garde luy doiuent eſtre comptez au lieu du Relief. Et ſi la Garde eſtoit au Roy, il n'eſt pareillement deu Relief des Fiefs, qui ſont tenus des autres Seigneurs, encores qu'ils n'ayent eu la Garde deſdits Fiefs. Art. 226. Ceux qui ſortent de Garde, ont Relief de leurs hõmes & tous autres droicts Seigneuriaux, qui leur ſont deuz : tout ainſi que ſ'ils n'euſſent point eſté en Garde. Art. 228. La Fille doit auſſi eſtre mariee par le conſentement de ſes parens & amis, ſelon que la Nobleſſe de ſon lignage & valeur de ſon Fief, le requiert: & au mariage luy doit eſtre rendu le Fief, qui a eſté en Garde. Art. 230. Si fille eſtant hors de Garde ſe marie à vn qui ne ſoit aagé de xx ans, ſon Fief tombe en Garde, tant que l'homme ſoit aagé. Art. 231. Si le Seigneur eſtant requis contredit le mariage ou refuſe de donner ſon conſeil & licence, il peut eſtre appellé en Iuſtice pour en dire les cauſes : & apres la permiſſion de Iuſtice, la fille aura deliurance de ſon Fief. Et ſi le Seigneur n'eſt preſent, il ſuffira de demander le congé à ſon Seneſchal ou Bailly. Art. 232. Femme mariee ne tombe en Garde : encores que ſon mary meure auant qu'elle ait attaint l'aage de vingt ans : par ce toutesfois qu'elle ne peut contracter de ſon immeuble, ſans decret de Iuſtice & conſentement de ſes parens. Article deux cent trente troiſieſme. La Fille n'eſtant en Garde peut eſtre mariee par ſes Tuteurs & parens, ſans qu'ils ſoient tenus de demander congé ou licence au Seigneur, auquel ſes heritages ſont tenus. Ar-

Source : BIU Cujas

ſera mariee, & aura ſon Fief eſtant en Garde.
Fille hors de Garde ſe mariant à vn non aagé de vingt ans, faict tomber ſon Fief en Garde.
Fille comme ſera mariee ſi le Seigneur contredit, & comme il faut demander congé.
Femme mariee ne tombe en Garde, encores qu'elle n'ait vingt ans.
Fille mariee mineur de vingt ans ne peut contracter de ſon immeuble, ſans declarer, &c.
Fille n'eſtant en Garde peut eſtre mariee par les Tuteurs ſans conge du Seigneur.

ticle 23. La fille aiſnee mariee ou ayant accomplir l'aage de vingt ans, ne tire pas ſes ſœurs puiſnees hors de garde, iuſques à ce qu'elles ſoient mariees ou paruenues à l'aage de vingt ans : ſauf toutesfois à la fille aiſnee à demander ſon partage aux Tuteurs de ſes ſœurs, qui luy ſera baillé par l'aduis des parens : & en ce cas, elle aura deliurance du Fief & heritages eſtans en ſon lot.

Fille mariee ou ayãt xx. ans ne tire ſes ſœurs de Garde : peut demander ſon lot & partage.

Bretagne Tit. 2. Art. 73. Le †† Seigneur ayant Bail ne peut empeſcher que le pere ne laiſſe la garde de ſes enfans & de ſes biens, à qui il luy plairra, ny les frais & autres ordonnances teſtamentaires du defunct. Et où il n'y auroit Teſtament, les Tuteurs & proches parens, pourront ordonner des obſeques & aumoſnes ſur les fruicts de la terre : ſans que le Seigneur pour raiſon de ſon Bail, le puiſſe empeſcher.

†† *Le 79. Article ancien a eſté ioinct auec le 474. ancien, & les deux cõprins en ceſt Article 73.*

III. Melvn Chap. 20. Art 292. Heritages, rentes & poſſeſſions tenues en Cenſiue ou roture, ne tombent en garde : & ne fait le gardien les fruicts deſdicts biens ſiens : mais en doit tenir compte à ſes enfans, quand ils ſeront en aage.

Pere ou mere peuuent laiſſer la Garde de leurs enfans à qui bon leur ſemblera, ſans que le Seigneur les puiſſe empeſcher.

Clermont Tit. 14. Art. 177. p. *a Melun* poſſeſſions roturieres & en Cẽſiue ne cheent ou peuuent cheoir en garde : mais eſt le gardien de tels enfans mineurs, tenu rendre compte & reliqua aux mineurs, quand ils ſeront deuenus en aage, ou à ceux qui auront cauſe d'eux, deſdits heritages roturiers & Cenſuels & du reuenu d'iceux.

Quels biens ne tombent en Garde : & dõt les Gardiens ne ſont les fruicts leurs, mais en doiuent tenir compte.

Vallois Tit. 6. Art. 76. Quand aucunes perſonnes Nobles mineurs, ont & leur appartiennẽt a quelque titre que ce ſoit, heritages en Cenſiue & qui ne ſont pas Nobles : en ce cas, les gardiens ſont tenus en fin de minorité des enfans Nobles rendre compte des fruicts & leuees d'iceux heritages non nobles.

Amiens T. 7. Art. 132 Les meubles, Fiefs reſtraints & heritages cottiers du mineur ne tombent en bail : ains ſeulement les Fiefs nobles.

Fiefs reſtraints.

IV. Melvn Ch. 20. Art. 285. Et le Bail ſ appartient aux freres, ſœurs, oncles, nepueux, couſins & autres parés en ligne collaterale. Et ſi leſdits pere & mere & autres aſcendans ne veulent accepter la Garde & vouloient auoir le bail, ſeront preferez aux collateraux.

Bail à qui doit appartenir.

Vallois T. 6. Art. 73. Auſſi † ne pourront frere & ſœur n'autres parés collateraux doreſnauant prendre bail des mineurs, n'en vertu dudit bail faire les fruicts leurs : ains pourront leſdicts freres & autres capables eſtre eſleus Tuteurs & Curateurs de mineurs : à la charge de rendre compte & reliqua.

Pere, mere, ou aſcendãs peuuent prendre le Bail.

Amiens Tit. 7. Art. 125. Quand aucun Fief noble eſchet par ſucceſſion ou autrement à enfans mineurs, iceluy Fief tombe en bail durant la minorité deſdits enfans : & en appartient le bail au pere : & ſ'il eſtoit decedé, à la mere : leſquels pere ou mere precedent tous autres, ſi prendre le veulent, encores qu'ils ne ſoient du coſté & ligne, dont ledit Fief eſt aduenu auſdits mineurs. Article 126. En defaut de pere & mere le bail appartient au plus prochain lignager du minuer du coſté & ligne dont luy eſt eſcheu ledit Fief noble. Article 127. Et ſe † faict l'apprehenſion dudit bail, tout ainſi que ſucceſſion : c'eſt à ſçauoir que le premier qui peut ſucceder peut apprehender ledit bail. Et ſ'il ne l'apprehende, le ſecond & autres de degré en degré le peuuent apprehender. Article. 128. Toutesfois nul n'eſt contraint d'apprehender le bail d'vn mineur ne le releuer de Bail, ſ'il ne luy plaiſt.

† *Ceſt Article 73. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

Chavny Titre. 25. Article. 143. Et où il n'y auroit pere ou mere, ayeul ou ayeule, les frere, ſœur, oncle, tante ou autre parent aagé en ligne collateral pourront prendre le bail, & y ſeroit preferé le plus prochain aiſné du coſté paternel.

Parens collateraux ne pourront prendre le Bail : ains pourront eſtre eſleus Tuteurs & Curateurs.

Bovllenois Tit. 21. Art. 87. Le bail des mineurs d'ans en ligne collateral appartient à celuy qui eſt le plus prochain heritier apparent habille à ſucceder de la coſte & ligne, dõt procedẽt les heritages, ſi aucuns en ont. Et ſe regle ledit bail pour la proximité ſelõ la ſucceſſiõ, ayãt le Bailliſtre ſans rẽdre cõpte à ſon profit, tout le reuenu deſdits heritages. Et à la charge de rẽdre cõpte des meubles, & rendre indẽnez les mineurs de toutes debtes & obligatiõs perſonnelles, payer

ſ Bail ou Baillie ſignifie la Garde & legitime adminiſtration des mineurs nobles ou roturiers. En ces mots faut ſuiure les Couſtu. Ballium in Conſt. Sic lib. 2. Tit. 7. & lib. 3. T. 26. & 30. où le Bailliſtre eſt auſſi nommé ballius Baiuli. Annonio lib. 4. cap. 15. & 38. & Baiulatio lib. 5. cap. 39.

Source : BIU Cujas

Fief eſcheu par ſucceſſion à vn mineur, tombe en Bail, & appartient au pere ou mere, & en leur defaut au plus prochain lignager.

Apprehenſion de Bail ſe faict, comme en ſucceſſion.

†† *Ces Artic les 127. 128. & 129. ſont prins des 15. & 16. Articles anciens de Monſtreul, & adiouſtez à la Couſtume genera le pour auoir lieu à l'aduenir.*

Bailliſtres Collateraux.

† *Ces mots,* Et dure, *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Bailliſtres de quelles perſonnes ſe doiuent entendre.

Entre Nobles vn des mineurs venu en aage, attire le Bail des autres, & forcloſt le Bailliſtre.

†† *Ceſt Article 27. a eſté tiré en partie des 38. & 39. Articles de l'ancien Couſtumier, & y ont eſté adiouſtez ces mots,* Et ſont les maſles preferez aux femelles, *ſans preiudice du paſſé.*

† *Ces mots,* vingt cinq ans, *ont eſté adiouſtez apres ces mots,* en aage, *ſans preiudice du paſſé.*

Bail n'a garde des corps ſinon le Bail naturel: ains les autres parens qui ne ſont preſomptifs heritiers. & leur doit donner prouiſion de la tierce partie des biens deſdicts mineurs.

Mineur ne peut auoir bail d'autruy.

Bail noble appartient au

les Reliefs, les nourrir, entretenir & faire apprendre comme à leur eſtat appartiẽt: & deſquels meubles il ſera tenu faire inuentaire & priſee: & † dure ledit Bail, quant aux maſles & femelles, comme deſſus t eſt dit en ligne directe.

MONTARGIS Chap. 1. Art. 35. Bailliſtres ſont ayeule trouuee remariee, mere & ayeule qui ſe remarient, & parens de ligne collaterale, comme frere, ſœur oncle & couſins. Et le plus prochain prefere l'autre de quelque coſté que ce ſoit, & l'aiſné le maiſné. Art. 48. De pluſieurs enfans, freres & ſœurs Nobles, eſtans en Bail ſous leurs oncles & couſins, l'vn d'iceux venu en aage, ſoit fils ou fille, acquiert le Bail des autres mineurs, ſ'il veut: & forcloſt leur Bailliſtre plus loingtain de luy en degré.

ORLEANS T. 1. Art. 27. Bailliſtres †† ſont la mere ou ayeule qui ſe ſont remariees & les parens en ligne, &c. p. *à Montarg.* Art. 35. couſin. Et le plus prochain eſt preferé de, &c. ſoit: & neant-moins en pareil degré les maſles ſont preferez aux femelles: & des freres le plus aiſné idoine & ſuffiſant ſera preferé aux autres, autres audit Bail. Art. 28. Si pluſieurs, &c. p. *à Montarg.* Art. 48 eſtoient en Bail, &c en aage de † xxv. ans, ſoit fils, &c. & en forcloſt, &c. loingtain en degré, ſans payer aucun profit.

ANIOV T. 7. Art. 89. Bail d'enfans mineurs n'a la Garde de leurs corps: ſinõ le Bail naturel, comme le pere ou la mere: & en iceluy cas qu'ils n'ont Bail naturel, Iuſtice en doit bailler la garde à leurs autres parens & amis, ou à l'vn d'eux qui ne ſeroient heritiers preſomptifs & plus prochains, leur bailler prouiſion de leur viure, iuſques à la tierce partie des biens des mineurs, ou autre portion, ſelon que le cas le requiert à l'arbitration de Iuſtice. Ar. 98. Nul mineur n'a le Bail d'autruy mineur, ne bail d'vn mineur à cauſe d'iceluy mineur, n'auroit pas le Bail d'vn autre mineur: mais luy venu à ſon aage, peut recueillir le bail de ſes enfans.

LE Maine, Tit. 8. Art. 102. Si les enfans mineurs n'ont aucun bail, &c. p. *a Anion.* Art. 89. ſeroient leurs plus prochains heritiers preſomptifs, &c. Art. 111. p. *a Anion.* Art. 98. enfans mineurs.

BERRY Tit. 1. Art. 34. Et apres les perſonnes ſuſdites le bail du mineur Noble appartient au plus prochain parent & lignager maſle, du coſté du pere du mineur, ſ'il y en a: ou plus prochain parent & lignager maſle du coſté de la mere d'iceluy mineur: en †† baillant toutesfois par les collateraux bonne & ſuffiſante caution Bourgeoiſe, ſi n'eſt qu'ils fuſſent notoirement reſſeans & ſoluables. Ar. 35. Et ſ'ils ſont pluſieurs parens en meſme degré, au plus ancien le bail appartient: pourueu que le lignager ſoit Noble & en aage parfaict de xxv. ans & non autrement. Art. 36. Et † ſeront tenus faire inuentaire des biens meubles, auãt qu'aucunement eux immiſcer à l'adminiſtration: & iceux rendre au mineur incontinẽt le bail finy. Art. 38. Celuy, †† auquel par la Couſtume le bail eſt deferé, eſt tenu dedans xxx. iours apres, declarer ſ'il veut accepter le Bail: & les xxx. iours paſſez en demeure priué: & eſt le bail deferé aux autres plus prochains parens. Art. 40 S'il y a pluſieurs enfans mineurs d'ans ſous le bail de leurs parens ou lignagers collateraux, l'aiſné venant à l'aage de xiv. ans & conſequemment hors le bail, attrait à ſoy le bail de ſes autres freres & ſœurs, iuſques à ce qu'ils ſoient en aage, auquel par la Couſtume finit le bail. Art. 41. Auquel † toutesfois frere aiſné eſtant hors de bail, & qui aura attrait à luy le bail de ſes freres & ſœurs mineurs, ſera pourueu tant pour ſes negoces & cauſes, que de ſeſdits freres eſtans ſous ſon bail, de Curateurs par le Iuge du lieu, appellez trois parens des mineurs du coſté paternel, & iii. du coſté maternel, ſi tant en y a, qui ſoient demourans dedans le deſtroit & iuriſdictiõ du Iuge ordinaire: & ſ'il n'y auoit parens iuſques audit nõbre, au lieu d'iceux, ſeront appellez les plus apparens voiſins de la qualité des mineurs, iuſques audit nombre Et prendra ledit Curateur les biens meubles des mineurs par inuentaire fait ſolennellement, en la maniere accouſtumee, auant que ſ'immiſcer aucunement en l'adminiſtration deſdits biens.

LA Marche, Chap. 12. Art. 71. S'il y a frere du coſté paternel en aage de xxv. ans, & auſſi la mere au temps du treſpas de ſon mary eſt moindre de xxv. ans, le frere ſera preferé a auoir le bail de ſes freres mineurs & en bas aage auant la mere. Art 80. Si Gentil-homme prend en mariage femme roturiere, elle aura apres

t Art. 78. mis cy deſſus.

Source : BIU Cujas

prochain parent maſle du coſté paternel, ſ'il y en a: ſinon maternel.
†† *Ceſt Art.34.eſt de nouuel depuis ces mots,* en baillant, *&c.*
Caution Bourgeoiſe donnee par les collateraux.
† *Ceſt Art.36. eſt interpretatif & ſuppletif des anciens.*
†† *Ceſt Art.38.eſt pour nouuelle Couſtume.*
Mineur ayant xiiii.ans attrait le Bail de ſes autres freres & ſœurs.
† *Ceſt Art.41.eſt interpretatif & ſuppletif des anciens.*
Curateur eſleu au frere aiſné ayant attrait le Bail de ſes freres ou ſœurs.
Femme roturiere iouira durant ſa viduité du priuilege de Nobleſſe, & aura le Bail de ſes enfans.

la mort du pere, le Bail de ſes enfans mineurs: & iouira du priuilege de Gentilfemme tant qu'elle demeurera vefue.

LA Bourt, Tit.10. Art.2. Si le ſuruiuant va de vie à treſpas l'enfant aiſné ou aiſnee aagee de xviii. ans a la Garde des autres enfans, ſoient du premier ou ſecond mariage: enſemble des biens, en faiſant auſſi inuentaire & baillant cautions comme deſſus.

SOLE Tit.25. Art.2.p. *a La Bourt.*

ANIOV Tit.7. Art.90. Droict de Bail ne ſe peut tranſporter à autruy: mais il ſ'en peut bien abſtenir: Toutesfois les fruicts & emolumens dudit Bail ſe peuuent bien tranſporter ou bailler à ferme.

LE Maine, Tit.8. Art.103.p. *a Aniou.*

LODVNOIS Chap.23. Art.1. *a la fin.* Et ne pourront leſdits Bails ceder ne tranſporter ledit droict de Bail: bien pourront-ils affermer ou autrement diſpoſer des fruicts d'iceluy Bail.

V. TOVRS Tit.31. Art.341. Si aux mineurs aduient quelque ſucceſſion directe ou collaterale, pendant le Bail, elle leur appartient pour le tout: en aura toutesfois le Bailliſtre l'adminiſtration: à la charge de faire inuentaire & appreciation dedans xl. iours, & d'en rendre compte & reliqua au mineur luy venu en aage ou a ſon Curateur: & à †† faute de faire ledit inuentaire, eſt le Bailliſtre priué dudit Bail.

LODVNOIS Chap.33. Art.2. Et ſi ſucceſſion directe ou collaterale aduiét au mineur durant ledit Bail, la ſucceſſion appartiédra au mineur, ſans ce que ledit Bail y ait aucun droict. Toutesfois il aura l'adminiſtration de ladite ſucceſſion tãt des meubles que des fruicts de l'immeuble: à la charge de rendre compte & reliqua des meubles ſeulement au mineur ou ſon Curateur, luy venu en aage.

ANIOV T.7. Art.91. Et ſi le predeceſſeur des mineurs a fait aucun acqueſt ſuiet à grace de remeré, qui dure encores au temps du decés du predeceſſeur des mineurs, & les deniers & pecune ſoient rapportez durant le Bail, iceux deniers ou pecune appartiendront aux mineurs, pour telle portion, qu'ils ſont heritiers du treſpaſſé, & ne ſe pourra faire ladite reſcouſſe sãs auctorité de Iuſtice pour l'intereſt des mineurs. Art.92. Et à ſemblable ſi aucun don de meuble ou d'heritage eſt fait au mineur, & non pas au bail iceluy droict appartiét au mineur, & non pas au bail: reſerué les fruits de l'heritage.

LE Maine, Tit.8. Art.104.p. *à Aniou.* Art 91. appartiénent aux mineurs, & ſeront baillez és mains du bail par auctorité de Iuſtice pour les rẽdre à iceux mineurs eux venus à leur aage. Et ne ſe, &c. Art.105.p. *a Aniou.* Art.92. don eſt faict, &c. mineur, ou il acquiert quelque choſe, iceluy don ou acqueſt appartient, &c. *iuſques a ce mot,* Bail, *inclus.*

VI. PERONNE T.9. Art.227. Le Bailliſtre n'eſt tenu de racheter & acquiter les rentes conſtituees auſſi, ſi pendant le Bail ſe rachetent aucunes rentes conſtituees au profit des mineurs, les deniers du rachat n'appartiennent au Bailliſtre: ains auſdits mineurs.

TOVRS Tit.31. Art.345. Bailliſtre ne reçoit Adueu & ne le baille.

LODVNOIS Chap.33. Art.5. Bail ne, &c.p. *a Tours.* baille. A ſemblable eſt des Tuteurs & Curateurs.

MELVN Chap.20. Art.291. Les Bailliſtres ne gaignent les meubles des enfans mineurs Nobles, & ne prennent à leur profit les fruicts des heritages Feod. ains en prenant le Bail & adminiſtration deſdits enfans, ſont tenus de faire inuentaire des meubles, & rendre compte d'iceux: & outre ſont tenus és dommages & intereſts enuers les mineurs, de ce qui ſe trouuera auoir eſté par eux mal adminiſtré: auſſi ne ſont tenus d'acquiter leſdits enfans.

MONTARG. Ch.1. Ar.36. Deſormais† les Bailliſtres collateraux ne gaignerõt les meubles, ne ferõt les fruits des heritag. des mineurs, leurs: mais en prẽnãt l'admi

Droict de Bail ne ſe peut tranſporter ny ceder: les fruits & emolumens d'iceluy Bail.

Succeſſion aduenue pendant le Bail, appartient au mineur & non au Bailliſtre.

†† *Ces mots,* Et à faute, *&c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

Deniers rapportez pendant le Bail, procedans d'acqueſt ſuiet à grace, ſont aux mineurs, & la recouſſe ne ſe fera ſans auctorité de Iuſtice.

Don de meuble ou heritage appartient au mineur, & nõ au Bail.

Bailliſtre n'eſt tenu racheter les rentes conſtituees.

Bailliſtre ne reçoit Adueu & ne le baille.
Tuteurs & Curateurs.

† *Le Comte de Damp-martin ſ'eſt oppoſé, & a requis l'ãcienne Couſtume*

Source : BIU Cujas

eſtre obiectee pour la conſeruation de ſon droict, qu'il a dict luy eſtre ja acquis: & attendu le procez qu'il dict auoir en la Cour. Et par leſdits Aduocat & Procureur du Roy a eſté requis que ledict Art. 36. demouraſt comme eſtoit reformé, quant aux Bailliſtres collateraux. Et d'auantage qu'il fut reformé pour leſdites ayeules trouuees remariees entre & ayeule qui ſe remarieroient.

niſtractiõ ſeront tenus faire inuẽtaire, rendre bõ cõpte & ne payerõt profit de rachat. Art. 37. Au regard des ayeules trouuees remariees Bailliſtres ne feront deſormais les meubles ne les fruicts leurs. Et quant aux non mariees & meres, tant qu'elles ſeront à marier feront les meubles & fruicts des heritages leurs, en acquitant comme les Gardiens. Mais ſi toſt qu'elles ſe remarieront, ceſſera ladite Garde, & ne feront les fruicts des mineurs leurs: neantmoins leurs demoureront les meubles, en acquitant les mineurs. Et au moyen de ladite Garde, qui ſe tourne en Bail, gouuerneront comme Bailliſtres les mineurs: à la charge de rendre compte & bailler caution, comme deſſus.

ORLEANS Tit. 1. Art. 27. Et ne gaigneront leſdits freres, ſœurs, oncles, tantes, couſins & autres Bailliſtres les meubles ne les fruicts des heritages deſdits mineurs.

Bailliſtres collateraux nobles ſont ſeulement les fruicts leurs

BERRI Tit. 1. Art. 29. Et †† au regard des Bailliſtres collateraux Nobles comme deſſus, feront pareillement les fruicts des heritages des mineurs, deſquels ils auront le Bail, leurs: mais non doreſnauant les meubles & ſeront tenus à l'acquitement des debtes mobiliaires, nourriture & aliment des mineurs, iuſques à la concurrence de la valeur des fruicts tant ſeulement, & non plus auant: & rendront les heritages des mineurs en bon & ſuffiſant eſtant, ſans deterioration ou diminution: & ſeront tenus faire bon & loyal inuentaire des meubles, auant qu'eux immiſcer en l'adminiſtration d'iceux pour les rendre au mineur, le Bail finy ou l'eſtimation d'iceux.

†† Ceſt Art. 29. eſt nouuelle Couſtume en ce que les Bailliſtres ne font que les fruicts leurs.

VII. AVXERRE Tit. 14. Art. 259. Entre u Tutelle & Curatelle n'y a difference par la Couſtume.

Tutelle & Curatelle ne ſont differents.

MONTARGIS Chap. 7. Art. 7. Tutelle & Curatelle n'eſt qu'vn.

CAMBRAY Tit. 6. Art. 5. *A la fin.* Et ne ſont la Tutelle & Curatelle reputez qu'vn.

Tuteurs & Curateurs nõmez par Teſtament du pere ſont preferez.

AVXERRE Tit. 14. Art. 258. Tuteurs ou † Curateurs nommez par le Teſtament du pere ſont preferez à tous autres, preſtant le ſerment de Tuteur par deuant le Iuge ordinaire, les parens appellez: & ſ'ils acceptent ladicte Tutelle, ils ſont tenus de prendre les biens par inuentaire pour en rendre compte & reliqua.

† Le 258. Art. eſt de nouuel adiouſté.

Tuteurs teſtamentaires preſteront le ſermẽt par deuant le Iuge ordinaire: & feront inuẽtaire.

REIMS Tit. 12. Art. 329. Toutes †† Tutelles & Curatelles ſont datiues. Toutesfois ſi par Teſtament y a Tuteur nommé, il ſera confirmé, ſi lés parens appellez par deuant le Iuge n'alleguent cauſe que le teſtateur ait peu vrayſemblablement ignorer.

†† Ceſt Art. 329. eſt adiouſté pour auoir eſté omis comme le premier.

Tuteurs teſtamentaires confirmez.

NIVERNOIS Chap. 30. Art. 1. Tutelles teſtamentaires ordonnees par le pere des mineurs, ſont valables & preferees à toutes autres: & à defaut d'icelles a lieu la legitime: & apres à defaut deſdites teſtamentaires & legitimes a lieu la datiue. Art. 2. Tutelle ou adminiſtration legitime à defaut de pere, eſt deferee à la mere des mineurs, ſelon ce que deſſous ſera dict: & à defaut d'eux, aux ayeuls ou ayeules paternels & maternels: & ſõt preferez les aieuls aux ayeules paternelles ou maternelles & n'a lieu ladite Tutelle à autres parẽs. Ar. 3. Tutelle datiue ſe doit donner par election des parens & affins des mineurs de chacun coſté, & à faute d'iceux, des x voiſins & amis, iuſques au nombre des vii. pour le moins. Art. 4. Les Tuteurs teſtamentaires & legitimes ne peuuent adminiſtrer ſans eſtre confirmez par Iuſtice: & ſi la Iuſtice a notice & congnoiſſance qu'il y ait tels Tuteurs, incontinent les doit faire appeller & confirmer. Et ſ'il n'en appert à la Iuſtice, fera au pluſtoſt que faire ſe pourra appeller les parens affins & principaux amis & voiſins des mineurs: deſquels ſera enquis par ladicte Iuſtice, ſ'il y a aucun Tuteur teſtamentaire ou legitime: pour ſ'il y en a, le Teſtament veu & trouué valable, le confirmer: & ſ'il ne ſ'en trouue par le rapport deſdits parens, affins & amis, fera icelle Iuſtice proceder les deſſuſdicts par creation de Tuteur celuy qui ſera eſleu *à maiori parte* pour le confirmer par le Iuge. Et neantmoins au dedans de xl. iours, apres le Tuteur teſtamentaire ou legitime ſ'apparoiſtra, le confirmer, le Teſtament veu & trouué bon, comme dict eſt. Art. 6. les Peres & meres ſont legitimes adminiſtrateurs des corps & biens de leurs enfans pupilles: qui s'entend ſi leſdits pere & mere reſpectiuement ſont d'aage competent, qui eſt par la Couſtume de xx. ans parfaicts. Car ſ'ils eſtoient de moindre aage, ils ne

Tuteurs teſtamentaires & legitimes ſeront confirmez.

Pere & mere ſont legitimes adminiſtrateurs des corps & biẽs de leurs enfans

Tutelles teſtamentaires preferees à toutes autres.

Tutelle legitime

Tutelle datiue.

Ayeuls preferez aux aieules.

Tutelle datiue.

u La Couſtume de Paris ne faict mentiõ de la Tutelle, ains ſeulement de la Garde Noble ou Bourgeoiſe remettant par ce moiẽ les droicts de la Tutelle à la diſpoſition ciuile.

x Voiſins & amis qui frequentent ordinairement ſur les lieux qui ont cognoiſſance du defunct cap. quanto De præſump. On peut demander ſi les femmes ſont capables d'eſlire? A eſté reſolu que non. Conſilium enim eſt virorum, non mulierum. argumento l. ita autem. §. Papinianus D. de adm. tut. Bal. l. 1. C. Qui admitt. ad bon. poſſ. Ioinct que les femmes ſeroient obligees à telles no-

Source : BIU Cujas

minations & tenues ſubſidiairement. l. vlt. C. de legit. her. Quand on eſlit Tuteurs aux mineurs faut que les parens du coſté paternel & maternel ſoient appellez pour faire ladicte election, meſmement ſ'il aduenoit qu'vn ait eſté eſleu Tuteur du coſté paternel, & l'autre du coſté maternel: & que l'vn ou l'autre decede: en ce cas faut que les parens d'vn coſté & d'autre ſoient appellez pour proceder à election de nouueau Tuteur, iuſques au nombre de ſix de chacun coſté, & en defaut de ce, faut appeller des prochains voiſins & amis, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt donné en audience le Lundy 26. Feurier 1541. contre Geoffroy de Labiſtrade.

ſ'ils ſont d'aage competent, c'eſt à ſcauoir de 20. ans.

Datiue doit ceſſer quand la legitime a lieu.

Tutelles teſtamentaires.

† *Ceſt Art. 177. & 178. ont eſté corrigez & modifiez du conſentement des Eſtats.*

†† *Ceſt Art. 180. a eſté accordé comme Couſtume nouuelle, depuis ces mots*, iuſques au nõbre *&c. iuſques à la fin.*

Tuteurs teſtamentaires.

Ayeul paternel preferé à la mere.

Frere aiſné maieur de xxv. ans, eſt tuteur de ſes frere & ſœurs, et forclot la mere: & ſ'il n'eſt maieur, la mere eſt legitime adminiſtratereſſe.

Mere ne perd la Tutelle, ores que l'vn des freres vienne en aage.

Oncle paternel Tuteur de ſes nepueux & nieces, à defaut de mere & frere.

† *Ceſt Ar. 83. a eſté de nouuel corrigé.*

Mere aagee de xxv. preferee au frere.

Tuteurs teſtamentaires tenus bailler caution & faire inuentaire.

†† *Ces mots, leſquels Tuteurs &c. iuſques à la fin, ſont adiouſtez.*

Parens du coſté paternel preferez à la Tutelle ou Curatelle.

† *Ceſt Art. 507. eſt de nouuel adiouſtez.*

ſeroient capable de ladicte adminiſtration: & ſera aux pupilles pourueu de Tuteur par Iuſtice: mais ledict pere ou mere ayant accomply ledict aage, prendront & auront reſpectiuement, ſi bon leur ſemble, ladicte adminiſtration. Et ceſſera la datiue au parauant decretee.

BOVRBONNOIS Chap. 16. Art. 177. Tutelles † teſtamentaires ſont valables & preferees à toutes autres. Art. 178. Et à faute d'icelles, la legitime & naturelle a lieu, & la datiue apres. Et doit ladicte Tutelle datiue eſtre confirmee par le Iuge: & non la legitime & teſtamentaire. Art. 179. Tutelle y legitime n'a lieu qu'en la mere: & en defaut d'elle, à l'ayeul ou ayeule paternels ou maternels: & ſeront les paternels preferez aux maternels. Art. 180. †† p. *à Niuernois.* Art. 3. & au defaut de parens & affins par election des voiſins, iuſques &c.

AVVERGNE Chap. 11. Art. 1. Tuteurs teſtamentaires ſont preferez à tous autres. Art. 3. L'ayeul paternel z eſt preferé quant à la Tutelle de ſes nepueux ou niepces en droicte ligne, à la mere deſdicts nepueux ou niepces. Art. 6. Le frere aiſné maieur de xxv. ans au temps du treſpas du pere ou ayeul, eſt Tuteur de ſes freres & ſœurs mineurs: & en forcloſt la mere, & eſt tenu faire inuentaire & rendre compte, ſoit commun en biens auec ſes freres ou non. Art. 8. Si le frere aiſné n'eſt maieur de xxv. ans au temps du treſpas du pere ou ayeul, la mere eſt adminiſtratereſſe de tous ſes enfans. Art. 9. Et ſ'il aduenoit que l'vn des freres vienne en aage parfaict, la mere ne perd point la Tutelle & adminiſtration que elle auoit des autres enfans mineurs. Art. 10. L'oncle paternel au defaut de mere & frere, eſt Tuteur de ſes nepueux & niepces: & eſt tenu faire inuentaire & rendre compte, ſoit commun en biens auec le mineur ou non. Art. 12. Tutelles legitimes & teſtamentaires ſe doiuent confirmer par le Iuge competent.

LA MARCHE Chap. 12. Art. 83. La † mere aagee de xxv. ans eſt preferee au frere en la Tutelle de ſes enfans mineurs: & le frere aiſné aagé de xxv. ans à tous autres parens: fors à l'ayeul paternel, ſ'il eſt en vie. Art. 84. La mere & tous autres Tuteurs teſtamentaires & legitimes ſe doiuent donner & confirmer &c. p. *à Auuergne.* Art. 12.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 501. Le pere peut bailler à ſes enfans mineurs, Tuteurs ou Curateurs par ſon Teſtament: leſquels Tuteurs ou Curateurs ſont tenus bailler caution & faire inuentaire. Art. 504. Entre les parens du mineur, ceux qui ſont du coſté paternel, ſont preferez à la Tutelle ou Curatelle: pourueu qu'ils ſoient ſuffiſans, & y ſeront les premiers contraints. ART. 507. Et † le Tuteur ou Curateur teſtamentaire preferera la mere: la mere, les ayeuls * ou ayeules: & les ayeuls & ayeule, tous autres parens: & les parens paternels, les maternels.

SEDAN Tit. 8. Art. 140. *A la fin.* Et ſ'il y a Tuteurs teſtamentaires, a ils ſeront preferez à tous autres ſans qu'il ſoit beſoin faire autre nomination. ART. 141. Toutesfois les parens ſeront appellez pour voir confirmer, ſi faire ſe doit, leſdits Tuteurs, ou propoſer cauſes raiſonnables d'empeſchement: leſquelles ceſſans, ſi les Tuteurs n'alleguoient cauſe d'excuſe valable, ils ſeront confirmez par le Iuge.

CAMBRAY Tit. 6. ART. 10. Tutelles ou Curatelles teſtamentaires ſont valables &c. p. *à Niuernois.* ART. 1. la legitime naturelle a lieu, & la datiue apres. b

AVXERRE Tit. 14. ART. 255. Et en defaut de pere, mere, ayeul ou ayeule ſeront pourueus de Tuteurs & Curateurs par Iuſtice, qui ſeront eſleus par les parens, amis & voiſins: à la charge de prendre les biens par inuentaire & rendre compte, comme deſſus.

DOVRDAN Tit. 14 ART. 149. Tutelle d'enfans mineurs doit eſtre decernee par le Iuge, appellez vi. des parens & affins des mineurs, trois du coſté paternel, & autant du coſté maternel pour le moins, ſi tant ſ'en peut trouuer: ſinon, ou tant ne ſ'en trouueroit, doit eſtre ledict nombre ſuppleé par voiſins & amis des pere & mere des mineurs

CLERMONT Tit. 16. ART. 193. Quand aucun va de vie à treſpas, & il delaiſſe vn ou pluſieurs mineurs, ſes heritiers, il loiſt aux parens d'iceux mineurs, & ſem-

y Ceſt Art. 179. ſemble induire que la Tutelle legitime n'a point de lieu en la perſonne du pere. Lequel meſmes par le 173. Ar. de ceſte meſme Couſtume eſt nommé adminiſtrateur legitime des biens aduentifs de ſes enfans eſtans en ſa puiſſance: Du Moulin ſur ceſt Art. tient que le pere eſt Tuteur legitime & naturel de ſes enfans qu'il a emãcipez eſtans encor mineurs d'ans. Autrement ceſſant ladicte emancipation, laquelle n'eſt iamais preſumee, ſoit que la mere ſoit viuãte ou decedee il a touſiours ſes enfans legitimes & naturels en ſa puiſſance & par conſequent il eſt ſuperflu de parler de ladicte Tutelle, & ceſt Article ſe rapporte à ce qui eſt le plus frequent & ordinaire. La Tutelle regarde les pupils: qui ne ſont en la puiſſance du pere. l. pupillus 239. D. de verb. ſign. C. M.

z Ceſt. Art. 3. eſt fort raiſonnable, aiant eſgard à ce qui eſt porté par ceſte Couſtume: par laquelle les fẽmes n'ont aucun droict de cõmunauté auec leurs maris, & ſont comme Chãbrieres auec fort peu de moyens. Au reſte ceſt Art. 3. eſt pris de la Gloſſe in l. ſi quis ſub conditione D. de teſtam. tutel. laquelle Bartolle n'approuue pas ſur la meſme loy.

a Iure ciuili etiam tutela teſtamentaria prævalet legitimæ l. 1 C de tutor. vel. cur. illuſtr perſon. & ſem-

Source : BIU Cujas

* Alias, & *ayeule*, P.V.

Tuteurs teſtamentaires, ſont preferez à tous autres & confirmez.
Tuteurs quand doiuent eſtre eſleus par les parens.
Tutelle ſera decernee par le Iuge.
Procureur du Roy ou d'Office, comme doit faire pourueoir de Tuteur aux mineurs.

per tutela legitima teſtamentariæ cedit l. 1. §. 1. & l. ſi tutor 9. §. 1. D. de tut. & rat. diſtrah. l. ſi tutores 3. C. de teſtam. tut. & ita potior eſt Nouel. 118. cap. 5. leg. tut.

Legitima etiam ceſſat, quandiu teſtamentaria ſperatur. l. ſi quis ſub conditione. 11. D. de teſt. tut. l. inteſtato 6. D. de

b Tutela legitima præfertur datiuæ d. l. 1. C. de tut. vel cur. illuſt. perſ. l. 9. C. Qui dare tut. vel cur.

Tuteurs feront le ſerment & apres inuentaire des biens.

blablement au Procureur du Roy ou d'autre Haut Iuſticier faire appeller & adiourner les prochains parens des mineurs tãt du coſté paternel, que du coſté maternel, iuſques au nombre de ſix ou huict, ſi tant y en a : & en defaute deſdits parens, les voiſins & amis deſdits mineurs pourront eſlire d'entre eux, iuſques au nombre de deux ou trois, pour en auoir le gouuernement: leſquels ce faict, apres ce qu'ils auront faict le ſerment d'eux bien gouuerner ſur le faict de ladicte tuition & curation, y ſeront creez & ordonnez par Iuſtice & authoriſez ſuffiſamment d'y faire tout ce generalement qu'au cas appartient, en prenant par eux les biens des mineurs par inuentaire: à la charge d'en rendre compte & reliqua, quãd & où il appartiendra.

CHAVMONT Tit 1. Art. 12. *A la fin.* Et où il n'y auroit pere, mere, ayeul ou ayeule : en ce cas par le Iuge ordinaire ſera pourueu aux mineurs de Tuteurs & Curateurs.

VITRI Tit. 4. Art. 64. p. *à Chaumont.*

REIMS Tit. 12. Art. 328. Et †† quand à la Tutelle & Curatelle ſe decerne par le Iuge competent.

†† *Voyez cy deſſus au commencement de l'Addition de Titre 12.*

CHALONS Tit. 3. Art. 9. Quant † aucun pere ou mere decede, delaiſſez enfans mineurs & en bas aage, leur doit eſtre pourueu par Iuge c competent à la requeſte du Procureur du Roy ou des Procureurs Fiſcaux des lieux, de Tuteurs & Curateurs, les parens des mineurs pour ce appellez & conuoquez tant du coſté du pere, que de la mere. Leſquels Tuteurs eſleus par leſdicts parens, ſont tenus d'accepter ladicte Tutelle, ſ'ils n'ont excuſe legitime & raiſonnable: preſter le ſerment de bien adminiſtrer la Tutelle, faire bon & loyal inuentaire des biens d'iceux mineurs, auec bonne & ſuffiſante priſee faicte par gens à ce cognoiſſans, & qui ayent preſté le ſerment, & de tout rendre bon compte & reliqua, apres ladicte Tutelle finie.

† *Le Bailly de l'Eueſque de Chalons a dict qu'il luy appartient, comme Bailly de Chalons de pourueoir de tuteurs aux mineurs: & que les Articles ſe doiuent faire par deuant luy, & qu'ainſi le cahier ancien. Maintenu au contraire par le Procureur du Roy, qui a dict que la creation de tutelle doit appartenir au Bailly de Vermandois ou à ſon Lieutenant à Chalons: Auons ordonné que ferions mentiõ en noſtre procez verbal du debat des parties: pour lequel ont eſté mis audict Art. ces mots,* leur doit eſtre pourueu par iuge competent, à la requeſte *&c. iuſques à ces mots,* Et Curateurs, *meſmes, ſans preiudice du droict deſdites parties.*

c Dation de Tutelle eſt vn droict Royal, & non de police ſimplement, & appartient au Iuge Royal Chaſtellain, & non autres Seigneurs, voire Hauts Iuſticiers, ſ'il n'eſt porté par la Couſtume : Specialement en Châpagne, où le Roy ſ'eſt reſerué tout droict de Bourgeoiſe ſur les perſonnes, ne donnant aux Hauts Iuſticiers que les droicts reels & de police. Ainſi fut iugé par Arreſt du 7. Iuin 1564. en audiẽce contre le ſieur de Perigueux, que le Roy iouyroit du droict de faire inuentaire, donner & creer Tuteurs, à la charge de ne ſingerer ſans eſtre appellez. Au reſte par les Ordonnances de Frãce, donnees à Cremieu 1536. Art. 6. Dation de Tutelle & Curatelle, Bail & gouuernement & confection d'inuentaire des biens des mineurs & perſonnes nobles viuans noblemẽt appartiendra aux Bailifs, Seneſchaux & autres Iuges reſſortiſſans ſans moien en la Cour & la tutelle des perſonnes non nobles & roturiers appartient aux Preuoſts & Iuges in-

CHASTEAVNEVF Chap. 19. Art. 134. Si tels enfans ſont mineurs & ſous aage, ils doiuent auoir Tuteurs & Curateurs pour gouuerner eux & leurs

Source : BIU Cujas

ſeruiteurs. Ie ne veux point oublier que les parens ne doiuent vexer les mineurs de frais pour faire vne election : ains faut que l'election & nomination ſoit faicte de ceux qui ſont dans le reſſort de la Prouince ou Bailliage, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 29. Nouembre 1569. Charond. vi. des Reſp. 42 Les nominateurs ſont tenus de droict ſubſidiairement quand le Tuteur par eux nommé adminiſtre mal les biens des mineurs. Idoneos enim Tutores adfirmauerunt, & ita fideiuſſorum vicem ſuſtinent l. cum oſtendimus 4. D. de fideiuſſ. & nom. l. 7. §. vlt. D. de dolo. l. 12. §. 13. D. mandati l. 4. & 5. C. de mag. conu. l. 5. & 6. D. eod. tit. Toutesfois par Arreſt donné au rapport de M. Scaron en la v. Chambre des Enqueſtes & depuis prononcé en robbes rouges le 14. iour d'Aouſt 1587. fut dict que les nominateurs d'vn Tuteur qui lors & au temps de l'election & nomination eſtoit riche & opulent, ne ſont tenus ſubſidiairement, ſi depuis le Tuteur deuient pauure & demoure reliquataire, c'eſt Arreſt fut donné au profit de Iean le Gleneux, Antoine Mutaut & autres conſorts de la ville de Mehun ſur Yeure, qui auoient nommé & eſleu M. Louys Bouguier pour Tuteur de Iean & Louys Poupardins. Car comme leſdits nominateurs euſſent eſté conuenus en reliqua de Tutelle par leſdicts Poupardins, par deuant le Preuoſt & Garde de Mehun, ils furent condamnez par ſentence : laquelle fut confirmee par le Bailly de Berri ou ſon Lieutenant audict lieu, appel en la Cour & aians releué en la cauſe d'appel aiant faict production nouuelle, allegué & verifié que lors de la nomination ledict Tuteur par eux nommé eſtoit riche & ſoluable, combien que depuis ledict Tuteur fut tombé en pauureté. Par Arreſt fut la ſentence & ce dont eſt appellé miſe au neant ſans amende, & les parties hors de Cour & procez, ſans deſpens de part & d'autre.

†† *Voyez ce qui a eſté noté cy deſſus au Tit. 10. ſur ce meſme Art.*

† *Ceſt Art. 183. eſt tiré du 162. de l'ancien Election de tuteur.*

Parens eſtans hors le Bailliage ne ſeront appellez.

†† *Ceſt Art. 184. a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Tuteurs decernees par le Iuge ordinaire.

Pere, mere, ou autres aſcendans peuuent prendre la Garde &c. ſans venir en Iuſtice : & y peuuent renoncer à ladicte Garde.

biens, ſi le pere ou la mere, ayeul ou ayeule n'en vouloient prendre ou recueillir la Garde, gouuernement & adminiſtration. Ce qu'ils peuuent faire de leur authorité, ſans en venir à Iuſtice : & peuuent renoncer les pere & mere, ayeul ou ayeule à la Garde, ſi bon leur ſemble. Art. 137. Et entre roturiers le pere ou la mere peuuent prendre la Garde de leurs enfans, qui eſt reputee Tutelle legitime : & ſeront ſuiects neantmoins à faire inuentaire & rendre bon compte & reliqua.

Tutelle legitime entre roturiers.

CHARTRES Chap. 19. Art. 104. p. *a Chaſteauneuf.* Art. 134. *iuſques a ce mot,* Iuſtice, † *inclus.*

† *Ceſt Art. 104. a eſté accordé : par ce que le Bail que le pere ou la mere ayeul ou ayeule, ou autres qui auoient des mineurs eſtoit à grand preiudice & dommage d'iceux mineurs par ce que ceux qui ont la Garde font les meubles & fruicts leurs des heritages des mineurs : & a eſté ſeulement reſerué au pere ou à la mere deſdits mineurs, d'auoir la Garde, tant qu'ils ne ſe remarient, & demeurent en viduite.*

DREVX Chap. 20. Art. 95. p. *à Chartres.* Art. 104. & en bas &c. aage ſans congé de Iuſtice.

BLOIS Chap. 2. Art. 7. Et †† en defaut d'aſcendant n'y aura aucun Gardien : ains ſera pourueu auſdits mineurs de Tuteurs & Curateurs par auctorité de Iuſtice, appellé les parens du coſté paternel & maternel.

†† *Ceſt Art. 7. eſt nouuel & correctif de l'ancienne Couſtume.*

BOVRBONNOIS Chap. 16. Art. 181. La mere, parens d'aucuns mineurs & Procureur d'Office, en la iuriſdiction duquel demeurent les mineurs doiuẽt faire diligence, incontinent apres le treſpas du pere, de leur faire pouruoir de Tuteur. Et doit ledict Procureur d'Office faire la pourſuite ſi toſt qu'il eſt venu à ſa notice, & faire appeller & adiourner la mere & parens, ſi aucuns en ont : ſinõ les prochains voiſins, pour y eſtre pourueu par leur aduis. Et les adiournez defaillent, on les doit re-adiourner auec intimation, & ſ'ils defaillent ou aucuns d'eux, il y doit eſtre neantmoins pourueu, inquiſition faicte auec ceux qui ſe trouueront preſens. Et ſi aucun des preſens ou defaillans eſt declaré Tuteur, il eſt contraint par mulctes & prinſe ou exploictation de ſes biẽs & toutes autres voies que de raiſon, à prendre ladicte charge, faire le ſerment, & autres choſes requiſes.

LA MARCHE Chap. 12. Art. 70. *A la fin.* Et ſi ledict mineur n'a pere ou mere, au deſſus de xxv. ains, luy doit eſtre pourueu de Tuteur ou Curateur par le Iuge, appellez les parens tant du coſté paternel que maternel. Art. 77. S'il n'y a qui vueille prendre le Bail ou à qui il appartienne, le Iuge doit bailler Tutelle. Art. 82. Entre roturiers francs ou ſerfs, Tutelle de mineurs doit eſtre baillee par Iuge competent à mineurs : c'eſt à ſçauoir à la fille moindre de douze ans, & au maſle moindre de xiv. ans.

POICTOV Tit. 8. Art. 304. Le S. Suzerain peut en cas de negligence pourueoir de Tuteur ou Curateur aux enfans de l'homme de ſon vaſſal. Mais ſi auant qu'elle ſoit donnee ou declaree le vaſſal, ou celuy, qui a la moyenne Iuſtice plus proche du fonds, vient & en demande obeyſſance, elle luy doit eſtre rendue : ainſi que d'vne demande perſonnelle, que l'on feroit contre ledit homme. Art. 309. Si la mere ou autres parens d'aucuns enfans mineurs ne faict diligence de leur faire pourueoir de Tuteur ou Curateur, le Procureur de la Cour, en laquelle ſont demourans les mineurs, ſi toſt qu'il ſera venu à ſa notice & cognoiſſance en doit faire la pourſuite : & à ceſte fin doit faire adiourner les mere & parens & en defaut d'eux, les prochains voiſins, pour y eſtre pourueu par leur aduis : & en cas de defaut, les doit faire adiourner auec intimation. Et où eux ou

† *Ceſt Art. 70. eſt accordé pour nouuel : & ſ'entend des nobles, ainſi qu'il ſe congnoiſt par le commencement dudict Art. mis cy deſſus.*

Suzerain en cas

Source : BIU Cujas

de negligence peut pourueoir de Tuteur ou Curateur.
Obeyſſance.

aucun d'eux defaudroit, doit neantmoins eſtre pourueu par l'aduis de ceux qui ſe trouueront preſens & ſi aucun des defaillans eſt creé Tuteur ou Curateur, ſera contraint par prinſe de ſes biens & detention de ſa perſonne, & par toutes autres voyes deues & raiſonnables, à prendre ladicte charge, faire le ſerment & autres ſolennitez.

Tuteurs eſtant eſleus comme ſeront contraints.

LA SALLE DE LILLE Tit. 15. Art. 1. Enfans mineurs d'ans, apres le decez de leur pere ou mere, demeurent, & ſont en la Tutelle legitime de leur pere ou mere ſuruiuant, tant qu'ils ſoient eagez ou pourueus iudiciairement de Tuteurs. Art. 2. Ladicte Tutelle legitime n'empeſche, que les Iuges ne puiſſent commettre autres Tuteurs auſdits enfans, & pour ce faire deuement eſt requis, prendre pour Tuteurs les plus prochains parens capables & idoines deſdicts mineurs d'ans des coſtez paternels & maternels, en nombre de quatre, ſe tant en y a: leſquels ne ſont tenus bailler cautiõ fideiuſſoire: ains ſont ſubmis ſeulemẽt de faire ſermẽt és mains des Iuges, d'adminiſtrer les biens d'iceux enfans mineurs d'ans à leurs ſens & pouuoir, & d'en rendre compte & reliqua, là où & quant il appartiendra: & ſera ledict Tuteur tenu faire inuentoire appellez aucuns des autres plus prochains parens, lequel inuentoire ſera faict ſommierement, ſans grands frais & au moindre dommage, que l'on pourra. Art. 3. Pour agir & eſter en iugement par Tuteurs, ou nom de leurs pupilles, eſt requis qu'il en y ait vn de chacun coſté pour le moins, n'eſt qu'vn ſeul deſdicts Tuteurs ſoit par Iuſtice competente à ces fins auctoriſé. Art. 4 Enfans en Tutelle ou perſonnes en Curatelle, ne peuuent contracter n'eſter en iugement, ſans l'auctorité de leurs Tuteurs ou Curateurs. Art. 5. Quand aucuns parens ſont adiournez afin d'accepter la Tutelle d'aucuns mineurs, ils peuuent eſtre ouys ſommierement en cas de contredict en leurs excuſes. Et ſ'il leur eſt ordonné de l'emprendre, & faire ſerment pertinent en cas de refus ou delay, ils y ſeront contraints par empriſonnement de leurs perſonnes. Et ſe aucuns à ces fins adiournez, ſont defaillans, ils ſont readiournez par mainmiſe, ou autrement contraints par voye de Iuſtice, & le tout à leurs deſpens, nonobſtant appellation & ſans preiudice d'icelle.

Tuteurs ou Curateurs contraints de prendre la charge.

S. SEVER L. Tit. 6. Art. 1. Tuteurs ou Curateurs donnez par Iuſtice, ſ'ils ne ſont de droict excuſez, doiuent prendre les charges: & à ce faire peuuent eſtre contraints par Arreſt & detention de leurs perſonnes, ceſſant toute appellation & ſans eſtre receus à caution.

Tuteurs & Curateurs par qui ſeront donnez & à quelles perſonnes.

BAYONNE Tit. 10. Art. 1. Aux Maire & Conſeil & en iour de Conſeil, appartient donner Tuteurs ou Curateurs aux pupilles, mineurs, prodigues ou autres, à qui de droict commun doit eſtre donné Curateur. Art. 2. A laquelle dation de Tutelle ou Curatelle, ſont appellez les parens, alliez & amis: & d'iceux doiuent deputer deux parens plus proches: l'vn du coſté du pere, & l'autre du coſté de la mere, ſi inquiſition faicte ſont trouuez capables & idoines. Art. 4. Ceux qui ſeront ordonnez Tuteurs ou Curateurs par le Maire & Conſeil, ſont contraints prendre la charge par detention & empriſonnement de leurs perſonnes & à preſter le ſerment ſur l'Autel S. Pierre en tel cas requis & accouſtumé. Art. 5. Sinon qu'ils fiſſent promptement apparoir d'aucune excuſation ſuffiſante & raiſonnable.

Election.

Contrainte de prẽdre la charge.

Serment.

Excuſes.

LA BOVRT. Tit. 10. Art. 3. Si les peres & meres ſont decedez, delaiſſez leurs enfans pupils, ſans leur pouruoir de Tuteurs, le Bailly requis par les parens des mineurs, leur baille Tuteurs des plus prochains parens, [d] qui ſont ſuffiſans & idoines: l'vn du coſté du pere, & l'autre du coſté de la mere. Art. 4. leſquels tuteurs prennent les biens des mineurs par inuentaire, comme deſſus eſt declaré, & doiuent iurer par deuant le Bailly, qu'ils adminiſtreront & gouuerneront iceux pupils & leurs biens, bien & loyaument au profit des mineurs à leur pouuoir.

Inuentaire.

Serment.

SOLE tit. 25. Art. 3. p. *à La Bourt.* Art. 3. le Capitaine Chaſtellain commis par le Roy ou ſon Lieutenant requis &c. mere par la cognoiſſance de la cour de Lixarre. Art. 4. p. *à la Bourt.* Art. 4. Iurer & ſobliger par deuant ledict capitaine ou ſon Lieutenant en la cour de Lixarre de bien &c. pouuoir & de leur donner bon & loyal compte auec le reliqua, quand ils ſeront en aage ſuffiſant ou à qui il appartiendra.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 484. Si le mineur n'eſt pourueu de tuteur ou

[d] Les Preſtres ſemblent auoir iuſtes cauſes de ſe pouuoir excuſer de la charge de Tutelle: & defaict par Arreſt du 16. Decembre 1560. vn Chanoine appellant de l'election faicte de ſa perſonne à ſa niepce mineur d'ans, diſoit qu'il eſtoit homme d'Egliſe & n'auoit le moyen de monſtrer pluſieurs ciuilitez à ſa

niepce, eſtant fort indecent, qu'vne fille ja grande demourat chez les Preſtres. Tertiò qu'il eſtoit empeſché au ſeruice diuin, & auſſi qu'il ne pouuoit vacquer à vne ferme, que le feu pere auoit d'vn certain monaſtere. Lequel nonobſtant leſdites excuſes auroit eſté eſleu & nommé Tuteur par les parens de la fille, comme eſtant plus proche. Les Religieux qui auoient prouoqué, & faict appeller les parens de la fille, eſtoient intimez. La Cour par ledict Arreſt a mis & met l'appellation & ce dont eſt appellé au neant ſans amende & ſans deſpens, & pour cauſe, ordonne neantmoins que ledict Chanoine à ſes deſpens fera appeller par deuant le Iuge des lieux quatre parens de chacun coſté pour eſtre procedé à nouuelle election d'autre que dudict Chanoine. Cyprianus in Epiſtolis, lib. 1. Epiſt. 9. Iampridem in concilio Epiſcoporum ſtatutum eſt, ne quis de clericis & de miniſtris tutorem vel curatorem teſtamento ſuo conſtituat, cum ſinguli diuino ſacerdotio honorati & cuncti in clericali miniſterio conſtituti, non niſi altari & ſacrificiis deſeruire, & precibus atque orationibus vacare debeant. *Et paulo poſt eadem epiſtola*, Epiſcopi anteceſſores noſtri, religioſè conſiderantes & ſalubriter prouidentes cenſuerunt, ne quis frater decedens ad tutelam vel curam clericum nominaret: ac ſi quis hoc feciſſet, non offerretur pro eo, nec ſacrificium pro eius dormitione celebraretur. Iuſtinian in l. generaliter 62. C. de Epiſcop. & cler. veut que les Eueſques, Preſtres & autres des miniſtres de l'Egliſe, ſoient & demourent exempts de toute Tutelle. Mais depuis par la Nouelle 123. cap. 5. qui eſt repetee en l'Ant. Presbyteros C. de epiſ. & clericis il permet aux Preſtres, Diacres, ſous-Diacres par droict de parentele, eſtant appellez aux Tutelles ou Curatelles, de les accepter, en declarant toutesfois par eux par eſcrit iudiciairement en preſence du Iuge, qu'ils ont pris & accepté ladite charge de leur bon gré & volôté ſans aucune cõtrainte. Mais quant eſt des Eueſques ou Moines ne peuuent eſtre aucunemẽt tuteurs ou curateurs. Can. generaliter 16. q. 1. vide Can. Apo. 6. & 8. Au reſte les Cõſeillers du Preſidial ne ſont exempts de la Tutelle, ains ſeulement les Iuges ordinaires, comme le Bailly ou ſon Lieutenant le Preuoſt, ainſi qu'il fut iugé en audience le 5. May 1588. en la cauſe d'entre Nau Clerc du Preuoſt du Parlement appellant & M. Chanterelle Conſeiller au Chaſtelet de Paris intimé: plaidans Loiſel & Chauuelain l'aiſnel, & fut l'appellation & ce dont eſt appel miſe au neant & ſans amende & deſpens, & neantmoins ordonné qu'il ſeroit procedé à nouuelle election, & neantmoins par prouiſion que ledict Chanterelle preſteroit le ſerment en tel cas requis & accouſtumé.

curateur Iuſtice l'en doit pouruoir: laquelle †† en cas de defaut, en ſera reſpõſable, & des cautions non ſoluables, qu'elles auroit receus. Art. 485. Et † en procedant à la creation des tuteurs ou curateurs à mineurs, ſera par meſme moyẽ & en la preſence & par l'aduis des parens aſſemblez deliberé ſur l'education & entretenement des mineurs tant pour l'inſtruction au faict des armes, lettres, qu'autres profeſſions, ſelon leur qualité & quantité des biens deſdits mineurs. Art. 486. La mere au cas qu'elle viue ou l'heritier proche preſomptif du mineur, ſeront tenus d'aduertir & ſemondre la Iuſtice dans xv. iours apres le decez du pere, de pouruoir au mineur de tuteur ou curateur: & quinzaine apres feront tout deuoir & diligence vers les Officiers de faire pouruoir ledict mineur: à faute dequoy porteront tous dommages & intereſts que ſouffriroit à cauſe de ce ledict mineur. Art. 487. Et ſi la mere aiant eſté chargee de la tutelle ou curatelle de ſes enfans, ſe remarie, elle ſera tenue les faire pouruoir au parauant eſpouſer, ſous ſemblables peines. Art. 490. Nul ne ſe peut ſaiſir des biens du mineur, ſans l'aſſentement de celuy qui en a la Garde. Et Iuſtice a la Garde du mineur & de ſes biens, tant qu'il ſoit pourueu. Art. 502. Quand Iuſtice baille Tuteur ou Curateur au mineur, on doit faire appeller les parens & amis & prendre leurs ſermens d'eſlire vn d'entr'eux ou autre perſonne vtile & profitable, pour garder & adminiſtrer la perſonne du mineur & ſes biens.

SEDAN Tit. 8. Art. 140. Incontinent apres le decez de pere ou mere ou de tous deux, ſ'il y a enfans mineurs de xxv. ans, Tuteurs & Curateurs ſont creez aux mineurs, les plus prochains parens d'iceux: & à faute de parens, voiſins & amis appellez iuſques au nombre de ſix pour le moins: par leſquels leſdits Tuteurs ſont nommez & eſleus.

CAMBRAY Tit. 6. Art. 5. Hormis les pere & mere des mineurs, nuls ne peuuent pretendre ledit Bail & iouyſſance de leurs biens. Mais ſont les mineurs & leurs biens regis & gouuernez par Tuteurs & Curateurs iuſques à ce que les mineurs ſoient mariez ou iuſques à l'aage de maiorité de xxv. ans. Art. 9. Tuteurs & Curateurs ſe doiuent creer par la Haute Iuſtice.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 535. Celuy qui eſt en pouuoir d'autruy, e ne doit auoir Garde d'autre, ſ'il n'eſt aagé †† de xxv. ans: & ſ'il a ledict aage, ores qu'il ait pere viuant, il peut auoir Garde † d'autruy: pourueu qu'il ſoit auctoriſé de ſon pere: peut le Iuge contraindre le pere de luy donner auctorité, au cas qu'on ne trouueroit autre plus profitable, & pour les contumaces du pere la Iuſtice auctoriſera le fils.

AVVERGNE Chap. 1. Art. 4. La mere aagee de xxv. ans eſt tutrice & adminiſtratereſſe de ſes enfans mineurs, ſi elle veut, & doit prealablement faire inuentaire des biens des mineurs.

POICTOV Tit. 8. Art. 305. La mere ſe peut dire Tutrice naturelle de ſes enfans mineurs: & n'eſt tenue d'accepter ny demander la Tutelle en iugement ſi bon ne luy ſemble: & pourſuiuant les biens de ſes enfans en ladicte qualité n'eſt tenue de faire apparoir autrement de ſa qualité, encores qu'elle fut ſommee & interpellee

e In ciuile eſt eos qui alieno auxilio egere noſcuntur in rebus ſuis adminiſtrandis & ab aliis reguntur, aliorum tutela vel curam ſubire. §. item maior Inſt. de excuſ. tut. l. fin. C. de legit. hered.

†† *Ces mots,* laquelle en *&c. ont eſté de nouuel adiouſtés*

† *Les Art. 485. & 486. & 487. ſont de nouuel adiouſtez.*

De l'education & intretenemẽt des mineurs.

La mere ou l'heritier preſomptif tenus d'aduertir & ſemõdre la Iuſtice de pouruoir de Tuteur.

De la mere conuolant en ſecondes nopces.

Serment des Tuteurs quel pour la garde du mineur & ſes biens.

Election & nomination de Tuteurs & Curateurs.

Tuteurs & curateurs creez par la Haute Iuſtice.

Quelles perſonnes ne peuuent eſtre Tuteurs.

†† *Ces mots,* de xxv. ans *ſont de nouueau adiouſtez.*

† *Ces mots,* d'autruy pourueu, *ont eſté de nouuel adiouſtez & mis au lieu de ce mot,* mais.

Source : BIU Cujas

Mere aagé de 25. ans est tutrice.

Mere naturelle tutrice de ses enfans, sans qu'elle soit tenue l'accepter en iugement, ny faire apparoir de ladite qualité.

Tuteurs & Curateurs doiuent faire apparoir de leur qualité.

Femme quel les charges ne doit poursuiure ou exercer.

Mere peut estre Tutrice ou Curatrice.

†† *Ces mots, ou s'il n'y auoit, &c. sont de nouuel adiouſtez.*

Mere prend la Tutelle par auctorité de Iustice, doit faire inuentaire, & bailler caution.

Pere est legitime administrateur, faisant inuentaire & faict les fruicts siens en maintenant les heritages en cõuenable estat, & alimentant les enfans.

Femme par les secondes nopces perd la tutelle legitime, Secus du pere.

Pere ne perd la tutelle en se remariant.

Tuteurs ou Curateurs comme seront esleus

Bail n'a lieu entre roturiers.

Tuteur dissipateur de biens sera priué de la Garde.

Procureur du Roy ou de la Seigneurie doit faire priuer les tuteurs dissipateurs de biens.

Fẽme se voulant remarier tenue de faire

& interpellee de ce faire. Autre chose seroit d'vn autre Tuteur & Curateur, que sa mere. Car sa qualité estant debatue & reuoquee en doute, est tenu en faire apparoir vne fois en la cause.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 505. Femme ne e sera Tutrice, Curatrice, procuratrice ne s'entremettra de sollicitation ou d'autre faict de Iustice: si ce n'estoit pour elle, pour son mary ou pour ses enfans, ou pour son pere ou pour sa mere, en cas de necessité: autrement ce qu'elle feroit seroit de nulle valeur. Art. 506. Mais mere & aussi l'ayeule peut estre Tutrice & Curatrice de ses enfans, ou des enfans de ses enfans, iusques à ce qu'elle soit en secondes nopces: au cas qu'elle soit suffisante & en vueille prendre la charge. Et ne leur doit estre baillé autre Tuteur qu'elle, si elle ne refuse en prendre la Garde, ou †† s'il n'y auoit prouision testamentaire faite par le pere.

DVCHE de Bourg. Chap. 6. Art 6. Entre Bourgeois, Marchans & autres gens non Nobles, la femme apres le trespas de son mary est Tutrix, f se bon luy semble, & prent la Tutelle par auctorité de Iustice: par laquelle Iustice luy sont baillez lesdits biens par inuentoire, en baillant caution suffisante d'en rendre cõpte & reliqua ausdits enfans ou à leurs hoirs quand ils seront en aage suffisant, se par le pere ny est autrement pourueu. Art. 7. Et aussi le pere est legitime administrateur des corps & biens de ses enfans. Et apres le trespas de la femme prent les biens desdits enfans par inuentoire, & demeure obligé de rendre les meubles & heritages à sesdits enfans quand ils seront en aage suffisant & separez de leur dit pere: en faisant les fruicts siens & maintenant lesdits heritages en conuenable estat, & en alimentant sesdits enfans.

NIVERNOIS Chap. 30. Art. 7. Ladite Tutelle legitime prinse par la mere, fine & expire perpetuellement, si elle conuole à secondes nopces: auant lesquelles elle est tenue de faire pourueoir de Tuteurs aux pupils. Autremẽt est quãt au pere, qui demeure touſiours en l'administration legitime en viduité, & apres qu'il se remarie.

TOVRS Tit. 32. Art. 350. Si le pere ayant enfans se remarie, il ne pert g la Tutelle naturelle de ses enfans. Et quant à la mere se remariant, elle pert la Tutelle: & en ce cas les proches parẽs & amis desdits enfans appellez, leur sera pourueu par Iustice de Tuteurs ou Curateurs: qui seront tenus faire inuentaire, appreciation & partage des biens communs: & selon ledit inuentaire rendre bon compte & reliqua ausdits enfans.

LODVNOIS Chap. 34. Art. 3. Et laquelle Tutelle naturelle la mere pert, si elle se remarie: & en ce cas les parens & amis des mineurs appellez, & par election & aduis d'iceux, aux mineurs par Iustice doiuent estre donnez Tuteurs ou Curateurs: qui du faict de leur Tutelle sont tenus rendre compte & reliqua aux mineurs, en Iustice: eux venus à leur aage: *non sic* du pere, qui ne pert point la Tutelle h naturelle pour se remarier.

ANIOV Tit. 7. Art. 88. Femme Coustumiere qui se remarie perd la Tutelle naturelle de ses enfans mineurs: & leur doit Iustice pourueoir de Tuteur, à la requeste de leurs parens & amis: lesquels Tuteurs doiuent faire inuentaire par auctorité de Iustice, des biens meubles appartenans ausdits mineurs, qui demoureront en la Garde de leur mere, en baillant caution idoine & suffisante d'en rendre compte & reliqua eux venus à leur aage: & n'y eschet aucun Bail entre roturiers.

LE MAINE Titre huictiesme. Article 101. p. *à Aniou.* eux venus en aage.

GRAND Perche, Tit. 9. Art. 174. Où le Gardien seroit dissipateur de biẽs doit estre priué de la Garde: & où les parens du mineur ne feroient leur deuoir de l'en faire priuer, le Procureur du Roy ou de la Seigneurie en doit faire la poursuite.

BOVRBONNOIS Chap. 16. Art. 176. Femme ayant gouuernement & administration de ses enfans, est tenue auant que conuoler en secondes fiançailles ou mariage, faire pouruoir à ses enfans de Tuteur ou Curateur: & † si elle conuole en secondes nopces, elle est priuee de la Tutelle & administration: & sera tenue rendre compte & payer le reliqua.

AVVERGNE Chap. 11. Art. 5. Et est ladite mere tenue rendre compte &

e La femme par le droict ancien ne pouuoit estre Tutrice de ses enfans. D'autant que telle charge & office est viril & appartient seulement aux hommes L. tutela 16. & l. feminæ. 18. D. de tutelis l. iure nostro. 26. D. de testam. tutela. l. 2. §. quid si pater. D. ad Sc. Tertyll. Le pere ne pouuoit ordonner par son Testament que la mere fut tutrice d. l. iure nostro: ne le iuge encor, si elle n'estoit dispensee par lettres du Prince. d. l. 16. D. de tut. & l. 2. C. Quando mul. tutel. offic. Les femmes estoiẽt anciennement en perpetuelle Tutelle de leurs maris comme il a esté dict sur le Titre x. cy dessus. Le droict nouueau a corrigé l'ancien droict. Nou. 11. Cap. 5. & Nou. 118. & l. 2. C. quando mul. Tut. off. fungi possit: & doiuent selon la Constitution de Iustinian. in l. fin. C. eod. tit. renoncer au droict du Velleien. Auctoritas tutoris in negotiis pupillaribus interceſſio quædam est l. 15. C. de adm. tut. l. 6. C. de cur. fur. Nou. 118. cap. 5. Mais aujourd'huy il n'est besoin qu'elle y renonce, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest de Bordeaux du 27. Iuillet 1521.

f L. feminæ D. de regul. iur. d. l. feminæ D. de tutel. Ie ne veux oublier que Cesar fit de grands honneurs à Liuie & Octauie, ausquelles il fit dresser des Statues en public, & leur donna permission de pouuoir administrer leurs biens & facultez, sans l'assistance de Tuteur. Dion lib. 49. τῇ δὲ Ὀκταυίᾳ τῇ Λιουίᾳ εἰκόνας καὶ τὸ τὰ σφέτερα ἄνευ κυρίου διοικεῖν. qui de-

Source : BIU Cujas

monstre que les femmes estoient en Tutelle.

g L. vlt. C. de bonis mat.

pourueoir à ses enfans de Tuteur.

† *Ces mots,* Et si elle convole, *&c. sont de nouuel adiouſtez au lieu de ces mots anciens :* sur peine d'estre priuee de son Douaire & autres gains nuptiaux, & de la succession de sesdits enfans.

h L. 2. C. Quand. mul. tut. offic. poss. L. matres. C. ad. Tertyll. L. 2. C. si aduersus delictum. Et in l. lex quæ tutores. 22. C. de adm. tut. plerumque nouis maritis non solum res filiorum, sed etiam vitam addicunt. L. assiduis 12. C. Qui pot. in pign. hab. Est notable le faict qui s'ensuit, vn mary par Testament laisse la tutelle d'vn sien fils à sa femme & mere : à laquelle il delaisse l'vsufruict de tous ses biens, iusques à ce que ledit fils soit paruenu à l'aage de vingt cinq ans : à la charge de le nourrir & entretenir honnestement : & au cas que ledit fils decede dans ledit temps, qu'vn sien frere oncle dudit mineur luy succederoit. La mere se remarie à vn mauuais mesnager : à laquelle on oste la tutelle, & veut l'on consolider l'vsufruict auec la proprieté pour la nourriture : Ce qui est ordonné, dont elle appelle : fut dit mal iugé bien appellé par l'appellante, emendant & corrigeant le iugement, ordonné que la volonté du pere seroit suiuie en tout & par tout : enioinct à elle de faire bon & loyal inuentaire des biens du pupil : ainsi qu'il fut iugé par Arrest, donné en l'audience le dernier iour d'Auril 1587. Voyez Papon liure xv. Tit. 5. Arrest 3.

reliqua de ladite administration, auant qu'elle cõuole à secondes nopces : sur peine d'estre priuee des gains nuptiaux. La mere dés le iour qu'elle a fiancé autre mary, est forclose de la Tutelle de ses enfans.

Mere ne peut marier ses filles sans appeller des parẽs paternels.

La Marche, Chap. 12. Art. 72. La †† mere ayant le Bail de ses enfans mineurs, s'il y a filles, elle ne les peut marier sans appeller des prochains parens du costé paternel, pour le moins iusques au nombre de quatre. Autrement est amendable, & si perdra son Bail. Art. 86. Si la mere veut convoler à secondes nopces, elle perd sa Tutelle, si tost qu'elle est fiancee : & le † Iuge du lieu incontinẽt les fiãçailles faites, fera pourueoir aux mineurs de Tuteurs & Curateurs.

†† *Cest Art. 72. est accordé pour nouuelle Coustume.*

Mere enquels cas elle perd la Tutelle.

Cambray Tit. 6. Art. 4. La mere du pupil quand elle se remarie ne perd le Bail de ses enfans & iouissance de leurs heritages & rentes, en les alimentant & entretenant, comme dessus.

Mere ne perd le Bail par les secondes nopces, en alimentant & entretenant les mineurs.

Melvn Chap. 20. Art. 295. Enfans † ausquels est pourueu par Iustice de Tuteurs & Curateurs sont demeurent eux & leurs biẽs en la puissance & gouuernement desdits Tuteurs & Curateurs, iusques à ce qu'ils soient aagez de xxv. ans ou mariez : ou qu'ils ayẽt obtenu du Roy dispense de leur aage : lesquels Tuteurs ou Curateurs, sont tenus prendre les biens des mineurs par inuentaire, & en la fin de la Tutelle, leur en rendre bon compte, & payer le reliqua.

Enfans mineurs sont en tutelle ou curatelle iusques à l'aage de 25. ans ou mineurs.

† *L'Art. 295 a esté adiousté comme ancien, & obserué de tout temps.*

Sens Tit. 16. Art. 159. Enfans roturiers & non nobles, ausquels est, &c. p. *à Melun.* mariee : lesquels, &c. de la tutelle ou curatelle, leur, &c.

Avxerre Tit. 14. Art. 256. Enfans Nobles & non nobles, &c. p. *a Sens.* mariez, & sont tenus leurs Tuteurs & Curateurs de prendre, &c. compte & reliqua.

Tuteurs ou Curateurs tenus de prendre par inuentaire & en rendre compte & reliqua.

Bar Tit. 6. Art. 74. Enfans non nobles demeurent & leurs biens en la puissance de leurs Tuteurs, &c. p. *à Sens.* & sont lesdits Tuteurs & Curateurs tenus de prendre par inuentaire les biens desdits mineurs, &c. rendre compte, &c. reliqua, la tutelle finie.

Troyes Tit. 6. Art. 21. Enfans, † ausquels, &c. p. *a Auxerre.* pour à la fin de la Tutelle leur en rendre compte & reliqua. Toutesfois ladite Coustume, &c. *mis cy dessus.*

Vitry Tit. 4. Art. 65. *A la fin.* Et pareillement quant aux gens de * postee & roturiers, la tutelle faut à pareil aage : mais les dessusdits ne sont hors de Curatelle, qu'ils n'ayent xxiv. ans entiers & le xxv. entamé.

Lille Chap. 4. Art. 43. Enfans en Tutelle, y demeurent touſiours, tant que iudiciairement ils en soient deschargez & mis au leur, ou qu'ils soient paruenus à estat de mariage, ou qu'ils ayent attaint l'aage de xxv. ans : demeurans les Escheuins dudit Lille entiers de pourueoir de Curateurs à tels deschergiez par aage, comme ils pourroient faire en les deschergeant iudiciairement. Art. 49. Escheuins sont tenus de deschergier les Tuteurs d'aucuns enfans eagiez, puis que lesdits Tuteurs ou enfans le requierent.

†† *Cest Art. 21. est nouuel & mis au lieu du 16. Art. ancien.*

Valenciennes Tit. 8. Art. 90. Tous enfans fils ou filles sont reputez eagez quant ils ont xv. ans accomplis, pour pouuoir ioyr de leurs biens, n'est qu'ils soient en la subiection & puissance de leurs pere & mere, que lors il les conuiendroit prealablement & iudiciairement mettre hors ladite mamburnie & subiection : sans toutesfois pouuoir vendre ou aliener leurs heritages & rentes heritieres auparauant l'eage de vingt ans accomplis, n'estoit par l'auctorité de Iustice, & par consentement de deux leurs plus prochains parens du costé & dont les heritages leur sont venus & succedez.

* Aliàs, *poste ou pote.*

Escheuins de Lille ont droict de pourueoir de Tuteurs ou Curateurs, & les peuuẽt deschargier quãd ils en sont requis.

Source : BIU Cujas

Enfans ayans xv. ans ne peuuent vendre ou aliener leurs heritages ou rentes heritieres auant l'aage de xx. ans: sinon par auctorité de Iustice & consentement de deux plus prochains parens du costé dont ils viennent.

NIVERNOIS Chap. 29. Art. 5. Tutelles finissent iusques à xiv. ans, quant aux masles, & xii. ans quant aux filles. Et lesdits aages parfaits, icelles Tutelles sont finies.

MONTARGIS Chap. 7. Art. 7. *A la fin.* Et durent aux masles iusques à xx. ans & vn iour, & aux filles iusques à xiv. ans & vn iour.

ORLEANS Tit. 9. Art. 183. *A la fin.* Et dure ladite Tutelle pour les masles iusques à l'aage de xiv. ans: & aux filles iusques à l'aage de xvi. ans. Toutesfois † quand les masles auront attaint l'aage de xi. ans, & les filles l'aage de ix. ans leur sera pourueu de Tuteur, qui demeurera Curateur iusques à l'aage de xxv. ans.

BOVRBONNOIS Ch. 16. Art. 180. *A la fin.* Et †† dure ladite Tutelle quãt aux filles, iusques à xvi. ans, & quant és masles, iusques à xx. inclusiuement.

XAINCTONGE Tit. 3. Art. 3. Personnes Nobles aagees de xx. & vn an, dés iceluy temps, sont censees & reputees maieurs d'ans, hors de Tutelle ou Curatelle: & si sont personnes de leurs droicts: & peuuẽt faire & exercer tous faicts & actes de maieurs, & sont capables pour poursuiure & defendre tous droicts & actions tant en demandant qu'en defendant.

LA BOURT, Tit. 10. Art. 5. Si les enfans sont d'aage de xiv. ans accomplis, leur doit estre pourueu de Curateur iusques à xviii. ans, si n'est qu'ils fussent mariez.

SOLE Tit. 25. Art. 5. p. *à la Bourt.*

LA Salle de Lille, Tit. 15. Art. 7. Enfans iudiciairement constituez en Tutelle, y demeurent tant que iudiciairement ils en soient deschargez, qu'ils soient mariez ou paruenus à estat honorable, ou qu'ils ayent xxv. ans.

BRETAGNE T. 22. Art. 514. Tuteur ou Curateur ne peut laisser la Tutelle ou Curatelle, & ne luy peut estre ostee sans cognoissance de cause. Art. 515. Quãd le mineur aura passé xiv ans, il sera hors de Tutelle, & le pourueoira Iustice de Curateur, les parens & amis appellez, ainsi que dit est. Art. 516. Femme † est aagee à xii. ans quant à estre hors de Tutelle, & deslors doit estre en Garde de Curateur tant qu'elle ait xxv. ans passez, ou soit en pouuoir de mary.

SEDAN Tit. 8. Art. 146. La Tutelle & Curatelle faut deslors que le mineur est marié: tellement que deslors ledit mineur marié, soit fils ou fille, pourra disposer de ses meubles & reuenu de ses immeubles, & poursuiure ses actions tant contre son Tuteur qu'autres personnes: sans toutesfois pouuoir aliener ses immeubles: finõ par decret & auctor. de Iustice auec inquisitiõ & cognoissance decause.

NIVERNOIS Ch. 29. Art 8. Les Tuteurs testamentaires, legitimes ou datifs decretez par Iustice, ladite Tutelle finie, la puberté aduenue desdits mineurs, sont & demourent Curateurs d'iceux mineurs iusques à l'aage de xxv. ans parfaits. Ar. 9. Et si les enfans sont puberes à l'heure du decés de leurs pere ou mere, le suruiuant desdits pere ou mere demourera Curateur ou legitime administrateur: & à faute ou refus d'iceux, leur fera pourueoir de Curateurs, les parens appellez, cõme dessus: posé que lesdits mineurs ne le requierent: lesquels Curateurs ou legitimes administrateurs administreront iusques à ce que lesdits puberes soient hors de minorité.

MANTE Chap. 16. Art. 178. Les †† enfans mineurs de pere & mere roturiers, n'ont aucun Gardié ne Bailliſtre: ains ont des Tuteurs: lesquels sont tenus de rendre cõpte ausdits mineurs: selon la disposition de Droict. Art. 183. Tuteurs sont † tenus dedans xl. iours apres qu'ils sont chargez de la Tutelle, faire vendre par auctorité de Iustice les meubles de leurs mineurs, selon qu'il sera aduisé par le Iuge, appellez ii parens des plus prochains desdits mineurs: & les deniers procedans des biens meubles: ensemble les autres deniers appartenãs ausdits mineurs, doiuent estre employez au i profit dudit mineur en achat d'heritage ou rente, le plus cõmodemẽt que faire se pourra. Et où ledit employ est fait par l'auctorité de Iustice, & par l'aduis des deux plus proches parens du mineur, les Tuteurs seront deschargez du peril qui pourroit aduenir dudit employ: & pourront les Tuteurs estre contraints par le Procureur du Roy, ou par le Procureur de la Seigneurie, & par les parens du mineur, à vuider leurs mains desdits deniers & faire employ, comme dessus.

CLERMONT T. 16. Art. 195. Si par la coulpe & negligence des Tuteurs & Curateurs, les mineurs tõboient en incõuenient ou dõmage en aucune maniere que ce soit: en ce cas les Tuteurs en sont tenus & doiuent rendre & restituer en leurs propres, purs & priuez noms. Art. 196. Seront †† tenus les Tuteurs bailler

† *Ces mots,* Toutesfois quand les, *sont adioustez pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ces mots,* Et dure, *&c. sont de nouuel adioustez.*

Enfans à l'aage de 21. ans sont maieurs & peuuent tous actes de maieurs.

Curateur dõne à enfans aãs 14. ans, iusques à l'aage de 18. ans.

Tuteurs ou Curateurs ne peuuent delaisser la Tutelle ou Curatelle, & ne leur sera ostee sans cognoissance de cause.

Curateur quand est dõné. † *L'Art. 504. ancien a esté rayé comme cõprins en cest Art. 516.*

Tutelle faut par mariage sans qu'ils puissent aliener leurs immeubles sinon par decret de Iustice, auec cognoissance de cause.

Tuteurs, la tutelle finie, demourent Curateurs, iusques à l'aage de xxv ans.

Curateur est donné aux puberes.

Bail ne Garde n'a lieu en-

i Par l'Ordonnance des Estats d'Orleans 1560. Art. 102. les Tuteurs & Curateurs sont tenus, apres l'inuentaire faict, faire vendre par auctorité de Iustice les meubles perissables & employer les deniers procedans de la vente, en rente ou heritage par l'aduis des parens & amis: à

peine de payer en leurs propres noms les profits deſdits deniers. l. 42. C. de epiſcop. & cler. l. 22. & 24. C. de adm. tut l. 5. §. pen. l. 7. in princ. & §. vſuriæ & l. 12. D. eod. titulo l. 3. C. de vſur pup. Le Tuteur eſt tenu de faire profiter les deniers des mineurs & les mettre à profit, & comme dit l'Ordonnance employer en rente ou achat d'heritage. d. l. tutor qui repertorium. 7. D. eod. tit. l. 24. C. eod. tit. l. 15. l. 49. & 58. §. 3. D. eod. titulo. Par la Nouuelle de Iuſtinian il n'eſt point tenu de ce faire, ains ſeulement garder leſdits deniers: & s'il les met à profit, ce ſera à ſes perils & fortunes. Nouell. 72. cap. 6. Cuia. 5. Ob. c. 12. Au reſte eſt fort notable le cas de ladite Loy ob fœnus. 49. D. de adm. tutor. par laquelle les Tuteurs ſont punis extraordinairement, s'ils n'ont dequoy payer les profits & intereſts de leurs mineurs, pour n'auoir employé les deniers en achat d'heritage, ou fait iceux deniers profiter par leur grande pareſſe, negligence ou contumace.

tre roturiers.

†† *Ceſt Art. 178. eſt adiouſté comme ancien.*

* *Tuteurs tenus rendre compte, faire vendre les meubles des mineurs par auctorité de Iuſtice.*

† *Le 183. Art. eſt de nouuel introduit.*

Deniers procedans de la vente des meubles des mineurs, ſeront employez en achat d'heritage ou rente.

Procureur du Roy ou de la Seigneurie peut contraindre les Tuteurs à faire ledit employ.

Tuteurs ou Curateurs pour leurs negligences, tenus de rendre & reſtituer le tout en leurs priuez noms.

Tuteurs bailleront à ferme les heritages des mineurs.

†† *Maiſtre Nicole Goſſet pour ledit Charles de Roye Seigneur de Conty: Maiſtre Iean Filleau pour les Seigneurs & Dame de Remy, Gourray & Moyenne nuille & Maiſtre Iaques Petit, pour ledit Boufflers Seigneur pour vn tiers de Nully, ont reſpectiuement dit qu'à cauſe deſdites Seigneuries, ils ont Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe, auec tous droicts, qui appartiennent aux Seigneurs Chaſtelains: & à ce moyen eux & leurs Officiers eſdits lieux doiuent auoir la cognoiſſance des baux & terres, fiefs & heritages ſituez dedans les fins & mettes de leurs Chaſtellenies, qui ſe doiuent bailler au plus offrant & dernier encherisſeur, ſelon qu'il eſt accouſtumé faire par ladite Couſtume. A ces cauſes ſe ſont oppoſez à la publication des Articles 196. & 197. en ce qu'il eſt dit que les Baux des terres & heritages excedans 200. liures de reuenu ſe feront audit Clermont, ſouſtenans que leſdits Baux ſe doiuent faire en leurs Sieges reſpectiuement: & non ailleurs. Et autrement ont proteſté que ce ne leur puiſſe preiudicier en leurs droicts. Et par les gens du Roy a eſté dict que les deſſuſdits oppoſans n'ont aucuns droicts de Chaſtellenie eſdits lieux: & quant ores ils auroient tous tel droict de Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe qu'ils maintiennent, ne doiuent pourtant auoir la cognoiſſance deſdits Baux & fermes: par ce qu'il eſt queſtion des biens appartenans aux mineurs: deſquels le Roy eſt protecteur & conſeruateur, & eſt requis que ſes Officiers en ſon principal ſiege dudit Clermont en ayent la cognoiſſance, à ce qu'aucun abus & maluerſation ne ſoit commiſe, & que le droict des mineurs y ſoit gardé par leſdits gens du Roy. Surquoy auons ordonné, que nonobſtant l'oppoſition des deſſuſdits, leſdits deux Artic. ſeront introduits pour nouuelles Couſtumes en la forme & maniere qu'ils ſont contenus audit liure Couſtumier.*

à ferme les heritages des mineurs, pour les annees que la Tutelle durera, au plus offrant & dernier encherisſeur, à l'iſſue de la grand Meſſe, apres l'auoir faict publier, par deux ou trois Dimanches auparauant à meſme heure & iſſue de la grande Meſſe, en la Parroiſſe, où les heritages ſont ſituez & aſſis. Et ne ſe pourra faire ledict Bail que pour ſix ans pour le plus, ſi tant ladicte Tutelle dure: & à la charge que le preneur ſera tenu bailler bonne & ſuffiſante caution, comme acheteur de biens de Iuſtice. Article cent nonante ſept. Si leſdits heritages vallent deux cent liures tournois de reuenu, par an ou plus, ſera tenu le Tuteur faire crier & publier, que ladicte deliurance de Bail à ferme, ſe fera à pris d'argent en l'Auditoire dudict Clermont, és iours de plaids ordinaires, par le Iuge dudict Clermont, en la preſence du Procureur du Roy, & huict iours auparauant la deliurance ſeront tenus les Tuteurs faire mettre affixes tant audit Clermont, qu'en l'Egliſe ou Egliſes dudict lieu ou lieux, où les heritages ſeront ſituez & aſſis: à ce que nul ne pretende cauſe d'ignorance, outre les Criees & proclamations contenues au precedent Article. Et ſeront tenus leſdicts preneurs d'eux obliger & bailler caution, comme deſſus, & rendre les deniers à leurs deſpens, és maiſons des Tuteurs, à ce qu'aucuns frais n'en ſoient comptez au preiudice deſdicts mineurs. Et ne pourront leſdicts Tuteurs prendre ne profiter, directement ou indirectement, des heritages appartenans aux mineurs: & ſe feront les Bails à ferme en la forme & maniere des Baux du Roy.

PERONNE Titre neufieſme. Article deux cent trente trois. Tuteurs Curateurs & Gardes Nobles, ſont tenus de rendre [k] compte & reliqua en Iuſtice, de leur adminiſtration aux mineurs, & les laiſſer iouir de leurs biens, ſi toſt qu'ils ſont mariez, encores qu'ils n'euſſent attaint l'aage de vingt-cinq ans.

Tuteurs, Curateurs & Gardiens tenus de rendre compte en Iuſtice aux mineurs mariez.

LILLE Tit. 4. Art. 45. Vn Tuteur eſt pourſuiuable ſeul & pour le tout, de l'adminiſtration, gouuernement & entremiſe de ſon pupille: ſauf ſon recouurier ſur ſes Contuteurs ou Curateurs.

Tuteur eſt pourſuiuable ſeul, ores qu'ils ſoient pluſieurs, ſauf ſon recours.

ARTOIS Tit. 6. Art. 156. Si les pere & mere emprenoient la charge de leurs enfans au nõ & en la qualité de Tuteurs legitimes, & non à titre l de bail: en ce cas les leuees & profits des heritages demeurẽt au profit d'iceux enfãs: deſquels

k Toutes les Couſtumes conformement à la diſpoſition ciuile, veulent que tous Tuteurs ſoient tenus rendre compte de leur geſtion & adminiſtration, & payer le reliqua, apres que la Tutelle ou Curatelle eſt finie l. 1. C. arbitr. tut. l. 1. D. de Tut. & rat. diſtr. l. 7. & 46. §. 5. D. de adm. tut. & ita rationes reddere debet non ſecundum,

Pere & mere ne prenans le bail de leurs enfans tenus de rendre compte à leurs enfans venus en aage.

æstimationem teſtatoris, ſed ſecundum veritatem. l.1. C arb. Tut. & ſeront par conſequent contrains à rendre compte & payer le reliqua, ſi aucun en y a. l. tutorem 9. C. arb. tu. l. cum ſeruus. 82. D. de cond. & demonſtr. Au reſte les Tuteurs & Curateurs ſont tenus rendre compte aux lieux où le mineur eſt, ſes biens, & où l'election a eſté faite ſuiuant la Loy premiere. C. vbi de ratioc. l 54. D. de proc. l. 2. §. 3. & 4. l. 19. §. 2. l. 36 & l. 45. D. de iudic. omnes C. arb. tut. & ibi Accurſius. Nou. 69. cap 1. l. vlt. C. de iurisd. omn. iud. Nou. Theod. de amot. mil. for. præſc. Et ainſi fut iugé par Arr. du 2. iour de Feurier 1587. que l'Art. xii. de Paris cy deſſus n'auoit lieu en reddition de compte de mineurs, & ordonné que le Tuteur aſſiſteroit à la reddition dudit compte pardeuant le Iuge des lieux où les biens dudit mineur eſtoient ſituez & aſſis. Pareillement il fut iugé par Arreſt du 5. Ianuier 1585. La femme qui a eſté Tutrice de ſes enfans, ne peut ſous pretexte de minorité, s'excuſer qu'elle ne rende compte ores qu'elle fut liee de mary, & que ledit mary ne la vueille auctoriſer, comme il fut iugé par Arreſt le 8. iour d'Aouſt 1583. La condemnation & execution pour maluerſation n'eſt point retardee pour l'iſſue d'vn compte que l'on rend, ores que ledit rendant pretẽde l'oyant compte luy eſtre redeuable, ainſi qu'il fut iugé en la Chãbre de l'Edict le 19. Mars 1580. Notez qu'en matiere de compte, quand on accorde reuiſion cela ſe doit entendre ſainement par puiſſance commune & mutuelle, tant pour le rendant à fin d'augmenter la deſpence & diminuer à la recepte, que pour l'oyant à debattre le tout & pretendre augmentation dudit compte: & ainſi fut iugé par Arreſt donné en audience le 28. Mars 1577. Mais ſi en la reuiſion de compte le mineur n'a dequoy fournir aux frais du compte, le tuteur doit eſtre contraint d'aduancer, à la charge de coucher au chapitre de deſpence, comme il a eſté iugé par Arreſt donné en audience le 12. Aouſt oudit an 1577. Pour fin nous noterons que les Tuteurs & Curateurs eſtoient quelquefois exemptez de rendre compte par le moyen du teſtament que le pupil faiſoit, dont nous auons quelques exemples au Titre de lib. leg. l. Aurelius §. Titius & §. Mæuia l. vlt. D de lib legat. Papin. in l. qui plures. D. adm. tut. Et vn Tuteur eſt tenu rendre compte ſolidairement, encores qu'vn autre aye geré & adminiſtré la Tutelle : ſauf ſon recours contre la diſpoſition ciuile, ainſi qu'il fut dit par Arreſt du penultime Iuillet 1532. Vide l qui ſe non immiſcuerit. C. ſi tutor vel curator nõ geſſ. Il ſe trouue toutesfois Arreſt contraire donné en audience le 12. Nouembre 1541. plaidant de Thou & Danchin.

l Vn Tuteur ne peut faire Bail à ferme ou louage de maiſon ou heritage ſans le conſentement du contuteur, & ſans auctorité de Iuſtice, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt le 23. de May 1573. Au reſte ſi le Tuteur a faict bail & ayant ſignifié que ſes pupils eſtoient faits maieurs eſt aſſez deſchargé, ores qu'il n'ait rendu compte: & ſe doit on addreſſer aux heritiers: ainſi qu'il fut iugé le 6. May 1577.

---

les pere & mere ſont tenus rendre compte au profit d'iceux, eux venus en aage.

Inuentaire comme ſera fait par les Tuteurs.

TOVRS Tit. 32. Art. 348. Et ſera tenu chacun deſdits pere & mere ſuruiuant m faire inuentaire & appreciation par auctorité de Iuſtice des biens meubles, lettres, titres & enſeignemens communs entre luy & ſes enfans: qui † ſont au deſſous de xxv. ans, les parés & amis des mineurs, ſi aucuns ſont au lieu du predecedé, & †† en leur defaut, le Procureur du Roy ou de la Seigneurie appellez à la diligence du ſuruiuant & aux deſpens communs.

† *Ces mots, qui ſont au deſſous de xxv. ans, ſont de nouuel adiouſtez.*

LODVNOIS Chap 34. Art. 2. p. *à Tours.* inuentaire par, &c. meubles demourez communs, les parens des mineurs au lieu de la demeure du decedé, ſ'aucuns en y a appellez.

GRAND PERCHE Tit. 9. Art. 176. Le Tuteur ou Curateur ne fait les fruicts ſiens: ains eſt tenu faire inuentaire des meubles, & rendre compte & reliqua des fruicts & reuenus deſdicts mineurs, ladicte adminiſtration finie.

Tuteur ou Curateur ne faict les fruicts ſiens.

BERRY Tit. 1. Art. 42. Tuteurs † & Curateurs ſont tenus, auant qu'aucunement eux immiſcer à l'adminiſtration des biens des mineurs, n'aucune choſe toucher és meubles, faire bon & loyal Inuentaire des meubles par le Iuge, à qui la cognoiſſance en appartient ou ſon commis, appellé auec luy le Greffier, & deux bons & notables perſonnages pour aſſiſter à la confection d'inuentaire: lequel inuentaire les Tuteurs & Curateurs feront clorre & arreſter le pluſtoſt qu'il ſera poſſible, & au plus tard dedans xl. iours apres la Tutelle à eux decernee. Art. 44. Tuteurs †† Curateurs & autres adminiſtrateurs tenus de faire inuentaire, feront apprecier les biens meubles qui ſeront mis audit inuentaire, par gens expers & à ce cognoiſſans, qui à ce faire ſeront appellez par le Iuge ou Commis, qui fera inuentaire par l'aduis des deux plus prochains parens des mineurs ou d'autres perſonnes eſtans ſous le gouuernement & adminiſtration d'autruy: pourueu que leſdits parens ſoient demourans ſur les lieux, ou en defaut de parens, deux bons & notables perſonnages de la qualité du mineur ou autres perſonnes ſuſdites & des amis de leur maiſon: en prenant par le Iuge le ſerment des appreciateurs de faire bonne & loyalle eſtimation des meubles: Laquelle appreciation il fera rediger par eſcrit dedans ledit inuentaire: & en la Ville & Septaine de Bourges, ſe fera l'appreciation par les Priſeurs Iurez de ladite Ville & Septaine de Bourges. Toutesfois quant à l'appreciation qui ſera faite par les Priſeurs Iurez de ladicte Ville & Septaine, où les Tuteurs & adminiſtrateurs ſeront tenus de rendre la valeur des meubles, ſera augmentee du tournois au pariſis. Art. 45. Et † en faiſant ledit inuentaire ou iceluy fait, fera le Iuge voir par les appreciateurs & autres gens à ce cognoiſſans, prins d'eux prealablement le ſerment en tel cas n accouſtumé, ſ'il y a aucuns meubles qui ſoient periſſables, & que ce ſoit le profit & v-

† *Ceſt Art. 42. eſt nouuelle Couſtume quãt au temps & ſolennité.*

Tuteurs ou Curateurs tenus de faire clorre l'inuentaire, au plus tard dãs xl. iours apres la Tutelle.

†† *Ceſt Art. 44. eſt nouuelle Couſtume quant à la ſolennité.*

Tuteurs, Curateurs & adminiſtrateurs, comme ſont tenus faire apprecier les meubles des mineurs.

m L. Tutor qui repertorii 7. D. de adm. tut. 22. & l. 24. C. cod. titulo L. 27. C. de epiſc. aud. & l. vlt. C. arb. tut. & L. 13. C. arb. Tutelæ. l. 6. C. de cur. fur. & confirmatur. Nouella 94. & 72. Aufr. Deciſ. Th. 63. Pap. Dec. 330. & Boer. Dec. 124. num. 16 l. orphanotrophos C. de epiſc. & cler. Clem. quia contingit §. vt autem de religioſ. domibus. Au reſte pour le faict des inuentaires faut voir l'Ordonnance de Blois Artic. 164. mis en la Conference des Ordonnances Titre dernier liure vi. Au reſte les Couſtum. ſont diuerſes pour le temps que les Tuteurs & Curateurs ſont tenus faire inuentaire. Car les vnes veulent qu'ils le facent auant que s'immiſcer en l'adminiſtration des biens des mineurs: les autres ſi toſt qu'ils ſeront nommez & eſleus, comme le porte la Loy. 24. C. de adminiſtr. & Accurſe eſt de meſme aduis. Les autres Couſtumes diſent xl. iours, aucunes trois mois. Harmenopule dict auſſi dans trois mois apres le decés. L'Empereur Leon en la Nouelle

Source : BIU Cujas

110. veut que l'inuentaire des choses dotales soit faict dans trois mois. Et Iustinian veut aussi que l heritier present & estant au pays face faire inuentaire des biens du decedé, dans trois mois : mais s'il est absent, dans l'an du decés. l. vlt. C. de iure delib.

n Il y a Edict du Roy Henry 2. 1556. sur la creation des maistres Priseurs vendeurs de biens & de leur salaire : lesquels ont depuis esté vnis & annexez aux Estats de Sergens par le Roy Henry 3. és annees 1575. & 1576. ainsi qu'il est cognu par la Conference des Ordonnances Liure xii. Tit. xv.

Appreciateurs des meubles des faits mineurs, feront serment.

Appreciation des meubles des mineurs se faict en la Ville de Bourges par les Priseurs Iurez de ladite Ville.

Tuteurs tenus rendre la valeur des meubles rendront les Parisis.

† *Ces Art. 45. & 46. sont nouuelles Coustumes.*

Tuteurs ou Curateurs vendront les meubles periſſables par l'Ordonnance du Iugé.

tilité des mineurs, qu'ils soient vendus en la maniere, que sera trouuee la plus cõmode pour les mineurs, appellez deux des plus prochains parens des mineurs: & les deniers qui en prouiendront de la vendition des meubles periſſables, o seront mis entre les mains des Tuteurs & Curateurs. Art. 46. Et si le pere des mineurs estoit marchant, & qu'il euſt laiſſé quantité notable de marchandiſe, la feront lesdits Tuteurs, Curateurs & administrateurs vendre & debiter le plus commodement que faire se pourra pour les mineurs, par quelque bon & notable perſonnage expert & entendu au faict de la marchandiſe des mineurs, qui choisi & esleu par les Tuteurs & Curateurs & trois prochains parens qui demoureront sur les lieux qu'ils appelleront auec eux pour le faire : & seront par l'aduis des parens continuer le train de marchandiſe, s'ils trouuent que ce soit le plus vtile & profitable pour les mineurs, & qu'il se puiſſe faire. Art. 47. Et la Tutelle finie, sera tenu le Tuteur rendre les meubles non periſſables, & le pris des biens qu'il aura vendu.

o Pour estre emploiez en rente ou heritage suiuant l'Ord. de Charles 9. 1560. Ar. 102. à laquelle sont conformes les Coustu. de Bretag. Art. 729. Sedan Art. 144. Arras T. 4. Art. 35 Valanciennes Tit. 2. Art. 27. De laquelle Ordon. nous auons cy deſſus parlé ſur la Couſtume de Mante Art. 183.

Tuteurs ou Curateurs cõme feront vendre la marchandiſe du defunct.

Bovrbonnois Chap. 16. Art. 182. Tuteurs ſont tenus de faire inuentaire & auant qu'eux entremettre en l'adminiſtration des biens du mineur, ſur les peines de Droict : & ſe doit faire ledit inuentaire par le Iuge ordinaire, commis Greffier ou autre qui ſera commis par le Iuge, à moins de frais que faire ſe pourra : & ſera rapporté ledit inuentaire dedans xl. iours. Art. 183. Tuteurs †† Curateurs & autres ayans adminiſtration de biens des mineurs ou autres perſonnes en faiſant leur inuentaire, ſont tenus faire priſer & eſtimer leſdits biens, par gẽs à ce cognoiſſans accordez & eſleus par les parens : & à defaut qu'ils ne les accorderont, ſeront eſleus par leſdits Iuge, ou commis : & ſont tenus les Priſeurs de faire ſerment de bien & loyaument faire ladite eſtimation & priſee : & en cas de reſtitution de biens, ils doiuent eſtre exhibez par celuy qui en eſt chargé par l'inuentaire pour les deliurer à ceux, à qui ils appartiennent, ou la priſee d'iceux, au chois de ceux, à qui ils doiuent eſtre deliurez. Toutesfois ſi celuy, qui eſt chargé deſdits biens par ledit inuentaire, craint ou redoute le deperiſſement d'iceux, il les peut faire vendre par auctorité de Iuſtice dedans xl. iours, apres la cloſture dudit inuentaire ou confection d'iceluy, à cry public au lieu accouſtumé de faire criees & ventes de biens, à iour de marché ou d'aſſiſe, au plus offrant par vn ſeul edict : & demeurent les deniers de ladite vente és mains du Tuteur, qui eſt chargé deſdits biens: deſquels deniers prouenans de ladite vente ainſi faite, il eſt tenu rendre compte, & non ſelon ladite priſee.

Tuteur rendra les meubles non periſſables, & le pris de ceux qui ont eſté vendus.

Tuteurs ſont tenus faire inuentaire: & le feront clorre dans xl. iours: feront auſſi priſer les meubles.

†† *Ceſt Art. 183. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Priſeurs de biens feront ſerment.

Avvergne Chap. 11. Art. 7. Et ſe feront doreſnauant les inuentaires par le Iuge ou aucun par luy commis Officier ou autre ſelon la qualité & eſtat des parties & valeurs des biens, à moins de frais que faire ſe pourra. Art. 13. Tous Tuteurs ſont tenus de faire inuentaire auant qu'eux entremettre en l'adminiſtration : ſur peine d'amende arbitraire : reſerué le pere : ſi n'eſt qu'il conuolaſt à ſecondes nopces.

Tuteurs peuuent vendre les meubles quarãte iours apres la cloſture de l'inuentaire: & ſont tenus rendre compte des deniers, & non ſelon la priſee.

La Marche, Chap. 12. Art. 84. *A la fin.* Et ſont tous autres Tuteurs & Tutereſſes & legitimes adminiſtrateurs tenus faire inuentaire dedans xl. iours, & auant qu'eux, &c. p. *à Auuergne.* Art. 13. arbitraire : excepté le pere, qui eſt legitime adminiſtrateur des biens aduentifs de ſes enfans, & fait les fruicts ſiens, & n'eſt tenu faire inuentaire ſ'il ne ſe remarie : ſur peine d'eſtre priué de l'vſufruict qu'il a és biens maternels ou aduentifs de ſes enfans. Article cent octante cinq. La mere eſt tenue rendre compte & reliqua de l'adminiſtration de la Tutelle de ſes enfans: auſſi ſont tous Tuteurs & Curateurs. Article cent octante ſept. Inuentaire des biens des mineurs ſe doit faire par le Iuge, &c. p. *à Auuergne.* Article 7.

Inuentaire des biens deſdits mineurs par qui ſera faict.

Tuteurs tenus faire inuentaire fors le pere : ſinon qu'il ſe remarie.

Source : BIU Cujas

Pere eſt legitime adminiſtrateur des biens aduentifs de ſes enfans.
Mere & tous Tuteurs tenus rendre compte & reliqua de la Tutelle.

Mere & tous Tuteurs tenus faire inuentaire par auctorité de Iuſtice.

† *Ces mots,* Et ce par auctorité *&c. iuſques à ces mots,* eſt tutrice, *inclus, ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Ceſt Art. 307. a eſté accordé pour l'aduenir.*

Confection d'inuentaire ne peut eſtre prohibee par Teſtament aux Tuteurs &c.

Tuteurs tenus de faire bon & loyal inuentaire.

Peine contre les Commiſſaire & Greffier commettãs faute ou abus és inuentaires.

Tuteurs feront ſerment, inuentaire &c.

† *L'Article 476. a eſté rayé comme comprins en l'Art. 477. lequel a eſté reformé & amplifié en ceſt Art. 503.*

Tuteurs feront profiter hõneſtement l'argẽt des mineurs.

Meubles des mineurs vẽdus.

Mambourgs des mineurs peuuent bailler à rente & par recours les heritages des mineurs.

POICTOV Tit. 8. Art. 306. La mere qui eſt Tutrice de ſes enfans & tous autres Tuteurs d'iceux, ſont tenus de faire inuentaire des biens delaiſſez aux mineurs, & † ce par auctorité de Iuſtice, en preſence de perſonne publique, auec appreciation deuement faicte: & auec Curateur pourueu aux enfans pour le faict du dict inuentaire, ſeulement, ſi la mere eſt Tutrice: & à faire ledict inuentaire doiuent eſtre contraints par Iuſtice & mis en mulctes & amendes arbitraires à faute de l'auoir faict dedans le temps à ce prefix par la Couſtume, qui eſt de xl. iours: ſinon qu'ils en euſſent faict diligence & ne fuſſent en demeure, ou qu'ils euſſent excuſe legitime & raiſonnable: & doiuent ladite mere & Tuteurs rendre compte & payer le reliqua. Art 307. La confection d'inuentaire ne peut eſtre prohibee par Teſtament aux Tuteurs & autres adminiſtrateurs des mineurs qui par la Couſtume ſont tenus & peuuent eſtre contraints & pourſuiuis d'en faire.

BAYONNE Tit. 10. Art. 6. Tuteurs ou Curateurs ordonnez par Teſtamẽt ou par Iuſtice ſont tenus faire bon & loyal inuentaire de tous les biens meubles & immeubles, noms & actions & autres par le Commiſſaire, qui eſt deputé par le Maire & ſon Conſeil: & retiendront par deuers eux vn inuentaire ſigné du Cõmiſſaire & Greffier de la ville: & vn autre eſt enregiſtré au Regiſtre de la ville pour l'indemnité des mineurs & pourueus. Art. 7. Et en defaut de ce, encourent la peine de l. liures appliquables la moitié à mineurs & pourueus, & l'autre moitié à la reparation de la ville. Art. 8. Et les Commiſſaire & Greffier qui faillent & omettent de ſigner & enregiſtrer bien & loyaument tous & chacuns les biens eſdits inuentaires, encourent pareille amende de l. liures t. chacun endroit ſoy applicable, comme dit eſt. Art. 9. Et ſont outre condemnez les Tuteurs ou Curateurs, Commiſſaire ou Greffier reſpectiuement en tous les deſpens, dommages & intereſts des mineurs & pourueus.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 503. Tous † Tuteurs & Curateurs ſont tenus faire ſerment en tel cas requis: & deuant qu'aucune deliurance leur ſoit faicte des biens des mineurs, ils ſeront tenus en faire inuentaire bon & loyal, & bailler bonne & ſuffiſante caution. Et ſera ledict inuentaire faict par le Greffier de la iuriſdiction, appellant deux parens ou voiſins & amis du decedé.

NANTES L. Art. 72. Tuteur ou Curateur eſt tenu de faire profitet honneſtement l'argent de ſon mineur ou mineurs: & apres l'inuentaire faict, ſe doiuent vendre tels meubles appartenans audict mineur ou mineurs, que le Tuteur & Iuſtice verra eſtre a faire publiquement à l'enquant au plus offrant & dernier encheriſſeur: & les deniers, qui en prouiendront, doit le Tuteur ou Curateur faire profiter, comme deſſus: & de ce faire bailler bonne & ſuffiſante caution.

ARRAS Tit. 4. Art. 35. Les Tuteurs & Curateurs des mineurs durant la minorité d'iceux, peuuent bailler les deniers deſdicts mineurs à frais & gaignage à pris raiſonnable, au prouffit deſdits mineurs, & y appoſer tel temps que bon leur ſemblera, pour eſtre rembourſé, reſtitué & remply du ſort principal: enſemble des bontez & courtoiſies deſdicts deniers pour le cours d'iceux: pourueu que ledit temps de rembourſement ſoit limité en dedans le temps de la minorité deſdits mineurs, que l'on appelle vulgairement argent baillé à maiſné. Art. 36. Tels contracts en faueur deſdicts mineurs ſont permis audit Eſcheuinage, ſans toutesfois qu'ils puiſſent auoir lieu entre perſonnes eagees: ainçois ſont reputez entre eagez illicites, vſuraires & defendus.. Art. 37. Les Tuteurs & Curateurs des mineurs, enſemble les Curateurs des prodigues, inſenſez, furieux & generalement de ceux, auſquels l'adminiſtration de leurs biens eſt interdicte, ayans emprins les Tutelles & Curatelles, par l'auctorité deſdits Eſcheuins, ſont tenus d'en rendre compte par deuant leſdits Eſcheuins, appellez les Procureur de la ville & ceux à qui il touche.

VALENCIENNES Tit. 2. Art. 27. Les Preuoſt, Iurez & Eſcheuins ſeront les ſuperieurs & manbours de mineurs d'ans, de noſtredicte ville, & pourront les Tuteurs ou manbours d'iceux mineurs bailler à rente & par recours les heritages d'iceux enfans pour leuer plus grand & euident profit du conſentement & par l'aduis deſdits de la Loy, & deux prochains parens deſdits mineurs les attirant du lez & coſtez dont les heritages ſont venus & procedent: laquelle rente ſuccedee au lieu deſdits heritages appartiendra auſdits mineurs & ſera en

Source : BIU Cujas

la meſme nature qu'eſtoient leſdits heritages.

SEDAN Tit. 8. Art. 142. Les Tuteurs & Curateurs des mineurs, incontinent apres qu'ils auront eſté creez; ou pluſtoſt que faire ſe pourra, ſeront tenus faire inuentaire, des biens meubles, lettres, titres & enſeignemens appartenans aux mineurs, & iceluy faire affermer & clorre dedans vn mois ſuiuant, pour le plus: ſur peine d'amende arbitraire. Art. 143. Neantmoins pendant ce temps à la requeſte du Procureur Fiſcal, incontinent apres le decez du defunct, ſeront ſeellez par le Iuge auec ſon Greffier, les coffres, chambres & autres lieux, où ſont les biens & baillez en garde ſans deplacer à vn ou deux perſonnages idoines & ſoluables: iuſques à ce que l'inuentaire ſoit faict, à ce qu'aucune choſe n'en deperiſſe. Art. 144. Les Tuteurs ſont tenus incontinent apres l'inuentaire clos & affermé, faire vendre par auctorité de Iuſtice au plus offrant & dernier p encheriſſeur, en la maniere accouſtumee, tous les meubles des mineurs: n'eſtoit qu'il y euſt iuſte cauſe d'en reſeruer aucuns pour ceux deſdits mineurs, qui ſeroiēt preſts à marier: & les deniers procedans de la vente employez en achat d'heritages ou conſtitution de rente, comme leſdits Tuteurs verront eſtre à faire pour le profit deſdicts mineurs, par l'aduis de deux ou trois plus prochains parens ou voiſins.

Tuteurs tenus de faire inuentaire.

Seellé des coffres, chambres & autres lieux à la requeſte du Procureur Fiſcal.

Tuteurs tenus de vendre leſdits meubles.

Deniers procedās de la vēte des meubles des mineurs ſeront employez en achat d'heritages ou conſtitution de rente.

CAMBRAY Tit. 6. Art. 11. Tuteurs ſont tenus de faire inuentaire incontinent & auant qu'eux entremettre en l'adminiſtration des biens des mineurs, & faire vendre publiquement ceux qui ſont periſſables ou ſe peuuent eſtans gardez deteriorer.

LA SALLE DE LILLE Tit. 15. Art. 6. Tuteur de mineurs d'ans ou Curateurs, ne peuuent vendre, charger ou aliener les maiſons, fiefs & heritages d'iceux mineurs, ou de ceux eſtans en Curatelle: n'eſt en vertu de lettres patentes en forme d'auctoriſation deuement interinees, pour leur euidente vtilité, prouſit & cauſe raiſonnable. Art. 8. Et combien que tels enfans euſſent attaints leurs aages, & qu'ils ou leurs Tuteurs requiſſent eſtre deſchargez de Tutelle: neantmoins la Iuſtice n'eſt tenue ce faire, ſ'elle trouue cauſe raiſonnable au contraire. Art. 9. Vn Tuteur ou Curateur, eſt tenu & pourſuyuable ſeul & pour le tout de l'adminiſtration, entremiſe & charge de ladicte Tutelle ou Curatelle: jaçoit que les autres ſoient ſoluens, ou ayent eu la maniance des biens de leurs pupilles ou ceux mis en Curatelle: ſauf ſon recouurer ſur les contuteurs ou concurateurs, comme il appartiendra par raiſon.

Tuteurs ou Curateurs ne peuuent vendre les heritages des mineurs: ſinō

MANTE Chap. 16. Art. 184. Tuteurs †† & Curateurs ne peuuent vendre, n'aliener, arrenter n'aucunement charger les heritages des mineurs, durant leur tuition & curation, ſi ce n'eſt en neceſſité pour le viure & aliment deſdits mineurs & par l'aduis du conſeil & deliberation des amis charnels d'iceux mineurs, & par le decret du Iuge, & non autrement.

CLERMONT Tit. 16. Art. 194. Tels Tuteurs & Curateurs ne peuuent ou doiuent vendre aliener ou autrement charger &c. p. *a Mante* tuition: ſi ce n'eſt par le conſentement des amis charnels d'eux, & par l'auctorité de Iuſtice pour leur profit & vtilité.

LILLE Tit. 4. Art. 47. Les Tuteurs de aucuns enfans mineurs d'ans ne peuuent vendre n'aliener les maiſons, rentes & heritages d'iceux mineurs: ſi ce n'eſt pour leur euidente vtilité, & en vertu de lettres patentes obtenues du Prince d'auctoriſation deuement interinees.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 508. Tuteur † ou Curateur ne peuuent vendre n'aliener les heritages du mineur ſans ſuffiſante cauſe verifiee par l'aduis des plus prochains & ſuffiſans parens & amis,, decret & auctorité de Iuſtice: autrement ſera le contract nul. Art. 509. Auſſi †† ne peut le Tuteur ou Curateur compromettre, tranſiger, q deferer ſerment deciſif des cauſes hereditelles & de meubles riches & precieux, ſans l'aduis des parens & decret de Iuſtice. Art. 513. Tuteur & Curateur ne doiuent intenter procez pour leur mineur, ſans conſeil: autrement ſ'ils ſuccomboient, ſont tenus dedommager le mineur. Art. 517. Le † Tuteur ne le Curateur ne peuuent contracter & negocier auec leurs mineurs, pendant qu'ils ont la garde, & encores qu'ils ſoient mineurs, ne pourront contracter auec eux, iuſques à ce qu'ils aient tenu & rendu compte, & reſlaiſi ceux dont ils ont eu la garde de leurs biens, titres & enſeignemens.

SEDAN Tit. 8. Art. 145. Les biens des Tuteurs & Curateurs ſont obligez r & hypothequez dés le iour de la dation de Tutelle, pour la reddition & reliqua du compte des biens deſdits mineurs, qui ſont preferez à tous autres creanciers. Art. 147. Ne pourra le Tuteur vendre n'aliener, engager ou au-

p Ces Couſtumes ſuiuantes ſont conformes au droict ciuil, par lequel les Tuteurs ou Curateurs ne peuuent aucunement aliener les biens immeubles de leurs mineurs ſans decret & auctorité de Iuſtice. l. minorum. C. de præd. min. l. 22. C. de adm. tut. l. 2. Si quis ignorans rem min. ſine dec. cōp. l. 7 l. 8. §. 1. & l. 11. D. de reb. eor. l. non omni titulo. 16. C. de adm. tut. Mais quand la vēte eſt licite & faicte ſolennellement par decret & auctorité de Iuſtice eſt il permis au Tuteur ou Curateur d'acheter des biens meubles ou immeubles deſdits mineurs? Par le Droict ciuil ils peuuent acheter quād la choſe ſe vend ſolēnellement au plus offrant dernier encheriſſeur. palam & bona fide l. cum ipſe tutor 5. C. de contr. empt. l. 1. §. tutor. D. pro empt.

q L. non ſolum 4. C. de prædiis minor. l. 46. D. de adm. tut. l. pactum curatoris 22. C. de pact. d. l. 16. C. de adm. tut. l. 28. §. 1. D. de pact. ils ne doiuent ſpolier leurs pupils. l. 7. §. 3. D. pro emptore ou faire leur condition pire l. 15. & l. 28. D. de pactis. Ils ne doiuent auſſi prendre ou accepter aucu-

†† Ceſt Art. 184. a eſté adiouſté pour auoir eſté omis en l'ancien Couſtumier: lequel contenoit certain Art. lequel eſtoit le 97 deſdictes Couſtumes: lequel leſdicts Eſtats nous ont dict eſtre deſraiſonnable, & que par iceluy eſtoit donné occaſion aux Tuteurs & Curateurs d'eſtre negligens à pourſuiure les droicts & actiōs de leurs mineurs & que le deuōs abroger, comme tel. Ce qu'auōs fait, & tenus ce qui concernoit les ſalaires & vacations deſdicts Tuteurs & Curateurs à la diſpoſition du droict eſcrit.

† Ceſt Art.

Source : BIU Cujas

508. *reforme & amplifie le* 481. *Art. ancien.*
†† *Ceſt Art.* 509. *reforme & amplifie le* 482. *ancien.*
† *Ceſt Art* 517. *qui eſtoit le* 489. *a eſté ainſi amplifié.*
Tuteurs ne peuuent contracter & negocier auec leurs mineurs : ſinon &c.
Biens des Tuteurs & Curateurs ſont obligez pour la reddition & reliqua.
Tuteur ne peut vendre n'aliener ou diſpoſer des heritages deſdits mineurs.

Parlement de Bretagne le 19. Feurier 1571. Pareillement ne peuuent accorder auec leurs mineurs, ores qu'ils ſoient maieurs, qu'ils n'ayent prealablement rendu compte. Ainſi qu'il fut iugé par autre Arreſt dudict Parlement donné le 16. iour de Mars 1577. Par lequel furent faictes inhibitions & defenſes à tous Curateurs de mineurs, de faire aucunes tranſactions ne pactions auec leurs mineurs du faict & adminiſtration de leurs biens, que leſdicts Curateurs ne leur aient tenu & rendu compte par le menu. Ainſi auoit eſté iugé par autre Arreſt dudict Parlement le 18. Mars 1565. par lequel fut infirmé la ſentence du Iuge qui auoit ordonné que ſe Curateur eſt tenu proceder au partage, & emendant icelle, que le Tuteur rendra ſon compte auant que le Curateur ſoit tenu reſpondre audit partage.
Par Arreſt prononcé en robbes rouges aux Arreſts de Paſques de l'an le 6. iour d'Auril 1574. fut dict & iugé qu'vn Tuteur aiant geré & adminiſtré, auant l'election & nomination faicte de ſa perſonne, que tous ſes biens eſtoient hypothequez aux mineurs pour la reddition du compte, & que l'hypotheque commence à courir du iour de l'adminiſtration, & non pas ſeulement de ladicte election & dation. Au reſte les biens des Tuteurs & Curateurs ſont affectez & obligez aux mineurs, furieux, prodigues ou autres pour la reddition de leurs comptes & adminiſtration deſdicts biens. Iuſtin. in l. cum furioſus 7. § . & inuentario . & §. 6. C. de curat. fur. vel prodigi l. 27. C. de Epiſc. aud. l. 20. C. de admin. tut. l. vn. §. 1. C. de rei vx. act. l. vlt. C. rem alienam gerent. non int. l. vlt. C. de legit tutela. Nou. 118. cap. 5. Auth. ſicut. C. de leg. tut. Il y a vn cas particulier en la mere ſe remariant, ſi elle n'a rendu compte de ſon adminiſtration & payé le reliqua, & demande Tuteur pour ſes enfans. Les biens de ſon ſecõd mary ou du beaupere deſdits mineurs, ſont tacitement hypothequez enuers iceux mineurs. l. matres. 2. C. quando mul. tut. offic. fungi poſſit. Au contraire le Tuteur a hypotheque ſur les biens de ſon mineur iugé par Arreſt du 29. Ianuier 1572. & ne peut toutesfois empeſcher que les pupilles ne iouyſſent de leurs heritages, & n'a poinct droict de retention, ſous ombre que les comptes ne ſont rendus, ſauf le droict d'hypotheque, meſmes ſans caution, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt le 14. Aouſt 1538. Voyez Charondas vi. des Reſp. 75.

nes ceſſions contre leurs mineurs : ſur peine d'amende extraordinaire, deſpens, domages & intereſts des parties, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du

De pluſieurs Tuteurs & qui eſt celuy qui doit adminiſtrer.

Tuteurs ne peuuent compoſer ou tranſiger ſans auctorité de Iuſtice, Procureur Fiſcal.

Tuteurs Curateurs &c. creus iuſques à dix ſols.
†† *Ceſt Art.* 299. *eſtoit le* 236. *de l'ancië: & ces mots,* iuſques à x ſols *ont eſté mis au lieu des anciẽs,* iuſques à v. ſols *pour l'aduenir.*

trement diſpoſer des heritages de ſon pupil, ſans auctorité de Iuſtice. Art. 148. Celuy de pluſieurs Tuteurs & Curateurs qui voudra bailler caution ſuffiſante de rendre compte aux mineurs venus en aage, & en acquiter & indemniſer leurs contuteurs, adminiſtrera ſeul au refus de bailler caution par ſes contuteurs: leſquels à ce moyen demoureront deſchargez : & ſi tous baillent caution, ils adminiſtreront egalement. Art. 155. Ne peuuent les pere, mere, tuteurs & parens des mineurs compoſer ou tranſiger des biens d'iceux, ſoit pour leur nourriture, entretenement ou autre choſe, ſans auctorité de Iuſtice, le Procureur Fiſcal ſur ce prealablement ouy & inuentaire faict deſdicts biens.

ORLEANS Tit. 16. Art. 299. Tuteurs †† & Curateurs, Gagers d'Egliſe, Receueurs Executeurs de Teſtament & autres ſuiects à rẽdre compte, ſont creuz par ſerment de leurs miſes vray ſemblables & ſans fraude, iuſques à x. ſols pour chacun Article.

BOVRBONNOIS Chap. 6. Art. 50. Tuteurs, Curateurs, Procureurs de Fabrique, Marguilliers, Executeurs &c. p. *à Orleans* miſes iuſques à v. ſols en chacun Article, ſans quictances des choſes concernans leurs adminiſtrations, quand il eſt vray ſemblable qu'ils les ont baillé ſans fraude : ſinon que la partie vouſit prouuer le contraire.

BRETAGNE Tit. 8. Art. 162. Tous entremetteurs du bien d'autruy, comme Tuteurs, Curateurs, Executeurs de Teſtamens & obſeques des decedez ou qui auroient eſté mis par auctorité & contrainte de Iuſtice ſeront creuz, ſous la moderation de Iuſtice, faiſant ſerment que loyaument ils ont faict la miſe, l'enqueſte prealablement faicte de la qualité de leurs perſonnes.

Curateur à celuy qui eſt hors de ſon ſens.
Prodigue. Interdiction de biens, quand a lieu.
† *Les Art.* 492. *& 493. ont eſté reformez & comprins en ceſt Art.* 520.
†† *Ceſt Art.* 521. *a eſté de nouuel ad-*

VIII. BRETAGNE Tit. 22. Art. 518. Celuy ſ qui eſt hors de ſon ſens, doit auoir adminiſtrateur. Art. 519. Nul ne peut eſtre declaré prodigue & ne peut on interdire l'adminiſtration des biens à aucun : forſqu'à l'inſtance & à la requeſte de ſa femme, ſes enfans ou autres prochains heritiers preſomptifs. Art. 520. En † declaration de prodigalité & interdiction de biens, ſi le defendeur pretendu prodigue defaut à l'adiournement à luy donné, ou ſ'il compare & que la cauſe entre en conteſtation & en longueur, le Iuge, information prealablement faicte, pourra ordonner que l'eſtat du procez ſera banny. Art. 521. Et †† ſera la bannie faicte au marché prochain & à la paroiſſe du domicile de celuy, qui eſt appellé en prodigalité & attachee au poſt & lieu public dudit marché ou porte de l'Egliſe parochiale & apres rapportee & certifiee en iugement à iour d'audience. Art. 522. Et ſ'il y a aucun qui contracte auec luy depuis le Ban, & luy baille aucune choſe, & il ſoit depuis prouué & declaré mal vſant de ſes biens, il

ſ Par la loy des douze Tables telles perſonnes prodigues ou furieuſes eſtoient en la Curatelle de leurs proches parens l. 5. C. de cur. fur. l. 1. de eo. tit. Mais le droit ciuil permet d'y admettre les eſtrangers l. 1. & l. ſæpe. 13. D. de curat. fur. l. 1. & l. vlt. §. ſinautem C. eod. titulo. Faut noter que les Iuges ne peuuent inter-

Source : BIU Cujas

dire par prouision, & faut ouyr auant que interdire, & ainsi fut par Arrest donné en l'audience le 17. Auril 1567. vne appellation mise au neant, & l'intimé condamné aux despens L'appel estoit de l'interdiction de vendre ou aliener donnee sur vn examen a futur par prouision auec ordonnance qu'elle seroit publiee au prosne. Pareil Arrest du 20. iour Ianuier 1573. pour Damoiselle de Picardie. La Cour quelque fois approuue les defenses faictes par prouision de vendre ou aliener, en attendant que les parens s'assemblent pour donner aduis sur l'interdiction, ainsi a esté iugé par Arrest du 2. Ianuier 1584. Autre pareil Arrest du 29. Ianuier 1585. Vn nommé Roger Medecin, quia bis senex & ideo bis puer, à la requeste de ses enfans aiant esté ordonné par le Preuost de Paris, qu'il luy seroit donné vn Curateur, & qu'il seroit mis en interdiction par la Cour, attendu sa vieillesse, fut par Arrest de la Cour du 27. iour de Mars 1563. mis en la garde de ses enfans pour sa personne : & pour ses biens luy fut donné vn Curateur nommé Ghouard, sans l'aduis duquel il ne pourroit disposer de ses biens ny aliener. Ceste homme n'auoit faict aucun acte de furieux ou prodigue. Cicero in Lælio raconte de Sophocle le Tragique, que ses enfans vouloient faire mettre en interdiction de biens, qu'il mõstra aux Iuges vne de ses Tragedies, pour monstrer qu'il n'estoit point de la qualité de ceux que lon mettoit en interdiction. L'interprete Grec d'Aristophane in Ranis recite aussi fort au long ceste histoire Pareil Arrest donné en audience pour vne femme fort aagee le 11. Auril 1565. Autre du 19. Feurier 1577. par lequel vne mere aueugle estant interdite sous couleur, qu'elle estoit possedee par vn sien gendre fut l'appellation & ce dont estoit appel mis au neant, & ordonné que la mere, ores qu'elle fut aueugle, estant de bon sens, administreroit son bien, & neantmoins que par deuant le Preuost d'Orleans ou son Lieutenant, presens ses parens, elle arrenteroit & donneroit à ferme. Vide Val. Max. lib. VIII. cap. 6. vbi de Caio Licinio & lib. 3. cap. 3. Paul. lib. 3. Sent. Tit. 3. où il monstre la formule de l'interdiction. l. 15. cui D. de verb. oblig. l. 15. cui D. Qui test. fac. poss. d. l. 1 & l. Iulianus D. de cur. fur l. ex castrensi D. de castr. pec. l. certi conditio. §. item quæri D. si cert. pet. l. 3. D. de non. l. patri D. de min. l. bonorum. D. adm. tut. l. 3. D. de postul. l. 1. §. hæc actio D. de contr. tut. l. his qui D. de tut dat. t. si prædia D. de rebus eorum & aliis plerisque locis.

iousté.

* Aliàs, *au iour. P.V.*

le perd & sera le contract de nul valeur. Art. 523. Et s'il est declaré mal vsant de ses biens, il luy sera baillé administrateur pour gouuerner & administrer ses biẽs: & aura la femme du prodigue le gouuernement & administration, si elle se trouue capable pour administrer les biens : autrement sera baillee ladicte administration à autre de ses parens, qu'on trouuera suffisant & profitable pour ce faire. Ar. 524. Le † demandeur & poursuiuant en instance de prodigalité sera tenu faire iuger diffinitiuement le procez dedans trois ans apres l'introduction d'iceluy, autrement les contracts faicts par le pretendu prodigue seront valables. Art. 525. L'administration de biens peut estre rendue à celuy qui a esté declaré prodigue, ou à qui on a interdit l'administration de ses biens, auec cognoissance de cause & par auctorité de Iustice.

Curateur donné à vn prodigue.

Instance sur l'interdiction de biens, sera iugee dans trois ans.

† *Cest Art. 524. est de nouuel adiousté & ce faisant a esté rayé l'Art. 496. comme cõprins au precedent Art.*

LILLE Tit. 4. Art. 148. Pour deuement mettre en Curatelle vn Bourgeois ou manant de ladicte ville & taille, estant en sa franchise & liberté, lequel seroit deuenu prodigue, est requis qu'il face ce par vertu de lettres patentes obtenues à ceste fin du Prince, & qu'elles soient deuement interinees appellez lesdicts prodigue, ses parens & amis & autres qui sont à y appeller, en y procedant selon la teneur desdites lettres patentes, & pouruoyant pendant ledict litige, sur l'interdiction des biens dudict prodigue, selon que les Iuges trouuerõt sommierement la matiere y estre disposee. Et se par ledict prodigue estoit reclamé ou appellé deura ladicte interdiction sortir effect, tant que parties ouyes en sera autrement ordonné par le Iuge souuerain.

Curateur de prodigue ordõné par lettres patentes du Prince.

LA SALLE DE LILLE Tit. 15. Art. 10. p. à *Lille.* Art. 48. vne personne estant &c. liberté, pour prodigalité, debilitation de sens, ou autre cause suffisante, est requis obtenir lettres patentes en forme deues, & icelles faire interiner par nostre Gouuerneur de Lille, ou son Lieutenant en y appellant la personne, s'elle n'est debilitee de sens. Et pouruoyant &c. de non aliener ses biens, par ladicte personne, selon qu'il est sommierement trouué la &c. Et se par telle personne est appellé, ladicte interdiction sortira effect, tant que parties oyes en soit autrement ordonné. Comme aussi l'on ne differe faire ladicte interdiction pour appellation interiettee de la concession desdictes lettres patentes ou autre appellation faicte ou à faire, & sans preiudice d'icelles. Et ne sont les Curateurs commis, tenus bailler caution ne faire inuentaire des biens : mais suffit faire le serment en tel cas pertinent. Ar. 11. Se tel pourueu de Curateurs se porte pour appellant de l'interinement desdictes lettres, ladicte Curatelle, tient & a lieu, iusques à ce qu'autrement en soit ordonné. Art. 12. Telle personne constituee en Curatelle, ne peut estre deschargee d'icelle par mariage ou autrement, n'est par lettres patentes en forme de reabilitation deuent interinee, par nostre dict Gouuerneur de Lille, ou son Lieutenant, à ce euoquez lesdicts Curateurs ou autres se mestier est.

Restitution en entier.

IX. BRETAGNE Tit. 22. Art. 511. Si †† le Tuteur ou Curateur congnoist que son mineur soit deceu, t par son faict ou autrement, il peut demander restitution. Art. 512. Et au cas que ce qu'il auroit faict, seroit reuoqué, le Tuteur ou Curateur sera à desdommager la partie.

†† *Cest Art. 511. esclaircist le 484. Art. ancien.*

t Il a esté iugé en la Coustume d'Aniou qu'vn maieur de vingt ans, n'aiant esté deceu

X. TOVRNAY Tit. 9. Art. 1. Par ancien vsage, quant aucuns iosnes per-

Source : BIU Cujas

Enfans mineurs quand & comment ſont tenus pour eagez.
Prouiſion pour les enfans expoſez ou autres n'ayans moyen de viure.

faire reſcinder le contract de vente, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt donné en la troiſieſme Chambre des Enqueſtes le 24. iour de Feurier 1576.

ou trompé en vente d'heritage, n'eſtoit receuable és lettres par luy obtenues pour

ſonnes ſoient fils ou fille, non mariez, non aians encores attaint l'eage de maiorité requis de Droict, ſe conduiſent honneſtement, & requierent eſtre mis hors de Tutelle & eſtre tenus pour eagiez. En ce cas ſi les prochains parens deſdicts mineurs du coſté & d'autre les preſentent aux Eſcheuins de la ville leur remonſtrant ces choſes, & interroguez par leſdicts Eſcheuins afferment que leſdicts mineurs ſont prudens & ſçauans aſſez pour conduire leurs biens, & qu'il ſoit plus expedient pour leur profit les tenir pour eagiez que non: leſdits Eſcheuins, apres que par ſommiere information leur eſt apparu que leſdits mineurs ſont eagez de xx. ans pour le moins, & qu'ils ſont ſuffiſans pour gouuerner leurs biens auec l'affirmation deſdicts parens & amis, pourront mettre iceux mineurs hors de Tutelle & Curatelle, & leur bailler l'entier gouuernement de leurs biens: tellement que ce faict, leſdicts mineurs peuuent faire exercer marchandiſes, contracts & tous autres actes, comme ſi actuellement ils eſtoient maieurs d'aage.

XI. Bretagne Tit 22. Art. 532. Tous enfans doiuent eſtre pourueu ſur les biens du pere ou de la mere, au cas qu'ils n'euſſent iugement & moyẽ de pouruoir à leurs neceſſitez. Et ſ'ils n'auoient rien, Iuſtice les doit faire pouruoir ſur les biens de leurs prochains. Art. 533. Et ſi on ne ſçauoit ſur qui pourueoir les enfans, comme ſ'ils auoient eſté iettez & expoſez, les gens de la Parroiſſe, où ils ſont trouuez, leur doiuent faire leur pouruoyance par les Treſoriers & Fabriqueurs d'icelle, & y doiuent eſtre contraints par Iuſtice.

TIT. XIII. DES DONATIONS ET Don mutuel.

Art.272. PARIS.

Donation ou diſpoſition faite entre vifs de tous meubles & heritages, propres acqueſts & conqueſts à perſonne capable, ſi le donateur a 25. ans & eſt ſain d'eſprit. Marié ou aiãt obtenu benefice d'aage enterine en Iuſtice, ſ'il a xx. ans, peut diſpoſer de ſes meubles.

Il † eſt [a] loiſible à toute perſonne †† aagee de xxv. ans accomplis & ſaine d'entendement, donner & diſpoſer par Donation & diſpoſition faicte entre vifs, de tous ſes meubles & heritages propres, acqueſts & conqueſts, à perſonne capable. Et neantmoins celuy qui ſe marie, ou qui a obtenu benefice [b] d'aage enteriné en Iuſtice, peut aiant l'aage de xx. ans accomplis, diſpoſer de ſes meubles.

a Donation ou diſpoſitiõ d'entre vifs eſt fort fauorable. Par ceſt Art. 272. on doit colliger que celuy qui veut donner entre vifs doit eſtre aagé de 25. ans accomplis: par leſquels mots les mineurs de vingt cinq ans ſont exclus de pouuoir faire telles donations & diſpoſitions entre vifs. l. 7. D. de don. l. 11. D. de adq. rer. don. La Loy. ſi ante matrimonium 8. C. de donat. ante nupt. maior. quinque & vigiati annis conſtitutus, donauit ſpõſæ. l. 1. C. Greg ſi aduerſ. don. l. 1. C. hoc tit. Les mineurs ne peuuent aliener leurs heritages ſans decret de Iuſtice, comme auſſi eſtans en puiſſance de Tuteurs ou Curateurs, ils ne peuuent diſpoſer au profit de leurs Tuteurs ou Curateurs durant la Tutelle ou Curatelle par l'Art. 276. Iure ciuili filius familias donare non poteſt d. l. 7. D. de don. & pupillus l. 11. D. de

CONFERENCE.

Calais Tit. 5. Art. 66. p. *à Paris.* meubles, acquets & conqueſts immeubles & de moitié de ſes heritages propres à perſonne capable: Reſerué toutesfois la legitime, à qui de droict elle eſt deue & appartient. Et neantmoins &c.

Melvn Chap. 14. Art. 232. Chacun † peut par Donation entre vifs, diſpoſer de tous ſes biens à ſon plaiſir, à perſonnes capables: & en icelles Donations appoſer telles charges ou conditions que bon luy ſemble: delaiſſee toutesfois la legitime à ſes enfans ſelon le Droict.

Sens Tit. 11. Art. 109. p. *à Melun.* auec †† perſonnes habilles. Toutesfois ſi le donateur au temps d'icelle Donation, eſtoit malade & decedoit dedans xl. iours apres la Donation, elle ſera reputee teſtamentaire & pour cauſe de mort: & comme telle & non autrement, elle vaudra, ſoit qu'il decede de la maladie ou autre.

Avxerre Tit. 11. Art. 218 Qui eſt aagé ſuffiſamment, peut par Donation entre vifs, diſpoſer de tous ſes biens à ſon plaiſir, reſerué † la legitime, où elle eſchet. Mais ſi au temps de la Donation, le donateur eſtoit malade de maladie, dont il decedaſt dedans xl. iours apres la Donation, elle ſera reputee teſtamentaire & pour cauſe de mort. Et pourra eſtre reuoquee dedans leſdicts xl. iours, & non apres.

Dovrdan Tit. 8. Art. 91. Toutes perſonnes peuuent donner par Do-

† *De deux Rubriches de Don mutuel & l'autre de diſpoſition & dons conioints auec la Rubriche des Teſtamens, a eſté faicte la preſente.*

†† *Ces mots aagez de xxv. ans accomplis: enſemble ces mots, Et neantmoins &c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez pour l'ad-*

Source : BIU Cujas

acq. rei don. Donationes à minoribus nec cum decreto celebrari possunt si minor vel post veniam ætatis, rem immobilem donationis titulo (excepta propter nuptias donatione) transcripserit, non aliter hoc firmitatem habebit, nisi post xxv. annos impletos, inter præsentes &c. vt & l. 3. C. si maior factus al. rat. hab. l. 4. C. si quis ign. rem. min. l. 1. C. si adu. don. l. 3. & l. 16. §. 1. D. de minoribus l. prædia C. de prædiis minor. La seconde condition requise pour rendre la Donation valable il faut que le donateur soit sain non furieux ou insensé. Furiosus enim nec aliud quicquam agere intelligitur cum per omnia & in omnibus, absentis vel quiescentis loco habeatur. l. 2. §. furiosus. D. de iure codic. l. 124. D. de regul. iur. & vt ait l. 7. §. plane D. Quibus ex causis in poss. eatur hominis eius status & habitus à pupilli conditione non multum abhorret, quod quidem non est sine ratione & ideo Modestinus in l. 23. §. vlt. D. de donat. respondit mente captum donare non posse. l. is. cui D. de verb. oblig l. 1. 10. & 15. D. de curat. fur. Par ceste Coustume toute personne capable de contracter aagee de vingt cinq ans accomplis & saine d'entendement, peut aussi donner, sans faire distinctiõ entre le pere ou fils de famille. En droict l'aage legitime s'entend de vingt cinq ans, in l. cum filio familias 50. D. de leg. 3. l. ex his verbis 5. C. quando dies leg. cedat l. 1. C. si tutor vel cur. interuen. l. 2. C. in quibus causis rest. in integ. nõ est nec. l. 2. C. de temp. in integ. Perfecta ætas 25. annorum dicitur in l. vlt. C. de his qui ven. æt. impet. & autres lieux assés vulgaires.

b Par le droict ciuil les masles aians vingt ans complets, & les femelles xviii. ans obtiennent benefice d'aage. l. 2. C. de his qui ven. ætat. qui à tel effect que ceux qui ont obtenu lettres du Prince sont mis hors de Curatelle & prennent l'administration & gouuernement de leurs biens & en tous actes sont tenus & reputez pour maieurs. l. vlt. C. si maior factus alien. rat. hab. l. si actor 10. C. de appellat. fors qu'ils ne peuuent obliger vendre ou aliener leurs immeubles sans decret. l. penult. C. de his qui ven. æt. impet. Par le droict ancien il pouuoit vendre ou engager mesmes sans decret, mais non pas faire donation l. vlt. C. si maior factus. l. Tutores 39. §. ab eo. D. de adm. tut. Ceste Coustume donne pouuoir à ceux qui ont obtenu benefice d'aage de disposer entre vifs de leurs meubles, comme aussi elle donne le mesme pouuoir à ceux qui sont mariez. Par quelques Coustumes le mariage n'attribue point l'aage ainsi qu'il a esté monstré au Titre X. cy dessus: mais ceste exception adioustee pour le regard de ceux qui sont conioincts par mariage est pris de l'Art. 239. de Paris: par lequel les mariez sont reputez vsans de leurs droicts, pour auoir l'administration de leurs biens, & non pour vendre, engager ou aliener leurs immeubles, pendant leur minorité.

uenir sans preiudice du passé.

† *C'est Art. 232. a esté adiouste comme ancien.*

†† *C'est Art. 109. contient la reformation du 97. Art. ancien.*

Donatiõ pour cause de mort quand le donateur est malade & decede dedans xl. iours.

† *Ces mots,* Reserué la legitime *iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouste.*

Donation testamentaire & pour cause de mort peut estre renoquee dedans quarante iours, & non apres.

nation entre vifs tous leurs biens, tant propres que acquests & meubles, & en disposer ainsi que bon luy semble: reserué toutesfois aux enfans s'aucuns en y a, la querelle de Donation inofficieuse.

MONTFORT Chap. 13. Art. 145. Il n'est loisible à aucune personne de disposer par Donation entre vifs de ses propres, au preiudice de ses heritiers, outre le quint. Art. 146. Toutes franches personnes saines d'entendement & aagees peuuent disposer par Donation entre vifs de tous leurs meubles, acquests & conquests immeubles & de la v. partie de tous leurs propres heritages, au profit de personne capable & sans fraude.

MANTE Chap. 13. Art. 143. Il est loisible à toutes personnes saines d'entendement & aagez de disposer par Donation &c. p. *a Monfort.* Article 146. & de tous leurs propres *iusques a ce mot*, capables, *inclusiuement.*

SENLIS Tit. 11. Art. 210 Donation †† faicte entre vifs vaut & tient quãd elle a esté faicte par personne aagee de xxv. ans, vsans de ses droicts, ayant le gouuernement & administration de ses biens à personne autre que sa femme, si telle Donation n'estoit faicte à sa femme, par Don mutuel.

CLERMONT Tit. 10. Art. 122. Il est loisible à toutes personnes franches aagees & iouyssans de leurs droicts de donner & disposer par Donation & disposition faicte entre vifs, de leurs heritages propres & conquests à personne capable.

VALLOIS Tit. 10. Art. 133. Vne † personne vsant de ses droicts peut donner entre vifs à toute personne estrange, à vn de ses enfans non venant à sa succession, telle part & portion qu'il luy plairra de ses biens, soient propres, acquests, conquests ou meubles: & où au iour de son trespas, se trouueroit la Donation immense, en sorte que la legitime ne fut entierement reseruee à ses autres enfans, sera de ladicte Donation deduict & defalqué, ce qu'il faudra pour la legitime, eu regard aux biens donnez & ceux dont mourra saisi le donateur, venant au profit des heritiers, & sera tel donataire tenu restituer pour lesdictes legitimes, ce qui se trouueroit defaillir de la legitime: & à ce sont les choses donnees du iour de la Donation, hypothequees.

Donation des propres ne vaut preiudice des heritiers outre le quint.

Donation faicte entre vifs par personne aagee de xxv. ans ayant le gouuernement de ses biens, est bonne.

†† *Le Procureur du Seigneur de la Rocheguyon a proteste que le contenu audit Art. ne peut preiudicier au procés d'entre luy & la Dame d'Estouteuille: par ce qu'il a maintenu que Donation faicte du mary à la femme ou de la femme au mary par don mutuel estoit bonne & valable, & entendoit l'auoir ainsi verifié audict procez. Le Procureur de la dicte Dame d'Estouteuille a dit, que par la Coustume de la Chastellenie de Chaumont & de tout temps & d'ancienneté, gardee & obseruee, l'homme & la femme ne peuuent donner l'vn à l'autre que leurs meubles, acquests & conquests immeubles: pourueu qu'ils n'eussent point d'enfans d'eux deux, & qu'ils fussent egaux en biens: & que par tel Don l'vn ne fut plus aduantagé que l'autre, dont il disoit auoir esté vse iusques à present, & a faict protestation au contraire à celles dudict Seigneur de la Rocheguyon. Desquelles protestations ils auront lettres.*

Donation d'heritages propres & conquests.

† *Le 133. Art. est nouuelle Coustume.*

Donation faite entre vifs à personne estrange ou à vn de ses enfans non venant à sa succession, telle part de ses biens, qu'il luy plairra: reserué la legitime de Droict.

Source : BIU Cujas

Legitime ſera reſeruee aux enfans.
Choſes données hypothequees à la legitime du iour de la Donation.

TROYES Tit.8. Art. 138. L'on peut par Donation entre vifs, diſpoſer de ſes biens & heritages, tant de propre & naiſſant, comme autres, à perſonnes capables.

VITRY Tit.7. Art.112. Perſonnes franches peuuent entre vifs diſpoſer de leurs meubles & conqueſts, les vendre, donner & aliener meſmement les gens mariez ſans le conſentement de leurs femmes: & auſſi tous leurs heritages propres & naiſſans, à la charge du Douaire, dont ils ſont chargez enuers leurs femmes: pourueu que telle alienation ſoit faite à perſonne habile & capable.

Donation alienation ou vente de meubles & cõqueſts faicte meſmes par gens mariez ſans le conſentement de leurs femmes: & les naiſſans & propres, à la charge du Douaire.

LAON Tit.6. Art.51. Toute †† perſonne vſant de ſes droicts peut vendre, donner & autrement aliener par diſpoſition entre vifs, tous ſes biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles & tous ſes heritages procedans de ſon naiſſant, roturier ou Feodal: pourueu qu'il n'y ait enfans. Et où il y auroit enfans, peut donner la moitié des heritages de ſon naiſſant ſeulement, auec tous ſes autres biens, acqueſts, conqueſts & meubles, & en diſpoſer à ſa volonté: ſauf toutesfois aux enfans de pouuoir debatre telle Donation d'inofficioſité, ſelon raiſon eſcrite.

†† *Ceſt Art. 51. eſt accordé pour l'aduenir & ſans preiudice du paſſé.*

CHALONS Tit.10. Art. *63. p. a Laon.* aagee † & vſant, &c. peut donner entre vifs tous ſes meubles & acqueſts immeubles & ſon naiſſant ſoit Fief ou roture, à quelque perſonne que ce ſoit capable: pourueu, &c. donner ſes meubles & acqueſts immeubles auec le tiers de ſon naiſſant, ſoit en Fief ou en roture ſeulement: reſeruee aux enfans la querelle d'inofficieuſe Donation. Et ne peut donner les deux autres tiers de ſes heritages de ſon naiſſant au preiudice de ſes enfans.

† *Ceſt Artic. 63. eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

On ne peut donner les deux tiers du naiſſãt au preiudice de ſes enfans.

REIMS Tit.1. Art.11. Homme †† ou femme non mariez mineurs de xxv. ans, à ſçauoir le maſle de xx.ans, & la femelle de xviii.ne peuuent diſpoſer par diſpoſition d'entre vifs de leurs biens immeubles: peuuent toutesfois diſpoſer par Teſtament. Tit 8. Art.232. Chacun peut par Donation entre vifs donner tous ſes biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles & la moitié de ſon naiſſant † à perſonnes habilles, ſauue & reſeruee la legitime à ſes enfans: excepté que les deux conioints par mariage ne ſe peuuent donner l'vn à l'autre entre vifs: ſinon que les Donations ſoient mutuelles.

†† *Ceſt Art. 11. eſt adiouſté comme ancien & omis.*

Mineurs de xxv. ans: ſçauoir le maſle de xx. ans, & la fille de xviii.ne peuuent diſpoſer de leurs biẽs entre vifs: ſinon par Teſtament.

NOYON Tit.3. Art.20. Toute †† perſonne iouiſſante de ſes droicts, peut donner par Donation d'entre vifs, tous ſes biens meubles, acqueſts & Conqueſts immeubles & ſes heritages propres, ſoit en Fief ou en roture: pourueu que la legitime ſoit reſeruee à ſes enfans, s'il en a.

RIBEMONT Tit.4. Art.47. Toute perſonne franche, vſant de ſes droicts & eſtant en aage peut par contract de diſpoſition d'entre vifs, vendre, engager, aliener & hypothequer, donner & autrement diſpoſer de tous ſes biens meubles, conqueſts & acqueſts immeubles: & pareillement de ſon propre, à telle perſonne capable, ainſi que bon luy ſemblera, ſoit pour le regard des Fiefs, ſoit pour le regard des rotures: pourueu que ce ne ſoit au profit de ſa femme. Art.48. Car † le mary & femme ne peuuent faire aucune Donation par entr'eux conſtant leur mariage, de leur propre n'y de leurs acqueſts & conqueſts à perpetuité: ny pareillement de leurs meubles, quand il y a enfant, ſoit dudit mariage ou d'autre. Art.49. Mais quand ils n'ont aucuns enfans, ſe peuuent donner l'vn à l'autre leurs meubles à perpetuité, & les acqueſts & cõqueſts immeubles à l'vſufruict. Art.50. Pour la validité des diſpoſitions faictes entre vifs en la maniere que dicte eſt, n'eſt requis neceſſité iuree ou conſentement de l'heritier apparent.

† *Ces mots, à perſonnes, &c iuſques à ce mot excepté, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

AMIENS Tit.2. Art.46. Toute perſonne †† aagee & vſant de ſes droicts peut donner entre vifs ſon heritage à luy venu & eſcheu par ſes predeceſſeurs, ſoit Feodal ou roturier, à telle perſonne capable qu'il luy plaiſt: & en icelles Donations appoſer telles modifications, charges & conditions que bon luy ſemble.

Donations mutuelles entre mariez.

AMIENS L. Art.3. Chacun peut donner par entre vifs ſon heritage, à qui il veut: mais ſi ledit Don eſt fait en morte-main, il conuient que la morte-main en vuide ſes mains dãs l'an & iour qu'il ſera ſommé par Iuſtice: & s'il ne le fait, le Roy les Maieur & Eſcheuins peuuent ſaiſir & prendre les fruicts & profits, qui ſont acquis auſdits Maieur & Eſcheuins, iuſques a ce que l'heritage ſera mis hors de la morte-main.

†† *Ceſt Article vingtieſme eſt de nouuel introduit ſans preiudice du paſſé.*

Source : BIU Cujas

Diſpoſition d'entre vifs, vente, engagement, alienation ou hypotheque, ou donation de meubles & acqueſts immeubles, & encores des propres eſt bonne: pourueu qu'elle ne ſoit faite par le mary à la femme.

Homme & femme ne peuuent faire Donation l'vn à l'autre: ſinon qu'ils n'euſſent enfans.

† *Ceſt Art.48. a eſté accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Neceſſité iuree ou conſentement des heritiers apparans ne ſont requis és diſpoſitions faictes entre vifs.

†† *Ces mots,* aagee & vſant de ſes droicts, *ont eſté interiettez: & le mot,* capable, *pour plus grande explication dudit Art.46.*

Donation entre vifs faicte a morte-main.

Saiſie des choſes donnees en morte-main.

S. PAVL Tit.3. Art.37. Vn chacun peut donner ſes biens meubles, debtes, catheux & acqueſts, à telles perſonnes que bon luy ſemble, ſans en garder la ſolemnité: mais ſi ceux, auſquels ils en feroient les Donations, les veulent apprehender, ils ſubmettent au payement des debtes deuës par le donateur, combien toutesfois que le mary, &c.

CHAVNY Titre. 3. Article. 12. Vn chacun vſant de ſes droicts peut faire & diſpoſer de ſes meubles à ſa volonté: ſoit par Don, vendition, Teſtament ou autrement: excepté la femme liee de mary, &c. Titre. 10. Artic. 48. Vn chacun vſant de ſes droicts peut vendre ou autrement aliener tous ſes meubles & acqueſts immeubles, & auſſi ſes heritages propres ou naiſſant, ſans c neceſſité, & ſans le conſentement de l'heritier: excepté la femme liee de mary: qui n'en peut diſpoſer entre vifs, ſans le conſentement de ſon mary. Art.49. Semblablement peut vne perſonne vſant de ſes droicts par Don fait entre vifs, diſpoſer ou donner tous ſes meubles & acqueſts immeubles, auec ſes autres heritages propres ou naiſſans, à telle perſonne que bon luy ſemble, ſoient enfans ou autres, excepté le mary à la femme, & la femme au mary. Tit.16. Art 82. Toutes perſonnes vſans de leurs droicts, ayans Fiefs à eux appartenans peuuent iceux donner par Don faict entre vifs, vendre ou aliener, à quelque perſonne que bon leur ſemblera: excepté des deux conioints l'vn à l'autre.

PONTHIEV T.2. Art.21. Vn chacun de franche & liberale cõdition peut & luy loiſt, ſes biens meubles, acqueſts & conqueſts ceder, donner, tranſporter à ſa volonté, & les tranſporter à telle perſonne que bon luy ſemble, ſans le conſentement, de ſon heritier, ſoit que la Donation ſe face par don d'entre vifs, pour cauſe de mort ou par teſtament & derniere volonté.

BOVLLENOIS T.22. Art.88. Chacun peut par Don d'ẽtre vifs & en derniere volonté diſpoſer & ordonner à ſa volonté à tel qu'il luy plaiſt de ſes meubles, debtes. cattels & acqueſts, ſans le conſentement de ſon heritier apparant. Art.89. Chacun peut dõner par Don d'entre vifs & en derniere volonté le Quint de tous ſes heritages feodaux, ſans le conſentement de ſon heritier apparant, qui ſe nomme vulgairement Quint datif, & eſt heredital & ſe lieue deuant le Quint naturel ſur tous les heritages Feodaux & patrimoniaux.

PERONNE Tit 4. Art.107. Il eſt loiſible à toutes perſonnes capables, donner entre vifs tous ſes biens, tant propres que acqueſts Feodaux ou roturiers, ſoit à ſes enfans ou eſtrangers, & à l'vn de ſeſdits enfans aiſné ou puiſné par aduancement de ſucceſſion, faueur de mariage, forme de partage ou autrement, ainſi que bon luy ſemble: reſerué toutesfois aux autres & en tous cas le droict de legitime.

ARTOIS Tit.4. Art.133. Chacun peut valablement vendre, engager ou donner ou aliener ſes biens, Fiefs, terres & heritages par luy acqueſtez, quand & à qui bon luy ſemble: ſauf la femme au mary, & le mary à la femme: & generalement diſpoſer par diſpoſition teſtamentaire ou autre de tous acqueſts & conqueſts.

VALANCIENNES Tit.5. Art.55. Quiconques voudra donner d'entre vifs, ou autrement diſpoſer par teſtament ou autre derniere volonté de ſon heritage ou rente reputee immeuble, ſera tenu de paſſer ledit contract & diſpoſition pardeuant deux Eſcheuins: & ſouffrira que ledit teſtateur apporte ſon teſtament ou autre diſpoſition & derniere volonté, & qu'il declare preſens iceux eſtre ſadite volonté, & que pour tel ils le veulent ſigner. Ce que leſdicts Eſcheuins ſeront tenus de faire, & en faire note ſur le dos dudit eſcrit: autrement leſdicts Dons, contracts & diſpoſitions de derniere volonté ſeront de nul effect.

NIVERNOIS Chap.27. Art.4. Par Donation entre vifs, chacun peut diſpoſer de tous ſes biens par Donation à cauſe de mort ne peut plus auant que par Teſtament.

c Faut entendre ſans neceſſité iuree comme il eſt porté par la Couſtume de Ribemont Art.50.

Chacun vſãt de ſes droicts peut diſpoſer de ſes meubles: fors la femme mariee.

Vente, alienation ou autre diſpoſition de meubles, acqueſts immeubles & heritages propres ou naiſſant ſans neceſſité ou cõſentement de l'heritier: eſt bonne.

Femme mariee ne peut diſpoſer des meubles, acqueſts immeubles & propres heritages ſans le conſentemẽt de ſon mary.

Don entre vifs de tous meubles, acqueſts immeubles & heritages propres eſt bon: fors entre gens mariez.

Don fait entre vifs de fiefs, vente ou alienation eſt valable fors entre mariez.

Don, ceſſion ou tranſport, ſoit entre vifs, par Teſtament ou pour cauſe de mort, des meubles, acqueſts & conqueſts.

Don d'entre vifs du quint des heritages Feodaux.

Source : BIU Cujas

Quint datif est hereditał, & se leue auant le Quint naturel.

Donation entre vifs de tous ses biens, tant propres que acquests Feodaux à ses enfans ou estrangers ou à l'vn desdicts enfans : reserué la legitime.

Donation d'acquests & conquests faite à autres personnes qu'aux conioints par mariage entre eux, est bonne.

Donation entre vifs ou par testament ou derniere volonté, de son heritage ou rente reputee immeuble, se doit passer pardeuant deux Escheuins.

Donation entre vifs de tous biens.

Donation pour cause de mort, comme par Testament.

MONTARGIS Chap.11. Art.1. Gens Nobles & non nobles soient mariees, vefues ou à marier, ayans enfans ou non, peuuent par Donation faicte entre vifs donner tous leurs meubles, conquests immeubles & propres heritages, à qui bon leur semble, & vaut tel Don: sauf la legitime aux enfans & autres descendans en droite ligne: de laquelle demoureront saisis sans fraude. Art.10. Il †† loist à toute personne, homme ou femme estant en bon sens & entendement, donner & disposer de ses propres heritages à qui bon luy semble par Don fait entre vifs, sans esperance de rappeller: pourueu qu'elle soit acceptee du viuant du donateur, & que dés le temps du Don il sen desaisisse de la proprieté & Seigneurie. Auquel cas les donneurs retiennent l'vsufruict, leur vie durant. Par laquelle retention d'vsufruict les donataires sont & demourent saisis des heritages ainsi donnez, en sont tenus & reputez possesseurs par la tradition des lettres & dessaisine ou Saisine faites & passees en presences de Notaires ou Notaire de Cour Laye ou tesmoins, au preiudice des donneurs & de leurs heritiers. Et si la Donation est immense ou excessiue, les enfans heritiers du donateur, la peuuẽt quereler selon disposition de Droict.

†† *Les Art. 10.11. & 12. sont pour les Seigneurs & habitans de Sãcerre, &c. comme il a esté dict cy dessus des autres Art. adioustez pour les terres & Seigneuries du Bailliage de Berry, gouuernees selon la Coustume de Lorris.*

Retention d'vsufruict par tradition des lettres de Dessaisine ou Saisine deuemẽt faites, les donataires sont saisis au preiudice des donateurs & leurs heritiers.

Donation immense se peut quereller selon Droict.

ORLEANS Tit.15. Art.275. Il est permis à toutes personnes, soit homme, &c. p. *à Montargis.* Art.10. sans le pouuoir reuoquer: pourueu que le donataire soit aagé de xxv. ans. Art 276. Laquelle Donation est valable: pourueu, &c. p *audit Art.* 10. des donateurs & insinuee, & que, &c. les donateurs se dessaisissent, &c. des choses donnees, ou qu'ils retiennent l'vsufruict, &c. par la saisine & dessaisine faicte en presence, &c. & tesmoins, &c. des donneurs, &c. Art.277. Si la Donation, &c. p. *audit Art.* 10. & excessiue, les enfans & autres descendãs en droite ligne des donateurs, la peuuent quereller & faire reduire à la legitime, telle que dessus. Et les heritiers collateraux en cas qu'il n'y ait enfans ou autres descendans en droite ligne desdits donateurs, la peuuent aussi quereller selon la disposition de droict.

Enfans peuuent faire reduire la Donation immense à la legitime: & les collateraux la debattre selon droict.

NORMANDIE Chap.17. Art.417. Personne aagee de xx. ans accomplis, peut donner la tierce partie de son heritage & biens immeubles, soient acquests, conquests ou propres à qui bon luy semble, par Donation entre vifs: à la charge de contribuer à ce que doit le donateur, lors de la Donation: pourueu que le donataire ne soit heritier immediat du donateur ou descendant de luy en droite ligne. Art. 418. Neant-moins si le donateur n'a qu'vn heritier seul, il luy peut donner tout son heritage & biens immeubles. Art. 419. Et s'il a plusieurs heritiers, il leur peut donner à tous ensemble: mais ne peut auantager l'vn plus que l'autre. Art.426. Donation faite de la totalité des acquests & conquests immeubles, ne vaut que iusques à la concurrence du tiers de tous les biens du donateur: neantmoins, où il y auroit diuers heritiers aux propres & aux acquests & conquests, la Donation de la totalité desdits acquests & conquests ne vaut que pour vn tiers desdits acquests & conquests: nonobstant que la Donation ait esté faicte en contract de mariage portant ceste clause, qu'autrement n'eust esté faict, & en quelque lieu que le contract soit faict & passé.

Donation d'entre vifs de la tierce partie de son heritage, & biens immeubles, soient acquests, cõquests, ou propres: à la charge de contribuer aux debtes deues lors de la Donation.

Donatiõ faite au seul heritier de tout son heritage & immeubles: & s'ils sont plusieurs, à tous ensemble.

TOVRS Tit.24. Art.233. Le † Roturier n'ayant enfans peut donner à personnes estranges, qui ne sont ses heritiers presomptifs ou heritiers de ses heritiers presomptifs, tous ses acquests & tierce partie de son patrimoine à luy aduenus à cause de ses predecesseurs, à vie seulement: & tous ses meubles à perpetuité. Toutesfois peut dõner à perpetuité tous ses meubles, acquests & tierce partie de son patrimoine, pour causes pitoyables & pour le salut de son ame, comme donner à l'Eglise, aux pauures, à pauures filles à marier, à œuures publiques: pourueu que tels donataires soient personnes estranges. Mais s'il y a des enfans, il ne pourra donner que la moitié des meubles à perpetuité, & moitié des acquests à viage seulement, soit pour les causes pitoyables, ou à personnes estranges, comme dessus. Article 234. Et sont entendus heritiers presomptifs tous ceux qui tiennent le premier lieu en la succession, comme feroient les enfans ou freres, nepueux, ou cousins, ou autres & chacun d'eux, en defaut du plus

Source : BIU Cujas

On ne peut auantager l'vn de ſes heritiers l'vn plus que l'autre.

Donation de la totalité des acqueſts & conqueſts ne vaut que iuſques à la concurrence du tiers de tous les biens du donateur.

Donation faicte de tous acqueſts & tierce partie du patrimoine à eſtrangers, & comment à lieu.

† *Ces Art.232.233.234.235.236.237.& 238. ont eſté accordez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé, droicts acquis & procés intentez: & mis au lieu du premier Article Titre des Donations entre roturiers, qui auoit eſté remis à la Cour. Et auront leſdits Bien-aſſis, Fumee & de Troyes acte de l'oppoſition par eux formee, en ce que nous reformons & reſtraignons ladite ancienne Couſtume: par laquelle eſtoit permis de donner à perpetuité tous ſes meubles, acqueſts & tierce partie de ſon patrimoine* ad pias cauſas, *encores qu'il y euſt enfans. Et ledit Gardette de ce qu'il a remonſtré, qu'il eſtoit bien dur de reſtraindre la puiſſance & faculté de diſpoſer des acqueſts & meubles. Toutesfois la matiere miſe en deliberation a eſté conclud & arreſté que ledit Art. demeureroit ainſi qu'il a eſté de nouuel redigé.*

prochain, ſelon leur ordre & degré: & les heritiers preſomptifs des heritiers preſomptifs ſont auſſi entendus les deſcendans ou collateraux plus prochains dudit heritier preſomptif & habilles à luy ſucceder, en ce qui luy ſeroit donné. Art. 235. Toutesfois, où le donateur a vn ou pluſieurs enfans, les plus proches parés de ſes enfans ne ſont reputez, pour la prohibition de la Couſtume, heritiers preſomptifs: en maniere que la Donation à eux faicte du viuant des enfans, eſt bonne & valable, & vaudra du viuant d'iceux enfans ſeulement.

LE Maine, Tit. 17. Art. 332. Toute perſonne ſoit Noble ou roturier, peut faire Donation de la tierce partie de ſon heritage, & de tous ſes acqueſts & ſes meubles, ſelon les modifications cy apres declarees.

GRAND Perche, Tit. 4. Art. 93. *Il eſt loiſible à toute perſonne vſant de ſes droicts diſpoſer entre vifs de tous ſes biens meubles, propres & acqueſts immeubles, & les donner à toutes perſonnes capables ſoit parent ou autre.*

CHASTEAV-NEVF Chap. 16. Art. 109. Vn chacun peut donner & aliener ſes heritages ainſi que bon luy ſemble, par venditions, Donations & autres contracts faicts entre vifs, ſans le conſentement de ceux qui luy doiuent ſucceder & vaut telle Donation, alienation ou diſpoſition, & meſmement ladite Donation, quand elle eſt faicte entre vifs, & par perſonnes idoines à ce faire & à perſonnes capables: pourueu que par la Donation les enfans des donateurs ne ſoient priuez de leur legitime part & portion à eux deuë de droict de nature.

CHARTRES Chapitre ſeize. Article 88. p. *a Chaſteau-neuf.* donner, vendre, & aliener, &c. ou diſpoſition: & meſmement quand elle eſt faicte, &c.

DREVX Chap. 17. Article 76. p. *a Chartres.* capables ſelon droict & ſans fraude: pourueu que les enfans naturels & legitimes des d. ne ſoient fraudez de la legitime à, &c.

BLOIS Chap. 12. Art. 166. & 167. Homme & †† femme de bon ſens & entendement ayans enfans ou non, peuuent donner par Donation faite entre vifs à toutes perſonnes capables de receuoir Don, ſoit à leurs enfans & eſtrangers, la moitié de leurs propres patrimoines ſeulement, & tous leurs meubles & conqueſts ſeulement. Toutesfois ſi les donataires venoient à la ſucceſſion du donateur, ils ſeroient tenus conferer & rapporter à partage le Don, que les pere ou mere, ou autres ne peuuent aduantager l'vn de leurs enfans, ou heritiers plus que l'autre en leur ſucceſſion. Mais ſe pourra tenir le donataire à ſon Don, en renonçant à la ſucceſſion dudit donateur.

BERRY Titre ſeptieſme. Article neuf. Tous † maieurs hommes & femmes vſans de leurs droicts, ayans enfans, peuuent donner librement à eſtrangers, la moitié de tous & chacuns leurs biens tant meubles qu'immeubles, & propres & conqueſts: mais non plus auant. En maniere qu'ils ſeront tenus doreſnauant laiſſer la moitié de leurs biens meubles & immeubles propres & conqueſts à leurs enfans. Et ſi outre ladicte moitié auoient donné, la Donation en ce qu'elle excedera, ſera nulle & de nul effect & valeur.

BOVRBONNOIS Chapitre dixneufieſme. Article deux cent neuf. Donation vniuerſelle entre vifs de tous biens preſens faite à autres, qu'à ſes propres enfans, ou de partie d'iceux *per modum quotæ*, ne vaut ſans bail & apprehenſion de poſſeſſion reelle & actuelle: qui eſt ſeulement quand le donnant ſe deſſaiſit de la choſe donnee, & le donataire ſ'en ſaiſit, tant que faire ſe peut: c'eſt †† à ſçauoir, quant és terres Feodales, que le donataire ſoit receu en foy & hommage,

Donation entre vifs de tous biẽs meubles, propres & acqueſts immeubles à perſonne capable.

Vendition, Donation & autres cõtracts faicts entre vifs de ſes heritages, bonne, en gardant la legitime aux enfans.

Legitime deue de droict de nature.

†† *Ceſt Article cent ſoixãte ſept a eſté accordé de nouuel quant aux roturiers ſeulement: & au regard des Nobles, ils ſe gouuernent ſelon leur ancienne Couſtume.*

Donation faicte a enfans ou eſtrangers de la moitié de leurs propres patrimoines, & tous leurs meubles & Conqueſts.

Rapport cõme ſera fait des choſes donnees:

s'il ne ſe veut tenir au Don, en renonçant à la ſucceſſion.

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art. 9. à eſté diſcordé par les gens du ſecond Eſtat ſeulement. Surquoy auons ordonné ſans preiudice de leur diſcord & remonſtrances : attendu que les deux autres Eſtats l'accordent : qu'il demourera. Pour laquelle remonſtrance ils pourront bailler par eſcrit, & mettre pardeuers nous tout ce que bon leur ſemblera dedans la S. André pour leur faire par nous droict, ou a noſtre rapport par la Cour auant l'homologation.*

†† *Auons requis les Eſtats de declarer ces mots,* Et le donataire ſen ſaiſit tant que faire ſe peut. *Leſquels ont dict que le donataire eſt reputé ſuffiſamment ſaiſi quant aux choſes Feodales, par la reception de foy & hommage : des Cenſuelles par l'inueſtiture du Seigneur Cenſier : des Allodiales, par prinſe de poſſeſſion reelle, en preſence d'vn Notaire & deux teſmoins. Outre les auons requis ſi tel donataire vniuerſel de tous biens eſt tenu de payer les debtes du donateur, & quelles debtes. Leſquels nous ont dit que quand la donation eſt faicte de tous biens preſens, comme eſt contenu audit Article, le donataire vniuerſel eſt tenu de payer toutes les debtes que deuoit le donateur au temps de la donation. Et a ceſte cauſe ont eſté de leur conſentement adiouſtez ces mots ; c'eſt à ſçauoir, &c.*

ès choſes tenuës en Fief : & des Cenſiuiers, qu'il ſoit inueſty par le Seigneur Cenſiuier : des Allodiales qu'il ait prins poſſeſſion en preſence de Notaire & deux teſmoins, ſans ce que par conſtitution de precaire ou retention d'vſufruict, ſoit quant à la validité de ladicte Donation, autrement poſſeſſion ſuffiſamment transferee. Et en ce cas le donataire vniuerſel des biens preſens eſt tenu payer les debtes que le donateur deuoit lors, & au temps de ladicte Donation.

LA MARCHE Chap. 21. Art. 306. Aucun qui a enfans deſcendans de luy ne peut donner en la Marche ſes biens immeubles, qu'il a audit pays à quelque perſonne que ce ſoit : & n'en peut diſpoſer par titre lucratif entre vifs, ſi n'eſt en faueur de mariage. Mais bien peut donner entre vifs tous ſes meubles & conqueſts immeubles, ou partie d'iceux, ſoit à ſes parens autres, que ſes enfans, ou à perſonnes eſtranges. Article trois cent & neuf. Celuy qui eſt de franche condition, qui n'a enfans deſcendans de luy, peut donner à aucun de ſes parens de quelque coſté qu'il ſoit, tous ſes propres heritages ou partie d'iceux, par Donation entre vifs : poſé qu'il ait autres plus prochains parens, que ceux à qui il faict telle Donation : pourueu qu'il y ait Bail de poſſeſſion reel & actuel, ſi la Donation eſt faicte *per modum quotæ*. Mais ſi ceſt choſe particuliere, il ſuffit poſſeſſion ficte. Et ne peut faire Donations à eſtrangers quant aux propres : mais peut bien diſpoſer de ſes meubles & conqueſts à ſon plaiſir.

LODVNOIS Chapitre 25. Article premier. p. *à 1ours.* Article 233. Le roturier peut d. à vne perſonne de pluſieurs, qui ne ſont, &c. Toutesfois il pourra, &c. ſes meubles, &c. patrimoine, *ad pias cauſas* pour le ſalut de ſon ame. Et ſ'il n'a point de patrimoine, les acqueſts repreſentent en ce le patrimoine : & en defaut d'acqueſts & de patrimoine, le meuble repreſente le patrimoine. Chap. 26. Article 3. Homme & femme Nobles peuuent donner à perſonne eſtrange la tierce partie de leur patrimoine à viage, mis hors l'aduantage, & leurs acqueſts auſſi en viage ſeulement, & leurs meubles à perpetuité aux charges declarées au Chapitre des Donaiſons entre roturiers. Et ſi le donneur a enfans puiſnez, les puiſnez prendront durant ledit viage, le tiers des deux parts dudit aiſné, hors ledit aduantage : & le viage failly, reprendront la tierce partie ainſi donnee : toutesfois ledit homme ou femme pourra donner *ad pias cauſas* pour le ſalut de ſon ame patrimoine à perpetuité, mis hors ledit aduantage, iuſques à la tierce partie. Lequel Don ſe prendra ſur le tout de la ſucceſſion du donneur.

Acqueſts ou meubles comme repreſentent le patrimoine.

Donation faicte par noble à perſonne eſtrange.

POICTOV Tit. 2. Art. 203. L'on ne peut donner ſinon pour prouiſion de corps, nourriture & entretenement de ſa perſonne, ſoit entre vifs ou par Teſtament, à quelque perſonne que ce ſoit, plus du tiers de ſon heritage : c'eſt à ſçauoir de ſes biens immeubles obuenus par ſucceſſion. Et ne peut l'on faire par Donation que les deux pars dudit heritage ne viennent à ſes heritiers deliurement. d Et ſi l'on donne plus du tiers, ne ſera pource la Donation vitiee : mais reſcindee au tiers. Et ſi aucun a heritages procedans du branchage de ſon pere valans cent ſols, & autres heritages procedans du branchage de ſa mere valans dix liures, ſ'il donne ledit heritage valant cent ſols, tel Don ne vaut que iuſques au tiers dudit heritage de cent ſols, ſans † que le donataire pour le ſurplus puiſſe auoir aucun recours ſur les autres heritages procedans de la mere. Art. 204. On peut donner tous ſes biens meubles & immeubles ou partie d'iceux, ſoient heritages, acqueſts ou meubles : pour la prouiſion de ſon corps. Toutesfois ſi telle Donation eſtoit faicte par perſonne qui fut malade de maladie, dont il allaſt de vie à treſpas dedans xl. iours apres ladite Donation, telle Donation ne ſeroit valable. Art. 223. Combien qu'on peut donner ſes meubles, ſes acqueſts & la tierce partie de ſon heritage : toutesfois ſi aucun n'a que meubles, il ne peut que le tiers deſdits meubles. Et ſ'il n'auoit que meubles & acqueſts, & n'euſt aucuns he-

Comme il eſt permis donner tout ſon bien, ſoit meubles, acqueſts & patrimoine, à qui & comment.

† *Ces mots,* Sans que le donataire, *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

Donation ne vaut ſi le donateur eſtant malade decede xl. iours apres la donation pour prouiſion de corps.

d C'eſt à dire franchement ſans aucune charge : tellement que le donataire de meubles, acqueſts & tierce partie des propres, eſt tenu acquiter l'heritier des deux tiers des propres non ſeulement des debtes mobiliaires à payer pour vne fois : mais auſſi de toutes rentes conſtituees, les racheter & en deſchar-

Source : BIU Cujas

On ne peut donner que le tiers de meubles, s'il n'y a que meubles: & s'il n'a qu'acquests, que le tiers d'iceux: & si la donation est immense, elle est rescindee & renoquee.

ger l'heritier des propres, comme il a esté iugé en audience plaidant Brisson au profit du Sieur de la Salmondiere contre les Goulars, ainsi qu'escrit Du Moulin en ce lieu.

ritages, il peut donner tous ses meubles & le tiers des acquests & non plus. Car quant à ce les acquests sont censez heritages. Art.224. Si aucun n'a qu'acquests, donne tous ses acquests, le Don ne vaudra que pour le tiers des acquests. Et si le donateur dit qu'il donne la tierce partie de son heritage ou le tout, & la tierce partie de ses acquests, tout le Don doit estre reduit au tiers des acquests, & ne pourra le donataire dire qu'il doit auoir le tiers par le Don d'acquests, & par le Don d'heritage, le tiers en iceux deux tiers.

ANGONMOIS Chap.4. Art.49. On peut donner à son heritier ou heritiers presomptifs à tous estrangers capables de Don, pourueu que le donnant ait patrimoine, tous & chacuns ses meubles & acquests. Mais quant au patrimoine, nul n'en peut disposer par quelconque contract lucratif, que de la tierce partie d'iceluy. Car il conuient que les deux parts du patrimoine, reuiennent franches & quittes de Dons & legats à ses heritiers: l'vn desquels on ne peut aduantager audit patrimoine au preiudice de l'autre.

LA Rochelle, Chap.14. Art.44. Aucun ne peut donner ne leguer, soit par Testament ou autrement, de ses biens meubles & acquests immeubles, s'il n'a heritage paternel, maternel ou collateral, que les deux parts des acquests immeubles ne demeurent à ses heritiers: & s'il n'a que meubles, que les deux parts desdits meubles ne demeurent à ses heritiers.

BRETAGNE Tit.12. Art.199. Nul ne †† peut donner plus que la tierce partie de ses immeubles par heritage, ou la moitié d'iceux par vsufruict: soit de patrimoine ou d'acquest par Donaison simple ou causee, ores que ce soit celle, qu'on dit *ob pias causas*, ou autres. Et ores que la Donation n'excederoit la tierce partie par heritage ou moitié par vsufruict: Toutesfois elle ne seroit valable, si elle estoit faite en haine ou fraude des presomptifs heritiers: ausquels aussi ny aux descendans d'eux, nul ne peut donner aucune chose: fors la personne noble, qui peut donner ses meubles tout ou partie, à ses enfans puisnez, fils ou filles, ses debtes mobiliaires & obseques prealablement payez sur iceux.

BAR Tit.11. Art.168. Toutes personnes franches peuuent par Donation entre vifs disposer de tous leurs biens à gens habiles & capables. Art.169. Toutesfois si le donateur au temps de la Donation estoit malade & decedoit xl. iours, apres, telle Donation sera reputee testamentaire & cõme telle vaudra, soit qu'il decede de la maladie ou d'autre.

SEDAN Tit.6. Art.108. Toutes personnes aagees de xxv. ans complets & le xxvi. commencé, peuuent donner à qui bon leur semble personne habile & capable par Donation entre vifs tous leurs biens meubles & acquests immeubles: & quãt aux propres n'en pourront disposer par Donation au preiudice de leurs heritiers legitimes.

Voyez Ponthieu Art.20.

Don faict à estrangers de tous chacuns ses meubles & acquests, & du tiers du patrimoine & les deux parts seront aux heritiers franches de dons & legats.

Donation faite de la tierce partie des immeubles par heritage, ou la moitié par vsufruict.

†† *Les Art. 218. & 227. anciens ont esté reformez & au lieu d'iceux adiousterz les Art. 199. 200. 201. & 202.*

Donation faicte aux heritiers presomptifs ou à leurs descendans, vaut: fors le Noble, qui peut donner ses meubles en tout ou partie, à ses enfans puisnez, ses debtes mobiliaires & obseques payees sur iceux.

Donation entre vifs.

Donation testamentaire, & pour cause de mort.

Donation de tous meubles & acquests immeubles.

Art.273. PARIS.

Donner [e] & Retenir ne vaut.

Art.274. PARIS.

C'est †† donner & retenir, quand le donateur s'est reserué la iouissance de disposer librement de la chose par luy dõnee, ou qu'il demeure en possession, iusques au iour de son decés.

Art.275. PARIS.

Ce n'est donner & retenir, quand l'on donne la proprieté d'aucun heritage retenu à soy [f] l'vsufruict à vie ou à temps, ou †† quand il

e Cest Art. 273. est contre la disposition ciuile. l. 35. §. finautem C. de donat. Nou. 162. cap. 1. par ce que deuant ceste constitution de Iustinian, il n'y auoit aucune obligation procedant de la donation. Mais par ceste constitution donatio nudo pacto valet, nec in ea requiritur præstatio aut traditio, vt olim iure antiquo, quo tradi-

Donation des propres ne vaut au preiudice des heritiers legitimes.
Donner & retenir ne vaut: & comme ces mots se doiuent entendre.
† *Ceſt Art. 274. a eſté adiouſté pour l'interpretation du precedent.*
Donation vaut auec clauſe de conſtitut ou precaire.
†† *Ces mots*, quand il y a clauſe de conſtitut ou precaire, *ont eſté adiouſtés à ceſt 275. qui eſtoit le huict vingt vnieſme de l'ancien.*

tione vel ſtipulatione perficiebatur donatio. Ces Couſtumes ſuiuent le Droict ancien. La tradition ficte comme par le bail conceſſion & octroy du titre ou contract. l. 1. C. de donat. l. 49. D.

ſol. mat. l 44. §. 5. D. de leg. 1. ou par retention d'vſufruict l. 28. & l. 35. §. ſed ſi quidem C. de don. ou quand on a pris à ferme ou adcenſe, la choſe donnee l. quædam 77. D. de rei vind. Cuia. Obſ. 19. c. 18. & in Parat. in Cod. ad Tit. de donat. Hotom. Illuſtr. Quæſt. 12. Il a ſouuent eſté iugé que Donner & ne tenir ne vaut, ſinon en contract de mariage meſmes par Arreſt du 24. Mars 1521. Et n'eſt donner & retenir quand le donateur donne entre vifs à la charge de pouuoir diſpoſer par Teſtament des choſes donnees, & fut par Arreſt donné en audience le 5. Ianuier 1562. telle donation declaree bonne & valable. Voyez la Loy Seya D. de donat. cauſa mort. & l. quiſquis C. de donat. Par Arreſt donné le dernier iour de Iuin 1587. au rapport de Monſieur de Here en la ſeconde Chambre des Enqueſtes entre Maiſtre Iean Buron Chanoine en l'Egliſe de noſtre Dame de Mantes appellant du Preuoſt de Paris, & Iulian Cingol & Denyſe Poiriel ſa femme intimez. Ladicte Poiriel eſtant legataire de cent liures de rente à elle leguee par Guillaume Balee Huiſſier des Eaues & Foreſts mary en ſecondes nopces de Ieanne Bruſle mere de ladicte Poirier: laquelle on pretendoit auoir induict ladicte Balee à faire ledict legs à ladicte Poiriel ſa fille, fut iugé que tel legs eſtoit bon & valable apres auoir ouy les Officiers & Aduocats du Chaſtelet ſur l'vſance de l'Art. 285. de la Couſtume de Paris & en declarant ledit Article fut ordonné que les conioincts ne pourroient donner aux enfans l'vn de l'autre au cas qu'ils aient enfans de leur mariage, ou que le donnant en ayt d'autre mariage precedent: & qu'où ledit donnant n'auroit aucuns enfans, que la donation faite aux enfans de l'autre deſdits conioints eſtoit bonne & valable, & fut outre ordonné que ledit Arreſt ſeroit leu & publié au Chaſtelet de Paris, à iour de plaids & l'Audience tenant.

f L. quiſquis 28. & l. 35. C. de donat. l. 1. C. Th. cod. tit. l. 42. D. de mortis cauſ. donat. Et rectè in l. in ædibus §. vlt. D de donat. Donari non poteſt, niſi id quod eius ſit, cui donatur & in l. 29. D. eod. tit. Donari videtur, quod nullo iure cogente conceditur. l. 82. D. de regul. iur. l. 67. §. 1. D. leg. 2. l. 18. D. de adm. leg. l. 67. D. de verb. ſign. & l. 53. D. de regul. iur.

y a clauſe de g conſtitut ou precaire : & vaut telle Donation.

g Poſſidet, cuius nomine poſſidetur, & procurator alienæ poſſeſſioni præſtat miniſterium, vt loquitur l. quod meo. 18. D. de adq. poſſ. l. 77. D. de rei vind. l. nec vllam. 13. §. ſi quis abſentis D. de pet. her. l. & licet. 15. D. de conſt. pecunia. Cuiac. 18 Obſ. 24. les Couſtumes de Senlis. Art. 211. & 212. Clermont. Art. 128. Vallois. Art. 130. & autres ſont cõtraires. Le conſtitut ſe doit entendre quand le donateur ſe conſtitue poſſeder la choſe donnee au nom du donataire ſimplement ou precairement : & eſt vne eſpece de trãſlation de poſſeſſion, dont Tiraqueau a fait vn grand Traicté.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 5. Art. 67. Quand le donataire ſ'eſt reſerué la puiſſance de diſpoſer librement &c. p. *a Paris.* Art. 274. decez. Autre choſe eſt ſ'il donne la proprieté &c. p. *à Paris.* Art. 275. & precaire. Auquel cas la Donation eſt bonne & valable.

MEAVX Chap. 3. Art. 16. Donation faicte à perſonne capable, retenu au donnant l'vſufruict de la choſe donnee, eſt bonne & valable, & equipolle † retention d'vſufruict à vraye tradition reelle & actuelle: tellement que pour la validité de la Donation, n'eſt requiſe autre apprehenſion de faict. Art. 17. Donation pure ſans cauſe ou condition faite entre vifs ne vaut, ſi le donateur retient à ſoy & meurt ſaiſi & veſtu de l'heritage & choſe donnee: meſmes quand il y a plus d'vn an & iour que la Donation a eſté faicte. Car donnee &c. p. *a Paris.* Art. 273.

MELVN Chap. 14. Art. 230. p. *a Paris.* Art. 273. qui eſt †† à dire que nul ne peut valablement donner la choſe en ſe reſeruant la puiſſance de pouuoir diſpoſer de la proprieté d'icelle. Art. 231. Donner la proprieté d'aucun heritage, en ſe reſeruant & retenant l'vſufruict, à temps ou à vie, n'eſt donner & retenir : & vaut telle Donation.

SENS Tit. 11. Art. 108. p. *a Melun.* Art. 230. à † dire quand celuy qui dõne ſe reſerue la faculté de pouuoir diſpoſer de la choſe donnee : ou bien quand celuy qui donne ne ſe deſſaiſit actuellement de la choſe par luy donnee, par tradition reelle, ou par clauſe tranſlatiue de poſſeſſion, comme conſtitut, retention d'vſufruict, precaire ou autre. Art. 115. Donation faite retenu par le donateur l'vſufruict en choſes immeubles, eſt valable & n'eſt reputee dõner & retenir.

AVXERRE Tit. 11. Art. 217. †† p. *a Sens.* Art. 108.

ESTAMPES Chap. 11. Art. 145. p. *a l'Art. 273. de Paris.* Art 146. p. *a Melun.* Art. 231. l'vſufruict à vie ou à temps retenu, n'eſt &c. Donation. Et vaut auſſi quand il y a clauſe, qui par la raiſon eſcrite, emporte tranſlation de poſſeſſion, comme conſtitut ou precaire ou autre ſemblable.

DOVRDAN Tit. 8. Art. 93. p *a Paris.* Art. 273. vaut toutesfois quand par Donation y a retention d'vſufruict, clauſe de precaire, conſtitué ou autre qui de Droict emporte tranſlation de poſſeſſion, celuy qui a ainſi donné n'eſt reputé auoir donné & retenir.

MONTFORT Chap. 13. Art. 152. p. *a l'Art. 273. de Paris.* Art. 153. p. *a*

† Aliàs *telle retention. P.V. & a eſté ceſt Art. 16. mis au lieu des 15. 17. & 18. de l'ancienne Couſtume pour le doute que firent les Commiſſaires.*
†† *Les Art. 230. & 231. ont eſté adiouſtez comme anciens.*
Donation auec retention d'vſufruict, eſt bonne & valable.
† *Ces mots*, qui eſt à dire *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*
†† *Ces mots*, Qui eſt à dire *&c. ont eſté adiouſtez pour plus grande explication.*

Source : BIU Cujas

Estampes. Art. 146. Donation † ou quand il y a autre clause translatiue de possession, comme precaire, constitut ou autre.

MANTE Chap. 13. Art. 150. p. *a Paris.* Art. 273. & n'est †† reputé donner & retenir, celuy qui retient à soy l'vsufruict de l'heritage par luy donné, ains vaut telle Donation &c. p. *a Monfort.* Art. 153.

SENLIS Tit. 11. Art. 211. p. *a Paris.* Art. 273 vaut rien : en telle maniere que si aucun a donné vne maison, rente ou autre heritage, à vn quidam, soit son parent ou autre estranger auant que le Don sortisse son effect, il conuient que le donateur, dessaisisse de telle heritage ou rente donnee és mains du Seigneur, de qui il est tenu & mouuant, & que le donataire en soit saisi du viuant du donateur (autrement le Don seroit nul & recherroit en la succession du donateur) ou que du viuant & consentement du donateur y ait apprehension de faict en la chose donnee, qui vaut saisine, au preiudice du donateur & de ses heritiers. Art. 212. p. *al' Art.* 211. rien posé ores que le donateur ait de soy retenu l'vsufruict de la chose donnee, s'il n'y a dessaisine baillee par le donateur : & que le donataire en soit saisi & vestu du viuant du donateur ou que le donataire en ait prins ou apprehendé de faict la possession du consentement du donateur : qui vaut & equipolle à saisine, au preiudice d'iceluy donateur & de ses hoirs.

CLERMONT Tit. 10. Art. 127. Donner & retenir n'a lieu en ceste Comté en maniere que si aucun donne son heritage à autruy, & il ne s'en dessaisit, ains retient à soy la iouyssance d'iceluy son heritage ou chose donnee, telle Donation est de nulle valeur & ne vaut rien. Art. 128. Ladicte chose ainsi donnee que dict est, chet en la succession du donateur, s'il en est mort saisi & vestu, & que le donataire n'en soit saisi & vestu du Seigneur dont la chose est mouuant, ou qu'il n'ait prins apprehension de faict du viuant & consentement du donateur.

VALLOIS Tit. 10. Art. 130. p. *a Senlis.* Art. 211. donné † son heritage simplement ou pour cause, & le donataire n'en a esté saisi par le S. F. ou Censuel, ou n'en a prins apprehension de faict du vouloir du viuant & consentement de son donateur : en ce cas telle Donation ne vaut : & †† ne suffiroit retention d'vsufruict constitution de precaire ou autre ficte tradition.

TROYES Tit. 8. Art. 137. p. *a Paris.* Art. 273. qui est à dire que quand aucun donne son heritage ou autre chose à autruy sans retention expresse de l'vsufruict de la chose ainsi donnee : mais en iouist iusques à son trespas : telle Donation ne vaut & n'a lieu. Et si en faisant ladicte Donation, le donnant reserue à luy l'vsufruict de la chose donnee, telle Donation vaut & a lieu, & n'est en ce faisant donner & retenir.

CHAVMONT Tit. 5. Art. 76. *a Paris.* Art. 273. Toutesfois † par mesme Coustume on peut donner la proprieté d'aucun heritage, & retenir l'vsufruict: *aut e contra.* Et au parauant que telle Donation soit bonne & valable, il faut que le donateur soit dessaisi de la chose donnee & le donataire saisi, pour autant que faire se peut: c'est à sçauoir que des terres Feodales, que le donataire soit receu en foy & hommage : des censuelles, qu'il soit ensaisiné par le S. Censuel, & des choses Allodiales, que le donataire ait prins possession de faict de la chose donnee.

VITRI Tit. 7. Art. 111. Quand vn homme ou vne femme donne maison ou autre heritage & du Don passe lettres au profit du donataire : par lesquelles il luy cede, quitte & transporte tout droict & Seigneurie à luy appartenant audit heritage. Et neantmoins tel donateur en demeure saisi & vestu iusques à son decez, sans l'auoir pris, loué ou en payer redeuance audict donataire : tel Don est nul pour ce que par la Coustume donner &c. p. *a Chaumont.* Art. 76. *aut e contra.* Et vaut ledit Don pourueu que le donateur soit dessaisi &c. faire. Et si c'estoit terre noble, il faudroit que le donataire fit les foy & hommage, & que les Officiers y fussent mis & instituez de par luy.

LAON Tit. 6. Art. 54. p. *à Paris.* Art. 273. Et est requis à ce que la Donation soit valable, que le donateur se dessaisisse de la chose donnee par tradition actuelle ou acte equipollent à icelle: sans laquelle ne suffiroit le Deuest, qu'il en auroit faict au profit du donataire, & le Vest prins par le donataire. Art. 55. Mais en Donation faicte en aduancement d'hoirie ou en faueur de mariage, par celuy à qui on doit succeder, n'est requis Vest ne Deuest pour en estre saisi & faict Seigneur : ains suffit en auoir possession actuelle ou ciuile par retention d'vsufruict, precaire, constitut ou autre clause translatiue de possession

CHALONS Tit. 10. Art. 64. p. *à Paris.* Art. 273. si le donateur decede posses-

†† *Ces mots, Qui est à dire ont esté adiouſtez pour plus grande explication.*

† *Ces mots, Ou quand &c. ont esté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots, Et n'est &c. pour plus grãde explication ont esté adiouſtez.*

† *Maistre Pierre de Hacqueuille Conseiller du Roy, a dit que les deux Art. sont deux Coustumes nouuellement mises au lieu de deux autres Coustumes escrites és anciens liures Coustumiers: & s'est opposé à ce que les dessusdis deux premiers Art. soient mis pour Coustumes anciennes : declarant toutesfois qu'il ne veut empescher qu'ils soient mis pour Coustumes nouuellemẽt introduictes en faisant mention desdictes deux Coustumes anciennes. Et par aucuns Practiciens & autres desdicts Estats a esté dict que lesdictes deux Coustumes anciennes & vsance d'icelle bien entendues ne s'y trouueroit aucune derogeance, & que lesdicts premiers Art. & nouueaux y ont esté mis en faisant*

ledict cayer pour donner plus claire intelligence aux Coustumes anciennes: lesquelles demourans par les termes qu'elles sont escrites esdits liures anciens, sont contraires à plusieurs autres Coustumes cy dessus accordees : par lesquelles vn Donateur aiant apprehende de faict la chose à luy donnee en est reputé saisi & possesseur, nonobstant qu'il ne soit ensaisiné ou inseodé du Seigneur : ce que ne seroit pas lesdictes Coustumes anciennes demourans en leur entier. Surquoy prins l'opinion & consentement des assistans auons dict que les deux premiers Art. ne seront receus, & au lieu d'eux seront mis les deux Art. desdicts deux Coustumes anciennes cottees 127. & 128. & que ceste clause, ou qu'il n'ait prins &c. iusques à la fin seroit de nouuel adiouſtee.

†† *Ces mots Et ne suffiroit &c. iusques à la fin, ont esté de nouuel adiouſtez.*

† *Cest Art. 76. a esté ainsi escrit pour la diuersité des opinions sur l'vsage de ladicte Coustume.*

Deueſt & Veſt quand eſt requis.

Veſt ou Deueſt n'eſt requis en Donation faicte en aduancement d'horrie ou faueur de mariage : s'il y a poſſeſſion actuelle ou ciuile par retention d'vſufruict, precaire, conſtitut &c.

seur des choses donnees, sans en auoir faict deliurance ou acte equipollent à icelle, comme par retention d'vsufruict, precaire ou autrement. Mais peut biẽ le donataire agir par action personnelle, à l'encontre du donateur viuant, à fin d'auoir la chose par luy donnee. Et si le donateur mouroit en la possession de la chose donnee, auant l'action intentee : telle Donation ne vaut aucunement : & ne peut le donataire agir en vertu d'icelle personnellement ne autrement à l'encontre de l'heritier. Art. 65. Toutesfois en Donation faicte en &c. p. *a Laon.* Art. 55. auquel le donataire doit succeder, incontinent le mariage consommé, le donataire est reputé vestu & saisi de la chose donnee, encores qu'il n'y ait reelle deliurance ou chose equipollent à icelle.

†† *Les Art. 229. & 230. ont esté adiouſtez pour obuier aux difficultez aduenues sur le cõtenu d'iceux.*

REIMS Tit. 8. Art. 229. p. *a Paris.* Art. 273. qui †† s'entend quand le donateur se reserue la faculté de pouuoir disposer de la chose donnee, ou bien quand d'icelle ne se dessaisit naturellement ou ciuilement par clause translatiue de possession, comme retention d'vsufruict, constitut, precaire ou autre. Art. 230. Donation simple faicte entre vifs de soy & sans la tradition naturelle ou ciuile, qui emporte pareil effect, ne saisit le donataire. Peut neantmoins iceluy donataire agir contre le donateur à ce qu'il se deueste & luy face la tradition de la chose donnee, s'il est en son entier & a le pouuoir de ce faire. Car si depuis ladicte Donation, il en auoit faict autre Donation ou disposition valable & eust saisi le second donataire, le premier donataire ne sera plus receu d'agir contre le donateur : sinon au cas que ledict donateur se fut obligé à le garentir de la chose donnee.

Donation simple ne saisit point le donataire.

Donataire comme peut agir contre le donateur.

Donateur obligé à garantir s'il y a obligation.

CHAVNI Tit. 10. Art. 54. Donner & retenir n'a lieu : par ce que si aucun donne par Don faict entre vifs quelques heritages : & neantmoins il n'en faict tradition actuelle par dessaisine & saisine au donataire : mais en iouist comme parauant sans estre inquieté : en ce cas telle Donation est reputee fictiue ou de nul effect. Tit. 16. Art. 90. En Fiefs donner & retenir n'a lieu.

Donatiõ faite & de nul effect.

PERONNE Tit. 4. Art. 109. p. *a Paris.* Art. 273. de maniere que si le donateur ne baille actuelle deliurance & possession de faict au donataire de la chose à luy donnee, telle Donation n'est valable : sinon qu'il y eust retention d'vsufruict, constitut, precaire ou autre clause translatiue de possession.

CAMBRAY Tit. 3. Art. 8. Simple Donation de chose mobiliaire faicte entre vifs, sans bailler & deliurer actuellement la chose donnee au donataire, & que le donateur la retient en sa possession, n'est valable : sinon qu'il y eust retention de l'vsage, constitut &c. p. *a Peronne.*

NIVERNOIS Chap. 27. Art. 1. p. *a Paris.* Art. 273. s'il n'y a tradition actuelle des choses donnees ou chose equipollent à tradition comme detention d'vsufruict. Art. 2. Aussi donner vne chose & retenir la disposition d'icelle à son plaisir ne vaut : par ce que c'est taisiblement donner & retenir.

MONTARGIS Chap. 11. Art. 5. p. *a Paris* Art. 273. vaut pas, comme qui donneroit aucun heritage ou aucune chose mobiliaire, & neantmoins il la retensit & en iouysse, tel Don est nul & de nulle valeur, si n'est charge onereuse. Art. 6. Toutesfois l'on peut donner ses heritages ou partie, & tenir à soy l'vsufruict d'iceux, & telle Donation vaut. Car par la retention d'vsufruict le donataire en est saisi, & n'est pour ce ledict donataire, si bon ne luy semble, tenu entrer en foy du S. F. si ledit heritage est tenu en Fief, ou payer Cens au S. Censier, s'il est tenu en Censiue : en maniere qu'il n'en soit moins dit & reputé Seigneur : & le semblable a lieu en vente, eschange & autres conuentions. Art. 11. p. *audit Art.* 5. & en † iouist, le Don est de nulle &c. Toutesfois on peut &c. p. *audit Art.* 6. & retenir en soy l'vsufruict d'iceux &c. Seigneur & possesser.

† *Cest Art. 11. est local pour les Seigneurs & habitans de Sã-*

ORLEANS Tit. 13. Art. †† 283. p. *aux Art.* 273. & 274. *de Paris.* Art.

cerre & autres terres & Seigneuries du pays & Duché de Berry regies sous la Coustume de Lorris.
†† *Les Art. 283. & 284. sont tirez du 222. de l'ancien: & ce qui a esté adiousté est pour l'explication.*

284. p. *à Paris.* Art. 275.

NORMANDIE Chap. 17. Art. 430.† p. *à Paris.* Art. 273. ne vaut riens. Art. 431. Donner & retenir est &c. p. *à Paris.* Art. 274. la puissance &c. donnee entre vifs ou qu'il demeure en possession d'icelle. Art. 432. p. *à Paris.* Art. 275. l'vsufruict la vie durant ou à temps &c. precaire: auquel cas vaut telle Donation.

CHASTEAVNEVF Chap. 16. Art. 110. p. *à Paris.* Art. 273. si le donateur ne baille la possession de la chose par luy donnee: & toutesfois il s'entend qu'vn chacun peut donner & bailler la possession reelle, ou retenir l'vsufruict de la chose qu'il donne, & vaut telle Donation ô retention d'vsufruict en se desistant de la proprieté.

DREVX Chap. 17. Art. 77. p. *à Chasteauneuf* rien ne vaut, si la personne ne baille &c. *iusques à ce mot*, donnee. Art. 78. vn chacun peut donner son heritage à qui bon luy semble, & en retenir l'vsufruict seulement: & vaut telle Donation en se desistant & dessaisissant de la proprieté.

BLOIS Chap. 12. Art. 169. En Donation faicte entre vifs donner & retenir ne vaut: en telle maniere qu'il est de neccessité, que le donateur se dessaisisse, & le donataire soit saisi en la vie du donateur reaument & de faict, ou que le donateur retienne à luy l'vsufruict des choses donnees: laquelle retention d'vsufruict equipolle à tradition de faict.

BERRI Tit. 7. Art. 1. Donation entre vifs non parfaicte par subsequente tradition durant la vie du donateur, est h de nul effect & valeur. Car donner &c. Art. 2. Toutesfois retention d'vsufruict en la Donation equipollee à tradition, saisit & est reputee par icelle la Donation parfaicte. Art. 3. Donation faite entre vifs, en laquelle le donateur s'est constitué posseder la chose donnee simplement ou precairement au nom du donataire, est valable & saisit le donataire. Art. 4. Donation †† faite entre vifs, de laquelle l'effect & execution sont conferez apres la mort, i est bonne & valable: pourueu qu'en icelle deslors, le cas aduenant, le donateur se constitue posseder simplement ou precairement au nom du donataire: auquel cas ladicte Donation saisira le cas aduenant.

BOVRBONNOIS Chap. 19. Art. 212. Donner & retenir, hors le mariage, qui ne vaut par la Coustume, est quand le donateur retient puissance de pouuoir disposer, quand bon luy de la chose donnee, ou quand il charge le donataire de payer ses debtes, qu'il deura à l'heure de son trespas. Art. 214. Donation de chose particuliere faicte auec retention d'vsufruict à la vie du donnant ou autre temps, est bonne & valable: & n'est donner & retenir. Et est le donataire saisi sans autre apprehension de possession, ledit vsufruict finy.

AVVERGNE Chap. 14. Art. 18. Si aucun faict Donation entre vifs, vniuerselle ou particuliere, d'aucuns biens, & retient la disposition d'iceux à son plaisir & volonté: telle Donation est nulle. Car c'est donner & retenir qui ne vaut par la Coustume. Art. 19. Donation entre vifs de tous biens ou partie d'iceux, à la charge de payer toutes debtes que le donnant doit & deura à l'heure de son trespas, est nulle. Car c'est donner & retenir taisiblement. Art. 21. Donation entre vifs auec retention d'vsufruict est bonne & valable par la Coustume, & n'est inualidee par retention d'vsufruict. Art. 25. Combien que par la Coustume, donner & retenir ne vaille rien: neantmoins en deux contracts: c'est à sçauoir de mariage & d'association vniuerselle, telles Donations & dispositions sont bonnes & valables au profit des contrahans lesdits mariage ou association, & de leurs descendans seulement, & saisissent comme dessus.

POICTOV Tit. 5. Art. 274. Toutesfois, telles manieres de soy constituer vsufruictier ou possesseur, ou de bailler possession actuelle, ne vaut en Donations qui sont reuocables, posé qu'elles ne soient reuoquees, comme de mary à femme: fors & excepté au regard des biens meubles & des acquests faicts durant le mariage. Car si l'vn des conioints donne à l'autre ses meubles & acquests, le suruiuant en sera saisi, & non l'heritier du trespassé, soit † en Donation faicte entre vifs ou par disposition à cause de mort.

BAR. Tit. 11. Art. 167. Donner & retenir fors en faueur de mariage, ne vaut: qu'est à dire que quand aucun donne son heritage ou autre chose à autruy & en iouist iusques à son trespas, telle Donation ne vaut: mais si en faisant la Donation, le donnant se dessaisit de la chose par luy donnee par la tradition reelle, par re-

† *Ces Art. 430. & 431. ont esté adiousteż pour nouuelle Coustume.*

Donner & retenir n'a lieu s'il n'y a dessaisine &c.

Retention d'vsufruict equipolle à tradition de faict.

Donation entre vifs non parfaicte par tradition ne vaut.

Retention d'vsufruict equipolle à traditiõ.

Donation entre vifs auec retention d'vsufruict bonne & saisit.

†† *Cest. Art. 4. est Coustume nouuelle.*

Donation entre vifs conferee apres la mort est bonne, s'il y a clause de constitut ou precaire: & saisit le donataire.

Donner & retenir ne vaut par la Coustume.

Donner & retenir vaut en deux contracts de mariage, & d'association vniuerselle.

Es Donations de soy reuocables, tradition de possession n'a lieu.

Don mutuel entre conioincts par mariage saisit: & comment.

† *Ces mots,*

h Sinon en contract de mariage. Car en telles Donations les donataires sont saisis par les Art. 6. & 7. de ce mesme Titre de la Coustume de Berri.

i Nec reuocatur pœnitentia, nisi propter causas ingratitudinis ex l. vlt. C. de reuoc. don. vel ex causa superuenientium liberorum, quos nullos habuit donationis tempore, is qui donauit. l. si vnquã. C. de reuoc. don. Cuiac. 20. Obs. c. 5. Tamen non licet donatoris heredibus huiusmodi donationem reuocare, ob causas ingratitudinis, de quibus is qui donauerat nunquam quæstus est l. 1. & vlt. C. de reuoc. donat.

Source : BIU Cujas

soit en Donation &c. *iusques à la fin sont adiouſtez pour l'aduenir.*

tention d'vſufruict, conſtitut, precaire ou autre clauſe tranſlatiue de poſſeſſion telle Donation vaut: & n'eſt en ce faiſant donner & retenir.

SEDAN Tit. 6. Art. 109. p. *a l'Art.* 273. *de Paris.* Art. 110. Et neantmoins l'on peut donner la proprieté auec retention d'vſufruict: ou au contraire donner l'vſufruict, & reſeruer la proprieté: pourueu que le donateur ſoit deſſaiſi & le donataire ſaiſi de la choſe donnee pour autant qu'il ſe peut faire & que les Veſts, Deueſts, Regiſtre & autres ſolennitez requiſes en Donations ſoient gardees & obſeruees. Art. 111. Tellement que ſi c'eſtoit terre &c. p. *a Vitri.* Art. 111. au S. F. & que &c. par le donataire.

Art. 276. PARIS.

†† *Ceſt Art. 276. a eſté de nouuel adiouſté*

Mineurs & autres eſtans en puiſſance de tutelle ne peuuent diſpoſer au profit de leurs Tuteurs, ou Curateurs, ſi ce n'eſt à leur pere, mere ayeul ou autres aſcendans.

Les †† mineurs [k] & autres perſonnes eſtans en puiſſance d'autruy, ne peuuent donner ou teſter directement ou indirectement au profit de leurs Tuteurs, Curateurs des adminiſtrateurs ou aux enfans deſdicts adminiſtrateurs, pendant le temps de leur adminiſtration, & iuſques à ce qu'ils ayent rendu compte. Peuuent toutesfois diſpoſer au profit de leur pere, mere, ayeul, ou ayeule ou autres aſcendans, encores qu'ils ſoient de la qualité ſuſdicte: pourueu que lors du Teſtament & decez du teſtateur, les pere, mere ou autres aſcendans ne ſoient remariez.

[k] Ceſt Art. 276. eſt conforme aux Ordonnances des Roys Frãçois 1. 1539. Art. 131. & Henry 2. 1549. par leſquelles toutes Donations faites entre vifs ou teſtamentaires par les donateurs ou teſtateurs, au profit de leurs Tuteurs, Curateurs, Gardiens, Bailliſtres & adminiſtrateurs, pendant leur adminiſtration, & celles qui ſont faictes a perſonnes interpoſees venans directement ou indirectement au profit deſdits Tuteurs &c. ſont nulles & de nul effect & valeur. Nous les auons interpretees au liure VIII. de la Conference Tit. III. où il faut auoir recours. La Couſtume adiouſte vne exceptiõ qui eſt fort raiſonnable & pleine d'equité priſe des Arreſts de la Cour: par laquelle les mineurs peuuent faire Donation entre vifs ou teſter au profit de leur pere & mere ou autres aſcendans, ores qu'ils ſoient Tuteurs, Curateurs, Gardiens ou Bailliſtres, s'ils ne ſont remariez. La raiſon eſt que tels perſonnes ainſi conioinctes ſont exemptes de tout ſoupçon de dol ou fraude, & n'eſt à preſumer que le pere deſire de ſ'approprier les biens de ſes enfans par tels moyens illicites. L'action de dol n'eſt iamais donnee contre le pere propter paternam verecundiã. l. ſi ſuperſtite. 11. D. C. de dolo. l. non debet. 11. & l. 12. D. eod. tit.

CONFERENCE.

† *Ceſt Art. 296. a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Gardain.

CALAIS Tit. 5. Art. 68. p. *à Paris.*

ORLEANS Tit. 16. Art. 296. p. *à Paris.* † ou à leurs enfans &c.

NORMANDIE Chap. 17. Art. 425. p. *à Paris* puiſſance †† de Tuteur Gardain ou Curateur, ne peuuent &c. Tuteurs, Gardains ou Curateurs, leurs enfans ou preſomptifs heritiers, meuble ou immeuble, pendant le &c. compte: ny meſmes à leurs Pedagogues, pendant qu'ils ſont en leur charge.

Mineurs ne peuuent donner ou teſter au profit de leurs Pedagogues.

SEDAN Tit. 7. Art. 127. Le Teſtateur ne peut par Teſtament donner ou leguer aucune choſe à ſon Tuteur, Curateur, Bailliſtre ou autre ayant le gouuernement de luy & de ſes biens.

Art. 277. PARIS.

Donations quand ſont reputees à cauſe de mort.

†† *Ceſt Art. 297. eſt de nouuel adiouſté*

† *Ceſt Art. 297. eſt au lieu du 233. de l'ancié & ce qui a eſté adiouſté & changé, eſt pour auoir lieu à l'aduenir.*

Toutes †† Donations [l] encores qu'elles ſoient conceues entre vifs faictes par perſonnes giſans au lict malades, de maladie, dont ils decedent, ſont reputees faictes à cauſe de mort & teſtamentaires, & non entre vifs.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 5. Art. 69.
ORLEANS Tit. 16. Art. 297. } p. *a Paris.*

Donation quand eſt cenſee à cauſe de mort.

NIVERNOIS Chap. 27. Art. 5. Donation eſt cenſee & reputee à cauſe de mort, quand elle eſt faicte par malade de maladie dont il meurt apres, ou de maladie vray-ſemblablement dangereuſe de mort: De meſme quand elle eſt faite par perſonnes eſtant en vray-ſemblable danger de mort: item quand elle eſt faite par toutes autres perſonnes pour doute de mort, remettant l'execution & effect d'icelles apres ſon decez: & telle Donation eſt reuocable, [m] nonobſtant la clauſe de irreuocabilité miſe & appoſee en ladicte Donation.

Donation à cauſe de mort eſt reuocable nonobſtãt clauſe contraire.

MONTARGIS Chap. 13. Art. 8. Aucune perſonne eſtant malade de ma-

Au reſte la Couſtume de Normandie. Art. 425. y adiouſte les Precepteurs & Pedagogues qui ſemble eſtre contre la diſpoſition du Droict. Car telle Donation n'eſt pas proprement Donation, mais vne recompenſe faicte par le diſciple à ſon precepteur. Papinian l. in l. Aquilius 27. D. de donationibus. Aquilius Regulus iuuenis ad Nicoſtratum Rhe-

Source : BIU Cujas

torem ita scripsit, *Quoniam & cum patre meo semper fuisti, & me eloquentia & diligentia meliorem reddidisti: dono & permitto tibi habitare in illo cœnaculo eóque vti.* Defuncto Regulo controuersiam patiebatur Nicostratus, & cum de ea re mecum contulisset: dixi posse defendi non meram donationem, verum officium magistri quadam mercede remuneratum Regulum. Au surplus il se trouue vn ancien Arrest donné à la Chandeleur contre Raoul de la Tournelle 1262. par lequel vne Donation faicte par induction & par personne mineur & estant en la Garde d'autruy, est nulle.

l Ceste Coustume comme plusieurs autres, nous monstre quelles Donations doiuent estre tenues & reputees estre faictes pour cause de mort. Ce qui est traicté in l. 1. 2. 3. 4. 5. 6. & 7. D. de don. causa mort. & toto titulo C. de mortis causa don. Et est notable la Loy Senatus 35. §. mortis causa. D. eod. tit. mortis causa donatio fit multis modis aliàs extra suspicionem vllius periculi, à sano & in bona valetudine posito, & cui ex humana sorte mortis cogitatio est: aliàs ex metu mortis aut ex præsenti periculo aut futuro. Mais la Coustume met au rang des Donations pour causes de mort toutes celles qui sont faictes par personnes malades de maladie, dont ils decedent, ores qu'elles soient conceues entre vifs & les contracts passez comme Donations faictes entre vifs. Car la presomption est certaine eos donare aut in periculum mortis, aut cogitationem mortalitatis, quod se morituros quandoque intelligant. l. 31. D. hoc tit. Voyez cy dessous l'Addition de ce Titre XIII. nombre 11.

m Les Donations pour cause de mort par le droict se peuuent reuoquer par penitence: par ce qu'elles semblent estre faictes à ceste condition que si le donateur retourne en pleine santé, il pourra reprendre les choses par luy donnees ou delaissees pour cause de mort. l. 76. D. de iure dot. l. 12. D. de eod. ca. dat. l. 30. & l. Senatus 35. §. ergo D. hoc titulo Le peril & le danger estant finy, ou bien la mort du donataire estant aduenue durant la vie du donateur, la Donation ne peut plus sortir effect l. non omnis 9. D. de rebus credit. l. 32. D. hoc tit. Faut toutesfois noter que si la donation pour cause de mort, a esté faicte à telle condition que le donateur ne la pourroit reuoquer, qu'en ce cas telle Donation n'est suiecte à reuocation. l. si alienam §. 1. & l. Senatus §. mortis D. eod. tit. Nou. 87. & ideo distat à fideicommissa l. si quis in principio. D. de legat. 3. Ainsi la Donation faicte pour cause se peut reuoquer par penitence l. 3. §. 1. l. si pecuniam. 5. D. de cond. caus. dat. c. non sec. & le precaire aussi se peut reuoquer l. 1. & 2. D. de precario.

ladie dont il va de vie à trespas, ne peut faire Donations entre vifs: & s'il la fait, telle Donation est faicte & reputee pour cause de mort: sinon que le donnant vesquit xxx. iours apres la Donation: auquel cas la Donation seroit reputee faite entre vifs.

Donation est reputee entre vifs si le donnãt vit xxx. iours apres la Donation.

NORMANDIE Chap. 17. Art. 433. Toutes Donations faictes par personnes gisans malades de la maladie &c. p. *à Paris.* Reputees à cause de mort & testamentaires: ores que telles Donations soient conceues par termes d'entre vifs: si †† elles ne sont faictes & passees deuant Tabellions, xl. iours auant la mort du donateur & insinuees dans les xl. iours.

†† *Ces mots* Si elles ne *&c. iusques à la fin sont adiouſtez pour Coustume nouuelle.*

GRAND PERCHE Tit. 7. Art. 130. Toutes † Donations & autres dispositions faictes entre vifs, durant la maladie, de laquelle le donateur seroit apres decedé, sont reputees testamentaires.

† *Cest Art. 130. est de nouuel introduit.*

BLOIS Chap. 12. Art. 171. Toutes Donations faictes entre vifs par quelqu'vn constitué en maladie, de laquelle il decede, est censee & reputee estre faicte pour cause de mort, & à ce moyen ne vaut rien, soit qu'elle soit simple ou mutuelle.

AVVERGNE Chap. 14. Art. 36. Donation faite entre vifs par personne malade de maladie dont l'on espere la mort de prochain, ou dont la mort s'ensuit prochainement, est reputee & censee Donation à cause de mort. Et ne vaut que de la quarte partie des biens du donnant chargee comme dessus. Et est reuocable comme Donation à cause de mort & autres Donations de derniere volonté.

Donation pour cause de mort ne vaut que pour la quarte partie

CAMBRAY Tit. 3. Art. 4. Donation lucratoire est reputee à cause de mort quand elle est conferee apres la mort ou faicte par malade de maladie vray-semblablement &c. p. *à Niuernois* de mort: ou par personne estant en vray-semblable danger de mort: ou pour doute de la mort, remettant l'effect & execution d'icelle apres la mort: n'est qu'il soit nommement par le testateur dit, qu'il veut la Donation estre d'entre vifs & irreuocable.

Donation lucratoire conferee apres la mort est à cause de mort.

SEDAN Tit. 6. Art. 118. Toutes Donations faictes pour causes de mort, ou prenant effect par la mort du disposant, sont reputees de telle nature que les dispositions testamentaires & reuocables à volonté: posé ores qu'elles soient faites par paroles de Donation d'entre vifs, auec promesse de garantir, ou que par icelles soit dit qu'elles ne puissent estre reuoquees: & si ne saisissent, mais les faut auoir par la main de l'heritier.

Donatiõs pour cause de mort sont testamentaires.

Donation pour cause de mort ne saisit point ains les faut auoir par les mains de l'heritier.

Voyez Sens Art. 109. Auxerre Art. 218. & Bar Art. 169. Berri Tit. 18. Art. 18.

Art. 278. PARIS.

Meubles ou immeubles donnez n par pere ou mere, à leurs enfans, sont reputez en aduancement de succession.

Donation de meubles ou immeubles faicte par pere ou mere

n La dispute ancienne, qui a esté tant agitee, sçauoir si la Donation est reputee ac-

Source : BIU Cujas

à leurs enfans, eſt reputee en aduancement d'hoirie.

queſt ou propre, a donné occaſion à ceſte Couſtume de diſpoſer par ceſt Article que les choſes dõnees par pere ou mere à leurs enfans ſont reputees faictes en aduancemẽt d'hoirie : & par conſequent propres aux donataires Et à ceſte cauſe ceſte meſme Couſtume au Titre dixieſme Article 246. a decidé que les donations faictes en ligne directe, ne tomboient en communauté. La raiſon ſe doit tirer de ceſt Article 278 par ce qu'elles ſont reputees faites en aduancement de ſucceſſion : & par conſequent ſont propres aux donataires, & non acqueſts. Les Couſtumes de Reims Article 25. 27. Laon Art. 112. Chalons Art. 117. Chauny Art. 23. Artois Art. 81. Sedan Art. 30. 39. Niuernois Chap. 26. Art. 14. & Chap. 27. Art. 9. Melun 233. Sens Art. 114. Auxerre 224. Calais Art. 10. Montfort Art. 147. Mante Art. 144. Troyes Art. 141. Vitry Art. 116. Amiens L. Art. 2. Peronne Art. 108. Cambray Titre 3. Art. 2. mis au Titre iii. de Paris cy deſſus. Telles Donations ſont ſuiettes à rapport ſuiuant les Art. 304. & 306. de ceſte meſme Couſtume de Paris, qui ſont au xv. Titre. Quod enim donatum eſt conferri oportet l. ſi non mortis cauſa. D. de inoffic. Teſt. l. 1 C. de collat. Ceſte Couſtume diſpoſant que les choſes donnees par pere & mere à leurs enfans ſont en aduancement eſt conforme au droict ciuil l. cum ratio. D de bon. damnat. l. antepen. C. de bonis quæ liber. l. in ſuis D. de lib & poſt l. ſcripto. D. vnde lib. l. 1. § ſi alienatio D. Si quid in fraudem patr. l. cum quis §. vlt D. ad leg. Falc. l. ſi non mortis. D. de inoffic. teſtam. Alexander conſ. 49. vol. 1. Paulus iii. Sent. Par Arreſt du 24. iour de Iuillet 1563. entre Mathieu Sartel & Geneuiefue de Harte appellans du Preuoſt de Paris, & Louis le Maire & Ieanne de Valencourt ſa femme heritiere de ſon pere, intimez, a eſté iugé que vn tel don fait par forme de prelegat, eſt reputé vray acqueſt, & doit eſtre party entre la femme du legataire, ores qu'il ſoit preſomptif heritier, & fut ordonné que ledit Arreſt ſeroit leu au Chaſtelet. Chopin liure 3. des Couſtumes d'Anjou Tit 4. Faut voir le 246. Art. mis cy deſſus de la Couſtume de Paris. Tit. x.

CALAIS Tit. 5. Art. 70. p. *à Paris.*

ORLEANS Titre 10. Article 210. p. *à Paris.* †† reputez en aduancement, &c.

†† *Ceſt Art. 210. eſt accordé & adiouſté ſãs preiudice du paſſé.*

ESTAMPES Ch. 12. Art. 144. Quand pere & mere ont donné à leurs enfans ou aucun d'eux, vn heritage, tel heritage eſt reputé donné en aduancement d'hoirie, encores que la Donation ne le porte.

Donataire n'eſt tenu ſoy porter heritier ſi bon ne luy ſemble.

MONTFORT Chap. 13. Art. 151. p. *à Eſtampes.* ou l'vn d'iceux aucun heritage, &c. qu'il ne ſoit dit par le contract : toutesfois ne ſera tenu le donataire ſoy porter heritier, ſi bon ne luy ſemble.

MANTE Chap. 13. Art. 149 Heritage † donné par pere ou mere à leurs enfans eſt reputé, &c. p. *à Montfort.* contract de Donation : mais ne ſera, &c. heritiers de ſondit pere ou mere, &c.

† *Ceſt Artic. 149. eſt adiouſté comme omis en l'ancien Couſtumier.*

DOVRDAN Tit. 8. Art. 92. Donation faicte par pere ou mere à leurs enfans, eſt reputee faicte en aduancement d'hoirie. Toutesfois l'enfant, auquel a eſté fait le Don, n'eſt tenu ſe porter heritier de ſeſdits pere & mere, ſi bon ne luy ſemble : & ſe peut tenir à ſa Donation.

Voyez cy deſſus l'Addition du troiſieſme Titre de Paris, Nombre premier.

Art. 279. PARIS.

Femme ſe remariant ne peut aduantager és propres & acqueſts ſon mary plus que l'vn de ſes enfans : & non és conqueſts.

Femme †† conuolant ° en ſecondes ou autres nopces, ayant enfans, ne peut aduantager ſon ſecond ou autre ſubſequent mary de ſes propres & acqueſts plus que l'vn de ſes enfans. Et quant aux conqueſts faits auec ſes precedens maris, n'en peut diſpoſer aucunement au preiudice des portions dont les enfans des premiers mariages pourroient amender de leur mere. Et neant-moins ſuccedent les enfans des ſubſequents mariages auſdits conqueſts, auec les enfans des mariages precedens egalement venans à la ſucceſſion de leur mere. Comme auſſi les enfans des precedens licts ſuccedent pour leurs parts & portions aux conqueſts faicts pendant & conſtãt les ſubſequens mariages. Toutesfois ſi le mariage eſt diſſolu, ou que les enfans des precedens mariages decedent, elle en peut diſpoſer comme de ſa choſe.

o Ceſte Couſtume eſt en partie tiree de la Loy. Hac edictali. C. de ſecund. nupt. & partie de l'Ordonnance des ſecondes nopces du Roy François 2. 1560. & encores des Arreſts interuenus ſur l'interpretation de ladite Ordonnance, deſquels auons faict mention en la Conference des Ordonnances liure v. Titre 3. & Charondas en ſon Commentaire qu'il faict ſur ladite Ordonnance liure 3. Reſp. 87. & au liure ii. Reſp. 49. 50. 52. & 53. Liure vi. Reſp. 57. Liure vii. Reſp 21. 105. & 206. La Donation mutuelle permiſe par la Couſtume

Conqueſts faicts par la femme auec ſes precedens maris, comme ſe doiuent partir entre ſes enfans de diuers licts.

†† *Ceſt Article 279. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

CONFERENCE.

CALAIS Titre cinquieſme. Article ſeptante & vn. p. *à Paris.* de ſes enfans. Pareillement ne peut diſpoſer en maniere que ce ſoit, au profit de ſon ſe-

Source : BIU Cujas

entre deux conioincts en second mariage, quand il y a enfans du premier lict, se doit restraindre à la loy hac edictali & par l'Ordonnance faicte contre les meres à la raison de ce que l'on pourroit donner à l'vn des enfans, ainsi qu'il fut iugé le 15. iour de Decembre 1578. pour vne vefue de Mondidier, qui auoit auantagé son ii. mary. Et le Ieudy 19. iour de May 1588. entre M. Martin Liberge Docteur Regét en l'Vniuersité d'Angers, & les heritiers de defuncte sa femme nommee Lamy, sur vn appel du Preuost d'Angers, fut l'appellation & ce mise au neant, & ordonné que ce dont estoit appel sortiroit son plein & entier effect. Ceste femme nommee Lamy fille du Greffier d'Angiers auoit esté mariee en premieres nopces à vn Docteur en Medecine, & en secondes nopces audit Liberge: auquel elle donna par contract de mariage, le tiers de ses propres meubles & acquests en cas de suruiuance, & tout ce qu'elle pouuoit par la Coustume. Et en cas que ledit Liberge decedast le premier, ladite Donation demoureroit nulle, & en ce cas donnoit à ladite future espouse ses meubles & acquests. Depuis par Testament faict en l'an 1586. elle confirme par Article expres ladite Donation, luy estant absent, & luy donne d'auantage tout ce qu'elle pouuoit par la Coustume. Les appellans ses heritiers soustenoient que c'estoit vne donation mutuelle, & partant qu'elle deuoit estre egale suiuant la Coustume. Mais l'intimé disoit au contraire, que c'estoit vne Donation faicte en faueur de mariage, selon qu'il appert par le texte du contract de ladite donation. Le Iuge Preuostaire auoit par sa sentence ordonné que ledit Liberge iouiroit du contenu audit contract, veu mesmes le consentement de quelques heritiers autres & plus proches, que les appellans.

Mere peut disposer desdits Conquests si les enfans desdits mariages sont decedez.

cond ou tiers mary, ou autres personnes des choses a elle donnees en faueur de mariage par son premier mary: ains les doit entierement garder & conseruer aux enfans du premier & precedent mariage, dont luy seront prouenus lesdits biens. Et quant aux conquests, &c.

ORLEANS Tit.10. Art.203. Femme † qui se marie en secondes, &c. p. *a Paris.* enfans de son i. second ou autres mariages pourroit prendre en sa succession apres son decés. Et quant aux conquests, &c. elle ne peut aucunement aduantager son second ou autres maris. Toutesfois peut disposer d'iceux à autres personnes: sans que telle disposition puisse preiudicier aux portions dont les enfans des premiers mariages pourroient amender de leur mere. Et neant-moins, &c.

† *Cest Art. 203 a esté accordé & adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

NORMANDIE Chap.15. Art.390. La †† femme conuolant en secondes nopces ne peut donner de ses biens à son mary en plus auant que ce qui en peut escheoir à celuy de ses enfans qui en aura le moins.

†† *Cest Art. 390. est accordé pour Coustume nouuelle.*

VALLOIS Tit.10. Art.134. Vne † femme se remariant en secondes ou autres nopces, ayant vn ou plusieurs enfans naturels & legitimes, ne peut donner en faueur de mariage n'autrement ou parauant ledit mariage, à son futur espoux, n'aux enfans qu'a ledit futur espoux, plus que la tierce partie de ses immeubles.

† *Le 134. Article est introduit pour nouuelle Coustume.*

Femme se remariant ne peut donner à son mary ou ses enfans, plus que le tiers de ses immeubles.

LAON Tit.3. Art.29. Femme ayant enfans de son premier mary, ne peut disposer en maniere que ce soit au profit d'autre second mary ou d'autres personnes, des aduantages & profits nuptiaux, qu'elle a eu de son premier mary: & les doit entierement garder aux enfans du premier mariage. Mais si elle n'auoit enfans du premier mariage, en peut disposer à son plaisir.

CHALONS Tit.6. Art.35. †† p. *a Laon.*

REIMS Titre huictiesme. Article deux cens trente six. p. *a Laon.* † disposer par Donation d'entre vifs ny autrement au profit, &c. personne de ce qui luy auroit esté donné par son premier mary en faueur de mariage, & le doit entierement, &c. Titre dixiesme. Article deux cent nonante trois. Toutesfois †† la femme, &c. p. *audit Article* deux cent trente six, disposer par Testament & ordonnance de derniere volonté ny autrement, &c. mariage qu'elle doit outre la legitime garder aux enfans du premier mariage. Mais si elle, &c.

Femme ne peut disposer des aduantages & profits nuptiaux du premier mary s'il y a enfans.

†† *Cest Art. 35. est de nouuel introduit sans preiudice du passé.*

AMIENS Titre cinquiesme. Article cent sept. p. *a Laon.* du † premier mariage ne peut disposer en maniere que ce soit au profit d'autre mary ou autre personne des, &c. eux du premier mariage: ains les doit, &c. premier & precedent mariage, dont luy soient procedez lesdits aduantages & biens: mais, &c. du mariage, elle en peut disposer, comme d'autre chose.

S. SEVER L. Titre quatriesme. Article second. Et ne peut ladite femme estant auec le second mary, aliener la part & portion appartenant ausdits enfans esdits biens, apres le decés de leur dicte mere: mais leur doit estre reseruee pour y succeder par moitié, auec les enfans dudit second mary apres son decés, collation faite de ce qu'ils en auroient eu, & detraction mutuelle, que les peres y auront porté.

† *Cest Artic. 236. est de nouuel introduit, & l'ancienne Coustume*

SEDAN Titre cinquiesme. Art.99. Toutesfois la vefue qui se remariera en secondes ou autres nopces, si elle a enfans de ses enfans, ne pourra faire aduãtage

Source : BIU Cujas

infirmee : par laquelle estoit permis à l'vn des conioints bailler par Testament tous ses biens meubles & acquests immeubles, & la moitié de son heritage de naissant.

†† *Ce 293. Art. est de nouuel introduit.*

† *Cest Art. 107. a esté de nouuel adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Femme remariee ne peut aliener la part & portion appartenant ausdits enfans esdits biens : ains y doiuent succeder par moitié.

à son mary, pere, mere ou enfans de sondit mary, ou autre personne, qu'on puisse presumer estre par dol, ou fraude intereſſee, de ses biens meubles ou immeubles : sinon d'autant qu'il appartiendroit à sa succession, à l'vn de ses enfans du premier lict, ou enfans de ses enfans. Et s'il trouuoit diuision inegale entre sesdits enfans, ou enfans de ses enfans, la donation faicte au nouuel mary, sera reduite & mesuree à la raison de celuy desdits enfans, qui en aura le moins. Art. 100. Et au regard des biens à icelles vefues acquis par don & liberalité de leurs defuncts maris, elles n'en peuuent & n'en pourront faire aucune part à leurs nouueaux maris : ains elles seront tenues les reseruer aux enfans communs d'entre elles & leurs marisde la liberalité desquels iceux biens leur sont aduenus. Article 101. Le semblable sera gardé pour le regard des maris tant és meubles, immeubles, propres & Conquests, qu'és biens qui leur sont venus, par dons & liberalitez de leurs femmes defunctes.

Art. 280. PARIS.

Donation mutuelle entre conioints par mariage de tous meubles & cõquests : en baillãt caution : s'il n'y a enfans.

Homme P & femme conioints par mariage estans en santé, peuuent & leur loist faire Donation mutuelle, l'vn à l'autre egalement de tous leurs biens meubles & conquests faicts durant & constant leur mariage, & qui sont trouuez à eux appartenir & estre communs entre eux à l'heure du trespas du premier mourant desdits conioints, pour en iouir par le suruiuant d'iceux conioints sa vie durant seulement, en baillant par luy caution q suffisante de restituer les biens apres son trespas : pourueu qu'il n'y ait enfans, †† soit des deux conioints ou de l'vn d'eux, lors du decés du premier mourant.

†† *Ces mots, soit des deux conioints, &c. iusques à la fin, ont esté adiouſtez à cest Art. 280. qui estoit le sept vingt quinziesme Art. de l'ancien : ladite addition faicte pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

CONFERENCE.

Donation mutuelle.

CALAIS Tit. 5. Art. 73. Par Don mutuel peuuent lesdits conioints estans en santé se donner l'vn à l'autre leurs biens meubles & conquests immeubles faits, &c. p. *à Paris.*

Donation mutuelle est viagere, & non à perpetuité.

MEAVX Tit. 4. Art. 18. Donation mutuelle se fait entre deux personnes de condition franche, soient Nobles ou roturiers, conioints par mariage, non ayans enfans, de tous les biens meubles & conquests immeubles, qu'ils ont faits constant leur mariage, à celuy des conioints qui suruiura : tellement que par vertu de la Donation mutuelle, le suruiuant aura les biens meubles conquests immeubles, sa vie durant seulement. Art. 21. La Donation mutuelle est viagere seulement & non à perpetuité & à la vie du suruiuant des deux conioints, à ce qu'il tienne & possede, sa vie durant seulement, les meubles & conquests immeubles : & bailler caution aux heritiers du premier decedé, de rendre apres sa mort la moitié des biens meubles & conquests immeubles, selon que la prisee & valeur leur en sera faite. Sur laquelle prisee & estimation sera premier distraict ce que montent les debtes communes du premier defunct & du suruiuant : & ce qu'il faut pour acquiter le Testament dudit defunct, auec ses obseques & funerailles. Article 22. Et outre le suruiuant doit bailler caution de soustenir les conquests immeubles durant sa vie, & les rendre quittes & deschargez pour la moitié, tant de Cens, rente, qu'autres redeuances, dont sont chargez les conquests immeubles, enuers les Seigneurs, dont ils sont mouuans, aux heritiers du premier defunct. Art. 23. Il * conuient que faisant telles Donations mutuelles, que les donnans n'ayent aucuns enfans, & qu'ils soient en bonne santé corporelle & en bon sens & entendement. Article vingt cinq. Donation mutuelle ne se peut faire à perpetuité entre deux conioints par mariage, *etiam non existentibus liberis.*

Debtes sont deduites sur la donation mutuelle.

MELVN Chapitre 14. Article 226. p. *à Paris.* estans en † bon propos non

* *Le Procés verbal lit cest Art. ancien, ainsi,* Item il conuient qu'é faisant telles

P Ceste Coustume, en cest Artic. 280. comme plusieurs autres est contraire au Droict ciuil l. cum hic status. § si ambo. D. de don. int. vir & vxor. La donation mutuelle n'est proprement Donation : par ce qu'en telle Donatiõ donner & retenir vaut : & ne vaut s'il y a enfans d'autre mariage, iugé par Arrest, le Ieudy quatorziesme Auril 1547. toutes les Chambres assemblees. Si l'vn des conioints par mariage est malade de maladie, de laquelle il decede puis apres la Donation mutuelle ne peut subsister. D'autant qu'il faut que les conioints par mariage soient en plaine santé le iour mesme que la Donation sera faicte. Ce que mesmes ceste Coustume de Paris par ces mots, *Estans en santé*, donne assez à entendre. Ex l. filiæ meæ D. Sol. matrim. Et en Coustume pareille, comme Dunois Art. 68. qui ne parle que sains d'entendement, La Cour par Arrest du dixiesme iour de Feurier mil cinq cens octãte deux fut infirmee la Sentẽce du Bailly de Dunois où son Lieutenant, du 17. Iuin 1579. & confirmee par les

Source : BIU Cujas

Donations mutuelles qu'il y ait entre les donnans parité d'aage, qui est censee de xv. à xviii. ans, si le mary excede la femme en aage & *è contra*. Et en defaut d'enfans dudit mariage, & que les donnans soient en bonne santé corporelle, *lequel a esté corrigé ainsi qu'il est au texte.*

† *Ce 226. Art. a esté mis au lieu du premier Art. ancien Tit. des conuentions entre l'homme & la femme: lequel a esté abrogé en ce que la Donation mutuelle auoit lieu quand il y auoit enfans.*

Presidaux de Blois au profit de Robert More donataire par Don mutuel de feu Marie Des groix sa femme: par lequel Arrest il fut dit que Donation mutuelle entre conioints par mariage demourans au pays de Dunois & Blesois n'a point de lieu & ne peut sortir effect, quand l'vn desdits conioints est malade de maladie, dont il decede, mais faut que tous les deux conioints soient sains lors & au temps que la Donation mutuelle est faite. Pareil Arrest donné au Rapport de Monsieur Tiraqueau en la troisiesme Chambre des Enquestes, le quinziesme iour de Mars 1586. entre Iean Couuet appellant du Preuost d'Orleans, conseruateur des priuileges Royaux de l'vniuersité d'Orleans, & autres intimez du pays de Blesois. Voyez Chopin liure 3. des Coustumes d'Aniou Tit. 3. Nombre 10. Cynus & Balde in l. si pater puellæ C. de inoff. test. approuuent le Don mutuel faict entre conioints par mariage, ce qui est aussi traicté par Henric. Bohic. in cap. cum veniissent extra de eo qui mitt. in poss.

q Du Moulin sur l'ancienne Coustume de Paris tient que ceste caution ne se peut remettre, & ne suffit la caution iuratoire.

malades de maladie dont l'vn d'iceux seroit decedé, peuuent, &c. mariage, communs entr'eux, & qui seront trouuez à eux appartenir à l'heure, &c. mourãt pour en iouir par le suruiuant sa vie durant, seulement, en baillant par le suruiuant caution de restituer par ses heritiers apres son trespas aux heritiers du premier decedé, la moitié des meubles s'ils sont en nature non deteriorez: sinon la somme, à laquelle les meubles auront esté prisez: & semblablement la moitié des conquests, & aura telle donation lieu: pourueu qu'il n'y ait enfans dudit mariage ou d'autres au temps du decés de l'vn desdits conioincts, & non autrement.

Sens Tit. II. Art. 112. p. *à Paris.* †† mariez ensemble estans en bonne santé, peuuent par Donation mutuelle pareille & egale faite entre vifs, donner l'vn à l'autre au suruiuant d'eux, tous les biens meubles & conquests immeubles du premier mourant, pour en iouir par le suruiuant en vsufruict seulement, au cas qu'il n'y ait enfans, soit dudit mariage ou autre. Sera neant-moins tenu faire inuentaire & bailler caution de rendre les choses en bon estat, l'vsufruict finy. Et où le suruiuant sera en demeure de faire inuentaire & bailler caution, les heritiers du predecedé pourront requerir pardeuant le Iuge la surseance de l'vsufruict, & le Sequestre des choses donnees, lesquels leurs seront faits & adiugez.

Auxerre Tit. II. Art. 222. L'homme † & femme mariez ensemble estans en bonne santé, egaux en aage & non ayans enfans de leur mariage ou d'autre, peuuent par, &c. p. *à Sens.* egale entre vifs donner l'vn à l'autre au suruiuant tous leurs biens meubles, acquests & conquests immeubles faicts constant leur mariage, en les prenant par le suruiuant par inuentaire & appreciation: pour en iouir sa vie durant seulement, & en baillant caution suffisante, à la charge d'accomplir le Testament du decedé & payer les debtes sur la part & portion de l'heritier, entant qu'à luy touche: aussi d'entretẽir les heritages & payer les Cens & rentes & autres droicts Seigneuriaux, desquels lesdits heritages seront chargez. Et est l'aage reputé egal, quand l'vn n'excede l'autre plus de xv. ans: & toutes Donations autrement faictes entre mary & femme ne valent.

Estampes Chapitre douziesme. Article cent quarante. p. *à Paris.* ensemble par mariage, &c. acquests & conquests immeubles faicts durant & constant leur mariage communs entre eux, & qui seront trouuez, &c. mourant pour, &c. enfans dudit mariage ou d'autre.

Dovrdan Titre huictiesme. Article 94. p. *à Estampes.* peuuent & leur est loisible faire Donation, &c. appartenans en commun, &c. mourant desdicts conioincts pour, & ceter. suruiuant desdicts conioincts, &c. enfans. Et où il y auroit enfans, soit †† dudit mariage ou d'autre, le Don mutuel ne doit auoir lieu.

Montfort Chapitre trezieſme. Article cent quarante huict. p. *à Paris.* estans en plaine santé, quoy que ce soit n'estans malade de maladie, dont ils seroient decedez, peuuent, &c. à l'autre de tous leurs meubles & conquests immeubles, &c. le mariage communs entre eux qui sont trouuez appartenir & estre &c. enfans, soit de leur mariage ou d'autre. Et où il y aura enfans, ledit Don mutuel n'aura lieu. Article cent quarante neuf. Homme † & femme conioincts par mariage quand il n'y a enfans dudit mariage ou d'autre, peuuent donner & aduantager l'vn l'autre par Donation faite entre vifs, de tous leurs meubles & cõquests immeubles, auec le Quint de leurs propres, pour en iouir par le suruiuant sa vie durant seulement: en payant par le suruiuant, les charges ordinaires,

†† *Le Procureur du Roy a dict que l'Article nonante neufiesme ancien contenoit iniquité, & portoit preiudice aux pauures mineurs, requerant que ces mots y fussent adioustez, liberis non extantibus, & pour en iouir par vsufruict, en baillant caution, & faisant inuentaire. Et apres auoir demandé l'aduis à aucuns des assistans, Loyse de Clairmont Contesse de Tonnerre a empeſché & empesche qu'il fut par nous passé outre à demander l'aduis des assistans, tant sur ledict Article, que sur les autres Articles de ladite Coustume, & qu'elles auoient esté autresfois redigees par escrit, leues & publiees en ce Siege, rapportees au*

Source : BIU Cujas

Greffe de la Cour de Parlement, auquel elles eſtoient & en ſeroit apparoir dans deux iours. Et depuis a dit qu'il n'empeſchoit qu'on paſſaſt outre pour le regard des autres Articles: pourueu qu'on ne touchaſt audit Article, par ce que ce ſeroit faire preuue par turbe de ce qui ſeroit deſia paſſé & accordé. Et où l'on paſſeroit outre, proteſte d'appeller. Baltazard pour Hector de Sainct Blaiſe Seigneur de Pouy, & Damoiſelle Marie de Creuecœur ſa femme, a forme pareil empeſchement que deſſus: Le Vuyt pour Meßire Iacques du Bellay ſoy diſant Comte de Tonnerre, & Bouquot pour Iacques de Neufuis Eſcuyer Seigneur de Gumery & Thorigny, ont dit & ſouſtenu que ledit Article a touſiours eſté entendu & practiqué, au cas qu'il n'y euſt aucuns enfans dudit ſuruiuant ou autre, & pour en iouir par le ſuruiuant par vſufruict ſeulement: & outre que ladicte Couſtume generale à touſiours eſté ainſi entendue & obſeruee. Et encores a ſouſtenu ledict de Vuyt, que audit Comté de Tonnerre y auoit Couſtume particuliere prohibitiue de ladicte Donation mutuelle, au cas qu'il y euſt enfans, & de diſpoſer autrement que pour vſufruict. Ce qui a eſté denié par ledit Bernage. Sur ce les Commiſſaires ont declaré qu'ils n'entendoient preiudicier aux droicts acquis n'aux procés intentez pendans & indecis, ains ordonné que ledit Article ſera mis & redigé par eſcrit purement & ſimplement, ſans declaration ou deſignation aucune que ledit Article ſoit ancien ou nouueau, ains auons reſerué auſdites parties & autres qu'il appartiendra, de pouuoir cy apres requerir, qu'il leur ſoit permis d'informer, quelle eſtoit & a eſté cy deuant la Couſtume, & comme elle a eſté obſeruee & entendue: & par ledit aduis des Eſtats, a eſté ledit Art. mis en la maniere qu'il eſt eſcrit.

† *L'Art. 222. eſt mis au lieu du 109. Art. ancien: & lequel nouuel Art. aura lieu pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé & droicts acquis aux parties.*

†† *Ces mots,* ſoit du premier mariage ou d'autre, *ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Art. 149. eſt adiouſté comme nouuel.*

---

debtes, obſeques & funerailles, entretenant le lieu en bon & ſuffiſant eſtat, & de ce baillant caution.

MANTE Ch. 13. Art. 145. p. *a Montfort.* Art. 149 ſe †† peuuét, &c. leurs biẽs meubles, acqueſts & conqueſts immeubles en proprieté, & du quint des propres à vie: en payant par le donataire les charges, &c. funerailles: & peut telle Donatiõ eſtre reuoquee par le donnant: pourueu † que la reuocation ſoit ſignifiee deuëment, auparauant la mort du donnant. Art. 147. Peuuent auſſi les conioints, &c. p. *a Montfort.* Art. 148. dont apres ſeroient decedez faire Donation, &c.

SENLIS Tit. 7. Art. 144. Homme †† & femme conioints par mariage peuuent faire l'vn à l'autre Don mutuel de tous leurs biens meubles, acqueſts ou conqueſts immeubles: pourueu qu'ils n'ayent aucuns enfans: & qu'iceux cõioints ſoient egaux en aage & cheuance: à la charge que le ſuruiuant ſera tenu payer les debtes mobiliaires deuës au iour du treſpas du defunct, auec les obſeques & funerailles du defunct, en acceptant le Don mutuel.

CLERMONT Tit. 10. Art. 123. p. *a Paris.* † enſemble par mariage, &c. enfans. Et où, &c. p. *a Montfort.* 148.

VALLOIS Tit. 10. Art. 128. †† p. *a Clermont.* Art. 122. *iuſques a ce mot,* enfans, *inclus.*

TROYES Tit. 5. Art. 85. Homme † & femme conioints par mariage, franches perſonnes, non ayans enfans, ſains & non malades, peuuent faire licitement durant leur mariage Donation mutuelle de tous leurs biens meubles, debts & conqueſts immeubles, pour iouir par le ſuruiuant, durant ſa vie, de la moitié qui appartenoit au premier mourant, auec l'autre moitié appartenant à iceluy ſuruiuant. Et à lieu icelle Donation entre perſonnes Nobles & non nobles. Et eſt tenu le ſuruiuant de bailler caution ſuffiſant aux heritiers du premier mort, s'il en eſt requis, de rendre ce qui reſtera d'iceux biens meubles, qui appartenoient audict premier mort, leſdits Teſtamẽt accomply & debtes paiees & de entretenir, maintenir & ſouſtenir les conqueſts immeubles, payer les charges & iceux delaiſſer en bon & ſuffiſant eſtat: & ſera fait inuentaire de tous les biens meubles, debtes & conqueſts immeubles, incontinent apres le treſpas du premier mourant, s'il eſt requis, comme deſſus. Toutesfois s'il aduenoit que par feu, hoſtilité de guerre ou autre grand cas fortuit les biens dudit ſuruiuant fuſſent deperis: en ce cas le ſuruiuant ſe pourra aider des biens meubles & debtes du premier mourant, & d'iceux eſtre ſoulagé, ſans les reſtituer: pourueu que les biens dudit ſuruiuant ſeront les premiers employez és affaires & neceſſitez d'iceluy ſuruiuant, ſi aucuns en a.

CHAVMONT Tit. 4. Art. 69. Deux †† conioints par mariage Nobles ou roturiers, peuuent enſemblement faire Donation mutuelle de tous leurs biens meubles & conqueſts immeubles, pour en iouir par le ſuruiuant ſa vie durant tant ſeulement, à la charge de faire par le ſuruiuant bon & loyal inuentaire & priſee des meubles & conqueſts, & de bailler par luy caution aux heritiers du treſpaſſé, de rendre & reſtituer incontinent apres ſon decés, la moitié des meubles & conqueſts, dont il iouiſſoit, ſa vie durant, au moyen de ſon Don mutuel. Et faut que ceux qui font tels Dons mutuels n'ayent aucuns enfans de l'vn ou de

†† *Ceſt Art. 145. eſt de nouuel introduit.*

† *Ces mots,* pourueu qu'il, *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Les Officiers du Roy en la Chaſtellenie de Ponthoiſe, ouye la lecture de l'Article ancien, enſemble ceux des trois Eſtats d'icelle ont dit que ladicte Couſtume n'a lieu audit Ponthoiſe, mais qu'en la modifiant & reſtraignant ils ſont cõtens eux ſous-mettre en ce qui ſera aduiſé en ladicte aſſemblee. Surquoy nous auõs prins l'opinion des aſſiſtans, qui ont eſté d'aduis qu'on deuoit diſtraire de ladicte Couſtume le Quint & vſufruict des propres heritages, & que le donataire deuoit acquiter les heri-*

Source : BIU Cujas

tiers des debtes mobiliaires, obſeques & funeraulles du donateur. Ce qu'auons ordonne eſtre faict en la maniere contenue en l'Article 144. Apres ce ledit Loys de Seilly Seigneur de la Roche-guyon a dit que l'ancienne Couſtume de la Chaſtellenie de Chaumont, permettoit leſdictes Donations mutuelles, ſuppoſé qu'il y euſt enfans dudit mariage des donateurs, & pource proteſtoit que la correction, qui en a eſté faicte ne luy peut preiudicier. Et au contraire, le Procureur du Seigneur Duc & Dame d'Eſtouteuille a dit que par la Couſtume de Vexin le François, homme & femme ne peuuent faire Donation l'vn à l'autre que des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & pourueu qu'il n'y ait point d'enfans nez en mariage d'eux deux, & que les conioincts ſoient egaux en biens, & que par tel Don l'vn d'eux ne ſoient point plus aduantagé l'vn que l'autre, & ainſi en auoit touſiours eſté vſé en ladite Chaſtellenie. Parquoy proteſtoit que la mutation qui a eſté faicte de ladite Couſtume ne peut nuire ne preiudicier auſdits Seigneurs Duc & Dame, & aux droicts à eux acquis. Et par ledit Seigneur de la Roche-guyon a eſté fait proteſtation contraire. Surquoy nous auons ordonné qu'ils auront lettres de leurs proteſtations.

† *Ceſt Art. 123. eſt introduit pour nouuelle Couſtume. Et a eſté corrigee l'ancienne Couſtume, par laquelle Don mutuel n'auoit lieu audit Comté.*

†† *Ceſt Art. 128. eſt introduit pour nouuelle Couſtume & mis au lieu du 79. Article ancien, qui a eſté rayé. Maiſtre Pierre du Barle Aduocat au Bailliage de Vallois a proteſté que ce qui ſeroit par nous faict ſur la correction, addition ou diminution des Couſtumes contenues au Chapitre des Donations ne luy peut preiudicier n'aux droicts à luy ja acquis par Antoinette Hennequin ſa femme: pour raiſon deſquels droicts eſt procés pendant & indecis en la Cour de Parlement. Semblablement Noble homme Charles Drouin Seigneur de Dampleu, a fait pareille proteſtation, dont il a procés au Chaſtelet de Paris. Pareillement Marin Souplet au nom & comme Procureur de Pierre de Grimonual Eſcuyer, Seigneur en partie de Fauerolles, a proteſté que ladite reformation & correction deſdites Couſtumes, meſmes dudit Chapitre de Donations, ne peut nuire ne preiudicier audit Eſcuyer pour l'aduenir & droict ja par luy acquis, & dont procés eſt pendant & indecis pardeuant le Gouuerneur & Bailly de Vallois en ſon Siege de Creſpy entre luy demandant d'vne part contre Nobles perſonnes Maiſtre Iean Greffin, Robert de Nully, Gabrielle du Sable leurs femmes & autres leurs conſorts defendeurs, pour raiſon de certains legs teſtamentaires, ja pieça faits audit de Grimond par defuncte Damoiſelle Alix de Freſne ſa femme, & ordonnance de derniere volonté d'icelle: pour leſquels legs & Donations eſt ledict procés intenté. Par ledit Greffin en perſonne, & Iean Habert Procureur deſdits defendeurs fut proteſté au contraire, de faire inualider & annuler ladite Donation: requerans par les deſſuſdits chacun en ſon eſgard, leur vouloir bailler acte de ce que dit eſt, & inſerer en noſtre Procés verbal. Ce qui leur a eſté accordé.*

† *Ceſt Art. 85. a eſté reformé iuſques à ce mot,* mourant, *le reſidu eſt de l'ancien Couſtumier.*
Des biens du ſuruiuant deperis par feu, hoſtiliste ou autre grand cas fortuit.

†† *Ceſt Art. 69. corrige l'ancienne Couſtume.*

---

l'autre, ou d'eux deux, qu'ils ſoient franches perſonnes, ſains & non malades, quand ils font le Don, & qu'il ne ſoit faict par force ou crainte: *aliàs*, où il y auroit enfans, ou que l'vn d'eux fut de condition ſeruile ou malade, ou fait par force ou crainte: en ce cas tel Don mutuel ſera nul.

Don mutuel en quel cas eſt nul.

VITRY Titre huictieſme. Article cent treize. p. *a Chaumont.* roturiers ne peuuent contracter aucunement enſemble, n'eux aduantager par Teſtament n'autrement, en quelque maniere que ce ſoit: excepté que par Don mutuel ils peuuent donner l'vn à l'autre tous leurs biens meubles & conqueſts, &c. ſuruiuant, ſçauoir des meubles, ſi bon luy ſemble à touſiours, & des acqueſts immeubles, la vie durant du ſuruiuant ſeulement. Et apres le decés du dernier decedé, les acqueſts immeubles retourneront à l'heritier du premier mort, pour telle part & portion qu'il auoit eſdits acqueſts. Et † faut que ceux, &c. ou crainte: & ainſi en vſe l'on: *alias*, &c.

† *Ceſte clauſe. Et faut, &c. eſt de nouuel adiouſtee.*

LAON Titre cinquieſme. Article quarante ſept. Homme †† & femme conioincts par mariage eſtans ſains de corps & d'entendement, quoy que ce ſoit non malades de la maladie dont ils ſeroient decedez, peuuent faire Donation mutuelle, de ce dont ils ont Communauté enſemble, pour en iouir par le ſuruiuant des meubles en proprieté, & à touſiours, & des conqueſts en vſufruict, en faiſant par iceluy ſuruiuant inuentaire des titres des conqueſts, & baillant bonne & ſuffiſante caution de les rendre en auſſi bon eſtat qu'il les a prins, francs & quittes de tous arrerages de Cens & rentes foncieres eſcheus du temps que la Donation a lieu. Et a ledict Don mutuel lieu: pourueu que lors du decés du premier mourant n'y ait enfans viuans dudit mariage ou d'autre: autrement non.

†† *Ceſt Art. 47. eſt accordé pour l'aduenir, au lieu des Art. anciens.*

CHALONS Titre ſeptieſme. Article trente ſix. Deux conioincts par mariage, franches perſonnes, eſtans ſains, & cet. p. *a Laon.* dont depuis vrayſemblablement ſeroient decedez, peuuent par Don mutuel donner l'vn à l'autre, & au ſuruiuant d'eux, tous les biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles faicts conſtant leur mariage, & qui communs ſont entre eux, pour en iouir, & cetera, vſufruict ſa vie durant ſeulement: au cas qu'il n'y ait enfans dudict mariage, ou d'autre, ſuruiuant le premourant des deux conioincts.

Source : BIU Cujas

REIMS Tit. 8. Art. 234. p. *a Sens.* Art. 112. †† ſanté, quoy que ce ſoit non malades de maladie, dont vray-ſemblablement ils ſeroient decedez, peuuent &c. mutuelle faicte &c. meubles à touſiours, & l'vſufruict de tous les acqueſts & conqueſts immeubles &c. ſeulement encores qu'ils ayent enfans ſoit dudict mariage ou d'autre &c. inuentaire des titres & heritages à luy donnez, & bailler caution &c. *iuſques à ce mot*, donnees, *inclus.*

NOYON Tit. 3. Art. 21. Homme † & femme conioints par mariage, ſe peuuent donner l'vn à l'autre par Donation entre vifs tous leurs meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & moitié de leurs heritages propres en vſufruict pourueu qu'il n'y ayt enfans de ce mariage ou d'autre. Auquel cas ne ſe peuuent donner l'vn à l'autre, que les meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & ſauuee la legitime aux enfans.

S. QVENTIN Tit. 1. Art. 18. *A la fin.* †† A lieu Don mutuel entre le mary & la femme, ſelon la Couſtume generale de Laon.

CHAVNI Tit. 3. Art 14. Don mutuel n'a point de lieu : & ne peuuent deux conioints par mariage donner aucune choſe l'vn à l'autre.

PERONNE Tit. 4. Art. 110. Mary † & femme ne ſe peuuent donner l'vn à l'autre par Donation pure & ſimple entre vifs. Toutesfois ſe peuuent donner mutuellement l'vn à l'autre leurs meubles, acques & conqueſts immeubles, quand il n'y a enfans de leur mariage ou d'autre. Et où il y a enfans ſe peuuent donner mutuellement les meubles, acqueſts & conqueſts immeubles pourueu qu'ils ayent propre equipollent ou ſuffiſant : de maniere que le droict de legitime puiſſe eſtre ſauf auſdicts enfans.

MONTARGIS Chap. 11. Art. 4. Toutesfois au cas qu'ils n'auroient point d'enfans du mariage ou autre, ils peuuent faire l'vn à l'autre Don mutuel de la iouiſſance & vſufruict de tous leurs biens meubles & heritages ſoient propres ou conqueſts, & pour en iouyr par le ſuruiuant, en ſouſtenant les heritages, acquitant les charges foncieres & rentes, & baillant caution ſuffiſante de rendre les heritages en bon & ſuffiſant eſtat, auec telle eſtimation que les meubles auroient eſté priſez : & demourera le ſuruiuant ſaiſi, à la charge de payer & acquiter les debtes & d'accomplir le Teſtament ſur les biens du defunct : leſquels ſeront deduicts l'vſufruict finy.

ORLEANS Tit. 15. Art. 281. Toutesfois †† homme & femme conioints par mariage, non ayans enfans de quelque mariage que ce ſoit, peuuent faire Don mutuel entre eux de tous leurs biens meubles & conqueſts immeubles faicts durant leur mariage, pour en iouyr par le ſuruiuant ſa vie durant ſeulement, en faiſant inuentaire & priſee des biens meubles deſdicts conioincts, & baillant par le ſuruiuant bonne & ſuffiſante caution, de rendre apres ſon treſpas aux heritiers du decedé, l'eſtimation de la moitié des biens meubles ou de telle autre part & portion qui reſtera de la moitié. Sur laquelle le ſuruiuant ſera tenu aduancer les obſeques & funerailles du premier decedé, enſemble la portion des debtes communes par luy deues.

TOVRS Tit. 24. Art. 241. En † cas de Donation entre les deux conioints le donataire ſuruiuant ſera tenu faire inuentaire des titres & enſeignemens. Art. 243. Homme & femme †† conioincts par mariage ayans enfans du mariage ou d'autres, ne ſe peuuent donner mutuellement ne autrement, ſoit entre vifs ou par Teſtament : mais ſ'ils n'auoient enfans du mariage ou d'autre, ſe peuuent par Donation ſimple, mutuel entre vifs ou par Teſtament, donner l'vn à l'autre tous leurs meubles à perpetuité, acqueſts & conqueſts, & la tierce partie de leur propre patrimoine, à vie pourueu que le donateur ſoit en ſanté, ou eſtant malade, qu'il ne decede de la maladie, en laquelle il ſeroit. Art. 244. Et n'eſt requis pour la validité de la Donation mutuelle entre les conioints, qu'ils ſoient egaux en biens : mais ſuffit & eſt requis, à ce qu'elle ſortiſſe effect pour les propres, que les conioints ayent propres au pays de Touraine, ou autre, où y ayt ſemblable Couſtume quant à ce. Et où ils n'auroient propre, ſera neantmoins valable pour les meubles & le tiers des acqueſts & conqueſts à vie. Et ne peut telle Donation mutuelle eſtre, ſans le mutuel conſentement d'eux : & toutes autres Donations faictes conſtant le mariage, ont traict à mort & iuſques à icelle peuuent eſtre reuoquees. Art. 247. Homme † & femme Nobles conioincts par mariage ne ſe peuuent donner de leurs immeubles l'vn à l'autre, autrement que les roturiers, en la maniere deuant dicte. Et ſ'ils ont enfans ne ſe peuuent donner ne à autre eſtranger, que la moitié de leurs acqueſts à vie : encores que ce fut en faueur de mariage.

†† *Ceſt Ar. 234. eſt de nouuel introduit, et l'ancienne Couſtume par laquelle Don mutuel ſe pouuoit faire par homme & femme mariez de tous leurs biens meubles, & acquets immeubles & de la moitié de leur heritage de naiſſant pour en iouyr par le ſuruiuant deſdicts mariez à touſiours ou à la vie du ſuruiuant, ſoit qu'il y euſt enfans ou non. Par laquelle auſſi tel Don ne ſaiſiſſoit : ains eſtoit requis auoir deliurance par les mains des heritiers du premier decedé.*

† *Ceſt Art. 21. eſt mis au lieu de l'ancien: lequel a eſté corrigé & reformé, & ſans preiudice du paſſé pour le regard de la Donation faite entre deux cõioints de leurs propres & heritages.*

†† *A eſté aduiſé que Don mutuel aura doreſnauant lieu entre le mary & la femme, ſelon qu'il eſt porté par la Couſtume generale du Bailliage de Vermandois & Preuoſté Foraine de Laon.*

† *Ceſt Ar. 110. a eſté de nouuel introduit pour le regard des Preuoſtez de Peronne & Roye en ce qu'il eſt permis aux conioints faire Donation mutuelle.*

†† *Ceſt Art. 281. eſt tiré du 221. de l'ancien: & ce qui a eſté adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

Inuentaire ſera faict en cas de Don mutuel.

† *Ceſt Art.*

Source : BIU Cujas

241. *eſt de nouuel adiouſté.*

†† *Les Art.* 243. *&* 244. *ont eſté accordez pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé, droicts acquis & procez pendans: & ont eſté mis au lieu des* 4. 5. 6. *&* 7. *Art. de l'ancien Couſtumier: leſquels auoient eſté remis à la Cour.*

Donations ayans traict à mort peuuent eſtre reuoquees.

† *Ceſt Art.* 147. *a eſté accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé droicts acquis & procez pendans & mis au lieu du* 2. *Art. ancien Titre des Donations entre Nobles: lequel auoit eſté mis à la Cour.*

ANIOV Tit. 16. Art. 325. Homme †† & femme conioints par mariage enſemble peuuent bien faire mutuelle Donation l'vn à l'autre, de tout ce que la Couſtume peut ſouffrir par la maniere deuant dicte. Art. 326. Et ſ'ils ne donnent les meubles qu'à viage, iceux meubles ſeront appreciez par Iurez ou par gens à ce commis par Iuſtice, à ſomme certaine. Et ſur iceux ſeront payees les debtes & executions teſtamentaires, & du reſte le donataire iouyra & baillera caution aux heritiers du donneur de faire rendre la valeur dudict reſte apres ſa mort. Et au regard des Donations faites à perpetuité de meubles vniuerſels, celuy qui le prend & accepte, comme donataire, eſt tenu payer & acquiter les debtes perſonnelles du donneur & les arrerages des rentes & deuoirs qui eſtoiẽt deuz par iceluy donneur & accomplir l'execution * du Teſtament en ce que touche & concerne les * choſes perſonnelles mobiliaires. Art. 327. Et à ce que telles Donations mutuelles ſoient de valeur quant au patrimoine, eſt requis que chacun des donneurs ayt patrimoine, & quant aux acqueſts, que chacun ayt acqueſts: & quant aux meubles, que chacun ayt meuble, le tout au temps que ledict Don eſchet. Et eſt à entendre que ſi l'vn des donneurs n'a acqueſts, il n'en pourra donner que telle portion qu'il feroit de ſon patrimoine ſ'il en auoit. Et auſſi ne prendra rien au patrimoine de l'autre donneur: mais ſeullement aura telle portion de ſes acqueſts, comme luy meſme en peut donner. Et ſ'il n'a que meubles ſans patrimoine n'acqueſts, il n'en pourra donner par telle Donation mutuelle n'autre, ſoit par Teſtament n'autrement, fors la moitié de ſes meubles. Et en ce cas ſera tenu celuy qui acceptera tel Don, payer la moytié des debtes perſonnelles & mobiliaires du decedé, & fournir à la moitié de l'execution du Teſtament, obſeques & funerailles. Art. 329. Donation mutuelle faite entre vifs hors Teſtament ne ſe peut reuoquer, ſi ce n'eſt du conſentement expres des donneurs.

LE MAINE Tit. 17. Art. 334. Deux † conioints enſemble par mariage, ſoient Nobles ou Couſtumiers, peuuent par Donation mutuelle ou autrement *liberis exiſtentibus*, donner l'vn à l'autre tant ſeulement leurs meubles à perpetuité, leurs acqueſts & conqueſts pour en iouyr à viage & tant qu'ils ſeront en viduité, à la charge de nourrir les enfans mineurs, iuſques à ce qu'ils ſoient en aage. Et ſ'il n'y a meubles, acqueſts & conqueſts pourront donner l'vn à l'autre la tierce partie de leur patrimoine à perpetuité. Et ſ'il n'y a aucuns enfans, les deux conioints peuuent donner l'vn à l'autre leurs meubles & acqueſts à perpetuité. Art. 341. p. *à Anjou.* Art. 329.

GRAND PERCHE Tit. 4. Art. 94. L'homme †† & femme conioincts enſemble par mariage eſtans en ſanté ou n'eſtans malade de maladie, dont ils ſeroient depuis decedés, peuuent faire Donation mutuelle l'vn à l'autre, & au ſuruiuant d'eux, de tous leurs meubles à perpetuité, & de leurs acqueſts & cõqueſts immeubles à vie & par vſufruict, & auſſi de leurs propres pour le temps & eſpace de IX. ans, ſi tant vit le ſuruiuant ſeulement: le tout pourueu qu'il n'y ait enfans de leur mariage ou d'autre viuant lors du decez du premier decedé, & en baillant par le ſuruiuant caution telle qu'il pourra bailler, de iouyr deſdites choſes ſuiectes à retour, comme bon pere de famille, les entretenir en eſtat ſuffiſant, & tel qu'il les aura euz. Et neantmoins en affermant par le ſuruiuant ne pouuoir bailler caution, en iouyra à ſa caution iuratoire & ſous obligation & hypotheque de tous & chacuns ſes biens, preſens & aduenir.

CHASTEAVNEVF Chap. 15. Art. 106. p. *au Maine.* 334. ou roturiers, aians enfans peuuent donner l'vn à l'autre mutuellement tous & chacuns leurs meubles & conqueſts immeubles pour en iouyr par le ſuruiuant par vſufruict, à la charge de nourrir & entretenir par le ſuruiuant durant ledict vſufruict, les enfans ſelon leur eſtat, & auant qu'en auoir la deliurance par les mains de l'heritier ſera tenu le ſuruiuant faire inuentaire & bailler caution. Et ſi le ſuruiuant ſe remarie, la Donation mutuelle demeure nulle. Et entre roturiers les meubles & conqueſts immeubles, & entre Nobles les conqueſts ſe departiſſent entre le ſuruiuant & les enfans du premier decedé. Et ſ'il n'y a nuls enfans dudict mariage

†† *Les Art.* 325 *&* 326. *ſont correctifs de l'ancienne Couſtume.*

* Aliàs, *Execution teſtamentaire. P.V.*

Donataire vniuerſel eſt tenu de payer les debtes.

* Aliàs, *de ſon Teſtament.*

* Aliàs *les charges &c.*

Choſes requiſes & neceſſaires pour la validité du Don mutuel.

Donation mutuelle entre vifs ne peut reuoquer ſinon du commũ conſentement.

† *Ceſt Art.* 334. *a eſté ainſi corrigé & moderé.*

†† *Ceſt Ar.* 94. *eſt accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

Caution iuratoire.

Donation mutuelle demoure nulle, ſi le ſuruiuant ſe remarie.

Source : BIU Cujas

les deux conioints pourront donner mutuellement l'vn a l'autre tous leurs meubles & conquests immeubles, pour en iouyr par le suruiuant en proprieté. Art. 107. Aussi par Donation mutuelle homme & femme conioints ensemble par mariage peuuent disposer & faire Don, l'vn à l'autre des fruicts de leurs heritages propres, pour vne annee seulement.

CHARTRES Chap. 15. Art. 87. p. *a Chasteauneuf.* Art. 106. ou † Coustumiers, ajans &c. entretenir les enfans &c. demourra nulle &c.

DREVX Chap. 16. Art. 75. †† p. *a Chartres.* Art. 87.

BLOIS Chap. 12. Art. 162. & 163. Hommes & femmes roturiers durant & constant leur mariage, peuuent & leur loist faire Donaison mutuelle l'vn à l'autre de tous & chacuns leurs biens meubles & conquests immeubles à tousiours mais: pourueu qu'il n'y ait enfans de leur mariage. Et s'il y a enfans ledict Don aura seulement lieu pour en iouyr par le suruiuant sa vie durant tant seulement, mais ne sera tenu de bailler caution, sinon qu'il conuolast en secondes nopces, ou qu'il fut dissipateur de biens.

DVNOIS Chap. 12. Art. 68. Homme & femme conioints par mariage, sains d'entendement peuuent donner à tousiours mais l'vn à l'autre par Don mutuel faict entre vifs & confirmé par Testament faict par eux deux ensemble, ou par Testament seulement faict ensemblement, tous & chacuns leurs biens meubles & acqueremens immeubles, tant en proprieté, qu'en vsufruict qu'ils auront à lors du trespas du premier decedé de l'vn d'eux deux, & l'vsufruict de tous leurs heritages propres, la vie durant du suruiuant seulement. Et vaut la Donation, soit qu'ils ayent enfans ou non: à la charge toutesfois de nourrir entretenir pouruoir & assigner leurs enfans, selon leur estat durant leur minorité, ou qu'ils soient mariez ou autrement pourueu: & payer les debtes, legs, funerailles du premier decedé, ensemble les charges foncieres, que doiuent les heritages & iceux entretenir, & demeure le suruiuant donataire saisi. Mais és Seigneuries de Marchesnoir & Freteual, quand y a enfans, les meubles & conquets ne se peuuent donner à tousiours mais, & en icelles se peut faire ledict Don, sans le confirmer par Testament.

S. AIGNAN Chap. 6. Art. 22. Les conioints par mariage, s'ils n'ont aucuns enfans, peuuent faire Don mutuel l'vn à l'autre des conquests immeubles par eux ou l'vn d'eux faicts durant & constant leur mariage, pour en iouyr par le suruiuant sa vie durant: à la charge de payer les deuoirs deuz pour raison d'iceux: & s'il y a enfans, les conioints peuuent faire le Don mutuel l'vn à l'autre, de la moitié de leur moitié, qui est la quatriesme partie des conquests immeubles pour en iouyr par ledict suruiuant.

LA RVE D'YNDRE Chap. 4. Art. 16. Donations mutuelles faictes, *inter virum & vxorem constante matrimonio non existentibus liberis*, valent par la Coustume de ladicte Baronnie.

CHABRIS Chap. 5. Art. 20. Homme & femme conioints par mariage peuuent faire Donation mutuelle l'vn a l'autre de leurs biens meubles & conquests c'est a sçauoir des biens meubles a perpetuité, & des conquests immeubles pour en iouyr par maniere d'vsufruict sa vie durant: pourueu qu'il n'y ait aucuns enfans d'eux deux en leur mariage. Et s'ils ont des enfans & qu'ils ayent patrimoine tous deux, ladicte Donation aura lieu, & demourra le patrimoine aux enfans du decedé. Et s'il n'y a aucun patrimoine, le suruiuant n'aura que la moitié de la moitié des conquests & vsufruict seulement, auec la moitié qui luy appartient des conquests. Et sera la moitié de l'autre moitié, qui est la IV. partie des choses immeubles reputé pour patrimoine aux enfans des conioints. Et sera tenu le suruiuant, acceptant la Donation: en ce faisant payer les debtes, funerailles & obseques & entretenir les edifices & heritages.

BERRI Tit. 8. Art. 3. Toutesfois doresnauant où les conioints par mariage n'auront enfans pourront mutuellement par Donation reciproque, donner l'vn a l'autre, la tierce partie des meubles & l'vsufruict entier des acquets: pourueu qu'ils ne soient malades de maladie, de laquelle ils decedét dedãs xl. iours apres, ou que les Donations soient faictes en la pleine santé des donataires. Art. 4. En † la ville, Chastellenie & Ressort d'Ysoudun r les deux conioincts par mariage se peuuent entre donner par vsufruict la moitié de leur acqueſt & conqueſt seulement: pourueu que doresnauant les donateurs ne soient malades, lors qu'ils feront les Donations, de maladie, de laquelle ils decedent dedans xl. iours apres.

BOVRBONNOIS Chap. 20. Art. 227. Donation mutuelle faicte entre

† *Ceſt Art. 87. eſt correctif de l'ancienne Couſtume.*

†† *Ceſt. Art. 75. corrige l'ancienne Couſtume.*

Caution quand ſera donnee en Don mutuel.

Don mutuel entre vifs & cõfirmé par Teſtament ou faict par teſtament enſemblement.

Don mutuel ne ſera confirmé par Teſtament à Marcheſnoir & Freteual & cõme il ſera faict.

Donations mutuelles entre mariez bonnes.

Donation mutuelle ſ'il n'y a enfans de la tierce partie des meubles, & l'vſufruict entier des acqueſts ſ'ils ne decedẽt dans xl. iours

† *Ceſt Art. 4. eſt Couſtume nouuelle li-*

r Par l'ancienne Couſtume de Berry eſcrite à la main, on peut voir combien ceſte Couſtume eſt ancienne & porte le 64. Article. L'en garde en Berri que la femme ne

puit donner au mary, ne li mary à la femme, le mariage durant : excepté ceux d'Yssoudun qui sont en la cense, qui de ce ont priuilege & en ont vsé.

mitatiue de la precedente.

Donation mutuelle de la moitié de leur acqueſt par vſufruict ſeulement : ſ'ils ne decedent dans xl. iours apres ladicte Donation.

le mary & la femme de leurs meubles & conquests immeubles, est bonne & valable, & par vertu d'icelle, le suruiuant iouyra par vsufruict des meubles & conquests: & †† en sera saisi incontinent apres le decez du premier mourant pourueu qu'il n'y ait aucuns enfans : & qu'apres icelle les donnans mutuellement viuent l'espace de xl. iours : autrement la Donation est nulle & de nul effect. Art. 229. p. *a Aniou.* Art. 329. mutuelle ne peut estre reuoquee par l'vne des partie sans le consentement de l'autre.

LA MARCHE Chap. 21. Art. 290. Si apres le mariage consommé, mary & femme font Donation mutuelle l'vn à l'autre, telle Donation est valable : pourueu qu'elle soit egale : & s'il y auoit inegalité, sera reduite à equalité : sauf toutesfois aux enfans leur legitime. Et tout autre Donation † entre vifs faicte entr'eux durant & constant leur mariage, est nulle & de nulle valeur.

LODVNOIS Chap. 25. Art. 4. Les deux conioints par mariage, soient Nobles ou roturiers, eux estans en santé, & qui n'ont aucuns enfans nez & procreez de leur chair se peuuent faire Don mutuel l'vn à l'autre de tous leurs meubles, acquests & conquests & de la *iij.* partie de leurs propres heritages à eux aduenus de succession, pour en iouyr par le suruiuant, pour luy, ses hoirs & aians cause & par heritage, & sortira ledict Don execution entiere, où chacun desdicts conioints aura meubles, acquests & propre heritage de succession. Autrement si l'vn d'eux, lors dudict Don n'auoit heritage de succession, & il eust acqueſt, le Don ne vaudra & n'aura aucune execution pourtant que touche le propre heritage, mais vaudra pourtant que touche le Don des acquests, qui serõt reputez de nature du propre heritage. Et en iceux acquests vaudra le Don pour vne tierce partie seulement & tous les meubles. Et si l'vn d'eux n'a acquests ne propre heritage, les meubles seront reputez pour & de la nature dudict heritage : & vaudra audit cas ledict Don pour la iij. partie des meubles. Et est à entendre qu'entre les Nobles conioints, il n'est mestier de faire Don l'vn à l'autre de leurs meubles : par ce que par la Coustume, le suruiuant d'eux est fondé & a droict de les auoir & recueillir, où le decedé n'en auroit disposé, aux charges declarees cy apres. Art. 5. Mais si le cas est que les conioincts ayent enfans de leur chair, dudict cas ne se pourront donner l'vn à l'autre que leurs acquests & tierce partie de leurs propres heritages à viage seulement & tous leurs meubles à perpetuité : encores à la charge de nourrir & alimenter les enfans mineurs, iusques à ce qu'ils soient en aage de puberté : aussi d'acquiter & payer les debtes personnelles, arrerages de rentes & droict funerail. Art. 6. Et sont entendus ces mots, *Eux estans en sante*, que si l'vn des conioincts au temps de la Donaison estoit malade, & il allast de vie à trespas de la maladie, telle Donaison ne vaudroit : mais s'il gueriſſoit & il ait recognu & ratifié la Donaison faite en icelle maladie, suppose qu'apres il mourut le premier, neantmoins la Donaison sera bonne & valable. Art. 7. Et ne peut telle Donaison mutuelle quand elle est faicte entre vifs estre &c. p. *a Bourbonnois.* Art. 229. apres. Autre chose est de Donaison mutuelle faicte par Testament entre homme & femme ou autres personnes. Car chacun d'eux la peut reuoquer, quand il luy plaist, & tout ledit Testament.

POICTOV Tit 2. Art. 209. Le †† mary peut donner à sa femme, & la femme au mary tant par Donation mutuelle, que simple, par Testament ou autrement, tous ses meubles, acquests & conquests immeubles & la iij. partie de ses propres à perpetuité, soit qu'il y ait enfans ou non. Toutesfois où le suruiuant des conioints donataire se remariroit, & qu'il eust enfans dudict mariage ou autre : en ce cas le Don d'acquests immeubles & iij. partie d'heritages, ne vaudra que par forme d'vsufruict seulement : & quant aux meubles à perpetuité. Art. 210. Et vaut la Donation mutuelle, encores qu'elle ne soit egale en † especes, qualité ou quantité de biens : tellement que si l'vn des conioints n'auoit heritage ancien, & l'autre en auoit, elle vaudra & aura lieu, tant pour l'heritage, qu'autres biens donnez : le pareil est si l'vn n'auoit * meubles & l'autre auoit heritages, acquests & meubles. Art. 211. Ne vaut la Donation, sinon que

†† *Cest Art. 227. depuis ces mots, Et en sera saisi &c. a esté accordé pour Coustume nouuelle : par ce que l'ancienne sembloit estre pernicieuse, mesmement quant il y auroit enfans.*

Donation mutuelle sera egale.

† *Ces mots, entre vifs sont de nouuel adiouſtez.*

Entre Nobles le suruiuant gagne les meubles.

†† *Cest Art. 209. est accordé & mis au lieu de partie du 182. Art. du liure imprimé qui estoit remis à la Cour. Surquoy par Philippes Lucas & Iacques le Breto Aduocat & Procureur de la vefue de feu M. François*

Source : BIU Cujas

d'Oyneau en ſon viuant Lieutenant general en Poictou, nous a eſté dict & remonſtré que par ledict Art. 182. Donation entre mary & femme au ſuruiuant d'eux deux eſtoit valable, fut ladicte Donation mutuelle ou ſinguliere faicte par Teſtament ou autrement de tous les biens meubles, acqueſts & tierce partie de l'heritage de l'vn deſdicts conioincts donateur: & combien que ledict Art. euſt eſté remis à la Cour par la derniere reformation faicte en l'an 1514. Toutesfois a touſiours eſté depuis comme au parauant gardé & obſerué ſelon & ainſi qu'il eſt contenu audict Art. & que ſuiuant ce ont eſté donné pluſieurs ſentences & Arreſts faicts par turbes, requerans que ledict Art. demeuraſt ainſi qu'il eſtoit. Et où par l'aduis deſdicts Eſtats voudrions iceluy immuer que ce ſoit, ſans preiudice des droicts à elle acquis & procez intenté contre les heritiers de ſon feu mary. Surquoy auons ordonné que ledict Art. demeurera ainſi qu'il a eſté accordé par leſdicts Eſtats: ſans preiudice des procez pendans & droicts acquis aux parties.

† *Ces mots*, en eſpeces *&c. ſont adiouſtez pour plus grande explication dudict Art. ancien* 203.

* Aliàs, *n'auoit que meubles P. V.*

†† *Ceſt Art. 212. a eſté de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir*

les conioincts lors d'icelle Donation ſoient en ſanté: & ſi les donnans ou l'vn d'eux eſtoient malades lors dudict Don de la maladie, dont ils decedaſſent dedans xl. iours, n'aura ladicte Donation effect. Art. 212. Et †† quant aux Donations ſimples entre les conioints ſi le donataire va de vie à treſpas auant le donateur, la Donation eſt par le decez reuoquee & de nulle valeur.

ANGOVMOIS Chap. 4. Art. 52. Mary & femme non ayans enfans, ſe peuuent donner l'vn à l'autre mutuellement & par Donation faicte l'vn à l'autre ſimplement ſoit par contract faict entre vifs ou par Teſtament la iii. partie de leur heritage patrimonial enſemble tous leurs acqueſts & meubles, quand le donateur a patrimoine, pour en iouyr par le ſuruiuant d'eux deux par vſufruict & le cours de ſa vie ſeulement. Et où les donateurs n'auront patrimoine peuuent donner mutuellement ou par Donation mutuelle la iii. partie de leurs acqueſts & tous leurs meubles pour en iouyr par le ſuruiuant par vſufruict & le cours de ſa vie ſeulement. Et où il n'y auroit aucuns acqueſts, la iii. partie des meubles comme deſſus: mais ſ'il y auoit enfans, toutes Donations ſoient mutuelles ou ſimples, ſont reputees nulles.

Debtes payees par celuy qui prend les meubles.

LA ROCHELLE Chap. 14. Art 43. Homme & femme conioints par mariage enſemble aians heritage paternel ou maternel ou collateral, peuuent donner l'vn à l'autre tous & chacuns leurs biens meubles & acqueſts immeubles quelconques auec la iii. partie de leurs heritages à vie & à mort, ou le tout deſdicts heritages a vie, auec les meubles & acqueſts a vie & a mort. Et celuy ou celle qui prend meubles eſt tenu payer toutes debtes perſonnelles: pourueu toutesfois que l'homme ou femme n'ayent aucuns enfans nez & procreez ſ en loyal mariage. Car en ce cas tels Donations ſimples ou mutuelles, ſont nulles. Chap. 17. Art. 49. Le mary & la femme eſtans en ſanté aians &c. p. *à l'Art.* 43. l'autre, ſoit par Donation mutue ou par Teſtament tous &c. tout dudict heritage a vie ſeulement, & les meubles & acqueſts immeubles a vie &c. Et ne ſe peuuent reuoquer icelles Donations mutues par l'vn d'iceux, ſans cauſe raiſonnable & ſans le faire a ſçauoir l'vn a l'autre deuement. Et quant les parties ſont en poſſeſſion des biens donnez par la clauſe des Donations mutues ou Teſtament, ils ne ſont point tenus d'en demander la deliurance a l'heritier treſpaſſé: pourueu &c. Donations ſont &c.

Donations mutuelles ſe peuuent reuoquer ſans le conſentement des deux conioincts.

XAINCTONGE Tit. 8. Art. 71. Le mary & la femme peuuent faire Donation mutue & ſimple Donation entre vifs l'vn a l'autre ou par Teſtament de tous & chacuns leurs biens meubles & acqueſts immeubles a perpetuité, & de tout l'heritage a vie ſeulement, ou de la iii. partie d'iceluy a perpetuité, au chois & election de l'heritier: ſoit que la Donation ſoit faicte alternatiuement du tout a vie, ou du tiers a perpetuité ou d'iceluy tiers a perpetuité ſeulement. Art. 72. Et ſi l'heritier eſlit que le donataire iouyſſe du tout de l'heritage a ſa vie, faut que le donataire baille caution d'en vſer, comme bon pere de famille, telle qu'vn vſufructuaire eſt tenu bailler de droict.

Donation mutuelle ou ſimple entre conioints.

LA BOVRT. Tit. 9. Art. 5. Le mary & femme enſemble de commun conſentement peuuent ordonner de leurs acqueſts entre vifs & d'iceux donner l'vn a l'autre: pourueu qu'és choſes donnees y ait equalité tant d'vne part que d'autre: reſerué des acqueſts a leurs enfans ce que bon leur ſemblera, ſi peu ſoit-il.

Don mutuel entre conioints pour leurs acqueſts.

SOLE Tit. 24. Art. 4. p. *a la Bourt iuſques a ce mot*, ſemblera, *inclus.*

Donation mutuelle de meuble & par donation egale leurs conqueſts faits conſtant leur mariage & 3. partie des heritages par vſufruit

BRETAGNE Tit. 12. Art. 210. Mary † & femme ſ'entre peuuent faire, conſtant leur mariage Donatiõ mutuelle des meubles au plus viuãt d'eux deux: laquelle paſſera aux heritiers du ſuruiuant. Et ſ'entrepeuuent donner par Donation mutuelle & egale leurs conqueſts faicts durant leur mariage, ores que ils vaudroient plus que la iii. partie de leurs heritages. Et ne tiendra celle Donation des conqueſts, que le cours de la vie du ſuruiuant, & la iouyſſance de la moitié des conqueſts retournera aux hoirs du premier decedé. Art. 211. Et aura

ſ Par Arreſt donné en audience le 8. iour de May 1586. ſur vn appel interietté du Seneſchal de la Rochelle ou ſon Lieutenant, lequel auoit par ſa ſentence declaré vne donatiõ mutuelle bõne & valable, encores que les conioincts euſſent eu vn enfant, né, qui deceda quatre mois apres La Cour mit l'appellation au neant emendant le iugemẽt ordonna que la demãdareſſe ſeroit deboutee de ſes fins & concluſions & d'icelles abſoubs les heritiers du mary auec deſpens tãt de la cauſe principale que d'appel. Pareil Arreſt donné en la Couſtume de Pouctou le 16. iour de Iuin 1584. en la ſeconde Chambre des Enqueſtes. Il ſe trouue neantmoins vn Arreſt ſolennellement entre Iacques Meſlet & Michel Cheſneau prononcé par defunct M. le Preſident de la Gueſle le 18 May 1584. en la Couſtume

d Aniou par lequel fut confirmee vne donation mutuelle entre les conioincts par mariage : n'ayans enfans au temps de la mort. Et faut interpreter ces Arrests selon les Coustumes des lieux : car la Coustume de la Rochelle defend toute donation simple ou mutuelle, si les conioincts ont des enfans nez & procreez en loyal mariage. La Rochelle Art. 44. Secus en la Coustume d'Aniou par laquelle, telle Donation, etiam existentibus liberis, n'est pas reprouuee, ains seulement limitee ou restrainte Aniou. Art. 321. ainsi que Chopin liure 3. des Coust. d'Aniou Tit. 3. nombre 7. Voyez Charondas VII. des Resp. 129.

à la charge de nourrir & entretenir les enfans du donateur.

le donataire lesdicts biens, à la charge qu'il sera tenu nourrir & entretenir les enfans du donateur, si les enfans n'ont autres biens, vacation ou moyen d'eux nourrir selon leur estat.

BAR Tit. 11. Art. 163. Homme & femme conioincts par mariage estans en santé egaux ou prochains d'aage & de biens, & n'aians aucuns enfans de quelque mariage que ce soit, peuuent faire Don mutuel entre eux de l'vsufruict des heritages de ligne & acquests, sans qu'il soit requis auoir le consentement de leurs parens, en baillant neantmoins caution de bien entretenir les heritages & les laisser en bon & suffisant estat, & à charge de payer toutes debtes & frais funeraux & accomplir le Testament pour le regard des choses mobiliaires.

SEDAN Tit. 5. Art. 102. L'homme & la femme conioincts par mariage ne peuuent donner l'vn à l'autre, aduantager l'vn l'autre, ne contracter entre eux en quelque maniere que ce soit, sinon par Donation mutuelle, par laquelle ils se pourront donner l'vn à l'autre tous leurs biens meubles & conquests immeubles, pour en iouyr par le suruiuant : à sçauoir des biens meubles à tousiours, & de sa part & moitié des conquests. Et pour le regard du droict & portion du premier mort, esdicts acquests, sa vie durant seulement : à la charge de payer par le suruiuant les debtes, funerailles & legs testamentaires mobiliaires, d'entretenir aussi les conquests immeubles de menues reparations, comme de closture & couuertures, en tel & si bon estat qu'il les trouuera : pourueu que les conioincts faisans tels Dons mutuels, n'ayent aucuns enfans d'eux deux ou de l'vn d'eux & qu'ils soient sains & non malades quand ils contractent, à quoy les Notaires prendront garde, en passant les contracts & Dons mutuels & en feront expresse mention esdicts contracts. Art. 103. Toutesfois si l'vn desdicts conioincts au temps dudict contract estoit malade, & il gueriſſoit icelle maladie, & aiant cognoissance ratifioit la Donation faicte pendant sa maladie, telle Donation seroit valable, supposé que le donateur mourut le premier. Mais s'il alloit de vie à trespas de la maladie, la Donation faicte pendant icelle ne vaudra. Art. 104. Le Don mutuel deuement & solennellement faict comme dessus, ne se peut reuoquer par l'vne des parties, sans le consentement de l'autre.

Homme & femme ne peuuent donner l'vn à l'autre.

Menues reparations.

Don mutuel ne se peut reuoquer : sinon d'vn mutuel consentement.

Art. 281. *PARIS.*

Pere † & mere t marians leurs enfans, peuuent conuenir que les enfans laisseront iouyr le suruiuant de leurs pere & mere, des meubles & conquests du predecedé, la vie durant du suruiuant : pourueu qu'ils ne se remarient. Et n'est reputé tel accord, aduantage entre lesdicts conioincts.

Conuention des mariez faite en mariant leurs enfans qu'ils laisseront iouyr le suruiuant des meubles & conquests, est bonne & valable : si le suruiuant ne se remarie.

† *Cest Art. 281. a esté accordé pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

t La raison qui pouuoit faire estimer que ceste conuention n'estoit pas licite, par ce que la presomption sembloit estre vn aduantage indirect faict au profit du suruiuant des conioincts contre l'intention de la Coustume. Art. 282. de Paris Mais en ceſt Art. 281. elle a voulu oster tel doute estimant telle accord & conuention honneste & licite que les enfans laissent iouyr leurs peres & meres de leurs meubles & acquests, qu'ils ont acquis par leur industrie trauail ou autrement.

Art. 282. *PARIS.*

Homme u & femme conioints par mariage, constant iceluy, ne peuuent aduantager l'vn l'autre par Donation faicte entre vifs, par Testament x ou ordonnance de derniere volonté, y ne autrement, directement ne indirectement, en quelque maniere que ce soit : sinon par Don mutuel, comme dessus.

Aduantage faict constant le mariage est defendu entre les conioincts soit

Art. 283. *PARIS.*

Ne †† peuuent z lesdicts conioincts donner aux enfans l'vn de l'autre d'vn

entre vifs ou par Teſtament.

Donation n'eſt bonne ſi les conioints la font aux enfans l'vn de l'autre d'vn premier mariage ſ'ils ont enfans.

†† *Ceſt Art. 283. a eſté adiouſté ſans preiudice comme deſſus.*

u Ceſte Couſtume portee par le 282. Article eſt en partie tiree du droict: par lequel les Donations entre l'homme & la femme ſont prohibees, ores qu'elles fuſſent mutuelles. L. cum hic ſtatus §. ſi ambo. D. de don. int. vir. & vx. Aucuns eſtiment que ceſte prohibition eſt tiree des Loix de Solon ou bien des douze Tables. La raiſon de laquelle eſt donnee par Vlp. in l. 1. D. eod. tit. ne mutuato amore inuicem ſpoliarentur, donationibus non temperantes, ſed profuſa erga ſe facilitate, aut vt eſt in l. 3. in princ. hoc tit. ne concordia pretio conciliari viderentur, ne-ve melior in paupertatem incideret, deterior ditior fieret. Pomponius in L. ſed ſi vir 31. §. quod legatarius. D. eod. tit. ne amore alterius alter deſpoliaretur: non quaſi maleuolos ne alter locupletior fieret. Plutarque en ſes Problemes rend vne autre raiſon, qui eſt afin que les conioints par mariage eſtiment toutes choſes communes entre eux. Par ceſte Couſtume toutes ſortes de Donation ſont prohibees & defendues, meſmes les remuneratoires ou pour cauſe, fors les Donations mutuelles permiſes par icelle Couſtume. Quelques Docteurs anciens comme Balde, Bartole & autres ont fort doctement remarqué que le ſerment ne peut valider vne Donation, quand elle eſt prohibee par la Couſtume. Iulius Clarus lib. 4. Recept. Sent. Tit. de donat. donatio, tient la contraire opinion eſtre communement ſuiuie. Au reſte quelques Couſtumes ſont differentes de celle de Paris. Car elles permettent aux mariez de donner l'vn à l'autre leurs meubles & conqueſts immeubles, auec le Quint des propres, ſ'il n'y a point d'enfant, pour en iouir par le ſuruiuant ſa vie durant. Mante Article 145. Montfort Art. 149. Ribemont Art. 48. & 49. Amiens Art. 106. Peronne Art. cent onze. Et par la Couſtume de Poictou Art. 209. 212. & 223. ils peuuent faire Donation mutuelle ou ſimple par Teſtament ou autrement, tous leurs meubles acqueſts & Conqueſts immeubles, & la tierce partie des propres à perpetuité, ſoit qu'il y ait enfans ou non. La Couſtume de Clermont dit qu'ils peuuent diſpoſer de leurs meubles acqueſts & Conqueſts, ſoit qu'il y ait enfans ou non. Reims eſt pareille à celle de Clermont fors qu'elle adiouſte & de la moitié de leur naiſſant. Noyon Art 19. & le tiers des propres ſ'ils ſont en Cẽſiue, & le Quints' ils ſont en Fief: pourueu qu'il n'y ait enfans de leur mariage ou d'autre: auquel cas elle ne vaut que pour les meubles, acqueſts & Conqueſts immeubles. La Couſtume de Lodunois Chap. 25. Art 8. tient que Donation ſimple faite entre conioints par mariage, ne vaut, ſi elle n'eſt confirmee par Teſtament.

x S'il y a Teſtament faict auparauant le contract de mariage? Du Moulin tient qu'il eſt rompu: D'autant qu'il ſeroit en la faueur de la perſonne depuis eſpouſee, ſinon qu'auparauant il fut accepté par le contract. Le bien de celuy qui aduantage eſt diminué, quand il teſte au profit de ſa femme ou de ſon mary. Il tient auſſi ſur la Couſtu. de Reims Art. 263. que la femme peut accepter le legs que ſon mary luy a faict, mais qu'en acceptant iceluy elle ſera priuee de ſon Douaire & droict de Communauté: & prendra ſeulement ſes propres heritages auec ledit legs: nonobſtant le Teſtament qui eſt nul à ceſt eſgard par ladite Couſtume de Reims, qui ne permet aux conioints de donner librement au ſuruiuant. On a demandé ſi telle donation ou legs eſtoit du conſentement des heritiers apparens qui auroient iuré & promis de ne venir iamais au contraire. Par Arreſt ſolennel de l'an 1545. il a eſté iugé au profit de l'heritier contre la femme donataire. La prohibition de la Couſtume eſtant expreſſe L. cum lex. D. de fideic. & ne faict point au contraire le conſentement & promeſſe iuree dudit heritier: par ce qu'il n'auoit aucun droict pour lors de la Donation ou Teſtament aux heritages, & n'euſt oſé contredire au teſtateur. Finalement priuatorum cautione legibus non eſt refragandum. L. quod de bonis. D. ad leg. falc. Par ces mots Teſtament ou derniere volonté, &c. il nous eſt donné à cognoiſtre que tous Teſtamens, Codicilles, Donations à cauſe de mort, legs ou fidei commis ou autres quelconques diſpoſitions faites par les conioncts au profit l'vn de l'autre ſont prohibees, ſinon par don mutuel. Iure ciuili donatio cauſa mortis inter virum & vxorem valet Vlp. in l. 9. §. vlt. l. 10. & 11. 20. & 25. D. De don. int. vir & vxor. L 40. & 43. D. De don. cau. mor. Paul. II. Sent. Tit. 23 §. vlt. Pluſieurs Couſtumes cy deſſous rapportees, monſtrent que les mariez ne peuuent par teſtament faire aucun don, legs ou aduantage au profit de l'vn d'eux directement ou indirectement, pour euiter aux fraudes. Sens Art. 70. Auxerre Art. 228. Senlis Art. 143. Blois 174. Clermont Art. 132. Bretagne Art. 115.

y Ceſte clauſe eſt contre la diſpoſition du Droict ciuil: par lequel le mary pouuoit inſtituer ſa femme ſon heritiere. L. fin. C. de inſt. & ſubſtit. & la femme le mary. Sic & in l. vlt. C. ſi quis aliq. teſtari proh. rectè ſcribitur, iudicium vxoris in ſe prouocare maritali ſermone non eſſe criminoſum. Apuleius 2 Apolog. Non eſt crimen ſi quis ſupremum iudicium vxoris in ſe prouocet, vt ab ea promereatur aliquid blandimentis quibus dam. Les maris auoient auſſi de Couſtume de faire quelques legs à leurs femmes. L. cum vſusfructus. D. de vſufr. leg. inter coheredes D. fam. erc. l. Paulus. D. de dote releg. & autres lieux aſſez vulgaires en Droict: comme en cas ſemblables les femmes ſouloient faire quelque legs à leurs maris. L. Seia cum nuberet. D. de dot præl. l. Titia §. vlt. D. de legat. 2. Au reſte Decius conſ. 196. fait mẽtion de ceſte Couſtume prohibitiue de diſpoſer par Teſtament au profit de l'vn des conioints. La femme ſi elle a don mutuel des choſes ſituees en vn Bailliage, elle peut auoir Douaire en autre Bailliage ou Prouince, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt donné en audience le 3. Decembre 1587. au profit de la vefue M. Nicolas Braillon Preſident au Parlement de Bretagne, plaidãt Chezelles & Preuoſt. Au ſurplus ces dictions directement ou indirectement ſe doiuent interpreter & entendre fort amplement, afin d'oſter toutes les occaſions, ſouſpicions ou preſumptions des fraudes qui ſe pourroient commettre par leſdits conioints par perſonnes interpoſees. Argum l. ſponſus §. generaliter D. de donat int. vir & vxorem.

z Par Arreſt du Mercredy 23. Decembre 1562. prononcé en robbes rouges fut decidé qu'vne Donation faicte par vn mary aux enfans de ſa femme autres que de leur lict, n'eſtoit bonne ne valable, & que c'eſtoit vne donation & auantage faite indirectement à la femme contre la Couſtume de Paris prohibitiue de telles Donations. Semblablement vne Donation faicte par Teſtament à vne fille de la femme d'vn nommé Bernard fut declaree comme indirectement faicte, en faueur de la mere, par Arreſt donné en audience le 12. Iuillet 1584. plaidans Dauid & du Faur. Ceſte Donation ſemble eſtre faicte au profit de l'vn des mariez contre la diſpoſition de l'Ordonnance des Secondes nopces 1560. Telles perſonnes coniointes ſemblent eſtre ſuppoſees ou interpoſees pour deſguiſer la donation, qui tourne neant-moins au profit de l'vn des mariez. l. 11. §. interdum D. de leg. 3. l. ſeruo legato §. teſtator D. de leg. 1. l. 3 D. de don. int vir & vxorem. En l'Arreſt de M. Herbert l'Eſcriuain fut iugé que par la Couſtume de Paris vne femme mariee ne pouuoit leguer par Teſtament à vn des heritiers de ſon mary au preiudice des ſiens propres: & fut par le meſme Arreſt vn don mutuel faict entre mary & femme, à la ſuggeſtion du mary ladite femme eſtant mal declaree nul. Les 5. & 12. Auril 1410.

d'vn premier mariage, ou cas qu'ils ou l'vn d'eux ayent enfans.

CONFERENCE.

CALAIS T. 5. Art. 79. p. *à Paris.* Art. 281. n'eſt telle conuention reputee aduantage, &c. Art. 72. p. *à Paris.* Art. 282. tel qu'il ſera dit cy apres. Ny pareillement donner, &c. p. à l'Art. 283. *de Paris.* au cas, &c.

MELVN Ch. 14. Art. 234. *A la fin.* Apres leur mariage conſommé & durant iceluy, homme & femme ne ſe peuuent aduantager, &c. p. *à Paris.* Art. 282. Do-

Source : BIU Cujas

nations, &c. ne obliquement en, &c. Donation mutuelle en la maniere que dit eſt.

SENS T.8. Art.71. Homme & femme mariez enſemble ne peuuent par diſpoſition teſtamentaire faire Don, legs ou aucun aduantage l'vn à l'autre, † directement ou indirectement pour obuier aux fraudes.

AVXERRE T.12. Art. 228. p. *a Sens.* diſpoſition, legs teſtamentaire, faire dons ou aucuns, &c. *iuſques a ce mot*, †† indirectement, *inclus.*

ESTAMPES Ch.12. Art.141. p. *a Paris.* Art 282. enſemble par mariage, cõſtant & durant leur mariage, ne peuuent aduancer l'vn par Donation faite, &c. Teſtament, ordonnance, &c. mutuel, comme dit eſt.

DOVRDAN T.8. Art.95. p. *a Paris.* Art. 282. conſtant & durant leur, &c. ou indirectement, &c. *iuſques a ce mot*, ſoit, *inclus.*

MANTE Ch 13. Art.146. Pareillement ſe peuuent les conioints par mariage aduantager l'vn l'autre par Teſtament & ordonnance de derniere volõté de leurs meubles, acqueſts & conqueſts immeubles & Quint des propres, par la maniere que deſſus: pourueu qu'il n'y ait enfans dudit mariage ou d'autre.

SENLIS T.7. Art.143. Homme † & femme conioints enſemble par mariage, ne peuuent par Teſtament ou ordonnance de derniere volonté, leguer, dõner ou laiſſer aucune choſe l'vn à l'autre ſoit qu'il y ait enfans ou non.

CLERMONT T.10. Art.124. Le †† mary & la femme ne peuuent dõner l'vn à l'autre entre vifs, ſinon par Donation mutuelle, comme dit eſt cy deſſus. T.11. Art.132. Par Teſtament & ordonnance de derniere volonté, le mary & la femme ne peuuent donner l'vn à l'autre aucune choſe de leur propre, ſoit qu'il y ait enfans ou non: mais pourront diſpoſer de leurs meubles, acqueſts & conqueſts en vſufruict, tant ſeulement, leſquels biens le ſuruiuant ſera tenu prendre par inuentaire, & d'iceux bailler caution ſuffiſante: à la charge, ſ'il y a enfans que le ſuruiuãt ſera tenu les nourrir & entretenir ſuffiſammẽt, les enuoyer à l'Eſcole, faire apprẽdre meſtier ſelon leur eſtat: & les enfans venus en aage, leur bailler leur iuſte part & portion des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles ainſi laiſſez au ſuruiuãt.

VALLOIS T.10. Art.131. p. *a Paris.* Art.282. † enſemble par, &c. n'obliquement, eu, &c. mutuel, fors & excepté qu'ils pourront donner l'vn à l'autre par recompenſe, comme d'heritages vẽdus, grandes meliorations d'heritages, par baſtiment ou autrement, & au feur & raiſon du dommage & diminution des biens, qu'auroit eu, celuy, à qui ſera fait ledit Don par recompenſe.

TROYES T.5. Art.84. Et ne peuuent leſdits conioints aduantager, &c. p. *a Paris.* Art.282. par ſimple Donation, &c. ne par Teſtament ou autre ordonnance &c. fors en Donation mutuelle, comme dit ſera cy apres.

CHAVMONT Tit 4. Art.68. Et ſi ne peuuent aduantager l'vn l'autre, directement ou indirectement par ſimple, &c. p. *a Troyes. iuſques a ce mot*, volonté, *inclus.*

LAON T.5. Art.50. Homme & femme conioints par mariage ne ſe peuuent donner l'vn à l'autre, que par Don mutuel, & en la maniere que deſſus. Et ne ſe peuuent aduantager l'vn l'autre par Teſtament ou autrement, directement, &c. p. *a Paris.* Art.282. *iuſques a ce mot*, ſoit, *inclus.*

CHALONS Tit.6. Art.27. Homme ou femme ne ſe peuuent aduantager l'vn l'autre, par Don, Teſtament ou autrement, directement ou indirectement par perſonnes interpoſees.

REIMS Tit.10. Art.291. Homme †† & femme conioints par mariage ſe peuuent aduantager l'vn l'autre, par Teſtament & ordonnance de derniere volonté, de tous leurs meubles & acqueſts immeubles faits durant leur mariage, en proprieté, & de la moitié de leur naiſſant & acqueſts faits auparauant le mariage en vſufruict ſeulement: ſoit qu'il y ait enfans dudit mariage ou d'autre ou non: reſeruant toutesfois la legitime aux enfans.

NOYON Tit.2. Art.19. Homme ou femme peuuent donner par Teſtament l'vn à l'autre ce que deſſus, † pourueu * qu'il n'y ait enfans de leur mariage ou d'autre. Auquel cas ne vaut telle diſpoſition d'entre eux, que pour les meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & ſauue la legitime comme deſſus.

AMIENS Tit.5. Art.106. Perſonnes conioints par mariage ne peuuent dõner l'vn à l'autre entre vifs, durant leurdit mariage, ne ſ'aduantager l'vn l'autre de leurs biens, meubles, heritages, acqueſts & conqueſts immeubles: mais par Teſtament & ordonnance de derniere volonté, ſe peuuent aduantager & dõner l'vn à l'autre tous leurs biẽs meubles, debtes acqueſts & cõqueſts immeubles, auec le quint de leurs propres heritag. à touſiours ou à vie: au †† cas toutesf. qu'iln'y ait

† *Ces mots, directemẽt ou, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots, directemẽt ou, &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *A eſté remonſtré que l'Art. ancien contenoit manifeſte iniquité, en ce qu'il eſtoit permis au pere ou mere donner au ſuruiuant d'eux deux. tous leurs biens au preiudice de leurs enfans, ſans diſtraire la legitime, & ne leur laiſſer qu'vne nue proprieté des heritages propres, ſi aucuns en y auoit, ſans l'vſufruict. Auſſi on voit pluſieurs inconueniens aduenus de ladite Couſtume, par les ſuggeſtions qui ſe font aux malades, quand il eſt queſtion de faire les Teſtamens, & tellement que plus par contrainte qu'autrement, ſont faictes telles Donations, & aucunesfois le mary ſpolie la femme, & la femme le mary, par trop grande amitié qu'ils ont l'vn enuers l'autre, ſans auoir eſgard à leurs enfans: & apres les enfans delaiſſez, le ſuruiuant ſe remarie, & peut auoir autres enfans. Tellement qu'on a veu ſouuent les enfans de tels teſtateurs*

Source : BIU Cujas

dommez de tous biens, combien que leur pere ou mere eussent bien dequoy à l'heure de leur trespas. Et a esté prins l'opinion des assistans, sur ce qu'ils sont du commencement tombez en diuersité d'opinions, & depuis la pluspart d'iceux à rayer ledit Art. ancien & à faire Coustume contraire, telle & semblable qu'en la Preuosté & Vicomté de Paris. Ce qui a esté ordonné estre fait en la forme & maniere contenue en l'Art. inseré audit cayer sous pareille cotte de 143. Ce fait Loys de Seilly Seigneur de la Roche-guyon a protesté que la mutation de ladite Coustume ne luy peut preiudicier ne nuire au procés pendant en la Cour, entre luy & la Dame d'Estouteuille & ses consorts ou dit procés, où il dit auoir posé en faict ladite Coustume telle qu'elle estoit contenue audit Art. auant ladite mutation, dont par cy deuant l'on vsoit au Bailliage de Senlis, & qu'il entendoit auoir deuëment prouuee & verifiee par turbes audit procés, faisant les autres protestations à ce pertinentes. Et par Maistre Philippes Fromont Procureur des Seigneurs, Duc & Dame d'Estouteuille a este faict protestation au contraire, disant que par la Coustume de la Chastellenie de Chaumont audit Bailliage de Senlis, l'homme & la femme ne prouuoient & ne peuuent donner l'vn à l'autre que les meubles, acquests & conquests immeubles, & encores, pourueu qu'il n'y ait enfans du mariage: & qu'ainsi en auoit l'on vsé en la Chastellenie de Chaumont, & escroississement de Magny. Parquoy empeschoit que ledit Article eust lieu en ladite Chastellenie de Chaumont. Surquoy auons ordonné qu'ils auront lettres de leurs protestations.

†† *Cest Art. 124 est ancien: fors pour ceste clause,* sinon par, *&c. qui a esté adiousteé au moyen de la precedente Coustume nouuellement introduite.*

† *Plusieurs Aduocats, Practiciens & autres du tiers Estat ont remonstré que de tout temps l'on a par cy deuant obserué vne Coustume introduite en la faueur des gens mariez escrite és anciens Coustumiers Rubriche des Testamens. Par la Coustume gardee au Diocese de Beauuais, auquel Diocese la pluspart dudit Comté est assise, par Testament & ordonnãce de derniere volonté l'hõme à la fẽme & la fẽme à son mary peut dõner & laisser à touſiours tous les meubles & cõquests immeubles, auec le Quint de son propre heritage. Et pour ce que par cy apres l'on pourroit dire que la Coustume precedente & derniere accordee est en partie destructiue de ladite ancienne Coustume, & requis qu'elle fut mise audit Coustumier selon sa forme & teneur. Au contraire plusieurs gens d'Eglise & Nobles, ont dit, que ladite Coustume est inique, & preiudiciable au bien commun & vtilité du pays, pour plusieurs inconueniens, qui à raison d'icelle se sont ensuiuis, & que l'on voit encores par chacun iour plusieurs enfans, qui en sont destruits & mis à pauureté, mesmement plusieurs bons personnages perdus & gastez pour les inimitiez, qui ont esté entre plusieurs conioints par mariage, quand l'vn d'eux a esté refusant de tester au profit de l'autre, des choses à eux permises par la Coustume. Et pour ces causes doit estre ladite Coustume du tout abolie & l'Article rayé, à ce qu'il n'en soit aucunement vse pour l'aduenir. Surquoy par l'aduis des gens d'Eglise & Nobles faisans la plus grande & saine partie des trois Estats, & nonobstant le contredit de la pluspart du tiers Estat, Auons ordonné que ladite ancienne Coustume sera pour l'aduenir abolie, & que d'icelle en seroit faite mention en nostre Procés Verbal pour seruir és choses passees. Et au lieu de ladite Coustume seroit mis & introduit pour nouuelle Coustume l'Art. 132.*

† *C'est Art. 131. est de nouuel introduit.*

†† *Cest Art. 291. est de nouuel introduit & certain Article ancien reformé.*

† *Ces mots,* Pourueu qu'il, *&c. sont de nouuel adiousteez.*

* Aliàs, qu'elle, *&c. P. V.*

†† *Ces mots,* Au cas, *&c. sont adiousteez pour l'aduenir.*

---

enfans dudit mariage ou d'autre precedent: & s'il en y a, ne peuuent donner l'vn à l'autre que par vsufruict.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 24. Deux cõioints par mariage au traicté de leur mariage, ou en derniere volonté peuuent & leur loist donner l'vn à l'autre, soit le mary à la femme ou la femme au mary, tous leurs meubles acquests & cõquests & le Quint, soit viager ou heredital, de tous leurs heritages situez en ladicte Comté.

BOVLLENOIS Tit. 22. Art. 95. Le mary ne peut aduancer la femme, ne la femme le mary, par Don d'entre vifs & ordonnance de derniere volonté.

S. PAVL Tit. 3. Art. 37. *A la fin.* le mary ne peut donner aucune chose à sa femme, ne la femme à son mary: par ce que par la Coustume, depuis que deux conioints ont fiancé l'vn l'autre par Don d'entre vifs, Testament ou autrement, ils ne se peuuent aduantager.

PERONNE Tit. 4. Art. 111. Mais † par Testament, mary & femme se peuuent donner & leguer l'vn à l'autre: tout ainsi qu'estranges pourroient faire: sçauoir est tous leurs meubles, acquests & conquests immeubles & le Quint de leurs propres Feodaux & tiers des propres Censuels: à la charge toutesfois que le donataire est tenu de payer les debtes mobiliaires, obseques & funerailles du defunct, la legitime reseruee aux enfans.

LILLE Tit. 5. Art. 52. Deux conioints par mariage ne peuuent directement ou indirectement aduanchier l'vn l'autre.

LA SALLE DE LILLE Titre douziesme. Article six. p. *a Lille.* par disposition d'entre vifs, ou de derniere volonté, aduancer l'vn l'autre.

VALANCIENNES Titre sixiesme. Article 80. Le mary ne peut donner simplement aucun heritage ou rente heritiere à sa femme, n'est qu'il le face aux Mambours pour elle à qui seront denommez & commis faisant ledit Don, & qu'il le face pardeuant la Loy, dont les heritages & rentes sont mouuans: autrement tel Don est nul.

ARTOIS Titre second. Article octante neufiesme. L'homme ne peut

† *Cest Article cent vnze estoit ancien à Mondidier: sauf que le donataire est chargé des debtes, obseques & funerailles, & reseruation de legitime: & aussi est nouuel en la Preuosté de Roy pour le regard de la disposition du Quint de ses Fiefs & tiers des rotures, charges des ob-*

Source : BIU Cujas

seques & funerailles, & la reseruation legitime. Pour laquelle reseruation est pareillement nouueau en la preuoste de Peronne, & aura lieu pour l'aduenir en toutes les trois Preuostez.

Don simple du mary à sa femme se doit faire aux Mambours pardeuant la Loy.

aduancer sa femme ne la femme son mary par disposition testamentaire n'autrement.

CAMBRAY Tit.7. Art.19. Deux conioints par mariage, ne peuuent directement ou indirectement par disposition d'entre vifs ou de derniere volonté, aduancer l'vn l'autre : fors que par Raueſtiſſement mutuel, ou par deuises & cõditions reciproques, en acqueſt faisant, ou par melioration des heritages de l'vn d'iceux. *Raueſtiſſement mutuel.*

DVCHE de Bourg. Chap.4. Art.7. Le mary & la femme ne peuuent faire traicté, donation, confession n'autres contracts, constant leur mariage, par Testament n'ordonnance de derniere volonté, n'autrement au profit l'vn de l'autre, se ce n'est du consentement des plus prochains parens viuans, qui deuroient succeder au mary ou la femme, qui feroient lesdits traictez, Donations & contracts : supposé que les contractez ayent esté vallez par serment n'autrement, par le traicté de mariage il n'estoit entre eux conuenu.

NIVERNOIS Chap.23. Art.27. Gens mariez constant leur mariage ne peuuent contracter au profit l'vn de l'autre n'eux aduantager par contraux entre vifs : sinon par Don mutuel en meubles & conquests, quand ils n'ont aucuns enfans, & sont franches personnes, sains & non malades, pareils d'aage, tout au moins que l'vn n'est aagé que de x. ans plus que l'autre, & valét les Dõs mutuels iusqu es à l'equalité d'iceux. Et quant aux anciens heritages les Dons mutuels faicts, comme dessus, valent pour l'vsufruict seulement & iusques à equalité d'iceux, & saisiront les Donations les donataires. *Dons mutuels.*

MONTARGIS Chap.11. Art.3. Homme & femme conioints par mariage, ayans enfans ou non, ne peuuent aucune chose donner de l'vn à l'autre par Donation faite entre vifs n'autrement.

ORLEANS Tit.15. Art.280. p *à Montargis.* mariage ne peuuent par disposition faite entre vifs ne testamentaire, durant leur mariage, donner aucune chose l'vn à l'autre, directement ou indirectement & ne se confirme par mort.

NORMANDIE Chap.15. Art.395. Gens mariez ne peuuent ceder, donner ou transporter l'vn à l'autre quelque chose que ce soit, ny faire contracts ou confessions : par lesquels les biens de l'vn viennent à l'autre, en tout ou partie, directement ou indirectement. Chap.16. Art.415. Le †† mary n'ayant enfans, ne peut donner ses meubles à sa femme, sinon que iusques à la concurrence de la moitié de la valeur des heritages & biens immeubles, qu'il possede lors de son decés : & s'il a enfans, il ne luy en peut donner que l'aduenant du tiers de ses immeubles. †† *Cest Art. 415. a este accordé pour Coustume nouuelle.*

ANIOV Tit.16. Art.328. Contract a que femme face auec son mary, au profit du mary, entre vifs ou auec les parens du mary, au preiudice & alienation de l'heritage & autres choses immeubles d'elle, n'est valable : sinon que ce soit par Donation mutuelle. *Mary comme peut disposer au profit de sa femme pour ses meubles.*

LE MAINE Tit.17. Art. 340. p. *à Aniou.* entre vifs, si ce n'est par Don mutuel, ou auec, &c. *Contract fait auec le mary constant le mariage n'est vallable s'il est au profit du mary ou de ses parẽs.*

GRAND Perche, Tit.4. Art.98. Et par autre moyen que par Donation mutuelle, les cõioints par mariage ne se peuuent donner entre vifs directemẽt ou indirectement par quelque maniere que ce soit. Tit.7. Art.128. Homme & femme conioints par mariage ne peuuent par Testament & ordonnance de derniere volonté, donner l'vn à l'autre directement ou indirectement par quelque maniere que ce soit, s'ils ont enfans de leur mariage ou autre. Et s'ils n'en ont, se pourront donner l'vn à l'autre, la portion des meubles à eux appartenans. *Mariez n'ayãs enfans se peuuẽt donner la portion de leurs meubles.*

BLOIS Chap.12. Art.174. Homme & femme conioints par Testament ne peuuent donner par Testament l'vn à l'autre aucune chose.

ROMORANTIN Chap.5. Art.8. L'homme & femme conioints par mariage ne peuuent contracter l'vn auec l'autre, ne faire Don l'vn à l'autre, soit mutuel ou autre, durant & constant leur mariage : mais bien peuuent donner & aduantager l'vn l'autre par le contract de leur mariage.

BERRY T.8. Art.1. Les deux conioints par mariage solennisé ou consommé, ne peuuent iceluy durant, donner l'vn à l'autre par Donation simple ou reciproque entre vifs ou à cause de mort, par Testamẽt ou autre disposition de derniere volonté leurs biens ou partie d'iceux, soient meubles ou conquests immeubles ou propres, n'aduantager l'vn l'autre de leurs biens par quelque contract que ce soit, directement ou indirectement.

a Par Arrest du 5. iour de Iuin 1584. dõné en audience plaidant Chauuelain & Bossant a esté iugé que la belle mere a esté declaree absoute des fins & conclusions contre elle prinses pour le Dot & mariage de sa belle fille, pour laquelle elle s'estoit obligee auec son mary, & auoit obligé ses propres heritages : par ceque c'est au mary de doter ses filles de ses biens propres & non de ceux de sa femme. l. obligamur §. lege D. de oblig. & act. l. vlt. C. de dot. prom. Cest Arrest est aussi recité par Chopin liure 3. des Coust. d Aniou T. 3. nõb. 20.

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art. 226. eſt accorde pour Couſtume nouuelle.*

BOVRBONNOIS Chap.20. Ar.226. Le † mary durant le mariage ne peut faire aucune aſſociation, Donation ou autre cõtract au profit de ſa femme, enfans de ſadite femme d'autre lict, ny autres, eſquels elle doiue ſucceder, *immediatè nec è contra* la femme au mary, à ſes enfans ou autres, eſquels le mary doiue ſucceder *immediatè*: ſuppoſé que leſdits contracts ayent eſté validez par ſerment, ſi ce n'eſt en contract de mariage ou contract de Don mutuel.

Femme fiãcee eſt en la puiſſance de ſon fiancé.

AVVERGNE Chap.14. Art.28. Depuis que la femme eſt fiancee, elle eſt en la puiſſance de ſon fiancé au profit duquel ne d'autre à qui il puiſſe ſucceder, ne peut faire aucunes autres Donations, pactes ou diſpoſitions, que celles que par traicté de mariage ont eſté accordees. Art.39. Le mary conſtant le mariage peut donner à ſa femme tous & chacuns ſes biẽs, ou partie d'iceux: ſauf la legitime aux deſcendans: & ſont telles Donations & diſpoſitions bonnes & valables. Art.46. La femme durant le mariage ne peut faire à ſon preiudice aucune aſſociatiõ, Donation n'autre contract auec ſon mary & au profit d'iceluy, à qui le mary puiſſe ou doiue ſucceder.

LA BOURT, T.9. Art.3. Donation, obligation ne quittance que mary faict à ſa femme ou femme à mary durant le mariage, n'a valeur, poſé qu'il y ait fermẽt. Art. 4. Si n'eſt qu'elle ſoit fait par Teſtament ou par autre contract ayant traict à mort ou par le contract de leur mariage.

SOLE Tit.24. Art.3.p. *a La Bourt.* Art.3. & 4.

BRETAGNE Tit.12. Art.215. L'homme & femme conioints par mariage ne pourront donner l'vn à l'autre aucune choſe par Teſtament ou autre diſpoſition de derniere volonté.

BAR Tit.7. Art.82. Deux conioints par mariage ne ſe peuuent aduantager l'vn l'autre directement ou indirectement, par Donation entre vifs ny par Teſtament ou autrement.

SEDAN Tit.7. Art.126. Le mary & la femme ne ſe peuuent aduantager l'vn l'autre par Teſtament, ne leguer aucune choſe aux enfans l'vn de l'autre, d'autre mariage.

TOVRNAY Tit.14. Art.8. Deux conioints par mariage, ne peuuent par Don d'entre vifs, Teſtament ou autrement, aucunement aduancer l'vn l'autre de leurs biens communs: n'eſtoit par Donation mutuelle, appellee Raueſtiſſement: laquelle a lieu ſeulement entre conioints non ayans enfans.

Art.284. PARIS.

Raueſtiſſement ou Donation mutuelle.

Don mutuel ne ſaiſit & doit eſtre inſinué dans les quatre mois, & apres l'inſinuatiõ n'eſt reuocable: ſinon &c.

Vn Don [b] mutuel de ſoy ne ſaiſit, ains †† eſt ſuiet à deliurance. Et pour eſtre valable doit eſtre inſinué dans les iiii. mois du iour du contract, & l'inſinuation faite par l'vn d'eux, vaut pour tous deux. Apres laquelle inſinuation, le Don mutuel n'eſt reuocable [c] ſinon du conſentement des deux conioints.

Inſinuation faite par l'vn des mariez, vaut pour tous deux.

†† *Ces mots, ains eſt ſuiet, &c. ſont adiouſtez à ceſt Art. 284. qui eſtoit le ſeptvingt dix ſeptieſme Art. de l'ancië Couſtumier pour ladite addition auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Art.285. PARIS.

Donataire mutuel gaigne les fruicts du iour qu'il a preſenté caution.

Le † donataire mutuel ne gaigne les fruicts que du iour qu'il a preſenté caution ſuffiſante, & demeurent les fruicts à l'heritier, iuſques à ladite caution preſentee. Laquelle caution il peut preſenter en iugement dés la premiere aſſignation.

Art.286. PARIS.

Le Donataire mutuel eſt tenu aduancer & payer les obſeques [d] & funerailles du premier decedé, enſemble la part & moitié des debtes communes deuës par le premier decedé. Leſquelles obſeques & funerailles & moitié des debtes luy doiuent eſtre deduites, ſur la part [e] & portion du premier decedé. Toutesfois †† n'eſt tenu payer les legs & autres diſpoſitions teſtamentaires.

Art.287. PARIS.

Auſſi eſt tenu celuy qui veut iouir du Don mutuel, faire faire les re-

b Par conſequẽt les clauſes de conſtitut ou precaire, ores qu'elles ſoient mutuelles & reciproques, ne vallent rien: tellemẽt que la deliurance en doit eſtre demandee, en offrant & baillant caution, ainſi que tiẽt Du Moulin. Par Arreſt du 26. iour de Mars 1585. fut vn don mutuel, meſmes pour vſufruict des propres declaré ſuiet à inſinuation au lieu des immeubles. Et ayeu vne donation mutuelle n'ayant eſté inſinuee és lieux des biens du mary, ains ſeulement és Sieges de ceux de la femme eſtant debatue par les heritiers du mary predecedé, & ayant eſté confirmee par le Iuge, duquel eſtoit appel, fut l'appel mis au neant de grace, ordonné que ce dont eſtoit appel ſortiroit ſon effect, par Arreſt du 14. iour de Iuillet 1586.

Source : BIU Cujas

† *Ceſt Art.285. a eſté de nouuel adiouſté ſans preiudice comme deſſus.*
Donataire mutuel aduance les obſeques & funerailles, & la moitié des debtes, & non les legs.
†† *Ces mots,* Toutesfois n'eſt, *& c. ont eſté adiouſtez à ceſt Art. 286. qui eſtoit le 218. ancien pour plus grande explication.*

c Par pluſieurs Couſtumes le Don mutuel n'eſt reuocable, ſinon par le conſentement des deux conioints. Sedan Art. 104. Anion 329. Maine Art. 341. Bourbonnois Art. 229. Lodunois Chap. 25. Art. 7. Mais par autres Couſtumes ſe reuoque iuſques à la mort. La Rochelle Art 49. Lodun. Chap. 25. Art. 7. Poictou Art. 213. Vide cap. 8 extra de donat. inter virum. Alexander conſil. 40. & 78. lib. 4. Fallit in ſpecie l. ſi ab hoſtibus 10. §. vlt. D. Sol. matr. comme eſcrit Du Moulin ſur la Couſtume de Bourbonnois Art. 229. Eſt aduenu vn faict notable apres ceſte Couſtume reformee, ainſi que Charondas eſcrit liure vi. Reſp. 61. que deux mariez n'ayans enfans font donation mutuelle l'vn à l'autre qui eſt inſinuee ſelon la Couſtume. Le lendemain de l'inſinuation, la femme perſuadee parauanture par ſes parens, mande deux Notaires, & en la preſence de ſon mary, qui toutesfois ne l'auctoriſe, & ne donne conſentement à ce faire, auſſi n'eſt il denommé en l'acte, reuoque la donation mutuelle. Le mary decede auant elle ſans enfans, elle neant-moins veut iouir de ladite Donation mutuelle: on luy allegue la renonciation: mais elle reſpond que la Couſtume porte expreſſement que le don n'eſt reuocable, ſinon du conſentement des deux conioincts, mais ſon mary n'y a donné conſentement, ores qu'il euſt eſté preſent à ladite reuocation, laquelle auſſi eſtoit nulle, par ce que ſon mary ne l'auoit auctoriſee. Telle reuocation nuit à la femme. Car en telles Donations mutuelles permiſe par la Couſtume, il ſemble que la femme eſt aſſez auctoriſee par la Couſtume, meſme à faire donation mutuelle auec ſon mary, & qu'il n'eſt beſoin de l'auctorité de ſondit mary: ne maritus auctoritatem in rem ſuam præſtare videatur. l. quod dicimus. 7. D. de aucto. & conſtut. La preſence du mary qui n'a point empeſché la reuocation, vaut vn conſentement taiſible, encores que l'acte n'en face point de mention. L. 1. §. ſcientiam. D. de trib. act. L. ſi tamen ſciente. D. ad Maced. l. 2. D. Sol. matr. & ne peut la femme reprouuer ſon propre faict l. poſt mortem D. de adopt. l. factum cuique. D. de regul. iur. l. 9. D. quæ in fraudem cred. fraus & dolus nemini patrocinari debent. L. actione 65. §. diximus D. pro ſocio. cap. 2. extra de dolo & contum. cap. 15. De conceſſ. præb. nemo lucrum ex fraude reportare debet cap. 28. §. cum autem. D. offic. & poteſt. iudic. de leg.

d Les funerailles & obſeques ſe doiuent faire ſelon la qualité de la perſonne defuncte & des facultez ou moyens quelle a delaiſſez. L. 12. §. 5. l. 14. §. 6. L. 16. & 21. D. de religioſ. & ſumpt. fun. Ce qui eſtoit quelquesfois ordonné par le preteur ou le magiſtrat de la ville d. l. 12. §. prætor. D. eod. titulo. Le Donataire mutuel ſuruiuant n'eſt pas tenu payer les legs, & diſpoſitions teſtamentaires par ceſte Couſtume de Paris. Toutesfois quelques autres Couſtumes, veulent qu'il paye les legs mobiliers & perſonnels, & non les reels. On a demandé en ceſte Couſtume de Paris, ſi au don mutuel eſt adiouſtee ceſte clauſe & condition, que le ſuruiuant payera les legs teſtamentaires, que fera le premier mourant. Si le don mutuel eſt nul, il n'eſt prohibé par la Couſtume de mettre & apposer audit don telles pactions que bon ſemble au donateur, pourueu qu'elles ſoient licites & honneſtes, non eſtans contre les bonnes mœurs & non reprouuees de Droict. Ce qui monſtre que le ſuruiuant eſt tenu deſdits legs. Par Arreſt du trezieſme iour de Mars mil cinq cens octante deux a eſté iugé plaidant Chopin, que ceſte clauſe vitiatur & non vitiat, ainſi que Charondas eſcrit Liure ſeptieſme, Reſp. 145. Le dixhuictieſme iour de Nouembre mil trois cens nonante cinq, en la cauſe des heritiers de feu Guillaume de Sainct yon fut iugé par Arreſt, que la vefue qui prend par vertu du don mutuel tous les meubles & conqueſts, doit payer toutes debtes deues par le mary au iour de ſon decés ſur les meubles & conqueſts, ſ'ils ſuffiſent: ſinon les heritiers du defunct mary payeront par moitié de ce que leſdits meubles & conqueſts ne ſuffiſent.

e C'eſt à dire que les heritiers ne ſont pas tenus de payer les debtes, ou bien ont recours contre le ſuruiuant tant que monte ladite portion du defunct, qui en eſt auſſi diminuee. C. M.

parations viageres eſtans à faire ſur les heritages ſuiets audit Don mutuel: & payer les Cens & charges annuelles, les arrerages tant des rentes foncieres, que des autres rentes, conſtituees pendant la Communauté, eſcheus depuis la iouiſſance du Don mutuel, ſans eſperance de les recouurer.

Art. 288. *PARIS.*

L'heritier † peut demander à l'encontre dudit donataire, que nouuelle priſee ſoit faite des meubles par gens dont ils conuiendront, pour eſtre leſdits meubles priſez à la iuſte eſtimation autre que celle faite par l'inuentaire. Et en ce faiſant ledit donataire aura la iouiſſance des meubles, ſans qu'il ſoit tenu les faire vendre.

Donataire mutuel doit faire faire les reparations viageres: payer les Cens & charges annuels, les arrerages des rentes, &c.

Heritier peut demander nouuelle priſee des meubles outre l'inuentaire.

† *Ceſt Art. 288. eſt de nouuel adiouſté.*

CONFERENCE.

Calais Titre cinquieſme. Article ſeptante quatre. p. *à Paris.* Article deux cent octante quatre. du ſentiment, &c. Article 75. 76. 77. & 78. p. *a Paris.* Art. 285. 286. 287. & 288.

Meaux Chap. 4. Article dixneufieſme. Et en acceptant par le ſuruiuant les biens meubles & conqueſts immeubles, ledit ſuruiuant eſt tenu payer toutes les debtes qui eſtoient communes à l'heure du treſpas du premier decedé, & les legs mobiliaires, auec ſes obſeques & funerailles, & non pas les legs reaux ne les debtes reelles conſtituees ſur les heritages propres du premier decedant. Article vingtieſme. Donation mutuelle faicte entre deux conioints ne ſaiſit point.

Source : BIU Cujas

Debtes ſont payees par le ſuruiuant, les legs mobiliaires, obſeques & funerailles : & non les legs & debtes reelles.

Don mutuel ne ſaiſit.

MELVN Chap. 14. Art. 227. Le †† ſuruiuant qui veut iouyr de la moitié des conqueſts appartenans aux heritiers du premier decedé, ſuiuant le Don mutuel, eſt tenu entretenir les conqueſts, ſa vie durant & acquiter les heritiers du premier decedé de la moitié des cens, rétes & autres redeuances anciennes, dont leſdicts conqueſts ſont chargez. Art. 228. Auſſi eſt tenu le ſuruiuant, qui veut iouyr de la Donation mutuelle, payer les frais des obſeques & funerailles du premier decedé, & la moitié des debtes mobiliaires qu'on pourroit demander aux heritages du premier decedé : leſquels frais des obſeques & funerailles & auſſi la moitié des debtes payees, ſeront deduites à ſes heritiers par les heritiers du premier decedé, ſur la portion des meubles qui ſeront rendus. Art. 229. Don † mutuel ſaiſit le ſuruiuant du iour du decez du premier mourant : pourueu qu'inuentaire ait eſté fait & caution baillee par le ſuruiuant : & ſe doit bailler ladicte caution, partie preſente ou appellee.

SENS Tit. 11. Art. 112. Et ſera le ſuruiuant ſaiſi des choſes à luy donnees pour intenter complainte & autres actions poſſeſſoires contre ceux qui le voudront troubler : ſoit contre les heritiers du decedé ou autres. Art. 113. Et †† ſera le ſuruiuant tenu payer les debtes perſonnelles du defunct, faire les frais funeraux & accomplir ſon Teſtament, pour le regard des legs & choſes mobiliaires. Et neãtmoins pourra iceluy ſuruiuant ſe rembourſer, ſus la part & portion des meubles & conqueſts immeubles qui luy auront eſté donnez, de tout ce qu'il aura payé & frayé, en acquit du defunct & pour raiſon de ce que deſſus.

AVXERRE Tit. 11. Art. 223. Et † eſt le ſuruiuant ſaiſi &c. p. *a Sens.* Art. 112. & actions poſſeſſoires tant contre les heritiers, du decedé que tous autres

ESTAMPES Chap. 12. Art. 142. Don &c. p. *a Paris.* Art. 284. ains doit le donataire venir par action. Art. 143. Le ſuruiuant de deux conioincts par mariage aiant faict Don mutuel l'vn à l'autre, voulant par le moyen d'iceluy iouyr ſa vie durant des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles ſuiects à retour aux heritiers du premier decedé, eſt tenu de les entretenir en bon & ſuffiſant eſtat, de payer les obſeques & funerailles du premier decedé auec les debtes dont on pourroit faire demande à ſes heritiers, ſur la part & portion des biens du premier decedé.

DOVRDAN Tit 8. Ar. 96. Don mutuel ne ſaiſit. Ar. 97. Le ſuruiuant de deux cõioints par mariage qui ſe ſont fait Don mutuel l'vn à l'autre, ſi au moyen dudict Don mutuel, veut iouyr ſa vie durant, des meubles & cõquets immeubles ſuiets à retour, aux heritiers du premier decedé, eſt tenu de payer les obſeques & funerailles du premier decedé, auec la moitié des debtes, dont on pourroit faire demande aux heritiers, ſur la part & portion toutesfois des biens dudict decedé.

MONTFORT Chap. 13. Art. 150. p. *à Melun.* Art. 229 †† ſaiſit du iour du decez : pourueu &c. ſoit apres faict & caution baillee.

MANTE Chap. 13. Art. 148. Et † ſaiſit le Don mutuel &c. p. *a Montfort* du decez du premier mourant : pourueu &c. baillee par le ſuruiuant.

CLERMONT Tit. 10. Art. 125. Vn †† Don &c. p. *à Eſtampes.* Art. 142. ſaiſit point. Art. 126. p. *à Dourdan.* Art. 97. qui ont faict &c. il veut &c. decedé, qui eſt la moitié des meubles & conqueſts immeubles faicts conſtant ledit mariage, eſt tenu &c. moitié, dont on pourroit faire demande aux heritiers, des debtes qui eſtoient deues par les conioincts au iour du treſpas du premier decedé, ſur la part &c. premier decedé.

VALLOIS Tit. 10. Art. 129. p. *a Clermont.* Art. 125.

TROYES Tit. 5. Art. 85. Et eſt ſaiſi ledict ſuruiuant d'iceux biens meubles & conqueſts immeubles demourez du decez du premier mourant, en force de ladicte Donation de ce meſme faict. Et n'eſt beſoin ne requis que le ſuruiuant ait deliurance ou tradition d'iceux biens meubles, debts & conquets immeubles par l'heritier ou heritiers du premier mourant. Et jaçoit qu'eux conioincts au traicté de leur mariage ayent renoncé au priuilege de Nobleſſe, quant au droict de prendre & emporter les biens & meubles & debts : toutesfois ſur la part & portion deſdicts biens, qui appartenoient au premier mort, ſe doiuent payer entierement ſes Teſtament, funerailles, obſeques & enterrement & la moitié des debtes paſſiues, qui deues eſtoient au iour du treſpas du premier mort par iceux conioincts.

†† *Les Art. 227. & 228. ont eſté adiouſtez comme anciens de tout temps gardez & obſeruez.*

Obſeques funerailles, & la moitié des debtes ſeront deduites ſur la part des meubles du premier decedé.

Don mutuel ſaiſit du iour du decez, apres inuentaire fait & caution baillee.

† *Ceſt Art. 229. eſt nouuel pour l'aduenir.*

Donataire mutuel peut intéter complainte & actions poſſeſſoires.

†† *Ce 113. Art. eſt de nouuel adiouſté.*

† *L'Art. 123. eſt de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ceſt Ar. 150. eſt adiouſté pour nouuel.*

† *Ceſt Art. 148. eſt de nouuel introduit.*

†† *Les Art. 125. & 126. ſont introduits pour nouuelle Couſtume.*

† *Le 129. Ar. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

Don mutuel ſaiſit ſans aucune deliurance ou tradition.

Teſtament obſeques & funerailles, & la moitié des debtes paſſiues ſe prennent ſur la part & portion des meubles du

Source : BIU Cujas

LAON Tit. 5. Art. 48. Et † saisit tel Don: de sorte que le donataire peut former complainte pour les choses à luy donnees, s'il est troublé par l'heritier du donateur: pourueu qu'iceluy donataire ait faict inuentaire & baille suffisante caution, comme dessus. Art. 49. Le suruiuant qui iouist du Don mutuel est tenu de payer les debtes personnelles du defunct, faire les frais funeraux & accomplir son Testament, pour le regard des legs & choses mobiliaires.

CHALONS Tit. 7. Art. 37. Et † est ledict suruiuant d'iceux conioincts, saisi des biens à luy donnez par Don mutuel, apres toutesfois qu'inuentaire aura esté faict par Iustice des titres des conquests, & que ledit suruiuant aura baillé caution suffisante aux heritiers du premier decedé, d'entretenir les conquests immeubles, en bon & suffisant estat, & iceux rentes quittes & deschargez des arrerages des Cens, & rentes foncieres & autres redeuances, dont ils seroient chargez. Et en ce cas pourra former complainte, mesmes contre les heritiers du predecedé, & iouyra, en baillant caution ausdicts heritiers, des fruicts desdicts heritages donnez, pendant le procez. Art. 38. le suruiuant prenant les choses à luy donnees par Don mutuel, est tenu de payer les debtes personnelles & mobiliaires du defunct, les frais des obseques & funerailles, & accomplir son Testament pour le regard des legs mobiliers.

REIMS Tit. 8. Art. 234. Et sera &c. p. *a Sens.* Art. 112. contre les heritiers du donateur, ou autre qui le voudroit troubler. Art. 235. †† p. *a Laon.* Art. 49. mobiliaires. Et neantmoins &c. p. *A la fin de Sens.* Art. 113.

ORLEANS Tit. 15. Art. 282. p. *a Paris.* Art. 287. † recouurer. Et en ce faisant demoure iceluy suruiuant saisi dudict Don, & en peut intenter & soustenir le possessoire.

GRAND PERCHE Tit. 4. Art. 95. Et †† sera le suruiuant saisi des choses à luy donnees du iour du decez du predecedé: pour raison desquelles pourra former complainte contre l'heritier ou autre, sans qu'il soit tenu en demander deliurance. Art. 96. Aussi sera tenu le donataire suruiuant payer & acquiter les charges reelles desdictes choses à luy donnees. Et pareillement iceluy suruiuant auquel les meubles auroient esté donnez: sera tenu accomplir le Testament du defunct, payer les obseques, funerailles & debtes mobiliaires. Art. 97. Et pendant le temps que la femme iouyra des immeubles à elle donnez, y aura confusion de son Douaire. Art. 101. Don ne saisit, sinon entre deux conioints. Et faut qu'il y ait deliurance actuelle, retention d'vsufruict, constitution de precaire ou autre clause translatiue de possession, ou que le donataire ait du consentement du donateur, iouy des choses à luy donnees.

BLOIS, Chap. 12. Art. 176. Donataires soit par Donation mutuelle faicte entre vifs ou par Testament, ne seront saisis: mais seront saisis par les mains de l'heritier. Et où l'heritier voudroit empescher l'effect de la Donation: de laquelle ledict donataire fit prompte foy par lettres & titres, si ledit heritier est estranger ou ne possede biens suffisans en ce pays, il sera tenu de bailler caution ou le donataire suruiuant en iouyra en baillant caution.

BOVRBONNOIS Chap. 20. Art. 228. Et en cas que ladicte Donation fortisse son effect, le suruiuant iouyssant dudit Don mutuel, est tenu payer sur tous les meubles & conquests, les debtes qui estoient communes à l'heure du trespas du premier decedé, les obseques & funerailles & deliurer les legs mobiliaires contenus au Testament & ordonnance de derniere volonté d'iceluy.

XAINCTONGE Tit. 9. Art. 77. Où Donation est faicte entre personnes conioinctes, le mary ou la femme suruiuant, n'est tenu auoir ne prendre ne demander la possession des choses donnees par la main des heritiers du donateur decedé, entant que touche les meubles & acquests immeubles: ains en est saisi: & s'en peut emparer & iceux retenir de son auctorité priuee: mais entãt que touche les heritages & biens immeubles obuenus par succession, en aura la possession par les mains de l'heritier. Art. 78. Et où le donataire est saisi, s'il est troublé ou empesché oudit Don, il s'en peut douloir & former complainte.

BAR Tit. 11. Art. 164. Telle Donation mutuelle saisit le suruiuant donataire & peut intenter & defendre possessoirement contre tous autres.

SEDAN Tit. 5. Art. 105. Le Don mutuel solennellement faict & passé par deuant deux Notaires ou vn Notaire en presence de deux tesmoins: saisit le suruiuant, sans estre tenu d'en demander deliurance ou possession aux heritiers du premier mort: pourueu toutesfois que le suruiuant, s'il est present, dedans xv. iours apres le trespas du premier mort, ou s'il est absent dedans xl. iours apres le trespas ou xv. iours apres son retour, declare iudiciairement qu'il accepte ledict

premier decedé.

Don mutuel saisit.

†† *Cest Art. 48. est introduit pour l'aduenir au lieu de l'ancien.*

Debtes personnelles Testament obseques et funerailles comme seront payees

Don mutuel saisit.

† *Cest Art. 37. est de nouuel introduit.*

Debtes personnelles & mobiliaires, obseques & funerailles & Testament comme seront payez.

†† *Le 235. Art. est de nouuel introduit.*

† *Cest Art. 282. auec le 281. est tiré du 221. de l'ancien, & ce qui a este adiousté, est sans preiudice du passé.*

†† *Ces Art. 95. & 96. sont de nouuel accordez pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Douaire est confus quand il y a Don mutuel

Don mutuel ne saisit sinon entre conioints par mariage.

Don ne saisit point s'il n'y a deliurance &c.

Don mutuel ou simple ne saisit point.

Heritier ne possedant biens ou estranger doit bailler caution.

Donataire mutuel tenu bailler caution.

Debtes communes payees par le suruiuãt ensemble les obseques & funerailles & legs mobiliers.

Don mutuel saisi pour les meubles & acquests immeubles: & non pour les heritages &

Source : BIU Cujas

immeubles obuenus par succession.
Donataire mutuel peut intenter complainte.
Donation mutuelle saisit.
Don mutuel saisit sans deliurance en faisant l'acceptation d'iceluy en iugement.
Don mutuel comme doit estre accepté.

Donataire mutuel ne gagne les fruicts sinon du iour de l'acceptation faicte en iugement.

Don aux charges dessus dictes: & que ladicte declaration soit enregistree au Greffe, les heritiers du premier decedé à ce faire presens ou appellez : à faute de faire laquelle declaration & acceptation en Iustice dedans le temps susdict, le suruiuant ne sera saisi: pourra neantmoins par action demander la iouyssance du Don & possession des choses donnees à l'encontre des heritiers du premier mort, qui ne seront tenus rendre les fruicts, sinon depuis ladicte acceptation faicte en iugement, comme dit est.

Voyez Meaux. Art. 21. Auxerre. Art. 222. Senlis. Art. 144. Sens. Art. 112. Troyes. Art. 85. Chaumont. Art. 69. Laon. Art. 47. Chalons. Art. 36. Reims. Art. 234. Montargis. Chap. 11. Art. 4. Orleans. Art. 281. Tours. Art. 241. Lodunois Chap. 25. Art. 5. Aniou. Art. 326. & 327. Bar. Art. 163. Chabris. Art. 20. la Rochelle. Art. 43.

ADDITION SVR LE TITRE XIII.
des Donations & Don mutuel.

I. Especes de Dons.
II. Donation pour cause de mort.
III. Donation faicte en faueur de mariage.
IV. Des Dons mutuels ou Rauestissemens entre deux conioincts.
V. Donation entre vifs.
VI. Donation de meubles ou immeubles: & comme on ne peut aliener en fraude des creanciers.
VII. Donation faicte à quelques charges ou conditions. Quelles charges les donataires doiuent porter.
VIII. Donation faicte par les pere ou mere Nobles ou autres à leurs enfans.
IX. Quelles Donations se peuuent reuoquer ou non: & quant elles sont nulles.
X. Donateur quand est tenu garantir.
XI. Insinuation des Donations quād est necessaire ou non.
XII. En Donation des heritages la prise de possession est necessaire: & comme deliurance est requise és Donations.
XIII. En Donations ou successions les choses se doiuent regler selon les Coustumes des lieux.

Especes de Dons.

I. SENLIS Tit. 11. Art. 209. Plusieurs sont especes de Dons: il y a Dons d'entre vifs, Dons par Testament & ordonnance de derniere volonté.

Dons entre vifs ou par Testament.

TOVRS Tit. 24. Art. 257. Toutes Donations faictes entre Nobles ou roturiers, simples ou mutuelles ne vaudront qu'en la maniere que dict est.

Donations entre Nobles ou roturiers.

II. NIVERNOIS Chap. 27. Art. 6. Donation à cause de mort ne saisit: mais la faut auoir par la main de l'heritier.

Donations simples ou mutuelles.

NORMANDIE Chap. 17. Art. 413. Pareillement il ne peut disposer de son heritage & biens immeubles ou choses tenant nature d'iceux par Donation à cause de mort.

Donation pour cause de mort ne saisit.

BLOIS Chap. 12. Art. 170. Donation pour cause de mort ne vaut rien.

Donation pour cause de mort ne vaut pour heritages & biens immeubles.

AVVERGNE Chap. 14. Art. 12. Toutes Donations ou dispositions faites à cause de mort ou prenans effect par la mort du disposant, soient mutuelles ou non, se reduisent & ne valent que pour la IV. partie des biens du disposant, chargee de tous les legats & dispositions testamentaires, s'aucunes en y a: de la IV. partie des debtes & de la IV. partie des funerailles. Art. 14. Et ne saisissent lesdictes Donations, mais les faut auoir par les mains de l'heritier ab intestat. Art. 15. S'il y a plusieurs dispositions testamentaires ou autres Donations à cause de mort, ou prenans effect par la mort du disposant, toutes icelles dispositions

Source : BIU Cujas

Donation pour cause de mort ne vaut.
Donations pour cause de mort se reduisent à la quatriesme partie des biens du donateur chargee de legats &c.
Donation pour cause de mort ne saisit.
Toutes Donations sont reduictes au quart.

ensemble seront reduites au quart, à la charge que dessus. Art. 16. Toutesfois telles Donations & dispositions vallent & tiennent entierement en deux contracts: c'est à sçauoir en contract de mariage & d'association vniuerselle, deduite la legitime és descendans. Art. 17. Et saisissent lesdictes Donations & dispositions apposees esdits deux contracts & chacun d'iceux, au profit des contrahens ledict mariage & association, & descendans d'eux tant seulement. Art. 38. En telles Donations faictes à cause de mort ou prenans effect par mort, suffisent deux tesmoins auec vn Notaire ou IV. tesmoins sans Notaire, & sans y garder autre solennité ne nombre de tesmoins requis de Droict pour la validité d'icelles.

Donations vallent en deux contracts pour le tout, contract de mariage & association vniuerselle.

Donations en deux contracts saisissent.

Donations à cause de mort comme doiuent estre faictes.

III. MEAVX. Chap. 3. Art. 15. Homme & a femme peuuent entr'eux faire Donations en contemplation de leur mariage futur: lesquelles sont valables & tiennent selon les pactions & conuentions apposees en icelles, en faueur dudit mariage.

Donation en faueur de mariage bonne & valable.

MELVN Chap. 14. Art. 234. p. *a Meaux.* Art. 15. Futur & valent lesdites Donations, selon &c. apposees au contract d'icelles Donations.

S. QVENTIN Tit. 1. Art. 14. Par traicté de mariage & pour y paruenir deux futurs conioints se peuuent donner l'vn à l'autre, telle part & portion de leurs biens meubles & heritages, soient tenus en Fief ou roture, que bon leur semblera, à perpetuité ou à vie: pourueu que la legitime soit reseruee à leurs enfans. Peuuent aussi faire toutes conuentions: lesquelles tiendront pourueu qu'elles soient honnestes & ciuiles.

Conuentions en traicté de mariage tiendrõt si elles sont honnestes.

NIVERNOIS Chap. 27. Art. 12. Donations vniuerselles ou particulieres faictes en contract de mariage, en faueur des mariez, l'vn d'eux ou leurs descendans, soit entre vifs ou à cause de mort: posé qu'il y ait conuenance de succeder sont bonnes & valables, b tiennent & sont irreuocables & saisissent les cas aduenans: sauf la legitime aux autres enfans, esquelles elle appartiendra.

Donations vniuerselles ou particulieres en faueur de mariage, ores qu'il y ait conuenance de succeder, sont bonnes.

ORLEANS Tit. 15. Art. 272. Si † pere ou mere ayeul ou ayeule ou autres ascendans font à leurs enfans en faueur de mariage ou emancipation, Donations de biens meubles ou immeubles telles Donations sont bonnes & valables: pourueu qu'elles ne soient immeubles, & que la legitime portion deue à chacun des autres enfans, selon que cy apres sera declaré, soit reseruee & gardee. Art. 286. Hommes †† & femmes tant Nobles, que non Nobles aians plusieurs enfans, leur peuuent donner en mariage, heritages ou meubles: & vaut telle Donation sans que lesdits enfans soient tenus se porter heritiers de leurs pere & mere, si bon ne leur semble.

† *Les Ar. 272. & 273. sont tirez du 216. de l'ancien: & ce qui est adiousté est sans preiudice du passé.*

TOVRS Tit. 24. Art. 236. Si † Donations se font en faueur de mariage par l'vn des futurs conioints à l'autre, seront valables, iusques à la concurrence de tous les meubles à perpetuité, & de la moitié des acquests à vie. Art. 256. Donation faicte †† en faueur de mariage entre Nobles ou roturiers n'ayant enfans, n'a lieu quand le donataire predecedé ne delaissant aucuns enfans dudit mariage ou representans en ligne directe, quelque conuention qu'il y ait au contraire.

Donation en faueur de mariage ou emancipation: pourueu qu'elle ne soit immense & que la legitime soit reseruee.

†† *Cest Art. 286. est au lieu des 223. & 224. anciens: & ce qui a esté corrigé dudit ancien est pour auoir lieu à l'aduenir.*

ANIOV Tit. 16. Art. 333. Donation faite en faueur de mariage d'heritier ou heritiere presumptiue du donneur ou donneresse, soit heritier presumptif en tout ou partie, supposé qu'elle soit faite aux deux conioints, ou celuy d'eux qui n'est heritier n'heritiere presumptifs du donneur ou donneresse, est veu estre faicte en faueur dudict parent ou parente du donneur: & est reputé iceluy Don aduancement d'hoirie & le propre patrimoine & heritage desdits parent ou parente mouuant de sa ligne & coste, en la ligne desdits donneur ou donneresse. Et pour ce si lesdits parent ou parente donataires alloient de vie à trespassement sans hoirs de son corps, ou que la ligne de luy defaillist, les choses du Don retourneront en la ligne d'iceluy donneur. Autre chose seroit quand iceluy Don auroit esté faict en faueur de mariage par vn estranger, auquel lesdits conioints ou l'vn d'eux ne pourroient succeder, ou par autres dont l'vn d'iceux conioints ne fut heritier presumptif ou lignagner. Car en celuy cas le Don appartient à celuy d'eux, à qui il est expressement faict, ou à tous lesdicts conioints, si à tous

† *Cest Art. 236. a esté mis au lieu du 1. Art. ancien.*

†† *Cest Art. 256. est accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Donation faite en faueur de

a Les Donations faictes en faueur de mariage ne sont suiettes à reuocation Ioannes Fab. ad. l. 1. C. si manc. ita al. fuerit Dec. Thol. 452. & Bened. in cap. Raynutius extra de Testam. in verbo, duas habẽs filias num. 197. Boer. Dec. Burd. 155. Par ces Coustumes hereditas pacto dari potest contre la disposition ciuile: qui n'admet telles conuentiõs & pactions par priuilege special entre les gens de guerre l. licet 19. C. de pact. l. hereditas 5. C. de pactis conuentis l. 26. & 61. D. de verb. obligat. l. 4. C. de inut. stipul. Cuiac. XVI. Obs. cap. 39. & ad d. l. 26. de verb. obligat. Hotom. Cõc. 1. Tellement que la regle cesse que la volonté est ambulatoire iusques à la mort. l. 4. D. de alim. legat. Inducit votum captãdæ mortis l. fin. C. de pact. l. fideicommisso. C. de transs. cap. detestanda De conc. præb.

b Si c'est vne Donation vniuerselle ou par quote d'vne succession, cela n'empesche point que le donateur ne puisse en disposer à titre particulier entre vifs ou par Testament, sans fraude, autrement par institution d'heritier C. M.

Source : BIU Cujas

mariage, quand eſt reputee faicte en auancement de ſucceſſion.

Donataires parens defaillans ſans hoirs de leur corps, le Don retourne en la ligne ſecus s'ils ou l'vn d'eux ne ſont lignagers ou heritiers preſomptifs.

deux eſt donné. Et pour ce ſi tel donataire decede ſans hoirs de ſa chair ou ſa ligne eſtoit defaillie, iceluy Don retournera en la ligne d'iceluy deſdicts conioints à qui ledict Don aura eſté faict.

LE MAINE Tit. 17. Art. 345. p. *a Anion.* Art. 333. en la ligne d'iceluy donateur. Autre choſe &c. auroit eſté faict.

BLOIS Chap. 12. Art. 160. & 161. † Hommes & femmes roturiers, qui ſe veulent & peuuent marier enſemble, en faueur de mariage, auant iceluy conſommé, peuuent donner l'vn à l'autre, tous & chacuns leurs biens meubles & conqueſts immeubles, & la moitié de leurs heritages patrimoniaux à vie ou à touſiours mais: & vaut & tient tel Don pourueu que le mariage ſe conſomme & paracheue: & ſera le ſuruiuant ſaiſi. Toutesfois ſi apres le decez du treſpaſſé il n'y auoit enfans c dudit mariage iſſus d'eux deux, ou les enfans decedent ſans enfans: en ce cas l'heritage ainſi donné retournera au donateur ou à ſes plus prochains heritiers du coſté, dont procedoit ledit heritage. Art. 172. Donation faite d'heritage en faueur de mariage aux futurs eſpoux ou l'vn d'eux, par l'vn des parens de l'vn d'eux ou autre, eſt reputee le propre de celuy deſdits futurs eſpoux en faueur duquel elle eſt faicte.

S. AIGNAN Chap. 6. Art. 21. Homme & femme roturiers au contract & traicté de leur mariage peuuent faire Don mutuel l'vn à l'autre de leurs biens meubles & conqueſts immeubles pour en iouyr: c'eſt à ſçauoir des meubles à perpetuité par le ſuruiuant, & conqueſts immeubles la vie durant dudict ſuruiuant: à la charge de payer les debtes, charges & deuoirs: & tenir les choſes en bonne reparation: pourueu toutesfois que leſdits conioincts ou l'vn d'eux n'aiēt aucuns enfans. Et ſ'il y a enfans, ladite Donation aura lieu, pour leſdits conqueſts ſeulement & non pour les biens meubles.

BERRI Tit. 7. Art. 6. Et ſi d la Donation eſt faicte en contract de mariage du fils ou fille, par le pere ou ayeul au fils ou neueu, fille ou niepce en droicte ligne, eſtans en la puiſſance du pere, pour eux & leurs deſcendans dudict mariage & en faueur & contemplation d'iceluy: ſont leſdites Donations bonnes & valables. Et ne ſe peuuent reuoquer au preiudice de deſcendans dudit mariage ne de la mere, ſi elle a contracté, & ſaiſiſſent les donataires & leurs deſcendans, e le cas aduenant. Art. 7. Et f pareillement toutes autres Donations, pactions & conuentions faictes en contract de mariage par quelconque perſonne que ce ſoit, en faueur des mariez & leurs deſcendans dudit mariage, ſaiſiſſent leſdicts mariez & leurs deſcendans, le cas aduenant. Tit. 8. Art. 2. Auant le mariage ſolenniſé peuuent au traicté d'iceluy ou autrement, faire Donations ou autres diſpoſition, l'vn en faueur de l'autre, comme pourroient faire perſonnes eſtranges. Art. 5. Iaçoit †† ce que le mary & la femme auant le mariage ſolenniſé ou conſommé puiſſent donner ſimplement ou mutuellement, l'vn à l'autre: toutesfois ils ne pourront par le contract inſtituer heritier l'vn l'autre, ſoit mutuellement ou ſimplement: ne pareillement conuenir que l'vn ſuccedera à l'autre apres ſon decez mutuellement ou ſimplement, en tous biens vniuerſellement. Mais bien pourront deſlors donner leurs biens ſimplement ou reciproquement l'vn à l'autre qui ſera ſuruiuant, conferant par ce moyen l'effect & execution de ladicte Donation ſimple ou mutuelle, apres la mort du donateur: & auſſi faire conuention reciproque ou ſimple de l'obuention ou ſucceſſion d'aucuns biens particuliers. Art. 6. Ladicte † inſtitution d'heritier faite en faueur des deſcendans dudit mariage n'eſt valable: mais biens les Donations en faueur d'iceux, ou conuention de ſucceder en certains biens: pourueu qu'elle ne ſoit vniuerſelle de tous biens preſens & aduenir.

BOVRBONNOIS Chap. 19. Art. 210. Donation vniuerſelle faicte de tous biens preſens & aduenir ne vaut: ſinon en traicté de mariage au profit des contrahans & des deſcendans d'eux: Et en †† ce cas le donataire eſt tenu de payer les debtes que le donateur deuoit & deura à l'heure de ſon treſpas. Chap. 20. Art. 219. Toutes Donations, conuentions, aduantages, inſtitutions d'heritiers & autres choſes faictes en contract de mariage, en faueur d'iceluy, au profit & vtilité des mariez, de l'vn d'eux ou †† des deſcendans dudict mariage, le mariage fait par paroles de preſent, ſont bonnes & valables en quelque forme qu'el-

† *Ceſt Art. 161. eſt nouuel & corrige l'ancienne Couſtume: laquelle a ſemblé eſtre deſraiſonnable & qu'au moyen d'icelle pluſieurs bonnes maiſons en auoient eſté deſtruictes.*

Donation faite en faueur de mariage quand retourne au donateur.

Donation faite en faueur de l'vn des conioincts eſt le propre de celuy en faueur duquel elle eſt faite

Don mutuel fait par cõtract de mariage de meubles à perpetuité & conqueſts à la vie du ſuruiuant.

Donation faite à fils, de famille neueu, niepce ou fille en droicte ligne, en cõtract de mariage eſt bonne, & ne ſe peut reuoquer: & ſaiſiſſent les donataires.

Donations, pactions & conuentions faictes en faueur de mariage ſaiſiſſent les donataires.

Les futurs cõioincts peuuent faire en cõtract de mariage, ou auant Donatiõs ou diſpoſitions, en faueur l'vn de l'autre.

†† *Ceſt Art. 5. eſt en partie nouuelle Couſtume limitatiue &*

c Encores que les filles ſoient mineurs de vingt cinq ans. Car elles n'ont pas accouſtumé d'attendre vingt cinq ans pour ſe marier és termes de ceſte Couſtume. Et par ainſi eſt limitee la Loy prædia 8. C. de prædiis minor. vide l. 22. C. de adm. tut. & l. vlt. C. ſi maior factus vend. C. M.

d Huiuſmodi donatio magis eſt volũtatis paternæ demonſtratio, quàm perfecta donatio: & eſt reputee faicte en aduancemẽt de ſucceſſion. l. donationes 31. §. pater. D. de donat. l. ſiue emancipatis 17. C. eod. tit.

e Par ainſi n'ont telles Donations beſoin de tradition ficte par ce que le donataire eſt reputé ſaiſi & veſtu de la choſe donnee, ores qu'il n'y ait reelle deliurance.

f Ceſt Art. 7. reçoit vne exception qui ſe tire des 5. & 6. Art. Titre 8. de ceſte Couſtume: & ſe doit entẽdre, Sauf les pactions & conuentions de ſucceder: leſquelles ne ſont receues en cõtrat de mariage: ſinon que les donations fuſſent en faueur des mariez ou bien que la conuẽtion fut de ſucceder en certains biens: & ne vallent les donations vniuerſelles de tous biens preſens & aduenir, meſmes en contract de mariage.

Source : BIU Cujas

declaratiue de l'ancienne.

Donations mutuelles ou simples faictes par les conioincts par mariage auant iceluy solennizé, ne contiendront institution d'heritier: & sont bonnes en conferant l'effect & execution apres la mort du donateur pouuent faire conuention de la succession de certains biens.

† *Cest Art. 6. est Coustume nouuelle quant à l'exception declaratiue de l'ancienne.*

Donation faicte de tous biens presens & aduenir ne vaut: sinon en contract de mariage.

†† *Ces mots* Et en ce cas *&c. ont esté de nouuel adiouſtez suiuant la response des Estats.*

Toutes Donations, aduantages & institutions d'heritiers en contract de mariage sont bonnes.

†† *Ces mots,* ou des descendans *&c. iusques à ce mot,* present, *inclus ont esté accordez pour Coustume nouuelle le residu demourant pour vieille Coustume.*

les soient faites, *etiam* en donnant & retenant: & posé qu'elles soient immenses, inofficieuses & iusques à l'exheredation des propres enfans dudit disposant soient icelles dispositions faictes, apposees ou adiouſtees audit contract de mariage, auant ou pendant les fiançailles: reserué toutesfois ausdits enfans leur droict de legitime: posé aussi que lesdites Donations & aduantages g soient faites à personnes estranges contractans ledit mariage, Bastards ou autres quelconques: & saisissent telles dispositions, les cas aduenus, quand lesdites Donations & dispositions sont faites par personnes habilles à contracter. Art. 220. Institution † d'heritier & pacte de succeder faicte en contract de mariage s'estend seulement és biens qui se trouueront delaissez par le decez dudit disposant. Et n'empesche ladite institution ou conuenance de succeder, que ledit instituãt ne puisse aliener ses biens par contracts entre vifs. Art. 224. Donations & dispositions faictes en faueur de mariage des mariez ou de l'vn d'eux ou leurs descẽdans dudit mariage, auec reseruation que si le donataire trespasse sans hoirs, suruiuant ledit donateur: audit cas lesdits biens retourneront audit donateur: telle reseruation est bonne & valable, & tient ladite reseruation és choses par luy donnees: lesquelles ledit donateur audict cas recouurera & en sera saisi.

AVVERGNE Chap. 14. Art. 25. & 26. Tous pactes, aduantages entre vifs ou à cause de mort, conuenance de succeder, soient mutuelles, egales ou non, & autres conuenances quelconques faictes & passees en traicté de mariage & en faueur d'iceluy par personnes capables à contracter, sains ou malades, tiennent au profit des mariez & leurs descendans & en saisissent lesdits mariez & leurs descendans les cas aduenans. Art. 27. Et ont lieu tels pactes & conuenances apposees en contract de mariage & faueur d'iceluy: posé qu'elles soient faictes auãt ou apres les fiançailles, & se peuuent rediger par escrit aussi apres le mariage: mais qu'il apparoisse suffisamment le traicté auoir esté fait auparauant. Art. 29. p. *a Bourbonnois.* Art. 220. faits & accordez en contrat &c. en faueur des mariez & descendans dudit mariage, s'estendent &c. & ainsi n'empesche &c. ou pact de &c. ledit disposant ne &c. Art. 31. les conuenances de succeder mises & apposees en contract de mariage, où il y a association entre les mariez seulement, ou entre les mariez & autres, ne sont interrompues par partage subsequent. Art. 40. En trois contracts l'on peut disposer de ses biens à son plaisir & volonté & en priuer ses vrais heritiers: sauf la legitime aux descendans: c'est à sçauoir par contract de mariage, association vniuerselle, & Donation entre vifs: lesquels contracts & conuenances y apposees, saisissent lesdits contrahens les mariages, associations & Donation & leurs descendans, les cas aduenus. Art. 47. En faueur & contract de mariage l'on peut faire toutes Donations & dispositions par conuenance de succeder ou autrement au profit de son Bastard, contractant mariage, *dempta legitima liberis.* Chap 15. Art. 1. Tous pactes & conuenances tant de succeder que autres quelconques, soient mutuelles ou non mises & apposees en contract d'association vniuerselle faite & passee par personnes capables à contracter non malades de maladie, dont l'on espere la mort, ou que la mort s'en ensuiue de prochain, sont bonnes & valables, & saisissent les contrahens ladite association. Art. 2. Et durent lesdites conuenances de succeder & autres apposees audit contract d'association entre les contrahans ladite association & leurs descendans, quand il est ainsi conuenu & accordé: posé qu'il y ait partage fait entre les associez ou que l'vn desdits associez trespasse. Art 3. Mais où il ne seroit conuenu les conuenances de succeder & autres apposees esdits contrats, durẽt entre leurs ascendans apres le trespas desdits associez ou partage d'entre eux faits, lesdites association & conuenance de succeder & autres y apposees sont esteintes par partage subsequent ou par la mort de l'vn desdits associez. Art. 4. Conuenances de succeder apposees en contrat d'association, sont reuoquees entierement par suruenance

g Du Moulin sur ceſt Art. tient que la Loy hac edictali C. de sec. nupt. est ainsi corrigee d'autant que les enfans du premier lict ne sont pas moins qu'estrangers.

Donation faite aux Bastards en contract de mariage est bonne.

† *Cest Art. 220. est accordé pour Coustume nouuelle.*

Institution d'heritier faicte par contract de mariage comme se doit entendre & n'empesche que le disposant ne puisse aliener ses biens par contract d'entre vifs.

Reseruation faicte par le donateur, que si le donataire decede sans hoirs, que les choses luy retournerõt est bonne & saisit.

Toutes pactes aduantages cõuenances de succeder sont bõnes faites au traité de mariage.

Conuenance de succeder n'est interrompue par partage en contract de mariage.

En trois contracts on peut priuer ses vrais heritiers: sauf la legitime à leurs enfans.

Donation faite en contract de mariage au profit du Bastard sauf la legitime

Tous pactes & conuenances de succeder en contract de mariage sont bõnes & valables.

Source : BIU Cujas

Conuenance de succeder en contract d'association n'a lieu, s'il y a enfans du mariage: sinon qu'il fut dit au contraire

uenance d'enfans: sinon qu'il soit expressement dict, que la conuention de succeder aura lieu, y ait enfans ou non: auquel cas, lesdits enfans ne suruenans auront leur legitime. Art. 5. Les conuenances de succeder apposees en contract d'association vniuerselle, n'empeschent les associez de disposer de leurs biẽs par contracts d'entre vifs à leur plaisir & volonté. Et n'ont vigueur lesdites conuenances de succeder, si n'est és lieux dont lesdits associez decederont saisis & vestus: & desquels n'auront autrement disposé. Art. 6. Toutesfois ne peuuent lesdits associez faire autre heritier par contract ou autre disposition subsequente, au preiudice de l'association & conuenance de succeder apposee en icelle.

Institution d'heritier n'a lieu au preiudice de la conuention de succeder en association vniuerselle.

SAVXILLANGES Art. 1. Toutes pactiõs & cõuenãces soiẽt de succeder ou autres quelcõques mises & apposees en cõtract de mariage & association, & de chacun d'eux en faueur des contrahans, le mariage ou association sont bons & valables: & saisissent les contrahans & leurs descendans, tout ainsi qu'au pays Coustumier d'Auuergne.

Pactions & conuenances apposees en contract de mariage ou associatiõ sont bonnes.

LA Chaize-Dieu, Art. 1. La Ville de la Chaize-Dieu, combien qu'elle se regisse par Droict escrit: toutesfois a coustumes que les cõuenances de succeder & autres apposees en tout contract de mariage & association, sont valables.

LA Marche, Ch. 21. Art. 289. Mary peut dõner à sa femme en faueur de mariage, à temps ou à perpetuel, ce que bon luy semblera de son meuble ou heritage: *& è contra*: sauf la legitime aux enfãs, s'aucuns en ont d'autre mariage ou du present. Art. 296 Entre personnes de franche condition, tous pactes, aduantages, Donations entre vifs ou à cause de mort, de quelque estimation qu'ils soient, vniuerselles ou particulieres, conuenances de succeder, institutiõ d'heritier & autres conuenances & autres dispositions quelsconques, pures ou conditionnelles, soiẽt mutuelles, egales ou non, faictes & passees en contract de mariage & faueur d'iceluy, par personnes capables à contracter, sains ou malades, vallent & tiẽnent au profit des mariez & leurs descendãs: & †† saisissent les mariez & leurs descendans, les cas aduenus: sauf toutesfois la legitime aux enfans d'iceux, qui sont telles Donations ou dispositions.

Donation faite par le mary à sa femme ou par la femme à son mary en cõtract de mariage, est bonne: sauf la legitime.

†† *Ces mots,* Et saisissent, *&c. iusques à ce mot*, aduenus, *sont de nouuel adiouſtez.*

ANGOVMOIS Ch. 4. Art. 51. Aucun ne peut donner en mariage n'autrement à aucun de ses enfans, de son heritage venu par succession au preiudice de ses heritiers, plus que ne monteroit sa legitime part & portion, s'il succedoit.

Donation faite en faueur de mariage ne doit exceder sa legitime part & portion.

TOVRNAY Tit. 15. Art. 2. Donations de mariage faictes d'aucuns heritages non Feodaux à l'homme ou à la femme en traictant iceluy, adherent le donataire ou contrahant, sans qu'il soit besoin eux faire adheriter autrement d'iceux heritages donnez.

XAINCTONGE Tit. 8. Art. 60. Toute personne en faueur de mariage peut donner à sa future espouse, tous ses biens meubles & acquests immeubles, & la troisiesme partie de son heritage, ou le tout dudit heritage à sa vie seulement, au chois & election desdits heritiers. Et peut ledit donateur assigner à sadicte femme pour ladite tierce partie de son heritage vne piece ou plusieurs de son heritage: mais que ladicte piece ne soit des hostels appartenans au fils aisné, ou qui le represente: & si ladite piece ou plusieurs ne valoient ou ne montoient iusques au tiers dudit heritage, ledit mary le peut parfaire ou faire parfaire, des plus prochains domaines & heritages de la piece ou pieces ainsi declarees par ledit mariage. Article 61. Et ledit donateur en faueur de mariage peut donner à sa femme lesdites choses, & en faisant le don, bailler deslors la Seigneurie & possession desdictes choses à la future espouse, vouloir & consentir par le traicté de mariage, que les choses donnees & assignees soient pour au nom & profit de sa future espouse: sans ce que pour raison des exploicts qu'il feroit, aucuns droicts & possessions soient acquis au donateur ou aux siens: & aduenant & sortissant effect, la future espouse en est deslors faite vraye Dame & possessereſſe & saisie des choses ainsi à elle donnees par le traicté de mariage: sans ce qu'il soit requis qu'elle en prenne autre possession.

Donation en faueur de mariage faite à la future espouse, de tous ses biens meubles & acquests immeubles & la troisiesme partie de son heritage, à vie: & n'est besoin qu'elle en prenne autre possession: par ce qu'elle est dame deslors de ladite Donatiõ.

BRETAGNE Ti2. Art. 205. Homme † peut dõner à sa future espouse, ou la femme à son futur espoux au traicté de leur mariage, faisant les fiançailles & par le contract d'icelles, la tierce partie de son heritage pour en iouir par les donataires, eux & leurs hoirs par heritage: pourueu que le donateur n'ait enfans du premier mariage: auquel cas il ne peut donner plus que se monte la portion de celuy des enfans, qu'il a lors de la Donation, & qui est fondé à prendre le moins en la

† *Cest Art. 205. qui estoit le 220. ancien a esté ainsi reformé & amplifié.*

Source : BIU Cujas

ſucceſſiõ du donateur,& ce pour en iouir par le donataire & ſes heritiersprocreez de luy,ſoient dudit mariage ou autre. Art.207. Donation †† faite mariage faiſant entre le maty & la femme, ſera bonne & valable,ores qu'elle ſoit conceuë en ces mots, *Pour en iouir luy ou elle & les enfans du mariage d'eux deux*: ou en ces termes, *Pour luy ou elle & leurs hoirs*. Art.208. Et au cas qu'il y auroit Donation du tier par heritage ou de l'vſufruict de la moitié du tout,ne ſe pourront donner les meubles à celuy, auquel aura eſté faite la Donation deſdits tiers & moitié:ſoit en faueur de mariage ou autrement,ſi ce n'eſt par Donation mutuelle deſdits meubles, que le donateur aura lors du decés. Art.209.Et ne vaudra la Donation faite, pendãt la maladie, de laquelle mourra le donateur.

SEDAN Tit.5. Art.98. L'homme & la femme en faueur de mariage & en traictant iceluy, peuuent faire entre eux tels Dons,Donations & aduantages que bon leur ſemblera, tant de biens meubles,que de propres, acqueſts & conqueſts immeubles. Art.99. Toutesfois la vefue qui ſe remariera, &c. mis cy deſſus ſur l'Art.279.de Paris.Tit.6 Art.119. Toutes Donations & autres pactions & conuenances de ſucceder faites entre vifs ou à cauſe de mort, en traicté de mariage & en faueur d'iceluy, ſoient mutuelles, & egalles ou non egalles, nonobſtant qu'elles ſoient faites auant ou apres les fiançailles & ſans ſermẽt, moyennant qu'elles ſoient paſſees par eſcrit auant les eſpouſailles, ſont bonnes & valables : pourueu que ceux qui font leſdites pactions & Donations ſoient aagez de xxv. ans complets,ou que ce ſoit du conſentement exprés de leurs pere & mere, s'ils ſont viuans, ou de leurs Tuteurs & Curateurs de iii. de leurs prochains parẽs du coſté paternel, & de trois prochains parens du coſté maternel : & à faute de parens,de l'auctorité de Iuſtice, eu l'aduis de cinq ou ſix Bourgeois honneſtes de bonne reputation.

VALANCIENNES Tit.9. Art.116.Vne femme peut donner à ſon enfant en aduancement de ſon mariage, ce que bon luy ſemblera, & ne ſera tel enfant tenu rapporter ledit aduancement venant à ſucceſſion de ſa mere, auec les autres enfans par egale portion : n'eſt qu'il y ait deuiſe au contraire.

IIII. MEAVX Chapitre.4. Article.24. Donation mutuelle n'a point de lieu en propre heritage : mais ſeulement en meubles & conqueſts immeubles.

ANIOV Tit.16. Art.330.Auſſi bien peuuent faire Donation mutuelle deux eſtrangers l'vn à l'autre, comme peuuent faire deux conioints par mariage. Dauantage peuuent faire icelle Donation l'vn à l'autre par heritage & à perpetuité, de telles portions, qui peuuent eſtre comprinſes ſous icelle Donation, & ſelon les modifications ſuſdites. Art.331. Donation mutuelle faite durant la maladie dont l'vn deſdits donneurs decede, ne vaut. Art.332. Et au regard de Donation mutuelle ou autre faite en Teſtament & tout ledit Teſtament, ils ſe peuuent reuoquer par leſdits donneurs ou l'vn d'eux: & nonobſtant que ledit Teſtament fut validé de foy & ſerment.

LE MAINE Tit.17. Art.342.p.*à Aniou*. Art.330. *iuſques à ce mot*, d'auantage. Art.343.&344.p.*à Aniou*. Art.331 & 332.ſerment: pourueu qu'il ſoit diſpenſé dudit ſerment par ſon Prelat.

BOVRBONNOIS Chapitre vingtieſme. Article deux cent trente. Le ſuruiuant de deux conioincts mariez, qui ont faict Don mutuel enſemble, eſt tenu incontinent, & auant que ſoy immiſcer & s'en pouuoir dire ſaiſi, faire inuentaire des biens meubles, titres & enſeignemens des immeubles, faire priſer les meubles, & bailler caution fideiuſſoire aux heritiers du premier decedé, de rendre apres ſa mort la moitié des meubles & conqueſts immeubles, ſelon ladicte priſee & eſtimation : ſur †† laquelle priſee, aduenant ladicte reſtitution, ſera premier diſtraict ce que monte la part des debtes du decedé, & ce qui eſt neceſſaire pour acquiter le Teſtament dudit defunct, auec ſes obſeques & funerailles. Et outre ledit ſuruiuant doit bailler ladicte caution aux heritiers du premourant, de ſouſtenir & entretenir leſdits Conqueſts immeubles durant ſa vie, & les rendre quittes & deſchargez de Cens, rentes & autres redeuances, dont ils ſeront chargez. Art.231. Et ne ſe peuuent pas leſdites Donations n'autrement, remettre leſdites cautions fideiuſſoires & confections d'inuentaires.

BRETAGNE Tit.12. Art.213. La † Donation mutuelle & egale faicte conſtant le mariage, duquel y a enfans, n'aura lieu, au cas que le ſuruiuãt ſe remarie. Et pour la conſeruation des droicts de qui il appartiendra, ſera fait inuentaire des biens de ladite communauté deſlors du decés du premier mourant.

†† *Ces trois Art 207. 208. & 209. ſont de nouuel adiouſtés*

Donation de meubles cõme n'eſt valable.

Donatiõ faite en maladie dont il decede, ne vaut.

Donation faite en faueur de mariage entre les conioints.

Pactions & Donations & conuenances de ſucceder faites en contract de mariage, comme ſont bonnes.

Donation faite en aduancement de mariage à ſon fils ſans qu'elle ſoit ſuiette à rapport.

Donation mutuelle a lieu en meubles & Conqueſts : & non en propres.

Donation mutuelle entre eſtrangers par heritage & à perpetuité.

Donation mutuelle ne vaut ſi l'vn des donateurs eſt malade, de ceſte maladie.

Donation mutuelle par Teſtament, ou mutuel Teſtament ſe peut reuoquer, ores qu'il fut validé par foy & ſerments.

Donataire mutuel quelles choſes eſt tenu

Source : BIU Cujas

faire, auant que s'immiscer & se dessaisir.
Confection d'Inuentaire.
Caution fideiussoire.
†† *Ces mots,* Sur laquelle, *&c. iusques à la fin, ont esté accordez pour nouuelle Coustume.*
Confection d'Inuentaire & caution fideiussoire: ne se peuuent remettre.
† *Cest Art. 213. est de nouuel adiousté.*
Inuentaire sera faict incontinent apres le trespas du premier decedé.

Raueſtiſſement ſe doit paſſer pardeuant Loy: & eſtre generale & reciproque: & ne ſe peut faire de Fief.

CAMBRAY Tit 9. Art.1. Raueſtiſſement entre deux conioints, tant pour les meubles, que pour les heritages de main-fermes, ſe doit paſſer pardeuant Loy: & doit eſtre generale & reciproque. Mais il ne ſe peut faire de Fief. Art.2. Pour eſtre vn Raueſtiſſement bon & valable au regard de leurs heritages & biens immeubles de main-fermes, il eſt requis que chacun des deux conioints ait heritages main-fermes de ſon chef & coſté en Cambray ou au pays de Cambreſis, & que les deuoirs de Loy ſoient reciproquement faits. Art.3. Si deux conioincts raueſtiſſent l'vn l'autre ſeulement pardeuant Loy ou Iuſtice, & l'vn ou les deux n'ayent heritage en ladite Seigneurie, tel Raueſtiſſement vaudra ſeulement pour les meubles. Art.4. Neant-moins ſi chacun de deux conioints a heritage libre au pays de Cambreſis, non ſur vne meſme Seigneurie: mais ſur diuerſes: & que le Raueſtiſſement ſoit reciproquement fait, pardeuant toutes les Lois de chacune deſdites Seigneuries, tel Raueſtiſſement ſeroit auſſi valable. Art.5. Raueſtiſſement paſſé pardeuant Loy, requiert que le ſuruiuant de deux conioints, ſoit par Loy remis és biens, dont le Raueſtiſſement eſt fait, endedans l'an apres le treſpas du premier decedant, quant aux heritages, & endedans xl. iours quant aux meubles, apres le treſpas du premier decedant eſtre venu à ſa cognoiſſance. Art. 6. Raueſtiſſement par Loy deuëment paſſé eſt de telle nature & effect, que le ſuruiuant des conioints, apres qu'il eſt en vertu de ſes lettres remis en ſes biens, il demeure paiſible en tous biens meubles: à charge de debtes, obſeques & funerailles. Et ſi doit iouir paiſiblement ſa vie durant tant ſeulement, des heritages de main-ferme, dont il eſt raueſtu: à la charge de les i derenter & entretenir, comme à viager appartient. Art 7. Vn Raueſtiſſement fait entre deux conioints, eſtant l'vn d'iceux malade de maladie, dont il meurt, n'eſt valable. Tit. 10. Art.1. Raueſtiſſement de ſang a lieu ſeulement au premier & noble mariage: & en heritages de main-fermes ou cottiers, & non en Fiefs, ny en meubles. Art.2. Le Raueſtiſſement de ſang eſt de tel effect, que quand l'vn des deux cõioints decede delaiſſant enfant ou enfans procreez audit mariage, le ſuruiuant doit iouir à l'encontre deſdits enfans de la moitié des profits, de tous les heritages main-fermes ou cottiers ſituez en Cambray ou au pays de Cambreſis delaiſſez par le defunct, à l'heure de ſon treſpas, entant qu'autrement ne ſoient ſuffiſamment conditionnez. Art.3. Et dure ledit Raueſtiſſement de ſang tant & ſi longuement qu'il y a enfans ou enfant viuans du premier & noble mariage, & non plus auant.

Les deux cõioints doiuent auoir de leur chef & coſté heritages de main-ferme en Cambray ou au pays de Cambreſis.

Suruiuant des conioints dans quel temps ſe doit faire remettre par Loy és biens donnez.

Suruiuant paye les debtes, obſeques & funerailles.

Raueſtiſſement par l'vn des conioints malades ne vaut, s'il decede.

Raueſtiſſement a lieu ſeulement au premier & noble mariage.

Raueſtiſſement de ſang quel effect a & combié il dure.

VALLANCIENNES Tit.6. Art.77. Deux conioints par mariage non ayant enfans viuant peuuent raueſtir l'vn l'autre par lettres pardeuant Eſcheuins & Iurez de Cattel, pour par le ſuruiuant ioyr de tout ce dont tels conioints ſeront heritiers, ioyſſans & poſſeſſans au iour du treſpas du premier mourant, & par iceluy ſuruiuant faire ſa volonté de l'vſufruict: & ſi ne peut tel Raueſtiſſemẽt eſtre rappellé, n'eſt par le conſentement des deux parties conioinctement. Art. 82. Mary & femme ayans enfans, ne peuuent par faict eſpecial raueſtir l'vn l'autre. Art.87. Si l'vn des deux conioints par mariage, poſſedant heritage ou rentes heritieres, ſoit patrimoine ou d'acqueſt, ſitué en ladite Ville & Banlieu, termine vie par treſpas, ayans eu enfant ou enfans procedans dudit mariage, ſoit que leſdits enfans ſoient viuans ou non, au ſuruiuant deſdits conioints compete & appartient, la totalité des biens meubles, ioyaux & cattheux: en payant les debtes, obſeques & funerailles du treſpaſſé, pour en faire ſa volonté. Excepté la maiſneté mobiliaire. Aura auſſi la ioyſſance & poſſeſſion des heritages de main-ferme & rentes heritieres, pour en ioyr ſa vie durant, en les entretenant & deſrentant.

Raueſtiſſement de ſang quel effect a & combié il dure.

Raueſtiſſement pardeuant qui ſe doit faire entre conioints.

Raueſtiſſement ne peut eſtre rappellé.

Raueſtiſſemẽt s'il y a enfans, ne vaut.

Suruiuant des conioints, cõme gaigne les meubles, ioyaux & cattheux, en payant, &c.

LILLE T.5. Art.62. Deux conioints par mariage Bourgeois de ladite ville, non ayans eu enfans ou enfant l'vn de l'autre en Bourgaige peuuent raueſtir l'vn l'autre par lettres de tous leurs biens meubles, cattheux & heritages reputez pour meubles, qu'ils auroient & acquerre pourroiẽt enſemble, où que leſdits biens ſont ituez, en y appoſant telles diuiſes & conditions que bon leur ſemble. Art 93. Raueſtiſſement de ſang ou par lettres ne a lieu & ne ſe peut faire, quãt il y a enfant de

i C'eſt à dire payer les rentes. La Couſtume de Valanciennes cy deſſous Art.87.

Source : BIU Cujas

ment par lettres entre deux conioints par mariage comme ſe faict.
Raueſtiſſement par ſang ou par lettres, n'a lieu quand il y a enfant.

quelque coſté que ce ſoit, d'autre mariage. Art.64. Raueſtiſſement de ſang ou par lettres, ſortit, nonobſtant deuiſe ou condition de mariage, ſe il n'y eſt ſpecialement deroguié. Art.65. Si deux conioints & Bourgeois de ladite ville auoient eu enfans durant ledit mariage, Raueſtiſſement de ſang entreuient entre leſdits conioints: par lequel tous les biens meubles, catheux & heritages, qu'ils auroient & acquerre pourroient, reputez pour meubles, où qu'ils ſoient, demeurent & appartiennent au ſuruiuant.

Raueſtiſſement de ſang.

SECLIN Art.2. Quand deux conioincts par mariage Bourgeois de ladicte ville, ont eu enfant ou enfans durant ledit mariage, raueſtiſſement de ſang entreuient entre leſdits conioincts, par lequel tous les biens meubles, catheux & heritages tenus dudit Eſcheuinage, & autres reputez pour meubles, competent & appartiennent au ſuruiuant, s'il n'y a deuiſe expreſſe au contraire. Article 3. Bourgeois conſtant leur mariage, non ayans enfans legitimes, peuuent pardeuant Eſcheuins de ladite Ville raueſtir l'vn l'autre par lettres. Par lequel tous les biens meubles catheux & heritages reputez pour meubles, & où qu'ils ſoient ſituez & giſans, competent & appartiennent au ſuruiuant, à la charge de payer les debtes, exeques & funerailles du premier mourant: n'eſt qu'il y ait auſſi deuiſe expreſſe au contraire.

Raueſtiſſement par lettres comme ſe doit faire, & pardeuant qui.

LA BASSEE Art. 13. Deux conioincts Bourgeois de ladite Ville non ayans enfant, peuuent pardeuant les Eſcheuins d'icelle, raueſtir l'vn l'autre de tous leurs biens meubles, catheux & heritages reputez pour meubles, ou qu'ils ſoient ſituez & giſans, qu'ils ont & ſeront delaiſſez au iour du treſpas du premier morant, pour en ioyr, vſer & poſſeſſer par le ſuruiuant à ſon plaiſir & volonté, n'eſt que par ledit raueſtiſſement ſoit autrement deuiſé & conditionné.

COMMINES Art.20. Deux conioincts par mariage non ayans enfans legitimes, peuuent pardeuant leſdits Eſcheuins raueſtir l'vn l'autre, de tous leurs biens meubles catheux & heritages reputez pour meubles, qu'ils ont & polront acquerir: & au ſuruiuant competent & appartiennent tous leſdits biens, à la charge de payer toutes les debtes, exeques & funerailles, s'il n'y a deuiſe & condition expreſſe au contraire.

ARMENTIERES Art.5. Deux conioints par mariage Bourgeois de ladite ville, non ayans enfans ou enfant legitime, peuuent raueſtir l'vn l'autre pardeuant leſdits Eſcheuins, de tous leurs biens meubles, catheux & heritages reputez pour meubles, qu'ils ont & acquerir pourront conſtant leurdit mariage, & y appoſer telles deuiſes & conditions, que bon leur ſemble: leſquelles ſont à entretenir. Mais ſe leſdits conioints apres ledit Raueſtiſſement auoient au iour du treſpas du premier mourant, enfant ou enfans legitime, tel Raueſtiſſement n'a lieu, & ne ſortit effect.

Raueſtiſſement n'a lieu, s'il y a enfans.

PONT à Vvendin, Art.7. Deux conioints par mariage non ayans enfans de mariage precedent, heritiers de maiſons & heritages tenus dudit Eſcheuinage, peuuent raueſtir l'vn l'autre par lettres pardeuant leſdits Bailly ou ſon Lieutenant & Eſcheuins en nombre de Loy, deſdits maiſons & heritages, enſemble de ceux qu'acquerir pourront tenus dudit Eſcheuinage, pour en ioyr par le ſuruiuant iuſques à ſon treſpas: à la charge de payer les debtes, Teſtament, exeques & funerailles du treſpaſſé. Et apres le decés dudit ſuruiuant leſdits maiſons & heritages tiennent la coſte & ligne dont ils ſont procedez. Et les maiſons & heritages acqueſtez ſe partiſſent moitié à moitié, ſans ce que ledit ſuruiuant puiſt au preiudice des heritiers dudit premier mourant, les vendre, charger, n'aliener.

ARRAS T.1. Art.1. En ladite Ville, Loy, Banlieuë & Eſcheuinage, y a deux manieres d'entraueſtiſſemens: l'vn appellé entraueſtiſſement de ſang, qui ſe cauſe, quand il y a enfant iſſu du mariage, l'vn de l'autre: quand deux conioincts comparent pardeuãt ii. Eſcheuins, & recognoiſſent l'amour de mariage, qu'ils ont l'vn à l'autre: & en iceluy demonſtrant, que la femme va baiſer ſon mary en la preſence deſdits Eſcheuins. Lequel entraueſtiſſement ainſi faict, eſt appellé entraueſtiſſement par lettres. Art.2. Les entraueſtiſſemens par lettres, ne ſe peuuent faire autremẽt que dit eſt, & en autre Iuſtice que pardeuãt leſdits Eſcheuins: autremẽt ils ſeroient reputez nuls, & de nulle valeur audit Eſcheuinage d'Arras. Art.3 En faiſant leſdicts entraueſtiſſemens par lettres, eſt requis qu'ils ſoient de tous biẽs meubles & heritages ſuiets audict Eſcheuinage, appartenans aux conioincts, recognoiſsãs ledict entraueſtiſſemẽt. T.2. Art.11. S'il y a entraueſtiſſemẽt entreuenu

Entraueſtiſſement de deux ſortes, de ſang, ou par lettres.

Entraueſtiſſement par lettres.

Mary ou femme, apres

Source : BIU Cujas

ledit entraueſtiſſement, ne peuuent diſpoſer de leurs heritages ſituez en l'Eſcheuinage: & ne peuuent rien faire l'vn ſans l'autre.

entre le mary & la femme, le mary ſans le conſentement de ſa femme, ne peut faire aucune diſpoſition de ſes heritages audit Eſcheuinage: non plus que faict ſa femme ſans ſon auctorité. Tit. 5. Art.46. S'il y a entraueſtiſſement entre deux conioints par mariage: le mary ne peut faire aucune diſpoſition d'entre vif, de ſes heritages, comme il ne peut faire par Teſtament, ainſi qu'il a eſté declaré cy deſſus, ſans le conſentement de ſa femme: non plus que ſa femme ne le peut faire, ſans ſon auctorité & conſentement.

* *Par le 25. Art. eſt dit, Et quant au ſurplus des Couſtumes dudit pays, elles ſont conformes aux generales d'Artois.*

L'ALLEVE Tit.2. Art.3. L'on * vſe d'entraueſtiſſement par ſang & par lettres. Par ſang, quand il y a enfans: par lettres, en comparant pardeuant les Eſcheuins. Art.4. Quand deux conioints par mariage entraueſtiſſent l'vn l'autre par lettres, au ſuruiuant appartiennent tous les biẽs meubles & catheux ou qu'ils ſoiẽt ſituez & trouuez, ſans que les heritiers du premier mourant y ayent aucune choſe. Et quant aux heritages ſituez auſdits Eſcheuinages, le ſuruiuant en iouiſt ſa vie durant, au cas deſſuſdit: de quelque coſté qu'ils procedent, ſoit qu'il y ait enfans ou non. Et apres le treſpas du dernier mourant, iceux ſuiuent coſte & ligne, dont ils procedent ſans ce que le ſuruiuant puiſt vendre n'hypothequer les heritages du premier mourant. Art.5. Et ſi leſdits conioints font aucune acqueſte audit Eſcheuinage ainſi entraueſtis par lettres, le ſuruiuant en iouiſt ſa vie durant: & apres ſon treſpas, ſans delaiſſer enfans, leſdites acqueſtes ſont partables entre les heritiers du premier & ſecond mourant. Art.6. Quand deux conioints ont entraueſti l'vn l'autre par ſang: au ſuruiuant appartiennent tous les biẽs meubles & catheux pour en iouir & diſpoſer par luy, ainſi qu'il luy plaira, comme dit eſt en entraueſtiſſement par lettres. Art.7. Et quant aux terres & heritages ſituez en Eſcheuinage le ſuruiuant en iouiſt, tant & ſi longuement, que y a enfans ou enfant viuant iſſu dudit mariage. Et ſ'il aduenoit que les enfans allaſſent de vie à treſpas, parauant le dernier mourant ou apres, leſdits heritages ſortiſſent cotte & ligne, comme ſ'il n'y auoit eu entraueſtiſſement par ſang. Art.8. Quand leſdits conioints ont aucuns heritages ſeans audit pays, ſoit qu'ils procedent du coſté du mary, ou de la femme, & l'vn d'eux va de vie à treſpas, ſans entraueſtiſſement de ſang ou par lettres: en ce cas les biens meubles ſe partiſſent entre le ſuruiuant & les heritiers du premier mourant. Et les heritages patrimoniaux ſortiſſent cotte & ligne: ſans que les heritiers du premier mourant ayent portion és heritages patrimoniaux venans du coſté du ſuruiuant. Art.10. Entraueſtiſſement de ſang, ou par lettres, a lieu entre conioints ſeulement, quand il n'y a enfant du precedent mariage, de quel coſté que ce ſoit.

Entraueſtiſſemens pour ſang.

Raueſtiſſement par lettres comme ſe doit faire.

TOVRNAY Tit.14. Art.9. Pour proceder deuëment par deux conioints à faire ledit Raueſtiſſement, faut par la Couſtume qu'ils comparent enſemble, pardeuant les Mayeur & Eſcheuins de ladite ville, tenant leurs plains plaids generaux, appellez les plaids du Bourg, qui ſe tiennent trois fois par chacun an, où publiquement ils peuuent raueſtir l'vn l'autre, & par ledit Raueſtiſſement dõner au ſuruiuant d'eux deux, tous leurs meubles pour luy & ſes hoirs, & la poſſeſſion de leurs heritages non Feodaux ſituez en leur Eſcheuinage, ſa vie durant, à la charge de payer leurs debtes, pour apres le treſpas du dernier viuant d'iceux conioints, iceux heritages retourner, où ils doiuent aller par Loy: à ſçauoir la moitié aux hoirs du premier decedé, & l'autre moitié aux hoirs du dernier treſpaſſé. Art.10. En faiſant leſdits Raueſtiſſemens, ou dons mutuels par deux conioints, ils ſe priuent de pouuoir diſpoſer de leurs biens ſans le conſentement l'vn de l'autre, n'eſtoit que la diſpoſition ſe fit de ou ſur la part du diſpoſant, pour prẽdre apres le treſpas du dernier viuant deſdits Raueſtiſſans. Art. 11. Et ne ſe peuuent leſdits Raueſtiſſemens reuoquer ſans le mutuel conſentement deſdicts raueſtiſſans. Art.12. Que chacun deſdits raueſtiſſans eſt accouſtumé reſeruer à ſoy quelque ſomme pour en diſpoſer par Teſtament: laquelle ſi n'en eſt diſpoſé, demeure au dernier viuant d'iceux. Art.13. Et afin de monſtrer publiquement par leſdits raueſtiſſans de leurs franches & libres volontez & ſans aucune contrainte, ſont iceux raueſtiſſans accouſtumez de apres leſdits Raueſtiſſemens faits & paſſez baiſer publiquement l'vn l'autre, en preſence deſdits Eſcheuins & autres perſonnes illec eſtans.

BAPPALMES T.21. Art 2. Et quand deux conioints par mariage poſſedans aucuns heritages de main-ferme, entraueſtiſſent l'vn l'autre par ſang ou par

Source : BIU Cujas

lettres, au ſuruiuant deſdits conioints compete & appartient l'vſufruict & viage deſdits heritages: & aux enfans nez & procreez dudit mariage, le tresfõds & proprieté. Mais ſi iceux enfans vont de vie à treſpas, parauant ledit ſuruiuant: en ce cas compete & appartient la proprieté & tresfonds deſdits heritages, audit ſuruiuant & à touſiours.

BETHVNE Tit. 2. Art. 1. C'eſt vne Couſtume que l'on nomme Couſtume d'Entraueſtiſſement de ſang ou par lettres, que peuuent acquerir deux conioints enſemble par mariage, demourans en icelle ville, par deux moyens: l'vn en ayant eu enfans nez & procreez de leur mariage és mettes dudit Eſcheuinage: & l'autre moyen par lettres & recognoiſſance, qu'ils font & paſſent pardeuant vii. deſdicts Eſcheuins & en la chambre de leur halle. Art. 12. Par le treſpas du premier mourant deſdits conioints, au cas qu'il termine audit Eſcheuinage tous les biens meubles, debtes, catheux, & heritages, qu'il delaiſſe au iour de ſon treſpas, & à luy appartenans, ſituez & aſſis és mettes de ladite Ville & Banlieuë, ſortiſſans nature d'Eſcheuinage, ſoient de ſon patrimoine ou acqueſte de quel coſté qu'ils procedent, ſuccedent, competent & appartiennent au ſuruiuant, ſoit l'homme ou la femme, pour en iouir par ledit ſuruiuant, quant aux biens meubles, debtes, catheux, où qu'ils ſoient meurement & abſolutement pour en faire à ſon plaiſir & volonté, en payant toutes debtes, en cas qu'il y euſt entraueſtiſſement de ſang ou par lettres. Art. 3. Quant aux maiſons & heritages, il n'en peut iouir que ſa vie durant ſeulement, ſans les pouuoir vendre, charger n'aliener. Car dés l'inſtant du treſpas du premier mourant, les heritages ſont ſubmis aux enfans ou enfant du mariage en tresfõds & proprieté, à la charge du viage. Et ſe tous leſdits enfans võt de vie à treſpas auparauãt ledit ſuruiuãt, iceluy ſuruiuãt pere ou mere, eſt en ce cas heritier deſdits enfãs eſditès maiſons & heritages pour en faire & vſer à ſon plaiſir & volonté, & ſuiuir ſa cotte & ligne: pourueu que ledit premier deſdits conioints termine vie par treſpas és mettes dudit Eſcheuinage. Art. 4. Se au iour du treſpas du premier mourant des conioints, il n'y a nuls enfans viuans, & que auparauant ils fuſſent allez de vie à treſpas: en ce cas le ſuruiuant ſuccede pareillement en tous les biens meubles, debtes, catheux, rentes & heritages ſortiſſans nature d'Eſcheuinage, pour en iouir par luy & ſes hoirs tenant ſa cotte & ligne, cõme ſa propre choſe de quelque coſté que leſdits heritages ſoient venus auſdicts premier mourant: aux heritiers duquel premier mourant il n'en retourne aucune choſe: à la charge de par le ſuruiuant payer toutes debtes. Art. 5. Par la Couſtume d'entraueſtiſſement par lettres, au ſuruiuant compete & appartiennent tous les biens, debtes, catheux & heritages delaiſſez par le premier mourant, ſoient d'acqueſte ou patrimoine, pour en iouir par luy & ſes hoirs tenans ſa cotte & ligne, ſans en retourner, comme deſſus: à la charge pareillement de payer toutes debtes. Art. 6. Et en toutes autres ſucceſſions, hors entraueſtiſſement de ſang ou par lettres, les heritages tiennent cotte & ligne. Art. 7. Se l'homme ou la femme demeure vefue ayans enfans du premier mariage, & ſe remarie la ſeconde fois, & du ſecond mariage a vn ou pluſieurs enfans, iceux enfans du ſecond mariage, ne peuuent auoir droict, part ne portion és heritages de ladite nature d'Eſcheuinage, que les pere ou mere auroient durant leur conionction du premier mariage: ainçois comme dit eſt, appartiennent aux enfans du premier mariage. Mais ſe les enfans dudit premier mariage vont de vie à treſpas, ſans delaiſſer hoirs de leur chair, iceux heritages apres le treſpas dudit pere ou mere, ſuruiendront, ſuccederont & appartiendront aux enfans du ſecond mariage. Art. 8. Les enfans du ſecond mariage, ont & ſuccedent en tous les heritages de ladite nature d'Eſcheuinage qui viendront par ſucceſſion en acqueſte à leurſdits pere ou mere durant le ſecond mariage, ſans ce que les enfans du premier mariage y ayent aucun droict.

Entraueſtiſſement par lettres.

Heritages d'Eſcheuinage.

V. MONSTREVL. Art. 34. *A la fin.* Et pareillement peut donner tant entre vifs, que par Teſtament, le reuenu de trois ans prochains & enſuiuans ſon treſpas, de tous ſes heritages à luy venus par ſucceſſion de ſes predeceſſeurs.

Donation entre vifs ou par Teſtament du reuenu de trois ans.

BOVLLENOIS Tit. 21. Article 90. Peut vn chacun par Don d'entre vifs & en derniere volonté donner à tel qu'il luy plaiſt, le reuenu de trois ans de tous ſes heritages Feodaux & cottiers. Et ſ'entendent iceux trois ans, des trois ans enſuiuans immediatement le treſpas d'iceluy donateur: ſi autrement n'en a diſpoſé iceluy donateur.

S. OMER EN ARTOIS Titre premier. Article trezieſme. Vn chacun peut donner à qui qu'il luy plaiſt, & ſans le conſentement & octroy d'hoir, tant par Don d'entre vifs, comme par Don teſtamentaire, le reuenu

Source : BIU Cujas

de trois ans de tous ſes fiefs & heritages à luy venus de la ſucceſſion de ſes predeceſſeurs.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 21. Les profits d'vn ou pluſieurs Fiefs ſe peuuent donner ou autrement ordonner, pour l'eſpace de trois ans, apres le treſpas de celuy, à qui le Fief appartient, en preſence de deux teſmoins, ou par Teſtament ſans y appeller le Seigneur ny le Bailly & ſans droicts Seigneuriaux. Art. 23. Et ſe peut quant aux Fiefs tel Don faire par l'homme ou la femme ſeparé de mariage, & aſſeruy d'enfans: mais non des heritages main-fermes.

Donation ou contract de derniere volonté comme ſeront paſſez par deuant deux Eſcheuins.

VALENCIENNES Tit. 5. Art. 55. Quiconques voudra donner d'entre vifs ou autrement diſpoſer par Teſtament ou autre derniere volonté de ſon heritage ou rente reputee immeuble, ſera tenu de paſſer ledict contract & diſpoſition par deuant deux Eſcheuins: & ſouffira que ledit teſtateur apporte ſon Teſtament ou autre diſpoſition & derniere volonté, & qu'il declare preſens iceux eſtre ſadite volonté, & que pour tel ils le veulent ſigner. Ce que leſdits Eſcheuins ſeront tenus de faire, & en faire note ſur le dos dudit eſcrit: autrement leſdits Dons, contracts & diſpoſitions de derniere volonté ſeront de nul effect. Tit. 9. Art. 111. Quand aucun heritier d'heritage ou rentes heritieres, deſquelles il peut diſpoſer, donne ſes heritages & rentes ſimplemẽt, à aucuns, qui que ce ſoit, pour en faire ſa volõte, ſans declarer pour luy & ſes hoirs, ce fut pour en ioyr prõptemẽt ledit Dõ fait ou apres le treſpas du donateur, & que en apres tel donataire termine de vie à treſpas ſans en auoir diſpoſé, iceux heritages & rẽtes heritieres à rachat retournerõt & doiuẽt appartenir à heritier & plus prochain du donateur du lez & coſté dõt tels heritages ſeront procedez: mais ſi tel Dõ eſtoit fait pour en iouyr par le donataire & ſes hoirs, iceux ſes hoirs, en ligne directe ſeulemẽt, enſeront les heritiers: toutesfois ſi tel donataire decede, ſans diſpoſer dudit heritage ou rente, & ſans delaiſſer hoir en ligne directe, tel heritage & rente retournera au lez & coſté du prochain heritier du donateur, & peut ledit donataire diſpoſer à ſon plaiſir, combien que ledit donateur n'en auroit fait mention.

Donation de heritages ou rẽtes heritieres ſimplement faite ſans pour luy & ſes hoirs, ſi le donateur termine vie, ſans en diſpoſer par le donataire, retourne aux heritiers plus prochains du donateur ſ'il eſt faict pour luy & ſes hoirs, leſdicts hoirs en ligne directe ſeulemẽt en iouyront: & ſ'il decede ſans en diſpoſer & ſans hoirs en ligne directe il retourne au plus prochain hoir du donateur ſ'il n'en a diſpoſé.

LA MARCHE Chap. 21. Art. 306. Aucun qui a enfans deſcendans de luy ne peut donner ſes biens immeubles qu'il a audit pays, à quelque perſonne que ce ſoit. Et n'en peut diſpoſer par titre lucratif entre vifs, ſi n'eſt en faueur de mariage. Mais peut donner entre vifs tous ſes meubles ou partie d'iceux ſoit à ſes parens autres que ſes enfans, ſoit à perſonne eſtrange.

Donation ou diſpoſition par titre lucratif des immeubles, n'a lieu ſ'il y a enfans: & des meubles ou de partie d'iceux eſt bonne, à parens ou eſtrangers: fors à ſes enfans.

LODVNOIS Chap. 25. Art. 8. Donaiſon ſimple faite entre conioincts par mariage, ſoient Nobles ou roturiers, ne vaut, ſi elle n'eſt faicte ou confirmee par Teſtament.

Donation ſimple entre mariez ne vaut, ſi elle n'eſt faicte ou confirmee par Teſtament.

SEDAN Tit. 6. Art. 112. On peut faire Donation entre vifs de tous biens preſens & aduenir, & retenir certaine ſomme ou partie deſdits biens pour en diſpoſer à plaiſir & volonté, & vaudra telle Donation quant aux biens, dont le donataire aura eſté enſaiſiné, & eu la tradition & poſſeſſion du viuant du donateur: pourueu que ladite Donation ait eſté inſinuee du viuant dudit donateur. Mais quant à ladicte ſomme de deniers ou partie deſdits biens retenus, ils appartiendront aux heritiers du donateur, ſ'il n'en a de ſon viuant diſpoſé, & non au donataire. Art. 113. Au regard des Donations de biens meubles, elles ne ſeront valables, ſans la tradition & deliurance reelle & actuelle des choſes donnees. Art. 114. Et quant aux Donations des debtes & droicts, ſuffira la ceſſion ou tranſport par eſcrit, accepté par le donateur, auec l'inſinuation pour le regard deſdits droits reels.

Donation entre vifs de tous biẽs preſens & aduenir, en retenãt certaine ſomme pour en diſpoſer à ſon plaiſir eſt bonne, ſi elle eſt inſinuee.

LA SALLE DE LILLE Tit 10. Art. 7. Vne perſonne peut donner par entre vifs à titre de mort gaige, ſes Fiefs & heritages ou portion d'iceux aux deſcendans de tel donateur, en ligne directe ſeulement, en y appoſant tel rachat que bon ſemble audict donateur.

Somme certaine retenue par le donateur pour en diſpoſer ap-

VI. NORMANDIE Chap. 17. Art. 427. Celuy auquel la Donation a eſté faite du tiers de tous les biens, doit auoir la. iii. partie du propre, & la iii. partie des acqueſts & conqueſts du donateur.

TOVRS Tit. 24. Art. 238 Pour †† l'effect & validité des Donations, ſoit entre Nobles ou roturiers, faictes entre vifs ou par Teſtamens, à quelque perſonne que ce ſoit, où il n'y a point de patrimoine au pays de Touraine, ou ailleurs, les acqueſts repreſentent le patrimoine: & en defaut d'acqueſts & de patrimoine, les meubles repreſentent le patrimoine. Art. 239. Donations entre roturiers ne valent, ſi elles ne ſont faictes & paſſees en la maniere que deſſus. Art. 257. Toutes †† Donations faictes entre Nobles ou roturiers, ſimples ou mutuelles, ne vaudront autrement, qu'en la maniere que dit eſt.

Source : BIU Cujas

partient à ſes heritiers, ſ'il n'en a diſpoſé.

Donation de meubles ne vaut ſans tradition: des debtes & droicts ſuffit la ceſſion ou tranſport par eſcrit accepté.

Donation à titre de mort gages de ſes Fiefs & heritages ou portion d'iceux aux deſcendans du donateur en ligne directe.

Donation du tiers de tous les biens comme ſ'entend.

†† *Pour ces deux Art. 238. & 239. voyez cy deſſus Art. 233.*

En Donation les acqueſts repreſentent le patrimoine à defaut de patrimoine, & à defaut d'iceux les meubles repreſentent le patrimoine.

† *Ceſt Art. 257. a eſté accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

ANIOV Tit. 16. Art. 324. Aucun ſoit Noble ou Couſtumier ne peut donner de ſon heritage & choſes immeubles à viage ou par vſufruict, plus qu'à heritage ou à perpetuité. Et celuy qui a heritiers en deux lignes ne peut pas aſſigner tout ledit Don qu'il pourroit bien faire ſur les choſes de l'vne d'icelles. Et n'en peut donner ou ſurcharger de Don en chacune deſdites lignes que le tiers du patrimoine ou propre heritage mouuant d'icelle ligne, ſoit Noble ou Couſtumier. Art. 335. Qui donne plus qu'il ne peut à diuerſes perſonnes par vn contract ou pluſieurs, le Don ſera reſcindé ſur chacun des donataires ſelon la grádeur du Don, ſi ainſi eſt que les Dons ſoient faicts à iceux donataires pour en iouyr apres le decez du donneur & non pluſtoſt: mais ſi d'aucuns des Dons le donneur ſe deſpouille & en ſaiſit les donataires de ſon viuant, & depuis faict autres Dons, ceux qui ſe ſeront enſaiſinez des premiers Dons, qui n'excederont point iouyront de tous iceux Dons. Art. 340. Si aucun ſoit Noble ou Couſtumier n'a qu'acqueſts & conqueſts, il n'en peut donner que telle portion comme il pourroit faire de ſon patrimoine, ſ'il auoit patrimoine: & ſ'il n'a que meubles, n'en peut donner que la moitié, comme dit eſt.

LE MAINE Tit. 17. Art. 338. p. *a Aniou*. Art. 324. perpetuité. Art. 339. Celuy qui a &c. pas faire n'aſſigner tout le Don ſur l'vne deſdites lignes: mais ſera aſſigné ledit Don ſur chacune ligne, comme ſi le donneur auoit lx. liures de rente en ligne de pere, xxx. en ligne de mere: & le Don ſe monte xxx. liures de rente, il ſera prins xx. en la ligne du pere, x. en la ligne de mere. Et ainſi des autres. Art. 347. & 352. p. *a Aniou*. Art. 335 & 340.

POICTOV Tit. 2. Art. 217. Et †† ſ'il aduenoit qu'il y euſt heritiers de pluſieurs branches, & que d'vn branchage n'y euſt heritage ancien, ſera la moitié des acqueſts ou des meubles en defaut d'acqueſts, pour ce regard cenſee heritage, pour y ſucceder & en diſpoſer par la forme ſuſdite.

ACS Tit. 5. Art. 1. Si l'on donne vne maiſon auec ſes appartenances, eſt entendu qu'il donne les bannelles, entrees & iſſues, conduits, iettemens d'eaux de la maiſon donnee ſeulement, & non pas terres ou autres choſes adiacentes à ladite maiſon: poſé que ce fuſſent iardins contigus à icelle & vnis & deputez par le pere de famille au ſeruice de ladite maiſon, ſ'il n'eſt expreſſement dict.

LILLE Tit. 5. Art. 58. vne perſonne ne peut donner ſes biens i ne heritages au preiudice de ſes creanciers: & ſe donné les auoit, leſdits creanciers peuuent faire les Donations iuſques au fourniſſement de leur deu.

LA SALLE DE LILLE Tit. 10. Art. 6. L'on ne peut &c. p. *a Lille*, biens, maiſons, Fiefs & heritages &c. Et ſont Donations à reuoquer iuſques &c.

VALANCIENNES Tit. 5. Art. 72. Il n'eſt loiſible de donner, vendre ou aliener ſes biens meubles en fraude ou preiudice de ſes crediteurs: mais ſeront leſdits meubles vendus publiquement à cry & recours du moins par le gré de Iuſtice, en delaiſſant les deniers de ce procedans és mains du Maieur, l'eſpace de xv. iours.

BRETAGNE Tit. 12. Art. 200. Si † quelqu'vn a heritiers de diuers eſtocs & branchages, il ne peut par Donation ou autre titre lucratif greuer l'vn deſdits heritiers outre le tier de ſon branchage. Et ne ſe pourra faire d'icelle Donation aſſiette outre le tier en chacun eſtoc: & ſera la tierce partie des choſes données par heritages, ou la moitié par vſufruict entendue des biens ſituez au Duché ſeulement. Et quant aux autres ſe regleront les Donations, ſelon les Couſtumes des pays, où leſdits biens ſont ſituez. Art. 201. Et ne ſe fera l'aſſiette de la Donation ſur la principale maiſon de la ſucceſſion & ſera eſtimee la principale maiſon au chois de l'heritier. Art. 202. Aucun ayant heritiers de deux eſtocs, ne peut donner par heritage ou vſufruict, choſe qui vienne de l'vn

Donation ne vaut plus que du tiers du patrimoine ou propre heritage.

Donation ſera reſcindee, & reduite au tiers, ſ'il y a pluſieurs donations excedãs le tiers & comme cela ſ'entend.

Acqueſts repreſente le patrimoine en Donation à faute de patrimoine & ſ'il n'y a que meubles, ſera la Donation de la moitié.

Donſur laquelle ligne ſera aſſigné.

Pour diſpoſer valablement des meubles & conqueſts, faut auoir patrimoine ancien.

†† *Ceſt Art. 217. a eſté accordé pour l'aduenir.*

Donation de maiſon comme s'entend.

Donation faite au preiudice des creanciers ne vaut.

† *Ceſt Art. 200. 201. & 202. auec le 199 mis cy deſſus ſont mis au lieu des anciens. Ar. 218. & 227.*

Donation outre le tiers du branchage ne vaut, s'il y a pluſieurs branchages.

Donations ſe regleront ſelõ les Couſtumes des pays.

Aſsiette de Donation ne ſe fera ſur la principale maiſon de la ſucceſsion.

i Les Donations ou alienations faictes en fraude des creanciers ſont interdites par le droict commun l. 1. & ſeq D. quæ in fraud. credit. l. 1. C. de reuoc. his quæ ita tamen ſi euentum fraus habuit l. ait prætor 10. §. 1. & conſilium & euentũ l. ſi quis 15. D. Quæ in fraud. credit. Theophilus in §. item ſi quis in fraudem. Inſt. de act. On demande ſi la Donation eſt faicte à la charge que le donataire ne pourra ne ſes hoirs vendre engager ny autrement aliener la choſe donnee en quelque ſorte & maniere que ce ſoit ſ'il peut aliener contre

Source : BIU Cujas

ladicte clause, & ensemble qu'ouy & qu'elle n'a effect d'empescher telle alienation l. ea lege. C. de condict. Ob causam dat. Aucuns estiment que l'alienation doit tenir, mais que le donataire est tenu seulement aux dommages & interests: vel condictione ob rem datã, qui est personnelle. Cuiac. ad l. 122. §. 3. D. de verb. obl. Accurse est de mesme aduis & ainsi se doit entendre la Loy ea lege en faisant difference entre la prohibition faicte par contract, & celle par Testament. Et la Loy derniere C. de rebus alien. semble nous monstrer qu'il n'y a point de difference. Par la Loy si creditor §. vlt. D. de distr. pignor. est dit nullam esse venditionem, vt pactioni stetur. Ainsi par Arrest prononcé en robbes rouges le 23. Decembre 1586. a esté iugé que telle prohibition empeschoit la translation du domaine & proprieté: & consequemment la chose donnee pouuoit estre vindiquee & ostee à l'acheteur Charondas VII. des Resp. 194.

d'iceux à l'heritier de l'autre soit de propre ou d'acquest. Art. 203. Celuy †† qui a heritage propre ou acquests, peut donner tous ses meubles à autre qu'à celuy auquel il auroit donné le tier de ses heritages ou de la moitié de l'vsufruict d'iceux: pourueu que l'heritage propre ou acquest ne soient de moindre valeur que lesdicts meubles. Et s'il n'a que meubles ou choses reputees pour meubles ou que l'heritage propre ou acquest ne valut autant que lesdicts meubles, il n'en pourra donner que le tier. Et s'il n'a qu'acquests, ne pourra donner que le tier d'iceux, ses debtes mobiliaires & obseques prealablement payees sur le tout desdicts meubles. Et où ils ne suffiroient, sur les conquests, dont le donateur baillera caution, si requis en est. Art. 204. Et si sont meubles, donnez & deliurez du viuant dudict donateur sans fraude, ils ne seront suiects aux debtes. Art. 217. Bourgeois & gens de basse condition ne peuuent donner † meuble ny immeuble à aucũ de leurs hoirs, soit pere ou mere, ayeul ou ayeule, bisayeul ou bisayeule, oncle ou tante, cousin ou cousine, à l'vn plus qu'à l'autre, s'il n'y a cause en la Donation qui soit raisonnable.

VALANCIENNES Tit. 5. Art. 61. Le proprietaire d'aucun heritage ou rente immobiliaire non ayant hoir apparant en ligne directe, peut vendre & donner lesdictes rentes & heritages à cuy que bon luy semble, sans le consentement de ses heritiers apparans en ligne collaterale ne fut que ledit proprietaire fut allié par mariage: auquel cas les deniers du vandange seront mis és mains dudict Maieur par l'espace de quatre mois & demy. Afin qu'en cas qu'il y vint endedans v. mois ensuiuans estre remployé en achat d'aucuns heritaiges ou rentes heritieres sortissans la mesme nature des heritages vendus: & conuiendra que ladite vente soit aggree par la femme dudit vendeur.

VII. SENS Tit. 11. Art. 110. Donation faicte k par pere ou mere à vn ou plusieurs de leurs enfans de la totalité ou plus †† grande partie de leurs biens, est reputee inofficieuse & frauduleuse: combien que ce soit à la charge de nourrir lesdicts pere ou mere: pourueu que les autres enfans n'ayent esté refusans de contribuer à ladicte nourriture, apres ce qu'ils auront esté sur ce deuement sommez.

AVXERRE Tit. 11. Art. 219. p. *a Sens.* Biens ne doit tenir au preiudice des autres enfans: combien que le donataire fut chargé de nourrir pere, mere ou l'vn d'eux: † sinon que telle Donation fut faicte par le traicté de mariage: auquel cas elle vaudra, moyennant que la legitime soit reseruee aux autres enfans. Art. 220. Toutesfois si telle Donation auoit esté faicte à l'vn desdits enfans à la charge de nourrir pere ou mere & les autres enfans sommez de contribuer à ladite nourriture, auroient esté refusans ou delayans de ce faire, telle Donation vaudroit au profit dudit enfant, qui se chargeroit de faire ladicte nourriture.

NIVERNOIS Chap. 27. Ar. 3. Par mesme raison donner à la charge de payer les debtes que le donnant doit & deura à l'heure de son trespas, ne vaut rien: & de mesme si telle Donation se faict à charge de payer les frais funeraux & accomplir le Testament du donateur, si lesdits frais ou disposition ne sont limitez par la Donation. Autre chose est, si c'est à la charge de payer les debtes que le debteur deuoit lors de la Donation.

NORMANDIE Chap. 17. Art. 428. Les donataires sont tenus porter toutes rentes foncieres & Seigneuriales & autres charges reelles deues à raison des choses à eux donnees encores qu'il n'en fut faict mention en la donation: sans qu'ils en puissent demander recompense aux heritiers du donateur. Art. 429. Et où les choses donnees seront moindres que le tiers des biens du donateur, elles seront deschargees des debtes hypothecaires & personnelles du donateur, iusques à la concurrence de la valeur du tiers, discussion prealablement faicte des meubles. Art. 436. Donation faicte de tous les biens, à la charge d'alimens,

†† *Ces Art. 203. & 204. qui estoient le 219. ancien, a esté ainsi declaré & amplifié.*

Donation de tous meubles à autre que celuy qui a les propres acquests est bõne si le propre & & acquests ne sont de moindre valeur que les meubles.

Acquests ou meubles quand representent le propre.

En donation de meubles sans fraude, deliurez on ne paye les debtes.

† *Ces mots* meubles, ny im meubles *ont esté adiouſtez à ceſt Art. 217. qui estoit le 228 ancien.*

Donation faite par Bourgeois ou gens de basse conditiõ ne vaut faite à l'vn de leurs hoirs plus qu'à l'autre.

Donation d'heritage ou rente immobiliaire, sans le cõsentement de l'hoir collateral s'il n'a hoir en ligne directe.

Donation faite à charge de nourrir le donateur.

†† *Ce mot* grande, *a esté mis au lieu du mot,* greigneur *ancien.*

Donation faite en faueur de mariage, à la charge de nourrir les donateurs bonne,

† *Ces mots,* Sinon que *&c. iusques à la fin,*

k Vne vefue faict Donation d'vne maison qui estoit tout son bien, à l'Hospital de la Val, à la charge de la nourrir, ensepulturer & prier pour elle, laquelle par Arrest donné en audience le 5. Ianuier 1581 plaidant Robert contre Chauuet fut declaree bõne & valable pour le tout nonobstant la Coustume qui veut le tiers estre reserué à l'heritier par ce que c'estoit donatio ob causam iuxta l. 1. C. de donat. quæ sub modo.

Source : BIU Cujas

ont eſte de nouuel adiouſtez.

Enfans ſommez & reſtans de contribuer à la nourriture de pere & mere ſont que la Donation ſortit ſon effect.

Donation faicte à la charge de payer les debtes.

Donataires tenus des rentes foncieres & Seigneuriales & autres charges reelles.

Donataires deſchargez des debtes hypothecaires & perſonnelles, ſi la donation eſt moindre que du tiers iuſques à la concurrence d'iceluy.

Donation à la charge d'alimens.

ſoit par dimiſſion ou autrement, n'eſt valable que iuſques à la concurrence du tiers : ſauf à deduire les alimens ſur les meubles & fruicts des deux autres tiers.

TOVRS Tit. 24. Art. 237. Tous †† donataires vniuerſels de meubles ſoit entre vifs ou par Teſtament, en faueur de mariage ou autrement, ſont tenus payer toutes debtes mobiliaires & perſonnelles, frais funeraux, Dons & legs teſtamentaires mobiliaires: leſquels Dons & legs teſtamentaires ſeroient à vne fois payer ſeulement, & ce nonobſtant que le donateur ou teſtateur euſt à ce ſpecialement derogé.

Donataires vniuerſels de meubles, tenus aux debtes.

†† *Ceſt Art. 237. eſt mis au lieu du 1. Art. ancië ainſi qu'il a eſte dict cy deſſus.*

LODVNOIS Chap. 25. Art. 11. Donataire qui prend par Teſtament tous les meubles du decedé, doit payer les debtes perſonnelles du decedé.

REIMS Tit. 8. Art. 237. Toute perſonne debile ou conſtituee en vieilleſſe ou maladie, ſe peut donner & l admortir à tel qu'il luy plairra, en luy donnant entre vifs tous ſes biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles & la moitié de ſon naiſſant ou telle portion d'iceux heritages que bon luy ſemblera non excedant la moitié dudit naiſſant : mais dedans & au deſſous d'icelle, à la charge d'eſtre nourry, alimenté & ſubuenir à ſa neceſſité par le donataire, d'eſtre acquité de ſes debtes & en fin de payer ſes obſeques & funerailles & autres choſes que voudra ledict donateur appoſer au contract d'icelle Donation.

Donation de tous biens meubles acqueſts & conqueſts immeubles & la moitié du naiſſant, à la charge d'eſtre nourry & acquité de ſes debtes & autres conditions appoſees au cõtract eſt bonne.

l C'eſt à dire ſe faire mort, comme quelques Couſtumes parlent, ainſi que nous auons monſtré en l'explication du mot de fourniture.

BERRI Tit. 7. Art. 8. Donation † faicte m pour cauſe d'eſtude par le pere au fils eſtant en la puiſſance paternelle, eſt bonne & valable.

Donatiõ pour cauſe d'eſtude.

† *Ceſt Art. 8. eſt Couſtume nouuelle.*

BOVRBONNOIS Chap. 19. Art. 211. Donations entre vifs de tous biens, retenue certaine ſomme de deniers ou partie deſdits biens pour en diſpoſer à ſon plaiſir & volonté, eſt bonne & valable, quant és biens, deſquels le donnãt ne retient la diſpoſition, ſ'il y a bail & apprehenſion de poſſeſſiõ reelle & actuelle & les biens retenus en cas que le donateur n'en auroit autrement diſpoſé ne ſont comprins en ladicte Donatiõ: ains appartiennent à l'heritier ab inteſtat ſi d'iceux le donateur n'en a autrement diſpoſé. Art. 215. En Donation d'entre vifs d'aucune choſe particuliere ou autre valable, on peut faire clauſe reſolutoire, comme ſi le donnant ſuruit le donataire ou autre ſemblable, audit cas leſdictes Donations ſoient reſolues & pour non aduenues : & telles Donations ſont bonnes & valables : & neantmoins le cas aduenant de la reſolution, ſont & appartiennent les choſes donnees eſdits donateurs : leſquels ſ'en peuuent eſdits cas dire ſaiſis & veſtus dedans l'an de ladicte reſolution, tout ainſi qu'ils eſtoient au temps de ladicte Donation.

Donations entre vifs de tous biens retenue certaine ſomme pour en diſpoſer eſt bonne.

En Donation d'entre vifs de choſe particuliere, on peut faire clauſe reſolutoire.

AVVERGNE Chap. 14. Art 20. Donations entre vifs à la charge de payer les debtes que le donateur doit au temps de ladicte Donation, ou ſes legats & funerailles eſt bonne & valable, & n'eſt inualable par la Couſtume. Art. 22. p. *à Bourbonnois.* Art. 211. biens preſens & aduenir ou de partie, retenue &c. *iuſques à ce mot*, diſpoſition, *inclus.* Art. 23. Et quant eſdits biens retenus, ladicte Donation eſt nulle & appartiennent les biens retenus aux heritiers ab inteſtat &c. valablement diſpoſé. Art. 24. Donations entre vifs faictes auec clauſe reſolutoire, qu'où le donnant ſuruiura le donataire, leſdictes Donations ſoient reſolues & pour non aduenues, ſont bonnes & valables.

Donations entre vifs à la charge de payer les debtes, ou ſes legats & funerailles eſt bõne.

Donations auec clauſe reſolutoire, bonne.

POICTOV Tit. 2. Art. 205. Quand aucun donne à l'vn de ſes enfans ou heritiers par prouiſion de ſon corps, tous ſes biens meubles & immeubles ou partie d'iceux, les autres enfans du donnant ou l'vn d'eux, ou qui les repreſentent, qui doiuent eſtre ſes heritiers, neantmoins ſeront receus à venir à la ſucceſſion des heritages tant ſeulement de celuy qui a faict ladicte Donation, s'ils offrent au donataire contribuer à ladite prouiſion, pour telle partie qu'ils doiuent eſtre heritiers du donnant : & ſeront à ce receus dedans l'an & iour apres que le donataire leur aura faict à ſçauoir icelle Donation. Et ne ſeront en demure d'offrir à contribuer à ladicte prouiſion, iuſques apres la notification à eux faicte. Mais s'ils laiſſent paſſer an & iour apres icelle notification, ils n'y ſeront plus receus & tiendra ladicte Donation. Art. 206. Toutesfois celuy qui a faict telle

Heritiers dãs quel temps ſont receus à participer aux choſes donnees par prouiſion de corps

m Par le Droict, Donation faicte à vn enfant eſtant en puiſſance de ſon pere, n'eſt pas valable l. donationes quas parentes C. de don. inter vir. & vxor. l. 2. C. de inoffic. donat. & ſe confirme par la mort l. Papinianus & ibi Acc. D. eod. tit.

Source : BIU Cujas

Donataire par prouiſion de corps, ſera nourry chez le donataire ou chez ceux qui contribuent: & de quels biens ſera faict la prouiſion pour nourrir le donnant.

Donation, s'il veut, ſera nourry & alimenté chez celuy à qui elle a eſté faicte & par luy: & ſera faicte prouiſion des fruicts des biens meubles tant conqueſts que heritages du donnant, s'ils ſont ſuffiſans. Et s'ils ne ſont ſuffiſans, les heritiers du donnant contribueront à ladicte prouiſion de leurs propres biens auec ledict donataire, pour telle partie qu'ils doiuent eſtre heritiers du donnant. Et celuy à qui a eſté faicte ladicte Donation, apres la mort du donnant, aura pour aduantage, tous les biens meubles du donnant & tous ſes acqueſts ſur ſes coheritiers qui luy ont faict l'offre ſuſdicte & dedans le temps ſuſdict. Et ſi ladite Donation par prouiſion de corps, eſt faicte à perſonne eſtrange: & le donnant ait aucuns enfans ou heritiers, leſdicts enfans ou heritiers du donnant ou l'vn d'eux, apres ce que le donataire leur aura notifié & faict à ſçauoir icelle Donation, ſeront receus dedans l'an & iour toutes & quantesfois qu'ils voudront à faire prouiſion au donnant, & apres non. Mais ce nonobſtant celuy qui a faict ladicte Donatiõ ſera nourry & alimenté chez le donataire & par luy. Et à faire ladicte prouiſion ſeront premierement prins les fruicts des immeubles tant acqueſts qu'heritages de celuy, qui a faict telle Donation. Art. 207. Et s'ils ne ſont ſuffiſans, les enfans ou heritiers ſeront tenus de parfournir icelle prouiſion de leurs biens. Et en faiſant ladicte prouiſion, les enfans & heritiers ſuccedent au donnant en ſes heritages ſeulement, ainſi que la Couſtume du pays où ils ſeront aſſis le requiert. Mais au regard de ſes meubles & acqueſts, ils demoureront au donataire, & n'aura aucune choſe eſdicts heritages. Art. 208. Et † neantmoins où les pere n & mere ayans peu d'heritages, auroient faict Donation de tous leurs meubles & acqueſts, à l'vn de leurs enfans, ou leurs repreſentans, les autres enfans, nonobſtant ladicte Donation, auront le chois de prendre le tiers de tous les immeubles, tant propres qu'acqueſts, ou de ſe tenir aux deux tiers de l'heritage ancien à eux delaiſſé.

Heritiers voulans ſucceder doiuent contribuer au Don & en quels biẽs, ils ſuccedent.

† *Ceſt Art. 208. a eſté de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Les heritiers ont le chois de prendre le tiers des immeubles, ou les deux tiers de l'ancien ou de laiſſer iouyr le donataire de tous les meubles & acqueſts.

ANGOVMOIS Chap. 4. Art. 50. Toute perſonne peut donner par prouiſion de corps & aliment à ſon heritier preſomptif ou eſtranger tous & chacuns ſes biens: & peut eſlire logis chez le donataire. Toutesfois ſi la Donation eſt faite à vn eſtranger, les hoirs dedans l'an peuuent prendre la charge & en debouter l'eſtranger.

AMIENS Tit. 2. Art. 52. Vn heritier apparent apprehendant l'heritage à luy donné, comme à l'heritier apparent & en aduancement d'hoirie & de ſucceſſions ſe charge de toutes les debtes, obligations, Dons, faicts & promeſſes faictes par le donateur au parauant & iuſques au temps d'icelle apprehenſion.

ARTOIS Tit. 2. Art. 82. Le donataire par apprehenſion du Don fait en aduancement d'hoirie & de ſucceſſion, eſt capable des debtes du donateur contractees au parauant l'apprehenſion dudict Don. Art. 83. Si ledict donataire eſt pourſuiuy pour les debtes du donateur, il a ſon recours ſur iceluy donateur pour leſdictes debtes, ſi bon luy ſemble: n'eſt que pour ladicte Donation le legataire ſoit chargé de purger les debtes ſans recouurer.

Donation faite à vn heritier apparent & aduancement de ſucceſſion, eſt tenu des debtes &c. & a ſon recours contre le donateur ſi bon luy ſemble: ſinon qu'ils ayent eſté chargez de purger les debtes.

BRETAGNE Tit. 12. Art. 214. Nul † ne peut faire Donation de ſes meubles en tout en partie, pour auoir lieu apres ſa mort: ſinon a la charge de payer les obſeques, aumoſnes, legs & debtes, pour telle part & portion que ſe montera ladicte Donation.

Donation de meubles pour auoir lieu apres la mort.

† *Ceſt Art. 214. eſt de nouuel adiouſté.*

VIII. MONSTREVL Art. 33. Quand vn pere donne aucuns heritages a ſon fils aiſné en aduancement d'hoirie, & comme a ſon heritier apparant, les puiſnez y ont leur Quint tout ainſi que ſi l'heritage fut venu au fils aiſné par la mort & ſucceſſion de ſon pere, s'ils n'eſtoient d'ailleurs recompenſez de leur Quint.

En Donation faicte par pere au fils aiſné en aduancement

PONTHIEV Tit. 3. Art. 62. Quant aucun ayant pluſieurs enfans donne a l'vn d'iceux par Don d'entre vifs aucuns immeubles ou heritages par le conſentement de ſon heritier apparent, ou quand le Don eſt faict audit heritier apparent en aduancement d'hoirie & de ſucceſſion, & le donateur s'en deſſaiſit & en faict ſaiſir le donataire: en ceſte forme tous les autres enfans ſont priuez de iamais y demander aucun droict ou portion du naturel Quint.

BOVLLENOIS Tit. 22. Art. 92. Chacun peut par Don d'entre vifs ou en derniere volonté donner en aduancement d'hoirie a ſon heritier apparent, ſes heritages a luy venus de la ſucceſſion de ſes predeceſſeurs, ſans le conſentement

n En la Couſtume de Poictou quelque donataire de meubles & acqueſts immeubles & du tiers des propres ayant eſté condamné à payer quelque rente qui eſtoit deue pour le tout, & ce par defaut & contumaces: combien que l'Ordonnance reçoiue les appellans en refondant les deſpens ſi eſt-ce quand il n'y a que dire au fonds qu'il ne paye: comme ce donataire eſtoit tenu à toutes debtes à cauſe de ſa Donation il fut dit, bien iugé, mal & ſans grief appellé, & l'appellant condamné en l'amende & aux deſpens plaidant Raiuat le 9. May 1564.

Source : BIU Cujas

d'hoirie, les puiſnez y ont le Quint : ſinon qu'ils fuſſent recompenſez d'ailleurs.

Puiſnez n'ont aucune part ou portion du naturel Quint en la Donation faicte en aduancement d'hoirie.

Donation entre vifs ou par Teſtament faict en aduancement d'hoirie, ſans le conſentement de ſes enfans &c. à la charge du Quint naturel.

Relief ſimple auec chambellage.

de ſes autres enfans, parens & amis, à la charge toutesfois du Quint naturel de ſes puiſnez. Et ledict heritier apparent peut retenir & apprehender leſdicts heritages ainſi à luy donnez ou leguez par vn ſimple Relief & chambellage. Art. 93. Vn chacun peut donner ſes heritages venus de ſes predeceſſeurs à telles perſonnes que bon luy ſemble, & autre que ſon heritier apparent, par le conſentement dudict heritier apparent. Autrement le Don ne doit ſortir aucun effect.

ARTOIS Tit. 2. Art. 80. Dons faicts en aduancement d'hoirie & ſucceſſiõ ſoient de Fiefs patrimonïaux ou d'acqueſt, s'entendent que ce ſoit à la charge du Quint aux puiſnez. Et quant aux Dons faicts des cottiers ſe doit entendre pour la part du donataire qu'il pourra auoir ab inteſtat.

NORMANDIE Chap. 17. Art. 422. Celuy qui a faict Don par aduancement de ſucceſſion de partie de ſes biens, n'eſt priué de donner le tiers du reſte de ſes heritages à perſonne eſtrange ou qui n'attend part en ſa ſucceſſion.

TOVRS Tit. 24. Art. 242. On † peut donner à ſon Baſtard tant entre vifs, que par Teſtament, la IV. partie de ſes acqueſts à vie ſeulement, & tous ſes meubles à perpetuité, en la maniere qu'il les faut donner a vn eſtranger. Art. 248 Homme ou femme Noble peuuent donner a tous leurs enfans puiſnez enſemble, tous leurs meubles, acqueſts & iii. partie de leurs propres a perpetuité ou a l'vn d'eux, leurs meubles & les deux parts deſdits acqueſts a perpetuité : en maniere que la iii. partie des propres & acqueſts demeure aux autres puiſnez, & ce pour telle part que chacun d'eux doit ſucceder par la Couſtume. Et quant aux deux parts du propre, auec le principal manoir & le cheze demeurent a l'aiſné. Art. 249. Semblable diſpoſition †† a lieu en Donations faictes par les freres & oncles chefs de ligne, n'ayans enfans a leurs freres neueux & autres parens collateraux. Art. 250. Le puiſné n'ayant enfans & tenant ſon partage diuiſé, peut donner a l'vn de ſes freres ou ſœurs, ou a tous enſemble, ſes acqueſts & meubles a perpetuité. Art. 251. Si homme ou femme Nobles donnent a perſonne eſtrange l'acqueſt par eux faict en leur Fief, leurs enfans ou autres heritiers, le pourront auoir dedans l'an du decez du donateur en baillant au donataire les deniers & miſes desbourſez pour ledict acqueſt. Art. 252. Les pere & mere ayans marié leur fils aiſné comme aiſné & principal heritier, ne peuuent par Donation ou autrement faire que les deux parts de leur propre auec l'aduantage, ne demeurent audit aiſné : fors pour la redemption de leur corps ou neceſſité de leur vie. Art. 253. Et auant le mariage dudict aiſné ainſi marié peuuent leſdits pere & mere donner en faueur de mariage & Don de nopces, à leur fille aiſnee ou autre premierement mariee, plus que l'aduenant. Et eſt l'aduenant entendu, la portion des propres, en laquelle ladicte fille peut ſucceder ab inteſtat : & le plus que l'aduenant eſt la IV. partie de ladite portion.

LODVNOIS Chap. 25. Art. 3 Homme ſoit Noble ou roturier eſtant en ſanté peut donner à ſon Baſtard &c. p. *a Tours.* Art. 242. ſeulement : mais qu'en ſa vie luy ſoit baillee la poſſeſſion & ſaiſine de ce qu'aura eſté donné, & non autrement. Chap. 26. Art. 1. p. *a Tours.* Art. 248. à leurs enfans puiſnez ou à l'vn d'eux, tous leurs meubles & leurs acqueſts à perpetuité : & à tous enſemble la iii. partie de leur patrimoine auec les acqueſts & meubles ſemblablement à perpetuité : laquelle iii. partie leur ſera comptee pour leur partage, & iouyront d'icelle iii. partie comme de patrimoine. Art. 2. Hommes ou femmes Nobles ne peuuent donner à leurs enfans puiſnez maſles de leur patrimoine, que les deux parts auec l'aduantage ne demeurent entierement à l'aiſné fils ou principal heritier. Art. 32. Et à chacun de leurs puiſnez maſles ne peuuent donner outre leur droict de la partie de leur patrimoine : mais il les pourront aduancer & leurs filles puiſnees & chacun d'eux de leurs acqueſts & meubles à perpetuité, ainſi que bon leur ſemblera. Art. 4. Quand les fils aiſné Noble eſt marié par pere ou par mere comme aiſné & principal heritier, ne peuuent les pere & mere faire par Donaiſon ou autrement que les deux parts de leur patrimoine auec l'aduantage ne demoure à l'aiſné : excepté &c. p. *a l'Art. 252. de Tours.* Art. 5. Auant le mariage de l'aiſné marié comme aiſné, les pere & mere Nobles peuuent

Donation des heritages anciẽs faictes à autres auec le conſentement de l'heritier apparent.

Donation de Fiefs à la charge du Quint, & de cottiers de la part qu'ils auroient ab inteſtat.

Donation faite en aduancement de ſucceſſion, n'empeſche Donation du tiers des heritages à eſtranger.

Donation faite à Baſtard de la 4. partie des acqueſts à vie & tous les meubles à perpetuité.

† *Ceſt Ar. 242 eſt mis au lieu du 3. Ar. ancien*

Donation faite par Nobles à leurs enfans de tous leurs meubles, acqueſts & iii. partie des propres à perpetuité : ou les meubles, & les deux parts des propres & acqueſts à perpetuité.

†† *Les Art. 249. & 250. ſont accordez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Donation des acqueſts faite à vn eſtranger ſe peut retirer dãs l'an & cõment.

Pere & mere ne peuuent faire s'ils ont marié l'aiſné comme fils aiſné ne peuuent par Donation ou autrement faire que l'aiſné n'ayt les deux parts auec l'aduantage.

Source : BIU Cujas

uent donner à leur fille aisnee ou autre leur, &c. mariee par Don de nopces plus que l'aduenant : & se prendra ledit aduenant sur le total. Et ledit aduenant est la portion du patrimoine, en laquelle elle pourroit succeder : & plus qu'Aduenant, est autant que la iiii. partie dudit aduenant.

Donation faicte par vn Noble à son heritier presomptif, quād vaut ou non.

ANIOV T. 16. Art. 320. Homme ou femme Noble ne peut rien donner à son principal heritier presumptif, mais luy peut bien delaisser, ceder & transporter en aduancement de droict successif, telle portion de succession de choses hereditaux & immeubles, qui luy pourroiēt venir & escheoir audit heritier presumptif, apres le decés de son predecesseur noble: lequel aduancement ne sera pas reputé Donation pure & simple, mais aduancement d'hoirie. Art. 321. Entre † Nobles le pere ou mere pourront donner seulement à l'vn de ses puisnez ou à tous ses puisnez la iii. partie de leur patrimoine, auec la iii. partie de ses acquests & conquests, pour en iouir par heritage auec tous leurs meubles, pour en iouir à perpetuité. Aussi le mary, *liberis extantibus*, peut donner à sa femme, & à vn estranger la iii. partie de son patrimoine, & aussi la tierce partie de ses acquests & conquests, * pour en iouir par vsufruict, & aussi leur peut dōner ses meubles à perpetuité : & en ce faisant sera le donataire des meubles tenu payer les debtes personnelles, & accomplir le Testament. Et s'il n'y a aucuns enfans, pourront le mary & la femme disposer de la troisiesme partie de leur patrimoine, ensemble de tous leurs meubles, acquests & conquests à qui bon leur semblera, à viage ou à perpetuité. Art. 322. Si personne Noble auoit fait à son fils puisné Don à perpetuité ou autrement d'aucun heritage, & par apres durant la vie du donneur, le frere aisné d'iceluy donataire alloit de vie à trespas: parquoy droict d'aisnesse aduiensit au puisné donataire, tel Don sera estaint & annulé, & sera departy auec le surplus des choses hereditaux du donneur entre le donataire & les autres puisnez par les deux parts & le tiers. Art. 323. Si le pere Noble ou frere aisné noble ou sa representation donne à son fils ou frere puisné, sa portion par heritage ou à perpetuité, pour luy & ses hoirs : laquelle il n'estoit fondé à tenir ordinairement qu'à viage & par vsufruict, tel Don & aduantage ne sera pas reputé son acquest ne de nature d'acquest : mais sera reputé comme son propre heritage & patrimoine procedant de la ligne dont il est party. Art. 337. Quant est des gens Coustumiers, les Donations ont lieu par les manieres dessus declarees: pourueu qu'ils ne les facent à personnes qui ne soient leurs heritiers presumptifs, comme à son fils ou fils de son fils, ou à son neueu. Car, &c. Art. 345. Homme o ou femme soit Noble ou Coustumier ne peut donner à son enfant Bastard ou Bastarde aucuns de ses biens ou choses par Testament n'autrement, si au viuant & santé du donneur ne luy en est baillee possession reelle & actuelle, & qu'il en iouisse deslors.

Donation faicte par vn Noble à son heritier presomptif, quād vaut ou non.

Donation faite a enfans puisnez.

† *C'est Art. 321. est correctif de l'ancienne Coustume.*

Donation faite par le mary à la femme, ou à vn estranger de la 3. partie de son patrimoine, & de la troisiesme des acquests à vie, & tous les meubles.

* *Ces mots, pour en iouir, ne sont dans le P.V.*

Don faict à puisné s'estaint par la mort de l'aisné, & se departit comme les autres choses par les deux parts & le tiers.

LE Maine, Tit. 17. Art. 333. p. *à Anjou.* Art. 320. mais peut, &c. predecesseur: lequel, &c. Art. 335. p. *a Tours.* Art. 248. puisnez †† à tous ensemble, &c. & la tierce partie de leur patrimoine à perpetuité ou à l'vn de leursdits puisnez tous leurs meubles, &c. de leur patrimoine & la iii. partie des acquests demeureront aux autres enfans puisnez & à chacun d'eux pour telle portion qu'ils peuuēt & doiuent succeder, &c. Et quant aux deux parts du patrimoine auec, &c. l'aisné. Ar. 336. Quant aux estrangers les deux conioints ou l'vn d'eux, *liberis existentibus*, ne pourront donner que la iii. partie des meubles & acquests à perpetuité ou à viage: *& liberis non existentibus*, peuuent donner tous leurs meubles & acquests à perpetuité ou à vie. Art. 337. p. *a Anjou.* Art. 323. de la lignee dont il est departy. Et par ce n'est entendu que les droicts des Seigneurs des Fiefs ne sont tollus ne ostez. Art. 349 p. *a Anjou.* Art. 337. qui ne soient heritiers presumptifs, &c. Art. 357. p. *a Anjou.* Art. 345.

Don faict par pere Noble ou frere aisné, noble ou sa representation faict à son fils ou frere puisné, de sa portion par heritage, n'est acquest, ains propre.

BLOIS Chap. 12. Art. 168. Si le Don est faict à l'vn des enfans de l'heritier presumptif du donateur, *& sic de singulis*, il est reputé estre faict aux enfans & heritiers immediats.

Donations entre roturiers, comme se doiuent faire.

BERRY Tit. 7. Art. 5. Donation † faite à fils de famille p estant en la puissance paternelle est nulle. Toutesfois peut estre confirmee par mort, s'il y a tradition vraye ou ficte ou equipollente, quand le donateur perseuere en mesme volonté.

Donation faicte à enfant Bastard ou Bastarde ne vaut, s'il n'a du viuant du donneur possession reelle & actuelle.

BORDEAVX Chapitre cinquiesme. Article 62. Donation faite à titre lucratif des deux parties de l'heritage venu par succession, ne vaudra.

S. SEVER L. Titre quatriesme. Article premier. Femme heritiere de biens auitins, ayant enfans de ses premieres nopces, n'est tenue leur donner aucune part & portion desdits biens, mais les doit alimenter, s'ils n'ont des biens

o Il a esté souuent iugé que les donations faites aux Bastards ou Bastardes ne peuuent auoir aucun effect que pour alimens ou vsufruict, ainsi qu'il fut iugé en audience par Arrest le sixiesme Aoust mil cinq cens cinquante quatre, & treziesme Iuillet mil cinq cens soixante. Semblablemēt les donations faites par les Prestres à leurs filles naturelles, ont esté declarees nulles, & reprouuees par les Arrests de la Cour, mesmes par deux prononcez solennellement, le 14. Aoust 1570. & quatorziesme Auril 1579. ainsi que Charondas recite Liure premier, Resp. 63. Liu. vii. Resp. 14. Nous auons au Titre vi. de la premiere partie traicté ceste question. Voyez Papon en la derniere Edition de Tournes, à Lyon Tit. des Donat. Arrest 41. & l'Arrest 29

Source : BIU Cujas

†† *Ces Art. 335. & 336. ont esté ainsi corrigez & moderez.*
Don faict aux enfans de l'heritier presomptif est reputé fait aux heritiers immediats.
Donation friste à fils de famille nulle.
† *Cest Art 5. est Coustume nouuelle.*
Donation à titre lucratif des deux parts de l'heritage venu par succession, ne vaut.
Femme, vefue de premieres nopces, doit alimenter ses enfans seulement iusques à l'aage nubil fils n'ont biens de leur pere: & audit aage leur doit bailler la 4. partie de ses biens auitins, pour se marier.

Nouembre 1577. recité par Charondas Liure v. Resp. 64. par lequel il se cognoist que ce qui est donné au fils naturel sa vie durant par contract ne passe à ses enfans, ains retourne aux heritiers legitimes du donateur. Ie ne veux point oublier que les Bastards estans donataires ou legataires, auec prohibition de n'aliener les choses leguees, mourans ne peuuent delaisser à aucuns heritiers les choses qui leur sont leguees donnees. D'autant qu'ils n'ont point de famille estoc ne ligne. Et la Constitution ciuile, qui permet que les choses donnees au fils par le pere, les enfans estans decedez sans hoirs procreez de leurs corps, retournent au pere, n'a lieu és enfans Bastards & illegitimes comme nous monstrerons cy dessous au Titre xv Art. 313. de Paris. Et ainsi fut iugé par Arrest solemnel du 7. iour de Septembre 1584. prononcé par Monsieur le premier President du Harlay. Toutesfois si tel Bastard estoit legitimé par le Roy, durant la vie du pere, & que les lettres de legitimation soient enregistrees en la Chambre des Comptes, ainsi qu'il a accoustumé de ce faire: la prohibition seroit bonne & ne pourroit le fisc y succeder ou pretendre aucun par le moyen du droict de Bastardise: ainsi qu'il a esté iugé par autre Arrest solennel du 22. Decembre 1584. entre les Paumiers heritiers collateraux d'vn homme de Blois, & le Maçon mary de la Bastarde legitimee. Autre Arrest du 23. Iuillet 1585. en audience au roolle de Lyon, par lequel telles lettres obtenues apres la mort du pere furent declarees nulles. Chopin.

p Telle Donation n'est point suiette à rapport, ainsi qu'il est porté par le pen. Antic. de ceste Coustume. Tit. des successions mis cy dessous en l'Addition du Tit. xv.

de leur pere suffisans pour les alimenter, iusques à leur aage nubile : & audit aage nubile, leur doit bailler la iv. partie desdits biens pour soy marier. Tit. 8. Art. 1. Le pere durant sa vie n'est tenu bailler aucune portion de ses biens auitins à ses enfans, s'il les veut alimenter auec luy. Art. 2. Mais s'il les veut mettre hors la maison, leur doit bailler la iv. partie desdits biens & le Dot de leur mere morte, soit en biens meubles ou immeubles.

Pere n'est tenu bailler la 4. partie de ses biens auitins, s'il les veut alimenter: sinon qu'il les mettẽt hors.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 537. Pere †† & mere & autres personnes se pourront demettre en tout ou partie de la proprieté de leurs biens, auec retention de l'vsufruict d'iceux, en leur heritier presumptif, principal & Noble. Et sera la demission bannie par trois iours de Dimanche consecutifs, issue des grandes Messes, à la Parroisse du domicile de celuy qui se demet & autres Parroisses, où il aura maisons, & par vn iour au prochain marché du domicile. Et au cas que le Iuge du domicile ne seroit Royal, seront les demissions & bannies rapportees & leuës en iugement du prochain Siege Royal, l'audience tenant, & enregistree au Greffe dudit Siege. Et ce fait en la forme susdite, les contracts d'alienation, qui seront faits depuis lesdites demission & bannies certifiees & regiſtrees, comme dit est, seront de nulle valeur. Et nonobstant lesdites demissions le Seigneur iouira des Rachats & autres profits de Fief, par le decés de ceux qui se sont demis.

† *Cest Article 537. est de nouuel adiousté, & depuis a esté ainsi reformé, ainsi qu'il est escrit.*

Donation faicte à l'heritier presomptif, par pere & mere, & autres personnes, de la proprieté de leurs biens, auec retention d'vsufruict.

Demissiõ comme sera bãnie.

POICTOV Tit. 2. Art. 214. Et combien que l'vn des conioints puisse dõner à l'autre ou à vn estranger, la tierce partie de son heritage : toutesfois en telles Donations, quand c'est entre Nobles, le Chastel on hostel principal, qui doit venir à l'aisné fils ou fille pour son droict d'aisnesse, tel qu'il voudroit eslire, ne cheoit en telle Donation : & par le moyen d'icelle Donation ne peut, ne doit ledit donataire rien y auoir ny demander. Art. 215. L'on †† ne peut donner à son heritier ou heritiers presumptifs ou aux heritiers presumptifs de ses heritiers, de son heritage propre outre la portion legitime & Coustumiere dudit heritier, soit ledit heritage regardant le branchage dudit heritier ou autre branchage : parce qu'il suffit estre heritier, soit en meubles, conquests ou heritages du donateur.

Hostel principal & Fief Noble n'est cõprins és Donations faites par conioints ou à estranger.

SEDAN Tit. 6. Art. 115. Les heritiers presumptifs en ligne directe, ausquels aura esté faite Donation pour recompense & remuneration de seruice, seront tenus de la preuue desdits seruices & cause de la Donation, s'ils en sont requis par leurs coheritiers: & quant aux collateraux ou estrangers, ne seront tenus de la preuue desdits seruices. Art. 116. Le pere peut donner à son Bastard & fils naturel la vi. partie de ses meubles & conquests immeubles seulement: à la charge que lesdits conquests immeubles retourneront au donateur ou ses heritiers, ou cas que ledit Bastard decede sans hoirs de son corps en legitime mariage, sans qu'il soit loisible audit Bastard iceux aliener: toutesfois où le pere n'auroit meubles & cõquests suffisans, luy pourra assigner en l'vsufruict de partie de ses propres pour ses alimens, iusques à la vi. partie d'iceux.

†† *Cest Art. 215 a esté accordé & mis au lieu du 182. ancien remis à la Cour. Surquoy nous a esté remõstré par Ieã de*

NORMANDIE Chap. 17. Art. 423. Nul ne peut donner à son fils naturel

Source : BIU Cujas

Vicomte Escuyer Seigneur de la Coudraye, pour & au nom du Comte de Sancerre que ledit Article 182. a esté touſiours garde & obſerué, ſans l'amplification par nous faite en la prohibition de pouuoir donner à l'heritier de l'heritier preſumptif: proteſtant qu'icelle amplification ne puiſſe nuire ne preiudicier és droicts ia acquis és filles dudit Seigneur comte, ne au procés pendant & indecis, par le moyen d'vne Donation à elles faictes par la Vefue M. François Doyneau, au nom & comme Tutrice naturelle de Ioſeph Doyneau fils dudit defunct & d'elle. A eſté faite pareille remonſtrance pour le regard des Donations de pere ou mere à leurs enfans que celles qu'ils ont fait cy deſſus en l'Article 209. pour le regard des Donations d'entre mary & femme. Et par Maiſtre Pierre Doiruant au nom & comme Procureur de Damoiſelle Françoiſe de Nageres vefue de feu Maiſtre Loys Vielle-Seigle en ſon viuant Lieutenant particulier Aſſeſſeur en la Seneſchaucee de Poictou, Siege de Niort, tant en ſon nom, que cõme Tutrice naturelle des enfans dudit defunct Vielle-Seigle & d'elle, a eſté remonſtre que ladite de Nageres & ſes enfans ont procés pendant en la Cour de Parlement à Paris contre Damoiſelle Marie du Lyon vefue de defunct Maiſtre Nicole Clabat, les Charruaux & autres heritiers de feu Maiſtre René Vielle Seigle: la deciſion duquel depend dudit Article 182. & 183. & autres ſemblables. Auquel procés les parties ont eſté appointees à faire turbes ſur ladite Couſtume & vſance du pays. A ceſte cauſe proteſtoient que par ce qui ſera par nous reformé & arreſté deſdits Ar.ne luy ſoit preiudice audit procés & turbes. Sur toutes leſquelles remonſtrances auons ordonné que le preſent Article & autres ſemblables ou dependans d'iceluy auront lieu pour l'aduenir, ſans preiudice des droicts acquis & procés pendans.

de ſon heritage, ne le faire tomber en ſes mains directement ou indirectemẽt, que les heritiers ne le puiſſent reuoquer dans l'an & iour du decés du donateur. Art. 424. Et neant-moins les Baſtards ſont capables de toutes Donations d'autres perſonnes que de leurs pere & mere.

CAMBRAY Tit. 3. Art. 5. Donation d'entre vifs faite à Baſtard, & paſſee deuëment, eſt bonne & valable. Art. 6. Donation pour cauſe de mort & legats Teſtamentaires faits à Baſtards par leur pere ou mere naturels, ſont bons & valables: pourueu qu'ils ſoient de perſonnes non mariez & non inceſtueux. Auquel cas tels Dons & legats teſtamentaires ne valent, ſinon aux mineurs, pour leurs alimens.

AVVERGNE Chap. 14. Art. 42. Donations entre vifs faites tant à perſonnes eſtranges, qu'és propres enfans *etiam* non emancipez de tous biens preſens ou de partie d'iceux, vallent & tiennent & ſaiſiſſent. Mais quand les Donations ſont vniuerſelles de tous biens preſens & aduenir, elles ſont bonnes & valables, quand il y a retention d'vſufruict de tout ou de partie, & non autrement: ſauf la legitime, comme dit eſt.

Donation ſe reuoque par ſuruenance d'ẽfans.

IX. NIVERNOIS Chap. 27. Art. 13. Si le donateur qui n'a aucuns enfans au temps de la Donation en procree apres en loyal mariage, ladite Donation par luy faite, *ipſo facto*, eſt reuoquee: & ne peut le donataire pretendre aucune choſe en la choſe donnee.

Donations faictes contre la Couſtume ſe peuuent reuoquer dans les dix ans.

NORMANDIE Chap. 17. Art. 421. Les heritiers peuuent reuoquer les Donations faites contre la Couſtume dans les x. ans du iour du decés du donateur s'ils ſont maieurs, & dans x. ans du iour de leur maiorité: autrement ils n'y ſont plus receuables. Art. 435. Donation faite d'heritage par homme ou femme n'aiant enfans, peut eſtre reuoquee par le donateur, aduenant qu'il ait enfans procreez en loyal mariage: & pour le Dot de la femme, laquelle eſt reuoquee quant à la proprieté ſeulement, demourant l'vſufruict à la femme. Et ſi elle eſt faite au mary, la femme aura Douaire ſur les choſes donnees.

Donation ſe reuoque par ſuruenance d'ẽfans.

TOVRS Tit. 24. Art. 245. Le Baſtard peut faire Donation de ſes biens, comme fait le legitime. Art. 246. Don fait en concubinage q ne vaut tant entre Nobles que roturiers.

Baſtard peut faire Donation.

LODVNOIS Chap. 25. Art. 9. Le Baſtard peut faire Donaiſon. Art. 10. Don qui eſt fait, &c. p. *à Tours.* Art. 246.

Donation faite par concubin à concubine & è contra, ne vaut.

ANIOV Tit. 16. Art. 339. Donation faite en Teſtament & derniere volonté, & Donation, qui eſt appellee en Droict, *Donatio cauſa mortis*, ſe peut reuoquer, changer, diminuer & croiſtre: pourueu que le Don ou accroiſſement n'excede ce que deſſus eſt eſcrit. Art. 342. Donation faite de concubin à concubine, & de concubine à concubin, ne vaut. Car ils ne peuuent donner rien l'vn à l'autre durant le temps de leur concubinage n'apres, s'ils retournent à iceluy peché. Art. 343. Et pour ceſte conſideration Baſtards n'ont point de propre heritage: & quãd ils ont acqueſts ou conqueſts hereditaux & immeubles, ils en peuuent donner la iii. partie: mais s'ils en meurent veſtus & ſaiſis, ſans en auoir ordonné, & ils treſpaſſent ſans hoirs de leurs corps iſſus r en loyal mariage, leurs acqueſts, cõqueſts & meubles ſont à leurs Seigneurs de Fief, au Fiefs deſquels iceux acqueſts ſont aſſis. Et ſ'en peuuent leſdits Seigneurs de Fiefs dire ſaiſis, chacun de ce qui eſt de ſon Fief Et au regard des biens meubles, le Baſtard les peut bien tous donner à perſonne capable dudit Don, ſoit par Teſtament ou autrement: pourueu qu'il y ait choſes immeubles: autrement n'en peut donner que la moitié.

Donatiõ teſtamentaire ou pour cauſe de mort ſe peut reuoquer.

Donation de concubin à concubine.

Baſtards n'ẽt propre heritage peuuent donner la 3. partie des acqueſts & cõqueſts.

q Par le droict ciuil on peut faire Donation à vne putain. l. 5. D. de donat. & à vne concubine. l. Donationes 31. D. eod. tit. l. 3. §. Diuus L. ſi prædia D. de don. inter vir & vxorem. L. 4. §. 3. D. de cond. ob turpem cauſam l. 12. §. 14. D. mandati. Acc. ad l. fin. D. de obl. & act. dati. Niſi ſi miles focariæ ſuæ dederit l. 3. C. de don. inter. vir. & vxor. Vide l. pater meus D. de leg 2. l. à filio §. teſtator D. de alim. Leg. L. qui concubinam D. de leg. 3. l. cũ ſecundis §. 1. D. de his quæ vt indig. auf. Encores que Donation faite à vn fils naturel

Source : BIU Cujas

Seigneurs de Fief succedent aux Bastards decedens sans hoirs de leurs corps, pour les acquests & conquests. Bastards peuuent leurs meubles, s'il y a immeuble: sinon donnera la moitié.

pour alimens & à vie seulement soit tollerable: toutesfois celle qui est faite à la concubine estant contra bonos mores, & de mauuais exemple & inofficieuse fut declaree nulle par Arrest du 20. Mars 1563. Donation faicte à vn macquereau ne vaudroit par mesme raison. Ainsi le Preteur Metellus ne voulut adiuger la recreãce ou possession en vertu d'vn Testament fait au profit de Vetilius le macquereau, comme Valere le Grand recite Liure vii. Chap. dernier.

r Les Hauts Iusticiers peuuent succeder aux Bastards ou Aubains, iugé par Arrest en Nouembre 1307. Il se trouue vne ancienne Ordonnance, par laquelle à defaut d'enfans legitimes les biens des bastards competent & appartiennent au Roy: & n'y a possession au contraire, s'il n'y a priuilege exprés, & est ladite Ordonnance de l'an 1319. du 22. Aoust. Pareille Ordonnance du mois de Septembre 1386. En la partie. 1 de ceste Conference des Coustumes Tit. vi. il a esté monstré que trois choses estoient necessaires & deuoient estre concurrentes pour les Seigneurs Hauts Iusticiers, qui pretendent la succession des Bastards: autrement le Roy y succede par droict de Bastardise ou d'illegitimation. Et ainsi entre Frere Alderic de la Roere dict Chamois Commandeur de S. Marc d'Orleans, appellant du Bailly d'Orleans d'vne part: & Nicolas de Vernoy valet de Fourriere du Roy, donataire dudit Seigneur, des biens demeurez par le trespas de Estiennette Garenne, fille bastarde de defunct M. Mathurin Garenne d'autre, fut donné Arrest du 2. Aoust 1586. au rapport de M. de Here Conseiller en la Cour, par lequel la Sentence donnee par le Bailly d'Orleans, contenant adiudication des biens de la defuncte, au profit dudit Vernoy donataire du Roy, a esté confirmee, & l'appellant debouté du droict par luy pretendu esdits biens, comme ayant droict de Hauste Iustice, Moyenne & Basse, au lieu appellé la Croix de Mont-ioye Parroisse de Salen, ou estoient situez les biens delaissez par ladite Bastarde.

Le Maine, Tit. 17. Art. 351. p. *à Anjou.* Art. 339. ce que dit est. Art. 354. & 355. p. *à Anjou.* Art. 342. & 343. de ce que dit est en son Fief, &c.

Grand Perche, Titre 4. Article. 99. Vn Bastard peut disposer entre vifs & par Testament de tous ses biens. Article 100 Don de Concubinaire à Concubine, & de Concubine à concubinaire frequentans & conuersans ordinairement ensemble, ne vaut.

Bastard peut disposer de ses biens.

Don faict à concubine, & è contra.

Cambray Tit. 3. Art. 7. Donation d'heritage faite à sa concubine *vel è contra*, durant le temps qu'ils sont demourans & conuersans ensemble, ne vaut.

La Rue d'Yndre, Chap. 4. Art. 17. Donation faite par aucun entre vifs, *liberis non existentibus*, vaut en delaissant aucune chose au droict heritier, *& potissimè* quand elle est confirmee par Testament.

Donation faicte entre vifs vaut en delaissant quelque chose à l'heritier.

Bovrbonnois Chap. 20. Art. 225. Donations †† entre vifs vniuerselles *aut per modum quotæ*, sont reuoquees, si le disposant au temps de son trespas a enfans naturels & legitimes suruiuans: fors és Donations faictes en contract de mariage: lesquelles ſ ne sont audit cas reuocables. Chap. 24. Art. 294. Donation faite par Testament & derniere volonté à cause de mort, se peu changer & diminuer, accroistre & reuoquer: nonobstant serment fait de non reuoquer.

†† *Auons demandé aux Estats si apres vne Donation vniuerselle aut per modum quotæ, le donateur n'auoit eu enfans, ou lesquels n'auroiẽt vescu, tellement qu'à l'heure de son decés & trespas le donateur n'auroit aucuns enfans, si telle Donatiõ vniuerselle aut per modum quotæ, demoureroit bonne & valable: lesquels dirent que telles Donatiõs estoient bonnes & valables: tellement que par la natiuité desdits enfans, telles Donations ne seront reuoquees, si tels enfans ne viuoient au temps du decés du do-*

Avvergne Chap. 14. Art. 13. Et sont telles Donations & dispositions reuocables à volonté tant expressement que taisiblement, comme sont Testamens, Codicilles & autres dispositions de derniere volonté: posé que telles Donations seroient faites par paroles de Donation entre vifs, auec clause de garentage, ou qu'il soit dit par icelles qu'elles ne puissent estre reuoquees: & ne sont lesdites Donations authorisees ne valables par le serment apposé en icelles. Art. 30. Mais Donations vniuerselles ou particulieres entre vifs ou à cause de mort faites en traicté de mariage en faueur des mariez ou leurs descendans sont irreuocables: tellement que le donateur ne peut aliener ne disposer des choses par luy ainsi donnees. Art. 33. Donations & autres dispositions entre vifs pures & irreuocables faites en contract de mariage & faueur des mariez, ne sont reuocables: posé qu'il y ait apres enfans du disposant: si n'est quant au droict de legitime.

Poictov Tit. 2. Art. 213. Donation † entre mary & femme se confirme par mort taisiblement si elle n'est reuoquee d'eux, en quelque maniere, ou par quelques contracts qu'elle soit faite: & est reuocable iusques à la mort de celuy qui donne. Et se peut la Donation simple reuoquer par l'vn, sans faire sçauoir & notifier à l'autre. Et suffit faire ladite notification, apres la reuocation, en quelque temps que ce soit, iusques à la mort du reuoquant, encores qu'il soit en extremité de maladie. Art. 222. Si le pere donne à son fils ou fille estant en sa puissance, ses meubles & acquests, ou partie d'iceux, autrement qu'en faueur de mariage, il peut reuoquer ladite Donation quand bon luy semble, tant que le fils ou fille sera en sa puissance.

Bretagne T. 21. Art. 479. Bastard †† ne peut faire Donation de son heritage, retenant l'vsufruict à sa vie, s'il ne le faisoit de l'acquisition de l'heritage

ſ C'est à dire que la Loy si vnquam. C. de reuoc. don. n'a point de lieu en ce cas Toutesfois la disposition de la Loy si totas C. de inoff. donat. a lieu, & doiuent auoir leur legitime, ainsi qu'a noté Du Moulin sur ceſt Article. Mais ne faut douter que les faicts d'ingratitude, iniures & outrages commis par vn enfant contre ses pere & mere ne soient suffisans pour faire reuoquer les Donations & auantages faicts par eux, mesmes en contract de mariage, & peut estre deſ-herité sans qu'il puisse demander aucune legitime. l. donationes. l. vlt. C. de reuoc donat. Nou 115. Cap. 3. Et ainsi a esté iugé par Arrest du cinquiesme Ianuier mil cinq cens octante cinq, par lequel les Donations

Source : BIU Cujas

nateur. Car en ce cas telle existence d'enfans fait reuoquer la Donation vniuerselle aut per modum quotæ, *A ceste cause de leur consentement ceſt Art.225. a eſté ainſi corrigé.*

Donation mutuelle ou ſimple d'entre mary & femme comme ſera reuoquee.

† *Ceſt Art.213. qui fait partie de l'Article 202. remis à la Cour en l'an 1514. & 203. Article anciens qui depend doit dudit Article 202. a eſté ainſi arreſté pour auoir lieu & eſtre obſerué à l'aduenir, ſans preiudice des procés intentez & droicts acquis, ainſi qu'il a eſté dit ſur l'Art.209. cy deſſus.*

Donation faicte par le pere à ſon fils eſtant en ſa puiſſance eſt reuocable.

Baſtard comme peut faire Donation.

†† *Ceſt Art.479. qui eſtoit le 453. a eſté ainſi declaré & amplifié.*

faites à vne fille par contract de mariage, ſe peuuent reuoquer pour cauſe d'ingratitude, & qu'elle a peu eſtre exheredee. Ceſt Arreſt eſt recité par Charondas vii. des Reſp. 104. & plus amplement par Papon en l'Edition derniere de ſes Arreſts Liure xi. Titre 1. Arreſt vingt trois. Ie ne veux oublier que quelquesfois il ſ'eſt preſenté à la Cour des cas particuliers pour la ſuruenance des enfans, que la donation n'a point eſté reuoquee. Vne donation ayant eſté faicte par vn oncle en faueur de mariage à ſon neueu, comme à ſon heritier, retenu à ſoy l'vſufruict ſa vie durant, & nonobſtant la ſuruenance des enfans fut par Arreſt du 23. Ianuier 1582. plaidant le Maiſtre pour le donataire, & Gillot pour le donateur appellant, fut l'appellation & ce miſe au neant, Ordonné que ce dont eſtoit appel ſortiroit ſon plein & entier effect, & en ce faiſant fut la donation confirmee, en conſideration du mariage, de la retention d'vſufruict, & de quelque remuneration & ſeruices du donataire. Auquel cas n'a lieu la Loy 2 C. de reſc. vend. ny la Loy ſi vnquam. C. de reuoc. don. Par quelques anciennes Couſtumes, Qui tout donne, tout perd. Mais les Donations immenſes ou exceſſiues ne ſont du tout annullees ou reſcindees: ains au contraire ſont reduites à ce qui eſt permis par la Couſtume des lieux. Quid ſi les enfans decedent auant les contrahens, la donation doit elle demourer ſans effect ou bien ſubſiſter? Pour la negatiue on allegue Bartole in L. Titia §. Imperator. De leg. 2. Obligatio ſemel extincta, amplius reſtitui non poteſt. Paulus in L. qui res 98. aream. D. de ſolut. l. 27. §. 2. §. D. de pactis L. 10. §. 9. D. de in rem verſo. Par conſequent ladite donation eſt nulle, ores que les enfans ſoient decedez. Ceux qui tiennent le contraire pour l'affirmatiue ſe fondent ſur la Loy ſi poſthumus. D. de lib. & poſthumis. Mais la negatiue eſt plus certaine L. vxoris. 2. & l. quod certatū. C. de poſt. her. inſtitu. §. 1 Inſt. de ex her. l. b. Tiraqueau ad d. l. ſi vnquan. C. de reuoc. donat. ad verbū ſuſceperit liberos num. 161. & ſeqq. conclud en fin au nombre 204. que la plus commune opinion & receue eſtre que par la mort de l'enfant ſuruenu, la donation n'eſt confirmee. Ie ſçay bien que Iulius Clarus Recept. Sent. Tit. de Donat. q. 23. verſic. penult. tient le contraire contre l'aduis de Bartole adiouſtant Donationem conualeſcere, niſi donator eam tacitè vel expreſſè reuocauerit. Par Arreſt du 8. iour de May 1586. a eſté vne donation mutuelle faicte entre deux conioincts par mariage declaree nulle, par la ſuruiuance d'vn enfant conceu lors de la donation.

par le meſme contract, ou s'il ne le faiſoit par forme de donation, qui fut mutue ou egale: qui ſe pourra eſtendre ſur la tierce partie de ſon heritage: pourueu que la Donation ne ſoit faite en fraude du Seigneur.

SEDAN Tit.6. Art.121. Donation generale ou particuliere entre vifs ou à cauſe de mort, faite, &c. p. *à Auuergne.* Art.30. aliener les choſes par luy donnees ne diſpoſer d'icelles.

Donateur quand eſt tenu de garantir.

X. LILLE Tit.5. Art.56. Vn donateur aiant promis conduire & garandir o la donne par luy faite, quand de ce en appert par lettres, eſt tenu ſi auant qu'il eſt ſuiet à la Loy & Eſcheuinage de ladite ville & Eſcheuinage, reſpondre perẽptoirement aux fins & concluſions du donataire emiſes à cauſe de Garand.

Inſinuation n'eſt requiſe en Donations.

XI. TROYES Tit.8. Art.140. Donation d'heritage ou meuble, à quelque ſomme qu'elle puiſſe monter, n'a beſoin d'aucune ſolennité d'Inſinuation. P

NIVERNOIS Chap.27. Art.8. Es Donations à quelques ſommes & valeurs qu'elles montent, n'eſt requis Inſinuation.

MONTARGIS Chap.11. Art.8. Inſinuation de Droict n'a point de lieu, & n'eſt requis en Donations entre vifs, Teſtament, pour cauſe de mort n'autrement. Chap.13. Art.12. Il † n'eſt requis Inſinuation ou ſignification tant des Dons & diſpoſitions faits entre vifs, que par Teſtament ou ordonnance faite pour cauſe de mort à quelque valeur que ce ſoient & ſe puiſſent monter les choſes donnees, leguees ou diſpoſees.

† *Ceſt Art.12. eſt local pour les Seigneurs & habitans de Sancerre, &c. & autres terres & Seigneuries du pays & Duché de Berry, regies & gouuernees par la Couſtume de Lorris.*

ORLEANS Tit.16. Art.300. Il † n'eſt requis d'inſinuer Dons faits par Teſtament & diſpoſition de derniere volonté à quelque valeur que ce puiſſent monter les choſes leguees & donnees.

NORMANDIE Chap.17. Art. 434. Toutes †† Donations de choſes immeubles faites entre vifs de pere à fils en faueur de mariage ou cauſe pitoyable, doiuent eſtre inſinuees & acceptees dans les iv. mois ſuiuant l'Ordonnance.

BERRY Tit.7. Art.11. Donations † entre vifs ſeront doreſnauant inſinuees iudiciairement, preſens les donateur & donataire, ou leurs Procureurs ayans pouuoir de requerir leſdites Inſinuations, & d'accepter q pardeuant les Iuges ordinaires tant des parties, que des choſes donnees.

†† *Ceſt Article quatre cent trente quatre a eſté accordé pour nouuel: excepté par le Deputé d'E-*

BOVRBONNOIS Ch.19. Art.218. Inſinuation de Donation n'eſt point neceſſaire de quelque valeur & eſtimation que ſoit la Donation.

AVVERGNE Chap.14. Art 41. Donations entre vifs faites, ſans Inſinuation, valent & tiennent.

XII. SENLIS Tit.11. Art.216. Quand à diuerſes perſonnes, a eſté don-

o Ceſt vne queſtion qui eſt traictee in l. Ariſto. 18. §. Labeo ait. D. de donat. & par Accurſe ſur ledit §. Labeo. Et rectè Paulus lib. v. Sent. Tit. xi. Inuitus donator de euictione rei donatæ promittere non cogitur, nec eo nomine, ſi promiſerit oneratur, quia lucratiuæ rei poſſeſſor ab euictionis actione ipſa iuris ratione depellitur. Le donateur n'eſt donc tenu de garantir, niſi ſtipulanti promiſerit, vt in ſpecie L. quoniã auus. 2. C. de euiction. & rectè in fine eius legis ſcriptum eſt, nudo pacto interueniente minime donatorem hac actione teneri certum eſt. Et ainſi ſe doit entendre ceſte Couſtu. de Lille Art.56. La Marche Art.259. Auuergn. Ch.14 Art.13. Voyez Charond. Liure 2. des Reſp.40. qui recite vn

Source : BIU Cujas

Arreſt du mois de Iuillet 1553. en vn fait notable.

ureux, qui a dit qu'audit Bailliage, la Donation qui tient lieu de partage, n'eſt ſuiette à inſinuation : pourueu qu'elle n'excede la legitime : ſouſtenant que ſi ledit Article a lieu, ce doit eſtre a la charge que la Donation ceſſante, y aura action de partage : dont il aura acte.

† *Ceſt Art. 11. eſt Couſtume nouuelle.*

p Ces Couſtumes qui n'admettent aucune inſinuation ſont corrigees par les Ordonnances des Roys François 1. 1539. Art. 132. & de Henry 2. 1549. & encores de Charles 9. 1566. Art. 58. par lequel toutes Donations faictes entre vifs, mutuelles, reciproques, onereuſes, en faueur de mariage & autres de quelque forme & qualité qu'elles ſoient faites entre vifs, ſeront inſinuees & enregiſtrees és Greffes des Sieges ordinaires Royaux de l'aſſiette des choſes donnees, & de la demeurance des parties dans 4. mois, à compter du iour & datte d'icelles donations, pour le regard des biens & perſonnes : & dans ſix mois pour ceux qui ſeront hors le Royaume. Vne Donation faite en contract de mariage, n'ayant eſté inſinuee dans le temps de l'Ordonnance, peut eſtre inſinuee du viuant deſdits conioincts & de leur mutuel conſentement, auec procuration expreſſe pour en conſentir l'inſinuation, ores que par la Couſtume ils ne puiſſent plus ſe donner quelque choſe l'vn à l'autre : ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt donné en la 3. Chambre des Enqueſtes ſur vn procés party en icelle, & departy en la premiere, entre Thomas le Couſturier ceſſionnaire de Iacques le Couſturier & Noelle Rat ſa femme, heritiere de Pierre Rat ſon frere, demandeur & defendeur, & Marie le Reculeur vefue de feu Pierre Rat defendereſſe & demandereſſe. Lequel Arreſt du 8. iour de Mars 1578 eſt bien au long recité par Charond. Liure 3. Reſp. 82. qui le date du 24. iour de Mars, & Chopin ſur les Couſtumes d'Aniou Liure 3. Tit. 3. le date du 8. iour de Mars. Et au Liure vi. Reſp. 74. recite vn Arreſt du 10. Ianuier 1572. par lequel la ſentence du Preuoſt de Paris auroit eſté confirmee, par laquelle auoit eſté debouté vn oppoſant aux criees, & ordonné qu'il ſeroit paſſé outre. C'eſtoit vn gendre qui ſ'oppoſoit & fondoit ſon oppoſition ſur vne donation faite par le pere à ſa fille & audit oppoſant : laquelle n'eſtoit eſcrite ny inſinuee. Quid d'vne Donation faicte par contract de mariage, lequel n'eſt conſommé que huict ou dix mois apres, pendant lequel vend les terres ainſi donnees, & apres la conſommation dans les 4. mois, le donataire fait inſinuer ladite donation? Par Arreſt donné le 23. iour de Decembre 1587. entre Pierre Cendret appellant du Lieutenant de Montdidier, & M. Pierre Vyon Procureur intimé, a eſté declaree telle donation bonne & valable. Ceſte Donation n'a point de lieu niſi nuptiis ſecutis vt eſt in l. 9. D. de iure dot. & tacitâ condicionem habet, ſi nuptiæ ſequantur. Et ita Vlp. in l. ſtipulationem. 21 D. eod. tit. ſtipulationem, quæ propter cauſam dotis fiat, conſtat habere in ſe condicionem hanc, Si nuptiæ fuerint ſecutæ : & ita demum ex ea agi poſſe, quamuis non ſit expreſſa condicio, Si nuptiæ conſtat l. 41. §. 2. D eod. tit. l. 4. §. 2. D. de pactis. Rectè Baldus ſcribit cauſam futuræ dotis habere vim conditionis.

q Par l'Ordonnance du Roy Henry 11. 1549. les donations doiuent eſtre acceptees, du viuant du donateur, qui ſert d'interpretation à l'Ordonnance du Roy François 1. 1539. Art. 132. & 133. ſuiuãt ce qui eſt eſcrit par Vlpian in l. Si ego 9. §. ſi res alicui D. de iure dot. Les Docteurs tiennent que les Donations faictes aux abſens doiuent eſtre acceptees par Procureur ou meſſager ſpecialement fondé, in l. nec ambigi. C. de donat. & l. abſenti. D. eod. tit. Rolandus à Valle 1 Conſ. 19. num. 1. & Iul. Clarus 4. Sent. Tit. de donat. Nous auons amplement parlé cy deſſus de l'acceptation des donations, & au viii. Liure de la Conference des Ordonnances. Tit. 11.

---

né ou vendu vn heritage en Fief ou roture, celuy qui premier aura eſté ſaiſi dudit heritage, mis & receu en foy & hommage, ou d'iceluy heritage aura eu apprehenſion de faict, qui equipolle à ſaiſine, au ſceu & cõſentement du donateur ou vendeur, ſera preferé audit heritage donné & vendu, poſé ores qu'il ſoit le ſecond donataire & acqueſteur, & a le plus cler droict.

Donataire ou acheteur ayant eſté receu en foy & hommage ou ayant apprehenſion de faict, eſt preferé.

LAON Tit. 6 Art. 53. Don ſimple ne ſaiſit point, ſans tradition reelle & actuelle ou par clauſe tranſlatiue de poſſeſſion, comme conſtitut, retention d'vſufruict, precaire ou autre : & encores auant que le donataire ſe puiſſe dire Seigneur de la choſe a luy donnee, eſt requis que le donateur en ſoit veſtu & ſaiſi, ou qu'il en ait iouy par x. ans entiers : laquelle iouiſſance de x. ans equipolle à veſture. r

Don ſimple ne ſaiſit point.

Veſture & ſaiſine.

Iouiſſance de dix ans equipolle à veſture.

r Voyez cy deſſus l'Addition du Titre 11. de Paris de Cenſiues nombre.

AMIENS Tit. 2. Art. 53. Quand heritages Feodaux ſont donnez ou leguez à pluſieurs perſonnes par egales ou inegales portions, ils ſont partageables & diuiſibles entre les donataires : & peut chacun d'eux apprehender ſa portiõ en contentant les S. F. de leurs droicts Seigneuriaux & tenant icelles portions par ſemblable Relief, foy hommage & ſeruice, que le total d'iceux Fiefs eſtoit auparauant tenu faire. Art. 54. Quand vn proprietaire ou poſſeſſeur d'heritages Feodaux ou cottiers, vend, donne ou tranſporte leſdits heritages ou partie d'iceux, & que durant ſa vie, il n'en fait aucune deſſaiſine és mains des S. F. dont iceux heritages ſont tenus ou de leurs Baillifs & Officiers ayans pouuoir de ce faire : en ce cas tels heritages donnez, vendus ou tranſportez viennent & eſcheent apres le decés du donateur ou vendeur, aux prochains heritiers d'iceluy donateur ou vẽdeur. Mais ſi tels donataires ou acheteurs veulent pourſuiure la vente ou Don à eux faict, faire le peuuent par miſe de faict ou autrement deuëment : quoy faiſant ledit heritier eſt tenu entretenir telle Donation, vendition ou tranſport.

Pluſieurs Donataires ou legataires d'heritages Feodaux par egales ou inegales portions, comme doiuent iceux partir : & les releuer.

PONTHIEV Titre ſecond. Article vingt-deuxieſme. Quand aucun a faict Don de choſe reelle & immobiliaire ſituee en ladicte Comté, ſoit qu'elle ſoit heritage ou acqueſt au donateur, il eſt requis qu'ainçois que le donataire y ait acquis droict reel, & qu'il en puiſt ou doiue leuer les proficts, qu'il en ſoit ſaiſy par le Seigneur ou Seigneurs, dont la

Source : BIU Cujas

Donateur ne s'estant dessaisi des Fiefs ou cottiers, s'il meurt, ses heritiers y succedent, & non le donataire ou acheteur: sinon qu'ils poursuiuent la vente ou Don par mise de faict ou autrement deuement.

En Don de chose reelle & immobiliaire, est requis saisine & dessaisine & le Seigneur contenté de ses droicts.

chose immobiliaire donnee est tenue, ou par les officiers ayans pouuoir d'iceluy Seigneur ou Seigneurs. Art. 23. Quand aucune chose immobiliaire fonciere & reelle, situee en icelle Comté, est donnee par le proprietaire, il est requis & necessaire, qu'ainçois que le donnant puisse transporter Don & droict reel pour en iouyr & posseder, soit à son heritier apparent ou autre, & que le donataire ou heritier y ait acquis droict reel pour en iouyr & leuer les fruicts & profits que le donateur, si c'est par Don d'entre vifs, s'en dessaisie en la main du Seigneur ou ses Officiers ayans pouuoir à ce, & que le Seigneur contenté de ses droicts le donataire en soit saisi & reputé a homme & tenant. Art. 25. Vn chacun peut a son heritier apparent par Don d'entre vifs & en aduancement d'hoirie & succession, donner & transporter les heritages a luy venues de succession de ses predecesseurs pour desiors iouyr entierement ou en partie, soit a vie ou heritablement, & a touſiours: & s'en peut celuy a qui tel Don seroit fait faire saisir, en payant au Seigneur ou Seigneurs vn droict de Relief seulement, & non autre. Art. 43. Quand aucun faict Donation par Don d'entre vifs de chose immeuble situee en la Comté, a luy appartenant, & qu'il la tienne d'aucun Seigneur, si le Don est faict a autre qu'à l'heritier apparent & plus prochian à deuoir succeder par hoirie du donateur en la chose donnee, si tel donataire veut apprehender le Don, il doit au Seigneur dont l'immeuble donné est tenu, tels & semblables droicts, que deuroit la chose donnee si elle estoit vendue par le donateur. Tit. 4. Art. 80. Si aucune personne vend ou donne aucune chose reelle situee audict Ponthieu ou à autre droict sur chose reelle, sans soy en dessaisir: si iceluy qui a vendu ou donné iouyst touſiours ou en meurt saisi, la saisine en descend à son hoir: mais si celuy à qui on aura vendu ou donné, auoit apprehendé la saisine: en ce cas la saisine ne va pas à l'hoir du vendeur: par ce que le vendeur ou donneur n'est poinct mort saisi.

En Don fait à son heritier apparent en aduancement d'hoirie faut prendre saisine: & payer vn droict de Relief.

Donataire autre que l'heritier apparent doit pareils droicts qu'en vente.

Vendeur ou donateur ne s'est tant dessaisi, la saisine descend à son hoir: sinon que le donataire ou acheteur eust eu saisine.

S. Pavl Tit. 3. Art. 38. Si aucun possesseur d'aucuns heritages Feodaux ou cottiers vend, cede, donne ou transporte à aucune personne lesdits heritages par luy acquestez ou partie d'iceux & que durant sa vie, il n'en faict aucune dessaisine en la main des Seigneurs, dont ils sont tenus ou leurs Officiers: en ce cas tels heritages donnez retournent apres sa mort à son plus prochain heritier habille à luy succeder: si ce n'est que ceux, ausquels on auroit faict lesdits Dons les eussent apprehendez par voye de mise de faict, & qu'ils y fussent decretez par auctorité de Iustice, appellez a ce les donateurs & les Seigneurs: desquels lesdits heritages seroient tenus: auquel cas ledict heritier plus prochain ny pourroit aucune chose demander. Art. 39. Quand aucun donne ses heritages Feodaux & cottiers a luy venus de la succession de ses predecesseurs par Don d'entre vifs a son heritier apparant, il conuient que l'heritier face apprehension par Saisine & Dessaisine ou par voye de mise de faict & decret sur ce obtenu appellez, pour ce consentir, ledit donateur & les Seigneurs, desquels iceux heritages sont tenus: ou si tel heritier termine vie par mort, auant celuy, qui auroit fait tel Donatiõ sans auoir faict sur icelle apprehensiõ apres le trespas du donateur les heritages par luy ainsi donnez a iouyr apres son trespas, retourneront a celuy qui lors seroit le plus prochain heritier du donateur, nonobstant le Don precedent qu'il en auroit faict.

En Don d'heritages feodaux & cottiers, fait entre vifs à heritier apparent il faut faire apprehension par saisine & dessaisine, ou par voie de mise de faict & decret sur icelle appellez les donateur & Seigneurs.

Bovllenois Tit. 22. Art. 96. Auant que le donataire puisse iouyr du Don a luy faict, & en faire son acqueſt, faut qu'il apprehende par mise de fait en Iustice competente, le donateur, ou s'il est decedé, les heritiers d'iceluy & le S.F. dont la chose est tenue & mouuante, appellez: & iceluy Seigneur deuement content de ses droicts.

Donataire doit apprehender le Don par mise de faict en Iustice, le donateur ou ses heritiers & les Seigneurs appellez & contentez.

Lille Tit. 5. Art. 51. Tous donataires peuuent a leurs despens & toutesfois que bon leur semble, soit du viuant du donateur ou apres, apprehender par mise de faict les donnes a eux faictes ou autrement se faire realiser. Et ne peuuent les heritiers des donateurs retenir les donnes, en payant l'estimation d'icelles, combien que par le trespas des donateurs, ils en ayent esté saisis. Art. 61. Pour quelque Donation que on face de maisons & heritages en ladicte ville & tenus de l'Escheuinage d'icelle, le donateur en est tenu & reputé heritier, tant qu'il en soit souffisamment desherité, & le donataire adherité: ou que ledict do-

Source : BIU Cujas

Deshéritance & adhéritance ſont requiſes en Donations de maiſons & heritages tenus de l'Eſcheuinage.

natairey ſoit decreté par miſe de faict : ſauf toutes-voyes, que ſi leſdictes maiſons & heritages eſtoient diſpoſez par Teſtament, Codicille ou ordonnance de derniere volonté, le donataire ou legataire en ſera tenu ſaiſi par le treſpas du teſtateur, ſans autre apprehenſion.

Legataire ou donataire pour cauſe de mort ſaiſi par le treſpas.

LA SALLE DE LILLE Tit. 10. Art. 2. Tous donataires peuuent à leurs deſpens, quand bon leur ſemble, ſoit du viuant des donateurs ou apres, apprehender par auctorité de Iuſtice, les Donations à eux faictes. Art. 3. Vne perſonne ayant donné ou vendu verbalement ſes maiſons, Fiefs ou heritages en eſt & demeure vraye heritiere & proprietaire, iuſques à ce qu'elle en ſoit deſheritee, ou que les donateurs & acheteurs y ſont tenus & decretez par miſe de faict, ou autre apprehenſion iudiciaire.

VALANCIENNES Tit. 5. Art. 70. Pour faire quelque Don n'eſt beſoin ne requis desheritance : pourueu que celuy qui faict tel Don ſoit puiſſant de le faire.

Desheritance en Don n'eſt requiſe.

MONTARGIS Chap. 11. Art. 7. Saiſine & Deſſaiſine faicte en preſence de Notaire & teſmoins, ou Notaires de la Cour laye, de la choſe alienee, vaillent & equipollent à tradition de faict & poſſeſſion prinſe de la choſe alienee, au profit d'iceluy, auquel a eſté faict l'alienation ſans ce qu'autre apprehenſion ſoit requiſe.

Saiſine & Deſſaiſine quand vallent & equipollent à tradition de faict & poſſeſſion.

ORLEANS Tit. 15. Art. 278. Deſſaiſine & Saiſine faictes preſent Notaire de Cour laye, de &c. p *a Montargis*. Choſe ſans qu'il ſoit requis autre apprehenſion. Art. 279. Vn vendeur ou donateur, par les Don ou vente qu'il faict de ſon heritage peut retenir l'vſufruict de la choſe donnee ou vendue : laquelle retention d'vſufruict finie, iceluy vſufruict demoure vni & conſolidé auec la proprieté, au profit des donataires ou acheteurs, qui s'en peuuent dire Seigneurs, poſſeſſeurs & ſaiſis, ſans qu'il ſoit requis autre apprehenſion de faict ne que pendant la vie du donateur ou vendeur, le donataire ou acheteur ait payé en leurs noms les droicts Seigneuriaux des heritages donnez ou vendus.

Retention d'vſufruict finie, il eſt conſolidé auec la proprieté au profit des donataires ou acheteurs ſans autre apprehẽſion de faict.

TOVRS Tit. 24. Art. 240. Le donataire doit auoir la poſſeſſion par la main de l'heritier, ſi le donateur ne luy en a baillé la poſſeſſion en ſon viuant, ou †† que par contract, il y ait clauſe de conſtitut, precaire, retention d'vſufruict, ou autre equipollent à tradition : eſquels cas ledict donataire, ſoit Noble ou roturier, mary ou femme ſuruiuant, ſera & demeurera ſaiſi : & pourra former complainte pour les choſes donnees contre l'heritier & tout autre.

Poſſeſſion.

†† *Ces mots, ou que par cõtract &c. iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.*

LODVNOIS Chap. 25. Art. 2. p. *a Tours*. Art. 240. de la choſe à luy donnee par la &c. *iuſques à ce mot*, poſſeſſion, *inclus*.

Donataire quand peut former complainte contre l'heritier & tous autres.

ANIOV Tit. 15. Art. 341. Tout donataire & legataire doit eſtre ſaiſi par les mains de l'heritier du donneur : ſinon que le donneur luy ait baillé la poſſeſſion ſa vie durant & en pleine ſanté.

LE MAINE Tit. 17. Art. 353. p. *a Anion. iuſques a ce mot*, durant, *inclus*.

BOVRBONNOIS Chap. 19. Art. 213. Donation particuliere d'aucuns biens eſt bonne & valable, ſans apprehenſion de poſſeſſion reelle & actuelle : & ſi du viuant du donateur, le donataire n'a apprehendé la choſe donnee, il l'a doit auoir apres ſon treſpas, par la main de l'heritier.

Donation particuliere bonne ſans apprehenſiõ reelle.

AVVERGNE Chap. 14. Art. 37. Et ne ſe peut dire le donataire ſaiſi des biens donnez : mais faut qu'il les ait par les mains des heritiers ab inteſtat.

BRETAGNE Tit. 12. Art. 216. Celuy † qui a donné & baillé poſſeſſion actuelle de la choſe donnee, ne doit rien leuer des fruicts depuis la Donation. Et ſ'il en prend aucune choſe, eſt tenu le rendre au donataire, ſ'il n'y a autre conuention.

Donateur ne doit rien prendre aux fruicts de la choſe donnee ſ'il n'y a cõuention au contraire.

† *Ceſt Art. 216. declare le 226. ancien & a eſté rayé le 227. pour auoir eſté par cy deuant ſatisfaict.*

XIII. LAON Tit. 6. Ar. 57. En ſ Succeſſions par Teſtamẽt & autres diſpoſitions de derniere volonté, ou entre vifs les heritages delaiſſez en vertu d'icelles, ſe reglẽt ſelon la Couſtume des lieux, où ils ſont aſſis, & non ſelon les lieux des domiciles des perſonnes, qui en diſpoſent, ou auſquels on ſuccede, ou de ceux au profit deſquels en eſt diſpoſé.

CHALONS Tit. 10. Art. 66. En Donation, ſucceſſion & autres moyens d'acquiſitions, les choſes ſe gouuernent, ſelon &c. p. *à Laon*, non deux lieux, où les parties ſont demourantes.

Heritages ſe reglent ſelon les

REIMS Tit. 8. Art. 238. Les †† heritages delaiſſez par vertu de Dona-

ſ Voyez la Couſtume de Reims. Art. 21. & 22. mis cy deſſus en l'Addition du Titre III. Nombre premier Balde. in l. mercatores C. de vect. & comm. où il tient que les meubles en quelque part qu'ils ſoient ſuiuent la Couſtume du domici-

Source : BIU Cujas

Coustumes des lieux ou ils sont situez en succession ou Donations entre vifs : & non selon les domiciles des personnes.

†† *Cest Art. 238. est adiousté pour auoir esté omis en l'ancien Coustumier.*

le du defunct. Mais les immeubles & heritages suiuent touiours la Coustume du lieu où ils sont situez. On tire à ce propos en argument la Loy ex facto proponebatur. D. de hered. instit. par laquelle il se cognoist que l'vn peut estre heritier des choses, qui sont en vne prouince & l'autre de celles qui sont en autre lieu. Par consequent il faut suiure les Coustumes particulieres de chacune prouince.

tions ou autres dispositions entre vifs se reglent selon les Coustumes des lieux &c. p. *a l'Art. 57 de Laon.* Tit. 11. Art. ††325. p. *a Laon.* Art. 57. qui disposent, ou ausquels la succession est aduenue, ou &c.

† *Le 325. Ar. est de nouuel adiousté.*

Biens meubles suiuent le corps: & non les heritages.

†† *Cest Art. 96. est adiousté comme ayant esté omis, en l'ancien Coustumier: combiẽ qu'il eust esté par cy deuant obserué.*

Heritages se reglent selon les Coustumes des lieux, où ils sont assis.

Meubles suiuent la Coustume du lieu où le trespassé meurt: & les choses foncieres la Coustume des Seigneuries & iurisdictions.

Meubles suiuent le corps & domicile, ou la personne.

Biens meubles à qui succedent si l'on n'a disposé d'iceux.

AMIENS Tit. 4. Art. 96. Les †† biens meubles suiuent le corps, & les heritages se reglent selon la Coustume des lieux, où ils sont saisis.

CHAVNI Tit. 10. Art. 56. Toutes & quantesfois qu'il est question du droict de quelques heritages, l'on se regle & doit on regler selon les Coustumes des lieux, où tels heritages, dont seroit question, sont situez & assis.

PONTHIEV Tit. 1. Art. 2. Quand aucune personne residente en ladicte Comté va de vie à trespas intestat, les biens meubles ou immeubles situez en icelle Comté, les meubles tiennent & suiuent la Coustume du lieu, où le trespassé meurt: & les choses foncieres & immeubles, ensuiuent les Coustumes des Seigneuries & iurisdictions, où elles sont situees & assises.

BOVLLENOIS Tit. 29. Art. 150. p. *à Amiens.* Mais les heritages sont suiets à la Coustume du lieu.

PERONNE Tit. 8. Art. 201. Les meubles &c. p. *à Amiens.* La personne & sont reglez selon la Coustume du lieu, où le defunct faisoit sa demourance ordinaire auec sa famille au temps de son decez, encores qu'il fut decedé en autre lieu.

ARTOIS Tit. 5. Art. 152. En matiere de succession les biens meubles suiuent le corps & son principal domicil.

CAMBRY Tit. 12. Art. 15 Les biens meubles suiuent la personne: c'est à dire la Coustume du lieu, où est domicilié & demourant le defunct au iour de son trespas, encores qu'il fut decedé en autre lieu.

LILLE Tit. 1. Art. 7. Les biens meubles d'vn trespassé suiuent le corps & se partissent selon la Coustume du lieu de la maison du mortuaire.

LA SALLE DE LILLE Tit. 2. Art. 9. Biens meubles & reputez pour meubles, suiuent le corps &c. p. *a Lille.*

L'ALLEVE Tit. 2. Art. 16. Les meubles & catheux suiuent le corps & partissent selon la Coustume du lieu mortuaire.

ARRAS Tit. 3. Art. 30. En succession les meubles suiuent le corps & son vray domicile: ce que ne font toutesfois les heritages dudict Escheuinage: supposé qu'ils sortissent nature de meubles, comme a esté dict cy dessus: mais demourent en la nature & condition en tout dudict Escheuinage, où ils sont assis sans auoir regard, où les possesseurs vont de vie à trespas.

BAR Tit. 10. Art. 122. Si vn homme ou femme ayans biens meubles en diuers Bailliages, va de vie à trespas, & il ne dispose de sesdits meubles, ils obuiennent aux heritiers selon la Coustume du Bailliage, où il fait sa residence.

TITRE XIV. DE TESTAMENS ET executions d'iceux.

Art. 289. *PARIS.*

Solennité gardee. Testamẽs.

† *Cest Art. 289. a esté accordé au lieu du quatre vingt seiziesme Article: comme nouuel, pour ce qui est outre le contenu en l'ancienne Coustume.*

Pour † reputer vn [a] Testament solennel, est requis qu'il soit escrit & signé du testateur, ou qu'il soit passé par deuant deux Notaires, ou par deuant le Curé [b] de la Paroisse du testateur ou son vicaire general & vn Notaire, ou dudict Curé ou Vicaire & iii. [c] tesmoins ou d'vn Notaire & deux tesmoins: iceux tesmoins idoines, suffisans, masles & aagez de xx. ans accomplis, & non legataires: & qu'il ait esté dicté

a Les Coustumes ont donné certaines formes & solennitez de faire les Testamens, à fin d'euiter aux fraudes, suggestions & inductions. Par le droict ciuil in Testamento exiguntur septem si-

Source : BIU Cujas

gnatores, in codicillis quinque, At iure canonico sufficiunt duo vel tres testes adhibito episcopo seu presbytero, sub quo testator agit. cap. 10. & 11. extra de Testam. Au reste les Testamens actorum hominis & præcipuæ curæ & vltimi temporis esse scribit Valerius Maximus lib. vii. cap. vii. & vulgo dicebant tempore Plinii, Testamenta esse speculа morum cuiusque Plin. lib. 8. Epist. 18. Nigrinus apud Lucianum, ὅτι μιᾶι φωνῆι οἱ Ῥωμαίων παῖδες ἀλλήλοις πρὸς ἔλεγχον τῶν ἤθων φοιτῶσι, τλὼ ἐν ταῖς διαθήκαις λίγωι ἵνα μὴ ἀπολαύσωσι τῆς ἐφετῆς ἀληθείας. Senec. lib. 4. de Benefic. cap. 11. In publicis actis nihil lege gratius: in priuatis firmissimum est testamentum vt ait Cic. 2. Philip. Vide Cic. 13. de finib. Fab. Decl. 264. & 308. leges habent vt testatoris voluntati pareatur in omnibus si quis contra voluntatem testatoris facere voluerit, hereditate careat Ambros. in orat. de v. heres. cap. 6. & publicè expedit suprema hominum iudicia exitum habere l. vel negar. D. Quemad. testament. ap. vide Briss. lib. vii.

b Suiuant la disposition du droict Canonique, Alexander Pontifex in can. cum esses. De testam. extra. Testamenta quæ Parœciani coram Presbytero suo, & tribus vel duabus aliis personis idoneis in extrema fecerint voluntate, firma decernimus permanere. Panorm. in d. cap. cum esses. Et le Speculateur tit. de edit. instrum. § compendiosè versic. Item per ius Canonicum, tiennent que tels Testamens se doiuent seulement faire par le Curé ou son Vicaire general in cap. relatum xi. De testa. extra Bartol. in l. vlt. D. de his quæ pro non script. hab.

c Trois tesmoins, ce qui est porté par plusieurs Coustumes & pris de la Doctrine de Bartole in l. omnes populi D. de iust. & iure & l. cunctos populos C. de summ. Trinit. & fide. Panorm. in cap. cum olim. De clerico coniug. Par la nouuelle de Valent. de Testam. les tesmoins n'estoient necessaires en vn Testament. Ce que Iustinian à corrigé l. cum antiquitas §. vlt. C. de testam. vide l. hac consultissima 8. C. qui testam. fac. poss. Par le droict ciuil les legataires pouuoient estre tesmoins en vn Testament, par lequel leur estoit quelque chose baillee ou leguee par le testateur. § legatariis Inst. de testam. l. si quis ita scripserit. 14. D. de rebus dubiis l. Pamphilo. 39. §. 1. D. de leg. 3. l. dictantibus §. vlt. C. de testam. l. qui testamento 20. D. de testam. Plin. lib. 2. Epistol. Symmach. 1. Epistol. Vlp. lib. 29 tit. 10. Cuiac. 9. Obs. C. 37. & Forner. 2. Sel. 12. Tellement qu'il est certain que la plus part des Coustumes sont contraires à la disposition ciuile pour ce regard. Nous gardons le Senatusconsulte Libonian, par lequel les legataires ne peuuent estre tesmoins au Testament auquel ils souscriuent, & lequel ils signent. l. si quis legatum l. filius emancipatus. l. Diuus D. leg. corn. de falsis. Les Empereurs Arcadius & Honorius suiuant l'opinion de Scæuola ont estimé que les legataires pouuoient estre tesmoins, in l. testamentum 3. C. Theod. de testam. nec si quid ex munificentia morientis fuerint consecuti, infructuosum subscribentes facient testamentum, cum hoc auctorem prudentissimum iuris consultorem non sit ambiguum Scæuolam comprobasse. Les tesmoins testamentaires doiuent estre priez pour assister au Testament, l. hoc consultissima. C. de testam. l. Heredes 21. §. pen. D. eod. tit. 20. Paul. 3. sent. tit. 4. Vlp. lib. Reg. tit 20. la Coustume veut que tels tesmoins soient masles, comme aussi quelques autres Coustumes, ce qui est conforme au Droict ciuil. Mulier enim in testamento testis esse non potest iure ciuili l. qui testamento 20. §. mulier D. qui testam. fac. poss. §. 6. Inst. de testam. ordin. Gellius lib. 6. tit. 7. scribit lege Horatia Caiæ Tarratiæ plurimos honores fieri: inter quos iusquoque testimonii dicendi tribuitur: testabilisque vna omnium feminarum vt sit datur, ce qui se doit entendre in omnibus actibus, alioqui nullum esset priuilegium. l. ex eo. D. de testibus. Le Speculateur demande tit. 4. de testib. num. 83. si la femme peut estre tesmoin en vn Codicile? où il tient qu'elle y peut estre appellee. Toutesfois le Scoliaste d'Harmenopule liure 1. tit. 6. resout qu'elle ne peut estre appellee. Oldendorpe tit. 4. de testibus num. 13. ne veut qu'elles soient receues à tesmoigner en vn Codicille, sinon en cas qu'il ne se peut trouuer d'hommes.

& nommé par le testateur ausdits Notaires, Curé ou Vicaire general & tesmoins. Et qu'il soit faict mention audict Testament, qu'il a esté ainsi dicté, nommé, [d] & releu. Et qu'il soit signé par le testateur & par les tesmoins, ou que mention soit faicte de la cause, pour laquelle ils n'ont peu signer.

Tesmoins és Testamens de quelle condition doiuent estre.

d Ces mots nommé & releu, sont de la substance du Testament, & s'en doit la preuue faire par escrit & non par tesmoins, & sont les Notaires astraints d'en faire mẽtion expresse dans le Testament, & n'est le legataire receu à prouuer que le Testament a esté releu autrement que par le Testament & n'est a propos la Loy fidei commissa. De leg. 3. & ainsi se practique en ceste Coustume & autres qui demandent vne semblable solennité. Voyez Du Moulin sur la C. de Sens. Art. 68. Notez qu'encores que le Testamẽt porté qu'il a esté dicté nommé & receu selon la disposition de la coustume: si toutesfois il appert par les tesmoins instrumẽtaires estans ouys en Enqueste que le Testament ait esté apporté tout faict, ores qu'il ait esté leu & approuué cela

Art. 290. PARIS.

Sont †† tenus iceux Curez [e] de bailler lettres de Vicariat general, & icelles faire enregistrer és Greffes Royaux pour le regard des Parroisses assises és villes & où il y a Iuge Royal: & és autres lieux en la Iustice ordinaire d'iceux, auant que les Vicaires puissent receuoir aucun Testament.

Curez sont tenus de bailler lettres de Vicariat general, & les faire enregistrer aux Greffes des lieux.

†† *Ces Art. 290. & 291. ont esté adioustez pour estre gardez à l'aduenir. Et en reliant iceux Art. se sont les Ecclesiastiques opposez & soustenu n'estre tenus de porter leurs Registres aux Greffes Royaux n'autres. Et les Nobles & le tiers Estat ont dict lesdits Ar. estre bons & deuoir estre gardez & obseruez & comme tels à la*

Art. 291. PARIS.

Sont aussi tenus lesdicts Curez & Vicaires generaux de porter & faire mettre de iii. mois en iii. mois és Greffes, comme dessus, les Registres des Bapteſmes, [f] Mariages Testamens & Sepultures: sur peine de tous despens, dommages & interests. Et pour ce ne doiuent rien payer au Greffier.

CONFERENCE.

Calais Tit. 6. Art. 80. p. *a Paris.* Art. 289. Vicaire principal & vn &c. Vicaire principal & depuis à luy &c. releu & qu'en tous les cas susdicts il soit signé &c. Art. 81. Auant que les Vicaires puissent receuoir aucun Testament, faut qu'ils ayent des Curez lettres de Vicariat: lesquelles ils sont tenus faire

Source : BIU Cujas

lecture premiere qui en a esté faicte, auoit esté accordez par lesdicts Ecclesiastiques, & qu'en leur faueur & requeste auoit esté mis au dicts Art. que pour porter & bailler lesdicts Registres ils ne deuoient rien payer au Greffe : qu'à present ne sont receuables à le debattre. Surquoy auons ordonne que lesdits Art. demoureront ainsi qu'ils ont esté premierement accordez.

gué tous ses meubles, acquests & conquests à son aisné, declaré nul, cassé & rescindé & ordonné que partage seroit faict par Arrest du 23. Iuillet 1575. Sic Diuus Pius rescripsit firmius videri testamentū, cui testator hac formula subscripserit, se id dictasse & recognouisse. l. Diuus 15. §. & quatenus D. ad leg. Cornel. de falſ. Id interdum generaliter subscribebat, interdum vero specialiter subscriptione sua declarabat se dictasse seruo alicuius vt domino eius legatum ab heredibus suis daretur d. l. Diuus §. 1. l. 1. §. inter D. eod. tit. l. ex sententia 29. D. de test. tut. l. Lucius Titius D. de test. nul. Brissonius lib. vii. de Formul. & Chop. 3. de Legibus Andiū. Tit. 4. num. 2. les anciens souloient appeller les Iurisconsultes pour faire leurs Testamens, comme ils faisoient en tous contracts. l. Lucius Titius 88. §. vlt. D. de leg. 2. Lucius Tutius hoc meum testamentum scripsi sine vllo iurisperito, rationem animi mei potius secutus, quam nimiam & miseram diligentiam : & si minus aliquid legitimè minus ve peritè fecero, pro iure legitimo haberi debet hominis sani voluntas. Cauere item proprium Iurisconsultorum est. Ouidius. Illo sæpe loco capitur iuris consultus amore. Quique aliis cauit, non cauet ipse sibi. Cicero etiam in Topicis & alibi sæpe. In inscriptione Neapol DOLVS MALVS ET IVRECONSVLTVS ABESTO. Cicero 2. de oratore. Nam si ait nullum erit Testamentum, nisi quod tu scripseris, omnes ad te ciues cum tabulis veniemus, omnium testamenta tu scribes vnus. Suetonius in Nerone cap. 32. Arrianus lib. 2. Dissertationum Epicteti vide d. l. dictantibus C. de testam.

e Par les Ordonnances des Estats d'Orleans 1560. Art. 27 & de Blois 1579. Art 63. Les Curez, Vicaires ou autres gens d'Eglise peuuent receuoir les Testamens, ores qu'il y ait legs à œuures sainctes & pies, pourueu que ce ne soit en leur faueur, ainsi qu'il a esté monstré en la Conference des Ordonnances liure vi.

f Par l'Ordonnance du Roy François 1. 1539. Art. 51. & 53. est ordonné aux Curez ou leurs Vicaires faire Registre des Baptesmes, qu'ils seront tenus par chacun an mettre par deuers le Greffe du prochain siege Royal des Baillifs & Seneschaux. Et le Roy Henry 3. 1579 Estats de Blois Art. 181. a enioinct aux Greffiers de poursuiure par chacū an tous Curez ou leurs Vicaires du ressort de leurs Sieges : afin d'apporter ou enuoyer les Registres des Baptesmes, Mariages & Sepultures faites en leurs Parroisses durāt ledit an, & doiuent lesdits Curez ou leurs Vicaires en personne ou par procureur specialemēt affermer lesdicts Registres contenir verité à peine d'estre condāmez d'estre és despens de la poursuite faicte contre eux pour ceſt effect & contraints par saisie de leur temporel d'y satisfaire & obeyr.

enregistrer au Greffe dudict Calais. Art. 82. p. *à Paris.* Art. 291. Vicaires porter &c. audict Greffe &c.

Curez & leurs Vicaires generaux tenus de trois en trois mois porter ou faire porter au Greffe, les Registres des Baptesmes, mariages Testamens & Sepultures.

MELVN Chap. 16. Art. 244. Le † Testament est reputé solennel quād il est escrit & signé de la main du testateur, où passé par deuant deux Notaires, tesmoins, ou pardeuant vn Notaire de Cour laye ou Ecclesiastique, ou Tabellion & ii. neral & ii. tesmoins, ou que le testateur ait declaré sa volonté en presence de iv. tesmoins, iceux tesmoins idoines & suffisans, n'ayans interest audict Testament : & qu'il ait esté dicté ou nommé par le testateur audit Notaire, Tabellion Curé ou Vicaire general, en presence desdicts tesmoins, & depuis à luy releu en presence d'iceux, & qu'il soit faict mention audict Testament, comme il a esté ainsi dicté ou nommé & releu. Art. 245. Et pour cognoistre qui sont les Vicaires generaux, seront tenus iceux Vicaires eux faire enregistrer és Greffes des Bailliages Royaux.

† *Les Art. 244. & 245. ont esté omis de nouuel pour l'aduenir & mis au lieu du 1. Art. ancien Titre des Testamens.*

SENS Tit. 8. Art. 69. Auant †† que le Testament soit reputé solennel & valable, est requis que ledict Testament soit escrit & signé &c. p. *à Melun.* Art. 244. testateur, ou bien par luy dicté en presence de deux Notaires, ou d'vn Notaire & de deux tesmoins, & qu'il soit à luy releu, dont en sera faicte expresse mention. Et au lieu, où n'y aura aucun Notaire resident actuellement, suffira qu'il soit dicté par le testateur & receu par deuant le Recteur ou Curé de l'Eglise Parrochiale ou son Vicaire principal, en presence de deux tesmoins & releu comme dessus.

†† *Ceſt Art. 69. est de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

AVXERRE Tit. 12. Art. 226. p. *à Sens.* Art. 69. † dicté ou nommé en presence &c. tesmoins ou du Curé de l'Eglise Parrochiale ou son Vicaire general en presence de ii. tesmoins. Et que le Testament soit releu au testateur, dont en sera faicte mention au Testament. Et sera le nom du Vicaire general insinué au Greffe du Bailliage d'Auxerre : auquel sera tenu laisser son nom escrit & signature de sa main.

† *Le 226. est mis au lieu du 90. Art. ancien.*

ESTAMPES Chap. 9. Art. 107. p. *à Auxerre* en †† la presence de ii. Notaires ou d'vn Notaire de Cour laye ou Ecclesiastique immatriculez suiuant l'Ordonnance, & de ii. tesmoins, & qu'il soit à luy releu, dont &c. mention expresse. Suffit aussi qu'il soit dicté ou nommé par le testateur & receu par le Curé de l'Eglise Parrochial &c. p. *à Sens.* Et lequel Vicaire sera nommé par le Curé d'an en an és Greffes des Bailliage & Preuosté d'Estampes.

†† *Vicaire du Curé sera nommé d'an en an.*

DOVRDAN Tit. 9. Art. 104. Auant † qu'vn Testament soit reputé solennel, est requis qu'il soit escrit &c. p. *à Melun.* Art. 244. vn Notaire ou Tabellion en presence de deux tesmoins &c. Paroisse ou son Vicaire & d'vn Notaire, ou dudict Curé & Vicaire general en presence de ii. tesmoins, ou que le testateur &c. suffisans non legataires & n'ayans &c. par iceluy testateur aux Notaires, Tabellion &c. tesmoins : & qu'il en soit faict &c. releu. Et pour &c. p. *à Melun* 245. sont tenus &c. au Greffe du Bailliage de Dourdan.

† *Ceſt Art. 104. aura lieu pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

Source : BIU Cujas

MONTFORT Chap. 8. Art. 86. p. *a Dourdan* il †† eſt requis &c. Tabellion & deux teſmoins, ou par deuant le Curé de la Parroiſſe du teſtateur, ou ſon Vicaire general, d'vn Notaire &c. general & deux teſmoins, ou par deuant IV. teſmoins &c. & qu'iceluy Teſtament ait eſté dicté & nommé par ledit teſtateur &c. teſmoins & qu'il ſoit &c. *iuſques a ce mot* releu, *inclus*.

MANTE Chap. 14. Art. 153. p. *a Montfort* teſtateur † ou paſſé pardeuant deux Notaires &c. d'vn Notaire ou dudit Curé &c. teſmoins : †† ou que le teſtateur ait declaré ſa volonté en preſence de IV. teſmoins & ſans ſuggeſtion d'aucune perſonne, & depuis à luy releu &c. d'iceux teſmoins &c. Art. 154 † p. *a Melun*. Art. 245.

SENLIS Tit. 7. Art. 173. p. *a Mante*. 153. main & ſeing manuel du teſtateur ou ſigné de ſa main & à luy leu & par luy entendu en la preſence de iii. teſmoins ou qu'il ſoit paſſé par deuant deux Notaires ou pardeuant le Curé de ſa Paroiſſe ou ſon Vicaire general & vn Notaire, &c. teſmoins ou de IV. teſmoins, iceux &c. legataires dudict teſtateur : fors & excepté entant que touche les legats pitoyables, obſeques & funerailles d'iceluy teſtateur : eſquels toutesfois & pour le moins ſera gardee la ſolennité de Droict Canon.

CLERMONT Tit. 11. Art. 140. p. *a Senlis* † entendu & faict en ſa preſence, & en la preſence &c. Notaire & deux teſmoins &c. * autant que &c.

VALLOIS Tit. 13. Art 170. p. *a Senlis* ou ſon Vicaire general & en chef & vn Notaire &c.

LAON Tit. 7. Art. 58. Auant † qu'vn Teſtament puiſſe eſtre reputé ſolennel &c. p. *a Dourdan* Ar. 104. Notaires ſoit d'Egliſe ou de Cour laye ou pardeuant vn Notaire en preſence de deux teſmoins, ou pardeuant &c. Parroiſſe ou ſon vicaire general & d'vn Notaire : ou dudit Curé ou Vicaire general & ii. teſmoins ou du Maire, Bailly, Preuoſt de la Iuſtice ordinaire ou du Greffier de la Iuſtice, & l'vn d'eux en preſence de deux teſmoins : ou que &c. Vicaire, Preuoſt, Bailly, Maire ou Greffier en preſence deſdits teſmoins & ſans ſuggeſtion d'aucune perſonne, & depuis à luy releu en preſence d'iceux teſmoins &c. dicté, nommé &c. Bailliages & autres Sieges Royaux.

CHALONS Tit. 11. Art. 67. p. †† *a Laon* general auſſi en preſence du ii. teſmoins ou du Maire &c. nommé & releu.

REIMS Tit. 10. Art. 289. p. *a Chalons* ſoit † reputé &c. Notaires pardeuant vn Notaire ou Tabellion en preſence &c. Vicaire receu par le Dioceſain & vn Notaire : ou pardeuant leſdicts Curé ou Vicaire & ii. teſmoins, ou par deuant la Iuſtice du lieu : ou que le &c. Vicaire & Iuſtice en preſence deſdicts teſmoins & ſans &c.

S. QVENTIN Tit. 2. Art. 21. p. *a Laon* ou ſon †† Vicaire general & deux teſmoins ou du Maire &c. tous iceux &c.

AMIENS Tit. 3. Art. 55. † p. *a Laon* de deux teſmoins & ſigné deſdits teſmoins, ou que &c.

CHAVMONT Tit. 6. Art. 84. A ce qu'vn Teſtament ou ordonnance de derniere volonté ſoit valable, ne ſont requiſes les ſolennitez de Droict ciuil : mais ſuffit eſcrire & ſigner ſon Teſtament de ſa propre main, ou le paſſer en preſence de ii. Notaires : ou du Curé & vn Notaire : ou du Curé & deux teſmoins ou d'vn Notaire & deux teſmoins ou de IV. teſmoins : pourueu que les teſmoins ſoient idoines & ſuffiſans, & qu'ils ne ſoient legataires.

TROYES Tit. 6. Art. 97. Le †† teſtateur en faiſant ſon Teſtament n'eſt tenu garder les ſolennitez du Droict &c. p. *à Chaumont* paſſer en main de deux Notaires &c.

VITRI Tit. 6. Art. 102. † p. *à Troyes* paſſer en preſence &c.

PERONNE Tit. 7. Art. 162. p. *à Amiens* ſoit †† reputé ſolennel &c. Notaires : ou pardeuant vn Notaire & ii. teſmoins, ou par deuant le Curé de l'Egliſe Parrochiale du teſtateur ou ſon Vicaire principal &c. Vicaire & deux teſmoins ou par deuant le Bailly &c. Preuoſt de la Seigneurie & Iuſtice ordinaire du lieu & leurs Lieutenans & l'vn d'eux &c. de IV. teſmoins idoines & ſuffiſans, tous les teſmoins ſuſdicts non legataires &c. Maire ou leurs Lieutenans &c. en preſence des deſſuſdits &c. audict Teſtament. Mais ſi ledict Teſtament eſt eſcrit & ſouſcrit de la main du teſtateur, n'eſt requis autre ſolennité. Art. 163. Le Curé de chacune Parroiſſe doit declarer à l'effect que deſſus, par deuant le Greffier de la Iuſtice ordinaire du lieu, qui eſt ſon Vicaire principal, & faire enregiſtrer le nom.

†† *L'Art. 86. aura lieu pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

† *Ceſt Art. eſt ancien, iuſques à ces mots,* Vicaire general en preſence de deux teſmoins incluſiuement : *mais auoit eſté omis en l'ancien Couſtumier.*

†† *Ces mots,* ou que le teſtateur *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Ar. 154. eſt de nouuel introduit.*

† *Ce 140. Ar. eſt introduit pour nouuelle Couſtume. Et ſur la remonſtrance faicte par aucuns des trois Eſtats, auons ordonné que noſtre procez verbal ſera chargé de l'ancienne Couſtume de ce faiſant mention, qui par cy deuant eſtoit gardé audict Comté pour rẽdre leſdits Teſtamens ſolẽnels & ſeruir pour le paſſé : laquelle a eſté recongnue par leſdicts Eſtats & ſignãment par les Aduocats & Practiciens.*

* Aliàs, *entant &c. comme à* Senlis.

†† *Le 170. Art. eſt de nouuel adiouſté.*

† *Ceſt Art. 58. eſt accordé pour auoir lieu à l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 67. eſt accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

† *Ces mots,* qu'il ſoit ſigné & eſcrit de la main du teſtateur *ſont de nou*

Source : BIU Cujas

uel adiouſtez : comme auſsi ces mots, de quatre teſmoins, idoines & ſuffiſans non legataires & non ayans intereſt.

†† *Ceſt Art.21. a eſté redigé pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

† *Ceſt Art.55. a eſté adiouſté de nouuel pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

†† *Le 108. Art. ancien a eſté rayé, & au lieu d'icelluy ont eſte introduits les 97.98.99. & 100. Art.*

† *Pour ce qu'és Teſtamens ſe ſont pluſieurs fraudes & fauſſetez, & auſsi pour ce qu'à Fiſmes Siege particulier dudit Bailliage, y auoit Couſtume contraire à la generale, l'Article ancien a eſté corrigé & moderé, ainſi qu'il eſt eſcrit.*

†† *Ceſt Art.162. lequel eſtait ancien pour le regard de Mondidier, a eſté de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir és Preuoſtez de Peronne & Roye.*

† *Ceſt Art.163. eſt de nouuel introduit en conſequence du precedent.*

LILLE Tit.2. Art.27. Toutes perſonnes de franche condition peuuent faire leurs Teſtamens & Codiciles ſous leurs ſeings manuels ou pardeuant Iuſtice ayant pouuoir de receuoir contracts, ou pardeuant le Curé ou ſon Lieutenant & deux teſmoins, ou Notaire & deux teſmoins.

Notaire ne peut eſtre legataire en vn Teſtament par luy receu.

Teſmoins ne ſeront legataires.

CAMBRAY Tit.13. Art.3. Vn Teſtament eſt valable, eſtant fait par perſonne habile, s'il eſt eſcrit & ſigné de la main du teſtateur ou paſſé pardeuant le Maieur & ii. Eſcheuins du lieu, ou pardeuant ſon Curé & vn Notaire & ii. teſmoins non ſuſpects, & n'ayans profit ou intereſt au Teſtament : pourueu qu'il ſoit dicté ou nommé par le teſtateur ſans ſuggeſtion d'aucune perſonne, & à luy releu en la preſence d'iceux teſmoins.

Teſtament eſcrit & ſigné de la main du teſtateur.

NIVERNOIS Chap.33. Art.12. Le teſtateur ne peut aucune choſe par ſon Teſtament, Codicile ou autre diſpoſition de derniere volōté, leguer ne donner au Notaire qui le reçoit, ou aux teſmoins deſdites diſpoſitions : & ſont nuls legs ou donations faits aux deſſuſdits. Art.13. A ce qu'vn Teſtament & Codicille ſoit reputé valable, il eſt requis qu'il ſoit eſcrit & ſigné de la main du teſtateur, ou paſſé pardeuant deux Notaires, ou vn Notaire & ii. teſmoins : ou ſigné de ſa main en preſence de deux teſmoins & où ne ſera trouué Notaire en cas de neceſſité, en la preſence du Curé ou ſon Vicaire, & deux teſmoins.

Teſtament receu par le Curé ou ſon Vicaire.

MONTARGIS Chap.13. Art.4. Vn Teſtament eſcrit & ſigné de la main du teſtateur, eſt valable, comme celuy paſſé pardeuant Notaires. Art.10. Vn Curé ou ſon Vicaire en preſence de ii. teſmoins, peut en ſes limites receuoir Teſtamens, & valent.

†† *Ceſt Art. 289. a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir*

ORLEANS Tit.16. Art.289. p. *à Paris.* Art.289. ſon †† Vicaire & vn Notaire, &c. de xxv. ans accomplis, &c. Vicaire & depuis, &c. peu ſigner. Et neantmoins pour les Teſtamens de ceux qui ſeront malades en l'Hoſtel & Maiſon-Dieu de la Ville d'Orleans, pourra eſtre prins l'vn des Chapelains dudict Hoſtel-Dieu, au lieu du Curé ou Vicaire, en gardant le ſurplus du preſent Article.

Chappelain de l'Hoſtel-Dieu d'Orleãs peut receuoir Teſtamens de ceux qui ſont malades audit Hoſtel-Dieu.

LA Salle de Lille, Tit.9. Art 2. p. *à Lille.* Art.27. contracts leur Curé, ou Vicaire, en la preſence de deux teſmoins, &c.

TOVRNAY Tit.22. Art.1. Vn teſtateur faiſant ſon Teſtament n'eſt tenu garder les ſolennitez requiſes de Droict : mais ſouffit qu'il appere de ſa volonté derniere par eſcriture ſignee de ſa main, & recongnue pardeuant deux teſmoins, ou que le Teſtament ſoit paſſé pardeuant deux de la Loy, ou pardeuant Notaire ou autre perſonne publique & deux teſmoins.

Teſmoins aagez de xx. ans.

NORMANDIE Chap.16. Art.397. Tout Teſtament doit eſtre paſſé pardeuant le Curé ou Vicaire, Notaire ou Tabellion, en la preſence de deux teſmoins, aagez de xx. ans accomplis & non legataires. En preſence deſquels le teſtateur doit declarer ſa volonté, & s'il eſt poſſible le dicter. Et apres luy doit eſtre leu le Teſtament, en preſence de tous les deſſusdits, & ſigné du teſtateur, s'il le peut faire : & ſi faire ne le peut, ſera faicte mention de l'occaſion pourquoy il ne l'a peu ſigner, meſmes ſera ſigné deſdits Curé ou Vicaire, Notaire ou Tabellion & teſmoins. Art 398. Teſtament eſcrit & ſigné de la main du teſtateur, eſt bon & valable : ores que les ſolennitez preſcrites au precedent Art. n'ayent eſté obſeruees & gardees.

† *Les Articles 322 & 323. ſont adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

TOVRS Tit.29. Art.322. Pour † la validité d'vn Teſtament, eſt requis qu'il ſoit eſcrit & ſigné de la main du teſtateur, ou receu par ii. Notaires Royaux, ou d'autre iuriſdiction ſubalterne ſeculiere, ou d'vn Notaire & deux teſmoins cognus & reſidens au lieu, non legataires & ny ayans intereſt, ou par le Curé ou Vicaire general de la Parroiſſe, y deſeruant actuellement & ii. teſmoins de la qualité deſſusdite : & que le Teſtament ſoit ſigné de la main du Teſtateur, ſi faire le peut ſinon qu'il ſoit fait mention comme il n'a peu ſigner : & auſſi que le Teſtament ne ſoit ſuggeré, ains ſoit dicté ou nommé par le teſtateur & à luy releu, & qu'il ſoit

Teſtament ne ſera ſuggeré.

Source : BIU Cujas

fait mention, comme il a esté dicté ou nommé & releu. Art.323. Et pour cognoistre qui sont les Vicaires generaux, seront lesdits Vicaires tenus se faire enregistrer és Greffes des Bailliages Royaux, au ressort desquels est la Parroisse, & y escrire leur nom & sein dont ils entendent s'aider. Et sont lesdits Vicaires & Notaires tenus faire bons Regiſtres des Testamens, qu'ils receuront, pour y auoir recours quand besoin sera.

Vicaires generaux serõt enregistrez és Greffes des Bailliages Royaux.

Regiſtres des Testamens seront faits par les Notaires & Vicaires.

Anjou Titre douziesme. Article deux cent septante six. Les Testamens redigez par escrit ne sont valables n'authentiques, sinon qu'ils soient faits deuant vn Notaire & trois tesmoins, ou le Curé & son Vicaire & trois tesmoins, ou que le testateur l'ait escrit & signé de sa main. Toutesfois si le Testament est faict *ad pias causas*, & il n'excede la somme de six liures tournois, il suffira qu'il y ait vn Notaire & deux tesmoins, ou le Curé & son Vicaire, & deux tesmoins.

Le Maine Titre 12. Article 292. p. *a Anjou.* †† n'excede vj. liures, &c. ou son Vicaire, &c.

†† *Cest Art. 292. a esté ainsi corrigé & moderé.*

Grand Perche Titre septiesme. Article cent vingt deux. Le † Testament est reputé solennel & valable, &c. p. *a Melun.* Article deux cent quarante quatre, testateur ou bien par luy dicté ou nommé, & receu par le Cure du lieu, ou son Vicaire principal, ou vn Notaire ou Tabellion, en presence de ii. tesmoins. Et qu'iceluy Testament soit par lesdits Curé, Vicaire, Notaire ou Tabellion, en presence des tesmoins, releu au testateur, & qu'il soit faite expresse mẽtion audit Testament qu'il ait esté nommé ou dicté, releu & entendu par le testateur. Et est tenu ledit Curé d'an en an, declarer au Iuge ordinaire du Haut Iusticier du lieu ou aura esté receu le Testament, le nom de son Vicaire principal, & le faire enregistrer au Greffe de la Iustice dudit lieu.

† *Cest Artic. 122. est de nouuel adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Chasteav-neuf Chap. 17. Art. 112. Tous Testamens, Codicilles, ordonnances & dispositions de derniere volonté faits & passez par le testateur, en presence d'vn Notaire ou Tabelliõ & iii. tesmoins, ou du Cure ou Vicaire du lieu & iii tesmoins: & aussi si tel Testament, Codicille & ordonnance de derniere volonté, estoient escrits & signez, le tout de la main du testateur sans tesmoins, serõt bons & valables, & à iceux adiousteta l'on pleine & entiere foy. Et si le Testament, Codicilles, ordonnances & dispositions de derniere volonté, n'estoient faits & passez les solennitez susdites obseruees & gardees, ils ne vaudront & seront de nul effect & valeur.

Testament sans tesmoins est bon.

Chartres Chap. 17. Art. 90. †† } *p. a Chasteau-neuf.*
Drevx Chap. 18. Art. 80. † }

†† *Cest Art. 90. a esté adiousté.*

Blois Chap. 12. Art. 175. Testamens, Codicilles & autres dispositions de derniere volonté faits pardeuant vn Curé ou son Vicaire, presens ii. tesmoins ou pardeuant Notaire & ii. tesmoins, ou deux Notaires sans tesmoins, ou quand les Testamens ou Codicilles sont escrits & signez de la main du testateur sans tesmoins, ou signé & non escrit de sa main present deux tesmoins, sont bons & valables, & n'y est requise autre solennité.

† *Le 80. Art. a esté denouuel adiousté.*

Vastang Chapitre neuf. Article 21. Testament a lieu autant que le Droict en veut & ordonne: pour †† le temps aduenir reduite à la Coustume generale de Blois.

†† *Ces mots, Pour le temps, &c. sont pris du Procés Verbal: par lequel il est dit que ces Coustumes sont accordees: fors le 22. Art. laquelle Coustume pour le tẽps aduenir sera, &c.*

Berry Tit. 18. Art 8. Et † pour obuier g doresnauant aux suggestiõs, inductions, dol, fraude & fausseté, que l'on pourroit commettre aux Testamens & autres dispositions de derniere volonté, s'elles contiennent institution d'heritier ou legs, iusques à la valeur de la moitié des biens du testateur: pour la preuue & validité d'iceluy, sera gardee la forme & solẽnité qui s'ensuit (exceptees les dispositions h faites entre les enfans, ou qui seront faites par causes pitoyables: quãt ausquelles dispositions, les censures Ciuile & Canonique seront gardees. Art. 9. Qu'où le testateur voudra faire son Testament ou autre disposition de derniere volonté i secrete, & ne voudra le contenu en icelle estre cogneu, iusques apres sa mort, l'escrira de sa main, ou fera escrire par autre, auquel il aura confidence, & le signera k de sa main, s'il sçait escrire. Et s'il ne peut escrire, le pourra faire signer par vn Notaire ou Tabellion pour & en son nom. Art. 10. Et ce fait sera ledit Testament ou autre disposition de derniere volonté redigee l par escrit en papier ou parchemin, close & seellee par iceluy testateur, s'il a seel ou signee de son anneau ou autre marque. Et appellez vn Notaire ou Tabellion de †† Cour Laye & trois tesmoins, gens d'hõneste vie, carés d'infamie publique masles ayans l'aage de xx ans pour le moins, declarera en leur presence que ce qui est escrit en la fueille de papier ou de parchemin ainsi close & signee est son

† *Ces Art. 8. & 9. sont nouuelles Coustumes.*

Suggestions & inductions testamentaires defendues.

g Voyez Du Moulin Cons. 31. 32. 33. & 34.

h L. generaliter. C. de sec. nupt. l. hac consultissima §. ex imperfecto C. qui testam. fac. l. vlt. C. de inoff. testam.

i Ce Testament secret est nommé par les Grecs μυστικὴ διαθήκη. Harmenopule lib. 4. Leo Nou. 69. μυστικογραφίαι διαταξεις, διαταξις ἐν μυστικῷ χειμένη. Testam. holographũ Isidoro & Valentin. Nou. 2. De testam. quod testator manu propria conscripsit, aut alio scribẽte dictat. l 10. & l. 38. hoc tit. Il est fort different

Diſpoſitions dernieres entre enfans ou pour cauſes pitoyables peuuent eſtre faictes ſelon Droict ciuil ou Canonique.
Teſtament ſecret, comme doit eſtre faict.
Teſmoins teſtamentaires de quelle qualité ou condition ſeront doiuent eſtre aagez de xx. ans maſles.

†† *Le premier Eſtat a requis que ces mots,* de Cour Laye, *contenus és Articles* 10. *&* 11. *ſoient rayez pour raiſon de l'ancienne Couſtume eſtant au contraire : par laquelle les Notaires d'Egliſe ont accouſtumé receuoir les Teſtamens, & font telle preuue & foy que s'ils eſtoient receus par autre Notaire. Ordonnons qu'ils bailleront leur requeſte par eſcrit, laquelle ils mettront pardeuers nous, & tout ce que bon leur ſemblerost, dedans la Sainct André pour tous delais, ſans autre forcluſion, & ſans preiudice de ladite requeſte : & ſauf d'y faire Droict par nous ou à noſtre rapport par la Cour auant l'homologation, ledit Article demourera cependant redigé, iuſques à ce qu'autrement en ſoit ordonné. Et depuis par Arreſt du huictieſme Iuin mil cinq cens quarante, La Cour a ordonné & ordonne que les gens du premier Eſtat eſcriront plus amplement leurs faicts: leſquels faicts ſeront communiquez aux Officiers du Roy, & de ladite Ducheſſe de Berry, pour y reſpondre reſpectiuement : le tout dedans vn mois, & de quinzaine en quinzaine, apres bailleront les parties Repliques & Dupliques: & dedans deux mois apres informeront tant par lettres que par teſmoins de leurs faicts, & ſuper modo vtendi: pour ce faict, & rapporté pardeuers ladite Cour, faire droict aux parties, ainſi qu'il appartiendra par raiſon: demourans les* 10. *&* 11. *Art. redigez ainſi qu'ils ſont, iuſques à ce qu'autrement en ſoit ordonné.*

Teſtament ou autre diſpoſition de derniere volonté, & requerra ledict Notaire & teſmoins, vouloir ſouſcrire au deſſous du Teſtament ou diſpoſition de derniere volonté : dequoy le Notaire fera ſommaire mention au deſſus dudit Teſtament ou autre diſpoſition de derniere volonté, ainſi cloſe & ſeellee, & la ſignera, & la fera ſigner par les trois teſmoins qui ſeront à ce faire conuoquez. Article 11. Et † où le teſtateur ne pourroit [m] ou ne voudroit garder la forme preſcrite, pourra faire appeller vn Notaire ou Tabellion de Cour Laye, & trois teſmoins de la qualité deſſus declaree, en la preſence deſquels, il declarera ſa volonté, tant à l'inſtitution d'heritier, que tous legs qu'il voudra faire, ce que le Notaire redigera par eſcrit. Et apres ſans diuertir à autres actes, le rapportera au teſtateur, & en la preſence des trois teſmoins, lira au teſtateur clairement & intelligiblement, le contenu en la minute, & luy demandera s'il l'a ainſi voulu & entendu, veut & entend, & mettra par eſcrit ledit interrogatoire. Article douzieſme. Et la lecture d'iceluy faicte au teſtateur en la preſence des trois teſmoins, afin qu'on ne puiſſe arguer le Teſtament d'imperfection de volonté, demandera [n] au teſtateur, ſi c'eſt tout ce qu'il veut & entend diſpoſer, & s'il requiert le Teſtament en forme publique & authentique, & redigera par eſcrit ledit interrogatoire & reſponſe en la fin du Teſtament. Article trezieſme. Et quant aux autres diſpoſitions de derniere volonté, non contenans inſtitution d'heritier, ou legs iuſques à la moitié de tous les biens du teſtateur ou diſpoſant, ſera gardee l'ancienne Couſtume du pays de Berry, qui eſt. Article quatorzieſme. Ordonnance ou diſpoſition de derniere volonté faite par le teſtateur eſcrite & ſignee de ſa main, eſt bonne & valable, comme s'elle eſtoit faicte pardeuant vn Notaire & deux teſmoins, ou deux Notaires. Article quinzieſme. Diſpoſitiõs de derniere volonté faictes pardeuant deux Notaires ou vn Notaire & deux teſmoins, ſont bonnes & valables. Article ſeizieſme. Et le ſemblable, ſe elles ſont faictes pardeuant le Curé ou ſon Vicaire & deux teſmoins. Article 17. Si les Notaires eſcriuent dans les Teſtamens qu'ils reçoiuent aucun legs à leur profit, de leurs enfans, ou de leurs femmes, ſeront nuls & de nul effect & valeur: & le ſemblable quant aux Curez & Vicaires : [o] mais bien en pourront eſcrire pour faire ſeruices ou fondations en leurs Egliſes. Article dixhuict. Et †† où l'on feroit en griefue maladie, de laquelle le diſpoſant iroit de vie à treſpas, aucune Donation entre vifs, iuſques à la moitié de tous les biens du donateur, bien que la Donation ſoit cenſee & reputee vraye Donation entre vifs, & non Donation de cauſe de mort. Toutesfois pour obuier aux fraudes, ſuggeſtions, induction, dol, circonuention & fauſſetez qu'on y pourroit faire pour la preuue & validité d'icelle, ſera gardee la forme & ſolennité deſſus declaree és Articles

† *Ceſt Art.* 11. *eſt nouuel.*

†† *Ceſt Art.* 18. *eſt nouuelle Couſtume.*

du Teſtament nuncupatif. Car le Teſtamẽt ſecret n'eſt communiqué aux teſmoins ny Notaire, mais le contenu du Teſtament nuncupatif leur eſt entierement cognu. Voyez Cuias ad l.

k L. ad teſtium 22. §. ſi quis D. Qui teſt. fac. poſſ. Au reſte annulo ſuo vel alterius vel teſtatoris ſignare licet, d.l. 22. §. 2. l. 12. C. de teſtam. &

condicio teſtium tunc inſpicitur cum ſignarent. d.l. 22. §. 1.

l L. iubemus. C. de teſtam. Notez que pour la ſolennité des Teſtamens, il faut garder les Couſtumes des lieux. Suæ enim patriæ & ciuitatis legibus quiſque teſtari debet l. ſi non ſpeciali 9. C. de teſtam. l. 2. Quem adm. teſtam. aper. l. 1. §. hic quibus. D. leg. 3. Patria igitur teſtatoris ſpectanda eſt, non locus in quo bona ſita ſunt, & domicilii potius, quàm originis patria vt rectè obſeruat Cuiac. Obſ. 14. C 12. La Couſtume de Reims Article. 325. eſt formelle à ce propos, laquelle auons miſe auec autres pareilles Couſtumes en l'Addition du trezieſme Titre des Donations cy deſſus nombre dernier.

m En ceſt Article vnzieſme nous deuõs noter qu'en cas que le teſtateur ne face ſon Teſtament ſecret, qu'il doit garder la diſpoſition de la Loy Iubemus. C. de teſtam. & l'Auth. non obſeruato eod. tit.

n Cecy ſemble eſtre tiré de la Loy Pamphilo. 39. §. prim. De leg. 3. où Sceuola refert quẽdam accerſitis amicis, Gaio Seio contubernali dixiſſe, quod vellet ei relinquere prædia, quæ nominaſſet : eáque dicta in teſtationem Gaium Seium redegiſſe: etiam ipſo teſtatore interrogato, an ea dixiſſet, & reſponſo eius tali μαλίστα inſerto. l. 3. & 5. C. de his qui ſibi adſcrib. l. prim. & 5. D. de his quæ pro non ſcrib. l. 14. & 15. D. ad L. corn. de fal. Scriptores alienorum teſtamentorum teſtes quidem in eis eſſe poſſunt L. Domitius & ibi Accurſ. D. Qui teſt. fac. poſſ. Non tamen legatarii propter SC. Libonianum. A quoy eſt conforme ceſte Couſtume en ceſt Article dixſept, comme celles

Source : BIU Cujas

de Bourbonnois Article deux cent nonante deux. Auuergne Chapitre douzieſme Article quarante neuf. Par les Ordonnances d'Orleans Article octante quatre, & de Blois mil cinq cens ſeptante neuf, Article cent ſoixante cinq. Les Notaires ſont tenus faire ſigner tous teſtamens & contracts, au teſtateur & teſmoins teſtamentaires ou inſtrumentaires, s'ils ſçauent ſigner, ſinon feront mention expreſſe de la requiſition, & de leur reſponces, à peine de nullité deſdicts Contracts & Teſtamens, ſuiuant les Arreſts de la Cour, par nous cottez en la Conference des Ordonnances Liure quatrieſme, Titre cinquieſme. Mais l'Ordonnance 1579. Article cent ſoixante ſix & cent ſoixante ſept, adiouſte quelques autres formalitez que les Notaires ſont tenus garder en tous contracts & Teſtamens, c'eſt à ſçauoir, qu'ils ſont tenus és Villes & gros bourgs appeller pour le moins vn teſmoin qui ſache ſigner, & qui ſigne actuellement en la minute, & mettrõt auſſi la qualité, demourãces & Parroiſſes des parties & des teſmoins y denommez, & la maiſon, où les contracts ſeront paſſez, & le temps de deuant ou apres midy. Eſt fort notable l'Arreſt du Parlement de Paris du douzieſme iour de May 1570. par lequel la Sentence du Seneſchal de Lyon a eſté infirmee, en emendant & corrigeant le iugement, furent les appellans maintenus en bonne poſſeſſion & ſaiſine de tous & chacuns les biens contencieux, lequel Arreſt eſt amplement recité par Papon Liure xx. Titre premier, Arreſt xx. Et depuis eſt interuenu autre Arreſt prononcé en robbes rouges le premier iour de Iuin 1571. recité par Charondas Liure troiſieſme, Reſp. 49. La meſme Ordonnance de Blois Article 63. veut que les Curez ſoient tenus faire ſigner le teſtateur & les teſmoins, ou de faire mention de l'interpellation qu'ils auront fait auſdits teſtateur & teſmoins pour ſigner, & de la cauſe pour laquelle ils ne l'auront ſceu faire ſuiuant les Ordonnances, ſans deroger neant-moins aux Couſtumes & commune obſeruance des lieux.

o Les Ordonnances d'Orleans 1560. Art. 27. & de Blois Art. 63. veulent que les Curez & Vicaires reçoiuent les Teſtamens & diſpoſitions de derniere volonté, encores que par iceux y ait legs à œuures pies ſainctes & Religieuſes: pourueu que le legs ne ſoit fait en faueur d'eux, ou de leurs parens. Voyez ce qui a eſté par nous dit au Liure vi. de la Conference Tit. iii. & cy deſſus ſur la Couſtume.

---

concernans les diſpoſitions teſtamentaires d'inſtitution d'heritier ou autres contenans legs iuſques à la moitié de la valeur des biens.

Bovrbonnois Chap. 24. Art. 289. †† p. *à Senlis.* Art. 173. de droict Canon. Art. 292. le teſtateur ou diſpoſant ne peut donner, ou leguer directement n'indirectement aucune choſe aux Notaires receuans & teſmoins inſtrumentaires deſdits Teſtamens ou diſpoſitions. Et ſont telles Donations & legats nuls, & de nul effect & valeur.

Avvergne Chap. 12. Art. 49. Ne pourra le teſtateur ou diſpoſant donner, &c p *à Bourbonnois.* Art. 292. ou indirectement, &c. Notaire qui receura ledit Teſtament n'es teſmoins à ce preſens: ains ſeront telles, &c.

La Marche, Chap. 19. Art. 230. Teſtament fait en preſence de Notaire & deux teſmoins, ou du Curé ou ſon Vicaire & deux teſmoins, ou de iv. teſmoins ſans Notaire ne Preſtre, ou qui eſt eſcrit & ſigné de la main du teſtateur eſt reputé ſolennel. Art. † 254. p. *à Auuergne.* Art. 49.

Poictov Tit. 5. Artic. 268. Auant †† qu'vn p Teſtament ſoit reputé bon & valable, faut qu'il ſoit eſcrit & ſigné de la main du teſtateur, ou par luy dicté & ſigné en preſence de deux teſmoins, ou qu'il ſoit paſſé pardeuãt deux Notaires, ou pardeuant vn Notaire & deux teſmoins, & † ſoit eſdits cas par ledit teſtateur dicté ou nommé ſans ſuggeſtion de perſonne, & que mention en ſoit faite audit Teſtament. Art. 269. Et où le teſtateur ſeroit demourant en lieu, où il n'y a Notaires eſtablis, peut le Teſtament eſtre receu par le Curé ou ſon Vicaire †† general ayant puiſſance du Dioceſain de ſeruir la Cure, & en preſence de deux teſmoins en obſeruant la forme que deſſus: autrement leſdits Teſtamẽs ſont reputez nuls. Art. 270. Et † quant aux legs pitoyables, ſera le Teſtament valable pour le regard d'iceux ſeulement, tant en la ville qu'aux champs, eſtant receu par le Curé ou Vicaire general, de la qualité que deſſus en preſence de deux teſmoins.

Angovmois Chap. 9. Art. 112. p. *à Poictou.* Art. 268. ſigné en preſence, &c. & deux teſmoins, ou ſi le teſtateur eſtoit demourant aux champs, en lieu, où il n'y a Notaires eſtabliz, ſoit paſſé par le Curé ou Vicaire principal du Curé: autrement les Teſtamens ſont reputez nuls.

S. Sever T. 12. Art. 10. Les Teſtamens faits par les habitans de la Preuoſté ſont bons & valables, nonobſtant qu'ils n'ayent eſté faits ſelon la ſolennité des Loix: pourueu qu'aux Teſtamens faits aux Villes, y ait iv. teſmoins & vn Notaire: & aux Teſtamens faits aux villages, q deux & ledit Notaire pour le moins.

Bayonne T. 11. Art. 2. Teſtament fait deuant vn Notaire public, r par luy redigé en eſcrit & ſigné en preſence de ii. teſmoins, eſt bon & valable, ſoit fait par maniere de Teſtament ſolennel ou nuncupatif. Article 3. Teſtament fait en temps de peſte deuant deux teſmoins, maſles ou femelles, de bonne vie & honneſte conuerſation, a valeur & efficace, ſoit le Teſtament par eſcrit, ou ſans eſcrit: & s'il eſt redigé en eſcrit, celuy qui l'a eſcrit eſt compté pour vn teſmoin. Article quatrieſme. Teſtament eſcrit de la main du teſtateur, poſé qu'il n'y ait aucun teſmoin, eſt bon & valable. Art. 5. Toutesfois du conſentement des habitãs

†† *Ceſt Art. 289. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

† *Ceſt Art. 254. eſt nouuel en ces mots,* Curé ou Vicaire, *& ces mots,* ſans le Curé ou Vicaire, *iuſques à la fin.*

†† *Les Art. 268. & 269. ont eſté mis au lieu de partie du 206. anciẽs pour les additions & reformatiõs ſuiuantes, auoir lieu pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

† *Ces mots,* Et ſoit eſdits, *&c. ont eſté adiouſtez a la fin de l'Art. 268.*

†† *Ces mots,* general & ayãt *&c. iuſques à ce mot,* Cure, *ſont adiouſtez à ceſt Art. 269.*

† *Ceſt Art. 270. eſt mis au lieu de la derniere clauſe du 269. Art. anciẽ.*

Teſtamẽt fait en tẽps de peſte.

p Par Arreſt de Paris, du xi. Feurier 1584. en la Couſtume de Poictou ſur vn appel interietté du Seneſchal de Poictou ou ſon Lieutenant, entre Catherine Rat vefue de Nicolas le Roy tutrice de ſon fils, contre Anne le Roy fille & heritiere en partie de Damoiſelle Renee Iuuin, & fut confirmee la ſentence au profit de ladite Rat oudit nom.

q Les Teſtamens faits en temps de peſte par le Droict ne ſont ſuiets à toutes les ſolennitez des autres Teſtamens, ce qui eſt decidé in l. caſus. 8. C. de Teſtam. in his enim aliquid de iure laxatũ eſt. Aucuns eſtiment qu'il ſuffit qu'il y ait deux teſmoins preſens ex cap. cum eſſes extra de teſt. àquoi ſ'accorde

ceſte Couſtume. Les autres Docteurs diſent qu'il en faut pour le moins cinq, par ce qu'és Codicilles, qui ne ſe font auec telle ſolennité que les Teſtamens, il faut qu'il y interuienne le nombre de cinq teſmoins l.vlt.C. de Teſt. & ce meſme nombre de cinq, eſt auſſi requis au Teſtament des Ruſtics pour la diſette & penurie des teſmoins qui ne ſe trouuent quelquesfois aux champs d.l.vlt.C.de Teſtam. Balde ad l.fin.eſt de ceſt aduis. Hotoman Conſ.15. & 20. Papon Liure xx. des Arreſts Tit.1. Arreſt 1. Mais pour les Teſtamens militaires, que les anciens Romains nommoiẽt Teſtamenta in procinctu facta, id eſt quæ miles pugnaturus nuncupat præſentibus teſtibus, quel nombre de teſmoins. Cic.1.de Oratore & Paulus ex Feſto Gell.lib.15.cap.27. Plutarchus in Coriolano. Velleius Paterculus lib.2. Ces Teſtamens commençoient du temps de Ciceron aucunement à ſe negliger, ainſi qu'il eſcrit lib.2. de natura deorum & 1. de oratore. Toutesfois en France ils ſont receus, comme il eſt practiqué ordinairement. Faber ſur la Rub.de Teſtam.nul. ſur les Inſtit. ores que tels Teſtamens ne ſoient ſi priuilegiez que ceux du temps paſſé. Speculator Tit.de procur.§.1. Angelus in §. illis autem Iuſt. de mit.teſt. Panorm.in cap. Raynutius extra de Teſtam. Plutarque in Coriolano dit qu'il ſuffit qu'il y ait trois ou quatre teſmoins au Teſtament militaire. Il eſt bien certain que le droict Ciuil ayant eſgard à la ſimplicité & ignorãce des gens de guerres, leur permet de teſter L.impuberi D de adm.tut. Teſtamenta quoquomodo à militibus facta rata eſſe debẽt l.1.L.diuus 24.D.de mil.teſt.l.§.C.cod tit.§.1.Inſt.cod.titulo Paulus in l.Lucius 40. D. eod. titulo ſcribit Teſtamentum nouis ſcribendum is valere, licet miles poſt dictationem deceſſerit, antequam perſcriberetur, ſi modo hoc ita ſubſecutum eſſe legitimis probationibus oſtendatur. Aucuns eſtiment que les gens de guerre eſtans en leurs pauillons & tentes doiuent appeller pour le moins deux de leurs compagnons pour faire leur Teſtament argumento d.l.24.& § 1 Inſt.eod.tit. l 12.D.de teſtib. mais eſtant à la guerre & preſts à combattre, ils peuuent teſter ſans appeller aucuns Teſmoins, comme en l'eſpece de la Loy milites 15.C.eod.tit. Nouell. 4. Leonis 40. Les gensdarmes eſtans en leurs maiſons, doiuent teſter iure communi, non iure militari l.ne quidam 17.C.de mil teſt. In princ. Inſt.eod tit. Theophile dit qu'il peut teſter en la preſence d'vn ſeul teſmoin. Le Teſtament de celuy qui eſt en garniſon ne peut eſtre exempt des ſolennitez, ainſi qu'il a eſté iugé en la 4. Chambre des Enqueſtes, le procés ayant eſté party en la ſeconde, par Arreſt du 20. Decembre 1576. pour vn Teſtament d'vn Soldat eſtant en garniſon en Gaſcongne ayant teſté preſent le Iuge & le Greffier. Pour les Teſtamẽs faits par les captifs, il faut tenir pour conſtant qu'ils ſont bons & valables, conformement à la Nouuelle de Leon 40. par ce que les Loix de captiuis, n'ont point de lieu en France: & par conſequent ſont abrogees, ce qui eſt traicté de ceſte part. in §.1. Inſt. Quibus non eſt perm. fac. teſt. l.8. D. Qui teſt. fac. poſſ. L.10. D. de teſt. milit. Paul. iii. Sent. Tit.4. Et ainſi par Arreſt du 21. iour de Iuin 1554. fut le Teſtament du Vicomté de Martigue fait en Flandre luy captif, declaré bon & valable. Voyez Papon en la derniere Edition Liure xx. des Arreſts Titre 1. Arreſt 7. & 23. où il recite deux Arreſts notables pour les Teſtamens militaires.

r Ceſte Couſtume de Bayonne eſt conforme aux conſtitutions canoniques cap. relatum 1. & cap. cum eſſes. De teſtam. extra. Et fut ceſte Couſtume confirmee par Arreſt ſolennel prononcé en robbes rouges le 21. Mars 1581. au profit du prochain heritier d'vn nommé Preſleau teſtateur contre le Procureur fiſcal qui demandoit des legs pitoyables en vertu d'vn Teſtament imperfaict. Ceſt Arreſt recité par Chopin Liure 1. des Couſtumes d'Anou Cap. 49. nu. 2.

---

de ladite ville, doreſnauant au dos y aura deux teſmoins ſignez ou vn Notaire: leſquels apres le decés du teſtateur recognoiſtront leurs ſeings deuant le Maire ou ſon Lieutenant.

La Bourt, Tit.11. Art.5. Teſtament, Codicile ou derniere volonté fait en preſence de quatre teſmoins ou d'vn Notaire & deux teſmoins: & en temps de mortalité en la preſence de deux teſmoins, gens de foy & non ſuſpects, ſans autre ſolennité, eſt bon & valable.

Sole Tit.26. Art.5. Teſtament, Codicile ou autre derniere volonté fait en preſence de deux teſmoins & d'vn Notaire: & pareillement en preſence du Recteur ou Vicaire du lieu & de deux teſmoins eſt valable: & ledit Recteur ou Vicaire ſi eſt mis, n'eſt Notaire, eſt tenu de mettre iceluy entre les mains d'vn Notaire dans neuf iours prochains à compter du iour du treſpas du teſtateur: & en cas d'extreme neceſſité, où l'on ne peut trouuer Notaire, Recteur ne Vicaire, Teſtament & derniere volonté fait deuant deux teſmoins dignes de foy, eſt bon & valable: pourueu que les teſmoins facent mettre par eſcrit la volonté du teſtateur dedans trois iours prochains, apres le decés du teſtateur, par main de Notaire, & que les teſmoins facent leur rapport & verification en faiſant le ſerment, au vray de la volonté du teſtateur pardeuant le Notaire.

Bretagne Titre vingtquatrieſme. Art. ſix cens douze. Les †† Teſtamens ſeront faits par eſcrit. Article 613. Si Teſtament eſt faict durant la ſanté du teſtateur, & auparauant la maladie dont il deceda, il ſuffira & fera foy, s'il eſt eſcrit † ou ſigné de luy. Et s'il eſt fait durant ſa maladie, ou par perſonne qui ne ſcache ſigner, ſera requis qu'il ſoit ſigné du Recteur de la Parroiſſe & d'vn Notaire, ou du Recteur ou †† Vicaire preſens deux teſmoins: ou de deux Notaires, ou d'vn Notaire, auec la preſence de deux teſmoins gens de bien, & dignes de foy: leſquels teſmoins ſigneront, s'ils ſçauent ſigner, Article ſix cens ſeize. A celuy qui a eſcrit, fait †† eſcrire ou ſuggeré les legats pour luy & à ſon profit ne à ſes adherens, foy ne doit eſtre adiouſtee. Article ſix cens dixhuict. Des choſes qui ſont faites par Teſtament & derniere volonté, tous Preud'hommes doiuent eſtre receus teſmoins: nonobſtant lignage du legataire, ſ'ils ne ſont ou ont eſté du conſeil.

Teſtamens ſeront faicts par eſcrit.

†† Ceſt *Article ſix cẽs douze eſt de nouuel adiouſté. Et ont les Eſtats requis que la preuue des Teſtamens faicts ſans eſcriture, fuſt receue par teſmoins, iuſques à la valeur de cent liures, vne fois payez.* *Ordonnons ſans auoir eſgard à ladicte requeſte, que ledict Article ſix*

cens douze demoureroit ainsi qu'il est escrit, sans aucune chose innouer.
† Ce mot, ou est mis au lieu du mot ancien, Et.
†† Ces mots, ou Vicaire, ont este de nouuel adiouſtez.
† Ces mots, fait escrire ou suggeré, ont esté adiouſtez.

BAR Titre huictieſme. Article nonante quatre. Teſtament, Codicile & ordonnance de derniere volonté faicts par perſonne capable, ſaine d'entendement, & aagee de vingt ans ou plus, ſont bons & valables, quand ils ſont faits & paſſez par le teſtateur en preſence de deux Notaires, ou vn Notaire & trois teſmoins, ou du Curé ou Vicaire du lieu, & trois teſmoins, ou quand ils ſont eſcrits & ſignez de la main du teſtateur. Article nonante cinq. Faut que le Teſtament, ſ'il n'eſt eſcrit & ſigné de la main du teſtateur, ſoit par luy dicté, leu & releu au teſtateur, dont il ſera faict mention expreſſe au Teſtament, à peine de nullité d'iceluy. Article nonante ſept. Les teſmoins ſigneront le Teſtament ſ'ils ſçauent ſigner, ſinon en ſera faite mention expreſſe.

Teſmoins ſigneront le Teſtament.

SEDAN Titre ſeptieſme. Article cent vingt trois. A ce qu'vn Teſtament ſoit reputé ſolennel & valable, il eſt requis, & ſuffit qu'il ſoit eſcrit & ſigné de la main du teſtateur ſeul, ou paſſé en la preſence de deux Notaires, ou d'vn Notaires & deux teſmoins ou du Curé & deux teſmoins, & de deux teſmoins ou bien de quatre teſmoings: pourueu que le Teſtament ſoit eſcrit en la preſence du teſtateur à luy releu: dont en ſera faite mention en iceluy, ſans qu'il ſoit beſoin obſeruer autre ſolennité de Droict Ciuil ou Canonique.

Voyez Auuergne Chapitre douzieſme, Article quarante huict, & la Marche Art. 253. cy deſſous.

Art. 292. *PARIS.*

Toutes ſ perſonnes ſaines d'entendement aagez & vſans de leurs droicts, peuuent diſpoſer par Teſtament & ordonnance de derniere volonté, au profit de perſonne capable, de tous leurs biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & † de la cinquieſme partie de leurs propres heritages, & non plus auant: encores †† que ce fut pour cauſe pitoiable.

Teſtateur ſain d'entendement & aagé peut diſpoſer des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & du Quint des propres au profit de perſonne capable.

Art. 293. *PARIS.*

Pour † teſter des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, faut auoir accomply l'aage de xx. ans: & pour teſter du Quint des propres, faut auoir accomply l'aage de xxv. ans.

Art. 294. *PARIS.*

Toutesfois ſi le teſtateur n'a meubles, acqueſts ne conqueſts immeubles, peut audit cas teſter du Quint de ſes propres heritages apres vingt ans accomplis.

Art. 295. *PARIS.*

Si l'heritier ſe veut contenter de prendre les quatre Quints des propres, & abandonner les meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, auec le Quint des propres à tous legataires, faire le peut: en quoy faiſant il demeure ſaiſy deſdicts quatre Quints, & leſdits legataires prendront le ſurplus, les debtes toutesfois prealablement payees ſur tous les biens de l'heredité.

Aage pour teſter des meubles, acqueſts & conqueſts enſemble du quint des propres.

† *Les Articles 293. 294. & 295. ont eſté adiouſtez pour Couſtume nouuelle. Et reliſant les Artic. 293. & 294. Chauuelain pour les Eccleſiaſtiques à dit & remonſtré, qu'eſtant loiſible en l'aage de ſeize ans, diſpoſer*

ſ Par le Droict Ciuil l'aage requiſe pour teſter, quant aux maſles, eſt de quatorze ans, & quant au femelles, de douze ans parfaicts & accomplis. Vlp. L. 1. D. Qui teſtament. fac. poſſ. lib. 4. C. eodem titul. Partant les pupilles ou impuberes n'ont puiſſance de faire Teſtament. d. l. 1. & L. 19. & 20. eodem tit. impubes enim plenum animi iudicium non habet: §. prim. Inſtit. de Teſtament. Lib. 1. §. 8. D. de bon. poſſ. ſec. tab. lib. ſecund. C. quando prouoc. non eſt, nec Paulus Libr. tert. Sentent. Tit. 4. & Gaius Libr. ſecund. Par la Conſtitution de Boniface huictieſme, in Capit. Licet 4. De ſepult. filius conſentiente patre ad pias cauſas de profectitiis poteſt teſtari. Bartol. in libr. is qui poteſtate. D. de teſtamēt. & Auton. Durrigarius in Capit. de vxore. De ſepult.

Source : BIU Cujas

de sa personne & faire vœu de Religion, il doit aussi estre loisible de disposer de ses biens audict aage, mesme quand le mineur entre en religion & y faict profession. Et par M. Simon Marion pour la Noblesse a esté dict que la Coustume se doit faire pour la conseruation des maisons & familles qui seroient grandement interessees, si vn mineur audit aage, pouuoit disposer de ses biens, & les donner aux Monasteres ou à autres personnes. Et par lesdicts d'Auuergne & de Sainction, a esté dict lesdits Art. auoir esté accordez, en faisant la premiere lecture d'iceux & par tant deuoient demourer. Surquoy auons ordonné que lesdits Art. demoureront ainsi qu'ils ont esté par cy deuant accordez: & que les dessusdits auront acte de leurs remonstrances: & d'icelles sera faict mention en ce procez verbal.

Et ainsi l'aucteur de la somme Rurale Tit. des Testamens. Si sachez que le fils qui est encores en minorité, c'est à dire en mãburnie de pere & de mere ne peut faire Testa-

ment qui tienne ne qui vaille vt C. qui test. fac. poss. l. nemo ex lege 11. Le furieux aussi n'est capable de tester s'il n'a quelques interualles de bon iugement & discretion & principalement lors de la confection du Testament §. præterea inst. Quib. non est perm. fac. test. l. furiosum 9. C. Qui Test. fac poss. insanus aut mente captus testari non potest. l. in aduersa l. 2. D. de testam. Trois choses doiuent estre concurrentes pour la personne qui veut faire Testament. Premierement qu'elle soit saine d'entendement 2. aagee 3. iouissant de ses droicts. Notez encor que le Prodigue ne peut faire Testamẽt §. item prodigus inst. quibus non est perm. fac. test. l. 18. D. de testam. Mais l'Empereur in Nou. 39. reçoit son Testament si ledit Testament ressent le iugement d'vn homme sain d'entendement.

t Ces mots sont adiouſtez pour oſter le doute ancien qui se faisoit sur la Coustume de Paris, par ce qu'on tenoit qu'on pouuoit tester outre le quart en Fief, & le Quint en roture des propres, comme il fut plaidé le 8. Aouſt 1537. touchant le Testament de Maistre Iacques Bouchet Maistre des Comptes ayant donné le residu de tous ses biens propres & acquests aux pauures & fut la cause appointee au Conseil.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 5. Art. 84. p. *a Paris*, Art. 292. pitoyable: sauf en tous cas la legitime aux enfans. Art. 86. 87. & 88. p. *a Paris*. Art. 293. 294. & 295.

MEAVX Chap. 5 Art. 26. Toute †† personne franche soit Noble ou roturiere, habile à testamenter, peut tester & par son Testament disposer de tous ses biens u meubles & conquests immeubles & du tiers de ses propres heritages à quelque personne qu'il luy plaist: excepté à sa femme & à ses enfans & aux enfans de ses enfans, ausquels enfans des enfans, viuant leur pere ou mere on ne peut donner par son Testament plus à l'vn qu'à l'autre. Art. 27. Et s'aucun fait Testament outre le tiers de ses propres, le Testament ne tient & ne vaut en ce qui excede le tiers: pour ce que par la Coustume, il conuient & est requis qu'a l'heritier & plus prochain à succeder, demeurent les deux parts des heritages propres du defunct, francs, quittes & deschargez de toutes debtes & legs testamentaire. Et faut que les debtes soient payees, auant que l'heritier soit contrainct deliurer au legataire, les meubles & immeubles conquests & le tiers des propres: ou † que le legataire ait baillé caution de payer & acquiter toutes & chacunes debtes, obseques & funerailles.

MELVN Chap. 16. Art. 246. p. *a Paris*, Art. 292. & iouissans de leurs &c. peuuent par &c. disposer de tous &c. meubles & acquests immeubles &c. de leurs propres au profit de personnes capables & sans fraude. Et †† où ils auroient disposé plus de la v. partie, la disposition sera reduite au Quint. Art. 247. L'aage † pour pouuoir valablement tester des meubles & conquests, est quant aux masles de xx. ans accomplis: & quant aux filles de xviii. ans: mais pouuoir disposer de leurs propres faut qu'ils ayent attaint l'aage de xxv. ans, tant masles que femelles. Et ou ils n'auroient aucuns meubles, ou qu'ils eu eussent si peu qu'ils ne peussent venir en consideration, ains n'eussent que propres, iusques à la concurrence du Quint tant pour œuures pitoyables, que pour autres causes bonnes & raisonnables.

SENS Tit. 8. Art. 68. Toute †† franche personne aagee, à sçauoir le masle de xx. ans, la femelle de xviii. peut faire Testament & par iceluy disposer à son plaisir de tous ses biens meubles, conquests & acquests immeubles & de la v. partie de ses propres. Et * ou il n'auroit que meubles, n'en pourroit disposer que de la iv. partie.

AVXERRE Tit. 12. Art. 225. Toute personne franche & libre, aagee suffisamment &c. p. *a Sens*. La femelle de xviii. ans accomplis peut &c. meubles & acquests immeubles & de la v. &c. propres heritages.

ESTAMPES Chap. 9. Art. 103. p. *a Melun*. Art. 247. de xviii. ans. Et pour † le regard des meubles tant propres, que acquests, de xxv. ans. Et s'il n'y a meubles ou qu'il y en eust si peu qu'il ne deust venir en consideration leurs immeubles tant propres que acquests succedent au lieu des meubles pour pouuoir valablement disposer desdits acquests & propres, iusques au Quint x *ad pias causas* ou autres causes iustes & raisonnables. Et si eux mesmes auoient lesdicts ac-

†† *Ceſt Art. 26. eſt amplifié.*

† *Ceſte clauſe ou que le legataire &c. iuſques à la fin, a eſté de nouueau adiouſtee.*

†† *Ces mots, Et ou ils auroient &c. ont eſté mis au lieu du 3. Art. ancien Tit. des Teſtamens & non plus. Car ſi plus en laiſſent, les Dons ſeroẽt nuls*

† *Ceſt Art. 247. a eſté adiouſté de nouuel pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

* Aliàs, *leſdits maſles aagez de xx. ans, & les femelles de xviii. pourront diſpoſer de ſes propres &c.*

†† *Le 68. Art. contient la reformatiõ du 81. Art. ancien.*

u En la Coustume de Meaux, vn nommé Guy de Fleuri mourãt sans enfans procreez de son corps, & n'aiãs que des collateraux, donne & legue à sa niepce femme de l'Esleu Pean de Meaux deux cens liures de rẽte, & vne ferme qu'il auoit en Solõgne qui luy estoit propre: & faisoit tout son propre au ressort d'Orleans. Elle demandant deliurance de son legs & sur le debat de la competence, appel. La cour aiant appointé à escrire & produire en retenant la cause, les heritiers ab intestat font offre du quart suiuant la Coustume. Par Arrest prononcé en robbes rouges le 13. Aouſt 1575. fut dit que deliurance seroit faicte au legataire, iusques à la concurrence de ceque le defunct euſt peu dõner par les Coustumes & que eualuation & estimation faicte des autres parts du propres en seroit autant pris sur ladicte ferme & mestairie pour estre baillee à ladicte legataire.

x Par Arrest du 23. iour de Iuin 1565. donné en la Chambre du

Source : BIU Cujas

* Aliàs, *où ils n'auroient que meubles n'en pourront &c.*

† *Ceſt Article 103. eſt introduit de nouuel pour auoir lieu pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Conſeil au rapport de Monſieur de Gué entre Iean Gallot ceſſionnaire de Ferri de Furet fils de feu Triſtan de Furet & Catherine Chardon ſes pere & mere d'vne part, & Loyſe de Maubuiſſon ſeconde femme dudict Triſtan ou nom, & comme tutrice des enfans dudit defunct Triſtan & d'elle, nommez, Henry, Charles & François d'autre: par lequel il fut dit que leſdits mineurs, auſquels la terre de la Barre auoit eſté leguee par ledit Furet, auroient ſeulement le Quint d'icelle terre ſuiuant la Couſtume du Bailliage d'Eſtampes, combien que ledict Furet euſt pluſieurs autres heritages aſſis en la Preuoſté de Paris, deſquels ladite terre de la Barre ne pouuoit faire le Quint. Et fut arreſté que ſi le teſtateur donne vne terre aſſiſe en vn Bailliage, qui n'excede le Quint de toutes ſes autres terres aſſis en diuers Bailliages, que les legataires n'auroient que le Quint d'icelle terre: attendu que par chacune Couſtume n'eſt permis par Teſtament diſpoſer outre le Quint en Fief: & que prenant ledit Quint Henry, Charles & Francois Furets ne pouuoient auoir le Douaire Couſtumier de leur mere dedans le Bailliage d'Eſtampes: & pour le regard des biens ſituez en la Preuoſté de Paris, auroit permis aux enfans du ſecond lict eux porter heritiers au Douaire. L'execution eſt pourſuiuie, declarent les enfans du ſecond lict, qu'ils ſe tiennent au Douaire Couſtumier de Louyſe de Maubuiſſon leur mere & requierent que Ferry de Furet qui ſeſtoit porté heritier de Triſtan de Furet ſon pere ait à rapporter la part qui luy pouuoit appartenir à cauſe du Douaire Couſtumier de Catherine Chardon ſa mere: par ce que ledict Ferri ſ'eſtant premierement tenu audit Douaire auec Ieanne Furet ſa ſœur, & depuis porté heritier, la part & portion qui luy appartenoit audit Douaire deuoit rentrer en la ſucceſſion de feu Triſtan de Furet & par ce moyen enfler le Douaire de ladicte Louyſe de Maubuiſſon. Souſtenoit ledit Ferri au contraire, & que le Douaire Couſtumier de ladicte de Maubuiſſon ne pouuoit eſtre que ſur la moitié des biens qui appartenoient audit Triſtan lors du mariage de ladicte de Maubuiſſon: que la moitié des biens dudit Triſtan eſtoit affectee aux enfans de ladicte Chardon premiere femme: partant ne pouuoient les enfans de ladicte Maubuiſſon qu'auoir vn quart du total qui eſt la moitié de la moitié laquelle ils auoient cuë: ſurquoy fut prononcé le 23. Iuin 1565. en ſeconde Chambre au rapport de M. Perrot par lequel ledict Ferry ou Gallot ſon ceſſionnaire fut abſous dudict rapport & fut dit outre que les Douairieres auoient non ſeulement la moitié des terres, mais auſſi du principal manoir, ſans auoir eſgard au droict du fils aiſné qui ſe ſeroit porté heritier.

queſts de leur induſtrie, en pourront valablement & librement diſpoſer, tout ainſi que de leurs meubles.

DOVRDAN Tit. 9. Art. 99. Il n'eſt loiſible à aucun de diſpoſer par Teſtament de ſes propres heritages au preiudice de ſes heritiers outre le Quint d'iceux ſoit en Fief, ou en roture. Art. 100. p. *a Paris.* Art. 292. de tous leurs propres heritages au profit de perſonne capable. Art. 101. p. *a Melun.* Art. 247. pouuoir †† faire Teſtament eſt aux maſles &c. ans accomplis pour diſpoſer de leurs propres iuſques à &c. que bonnes cauſes & raiſonnables. Toutesfois ou les maſles & femelles ſeroient mariez auparauãt ledict aage de xx. ans ou xviii. ans, pourront teſter de leurs meubles, acqueſt & conqueſts immeubles, & Quint des propres tout ainſi que s'ils auoient attaint l'aage de xx. ou xviii. ans, & en la maniere que deſſus & non autrement.

MONTFORT Chap. 8. Art. 87. p. *a Dourdan.* Art. 99. Aucune perſonne &c. Teſtament & ordonnance de derniere volonté &c. heritages Feodaux ou roturiers au preiudice &c. d'iceux. Art. 88. p. *a Paris.* Art. 292. & de la quinte partie de tous leurs propres heritages au profit de p.c. ſans fraude. Art. 89. † p. *a Dourdan.* Art. 101. mais au parauant qu'ils puiſſent diſpoſer de leurs propres, faut qu'ils ayent attaint &c. que pour autres bonnes cauſes raiſonnables.

MANTE Chap. 14. Art. 155. †† p. *à Dourdan.* Art. 101. Qu'ils ayent attaint &c. Art. 156. p. *à Dourdan.* Art. 100. Biens meubles acqueſts & conqueſts immeubles & de la &c.

SENLIS Tit. 11. Art. 217. Aucun † ne peut diſpoſer de ſon propre par Teſtament & ordonnance de derniere volonté, au preiudice de ſes heritiers: fors & excepté du Quint: lequel il peut donner à l'vn ou pluſieurs de ſes enfans non venans à ſa ſucceſſion, enſemble ſes meubles, acqueſts & conqueſts: pourueu toutesfois qu'aux autres enfans leur legitime demeure. Art. 218. Le teſtateur peut donner ſon Quint à quelque perſonne que ce ſoit, autre que le mary à la femme & la femme au mary, ſes meubles, acqueſts & conqueſts pourueu qu'il n'y ait aucuns enfans. Art. 219. Vn teſtateur peut donner par Teſtament & ordonnance de derniere volonté à quelque &c. comme deſſus, conqueſts, ſoit qu'il y ait enfans ou non pour en iouyr à touſiours: reſerué toutesfois la legitime aux enfans, ſi à ce l'heritage propre ne peut fournir.

CLERMONT Tit. 11. Art. 130. p. *a Dourdan.* Art 99. *iuſques à ce mot*, d'iceux, *inclus.* Art. 131. p. *a Mantes.* Art. 156. De la quinte partie de tous leurs propres &c. †† pourueu qu'il n'y ait point enfans. Et là où il y auroit enfans, ne pourront diſpoſer que de leurs meubles, acqueſts & conqueſts. Art. 138. Si vn teſtateur laiſſe le Quint de ſon propre, à quelque perſonne, & le propre s'eſtend en pluſieurs pieces, tel teſtateur peut aſſigner le Quint ſur vne piece ſeulement du propre, iuſques à la valeur dudit Quint.

†† *Ceſt Art. 101. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle & pour obuier aux inconueniẽs qui aduiẽt tous les iours par Teſtamens; indiſcretement faits, & par perſonnes qui n'ont iugement ne diſcretion pour faire diſpoſition general de tous leurs biens.*

† *L'Art. 89. aura lieu pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 155. eſt de nouuel introduit.*

† *L'Article ancien, commẽçant* vn chacun *ſoit homme ou femme, a eſté rayé, & au lieu d'iceluy ſont faicts trois Ar. 217. 218. & 219. qui ſont couchés audict liure Couſtumier.*

Source : BIU Cujas

†† *Aucuns des assistans ont remonstré que l'Article ancien est trop general & se doit restraindre pour le regard des gens mariez aians enfans : par ce qu'vne personne longuement agitee de maladie, est grandement diminuee de sens & d'entendement : & que lors faisant son Testament, elle dispose plustost par la volonté du Cure ou Chappellain, que par la sienne, & souuent l'on voit aduenir que par tels Testamens les enfans sont desheredez par leurs pere & mere, qui n'ont autres biens que meubles & conquests immeubles. Et par les Aduocats & Practiciens & autres desdicts Estats a esté dict, qu'en l'ancienne Coustume de ce faisant mention, y a quelque limitation, & n'est si generale, que la precedente contenue audit Art. Et pour ce qu'elle pourroit seruir a plusieurs personnes pour le passé, ont requis qu'il en soit faict mention en nostre Procez verbal, au cas qu'elle fut corrigee : Surquoy & apres que les assistans mesmement lesdits Aduocats & Practiciens ont recognu ladicte Coustume estre ancienne & en vsage. Auons ordonné qu'ils auront lettres de la recongnoissance pour leur seruir pour le passé : & que suiuant l'aduis & deliberation desdicts Estats, ledict Art. 131. sera augmenté de ceste clause*, pourueu qu'il &c. *laquelle augmentation est introduite pour nouuelle Coustume.*

VALLOIS Tit. 7. Art. 84. Aucun ne peut par son Testament disposer de son propre heritage, au preiudice de ses heritiers, sinon de la quinte partie : de laquelle il peut disposer, comme bon luy semble. Art. 15. p. *a Clermont.* Art. 138. Quint : † & en peut faire l'heritier le semblable. Art. 93. Vn testateur ne pourra disposer de ses biens à quelque personne que ce soit, au preiudice des legitimes deues à ses enfans.

TROYES Tit. 6. Art. 95. Vne personne aiant pouuoir de tester, peut par son Testament ou ordonnance en derniere volonté, disposer entierement de tous ses biens meubles, debts & conquests immeubles & de la iii. partie de son propre heritage, au profit de toutes personnes capables de ce & au preiudice tant de ses enfans, que de ses autres heritiers en ligne directe ou collateral, en delaissant à ses enfans ou autres heritiers franchement & sans charges de debtes testamentaires & autres quelconques, les deux autres tierces parties de sondit propre & naissant : laquelle chose est à entendre iceux deux tiers francs & sans charges, si les meubles & conquests immeubles & tierce partie d'heritage donnez & leguez sont suffisans à satisfaire ausdictes debtes : autrement demeureront chargez les deux autres parts du naissant, comme le tiers, pour portion des debtes & accomplissement du Testament & frais funeraux.

CHAVMONT Tit. 6. Art. 82. † Vn testateur peut par son Testament &c. p. *a Troyes.* Art. 95. Partie de son naissant & ancien heritage, au profit de quelcõque personne capable. &c. enfans s'il y en a que &c. naissant qui est à entendre &c. s'il y a meubles & conquests immeubles suffisans &c. chargez à la valeur & estimation, comme ledit autre tiers pour portion & accomplissement &c.

† *Cest Art. 85. & 93. sont introduits pour nouuelles Constumes.*

VITRI Tit. 6. Art. 100. Vn testateur franche personne peut disposer de tous ses meubles & conquests & du tiers de son naissant, qui est son propre, à personne capable, qui n'est son heritier presumptif, ou enfant en bas aage, Vourie & non emancipé, pour ce que tel Don retourneroit au pere ou à la mere dudict enfant : auquel ledict testateur n'auroit peu faire ledict legs. Pour ce que par mesme Coustume, on ne peut estre heritier & legataire. Et faut que tel testateur laisse francement à ses enfans ou heritiers, les deux tiers de son propre naissant. Article 108. Toutes franches personnes qui ont enfans ou enfant peuuent disposer par Testament ou ordonnance de derniere volonté de leurs meubles & conquests & du tiers de leur naissant, comme dict est cy dessus. Art. 109. Tel testateur a faculté & puissance de laisser le tiers de son naissant, si bon luy semble, en vne ou plusieurs pieces de ses heritages de naissant : pourueu que ladicte piece ou pieces n'excedẽt en valeur ou pris, l'vn des deux autres tiers du naissant. Et n'est pour ce tenu tel legataire ou donataire payer les debtes du testateur, obseques & funerailles : mais viennent à payer à sçauoir les debtes par celuy ou ceux qui par Coustume du pays emportent les meubles, & les legs & accomplissement du Testament par celuy ou ceux qui se portent & nomment heritiers.

Vourie.

Debtes par qui seront payez.

LAON Tit. 7. Art. 59. p. *a Dourdan.* Art. 101. †† disposer de leur x naissant faut qu'ils ayent &c. & n'eussent que naissant, les masles &c. de la moitié de leur naissant pour causes bonnes & raisonnables. Toutesfois &c. de la moitié de leur naissant &c. Art. 60. p. *a Mante.* Art. 156. de † la moitié de leur naissant roturier ; & si ledit naissant est en Fief, du tiers seulement, soit qu'il y ait enfans ou non, & à personne capable : reseruee aux enfans la querelle du Testament inofficieux.

†† *Cest Art. 59. est accordé pour auoir lieu à l'aduenir & sans preiudice du passé.*

† *L'Art. 60. a esté accordé pour l'aduenir pour le regard de Soissons & Vailly : & la Coustume parti-*

CHALONS Tit. 11. Art. 68. p. *a Laon.* Art. 59. du †† tiers de leur naissant &c. Art. 70 p. *a Laon.* Art. 60. & du tiers de leur naissant, soit en Fief ou en roture, & soit qu'ils ayent enfans ou non : reseruee &c. inofficieux selon la raison escrite.

x En la Coustume de Vermandois pour vn Testament d'vne Dame aiant legué & dõné à son aisné tous ses meubles, acquests & conquests & les deux tiers des propres, ores que le Testament fut passé par deuant Notaire & tesmoins, &

Source : BIU Cujas

qu'il portaſt ces mots dicté & nommé, ſi eſt ce que la ſuggeſtion ayant eſté prouuee & comme le Teſtament auoit eſté apporté tout eſcrit, & depuis recorrigé par le porteur ainſi que les teſmoins inſtrumentaires depoſoient, le Teſtament fut caſſé par Arreſt du 23. iour de Iuillet 1575. par nous cy deſſus cotté ſur la Couſtume de Paris.

cutiere dudict Soiſſõs et Vailly on ne pouuoit audit Soiſſons diſpoſer que du quart dunaiſſãt

ſeulement : & audit Vailly dudict Naiſſant, ſans le conſentement de l'heritier, a eſté abrogee & reduite à la generale.

†† *Ceſt Art. 68. eſt accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

REIMS Tit. 10. Art. 290. p. *a Laon.* Art. 59. † n'euſſent que propres, leſdits maſles &c. diſpoſer de leur naiſſant à la concurrence de la moitié d'iceluy &c. c. raiſonnables &c. immeubles. Et quant à leur naiſſant tout ainſi &c. Art. 292. Toutes perſonnes franches, mariees ou non mariees, aians enfans ou non, peuuent diſpoſer par Teſtament de tous leurs biens meubles & conqueſts immeubles & de la moitié de leur naiſſant à telle perſonne qu'il leur plairra : reſeruee †† &c. p. *a Laon.* Art. 60.

NOYON Tit. 2. Art. 17. Toute perſonne de franche condition &c. p. *a Laon* Art. 60. & du tiers de ſes propres, s'ils ſont en cenſiue, & du Quint, s'il ſont en Fief, au profit de telle perſonne que bon luy ſemblera, ſoit prochain ou eſtrange. Art. 18. Peut auſſi diſpoſer par Teſtament comme deſſus de l'vſufruict de tous ſes heritages propres, ſoient en Cenſiue ou en Fief, à telle perſonne que bõ luy ſemblera reſeruee toutesfois en tous cas la legitime aux enfans ſelon la raiſon eſcrite.

S. QVENTIN Tit. 2. Art. 20. Toutes perſonnes franches & ſaines d'entendement, aagees c'eſt † à ſçauoir les maſles de xx. ans, & les femelles de xviii. ans peuuent faire Teſtament, meſme la femme ſans l'auctorité de ſon mary. Art. 22. Par Teſtament & ordonnance de derniere volonté vn teſtateur peut donner & laiſſer à perſonne capable, tous ſes meubles, debtes, acqueſts & conqueſts immeubles : enſemble le tiers de ſes terres & heritages en Cenſiues, & le Quint de ſes Fiefs patrimoniaux & non d'auantage : pourueu †† que la legitime ſoit gardee & reſeruee aux enfans. Art. 27. Quand le teſtateur n'a diſpoſé par ſon Teſtament du tiers de ſes rotures, & Quint de ſes Fiefs patrimoniaux, il les peut charger par ſon Teſtament, à ſçauoir les rotures de la valeur du tiers & les Fiefs du Quint, ſoit de rentes ou autres charges & non d'auantage.

RIBEMONT Tit. 7. Art. 55. Toute perſonne ſaine d'entendement peut par Teſtament & ordonnance de derniere volonté diſpoſer de tous ſes meubles conqueſts & acqueſts immeubles, à telle perſonne que bon luy ſemble : fors le mary au profit de la femme : mais au regard des propres, ne peut diſpoſer ſinon du tiers de ce qui eſt en roture & du Quint de ce qui eſt tenu en Fief.

COVCY Tit. 3. Art. 9. Par Teſtament l'homme Noble ou roturier ne peut diſpoſer que du Quint de ſes Fiefs venans de ſon naiſſant.

AMIENS Tit. 3. Art. 56 L'aage † pour pouuoir faire Teſtament eſt de xx. ans aux maſles, & aux femelles de xviii. ans accomplis. Art. 57. Il eſt loiſible à toute perſonne par ſon Teſtament & diſpoſition de derniere volonté, diſpoſer de ſes biens meubles conqueſts & acqueſts immeubles, à telle perſonne que bon luy ſemble : mais n'eſt loiſible de diſpoſer par Teſtament & derniere volonté de ſes propres heritages, ſoient Feodaux ou cottiers venus & eſcheus de ſes predeceſſeurs : ſinon du Quint ſeulement & par forme de Quint viager ou heredital, ſelon qu'il veut donner, & ce ſans deroger au Quint naturel & Couſtumier appartenant aux enfans puiſnez : & peut en ce cas le legataire entrer en iouyſſance & perception de ſon legs †† ſoit qu'il ſoit des propres ou d'acqueſts en payant au S. F. droict de Relief & Chambellage : & ſi ledict quint eſt donné ſimplement ſans addition de viager ou heredital, iceluy quint en ce cas eſt tenu & reputé heredital. Art. 58. Toutesfois † ſi le donateur donne ou legue plus que ledict quint de ſes propres heritages, & l'heritier le conſent, telle diſpoſition vaut : & entre le legataire en la iouyſſance dudict legs, en payant ſimple Relief & Chambellage ſeulement, ainſi que deſſus, ſinon qu'il y euſt argent par luy desbourſé & baillé. Art. 59. Tout quint heredital donné par entre vifs ou par Teſtament, ſur aucun heritage, peut eſtre racheté par le Seigneur des IV. parts, à raiſon du denier xx. que ledict quint aura eſté demandé

MONSTREVL Art. 34. Chacun peut donner entre vifs & par Teſtament le quint de ſon heritage.

BEAVQVESNE Art. 9. Le poſſeſſeur & proprietaire d'aucun Fief, enco-

† *Ceſt Art. 290. eſt de nouuel introduit.*

†† *Ces mots,* Reſeruee aux enfans la querelle du Teſtament inofficieux, *ſont de nouuel adiouſtez. Au reſte aucuns Art. anciens ont eſté abrogez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé: nonobſtãt l'empeſchement d'aucuns particuliers. Par leſdits Art. nul ne pouuoit diſpoſer de la moitié de ſon naiſſant au preiudice de ſes heritiers en ligne directe ou collaterale : ſinon en trois cas, à ſçauoir que le pere & mere, ayeul ou ayeule aians enfans ou deſcẽdans enſemblement & d'vn accord euſſent faict ladicte alienation, ou que l'alienant en cas de neceſſité, euſt le conſentement de ſon heritier preſomptif, ou audict cas de neceſſité, euſt ce faict par Decret & auctorité de Iuſtice, ſondict heritier preſent ou appellé.*

† *Ces mots,* c'eſt à ſçauoir les maſles de xx. ans, & les femelles de 18. *ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots,* pourueu que *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

† *Ceſt Art. 56. eſt de nouuel ad-*

Source : BIU Cujas

iouſté pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.
Quint viager ou hereditál.
Quint naturel & Couſtumier.
†† *Ces mots,* Soit qu'il ſoit de ſes propres ou d'acquests, *ont eſté de nouuel adiouſtez, & ont eſté rayez ces mots,* Et doit le teſtateur par expres vſer de ce mot Quint, qui ſe nomme Quint datif *comme ſuperflus & de nul effet.*
† *Ces Art. 58. & 59. ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé:*
Don par Teſtament des profits de trois ans de ſon Fief.

re qu'il ſoit de ſucceſſion, peut par Teſtament & non autrement donner à qui bon luy ſemble, les profits de trois ans de ſon Fief, pour en iouyr trois ans prochainement enſuiuans le iour de ſon treſpas.

CHAVNI Tit. 11. Art. 57. Il * loiſt à l'homme aagé & vſant de ſes droits & auſſi à la femme liee de mary eſtant malade de maladie, dont elle decede, ſans conſentement de ſon mary, par Teſtament ou ordonnance de derniere volonté de diſpoſer au profit de quelque perſonne que bon luy ſemble de tous ſes heritages & acqueſts: excepté l'vn deſdits conioints par mariage l'vn à l'autre, & auſſi ſon heritier, auquel les conioints ne peuuent aucune choſe donner, leguer ou laiſſer au preiudice de ſon coheritier. Art. 58. Peut auſſi vn chacun & meſmement la femme eſtant en tel eſtat que deſſus, diſpoſer par Teſtament des heritages venans de ſon naiſſant: c'eſt à ſçauoir du Quint des Fiefs & autres du Cenſuel, au profit de perſonnes autres que les perſonnes deſſuſdites. Titre 16. Art. 83. Il loiſt à vn chacun aiant Fiefs à luy appartenans par acqueſt diſpoſer d'iceux, par Teſtament, ordonnance de derniere volonté: excepté comme dit eſt deſſus de deux conioints l'vn à l'autre: mais au regard des Fiefs à luy venus & appartenans de ſon propre ou naiſſant, il ne peut diſpoſer que du quint tant ſeulement.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 26. Vn chacun de z france & liberale volonté peut & luy loiſt, ſans le conſentement de ſon heritier & à qui il luy plaiſt, ſoit par Teſtament ou derniere volonté, donner & legater le quint de tous ſes heritages ou partie d'iceux, & parforme de quint. Et ne peut vne perſonne quintier qu'vne fois ſes heritages.

PERONNE Tit. 7. Art. 164. L'aage †† requis pour faire Teſtament eſt aux maſles de xx. ans & aux femelles de xviii. ans accomplis pour pouuoir teſter de leurs meubles & acquets: & xxv. ans pour teſter de leurs propres. Art. 165. Il † eſt loiſible à toutes perſonnes capables de diſpoſer par Teſtament de tous ſes meubles, acquets & conquets immeubles & du quint des propres Feodaux & tiers des propres Cenſuels. Et où la diſpoſition excederoit doit eſtre reduite audict quint & tiers.

LILLE Tit. 2. Art. 26. Toutes perſonnes de franche condition peuuent par Teſtament ou Codicille diſpoſer de leurs biens meubles ou portion d'iceux à qui que bon leur ſemble, & y appoſer telles conditions que leur plaiſt, tiennent & vallent icelles Donations ſans y pouuoir par leurs hoirs valablement contreuenir. Art. 28 Vn teſtateur ou teſtareſſe peut diſpoſer par Teſtament & ordonnance de derniere volonté de ſes Fiefs & heritages à titre de mort-gaige & ſans deſcompt en ligne directe en deſcendant ſeulement.

ARTOIS Tit. 1. Art. 39. En Artois on n'vſe point de mort-gaige. Tit. 5. Art. 90. Il eſt loiſible à chacun donner & legater par Teſtament & non autrement ſans appeller ſon heritier, les fruicts, profits & reuenues de trois ans de partie ou de tous ſes Fiefs & autres heritages ſoient patrimoniaux ou autres pour par le legataire en iouyr incontinent apres le treſpas du teſtateur. Art. 91. Il eſt permis à chacun donner par diſpoſition derniere & non autrement, au deſceu & ſans le conſentement de ſon heritier vn quint de tous ſes Fiefs par Don d'aumoſne pour par le legataire en iouyr paiſiblement, comme de ſa propre choſe.

S. OMER EN ARTOIS Art 14. Chacun peut auſſi donner le quint de ſon heritage à qui que bon luy ſemble ſans le conſentement d'hoir, & ſans quelque ſolennité: & ce par Don d'entre vifs, comme par Don teſtamentaire.

CAMBRAY Tit. 13. Art. 1. Nul ne peut par teſtament diſpoſer de ſes heritages, ſi ce n'eſt en faiſant les deuoirs deuement par deuant Loy du lieu ou des lieux, eſquels les heritages ſont ſituez: mais bien ſe peuuent rapporter heritages és mains de Loy, pour apres le decez des rapportans en eſtre faict ou appartenir ſelon que ſera declaré par leur Teſtament. Art. 5. L'eage requis pour faire Teſtament eſt aux maſles de xx. ans &c. p. *a Peronne.* Art. 164. ans accomplis tant à maſles qu'à femelles pour pouuoir teſter de leurs heritages patrimoniaux.

* *Voyez Chauni Tit. 13. Ar. 12. cy deſſous en l'Addition de ce Titre 14.*

†† *Ceſt Art. 164. a eſté de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé, en ce que par l'ancienne Couſtume deſdicles Preuoſtez n'eſtoit requis que xiiii. ans pour les maſles & xii. ans pour les femelles.*

† *Ceſt Art. 165. eſtoit ancié es trois Preuoſtez: fors à Peronne pour le regard du quint des propres feodaux, lequel eſtoit viager: & à Mondidier en ce que ledict Quint eſtoit limité au cas que le Fief n'euſt eſté quintoyé de Quint hereditál depuis xl. ans: & à Roye, excepté pour le Quint des Fiefs propres & tiers des rotures: laquelle ancienne Couſtume a eſté reformee ſuiuãt ledit Art.*

z Par ſentence des Requeſtes donnee le dernier iour de Decẽbre 1597. entre Meſſire Guillaume de Rochechouart ſieur de Iars & Dame Antoinette de Aucourt ſa femme demandeur, & Dame Charlotte de Feu fut adiugé ſon Quint viager, nonobſtant que ſon pere luy euſt donné par ſon teſtament vn Quint hereditál. Et ne fut eſtimé la donation eſtre faicte par le pere animo compenſandi auec le Quint viager, qui eſt donné aux enfans par la Couſtume & fut ladicte Sentence confirmee par Arreſt le 14. iour de Iuillet 1570.

Source : BIU Cujas

Disposition par Testament ou Codicille de tous meubles ou de portion d'iceux.
Disposer par Testament de ses Fiefs & heritages à titre de mort-gaiges & sans descomp.
Mort-gaige.
Don faict par Testament sans appeller son heritier, de tous les fruicts, profits & reuenues de trois ans de tous ses Fiefs & heritages.
Don du Quint des Fiefs par Don d'aumosne.
En Testament faut faire les deuoirs deuement la Loy du lieu ou lieux.
Rapport des heritages és mains de Loy comme sera faict.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 7. Art. 4. Se le testateur dispose des deux parts de ses biens en autres personnes, qu'en ceux, que par droict & par Coustume, luy peuuent & doiuent succeder, faire le peut, & en sont saisis ceux qu'il aura instituez heritiers par son Testament valablement fait & selon raison esdites deux parts.

Testateur peut disposer des deux parts au profit d'autres que de ses vrais heritiers de droict & Coustume.

NIVERNOIS Chap. 33. Art. 1. Vn chacun peut disposer par son Testament, codicile & derniere volonté de tous ses biens meubles & conquests & de la v. partie de son heritage, *& non vltra.*

MONTARGIS Chap. 13. Art. 2. En Testament & ordonnance de derniere volonté on ne peut donner de ses propres heritages, que iusques au quint en Fief, & au quart en Censiue: mais on peut donner tous ses meubles & conquests. Art. 11. Il †† loist à toutes personnes soit homme ou femme, par Testament donner tous & chacuns ses meubles & conquests immeubles, le quart de ses propres tenus en Censiue, & le quint tenu en Fief à celuy que bon luy semblera & si par ledit Testament il donne de ses propres, meubles & conquests immeubles quels qu'ils soient, outre ledit quint & quart, telle donation estre reduite à iceux quint & quart.

†† *Cest Art. 11. est pour les Seigneurs & habitans de Sãcerre &c. & autres terres & Seigneuries du pays & Duché de Berry regies & gouuernees sous la Coustume de Lorris.*

ORLEANS Tit. 16. Art. 292. † 293. 294. & 295. p. *a Paris.* Art. 292. 293 294. & 295.

† *Cest Art. 292. 293. 294. & 295. ont esté accordez & adioustez, sans preiudice du passé.*

LA SALLE DE LILLE Tit. 9. Art. 3. Telles personnes de franche &c. p. *a Lille.* Art. 26. meubles catheux & heritages reputez pour meubles, ou portion &c. à qui bon &c. telles diuises & conditions &c. tiennent & vallent telles dispositions & conditions sans &c. Art. 4. Fiefs & heritages ne se peuuent donner, charger ou autrement disposer, par Testament & ordonnance de derniere volonté: fors seulement les proufits & reuenus d'iceux de trois ans, en vsant par expres de ces mots, proufits & reuenus de trois ans. Car autrement lesdites charges, dons & dispositions sont nulles: sauf que pere & mere, grand pere, & grand mere, ou l'vn d'iceux pourront faire partage & diuision, tant de leurs Fiefs, comme d'autres heritages par Testament ou autrement, comme bon leur semblera. Art. 5. Vne personne peut donner à ses enfans, nepueux ou niepces en ligne directe, par testament & ordonnance de derniere volonté, ses Fiefs & heritages, pour en ioyr par les donataires & leurs hoirs à titre de mort-gaige & sans descompt: & tant & iusques à ce que les heritiers du donateur les auront rachetez pour la somme de deniers apposee en ladicte Donation.

TOVRNAY Tit. 10. Art. 33. Le Seigneur d'vn Fief, peut iceluy donner par Testament donation d'entre vifs, parchon ou autrement, à ses enfans ou enfant maisnez à part de redimer, que l'on appelle mort-gage, en passant ladicte donne par deuant ledit Preuost & hommes, ou par deuant Tabellions pour en possesser par le donateur, iusques à ce que le fils ou fille aisnee dudict donateur ayant ou leurs hoirs racheté ledict mort-gaige, en payant pour iceluy telle somme, ou donataire ou à ses hoirs que ledit donateur y auroit mis pour ladite donation. Art. 34. Ledit droict de rachat ne se peut prescrire: mais demeure perpetuel à la volonté dudict aisné ou de ses heritiers à touſiours. Art. 35. Les fruicts de tel Fief donné à mort-gaige, demeurent au proufit dudict donataire ses hoirs ou ayans cause sans aucun descompt, ne pour raison d'iceux pouuoir diminuer ou ameurir le pris apposé audict rachat par le donateur. Tit. 22. Art. 2. que toutes personnes libres & de franche condition non aians enfans legitimes peuuent par Testament ou autrement faire & disposer de leurs biens tant meubles que heritages non Feodaux à leur plaisir & volonté, & les donner, legater ou autrement disposer d'iceux en tout ou en partie, à telles personnes, qu'il leur plaist, & ausdits donnes ou legats apposer telles charges & tels liens & conditions que leur plaist.

ARRAS Tit. 2. Art. 7. A vn chacun loist de disposer de ses meubles à son plaisir & volonté, soit par Testament ou autrement: sauf le mary à la femme, &

me, & la femme au mary durant leur mariage. Art. 8. Semblablement il loiſt à l'homme & à la femme, durant & conſtant leur mariage, ſoit qu'il y ait entrauestiſſement ou non, de diſpoſer par enſemble de leurs heritages par Teſtament ou autrement, reſerué touſiours le mary à la femme, & la femme au mary. Art. 9. S'il n'y a entrauestiſſement, il loiſt au mary luy ſeul de diſpoſer deſdits heritages pour la moitié, ſoit qu'ils procedent de ſon coſté, ou de ſa femme, ou qu'ils ayent eſté acquis durant leur conionction: ſauf à ſadite femme. Art. 12. Par le treſpas du premier mourant de deux conioincts par mariage: s'il y a enfant viuant iſſu de leur mariage, tant & ſi longuement qu'iceluy viura, le ſuruiuant eſt tellement lié & coarcté, qu'il ne peut vendre, charger n'aliener les heritages ſituez audit Eſcheuinage, dont iceux conioincts ont poſſedé durant leur cõionction. Mais trop bien peut iceluy ſuruiuant diſpoſer des meubles, & en faire à ſon plaiſir & volonté. Art. 13. Le ſuruiuant de deux conioincts, ſi les enfans iſſus de leurs mariages ſont terminez de vie par mort, peut & luy loiſt de diſpoſer de tous les heritages ſituez audit Eſcheuinage: dont ils ont poſſedé durant leur mariage: & les vendre, charger, ou aliener en tout ou partie, ſoit que leſdicts heritages procedent du premier mourant ou dudict ſuruiuant, ou qu'ils les ayent acqueſtez.

BAPPALMES Tit. 2. Art. 4. Si aucun donnoit par ſon Teſtament & ordonnance de derniere volonté ſes meubles & Catheux, telle diſpoſition doit ſortir ſon effect: pourueu que le ſuruiuant deſdits conioincts s'y conſente. Art. 5. Mais quant aux heritages de main-ferme ainſi donnez par Don teſtamentaire: ce ne doit ſortir aucun effect: ains ſe doiuent faire tels Dons pardeuant les Seigneurs, Bailly & hommes, dont iceux heritages ſont tenus.

HESDIN Titre premier. Article neufieſme. Il eſt permis à vn chacun donner à qui bon luy ſemble, le Quint de tous ſes Fiefs patrimoniaux, tant par don d'entre vifs que par Teſtament & diſpoſition de derniere volonté: pourueu que le Don ſoit par forme de Quint d'aumoſne: lequel eſt heredital, comme le Quint naturel.

LILIERS Titre premier. Article cinquieſme. Tous proprietaires d'heritages Feodaux peuuent diſpoſer par leurs Teſtamens & autrement du Quint & reuenus Feodaux, à qui bon leur ſemble.

NORMANDIE Chap. 16. Art. 399. Homme non marié ou n'ayant enfans, apres l'aage de vingt ans accomplis, peut diſpoſer de ſes meubles par Teſtament. Article 400. Ceux †† qui auront accomply ſeize ans, ſoit fils ou fille, pourront diſpoſer par Teſtament du tiers du meuble à eux appartenant. Article 403. Le teſtateur ayant enfans viuans ou deſcendans d'eux habilles à ſucceder, lors de ſon decés, ne peut diſpoſer de ſes meubles par Teſtament en plus auant que d'vn tiers: ſur lequel tiers ſont portez les frais des funerailles & legs teſtamẽtaires. Article 404. Neant-moins s'il † n'a que des filles ia mariees, & qu'il ſoit quicte de leurs mariages, il peut diſpoſer de la moitié, & l'autre moitié appartient à ſa femme. Art. 405. Et où ſa femme ſeroit predecedee, il peut diſpoſer du tout. Art. 407. Homme †† n'ayant enfans peut diſpoſer par Teſtamẽt ou Donation à cauſe de mort, du tiers de ſes acqueſts & conqueſts immeubles, à qui bon luy ſemble, autres toutesfois qu'à la femme & parens d'icelle: pourueu que le Teſtament ou Donation ſoit faite trois mois auant le decés, & qu'il n'ait diſpoſé dudit tiers entre vifs. Art. 410. Et quant aux autres perſonnes qui n'õt enfans, ils pourront donner à leurs heritiers ou autres perſonnes, telle part de leurs meubles, que bon leur ſemblera. Art. 411. Le pere peut donner par ſon Teſtament à ſon fils naturel aduoué, telle part de ſon meuble que la Couſtume luy permet donner à vn eſtranger. Article 412. Nul ne peut diſpoſer de ſon heritage & biens immeubles ou tenans nature d'iceux par Teſtament, ne en ſon Teſtament: encores que ce fut par forme de Donation ou autre diſpoſition entre vifs, ou que ce fut en faueur des pauures ou autre cas pitoyable, ſi ce n'eſt du tiers des acqueſts comme dit cy deſſus. Art. 414. Nul ne peut diſpoſer par ſon Teſtament de l'vſufruict de ſes heritages ou d'autres biens reputez immeubles, non plus que de ſon heritage. Toutesfois † il en pourra diſpoſer en recompenſe de ſes ſeruiteurs ou autres cauſes pitoyables: pourueu que l'vſufruict n'excede * le reuenu d'vne annee.

TOVRS Tit. 29. Art. 324. L'aage †† requis pour pouuoir faire Teſtament eſt aux maſles de vingt ans, & aux femelles de dixhuict ans accomplis, pour pouuoir teſter de leurs meubles & acqueſts immeubles: mais pour pouuoir diſpoſer de leurs propres, eſt requis, qu'ils ayent l'aage de vingt cinq ans. Art.

†† *Ceſt Article 400. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

† *Ceſt Article quatre cẽt quatre a eſté accordé pour Couſtume nouuelle, & acte accordé au Deputé d'Eureux, de l'vſage local par luy allegué que la moitié des meubles appartient à la femme. Laquelle ne peut eſtre chargee de laiz Teſtamẽtaires: & s'il y a enfans, ne peut eſtre teſté que d'vn ſixieſme. Et s'il n'y a enfans, ou s'il y en a qui ſoient naturs, il peut teſter de adite moitié.*

Source : BIU Cujas

Mais s'il n'y a femme n'enfans, il peut tester de tout son meuble: de laquelle Coustume sera informé.

†† *Ceſt Art 407. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

† *Ceſt Art. 410. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

†† *Ces mots,* Si ce n'eſt, du tiers, *&c. ſont adiouſtez pour Couſtume nouuelle.*

† *Ces mots,* Toutesfois il n'en, *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

* Aliàs, *n'excede tiers d'vne annee. P. V.*

†† *Ces Articles trois cent vingt quatre & trois cent vingt cinq, ſont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

325. Par Teſtament on ne peut diſpoſer de ſes biens plus que par Donation entre vifs, à perſonnes & à la maniere que dit eſt.

GRAND PERCHE Titre 7. Article 129. Toutes autres perſonnes peuuent donner par Teſtament, tous & chacuns leurs biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, enſemble le Quint de leurs propres à toute perſonne capable, ſoit parent ou autre. Art. 131. L'aage † pour pouuoir valablement teſter des meubles & acqueſts immeubles, eſt aux maſles de vingt ans accomplis, & quant aux femelles de dixhuict ans. Et pour le regard des propres, quant aux maſles & femelles de vingt cinq ans: & eſdits cas & aages peuuent les femmes eſtans mariees, diſpoſer ſans l'auctorité de leurs maris.

† *Ceſt Art. 131. eſt de nouuel introduit.*

ANIOV Titre 13. Art. 275. Homme & femme & chacun d'eux, peut retenir la moitié des fruicts de leur heritage de trois annees, pour eſtre employé en leur bien-faict: pourueu que la moitié deſdits fruicts de trois annees ioinctes auec ce qu'il auroit donné, n'excede ce qui leur eſt permis donner de leurs heritages & choſes immeubles.

Diſpoſition de trois annees de leurs heritages bonne: pourueu qu'elle n'excede auec ce qui eſt donné, ce que la Couſtume permet.

CHASTEAV-NEVF Chapitre 17. Article 113. Homme & femme conioincts par mariage & autres habilles & idoines à teſter, peuuent diſpoſer par Teſtament & ordonnance de derniere volonté, de tous leurs biens meubles & acqueremens immeubles, & du Quint de leurs propres, auec le reuenu d'vne annee de tous iceux propres à leur plaiſir & volonté, & les donner & laiſſer à qui leur plaira: pourueu que les legataires ſoient perſonnes capables, & que les enfans des teſtateurs ne ſoient priuez & fruſtrez de la legitime à eux deuë de droict de nature.

Teſtament & ordonnance de derniere volonté, de tous meubles acqueremens immeubles, & du Quint des propres: auec le reuenu d'vne annee.

CHARTRES Chapitre dixſeptieſme. Art. nonante vn. p. *a Chaſteauneuf.* & le z donner, &c. nature. Et eſt ladite Couſtume accordee par tout le Bailliage: ſauf és v. Baronnies & Perche-Gouet: & par Couſtume locale dudit lieu, les conioincts ne peuuent quant aux propres donner l'vn à l'autre, que le Quint tenu en Fief, & le quart tenu en Cenſif, & non le reuenu d'vne annee. Et quant au ſurplus a ladite Couſtume lieu eſdites Baronnies & Perche-Gouet.

Legitime.

Les conioincts ne peuuent quant aux propres donner que le Quint en Fief, & le quart en Cenſiue: & non le reuenu d'vne annee.

DREVX Chap. 18. Art. 81. p. *à Chaſteau-neuf.* par Loy de mariage, &c. à teſtamenter & ordonner par Teſtament & derniere, &c. immeubles à leur plaiſir & volonté, & les donner & laiſſer à qui leur plaira: pourueu que les legataires ſoiét capables de prendre & accepter leſdits legs, & que les enfans ou heritiers du teſtateur ne ſoient fraudez de leur legitime, &c. Art. 82. Et ſemblablement par leur Teſtament peuuent diſpoſer de leurs heritages propres, iuſques à la v. partie en Fief, & de la quarte en cenſif, auec vne annee de tout le reuenu de tous les propres heritages: pourueu auſſi que les enfans heritiers du teſtateur ne ſoient priuez & fraudez de leur legitime.

Legitime gardee aux enfans.

BLOIS Chap. 12. Art 173. Par Teſtament l'on pourra donner de ſes heritages patrimoniaux le quart en Cenſiue, & le Quint en Fief tant ſeulement.

BERRY Tit. 18. Art. 1. Chacun †† peut faire Teſtament, & par iceluy faire premiere inſtitution d'heritier, tant de celuy qui luy doit ſucceder ab inteſtat, que d'autre perſonne eſtrange, & faire legs, tant pour le ſalut de ſon ame qu'autrement: pourueu que le teſtateur ſoit a en pleine puberté, à ſçauoir en l'aage de xviii. ans.

Teſtament faict par le teſtateur aagé de xviii. ans, contenant premiere inſtitution d'heritier & legs.

BOVRBONNOIS Chapitre vingt-quatrieſme. Article deux cent nonante & vn. Aucun ne peut par Teſtament, Codicille, Donation, ayant traict à mort, inſtitution ou autre diſpoſition de derniere volonté, diſpoſer de ſes biens, que de la quatrieſme partie chargee de tous legs & funerailles: tellement qu'il faut que les trois quarts demeurent à l'heritier franchement,

†† *Ceſt Art. 1. eſt nouuelle Couſtume, quãt à l'aage ſeulement.*

z Ceſte Couſtume ſe doit entendre ſainement ſalua legitima, ſans fraude, nullité & ſuggeſtion, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 8. Aouſt 1575. pour vn Aduocat de la Cour appellant, & les parties furent miſes hors de Cour ſur l'appel, & euoquant le principal, & y faiſant droict, la Cour a caſſé & caſſe le Teſtament, & ordonné que les conuẽtions de mariage ſeront deliurees à la mere, & le ſurplus ſera partagé egalement entre les enfans. Pareil Arreſt du 23. Aouſt 1584. pour le fils de M. Morel, contre Camille.

a Par ceſte Couſtume il eſt certain que la Subſtitution n'eſt permiſe en Berry: & que Subſtitution generale de tous biens, ſoit par Donation ou autre contract entre vifs, ne par Teſtament ne peut ſubſiſter: mais bien de quelque choſe particuliere, cõme d'vne maiſon ou autre heritage dõnee ou leguee pour venir à

Source : BIU Cujas

Teſtateur doit auoir l'aage de pleine puberte, qui eſt de xviii. ans.

On ne peut diſpoſer par Teſtament ou autre diſpoſition de derniere volonté que de la 4. partie de ſes biens chargee de tous legs & funerailles: demourant lès trois quarts à l'heritier franchement, ſans charge de legs ne funerailles. Autremẽt ſ'il excede, le tout eſt reduit.

quelqu'vn en cas qu'il n'ait enfans, ou autre charge legitime.

b Arriano ἐκ τῶν ἐσχάτων in Iudicis, L. 40. §. 1. D. de adopt.

cum prætor §. 1. D. de iudic. l. quidam conſulebat 57. D. de re iud. minorem Inſt. de adopt. l. ad rogato. l. Mela 14. D. de alim. legatis.

ſans charge de legs ne funerailles: & s'ẽtẽd ladite iiii. partie des biẽs dudit defũct, ſes debtes payees & acquitees: mais ſi ladite diſpoſition comprins les legats, excede la iiii. partie, le tout eſt reduit audit quart, *pro rata* & aũ ſol la liure ſur chacun de ceux, au profit deſquels auroit eſté diſpoſé ou legué. Et quant la diſpoſition eſt moindre que du quart, celuy au profit duquel elle eſt faite, n'eſt chargé d'aucun legs & funerailles, ſinon que l'heritier ab inteſtat luy vouſiſt ſuppleer, iuſques audit quart: lequel audit cas eſt chargé de tous les legs & funerailles.

Legataire de moindre part que du quart n'eſt tenu aux legs & funerailles: ſinon, &c.

AVVERGNE Chap. 12. Article 41. Et ne peut aucun par Teſtament, Codicile, n'autre diſpoſition de derniere volonté, diſpoſer de ſes biens à pies cauſes, n'autrement au preiudice de l'heritier ab inteſtat que d'vn quart chargé de tous legats, & de la iv. partie des debtes & iv. partie des funerailles. Art. 42. Et ſe doit prendre ledit quart par la main des heritiers ab inteſtat, ſans ce que les legataires s'en puiſſent dire ſaiſis. Art. 44. *S'il aduient que les heritiers inſtituez par ledit Teſtament ou diſpoſition de derniere volonté, fuſſent heritiers ab inteſtat ou conuentionnels par traicté de mariage ou aſſociation, ils n'auront que les trois quarts, ſans prendre aucun profit du Teſtament ſur ledit quart: qui ſera reduit & diſtribué entre les autres legataires au ſol la liure: & ce au cas que les autres legats monteroient le quart des biens dudit defunct.* Art. 45. Mais ou iceux legats ne monteroient le quart deſdits biens, le reſidu d'iceluy quart reuiendra au profit du legataire: poſé qu'il ſoit heritier ab inteſtat ou conuentionnel. Art. 46. Et s'il eſtoit prelegué aucune choſe à vn heritier ab inteſtat, le legat vaudroit de la quarte partie des biens du defunct au preiudice des autres heritiers venans ab inteſtat: comprins tous autres legats & reduction faite dudit quart. Art. 47. Toutesfois ſi l'heritier inſtitué reputé legataire par la Couſtume n'eſt heritier ab inteſtat il prendra trois quarts dudit quart: & l'autre quart reſtant d'iceluy quart ainſi reduit, ſera diſtribué entre les legataires au ſol la liure. Art 48. Et ne ſeront leſdites ordonnances & diſpoſitions de derniere volonté ainſi reduites au quart inualidees par faute d'inſtitution d'heritier caducité ou retention, n'auſſi par faute de nombre de teſmoins requis de droict: pourueu qu'il y en ait deux auec le Notaire ou quatre teſmoins ſans Notaire.

Legataires doiuent prendre le quart par la main de l'heritier, & ne ſont ſaiſis autrement.

Heritiers abinteſtat ou conuentionnels, ores qu'ils ſoiẽt inſtituez par le Teſtament, ne prendront que les trois quarts, ſans prendre profit ſur le quart qui ſera diſtribué entre les autres legataires au ſol la liure, ſi les legats montent le quart, autrement le reſte luy appartient.

Prelegat vaut de la quarte partie fait à vn heritier ab inteſtat.

LA Marche, Chap. 19. Art. 212. Aucun ſoit Noble ou roturier, ne peut par Teſtament ou autre diſpoſition ayant traict à mort, diſpoſer de ſes biens, ſinon de la tierce partie & au deſſous, *ad pias cauſas*, ou autrement à ſon plaiſir. En laquelle tierce partie ſont comprinſes les funerailles & tous legats: tellement que les deux tierces doiuent demourer franchement & quittement à l'heritier ab inteſtat ſans charge de funerailles & legats. Et s'il y a don ou legat fait à pluſieurs perſonnes, & le tout excede la tierce partie, ſera reduit au tiers, au ſol la liure. Et † ſi le pere ou mere auoient diſpoſé dudit tiers au profit de l'vn de ſes enfans, telle Donation eſt bonne & valable. Toutesfois elle demoure chargee de toutes les debtes obſeques & funerailles & legs teſtamẽtaires, & en iouira ledit donataire par preciput & aduantage par deſſus ſes autres freres & ſœurs, ſans d'icelle en faire aucun rapport. Art. 251. & 252. p. *a Auuerg.* Art. 44. 45. & 46. reduction du tiers comme deſſus. Art. 253. Les Ordonnances & diſpoſitions, &c. p. *a Auuergne.* Art. 48. ne ſont inualidees, &c. Notaire, Curé ou Vicaire, ou quatre teſmoins, ſans le Curé, Vicaire ou Notaire, ou que ledit Teſtament ait eſté eſcrit & ſigné par le teſtateur.

Quelle nombre de teſmoins requis pour la validité d'vn Teſtament.

POICTOV Titre cinquieſme. Article deux cent ſeptante ſix. L'aage †† de pouuoir faire Teſtament, eſt au fils de vingt ans, & à la fille de dixhuict ans accomplis, pour pouuoir diſpoſer de leurs immeubles: & pour diſpoſer de leurs meubles, eſt au fils de dixſept ans, & à la fille de quinze ans accomplis, ſi pluſtoſt n'eſtoient mariez. Et audit aage fils & fille peuuent teſter ſans l'auctorité de leur pere.

On ne peut diſpoſer que de la tierce chargee de legs & funerailles: demourans les deux tierces franchement à l'heritier ab inteſtat, ſans charge de legs & funerailles.

ANGOVMOIS Chapitre neuf. Article cent dixneuf. Peut vn fils de famille aagé de dixſept ans accomplis, faire Teſtament, ſans auctorité de pere:

† Ces mots, Et ſi le pere,

Source : BIU Cujas

&c. ſont de nouuel adiouſtez.

Donation du tiers au profit des enfans eſt bonne, & eſt chargee de debtes, obſeques, funerailles & legs teſtamentaires, & n'eſt ſuiette à rapport.

†† *Ceſt Article deux cent ſeptante ſix a eſté de nouuel accordé, & mis au lieu de partie du deux cent vnzieſme Article ancien.*

Fils & fille ayant l'aage requis par la Couſtume peut teſter ſans auctorité du pere.

& vaut & tient ledit Teſtament par la Couſtume.

XAINCTONGE Titre dixieſme. Article octante quatre. Toute perſonne habille à teſter, qui a biens immeubles obuenus par ſucceſſion, peut diſpoſer à ſon plaiſir & volonté des meubles & acqueſts immeubles, & de la tierce partie de ſon heritage, s'il † n'a enfans naturels & legitimes. Article octante cinq. Mais s'il n'a point d'heritage, peut ſeulemẽt diſpoſer des meubles, & de la tierce partie des acqueſts, *etiam* en aduantageant l'vn des heritiers preſomptifs: mais lors des deux parties deſdits acqueſts ne peut diſpoſer. Article 86. Et ſi le mourant n'a heritages de ſucceſſion n'y acqueſts immeubles, peut tant ſeulement diſpoſer par derniere volonté de la tierce partie des meubles, en la maniere ſuſdite és acqueſts immeubles. Art. 88. Ou aucun n'a point d'heritages obuenus par ſucceſſion, les acqueſts immeubles ſont cenſez heritages. Et où il n'y a heritages obuenus par ſucceſſion ny acqueſts immeubles, les meubles ſont cenſez heritages. Art. 89. Aucun par ſon Teſtament ou autre derniere volonté, ne peut faire que les deux parties de ſon heritage, ou de ce qui eſt cenſé heritage, ne viennent à ſes heritiers preſumptifs, franches & quittes de tous Dons & legats.

BOVRDEAVX Chapitre cinquieſme. Article ſoixante. Aucun en ſon Teſtament ne peut ſon plus prochain parent en degré de lignage deſheriter des biens immeubles, qui luy ſeront venus par ſucceſſion: mais faut que le laiſſe les deux parts des biens immeubles, francs & quittes, ſans charge d'aucuns legats & Donations: reſeruẽ que les debtes ſe doiuent premierement prendre ſur tous les biens de la ſucceſſion: & ne vaut aucune choſe, Teſtament ou Codicile au contraire. Article ſoixante vnieſme. Et du tiers de l'heritage pourra diſpoſer à ſon plaiſir: mais des deux parties, chacun des plus prochains, doit auoir quelque choſe meuble ou immeuble, au plaiſir du teſtateur: mais peut laiſſer à l'vn plus qu'à l'autre. Et des deux parties ne pourra laiſſer aucune choſe aux eſtrangers en ſucceſſion collaterale.

ACS Titre premier. Article premier. Des biens auitins, vulgairement dicts papoaux, l'on ne peut diſpoſer par Teſtament ne autrement faire par titre purement lucratif, que leſdits biens ne viennent au plus prochain lignager, habille à ſucceder: toutesfois peut l'on leguer raiſonnablement deſdits biens, ſelon la faculté d'iceux. Article deuxieſme. C'eſt à ſçauoir qu'és biens & lieux, ou l'aiſné ſuccede vniuerſellement, le pere ou mere, s'il y a pluſieurs enfans naturels & legitimes, pourra diſpoſer d'vne tierce partie entre les enfans puiſnez, ſans aucune choſe laiſſer de ladicte tierce, à l'heritier ſi faire ne le veut. Article troiſieſme. Et celuy qui n'a enfans, s'il eſt conioinct par mariage pourra leguer ou donner, la tierce partie à ſon conioinct, à ſçauoir le mary à la femme, & la femme au mary. Article quatrieſme. Toutesfois telle tierce donnee ou leguee, ſera touſiours rachetable par le vray heritier, en quelque main qu'elle aille, en payant par luy à celuy qui la tiendra l'eſtimation qui en ſera faicte par les gens expers à ce commis par Iuſtice du conſentement des parties, enſemble les loyaux decouſtemens. Article 5. Et laquelle tierce partie s'entend, deduits prealablement les debtes du defunct ſur le tout. Article 7. Des biens meubles & acqueſts immeubles, chacun peut diſpoſer à ſon plaiſir & volonté durant ſa vie, & à la fin de ſes iours les donner & laiſſer tous à vn eſtranger.

S. SEVER Tit. 12. Art. 1. Chacun habitant d'icelle, eſtant en aage & non empeſché d'empeſchement de Droict, eſt teſtable & peut faire Teſtament de ſes biens & choſes. Article deuxieſme. Et peut diſpoſer des biens acquis à ſon plaiſir & volonté. Article 4. Et des biens auitins & papoaux, ne peut diſpoſer par Teſtament au preiudice de ceux qui luy doiuent ſucceder ab inteſtat, ſinon raiſonnablement. Article cinquieſme. p. *à Acs.* Article deuxieſme. ſçauoir és biens, &c. le pere & mere, &c. Article ſixieſme. p. *à Acs.* Article troiſieſme. mary & autrement pour ſon ame. Article 7. & 8. p. *a Acs.* Art. 4. & 5. s'entend deduits, &c.

BAYONNE Tit. 11. Art. 1. Maſles eſtant hors la puiſſance d'autruy de l'aage de xiiii. ans & femelle de xiii. ans accomplis peuuent faire Teſtament. Art. 11.

† *Ces mots, S'il n'a enfans, &c. ſont de nouuel adiouſtez.*

Acqueſts & meubles en quels cas ſont cenſez heritages.

L'Heritier preſomptif doit auoir les deux parties de ſon heritage, ou de ce qui eſt cenſé heritage franc & quittes de tous Dons & legats.

On ne peut deſheriter le plus prochain parent pour les deux parts des biens propres.

Debtes.

Biens auitins ou papoaux doiuent venir au plus prochain habille à ſucceder.

Legs raiſonnables des biens auitins.

Legs fait de la tierce par le mary à la fẽme, & è contra quand il n'y a enfans, & ſe peut icelle racheter par l'heritier.

Diſpoſitiõ des meubles & acqueſts immeubles.

Quelles perſonnes peuuent faire Teſtamẽt.

Aage pour faire Teſtamẽt.

Source : BIU Cujas

Testament pour les biens auitins. Celuy qui n'a point d'enfans, par ſon Teſtament peut diſpoſer des biens auitins à ſon plaiſir & volonté: entre les parens, dont les biens ſont venus, & les laiſſer tous à l'vn d'iceux, ſi bon luy ſemble. Art.12. Reſerué la maiſon principale : laquelle doit touſiours demourer au premier frere ou celuy qui repreſẽte, ou ſœurs apres s'il n'y a freres. Art.13. Et s'il n'y a freres ne ſœurs, n'iceux repreſentans, à l'aiſné des couſins germains : ainſi des autres en plus loing degré, en defaut de couſins germains. Art.14. Toute perſonne eſtant en aage de teſter, poſé qu'il ſoit en puiſſance d'autruy, ait enfans ou non, peut diſpoſer des biens meubles & immeubles, par luy & ſon induſtrie acquis en vie & mort, par quelque titre que ce ſoit, & à quelque perſonnage qu'il veut, fils ou eſtranger, à ſon plaiſir & volonté. Art.15. Sans ce qu'aucun des enfans puiſſe impugner telle diſpoſition & volonté, par preterition ou autrement, ſi n'eſt doreſnauant, iuſques à ladite portion que deſſus.

Lar.

Testament pour biens meubles & immeubles acquis par le teſtateur & ſon induſtrie.

Aage de faire Teſtament.

LA BOVRT Tit.11. Art.1. Chacun Seigneur de ſes droicts, ſoit maſle ou femelle, peut faire Teſtament, ayant l'aage de quinze ans accomplis & auant non. Article 2. Celuy qui eſt en puiſſance d'autruy, ne peut faire Teſtament, auant l'aage de xviii. ans accõplis, & iceluy aage paſſé peut teſter des biẽs à luy appartenans. Art.3. Chacun peut diſpoſer de ſes acqueſts à ſon plaiſir & volonté par Teſtamẽt ou autre derniere volonté: pourueu que s'il y a enfans, il laiſſe à chacun d'eux quelque choſe deſdits acqueſts, ſi peu ſoit il, ſans que les enfans puiſſent autre choſe demander. Toutesfois ſur iceux acqueſts, ſe font les frais & miſes de leurs funerailles : & en defaut d'iceux des biens auitins. Art. 4. Des biens auitins l'on peut teſter, que du conſentement de celuy qui doit ſucceder, & s'il eſt fils, faut qu'il ſoit emancipé.

On ne peut teſter des biens auitins ſans le conſentemẽt de l'heritier.

SOLE Tit.26. Art.1.2.3.& 4. p. *à La Bourt* 1.2.3.& 4.

BAR Tit.8. Art.98. Perſonne franche peut par Teſtament diſpoſer de ſon heritage de ligne, iuſques à la vi. partie : enſemble de tous ſes meubles & acqueſts: leſquels il peut donner à qui bon luy ſemble. Neant-moins où il n'y auroit que meubles & acqueſts n'en pourroit diſpoſer que de la iv partie au preiudice de ſes enfans.

SEDAN Tit.7. Art.124. Toutes perſonnes aagees ſuffiſamment, à ſçauoir le maſle de xx.ans, & la femelle de xviii. ans accomplis peuuent faire Teſtament, & par iceluy diſpoſer de tous leurs biens meubles & conqueſts immeubles à perſonnes habiles & capables: mais pour pouuoir diſpoſer de leur naiſſant, faut que tant les maſles que les femelles, ayent atteint l'aage de xx.ans. Auquel cas, ils peuuent diſpoſer d'vn quart de leur naiſſant, à perſonnes habiles & capables. Art. 125. Toutesfois ſi telles perſonnes ayans attaint l'aage de xx. ans delaiſſoient par Teſtament plus que le quart deſdits heritages propre & naiſſant, le legs teſtamentaire ne ſera pourtant nul: mais ſera reduit au quart : tellemẽt que les trois quarts deſdits heritages propre & naiſſant, demeureront aux heritiers du teſtateur franchement & deſchargez de toutes debtes, funerailles & legs teſtamentaires.

Art.296. PARIS.

Mary ne peut diſpoſer par Teſtament au preiudice de ſa femme, des biens meubles & conqueſts immeubles communs: ſinon pour la moitié qui luy reuient.

Le mary par [c] ſon Teſtament ou ordonnance de derniere volonté, ne peut diſpoſer des biens meubles & conqueſts immeubles, communs entre luy & ſa femme, au preiudice de ladite femme, ne de la moitié qui luy peut appartenir en iceux par le treſpas de ſon mary.

[c] Ceſt Article deux cent nonante ſix depend de l'Article deux cent vingt cinq de Paris mis cy deſſus Titre dixieſme, & ſert de l'exception & limitation audit Article deux cent vingt cinq. Par lequel il ſe cognoiſt que le mary, qui eſt maiſtre des meubles, acqueſts & conqueſts, peut les vendre, aliener, hypothequer ou autrement en diſpoſer par Donation ou autre diſpoſition entre vifs, à ſon plaiſir & volonté, ſans le conſentement de ſa femme, à perſonne capable & ſans fraude. Toutesfois il ne peut diſpoſer d'iceux par Teſtament ou ordonnance de derniere volonté, pour la part & portion qui reuient à la femme: Ce que quelques Couſtumes ont mis conioinctement en vn meſme Article, comme celles de Meaux Article ſoixante. Troyes Article octante quatre. Chaumont Article ſoixante huict. Ceſt Article 296. ſ'eſtend ſeulement quand l'auctorité du mary ceſſe, & que la femme a autant droict aux biens communs que les heritiers du mary.

Source : BIU Cujas

CONFERENCE.

CALAIS Tit.6. Art.89.p. *à Paris.*

MEAVX Chap.9. Art.60. Combien que le mary aye adminiſtration & diſpoſition liberale de pouuoir aliener par contracts entre vifs, les biens meubles & conqueſts immeubles communs & appartenans auſdits mariez, durant ledit mariage: neant-moins ledit mary par Teſtament ou ordonnance de derniere volonté, ne peut diſpoſer deſdicts biens, debtes & conqueſts immeubles, quant à la portion de la femme, & au preiudice d'icelle ou de ſes heritiers: ne pareillement la femme, au preiudice de ſon mary ou ſes heritiers, quant à ſa portion.

MELVN Chap.16. Art.248.p. *à Paris*, par †† Teſtamẽt & ordonnance, &c femme plus que ſa moitié.

†† *Ceſt Art. 248. a eſté adiouſté comme ancien.*

AVXERRE Tit.12. Art.237.p. *à Paris.* moitié d'iceux, qui peut appartenir à la femme, aduenant le treſpas de ſon mary.

ESTAMPES Chap.9. Art.104.p. *à Paris.* Teſtament ne peut, &c. de ſadite femme: ains ſeulement diſpoſer de ſa moitié.

DOVRDAN Tit.9. Art.102.p *à Paris.* & ordonnance, &c. conqueſts, &c. preiudice d'icelle, &c. & la moitié, &c.

MONTFORT Chap.8. Art.90 p. *à Paris* preiudice d'icelle, &c.

MANTE Chap.14. Art.157.p. *à Paris.* au † preiudice de la Communauté, ſinon de ſa moitié.

† *Le 157. Art. eſt adiouſté comme ancié & omis.*

CLERMONT Tit.11. Art.133. Le †† mary & la femme par leurs teſtamẽs & ordonnance de derniere volonté, ne peuuent diſpoſer des biens meubles & conqueſts immeubles communs entre eux, au preiudice l'vn de l'autre: c'eſt à ſçauoir de la moitié qui peut appartenir en iceux au ſuruiuant.

†† *Ceſt Art. 133. eſt adiouſté comme ancien & omis en l'ancien Couſtumier.*

VALLOIS Tit.7. Art.86. Et des conqueſts qui auroient eſté faits par deux perſonnes conioincts par mariage, l'vn d'iceux peut donner ou autrement diſpoſer par ſon Teſtament, à toutes perſonnes, la moitié de tous les acqueſts & biens meubles: & ſi peut faire Donation de ſes acqueſts.

TROYES T.5. Art.84. *A la fin.* p. *à Meaux.* liberale par contracts d'entre vifs, de pouuoir aliener les biens, &c. ou autre ordonnance en deniere volõté, &c. ſon mary & quant à, &c.

CHAVMONT Tit.4. Art.68.p. *à Troyes.*

LAON T.7. Art.66. Sil'vn des conioints par mariage fait vn leg de quelque eſpece de meubles, tel leg doit auoir effect pour le total de ladite eſpece: combien que la moitié deuſt appartenir au ſuruiuant. Mais les heritiers du teſtateur ſont tenus de recompenſer le ſuruiuant de la moitié dudit meuble. Art. 67. Toutesfois ſi † c'eſtoit meuble precieux, qui fut de lõg temps de la maiſon, & venu de pere en fils, où tel meuble auroit eſté legué par l'vn des conioints, le ſuruiuant le pourra entierement auoir, en baillant au legataire l'eſtimation d'iceluy.

Legs en eſpece fait en eſpece par l'vn des conioints, a lieu, mais les heritiers tenus de recõpenſer pour la moitié: & ſi c'eſt meuble precieux, le ſuruiuant le peut auoir.

† *Ceſt Art. 67. eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

CHALONS T.11. Ar.173.p. *à Laon.* Art.66. & 67. legue à aucune perſonne, quelque piece de meuble, qui eſtoit commune entre leſdits cõioints, tel legs vaudra: & eſt tenu l'heritier du teſtateur recompenſer, &c. du meuble: ſinon que ce fut meuble precieux, & auquel le ſuruiuant auroit eu affection pour eſtre venu de pere en fils, ou autre bonne & notable cauſe. Auquel cas le ſuruiuant le pourra auoir entierement, en payant au, &c.

REIMS Titre dixieſme. Article 294. Auſſi le mary ne peut diſpoſer par Teſtament au prouſit de quelque perſonne que ce ſoit, au preiudice du chois, que la femme ſuruiuant ſon mary voudroit faire, de partir contre les heritiers de ſon mary. Car nonobſtant les legs faicts par le mary, de ſes meubles ou heritages ſuiets audit chois, elle iouira de la moitié d'iceux, trouuez au iour du decés de ſon mary: ſauf aux legataires leur recours contre les heritiers du mary. Art. 295. Pareillement la femme ne peut diſpoſer par Teſtament des heritages acquis conſtant ledit mariage, au preiudice de l'vſufruict qu'aura ſon mary en la ſuruiuant en la moitié d'iceux: toutesfois les legataires auront la proprieté, auec laquelle ſera conſolidé l'vſufruict, apres le treſpas de ſondit mary.

S. QVENTIN T.2. Art.23. Le mary ne peut par ſon Teſtament diſpoſer que de la moitié des meubles & debtes communes entre luy & ſa femme. Art. 24. Homme Noble marié peut par ſon Teſtament diſpoſer de ſes biens meubles de quelque qualité qu'ils ſoiẽt, iuſques à la valeur de la moitié, de tous ceux qui luy appartiẽnẽt & à ſa fẽme en cõmun: & apres ſon treſpas, eſt ſa femme tenue de deliurer les biẽs leguez aux legataires, iuſques à la moitié ſeulemẽt: nõobſtãt que ſi le

mary n'en auoit disposé, seroient tous iceux biens à sa vefue, comme dit est.

AMIENS Tit. 3. Art. 63. & 64. p. *a Laon*. Art. 66. & 67. de † pere en fils auquel cas l'heritier le peut entierement retenir & auoir &c.

CHAVNI Tit. 11. Art. 61. Quand l'vn des conioints par mariage donne ou legue par Testament ou ordonnance de derniere volonté, quelque piece de meubles en espece & nature, tel laiz ou Don doit sortir effect: mais &c. p. *a Laon* Art. 66. de la moitié de la valeur d'iceluy meuble.

CAMBRAY Tit. 7. Art. 7. Par Testament aduancement ou ordonnance aiant traict à la mort, le mary ne peut preiudicier au droict que sa femme a en la moitié d'iceux, sans le consentement expres d'icelle.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 4. Art. 4. Le mary ne peut greuer sa femme és biens meubles & acquests par Testament n'ordonnance de derniere volonté: n'aussi semblablement ou droict de son Douaire.

GRAND PERCHE Tit. 7. Art. 132. p. *a Paris*. Testament ne peut &c. acquests & conquests immeubles &c. ains seulement peut disposer de sa moitié.

POICTOV Tit. 3. Art. 245. Par Testament ou Donation pour cause de mort, le mary ne peut preiudicier à sa femme, ains peut disposer de la moitié tant seulement.

XAINCTONGE Tit. 8. Art. 690. Aussi le mary par Testament ou autre derniere volonté ne peut disposer de la moitié des meubles & acquests immeubles appartenans à la femme: posé ores qu'il fut seul contractant.

BAYONNE Tit. 9. Art. 30. Par Testament le mary ne peut disposer des acquests, sans le consentement de sa femme, sinon que de sa moitié.

SEDAN Tit. 7. Art. 131. Le mary par Testament & ordonnance de derniere volonté ne peut au preiudice de sa femme, ny semblablement la femme au preiudice de son mary, disposer des biens meubles & conquests immeubles communs entre eux. Art. 132. En maniere que si celuy qui decede a donné ou laissé par son Testament aucune chose desdits meubles & conquests, il faut que l'heritier du testateur le rachete pour moitié, ou le paye au legataire au chois du suruiuant, à l'estimation de ce qu'il vaudra: & que la moitié desdits meubles & conquests immeubles communs entre le mary & la femme, demeure au suruiuant d'eux deux: n'estoit que ledict legs eust esté faict du consentement du suruiuant: lequel suruiuant est chargé de la moitié des debtes & frais de Sepulture seulement, & les heritiers des legs testamentaires & accomplissement, du Testament du defunct pour le tout.

Voyez Melun. Art. 212. Auxerre. Art. 200. Mante. Art. 122. Laon. Art. 18. Chalons. Art. 21. Niuernois. Chap. 23. Art. 3. Montargis. Chap. 8. Art. 3. Sens. Art. 278. Aniou. Art. 289. & le Maine. Art. 304.

† *Cest Art. 63 & 64. sont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

Art. 297. PARIS.

Executeurs testamentaires sont saisis des biens meubles durant l'an & iour pour l'accomplissement du Testament: et tenus faire faire inuentaire en diligence, l'heritier present ou appellé.

Les d Executeurs testamentaires sont saisis durant l'an & iour du trespas du defunct des biens meubles demeurez de son decez pour l'accomplissement de son Testament si le testateur n'auoit ordonné que ses Executeurs fussent saisis de sommes certaines. Et †† est tenu ledict Executeur de faire faire d inuentaire en diligence, si tost que

†† *Ces mots,* est tenu ledict *&c. iusques à la fin ont esté adiouſtez pour l'aduenir à ceſt Art. 297. qui estoit le quatre vingt quinziéme de l'ancien.*

d Tels sont nommez dispensatores seu curatores testamentorum Nou. Leonis & Max. de testam. cleric. No. 68. & à Doctoribus dicũtur nudi ministri, Dispensatores, executores. Et ne dure leur charge qu'vn an & iour, & veritablement comme dict Papinian in l. pecuniæ sortem 8. D. de adm. leg. ea res præsentem ac momentariam curam iniungit. In testamento Theophrasti & Stratonis apud Laertium ἐπιμελητὴς τ ἐντῆ διαθήκης γεγαμένον. Bartole sur la Loy suiuante a traicté plusieurs choses touchant la charge & functions des Executeurs, suiuant lesquelles opinions plusieurs choses ont esté mises dans les Coustumes des Prouinces, & Balde Cynus, Salicet & autres sur la Loy, id quod pauperibus. 24. & l. 28. C. de Episc. & cleric. Et in l. 78. §. Mæuia. D. ad Treb. curatores substantiæ.

d La confection d'inuentaire est ordonnee aux executeurs testamentaires, ne plus ne moins qu'aux Tuteurs & Curateurs: afin que lesdicts Executeurs ne recellent cachent, latitent ou s'approprient aucuns des biens du defunct, & en sont tenus rendre bon compte tant de ce qui sera contenu en l'inuentaire, que de l'execution testamentaire l'an & iours passez pardeuant le Iuge ordinaire des lieux, sinon en quelques lieux où les Iuges d'Eglise & laiz en ont cognoissance par preuention, ainsi qu'il sera dict cy dessous en l'Addition de ce Titre XIV. nombre VI. & VII. Au reste on peut demander si la confection d'inuentaire lequel les Executeurs de Testament, sont tenus par la Coustume de faire, se peut remettre par le testateur. Par le droict ciuil, il est certain que le testateur peut prohiber au Tuteur de faire aucun inuentaire de ses biens le texte y est formel in l. vlt. C. arb. tut. Bartol. in l. 55. D. de legat. 1. Et se peut le mesme dire des

Source : BIU Cujas

Executeurs de Testament. Ancharanus 3.q. 22. num. 4. 5. 6. & 7. 8.9. & 10. tient que le testateur ne peut remettre la confection de l'inuentaire à vn vsufruictier. l. 1. C. de vsufr. Et nonobstant telles defenses faictes par ledict defunct le Iuge peut contraindre les Tuteurs, comme aussi les Executeurs à faire ledict inuentaire. C'est pourquoy aucuns sont d'aduis que telles defenses ne sont suffisantes pour empescher qu'ils ne soient astraincts de faire bon & loyal inuentaire. Nemo potest facere quin leges locum habeant, quæ nullius specialiter sed publicam vtilitatem respiciunt. l. nemo. 54. l. si quis inquilinos 112. §. vlt. D. de leg. 1. l. 8. D. de condic. inst. l. 13. C. de testam. Le testateur peut bien remettre telle confection d'inuentaire à son heritier, comme M. Cuias escrit sur la Nouuelle 1. Mais aucuns estiment que le testateur ne le peut faire au preiudice des creanciers: & que seulement il le peut remettre au preiudice des legataires, donataires & coheritiers. Balde est de contraire aduis ad l. vlt. C. arb. Tut. Au reste pour la confection d'inuentaire que les Executeurs sont tenus faire faut voir la Loy nulli 28. C. de Episc. & cleric. & ce qui est escrit par Balde, Cynus & autres sur icelle mesmes expressement Balde in l. si quis pro redemptione 26. C. de donat. Les heritiers aians satisfaict à ce qui est ordonné par la Coustume des lieux, doiuent demourer saisis durant l'an & iour, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest mesmes le 21. Decembre 1567.

le Testament est venu à sa congnoissance, l'heritier presomptif present ou deuement appellé.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 6. Art. 90. p. *à Paris.* appellé, s'il est au pays, ou en son absence le Procureur du Roy. Et neantmoins si l'heritier veut mettre promptement entre les mains de l'executeur deniers suffisans pour l'accomplissement du Testament, est tenu l'executeur s'en contenter.

MEAVX Chap. 6. Art. 34. Les † Executeurs sans faire inuentaire des biens meubles demeurez du decez, l'heritier ou heritiers presens ou appellez, ne se peuuent dire saisis. Art. 35. L'Executeur d'aucun Testament, apres inuentaire deuement faict, est saisi dedans l'an & iour de tous les meubles demeurez du decez. Et supposé que l'heritier offre accomplir le Testament & de bailler caution, ou de laisser és mains de l'Executeur autant que le montent le clerc du Testament, l'Executeur toutesfois dedans ledict an & iour ne sera dessaisi.

MELVN Chap. 16. Art. 251. Les Executeurs d'vn Testament, pour l'accomplissement dudict Testament, sont saisis des biens meubles delaissez par le testateur, dedans l'an & iour de son decez: †† desquels sont tenus faire inuentaire appellez les heritiers du testateur, s'ils sont presens & * demourans audit Bailliage: sinon le Procureur du Roy ou de la Seigneurie, ou les biens seront trouuez, appellé.

SENS Tit. 8. Art. 75. Executeurs de Testament sont saisis, apres le decez du testateur, des meubles & conquests immeubles d'iceluy defunct, durant l'an & iour de l'execution. Toutesfois ils doiuent prendre lesdicts biens par Iustice, sous inuentaire, l'heritier present ou appellé, s'il est demeurant au lieu: sinon le Procureur du Roy ou des Seigneurs, presens † ou appellez par celuy qui aura interest.

AVXERRE Tit. 12. Art. 232. p. *a Sens.* Meubles & immeubles pour l'accomplissement du Testament & iusques à la concurrence d'iceluy, durant &c. & sous inuentaire l'heritier ou heritiers appellez, s'ils sont demeurans au lieu &c. Seigneurs du lieu de la demourance du testateur present.

ESTAMPES Chap. 9. Art. 106. Les Executeurs d'aucun * defunct, sont saisis dedans l'an & iour du trespas du defunct, des biens meubles delaissez par iceluy, pour l'accomplissement de son Testament: & est tenu ledict Executeur d'en faire inuentaire, appellez les heritiers du trespassé, s'ils sont trouuez en la iurisdiction du domicile dudict trespassé: sinon appellé, en leur absence, le Procureur fiscal dudict lieu.

DOVRDAN Tit. 9. Art. 103. p. *a Paris.* Testamens &c. dedans l'an &c. du testateur &c. delaissez par ledict trespas &c. Testament iusques à la concurrence d'iceluy & de tout ce qui sera trouué liquide par iceluy seulement. Et du surplus sera faicte main-leuee aux heritiers, s'ils le requierent: & en ce faisant seront les Executeurs deschargez enuers les creanciers pretendans debtes non liquidees, pour satisfaire ausquelles ils n'auoient esté saisis: lesquels creanciers se pourront addresser aux heritiers seulement.

MONTFORT Chap. 8. Art. 91. Les Executeurs d'vn Testament, au †† cas qu'il y ait heritiers apparens, sont saisis dedans l'an & iour &c. p. *a Dourdan.* de son Testament, iusques &c. † se treuue liquidé. Et où il n'y aura heritiers, * seront saisis du tout dedans l'an & iour, en faisant inuentaire, appellé le Procu-

† *Ces deux Art. 34. & 35. sont correctifs de l'ancienne Coustume.*

Executeurs ne seront dessaisis non obstant les offres de l'heritier.

†† *Ces mots, lesquels sont &c. sont de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

* Alias, demourans au dedans dudict Bailliage: P. V.

† *Ces mots, ou appellez &c. ont esté de nouuel adiouſtez.*

* *Liſez Teſtament.*

Executeurs comme sont deſchargez des debtes non liquidees.

†† *Ces mots, au cas qu'il n'y ait heritier apparent, ont eſté adiouſtez.*

Source : BIU Cujas

* *Alias* heritier apparent.

† *Ces mots*, à la concurrence *&c. ont esté de nouuel adiouſtez.*

Alias, *heritier ſera ſaiſi P.V.*

reur du Roy ou de la Seigneurie, où les biens de la ſucceſſion ſeront trouuez: & ſera l'heritier receu à bailler & fournir deniers contans à l'Executeur dudict Teſtament, de tout ce qui ſera liquide pour l'accompliſſement dudit Teſtamẽt: * en quoy faiſant luy ſeront deliurez les biens dont l'Executeur eſtoit ſaiſi.

* Alias, *Et en quoy. P.V.*

MANTE Chap. 14. Art. 158. L'Executeur d'vn &c. p. *à Montfort* accompliſſement du Teſtament &c. ſera trouué liquide. ſ Et où il n'y a heritiers, eſt ſaiſi du total dedans l'an & iour du treſpas en faiſant inuentaire, le Procureur du Roy ou de la Seigneurie, où les biens ſeront trouuez appellé. Art. 159. Et †† ſont les heritiers receus à bailler & fournir deniers contans audict Executeur de tout ce qui ſera trouué liquide. &c. p. *à Montfort* enquoy &c. leur doiuent eſtre deliurez &c.

ſ L. ſtatuliber 5. D. de ſtatulib.

†† *Ceſt Art. 159. eſt de nouuel introduit.*

SENLIS Tit. 7. Art. 148. L'executeur † ou Executeurs du Teſtament d'vn treſpaſſé, ſont ſaiſis des biens meubles du teſtateur, iuſques à la concurrence du Teſtament, pour iceluy accomplir dedans l'an & iour.

CLERMONT Tit. 11. Art. 134. Les Executeurs du Teſtament d'aucun defunct, †† ſont ſaiſis dedãs l'an &c. p. *à Paris.* iuſques à ſomme certaine ſeulemẽt.

VALLOIS Tit. 13. Art. 171. p. *à Clermont* † ſon Teſtament. Et où l'heritier voudroit requerir que les meubles excedans l'execution du Teſtament, outre ce qui ſeroit liquide ou qui auroit prompte preuue luy fuſſent deliurez, ſera tenu iceluy heritier de bailler caution de la valeur des biens meubles excedens: deſquels biens il ſera tenu ſatisfaire & payer les debtes du defunct, qui ne ſeroient liquides par le Teſtament, ou dont l'Executeur ne ſeroit aduerty, ſi le &c. Art. 174. l'Executeur ſera tenu faire inuentaire, auant que s'immiſcer és biens meubles du defunct: ſinon és choſes qui concernent l'enterrement, obſeques & funerailles du defunct & legs pitoyables de prompte execution.

† *Ceſt Art. 148. eſt mis au lieu de l'ancien & lequel a eſté de l'aduis & conſentement de tous les Eſtats rayé: & que doreſnauant ne ſera plus vſé de ladicte Couſtume y contenue.*

TROYES Tit. 6. Art. 98. Les †† Executeurs ſans faire inuentaire des biens meubles demeurez du decez, l'heritier ou heritiers preſens ou appellez, ne ſe peuuent dire ſaiſis. Art. 99. L'Executeur d'aucun Teſtament apres l'inuentaire deuement faict, eſt ſaiſi dedans l'an & iour, de tous les meubles demourez du decez. Et ſuppoſé que l'heritier offre accomplir le Teſtament & de ce bailler caution ou de laiſſer és mains de l'Executeur, autant que ſe monte le clair du Teſtament, l'Executeur dedans l'an & iour ne ſera deſſaiſi. Toutesfois ſi le teſtateur par ſon Teſtament ordonnoit certaine ſomme de deniers, iuſques à laquelle l'Executeur ſeroit ſeulement ſaiſi: & en ce cas ledict Executeur ne ſera ſaiſi que de ladicte ſomme en enſuiuant la volonté dudict teſtateur.

†† *Ceſte clauſe, Si le teſtateur &c. iuſques à la fin, a eſté adiouſtee pour Couſtume nouuelle.*

CHAVMONT Tit. 7. Art. 89. † & 90. p. *à Troyes.* Art. 98. & 99. *iuſques à ces mots* ne ſera deſſaiſi, *inclus.*

† *Les Art. 171. & 174. ſont de nouuel adiouſtez.*

VITRI Tit. 6. Art. 105. & 106. p. *à Chaumont.* Art. 89. & 90.

Executeur tenu faire inuẽtaire, auant que s'immiſcer és biens meubles du defunct: ſinon pour l'enterrement &c.

LAON Tit. 7. Art. 61. L'Executeur † teſtamentaire aiant accepté la charge de l'execution du Teſtament, inuentaire prealablement faict, des biens meubles delaiſſez par le treſpas du teſtateur, eſt ſaiſi par an & iour d'iceux meubles. Toutesfois où l'heritier du defunct voudroit promptement bailler denier ou delaiſſer meubles ſuffiſans pour executer ce qui eſt liquide, pour l'execution dudit Teſtament luy ſera le reſte des meubles rendu. Quoy faiſant ſera l'Executeur ſeulement chargé de ce qu'il aura receu, & pour le ſurplus deſdicts meubles delaiſſez demeurera deſchargé. Et neantmoins ledict heritier fourniſſant des le commencement & promptement deniers, ou meubles pour ce qui eſt liquide, pourra empeſcher la confection dudict inuentaire. Auquel cas ſera l'Executeur chargé de ce ſeulement qu'il auoit receu, & pour le ſurplus deſchargé, comme dict eſt. Art. 62. Mais où le teſtateur auroit faict quelques legs particuliers à ſes heritiers preſomptifs & delaiſſé le ſurplus de ſes biens aux pauures ou pour diſtribuer à œuures pitoyables: en ce cas l'Article precedent n'aura lieu: ains doit demeurer ledict Executeur ſaiſi, iuſques à l'entier accompliſſement du teſtament.

† *Les Art. 89. & 90. ſont de nouuel introduits.*

†† *L'Ar. 101 a eſté rayé: & au lieu d'iceluy les Art. 105. & 106. ſont de nouuel introduicts.*

CHALONS tit. 11. Art 74. Executeurs de teſtamens ſont ſaiſis des meubles du defunct par an & iour, apres inuentaire faict iuſques à la concurrẽce de ce qui eſt liquide par le Teſtament, & à la charge d'accomplir le contenu en iceluy & rapporter quictance & deſcharge à l'heritier. Art. 75. Et ſi les biens meubles ne ſuffiſent pour ſatisfaire à l'accompliſſement du teſtamẽt, il eſt loiſible aux Executeurs, apres ſommatiõ deuemẽt faite à l'heritier & à ſon refus, faire vẽdre, g

† *Ces Art. 61. & 62. ont eſté accordez*

g Ceſte queſtion eſt

pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Heritier a maintenuee en fournissant meubles ou deniers suffisans pour l'execution du Testament.

Executeurs testamentaires demourent saisis quand le testateur a donné le surplus de ses biens pour estre employez à œuures pies.

Executeurs testamentaires peuuent faire vendre par auctorité de Iustice queque heritage de la succession s'il n'a meubles suffisans pour l'execution.

traictee par Bartole in l. alio 9. D. de alim. leg. où il tient que nudus ministèr non potest distrahere bona defuncti, sed habet actionem pro relictis in causam alimentorũ executori in heredem nullam actionem esse. l. Mela D. De alm. leg. Nou. 131. Balde apres Iac. de Rauenne ad. l. id quod pauperibus 24. C. de episc. & cler. num. 5. faict vne distinction notable, Executorem suo iure nullam actionem habere aduersus heredem, iure alieno habere vt pro legatis vel fideicommissis relictis pauperibus. l. nulli 28. C. eod. tit. Les Docteurs du Droict Canon ont traicté plusieurs questions conformes à ceste Coustume sur les Chap. tua cap. Ioannes & cap. fin. extra de testamentis. Contre l'opinion de Bartole & autres Docteurs du droict ciuil in d. l. alio. Les Coustumes veulent que telles ventes soient faictes par auctorité de Iustice, conformement à ce qui est decidé in l. si quis sepulcrum 12. §. fin. D. de relig. & sumpt. fun. Si l'Executeur vend sans auctorité de Iustice, telle vente est nulle, comme il a esté iugé par Arrest de la Cour l'an 1494. recité par Charondas liure III. Res. lxv.

par auctorité de Iustice, quelque heritage de la succession pour satisfaire à ladite execution, & iusques à la concurrence de ce, le plus commodement que faire se pourra, tant pour recouurer deniers promptement, que pour le bien & vtilité de l'heritier. Art. 76. Toutesfois †† est loisible à l'heritier de mettre és mains dudict Executeur, la somme à quoy monte ce qui est liquide au Testament, ou biens meubles exploitables, pour en retirer ladicte somme : & en ce faisant demeure ledict heritier saisi, de l'entiere succession du defunct : & peut empescher la confection dudict inuentaire, qui doit estre faict seulement de ce qui est delaissé aux Executeurs. Art. 77. p. *a Laon.* Art. 62.

†† *Cest Art. 76. a lieu pour l'aduenir & sans preiudice du passé.*

REIMS Tit. 10. Art. 297. † & 298. p. *a Laon.* Art. 61. & 62.

† *Cest Art. 297. & 298. sont de nouuel introduits.*

S. QVENTIN Tit. 2. Art. 25. Les Executeurs du Testament, apres auoir entreprins l'execution d'iceluy pardeuant Iuge competent, sont reputez vestus & saisis par an & iour contre l'heritier des biens delaissez par le testateur, iusques à la concurrence des frais de ses obseques & funerailles & de ses legs pitoyables & salutaires.

AMIENS Tit. 3. Art. 61. L'Executeur †† testamentaire est saisi par an & iour des meubles delaissez par le trespas du testateur, si l'heritier n'ayme mieux le saisir de deniers iusques à la concurrence de ce que monte le Testament.

†† *Cest Art. 61. est de nouuel adiousté pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

PERONNE Tit. 7. Art. 167. L'Executeur du Testament est saisi par an & iour de tous les meubles delaissez par le decez du testateur : lesquels il doit prendre par inuentaire & auec auctorité de Iustice : sinon † que l'heritier luy baillast autant que se montent les charges du Testament.

† *Ces mots, sinon que &c. ont este adiousstez pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.*

ARTOIS Tit. 8. Art. 182. Executeurs de Testament & derniere volonté de trespassez, ne se peuuent valablement entremettre de telle execution, sans auoir faict apprehension iudiciaire des biens delaissez par le trespassé, & dont ils sont tenus rendre compte.

Executeurs doiuent faire apprehension iudiciaire des biẽs delaissez : & en rendront cõpte.

LILLE Tit. 2. Art. 32. Executeurs de Testament deuement mis aux biens par la Loy de ladicte ville, doiuent auoir, si bon leur semble, les biens meubles du testateur, en leurs mains le terme d'vn an, à compter depuis son trespas, pour pendant ledict an, furnir à ladicte execution, si auant que possible leur est, à la charge de rendre compte en fin dudict an, si requis en sont. Et ne sont les Executeurs poursuyuables, plus auant que les biens meubles du testateur, se peuuent estendre.

Executeurs de testament ne sont poursuiuables plus auant que les biens se peuuent estendre

NIVERNOIS Chap. 33. Art. 2. Executeurs de Testamens sont saisis durant l'an & iour du trespas du defunct de tous les biens meubles delaissez par le decez, iusques à la concurrence des legs testamentaires, apres inuentaire desdits biens faict par auctorité de Iustice. Et s'il n'y a assez meubles, ils seront saisis des conquests, iusques à ladicte concurrence.

MONTARGIS Chap. 13. Art. 5. Executeurs de Testament sont saisis des meubles & conquests du testateur, iusques à la valeur & accomplissement du testament. Et peuuent dedans l'an de la mort du testateur prendre & intenter complaintes & autres procez possessoires pour raison de l'execution.

Executeurs saisis des meubles & conquets

Complainte se peut intenter par les Executeurs.

LA SALLE DE LILLE Tit. 9. Art. 9. Executeurs de testament, peuuent auoir les biens delaissez par les testateurs sous leurs mains le terme &c. p. *a Lille.* Art. 32. les iours des trespas desdicts testateurs, pour pendant ledict an, &c.

Source : BIU Cujas

ORLEANS Tit. 16. Art. 290. †† p. *Montargis* des biens meubles & heritages &c. du Teſtament : ſinon que le teſtateur euſt ordonné que ſes Executeurs fuſſent ſaiſis de certaine ſomme ſeulement. Et peuuent &c. autres actions &c.

NORMANDIE Chap. 16. Art. 416. p. *a Paris.* du Teſtament, iuſques à la concurrence des legs & autres charges, en faiſant prealablement inuentaire, appellez les heritiers, & en leur abſence, les plus prochains parens, ſi mieux l'heritier ne veut ſaiſir l'Executeur teſtamentaire des legs & charges en argent ou en eſſence.

ANIOV Tit. 12. Art. 274. Les † Executeurs d'vn Teſtament ſont ſaiſis dedans l'an & iour du treſpas du teſtateur, des meubles & acqueſts, s'il y * a patrimoine pour l'accompliſſement du Teſtament : & par faute de meubles & acqueſts, de la tierce partie du patrimoine : & neantmoins ſeront les heritiers appellez par l'Executeur, * pour voir executer le Teſtament : & l'an & iour paſſez les heritiers ſe pourront dire ſaiſis.

LE MAINE Tit. 13. Art. 291. † p. *a Aniou.* S'il n'y * a patrimoine &c. patrimoine, deſquels meubles ils ſeront tenus faire inuentaire, auant que eux enſaiſiner d'iceux : & neantmoins &c. Teſtament. Mais ſi tel Executeur n'eſt reſſeant du pays, ſeront les meubles inuentoriez & mis en depoſt, pour en eſtre diſpoſé par l'Executeur : & l'an & iour &c. ſ'en pourront &c.

GRAND PERCHE Tit. 7. Art. 133. L'Executeur &c. p. *a Paris.* du teſtateur des biens & meubles delaiſſez &c. Teſtament, iuſques à la concurrence de ce qui ſera liquide par le Teſtament. Et où l'heritier luy voudra bailler & conſigner deniers contans pour acquiter ledit Teſtament, ſera faicte entiere deliurance audict heritier des biens de la ſucceſſion. Art. 134. Auquel cas ſera ledict Executeur deſchargé du ſurplus de ladite Execution, ſans ce que les legataires ou autres ſe puiſſent addreſſer contre luy, ſinon pour choſes liquides: leſquelles il ſera tenu payer & acquiter en plus grande diligẽce que faire ſe pourra. Et où il ſeroit en demeure, ſera pourſuiuy par le Procureur du Roy ou de la Seigneurie.

CHASTEAVNEVF Chap. 17. Art. 111. Tous Executeurs teſtamentaires ſont ſaiſis par an & iour apres le treſpas du teſtateur de tous & chacuns les biẽs meubles ſeulement demourez, par le decez d'iceluy teſtateur, en faiſant inuentaire deuement & à la charge d'appeller par les Executeurs, les heritiers du defunct, pour voir payer les debtes & autres choſes qui en pourroient eſtre deues par le teſtateur, autres que les ordonnees pour ſes obits, obſeques & funerailles : leſquelles choſes ordonnees par iceluy teſtateur pour ſes obits, obſeques & funerailles, les Executeurs pourront payer & mettre à execution, ſans appeller les heritiers, & neantmoins ſi les heritiers d'iceluy decedé veulent bailler argent content aux Executeurs pour accomplir le Teſtament, entant que touche ſes obits, obſeques & funerailles & autres debtes cognues, & baillent bonne & ſuffiſante caution de payer les autres debtes & accomplir le reſidu du Teſtament dedans ledit an : en ce cas les heritiers auront, ſi bon leur ſemble deliurance deſdicts biens meubles.

CHARTRES Chap. 17. Art. †† 89. } p. *à Chaſteauneuf.*
DREVX Chap. 18. Art. † 79. }

BLOIS Chap. 12. Art. 177. Les †† Executeurs des Teſtamens, apres inuentaire deuement faict, ſont ſaiſis dedans l'an & iour des meubles, iuſques à la concurrence du Teſtament, ſ'ils ſont ſuffiſans. Et ſ'ils ne ſuffiſent, ſont ſaiſis des immeubles iuſques à ladicte concurrence.

BERRI Tit. 18. Art. 22. Les † Executeurs teſtamentaires ſont ſaiſis par la Couſtume, durant l'an & iour de l'execution de tous les biens meubles, noms, debtes & actions mobiliaires, iuſques à la concurrence des legs pitoyables, frais funeraux ou ſalaires des ſeruiteurs declarez par le Teſtament & debtes paſſiues du defunct, cognues par iceluy : deſquels biens ils ſont tenus faire inuentaire, auant que ſoy immiſcer, appellez les heritiers. Art. 23. Toutesfois pourra audict cas, l'heritier offrir reellement aux Executeurs, deniers contans pour l'execution des choſes ſuſdictes. Et en ce faiſant ne ſe pourront les executeurs aucunement immiſcer aux meubles des teſtateurs.

BOVRBONNOIS Chap. 24. Art. 295. executeurs de †† Teſtamens d'aucuns defuncts, ſont dedans l'an & iour du decés & treſpas pour l'accompliſſement du Teſtament, ſaiſis des meubles & conqueſts du defunct, iuſques à la concurrence des ordonnances & diſpoſitions contenues audit Teſtament

†† *Ceſt Art. 290. eſtoit le 228. de l'ancie & ce qui a eſte adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

† *Il fut dit par pluſieurs de l'aſſiſtance qu'il eſtoit beſoin de pourueoir au contenu dudict Art. pour la faute & omiſſiõ de l'accompliſſement de pluſieurs Teſtamẽs procedant à cauſe que les Executeurs qui auoient eſté eſleus par les teſtateurs pour faire & accomplir les diſpoſitions teſtamentaires eſperans pour la confiãce qu'ils ont en eux qu'il les accompliroient, en eſtoient priuez & deſchargez, en preferant les heritiers à iceux. A ceſte cauſe ledit Art. 264. a eſté eſcrit & moderé, ainſi qu'il eſt cy contenu.*

* Aliàs, *ſ'il n'a pat. P. V.*

* Al. *pour voir accomplir le teſtament par leſdits Executeurs & l'an &c. P. V.*

† *Ceſt Art. 291. a eſté ainſi corrigé & modere ſuiuant les remonſtrances cy deſſus faites en l'Art. 274. d'Aniou.*

* Aliàs, *ſ'il n'a patr. P. V.*

Executeurs de Teſtament.

†† *Ceſt Art. 89. eſt de nouuel adiouſté.*

† *Ceſt Art. 79. eſt de nouuel adiouſté.*

†† *Ceſt Art. 177. eſt nouuel & corrige l'ancienne Couſtume : par ce que elle n'eſtoit rai-*

Source : BIU Cujas

ſommable & que pluſieurs Teſtamens pourroient demeurer inexecutez.
† *Ceſt Art. 22. eſt Couſtume nouuelle.*
†† *Ceſt Art 295. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

ſinon que les heritiers mettent ès mains des Executeurs, meubles ſuffiſans pour l'accompliſſement du Teſtament. Car en ce cas les Executeurs, apres qu'ils ſeront ſaiſis des meubles, ne ſe peuuent plus dire ſaiſis des biens du defunct. Mais ſi en la ſucceſſion du defunct, n'y auoit meubles & cõqueſts ſuffiſans pour l'accompliſſement dudict Teſtament, & que les heritiers ne vouſiſſent bailler argent pour l'accomplir : en ce cas eſt permis aux Executeurs vendre des propres heritages dudict defunct, iuſques à la quarte partie, pour l'accompliſſement d'iceluy, à la faculté de remeré, ſi faire ſe peut : ſinon à perpetuité : les heritiers appellez : pour de l'argent prouenant d'icelles venditions mettre à execution ledict Teſtament : & ne ſera ledict executeur deſſaiſi des choſes ſuſdictes dedans l'an & iour du treſpas, pour quelque offre que l'heritier puiſſe faire d'accomplir ou faire accomplir ledict Teſtament.

Heritages vẽdus à faculté de remeré par les Executeurs teſtamentaires.

POICTOV Tit. 5. Art. 271. Les executeurs d'vn Teſtament ſeront ſaiſis des biens meubles du treſpaſſé, iuſques à la concurrence du Teſtament. Et où les meubles ne ſeroient ſuffiſans pour accomplir le Teſtament, ſeront ſaiſis des immeubles iuſques à ladicte concurrence : tellement qu'où les heritiers dedans viii. apres qu'ils auront eſté ſommez par les executeurs n'auront fourny de meubles ſuffiſans pour executer le Teſtament : en ce cas les executeurs pourront vendre des immeubles, iuſques à ladicte concurrence, l'heritier preſent ou appellé : & ſi l'heritier offroit par ſes mains faire executer ledict Teſtament, quelque caution h & ſeureté, qu'il puiſſe bailler, ne ſera preferé à l'executeur.

Executeurs, huictaine apres ſommation peuuent vendre des immeubles.

h On peut demander ſi les Executeurs de Teſtament ſont tenus de bailler caution pour l'accompliſſemẽt du Teſtament, ou de l'argent qui leur eſt mis entre mains par les heritiers du defunct ou bien pour les deniers ordonnez par le defunct dont ils ſont & demourent ſaiſis, comme auſſi des meubles deſquels ils ſont ſaiſis par la Couſtume? Ceſte queſtion eſt decidee par Scevola in l. liberto 21. §. largius D. de ann. legatis.

ANGOVMOIS Chap. 9. Art. 113. Les executeurs d'aucuns Teſtamens ſont ſaiſis des biens meubles du treſpaſſé, ou au defaut de meubles, des immeubles iuſques à la concurrence du Teſtament dont ils ſont executeurs. Toutesfois auant que l'executeur puiſſe vendre ou diſtraire portion des immeubles demeurez par le decez du teſtateur, ſera tenu l'executeur ſommer en iugement ou de hors en preſence de Notaires, que l'heritier ait dedans viii. à fournir de meubles pour l'accompliſſement & iouxte la concurrence du Teſtament : *aliàs*, où l'heritier n'auroit fourny dedans le temps deſſuſdict, l'executeur pourra vendre les biens immeubles, iuſques à la concurrence du Teſtament, l'heritier appellé pour l'accompliſſement d'iceluy.

LA ROCHELLE Chap. 27. Art. 68. Les executeurs d'aucuns teſtamens ſont ſaiſis des biens meubles du treſpaſſé, iuſques à la concurrence du Teſtament, duquel ils ſont executeurs.

BAR T. 8. Ar. 103. L'executeur du Teſtam. apres l'inuẽtaire deuemẽt fait, l'heritier preſent ou deuemẽt appellé, eſt ſaiſi durant l'an & iour de tous les meubles de defunct, ores que l'heritier offre accomplir le Teſtament & bailler caution pour ce faire : ſi eſt-ce que l'executeur dedans l'an & iour ne ſera deſſaiſi des meubles : mais en cõſignãt par l'heritier deniers à ſuffiſance entre les mains de l'executeur du teſtament pour ce qu'il ſera liquide par le Teſtament, il en aura main-leuee. Art. 104. Que s'il n'y a meubles ſuffiſans en la ſucceſſion du defunct, ledict executeur peut vendre par permiſſion de Iuſtice des heritages du defunct moins dõmageables, iuſques à la concurrence de ce qui eſt liquide par le Teſtament : pourueu que prealablement l'heritier ait eſté ſommé & ſoit refuſant ou delayant de fournir autres biens pour l'accompliſſement du teſtament.

Executeurs comme peuuent vendre des heritages moins dõmageables par permiſſion de Iuſtice, apres ſommation faite à l'heritier.

SEDAN. tit. 7. Art. 134. Les executeurs de teſtament, apres inuentaire deuement faict, par le Bailly, ſon Lieutenant ou commis auec le Greffier, les heritiers du teſtateur preſens ou appellez, s'ils ſont demourans eſdictes terres & Seigneuries : ſinõ le Procureur Fiſcal preſent, ſerõt ſaiſis de tous les biẽs meubles de la ſucceſſion du defunct : & ne pourront eſtre contraints d'en vuider les mains dedãs l'an & iour. Ar. 135. Toutesfois où les heritiers du defunct voudroient fournir argent, promptement pour l'execution dudit Teſtament : en ce faiſant les biens meubles ſeront deliurez.

Legitime.

Art. 298. *PARIS.*

† *Ceſt Art. 298. a eſté accordé pour nouuelle Couſtume.*

La † legitime i eſt la moitié de telle part & portion que chacun enfant

i La legitime eſt deue par le droict de nature & par les Couſtumes. Chaſteauneuf. Art. 113.

Source : BIU Cujas

Chartres Art. nonante vn. Dreux Art. octante vn & octante deux. l. 26. D. si quis in. C. Test. 11. 81. & 82. L. Papinianus. §. si quis impubes. D. de inoffic. testam. l. 36. §. 1. C. eodem tit. l. cum ratio. 7. D. de bon. damn. l. 7. D. vn de tit. Fulgosius Bald. Salic. ad Auth. res quæ C. comm. de legat. L. sancimus C. de inoffic. testament. Par la Nouelle de Iustinian est triens aut semis pro numero liberorum. Ce qui a souuent esté confirmé par Arrest, mesmes le quatorzieſme Aouſt mil cinq cens quarante quatre, & le premier Iuin mil cinq cens quarante cinq: comme auſſi il auoit esté auparauant iugé en audience le ſeptieſme Aouſt mil cinq cens trente neuf, plaidant Seguier & Boucherat. La legitime est quelquesfois tiree de la Donation de la mere par Arreſt du quatorzieſme Aouſt mil cinq cens quarante trois, au rapport de Monſieur le Voix, entre le Gras & les heritiers de Quinette. Par Arreſt du de l'an mil cinq cens octante trois, donné au rapport de Monſieur L'Alleman, a esté iugé que le pere peut prendre & distraire la legitime ſur les biens de ſon fils qui auroit tout donné ou legué. Par Arreſt prononcé en robbes rouges le vingtcinquieſme May mil cinq cens cinquante cinq, par Monſieur le Preſident de Thou, fut iugé que la legitime est deuë de droict naturel aux enfans en la Preuoſté & Vicomté de Paris, & que les pere & mere ne peuuent diſpoſer de tous leurs biens, ſoient Conqueſts ou propres par Donation entre vifs, à quelque perſonne que ce ſoit, ou pour autre titre lucratif au preiudice de ladite legitime. Deux freres nommez Bornion demandeurs en matiere petitoire pour raiſon des deux tiers d'vne maiſon aſſiſe en la Ville de Paris. Vne de ſainct Germain de l'Auſſerrois, laquelle ils diſent auoir appartenu à ſes pere & mere de leur Conqueſt faict durant & conſtant leur mariage, & eſtoient demandeurs pardeuant le Preuoſt de Paris ou ſon Lieutenant ciuil, contre leur ſœur poſſeſſereſſe de ladite maiſon entierement. Diſoit la defendereſſe que ceſte maiſon n'auoit appartenu à ſes pere & mere de leur acqueſt, ains à leur mere de ſon propre à elle eſcheu par ſucceſſion ancienne, de laquelle mere elle tenoit la maiſon à titre de donation faite entre vifs deuement acceptee & inſinuee, & par conſequent eſtoit en voye d'abſolution & qu'il eſtoit permis à toutes perſonnes libres vſans & iouiſſans de leurs droicts, de diſpoſer de leurs biens. Les defendeurs n'auoient peu verifier pardeuant le Preuoſt de Paris que les heritages fuſſent de Conqueſt de leur pere & mere: au moyen dequoy auroit ladicte defendereſſe eſté abſoulte des fins & concluſions des demandeurs dont ils auroient appellé, & en cauſe d'appel obtenu lettres pour eſtre receus à demander leur legitime ſur ladicte maiſon, attendu qu'il n'y auoit point d'autres biens en toute ladicte ſucceſſion deſdits pere & mere, & que diſpoſition n'auoit peu eſtre faicte par ledit pere ou la mere, fut ladite maiſon propre ou Conqueſt, ſans delaiſſer auſdits appellans leur legitime. L'intimee demouroit d'accord, qu'en toute la ſucceſſion n'y auoit autres biens que ladite maiſon, auec quelques meubles, qui auoient eſté employez pour les funerailles deſdits pere & mere. Et fut dit par ledit Sieur Preſident, que la queſtion eſtoit de ſçauoir ſi la legitime auoit lieu en la Couſtume de Paris. La Cour par ſon Arreſt qu'elle auoit miſe l'appellation, & ce dont eſtoit appel au neant, ſans amende & ſans deſpens, & en amendant & corrigeant le iugement, que les appellans auroient & prendroient ſur ladite maiſon telle legitime qui leur pouuoit competer & appartenir, & qui ſeroit aduiſee par l'executeur du preſent Arreſt. Et à ceſte fin furent renuoyees leſdites parties pardeuant Maiſtre Iacques Mollier Conſeiller en la Cour, Rapporteur du procés. Voyez Charondas Liure quatrieſme, Reſponſ. 91. Au reſte notez iure ciuili venditionem bonorum à patre factam liberos non reuocare. l. 2 D. Si à parente quis manumiſſ. fuerit. At iure Canonico reuocant pro modo legitimæ portionis cap. Raynutius extra de Teſtamentis. Ce que nous gardons & tenons ainſi qu'il a eſté monſtré cy deſſus. Ceſte legitime en droict ſe nomme quelquesfois luctuoſa portio. l. 28. C. de inoff. teſtam. l. vlt. C. de inſtitut. triſtis ſucceſſio §. 2. Inſt. de SC. Tertull. & duræ fortunæ ſolatium in l. 4. C. eodem titulo debitum naturale dicitur in l. ſcimus 36. §. 2. C. de inoff. teſtam. aliquando debitum bonorum ſubſidium, debita portio vel legitima l. 5. C. de inoffic. don. L. parentibus L. quæ nuper & L. ſi quis C. de inoffic. teſtam. L. humanitatis. C. de impub. Interdum Falcidia vt in d. l. parentibus & l. 30. C. eodem titul. L. quiſquis. §. ad filias. C. ad legem Iul. maieſt. Auth. Vnde & ſi parens. C. de inoffic. teſt. §. tam autem. Inſtit. eod. tit.

enfant euſt eu en la ſucceſſion des pere & mere, ayeul ou ayeule, ou autres aſcendans, ſi les pere & mere ou autres aſcendans n'euſſent diſpoſé par Donation entre vifs ou derniere volonté: ſur le tout deduit les debtes & frais funeraux.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 6. Art. 85. p. *a Paris* ſucceſſion mobiliaire & immobiliaire de de ſes pere, &c.

ORLEANS Tit. 15. Art. 274. †† p. *a Paris*. aſcendans, ſoit en meuble ou immeuble: ſi leſdits pere, &c.

Voyez Duché de Bourg. Chapitre 7. Article 2. & 3. Bourd. Art. 64. Acs Titre 2. Art. 25. cy deſſous Titre xv.

†† *Ceſt Article deux cent ſeptante quatrieſme a eſté accordé & adiouſté, pour auoir lieu à l'aduenir.*

Source : BIU Cujas

ADDITION SVR LE TITRE XIIII. DE Teſtamens & Execution d'iceux.

I. Teſtament & Codicile ne ſont point differens.
II. Teſtament doit eſtre publié.
III. Quelles perſonnes peuuent faire Teſtament ou non.
IV. Legs & fideicommis doiuent eſtre payez & deliurez par l'heritier ou Executeurs teſtamentaires,
V. Seellé faict apres le decez des manans de Tournay par les Eſcheuins, & pourquoy.
VI. Du deuoir des Executeurs des Teſtamens, & comme ils peuuent eſtre contraints d'entretenir les Teſtamens, & faire accomplir la volonté du defunct.
VII. A qui doit appartenir la cognoiſſance des Teſtamens.
VIII. Teſtamens doiuent eſtre preſentez aux Eſcheuins de Tournay: leſquels doiuent examiner les Notaires & teſmoins ſur la verité du contenu eſdits Teſtamens: & prendre le ſerment des Executeurs, s'il y en a: ou en commettre d'autres.

I. SENS Tit.8. Art.81. Entre * Teſtamens & Codiciles a la Couſtume ne faict difference.

CHAVMONT Tit.6. Art.86. Entre Teſtament, &c. p. *a Sens.* n'y a point de difference.

BOVRBONNOIS Chapitre 24. Article 290. p. *a Chaumont* difference: & ne ſont les Teſtamens & Codiciles inualidez à faute d'inſtitution d'heritier, preterition ou exheredation.

BAR Tit.8. Article nonante quatre. *A la fin.* Et n'y a difference entre Teſtament & Codicile.

II. BERRY Tit.18. Art. 19. L'heritier b eſtranger inſtitué par Teſtament, bien qu'il ſoit ſaiſi de la moitié ou du tout, où l'inſtitution a lieu pour le tout, neant-moins ne pourra actuellement ne reellemẽt ſoy immiſcer en la iouiſſance de ladite hoirie ou ſucceſſion, que premierement il n'ait faict inſinuer & publier le Teſtament en iugement: & ladite publication faicte ſans permiſſion & licence, pourra ledit heritier de ſon auctorité, apprehender la iouiſſance reelle & actuelle. Art.20. Et † la forme de ladite publication ſera quant au Teſtament clos & ſeellé, de le faire ouurir & lire en iugement: & quant à celuy qui ne ſera clos & ſeellé, ſuffira de le lire en iugement. Art. 21. Et s'il y auoit en faiſant ladite publication quelque requeſte c faicte pour empeſcher l'apprehenſion reelle de l'heritier teſtamentaire, ſeront les parties ſommairement ouyes. Et ſi celuy qui veut empeſcher l'apprehenſion reelle de l'heritier teſtamentaire, ne monſtre ou fait apparoir promptement de moyen valable, qui puiſſe ou doiue empeſcher l'effect du Teſtament: & que le Teſtament ne contienne vice viſible, ſera permis à l'heritier faire ladite apprehenſion & ſoy immiſcer: ſauf à la partie contrediſant, de ſoy pouruoir apres en petitoire ou poſſeſſoire, ainſi qu'il verra eſtre à faire.

III. MEAVX Chap 5. Art.29. Vn Baſtard, comme perſonne franche, qui eſt en aage ſuffiſante peut teſter & faire Teſtament de ſes acqueſts & conqueſts immeubles, en la forme & maniere qu'autre perſonne procreée en loyal mariage.

MELVN Chap.21. Art.299. Le Baſtard peut tant par contract d'entre vifs, que par Teſtament & ordonnance de derniere volonté, diſpoſer de ſes biens, & les donner à qui bon luy ſemble, en maniere que feroit perſonne legitime.

SENS Tit.6. Art.18. Les †† Baſtards, ſoient iſſus de gens d'Egliſe ou Laiz, peuuent acquerir tous biens meubles & immeubles, en Fief, ou en Cenſiue: & d'iceux diſpoſer à leur volonté, tant par contracts faicts entre vifs, comme en leur Teſtament & derniere volonté: & telle diſpoſition vaut & tient.

AVXERRE Tit.R. Art.31. Baſtards † peuuent acquerir, garder & retenir tous biens meubles & immeubles, ſoit en Fief, &c. p. *a Sens, iuſques a ce mot,* volonté, *inclus.*

ESTAMPES Chapitre dixieſme. Article cent vingt huict. Peuuent †† bien diſpoſer de leurs biens tant entre vifs, que par Teſtament, ſoit particulie-

Teſtamens & Codiciles ne ſont differens.

* *Notez que l'Art. 102. d'Auxerre ancien eſtoit pareil: mais il a eſté rayé & abrogé par la Couſtume: comme auſſi le 129. Art. ancien de Troyes, qui a eſté rayé.*

Teſtament ſera publié & inſinué.

† *Ceſt Art. 20. eſt Couſtume nouuelle quant à la forme.*

Vn Baſtard peut teſter de ſes acqueſts & conqueſts immeubles.

†† *L'Eueſque de Lengres a dit que par Couſtume Locale & particuliere dudit lieu, il ne loiſt à aucun Baſtard de teſter & diſpoſer en leur Teſtamẽt de ſes biẽs:*

a Par le Droict il y a difference entre Teſtament & Codicile. D'autant que le Codicile eſt pars & ſequela teſtamenti, & n'a le Codicile beſoin de toutes les ſolennitez requiſes en vn Teſtament. Pro parte teſtamenti habetur l. pen. D. quemadm. teſtam. ap. l. quidam 14. D. de iure codic. & ex teſtamento vires capiunt. l. 1. C de codic. l. 3. §. vlt. D. de iure codic. & ſi forte ab inteſtato conficiantur, vicem teſtamenti exhibent. l. ab inteſtato. D. de iure codic. l. 6. D. Si quis omiſſa cauſ. teſtam. D'auantage il n'eſt permis par les Codiciles, tout ce qui eſt permis par les Teſtamens: & ne ſont requiſes telles ſolennitez en iceux, comme és Teſtamens §. vlt. Inſtit. de codic. L'origine des Codicilles eſt exprimee par Iuſtinian in princip. Tit. de Codicillis: mais quand à celle des Teſtamens. Theophile ait eſſe iuris gentium quod Cuiacius probat ad l. 1. D. de Teſtam. quamuis teſtamenti factio ſit iuris ciuilis, non

Source : BIU Cujas

lesquels luy appartiennent. Denié par le Procureur du Roy. Ordonnons que la sentence par nous donnee pour le regard des pretendues Coustumes locales, tiendra.

† *Ces mots anciens*, issus de gens d'Eglise ou Laiz, *& ces mots*, Excepté qu'ils ne peuuent ordonner de leursdits biens par forme d'institution d'heritier, *ont este ostez.*

†† *Pareille Coustume en l'Art 130. ancienne, qui a este rayee & mise hors du Coustumier, comme les Art. 128. & 129. par ce qu'ils estoient declarez & comprins aux Art. precedens estans audit Coustumier.*

iuris gentium. Mais on peut demander, si vn homme a demouré viuant plus de trente ans apres auoir fait son Testament, & pẽdant ce temps il n'a point changé de volonté, ny reuoqué son Testament, & seroit decedé apres, si tel Testament est bon & valable, & doit sortir son effect, veu que tous droicts, noms, raisons & actions se prescriuent par le temps & espace de trente ans, comme en la Coustume de Berry Article 1. Des Prescriptions, & plusieurs autres Coustumes: & par autres Coustumes par dix ans entre presens, & vingt entre absens. Ex constitutione Honorii & Arcadii in l. 6. C. Th. de testam. il est ordonné, ne quis post diem mortis, scriptis ante decennium testamentis præstetur assensus, nullisque penitus viribus scriptura huiusmodi tempore antiquata taxetur. Laquelle constitution est abrogee par Iustinian in l. sancimus 27. C. cod. tit. rendant ceste raison, quod non mutatur, quare stare prohibetur? Le temps donc ne peut effacer vn Testament, s'il n'est reuoqué par quelque volonté contraire expresse ou autrement: ores qu'elle soit moins solennelle, & veut Iustinian que telle reuocation soit faite en la presence de trois tesmoins, afin qu'auec le temps de dix ans qui sera couru depuis, il soit cogneu de la volonté contraire & expresse. Ce que nous pouuons accommoder à la question proposee, & soustenir qu'il faut vne reuocation du Testamẽt, ou declaration expresse de contraire volonté, auec le temps de trente, vingt ou dix ans, selon qu'il est porté par ladicte Loy sancimus, parlant seulement du temps de dix ans: & peut-on adiouster qu'il n'y a aucune action nee du Testamẽt, sinon apres le decés du testateur: & partant la prescription de trente ans ou autre temps, ne peut auoir lieu au cas qui se presente. Les testateurs adioustent quelquesfois, vne clause par laquelle ils entendent que leur Testament precedent ne soit reuoqué, s'il n'y a ceste clause, comme vn quidam qui auoit apposé ceste clause. Entendez vous bien cela? Ainsi vn habitant de Lyon s'estant retiré à Geneue fit Testament, & par iceluy legua à sa femme n'ayant enfans, vne maison qu'il auoit à Lyon. Depuis retourné en la ville de Lyon fit autre Testament & laigs d'icelle maison à vn sien nepueu, & adiouste audit Testament ceste clause, par laquelle il entendoit deroger tant au premier Testamẽt qu'à tous autres qu'il pourroit faire à l'aduenir, sinon qu'il y eust escrit, entendez vous bien cela. En fin sollicité par sa femme fit vn troisiesme Testament, où lesdits termes ne sont expres: meurt la dessus. La femme prend possession de la maison: le neueu s'oppose. Par Sentence du Seneschal de Lyon le neueu perd sa cause, & la femme maintenue. Appel. Par Arrest de la veille de la Pentecoste prononcé en robbes rouges le vingtiesme May mil cinq cens octante, est dit mal iugé, en emendant & corrigeant le iugement, fut le neueu maintenu & ce suiuant la Loy si quis in principio De leg. 3. l. si mihi & tibi. De leg 1. Cest Arrest est recité par Papon Liure vingtiesme. Tit. premier. Arrest cinquiesme, & Chopin Liure troisiesme des Coustumes d'Aniou Tit. 3. nombre xvi.

b Heritier estranger doit estre entendu de celuy qui ne doit succeder ab intestat, comme il est expressement porté par les premier & cinquiesme Articles des Testamens. Au reste quand à la publication des Testamens faut voir l'Ordonnance du Roy Henry deuxiesme, mil cinq cens cinquante trois, Article quatriesme, mise au Titre ii. du Liure sixiesme de la Conference des Ordonnances Royaux. Par la disposition du droict les Testamens se doiuent insinuer & publier apud magistrum Census. L. testamenta 18. & L. consulta diualia 23 C. de testam. l. 4. C. Th eodem tit. vt etiam apud eundem magistrum Census donationes insinuabantur l. 30. C. de donat. Ce qui se gardoit en la ville de Constantinople: & ne se doiuent faire telles insinuations apud defensorem Ecclesiarum l. 41. C. de episc. & cler. Sed in prouinciis insinuari debet apud præsidem, magistratum & defensores ecclesiarum d. l. consulta. Et par la Nouelle de Leon 44. il failloit insinuer pardeuant le Questeur. Cuiacius ad lib. 4. Sentent. Pauli Tit. 6. formulam vetustissimam insinuationis ex formulis Marculphi monachi libro desumptam refert. Les Testamens se peuuent insinuer apres la mort des testateurs, d. l. consulta. Cuia. Consult. 3. Et est fort notable que telles insinuations se doiuent faire secundum leges morésque locorum, vt ait l. testamenti tabulas 2. & 4 C. Quemad. test. ap. August. in Psalmum 21. Tamdiu contradicitur de hereditate mortuorum, quamdiu testamentum proferatur in publicum: & cum testamentum fuerit prolatum in publicum, tacent omnes vt tabulæ aperiantur & recitentur. Iudex intus audit, aduocati silent, præcones silentium faciunt, vniuersus populus suspensus est vt legantur verba mortui.

c Cecy est pris de la Glosse & de Bartole in lib. quamuis. C. de edicto diui Adrian. toll. Boer. Dec. 23. num. vlt. L'Abbé.

rement ou vniuersellement.

MANTE Chapitre quinziesme. Article cent septante cinq. Vn Bastard peut disposer tant entre vifs, que par Testament, de tous ses biens à personne capable.

BAR Titre sixiesme. Article septante trois. Bastard peut disposer de ses biens, tant par contracts faicts entre vifs, que par disposition testamentaire.

CLERMONT Titre douziesme. Article cent cinquante trois. Et ne peut par Testament ordonner de ses meubles & acquests, &c. *mis partie* 1. Tit. vi. *cy dessus.*

† *Cest Art. 5. est de nouuel adiousté pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

LAON Titre premier. Article cinquiesme. Peuuent † iceux Bastards par Donation faicte entre vifs ou ordonnance de derniere volonté, disposer de leursdits biens.

†† *Cest Art. 336. est de nouuel introduit.*

CHALONS Titre quatriesme. Article vnze. Les Bastards peuuent, &c p. *à Sens.* Fief, roture ou en Censiue, &c. contracts que par Testament & ordonnance de derniere volonté.

REIMS Titre trezieſme. Article trois cent trente six. †† p. *à Laon.* Do-

Source : BIU Cujas

nation entre vifs ou ordonnance de derniere volonté, diſpoſer de leurſdicts biens particulierement & vniuerſellement.

AMIENS Tit.11. Art 249. Le † Baſtard peut diſpoſer de ſes biens meubles & acqueſts, tant par diſpoſition entre vifs, que teſtamentaire, à telle perſonne que bon luy ſemble.

† *Ceſt Art. 249. qui eſtoit le 45. de Monſtreul, a eſté de nouuel adiouſté à la Couſtume generale pour auoir lieu à l'aduenir.*

PONTHIEV Tit.1. Art.18. Vn Baſtard ou illegitime peut teſter de ſes meubles & acqueſts à qui il luy plaiſt les donner.

PERONNE Tit.1. Art.5. Peuuent les Baſtards diſpoſer par Teſtament de tous & chacuns leurs biens.

LILLE Titre ſecond. Article 30. Vn Baſtard non legitimé ne peut teſtater.

LA Salle de Lille, Tit.9. Art.7.p. *à Lille.* teſter.

CAMBRAY Tit.12. Art.10. Et peuuent les Baſtards diſpoſer par Teſtament ou autres diſpoſitions valables, de tous & chacuns leurs biens meubles: & ſemblablement de leurs heritages & biens immeubles par deuoir de Loy deuëment par eux faicts & paſſez.

NIVERNOIS Chap.34. Art.24. Les Baſtards peuuent acquerir toutes eſpeces de biens Feodaux, Cenſuels, Bourdeliers ou Allodiaux, & d'iceux diſpoſer entre vifs, & par diſpoſition de derniere volonté.

MONTARGIS Chap.15. Article 6. Enfans Baſtards peuuent diſpoſer de tous leurs biens en leurs Teſtamens & entre vifs: & à eux peuuent ſucceder leurs enfans.

ORLEANS Titre 17. Article 311. Mais enfans, &c. p. *à Montargis*, tant entre vifs, que par Teſtament: & à eux ſuccedent leurs enfans iſſus de leur mariage.

NORMANDIE Chap.11. Art.276. Le Baſtard peut diſpoſer de ſon heritage, comme perſonne libre. Chap 16. Art.401. Les Baſtards peuuent teſter de leur meuble, ne plus ne moins que font les legitimes.

CALAIS T.6. Art.92. Le Baſtard peut diſpoſer de ſes biens meubles & acqueſts, tant par diſpoſition entre vifs, que teſtamentaire, à perſonne capable.

LILLERS Tit.1. Art.1. Les Baſtards ne peuuẽt diſpoſer & legater de leurs heritages, biens meubles ou catheux à leur bon plaiſir, ſans le conſentement du S. Et s'ils n'en ont diſpoſé de ſon conſentement, & qu'ils ne delaiſſent aucuns enfans legitimes, les Seigneurs Vicomtiers ſuccedent en tous leurs biens.

TOVRNAY Tit.23. Art.1. Les Baſtards peuuent par la Couſtume diſpoſer de leurs biens, ſoit par Teſtament ou autrement, comme bon leur ſemble.

DVNOIS Chap.14. Art.173. p. *à Montargis*, enfans legitimes.

BERRY Tit.19. Art.30. Peuuent les Baſtards diſpoſer de leurs biens, tant par contracts que diſpoſition de derniere volonté, faire Teſtament, & inſtituer heritier par iceluy: lequel ſera preferé au Seig. Haut Iuſticier. Toutesfois quant au Roy demourera és droicts, iouiſſances & poſſeſſions, qu'il a eu, & dont il a vſé par cy deuant.

Heritier inſtitué par vn Baſtard preferé au S. Haut Iuſticier: & nõ au Roy.

BOVRBONNOIS Chap.17. Art.184. Vn Baſtard peut diſpoſer de ſes biẽs en tous contracts d'entre vifs comme vn legitime.

BRETAGNE Tit.21. Art.477. Baſtard †† peut faire Teſtament & donner ſes meubles à qui bon luy ſemblera, iuſques à la moitié: mais qu'il ne le face en haine contre la Seigneurie, ou contre Droict & Couſtume. Et s'il donnoit plus que la moitié, la Donation ne tiendroit, que iuſques à la moitié, ſi ce n'eſtoit que ſes biens fuſſent ſi petits qu'ils ne valluſſent que peu de choſe.

†† *Ceſt Art. 477. reforme l'Art. 451. ancien.*

SEDAN Tit.6. Art.117. Le Baſtard peut diſpoſer par Donation entre vifs, teſtamentaire ou autre diſpoſition de tous ſes biens meubles & acqueſts, comme les autres perſonnes.

Baſtard peut teſter iuſques à la moitié de ſes meubles.

BAR T.8. Art.110. Toutes perſonnes Eccleſiaſtiques non Religieuſes profeſſes, peuuent diſpoſer de leurs biens par Teſtament ou autrement, ainſi que les perſonnes Layes: ores que leſdits biens procedẽt de leurs Benefices ou d'ailleurs.

SENS T.8. Art.80. L'homme d'Egliſe non Religieux peut diſpoſer de tous ſes biens, ainſi que l'homme Lay, iaçoit que leſdits biens luy ſoient aduenus de leſdits Benefices ou † d'ailleurs.

Eccleſiaſtiques non Religieux profez, peuuent faire Teſtament.

AVXERRE T.12. Art.238. Femme †† mariee aagee ſuffiſamment, comme deſſus, peut teſter ſans l'auctorité de ſon mary.

ESTAMPES Chap.9. Art. 105. p. *à Auxerre*, comme dit eſt, peut diſpoſer

Source : BIU Cujas

† *Ces mots, ou d'ailleurs, ont este de nouuel adiouſtez. Au reſte à Auxerre il y auoit pareille Couſtume ancienne Article* 101. *L'homme d'Egliſe de franche condition non, &c. iuſques à ce mot, Benefices, inclus. Mais il a eſté rayé en la Nouuelle. Ainſi l'Art.* 128. *de Troyes a eſté oſté.*

Femme mariee comme peut teſter.

†† *Ceſt Art.* 238. *qui auoit eſté diſcordé l'an* 1507. *a eſté preſentement accordé.*

par Teſtament de ſes biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, ſans, &c. mary, en la maniere que deſſus.

CHALONS Tit. 6. Art 26. Femme mariee peut diſpoſer de la moitié des meubles, acqueſts & conqueſts communs entre ſon mary & elle, ſans le conſentement de ſondit mary: & pourueu que ce ſoit à perſonne capable.

CHAVNY Tit. 3. Art. 12. *A la fin.* La femme liee de mary peut diſpoſer par Teſtament tant ſeulement, & elle eſtant conſtituee en maladie, de laquelle elle decede: par lequel Teſtament celle femme peut diſpoſer de ſa portion & moitié qu'elle a és biens meubles qui ſont communs entre elle & ſon mary au temps du treſpas d'icelle, ſans qu'il ſoit requis le congé & conſentement de ſon mary ne de ſes heritiers. Et peut icelle femme ſadite portion leguer ou donner par ſon Teſtament, à quelque perſonne que bon luy ſemble: excepté à ſon mary: auquel elle ne peut, ne ſondit mary à elle teſtamentairement ne autrement aucune choſe donner.

Femme mariee peut teſter ſans l'auctorité de ſon mary.

Homme & femme ne ſe peuuent rien donner l'vn à l'autre par Teſtament ou autrement.

CAMBRAY Tit. 13. Art. 4. Vne perſonne aſſeruie d'enfant de mariage precedent ne peut par Teſtament legater plus auãt que porte la faculté de ſes biẽs meubles & acqueſts faits en ſon vefué, les debtes & funerailles deduites.

ARTOIS Tit. 2. Art. 87. La femme dés qu'elle eſt fiancee ne peut contracter ne diſpoſer de ſes biens par Teſtament n'autrement, comme dit eſt, ſans l'auctorité de ſon fiancé.

Fiancee ne peut faire Teſtament ſans l'auctorité de ſon mary.

LILLE Tit. 2. Art. 31. Vne femme liee de mary ſans l'auctorité de ſondit mary ne peut faire Teſtament.

NORMANDIE Chap. 16. Art. 402. Femme mariee ne peut teſter d'aucune choſe, s'il ne luy eſt permis par ſon mary, ou que par ſon traicté de mariage, il ſoit ainſi conuenu. Ar. 408. La † femme ayant enfans habiles à luy ſucceder lors de ſon decés, ne peut diſpoſer par Teſtament ou Donation à cauſe de mort, que du tiers de ſes meubles.

† *Ceſt Art.* 408. *a eſté accordé pour Couſtume nouuelle: & neant-moins ordonné qu'il ſeroit informé de l'vſage local allegué par le Deputé d'Eureux, que audit Bailliage la femme vefue ou nõ mariee, peut diſpoſer de tous ſes meubles, ſoit par Donation entre vifs ou teſtamẽtaire principalemẽt quãd elle n'a enfans mineurs.*

BERRY Tit. 18. Art. 3. Toutesfois d la femme mariee, bien qu'elle ſoit en la puiſſance de ſon mary, & ne puiſſe ſans auctorité contracter, s'elle eſt en aage de pleine puberté, qui eſt de xviii. ans, pourra ſans licence de ſon mary, teſter ou autrement diſpoſer, de ſes biens par ordonnance de derniere volonté.

Femme eſtant en aage de pleine puberté peut teſter ſans licẽce de ſon mary.

POICTOV Tit. 5. Art. 275. Combien que la femme ſoit en pouuoir de ſon mary, & qu'elle ne puiſſe valablement contracter ne diſpoſer entre vifs, ſans le conſentement & auctorité d'iceluy: toutesfois peut faire Teſtament & Codicile ſans ſon mary.

ANGOVMOIS Tit 9. Art. 118. Et poſé que la femme ſoit ſous le pouuoir, &c. p. *à Poictou.* à contracter entre vifs, ſans auctorité de ſon mary. Toutesfois elle peut, &c. ſans l'auctorité de ſon mary.

Femme mariee peut diſpoſer par Teſtament de la quarte partie de tous ſes biens fors au profit de ſon mary ou de ceux qui luy doiuent ſucceder.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 16. La femme durant le mariage peut diſpoſer par Teſtament de la quarte partie tant de ſes biens dotaux qu'autres, chargee de tous les legats, & quarte partie des debtes, au profit de ſes enfans ou autres: excepté à ſon mary, ou à ceux, à qui le mary peut ſucceder: ſur laquelle quarte partie auſſi ſe prendra la quarte partie des funerailles, là & quand le mary ne voudra accepter la e gagne couſtumiere, moyennant laquelle eſt chargé faire à ſes deſpens les funerailles.

ACS Tit. 4. Art. 11. La femme ne peut diſpoſer de ſon Dot à elle donné par pere ou mere, ou eſtranger, ſoit par Teſtament ou autre derniere volonté, que de la tierce partie: ſur laquelle ſont faites les funerailles: ſinõ que ledit Dot fut baillé à ladite femme par eſtranger, ſans ſtipulation de le rendre à celuy qui l'a donné ou à autre: auquel cas la femme en pourra diſpoſer entierement.

S. SEVER Tit. 11. Art. 11. La femme peut par Teſtament ou autrement diſpoſer de la tierce partie de ſon Douaire, tant pour ſon ame, qu'autrement, & non plus auant, s'il n'y a pacte au contraire.

BRETAGNE T. 24. Art. 619. Femme †† ne peut faire Teſtament ſans l'auctorité de ſon mary, ſi ce n'eſtoit pour aumoſnes, amendemens ou recompenſe de ſeruice à elle faits.

d Ceſt Art. 3. comme auſſi autres Couſtumes ſemble eſtre contraire a quelques Couſt. meſmes de Niuern. Chap. 23. Art. 1. Lille Art. 31. Normandie Art. 402. ſinõ pour amendemens ou recompenſe de ſeruice à elle faits. Bretagne Article 619. ſinon pour choſe pieuſe de la troiſieſme partie des meubles & acqueſts de la Communauté. Bar Art. 106. idem de la fiãcee laquelle ne peut faire Teſtament ſans l'auctorité de ſon fiãcé. Artois Art. 87. Quelques Docteurs ont noté ſur la Loy ex facto 43. D. de vulg. & pup. ſubſtit que les Couſtumes, qui defendoient aux femmes de teſter ne pouuoiẽt ſubſiſter. Conſuetudo enim iniqua eſſet, ſi auferret teſtamenti factionem homini ſanæ mentis. Chaſſan. in §. 1. Tit. des droicts appart. à gens mariez, ſur la Couſtu. de Bourg.

Source : BIU Cujas

tient que la Coustume est bonne, par laquelle la femme ne peut faire Testament sans la licence & permission de son mary pour raison de leur imbecillité & fragilité du sexe.

Gagne Coustumiere.

Femme ne peut disposer que de la tierce de son Dot: s'il n'est donné par l'estranger.

†† *Cest Art. 619. est de nouuel adiousté: Sur lequel les Ecclesiastiques ont remonstré qu'il estoit raisonnable de laisser l'entiere liberté à vne femme de pouuoir tester sans la restraindre sous l'auctorité de son mary, comme le porte ledit Art. lequel ayant lieu, seroit luy oster le moyen de pouuoir faire restitution & recompense par Testament, de ce qu'elle peut auoir de l'autruy, ou autrement descharger sa conscience. Et pour ceste cause, ont requis que ladite restriction portee par ledict Art fut ostee: autrement ont dit s'opposer.*

D'autant que ceste Coustume n'oste point la liberté: mais au contraire seulement requiert vne plus grande solennité, c'est à sçauoir l'auctorité du mary. Art. 15. Tit. de l'Estat & qualité des pers. Voyez cy dessus le Titre x. de Paris.

e La Gagne Coustumiere c'est ce que le suruiuant des conioincts par mariage gagne par la Coustume des lieux du predecedé.

BAR T.8. Art.108. Femme mariee ne peut tester sans l'auctorité de son mary: sinon pour chose pieuse: auquel cas elle peut par Testament disposer de la tierce partie en la moitié des meubles & acquests de la Communauté.

BERRY T.18. Art.2. Les f enfans de famille estans en la puissance du pere, en laquelle ils demeurent, iusques à l'aage de xxv. ans, s'ils ne sont mariez ou autrement emancipez, ne peuuent faire disposition de derniere volonté: si n'est de leurs biens acquis par industrie militaire ou en l'estat & profession de Iuge, Aduocat & Procureur: ou des choses qui leur seront donnees par le Prince souuerain, au seruice duquel ils seroient.

IIII. MEAVX Chap.5. Art.32. Le legataire n'est point g saisi des choses à luy laissees.

MELVN Chap.16. Art.250. Le † legataire ne peut de son auctorité prendre la possession des choses à luy leguees & s'en dire saisi: mais si c'est meuble, faut qu'il luy soit deliuré par l'Executeur du Testament ou heritier du decedé: & si c'est immeuble, la deliurance actuelle en doit estre faite par l'heritier.

SENS Tit.8. Art.74. p. *à Melun.* ne soy en dire, &c. mais faut qu'elles luy soient baillees & deliurees par les Executeurs, &c. decedé. Toutesfois la deliurance actuelle des legs immeubles, ne peut estre faite par les Executeurs du Testamẽt, sans appeller l'heritier.

AVXERRE Tit.12. Art.231. Les legataires, &c. p. *à Sens.* n'eux en dire saisis, &c. heritiers du testateur: sans †† lesquels heritiers appeller ne se peut faire la deliurance des immeubles leguez par ledit Testament.

CLERMONT T.11. Art.135. Les † Executeurs peuuent & leur loist faire la deliurance des legs cõtenus en iceluy, au profit d'iceluy ou ceux, à qui ils sont faits: pour le regard des biens meubles & sans les heritiers dudit defunct: & quant aux biens immeubles, est requis que les heritiers soient appellez.

VALLOIS T.13. Art.172. †† p. *à Clermont.* contenus au Testament, duquel ils sont Executeurs, au profit, &c.

TROYES Titre sixiesme. Article 114. p. *à Auxerre* ou heritiers: toutesfois quant à la deliurance actuelle des immeubles, elle ne se peut faire sans l'heritier.

LAON T.7. Art.63. Leg † testamentaire ne saisit point: mais conuient que reelle deliurance en soit faite par l'heritier, ou Iustice au refus dudit heritier. Et ne suffit que la deliurance en ait esté faite par l'Executeur du Testament, s'il y a heritier: sinon que tel leg fut de meubles, où il suffit la seule tradition & deliurance faite par ledit Executeur. Art.64. L'Executeur testamentaire se peut payer par les mains du leg mobiliaire à luy fait: mais où il seroit en immeuble, doit estre baillé par l'heritier. Art.70. Fideicommis se peut faire par Testament en telle maniere que le testateur peut ordonner qu'apres le trespas du fideicommissaire, ou au cas d'autre condition, la chose laissee retourne à autre personne qu'il plairra audit testateur nommer & choisir.

CHALONS T.11. Art.72. Legataire ne se peut dire saisi des choses à luy leguees: mais en doit demander la deliurance à l'heritier, si le legs est en immeubles: ou à l'Executeur, s'il est en meubles. Et peut demander ledit leg par action personnelle, hypothecaire & de reiuindication.

REIMS Tit.10. Art.286. Peut vn testateur donner ou leguer quelque chose à ses enfans ou autres personnes par forme de fideicommis suiet à restitution à autruy: ou bié le dõner ou leguer sans charge ou a charge. Ar.296. Le legataire des choses mobiliaires ne peut de son auctorité prendre les choses à luy

f Senium 3. §. filium. C. Qui test. fac. L. qui in potestate. 6. L. filiusfam. 16. l. si filiusfamilias 19. D. eodem tit. §. præter hos Inst. Quib. non est permissum fac. testam. Car il est certain que le fils de famille ne peut faire Testament pour raison de ses biẽs soient aduentifs ou propres, ores que le pere y preste consentemẽt. d. l. 6. & 16. Toutesfois il peut tester des biens aduentifs, desquels le pere n'a point l'vsufruict. l. vlt. §. 5. C. de bonis quæ lib. Nou. 98. cap. 1. L. pen. C. qui test. fac. poss. Il peut disposer par Testament des biens qu'il a acquis par son industrie militaire ou autrement, qu'ils nomment bona castrensia vel quasi, l. 5. D. de donat. Paul. lib. iii. Sent. Tit. 4. Comme aussi il peut faire Donation pour cause de mort, par le consentement de son pere, l. 75. §. 1. D. de mortis caus. donat. Cecy est amplement traicté par Cuias ad d. l. 6. & en ses Paratitles du Code Tit. de bonis quæ lib. Voyez la Coust. de Berry Art. 3. T. de l'estat & qualité des pers. mis cy dessus, partie 1. T. 1. nomb. vii.

g Ceste saisie de laquelle le legataire demoure saisi par les mains de l'heritier, doit estre reelle & actuelle. La Coustume d'Aniou Article 341. & le Maine Ar. 353. mis cy dessus, monstre que tout Donataire

Enfans de famille peuuent tester seulemẽt de leurs biens acquis par leur industrie ou dõ du Prince souuerain.

Legataires ne sõt point saisis des legs à eux faits: mais les doiuẽt auoir par les mains de l'heritier ou Executeur Testamentaire.

† *Cest Art. 250. a esté adiousté comme ancien.*

†† *Ces mots, Sans lesquels, &c. ont esté de nouuel adiousté.*

† *Aucuns des Aduocats & Practiciens ont dit que par l'ancienne Coustume de ce faisant mention, lesdits Executeurs souloient faire deliurance des immeubles aussi bien que des meubles, sans pour ce faire appeller les heritiers du trespassé.*

Source : BIU Cujas

Et ainſi en a eſté vſé anciennement, toutesfois depuis quelque temps, elle a eſté contredicte en pluſieurs procez intentez és Sieges dudict Comté : où il a ſouſtenu qu'il eſtoit requis appeller les heritiers à la deliurance deſdicts legs, pour le regard des immeubles : & pour ce qu'aucuns deſdicts procez ſont encores indecis, ont requis en eſtre faicte mention en noſtre procez verbal, comme l'ancienne Couſtume a eſté corrigee pour l'aduenir : ce qu'auons accordé de l'accord & conſentement cy deſſus. Auſſi ouy du Belloy Eſcuyer Seigneur dudict lieu, & de Rotuiller, nous a requis charger noſtre procez verbal d'vne autre Couſtume ancienne, cõtenant que les heritiers d'vn teſtateur peuuẽt prendre & auoir l'execution de ſon Teſtament, ſi bon leur ſemble, en baillant bonne & ſuffiſante caution. Sur laquelle requeſte & que ladicte Couſtume a eſté recognue & atteſtee veritable par tous les Aduocats & Practiciens illec aſſiſtans, y comprins ceſte clauſe : Pourueu que leſdicts heritiers ayent le Teſtament, pour aggreable. Auons ordonné que ledict du Belloy en aura lettre : enſemble de ladicte recongnoiſſance. Et neantmoins ſur ce que pluſieurs deſdicts Eſtats ont remonſtré que ladicte ancienne Couſtume eſtoit iniuſte & damnable, au moyen que les legs & diſpoſitions mentionnees eſdicts Teſtamens, ſont au preiudice deſdicts heritiers, qui ſans contrainte de Iuſtice ne ſeront par eux accomplis : & en ce regard ſont leſdicts heritiers reputez ennemis des ames des teſtateurs : & par ladicte Couſtume demeurent ſouuent inexecutez, & que ſi elle eſtoit eſcrite en noſtre procez verbal comme ancienne, aucuns en voudroient cy apres vſer, ſi noſtredict Procez n'eſtoit par ſemblable charge de quelque autre Article derogeant à ladicte Couſtume : laquelle pour ces cauſes ont requis eſtre du tout abolie. Surquoy auons ordonné que ladicte Couſtume ſera abolie, & n'aura aucunement lieu pour l'aduenir.

†† *Ceſt Art. 172. eſt de nouuel adiouſté.*

† *Le 63. Art. eſt accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

& legataire doit eſtre ſaiſi par les mains de l'heritier du donneur : ſinon que le donneur luy ait baillé la poſſeſſion ſa vie durant, & en pleine ſanté. Ceque du Moulin & autres diſent ſe pouuoir entendre de poſſeſſion ciuile fícte, & imaginaire : comme conſtitut, precaire ou retention d'vſufruict. Mais que telle poſſeſſiõ n'a lieu au cas porté par les Art. 345. d'Anjou & 357. du Maine, ou il faut entendre de poſſeſſion vraye reelle & actuelle, par ce que le cas porté par leſdits Art. eſt plus odieux l. 1. C. de natur. lib. C'eſt donc vne choſe certaine & aſſeuree que les legs ne ſaiſit point, ſoit ledit legs mobilier, ou immobilier : ains ſe doit faire la deliurance par l'Executeur dans l'an & iour, ſ'il eſt mobilier, & apres l'an par l'heritier : comme auſſi les legs immobiliers ſe doiuent deliurer par ledict heritier. Iul. Titia cum teſtamento 34. §. Lucius de leg. 2. il ſe congnoiſt que le legataire ſe peut ſaiſir du legs, ſi le teſtateur l'a ainſi voulu & ordonné. Or ceſte deliurance de legs des choſes mobiliaires ſe doit demander par le legataire non és lieux, où ſont les biens du demandeur, ains au lieu où reſide le defendeur heritier, ſ'il y a Iuſtice Royale. Car le priuilege perſonnel eſt plus fort & puiſſant que le reel, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt le 12. iour de Iuin 1564 contre vne fille legataire de cheuaux & habillemens de ſon mort à Chinon, & furent neantmoins les parties renuoyees au lieu de la demourance du defendeur aiſné. Le legataire ne doit prendre le legs par ſes mains regulierement, & où il ſe feroit du contraire, l'heritier eſt touſiours reintegré, à la charge de le rendre & reſtituer *bref manu*, comme il fut decidé par Arreſt prononcé en robbes rouges pour heritier du Vidame de Chartres le 19. May 1564. Ie ne veux oublier que par Arreſt du 23. iour de Decembre 1580 prononcé en robbes rouges il a eſté iugé qu'vn legs ſecret de quelque ſomme que ce ſoit delaiſſé à la diſcretion ou ſelon qu'il a eſté dict au Confeſſeur eſt reputé bon & valable, ſans que le confeſſeur ſoit tenu de le reueler à qui, en declarant par luy à la veſue que ce n'eſt à leur profit, & preſta ledict confeſſeur ſerment en la Cour à ceſte fin, comme auſſi fit la veſue, qui declara ne pretendre aucune choſe en la choſe ainſi que dict eſt le-guee. Ce qui a eſté iugé conformement à ce qui eſt traicté in l. 14. D. de dote releg. l. 25. D. de rebus dub. l. Titia cum her. inſt. l. captatoriæ De leg. 1. Cela n'a point de lieu en legs pitoyables. cap. cum tibi de teſtam. Bartol. ad d. l. 14. De dote rel. & in l. ſi ita ſcripſero. D. de cond. & demonſtr. Celuy qui auoit faict ledit Teſtament ſe nommoit M. Antoine Perdrier Secretaire du Roy, qui auoit laiſſé par ſon Teſtament trois mil eſcus à diſtribuer par les mains de M. Iacques Pelletier Docteur en Theologie & Curé de S. Iacques à celuy ou ceux qui luy auoit dict en confeſſion. Pareil Arreſt auoit eſté donné aux grands Iours tenus à Poictiers apres la declaration de l'heritier & du confeſſeur au mois d'Octobre 1579. Et n'eſt tenu le confeſſeur reueler la confeſſion ainſi qu'il a ſouuent eſté iugé meſmes le 23. iour d'Octobre 1580. ſuiuant le can. ſacerdos 3. q. 7. Toutesfois ſur telle queſtion, la cauſe fut appointee au Conſeil le 28. iour de Nouembre 1579. Voyez Chopin 3. liure des Couſtumes d'Anjou Tit. 3. Nombre 5. & Charondas VII. des Reſp. Chap. 178.

†† *Ces mots, mais eſt &c. iuſques à ce mot* Toutesfois, *ſont de nouuel adiouſtez en ceſt Art. 290.*

† *Le 299. Art. eſt de nouuel introduit.*

leguees, ne ſoy en dire ſaiſi. Mais †† eſt requis qu'elles ſoient baillees & deliurees par l'Executeur du Teſtament. Toutesfois la deliurãce des legs immeubles ne peut eſtre faicte par l'executeur : ains par l'heritier ſeulement. Art. 299. L'executeur † d'vn Teſtament peut prendre par les mains, le legs mobiliaire à luy legué par le teſtateur : & s'en peut dire ſaiſi contre l'heritier. Mais ſi le teſtateur luy a legué quelque heritage, faut qu'il luy ſoit baillé & deliuré par ledit heritier : ou par auctorité de Iuſtice au refus dudit heritier, à ce appellé.

S. QVENTIN Tit. 2. Art. 26. Le legataire ne peut prendre n'apprehender de ſon auctorité le legs qui luy a eſté faict par le teſtateur : & n'en eſt par ſon treſpas ſaiſi ne veſtu : ains l'heritier. Et pour ce eſt requis luy en demander deliurance, ou aux executeurs dudict Teſtament : & au refus de ce faire l'en contraindre par auctorité de Iuſtice. Art. 30. Ce qui eſt delaiſſé en eſpece par le teſtateur ſe doit auſſi deliurer & payer en eſpece.

AMIENS Tit. 3. Art. 62. L'executeur †† teſtamentaire paye les legs mobiliaires, l'heritier preſent ou appellé : & peut retenir par ſes mains le legs mobiliaire à luy fait : mais ſi c'eſt d'immeubles, ſe doit deliurer h par l'heritier, non

Legs en eſpece, ſe doit payer en eſpece.

†† *Ceſt Art. 62. eſt de nouuel introduit pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

h Les heritiers ne ſont receuables à debattre les legs pitoyables, s'ils en ſont ſaiſis, que premierement ils n'ayent reintegré & reſtitué és mains de l'executeur teſtamentaire. Et ſe doit entendre de legs faict generalement aux pauures, pluſtoſt aux pauures du lieu, où le Teſtament eſt faict que pour ceux qui ſont au lieu de la demourance du teſtateur, & ains fut iugé en audience le 8. Auril 1578. pour M. le Procureur general au profit des pauures de la ville de Paris contre les heritiers de Feu M. Boyer Archediacre de Tours. Au reſte ie ne veux point paſſer vn Arreſt prononcé en robbes rouges aux Arreſts de la Pentecoſte par defunct M. Briſſon le

Source : BIU Cujas

premier iour de Iuin 1582. par lequel il fut decidé combien que le teſtateur alienant vn legs, ſemble le reuoquer, que le legataire eſtoit bien receuable à demander vne rente de vingt eſcus qu'il pretendoit luy auoir eſté leguee ſur l'hoſtel de la Cloche de fer d'Amiens, laquelle auoit eſté donnee au teſtateur à la charge ne exiret de familia: Peu de temps apres il la donne à rente conſtituee à pris d'argent, qui equipolle à vendition. L'inthimé la pretend par Retraict lignager le meſme iour auquel on ne pouuoit ſuir. Par ceſt acte il ſembloit auoir reuoqué rem legatam. Puis ils ſe trouuent quelques codicilles qui confirmoient le Teſtament & les legs donnez: & donnoit encores à l'appellant quelques ſommes outre les choſes leguees, l'inthimé auoit obtenu ſentence à ſon profit. La Cour mit l'appellation & ce dont eſt appel au neant, & emendant le iugement que l'appellant iouyroit dudict legs, & fut ledict inthimé condamné és deſpẽs de la cauſe principale ſeulement. Il pretendoit les Codicilles nuls pour ce que le Vicaire ſibi adſcripſerat legatum puta dix eſcus ou vne robbe, & n'y euſt la Cour aucun eſgard conſiderant la volonté du teſtateur: & ita exactum etiam inutili voluntas defuncti colligitur.

par ledict executeur. Art. 65. Si aucun veut perceuoir les fruicts d'heritage à luy donné & legué par Teſtament, eſt † requis & neceſſaire, que apres le treſpas du teſtateur, il ait le conſentement de l'heritier du teſtateur & autres à qui il touche ou que en iceluy il ſe face mettre de fait, & ſoit tenu & decreté par droict de ſentence de Iuge competent, parties ouyes ou par contumace: & ſi le legs eſt mobiliaire, il ſe peut demãder par actiõ, cõme auſſi ſe peut faire le legs immobiliaire.

CHAVNI Tit. 11. Art. 59. Faut entendre qu'és heritages, qui auroient eſté ainſi donnez ou laiſſez par teſtament ou ordonnãce de derniere volõté, les donataires ou legataires ne ſe peuuent immiſcer, bouter ou intruire d'eux meſmes: mais eſt requis que traditiõ leur en ſoit faite par les heritiers du teſtateur, ou par la Iuſtice pardeuant laquelle ſeront cõuenus les heritiers pour ce faire, quand ils en ſont refuſans. Et ne ſuffiroit que les executeurs du Teſtament en euſſent fait la tradition ou deliurance, ſ'il y a heritiers: & ſi ce n'eſtoit en meubles où ſuffiroit tradition & deliurãce d'iceux executeurs. Tit. 16. Ar. 85. Les donataires legataires & acheteurs d'iceux Fiefs, ne ſont ſaiſis par le moyen de leurs titres: mais eſt requis que les vẽdeurs, donateurs entre vifs ou Procureurs pour eux, s'en demettent & deſſaiſiſſent entre les mains des Seigneurs ou de leurs Iuſtices: & que les donataires & acheteurs en ſoient receus à foy & hõmage par iceux Seigneurs ou Iuſtices: ſinõ en Fiefs donnez pour cauſe ou aduancement de mariage ou ſucceſſion d'iceux qui leur peuuent ſucceder. Auquel cas ny faudroit Saiſine ne Deſſaiſine. Art. 89. Il eſt requis auant que les legataires ſe peuuent dire ſaiſis des Fiefs à eux leguez par teſtament, d'auoir deliurãce d'iceux Fiefs par les heritiers. Et où ils ſeroient refuſans de faire telles deliurãces, doiuent eſtre appellez & contraints par Iuſtice, à ce faire.

PONTHIEV Tit. 2. Ar 27. Ainçois qu'vn puiſſe auoir droict reel en choſe immeuble à luy legatee, il eſt neceſſaire qu'il l'apprehende par l'vne des deux voyes qui enſuiuent: c'eſt à ſçauoir par miſe de fait, en vertu de cõmiſſiõ donnee de Iuge competent, & que par Sergent aiant pouuoir à ce, le legataire ou Procureur pour luy, ſoit mis de faict ſur la choſe à luy legatee, en appellant ſur le lieu l'heritier du legateur & le Seigneur: & qu'ils ſoit adiournez à leurs perſonnes ou domiciles, & que le legataire y ſoit tenu & decreté de droit par Iuge competent: ou que par le conſentement de l'heritier dudit legateur, iceluy legataire en ſoit ſaiſi & veſtu, le Seigneur, dont la choſe immeuble ſeroit tenue, payé ou contenté de ſes droicts.

PERONNE Tit. 7. Ar. 166. Le †† legataire doit demander à l'heritier deliurance de ſon laiz, & le prendre par les mains de l'heritier. Et où il y auroit refus & proces pour iceluy, le legataire doit auoir prouiſion dudit laiz, pendant le procez en baillant caution.

LA SALLE DE LILLE Tit. 9. Art. 6. Vn legataire vniuerſelle eſt ſubmis & tenu aux charges, debtes & obligations du treſpaſſé. Ar. 8. Les debtes d'vn treſpaſſé, doiuent eſtre payees auant les legats par luy faicts.

ARRAS Tit. 3 Ar. 34. Vn legataire par la diſpoſition teſtamentaire faict à ſon profit, d'aucuns heritages & rentes foncieres, apres la mort du teſtateur, n'eſt tenu & reputé ſaiſi de ſes heritages & rentes, pour ſe en dire vray Seigneur & proprietaire. Mais conuient qu'il en face apprehenſion reelle: n'eſtoit que le treſpas dudit teſtateur aduenu, il ait deliurance de ſon legat, par les executeurs de ladite diſpoſition, qui aient eſté decretez en l'execution: ou qu'icelle diſpoſitiõ ait eſté paſſee & recognue par deuant les Eſcheuins, par ledit teſtateur, eſquels cas ne conuiendroit faire aucune autre apprehenſion audit legataire pour ſon legat.

NIVERNOIS Chap. 33. Ar. 5. Legataires ne ſont ſaiſis des laiz à eux faits pour les prendre par leurs mains: mais ſi ce ſont meubles & conqueſts, les doiuent dedans l'an & iour de l'execution prendre par les mains de l'executeur: & apres ledict an par les mains de l'heritier. Et quãt aux immeubles anciens, touſiours par les mains dudit heritier, ſi le teſtateur n'en a autrement diſpoſé. Et ſi leſdicts heritiers ſont refuſans ou delayans de leur faire deliurance, les legataires auront recours i à la

† *Ces mots, Eſt requis & neceſſaire, ont eſté mis au lieu de ce mot, expedient, qui eſtoit au 9. Art. de l'ancien.*

Legataire ou donataire cõme apres le decez du teſtateur doit auoir le conſentement de l'heritier ou ſe fera mettre de fait en l'heritage auec decret de Iuſtice

Donataires legataires & acheteurs ne ſont ſaiſis par le moyen de leurs Titres: ains y faut Saiſine & Deſſaiſine fors en contract de mariage & donation faicte en aduancement d'hoirie.

Legataire doit apprehender ſon legs par l'vne des deux voyes par miſe de faict ou conſentement de l'heritier.

†† *Ceſt Art. 166. eſt de nouuel introduit pour le regard de la prouiſion y mentionnee pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Legataire n'eſt ſaiſi.

i Cecy ſe doit rapporter au plus proche ſçauoir eſt que l'exe-

Source : BIU Cujas

cuteur peut deliurer l'heritage legué par la defuncte, si elle l'a ainsi voulu & ordonné par son Testament auec ceste clause elle a voulu que son mary & executeur le peut prendre par ses mains. Ce qui est permis de droict in l. Titia cum testamento 34. §. Lucius Titius D. legat. 2. vide Guid. Pap. Dec. 609. C.M. on peut adiouster encores pour confirmation la Loy 55. D. de leg. 1. Le legataire peut aussi prendre le legs testamentaire par ses mains, s'il est executeur testamentaire argumento l. 78 §. 1. D. de contr. empt. Autrement il ne doit prendre le legs sinon par les mains de l'heritier l. 1. §. 3. D. quod legat, & s'il le prend de son auctorité, il doit estre priué du legs l. 9. C. vnde vi. l. non est dubium 5. C. de legat.

Legataire saisi peut intenter toutes actions possessoires, petitoires, personnelles & autres.

Iustice : laquelle apres lesdicts refus ou delay fera ladicte deliurance.

MONTARGIS Chap. 13. Art. 5. *A la fin.* Et doiuent les executeurs faire deliurance aux legataires desdicts laiz : lesquels legataires en sont apres saisis, & peuuent intenter & defendre toutes actions possessoires, petitoires, personnelles & autres.

ORLEANS Tit. 16. Art. 291. *A la fin.* Et aussi peuuent & doiuent faire bail & deliurance des legs aux legataires, les heritiers du testateur presens ou deuement appellez, inuentaire prealablement faict des biens de ladicte succession. Et ce faict les legataires en sont & demourent saisis : & peuuent intenter & soustenir toutes &c. p. *à Montargis* : autres pourueu que le Testament soit faict en la forme que dessus. Art. 298. Si † les executeurs d'vn Testament estoient refusans & dilayans de faire deliurance aux legataires, des legs à eux faicts par le testateur, ou que iceux executeurs fussent demourans hors la iurisdiction ordinaire, en laquelle le testateur est decedé, ou les choses leguees assises. Et en ce cas les legataires peuuent demander la deliurance au Iuge k de la iurisdiction, en laquelle ledict testateur est decedé, ou les choses leguees assises : & leur sera faicte les heritiers apparens & presumptifs ouys, & deuement appellez.

† *Cest Art. 298. est tiré du 295. de l'ancien & ces mots, apparens & presumptifs sont esté adiouster pour explication.*

GRAND PERCHE Tit. 7. Art. 124. Le legataire n'est saisi : mais doit estre saisi par l'heritier.

k Les legataires aians demãdé deliurãce de leurs legs, si le Testament est impugné & debatu de nullité, suggestion, ou fausseté, peuuent ils demander par prouision que le Testament soit entretenu ? Ceste question a esté souuẽt agitee & mesmes en la cause concernant le Testament de M. l'Eueſque de Vienne, & fut disputé, si le Testament passé par deuant Notaires & tesmoins emportoit prouision pour le regard des legataires estant ledict Testament maintenu de faux & suggeré n'estoit suiect à prouision : primò par la disposition du testateur, lequel il disoit auoir esté en si grande extremité lors du pretendu Testament, qu'il n'auoit aucun iugement ny entendement, de sorte qu'il deceda demie heure apres, alleguoit à ce propos Platon en son liure xi. des Loix : parlant de la disposition des testateurs. Et pour la question soustenoit, Nec iure Pandectarum nec iure codicis aucun Testament n'estre suiect à prouision & qu'on le pouuoit congnoistre au Titre v. legat. vel fideic. nom. cau. l. si post testamentum D. de petit. her. l. 2. c. ad leg. corn. de falſ. l. fin. C. de legat. qui se doiuent entendre inter heredem scriptum & heredem ab intestato, & non respectu legatariorum. En ce cas l'heritier est tenu payer les legs præstita cautione & que la Loy fin. C. de edict. Diui Adr. toll. n'a lieu au cas qui s'offre par ce qu'elle s'entend, quando nullus est possessor hereditatis & cum testamentum caret vitio vt loquuntur visibili, quo casu heres pendente quæstione falsi mittitur in possessionem. Ce qui n'a lieu en ce faict. D'autant que l'heritier est saisi par la Coustume generale de France. Tertiò disoit estre fondé en Arrest solennel donné au profit de Madame Dorbec, par lequel auoit esté dict qu'vn Testament maintenu de faux n'estoit suiect à prouision, & que ordinairement on suiuoit ledict Arrest pour Loy : & qu'il y a grand difference entre les contracts & Testamens Les contracts dependent de la volonté de deux ou plusieurs : mais les Testamens de la volonté d'vn seul : & qu'en matiere de Testament, les fausſetez estoient fort frequentes, & n'y auoit personne apres le decez qui le peut contredire. Quartò, que le Testament pechoit en sa forme : par ce que vne grande partie des biens estoit assis au pays de Droict escrit, auquel est requise la solennité de Droict introduite és Testamens l. hac consultissima C. de testam. laquelle n'auoit esté gardee audict Testament & partant nul & qu'en iceluy nulla erat heredis institutio, qui est requise de Droict. M. Du Mesnil pour le Roy a dict que ceste question a esté souuent remuee en la Cour, & qu'on auoit touſiours tenu que quant vn Testament estoit signé seulement de la main du testateur & defunct, qu'en ce cas ny auoit aucune prouision : par ce que la verification du seing du defunct consistoit en preuue. Pareillement quand le Testament est receu par le Curé ou Vicaire general, ny eschet aucune prouision, par ce que le Curé ou Vicaire n'est personne publique, & n'est tel instrument reputé authentique pour le regard de l'execution. Secus quãd le Testament est passé par deuant Notaires. auquel cas on auoit touſiours tenu que la prouision y estoit *pendente falsi quæstione propter publicam auctoritatem* des Notaires. D'autant que tels instrumens auoient pareille force, que les lettres obligatoires passees sous Seel Royal : & depuis aucuns auoient faict distinction, vtrum longo tempore ante mortem factum esset testamentum, an vero paulo ante mortem. Secundò quant à l'Arrest Dorbec, disoit y auoir diuersité de raisons. Tertiò que telle question a esté souuent agitee & que du temps de feu M. le President de Monthelon, fut donné Arrest solennel, par lequel il fut dict que le Testament dont lors estoit question, ne portoit prouision, & fut adiouſté sans tirer à consequence. Quartò que la Loy fin. C. de petit. hered. faisoit contre Boucherat, & que il ne se faillioit esbair s'il y auoit diuersité d'Arrests pour ce qu'il estoit mal aisé d'en faire vne Loy vniuerselle *propter casuum diuersitatem, quo casu fit mutatio & disparitas iuris : & non possunt omnes casus legibus comprehendi.* Robert employa le dire des gens du Roy adiouſtant que partie aduerse n'estoit receuable d'empescher la prouision. D'autant que par Arrests de 14. Feur. 1553. & 6. Iuillet oudit an contradictoirement donnez entre les parties, il auoit esté dict que le legataire vniuersel, auroit deliurance des meubles à luy delaiſſez par ledict Testament, & y auoit pareille raison pour les immeubles La Cour par Arrest du 9. Octobre 1556. aucuns le cottent du 29. Octobre, a ordonné & ordonne que le legataire vniuersel auroit deliurance des biens immeubles delaiſſez par le decez & treſpas dudict feu Eueſque de Viennes, leſquels sont situez & assis en ce Ressort & autres assis en pays de Droict escrit & ce par prouision en baillant par ledict legataire bonne & suffisante caution en ce Ressort. Ceſt Arrest est fort considerable & merite d'estre obserué, estant vray qu'il doit auoir

Source : BIU Cujas

lieu de prouision, s'il n'y a des circonstances claires & apparentes pour le vice du Testament. A cette cause par infinis Arrests mesmes du Ieudy 2. iour de Mars 1595. a esté iugé que pendant l'instance de faux doiuent cesser & sur soy toutes actions ciuiles & prouisions: & fut la sentence de prouision adiugee en vertu d'vn Testament debatu de faux, infirmee.

BOVRBONNOIS Chap. 24. Art. 293. p. *à Auxerre* par les mains de l'executeur ou heritiers du testateur. Art. 297. Les † legataires d'aucuns Testamens apres deliurance de leurs legs à eux faictes verballement par l'executeur ou executeurs du Testament, se peuuent dire saisis des choses à eux leguees, & pour raison d'icelles peuuent prendre & intenter complainte en cas de Saisine & nouuelleté.

† *Cest Art. 297. est accordé pour nouuelle Coustume.*

Legataires estans saisis peuuent intenter complainte.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 24. Les legats delaissez par le defunct, seront payez par les heritiers tant paternels que maternels *pro rata bonorum.*

Legs payez par les heritiers paternels & maternels au fur de leurs portiõs

LA MARCHE Chap. 19. Art. 259. La tierce partie des biens dont le testateur peut disposer, se doit prendre par la main de l'heritier ab intestat & ne saisit le donataire ou legataire & est reuocable telle Donation testamentaire ou traict à mort, iusques à la mort du disposant l par quelques paroles qu'elle soit constituee: & posé qu'il y ait * cause de garentage ou serment de ne venir au contraire.

l Voyez cy dessus l'Addition du Titre XIII. nombre IX & X.

Legs ne saisit point.

Donation testamentaire se peut reuoquer.

* Aliàs, *clause.*

XAINCTONGE Tit. 10. Art. 90. Aucun testateur ne peut faire que le legataire ou autre que la femme de l'heritage ou de ce qui est censé heritage, soit saisi: ains faut qu'il prenne le legat par les mains de l'heritier.

Legataire n'est saisi.

SEDAN Tit. 7. Art. 133. Le leg testamentaire ne saisit point: & faut que le legataire en demande la deliurance aux heritiers du testateur ou aux executeurs du Testament, pour le regard des legs mobiliers tant seulement.

Le testamentaire ne saisit point.

BAR Tit. 8. Art. 101. Le legataire n'est saisi des choses à luy legueesrains les doit prendre de l'heritier du defunct, ou de l'executeur testamentaire, l'heritier ou heritiers presens ou deuement appellez.

Scellé des biens des manãs de Tournay & pourquoy.

CALAIS Tit. 6. Art. 91. L'executeur testamentaire paye les legs mobiliaires, l'heritier present ou appellé: & peut retenir par ses mains le legs mobilier à luy faict: mais les legs d'immeubles se doiuent deliurer par l'heritier, & non par ledict executeur.

V. TOVRNAY Tit. 22. Art. 5. Incontinent apres le trespas aduenu d'vn manant de ladicte ville, non delaissant sa vefue & enfans, ou delaissant enfans mineurs sans mere ou autres heritiers, les Escheuins font par vn leur Sergent seeller les biens & coffres estans en la maison mortuaire, & demeurent lesdicts biens sous leurs mains pour la conseruation du droict de celuy ou ceux qui y peuuent auoir interest, iusques à ce qu'il soit apparu aux Escheuins, ledit defunct auoir faict Testament, ou que ses enfans ou heritiers soient tous maieurs d'aage: esquels cas se lieue ladicte main-mise desdicts biens au profit des executeurs, enfans ou heritiers, si aucuns en y a.

Executeurs testamentaires ne voulans accepter la charge, Iuge en peut mettre: sinon que les heritiers en prennent la charge.

VI. MEAVX Chap. 6. Art. 36. Si les executeurs nommez en Testament, ne veullent accepter la charge de ladicte execution, le Iuge y peut subroger & mettre autres en leur lieu. Art. 37. S'il n'estoit que les heritiers vousissent prendre la charge & bailler caution de ce faire. Art. 38. Quand †† il n'y a point de biens meubles en la succession d'aucun trespassé, qui a nommé & esleu aucuns executeurs, m iceux executeurs peuuent engager, hypothequer, vendre à faculté de remerer, si à ladicte faculté de remerer ils trouuent acheteurs: *alias*, peuuent vendre simplement, des heritages demeurez du decez du-

†† *Aucunes clauses ont este adioustees pour esclaircir l'ancienne Coustume.*

Executeurs testamentaires comme peuuent vendre des heritages du defunct, à remeré ou simplement quand il n'y a meubles & si les heritiers sommés ne veulent fournir argent pour l'execution.

m Balde, & autres Docteurs demandent si la charge fonction des executeurs testamentaires peut estre donnee à vne femme, mais Accurse & autres sur la Loy Tutela D. de tutelis & l. feminæ D. de regul. iuris. Mais il est certain qu'vne femme peut estre nommee pour estre executrice d'vn Testament. Ce qui se collige disertement de ce qui est escrit par Scevola in l. à filio & ibi Bartol. l. 15. D. de alim. leg. l. filio §. matri D. de adim. legat vide Bartol. in l. nemo. D. de testam. tutela & in l. si plures D. de admin. tut. Glossam in cap. fin. De testam. in 6. Bald. ad 7. D. de inst. act. Par Arrest du quatriesme Ianuier mil cinq cens nonante, a esté appoincté au conseil entre M. de Rubentel Conseiller & Charles Sacassin sur la difficulté qui estoit de sçauoir si vne femme mariee pouuoit estre nommee executrice testamentaire, veu que les femmes mariees ne peuuent contracter, s'obliger ne faire aucun acte sans auctorité de leurs maris: & neantmoins fut dict que ce pendant les legs seroient payez par Françoise Collesse femme de Charles Sacassin, comme Chopin escrit liure 3. des Coustumes d'Aniou Titre trois nombre quatre Papon liure vingt Titre huict Art. 10. Au reste Religieux mesmes les mandiens peuuent estre executeurs testamentaires auec licence & permission de leur superieur, ainsi qu'il est porté par le droict Canonique in d. cap. fin. de testam. lib VI. Et est Balde de cest aduis. Toutesfois il excepte les Religieux de Sainct François, comme il est noté in Clementina Exiui de Paradiso de verb. sign. Balde in Aut. ingressi & Auth. Si qua mulier C. de sacros. Eccles.

Source : BIU Cujas

dit defunct, en ayant permiſſion de Iuſtice : pourueu que préalablement ils aient denoncé aux heritiers dudict defunct, s'ils ſont preſens, ſi leur intention eſt de fournir d'autres biens pour accomplir le Teſtament & volonté derniere dudict defunct, obſeques & funerailles. Et leſquels heritiers, ſi bon leur ſemble, peuuent diſtribuer argent aux executeurs pour fournir & accomplir ledict Teſtament & derniere volonté dudict defunct & payer ſes obſeques & funerailles. Et ſi les heritiers fourniſſent argent, les executeurs ne peuuent engager, hypothequer, vendre à faculté de reemerer ne ſimplement, des heritages dudict defunct.

† *Les Art. 252. & 253. ont eſte de nouuel introduits.*

Executeurs quand & comment peuuent faire vendre les meubles du defunct.

Executeurs tenus dans l'an payer les debtes claires.

†† *Les Art. 254. & 255. ont eſté adiouſtez comme anciens & non redigez par eſcrit.*

Executeurs peuuent receuoir les debtes du defunct : dont ils ont les obligations ou cedules par inuentaires.

† *Les Nobles & gens du tiers Eſtat, le Procureur du Roy ioint, ont requis que ces mots* par le Dioceſain & qui premier y preuient *contenus au 2. Ar. ancien fuſſent rayez d'iceluy. Ce qui a eſté empeſché par l'Eſtat de l'Egliſe, diſant que l'Archeueſque de Sens eſtoit fondé en Droict commun, poſſeſſion immemoriale & Arreſt de la Cour. Le Chapitre de Lẽgres dict qu'ils eſtoient en poſſeſſion d'ouyr les comptes de l'execution des Teſtamens des Chanoines, Chappelains Vicaires habituez, dome.*

MELVN Chap. 16. Art. 252. Apres † l'inuentaire faict par les executeurs d'vn Teſtament, en la maniere que dict eſt, ſera l'heritier receu à fournir & bailler deniers comptans aux executeurs, de tout ce qui ſera liquide pour l'accompliſſement du Teſtament : en quoy faiſant luy ſeront deliurez les biens dont ledict executeur eſtoit ſaiſi, en baillant toutesfois par leſdits heritiers caution ſuffiſante ſur le lieu, d'indemniſer ledict executeur, du tout ce qu'on pourroit demander audict executeur, dans l'an & eſliſans domicile. Art. 253. Et où leſdicts heritiers ſeront refuſans de bailler deniers & caution, dedans la xv. apres le decez dudict teſtateur, pourront leſdicts executeurs faire vendre par auctorité de Iuſtice, deuant la maiſon du defunct ou en lieu public, les biens meubles de la ſucceſſion, les heritiers preſens ou ſuffiſamment appellez. Art. 254. Les †† executeurs ſont tenus payer dedans l'an & iour les debtes du teſtateur claires & recongnues par lettres ou autrement deuement verifiees, s'ils en ſont requis, l'heritier ſommé & appellé. Art. 255. Executeurs peuuent receuoir ſans l'heritier, les debtes du defunct, dont les briefs, obligations ou cedulles leur auront eſté baillez par inuentaire, & non autrement.

SENS Tit. 8. Art. 76. L'heritier ne ſera ouy, s'il demande auoir les biens du teſtateur en baillant caution d'accomplir le Teſtament : mais en baillant ou delaiſſant à l'executeur argent ou biens exploictables pour accomplir ledict Teſtament, & payer les debtes du defunct, il pourra auoir main-leuee du reſte de la ſucceſſion. Art. 77. Executeurs peuuent & ſont tenus de payer durant l'an & iour de l'execution les &c p. *à Melun.* Ar. 254. congnues par lettres & loyaux inſtrumens, l'heritier ſur ce ſommé & refuſant de prendre la cauſe pour eux, ou leur adminiſtrer defenſe & preuue, pour empeſcher ledict payement. Art. 78. p. *à Melun.* Art. 255. ſans le ſceu & conſentement de l'heritier les debtes &c. Art. 79. L'an & iour du decez paſſez, executeurs ſont tenus rendre compte & reliqua de leur execution, à l'heritier & y peuuent eſtre contraincts par le † Dioceſain, Officiers du Roy ou autres Hauts Iuſticiers & par celuy d'eux, qui preuient.

AVXERRE Tit. 12. Art. 233. Et ne ſeront les heritiers receus à demander deliurance des biens du teſtateur, en baillant caution d'accomplir ledict Teſtament &c. p. *à Sens.* Art. 76. exploictables & ſuffiſans pour ledict Teſtament accomplir & payer les debtes : quoy faiſant pourront auoir main-leuee du reſidu. Art. 234. Leſdicts executeurs ſont tenus dedans l'an & iour, payer les legs teſtamentaires & debtes du teſtateur claires & recongnues &c. p. *à Sens.* Art. 77. ou heritiers premierement ſommez par les executeurs & refuſans &c. payement. Et en ce faiſant leur ſeront comptez & allouez les frais deſdictes pourſuites & ſommations, en la reddition de leurs comptes. Art. 235. Les executeurs ſans le ſceu &c. p. *à Sens.* Art. 78. peuuent dedans l'an de l'execution receuoir les debtes actiues du defunct, dont les breuets &c. & non autres. Art. 236. Apres l'an & iour de la ſaiſie & execution commencee, les executeurs &c. p. *à Sens.* Art. 79. execution & y peuuent eſtre contraints par †† Iuſtice.

VALLOIS Tit. 13. Art. 175. L'an de l'execution du Teſtament eſt vtile : & ne doit courir contre celuy, qui eſt empeſché en l'execution dudict Teſtament.

TROYES Tit. 6. Art. 100. p. *à Meaux.* Art. 38. de remeré &c. ſuffiſamment † & les heritages moins dommageables demourez du decez &c. Art. 115. p. *à Sens.* Art. 77. Loyaux enſeignemens, l'heritier ou heritiers de ce ſommez. Art. 116. Apres l'an & iour &c. p. *à Sens.* Art. 79. par les Officiers du Roy ou par les Officiers du Dioceſain.

CHAVMONT Tit. 7 Art. 91. †† }
VITRI Tit. 6. Art. 107. † } p. *à Troyes.* 100.

ARRAS Tit. 3. Art. 32. Les executeurs de Teſtamens ne ſont habils à eux immiſcer & entremettre és biens de l'execution : que premier ils ny ſoient

Source : BIU Cujas

ſtiques & Officiers dudict Chapitre, & en auoient titre. Sur ladicte nature requiſe & empeſchee reſpectiuement les parties furent renuoyees en la Cour au iour du lendemain de Quaſimodo pour en eſtre ordonné ce que de raiſon : & ordonnons ſuiuant l'aduis des trois Eſtats, que ce qui eſt apres ce mot Dioceſain, *ſera rayé & au lieu de ce ſeront mis ces mots*, Officiers du Roy *&c. iuſques à la fin.*

†† *Ces mots*, par Iuſtice *ont eſté de nouuel adiouſtez au lieu des mots anciens* par le Dioceſain ou les Officiers du Roy, ou par les hauts Iuſticiers ou leur Iuſtice qui premier preuient : *leſquels eſtoient au* 100. *Art. ancien.*

† *Ceſt Art.* 100. *eſt introduit pour Couſtume nouuelle.*

†† *Ceſt Art.* 91. *eſt de nouuel introduit.*

† *Le* 107. *Art. eſt de nouuel introduit.*

tenus & decretez de droict par Iuge competent.

LILLE Tit. 2. Art. 33. Executeurs de Teſtamens mis aux biens par la Loy de ladicte ville peuuent vendre & adenierer pour furnir à leur execution, les biens reputez pour meubles delaiſſez par le teſtateur.

LA SALLE DE LILLE Tit. 9. Art. 10. Leſdicts executeurs peuuent &c. p. *a Lille* du teſtateur.

VALANCIENNES Tit. 2. Art. 28. Leſdicts de la Loy de noſtre dicte ville pourront contraindre les executeurs des Teſtamens de dernieres volontez, de furnir & entretenir iceux Teſtamens, en cas qu'ils en ſoient negligens.

NIVERNOIS Chap. 33. Art. 3. p. *a Meaux.* Art. 36. teſtamentaires &c. ſubroger, ſi les heritiers n'en vouloient prendre la charge, & bailler caution de ce faire dedans l'an & iour. Art. 4. S'il n'y a meubles en la ſucceſſion du teſtateur, l'executeur doit denoncer en Iuſtice aux heritiers du defunct qu'ils fourniſſent deniers ou meubles. Et ſ'ils ſont dilayans ou refuſans, il pourra, , ayant permiſſion de Iuſtice, qui luy doit audict cas eſtre baillee, vendre à rachat les heritiers du defunct. Et ſ'il ne trouue qui les vueille acheter à ladite charge les pourra vendre ſimplement. Art. 6. Les heritiers qui demandent mainleuee des biens du defunct, ſont tenus de mettre és mains des executeurs argent ou biens exploitables pour l'execution du Teſtament & payement des debtes : ce faiſant & non autrement ils auront main-leuee du reſidu. Art. 7. Leſdicts executeurs doiuent &c. p. *a Sens.* Art. 77. ou heritiers prealablement ſommez de prendre &c. & leur adminiſtrer defenſes & preuues pour ce empeſcher. Art. 8. Les executeurs peuuent dedans leſdicts an & iour ſans &c. p. *a Auxerre.* Art. 235. actifs perſonnelles du defunct dont les briefs, obligez & cedulles &c. & non autrement. Art. 9. Leſdicts an & iour expirez, les executeurs &c. p. *a Sens.* Art. 78. compté & payer le reliqua de leur execution &c. & à ce y peuuent eſtre contraincts par Iuſtice.

ORLEANS Tit. 16. Art. 291. Leſdicts †† executeurs teſtamentaires, qui ont pris la charge, peuuent dedans l'an & iour du treſpas du teſtateur, eſtre conuenus, & doiuent comme executeurs reſpondre des debtes & choſes mentionnees audict Teſtament. Tit. 20. Art. 459. L'executeur du Teſtament peut dedans l'an & iour du decez du teſtateur faire proceder par voye d'Arreſt & execution ſur les biens des debteurs du defunct, iuſques à l'accompliſſement dudict Teſtament.

GRAND PERCHE Tit. 7. Art. 135. Ledict executeur teſtamentaire n n'eſt tenu d'accepter ladicte execution, ſi bon ne luy ſemble : ſinon qu'il euſt prins & accepté le legs teſtamentaire à luy faict. Auquel cas ſera contrainct executer ledict Teſtament en la forme & maniere que deſſus.

BERRI Tit. 18. Art. 24. Et ſeront tenus incontinent apres l'an paſſé les executeurs rendre compte de leur o execution aux heritiers du defunct & leur payer le reliqua, ſi aucun en y a.

BOVRBONNOIS Chap. 24. Art. 296. Vn † executeur teſtamentaire ayant p commencé ſon execution, eſt tenu la paracheuer & rendre cõpte par deuant le Iuge ordinaire : & pour ſes vacations & ſalaires ſe peut addreſſer audict Iuge qui les luy taxera, ſelon qu'il verra eſtre à faire : ſinon que le teſtateur par ſon Teſtament en euſt ordonné certain ſalaire : & eſt creu ledit executeur par ſon ſerment des frais du conuoy, aumoſnes & Meſſes celebrees. Art. 298. Les executeurs peuuent receuoir les debtes du defunct, dont les obligez & cedulles &c. p. *a Niuernois.* Art. 8. Autrement ſans le ſceu ou conſentement de l'heritier ou heritiers.

LA BOVRT Tit. 11. Art. 6. Si aucun q faict & laiſſe par ſon Teſtament pluſieurs executeurs, vn d'iceux executeurs, ſi les autres ſont abſens & hors du pays de la Bourt, peut executer le Teſtament. Art. 7. L'executeur qui a commencé d'executer le Teſtament ne ſ'en peut deſiſter, iuſques à ce que le Teſtament ſoit du tout accomply. Art. 8. Si le teſtateur en ſon Teſtament n'a diſpoſé de ſes biens & a donné pouuoir à ſes executeurs ou executeur de les diuiſer & departir, ſelon qu'à eux ſemblera, iceux executeurs ou executeur ne les peuuent diſtribuer à leur profit : ains entre autres perſonnes pauures & en lieux pitoyables, où ils verront iceux biens loyaument eſtre diſtribuez.

Executeurs comme peuuent vendre les heritages par permiſſion de Iuſtice.

Executeurs comme ſont tenus dans l'an de reſpondre des debtes du defunct.

†† *Ceſt Art.* 291. *eſt tiré du* 229. *de l'ancié : & ce qui a eſté adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

Executeur peut dans l'an & iour faire proceder par Arreſt & execution ſur les biens des debteurs du defunct

Executeurs ne ſont tenus d'accepter la charge ſinon qu'il euſt accepté le legs à luy faict.

Executeurs de Teſtament rendront compte & payeront le reliqua.

† *Ceſt Ar.* 296. *& 298. ſont accordez pour Couſtume nouuelle.*

n Ceſte Couſtume eſt aucunement conforme à ce qui eſt traicté in l. ſi quis ſepulcrum 12. §. funus D. de relig. & ſumpt. fun. l. nulli 28 C. de epiſ. & cler. l. 2. C. de his quæ ſub modo.

o Bartole in l. alio D. de alim. legat. l'executeur doit rendre cõpte & n'eſt excuſé, ſous ombre que les meubles ont eſté vollez, pillez, & le ſeellé rompu par l'heritier, iugé le 27. Auril 1564. plaidant Chopin pardeuant le Iuge ordinaire lay cõme en la Couſtume de Montargis cha. 13. Art. 9 ores que le teſtateur fut Eueſque, cõme dit du Moulin ſur la Couſtume de Montargis & en ſon traicté des petites Dates. Si l'executeur de Teſtament a quelques deniers ou meubles pour accomplir la volonté du defunct, il ne doit retenir aucune choſe à ſon profit particulier : ains cela doit tourner au profit des heritiers l. Lucius Tutius 88. § à te peto D. de leg. 2.

p Ceſte Couſtume eſt tiree de ce que les Docteurs ont traicté touchãt les executeurs de Teſtament, meſmes de ce qui eſt decidé, in c. Ioannes De teſtam. extra vbi rectè Gregor. 1x. Poſt mandatum ſuſceptum per Dioceſanum cogi debet teſtatoris explere vltimam voluntatem. Vide cap. ſi heredes & cap. tua nobis extra de teſtam.

q Ceſte Couſtume eſt tiree du ch. fin. §. vlt. de teſtam. in vi.

Source : BIU Cujas

Salaire des Executeurs taxe par le Iuge, sinon que le defunct en eust ordonné.
Executeur creu par serment des frais du Conuoy, Aumosnes & Messes.
De plusieurs executeurs testamentaires dont les vns sont absens & hors du pays.
Executeur tenu parachever son execution, s'il a commencé.
Executeurs ayans pouuoir de distribuer les biens du defunct, ne les peuuent distribuer à leur profit: ains d'autres personnes pauures & lieux pitoyables.

Fruicts & rentes employez pour l'execution du Testament, si les meubles ne suffisent.

SOLE Tit.26. Art.6.7 & 8. p à *La Bourt.* Art.6.7. & 8. desister sans cause legitime, iusques, &c.

BRETAGNE Tit.24. Art.615. Et †† si les meubles du decedé ne pouuoient suffire pour accomplir son Testament, les fruicts de leurs terres & rentes y seront employees: sans toutesfois vendre l'heritage, si les creanciers à qui le defunct estoit tenu, ou les Executeurs pour euiter plus grand peril, ne les mettoient en vente. Ce que les Executeurs ne pourront faire ny autrement s'entremettre du Testament: fors de l'obseque, iusques à ce qu'ils ayent iuré & prins la charge du Testament deuant Iustice. Et aussi ne doiuent-ils aucune chose receuoir: fors ce qui leur est estably, soit que les deniers prouiennent de vente d'heritage ou d'ailleurs. Art.617. Le Testament & derniere volonté du Testateur doit estre accomplie: pourueu qu'elle soit faite deuëment, & qu'elle ne soit contre Droict ou Coustume.

†† *Les Art. 574. & 575. ont esté reformez & reduits en vn seul, qui est le 615.*

Executeurs doiuent prendre la charge en Iustice.

Executeurs ne doiuent aucune chose receuoir.

Testament sera accomply n'estant contre Droict ou Coustume.

VII. MEAVX Chap.7. Ar.39. Au † Roy & à l'Eueſque, ſ & à chacun d'eux par preuention, appartient l'audition des comptes des Testamens, & non à autre: & si le Roy preuient, l'Eueſque n'en a point de cognoiſſance. Et pardeuant eux peut l'en traiter & conuenir ou pardeuant leurs Officiers, les Executeurs, apres l'an & iour, pour rendre le compte de l'execution dudit Testament.

CLERMONT Tit.11. Art.139. Le Comte de Clermont par preuention a la cognoiſſance des Executions testamentaires par toute la Comté de Clermont. Et n'y a en ce cas la Cour d'Egliſe ny autres, que voir ne que cognoiſtre.

VALLOIS T.13. Art.176. Le †† Roy par preuention à la cognoiſſance, &c. p. *a Clermont.* ne que, &c.

MONTARGIS Chap.13. Art.9. La † cognoiſſance de l'execution de Testament appartient aux Iuges Laiz.

BRETAGNE Tit.24. Art. 614. La †† cognoiſſance de la ſolennité des Testamens appartient aux Iuges d'Egliſe, & apres eſtre declarez ſolennels, la deliurance des biens ſe fera par la Iuſtice ſeculiere, qui baillera les biens, qui furent au defunct, à ſes Executeurs, ſ'ils le requierent: afin que l'obſeque ſoit fait, & les debtes & legats & amandemens du defunct, & les aumoſnes, comme ils ſont contenus au Teſtament, deuëment accomplis & payez: laiſſant toutesfois prouiſion à l'hoir ou hoirs du defunct.

ARRAS Tit.3. Art.33. Si l'apprehenſion deſdits biens ſ'eſt faite pardeuant Eſcheuins, leſdits Executeurs ſont tenus d'en rendre compte, en la fin de l'an: à compter du iour de leur tenue de droict, pardeuant leſdits Eſcheuins, appellez les heritiers & le Procureur de la ville, à ce faire.

VIII. TOVRNAI Tit.22. Article 6. Tous Teſtamens, Codicilles ou autres ordonnances de derniere volonté, ſe doiuent apporter & preſenter auſdits Eſcheuins endedans le premier iour de leurs requeſtes enſuiuant le treſpas du teſtateur, en quoy faiſant l'on paye au Greffier deſdits Eſcheuins, pour la lecture & approbation dudit Teſtament, la ſomme de quatre ſols ſix deniers Flandres: mais ſi l'on eſtoit en faute d'apporter ledit Teſtament endedans ledit premier iour deſdites requeſtes, oudit cas les Mayeurs & Eſcheuins ont accouſtumé prẽdre & auoir ſalaire pour leurs iournees & vacations de l'audition & approbation deſdits Teſtamens: leſquels ils ſont accouſtumez taxer ſelon leur diſcretion. Article 7. Que leſdits Eſcheuins, apres auoir receu leſdits Teſtamens, Codiciles ou autres ordonnances de derniere volonté, & oy la lecture d'iceux ſur la verification de leur teneur, font examiner par ſerment les Notaires ou Teſmoins ayãs eſté preſens, quand leſdits Teſtamens furent faicts & paſſez. Article huictieſme. Leſquels deuoirs faits & l'affirmation deſdits Notaires ou teſmoins enſuyuie, ils ſont accouſtumez tenir iceux Teſtamens pour approuuez, enſemble receuoir les Executeurs y denommez à ſerment de les mettre à execution deuë, & d'icelle rendre compte pardeuant eux, endedans l'an de l'approbation, ou pluſtoſt ſe fai-

Surceſt Article 39. L'Eueſque de Meaux maintenoit qu'à luy ſeul, & non à autre, appartenoit ladite audition des executions des Teſtamens: Les Doyen & Chapitre de l'Egliſe de Meaux pretendoient, qu'à eux ſeuls ladicte audition appartenoit, pour les Teſtamens faits & paſſez par les dignitez Chanoines, Beneficiez & habituez d'icelle Egliſe, leurs hommes & fẽmes de corps: Les Chanoines de Sainct Quiriace de Prouins, ceux de noſtre-Dame du Val, le Duc de Longueuille, à cauſe de ſa Seigneurie de Bray: M. Thibaut le Sueur pour l'infant de Nauarre, Seigneur de Colommiers, & les Nobles, maintenans

ſ Teſtamens ſont de la cognoiſſance du Roy, & à ſes Iuges, & non à autres. Par Ordonn. du Roy leũ 1355. regiſtree en Parlemẽt, le 18. Decembre oudit an. Autre de l'an 1372. & du 11 Nouemb 1376 & 15. Decemb. 1378. & penultieme Iuill. 1379. Par la Couſtu. de Sens Art. 79. le meſme eſt porté. Mais la Couſtu. d'Auxer. Ar. 236. comme auſſi quelques autres, par Iuſtice. Celle de Bourbon. Art. 296. dit qu'ils doiuent rendre compte pardeuãt le Iuge ordinaire. Le Bouteillier en la Somme Rurale Tit. des Teſtamens. Et ſe les hoirs ne le faiſoient, ſi eſt il au Iuge de le faire, à cauſe d'office & des volontez des morts mettre à execution deue, & par le Iuge Spirituel appartiẽt encores plus, qu'au Iuge ſeculier: combien que les Iuges ſeculiers par eſpecial, & le Roy en ſon Royaume, le faict ordinairement.

qu'à cauſe de leurs hautes Iuſtices, ladicte audition leur appartient, pour raiſon de leurs ſuiets. En fin fut ordonné qu'ils bailleroient leurs cauſes d'oppoſition par eſcrit, & produiroient leſquelles ſeroient communiquees au Procureur du Roy & à l'Eueſque pour y reſpondre afin d'en faire rapport à la Cour: & ce pendant que ledit Art. demoureroit & en vſeroit l'on, ſelon ce qu'il eſtoit eſcrit.

†† *Ceſt Art. 176. eſt de nouuel adiouſté.*

† *Maiſtre Charles Preuoſt Prieur de Chaſteau-regnard & Curé de Cepoy a requis ces mots eſtre adiouſtez à l'Article 9.* Auſſi bien aux gens d'Egliſe, comme aux Laiz, *comme ils eſtoient en l'ancienne Couſtume. Surquoy auons ordonné qui ledit Article demoureroit comme il eſtoit eſcrit, ſans preiudice de l'oppoſition dudit Preuoſt, & de M. Dominique Preuoſt ſon frere, Threſorier en l'Egliſe de Chaſtillon, qui bailleront leurs cauſes d'oppoſition, & ce que bon leur ſemblera, pour ſur le tout & à noſtre rapport en ordonner par la Cour: en laquelle les auons renuoyé & renuoyõs au Lundy d'apres la Feſte ſainct Martin d'hyuer. Et ainſi ſur la Couſtume nouuelle d'Orleans, les Deputez de l'Egliſe ont requis que le 234. Article de l'ancien Couſtumier concernant la cognoiſſance de l'execution des Teſtamens fut mis en ce lieu: ainſi qu'il eſtoit en l'ancien: attendu que le ſuiet d'vn Teſtament eſt propre & peculier à la iuriſdiction Eccleſiaſtique. Et ſe ſont oppoſez au cas qu'on ne vouſit mettre ledit Article. Et par le Procureur du Roy a eſté dit, qu'il a interest pour le Roy, que la iuriſdiction Royale ſoit gardee. Surquoy auons ordonné que de la iuriſdiction & cognoiſſance des matieres & differens, qui pourroient proceder des executions teſtamentaires, il n'en ſera tiré aucun Article de Couſtume: ains pour ce regard, ſeront les Ordonnances & Arreſts gardez. Et neant-moins auront les gens d'Egliſe acte de leur oppoſition, meſmes de ce qu'ils ſe ſont reſtraints en leur oppoſition, à ce que la cognoiſſance de l'execution du Teſtament, & leur ſoit attribuee par les obſeques, funerailles & legs pitoyables.*

†† *Ceſt Article ſix cens quatorze qui eſtoit le trois cent Article ancien a eſté pris du ſecond Article au Titre des Iuſtices. Et faiſant lecture d'iceluy, les Deputez de l'Eſtat de la Nobleſſe ont remonſtré qu'eſtant le Teſtament ſigné de la partie ou de deux Notaires, & ſeellé, il eſtoit aſſez ſolennel, ſans qu'il ſoit beſoin d'aucune declaration. Et qu'en ce cas les Iuges d'Egliſe ne doiuent auoir aucune cognoiſſance de la ſolennité d'iceux, requerant qu'il fut ainſi dit. Ce que ceux de l'Eſtat Eccleſiaſtique ont dit empeſcher, & maintenu que les Eueſques, leurs Iuges & Officiers, ont droict, & ſont en poſſeſſion d'auoir iuriſdiction & cognoiſſance des Teſtamens & legats faits par les gens de bien, pour œuures pitoyables: & auſſi leur appartenir l'audition & examen des comptes des deniers des Fabriques des Parroiſſes: ſors de ce qui concerne les deniers Royaux & autres qui ſe leuent ſur le peuple par prouiſion du Roy, auſquels ils ont requis eſtre maintenus & gardez. Auons ordonné que ledit Article demoureroit, comme il eſtoit eſcrit audit cahier.*

---

re ſe peut. Article neufieſme. Que ſi eſdits Teſtamens ny auoit aucuns Executeurs denommez, ou le cas aduenant que les Executeurs denommez ou au cas d'iceux fuſſent decedez de ce monde, oudit cas les Eſcheuins commettent de leur office autres Executeurs ou lieu deſdits decedez ou omis y denommer par le defunct teſtateur: auſquels ils font faire ſerment d'executer leſdits Teſtamens, & en rendre compte, comme dit eſt deſſus. Article dixieſme. Si aucuns ſe veulent oppoſer auſdits Teſtamens, Codicilles ou autres ordonnances de derniere volonté, faire le peuuent pardeuant les Eſcheuins endedans l'an du iour de la preſentation d'iceux, à eux faicte & non apres: ouquel cas d'oppoſition leſdicts Eſcheuins ne different approuuer leſdits Teſtamens, Codicilles, diſpoſitions & ordonnances: mais en l'acte d'icelle approbation, ſe met clauſe de non preiudicier à ladite oppoſition: & ſe differe l'execution d'iceux Teſtamens, Codicilles & autres ordonnances, quant aux clauſes venans en debat par ladite oppoſition, iuſques à ce que ſur icelle en ſoit autrement ordonné. Article 11. Tous Teſtamens, Codicilles ou autres Ordonnances de derniere volonté, ſoient nuncupatif ou autres, approuuez pardeuant leſdits Eſcheuins des Eſcheuinages, où les heritages, donnez ou legatez ſont giſans & non autres, en vertu de adheritance au prouſit des donataires, legataires & heritiers denommez en iceux, tellement que ceux auſquels ſont par leſdits Teſtamens, Codicilles & autres Ordonnances de derniere volonté donnez ou legatez aucuns heritages non Feodaux ſituez en ladite Ville, pouoir & Banlieuë d'icelle ſuiets & iuſticiables auſdits Eſcheuinages, ſont tenus & reputez pour heritiers deſdits heritages ainſi à eux donnez ou legatez par leſdits Teſtamens, Codicilles & autres ordonnances de derniere volonté, & d'iceux ſans autre ſolennité peuuent ioyr, poſſeſſer & diſpoſer à leur diſcretion, n'eſtoit que par les donnes d'iceux heritages y euſt lieu ou condition contraire.

TITRE XV. DE SVCCESSION EN LIGNE DIRECTE & collaterale.

Art. 299. PARIS.

Inſtitutiõ d'heritier n'a point de lieu.

Inſtitution [a] d'heritier n'a lieu: c'eſt † à dire qu'elle n'eſt re-

[a] Aucũs eſtimẽt ceſte regle, Inſtitutiõ d'heri

Source : BIU Cujas

† *Ces mots,* C'eſt à dire, *&c. iuſques à la fin, ſont additionnez pour interpretation.*

tier n'a point de lieu, eſtre directement contraire à la diſpoſition ciuile : par laquelle on tient que l'inſtitution d'heritier eſt neceſſaire, eſtant le principe & fondement de tout Teſtament, ainſi qu'il eſt aſſez vulgaire. Teſtamenta enim vim ex inſtitutione heredis accipiunt. §. ante heredis Inſt. de legatis L. 1. D. de vulgar. l. vlt. D. de iure cod. Paul. 2. Sent. Tit. 6. Vlp. lib. Reg. Tit. de legat. Et ſe doit ainſi interpreter qu'elle n'eſt receue ny obſeruee, ny neceſſaire, & ne ſaiſit point. La Couſtume ſe declare aſſez d'elle meſme. On demande ſi la Subſtitution doit auoir lieu en ceſte Couſtume : il eſt certain que non : par ce que ladite ſubſtitution n'eſt qu'vne ſeconde inſtitution : & ne plus ne moins que l'inſtitution eſt conuertie en laigs par ceſte Couſtume, la Subſtitution ſera par meſme raiſon changee en fideicommis, & ſera tenue pour vne Subſtitution precaire. Tout ce Titre xv. ne parle que de la ſucceſſion ab inteſtat, ſoit directe ou collaterale : laquelle a ſeulement lieu, quand il n'y a point de Teſtament. La derniere volonté du defunct doit eſtre entierement gardee. Nou. de her. ab inteſt. §. fin. Bartol. in l. poſt dotem quæſtione 4. D. Sol. mat. Quamdiu enim poteſt ex teſtamento adiri hereditas, ab inteſtato non defertur. l. 39. & l. 70. D. de adq. hered. L. 89. D. de regul. iur l. 2. C. vn de Liberi l. 8. C comm. de ſucceſſ. L. 5. D. vnde legit. Teſtamentariæ ſucceſſionis ſpe durante, inteſtato bona defuncti non rectè vindicatur. Par Arreſt donné le dernier iour de Septembre 1566. que Inſtitution & ſubſtitution n'auoient point de lieu à Paris. Au reſte ceſte Couſtume veut que l'inſtitution ſoit priſe pour vn legs ſeulement, comme auſſi quelquesfois en terme de Droict, la ſubſtitution eſt priſe pour Fideicommis, Scæuola in l. ſcæuola 76. D. ad Trebell. inſtitutio enim quæ non valet, valeat iure fideicommiſſi. Idem ſcæuola in l. 88. §. vlt. De legat. 2. Voyez Charondas liure ii. des Reſp. Chap. 92.

quiſe neceſſaire pour la validité d'vn Teſtament : mais ne laiſſe de valoir la diſpoſition, iuſques à la quantité de biens, dont * le teſtateur peut valablement diſpoſer par la Couſtume.

* *Aliàs*, de ce que le, *&c. P.V.*

* *Ces mots*, par la Couſtume, *ne ſont au P.V.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 6. Art. 83. p. *à Paris.* d'heritier n'eſt requiſe, &c. quantité & concurrence de ce dont, &c. diſpoſer par Teſtament & ordonnance de derniere volonté.

MEAVX Chap. 5. Art. 28. p. *à Paris.* point de lieu, au preiudice des plus prochains habilles à ſucceder.

SENS Tit. 8. Art. 70. p. *a Paris.* d'heritier †† n'eſt neceſſaire, & n'eſt le Teſtament par faute d'inſtitution d'heritier, reputé moins ſolennel ou moins valable. Et où par Teſtament y auroit quelque inſtitution d'heritier faite, l'inſtitution vaudra par forme de legs teſtamentaire, iuſques à la concurrence de ce que le teſtateur auroit peu leguer par la Couſtume, qui eſt de tous meubles, conqueſts & acqueſts immeubles, & de la v. partie de ſes propres : en maniere que les quatre parts des propres demeurent à l'heritier.

†† *Ceſt Art. 70. contient la reformation du 83. Art. ancien.*

AVXERRE Tit. 12. Art. 227. † p. *à Sens.* tellement que par faute d'icelle, le teſtament n'eſt reputé moins, &c. valable. Et vaudra telle inſtitution, &c. de ce dont le teſtateur euſt peu diſpoſer par la Couſtume.

† *Ceſt Art. 227. eſt mis au lieu de l'ancien*

ESTAMPES Chap. 10. Art. 108. p. *a Paris.* à dire qu'elle n'eſt neceſſaire.

DOVRDAN Tit. 9. Art. 98. p. *a Sens.* d'heritier n'a lieu : qui eſt à dire qu'elle n'eſt neceſſaire pour la validité du Teſtament : ains vaudra, &c. peut valablement diſpoſer.

MONTFORT Chap. 9. Art. 92. †† p. *a Dourdan.* ains tiendra, iuſques à la c. de ce dont le t. p. v. diſpoſer par la Couſtume.

†† *Ces mots*, Qui eſt à dire, *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

MANTE Chap. 14. Art. 151. † p. *a Dourdan.*

SENLIS Tit. 7. Art. 165. Inſtitution d'heritier n'a point de lieu : pour ce que ledit Bailliage & ancien Reffort ſont en pays Couſtumier.

† *Ceſt Art. 151. eſt ancien, & pour plus grande intelligence ont eſté adiouſtez ces mots*, Qui eſt à dire, *&c. iuſques à la fin.*

VALLOIS Titre 13. Article 169. †† p. *a Senlis, iuſques a ce mot*, lieu, *inclus.*

TROYES Tit. 6. Art. 96. p. *a Vallois.*

CHAVMONT Tit. 6. Art. 83. p. *a Vallois.* lieu, à ce que Teſtament ſoit valable, n'au preiudice, &c. p. *a Meaux.*

VITRI T. 6. Art. 101. Inſtitution d'heritier par Teſtament n'autrement n'a lieu au preiudice de l'heritier prochain habille à ſucceder.

† *Ceſt Art. 169. eſt de nouuel adiouſté.*

CHALONS Titre. 11. Art. 69. p. *a Dourdan, iuſques a ce mot*, Teſtament, *inclus.*

REIMS T. 10. Art. 285. p. *a Dourdan.* † requiſe ne neceſſaire, &c. d'vn Teſt. ains vaut, &c.

†† *Ceſt Art. 285. eſt de nouuel introduit.*

PERONNE Tit. 7. Art. 161. p. *a Chalons.*

CAMBRAI T. 13. Art. 2. Vn Teſtament eſt valable, combien qu'il ne contienne point d'inſtitution d'heritier.

NIVERNOIS Chap. 33. Art. 10. Inſtitutiõ ne Subſtitutiõ b d'heritier par

b Par l'Edict de Molins 1566. Art. 57. eſt ordonné que toutes

Source : BIU Cujas

dispositions entre vifs de derniere volonté contenant Substitution seront pour le regard d'icelles Substitutions publiees en iugement à iour de plaidoirie, & enregistrees és Greffes Royaux plus prochains des lieux des demourances de ceux qui auront faict lesdites Substitutions, & ce dedans six mois à compter du iour du decés pour les testamentaires: & pour les autres du iour qu'elles auront esté passees. C'est à l'heritier de faire faire ladite publication. Car il peut demander le Testament, l'exhibition & la garde. l. 3. D. testam. quem adm. ap. l. locum. §. solent & §. vlt. D. de tab. exhib. Et toutesfois & quãtes qu'vn acte n'est faict & parfaict, par le moyen de celuy qui a le principal interest, s'il est cause que les solennitez ne soient faictes, toutes choses sont estimees faictes. l. 24. D. de condic. & dem. Et ainsi par Arr. solẽnel du 7. Septẽb. 1583. furẽt adiugez au Substitué les biẽs suiets à substitution, nonobstant que la Substitution n'eust esté publiee dedans les six mois, à compter du iour du decés, comme nous auons monstré au vi de la Conference Titre 3. Et depuis par Arrest donné en la premiere Chambre des Enquestes, le xi. Feurier 1584. sur vn procés par escrit du Bailliage de Mascon furent adiugez les choses qui estoient deferrees par Substitution, aux heritiers de ladite mere & de sa sœur vterine: & le surplus des biens furent adiugez aux parens paternels. Et ce nonobstant que la Substitution n'eust esté publiee & insinuee suiuant l'Ordonnance.

Testament n'autrement n'ont point de lieu: en maniere que lesdites Institution ou Substitution, nonobstant l'heritier habille à succeder, heritera & sera saisi de la succession: en maniere aussi qu'vn Testament est valable, posé qu'il n'y ait Institution d'heritier: & combien que ladite institution ne vaille, ne sera pourtant vicié ledit Testament és autres choses.

MONTARGIS Chap. 13. ART. 1. On ne peut instituer heritier ou substituer par Testament & ordonnance de derniere volonté ne autrement. Car Institution d'heritier n'a point de lieu selon la Coustume.

ORLEANS Tit. 16. ART. 287. †† p. *a Paris.*

TOVRS Tit. 25. ART. 258. Entre toutes personnes Nobles ou roturieres, Institution, &c. p. *a Paris.* † n'est necessaire: mais ne vitié le Testament vaut comme legs, iusques à la concurrence, &c. par la Coustume disposer par son testament.

LE Maine, Tit. 13. ART. 237. Entre Nobles ou roturiers Institution d'heritier n'a point de lieu.

GRAND Perche, Tit. 7. ART. 121. †† p. *a Paris.* n'est requise pour la validité du testament: laquelle faite en iceluy neant-moins vaudra comme legs & disposition testamentaire, pour le regard & iusques à la concurrence de ce qui est par la Coustume permis au testateur de disposer.

CHASTEAVNEVF Chap. 18. Art. 117. p. *a Paris.* de lieu en ladite Baronnie.

CHARTRES Chap. 18. Art. 95. †
DREVX Chap. 19. Art. 85. ††
BLOIS Chap. 11. Art. 137.
LA Rochelle, Chap. 13. Art. 41.
} p. *a Chasteauneuf.*

BERRY Tit. 18. Art. 4. Et bien qu'il n'y eust Institution d'heritier, neantmoins peut chacun disposer de ses biens par disposition de derniere volonté par legs ou autrement.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Article 324. Substitution d'heritier faicte en Testament ou autre disposition de derniere volonté n'a lieu & ne vaut aucunement audit pays, par legat n'autrement, en quelque maniere que ce soit, & n'a aucun effect de legat.

AVVERGNE Chapit. 12. Art. 40. Institution d'heritier testamentaire n'a point de lieu: & est reputé iceluy institué legataire. Art. 53. p. *a Bourbonnois.* aucunement ne par legat, &c. *iusques a ce mot,* soit, *inclus.*

LA Marche, Chapitre dixneufiesme. Article deux cent cinquante, & deux cent cinquante cinq. p. *a Auuergne.* Article quarante & cinquante troisiesme.

LODVNOIS Chap. 27. Article premier. Entre toutes personnes, soient Nobles, &c. p. *au* MAINE.

POICTOV. Titre cinquiesme. Article deux cent septante deux. Institution d'heritier n'a lieu, & ne peut estre institué estranger au preiudice des vrais heritiers. *Et sur la fin.* Et combien que ladite Institution d'heritier n'ait lieu, ne sera partant le Testament vitié és autres choses d'iceluy.

TOVRNAY Titre vingtdeux. Article troisiesme. La personne faisant son Testament n'est en icelle tenu vser d'institution d'hoir, ne mesmes faire disposition du restat de ses biens, se il ne luy plaist: mais peut legater & donner telle portion ou partie de ses biens que bon luy semble, en soy taisant

†† *Cest Art. 287. est tiré des 225. & 226. de l'ancien, & ce qui a esté adiousté est sans preiudice du passé.*

† *Ces mots, qui est à dire, &c. sont adiousteż pour explication de cest Art. 158. mis au lieu du 1. Art ancien dudit Titre.*

†† *Cest Art. 121. est adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Cest Art. 95 est de nouuel introduit.*

†† *Ce 85. Art. est introduit de nouuel.*

Substitutiõ n'a point de lieu.

Source : BIU Cujas

du ſurplus d'iceux, & nonobſtant ladite omiſſion vaillent leſdits Teſtamens auſſi bien que ſi en iceux y auoit inſtitution d'hoir : & oudit cas eſchiet & vient ledit reſtat de ſes biens, apres ledit Teſtament accomply, à ſes plus prochains heritiers ab inteſtat, ſoit qu'ils ſoient legataires ou non : tellement que ladite taciturnité vaut inſtitution pour leſdits prochains.

ANGOVMOIS Chap.9. Art.114. Et n'a lieu Inſtitution d'heritier: & pour ce ſi en vn Teſtament n'eſt fait mention de l'Inſtitution de l'heritier: ou ſi en iceluy perſonne eſtrange eſt inſtituee, qui de Droict ou de Couſtume ne le deuroit eſtre, partant ne ſera vitié le Teſtament au ſurplus.

BAR Tit.8. Art.102. On ne peut inſtituer ou ſubſtituer heritiers au preiudice des plus prochains parens habilles à ſucceder: vaudra neant-moins telle Inſtitution comme vn legs teſtamentaire, moyennant qu'il n'excede ce dequoy la Couſtume permet au teſtateur de diſpoſer en derniere volonté.

SEDAN Tit.7. Art.122 p. *à Paris.* lieu & n'eſt requiſe, &c. mais vaut par forme de leg teſtamentaire iuſques à la conc. de ce, &c. *iuſques à ce mot*, diſpoſer, *inclus*. Art.130. Inſtitution d'heritier n'a lieu au preiudice de l'heritier prochain habille à ſucceder, ne ſemblablement Subſtitution, ſoit par Teſtament ou autre diſpoſition de derniere volonté.

LA SALLE DE LILE Tit.9. Art.1. Inſtitution d'heritier n'eſt neceſſaire pour valider Teſtament.

Art.300. *PARIS.*

Aucun [c] ne peut eſtre heritier & legataire d'vn defunct enſemble. [d]

Nul ne peut eſtre heritier & legataire.

Art.301. *PARIS.*

Peut † toutesfois entre vifs eſtre donataire & heritier en ligne collaterale.

† *Ceſt Art. 301 eſt adiouſté pour interpretation.*

CONFERENCE.

CALAIS Titre ſixieſme. Article nonante trois. p. *aux Articles* 300. & 301. *de Paris.*

MEAVX Chapitre 5. Article. 33. Nul ne peut eſtre heritier & legataire.

MELVN Chap.16. Art.249. p. *à Meaux.* legataire enſemble : toutesfois il loiſt à celuy qui peut eſtre heritier, renoncer à la ſucceſſion & accepter & prendre les legs à luy faits.

On peut renoncer à la ſucceſsion, & prẽdre le legs.

SENS Tit.8. Art.72. p. *à Melun.* accepter & prendre comme perſonne eſtrãge, le legs à luy fait, en delaiſſant l'heredité du defunct, & renonçant à icelle dedans xl. iours apres: pourueu que le legs à luy fait n'excede l'eſtimation de ſa portion contingente, s'il ſe portoit heritier †† ab inteſtat.

†† *Ces mots, ab inteſtat, ont eſté de nouuel adiouſtez, & aeſté raye le mot notable en ceſt Article 72. qui eſtoit au 85. ancien.*

AVXERRE Tit.12. Art.229 p. *à Sens.* il eſt loiſible à, &c. l'heredité & ſucceſſion du defunct & y renonçant xl. iours apres.

ESTAMPES Chap.10. Art.109. p. *à Paris.* Art. 300. enſemble tant † en ligne directe, que collaterale.

† *Ces mots, tant en, &c. ſont de nouuel introduits.*

DOVRDAN Tit 10. Article 106. p. *à Eſtampes.* †† ſoit en ſucceſſion directe ou collaterale.

†† *Ces mots, Soit en, &c. ont eſté adiouſtez pour ob-*

MONTFORT Chap.9. Art.93.
MANTE Chap.14. Art. 125. } p. *à Paris.* Art.300.
CLERMONT Tit.11. Art.137.

SENLIS Tit.7. Article 160. p. *à Paris* 300. enſemble, mais à celuy qui ſeroit fait aucun legs, ſe peut tenir à ſon legs, & renoncer à la ſucceſſion du defunct, ſi bon luy ſemble.

VALLOIS Titre ſeptieſme. Article 80. p. *à Sens.* d'vne meſme perſonne. Et au cas où il ſeroit heritier & aucun legs luy ſeroit fait par le teſtateur, il peut choiſir & prendre le legs, ſi bon luy ſemble, ou accepter ſa part de la ſucceſſion, comme heritier, en renonçant audit legs. Article octante vn. Et au cas qu'il ſe tiendroit au Don ou legs, qui luy auroit eſté faict, & ne ſe voudroit porter heri-

c Ceſt Art.300. eſt contraire à la diſpoſition ciuile: par laquelle il eſt loiſible donner par preciput & aduantage à l'vn de ſes heritiers: comme il ſe peut fort facilement prouuer par pluſieurs bonnes auctoritez. Toutesfois ceſte Couſtume eſt fondee ſur bonnes raiſons. D'autant qu'il faut touſiours garder egalité entre les enfans. Et ſe doit entendre ce mot, heritier de celuy qui eſt proprement heritier, & non pas de celuy qui ne l'eſt pas proprement. Car en tout Statut ou Couſtume, ſe doiuent touſiours prendre les mots proprement, ainſi qu'il a eſté dit en pluſieurs endroicts de ceſte Conference, & faut entendre ceſt Article 300. tant en ligne directe, que collaterale, tant entre heritiers ſimples que par benefice d'inuentaire, comme il a eſté iugé par Arreſt de la Cour de Parlement de Paris, du quinzieſme iour de Mars mil cinq cens ſoixante quatre. Au cuns rendent la raiſon de l'Article trois cent, afin que deux cauſes lucratiues ne ſoient concurrentes en vne meſme perſonne. L.

Source : BIU Cujas

uier aux difficultez qu'on y pourroit faire.

Mæuius.§. duobus. D. de leg 2. L. omnes 17. D. de oblig. & act. L. quotiens. D. de solut. §. si res Inst. de legat. hereditas separata est à legato §. an seruo. Inst. de legatis. Ceste Coustume est fort ancienne, comme il se cognoist par les vieux Practiciens, au second liure du grand Coustumier de France Tit. de succ. est escrit. En France nul ne peut estre heritier & legataire : mais si l'on luy a faict aucun legs, il peut choisir lequel il luy plaist ou prendre le legs ou accepter du tout l'heritage. Et plus bas, il dit encores. Aucun ne peut estre heritier ne legataire, & sur la fin du mesme Tit. Car la qualité seule d'heritier ne le rend incapable desdites Successions & legs, si les biens sont assis en diuers pays, encores que plusieurs soient d'aduis contraire. Idem du donataire en ligne directe par le 303. Article par lequel nul ne peut estre heritier & donataire en ligne directe sans faire rapport du don, comme il sera monstré sur ledit Art.

d Par Arrest donné au mois de Ianuier 1563. entre les heritiers de M. Pierre Bureau Aduocat à Paris, decedé le dernier Octobre 1560. delaissez vn frere & vne sœur, & plusieurs neueux d'vn frere, & de deux sœurs : ausquels neueux il auoit legué ses meubles & acquests. Et par ce qu'il n'y auoit aucuns acquests à Montfort, lesdits neueux ne prenoient rien en vertu dudit Testament à Montfort. Et partant encores qu'ils prinssent tous les meubles & acquests estans à Paris, ils ne laisserent de succeder par Representation aux propres estans à Montfort : iusques à exclurre leurs Tantes aux Fiefs suiuant la Coustume Tellement que Du Moulin dit que ceste Maxime portee par l'Article 93. se doit entendre sous mesme Coustume : & non pas quand il y a diuerses Coustumes, & par consequent il y a raison de la difference. Les lettres sous benefice d'inuentaire rendent ledit heritier exempt de payer les debtes en son propre & priué nom, & n'en est tenu que iusques à la concurrence des choses contenues en l'inuentaire faict solennellement par auctorité de Iustice suiuant la Coustume : & sont ses biens propres separez de ceux de ladite succession : & ne luy sont concedees ou octroyees telles lettres pour en tirer gain ou profit particulier L. scimus §. & si præfatam §. in computatione C. de iure delib. Et est fort considerable si l'heritier est seulement du costé paternel ou maternel.

tier, il ne seroit tenu de payer ou contribuer aux debtes, obseques & funerailles du trespassé.

Legataire n'est tenu des debtes, obseques & funerailles du trespassé.

TROYES Tit. 6. Art. 112. p. *à Auxerre.* il loist, &c. l'heredité du defunct & en y renonçant dedans xl. iours.

CHAVMONT Tit. 6. Art. 85. p. *à Melun.* legataire ensemble.

VITRY Tit. 6. Ar. 100. *sur le milieu.* On ne peut estre heritier & legataire ensemble.

CHALONS T. II. Art. 71. p. *à Meaux* legataire ensemble.

REIMS Tit. 10. Art. 302. Aucun ne, &c. p. *à Chalons.*

S. QVENTIN Tit. 2. Art. 28. Si par Testament le testateur a fait quelques legs à l'vn de ses apparens heritiers, & l'heritier prend & accepte iceluy legs, il est exclud de la Succession du testateur. Article. 29. p. *a Vitry.* legataire ensemblement.

CHAVNY Tit. 3. Art. 13. *A la fin.* p. *a Chalons.*

PERONNE Tit. 8. Art. 205. p. *a Chauny.* ensemble d'vne mesme personne, si le legs n'est fait par forme de prelegat & hors part.

Prelegat à lieu.

e Le Bouteillier en la Somme Rurale en plusieurs lieux, dict qu'on ne peut estre aumosnier & parçonier, pour ce que la mesme chose ne luy peut estre dõnee. L. proprias tuas res C. de legatis. l. 39. D. de leg. 1. l. 66. §. 2. De legat 2. l. 35. D. de leg. 3. §. 10. Inst. de legat.

LILLE Tit. 1. Art. 8. On ne peut e estre aumosnier & parchonnier : à sçauoir qu'on ne peut prendre portion d'hoirie & Don de Testament, Codicile ou de autre derniere volonté, & en apprehendant l'vn l'on se priue de l'autre.

On ne peut estre aumosnier & Parchonnier.

NIVERNOIS Chap. 33. Art. 11. p. *a Paris.* Art 300. legataire d'vne mesme personne.

MONTARGIS Chap. 13. Art. 3. p. *a Niuernois.* & Chap. 15. Art. 20. En Succession de ligne collaterale on peut estre heritier & donataire d'vne mesme personne par contract fait entre vifs.

ORLEANS Tit. 16. Art. 288. † p. *a Paris.* Art. 300. legataire ne heritier & donataire pour cause de mort d'vne mesme personne : peut, &c. p. *a Paris.* Art. 301.

† *Cest Art. 288. est tiré des 226. & 269. de l'ancien : & ce qui a esté adiousté est pour explication.*

ANIOV Tit. 16. Art 338. Aucun ne peut auoir Don ne partage d'vne mesme succession : mais bien peut en auoir Don de meuble de personne Noble, & partage de l'heritage & chose immeuble.

LE Maine, Tit. 17. Art. 350. p. *a Aniou.* d'heritage, &c.

GRAND Perche, Tit. 7. Art. 123. En ligne tant directe que collaterale aucun, &c. p. *a Paris.* Art. 300. ensemblement.

CHASTEAVNEVF Chap 17. Art. 114. Aucun ne pourra estre ensemble heritier & legataire en vne mesme succession.

CHARTRES Chap. 17. Art. 92. p. *a Chasteau-neuf.*

BLOIS Chap. 11. Art 158. p. *a Paris.* Art. 300. heritier & donataire ou legataire : & si le donataire ou legataire veut venir à la succession du donateur, sera tenu de rapporter ce qui luy aura esté donné, & non les fruicts de la chose à luy donnee.

Rapport sera faict du legs, & non des fruicts.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art 321. Si à aucun heritier ab intestat est

Source : BIU Cujas

aucune choſe leguee, il luy eſt loiſible de ſoy tenir à ſon legs & repudier ſa portion hereditaire.

TOVRNAY Tit. 22. Art. 4. Et par ainſi vne meſme perſonne peut eſtre aumoſnier & parchonnier, legataire & heritier.

BAR Tit. 8. Art. 99. L'on ne &c. p. *a Vitri*.

SEDAN Tit. 7. Art. 129. p. *a Meaux* legataire. Toutesfois où le legataire habille à eſtre heritier ſe voudroit contenter de ſon leg teſtamentaire, faire le peut : pourueu qu'il ne ſoit inofficieux & exceſſif : auquel cas ledict legs ſera reduit à la portion contingente & hereditaire, qui euſt peu appartenir au legataire en la ſucceſſion du teſtateur.

Legs inofficieux ſera reduit à ce qui eſt permis par la Couſtume.

LA SALLE DE LILLE Tit. 2. Art. 12. On ne peut prendre &c. p. *a Lille*. Art. 8. ou autre &c. de l'autre : n'eſt que le teſtateur ou donateur ait faict expreſſe declaration au contraire, laquelle luy eſt loiſible de faire.

L'ALLEVE Tit. 2. Art. 13. p. *a Vitry*. eſtre legataire &c. & en apprehendant l'vn, l'on ſe priue de l'autre.

Art. 302. PARIS.

Enfans heritiers d'vn defunct viennent egalement à la ſucceſſion pour choſes roturieres : fors des Fiefs & franc-Aleu noble.

Les enfans [f] heritiers d'vn defunct viennent egalement à la ſucceſsion d'iceluy defunct, fors & excepté des heritages tenus en Fief ou franc-Aleu noble, ſelon la limitation mentionnee au Titre des Fiefs.

[f] Par ceſte Couſtume les enfans ſont appellez egalement à la ſucceſſion de leurs pere & mere, & doiuent conſequemment auoir en icelle ſucceſſion leurs parts & portions hereditaires egalement faictes ſans aucun aduantage : fors és Fiefs & terres tenues en franc-Aleu noble : eſquels les aiſnez ont plus de part que les puiſnez. Vide Nou. 18. de triente & ſemiſſe ca. 3. §. illud quoque. Il eſt certain que les biẽs de pere & mere ſe doiuent partager & diuiſer entre les enfans par egales portions. l. inter filios 11. & 14. & 21. C. fa. erc. l. lege duod. ca. de leg. he. l. vt liberis C. de collat. l. 1. C. de ſuis & leg. her. l. 32. D. fam. erc. l. 3. C. com. vtriuſ. iud. l. vlt. §. finautem. C. ad Tertull. In legib. Boiariorum Tit. 3. de diuiſione inter fratres, vt fratres hereditatem patris æqualiter diuidant, quamuis multas mulieres habuiſſet : &c Et lib. iii. Legum Viſigoth. Tit. de ſucceſſ. Si pater vel mater inteſtati deceſſerint, tũc ſorores cum fratribus in omni parentum facultate, abſque aliquo obiectu, æquali diuiſione ſuccedant. Cela eſt fort equitable & comme il eſt dict és meſmes loix, Nam iuſtum omnino eſt, vt quos propinquitas naturæ conſociat, hereditariæ ſucceſſionis ordo non diuidat.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 7. Art. 94. *a Paris*. pour les heritages tenus en Fief ſelon &c.

MELVN Chap. 17. Art. 256. Les freres & ſœurs viennent egalement à la ſucceſſion de leurs pere & mere, excepté és heritages tenus en Fief, qui ſe partagent comme a eſté dit cy deſſus.

Enfans comme ſuccedent par teſtes & non par lignes.

SENS Tit. 9. Art. 88. S'il y a pluſieurs enfans ou couſins en pareil degré, qui doiuent ſucceder à leurs pere, mere, ayeul, ayeule ou autres leurs parens, ils ſuccederont chacun par teſte & prendront autant l'vn comme l'autre en tous biens meubles & immeubles & ne ſuccederont par lignes, qu'on dict en Droict, *per ſtirpes*.

ESTAMPES Chap. 10. Art. 110. p. *à Paris*. d'aucun defunct &c. excepté és heritages tenus en Fief.

MONTFORT Chap. 9. Art. 94. Les enfans & heritiers &c. p. *a Paris* d'iceluy defunct &c. Fief, qui ſe partiront, comme a eſté dict au &c.

MANTE Chap. 15. Art. 160. p. *à Montfort*.

SENLIS Tit. 7. Art. 133. Quand à ladicte ſucceſſion n'y a que terres & heritages roturiers, ſoient propres acqueſts ou conqueſts & meubles, & en icelle y a pluſieurs enfans tant maſles que femelles, ſoient deux, trois, cinq ou ſix ou autre plus grand nombre, leſdicts enfans viennent egalement à ladicte ſucceſſion de pere & de mere, ayeul ou ayeule, ſans y auoir quelque droict de prerogatiue d'aiſneſſe.

Droict d'aiſneſſe n'a lieu en choſes roturieres.

CLERMONT Tit. 12. Art. 143. Quand aucun apres ſon treſpas delaiſſe pluſieurs enfans ou autres ſes heritiers, tels heritiers, ſoit en ligne directe ou collateral, viennent à la ſucceſſion du defunct quant aux meubles, heritages & poſſeſſions immeubles des roturiers & en Cenſiue, teſte à teſte.

VALLOIS Tit. 7. Art. 88. Si aucun a pluſieurs enfans de pluſieurs & diuers mariages, les enfans partiront egalement à la ſucceſſion de leur pere, tant en biens meubles, comme propres heritages : ſauf le droict d'aiſneſſe, tel que deſſus eſt dict : & pareillement quand la mere a pluſieurs enfans de diuers mariages, ils luy ſuccedent egalement en biens meubles & propres heritages : ſauf auſſi le droict d'aiſneſſe.

Heritages tenus en franc-Aleu ou en Cenſiue, & autres nõ tenus en Fief ſe partent egalement.

TROYES Tit. 2. Art. 14. *A la fin.* Et au regard des heritages tenus en franc-Aleu ou en Cenſiue & autres biens immeubles non tenus en Fief : & pareillement des biens meubles & debtes, ils ſe partent & diuiſent par portions egales & ſans aduantage entre leſdicts freres & ſœurs.

CHAVMONT Tit. 1. Art. 8. *A la fin.* p. *a Troyes* de franc-Aleu ou Cenſiue &c. des meubles &c.

LAON Tit. 8. Art. 73. Les enfans, ſoient fils ou filles, ſuccedent egale-

ment à leurs peres & meres, en tous meubles & heritages, roturiers & Cenſuels ſoient d'acqueſt ou de naiſſant.

CHALONS Tit. 12. Art. 80. Si † pere ou mere, ayeul ou ayeule ou autres aſcendans vont de vie à treſpas, leurs enfans, enfans de leurs enfans, ſoient fils ou filles leur ſuccedent egalement en tous leurs biens & heritages roturiers d'acqueſt ou de naiſſant.

REIMS Tit. 11. Art. 312. p. *a Laon.* Naiſſant. Et quant à la ſucceſſion des Fiefs, ils y ſuccederont, comme il a eſté dit cy deſſus au Titre des Fiefs.

NOYON Tit. 1. Art. 8. Quant aux heritages roturiers & biens meubles, les enfans ſuccedent à iceux egalement, ſoit fils ou filles chacun pour ſon chef.

S. QVENTIN Tit. 3. Art. 31. Les enfans & heritiers d'vn defunct, luy ſuccedent egalement en tous ſes biens, Cenſuels ou roturiers.

AMIENS Tit. 4. Art. 82. Les autres biens meubles & immeubles cottiers & roturiers, d'acqueſt ou de propre, ſe diuiſent egalement entre les enfans.

TEROANNE Tit. 1. Art. 1. *A la fin.* En ſucceſſion de biens meubles, manoirs, amaſe, non amaſes, heritages, prez, terres cottiers, rentes realiſees & autres ſituees & aſſiſes en la Ville & Regale de Teroanne ſont partables, chacun à portion egale entre heritiers & par repreſentation, & ce ſans faire diſtinction de l'aiſné: mais quant aux heritages Feodaux, ils demeurent ſans partir ne diuiſer à l'aiſné, ſoit en ligne deſcendant ou collaterale.

PONTHIEV Tit. 1. Art. 3. Quant aucun va de vie à treſpas inteſtat delaiſſez aucuns meubles & heritages ſituez en ladicte Comté, & aucun heritier en ligne directe, il n'y a qu'vn heritier en Ponthieu, qui ſuccede au treſpaſſé en l'vniuerſel droict des meubles & acqueſts d'iceluy treſpaſſé.

CHAVNI Tit. 7. Art. 35. Quand pere ou mere demourans en ceſte Gouuernance, Bailliage & Preuoſté de Chauni, decedent, leurs enfans naturels & legitimes, ſoient fils ou filles, leur doiuent ſucceder egalement en tous les meubles & heritages Cenſuels & roturiers, ſoient d'acqueſt ou de naiſſant.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Art. 25. Heritages cottiers patrimonieux ſuccedent par le treſpas de pere ou mere, à leurs enfans maſles chacun par egale portion, qui excluent les femelles en pareil degré. Et en faute de maſles, auſdictes femelles egalement. Comme auſſi ils ſuccedent par le treſpas de grand pere ou grand mere, en faute d'enfans, à leurs nepueux ou niepces. Art. 53. Biens meubles & reputez pour meubles ſuccedent par le treſpas de pere ou de mere à tous leurs enfans egalement en faute d'iceux à leurs nepueux & niepces à compte de teſtes.

SECLIN Art. 1. Par la Couſtume de ladicte ville les maiſons & heritages tenus dudict Eſcheuinage, ſont reputez pour meubles, & ſe partiſſent egalement entre les maſles & femelles en pareil degré, chacun à compte de teſtes auſſi bien en ligne collaterale que directe.

ANAPPES Art. 2. En ſucceſſion de pere ou mere és heritages tenus dudict Eſcheuinage, les ſœurs ſuccedent egalement contre leurs freres.

ESQVERMES Art. 3. Filles ſuccedent en heritages tenus de ladicte Preuoſté egalement & à compte de teſte contre leurs freres: jaçoit que tels heritages fuſſent venus au defunct en ſucceſſion & reputez patrimonieux.

OSTRICOVRT Art. 6. Es heritages patrimonieux giſans audict Eſcheuinage, tant en ligne directe, que collaterale, les femelles en pareil degré ſuccedent egalement à compte de teſtes contre les maſles.

NEVFVILLE Art. 1. Par la Couſtume, tous heritages tenus dudit Eſcheuinage, ſont reputez pour meubles & y ſuccedent les femelles en pareil degré tant en ligne collaterale, que directe.

CHISOING Art. 3. Maiſons & heritages giſans & tenus de ladicte Preuoſté ſe partiſſent & ſuccedent en pareil degré, auſſi bien aux femelles que maſles à compte de teſte.

S. SIMON Art. 1. Et eſdits heritages cottiers & renteux, ſoient patrimonieux ou acqueſtez ſuccedent les femelles en pareil degré, comme les maſles.

LANNOY Art. 1. Par la Couſtume, maiſons & heritages ſituez & giſans en ladicte ville, ſuccedent en ligne directe, auſſi bien aux femelles, qu'aux maſles en pareil degré.

S. PIAT Art. 1. Par la Couſtume, tous heritages tenus de l'Eſcheuinage de l'Egliſe dudict S. Piat, ſont reputez mobiliaires, & ſe partiſſent tant en ſucceſſion directe, que collaterale autant aux femelles, qu'aux maſles en pareil degré.

† *Ceſt Art. 80. en ce que les enfans viennent à la ſucceſſion de l'ayeul auec les enfans dudit ayeul, a eſté accordé pour l'aduenir: ſans preiudice toutesfois des droits acquis & procez pendans ſi aucuns en y a.*

Fiefs demourent à l'aiſné, ſoit en ligne directe ou collaterale.

Vn ſeul heritier en ligne directe pour tous meubles & acqueſts du treſpaſſé.

Source : BIU Cujas

S. QVENTIN Art. 1. Par la Couſtume, tous heritages tenus deſdicts Religieux ſuccedent tant en ligne directe, que collaterale, auſſi bien aux femelles que maſles en pareil degré.

MILLONFONSSE Art. 1. Par la Couſtume obſeruee eſdicts Hameaux és heritages tenus deſdicts Religieux, Abbé & conuent dudict Haſnon, les femelles en pareil degré ſuccedent tant en ligne directe que collateralle egalement contre les maſles.

BOVINNES Art. 1. Par la Couſtume de ladicte Seignourie de Bouinnes en faict de ſucceſſion tant en ligne directe que collaterale, és heritages cottiers patrimonieux ou acqueſtez, les femelles y ſuccedent egalement auec les maſles en pareil degré.

SALOMMEZ Art. 1. Par la Couſtume de ladicte Seignourie & Quind de Salommez, és heritages cottiers & renteux, tenus de ladicte Seignourie & Quind, les femelles ſuccedent auec les maſles en pareil degré egalement, à cõpte de teſtes.

PONT A VVENDIN Art. 2. Quand l'vn de deux conioincts par mariage termine vie par mort, heritiers d'aucunes maiſons ou heritages tenus dudict Eſcheuinage venans de ſon patrimoine ou acqueſte conſtant ledict mariage, ſans auoir eu enfant d'iceluy ou apparant à naiſtre, leſdicts maiſons & heritages patrimonieux, & la moitié deſdits acqueſtes ſuccedent à ſes plus prochains parens, auſſi bien aux femelles que maſles en pareil degré, à compte de teſtes.

BOVTILLERIE Art. 1. Par la Couſtume, en Succeſſion directe & collateralle, les femelles en pareil degré ſuccedent à compte de teſtes contre les maſles és heritages renteux tenus de ladicte Seignourie.

ENNETIERES Art. 2. Les femelles en pareil degré tant en ligne directe, que collaterale, ſuccedent eſdits heritages à compte de teſte contre les maſles.

CAMPHIN Art. 2. Les maſles & femelles en pareil degré ſuccedent egalement à compte de teſte és heritages tenus de ladicte Seignourie.

VVAHAIGNIES Art. 1. Par la Couſtume, en ligne directe & collaterale, les femelles ſuccedent à compte de teſte contre les maſles en pareil degré, és heritages tenus dudict Eſcheuinage.

ANCIN Art. 1. Par la Couſtume obſeruee és Seignouries deſſuſdictes, deſquelles l'on tient les plaids ordinairement chacun reſpectiuement en ladite Paroiche de Templeuue, nonobſtant que leſdites Seignouries ou d'aucunes d'icelles, y ait heritages tenus & giſans en la Paroiche de la Chappelle en Peuelle, & autres à l'enuiron, en faict de ſucceſſion les femelles ſuccedent en pareil degré contre les maſles egalement en tous leſdits heritages.

Acqueſts cottiers & meubles ſe partiſſẽt egalement.

BOVLIENOIS Tit. 20. Art. 71. Acqueſts cottiers & meubles ſuccedez ab inteſtat, ſe partiſſent egalement aux enfans des acqueſteurs chacun par egale portion.

S. PAVL Tit. 1. Art. 3. Quand aucun termine vie par mort, iouyſſant de pluſieurs terres labourables cottiers & delaiſſans pluſieurs enfans, ſoient maſles ou femelles, à chacun deſdits enfans competent & appartiennent leſdites terres, autant à l'vn comme à l'autre.

PERONNE Tit. 8. Art. 188. Meubles & immeubles roturiers ſe partagent egalement, tant entre nobles que roturiers, & tant en ligne directe que collaterale.

MONTARGIS Chap. 15. Art. 2. En ligne directe en heritages Cenſuels, ſuccedent egalement fils & filles : & n'y a prerogatiue d'aiſneſſe.

ORLEANS Tit. 17. Art. 302. En ligne directe les enfans ſuccedent egalement és meubles & heritages roturiers.

Succeſſions roturieres ſe departent egalement.

TOVRS Tit. 27. Art. 297. Entre gens roturiers ſucceſſions directes ou collaterales ſe departent par teſte : & en eſt chacun des heritiers ſaiſi pour ſa portion.

S. AIGNAN Chap. 15. Art. 14. Et ſi en ſucceſſion d'homme & de femme Nobles n'a que choſes roturieres, elles ſe departent par teſte : & n'y a aucun droict d'aiſneſſe.

LODVNOIS Chap. 29. Art. 3. p. *à Tours.* Succeſſion ſe depart &c. & chacun pour ſa part en eſt ſaiſi.

Voyez ce qui a eſté noté ſur

SEDAN Tit. 9. Art. 157. Les enfans ou heritiers du defunct ſoient &c. p. *à Laon*, viennent egalement à la ſucceſſion d'iceluy, ſans aucun aduantage ou

l'Article 586. mis cy dessus au Titre x. de Paris.

droict d'aisnesse, en biens meubles & heritages roturiers.

Dovrdan Tit. 1. Art. 7. En autres heritages tenus en roture & Censiue le fils aisné n'a aucun aduantage sur les puisnez : & se partissent les heritages egalement.

Blois Chap. 11. Art. 142. En succession d'heritages roturiers & biens meubles, tant masles que femelles succedent egalement, sans aucune prerogatiue, soit en ligne directe ou collaterale.

Bretagne Tit. 23. Art. 587. Les enfans †† & autres heritiers des bourgeois & autres du tiers Estat partageront egalement, tant en meubles qu'heritages, en succession directe & collaterale: & choisiront les enfans masles descendant d'eux, en quelque aage qu'ils soient, les vns apres les autres : & apres eux les filles, selon l'ordre de leur natiuité.

Voyez Valanciennes 92. Acs Tit. 2. Art. 13. & 20.

Art. 303. PARIS.

Pere g & mere ne peuuent par Donation faicte entre vifs, par Testament ou ordonnance de derniere volonté, ou autrement en maniere quelconque, aduantager leurs enfans venans à leur succession, l'vn plus que l'autre.

On ne peut aduantager ses enfans venans à leur succession l'vn plus que l'autre.

CONFERENCE.

Calais Tit. 7. Art. 95. p. *a Paris.* enfans qui viennent à leur succession &c.

Meavx Chap. 3. Art. 11. Deux conioints par mariage ne peuuent aduantager aucun de leurs enfans plus l'vn que l'autre, au preiudice de l'vn ou de l'autre, si ce n'est en faisant & traictant le mariage de l'vn de leursdicts enfans. Auquel cas en faueur dudit mariage, ils peuuẽt aduãtager l'vn de leursdits enfans

On peut aduãtager ses enfans l'vn plus que l'autre en faueur de mariage.

Sens Tit. 8. Art. 73. On ne peut par Testament aduantager l'vn de ses heritiers ou les enfans d'iceux, en leur prelegant ou autrement.

Avxerre Tit. 12 Art. 230. Aucun ne peut par &c. p. *a Sens.* l'vn plus que l'autre de ses heritiers venans à sa succession en leur &c.

Bar Tit. 8. Art. 190. Vne personne ne peut aduantager l'vn de ses enfans, l'vn plus que l'autre : & conuient tout rapporter apres le trespas du pere ou de la mere, auant partage faire. Mais si c'estoit par personne qui n'eust aucuns enfans legitimes procreez de son corps, & qu'il eust frere ou sœur ou parens plus loingtains, ils pourront donner à l'vn plus qu'à l'autre. Tit. 11. Art 165. p. *a Paris* vifs ou autrement aduantager leurs enfans, l'vn &c. Art. 166. Toutesfois si pere ou mere font aucune Donation à leurs enfans en faueur de mariage, telle Donation vaut, pourueu qu'elle n'excede sa portion hereditaire.

Rapport doit estre faict par les enfans des choses qui leur ont esté dõnees.

Estampes Chap. 10. Art. 112. p. *a Paris.* quelconque directement ou indirectement aduantager &c.

En ligne collaterale on peut aduantager l'vn plus que l'autre

Dovrdan Tit. 10. Art. 108. p. *a Paris.* l'autre, †† directement ou indirectement.

†† *Ces mots, directement ou indirectement, ont esté de nouuel adiouſtez.*

Montfort Chap. 9. Art. 96. } p. *a Dourdan.*
Mante Chap. 15. Art. 162. }

Clermont Tit. 12. Art. 144. p. *a Paris.*

Vallois Tit. 7. Art. 82. p. *a Auxerre.* plus l'vn que l'autre, tant en ligne directe, que collateral, qu'il ne soit tenu rapporter ou moins prendre, s'il se veut porter pour heritier.

Troys Tit. 6. Art. 113. Pere † ou mere ne peut aduantager l'vn de ses enfans plus que l'autre venans à sa succession.

† *Cest Art. 113. contient la correction de l'ancienne Coustume.*

Vitri Tit. 6. Art. 99. Vn homme ou vne femme ne peut aduantager par legs testamentaires n'autrement l'vn de leurs enfans, l'vn plus que l'autre. Et si faict l'ont, ledict legs est nul, s'il n'estoit faict du consentement des freres & sœurs du legataire : & encores tel legataire seront tenu, s'il vouloit

Rapport sera faict du legs, si

g Du Moulin en son Conseil 59. tient que l'on peut aduantager ses enfans par disposition d'entre vifs, & non par disposition testamentaire. Ceste Coustume est contraire, comme aussi plusieurs autres. Calais Art. 95. Bar Art. 165. Estampes Art. 112. Montfort Art. 96. Mante Art. 162. Clermont Art. 144. Dourdan Art. 108. Tours Art. 302. Grand Perche Art. 125. Chasteauneuf Art 123. Chartres Art. 100. Dreux Art. 91. Blois Art. 167. Dunois Art. 64. Lodunois Chap. 25. Art. 12. Mais il y a quelques autres Coustumes qui veulent que les pere & mere puissent en faisant & traictant le mariage de leurs enfans les aduantager en faueur dudit mariage. Meaux Art. 11. Auxerre Art. 244. Orleans Art. 286. Bourb. Art. 217. La Marche Art. 295. Poictou Art. 216. 219. & 272. Autres Coustumes disent generalement que les pere & mere peuuent aduantager leurs enfans au preiudice des autres. Bordeaux Art. 63. Bayonne Tit 11. Art. 6. Laon Art. 52. Reims Art. 233. & 287. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 58. Xainctonge Art. 87. Acs Tit. 1. Art. 6. Par le droict commun ainsi que nous

Source : BIU Cujas

le legataire ſe veut porter heritier : ſinon ſe peut tenir audict legs, ſ'il n'eſt exceſſif ou inofficieux.

dirons cy deſſous, ils ont ce priuilege de ſe tenir à leur Don, comme eſt porté par la Couſtume de Paris. Art. 307. cy deſſous. La raiſon de l'Art. 303. de Paris ſe peut tirer de l'Art. 304. ſuiuant. Car tous Dons faicts par pere & mere ſous la Couſtume de Paris ſont reputez en aduancement de ſucceſſion & par le precedent Art. 302. ils doiuent ſucceder egalement : & par le 300. nul ne peut eſtre heritier & legataire. Au ſurplus eſt notable que toutes choſes donnees en ligne directe ſont ſuiettes à rapport & collation : ſinon qu'il ſe trouuent quelques Couſtumes, comme celle de Berri, qui veulent que ce qui eſt donné par preciput & aduantage, n'eſtre ſuiect à rapport de ceſte matiere eſt parlé in l. cum reſponſo 12. C. de legat. Au liure ſecond des Loix des Lombards Tit. de eo quod pater filiis vel filiabus neceſſe habeat relinquere, eſt recité comme le pere peut aduantager l'vn de ſes enfans qui luy ſera bien obeyſſant & iuſques à quelle partie de ſon bien meſmes in l. ſi quis Longobardus 3. eod. tit.

venir à la ſucceſsion du teſtateur de conferer & rapporter ledict legs. Et ſ'il vouloit renoncer à ladicte Succeſsion & ſoy tenir audit legs, faire le pourroit, n'eſtoit qu'il fut exceſsif ou inofficieux.

†† Ceſt Art. 52. a eſté accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.

LAON Tit. 6. Art. 52. Pere †† mere, ayeul ou ayeule peut donner à l'vn de ſes enfans non venans à ſa Succeſsion, telle partie de ſes biens meubles & immeubles, acqueſts ou de naiſſant qu'il luy plaira & l'aduantager par deſſus ſes autres enfans : reſeruant toutesfois à iceux leur legitime, ſelon raiſon eſcrite.

Pere ou mere ou aſcendans peuuent aduantager leurs enfans non venãs à leur ſucceſsiõ: reſerué la legitime aux autres enfans.

REIMS Tit. 8. Art. 233. Pere & mere &c. p. *a Laon*. Enfans venant ou non venant à &c. meubles, acqueſts & conqueſts immeubles &c. qu'il &c. † la legitime &c. eſcrite. Et quant aux heritages eſtans de ſon naiſſant, ne peut en iceux aduantager l'vn de ſes l'vn plus que l'autre. Tit. 10. Art. 287. Pareillement pere ou mere aiant enfans peut aduantager par Teſtament & ordonnance de derniere volonté l'vn d'iceux, en luy delaiſſant telle part de ſes biens meubles & acquets immeubles, que bon luy ſemble: pourueu toutesfois qu'il ne touche à ſon naiſſant : pour le regard duquel ne peut faire la condition de l'vn, meilleure que de l'autre : & †† que la legitime introduite par la raiſon eſcrite demeure * aux autres enfans.

† Ces mots, reſeruant toutesfois à iceux la legitime ſelon la raiſon eſcrite, ont eſté adiouſtez.

†† Ces mots, Et que la legitime &c. ſont de nouuel adiouſtez.

** Aliàs, à leurs autres enfans P. V.*

CHALONS Tit. 13. Art. 100. Pere ou mere ayeul ou ayeule ne peuuent aduantager leurs enfans l'vn plus que l'autre, & ne peuuent defendre qu'ils ne rapportent les vns aux autres, ce qu'ils leurs auroient donné, ſoit qu'ils ſe vueillent porter heritiers, ou ſe tenir à ce que leur auroit eſté donné & à quelque titre, qu'ils le vueillent retenir, ſont tenus de porter les debtes, comme les autres freres & ſœurs : toutesfois ne ſont tenus rapporter les fruicts des heritages ny les proufits des deniers donnez.

Rapport ne peut eſtre prohibé.

Debtes.

Rapport ne ſera faict des fruicts des heritages & des profits des deniers donnez.

CHAVNI Tit. 3. Art. 13. Icelle femme n'auſſi ſon mary par leur Teſtament ou par Donation pour cauſe de mort ne peuuent donner ne leguer leſdits meubles à l'vn de leurs heritiers pour aduantager l'vn plus que l'autre : pour ce que par icelle Couſtume, Nul &c.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 7. Art. 5. Le teſtateur par Teſtament n'ordonnance de derniere volonté, ne peut faire l'vn de ſes vrais heritiers & legitimes, & qui ab inteſtat luy doiuent ſucceder, meilleur de l'autre.

Pere & mere peuuent faire partage à leurs enfans, & aduantager l'vn plus que l'autre

L'A SALLE DE LILLE Tit. 2. Art. 58. Pere & mere ou l'vn d'eux peuuent de leurs biens, Fiefs & heritages faire partage & diuiſion à leurs enfans, ainſi que bon leur ſemble : & en ce faiſant aduantager l'vn plus que l'autre. Lequel partage leſdicts enfans ſont tenus entretenir, ſans y pouuoir valablement contreuenir. Et ſi peuuent grand pere & grand mere, faire pareil partage à leurs nepueux & niepces. Et par les treſpas d'iceux, leſdicts enfans ou nepueux, ſont ſaiſis des parties à eux aſſignees, ſans autre œuure de loy ou realiſation.

Pere & mere ne peuuent vendre bailler à rẽte, ferme ou louage leurs heritages, ou partie d'iceux à

NIVERNOIS Chap. 27. Art. 7. p. *a Paris* peuuent aduantager par Donation quelconque l'vn de leurs enfans au preiudice de la legitime des autres : & la Donation autrement faicte eſt reputee inofficieuſe, & doit eſtre reuoquee iuſques à ladicte legitime, & pour le ſurplus vaudra.

MONTARGIS Chap. 11. Art. 9. *A la fin.* Pere & mere &c. ne peuuent aduantager l'vn de leurs enfans l'vn plus que l'autre en leurs Succeſſions : mais ſe pourront iceux enfans donataires tenir à la Donation, qui leur a eſté faite en renonçant aux Succeſsions de leur pere & mere. Chap. 15. Art. 1. Pere & mere &c. p. *audit* Art. 9. à ce que deſſus aduantager en leur Succeſsion l'vn &c. l'autre : tellement que les pere & mere ne pourront vendre, bailler à rente, ferme ou location leurs heritages ou partie d'iceux à l'vn ou pluſieurs de leurs enfans

Source : BIU Cujas

Et ſ'ils le font les autres le pourront auoir pour le pris ſi bon leur ſemble, chacun pour leurs portions, en rembourſant à ce regard le pris qu'ils auront baillé, dont ſeront tenus affermer : & ſe pourront leſdicts enfans dire ſaiſis, en rembourſant comme deſſus.

NORMANDIE Chap. 16. Art. 409. Pere †† & mere par leur Teſtament ne peuuent donner de leurs meubles à l'vn de leurs enfans plus que l'autre. Chap. 17. Art. 420. Le pere & la mere ne peuuent aduantager l'vn de leurs enfans plus que l'autre, ſoit de meuble ou heritage : par ce que toutes Donations faictes par le pere ou mere à leurs enfans, ſont reputees comme aduancement d'hoirie : reſerué le tiers de Caux.

TOVRS Tit. 27. Art. 302. Perſonne † Couſtumiere ne peut directement ou indirectement par contract de Donation, encores que ce fut en faueur de mariage, vendition, arrentement, eſchange ou autrement par quelque contract que ce ſoit, faire la condition de l'vn de ſes heritiers meilleure ou pire que l'autre : ſoit que leſdicts contracts ſoient faicts auec l'heritier preſomptif ou l'heritier de l'heritier preſomptif, ou auec autre perſonne eſtrange en faueur de luy, pour le luy rendre : fors toutesfois pour cauſe de recompenſe de ſeruices ou merites, bien & deuement verifiez, & qui meritaſſent ledit Don qui pour ce auroit eſté faict.

ANIOV Tit. 12. Art. 260. *A la fin.* Aucune perſonne non Noble ne peut faire la condition d'aucun de ſes heritiers preſomptifs pire ou meilleure de l'vn que de l'autre. Tit. 16. Art. 337. *A la fin.* Perſonne Couſtumiere à ſon fils ou fille ou aux enfans de ſon fils ou fille ou autre heritier preſomptif, qu'il ait, ne peut donner à l'vn plus qu'à l'autre, ne faire la condition de l'vn pire ou meilleure que de l'autre.

LE MAINE Tit. 13. Art. 278. *A la fin.* p. *a Anion.* Art. 260. non Noble, par quelque maniere que ce ſoit, ne &c. heritiers pire &c. l'autre. Et ſ'entend la Couſtume és heritiers ou heritiers des heritiers tant en ligne directe que collaterale. Tit. 17. Art. 349. p. *a Anion.* Art. 337.

GRAND PERCHE Tit. 7. Art. 125. Pere †† mere, ayeul, ayeule ou autres aſcendans ne peuuent par teſtament & derniere volonté ou diſpoſition entre vifs, ſoit en faueur de mariage ou autrement, en maniere quelconque directement ou indirectement, aduantager leurs enfans, l'vn plus que l'autre, ſoit qu'ils viennent à la ſucceſſion, ou qu'ils y veulent renoncer.

CHASTEAVNEVF Chap. 18. Art. 123. Vn pere & vne mere ne &c. p. *a Paris.* à leur ſucceſsion &c.

CHARTRES Chapitre 18. Art. 100. Le pere ne la mere en leur Succeſsion ne peuuent aduantager leurs enfans l'vn plus que l'autre.

DREVX Chap. 19. Art. 91. Pere ou mere ne peuuent plus donner ou aduantager à leur Succeſsion l'vn de leurs enfans plus que l'autre en quelque maniere que ce ſoit.

DVNOIS Chap. 10. Art. 64. Le pere ou mere ne peut aduantager l'vn de leurs enfans plus que l'autre venant ou renonçant à leur Succeſsion ſoit en mariage ou autrement, en quelque maniere que ce ſoit.

BERRI Tit. 7. Art. 10. Toutesfois pourront les pere & mere & chacun d'eux donner librement à l'vn ou pluſieurs de leurs enfans, leurſdits biens meubles & immeubles propres & conqueſts, en laiſſant la legitime telle que de Droict aux autres. Pour le regard de laquelle legitime, ſi la Donation excede ſera reputee nulle & de nul effect & valeur.

BOVRBONNOIS Chap. 19. Art. 217. Le †† pere, mere ou l'vn d'eux ne peuuent donner entre vifs à leurs enfans, hors contract de mariage ſoient leurs enfans emancipez ou non.

LA MARCHE Chap. 21. Art. 295. Pere, mere, ayeul ne ayeule ne peuuent aduantager l'vn de leurs enfans plus que l'autre par Donation ou autre diſpoſition d'entre vifs, ſinon en contract de mariage & faueur d'iceluy.

LODVNOIS Chap. 25. Art. 12. Perſonne Couſtumiere ou roturiere ne peut faire la condition d'aucun de ſes heritiers, meilleure ne pire l'vne que l'autre, par quelque contract que ce ſoit, par Donation, vendition &c. p. *à Tours.* Art. 302. n'autrement en aucune maniere que ſoit faict ledict contract auec ledict heritier preſomptif ou autre perſonne eſtrange, en faueur dudict heritier pour

h Par Arreſt du 10. iour de Mars 1576 fut la donation faicte à Guillaume Poupardin par Laurence Broſſard ſa mere contre la paction appoſee au contract de mariage de Marguerite Poupardin ſa ſœur & de defunct Iazon d'Artuis que les enfans ne ſeroient aduantagez les vns plus que les autres a eſté declaree nulle & de nul effect & valeur: & conſequemment ordonne que partage & diuiſion ſeroient faits des biens & ſucceſſiõs

†† *Sur ceſt Art. 409. le Deputé d'Eureux a dit que la Couſtume locale dudit lieu eſt telle, que pere ou mere peuuent diſpoſer par Teſtament ou autrement de leurs meubles, au profit de l'vn de leurs enfans au preiudice des autres ou de leurs preſomptifs heritiers & ainſi qu'ils pourroient faire à vn eſtranger. Duquel vſage local a eſté ordonné qu'il ſeroit informé.*

† *Ceſt Art. 302. eſt mis au lieu du 8. Art. ancien.*

Donation pour recompenſe de ſeruices ou merites.

† *A eſté remõſtré par M. Iean Durant pour M. Guy de Mõceaux & ſa femme que l'Art. 125 eſtoit contre la liberté des pere & mere, qui ont accouſtumé vſer de leurs biens enuers leurs enfans, comme il leur plaiſt : & ſi aucun deſdits enfans le merite & ſpecialement en faueur de mariage & ſ'eſt oppoſé audict nom que les Ar. 125. & 126. paſſent pour Couſtume, requerant qu'ils ſoient remis à la diſpoſition du Droict commun & qu'où leſdits Eſtats voudroiẽt accorder & paſſer pour Couſtume, qu'il ſoit dit que telle Couſtume aura lieu*

Source : BIU Cujas

pour l'aduenir ſeulement, & ſans preiudice du paſſé, & meſmement du proces men & pendant entre ledit Du monceaux & ſadite femme d'vne part, & les Seigneurs & Dame de la Fretté & autres pretendans droict en la terre, & Seigneurie, d'autre. Surquoy la matiere miſe en deliberation, Auons ordonné que leſdits Art. paſſeront pour Couſtume, ſans preiudice des procés pendans & intentez entre leſdites parties.

On peut donner librement à l'vn ou pluſieurs de ſes enfans, de ſes biens, en laiſſant la legitime aux autres.

†† *Ceſt Art. 217. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

de feu Guillaume Poupardin & ladite Broſſard ſa femme en leur viuant pere & mere deſdites parties: auquel partage ledit Guillaume fils, ſeroit tenu rapporter les biens à luy donnez par ladite Broſſard, ou moins prendre d'autant eſdites ſucceſſions: & encores ſeroit tenu ledit Poupardin fils, remettre & rapporter en la maſſe hereditaire les acquiſitions par luy faictes demourant auec ſa mere, iuſques au iour qu'il auroit eſté marié: & non celles qui par luy ont eſté faictes puis ledit mariage: & ſans deſpens. Vide l. Pactum quod dotali C. de pactis & l. pactum dotali. C. de collation. Il ſe trouuoit vne donation faicte par icelle Broſſard a Guillaume & Simon Poupardin ſes nepueux en ligne directe, & enfans dudit Guillaume ſon fils d'vne meſtairie appellee la Georgerie: laquelle auoit eſté debatue par les heritiers dudit d'Artius & ſa femme, au moyen de la clauſe ſuſdite, & que telle donation faicte auſdits neueux, ſembloit auoir eſté faicte en fraude, l. nihil intereſt. D. de bonis libert. à quoy conuient la Couſtume de Blois Art. 168. Titre des Don. Suiuant ce leſdits donataires en auroient eſté deboutez par Sentence du Bailly de Berry ou ſon Lieutenant à Bourges, le 10. iour de Mars 1575. Toutesfois la Cour par le ſuſdit Arreſt receut par les parties à informer des cauſes des merites que propoſoient leſdits Poupardins donataires, ſuiuant le Conſeil d'Alexandre lib. v. Conſ. 138. Ceſte paction ou conuention eſt fort ordinaire és contracts de mariage faicts en ce pays de Berry: c'eſt à ſçauoir que les pere & mere ne pourront aduantager les vns plus que les autres: ou bien que tous leurs enfans viendront egalement à leurs ſucceſſions. Ainſi par le contract de mariage de Iean Dabert & Catherine Martin du 7. iour d'Aouſt 1553. eſt ceſte clauſe appoſee, Laquelle Catherine future eſpouſe viendra à la ſucceſſion deſdits Martin & ſadite femme ſes pere & mere, en rapportant ou precomptant les ſommes & meubles promis par ledit contract de mariage. Le 28. Decembre 1556. leſdits pere & mere font Teſtament & aduantagent Denis & Iean Martins de pluſieurs heritages, & veulent que ladite Catherine vienne au ſurplus de leurs biens auec leurs autres heritiers, ſi mieux elle n'aime ſe contenter d'vne ſomme de deniers. Sur ce apres leur decez les parties tombent en conteſtation ſur les aduantages que ladite Catherine pretendoit ne pouuoir eſtre faicts à ſon preiudice, veu la clauſe. Leſdits Denis & Iean Martins au contraire, pretendent ladite clauſe n'eſtre ſuffiſante pour priuer les pere & mere de leur libre diſpoſition l. 1. C. de ſacr. eccleſ. nihil enim eſt quod magis hominibus debeatur, quam vt ſupremæ voluntatis (poſtquam iam aliud velle non poſſunt,) liber ſit ſtylus, & licitum quòd iterum non redit arbitrium. Lex xii. P. Tab, Paterfam. vti legaſſet ſuper pecunia Tutelaue ſuæ rei, ita ius eſto. Nou 1. & 22. cap. 2. L 120. De regul. iuris L. 1. D. ad leg. facild. Par ſentence donnee en la Preuoſté d'Yſſoudun le 12. iour de May 1587. eſt dit que les heritages donnez par ledit Teſtament ne viendront en partage des biens deſdites ſucceſſions: ains demoureront auſdits Martins de preciput & aduantage, ſelon & ainſi qu'il eſt porté par ledit Teſtament. Appel au Bailliage. Par Sentence du Bailly de Berry ou ſon Lieutenant, le 8. Auril 1588. la Sentence eſt confirmee. Appel de rechef en la Cour, où par Arreſt du 23. iour de Decembre 1588. ladite Sentence eſt confirmee ſans amende: & les appellans condamnez és deſpens de la cauſe d'appel. Tellement que la clauſe & paction doit eſtre expreſſe que les enfans viendront egalement à la ſucceſſion de leurs pere & mere: ou bien qu'ils ne pourront aduantager leurs enfans les vns plus que les autres: Car autrement il eſt licité par ceſte Couſtume de Berry, auantager l'vn de leurs enfans ou pluſieurs plus que les autres, en leur donnant de preciput & aduantage. & faut que ces mots ſoient exprés en la Donation: autrement la donation eſt ſuiette à rapport. Vn nommé Guy Turquie marchant demourant à Chaſteau-roux ayant deux filles & vn fils, marie l'vne d'icelles à Antoine Bordat: & l'autre à M. Iean Bernard Docteur en Medecine: par les deux contracts de mariage, y a paction & conuention, que leſdites filles viendront egalement à la ſucceſſion de leur pere & mere, auec leur frere: lequel neantmoins pourra eſtre aduantagé de la ſomme de deux cens eſcus. Depuis le pere voulant marier ſon fils retire de ſes deux gendres & filles procurations pour conſentir à l'aduantage qui eſtoit de la maiſon, où il faiſoit ſa demourance, de tous ſes meubles, & du lieu de Cré. Lequel aduantage eſt faict par les deux Teſtamens de pere & mere. Apres leur decés, leſdits Bernard & Bordat demandent chacun la troiſieſme partie eſdites ſucceſſions, nonobſtant ledit aduantage, qu'ils demandent eſtre mis & conferé audit partage. Ce qui eſt formellement empeſché par le fils: qui remonſtre les conſentemens contenus eſdites procurations, & les Teſtamens de ſeſdits pere & mere. Au moyen dequoy les demandeurs obtiennent lettres Royaux pour eſtre releuez deſdicts conſentemens portez par leſdites procurations fondees ſur pluſieurs faicts de menaces & intimidations deſdits pere & mere: dont neant moins ny auoit preuue au procés. D'auantage eſtoit alleguee la crainte & reuerence paternelle & maternelle ſuiuant ce qui eſt traicté in l. 1. §. quæ onerandæ. D. Quar. rerum actio non dat. Par Sentence donnee au Siege Royal d'Yſſoudun, les demandeurs ſont deboutez de leurs concluſions ſans auoir eſgard auſdites lettres, entant que touche ledit aduantage: Lequel eſt adiugé audit fils. Leſquels demandeurs appellent en la Cour, & depuis par Arreſt du 14. iour d'Auril 1579. l'appellation & ſentence de laquelle a eſté appellé, miſe au neant ſans amende: & en emendant le iugement & ayant eſgard auſdites lettres Royaux, eſt ordonné, ſans auoir eſgard auſdites donations portees par les Teſtamens deſdits defuncts Guy Turquie & Marie Pinette ſa femme, que partage ſera faict egalement entre leſdictes parties, de tous & chacuns les biens delaiſſez par leurſdits pere & mere, ſur leſdits biens prins prealablement la ſomme de deux cens eſcus ſol, ou la iuſte valeur d'iceux en corps hereditaires, au chois & option dudit Turquie Lequel Turquie eſt condamné rendre & reſtituer les fruicts & loyers des maiſons de Chaſteau-roux, & meſtairie de Cré par luy prins & perceus puis le decez dudit Turquie pere: ſur iceux deduits les meliorations & reparations vtiles & neceſſaires, ſi aucunes ledit Turquie en a faites ſur leſdits lieux, en rapportant auſsi par leſdits Bernard & Bordat, tous & chacuns les deniers dotaux, Bagues & Ioyaux, habits & frais nuptiaux qu'ils ont eu deſdits defuncts, ou moins prendre eſdites ſucceſsions. Sur la liquidation deſquels fruicts adiugez ſeront les parties plus amplement ouyes pardeuant M. Gilles Sçauant Rapporteur du proces, & ſans deſpens, tant des cauſes principales que d'appel, attendu la qualité des parties. Pareille diſpute a depuis eſté entre Iazon Audoux demandeur, contre M. Pierre Preuoſt à cauſe de Iaquette Audoux, M. Pierre Pearron à cauſe de Françoiſe Audoux & François Duual, & Catherine Audoux: pour y auoir pareille paction en aucuns contracts de mariage: & ledit Iaſon ayant eſté aduantagé par ſon pere. Sentence donnee au Siege Royal d'Yſſoudun: par laquelle ledit demandeur fut declaré non receuable en ſes demandes & concluſions, & d'icelles les defendeurs. Ordonné que partage ſeroit faict egalement entre leſdites parties. La Sentence eſt du 21. iour de Mars 1587. dont ledit Audoux appella: mais depuis il a acquieſcé à ladite Sentence.

pour luy rendre, & à ſemblable entre gens Nobles.

POICTOV Tit. 2. Art. 216. On peut bien donner à ſes enfans ou heritiers preſomptifs, tous ſes meubles & acqueſts immeubles, & en iceux faire la condition meilleure de l'vn que de l'autre: pourueu que le donnant ait heritage

Source : BIU Cujas

obuenu par succession, comme dessus. Art. 219. Et en autre cas qu'en faueur de mariage ne peuuent les pere & mere ainsi donner à aucun de leurs enfans ou heritiers, de leur heritage ancien. Car par la Coustume ils ne peuuent faire entre leurs enfans ou heritiers outre leur volonté. Tit. 5. Art. 272. *sur le milieu.* Aussi ne peut aucun faire la condition de l'vn de ses heritiers meilleure que de l'autre, outre sa portion legitime & coustumiere, en l'heritage à luy obuenu par succession, soit que la chose procede du branchage de celuy qu'on veut aduantager ou d'autre branchage.

De n'aduãtager son heritier presomptif plus que l'autre.

XAINCTONGE Tit. 11. Art. 87. Le † pere & la mere ou autre parent en leur heritage peuuent aduantager l'vn de leurs enfans ou autres heritiers presomptifs, quand n'y a enfans, en la iii. partie de l'heritage.

† *Cest Art. 87. estoit negatif, & a este couerty en affirmatif.*

ANGOVMOIS Chap. 9. Art. 115. Le pere, frere ou autre parent ne peut aduantager ne faire en son heritage patrimonial ou autrement, à luy obuenu par droict de Succession, l'vn de ses heritiers presomptifs, plus grand que l'autre.

Pere comme peut aduantager ses enfans reseruant la legitime aux autres.

LA Rochelle, Chap. 14. Art. 42. Aucun ne i peut donner à aucun de ses enfans ou hoirs presomptifs, ne iceux aduantager l'vn plus que l'autre en aucune partie de son heritage à luy venu par succession.

BORDEAVX Chap. 5. Art. 63. Le pere pourra disposer à son plaisir des biẽs tant acquests qu'heritage à l'vn de ses enfans: pourueu qu'il laisse la legitime aux autres enfans. Art. 77. La mere pourra aduantager de ses biens vn ou plusieurs de ses enfans: mais ne pourra laisser ledit tiers à vn estranger, quand aura enfans. Aussi les legats pour son ame, seront sur ledit tiers: & les deux parties des biens de la mere, seront parties egalement entre tous les enfans: & le tiers si elle n'en auoit disposé à l'vn desdits enfans.

Mere peut aduãtager l'vn de ses enfans plus que l'autre: ne peut laisser le tiers à vn estranger, si elle a enfans.

Legats se prendront sur le tiers.

ACS Tit. 1. Art. 6. Mais esdits biens & lieux si le pere ou mere en mariant les puisnez ou par Testament ou autrement baille moindre portion, les puisnez fils ou filles se doiuent contenter de telle portion que le pere ou mere leur a baillé, sans ce que les puisnez puissent quereller ou impugner le Testament ou autre disposition.

BAYONNE Tit. 11. Art. 6. Le pere & la mere par leur Testament des biẽs papoaux & auitins peuuent entre leurs enfans & non autres, disposer à leur plaisir & volonté: & peuuent aduantager l'vn des enfans plus que l'autre, ou laisser à l'vn le tout, ainsi que bon luy semblera. Art. 7. Sauf la Lar, qu'est la principale maison, de laquelle ne peuuent disposer, qu'elle ne demeure au premier enfant masle, ou s'il n'y a masle, à la premiere fille. Art. 8. Et s'il y a plusieurs maisons principales, l'aisné ou aisnee aura le chois. Art 9. Toutesfois d'oresnauant du consentement des habitans de ladite ville, a esté statué, que si le pere ou mere donnent ou laissent tous les biens auitins à vn des enfans, chacun des autres enfans pourra quereller & demander esdits biens la moitié de ce que pourroit monter la legitime telle que de Droict. Art. 10. En laquelle toutesfois n'est comptee la maison principale, qui est deuë à l'aisné par la Coustume, si le pere ou la mere a donné ou laissé lesdits biens à vn des puisnez.

Pere ou mere en contract de mariage par Testament ou autre dispositiõ peuuent donner aux puisnez moindre portiõ qu'il ne leur appartient.

SEDAN Tit. 7. Art. 128. Le testateur semblablement ne peut par Testament n'autrement aduantager ses heritiers l'vn plus que l'autre: n'estoit que les enfans de ses heritiers, ou les enfans de ses heritiers fussent emancipez & hors de la puissance de leur pere: à la charge que le legs testamentaire ne retourne au pere dudit legataire.

Pere & mere comme peuuent aduantager leurs enfans fors de la maison principale, qui doit demourer à l'aisné, ou aisnee.

Voyez Blois 167. cy dessus Titre 13. Dunois Article 66. Auxerre Article 244. cy dessous.

Art. 304. PARIS.

Les enfans [k] venans à la succession de pere ou mere doiuent raporter ce que leur a esté donné, pour auec les autres biens de la Succession, estre mis en partage entre eux, ou moins prendre. [l]

Les enfans ont la moitié de leur legitime en tous les biens auitins donnez par le pere ou mere à l'vn de leurs enfans.

Art. 305. PARIS.

Si †† le donataire [m] lors du partage a les heritages à luy dõnez en sa

La maison principale est deuë à l'aisné.

i Sur cest Article quarante deux de la Rochelle, se doit aussi entendre du fils de l'heritier presomptif, encores que la Coustume ne soit expresse en ces mots. Car elle parle seulement de l'heritier presomptif: & non du fils de l'heritier presomptif. Le Iuge de la Rochelle ayant infirmé telle Donation faicte au fils de l'heritier presomptif, & estoit faicte par vn frere au profit du fils de son frere. Appel en la Cour. Il fut remonstré telle Donation n'estre contre la Coustume, & offroit le pere, que la Donation retourneroit aux heritiers en commun, s'il mouroit sans enfans, & que les Statuts & Coustumes se doiuent entendre estroictemẽt sansqu'on les puisse estendre par interpretation, & principalement in odiosis & és prohibitions, & aussi qu'en plusieurs cas appellatione heredis, heredis heres non continetur, ainsi qu'il est assez notoire. L'intimé au contraire, remonstre qu'il y a mesme raison: & partant que la prohibition doit auoir lieu: & l'extension doit estre faite pour la consequence qui en peut estre. Le Docteur Alexandre estoit formel in Consil. 56 Vol. 5. L'Aduocat du Roy adhera au plaidé de l'intimé. La Cour par son Arrest du 6. iour de May 1586. mit l'appellation au neant sans amende, & ordõna que ce dont estoit appel sortiroit son plein & entier effect, & si le condemna és despens, sans auoir esgard ausdites Offres.

Source : BIU Cujas

On ne peut aduantager l'vn de ſes heritiers, ou enfans d'iceux l'vn plus que l'autre: ſinon que les enfans deſdits heritiers fuſſent emancipez.

Enfans doiuent rapporter les Dons à eux faicts ou moins prendre, quand ils ſuccedent à leur pere ou mere.

Donataire doit raporter en eſſence & eſpece les heritages donnez, s'ils ſont en ſa poſſeſſion, en les rembourſant des impenſes vtiles & neceſſaires: ou moins prendre: & ſi les coheritiers ne le veulent rembourſer, il eſt tenu rapporter l'eſtimation, deduction faicte deſdites impenſes.

†† *Les Art.* 305. 306. 307. 308. & 309. *ont eſté adiouſtez pour l'aduenir & ſans preiudice du paſſé.*

k Ceſt Art. 304. depend du 303. Article cy deſſus de ceſte meſme Couſtume, comme auſſi du 301 Article afin que l'egalité ſoit obſeruee & gardee entre les enfans. Collationis titulus manifeſtam habet æquitatem vt ait Vlp. in L. 1. D. de collat. bon Ce rapport a lieu en la ſucceſſion ab inteſtat, afin que les enfans ſuccedent egalement à leur pere & mere, & eſt fondé ſur l'egalité que les pere & mere doiuent garder. Nou. 18. de triente & ſemiſſe cap. 6. Auquel lieu Iuſtinian veut & entend que la collation ou rapport ait auſſi lieu, meſmes quand il y auroit Teſtament D'autant qu'il eſt vray ſemblable que le pere a omis en ſon Teſtament que chacun ſeroit tenu rapporter ce qui leur auoit eſté donné. Omiſſa per obliuionem plerunque haberi in iure ſoleant pro expreſsis L. vlt. D. de lib. leg. L. Sciæ D. de inſtrum. leg. L. quingenta. D. de probat. §. ſed feminini Inſt. de exhet. lib. ainſi que Cuias a noté en ſes Paratitles du Code Tit. de Collat. Telle collatiõ ou rapport n'a auſsi lieu entre eſtrãgers, ainſi qu'il a eſté iugé le 24. iour de Iuillet 1578. au profit de Iean Preuoſt & Marie Frollo intimez contre Hieroſme Frollo en pleine audience. Alexander L. quamuis D. Sol. matr. & in l. quinque legibus D. de bon. dam. Guido Pap. Dec. 447. comme a noté Chopin 3. de la Couſtume d'Aniou Tit 3. nomb. 13.

l *Moins prendre*, Cecy eſt tiré de le Loy. 1. §. ſed & ſi D de coll. bon.

m Papon en ſon Recueil d'Arreſts recite vn Arreſt du 21. Decembre 1524. qui ſert pour l'interpretation de ceſt Art. 305. l. cum emancipati. D. de coll. & l. filiæ. C. eodem tit. Au reſte, par Arreſt prononcé ſolennellement par M. Seguier le 14 Auril 1579. a eſté iugé vne belle difficulté. Vn pere ayant pluſieurs enfans marie ſon fils aiſné, & par contract de mariage luy donne les deux tiers de ſes biens, demourant l'autre tiers egalement entre ſes enfans: depuis le pere par ſon Teſtament confirme la donation. Le decés du pere aduenu, les enfans veulent faire partage entre eux deux dudict tiers, auquel le frere aiſné veut eſtre receu outre ſa donation D'autant que ladite Donation luy auoit eſté faicte de preciput & aduantage. Le premier Iuge de Viuarez dit que le fils aiſné ne ſera receu audit partage du tiers: ſinon en rapportant le contenu en ladite Donation. La Sentence eſt infirmee par les Preſidiaux de Lyon, qui reçoiuent le fils aiſné au partage auec ſes autres freres, luy demourant de preciput & aduantage leſdits deux tiers contenus par leſdites Donation & Teſtament: & fut l'appellation & ſentence de laquelle eſtoit appellé au neant, ſans amende: & emendant le Iugement, fut la Sentence du premier Iuge confirmee en tout & par tout, pour la grande equité requiſe en l'egalité, qui doit touſiours eſtre gardee entre les enfans. In fauorabilibus tacitum pro expreſſo habetur: & in odioſis tacitum pro non dicto exiſtimatur.

poſſeſſion, il eſt tenu les rapporter en eſſence n & eſpece, ou moins prendre en autres heritages de la Succeſſion de pareille valeur & bonté. Et faiſant ledit rapport en eſpece, doit eſtre rembourſé par ſes coheritiers, des impenſes vtiles & neceſſaires. Et ſi les coheritiers ne veulent rembourſer leſdites impenſes: en ce cas le donataire eſt tenu rapporter l'eſtimation d'iceux heritages, eu eſgard au temps que diuiſion & partage eſt faict entre eux, deduction faicte deſdictes impenſes.

n Ceſte Couſtume ſe doit entendre de la bonté du fonds ou valeur interieur, & non pas de la valeur en argent, qui ſe peut chãger par le temps, ainſi qu'il eſt noté in l. cum quid 3. D. de rebus cred. d. l. filiæ C. de coll. Par Arreſt ſolennel du 7. iour de Septembre 1582. au profit de Monſieur Fauier Conſeillier en ladicte Cour, a eſté iugé, qu'vn eſtat de Conſeiller de ladite Cour, reſigné par le pere, n'eſtoit ſuiet à rapport. Tellement qu'il n'y a que les Eſtats venaux ſuiets à rapport, & ainſi par Arreſt donné en audience le 14. Aouſt 1539. fut vn office de Contrerolleur de Grenier à ſel de Molins reſigné au fils par le pere, declaré ſuiet à rapport. Vide l. omnimodo §. repletionem. C. de inoffic. teſtam.

Art. 306. *PARIS.*

Pareillement ce qui a eſté donné aux enfans de ceux qui ſont heritiers & viennent à la ſucceſſion de leur pere, mere ou autres aſcendans, eſt ſuiet à rapport ou moins prendre.

Rapport ſera fait des choſes donnees aux enfans des heritiers.

Art. 307. *PARIS.*

Neant-moins ou o celuy, auquel on auroit donné, ſe voudroit tenir à ſon Don, faire le peut, en s'abſtenant p de l'heredité, la legitime reſeruee aux autres enfans.

Donataire ſe peut tenir à ſon Don: reſerué la legitime aux autres enfans.

o Par le droict commun, il eſt loiſible au donataire de ſe tenir à ſon Don. l. 1. §. ſed & ſi tantum D. de

Art. 308. *PARIS.*

L'enfant q ayant ſurueſcu ſes pere & mere & venant à la ſucceſſion de ſes ayeul ou ayeule ſuruiuant les pere & mere, encores qu'il renonce à la ſucceſsion de ſeſdit pere & mere, eſt neant-moins tenu rapporter à la ſucceſsion de ſeſdits ayeul ou ayeule, tout ce qui a eſté donné à ſeſdits pere & mere par ſeſdits ayeul ou ayeule, ou moins prendre.

Rapport des donations faites par l'ayeul ou ayeule, ſera faite par l'enfant ſuruiuant

Source : BIU Cujas

ses pere & mere, & venant à la succession des ayeul ou ayeule, ores qu'il renonce à la succession de ses pere & mere.

coll.bon. Iason ad l.2. §.mutui datio D. de reb cred. Ludou. Rom. in l. si donatione C. de collat. Ant. Vnde si parens. C. de inoff. testam. Ce qui se doit entendre tant du don faict entre vifs, que par Testament l. filio 77. D. de legat. 1. Le pere entre ses enfans ne peut par Testament disposer outre ce qui est permis par le 292. Article de ceste Coustume, par partage ou autrement: ainsi a esté iugé par Arrest du vingtneufiesme iour d'Aoust 1571. que tel legs de meubles acquests & conquests & Quint des propres fait à l'vn de ses enfans est bon & valable. Il est donc certain que le fils ou fille donataire s'abstiennent de la succession de ses pere ou mere, n'est tenu de rapporter de don, vbi non est successio, ibi collatio non est exigenda l. pater. 8. & l. fuit quæstionis. 9. C. de coll. dot. Authent. vnde si parens. C. de inoffic testam. Par le droict le donataire repudiant la succession n'est tenu de rapporter son don. L. ex causa 25. C. fam erc. Ex causa donationis vel aliunde tibi quæsita, si aui successionem respueris, conferre fratribus compelli non potes. Aucuns colligent de la Loy filiæ 18. C. cod. tit. qu'vn enfant, pour lequel le pere a acheté quelque chose en son nom, & luy a donnee, n'est tenu de rapporter, s'il s'abstient de la succession. Par disposition de droict in l. 12. C. de legat. omittenti hereditatem prælegati petitio competit. Et ita proditum est in l. 17. 18, 76. & 91. §. 2. D. de leg. 1. l. 75. D. legat. 2. l. 4. §. 11. D. de doli mali, except.

p L. si non mortis D. de inoff. test l. parentibus. C. cod. tit.

q Cest Art. 308 est fort raisonnable l. dotem. 6. D. de collat. bon. Bartol. in l. Gallus D. de lib. & post. l. illam C. de coll. & ibi Acc. l. si viua. C. de bon. mat.

Art. 309. *PARIS.*

Rapport des fruicts des immeubles ou des profits se fait du iour de la Succession escheuë.

Les fruicts r de la chose donnee par pere & mere, ayeul ou ayeule, soit heritages ou rentes, ne se rapportent, sinon du iour de la Succession escheuë. Et s'il y a deniers baillez, les profits se rapporteront depuis ledit temps à raison du denier xx.

r Cest Article 309. est fondé és raisons de Droict, exprimees in l. filius emancipatus §. vlt. D. de dot. coll. l. in pecudum 28. D. de vsur. l. bonæ fidei 48. D. de adquir. rer. dom. & autres assez vulgaires. Il est estimé possesseur de bonne foy, & a cu les choses par contract de mariage, pour supporter les charges de mariage, que le mary est tenu de subir. L. pro oneribus. C. de iure dot. Il y a vne mesme raison des interests ou profits des deniers ainsi baillez, qui se doiuent rapporter seulement à la raison du denier vingt, suiuant les Arrests de la Cour. Papinianus in l. 5. §. ea filia. D. de collat. dot. filia quæ moram collationi fecit, viri boni arbitratu cogetur vsuras quoque dotis conferre. Ainsi si depuis le partage faict, on a iouy, sans faire rapport, a esté iugé par Arrest prononcé le 10. Mars 1575. au profit de M. Courtin contre M. de Crecy, qui auoit esté aduancé de 5000. liures, & dont il n'auoit faict aucun rapport, sinon qu'apres le decés de la mere, ayant toutesfois la succession du pere, fut dit qu'il feroit profit de la moitié de ladicte somme pour la part du pere au denier vingt.

Art. 310. *PARIS.*

Droict de l'enfant qui s'abstient ou renonce à la succession accroist aux autres sans droict d'aisnesse.

Le droict s & part de l'enfant qui s'abstient & renonce à l'heredité, accroist aux autres enfans heritiers, † sans aucune prerogatiue d'aisnesse de la portion, qui accroist.

s Ceste Article est fondé en raison, & en la Coustume de Normandie, Art. 248. Et en la Coustume de Bretaigne, Art. 418. Et en la Coustume de Berry, tit. 18. Art. 1. Et en la Coustume de Bourbonnois, Art. 315. Et en la Coustume de Nyuernois, chap. 31. Art. 1. Et en la Coustume de Bourgongne, chap. 4. Art. 1. Et en la Coustume de Bar, Art. 1. Et en la Coustume de Lorraine, tit. 2. Art. 1. Et en la Coustume de Blois, Art. 169. Et en la Coustume de Chartres, Art. 84. Et en la Coustume de Dreux, Art. 1. Et en la Coustume de Montargis, chap. 17. Art. 1. Et en la Coustume de Sens, Art. 1. Et en la Coustume de Troyes, Art. 1. Et en la Coustume de Vitry, Art. 1. Et en la Coustume de Meaux, Art. 1. Et en la Coustume de Melun, Art. 1. Et en la Coustume de Peronne, Art. 1. Et en la Coustume de Ponthieu, Art. 1. Et en la Coustume de Boulenois, Art. 1. Et en la Coustume de Calais, Art. 1. Et en la Coustume de Hainaut, chap. 104. Art. 1. Et en la Coustume de Cambray, tit. 4. Art. 1. Et en la Coustume de Lodunois, chap. 12. Art. 1. Et en la Coustume de Poictou, Art. 1. Et en la Coustume de Xaintonge, Art. 1. Et en la Coustume de Berry, tit. 18. Art. 1. Et en la Coustume de Bourbonnois, Art. 315. Et en la Coustume de Nyuernois, chap. 31. Art. 1. Et en la Coustume de Bourgongne, chap. 4. Art. 1. Et en la Coustume de Bar, Art. 1. Et en la Coustume de Lorraine, tit. 2. Art. 1. Et en la Coustume de Blois, Art. 169. Et en la Coustume de Chartres, Art. 84. Et en la Coustume de Dreux, Art. 1. Et en la Coustume de Montargis, chap. 17. Art. 1. Et en la Coustume de Sens, Art. 1. Et en la Coustume de Troyes, Art. 1. Et en la Coustume de Vitry, Art. 1. Et en la Coustume de Meaux, Art. 1. Et en la Coustume de Melun, Art. 1. Et en la Coustume de Peronne, Art. 1. Et en la Coustume de Ponthieu, Art. 1. Et en la Coustume de Boulenois, Art. 1. Et en la Coustume de Calais, Art. 1. Et en la Coustume de Hainaut, chap. 104. Art. 1. Et en la Coustume de Cambray, tit. 4. Art. 1. Et en la Coustume de Lodunois, chap. 12. Art. 1. Et en la Coustume de Poictou, Art. 1. Et en la Coustume de Xaintonge, Art. 1.

† *Ces mots, Sans aucune, &c. ont esté pour l'aduenir adiouſtez, & sans preiudice du passé à ceſt Art. 310. qui estoit en substãce le six vingt dixseptiesme de l'ancienne Coustume.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 7. Art. 96 p. *à Paris.* Art. 307. à son Don ou legs, &c. Art. 97. p. *à Paris.* 304. prendre. Excepté toutesfois les liures d'Escoliers, pensions, nourritures & entretenement d'enfans, iusques à ce qu'ils soient mariez, & frais de nopces, qui ne sont suiets à rapport. Art. 98. 99. 100. 101. & 102. p. *à Paris.* Art. 305. 306 308. 309. & 310.

MELVN Chap. 18. Art 274. Enfans soient Nobles ou roturiers, mariez ou autrement aduantagez des biens communs de pere ou de mere, doiuent rapporter en la Succession des pere & mere, en partage faisant ce qu'ils ont eu de leurs pere ou mere: c'est à sçauoir en la Succession du pere la moitié, & l'autre moitié en la succession de la mere. Et si lesdits enfans estoient mariez ou autrement aduantagez de l'heritage propre desdits pere ou mere, ils seront tenus le rapporter entierement en la Succession de celuy qui l'a donné, auquel l'heritage estoit propre: sinon que lesdits enfans se vousissent tenir au Don, qui leur auroit esté fait, & renoncer aux Successions des pere ou mere, qui leur auroit fait le Don. Art. 275. Si †† l'enfant auquel pere ou mere, ont donné quelque heritage, est possesseur d'iceluy au iour du decés desdits pere ou mere, sera tenu le rapporter franc & quitte, & le garantir de son faict. Et où l'enfant l'auroit vendu ou autrement aliené sans fraude, sera tenu rapporter la iuste valeur & estimation d'iceluy, ayant esgard au tẽps de la Donatiõ, & ce sans restitutiõ des fruits. Toutesf. où ledit enfant auroit fait quelques reparatiõs necessaires audit heritage dõné, en sera recõpensé. Art. 276. Choses donnees t par Oncle, Tante ou autre parent collateral ne se rapportent, s'il n'est dit expressement. Art. 277. Enfans mariez du viuant des pere ou mere, ne sont tenus rapporter les frais de leurs nopces: mais rapportent les robbes nuptiales, ioyaux & trousseaux, comme licts, draps & autres choses à eux donnees. Article deux cent septante huict. Pareillement ne rapportent lesdits enfans les deniers à eux dõnez par leurs pere ou mere, pour les entretenir aux Escoles & aux armes: sinon que le donateur eust protesté par escrit fait entre vifs, signé de son seing & hors Testament ou par Notaire,

Rapport comme sera faite des biens communs par moitié en la succession des pere & mere: & si la chose donnee est propre, en la succession de celuy qui la donne.

Enfant donataire se peut tenir à son Dõ.

†† *Les Art. 275. 276. 277. & 278. ont esté adiouſtez de nouuel pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Source : BIU Cujas

Rapport des choſes donnees, ſi le donataire en eſt poſſeſſeur ſinon la iuſte valeur: & ſera recompenſe des reparations neceſſaires.

Rapport ne ſe faict des choſes donnees par parens collateraux ſ'il n'eſt dit.

Frais de nopces ne ſe rapportent.

Robbes nuptiales, ioyaux & trouſſeaux ſe rapportent.

Deniers donnez pour entretenir aux eſcoles & armes ne ſont ſuiets à Rapport, s'il n'y a proteſtation contraire par eſcrit.

ſ Ceſt Art. 310. eſt conforme au 27. Art. de ceſte meſme Couſtume mis au Tit. des Fiefs: par lequel Donation eſtant faicte à l'aiſné, ſil renonce à la ſucceſſion par le moien de ladite donation, entre puiſnez n'y a droict d'aiſneſſe. Lequel aiſné ſe tenant au Don, qui luy a eſté faict, le prend pour droict d'aiſneſſe, & en vne ſucceſſion n'y a qu'vn ſeul droict d'aiſneſſe par ceſte Couſtume, comme auſſi par pluſieurs autres.

t Cecy eſt pris auſsi du Droict ciuil, par lequel le rapport ou collation n'a point de lieu en ligne collaterale. L. illam C. de collat. l. vlt. C. communia vtriuſque iud. L. vlt. C. fam. erc. Par la Conſtitution de Iuſtinian in l. vlt. C. de collat. profectitia tantum, & non aduentitia conferuntur, & ce qui eſt donné en ligne collaterale, eſt reputé aduentif & acqueſt.

u Bartol. ad l. 1. §. nec caſtrenſe D. de collat. ſ'accorde auec les Couſtumes, meſmes à ceſt Art. 277. de Melun. Alexander Lib. 6. conſ. 117. nomb. 20. tient que les habillemens ſont ſuiets à rapport: quoy que ce ſoit doiuent faire part en la legitime. Par Arreſt donné ſur procés par eſcrit le 1. iour de Iuillet 1570. entre François Teſtu appellant du Bailly de Berry ou ſon Lieutenant à Yſſoudun, & Michel Paſſagier & ſa femme intimez, a eſté iugé que le pere pouuoit employer en ligne de compte du droict maternel eſcheu les frais & habillemens nuptiaux, ſi la fille eſt releuee de la renonciation.

qu'il n'entendoit le donner ny en ce l'aduancer plus que les autres.

Rapport des choſes donnees en contract de mariage par moitié és ſucceſſions de pere & mere: & ſi elle eſt propre, en la ſucceſſion de celuy qui l'a donnee.

Sens T. 9. Art. 89. Si pere ou mere marians leurs enfans, leur donnent aucune choſe, ſont tenus le rapporter en venant à la ſucceſſion de leurſdits pere & mere, c'eſt à ſçauoir la moitié en la Succeſſiõ du pere, & l'autre moitié en la Succeſſion de la mere. Mais ſi la choſe donnee eſtoit de propre deſdits pere ou mere, elle ſe rapportera entierement en la Succeſſion de celuy, duquel elle procede: ſinon que les enfans, auſquels auroit eſté ainſi dõné, ſe vouſiſſent tenir à leur Don, & renoncer à la ſucceſſion, † à quoy ils ſeront receus: pourueu que la legitime ſoit gardee pour les autres enfans. Titre 23. Article 264. Fille mariee de deniers communs ou de conqueſt de pere & de mere, doit rapporter en la Succeſſion deſdits pere & mere, en partage faiſant auec ſes freres & ſœurs, ce qu'elle a eu en mariage de ſeſdits pere, &c. p. *à Melun.* Art. 274. Et ſi ladite fille eſt mariee de l'heritage, &c. elle ſera, &c. propre. Art. 265. Enfans †† mariez de deniers d'oncle, tante ou autres parens en ligne collaterale, ne ſeront tenus de rapporter au partage de pere, de mere, ne deſdits oncle, tante ou autres leurs parens, ce qu'ils ont eu en mariage, en tout ne partie, ſ'il n'eſt expreſſement dict au traicté de mariage, qu'ils † ſeront tenus de rapporter. Article 266. Si pere ou mere donnent à leurs fils ou filles argent ou heritage, par affection qu'ils ont à leurs enfans, les enfans ſeront tenus le rapporter auec leurs coheritiers, en la ſucceſſion deſdits pere & mere, tout ainſi que ſ'il leur auoit eſté donné en faueur & contemplation de mariage. Article 268. Si l'heritage baillé en mariage à fils ou fille, eſt priſé, ils ne ſont tenus, ſi bon ne leur ſemble, rapporter que la priſee raiſonnablement faicte, eu eſgard au temps du bail. Et ſi c'eſt argent, & le fils ou fille l'ayẽt multiplié, en marchandiſe ou autrement, ils ne ſeront tenus neant-moins de rapporter ſinon le ſort dudit argent pour vne fois. Article 269. Fils ou filles mariez, &c. p. *à Melun.* Article 277. nopces & banquets: mais robbes, &c. choſes ſe doiuent rapporter. Article 270. Celuy ou celle, à qui eſt faict Don par mariage ou autrement à charge de rapporter, peut ſi bon luy ſemble, ſe tenir à ce qui luy a eſté donné ſans venir à la Succeſſion, en laquelle il deuroit rapporter: en quoy faiſant il demourera quitte dudit rapport: pourueu †† que la legitime ſoit gardee. Article 271. Heritage baillé à charge de rapport ſans eſtimation, doit eſtre rapporté en telle & auſſi bonne valeur qu'il eſtoit au temps qu'il fut donné. Et ſi celuy, auquel a eſté donné ledit heritage, y a faict quelques reparations & meliorations, il ne les receura: ſinon qu'elles fuſſent † vtiles & neceſſaires.

Donataire ſe peut tenir à ſon Don.

† *Ces mots,* à quoy ils ſeront, *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots,* Enfans mariez *ſont mis au lieu des mots anciẽs* La fille.

Rapport des choſes donnees en ligne collaterale n'a point de lieu ſ'il n'eſt dit.

† *Ces mots,* qu'ils ſeront, *&c. ſont mis au lieu des anciens, n'eſt tenue.*

Rapport ſera faict des choſes donnees par affection aux enfans.

Avxerre Titre trezieſme. Article deux cens quarante quatre. Pere †† & mere & autres aſcendans peuuent donner à leurs fils ou autres deſcendans, ce qui leur plaiſt en traicté de mariage ou autrement, la legitime reſeruee: à quoy le donataire ſe pourra tenir en renonçant à la Succeſſion du donateur: mais ſ'il

Rapport ſera faict ſeulement de la priſee de l'heritage donné en contract de mariage, ſ'il eſt priſé, eu eſgard au temps du bail: & ſi c'eſt argent, le ſort principal.

Source : BIU Cujas

Donataire comme se peut tenir à son Don, en renonçant à la succession.

†† *Ces mots,* Pourueu que, *&c. ont esté de nouuel adioustez.*

Rapport d'heritage baille à la charge de Rapport sans estimation, comme sera faict.

† *Ces mots,* vtiles & necessaires, *sont de nouuel adioustez.*

†† *Le 244. Art. est mis au lieu des 261. 263. & 264. Art. anciens.*

veut succeder, sera tenu le rapporter: à sçauoir, &c. p. *à Sens.* Article octante neuf, mere, & ainsi des autres ascendãs. Toutesfois si le Don estoit fait du propre de l'vn d'iceux, il sera entierement rapporté en la Succession du donateur. Article deux cent cinquante. Si enfans sont mariez de deniers d'oncles, tantes ou autres parens en ligne collaterale, ils ne sont tenus de rapporter au partage des Successions de pere, &c. p. *à Sens.* Art. 265. parens collateraux ce, &c. ou partie, s'il n'est exprés dit, &c. que lesdits enfans seront, &c. Art. 251. p. *à Sens.* Article deux cent soixante huict, donné n'est tenu rapporter, si bon ne luy semble, sinon ladite prisee. Et si c'est argent pour vne fois, & lesdits fils ou fille l'ait multiplié en marchandise, ne sera tenu rapporter: sinon ledit argent baillé. Article deux cent cinquante deux, p. *à Sens.* Article 271. † y ait fait quelques reparations & meliorations, il en sera rembourse au cas que lesdites meliorations soient vtiles ou neccessaires. Article 253. p. *à Sens.* Article 269. mais seulement, &c. autres choses. Et ne sont tenus lesdits enfans de rapporter les frais des Escoles, liures & apprentissages: pourueu que lesdits frais d'Escole, liures & apprentissages ayent esté faits durant la vie des pere & mere desdits enfans. Et si l'enfant a droict acquis de pere ou mere, & à l'entretenement de sondit enfant, despend plus que ne monte son reuenu, ledit enfant n'est tenu le rapporter.

† *Ces mots,* Et si celuy, *&c. iusques à la fin ont esté de nouuel adioustez.*

Rapport sera fait des choses donnees aux enfans mariez, ou bien prendront moins.

Portion & droict de celuy qui renonce accroist aux autres enfans heritiers.

Estampes Chap. 10. Art. 111. Enfans mariez de biens communs de pere & de mere, apres leur trespas peuuent venir à leur Succession auec les autres enfans, leurs freres & sœurs qui n'ont esté mariez de biens communs desdits pere & mere, en rapportant ce qui leur auroit esté donné en mariage ou moins prenans esdites Successions. Article 113. Quand aucun soit pere ou mere, ayeul ou ayeule ou autre ascendant, va de vie a trespas, delaissez plusieurs enfans habilles à luy succeder, & les aucuns s'abstiennent de leurs successions & y renoncent, le droict qui leur est appartenu és biens d'icelles Successions, s'ils n'eussent renoncé accroist aux autres qui se portent heritiers.

Dovrdan Tit. 10. Art. 107. p. *à Estampes.* Art. 111. esdites Successions. Autrement ne sont receus à eux porter heritiers de leurs pere & mere. Art. 109. p. *à Estampes.* Art. 113. aucun pere ou mere va de vie à trespas, &c. delaissé, &c. s'abstiennent & renoncent à ladite Succession, &c.

Montfort Chap. 9. Art. 95. p. *à Estampes.* Art. 111. moins prẽans, &c. Art. 97. Si par pere, mere, ayeul, ayeule ou autres ascendans ou l'vn d'eux, a esté donné aucune chose à aucun de leurs enfans & apres leur trespas, iceluy enfant se veut porter heritier auec ses autres freres & sœurs, qui n'ont rien eu, & auquels n'a esté aucune chose donnee, sera tenu ledit enfant de rapporter & remettre esdites Successions ce qu'ainsi luy a esté donné, pour estre party auec les autres biens desdites Successions, entre luy & sesdits freres & sœurs, ou moins prẽdre esdits biens. Autrement ne doit estre receu à soy porter heritier de sesdits pere, mere, ayeul, ayeule ou autres ascendans. Art. 98. p. *à Estampes.* Art. 113. † s'abstiennent & renoncent à ladite Succession, le droict, &c.

† *Ces mots,* ayeul, ayeule ou autres ascẽdans, *ont esté de nouuel adioustez en cest Art. 98.*

Mante. Chapitre 15. Art. 161. p. à l'Art. 111. *d'Estampes.* Art. 163. p. *à Montfort.* Art. 98. †† hors mis toutesfois le droict d'aisnesse, comme dit est cy dessus Titre des Fiefs.

†† *Cest Art. 163. est adiousté comme ancien & omis en l'ancien Coustumier.*

Senlis Tit. 7. Art. 151. Quand † aucuns x enfans ont esté mariez de biens communs de leur pere & mere, ayeul ou ayeule, l'vn d'eux, soit le pere ou la mere, ayeul ou ayeule, va de vie à trespas, si iceluy enfant ou enfans ainsi mariez veulent venir à la Succession de tel trespassé, auec les autres enfans non mariez, faire le pourront, en rapportant la moitié de ce qui leur a esté donné en mariage ou autrement ont esté aduantagez, ou moins prenant desdictes successions: & si tous deux, c'est à sçauoir les pere & mere, ayeul ou ayeule estoient decedez, tels aduantagez rapporteront le tout, ou prendront moins desdites Successions, comme dessus. Article 161. Quand †† aucun enfant est aduantagé en mariage ou autrement par Donation faicte entre vifs par ses pere ou mere ou autre en ligne directe, tel aduantagé se peut tenir au tran-

† *Cest Art. 151. ancien print l'aduis de tous les Estats & de leur consentement, a este corrigé &*

x En la Coustume de Senlis a esté iugé que ce qui auoit esté donné ou legué par l'ayeul ou ayeule à son petit fils, deuoit estre rapporté par le pere venant à la succession desdits ayeul ou ayeule, en M. Pierre Loffin Procureur à Compiegne d'vne part, & M. Nicolas Bayart Esleu audit lieu intimé d'autre, & est ledit Arrest en date du 4. Feurier 1584. recité par Charondas iii. des Resp. Ch. 8. qui allegue à ce propos la Loy fideicommissa. ii. §. interdum. De leg. 3.

Source : BIU Cujas

mis en la forme contenue audict cayer ſous pareille cotte. M. Philippes Fromont Procureur des Seigneurs Duc & Dame d'Eſtouteuille, a dict que par la Couſtume de la Chaſtellenie de Chaumont, il ne loiſt à quelque perſonne que ce ſoit, qui a enfans aduantager l'vn plus que l'autre, ne donner aucune choſe, ſinon au traicte de ſon mariage. Laquelle Couſtume a de tout temps & d'ancienneté eſté gardee & obſeruee & encores en vſe l'on en ladicte Chaſtellenie de Chaumont & eſcroiſſement de Marigny. Parquoy il ſ'oppoſoit & empeſchoit que ledict Art. ainſi qu'il eſt poſé au cayer des Couſtumes anciennes dudict Bailliage ait lieu en ladicte Chaſtellenie de Chaumont. Et où il en ſeroit par nous faict aucune correction, immutation ou modification a proteſté qu'elle ne peut preiudicier ne nuire auſdicts Seigneur Duc & Dame d'Eſtouteuille & aux droicts ja à eux acquis; & requiert eſtre expreſſement dit, que l'vſance, que doreſnauant l'on en pourroit auoir, ſi aucune correction en eſtoit faicte, ſera comme nouuelle Couſtume: par ce que de toute ancienneté elle eſtoit autre en la Chaſtellenie de Chaumont & eſcroiſſement de Marigny. Et par ledict de Seilly Sœur de la Roche-guyon en ſa perſonne garny de ſes Conſeillers a eſté faicte proteſtation contraire à celle deſdicts Seigneur Duc & Dame d'Eſtouteuille. Surquoy auons ordonné que deſdictes proteſtations leſdictes parties auront lettres, & que par nous en ſera faict mention en Procez verbal.

†† *Sur ceſt Art. 161 Les Officiers du Roy en la Chaſtellenie de Ponthoiſe adherans auec eux les Delegueʒ des iii. Eſtats d'icelle Chaſtellenie, ont dict que par la Couſtume ancienne de ladicte Chaſtellenie de Ponthoiſe, il n'eſtoit loiſible à aucun aduantager ſes enfans: fors & excepté en mariage tant ſeulement: & neantmoins ſe ſont condeſcendus eſtre reglez ſelon la Couſtume dudict Bailliage contenue en l'Art. 161. pour l'aduenir. Auſſi le Seigneur de la Roche-Guyon & le Procureur de la Dame d'Eſtouteuille ont repeté les proteſtations cy deſſus par eux faictes. Sur quoy prins les opinions des aſſiſtans, qui ont eſté d'aduis qu'on deuoit adiouſter audict Art. la reſeruation de la legitime aux autres enfans du donateur, a eſté ordonné ainſi eſtre faict en la maniere qu'il eſt contenu audict liure Couſtumier en l'Art. ſous pareille cotte: & neantmoins que mention ſeroit faicte en ce Procez verbal de la declaration faicte par les Officiers & Eſtats de ladicte Chaſtellenie de Ponthoiſe cy deſſus ſur l'ancienne Couſtume de ladicte Chaſtellenie de Ponthoiſe & des proteſtations faictes par les deſſuſdicts.*

ſport à luy faict, ſans ce qu'il puiſſe eſtre contraint venir à ſucceſſion & tage ſera tenu de ſuppleer à ſes autres freres & ſœurs, iuſques à la concurrence de leur legitime, ſi le reſte deſdicts biens n'eſtoit ſuffiſant pour le ſupplément de ladicte legitime, lors du decez du donateur: & quant à ce ſeront les biens donnez & aduantagez deſlors affects & hypothequez iuſques à la concurrence d'icelle legitime. Tit. 11. Art. 213. p. *audict Art. 161.* pour † Donation entre vifs de pere ou mere, tant en mariage qu'autrement, tel &c. Don & tranſport &c. contraint rien rapporter en commun entre ſes freres & ſœurs ou autres ſes coheritiers: mais ſ'il veut venir à la Succeſſion d'iceluy donateur & comme ſon heritier, faut qu'il rapporte ce qu'il luy aura eſté donné & tranſporté ou moins prenne: autrement il ne pourra rien prendre à la Succeſſion: neantmoins audit cas &c. ſuffiſant pour la &c.

CLERMONT Tit. 8. Art. 84. Entre enfans n'y a qu'vn droict d'aiſneſſe: en maniere que ſi à l'aiſné fils ou fille aiſnee eſt donnee aucune choſe en mariage ou autrement, & que la choſe ſoit de ſi grand eſtime & valeur, qu'apres le treſpas de ſon pere ou mere, ledict fils aiſné ou fille aiſnee declarent qu'ils ſe tiennent audict Don & ſe deportent de venir à la ſucceſſion d'iceux ſes pere & mere: en ce cas ladicte declaration, vaut pour droict d'aiſneſſe, & pour ce quãt aux autres, ils partiront entr'eux egalement, autant à l'vn comme à l'autre. Tit. 10. Art. 129. p. *à Senlis* 161. au Don & tranſport &c. ſoy tenant au Don †† & tranſport &c. ſi la reſte &c. ſuffiſante. Tit. 12. Art. 145. Si par le pere ou mere ou l'vn d'eux &c. p. *à Montfort.* Art. 97. à aucun ou aucuns de &c. ils ſe veulent d'eux porter &c. auec les autres enfans qui &c. ils ſont tenus de rapporter & remettre eſdictes Succeſſions ou moins prendre, comme ſera dit cy apres entr'eux & les heritiers: autrement ne doiuent eſtre receus à eux porter heritiers de leurſdicts pere ou mere. Art. 146. C'eſt à ſçauoir ſi aucune choſe meuble a eſté donnee par les pere & mere ou aucun d'eux à vn ou pluſieurs de leurs enfans en mariage ou autrement: tel enfant ou enfans venans à la ſucceſſion de leurſdicts pere ou mere, ſont tenus de rapporter ledict meuble, ou moins prendre. Art. 147. Quand aucun heritage leur a eſté donné comme deſſus, & ils veulent venir à la ſucceſſion de leur pere ou mere, ils ſont tenus audit cas de rapporter ledict heritage. Art. 148. Si leſdits enfant ou enfans ſont mariez des biens communs de leur pere & mere, apres le pere meurt & non la mere, l'enfant marié auant que venir à la ſucceſſion de ſondit pere, eſt tenu rapporter ſeulement la moitié de ce qui luy a eſté baillé: mais ſi en ſondit mariage faiſant, luy auoient eſté donnez heritages qui eſtoient propres à ſondit feu pere, il ſera tenu rapporter tout ce qui eſtoit propre: pour ce que n'euſt eſté ledict Don, tels heritages fuſſent tombez en Succeſſion. Art. 149. Et par ſemblable ſ'il auoit eſté marié du propre heritage de la mere & non du pere, il ne ſera tenu rien rapporter dudict Don, iuſques apres la mort de la mere, quand il ſera queſtion de ſa ſucceſſion.

† *Les Procureurs du Seigneur de la Rocheguyon & de la Dame d'Eſtouteuille ont repeté ſur ceſt Art. 213. Les proteſtations cy deſſus contenues és Art. 210. dont ils auront lettres.*

†† *Aucuns Aduocats & Practiciens & autres deſdicts Eſtats ont remõſtré qu'és anciẽs liures Couſtumiers eſtoit couchee vne Couſtume non compriſe cy deſſus contenãt ce qui ſ'enſuit,* Item quand le pere qui a pluſieurs enfans &c. *laquelle Couſtume ils ont veu de tout temps obſeruer alleguer & practiquer. A ceſte cauſe ont requis qu'elle ſoit miſe en ladicte Rubrice comme ancienne. Et pour ce qu'aucuns Procez ſont aduenus entre aucuns des ſuiects dudict Comte, ſur l'intelligen-*

Source : BIU Cujas

ce de ladicte Coustume: par ce qu'elle ne determine iusques a quelle portion ou quantité le pere ou mere peuuent donner à leurs enfans des biens de leurs Successions, pour estre ledit Don valable & non excessif, ont demande ladicte Coustume estre en ce regard augmentee pour obuier ausdits procez. Laquelle requeste a este mise en deliberation: & apres que tous les assistans ont concordablement certifié ladicte Coustume estre ancienne, auons ordonné par la plus grande & saine partie qu'en interpretant & donnant plus claire intelligence à ladicte Coustume ancienne, sera mis & de nouuel introduit l'Art. 129.

VALLOIS Tit. 7. Art. 83. Si † aucun desdits heritiers estoit aduantagé en heritage ou autre chose immeuble, il ne sera tenu en venant à la succession rapporter les fruicts dudit heritage.

†† *Cest Art. 83. est introduit pour nouuelle Coustume.*

TROYES Tit. 8. Art. 142. p. *4 Sens.* Art. 89. seront tenus &c. mere: sinon que les enfans à qui ils auront ainsi esté donnez se vousissent tenir au Don & renoncer à la Succession. Mais si la chose donnee &c. procede s'il n'y veut renoncer nonobstant quelconques pactions, traictez, obligations ou promesses faites au contraire. Art. 143. Fils ou filles mariez sont tenus de rapporter les frais des nopces & aussi les robbes nuptiales & ioyaux desdits fils ou filles, & le Serpaut, qu'on appelle en aucuns lieux le Trousseau.

Rapport des frais de nopces, habits nuptiaux ioyaux & Serpaut. Serpaut. Trousseau.

VITRI Tit. 4. Art. 73. Les †† enfans mariez qui veulent venir à la succession de pere ou de mere, il faut qu'ils rapportent tout ce qu'ils ont eu en mariage: à sçauoir la moitié quand ils veulent venir à la Succession du pere, & l'autre moitié, à la Succession de la mere. Et se peuuent tenir si bon leur semble, à ce qui leur a esté ainsi donné en mariage & renoncer à la Succession de leurs pere & mere: au cas toutesfois que leur Don de mariage ne fut excessif & inofficieux, eu regard à la portion contingente, qu'ils eussent peu auoir en ladicte Succession.

†† *Cest Art. 73. corrige l'ancien Art. par ce qu'iceluy contenoit contrarieté.*

LAON Tit. 9. Art. 88. Enfans † ausquels ont este donnez meubles ou heritages par pere, mere, ayeul, ou ayeule en traicté de matiage, aduancement d'hoirie ou autrement sont tenus, s'ils veulent succeder & partager auec leurs coheritiers, rapporter lesdits meubles & heritages ou moins prendre en ladicte Succession. Art. 89. Et se faict le rapport, sans en iceluy comprendre les meliorations & augmentations faictes ausdits heritages par le donataire: lequel pour raison d'icelles n'est tenu de moins prendre en icelle Succession. Art. 90. Si heritages ou meubles ont esté donnez par pere & mere ensemblement, rapport en doit estre faict à chacune des Successions desdits pere ou mere par moitié. Art. 91. Toutesfois si tel donataire se veut tenir en sa Donation, faire le peut, en renonçant par expres à la Succession de celuy qui l'a donné. Art. 92. Et peut venir à l'vne desdites Successions de pere ou mere & renoncer à l'autre, en rapportãt la moitié, comme dit est. Art. 93. Si l'heritage donné est propre au pere ou à la mere, il doit estre rapporté entierement à la Succession de celuy qui l'a donné. Art. 94. Pere †† mere, ayeul ou ayeule ne peuuent faire que rapport des choses par eux donnees n'ait lieu entre leurs enfans venans à leur Succession. Ar. 95. Deniers desbourſez par pere, mere, ayeul ou ayeule pour les enfãs en nourriture, pour le faict d'armes au seruice du Roy, moderement & selon leur qualité, & iusques à ce qu'iceux enfans soient mariez, pour entretenement & institution y tant és Arts liberaux, que mechaniques, pour acquerir Degrez esdits Arts liberaux, iusques à Degré de Licence inclusiuement: & pour les frais des nopces ne viennent en rapport. Art. 96. Mais si tels deniers estoient employez pour acquerir aucun Degré esdits Arts liberaux, apres le Degré de Licence, ou pour acquerir Maistrise de quelque Mestier mechanique, ou pour l'achat de quelque Office z ou payement de rançon viennent à rapport. Art. 97. Pere ou mere, ayeul ou ayeule qui ont desboursé pour vn de leurs enfans, deniers pour nourriture & entretenement d'Escole ou pour autre cause, pour laquelle ledict enfant n'est tenu de rapporter, peuuent en gardant equalité, leur donner entre vifs ou par Testament ordonner que leurs autres enfans prendront pareille somme en leurs Successions par preciput & auant partage. Art. 98. Rapport n'a lieu en ligne collaterale.

† *Ce 88. Art. a esté accordé pour l'aduenir pour le regard du rapport des meubles qui se faisoient par l'ancienne Coustume.*

†† *Les Art. 94. 95. 96. & 97. ont esté accordez pour l'aduenir: Maistre Denys Roland a dict auoir mandement special pour les habitãs du village d'Escordal, pour declarer qu'iceluy village d'Escordal de tout temps & d'ancienneté s'est regi & gouuerné selon la Coustume de Vreuin ainsi qu'il est porté par la Chartre qu'en ont lesdits habitans, & qu'ils entendent estre reglez & gouuernez par ladicte Coustume*

CHALONS Tit. 13. Art. 101. Toutes choses donnees par pere, mere, ayeul ou ayeule à leurs enfans soit purement & simplement ou par aduancement d'hoirie, par mariage ou autrement, doiuent estre rapportees par leurs enfans. Art. 102. Ce qui a esté donné par pere, mere, ayeul ou ayeule de deniers communs, meubles & conquests immeubles ensemblement, se doit rapporter par les enfans moitié en la Succession du pere ou ayeul, & l'autre moitié en la Succession de la mere ou ayeule. Et si ausdits enfans est donné par lesdicts pere ou mere heri-

y La question a esté grande, si les enfans estoient tenus rapporter leurs escolages & la despence faicte aux Escoles? Il est certain que telle despẽce n'est suiet à rapport, comme ne sont aussi les liures qui leur ont esté dõnez pour faire leurs estudes, suiuant ce qui est traicté in l. quæ pater D. fam. erciſc. & ibi Acc. Bartol. in l. filiæ C. eod tit & l. 1. §. nec castrense D. de collat. l. qui filium. D. vbi pupill. educ. debeat. Cynus in l filiæ C. de collat. & l. 6. D de Carbon. edicto. Iason. Auth. ex testamento C. de collat. Et ainsi a esté

de Vreuin, & non par autre Couſtume : par laquelle Couſtume de Vreuin, veſture, frais de nopces, pots, paſtelles & autres meubles donnez ne ſe rapportent : fors le beſtail & argent, qui ſe rapportent par ceux qui veulent ſucceder aux donateurs auec les heritages à eux donnez. Et neantmoins ſuiuant l'aduis & accrod de ladicte aſſemblee, la ville de Vreuin ſe reglera doreſnauant ſelon la Couſtume generale de Laon : & ſera ladicte pretendue Couſtume d'Vreuin abrogee, ſans preiudice du paſſé, des droicts acquis aux parties & procez pendans & indecis.

iugé par Arreſt de la Cour du 8. iour d'Auril 1585. en audience pour vn eſtat de Contrerolleur plaidant Bernard pour l'appellant, & Chauuelin pour l'inthimé : par lequel fut infirmee la ſentence du Preuoſt de Paris, qui auroit condamné vn fils à rapporter les deniers desbourſez : par ſon pere pour ſes eſtudes, ou bien qu'il prendroit moins ſur la portion qu'il pouuoit auoir en la ſucceſſion de ſon pere. Toutesfois on compenſe ſouuent auſſi les frais des nopces auec les frais du dot, plaidant Bernard & Boſſan ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 7. Feurier 1586. de releuee.

z Cecy eſt tiré de la doctrine de Bartole in d. l. 1. §. nec caſtrenſe D. de collat. l. omnimodo. 30. §. imputari C. de inoffic. teſt. filius imputat in legitimam quæ à patre occaſione militiæ venalis erogata ſunt. Anaſtaſius in l. iubemus 5. C. de ſilent. negat erogata propter militiam clariſſimorum ſilentiariorum à patribus in ſucceſſione parentum conferri ſeu collationis nomine in medium eaſdem offerri pecunias, vel his imputari, qui eſt vne exception de ladicte Loy omnimodo.

tage qui fut de leur propre, tel heritage doit eſtre entierement rapporté à la Succeſsion de celuy qui l'a donné, auquel ledit heritage eſtoit propre : & en cas ſemblable, où le mere apres le decez de la mere, ou la mere apres le decez du pere auroit donné à l'vn de ſes enfans, deniers meubles ou heritages, ſoit en mariage ou autrement, iceluy enfant doit rapporter ledit meuble ou heritage entierement, ſ'il veut venir à la ſucceſsion de ſeſdits pere ou mere, qui luy auroit fait ledit Don. Art. 103. Heritages donnez doiuent eſtre rapportez en eſpece, ſ'ils ſont en la poſſeſsion des donataires, ou ſi par dol ou fraude, ils ont delaiſſé à les poſſeder, en leur payant les meliorations & impenſes vtiles & neceſſaires : ſinon doit eſtre rapportee la iuſte valeur & eſtimation d'iceux, eu eſgard au temps de la Donation, n'eſtoit que les donataires les euſſent vendus à plus haut pris pour l'augmentation de la choſe, prouenant par le temps & ſans ſon induſtrie. Art. 104. Fils † ou filles mariez par leur pere, mere, ou autres aſcendans ſont tenus en venant à leur Succeſsion, rapporter les robbes, & habits, ioyaux & trouſſeaux donnez en fiançailles & depuis, comme draps, licts, meſnages & deſpence faits pour leurs fiançailles & nopces, ſoit en banquets ou autrement. Art. 105. Pareillemẽt enfans ne ſont tenus rapporter les deniers desbourſez par leurs pere, mere ou autre aſcendant pour nourriture ou pour entretenement aux armes pour le ſeruice du Roy : pourueu toutesfois qu'ils ayent eſté faicts moderement & ſelon leur qualité, & auparauant qu'iceux enfans fuſſent mariez ou qu'ils euſſent attaint l'aage de xxv. ans : ne pareillement les deniers desbourſez pour entretenement & inſtitution és Arts Liberaux ou mechanique & iuſques à Degré incluſiuement. Art. 106. Toutesfois ſont iceux enfans tenus de rapporter les deniers aduancez & employez par leur pere ou mere, pour le payement de rançon, achat d'office, & pour acquerir Degré és Arts Liberaux, apres le Degré de Licence, ou pour Maiſtriſe és Arts mechaniques. Art. 107. Biens donnez par parens en ligne collaterale, ne ſont ſuiects à rapport, en venant par les donataires à leur Succeſſion : ſinon qu'ils euſſent donné à ceſte charge.

† *Les Art. 104. 105. 106. & 107. ſont accordez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſsé.*

Quelles choſes ne ſont ſuiettes à Rapport.

Quelles choſes ſont ſuiettes à Rapport.

Rapport ne ſe faict en ligne collaterale.

Enfant prenant par preciput, peut eſtre heritier ſans faire Rapport du preciput, & ſans eſtre tenu des debtes, ſinon pour ſa part hereditaire.

†† *Ceſt Art. 317. eſt nouuel en ce que les enfans ſont tenus rapporter les meubles. Car par l'ancienne Couſtume, ils n'eſtoient tenus rapporter que heritages. Laquelle Couſtume*

Reims Tit. 10. Art. 288. L'enfant qui prend par preciput ce qui luy eſt donné ou legué, la legitime ſauuee aux autres, peut neantmoins eſtre & ſe porter heritier, ſans eſtre ſuiect à rapport & ſans eſtre tenu des debtes que pour le regard de ſa part hereditaire. Tit. 11. Art. 317. Les †† enfans venans à la Succeſsion de leurs pere, mere, ayeul, ayeule ou autre aſcendant, ſont tenus de rapporter & mettre en partage, ce qui leur a eſté par eux autrement que par prelegat ou preciput & aduantage, donné, ſoit en aduancement d'hoirie ou en faueur de mariage ou autrement, ou moins prendre en ladicte Succeſsion. Se doit faire le rapport quant aux immeubles en eſpece, ſ'ils ſont en nature & en la poſſeſsion de celuy qui doit rapporter : ſinon la iuſte valeur & eſtimation d'iceux, eu eſgard au temps qu'ils ont eſté baillez ou moins prendre. Art. 318. Le † rapport ſe faict en telle maniere, à ſçauoir ſi telle Donation a eſté faicte en deniers de bourſe commune, ſe rapportera moitié à la Succeſsion de l'vn & l'autre moitié à la Succeſsion de l'autre. Et ſi elle a eſté faicte d'acqueſt ou de naiſſant, ſe rapportera entierement à la Succeſsion de celuy qui a faict l'acqueſt, ou duquel eſt procedé le naiſſant. Art. 319. Si l'heritage donné eſt du naiſſant de la mere, & elle en eſt recompenſee, ſe rapportera tel heritage moitié à la Succeſsion du pere, & moitié à la Succeſsion de la mere. Et ſi elle n'a eſté recompenſee, ledit heritage ſe rapporte à la Succeſsion de la mere ſeulement. Art. 320. Toutesfois ſi les

Source : BIU Cujas

a este abrogee.

† *Les Art. 318. & 319. sont de nouuel introduits & certain Art. ancien contenu au liure imprimé, abrogé.*
Heritage donne du propre de la mere, comme se doit rapporter.
Donataire se peut tenir à son Don, en renonçant à la Succession.

enfans, ausquels auroient esté donnez en aduancement d'hoirie ou en faueur de mariage, lesdicts meubles & heritages, se veulent tenir a leur Don, & renoncer a la Succession, ils y seront receus: †† pourueu que la legitime soit gardee aux autres enfans. Art. 321. Peuuent † tels donataires venir &c. p. *a l'Art. 92 de Laon.* Art. 322. p. *a Laon*. Art. 95. pour la nourriture de leurs enfans ou pour le faict &c. Roy: ou pour l'entretenement & institution d'iceux &c. ou pour acquerir &c. degré esdits Arts Liberaux &c. ou pour frais de nopces pour le regard de la despence de bouche & banquets ne &c. Art. 323. p. *a Laon* Art. 96. Liberaux, Maistrise de &c. pour l'achat &c. Art. 324. *a Laon.* Art. 98. collaterale, s'il n'est dict.

†† *Ces mots, pourueu que &c. ont este de nouuel adiouſtez.*

† *Les Art. 321. 322. 323. & 324. sont de nouuel adiouſtez.*

NOYON Tit. 1. Art. 16. Aucuns enfans ne sont receuables a demander partage, s'ils n'offrent rapporter, ce qui leur a esté donné par leur pere & mere: sauf les frais des nopces & banquet de mariage, qui ne se rapportent. Toutesfois les habillemens, bagues & ioyaux se rapportent. Mais si pere ou mere auoiẽt donné a aucun de leurs enfans, meubles ou heritage, hors part & par preciput, soit par Testament ou disposition entre vifs: tel Don ne se rapporte: pourueu qu'il soit dit expressement, qu'il est faict & donné hors part & par preciput. Et peut ledit enfant en ce cas estre legataire ou donataire & heritier: ensemble, sauf aux autres enfans leur legitime & querelle de Donation inofficieuse.

Don par preciput & hors part n'est suiect à rapport.

En quel cas on peut estre heritier & legataire.

S. QVENTIN Tit. 3. Art. 44. Les enfans qui se portent heritiers de leurs pere & mere, ayeul ou ayeule auec leurs autres coheritiers, sont tenus & doiuent rapporter, en venant a partage, ce qui leur a esté donné par leursdicts pere & mere, ayeul ou ayeule, ou a leurs pere & mere, par mariage ou autrement ou d'autant moins prendre esdites Successions, n'estoit que les Donations eussent esté faictes entre vifs, hors part & sans rapport, ou qu'elles fussent pour frais de banquets de nopces & habillemens. Car ils ne se rapporteront. Et venant a la succession de pere, se doit rapporter ce qui a esté par luy donné suiect a rapport & ainsi de la mere. Art 53. Si l'vn des lignagers apparens soit en ligne directe ou collaterale ne se porte heritier du defunct, sa part & portion accroist aux autres qui se sont declarez heritiers.

Enfans heritiers tenus de rapporter ce qui leur a esté donné ou moins prendre.

Donations faictes entre vifs hors part et sans rapport ne sont suiects à rapport.

RIBEMONT Tit. 8. Art. 78. Ceux qui veulent venir a la Succession d'aucuns ou aucun, en ligne directe, sont & seront tenus premierement rapporter ce qui aura esté donné: n'estoit qu'il fut dit qu'ils auroient & prendroient ce qui leur a esté respectiuement donné, hors part. Auquel cas ne seroient tenus d'en faire aucun rapport. Art. 81. Celuy, a qui pere & mere ont faict Don de meubles & immeubles peut renoncer a leur Succession, si bon luy semble, se tenant a ce qui luy a esté donné: pourueu que la Donation ne se trouue inofficieuse. Auquel cas elle seroit suiecte a debat par inofficiosité.

Portion de celuy qui renõce à la succession accroist aux autres.

AMIENS Tit. 4. Art. 92. Quand †† pere ou mere delaissant plusieurs enfans venans a leur Succession, dont aucuns sont mariez, les autres non: si les mariez ou non mariez veulent venir a partage, sont tenus de rapporter ou deduire tout ce qu'ils ont eu en mariage & autres aduancemens suiets a rapport, & le tout mettre ensemblement pour estre partagé entre eux. Art. 93. Mais si tous les enfans estoient a mariez, n'y a point de rapport entre eux: supposé que l'vn eust beaucoup plus en mariage que l'autre.

†† *Ces deux Art. 92. & 93. ont esté mis au lieu du 41. Art. ancien pour plus grande explication d'iceluy.*

Rapport a lieu entre enfans quand les vns sont mariez, & les autres non.

Rapport n'a lieu entre tous les enfans mariez.

CHAVNI Tit. 5. Art. 19. Quand aucun contract de mariage se faict, & que aucune chose est donnee pour & en aduancement de mariage, si c'est chose mobiliaire, le donataire n'est tenu icelle conferer ne rapporter pour venir a Succession, s'il n'est dit par le traicté au contraire. Art. 20. Quand aucun vsant de ses droicts en son plein viuant, & non estant malade, faict quelque Don de ses meubles ou aucuns d'iceux, & qu'apres ledict Don en est faicte actuelle deliurance, soit que ledit Don soit faict au profit de son heritier apparant ou d'autre, il n'est tenu rapporter la chose à luy donnee, par ladite Donation, soit en Donation de mariage ou autrement. Art. 21. Et s'il aduenoit que quelque somme de deniers fut donnee en mariage pour estre employee en heritage pour celuy, à qui elle est donnee, l'heritage de ce acquesté doit sortir nature de naissant & propre heritage à celuy ou celle, auquel il a esté donné à la charge d'employer: & par ce moyen se doit ladicte somme ou heritage rapporter. Tit. 9. Art. 44.

Rapport ne se faict de chose mobiliaire donnee par contract de mariage, s'il n'est dit.

Rapport n'a lieu en Don de

a Ceſt Article eſt fort equitable. Car au cas d'iceluy la volonté du pere eſt aſſez claire & certaine, lequel a voulu qu'ils fuſſent inegaux. Le meſme eſt s'il auoit donné ou diſtribué tous ſes biens par portions inegales meſmes hors contract de mariage ſauf leur legitime: d'autant qu'elle eſt de droict commun, & ny reſiſte ceſte Couſtume C.M.

Source : BIU Cujas

meuble, dont la deliurance a eſté faicte, ſoit en Donation de mariage ou autrement.
Rapport des deniers baillez pour employer en heritage, ou bien de l'heritage acquis.
Heritages acquis de deniers donnez pour employer en heritage, eſt reputé naiſſant & propre.
Rapport ſe doit faire par les enfans ou nepueux des choſes qui leur ont eſté donnez.

Quand aucuns heritages ſont donnez pour & en aduancement de mariage ou ſucceſſion aux enfans ou nepueux, où il n'y auroit nuls enfans ou couſins, ou il n'y auroit nuls nepueux, heritiers du donataire, tels heritages ainſi donnez ſont tenus & reputez naiſſant ou propre du coſté & ligne du donateur. Et à ceſte cauſe ſont tenus leſdits donataires, s'ils veulent ſucceder & venir à partage auec leurs coheritiers à la ſucceſſion du donateur: de conferer & rapporter en partage prealablement leſdits heritages ainſi donnez, en faiſant offre de ce faire. Art. 45. Et où les donataires ne voudroient rapporter à partage iceux heritages: mais la iuſte valeur & eſtimation d'iceux, telle qu'elle pouuoit eſtre au temps deſdicts Dons, ils doiuent eſtre receus à ce faire & venir à ſucceſſion auec leurs coheritiers, ſans eſtre contraints de rapporter iceux heritages: meſmement pour ce que les donataires pourroient auoir faicts eſdicts heritages, des impenſes & meliorations. Art. 46. Et ſi leſdicts donataires ne vouloient rapporter leſdits heritages ainſi à eux donnez: mais arreſter & tenir à leurs Dons de mariage, faire le pourroient & renoncer ou quitter leurs droicts de Succeſſion des donateurs. Art. 47. Et pareillement ſe doiuent rapporter tous heritages & biens immeubles donnez par ceux qui voudroient venir à Succeſſiõ auec leurs autres coheritiers *jaçoit qu'ils n'ayent eſté donnez pour cauſe ou aduancement de mariage ou Succeſsion.*

Donataires ne ſont tenus rapporter les heritages, en eſpece, mais la iuſte valeur.

PONTHIEV Tit. 1. Art. 8. *A la fin* Si les plus prochains parens & heritiers apparens d'aucun defunct, renoncent à la Succeſsion qui leur ſeroit eſcheuë & qui leur deuroit appartenir, ſi apprehender la vouloient, ou ſ'ils ſont negligens de l'apprehender, les autres parens en deſſous ou de plus loingtain degré au defunct peuuent & leur loiſt eux porter & fonder heritiers d'iceluy defunct. Tit. 2. Art. 38. Quand deux conioints enſemble par mariage ont eu aucuns Dons à eux faicts au traicté de leur mariage, ſi l'vn d'iceux conioints va de vie à treſpas, ſans delaiſſer enfans procreez de leur mariage: le ſuruiuant ſoit la femme ou l'homme n'eſt tenu de faire rapport aux donateurs ny aux heritiers du premier mourant de ce qui auoit eſté donné & rapporté au mariage par le premier mourant. Car par la Couſtume audit Ponthieu n'a poinct rapport de mariage.

Rapport de mariage n'a point de lieu.

S. OMER Tit. 1. Art. 4. Quand aucuns pere ou mere delaiſſent pluſieurs enfans, & à aucuns d'iceux ils ayent faict, durant leurs vies, aucun Don plus auant que leurs eſtudes ou ſemblables ou autrement: en ce cas ſ'ils veulent venir en partage, ils ſeront tenus de rapporter tout ce qu'ils auroient eu en Don par Preſtriſe, Mariage ou autre Don à eux fait.

Don par Preſtriſe mariage ou autrement ſuiet à rapport.

ARTOIS Tit. 4. Art. 148. En matiere de Succeſsion entre coheritiers on eſt tenu de faire rapport de ce qu'on auroit eu par aduancement d'hoirie ou autrement de celuy dont procede la Succeſsion.

CAMBRAY Tit. 12. Art. 27. En Succeſsion de ligne directe, les enfans qui auront eſté mariez ou adreſchez d'eſtat honorable, par leur pere ou mere, ayeul ou ayeule venant à la Succeſsion commune d'iceux auec les autres enfans non encores mariez ny adreſchez ſeront tenus de rapporter & mettre en partage commun ce que leur aura eſté donné ou pour eux expoſé pour leur mariage ou eſtat. Mais ſi tous les enfans eſtoient au iour du treſpas de leurſdicts pere ou mere mariez ou adreſchez d'eſtat honorable, ledict rapport n'aura lieu.

Rapport quãd a lieu.

Rapport quãd n'a lieu.

S. OMER EN ARTOIS Tit. 1. Art. 20. p. *a S. Omer*. Art. 4. auant, pour les eſtudes ou autrement &c. auront &c. autres Dons à eux faicts.

AIRE Tit. 1. Art. 8. En matiere de Succeſsion de pere & mere, entre enfans, ſi les mariez veulent partir, en la Succeſsion de leurs pere & mere, ſont tenus faire rapport de ce que leur auroit eſté donné en mariage ou aduancement d'hoirie: afin que les mariez ſoient eſgaux és biens de leurſdits pere & mere: n'eſt que leſdits mariez ſe veullent tenir à leurs Dons & aduancements: ce qu'ils peuuent faire. Et ſe font leſdits rapports de la moitié deſdits Dons & aduancemens apres le treſpas du premier mourant deſdits pere & mere.

HESDIN Tit. 1. Art. 12. Si les enfans mariez veulent venir à la Succeſsiõ & auoir part és biens meubles delaiſſez par le pere ou mere, auec leurs freres & ſœurs, demeurez à marier: conuient qu'ils rapportent les deniers ou biens meu-

Source : BIU Cujas

bles qu'ils ont porté en mariage, pour d'iceux faire partage: comme des autres biens delaissez par leur pere ou mere.

L'Alleve Tit. 1. Art. 7. Si aucuns conioints par mariage, ou le suruiuant, delaissent plusieurs enfans viuans, lesquels ayent esté alliez par mariage: & lesdits conioints, ou l'vn d'iceux, à l'vn d'eux ou plusieurs ayent donné aucune somme de deniers ou heritages: s'il veut prendre & apprehender aucune chose apres le trespas, il est requis par lesdits enfans, auparauant qu'ils soient receus, de rapporter tout ce qui leur auroit esté donné en aduancement de mariage: & generalement tous autres Dons, qui leur auroient esté faits tant par entre vifs qu'autrement: pour de ce en faire partage auec les autres enfans. Art. 10 Pour venir en Succession de pere ou mere, par dessus le rapport de Don de mariage l'on est tenu de rapporter tous autres Dons à luy faits par lesdits pere ou mere, tant par entre vifs qu'autrement.

Tovrnay Tit. 24. Ar. 4. En Succession de ligne directe descendente, collation de biens a lieu.

S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 18. En matiere de Succession entre coheritiers, l'on est tenu faire rapport de ce qu'on auroit par aduancement de mariage, d'hoirie ou autrement, de celuy dont procede la Succession pour chose mobiliaire. Mais s'ils ne vouloient partir qu'à la Succession immobiliaire: ils ne seroient tenus rapporter, fors les heritages qui leur auroient esté donnez en aduancement de Succession.

Peronne Tit. 8. Art. 204. Enfans venans à la succession &c. p. *a Paris.* Art. 304. ayeul ou ayeule, sont tenus rapporter à la masse desdits successions les Dons, qui leur ont esté faits, par iceux pere, mere, ayeul ou ayeule, soit par mariage ou autrement: sinon qu'ils eussent esté faicts sans charge de rapport & qu'il fut expressement dit.

Lille Tit. 1. Art. 18. Les enfans mariez d'vn trespassé ou enfant de leurs enfans predecedez pour venir en partage de biens de tel trespassé auec leurs freres & sœurs, ou les enfans d'iceux, ou leurs Oncles & Tantes, sont tenus faire rapport & mettre en mont commun, leurs Dons de mariage à eux faicts par le trespassé: n'est qu'à ce il soit derogué par les traictez de leur mariage. Art. 19. Dons de mariage ne se rapportent contre pere ou mere, quand ils font partage à leurs enfans. Art. 20. Donations d'entre vifs ne se rapportent en succession. Art. 21. Dons de mariage faits par parens collateraux, ne se rapportent en la succession du donateur.

Dons de mariage se doiuent rapporter, s'il n'est derogé par le traicte de mariage.

Dons de mariage quand ne se rapportent.

Dons entre vifs ne se rapportent.

Dons de mariage en ligne collaterale ne se rapportent.

La Salle de Lille Tit. 2. Art. 64. Pour venir à succession de pere ou mere les enfans mariez sont tenus rapporter en mont commun, les Dons & aduancemens de mariage à eux faicts par celuy, auquel on veut succeder. Et se lesdits enfans ou aucuns d'iceux estoient finez, leurs enfans pour venir en ladicte succession sont tenus de faire ledict Rapport: n'est qu'il y ait derogation au contraire &c. Art. 65. Donations &c. p. *à l'Art. 19. de Lille.* Art. 66. p. *à Lille.* Art. 20. succession: ains les ont les donataires hors part. Art. 67. p. *à Lille.* Art. 21. des donateurs.

Nivernois Chap. 27. Art. 10. Les enfans ausquels ont esté donnez quelques biens par leurs peres & meres, voulans venir à leurs successions sont tenus de rapporter: à sçauoir si le Don est faict par les pere & mere conioinctement & ils veulent venir à la succession de l'vn, ils rapporteront la moitié des choses donnees: & s'ils veulent venir a la succession des deux, ils rapporteront en chacune succession la moitié, sinon que l'heritage donné fut du propre de l'vn desdits pere & mere. Car audict cas ils rapporteront seulement en la succession de celuy, dont il procede. Et si la Donation est faicte par l'vn desdicts pere & mere, ils rapporteront la chose donnee a la succession du donateur. Art. 11. Et s'entend ce que dit est, sinon que ledict enfant donataire se vousit tenir en son Don sans venir a succession: ou sinon que lesdits pere ou mere eussent donné par preciput ou inhibé le rapport ou collation de la chose donnee. Chap. 34. Art. 20. Collation & rapport ont lieu en succession directe, & non collaterale.

Donataire se peut tenir à son Don.

Rapport a lieu en ligne directe & non collaterale.

Montargis Chap. 11. Art. 2. Toutesfois si pere ou mere auoient faict Donation a l'vn de leurs enfans, ne pourront retourner a leur succession, sans rapporter la Donation: mais se peut iceluy enfant tenir au Don, si bon luy semble, sans soy porter heritier. Art. 9. Si † pere ou mere font aucune Donation a leurs enfans en faueur de mariage ou emancipation, de biens meubles ou immeubles, telle Donation est bonne & valable: pourueu qu'elle ne soit immense,

† *Cest Art. 9. comme il a esté dit cy dessus au Titre des*

Source : BIU Cujas

immenſe, & que la legitime portion deuë aux autres enfans ſoit reſeruee & gardee: leſquels enfans donataires pourront retourner à la Succeſſion des pere & mere, en rapportant ce que leur aura eſté donné: par ce que le pere, &c. comme il a eſté dit cy deſſus. Chap.12. Art.2. Quand pere & mere ont donné en mariage faiſant à leurs enfans aucuns biens meubles, ou immeubles, & leſdits pere & mere vont de vie à treſpas, & leſdits enfans n'ont renoncé à la Succeſſion de leurſdits pere & mere, ils veulent retourner à partage, leſdits enfans ou leurs heritiers ſeront tenus de rapporter ou deſconter chacun à leur eſgard, ce qui leur a eſté donné en leur mariage: ſauf les fruicts & nourriture qu'ils ne ſeront tenus rapporter.

Rapport ne ſe fait des fruits & nourriture.

ORLEANS Tit.15. Art.286. *A la fin.* Et * où ils voudroient venir eſdites Succeſſions, rapporteront ce qu'il leur aura eſté donné ou moins prendrõt: ſauf les fruicts qui ne ſe rapporteront que du iour de la prouocation à partage. Tit.17. Art.306. †† p. *à Paris.* Art.305. neceſſaires, qu'il aura faites pour l'augmentation deſdits heritages. Et les coheritiers, &c. Art.307. p. *à l'Art.308. de Paris.* Art.308. p. *à l'Art.306. de Paris.* Art.309. Les nourritures, entretenemens, inſtructions & apprentiſſages d'enfans, ny les fruicts de la choſe donnee par le pere, mere, ayeul ou ayeule, ſoit heritage ou rente, ne ſe rapportent ſinon du iour de la prouocation à partage. Et s'il y a deniers baillez, &c. p. *à Paris.* Art.309. Et où il y aura aucuns mineurs abſens, l'interpellation du Tuteur ou Curateur du mineur, ou Procureur de l'abſent vaut prouocation. Art. 359. † p. *à Paris.* Article 310.

** Voyez ce qui eſt note ſur ceſt Art. 285. cy deſſus Tit.13. Nombre.*

Rapport des fruicts du iour de la prouocation à partage.

†† Les Art. 306.307.308. & 309. ont eſté accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.

NORMANDIE Chap.11. Art.260. Fille reſeruee à la Succeſſion de ſes pere ou mere, doit rapporter ce qui luy a eſté donné ou aduancé par celuy, à la Succeſſion duquel elle prend part ou moins prendre. Chap.16. Art.406. Les enfans emancipez ſuccedent auec les autres non emancipez, en rapportant par les emancipez, ce qui leur aura eſté donné.

Rapport des nourritures, entretenemens, inſtructions & apprentiſſages.

TOVRS Titre 27. Article 304. Si aucuns deſdits enfans, durant la vie des pere & mere, ou autres, dont ils viennent à Succeſſion, auoient eu aucuns biens par mariage, ou en aduancement de droict naturel, ils les doiuent rapporter en partage, en telle valeur que leſdictes choſes valoient au temps du Don: afin que chacun des heritiers en ait ſa contingente portion. Et ſi leſdictes choſes n'eſtoient rapportees, elles leur ſeront precomptees ou rabbatues ſur leur portion. Toutesfois ne ſe rapportent les fruicts des heritages ainſi donnez, veſtemens, deſpence de nopces, d'Eſcole & †† apprentiſſages: mais tous autres frais qui ſe font pour aduancement des enfans, ſe rapporteront. Article 309. Si l'vn des enfans du roturier, qui a eu par aduancement d'hoirie ou autrement, quelque choſe de ſon pere ou mere, veut apres leur decés renoncer à leur Succeſſion, il n'y ſera receu, ſ'il ne rapporte ce qui luy auoit eſté baillé, ſelon la valeur qui eſtoit au temps du Don.

Rapport des fruicts du iour de la prouocation à partage.

† Ceſt Art. 359. eſt accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.

ANIOV Tit.12. Art.260. Si homme ou femme couſtumiers donnent aucune choſe à leur fils ou fille, ou autres leurs heritiers preſomptifs, eſt tenu de rapporter ou deduire & precompter ſur ſon droict ſucceſſif, ce qui luy aura eſté donné par ſeſdits pere & mere ou l'vn d'eux, ou autre predeceſſeur, dont ils ſont heritiers, en mariage ou autrement, ou la valeur dudit Don; auant que venir à partage & ſucceſſion des biens qui ſont à partager entre eux deſdits pere ou mere, ou autre Succeſſion de celuy ou celle, qui auroit faict iceluy Don. Et ſ'il en auoit plus que ne monteroit ſadicte portion, il ſera tenu d'en faire le retour reel à ſes coheritiers. Car la Couſtume eſt telle, &c. comme il eſt dict cy deſſus. Article 261. Si l'vn des enfans auoit amendé le Don de ſon mariage, comme y auoir fait maiſons, eſtangs ou autres amendemens, il ne rapportera pas reellemẽt iceluy Don, ſ'il ne luy plaiſt: mais luy ſera priſé & precompté en ſon partage, au pris qu'il valloit au temps qu'il luy fut donné & baillé. *Et è contra*, ſ'il empiroit les choſes dudit Don, comme laiſſer cheoir les maiſons ou vignes en ruine, il les prendra au pris qu'elles eſtoient quand elles luy furent baillees. Mais ſi le pere ou mere ou l'vn d'eux donnent à l'vn de leurs enfans en mariage ou autrement en aduancement de Succeſſion, il ne rapportera les fruicts de l'heritage à luy donné eſcheus parauant le decés du donneur, apres le decés deſdits pere ou mere. Et rapportera ſeulement l'heritage. Et auſſi ſ'ils donnent à l'vn deſdits enfans pour

On ne peut renoncer à la ſucceſſion entre roturiers, quãd le Don eſt faict en aduancemẽt d'hoirie.

Rapport des choſes donnees à vn Couſtumier ou roturier.

†† Ces mots, Et apprẽtiſſages, ont eſté de nouuel adiouſtez.

Source : BIU Cujas

Fruicts ne se rapportent.
Don ponr entretenir à l'escole ne se rapporte, sinon les liures estans en essence.

tenir à l'Escole, il n'en rapportera rien: fors que les liures pourront estre comptez & rabbatus, s'ils sont en essence au temps de la Succession escheuë. Tit. 16. Art. 334. Si le pere ou autre roturier donne à aucun de ses enfans ou heritiers presomptifs, soit en aduancement de droict successif ou autrement: & apres sa mort ledit enfant ou heritier vueille renoncer à sa succession, il y sera receu auãt qu'autrement se porter heritier, en rendant à l'Ordonnance de Iustice tout ce que son pere ou mere ou autre parent luy a donné. Et faudra qu'il rapporte à la raison de la valeur en quoy lesdites choses donnees estoient au temps d'iceluy Don: toutesfois tel donataire ne sera tenu rendre les fruicts des choses donnees.

Fruicts ne se rapportent.

LE MAINE Tit. 13. Art. 278. p. *à Aniou.* Art. 260. & s'entend la Coustume, &c. comme dessus. Art. 279. p. *à Aniou.* 261. au temps du trespas. Titre. 17. Art. 346. p. *à Aniou.* 334.

GRAND PERCHE Tit. 7. Article. 126. Et * si pere & mere, ayeul ou ayeule ont donné aucune chose à l'vn de leurs enfans, soit en faueur de mariage ou autrement: ladite chose donnee se doit rapporter au partage ou la iuste valeur & estimation d'icelle, qui doit estre faite: pour le temps que la chose a esté baillee, & non du temps du rapport & partage. Art. 127. Toutesfois les fruicts desdites choses donnees ne se rapportent, ne la despence faicte pour entretenir enfans aux Escoles, ou pour les enuoyer en la guerre, ou pour leur apprendre mestier & marchandise.

* *Voyez ce qui a esté noté sur l'Art* 125.

Fruicts ne se rapportent.

Despence pour l'escole, &c.

CHASTEAV-NEVF Chap. 18. Art. 127. Si par le pere ou mere, ou l'vn d'eux en leur viuant a esté donné aucune chose à aucun ou aucuns de leurs enfans & apres leur trespas, ils se veulent d'eux porter pour heritiers auec les autres enfans, qui n'ont rien eu, & ausquels n'a esté aucune chose donné, ils seront tenus de rapporter & remettre esdites Successions, ce qu'ainsi leur a esté donné pour estre party auec les autres biens desdites Successions entr'eux, & les autres enfans leurs heritiers, ou moins prendre esdits biens desdictes Successions: autrement ne doiuent estre receus à eux porter heritiers de leur pere ou mere.

BLOIS Chap. 11. Art. 159. Despences de nopces, alimens, entretenemens aux Escoles, & en marchandise ou mestier faits par pere ou mere, constant leur mariage, ne sont suiets à rapport.

DVNOIS Chapitre 11. Article 66. Quand pere ou mere ont donné en mariage faisant à leurs enfans aucuns biens meubles ou immeubles, & lesdicts pere ou mere vont de vie à trespas, les enfans & leurs heritiers seront tenus de rapporter ou precompter, chacun en leur regard, ce qui leur a esté donné en mariage: en telle maniere qu'ils ne peuuent aduantager l'vn de leurs enfans plus que l'autre: sauf les fruicts: dont ne sera faict aucun rapport. Article 67. Les fruicts des heritages ou reuenus des rentes donnez en mariage ne se rapportent, nonobstant la Coustume deuant dite.

Fruits ne seront rapportez.

Fruits ou reuenus des rẽtes ne sont suiets à rapport.

BERRY Titre dixneufiesme. Article trente cinq. Pourront aussi le pere ou mere, nonobstant les renonciations, rappeller leurs enfans à leurs Successions. Auquel cas seront saisis comme les autres, & seront tenus rapporter ce qui leur aura esté donné par contract de mariage, ou autrement pour leur part & portion. Article quarante deux. En Succession de pere & mere, les choses par eux donnees autrement qu'en preciput & aduantage d'autres enfans, sont suiettes à rapport: toutesfois les despens faicts par le pere ou mere, pour entretenir les enfans à l'estude, & leur faire aussi acquerir les Degrez b ou pour les promouuoir à la Gendarmerie, aux Ordonnances du Roy ou Cheualerie, ne sont suiets à rapport.

Rappel à successions en rapportant ce qui leur a esté donné.

Donatiõs faictes autrement que par preciput & aduantage, sont suiettes à rapport.

Despens pour l'estude, acquerir Degrez, ou

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 308. Donations faictes par pere, mere ou autres ascendans à leurs descendans en precipuité en contract de mariage, & faueur d'iceluy, ne sont suiettes à collation entre les donataires & leurs coheritiers. Art. 313. p. *a Niuernois.* C. 27. Art. 20. se doiuent en Successions, &c. Art. 323. Quand aucun va de vie à trespas, delaissez plusieurs heritiers habilles à luy succeder, & les aucuns s'abstiennent ou renõcent à la Succession, le droict qui leur eust appartenu, s'ils n'eussent renoncé, accroist és autres qui se voudront porter heritiers, s'ils sont de mesme estoc & ligne.

b Cecy est prins de ce qui est traicté in d. l. 1. §. nec castrense. D. de collat. On tient encor que les despens faits par le pere pour faire pourueoir son fils de quelque office, ne sont suiets à rapport. Cynus, Salic. & alij in l. omnimodo. §. imputari. C. deinoff. test. La femme est

Source : BIU Cujas

pour les promouuoir à gendarmerie aux Ordonnances du Roy ne ſont ſuiets à rapport.
Portion de celuy qui ſ'abſtient accroiſt aux autres heritiers.

liberis. C. de collat. Mais ſi le mary renonce moyennant certaine ſomme à la ſucceſſion du pere mariage faict auec la mere d'icelle, il n'eſt comme eſtranger tenu à rapporter à la ſucceſſion de la mere plus receu que ne valloit la part hereditaire de ſa femme és biens du pere, ainſi qu'il a eſté iugé du vingtquatrieſme Iuillet mil cinq cens ſeptante huict. Et ſi le mary a faict quelque rapport en la ſucceſſion de pere ou mere de la femme, il ou ſes heritiers peuuent reprendre ledit rapport pour la moitié contre la femme ou ſes heritiers, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du vingtquatrieſme iour de Decembre mil cinq cens quarante, infirmatif de la Sentence des Requeſtes au profit de M. Iean Viole Aduocat du Roy aux Generaux & conſors contre les heritiers de la femme de M. Poignant Conſeiller, duquel ils eſtoient heritiers.

tenue de rapporter ce qui a eſté donné à ſon mary par mariage par ſes pere & mere L. vt decedé par contract de la mere ce qu'il auoit par Arreſt de la Cour,

---

Lodvnois Chapitre vingtneuf. Article ſept. S'il y a aucuns deſdicts heritiers, qui durant la vie de leur pere & mere ou autres parens treſpaſſez, dont ils viennent à ſucceſſion, ayent aucuns biens deſdits defuncts, &c. p. *a Tours.* Article trois cent quatre. ſoient empirees ou meilleures : afin, &c. Et ſi aucun deſdits heritiers ne rapportent leſdits biens qu'ils auront euz durant la vie des treſpaſſez, iceux leur ſeront precomptez & rabbatus ſur leur portion à ladite valeur. Toutesfois, &c. miſe d'eſcole, &c. Article douzieſme. Si le roturier a donné aucune choſe à aucun de ſes enfans, ſoit en aduancement de ſon droict ſucceſſif & naturel ou autrement, & apres ſa mort, ledit enfant vueille renoncer, &c. p. *a Tours.* Article trois cent neuf. ſ'il ne delaiſſe tout ce qui luy a eſté donné, & faudra qu'il le rapporte, à la valeur qu'il valoit au temps dudict Don.

* *En ceſte Couſtume, il eſt porté, & tous autres frais qui ſe feront pour l'aduancement des enfans, ne ſe rapporteront: Mais il y a faute, & doit eſtre oſtee la negatiue, ne conformement audit Art. 304 de Tours.*

Don fait en faueur de mariage pour le patrimoine, à la raiſon de la portion legitime Couſtumiere.

Donataire ſe peut tenir à ſa Donation.

Poictov Titre deuxieſme. Article deux cent dixhuict. En faueur de mariage, le pere & mere ou autre, peuuent donner à aucuns de leurs enfans, ou autres heritiers preſomptifs, de leur heritage, iuſques à la portion legitime Couſtumiere de la donataire : à laquelle portion ledit donataire ſe pourra tenir, ſans venir à la Succeſſion du donnant, ſuppoſé qu'il n'y ait renoncé. Et où il voudroit venir à ladicte Succeſſion, ſeroit tenu de rapporter ou deduire ce qui leur auroit eſté donné.

Rapport des choſes donnees en faueur de mariage.

Acs Titre 3. Article 3. Et où les fils & filles ſuccedent egalement, ou les maſles, & en defaut des maſles, les filles, ſi aucun fils ou filles a prins mariage, & apres le decés du pere ou mere, veut venir à ſucceſſion, eſt tenu conferer & rapporter ce qu'il aura eu en mariage, de celuy de la Succeſſion duquel eſt queſtion.

Rapport ſe fait tant en ligne directe que collaterale.

Bretagne Titre vingt-troiſieſme. Article 596. Le † coheritier qui pretend part en Succeſſion quelle qu'elle ſoit, directe ou collaterale, eſt tenu de rapporter le meuble & heritage qu'il auroit prins, ou eu par aduancement de droict ſucceſſif, pour eſtre employez au partage, auec les autres biens de la ſucceſſion. Article cinq cens nonante ſept. Ne ſera toutesfois ledit coheritier tenu rapporter les fruicts des heritages, ne intereſts de deniers receus durant le viuant de celuy, de la Succeſſion duquel il eſt queſtion : ne pareillement les liures, nourritures, penſions & entretenemens, ſoit aux armes, eſtudes ou autres vacations. Ne ſeront auſſi ſuiets à rapport les fruicts & leuees des heritages communs, perceus par l'vn des coheritiers parauant la demande du partage faict en iugement : depuis laquelle demande, ceux qui ont perceu les fruicts, ſont tenus les rendre à chacun des coheritiers pour ſa portion.

† *Ces deux Art. 596. & 597 ſont de nouuel adiouſtez, & a eſté rayé le 531 Art. ancien, partie comme inutile, & partie qu'il y a cy deuant eſté pourueu.*

Meavx Chapitre troiſieſme. Article douze. Si celuy, qui a receu ledit aduantagement audit traicté de mariage, veut venir à la Succeſſion de ſes pere & mere, auant qu'il y puiſſe venir ou ſucceder, il doit rapporter ce qui luy a eſté aduantagé. *Alias* il ne ſuccedera point : & en rapportant ſuccedera, & autrement non. Article trezieſme. Et s'il ſe veut tenir à ce qui luy a eſté donné & aduantagé par ſes pere & mere, faire le peut, & pourra, & ſoy tenir à ce qui luy a eſté aduantagé. Art. 14. Et n'y a point de difference, ſi ledit aduantagement eſt faict de propres ou d'acqueſts.

Fruicts des heritages ne intereſts des deniers ne ſont ſuiets à rapport, ny les liures, nourritures, pẽſions & entretenemens: ne les fruicts & leuees des heritages communs perceus auant la demande du partage.

Bar Titre neufieſme. Article cent trente trois. Si vne fille eſt mariee de deniers d'oncle, tante ou autres ſes prochains parens en, &c. p. *a Sens.* Article 264. elle n'eſt tenue de rapporter en partages, &c. ſes parens ce qu'elle a eu, &c. que ladite fille ſera tenue de rapporter, & le ſemblable ſera obſerué au fils. Art. 134. Enfans mariez de deniers cõmuns ou de cõqueſts de pere, p. *a Melun.* Ar. 274.

Source : BIU Cujas

de leur pere, la moitié de ce qu'ils auront receu : & l'autre moitié en la Succeſſion de leur mere, & s'ils ſont mariez de l'heritage, &c. de le rapporter, & cette qui leur auroit donné. Art.135. p. *a Sens.* Art.267. Le fils ou fille n'eſt tenu de rapporter, ſi bon ne luy ſemble, que la priſee faite au temps de la Donation. Et ſi c'eſt argent pour vne fois, & il ait eſté multiplié en marchandiſe par le donataire ou autrement, ne ſera tenu de rapporter ſinon ledit argent pour vne fois : pourueu que ladite priſee ſoit faite iuſtement & ſans fraude. Art. 136. p. *a Sens.* Art. 270. rapporté en auſſi, &c. temps & heure, &c. & ſi le donataire y faict quelques impenſes, il ne les recouurera, ſi elles ne ſont vtiles & neceſſaires. Art.137. Si l'heritage non eſtimé eſt vendu ou autrement aliené, ſe rapportera la iuſte valeur d'iceluy ſelon l'eſtimation qui en ſera faicte, ayant egard au iour de la Donation ou de la Succeſſion eſcheuë, au chois & option des coheritiers. Art.138. p. *a Sens* Art.269. autrement par pere, mere ou aſcendans, à la charge, &c. Succeſſion du donateur : & ce faiſant demourera quitte du rapport : pourueu qu'il n'excede ſa part hereditaire, & ſera tenu de payer ſa part des debtes du defunct. Et n'y a difference ſi le Don eſt faict de propres ne d'acqueſts. Article 139. Enfans mariez venans à partage, ſont tenus de rapporter la valeur & eſtimation des habits nuptiaux, bagues, ioyaux & autres meubles, qui leur ont eſté donnez par leur pere & mere. Mais quant aux frais de leurs nopces, banquets, & eſtraines, ils n'en ſont aucunement tenus. Article 140. Fruicts dotaux ne ſe rapportent : qui eſt à dire que la fille venant en partage, doit rapporter la Dot, qu'elle a receu, & non les fruicts & penſions receuës, en attendant le payement de ſa Dot. Titre vnzieſme. Article cent ſoixante ſix. *A la fin.* Et pourront les enfans donataires, retourner à leur Succeſſion, en rapportant ce qui leur aura eſté donné, ſ'ils ne ſ'y veulent tenir & renoncer aux biens de leurs pere & mere.

Rapport de fruicts dotaux n'a lieu.

Rapport comme ſe doit faire.

Rapport des heritages donnez comme ſe doit faire.

SEDAN Titre neufieſme. Article cent octante. Quand de pluſieurs heritiers habiles à ſucceder, &c. p. *à Bourbonnois.* Art.323. és biens d'icelle Succeſſion ſ'ils, &c. qui ſe portent heritiers. Art.183. Les enfans qui auront eſté aduantagez par leur pere ou mere ou autres leurs aſcendans à quelque titre que ce ſoit, directement ou indirectement ſeront tenus de rapporter les adantages, ou moins prendre venans à la Succeſſion deſdits pere, mere ou autres aſcendans. Art 184. Et ſi tels aduantages ont eſté faits en heritages ou choſes immeubles, ſeront tenus les rapporter eſdites eſpeces, ſ'ils ſont en leur poſſeſſion, en les rebourſant de leurs impenſes vtiles & neceſſaires. Pourront neant-moins en partage faiſant, ſe tenir leſdits heritages & iceux imputer en leur part & portion pour leur iuſte pris, valeur & eſtimation, ſ'il y a d'autres heritages en la Succeſſion, dont les autres coheritiers puiſſent eſtre raiſonnablement & pour la plus grand part recompenſez & accommodez. Art.185. Et ſ'il n'y auoit d'autres heritages, ſeront tenus les donataires, rapporter les aduantages pour eſtre partagez entre leurs coheritiers ſi faire ſe peut commodement. Art.186. Et où les heritages & aduantages auroient eſté vendus par les donataires, ſera rapporté le pris qu'iceux heritages valloient lors de la Donation & aduancement : n'eſtoit qu'ils euſſent eſté vendus à plus haut pris pour l'augmentation de la choſe prouenant par le temps & ſans leur induſtrie. Auquel cas les donataires ſeront tenus rapporter le pris de la vendition. Art.187. p. *à Laon.* Art.95. pour la nourriture de leurs enfans, ou pour le faict, &c. du Souuerain ou autres Princes, iuſques à ce qu'ils ſoient mariez, ou pour l'entretenement & inſtruction d'iceux, &c. ou pour acquerir, &c. incluſiuement ne viennent à rapport. Art.188. p. *à l'Art.* Art.96. *de Laon.* Article.189. Semblablement les petits enfans venans par repreſentation à la Succeſſion de leur ayeul ou ayeule, ſeront tenus rapporter ce que leur pere ou mere auront eu par mariage, & ce qu'à eux meſmes aura eſté donné en aduancement d'hoirie ou autrement par leur ayeul ou ayeule : & ainſi des autres deſcendans en ligne directe, meſmes robbes nuptiales, bagues, ioyaux & autres biens meubles & immeubles. Article cent nonante. Et ſi les petits enfans y viennent de leur chef, ne ſeront tenus rapporter ce dont leurs peres ou meres auroient eſté aduantagez : ſinon qu'ils ſoient heritiers de leurs peres ou meres. Article cent nonante & vn. Et quant aux frais des nopces ou eſpouſailles, & banquets, ne ſ'en fera aucun rapport, ſoit que tous les enfans ayent eſté mariez du viuant des pere, mere, ayeul & ayeule, ou qu'aucuns ſoient demeurez à marier. Article cent nonante deux. Toutesfois, ſi par traicté de mariage des enfans, petits enfans ou autres deſcendans en ligne directe, il eſtoit dict par exprés, que les heritages donnez en faueur de mariage, ſortiront nature de conqueſts aux futurs conioincts : en ce cas l'enfant ou petit enfant,

Rapport faict par les petits enfans, des choſes qui leur ont eſté donnees ou à leurs pere ou mere, ſ'ils viennent par repreſentation : & ſ'ils y viennent de leur chef, ne ſont tenus rapporter le don faict à leur pere.

Source : BIU Cujas

Rapport ſe doit faire de la moitié de l'heritage, donné en faueur de mariage pour ſortir nature de conquests aux futurs conioints.

auquel aura eſté fait ledit aduantagement, ſera tenu en faire rapport de moitié ſeulement : d'autant que l'autre moitié appartient à l'autre deſdits conioincts. Art. 193. Fruicts d'heritages & choſes immeubles, donnez en faueur de mariage perceus ou eſcheus du viuant du donataire, ne ſe rapportent en partage. Article cent nonante quatre. Semblablement les Dons, Donations & aduantagemens faits entre vifs ſans fraude à collateraux, ne ſont ſuiets à rapport ſ'il n'eſt dict.

Fruicts ne ſont ſuiets à rapport.

Dõs & Donations entre vifs faits en ligne collaterale ne ſe rapportent.

ARRAS Tit. 3. Art. 20. En Succeſſion entre pluſieurs heritiers pour ſucceder, l'on n'eſt tenu de rapporter ce que l'on a de parauant le treſpas de ceſtuy, dont procede la Succeſſion : & n'a collation lieu, ſ'elle n'a eſté expreſſement conditionnee.

Rapport ou collation n'a point de lieu.

VALANCIENNES Tit. 9. Art. 116. Vne femme peut donner à ſon enfant en aduancement de ſon mariage ce que bon luy ſemblera, & ne ſera tel enfant tenu rapporter ledit aduancement venant à Succeſſion de ſa mere, auec les autres enfans, par egale portion : n'eſt qu'il n'y ait deuiſe au contraire.

Pere & mere ſuccedent à leurs enfans decedez ſans hoirs de leurs corps, en meubles, acqueſts & conqueſts immeubles: & en leur defaut, l'ayeul ou ayeule.

Art. 311. PARIS.

Pere [c] & mere ſuccedent à leurs enfans nez en loyal mariage, s'ils vont de vie à treſpas, ſans hoirs de leurs corps, aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles : & †† en defaut d'eux, l'ayeul [d] ou l'ayeule, & autres aſcendans.

†† *Ces mots, Et en defaut, &c. ont eſté adiouſtez pour interpretation de ceſt Art. 311. qui eſtoit le ſix vingt huictieme de l'ancienne Couſtume.*

Art. 312. PARIS.

En [e] Succeſſion en ligne directe propre heritage ne remonte, & n'y ſuccedent les pere, mere, ayeul ou ayeule.

Propre heritage ne remonte en ligne directe.

Art. 313. PARIS.

Toutesfois † ſuccedent és choſes par eux donnees à leurs enfans, decedans ſans enfans & deſcendans d'eux.

† *Ceſt Art. 313. a eſté adiouſté pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Art. 314. PARIS.

Les †† Pere [f] & mere iouiſſent par vſufruict des biens delaiſſez par leurs enfãs, qui ont eſté acquis par leſdits pere & mere, & par le decés de l'vn d'eux aduenus à l'vn de leurſdits enfans, encores qu'ils ſoient & ayent eſté faits propres auſdits enfans. Au cas toutesfois que leſdits enfans decedent ſans enfans & deſcendans d'eux. Et apres le decés deſdits pere & mere, qui ont iouy deſdits biens par vſufruict, leſdicts biens retournent aux plus prochains parens deſdits enfans, deſquels procedent leſdits biens.

Pere & mere iouiſſent par vſufruict des biens delaiſſez par leurs enfans, &c.

†† *Les Articles 314. & 315. ont eſté adiouſtez pour Couſtumes nouuelles.*

Art. 315. PARIS.

Si le fils [g] faict acquiſition d'heritages ou autres biens immeubles, & il decede delaiſſant à ſon enfant leſdits heritages : & ledit enfant decede apres ſans enfans, & deſcendans de luy, & ſans freres & ſœurs, l'ayeul ou l'ayeule ſuccedent auſdits heritages en proprieté, & excluent tous autres collateraux.

Vſufruict appartenant au pere ou mere finy, les biens retournent aux plus prochains.

[c] Dionyſius Halicarn. lib. 1. Antiq. Rom. fait mention d'vne Loy de Romulus par laquelle la femme ſuccedoit à ſon mary decedé ſans faire Teſtament : & ſ'il auoit enfans, elle prenoit autant que les enfans enſemble. Or ceſte ſucceſſion dont fait mention la Couſtume, ſe nomme en Droict Luctuoſa hereditas. in l. vlt. C. de inſt. & ſubſt. duræ fortunæ ſolatiũ. in l. 4. C. ad SC. Tertull. Luctuoſa portio in l. 28. C. de inoffic. teſtam. Papinianus in l. nam & ſi is D. eod. tit. turbato ordine mortalitatis non minus parentibus quàm liberis piè relinqui debet l. ſcripto herede 7. §. fin. D. Si Tab. teſt. null. exhab. l. iure ſuccurſum. D. de iure dot. l. 4. C. Solut. mat. Solatii loco cedit hæc hereditas. §. 1. Inſt per qu. perſon. nob. adq. Apud Papianum Lib. Reſp. Tit. ii. de luctuoſis hered. Defuncto filio pater ſuccedit, quod ſi patrem non habuerit, auus paternus iure ſuccedit quod ſi & ille defuerit, fratres defuncti ſuccedunt. Si nec ipſi fuerint mater ſuccedit, &c. La pluſpart de ce Liure eſt tiré des Loix des Bourguignons, & n'eſt point Papinian auteur de ſes Reſpon-

Source : BIU Cujas

Ayeul ou ayeulle succedent es heritages qui sont aduenus à enfant decedant sans enfans ou freres & sœurs, si son pere les auoit acquis.

secs omme il auoit esté imprimé fort impertinemment, mais seulement vn Iurisconsulte ou Aduocat de ce pays de Bourgongne. In legibus Alemannorum Tit. 93. Si qua mulier, quæ hereditatem paternam habeat, post nuptum prægnans peperit puerum, & in ipsa hora mortua fuerit, & infans viuus remanserit aliquanto spatio, vel vnius horæ, vt possit aperire oculos, & videre culmen domus, & quatuor parietes, & postea defunctus fuerit, hereditas materna ad patrem eius pertineat, &c. In legibus Vvisigothorum Tit. 2. Lib. 4. Si vero qui moritur nec filios nec nepotes, seu patrem vel matrem relinquit, tunc auus aut auia hereditatem sibimet vindicabit. Et alio loco. Quotiens quis moritur, si auum paternum & maternum relinquat, tam ad auum paternum, quam ad auum maternum hereditas mortui vniuersa pertineat. Sin autem qui moritur, auiam paternam & auiam maternam reliquerit, æquales capiant portiones. Ita quoque erit si auum maternum & auiam paternam, qui moritur relinquere videatur. Et hæc quidem æquitas portionis de illis rebus erit, quas mortuus conquisisse cognoscitur. De illis vero rebus quas ab auis vel parentibus habuit, ad auos directa linea reuocabitur hereditas mortui. I'ay recité les mots de ces Loix entieres: par ce que le liure n'est pas à tous si commun, comme les Liures du Droict Romain. Ceste Coustume est tiree comme plusieurs autres de l'ancien droict des François: par lequel les pere & mere ont touſiours ſuccedé à leurs enfans, en meubles, acquests & conquests. Il se trouue Arrest de l'an 1260. par lequel appert que par la Coustume és acquests le pere ſuccedoit au fils, & non la sœur. Mais en cecy faut garder la diuersité des Coustumes. Car les vnes ne donnent que l'vsufruict desdits acquests & conquests, les autres permettent que la proprieté desdits acquests & conquests soit transferee aux pere & mere, par le decés de leurs enfans decedez sans hoirs de leurs corps. L'Edict des Meres du Roy Charles neufieſme 1567. par lequel le Senatusconsult Tertullian est abrogé, n'a lieu en pays Coustumier, où il y a disposition contraire, ainsi qu'il a esté ſouuent iugé par Arrests de la Cour, mesmes des xi. Mars 1570. 12. Mars 1575. & 18. Auril, comme il a esté noté en la Conference des Ordonnances Liure vi. Tit. 4. Voyez L'Auth. ceſſante. C. de legit. her. & ibi. DD.

d Cecy est conforme a vn Arrest de la Cour, du 7. Ianuier 1556. confirmatif de la Sentence du Preuost de Paris: par lequel l'ayeul ou ayeule, en defaut des pere & mere ſuccede aux enfans decedez sans hoirs procreez de leurs corps, plaidant Maigret pour l'Ayeul, & Vulcoq pour les freres. Et auparauant y en auoit fort grand diſpute, ſi la ſucceſſion d'vn neueu en ligne directe quand aux meubles & conquests, deuoit appartenir à l'ayeul ou ayeulle, ou bien au frere du neueu: Auth. defuncto C. ad Tertyll. l'ancienne Coustume de Paris ne parloit que du pere & de la mere: & non de l'ayeul & ayeulle. A ceste cauſe le Ieudy douzieſme iour de Iuillet 1537. plaidant le Feure & De Thou par Arrest fut dit qu'il seroit informé ſuper modo vtendi par douze des plus anciens du Chastelet. Vide L. iuſta. De verb. ſign. L. quicunque C. de ſeruis fugit. Paul. Castr. Conſ. 344. & Bened. in Cap. Raynutius. Art. 114. & ſeqq.

e Par Arrest donné à la Pentecoſte 1268. a esté iugé que quand les enfans decedent sans hoirs procreez de mariage que le don retourne aux donneurs, & non aux prochains heritiers des donataires. Ceſt Art. 313. est conforme au droict l. poſt dotem 40. D. Sol. matr. & ibi Bartol. don. à patre C. eod. tit L. cum multæ. C. don. ant. nupt. l. 2. & 3. C. de bonis quæ lib. DD. in l 8. C. de reuoc. donat. l. Et tels biens donnez ainsi par le pere ou autre aſcendant retournent sans aucune charge des debtes du fils donataire, comme il fut iugé par Arrest de l'an 1584. pour Hippolite Viole Mere de Aignan de Cailly decedé & ſes creanciers, & ainsi auoit esté long temps auparauant iugé par Arrest du vingt-cinquieſme Auril 1575. ſur vn procés par escrit de la Seneſchaucee de Lyon, au profit de Louyſe Guerin appellant du Seneſchal de Lyon, contre Iean Baſdous Tuteur des enfans de Iacques Du Crozet.

f Ceſt Art. 314 est fondé ſur les raiſons du Droict ciuil in l. 1. & 2. C. de bonis mat. & l. cum oportet. C. de bonis quæ liberis. Faut noter que ceſt Art. 314. ſe doit entendre des conquests faicts durant & conſtant le mariage par les pere & mere coniunctim, ainsi qu'il a esté monſtré ſur l'Art 230 Tit. x. cy deſſus: & faut encores adiouſter à ceſt Art. 314. pourueu qu'il n'y ait aucuns deſcendans de l'acquereur, ainsi qu'il a esté iugé par deux Arrests, l'vn du 1. Auril 1586. & l'autre du 15. Iuillet 1589. mis cy deſſus.

g Ceſt Art. 315. est fort equitable pour la faueur des pere & mere: qui leur baille la pleine proprieté des heritages ou autres immeubles acquis par leurs fils: qui par leur decés aduiennent à leurs enfans, decendans auſſi sans enfans, freres & ſœurs.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 7. Art. 103. *à l'Art. 311. de Paris.* Art. 104. p. *aux Art. 311. & 313. de Paris.* Art. 105 Les pere & mere au cas ſuſdit iouiſſent, &c. p. *à Paris.* Art. 314. enfans du coſté & ligne de l'acquereur deſdits biens. Art. 106. p. *à Paris.* Art. 315. en pleine proprieté, &c.

Succeſſion ne monte point en ligne directe.

MEAVX Chapitre 8. Article 43. Succeſſion ne monte point en ligne directe, ſ'ils n'ont encores biens meubles & conquests immeubles: & au regard du propre, il paſſe aux collateraux: quant aux meubles & conquests immeubles, ceux qui ſont les prochains ſuccedent. Et auſſi quant aux propres, ſ'ils ſont du coſté dont ils ſont venus: & quand ils ſont egaux & en pareil degré, ils ſuccedent egalement par teſtes.

Pere, mere, ayeul ou ayeulle, & autres aſcendans à l'excluſion des freres, & tous collateraux, ſuccedent aux enfans decedez, ſans hoirs de leurs corps.

MELVN Chapitre dixſept. Art. 258 p. *à Paris.* Article 311. enfans decedez ſans hoir de leur chair, en tous leurs meubles & conquests immeubles: & où leſdicts enfans n'auront pere ny mere, y ſuccedent leurs ayeuls & ayeules & autres aſcendans ſelon leur degré, & excluent pour ce regard les freres & tous autres collateraux. Article deux cent ſoixante neuf. Le propre heritage ne monte par Succeſſion au pere ou mere, ayeul ou ayeule, ou autre aſcendant en ligne directe, tant qu'il y a heritiers deſcendans ou collateraux de

Source : BIU Cujas

Propre heritage ne monte tant qu'il y a heritiers deſcendans ou collateraux : & ſ'il n'y en a les aſcendans ſuccedent auant le Fiſque.

l'eſtoc & ligne dont procedent leſdits propres. Et où il n'y aura heritiers de ladicte qualité, les aſcendans y ſuccedent auant le Fiſque. Art. 270. Toutesfois † ſi pere ou mere ou autres aſcendans auoient donné deniers à leurs enfans pour employer en heritages, qui leur ſeroient propres, ſi les enfans decedent ſans hoirs procreez de leur chair, leſdits heritages acquis deſdits deniers, retourneront au pere, mere, ayeul ou autres aſcendans, qui leur auront donnez comme eſtans propres conuentionnels & non naturels.

SENS Tit. 9. Art. 85. Le pere & la mere ſuccedent à leurs fils & filles decedez ſans hoirs de leurs corps en †† tous meubles acqueſts & conqueſts immeubles : & ſ'il ſont morts, ou qu'ils ne veulent accepter la ſucceſſion, les ayeul ou ayeule, leur ſuccedent, & ſont reputez plus prochains que les freres ou ſœurs du treſpaſſé, quant aux meubles, acqueſts & conqueſts. Mais leſdits freres & ſœurs heritent aux heritages propres du coſté & ligne, deſquels ils attiennent au treſpaſſé. Art. 86. Leſdits h ayeuls ou ayeules ſuccedent auant les couſins germains en meubles, acqueſts & conqueſts immeubles & en propres heritages qui procedent de leur coſté.

AVXERRE Tit. 13. Art. 241. Pere † & mere, ayeul & ayeule ſuccedent és biens meubles & acqueſts immeubles de leurs enfans decedez ſans hoirs de leurs corps : & ſemblablement en ce qu'ils auront donné par traicté de mariage en faueur d'iceluy, en aduancement d'hoirie ou autrement, ſoit en heritages ou deniers, à eux donnez pour ſortir nature de propre. Et quant aux propres qui ſeront aduenus à leurs enfans & enfans de leurs enfans, ils appartiendront aux freres & ſœurs & autres collateraux eſtans de l'eſtoc, coſté & ligne dont ſeroient procedez leſdits propres. Art. 242. Pareillement †† ſi l'oncle ou tante, couſin ou couſine : ou autre parent collateral donne à ſes neueux couſin ou autre parent aucun immeuble, & les donataires decedent ſans hoirs de leurs corps, ou auoir diſpoſé des choſes donnees, les donateurs ou leurs enfans ſuccederont deuant tous auſdits donataires ainſi decedez, en ce qu'ils auront donné combien que le defunct ait delaiſſé parens plus prochains.

ESTAMPES Chap. 10. Art. 111. p. *a Paris.* Art. 311. Quant aux meubles &c. immeubles ſeulement. Art. 116. p. *à Paris.* Art. 312. *iuſques à ces mots*, ne remonte *inclus.*

DOVRDAN Tit. 10. Art. 110. p. *à Eſtampes.* Art. 115. Immeubles. i Et en ce faiſant ſont tenus payer les debtes mobiliaires de leurs enfans, iuſques † à la concurrence deſdits biens ſeulement : pourueu qu'ils ayent faict inuentaire bon & ſolennel, appellé en iceluy faiſant ceux qui ſont à appeller. Art. 111. p. *a Eſtampes.* Art. 116. ne remontent : qui †† ſe doit entendre du propre naturel, & non du conuentionnel : en maniere que ſi pere ou mere donnent aucuns heritages à leurs enfans ou deniers pour employer en heritages qui leur ſoient propres, ſi les enfans meurent ſans hoirs de leurs corps, leſdits pere ou mere ſuccedent à leurs enfans eſdits heritages & chacun d'eux à ce qu'il a donné, encores que leſdits heritages euſſent eſté propres aux enfans.

MONTFORT Chap. 11. Art. 99. Pere mere, ayeul ayeule ou autres k aſcendans ſuccedent à leurs enfans & deſcendans en directe ligne ſucceſſiuement & par ordre, preferant le pere à l'ayeul, & l'ayeul au biſayeul, ſ'ils vont de vie à treſpas ſans hoirs de leur corps quant aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles. Art. 110. † p. *a Dourdan.* Art. 111. *iuſques a ce mot*, l conuentionnel *inclus.* Art. 101. Et †† neantmoins où il n'y auroit deſcendans ou collateraux les heritages retournent au pere, mere & autres aſcendans qui ſont preferez au Fiſque, pour empeſcher que les biens ne puiſſent eſtre dits vacans.

MANTE Chap. 15. Art. 168. † 169. & †† 170. p. *a Montfort.* Art. 99. 100. & 101. *iuſques a ce mot*, Fiſque, *inclus.*

CLERMONT Tit 12. Art. 150. Le pere ou la mere ſont heritiers de leurs enfans decedez ſans hoirs de leurs corps, nez ou à naiſtre, quant aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles.

VALLOIS Tit. 7. Art. 78. Si aucun a vn ou pluſieurs enfans & l'vn mouroit ſans hoirs de ſon corps, les meubles & acqueſts dudict enfant mourant appartiennent à ſes pere & mere, ayeul ou ayeule, ou au ſuruiuant, & les propres heritages dudict enfant au plus prochain heritier dont ſont venus leſdicts

† *Ceſt Art. 270. eſt de nouuel adiouſté pour l'aduenir & abroge le 4. Art. ancien. Tit. de Succeſsiõ commençant*, Si aucun heritage eſt dõné *&c.*

Propre conuentionnel, & non naturel mõte.

†† *Es Art. 85. & 86. ont eſté adiouſtez apres ce mot*, meubles, *ce mot* acqueſts : *& apres ce mot*, conqueſts *ce mot*, immeubles.

Ayeuls ou ayeule ſuccedẽt auant les couſins germains & comment.

† *Ceſt Art. 241. eſt au lieu du 63. Art. ancien.*

†† *Le 242. Art. eſt de nouuel introduit.*

Donateur ou leurs enfans ſuccedent au donataire en la choſe donnee, ſ'il n'en a diſpoſé & ſoit decedé ſans enfans procreez de ſon corps.

† *Ces mots*, iuſques à la, *&c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

†† *Ces mots*, Qui ſe doit *&c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

Pere, mere ayeul, ayeule ou autres aſcendãs ſuccedent par ordre à leurs enfans decedez ſans hoirs de leurs corps.

† *Ces mots*, qui eſt à *&c.*

h Ceſt Art. 86. ſemble eſtre ſuperflu. D'autãt que ſ'ils excluent les freres & ſœurs en la ſucceſſiõ des meubles acqueſts & conqueſts à plus forte raiſon les couſins germains en doiuent eſtre exclus ainſi que Du Moulin a noté ſur le 104. Art. de la Couſtume de Troies

i La mere eſt touſiours preferee à l'ayeul paternel en la ſucceſſion de ſon fils decedé inteſtat. Acc. Bald. & Salic. in Auth. defuncto C. ad Sc. Tertull. l. vlt. C. eod. tit. §. ſed & nos eod. tit. Car les degrez ſe doiuent garder §. conſequens No. de her. ab int. veni.

k Les aſcendans qui ſont de la ligne, dont ſont venus les heritages doiuent touſiours eſtre preferez aux collateraux eſtãs meſmes de la ligne, & non ſeulement au Fiſque : & le contraire eſt vn grand erreur. Par ce que leſdicts aſcendans ſont en ce cas les plus prochains, & meſmes par l'Art. 111. de ceſte meſme Couſtume ſont cõprins entres les plus prochains du coſté & ligne, ſ'ils en ſont ainſi que Du Moulin eſcrit. Mais on peut deman-

Source : BIU Cujas

der, ſi le Seigneur pretendant la ſucceſſion mobiliaire de ſon ſerf Taillable & mortaillable, decedé ſans hoirs procreez de ſon corps doit eſtre preferé au pere ou mere ou autre aſcendant du defunct? Chaſſanee en la Couſtume de Bourg. Tit. des Suec. Art. 6. a traicté ceſte queſtion: ou fini apres pluſieurs raiſons il ſouſtient que le pere peut ſucceder en ce cas. D'autant que caſus omiſſus remanet in diſpoſitione iuris communis l. commodiſſime. D. de lib. & poſt l. ſi extraneus D. de cond. ob cauſam. La pluſ ſeure opinion eſt que le Seigneur eſt preferé au pere ou mere, ainſi qu'il a eſté iugé ſouuent meſmes en ce reſſort au mois de May 1594. pour Leonard Duchier ſieur de Godez contre Mathieu Gallard pour la Succeſſion de Gilbert Gallard ſon fils & de Marguerite Marceſchon femme ſerue taillable & mortaillable dudit ſieur de Godez. Toutesfois i'ay veu vn Arreſt de la Cour donné en Septembre 1563. par lequel la mere ſuccede à ſes enfans nez de Baſtards: & eſt preferee au Seigneur.

l Propres naiſſans ou naturels ſont differens des propres conuentionnels, comme il a eſté monſtré en l'Addition du iii. Titre de la Couſtume de Paris Iuſtinian en ſes Nouelles les nomment κύνικα ſeu γενεαρχικα. C'eſt à dire qui procedent du pere & venus aux enfans par ſucceſſion ou donation & commencent a faire ſouche en la perſonne deſdits enfans. Les autres propres anciens ſont de la ſouche & eſtoc ancien qui ſont de la famille de toute ancienneté. Les propres conuentionnels, quand par conuentions & pactions eſt accordé par contract de mariage ou autrement que les choſes donnees demoureront propres à l'vn des conioints par mariage.

ont eſté adiouſtez.

†† *Ceſt Art. 101. eſt de nouuel adiouſté. Aſcendans ſont preferez au Fiſque.*

† *Le 169r Art. eſt adiouſté comme ancien & omis.*

†† *Ceſt Art. 170. eſt de nouuel introduit.*

heritages.

TROYES Tit. 6. Art. 103. Le pere & la mere ſuccedent à leurs fils & filles decedez ſans hoirs de leurs corps, en tous biens meubles & conqueſts. Et ſi leſdicts pere & mere ſont morts, ou qu'ils ne veulent accepter la Succeſſion les ayeul & ayeule y ſuccedent & ſont plus prochains que les freres & ſœurs du treſpaſſé, quant aux meubles & conqueſts. Mais leſdits freres & ſœurs ſuccederont quant aux heritages propres du coſté & ligne, duquel ils attiennent auſdits treſpaſſez. Art. 104. p. *a Sens.* Art. 86. *inſques a ce mot*, conqueſts, *inclus.*

SENLIS Tit. 7. Art. 141. En ligne directe ſi vn fils ou fille va de vie à treſpas ſans hoirs de ſon corps, à iceluy ou icelle ſuccedera le pere ou mere, ayeul ou ayeule quant aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles. Et quant aux propres heritages les freres, ſœurs ou autres qui ſetoient plus prochains du treſpaſſé du coſté & ligne, deſquels ils ſont aduenus au treſpaſſé, ſuccederont: pour ce que les propres ne remontent point: à la charge de payer par celuy qui aura & prendra les meubles, acqueſts & conqueſts, les debtes mobiliaires & les obſeques & funerailles du defunct.

Propres ne remontent.

Debtes, obſeques & funeraillespayees par celuy qui prend les meubles acqueſts & conqueſts.

VITRI Tit. 4. Art. 80. Quand deux conioints par mariage ont vn enfant, & depuis le pere va de vie à treſpas delaiſſé ledit enfant ſon heritier ſeul, & apres la mere dudit enfant ſe remarie, duquel mariage ſecond ſont deſcendus pluſieurs enfans ſœurs & freres vterins audict premier, puis l'enfant dudict premier mariage va de vie à treſpas delaiſſez ſuruiuans ſa mere & ſes freres & ſœurs vterins, auſſi autres parens oncles ou couſins paternels, la mere emporte les meubles & conqueſts dudict enfant. Et au regard des heritages qui luy appartiennent par ſondit pere, ils viennent à ſes heritiers prochains du coſté paternel, & n'y a rien ſa mere ou ſes freres vterins: pour ce qu'ils ne luy ſont rien de ce coſté. Ar. 81. Le pere & la mere ſuccedent à leurs enfans, quand ils vont de vie à treſpas ſans hoirs de leurs corps, en meubles & acqueſts, & auſſi es heritages qu'ils leur auroient donné en mariage, feodaux ou roturiers: & payent en ce faiſant leſdis pere & mere ou l'vn d'eux les debtes dudict defunct l'accompliſſement de ſon Teſtament: pour autant qu'ils prennent de la Succeſſion au marc la liure, & les heritiers payent le par deſſus.

Mere ores qu'elle ſe remarie, ſuccede à ſon fils au premier lict, decedant ſans hoirs de ſon corps.

LAON Tit. 8. Art. 77. Si aucun va de vie à treſpas ſans hoirs procreez de ſon corps, ſes pere, mere, ayeuls, ayeule & autres aſcendans luy ſuccedent en meubles, acqueſts & conqueſts immeubles. Art. 81. Heritages † de naiſſant ne remontent au pere, mere, ayeul, ou ayeule, ſinon au cas qu'il n'y euſt parens pour ſucceder, du coſté & ligne dont ils viennent. Auquel cas appartiendront audict pere, mere, ayeul ou ayeule, ſans que tels biens de naiſſant puiſſent eſtre declarez vacans à faute d'heritier. Tit. 11. Art. 109. Et †† ſi pecune a eſté donnee par le pere ou mere pour faire employ, mariant leur enfant ou autrement au profit d'iceluy, ladicte pecune ou heritage acquis d'icelle remontera, comme eſtant le naiſſant conuentionnel & non naturel dudit enfant: tellement que luy eſtant decedé ſans hoirs de ſon corps, ſeſdits pere ou mere luy ſuccederont en ladicte pecune ou heritage acquis d'icelle, & non les freres & ſœurs & autres

† *Ceſt Art. 81. a eſté adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé, & a eſté abrogé vn Art. ancien contenant ces mots,* En la ville de Laon & Banlieue d'i-

Source : BIU Cujas

celle, les biens meubles d'vn enfant mineur &c. *ſuiuant le conſentement des Deputez de la ville de Laon: & a eſté par nous ordonné que ladite ville de Laon & Banlieue ſe regleroit ſelon la Couſtume generale.*

†† *Ceſt Art. 109. eſt accordé pour auoir lieu à l'aduenir.*

proches collateraux dudict decedé. Art. 110. Le pareil a lieu, ſi aucuns heritages auoient eſté donnez en eſpece aux enfans: tels heritages par le decez du defunct retournent au pere ou mere qui les ont donnez.

CHALONS Tit. 12. Art. 84. p. *a Laon*, Art. 77. immeubles: & non en ſes propres, qui ne remontent, ſinon és cas dont ſera cy apres faicte mention. Art. 87. Si † pere ou mere auoient donné à leurs enfans aucuns deniers en mariage ou autrement pour eſtre employez en heritages, qui leur ſeroit propre, iceux pere & mere & ſuccedent à leurs enfans auſdicts heritages acquis deſdits deniers, comme eſtant propre conuentionnel & non naturel des enfans. Art. 88. p. *a l'Art.* Art. 110. *de Laon.* Art. 96. Les heritages de naiſſant ne ſont reputez vacant, quand le defunct n'ayant deſcendans ou collateraux du coſté & ligne dont procedent les biens, a delaiſſé pere, mere, ayeul ou ayeule ou autre aſcendant: & remontent les heritages du naiſſant en ce cas, pour exclurre les Seigneurs Hauts Iuſticiers.

REIMS Tit. 2. Art. 29. Tel †† naiſſant [m] dont eſt parlé au 111. Articles precedens, remonte: c'eſt à dire reuient au pere, mere, ayeul, ayeule ou autres aſcendans, teſtateurs ou donateurs: au cas que ledit legataire ou donataire fut decedé ſans enfans procreez de ſon corps en loyal mariage, encores qu'il euſt parens collateraux. Tit. 11. Art. 313. Les † pere & mere ſuccedent à leurs fils & filles decedez ſans hoirs de leurs corps, en tous meubles & conqueſts immeubles. Et ſils ſont morts ou qu'ils ne veulent accepter la Succeſſion, leurs ayeuls & ayeules leurs ſuccedent & ſont reputez plus prochains que les freres ou ſœurs des treſpaſſez, quant aux meubles & acqueſts immeubles. Mais les freres & ſœurs heritent és heritages de naiſſant du coſté & ligne dont ils ſont procedez. Art. 314. Les ayeuls & ayeules ſuccedent auant les couſins germains, és meubles, conqueſts, acqueſts immeubles & heritages de naiſſant, qui par eux auroient eſté donnez aux treſpaſſez.

NOYON Tit. 1. Art. 10. Pere & mere, ayeul & ayeule ſuccedent à leurs enfans predecedez ſans hoirs procreez de leur corps, quant aux meubles & acqueſts immeubles. Mais quant aux heritages propres, les freres & ſœurs y ſuccedent du coſté & ligne dont ils attaignent au treſpaſſé. Art. 22. *A la fin.* Toutesfois †† tels heritages donnez par pere ou mere, retournent audit pere ou mere qui les ont donnez, ſi leſdits enfans predecedent ſans hoirs de leurs corps.

S. QVENTIN Tit. 3. Art. 41. Pere & mere ſuccedent à leurs enfans naiz en loyal mariage, ſi leſdits enfans decedent auant leurs pere & mere, ſans hoirs de leurs corps, en tous meubles, debtes perſonnelles actiues, acqueſts & conqueſts immeubles faicts par iceux enfans. Art. 42. En ſucceſſion de pere & mere propres heritages ne remontent: mais † ſi leſdits pere & mere ont donné quelque heritage à leur enfant, en aduancement d'hoirie, faueur de mariage ou autrement, & ledit enfant decede ſans hoirs de ſon corps auparauant ſeſdits pere & mere, l'heritage ainſi donné retournera auſdicts pere & mere, qui auroient donné l'heritage.

RIBEMONT Tit. 8. Art. 67. Les pere, mere, ayeul ou ayeule ou autres aſcendans ſuccedent és biens meubles, acqueſts ou conqueſts immeubles de leurs enfans, nepueux, & arrierenepueux eſtans decedez ſans hoirs procreez de leurs corps, auec leurs autres enfans, nepueux & arrierenepueux.

PONTHIEV Tit. 1. Art. 7. Quand aucun treſpaſſé meurt inteſtat ſans delaiſſer en ligne directe aucun de ſa poſterité enfant ou nepueux & delaiſſe aucuns ſes predeceſſeurs aſcendans en ligne directe, ſont preferez en la Succeſſion en meubles & acqueſts delaiſſez par le treſpas d'iceluy defunct, & excluent les collateraux.

CHAVNI Tit. 7. Art. 37. Quand aucun va de vie à treſpas ſans hoirs ou heritiers de ſon corps, ayant pere ou mere, frere ou ſœur, ou autres parens en ligne collaterale, le pere ou mere de tel decedant doit emporter & auoir, comme heritier plus prochain & habile quant à ce, les meubles & acqueſts de ſon enfant, ainſi decedé ſans heritier. Tit. 14. Art. 74. Si aucun ayant Fiefs de ſon propre naiſſant, decede ſans heritiers de ſon corps, delaiſſez aucuns ſes parens en aſcendant en ligne directe d'vne part, & autres parens en ligne collaterale, leſdicts

† *Les Art. 87. 88. & 96. ſont accordez pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 29. eſt de nouuel introduit.*

† *Les Art. 313. & 314. ſont de nouuel adiouſtez en ce que les pere & mere ayeuls & ayeules ſuccedent à leurs enfans & fils de leurs enfans non ſeulement en meubles mais auſsi en leurs acqueſts immeubles. Car par l'ancienne Couſtume ils ne ſuccedoient que aux biens meubles ſeulement. Laquelle ancienne Couſtume pour ce regard a eſté abrogee.*

†† *Ces mots, toutesfois tels heritages &c. on eſté de nouuel adiouſtez.*

† *Ces mots, Mais ſi leſdits &c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Aſcendans ſont preferez en la ſucceſsion des meubles & acqueſts delaiſſez par enfant ou neueu decedé ſans hoirs.

Fiefs de naiſſant ap-

m Argum. l. Claudius Fœlix. D. qui pot. in pign. l. de acceſſ. D. de diuerſ. & temp. præſ.

Source : BIU Cujas

parviennent aux collateraux, & non aux ascendans: qui ne succedent qu'aux Fiefs acquestez.

Fiefs de propre naissant, doiuent appartenir aux parens en ligne collaterale, si aucuns en y a du costé & ligne, dont sont venus lesdicts Fiefs, & non aux ascendans: mais és Fiefs acquestez, lesdits parens ascendans y doiuent succeder comme plus prochains.

THEROANNE Tit. 1. Art. 2. Successions ne remontent point: & s'il estoit ainsi qu'vn fils ou vne fille ayant acquis des biens allast de vie à trespas, auparauant pere & mere, iceux biens ne remontent point au pere ny à la mere, n'aux autres ascendans: mais sont & appartiennent aux freres & sœurs d'iceux trespassez, ou autres descendans d'iceux freres & sœurs en ligne collateral.

Successions ne remontent point.

BOVLLENOIS Tit. 20. Art. 70. Acquests Feodaux ou cottiers realisez ou non delaissez par les acquesteurs ab intestat sans enfans, retournent au pere & à la mere, ou à l'vn d'eux viuant: & †† le semblable se doit faire des meubles.

†† *Ces mots, & le semblable &c. ont esté de nouuel adiouſtez: lesquels sont ainsi escrits au Procez verbal,* Le pareil quãt aux meubles comme des acquests.

PERONNE Tit. 8. Art. 199. Les pere & mere n succedent à leurs enfans decedez sans hoir legitime de leur chair, aux meubles & acquests immeubles appartenans aux enfans. Et s'il n'y a ne pere ne mere, les ayeul & ayeule y succedent. Et quand il y a ayeuls & ayeules d'vn costé & d'autre succedent de chacun costé en la moitié, mais quand aux propres, lesdits pere, mere, ayeul ou ayeule ny succedent & ne remontent lesdits propres, tant qu'il y a parens collateraux pour succeder du costé & ligne, dont les propres viennent. Et s'il n'y en a aucuns, lesdits pere, mere & ascendans, y doiuent succeder. Art. 200. Toutesfois † si pere, mere, ayeul ou ayeule auoient donné à leurs enfans aucuns biens, ils leur retournent, si les enfans decedent sans hoir de leur chair, & en sont exclus les freres, sœurs & autres collateraux, encore que tel Don fut estimé propre aux enfans.

Propres ne remontent point tant qu'il y a collateraux.

† *C'est Art. 200. est ne nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir.*

MONDIDIER Art. 8. Quand aucun de ladicte ville & Banlieue donne quelque heritage ou autre droict y situé à ses enfans, ou bien ses neueux, cousins ou autres personnes où à aucuns d'eux en faueur de mariage, & si celuy, auquel telle Donation auroit esté faicte, decede sans enfans issus dudict mariage, & sans auoir disposé: en ce cas, ce qui a esté ainsi donné, retournera au donateur ses heritiers ou ayans cause: à la charge toutesfois que la femme du donataire, si elle est viuante, iouyra en Douaire, sa vie durant tant seulement de la moitié de l'heritage ainsi donné. Et sera tenue telle vefue entretenir iceux heritages bien & deuement, & payer la moitié des charges & autres redeuances foncieres & anciennes, dont est chargé tel heritage.

Choses donnees en faueur de mariage à enfans, nepueux, cousins ou autres personnes comme doiuent retourner aux donateurs, ses heritiers ou ayans cause, si le donataire decede sans enfans issus du mariage.

ARTOIS Tit. 2. Art. 107. En Succession de fils ou de filles en defaute d'hoir descendant de ligne directe, les pere & mere sont leurs heritiers en toutes choses: sauf en heritages patrimoniaux, qui ne remontent point.

ANAPPES Art. 6. Pere & mere & autres ascendans, sont hoirs de leurs enfans, ou autres descendans terminez sans enfans, ou hoirs descendans des maisons & heritages tenus dudict Escheuinage, de quelque costé qu'ils procedent.

NEVFVILLE Art. 1. Et si sont peres & meres heritiers de leurs enfans terminez sans enfans ou hoirs descendans, esdits heritages.

COMMINES Art. 18. Quand deux conioints par mariage, Bourgeois de ladicte ville, ont eu enfans ou enfant, & qu'iceux terminent vie par mort, auant pere ou mere, tous lesdits biens meubles & reputez pour meubles, competent & appartiennent au suruiuant desdits conioints à la charge de payer toutes les debtes, exeques & funerailles.

PONT A VVENDIN Art. 3. Pere & mere sont heritiers de leurs enfans terminez sans enfans ou hoirs descendans des maisons & heritages par eux delaissez tenus dudit Escheuinage.

CAMPHIN Ar. 6. Vn pere ou mere est heritier de son enfant terminé sans enfant ou hoir descendant és heritages tenus de ladicte Seignourie: & en faute de pere ou mere, le grand pere ou grand mere.

BAPPALMES Tit. 1. Art. 9. En Succession de fils ou de fille, en defaut d'hoir descendant de ligne directe, les pere & mere sont leurs heritiers en toutes choses: sauf en heritages Feodaux seulement.

L'ALLEVE Tit. 1. Art. 4. Si aucun va de vie à trespas, sans hoir procreé de sa chair en leal mariage, delaissant vn ou plusieurs freres & sœurs viuans, & ses

n Par Arrest du 12. Mars 1575. sur vn appel interietté du Baillif de Chartres fut la mere maintenue & gardee en la possessiõ des meubles & acquets de sa fille, comme son heritiere contre les heritiers collateraux, suiuant la Coustume de Chartres, nonobstant les mots de l'Ordonnance, Nonobstãt quelques &c. Par Arrest du 1. iour d'Octobre 1575. pour François de la Mothe & sa femme, contre Iean Allose & sa femme, a esté iugé en ceste Coustume que l'Edict du Roy Charles 9. des meres n'a point delieu en pays Coustumier & ou il y a disposition contraire: per Auth. Defuncto C. Ad Tert. Pareil Arrest prononcé en robbes rouges par M. le President du Harlay le 18. Auril 1576 ainsi que i'ay noté sur ladicte Ordonnance de l'an 1567. & cy dessus sur la Coustume de Paris. Laquelle a lieu en la Succession du fils decedé sans faire testament. D'autant que la mere au cas que le fils ait faict testament doit auoir la portion legitime sur les biens dudit defunct son fils Ce qui a lieu quand la femme ou autre personne estrange est instituee heritier par le fils: à laquelle la mere du testateur doit estre preferee suiuant l'equité. Ainsi qu'il fut iugé par Arrest donné le 28. iour de Nouembre 1579. sur vn appel interietté du Seneschal de Lyon ou son Lieu-

Source : BIU Cujas

tenant en Beauiolois, entre François Saladin appellant, & Ysabelle Mandart intimee. Ceſt Arreſt eſt recité par Chopin 3. des Couſtumes d'Aniou chap. 111 Tit. 2 comme auſſi il allegue pareil Arreſt prononcé ſolennellement aux Arreſts de la Pentecoſte 1588. ſur vn appel du Preſidial de Rion en Auuergne : par lequel il fut decidé que l'vſufruict, qui eſt reſerué à la mere au lieu de ſa portion legitime eſt pris ſeulement des ſucceſſions de ceux qui decedent ſans faire Teſtament.

pere & mere, ou l'vn d'iceux : leſdicts pere & mere en la Succeſſion de leurs enfans, excluent les freres & ſœurs du treſpaſſé.

Pere ou mere eſt ſeul heritier de ſon fils.

TOVRNAY Tit. 24. Art. 7. Le pere ou mere ſuruiuant eſt ſeul heritier de ſon enfant predecedé ſans heritier deſcendant.

Pere, mere aieuls ou aieules ſont ſeuls heritiers de leurs enfans en meubles & acqueſts immeubles.

CAMBRAY Tit. 12. Art. 7. Les peres & meres, ou à defaut d'iceux, les ayeuls & ayeules, ceſſante la ligne deſcendante, ſont ſeuls heritiers de leurs enfans legitimes en tous biens meubles & acqueſts immeubles.

Pere ou mere eſt hoir mobiliaire : à la charge de payer les debtes.

LILLE Tit. 1. Art. 5. Vn pere ou mere eſt hoir mobiliaire de ſon enfant terminé ſans vie procreé de ſa chair en leal mariage : à la charge de payer les debtes.

Succeſſion en ligne directe ne monte point.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 7. Art. 14. Succeſſion en ligne directe ne monte point : c'eſt à ſçauoir que le pere ou la mere ne ſuccedent point à ſon fils ou fille n'aux enfans de ſon fils ou fille, quant aux heritages anciens paternels ou maternels : mais le pere ſuccedera ſeul & pour le tout és biens que ſes enfans auront euz de luy. Et au regard des autres biens, meubles, & acqueſts faits par les enfans, leur pere & mere y ſuccederont, auec leurs freres & ſœurs, & les enfans deſdits freres & ſœurs & non autres & ſelon forme de Droict : & en ce cas leſdicts pere & mere demourront veſtus & ſaiſis deſdits biens, eſquels ils ſuccederont à leurs enfans. Art. 15. Les †† Succeſſions des deſcendans aux aſcendans ſeront reglees ſelon l'Art. de la Couſtume : laquelle pour ce regard demourera en ſa force & vigueur : nonobſtant l'Edict donné à S. Maur ou mois de May 1567. pour le faict du Reglement de la Succeſſion des meres à leurs enfans. Auquel Edict a eſté derogé pour le regard du pays de Bourgongne ſuiet à ladicte Couſtume.

Succeſſions des deſcendans aux aſcendans reglees ſelon la Couſtume nonobſtant l'Edict 1567.

†† *Ceſt Art. 15. eſt de nouuel adiouſté.*

Ordonnance touchant la ſucceſſion des meres à leurs enfans n'a lieu en Bourgongne.

COMTE DE BOVRG. Chap. 3. Art. 44. Succeſſion abinteſtat ne monte point en ligne directe, ſi ce n'eſt au regard des meubles & acqueſts & Donations faictes par les pere & mere ou l'vn d'eux à leurs enfans.

Pere & mere ou autres aſcendans comme ſuccedent aux meubles & cõquets.

NIVERNOIS Chap. 34. Art. 4. Les enfans deſcendans defaillans, les pere & mere & autres aſcendans du defunct, *gradatim* ſuccedent en ſes biens meubles & conqueſts, à la charge des debtes & frais funeraux, tant que leſdicts meubles & conqueſts ſe pourront eſtendre : toutesfois ils auront le chois de prendre ſeulement leſdits meubles franchement & ſans payer les debtes & frais funeraux : au cas que leſdits conqueſts & heritages pourront à ce fournir : & à defaut des aſcendans, les plus prochains parens du defunct, y ſuccedent ſelon les limitations toutesfois deſſous declarees. Art. 5. Et quant aux conqueſts & heritages, defaillans leſdits aſcendans & deſcendans reſpectiuement, les freres ou ſœurs du treſpaſſé, en ſont heritiers, & y ſuccedent : & en defaut d'eux, les conqueſts appartiennent aux plus prochains collateraux deſdicts defuncts. Et quant aux anciens heritages, ils appartiennent & retournent aux aſcendans en ligne directe, dont ils ſont procedez : & ſ'ils ne ſont procedez, appartiennent aux plus prochains du ſang, venans & deſcendans de l'eſtre, tronc & ligne, dont leſdits heritages ſont venus & procedez : ſauf toutesfois les limitations cy deſſous declarees. Art. 9. Les pere & mere & autres aſcendans en ligne directe, combien qu'ils ne ſuccedent en anciens heritages, neantmoins ils ont l'vſufruict des heritages procedans de leurs eſtre, eſcheus à leurs enfans par ſucceſſion collateral.

Propre heritage ne monte point, tant qu'il y a deſcendans en droicte ligne ou collateraux.

MONTARGIS Chap. 15. Art. 7. Propre heritage ne monte point par Succeſſion au pere & mere, ayeul & ayeule ou autres aſcendans en ligne directe tant qu'il y a deſcendans en droicte ligne ou collateraux de ſouche & propre retrayable, deſquels deſcende le propre : autrement ſuccedent le plus prochains, ſoit aſcendans ou collateraux. Art. 9. Quand pere & mere, ayeul ou ayeule ou l'vn d'eux donnent aucune choſe en traicté de mariage à leurs enfans ou aucuns d'eux, pour eſtre leur propre heritage, & le donataire va de vie à treſpas ſans heritiers en droicte ligne, delaiſſe pere ou mere, ayeul ou ayeule, & des freres & autres parens en ligne collaterale, à iceux parens en droicte ligne retournent les heritages par eux donnez audict defunct.

Pere, mere ou autres aſcendans ſuccedent aux choſes par eux donnees à leurs enfans en faueur de mariage ſ'ils decedent ſans enfans

Source : BIU Cujas

ORLEANS Tit. 17. Art. 313. † p. *a Paris*. Art. 311. mere & à leur defaut, ayeul ou ayeule ſuccedent &c. immeubles. Toutesfois où il y auroit aucuns freres ou ſœurs du decedé, ledict ayeul ou ayeule ne ſuccedent aux acquets & conqueſts: ſinon en vſufruict à leur caution iuratoire. Art. 314. Propre heritage ne remonte par Succeſſion en ligne directe, aux pere, mere, ayeul ou ayeule & autres aſcendans. Art. 315. p. *à l'Art.* 313. *de Paris* Art. 316. p. *à Paris*. Art. 314. †† d'eux en baillant caution, s'ils l'a peuuent bailler, d'entretenir les heritages & payer les charges foncieres & droicts Seigneuriaux: ſinon à leur caution iuratoire. Et apres le decez &c. deſdits heritages &c. Art. 317. Si l'enfant fait &c. p. *a Paris*. Art. 315. & il decede apres ſans enfans &c.

NORMANDIE Chap. 11. Art. 241. Pere & mere, ayeul & ayeule ou autre aſcendant, tant qu'il y a aucun deſcendu de luy viuant, ne peut ſucceder à l'vn de ſes enfans. Art. 242. Les pere & mere excluent les oncles & tantes à la Succeſſion de leurs enfans: & les oncles & tantes excluent l'ayeul & l'ayeule en la Succeſſion de leurs neueux & niepces, & ainſi des autres. Art. 309. Le pere prefere la mere en la Succeſſion des meubles, acqueſts & conqueſts de leur fils ou fille, & la mere prefere les ayeuls ou ayeules paternels ou maternels. Ar. 310. L'ayeul paternel prefere le maternel en ladicte Succeſſion. Art. 311. L'ayeule paternelle prefere l'ayeul & l'ayeule maternelle.

TOVRS Tit. 25. Art. 283. Si l'vn des puiſnez tenans leur partage enſemble, ayans acquis meubles ou heritage, decede ſans hoir de ſa chair, les acqueſts & meubles appartiendront aux autres puiſnez, ſi prendre le veulent: † pourueu toutesfois qu'il n'y euſt pere ou mere ou autres aſcendans. Car audict cas les meubles & acqueſts appartiendront aux pere ou mere, & en leur defaut aux ayeul ou ayeule, ou autres aſcendans, ſi bon leur ſemble, aux charges de ladite Couſtume. Tit. 27. Art. 310. Les †† pere & mere Nobles ou roturiers ſuccedent à perpetuité aux meubles & acqueſts pour le tout de leurs enfans: à la charge de payer les debtes perſonnelles, frais funeraux & Dons teſtamentaires mobiliaires. Et quant aux propres des enfans, les pere, mere, & autres aſcendans n'y ſuccedent: ains les autres plus proches parens collateraux, ſelon l'eſtoc & branchage dont les propres ſont procedez, y ſuccedent, gardans quant à ce le droict de repreſentation. Et s'il ne treuue parent collateral du branchage ou d'autre, les pere & mere ſont preferez au Fiſque. Art. 311. Toutesfois ſi pere ou mere auoient donné à leur fils ou fille en faueur de mariage ou autrement, aucuns deniers pour eſtre employez en propre, & leſdits fils ou filles decedaſſent ſans hoirs de leur chair, ledict pere ou mere donateur y ſuccedera entierement, comme n'eſtant propre naturel, ains conuentionnel: & pareillement leur ſuccedera ledict donateur és heritages qui leur auroit donnez. Art. 312. Et ſi ledit treſpaſſé n'a pere ne mere, mais ayeul ou ayeule ou autres aſcendans de deux coſtez, chacun d'eux aura la moitié des meubles & conqueſts, & payera par moitié les debtes frais funeraux, dons & legs. Et s'il n'y auoit ayeul ou ayeule ne prendra que la moitié des meubles & acqueſts, & les heritiers collateraux de l'autre coſté, auront l'autre moitié, & payeront les debtes, comme deſſus. Art. 313. Toutesfois les pere ou mere, ayeul ou ayeule pourront, ſi bon leur ſemble, renoncer auſdits biens: ce †† qu'ils ſeront tenus faire dedans xl. iours apres le decez deſdits enfans ou autres deſcendans venu à leur congnoiſſance: & en ce cas les autres heritiers ſeront tenus de toutes les debtes & accompliſſement du Teſtament.

ANIOV Tit. 12. Art. 237. Si le fils ou fille Noble ou Couſtumiere va de vie à treſpaſſement, ſans heritier iſſu de ſon corps, ſes pere & mere, s'ils le ſuruiuent ou celuy d'eux qui ſuruiura, luy ſuccederont quant aux meubles: & en iceux acceptant ſeront ſuiects de payer les debtes perſonnelles & arrerages de rentes & deuoirs qui pourroient eſtre deuz par leſdits fils ou fille, d'accomplir l'execution du Teſtament dudit fils ou fille. Car par la Couſtume du pays qui prent & accepte vniuerſellement les meubles du decedé, eſt tenu payer & acquiter ſes debtes, & qui en prend portion par maniere de quotité, eſt tenu *pro quota*. Art. 270. Si aucuns enfans ayãs meubles ou immeubles vont de vie à treſpaſſemẽt ſans hoirs de leurs corps ou repreſentation directe d'iceux, leurs biens meubles eſcheent à leur pere & mere, ou à celuy d'eux qui ſuruiura leſdits enfans: & au regard des choſes immeubles audit cas les pere & mere & celuy qui ſuruiura, en auront l'vſufruict pour le tout: & les plus prochains lignagers collateraux, chacun en ſa ligne en auront la proprieté. En en defaut deſdits pere & mere & chacun d'eux, les biẽs meubles & immeubles eſcheent à leurs prochains lignagers en leur ligne

† *Ceſt Art. 313. eſt tiré du 258. de l'ancien, & ce qui a eſté adiouſte eſt pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ces Art. 316. & 317. ont eſté accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

Pere & mere ou autre aſcendãt ne peut ſucceder à ſon enfant, tant qu'il y a aucun deſcẽdu de luy.

Pere & mere excluent les oncles & tantes en la ſucceſſion de leur fils.

Oncles & tãtes excluent en la ſucceſſion de leurs nepueux les pere & mere

Pere, mere ou autres aſcendãs ſuccedent aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles.

† *Ces mots, Pourueu toutesfois &c. ont eſté de nouuel adiouſtez, pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ces Art. 310. 311. & 312. ont eſté accordez pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé & mis au lieu des 16. & 17. Art. de ce Titre.*

Debtes perſonnelles frais funeraux & Dons teſtamentaires par les pere, mere &c.

Repreſentatiõ.

Pere & mere preferez au Fiſque.

Des donations faictes par les pere ou mere à leurs enfans.

Propre conuẽtionnel & non naturel remonte

Pere, mere & autres aſcẽdans tenus dans xl. iours à renõcer aux meu-

Source : BIU Cujas

bles & acqueſts.

† *Ces mots,* Ce qu'ils, *&c. iuſques à ce mot,* cognoiſſance, *inclus, ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

Pere & mere ſuccedent quant aux meubles, en payant les debtes perſonnelles & arrerages de rentes & deuoirs deuz par le fils, & accompliſſant le Teſtament.

Qui prend tous les meubles, payent les debtes: & ſi partie, en paye au pro rata.

Pere & mere ont ſeulement les meubles de leurs enfans decedez ſans hoirs de leurs corps, & l'vſufruict des immeubles.

Ayeul & Ayeulle ne ſuccedent aux meubles & vſufruit des immeubles.

ligne collaterale. Car ſuppoſé qu'ils euſſent ayeul ou ayeule, ils ne recueilliront leſdits meubles & vſufruicts.

LE MAINE T.13. Art.254.p. *à l'Art.*237. *d'Aniou.* Art.288.p. *à Aniou.* Art. 270. eſcheent par Succeſſion à leur pere & mere ou à celuy d'eux, &c. immeubles que leſdits pere ou mere, leur auroient donné, ſoit par mariage ou autrement: audit cas leſdits pere ou mere ou celuy dont procederoit ledit Don en auroit l'vſufruict, ſans preiudice des Douaires & les plus, &c. auroit la, &c.

GRAND PERCHE Tit.8. Art.155. Quand aucun va de vie à treſpas ſans hoirs de ſa chair ſes freres & ſœurs & autres collateraux de degré en degré luy ſuccedent quant aux heritages propres: & quant aux meubles & acqueſts immeubles dudit defunct, le pere ou mere, ayeul ou ayeule ſelon leur ordre, y ſuccedent. Art.156. Toutesfois †† ſi pere, mere, ayeul ou ayeule auoient donné à leurs enfans aucun heritage pour leur eſtre propre, & les enfans decedaſſent ſans hoirs de leur chair, le donateur ſuccedera audit heritage, comme eſtant propre conuentionnel & non naturel.

†† *Ceſt Art. 156. eſt de nouuel introduit.*

CHASTEAV-NEVF Chap.18. Art.124. Le pere & la mere, ayeul ou ayeule ſuccedent aux biens meubles & conqueſts immeubles de leurs enfans qui decedent ſans hoirs de leur chair ſeulement, & non és propres, par ce que propre ne remonte point.

Propre ne remonte point.

CHARTRES Chap. 18. Art.101. p. *à Chaſteau-neuf.* ſuccedent, &c. *iuſques a ce mot,* chair, *inclus.*

BLOIS Chap.11. Art.149. En defaut d'hoir en ligne directe, la Succeſſion du fils ou neueu, quant aux biens meubles & conqueſts immeubles, ſ'en va aux aſcendans de degré en degré: c'eſt à ſçauoir au pere, mere, ayeul ou ayeule; & en excluent les freres & ſœurs & autres collateraux du defunct. Art.150. Mais quant aux heritages qui ſeront eſcheus au defunct par Succeſſion, ils ſ'en vont aux collateraux plus prochains du defunct, du coſté dont procedent leſdits heritages. Art.151. Si toutesfois leſdits heritages auoient eſté acquis par pere ou mere, & ils fuſſent depuis eſcheus par Succeſſion d'eux à leurs enfans: en ce cas leur ayeul ou ayeule, du coſté dont ſeroit venu ledit acqueſt, leur ſuccederoit audit acqueſt.

Ayeul ou ayeulle ſuccede aux acqueſts acquis par pere & mere, venus à leurs enfans decedez ſans hoirs de leur chair.

DVNOIS Chap.14. Art.74.p. *à Montargis.* Art.7. & autres aſcendans en ligne directe.

Pere & mere, ayeul ou ayeulle ſont heritiers du treſpaſſé: & ne ſont tenus aux debtes, ſinon ſubſidiairement: & ont l'vſufruict des acqueſts & conqueſts immeubles.

BERRY Tit.19. Art.3. Et où il y auroit o pere ou mere, ou en defaut d'iceux, y auroit ayeul ou ayeule, p ou en defaut d'ayeul ou ayeule, autre aſcendant en ligne directe, tous les meubles du treſpaſſé luy appartiennẽt en pur gain: ſans ce qu'il ſoit tenu payer aucunes debtes, ſi n'eſt ſubſidiairement en defaut de tous autres biẽs, & auſſi luy appartient l'vſufruict des acqueſts & conqueſts immeubles du treſpaſſé. Art.4. Et † ſi les pere & mere ſuruiuent tous deux à leurs enfans, gaignent les meubles de leurs enfans, & ont l'vſufruict de leurs acqueſts & conqueſts immeubles par egales portions. Et le ſemblable quãt à l'ayeul ou ayeule ou autres aſcendans, & les plus prochains en degré deſdits aſcendans au decedé, ſont preferez à ceux qui ſont en degré plus diſtant: comme les pere & mere aux ayeul & ayeule: & les ayeul ou ayeule aux autres aſcendans, ſ'il y en auoit de plus diſtans en degré. Art.5. Et †† ſi aucun des aſcendans en ligne directe auoit donné aucuns heritages au treſpaſſé, qui decede ſans hoirs deſcendans de ſon corps, ils retournent au donateur librement & ſans charges de debtes perſonnelles: mais non quant aux charges reelles: deſquels leſdits heritages demeurent chargez: lequel donateur toutesfois ſera tenu ſubſidiairement au payement des debtes, où le demeurant des biens du defunct ne ſuffiroit: & ce iuſques à la concurrence des choſes donnees à luy retournees.

† *Ceſt Art 4. eſt nouuel quãt au gain de l'vſufruict des acqueſts.*

BOVRBONNOIS Chap.25. Art.314. Les aſcendans ne ſont heritiers; & ne ſuccedent à leurs deſcendans en ligne directe: reſerué les peres & les meres & † ayeuls & ayeules paternels ou maternels reſpectiuement: leſquels ou l'vn d'eux apres le decés l'vn de l'autre, ſuccedent à leurs enfans és biens meubles, &

Les plus

o En ceſte Couſtume aucuns eſtiment que les creanciers du defunct decedé ſans hoirs procreez de ſon corps, ſe peuuent adreſſer contre les pere & mere, qui prennent les meubles en pur gain, par vertu de la Couſtume, ſans diſcuter les heritiers des propres: D'autãt qu'ils peuuent ſommer leſdits heritiers de les acquiter enuers leſdits creanciers. Les autres tiennent du contraire: & faut que les heritiers ſoient premier diſcutez. D'autant que les pere & mere ſont tenus ſubſidiairement aux debtes, en defaut de tous autres biens, ainſi qu'il eſt porté par le 3. Article de ce-

Source : BIU Cujas

proches entre les aſcendans à la ſucceſſion mobiliaire ſont preferez.

†† *Ceſt Art. 5. eſt nouuelle Couſtume.*

Aſcendant recouure les choſes par luy donnees au treſpaſſé decedant ſans hoirs de ſon corps.

Aſcendant Donateur tenu aux debtes ſubſidiairement.

† *Ces mots,* ayeuls & ayeules, paternels ou maternels, *ſont de nouuel adiouſtez.*

Pere, mere & ayeuls & ayeulles ſuccedent en meubles & conquests, auec les autres freres & ſœurs germains, ou enfans deſcendans d'eux: & en forcluent les freres & ſœurs vterins & paternels & autres parens.

ſte Couſtume : & doi uent leſdits pere & mere auoir leſdits meubles en pur gain. Et ainſi par Arreſt du Parlement ſeant à Tours le 13. Feurier 1593. entre Iean Pallienne & Iean Barjon à cauſe de leurs femmes, & Marie Blanchard vefue de defunct Tayon, & Claude Tayon, reſpectiuement appellans du Bailly de Berry ou ſon Lieutenant a Yſſoudun : par lequel en infirmant la ſentence de laquelle eſtoit appel, furent adiugez à ladicte Blanchard tous les meubles de defunct Siluain Tayon ſon fils en pur gain ſuiuant la diſpoſition de la Couſtume. Comme auſſi luy fut adiugé l'vſufruict des acqueſts dudit defunct Siluain Tayon, qui auoient eſté payez, durant & ſubſiſtant la communauté : demourans les autres acqueſts, deſquels le payement n'auoit encores eſté faict, aux heritiers collateraux dudit defunct Siluain Tayon, en les payant. Notez que par ladite Sentence il eſtoit dit qu'elle auroit les meubles dudit defunct Siluain Tayon en pur gain : fors ceux qui eſtoient periſſables, & les obligations & autres choſes que ladite Blanchard deuoit employer en l'acquit des debtes. Ce qui a eſté corrigé par ledit Arreſt. Au reſte l'ancienne Couſtume de Berry eſcrite à la main. Art. 3. porte ces mots. La Couſtume des enfans qui meurent qui ont pere ou mere eſt telle, ſe vn enfant meurt ſans hoir deſcendant de ſon corps, tous li meubles viendra franchement au pere ou à la mere : & cil qui aura les herita ges payera les debtes. Et ce eſt gardé à Bourges & és lieux voiſins.

p Ceſte Couſtume de Berry voulant qu'au defaut de pere & mere, l'ayeul ſuccede aux meubles & conqueſts : & ſur ce que la mere s'eſtant rendue indigne & ayant renoncé à la ſucceſſion d'vne ſienne fille, les freres vterins voulurent heriter interpretans que la ſucceſſion eſtoit caduque & non vacante par mort. Ils obtiennent pardeuant le premier Iuge. Appel par l'ayeulle: fut par Arreſt du premier iour d'Aouſt 1580. plaidant Bernard contre André mal iugé, emendant fut la ſucceſſion adiugee à ladite ayeulle, en interpretant ce mot, à defaut, pro quocumque genere vacationis.

aux conqueſts faicts par leurs enfans decedez, auec les autres freres & ſœurs germains ou leurs enfans par egale portion. Et ſ'il n'y a freres ou ſœurs germains ou enfans deſcendans d'eux, les pere ou mere, ayeul, ayeule deſſuſdits ſont entierement heritiers des meubles & conqueſts, & en forcluent les freres & ſœurs vterins, & paternels & autres parẽs. Et ſont leſdits pere & mere, ou en defaut d'eux, l'aieul ou ayeulle, chacun vn chef: & les freres & ſœurs germains chacun vn autre: & les enfans deſdits freres ou ſœurs germains, vn chef ſeulement : poſé qu'ils fuſſent pluſieurs : & en outre, les pere & mere, ayeuls ou ayeulles ſuccedẽt entierement à leurs enfans és biens que leſdits pere & mere, ayeul ou ayeulle leur auroient donnez, & en ſont ſaiſis au cas qu'il n'y aura enfans deſdits enfans.

Pere, mere, ayeul ou ayeulle ſuccedent pour le tout és choſes donnees.

q Balde conſ. 83 in 9. parte & in l. 2. D. de his qui ſui ſunt vel alieni iuris, diſent que les Couſtu. priuans les aſcendans de la ſucceſſion des deſcendans eſtre iniques, & ne deuoir eſtre tollerees.

Avvergne Chap. 12. Article ſecond. Les q pere, mere & autres aſcendans ne ſuccedent aux deſcendans. Article troiſieſme. Toutesfois à eſté aduiſé par les Eſtats, que pour l'aduenir ladite Couſtume n'ait lieu quãt aux meubles & conqueſts autrement faicts & aduenus és deſcendans, que par hoirie & ſucceſſion ab inteſtat, & qu'en iceux les aſcendans ſuccedent. Art. 7. A iceux biens acquis ſont preferez les aſcendans tant paternels que maternels, en defaut des deſcendans.

Aſcendans ne ſuccedent aux deſcendans.

Aſcendans ſuccedent és meubles & cõqueſts.

Esbrevle Article ſecond. Le pere ou la mere ſuccede à ſon enfant és biens meubles & conqueſts leſquels il a recueilly & luy ſont aduenus par le treſpas de ſa mere.

La Marche Chap. 19. Art. 224. Le †† pere & la mere, ayeul ou ayeulle ſuccedent à leurs enfans & neueux en * droicte ligne, decedans ſans hoirs naturels & legitimes, quant aux meubles & conqueſts : & quant à ce, ſi le pere, mere, ayeul ou ayeule leur auoient faict Donation en aduancement d'hoirie ou autrement de rente ou de choſe immeuble, telle rente ou choſe immeuble ainſi donnee, ſera en ce cas reputee acqueſt audit enfant ou neueu : tellement qu'en ce y ſuccedera le pere, mere, ayeul ou ayeulle, combien qu'en autres cas ſortiſſe nature de propres.

†† *Ceſt Art. 224. a eſté corrigé par ce qu'il eſtoit trop obſcur.*

* Aliàs, *directe.*

Donation de rente ou choſe immeuble faicte par le pere, mere, ayeul ou ayeulle, à leurs enfans, retourne auſdicts pere, mere, &c. ſi l'enfant decede ſans hoirs de ſon corps, & eſt reputee acqueſt ores qu'en autre ſorte nature de propre.

Lodvnois Chap. 29. Art. 13. Le pere ou mere viennent à la Suceſſion du meuble de leurs enfans decedez ſans hoir de leur chair : à la charge des debtes perſonnelles, funerailles & ordonnances perſonnelles faictes par Teſtament ſur iceluy meuble : & aux immeubles ou heritages leurs heritiers ſuccederont. Article 14. Et ſi le treſpaſſé n'a pere ne mere, mais ayeul ou ayeulle, chacun deſdits ayeul ou ayeulle aura la moitié des meubles, & payera la moitié des funerailles, debtes & legs perſonnels faicts par Teſtament : & ſes heritiers en ligne, où il n'y aura ayeul ou ayeule, auront la moitié & payeront comme deſſus. Article 15. Si bon leur ſemble, leſdits pere ou mere, ayeul ou ayeulle y pourront bien renoncer : & les auront leurs heritiers, & payeront toutes debtes, & accomplirõt l'execution dudit Teſtament.

Source : BIU Cujas

Pere & mere ſont hoirs des meubles de leur enfant decedé ſans hoir de leur chair, à la charge de payer les debtes perſonnelles, funeraille & ordonnances perſonnelles.

Pere, mere, ayeul ou ayeulle peuuent renoncer aux meubles.

Pere & mere comme ſuccedent à leurs enfans.

POICTOV Tit.6. Art.284. Pere, † mere, ayeul ou ayeule & autres aſcendans ſuccedent à leurs enfans decedez ſans hoirs procreez de leur chair, en leurs meubles & acqueſts immeubles: Toutesfois ſi les enfans auoient freres ou ſœurs, les pere, mere, ayeul ou ayeule ſeront tenus leur garder les acqueſts pour eſtre entr'eux partagez, comme ſuccedans à leur frere predecedé. Et quant aux heritages anciens, les pere, mere & autres aſcendans ne ſuccedent à leurs enfans, ains les deſcendans & collateraux: ſinon en defaut d'iceux. Art. 285. Mais †† où le pere ou mere, ayeul en mariant ſon fils ou fille, aura baillé aucuns deniers pour eſtre conuertis & employez en heritages pour eſtre propres à eux ou aux leurs, ledit fils ou fille decedant ſans hoirs procreez en loyal mariage, leur pere, mere, ayeul ou ayeule ou autres aſcendans qui auroiẽt baillé les deniers à la charge ſuſdite, leur ſuccederont és heritages acquis, comme eſtant propres conuentionnels & non naturels: & en pourront diſpoſer, comme de leur propre choſe.

† *Ceſt Article 284. a eſté mis au lieu du deux cent dix-ſeptieſme Article ancien, pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Heritage acquis des deniers donnez par pere ou mere à leurs enfans, pour conuertir en heritage, eux decedez ſans enfans, leur retourne.

ANGOVMOIS Chap.7. Art.86. Et quand aucun decede ſans hoirs naturels & legitimes procreez de ſa chair, & il ait biens meubles & immeubles, deſquels il n'auoit autrement diſpoſé, & iceluy defunct a pere ou mere, ayeul ou ayeule & lignagers collateraux, leurs biens meubles viennent aux aſcendans ſelon leurs degrez, & non aux collateraux: poſé ores que le defunct n'euſt que biens meubles.

†† *Ceſt Art. 285. a eſté de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Aſcendans ſuccedent aux meubles quand les enfans decedent ſans hoirs de leur chair, & non aux collateraux.

LA Rochelle, Chap.18. Art.52. Toutesfois & quantes qu'aucun va de vie à treſpas ſans hoirs deſcendans de ſa chair, delaiſſez ſes pere & mere ou l'vn d'eux, & autres ſes parens & lignagers, leſdits pere ou mere ſuccedent és meubles & acqueſts: & leſdits parens & lignagers, és heritages, ſi leſdits enfans n'ont aucunement diſpoſé des meubles & immeubles.

XAINCTONGE Tit.11. Art.97. Si aucun deſcendant en droite ligne va de vie à treſpas, ſans hoirs procreez de ſa chair, delaiſſez pere & mere, ou autres aſcendans, freres & ſœurs, ou autres collateraux, les pere & mere ou autres aſcendans, *ſecundum gradus prærogatiuam*, luy ſuccedent és biens meubles, & † és biens, qu'il ou ſon predeceſſeur aſcendant auroit donné au deſcendant decedé, & és acqueſts auec les freres & ſœurs ſ'il y en a: & ſ'il n'y en a, ſuccederont ſeuls eſdits acqueſts. Et és heritages ſuccedent les freres & ſœurs ou autres collateraux, ceux qui ſont du branchage dont les heritages ſont prouenus.

Pere & mere ſuccedent aux meubles & acqueſts de leurs enfans decedez ſans hoirs: & les perens collateraux aux propres, ſi les enfans n'ont diſpoſé des meubles & immeubles.

BORDEAVX Chap.5. Art.57. Si celuy qui decede a pere ou mere ou autres aſcendans, iceux pere ou mere ou autres aſcendans ſuccederont au tiers, les trois faiſant le tout deſdits biens venus par Succeſſion, pour leur legitime. Et ſi l'enfant auoit freres ou ſœurs, le tiers ſera diuiſé egalement entre les pere, mere & les freres & ſœurs ſuruinans. Art.58. Au cas ſuſdit, les debtes, funerailles & autres charges hereditaires ſe payeront ſur tous les biens delaiſſez par le defunct. Art.59. Ladite Couſtume ſ'entend, en quelque façon que les biens viennent par Succeſſion, poſé ores que ce ſoit par vne ſeule Succeſſion.

† *Ces mots, & és biens qu'il, &c. iuſques à ce mot, decedé, inclus ſont mis au lieu des anciens qui ont eſté rayez pour eſtre ainſi gardez à l'aduenir: iaçoit que par cy deuant le pere & la mere ou autre aſcendant ſuccedaſſent ſeulement és biens meubles du deſcendant decedé.*

ACS Tit.2. Art.22. En ligne aſcendante quand aucun eſt decedé ſans enfans & freres, delaiſſez des aſcendans en droite ligne, les biens d'iceluy retournent à l'aſcendant du coſté, duquel ils eſtoient prouenus au decedé. Art.23. Et ſ'ils ſont biens acquis nouuellement par le decedé, & ſont heritages nobles ou acquis és lieux, ou le maſle ſuccede, la femelle excluſe, l'aſcendant maſle plus proche ſuccede en tels biens: & en defaut de maſles, la plus proche des femelles ſuccede vniuerſellement. Art.24. Mais és biens ruraux acquis par le decedé és lieux, où tous ceux qui ſont en pareil degré ſuccedent, les aſcendans en droicte ligne, tous qui ſont appellez en pareil degré, ſuccedent par teſtee: & ſ'ils ne ſont en pareil degré, le plus proche des aſcendans ſuccede. Art. 25. Où l'aſcendant maſle autre que le pere exclud la mere, ſ'entend reſerué la legitime: laquelle eſt deuë à la mere és biens acquis par ſon fils, ou en heritage ou argent au chois du ſuccedant. Art.26. S'il y a freres ou ſœurs du decedé concurrens auec

Ascendans comme ont le tiers des biens.
Debtes, funeraille & charges hereditaires comme seront payees.
Biens du decedé sans enfans & freres retournent à l'ascendant dont ils sont prouenus.
Ascendant succede és biens acquis nobles, és lieux où le masle succede seul : & en defaut de masle, l'aisnee: mais és lieux ruraux acquis par testee, estans en pareil degré, sinon le plus proche.
Legitime est deue à la mere.
Ascendans succedent auec les freres & sœurs du decedé sans hoirs selon droict.

l'ascendant ou ascendans, succedent auec les ascendans, comme le Droict commun veut: gardee toutesfois la distinction & difference que la Coustume fait entre heritages nobles ou autres, assis és lieux, où le masle exclud la femelle és biẽs ruraux assis en autres lieux.

S. Sever Tit.12. Art.43. Le pere ne succede à ses enfans aux biens à eux obuenus par la ligne maternelle, ne la mere aux biens obuenus par la ligne paternelle: mais les biens retournent aux plus prochains parens de l'estoc & ligne, d'où ils sont venus.

Paterna paternis: materna maternis.

Bayonne Tit.12. Art.10. En defaut de descendans és biens acquis par le decedé sans faire Testament succede en la moitié de tels biens, celuy des pere ou mere qui sont en vie, ou tous les deux par egales parties, s'ils sont en vie au tẽps du decés de l'enfant acquerant. Art.11. Et l'autre moitié est exposee pour l'ame du defunct, les freres & sœurs du defunct totalement exclus. Artic.16. Des biens de conqueste faits par les pere ou mere durant leur mariage, obuenus à l'enfant decedé sans enfans & faire Testament, la moitié est exposee pour l'ame du defunct: & l'autre moitié succede celuy des pere ou mere, qui est en vie, les peres, &c. Art.24. Succession de biens auitins ou de conqueste faits par les pere ou mere deuant leur mariage solennisé, ne monte iamais soit en droicte ligne ou transuersale, tant qu'il y a des parens collateraux du decedé en pareil branchage, ou plus bas branchage transuersal, que le decedé descendant du tronc de l'acquerant. Article 34. Ce que dit est de la maniere de succeder en biens auitins ou de conqueste faite par les pere ou mere auant le mariage ou iceluy durant, obuenus au decedé sans enfans & faire Testament, a lieu où ils sont prouenus au decedé par Succession vniuerselle ou particuliere escheuë par mort. Car si tels biens sont prouenus au decedé sans enfans & faire Testament, par Donation entre vifs, soit simple ou causee par Dot, Donation pour nopces ou autrement, ils retournẽt au donnant s'il est en vie: posé qu'il n'ait esté dit en faisant la Donation: & si le donnant n'est en vie, est gardé ce que dessus en ce Titre est dict és Articles, faisans mention de la forme de succeder en tels biens.

Pere & mere succedent pour la moitié aux biẽs acquis de leurs enfans decedez sans faire Testament par egale portion: & idem des conquests, & l'autre moitié pour l'ame du defunct.

Succession des biẽs auitins ou de conqueste ne monte point en ligne directe ou collaterale, tant qu'il y a collateraux.

La Bovrt Tit.12. Art.7. Et s'il n'a enfans. r ses pere & mere succedent egalement ou le suruiuant entierement, en la maniere que dessus: & en defaut de pere & de mere, les plus proches parens du defunct: & en ce cas, où il n'y a enfans, par la Coustume, la tierce partie des biens est employee pour les funerailles du decedé. Article 9. Ce que dit est que les pere & mere succedent és acquests à celuy, qui est decedé sans enfans, les freres & sœurs exclus, a lieu où les pere & mere n'ont conuolé à secondes nopces. Car en ce cas, le frere ou sœur de tous costez est preferé.

r Cest à sçauoir aux acquests: & depẽd cest Art. du 6. Article.

Donation entre vifs, soit simple ou causee par dot, donation pour nopces, ou autrement retourne au donnant.

Sole Tit.27. Art.23. & 25. p. *à la Bourt.* Art.7. & 9.

Bretagne Tit.23. Art.593. Quand homme ou femme meurent sans hoirs de leur chair, & ils ont pere ou mere, leurs biens meubles doiuent estre & tourner à leur pere & à leur mere, s'ils sont viuans, ou à celuy qui sera viuant: pourueu que le decedé fut de loyal mariage. Et sont tenus de payer les debtes mobiliaires & les amendemens, & l'obseque du decedé & accomplir le Testament: pourueu que le Testament soit fait de la volonté du pere, en pouuoir de qui il seroit. Et aussi les conquests qu'il auroit faicts, appartiennent au pere & à la mere, ou à celuy qui est vif, comme dit est des meubles: & les autres heritages retourneront à la ligne dont ils seroient partis. Et au cas que le decedé n'auroit enfans nez en loyal mariage ou par mariage, ne pere ne mere, leurs biens meubles †† seront à leurs hoirs prochains: c'est à sçauoir à la ligne deuers le pere, la moitié: & l'autre moitié à celle deuers la mere, a estre departy le Noble, comme le Noble, & le partable, comme le partable. Et s'il y auoit conquest en Fief Noble, entre Nobles, il deuroit estre departy, comme dict est, la moitié à l'aisné deuers le pere, & l'autre à la ligne deuers la mere, † pour estre partagé, comme dessus est dict. Et pour ce que la ligne vient de plusieurs Ramages, ils doiuent estre departis à chacun Ramage & le

Pere ou mere succedẽt aux meubles & acquests, en payãt les debtes mobiliaires, les amendemens, l'obseque du decedé: & accõplissement du Testament faict de la volonté du pere.

†† Ce mot, Seront, est mis au lieu des mots anciens,

deuront aller, *meubles & Heritages communs.*

† *Ces mots,* Pour eſtre, *&c. iuſques à ce mot,* dit, *ſont de nouuel adiouſtez.*

Ayeul ou ayeule quand ſuccede ou nō.

†† *Ceſt Art. 594. comprend partie du 562. Art. ancien, qui a eſté declaré & augmenté ainſi qu'il eſt eſcrit.*

† *Ces mots,* Et où le decedé, *&c. ont eſté adiouſtez de nouuel.*

Pere & mere ſuccedēt aux meubles & acqueſts de leur enfant decedé ſans enfans, & n'y ont rien les freres & ſœurs du defunct: ſinon en defaut des aſcendans.

Peres, meres, Ayeuls ou autres aſcēdans comme doiuent ſucceder à leurs enfans ou neueux decedans ſans hoirs de leur corps.

Heritages propres ne remontent en ligne.

Ayeuls ou ayeulles de deux coſtez, doiuent partir egalemēt ſās auoir egard au nombre des perſonnes.

Ligne directe deſcendante & non l'aſcendante ou collaterale ſuccede.

Pere ou mere eſt hoir mobiliaire, & en leur defaut le grād pere ou grand mere.

Nul n'eſt Heritier, qui ne veut.

Quand

principal hoir de chacun Ramage du noble, doit auoir toute l'eſchoite du noble, pour eſtre partagé, comme deſſus. Art. 594. Et †† ſi le decedé n'a ne pere ne mere, mais ſeulement ayeul ou ayeule, freres ou ſœurs, les freres ou ſœurs en leur eſtoc ſeulement, ou ceux qui les repreſentent, excluront leurs ayeuls ou ayeules aux acqueſts & meubles. Et † où le decedé n'auroit frere ny ſœur, ne autres qui les repreſentent, l'ayeul ou ayeule prefereront les oncles & autres collateraux en leur eſtoc.

BAR Tit. 9. Art. 121. Si vne perſonne non mariee va de vie à treſpas ſans hoirs de ſon corps, ſes pere & mere, s'ils ſont viuans ou l'vn d'eux, a & emporte tous les meubles & acqueſts par luy faits & delaiſſez, en payant les debtes & frais funeraux: & n'y ont rien les freres & ſœurs du defunct, ſinon en defaut des aſcendans.

SEDAN Tit. 9. Art. 166. Peres & meres, ayeuls ou ayeules ou autres aſcendans plus prochains, ſuccedēt à leurs enfans ou petits enfans decedez ſans hoirs deſcendans d'eux, tant és meubles, qu'és acqueſts immeubles, & és heritages qui leur auroient eſté donnez en mariage ou aduancement de Succeſſion: & au regard des autres heritages propres, ils appartiennent aux plus prochains collateraux, du coſté dont ils ſont procedez: & ne remontent en ligne directe. Art. 167. Et ſi le defunct ne laiſſoit pere ne mere, ains ayeul ou ayeule d'vn coſté, & ayeul ou ayeule d'autre coſté, les biēs meubles & acqueſts immeubles du defunct, ſe partiront par moitié egalement, entre l'ayeul & ayeule paternels & maternels, ſans auoir egard au nombre de perſonnes. Art. 181. Tant qu'il y a hoirs en ligne directe deſcendans, les aſcendans & collateraux ne ſuccedent: mais en defaut des deſcendans, les aſcendans ſuccedent és biens meubles & conqueſts immeubles. Et en defaut des deſcendans & aſcendans, les collateraux ſuccederont eſdits biens meubles & acqueſts immeubles.

LA SALLE DE LILLE Tit. 2. Article 54. Le pere eſt hoir mobiliaire de ſon enfant finé ſans hoirs deſcendant en ligne directe: & en faute de pere, la mere: & en faute de pere & mere, le grand pere, & en faute d'iceluy la grand mere. Et ſ'il y auoit grand pere d'vn coſté, & grand mere de l'autre, ils ſuccedent chacun par moitié.

Voyez Troyes Art. 141. Chauny Article 38. cy deſſous. Amiens Art. 68. Tours Art. 319. mis au Tit. x.

Art. 316. *PARIS.*

Il ne ſe porte ſ heritier qui ne veut.

Art. 317. *PARIS.*

Et †† neant-moins ſi aucun t prend & apprehende les biens d'vn defunct ou partie d'iceux, quelle qu'elle ſoit, ſans auoir autre qualité ou droict de prendre les biens ou partie, il fait acte d'heritier & s'oblige en ce faiſant à payer les debtes du defunct. Et ſuppoſé qu'il luy fut deu aucune choſe par le defunct, il le doit demander, & ſe pourueoir par Iuſtice: autrement s'il prend de ſon auctorité, il faict acte d'heritier.

CONFERENCE.

CALAIS Titre 7. Art. 107. & 108. p. *à Paris.* Article trois cent ſeize, & 317.

MELVN Chap 17. Art. 266. †
ESTAMPES Chap. 10. Art. 117.
DOVRDAN Tit. 10. Art. 112.
MONT-FORT Chap. 9. Art 102.
CLERMONT Tit. 12. Art. 142. Nul, &c. } p. *à Paris.* Art. 316.

ſ Ceſte Couſtume abroge l'ancienne difference du droict Romain, entre les heritiers, qu'ils nommoiēt Sui, neceſſarii & extranei: par ce que par icelle, comme par le droict anciē de France, tous heritiers ſont volontaires, & n'y en a point de neceſſaires: & ont le temps de deliberer de quarante iours continuels, ainſi qu'il eſt monſtré en l'Addition de ce Titre quinzieſme, nombre ſixieſme, & apres ledit temps, ils peuuent eſtre contraits à la requeſte des Legataires, Creanciers & autres ayans intereſts, ainſi qu'il eſt porté par les Couſtumes de Sens,

Source : BIU Cujas

on eſt reputé faire acte d'heritier.

†† *Ceſt Art.317.a eſté adiouſté pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

Celuy qui prend quelque choſe qui luy eſt deue de ſon authorité, faict acte d'heritier.

† *Ceſt Art.266.eſt de nouuel adiouſté comme ancien & non eſcrit.*

Auxerre & Troyes, miſes audit lieu Vide §.ſed his prætor Inſt. de her.qual.& diff.

c Ceſt Article 317. monſtre en quels cas l'heritier eſt reputé auoir faict acte d'heritier, ou quand la geſtion d'heritier eſt eſtimee : S'il apprehende les biens d'vn defunct en tout, ou partie, quod non poteſt citra ius & nomen heredis, vt recte ait lex. pro herede 20.§.fin. D. de adq. her. quotiens accipit, quod citra ius & nomen heredis accipere non poterat, & ainſi ſ'oblige à payer les debtes du defunct. Celuy qui les paye.l. 2.C.de iure delib.l parentibus. 8. C.de inoff. teſtam. faict acte d'heritier. Et par la ſeule volonté on peut auſſi faire acte d'heritier, pro hærede gerere non eſt tam facti quam animi, licet nihil attingat hereditarium, d.l. pro herede & l.21.& l. Gerit. 88 D. de adq.her.l. 1. C. de repud. hered.l.4. C.vnde legit. l. 6. & 14. C. de iure delib. Quid ſi l'a vendu vn heritage ou autre immeuble eſtant de la ſucceſſion, ſera il reputé auoir faict acte d'heritier? Enquoy on faict diſtinction, que ſi l'a prins qualité d'heritier en faiſant la vente dudit heritage, il eſt cenſé & repute heritier : mais ſi n'a prins ceſte qualité, ains a vendu purement & ſimplement citra ius & nomen heredis, il n'eſt pas pour telle vendition reputé heritier. D'autant que nous pouuons bien vendre les choſes qui appartiennent à autruy & ce qui nous appartient par diſpoſition de Droict. Boerius en ſes Deciſions eſt de ceſte opinion, & Paulus Caſtrenſis ad l gerit.D.de adq.her.

SENLIS Titre ſeptieſme. Article cent cinquante ſix. Quand aucun habille à eſtre heritier d'vn treſpaſſé, ſ'immiſce & prend de la Succeſſion dudict treſpaſſé, ou prend & applique à ſon profit, iuſques à la valeur de v. ſols Pariſis, il eſt tenu & reputé vray heritier du treſpaſſé, & comme tel peut eſtre valablement pourſuiuy par les creanciers dudit treſpaſſé.

Qui prend de la ſucceſſion du treſpaſſé iuſques a v. ſols Pariſis, il eſt tenu heritier, & peut eſtre pourſuiuy par les creanciers.

VALLOIS Titre cinquieſme. Article cent & vn. Si †† aucun, &c. p. *à Senlis*, d'vn defunct ſ'immiſce en la Succeſſion d'iceluy defunct, &c. Pariſis des biens d'icelle Succeſſion, il eſt reputé heritier ſimple.

†† *Ceſt Art. 101. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

S. QVENTIN Tit.3. Art.52. Il n'eſt point d'heritier neceſſaire. Car il ne ſe porte heritier d'autruy qui ne veut.

Heritier neceſſaire.

BOVLLENOIS Tit.20. Art.81. Audit Comté n'y a aucuns heritiers neceſſaires, ſoit en ligne directe ou collaterale.

Reputatiõ d'heredité.

PERONNE Titre huictieſme. Article deux cent ſept. p. *à Paris.* trois cẽt ſeize, veut : & peut l'apparent heritier, fils, fille & autre repudier la Succeſſion à luy eſcheuë : pourueu qu'il ne ſoit immiſcé : & ſ'il ſe veut porter heritier par benefice d'inuentaire, faire le peut, en obtenant lettres du Prince, faiſant bon & loyal inuentaire & baillant caution.

Heritier par benefice d'inuentaire en obtenant lettres du Prince, faiſant Inuentaire & baillãt caution.

ARTOIS Titre deuxieſme. Article 112. *A la fin.* Il n'y a nuls heritiers neceſſaires.

Heritiers neceſſaires.

LENS Article 5. Il n'eſt nuls hoirs neceſſaires.

LILLE Tit.1. Art.2. Il n'eſt, &c.p.*à Lens.*

LA SALLE DE LILLE Titre ſecond. Article troiſieſme. p. *à Lille.* & peut vn heritier apprehender portion de hoirie, & repudier l'autre.

CAMBRAY Titre douzieſme. Article ſecond. Il n'y a par la Couſtume nuls hoirs neceſſaires : & n'eſt beſoin renoncer aux biens d'vn defunct : mais ſuffit n'en prendre n'apprehender aucune choſe, pour non eſtre tenu à payer les debtes d'iceluy.

Renõciation n'eſt point requiſe.

ARRAS Tit.3. Art.18. Ils ne ſont aucuns heritiers neceſſaires, pour apprehender les biens des treſpaſſez.

VALANCIENNES Titre neufieſme. Article cent treize. Quiconque apprehende de ſon auctorité les biens d'vn treſpaſſé, ſans voye de Iuſtice, il eſchet en la peine de vingt-quatre blancs, les deux parts à noſtre profit, & le troiſieſme au profit de noſtredicte ville : & enuers noſtre Maieur en neuf liures tournois : ſauf en ligne directe, où ils peuuent apprehender ſans auctorité de Iuſtice.

Apprehendant les biẽs d'vn defunct ſãs auctorité de Iuſtice, eſchet en la peine de 24. blancs & de neuf liures: ſauf en ligne directe.

NIVERNOIS Chap 34. Art.26. Qui paye les debtes & frais funeraux du defunct, ou s'entremet à l'adminiſtration de ſes biens apres ſon decés, s'il eſt habile à ſucceder, & fait les actes ſimplement, il eſt tenu & reputé heritier : & ne peut apres repudier la Succeſſion ; quelque proteſtation ou modification qu'apres il face ou vueille faire au contraire. Article vingt-ſeptieſme. Qui declare en iugement eſtre heritier d'vn defunct, ladicte declaration profite au declarant & à tous autres, de meſme s'il fait declaration iudicielle, qu'il n'eſt heritier, telle declaration vaut & profite à tous. Autrement eſt quand aucun eſt reputé heritier par contumace. Car telle declaration ſert au pourſuiuant d'icelle.

Qui fait acte d'heritier ſimple, ne peut plus repudier la ſucceſſion.

Source : BIU Cujas

Declaration faicte en iugement d'eſtre heritier ou non profite à tous : Declaration d'heritier par contumace ne ſert qu'au pourſuiuant.

ORLEANS Tit. 17. Art. 335. p. *a l'Art. 316. de Paris* Art. 336. Et † neantmoins ſi aucun eſtant en degré de ſucceder prent &c. p. *a Paris.* Art. 317. donné, legué ou donné pour cauſe de mort par le defunct, il le doit demander &c.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 325. Quand aucun habille à ſucceder ab inteſtat, paye creanciers, legats ou faict autre faict d'heritier, il eſt tenu & reputé heritier : & ne peut apres repudier ladicte Succeſſion, quelque proteſtation qu'il puiſſe faire au contraire. Art. 327. Quand aucun a declaré en iugement eſtre heritier d'vn defunct, la declaration profite à celuy, à la requeſte duquel elle a eſté faict & à tous autres. Et auſſi quand aucun a declaré iudiciellemẽt, qu'il n'eſt heritier du defunct, ladicte declaration vaut renonciation de ladicte Succeſſion, & profite à tous. Autre †† choſe eſt, ſ'il eſt reputé heritier par contumace. Car en ce cas il n'eſt reputé heritier qu'au profit de ceux, contre leſquels il eſt declaré heritier.

AVVERGNE Chap 12. Art. 50. L'heritier ab inteſtat inſtitué par Teſtament ou non, qui ſciemment accepte aucun legs à luy faicts par le defunct, ou aùtrement aggree en aucune partie ledict Teſtament, il approuue toute la diſpoſition & ordonnance d'iceluy defunct, & eſt abſolument tenu le garder & accomplir, ſans ſe qu'il puiſſe ayder de la reduction au quart introduit par la Couſtume. Art. 54. Aucun n'eſt receuable de ſoy dire n'eſtre heritier d'aucun ſ'il ne repudie & renonce expreſſement à ſa Succeſſion.

LA MARCHE Chap. 19. Art. 256. p. *a l'Art. 54. d'Auuergne.* Art. 258. p. *a Paris.* Art. 316. veut, ſoit fils, parent ou lignager.

POICTOV Tit. 6. Art. 278. Nul n'eſt heritier qui ne veut : & n'eſt tenu de renoncer n'y faire autre Declaration, ſ'il n'eſtoit adiourné pour declarer ſ'il ſe veut porter heritier ou non : auquel cas ſera tenu accepter ou repudier.

BRETAGNE Tit. 23. Art. 571. †† p. *a Poictou, iuſques à ce mot,* veut, *inclus.*

NORMANDIE Chap. 11. Art. 278. Aduenant que le debiteur renonce ou ne vueille accepter la Succeſſion, qui luy eſt eſcheue, ſes creanciers ſe pourront faire ſubroger en ſon lieu & droict pour l'accepter & eſtre payez ſur ladite Succeſſion, iuſques à la concurrence de leur deu, ſelon l'ordre de priorité & poſteriorité. Et ſ'il reſte aucune choſe, les debtes payees, il reuiendra aux autres heritiers plus prochains apres celuy qui a renoncé.

SEDAN Tit. 9. Art. 175. p. *a Paris,* Art. 316. veut : ce neantmoins le preſomptif eſtant interpellé, eſt tenu de declarer dedans le temps de deliberer, ſ'il eſt heritier ou renoncer, apres le temps de deliberer qui eſt de xl. iours. Art. 200. p. *a Bourbonnois.* Art. 326. qu'il eſt heritier &c. vaut non ſeulement au profit de celuy &c. ladicte declaration a &c. mais auſſi de tous autres. Art. 201. Mais quãd il declare qu'il n'eſt &c. p. *a Bourb.* Art. 326. Telle declaration ſeule ſans expreſſe renonciation, vaudra contre tous & pour tous. Art. 202. Et ſ'il eſt reputé heritier par contumace en vne cauſe ou inſtance, cela vaudra ſeulement au profit de ceux, auec leſquels il aura eſté declaré heritier en ladicte cauſe ou inſtance.

† *Ceſt Art. 336. a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Acte d'heritier.

Declaration iudicielle d'heritier.

†† *Ces mots,* Autre choſe *&c. ſont de nouuel accordez.*

Heritier ab inteſtat inſtitué par Teſtament ou non acceptãt le legs eſt tenu le garder.

Heritier pretendu doit repudier.

On n'eſt heritier, ſi on ne veut : ſans qu'on ſoit tenu le declarer, ſinõ eſtãt adiourné à ceſte fin.

†† *Ceſt Art. 571. eſt de nouuel introduit.*

Debteur aiãt renoncé les creãciers ſe peuuent faire ſubroger pour l'accepter & ſeront payez iuſques à la concurrence de leur deu : & les debtes payees, le reſte vient aux heritiers plus prochains.

Declaration d'eſtre heritier ou non ſe doit faire dans xl. iours.

Declaration d'heritier ou nõ faicte iudiciellement quel effect a.

Art. 318. *PARIS.*

Le mort [u] ſaiſit le vif, ſon hoir plus † proche & habille à luy ſucceder.

Le mort ſaiſit le vif.

† *Ces mots,* plus proche *&c. iuſques à la fin ont eſté adiouſtez à ceſt. Art. 318. qui eſtoit le ſixvingt douzieſme de l'ancienne Couſtume.*

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 7. Art. 109 p. *a Paris.*

MEAVX Chap. 8. Art. 40. p. *à Paris* ſont plus prochain hoir, habile &c.

MELVN Chap. 8. Art. 166. p. *à Meaux.* prochain parent & plus habile &c.

SENS Tit. 9. Art. 82. p. *à Paris* proche heritier habile † &c. ſucceder en biens meubles & immeubles, ſoit en ligne directe ou collaterale. Tit 12. Art. 110. p. *a Paris.* prochain heritier &c. *iuſques à ce mot* ſucceder. Et le ſerf ſon Seigneur ſ'il †† n'y a priuilege au contraire.

AVXERRE Tit. 13. Art. 239. p. *a Sens.* Art. 82. prochain heritier &c. ſucce-

u Ceſte Regle a lieu tant en pays Couſtumier que de droict eſcrit en toutes ſortes de ſucceſſions ſoient teſtamentaires ou ab inteſtat. De laquelle fait mention Faber in §. 1. & §. retinendæ Inſtit. de interd. §. ſinautem Inſt. de her. quat. & diff. Aucuns fondent ceſte regle ſur la Loy. Cum miles 30. D. ex quib. cauſ. maior vbi poſſeſſio defuncti,

Source : BIU Cujas

quasi iuncta, descedit ad heredem quidam libri inst. habent iunctim. sed recta est Florentina lectio & in d. l. 30. possessio ponitur pro vsucapione vt etiam Papinianus accipit in l. denique. 19. D. eod. tit vsucapio in iure consistit, non in facto vnde vox illa, Le mort saisit le vif. Laquelle regle a lieu non seulement és vrais apparens & legitimes heritiers, mais aussi aux estrangers contre la disposition de la Loy cum heredes. 23. D. de adq. poss. l. in suis 11. D. de liber. & post l. 14. D. de suis & legit. her. l. 1. §. largius D. de succ. edicto continuatio dominij in suis heredibus statim ipso iure fit. Balde ad l. fin. C. comm. de man scribit rectè mortuum aperire oculos viuentis sine aliquo actu etiam ficto. Car incontinent qu'il a rendu son esprit, il est l'heritier Bald. in l. si heres. C. de iure delib. vide l. vlt. C. de ed. D. Adr. vlt. & Accurs. in l. cum hereditas. C. depositi Cynus in l. ea lege. C. de cond. ob causam dat. Paul. Castr. in l. qui vniuersas §. 1. D. de adq. poss. & l. heres in omne ius D. de adq. her. Fab. in §. summa autem diuisio. Inst. de interd. Par ce mot, Habile, sont exclus, les Bastards, les Religieux ou Religieuses ayans faict profession expresse, les condamnez à mort & au dernier supplice legum & statutorum beneficia capacibus non autem incapacibus scripta sunt vt notatur in L. Lucius 88. §. Lucius Tutius D. de leg. 2.

†† *Ces mots*, habile à luy succeder, *ont esté de nouuel adioustez.*

†† *Ces mots* S'il n'y a priuilege au contraire, *on esté de nouuel adioustez.*

der soit en &c.

ESTAMPES Chap. 10. Art. 118. p. *a Paris.* son plus proche & plus habile &c.

DOVRDAN Tit. 10. Art. 105. p. *a Meaux* prochain heritier à luy &c.

MONTFORT Chap. 9. Art. 103. p. *a Estampes.* prochain & plus &c.

MANTE Chap. 6. Art. 89. *a Melun.*

SENLIS Tit. 7. Art. 142. p. *a Dourdan.* heritier habile à luy succeder: lequel par la Coustume est saisi de tous les biens meubles & immeubles demeurez du decez du trespassé, pour d'iceux en iouyr comme vray heritier.

Heritier saisi de tous biens meubles & immeubles.

CLERMONT Tit. 12. Art. 141. Par la Coustume dudict Comté, qui se conforme à la Coustume generale de France le mort &c. p. *à Paris.* Art. 316. son heritier plus prochain habile &c. combien qu'en matiere Feodale, soit requis Inuestiture, pour estre saisi contre le Seigneur & pareillement par autre Coustume locale en aucuns lieux est requis, releuer heritages roturiers, és lieux ou d'ancienneté on a accoustumé d'en vser.

Inuestiture est requise en matiere Feodale pour estre saisi contre le Seigneur.

Releuer les heritages roturiers.

VALLOIS Tit. 7. Art. 77. p. *a Dourdan.* Heritier habile &c. Et est notoire audict Duché, en telle maniere que si aucun troubloit ou empeschoit l'heritier en la Succession qui luy seroit aduenue, il se pourroit complaindre en matiere de nouuelleté, à l'encontre de celuy qui l'auroit troublé: pourueu que la complainte soit intentee dedans l'an & iour du trouble.

Complainte se peut intenter par l'heritier dedans l'an & iour du trouble.

TROYES Tit. 6. Art. 90. Le morts saisit son hoir vif, le plus prochain habile &c. p. *a Paris.* Art. 316.

CHAVMONT Tit. 6. Art. 77. p. *a Troyes.*

VITRI Tit. 4. Art. 71. p. *a Meaux.* prochain heritier &c.

LAON Tit. 8. Art. 71. p. *a Vitri.*

CHALONS Tit. 12. Art. 78. p. *a Auxerre.* plus proche & habile heritier à luy &c.

REIMS Tit. 11. Art. 307. p. *a Montfort.*

NOYON Tit. 1. Art. 1. p. *a Vallois.* heritier plus habile à luy succeder.

S. QVENTIN Tit. 3. Art. 54. En toutes Successions tant directes que collaterales le mort &c. p. *a Laon.*

RIBEMONT Tit. 8. Art. 56. p. *a Chalons.* proche & plus habile &c. tant en ligne directe, que collaterale, tant en Fief que roture.

AMIENS Tit. 4. Art. 66. p. *a Meaux.* prochain heritier &c.

BOVLLENOIS Tit. 20. Art. 75. p. *a Amiens.* Tit. 25. Art. 122. Et combien que par la Coustume le mort saisit le vif son plus prochain heritier: toutesfois est requis que ledit heritier releue les heritages à luy succedez auant qu'il puisse auoir droict à l'encontre du Seigneur dont il est tenu & mouuant: & qu'il en puisse iouyr.

Heritier doit releuer les heritages auãt qu'il puisse auoir droict contre le Seigneur, & qu'il en puisse iouyr.

PERONNE Tit. 8. Art. 168.
MONTARGIS Chap. 13. Art. 6.
ORLEANS Tit. 17. Art. 301.
LILLE Tit. 1. Art. 1.
LA SALLE DE LILLE Tit. 2. Art. 1.
DVCHE DE BOVRG. Chap. 7. Art. 1.
BAR Tit. 9. Art. 123.
GRAND PERCHE Tit. 8. Art. 136.
} p. *a Amiens.*

TOVRNAY Tit. 24. Art. 1. p. *a Amiens.* succede ab intestat sans autre ap-

Source : BIU Cujas

prehenſion.

ARTOIS Tit. 2. Art. 92. p. *a Amiens.* Succeder, en faiſant des droicts & deuoirs à ce pertinens.

S. Paul Tit. 1. Art. 2 p. *a Amiens.* En faiſant toutes voyes par ledict heritier les Reliefs pour ce deuz au Seigneur, dont les heritages ainſi ſuccedez ſont tenus & mouuans.

CAMBRAY Tit. 12. Art. 1. En la Succeſſion le mort. &c. p. *a Amiens.* Succeder, qui pour heritier porter ſe veut. Et n'eſt beſoin quant aux meubles & mainfermes en faire par deuant Iuſtice aucune apprehenſion, pour y acquerir droict tranſmiſſible.

VALANCIENNES Tit. 9. Art. 91. En matiere de Succeſſion mobiliaire & heritiere, de biens & heritages de mainferme, & rentes heritieres, eſtans en ladicte ville, Banlieu & Chief lieu, le mort &c. p. *a Paris.* ſon vray heritier habile à ſucceder en ligne directe, tant deſcendente, que aſcendente: ſans pour ce faire Clain ou Relief.

COMTE DE BOVRG. Chap. 3. Art. 43. p. *a Paris.* ſon heritier teſtamentaire inſtitué en Teſtament ſolennel ou nuncupatif: & auſſi le mort ſaiſit &c. prochain heritier habile &c. ſucceder ab inteſtat.

NIVERNOIS Chap. 34. Art. 1. p. *au Comté.* prochain habile &c. ab inteſtat ſans apprehenſion de faict.

NORMANDIE Chap. 11. Art. 235. p. *a Paris* † vif, ſans aucun miniſtere de faict, & doit le plus prochain habile à ſucceder, eſtant maieur, declarer en Iuſtice dedans les xl. iours apres la Succeſſion eſcheue, ſ'il entend y renoncer: autrement ſ'il a recueilly aucune choſe ou faict acte, qu'il ne puiſſe ſans nom & qualité d'heritier, il ſera tenu & obligé à toutes les debtes. Et où l'heritier ſeroit mineur, le Tuteur doit renoncer ou accepter dans ledit temps en la forme que deſſus par l'aduis des parens.

TOVRS Tit. 25. Art. 259. p. *a Paris.* Art. 216. Son plus proche heritier habile &c. ſucceder, Noble †† ou roturier, & pour telle part qu'il luy doit ſucceder.

ANIOV Tit. 12. Art. 272. En ſucceſſion ſoit Noble ou roturiere le mort &c. p. *a Amiens.* ſucceder. Et eſt ſaiſi chacun de ſon droict & portion de la Succeſſion dudict mort ſans apprehenſion de faict, au dedans de l'an & du iour du decez d'iceluy mort. Car ſi leſdits Succeſſeurs ou aucuns d'eux laiſſent paſſer l'an & le iour apres le decez, ſans apprehenſion de faict & detention de leurs portions, ou ſans ſoy complaindre ou appleger, & en ſouffrent x autre poſſeſſeur par ledit temps, ils n'en ſeroient plus ſaiſis: mais conuiendroit qu'ils y vinſſent par action: ſi n'eſtoit que la Succeſſion fut eſcheue à femme mariee ou à mineur. Car la femme mariee ou ſes heritiers dedans l'an & le iour du mariage diſſolu ou fini, ſ'en pourra enſaiſiner & dire ſaiſie de ſa portion: & pareillement le mineur au dedans de l'an qu'il ſera venu à ſon aage. *Et ad idem* d'vn furieux ou inſenſé ou autre à qui auroit eſté faict interdiction d'adminiſtration de ſes biens, qui equipolle au mineur.

LE MAINE Tit. 13. Art. 237. Et auſſi le mort &c. p. l'Art. *66. d'Amiens* Art. 289. p. *a Aniou.* Art. 272. ſoy douloir, complaindre ou appleger &c. ſi ce n'eſtoit &c. diſſolu ſ'en &c. inſenſé, d'vn abſent pour cauſe ou autre à qui auroit eſté faict interdiction de non aliener, qui eſt equipollé &c.

CHASTEAVNEVF Chap. 18. Art. 116. p. *au Perche.* ſucceder & ſans apprehenſion de faict.

CHARTRES Chap. 18. Art. 94. p. *Chaſteauneuf.*

DREVX Chap. 19. Art. 84. p. *a Chartres.* ſon heritier habile &c.

BLOIS Chap. 11. Art. 136. p. *a Chaſteauneuf,* ſucceder ſans &c.

BERRY Tit. 19. Art. 28. p. *a Amiens.* ſucceder ab inteſtat & auſſi heritier teſtamentaire comme deſſus.

† *Ceſt Art. 235. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Heritier doit dans xl. iours faire declaratiõ ſ'il veut eſtre heritier ou non.

Heritier aiãt faict acte d'heritier, obligé à toutes les debtes

Tuteur doit renoncer ou accepter dans xl. iours par l'aduis des parens.

†† *Ces mots,* Noble ou &c. *iuſques à la fin, ont eſté adiouſtez & mis au lieu des mots anciens* ſauf entre Nobles, *ainſi qu'il ſera dit cy apres, & pour ce regard a eſté l'ancienne Couſtume corrigee.*

Heritier ſaiſi ſans apprehenſiõ de faict dedans l'an & iour du decez: & apres ledict an & iour ſans ladicte apprehenſion, ſans ſoy complaindre ou appleger, il faut y venir par action: ſinon que l'heritier fut mineur, furieux, inſenſé, ou femme mariee.

x Du Moulin entend ces mots, *en ſouffrent autre poſſeſſeur*, d'vne perſonne eſtrange, ou bien d'vn heritier d'vne autre ligne: ſecus du coheritier, qui eſt de meſme eſtoc & ligne: lequel ne peut eſtre eſtimé auoir dõné trouble ou empeſchement, veu qu'il vſe de ſon droict l. duos fratres & ibi Bald. D. de acq. vel om. her. Paul. Iaſon & Dec. in l. 1. C. qui teſt. fac. poſſ. & d'auantage la poſſeſſion de l'vn des heritiers conſeruent la poſſeſſion des autres heritiers. Paul. Caſtrenſis Conſ. 54. En la Loy merito. D. pro ſocio vnius poſſeſſio coheredum poſſeſſionem conſeruat.

y Cela ſemble eſtre contre la diſpoſition du Droict. Nulla enim poſſeſſio acquiritur ſine animo & corpore l. poſſideri. 3. §. 2. D. de adq. poſſ. Par ainſi la Couſtume ſert de limitation au Droict. Quid du Seigneur, qui ſuccede à ſon homme, ſera il ſaiſi de ſa ſucceſsion? Faber ad §. ſeruitus Inſt. de iur. perſon. & Balde in l. 1. §. ius naturale. D. de iuſtit. & iure ſont d'aduis qu'il eſt ſaiſi. Les Couſtumes de Troyes. Article 91. Chaumont. Article 78. Vitry. Article 142. miſes en la 1. partie de ceſte Conference. Titre XI. ſont conformes que le Seigneur par le treſpas de ſon homme eſt ſaiſi des biens & ſucceſsion de ſon homme de main-morte, ainſi qu'il a eſté annoté au lieu ſus-allegué.

Source : BIU Cujas

Femme mariee se peut dire saisie dans l'an & iour du mariage dissolu.
Mineur dedans l'an & iour de son aage peut se dire saisi.
Absent pour cause.

Bovrbonnois Chap. 25. Art. 299. p. *a Blois*. Succeder ab intestat, sans &c.

Avvergne Chap. 12. Art. 1. p. *a Bourbonnois*. Son prochain lignager habile &c.

La Maache Chap. 19. Art. 211. p. *a Bourbonnois*.

Lodvnois Chap. 27. Art. 2. p. *a Amiens*. Succeder: sauf entre Nobles, ainsi qu'il sera cy apres declaré.

Poictov Tit. 5. Art. 273. L'on ne peut faire par Testament ou legs, quelque peine qui soit apposee, que l'heritier ne soit saisi des choses que le defunct tenoit & exploictoit au temps de son trespas: sinon que le Don fut faict par entre vifs: & que par deliurance actuelle ou par retention d'vsufruict, constitution de precaire ou autre cause translatiue de possession, le donateur en eust faict le donataire possesseur. Tit. 6. Art. 279. p. *a Chasteauneuf*. sans autre possession de faict se peut ledict heritier complaindre en cas de Saisine & nouuelleté, ou appleger dedans l'an & iour de la mort du predecesseur, pour auoir esté troublé & empesché és biens de la Succession.

Heritier est saisi des biens du defunct, s'il n'en auoit disposé par tradition de possession vraye ou feinte durant son viuant.

Angovmois Chap. 7. Art. 84. p. *a Paris*. Son plus proche parent & lignager habile &c incontinent qu'il est decedé, sans autre apprehension de fait de la possession & biens delaissez par le defunct. Chap. 9. Art. 116. Aussi l'on ne peut &c. p. *a Poictou*. Art. 273. Legat ou autre Donation pour cause de mort, que la premiere possession ou saisine des choses dont le defunct est mort vestu & saisi, & qu'il tenoit & exploictoit au temps de son decez ne vienne à son heritier. Art. 117. Autrement seroit si la Donation estoit faicte entre vifs, & la possession prinse & baillee z par le donataire durant la vie du donnant: ou que le donnant eust retenu l'vsufruict, ou se fut constitué possesseur pour & au nom du donataire: esquels cas le donataire demourera saisi, & ne pourra l'heritier intenter remede possessoire.

Heritier saisi de l'heredité sans autre apprehension de faict.

Heritier peut intenter complainte en cas de saisine ou nouuelleté dans l'an & iour de la mort.

z Masuer. in §. item successor. singularis. Tit. de Feud. scribit testamentario heredi nõ competere interdictũ retinendę possessionis.

La Rochelle Chap. 19. Art. 56. p. *a Angoumois* 84. *iusques a ce mot*, succeder, *inclus*.

Heritier quand ne peut intenter remede possessoire.

Xainctonge Tit. 11. Art. 105. p. *a la Rochelle*. Succeder des biens, dont estoit le mort vestu & saisi au temps de son decez. Et se peut le lignager & proche parent ou heritier pour les troubles ou empeschemens que luy seroient faits esdits biens, se complaindre † ou autre voye possessoire prendre, comme s'il auoit apprehendé possession par apprehension de faict.

† *Ces mots, ou autre voye possessoire prẽdre, sont mis au lieu du mot*, Appleger.

Bovrdeavx Chap. 5. Art. 74. p. *a Paris*. vif, en quelque maniere qu'il succede, par Testament ou sans Testament. Et celuy qui succede, incontinent apres le decez de celuy, à qui il succede, est en la possession en laquelle estoit le trespassé au temps de son decez, selon qu'il succede par les Coustumes cy deuant & cy apres arrestees: tellement qu'il pourra intenter tous remedes possessoires.

Sainct Sever Tit. 12. Art. 11. p. *a Bourbonnois*. prochain lignager habile à luy succeder sans &c. Art. 12. Et peut ledict lignager ainsi par mort saisi, soy dire, nommer & porter heritier & intenter tous remedes possessoires & autres, comme s'il eust realement apprehendé la possession.

Sole Tit. 27. Art. 1. *A la fin*. Et par la Coustume le mort saisit le vif habil à luy succeder.

Plegemens n'ont lieu contre l'heritier en droicte ligne.

Bretagne Tit. 4. Art. 111. On †† ne peut venir par voye de plegemẽt cõtre l'heritier du defunct en droite ligne pour luy empescher la cõtinuatiõ de la Saisine de l'heritage, si ce n'est du faict d'iceluy heritier: par ce qu'en ligne directe le mort saisit le vif. Tit. 23. Art. 538. En ligne &c. Art. 540. En † succession collaterale, la Iustice de celuy qui a Fief & obeyssance, est saisie de la succession. Et où il se trouueroit plusieurs pretendans ladicte succession, le Iuge apres s'estre informé, la baillera au prochain, en prenant caution de la rendre, quand & à qui faire ce deura. Art. 563. L'aisné du Noble, doit auoir la saisine de toute la descente & succession de quelque chose que ce soit, tant Noble † que roturiere: & doiuent les heritages ensuyr la personne, quant à la saisine: & ne doit l'hoir respondre dessaisi. Art. 564. Et doit auoir chacun son droict par voye

†† *Cest Art. 111. corrige & esclaircist le 114. Ar. ancien.*

† *L'Art. 511. a esté ioinct au 169. Art. & tous deux ioints rapportez à cest Art.*

† *Ces mots, tant Noble &c. iusques à la*

Source : BIU Cujas

ſin ont eſté adiouſtez à ceſt Art. 563. & ces mots rayez. Et eſt ſienne.

d'action vers l'heritier † du Noble.

SEDAN Tit. 9. Art. 156. p. *a Amiens.* Succeder de Droict ou de Couſtume: & peut de fait apprehender la Succeſsion & biens d'icelle, ſans aucune ſolennité garder.

ARRAS Tit. 3. Art. 16. En matiere de Succeſsion le mort ſaiſit le vif &c. p. *a Amiens.* ſucceder: ſans qu'il ſoit beſoin faire aucune apprehenſion des biens, ſoient heritages ou meubles.

Voyez Sens. 183. Herly. 1. & le Tit. 3. de la premiere partie de ceſte Conference Nombre xi. Tours Art. 262. & 297. mis cy deſſous en l'Addition de ce Titre xv. nombre iii.

† *Ces mots,* du Noble, *ont eſté adiouſtez & le ſurplus du contenu en l'Ar.* 513. *payé.*

Art. 319. PARIS.

En ligne [a] directe Repreſentation a lieu infiniment, & en quelque degré que ce ſoit.

Repreſentation en ligne directe a lieu infiniment: mais en collaterale ſeulement quand les neueux ou niepces ſuccedẽt à leur oncle ou tante auec les freres & ſœurs du decedé, par ſouches, & non par teſtes.

Art. 320 PARIS.

En †† ligne [b] collaterale Repreſentation a lieu quant les neueux ou niepces viennent à la Succeſſion de leur Oncle ou Tante, auec les freres & ſœurs du decedé. Et oudit cas de Repreſentation, les repreſentans ſuccedent par ſouches & non par teſtes.

Art. 321. PARIS.

Mais ſi les neueux [c] en ſemblable degré viennent de leur chef & non par Repreſentation, ſuccedent par teſtes & non par ſouches: tellement que l'vn ne prend non plus que l'autre.

† *Ces mots,* infiniment & en *&c. ont eſté adiouſtez à ceſt Art.* 319. *qui eſtoit le ſixvingt treiziesme de l'ancienne Couſtume.*

†† *Les Art.* 320. 321. 322. & 323. *ont eſté accordez pour Couſtume nouuelle: & par l'aduis de tous les Eſtats l'ancienne Couſtume, par laquelle en ligne collaterale Repreſentation n'auoit lieu, a eſté abrogee.*

Art. 322. PARIS.

Toutesfois ſi les maſles venans d'vne fille & ſuccedans, comme dit eſt, par Repreſentation, ne prennent aucune choſe és Fiefs delaiſſez par le treſpas de leur Oncle & Tante, non plus que leur mere euſt fait venant à Succeſſion auec ſes freres.

Les neueux & niepces venans de leur chef à ſucceder, ſans Repreſentation, ſuccedent par teſtes, & non par ſouches: les maſles venans d'vne fille & ſuccedans par Repreſentation ne peuuent és Fiefs de leur Oncle & Tante non plus que leur mere.

Art. 323. PARIS.

Et ſi en la Succeſſion collaterale y a Fiefs, les enfans des freres n'excluent leurs Tantes Sœurs du defunct: ains y ſuccedent leſdictes Tantes de leur chef, comme eſtans les plus proches auec les enfans des freres. Et s'ils ſont pluſieurs enfans de frere ſuccedent ſeulement pour vne teſte auec leur Tante.

Enfans du

Art. 324. PARIS.

Les † enfans du fils aiſné, ſoient maſles ou femelles ſuruiuans leur pere, venans à la Succeſſion de leur ayeul ou ayeule, repreſentent leur pere au droict d'aiſneſſe. Et s'il n'y a que filles, elles repreſentent leur pere toutes enſemble pour vne teſte audict droict d'aiſneſſe, & ſans droict d'aiſneſſe entre elles.

CONFERENCE.

a Ces Articles ſuiuãs parlãs de la Repreſentation ſont mis par vne bonne methode pour expliquer qui ſont ceux que l'on doit eſtimer eſtre les plus proches heritiers du defunct. La Repreſentation en ligne directe a ſeulement lieu entre les deſcendans & non entre les aſcendans. Nou. 118. & telle Repreſentation des petits enfans au lieu de leurs pere eſt tiree des anciennes Loix des douze Tables, comme le monſtre Iuſtinian §. & quemadmodum inſt. de her. quat. & diff. & l. 3. C. de ſuis & legit. Nou. 118. cap. 1. l. ſi ſcripto. D. Si tab. teſt. null. ex tab. l. 1. §. ſi filius. D. de ſuis & legit. Faber. § cum filius inſt. de leg. agn. ſucceſſ. Balde, Cynus, Salicet & autres Docteurs traictent amplement la matiere de Repreſentatiõ in Auh. ceſſante C. de ſuis & legit. her. Par Arreſt prononcé ſolennellement & en robbes rouges le 23. Decembre 1574. fut iugé que le neueu en ligne directe aiant renoncé à la ſucceſſiõ de ſon pere venant par Repreſentation auec ſes oncles à la Succeſſion de ſon ayeul rapporteroit ou moins prendroit en icelle Succeſſion, non ſeulement les aduantages faicts à ſondit pere, mais auſsi les deniers preſtez par ſon ayeul à ſondit pere. Papon au liure xxi.

Source : BIU Cujas

des Arrests Tit. 1. Arrest recite vn Arrest prononcé en robbes rouges le 7. Septembre 1564. entre messieurs de Thou demandeurs en partage & Damoiselle Nicole de Merle defenderesse d'autre. Il a esté souuent iugé que vne succession, à laquelle ne peuuent aucuns venir, c'est à sçauoir quand representation n'a point de lieu, ou bien en Fiefs, quand les femelles ny peuuent succeder, extantibus masculis : ou bien qu'elles ont esté dottees, ou que la Coustume les exclud : peut neantmoins estre conseruee par vn contract, telle est la doctrine d'Aufrerius Decis. 452. & de Bened. in cap. Raynutius. Art. 28. & 127. Coustume de Bourg. Tit. des Successions. Art. xxi. Arrest à ce propos & suiuant ceste doctrine du xi. iour de Decembre 1543.

fils aisné en la Succession d'ayeul ou ayeule representent leur pere au droict d'aisnesse : & s'il n'y a que filles, toutes le representent & n'y a droict d'aisnesse entre elles.

† *Cest Art. 324. a esté accordé & mis au lieu du six vingt quatorzieſme Art. de l'ancienne Coustume.*

b La dispute a esté fort grande entre les Docteurs, si en ligne collaterale les enfans des freres viennent à la Succession de leur Oncle par testes ou par souches & lignees. Azo est d'aduis, que le partage se doit faire egalement entre tous & par portions viriles, quand ils sont tous en pareil degré. Mais quand il est question de la Succession d'vn Oncle, qui a delaissé vn autre frere, les cousins viennent auec l'Oncle viuant frere du defunct par ligne és Nou. 118. de hered. ab int. ven. §. igitur si defunctus, & de la Nou. 127. Par Arrest prononcé en robbes rouges par defunct M. Brisson le 14. iour d'Aoust 1587. a esté iugé en la Coustume de Bourbonnois qu'en terme de representation ceux qui sont en pareil degré succedent par souches, & non par testes. Lequel Arrest sert d'interpretation à l'Art. 306. de Bourbonnois cy dessous.

c Par consequent les neueux collateraux du defunct de freres ou sœurs germains, excluent les Oncles & tantes du defunct, nonobstant qu'ils soient en pareil degré. Textus in Auth. de her. quæ ab int. §. illud palam est coll. 9. & Auth. Post fratres autem C. de legit. her. ainsi que Du Moulin escrit sur l'Art. 75. de Laon. Toutesfois les cousins germains ne representent & ne viennent en concurrence auec les Oncles ou tantes du defunct, ainsi qu'il escrit sur la Coustume de Chalons Art. lxxxii. Il est donc certain que ceste Coustume, comme plusieurs autres suit l'opinion d'Azo, qui tient que la Succession se doit departir par testes, & non par souches quand les neueux succedent à leur Oncle ou tante. Les autres Docteurs ont suiuy Accurse tenant le contraire ad d. Auth. cessante. C. de leg. her. Bartol. int. post consanguineos §. hereditas D. de suis & legit. her. Caius Tit. 8. lib. 2. institut. ainsi a esté iugé par Arrest du 24. iour de Ianuier 1544. Semblable Arrest du dernier iour de Iuin 1547.

Calais Tit. 7. Art. 110. p. *a Paris.* Art. 319. soit. Et viennent les enfans representans leur pere & mere en la Succession de leurs ayeuls ou ayeules, par souches & non par testes, soit auec leurs Oncles ou leurs cousins germains, iceux Oncles predecedez. Art. 111. 112. 113. 114 & 115. p. *a Paris.* Art. 320. 321. 322. 323. & 324.

Meaux Chap. 8. Art. 41. En †† ligne directe d Representation a lieu: toutesfois fille ne represente son pere en droict d'aisnesse : mais le fils represente son pere en droict d'aisnesse, quand celuy à la Succession duquel il vient, n'a point d'autres hoirs masles. Car s'il auoit aucun hoir masle, viendroit seulement par Representation, en la Succession comme puisné.

Melvn Chap. 3. Art. 94. Le † fils de l'aisné predecedé, represente son pere au droict d'aisnesse en la Succession de l'ayeul : mais la fille dudict aisné ne le represente au droict d'aisnesse, si elle a Oncles puisnez de son pere, ains appartiendra ledit droict d'aisnesse au plus aisné desdicts Oncles ou à son fils le representant : & prendra ladicte fille en la Succession de l'ayeul, comme l'vn des autres puisnez seulement. Et où la fille de l'aisné n'auroit Oncles, ains seulement tantes aisnees ou puisnees, de son pere : en ce cas ladicte fille represente son pere en la Succession de l'ayeul auec tout droict d'aisnesse. Chap. 17. Art. 257. Et si †† les freres & sœurs decedent parauant lesdits pere & mere delaissans vn ou plusieurs enfans, lesdits enfans partiront par souche en la Succession de leur ayeul, & non par teste. Art. 261. † p. *à Paris.* Art. 319. *iusques a ce mot,* infiniment, *inclus.* Art. 262. p. *a Paris.* Art. 320. lieu, iusques aux enfans des freres & sœurs inclusiuement, selon la raison escrite. Art. 263. les enfans des freres & sœurs, succedans auec leurs Oncles & Tantes en la Succession de leur autre Oncle ou Tante, y viennent par souche, & non par teste: & s'il ny auoit Oncle ny Tante, ains seulement enfans de plusieurs freres & sœurs, les enfans viennent à la Succession de leur Oncle ou Tante, par teste, & non par souche.

Sens Tit. 9. Art. 96. Representation †† aura lieu cy apres en ligne directe infiniment : & en ligne &c. p. *a Melun.* Art. 262. suiuant la disposition de &c. Et s'il y a enfans masles representans leur mere, laquelle viuant ne prendroit aucune chose és Fiefs : en ce cas ses enfans qui la representeront, ne prendront aucune chose esdits Fiefs.

Avxerre Tit. 2. Art. 56. La † fille du fils aisné en la Succession de ses ayeul ou ayeule, ne represente son pere au droict d'aisnesse quand elle a Oncles : ains appartient ledict droict au plus aisné des Oncles. Art. 57. Toutes fois

d Sur ceſt Art. 41. de Meaux est aduenu que les nepueux font leur Oncle en matiere de partage par deuant le iuge de Laigny en la Coustume de Meaux: comme representans leur mere, & veulent ce faisant venir à la succession de leur tãte L'Oncle respond que l'action familiæ erciscundæ n'est qu'entre coheritiers, & qu'il ne les recognoist point pour tels: que luy seul est heritier en toute la succession dont est question par le droict de proximité: & à ceste occasion comme estãt plus proche il les exclud: Qu'il ne faut en façon quelconque la representation collaterale, de laquelle la Coustume ne disposoit aucunement. Les demandeurs pour Repliques disoient à la verité que la Coustume de Meaux ne disposoit de la representation collaterale, toutesfois qu'elle n'y resistoit ny assistoit : & que par l'ancienne reformation de l'an 1509. il estoit porté qu'il n'y auoit Representation en ligne directe ny collaterale & la derniere reformation

†† *Ceſt Art. 41. corrige l'ancienne Coustume par laquelle representatiõ n'auoit point de lieu, tant en ligne directe, que collaterale.*

† *Ce 94. Art. eſt nouuel pour l'aduenir & ce en conſequence de la Repreſentation accordee par les Eſtats.*

†† *L'Art. 257. a eſté adiouſté de nouuel comme ancien ayant eſté practiqué & gardé encores qu'il ne ſoit eſcrit en l'ancien Couſtumier.*

† *Ces Art. 261 262. & 263. ont eſté de nouuel introduits pour l'aduenir & abrogent le 3. Art. ancien. Tit. des Succeſſions. Et ſur ce Poncet nous a remonſtré que*

Source : BIU Cujas

qu'encores que ledit Article fut ainſi couché, toutesfois par l'ancienne vſance & obſeruance du pays, il eſt loisible à l'ayeul ou ayeule de rappeller en leur Succeſsion les enfans de leurs enfans decedez par quelconque diſpoſition teſtamentaire ou entre vifs: & qu'en ce faiſant leſdits enfans rappellez ſuccedoient auec leurs oncles & tantes à leurſdits ayeul & ayeule, tout ainſi qu'euſſent fait leurs pere & mere, s'ils euſſent eſté viuans, requerant qu'euſtions à nous enquerir des trois Eſtats & Practiciens, & nous a eſté par tous concordablement rapporté, que ladite vſance & obſeruance eſtoit telle: & auons ordonné qu'il en ſeroit fait mention en noſtre Proces Verbal.

†† *Vincent Dauid s'eſt oppoſé à la reformation de ceſt Art 96. & a requis que la Couſtume telle qu'elle eſtoit auparauant fut gardee & obſeruee. Surquoy fut ordonné que ladite reformation tiendroit, nonobſtant l'empeſchement & oppoſition dudit Dauid, de laquelle il eſt debouté: dont appel. Et nonobſtant lequel appel, ordonne que ladite reformation tiendra par proviſion pour ſon regard ſeulement: & pour les autres purement & ſimplement. Les habitans de Lengres, & les habitans de Fley de Montigny, de la Villeneufue ſus Vingennes, les manans & habitans de Beze, & les Religieux de S. Ioſmes, ont dit que par Couſtume locale & particuliere ancienuement gardee & obſeruee eſdits pays & quartier de Lengres, Repreſentation auoit lieu en ligne directe ſeulement: & quant audit Comte de Mont-Saulgon auoit eu lieu tant en ligne directe, que collaterale infiniment. Ordonnons que les deſſuſdits auront acte pour ſeruir à ceux qui ont droict acquis: & pour l'aduenir vſeront de la Couſtume dudit Bailliage. Ledit Dauid a depuis acquieſcé audit appel par lettres Royaux du 30. iour du mois de Ianuier 1555.*

† *Les Art. 56. & 57. ſont de nouuel introduits.*

mation auoit diſpoſé corrigeant l'ancienne qu'elle auoit lieu en ligne directe in infinitum. Et puis qu'elle auoit laiſſé l'autre clauſe, qu'il failloit neceſſairement ſuiure le droict commun introduit par Iuſtinian en ſes Nouelles 18. & 128. Adiouſtoient d'auantage que telle Repreſentation eſtoit fort fauorable, eſtant meſmes fondee ſur l'amitié des oncles enuers leurs neueux. Les oncles aiment vniquement leurs neueux enfans de leurs freres, & ont la Tutelle d'iceux. Tacitus de moribus Germanorũ, Sororum, filiis idem apud auunculum, qui apud patrem honor. Quidam ſanctiorem, arctioremque hunc nexum ſanguinis arbitrantur, & in accipiendis obſidibus magis exigunt, tamquam ii animum firmius tenent, & domum latius teneant. D'auantage és Feſtes de Leucothea on ſouloit faire des vœux pour les neueux. Le defendeur pour Dupliques diſoit qu'il prenoit & acceptoit la confeſſion des demandeurs, de ce qu'ils eſtoient d'accord, qu'ils eſtoient en la Couſtume de Meaux, & conſequemment qu'il n'y auoit point de repreſentation en ligne collaterale, puis qu'elle ne diſpoſoit que de la directe, & qu'il failloit retourner à l'ancienne Couſtume, comme n'eſtant changee en ce cas. Quod enim non eſt mutatum, quare ſtare prohibeatur, comme dit Iuſtinian. Or eſt-il que la Repreſentation en ligne directe, eſt fort fauorable quia ad propria penè veniunt. Mais les collateraux ſont comme eſtrangers, & de tout droict les oncles ſont preferez aux neueux, comme eſtant les plus prochains. Ce qui ſe recognoiſt meſmes en la Loy de Moyſe aux Nombres 27. Homo cum mortuus fuerit abſque filio, ad filiam eius tranſibit hereditas, ſi filiam non habuerit, habebit ſucceſſores fratres ſuos, quod ſi & fratres non fuerint, dabitis hereditatem fratribus patris eius: ſinautem nec patruos habuerit, dabitur hereditas his qui ei proximi ſunt. Sur la conteſtation des parties, le Bailly de Laigny ou ſon Lieutenant, les appointe à eſcrire & produire. Et depuis par ſentence adiuge les concluſions aux demandeurs: & ordonne qu'il ſeroit faict inuentaire des biens meubles & heritages de la defuncte: leſquels ſeroient partagez entre l'oncle & les neueux, & condamne l'oncle és deſpens du procés. Appel en la Cour: en laquelle les parties ayant conclud au procés, fourny de Griefs & Reſponſes, ioinct la production nouuelle, par Arreſt prononcé en robbes rouges par M. le Preſidẽt Briſſon, le 16. Auril 1585. fut l'appellation & ce dont eſtoit appellé, miſe au neant, ſans amende & ſans deſpens: en emendant & corrigeant la ſentence, furent leſdits intimez demandeurs au principal, declarez mal fondez & non receuables en leurs fins & concluſions, & d'icelles ledit appellant defendeur abſous. Au reſte voyez la diſpute qui aduint apres la mort d'Artus de Bretagne: laquelle fut decidee par Arreſt ſolennel l'an 1341. Par Arreſt donné au mois de Iuin 1570 en la 2. Chambre des Enqueſtes au rapport de M. Feu, & depuis prononcé en robbes rouges à la my-Aouſt 1570. fut iugé que l'oncle du defunct és Couſtumes, où Repreſentation n'a point de lieu ſuccede auec les neueux, in capita pour le regard des propres venus de l'ayeul, meubles & conqueſts venus du defunct qui luy ont eſté faicts propres: & les neueux, qui ſont de la ligne dont ſont venus leſdits acqueſts audit defunct, luy ſuccedent ſeuls ſuiuant la deciſion de M. Du Moulin en la Couſtume de Senlis Art 140. qui fut ſuiuie. Ie ne veux oublier vn Arr. notable prononcé le 23. iour d'Aouſt 1585. par lequel il a eſté ordonné pour l'incertitude d'vn ablent, s'il eſt mort ou vif, que la Couſtume de Paris nouuellement reformee attribue droict aux neueux pour repreſenter, qui eſtoient exclus au tẽps que leur oncle ſe ſeroit abſenté: & fut ordonné que les parties informeront reſpectiuement dans vn an de la vie ou de la mort dudit Maiſtre Pierre Charlot, & ce tant en la ville de Rome, où ledit Charlot eſtoit au mois de Iuin, 1571. qu'en autres lieux, où il y a depuis ſeiourné: & lequel iour & an il eſt decedé: & ce pendant ordonné qu'elles iouiroient deſdits biens comme perſonnes eſtranges & depoſitaires de Iuſtice, des biens dudit M. Pierre Charlot ſituez en la Preuoſté & Vicomté de Paris, & ce pour telles parts & portions qu'elles ſuccederoient à preſent audit M. Pierre Charlot, en baillant bonne & ſuffiſante caution de rendre leſdits biens & fruicts, quand & à qui il appartiendra: le tout ſans deſpens. Charond Liure vii. des Reſp. Chap. 107. Voyez Bartole en vn Traicté qu'il a compoſé quando mors vel vita præſumatur.

ſi la fille n'auoit que tantes, elle repreſentera ſon pere au droict d'aiſneſſe. Tit. 13. Art. 247. p. *a Sens.* a †† lieu, &c. incluſiuement: & en ligne directe ſera touſiours ſuccedé par ſouches, comme auſſi en la collaterale, quand il y aura freres & ſœurs du decedé ſuy ſuccedans auec leurs neueux & niepces. Et au defaut d'iceux freres & ſœurs, ſera ſuccedé par teſtes entre les neueux & niepces.

ESTAMPES Chap. 10. Art. 119. p. *a Paris.* Art. 319. infinement: tellement que ſ'il y a vn ou pluſieurs enfans du fils aiſné, ſoient maſles ou femelles, ils, partiſſans auec leurs oncles repreſentent au droict d'aiſneſſe leur pere ou mere, ayeul ou ayeule ou autres aſcendans: & entre eux l'aiſné maſle en partiſſant auec ſes freres & ſœurs, y prend ſon droict d'aiſneſſe. Mais ſ'il n'y a que filles, elles partiſſent egalement entre elles. Art. 121. En ligne collaterale Repreſentation a lieu, &c. p. *a Sens.* incluſiuement. Et ſ'il y a, &c. rien és Fiefs, &c. eſdits Fiefs auec leur oncle ou oncles.

DOVRDAN Tit. 10. Art. 113. † p. *a l'Art. 261. de Melun.* Art. 114. Le fils aiſné repreſente ſon pere en la Succeſſion de l'ayeul ou ayeule & autres aſcendans, auec preciput & prerogatiue d'aiſneſſe: mais la fille de l'aiſné ne repreſente ſon pere au droict d'aiſneſſe: ains ſeulement en telle part & portion, que ſon pere euſt

†† *Ceſt Art. 247. a eſté mis au lieu du 73. ancien, qui a eſté en ce faiſant abrogé.*

† *Ceſt Art. 113. aura lieu pour l'aduenir ſans preiudice des droicts acquis & proces pendans.*

Source : BIU Cujas

eu, s'il euſt eſté puiſné Et en ce cas le droict d'aiſneſſe appartient à celuy de ſes oncles, qui eſt le plus aagé. Art.115. p. *à Eſtampes.* Art.121. †† incluſiuement: & ſuccedent les neueux à leurs oncles freres du decedé, par ſouches & non par teſtes. Et où tous les neueux viẽdroiẽt de leur chef, & en pareil degré & ſans ce qu'il y euſt oncle ſuccedant auec eux, ſuccedent en ce cas tous egalement par teſtes, & non par ſouches.

MONTFORT Chap.9. Art.104. † p. *aux Art.261. & 262. de Melun.* Art. 105. Quand †† il y a enfant maſle du fils aiſné ſuruiuant ſon pere & venant à la Succeſſion de ſes ayeul ou ayeule ou autre aſcendant, il repreſente ſon pere au droict d'aiſneſſe. Et s'il n'y a que filles, elles repreſentent leur pere audit droict d'aiſneſſe, & partiſſent auec leurs oncles: & ſans droict d'aiſneſſe, quant aux partages d'entre elles. Art.110. p. *à Melun.* Art.263. † partiſſent entre eux & leurs oncles ou tantes en ſouches: & entre eux ſeulement, s'ils n'ont oncles ou tantes egalement & par teſtes, les biens & Succeſſion du defunt, tant meubles qu'heritages. e

MANTE Chap.1. Art.8. Le †† fils ou fille du fils aiſné, repreſente ſon pere au droict d'aiſneſſe, en partageant auec ſes oncles. Chap.15. Art. † 164. p. *à l'Art.104. de Montfort.* Art.165. p. *à Melun.* Art.263.

SENLIS Tit.7. Art.139. En †† Succeſſion de ligne directe, Repreſentation a lieu: c'eſt à ſçauoir la fille ou fils du frere repreſenteront leur pere treſpaſſé, à l'encontre de leur oncle ou tante, en la Succeſſion de leur ayeul ou ayeule. Art.140. En ligne collateral Repreſentation n'a point de lieu.

CLERMONT Tit.12. Art.155. Repreſentation † aura lieu en ligne directe, & non en ligne collateral. Art.156. Quand †† il y a enfans maſles du fils aiſné ſuruiuant ſon pere, en venant à la Succeſſion de ſes ayeul ou ayeule, il repreſente ſon pere au droict d'aiſneſſe: & s'il n'y a que filles, elles repreſentent leur pere toutes enſemble pour vne teſte, & partiſſent auec leurs oncles, ſans droict d'aiſneſſe, quant aux filles: fors & excepté que la fille aiſnee aura le chef-lieu, comme il eſt dit cy deſſus.

VALLOIS Tit.7. Art.87. Deſormais † Repreſentation aura lieu en ligne directe, *in infinitum:* & quant à la ligne collateral, iuſques aux enfans des freres & ſœurs incluſiuement: leſquels repreſenteront leur pere ou mere pour venir à la Succeſſion de leurs oncles ou tantes, & de leurs couſins & couſines germaines. Et ſe feront les Repreſentations en telles prerogatiues que ſeroient leur pere ou mere, s'ils eſtoient viuans.

TROYES Tit.6. Art.92. Doreſnauant †† en ligne directe Repreſentation aura lieu: & repreſente le fils, f la perſonne de ſon pere, meſmement en droict d'aiſneſſe. Mais la fille ou filles du fils aiſné, ne repreſente audit droict d'aiſneſſe, leur pere, en la Succeſſion de leur ayeul ou ayeule, quand il y a aucun fils, oncle de ladite fille. Toutesfois eſdits cas, elles prendront en telle Succeſſion, autant qu'vn fils puiſné: nonobſtant que par autre Couſtume, les deux filles ne prennent autant qu'vn fils: & en ligne collateral Repreſentation a lieu, iuſques aux enfans des freres incluſiuement.

CHAVMONT Tit.6. Art.79. p. *à Troyes.* y a fils, oncle, &c.

VITRY Tit.4. Art.66. En ligne g directe, &c. p. *à Chaumont.* a lieu, &c. la fille du fils, &c. ſon pere, &c. en telle Succeſſion, en terres nobles, &c. fils en telles terres nobles. Et en ligne, &c.

LAON Tit.8. Art.74. Repreſentation † a lieu en ligne directe infinimẽt, tant en Fief, qu'en roture: & viennent les enfans en la Succeſſion de leur ayeul ou ayeule, par ſouches & non par teſtes, ſoit auec leurs oncles ou auec leurs couſins germains, iceux oncles predecedez. Et ne prennent pluſieurs enfans de l'vn des freres en ladite Succeſſion, plus que fait l'enfant ſeul & vnique de l'autre frere: lequel entierement prend tout ce que ſon pere euſt prins en icelle Succeſſiõ, s'il euſt ſuruescu. Art.75. †† p. *à l'Art.262. de Melun.* Art. 76. Enfans † de pluſieurs freres & ſœurs viennent à la Succeſſion de leur oncle ou tante, par Repreſentation de leur pere ou mere, auec leurs autres oncles & tantes par ſouches, & non par teſtes: mais ſi leſdits oncles eſtoient predecedez, tous y viennent de leur chef, & partiſſent la Succeſſion par teſtes, & non par ſouches. Titre ſeizieſme. Article cent cinquante quatre. Repreſentation †† a lieu en ligne directe, comme en ligne collaterale, tant en Fiefs, que roture, en la maniere deuant dite. Art.155. Le fils aiſné repreſente ſon pere au droict d'aiſneſſe, & prend en partage auec ſes oncles tel droict de prerogatiue, preciput & aduantage, que prendroit ſon pere, s'il viuoit. Art.cent cinquante ſix. La †

e Ioan. Faber. in §. ceterum Inſt. de legit. agn. ſucc.

f Ou le fils du fils. Car il repreſente la directe. C. M. tant ſur ceſte Couſtume, que ſur la Couſtume de Chaumont.

g En la Couſtu. de Vitry, qui admet repreſentation en ligne collaterale, eſt aduenu qu'vn quidam neueu voulant exclurre ſa couſine germaine du Fief: fut iugé que la femelle ſeroit excluſe, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt ſolennel le 4. Iuin 1579.

†† *Ceſt Article cent quinze a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

† *Ceſt Art. 104. eſt de nouuel adiouſté pour corriger l'ancienne Couſtume: qui eſtoit que Repreſentatiõ n'auoit lieu en ligne directe ny collaterale, ſi elle n'eſtoit accordee par traicté de mariage, Teſtament ou autremẽt deuement.*

†† *Ceſt Art. 105. a eſté accordé pour nouuel, comme le precedent, & en conſequence d'iceluy.*

† *Ceſt Art. 110. a eſté accordé pour nouuel en conſequence de l'Art. 105.*

†† *Ceſt Art 8. eſt de nouuel introduit, par l'aduis des Eſtats, qui ont dit qu'en l'ancienne Couſtume Repreſentation n'auoit lieu en ligne directe.*

† *Les Art. 164 & 165. ont eſté de nouuel introduits, apres que les Eſtats nous ont dit que par l'ancienne Couſtume Repreſentation n'auoit lieu, tant en ligne directe que collaterale: ſinon qu'il euſt eſté dict au traicté de mariage: laquelle Couſtume comme barbare & inhumaine, auons de leur aduis tollue & abrogee.*

Source : BIU Cujas

†† *A eſté remonſtré que l'Article ancien eſtoit deſraiſonnable & contre tout droict naturel, pour le regard de la ligne directe, où Repreſentation doit auoir lieu: & ne doiuent les petits enfans perdre la Succeſsion de leur ayeul, par la mort de leur pere ou mere. Auſsi a eſté remonſtré que ſur ledit Art. y a eu pluſieurs differens: à ſçauoir ſi par contract de mariage les pere ou mere pouuoient accorder droict de Repreſentation aux enfans de leurs enfans: & ſi en accordant Repreſentation à l'vn, on accordoit Repreſentation aux autres: Ce qui ſeroit conuenable à eſclaircir en ladite aſſemblee. Et ce fait, on a eſté demandé aux trois Eſtats & Officiers du Roy aſsiſtans en ladite aſſemblee, qui ont tous eſté d'aduis que pour l'aduenir ledit Art. deuoit eſtre corrigé, & qu'on deuoit accorder repreſentation en ligne directe. Et neantmoins pour eſclucider ladite difficulté deſſusdite pour le paſſé, ils ont eſté d'aduis que par contract de mariage on a peu accorder ladite Repreſentation, & en l'accordant à l'vn des enfans, on l'accordoit à l'autre, & l'ont veu ainſi practiquer, & aucuns d'eux ont veu donner iugement contradictoire. Nous auons ordonné que ledit Art ſera corrigé pour le regard de ladicte Repreſentation en ligne directe, & neantmoins de ce que dit eſt, ferions mention en noſtre Proces Verbal, & dudit Art. ancien ont eſté faits les 239. & 240. Art. dudit cayer.*

† *Guy du Belloy Eſcuyer Seigneur dudit lieu & de Roiuiller & Antoine de Rauenel Seigneur de Rantegny, ſe ſont oppoſez à ladite Couſtume, diſans que par l'effect d'icelle, les anciennes maiſons dudit Comté riches & opulentes en biens, iront par Succeſsion de temps en pauureté & ruine, tellement que les enfans puiſnez qui par le treſpas de leur aiſné decede, n'ayant que filles, doiuent porter les nom & armes de leur maiſon, ſeront pauures & n'auront dequoy la ſouſtenir, & viendront les biens de ladite maiſon aux filles de leur frere aiſné: & auſsi que ladite nouuelle Couſtume ſera cauſe que les aiſnez ſeront du tout deſobeiſſans à leur pere ou mere, & s'en iront, où bon leur ſemblera prendre alliance par amourettes ou autrement par ſeduction, n'aians regard à la maiſon dont ils ſont venus & iſſus: n'a l'honneur de leurs predeceſſeurs parens, bien cognoiſſans que ſoit qu'ils meurent ou non deuant leurſdits pere ou mere eux ou leurs enfans ne pourront faillir audit droict d'aiſneſſe: dont pourroient venir pluſieurs autres inconueniens preſentement recitez par leſdits du Belloy & de Rauenel. Et par les gens d'Egliſe & aucuns deſdits Nobles, & par tous ceux du tiers Eſtat, a eſté dit au contraire que la Couſtume ancienne, contenant que Repreſentation n'a lieu, eſt iniuſte, deſraiſonnable, contre le bien commun & vtilité des enfans: leſquels par le moyen d'icelle ſont pauures, & aucunesfois contraint de mendier leurs vies. Surquoy par l'aduis de tous les aſsiſtans ſors des deux oppoſans, auons ordonné que ledit Art. 155. demourera comme il giſt, introduit pour nouuelle Couſtume, en ce qu'il eſt repugnant à l'ancienne: laquelle pour ce regard demourera abolie pour l'aduenir. Et apres qu'iceux aſsiſtans ont tous vnanimement certifié que par ladite ancienne Couſtume Repreſentation n'auoit aucunement lieu en ceſte Comté, en ligne directe, auons dit que ferions mention en noſtre Proces Verbal pour ſeruir pour le paſſé ce que de raiſon, & ce nonobſtant les oppoſitions formees par leſdits du Belloy & Rauenel: dont les auons deboutez: & ce faict, iceux du Belloy & Rauenel ont declaré qu'ils ſe deſiſtoient de leur oppoſition.*

†† *Ce 156. Art. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

† *Ceſt Article 87. eſt introduit pour nouuelle Couſtume, & mis au lieu du ſeptante huict Article ancien, qui a eſté rayé.*

†† *Pluſieurs gens d'Egliſe, Nobles, Practiciens & autres du tiers Eſtat ont eſté d'aduis que l'ancienne Couſtume ſe deuoit corriger. Surquoy auons ordonné que doreſnauant, &c. en ligne directe Repreſentation auroit lieu, &c.*

† *Ceſt Art. 79. eſt de nouuel introduit & mis au lieu de l'ancienne Couſtume: par laquelle Repreſentation n'auoit point de lieu.*

†† *Pluſieurs gens d'Egliſe, &c. p. aux remonſtrances faictes ſur la Couſtume de Troyes 92. aura lieu, &c. aura lieu iuſques, &c. & eſt ledit Art. 66. de nouuel introduit.*

† *Ceſt Art. 74. aura lieu pour l'aduenir es villes de Soiſſons, Vailly & Vreuin qui ſont remiſes à la Couſtume generale dudit Bailliage de Vermandois, ſuiuant la requeſte & conſentement du Procureur du Roy, & des Procureurs des Chapitres de Laon & Soiſſons, manans & habitans dudit Soiſſons, ſans preiudice du paſſé & des procés pendans, ſi aucuns en y a.*

†† *Ceſt Art. 75. a eſté accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé, ce requerant le Procureur du Roy, nonobſtant l'empeſchement & oppoſition de Iean de Courtignon Seigneur de Landricourt, & de M. Claude Dennet Bailly de Hain: dont ils ont eſté deboutez.*

† *Ce 76. Art. aura lieu pour l'aduenir & ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Article 154. aura lieu pour l'aduenir pour le regard de la Repreſentation en ligne collaterale: & pour le ſurplus eſt l'Art. ancien.*

† *L'Art. 156. a lieu pour l'aduenir.*

---

fille de l'aiſné ayant vn ou pluſieurs oncles en la Succeſsion de ſes ayeuls ou ayeule, ne repreſente ſon pere au droict d'aiſneſſe: ains le droict d'aiſneſſe appartient à ſon oncle, ſ'il eſt ſeul, ou au plus aagé de ſes oncles, ſ'ils ſont pluſieurs, ou à ſes enfans le repreſentans, ſ'il y a maſles: & ne prend en ce cas la fille plus qu'euſt faict ſon pere, ſ'il euſt eſté puiſné. Mais ſi la fille n'a que tantes ou filles d'icelles ou filles de ſes oncles, repreſentans les tantes ou oncles, elle prend en icelle Succeſsion droict d'aiſneſſe, & ſe partit le tout comme entre aiſné & puiſné.

Fille quand a droict d'aiſneſſe ou non par droict de Repreſentation.

CHALONS Tit. 12. Art. 81. †† 82. † & 83. p. *à Laon.* Art. 74. 75. & 76. Tit. 20. Art. 161. p. *à Laon.* Art. 155. aiſné predecedé repreſente ſon pere en la Succeſsion de ſon ayeul ou ayeule, auec tout droict d'aiſneſſe & prerogatiue, que ſon pere euſt eu ſur ſes oncles & tantes. Et pareillement les fils du puiſné repreſentent leur pere, quand il y a pluſieurs maiſons & preciputs. Art. 162. Mais la fille du fils aiſné ne repreſente ſon pere audit droict d'aiſneſſe venant auec ſes oncles, ou auec oncles & tantes conioinctement. Mais appartient ledit droict d'aiſneſſe à ſon oncle ſ'il eſt ſeul, &c. p. *à Laon.* Art. 156 maſle: neantmoins ladite fille prend telle part qu'euſt eu ſondit pere, hors mis ledit droict d'aiſneſſe. Article 163. Et

†† *Ceſt Art. octante & vn a eſté accordé pour l'aduenir: ſans preiudice des procés pendans, ſi aucuns en y a.*

† *Les Art. 82. & 83. ont eſté de nouuel introduits ſans preiudice du paſſé.*

Source : BIU Cujas

où ladite fille du fils aisné n'auroit oncles, mais tantes seulement : en ce cas ladite fille representa sondit pere, auec tout droict d'aisnesse & preciput : & si prẽd telle part etdits Fiefs, que sondit pere eust fait, s'il eust vescu. Art.164 Le †† semblable est si ladite fille venoit à succeder auec les filles de ses oncles, ou les filles de ses tantes, iceux oncles predecedez.

REIMS T.3. Art.50.p. *a Laon.* Art.74. † inclusiuement pour le regard des Fiefs. Toutesfois la fille du fils aisné ne representera au droict d'aisnesse son pere: ains en sera exclose par ses oncles, & luy sera baillé ce qu'eust eu sondit pere, s'il eust esté puisné, & appartiendra le droict d'aisnesse au plus aagé de ses oncles & à ses enfans representans iceluy, s'il en y a de masles. Art.53.p. *a Melun.* Art.262. selon la disposition de la raison escrite, quant aux Fiefs. Car quant aux rotures, la Representation a lieu infiniment. Tit.11. Art.309. Representation a lieu tant en ligne directe que collaterale infiniment quant aux rotures : & †† quant aux Fiefs Representation en ligne directe, a aussi lieu infiniment : & en ligne collaterale iusques aux enfans des freres seulement, comme il a esté dit cy dessus. Art. 310. Les † enfans de diuers freres ou sœurs, ou de diuers cousins ou cousines germaines, en la Succession de leur oncle ou tante, grand oncle, ou grande tante ou autres collateraux, en degré vlterieur, quant aux rotures, succederont auec leurs autres oncles ou tantes, grands & grandes tantes ou autres consanguins collateraux, par souches & non par testes : mais estant en pareil degré, succederont par testes.

NOYON Tit.1 Art.15 En †† ligne directe Representation a lieu infiniment tant pour les Fiefs, rotures, qu'autres biens: & en ligne collaterale, a lieu iusques aux enfans des freres inclusiuement.

S. QVENTIN Tit.3. Art.43. Representation † a lieu en ligne directe infiniment, & en ligne, &c. p. *a Noyon* inclusiuement tant en Fief que roture.

RIBEMONT Tit.6. Art.57. & 58. p. *a Melun.* Art.261. & 262. *iusques a ce mot,* inclusiuement.

AMIENS Tit.4. Art.69. Representation †† en ligne directe a lieu infiniment : & viennent les enfans representant leur pere & mere en la, &c. p. *a Laon.* Art.74 *iusques a ce mot,* predecedez. Art.70. p. *a Ribemont.* Art.58.

S. OMER T.1. Art.2. Representation a lieu és Successions mobiliaires & heritages cottiers, en telle maniere que les neueux ou niepces succedent & representent leur pere ou mere, és Successions de leur grand pere ou mere, oncle ou tantes : & n'a Representation lieu en plus loingtain degré

THEROANNE Tit.1. Art.1. Par la Coustume de ladite Regale de Theroanne, Representation a lieu.

CHAVNY Tit.7. Art.36. Et où aucuns de leurs enfans seroient premier decedez & auant leurs pere & mere, delaissez aucuns enfans, les petits enfans ne peuuent representer leur pere ou mere predecedé : ne venir à la Succession de leur ayeul ou ayeule au lieu de leur pere ou mere predecedé: mais vient & appartient la Succession aux oncles & tantes d'iceux petits enfans : par ce que Representation n'a point de lieu. Tit.4. Art.71. S'il aduenoit que l'vn desdits enfans decedast auant ledit pere ou mere, de la Succession duquel procederoient les Fiefs, & que ledit enfant predecedé delaisse aucuns ses enfans & heritiers : iceux petits enfans ne viendroient à la Succession de leurdit ayeul ou ayeule: par ce que Representation n'a lieu en ligne directe ne collaterale

PONTHIEV Tit.1. Art 8. En matiere de Succession Representation n'a aucun lieu.

BOVLLENOIS Tit.20. Art.76. La Representation n'a lieu en quelque Succession que ce soit. Art.77. Entre neueux ou niepces, desquels les peres & meres sont morts pretendans la Succession de leur grand pere ou mere, l'aisné masle d'iceux neueux succede entierement en tous les heritages de ses grand pere ou mere. Et s'il n'y a point de masle, la niepce aisnee y succede, & n'y ont tous les autres neueux & niepces aucune part ou portion. Car on n'a en telle Succession aucun regard aux peres & meres d'iceux neueux : par ce que, comme dessus est dit, Representation n'a point de lieu. Tit.21. Art.84. *A la fin.* Et n'a lieu tãt en ligne directe que collateral droict de Representation.

PERONNE Titre. 8. Art. 191. † p. *a l'Art. 174. de Laon.* Article 192. Toutesfois entre Nobles & en Fief, la fille de l'aisné ne represente son pere en la Succession de l'ayeul ou ayeule, en droict de primogeniture, où il y aura oncle, frere de son pere : mais ledit oncle en la Succession de pere ou ayeul, prend le droit d'aisnesse, demourãt toutesfois à la fille de l'aisné le tiers de la part qu'eust

†† *Cest Art. 164. est accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

† *Les Art. 50. & 53. ont esté de nouuel introduits, & l'ancienne Coustume, par laquelle en Succession de terres Nobles ou Feodales en ligne directe Representation n'auoit lieu, a esté abrogee.*

†† *Ces mots, Et quant aux Fiefs, &c. ont esté de nouuel adiouſtez.*

† *Cest Art. 310. a esté de nouuel adiouſte pour les difficultez qui aduiennent tournellemẽt sur iceluy.*

†† *L'ancienne Coustume estoit contraire: laquelle a esté reformee: & au lieu d'icelle a esté mis l'Art.15 pour l'aduenir, & sans preiudice du passé.*

† *Cest Art. 43. a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice des droicts acquis pour le passé: & l'ancienne Coustume reformee: par laquelle Representation tant en ligne directe que collaterale n'auoit lieu, n'a gueres qu'elle eust esté par expres accordee.*

†† *Les Art. 69. & 70. ont esté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, & mis au lieu du 37. Art. ancien: lequel a esté abrogé.*

Representation n'a lieu.

Aisné masle des neueux, ou l'aisné niepce à defaut de masle succede aux

Source : BIU Cujas

heritages de ſes grand pere & mere.
Repreſentation n'a lieu.

† Ces Art. 191. 192. 193. 194. 195. & 197. ont eſté de nouuel adiouſtez: & l'ancienne Couſtume, par laquelle Repreſentation n'auoit lieu audit Gouuernement, tant en ligne directe, que collaterale, a eſté abrogee comme dure & inique.

Fille aiſnee de l'aiſné Noble ou roturier, quand repreſente ſon pere au droict d'aiſneſſe ou non.

eu ſon pere en la Succeſſion, ſ'il euſt veſcu, rachetable au pris & en la maniere que deſſus: non comprins le manoir & pourpris principal du Fief & Seigneurie principale, où la fille ne prend rien, & demeure entierement audit oncle. Article 193. Mais où il n'y auroit oncles, ains ſeulement couſins germains, enfans des oncles puiſnez du pere de la fille, maſles ou femelles, ou qu'il n'y euſt que tantes, ſœurs du pere de la fille, icelle fille repreſente à l'encontre d'elles ſon pere, entierement en tout droict de primogeniture. Art 194. Et entre roturiers la fille de l'aiſné repreſente entierement ſon pere, auec tout droict de primogeniture, ſoit qu'elle ait oncles ou non. Art. 195. p. *à l'Art. 58 de Ribemont.* Art. 196. Et viennent les enfans de pluſieurs freres & ſœurs à la Succeſſion de leur oncle ou tante par Repreſentation de leur pere ou mere, auec leurs autres oncles & tantes par ſouches & non par teſtes. Art. 197. Mais ſi leſdits oncles & tantes eſtoiẽt predecedez, tous y doiuent venir de leur chef & partir la Succeſſion par teſtes & non par ſouches: reſerué toutesfois quant au preſent & deux prochains precedens Art. ce que pour la prerogatiue des Fiefs a eſté dit cy deſſus.

Repreſentation n'a lieu.

ARTOIS Titre 2. Art 93. Repreſentation n'a lieu en matiere de Succeſſion.

S. OMER en Artois, Titre 1. Art. 15. p. *à S. Omer.* Art. 2. ou grande mere, &c.

Repreſentation en ligne directe ſeulement.

LILLE Tit. 1. Art 16. Repreſentation a lieu en ligne directe tant ſeulement. Art 17. Si neueux ou niepces enfans de freres & ſœurs venoient à la hoirie de leur grand pere ou mere, ils ſuccederont à compte de teſtes, que l'on dit *in capita*, & non par branches, que l'on dit *in ſtirpes*: en ſorte que ſi vn enfant terminé n'y auoit qu'vn enfant, qui eſt neueu ſeul, ne feroit auec les autres couſins & couſines germaines qu'vne ſeule teſte, & n'auroient en ladite eſcheance non plus l'vn que l'autre. Mais ſi tels neueux ou niepces ſuccedoient contre leurs oncles & tantes en l'hoirie de leur grand pere ou mere: & ainſi par voye de Repreſentation: en ce cas chacune branche feroit vne teſte.

Neueux ou niepces venans à la Succeßion de grand pere ou mere, ſuccedent par compte de teſte & non par branche.

CAMBRAY Tit. 12. Art. 25. Repreſentation en Succeſſion aura lieu pour l'aduenir en ligne directe, tant en Fiefs, main-fermes que meubles. Art 26. Toutesfois en Fief, les filles ne repreſenteront point leur pere, en la Succeſſion de l'ayeul, tant qu'il y aura fils maſle, ou fils de fils maſle dudit ayeul.

Repreſentation en ligne directe.

VALANCIENNES Tit. 9. Art. 101. Quand aucuns conioints vont de vie à treſpas, delaiſſant enfant ou enfans, de leal mariage, iceux enfans repreſenteront leur pere & mere, en Succeſſion heritiere de leur grand pere & grand mere, pour y auoir telle part & portion que y auroient leur pere, ſ'ils eſtoient viuans.

Filles ne repreſentẽt leur pere en Fiefs en la Succeßion de l'ayeul, tant qu'il y aura maſle ou fils de fils maſle.

TOVRNAY Tit. 24. Art 2. Repreſentation a lieu en ligne directe: excepté és Fiefs, mais non point en ligne collaterale.

COMMINES Art. 19. Repreſentation a lieu en ligne directe, és biens, maiſons & heritages reputez pour meubles, delaiſſez par Bourgeois d'icelle ville.

ARMENTIERES Art. 6. Repreſentation a lieu tant en ligne directe, que collaterale, en faict de ſucceſſion de biens meubles, maiſons & heritages reputez pour meubles.

S. SIMON Art. 1. Par la Couſtume, En faict de Succeſſion Repreſentation a lieu tant en ligne directe que collaterale és maiſons & heritages cottiers & renteux, & biens reputez pour meubles.

ENNETIERES Art. 5. Repreſentation a lieu eſdits heritages tant patrimonieux, qu'acqueſtes en la Succeſſion de Pere ou de mere.

ARRAS Titre 3. Article 17. Auſſi en Succeſſion, Repreſentation n'a lieu.

AIRE Tit. 1. Art. 6. Repreſentation a lieu en matiere de Succeſſion, en telle maniere que le neueu ou niepce partit à l'encontre de ſon oncle ou tante la Succeſſion de ſon grand pere ou grande mere, de ſon oncle ou tante treſpaſſez, en heritages cottiers & meubles.

LILLERS Titre premier. Article 6. Repreſentation n'a lieu en matiere de Succeſſion, tant en ligne directe que collaterale. S'il y a pluſieurs enfans repreſentans vn decedé: iceux font vne teſte & choc contre chacun de leurs on-

Source : BIU Cujas

cles, ou autres auec lesquels ils doiuent succeder.

Comte de Bourg. Chapitre 3. Article 47. S'il y a enfans de plusieurs freres ou sœurs, ils succedent à leurs grands peres & meres, & aux freres & sœurs d'iceux leurs grands peres & meres par lignes & non par testes.

Representation a lieu en toutes Successions.

Dvche de Bourg. Chap.7. Art.19. En toutes Successions Representation a lieu, quand la personne representee est en pareil degré auec celuy de la ligne & branche auec lequel il succede, & autrement non. Et c'est ce que l'on dit en Bourg. Que ce qui eschet au pere, eschet au fils.

Ce qui eschet au pere, eschet au fils.

Nivernois Chap. 34. Art.10. En Succession collaterale dedans les termes de Representation on y succede par lignes: & hors les termes de Representation, par testes. Art.11. En toutes Successions directes de descendans, Representation a lieu *in infinitum*. Art.12. En Succession ascendante Representation n'a point de lieu. Art.13. En Succession collaterale, Representation a lieu entre freres & sœurs, & enfans de freres & sœurs du defunct, *& non vltra*: sauf és meubles: esquels Representation n'a lieu: mais aduiennent au plus prochain de la chair.

Representation en Succession collaterale.

Representation en Succession directe.

Representation n'a lieu en meubles.

Montargis Chap.15. Art.4. En Succession de ligne directe Representation aura lieu: & succederont ceux qui representent au droict & prerogatiue qu'eussent fait ou peu faire leur pere ou mere, s'ils eussent suruescu les ayeul ou ayeulle ou autres ascendans: & aura dés maintenant lieu la presente Coustume, soit que les personnes representees soient viuans ou trespassees. Art.8. Representation n'a point de lieu en ligne collaterale, sinon du consentement de tous ceux qui y ont interests.

Representation en ligne directe.

Representation n'a lieu en ligne collaterale: sinon, &c.

Orleans Tit.17. Art.304. †† p. *à l'Art.319. de Paris.* Art.305 p. *à Paris.* Art.324. en sa portion & droict d'aisnesse, &c. d'aisnesse, sans aucun droict d'aisnesse entre elles. Et s'il y a masles, se partira la Succession entre les enfans du fils aisné, le droict de prerogatiue gardé à l'aisné de ses enfans. Art.318. En † ligne collaterale les nepueux viennent par Representation à la, &c. p. *à Paris.* Art. 320. Et en cas, &c. testes: & outre ledit degré, Representation n'a lieu. Art. 319. & †† 320. p. *aux Art.321. & 322. de Paris.* Art.321. Mais la fille venant du masle, represente son pere en la Succession de son oncle decedé, auec le frere du decedé oncle de ladite fille. Art.322. p. *à Paris.* Art.323.

†† *Cest Art. 304. est tiré du 244. Art. ancien: & ces mots*, infiniment & en quelque degré que ce soit, *ont esté adioustez pour explication.*

† *Cest Art. 318. a esté accordé & adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Normandie Chap.11. Art.239. S'il n'y a enfans de l'aisné viuans, lors que la Succession escheoit: en ce cas le second fils tient la place, & à les droicts de l'aisné: & ainsi subsecutiuement des autres. Art.240. Encores qu'il n'y eust qu'vne fille de l'aisné, elle a par Representation de son pere pareil droict de prerogatiue d'aisnesse, que son pere eust eu: & en ligne collaterale aussi pour le regard de la Succession ancienne. Art.272. Quand la Succession tombe aux filles par faute d'hoirs masles, elles partagent egalement: & les Fiefs nobles, qui par la Coustume sont indiuidus, sont partis entre les filles & leur representans, encores qu'ils fussent masles. Chap.13. Art.288. En †† Succession de meubles, acquests & conquests immeubles en ligne collaterale, Representation a lieu entre les oncles, & tantes, nepueux & niepces au premier degré tant seulement. Art.289. Les neueux & niepces venans à la Representation de leur pere ou mere, succedent par souches auec leurs oncles & tantes: & n'ont tous les representans ensemble, non plus que leur pere ou mere eust peu auoir. Art.290. Et où il n'y aura qu'vne ou plusieurs sœurs du defunct suruiuantes, les enfans des freres decedez, ne les excluront de la Succession comme eussent fait leurs peres viuans. Mais succederont par souches auec leurs tantes: auquel cas les enfans des sœurs decedees succederont à la representatiõ de leurs meres par souches, comme les enfans des freres. Art.291. Les enfans des sœurs decedees ne succedent à la Representation de leurs meres, auec leurs oncles freres du defunct: mais † bien succedẽt auec leurs tantes, s'il n'y a frere du defunct viuant. Art.292. Les enfans des freres aisnez venans par Representation de leur pere, ne prendront aucun preciput ou droict d'aisnesse en la Succession de meubles, acquests & conquests en ligne collateral au preiudice de leurs oncles ou tantes. Art.301. En ladite Succession il y a Representation de sexe, & les descendans des freres prefereront les descendans des sœurs estans en pareil degré. Art.304. Les neueux, arriereneueux & autres estans en semblable degré succedent à leurs Oncles & Tantes par teste, & non par souches: tellement que l'vn ne prend non plus que l'autre, sans que les descendans des aisnez puissent auoir droict de preciput à la Representation de leurs peres. Et † font les sœurs part au profit de leurs frere ou freres, soient mariees ou non: à la charge de les marier, si elles ne le sont.

Second fils quand tient la place de l'aisné.

Fille de l'aisné a par Representation le droict d'aisnesse.

Filles succedans par faute d'hoir succedent egalement & partissent les Fiefs indiuidus.

Source : BIU Cujas

†† *Ces Art. 288. 289. & 290. ont eſté accordez pour Couſtume nouuelle. Repreſentation en ligne collaterale.*

† *Ces mots*, mais ſuccederont, *&c. iuſques à la fin ſont adiouſtez pour Couſtume nouuelle. Enfans de l'aiſné venans par Repreſentation ne prendront droict d'aiſneſſe en ſucceſsion de meubles, acqueſts & conqueſts. Repreſentation de ſexe en ſucceſsion collaterale.*

† *Ces mots* Et font les *&c. ſont adiouſtez pour Couſtume nouuelle.*

†† *Ceſt Art. 207. eſt mis au lieu du 30. Art. ancien.*

Repreſentatiõ a lieu infiniment en tous degrez, tant en ligne directe que collaterale.

Repreſentatiõ a lieu en toutes ſucceſsions.

Repreſentatiõ a lieu tant en ligne directe que collaterale.

† *Ceſt Art. 115. a eſté accordé pour auoir lieu doreſnauãt Maiſtre Eſtienne Petit Procureur de Dame Magdelaine le Payen vefue de feu Meſsire François de Marſillac premier Preſident de Rouen, ſ'eſt oppoſé à ceſt Art. pour les cauſes par luy dictes. Et M. Guillaume Maury cõme Procureur de Louys du Bouſquet, Eſcuyer Seigneur de la Gradeſerie au nom qu'il procede & conſors, a requis que ce preſent Art. ait lieu du temps que les*

TOVRS Tit. 25. Art. 287. En †† Succeſſion tant de Noble que de roturier, repreſentation a lieu infiniment en tous degrez tant en ligne directe que collaterale, egale ou inegal degré : & ne prendront tous les repreſentans plus grand droict que celuy ou celle qu'ils repreſentent.

ANIOV Tit. 12. Art. 225. En toutes Succeſſions ſoient Nobles ou roturiers Repreſentation a lieu audict pays, tant comme l'on peut trouuer, nommer & monſtrer le lignage.

LE MAINE Tit. 13. Art. 241. p. *a Aniou.*

GRAND PERCHE Tit. 8. Art. 151. Entre Nobles & roturiers Repreſentation a lieu infiniment, tant en ligne directe que collaterale & ſuccedẽt les deſcendans ou collateraux du defunct eſtans entre eux en pareil ou inegal degré par ſouches & non par teſtes.

CHASTEAVNENF Chap. 18. Art. 115. Repreſentation † aura lieu en ladite Baronnie, enclaues, fins, metes & Reſſort François d'icelle, en ligne directe *in infinitum* & tant qu'elle ſe pourra eſtendre : & en ligne collaterale, iuſques aux freres & enfans des freres ſuiuant la diſpoſition du Droict.

CHARTRES Chap. 18. Art. 93. Repreſentation † a lieu audict h Bailliage, meſmement audict Perche-Gouet, en ligne directe & collaterale, ſelon diſpoſition de Droict.

DREVX Chap. 19. Art. 83. En Succeſſion droict de Repreſentation a lieu en ligne directe : & en ligne collaterale au premier degré.

BLOIS Chap. 11. Art. 138. & 139. Repreſentation †† aura lieu doreſnauant en ligne directe, ſoit qu'elle ſoit accordee ou non : mais en ligne collaterale n'aura lieu, ſi elle n'a eſté accordee par †† celuy ou ceux de la Succeſſion deſquels eſt queſtion. Ce qu'ils pourront faire ſans y appeller aucuns de leurs heritiers preſomptifs. Art. 140. Doreſnauant † Repreſentation accordee en ligne collateral à vn parent, profite à celuy, auquel elle aura eſté accordee ſeulement, & non aux autres qui ſont en pareil degré. Art. 141. Doreſnauant †† niepce en ligne directe, repreſentera ſon pere à la Succeſſion de l'ayeul ou ayeule en toute prerogatiue ou preeminence, & droict de primogeniture, quand ledict ayeul ou ayeule n'aura point d'hoirs maſles. Mais ſi ledict ayeul ou ayeule auoient hoirs maſles : en ce cas ladicte niepce ne repreſentera ſon pere au droict de primogeniture : mais viendra par Repreſentation en la Succeſſion de l'ayeul, comme vn puiſné ſeulement, & appartiendra ledict droict d'aiſneſſe au maſle, ſ'il n'y en a qu'vn, ou a l'aiſné, ſ'il en y a pluſieurs. Art. 154. En ligne collaterale les neueux & couſins eſtans en pareil degré, ſuccedent *per capita & non in ſtirpes.*

S. AGNAN Chap. 5. Art. 19. En toutes les Baronnies & Seigneuries de S. Agnan Repreſentation a lieu en toutes Succeſſions tant directes que collaterales, ainſi que le Droict le permet.

h Par ceſte Couſtume de Chartres, ainſi qu'il a eſté monſtré au Tit. 1. des Fiefs cy deſſus : en pareil degré en ligne collaterale en Fief le maſle forcloſt la femelle. Or eſt il que par ceſte meſme Couſtume la repreſentation a lieu en termes de Droict. Et ainſi l'aiſné du maſle exclut les ſœurs, qui ſont ſes tantes, ainſi qu'il fut confirmé par Arreſt de Paris du 10. Mars 1548.

preſentes Couſtumes furent rédigees : & Iean de Saillant Eſcuyer au nom qu'il procede a dict au contraire. Surquoy auons ordonné que les parties auront acte de leur dire pour ſe pourueoir à la Cour, ainſi qu'ils verront bon eſtre.

† *Louys Dilliers a remonſtré que ceſt Art. 93. ne deuoit eſtre eſcrit pour Couſtume : attendu que par l'vſage & Couſtume ancienne, Repreſentation n'auoit lieu : & auoit eſté ledict Art. nouuellement mis & apposé par aucun de ceux qui auoient par le commandement du Roy redigées les Couſtumes par eſcrit. Et par ledict Brezeau Lieutenant general audict Bailliage fut dit qu'à l'aſſemblee du mois de Iuin mil cinq cens ſept, par l'aduis de tous fut ordonné que ledict Art. ſeroit eſcrit & arreſté pour Couſtume pour le bien commun, profit & vtilité dudict Bailliage. Et furent tous les aſſiſtans d'opinion que Repreſentation deuoit auoir lieu en ligne directe, combien qu'anciennement n'euſt lieu. Et quant en ligne collaterale tous les Seigneurs d'Egliſe & du tiers Eſtat furent d'opinion que Repreſentation y deuoit auoir lieu. Et au regard des Nobles Louys Dilliers Picard & d'Olonuille furent d'opinion qu'en ligne collaterale Repreſentation ne deuoit auoir lieu. Et leſdits Iean de Gauuille, Guyon de S. Benoiſt, Gilles Mauterne, Nicolas de Fauerie, Pierre d'Alonuille, Louys de Vernons, Rauland de Prulay, Nicolas de Dransfreuille, Iean Raillard, Meſsire Pierre de Dampont, Bertrand le Begue, Antoine Brouliart, Louys de la Roue, & Pierre du Fay & tous les autres Nobles furent d'opinion que ladicte Repreſentation deuoit auoir lieu en ligne collaterale. Et pour ce que par tous les aſſiſtans fut dit ordonné que ledict Art. demoureroit & ſeroit gardé pour Couſtume : dont leſdicts Dilliers, Picard & d'Alonuille ſe porterent appellans : & peu apres, auant que partir de l'aſſemblee, leſdicts Picard & d'Alonuille renoncerent à leur appel.*

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art.* 139. *eſt nouuel : & a eſté l'ancienne Couſtume corrigee, comme rigoureuſe.*
† *Ceſt Art.* 140. *corrige auſſi l'ancienne Couſtume pour le temps aduenir.*
†† *Ceſt Art.* 141. *eſt accordé pour nouuel, ſans preiudice des procez intentez, à cauſe que la Couſtume ancienne pouuoit eſtre cauſe des perditions des maiſons, meſmement entre Nobles, & à cauſe d'icelle ſe pourroient ſuſciter pluſieurs procez : & pour la conſeruation & vtilité des agnations & maiſons.*

SELLES Chap. 3. Art. 5. *A la fin.* Et a Repreſentation lieu &c. *à S. Aignan.*

Repreſentatiõ

VASTANG Chap. 10 Art. 22. Repreſentation en ligne directe & collaterale a lieu, & ſ'eſtend ſelon la forme de diſpoſition de Droict eſcrit, & non plus & a lieu ſeulement entre les roturiers.

Repreſentatiõ a ſeulement lieu entre roturiers.

LEPVROVX Chap. 4. Art. 6. Repreſentation a lieu.

CHABRIS Chap. 4. Art. 19. Ainſi que le droict le permet y a droict de Repreſentation en Succeſſion.

BERRY Tit. 19. Art. 43. En Succeſsion d'oncle paternel ou maternel, les neueux enfans du frere ou ſœur, ſuccedent auec leurs oncles, & repreſentent leur pere pour telle part & ſucceſſion qu'euſſent peu & deu ſucceder leurdict pere ou mere, s'ils eſtoient viuans auec leur oncle. Mais où il n'y auroit oncle ou tante pour ſucceder auec leſdicts neueux, mais ſeulement leſdicts neueux ſuccederont leſdicts neueux chacun par teſte & egale portion. i

Repreſentatiõ

i Cecy eſt contraire à ce qui eſt traicté in §. fin. inſt. de hered. quæ ab int. defer.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 306. Les termes de Repreſentation ſont és Succeſsions directes des aſcendans ou deſcendans *in infinitum*, & en ligne collaterale, des freres & des ſœurs ou de leurs enfans. Et ſe partent & diuiſent k les biens d'vn defunct, en Succeſsion eſtant hors les termes de Repreſentation, egalement entre les heritiers d'iceluy, par teſtes, *& non per ſtirpes*, tant meubles qu'heritages : mais dedans les termes de Repreſentation, les Succeſsions ſe partent *per ſtirpes* tant meubles qu'heritages.

Succeſsion comme ſe doit diuiſer hors les termes de Repreſentation, ou dans leſdits termes.

k Voyez cy deſſus l'Arreſt du 14. iour d'Aouſt 1587 pronõcé ſolennellement interpretatif de ceſte Couſtume.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 9. Repreſentation a lieu tant en droicte ligne que collaterale *vſque in infinitum* au pays Couſtumier.

LA MARCHE Chap. 19. Art. 218. Repreſentation a lieu en ligne directe *in infinitum* : & en ligne collaterale iuſques † aux enfans des freres. Art. 219 Hors les termes de Repreſentation, le plus prochain en degré ſuccede ſelon ce que deſſus eſt dit.

Repreſentation.

† *Ces mots, iuſques aux enfans des freres, ont eſté mis au lieu de ces mots, iuſques au tiers degré.*

LODVNOIS Chap. 27. Art. 30. Repreſentation a lieu en Succeſsion tant de Noble, que de roturier.

Repreſentation a lieu en toutes Succeſsions.

POICTOV Tit. 6. Art. 277. p. *a Anjou.* Roturieres †† directes l ou collaterales Repreſentation a lieu infiniment, tant que le lignage ſe peut compter & recongnoiſtre.

†† *Ces mots, directes ou collaterales, ſont adiouſtez pour plus grande explication de ceſt Art. 277. qui eſtoit le 212. ancien.*

l En ceſte Repreſentation on doit auoir eſgard de quel eſtoc ou branche procedẽt les biens : auſquels on veut ſucceder pardroit de Repreſentation. Car ſi tels biens viennent du branchage maternel, combien que les parens paternels ſoient les plus prochains, ſi ne iouyront ils pas deſdicts biens maternels. Et pour venir par droict de Repreſentation deux choſes doiuent eſtre concurrentes, c'eſt à ſçauoir la proximité de lignage, & l'habilité à ſucceder. Theuen.

ANGOVMOIS Chap. 7. Art. 83. En faict de Succeſsions, ſoient roturieres ou Nobles, Repreſentation a lieu, comme de Droict.

LA ROCHELLE Chap. 18. Art. 53. Repreſentation en ligne directe a lieu *vſque in infinitum* : mais en ligne collaterale, entre les freres & enfans des freres ſeulement.

XAINCTONGE Tit. 11. Art. 104. Repreſentation a lieu *in infinitum*, ſoit en ligne directe ou collaterale, tant que le lignager ſe peut monſtrer & conter.

ACS Tit. 2. Art 31. p. *a Xainctonge*, en droicte ligne ou en ligne collaterale, & ſuffit que le repreſenté ſoit de la qualité requiſe à eſtre preferé ou admis à ſucceder, jaçoit que le repreſentant ne le ſoit. Art. 32. Es cas où y peut auoir pluſieurs repreſentans, ſuccedent par branchage & non par teſtee. Art. 33. Où la femelle aiſnee ou femelles eſtans en pareil degré ſuccedent vniuerſellement par defaut des maſles, les maſles ſuccedans aux femelle ou femelles predecedees, ſont admis à repreſenter, & entrent au lieu & degré de leur mere ou meres, les femelles & leurs ſœurs excluſes.

Maſles ſuccedans aux femelles ſont admis à repreſenter leur mere ou meres, les femelles & leurs ſœurs excluſes.

S. SEVER Tit. 12. Art. 42. En toutes Succeſsions Repreſentation a lieu tant en ligne directe, que collaterale *vſque ad infinitum* : & par Repreſentation chacun ſuccede en tout ce que celuy qui repreſenté deuroit ſucceder.

BRETAGNE Tit. 23. Art. 592. *A la fin.* En † toutes Succeſsions directes ou collaterales Repreſentation a lieu, ſoit que les neueux concurrent auec leur oncles, ou les neueux ou couſins entr'eux Et auront les enfans la portion que leur pere euſt recueillie, & la departiront entre eux teſte à teſte : & ſ'il y a debtes, dont la Succeſsion fut chargee, chacun en payera ſelon la part & portion qu'il prendra en la Succeſsion.

† *Les Art. 562. 567. & 568. ont eſté rayez comme compris en ceſt Art. 592. plus clairement eſcrit.*

Source : BIU Cujas

BAR Tit. 9. Art. 119. p. *à Sanctonge infinitum.* & en ligne collaterale iuſques aux enfans des freres & ſœurs germains du decedé, incluſiuement ſelon le Droict ciuil.

SEDAN Tit. 9. Art. 163 p. *à Laon.* Art. 74 Infiniment, toutesfois en droict &c. *mis au Tit. 1. Des Fiefs.* Art. 169. p. *à Melun.* Art. 262. Incluſiuement: en maniere que les enfans du frere ou de la ſœur decedé, ſuccedent auec leurs ou tantes, freres ou ſœurs du defunct, quand il y en a, par ſouches: & ſ'il y auoit ſeulement des neueux du defunct, ils y ſuccederont par teſtes.

LA SALLE DE LILLE Tit 2. Art. 10. Repreſentation n'a lieu en ſucceſſion: ſauf en ligne directe, pour biens meubles & reputez pour meubles ſeulement.

Voyez Niuernois. Chap. 34. Art. 14. mis cy deſſous en l'Addition de ce Titre xv. nombre III.

Les plus proches parens en ligne collaterale ſuccedent aux meubles & acqueſts immeubles, ſi le defunct decede ſans hoirs.

†† *Les Art. 325. & 326. ont eſté mis au lieu des ſept vingt cinq & ſept vingt ſeptieſme de l'ancienne Couſtume, auec les Additions qui ſont à la fin deſdits Ar. faites en conſequence de la Couſtume nouuelle de Repreſentation cy deuant accordee.*

Les propres ſuccedent aux plus proches parens du coſté, dõt leſdits propres ſont venus.

Meubles & heritages non tenus en Fief ſe doiuent partir en ligne collaterale egalement par teſtes & non par ſouches: fors en cas de Repreſentation.

†† *Ces mots, & non par ſouches, ont eſté mis en ceſt Art. 327. qui eſtoit le ſeptvingt ſixieſme au lieu des anciens, & non par lignes.*

†† *Les Art. 328. 329. & 330. ont eſté de nouuel adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

Art. 325. PARIS.

En †† ligne [m] collaterale, les plus proches parens d'vn enfant decedé ſans hoirs luy ſuccedent quant aux meubles & acqueſts immeubles, ſans exclurre toutesfois les enfans des freres & ſœurs venans par Repreſentation, comme il eſt dit cy deſſus.

m En ces ſept Art. 325. 326. 327. 328. iuſques au 331. il eſt parlé de la Succeſſion collaterale: mais ils ſont fort differens du Droict commun. Les meubles & acqueſts ſuccedent aux plus proches en degré, & ſe doiuent les degrez compter ſelon le Droict ciuil Accurſ. in §. hactenus inſt. de gradib. can. ad ſedem. 35. q. 5. Mais les propres heritages qui viennẽt de la coſte & ligne du defunct, doiuent retourner à la ligne & ſouche dont ils ſont procedez. Et n'a lieu par ceſte Couſtume la conſideration de la double ligne introduite par quelques Couſtumes, comme celle de Berry conformement au droict ciuil, par ce que noſtre Couſtume les appelle egalement, ainſi qu'il ſera plus particulierement expliqué ſur les Art. 340. & 341. de ceſte Couſtume de Paris & ita duplicitas vinculi non ſpectatur hoc caſu. La Loy des xii. Tables. Si pater fam. teſtatus moritur, familia pecuniáque eius agnatorum gentiliúmque eſto, monſtre que les choſes doiuent retourner à ceux qui ſont de l'eſtoc & famille.

Art. 326. PARIS.

Et quant aux propres heritages, [n] luy ſuccedent les parens, qui ſont les plus proches du coſté & ligne, dont ſont aduenus les heritages, encores qu'ils ne ſoient plus proches parens du defunct: fors & excepté qu'en Fief, le maſle exclud les femelles en [o] pareil degré: ſans auſſi exclurre les enfans &c. comme deſſus.

n Les propres doiuent retourner touſiours à la ligne, dont ils ſont venus & deſcendus, comme meſmes le droict Romain l'ordonne aucunemẽt in l. de emancipatis 13.

Art. 327. PARIS.

Les heritiers d'vn [p] defunct en ligne collaterale, partiſſent & diuiſent egalement entre eux par teſtes, & † non par ſouches, les biens & Succeſſions du defunct tant meubles qu'heritages [q] non tenus & mouuans en Fief.

Art. 328. PARIS.

Excepté †† les enfans de freres & ſœurs qui partiſſent & font tous enſemble vne teſte, au lieu de pere & mere, s'ils ſuccedent auec leur oncle: & entre eux, ils partiſſent egalement.

Art. 329. PARIS.

Et ſont reputez, [r] parens du coſté & ligne, ſuppoſé qu'ils ne ſoient deſcendus de celuy, qui a acquis l'heritage.

Art. 330. PARIS.

Et s'il n'y a aucuns [s] heritiers du coſté & ligne, dont ſont venus les heritages, ils appartiennent au plus prochain habile à ſucceder de l'autre coſté & ligne en quelque degré que ce ſoit.

Art. 331. PARIS.

En ligne collaterale les heritages tenus & mouuans en Fief, ſe par-

Source : BIU Cujas

C. de legit. her. Laquelle les DD. eſtendent auſſi bien aux biens paternels, ores qu'elle ne parle que des maternels.

o En pareil degré. Cecy eſt adiouſté pour ce qui eſt mis en l'Art. 323. cy deſſus.

p Les Art. 327. & 328. dependent des Art. 320. 321. & 322. de la meſme Couſtume & ſ'expliquent les vns les autres & les mots non tenus & mouuans en Fief, ſont adiouſtez à cauſe du XXV. Art. de la meſme Couſtume Titre des Fiefs: par lequel les femelles n'heritent auec les maſles en pareil degré.

q Le meſme eſt porté par le 165. Art. de ceſte Couſtume mis au Tit. 1. de Fiefs de ceſte Conference.

r Ceſt Art. 330. eſt introduit pour exclurre le Fiſque ou Seigneurs pretendans les biens par desherance. Par la diſpoſition ciuile tous parens d'vn defunct peuuent venir à la ſucceſſion d'iceluy iuſques au x. degré. §. fin. inſt. de leg adgn. ſucc. §. fin. inſt. de ſucc. cogn. l. non facile D. de gradib. & affin. l. i. ii. & pen. D. vnde cognati Caſſiodor. VI. Var. comme i'ay monſtré en la premiere partie, in hoc caſu principis perſona poſt omnes eſt. Ce que pluſieurs Couſtumes ont nommement excepté. Au reſte ceſt Art. 330. eſt conforme à la Loy de emancipatis C. de legit. hered. tellement que les biens ne ſont point en ce cas reputez vacans: & ſont les heritiers d'vne ligne, quand l'autre ligne eſt eſtainte preferez au Fiſque. Ainſi par Arreſt donné le vingthuictieſme iour de May 1576. fut adiugee à la mere vefue d'vn nommé la Loupe naturel la ſucceſſion de ſes enfans qui auoient ſuccedé à leur pere naturel. Nous auons monſtré en la premiere partie que le Titre vnde vir & vxor, auoit lieu en la Couſtume de Berry. In legibus etiam Viſigothorum lib. 4. tit. 2. Maritus & vxor tunc ſibi hereditario iure ſuccedant, quando nulla adfinitas vſque ad VII. gradum de propinquis eorum vel parentibus inueniri poterit.

ſ Par ceſt Art. 331. il faut colliger qu'en ligne collaterale n'y a aucun droict d'aiſneſſe, comme quelques Couſtumes l'ont monſtré, ainſi qu'il ſe voit en l'Addition du tit. 1. des Fiefs nombre dernier.

tiſſent & diuiſent entre coheritiers ſans droict ou prerogatiue d'aiſneſſe.

Droict d'aiſneſſe n'a lieu en ligne collaterale.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 7. Art. 116. p. *a Paris.* Art. 325. D'vn defunct decedé, &c. Art. 117. & 118. p. *aux Art.* 326. 329. & 330. *de Paris.* Art. 119. p. *aux Art.* 327. & 328. *de Paris.* Art. 120. p. *a Paris.* 331.

MEAVX Ch. 8. Ar. 42. Et au regard du propre de celuy qui decede, non eſtans aucũs des aſcendans, il retourne au plus prochain de la ligne collateral. Car ledit propre ne mõte point, & ſi doit touſiours retourner en ligne, dont il eſt venu, ſoit directe ou collateral. Art. 45. Si c'eſt en ligne collateral en Fief, les filles ny prennent rien, quand il y a enfans maſles auſſi prochains qu'elles: & ſi elles ſont les plus prochaines, elles ſuccedent entre elles egalement, & ſans droict d'aiſneſſe, tant en ligne collaterale que directe. Chap. 21. Art. 164. En ligne collateral n'y a point de droict d'aiſneſſe. Car aiſneſſe preſuppoſe naiſſance de proche degré d'eſtoc: mais partiſſent teſte à teſte autant l'aiſné comme puiſné, en Fief & choſes roturieres.

Propre retourne au plus prochain de la ligne collaterale & doit touſiours reuenir en ligne dont il eſt deuenu.

Droict d'aiſneſſe n'a lieu en ligne collaterale

MELVN Chap. 17. Art. 259. En † ligne collaterale les maſles & femelles ſoient Nobles ou non, ſuccedent egalement: fors & excepté és heritages tenus en Fief, qui ſe partiront, comme a eſté dict cy deſſus. Art. 264. En †† ligne collaterale les propres d'aucun decedé ſans hoirs, retournent à ſes parens & lignagers habiles à luy ſucceder, qui ſont les plus prochains de l'eſtoc, coſté & ligne dont procedent les heritages: encores qu'ils ne ſoient les plus prochains d'iceluy defunct. Et † ſ'entendent leſdicts heritiers eſtre de l'eſtoc & ligne, dont ſont procedez leſdicts heritages, quand iceux heritiers ſont deſcendus de celuy auquel les heritages auoient appartenu: autrement non: & quant aux meubles & conqueſts, & en defaut de deſcendans ou aſcendans, appartiennent au plus prochain collateral du defunct de quelque coſté que ce ſoit.

† Ceſt Art. 259. a eſté adouſté comme ancien de tout temps practiqué & obſerué.

†† Ceſt Art. 264. a eſté mis de nouuel au lieu du 59. Art. ancien Tit. des Succeſſions cõmençant, Si deux conioints par mariage &c.

SENS Tit. 19 Art. 203. S'il y a pluſieurs hoirs maſles en ligne collaterale, eſtans en pareil degré, ils partiront les Fiefs & autres heritages à eux aduenus chacun par teſte, ſans que l'aiſné ait aucun droict d'aiſneſſe ou autre aduantage, que le cry & ſes plaines armes.

ESTAMPES Chap. 10. Art. 120. Les †† biens paternels viennent au lignager paternel, & les maternels au maternel, encores qu'il ne ſoit le plus prochain du defunct. Et quant aux meubles, acqueſts & conqueſts le plus prochain lignager y ſuccede. Art. 122. p *a Paris.* Art. 331. heritages tenus en Fief, &c. diuiſent egalement &c. & n'y a droict, &c.

† Ces mots, Et ſ'entendent &c. iuſques à ces mots, Et quãt aux meubles ſont adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé & des procez pendans, ſi aucuns en y a.

DOVRDAN Tit. 1. Art. 13. Droict d'aiſneſſe n'a lieu en ligne collaterale. Tit. 10. Art. 116. Quand aucun va de vie à treſpas ſans hoirs en ligne directe, ſes plus prochains parens & lignagers collateraux, ſoit du coſté paternel ou maternel, luy ſuccedent quant aux biens meubles & acqueſts immeubles. Et quant aux propres heritages, les plus prochains parens de l'eſtoc & branchage, dont leſdits heritages ſont procedez luy ſuccedent: encores qu'ils ne ſoient ſimplement les plus prochains du defunct. Art. 117. Et ſont entendus les plus

†† Sur ceſt Art. 120. s'eſt meue grande difficulté de ces

Source : BIU Cujas

mots, Biens paternels & maternels : à ſcauoir ſi par cy deuant les biens auroient eſté reputez paternels ou maternels, quand ils eſtoient procedez de ſouche ou branchage commun : c'eſt a dire du parent commun, d'où ſont deſcendus leſdits defunct & lignager : ou bien ſi pour eſtre reputez paternels & maternels, il ſuffit eſtre parens du coſté & ligne de celuy qui a acquis leſdits biens, ores que ledict parent ne ſoit deſcendu de luy : comme en l'acquiſition de l'heritage faicte par pere, par le decez duquel ledict heritage aiant faict ſouche eſt le propre dudict fils, ſi l'oncle paternel d'iceluy fils eſtãt depuis decedé ſans hoirs, doit ſucceder audict heritage delaiſſé par ledict decedé ſon nepueu : ou ſi les freres ou ſœurs vterins dudict decedé, excluront en Succeſsion dudit heritage, ledict oncle paternel, comme plus prochains lignagers dudict decedé. Et pour la diuerſité des opinions, & auſsi qu'il y a procez pendant & indecis, meſmes deuolu en la Cour de Parlement, qu'audict procez y auoit turbes faictes, auons le tout renuoye en ladicte Cour au lendemain des Roys, pour par elle en ordonner comme elle verra eſtre à faire par raiſon.

prochains de l'eſtoc & ligne, ceux qui ſont deſcendus de celuy, duquel les heritages ſont procedez, & qui les a mis en ligne. Et où ils n'en ſeroient deſcendus, encores qu'ils fuſſent parens du defunct de ce coſté, ne peuuent pretendre leſdits heritages contre les prochains lignagers d'iceluy defunct : poſé qu'ils ne fuſſent lignagers dudict coſté, dont les heritages ſont procedez. Art. 118. En maniere qu'és biens acquis par le pere & delaiſſez au fils, la ſœur vterine dudict fils, luy doit ſucceder, & non l'oncle frere du pere qui auoit acquis les biens, encores qu'iceux biens ayent eſté propres au fils dudict pere.

MONTFORT Chap. 1. Art. 21. En ligne c. n'y a droict d'aiſneſſe. Chap. 9. Art. 108. p. *a Dourdan.* Art. 116. parens en ligne collaterale, habiles à eſtre ſes heritiers, tous en meſme & egal degré, luy ſuccedent quant aux biens meubles acqueſts & conqueſts immeubles : & auſſi quant aux propres heritages, chacun en ce qui procede, & qui de ſon coſté & ligne eſt aduenu & eſcheu. Art. 111. En ligne collaterale, les propres heritages d'aucun defunct retournent à ſes parens & lignagers habiles à luy ſucceder, les plus prochains du coſté & ligne dont procedent & luy ſont venus & eſcheus leſdits heritages ſi d'iceluy defunct ils ſe veulent porter pour heritiers : ſuppoſé qu'ils ne ſoient les plus prochains dudit defunct.

Droict d'aiſneſſe en ligne collaterale n'a point de lieu.

MANTE Chap. 1. Art. 19. p. *a Montfort.* Art. 21. Droict d'aiſneſſe n'a lieu, & ſe partiſſent les Fiefs egalement. Chap. 15. Art. 166. Quand † aucun va de vie à treſpas delaiſſez pluſieurs heritiers, tant du coſté paternel, que maternel en pareil degré, tous les heritiers quant aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles ſuccederont egalement entre eux : auſſi payeront egalement les debtes mobiliaires du defunct : & †† quant aux heritages propres, les heritiers, qui ſont de l'eſtoc & branchage, dont les heritages ſont procedez, y ſuccederont : auſſi payeront les rentes foncieres & autres charges reelles, auſquelles d'ancienneté les heritages ont eſté affectez. Et quant aux autres charges reelles, commes rentes qui auoient eſte conſtituees par le defunct ſur ſes biens, ſe payeront pour portion au *pro rata* deſdits biens : encores que ladicte rente euſt eſté ſpecialemẽt aſſignee ſur aucuns des biens paternels ou maternels : pourueu toutesfois qu'outre la ſpecialité, y euſt auſſi generale hypotheque ſur tous les biens du defunct. Art. 167. Et ſ'entendent leſdits heritiers eſtre de l'eſtoc & branchage, dont ſont procedez leſdits heritages, quand iceux heritiers ſont deſcendus de celuy, par qui les heritages ont eſté premierement acquis, auſquels ils ſuccederont encores qu'ils ne ſoient les plus prochains parens dudict defunct, autrement non : comme ſi ledict defunct eſtoit decedé ſans hoirs delaiſſez freres ou ſœurs vterins & vn oncle paternel. Car ledict oncle ne ſuccedera és biens acquis par ſon feu frere, qui auroient fait ſouche en la perſonne d'iceluy defunct : ains les vterins ſeuls y ſuccederont : mais ſi les heritages auoient eſté acquis par l'ayeul paternel dudit defunct : audit cas ledict oncle ſuccederoit ſeul à iceux & non les vterins.

† Les Art. 166. & 167. en ce qu'il eſt parlé des propres venans de l'eſtoc & branchage ; ont eſte ordonnez auoir lieu pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.

†† Ces mots, Et quant aux heritages &c. iuſques à la fin ont eſté de nouuel adiouſtez.

Heritiers cõme ſont entẽdus eſtre de l'eſtoc & branchage.

Fiefs ſe partiſſent egalemẽt entre freres & couſins eſtans en meſme degré.

SENLIS Tit. 7. Art. 136. S'il y a pluſieurs freres ou couſins en vne meſme degré de lignage, les Fiefs ainſi eſcheus en ligne collaterale ſe partiront teſte à teſte entre eux, ſans prerogatiue de droict d'aiſneſſe : leſquels freres & ſœurs prefereront d'vn degré leſdits couſins. Art. 137. En ligne collateral, où il y a pluſieurs maſles en vn meſme degré ſuccedans en Fiefs, tels Fiefs ſe diuiſent egalement entre eux teſte à teſte ſans prorogatiue d'aiſneſſe. Art. 138. En ligne collateral en autres heritages que Fiefs, ſoient propres, acqueſts, conqueſts immeubles ou meubles, leſdits heritages, biens meubles & ſucceſſions ſe partiront entre eux, tant maſles que femelles, teſte à teſte, ſans quelque droict ne prerogatiue d'aiſneſſe. Art. 162. Les propres heritages d'vn defunct, retournent touſiours aux plus prochains parens du coſté & ligne, dont ils viennent, poſé ores qu'ils ne ſoient ſi prochains au treſpaſſé, que d'autres : comme les heritages venus au treſpaſſé du coſté de ſon feu pere, iront aux heritiers dudict defunct ſon pere :

Heritages biens, meubles & ſucceſsions autre que de Fiefs, ſe partent teſte à teſte ſans droit d'aiſneſſe.

Propres retournent touſiours au plus prochains du coſté & ligne, dont ils viennẽt.

Source : BIU Cujas

Paterna paternis : materna maternis.

& ceux du costé de sa feuë mere, aux heritiers du costé de sadicte mere.

CLERMONT Tit. 8. Art. 85. Quand en ligne collaterale vient & eschet aucune succession de Fiefs, à plusieurs, tant fils que filles, freres & sœurs, aux fils masles appartient le total desdits Fiefs, partissant entre eux egalement: & viénent iceux freres châcun pour sa portion à l'hommage du S. F. & quant aux sœurs elles n'ont rien esdits Fiefs & n'y peuuent clamer droict. Tit. 12. Art. 151. Quand va de vie à trespas sans hoir de son corps, & tel trespassé meurt saisi & vestu de plusieurs heritages à luy venus & escheus de diuers costez & lignes, tels heritages retournent aux heritiers dudict trespassé du costé dont lesdits heritages luy estoient venus & escheus: posé que lesdicts heritiers d'iceluy costé ne fussent aussi prochains comme les autres de l'autre costé & ligne.

LAON Tit. 8. Art. 78. Si le defunct ne laisse pere, mere, ayeul ou ayeule ou autres ascendans, ses freres, sœurs, cousins & cousines germains, & autres plus prochains collateraux, successiuement & selon leur ordre & degré de proximité luy succedent esdits meubles, acquests & conquests immeubles. Et quant aux heritages venans de naissant, les plus proches du costé & ligne dont ils viennent, encores qu'ils ne soient les plus proches de parenté, luy succedent: à sçauoir les lignagers paternels aux biens paternels, & les maternels aux maternels. Art. 79. Les biens sont estimez paternels ou maternels pour appartenir aux lignagers paternels ou maternels, quand ils viennent du costé & ligne des pere ou mere: encore qu'ils ne viennent de la souche † commune, qui est à dire de pere ou mere, ayeul ou ayeule, dont sont descendus les lignagers: en maniere que les biens acquis par le pere, qui sont propres à son fils, retournent par le decez dudit fils à l'oncle paternel: & non à la sœur vterine. Et y est le semblable des biens acquis par la mere, qu'ils doiuent retourner à l'oncle ou tante maternels, & non au frere ou sœur paternels. Art. 82. Et † si le defunct n'a delaissé aucuns parens collateraux du costé & ligne dont procedent lesdicts heritages de naissant ne pere ne mere, ausquels ils puissent remonter: ains autres parens, qui ne sont du costé & ligne dont viennent lesdits heritages: en ce cas, iceux heritages ne sont reputez vacans, & appartiennent ausdits parens qui en excluent le Haut Iusticier. Tit. 16. Art. 162. p. *a Mante.* Art. 19.

CHALONS Tit. 12. Art. 85. p. *a Laon.* Art. 78. Cousines & autres &c. Ar. 86. †† p. *a Laon.* Art. 79. Et est le semblable &c. Art. 91. Quand aucun va de vie à trespas, aiant cousins germains ou autres collateraux plus remots, tous en pareil degré, les cousins germains ou autres collateraux, successiuement par ordre en pareil degré de proximité, luy succedent par teste & egalement és meubles & acquests, & retourne touiours le naissant du costé dont il vient, comme dessus. Auquel pareillement les cousins & autres collateraux y venans de leur chef & non par Representation, succedent par teste & egalement. Art. 92. En ligne collaterale, hors les degrez de Representation, s'ils y a ascendans & descendans collateraux en mesme ligne & degré venans à la Succession d'aucuns leurs parens, comme grans oncles & petits nepueux: en ce cas succedent egalement. Art. 97. p. *a Laon.* Art. 82. audit parent qui en exclud &c. Tit. 20. Art. 173. p. *a Mante.* Art. 19.

REIMS Tit. 3. Art. 52. En Succession &c. &c. p. *a Montfort.* Art. 21. Tit. 11. Art. 315. L'heritage † acquis par pere ou mere, aiant fait souche à la personne de leur fils ou fille, est reputé naissant du costé de celuy, qui l'a acquis en maniere que si ledit fils ou fille decede sans enfans, delaisse vn frere ou sœur, d'vn costé seulement, & qu'il ne soit fils ou fille de celuy qui a acquis lesdits heritages, l'oncle ou tante dudit defunct, à sçauoir le frere ou sœur de celuy, qui auroit acquis ledit heritage, succedera audit enfant en iceluy heritage: tellement qu'il n'est necessaire à aucun pour estre reputé heritier dudit defunct, du costé & ligne dont procede ledit heritage, qu'il soit nay ou autrement descendu en ligne directe, de celuy qui aura acquis ledit heritage: mais suffit pour succeder audit heritage, qu'il soit parent du costé paternel ou maternel, de l'acquereur d'iceluy heritage. Art. 316. Si †† aucun va de vie à trespas sans hoirs procreez de son corps en loyal mariage delaissez aucuns heritages de diuers naissans, ses parens d'vn costé & ligne seulement, en defaut qu'il n'y ait parent d'autre costé & ligne, succederont totalement à tous les meubles, acquests & conquests immeubles du defunct: exclus le Fisque & tous autres Hauts Iusticiers des lieux, où sont assis lesdicts

En succession collaterale entre masles & sœurs les masles ont seulsle total des Fiefs: & n'y succedent les sœurs.

Heritages estans de diuers costez & lignes retournent aux heritiers du trespassé, du costé dont les heritages estoient venus & escheus au defunct.

Heritiers des meubles, acquets & conquests immeubles.

Heritiers des propres.

Biens quand sont estimez paternels ou maternels.

Biens ne sont reputez vacans la ligne defaillant.

† *Ces Art. 82. est adiousté pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

†† *Les Art. 86. 92. & 97. ont esté accordez pour l'aduenir sans preiudice du passé.*

Cousins germains ou collateraux en pareil degré, succedent par teste & egalement aux meubles & acquests: & les propres retournent du costé dõt ils viennent.

Heritage acquis quand est reputé naissãt.

† *Cest Art. 315. a esté adiousté pour auoir esté omis comme le premier.*

†† *Cest Art. 316. est de nouuel introduit: &*

t La Coustume de Dourlan. Art. 118. & Dunois. Art. 72. sont formellement contraires à ceste Coustume. Art. 79. & Chalons. Art. 66. Reims. Art. 315. Acs. Tit. 2. Art. 30.

Source : BIU Cujas

certain Art. contenu au liure imprimé, abroge nonobſtant les remonſtrances & empeſchemens faicts par leſdits Beguin, le Pouure & Trop-mignot eſdits noms. Auſquels auons octroyé acte de leur declaratiõ pour leur ſeruir & valoir en temps & lieu ce que de raiſon. Et neant-moins paſſera l'Art. pour Couſtume, ſans preiudice auſdits Seigneurs de leurs droicts & poſſeſſions : pour leſquels ils demeureront en leur entier.

leſdits biens : leſquels ne pourront pretendre comme vacans leur appartenir.

NOYON Tit.1. Art.11. En la ligne collaterale entre Nobles & quant aux Fiefs, l'aiſné maſle exclud ſes puiſnez, ſoiẽt fils ou filles & ſans charge de Quint enuers leſdits puiſnez. Art.13. Et † ſ'il n'y auoit que filles, l'aiſnee fille exclud pareillement ſes puiſnees, & ſans charge de Quint. Art. 14. Entre roturiers en ligne collaterale, les Fiefs ſe partiſſent egalement entre les maſles : & auſſi entre les filles, ſ'il n'y auoit maſles, ſans aucune prerogatiue d'aiſneſſe.

S. QVENTIN Tit.3. Art.46. Lignagers du defunct en pareil degré luy ſuccedent egalement, en ſes meubles, acqueſts & conqueſts immeubles roturiers. Art.47. Heritages propres & patrimoniaux d'vn defunct, retournent par Succeſſion à ſes prochains parens & lignagers, qui de luy ſe portent heritiers, du coſté dont procedent iceux heritages, & y ſuccedent egalement : iaçoit qu'ils ne ſoient ſimplement les plus prochains du defunct. Art.48. p. *à Dourdan.* Art.13. †† collaterale: tellement que ceux qui y ſuccedent, ſuccedent egalement: pourra neant-moins l'aiſné des ſuccedans en ligne collaterale, prendre & auoir à ſoy le total des Fiefs de la Succeſſiõ en recompenſant les autres pour la portion qu'ils y auroient, ſelon que dit eſt deſſus de la ligne directe.

RIBEMONT Tit.8. Art.65. p *à Dourdan.* Art. 13. collaterale : ains partagent les maſles egalement, & prennent autant l'vn comme l'autre, quand ils ſont en pareil degré. Et quand ils viennent par Repreſentation, où Repreſentation a lieu par la Couſtume, ſuccedent & partiſſent par ſouches. Art. 66. Toutesfois le plus aagé des maſles peut recompenſer les moins aagez de la part & portion qu'ils prennent auec luy aux Fiefs en la maniere deuant dicte. Art.68. Quant aux heritages eſtans de leur naiſſant, retournent à leurs parens du coſté & ligne, dont les heritages ſont venus & eſcheus, & retournent les paternels aux paternels, & les maternels aux maternels, ſans auoir eſgard à la proximité.

COVCY Tit.3. Art.7. Entre * Nobles en ligne collaterale y a aiſneſſe: & emporte l'aiſné tous les Fiefs: à la charge du Quint: mais, &c. Art.8. Entre roturiers en ligne collaterale, droict d'aiſneſſe n'a lieu : mais bien exclud le maſle la femelle, eſtant en pareil degré, quant aux Fiefs. Et où il y auroit pluſieurs maſles, partiront egalement ſans prerogatiue d'aiſneſſe : neant-moins pourra l'aiſné ou plus aagé d'eux qui ſuccedera en Fief collateralement, recompenſer les autres maiſnez, de la part & portion qui leur appartiendroit aux Fiefs, en la maniere deuant dite.

AMIENS Tit.4. Art.84. En ligne collaterale les heritages propres, feodaux ou cottiers venus & eſcheus au defunct par Succeſſion de ſes predeceſſeurs appartient au plus prochain parent d'iceluy defunct, du coſté & ligne dont leſdits heritages luy ſont eſcheus, encores que d'vn autre coſté il en euſt vn autre plus prochain: c'eſt à ſçauoir les Fiefs ſoient nobles, abbregez ou reſtraints à l'aiſné maſle, & à faute de maſle à l'aiſnee femelle : & les heritages cottiers & roturiers, cens & rentes realiſees & non infeodees, appartiennent tant à l'aiſne maſle ou femelle, qu'aux autres puiſnez en pareil degré, chacun d'eux par egale portion. Art.85. Et † quant aux acqueſts feodaux ou cottiers appartiennent au plus prochain du ſang, ſans diſtinction de coſte & ligne: à ſçauoir les Feodaux à l'aiſné maſle, & en defaut de maſle à l'aiſnee femelle : & les cottiers cens & rentes realiſees & non infeodees, enſemble les meubles appartiennent, tant à l'aiſné masle ou femelle, qu'aux autres puiſnez en pareil degré & par egale portion. Art.87. †† p. *à l'Art.79. de Laon.* Art.88. Si le defunct, &c. p. *à Laon.* 82. les heritages patrimoniaux ne pere, &c qui excluent, &c.

S. OMER Tit.1. Art.3. Meubles, debtes, obligations perſonnelles & catheux ſuccedent à pareil degré, chacun à egale portion, les neueux & niepces repreſentans leur chef.

CHAVNY Tit.7. Art.38. Mais au regard des heritages, que l'on dit vulgairement de naiſſant ou propres venus de pere ou mere, ou autres parens, iceux heritages doiuent retourner au plus prochain parent du defunct en ligne deſcendant, du coſté dont ſont procedez leſdits heritages, ſans retourner aux aſcen-

† *Sur l'ancien Art. a eſté remonſtré par ledit Chaſtelain qu'il n'eſtoit raiſonnable quant aux roturiers, que les puiſnez fuſſent totalement exclus, attendu que la diuiſion des Fiefs entre roturiers auoit eſté trouuee bõne en ligne directe: & pareillement eſtoit raiſonnable la receuoir en ligne collaterale : la matiere miſe en deliberatiõ entant que touche les Nobles, l'Art. a eſté remis à la diſcretion de la Cour & les parties y renuoyees au lendemain des Roys pour par elle y eſtre pourueu, comme de raiſon. Et quãt aux roturiers a eſté l'Art. reformé en la maniere qu'il eſt contenu és Art. 13. & 14. pour auoir lieu à l'aduenir, & ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ceſt Art. 48. a eſte accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſe, & a eſté certain Art. ancien reformé.*

* *Voyez ce qui a eſte remarqué ſur les Art. 5. & 6. de ceſte Couſtume de Couey, mis au Titre premier des Fiefs Art. 13. cy deſſus.*

Source : BIU Cujas

Fiefs Nobles, abregez ou restraints appartiennent à l'aisné masle, ou à son defaut, à l'aisnee femelle.

† *Cest Article octante cinq a esté de nouuel adiousté pour la conformité & parité de raison qu'il a auec le precedent.*

†† *Les Articles octante sept & 88. ont esté de nouuel adiousteż pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Heritages de naissant ou propres retournent au plus prochain du defunct en la ligne dont ils viennent.

dans : posé que les parens ascendans fussent en plus prochain degré, que les autres succedans és meubles & acquests. Article trente neuf. Et ou les defuncts decedez sans heritiers n'auroient pere ou mere, ses freres & sœurs, cousins germains & autres prochains heritiers du defunct luy doiuent succeder és meubles & acquests. Mais au regard des heritages de naissant ou propres, ils doiuent retourner au plus prochain de la ligne dont ils sont venus. Titre 15. Article 76. En ligne collaterale droict d'aisnesse n'a lieu, comme en ligne directe : excepté que les puisnez y ont droict de Quint à vie.

Droict d'aisnesse n'a lieu en ligne collaterale.

PONTHIEV Titre premier. Article 13. Si aucun iouissant d'aucunes choses reelles, foncieres & proprietaires à luy succedees & escheues, par hoirie de ses predecesseurs & deuanciers, decede intestat, sans delaisser aucuns consanguins & parens en ligne directe, & sa Succession eschet en ligne collateral, au plus prochain en degré d'iceluy decedant, de la coste & ligne, dont luy estoient procedez lesdits heritages, appartient à la Succession d'iceux heritages qui procedez estoient au defunct du costé & ligne, dont luy attenoit son consanguin plus prochain : posé qu'iceluy defunct en eust de plus prochains d'aucun autre costé & ligne : & en Ponthieu d'vn costé & ligne n'a qu'vn heritier. Article quatorziesme. Si en aucune Succession collaterale d'aucuns defuncts sont aucuns biens meubles, acquests ou conquests, ils appartiennent à celuy qui seroit le plus prochain en lignage, à iceluy defunct : & quant aux heritages, ils suiuent la coste & ligne, dont ils estoient procedez, au defunct.

Heritages propres suiuent tousiours leur ligne.

Vn seul heritier d'vn costé ou ligne.

Meubles, acquests & conquests appartiennent au plus prochain.

BOVLLENOIS Tit. 21. Article 85. Tous heritages suiuent la coste & ligne succedans au plus prochain heritier d'iceluy costé & ligne, dont auparauant ils estoient succedez, sans ce qu'autruy d'autre costé & ligne, encores qu'il fut plus proche parent y peut pretendre aucun droict : trop bien succede és biens meubles, debtes & acquests delaissez par le decedé, s'il n'en a autrement disposé. Article octante six. Entre freres & sœurs les heritages feodaux ou cottiers venans des predecesseurs, succedent à l'aisné frere suiuant, ou à l'aisnee sœur, s'il n'y a aucuns freres : & les meubles, debtes cattels & acquests succedent aux suruiuans par egale portion & ab intestat.

Heritages suiuent la coste & ligne dont ils procedent.

PERONNE Tit. 8. Art. 187. Entre les roturiers en ligne collaterale & en Fief, l'aisné masle plus prochain : & s'il n'y a masle, l'aisnee femelle plus prochaine du decedé si cede en tout le Fief. Article 190. Et les propres venans de naissant, retournent à ceux de l'estoc, branche & ligne, dont ils sont procedez : encores qu'ils ne fussent conioincts que d'vn costé, & qu'ils ne fussent si proches que les autres : tellement que les propres paternels retournent aux parens paternels : & les propres maternels aux parens maternels.

ARTOIS Tit. 2. Art. 105. Heritages patrimoniaux en Succession tant de ligne directe, comme collaterale, succedent aux plus prochains heritiers du lez & costé dont ils viennent & procedent. Et és heritages patrimoniaux l'on n'a regard à la double ligne : mais seulement à la ligne dont l'heritage procede. Autre chose est des meubles, catheux, debtes, acquests, & generalement pour tous biẽs non tenans coste ne ligne : par ce que lors la duplicité se cõsidere, & a lieu la double ligne. Art. 108. Tous heritages patrimoniaux suiuent coste & ligne.

Double ligne n'est considerable en Succession d'heritages patrimoniaux : ains seulement en meubles, catheux, debtes & acquests.

BAPPALMES Titre premier. Article dixiesme. Heritages patrimoniaux cottiers, ne tiennẽt cotte ne ligne : & vont aux plus prochains heritiers de quelque costé que ce soit.

LILLE Tit. premier. Art. 10. En ligne collaterale les biens meubles ou reputez pour meubles d'vn trespassé, succedent aux plus prochains du trespassé, soit du costé paternel ou maternel : & n'y a nuls demy-licts, qu'on appelle demy-freres & demy-sœurs.

Meubles & reputez pour meubles.

DVCHE DE BOVRG. Chapitre septiesme. Article. 17. Les heritages ensuiuẽt en Successiõ la ligne du trõc de laquelle ils sont issus : c'est à sçauoir que

Source : BIU Cujas

Demiticts n'ont lieu.
Heritages en ſucceſsion enſuiuent la ligne du tronc.

les heritages procedans du coſté & ligne paternel retournent aux heritiers du defunct du coſté paternel : & ceux procedans du coſté & ligne maternel, retournent aux heritiers du defunct du coſté maternel, ſoit en prochain ou en loingtain degré.

Biens enſuiuent la ligne.

COMTE DE BOVRG. Chap. 3. Art. 46. Les biens enſuiuent la ligne dont ils ſont mouuans en Succeſſion ab inteſtat : c'eſt à ſçauoir les anciens biens & heritages procedans du coſté paternel, eſcheent aux parents de la ligne paternelle : & les procedans du coſté maternel, aux parens de la ligne maternelle, ſoit en prochain ou en loingtain degré : ſauf aux heritiers qui ſerõt prochains en double ligne, les prerogatiues deſſuſdites. En quoy ſera gardé le droict eſcrit.

Double ligne a lieu ſelon le droict.

NIVERNOIS Chap. 34. Art. 7. p. *au Duché*, enſuiuent la ligne du tronc & eſtre dont ils, &c. iſſus en maniere, &c. retournent & appartiennent ſeulement aux heritiers du defunct d'iceluy coſté : & ceux qui procedent, &c. maternel de meſmes : & eſdits heritages eſt exclus le plus prochain parent de l'autre coſté par le parent du coſté dont procede l'heritage : poſé qu'il ſoit plus loingtain en degré. Ch. 35. Art. 3. En Succeſſion collaterale droict d'aiſneſſe n'a point de lieu.

Droict d'aiſneſſe.

S. PAVL Tit. 1. Art. 4. Quand aucun va de vie à treſpas iouiſſant d'aucuns heritages feodaux ou cottiers, ſans delaiſſer enfant ou enfans procreez en mariage : mais delaiſſe pluſieurs freres ou ſœurs, à l'aiſné maſle ſuccedent & appartiennent tous les Fiefs & anciens manoirs : ſans ce qu'autres freres & ſœurs y puiſſent demander droict de Quint ou autre partage : ſauf qu'en granges, eſtables & mareſchaucees & bois croiſſans, reputé blanc bois, enſemble terres labourables cottieres, chacun deſdits frere & ſœur, y ont autant l'vn comme l'autre. Et ſi le decedant ne laiſſe que ſœurs, à l'aiſnee appartiennent tous les Fiefs & anciens manoirs cottiers ſans charge de Quint n'autre droict enuers ſes autres ſœurs, & qui n'ont part ne portion és granges, eſtables, mareſchaucees & bois croiſſant & és terres labourables cottieres : leſquelles eſtables, &c. l'heritier principal peut rauoir & racheter en payant la priſee, qui de ce ſeroit faite par gens à ce cognoiſſans. Art. 5. Quand aucun va de vie à treſpas iouiſſant d'aucuns heritages feodaux & d'aucuns manoirs cottiers, & ne delaiſſe aucuns enfans, freres ou ſœurs : mais ſeulement parens en ligne collaterale, à l'aiſné plus prochain du decedant, ſoit maſle ou femelle, iſſus de diuers ventres, competent & appartiennent iceux Fiefs & anciens manoirs cottiers : ſans ce que leſdits heritiers en pareil degré, y ayent droict de Quint ny autre partage. Et ſi c'eſt tout d'vn ventre, à l'aiſné maſle compete & appartient la Succeſſion : ſuppoſé qu'il y aye ſœur aiſnee de luy. Et ſi ce ſont terres labourables cottiers, elles ſont partables entre tous les heritiers en la ligne collaterale & en pareil degré, autant à l'vn comme à l'autre, ſoient maſles ou femelles.

En ligne collaterale l'aiſné maſle ſuccede en tous les Fiefs & anciens manoirs, ſans droict de Quint ou autre partage : & és granges, eſtables, mareſchaucees & bois croiſſans, reputees bois blanc & terres labourables, ſe partent egalement entre eux.

LA SALLE DE LILLE Tit. 2. Art. 26. Heritages cottiers patrimonieux ſuccedent en faute de deſcendans, aux prochains parens en ligne collaterale du treſpaſſé, du lez & coſté dont ils procedent : les maſles excluent les femelles en pareil degré. Et en faute de maſles en pareil degré ſuccedent aux femelles egalement. Art. 27. Heritages cottiers acquis auant mariage qu'on dit en demiſellaige, ſuccedent en ligne directe, cõme patrimoine. Et en ligne collaterale, aux prochains parens de quelque coſté que ce ſoit, les maſles excluent les femelles en pareil degré. Et en faute de maſles aux prochaines femelles egalement. Art. 31. Heritages cottiers acquis par deux conioints par mariage, ou par le mary ſeul, par le treſpas du premier mourant terminé ſans hoir en ligne directe, ſuccedent pour la moitié aux prochains parens en ligne collaterale dudit treſpaſſé, excluant par les maſles en pareil degré les femelles, & en faute deſdits maſles en pareil degré, les femelles y ſuccedent egalement : & l'autre moitié appartient au ſuruiuant, qui en eſt ſaiſi. Art. 33. Heritages cottiers acqueſtez ſuccedent en ligne collaterale egalement aux plus prochains hoirs maſles, excluant les femelles en pareil degré. Et en faute deſdits maſles, aux plus prochaines femelles, comme deſſus. Art. 55 Tous les biens meubles catheux & heritages reputez pour meubles en faute de ligne directe ſuccedent aux plus prochains parens en ligne collaterale, tant maſles que femelles en pareil degré par egale portion de quelque coſté que ce ſoit, ſans auoir regard à demy freres ne demye ſœurs, ou duplicité de lieu.

Aiſnee en defaut de maſle a tous les Fiefs & anciẽs manoirs cottiers ſans charge de Quint.

Entre collateraux autres que freres & ſœurs, s'ils ſont tous d'vn ventre, à l'aiſné ou aiſnee competent les Fiefs & anciens manoirs cottiers, ſans charge de Quint & ſi c'eſt d'vn ventre, à l'aiſné maſle.

ARRAS Titre troiſieſme. Article vingt-quatre. Tous heritages ſituez

Terres labourables & cottieres ſe

Source : BIU Cujas

partent egalement eſtans en pareil degré.

audit Eſcheuinage ſuccedent aux plus prochains heritiers des poſſeſſeurs : ſans auoir regard de quel lez & coſté, ils ſont parens auſdicts poſſeſſeurs, ne comment iceux heritages, ſont venus & eſcheus à iceux poſſeſſeurs.

MONTARGIS Chapitre premier. Article quarante troiſieſme. Quand enfans maſles en pareil degré, ſuccedent à Fief en ligne collaterale, entre eux n'y a aucun droict de prerogatiue d'aiſneſſe, mais ſuccedent egalement. Chapitre 15. Article ſecond. *A la fin.* Et pareillement en ligne collaterale ſuccedent egalement les maſles & femelles, ſoient Nobles ou non. Article troiſieſme. En Succeſſion de ligne collaterale, les heritages du treſpaſſé appartiennent à ſes plus prochains parens, eſtans de la ſouche & ligne dont procedent leſdits heritages, & en forcloënt les autres parens d'autre ligne plus prochains. Et ſi leſdits heritages n'auoient faict ſouche au degré de la perſonne qui veut ſucceder, ne ſont dicts propres & y ſuccedent les plus prochains en degré. Article dixieſme. En Succeſſions quant aux meubles & conqueſts immeubles, qui ſont d'vne meſme qualité, le plus prochain forcloſt tous les autres : & pareillement és autres heritages, dont n'y a parens, auſquels puiſſent eſtre dits propres. Article dixneuf. Les neueux ou couſins en Succeſſion collaterale ſuccederont egalement par teſte & ordre de degré : ſauf aux heritages feodaux, le maſle forcloſt la femelle.

ORLEANS *Tit.1. Art.98.* Quand enfans maſles en pareil degré ſuccedent à fief par ligne collaterale entre eux n'y a aucun droict de prerogatiue d'aiſneſſe : mais ſuccedent egalement. Tit.17. Art.323. † p. *à Paris.* Art. 325. d'vn decedé, &c. & conqueſts immeubles. Art.324. Et †† quant aux heritages propres en Succeſſion de ligne collaterale on n'a point eſgard à la conſanguinité ny proximité de lignage : mais ſeulement au coſté & ligne dont leſdits heritages procedent, retournans les heritages paternels, aux parens paternels, & les heritages maternels aux parens maternels, le degré neant-moins gardé entre eux. Art. p. *à Paris.* Art.329. & 330. ſoit aſcendant ou collateral. Art.327. p. *à Paris.* Art. † 325. & 326. †† 327. tant maſles que femelles partiſſent, &c. Fief : ſauf † que les neueux venans auec les oncles par Repreſentation, ſuccedent par ſouche : mais entre eux ils partiſſent egalement.

NORMANDIE Chap.11. Art.245. Les heritages venus du coſté paternel retournent touſiours par ſucceſſion aux parens paternels : comme auſſi font ceux du coſté maternel aux maternels, ſans que les biens d'vn coſté puiſſent ſucceder à l'autre en quelque degré qu'ils ſoient parens : ains pluſtoſt les Seigneurs, u deſquels leſdits biens ſont tenus & mouuans y ſuccedent. Art.246. Ce qui ſe doit entendre non ſeulement des biens qui deſcendent des peres & meres : mais auſſi des autres parens paternels & maternels : pourueu que les biens fuſſent propres en la perſonne de la Succeſſion, duquel eſt queſtion. Art. 248. En Succeſſion de propre tant qu'il y a maſles ou deſcendans de maſles, les femelles ou deſcendans des femelles ne peuuent ſucceder, ſoit en ligne directe ou collaterale.

TOVRS Tit.25. Art.282. Entre Nobles les Succeſſions collaterales viennent à l'aiſné ou aiſnee, ou leurs repreſentans, & n'y prennent rien les puiſnez : fors en deux cas : l'vn quand les puiſnez tiennent leurs partages enſemble indiuiſez, & que l'vn decede ſans hoir procreé de ſa chair : l'autre quand la Succeſſion naiſt & procede de frere aiſné ou autre parent chef de la ligne ou ſouche, dont ils ſont deſcendus ou de leurs repreſentans : laquelle Succeſſion aduenant au dernier cas, tous les membres en ſont abbreuuez, & en aura l'aiſné les deux parts & l'aduantage, comme en Succeſſion directe, & tous les puiſnez le tiers. Article 287. *A la fin.* Et retournerõt les biens paternels, aux heritiers paternels, & les maternels aux maternels de l'eſtoc & branchage, dont ſont procedez leſdits biẽs, cõbien que les parens ne fuſſent les plus prochains. Art. 288. Et †† ſ'entendent leſdits heritiers eſtre de l'eſtoc & branchage & dont ſont procedez les heritages, quand ils ſont deſcendus de celuy, par qui ils ſont premierement acquis & y ſuccederont, encores qu'ils ne ſe treuuent les plus prochains parens du defunct.

ANIOV Titre douzieſme. Art. deux cent vingt-neuf. En toutes Succeſſions collaterales, comme de freres aiſnez, quand ils treſpaſſent ſans hoirs iſſus de leurs corps, ſœurs, oncles, tantes, nepueux, couſins germains & autres, les fils & filles y ſuccedent auec l'aiſné, & ſe departent telles

Droict d'aiſneſſe n'a lieu en ligne collaterale pour ſucceßion de fief.

Heritages appartiennent aux plus prochains de la ligne dont ils procedent.

Propres ne ſont dicts s'ils n'ont faict ſouche & y ſuccedent les plus prochains en degré.

Heritiers plus prochains forcloent les autres plus loingtains en ſucceßion de meubles & cõqueſts immeubles, & es autres heritages dont n'y a parens.

† *Ceſt Article 323. eſtoit le 242. de l'ancien, & ce qui a eſté adiouſté eſt pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ceſt Art. 324. eſtoit le 251. de l'ancien: & ce qui a eſté adiouſté & changé eſt pour explication.*

† *Ceſt Art. 325. a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

†† *L'Article 326. a eſté accordé pour l'aduenir. Et ſur l'empeſchement faict par le Procureur du Roy, que la ligne defaillant, l'heritage retournaſt*

u Ceſte Couſtume eſt fort contraire à la Couſtume de Paris Art.330. Calais Art 119. Orleans Art.326. Laon Art. 82. Chalons Art. 97. Reims Art. 316. Amiens. Art. 88.

Source : BIU Cujas

aux parens de l'autre coſté, pretendant que par la defaillance de la ligne dont procedoient les heritages, que iceux heritages deuoient appartenir au Roy. Auons donné acte de ladite Couſtume pour ſe pourueoir ainſi qu'il verra eſtre à faire

† *Ceſt Art.327. a eſté accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé, iuſques à ces mots:* Sauf que les neueux, *&c. qui ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir.*

Seigneurs ſuccedent quand la ligne eſt eſtainte.

En ſucceſsion de propre directe ou collaterale les maſles ou leurs deſcendans ſuccedent.

†† *Ceſt Art.288. eſt de nouuel adiouſté pour l'explication des precedens Articles.*

Heritiers comme ſont entendus eſtre de l'eſtoc & branchage.

En ſucceſsion collaterale, on partit par les deux parts & par le tiers.

Succeſſions collaterales par les deux parts & par le tiers : c'eſt à ſçauoir pour le ſecond frere puiſné qui demeure au lieu de l'aiſné, apres le decés de ſon frere aiſné, ſ'aucun y a ou de ſa Repreſentation, le preciput & aduantage auec les deux tiers: & pour les fils & filles ou leurs Repreſentations, pour l'autre tiers: & ſ'il n'eſt demouré frere ne repreſentation de frere, & n'eſt demouré que filles ou leur Repreſentation, la fille aiſnee ou ſa Repreſentation a ſemblable droicts & aduantages és Succeſſions que y auroit le fils aiſné, ſi fils y auoit. Article deux cent ſoixante huict. Par ce que la Repreſentation a lieu eſdits pays, les heritages & conqueſts d'aucun, quand il n'y a hoir de ſon corps, s'en vont en deux lignes : vne en ligne de pere, & l'autre en ligne de mere.

Repreſentation a lieu.

LE MAINE Tit.13. Art.246. p. *à Anjou.* Art.229. *iuſques à ces mots*, le fils aiſné. Art.286. p. *à Anjou.* Art.268.

Heritages ſuiuent l'eſtoc & ligne.

GRAND PERCHE Tit.8. Art.152. Les heritages ſuiuent l'eſtoc & ligne dont ils ſont venus: c'eſt à ſçauoir que les heritages propres procedans de l'eſtoc & ligne paternelle, retournent aux heritiers du defunct ſes parens & lignagers du coſté paternel: & ceux procedans de l'eſtoc & ligne maternelle, retournent aux heritiers parens & lignagers du defunct du coſté maternel, encores qu'ils ſoient en plus loingtain degré.

Paterna paternis, materna maternis.

CHASTEAV-NEVF Chap. 18. Art.118. Les heritages d'aucun defunct, ſoient en Fief ou en Cenſiue, viennent & eſcheent aux plus prochains lignagers dudit defunct du coſté & ligne dont iceux heritages meuuent & deſcendent. Art.128. p. *à Mont-fort.* Art.121. prochains ſimplement dudit defunct.

Heritages viennent au plus prochain du coſté & ligne dont ils viennent.

DREVX Chap.19. Art.86. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 118. & cheent aux plus prochains, &c.

Droict d'aiſneſſe en ligne collaterale.

BLOIS Chap 11. Art.153. En Succeſſion d'heritages Feodaux en ligne collaterale n'a aucune prerogatiue d'aiſneſſe: ains ſe depart egalemẽt entre heritiers. Art.159. Es Succeſſions collaterales, le plus prochain en degré du defunct prend les meubles & conqueſts : mais quant aux patrimoniaux, ils s'en vont *paterna paternis* x *& materna maternis.*

Paterna paternis, &c.

DVNOIS Chap.14. Art.71. En Succeſſion de ligne collaterale d'heritages propres on n'a aucun regard, &c. p. *à Orleans.* Art.324. ſeulement à la deſcendue & ſouche dont les heritages ſont deſcendus & aduenus : & à iceux heritages propres ne ſuccedent les plus prochains en degré de conſanguinité : mais ſeulement ceux qui ſont de la ligne, dont les heritages procedent, *referendo paterna paternis & materna maternis.* Art.72. Si aucun ayant propres heritages venus de l'acqueſt de ſes pere ou mere, va de vie à treſpas ſans hoirs du coſté dont luy viennent tels heritages, & il a freres de pere ou de mere d'autre mariage, tels freres luy ſuccedent eſdits propres : combien qu'ils ne ſoient de la ligne, dont procedent leſdits propres.

Freres ſuccedent aux propres heritages venus de l'acqueſt de leur pere ou mere.

S. AIGNAN Chap.5. Art 18. En Succeſſion collaterale les maſles & femelles ſuccedent és choſes nobles: & n'y a aucun droict d'aiſneſſe, ſoit entre Nobles ou non nobles.

Droict d'aiſneſſe n'a lieu en ligne collaterale.

LA RVE D'YNDRE Chap. 4. Art. 13. † En Succeſſion collaterale les Succeſſions ſe diuiſent *per capita* & egale portion, & n'y a aucun droict d'aiſneſſe, & y ſuccede la femelle comme le maſle.

† *Maiſtre Guy Bonnin au nom & comme Procureur de Meſſire Hardouyn Seigneur de la Tour, auſſi Seigneur & Baron de Chaſteau-roux ſ'eſt*

LEPVROVX Chap.4. Art.5. En †† Succeſſion en ligne collaterale, ſoit en Fief ou en roture, les maſles & femelles ſuccedent par egales portions : & n'y a aucun droict d'aiſneſſe, pourueu qu'ils ſoient en pareil degré.

TREMBLEVY Chapitre premier. Article troiſieſme. En ligne collaterale ſuccederont egalement les maſles & femelles, tant en heritages Feodaux que roturiers : & ce a lieu entre gens roturiers & non nobles.

CHABRIS Chapitre quatrieſme. Article dixhuict. En Succeſſions

x Ceſte Couſtume, comme pluſieurs autres, eſt conforme au droict, par lequel paterna paternis, materna maternis obueniunt. l. quod ſcitis. 3. C. de bonis quæ lib. Auth. defuncto. C. ad Tertull. Doctores in Auth. itaque mortuo. C. comm. de ſucc. l. de emancipatis. 13. C. de legit. her. Vide Nou. 84. cap. 1. & Nou. 118. cap. 3. Aucuns tiennẽt qu'en pays de droict eſcrit ceſte regle n'a point de lieu, ainſi qu'il eſt remarqué par Hotoman Conſ. 23.

Source : BIU Cujas

oppoſe à la publication de ces Couſtumes, diſant qu'en la Baronnie de la Rue d'Yndre n'y auoit aucunes Couſtumes locales: mais ſe gouuernoient ſelon la Couſtume de Blois. Maiſtre Denis du Pont diſant qu'il y auoit eſdits lieux Couſtume locale. Apres auoir eu l'aduis des trois Eſtats auons ordonné que leſdites Couſtumes ſeroient leuës & publiees: dont ledict Bonnin ſe eſt porté pour appellant, perſiſtant qu'il n'y en auoit aucunes. Et ſur le 12. Art. ledit Bonnin a remonſtré que pour raiſon du contenu en iceluy le Proces eſt pendant en la Cour de Parlement, & qu'en iceluy Enqueſtes ont eſté faictes, & que le contenu audit Art. eſt la deciſion du proces. Auons remis ledit Art. en la Cour, pour en ordonner, cõme de raiſon.

†† *Maiſtre Guy Bonnin comme Procureur du Seigneur de Chaſteau-roux s'eſt oppoſé au 5. Art. diſant que proces eſt pendant & indecis à la Cour de Parlement. Ordonnons qu'il ſera mis ſur iceluy, Diſcorde & remis à la Cour pour en ordonner ce que de raiſon.*

collaterales, ſoit entre maſles ou femelles, n'y a aucun droict d'aiſneſſe ſoient Nobles ou non nobles.

BERRY Tit.19. Art.1. Es biens propres du decedé ſans Teſtament & ſans enfans, ſuccedent les plus prochains parens collateraux du coſté & ligne dont les biens propres ſont deſcendus, & ſont preferez à tous autres lignagers des autres coſtez, bien qu'ils fuſſent plus prochains en degré du lignage du defunct: & s'il n'y auoit parent dudit coſté, ligne & eſtoc dont leſdits biens ſont prouenus, les plus prochains de l'autre ligne & branchage ſuccederont & en ſeront ſaiſis. Et ce que deſſus a lieu en quelque degré que ſoient les collateraux, & ſont touſiours preferez au Fiſque. Art.2. Et au regard des acqueſts, conqueſts & biens meubles du treſpaſſé ſans hoirs deſcendans de ſon corps, s'il n'y a pere ou mere, ayeul ou ayeule ou autre aſcendant en droicte ligne, à luy ſuruiuant, le plus prochain parent de quelque coſté ou ligne qu'il ſoit, y ſuccede, & en eſt ſaiſi incontinent apres la mort du treſpaſſé.

BOVRBONNOIS Chap.25. Art.315. Quand aucun va de vie à treſpas ſans hoirs deſcendans d'iceluy & ſans pere & mere, † ayeul ou ayeule, les plus prochains du coſté & eſtoc paternel ſuccedent pour la moitié des meubles & cõqueſts, & les plus prochains du coſté maternel, en l'autre moitié: & aux heritages ſuccedent les plus prochains lignagers des eſtocs, dont ils ſont venus, ſoit en ligne directe ou collaterale.

† *Ces mots, ayeul ou ayeule, ſont de nouuel adiouſtez.*

AVVERGNE Chap.12. Art.4. Au pays Couſtumier d'Auuergne y a deux manieres d'heritiers, l'vn du coſté paternel, & l'autre du coſté maternel: & retournent les biens à l'eſtoc dont ils ſont prouenus: tellement que les prochains lignagers du coſté paternel ſuccedent ab inteſtat és biens prouenus dudit eſtoc, & non les parens du coſté maternel *& è contra*. Art.6. Tous biens acquis par le defunct, de la ſucceſſion duquel ſeroit queſtion, ſont tenus & reputez biens paternels & prouenus du coſté paternel: tellement que les parens paternels y ſuccedent & en ſont les parens maternels forclos. Art.8. Et à ceſte cauſe pour ne fruſtrer les collateraux, qui par cy deuant ſuccedoient aux biens de l'eſtoc dont eſtoient prouenus les biens donnez, à celuy ou ceux qui les deuront auoir ab inteſtat, ne ſe peuuent dire acqueſts, & ne changeront la nature du coſté dont ils ſont prouenus, combien que par cy deuant entre les Couſtumiers y euſt ſur ce grande altercation.

Deux ſortes d'heritiers paternels & maternels.

Biens acquis par le defunct ſont reputez paternels & y ſuccedent les parẽs paternels.

LA MARCHE Chap.19. Art. 217. Les parens ſuccederont les vns aux autres, tant que le lignage ſe peut prouuer: c'eſt à ſçauoir les parens du coſté paternel és biens de l'eſtoc paternel: & les maternels és biens prouenus du coſté maternel. Art.228. En †† Succeſſion fraternelle ou autre collaterale, chacun ſuccede és biens ſuruenus du coſté, dont il attaint au defunct, & poſé qu'il y ait freres conſanguins d'vne part, & vterins d'autre. Art. 231. Tous biens acquis par le defunct, de la Succeſſion duquel eſt queſtion, ſont reputez biens paternels, & y ſuccedent les parens paternels, & en ſont les maternels forclos.

Parens ſuccedent les vns aux autres tant que le lignage ſe peut compter.

†† *Ceſt Art. 228. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

LODVNOIS Chap.27. Art.23. p. à *Tours*. Art.182. ou ceux qui les repreſentent. Car ſi telle Succeſſion aduient, tous les membres, &c. en maniere que l'aiſné en aura les deux parts. Chap. 29. Art.23. Quand aucun roturier va de vie à treſpas ſans hoir procreé de ſa chair, qui a heritages patrimoniaux & matrimoniaux, ſa Succeſſion va en deux lignes: l'vne en ligne de pere, & l'autre en ligne de mere. Et recueillent ſes heritiers en ligne paternelle les heritages procedans de l'eſtre du pere, & les heritiers de la mere les heritages procedans de la mere. Et pareillement les meubles & acqueſts ſ'en iront en deux lignes par moitié, en maniere que ſ'il y a aucun qui ſoit conioinct de deux coſtez du defunct, il ſuccedera eſdictes deux lignes pour cottité.

Acqueſts ſont reputez paternels.

Paterna paternis, materna maternis.

Source : BIU Cujas

Frere conſanguin & vterin eſt preferé en la ſucceſsion de ſon frere cõſanguin & vterin, à celuy qui n'eſt que conſanguin.

† *Ces mots*, Encores qu'il *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

Immeubles ſoient acqueſts ou heritages viennent aux collateraux & non aux aſcendans : ſinon en defaut de collateraux : & les collateraux ont les meubles, au defaut d'iceux.

Droict d'aiſneſſe en ligne collaterale entre Nobles.

Droict d'aiſneſſe en ligne collaterale n'a lieu, ſi la ſucceſsion a eſté quintee & partie.

Quintement.

Biens ſuiuent les branches.

Des heritiers de diuerſes brãches.

Heritages ſuiuent les brãches.

Vterins quãd excluent les cõſanguins ou les conſanguins les vterins.

Biens immeubles, comme cens & rentes obuenus par ſucceſsiõ d'vn decedé ſans faire Teſtament au prochain parent du coſté de la ligne, dont ils procedent: & les autres biens au plus prochains en degré.

En ligne collaterale, en Fiefs l'aiſné maſle ou l'aiſnee femelle à defaut de maſle ſuccede vniuerſellement

En quelques lieux tous les maſles ſuccedẽt & en autres

POICTOV Tit. 6. Art. 295. S'il aduenoit qu'il y euſt trois freres: c'eſt à ſçauoir deux puiſnez de pere & de mere, & leur aiſné frere de pere ſeulement, ſi l'vn des puiſnez treſpaſſe ſans hoirs de ſa chair, ſes meubles & acqueſts appartiennent à ſon frere puiſné qui eſtoit de pere & de mere, ou qui le repreſente: encores † qu'il n'y euſt que meubles, comme dit eſt cy deſſus.

ANGOVMOIS Chap. 7. Art. 87. Et au regard des biens immeubles, ſoient acqueſts ou heritages, les biens viennent aux collateraux & non aux aſcẽdans, ſi ce n'eſtoit en defaut de collateraux. Auquel cas les aſcendans ſelon leur degré ſuccederont és biens immeubles & heritages : *& è contra* les collateraux és biens meubles à defaut des aſcendans. Art. 90. En Succeſſion collaterale entre Nobles, l'aiſné ou fille aiſnee, quand n'y a hoir maſle ou qui le repreſente, prend par preciput & droict d'aiſneſſe ſur les autres coheritiers le chaſtel ou manoir principal, auec les choſes & modifications ſuſdictes és Art. precedens de directe Succeſſion entre Nobles : ſi ladicte Succeſſion collaterale n'auoit eſté quintee & partie, par les deſcendans en ligne droicte. Car ſi elle auoit eſté quintee & partie, en ſucceſſion vraye collaterale ſoit entre fils ou filles, n'y a aucun droict d'aiſneſſe, ains ſe diuiſe *æqualiter & per ſtirpes*. Art. 91. Si ce n'eſtoit que la directe Succeſſion, dont eſt deſcendue la collaterale, dont eſt queſtion, euſt eſté quintee & partie, & ſur icelle euſt eſté prins droict d'aiſneſſe par celuy de la ſucceſſion duquel eſt queſtion. Car audit cas en collaterale n'y a aucun Quintement ne droict d'aiſneſſe : ains ſuccederont les lignagers venans à la ſucceſſion collaterale *in ſtirpes*, iouxte leur dégré ſans faire aucune difference. Art. 94. En ſucceſſion ſ'il y a biens de diuerſes lignes & branchages, leſdits biens ſuiuent les branches dont ils ſont iſſus.

LA ROCHELLE Chap. 18. Ar. 50. Quand aucun va de &c. p. *à Lodunois*. Ch. 29. Art. 23. delaiſſant pluſieurs heritages à luy eſcheus par ſucceſſion de diuerſes branches, les heritiers de chacune deſdites branches, luy ſuccedent és heritages aduenus au treſpaſſé du coſté de la branche dont ils ſont venus.

XAINCTONGE Tit. 11. Art. 100. Entant que touche les heritages, ils ſuiuent le branchage : de ſorte que ſ'ils ſont venus du coſté de la mere, les vterins excluent les conſanguins *tantùm* : & ſuccedent és biens prouenus du coſté de la mere, auec ceux qui ſont freres & ſœurs de tous coſtez. Et auſſi au contraire ſi les heritages ſont venus du coſté du pere, les conſanguins excluent les vterins & ſuccedent auec ceux qui ſont *ex vtroque latere*.

BORDEAVX Chap. 5. Art. 54. Si aucun ou aucune va de vie à treſpas ſans faire Teſtament, ſon plus prochain parent du coſté de la ligne, dont les biens ſont venus, luy ſuccedent. Art. 55. Et ladicte Couſtume a lieu és biens immeubles, cens & rentes obuenus par ſucceſſion : & les autres biens ſeront au plus prochain parent en degré.

ACS Tit. 2. Art. 27. En ligne collaterale par defaut de deſcendans & aſcendans, en droicte ligne és heritages Nobles & és lieux où l'aiſné maſle, & en defaut de maſle, l'aiſnee femelle ſuccede vniuerſellement, le plus proche collateral des maſles, ſ'il eſt ſeul, ou qui le repreſente, ou ſ'ils ſont pluſieurs en pareil degré, l'aiſné d'iceux ou qui le repreſente: & en defaut de maſles, la plus prochaine femelle ou qui la repreſente ſuccede vniuerſellement. Art. 28. Es lieux, où tous les maſles ſuccedent, ſ'ils ſont pluſieurs maſles en pareil degré repreſentãs tous ſuccedent egalement & par branchages & à defaut de maſles eſdits lieux les femelles ſuccedent en meſme façon. Art. 29. Et és lieux & biens, où tant les maſles que les femelles ſuccedent, le plus proche ſoit maſle ou femelle, ou celuy qui le repreſente, ſuccede: & ſ'ils ſont pluſieurs en pareil degré ou iceux repreſentans, tous ſuccedent egalement par branchages. Art. 30. Generalement les biens obuenus par ſucceſſion au decedé ſans faire Teſtament, ſuiuent la ligne dont ils ſont venus : poſé que le decedé ſoit celuy, qui ſans moyen a ſuccedé au premier y acquerant. Art. 34. Ce qu'eſt que és heritages Nobles & en certains lieux les maſles excludent les femelles ſ'entend des maſles eſtans en pareil degré ou de celuy ou ceux qui les repreſentent : & non des maſles qui ne ſont en pareil degré au parauant decedez.

S. SEVER Tit. 12. Art. 13. Les biens demeurez du decez d'aucun viennent au plus prochain de l'eſtoc & ligne, d'où ſont venus & iſſus: tellement que la ſucceſſion des biens venus par la ligne paternelle, ſuccedent les parens paternels, & non maternels & par le contraire.

CAMBRAY Tit. 12. Art. 3. Tous heritages tant Fiefs que main-fermes venus & eſcheus par ſucceſſion, ſoit de ligne directe ou collaterale, ſont repu-

y Voyez ce qui a eſté noté cy deſſus ſur la Couſtume de Laon. Art. 79.

Source : BIU Cujas

lieux tant les masles que femelles : & comme les successions se doiuent par eux recueillir.
Biens obuenus par succession suiuent la ligne.
Masles ou leurs representans en pareil degré excluent les femelles.
Biens du decedé viennent au plus prochain de l'estoc & ligne.
Paterna paternis, materna maternis.
Tous heritages escheus par succession, sont patrimoniaux & doiuent suiure la coste & ligne.

tez patrimoniaux & doiuent en succession tenir & suiuir la cotte & ligne de celuy duquel primitiuement ils viennent & procedent, & succeder aux plus prochains de son costé. Mais ladicte ligne du tout cessante les plus prochains du defunct d'autre ligne y peuuent succeder. Art. 4. En la succession collaterale d'heritages patrimoniaux venans de l'acqueſt des pere ou mere du defunct, les enfans des freres ou sœurs du defunct, qui sont de la ligne descendante des acquesteurs, sont preferez aux oncles & tantes d'iceluy defunct, qui sont seulement de la ligne collaterale des acquesteurs. Mais si lesdits heritages viennent & procedent des ayeuls ou ayeules du defunct ou de plus haut, les oncles & tantes de la mesme ligne, succedent en iceux, auec les enfans de freres ou sœurs egalement teste à teste, comme estant tous en pareil ligne & egal degré au defunct. Art. 5. En succession de biens meubles & acquests immeubles les plus prochains du defunct en ligne de consanguinité, y succedent : sauf que pour la preference de la double ligne, les freres ou sœurs germains sont preferez aux demy-freres ou demy-sœurs: & les enfans des freres & sœurs germains aux enfans des demy-freres ou demy-sœurs : *& correlatiue* de l'oncle germain à demy-oncle en la succession du reuenu collateral.

BAR Tit. 9. Art. 117. En succession collaterale droict d'aisnesse n'a point de lieu. Et s'il y a &c. p. *a Sens.* Art. 203. masles en &c. escheus &c. les plaines &c. Art. 128. Cessant Representation en ligne directe, freres, sœurs & autres parens en ligne collaterale habiles à succeder estans en pareil degré succedent egalement & non par estocage. Art. 130. Cessant Representation en ligne collaterale, le plus prochain habile à succeder emporte les meubles & acquests du defunct, ores qu'il ne soit que d'vn costé parent au defunct.

SEDAN Tit. 9. Art. 168. p. *a Reims.* Art. 316. Delaisse aucuns &c. lesquels ils ne pourront &c. Art. 171. Hors les degrez de Representation, les plus prochains succedent en la succession immobiliaire du defunct par testes, & non par souches. Art. 173. Ce que dessus aura lieu és autres successions collaterales en degrez inferieurs : tellement que les heritages de naissant du defunct retourneront aux parens du costé dont ils sont procedez, & les meubles & acquests se partiront egalement. Ar. 174. p. *à l'Art 3. de Niuernois.* Ar. 182. les heritages sont reputez paternels, qui sont escheus de la succession du pere du defunct, ou de l'vn des parens lignagers du defunct du costé de son pere: & ceux seront reputez maternels qui sont escheus de la succession de la mere ou des parens maternels dudict defunct. Et pour les iuger paternels ou maternels ne faut enquerir plus ancienne ligne ou souche, que celuy auquel l'heritage a faict souche, & luy est escheu de succession eu en aduancement d'hoirie ou faueur de mariage.

Les vns d'vn ligne defaillans les autres y peuuent succeder.

Freres ou sœurs du defunct en quels biens sont preferez aux oncles : & en quels biens les oncles & tãtes succedent auec les freres & sœurs egalement par teste.

Les plus prochains du defunct succedent aux biens meubles & acquests immeubles : sauf quand il y a double ligne.

Droict d'aisnesse n'a lieu en ligne collaterale.

Representation cessant les collateraux estans en pareil degré succedent egalement, & non par estocage.

Meubles & acquests appartiennent en ligne collaterale au plus prochain.

Succession immobiliaire, cessant Representation se partit par testes, & non par souches.

Heritages quãd sont estimez paternels ou maternels.

Heritiers en pareil degré sont tenus personnellement de payer les debtes du defunct pour leur part & portion : mais s'ils sont detenteurs des heritages obligez & hypothequez doiuent payer le tout : sauf leur recours contre leurs coheritiers.

Art. 332. PARIS.

Les heritiers [z] d'vn defunct en pareil degré tant en meubles, que immeubles sont tenus personnellement de payer & acquiter les debtes de la succession chacun pour telle part [a] & portion qu'ils sont heritiers d'iceluy defunct, quand †† ils succedent egalement. [b]

Art. 333. PARIS.

Toutesfois † s'ils [c] sont detenteurs d'heritages qui ayent appartenu au defunct : lesquels ayent esté obligez & hypothequez à la debte par le defunct : chacun des heritiers est tenu payer le tout : sauf son recours contre ses coheritiers.

Art. 334. PARIS.

z Actiones hereditaria personales heredibus & in heredes successionis iure competunt pro hereditariis portionibus & non pro modo emolumenti ex lege xii. Tabul. l. 1. C. si certum pet. l. 2. & vlt. C. de hered. act. l. 6. & l. 13. C. famil. erc. l. 25. D. eod tit. l. 1. C. de except. l. ex facto 2. D. de her. instit. l. 26. D. de pact. l. 2. C. si vnus ex plurib. l. ex facto 35. §. 1. D. de her. instit. & autres lieux par moy cottez cy dessus au Titre v. Des

Source : BIU Cujas

†† *Ces mots* quand ils &c. *ſont de nouuel adiouſtez pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*
† *Ces Art. 333. 334. & 335. ſont adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice de ce qui a eſté gardé par le paſſé.*

actions perſonnelles. Et ces Art. 332. & 333. iuſques au 335. ne parlent que de la forme de payer les debtes du defunct. Ex qua per. 10. D. ſi quis omiſſa cauſa teſt.

ſona quis lucrum capit, eius factum præſtare debet. l. 149. D. de reg. iur. l. 13. D. de acq. poſſ. l. 14. D. de rei vind. l.

a Et non pour la part du profit, ſinon apres les meubles & acqueſts eſpuiſez, ainſi que Du Moulin eſcrit.

b Ceſte clauſe eſt interpretee par deux Articles ſuiuans 334. & 335.

c Le 333. Article eſt tiré de la Loy 1. & 2. C. ſi vnus ex plur. l. 2. C. de her. act. l. 8. §. ſi vnus l. ſolutum §. ſi creditor. D. de pignor. act. l. rem hereditariam 65. D. de euict. vide l. vnus ex multis C. de diſt. pign. & l. mulier. 19. & ibi Acc. D. qui pot. in pignor. hab. & autres notez au Titre v. des actions perſonnelles cy deſſus. Quid ſi vn des coheritiers acquiert vne debte & pourſuite commune de partie aduerſe, ſera il contraint la communiquer à ſes coheritiers? Par Arreſt donné entre le Comte de Briſſac & le Sieur d'Allegre a eſté iugé que vn coheritier eſt tenu de communiquer la debte & pourſuite commune par luy acquiſe de la partie aduerſe: faict à ce propos l'eſpece traictee par Scæuola in l. Teſtamento 89. §. quatuor D. de leg. 2. Emere enim cum tota re etiam noſtram poſſumus vt ait vlp. l. quod ſi vno 13. D. de in diem adiect. Toutesfois l'opinion de Modeſtin in l. 17. D. comm. diuid. ſemble y reſiſter: Qui coheredes habet, ſi fundum pignori datum à teſtatore ſuo, comparauerit à creditore, non debet à coheredibus iudicio communi diuidundo conueniri. Mais en ceſt eſpece teſtator vendendi poteſtatem fecit. Car autrement omnium coheredum commodo proficere debet.

Heritiers diuers comme ſont tenus payer les debtes du defunct: Aiſné n'eſt tenu payer des debtes plus que ſes coheritiers.

Et quand ils ſuccedent les vns aux meubles, acqueſts & conqueſts, les autres aux propres: ou qu'ils ſont donataires ou legataires d vniuerſels, ils ſont tenus entre eux contribuer au payemẽt des debtes, chacun pour telle part & portiõ qu'ils en amendent. Enquoy ne ſont comprins les aiſnez en ligne directe, leſquels ne ſont tenus e des debtes perſonnelles en plus que les autres coheritiers pour le regard de leur aiſneſſe.

d Les donataires ou legataires des biens particuliers ne ſont tenus des debtes, cõme, i'ay monſtré cy deſſus l. æris alieni. & l. 22. & 24. C. de donat. l. creditores. C. de her. act. l. 1. C. ſi cert. pet. l. hereditatem D. de donat. l. imperator. §. ſi certum D. de leg. 2. l. quotiens C. de donat. quæ ſubmodo Les donataires ou legataires vniuerſels ſont tenus de payer à la raiſon de l'emolument qu'ils prennent és biẽs du defunct. Il a eſté ſouuent iugé par Arreſt que le donataire vniuerſel, tient lieu d heritier, meſmes par vn prononcé en robbes rouges le 1. iour d Auril 1586. pour vn nommé Deluines donataire de ſa couſine.

e Eſtimation doit eſtre faicte de tous les biens du defunct pour ce faict venir à la contribution des debtes au pro rata de ce que chacun en amende. Æs alienum patrimonium defuncti ſolet deminuere l. 50. §. tractatum eſt. D. de iudic. l. vlt. D. de vſufr. legat vide l. ſi vir D. ad leg Fab. l. Celſus & l. ſic pro rata D. de religioſ. & ſumpt. funer. Il a ſouuent eſté iugé que l'aiſné n'eſtoit tenu de payer des debtes du defunct plus que ſes coheritiers, & meſmes en audience par Arreſt du 3. iour de Iuin 1584. pour vn nommé René Viaudin fils aiſné demourant en Poictou, pour qui plaidoit Gillot, fut dit que les Fiefs qu'il prenoit ledict aiſné ne ſeroient non plus chargez que les autres biens de la ſucceſſion, nonobſtant qu'il y euſt hypotheque ſur vn des Fiefs: & ia que l'aiſné ne ſeroit ſurchargé & les debtes ſeroient payees non pro commodo aut modo emolumenti, ſed pro portione hereditaria. Ainſi auoit eſté iugé au parauant ſouuent meſmes par vn Arreſt donné le 6. Mars 1535. entre les Lorrains: par lequel il ſe cognoiſt que les debtes ſe doiuent payer egalement entre coheritiers, ores que le debte ſoit ſpecialement aſſigné ſur vn Fief, ou l'aiſné prend droict d'aiſneſſe: & par vn Arreſt du 7. Septembre 1552. recité par M. le Preſident le Maiſtre. Idem ſi y a he-

Art. 335. *PARIS.*

En ſucceſſion f collaterale, quand il y a maſles & femelles ſuccedans en Fief & roture, chacun paye pour portion de l'emolument.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 7. Art. 121. p. *à Paris.* Art. 332. degré ſuccedans egalement &c. *iuſques à ce mot*, defunct *inclus.* Ar. 122. & 123. p. *aux Art.* 333. 334. *de Paris iuſques à ces mots*, les autres coheritiers. Art. 124. p. *à Paris.* Art. 335.

MELVN Chap. 17. Art. 268. Les †† heritiers qui ſuccedent aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, ſont tenus payer & acquiter les debtes mobiliaires & perſonnelles, & faire les frais des funeraílles & accomplir le Teſtament du defunct. Toutesfois le creancier ſe peut, ſi bon luy ſemble addreſſer pour raiſon de ſa debte, tant contre leſdicts heritiers que contre les heritiers des propres, qui en reſpondront chacun pour leur regard: ſauf leur recours l'vn contre l'autre. Art. 272. Quand aucun prend † pour ſoy & à ſon profit des biens d'vn decedé, dont il peut eſtre heritier, il eſt tenu en toutes les debtes, ſ'il n'y a autres heritiers, quelque proteſtation qu'il face.

SENS Tit. 9. Art. 95. L'heritier †† mobiliaire eſt tenu de payer les debtes perſonnelles du defunct: & neantmoins ſera permis au creancier ſoy addreſſer contre ſon debteur ſoit heritier mobiliaire, immobiliaire ou autre: ſauf audit heritier immobiliaire ſon recours contre le mobiliaire.

†† *Ceſt Art. 268. eſt adiouſté comme ancien & non eſcrit.*

Qui prend des biens d'vn decedé à ſon profit, eſt tenu aux debtes ſ'il n'y a heritier.

† *Ces mots* Pour ſoy & à ſon profit, *ont eſté adiouſtez pour interpretation.*

†† *Ceſt Art. 95. reforme l'ancien Art. 70.*

Source : BIU Cujas

ritiers de diuerſes branches les vns du coſté du pere, & les autres du coſté maternel, & la rente ou debte ſoit conſtituee ou aſſignee ſur les biens paternels. Car en ce faict ils doiuent auſſi contribuer au payement ou rachat de la debte par egales portions par Arreſt du mois de Feurier 1541. pour la Mareſchale de Chaſtillon touchant la ſucceſſion de Sainct Thibaut.

f Ceſt Art. 335. ſe doit entendre en ligne collaterale en laquelle n'y a aucun droict d'aiſneſſe, comme les maſles eſtans en pareil degré excluent les femelles, & ſe doiuent prendre tous les biens du defunct pour vn ſeul patrimoine, & ſelon l'eſtimation qui en ſera faicte, ſeront les creanciers payez par les heritiers ſuiuant ce qui a eſté noté cy deſſus au pro rata de l'emolument que chacun d'eux prend en la ſucceſſion du dict defunct.

AVXERRE Tit. 13. Art. 246. Heritiers ſuccedans diuerſement au defunct les vns aux meubes & conqueſts, & les autres aux propres, ſont tenus payer les debtes du defunct, ſelon la valeur de ce qu'ils prennent en ſa ſucceſſion, & † faire apprecier dedans xv. iours, apres * ce qu'ils auront faict acte d'heritiers, la part & quotité des biens, eſquels ils ſuccedent: & en defaut d'auoir ce fait, ſera tenu chacun d'eux aux debtes du defunct par egale portion: ſauf le recours aux moins prenans à l'encontre des plus prenans.

Heritiers tenus payer les debtes ſelon la valeur de ce qu'ils prennent en la ſucceſſion.

† *Ces mots,* Et faire *&c. iuſques à la fin, ont eſté de nouuel adiouſtez.*

* Aliàs, apres qu'ils *P. V.*

ESTAMPES Chap. 20. Art. 123. p. *a Paris.* Art. 332. d'aucun defunct &c. debtes de celuy dont ils ſont heritiers chacun &c. d'iceluy defunct. Et n'en eſt l'aiſné chargé plus que les puiſnez, ſous ombre de ſon droict d'aiſneſſe: pour ce qu'il prend par preciput & aduantage: ſinon pour les charges foncieres & anciennes, auſquelles ſont affectez les Fiefs, ſur leſquels l'aiſné prend ſon droict d'aiſneſſe.

Aiſné n'eſt tenu que les puiſnez des debtes ſinon des charges foncieres & anciennes.

MONTFORT Chap. 5 Art 70. Les heritiers ſont tenus perſonnellement des faicts, promeſſes & obligations du treſpaſſé, dont ils ſont heritiers, & pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers. Chap. 9. Art. 112. p. *a Eſtampes.* debtes rentes conſtituees dont ils ſont heritiers &c. †† plus tenu que les autres pour le regard de ce qu'à luy appartient par preciput, encores que les rentes fuſſent conſtituees par ledict defunct nommement ſur les choſes à luy eſcheues par preciput: ſinon que les rentes fuſſent foncieres & anciennement deues ſur le Fief.

Heritiers ſont tenus perſonnellement des faits promeſſes & obligations du defunct.

†† *Ces mots,* Et n'en eſt l'aiſné *&c. ſont de nouuel adiouſtez.*

Aiſne n'eſt tenu que des charges foncieres & anciennement deues ſur le Fief.

MANTE Chap. 3. Art. 63. p. *à l'Art. 70. de Montfort.* Art. 71. Celuy † qui prend les meubles à quelque titre que ce ſoit, paye les debtes perſonnelles & mobiliaires iuſques à la concurrence deſdits meubles. Chap. 15. Art. 172. †† p. *a Montfort.* Art. 112. de ce que luy &c.

† *Ceſt Art. 71. eſt de nouuel introduit.*

†† *Ceſt Art. 172. eſt adiouſté comme ancien & omis.*

DOVRDAN Tit. 3. Art. 58. p. *a Monfort.* Art. 70. du decedé, pour &c. heritiers. Toutesfois le fils aiſné n'eſt tenu à cauſe de ſon preciput & droict d'aiſneſſe en plus grandes charges que ſes puiſnez: ſinon qu'elles fuſſent anciennement aſſignees ſur les heritages: ſur leſquels il prend ſon preciput & droict d'aiſneſſe.

SENLIS Tit. 7. Art. 149. Les heritiers d'vn treſpaſſé ſont tenus des faits &c. p. *a Montfort.* Art. 70. chacun pour &c. en ſont. Art. 163. Les heritiers d'vn treſpaſſé peuuent eſtre pourſuiuis perſonnellement des faicts, promeſſes & obligations du treſpaſſé, pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers, & hypothecairement pour le tout: ſuppoſé qu'aucun des heritiers, pour le droict d'aiſneſſe ait plus grande portion que les autres deſdits biens de la ſucceſſion: & n'en eſt point tenu l'aiſné plus que l'vn des autres.

Aiſné tenu ſeulement des charges anciennement aſſignees ſur les heritages ſuiets au droit d'aiſneſſe.

CLERMONT Tit. 3. Art. 34. p. *a Senlis.* Art. 163. treſpaſſé ſont tenus perſonnellement &c. obligations du defunct pour telle &c. tout, quand hypotheque y a. Tit. 11. Art. 136. Quand aucun teſtateur par Teſtament faict laiz des biens meubles & acqueſts au profit d'aucun, tel acceptant ledict laiz eſt tenu payer toutes debtes perſonnelles & auſsi acquiter ledict Teſtament.

Legataire des meubles & acqueſts s'il accepte tel legs, eſt tenu payer toutes, debtes perſonnelles & acquiter le Teſtament.

VALLOIS Tit. 7. Art. 79. L'heritier † des meubles & acqueſts, eſt tenu payer les debtes perſonnelles, obſeques, funerailles & les legs mobiliaires pour vne fois: & quant aux charges reelles, elles ſeront payees par l'heritier, qui prendra les heritages chargez deſdites rentes. Tit. 12. Art. 166. p. *a Clermont* Art. 34. du treſpaſſé &c. Tit. 13. Art. 173. † p. *a Clermont.* Art. 136. ledit Teſtament. Et ſi le teſtateur donne ou legue portion de ſes biens par forme de quote, comme moitié, tiers ou quart, tel acceptant ledict laiz, ſera tenu de payer deſdites debtes, obſeques & funerailles pour portion de ladite quote.

† *Ceſt Art. 79. 166. & 173. ſont introduits pour Couſtume nouuelle.*

TROYES Tit. 6. Art. 111. Si aucun pere ou mere ayeul ou ayeule, freres ou ſœurs, couſins ou autres parés, ſont heritiers d'aucuns d'eux, dont les vns prennent les meubles, & les autres les heritages, les debtes paſſiues & perſonnel-

Legataire de

Source : BIU Cujas

certaine quote, en paye pour portion de ladicte quote.

Heritiers comme ſont tenus payer les debtes paſsiues & perſonnelles au ſol la liure: ſelon qu'ils prennent en la ſucceſsion.

les ſe payent & doiuent eſtre payees ſelon ce qu'ils prennent chacun eſdictes ſucceſsions au ſol la liure.

VITRY Tit. 4. Art. 82. Ceux qui emportent partie des meubles, payent les debtes, obſeques & funerailles pour telle part & portion qu'ils en emportent: mais ceux qui emportent les meubles par hoirie & ſucceſsion & ne prennent aucune choſe és heritages ou ſeulement portion, payent les debtes, obſeques & funerailles au marc la liure, pour autant qu'ils prennent en ladicte ſucceſsion. Et eſt exemple, comme de deux conioincts par mariage, quand le mary eſt Noble, le ſuruiuant emporte les meubles, quand il n'y a enfans: & auſsi tel ſuruiuant paye les debtes, obſeques & funerailles. Et en l'autre cas, l'exemple eſt en l'Art. deſſuſdict. Et auſsi quand en ligne collaterale, l'vn par proximité & comme plus prochain du defunct, emporte les meubles & acqueſts, qui ſortiſſent meſme nature quand à ce par ladicte Couſtume: & les autres comme prochains parens du defunct du coſté & ligne dont leur viennent aucuns de ſes heritages, les emportent & payent partie des debtes, obſeques & funerailles & auſsi du Teſtament. Car chacun y vient *iure ſucceſſorio.*

Heritiers tenus payer les debtes paſsiues & perſonnelles & les funerailles au marc la liure.

LAON Tit. 7. Art. 65. Où il y auroit diuers heritiers, les aucuns des meubles & acqueſts, & les autres de naiſſant: chacun deſdicts heritiers eſt tenu *pro rata* de ce qu'il prend deſdits biens d'accomplir le Teſtament & payer les debtes du defunct. Art. 68. Le fils aiſné pour le regard de ſon preciput, n'eſt chargé des debtes plus que ſes puiſnez: ſi ce n'eſt pour charges foncieres anciennement aſsignees ſur l'heritage, ſur lequel il prend le preciput: mais ſi les charges auoient eſté conſtituees & aſsignees par les pere & mere, les puiſnez ſeroient tenus en porter egalement leur part & portion auec l'aiſné. Art. 69. Pareillement les puiſnez pour l'aduantage qu'ils ont és Fiefs à l'encontre des filles, ne ſont tenus deſdites debtes plus que les filles: ſinon aux cas deſſuſdits. Tit. 8. Art. 83. S'il y a diuers heritiers pour les meubles & acqueſts, & les autres de naiſſant, chacun des heritiers eſt tenu *pro rata* de la valeur des biens à luy eſcheus, payer les frais des obſeques & funerailles & debtes du defunct.

Heritiers tenus des debtes & accomplir le Teſtament au ſur de ce qu'ils ſont heritiers.

Aiſné n'eſt tenu des debtes plus que ſes puiſnez: ſi ce n'eſt pour charges foncieres anciennemẽt aſsignees.

Puiſnez ſont tenus des charges conſtituees & aſsignees par le pere & mere.

Puiſnez ne ſont tenus des debtes pour leur aduantage plus que les filles: ſinon &c.

CHALONS Tit. 12. Art. 90. Quand il y a diuers heritiers, les vns ſuccedans és meubles & acqueſts, & les autres au naiſſant paternel ou maternel: les heritiers ſont tenus chacun *pro rata* de la valeur des biens qu'ils prennent de la ſucceſſion du defunct, de contribuer aux frais des obſeques & funerailles, accompliſſement de Teſtament & debtes du defunct. Art. 98. †† p. *a Laon.* Art. 68. qui par la Couſtume prend plus que les puiſnez en Fief: ou le maſle qui prend autant que deux filles, n'eſt tenu des debtes de ſes pere & mere, plus que le puiſné: ſinon és charges foncieres & anciennes, deſquelles l'heritage, où ſe prend le preciput & aduantage, eſt chargé, qui doiuent ſuiure ledict heritage: & conſequemment tomber en la charge dudict aiſné ou puiſné ſeul *pro rata* du preciput.

†† *Ceſt Art. 98. eſt accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

REIMS Tit. 10. Art. 300. Les heritiers d'vn defunct ſont tenus de payer les debtes, obſeques & funerailles g & d'accomplir le Teſtament: ſinon au cas que par la Couſtume le ſuruiuant de deux conioints par mariage, prend les meubles communs: lequel en ce faiſant eſt tenu de payer les debtes. Art. 301. † p. *a Laon.* Art. 65. meubles, les autres des acqueſts, & les autres de naiſſant &c. Art. 303. Celuy qui eſt heritier & legataire enſemble, ou celuy qui par la Couſtume emporte plus que ſes coheritiers, n'eſt chargé des debtes plus que ſes coheritiers: ſi ce n'eſt pour les charges foncieres anciennement aſsignees ſur ledit heritage: qui luy eſt aduenu par ſucceſsion ou prelegat. Art. 304. Mais ſi les charges auoient eſté conſtituees par pere ou mere, ſes coheritiers ſeront tenus en porter chacun egalement ſa part & portion auec ledict heritier ou legataire ou autres qui prendront plus en la ſucceſsion. Art. 305. L'heritier plain, c'eſt à dire l'heritier ſimple eſt tenu d'acquieſcer au Teſtament du defunct & iceluy accomplir, en ce que le teſtateur auroit diſpoſé outre & par deſſus ce qui luy eſt permis par la Couſtume. Art. 306. Doit neantmoins l'heritier ſimple payer & acquiter toutes les debtes du teſtateur: eſquels ſeront comprins les torts & dommages que le teſtateur declarera par luy auoir eſté faicts à autruy: afin de les reſtituer & reparer en ſes biens: Toutes leſquelles debtes ſeront en tous cas payees

† *Les Art. 301. 303. & 304. ſont de nouuel introduits.*

Heritier & legataire enſemble par preciput, n'eſt tenu des debtes plus que ſes coheritiers: ſinon pour les charges foncieres anciennemẽt aſsignees ſur ledit heritage.

g Voyez cy deſſus le Titre x. de Communauté Art.

Source : BIU Cujas

Heritier plain, simple tenu accomplir le Testament outre ce qui luy est permis par la Coustume, & payer toutes debtes : sinon que les legs excedent ce qui est permis par la Coustume.

Torts & dommages comprins sous le nom des debtes.

par l'heritier simple : sinon qu'iceux legs excedassent le pouuoir & faculté donnee par la Coustume de disposer de sesdits biens.

NOYON Tit. 1. Art. 9. L'heritier du decedé est tenu de payer les obseques & funerailles.

S. QVENTIN Tit. 3. Art. 55. Toutes rentes soient perpetuelles, à vie, à rachat, ou sans rachat, constituees sur terres feodales ou censiues, ou sur l'vn & l'autre, & soit qu'elles soient nanties hypothequees ou non, tiennent nature de roture & censiue : & se payent egalement par les heritiers du defunct, n'estoit qu'elles fussent infeodees sur Fief : auquel cas l'aisné en est chargé, à la raison de son preciput. Art. 56. Et aussi debtes actiues mobiliaires appartiennent egalement aux heritiers du defunct, & se reçoiuent par chacun d'eux pour les portions hereditaires. Art 57. Si le defunct delaisse diuers heritiers à sçauoir aucuns en ses meubles, & les autres en ses immeubles, chacun doit & est tenu payer des debtes, obseques & funerailles dudit defunct pour telle portion qu'ils succedent au defunct : & autant y contribuent ceux qui ont les heritages, comme ceux qui ont les meubles.

RIBEMONT Tit. 8. Art. 69. Les heritiers payent les charges & debtes, chacun pour leur portion hereditaire, sans auoir esgard à l'emolument que les vns prendront plus que les autres, comme l'aisné : †† lequel sous ombre de l'aduantage & preciput qu'il prend pour son droict d'aisnesse, n'est tenu des debtes non plus que les autres, sinon que ce fussent charges anciennes & anciennement assignees sur ce qu'il prend pour sondit preciput & aduantage. Art. 80. les meubles & debtes se partissent egalement entre heritiers.

AMIENS Tit. 4. Art. 90. Quiconque apprehende à titre vniuersel les biens h meubles d'vn defunct, il est tenu de toutes les debtes personnelles, arrerages de cens & rentes deues au iour du trespas dudict defunct. Art. 91. Et † s'il y a plusieurs prenans à titre vniuersel les meubles, chacun d'eux peut estre poursuiuy pour le tout : sauf son recours à l'encontre des autres. Tit. 8. Art. 159. Si aucun au iour de son trespas delaisse plusieurs heritiers, lesquels à ce titre aient apprehẽdé les biẽs, les creanciers du defunct peuuẽt, si bõ leur semble, s'addresser pour auoir payement de leur deu contre l'vn des heritiers pour le tout, & contre luy seul faire poursuite & le contraindre à payer le total dudict deu : mais iceluy heritier à son recours contre ses coheritiers & chacun d'eux pour leurs portions hereditaires.

CHAVNI Tit. 11. Art. 60. Et pour ce que aucunefois aduient qu'en vne mesme succession, y a diuers heritiers dont aucuns prennent les meubles & les autres les heritages de naissant, lesdits heritiers sont tenus de payer chacun leur part & portion des debtes, obseques, seruice & funerailles pour autant qu'ils prennent desdits biens & heritages.

BOVLLENOIS Tit. 25. Art. 123. Quiconques prend ou apprehend les biens ou heritages d'aucun trespassé, il se submet à purger & acquiter les debtes & obligations personnelles & autres dudit trespassé : sauf à l'heritier ou legataire vniuersel immobiliaire, aiant apprehendé les immeubles d'auoir son recours de garend contre l'heritier ou legataire vniuersel des meubles, qui est submis d'acquiter & purger ledict heritier immobiliaire d'icelles debtes & obligations personnelles.

PONTHIEV Tit. 2. Art. 57. Quiconques apprehende les biens meubles d'aucun trespassé, il est tenu & chargeable de payer les debtes : pourueu que l'apprehension ne se face point par benefice d'inuentaire & auctorité de Iustice : auquel cas il ne seroit tenu payer les debtes, sinon autant que la prisee & vente de biens dudit inuentaire pourroit monter.

PERONNE Tit 8. Art. 198. Les †† heritiers successeurs & legataires vniuersels des meubles payent les debtes mobiliaires, obseques & funerailles du defunct : & les autres debtes & charges reelles se payent par les autres heritiers sur les terres & immeubles qu'ils prennent en la succession. Et où il n'y aura heritiers ou legataires mobiliaires, se payent les debtes mobiliaires par les heritiers pour telle part & portion qu'ils sont heritiers.

LILLE Tit. 1. Art. 3. Quand l'heritier apparant d'vn trespassé se declare & faict

Quelles rentes tiennent nature de roture & censiue.

Rentes non infeodees se payent egalemẽt par les heritiers

Aisné tenu des rentes infeodees à raison de son preciput.

Debtes actiues mobiliaires appartiennent egalement aux heritiers.

Heritiers tenus des debtes obseques & funerailles du defunct pour telle portion qu'ils succedent.

Heritiers payent les charges & debtes pour leur portion hereditaire sans auoir esgard à l'emolument & aduantage de l'aisné.

Aisné est tenu seulement des charges anciennes.

Meubles & debtes comme se partissent.

Heritiers comme seront contraints pour les debtes.

† *Cest Art. 91. a esté adiousté de nouuel pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Heritiers tenus payer les debtes, obseques seruice, & funerailles pour autant qu'ils prẽnent en la succession.

Debtes & obligations personnelles & autres du defunct par qui se doiuẽt payer : sauf à l'heritier ou legataire vniuer-

h Quand on dit que celuy qui prend les meubles, paye les debtes : cela se doit entendre des donations cõuentionnelles & faites en faueur de mariage : prouenantes non du benefice de la Loy ou Coustume : mais de la disposition de l'homme, ainsi qu'il fut iugé pour la Dame d'Aluye contre le Sieur Robert son frere : laquelle fut absoubs de la demande fins & conclusions de sondit frere par Arrest general du 22. iour de Decembre 1572.

Source : BIU Cujas

ſel ſon recours contre l'heritier ou legataire vniuerſel des meubles qui en doit acquitter ledit heritier immobiliaire.

Qui prend les meubles eſt tenu des debtes: pourueu que ce ne ſoit ſous Benefice d'Inuentaire.

Heritier ſous Benefice d'inuentaire tenu payer les debtes ſelon la priſee & vente des biens.

†† *Ceſt Art. 198. qui eſtoit ancien en la Preuoſté de Peronne, a eſté de nouuel introduit pour le regard des Preuoſtez de Mont didier & Roye.*

Heritier apparant faiſant acte d'heritier, eſt tenu payer les debtes, charges, obligations dons & legats valablement contractez.

Creanciers ſe peuuent addreſſer pour le tout contre l'vn des heritiers ſauf leur recours les vns contre les autres.

Legataire vniuerſel de meubles, tenu aux charges, debtes & obligations.

Heritier immobiliaire doit eſtre acquité par l'heritier mobiliaire, en le ſommant en la pourſuite pour la portion des meubles.

Heritier immobiliaire tenu aux debtes ſelon leur portion.

Creancier comme ſe peut addreſſer contre vn ſeul heritier : ſauf ſon recours.

Heritier des heritages patrimoniaux tenu des debtes, contracts & obligations deuement contractees : ſauf ſon recours contre l'heritier mobiliaire : mais n'eſt tenu de la vente & charge de l'heritage patrimonial, vendu ou chargé ſans la ſolennité des trois voyes.

& fait acte comme hoir d'iceluy, ou qu'il prend & apprehende, aucuns de ſes biens de ſon auctorité, il eſt reputé hoir dudit treſpaſſé, & partant tenu au payemẽt & fourniſſemẽt de ſes debtes, charges, obligatiõs, dons & legats vallablemẽt faits & contractez. Art. 4. Quãd il y a pluſieurs heritiers d'vn treſpaſſé, chacun eſt pourſuiuable pour le tout, pour les debtes & obligations d'vn treſpaſſé: ſauf ſon recouurir ſur ſes coheritiers ſur leur part. Tit. 2. Art. 28. Vn legataire vniuerſel de biens meubles & reputez pour meubles eſt ſubmis & tenu aux charges, debtes & obligations de celuy dont il eſt legataire.

ARTOIS Tit. 9. Art. 185. L'heritier immobiliaire du treſpaſſé pourſuy par le creancier du treſpaſſé, doit eſtre acquité par l'heritier mobiliaire, ſoit ſa vefue pour l'apprehenſiõ de ſa portiõ des meubles ou autre heritier mobiliaire treſpaſſé en les ſommãt en la pourſuite qui ſe feroit. Ar. 186. Les heritiers immobiliaires d'vn treſpaſſé ſont en leur regard ſubmis à purger les debtes d'iceluy treſpaſſé ſelõ leur cõtingẽt en la Succeſſiõ. Ar. 187. Heritiers d'vn treſpaſſé mobiliaires ſont capables de debtes & contracts du treſpaſſé, comme auſſi ſont les heritiers des acqueſts ou autres biens diſponibles, où qu'ils ſoient ſituez : leſquels heritiers ſont tenus acquiter l'vn l'autre par egale portion. Mais ſi le creancier peut addreſſer contre vn ſeul heritier pour toute ſa debte : ſauf audit pourſuiuy ſon recours contre les autres coheritiers à chacun ſa part & portion. Art. 189. Si l'heritier n'apprehende qu'heritages patrimoniaux, combien qu'il ſoit tenu aux creanciers, en ſoy portãt tel, doit payer, entretenir & accomplir les debtes, contracts & obligations du treſpaſſé deuëment contractees, en ayant ſon recours contre l'heritier mobiliaire: neant-moins en apprehendant ſeulement les heritages patrimoniaux, il n'eſt tenu d'entretenir & garantir la vente & charge de l'heritage patrimonial, que le treſpaſſé auroit vendu ou chargé, ſans l'obſeruance de l'vne des trois voyes, comme debte non deuëment contractee.

LA SALLE DE LILLE Tit. 2. Art. 15. Les hoirs mobiliaires d'vn treſpaſſé, ſont tenus & pourſuiuables chacun pour le tout au payement & furniſſement des dons & legats teſtamentaires vallablement faits par tel treſpaſſé, & non les heritiers hereditaires d'iceluy. Art. 16. Les heritiers d'vn treſpaſſé ſont tenus & pourſuiuables, chacun pour le tout au payement & furniſſement des debtes, charges & obligations valablement contractees par ledit treſpaſſé. Neant-moins les hoirs mobiliaires & chacun pour le tout, ſont tenus en acquiter les heritiers ou heritier hereditaires d'iceluy treſpaſſé : ſauf leur recouurier ſur leurs coheritiers à compte de teſtes.

ARRAS Tit. 5. Art. 47. Vn Creancier d'vn treſpaſſé peut addreſſer ſa pourſuite pour eſtre payé de ſon deu, à l'encontre de l'vn des heritiers d'iceluy treſpaſſé, pour le tout ſi bon luy ſemble: ſauf à iceluy heritier ſon recouurier cõtre les coheritiers pour leurs parts & portions.

CAMBRAY Tit. 1. Art. 24. Fiefs patrimoniaux ſe peuuent apprehender, releuer & poſſeſſer ſans charge de debtes deuës par celuy, dont les Fiefs procedent, meſmes quand il n'y auroit autres biens meubles & immeubles que leſdits Fiefs. Article vingt cinq. Mais Fiefs acqueſtez par le defunct ſeront ſubmis aux debtes ſeulement, apres tous ſes autres biens meubles & acqueſts immeubles executez, & non autrement. Titre quinzieſme. Article premier. Les debtes d'vn defunct ſe doiuent payer ſur les meubles par luy delaiſſez par ſes heritiers en iceux, apres plaine diſcuſſion, leſquels meubles la reſte des debtes ſe doit prendre ſur les heritages d'acqueſte, main-fermes patrimoniaux d'iceluy: & en cas de courtreſſe ſur les Fiefs d'acqueſte d'iceluy defunct à rate & ſelon leur quotes n'eſtoit que les debtes procedaſſent a cauſe de l'acquiſition deſdits Fiefs: auquel cas leſdits Fiefs ſeront ſubmis aux debtes deuant les heritages patrimoniaux de main-ferme. Article deuxieſme. L'heritier mobiliaire eſt capable & tenu payer les arrerages des rentes & autres charges deuës ſur les heritages du defunct: & ſi l'heritier hereditaire eſtoit preſſé & contraint de les payer, il peut

Heritiers mobiliaires ſeuls tenus a payer les dons & legats teſtamentaires valablement faits, & non les heritiers hereditaires.

Heritiers tenus chacun pour le tout aux debtes, charges & obligations.

Heritiers mobiliaires tenus en acquiter les heritiers hereditaires.

Creancier ſe peut addreſſer à vn des heritiers pour le tout: ſauf ſon recours, &c.

Apprehendant Fiefs patrimoniaux n'eſt tenu aux debtes: ains ſeulement pour les acqueſtez, apres tous les autres meubles & acqueſts immeubles.

Debtes ſe payent ſur les meubles par les heritiers mobiliaires & apres diſcuſſion, ſur les heritages d'acqueſte, main-ferme patrimoniaux: & ſur les Fiefs d'acqueſte: ſinon que les debtes procedent de l'acquiſition deſdicts Fiefs.

Heritier mobiliaire tenu de payer les arrerages des rentes & autres charges deuës ſur les heritages du defunct: & a ſon recours l'heritier hereditaire contre l'heritier mobiliaire.

auoir recours contre ledit heritier mobiliaire pour les recouurer. Article troiſieſme. Pareillement l'heritier mobiliaire eſt tenu de deſcharger & acquiter les debtes du defunct: pour leſquelles ledit defunct pour plus grande aſſeurance a rapporté & hypothequé les heritages. Et ſi les crediteurs en vertu de leurs hypotheques ſe font payer ſur les heritages rapportez, les heritiers hereditaires d'iceux heritages peuuent auoir recours pour les debtes contre l'heritier ou heritiers mobiliaires.

VALANCIENNES Titre neufieſme. Article cent douze. Quiconque apprehende meuble d'vn treſpaſſé en qualité d'heritier, quelque peu que ce ſoit, il eſt tenu & capable de payer les debtes d'iceluy treſpaſſé.

Apprehendant les meubles en qualité d'heritier, eſt tenu des debtes.

DVCHE DE BOVRGONGNE Chapitre ſeptieſme. Article douze. Debtes † hereditaires ſeront payez, ſur toute la maſſe hereditaire.

Debtes cõme ſe payent ſur toute la maſſe.

MONTARGIS Chapitre quinzieſme. Article vnze. Et ſ'il aduient qu'aucun voiſe de vie à treſpas, & delaiſſe heritiers, ceux qui ſuccedent és meubles & conqueſts immeubles, ſeront tenus acquiter les debtes & droicts teſtamentaires du defunct.

† *Ceſt Art. 12. eſt de nouuel introduit.*

Heritiers des meubles & conqueſts tenus acquiter les debtes & droits teſtamentaires.

ORLEANS Tit. 17. Article. †† 357. 358. & 360. p. *à Paris*. Art. 335. 333. & 334.

†† *Les Art. 357. 358. & 360 ſont accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

TOVRS Tit. 25. Art. 298. L'aiſné † qui a prins les meubles du decedé, doit payer les debtes, dont il ſera pourſuiuy pour le tout: par ce que par la Couſtume les debtes perſonnelles ſuiuent les meubles. Et †† ſi la vefue dudit decedé prend les meubles, i ſera neant-moins au chois des creanciers, ſ'addreſſer à l'encontre dudit aiſné ou vefue: reſeruant audit aiſné qui en ſera pourſuiuy, ſon recours contre ladite vefue. Art. 274. Et pourra la fille aiſnee prendre tant en Succeſſion directe que collaterale, tous les meubles: quoy faiſant payera toutes debtes comme l'aiſné maſle. Et †† ſi elle ne prend que ſa portion, les debtes ſe payeront par teſte entre elle & ſeſdits puiſnez.

Aiſné ayant prins les meubles paye les debtes.

Debtes ſuiuẽt les meubles.

† *Les Art. 268. 269. & 270. ont eſté mis au lieu du 12. Art. ancíẽ dudit Titre.*

Creanciers ſe peuuent addreſſer contre l'aiſné ou vefue mais l'aiſné a ſon recours contre la vefue.

Fille aiſnee peut prendre les meubles en paiãt les debtes.

†† *Ces mots, & ſi elle ne, &c*

i Voyez cy deſſus le Titre x. de ceſte Conference en l'Addition nombre iiii.

GRAND PERCHE Tit. 8. Art. 147. Le fils aiſné noble prenant les meubles eſt tenu d'acquiter les debtes mobiliaires du defunct, payer les obſeques, funerailles & rachats deuz par le decés du defunct. Art. 148. Ledit † aiſné a option de delaiſſer les meubles & accepter les autres aduantages à luy donnez par la Couſtume: & en ce cas n'eſt tenu de payer les debtes, obſeques & funerailles du defunct: mais eſt tenu de payer les rachats. Art. 149. Et quant aux debtes immobiliaires, l'aiſné noble n'eſt tenu d'en payer, pour raiſon de ſondit preciput, plus grande portion que les puiſnez: bien eſt tenu de payer les charges foncieres & reelles, deſquelles eſt chargé l'heritage qu'il prend pour preciput, à la raiſon & concurrence de la portion qu'il en tient.

CHASTEAV-NEVF Chap. 18. Art. 129. Les heritiers d'aucun defunct en pareil degré, tant en meuble qu'immeuble, ſont tenus perſonnellement, de payer & acquiter les debtes d'iceluy defunct, dont ils ſont heritiers, chacun pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers d'iceluy defunct.

BLOIS Chap. 22. Art. 242. Debtes perſonnelles, actiues & paſſiues ſuiuẽt les meubles.

BERRY Tit. 19. Art. 32. Où il y a pluſieurs heritiers teſtamentaires ou ab inteſtat en ligne directe ou collaterale, les aucuns deſquels ſuccedent aux propres, les autres aux acqueſts & conqueſts &, les autres aux meubles ſont tenus tous leſdicts heritiers &, chacun d'eux, payer & acquiter toutes debtes, pour la valeur des biens qui leur ſeront deferez, & ſelon la quantité de l'emolument d'iceux, en reduiſant les eſtimations & valeurs à certaines quotes, afin que l'on puiſſe clairemẽt ſçauoir & entendre pour qu'elle part & portion

Source : BIU Cujas

iuſques à la fin ſont de nouuel adiouſtez.

Aiſné prenant les meubles tenu des debtes.

† *Ceſt Art. 148. a eſté accordé pour l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

Aiſné n'eſt tenu des debtes immobiliaires plus que les puiſnez: ſinon des charges foncieres & reelles.

Heritiers tenus perſonnellement payer les debtes du defunct dont ils ſont heritiers.

Debtes perſonnelles ſuiuent les meubles.

Debtes du defunct ſe doiuent payer par les heritiers en quelque ligne que ce ſoit, pour la valeur des biens qui leur ſont deferez, & ſelon la quantité de l'emolument.

Heritier mobiliair n'eſt tenu acquitter ſeul les debtes mobiliaires, ains les heritiers des immeubles ſont tenus en payer leur part.

Heritier inſtitué par contract de mariage tenu à payer toutes debtes & charges hereditaires.

Heritier conuentionnel par contract de mariage peut renoncer, & ſe porter heritier par benefice d'inuentaire.

†† *Ceſt Art. 316. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Heritiers paternels ou maternels payent les debtes paternels & maternels chacun à leur eſgard.

Parens paternels ſuccedans aux meubles & acqueſts payent les debtes du defunct.

Meubles & acqueſts partis entre les parens paternels & maternels en payent les debtes par moitié, & ſ'il n'y a meubles ny acqueſts, ſe payent pro rata *en commun.*

Creanciers du coſté paternel ou maternel, ſe peuuent

chacun des heritiers demeure obligé. Et ne ſ'entend qu'ils demeurent obligez, comme vrais heritiers ſimples outre la valeur de ce que vaudront leurs portions hereditaires. Et ne peut audit cas ledit heritier quant aux meubles, eſtre contrainct payer & acquiter entierement les debtes mobiliaires : mais ſont tenus les autres heritiers des immeubles payer pour leurs portions en la maniere deſſus declaree.

BOVRBONNOIS Chap. 20. Art. 223. L'heritier inſtitué par contract de mariage, eſt tenu payer & reſpondre de toutes debtes & charges hereditaires. Toutesfois luy eſt permis renoncer à ladicte ſucceſſion, ou ſoy porter heritier par benefice d'inuentaire. Mais ſi aucun du lignage du defunct, ſe vouloit rendre heritier ſimplement, faire le pourroit : & en ce cas eſt preferé audict heritier conuentionnel, qui ne ſe voudra porter heritier ſimple. Chap. 25. Art. 316. Qui †† prend les meubles & conqueſts d'aucun ſoit par contract ou ſucceſſion, eſt tenu de payer les debtes mobiliaires.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 17. Ceux qui ſuccedent du coſté paternel, payeront les debtes prouenues du coſté paternel. Art. 18. Ceux qui &c. maternel &c. Art. 19. Si le defunct a faict des debtes de ſon eſtoc & qu'il delaiſſe aucuns meubles & acqueſts, les parens du coſté paternel qui ſuccedent és meubles & acqueſts, ſeront tenus payer les debtes faites par le defunct. Art. 20. Si les parens du coſté paternel veulent prendre & accepter les meubles & acqueſts, ils ſeront partis & diuiſez entre les heritiers tant paternels que maternels, & chacun deſdits heritiers payera les debtes par moitié. Art. 21. Et ſ'il n'y auoit meubles ny acqueſt du defunct, icelles debtes ſe payeront par commun par les heritiers tant paternels que maternels *pro rata bonorum*. Art. 22. Les creanciers des debtes prouenus de l'eſtoc paternel, ſe pourront addreſſer ſeulement contre les heritiers paternels quant à l'action perſonnelle: & des debtes prouenues de l'eſtoc maternel, qui ſont à la charge des heritiers maternels ſ'addreſſeront contre les heritiers maternels. Art. 23. Mais les creanciers des debtes faites par le defunct dirigeront leur action perſonnelle tant contre les heritiers du coſté paternel, que maternel : ſauf és heritiers leurs recours l'vn contre l'autre pour eſtre rembourſez de ce qu'auront payé eſdicts creantiers, outre ce qu'eſtoient tenus payer par ladicte Couſtume, & ſans preiudice à tous leſdits cas du droict & hypotheque que pourroient auoir leſdits creanciers ſur les biens du defunct. Chap. 14. Art. 34. p. *a Bourbonnois*. Art. 223 de toutes charges hereditaires du defunct tant *actiue* que *paſſiue*, comme ſeroient heritiers ab inteſtat. Mais ledict heritier ainſi inſtitué par contract de mariage, ſera receu à renoncer à ladicte ſucceſſion. Chap. 15. Art. 7. Et eſt ledict heritier par contract d'aſſociation, tenu à toutes charges &c. p. *audit Art.* 34. inteſtat : ſinon qu'il renonçaſt à la ſucceſſion de ſon aſſocié. Ce qui luy eſt permis faire par ladite Couſtume.

LA MARCHE Chap. 19. Art. 234. p. *à Auuergne*. Art. 17. les debtes & prelegats prouenans &c. Art. 235. p. *à Auuergne*. Art. 18. prouenans &c. Art. 236. Et ſi le defunct &c. p. *a Auuergne*. Art. 19. ſon coſté & qu'il &c. par le defunct, ſi † leſdits meubles & conqueſts ſont ſuffiſans: *alias* les heritiers patrimoniaux payeront le reliqua *pro rata*. Art. 237. & 238. p. *a Auuergne*. Art. 22. & 23. ſauf aux heritiers &c.

LODVNOIS Chap. 27. Art. 14. Et au regard des debtes perſonnelles, ſi l'aiſné a prins les meubles du decedé, les creanciers ſe pourront addreſſer pour le tout audit aiſné: & audit cas ſera tenu payer leſdites debtes : par ce que par la Couſtume leſdites debtes ſuiuent les meubles. Et ſ'il n'acceptoit leſdits meubles comme heritier, ils ſeront inuentoriez par Iuſtice & conuertis les premiers aux payemens des debtes deſſuſdites : & le ſur plus payé par les heritiers, pour autant que chacun tiendroit de ladicte ſucceſſion.

LA ROCHELLE Chap. 24. Art. 65. Les arrerages eſcheus de toutes cenſes & autres deuoirs ſont perſonnels : tellement que celuy qui eſt tenu de payer les

Source : BIU Cujas

addreſſer contre les heritiers paternels, ou maternels : mais pour les debtes faictes par le defunct tant les paternels que maternels : ſauf leur recours ſans preiudice du droict d'hypotheque qu'ont les creanciers ſur les biens du defunct.

† *Ces mots,* Si leſdits meubles, *&c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

Creanciers ſe peuuent addreſſer à l'aiſné ayant prins tous les meubles.

Debtes ſuiuent les meubles.

Aiſné n'acceptant les meubles, ils ſont inuentoriez & conuertis les premiers au payement des debtes : & le reſte ſe paye par les heritiers pour leur part.

Arrerages de cenſes, rentes & autres deuoirs ſont perſonnels.

debtes perſonnelles, eſt tenu de payer les arrerages des rentes & deuoirs eſcheus au temps du decés de celuy qui deuoit les rentes, cenſes & autres deuoirs.

XAINTONGE Titre 9. Article 82. Et †† qui prend les meubles du decedé, eſt tenu de payer les debtes mobiliaires & perſonnelles.

LA BOVRT Tit. 12. Art. 21. L'aiſné ou aiſnee qui ſuccede en biens de lignee, eſt tenu de payer les debtes que le pere ou la mere ont faits, tant à marier fils que filles moderement, ayant regard d'iceux biẽs: & auſſi des autres debtes: qu'ils ont faits en cas de neceſſité & non autrement. Article 22. Et pour le payement des debtes deſſuſdites ſeulement, ſont iceux biens papoaux & auitins, enſemble les biens par iceux parens acquis affects & hypothequez : & doiuent les acquis eſtre prealablement diſtraits & vendus pour le payement des debtes: & en defaut d'iceux les biens de lignee.

SOLE Tit. 27. Art. 35. & 36. p. *a la Bourt.* Art. 21. & 22. biens papoaux, &c. de lignee ou papoaux, &c.

BRETAGNE Tit. 23. Art. 552. L'aiſné † & puiſnez contribueront aux debtes mobiliaires perſonnelles & hypothecaires des Succeſſions tant directes que collaterales : eſquelles les puiſnez prendront, ſçauoir l'aiſné les deux parts, & les puiſnez le tiers, ſans conſideration de ce qui reuient à l'aiſné de l'ancien patrimoine prouenu du tige commun : ne auſſi de la portion que prennent aux terres roturieres les puiſnez.

BAR Titre neufieſme. Article cent trente vn. Les debtes mobiliaires du defunct ſe payeront par l'heritier mobiliaire. Pourra neant-moins le creancier ſ'addreſſer à l'immobiliaire ou autre ſon debteur: ſauf audit immobiliaire ſon recours contre le mobiliaire.

SEDAN Titre neufieſme. Article 109. Celuy qui prend les meubles & acqueſts, ſoit par contract, Succeſſion, Couſtume ou priuilege, ſera tenu de payer toutes les debtes perſonnelles mobiliaires : & ſ'il n'y a meubles & acqueſts immeubles, ou bien que ceux qui ont droict de les auoir par droict de Succeſſion, contract, priuilege de Nobleſſe ou autrement y renoncent: les heritiers tant deſdits meubles & acqueſts que des heritages propres & de naiſſant, payerõt les debtes, funerailles & accompliſſement du Teſtament, au ſold la liure, à la raiſon de ce qu'ils prennent en ladite Succeſſion. Titre 13. Article 166. p. *a Mont-fort.* Article 70. d'vn defunct ſont tenus, &c. & rentes conſtituees par le defunct pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers, & chacun d'iceux hypothecairement pour le tout. Et ſi aucun d'iceux eſt detenteur de l'heritage hypothequé, il eſt tenu pour le tout, tant perſonnellement que hypothecairement.

Voyez Laon Article 118. Chalons Article 131. Aniou Art. 469. Le Maine Article 472. & autres miſes ſur le Titre v. Des actions perſonnelles cy deſſus. Niuernois Chapitre 34. Art. 4. Tours Article 310. Aniou Article 237. Le Maine Article 254. & autres mis en Conference ſur l'Article 311. de Paris : & encores les Couſtumes de Chaumont Article 80. Melun Art. 260. Mante Art 116. Aniou Article 235. & le Maine Art. 252. Bourbonnois Art. 216. miſes en l'Addition de ce Titre xv. nombre iii. iiii. & v.

†† *Ceſt Art. 82. eſt de nouuel adiouſté.*

Debtes perſonnelles & mobiliaires.

Aiſné prenãt les biens de lignee tenu payer les debtes tant faites pour marier fils ou filles, que pour autre neceſſité.

Biens papoaux & auitins, & les biẽs acquis ſont hypothequez : & les acquis ſerõt premierement vendus pour le payement des debtes : & en defaut d'iceux les biens de lignee.

Aiſné & puiſnez comme doiuent contribuer aux debtes perſonnelles & hypothecaires.

† *Ceſt Art. 552. eſt de nouuel adiouſté.*

Heritier mobiliaire paye les debtes mobiliaires.

Creanciers ſe peuuent addreſſer contre les heritiers mobiliers ou immobiliers.

Art. 336. PARIS.

Les [k] parens & lignagers des Eueſques & autres gens d'Egliſe ſeculiers, leur ſuccedent. I

Succeſſions des gens d'Egliſe ſeculiers.

k Aucuns eſtiment que ceſte Couſtume, qui eſt generale par toute la France, ſoit contraire au Concile de Lateran cap. cum in officiis extra de Teſtam. & aux conſtitutions des Papes Gregoire & Alexandre miſes au meſme Tit. cap. 1. & cap. relatũ, 12. Et à ce qui eſt traité in ca. præſ. eod. tit. in 6. Car ce qui eſt ordõné par ſes canons ne ſe practiq. en Frãce: & doit on garder la Couſtu. de laquelle eſt auſſi faite mention per Abbatẽ in cap. cũ tibi extra de verb. ſignific. Du Moulin ſur l'anciẽne Couſtu. de Paris dit qu'il a eſté iugé par Arr. contre les heritiers d'vn Eueſq. de Chartres que ce qui aeſté acquis par vn Eueſque ou autre, perſonne Eccleſiaſtique au nom de ſon Egliſe, n'eſt hereditaire. Il note

Source : BIU Cujas

encores ſur l'Article 55. de la Couſtume d'Auuergne Chap. 12. que anciennement les Prestres à S. Flour, comme en pluſieurs autres lieux deuoient faire Teſtament, & inſtituer l'Eue que leur heritier, pour le moins en cinq ſols. Ce qui eſtoit en fraude de la Couſtume generale & de la Sepulture, qui doit eſtre libre & non queſtuaire. Car ils ſouloient denier Sepulture aux decedez ab inteſtat, meſmes dans Paris. Ce qui a eſté declaré abuſif, comme il eſt ſans doubte contre les Saincts decrets. Ceſt vne regle generale en France, que les parens des gens d'Egliſe leur ſuccedent en tous biens meubles & immeubles, propres ou acqueſts, ſoit qu'ils procedent de leurs Benefices ou non, dont Ioan. Gallus faict mention q. 190. Faber ad l licentiam C. de epiſc & cl. & §. 15. vero Inſt. de rerum diuiſ. Eſt fort notable l'Arreſt ſolennel du ſeiziesme Auril 1585. par lequel il a eſté iugé au profit des heritiers de M. Fourré Eueſque de Chalons, auparauant Mandien, decedant neant-moins Eueſque, que ſes parens luy doiuent ſucceder en tous biens meubles ou immeubles: lequel eſt recité par Charondas en ſon premier liure des Pandectes Chap. 13. & en ſes Reſponſes vii. Chap. 82. & 137. auquel ie l'ay communiqué pour en faire part au public: mais il y a faute en la date miſe aux Pandectes, & ſe doit corriger ſelon qu'il eſt contenu és Reſponſes, Liure vii. Chap. 82 & 137 Les Iacobins de Chartres demandeurs en petition d'heredité contre les neueux & heritiers de M. Iaques Fourré Eueſque de Chalons ſur Saonne, & concluoient à ce qu'ils euſſent à ſe departir de ceſte ſucceſſion, comme eſtant acquiſe à leur Conuent. D'autant que ledit Eueſque auoit faict profeſſion en leur Conuent: qu'il auoit auſſi eſté pouſſé aux Eſcoles par le moyen dudit Conuent, & par les aumoſnes d'aucuns affectionnés à leurdit Conuent: tellement qu'il auoit ſi bien profité que inuenerat grat am in oculis regis, & faict Predicateur du Roy Henry ſecond, & depuis Abbé, & en fin Eueſque. D'auantage qu'il auoit eu pluſieurs penſiõs du Roy, & par le moyen d'icelles faict pluſieurs acquiſitions, meſmes de la ſomme de dix mil liures, qu'il auoit donnée à ſon neueu, pour employer en acquiſitions. Les defendeurs alleguoient vne fin de non receuoir: Profeſſio tua & deſiderium diſcrepant: que les Mendians & Religieux eſtoient incapables de toute ſucceſſion. Toutesfois que ceſſant ladite fin de non receuoir, qu'ils auoient des moyens pertinens & valables pour les faire decheoir de leurs droicts pretendus. Car par la diſpoſition canonique can. Statutum 18. q. 1 il eſt ordonné que les Moines eſtant faicts Eueſques ſont deliurez de la puiſſance de leur Abbé, enſemble de l'obeiſſance par eux vouée & promiſe. Epiſcopatus liberat monachum ſeruitutis Nouella 122. de epiſc. & cler. filiusfam. Inſt. quib. mod. ius patr. pot. Les Iacobins ſoutenoient au contraire, qu'ils demouroient perpetuellement ſuiets à la regle de leur Ordre, & qu'ils ne pouuoient changer leur habit, & ſe fondoient ſur le canon de monachis. 16. q. 1. Le Bailly de Chartres ou ſon Lieutenant par ſentence, adiugea aux demãdeurs leurs fins & concluſions, & ſi condemna leſdits defendeurs à ſoy deſiſter & departir des acqueſts de dix mil liures. Dont ils appellent. En cauſe d'appel, le ſucceſſeur Eueſque de Chalons interuient: comme auſſi les Religieux de Liury: par ce qu'il auoit eſté Abbé de ladite Abbaye de Liury, auant que d'eſtre Abbé: ſe pretendant chacun reſpectiuement heritiers du predeceſſeur. Ceſt incident ioinct au principal. La Cour par ſon Arreſt a mis & met l'appellation au neant, ſans amende: emendant le iugement, & abſous les appellans defendeurs au principal des demandes fins & concluſions deſdits intimez: leſquels elle a condamné & condamne enuers leſdits appellans és deſpens de la cauſe principale: & a l'eſgard de l'Eueſque de Chalons, les a mis & met hors de Court & procés: ſauf à luy ſon recours contre les heritiers, pour les reparations reſtans à faire du temps dudit Fourré. Faict à ce propos l'Arreſt du Cardinal de Bar recité par M. du Tillet en ſon Recueil d'Arreſts non imprimé: par lequel il fut iugé le 24. Nouembre 1408. qu'vn Eueſque Moine peut acheter à ſon profit, teſter & diſpoſer à ſa volonté, ſans que ſon Egliſe ou ſucceſſeur Eueſque luy ſuccede: mais ſont ſes heritiers les plus prochains parens.

l Les **fruicts** ia leuez & eſcheus des Benefices des gens d'Egliſe, comme eſtans ameublis, appartiennent touſiours à leurs heritiers: comme auſſi tous les deſpens des procedures adiugez en leur nom & profit, comme eſtans perſonnels. DD. in cap præſenti. De offic. leg. lib. 6. Cardin. Clement. Gratiæ De reſcript. Ioan Gall q 16. & 122. Au Liure 4. des Loix des Viſigots Tit. 2 Clerici vel monachi vel ſanctimoniales, qui vſque ad vii. gradum non reliquerint heredes, & ſic moriuntur, vt nihil de facultatibus ſuis ordinent, Eccleſia ſibi cui deſeruierint, eorum ſubſtantiam vindicabit.

CONFERENCE.

CALAIS Titre ſeptieſme. Article 125. p. *à Paris.* lignagers des gens, &c.

†† *Ceſt Art. 46. eſt nouuel.*

MEAVX Chap. 8. Art. †† 46.

ESTAMPES Chap. 10. Art. 124.
DOVRDAN Tit. 10. Art. 119.
MONT-FORT Chap. 13. Art. 113.
† *Le 173. Art. eſt de nouuel introduit.*
MANTE Chap. 15. Art. 173. † } p. *à Paris.*
VALLOIS Tit. 7. Art. †† 92.
†† *Ceſt Art. 92. eſt de nouuel introduit.*
CHASTEAV-NEVF Ch. 18. Art. 530.
† *Ceſt Art. 148. eſt de nouuel adiouſté.*
BLOIS Chap. 11. Art. † 148.
ANGOVMOIS Tit. 7. Art. 97.

LANGRES Art. 6. Les †† Succeſſions mobiliaires des Preſtres decedez ab inteſtat, appartiennent audit Eueſque. Art. 7. Au Chapitre de Langres appartient la Succeſſion mobiliaire des Doyen, Chanoines prebendez, Chappelains & autres habituez de ladite Egliſe.

SENLIS T. 7. Art. 170 Quand * vn Preſtre ſeculier, Beneficié ou non va de vie à treſpas à iceluy ſuccederont ſes plus prochains parens & heritiers, habiles à luy ſucceder: poſé qu'il n'euſt aucuns heritages de propre ne d'acqueſt.

TROYES Tit. 6. Art. 106. p. *à Paris.* des † Archeueſques, Eueſques, &c. ſuccedent en leurs biens meubles & immeubles.

CHAVMONT Tit. 7. Art. 87. † } p. *à Troyes.* leur ſuccedent en biens,
VITRY Tit. 4. Art. 85. } &c.

REIMS Tit. 11. Art. 327. †† p. *à Paris.* ou lignagers des Archeueſques, Eueſques, &c.

Le Procureur du Roy & gens des trois Eſtats ont denié le contenu eſdits Art. & ſouſtenu qu'ils n'ont iamais eſté gardez, obſeruez

Source : BIU Cujas

ne practiquez esdits lieux. Surquoy furent les parties renuoyees à la Cour au lendemain de Quasimodo: & ce pendant iouiront des droicts par elles respectiuement pretendus, ainsi qu'elles ont fait par cy deuant. Et au reste vseront de la Coustume du Bailliage de Sens. Et Baltazard pour le Cardinal de Bourbon, a dit que luy & ses predecesseurs Archeuesques ont par Coustume & iouissance immemoriale succedé aux meubles des Prestres & gens d'Eglise dudit Dioceſe decedez ab intestat, & a requis que ladite Coustume fut mise par escrit auec les autres Coustumes dudit Bailliage. Ce qui a esté empesché par le Procureur du Roy & les gens desdits Estats. Surquoy lesdites parties furent renuoyees en la Cour au lendemain de Quasimodo, pour en estre par elle ordonné.

* *Voyez cy dessus l'Art. 169. & cy dessus le 171. Art.*

† *Cest Art 106. est de nouuel adiousté. Auquel se sont opposez les Abbez & autres Religieux estans en ladite assemblee, disans & maintenans que quand vn Euesque ou autre Prestre seculier tenant vn Prieuré ou Abbaye en commande, dependant de leurs Abbayes ou Prieurez, va de vie à trespas, que les biens estans en ladite Abbaye ou Prieuré leur appartenoient Les gens d'Eglise seculiers, Nobles, gens du Roy, Aduocats, Practiciens & autres du tiers Estat disans au contraire ladite Coustume estre telle & qu'ils en auoient tousiours & de toute ancienneté ainsi veu vser comme vraye & notoire: pourquoy ledit Art. deuoit demourer comme il estoit escrit. Ce faict, auons ordonné que ledit Art. demourerait, pour Coustume, comme il estoit escrit, sans preiudice de l'opposition des dessusdits Religieux, dont ferons mention en nostre Procés Verbal.*

† *Cest Art. 87. est de nouuel introduit.*

†† *Cest Art. 327. est de nouuel adiousté.*

ARTOIS Tit. 5. Art. 151. Les prochains parens des Eueſques, Prelats & autres, &c. p. *à Paris.* ſuccedent ab inteſtat, & non les Egliſes.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 7. Art. 10. Gens † Eccleſiaſtiques vſeront, ſi bon leur ſemble, de ladite puiſſance & auctorité: & pourront faire les diſpoſitions ou partages entre leurs plus prochains heritiers par la forme deſſuſdite: ou bien diſpoſeront librement tant entre vifs, qu'à cauſe de mort de tous & chacuns leurs biens, ſelon que dit eſt pour le regard des Nobles.

† *Cest Art. 10. est de nouuel introduit.*

NIVERNOIS Chap. 34. Art. 21. Les prochains lignagers des gens d'Egliſe ſeculiers leur ſuccedent ab inteſtat, comme l'on ſuccede à autres perſonnes.

BERRY Tit. 19. Art. 40. Les parens des gens d'Egliſe leur ſuccedent tant en leurs biens patrimoniaux, qu'acqueſts qu'ils auroient faits & en tous meubles: ſans faire diſcretion ou difference s'ils ſont venus des fruits de leurs Benefices ou non. Art. 41. Et pareillement les gens d'Egliſe ſont habiles à ſucceder à leurs parens, tout ainſi comme les Laiz.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 320. p. à *Niuernois.* ſuccedent és biens par eux delaiſſez.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 55. p. *à Bourbonnois.* en leurs biens, &c.

LA MARCHE Chap 19. Art. 257. †† p. *à Auuergne.* ſeculiers de franche condition leur ſuccedent, &c.

†† *Maistre Iean Laboureur comme Procureur de l'Eueſque de Limoges s'eſt oppoſé à ceſt Art. 257. maintenant ledit Eueſque de Limoges eſt en poſſeſſion de ſucceder és meubles des Clercs decedez ab inteſtat en ſon Dioceſe. Sur ce auons ordonné que ladicte Couſtume demourera eſcrite comme ancienne & que de ſon oppoſition ferions mention en noſtre procez verbal: & l'auons renuoyé en la Cour pour deduire ſes cauſes d'oppoſition.*

POICTOV Tit. 6. Art. 288. Les parens lignagers des Eueſques, &c. p. *à Paris.*

BRETAGNE Tit. 23. Art. 609. Les heritiers du ſang ſuccederõt aux Clercs & gens d'Egliſe ſeculiers, † tant à heritages, meubles, qu'acqueſts.

† *Ces mots, tant en heritages &c. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

CAMBRAY Tit. 12. Art. 14. p. *à Bourbonnois.* en heritages & immeubles, tant de patrimoine que d'acqueſt. Et ſont auſſi les gens d'Egliſe ſeculiers habiles, &c. p. *à Berry.* Art. 41 parens & lignagers, &c.

BAR Tit. 9. Art. 141. Preſtres ſeculiers ſuccedent à leurs parens, en quelque part qu'ils demeurent: & pareillement leurs parens à eux, ſoit par inteſtat ou autrement: & ne peut l'Eueſque pretendre aucun droict és Succeſſions.

SEDAN Tit. 9. Art. 195. p. *à Paris.* Eueſques, Abbez, Prieurs & autres Eccleſiaſtiques leur ſuccederont.

Art. 337. *PARIS.*

Religieux [m] & Religieuſes profés ne ſuccederont à leurs parens, ne le Monaſtere pour eux. [n]

CONFERENCE.

CALAIS Titre ſeptieſme. Article 126. p. *à Paris.* eux. Et ſi aucun entre en Religion auec profeſſion, ſans auoir auparauant diſpoſé de ſes biens, aiant attaint l'aage cy deſſus prefix & preſcrit pour ce faire, ſes plus prochains parens

m Par les Ordonnances des Eſtats tenus à Orleans Article 19. il eſt defendu aux peres & meres, tuteurs & parens permettre à

Religieux & Religieuſes apres leur profeſſion ne ſuccedent à leurs parens ny le Monaſtere.

Source : BIU Cujas

leurs enfans ou pupils faire profeſſion de Religieux ou Religieuſes, auant l'aage, ſçauoir eſt les maſles de vingt cinq ans, & les filles de vingt ans. Et depuis le Roy Henry 3. 1579. és Eſtats de Blois. Art. 28. conformement au Canon 15. du Conc. de Trente ſeſſ. 9. veut que la profeſſion tant des Religieux que Religieuſes ne ſe face au parauant l'aage de xvi. ans accomplis. Et adiouſte encores que les Abbeſſes ou Prieures ſoient tenus vn mois auant ladicte profeſſion, aduertir l'Eueſque, ſon Vicaire ou Superieur de l'ordre pour ſenquerir par eux & informer de la volonté des filles: & s'il y a eu contrainte ou induction: & leur faire entendre la qualité du vœu, auquel elles s'obligent. Tellement que ces Arti-cles ſe doiuent entendre tant des profeſſions expreſſes que tacites, faictes en l'aage requis par les Ordonnances ou de Droict pour faire leſdictes profeſſions, ſans force, contrainte, menaces ou inductions. Car autrement ſi la force, contrainte ou induction eſt verifiee, telle profeſſion eſt du tout reputee nulle & ne ſeront point tels Religieux empeſchez de ſucceder à leurs parens & lignagers en ſe departant de ladicte Religion & Monaſtere. Au reſte ceſte Couſtume eſt generale par la France. Guill. de Cuneo. in l. ſacra D. de rer. diuiſ. Ioan Faber in l. deo nobis C. de epiſc. & Cler. & Auth. ingreſſi C. de ſacr. eccl. & in §. is vero. Inſt. de rer. diuiſ. Maſuer. in Praxi Tit. de ſucc. & teſt. §. item per conſuetudinem. Gloſſa in cap. 2. De pecul. cleric. Benedict. in cap. Raynutius in verbo & vxorem nomine Adelaſiam Num. 220. Ioan. Gallus q. 122. Aufrer. Dec. Thol. 56. Can. non dicitis 12. q. 2. Par le droict des Nouelles les Moines ne peuuent plus faire aucun teſtament Nou. 5. cap. 5. Nou. 76. & 123. cap. 38. On peut voir à ce propos les Canons 7. 8. 9. 19. q. 1. & le chap. per venerabilem. Qui filii ſint legit. cap. ad Apoſtolicam cap. ad veſtram cap. ex parte cap. cum verum. De regular. cap. 1. eod. tit. in 6. Clement. exiui de paradiſo. De verb. ſignif. d. Nou. 123. cap. 52. Nou. Leonis 6. Les Couſtumes parlant des ſucceſsions des Religieux ou Religieuſes reguliers ſe doiuent entendre des Religions qui ſont legitimes & approuuees par l'Egliſe & par les Papes: & celuy qui en faict profeſsion doit faire trois vœux, c'eſt à ſçauoir de pauureté, chaſteté & obedience, cap. cum ad monaſterium. De ſtatu regul. & ibi Panormitan. cap. fin. De legib. domib. cap. 1. eod. tit. in 6. Clem. 1. eod. tit. C'eſt pourquoy quelques Couſtumes ont vſé de ces mots Religion approuuee. Amiens. Art. 95. Tours. Art. 296. Voyez le Speculateur Tit. de ſtat mon. §. 1. verſ. 11. Bald in l. Deo nobis C. de epiſc. & cler. & Gloſſam in cap. 1. De iuram. cal. & in cap. fin. De ſtat. regul. & ibi Panorm. cap. in præſentia extra de probat. cap. ſancimus de relig. dom & ibi Felinum. Au reſte ordres de Religieux pretendent auoir droict & priuilege de ſucceder: Au 11. liure du grãd Couſtumier de Frãce eſt eſcrit. Item Religieux quelcõques ne ſuccedẽt point, ſoit par dimy ce peuuent auſsi bien ſucceder comme ceux qui ſont au ſiecle, & apres leur decez tout s'en va à leurs amis. Au reſte par Arreſt du 15. iour de May 1580. vn nommé Charles Race autrefois Religieux eſtant ſorty pendant les troubles, ores qu'il pretendit auoir eſté mis par force: fut debouté toutesfois quant à preſent de la prouiſion par luy requiſe contre ſes ſœurs: permis à luy à ſe pouruoir comme de raiſon: c'eſt à ſçauoir par reſcrit par deuant le iuge d'Egliſe ſur la demonachation. Il a eſté iugé par Arreſt que les Religieuſes du tiers Ordre de S. François ſont capables de ſucceſsion & ay veu vn Arreſt du 28. iour de May 1548. donné aux Enqueſtes entre le ſieur de Piedfou contre la Dame de Bazoces ſa ſœur. Il a eſté iugé par Arreſt prononcé en robbes rouges le 22. Decembre 1573. entre vn nommé Chaillou appellant & demandeur au principal en partage, & la Princeſſe d'Yſetol intimee que les Cheualiers de l'Ordre de S. Iean de Ieruſalem ne pouuoient ſucceder, ne demander part ne portion, ſoit en proprieté ou par ſimple vſufruict en l'heredité de leurs parens, meſmes en ligne directe: & par conſequent moins en ligne collaterale, ceſt Arreſt eſt auſsi amplement recité par Charondas vii. des Reſp. chap. 225. Aucuns eſtiment que la profeſsion tacite ne ſuffit pour le faire declarer Religieux: & qu'il faut vne profeſsion expreſſe. Par la Clementine ne in agro §. cæterum. De ſtat. monach. nous parlerons cy deſſous des profeſsions tacites & expreſſes.

n Monaſtere ne ſuccede point aux biens d'vn profez s'il n'eſt dict expreſſement par ladicte profeſsion. Et n'a lieu l'Authentique ingreſsi C. de ſacr. eccl. s'il n'eſt dict, ainſi qu'il fut iugé l'an 1531. Rebuff. in proœmio Conſt. Reg. Gloſſa v. num. 20. 21. 22. 23. & 24. vide Nouellam 5 cap. 5. Encores que les mandiens ſoient incapables de legs immobiliers, ſi eſt ce toutesfois qu'ils ſont capables du pris & eſtimation d'iceux, ſans preiudice des conuentions matrimoniales & du Doüaire Partant doit le bien eſtre eſtimé & la valeur des biens à eux donnez, ainſi qu'il a eſté iugé au profit des Cordeliers plaidant le Boſſu pour eux, par Arreſt du 19. iour de Mars 1577. Au reſte ceſte Couſtume eſt fort ancienne, & a eſté practiquee de tout temps & ancienneté, ce qui ſe peut verifier outre ce qui a eſté dict cy deſſus par les anciẽs Arreſts de la Cour contenus és Regiſtres d'icelles, meſmes en ceux qui ont eſté recueillis par defunct M. du Tillet, qui ne ſont encores imprimez, deſquels ils ſe tire vne infinité de choſes rares & ſingulieres, l'Arreſt du Sieur de Coucy donné le 26. Mars 1383. par lequel il ſe cognoiſt qu'vne Religieuſe profeſſe ne peut ſucceder. Et en l'Arreſt des Iacobins de Mont pellier fut auſsi iugé qu'ils n'aucuns d'eux ne ſont capables de ſucceder ſoit par teſtament ou ab inteſtat le 7. Decembre 1394. & que cela a lieu tant en pays de Droict eſcrit, que Couſtumier, appointé au conſeil le 16. Decembre 1393. & depuis iugé par Arreſt du 14. Nouembre 1394. Pareil Arreſt du dernier Septembre 1395. Toutesfois il ſe trouue Arreſt contraire qu'elle ſuccede en pays de Droict eſcrit en l'Arreſt de Iacqueſte des Sales le 13. Decembre 1395. Il fut auſsi iugé le pareil en l'Arreſt d'Yſabeau de Lairac, c'eſt à ſçauoir qu'vn Religieux, & par ſon moyen le Conuẽt ne ſuccedent. Autre Arreſt du 26 Iuillet 1451. pour Robert Dauphin Eueſque d'Albi, & fut iugé qu'vn Religieux Eueſque & diſpenſé par le Pape de ſucceder ne peut ſucceder en ce Royaume ne le Monaſtere pour luy. Toutesfois qu'il peut bien auoir l'vſufruict des terres & heritages à luy donnees & leguees. Tellement que les Religieux ſont du tout incapables de ſucceſsiõs ou legs. Par l'Arreſt des 4. mandiens de Paris donné le 24. Mars 1385. fut iugé que de certaines rentes & heritages à eux donnez, ils ne ſont capables de les tenir: ains leur eſt reſerué ſur icelles faire prier Dieu pour l'ame du donateur, & le 7. Auril 1385. leur fut adiugé à chacun cinquante liures ſur les biens du donnant, à la charge des Meſſes. A ceſte occaſion par l'Arreſt de M Pierre de Freſnes qu'vne diſpoſition teſtamentaire eſtoit bonne & valable: par laquelle quelques immeubles eſtoient dõnez & leguez pour eſtre vendus & les deniers eſtre employez pour faire edifices ou ornemens pour mandiens Religieux, & ainſi auoit eſté long temps au parauant par Arreſt du 7 Mars 1359. fut receu M. Iean de la Pyonne l'amy ſpirituel des Cordeliers receu à demander vne maiſon a eux donnee pour eſtre adeueree à leur vſage La raiſon en eſt tiree d'autres Arreſts par ce qu'ils ne peuuent tenir ne poſſeder aucuns immeubles ou rentes, comme il fut iugé en l'Arreſt de M. Iean Goulam le 27. Ianuier 1391. que Religieux mandiens ne pouuoient tenir rentes ou reuenu à leur vie en leur propre & priué nom: & que telle eſt la Couſtume du Royaume, & depuis en vn Arreſt donné contre les Iacobins de Narbõne fut iugé le 7. Septembre 1417. qu'ils ne peuuent tenir rentes en commun. Arreſts de Bretagne du 27. Auril 1564. du 26. Aouſt 1560. entre Iean de Creſpieu & les Cordeliers de Gincamp recité par du Fahil en ſes Arreſts.

Parens comme doiuent ſucceder à celuy qui entre en Religion auec pro-

ſuccedent eſdits biens, ainſi & en la maniere que s'il eſtoit mort naturellement.

MEAVX Chap. 8. Art. 47. Les †† Religieux profez ne ſuccedent point ne le &c.

SENS Tit. 9. Art. 87. Les biens d'vne perſonne qui entre en Religion, apres la profeſſion n'appartient au Monaſtere ou Religion, en laquelle eſt faicte ladi-

feſsion ſans auoir diſpoſe de ſes biens.
†† *Ceſt Art. 47. eſt nouuel.*

te profeſſion : mais viennent à ſes plus prochains parens, ſi ledict Religieux auãt ſadite profeſſion ou en icelle faiſant, n'en a autrement diſpoſé, & qu'il ſoit en aage ſuffiſant de le pouuoir faire, † qui eſt de xx. ans pour le regard du maſle, & xviii. ans pour le regard de la femelle: leſquels pourront entrans en Religion diſpoſer de leurs biens au profit d'icelle ou autre perſonne capable & non prohibee de Droict & par ordonnance, tant & ſi auant qu'ils peuuent faire par Teſtament, & non plus.

AVXERRE Tit. 13. Article 249. Religieux †† profez en Religion approuuee ne ſuccedent à leurs parens, ſoit en ligne directe ou collaterale ne l. m. p. e.

ESTAMPES Chap. 10. Art. 125. Quand aucun entre en Religion, & auant ſa profeſſion, ne diſpoſe de ſes biens meubles & heritages, les prochains parens luy ſuccedent, comme par mort naturelle. Art. 126. p. *a Paris*, ne ſuccedent &c.

DOVRDAN Tit. 10. Art. 120.
MONTFORT Chap. 9. Art. 114. } p. *a Eſtampes*. 126.
MANTE Chap. 15. Art. † 174.

SENLIS Tit. 7. Art. 171. Vn †† Religieux ou Religieuſe profez ne ſuccede point, ny le Monaſtere ny le Conuent pour eux.

CLERMONT Tit. 12. Art. 154. Religieux † ne ſuccedent point pour autant qu'ils ayent faict profeſſion.

VALLOIS Tit. 7. Art. 91. Tous Religieux & Religieuſes ne ſuccedent à aucuns leurs parens en quelque degré que ce ſoit, ne le m. p. e.

TROYES Tit. 6. Art. 105. Religieux †† & Religieuſes ne ſuccedent point à leur pere, mere, freres, ſœurs, oncles, tantes, couſins n'autres leurs parens & lignagers, depuis qu'ils ont faict profeſſion : & auſſi n'y ſuccedent pour eux les Religions & Monaſteres, deſquels ils ſont Religieux ou eſquels ils ont faict profeſsion.

CHAVMONT Tit. 6. Art. 88 Les † Religieux profez ne ſuccedent &c. p. *a Eſtampes*. Art. 126.

VITRY Tit. 4. Art 77. Religieux †† &c. p. *a Vallois*. à leurs parens en ligne directe ou collaterale ne &c. eux. Et ainſi en vſe on & a on vſé du temps paſſé.

REIMS Tit. 11. Art. 326. Si aucun entre en Religion approuuee, deſlors il eſt exclus de tous ſes biens temporels ſ'il n'en auoit diſpoſé parauant que d'entrer en ladicte Religion, eſtant perſonne habile pour ce faire. Et auſsi eſt exclus de toutes ſucceſsions qui luy pourroient aduenir, apres qu'il eſt entré en Religion: & viendront ſes biens à ſes parens, tout ainſi que s'il eſtoit mort, quand il entra en ladicte Religion, & n'y ſuccedera aucunement le Monaſtere: pourueu qu'il demeure en ladicte Religion. Car ſ'il en iſſoit ſans fraude, auant auoir fait profeſsion taiſible, il retourneroit à ſes droicts, comme ſi touſiours auoit eſte au ſiecle.

S. QVENTIN Tit. 3. Art. 51. Religieux profez & Religieuſes &c. p. *a Eſtampes*. Art. 126. à leurs parens & lignagers ne leur &c.

AMIENS Tit. 4 Art. 95. Religieux ou Religieuſes ayant faict profeſsion †† en Religion approuuee ne ſuccedent à leur pere & mere n'autres leurs parens.

† *Ces mots, Qui eſt de vingt ans &c. iuſques à la fin, ont eſte de nouuel adiouſtez les Chanoines Reguliers de S. Ioſmes ont dict qu'ils ne doiuẽt eſtre compris en l'Art. 87. par ce qu'ils ſont Chanoines Reguliers, qui ont de toute ancienete accouſtume ſucceder à leurs parens, comme auſsi on leur ſuccede. Le Procureur du Roy a denie & ſouſtenu que leſdits Chanoines ſont Religieux de l'ordre de S. Auguſtin, qui en portent l'habit & ſont tenus faire, comme ils ont touſiours faict les vœux accouſtumez en Religion. Et pour ce a empeſché qu'ils ſoient declarez capables de ſucceder. Surquoy leſdites parties ſont renuoyees a la Cour audit iour du lendemain de Quaſimodo & ordonne par prouiſiõ que leſdits Chanoines de S. Ioſmes vſeront de ladite Couſtume accordee par les dits Eſtats.*
†† *Le 249. Art. eſt de nouuel introduit.*
† *Ceſt Art. 174. eſt adiouſté comme ancien & omis.*
†† *Ceſt Art. 171. comme les Art. 169. 170. 171. 172. & 173. ont eſté accordees comme Couſtumes generales ſans preiudice du paſſé : excepté les Procureurs des Religieux, Abbe & conuent de Chaalicts & de Royaulmont, qui pour le regard du 171 Art. ont dit auoir priuilege de ſucceder. Surquoy auons ordonné par prouiſion pour le regard dudict Art. 171. & pour les autres ſimplement, que tous leſdits Art. ſeront inſerez audit Couſtumier ſelon les aduis & conſentement des Eſtats ſans preiudice du priuilege pretendu par leſdicts Religieux de Chaalicts & de Royaulmont.*
† *Valicourt pour les Religieux, Abbé & Conuent de Froiſmont ſ'eſt oppoſé à la publication de ladicte Couſtume, diſant que leſdits Religieux, Abbé & Conuent ont priuilege au contraire du S. Siege Apoſtolic, par lequel eſt contenu par expres que ledict Abbé & vn chacun deſdits Religieux peuuent ſucceder à leur pere & mere & autres parens tant en ligne directe que collaterale. Ce qui a eſté denié par les gens du Roy, ſans que quand ores ils en feroient apparoir, que tel priuilege ſeroit nul pour les cauſes qu'ils entendoient deduire. Parquoy pour ordonner ſur ladicte oppoſition auons renuoyé, leſdicts parties à la Cour : & neantmoins ordonné que ledict Art. demourera par prouiſion, ainſi qu'il eſt.*

Source : BIU Cujas

†† *A ceſt Art. 105. ſe ſont oppoſez frere Emery Erard Abbe de S. Martin es Aires de Troyes, Guillaume Loiy Abbe de Celieres & pluſieurs autres Religieux, diſans qu'on voudroit contre & au preiudice du priuilege, vſance & iouiſſance qu'ils ont eu touſiours & de toute ancienneté de ſucceder aux biens à leurs Religieux aduenans & qui leur aduiendroient, ſi encores eſtoient ſeculiers en la ſucceſſion de pere, mere, ayeul ou ayeule, oncle, ou tante. Ce nonobſtant par l'admonis des Nobles, Practiciens & gens du tiers Eſtat auons ordonné que ledit Art. ſeroit gardé pour Couſtume & que leſdits Religieux, qui contredisoient audict Art. eſcriroient & produiroient tout ce que bon leur ſembleroit, qui ſeroit communiqué au Procureur du Roy pour y reſpondre: & de ce en faire noſtre rapport à la Cour.*

† *Frere Guillaume de Daillancourt Abbe de Moleſnes, Bernard de Chaſtillon Abbé de Longuey, Remy Morelet Abbé de Morimõt, Iean Belot Abbé de Vaux la douce, frere Nicole Abbé de Bonfail, frere Simon Abbé de Clere fontaine, frere Iean Abbé de Boullancourt & auſsi frere Mathieu Six, Religieux de Clereuaux, au nom & comme Procureur des Religieux, Abbé & conuent dudict lieu, qui nous ont dict & remonſtré, que combien qu'en l'aſſemblee des Eſtats du Bailliage de Chaumont, ait eſté ſtatué & diffiny, que les Religieux ne ſuccederont aux biens de leurs parens: neantmoins qu'ils ſ'oppoſoient pour autant qu'on vendroit &c. p. à Troyes. mere tant ſeulement. Parquoy par l'aduis & opinion des autres membres deſdicts Eſtats ordonné que l'Art. 88. demourera pour Couſtume par prouiſion & neantmoins attendu le debat à iceluy faict par leſdicts gens d'Egliſe qu'ils &c.*

†† *A ceſt Art. 77. ſe ſont oppoſez l'Abbe d'Igny ordre de Ciſteaux & pluſieurs autres Abbez tant dudict ordre que de l'ordre de S. Benoiſt diſans auoir priuilege de ſucceder aux biens à eux aduenans &c. p. à Troyes. ſeculiers, ſoit en Fief ou roture. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demeureroit pour Couſtume. Et quant aux priuileges par eux allegez, ils pourront eſcrire & produire par deuant nous, ce que bon leur ſembleroit, qui ſeroit &c.*

† *Ceſt Art. 326. eſt de nouuel introduit.*

†† *Ces mots*, en Religion approuuee *ont eſté adiouſtez pour plus grande explication.*

Religieux ſont reputez morts ciuilement.

PERONNE Tit. 8. Art. 202. Religieux profez ne ſuccedent &c. p. *Vitri* ne leur &c. Art. 203. Et ſi aucun eſtoit entré en Religion auec profeſſion, ſans auoir au parauant diſpoſé de ſes biens, ſes plus prochains parens ſuccederont eſdits biens, ainſi & &c. p. *a Calais.*

ARTOIS Tit. 5. Art. 149. Religieux ou Religieuſes profez ſont reputez morts ciuilement, & ne peuuent venir à ſucceſſion, ne la Religion poux eux. Et ſi au parauant leur profeſſion, ils n'ont diſpoſé de leurs biens, iceux biens, ſoiẽt meubles ou immeubles ſuccedent & appartiennent à leurs heritiers ab inteſtat, ſans ce que le Monaſtere y puiſſe pretendre aucun droict ſucceſſif ny autre.

LILLE Tit. 1. Art. 12. p. *a Artois* peuuent ſucceder és biens de leurs parens ne le m. p. eux.

LA SALLE DE LILLE Tit. 2. Art. 63. p. *a Lille.* Art. 12. eux: en cas qu'ils euſſent aucuns biens meubles ou heritages au iour de leur profeſſion, leſdicts biens & heritages par ladicte profeſſion, ſuccedent à leurs prochains parens habiles à ſucceder.

CAMBRAY Tit. 12. Art. 8. Qui entre en Religion apres qu'il a faict profeſſion, deſlors il eſt par la Couſtume exclus de toutes ſucceſſions eſcheues & à eſcheoir, & viennent à ſes parens plus prochains, comme ſ'il eſtoit decedé: ſauf que deuant la profeſſion, il peut donner au Monaſtere ſes biens ou partie d'iceux, en faiſant les deuoirs pertinens à ce requis.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 7. Art. 23. Au regard des gens de Religion profez, qui pretendent venir à ſucceſſion de pere & de mere, & des autres collateraux, la choſe demeure en telle vſance, qu'elle a peu eſtre par cy deuant. Et pour ce qu'on veut dire que par Ordonnance & Couſtume du Royaume de France, gens de Religion profez ne peuuent ſucceder à pere n'a mere ne à autres collateraux: & que les Religieux de l'ordre de Ciſteaux dient auoir priuilege & vſance au contraire: dont l'on ſen informera pour veue l'information en eſtre ordonné par mondict Seigneur ainſi qu'il appartiendra.

NIVERNOIS Chap. 34. Art. 18. Moines & Religieux de quelque Religion que ce ſoit, ne ſuccedent point ne le Monaſtere pour eux. Art. 19. Les biens de ceux qui font profeſſion en Religion, appartiennent à leurs prochains heritiers habiles à ſucceder, & ſont ſaiſis tout ainſi que ſi leſdicts Religieux eſtoient decedez par mort naturelle.

MONTARGIS Chap. 15. Art. 18. Quand la perſonne entre &c. p. *a Eſtampes.* Art. 125. auant faire &c. elle ne &c. ſes prochains &c.

† *Ceſt Art. 334. a eſté accordé & adouſté ſans preiudice du paſſé.*

† *Ce mot approuuee, a eſté de nouuel adouſté pour explication du cõtenu audit art.*

ORLEANS Tit. 17. Art. 333. Quand aucune perſonne &c. p. *a Montargis.* auant ſa profeſſion &c. Art. 334. † p. *a Paris.*

NORMANDIE Chap. 11. Art. 273. Par profeſſion de Religion, l'heritage du Religieux & Religieuſe profez vient au plus prochain parent habile à ſucceder. Et deſlors enauant ils ſont incapables de ſucceder, comme auſſi eſt le Monaſtere à leur droict.

TOVRS Tit. 27. Art. 296. Homme ou femme noble ou roturier, qui entre en Religion †† approuuee, apres qu'ils ont faict profeſſion expreſſe † & valable, ſans force ou contrainte, ſont forclos de toutes ſucceſsions eſcheues &

Source : BIU Cujas

† *Ces mots,* expresse & valable, sans force ou cõtrainte *ont esté adiouſtez comme dessus.*

& à eschoir: lesquelles viendront à leurs parens, ainsi que s'ils estoient decedez: sans † ce que lesdites personnes facent en apres part esdites successions.

ANIOV Tit. 12. Art. 248. Si Noble homme met son fils ou fille en Religion approuuee, en laquelle ledict fils ou fille facent profession, le fils aisné d'iceluy homme prendra en la succession, la portion qu'eust prins ledict fils ou fille, Religieux ou Religieuse, s'ils fussent demeurez seculiers & eussent suruescu leur pere: sauf en la Chastellenie de Mirebeau, où le fils aisné ou aisnee fille ne prendra rien en icelle portion: mais se departira la succession, tout ainsi que si ledit Religieux ou Religieuses fussent morts au temps de leur profession. Art. 249. † p. *a Tours.* Religion, apres qu'il a fait profession, dessors est exclus de toutes &c. escheoir depuis ladicte profession: viendront lesdictes successions à ses parens, comme s'il eust esté decedé. Et pourront lesdits Religieux ou Religieuses de ce qui leur seroit escheu au parauant ladicte profession, en disposer parauant icelle, selon la Coustume * des Donations.

LE MAINE Tit. 13. Art. 266. p. *a Aniou.* Art. 248. eussent suruescu ledict pere. Art. 267. †† p. *à Aniou.* Art. 249. escheues apres ladicte profession & à escheoir &c. estoit decedé.

GRAND PERCHE Tit. 8. Art. 165. Religieux &c. p. *a Senlis.* profez ne succedent à leurs parens ne le Conuent & M. p. c. soit que la succession fut escheue au parauant la profession ou depuis.

CHASTEAVNEVF Chap. 18. Art. 125. Tous † Religieux & Religieuses profez sont forclos & inhabiles de succeder à quelque succession qui leur peut aduenir, soit directe ou collaterale: & le Conuent ou Monastere où les Religieux & Religieuses sont profez, ou demeurans, ne pourront pretendre aucun droict pour au nom & lieu des Religieux & Religieuses n'autrement.

CHARTRES Chap. 18. Art. 102. †† }
DREVX Chap. 19. Art. 92. † } p. *à Chasteaunenf*

BLOIS Chap. 11. Art. 147. Les †† Religieux profez de profession expresse ou tacite ne succederont aucunement à leurs peres, meres ne autres en ligne collaterale ou transuersale ne le M. p. c.

BERRY Tit. 19. Art. 36. Religieux o profez expressement où taisiblement est inhabile à succeder, soit en ligne directe ou collaterale: & pareillement

o Voyez Char. liure 1. des Pand. chap. 13. & Nou. 5. Les Coustumes conformemẽt au droict canonique font deux sortes & manieres de professions. La premiere expresse, qui a lieu quand aucun prenant l'habit de Moine ou Religieux faict profession & s'oblige de tenir, garder & obseruer les regles de l'Ordre & Monastere. Ce qu'il faict apres l'an de probation cap. ad Apostolicam. De regularib. & ibi Innoc. & Panorm. Ceste profession expresse ne se peut faire: sinon par ceux qui ont l'aage pour la faire, le droict canonique requiert és masles l'aage de xiiii. ans parfaicts & accomplis: & és femelles de douze ans. cap. 8. De regular. & cap. 1. De regular. in 6. Les Ordonnances de France en ont disposé autrement, ainsi qu'il a esté monstré, mesmes la derniere du Roy Henry 3. 1579. Art. 28. veut que la profession tant des Religieux que Religieuses ne se face au parauant l'aage de xvi. ans accomplis, ny deuant l'an de probation apres l'habit pris. D'auantage celuy qui veut faire telle profession, doit la faire entre les mains de l'Abbé, Prieur ou autre superieur ayant puissance de la receuoir, & se doit faire de son auctorité. Innoc. in cap. porrectũ & d. cap. ad Apostolicam de regul. & cap. constitutionem eod. tit. in 6. Lequel Abbé ou superieur en doit demander l'aduis des Religieux, Conuent & Chapitre comme le tiennent Panorme & Ioan. Andr. ad d. cap. ad Apostolicam: s'il n'y a coustume ou priuilege au contraire. La profession simple des trois voix est requise cap. ad monasterium de statu regul. Bald ad auth. ingressi C. de episc. & cler. Finalement se doit faire le vœu en ladicte Religion nommément & specialement cap. vn. de voto in 6. La profession tacite est quand aucun estant en aage de 25. ans parfaicts & accomplis apres l'an de probation n'est plus nouice ou conuers: demoure neantmoins en la Religion, viuant ne plus ne moins que ceux qui ont faict profession sous vne mesme regle, & faisant tout acte de Religieux profez d. cap. ad Apostolicam can. Gonsaldus 17. q. 2. La profession expresse se doit faire solennellement cap. 16. De conuers. coniugat. & escrire leur profession de leur main ou la signer can. omnes feminæ. 27. q. 1. can. vidua 20. q. 1. Ce qui est pris du Concile de Tolede x. can. 4. & 5. ainsi qu'il se peut voir aux lieux cy dessus cottez. Est notable l'Arrest de l'Auueriat donné le 17. Mars 1560. en procez par escrit entre M. Guillaume l'Auueriat, Charles Ragot à cause de Perrette l'Auueriat sa femme appellans du Bailly de Berry ou son Lieutenant à Bourges, & M. Siluain Heurtebize tuteur de Ieanne l'Auueriat fille de defunct M. Iean l'Auueriat Enquesteur à Bourges intimé d'autre part. Le faict est que M. Iacques l'Auueriat leur pere auoit vn fils nommé Iacques l'Auueriat Religieux à S. Satur, lequel auant aucune profession, faicte audict Monastere a donné à son frere M. Iean l'Auueriat Enquesteur, dont auiourd'huy ladicte Ieanne a le droict tous & chacuns ses biens par Donation entre vifs aagé seulement de 14. ans, ainsi qu'ils en sont d'accord au procez, en exclud tous & chacuns les autres heritiers: lesquels congnoissans les droicts mesmes ledict M. Guillaume l'Auueriat & Charles Ragot à cause de sa femme auroient intenté action pour deux cinquiesmes parties de certaine maison, qui auoit appartenu audit Moine, comme estant de present heritiers ab intestat d'iceluy M. Iacques l'Auueriat, pour lors Religieux profez rendu audit Monastere, & ladite action intentee contre M. Pierre Biel, pour lequel M. Siluain Heurtebize, comme tuteur de ladicte Ieanne l'Auueriat auoit prins la cause, qui auroit insisté: & fin les parties estans appointees à escrire & produire dans certain delay: lequel depuis prolongé par le Preuost de Bourges, pardeuant lequel l'action estoit intentee. Neantmoins par surprinse de partie aduerse, auroient les demandeurs esté deboutez de leurs demandes, fins & conclusions. Dont ils auroient appellé par deuant les presidiaux. Par leur sentence fut dit mal iugé, bien appellé. Ordonné qu'ils mettroient leur production par deuant eux pour leur faire droict. En fin par sentence: les demandeurs furent declarez non receuables en leurs demandes, fins & conclusions, & condamnez és despens. Appel. Disoient pour leurs Griefs qu'vn mineur ne peut donner s'il n'a

† *Ces mots,* sans ce &c. *iusques à la fin, ont esté adiouſtez comme dessus. Et a esté donné acte à frere Antoine de S. Gelais Cheualier de l'ordre de sainct Iean de Ierusalem de ce qu'il a dict que par Arrest de la Cour a esté iugé que les Cheualiers dudit ordre pouuoient succeder à leurs parens pour iouyr de leur portion hereditaire à vie seulement: & a requis que ladite Coustume soit sans preiudice des droicts qu'il pretend par le moyen desdicts Arrests: & audit Gardette pour le tiers Estat de ce qu'il a dit & remonstre au contraire, & que l'vsage & ancienne Coustume est au contraire de ce que requiert ledit de S. Gelais.*

† *Cest Art. 249. a esté ainsi corrigé & reforme apres les remonstrances faictes par les Abbez & autres gens de Religiõ.*

* Aliàs, *commune au Chapitre des Donations. P. V.*

†† *Cest Art. 267. a esté reformé & escrit ainsi qu'il est contenu.*

† *Ledict de Refuge commãdeur de Ville-Dieu s'est opposé à cest Art. 125. disant que par priuilege de leur ordre il*

Source : BIU Cujas

poura ſucceder : Surquoy auons ordonne que ledict des Refuge aura acte de ſon oppoſition, & ſans preiudice d'icelle ledict Art. demourera.

†† *Ceſt Art.* 102. *eſt de nouuel adiouſté. Auquel Art. ſ'oppoſa Meſsire Iean de Montaudouyn Religieux tant en ſon nom, que comme Procureur des Religieux & conuent de S. Iean en Vallee: lequel dict qu'ils auoient priuilege au contraire : neantmoins fut dict par tous les aſsiſtans qu'ils auoient touſiours veu tenir & garder pour couſtume le contenu audit Art. combien que par inaduertance on euſt oublié à l'eſcrire en la premiere aſſemblee. Et à ceſte cauſe fut ordonné que ledict art. ſeroit doreſnauant gardé pour couſtume, ſans preiudice de ladicte oppoſition : & que pour proceder ſur icelle, leſdits Religieux & conuent mettroient par deuers nous leurs priuileges qu'ils diſent auoir ſur ce, pour les monſtrer & cõmuniquer aux gens du Roy, pour y reſpondre & en faire noſtre rapport à la Cour pour en eſtre par elle ordonné comme de raiſon.*

† *Ceſt Art.* 92. *eſt de nouuel adiouſté.*

†† *Ceſt Art.* 147. *a eſté ainſi reformé apres pluſieurs altercations : les gens d'Egliſe empeſchant l'ancienne couſtume : leſquels ont depuis ladite reformation empeſché & debatu ledit art. diſans que leſdies mots, tacite ou expreſſe, n'y doiuẽt eſtre mis & que de Droict commun les Religieux profez eſtoient capables de toutes ſucceſsions, & n'eſtoit raiſonnable de reſtraindre ſi auant leſdites ſucceſsions : & ſe ſont oppoſez que ladicte couſtume euſt lieu quant aux profez tacitement. Les Nobles & gens du tiers Eſtat ſouſtenant au contraire, diſans que leſdicts Religieux profez expreſſement ou tacitement ne doiuent ſucceder : & qu'autrement leſdicts Religieux commettroient infinis fraudes & abus & differeroient à faire leurs profeſsions de leurs Nouices, iuſques apres la mort des peres & meres & autres proches parens pour auoir leurs ſucceſsiõs. Et apres pluſieurs remonſtrances faictes auſdicts Religieux meſmes qu'en termes de Droict la profeſsion tacite à tel effet & vertu que la profeſsion expreſſe : excepté quand à obtenir Benefices Reguliers. Auons ordonné que ſans preiudice de ladicte oppoſition, ladicte couſtume demourera en la forme que deſſus.*

aage permis de droict & de couſtume : de dõner comme appert par le Tit. des teſtamens de ladite couſtume & ainſi ſe deuoit entendre le 38. Art. de la Couſtume Tit. des ſucceſsions ab inteſtat : par lequel il eſt dit que le Religieux peut dedans l'an de la probation &c. de droict n'eſt permis : meſmes qu'il ne ſe trouue texte, cõſtitution ou deciſion de droict : par lequel il fut permis au mineur de donner & diſpoſer de leurs biens ; & ne ſert ce qu'on peut dire, que minor ingrediens monaſterium alienat bona ſua par l'Authentique ingreſsi C. de ſacr. eccl. Car cela ſe faict in conſequentiã ingreſſus monaſterii vt minor habeatur pro maiore, vt in omnibus ſpiritualibus. Mais pour le iourd huy ladicte Authentique n'a point de lieu, & auſsi la Couſtume voulant oſter ce doute, ordonne que le Religieux peut &c. ce qui eſt encores confirmé par diſpoſition de droict nihil enim vacat aut auferturei qui eſt infra probationis annum cap. beneficium De regul iur. in 6. qui eſt ce que la Couſtume a voulu dire, ainſi que de droict eſt permis. L'intimé reſpondoit que veu qu'il eſtoit permis de diſpoſer de ſes biens à l'aage de xiiii. ans, que ladicte Couſtume deuoit eſtre ainſi entendue. L'appellant diſoit encores, que ingreſſus religionis & electio vitæ monaſticæ non habent læſionem : quia non poſſunt videri decipi qui vitam meliorem elegerunt cap. pen. extra de his quæ vi metuſue cauſ hæc diſpoſitio minoris habet læſionem. L'intimé au contraire que la diſpoſition eſtoit bonne & valable, & n'y auoit aucune deception ou leſion. La Cour dict qu'il a eſté mal & ſans griefs appellé par les appellans, & qu'ils l'amenderoient d'vne ſeule amende. Ordonne que ce dont eſt appel ſortiroit ſon plein & entier effect & furent leſdits appellans condamnez és deſpens de la cauſe d'appel. Lequel Arreſt fut prononcé le 22. Mars 1560.

† *Ceſt Art.* 37. *eſt Couſtume nouuelle.*

le Monaſtere, auquel il a faicte ladite profeſſion expreſſe ou taiſible. Art. 37 Et † quant aux ſucceſsions qui luy ſont ja deferees auant qu'entrer en Religion, ſ'il a faict en icelle ladicte profeſſion expreſſe ou taiſible, ne ſont reputees pour acquiſes audict p Monaſtere : ains demeurent à ceux qui deuroient ſucceder ab inteſtat & non audict Religieux. Et le ſemblable quant à tous ſes autres biens Art. 38. Toutesfois †† pourra celuy qui entre en Religion, dedans l'an de la probation, diſpoſer de ſes biens au profit de ſes parens ou autres, ſelon que de droict eſt permis : mais ne pourra faire dedication ou donation expreſſe de ſes biens au profit du Monaſtere, ſi n'eſt de la tierce partie de ſes biens. Art. 39. Et ſ'il ſort hors de la Religion auant la profeſsion expreſse ou taiſible, recouurera tous ſes biens.

†† *Ceſt Art.* 38. *eſt auſsi couſtume nouuelle quant à la reſtriction de la diſpoſition de la tierce partie. Lequel fut diſcordé par les gẽs du ſecond Eſtat. Surquoy auons ordonné qu'ils bailleroiẽt leurs cauſes d'oppoſition & tout ce que bõ leur ſembleroit dedans la S. André pour tous delais ſans autre forcluſion pour leur faire droict ou à noſtre rapport par la cour auant l'homologatiõ. Et depuis par Arreſt du viii. Iuin 1540. la cour a debouté & deboute les gens du ſecond Eſtat de leur oppoſition, & or-*

p *D. cap. ad noſtram & cap. ſignificatum* 11. *De reguiar.* Au reſte il eſt aſſez notoire que l'Abbé doit ſucceder à ſon Moine, ſ'il a acquis quelque choſe & regulierement monachi ſeruis ſolent comparari, ores que l'ordre de Preſtriſe y reſiſte & peculium non habent ſine abbatis licentia cap. 2. De ſtatu monachor. & nihil proprium habere debent cap. 6. eod. tit. Pour ceſte cauſe les biens d'vn Religieux decedé ſont & appartienent à l'Abbé & d'vn Abbé à ſon ſucceſſeur iugé par Arreſt du 23. iour de Iuin 1497. pour la ſucceſsion des biens de l'Eueſque de Valence Religieux. Autre Arreſt du Ieudy 27. Auril 1553. entre les Abbez de Marmonſtier & de Bourgueil. Ie ne veux omettre vn Arreſt notable prononcé en robbes rouges par M. Briſſon le 16. iour d'Auril 1585. dont il a eſté par nous parlé ſur l'Article 336. de Paris cy deſſus & recité fort au long, ou le lecteur doit auoir recours. Il ne ſera pas hors de propos de noter que la Cour par Arreſt donné le 19. Auril 1580. a adiugé à vn Religieux profez certaine ſomme de deniers pour continuer ſes eſtudes ſur la ſucceſsion, de laquelle neantmoins à cauſe de ſa profeſsion il eſtoit incapable. Lequel Arreſt eſt recité par Charondas liure 1. Reſp. 66. Il a eſté auſsi iugé par Arreſt prononcé ſolennellement par M. le Preſident de Morſan le 14. iour d'Aouſt 1584. qu'vn laigs faict par vſufruict de certaine rente faict par la mere à ſon fils Religieux au Conuent des Iacobins de Prouins a eſté declaré bon : & auoit encores faict pareil laigs à vn ſien fils, qui eſtoit

p *Bourbonnois.* Art. 318. *iuſques à ce mot* dedication, *inclus.* Art. 13. Le Monaſtere, auquel &c. p. *a Bourbonnois.* Art. 319. *iuſques a ces mots*, d'iceux profez, *inclus.* Art. 14. Et ne faict le Religieux profez aucune part & portion en nombre d'enfans &c. p. *audit Art.* 319. reputee p. m.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 318. Les † biens de celuy qui entre en Religion ne ſont dediez à l'Egliſe, ſinon qu'il y euſt expreſſe dedication deſdits biens. Art. 319. Le Monaſtere ou Religion, auquel quelqu'vn a faict profeſsion expreſſe ou taiſible, ne ſuccede és pere & mere n'autres lignagers d'iceluy profez, ſoient leſdictes ſucceſsions eſcheues ou à eſcheoir. Mais y ſuccedent les autres parens, tout ainſi qu'ils feroient ſi le Religieux eſtoit decedé. Car il ne fait part ne portion ne nombre, pour la computation de la legitime, mais eſt reputé comme perſonne morte.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 12. p. *a Bourbonnois.* Art. 318. *iuſques à ce mot* dedication, *inclus.* Art. 13. Le Monaſtere, auquel &c. p. *a Bourbonnois.* Art. 319. *iuſques a ces mots*, d'iceux profez, *inclus.* Art. 14. Et ne faict le Religieux profez aucune part & portion en nombre d'enfans &c. p. *audit Art.* 319. reputee p. m.

Source : BIU Cujas

Moine : & fut par ledit Arreſt ordonné que leſdits heritiers ſeroient contraints donner le legs à l'Abbé & au Prieur des Iacobins, aux charges toutesfois de les employer pour les eſtudes des legataires & à la charge du ſeruice diuin ordonné par la teſtatrice & ce la vie durant deſdits legataires. Ceſt Arreſt eſt auſſi recité par Charondas en ſon VII. liure des Reſp. chap. 10.

donné que ledit Art. demourera enregiſtré. Et au ſurplus à ordonné & ordõne que tous les incidens d'oppoſition, requeſtes & remonſtrances, ſur leſquelles & parties ont eſté cy deſſus appoinctees a eſcrire & informer, apres qu'ils ſeront inſtruicts, ſeront communiquez au Procureur general qui baillera ſes concluſions par eſcrit. Et les eſcritures qui ſeront faites par les Officiers du Roy & de ladicte Ducheſſe de Berry, ſeront par eux monſtrees & communiquees au Procureur general pour les voir & conduire les incidens, ſi bon luy ſemble, en ladicte Cour, comme prenant la cauſe pour ſes Subſtitus. Et neantmoins a ordonné & ordonne la Cour que ſans preiudice deſdictes oppoſitions & des inſtances formees ſur icelles & des droicts reſpectiuement pretendus par les parties: & en entherinant les lettres Royaux à elle addreſſans du 5. Ianuier, leſdictes Couſtumes ſeront publiees au Bailliage de Berry & en tous les Sieges d'iceluy tant general que particulier & regiſtrees en icelle Cour, quant à toutes les Couſtumes tant anciennes que nouuelles pour le regard des cas qui aduiendront depuis ladicte homologation, nonobſtant oppoſition ou appellation quelconques : le tout auſſi ſans preiudice des Couſtumes locales pretendues par aucuns Seigneurs, contenans autres choſes que les droicts Seigneuriaux : quant auſquels leur a eſté faict droict par leſdits Commiſſaires : pour le regard deſquelles Couſtumes locales la Cour a reſerué & reſerue y faire cy apres droict ainſi qu'il appartiendra par raiſon.

† *Les gens d'Egliſe ſe ſont oppoſez aux Art. 318. & 319. diſant le 318. eſtre contre toute diſpoſition de Droict entant que touche les Religieux taiſiblement profez : diſans que par profeſsion taiſible, comme par profeſsion expreſſe, les biens du profez qui luy appartiennent au temps d'icelle profeſsion, appartiennent par telle profeſsion au Monaſtere. Et quant au 319. Art. que les ſucceſsions eſcheues à vn qui ſe faict profez en vn Monaſtere, appartiennent audict Monaſtere. Car par telle profeſsion il dedie luy & tous ſes biens, qui lors luy appartiennent au Monaſtere, requerans que dudict cayer fuſſent rayees leſdictes Couſtumes. Auons remonſtré aux Nobles & gens du tiers Eſtat leſdicts Art. eſtre merueilleuſement eſtranges & contre le droict de l'Egliſe. Mais nonobſtant leſdictes remonſtrances nous ont dict les deſſuſdits meſmes les gens du tiers Eſtat, que telle eſtoit la Couſtume audit pays & que d'icelles ils auoient touy par temps immemorial. Surquoy auons ordonné que ladicte Couſtume demoureroit eſcrite : & à l'encontre d'icelle receuons leſdits gens d'Egliſe à oppoſition : & que des remonſtrances par eux faictes, ferions mention en noſtre Procez verbal. Et pour plus amplement deduire leurs cauſes d'oppoſition & tout ce que bon leur ſembleroit, auons baillé terme de deux mois à mettre par deuers nous ce que bon leur ſembleroit, pour en faire noſtre rapport à la Cour.*

LA MARCHE Chap. 19. Art. 229. Les †† biens de ceux qui entrent en Religion & y font profeſſion expreſſe ou taiſible, retournent aux plus prochains parens : & ne ſont par profeſſion dediez à l'Egliſe, ſ'il n'y a expreſſe dedication. Et eſt le Religieux reputé perſonne morte & ne faict nombre entre les enfans en computation de legitime : & ne ſuccede le Religieux ne le Monaſtere pour luy, à celuy qui a faict profeſsion taiſible ou expreſſe, ne à autres de ſes parens.

LODVNOIS Chap. 29. Art. 1. p. *à Tours* Profeſsion deſlors il eſt exclus &c. eſcheoir & viendront à ſes parens, comme ſ'il eſtoit decedé.

POICTOV Tit. 6. Art. 287. Celuy qui entre en Religion approuuee & † y faict profeſsion en pleine liberté, eſt des l'inſtant de la profeſsion, exclus de tous ſes biens temporels, ſi autrement n'en auoit diſpoſé au parauant que d'y entrer, eſtant perſonne habile pour ce faire. Auſsi eſt exclus de toutes ſucceſsions, qui luy pourroient aduenir apres qu'il eſt entré en ladicte Religion : leſquelles ſucceſsions viendrõt à ſes parens, ainſi que ſ'il eſtoit decedé dés l'inſtant qu'il eſt entré en ladite Religiõ : & ne luy ſuccede aucunement le Monaſtere. Toutesfois ſ'il en ſortoit au parauant qu'il euſt faict profeſsion expreſſe ou taiſible, il retournera à ſes droicts, tout ainſi qu'il euſt peu faire au parauant que d'entrer en ladite Religion.

ANGOVMOIS Chap. 7. Art. 95. Religieux ou Religieuſes qui ont fait profeſsion ne ſuccedent point &c. p. *à Paris.*

LA ROCHELLE Chap. 26. Art. 67. Religieux profez ne &c. p. *à Angoumois.*

XAINCTONGE Tit. 11. Art. 106. Toute †† perſonne entrant en Religion, de quelque ordre que ce ſoit, eſt incontinent qu'elle faict l'eſtat & profeſsion, priuee : & ſemblablement ſon ordre pour elle, de toute ſucceſsion temporelle.

BAYONNE Tit. 12. Art. 37. Religieux mendiant ou autre ne peut ſuccedder n'vſer de retention comme lignager.

BRETAGRE Tit. 23. Art. 610. Religieux † & Religieuſes profeſſes ne peuuent ſucceder à leurs parens, ne leurs parens à eux.

BAR Tit. 9. Art. 125. Religieux ou Religieuſes qui ont faict profeſsion ne ſuccedent &c. p. *à Paris.*

SEDAN Tit 9. Art. 196. Par ingreſsion, vœu & profeſsion Monachale, ne ſe faict aucune dedication des biens de celuy, qui entre audict Monaſtere, ou faict telle profeſsion au profit dudit Monaſtere.

†† *Les gens d'Egliſe ſe ſont oppoſez à ceſt Art. 229. pour la premiere clauſe, diſans que ledit Art. eſt contre toute diſpoſition de Droict commun & les Nobles & ceux du tiers Eſtat ont dit ladite Couſtume eſtre ancienne : les Practiciens ont dit qu'elle eſtoit eſcrite en leur anciẽ Couſtumier, mais n'ẽ virent iamais procez & ont veu pluſieurs perſonnes, que quand ils ſe rendoient Religieux, les biens qu'ils auoient le Monaſtere ne les prenoit : ains venoiẽt à leurs freres ou autres heritiers. Surquoy auons ordonné que ledit Art. demoureroit : & que de l'oppoſition faite par les gens d'Egliſe & des remonſtrances par nous faictes en ferions mention en noſtre*

Voyez

Source : BIU Cujas

Proces Verbal, pour par la Cour en eſtre ordonné comme de raiſon.

† *Ces mots,* Et y fait profeſſion en pleine liberté, *ont eſté adiouſtez à ceſt Art.287. qui eſtoit le 219. ancien.*

†† *Ceſt Art.106. eſt adiouſté comme ancien.*

† *Ceſt Art.610. eſt de nouuel adiouſté.*

Voyez Bretagne Art.558. mis cy deſſous en l'Addition de ce Titre xv. nombre quatrieſme.

*Art.*338. PARIS.

L'oncle q ſuccede au neueu auant le couſin germain.

q Du Mouſin tient que l'oncle viendroit en concurrence auec le nepueu collateral du defunct: & partant ſuccederoit egalement au defunct. D'autant qu'ils ſont en pareil degré l.1. & 10. D. de grad. & affin. Paul lib. 4. Sent. Tit. xi. Caius in Inſt. Tit. de inſt. hered. Iuſt. Inſtit. eod. tit. de hered. quæ ab inteſtato defer. La raiſon de ces Articles eſt tiree de la computation des degrez que l'on doit garder ſuiuant ce qui a eſté dict cy deſſus, en matiere de ſucceſſion. Et eſt l'Article 338. tiré de la Loy auunculo 6. C. comm. de ſucc. par ce que l'oncle eſt plus proche au defunct, que le couſin germain du defunct. Et ainſi le grand oncle ou la grande tante doit eſtre preferé au couſin remué de germain, que les Iurecõſultes nomment propior ſobrinus. Lequel eſt au v. degré, & les grands Oncles & Tantes ſeulement au quart l.2. C. de ſucc. ed. Cuiac. Cõſult. 23. & Molinæus ſur la Couſtume de Chalons Article vingt deuxieſme, tient que l'oncle maternel vient à la ſucceſſion des meubles & acqueſts de ſon nepueu, auec les enfans du frere paternel: & ſont tenus en meſme degré, ainſi que porte l'Article trois cent trente neuf de Paris.

*Art.*339. PARIS.

L'oncle †† & le neueu d'vn defunct qui n'a delaiſſé frere ne ſœur, ſuccedent egalement, comme eſtans en meſme degré, & ſans qu'audit cas il y ait Repreſentation. r

r La Repreſentation en ligne collaterale eſt limitee par les Articles trois cent vingt, trois cent vingt & vn, trois cent vingt-deux, & trois cent vingt trois, iuſ-

†† *Ceſt Article trois cent trente neuf a eſté adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

† *Ce deux cent ſoixante ſeptieſme Article a eſté adiouſté comme ancien & non eſcrit.*

†† *Ceſt Article deux cent quarante trois qui auoit eſté diſcordé en l'an mil cinq cens ſept a eſté preſentement accordé.*

Oncle precede les couſins germains en la ſucceſſion d'aucun tenant Fiefs & heritages decedé ſans hoirs en ligne directe.

† *Ces Articles 328. & 329. ont eſté accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

Heritage ancien ne monte point en ſucceſsion collaterale tant qu'il y a deſcendans collateraux.

Freres & ſœurs ſuccedent egalement à la ſucceſsion de leur frere ou ſœur pour les meubles, acqueſts & conqueſts immeubles.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 7. Art.127. & 128. p. *à Paris.* Article 338 & 339. à ſon neueu, &c.

MELVN Chap.17. Art.267. L'oncle † ou tante ſuccedent à leur neueu ou niepce auant le couſin germain.

AVXERRE Tit.15. Art.243. Si †† aucun va de vie à treſpas ſans hoirs de ſon corps ayant oncles, tantes, neueux, niepces, couſins & couſines germains, les nepueux & niepces precedent les oncles & tantes en tous biens meubles & acqueſts immeubles, & auſſi aux propres procedans de leur eſtoc, coſté & ligne. Et s'il n'y a nepueux ou niepces, les oncles & tantes precedent ſemblablement les couſins & couſines germaines.

DOVRDAN Tit.10. Art.121.
PERONNE Tit.8 Art.209.
CHASTEAV-NEVF Chap.18. Art.131. } p. *à Paris.* Art.338.

ARTOIS Tit.2. Art.110. Si vn poſſeſſeur d'aucuns Fiefs ou heritages va de vie à treſpas, ſans delaiſſer aucuns heritiers en ligne directe: mais delaiſſant ſeulement oncle & couſin germain, l'oncle precede & exclud les couſins germains en la Succeſſion deſdits Fiefs & heritages.

ORLEANS Tit.17. Art. † 328. & 329. p. *à Paris.* Art.338. & 339.

NIVERNOIS Ch.34. Art.8. Eſchoite d'heritage ancié ne monte point en Succeſſion collaterale: en maniere que les oncles & autres aſcendans collateraux ne ſuccedent eſdits heritages, tant qu'il y a deſcendans collateraux: poſé qu'ils ſoient plus loingtains en degré.

NORMANDIE Chap.11. Art.243 Les oncles & tantes excluent les couſins en la Succeſſion de leurs neueux & niepces.

*Art.*340. PARIS.

Freres & ſœurs r ſuppoſé qu'ils ne ſoient que de pere ou mere, ſuccedent egalement auec les autres freres & ſœurs de pere & de mere, à leur frere ou ſœur, aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles.

*Art.*341. PARIS.

Ce † que deſſus a lieu aux oncles & autres parens collateraux, qui ne ſont ioincts que d'vn coſté.

Source : BIU Cujas

ques au nepueux & niepces seulement: & par consequent ne se doit estendre outre lesdits degrez aux

Oncles & autres collateraux succedent, ores qu'ils ne soient ioincts que d'vn costé.

† *Cest Art.341.a esté adiousté pour l'aduenir, sans preiudice du passé.*

Collateraux ores qu'ils ne soient que d'vn costé, emportent autant en meubles, & conquests immeubles, que ceux des deux costez.

grands Oncles ou grandes Tantes, outre lesdits nepueux & niepces. Ce qui est des Oncles, par l'Article 339. se doit aussi entendre des Tantes, comme il est disertement exprimé par les Coustumes de Normandie Article 243. Melun. 267. Auxerre Article 243. Et souuent mesmes en termes de Droict les femelles sont comprinses sous le nom masculin. l. seruis D. de leg. 3. L. Lucius 88. §. matre D. de leg. 2. l. tres fratres D. de pactis. Paulus lib. iii. Sent. Tit. de legatis. Notez qu'en interpretant la Coustume de Paris par Arrest du dernier iour de May mil cinq cens soixante, pour Alexandre & Charles les Duchez, il fut decidé, qu'aux biens acquis par pere faicts propres au fils apres la mort dudit fils, succedent les cousins germains aux parens paternels, exclusis fratribus vterinis.

r La duplicité de lieu introduite par le Droict, & quelques autres Coustumes, n'est point considerable en la Coustume de Paris, dont est faict mention in Nou. 84. cap. 1. & Nou. 118. cap. 2. & 3. & Nou. 127. recitez in Auth. cessante C. de leg. her. & Auth. Itaque C. comm. de succ. Il y a plusieurs Coustumes conformes à celle de Paris, qui n'admettent telle consideration de la double ligne: laquelle doit auoir lieu seulement quand il est question de la Succession du frere, & entre freres ou leurs enfans, ainsi que porte la Coustume de Berry Titre dixneuf, Article 7. & iusques au degré des Oncles ou Tantes, comme dit celle d'Orleans Article 330. Voyez lad. Nou. 84. §. hæc igitur lex. Au reste ceste Coustume est fort ancienne à Paris, ainsi qu'il se cognoist par les Arrests de la Cour, mesmes d'vn donné à la Toussaincts 1278 par lequel il est iugé que les freres ou sœurs ex altero latere à Paris, heritent auec les freres ou sœurs conioincts de tous costez, quant aux meubles. Et en l'Arrest d'Agnez de Goussanuille, donné le premier iour d'Aoust, mil trois cens soixante six, que le frere ou sœur ex vtroque parente n'exclud celuy qui ne l'est ex altero és meubles & conquests. In legibus Vvisigothorum lib. 4. Tit. 2. Qui fratres tantummodo & sorores relinquit, in eius hereditate fratres & sorores æqualiter succedant: si tamen vnius patris & matris filii esse videantur. Nam si de alio patre vel de alio matre, alii esse noscuntur, vnusquisque fratris sui aut sororis, qui ex vno patre aut ex vna matre sunt geniti, sequantur hereditatem. Filii tamen qui ex diuersis patribus & vna matre sunt geniti, ad accipiendam maternam facultatem æquali successione deueniant. Similiter quoque hi, qui de diuersis matribus, & vno patre oriuntur, diuisionis ordinem teneant.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 7. Art. 129. & 130. p. *à Paris* Art. 340. & 341.

MEAVX Chap. 8. Art. 44. En Succession de ligne collateral, ceux qui attaignent de l'vn des costez, soit paternel ou maternel, succedent egalement, & emportent autant en biens meubles & conquests immeubles, que ceux qui sont conioints & attaignans au defunct des deux costez: c'est à sçauoir de pere & de mere ensemble. Autre chose est à dire des propres. Car ils retournent tousiours à la ligne dont ils sont venus.

Propres retournent tousiours à la ligne.

MELVN Chap. 17. Art. 360. Quand aucun decede sans enfans, pere, mere, ayeul, ayeule ou autre ascendant, & delaisse freres & sœurs ou autres collateraux en pareil degré, habiles à succeder: & les aucuns sont de pere ou mere seulement, ils succedent par teste, en tous biens meubles, acquests & conquests immeubles dudit defunct: & en prennent autant l'vn que l'autre: aussi payent egalement les debtes mobiliaires du defunct: & quant aux propres, ils y succedent, & chacun d'eux du costé dont ils sont issus.

SENS Tit. 9. Art. 84. Quand il y a freres & sœurs ou parens prochains en pareil degré, habiles à succeder, dont les aucuns sont du costé du pere, & les autres du costé de pere & de mere seulement, &c. p. *a Melun.* conquests † du defunct, &c. l'autre: nonobstant que les aucuns ne soient que d'vn costé. Et quant aux propres, ils ensuiuent le tronc de leur pere & mere, & autres desquels ils sont aduenus.

† *Ce mot, acquests, a esté de nouuel adiousté entre ces mots, meubles & conquests.*

AVXERRE Tit. 13. Art. 240. p. *a Sens.* proches en pareil, &c. autres seulement, &c. le tronc & ligne du pere & mere & autres leurs ascendans, desquels ils seront venus & issus.

ESTAMPES Chap. 10. Art. 127. } p. *a Paris.* Art.
DOVRDAN Tit. 10. Art. 122. } 340.

MONT-FORT Chap. 9. Art. 115. p. *a Paris.* Art. 340. à la Succession de leur frere, &c. quant aux meubles, &c.

MANTE Chapitre quinziesme. Article cent septante & vn, †† p. *a Montfort.* immeubles: & quant aux propres suiuent l'estoc dont ils sont partis.

†† *Le 171. Art. est de nouuel introduit.*

SENLIS Titre septiesme. Article cent soixante huict. Meubles & acquests sans consideration de ligne, vont au plus prochain: en telle maniere que s'ils sont trois freres, dont les deux soient freres de pere & de mere, & l'autre de mere tant seulement: si l'vn des deux, qui sont de pere & de mere va de vie à trespas,

Meubles & Acquests sans consideration de ligne, vont au plus prochain.

Source : BIU Cujas

delaiſſez ſes deux freres, l'vn de pere & de mere, & l'autre de mere tant ſeulement, tous deux viennent egalement aux meubles & acqueſts dudit frere treſpaſſé.

Sœurs ne ſuccedent point aux Fiefs, ſ'il y a maſle en meſme degré : ſinon par Repreſentation.

VALLOIS Tit.7. Art.89.p. *à Mont-fort.* † meubles & conqueſts immeubles : excepté quant aux Fiefs : eſquels ne ſuccederõt les ſœurs, ſ'il n'y a maſle en meſme degré, ſi ce n'eſt par Repreſentation. Et quant aux propres, ils ſuiuront le coſté & ligne, dont ils ſont venus. Art.90. Et au regard des acqueſts, les enfans iſſus du mariage, durant lequel iceux acqueſts auroient eſté faits, prendront apres la mort de leur pere ou mere, la moitié d'iceux acqueſts, à l'encontre du ſuruiuant leur pere ou mere. Apres le treſpas duquel, ils ſuccederont à l'autre moitié deſdits acqueſts egalement, auec les autres enfans deſcendus d'autre mariage.

† *Ceſt Art.89 eſt introduit pour Couſtume nouuelle.*

Enfans iſſus du mariage ſuccedent pour la moitié aux acqueſts faicts durant le mariage, en faiſant partage contre le ſuruiuant : & en l'autre moitié y ſuccedent egalement.

TROYES Tit.6. Art.93. En Succeſſion eſcheant de ligne collaterale, freres de pere & de mere ſont preferez quãt aux biens meubles, debtes & conqueſts, ſ immeubles demourez du decés de leur frere ou ſœur treſpaſſé, contre le frere ou la ſœur paternel ſeulement : & leur competent & appartiennent pour le tout les biens meubles & conqueſts. Et quant aux heritages, qui appartenoient audit frere ou ſœur treſpaſſé, du coſté paternel ou maternel ſeulement, les freres ou ſœurs eſtans de ce coſté ſuccedent egalement auſdits heritages : & pareillement ſont preferez les enfans des freres ou ſœurs germains, cõtre les couſins germains : excepté és terres nobles, comme deſſus a eſté dit.

Freres ou ſœurs de pere & mere, ſont preferez en la Succeſſion de leur frere ou ſœur pour les meubles, debtes & conqueſts immeubles au frere ou ſœur paternel : mais les propres du coſté paternel ou maternel ſeulemẽt.

CHAVMONT Tit.6. Art 80.p. *à Troyes.* les freres de pere & de mere & frere treſpaſſé, à l'encontre des freres du pere ſeulement, ou de mere ſeulement : combien que quant aux heritages paternels ou maternels d'iceluy defunct, tous leſdits freres ſuccedent egalement : c'eſt à ſçauoir les freres paternels, auec les freres de pere ou de mere quant aux heritages paternels : & les freres maternels, auec les frere de pere ou de mere quant auſdits heritages maternels. Et pareillement eſt obſerué & gardé quant aux enfans deſdits freres : & payent le Teſtament & debtes dudit defunct, ſelon l'eſtimation & valeur de leurs portions hereditaires.

Enfans de freres & ſœurs germains ſont preferez aux couſins germains : fors en Fief.

VITRY Tit.4. Art 83. Les freres germains & non germains ſuccedent egalement entre eux en meubles & conqueſts : & au regard des heritages de leur naiſſant, ils retournent chacun à ſon coſté, *paterna paternis, & materna maternis* : & payent les debtes, obſeques, funerailles & accompliſſement du Teſtament au ſol la liure, comme deſſus. t

Heritiers comme payent les debtes & Teſtament du defunct.

LAON Tit.8. Art.80. Freres & ſœurs conioints de pere ou mere ſeulement, ſuccedent à leurs freres & ſœurs en meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, auec les freres conioints de pere ou de mere audit defunct, & chacun d'eux en ce qu'il procede de leur naiſſant.

t En la meſme Couſtume Art.82. mis cy deſſus ſur la Conference de l'Art. 334. de Paris.

CHALONS Tit.12. Art.89.†† p. *à Laon.* & acqueſts immeubles, &c. en ce qui eſt de leur naiſſant.

Freres germains & non germains ſuccedent egalement aux meubles & cõqueſts : mais les propres retournent à leur coſté.

REIMS Tit.11. Art.311. Si vn treſpaſſé delaiſſe vn frere germain de pere & de mere, & l'autre frere non germain attenant à luy ſeulement de l'vn des coſtez ou paternel ou maternel, le germain aura la moitié de tous ſes meubles & acqueſts pour raiſon du coſté, dont il luy attenoit ſeul, & ſi aura l'autre moitié, c'eſt à ſçauoir vn quart en la totalité des meubles & acqueſts pour raiſon de l'autre coſté, dont il eſtoit auſſi prochain au treſpaſſé, comme le non germain, & ledit non germain aura ſeulement l'autre quart : & quant au naiſſant, il ſuiura ſa ligne, comme dit eſt cy deuant.

S. QVENTIN Titre troiſieſme. Article 50. Demy-freres & ſœurs ne ſuccedent à leur frere ou ſœur, auec ceux qui ſont conioincts de deux coſtez : bien ſuccedent és immeubles & heritages, qui viennent du coſté, dont ils ſont conioints.

AMIENS Tit.4. Art.86. Les † freres & ſœurs d'vn coſté ſeulement ſont appellez auec leurs freres & ſœurs de deux coſtez en la ſucceſſion des meubles & acqueſts de leurs freres & ſœurs predecedez.

Freres germains & non germains ſuccedent egalement aux meubles & cõqueſts : mais les propres retournent à leur coſté.

PONTHIEV Tit.1. Art.15. Quand Succeſſion collaterale eſchet entre pluſieurs collateraux, qui ſont en vn meſme degré & les plus prochains au defunct, duquel la Succeſſion eſt eſcheuë, ſi iceux plus prochains ſont naiz d'vn meſme ventre, aucuns Couſtumiers ont depoſé & maintiennent pour Couſtume qu'à l'aiſné maſle appartient la Succeſſion : ſuppoſé qu'il y euſt femelle aiſnee d'iceluy maſle. Article ſeize. Et ſi ladite Succeſſion chet entre gens naiz de diuers ventres, en pareil degré plus prochains du defunct, qu'à l'aiſné ſoit maſle ou femelle, qui eſt le plus prochain du coſté & ligne, dont les heritages pro-

†† *Ceſt Article 89. eſt accordé pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

ſ Les plus loingtains du coſté dont ſont les heritages doiuent ſucceder comme par Arreſt donné en l'an 1537. ſur ceſte Couſtume de Troye, les biens maternels furẽt adiugez à vn couſin du coſté de la mere contre la ſœur du defunct du coſté du pere ſeulement, ſuiuant la Regle, Paterna Paternis, Materna maternis. Ce qui eſt plus expres par le 103. Art. de ceſte meſme Couſtume mis cy deſſus ſur l'Art. de Paris 311. C.M.

Source : BIU Cujas

Frere germain a la moitie de tous les meubles & acquests, pour raison du costé, dont il luy attenoit seul: & si aura l'autre moitié, c'est à sçauoir vn quart: & ledit non germain l'autre quart.

Le naissant suit la ligne.

Demy-freres & sœurs ne succedent auec les freres ou sœurs germains: sinon és meubles & heritages de leur costé.

† *Ceſt Article octante ſixieſme a eſté de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

En Succeſſion collaterale, ſi les collateraux ſont en meſme degré, & les plus prochains ſont d'vn meſme ventre, l'aiſné maſle ſuccede ſeul, ores qu'il y euſt femelle aiſnee a ladite ſucceſſion, & s'ils ſont de diuers ventres, à l'aiſné ou aiſnee appartient la ſucceſſion des meubles & acqueſts, & des heritages procedans de ſon coſté.

cedoient au defunct, compete & appartient la Succeſſion d'iceluy defunct, & des heritages qui procedoient, ſi dit eſtoit du coſté, dont ils luy attiennent: Et aucuns autres Couſtumiers dudit Ponthieu ne veulent depoſer la Couſtume eſtre telle, quand ils ſont produits en Couſtume: mais ils les ont par cy deuant remis & remettent au Droict.

PERONNE Tit.8. Art.189. Freres †† & ſœurs de pere & de mere ſuccedent à leurs freres & ſœurs conioints de pere & de mere en meubles & acqueſts: & excluent ceux qui ne ſont conioints que d'vn coſté: & l'obſerue le ſemblable pour le regard des parens collateraux conioints de deux coſtez contre ceux qui ne ſont conioints que d'vn coſté.

DVCHE DE BOVRG. Chap.7. Art.18. S'ils ſont pluſieurs enfans de pluſieurs licts, freres ou ſœurs, qui viennent à la Succeſſion de leurs oncles, tantes ou autres en ligne collateral, ils ſuccederont par ligne, & non pas par teſte. Art.20. Double ligne a lieu entre freres & ſœurs germains au regard de tous leurs biẽs: & auſſi a lieu entre les enfans deſdits freres & ſœurs germains: ſauf le droict des heritiers maternels deſdits enfans & non plus auant.

NIVERNOIS Chap.34. Art.16. Freres germains en Succeſſion de l'vn de l'autre, ſont preferez à freres vterins & paternels, autant que touche les meubles & conqueſts: & pareillement les enfans des freres germains forcloënt pour l'eſgard deſdits meubles & conqueſts, leurs couſins & enfans des autres freres paternels ou vterins en la Succeſſion de leur oncle ou tante: & en defaut deſdits maſles, les femelles ou les deſcendans des femelles ſuccederont aux meubles & conqueſts par la maniere deuant dite: & quant eſt des heritages anciens, ils appartiennent touſiours aux plus prochains de la ligne & eſtre, dont ils ſont partis.

MONTARGIS Chap.15. Art.12. En toute Succeſſion collaterale en pareil degré les parens conioints *ex vtroque latere*, forclorront autres parens *ex altero tantum*, en la Succeſſion de celuy dont eſt queſtion.

ORLEANS Tit.17. Art.330. En meubles & acqueſts immeubles, les collateraux conioints des deux coſtez du decedé ſans hoirs de ſon corps, excluent en pareil degré ceux qui ſont conioints d'vn coſté ſeulement, iuſques au degré des oncles & tantes, neueux & niepces du decedé incluſiuement: & quant aux propres, ſuccedent ceux du coſté & ligne, dont ſont aduenus & eſcheus au decedé leſdits propres: encores qu'ils ne ſoient conioints que d'vn coſté: fors & excepté qu'en Fief le maſle exclud la femelle en pareil degré.

NORMANDIE Chap.13. Art.293. Les freres excluent les ſœurs: & les deſcendans des freres excluent les deſcendans des ſœurs eſtans en pareil degré. Art.294. Les paternels preferent les maternels en parité de degré. Art. 295. Le frere de pere ſuccede egalement auec le frere de pere & de mere. Art. 296. Le frere vterin ſuccede egalement auec le frere de pere & de mere. Art.297. Les enfans du frere vterin en premier degré ſuccedent auec les enfans du frere de pere & de mere. Art.298. Le frere de pere ou de mere ſeulement preferé les ſœurs de pere & de mere. Art.299. La ſœur de pere ſuccede egalement auec la ſœur de pere & de mere. Art.300. La ſœur vterine ſuccedé egalement auec la ſœur de pere & de mere. Art.312. Les ſœurs vterines du pere ſont tantes paternelles de leurs neueux & niepces: & en ceſte qualité excluent les oncles & tãtes maternels du defunct, en la Succeſſion des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles.

TOVRS Tit.25. Art.289. Et † ſ'il y a acqueſt ou meuble, ils appartiennent pour le tout aux freres & ſœurs conioints de deux coſtez, ou leurs repreſentans: & en leur defaut, aux freres & ſœurs conioints d'vn coſté ſeulemẽt, ou leurs repreſentans.

GRAND PERCHE Tit.8. Art.153. Les freres de pere & de mere excluent le frere ou ſœur conioints de pere ou mere ſeulement, quãt aux meubles & acqueſts immeub. mais quãt aux propres, chacũ deſdits freres & ſœurs, encores qu'il ne ſoit

Freres & ſœurs conioints de deux coſtez, & tous collateraux ſont preferez a ceux qui ne ſont que d'vn coſté.

†† *Ceſt Art. 189. qui eſtoit ancien pour le regard de Peronne & Roye, a eſté de nouuel introduit pour eſtre ſemblablement obſerué à Mondidier.*

Enfans de pluſieurs licts ou freres ou ſœurs en la ſucceſſion de leurs oncles, tantes ou autres collateraux ſuccedent par ligne, & non par teſte.

Double ligne quand a lieu.

Freres germains preferez aux freres vterins en la Succeſſion de meubles & cõqueſts: & ainſi les enfans deſdits freres germains, leurs couſins & enfans des autres freres paternels ou vterins: les heritages anciens appartiennent à ceux de la ligne.

Conioints de deux coſtez

Source : BIU Cujas

forcloent ceux qui ne ſont que d'vn coſté, en ſucceſsion collaterale.

Conioincts de deux coſtez forcloent ceux qui ne ſont que d'vn coſté, iuſques au degré des Oncles, Tantes, nepueux & niepces inclus en la Succeſsion des meubles & acqueſts immeubles.

Propres en Fief maſle exclud la femelle en pareil degré.

Freres excluent les ſœurs.

Paternels en pareil degré preferent les maternels.

Frere de pere ſeulement, ou de mere, ſuccede egalement auec le frere germain.

Enfans du frere vterin ſuccedent auec les enfans des freres germains.

Freres paternels ou maternels preferent les ſœurs germaines.

Sœur vterine ne ſuccede egalement auec la germaine.

Sœurs vterines de pere, ſont Tantes paternelles: & excluent les Oncles & Tantes maternels és meubles, acqueſts & conqueſts.

† *Ceſt Art. 289 a eſté adiouſté pour explication des precedens Articles.*

Propres retournent à leur ſouche.

conioinct que d'vn coſté, ſuccede en ce qui procede de ſon eſtoc, qui eſt ce que l'on dit communement, *Paterna paternis, Materna maternis.*

Paterna paternis: materna maternis.

CHASTEAV-NEVF Chap 18. Art.126. En Succeſſion collaterale, comme de frere ou ſœur, les freres & ſœurs qui ſont conioints *ex vtroque parente* excluẽt ceux qui ne ſont conioints que d'vn coſté, quant aux meubles & acqueſts: mais quant aux heritages propres, le frere vterin ou d'vn ſeul coſté, pourra ſucceder eſdits propres, ſ'ils ſont du coſté duquel il attaint au defunct: & en ce cas & autres Succeſſions collaterales ſe practiquera la raiſon, *Paterna*, &c.

Freres germains excluent ceux qui ne ſont que d'vn coſté, aux meubles & acqueſts: & non quant aux propres.

DREVX Chap. 19. Art. 90. p. *à Chaſteau-neuf. iuſques à ces mots*, que d'vn coſté, *inclus.*

Parens de deux coſtez excluent ceux qui ne ſont que d'vn coſté.

BLOIS Chap. 11. Art. 155. En toutes Succeſſions collaterales les parens qui attiennent le defunct *ex vtroque parente*, excluent tous autres qui l'attiennent ſeulement *ex vno latere.*

En Succeſsion collaterale des propres les freres & enfans des freres conioints de deux coſtez ſont preferez aux freres & ſœurs, & autres qui ne ſont que d'vn coſté ſeulemẽt. Ce que n'a lieu en autres collateraux.

BERRY Tit. 19. Art. 6. Es Succeſſions u collaterales des propres qui ſont deferez par eſtoc & ligne, les freres & enfans des freres qui ſeront conioints non ſeulement du coſté & ligne, dont les heritages propres, de la Succeſſion deſquels eſt queſtion, mais auſſi de leur coſté, ſont preferez à ceux qui ne ſont conioints du treſpaſſé, que ſeulement du coſté & ligne dont les heritages deſcendent Art. 7. Mais x quant à tous autres collateraux, exceptez les freres, & enfans des freres ceux qui ſeront conioints de deux coſtez, ne ſeront preferez à ceux qui ſont conioints d'vn coſté tant ſeulement: pourueu que ce ſoit du coſté & ligne dont deſcendent leſdits heritages.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 317. Tant †† qu'il y a frere germain, ou ſœur germaine ou deſcendans d'eux ou l'vn d'eux, ſoit ladite ſœur mariee ou appanee ou non, aye renoncé ou non, y ait Repreſentation ou non: le frere ou la ſœur qui ne ſont que de l'vn des coſtez, ſoit paternel ou maternel, ne les deſcendans d'eux, ne ſuccedent tant que la ligne de germain dure.

†† Ceſt Art. 317. a eſté corrigé en ceſte ſorme.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 5. Les freres procreez *ex vno latere* ſuccedent par egales portions és biens prouenus du coſté dont ils ſ'attiennent, auec ceux qui ſont conioints *ex vtroque latere.*

Tant que la ligne de germain dure, le frere ou ſœur d'vn coſté, ne ſuccede.

XAINCTONGE Tit. 11. Art. 98. En Succeſſion collaterale és meubles & acqueſts du frere ou ſœur qui ſont decedez, les freres & ſœurs de tous coſtez ou qui les repreſentent, ſont preferez aux freres conſanguins ou vterins ſeulement. Art. 99. Et ſ'il n'y a frere ou ſœur des deux coſtez, ou qui les repreſentẽt, les freres vterins ſuccedent auec les conſanguins és meubles & acqueſts par egales parties.

BOVRDEAVX Chap. 5. Art. 65. Si celuy qui decede delaiſſe freres ou ſœurs, les aucuns du coſté du pere ou de mere ſeulement, les autres de pere & de mere, ceux qui ſont de l'eſtoc ou ligne dont viennent les biens, ſuccederont auec les freres & ſœurs de pere & de mere. Art. 72. Si vn homme a eu deux femmes & de chacun a hoirs maſles & filles, ſi l'hoir maſle de la premiere femme decede ſans hoirs de luy deſcendans: audit cas les ſœurs ou ſœur qui ſont germains par pere & par mere ſuccederont quant aux acqueſts, que leur pere auroit fait durant la vie de leur mere: iaçoit qu'il y ait frere ou ſœur qui fut de l'autre femme. Et ſemblable Couſtume eſt de la ſeconde femme ou de la tierce.

Freres & ſœurs eſtans de l'eſtoc & ligne dont viennent les biens, ſuccedent auec les freres & ſœurs de deux coſtez.

LA ROCHELLE Chap 18. Art. 51. Si aucun va de vie à treſpas delaiſſez ſes freres & ſœurs ou qui les repreſentent, ſuccedent à leur frere treſpaſſé és biens qui ſont venus de leur ligne. Et quant és meubles & acqueſts, ils ſe diuiſent egalement *per ſtirpes*: pourueu toutesfois qu'entre les freres & ſœurs n'y ait aucun cõioint au defunct par pere & mere enſemblement. Car en ce cas ledit conioint ou

u Ceſt Art. 6. qui parle de la double ligne ne parle que des propres heritages qui ſont deferez par eſtoc & ligne: & non des meubles, acqueſts & conqueſts: Toutesfois il a touſiours eſté practiqué que les freres conioincts des deux coſtez ou leurs enfãs, fuſſent preferez aux freres ou leurs enfans qui ne ſont ioints que d'vn coſté, en toute Succeſſion de meubles acqueſts & conqueſts, & propres heritages. Ce que confirme Du Moulin ſur ceſt Article. Les meubles ne tiennent coſte ne ligne, ainſi qu'il eſt porté par quelques Couſtumes, & vilis & abiecta mobilium poſſeſſio eſt. Si les propres qui ſont de la ligne & eſtoc ſont deferez aux freres ou leurs enfans conioints des deux coſtez, à plus forte raiſon les meubles & conqueſts. Vide Nou. 84. & 127. Auth. Itaque C. comm. de ſucc. & Auth. poſt fratres C. de legit. her. Alexand. Conſ. 9. & 166. Vol. 5.

x En ce 7. Arti-

Source : BIU Cujas

cle on peut mettre l'exemple de l'oncle germain au demy oncle, en la Succeſſion du nepueu collateral. Vide Cuiac. Conſult. 4.

Freres de deux coſtez ſuccedent a leur pere ou mere pour les acqueſts faits durant le mariage dont ils ſont deſcendus.

conioints *ex vtroque latere* ſeront preferez aux autres cõioints *ex vnico latere* és meubles & acqueſts immeubles demourez par le decés & treſpas du defunct.

BAYONNE Tit.12. Art.12. Et en defaut de deſcendans de pere & de mere, en la moitié des biens acquis par le decedé ſans faire Teſtament, ſuccedent par bráchages egalemẽt les freres & ſœurs de tous coſtez auec les enfans des freres & ſœurs de meſme qualité predecedez, les freres & ſœurs d'vn ſeul coſté totalemẽt exclus. Art.13. Et en defaut de freres & ſœurs de tous coſtez & de leurs enfans, ſuccedent les freres & ſœurs d'vn coſté auec les enfans des freres & ſœurs de meſme qualité predecedez en la maniere que deſſus. Art.14. Non faite aucune difference, ſoient ou fuſſent du coſté du pere ou de la mere. Art.15. Et en defaut de tous freres & ſœurs & de leurs enfans, ladite moitié eſt diuiſee entre les parens plus prochains tant du coſté du pere, que de la mere: poſé qu'ils ne ſoient en pareil degré: à ſçauoir eſt que la moitié de ladite moitié eſt baillee aux parens plus prochains du coſté du pere, entre leſquels eſt diuiſee par teſte, & l'autre partie aux plus proches du coſté de la mere, entre leſquels pareillement eſt diuiſee par teſte.

La moitié des biens acquis appartient aux freres & ſœurs de deux coſtez ou leurs enfans: ſinon à leur defaut aux freres & ſœurs d'vn coſté ſeul, & en defaut de tous freres & ſœurs, aux parens plus prochains, tant du coſté du pere que de la mere.

BAR Tit.9. Art.129. *Les freres & ſœurs germains excluent les non germains en meubles & acqueſts de leurs freres ou ſœurs defuncts.*

Freres & ſœurs germains excluent les nõ germains en meubles & acqueſts.

SEDAN Tit.9. Art.172. Quand le defunct delaiſſe freres ou ſœurs germains & non germains, les freres & ſœurs ſuccedent egalemẽt au defunct és meubles & acqueſts immeubles d'iceluy: & quant aux heritages de naiſſant du defunct, les paternels ſuccederont en ce qui vient du coſté paternel: & les maternels en ce qui vient du coſté maternel.

Freres ou ſœurs germains ſuccedent auec les non germains egalement aux meubles & acqueſts immeubles: & les propres ou naiſſans vont à la ligne Paternelle ou maternelle.

LA SALLE DE LILLE Tit.2. Art.11. Duplicité de bien n'a lieu en ſucceſſion pour exclurre le parent d'vn coſté en pareil degré.

Duplicité de lieu n'a lieu.

TOVRNAY Tit.24. Art.6. Par autre Couſtume obſeruee en ladite ville & ou pouuoir & Banlieuë d'icelle, n'y a nuls demy freres ou demy ſœurs: en ſorte qu'en la ſucceſſion & hoirie d'vn frere ou demie ſœur, ſuccedent egalement les demy freres & demy ſœurs, auec les freres & ſœurs germains.

Freres germains ſuccedent auec les demy freres & demy ſœurs egalement en la ſucceſſion de leur frere.

Voyez Cambray Titre 12. Article 5. cy deſſus, & Bayonne Titre 12. Article 18. la Bourt Titre 12. Article 8. Artticle 27. Article 24. & 25. cy deſſous en l'Addition de ce Titre xv. nombre iii.

Art. 342. *PARIS.*

L'heritier † en ligne [y] directe, qui ſe porte heritier par benefice d'inuentaire, n'eſt exclus par autre parent qui ſe porte heritier ſimple.

Heritier en ligne directe ſous benefice d'inuentaire n'eſt exclus par autre qui ſe porte heritier ſimple.

Art. 343. *PARIS.*

Le mineur [z] qui ſe porte heritier ſimple ne peut exclurre l'heritier par benefice d'inuentaire, qui eſt en plus proche degré.

Art. 344. *PARIS.*

L'heritier [a] par benefice d'inuentaire ou Curateur aux biens vacans d'vn defunct ne peut vendre les biens meubles de la Succeſſion ou Curatelle: ſinon en faiſant publier la vente deuant la principale porte de l'Egliſe de la Paroiſſe, où le defunct demeuroit à iſſue de Meſſe Parochiale, & delaiſſant vn affiche contre la porte de la maiſon du defunct.

CONFERENCE.

CALAIS Tit.7. Art.131.132.& 133.p. *à Paris* Art.342.343.& 344.

y Le benefice d'inuentaire eſt prins & tiré de la Conſtitution de Iuſtinian §. ſed & noſtra Inſt. de her. qual. & diff. l. vlt. C. de iure de lib. Aucuns eſtiment que meſmes en pays Couſtumier il faut obtenir lettres du Roy, pour eſtre receu audit benefice, ce que quelques Couſtumes ont ordonné conformement à la doctrine de Balde add l. fin. §. cum igitur C. de iur. de lib. & l. certum. C. de teſtamen. Laon Article ſeptante deux. Chalons ſeptante neuf. Reims Article trois cent huictieſme. Pe-

Source : BIU Cujas

† *Ces Art. 342. 343. & 344. ont eſté de nouuel adiouſtez.*

Mineur ſe portant heritier ſimple ne peut exclurre l'heritier par benefice d'inuentaire eſtant plus proche.

Meubles d'vne ſucceſsion ou curatelle comme ſont vendus par l'heritier par benefice d'inuentaire ou curateur aux biens vacans & auec quelles ſolennitez.

Roy ne ſe peuuent dire ne porter heritiers ſous benefice d'inuentaire : ains ſeulement heritiers ſimples. Arreſt conforme à ladicte ordon. du 14. Feur. 1577. Au reſte la Couſtume permettant le benefice de l'inuentaire à vn heritier, au preiudice d'vn autre heritier, ſemble eſtre contre la diſpoſition ciuile : par laquelle is qui ſemel heres extitit, heres eſſe non deſinit l. ait præter 7. §. 10. D. de minor l. 88. D. de her. inſtit. voyez Char. en ſes Reſponſes liure v. chap. 35. Par Arreſt du 3. iour de Iuillet 1571. en audience fut iugé entre les Auberts freres & ſœurs, en ligne directe, que l'heritier ſimple exclurroit l'heritier par benefice d'inuentaire, & par autre Arreſt du xi. iour de Mars 1574. aucuns le cottent du 6. Auril a eſté dict que l'heritier par benefice d'inuentaire plaidant & ſuccombant paye les deſpens en ſon nom. Bald. in l. vlt. C. de iure de delit. Toutesfois il ſe voit quelquesfois que l'heritier ſimple eſt releué de la geſtion. Et de faict vn quidam appellant de ce qu'il auoit eſté condamné comme heritier, pour auoir prins les meubles comme preſomptif heritier, aiant baillé quictance & compte. Par Arreſt donné le 20. iour de Feurier 1584. fut par lettres releué & abſoubs en rendant ce qu'il auoit prins. On eſt auſſi tenu pour heritier pur & ſimple à faute de faire apparoir de l'inuentaire dedans le temps ordonné & preſix, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 18. iour de Mars 1575. contre vn quidam appellant de pluſieurs Defaux.

z La raiſon de ceſt Art. 343. eſt priſe de ce qui eſt traicté en Droict, qu'vn mineur peut eſtre reſtitué contre l'Addition d'vne heredité ou ſucceſſion l. 7. § 5 D. de minor. 25. ann. l. 1. C. ſi minor ſe ab hered. abſt. Et ne peut le maieur eſtre reſtitué, ſinon en conſequence de la reſtitution du mineur ſon coheritier, ainſi qu'il a eſté iugé en audience le 5. iour de May 1578. entre Nicolas Bruyant, appellant du Preuoſt de Paris & Claude Patrouillart intimé conformement à ce qui eſt decidé in l. cum hereditate 55. D. de adq. her. l. denique D. de minorib. & ita ſe abſtinere poteſt propter alium, qui per ſuam perſonam non poterat quod per me non poſſum interdum propter alium poſſum l. ſi is qui duos 29. D. de lib leg. l. 4. D. de decur. l. 13. §. 7. D. de acceptil. Il a eſté iugé qu'vn heritier eſtant maieur ne peut ſe deſiſter par Arreſt du xi. iour de May 1577. pour Geneuiefue Landry contre M. Iean Gouſſet Aduocat à Sens : lequel ſ'eſtoit porté heritier ſimple pour attirer les autres à vẽger la mort de ſes ſœurs & neueux. Depuis obtint lettres ſous couleur de minorité pour eſtre releué en cauſe d'appel de la ſentence, pour laquelle il auoit eſté condamné à faire partage & diuiſion à ladicte Landry par ſentence des Requeſtes appel fut dit bien iugé mal appellé. La iuriſprudence Françoiſe n'admet ains exclud l'heritier par benefice d'inuentaire, quand il y a heritier ſimple. Mais quand ce ſont enfans coheritiers & que les heritiers ſont mineurs & qui peuuent eſtre releuez, les heritiers ſimples ſont receuables & excluent les autres en baillant par eux caution de la valeur de la ſucceſſion en faueur des creanciers, comme il fut iugé par Arreſt en audience plaidant Buiſſon & Ramat le 3. Iuillet 1571. Au reſte l'heritier ſimple n'eſt receu à exclurre le parent heritier ſous benefice d'inuentaire ſi celuy la n'eſt parent & habile à ſucceder, & ſi celuy qui le precede n'a renoncé comme il fut iugé ſur le chap. le 26. Nouembre 1565. Aucuns eſtiment que l'heritier ſous benefice d'inuentaire eſt bien receuable ſans lettres : mais le contraire ſe practique : & a ſouuent eſté iugé par Arreſt qu'à faute de faire apparoir de lettres, l'on eſtoit reputé heritier pur & ſimple, meſmes le 18. Mars 1575.

a Ceſt Art. 344. donne la forme de faire vendre les meubles par auctorité de Iuſtice, pour euiter aux fraudes & pour la ſeureté des creanciers tant par l'heritier par benefice d'inuentaire que curateur aux biens vacans & ſont tenus tous deux rendre bon compte, ainſi qu'il eſt porté par quelques Couſtumes & ſe practique ordinairement. Et ſ'il n'obſerue la ſolennité preſcrite pour telle vendition de meubles il ſera condamnable à payer les pariſis de la priſee deſdits meubles, iugé par Arreſt du 4. iour de Mars 1581. Et par autre Arreſt du 16. iour de Feurier 1582. ledict heritier par benefice d'inuentaire eſt tenu rendre compte des meubles ſelon l'eſtimation qui en ſera faicte par perſonne dont les parties accorderont. Par la Conſtitution de Iuſtinian in l. vlt. §. & ſi præfatam C. de iure de lib. l'heritier ſous benefice d'inuentaire peut payer les creanciers qui premiers ſe preſenteront, & les peut contenter de bonne & ſans fraude : c'eſt à ſçauoir pourueu qu'il ſoit ignorant que les autres creanciers ſoient des premiers en date & hypotheque. Autrement ſ'il a congnoiſſance des premiers creanciers il ne doit point payer les premiers qui s'offriront pour auoir payement de ce qui leur peut eſtre deu : & en ce cas s'il veut payer, il prendra caution l. dolo 41. D. ad leg. Falc. Accurſius ad l. vlt. D. de neg. geſt. Toutesfois par Arreſt prononcé ſolennellement le 2. iour d'Auril 1577. il a eſté iugé que ſi l'heritier par benefice d'inuentaire a payé quelques creanciers poſterieurs, ſans s'enquerir des precedens en hypotheque, il eſt tenu enuers eux de la reſtitution de ladicte ſomme en ſon propre & priué nom, ainſi qu'il eſt recité par Charond. liure III. Reſp. x.

Heritier par benefice d'inuẽtaire, peut renoncer à iceluy & ſe porter heritier ſimple.

Heritier ſimple, exclud l'heritier par benefice d'inuẽtaire en venant dedans l'an, apres la preſentation des lettres.

†† *Ceſt Art. 308. eſt de nouuel introduit.*

Mineur ne peut exclurre l'heritier par benefice d'inuẽtaire, ſ'il n'eſt plus prochain.

Heritier

MELVN Chap. 17. Art. 271. Si aucun ne ſe porte heritier que par benefice d'inuentaire, & autre en plus bas degré ſe porte heritier ſimple, celuy qui aura obtenu ledict benefice, peut renoncer à iceluy & ſoy porter heritier ſimple.

LAON Tit. 8. Art. 72. L'heritier ſimple exclud l'heritier par benefice d'inuentaire, en venant dedans l'an que ledict heritier par benefice d'inuentaire aura preſenté ſes lettres.

CHALONS Tit. 12. Art. 79. p. *a Laon.* D'inuentaire encores qu'il fut le plus prochain, en &c.

REIMS Tit. 11. Art. 308. L'heritier †† par benefice d'inuentaire, ores qu'il fut le plus prochain du defunct, eſt exclud par l'heritier ſimple, venant &c. p. *a Laon.*

PERONNE Tit. 8. Art. 208. Toutesfois ſ'il y en a vn autre qui ſe porte heritier ſimple, encores qu'il ſoit en degré plus loing-tain, il exclud l'heritier par benefice d'inuentaire plus prochain : pourueu qu'il y vienne dedans l'an de la preſentation des lettres par benefice d'inuentaire : & que tel heritier ſimple ne ſoit mineur ou ayant benefice de reſtitution : ſinon que tel mineur ou ayant benefice de reſtitution fut en degré plus prochain.

ARTOIS Tit. 2. Art. 12. Le lignager ſe fondant heritier ſimple, forclot

Source : BIU Cujas

simple forclot l'heritier par benefice d'inuentaire & peut delaisser les meubles catheux & acquests & apprehender seulement les Fiefs & heritages patrimoniaux.

l'heritier par benefice d'inuentaire, & se peut abstenir des meubles, catheux & acquests, & seulement apprehender les Fiefs & heritages patrimoniaux du defunct: & par ce peut ledit heritier par benefice, delaisser les meubles, catheux & acquests, ou continuer en son benefice, en payant les debtes du defunct, & en descharger ledit heritier simple, si auant que les biens dudit benefice peuuent porter. Mais si ledit ayant obtenu benefice, delaisse les meubles, catheux & acquests, ils demeurent vacans & y conuient pouruoir de curateur, iusques à ce qu'ils soient apprehendez. Car &c.

Heritier par benefice d'inuentaire continuãt doit payer les debtes & descharger l'heritier simple: & s'il les delaisse, demourent vacans & y conuient pouruoir de curateur.

Heritier simple, ores qu'il ne soit si prochain exclud l'heritier par benefice d'inuentaire.

Heritier par benefice d'inuentaire, n'estant le plus prochain, peut estre exclus par vn autre plus prochain se portant heritier par benefice d'inuentaire.

LILLE Tit. 14. Art. 184. Combien que celuy qui apprehende l'hoirie audit titre de Benefice d'inuentoire, soit le plus prochain hoir habile à succeder esdits biens. Toutesfois vn autre parent du trespassé qui ne seroit si prochain & habile de succeder, nonobstant ladicte impetration, se peut porter heritier simple du defunct, & y doit estre receu en payant les debtes. Et oudict cas ledit heritier par benefice d'inuentoire se peut deporter de ladite impetration & soy porter hoir simple, en dedans le temps qui luy sera iudiciairement ordonné. Et en ce cas comme le plus prochain doit auoir les biens à la charge b des debtes Art. 185. Vn plus prochain parent est receu à soy fonder hoir par benefice d'inuentoire, nonobstant qu'vn autre moins prochain desia y soit fondé, en luy refondant ses despens: n'est que ledit plus prochain parent eust euoqué en especial sur le benefice obtenu par le parent plus loing-tain ayant parauant fait ses deuoirs.

b L'heritier par benefice d'inuentaire exclud le Fisque, encores qu'il ne soit en la Regle Paterna paternis &c. & n'est loisible audit heritier de s'abstenir, ains est tenu de respondre & soustenir les creanciers iusques à la concurrence des biens contenus en l'inuentaire: & ne peut pareillement contraindre l'heritier pur & simple du costé paternel, à se porter heritier du costé dõt ledit heritier l'estoit. Et sur ce qu'vn heritier du costé maternel de Blãchard Procureur auoit esté appellé par l'heritier du costé paternel à voir renoncer & cõtraindre l'heritier maternel à prendre toute la succession, & luy payer & rembourser les frais, ainsi qu'il fut iugé. Appel. Par Arrest donné en audience le 9. Auril 1576. plaidant Marion fut dit mal iugé, bien appellé: & emendant le iugement que l'heritier paternel sous benefice demoureroit suiet aux debtes iusques à la concurrẽce: & que sur les meubles, acquests & conquests se prendroient lesdictes debtes: & puis que les heritiers de part & d'autre payeroient pro commodo & emolumento non pro virili aut portionibus hereditariis.

NIVERNOIS Chap. 34. Art. 28. Celuy qui se porte heritier simplement est preferé à l'heritier par benefice d'inuentaire, qui s'entend quand il est lignager: autrement non. Et a lieu ladicte exclusion, posé que l'heritier simple soit plus loing-tain, que celuy qui se porte heritier par benefice d'inuentaire.

ORLEANS Tit. 17. Art. †† 338. & † 339. p. *aux Art.* 342. & 343. *de Paris.* Art. 342. †† p. *a Paris.* Art. 344. sous benefice &c. Succession, sinon publiquement & au plus offrant & dernier encherisseur, & faisant denoncer la vente deuant la principale &c. maison, où le defunct est decedé. Art. 343. Et † quãt aux immeubles n'en peuuent faire vente, sinon en gardant les solennitez requises en matiere de criees d'heritages.

†† *Cest Art. 338. a esté accordé & adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Cest Art. 339. a esté accordé & adiousté sans preiudice du passé.*

CAMBRAY Tit. 12. Art. 19. L'heritier simple exclud l'heritier par benefice d'inuentaire en venant dedans l'an que l'heritier par benefice d'inuentaire aura esté par Iustice receu & admis.

BAR Tit. 9. Art. 127. Qui se porte heritier simplement, il forclost celuy qui se porte heritier par benefice d'inuentaire, declarant iudiciairement par ledit heritier simple dedans vi. mois apres la signification faite des lettres dudit pretendu heritier par benefice d'inuentaire.

LA SALLE DE LILLE Tit. 8. Art. 6. Vn parent de tel trespassé qui ne seroit si prochain & habile à succeder, que l'impetrant dudit benefice, se peut auant l'enterinement dudict benefice porter heritier simple d'iceluy. A quoy il faict à receuoir, en payant les debtes. Et en ce cas ledit impetrant &c. p. *a Lille.* Art. 184. ordonné à deliberer. Art. 7. Le prochain parent est receuable à soy &c. p. *a Lille.* Art. 185. autre plus loing-tain y &c. despens raisonnables: n'est qu'audit premier impetrant, ses lettres soient interinees, à ce adiourné en special ledit plus prochain parent.

†† *Cest Art. 342. a esté accordé & adiousté pour auoir lieu à l'aduenir*

† *Cest Art. 343. a esté accordé & adiousté, sans preiudice du passé.*

SEDAN Tit. 9. Art. 178. L'heritier simple exclud celuy qui se porte heritier par benefice d'inuentaire. Art. 179. Toutesfois si ledit heritier simple & celuy qui se porte heritier par benefice d'inuentaire sont en mesme degré prochain au defunct, en ligne directe, ils seront receus ensemble & par concurrence: & en ce cas l'heritier par benefice d'inuentaire est tenu bailler caution pour sa part du contenu en l'inuentaire.

Heritier simple exclud l'heritier par benefice d'inuentaire & s'ils sont en mesme degré, prochain au defunct, en ligne directe, ils sont receus par concurrence, & baillera ledict heritier par benefice d'inuentaire caution pour sa part.

Voyez les Coustumes de Niuernois. Chap. 34. 29. Bourbonnois. Art. 223. & 330. Auuergne. Chap. 12. Art. 39. Chap. 14. Art. 4. Chap. 15. Art. 7. La Marche. Art. 249. Berry. Tit. 19. Art. 22. Orleans. Art. 340. & 341. Bretagne. Art. 572. & autres mises cy dessous en l'Addition de ce Tit. xv. Nombre vii.

Source : BIU Cujas

ADDITION SVR LE TITRE XV.

De Succeſſion en ligne directe & collaterale.

I. Inſtitution d'heritier & exheredation.

II. Quelles perſonnes peuuent ſucceder ou non.

III. Des Succeſſions directes ou collaterales tant entre Nobles que roturiers : enſemble de l'apprehenſion des Succeſſions mobiliaires & heritiers.

IIII. Des Appanages & renonciations faictes par les fils ou filles en contract de mariage.

V. Des partages en faict de Succeſſion & comme les cens & rentes foncieres ſe doiuent departir.

VI. Acte d'heritier ſimple : temps certain pour deliberer de la Succeſſion.

VII. De l'heritier ſous benefice d'inuentaire.

VIII. Inuentaire des biens du defunct comme peut eſtre faict à la requeſte des prochains parens.

Inſtitution d'heritier permiſe en Berry, meſmes d'vn eſtranger au preiudice des enfans legitimes procreez en loyal mariage pour la moitié des biens

†† Ceſt Art. 5. eſt Couſtume nouuelle quant à la reſtitution, iuſques à la moitié.

Exheredation.

Portion de celuy qui eſt exheredé accroiſt aux autres enfans non ingrats

† Ceſt Art. 7. eſt nouuelle Couſtume quant au ſaiſiſſement pour le regard des heritiers teſtamentaires qui ne ſont habiles à ſucceder ab inteſtat.

Heritier teſtamentaire ſaiſi par la Couſtume pour euiter à circuit & intenter cõplainte.

Exheredation n'a point de lieu

Exheredation n'a lieu, ſinon en delaiſſant la legitime.

Legitime eſt la tierce partie des biẽs du treſpaſſé &c.

Legitime doit eſtre delaiſſee.

Fille Noble ou roturiere aiant forfaict en ſon corps auant l'aage de

I. BERRY Tit. 18. Art. 5. Iaçoit †† que chacun puiſſe par Teſtament inſtituer heritier : toutesfois ſil a enfans naturels & legitimes procreez en loyal mariage, n'aura audit cas l'inſtitution d'heritier de l'eſtranger effect que pour la moitié des biens appartenans au teſtateur : & de l'autre moitié ſe pourront dire l'enfant ou enfans heritiers ab inteſtat, ſaiſis par la Couſtume, ſi n'eſt qu'il y euſt quelque iuſte cauſe d'exheredation, de celles qui ſont exprimees en Droict, ou ſemblables ou ayans meſme raiſon. Laquelle exheredation n'empeſchera le ſaiſiſſement, iuſques à ce que la cauſe aura eſté deuëment verifiee. Art. 6. Toutesfois audit cas d'exheredation, ſil y auoit pluſieurs enfans, & qu'il n'y euſt ingratitude, ſi n'eſt pour le regard de l'vn, iceluy ſeul ſera exheredé : & neantmoins toute la moitié, qui eſt la portion des enfans, appartiendra aux autres qui ne ſont ingrats. Art. 7. Et bien † que l'heritier teſtamentaire qui ne doit auoir que la moitié, ne fut habile de ſucceder ab inteſtat, & conſequemment ſaiſi par la rigueur de la Couſtume generale du Royaume de France : & neantmoins pour euiter circuit, ſera ſaiſi & pourra intenter remedes poſſeſſoires ainſi que fera l'heritier ab inteſtat, tant pour la moitié que pour le tout, ou l'inſtitution d'heritier aura lieu pour le tout.

CHALONS Tit. 11. Art. 69. *A la fin.* Pareillement en conſequence n'a lieu exheredation. Toutesfois pour les cauſes de Droict, on peut priuer de ſa ſucceſſion, ceux, auſquels elle pourroit appartenir.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 7. Art. 2. L'on ne peut exhereder ſes vrais heritiers, que l'on ne leur delaiſſe leur legitime, qui eſt par la Couſtume reputee la tierce des biens du treſpaſſé, ſans charge de legats, frais funeraux & des donations faictes en derniere volonté : ſinon pour aucunes des cauſes d'exheredation declarees en Droict. Art 3. Vn chacun habile à faire Teſtament & ordonnance de derniere volonté, eſt tenu de delaiſſer à ſes vrais heritiers, ſa legitime : c'eſt à ſçauoir la tierce partie de tous ſes biens par droict d'inſtitution : ou autrement ledict Teſtament & ordonnance eſt nul.

ORLEANS Tit. 16. Art. 287. *A la fin.* Et au regard de l'exheredation eſt permiſe és cas de Droict.

TOVRS Tit 24. Art. 286. Si †† fille Noble ou roturiere [a] eſt conuaincue d'auoir forfait en ſon corps auparauant l'aage de xxiiii. ans, elle peut eſtre priuee par ſes pere & mere des Succeſſions directes non aduenuës & non des collaterales : & par autres que par leſdits pere & mere, ne peut eſtre pour raiſon dudict fait priuee d'aucune Succeſſion. Art. 303. Toutesfois pourra la perſonne couſtumiere priuer & exhereder ſon heritier ou heritiers, en tout ou partie de ſa Succeſſion, ſil ſe trouue qu'ils ayent contre luy faict ou commis cauſe d'ingratitude comprinſe & declaree en Droict : & le ſemblable aura lieu entre Nobles.

LODVNOIS Chap. 25. Art. 12. *A la fin.* Pourra la &c. p. *a Tours.* Ar. 303. par lignage en tout &c. ſi ſon heritier ou heritiers preſomptifs contre luy ayent faict ou commis aucune, &c. Droict commun, &c. Et à ſemblable entre gens Nobles. Chap. 27. Art. 28. ſi fille Noble eſt prouuee ſoy eſtre faicte deſpuceler parauant l'aage de xxiiii. ans, elle peut eſtre priuee des Succeſſions directes non aduenuës & non pas des collaterales.

a Voyez les Couſtumes de la Bourt. Tit. 12. Art. 10. 13. 14. 15. Sole Tit. 27. Art. 26. 30. & 31 mis cy deſſous Nombre 3.

Source : BIU Cujas

vingt quatre ans, elle peut estre priuee par le pere ou mere des Successions directes non aduenues : & non des collaterales.

Exheredation permise en cas d'ingratitude & autres causes exprimees en Droict.

ANIOV Tit. 12. Art. 251. Si † femme Noble se faict despuceler hors mariage auant l'aage de xxiiii. ans, & en soit * attainte, elle pourra estre priuee par les pere & mere, ayeul ou ayeule de leurs Successions. Art. 271. Combien qu'institution d'heritier ne soit obseruee & n'ait lieu audit pays : toutesfois, Exheredation se peut faire és cas permis de Droict.

LE MAINE Tit. 13 Art. 269. p. *a Aniou.* Art. 251. De xx. ans & attainte les peres, &c. la peuuent priuer de, &c.

DREVX Chap. 19. Art. 91. *A la fin.* Et aussi exheredation n'a point de lieu, s'il n'y a cause suffisante pour ce faire, qui soit dicte & nommee expressement.

BOVRBONNOIS Chap. 20. Art. 222. Celuy qui a institué aucun son heritier [b] en contract de mariage & faueur des mariez ou descendans dudict mariage, ne peut faire autre heritier par testament ou contract subsequent quel qu'il soit, au preiudice de l'heritier ou heritiers instituez par ledit contract de mariage. Chap. 25. Art. 312. Fille qui se marie sans le sceu & outre le gré de ses pere & mere ou de son pere seulement ou de sa mere apres le trespas de son pere auant l'aage de xxv. ans, peut estre par eux & l'vn d'eux exheredee ou appanee de telle chose que bon leur semble Et audict cas ne peut pretendre n'auoir droict és biens & successions de sesdits pere & mere, par legitime ou autrement.

AVVERGNE Chap. 14. Art. 31. Celuy qui a faict heritier en faueur des mariez ou leurs descendans, &c. p. *a Bourbonnois.* Art. 222. Mariage precedent.

LA MARCHE Chap. 29. Art. 247. †† p. *a Bourbonnois.* 312 ou outre &c. ne auoir, &c.

SOLE Tit. 27. Art. 1. *A la fin.* Le pere ne la mere ne les peuuent desheriter ne priuer de la succession par testament n'autrement des biens de ligne de papoadge sans cause legitime.

BRETAGNE Tit. 22. Art. 95. Les † enfans de famille qui sous l'aage de xxv. ans contracteront mariage contre le gré, volonté & consentement, & au non sceu de leur pere, pourront estre par leursdits pere & mere & chacun d'eux, exheredez & priuez de leurs successions : sans espoir de pouuoir quereller l'exheredation, qui ainsi aura esté faicte Pourront aussi lesdits pere & mere pour lesdictes causes reuoquer toutes Donations & aduantages qu'ils auroient precedentement faicts à leurs enfans.

II. SENS Tit. 9. Art. 91. Vn †† estranger demeurant hors du Royaume, ne succede aux biens de son parent regnicole, natif de ce Royaume, & decedé audict Royaume : mais luy succederont ses autres parens natifs en cedit Royaume & y demeurans : ores qu'ils ne fussent si proches que l'estranger. Art. 97. Vn † banny à tousiours n'est habile ne capable à succeder : mais succederont les plus prochains du decedé tout ainsi, & en la maniere, que si ledict banny estoit mort naturellement.

AVXERRE Tit. 13. Art. 248. *a Sens.* Art. 97. mais au lieu de luy succederont, &c.

BAR Tit. 9. Art. 143. Les residens au Bailliage de Bar pourront succeder par tout le Duché de Lorraine & autres pays dudict Seigneur Duc : comme en semblable les demeurans esdits pays, terres & Seigneuries dudict Seigneur Duc, pourront succeder à leurs parens decedez audict Bailliage.

NIVERNOIS Chap. 34. Article 25. Bannis à perpetuel ne succedent point.

BOVRBONNOIS Chap. 25. Art. 322. p. *à Niuernois.* point à leurs lignagers : mais succedent les autres lignagers du defunct.

SEDAN Tit. 9. Ar. 203. Bannis à perpetuité ne succedent à leurs parens lignagers : mais à iceux lignagers succedent les enfans des bannis, s'ils en ont & sont habiles à succeder auec les autres prochains parens du defunct.

NORMANDIE Chap. 11. Art. 274. Celuy qui est iugé & separé pour maladie de lepre, ne peut succeder : Et neantmoins il retient l'heritage qu'il auoit lors qu'il fut rendu, pour en iouyr par vsufruict, tant qu'il est viuant, sans le pouuoir aliener. Art. 277. Les † enfans des condamnez & confisquez ne laisseront de succeder à leurs parens tant en ligne directe que collaterale : pourueu

[b] Par contract de mariage les conioints peuuent stipuler que les enfans qui procederont dudict mariage, leur seront heritiers en tous leurs biẽs ou partie d'iceux, & vaut telle institution, oresqu'elle soit contre ce qui est traicté in l. pactum quod dotali & l. licet C. de pactis l. pactum dotali. C. de collat. l. hereditas. C. de pactis conu. Aufrer. Decis. Thol. 453. Boer. De. 155 & 204. Masuer. Tit. de societ. §. nam licet.

† *Cest Art. 251. est correctif de l'ancienne Coustume.*

* Aliàs, *attaints, les pere ou mere, ayeul ou ayeule la peuuent priuer de leurs successions P. V.*

On ne peut faire autre heritier par testament ou cõtract subsequent au preiudice de l'heritier institué par cõtract de mariage:

Fille se mariant auant l'aage de xxv. ans contre le gré de ses pere & mere, peut estre exheredee & appanee, sans qu'elle puisse pretendre la legitime ou autre chose.

†† *Cest Art. 247. est escrit pour nouuelle Coustume.*

Des mariage clandestins contractez par les enfans de famille sous aage de xxv. ans.

† *Cest Art. 495. est de nouuel adiousté.*

Exheredation pour cause des mariages clandestins ainsi cõtractez.

Estrangers ne succedent : mais les parens natifs

†† *Cest Art. 91. contient la reformation du 66. ancien.*

Banny à tousiours incapable de succeder.

† *Cest Art. 97. contient la reformation du 72. ancien.*

† *Faut noter que le 76. Art.*

Source : BIU Cujas

ancien a eſté rayé. commençant Vn eſtranger demeurant outre, &c.

Reſidens au Bailliage ſuccedent au Duché de Lorraine & è contra.

Bannis à perpetuité ne ſuccedent point.

Lepreux iuge ne peut ſucceder : retient l'heritage qu'il auoit lors qu'il fut rendu, ſans le pouuoir aliener.

Enfans des condamnez & confiſquez ſuccedent.

† *Ceſt Art. 277. a eſté paſſé nonobſtant le contredit de Vauquelin premier Aduocat du Roy : lequel a ſouſtenu que les heritiers des condamnez à mort pour crime de leze maieſté au premier degré, doiuent eſtre exautorez du priuilege de Nobleſſe, iugez inteſtables & releguez en vn Monaſtere, leurs vefues priuees de leurs Douaires & les creanciers de leurs debtes ſur les biens confiſquez : dont a eſté octroyé acte audict Aduocat du Roy : & a eſté ordonné que l'Arreſt de la Cour du ſang condamné donné les Chambres aſſemblees le 26. iour d'Aouſt 1558. le procureur general du Roy ouy, ſera inſeré en la fin dudict cayer de la Couſtume reformee.*

Succeſsions directes ou collaterales.

Heritages non Nobles ſe partent egalement entre Nobles & ès Fiefs en ligne directe vn maſle prend autant que deux filles.

Entre roturiers le Fief Noble ſe depart comme entre Nobles, s'ils le tiennent par permiſsion du Roy : & y a droict d'aiſneſſe

Succeſsion d'vne Seigneurie aiant Haute, Moyenne & Baſſe Iuſtice, eſtant eſté partagee par parties entre freres & ſœurs, chacun eſt Haut Iuſticier en ſa part : s'il n'eſt reſerué audit partage : & les tiendra du Seigneur.

Enfans nez de ſoluto & ſoluta ſuccedent quãd il y a mariage ſubſequent.

Filles en ligne collateral ne prennẽt aucunes choſes ès Fiefs : & ès meubles & heritages non Nobles ou mouuans de cenſiue, prennent autãt que les maſles.

†† *Les Art. 67. & 68. ont eſté mis au lieu du 36. Article ancie, pour plus grande explication d'iceluy.*

qu'ils ſoient conceus lors de la ſucceſſion eſcheuë.

III. MEAVX Chap. 8. Art. 42. Succeſſions peuuent aduenir à aucuns en droicte ligne, aſcendant ou deſcendant, ou en ligne collaterale : les enfans ſuruiuans ſuccedent en tout au pere & à la mere : & eux non eſtans le ſous-fils : & leſdits ſous-fils & autres deſcendans *vſque in infinitum* non eſtans, ſuccedent les aſcendans en ce qui reſte de meuble & conqueſt immeuble. Art. 45. Entre gens Nobles les heritages non Nobles ſe partent egalement : mais és heritages de Fief quand c'eſt en ligne directe, vn enfant maſle prend autant que deux filles. Chap. 21. Art. 169. Si gens roturiers ou non Nobles tiennent Fiefs Nobles par permiſſion du Roy ou du S.F. ou autre ayant de ce faire pouuoir, & leſdits Fiefs viennent à partage : tel Fief Noble ſe doit departir entre les enfans dudict roturier, comme ſ'ils eſtoient gens Nobles. Et aura le fils aiſné, ſuppoſé qu'il ne ſoit pas Noble, droict d'aiſneſſe tel & ſemblable que ſ'il eſtoit Noble.

MELVN Chap. 4. Art. 100. Si à freres & ſœurs eſchet par ſucceſſion vne Seigneurie, où il y ait ville, chaſteau, moulins, terres, prez, bois, cenſiues & autres choſes, en toutes leſquelles y ait droict de Haute, Moyenne & Baſſe Iuſtice : & que par partage aduenue à l'vn deſdits enfans le Chaſteau & autres choſes : à l'autre les prez & moulins, & aux autres les autres parties de la Seigneurie, chacun deſdicts enfans ſera Haut Iuſticier en ſa part : ſ'il n'eſt reſerué audit partage : & tiendra chacun ſon Fief & ſa Iuſtice, de celuy, duquel les pere ou mere les tenoit, & non du frere : car ils en feroient Arriere-Fief au Seigneur.

SENS Tit. 9. Art. 92. Les enfans naiz hors mariage *de ſoluto & ſoluta*, puis que le pere & la mere eſpouſent l'vn l'autre, ſuccedent & viennent à partage en la ſucceſſion de leurs pere, mere & autres leurs parens, auec les autres enfans ſ'aucuns en y a qui ſoient naiz conſtant ledict mariage.

TROYES Tit. 6. Art. 108. p. *a Sens cum ſoluta*, &c. partage auec les, &c. *iuſques a ces mots*, aucun en y a, *inclus.*

VITRY Tit. 4. Art. 67. Quand vn homme va de vie à treſpas ſans hoirs de ſon corps & il y a deux freres ou deux ſœurs, & l'vn deſdits freres ou l'vne deſdictes ſœurs, a enfans maſles, & l'autre toutes filles : les neueux maſles dudit defunct emportent ſes heritages c Feodaux : & n'y prennent aucune choſe ſeſdictes niepces. Car les filles en ligne collateral ne prennent aucune choſe auec les maſles en pareil degré : mais és biens meubles & heritages non Nobles ou mouuans de cenſiues, leſdictes niepces prennent autant que leſdits neueux.

AMIENS Tit. 4. Art. 67. Tant †† que la ligne directe dure en deſcendant, la ligne aſcendante & collaterale n'ont lieu. Art. 68. Tant que la ligne aſcendante dure, la ligne collaterale n'a lieu, pour le regard des meubles & acqueſts du defunct : enſemble des patrimoniaux procedant de ladicte ligne aſcendante : en maniere que le pere, mere, ayeul ou ayeule ſuccedent à leurs enfans en tous leurs meubles & conqueſts immeubles : & auſſi aux propres de chacun de leur coſté : à ſçauoir les aſcendans paternels aux biens venans du coſté paternel : & les aſcendans maternels aux biens venans du coſté maternel.

BOVLLENOIS Tit. 20. Art. 69. En † ladicte ſucceſſion en tous heritages patrimoniaux cottiers, l'aiſné fils ſuccede au pere & à la mere, & ny ont les autres enfans aucune part ou portion : poſé qu'il y euſt fille plus aiſnee, ſinõ entre Nobles : entre leſquels le frere aiſné ſera tenu bailler à ſes puiſnez la iuſte valeur

c Voyez le 25. Art. de Paris & ce qui a eſté rapporté en la Conference. Tit de Fiefs. Au reſte faut noter que les choſes roturieres & tenues en cenſiue de quelque Fief & acquiſes par le Seigneur Feodal, dont n'eſt faict aucun hommage, & leſquelles n'ont eſté baillees par denombrement ſont partagees comme roturieres, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt le 25. Mars 1498. entre les Hacqueuille, Poignãs & Conſorts. Autre Arreſt de Maiſtre Ieã Bouchard & ſon fils du 26. iour de Iuillet 1529. apres que ledict Bouchard euſt declaré que faiſant les acquiſitions il n'entendoit les reunir, & partant fut ordonné que ce qu'il auoit acquis ſeroit partagé comme roturier. Mais ce que M. Ieã Simon ſon ayeul maternel auoit acquis, comme Feodal, licet non expreſſium conſtaret de homagio, & fut en ce la ſentence du Preuoſt de Paris. Il y a autre pareil Arreſt donné en Ianuier 1536.

Source : BIU Cujas

Pere, mere, ayeul ou ayeule ſuccedent à tous les meubles & conqueſts immeubles de leurs enfans & propres venans de leur coſté.

Aiſné fils ſuccede en tous heritages cottiers.

† *Ceſt Art. 69. eſt fort rude & contre tout droict que les puiſnez ne prennent aucune choſe aux rotures & cottieres: & ont les Nobles accordé que le frere aiſné ſera tenu bailler auſdicts puiſnez la iuſte valeur du Quint des rotures en deniers ou rente rachetable au deniers xvi. leſquels deniers leſdits puiſnez ſeroient tenus employer en heritages ſortiſſans pareille nature & condition. Ce qui a eſté empeſché par les gens du tiers Eſtat. Surquoy aurions ordonné que ledict Art. demoureroit comme deuant. Et puis a eſté conclud & arreſté ainſi qu'il eſt eſcrit & a eſté accordé par tous les Nobles que ledict Art. 69. aura lieu & ſera doreſnauant gardé & obſerué entre tous leſdits Nobles.*

d'eſtimation du Quint deſdits heritages patrimoniaux & cottiers en deniers contens ou rente rachetable au denier xvi. leſquels deniers & auſſi ceux qui procederont du rachat de ladicte rente, les puiſnez ſeront tenus employer en heritages ſortiſſans pareille nature & condition. Art. 70. Et ſ'il n'y a fils, à l'aiſnee fille appartient toute ladicte ſucceſſion des heritages cottiers: à la charge & conditions declarez en l'Ar. precedent, entant que touche leſdicts Nobles. Ar. 80. Tant que la ligne directe dure, n'a lieu la ligne collaterale. Tit. 21. Art. 83. Et ab inteſtat ſ'en faict pareillement des biens meubles, cattels & acqueſts. Art. 84. En ladicte ſucceſſion en ligne collaterale n'a qu'vn ſeul heritier.

BOVLONGNE Art. 6. En la ville & Banlieuë n'a qu'vn ſeul heritier en immeuble.

HERLY Art. 5. Si quelques perſonnes decedent, & vont de vie à treſpas, delaiſſans terres à Terrage, dont il y en a pluſieurs en icelle Seigneurie: & auſſi delaiſſans pluſieurs enfans ſ'il y a deux, trois ou pluſieurs fils, icelles terres ſe partiſſent autant à l'vn comme à l'autre egalement. Et ſ'il y a quelques filles auec les fils, elles n'y ont rien. Mais ſi c'eſtoit qu'il y euſt deux, trois ou pluſieurs filles, & n'y ait point de fils, icelles filles partiſſent ſemblablement autant l'vne comme l'autre. Mais ſ'il y a ſeulement vn fils, elles n'y ont rien. Car le fils, combien qu'il ſoit ſeul, l'emporte par heritage.

QVESQVE Art. 5. Tous les Fiefs, maſures & anciens manoirs du decedant appartiennent au fils aiſné. Et à faute de fils, à la fille aiſnee ſans charge de Quint. Et les cottieres appartiennent à tous les fils, ſans que les filles y ayent aucũ droict auec les fils. Mais ſ'il n'y auoit que filles, icelles cottieres appartiendront à toutes les filles à chacune ſa portion. Et ſe doit entendre des heritages venus audit decedant de ſucceſſion: & des acqueſts ils en pourront diſpoſer.

NEDONCHEL Art. 2. *a la fin*. Et quant aux cottieres tant heritages que terres aux champs, ſe partiſſent egalement: & en autre ligne entre heritiers pareillement, ſans ce que Repreſentation ait lieu.

LILLE Tit. 1. Art. 15. p. *à Boullenois*. Art. 70. que ligne &c. ſoit en aſcendant ou deſcendant ligne collaterale n'a lieu. Et auſſi n'a lieu la ligne directe en aſcendant, tant qu'il y ait ligne directe en deſcendant.

ARTOIS Tit. 2. Art. 106. Heritiers en pareil degré ſuccedent en cottiere & és meubles par egale portion. Tit. 5. Art. 147. L'heritier ſuccedant en manoirs amaſes & autres heritages, peut auoir & retenir les granges, mareſchaucees & autres biens reputez catheux eſtans eſdits manoirs: en payant à l'heritier mobiliaire à qui elles appartiennent, la valeur & priſee d'icelles, qui ſe doit eſtimer comme ſi le tout eſtoit demoly en vn mont. Et ne les peut on demolir, ſans premier auoir ſommé l'heritier deſdicts manoirs de payer ladicte priſee.

LA SALLE DE LILLE Tit. 1. Ar. 2 En ſucceſſion de Fiefs ou heritages cottiers les deſcendans en ligne directe, excluent les collateraux: & les collateraux les aſcendans. Es biens meubles & reputez pour meubles, les deſcendans excluent les aſcendans & collateraux. Art. 4. Tous Fiefs & heritages cottiers tiennent la coſte & ligne, dont ils ſont iſſus & procedez. Art. 5. Fiefs & heritages cottiers, ſont reputez patrimoniaux, ſ'il n'appert du contraire. Art. 6. Biens meubles & reputez pour meubles ne tiennent coſte ne ligne. Ar. 7. Heritages cottiers ne prennent coſte & ligne, en l'acqueſteur, ains à celuy ou ceux, à qui ils ſuccedent. Ar. 8. Fiefs & heritages cottiers ſont partables: & ſuccedent ſelon la Couſtume du lieu, où ils ſont ſituez & giſans: nonobſtant Couſtumes d'autre pays à ce contraires. Ar. 24. Fiefs retraicts à titre de proximité, tiennent la coſte & ligne des retrayans du lez & coſté dont leſdicts Fiefs procedent, tant en ligne directe que collaterale. Art. 30. Es heritages cottiers acqueſtez, en faute de fils & filles, les neueux & niepces en ligne directe, ſuccedent egalement à compte de teſtes. Ar. 34. Heritages cottiers donnez en mariage ſont tenus & reputez d patrimonieux,

* Aliàs, *la iuſtice valeur & eſtimation P.V.*

Terres ſuiettes à Terrage ſe doiuent partir egalement entre les enfans maſles, & ny ont rien les filles: ſinõ à defaut de fils.

Aiſné ou aiſnee a tous les Fiefs, maſures & anciens manoirs.

Cottiers appartiennent à tous les fils, ou filles à leur defaut.

Repreſentation n'a lieu.

Heritier de manoirs amaſes & autres heritages peut les granges mareſchaucees & autres biens reputez catheux eſtans és manoirs, en payant à l'heritier mobiliaire la valeur & priſee d'icelles.

Deſcendans en ligne directe excluent les collateraux, & les collateraux, les aſcendans & és biens meubles & reputez pour meubles, excluẽt auſſi les aſc. & collateraux.

d Voyez cy deſſus l'Addition du titre iii. de ceſte ſeconde partie Nombre 1.

Source : BIU Cujas

Fiefs & heritages cottiers tiennent coſte & ligne : & ſont patrimoniaux, s'il n'appert du contraire.
Heritages cottiers ne tiennent coſte ne ligne a l'acqueſteur.
Meubles ne tiennent coſte ne ligne.
Fiefs retraicts à titre de proximité tient la coſte & ligne.
Succeſsion des heritages cottiers acqueſtez.
Heritages cottiers donnez enfaueur de mariage, ſont patrimoniaux & autrement ſont acqueſts.

trimonieux, & ſe partiſſent & ſuccedent comme patrimoine, tant en ligne directe que collaterale, tenans la coſte & ligne dont ils ſont procedez. Et ſ'ils ſont autrement donnez, ſuccedent & ſe partiſſent comme acqueſtez par les donataires ayãt regard au iour de la donation. Art. 35. Heritages cottiers retraits à titre de proximité auant le mariage, ſont reputez patrimonieux au retrayant, & ſuccedent par ſon treſpas comme heritages patrimonieux ſuiuant la coſte & ligne dudit retraiant, du lez & coſté dont ils procedent. Art. 38. Tous heritages cottiers baillez à mort-gage ou faculté de rachat, rachetez par le vray heritier, ſont à luy reputez patrimonieux, & tiennent en ſucceſſion coſte & ligne, du lez dont ils procedent. Art. 56. Heritiers ou proprietaires de Fiefs & heritages peuuent retenir les edifices, arbres, bois montant, catheux & autres biens reputez pour meubles, adherens au fonds appartenans à aũtruy, pour tel pris, qu'ils ſeront priſez à porter en voye, ſans le pouuoir demolir, abbatre n'emporter, que prealablement l'on ait fait ſignifier auſdits heritiers, s'ils les veulent retenir, ou non. Tit. 4. Art. 1. Par la Couſtume, quand pere ou mere termine vie par mort, delaiſſant pluſieurs enfans, & vn lieu, manoir & heritage cottier venant de ſon patrimoine, au fils maiſné appartient droict de maiſneté audit lieu & heritage. Pour lequel il peut prendre iuſques à vn quartier d'heritage ſeulement, ou moins, ſe tant ne contient ledit lieu: auec la maiſtreſſe Chambre, deux coulpes en la maiſon, la porte ſur quatre eſteux, les porchil, carin, fournil & coulombier, ſe ils ſont ſeparez, le burg du puich & tous arbres portans fruicts & renforchez, & autres choſes reputees pour heritages: auec le ſurplus deſdits edifices, & bois eſtans ſur ledit quartier de terre, reputez pour meubles, ſe bon luy ſmble, pour tels priſez à porter en voye, mettant en mont commun pour recompenſer vn autre quartier de terre, ou autant qu'il en auroit prins, & en à front de chemin de pareille tenue, & ſemblable rente ou moindre. En laquelle recompenſe, iceluy maiſné a ſa portion à compte de teſte, & s'il n'a tel heritage pour faire ladite recompenſe, le peut acheter. Art. 2. S'il y a pluſieurs lieux & heritages patrimonieux delaiſſez par pere & mere, ou l'vn d'eux: Ledit fils maiſné ne peut auoir ledit droict de maiſneté, qu'en l'vn deſdits lieux & heritages à ſon chois. Art. 3. Droict de maiſneté n'eſt deu, & ne peut ſucceder à filles, s'il y a fils. Mais en defaut de fils, la fille maiſnee a pareil droict, en faiſant recompenſe telle que deſſus. Art. 4. Ledit droict de maiſneté n'eſt deu, s'il n'eſt iudiciairement apprehendé, ou conſenty par les heritiers ou Tuteurs d'iceux s'ils ſont en minorité d'aage. Et ſe ledit maiſné ou maiſnee, fine ſes iours ſans auoir fait ladite apprehenſion ou luy eſté conſenty ledit droict dés l'inſtant du treſpas, eſt ſoppy & eſtainct. Art. 5. Ledit droict de maiſneté, & ce que pour iceluy eſt baillé en recompenſe, eſt reputé patrimoine.

S. Simon Art. 2. Droict de Maiſneté eſt deu ſur les lieux & heritages patrimonieux au maiſné enfant, ſoit fils ou fille: ſuppoſé qu'il y euſt fils & fille maiſnee.

Arras Tit. 3. Art. 25. L'enfant par le treſpas du premier mourant de ſes pere & mere, ne peut demander aucun droict és heritages, dont ils ont poſſedé durant leur mariage, tant & iuſques à ce que le dernier viuant de ſesdits pere & mere ſoit terminé vie par mort. Art. 26. En apprehendant par ledit enfant ſeulement les heritages de leurdit pere & mere dudit Eſcheuinage, apres le treſpas du dernier mourant: par icelle apprehenſion, il n'eſt tenu ny capable des debtes contractees, depuis le treſpas du premier mourant. Art. 27. Si le ſuruiuant de deux conioints ayant enfans de ſon mariage, eſt cõuolé en autres nopces, dõt ſoiẽt iſſus autres enfans: iceux enfans d'iceluy dernier mariage ne peuuent demander aucun droict, par le treſpas dudit ſuruiuant, és heritages dont il a poſſedé, durãt ſon premier mariage, auec les enfans d'iceluy premier mariage: mais appartiennent leſdits heritages auſdits enfans du dit premier mariage entierement. Art. 28. Et ſi audit ſuruiuant, depuis le treſpas dudit premier mourant luy eſcheent aucuns heritages par Succeſſion ou acqueſt, dont il ait poſſedé durant le mariage ſubſequẽt, & iuſques au treſpas du premier mourant: iceux heritages par ledit treſpas du dernier mourant, ſont competens & appartiennent aux enfans d'iceluy dernier mariage: ſans que ceux du premier puiſſent demander aucun droict. Et ainſi de tous autres

Heritages cottiers retraits à titre de proximité, ſont patrimonieux.

Heritages baillez à mort-gage, faculté de rachat ou rachetez, ſont patrimonieux, & tiennent coſte.

Heritiers de Fiefs & heritages peuuent retenir les edifices, arbres, bois montant, catheux & autres biens reputez pour meubles.

Droict de maiſneté appartient au fils maiſné, & en quoy conſiſte.

Droict de maiſneté ne ſe peut prendre à ſon chois qu'en vn lieu, ores qu'il y en ait pluſieurs.

Droict de maiſneté n'eſt deu à filles, ſinon à defaut de fils.

Droict de maiſneté n'eſt deu s'il n'eſt apprehendé iudiciairement ou conſenty.

Droict de maiſneté quand finit.

Droict de maiſneté & la recompenſe eſt patrimoine.

Droict de maiſneté eſt deu ſur les heritages patrimonieux.

Des enfans d'vn ou pluſieurs mariages.

mariages, s'il y a enfans. Art.29. Si vn trespassé delaisse plusieurs heritiers en vn mesme degré, ses biens, soient meubles ou heritages, sont partables entre iceux heritiers à compte de teste & par egale portion en droict de Succession.

Manoirs cottiers d'ancienneté amasez, faisans froc sur flegard, sont indiuisibles, & succedent a vn seul heritier: & les manoirs amasez nouuellement, sont partables entre les heritiers.

Des anciens manoirs acquis constant le mariage.

Fiefs ou heritages retraits par proximité, les deniers du rembourssement sortissent la nature des heritages retraits.

Anciens manoirs cottiers amasez ou non, appartiennent à l'aisné masle, & en son defaut à l'aisnee femelle, sans que les puisnez y puissent rien pretẽdre: fors és grãges, &c. les peut auoir pour la prisee.

Anciens manoirs quand sont reputez anciens.

Enfans d'vn mesme mariage partissent egalement, fors que la fille maisnee pourra prendre vne piece de terre & la meilleure.

Maisneté à qui est deu.

Droict de maisneté ne se deut demander contre les enfans du subsequent mariage.

Droict de maisneté quãd est engendré & n'est point escheu: sinon par la mort du dernier decedant.

Droict de maisneté appartient à l'enfant maisné qui se trouue lors du decés du dernier decede.

Hesdin Tit.3. Art.1. Les manoirs cottiers, qui d'ancienneté ont esté & sont amasez, faisans froc sur le flegard, & tout ce qui est appendant ausdits manoirs par vn mesme Cens, sont indiuisibles & non partables. Et si succedent à vn seul heritier, de la cotte & ligne, dont ils procedent: sortissans quant à ce, la nature & condition d'iceux Fiefs. Art. 2. Tous manoirs amasez nouuellement & de memoire d'homme, prez & terres Chapestres, sont partables entre heritiers des trespassez: ausquels lesdits manoirs, prez & terres, ont appartenu, de la cotte & ligne, dont iceux manoirs, prez & terres cottieres sont procedez. Art.3. Et quand tels anciens manoirs cottiers, sont acquis par deux conioints durant leur mariage, & le mary va de vie à trespas, sans en auoir disposé: iceux manoirs apres sondit trespas succederoiẽt, & escherroiẽt, cõme dessus, à vn seul heritier, du lez & costé dudit mary, & nõ pas de ladite fẽme. Laquelle de la moitié des fruits & profits desdits heritages, pourra iouyr sa vie durãt tãt seulemẽt: sans d'iceux faire plus ample apprehension. Art.4. Et s'il aduient qu'aucun saisi de Fiefs ou autres heritages qu'il ait acquis, va de vie à trespas: & lesdits Fiefs & heritages, cheent & soient retraits par proximité de lignage. En ce cas les deniers procedans des deniers du rebours dudit retraict, sortissent la nature & condition des heritages retraicts, au droict & prouffit des heritiers, sur lesquels lesdits heritages auroient esté retraits.

S. Pol en Artois Tit. 3. Art.6. Quand aucun va de vie à trespas, iouissant d'vn ou plusieurs anciens manoirs cottiers amasez ou non, delaissant plusieurs enfans, à l'aisné masle, & en defaut de masle, à l'aisnee femelle, appartiennent tous lesdits manoirs: sans que les puisnez y puissent aucune chose demander: si ce n'est és granges, mareschaucees & bois croissans reputez catheux, qui appartiennent autant à luy, comme a l'autre, que l'heritier principal peut auoir pour la prisee qui se feroit par gens en ce cognoissans. La prisee desquelles mareschaucees se doit faire comme Bois estant en vn mont, sans faire prisee de l'ouurage. Art.7. Tous manoirs, prez & iardins amasez & non amasez, sont reputez anciens manoirs, quand ils ont esté à tel vsage, l'espace de xl. ans continuels & ensuiuant l'vn l'autre.

L'Alleve Tit.2. Art 15. S'il y a plusieurs enfans viuans procedans de diuers mariages, apres le trespas de leur pere & mere, ils partissent egalement les heritages delaissez par leurdit pere & mere, sans que l'aisné, soit fils ou fille soit plus priuilegiee que les autres: sauf que le maisné fils, si fils y a, sinon la fille maisnee polra prẽdre la meilleure piece de terre delaissee par leursditspere & mere, moyẽnant qu'il y ait autant de terre & mesure pour chacun autre enfant, pour y prendre pareille quantité de terre, posé ores qu'elles fussent de moindre valeur.

Cambray Tit.8. Art.1. Maisneté est vn droict tant mobilier, que hereditaire deu à l'enfant du premier & noble mariage, qui est trouué le maisné, des enfans dudit mariage, suruiuans apres le decés de leur pere & mere. Article deuxiesme. Vn seul enfant du premier mariage suruiuant ses pere & mere, ne peut demander droict de maisneté, contre ses freres & sœurs des autres mariages subsequens. Article troisiesme. Le droict de maisneté est engendré à la mort du premier decedant de tels conioincts. Mais il n'est point escheu, sinon par la mort du dernier decedant. Article quatriesme. Et si apres le trespas du premier decedant desdicts conioincts, il y a enfant maisné, qui deuant le trespas du dernier mourant d'iceux conioincts vient à deceder, soit auant enfans ou non, ledit droict de maisneté deura appartenir à iceluy enfant, qui sera trouué maisné suruiuant du premier mariage, à l'heure du trespas du dernier decedant. Article cinquiesme. Le droict de maisneté mobiliaire se comprent en trois pieces de meubles vtensiles de mesnage de diuerses sortes, ayans seruies tant à l'vsance de l'homme, que de la femme, durant le temps de leur conionction, au chois du maisné. Article sixiesme. Si apres le decés du premier mourant desdicts conioincts, il estoit apparant que le suruiuant decheist de ses biens, ou vendist ses meubles, en fraude du maisné: ledict maisné ou les Tuteurs des enfans, pourroient faire inuentaire & prisee, de trois pieces qu'ils entenderoient prendre, ou faire prendre au maisné,

Droict de maiſneté mobiliaire en quoy conſiſte.

Maiſneté mobiliaire ſe peut prendre du viuant du dernier ſuruiuant, ſ'il les vend en fraude du maiſné, ou s'il decheoit de ſes biens.

Maiſneté mobiliaire ſur quelles choſes ne ſe prend.

Maiſneté hereditaire ſe prend ſur heritage de main-ferme ayant maiſon manable.

Maiſneté n'eſt empeſché quand par fortune de guerre ou autre cas fortuit le premier des conioincts meurt.

Maiſneté quand eſt empeſchee par fureur de guerre ou autremẽt.

Maiſneté eſtant engendree ſi la maiſon eſt depuis bruſlee, ou demolie auant le treſpas du dernier decedant ne ſe perd.

Maiſneté n'a lieu ſur heritage de Fief.

Des enfans demourez au iour du treſpas du premier decedant des conioints.

Maiſneté ſe doit demander.

Maiſneté peut demander Maiſneté, ſ'il a iouy de ſa part par indiuis, le temps de dix ans ſans contredit.

Maiſneté n'a lieu ſur les parties de la maiſon baillees à louage, & ſe peut retirer pour le pris qu'elles ſont dõnees à louage.

pour ſadite maiſneté : pour entant qu'elles ſe venderoient en fraude, le cas eſcheant en auoir l'eſtimation. Mais ſ'elles ne le vendoient & ſ'empiraſſent par vſance, le maiſné les prendroit telles, qu'il les trouueroit ſans auoir amendement. Art. 7. Pour ladite maiſneté mobiliaire ne ſe peuuent prendre cheuaux, vaches n'y autres beſtiaux quelconques. Art. 8. Maiſneté hereditaire ſe prend ſeulement en heritage de main-ferme ayant maiſon manable, appartenant auſdits conioints preſtement, tant en vſufruict que proprieté, auec les appendances ioindans enſemble, ſans aucun moyen : en laquelle leſdicts conioincts tiennent leur domicile & reſidence ordinaire, au iour du treſpas du premier decedant, ſoit que tels heritages & appendances leur viennent de patrimoine, ou par leal acqueſt : ſi ce n'eſt que leſdits conioincts en ayent deuëment diſpoſé. Article neufieſme. Si par fortune de guerre ou autre cas fortuit, le premier decedant deſdits conionts, mourroit hors de leur maiſon, en laquelle ils auoient & feroient, ceſſant la fortune & empeſchement, leur reſidence & domicile ordinaire, ce n'empeſcheroit point que ne fut maiſneté. Article dixieſme. Mais ſi ladite maiſon eſtoit par fureur de guerre ou autrement, au iour du treſpas du premier decedant, toute bruſlee ou demolie, tellement que n'y euſt plus de demeure, ne ſeroit point de maiſneté. Article vnzieſme. Toutesfois ſi depuis la maiſneté eſtre engendree, par le treſpas du premier decedant, tel bruſlement ou demoliſſement aduenoit deuant le treſpas du dernier decedant, ce n'empeſche point la maiſneté. Article 12. Maiſneté n'a point de lieu ſur heritage de Fief : combien qu'il ſoit amaſſé & edifié de maiſon manable, & que en icelle leſdits deux conioincts au temps du treſpas du premier mourant d'iceux, y facent leur demeure & reſidence ordinaire. Article trezieſme. S'il y a pluſieurs enfans au iour du treſpas du premier decedant deſdits conioincts, combien que l'heritage vienne du lez & coſté du premier decedé, pour l'incertitude qui eſt de ſçauoir qui ſera le maiſné au iour du treſpas du ſuruiuant, iceluy ſuruiuant ioyſt de la totalité dudit heritage. Article quatorzieſme. Mais ſi en apres aduient qu'il ne reſte plus que l'vn d'iceux enfans, lors le ſuruiuant deſdits conioints ne doit plus ioyr dudit heritage, ſinon auſſi auant que Raueſtiſſement de ſang ou autre luy donneroit. Art. quinzieſme. Maiſneté ſe doit demander par celuy qui le veut auoir, tellement, que ſi entre les heritiers eages parçon ſe fait, en laquelle les meubles ou heritages ſur leſquels la maiſneté ſe peut prendre, ſont mis en parçon acceptee par les coheritiers apres ce fait, l'enfant maiſné ne peut quereler ledit droict de maiſneté. Article 16. Pareillement ſi l'enfant maiſné apres le treſpas de ſes pere & mere, eſtant eagé, ne demande & apprehende ladite maiſneté, & que depuis icelle eſtre eſcheuë, il aye auec ſes coheritiers ſeulement iouy de ſa part ſeparement ou par indiuis, l'eſpace de dix ans ſans contredit, il ne la pourra plus apres ledit terme apprehender & demander. Article 17. Si de la maiſon ou heritage, ou ſe engendre le droict de maiſneté hereditaire, à l'heure du treſpas du premier mourant, aucune ou pluſieurs parties ſon baillees, & occupees à louage par autruy, telles parties ne tombent en maiſneté, ains viennent en parçon. Article dixhuict. Mais le maiſné endedans l'an, apres que la maiſneté eſt eſcheuë, peut auoir leſdites parties pour le pris qu'elles ſeront eſtimees par Loy, ſi rauoir les veut ; afin que l'heritage demeure en ſon entier. Article 19. Et au contraire, ſi au iour du treſpas du premier mourant, les conioincts tiennent & poſſedent à leur propre vſance, & demeure deux ou pluſieurs heritages à eux appartenans, ioindans enſemble, ſans aucuns moyens : tellement que l'on aille de l'vn à l'autre par dedans, le tout eſt maiſneté. Article 20. Maiſneté hereditaire n'a lieu ſur arrentemens baillez à vie ou temps limité par lettres, ſous Seels des bailleurs ſeulement. Mais ſi tels arrentemens eſtoient realiſez pardeuant les Loix des lieux, & les adheritances baillees pour en iouyr audit titre : ſur iceluy ſe pourroit prendre maiſneté, ſi le cas y eſcheoit. Article vingt vn. Teſtament ou autre diſpoſition de tous les biens meubles, n'empeſche point le droict de maiſneté mobiliaire : s'il n'y eſt ſpecialement & par exprés derogué par les deux conioints. Titre 12. Article 6. En Succeſſion tant qu'il y ait hoirs legitimes de la ligne deſcendante en defunct, ceux de la ligne aſcendante ou collaterale ne doiuent ſucceder. Article 20. Terres, maiſons ou autres heritages de main-ferme, pottez au premier & noble ma-

Source : BIU Cujas

Maisnete a lieu sur toutes les maisons soignans ensemble.
Maisneté hereditaire n'a lieu sur arrentemens baillez à vie ou à temps limité s'ils ne sont realisez.
Maisneté mobiliaire n'est empeschè par Testament ou autre disposition.
Tant qu'il y a descendans, les ascendans ou collateraux ne succedent.
Terres, maisons ou heritages de main-ferme du premier & noble mariage, apres la mort de l'vn desdits conioincts, appartiennent pour la moitie aux enfans dudit mariage, & apres la mort du dernier viuant partissent teste à teste en l'autre moitié.

riage ou au iour d'iceluy escheus, sont de telle nature, que aux enfans dudit mariage en doit succeder & appartenir la iuste moitié, tant du costé paternel que maternel, hors part: & en l'autre moitié lesdits enfans doiuent partir teste à teste, auec les enfans des autres mariages subsequens. Art. 21. Mais si lesdits heritages immeubles ne sont portez au premier mariage: iaçoit qu'ils escheussent pendant iceluy, lesdits enfans n'auroient ledit aduantage: mais seroient partables entre tous les enfans, tãt dudit premier mariage, que autres subsequens, par egale portion. Art. 22. Quand les terres d'vne personne mariee ou non mariee, sont trouuees & delaissees au iour de son decés, aduestues par luy mesme, à ses propres despens: & que d'icelles aduestures ledit defunct, n'en a faict aucune disposition valable & competente, son heritier ou heritiers qui luy succedent en icelles terres, les prennent en tel estat qu'elles sont, sans rien prendre pour les labeurs & semences à l'heritier mobiliaire. Art. 23. Mais si lesdites terres sont aduestues par autre personne, les tenans à Cense ou à ferme, au iour dudit decés, ledit successeur ne doit auoir que la cense & redhibence deuë pour ladite aduesture & despouille d'icelle. Art. 24. Et si la personne qui seroit seulement viagere & vsufructuaire d'aucunes terres labourables, apres les auoir labouré, aduestu & assemencé à ses propres despens, decede auant les auoir despouillé: le proprietaire qui apprehende la despouille d'icelles, est tenu rendre les labeurs & semences aux hoirs de ladite personne viagere.

VALANCIENNES Tit. 5. Art. 73. L'on peut faire apprehension de succession mobiliaire ou heritiere, ou aussi vendre & aliener les heritages, ou rentes heritieres, & en faire desheritance & prendre adheritance & possession par Procureur souffisamment fondé: n'est que celuy qui voudra faire ladite apprehension vente, desheritance & adheritance soit resident en ladite Ville & Bãlieu. Auquel cas, il sera tenu le faire en personne, & ne sera besoin de recorder les Procurations à ces fins baillees, comme l'on souloit faire par cy deuant. Tit. 9. Art. 92. Et ne peut la ligne ascendante auoir lieu, si longuement que la descendente dure: en defaut de laquelle ligne descendente, le plus prochain en ligne ascendẽte succede. Art. 93. Que apres le trespas d'vn suruiuant de deux conioints par mariage, ayans eu enfans, lesdits enfans suruiuans, soient ils ou filles, succedent egalement esdits biens meubles, heritages & rentes: sauf pour le maisné desdits enfans, droict de maisneté, tant mobiliaire, que heritiere, lequel droict de maisneté se prend prealablement & auant part, & apres prend ledit maisné au reste, telle part & portion, que autres ses freres & sœurs. Art. 94. Et se leuera ledit droict de maisneté par nostre Mayeur au profit du mineur. Art. 95. Et ledit droict de maisneté tel, comme pour maisneté heritiere, ledit maisné prend la meilleure partie en vne seule piece, soit heritage ou rente heritiere en la Ville, Banlieu & chef-lieu. Art. 96. Et des meubles doit ledit maisné auoir de chacune diuersité & sorte de mesnage, vne telle piece, que pour luy on voudra choisir. Art. 97. Et s'il y a Vaisselles d'argent de chacune qualité, vne piece, si comme de tasses vne, de gobelets, vn gobelet, & de saillieres vne sailliere, iaçoit qu'elles fussent de diuerses sortes ou façons, & ainsi de toutes autres pieces & vtensilles de mesnage. Article nonante huict. Et se prendra ledit droict de maisneté endedans six semaines, par celuy, qui sera trouué apres le trespas du suruiuant de deux conioincts, estre le mineur ou maisné. Et quant aux heritages ou rentes à rachat, il prendra ladicte option & chois endedans l'an. Article nonante neuf. Et si le maisné estoit moindre d'ans, ledit droict de maisneté sera leué par nostre Mayeur, au proufit dudit maisné. Article 100. Droict de maisneté se leuera par enfant du premier mariage seulement: & n'aura lieu en marchandise estant à vendre. Article 104. Si quelqu'vn homme ou femme vefue ayant enfans se remarie seconde fois, & que du ii. mariage il ait enfant ou enfans, apres le trespas dudit remarié, les enfans du premier mariage aurõt la moitié des heritages patrimoniaux ou acquestes faits cõstãt ledit premier mariage. Et à l'autre moitié viendront succeder

Heritiers prennent les terres en l'estat qu'elles sont, si elles ont este aduestues par le defunct: mais si par autres les tenans à ferme ou Cense ne doiuent auoir que la ferme ou Cẽse.

Vsufruitier estant decede auant la despouille, l'heritier doit rendre les labeurs & semences aux hoirs d'iceluy.

Succession mobiliaire cõme se doit apprehender.

Tant que ligne descendẽte dure, l'ascẽdante.

Enfans succedent egalement ès meubles, heritages & rentes, sauf pour le maisne.

Droict de maisneté comme se leue & se doit leuer par le Mayeur.

Droit de maisneté mobiliaire ou heritiere en quoy consiste.

Droict de maisneté se prẽdra dans six semaine, apres le trespas du suruiuant des conioints: & quant aux rentes, a option.

Droict de

maisneté sera leue par le Mayeur au profit du maisne.

Source : BIU Cujas

Droict de maiſneté par qui ſe leuera ou non.
Enfans tant du premier mariage que ſecond, comme doiuent partir entre eux, ſauf le droict de maiſneté.

les enfans enſemble, tant du premier mariage que du ſecond, par egale portion: ſauf le droict de maiſneté au maiſné du premier lict, tel que deſſus. Article cent cinq. Et quant aux biens acqueſtez par quelqu'vn ou ſuccedez en ſa viduité, ſe partiront auſſi egalement entre les enfans, tant du premier lict, que ceux du ſecond lict. Article 106. Et ſ'il y a aucuns biens ſuccedez en ligne collaterale, les enfans nez dudit mariage, quand leſdits biens ſeront eſcheus, auront la moitié d'iceux biens, & l'autre moitié ſe partira entre tous les enfans: iaçoit qu'il y ait enfans de diuers licts, & ce par egale portion: n'eſt qu'il y ait diſpoſition au contraire: & ſauf le droict de maiſneté au maiſné du premier lict, tel que deſſus. Article cent ſeptieſme. Et ſ'il n'y a enfans, tels heritages ou rentes à rachat deuolues par ligne collaterale, ſuccederont ſur les prochains dudit treſpaſſé, du lez & coſté dont ils procedent. Article cent huictieſme. Pour faire apprehenſion des heritages & rentes ſuccedez en ligne collaterale, il conuient en faire apprehenſion par claing endedans l'an, enſuiuant le treſpas du proprietaire decedé: Et lors peut tel ſucceſſeur, ſoit qu'il y ait enfans ou non, diſpoſer deſdits heritages ou rentes: pourueu qu'il ſoit en tel eſtat, qu'il eſtoit au iour de la ſucceſſion d'icelle, & en iouyr an & iour: & ſ'il n'eſtoit en tel eſtat, ladicte Succeſſion collaterale ſeroit reputee pour patrimoniale. Article cent neufieſme. Et ſi perſonne ne venoit endedans l'an apprehender ladicte Succeſſion collaterale: en ce cas les biens ſeront apprehendez par le Mayeur de la Ville, & par luy gouuernez, ſous ſa main: à charge d'en rendre compte à celuy ou a qui leſdicts heritages & rentes a rachat ſeront trouuees competer & appartenir: & ſera tenu celuy qui y clamera droict, faire apparoir du degré de ſa proximité: autrement ny ſera admis, & ſ'il n'appert de quelque heritier endedans trois ans, telle Succeſſion ſ'appliquera à noſtre prouſit. Article cent quatorzieſme. Toutes proprietez d'heritage & rentes heritieres, retourneront à leur coſté & ligne, apres le treſpas des viagers. Titre treizieſme. Article cent quarante ſix. Que leſdictes villes & lieux ſous ledict chief de ſens ſe regleront en faict de Succeſſion d'heritages & biens meubles, ſelon la Couſtume de noſtre-dite ville de Vallancienne: n'eſt qu'ils ayent autres particulieres Couſtumes au contraire.

Apprehenſion des heritages & rentes ſuccedez en ligne collaterale, doit eſtre faicte par clain dedãs l'an du treſpas.

Succeſſion collaterale, quand peut eſtre eſtimee patrimoniale.

Apprehenſion faicte par le Mayeur, apres l'an paſſé.

Proprieté d'heritages & rentes heritieres retournent à leur coſté & ligne, apres le treſpas du viager.

Les Villes & lieux eſtans ſous le chief de Sans ſe reglent en faict de Succeſſion ſelon la Couſtume de Valanciennes.

Dvche de Bovrgongne Chapitre ſept. Article ſeizieſme. Quand l'homme ou la femme va de vie à treſpas delaiſſant enfans de pluſieurs licts & mariages, leſdits enfans y ſuccederont par teſtes, ſelon la diſpoſition de Droict eſcrit.

Enfans de pluſieurs licts ſuccedent par teſte, ſelon Droict.

Comte de Bovrg. Chap. 3. Art. 44. *A la fin.* Succeſſion collaterale aura lieu ſelon la diſpoſition de Droict commun. Art. 45. Quand perſonne decede ab inteſtat, ou ſans faire ordonnance de ſes biens entre ſes enfans, & il y a enfans de pluſieurs mariages, que la Couſtume nomme & appelle de pluſieurs licts, la Succeſſion du treſpaſſé ſe part & diuiſe entre leſdits enfans par licts, & non par teſte.

Succeſſion collaterale.

Nivernois Chap. 23. Art. 25. Si gens francs mariant leurs enfans par eſchange, les enfans ainſi mariez ont pareil droict que ceux, au lieu deſquels ils ſont baillez ou eſchangez en tous les droicts qu'ils auoient en l'hoſtel dont ils ſont ſortis, & en la Succeſſion des aſcendans ſeulement, & en ſont ſaiſis comme les enfans legitimes qu'ils repreſentent, ſ'il n'y a conuenance au contraire. Et ſi l'vn deſdits eſchangez decede, ſa ſucceſſion appartiendra à ſes propres parens, ſelon la diſpoſition de la Couſtume. Chapitre 34. Art. 3. Tant qu'il y a hoirs de corps du defunct, enfans ou deſcendans, toutes autres Succeſſions deſcendans & collateraux ceſſent en quelque eſpece de biens que ce ſoit, ſelon qu'il ſera cy apres dict. Art 6. Les enfans de diuers licts ſuccedent à leur pere & mere par teſte. Art. 14. En Succeſſion collaterale le frere forcloſt ſa ſœur: & auſſi les enfans, ſoient maſles ou femelles forcloent leur tante ſœur de leur pere: & les enfans deſcendans d'elle, ſoient maſles ou femelles, à ſçauoir forcloent leurs tantes des immeubles, & non pas des meubles qui appartiennent à leurdite tante, comme plus prochaine de la chair du defunct. Et quant aux enfans d'elle decedee, lors du treſpas d'iceluy defunct, ils ſont forclos par leurs couſins & couſines deſcendans du frere, tant des meubles, que des immeubles, comme repreſentans leur pere. Et en toutes autres Succeſſions collaterales ſera gardé & obſerué le droict

Enfans de pluſieurs licts diuiſent la Succeſſion par licts & non par teſte.

Enfans mariez par eſchange ont pareil droict que ceux au lieu deſquels ils ſont baillez ou eſchangez pour la Succeſſion des aſcendans, & en ſont ſaiſis.

Source : BIU Cujas

Enfans mariez par eschange estant decedez, leurs propres leur succedent.
Tant qu'il y a hoirs descendans du corps du defunct, les ascendans & collateraux cessent.
Enfans de plusieurs licts comme succedent.
Succession collaterale doit appartenir aux masles à l'exclusion des femelles.

commun. Article quinzieſme. En la Ville & Preuoſté de Clamecy, Chaſtellenies de Mets, Monceaux le Comté, Neuf-fontaine, Ville, Fauxbourgs & Preuoſté S. Leonnard, les Couſtumes excludans les femelles, & en faueur des maſles & leurs deſcendans maſles ou femelles n'ont lieu, & ne ſont obſeruees, & ſuccedent les femelles comme les maſles.

MONTARGIS Chap.1. Art 39. Deſormais †† tant entre Nobles que non nobles, interdiction de vendre & aliener ſes biens & heritages par vefuage, n'aura lieu. Et ſuccedent les enfans deſdits Nobles tant des premiers, ſeconds, que autres ſubſequens mariages, à leurs peres & meres, ayeuls & ayeules, ſous les Repreſentations cy apres declarees, en tous biens meubles, immeubles, propres & conqueſts aſſis és fins deſdites Couſtumes : ſauf la prerogatiue des aiſné ou aiſnez, ſans ce que deſormais les enfans puiſſent alleguer ladicte interdiction ne Couſtume de ſucceder par mariage ou lict, le tout ſans preiudice des Succeſſions ia acquiſes ou affectees auſdits enfans, au moyen de la diſſolution deſdicts mariage & ancienne Couſtume: laquelle preſente cõmencera auoir lieu du iourd'huy, & entre ceux qui ne ſont encores mariez, ou ſont en leur premier mariage.

ORLEANS Tit.17. Art. 361. Interdiction † de vendre ou aliener ſes biens & heritages n'a lieu : ains ſuccedent egalement les enfans des premiers, ſeconds & autres mariages, &c. p. *à Montargis*. Art.39. ou ayeules, en tous, &c. eſdits Bailliage & Preuoſté d'Orleans : ſauf, &c. de l'aiſné, &c. ſans que leſdits enfans puiſſent alleguer ladite Couſtume d'interdiction.

NORMANDIE Chap.11. Art.236. La Succeſſion directe eſt quand l'heritage deſcend en droicte ligne : comme de pere aux enfans & d'autres deſcendans en meſme ligne. Chap.12. Art.279. Le frere aiſné a la Succeſſion de ſes pere & mere, ayeul & ayeule & autres aſcendans, & l'ancienne Succeſſion de ſes parens collateraux, ſans en faire aucune part ou portion hereditaire à ſes freres puiſnez.

TOVRS Tit.25. Art.262. Entre †† Nobles les plus proches heritiers recueillent reſpectiuement les Succeſſions immeubles qui leur eſcheent & en ſont ſaiſis, chacun pour leur portion, dés le iour du decés de celuy à la Succeſsion duquel ils ſont appellez : pour leſquelles portions, ils peuuent former complainte dedans l'an & iour du decés : ſans qu'ils ſoient tenus nommer leur aiſné pour gaigner les fruicts. Art.263 Si l'vn des puiſnez ayans eu leur tierce partie, decede ſans hoirs de ſa chair, auant que d'en auoir la ſubdiuiſion, ou que l'aiſné euſt eſté en demeure notable, comme de iii. mois ou plus, de bailler ladite tierce partie à part & à diuis, la portion du decedé retourne aux autres puiſnez : autrement ladite portion vient à l'aiſné, ou ceux qui le repreſentent. Tit.27. Art. 297. Entre gens roturiers Succeſsions directes ou collaterales ſe departent par teſte : & en eſt chacun des heritiers ſaiſi de ſa portion.

ANIOV T.12. Art.235. Quant à † la Succeſsion des meubles d'iceux Nobles, l'aiſné fils ou aiſnee fille, ſi fils n'y a ou ſa Repreſentation, y ſuccede pour le tout, ſoit la Succeſsion directe ou collaterale. Et en ce cas qui les prend & accepte comme heritier, il eſt tenu faire & accõplir l'obſeques, funerailles & Teſtamẽt du decedé, payer ſes debtes perſonnelles & tous ſes arrerages de rentes & deuoirs. Et ſ'il n'accepte leſdits meubles, cõme heritier, il les peut faire inuentorier & apprecier par Iuſtice, à ce appellez en Succeſſion collaterale, les fils & filles, ſi aucunes y a, ou leurs maris, ſi elles ſont mariees. Et en ligne directe, leſdites filles ou leurs maris tant ſeulement. Et apres ce conuertir iceux meubles les premiers en l'execution & debtes deſſuſdites, & le ſurplus doit eſtre payé par les heritiers dudict defunct, pourtant que chacun heritier eſt proprietaire en ladite Succeſſion. Et au regard des puiſnez maſles bien-faicteurs, ils ne ſeront point tenus contribuer aux debtes perſonnelles ou autres de leurs predeceſſeurs : ſauf és ſucceſſions collaterales, eſquelles ils ſuccedent auec les filles par heritage, * comme deſſus. Art. 236. L'aiſné ou heritier principal en Succeſſion Noble ou ſa Repreſentation, peut reprendre, conduire & defendre le procés, cauſes & droicts de ſon predeceſſeur, pour le tout : ſuppoſé qu'il y ait autres coheritiers. Et pareillement ſe peut l'on, auant que partage ſoit faict, addreſſer pour le tout contre luy. Article deux cent cinquante. Si le Noble homme donne à ſon fils ou frere

†† *Le Comte de Damp-martin a requis que l'ancienne Couſtume fut obſeruee, & s'eſt oppoſé. Et pareillement, le Capitaine, Gouuerneur & Procureur du Comte de Sancerre, qui ont dit qu'ils accordoient qu'interdictiõ n'euſt plus de lieu : mais quant au reſte de ſucceder par les enfans des premier, ſecond & tiers licts, ont requis que l'ancienne Couſtume demoure : & quant à ceſeulement, ſe ſont oppoſez. Et par les Aduocat & Procureur du Roy a eſté inſiſte au contraire, & requis que ledit Art. demoure, ainſi qu'il a eſté reformé : & les Art. anciens touchant leſdites interdictiõs & ſucceſſions des enfans des premier, ſecond & tiers licts fuſſent annullez. Et ſur ce prins l'aduis des aſſiſtans, auons ordonné que leſdits Art. anciens n'auroient plus de lieu, & qu'au lieu d'iceux ſeroit mis le 39. Article ainſi qu'il eſt couché ſans preiudice de l'oppoſition deſdits Comte de Damp-martin & Comte de Sancerre : ſur laquelle les*

Source : BIU Cujas

auons renuoyé à la Cour au lendemain de S. Martin d'hyuer prochainement venant, pour dire leurs cauſes d'oppoſition, & ce pendant mettront par deuers nous tout ce que bon leur ſemblera, pour en faire noſtre rapport à la Cour pour eſtre par elle ordonné comme de raiſon.

† *Ceſt Art. 361. eſtoit le 41. de l'ancien Couſtumier : duquel ont eſté oſtez ces mots,* Doreſnauant & ſous les Re- preſentations accordees, *qui auoient eſté mis en l'ancien Couſtumier, pour l'vſage qui eſtoit au contraire au parauant la redaction dudict ancien Couſtumier.*

†† *Ces Art. 262. & 263. ont eſté mis au lieu des 5. & 6. Art. anciens : leſquels ont eſté par l'aduis des Eſtats cor- rigez. Et pareillement a eſté corrigé & abrogé le 7. Art. ancien du meſme Titre.*

Aiſné ou aiſnee ſuccede aux meubles.

† *Ceſt Art. 235. contient la correction de l'ancienne Couſtume.*

Debtes obſeques & funerailles comme ſe payent.

* *Ces mots,* comme deſſus, *ne ſont dans le P.V.*

Aiſné ou heritier principal en ſucceſsion Noble, ou ſa Repreſentation peut conduire les proches & auſsi auant partage on ſe peut addreſſer contre luy.

Don donné par l'aiſné au puiſné au lieu de ſon bienfaict ſ'il decede appartient à ſes enfans : & ſ'il n'en a, ſe depart entre ſes hoirs par les deux parts, & par le tiers : & ainſi des acqueſts.

puiſné aucune choſe immeuble par heritage au lieu de ſon bien faict, les enfans du puiſné ſuccederont à celuy Don. Et ſ'il va de vie à treſpaſſement ſans hoirs de ſa chair, tel Don ſe departira entre les hoirs dudict decedé : c'eſt à ſçauoir en defaut d'hoirs de ſa chair entre ſes freres aiſné & ſes ſœurs ou leur Repreſentation par les deux parts & par le tiers : & pareillement les acqueſts. Et n'eſt pas à entendre que ſi tel Don eſt faict au puiſné de ſon droict qu'il auroit ordinairement eu bien faict à le tenir par heritage durant le mariage dudict puiſné & de ſa femme, que tel Don ſoit reputé leur acqueſt, ny ladicte femme n'y peut demander que ſon Douaire, ſi elle ſuruit. Et en defaut d'heritiers iſſus de ſa chair, tel Don ſ'en va en la ligne, dont il procede. Art. 259. En ſucceſſion des meubles des Couſtumiers non Nobles n'y a point d'aduantage. Car leſdicts meubles eſcheent & ſe doiuent departir egalement entre les heritiers ou leur Repreſentation. Art. 267. Si l'homme Couſtumier a eſté pluſieurs fois marié, & ait enfans de chacune femme, ſuccederont à ſes heritages & conqueſts par egales portions. Et au regard des heritages eſcheus en tierce foy, l'aiſné y prendra les deux tiers, comme dict eſt. Et ſemblablement eſt il des femmes Couſtumieres, qui auroient eſté pluſieurs fois mariees, & de chacun mary auroient eu enfans, qui ſuccederont à l'heritage de leur mere & conqueſts en la forme deſſuſdicte. Art. 269. Si aucun a eſté abſent du pays par VII. ans continuels, tellement que ſa femme ou ſes enfans ou ceux qui ſeroient ſes prochains heritiers n'en euſſent ouy nouuelle, & il fut abſent du pays par VII. ans continuels ſans qu'il fut autrement memoire de luy, ceux qui doiuent eſtre ſes heritiers ſe peuuent enſaiſiner des choſes de ſa ſucceſſion : mais ſi apres il retournoit au pays, ſeſdicts biens & choſes luy ſeroient rendus auec les fruicts, qu'en auroient leuez ceux qui ſ'eſtoient porté ſes heritiers. Tit. 17. Art. 403. Si aucun a Fief, & en iceluy Fief ait faict acqueſts, & apres ſon treſpaſſement ait heritiers en deux diuerſes lignes : les heritiers de la ligne, deſquels le Fief ſeroit mouuant, auront leſdits acqueſts, ſ'ils veulent en rendant aux heritiers de l'autre ligne, le my-denier dedans l'an & iour d'iceluy, en quelle ligne le Fief d'iceluy n'eſt mouuant.

Droict en bien faict par heritage n'eſt reputé acqueſt, & n'y peut la femme pretendre aucune choſe que ſon Douaire.

En ſucceſsion de meuble des roturiers, ils ſe partent egalement ſans aduãtage.

Enfans Couſtumiers de pluſieurs licts cõme doiuent ſucceder à leur pere ou mere.

Heritiers proches d'vn abſent par vii. ans du pays, dõt on n'a point de nouuelles, ſe peuuent enſaiſiner deſdits biens qui luy ſeront par eux rendus, ſ'il retourne.

Acqueſts de Fief ſ'il y a heritiers de diuerſes lignes, les heritiers de la ligne dont procedent leſdicts Fiefs, les peuuẽt auoir en rendãt le my-denier dans l'an aux autres heritiers.

Heritiers pre-

LE MAINE Tit. 13. Art. 252. p. *a Aniou.* Art. 235. ou deuoirs, &c. *iuſques a ces mots,* leurs predeceſſeurs, *inclus.* Art. 253. p. *a Aniou.* Art. 236. contre luy : ſans ce qu'il en puiſſe appointer au preiudice de ſes coheritiers. Ar. 268. & 277. p. *aux Art.* 250. & 259. *d'Aniou* Art. 285. Si homme &c. p. *a Aniou.* Ar. 267. Art. 287. p. *a Aniou.* Art. 269. Ledict temps qu'il fut viuant ſans eſtre retourné &c. heritiers preſumptifs &c. ſucceſſion. Et ſi autres qu'eux ſ'en eſtoient enſaiſinez ou enſaiſinoient, ils ſ'en pourroient appleger ou complaindre dedans l'an de l'enſaiſinement de celuy qui a ainſi poſſedé ſon heritage ou autrement ſoy pouruoir par Iuſtice. Mais ſi &c. qui en auront eſté leuez. Tit. 18. Art. 414. p. *a Aniou.* Art. 403.

GRAND PERCHE Tit. 8. Art. 146. Au fils aiſné Noble ou ſes repreſentans, appartiennent tous les meubles, debtes actiues mobiliaires & perſonnelles, és ſucceſſions de pere, mere & autres aſcendans. Et †† le rapport faict par les puiſnez de ce qu'ils ont eu par pere, mere ou autres aſcendans en faueur de mariage ou autrement, ſe diuiſent entre ledict aiſné, qui prend la moitié, & les puiſnez qui en prennent enſemblement l'autre moitié.

CHASTEAVNEVF Chap. 18. Art. 122. Quand † aucun va de vie à treſpas ayant enfans de diuers mariages, ſes enfans tant du premier, que ſecond mariage luy ſuccederont, tant és propres qu'és conqueſts, ſoient feodaux ou roturiers, egalement, le droict & prerogatiue d'aiſneſſe gardee : & ſont tous ma-

Source : BIU Cujas

ſomptifs d'vn abſent par ſept ans peuuent former complainte dans l'an de l'enſaiſinement.

Aiſné Noble ſuccede en tous meubles: & prend la moitié des rapports faits par ſes puiſnez.

†† *Ceſt Article 146. eſt de nouuel introduit pour le regard du rapport faict par les puiſnez qui ſe diuiſe entre l'aiſné & les puiſnez: & l'ancienne Couſtume abrogee: par laquelle le rapport de l'aduantage faict en meubles auſdits puiſnez, appartenoit audict fils aiſné ſeul.*

† *Ceſt Art. 122. a eſté corrigé ſuiuant l'aduis du Procureur du Roy, pour le bien & vtilité publique. Et voyant qu'il y auoit quelques vns, qui eſtoient d'opinion contraire, & que ledit Article ancien deuoit demourer, Auons ordonné par maniere de prouiſion, que ledict Art. nouueau ainſi corrigé par l'aduis de la plus grande & ſaine partie demourera pour Couſtume: ſans preiudice à ceux qui y pretendent intereſt leur pouruoir par deuers la Cour, ainſi qu'ils verront bon eſtre.*

riages reputez ſeconds hors le premier.

CHARTRES Chap. 18. Art. 98. Aux enfans du premier mariage appartiennent les propres heritages tenus en Fief, & aux enfans du ſecond mariage, les conqueſts tenus en Fief. Et ſont, &c. premier: les autres heritages tenus en cenſif ſe partiſſent egalement entre tous leſdits enfans.

DREVX Chap. 19. Art. 89. p. *a Chartres.*

DVNOIS Chap. 14. Art. 77. Aucun †† ne pourra prendre ne recueillir aucuns heritages prins à vies par ſes predeceſſeurs ſans ſe porter & declarer d'eux heritier. Et iouyront & diſpoſeront les heritiers deſdits heritages à vie, comme d'autres heritages, le bail durant.

SELLES Chap. 3. Art. 5. Succeſſions de gens roturiers ſe departent egalement par teſte.

BOVRBONNOIS Chap. 21. Art. 265. Si. † perſonnes marient leurs enfans, &c. p. *a Niuernois.* Chap. 23. Art. 25. que l'on appelle par eſchange, ont droict tant en meuble, heritages, que conqueſts, tel qu'auroient ceux, &c. ſont ſubrogez & en demeurent ſaiſis & veſtus, & ſuccedent és pere & mere & aſcendans en directe ligne appellez & conſentans audit mariage: ceux, eſquels ils ſont ſubrogez, comme s'ils eſtoient enfans legitimes & naturels: & ſont au moyen dudit eſchange cenſez & reputez deſlors appanez: ſans preiudice des droicts des Seigneurs, pour les Taillables & Mortaillables, & Bourdelages: mais par tel eſchange ou appanage n'eſt le maſle forclos d'autre ſucceſſion que de pere, mere & aſcendans: & la fille d'autre ſucceſſion que de pere, mere & aſcendans, frere & ſœur, & autres ſucceſſions collaterales eſtans dans les termes de Repreſentation tant qu'il y ait hoir maſle ou deſcendant de maſle: s'il n'y a conuention au contraire: & a lieu ſeulement la Couſtume entre non Nobles. Chap. 25. Art. 300. Succeſſion de † pere & de mere ſe part & diuiſe par teſtes, & non point par licts: combien que par cy deuant il y ait eu Couſtume au contraire.

LA MARCHE Chap. 19. Art. 227. Quand il eſt queſtion de Succeſſion de pere ou de mere entre les enfans de diuers licts, tant emporte l'vn que l'autre, & partent par teſtes: ſinon qu'il y euſt communauté entre les aucuns d'eux.

LODVNOIS Chap. 27. Art. 24. Et ſi l'vn des puiſnez qui tiennent leur partage enſemble indiuiſe, auoit acquis aucuns meubles & heritages, & eſt decedé ſans hoir de ſa chair, leſdicts acqueſts & meubles appartiendront auſdits puiſnez. Chap. 29. Art. 2. p. *a Tours.* Art. 297. Succeſſion ſe depart, &c. & chacun pour ſa portion eſt ſaiſi.

POICTOV Tit. 6. Art. 280. Entre †† roturiers ſoit en meubles e ou heritages, & auſſi entre les Nobles au regard des heritages roturiers, n'y a aucune difference, ſoit en ſucceſſion directe ou collaterale, ſoient fils ou filles. Car tous ſuccedent par teſtes. Art. 286. Si aucun roturier prend femme Noble, ou ſi le Noble prend femme roturiere, les enfans ſuccederont à celuy qui ſera Noble, & partiront la ſucceſſion venant de ſon branchage comme Nobles: & aux ſucceſſions venans du branchage roturier, encores que la choſe fut Noble. Et quant aux acqueſts & meubles d'entr'eux ſi le pere eſt Noble, ils ſuccederont comme Nobles: & ſ'il eſt roturier, ſuccederont comme roturiers: encores † que la femme fut Noble. 291. Au regard des meubles ſe diuiſent entre les enfans egalement en payant par eux les debtes mobiliaires. Art. 292. Et ſ'il n'y auoit aucuns enfans fils ou filles ou l'vn des puiſnez, ils ne feront qu'vne teſte.

ANGOVMOIS Chap. 7. Art. 85. p. *a Poictou.* Art. 280. 'immeubles ou heritages, n'auſſi entre Nobles, &c. des choſes immeubles & heritages roturierement tenus, n'y, &c. Car audit cas tous ſuccedans ſont pareils & prennent en la ſucceſſion ſelon leurs degrez. Art. 92. Et ſemblablement ſe diuiſent & par-

e Le ſurplus de ceſt Art. 280. a eſté mis.

†† *Sous le tit. des ſucceſſions il y auoit vn Ar. commençant,* Tous gens, *&c. lequel a eſté rayé comme deſraiſonnable & contraire à tout droict & remis à droict commũ dont les Officiers dudit Cõté de Dunois ſe ſont portez pour appellans: & depuis ſe ſont deſiſtez dudict appel.*

† *Ceſt Art. 265. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Enfans mariez par eſchange cõme doiuent ſucceder.

Eſchange ou appanage ne forclot le maſle d'autre ſucceſſiõ que de pere mere & aſcendans: & la fille, que deſdictes ſucceſſions & de ſucceſſion collaterale, tant qu'il y a maſle.

Succeſſion entre enfans de pluſieurs licts.

† *Ceſt Art. 300. eſt contraire à l'ancienne Couſtume: par laquelle telle ſucceſſion ſe diuiſoit par licts & non par teſtes excepté és Chaſtellenies de Monthiçon Vichy, S. Amand, & Charenton, eſquelles Chaſtellenies leſdits*

Source : BIU Cujas

Succeſsions de pere & de mere de tout temps ſe ſont departies par teſtes & non par licts.
Puiſnez ſuccedent au puiſné decedant ſans hoir de ſa chair, ſi leur partage eſt indiuiſé.
Succeſsion entre roturiers ſe depart egalement pour les meubles & domaines roturiers : fors que les domaines Nobles parueuus à quatre mutation.
†† *Ceſt Art. 280. eſtoit le 214. Art. ancien dudict liure imprimé : duquel ont eſté rayé ces mots*, en main roturiere.
Biens doiuent eſtre partage ſuiuant la condition Noble ou roturiere de celuy du branchage duquel ils prouiennent.
† Ces mots, Encores que, &c. *ont eſte de nouuel adiouſtez à ceſt Art. qui eſtoit le 218. ancien pour plus grande explication.*
Meubles entre heritiers Nobles ſe diuiſent egalement.
Puiſnez ſuccedent par teſte & non par branchages.
Biens meubles ſe diuiſent egalement en ſucceſsion directe ou collaterale.

tagent les biens meubles egalement entre les lignagers & parens venans à la ſucceſſion d'vn Noble, ſoit en la ſucceſſion directe ou collaterale, ſans y mettre difference.

Succeſsions de frere decedé ſans hoirs, quand eſt reputé directe, & comme le frere aiſné y peut prendre droict d'aiſneſſe

LA ROCHELLE Chap. 19. Art. 55. Si l'vn des freres ou ſœurs va de vie à treſpas ſans hoirs deſcendans de ſa chair, delaiſſez ſes autres freres & ſœurs ſes heritiers parauant que la ſucceſſion de leur pere aye eſté partie entr'eux, icelle ſucceſſion de leurdict frere eſt reputee directe, & l'aiſné ou qui le repreſente prēd ledit droit d'aiſneage en icelle ſucceſsiō dudit feu frere, en la partiſſant & diuiſant enſemble auec ladicte ſucceſsion directe.

Droict d'aiſneage.

BOVRDEAVX Cha. 5. Art. 64. Le pere & la mere & autres aſcendans auront meſme legitime & telle quotité pour icelle, quand le fils fera Teſtament, és cas, où il le pourra faire, comme ſi le fils mouroit ſans en faire. Et ſ'il luy en laiſſoit moins, pourra demander le ſupplement d'icelle Art. 70. Si vn homme a eſté marié à pluſieurs femmes ſucceſsiuement, & que de chacune aye enfans, les acqueſts des biens immeubles & heritages par luy faicts, deſquels acqueſts il n'auroit diſpoſé, ſeront aux enfans du mariage, durant lequel auront eſté faicts reſerué la legitime aux autres enfans des autres mariages, eſquels n'auroient eſté faicts acqueſts : ſi le demeurant des biens du pere, outre leſdicts acqueſts, ne ſuffiſoit à ladicte legitime. Art. 75. En ſucceſsion de Comtes, Capitaux, Vicomtes, Barons & Soudics & autres Nobles, quand le pere aura diſpoſé de ſes biens par Teſtament, contract de mariage ou autre diſpoſition valable, ſans frauder les autres enfans de leur legitime ſans cauſe, telle diſpoſition tiendra. Cha. 15. Ar. 117. Et ces choſes arreſtees ne nuiront quant aux ſucceſsions & autres queſtions paſſees : mais ſeulement à celles qui ſont à venir : & és choſes paſſees l'on ne pourra alleguer ce quia eſté arreſté.

Pere & mere & autres aſcēdans comme doiuent auoir la legitime és biēs de leurs enfans decedans ſans hoirs.

ACS Tit. 2. Art. 10. Et en biens ruraux en la ville & cité d'Acs & autres lieux aſſis entre la riuiere de Ladour, & le pays de Bear & de Nauarre, le fils aiſné ou en defaut de maſle, la fille aiſnee ſuccede vniuerſellement, en approportionnant les autres fils ou filles, comme deſſus. Art. 11. Excepté en la Baronnie d'Auriuat & autres lieux & Parroiſſes qui ſont entre les riuieres de Ladour & du Loux, où tous fils maſles ſuccedent par egales portions, en mariant & dotant les filles comme deſſus. Art. 12. Et pareillement és Baronnies de Goſſe & de Senhans, le fils aiſné, ou en defaut de maſle la fille aiſnee ſuccede vniuerſellement, en approportionnant & dotant les puiſnez comme deſſus. Art. 13. Es Baronnies de Marenſin, de Caphreton, Maieſc, Sore, Piſſols, Baſlade, Yſchots, & Herbe faueire & és Parroiſſes de Soſton & de Gorbie, le fils & fille ſuccedent en biens ruraux par egales portions. Art. 14. Toutesfois du conſentement des habitans en la Baronnie de Caphreton doreſnauant par Couſtume ſera, que l'aiſné maſle, & en defaut de maſles, la fille aiſnee ſuccedera vniuerſellement en approportionnant les puiſnez comme deſſus. Art. 15. Et eſdictes Baronnies de Maieſc & Parroiſſe de Gorbie, les maſles ſeuls doreſnauant ſuccederont par egales portions : & ſeront tenus marier & doter les filles, comme deſſus : & en defaut de maſles les filles y ſuccederont par egales parties. Art. 16. Et és autres Parroiſſes ou Vicomté de Marempne que ledict Soſton, & en la Baronnie de Saubuſſe & és Parroiſſes de Sames, Riuiere & Ioſſe, l'aiſné ſoit maſle ou femelle ſuccede vniuerſellement en apportionnant les puiſnez. Art. 17. Mais doreſnauant du conſentement des habitans deſdictes Baronnies de Saubuſſe & Parroiſſe de Ioſſe & Riuiere, l'aiſné maſle ſuccedera vniuerſellement : & en defaut de maſle, la fille aiſnee en apportionnant les puiſnez. Art. 18. En la ville & Vicomté de Tartas & és Baronnies d'Albret, Braſſon, Sabres, La farie, l'Eſperon, la Lucque, Riou, Poutons, Poy & Tetien, & és Paroiſſes de S. Paul, de Mes & de Gorberar, les enfans maſles & en defant des maſles, les filles ſuccedent par egales portions, en apportion-

Enfans du premier lict doiuent ſucceder aux acqueſts immeubles dont leur pere ou mere n'auroit diſpoſé, reſerué la legitime aux autres enfans.

Diſpoſition de biens faicte par Noble ſans frauder les autres enfans de leur legitime, ſans cauſe doit tenir.

Aiſné ou à ſon defaut l'aiſnee ſuccede en tous biens en apportionnant les autres fils ou filles.

En quelques lieux les fils maſles ſuccedent egalement, en dotant & mariant les filles.

Aiſné ou aiſnee ſuccede vniuerſellement en apportionnant les puiſnez.

En biens ruraux ſuccedent les enfans egalement.

Source : BIU Cujas

Aiſné maſle ou à ſon defaut aiſné, ſuccede en apportionnant.
Maſles ſuccedent ſeuls par egales portions en mariant les filles.
Aiſné ou aiſnee ſuccede en tous biens.
Enfans maſles quand ſuccedent egalement & à leur defaut, les filles.

nant les filles. Art. 19. Ce qui a lieu en la ville de Tartas quant à la ſucceſſion du pere: mais quant à la ſucceſſion de la mere, tous fils & filles en ladicte ville de Tartas ſuccedent par egales portions. Art. 20. Ce qu'a eſté dict de la maniere de ſucceder en biens ruraux audict Siege & Reſſort d'Acs, a lieu, où il n'y a enfans que d'vn mariage. Car quand il y a enfans de diuers mariages, c'eſt qu'en tant de parties les heritages ruraux ſont diuiſez, qu'il y a de mariages: & autant à vn ſeul enfant ſoit maſle ou femelle d'vn mariage, comme pluſieurs enfans d'autre mariage, que l'on appelle vulgairement ſucceder par ventrees. Art. 21. Reſerué en la Parroiſſe de Soſton & de Gorbie & en la Baronnie de Maieſc, eſquels lieux les enfans de diuers mariages ſuccedent par teſtee: c'eſt à ſçauoir que le ſeul d'vn mariage ſuccede, eu eſgard au nombre de tous les enfans delaiſſez de diuers mariage: & en la Parroiſſe de Sames, où l'aiſné du premier mariage, ſoit fils ou fille, ſuccede vniuerſellement, en apportionnant les autres.

S. Sever Tit. 12. Art. 21. Et là où il n'y auroit que filles ou deſcendans de filles, elles ſuccedent egalement à leurſdits pere & mere. Art. 22. Enfans de deux ou pluſieurs mariages, ſuccedent par egales portions à leurs pere & mere *in ſtirpes & non in capita*, & le maſle de chacun deſdits mariage en deboute les puiſnez & femelles dudict mariage en la Succeſſion d'enfant dudict mariage. Art. 23. Et les filles d'vn mariage, où n'y a maſles ſuccedent auec le maſle d'autre mariage par moitié *in ſtirpes*. Art. 24. Et là où il n'y a que filles de pluſieurs mariages, elles ſuccedent egalement *in ſtirpes*, ſelon le nombre des mariages. Article 25. Et ont lieu tous & chacuns les Art. deſſuſdits parlans de la Succeſſion d'enfans d'vn ou pluſieurs mariages en toute Succeſſion, ſoit de biens Nobles ou roturiers, & eſt generale par toute ladicte Preuoſté, quant auſdicts biens Nobles. Article 27. Es villes & lieux, là où l'aiſné ſuccede, toutes Succeſſions, qui apres viennent, ſoit par droicte ligne ou collaterale, appartiennent audict aiſné. Art. 28. Es villes & lieux, où tous enfans maſles ou pluſieurs femelles ſuccedent egalement, & toutes Succeſſions apres venans viennent auſdicts fils & filles egalement. Art. 29. Sauf en la ville de S. Seuer: en laquelle toutes Succeſsions ſont cõmunes, & tous enfans ſuccedent egalement, ſ'ils ont les biens communs: mais ſ'ils les ont diuiſez, toutes Succeſsions viennent à l'aiſné. Art. 30. En la ville de S. Seuer, Auriſſe, Tolozette, la Mothe, Meilhan. S. Croix, Sopproſe, Buanes, Geno, Miremont, le Caſtetnau de Turſan, Bahus, Sabiran, Luperoux, Serront, Montfort, la Riuiere, Dado, S. Maurice, Benquet, Farges, Montgaillard, Aire, le Mas, la Vicomté de Iuillac, Poiol, le Plain, Caſtandet, Rondebeuf, Lamgriſans, S. Gen, Camper, Geloux, S. Gor & Lagni, és villes, lieux & iuriſdictions ſuſdites, tous enfans maſles d'vn meſme mariage ſuccedent egalement à leur pere & mere, & en deboutent & forcluent les filles. Art. 31. Sauf és villes d'Aire & du Mas, Meilhan, S. Croix & lieu de Poiol, eſquels les filles ſuccedent auec les maſles aux biens maternels. Art. 33. Enfans de deux ou pluſieurs mariages ſuccedent par egales portions *in ſtirpes*, & les maſles deboutent les femelles. Ar. 34. Mais les femelles d'vn mariage, dont il n'y a enfans maſles, ſuccedent auec les maſles de l'autre mariage *in ſtirpes*. Art. 35. Sauf au lieu de Montagut, auquel le maſle ou maſles d'vn mariage deboutent la fille ou filles d'autres mariages. Art. 36. Et ont lieu les Articles deſſous couchees, concernans la conſtitution des Douaires ou portions en tous les lieux ſuſdicts. Art. 37. En la ville de Saut, Caupene, la Foſſe, Ratz en Chaloſſe, Gauiac, Baſtenes, Caſtet, Sarraſin, Amor, Bonnegarde, Arricau, Sagarret, la Baſtide, Coudures, Momny, Morgans & la Caure, Cazalis, Peyre, Podens, Monget, Samadet, Montſegur, Mant & Sarragaſton, és villes & lieux ſuſdicts quant Succeſſion vient à filles, elles ſuccedent egalement au pere ou mere, ſ'il y eſt né fils mort: mais ſ'il n'eſt né aucun fils vif, l'aiſnee des filles ſuccedent vniuerſellement. Art. 38. En la Baronnie de Chaſtet-nau en Chaloſſe, en laquelle ſont les lieux de Chaſtet-nau, Douzac, & Poge, en ladicte Baronnie entre enfans de deux ou pluſieurs mariages, l'aiſné maſle du premier mariage, & en defaut de maſle, la fille aiſnee du premier mariage ſuccede vniuerſellement és biens de pere & mere, & en deboute les autres puiſnez, maſles ou femelles dudict premier & autres mariages. Art. 39. A Serront, enfans de di-

Enfans de diuers mariages partiſſent les heritages ruraux par mariages: fors à Soſton Gorbie & Maieſc: où ils ſuccedent par teſtee: & à Sames.

Succeder par ventrees.

Filles ou leurs deſcendãs ſuccedent egalement.

Enfans de diuers mariages ſuccedent egalement par branches, & non par teſte: & l'aiſné forclot les puiſnez & femelles.

Aiſné a toutes ſucceſſions directes ou collateraales, és lieux où il ſuccede ſeul: & és lieux où ils ſuccedent egalemẽt fils & filles.

Succeſſions communes en la ville de S. Seuer, & y viennent les enfans egalemẽt ſ'ils ont biens communs: & ſ'ils ſont diuiſez, l'aiſné emporte tout.

En quelques lieux enfans de diuers mariages ſuccedent egalement à leur pere & mere: & en forcluent les filles ſauf en quelques lieux, où elles ſuccedent auec les maſles aux biens maternels.

Enfans de pluſieurs mariages ſuccedẽt egalement par branches.

Filles en certains lieux quãd la ſucceſsion

Source : BIU Cujas

leur eſt eſcheue, ſuccedent egalement au pere ou mere, s'il y a eu enfant ne mort: & s'il y a eu fils né vif, l'aiſnee ſuccede vniuerſellement.

Aiſné maſle ou à ſon defaut l'aiſnee ſuccede vniuerſellement és biens de pere & mere, & en forcluent les autres enfans d'autres mariages.

uers mariages ſuccedent egalement à leurs pere & mere, *in capita & non in ſtirpes* mais les maſles d'vn mariage en deboutent les femelles d'iceluy mariage. Art. 40. A Doaſit, Moutaut, Braſſempoy, & Banos quant aux deſſuſdicts lieux y a enfans de deux ou trois mariages, l'aiſné du premier mariage ſuccede à ſes pere & mere en la moitié de tous leurs biens: & les aiſnez des autres mariages en l'autre moitié Art. 41. En la Baronnie de Caſtetnau en Chaloſſe, Roquefort & Arbocane, entre filles d'vn meſme mariage l'aiſnee ſuccede en defaut de maſle, en deboute les autres en la maniere que dict eſt deſſus aux Couſtumes generales.

BAYONNE Tit. 12. Art. 8. Es biens aſſignez pour dot ou Donation pour nopces en faueur d'vn de pluſieurs mariages, ſuccedent au decedé ſans Teſtament les deſcendans du mariage, en faueur duquel les biens ont eſté aſſignez, les enfans des autres mariages exclus. Art. 9. Sauf toutesfois aux enfans des autres mariages, la legitime ou ſupplement d'icelle telle que deſſus au Titre des Teſtamens eſdits biens aſsignez, ſi l'aſsignation eſt immoderee. Art. 17. Et en defaut des pere & mere, la moitié de tels biens de conqueſts faicts par le pere ou mere durant leur mariage, & par leur Succeſsion ou l'vn d'eux obuenus au decedé, ſans faire Teſtament, ſuccedent par branchages egalement les freres & ſœurs auec les enfans des freres predecedez, du coſté dont ſont les biens obuenus. Art. 18. Et poſé qu'ils ne ſoient ou fuſſent freres ou ſœurs que du coſté dont ils ſont obuenus, ſuccedent auec les freres & ſœurs de tous coſtez. Art. 19. Et en defaut des freres ou ſœurs du coſté dont leſdits biens de conqueſte ſont obuenus, & de leurs enfans, ſuccedent en ladicte moitié ceux qui ſe trouuent plus prochains parens deſcendans du coſté dont leſdicts biens de conqueſt ſont obuenus, appellez vulgairement riereneueux. Art. 20. Et en defaut de tels parens deſcendãs de l'acquerant, ladicte moitié eſt diuiſee entre les plus prochains parens tant du coſté du pere, que de la mere: poſé qu'ils ne ſoient en pareil degré, & en la façon que dict eſt de la moitié des biens acquis par le decedé. Art. 21. La moitié des biens tant de conqueſte faicte par les pere & mere durant leur mariage, que des acqueſts faicts par le decedé, en tous leſdicts cas reſerué pour l'ame du defunct. Art. 22. Et ce que dict eſt és biens de conqueſte faicts par les pere & mere durant leur mariage, & és biens acquis par le decedé, ſans faire Teſtament, & pere & mere, freres & ſœurs & enfans d'eux, a lieu, quand le decedé n'eſtoit marié. Car ſ'il eſtoit marié au temps de ſon decez, tels biens ſont diuiſez en iii. parties: dont l'vne eſt expoſee pour l'ame du defunct, & l'autre appartient au mary ou femme. Art. 23. Et l'autre tierce partie eſt baillee, faicte diſtinction des biens acquis par le decedé, comme il a eſté dict és Art. precedens de la moitié quand le decedé ſans faire Teſtament & ſans: enfans pere & mere, freres & ſœurs & enfant d'iceux, n'eſtoit marié. Art. 25. Es biens auitins ou de conqueſte, au decedé ſans enfans & faire Teſtament ſuccedent par branchages egalement, les freres & ſœurs du coſté, dont tels biens ſont obuenus, auec les enfans de freres & ſœurs de telle qualité predecedez. Art. 26. Non faicte aucune diſcrepance entre les freres & ſœurs de tous coſtez, & freres & ſœurs du coſté dont les biens ſont obuenus, les pere & mere & autres aſcendans du tout exclus de la Succeſſiõ de tels biens. Art. 27. Reſerué toutesfois audit cas & biens auitins par preciput la lar ou maiſon principale au frere aiſné ou à ſon enfant, & en defaut de freres & leurs enfans à la ſœur aiſnee ou à ſon enfant aiſné. Art. 28. Et en defaut de freres & de ſœurs du coſté dont leſdits biens ſont obuenus & de leurs enfans. Art. 29. En tels biens ſuccedent par teſte les plus prochains tranſuerſaux, ſ'ils ſont pluſieurs eſtans en pareil degré & en plus bas que le decedé, du coſté dont leſdits biens ſont obuenus, les pere & mere & autres aſcendans en droicte ligne & tous tranſuerſaux eſtans en plus haut branchage, que le decedé (poſé qu'ils ſoient deſcendus de l'acquerant) & deſcendans deſdits tranſuerſaux eſtans en plus haut branchage, iaçoit qu'ils ſoient plus prochains au decedé de telle Succeſſion, ex-

En quelques lieux l'aiſné du premier mariage ſuccede en la moitié de tous les biens du pere & mere: & les aiſnez des autres mariages en l'autre moitié.

Aiſnee, quãd il n'y a que filles ſuccedent en defaut de maſle, et deboute les autres.

Enfans deſcẽdus du mariage ſuccedent aux biens aſſignez pour dot ou donation pour noces, à l'executiõ des enfans d'autre mariage: ſauf leur legitime ou ſupplement.

Freres & ſœurs ſuccedent par branchages egalement auec les enfans des freres predecedez pour les biens de conqueſte faicts par pere ou mere obuenus au decedé ſans faire Teſtament.

Freres ou ſœurs d'vn coſté ſuccedent auec les freres & ſœurs de tous coſtez.

Biens de conqueſte faicts par le pere comme ſont diuiſes entre les heritiers à faute de freres & ſœurs ou leurs deſcendãs.

Moitié des biens de cõqueſte doit eſtre reſeruee pour l'ame du defunct.

Moitie des biens de cõqueſte expoſee pour l'ame du defunt.

Enfant decedé ſans faire Teſtament & ſans hoirs eſtant marié lors du decez.

Freres & ſœurs ſuccedent par branchages aux biens auitins ou de conqueſte.

Lar par preciput és biens auitins au frere aiſné ou à ſon enfant ou à la ſœur aiſnee ou à ſon enfant aiſné.

Source : BIU Cujas

clus. Art. 30. Reserué aussi en ce cas par preciput és biens auitins à l'aisné masle ou en defaut de masle à l'aisnee femelle, s'ils sont plusieurs qui succedent, la maison principale. Art. 31. Et en defaut de tels collateraux en pareil ou plus bas que le decedé descendans de l'acquerant, en tels biens succedent les collateraux plus prochains du plus haut branchage, que le decedé, descendans du tronc de l'acquerant: lequel cas peut seulement aduenir en biens auitins. Art. 32. Et en defaut de tous collateraux descendans du tronc de l'acquerant, en la moitié desdits biens auitins & de conqueste par les pere & mere auant le mariage, a lieu & est gardé en la Succession du defunt sans Testament, ce qui a esté dit és Art. parlans des biens acquis par le decedé ou de conqueste faicte par les pere durant leur mariage, & par leur Succession obuenuë au decedé, & l'autre moitié est exposee pour l'ame du defunct. Art. 33. Et ce quand le decedé n'est marié. Car si au temps de son decez estoit marié, les biens sont diuisez en iii. parties: comme pareillement a esté dit dessus des biens acquis par le decedé & de conqueste faite par les pere & mere durant leur mariage.

Lar ou maison principale reseruee à l'aisné.

Moitié exposee pour l'ame du defunct.

LA BOVRT Tit. 12. Ar. 6. Es acquests du decedé sans faire Testament tous enfans de loyal mariage succedent par egales portions: sur lesquels acquests sont payees les funerailles & debtes, par le defaut d'eux. Art. 8. En la Succession d'iceux acquests est preferé frere ou sœur du decedé: posé qu'il ne soit que d'vn costé, à tout oncle: mais non pas au fils du frere de tous costez: ains est preferé le fils du frere de tous costez au frere ou à la sœur d'vn costé. Art. 10. Ce qu'est dict de la Succession du decede sans faire Testament, premierement appartient aux enfans: aucunesfois au premier masle s'il est du premier mariage, comme en biens Nobles auitins, aucunesfois au premier né, soit fils ou fille, comme en biens ruraux auitins, ou en biens Nobles auitins, quand le masle n'est du premier mariage: aucunesfois à tous, comme en biens acquests, a lieu où l'enfant habile à succeder, s'il est masle, auant l'aage de xxviii. ans, & la femelle auant l'aage de xx. ans n'a esté mariee outre le gré de ses parens. Car si l'enfant contracte mariage auant iceluy aage de 18. ou xx. ans respectiuement outre le gré & volonté du pere & de la mere, de la Succession duquel est question, ou en defaut de pere ou mere, sans le conseil & vouloir de l'ayeul ou ayeule ou autre ascendant, à qui est question de succeder, pert le droict de primogeniture & de succeder egalement, ou Succession egale a lieu, & se doit contenter de la legitime cy dessous baptisee par la Coustume, & le droict de primogeniture au cas d'icelle priuation, va de degré en degré selon l'ordre de geniture & la portion virile, où a lieu la Succession egale, en ce qu'excede la legitime, accroist aux autres succedans. Art. 11. Et où tous les enfans auant ledict aage auroient contracté mariage outre le vouloir des ascendans, les biens auitins d'iceux ascendãs vont au plus proche collateral habile par la Coustume à succeder, d'ou iceux biens sont venus ou à celuy, qui le represente. Art. 12. Mais si l'aisné ou aisnee dedans le temps de xxviii. ou xx. respectiuement n'est colloqué en mariage par le pere & mere ou autre ascendant respectiuement, & apres ledict aage contracte mariage: posé que ce soit contre la volonté d'iceux ascendans: neantmoins succede à ses pere & mere & à tout autre ascendant. Art. 13. Toutesfois aussi en ce cas, le Dot ou Donation pour nopces promises à l'enfant apres tel aage, outre le gré d'iceux ascendans respectiueuent, doit par la Coustume estre baillé à iceluy ascendant, duquel le consentement eust esté requis, si auant iceluy aage eust contracté mariage, tout ainsi que si le mariage eust esté faict de son vouloir & consentement. Art. 14. S'il y a different entre les pere & mere, & ou il n'y a pere & mere, entre autres ascendans en mesme degré, l'enfant du mariage duquel est question, doit suiure le vouloir d'iceluy, en la puissance duquel il est: ou s'il n'est en puissance des ascendans doit suiure le vouloir de celuy ascendant à qui les biens appartiennent: & s'ils appartiennent à deux descendans en pareil degré: en ce cas c'est assez que l'enfant se marie selon la volonté d'iceluy ascendant, qui est masle: pourueu qu'il ne soit homme hors de bon sens. Car en iceluy cas faudroit qu'il suiuit le vouloir de la femelle. Ar. 15. Toutesfois peuuent iceux parens, si bon leur semble, admettre & rappeller iceux enfans respectiuement, en icelles Successions, nonobstant telles offenses pourueu que de ce en facent expresse & deuë declaration. Art. 16. Ce qui est dict que l'aisné fils ou fille, selon la qualité des biens auitins succede, a lieu en Succession

Succesions des acquests.

Frere d'vn costé est preferé à l'oncle & non aux enfans du frere de deux costez.

Enfant masle ou femelle se mariant outre le gré & volonté de ses pere & mere & à leur defaut, auant l'aage de 28. ou 20. ans perd le droict de primogeniture, & de succeder egalement.

Legitime baptisee par la Coustume.

Enfans ayans contracté mariage contre la volonté des ascendans auant ledit aage, les biens auitins vont au plus prochain.

Enfant comme doit suiure la volonté de ses parens en se mariant.

Rappel à la succession.

Source : BIU Cujas

Aiſne ou aiſnee ou ſes enfans ſuccede ſelon la qualité des biens, a l'enfant decedé ſans enfans & Teſtament, tant en ligne directe que collaterale.

ceſſion collaterale entre pluſieurs eſtans en pareil degré. Art.17. C'eſt à ſçauoir que l'aiſné maſle ou femelle ſelon la qualité des biens, ſuccede au decedé ſans enfans & aſcendans. Art.18. Auſſi ce qui eſt dit que le deſcendant de l'aiſné ou aiſnee repreſente iceluy aiſné ou aiſnee predecedez, a lieu quand il eſt queſtion de Succeſſion collaterale, en biens de ligne.

Enfant de premier mariage ſuccede és biens ruraux à ſon pere & mere.

SOLE Tit.27. Art.19. Es maiſons & heritages que homme aura, qui ſont ruraux ou paſſeres, le premier enfant de loyal mariage, ſuccede à ſon pere & mere, ſoit fils ou fille. Art.22. Es biens qui ſont acquis, & auſſi de ſoulte de mariage, au decedé ſans, &c. *à la Bourt.6.* egalement par egales, &c. Art.24.& 26. p. *à la Bourt.* 8. & 10. auant l'aage de xxv. ans, & la femelle auant l'aage de xviii. ans, &c. pere grand ou mere grande ou autre aſcendant, &c. Art.27.p. *à la Bourt.* Art. 11. les aſcendans en iceluy cas, les peuuent desheriter, ſi faire le veulent: excepté la legitime: & audit cas tombe la Succeſſion des biens auitins au plus prochain habile à ſucceder par la Couſtume. Art.28.p. *à la Bourt.*12. de xxv. ans & xviii. ans reſpectiuement. Art.29. p. *a la Bourt.* Art.13. conſentement. Et ſi l'aiſné ou aiſnee ſe marie & prend la femme ſans Dot: en ce cas ne peut demander part és biẽs auitins: durant la vie des aſcendans. Art.30.31.32.& 33.p. *a l'Art.*14.15.16.& 17. collaterale ou biens auitins.

† *Ceſt Art. 539. eſt de nouuel adiouſté.*

BRETAGNE Tit.24. Art.539. La † ligne directe ſ'entend des aſcendans & deſcendans. Art.543. En †† Succeſsions collaterales, ſoient de fils ou de filles entre les Nobles, l'aiſné ou celuy qui le repreſente, ſoit fils ou fille, recueillira ſeul l'heritage, Fiefs & autres choſes qui auront procedé du tige & tronc commun, & qui auront eſté baillees par l'aiſné ou celuy qui le repreſente, par partage à ſes puiſnez. Art.544. Et les autres biens qui ſe trouueront eſdites Succeſſions collaterales par quelque moyen que ce ſoit, ſeront partagez entr'eux noblement: ſçauoir les deux parts de l'heritage & meubles à l'aiſné, & le tiers aux puiſnez, fils ou fille par heritage. Art.548. Et quant aux terres roturieres, qui ſe trouueront aux Succeſsions, tant directes que collaterales, ſeront partagees egalement entre l'aiſné & puiſnez: le chois & election reſerué à l'aiſné, apres que les lots auront eſté faits & receus entr'eux. Art.549. Entre l'aiſné †† & puiſnez, faiſant leurs partages, les heritages ſeront reputez nobles, verifiant l'aiſné qu'ils ont eſté poſſedez par leurs predeceſſeurs ou autheurs, noblement par xl. ans precedens la Succeſsion eſcheuë, ſauf aux puiſnez à verifier la qualité contraire, ſi bon leur ſemble. Art.550. Et ſera en l'option de l'aiſné de bailler le tiers aux terres & Fiefs nobles à ſes puiſnez, en tel lieu que bon luy ſemblera, ſans y employer les terres roturieres: qui ſeront partagees, comme dit eſt, ſans toutesfois que ledit aiſné puiſſe demolir ne vendre les bois de Haute fuſtaye, ſur les heritages dudit tiers, depuis la Succeſsion eſcheuë. Art.551. Et l'aiſné ayant choiſy le lieu pour partager les puiſnez, il fera l'aſsiette dudit tiers, & la continuera de prochain en prochain, ſauf vn treshault ſeulement, ſi les parties ne l'accordent autrement. Art.554. Et defaillant la ligne deſcendente, & retournant les choſes à leur eſtoc premier, ſeront partagees ſelon la condition de la famille. Art. 559. Succedera ledit † aiſné, & recueillira toutes les parts & portions de ſes freres & ſœurs decedez, depuis la mort de leur pere & mere, encores que leſdits freres & ſœurs n'auroient fait action ny demande de leur partage. Art.561. Les Nobles qui font trafic de marchandiſe & vſent de bourſe commune, contribueront pendant le temps du trafic & bourſe commune, aux Tailles, Aydes & ſubuentions roturieres. Et ſeront les acqueſts faicts pendant ledit temps, ou qui ſeront prouenus dudit trafic ou bourſe commune partagez egalement, pour la premiere fois: encores que ſoient heritages & Fiefs nobles. Et leur ſera libre de reprendre leurdite qualité de Nobleſſe & priuilege d'icelle, toutesfois & quantes f que bon leur ſemblera, laiſſant leurdit trafic & vſage de bourſe commune, & faiſant de ce declaration deuant le prochain Iuge Royal de leur domicile. Laquelle declaration ils ſeront tenus faire inſinuer au Regiſtre du Greffe & intimer aux Marguilliers de la Parroiſſe du domicile: pourueu qu'apres ladite declaration ils ſe gouuernent & viuent comme il appartient à gens Nobles. Et en celuy cas les acqueſts nobles depuis par eux faicts, ſeront partagez noblement. Article cinq cent ſoixante deux. Et toutesfois, ſi pendant ledit trafic & vſage de bourſe commune, il leur aduenoit quelque Succeſsion directe ou collaterale, ils la recueil-

†† *Ceſt Art. 543.544.548. 549.550.551.& 554. ont eſté de nouuel adiouſtez. Et ſur les 543. 544. 545. & 546. & autres Articles, qui diſpoſent des partages entre les Nobles, Georges Bardoul Seigneur de la ville-Picaut, Procureur dudit Seigneur du Guemadenc & de Quebriac, & Iacques Picaut Sieur de Morfonace, Procureur dudict Seigneur de la Mouſſaye & de Plouer, auroient remonſtré, qu'eux & leurs predeceſſeurs Seigneurs deſdits lieux, & d'autres Nobles & anciennes Seigneuries, qu'ils tiennent & poſſedent, ſe ſont de temps immemorial gouuernez noblement en leurs partages, ſelon l'aſsiſe & Ordonnance du*

f Voyez le Titre 1. premiere partie de ceſte conference.

Source : BIU Cujas

Comte Geoffroy & Couſtume ancienne des Nobles: qui eſt, que l'aiſné ait la proprieté & Seigneurie de toute la Succeſſion, & les puiſnez leur contingente portion par vſufruict & à viage ſeulement, & les filles par heritages: & que l'aiſné recueille le tout des Succeſſions collaterales, ſans que les puiſnez fils ou filles, y prennent aucune choſe. En laquelle Couſtume ont requis eſtre maintenus eux & leur poſterité: & où il ſeroit derogé, ſe ſont oppoſez, & ont proteſté d'attentat. A meſme fin, & pour meſme cauſe ſe ſeroit auſſi oppoſé auſdits Articles, Maiſtre Pierre Bleſnien, ſe diſant Procureur de Lancelot le Cheſnoir, Seigneur Chaſtelain de Couatezlan & Couatcougar. Aurions ordonné que ſans auoir eſgard aux oppoſitions deſdits Sieurs de la Mouſſaye & du Guemadeuc & dudit le Chenoir, les Articles diſpoſans des partages des Nobles auront lieu.

† *Les Eſtats ont requis, qu'il fut dit, que les heritages qui ont eſté tenus & poſſedez par quarante ans, les aiſnez leurs predeceſſeurs & autres Nobles, fuſſent cenſez & reputez Noble, & qu'au lieu de ce mot*, noblement, *fut mis* nobles. *Auons dit que ledit Art.549. demeureroit aux termes qu'il eſt eſcrit.*

† *Les Art.559.561. & 562. ſont de nouuel adiouſtez.*

liront & partageront noblement, comme auſſi leur patrimoine ancien, ſans ce qu'en ce regard ledit trafic & vſage de bourſe commune, leur puiſſe preiudicier. Article 567. Entre Nobles perſonnes les meubles ſont departis par moitié, ou cas que la femme vueille accepter & prendre part aux meubles & au debtes ou ſes hoirs, ſi elle eſt morte la premiere. Article 568. Les harnois de guerre ne cheent en partage, & doiuent demeurer à l'hoir principal des Nobles & l'eſlite des cheuaux auec leur harnois. Art.569. Et aura la femme Noble ſes robbes & ioyaux, comme il eſt dit cy deuant pour la moderation du trouſſel. Art.570. Les †† Enfans des hommes de valeur & merite, qu'ont eſté & ſeront par leur vertu & autrement qu'en faueur d'argent desbourſé, annoblis par lettres du Prince deuëment publiees & verifiees, ne partageront noblement iuſques à ce que les terres & Fiefs nobles ſoient paruenus au ſecond partage: comme ſi le pere a eſté faict noble, la Succeſsion ſera diuiſee egalement: ſauf le preciput de ſol pour liure à l'aiſné, entre ſes enfans: & la Succeſsion deſdits enfans ſera partagee noblement, comme entre les autres Nobles: pourueu que ledit annobly & les deſcendans de luy ayent veſcu & ſe ſoient comportez noblement. Et quant aux Succeſsions collaterales, elles ſeront departies egalement, ſi elles ne prouiennent du tige & ſouche de celuy duquel la Succeſsion doit eſtre partagee noblement, ou de ſes freres. Art.573. Les biens meubles des Bourgeois & autres du tiers Eſtat, ſeront partagez entre les ſuruiuant & heritiers du decedé par moitié: & payerõt les debtes de la Communauté par moitié, & l'heritier les frais des obſeques & legs teſtamentaires. Art.588. Entre †† Bourgeois & autres du tiers Eſtat, le fils aiſné aura la principale maiſon & logis ſuffiſant, ſoit en la ville ou aux chois, à ſon chois ſelon la qualité des biens: faiſant recompenſe aux autres, ſ'il la veut auoir: & ſ'il ne la veut auoir, le prochain apres luy, la pourra auoir, faiſant ladite recompenſe. Et où il y en auroit deux, l'vne aux champs, l'autre en la ville, ne pourra choiſir que l'vne des deux. Art.592. Entre gens partables, toutes terres doiuent eſtre departies teſte à teſte: fors le preciput cy deſſus à l'aiſné, aux heritages nobles.

IIII. SENS Tit.23. Art.267. Pere † & g mere peuuent en mariant leurs enfans, leur donner pour tous droicts ſucceſsifs, ce que bon leur ſemblera, & les faire renoncer à leurs Succeſsions futures. Laquelle renonciation vaudra & tiendra, pourueu que la legitime leur ſoit gardee: autrement pourront eſtre releuez de ladite renonciation par eux faite. Et où leſdits pere & mere, en faiſant leſdites Donations auroient par trop aduantagé leurs enfans, de ſorte que la legitime ne fut gardee aux autres: en ce cas ſeront leſdites Donations reduites & moderees, en maniere que la legitime ſoit gardee & reſeruee aux autres: pour laquelle legitime on aura eſgard au temps du decés deſdits pere & mere.

ESTAMPES Ch.10. Art.114. Fille † mariee par pere ou mere ayant renoncé à leur Succeſsion à eſcheoir, ny peut h plus retourner, ſi elle n'eſt rappellee par leſdits pere ou mere: encores qu'elle fut mineur lors de ladite renonciation.

PERONNE Tit.8. Art.206. La † fille ſe doit contenter de ce qui luy a eſté donné en mariage par pere, mere, ayeul ou ayeule: & ne doit venir à leur Succeſsion, ſi par le moyen dudit Don elle a renoncé à la Succeſſion du donnant, encores qu'elle fut mineur.

VALANCIENNES Tit.6. Art.89. Vn paraſtre ne peut bailler aſſenne à ſes enfans, iuſques à ce que l'aſſenne de ſa femme ſoit faite, & ſes debtes payees & acquitees.

DVCHE DE BOVRG. Chap.7. Art.21. Femme mariee de pere & de mere par mariage diuis, viuãs ſes pere & mere: & à laquelle eſt conſtitué Dot & mariage

Aiſné à les harnois de guerre auec l'eſlite des cheuaux & leurs harnois.

†† *Ceſt Art. 570. eſt de nouuel adiouſté.*

Enfans des annoblis par leur vertu, par lettres du Prince deuemẽt publiees & verifiees, ne partageront noblement, iuſques à ce que les Fiefs & terres nobles ſoient paruenues en ſecõd partage.

Succeſsions collaterales departies egalement.

Meubles des Bourgeois & autres du tiers eſtat ſe partiront par moitié entre le ſuruiuant.

Aiſné des Bourgeois ou tiers Eſtat a la maiſon principale, en faiſant recompenſe.

†† *Ceſt Article 588. reforme & amplifie l'Article 565. ancien.*

Puiſné au refus de l'aiſné, peut auoir la maiſon principale en recõpenſant.

g La renonciation aux ſucceſsion futures de pere & de mere, eſt bonne ſi la legitime leur eſt gardee. Nou.1. & 18. & eſt telle renonciation faicte le plus ſouuent pour la grandeur & augmentation des maiſons, en faueur de l'aiſné ou des maſles, que ſont touſiours eſtimez les pilliers ou coulomnes des maiſons φύλοι τ' οἰκῶν εἰσὶ παῖδες ἄρσενες, vt ait Euripides. Et n'eſt en telles renonciations la minorité conſiderable. Ce qui a ſouuent eſté iugé au profit de M. de Lãſanc contre du Coudray l'an 1576. au rapport de M. Angenouſt & le 22. Decẽbre 1576. Et depuis par Arreſt prononcé en robbes rouges le 5. Auril 1579. entre roturiers, & au pays de droit eſcrit

Entre gens partables toutes terres doiuent eſtre parties teſte à teſte.

Renonciation aux Succeſsions futures de pere & mere comme eſt bonne.

† *Ceſt Art. 267. reformé l'ancien Art. 260.*

Legitime doit eſtre gardee.

En la legitime faut auoir eſgard au temps du decés de pere & mere.

Renonciation faite par fille mariee par ſes pere & mere à leurs Succeſsions futures, eſt bonne: & ne peut y retourner, ſans rappel.

†† *Ceſt Art. 114. a eſté de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé & des procés pendans.*

† *Ceſt Article 206. eſt de nouuel introduit pour auoir lieu à l'aduenir.*

Vn Paraſtre ne peut aſſenner ſes enfans.

Femme mariee de pere & mere par mariage diuis, viuans ſes pere & mere, ne retourne aux ſucceſsions de pere & mere: s'il n'eſt dit au contraire: toutesfois vient aux ſucceſsions collaterales & autres donations.

ſur iceluy, ordonne que l'intimee ſera receue à partage des terres aſſiſes és lieux, où la Couſtume permet de retourner à partage, en rapportant ou moins prenant, & ſi l'a debouté & deboute deſdites lettres, pour les terres ſituees és Couſtumes d'Eſtampes & Poictou, conformement au droict ciuil L. ſcimus §. repletionem. C. de inoff. teſt l. etiam §. vlt. l. ſi patronum ex debita §. vlt. D. de bon. lib. 1. in ratione Falcidiæ l. in quantitate. D. ad leg. Falcid. par lequel il ſe cognoiſt que la legitime ſe doit bailler, eu eſgard au temps des biens que le pere ou la mere delaiſſe au iour de ſon treſpas. Aucuns ſont d'aduis contraire, quand il eſt queſtion d'vne renonciation faite par les enfans en contract de mariage. D'autant qu'en ce cas il faut eſtimer la legitime, ſelon les biens que le pere ou la mere auoit lors du contract. Iacob. Butrigar. in cap. pactum quod dotali. C. de collat. Balde in l. in ſucceſsione. C. de reuoc. his quæ in fraud. & in l. quamuis C. de fideic. Boer. Dec. 62. Voyez Chopin au iii. Liure de la Couſtume d'Aniou Titre premier, Nombre 10.

h Vne fille ſuiuant les Couſtumes d'Orleans & Montargis & autres, qui rappellent les filles, nonobſtant toutes renonciations, en rapportant ou moins prenant, voulant retourner à partage, ores qu'elle euſt eſté appanee par contract de mariage de la ſomme de dix mil liures. Et à ceſte fin obtient premieres & ſecondes lettres Royaux. Les premieres concernoient la minorité en laquelle elle auoit renoncé à la ſucceſſion de ſes pere & mere, monſtrant comme elle eſtoit priuee, meſmes de ſa legitime. Les ſecondes eſtoient narratiues des premieres, & adiouſtoient comme le pere eſtant ſur le declin de la maladie, & proche de la mort, auoit dit qu'il auoit faict grand tort à ſes filles, de les auoir faict renoncer à ſa ſucceſſion & de ſa femme: neant moins qu'il n'en fut mis aucune choſe par eſcrit, & qu'il eſtoit decedé en ceſte volonté: que les enfans maſles ſ'eſtoient emparez des titres & papiers de la ſucceſſion, ayant fait pluſieurs indignitez à leur mere, qui en fin approuua ce que le pere auoit faict. Ces lettres eſtant preſentees aux Requeſtes, ordonnent que les parties eſcriroient leurs faicts, & informeroient de part & d'autre, dont y euſt appel. Chopin pour l'appellant alleguoit trois moyens, contre les premieres lettres, c'eſt à ſçauoir la preſcription. 2. La ratification. 3. Les Arreſts & auctoritez de la Cour. Pour les ſecondes, diſoit que c'eſtoit ſeulement vn faict poſé au narratif d'icelles, & non au diſpoſitif, & partant nonreceuable. Adiouſtant qu'vn rappel doit eſtre par eſcrit, duquel il n'apparoiſſoit aucunement, & par conſequent non receuable au faict allegué. Et quant aux Couſtumes d'Orleãs & Montargis, qu'elle n'auoit pas allegué au commencement la Couſtume de Montargis. Item que les Couſtumes d'Eſtampes & Poictou approuuent la renonciation faicte par les filles, comme bonne & valable: que leſdites Couſtumes d'Orleans & Montargis eſtoient faictes in odium renunciantis, comme fort bien l'expliquoit Pyrrhus. Diſoit plus que la renonciation faicte par les filles nobles en France eſt bonne & valable, Maſuer in Tit. de ſucceſſ. Bartol. ad l. pactũ quod dotali. C. de pact. & l. pactũ dotali. C. de coll. Bened. in cap. Rain. De teſta. in verbo duas habẽs filias. L'intimee au contraire ſouſtenoit la ſentẽce & ſes faicts contenus eſdites lettres. Tandé par Arr. donné en Audiẽce le Ieudy 14. iour de Feurier 1585. plaidãt Chopin & Buiſſon, fut miſe l'appellation au neant ſans amende & ſans deſpens, attendu la qualité des parties. Et neantmoins ayant aucunement eſgard aux lettres à euoqué & euoque à elle le principal, & faiſant droict ordonne neantmoins nonobſtant la renonciation par elle faicte, & interpretant la Couſtume d'Orleans & Montargis, qu'elle partageroit auec ſes freres. Duquel Arreſt on doit inferer, que où la Couſtume n'eſt prohibitiue, que ſi la fille ayant renõcé, il n'eſt dit qu'elle puiſſe venir à partage, elle y peut venir nonobſtant la renonciation. Au reſte il a eſté iugé qu'vn Tuteur ne peut renoncer pour ſon mineur à la Succeſſion qui luy eſt eſcheue, ſans aduis des parens, comme il fut iugé en audience plaidãt Boſſant le 10. iour de Feurier 1586. Renonciation eſt eſtimee par ces mots ou ſemblables, en la perſonne d'vn mary que l'on n'entend prendre aucun profit en la ſucceſſion du pere ou de la mere, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt donné le 3. Mars 1586. Quid la fille ayant renoncé, peut elle demander ſupplement de legitime? Par Arreſt du 7. iour de Iuin 1585. prononcé par M. de la Gueſle Preſident, fut iugé contre Eſtiennette Henry de Lyon demandereſſe par lettres en ſupplement de legitime, nonobſtant la renonciation par elle faicte long temps auparauant, en conſideration que ſon pere eſtoit decedé riche de cinquante mil eſcus ou plus, n'ayant receu en mariage que 4500. liures, par lequel Arreſt elle fut deboutee veu le laps de temps & ladite renonciation: conſideré meſmes que c'eſtoit en pays de Droict eſcrit, où le pere pouuoit diſpoſer librement. Eſt fort notable vn Arreſt donné en la 4. Chambre des Enqueſtes, ou aſſiſterent xxv. Conſeillers, quatre des autres Chambres, & le reſte de la 4. qui depuis fut prononcé ſolemnellemẽt à la prononciation de Paſques l'an 1569. par M. le Preſident Hennequin: par lequel il fut iugé que le neueu en ligne directe, duquel la mere en pays de Droict eſcrit, auoit renoncé à la Succeſsion de ſon pere, ne pouuoit, ſa mere eſtant predecedee auant ſon ayeul, venir à la ſucceſsion de ſondit ayeul, encores qu'il renonçaſt à la ſucceſsion de ſa mere.

Fille mariee apres la renonciation ne peut venir à la Succeſsion de pere ou mere, ſi elle n'eſt rappellee.

diuis, par ſeſdits pere & mere, ou par ledit pere ſeulement, viuant la mere, ne retourne point à Succeſſion de ſeſdits pere & mere, ne les deſcendans d'elle, tant qu'il y a fils ou enfans maſles deſcendans dudit fils, s'il ne luy eſt expreſſement reſerué par le traicté. Et n'entend point l'on par ce priuer la femme de Succeſſion collaterale ne d'autre Donation que ſes pere ou mere luy voudroient faire ſans titre d'hoirie.

COMTE DE BOVRG. Chap. 3. Art. 43. Fille mariee de pere & de mere enſemble, & qui a renoncé aux biens & Succeſſions de ſeſdits pere & mere, & fait ou promis quittance d'iceux, moyennant ſon mariage diuis à elle par eux conſtitué, ne peut reuenir à leurdite Succeſſion ne aucun d'eux, tandis qu'il y aura enfans maſles, ou autres enfans maſles deſcendans d'eux legitimes, ſi par leſdits pere ou mere, elle n'y eſt rappellee. Article quarante neuf. Et ſi la-

Source : BIU Cujas

dite fille est mariee par vn ieul de ſeſdits pere & mere par mariage diuis, & moyẽnant lequel mariage, elle aura renoncé à ſes biens & Succeſſion, faict ou promis faire quittance d'iceux, elle ne pourra reuenir à ladicte Succeſſion : tandis qu'il y aura enfans maſles, ou autres enfans maſles legitimes deſcendans d'eux: ſi par celuy de ſeſdits pere & mere, par qui elle aura ainſi eſté mariee, n'y eſt auſſi rappellee. Article cinquantieſme. Et n'entend l'on pas par ce qui eſt contenu en ce preſent Article, priuer ladicte fille des Succeſſions collaterales, ne d'autres Donations que ſes pere & mere, ou l'vn d'eux luy voudroit faire.

Fille ayant renoncé peut venir aux Succeſſions collaterales, & Donations faites par pere ou mere, ou l'vn d'eux.

NIVERNOIS Chap. 23. Art. 24. Fille mariee & appanee ou dotee par mere, & mere viuans ou l'vn d'eux, auec le conſentement precedent ou ſubſequent de l'autre, ne peut retourner à la Succeſſion deſdits pere & mere, ne l'vn d'eux, tant qu'il y aura hoir maſle ou hoir deſcendant de maſle, ſoit maſle ou femelle, s'il n'y a conuenance au contraire, par le contract de mariage. Et ne peut ladite fille impugner ladite Dotatiõ & appanage par quelque maniere que ce ſoit: ſauf par ſupplement de ſa legitime eu égard à ſondit Dot ou appanage, & aux biens de ſeſdits pere & mere delaiſſez par leur decés.

Fille ne peut impugner la dotation & appanage, ſinon pour le ſupplement de ſa legitime.

MONTARGIS Chap. 12. Art. 1. Homme & femme tant Noble que roturiers ayans pluſieurs enfans, peuuent marier aucuns de leurs enfans, & donner heritages ou meubles, tels qu'ils verront eſtre à faire, en renonçant à la Succeſſiõ de leurſdits pere & mere: & vaut & tient telle renõciation, ſans ce que leſdits enfans puiſſent plus retourner à la Succeſſion de leurſdits pere & mere: pourueu que la choſe ainſi donnee reuienſit, iuſques à la legitime. Car autrement en rapportant pourroient venir à la Succeſſion.

Enfans mariez par pere ou mere en renonçant à leurs ſucceſſiõs, ne peuuent plus retourner à leurs ſucceſſiõs: ſi la choſe donnee reuient iuſques à la legitime. Auquel cas ſuccedent en rapportant.

NORMANDIE Chap 11. Art. 244. Si †† le pere ¡ ou mere, ayeul ou ayeule ou autre aſcendant recognoiſt l'vn de ſes enfans pour ſon heritier en faueur de mariage, & fait promeſſe de luy garder ſon heritage, il ne pourra aliener ne hypothequer ledit heritage en tout ou partie, ny les bois de haute fuſtaye eſtans deſſus, au preiudice de celuy, au profit duquel il aura fait ladite diſpoſition & de ſes enfans: pourueu que ladite promeſſe ſoit par eſcrit & inſinuee dans le tẽps de l'Ordonnance: ſinon en cas de neceſſité de maladie ou de priſon. Art. 250. Le pere & la mere peuuẽt marier leur fille de meuble ſans heritage : ou d'heritage ſans meuble : & ſi rien ne luy fut promis lors de ſon mariage, rien n'aura. Art. 251. Les freres peuuent comme leur pere & mere marier leurs ſœurs de meuble, ſans heritage, ou d'heritage ſans meuble: pourueu qu'elles ne ſoient deparagees, & ce leur doit ſuffire. Art. 252. La fille mariee par ſon pere ou mere, ne peut riens demander à ſes freres pour ſon mariage : outre ce qui luy fut par eux promis, quãd ils la marierent. Et ſi d'ailleurs aucune choſe luy a eſté promiſe en mariage, ceux qui l'ont promis ou leurs hoirs, ſont tenus le payer, encores qu'ils ne fuſſent tenus la doter. Article 253. Fille mariee ne peut riens demander à l'heritage de ſes anteceſſeurs : fors ce que les hoirs maſles luy donnerẽt & octroyerent à ſon mariage. Article 254. Si pere & mere ont donné à leurs filles, ſoit en faueur de mariage ou autrement, heritages excedans le tiers de leur bien, les enfans maſles le peuuent reuoquer dans l'an & iour du decés de leur pere & mere, ou dans l'an & iour de leur maiorité. Et ſe doit faire l'eſtimation dudict tiers, eu eſgard aux biens que le donateur poſſedoit lors de la Donation. Et où la Donation ſeroit faicte dudit tiers des biens preſens & aduenir, l'eſtimation dudit tiers ſe fera, eu eſgard aux biens que le donateur a laiſſez lors de ſon decés. Article 255. Et ſ'ils ont promis au mariage de leurs filles, or, argent ou autres meubles qui ſoient encores deuz lors de leur decés : les enfans ne ſeront tenus les payer apres la mort deſdits pere & mere: ſinon iuſques à la concurrence du tiers de la Succeſſion, tant en meuble, qu'heritage. Article deux cent cinquante ſix. Les filles n'ayans eſté mariees du viuant de leur pere & mere, pourront demander part audit tiers. Article deux cent cinquante ſept. Fille mariee, aduenant que ſes ſœurs ſoient receuës à partage, fait part au profit de ſes freres, pour autant qu'il luy en euſt peu appartenir au tiers deu aux filles pour leur mariage, encores qu'il ne luy fut rien deu lors du decés de ſes pere & mere. Article 258. Le pere peut en mariant ſes filles, les reſeruer à ſa Succeſſion & de leur mere pareillement. Article 259. La mere auſſi apres le decés de ſon mary, peut en mariant la fille, la reſeruer à ſa Succeſſion : mais elle ny pareillement le Tuteur ne peuuent bailler part à ladicte fille ny la reſeruer à la Succeſſion de ſon feu pere: ains ſeulement luy peuuent bailler mariage aduenant, par l'aduis des parens, à prendre ſur ladicte Succeſſion. Article deux cent ſoixante & vn. Apres †† le

†† Ceſt Art. 244. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.

Pere, mere ayeul ou autre aſcendant ayãt recongnu vn de ſes enfans pour ſon heritier en faueur de mariage, auec promeſſe de luy garder ſon heritage, ne le peut aliener n'hypothequer, ny les bois de haute fuſtaye, &c. pourueu que la promeſſe par eſcrit & inſinuee dans le temps de l'Ord.

Pere & mere comme peuuent marier leur fille.

Freres peuuent marier leurs ſœurs.

i Ces Articles ſuiuans de la Couſtume de Normandie ſont tirez du Chap. de Succeſsion en propre & ancien patrimoine, tãt en ligne directe que collaterale. Ce que i'ay bien voulu remarquer afin que l'on cognoiſſe que les Art. parlans du mariage des filles, ſont bien rapportez en ce lieu pour eſtre leſdits Art. entẽdus comme les filles peuuent auoir partage en la Succeſsion de leurs peres ou meres, ou bien mariage aduenãt.

Source : BIU Cujas

Fille mariee par pere ou mere ne peut rien demander à ſes freres outre ce qui luy a eſté promis pour ſon mariage, & ne peut rien demander à l'heritage de ſes anteceſſeurs.

Enfans peuuent reuoquer les heritages donnez à fille en faueur de mariage ou autrement par pere ou mere, & ce dans l'an & iour du decés deſdits pere & mere, ou de leur maiorité.

Eſtimation du tiers comme ſe doit faire.

Enfans ne ſont tenus payer leſdites filles après la mort des pere & mere, auſquelles a eſté faict don, que iuſques à la concurrence du tiers de la Succeſsion.

Filles n'ayans eſté mariees du viuant deſdits pere & mere, peuuent demander part au tiers.

Fille mariee faict part ſi les autres filles ſont receues à partages, encores qu'il ne luy ſoit rien deu, lors du decés de ſes pere & mere.

Pere & mere peuuent en mariant leurs filles la reſeruer à leur ſucceſsion : & la mere apres le decés du pere, à ſa Succeſsion, & non le pere: & ne peut non plus que le Tuteur, que donner mariage aduenant.

†† *Ceſt Art. 261. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

decés du pere, les filles demeurent en la Garde du fils aiſné : & ſi lors elles ont attaint l'aage de vingt ans, & demandent mariage, les freres les peuuent garder par an & iour, pour les marier conuenablement, & les pouruoir de mariage aduenant. Article 262. Mariage aduenant doit eſtre eſtimé par les parens, eu eſgard aux biens & charges des Succeſsions des pere & mere, ayeul ou ayeule ou autres aſcendans en ligne directe, tant ſeulement: & non des Succeſsiõs eſcheuës d'ailleurs aux freres : & doiuent ceux qui feront ladite eſtimation, faire en ſorte que la maiſon demeure en ſon entier, tant qu'il ſera poſſible. Art. 263. Le Fiſc ou autre creancier ſubrogé au droict des freres ou l'vn d'eux, doit partage aux filles: & n'eſt receu à leur bailler mariage aduenant. Art. 264. Le frere apres l'an & iour ne peut plus differer le mariage de ſa ſœur : pourueu qu'il ſe preſente perſonne idoine & conuenable qui la demande. Et s'il eſt refuſant d'y entendre ſans cauſe legitime, elle aura partage à la Succeſsion de ſes pere & mere. Art. 265. Si la ſœur ne veut accommoder ſon conſentement ſelon l'aduis de ſes freres & de ſes parens, ſans cauſe raiſonnable, quelque aage qu'elle puiſſe par apres attaindre, elle ne pourra demander partage, ains mariage aduenant ſeulement. Art. 266. Le mariage de la fille ne doit eſtre differé pour la minorité de ſes freres: ains ſera mariee par le conſeil des Tuteurs, & des plus prochains parens & amis. Leſquels luy bailleront mariage aduenant, ſans qu'ils luy puiſſent bailler partage. Et au cas qu'ils l'euſſent baillé, le fils venant en aage le peut retirer, en baillant mariage aduenant. Art. 267. Si le Tuteur eſt negligent de marier la ſœur de ſon pupille, eſtant paruenue en ſes ans nubils, elle peut ſe marier par l'aduis & deliberation des autres parens & amis, encores que ce ne ſoit du conſentement du Tuteur. Leſquels apres auoir ouy ledit Tuteur, peuuent arbitrer, mariage aduenant. Art. 268. Fille ayant attaint l'aage de xxv. ans, aura prouiſion ſur ſes freres equipollent au mariage aduenant, dont elle iouira par vſufruict, attendant ſon mariage : & en ſe mariant, elle aura la proprieté. Art. 269. Les ſœurs quelque nombre qu'elles ſoient, ne peuuent demander à leurs freres ne à leurs hoirs plus que le tiers de l'heritage. Et neant-moins, où il y aura pluſieurs freres puiſnez & qu'il n'y aura qu'vne ſœur ou pluſieurs, leſdites ſœurs n'auront pas le tiers : mais partiront egalement auec leurs freres puiſnez. Et ne pourront contraindre les freres de partager les Fiefs, ny leur bailler les principales pieces de la maiſon, ains ſe contenteront des rotures, ſi aucunes en y a, & des autres biens qu'ils leur pourront bailler, reuenans à la valeur de ce qui leur pourroit appartenir. Article 270. Les †† freres & ſœurs partagent egalement les heritages qui ſont en Bourgage par toute la Normandie : meſmes au Bailliage de Caux : au cas que les filles fuſſent receuës à partage. Article 271. Les † ſœurs ne peuuent rien demander aux manoirs & maſures logees aux champs, que la Couſtume appelloit anciens meſnages, s'il n'y a plus de meſnages que des freres. Pourront neantmoins prendre part és maiſons aſſiſes és Villes & Bourgages. Chapitre 13. Article 349. Les freres contribuent à la nourriture, entretenement & mariage de leurs ſœurs, ſelon qu'ils prennent plus ou moins, en la Succeſsion de leur pere & mere, ayeul ou ayeule, en ligne directe: & pareillemẽt aux autres charges & debtes de la Succeſsion.

TOVRS Titre vingt-cinquieſme. Article 284. Fille † Noble mariee par pere ou mere ſuffiſamment appannagee qui a eu don de mariage, eſt auec ſes deſcendans forcloſe des Succeſsions de ſeſdits pere & mere, ayeul ou ayeule, ce celuy d'eux qui a faict ledit Don: encores qu'elle mourut du viuant deſdits pere ou

Filles ſont en la Garde de l'aiſné : & ſi elles ont xx. ans & demandent mariage, les freres les peuuẽt garder par an & iour, & leur bailler mariage aduenant.

Mariage aduenant, comme eſt eſtimé, & ſur quelles Succeſsions.

Fiſc ou Creancier ſubrogé au lieu des freres, doit partage aux filles, & non mariage aduenant.

Frere ne peut les garder apres l'an & iour, s'il ſe preſente aucun ſuffiſant & idoine: & s'il refuſe ſans cauſe, ont partage.

Filles ne voulans ſe ranger à la volonté de ſes freres & parens, ſans cauſe raiſonnable, ne peuuent demander que mariage aduenant.

Mariage des filles ne doit eſtre differé pour la minorité des freres.

Filles ſeront mariees par l'aduis du Tuteur, de ſes parens & amis: & s'il eſt negligent, elles ſe peuuent marier par le conſeil des parens & amis: & auront mariage aduenant.

Filles ayans xxv. ans comme ont prouision sur leurs freres par vsufruict, attendant leur mariage : & se marians, ont la proprieté.

Sœurs ne peuuent demander plus que le tiers de l'heritage : & s'il n'y a qu'vne sœur & plusieurs, elle n'a le tiers entier, ains partit egalement auec les puisnez.

Filles en quelles choses ne prennent part ne portion auec les freres.

† *Sur le 270. Art. les Deputez des Bailliages de Caux & de Bayeux & Vire, ont allegué Coustume locale au contraire : dont il sera informé.*

Anciens mesnages.

†† *Cest Art. 271. a esté accordé par lesdits Deputez, nonobstant le contredit du Deputé d'Eureux, qui preten d qu'il y a Coustume locale, contenant que les sœurs venans à partage, faute de mariage, ont outre le tiers des heritages, estans aux champs, le tiers de l'estimation des masures, à la raison du reuenu ou du fermage r'acquitable par le frere au denier dix, encores qu'il n'y ait plus de mesnages que de freres: & le contredit du Deputé de Bayeux, que les filles en lad. te Vicomté n'entrent en discussion de partage auec leurs freres, soit en Bourgage ou hors Bourgage : mais leur est par leurs freres donné mariage, ou bien ils leur laissent la tierce partie de la Succession, ou la conferent en partage égal : Desquels les Coustumes locales a esté ordonné qu'il sera informé.*

Fille noble mariee & appanagee, est forclose des Successions directes.

† *Cest Art. 284. est mis au lieu du 26. Art. ancien.*

---

mere : & ce tant qu'il y aura hoir masle ou hoir descendant d'hoir masle. Et ne fera ladite fille ou lesdits descendans part en ladite Succession, combien qu'on ne luy euſt donné qu'vn [k] Chappel de roses : sinon qu'en faisant le contract de mariage, luy euſt esté reserué de venir à ladite Succession : ou que par lesdits pere & mere, ayeul ou ayeule, elle ou ses descendans euſſent esté rappellez : esquels cas elle ou les descendans d'elle rapporteront tout ce que ladite fille aura eu en mariage. Art. 285. Si le frere Noble marie sa sœur & luy donne moins, qu'aduenant, elle pourra neant-moins demander le surplus de ce qui luy appartiẽt de son droict de partage : ce que pourront faire ses enfans, si elle decede.

LODVNOIS Chap. 27. Art. 26. p. *à Tours.* Art. 284. appanee, & qui, &c. est forclose de la Succession de pere ou mere, d'ayeul, &c. don, tant qu'il y ait hoir descendant, & ne luy euſt-on, &c. si expressement ne luy a esté reseruee en faisant ledit mariage. Art. 27. p. *à Tours.* Art. 285. partage. Et si ladite sœur decede auant son mary, les enfans d'elle pourront demander le parfaict du droict de Succession de leurdite mere.

ANIOV Tit. 12. Art 241. Homme Noble peut bien donner à sa fille plus grand mariage qu'aduenant. Car il luy pourroit bien donner la tierce partie de sa terre ou choses immeubles : iaçoit qu'ordinairement ne luy en appartint par Succession que quart, quint, vi. vii. ou plus ou moins: mais aussi s'il luy donne moins en mariage, qu'il ne luy fut escheu de la Succession, & ne luy euſt-il donné qu'vn chapeau de roses, c'est à sçauoir quelque legier don de mariage: mais qu'elle soit mariee & emparagee noblement par le pere, si ne peut-elle rien demander en Succession directe de pere, de mere, [l] d'ayeul ne d'ayeule, tant comme il y ait hoir masle de ses pere & mere ou Representation d'hoir masle, s'il ne luy est reserué en faisant le mariage : mais elle peut succeder à ses freres & sœurs & en autres Successions collaterales. Art. 242. Autre chose est si l'homme Noble marie sa fille à homme non noble, ou que sans le père, icelle fille euſt esté mariee noblement. Car en ces cas elle reuiendra à Succession és heritages & choses immeubles de ses pere & mere, ayeul & ayeule, en rapportant le Don de son mariage à elle fait par heritage seulement, sinon qu'expressement elle euſt renoncé à reuenir ausdictes Successions. Article 243. Et au regard du Don de meuble faict à ladite fille Noble, qui luy est donné en simple nature de meuble, sans mettre n'apposer en faisant ledit Don, paction de le mettre és acquests d'heritages, qui seront censez & reputez son propre heritage d'elle : tel simple meuble n'est point rapportable. Article 244. Si homme Noble marie sa sœur, & ne luy donne mariage aduenant, c'est à sçauoir iusques à la valeur de sa loyale & legitime portion de la terre & Succession de ses pere & mere, & autres parens : apres le trespassement de son mary, elle sera bien receuë à demander son loyal partage : en rapportant ce qui luy aura esté donné audict mariage, si elle n'auoit expressement accepté iceluy Don pour sa legitime, ou qu'elle y euſt autrement renoncé : mais supposé qu'elle n'euſt faicte expresse acceptation ou renonciation : toutesfois tant comme le mariage dure, elle ne peut autre chose demander, ne son mary, à cause d'elle, que ce qui luy aura esté promis, & donné en mariage. Et en ce cas, ne court point prescription contre elle, son mariage durant. Art. 245. Homme ou femme noble qui marie son heritier principal & presumptif, ou heritiere principale & presumptiue, declarement comme son heritier principal, ou heritiere principale, ne peut apres

k Chappel de roses c'est vn don legier que le pere ou la mere donne à sa fille en la mariant, laquelle il appane, ainsi que les Coustumes d'Aniou Art. 241. & Maine Art. 258. l'interpretent. Voyez cy dessus le Titre x. de ceste 2. partie en l'Addition Nombre 1.

l C'est à dire mariee à son pareil en noblesse & maison, & selon son estat & qualité. Les autres Coustumes ont dict apparagez. Voyez l'Indice des droicts Royaux.

Chappel de roses.

Fille mariee ne fait part & s'il ne luy est reserué en faisant le mariage ou si elle n'a esté rappellee, & sera tenue de rapporter le don.

Frere noble ayant donné à sa sœur moins qu'aduenant, doit donner le surplus.

Homme noble peut donner à sa fille plus grand mariage qu'aduenant : & mesmes la tierce partie de sa terre.

Chappeau de roses.

Fille mariee & emparagee noblement, ne peut rien demãder en Succeſsiõ directe de pere, mere, ayeul, ou ayeule, tãt qu'il y a hoir masle de ses pere & mere ou representation: s'il ne luy est reserué, peut succeder en succeſsions collaterales.

Fille noble n'estant mariee noblement, peut venir à la Succeſsion de son pere & mere, en rapportant le don de son mariage.

Source : BIU Cujas

Meuble n'eſt ſuiect à rapport, s'il eſt donné en ſimple nature de meuble, s'il n'a paction de l'employer en heritage pour eſtre propre.

Homme Noble mariant ſa ſœur & ne luy donnant mariage aduenant, eſt tenu luy donner ſon loyal partage en rapportant le Don qui luy a eſté donné, ſi elle ne l'auoit accepte pour ſa legitime, ou qu'elle y euſt renoncé.

Preſcription ne court contre la femme le mariage durant.

Homme ou femme Nobles marians comme heritier ou heritiere principal, ne peut apres tel contract, vendre, donner, aliener ne tranſporter de telle portion qui leur a donnee, ſinon en cas d'extreme neceſsité, ou pour redemption de leur corps.

contract faict en faueur dudict mariage rien vendre, donner, tranſporter n'aliener de ſon heritage à quelque perſonne que ce ſoit de telle portion comme il ſeroit eſcheu audict heritier principal ou heritiere principalle au temps dudit mariage, ſi ledict homme & femme Noble, qui ont ainſi marié ledict heritier ou heritiere eſtoient treſpaſſé: ſauf en aucuns cas c'eſt à ſçauoir pour leur extreme neceſſité de viure, & pour la redemption de leur corps, toutesfois auant que tel contract de mariage peut lier n'eſtraindre les acquereurs & tierces perſonnes, ſeroit requis que tel contract fut deuëment publié. Art. 246. Mais au regard du ſurplus, qui ſeroit outre ladicte portion des heritier ou heritiere il peut ce nonobſtant eſtre aliené par leſdictes perſonnes Nobles, qui ainſi ont marié leur heritier ou heritiere: & ſi telle alienation eſt faicte toutesfois les autres heritiers puiſnez ou puiſnees auront apres le decez deſdicts homme ou femme, nonobſtant ledict mariage de leur aiſné ou aiſnee, leur tiers de ce qu'eſt demouré en la Succeſſion des immeubles deſdits homme ou femme decedez, & ledict aiſné ou aiſnee, ou leur Repreſentation, les autres deux tiers auec ſon preciput & aduantage. Art. 247. S'il eſt ainſi qu'homme Noble ait donné à l'vne de ſes filles ou à pluſieurs, plus grand ou moindre mariage qu'aduenant: c'eſt à ſçauoir moins ou plus que la valeur & legitime portion, c'eſt au profit ou dommage de l'aiſné. Car audit cas ledict aiſné prendra en la Succeſſion de pere & mere, la portion qu'euſt prins ſa ſœur, ſur ce deduit & precompté en ladite portion la valeur de ce que luy a eſté donné par droict d'heritage, en faiſant ledict mariage. Et ſi elle en a plus eu qu'elle n'en euſt prins par Succeſſion, les autres puiſnez auront le tiers de ce qui en demourera.

Puiſnez ont le tiers de la ſucceſsion nonobſtant le mariage de leur aiſné ou aiſnee.

Homme Noble aiant donné à l'vne de ſes filles ou à pluſieurs, plus grand ou moindre mariage qu'aduenant c'eſt au profit ou dommage de l'aiſné.

Le Maine Tit. 13. Art. 258. p. *a Aniou*. Art. 241. Chapel de roſes &c. Art. 259. p. *a Aniou*. Art. 242. ſeroit ſi homme, &c. Art. 260. p. *a Aniou*. Art. 243. en acqueſts, &c. Art. 261. & 262. p. *a Aniou*. Art. 244. & 245. ne peut apres publication & declaration faicte au plus prochain Siege Royal, ou és aſsiſes de la plus prochaine Baronnie ou Chaſtellenie, de tel contract faict, &c. *iuſques à ce mot*, corps, *inclus*. Art. 263. 264. & 265. p. *à Aniou*. Art. 246. & 247. la valeur de ſa loyale & legitime, &c.

Lepvrovx Chap. 4. Art. 6. On n'vſe point de Rappel.

Berry Tit. 19. Art. 33. En m contract de mariage des eufans le pere ou mere leur peuuent donner de leurs heritages & biens pour leurs parts & portions ce que bon leur ſemblera: & moyennant ce, leur faire renoncer à leurs futures Succeſsions & eſchoites au profit des autres enfans. Et leſquelles renonciations ſeront bonnes & valables, & rendront inhabiles n leſdits enfans renonçans à la ſucceſsion. Leſquels par ce moyen ne ſe pourront dire apres le decez du pere ou mere ſaiſis d'aucune part ou portion de leurs ſucceſsions. Art. 34. Toutesfois ſi par ledit contract de Donation à eux faicte, ils n'ont eu leur entiere legitime, ayant regard au temps de la mort du pere ou de la mere, ils pourront agir & demander le ſupplement d'icelle.

Renonciations faictes en contract de mariage par les enfans aux ſucceſsions de pere & mere au profit des autres enfans ſont bonnes & valables: toutesfois peuuent auoir ſupplement de leur legitime, ayant eſgard au temps de la mort du pere ou de la mere, s'ils ne l'ont eu.

Bovrbonnois Chap. 25. Art. 305. Fille †† mariee & appanee o par pere ou par mere, ayeul ou ayeule paternels ou maternels, apres le decez

Fille mariee & appanee par pere & mere ou aſcendans ne peut venir à ſucceſsion collaterale, dedans les

m Soient maſles ou femelles & les deſcendans d'eux, que les Latins nomment Nepotes, apres leur decez. D'autant que ceſte Couſtume eſt reelle. Et ainſi fut iugé par Arreſt contre Damourettes le 21. iour d'Auril 1564. C. M.

n L'ancienne Couſtume de Berry eſcrite à la main. Art. 77. L'engarde à Bourges par la Couſtume que fille mariee de pere & de mere, ou partie & diuiſee à gré de ſes freres, ne peut iamais venir à eſchoete ne à droict d'eſchoete de pere, de mere ou de freres, tant comme il ait hoir maſles, ou deſcendant de hoir maſle, combien que li hoir deſcendu ſoit femelle. Vide Cuiac. Conſult. 24. & vlt.

o Ceſte Couſtume ſemble eſtre contraire à la diſpoſition du Droict commun: par lequel vne generale renonciation à la ſucceſſion paternelle, ne ſe peut eſtendre aux ſucceſſions des freres, combien qu'elles conſiſtent en biens paternels, auſquels la fille a renoncé l. ſed ſi plures 10. §. filio. D. de vulgar. & pup. ſubſt. Hereditas ſemel adita, amplius hereditas non eſt, ſed patrimonium adeuntis vt DD. ad l. hereditas D. de reg. iur. & Accurſ. ad l. 1. D. de acq. poſſeſſ. adnotant. La renonciation eſt neceſſaire, & ne ſuffit vſer de ce mot, *appanager*, comme il a eſté iugé par Arreſt du 17. Mars 1573. pour Denys Godin d'vne part, & Philippes Sourdaut, d'Argenton d'autre. Mais ſ'ils ont ſeulement promis de renoncer au contract de mariage en ces mots, ſeront leſdits futurs eſpoux, & ont promis renoncer, ou bien ſera la future eſpouſe tenue renoncer auec l'auctorité de ſon mary, le mariage conſommé: cela a autant d'effect que s'ils auoiēt

Source : BIU Cujas

renoncé: & est telle renonciation suffisamment exprimee, bonne & valable selon l'opinion de Du Moulin en son Conseil 55. Toutesfois autres tiennent du contraire, comme Boerius en ses Dec. 3. la promesse stipulee de renoncer par la fille à la succession paternelle, engendre action, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 6. iour de Mars 1545. comme escrit Charondas Resp. 88. au 4. liure Alexand. Cons. 29. Volu. 3. & Cons. 168. & 180. Volum. 5.

termes de Representation: & hors y succede.

†† *Maistre Victor Chaudron, comme Procureur de Messire Antoine de la Roche-Fouchaut Cheualier Seigneur de Barbezieux & de Dame Antoinette d'Amboise sa femme s'est opposé à cest Art. 305. requerant qu'il fut escrit par pere, ou par mere, ayeul ou ayeule ou par frere & que telle estoit l'ancienne Coustume obseruee au pays de Bourbonnois auparauant que les Coustumes fussent redigees en l'an 1500. & que pour l'aduenir ne vouloit empescher que ces mots, ou par frere, ne fussent ostez, requerant que nous eussions à interroger les assistans & Practiciens sur ce faict. Maistre Gilbert Gay pour Messire Philippes de Beauieu Seigneur de Ligneres s'est opposé à ce que ne fussions aucunes interrogatoires: maintenans au contraire que ladicte Coustume n'estoit ancienne, ains nouuelle. Disant outre que pour raison de ce y auoit procez, & qu'a ce moyen ne deuons examiner les tesmoins, & pourroient les parties faire examiner les tesmoins au procez sur ladicte Coustume si bon leur semble. Sur ce auons ordonné que ladicte Coustume auroit lieu pour l'aduenir, sans preiudice des droict & procez des parties: reserué ausdictes parties de faire preuue. Et ont les Estats dict que ladicte Coustume estoit nouuelle quant à ces mots,* ayeul ou ayeule paternels ou maternels.

de ses pere ou mere, ayeul ou ayeule paternels ou maternels, ne peut demander legitime ne supplement d'icelle, n'aussi venir à succession collaterale dedans les termes de Representation, tant qu'il y ait masle ou descendant de masle, soit masle ou femelle, heritant esdites Successions: combien qu'elle n'y ait expressement renoncé: mais en Succession collaterale, hors les termes de Representation elle ou ses descendans succedent auec les masles ou leurs descendans, selõ la prerogatiue du degré: & en defaut de masle ou descendans de masle, ladite fille ou ses descendans, viennent à la Succession du dernier descendant desdits masles selon ladicte prerogatiue. Art. 307. Renonciation faicte par la fille en son contract de mariage s'entend estre faicte au profit de l'hoir masle germain & des descendans de luy: sans qu'il soit besoin d'en faire autre expression: sinon qu'il fut dict expressement, au profit duquel ladicte renonciation auroit esté faicte. Art. 309. Fille mariee & appanee, ayant renoncé expressement ou taisiblement, au profit des masles ou descendans des masles, s'il n'y a masle ou descendant de masle, soit au temps de la renonciation ou apres, & n'y ait que filles lors de la Succession, escheant, ladite fille aisnee ainsi mariee succede auec ses autres sœurs, & se peut dire saisie, en rapportant ou moins prenant ès Successions de pere & mere ou autres. Art. 320. La portion de la fille mariee & appanee, accroist ès masles seulement, s'ils veulent payer la Dot à elle constituee ou le reste d'icelle. Et s'ils sont refusans de la payer & il y a des filles restans à marier, elles succederont à leur sœur mariee viuant leur pere, auec les masles ou descendans d'eux, en payant le Dot *pro rata* ou reste d'iceluy. Et combien que ladicte fille ainsi mariee ne prenne part & portion esdictes Successions, si faict elle p nombre & part auec les autres enfans pour la quotité & computation de la legitime. Art. 311. Le pere, mere ou autres ascendans en mariant en premieres nopces leurs filles & autres descendans en directe ligne, pourront reseruer à leurdicte fille ou autres descendans en directe ligne, droict successif de pere & de mere & autres lignagers tels que bon leur semble. Mais † ladicte fille mariee en premieres nopces & appanee par ses pere & mere & autres ascendans, ne peut estre rappellee à aucun droict successif, au preiudice des masles ou leurs descendans, sans leur consentement exprez, soit par second contract de mariage ou autrement: toutesfois n'est prohibé esdits pere & ascendans, donner * ou leguer à ladicte fille ainsi mariee & appanee en premieres nopces, ou disposer à son profit de ses biens: autrement que par reseruation ou Rappel de leur droict successif.

AVVERGNE Chap. 12. Art. 25. Fille mariee par le pere ou par l'ayeul paternel, ou par vn tiers ou d'elle mesme, lesdicts pere ou ayeul paternel & mere viuans, douëe & non douëe, ait quitté ou non, elle ne ses descendans ne peuuent venir à Succession de pere, mere, frere, sœur n'autre quelconque, directe ou collaterale, tant qu'il y ait masle ou descendant de masle heritant esdites Successions, soit ledict descendant masle ou femelle: sinon qu'elle fut mariee en premieres nopces en la maison de sesdits pere & ayeul ou l'vn d'eux sans constitution de Dot. Auquel cas n'est forclose desdictes successions. Art. 26. Et en defaut de masle ou descendant de masle, ladicte fille ou ses descendans pourront seulement venir à la Succession du dernier mourant, & autres Successions apres escheans. Art. 27. Le pere & autres ascendans en mariant en pre-

p Par la Coustume de Tours. Art. 284. & de Lodunois. Chap. 27. Art. 26. elle ne faict aucune part ne portiõ en la succession, s'il ne luy est reserué par le contract de mariage. Au sur plus c'estoit anciennement vne Coustume presque generale par la France de faire renoncer les filles en les mariant aux successions de pere ou mere. Et par arrest donné à la Septembre 1261. La Coustume de France que fille mariee du viuant du pere & mere ne reuient à succession, qu'elle a lieu quand le mariage est consommé du viuant desdicts pere & mere, & non pas quand il est seulement contracté & apres le decez

† *Ces mots,* Mais ladicte fille, *sont de nouuel adiouſtez.*

Pere & mere ou autres ascendans peuuent disposer de leurs biens au profit de la fille mariee & appanee.

* Alias, *Et leguer P.V.*

Fille mariee viuans les pere ayeul paternel & mere, deue ou non, ait renoncé ou non, ne

Source : BIU Cujas

peut venir à ſucceſsion directe ou collaterale tant qu'il y a maſle ou deſcendant de maſle heritant eſdites ſucceſsions.

du pere conſomme. Ceſte meſme Couſtume eſt auſſi recitee en l'Arreſt de la Comteſſe d'Angouleſme donné à la Touſſaints 1271.

Fille mariee en premieres nopces en la maiſon du pere ou mere, ou de l'vn d'eux n'eſt forcloſe de ſucceſsion.

Fille en defaut de maſle ou deſcendans peut venir à ſucceſsion eſcheant.

Pere & mere peuuent en mariant leur fille luy reſeruer & à ſes deſcendans en droicte ligne, droict ſucceſsif.

mieres nopces leur fille ou autres deſcendans en droicte ligne, peuuent reſeruer à leurdicte fille & autres deſcendans en droicte ligne, droict Succeſſif de pere, mere & autres ſeſdits parens. Art. 28. Et les collateraux la marient, viuant le pere ou ayeul paternel, luy peuuent auſſi reſeruer leur Succeſſion ſeulement en tout ou partie. Art. 29. La fille mariee en premieres nopces ne peut par ſondit pere n'autres parens, de la Succeſſion deſquels elle eſt forcloſe par la Couſtume en faueur des maſles, eſtre rappellee à aucun eſpoir de droict ſucceſſif au, &c. p. *à Bourbonnois.* Art. 311. conſentement, ſoit par ſecond traicté, &c. Article 30. p. *à Bourb.* Art. 311. *A la fin.* mere & parens collateraux, luy donner, leguer ou diſpoſer, &c. reſeruation de l'eſpoir dudit droict, &c. Art. 31. La portion de la fille ainſi forcloſe de ſucceder par les moyens deſſuſdits, accroiſtra és maſles ſeulement, s'ils veulent payer la Dot à elle conſtituee ou les reſtes d'icelle, en conferant ladite Dot ou moins prenant de la part & portion, comme ladicte fille feroit ſi elle ſuccedoit, ſans ce qu'audit cas, les filles reſtans à marier puiſſent aucune choſe pretendre en la portion de ladicte fille mariee. Art. 32. Et combien que ladite fille ainſi mariee ne prenne part ne portion eſdites Succeſſions ſi faict elle nombre & part auec les autres enfans pour la quotte & computation de legitime. Art. 33. Et ſi ladicte fille eſt mariee par leſdits pere ou ayeul paternel ou autre, ou de ſoy-meſme, apres le treſpas de ſa mere, elle peut venir à la Succeſſion de ſadicte mere & autres ſes parens dudict coſté & eſtoc maternel. Art. 34. Mais quant à la Succeſſion de ſeſdits pere, & ayeul & autres parens lignagers du coſté paternel, elle en eſt forcloſe. Art. 35. laquelle fille mariee par les deſſuſdits, ainſi forcloſe deſdictes Succeſſions, ne peut, &c. p. *à Bourbonnois.* Art. 305. d'icelle. Toutesfois ſi elle n'a point eſté doüee, elle peut ſeulement requerir eſtre doüee, ſelon que les autres filles de la maiſon ſi aucunes en y a, ont eſté douees. Et s'il n'y a autres filles douees de ladite maiſon, elle ſera douee ſelon l'aduis des parens & amis de ladicte fille, eu regard és conſtitutions de mariages du lieu & voiſins de ſemblable qualité. Art. 36. Si ladicte fille ſe marie au deſceu & outre le gré de ſes pere & mere, à homme qui ne ſeroit d'eſtat & qualité condigne à lignage, ne pourra aucune choſe pretendre ne quereller és biens de ſeſdits pere & mere par Dot n'autrement. Art. 37. Fille fiancee, viuans ſes pere & ayeul paternel ou l'vn d'eux n'eſt forcloſe des Succeſſions de ſeſdits pere, ayeul, mere n'autres collateraux: ſi le mariage n'eſt accomply leur vie durant.

Rappel n'a point de lieu.

Portion de la fille appanee accroiſt aux maſles ſeulement.

Fille mariee ne prend part ne portion, & fait part pour la legitime.

Fille mariee apres la mort de ſa mere, peut retourner à la ſucceſsion de ſa mere & autres parens de l'eſtoc maternel: & demoure forclos de la ſucceſsion paternelle & autres dudit coſté paternel.

Fille peut requerir eſtre douee.

Fille ſe mariant à homme indigne de l'eſtat & qualité du lignage, ne peut rien pretendre ne quereller eſdits biens par dot n'autremẽt.

Fille fiancee viuant les pere ou ayeul paternel, n'eſt forcloſe deſdites ſucceſsions ſi le mariage n'eſt accomply.

LA MARCHE Chap. 19. Art. 220. Fille † appanee ou douee & fiancee, ou mariee par pere & mere ou ayeul paternel ou par vn tiers ou d'elle, &c. p. *à Auuergne.* Art. 25. viuans ait renoncé ou non, elle & ſes deſcendans ſont priuez & ne peut venir à Succeſſion, &c. mere, ayeul, ayeule, freres, &c. n'autres Succeſſions directes ou collaterales dedans les termes de Repreſentation, tant que deſdits pere & ayeul y ait hoirs maſles ou deſcendans de maſles, &c. maſle ou fumeau heritant eſdites ſucceſſions: mais és ſucceſsions collaterales, hors les termes de Repreſentation, elle ſuccedera auec leſdits maſles ou deſcendans d'eux: & n'a lieu ladite priuation. Mais ſi ladite fille eſtoit mariee en la maiſon paternelle par leſdits pere, ſans conſtitution de Dot en ce cas, elle & ſes deſcendans ſuccederont auec les maſles & deſcendans d'eux. Art. 240. Le pere & autres aſcendans, &c. p. *à Bourbonnois.* Art. 311. peuuent reſeruer, &c. ſucceſsif de pere, mere & autres ſeſdits parens. Art. 241. p. *à l'Art. 28. d'Auuergne.* Art. 242. †† p. *à l'Art. 29. d'Auuergne.* Art. 243. Toutesfois n'eſt, &c. p. *à l'Art. 30. d'Auuergne.* Art. 244. Et pour la conſeruation les maiſons dudit pays, la portion, &c. p. *à Auuergne.* Art. 31. La Dot ou portion &c. Art. 245. & 246. p. *à Auuergne.* Art. 32. & 35. Chap. 21. Art. 291. Le pere ſoit Gentil-homme ou roturier peut donner à ſa fille ce que bon luy ſemblera en le mariant. Et ne peut la fille autre choſe demander és biens de ſondit pere, que ce que luy a eſté baillé par ſondit pere en traicté de mariage. Art. 292. La mere

† *Ceſt Art. 220. eſt accordé pour nouuelle Couſtume en ce mot, fiancee.*

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art. 242. eſt accorde pour couſtume nouuelle.*
Pere peut donner à ſa fille ce que bon luy ſemble, en la mariant: ſans qu'elle puiſſe autre choſe demander.
Mere ne frere apres la mort du pere, ne peuuent appaner la fille.

ne le frere, apres la mort du pere, ne peuuent appaner leur fille ou ſœur, des biens à elle aduenus par Succeſſion de ſes predeceſſeurs, ou autrement en la mariant, ſi bon ne luy ſemble. Mais ſi la fille ou ſœur d'aage parfaict, font Donation quictance ou tranſport de leurs biens ſans deception enorme & d'outre moitié : telle quictance & renonciation ſont bonnes & valables. Art. 293. Si la fille a recueilly la Succeſſion de ſa mere ou autres biens aduentifs, le pere en la mariant ne l'en peut fruſtrer : ſinon que moyennant recompenſe raiſonnable, elle eſtant d'aage parfaict y ait quitté & renoncé. Art. 294. Aage † parfaict à quitter par la fille qui ſe marie, en contract de mariage les biens à elle aduenus ſe prend à xiiii. ans : & quant aux fils à xviii. ans quand le pere par deliberation de trois de ſes parens, les marie hors de ſa maiſon. Mais quant à autres contracts d'alienation de biens immeubles à ce que les contracts ſortent effect, aage parfaict s'entendra dor eſnauant à xv. ans : iaçoit que par cy deuant en euſſent autrement vſé.

Quictance & renonciation faicte par fille aagee, eſt bonne s'il n'y a deception d'outre moitié.

† *Ceſt Art. 294. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

Aage parfaict pour quitter ſes biens aduentifs comme ſe doit entendre

Aage parfait pour les filles à xiiii. ans & 18. ans pour les fils.

Aage parfaict de xxv. ans pour les autres contracts d'alienation.

Poictou Tit. 2. Art. 220. Quand pere, mere, ayeul ou ayeule ou l'vn d'eux Nobles ou de Noble condition marient leur fille ou niepce en droicte ligne, & en faueur de mariage, luy donnent de leurs biens, quelque choſe que ce ſoit, encores qu'elle ne valut ſa legitime portion, ladicte fille ou niepce eſt excluſe de ladicte Succeſſion : c'eſt à ſçauoir de celuy qui l'a ainſi mariee & donné de ſes biens. Autre choſe ſeroit, ſi elle eſtoit mariee par aucuns de ſes freres ou collateraux. Car lors elle ne ſeroit forcloſe des Succeſſions acquiſes, ſoient †† directes ou collaterales, ſi elle n'y auoit renoncé par expres : ce † qu'elle peut faire eſtant en aage. Art. 221. Si les pere & pere †† roturiers ou l'vn d'eux marient leur fille & luy donnent de leurs biens, elle peut renoncer à Succeſſion paternelle, maternelle & † collaterale, à eſchoir, & vaut telle renonciation. Et eſt entendu ce mot, *collateral*, de collateraux deſcendans de pere & mere en directe ligne. Car tant qu'il y en aura aucuns, la fille qui aura renoncé ne leur ſuccedera. Toutesfois leſdicts pere & mere peuuent rappeller leurs filles qui auroient ainſi renoncé auſdictes Succeſſions, quand bon leur ſemblera, ſans le conſentement des autres freres & ſœurs.

Ayeul, Ayeule, pere ou mere nobles mariant leur fille, de leur bien, & les faiſant renoncer à leur ſucceſſion, & eſtant mariee par les collateraux, n'eſt forcloſe des ſucceſſions directes ou collaterales, ſi elle n'y a renõcé.

†† *Ces mots, ſoient directes ou collaterales ont eſté mis pour plus grande explication.*

Bovrdeavx Chap. 5. Art. 66. Si le pere baille Dot à ſa fille en terre & argent, icelle fille ne viendra en partage des biens paternels auec ſes freres n'au ſupplement de legitime : ſinon que le pere en ordonnaſt autrement. Art. 67. Si le pere a baillé Dot à ſa fille & au contract de mariage elle renonce aux biens paternels auec ſerment, ſoit maieur ou mineur, ne pourra venir à la Succeſſion de ſon pere, ne demander ſupplement de legitime, ſinon, &c. Art. 68. Si le pere a promis payer *& fuerit habita fides de pretio*, quãt à ce que la fille ne puiſſe venir à la Succeſſion de ſon pere, eſt tout vn, comme s'il eſtoit payé. Mais que ſe face payer, ſi bon luy ſemble. Art. 69. Si durant la vie des pere & mere, la fille eſt mariee, & iceux pere & mere luy donnent or ou argent ou autre choſe pour ſon mariage, & elle renonce auec ſerment, la fille ne pourra plus demander aucune choſe † eſdicts biens de pere & de mere. Et ſi apres le decez du pere, la mere marie ſa fille ſi elle n'eſt Noble, ſera tenue appeller audict mariage & renonciation de ſa fille, deux des plus prochains parens deſdits pere & mere : & s'il n'y a parens deſdits pere & mere en Bourdelois, ſera tenuë y appeller deux des plus prochains voiſins deſdicts pere & mere : autrement la renonciation ne tiendra au dommage de la fille. Si ladite femme eſt Noble, ne ſera tenuë appeller leſdicts parens ou voiſins à faire ladicte renonciation : ains ſi ladicte fille renonce ſans iceux, ne pourra plus demander aucune choſe és biens de la mere. Art. 71. La fille mariee par le pere auec terre & argent, ou quand elle renonce aux biẽs paternels moyennant ſerment, ne peut venir à Succeſsion de ſon frere decedé, ſ'il y a d'autres freres ou frere ou neueu deſcendant de frere.

† *Ces mots, ce qu'elle, &c. ont eſté adiouſté de nouuel.*

†† *Ce mot, roturiers, a eſté adiouſté.*

† *Ces mots, collaterale, à eſchoir, ſont de nouuel adiouſtez.*

S. Sever Tit. 12. Art. 9. Si eſdits lieux le pere ou mere en vie en mariant les puiſnez, ou par Teſtament ou autrement, baille moindre portion, leſdits puiſnez fils ou filles ſe doiuent contenter de telle portion que le pere ou mere leur a baillé, ſans ce que leſdicts puiſnez puiſſent quereller ou impugner le Te-

Fille douee par pere ne vient à la ſucceſſion paternelle, ſinon qu'il en ordonne autrement.

Fille douee par pere, aiant renoncé auec ſerment, ne peut venir à la ſucceſſion de pere ny demander

Source : BIU Cujas

ſupplement de legitime.

Promeſſe de payer, equipolle à payement.

Renonciation faicte par la fille mariee par la mere apres la mort du pere, eſt bonne, ſi la renonciation eſt faicte par l'aduis de deux prochains parens, ou à leur defaut de deux voiſins, ſecus ſi elle eſt noble. Car la Renonciation vaut & tient ſans l'aduis des parens ou voiſins.

Fille mariee par pere auec terre & argent ou renonçant aux biens paternels auec ſerment, ne peut ſucceder à ſon frere decedé s'il y a frere ou neueu.

Puiſnez fils ou filles ſe doiuent contenter de ce qui leur a eſté donné par pere ou mere en les mariant ou par Teſtament.

ſtament ou autre diſpoſition des pere & mere.

LA BOVRT Tit. 12. Art. 19. L'aiſné où aiſnee qui par la Couſtume ſuccede à ſes pere & mere, ayeul & ayeule és biens de lignee, eſt tenu pour toute legitime d'iceux biens marier ſes ſœurs de pere & mere, ou du coſté dont les biens ſont deſcendus ſelon la faculte d'iceux, ſ'elles ſeruent à la maiſon de l'aiſné ou aiſnee reſpectiuement, ou ailleurs à la volonté de ſuccedant: autrement n'eſt tenu les marier. Art. 20. Et quant à ſes freres puiſnez de pere & de mere, & du coſté dont les biens viennent, leur eſt tenu bailler la quarte partie ſeulement de la legitime, que de droict leur appartient. Et s'ils ont eſté mariez par les pere, mere, ayeul ou ayeule ou l'vn d'eux, ne peuuent aucune choſe quereller ou demander en la Succeſſion.

Aiſné ou aiſnee eſt tenu marier pour toutes legitimes, ſes ſœurs de pere & de mere, ou du coſté dont les biens ſont venus.

SOLE Tit. 27. Art. 34. p. *a la Bourt.* Art. 19. en biens papoaux eſt tenu &c.

†† *Ceſt Art. 557. contient la reformation des anciens 224. & 225.*

BRETAGNE Tit. 23. Art. 557. Les † filles mariees par pere Noble, ne pourront demander autre plus grand partage que leur aura faict leur pere, mariage faiſant, encores qu'elles fuſſent mineurs, & qu'elles n'euſſent renoncé pourueu qu'elles fuſſent deuëment appanagees. Le ſemblable ſera gardé pour le regard des biens de la mere, quand les filles auroient eſté mariees par les pere & mere Nobles, d'extraction noble. Art. 558. La † portion de la fille mariee par pere Noble, à moindre part, qu'il ne luy appartient par la Couſtume ou de Religieux ou Religieuſe ayant fait profeſſion volontaire en aage legitime, accroiſt & appartient à l'aiſné à la charge des debtes, à la raiſon de ladicte portion, & payant la penſion qui ſeroit deuë auſdits Religieux ou Religieuſe.

Fille mariee appanagee par pere Noble ne peut demander plus grand partage, ores qu'elle fut mineur & qu'elle n'euſt renoncé.

† *Ceſt Art. 558. eſt de nouuel adiouſté.*

V. NIVERNOIS Chap. 34. Art. 17. Partage q ou aſſignation faite par le pere, mere ou l'vn d'eux, la mere auctoriſee de ſon mary, & auſſi par le ſuruiuant d'eux, de ſes biens entre leurs enfans ou par autres de ſes biens entre ſes prochains heritiers capables à luy ſucceder ab inteſtat, tient & vaut: & ſont leſdits enfans ou heritiers, apres le treſpas deſdits defuncts, veſtus & ſaiſis des biens d'iceux defuncts ſelon ledict partage ou aſsignation, le cas aduenant toutesfois tel partage & aſsignation eſt ambulatoire & reuocable iuſques à mort.

Portion de fille qui a renoncé ou de Religieux ou Religieuſe aiant fait profeſſion volontaire en aage legitime accroiſt à l'aiſné, en paiant les debtes à raiſon de ladicte portion & payant la penſion deue aux Religieux ou Religieuſes.

LA SALLE DE LILLE Tit. 2. Art. 59. Partage & diuiſion ſe peut faire entre coheritiers des biens à eux eſcheux & deuolus par Succeſsion, & entreſchanger le droict de meubles à immeubles & de immeuble à meuble. Lequel partage faict a entretenir, & eſt chacun ſaiſi des biens & heritages à luy aſſignez ou eſcheus, ſans qu'il ſoit requis entreuenir œuure de loy de desheritement ou adheritement ou autre realiſation.

Partage ou aſſignation de biens faict par pere & mere entre enfans eſt bõ & eſt reuocable iuſques à la mort.

Partage faict entre coheritiers ſe doit garder.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 7. Art. 6 Entre gens Nobles le pere & la mere deuëment auctoriſee ou la mere apres le treſpas de ſon mary, peuuent partir & diuiſer tous & chacuns leurs biens meubles & immeubles entre leurs enfans emancipez ou en puiſſance. Et vaut ladicte diſpoſition & partage, ſans que leſdits enfans puiſſent aller au contraire: pourueu qu'icelle diſpoſition & partage ſoient faicts, xx. iours auant le treſpas deſdits pere ou mere. Autrement ne vaudront, & demeurera la Succeſsion ab inteſtat Art. 7. Au cas que par ladicte diſpoſition ou partage fut moins laiſſé aux enfans, que la legitime, qui par droict eſcrit leur appartient: c'eſt à ſçauoir le tiers de ce que chacun d'eux euſt receu ab inteſtat, s'il y a quatre enfans ou moins: ou la moitié s'il y a plus grand nombre, la legitime ſera ſupplee par les autres, chacun pour ſa contingente part & portion & par ratte: ledict partage neantmoins demeurant en ſa force & vertu. Et ſeront leſdits enfans ſaiſis & veſtus des choſes à eux delaiſſees par iceluy partage: ſans qu'ils puiſſent autre choſe demander outre la legitime & ſupplement qui ſeront faicts & donnez. C'eſt à ſçauoir aux maſles en cheuances & corps hereditaires: & aux filles, ſi bõ ſemble aux diſpoſans, en deniers, les legitimes deſchargees de legs, frais funeraux & diſpoſitiõ de derniere volõté. Ar. 8. ledit heritage ††

q Partage faict par le pere à ſes enfans, doit eſtre gardé l. ſi cogitatione 21. C. fam. erciſc. & valet quibuſcunque verbis vt eſt in l. 16. C. eod. tit. qualicunque iudicio d. l. 21. quibuſcunque verbis vel iudiciis l. vlt. C. eod. tit. Les Iuges ſont tenus de garder tel partage l. 10. & vlt. C. hoc titulo l. hac conſultiſſima 21. §. 1 C. de teſtam. Et recte Alexander in l. 8. C. de inoffic. teſtam. Parentibus arbitrium diuidendæ hereditatis inter liberos adimendũ non eſt. Vide l. 20. §. 3. & l. 39. §. 1. D. fam. erciſc. La forme de faire tels partages & diuiſions eſt exprimee en la Nou. 18. cap. 7. de laquelle nous deuons apprendre que le pere qui veut faire partage entre ſes enfans qu'il doit confirmer ou diuiſion par ſon ſeing ou de ſes enfans. Ce qui eſt auſſi exprimé en la Nou. 107. ch. 3. Par Arreſt donné

Source : BIU Cujas

entre le Sieur de Sourdy & ses freres donné le 6. Auril 1581. fut dit que suiuant le Testament du pere portant partage entre ses enfans & du consentement de la mere, les biens demoureroient partagez, & les puisnez se contenteroient de leur part, sans auoir esgard au Testament posterieur de la mere, qui les auoit auantagez au preiudice de l'aisné & du Testament paternel.

pere & mere entre leurs enfans est bon, pourueu qu'il soit faict vingt iours auant le trespas:

& en ce cas la succession demoureroit ab intestat.

Legitime doit estre supplee chacun pour sa contingente portion.

Legitime doit estre deschargee de frais funeraux & de toute disposition testamentaire.

†† *Ces Art. 8. 9. 11. & 13. sont de nouuel adiouſtez.*

se peut faire, presens ou absens lesdicts enfans, en iugement ou dehors, ou par deuant deux Notaires Royaux, ou par deuant vn Notaire & deux tesmoins qui signeront suiuant l'ordonnance ou bien sous l'escriture & signature du disposant: Ouquel cas, il sera tenu appeller vn Notaire Royal & deux tesmoins: & declarer en leur presence, que le contenu en ladicte escriture, est la disposition & partage de ses biens qu'il entend auoir lieu entre ses enfans, sans que ledict disposant soit tenu lire ou faire entendre le contenu en la disposition ausdits Notaire & tesmoins: afin qu'elle demeure secrete. Et sera ladicte delaration escrite & signee tant par ledit Notaire que tesmoins, au pied ou au dos de ladite escriture. Et est ledict partage reuocable, iusques au trespas dudit disposant. Art. 9. Et quant aux collateraux, ils pourront librement disposer, soit entre vifs ou à cause de mort, de tous & chacuns leurs biens, sans laisser aucune legitime selon la forme de Droict escrit. Et neant-moins vaudra la disposition qui sera faite par eux, par deuãt deux Notaires, ou par deuãt vn Notaire & deux tesmoins, ou bien sous l'escriture & signature du disposant: en faisant par luy declaration susdicte, encore qu'il ne suruiue les xx. iours dessusdits. Et sera telle disposition reuocable, iusques au trespas du disposant. Art. 11. Et à faute de disposer comme dessus tant par les Nobles, que gens d'Eglise, seront reglees leurs Successions suiuant l'ancienne Coustume. Art. 13. Tous lesquels Art. corrigez & adiouſtez auront lieu entre gens du tiers Estat, comme entre Nobles & Ecclesiastiques sans distinction.

Partage faict par pere ou mere en la presence de qui il doit estre faict.

Collateraux peuuent librement disposer de leurs biens sans laisser la legitime.

Lille Tit. 3. Art. 35. Pour deuëment faire partage à enfans mineurs d'ans, est requis que Tuteurs soient commis ausdits enfans, en nombre competent, de chacun costé de leurs parens & amis, par deuant iv. Escheuins du moins si auant toutesfois que lesdits parens & amis seroient residens en ladicte ville & Escheuinage d'icelle. Lesquels Escheuins, apres qu'il leur est apparu tel partage estre raisonnable & iuste, le reçoiuent, passent & acceptent. Toutesfois lesdits Escheuins pour cause, peuuent pouruoir ausdits mineurs d'ans de Tuteurs & autres que leurs parens & amis. Art. 36. Quant partage est deu, il se doit faire en tel estat que les biens sont lors qu'il est demandé. Art. 38. Quant par partage entre enfans sont assignees aucunes maisons ou heritages reputez pour meubles iceux enfans en sont reputez saisis. Art. 39. Vn grand pere ou grand mere, qui se remarie, est tenu faire partage à ses neueux & niepces en ligne directe, comme pere ou mere à ses enfans.

Successions des Nobles Ecclesiastiques & gens du tiers Estat se regleront selon les Articles reformez, s'ils ont disposez suiuant iceux: sinon selon l'ancienne Coustume.

Partage entre enfans mineurs d'ans cõme se doit faire.

Tovrnay Tit. 14. Art. 23. L'homme ou femme mariez ou l'vn d'iceux apres le trespas de sa partie, peuuent des biens à eux appartenans & desquels ils sont Seigneurs & proprietaires, selon ce que dict est cy dessus, disposer soit ensemble ou chacun à part entre leurs enfans, soit par partage, Testament ou autrement & leur donner ou assigner à l'vn plus, à l'autre moins, ainsi que bon leur semble, sans ce qu'ils soient tenus ou contraints les faire egaux en leurs biens: de sorte que lesdits enfans moins aduancez ne seront receuables y contredire ou donner empeschement, n'estoit que par icelles donnes ou dispositions ils fussent du tout priuez, preterits ou exheredez sans cause: ou que leur fut moins laissé, que leur portion legitime deuë de droict de nature ne porte, ouquel cas ils se pourroient reddresser & eux ayder du remede de droict. Tit. 18. Art. 1. Quant plusieurs personnes mineurs ou autres sont ensemble Seigneurs d'aucune maison ou autre heritage & l'vn d'iceux non voulant posseder d'iceluy par indiuis, en veut auoir sa part, il peut faire adiourner ses coheritiers en iceluy heritage par deuant les Escheuins de ladicte ville, sous lesquels ledict heritage est assis, & à l'encontre d'eux conclurre à diuision dudict heritage, se faire se peut & se il n'est partable à ce qu'il soit vendu tout en vn corps, pour és deniers qui en procederont auoir sa part & cotte. Art. 2. lesquels Escheuins apres lesdits coheritiers adiournez, & iceux sommierement ouys sur ladicte querimonie, ordonnent

Partage deu se doit faire en l'estat que sont les biens lors de la demande.

Partage estãt faict, chacun est saisi de sa part.

Ayeul ou ayeule se remariãt doit faire partage à ses neueux & niepces en ligne directe.

Partage fait par les mariez.

Conclusions de partage cõme se doiuent prendre.

Source : BIU Cujas

donnent aux Maire ſermentez commis aux heritages ſur vn billet d'enuoy, expedié par leur Greffier, aller faire viſitation d'iceluy heritage dont eſt queſtion, & en faire rapport auſdits Eſcheuins, pour apres ledit rapport par eux en eſtre ordonné comme de raiſon. Art.3. Que ledit rapport faict & eſtant trouué par iceluy que ledit heritage eſt impartable, leſdits Eſcheuins le font vendre tout en vn corps par haulche & renchiere de paulmees aux deſpens communs: & ladite vente faite, ſe partiſſent les deniers en procedans à chacun des coheritiers d'iceluy heritage, la cotte & portion telle qu'il auroit audit heritage.

Haulche & Renchiere de paulmees.

ORLEANS Tit.1. Art.91. Les † Nobles & non nobles, qui auront acquis & acquerront par cy apres des heritages Feodaux, eſquels n'y aura Iuſtice ne Vaſſaux, pourront tant par le contract d'acquiſition que par declaration par eſcrit ſubſequente diſpoſer dudit Fief, & ordonner qu'il ſera party egalement entre ſes enfans pour vne fois ſeulement, ſans aucune prerogatiue d'aiſneſſe, tant pour le manoir, terres, que cenſiues.

† *Ceſt Art. 91. a eſté accordé & adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir.*

Nobles ou non nobles, peuuent tãt par contract d'acquiſition qu'autre declaration par eſcrit, ordonner que les acquests d'heritages feodaux n'ayant Iuſtice ne Cenſiue, ſeront partis egalement, ſans aiſneſſe.

NORMANDIE Chap.11. Art.237. Le †† fils aiſné ſoit Noble ou roturier, eſt ſaiſi de la Succeſſion du pere & de la mere: apres leur decés, pour en faire part à ſes puiſnez, & fait les fruicts ſiens, iuſques à ce que partage ſoit demandé par ſes freres, † s'ils ſont maieurs lors de la Succeſſion eſcheuë. Et s'ils ſont mineurs, l'aiſné eſt tenu leur rendre compte des fruicts, depuis le iour de la Succeſſion eſcheue: encores que le partage ne luy ait eſté demandé: par ce que par la Couſtume, il eſt Tuteur naturel & legitime de ſes freres & ſœurs. Art.238. Pareillement le fils du fils aiſné eſt ſaiſi de la Succeſſion de ſon ayeul & de ſon ayeule, à la Repreſentation de ſon pere, pour en faire part à ſes oncles, & faict les fruicts ſiens, iuſques à ce que ſes oncles luy demandent partage. Et doiuent les lots eſtre faits par le dernier des oncles, le chois demourant au fils aiſné. Article 249. Les filles ne peuuent demander ne pretendre aucune partie en l'heritage de leur pere, & mere contre leurs freres ne contre leurs hoirs: mais elles leur peuuent demander mariage aduenant. Chap.12. Art. 280. Les r freres puiſnez ne peuuent demander partage à leur frere aiſné, ains ſe doiuent contenter de la prouiſion à vie, qui n'eſt que la troiſieſme partie en l'vſufruict des heritages delaiſſez apres la mort du pere & mere, ayeul ou ayeule, & conſequemment de tous autres aſcendans en ligne directe. Art.281. Tous les puiſnez enſemble, ne peuuent demander plus d'vn tiers pour leur prouiſion: laquelle apres le decés de tous les puiſnez, retourne à l'aiſné, ſans que leurs enfans y puiſſent pretendre aucune choſe. Art.282. Les filles venans à partage, elles ont toutes enſemble vn tiers pour leur part en proprieté: à la charge de porter la prouiſiõ des freres puiſnez. Art.283. Ne peuuent les puiſnez pour leur prouiſion, ny les filles prenans partage en Caux, contraindre leur frere aiſné ou ſes enfans à partager les Fiefs: ains ſe contenteront des rotures & de tels autres biens qu'il leur pourra bailler, reuenant neant-moins à la valeur de ce qui leur peut appartenir. Art.284. Quand il n'y a qu'vn Fief ſeul en la Succeſſion, les filles ſont tenues prendre leur part par eſtimation, qui eſt eualué au denier vingt. Art.285. Si en la Succeſſion il y a heritages aſſis partie és lieux, ou l'on vſe de la Couſtume de Caux, & partie hors la diſpoſition d'icelle, l'aiſné prend tout ce qui eſt en Caux, & outre il partage auec ſes freres les biens qui ſont hors de Caux, & a le chois par preciput, ſi bon luy ſemble: tout ainſi que s'il n'y auoit point de biens en Caux. Art 286. En ce cas les puiſnez ont le chois de demander prouiſion aux biens ſituez ſous la Couſtume de Caux, ou bien prendre partage aux biens ſituez hors ladicte Couſtume en l'vn des ſix autres Bailliages. Et en prenant l'vn, ils perdent l'autre, encores que le partage fut pris en Bourgage. Art.287. Il †† eſt paſſé à la pluralité des voix meſmes des Deputez du Bailliage de Caux vniformement, hors mis deux du tiers Eſtat, que le tiers que les puiſnez ſouloient auoir à vie & par prouiſion, leur demourera en proprieté pour eux & leurs hoirs: demourant neant-moins à l'aiſné le manoir & pourpris, ſans aucune eſtimation ou recompenſe, & qu'il pourra retirer ledit tiers, s'il eſt en roture au denier vingt, & en Fief Noble au denier vingt-cinq. Mais ſur la difficulté & diuerſité d'aduis pour la contribution du mariage des filles, tant par l'aiſné, que par les puiſnez, pour leur quotte, part, & pour le tiers, que d'ancienneté la Couſtume a donné en proprieté auldictes filles: enſemble les puiſnez ayant ledit tiers en proprieté, prendront part aux biens ſituez hors la Couſtume de Caux. Et ſi le pere outre ledit tiers peut don-

†† *Ceſt Art. 237. a eſté accordé pour Couſtume nouuelle.*

Aiſné ſaiſi des ſucceſſions de pere & mere.

† *Ces mots, s'ils ſont, &c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

Aiſné tuteur legitime de ſes freres & ſœurs.

Fils du fils aiſné eſt ſaiſi de la Succeſsion de ſon ayeul & ayeule pour en faire part à ſes oncles, & faict les fruicts ſiens, iuſques à la demande de partage.

Lots par qui ſeront faicts.

Filles ne peuuent demander part en l'heritage de leur pere & mere, contre leurs freres, ains mariage aduenant.

r Ces Art. 280. & 281. & autres ſuiuans, ſont pris du Chapitre des Succeſſions en propre au Bailliage de Caux & autres lieux, où ladite Couſtume ſeſtend en la Vicomté de Rouen.

Source : BIU Cujas

Puisnez ne peuuent demander partage à l'aisné : ains se doiuent contenter de la prouision à vie, qui est la 3. partie en l'vsufruict des heritages delaissez par les ascendans.

Puisnez & filles ne peuuent pretendre partage és Fiefs: ains seulement és rotures & autres biens.

Filles sont tenues prendre leur part par estimation, s'il n'y a qu'vn Fief.

Aisné comme partit quand il y a biens en Caux, & hors la Coustume de Caux.

Tiers des puisnez en Caux, leur demoure en proprieté.

†† *L'Art. 287. a esté employé au cayer. Mais sur la difficulté & diuersité d'aduis pour la contribution du mariage des filles, tant par l'aisné que les puisnez, pour leur quotte part, & pour le tiers, que d'ancienneté, &c. comme il est contenu dans le Texte obserué. Et outre a esté accordé acte ausdits Deputez qu'en la Paroisse d'Ectolober, Bailliage de Caux, les heritages tenus de Sainct Vandrille, & de Sainct Georges de Boscherville, sont partagez egalement & n'y a l'aisné autre droicture que de chois : & qu'il y a semblable vsage pour les rotures au village de Boschion, Vicomté de Gournay.*

ner vn autre tiers, ou bien si lesdits puisnez se doiuent contenter de la Donation, que le pere leur aura faicte : il a esté ordonné que les Commissaires ou aucuns d'eux se transporteront audit Bailliage de Caux es lieux tenans ladite Coustume, pour assemblez les gens des trois Estats, soit au Siege principal dudit Bailliage, ou par les Vicomtez, ainsi qu'ils verront estre le plus expedient, prendre leur aduis sur ce que dessus & autres requestes presentees * par les puisnez, dont ils dresseront Procés verbal, pour iceluy veu estre ordonné de l'homologation, ainsi qu'il appartiendra, & iusques à ce l'ancien vsage cy dessus employé sera obserué. Chap. 13. Art. 302. Les t freres partagent entre eux egalement, la Succession des meubles, acquests & conquests immeubles : encores qu'elle soit situee en Caux & lieux tenans nature d'iceluy : sauf toutesfois le droict de preciput appartenant à l'aisné, où il y auroit vn ou plusieurs Fiefs nobles. Art. 303. Et si en ladite Succession il y a propres qui soient partables entre mesmes heritiers, l'aisné ne pourra prendre qu'vn preciput sur toute la masse de la Succession. Art. 305. Et si les partages ne peuuent estre faits egalement à la raison des Fiefs, qui de leur nature sont indiuidus, estimation d'iceux doit estre faicte au denier vingt, & sera au chois des representans l'aisné de prendre le Fief, en payant aux autres leur part de l'estimation. Et où ils seroient refusans, le Fief sera à celuy qui fera la condition des autres meilleure. Et s'il n'y a que des filles, elles partageront le Fief selon la Coustume. Art. 306. S'il n'y a qu'vn Fief assis en Caux, l'aisné selon la Coustume generale, le peut prendre par preciput. Et s'il y a plusieurs Fiefs, les freres partagent selon la Coustu. generale. Ch. 14. Ar. 319. En Normandie il y a heritage partable & nõ partable. Art. 320. Tous Fiefs nobles sont impartables & indiuidus: neant-moins quand il n'y a que des filles heritieres, le Fief de Haubert peut estre diuisé iusques en huict parties: chacune desquelles huict parties peut auoir droict de Cour & vsage, iurisdiction & gage-plege. Art. 324. Apres le chois fait du Fief ou Fiefs nobles par l'aisné ou les aisnez, a droict de preciput, les puisnez partageront entre eux tout le reste de la Succession. Art. 325. L'aisné ou autre ayant pris preciput, aduenant la mort de l'vn des puisnez ne luy peut succeder, en chose qui soit de la Succession : ains luy succederont les autres freres puisnez ayant partagé auec luy & leurs descendans au deuant de l'aisné. Art. 326. Neantmoins s'il y auoit aucun Fief partagé auec les autres biens de la Succession, sans auoir esté choisi par preciput, aduenant la mort sans enfans de celuy, au lot duquel il est escheu, l'aisné ou ses representans succede en ce qui est noble, & peut prendre ledit Fief par preciput. Art. 327. Aduenant le decés du fils aisné, auant les partages faits de la Succession, qui leur est escheuë, le plus aisné des freres suruiuans peut choisir tel Fief, qu'il luy plaist à la Representation, & comme heritier de son frere aisné, sans preiudice du droict de preciput, qu'il a de son chef : & n'y peuuent les autres freres pretendre aucune part, legitime prouision ne recompense sur ledit Fief. Art. 328. Pareillement aduenant la mort du second fils, auant les partages faits de la Succession, l'aisné peut prendre par preciput, comme heritier de son frere, le Fief qu'il eust peu choisir de son chef, & ainsi consecutiuement des autres, tant qu'il y a Fief en la Succession. Art. 329. Le Fisc ou autre creancier surrogé au droict de l'aisné auant le partage faict, n'a le priuilege de prendre le preciput appartenant à l'aisné, à cause de la primogeniture : mais aura seulement part egale auec les autres freres. Art. 330. Quand il n'y a u qu'vn Fief pour tout en vne Succession sans autres biens, tous les puisnez ensemble ne peuuent pretendre que prouision du tiers à vie sur ledit Fief, les rentes & charges de la Succession deduites. Article trois cens trente & vn. Les Successions paternelles & maternelles escheuës auparauant que l'aisné ait iudiciairement declaré, qu'il opte par preciput vn Fief ou gage-partage à ses freres en celle qui

t Ces Art. sont tirez du Chapitre de Succession collaterale.

u Voyez la Coustume de Paris, Art 13. 14. 15. 16. 17. & 18. mis cy dessus Tit. premier.

* Aliàs, *pour les, &c. P.V.*

Freres & sœurs partagent egalement la Succession des meubles, acquests & conquests : sauf le droict de preciput pour les Fiefs nobles.

Aisné ne prend qu'vn preciput en toute la masse.

Fiefs de leur nature sont indiuidus, & seront estimez à ceste occasion, s'ils ne se peuuent partir.

Filles.

Aisné.

Freres.

Heritage partable, & non partable.

Fiefs nobles sont impartables.

Fief de Haubert entre filles peut estre diuisé iusques en huict parties.

Puisnez cõme partagent apres que l'aisné à pris son chois.

Puisnez succedent au puisné, apres partage faict, & non l'aisné.

Source : BIU Cujas

Aiſné, s'il y a Fief partagé n'ayant eſté choiſi par l'aiſné, le peut auoir ſi le puiſné eſt decedé ſans enfans, & y ſuccede par preciput.

Frere aiſné, aduenant le decés du fils aiſné, quel droict a en la ſucceſſion de ſon frere aiſné decedé ſans enfans.

Aiſné quel droict a en la ſucceſſion de ſon frere ſecond decedé auant partage.

Fiſc ou creancier n'a droict de prendre le droict d'aiſneſſe auant partage, ains vient à partage par egales portions.

Toutes ſucceſſions paternelles & maternelles auant la declaration de l'aiſné ou partage gagé, ſont confuſes, & n'y a qu'vn preciput: & s'il y a declaration ou partage gagé, il aura preciput en chacune deſdites Succeſſions.

premierement eſtoit eſcheuë: elles ſeront confuſes & reputees pour vne ſeule Succeſſion: tellement que l'aiſné qu'en preciput en toutes les deux. Art. 332. Mais ſi l'aiſné à fait iudiciairement declaration du Fief qu'il prend par preciput, ou gage partage à ſes freres puiſnez auant l'eſcheance de la ſeconde Succeſſion, il aura preciput en chacune des deux: encore que le partage n'ait eſté actuellement fait, & par le moyen de ladite declaration iudiciaire, les deux ſucceſſions ſont tenues pour diſtinctes & ſeparees pour le regard des freres puiſnez. Art. 333. Si l'aiſné eſt mineur, ſon Tuteur doit faire le chois: & à faute de le faire, dans le temps deu, doit reſpondre de tous dommages & intereſts à ſon pupille. Article 334. L'aiſné fils par la mort de ſes pere & mere eſt ſaiſi de leur totale Succeſſion, & doiuent les puiſnez luy en demander partage, Art. 335. Il doit auſſi auoir la ſaiſine des lettres, meubles & eſcritures, auant qu'en faire partage aux autres puiſnez: à la charge d'en faire bon & loyal inuentaire, incontinent apres le decés, appellez ſes freres. Et ſils ſont mineurs ou abſens, deux des prochains parens ou deux des voiſins, vn Sergent, Tabellion ou autre perſonne publique, qui ſeront tenus ſigner ledit inuentaire. Art. 336. Les lettres, titres & enſeignemens de la Succeſſion, doiuent eſtre mis par l'aiſné entre les mains du dernier des freres, pour en faire lots & partages. Art. 337. Le puiſné x faiſant les lots, doit auoir egard à la commodité de chacun deſdits lots, ſans deſmembrer ne diuiſer les pieces d'heritage, ſil n'eſt neceſſaire, & que autrement les partages ne puiſſent eſtre egalement faicts: ſans ſeparer auſſi les rentes Seigneuriales & foncieres, & autres charges reelles d'auec le fonds, qui y eſt ſuiet: & faire en ſorte, que le fonds de chacun lot porte ſa charge. Art. 338. Apres les lots faits & preſentez par le puiſné, chacun des freres en ſon rang, eſt receu à le blaſmer auant qu'eſtre contraint de choiſir. Art. 339. Les lots & partages de puiſnez, qui ne ſont preſens lors deſdits partages, demeurent en la garde & ſaiſine de l'aiſné, iuſques à ce que les puiſnez le requierent. Art. 341. Les ſœurs ne peuuent demander partage és Succeſſions du pere & de la mere: ains ſeulement demander mariage: & pourront les freres les marier de meubles, ſans terre ou de terre ſans meuble: pourueu que ce ſoit ſans les deparager. Art. 342. La fille reſeruee à partage ne peut pretendre part qu'en la Succeſſion de celuy qui l'a reſeruee. Art. 343. Fille mariee reuenant à partage des Succeſſions de ſes pere ou mere, doit rapporter ce qu'elle a eu de meuble, & heritage de celuy qui l'a reſeruee. Article 344. Les ſœurs quand elles ſont heritieres, peuuent partager tous Fiefs de Haubert, iuſques à huict parties, ſi autrement les partages ne peuuent eſtre faits. Article 345. La fille reſeruee à partage aura ſa part ſur la roture & autres biens, ſil y en a: ſinon ſur le Fief: lequel pour le regard de ladite fille eſt eualué en deniers, pour ce qui luy peut appartenir, pour en auoir rente au denier vingt. Art. 346. Filles mariees, encores qu'elles ne reuiennent à partage, ſi elles n'y ont eſté expreſſement reſeruees: ſi eſt-ce qu'elles font part d'autant qu'il leur appartiendroit au profit des heritiers, telle comme ſi elles auoient eu partage, au lieu de mariage. Art. 347. Les filles non mariees peuuent demander pour leur partage le tiers en proprieté des heritages ſituez au Bailliage de Caux & autres lieux tenans nature d'iceluy: à la charge de la prouiſion des freres puiſnez: & ce outre ce qui leur appartient en Bourgage. Art. 348. Les filles mariees par le pere ou la mere ne peuuent rien demander en leur Succeſſion, & ſi elles ne font part au profit de l'aiſné au preiudice du tiers, que les puiſnez ont par prouiſion en Caux.

Tuteur doit faire le chois dans le temps: autrement eſt tenu aux dommages & intereſts.

Aiſné ſaiſi de toute la ſucceſſion paternelle ou maternelle: & a auſſi la ſaiſine des lettres, meubles & eſcritures, auant qu'en faire partage aux puiſnez: dont il fera Inuentaire, & comment.

Lots & partages des lettres & titres ſeront faits par le plus ieune, & aura eſgard à la commodité de chacun: & ſeront blaſmez par les freres, chacun en leur rang.

Aiſné garde les lots des puiſnez abſens.

Sœurs ne peuuent demander partage, ains mariage aduenant.

Deparager.

Fille reſeruee à partage, ne peut pretendre part qu'en la ſucceſſion de celuy, qui la reſeruee:

TOVRS Tit. 25. Art. 271. L'aiſné doit faire partage à ſes puiſnez: & ſils ne ſont contens de la troiſieſme partie, que ledit aiſné leur baillera, ils ſont tenus faire deux portions, hors mis le droict d'aiſneſſe: deſquelles portions, l'aiſné en prendra vne, auec la troiſieſme partie qu'il auroit preſentee aux puiſnez: & l'autre portion demourera aux puiſnez. Article deux cent ſeptante deux. Toutesfois †† ſil y a pluſieurs terres & Seigneuries en ladicte Succeſſion, ledit aiſné

x Aucunes Couſtumes ſont contraires, & veulent que les lots ſoient faits par les aiſnez, & que le chois demoure aux puiſnez. Ceſte Couſtume eſt receue au pays de Saxe lib. 1 diff. Iur. cui & Saxon. cap. 31. D. Ambroſius lib. 1. de Abraham cap. 3. Firmior diuidat, infirmior eligat, nec habeat quod conqueratur. Electionis enim ſuæ partem non poterit calumniari: non reſidet occaſio reſiliendi, cui datur optio eligendi: nec diuiſor grauatur. D. Auguſtinus de vita cleric. Ad ipſum, quia maior eſt, pertinet diuiſio, & ad fratrem eius electio, & lib. 16. de cui De 1. cap. 20. Seneca Pater Contr. lib. 6. cont. 3. Maior frater diuidat patrimonium, minor eligat. Lex iubet maiorem diuidere, minorem eligere, & ita etiam Sulpitius Victor in Inſtit. Orat. vult vt commune patrimonium diuidat, qui eſt maior ex fratribus, eligat minor. Vide cap. 1. extra de Parochiis, & lib. Hoſtienſ. & Ioan. Aur. l. vn C. de his qui ſe defer. & ibi Ioan. de Plat. lib x. & l. 2. C. de metatis lib. xii. Guid. Pap. Dec. 289. In l. 2. C. quando & quib. quarta pars debeat. Diuiſio ſorte fie

Source : BIU Cujas

ri debet. Ainſi au trente troiſieſme Chapitre des Nombres. Ego dedi vobis poſſeſsionem illam, quam diuidetis vobis ſorte ſingulis vt ceciderit, ita tribuatur hereditas. En quelques lieux, les puiſnez font les loties, & les aiſnez choiſiſſent comme en Bretagne : & fut par Arreſt de la Cour de Parlement de Bretagnes donné le deuxieſme Auril mil cinq cens ſeptante deux, confirmee la ſentence des Iuges de Nantes, qui auoient ordonné que le plus ieune feroit les loties: ayant eſté premierement la cauſe appointee au Conſeil le 23. Octobre 1571.

& doit rapporter à la Succeſſion ce qu'elle a eu.

Sœurs heritieres peuuent partager Fiefs de Haubert iuſques à huict parties.

Fille reſeruee à partage, à part ſur la roture & autres biens.

Filles mariees, ores qu'elles ne reuiennent a partage, font part au profit des heritiers, ſi elles n'ont eſté reſeruees.

Filles non mariees peuuent demander pour leur partage le tiers en proprieté des heritages ſituez en Caux, outre ce qui leur appartient en Bourgage.

Filles mariees ne peuuent rien demander en ſucceſſion de pere & mere, & ne font part au profit de l'aiſné, au preiudice du tiers des puiſnez en Caux.

Aiſné doit faire partage à ſes puiſnez.

Aiſné peut bailler vne Seigneurie entiere aux puiſnez pour leur droict, ſi faire ſe peut.

†† *Ceſt Art. 272. a eſté de nouuel adiouſté pour obuier aux difficultez qui ſe faiſoient ſur le contenu en iceluy.*

ſera tenu bailler aux puiſnez leur partage, en vne piece ou Seigneurie entiere, ſi faire ſe peut: dont audit cas les puiſnez ſeront tenus ſe contenter: ſans que le lict aiſné ſoit contrainct, leur baillet part & portion en chacune deſdictes Seigneuries.

ANIOV Tit. 13. Art. 279. Quant y aux partages des Couſtumiers des Succeſſions & eſchoites qui leur ſont eſcheuës, le plus aagé des enfans, ſoit fils ou fille ou ſa Repreſentation doit faire les lots, & les puiſnez doiuent choiſir de degré en degré : c'eſt à ſçauoir le plus ieune choiſira, & ainſi ſucceſſiuement en aſcendant : en faiſant leſquels lots, le plus aagé doit & eſt tenu mettre les choſes de ladite Succeſſion en maniere qu'elles ſoient plus profitablement & entierement que faire ſe pourra, au profit & vtilité de chacun deſdits lots. Et ce faict, ſi les puiſnez ne ſont contens, celuy ou ceux qui les diſſentiront, referont iceux lots, & les autres choiſiront chacun en ſon degré. Toutesfois ſi en Succeſſion de perſonne roturiere y a aucune choſe hommagee cheuë en tierce foy, l'aiſné ou autre à qui appartiendra les deux tiers, ſans autre aduantage, baillera aux autres vn tiers, duquel ſ'ils ne ſe veulent contenter, ſera procedé comme deſſus eſt dit du partage des Nobles. Et duquel tiers tant entre Nobles, que roturiers, le plus aagé des puiſnez ou la Repreſentation fera les lots, & choiſiront les plus ieunes, ou leur Repreſentation de degré en degré. Art. 280. Frareſcheurs, z qui ont departy la Succeſſion à eux aduenue, n'y peuuent mettre n'aſſeoir bornes ne diuiſes ſans auctorité de Iuſtice : bien peuuent mettre paux & enſeignemens, en attendant que par Iuſtice bornes y ſoient miſes. Et ſ'ils mettent bornes ſans appeller Iuſtice, ils en feront ſoixante ſols d'amende. Laquelle amende appartient au Seigneur de la Iuſtice fonciere, qui auroit droict d'y mettre & faire mettre leſdictes bornes. Toutesfois de bornes oſtees & arrachees les bas Iuſticiers n'ont pas cognoiſſance, comme dit eſt deſſus. Art. 281. Si aucun requiert par Iuſtice choſes immeubles communes autrement que par Succeſſion & indiuiſees entre luy & autre perſonne, ſoient departies & diuiſees, celuy qui requiert & demande partage, fera les lots, & l'autre ou autres choiſiront. Et ſi du chois ils ne peuuent conuenir enſemble, Iuſtice les fera *& ſorte dirimatur*. Et ſi pour faire les lots eſchet grand' inquiſition, peine & diligence, ce ſeroit aux deſpens communs & raiſonnables.

LE MAINE Tit 14. Art. 295. 296. 297. & 298. p. *à Anion.* Art. 279. 280. & 281. ſoient diuiſees & departies, celuy, &c. *iuſques à ce mot, dirimatur, inclus.*

GRAND PERCHE Titre 8. Art. 160. En Succeſſion tant Noble, que roturiere, & tant directe que collaterale, l'aiſné eſt tenu bailler par declaration les biens immeubles, qui ſont à partager entre luy & ſes puiſnez : & ſe faict, le partage en la maniere qui ſ'enſuit. Article cent ſoixante & vn. Entre Nobles en Succeſſion directe, tous les puiſnez enſemble font deux lots, & l'aiſné choiſit. Article cent ſoixante deux. Et en toutes autres Succeſſions & partages, le plus ieune faict les lots, & l'aiſné choiſit, & apres l'aiſné, les puiſnez, ſelon leur aage & antiquité. Et precedent les maſles, la femelle à choiſir, encores que ladicte femelle fut aiſnee : laquelle pour faire ledict partage eſt touſiours eſtimee puiſnee, de ſorte qu'encores qu'elle ſoit plus aagee, eſt tenue & chargee de faire les lots & partages. Et ſ'il y a pluſieurs filles,

En partage de Couſtumiers, le plus aagé ou ſes enfans faict les lots, & les puiſnez choiſiſſẽt de degré en degré.

Frareſcheurs ayant faict partage ne peuuent mettre Bornes ſans auctorité de Iuſtice : ſur peine de lx. ſols d'amende, bien peuuẽt mettre paux & enſeignemẽs.

Iuſtice fonciere a droit de mettre ou faire mettre Bornes.

Bas Iuſticiers n'ont cognoiſſances de Bornes arrachees.

En partage d'autre choſe commune que par ſucceſſion, les lots ſont faits par le demandeur en partage, & l'autre choiſit : & s'il ne s'accorde du chois, il faut venir au ſort.

Aiſné eſt tenu bailler par Declaration les biens immeubles ſuiets à Partage.

y Vlp. in l. & ideo eleganter. 12. §. §. in communi. D. de cond. furt. In communi re eleganter ait intereſſe vtrum tu prouocaſti communi diuidundo iudicio, an prouocatus es? vt ſi prouocaſti communi diuidundo iudicio, amiſeris condictionem: ſi prouocatus es, retineas. Ambroſius in libr. de Abrah. cap. 3. Quò prudentior, eo cautior, vt nec indiuiſione circunſcribatur, nec in electione fraudetur. Il ne ſera pas mal à propos de demander, ſi en partage fait entre coheritiers il y a leſion etiam citra dimidiam locus eſt reſtitutioni. Par la diſpoſition de la Loy maioribus 3. C. comm. vtr. iud. il eſt certain, maiorem poſſe reſtitui aduerſus inæqualem diuiſionem. Toutesfois ſ'il eſt faicte par auctorité de Iuſtice, n'y a lieu de reſtitution. Accurſe ſur ladite Loy troiſieſme, eſt d'aduis que la deception doit eſtre de la moitié de iuſte pris ex l. 2. C. de reſc. vend. Mais ceſte opinion n'eſt ſuiuie: ains ſuffit, meſmes entre maieurs, qu'il y ait deception, iuſques au quart de leur iuſte & virile portion.

Source : BIU Cujas

Entre Nobles les puiſnez ſont les lots, & l'aiſné choiſit, & en autre ſucceſsion, le plus ieune fait les lots, & l'aiſné choiſit, & les puiſnez apres ſelon leur aage, & precedent les maſles la femelle.

officio iudicis cauſa cognita publica iura ſubueniunt. L. 4. l. 26. §. & L. 18. §. 2. D. eod. tit. L. iure ſuccurſum 6. §. vlt. D. de lot, & Guillemette Iean ſa femme contre M. Achillez Iean, & Ieanne Habart ſa femme le 24. iour de Mars 1481. au rapport de M. de la Vaquerie. Autre du 7. Septembre 1530. donné au rapport de M. Gayant, entre René Ieanne de Ganuille & du 16. Octobre 1536. au rapport de M. Maſſuyer & du 1. iour de Mars 1538. Rapporteur M. de Longueil. Balde ſur la loy 2. C. de reſc. vend. tient que vn partage faict ſortis iudicio non reſcinditur prætextu læſionis. Par la Loy ſi inter vos 8. C. comm. vtr. iud. diuiſion faicte entre maieurs de vingt cinq ans ſera gardee, & ne ſe peut caſſer. Vide l. 15. C. Fam. erc. l. 45. D. de pact.

z Pour ceſt Art. 280. faut voir le Tit. 3. de la premiere partie de ceſte Conference nombre iii. & v.

Aiſné faict les fruicts ſiens iuſques à ce qu'il ſoit ſommé de faire partage à ſes puiſnez.

la plus ieune d'icelles doit faire leſdits lots & partages. Art. 163. Entre Nobles en Succeſſion directe, l'aiſné fait les fruicts ſiens, iuſques à ce qu'il ſoit ſommé & requis par les puiſnez de leur bailler partage. Art. 164. Si † l'aiſné Noble va de vie à treſpas, ſoit auparauant partage faict auec ſes puiſnez ou apres : la Succeſsion dudit aiſné ſe partage entre les puiſnez, ſans aucun preciput & aduantage entre eux.

† *Fiacre de S. Bertheuin Eſcuyer, s'eſt oppoſé à ce que l'Art. 164. paſſe pour Couſtume, pour le differẽt & intereſt qu'il dit auoir au partage qu'il a à faire auec ſes puiſnez. Surquoy auons ordonné que ledit Art. paſſera pour Couſtume, ſans preiudice des procés pendans, ſi aucuns en y a.*

Succeſsion de l'aiſné decedé ſe depart entre les puiſnez ſans preciput.

BERRY Tit. 20. Art. 1. Es biens a eſcheus par Succeſsion à pluſieurs coheritiers ou autrement communs par indiuis, pourra l'vn des conſeigneurs, pourueu qu'il ait l'aage de xxv. ans accomplis, prouoquer les autres à diuiſion & partage, & les ſommer extraiudiciairement de proceder audit partage. Ce qu'ils ſeront tenus de faire dans la quinzaine apres pour tous delais. Art. 2. Et où celuy qui tient & poſſede les biens, & a eu l'adminiſtration d'iceux, comme le frere aiſné ou principal adminiſtrateur d'autres biens communs, ne voudroit entendre dedans ledit temps de quinzaine apres ladite ſommation extraiudiciaire à luy faicte de proceder audit partage, le fera le prouocant appeller deuant le Iuge, auquel la cognoiſſance en doit appartenir, à certain brief iour par Commiſsion du Iuge libellee, & laquelle ſera inſeree en l'exploit d'adiournement. Art. 3. Et ſil ne compare audit iour, ſera donné defaut contre luy ſauf huictaine, & ladite huictaine eſcheuë, ſera la cauſe rappellee : & ſil ne compare audit iour, ſera donné defaut pur & ſimple : & ordonné que le demandeur fera apparoir de la Communauté, tant par lettres que teſmoins dedans certain delay : pour ce faict & rapporté pardeuers le Iuge, eſtre procedé à l'adiudication du profit deſdits defauts, ainſi qu'il appartiendra par raiſon. Art. 4. Et ce fait & rapporté pardeuers le Iuge, verra dedans trois iour apres la commiſsion & exploit, la preuue literale & par teſmoins du demandeur, les actes des defaux, b & ſil trouue l'adiournemẽt bien & deuement fait & libellé, & leſdits defaux bien obtenus, & l'intention du demandeur ſuffiſamment verifiee : deboutera par vertu deſdits defaux, les adiournez & defaillans de toutes exceptions & defenſes : & ordonnera que dedans huictaine, apres ils ſeront tenus de proceder au faict dudit partage. Art. 5. Et ſi les adiournez comparent & n'ont fins declinatoires, & ne demandent c delay de venir en partage d'aucune choſe particuliere, ou de garand, (Car autre delay ne peuuent requerir) ou leſdits delais eſcheus, ſeront tenus promptement & ſur le champ, alleguer & propoſer leurs defenſes : attendu que l'adiournement aura eſté libellé. Et ſ'ils confeſſent la Communauté, & n'alleguent moyẽs valables pour empeſcher le partage, ordonnera le Iuge ſur le champ, qu'il ſera procedé à iceluy partage en la maniere cy apres declaree. Art. 6. Et ſi la Communauté eſt deniee ou autre exception propoſee giſant en preuue de faict, pour empeſcher le partage, ordonnera le Iuge que les parties informeront dedãs vn brief delay ſeul & peremptoire, tant par lettres que par teſmoins, de leurs faicts contenus en leurs plaidoyers, declarant deſlors la partie negligente de ce faire dedans ledit delay & iceluy eſcheu, forclos & deboutee. Art. 7. Et ledit delay eſcheu, ſeront tenues les parties rapporter en Cour d les informations par eux reſpectiuement faites, parties appellees dedans huictaine apres pour tous delais, enſemble leurs lettres, titres & enſeignemens : leſquels ſeront communiquez reſpectiuement dedans trois iours apres pour bailler contredits dedans la huictaine, & dedans la huictaine enſuiuant Saluations, ſi bon leur ſemble : autrement la partie negligente demoureta forcloſe, & ſans autre declaration & forcluſion procedera le Iuge à donner ſon iugement, par ce qui ſera trouué pardeuers luy. Art. 8 Et ſeront auſſi les Enqueſtes des parties receuës & publiees dedans trois iours qu'el-

a Sic in l. inter omnes 17. C. de prædiis. mi. ſine dec. ad diuiſionis cauſam prouocante tantum maiore ſocio, eius alienationem & ſine decreto fieri iampridem obtinuit, & ita ſocius minor 25. ad diuiſionem prouocare non poteſt l. 1. §. ſi communis l. 5. 6. & l. 7. D. de rebus cor. Aucuns ont noté en ceſt Art. premier qu'il faut lire, vingt ans, ainſi qu'il eſt dans les Regiſtres de la Cour, ou en l'original des Couſtumes de Berry. Vn Tuteur finita tutella demande partage à ſon mineur. Le Curateur dit que le Tuteur ou Curateur apres la tutelle finie, n'ayãt rẽdu ſon compte, ſont tenus de defendre leur mineur l. vn. C. vt ca. poſſ. pub. l. ita autem §. vlt. D. de adm. tut. Le premier Iuge ayant dit que le Curateur procederoit Appel. Et par Arreſt du Parlement de Rennes du 18. Mars 1566. eſt dit mal iugé, ordonné & ſentencié, en emendant que le Tuteur ſera tenu rendre ſon compte, auparauant que le Curateur ſoit tenu reſpondre aux concluſions de partage. Et ſe doit le partage eſtre premierement tenté, ſ'il ſe peut commodement faire que venir à licitation de maiſon cõmune, en attendant bail à louage, comme

Forme de proceder au faict des Partages.

Defaut en matiere de partage, comme ſe doit adiuger par le Iuge.

Sentence en matiere de Partage, comme ſe donnera ſur le profit deſdits Defaux.

Iuge comme doit ordonner ſi les adiournez en matiere de Partage cõparent.

Vn ſeul delay & peremptoire pour informer ſur la denegatiõ de la Communauté.

Source : BIU Cujas

Autre Delay, apres le rapport des Enqueſtes, pour produire, bailler contredits & Saluations.

Publication d'Enqueſtes ſe faict dans trois iours, apres le Rapport d'icelles: & Reproches de teſmoins ſeront baillez auant ladite publication.

il fut iugé par Arreſt, le douzieſme iour d'Auril mil cinq cens octante cinq. Voyez Bretagne Art. 728. Et ſe doit faire par prouiſion des biens d'vn preſumé mort, pour ſa longue abſence, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt donné en audience, le dixneufieſme iour de Feurier 1577. Notez auſsi qu'en matiere de partage apres les dix ans paſſez, quelque couleur de lezion ou minorité que l'on apporte, il eſt paſſé outre, & fut vn appellant declaré non receuable par Arreſts des 5 iour de Decembre 1580. & 23. Iuillet 1582. En partage les coheritiers ſont garans les vns des autres: tellement que iuſques à diſcuſsion des debteurs & hypotheques, ils ne ſont tenus contribuer aux frais & arrerages que pour leur ſeule part & portion, ainſi qu'il fut iugé pour vne vefue Drion d'Orleans, plaidant Robert par Arreſt le vingt troiſieſme iour de Nouembre mil cinq cens octante & vn.

b Par l'Ordonnance du Roy François 1. 1539. Art. 26. il faut deux Defaux en matiere ciuile.

c Aucuns corrigent delay de veue en partage.

d Informations ſe diſent le plus ſouuent en matiere criminelle, mais ce mot prend auſsi bien en matiere ciuile, ainſi qu'il ſe cognoiſt par ceſt Art. 7. & ſe doit entendre pour Enqueſte.

les auront eſté rapportees en Cour. Et pourront les parties auant la publication d'icelles, bailler reproches des teſmoins, ſi bon leur ſemble: autrement ne ſeront receuables. Art. 9. Et ſ'il trouue que le demandeur en matiere de partage ait à ſuffiſance prouué de ſa part la Communauté, & qu'il n'y ait preuue ſuffiſante au contraire pour empeſcher le partage, & que ſans enquerir de la verité des faicts de reproches, c la matiere ſe puiſſe vuider dedans trois iours apres, pour tous delais, ſera tenu ledit Iuge donner ſon iugement: par lequel il ordonnera qu'il ſera procedé au faict du partage dedans la huictaine enſuiuant. Art. 10. Et que pour ce faire les parties f ſ'accorderont dedans deux iours apres, par deuant luy, de trois bons & notables perſonnages, pour faire les appretiations, eſtimations de biens & les lots & iects d'iceux, les parties appellees. Et leſquels lots, apres qu'ils ſeront faits, ſeront communiquez aux parties pour les debattre, ſi bon leur ſemble, dedans trois iours apres, pour tous delais, & dedans trois iours apres ſeront iettez g par ſort. Art. 11. Et pour ce que ladite inſtance de partage & execution d'iceluy pourroient auoir long traict, & que les detenteurs des biens communs, le plus ſouuent ne font que delayer le faict de partage, pourra le demandeur ou prouocant ledit partage, ou l'inſtance prendroit long traict, & que le defendeur delayeroit la cauſe iniuſtement, requerir que les biens ſuiets audit partage, ſoient h gouuernez & regis ſous la main de Iuſtice pendant le procés & le partage, ſ'il eſt trouué que faire ſe doiue, pour oſter toute occaſion de plus longuement delayer. Art. 12. Et en faiſant apparoir au cas ſuſdit par ledit demandeur & prouocant, dedans vn brief delay de ladite Communauté, apres que les parties auront eſté ſur ce en iugement ouyes, ſi le defendeur qui veut empeſcher le partage, n'a de ſa part quelque preuue prompte dedans ledit brief delay à tout le moins ſommaire, des moyens: par leſquels il entend & peut empeſcher ledit partage, & le Iuge voit qu'iceluy defendeur vueille retarder contre rai ſon ledit partage, & qu'il a exquis pluſieurs delais pour ce faire: pourra ordonner ſans preiudice des moyens & exceptions dudit defendeur au principal, que les biens communs ſuiets à partage ſeront regis & gouuernez ſous la main de Iuſtice, iuſques à ce que ledit partage, ſ'il y eſchet, aura eſté faict. Et que au regime & gouuernement deſdits biens, ſeront commis & eſtablis, bons & notables perſonnages: ſous la main deſquels leſdits biens ſeront baillez à ferme par auctorité de Iuſtice au plus offrant & dernier encheriſſeur, pour euiter frais & miſes: à la charge de les entretenir en bonne & ſuffiſante reparation. Art. 13. Et par les mains des Commiſſaires chacune des parties prendra ſa contingente part & portion, de laquelle les parties ſeront d'accord, des fruicts deſdits heritages. Et les autres fruicts des portions dont les parties ne ſeront d'accord, demoureront entre les mains des Commiſſaires, iuſques à la fin dudit procés ou dudit partage, ſ'il eſt dit que faire ſe doiue.

BOVRBONNOIS Chap. 19. Art. 216. Le †† pere & la femme auctoriſee ou la mere apres le treſpas de ſon mary & vſant de ſes droicts, peuuent durãt leur vie, iuſques à xl. iours auant leur treſpas, partir & diuiſer leurs biens meubles & immeubles entre leurs enfans, ſoient en leur puiſſance ou non: & tient & vaut telle diſpoſition & partage: & ne peuuent les enfans aller au contraire, ſinon que par ledit partage leur fut aduenu moins que de leur legitime. Et eſt tel partage & diuiſion ambulatoire & reuocable iuſques au treſpas du diſpoſant, apres lequel leſdits enfãs & chacun d'eux, ſe peuuẽt dire & maintenir ſaiſis & veſtus des choſes

Sentence en matiere de partage.

Lots ſeront communiquez aux parties, & apres iettez au ſort.

Sequeſtre des biens ſera ordonné par le Iuge en cas que le procés prenne long traict, par la fuite du defendeur, s'il n'a moyen valable pour l'empeſcher: & ſeront ce faiſant Commiſſaires eſtablis au regime & gouuernement d'iceux.

* Aliàs. *Et les fruicts des autres portions, dont leſdictes parties, &c.*

Commiſſaires eſtablis comme deliureront les fruicts des choſes contentieuſes aux parties pour ce qu'elles ſe trouuerõt d'accord: autrement retiendront en leurs mains les fruicts, s'ils ne ſont d'accord.

e Par les Ordonnances du Roy Louis douzieſme 1510. Article 38. & de François premier 1535. Chapitre huict. Article 16. Les parties ſont tenus huict iours apres l'Enqueſte receue, fournir de Reproches de teſmoins. La Publication d'Enqueſte, ne ſouloit auoir lieu au Parlement de Paris, par l'Ordonnance du Roy François premier 1539 Article 86. Mais depuis par Ordonnances du Roy Henry troiſieſme 1579. Article 150. Il y a publication d'Enqueſte par tout.

f Cuias Obſ. 3. Cap. 16. l. 2. §. idem Labeo. D. de aqua & aq. plu arc. & ibi Acc.

g L. ſi quæ ſunt 5. & l. vlt. C. comm. de legat. L. 2. C. quando & quibus quarta pars deb. Ainſi és Saincts lettres, les choſes ſont partagees par le ſort & trouuerez des Exẽples aux Nombres, Chapitre ſeize & 33. Deuteronome Chapitre premier, & 31. Paralipom. Chapitre 24. Pauſanias in Arcadicis & autres, monſtrent que les Payens ſouloient vſer du ſort en leurs diuiſions & partages. Voyez Plutarque en la vie d'Eumenes.

h C'eſt à ſçauoir par Cõmiſſaires. Et par les Ordonnances du Roy

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art. 216. eſt accorde pour Couſtume nouuelle.*
Pere & mere iuſques à quarante iours auant leur treſpas, peut faire partage de leurs biens à leurs enfans.
Enfans ſaiſis par le moyen du partage.

François 1. 1539. Art. 105. Sequeſtres ordõnez par Iuſtice, les parties ſont tenues acorder de Commiſſaires dans trois iours apres la ſentence du Iuge & laiſſer la poſſeſſion des choſes ſequeſtrees, ſur peine de perdition de cauſe. On demande ſi on peut eſtre contraint a eſtre Commiſſaire & d'accepter le ſequeſtre ordonné par Iuſtice ou accordé par les parties? Les Commiſſaires, qui ſont eſtablis aux ſaiſies de Criees des heritages ou immeubles ou depoſitaires de biens meubles ſaiſis ou prins par execution de l'auctorité du Roy ou de la Iuſtice, doiuent eſtre contraints accepter telle charge, s'ils n'ont excuſes legitimes & raiſonnables pour en eſtre deſchargez Bald. in l. 1. D. vbi pup. ed d. l. ſi fideiuſſor §. vlt. D. qui ſatiſd. cog. Mais ſi entre les parties eſt dit que pour leur different l'heritage ou le bien ſera ſequeſtré, ce ſera du deuoir du Iuge que les parties en accordent l. poſtquam §. ſed ſi D. vt legat. nom. cau. Et tel nommé par leſdites parties n'eſt tenu accepter ladicte charge, ſ'il ne veut. Bartole ad. l. litibus C. de agr. & cenſ. Bald. Conſ. 480. lib. 4. Iaſon & DD. ad d. l. ſi fide iuſſor §. vlt. Rebuffe en ſes Commentaires ſur les Ordon. Royaux Tit. des Sequeſtres. Toutesfois ſi les parties ne trouuent qui ſe vueille charger du Sequeſtre & refuſe d'accepter ladicte charge, le Iuge y doit pouruoir de ſon office, afin que ſa ſentence ne ſoit illuſoire argum. l. nec quicquam §. aduocatos. D. de offic. proc.

Legitime ſe peut bailler ſur choſe certaine.
Supplement de legitime.
Partage par deuant quelles perſonnes ſe doit faire.
Enfans tenus acquiter les debtes & funerailles pro rata, ſ'il n'en eſt diſpoſé par le partage.
En partage l'aiſné faict les lots, & les moins nez choiſiſſent ſelõ leurs aages, s'ils ne s'en accordent autrement.
Demandeur en partage faict les lots, & les autres doiuent choiſir: & ſi tous le demandent, le Iuge y pouruoira.
Lots par qui ſeront faicts.
Biens du decedé ſans faire Teſtament, ſerõt diuiſez ſelon la qualité & Couſtume des lieux: & s'il a faict Teſtament, ſerõt diuiſez ſelon ſon ordonnance, ſinõ ſelon la Couſtume des lieux.
En partage faiſant on doit prealablement faire diſtraction des mariages apportez par le gendre ou la bru s'ils ſont recongnus.
Aiſné eſtant

à eux aduenus par le partage. Et ſe peut bailler la legitime en choſe certaine: & s'il eſtoit moins delaiſſé à l'vn de ſes enfans, que de ſadicte legitime, elle eſt ſupplee par les autres enfans *pro rata*, le partage demeurant au reſidu en ſa force & vertu. Et ſe peut faire tel partage, preſens ou abſens leſdits enfans, iudicielement ou par deuant deux Notaires, ou par deuant vn Notaire & deux teſmoins, ou ſous l'eſcriture & ſeing manuel deſdits pere & mere. Et ſont leſdits enfans tenus d'acquiter & payer les debtes, legs & funerailles de leur pere & mere *pro rata*, ſi par le partage faict par le pere ou mere n'y auoit ſur leſdicts enfans ordonnance particuliere de payer leſdites debtes. Car en ce cas ladicte ordonnance ſera gardee iuſques à la ſauue de la legitime.

LA MARCHE Chap. 19. Art. 222. En Succeſſion commune que l'on deſire partir entre freres, l'aiſné doit faire les parts, & les moins nez choiſir ſelõ leurs aages: s'ils ne s'en accordent autrement: c'eſt à ſçauoir quand le plus ieune choiſit, le premier conſecutiuement les autres. Art. 223. En partage de Succeſſion ou Communauté de biens vniuerſelle ou particuliere, entre autres que freres, celuy qui prouoque & demande partage fera les parts, & les autres choiſiront, comme en l'Art. precedent: & ſi tous par enſemble requierent partage, le Iuge y pouruoira.

BORDEAVX Chap. 5. Art. 78. Celuy ou ceux qui prouoquent, feront les lots: & apres le plus ieune choiſira: & les autres apres *gradatim*: s'ils n'eſtoient que deux, celuy qui a prouoqué fera les lots, & l'autre choiſira: poſé qu'il ſoit l'aiſné. Et ſi pluſieurs prouoquent, & n'y ait qu'vn prouoqué, ceux qui prouoqueront feront les lots, & l'autre choiſira. Et au cas qu'ils ſoient pluſieurs prouocans, le plus ieune d'iceux choiſira apres les prouoquez ou prouoqué.

ACS Tit. 3. Art. 1. Les biens du decedé ſans faire Teſtament, doiuent eſtre diuiſez entre pluſieurs coheritiers, ſelon leur qualité, & la Couſtume des lieux, où ils ſont aſſis. Art. 2. Mais quand le decedé faict Teſtament, les biens deſquels il a peu teſter, ſeront diuiſez ainſi que le teſtateur a voulu. Et les autres biens, deſquels il n'a peu diſpoſer, ſont diuiſez ſelon la Couſtume eu égard à la qualité d'iceux, & és lieux, où ils ſont aſſis. Art. 4. Si en mariant vne fille, le gendre porte quelque ſomme de deniers, ou à l'oppoſite en mariant vn fils la vou ou nore apporte auſſi quelque ſomme de deniers, qui eſt recongnue par le pere & mere, de la Succeſſion duquel eſt queſtion, en partage faiſant de la Succeſſion entre les enfans du defunct, ledict mariage apporté & recongnu par ledit pere ou mere, eſt retenu & prealablement prins ſur tous les biens de celuy qui l'aura recongnu: & le demourant eſt diuiſé entre leſdits enfans. Art. 5. Et pareillement ſi apres le decez deſdits pere & mere, tel mariage a eſté apporté ſur les biens communs à pluſieurs enfans, & par tous les enfans recongnu, s'ils ſont maieurs, ou s'ils ſont mineurs par leurs Tuteurs ou Curateurs, en partage faiſant le mariage; eſt prins & retiré ſur tous les biens communs. Art. 6. Où tous enfans, où les maſles ſuccedent egalement, s'il y a pluſieurs enfans, l'aiſné s'il eſt d'aage de xxv. ans eſt Seigneur & Maiſtre des puiſnez, tant que les puiſnez demoureront par indiuis & en commun ſous la charge du fils aiſné, l'aiſné a le gouuernement & adminiſtration du tout, & quelque choſe qu'il face, ſoit en achetant vendant & adminiſtrant comme vn bon pere de famille, vaut & tient au profit & dommage de tous, ſoient les enfans d'vn ou pluſieurs mariages: & les autres puiſnez

Source : BIU Cujas

maieur de xxv. ans est maistre des puisnez tant qu'ils seront par indiuis & en commun, & a le gouuernement de tout le bien, iusques à ce qu'il soit requis de partage & apres l'interpellation, non.

n'y peuuent contredire, iusques à ce qu'ils ou aucuns d'eux l'auront requis de faire partage. Art. 7. Apres laquelle interpellation de venir à partage, l'aisné ne peut plus administrer: & ne vallent & ne tiennent les choses par luy faites, au preiudice des autres. Art. 8 Et partage faisant apres ladicte requisition, chacun des enfans habiles à succeder, en prenant la portion des biens, porte les charges pour raison de sa portion. Art. 9. En quand l'aisné n'est Seigneur & Maistre des autres: c'est à sçauoir que les puisnez ne sont sous la charge de l'aisné: ains tiennent domicile ailleurs qu'auec l'aisné, & font bourse à part, l'aisné ou celuy qui demoure en la maison & iouist des biens ne peut rien vendre n'aliener des biens de la Succession de pere & mere. Toutesfois quand les autres enfans veullent venir à partage & diuision des biens de ladicte Succession, ledit aisné ou autre qui aura gouuerné les biens, n'est tenu rendre aucuns fruicts aux autres. Art. 10. Celuy de plusieurs heritiers, qui prouoque à diuision, est tenu faire les lots & partages, & l'aisné desdits coheritiers choisit, s'il ne faict les lots, & successiuement les autres selon l'ordre de leurs aages.

Chacun porte les charges apres le partage, pour raison de sa portion.

Aisné ne peut rien vendre si les puisnez font bourse à part & ne demourent auec l'aisné: toutesfois n'est tenu rẽdre les fruicts.

Lots seront faicts par celuy qui prouoque & l'aisné choisit, s'il ne faict les lots.

S. Sever Tit. 4. Art. 1. Diuision de biens communs entre freres ou sœurs d'vn mariage se doit faire par le dernier des freres ou sœurs: & le chois est au premier, & apres aux autres de degré en degré. Art. 2. Et faicte ladicte diuision & presentee aux freres ou sœurs, le premier doit choisir dans IX. iours apres ensuiuans: autrement le chois est deuolu au second, & puis par tel cas aux autres de degré en degré. Article 3. Et quand la diuision se faict entre enfans de deux mariages, se doit faire par les enfans du dernier mariage, gardant entr'eux le chois & deuolution susdicts. Article 4. Tous acquests qui se font par les freres ou aucuns d'eux aians les biens communs, soient d'vn ou plusieurs mariages, sont communs entr'eux, & viennent en diuision auec les autres biens: posé ores qu'ils eussent esté faicts au nom propre de l'acquereur si les biens communs sont de telle valeur qu'il soit vray semblable, que les acquisitions ayent esté faictes auec les biens & fruicts d'iceux. Art. 5. Mais si les biens n'estoient de telle valeur ou que l'acquerant eust pecule castrense *vel quasi*, ou autre office, auec lesquels il eust acquis lesdits biens, tels acquests sont preciputs dudict acquerant, s'ils sont faicts en son nom propre.

Diuision se doit faire par le dernier des freres ou sœurs, & le chois au premier dans neuf iours apres & s'ils sont de diuers mariage, par les enfans du dernier.

Acquests faicts par les freres au aucuns d'eux, ayans biens communs, comme se doiuẽt diuiser entre eux.

Bretagne Tit. 23. Art. 560. Le † pere Noble pourueu de sens, pourra par l'aduis & conseil de IV. parens de ses enfans, deux paternels & deux maternels, partager ses enfans de son viuant: laissant à son aisné fils ou fille la principale maison. Et tiendra le partage apres sa mort, s'il n'appert qu'il l'ait reuoqué par Testament ou autre declaration faicte par escrit: pourueu qu'aucun de ses enfans ne soit lezé ne greué outre la VI. partie de sa legitime. Et s'il veut partager ses enfans, aux biens de leur mere, le pourra faire, elle viuante & consentante: & non autrement. Art. 565. Quand †† les puisnez fils ou filles demandent leur partage en Iustice, ils peuuent faire appeller l'aisné deuant le Iuge du manoir principal de la Succession & demeure plus ordinaire du defunct, & pourront demander à l'aisné declaration par escrit, de tous les biens de la Succession: laquelle l'aisné sera tenu de representer comme aussi les hommes & suiects contraints de declarer quelles rentes & deuoirs ils doiuent. Et si le puisné pretend debatre ladicte declaration, & que les parties en entrent en contestation, sera l'aisné tenu consigner par prouision telle somme, que sera arbitree par le Iuge, tant pour alimens, que frais du prisage & procez, selon le nombre des enfans grand des biens & valeur d'iceux: dont sera sommairement informé, au parauant que les puisnez soient tenus respondre sur les distractions & autres moyens dudict aisné, s'il n'y auoit accord par escrit, dont apparust promptement. Art. 566. Entre † freres & sœurs i & autres coheritiers au parauant entrer en contestation pour le faict de leur partage, le Iuge les renuoyera par deuant leurs parens pour amiablement accorder de leur partage, si faire se peut, sans forme de procez. Article 591. En †† partage entre Bourgeois & gens de basse condition, si aucuns vouloient auoir leur portion en chacune piece de terre, au cas qu'ils ne pourroient autrement s'accorder, Iustice doit mettre trois preud'hommes non suspects, à leur faire leurs partages, pour les plus grands lots & les plus profitables, qu'ils pourroient faire à leurs consciences & par leurs sermens: & doiuent les parties choisir leurs lots: sauf à bailler reueuë à celuy qui se voudroit plaindre dedans l'an & iour, aux † despẽs

Pere Noble comme peut faire partage à ses enfans.

† Cest Art. 560. est de nouuel adiousté.

Puisnez cõme peuuent demander partage à l'aisné.

†† Cest Art. 549. 550. 551. 552. 553. 554. & 555. ont esté rayez pour estre comprins au precedent & en cest Art. 565. reformé.

Iuge doit renuoyer les parties pardeuant leurs parens pour les accorder.

† Cest Art. 566. a esté de nouuel adiousté: & a esté raye le

i Ceste Coustume est conforme à l'Ordonnance du Roy François 2. mil cinq cens soixante, Art. 4. par laquelle est ordonné és diuisions de Succession & biens communs, eslire & nommer de bons & notables personnages iusques au nombre de

Source : BIU Cujas

521. pour y auoir eſté pourueu par les precedens Art.

trois parens, amis ou voiſins pour le faict deſdits partages & diuiſions. L'Ordonnance de Moulins Art. 85. veut que telle Ordonnance ſoit gardee pour les iugemens des cauſes entre proches parens en faict de partage & autres differens, ſans empeſchement quelconque.

†† Ces mots, En partage, &c. *inſques à ce mot*, condition, *inclus, ſont adiouſtez.*

Lots comme ſeront faicts entre gens de baſſe condition & Bourgeois.

Rapport ſera du prouffit de la moutture des moulins ſuiets par diſtroit: & non des autres.

† *Ces mots*, aux deſpens, &c. *ſont de nouuel adiouſtez.*

Terres acquiſes par le Seigneur de ſon hõme tenues roturierement, ſeröt parties comme les rentes.

†† *Les Art. 541. & 542. ont eſté reformez & mis enſemble en ceſt Art. 507. & a eſté le 353. rayé par ce qu'il a eſté employé en ceſt Art. 607. Et auſſi a eſté rayé le 540. cõme ayant eſté employé cy deſſus.*

† *Ceſt Art. 611. a eſté de nouuel adiouſté.*

Maiſon ne ſe pouuant commodement partir, ſera licittee, vendue & inquantee entre les heritiers.

Maiſné fils a le chois.

Partage ſe peut faire entre coheritiers par deuant Notaire & teſmoins, ou autrement: ſans qu'il ſoit beſoin de realiſation par deuant Iuſtice.

Realiſation n'eſt neceſſaire en vn aduis de pere ou mere.

Droicts Seigneuriaux ne ſont deuz pour realiſation d'vn partage fait par pere & mere.

Suruiuant des conioincts ayans enfans peut faire partage auec ſes coheritiers ſans le conſentement de ſes enfans & decret de Iuge.

Partage faict par pere ou mere eſt bon.

du demandeur en reueuë. Art. 607. Au †† partage d'entre freres & ſœurs ſera rapporté le profit de la moutture de moulins, qui ſont ſuiets par diſtroit, où moulin, comme des autres fruicts, depuis la demande du partage. Et des autres moulans volontaires ne ſera faict aucun rapport. Art. 608. Si le Seigneur acquiert de ſon homme les terres que ſon homme tenoit de luy roturierement, elles ſeront departies entre les hoirs, ainſi comme les rentes euſſent eſté. Art. 611. Tous † les Art. cy deſſus concernans les partages, ſeront obſeruez en toutes Succeſſions, qui eſcherront apres la publication de la preſente Couſtume: encores qu'il y auroit enfans ou autres heritiers naiz auant ladicte publication.

NANTES Art. 728. Si vne maiſon ne ſe peut commodement departir entre pluſieurs heritiers, leſquels par enuie l'vn de l'autre ou pertinacité veulent auoir chacun ſa portion, ladicte maiſon ſera par Iuſtice venduë & inquantee entre leſdits heritiers, & demeurera à celuy d'eux qui plus en voudra offrir & dernier encherira, à l'eſteinte de la chandelle. Et les deniers qui en iſtront ſeront entr'eux departis pour les portions eſquels ils ſont fondez.

BOVTILLERIE Art. 4. Apres le decez & treſpas de pere & mere delaiſſans aucuns deſdicts heritages non procedans d'acqueſte, & que diuiſion eſt faicte entre leurs enfans, le maiſné ſoit fils ou fille, a le chois ſe bon luy ſemble.

CAMBRAY Tit. 14. Art. 1. Partage & diuiſion ſe peut faire entre coheritiers des heritages, terres & rentes à eux eſcheus par ſucceſſion, ſoit par deuant Notaire & teſmoins ou autrement deuëment, ſans qu'il ſoit requis realiſer par œuures de loy par deuant les Iuſtices des lieux, où les heritages, terres & rentes ſont ſituez. Et eſt par tel partage chacun ſaiſi des biens & heritages à luy pour ſa part aſſignez. Art. 2. Semblablement quant vn aduis de pere ou de mere eſt faict & accepté par les enfans, n'eſt beſoin d'en faire d'autres deuoirs de realiſation. Et ſi les parties veulent realiſer leur partage preſens Loy, pour ladite realiſation ne ſont deuz droicts Seigneuriaux. Art. 3. La perſonne deſliee de mariage aſſeruie d'enfant, peut valablement faire partage auec ſes coheritiers, ſans le conſentement de ſes enfans & decret de Iuge: pourueu que le partage ſe face ſans aucune recompenſe d'argent pour auoir moindre part & ſans mal engin. Art. 4. Vn partage faict par pere & mere enſemble à leurs enfans, par deuant Loy du lieu de leur reſidence, eſt valable pour tous leurs heritages main-fermes ſituez en autres Seigneuries.

MELVN Chap. 17. Art. 273. Heritage †† feodal baillé à cens ou rente, ſe depart & diuiſe entre les heritiers du preneur, comme roturier: & leſdits cens & rentes entre les heritiers du bailleur, comme Feodaux.

RIBEMONT Tit. 8. Art. 79. Rentes non infeodees ſe partiſſent comme roturieres: les infeodees, comme Fief.

ARTOIS Tit. 1. Art. 44. Tous arrentemens ſont partables par egale portion entre les heritiers des preneurs ou de leurs ayans cauſe eſdits arrentemens: n'eſt qu'ils ſoient nommement baillez pour les tenir en Fief: auquel cas leſdits arrentemens ſortiſſent nature de Fief.

LILLE Tit. 15. Art. 194. Quand vne maiſon appartient à pluſieurs perſonnes, & que l'vne d'icelles veut partir & diuiſer ladicte maiſon, telle maiſon ſe doit partir, ſe elle eſt partable,

†† *Ceſt Art. 273. a eſté de nouuel adiouſté comme de tous temps obſerué & practiqué.*

Heritage Feodal baillé à cens ou rente comme ſe depart.

Cens & rentes ſe departent comme Fief.

Source : BIU Cujas

Addition ſur le Titre XV.

Rentes infeodees ou non comme ſe doiuent departir.

Tous arrentemens ſont partables entre les heritiers des preneurs ou ayans cauſe : s'ils n'ont eſté donnez pour les tenir en Fief.

Maiſon partable ſe doit partir.

MONTARGIS Chap. 15. Art. 13. p. *à Melun.* Art. 273. & rente ou l'vn d'iceux ſe part, &c. Art. 14. Rente conſtituee ſur heritage Feodal ſe part egalement entre les enfans ou heritiers de l'acquereur : ſinon qu'elle fut infeodee ou acquiſe par le S. F. ſur le Fief par luy tenu en cens ou rente. Eſquels cas ſe partira cõme Feodale entre les heritiers deſdits acquereur & le S. Feod. Art. 15. Et au regard des enfans ou heritiers du vendeur & conſtituant, telle rente conſtituee ſur ledict heritage Feodal, ſe payera par les enfans ou heritiers pour leurs parts & quotitez, qu'ils prendront audict Fief, ſans preiudice de l'action hypothecaire. Art. 17. Cens & rentes foncieres deuës par le bail d'heritage Feodal ſe partent enuers les heritiers, auſquels elles eſcherront, comme Feodaux. Et s'il y auoit apparence de manoir, le fils aiſné pourra prendre au lieu de manoir deſdits cens & rentes au pris de la valeur deſdictes appartenances de manoir à ce priſez & eſtimez, eu eſgard à la contenuë des autres terres redeuables audit cens & rentes, ſans aucun égard aux edifices qui y ſeroient.

ORLEANS Tit. 17. Art. 345. Heritage Feodal baillé à cens, eſt reputé cenſuel en la Succeſſion du preneur, qui l'a pris à ceſte charge : & comme tel ſe doit partir entre ſes heritiers apres ſon treſpas : combien que le bailleur d'heritage le tint en Fief. Art. 346. Heritage † Feodal pris à rente à touſiours, à vies ou à long temps, dont le bailleur a retenu la foy & hommage, ſe partit & diuiſe entre les heritiers du preneur & ſes ayans cauſe, comme cenſuel. Art. 347. Mais la rente ſe partit entre les heritiers du bailleur & ſes ayans cauſe, comme heritage Feodal. Art. 348. Rentes †† vendues & conſtituees ſe partiſſent & diuiſent en Succeſſion, comme heritage cenſuel iaçoit que leſdictes rentes ſoiẽt ſpecialement conſtituees ſur fonds ou heritages Feodaux ou Cenſuels, ou generalement ſur tous les biens du debteur. Art. 349. Toutes † rentes créees par bail, partage ou licitation d'heritages ſont cenſees & reputees foncieres : ſuppoſé qu'elles ſoient créees ſous faculté de rachat. Art. 362. Les †† Eſtaux des Bouchers de la ville d'Orleans ſe partiſſent egalement en leurs Succeſſions comme meubles & heritages cenſuels.

NORMANDIE Chap. 19. Art. 468. L'heritage retiré par le pere ou la mere au nom de l'vn de ſes enfans, doit eſtre mis à partage, ſi d'ailleurs l'enfant n'a biens ſuffiſans pour payer le pris de la clameur.

TOVRS Tit. 16. Art. 196. Si † au iour de l'execution du Retraict, les deniers ſont baillez & fournis par le pere ou la mere, encores que ce ſoit à la requeſte de ſon fils que le Retraict fut executé, la choſe retiree ſera reputee acqueſt de pere ou mere, & viendra en partage, comme acqueſt, entre ſes enfans. Tit. 27. Art. 299. Heritage tenu à franc deuoir acquis de bourſe couſtumiere, qui par Succeſſion eſt tombé en tierce foy, ſe depart en la meſme forme que l'heritage Noble eſcheu en tierce foy. Art. 300. Fiefs ou heritages Nobles tombent en tierce foy † ou main, quand ils ſont acquis de bourſe couſtumiere, †† donnez ou leguez & par ſucceſſion continuez en tierce main, dont † l'acquereur faict la premiere. Art. 301. Choſe hommagee venuë au S. de Fief, par puiſſance ou droict de Fief, ſe depart entre les heritiers roturiers, comme les choſes dudict Fief. Art. 314. Succeſſion roturiere qui aduient à gens Nobles, ſe depart roturierement és choſes roturieres : & noblement és choſes Nobles, qui ſeront eſcheuës †† en tierce foy. Art. 315. Succeſſion d'homme nouuellement annobly, ayant enfans auant l'annobliſſement ſe departira roturierement pour la premiere fois, ſi les enfans ou leurs repreſentans ſont viuans, lors de la Succeſſion eſcheuë. Et s'il n'y en auoit, ains ſeulement d'autres enfans nez depuis ledict annobleſſement, icelle Succeſſion ſera partagee noblement. Art. 316. Si ledict homme nouuellement annobly ou femme roturiere mariee à homme Noble, decede ſans hoirs procreez de ſa chair, ſa Succeſſion ſe partagera entre ſes

Rente conſtituee ſur heritage Feodal entre heritiers de l'acquereur, ſe part egalement : ſinon qu'elle fut infeodee ou acquiſe ſur le Fief tenu en cens ou rente.

Rente conſtituee ſe doit paier par les heritiers pour leurs parts & portions.

Cens & rentes foncieres ſe partent comme.

Heritage Feodal baillé à cens ou rentes, eſt reputé cenſuel en la ſucceſſion du preneur dont le bailleur a retenu la foy & hommage.

† *Ceſt Art. 346. a eſté mis au lieu du 261. ancien : qui a eſté corrigé pour auoir lieu à l'aduenir.*

†† *Ceſt Ar. 348. a eſté mis au lieu du 262. ancien, ſans preiudice du paſſé.*

Rentes vendues & conſtituees ſur Fief, ſe partiſſent cõme choſes cenſueles.

Toutes rentes creées par bail, partage ou licitation, ſont foncieres.

† *Ceſt Art. 349. eſt tiré du 272. ancien : & ce qui a eſté adiouſté eſt pour explication.*

†† *Ceſt Art. 262. a eſté mis au lieu du 275. ancien, ſans preiudice du paſſé. Sur lequel le Procureur du Roy a remonſtré qu'il y auoit lettres patentes du Roy, pour faire appeller ceux qui tenoient les Eſtaux pour apporter leurs titres afin de les reunir au Domaine, empeſchant qu'il en fut faict aucun Art. de Couſtume : Surquoy auons ordonné que ledict Article demou-*

Source : BIU Cujas

rera ainſi qu'il eſt redigé ſans preiudice des droicts du Roy & remonſtrances & proteſtations de ſon Procureur, qui vaudront ce que de raiſon.

† *Ceſt Art. 196. eſt de nouuel adiouſté pour auoir lieu à l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ces mots*, ou mary, *ont eſté adiouſtez pour interpretation ſeulement.*

†† *Ces mots*, donnez ou leguez, *ont eſté adiouſtez pour auoir lieu à l'aduenir ſans preiudice du paſſé.*

†† *Ces mots*, dont l'acquereur, *&c. ont eſté adiouſtez comme deſſus.*

†† *Ces mots*, eſchenes en tierce foy, *ſont de nouuel adiouſtez pour plus grande explication du contenu en ceſt Article.*

collateraux roturierement quant aux choſes roturieres : & noblement pour les choſes nobles eſcheuës en tierce foy : ſinon que † tous les collateraux fuſſent nobles d'ancienneté : auquel cas ſa Succeſſion ſera partagee noblement.

† *Ce mot, tous a eſté de nouuel adiouſté.*

LODVNOIS Chap. 29. Art. 3. Et pareillement ſe departira l'heritage tenu à franc deuoir acquis de bourſe couſtumiere, qui chet en tierce main. Art. 5. Et eſt à entendre que l'heritage noble chet en tierce foy entre gens roturiers en la maniere qui s'enſuit : c'eſt à ſçauoir quand l'acquereur roturier a fait ou deu faire vne autre, ledict heritier decedé ſaiſi dudict heritage Noble, il chet en tierce foy. Et à celle foy & deſlors en auant ſe departira entre les heritiers, comme Noble. Art. 6. p. *à l'Art.* 301. *de Tours.* Art. 16. p. *à Tours.* Art. 314. & quand aux choſes Nobles, elles ſe departiront noblement. Art. 17. Si femme Noble ſe marie à perſonne roturiere ou couſtumiere, & dudict mariage iſſent enfans, ſa Succeſſion ſe departira roturierement entre leſdicts enfans pourtant que touchent choſes roturieres & hommages non cheutes en tierce foy : & pourtant que touchent choſes hommagees cheutes en tierce foy elles ſe departiront noblement en la maniere deuant dicte. Art. 20. p. *à Tours.* Art. 315. pour la premiere fois roturierement, ſi les enfans precedens ledict annobliſſement ou leurs repreſentans eſtoient viuans, &c. n'y auoit au temps que la Succeſſion eſcherra que les enfans, &c. ou leurs repreſentans, ladicte Succeſſion ſe departira noblement. Et ſi ledict homme nouuellement annobly decedoit ſans hoir, &c. departira entre ſes collateraux roturierement : ſçauoir eſt les choſes Nobles eſcheuës en tierce foy, noblement : & les choſes roturieres, roturierement : ſinon que, &c. departira noblement. Art. 21. Si femme roturiere mariee à homme Noble decedoit ſans hoir de ſa chair, ſa Succeſſion ſe departira entre ſes collateraux roturierement en la maniere qu'il eſt dict en l'Article precedent.

Succeſſion de femme Noble mariee à perſonne roturiere, ſe depart roturierement : & pour les choſes tombees en tierce foy noblemẽt.

Succeſſiõ d'vn homme annobly ayant enfans auant l'annobliſſement, ſe depart roturierement, s'ils ou leur repreſentations ſont viuãs lors de la Succeſſion eſcheue.

ANIOV Tit. 12. Art. 252. Les enfans iſſus du mariage de femme Noble & homme Couſtumier departiront l'heritage d'elle & y ſuccederont noblement : & ſemblablement la portion des conqueſts & meubles d'icelle femme ſe departira pour la premiere fois noblement & à touſiours-mais couſtumierement. Art. 253. Et au contraire les enfans iſſus du mariage d'homme Noble & femme couſtumiere, departiront pour la premiere fois couſtumierement ſelon la nature des non Nobles, k les heritages, acqueſts & meubles d'icelle femme, & apres à touſiours-mais noblement. Et * ainſi par ce que dict eſt, il eſt veu que l'homme annobliſt la femme & † enfans : & que la femme ne peut annoblir l'homme ne leurs enfans, s'ils ne ſont de pere Noble. Art. 254. Succeſſion roturiere qui aduient à gens Nobles ſe depart pour la premiere fois roturierement. Car l'on a regard à la qualité de celuy qui decede & au temps de ſon treſpas. Art. 255. Quant à la Succeſſion de gens couſtumiers, le fils aiſné poſé qu'il ſoit de moindre aage que la fille ou la fille aiſnee, s'il n'y a que filles, y ſuccede pour les deux tiers des choſes tenues à foy & hommage anciennement & qui ſont cheutes par Succeſſion en iii foy, & ſes freres & ſœurs pour le tiers par heritage. Et n'y a autre aduantage ne preciput pour l'aiſné. Et au regard des conqueſts & acqueſts, ſoient tenus à foy ou autrement, ils ſont departis entre eux egalement ſans aduantage : pour ce que tous acqueſts faicts de bourſe couſtumiere ſe departent roturierement auec tous heritages cheus en cenſiue ou deuoir, ſans foy & hommage : mais ſi toſt que les acqueſts & conqueſts tenus à foy viendront à la iii. foy, ils ſe departiront entre les hoirs de tels gens couſtumiers par les deux parts & par le tiers. Art. 256. Et pour entendre comme les acqueſts ſont cheus en iii. foy, eſt vray que l'acquereur faict ou doit faire la premiere foy, & les heritiers d'iceluy acquereur en font ou doiuent faire la ſeconde, qui departent leſdicts acqueſts roturierement. Mais apres les heritiers des heritiers d'iceux acquereurs departiront tels acqueſts par les deux parts, & par le tiers : pour ce que deſlors ils ſont cheus en iii. foy. Art. 257. Auſſi eſt à ſçauoir que ſi l'homme &

Succeſſion de femme Noble mariee à roturier ſe depart entre ſes enfans noblement, & la portion des conqueſts & meubles pour la premiere fois & puis roturierement.

Homme annoblit & non la femme.

* Aliàs, *Et auſſi par, &c.*

† *Pluſieurs ont remonſtré que ce mot, enfans, auoit eſté nouuellement adiouſté & n'eſtoit en l'ancien Couſtumier ainſi qu'il ſe peut voir. Et pour la diuerſité des opinions ledict Article n'a eſté accordé n'arreſté.*

Succeſſion ro-

k Voyez cy deſſus le Tit. 1. de la premiere partie de ceſte Conference Nombre 11.

Source : BIU Cujas

turiere se depart roturierement pour la premiere fois.

Succession de gens Coustumiers comme se doit departir.

Acquests faicts de bourse Coustumiere, se departent roturierement auec tous heritages tenus en censif ou deuoir sans foy & hommage.

Heritages quand sont entendus estre cheus.

femme ensemble conioints par mariage ont faict iceux acquests durant leur mariage, par quoy la femme quand elle est suruiuant son mary, qui a droict de tenir iceux acquests moitié en pleine proprieté & le tout par vsufruict, soit tenue apres le decés de son mary faire foy & hommage: toutesfois telle foy n'est pas comptee pour seconde foy. Car toutes les foy & hommages qu'en font les acquereurs & chacun d'eux en leur temps, ne sont comptees que pour vne foy & hommage: & semblablement si plusieurs foy & hommages se faisoient par lesdits acquereurs ou leurs heritiers par la mutation du Seigneur, dont telles choses sont tenuës: toutesfois icelles foy & hommages que chacun d'eux fait en son temps, ne sont comptees qu'vne foy & hommage. Art. 258. Si personne coustumiere, c'est à sçauoir non Noble aborne à quelque deuoir ou amortit la foy & hommage qu'elle doit à cause d'aucuns heritages à elle appartenans par son acquest, ce neantmoins tels heritages & choses autresfois hommagees demoureront en la premiere nature quant aux Successions. Car ce sont acquests faicts de bourse coustumiere, qui pour la premiere fois se departent coustumieremẽt & egalement: mais apres à tousiours-mais se departirõt noblement, tant cõme il sera memoire qu'ils auront vne fois esté tenus à foy & hõmage. Et a ceste Coustume lieu seulement és acquests faicts par celuy qui aborne ou amortist l'hommage, & non en ses heritages hommagez anciens. Car pour tel abornement ou amortissement d'hommage ne sera changee la forme d'y succeder & les partager noblement: toutesfois quant au S. de Fief il ny prendra plus Rachat n'autres obeyssances en plus qu'en autres choses roturieres & censiues.

Fiefs acquis par deux conioincts, si le suruiuant en iouist moitié en pleine proprieté & tout par vsufruict s'il faict la foy, elle n'est comptee pour la seconde.

Abournement de Fief ou amortissement de foy & hommage, n'empesche que les choses hommagees, ne demourent en leur premiere nature quant aux Successions, & se departent pour la premiere fois Coustumieremẽt: & en apres noblement.

LE MAINE Tit. 13. Art. 270. & 271. p. *à Aniou.* 252. & 253. Noblement. Et ainsi par ce que dict est, il est veu que l'homme annoblist la femme, & que la femme ne peut annoblir l'homme. Art. 272. p. *à Aniou.* Article 254. *iusques à ce mot*, roturierement, *inclus.* Article 273. p. *à Aniou.* 255. Le fils aisné ou la fille aisnee, s'il n'y a que filles, &c. Article 274. p. *à Aniou.* Art. 256. en iii. foy. Et où il y auroit Succession par Representation, ce ne seroit accroissement de nombre de foy & hommage: sinon que celuy qu'on represente ait suruescu. Article 275. & 276. p. *à Aniou.* Article 257. & 258.

Homme annoblist la femme, & non la femme l'homme.

CHASTEAVNEVF Chap. 18. Art. 120. Es heritages tenus en censif & és heritages tenus à rente n'y a point d'aduantage entre freres & sœurs aisnez ou puisnez en ligne directe ou collaterale.

Droict d'aisnesse n'a lieu en censiue & heritages tenus à rente en ligne dir. & collaterale.

CHARTRES Chap. 18. Art. 97.
DREVX Chap. 19. Art. 88. } p. *à Chasteauneuf.* censif, n'ya, &c.

POICTOV Tit. 6. Art. 280. *A la fin.* Si 1 aucun heritage Noble ou noblement tenu auoit esté trois fois hommagé & seroit venu à la †† quarte mutation par droict de Succession, la foy de l'acquereur comptee, ledict heritage se diuisera comme entre Nobles. Et est entendu la chose estre venuë à quarte mutation, comme si aucun roturier acquiert aucune chose, l'hommage qu'il en faict est compté pour la premiere mutation: & l'hommage qu'en faict son fils ou heritier est compté pour la seconde: & l'hommage qu'en faict son neueu en droicte ligne ou autre son heritier, est compté pour la troisiesme. Et apres la mort du neueu ou autre son heritier, les enfans d'iceluy, s'il n'auoit autres heritiers, qui doiuent faire pour la quarte mutation, foy & hommage: & le pareil doit estre gardé en Succession collaterale, mais en ce ne sont comptees les mutations, qui viennent par la mort ou mutation du S. duquel la chose est tenuë par hommage ou autrement noblement. Car il pourroit aduenir qu'vn roturier en feroit en son temps l'hommage trois fois ou plus à son Seigneur. Art. 281. Le † semblable est si la chose n'estoit tenue par hommage: mais à aucun deuoir Noble ou en gariment ou en Parage: & le Chemier fut mort ou changé par trois fois, si l'hommage n'auoit esté faict par aucun empeschement ou negligence. Art. 282. Et ne suffiroit qu'il y eust trois mutations par celuy

Heritages venus à quarte mutation.

†† *De ceste Art. 280. quæstoit le 214. ancië ont esté raiez ces mots*, en main roturiere *qui estoient audit Art. ancien au parauant ces mots*, la foy de l'enquereur comptee.

† *Les Ar. 281. & 282. ont esté faits de l'Art. 216. ancien: duquel ont esté rayez ces mots* en main roturiere, *apres ces mots*, quarte mutation.

1 Par ceste Coustume entre roturiers les Fiefs se doiuent partir egalemẽt. Toutesfois ils seront partagez noblement entre les enfans d'vn Conseiller de la Cour: lesquels sont annoblis par leurs Estats & dignitez, ainsi qu'il fut iugé par Arrest prononcé en robbes rouges aux Arrests de la Pentecoste le 7. May 1573. au profit du fils de M. Iacques Mesnage, & fut ordonné que le Fief se partageroit noblement: & ce faisant que distraction seroit faicte de ladicte terré en son Chastel, closture & iardin, & fu tadiugees au fils aisné, comme fils de senateur & pere Noble suiuant la Loy Ius senatorum 8. C. de dignit. l. quisq. ius. C. ad leg. Iul. Meuest. l. Diuo Marco. ii. C. de quæst. Cest Arrest a esté donné en la Coustume de Ponthieu:

thieu : & pareil Arreſt fut donné au pront de M. de la Mothe: par lequel fut decidé que la Nobleſſe radiquee en pere Conſeiller en la Cour de Parlement ſe continuoit & departoit aux enfans.

qui tient par prenant en Parage, ou gariment : mais conuient qu'il y ait mutation de Chemier par trois fois. Article 283. Et pour departir l'heritage Noble & noblement tenu, ſuffit qu'il ſoit venu à la quarte mutation de Chemier, dont l'acquereur ſoit compté le premier, & ceux qui le veulent diuiſer ſoient comptez pour la quatte foy.

Quand l'heritage eſt eſtimé venu à la quarte mutation.

BRETAGNE Tit.22. Art.530. Se †† le pere ou la mere conſtant leur mariage retiroient de leurs deniers par Premeſſe au nom de l'vn de leurs enfans, les terres par eux vendues ou par autres leurs parens & lignagers: leſquelles terres leſdits pere & mere, comme plus proches en degré pourroient en leur nom retirer leſdites terres ainſi retirees au nom de leurs enfans, ſeront partagés entr'eux, comme les autres biens de leur Succeſſion : ſinon que leſdits pere & mere en euſſent diſpoſé de leur viuant. Art.531. Et ſi apres le decés de l'vn ou l'autre deſdits mariez, leſdits pere & mere retiroient au nom deſdits enfans les choſes vendues en l'eſtoc du decedé, leſdites choſes propres audit enfant : au nom duquel elles auront eſté retirees : en rapportant les deniers qui auront eſté payez par leſdicts pere ou mere, pour eſtre partagez comme les autres biens de ladite Succeſſion. Tit.23. Art.553. Si l'homme Noble eſpouſe vne femme de condition roturiere, les heritages nobles de la femme, ſeront partagez noblement entre les enfans & deſcendans d'eux, comme les biens nobles du pere. Art.555. Et quand la femme Noble ſe marie auec l'homme de condition roturiere, leurs Succeſſions ſeront partagés entre leurs enfans & les deſcendans d'eux egalement: ſauf le preciput cy apres aux heritages nobles. Et defaillant la ligne des deſcendans d'eux retourneront, les choſes au gouuernement de leur premier eſtoc.

†† *Ces Art. 530.531.554.& 555 ont eſte de nouuel adiouſtez.*

Heritages retirez par les deniers de l'or de leurs femmes

Enfant comme peut auoir l'eſchanges retirees par ſon pere autrement.

VI. SENS Tit.9. Art 90. *A la fin.* Et où les parens ſeront adiournez m pour declarer s'ils ſe veulent porter heritiers d'iceluy defunct, ils auront quarante iours à deliberer.

Succeſſion de femme noble mariee à vn roturier comme ſe depart.

AVXERRE Tit.13. Art.245. *A la fin.* Et ſi aucun a fait adiourner les parens pour ſçauoir ſ'ils ſe veulent porter heritiers ou non, iceux parens apres l'adiournement fait, ont xl. iours ſur ce à deliberer.

Succeſſion de femme noble mariee à homme roturier ſe depart egalement : ſauf le preciput aux heritages Nobles.

TROYES Tit.6. Art.107. *A la fin.* p. *a Auxerre.* aucun fait, &c. dedans l'an, les prochains parens, &c. iceux prochains, apres ladite requeſte, ont, &c. deliberer ſurce.

Heritiers ou parens ont xl. iours pour deliberer.

LILLE Tit.1. Art.11. Pour deuëment debouter vn hoir apparant d'vne hoirie, eſt requis qu'il ſoit adiourné par iv. fois pardeuant Eſcheuins, & contumacé par iv. Defauts ſurce enſieuis.

Defauts en nombre de quatre, pour forclorre vn heritier apparant de la Succeſſion.

MONTARGIS Chap.15. Art.21. Le parent habile à ſucceder, qui ne ſe ſeroit porté heritier ne immiſcé és biens de la Succeſſion du treſpaſſé, & à quarante iours de termes pour deliberer & declarer ſ'il ſe veut porter heritier, apres interpellation à luy iudiciellement faite.

ORLEANS Tit.17. Art.337. p. *a Montargis.* és † biens & Succeſſion du decedé, a xl. &c heritier ſimple ou ſous benefice d'inuentaire ou repudier la Succeſſion, à commencer du iour de l'adiournement fait à ſa perſonne. Et en defaut dudit adiournement, du iour que le temps pour deliberer luy aura eſté ordonné par le Iuge. Et ſeruira interpellation faicte par l'vn des creãciers ou autres pour tous y ayans intereſt.

† *Ceſt Art. 337. a eſté tiré du 270. de l'ancien: & ce qui a eſté adiouſté eſt ſans preiudice du paſſé.*

Temps ordonné par le Iuge, pour deliberer.

NORMANDIE Chap.11. Art.278. Aduenãt †† que le debiteur renunce ou ne vueille accepter la Succeſſion qui luy eſt eſcheuë, ſes creanciers ſe pourront faire ſubroger en ſon lieu & droict pour l'accepter & eſtre payez ſur ladicte Succeſſion, iuſques à la concurrence de leur deu, ſelon l'ordre de priorité & poſteriorité. Et ſ'il reſte aucune choſe les debtes payees, il reuiendra aux autres heritiers plus prochains apres iceluy qui a renoncé.

†† *Ceſt Art. 278. eſt accordé pour Couſtume nouuelle.*

BAR Tit.9. Art.142. L'heritier aura xl. iours apres le decés du defunct venu à ſa cognoiſſance, pour deliberer ſ'il ſe veut porter heritier du defunct: & ſera tenu en faire declaration pardeuant les Iuges des lieux, où ladite Succeſſion ſera aſſiſe. Et à faute de faire ladite declaration, ſera tenu & reputé pour heritier, ſ'il en fait aucun acte.

LA SALLE DE LILLE Titre ſecond. Article trezieſme. Quand le parent d'vn treſpaſſé, ſe declare & porte hoir d'iceluy, ou qu'il prend & appreheude aucuns biens de luy delaiſſez, ou relieue heritages demourez de tel treſ-

Debteur

m L'heritier eſt tenu des debtes du defunct, quand il a faict acte d'heritier, ainſi qu'il a eſté monſtré ſur la Couſtume de Paris, qui ſentend quand il manie ou negotie quelque choſe de l'heredité du defunct. Tunc pro herede geri dicendum eſt, quotiens accipit quod citra nomen & ius heredis non poterat. l. 20 in fin. D. de adq her. liberum eſt vnicuique etiam lucroſam vel damnoſam hereditatem omittere. l. ſi quis omiſſa. 17. D. Si quis omiſſa cauſa teſtam. Recuſari poteſt hereditas non tantum verbis, ſed etiam re: & alio quouis indicio Paul. lib. 4. Sent. & in l. recuſari 88. D de adq. hered. Toutesfois a eſté iugé par Arreſt donné en Audience, le deuxieſme Auril mil cinq cens octante cinq, qu'vne renonciation verbale faicte d'vne Succeſ-

Source : BIU Cujas

ſion n'exempte de payer les debtes, ſi on a prins biens ou faict acte d'heritier.

ne voulant accepter vne ſucceſſion, ſes creanciers peuuent demander eſtre ſubrogez.

Declaration ſe doit faire dans xl. iours ſi l'on veut eſtre heritier ou non.

Declaration faicte par vn parent, qu'il veut eſtre heritier ou prend les biens du decedé, il eſt reputé hoir.

paſſé, il eſt reputé hoir d'iceluy. Art.14. Relief n'attribue droict à celuy qui n'eſt capable de ſucceder en la partie releuee. Art.17. Vne perſonne n'eſt priuee de ſoy pouuoir fonder en l'hoirie mobiliaire ou hereditaire à elle eſcheue: n'eſt qu'elle y ait iudiciairement renoncé, eſté deboutee par ſentence ou forcloſe par preſcription. Art.18. Pour valablement debouter par contumace vn, &c. p. *a Lille.* Art.11.

ARRAS Titre troiſieſme. Article dix-neuf. Les heritiers apparans des treſpaſſez, ont quarante iours de deliberer, ſ'ils ſe veulent porter pour heritiers ou renoncer à l'encontre, à compter du iour des treſpas aduenus, ſ'ils en ſont pourſuiuis.

Heritier ſous benefice d'Inuentaire, doit faire inuẽtaire & priſee des biens du defunct, bailler caution d'en rẽdre compte.

VII. ARTOIS Tit.11. Art.111. Si aucun ſe veut porter heritier d'vn treſpaſſé par benefice d'inuentaire, il eſt tenu de faire inuẽtaire de tous les biens meubles, catheux, debtes & heritages du treſpaſſé, & d'iceux faire bonne, iuſte & loyale priſee: & d'icelle priſee bailler bonne & ſeure caution, pour en rendre compte à ceux & pardeuant ceux qu'il appartient. Art.113. Vn heritier par benefice d'inuentaire n'eſt tenu aux debtes & contracts du treſpaſſé, ſinon auſſi auant que ledit inuentaire & priſee portera. Mais ſi ledit heritier a par ſon inuentaire, priſee & compte recellé aucuns biens du treſpaſſé, dont il a profité, il eſt reputé heritier ſimple, & ſi eſt tenu à toutes les debtes. Art.114. Les creanciers ont faculté pour le bien dudit benefice, rehauſſer la priſee des heritages & biens du treſpaſſé faite par le Sergent, toutesfois qu'il leur ſemble auparauant le compte rendu. Art.115. Vn ayant obtenu benefice d'inuentaire exclud vn autre plus prochain d'autre ou ſemblable benefice, pour ſa diligence.

Heritier ſous benefice d'inuẽtaire n'eſt tenu aux debtes ſinon iuſques à la concurrence des biens: & ſ'il recele aucuns biens, il eſt reputé heritier ſimple, & tenu aux debtes.

Creanciers peuuent hauſſer la priſee des biens, auant le compte rendu.

LILLE Tit.14. Art.176. Quand vn heritier apparant d'vn treſpaſſé doute de l'hoirie & Succeſſion à luy deuolue eſtre trop onereuſe, il ſe peut fonder & porter heritier de ſon predeceſſeur par benefice d'inuentaire, & à ce titre prendre & apprehender les biens par luy delaiſſez. Art.177. Auant qu'vne perſonne ſe puiſt fonder hoir d'vn treſpaſſé par benefice d'inuentaire, eſt requis d'obtenir lettres Patentes en forme deue: par leſquelles il ſoit auctoriſé de ce faire: autrement il ne le peut ne doit faire. Et ſe audit titre de benefice, il prenoit les biens du defunct, ſans ladite impetration deuement interinee: il ſeroit tenu & reputé hoir ſimple d'iceluy feu, & en ceſte qualité tenu & pourſuiuable pour ſes debtes & obligations. Art.178. Eſt requis que l'impetrant de lettres de benefice d'inuentoire abtiengne Commiſſion & attache des Iuges; & qu'en vertu d'icelles il face inuentoirier & priſer tous les biens meubles catheux, maiſons & heritages delaiſſez du defunct. Art. 179. Eſt requis que le Sergent executeur de ladicte Commiſſion face faire leſdits inuentoire & priſerie par gens en ce cognoiſſans, en nombre competent: deſquels il doit à ces fins receuoir le ſerment. Lequel Sergent doit redigier ou faire mettre par eſcrit iceux inuentoire & priſerie, le clorre de ſon Seel, les attachier aux exploicts & exhiber à Cour au iour ſeruant. Art. 180. Eſt requis publier & ſignifier ledit inuentoire, priſerie & exploicts au Preuoſt de Lille ou ſon Lieutenant, & aux hoirs apparans du defunct. Et oudit iour ſur ce n ſeruant, apres la cauſe preſentee & appellee, faut contendre à l'interinement deſdictes lettres, & qu'enſieuant leſdits biens comprins audit inuentoire & priſerie luy ſoient adiugiez, moyennant caution qu'il doit bailler & offrir, de payer les detes du treſpaſſé, iuſques à la ſomme portee par ladite priſerie. Et ſe perſonne ne ſe preſente & oppoſe, leſdites lettres doiuent eſtre en vertu dudit defaut interinees, & leſdits biens adiugiez, en baillant ladite caution. Art.181. Vn heritier par benefice d'inuentoire n'eſt tenu payer les debtes de ſon predeceſſeur, plus auant que ladite priſerie porte: & peut iceluy heritier retenir les maiſons & heritages à luy adiugiez, en furniſſant la priſerie aux creanchiers ſelon l'ordre de leurs hypotheques. Art.182. Vn heritier par benefice d'inuentoire ne peut à ce titre auoir ne apprehender autres biens que ceux comprins audit inuentoire & priſerie: & ſ'il en apprehẽde d'autres, il eſt reputé hoir ſimple & tenu aux debtes du defũct. Ar.183. Les deſpẽs de l'impetratiõ, interinemẽt & couſt dudit benefice, ſe

Heritier ſous benefice d'inuentaire, plus diligent autre heritier plus prochain ayant pareil benefice.

En quel cas on peut eſtre heritier ſans benefice d'inuẽtaire, & faut obtenir lettres patentes.

Inuentoire faict en vertu de Commiſſion par Sergent auec quelles ſolemnitez.

n Iour Seruant, c'eſt le iour de l'aſſignation & expedition. En la Couſt. de Mons Chap. 51. Iournee ſeruãte & aſſignee, ainſi qu'il a eſté monſtré en la 1. partie de ceſte Conference Tit. xxvi. Les autres Couſtum. ou ſtils, les nomment les iours ordinaires de plaids, ou d'audiẽce, ou d'Aſſiſes.

Source : BIU Cujas

Inuentaire & priſerie ſeront publiez.
Lettres ſeront enterinees.
Heritier doit bailler caution.
Heritier ſous benefice d'inuentaire, doit payer les debtes, iuſques à la concurrence de la priſerie.
Heritier ſous benefice d'inuentaire ne peut apprehender que les biens comprins en l'inuentaire & preſcrit.
Deſpens pour l'impetration, enterinement & conſt des lettres, ſont reputez debtes.

doiuent prealablemẽt au cas de la Cour, prẽdre ſur les biẽs apprehẽdez, & doiuẽt eſtre comptez & deduits pour debtee payee, ſur la ſomme de la priſerie. Art. 186. Vn heritier par benefice d'inuentoire eſt au debout de demy-an enſuiuant l'interinement dudit benefice, tenu de rendre ſon compte pardeuant Eſcheuins dudit Lille, à ce appellez en eſpecial, les creanchiers du defunct, ſi auant qu'il en aura cognoiſſance & tous autres en general, par cry publique à Breteſque de ladicte ville, par iour & heure de marché. Et ſ'il y a bon, les creanchiers ſi auant qu'ils compareront & feront apparoir de leurs deuz, ſeront pour debtes ſimples payez au marc la liure, & les hypothecaires ſelon l'ordre de leurs hypotheques: pendant lequel temps de demy-an, ledit heritier ne ſera pourſuiuable en Iuſtice, pour payer les debtes deuës par ledit defunct. Toutesfois ſe auant ledit temps expiré, il vendoit aucune maiſon ou heritage comprins audit benefice, & fut purgié, leſdits hypothecaires ſe polront oppoſer à ladite purge, pour auoir payemẽt de leurs deuz, ſelon l'ordre de leurs hypotheques.

Heritier ſous benefice d'inuentaire tenu rendre compte demy an apres l'enterinement deſdictes lettres, les creãciers appellez.

Creãciers payez au marc la liure: & ſi les heritages ſe vendet, ſe peuuent oppoſer pour leur deu, & hypotheque.

CAMBRAY Tit. 12. Article 17. Si l'heritier ou heritiers doutent que les debtes du defunct ſoient plus grande que la faculté des biens d'iceluy, ils ſe peuuent porter heritiers par benefice d'inuentaire deuëment obtenu de la Loy du lieu, où le defunct reſidoit, ou de la Cour ſpirituelle de Cambray: en faiſant leaument inuentaire de tous les biens meubles, debtes & heritages main-fermes du defunct, & d'iceux faire bonne, iuſte & leale priſerie & vente publique: & bailler bonne & ſuffiſante caution de la valeur deſdits biens. Auquel cas ne ſeront tenus tels heritiers aux debtes du defunct, non plus auant que la faculté de l'inuentaire porte. Article 18. Neant-moins ſi les heritiers par benefice d'inuentaire recellent ſciemment & en fraude aucuns biens, ſans l'inuentairier, ou qu'ils commettent en la priſerie ou vente quelque fraude, ils ſe rendent capables de payer toutes les debtes du defunct.

Benefice d'inuentaire ſ'obtient de la Loy, ou de la Cour ſpirituelle de Cambray.

Heritiers recelans en fraude, ou commettans fraude en la priſerie ou vente, tenus aux debtes.

DVCHE DE BOVRG. Chap. 7. Art. 22. S'aucuns ſe veulent porter heritiers par benefice d'inuentaire, ils ſont tenus de l'impetrer du Prince.

Heritiers doiuent obtenir lettres du Prince.

NIVERNOIS Chap. 34. Art. 29. L'heritier conuentionnel o faict en contract de mariage, poſé qu'il ne ſoit lignager, ſe peut porter heritier par benefice d'inuentaire, & y ſera receu: pourueu qu'il n'y ait lignager qui la vueille eſtre ſimple ou en ladite qualité.

Heritier conuentionnel, comme le peut eſtre ſous benefice d'inuentaire, ſ'il n'y a heritier ſimple.

o Voyez cy deſſus Bourbonnois Art. 223. & 330. Auuergne, Chap. 14. Art. 34. Idem pour l'aſſocié. Auuergne Chapit. 15. Art. 7. & 8.

ORLEANS Tit. 17. Art. 340. Quand † quelqu'vn ſ'eſt porté heritier ſous benefice d'inuentaire, nul n'eſt receu à ſe porter heritier ſimple pour l'exclurre: ſinon qu'il ſe declare tel dedans l'an aptes ladite apprehenſion, ſous benefice d'inuentaire, & qu'il face ſignifier ladite declaration audit heritier ſous benefice d'inuentaire. Art. 341. Il eſt loiſible à celuy qui ſ'eſt porté heritier ſous benefice d'inuentaire, de ſe porter puis apres heritier pur & ſimple. Et luy ſera gardé ſon degré, en ſe declarant tel dedans xl. iours apres qu'vn autre ſera apparu heritier ſimple.

† *Ces Art. 340. & 341. ont eſté accordez & adiouſtez, ſans preiudice du paſſé.*

Heritier ſous benefice d'inuentaire, n'eſt exclus par l'heritier ſimple, ſinon dans l'an apres ladite apprehenſion.

LA SALLE DE LILLE Tit. 8. Art. 1. p. *à Lille.* Art. 176. doute: l'hoirie, &c. ſucceſſion d'iceluy eſtre onereuſe, &c. heritier par benefice d'inuentoire, en vertu de lettres patentes deuëment interinees, & à ce titre apprehender les biens par ledit defunct delaiſſez. Art. 2. Eſt requis, apres que le Sergent executeur deſdites lettres de benefice a fait l'inuentoire des biens, Fiefs & heritages, & fait faire la priſerie d'iceux, ſignifier leſdites impetrations & beſoigné aux Seigneurs, deſquels leſdits maiſons, Fiefs & heritages ſont tenus leurs Baillifs ou Lieutenans, & là où leſdits biens ſont giſans, enſemble aux autres hoirs apparens dudit defunct & ſes creanciers, ſi auant qu'il en a la cognoiſſance, & ſont reſidens en noſtre Ville & Chaſtellenie dudit Lille, & les adiourner à certain & competent iour, meſmes tous autres crediteurs en general par iour de Dimãche, ou autre iour ſolennel, en l'Egliſe Parochiale, là ou giſt ladite maiſon mortuaire, à heure de grand Meſſe, & par iour de Mercredy à la Breteſque de noſtre-dite ville de Lille, heure de marché: pour par leſdits adiournez reſpectiuement veoir proceder à l'enterinement dudit Benefice d'inuentoire ou y contreuenir: meſmes par leſdits creanciers faire exhibition de leurs lettres, exploits & hypotheques, ſe au-

Heritier ſous benefice

d'inuentaire, se peut apres porter heritier simple, xl. iours apres la declaration d'vn autre, soy disant, heritier simple.

cuns en ont. Art.3. Et apres ledit interinement, l'impetrant est tenu bailler caution endedans vii.iours & vii.nuicts, à peril d'estre priué de l'effect de sondit benefice, à la quinzaine ensuiuant, ou à l'aisement de la Cour, se fait ordonnance pour les hypothecaires eux ayans opposé. Et quant à tous autres, l'on leur assigne iour à comparoir dudit iour d'interinement en demy an: pour, pendant ce temps: par les creanciers non hypothecaires, liquider leurs deuz, se bon leur semble: & lors faire par tous lesdits creanciers, chacun en son regard, exhibition de leurs lettres & hypotheques, Cedules, titres, sentences & autres enseignemens, & eux opposer, pour estre payez & remplis de leurs deuz. Sur laquelle opposition, ordonnance se faict à l'aisement de nostredit Gouuerneur ou son Lieutenant, preferant lesdits hypothecaires selon l'ordre de leursdites hypotheques, & tous autres au marc la liure de leurs deuz liquidez, pour, par chacun respectiuement receuoir iceux deuz apres les despens raisonnables ensuiuis pour l'impetration & execution d'iceluy benefice, prealablement payez sur les deniers consignez ou caution baillee pour ladite priserie. Laquelle caution s'execute realement & de faict. Duquel receu lesdits hypothecaires, & autres creanciers baillent caution suiette à refusion: le couſt desquelles cautions se prend esdits deniers. Art. 4. p. *à Lille.* Art.181. debtes du defunct, &c. peut retenir les biens, maisons, Fiefs & heritages, &c. priserie, dont il est tenu bailler caution. Lesquels succedent cõme s'ils estoiẽt apprehendez à titre vniuersel. Art.5. Tel heritier, ne peut audit titre auoir & apprehender, &c. Art.182.

NORMANDIE Chap.8. Art.86. Celuy qui se veut porter heritier par Benefice d'Inuentaire, doit obtenir lettres, & faire recherche au domicile de celuy, qui est decedé, s'il y a aucun qui se vueille porter heritier absolut. Et où il ne s'en presentera, il doit faire faire trois Criees à iour de Dimanche, issuë de la grande Messe Parrossial du lieu, où le defunct est decedé, faisant sçauoir que s'il y a aucun du lignage dedans le vii.degré, qui se vueille porter heritier absolut, qu'il se compare à la prochaine assise, & il sera ouy & receu: sinon l'on procedera à l'adiudication dudit benefice d'inuentaire. Art.87. Lesdites Criees doiuent estre faictes à iour de Dimanche issuë de la Messe Parochial du lieu, où estoit le domicile du defunct, & doit y auoir vne assise entre chacune desdites Criees. Art.88. A chacune des trois Assises, defaut doit estre pris sur les lignagers & parens du defunct, qui ne se portent heritiers absoluts. Et apres le dernier desdits trois Defauts, sera encores faite vne Criee d'abondant & assignation aux autres Assises ensuiuant, auec declaration que si aucun ne se presente, le benefice d'inuentaire sera adiugé. Art.89. A laquelle Assise, apres lecture faicte de toutes les diligences, si elles sont trouuees par l'assistance bien faites, le benefice d'inuentaire sera adiugé, au preiudice de tous ceux du lignage qui se voudront porter heritiers absoluts, lesquels n'y pourront estre receus par apres pour quelque cause que ce soit. Art. 90. Auant l'adiudication s'il se presente aucun du lignage du defunct qui se vueille porter heritier absolut, il y sera receu, encores qu'il soit plus esloigné que l'heritier par benefice d'inuentaire, en payant les frais faits par celuy qui s'est porté heritier par benefice d'inuentaire. Art.91. Celuy qui s'est porté heritier par benefice d'inuentaire, peut se porter heritier absolut, & y sera receu en son rang de prochaineté. Art.92. L'heritier par benefice d'inuentaire, doit dedans xl. iours ensuiuans le decés du defunct, faire faire inuentaire bon & loyal de tous les biẽs, lettres, titres & enseignemens de la Succession, & iceux mettre en seure garde. Art.93. Apres l'adiudication faite du benefice d'inuentaire, doit faire apprecier par Iustice, les meubles, fruicts & leuees de la Succession, & bailler caution au Sergent de la querelle du pris de l'estimation. Art.94. Les frais des diligences du benefice d'inuentaire, doiuent estre pris des meubles & leuees auant toutes choses. Art.95. L'heritier par benefice d'inuentaire n'est tenu que iusques à la concurrence de la vendue ou du pris de ladite estimation s'il n'est trouué qu'il ait commis fraude audit inuentaire, ou recelé aucune chose de ladite Succession. Auquel cas il sera tenu, comme heritier absolut. Art.96. Où les crediteurs voudront faire vendre les meubles & immeubles de la Succession, faire le pourront, nonobstant ladite estimation, les solennitez à ce requises deuëment obseruees & gardees. Art.97. Les deniers prouenans de la vendue ou de l'estimation comme dit est, seront distribuez aux crediteurs par Iustice, selon l'ordre de priorité & posteriorité. Et à ceste fin sera pris iour pour en tenir estat, qui sera signifié à issue de la grand' Messe Parroissial du lieu, quinze iours en precedent. Article nonante-huict. L'heritier par benefice d'inuentaire est tenu respondre aux

Heritier sous benefice d'inuentaire doit obtenir lettres, cõme doit faire faire Criees.

Heritier absolut est preferé à l'heritier sous benefice d'inuentaire.

Heritier sous benefice d'inuentaire, se peut porter heritier absolut en son rang.

Heritier doit dans quarante iours apres le decez du defunct, faire faire inuentaire & doit bailler caution au Sergent.

Frais des diligences de l'inuentaire, se prennent sur les biens.

Source : BIU Cujas

Heritier ſous benefice n'eſt tenu que iuſques a la concurrence de la vendue ou du pris.
Creanciers peuuent faire vendre les meubles & immeubles nonobſtant l'eſtimation & priſee.
Heritier ſous benefice d'inuentaire tenu de reſpondre aux actions & demandes des creanciers.

actions & demandes des crediteurs, ſur la recognoiſſance des faicts & obligations du defunct.

Quels heritiers ſe peuuẽt porter heritiers ſous benefice d'inuentaire.

BERRY Tit.19. Art.9. Les heritiers ab inteſtat ou teſtamentaires, peuuẽt eux porter heritiers par benefice d'inuentaire en faiſant la declaration par deuãt le p Iuge ordinaire du lieu dedans xl.iours apres la Succeſſion deferee: & qu'ils en ſont aduertis. Auquel cas ſeront tenus dedans xl.iours enſuiuant, faire bon & loyal inuentaire de tous & chacuns les biens meubles & immeubles, noms, debtes, actions, titres & enſeignemens quelconques du defunct: & iceluy inuentaire faire clorre & arreſter dedans ledit temps, & auant qu'aucunement eux immiſcer en iceux biens, n'en prendre aucune choſe. Et dedans ledit temps ſeront auſſi tenus bailler Caution de la valeur deſdits biens, & ſatisfaire aux debtes & legs, ſi aucuns en y a, iuſques à la concurrence d'iceux biens. Art.10. Et †† ladite confection d'inuentaire ſe fera par le Iuge ordinaire ou ſon commis & deputé, & y ſeront appellez à ſon de trompe & cry public, les creanciers du defunct incertains, & incognus à l'heritier par benefice d'inuentaire. Et ceux qui ſeront certains & cognus par l'inuentaire & lettres du defunct ou autrement, ſeront appellez nommement & particulierement, ſ'ils ſont demourans dedans le deſtroit & iuriſdiction où l'on fera inuentaire, & non autrement. Et ſemblablement les legataires, à certain & competant iour, pour aſsiſter à ladite confection d'inuentaire, ſi bon leur ſemble, auec intimation, que ſ'ils ne comparent, en leur abſence, defaut & contumace ſera procedé à la confection & cloſture dudit inuentaire, ainſi & en la forme & maniere que ſ'ils eſtoient preſens. Art.11. Et ſera fait q ledit adiournement des creanciers & legataires incertains & incongnus à l'heritier, par proclamation & cry public, és villes aux lieux accouſtumez à faire cris & proclamations: & aux villages à iour de Dimanche, à l'iſſue de la grand Meſſe Parochiale. Art.12. Et ſera tenu l'heritier au commencement de la confection dudit inuentaire faire ſerment ſolennel en la preſence du Iuge ou ſon commis, qui beſongnera audit inuentaire qu'il exhibera pour deſcrire en iceluy, & mettra peine de faire exhiber par ceux qui ont eu le maniement r & cognoiſſance deſdits biens, tous & chacuns les biens de la Succeſſion, ſans en rien receler: & ſemblable ſerment feront les domeſtiques, qui ont eu le maniement & cognoiſſance deſdits biens. Et apres ladite deſcription, eſtimation & appreciation deſdicts biens, arreſt & cloſture d'iceluy inuentaire, ſera derechef tenu ledit heritier iurer qu'il a exhibé & fait demonſtrance de tous les biens de la Succeſsion, lettres, inſtrumens & enſeignemens du defunct, & à fait diligence à luy poſsible de faire le ſemblable, à ceux qui ont eu le maniement & cognoiſſance deſdits biens, ſans en rien receler ne retenir. Art.13. Et ce pendant, iuſques à l'arreſt & cloſture dudit inuentaire, tiendra l'on les lieux, où ſont les meubles, lettres, titres & enſeignemens fermez & ſeellez, & ſous ſeure garde, pour le temps qu'on ne beſongnera audit inuentaire, à moindre frais toutesfois que faire ſe pourra: & ſera fait & parfait ledit inuentaire ſans rien deplacer des biens. Art.14. Et pourra l'on, durant les xl.iours donnez à l'heritier pour deliberer, & auſsi durant les autres xl.iours apres, dedans leſquels l'on doit faire ledit inuentaire, prendre ou aliener par auctorité de Iuſtice, des meubles moins dommageables de la Succeſsion, ſ'il eſt beſoin & requis pour fournir aux frais funeraux ſ & alimens de ceux qui ſeront deputez pour la garde deſdits biens. Art.15. Et où ledit heritier ab inteſtat ou teſtamentaire, ne feroit ladite declaration dedans xl. iours, & apres iceux dedans autres xl.iours, ne feroit faire par auctorité de Iuſtice, auec les ſolennitez deſſus declarees, ledit inuentaire & iceluy parfaire, arreſter & clorre, ou ſ'immiſceroit eſdits biens & Succeſsion, en quelque ſorte que ce ſoit, auant la perfection & cloſture dudit inuentaire, ou auant icelle cloſture & arreſt d'inuentaire, auroit prins, ſouſtrait, occulté & recelé aucuns deſdits biens, & n'auroit baillé caution, ſera priué du benefice dudit inuentaire, tenu, cenſé & reputé vray heritier ſimple, & comme tel pourra eſtre conuenu, tant par les creanciers, que legataires. Art.16. Et au cas t deſſuſdit de geſtion d'heritier par benefice d'inuentaire, ſoit par l'heritier teſtamentaire ou ab inteſtat, ſi aucun du parentage ou lignage du defunct, de quelque coſté, ligne ou eſtoc qu'il ſoit, ſe veut porter heritier ſimple, auant la confection d'inuentaire, y ſera receu, & ne ſera pro-

Inuentaire ſera fait dans xl.iours clos & arreſté, & bailleront caution dans ledict temps.

Inuentaire par qui ſera faict par le Iuge ordinaire.

†† *Les Art. 10.11.12.13 14. 15.18.19. & 20. pour partie de la forme, ſont nouuelles Couſtumes.*

Adiournement faict pour les creanciers & legataires incognus comme ſera fait

Serment de l'heritier ſous benefice d'inuentaire auant la confection d'inuentaire.

Seel mis aux lieux ou ſont les meubles iuſques à l'Arreſt de l'inuentaire.

Payera les frais funeraux.

Heritier ab inteſtat ou teſtamentaire ne faiſant declaration dans xl. iours, eſt priué du benefice d'inuentaire, ou s'il recele, ſouſtrait ou s'immiſce auant la confection dudit inuentaire, Arreſt & cloſture.

p Iuge ordinaire ſe prend quelquefois pour Bailly ou Seneſchal: ou bien pour le Preuoſt en garde, ou Chaſtelain ou Preuoſt de Ville ou Police, cõme en l'Ordonnãce du Roy Louis xii. 1498. Art. 60. & 61. Senlis Art. 114. La Couſtume de Berry le nomme Garde de la Preuoſté. Berry Tit.2. Art.19. Mais en ce lieu il faut entendre ces mots, *Iuge ordinaire*, tant du Iuge ſubalterne & nõ Royal, que du Iuge Royal: & adiouſte Du Moulin en ceſt endroict, qu'il n'eſt beſoin de benefice du Prince, non plus qu'ẽ pays de Droict eſcrit, attendu que la Couſtume le donne, comme auſſi le Droict eſcrit le permet. Superfluum eſt enim hoc precibus poſtulare, quod iam lege permiſſum eſt, vt ait l.vn.C.de Theſauris lib.14. Notez que les heritiers ſous benefice d'inuentaire ne pourront eſtre conuenus par les creanciers ou legataires, dans le tẽps de quarante iours & pendant que l'inuentaire ſe faict. l. fin. §. donec. C. de iure delib. Et ne court aucune preſcription durãt ce temps contre les creanciers.

q Vide Nouell. 1. cap. 1. & Baldum in l. fin. C. de iure delib.

r L'heritier ſous benefice d'inuentaire rẽdant compte des biens contenus en l'inuentaire ſolennellement faict, eſt entierement deſchargé des debtes du defunct, ſuiuant la Loy fin. §. licentia. C. de iure delib.

ſ Les frais funeraux & autres que

Source : BIU Cujas

Heritier ſimple eſt preferé à l'heritier, ſous benefice d'inuentaire, ores qu'il ne ſoit ſi proche, s'il vient dans les dix ans.

l'heritier par benefice d'inuentaire aurá fait tant pour l'inſinuation du Teſtament, que confection d'inuentaire, & autres cauſes neceſſaires, doiuent eſtre prealablement prins ſur l'heredité, l. fin. §. in computatione. C. de iure delib. ainſi fut iugé par Arreſt du Parlement de Rennes, le dernier iour de Mars, mil cinq cens ſoixante cinq.

t Pour ce qui eſt traicté en ceſt Article quinzieſme, faut voir la Nouelle de hered. & falcid. §. ſancimus, & ces mots occulte & recellé, ſe doiuent interpreter ſelon la Loy fin. §. licentia C. de iure delib. l. 71. §. prætor ait. D. de a dq. her.

cedé plus auant audit inuentaire, & apres ledit inuentaire, pourra vn des parens du defunct de quelque coſté & ligne qu'il ſoit, dedans x. ans, à compter du iour de l'eſchoite hereditaire, ſe porter heritier ſimple, & exclorre & debouter ledit heritier par benefice d'inuentaire. Et audit cas ſ'il y auoit pluſieurs parens, eux voulans porter heritiers ſimples, le plus u prochain du coſté & ligne dont viennent leſdits biens, ſera preferé: & ſera entr'eux la Succeſſion reglee, en la maniere qu'il a eſté cy deſſus declaré. Art. 17. Et où le pere legitime adminiſtrateur des biens de ſon fils mineur d'ans, ou le Tuteur & Curateur d'aucun mineur, eux voudroient, pour & au nom deſdits mineurs parens du defunct, porter heritiers pour exclurre & debouter l'heritier par benefice d'inuentaire ou ab inteſtat ſeront receus. Art. 18. Mais ſi l'inuentaire a eſté ia fait par ledit heritier par benefice d'inuentaire des biens de la Succeſſion, ſeront iceux biens ſelon le contenu en iceluy inuentaire, baillez & deliurez audit pere & legitime adminiſtrateur, Tuteur ou Curateur, à la charge de ſatisfaire d'iceux biens aux creanciers de ladite hoirie & Succeſsion: & auſsi aux legataires iuſques à la concurrence de la valeur deſdits biens, ſans iceux employer en autres affaires des mineurs, acquitement de debtes ou autrement, iuſques à ce que les creanciers & legataires de ladite Succeſsion ſeront ſatisfaits: en faiſant defenſes, ſur peine d'amende arbitraire, auſdits pere & legitime adminiſtrateur Tuteur & Curateur, de commiſcer ou meſler leſdits biens auec les autres biens deſdits mineurs: & de entremeſler l'adminiſtration d'iceux, iuſques à ce que la ſatisfaction deſdits creanciers & legataires aura eſté faite: afin que ſi le mineur eſtoit releué de ladite geſtion d'heritier ſimple, par le moyen que deſſus, ſoit ſubuenu & pourueu à l'indemnité des creanciers & legataires. Art. 19. Et neant-moins, où le mineur ne ſeroit releué de ladite geſtion dedans le temps de Droict, demeurera ledit mineur obligé, comme heritier ſimple au payement des debtes & legs de ladite hoirie & Succeſsion, entierement x & pour le tout. Art. 20. Et où il n'y auroit lors de ladite geſtion d'heritier ſimple, qui ſe fera par leſdits pere & legitime adminiſtrateur, Tuteur & Curateur de mineurs, pour & au nom d'iceux, inuentaire faict, ſera tant pour le regard des mineurs, que pour le regard des creanciers & legataires, fait inuentaire par leſdits pere & legitime adminiſtrateur, Tuteur ou Curateur, en la maniere, forme & ſolennité deſſus declaree: excepté la preſtation de caution: & ledit inuentaire fait & arreſté, ſera fait deliurance au pere & legitime adminiſtrateur, Tuteur ou Curateur deſdits biens, à la charge & en la maniere contenue en l'Article precedent. Art. 21. Et † ſi le pere & legitime adminiſtrateur, Tuteur ou Curateur ſ'immiſçoit eſdits biens auant ladite confection d'inuentaire faicte en la forme que deſſus: pourront non ſeulement les mineurs, mais pareillement les creanciers & legataires de ladite hoirie & Succeſsion, auoir leurs recours contre leſdits pere & legitime adminiſtrateur, Tuteur ou Curateur, pour le payement entier de toutes les debtes & legs de ladite hoirie & Succeſsion. Art. 22. Et ne pourra l'on doreſnauant faire porter vn mineur heritier ſimple d'aucun defunct, ſ'il n'eſt parent & habile à ſucceder, y pour exclurre l'heritier par benefice d'inuentaire ou autrement en quelque maniere que ce ſoit, pour recueillir la Succeſsion du defunct. Et par ſemblable vn maieur eſtrange, non parent du defunct ne ſe pourra porter heritier du defunct, pour exclurre l'heritier par benefice d'inuentaire ou autrement: exceptez les maris & femmes, és cas, eſquels ils peuuẽt ſucceder l'vn à l'autre. Ar. 23. Si dedás les x. ans z aucun lignager du defũct viẽt & declare iudiciairemẽt à l'heritier par benefice d'inuẽtaire ſoit par Teſtament ou ab inteſtat, qu'il ſe veut & entend porter heritier ſimple, pour l'exclurre & debouter, pourra ledict heritier par benefice d'inuentaire, dedans trois iours apres ſoy declarer & porter heritier ſimple: & en ce faiſant, retiendra l'hoirie & Succeſſion, & exclurra & deboutera d'icelle ledict parent

u Encores qu'il y ait vn des enfans, qui ſe porte heritier ſous benefice d'inuẽtaire, les autres ſont neãtmoins tenus de faire declaration pertinente, ſ'ils ſont heritiers ou non, ſans qu'ils ſe puiſſent aider de ceſt Art. 16.

Pere, Tuteur, Curateurs ou autres adminiſtrateurs ſe peuuent porter heritiers ſimples pour & au nom des mineurs à l'excluſion des heritiers ſous benefice d'inuentaire ſans meſler les biens: & en pourront eſtre releuez dans le tẽps de Droict: autrement ledit temps paſſé, ſont tenus entierement aux debtes.

x C'eſt àſçauoir de dix ans ſuiuant l'Ordonnãce du Roy Frãçois 1. 1539. Art. 134.

Adminiſtrateurs feront faire inuentaire, ſi faict n'a eſté & ne baillent caution: & s'immiſceans ſans faire inuẽtaire ſont tenus entieremẽt aux debtes.

† *Ceſt Art. 21. eſt nouuelle Couſtume.*

y Et encores ſi celuy qui le precede ne renonce formellemẽt à la ſucceſſion, comme il fut iugé ſur le chãp, en audience par Arreſt du Lundy 26. Nouembre 1565. C.M.

Mineurs ne ſe peuuent porter heritiers ſimples, s'ils ſont non parens & inhabiles à ſucceder.

z Il ne peut aliener les biens dans les dix ans, c'eſt à ſçauoir les meubles

Heritier ſous benefice d'inuentaire, plus prochain du defunct,

Source : BIU Cujas

té de Criees. Paris. Art. 344. Orleans. Art. 341. & 343.

ſans inuentaire & ſubhaſtation, & les immeubles ſans ſolenni-

qui ſe ſera declaré heritier ſimple: & ce indifferemment quant à l'heritier par benefice d'inuentaire, qui eſt heritier par Teſtament: & quant à l'heritier par benefice d'inuentaire qui eſtoit heritier ab inteſtat: pourueu qu'il ſoit plus prochain en degré du treſpaſſé, & de l'eſtoc & ligne, dont deſcendent les heritages. Art. 24. Et où celuy qui ſe voudroit de nouueau porter heritier ſimple, ſeroit en equalité de degré auec ledict heritier par benefice d'inuentaire, ſe declarant heritier ſimple, retiendra par ce moyen à luy la part & portion de ladite Succeſſion, qui luy deuoit appartenir: & quant aux autres parts & portions qui doiuent appartenir aux prochains qui pouuoient ſucceder, & ſont nouuellement apparus eux portans heritiers ſimples, leur ſeront baillees & deliurees, nonobſtant que ledict heritier par benefice d'inuentaire ſe ſoit porté heritier ſimple. Art. 25. Et auſſi ſi celuy qui vient de nouueau & ſe veut porter heritier ſimple, eſt plus prochain que l'heritier ab inteſtat par benefice d'inuentaire, iaçoit ce que ledict heritier ab inteſtat par benefice d'inuentaire ſe declare heritier pur & ſimple: ſera neantmoins ledict plus prochain receu, & forclorra & deboutera ledict heritier par benefice d'inuentaire detenteur de ladicte Succeſſion. Art. 26. Et ſi leſdicts heritiers par benefice d'inuentaire eſtoient allez de vie à treſpas auant qu'autre parent du defunct ſoy portãt heritier ſimple d'iceluy fut apparu, pourront les heritiers deſdicts heritiers par benefice d'inuentaire decedez, faire la declaration telle qu'euſſent peu faire leurs predeceſſeurs: & ce faiſant retenir l'hoirie & Succeſſions, és cas, eſquels leurs predeceſſeurs l'euſſent peu retenir. Art. 27. Ou †† il y aura enfans deſcendans en loyal mariage du teſtateur, l'heritier par luy inſtitué ſera tenu de ſe porter heritier ſimple. Et où il ſe porteroit heritier par benefice d'inuentaire: & auroit en iugement de ce faict declaration, pourront les enfans du defunct eux porter heritiers ſimples, & pour le tout de leur pere: & en ce faiſant exclurront ledict heritier teſtamentaire: iaçoit qu'il ſe vouſit puis apres porter heritier ſimple: & le ſemblable pourront faire les enfans qui deſcendront en loyal mariage, comme dit eſt des enfans du teſtateur.

Heritiers ſous benefice ſe trouuans en parité de degré, auec l'heritier ſimple, retient ſa part.

Nouuel heritier ſimple plus proche que l'heritier ſous benefice, eſt preferé, ores qu'il ſe porte heritier ſimple.

Heritiers des heritiers ſous benefice d'inuẽtaire ont pareil droict que eux.

Enfans du defunct peuuent exclurre l'heritier teſtamentaire ſe portant heritier ſous benefice.

†† *Ceſt Ar. 27. eſt nouuelle Couſtume.*

Heritier ſimple preferé à l'heritier ſous benefice d'inuẽtaire.

Eſtranger ne peut eſtre heritier ſimple ou ſous benefice d'inuentaire.

Heritier conuentionnel par mariage peut eſtre heritier ſous benefice d'inuentaire.

Bovrbonnois Chap. 25. Art. 329. Le lignager qui ſe veut porter heritier ſimple, eſt à preferer à ceux qui ſe veullent porter herities, par benefice d'inuentaire, combien qu'il ne ſoit ſi prochain du defunct, comme celuy qui requiert eſtre admis par benefice d'inuentaire. Art. 330. L'eſtranger ne peut eſtre receu à ſoy porter heritier ſimple ne par benefice d'inuentaire: & pour ce le deboute le lignager requerant eſtre receu par benefice d'inuentaire. Toutesfois l'heritier conuentionnel a par mariage ou autrement, poſé qu'il ſoit eſtranger pourra s'il ne veut accepter ſimplement ladicte Succeſſion, ſe porter heritier par benefice d'inuentaire, ſi aucun des lignagers du defunct ne le veut eſtre par ledict benefice d'inuentaire.

Avvergne Chap. 12. Art. 38. p. *à Bourbonnois.* Art. 329. eſt preferé en baillant caution à celuy qui ſe, &c. Art. 39. p. *à Bourb.* Art. 330. Et par ce ne deboute le lignager, &c mariage ou aſſociation, s'il ne veut, &c. ſe pourra porter &c. eſtre. Car ils ſeroient preferez audict heritier conuentionnel. Chap. 15. Ar. 8. Et ſe peut ledict heritier conuentionnel par contract d'aſſociation, porter heritier par benefice d'inuentaire, de ſon aſſocié, où il n'y auroit du lignage dudict defunct, qui ſe rendit heritier ſimple ou par benefice d'inuentaire: lequel lignager ſera à ce preferé audict heritier conuentionnel.

La Marche Chap. 19. Art. 248. & 249. p. *à Auuergne.* Art. 38. & 39. mariage ou communauté s'il, &c.

Bretagne Tit. 23. Art. 571. *A la fin.* Celuy † qui ſe voudroit porter heritier ſous beuefice d'inuentaire, ſeroit tenu le declarer dedans xl. iours, s'il eſt au Duché: & s'il eſt hors dedans iii. mois: à faute de quoy il ſera tenu & reputé heritier pur & ſimple. Art. 572. Il †† eſt permis à l'heritier accepter la Succeſſion ſous benefice d'inuentaire: lequel ne pourra eſtre exclus par celuy qui voudroit accepter ladicte Succeſſion purement & ſimplement: encores qu'il fut en pareil degré, ſoit entre gens Nobles ou roturiers. Art. 573. L'heritier † ſous benefice d'inuentaire doit au parauant que toucher aux biens, faire appo-

† *Ceſt Art. 571. eſt de nouuel introduit.*

†† *Ceſt Ar. 572. qui eſtoit le 514. a eſté reformé & amplifié.*

Heritier ac-

a Par l'Art. 223. cy deſſus, ainſi que nous auons dit ſur la Couſtume de Niuernois. Au reſte en ce qu'il eſt parlé de l'heritier cõuentionnel, eſt contre la diſpoſition ciuile. Hereditas enim teſtamento dari poteſt l. hereditas C. de pactis conuen. non pacto. l. 30. C. de pactis l. 61. D. de verb. oblig. ce qui n'a lieu in militē l. licet C. de pactis. Toutesfois on peut par conuention expreſſe faire que parties des biens ſoient delaiſſez apres la mort de celuy qui en diſpoſe. Bartole ad l. fin. C. de pact.

Source : BIU Cujas

ceptant la ſucceſſion ſous benefice d'inuentaire ne peut eſtre exclus par vn heritier ſimple, ores qu'il ſoit auſſi proche.
† *Ces Art. 573. 574. 575. 576. 577. 578. & 579. ſont de nouuel adiouſtez.*

ſer le Seau ſur les biens delaiſſez par le defunct, & faire declaration d'accepter ſous benefice d'inuentaire la Succeſſion en iugement dedans le temps cy deſſus dit, à compter du iour de la Succeſſion eſcheuë: & ce faict, prendre commiſſion du Iuge pour appeller les crediteurs: ce que ledict heritier ſera tenu de faire par deux aſſignations à ban * ou prochain marché & Parroiſſe du domicile du decedé aux iour de Dimanche & de marché. Et ſera la premiere aſſignation de xv. La ſeconde de iii. ſepmaines, qui ſeront rapportees en iugement l'audience tenant. Et ſera tenu ledict heritier faire conclurre ledict inuentaire dedans iii. mois apres la declaration par luy faicte. Art. 574. S'il ſe trouue que l'heritier ſous benefice d'inuentaire n'euſt faict entier rapport & euſt recelé & retenu quelque portion de meubles, il ſera tenu & reputé heritier ſimple. Art. 575. Sera l'heritier ſous benefice d'inuentaire tenu bailler par declaration les heritages de la Succeſſion & les baux à ferme d'iceux, ſ'ils ont eſté faicts par le defunct: ſinõ les fera faire iudiciellement & ſolennellement. Article 576. L'inuentaire ſolennellement faict, les creanciers deuëment appellez, leſdits creanciers pourront à leur diligẽce, faire faire l'ordre entr'eux ſelõ la priorieté & poſteriorité, nature & qualité de leurs debtes. Auſquels creanciers ne ſera tenu ledit heritier payer plus que l'inuẽtaire ne ſe mõte: & ſeront les frais d'iceluy inuẽtaire prealablemẽt paiez. Ar. 577. Et l'ordre fait & les crediteurs payez ſuiuant iceluy, ſi les biens de la Succeſſion tant meubles qu'heritages ne peuuent ſuffire à l'acquit & payement des debtes, ledit heritier n'en pourra eſtre conuenu ny appellé: ſauf aux crediteurs premiers, à repeter des poſterieurs ce qu'auroit eſté payé. Art. 578. Pendant la ſolennité de l'inuentaire & ordre des creanciers, les deniers prouenans de la vẽte des meubles & fruicts des immeubles, demoureront entre les mains de l'heritier, baillant par luy caution: à faute dequoy faire ſeront leſdits deniers depoſez en main de perſonne ſoluable, comme auſſi les credits, cedules & obligations. Art. 579. Les meubles eſtans vendus apres vne bannie ſolennelle, la vẽte des immeubles ſera faicte à eſteinte de chandelle, au plus offrant & dernier encheriſſeur, apres trois bannies conſecutiues: les deux premieres à la Paroiſſe, la tierce à la Parroiſſe & au marché prochain, qui portera aſſignation de viii. pour le moins. Art. 580. L'heritier †† par benefice d'inuentaire, faiſant la vente des immeubles, ſera preferé à tous autres encheriſſeurs: payant promptement les deniers de la derniere enchere: & quant à l'immeuble ledict heritier aura la Premeſſe rembourſant dans xv. Art. 581. Et attendant † la confection dudit inuentaire, le Iuge fera deliurer pour les frais des obſeques, aumoſnes, gages & ſalaires de ſeruiteurs, deniers, ſ'il ſ'en trouue en la Succeſſion: ſinon des meubles pour eſtre promptement vendus, & les deniers mis entre les mains des Executeurs teſtamentaires, ſi aucuns y a: ou de l'heritier qui ſ'eſt preſenté, ou des plus proches parens.

BAR Tit. 9. Art. 124. Si aucun ſe veut porter heritier par benefice d'inuentaire, il eſt tenu pour ce faire obtenir lettres du Prince, & bailler caution ſuffiſante pour les meubles contenus en l'inuentaire & fruicts leuez & à leuer.

SEDAN Tit. 9. Art. 176. Celuy qui eſt habile à ſucceder, ſe peut declarer heritier ſimple, ou ſe porter heritier par benefice d'inuentaire: & à ceſte fin preſenter requeſte au Bailly ou ſon Lieutenant: ſans pour ce obtenir autres lettres du Souuerain. Art. 177. L'heritier par benefice d'inuentaire ſera tenu faire faire inuentaire des biens de la Succeſſion dedans xx. iours apres qu'il ſera declaré heritier & bailler caution du contenu en iceluy.

VIII. SENS Tit. 9. Art. 90. Les †† plus prochains parens & habiles à ſucceder au defunct, peuuent requerir inuentaire eſtre faict aux deſpens communs de la Succeſſion. Et ſi le defunct eſtoit conioint par mariage, le ſuruiuant ſera tenu payer la moitié des frais dudict inuentaire.

AVXERRE Tit. 13. Art. 245. Pere, mere ou autres parens prochains habiles à ſucceder, peuuent, &c. p. *à Sens.* à leurs deſpens, ſ'il n'eſt faict pour voir & ſçauoir l'eſtat de la Succeſſion, tant en biens meubles qu'en debtes.

TROYES Tit. 6. Art. 107. Si pere ou mere, ou autres parens meurent, habiles à ſucceder peuuent, &c. p. *à Sens.* Succeſſion pour ſçauoir l'eſtat de la Succeſſion tant en biens meubles, comme en debtes: & payera le ſuruiuant la moitié, &c. inuentaire. Et ſi le ſuruiuant accepte les meubles & debtes, il n'eſt

Seel appoſé.
Heritier ſous benefice d'inuentaire dans quel temps doit faire declaration.
* Aliàs, *au P. V.*
Heritier tenu de faire clorre ledict inuentaire, dans trois mois apres la declaration par luy faicte.
Heritier ſous benefice retenãt ou recelant des biens, eſt reputé heritier ſimple.
Heritier ſous benefice d'inuẽtaire tenu de bailler par declaration les heritages & les baux d'iceux, ſ'aucuns en y a: comme ſera faire inuentaire les creanciers appellez: & ne ſera tenu payer que iuſques à la concurrence de l'inuentaire.
Heritier ne peut eſtre conuenu, ſi les biens ne ſuffiſent au payement des creanciers.
Heritier ſous benefice d'inuentaire, a les deniers des meubles & fruicts des immeubles, en baillant caution: & à faute de ce faire, ſeront depoſez en main ſoluable, comme les cedules & obligations.
Vente des meubles ou immeubles comme ſera faicte.
†† *Ceſt Art. 580. qui eſtoit le 515. a eſté ainſi reformé.*
Heritier ſous benefice d'inuẽtaire comme eſt preferé en la

Source : BIU Cujas

vente des meubles, & a la Premesse pour les immeubles.

† *Cest Art. 581. est de nouuel adiousté.*

* Aliàs, *du plus proche parent. P. V.*

Heritier sous benefice d'inuentaire doit auoir lettres du Prince, & bailler caution.

Heritier habile à succeder se peut porter heritier sous benefice d'inuentaire, sans obtenir lettres du souuerain presentant requeste au Iuge.

Inuentaire doit estre faict dans xx. iours & doit ledit heritier bailler caution.

†† *Cest Art. 90. contient la reformation de l'Art. 65. ancien.*

Inuentaire des biens du defunct peut estre faict à la requeste des parens plus prochains & habiles à succeder, aux despens communs de la succession: sinon que le defunct fut marié.

receu des frais dudict inuentaire: excepté de la moitié de ce qui ne chet point en acceptation.

TITRE XVI. DE CRIEES.

Art. 345. *PARIS.*

Saisie doit estre faicte sur les lieux saisis tant Fiefs que rotures: & en Fiefs & terres Nobles suffit saisir les principaux manoirs auec leurs appartenances: & en roture faut declarer toutes choses par le menu, par tenãs & aboutissans: & en toutes Saisies declarer la cause d'icelle.

† *Ce Titre de Criees & Articles contenus sous iceluy ont esté mis au lieu du Titre du Coustumier intitulé* Touchãt les Criees & quatre quatorzaines anciennes: *& des Art. neuf vingt sept, neuf vingt huict neuf vingt neuf et neufvingt dix qui estoient sous ledit Titre, pour estre iceux Art. de nouuel corrigez & adiousstez, gardez à l'aduenir sans preiudice de ce qui se gardoit & obseruoit par le passé.*

Criees comme sont defectiues.

†† *Les Art. 115. & 116. sont de nouuel introduits.*

† *Cest Art.*

Par † la [a] Coustume & stil de la Preuosté & Viconté de Paris pour la validité des Criees des Fiefs, Seigneuries & terres Nobles, faut se transporter sur les lieux: & suffit saisir les principaux manoirs de chacun Fief & Seigneurie auec les appartenances & dependances, [b] sans qu'il soit besoin les declarer par tenans & aboutissans: ne autrement entrer esdits manoirs. Et faut que les Fiefs, Seigneuries & terres Nobles soient nommez tant par la main-mise, que en la premiere Criee: & outre declarer les causes de la saisie.

Art. 346. *PARIS.*

Quant aux terres roturieres, il les faut declarer par le menu, tenans & aboutissans tant par la main-mise, qu'en la premiere Criee: & les causes de la Saisie.

CONFERENCE.

CALAS Tit. 15. Art. 251. Pour, &c. p. *a Paris.* Art. 345. Fiefs & terres &c. Art. 252. p. *a Paris.* Art. 246.

MONTFORT Chap. 16. Art. 175. Auant qu'aucunes Criees faictes par le IV. quatorzaines anciennes d'aucunes terres & Fiefs, soient tenues & reputees bonnes & valables, il conuient & est requis, que prealablement les terres Seigneuries & Fiefs soient saisis arrestez & mis en la main de Iustice, & que la main-mise soit faicte sur les principaux manoirs de chacun desdits Fiefs terres & Seigneuries. Art. 176. Quand aucunes terres, Seigneuries & Fiefs sont saisis & mis en la main du Roy ou de Iustice, il conuient & est requis, que les terres, Seigneuries & Fiefs soient nommez & declarez en la premiere desdictes Criees & premier rapport faict d'icelles, auec les lieux, où lesdictes terres, Seigneuries & Fiefs sont assis ou autrement telles Criees sont defectiues.

MANTE Cha. 10. Ar. 115. Il †† suffit pour la validité des Criees des terres tenues en Fief, que la Saisie & main-mise soit faicte sur chacun des principaux manoirs desdicts Fiefs: encores que l'executeur ne soit specialement transporté sur les appartenances & dependances desdictes Seigneuries & icelles particulierement saisies. Art. 116. Toutesfois est requis que lesdictes terres tenues en Fief soient specialement nommees, &c. p. *a Montfort.* Art. 176. auec designation des lieux, ou, &c. terres & Seigneuries sont situez & assis: autrement, &c defectueuses.

ORLEANS Tit. 21. Art. 467. Et † neantmoins en Criees de Fiefs, Seigneuries & terres Nobles, suffit saisir les principaux manoirs de, &c. p. *a Paris.* Art. 345. *iusques a ces mots*, esdits manoirs *inclus.*

NORMANDIE Chap. 22. Art. 533. L'exploict de la Saisie doit contenir les bouts & costez des heritages saisis, s'ils sont roturiers & non Nobles. Et doiuent iceux heritages estre tenus en la main de Iustice par xl. iours, à cõpter

[a] Ceste Coustume est conforme aux Ordonnances fait sur le faict des Criees par le Roy Henry 2 1551. Art. 1. & 1553. & de Charles 9. 1566. Art. 49. Et pour paruenir à faire des Criees bonnes & valables, il faut que suiuãt l'ordonnance 1539. Ar. 74. il y ait condemnation ou obligation & que les commandemens soient faicts biẽ & deuement à personne ou domicile, ce qui est plus disertement exprimé par quelques Coustumes mises cy dessus en l'Addition de ce Titre XVI. nombre 1.

[b] Vide Innoc. in cap. cum ad sedem De rest. spol.

Source : BIU Cujas

407. *eſt accordé & adiouſte ſans preiudice du paſſe.*

Exploict de Saiſie d'heritages roturiers doit contenir les bouts & coſtez des heritages roturiers, & ſeront en la main de Iuſtice par xl. iours.

du iour de la ſignification de la Saiſie.

LODVNOIS Chap. 22. Art. 7. Vente, Criee & ſubhaſtation d'heritages & biens immeubles faictes en termes generaux & ſous ces mots, *Qui furent & ont compete & competent a aucuns*, ne vaut: mais en conuient faire declaration par chacun iour de la vente, criee & ſubhaſtation de huictaine, quinzaine & quarantaine. Toutesfois ſi c'eſtoit hoſtel & ſes appartenances qui fut crié & ſubhaſté ne ſeroit requis de declarer particulierement les choſes eſtans eſdites appartenances: mais ſuffiroit par la Couſtume de crier & ſubhaſter ledict hoſtel & ſes appartenances.

Vente, Criees & ſubhaſtatiõs faites en termes generaux ne vaut: & les faut declarer particulierement.

POICTOV Tit. 20. Art. 434. Quand * aucun heritage ou choſe immeuble eſt ſaiſie & miſe en Criees, le Sergent qui faict les Criees, ſe doit tranſporter ſur les lieux, & en faiſant la Saiſie & premiere Criee, declarer & ſpecifier par le menu en icelle Saiſie & premiere Criee, les heritages & choſes criees par tenans & aboutiſſans: fors es Seigneuries & Fiefs: eſquels ſuffit de ſaiſir le principal manoir par ſes appartenances & dependances & les droicts Seigneuriaux.

Premiere Criee des immeubles comme doit eſtre faicte.

BAR Tit. 16. Art. 228. Es Seigneuries, Fiefs & droicts Seigneuriaux ſuffit à ſaiſir le principal manoir, appartenances & & dependances ſans les ſpecifier autrement.

** Voyez ce qui a eſté noté ſur le 433. cy deſſous.*

Voyez Orleans. Art. 466. Normandie. Art. 541. & 547. mis cy deſſous.

Art. 347. PARIS.

Quand vne d rente conſtituee ſur l'Hoſtel de la ville de Paris eſt ſaiſie & miſe en Criees, faut faire les Criees & proclamations deuant la principale porte de l'Egliſe Parochiale dudict Hoſtel de ville, & mettre affiches & Pannonceaux contre les portes de ladicte Egliſe & Hoſtel de ville.

Criees des rentes cõſtituees ſur l'Hoſtel de ville, comme ſe doiuent faire.

Affiches & Pannõceaux.

Art. 348. PARIS.

Et quant vne rente conſtituee par vn particulier eſt ſaiſie & miſe en Criees, il ſuffit faire les Criees deuant la principale porte de l'Egliſe Parochiale du ſaiſi creancier de ladicte rente, & faut mettre affiches & Pannonceaux tant contre la maiſon dudict ſaiſi, que en la principale porte de ladicte Egliſe & Parroiſſe dudict ſaiſi creancier de ladicte rente.

Criees des rentes cõſtituees par les particulieres comme ſe doiuent faire.

Affiches & Pannõceaux cõme ſeront mis.

Art. 349. PARIS.

Quant aux rentes foncieres, les Criees doiuent eſtre faictes en la meſme forme que les heritages ſuiets auſdictes rentes.

Criees des rẽtes foncieres cõme ſeront faites.

Art. 350. PARIS.

Quand e vn Office eſt ſaiſi & mis en Criees ſi ledict Office eſt Royal & la prouiſion d'iceluy prinſe du Roy, & ledit Office comptable en la Chambre des Comptes à Paris, les Criees ſe doiuent faire deuant la principale porte de l'Egliſe S. Barthelemy, Parroiſſe de la Comptes & les affiches & Pannonceaux eſtre mis, tant contre la principale porte de ladicte Egliſe, que contre la maiſon, où eſt demourant le debteur ou cas qu'il ſoit demourant en la ville ou fauxbourgs.

Criees d'vn Office venal Royal, & comptable en la Chãbre des Comptes à Paris, ou autre Office venal.

c Intereſt cuiuſque agri fines noſcere & tueri L. Titius heres D. de act. empti l. ſi ita legatus D. vſu & hab. Il eſt auſſi raiſonnable qu'vn chacun cognoiſſe ce qui eſt comprins dans ladite Saiſie, afin que par ce moyen ils s'oppoſent ſils y pretẽdẽt droict, part ou portion és choſes ſaiſies. Ce qu'il ne faut omettre, autrement les Criees ſeroient reputees nulles.

d Le Roy François 1. a le premier inſtitué l'Hoſtel de la ville de Paris pour argent mis & depoſé en iceluy, ſans eſperance de repeter le ſort principal, duquel ſeroit ſeulemẽt payé la rente à raiſon du denier douze. Ce qui ſ'eſt depuis long temps continué, & tellemẽt que pluſieurs particuliers ont mis & depoſé leur argent audit Hoſtel, eſtimant que leurs rentes fuſſẽt bien aſſeurees, & dont ceux à qui elles appartenoient eſtoiẽt touſiours bien payez: fors que inſques à ces dernieres guerres ciuiles ou les particuliers ont vendu infiniment. Au reſte les Art. 347. 348. 349. 350. 351. & 352. ſont adiouſtez pour interpretation de l'Edict des Criees cy deſſus allegué: qui parle des heritages ou choſes immeubles. Leſquels Articl. ſont auſſi tirez des Art 94. & 95. mis au Titre Quels biens ſont meubles ou immeubles.

e Ceſt Article a ſa raiſon du 95. Art. cy deſſus & de la Loy

Source : BIU Cujas

derniere C. de pign & Nou. 53. cap. 5. Le Commissaire estably pour la validité des Criees ne se doit entremettre à l'exercice de l'estat, & peut seulement prendre les gages, s'ils n'y sont commis par les superieurs, comme aux Estats de Receueurs par les Tresoriers de France. Toutesfois par Arrest du 9. Ianuier 1570. a esté iugé que les Iuges ne peuuent faire exercer par commission les Estats de Notaire. Idem des Estats de Sergent. D'autant que suiuant les anciennes Ordonnances. Les prouisions de tels Estats ne se peuuent donner par les Iuges, ny mesmes par les Baillifs ou Seneschaux, ains competent & appartiennent par droict Royal au Roy seul, ainsi qu'il se congnoist par les Ordonnances mises au liure 1. de la Conference Tit. 21. des Baillifs. Par Arrest du 1. Decembre 1588. a esté iugé que les Criees d'vn Office de Sergent à Cheual au Chastelet à Paris se feroient au Chastelet, & les Affiches se mettroient aux principales portes de S. Germain de l'Ausserrois : ores que le Sergent ne fut demourant à Paris ains en autre ville.

Art. 351. *PARIS.*

Et pour le regard des autres Offices se doiuent faire les Criees en la Parroisse du Siege dont depend & se faict le principal exercice dudict Office.

*Art.*352. *PARIS.*

Et si le debteur est demeurant hors la ville & fauxbourgs de Paris, faut outre la solennité susdicte, faire les Criees & quatre quatorzaines en la Parroisse du domicile du debteur saisi, & mettre affices & Pannóceaux tant contre la principale porte de l'Eglise Parochiale, que contre la maison du debteur saisi.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 15. Art. 253. p. *à Paris.* Art. 348. Par vn habitant de la ville de Calais & en pays reconquis, est saisie, &c. sur le creancier de la rente & pour les debtes d'iceluy : posé que le creancier soit demourant hors desdictes ville & pays : il suffit apres les commandemens de payer faits à personne ou domicile du creancier de la rente, faire les Criees, &c. Parochiale du debteur de ladite rente &c. maison du debteur de ladicte rente, que principale porte de ladicte Eglise & Parroisse. Art. 254. p. *à Paris.* Art. 249. Heritages chargez desdictes rentes & suiects à icelles. Art. 255. Quand vn Office Royal est saisi & mis en Criees, faut faire les Criees par quatre quatorzaines en la Parroisse & domicile, &c. p. *à Paris.* Art. 352.

†† *Cest Art. 481. 482. 483. & 484. ont esté accordez & adioustez sans preiudice du passé.*

ORLEANS Tit. 21. Art. †† 481. p. *à Paris.* Art. 347. d'Orleans ou autres du Bailliage, est saisie, &c. Art. 482. p. *à Paris.* Art. 348. du saisi, auquel appartient la rente : & faut, &c. dudict saisi Seigneur de ladicte rente. Art. 483. & 484. p. *à Paris.* Art. 349. & 351.

*Art.*353. *PARIS.*

Commissaires seront establis en toutes choses mises en Criees.

En toute chose [f] saisie & mise en Criees faut establir Commissaires : & és Offices, où y a gages, sera estably Commissaire pour receuoir les fruicts.

f Par l'Ordonnãce du Roy François 1. 1539. Art. 77. & du Roy Henry 2. 1551. Art. 4. il faut incontinent apres la saisie & auant la premiere Criee, establir Commissaires pour regir & gouuerner les choses saisies, nonobstant toutes Coustumes contraires : sur peine de nullité desdites Criees. Tellement par ce moyen plusieurs Coustumes sont pour ce regard abrogees, par lesquelles lesdits Commissaires estoient seulement ordonnez, si aucun le requeroit. Quelles personnes ne peuuent estre establies Commissaires, il est ordonné par quelques Coustumes conformement aux Ordonnances, ainsi qu'il sera dict cy dessous. Est à noter que les Sergens Executeurs doiuent faire signer leurs exploicts aux Commissaires ou bien par vn Notaire à leur requeste, en presence de tesmoins ou bien par deux tesmoins qui signeront. Et par faute de Notaire ou Tabellion, par le Greffier de la Iustice des lieux, ainsi qu'il est porté par l'Ordonnance des Estats de Blois 1579. Art. 174. conformement aux Arrests de la cour par nous

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 15. Art. 256. p. *à Paris.*

MEAVX Chap. 26. Art. 116. Les heritages criez & subhastez doiuent estre regis & gouuernez sous la main de Iustice par Commissaires, qui doiuent estre commis par le Sergent qui a fait les Criees, & pendant icelles, s'aucun le requiert.

Source : BIU Cujas

remarquez sur ledict Art. en la Conference des Ordon. Royaux Liure x. Tit. 11. Il y a plus par l'Ordonnance des Estats de Blois 1579. Art. 176. tiré des Arrests de la Cour, Nul laboureur ne pourra estre estably Commissaire és biens du Seigneur, duquel il est suiect. Tellement qu'il peut estre deschargé par auctorité de Iustice, & non par le Sergent sans appeller le saisissant qui souuent entreprennent telles choses. Et fut par Arrest du 6. iour de May 1572. vn Commissaire commis à quelques grains qui s'estoit faict descharger, sans appeller partie saisissant, fut condamné par corps à representer Appel & fut declaré non receuable. Au reste vn Commissaire se peut faire descharger pour cause de trois Tutelles ainsi qu'il fut iugé par Arrest du 11. Mars 1577. Et si le Commissaire est troublé au faict de sa commission, il doit sommer la partie, à la requeste de laquelle il a esté estably. Autrement plaidant il est tenu seul des despens. D'autant que c'est au saisissant de soustenir sa saisie, comme il fut iugé en audience le 4. iour de Iuillet 1576.

NIVERNOIS Chap. 32. Art. 27. Et peut le creancier faire saisir auec les heritages les fruicts d'iceux, sans ce que le debteur ou son heritier ou le tiers detenteur non opposant en iouisse pendant les Criees. Car l'exploit tiendra en la proprieté & fruicts: durant lesquelles Criees seront les fruicts baillez à ferme au plus offrant & dernier encherisseur en deduction & diminution du debte & frais de Criees. Et à defaut de fermier & que l'on n'en pourroit trouuer seront les heritages regis & gouuernez sous la main de la Iustice par Commissaire ou Commissaires qui doiuent estre & seront commis par ledict Iuge ou par le Sergent. Et si les fruicts n'auoient esté saisis & ledict creancier ou creanciers opposans le requeroient, les heritages seront baillez à ferme ou regis ou gouuernez par Commissaires.

Exploict doit tenir en la proprieté & fruicts.

Fruicts des heritages saisis seront baillez à ferme au plus offrant & dernier encherisseur en deduction du debte & frais de Criees.

MONTARGIS Chap. 19. Art. 7. Quand heritages sont mis en Criees sur le Seigneur & detenteur, seront les heritages pendant les Criees & procez d'iceluy regis & gouuernez par Commissaires.

Commissaire estably & commis par le Iuge ou Sergent.

NORMANDIE Chap. 22. Art. 535. L'Huissier ou Sergent faisant la saisie, doit lors d'icelle establir Commissaires bons & soluables pour regir & gouuerner les heritages saisis: inserer leur response en son procez verbal, & la leur faire signer.

CHASTEAVNEVF Chap. 14. Art. 98. Quand aucun heritage est mis en Criees par ordonnance de Iuge, à la requeste d'aucun les solennitez gardees, tel heritage appartenant au debteur doit, entant que touche ledit debteur, estre sequestré & mis en la main de Iustice & regi par Commissaires auec les fruicts d'iceluy, pendant les Criees au profit de qui il appartiendra, si le debteur ne vouloit garnir ou satisfaire: en quoy faisant doit iouyr pendant lesdictes Criees.

Sergent cõme doit faire signer l'exploit d'establissement de Commissaire, audit Commissaire.

CHARTRES Chap. 14. Art. 83. p. *a Chasteauneux.* Requeste d'vn creancier les solennitez, &c. heritage entant que touche, &c. *iusques à ce mot*, appartiendra, *inclus*.

DREVX Chapitre 15. Article 71. p. *à Chartres*. regi & gouuerné, &c.

BLOIS Chap. 23. Art. 273. *A la fin.* Et pendant les oppositions & Criees les heritages seront sequestrez & mis en la main du Roy ou du Seigneur, en la iurisdiction duquel les heritages seront assis & situez & faictes les Criees: sous laquelle main seront regis & gouuernez les heritages par bons & suffisans Commissaires, iusques au Decret & liuraison des heritages.

BERRY Tit. 9. Art. 71. Les heritages mis en Criees doiuent, pendant icelles, demourer saisis & estre regis & gouuernez sous la main de Iustice par bons & suffisans Commissaires, qui seront establis par auctorité de Iustice: autres † que les parties Iuges, Officiers g & Sergens des lieux ou enfans, freres ou nepueux d'iceluy, sur lequel on crie ou ses fermiers en l'heritage crié.

Commissaires establis au regime & au gouuernement des choses saisies, autres que les parties, Iuges Officiers, & Sergens des lieux enfans freres ou nepueux des proprietaires ou ses fermiers.

† Cest Art. 71. est nouuel quant à l'exception des Commissaires.

POICTOV Tit. 20. Art 437. Au parauant que faire la premiere Criee & incontinent apres la saisie, seront establis Commissaires au regime & gouuernement des choses saisies, sur peine de nullité des Criees: & seront tenus les Commissaires bailler les choses Criees à ferme au plus offrant & dernier encherisseur, moyennant bonnes cautions.

ANGOVMOIS Chap. 8. Art. 109. Et pendant les Criees & subhastations, les heritages criez seront saisis reaument & de faict, & au regime & gouuernement d'iceux seront commis Commissaires: lesquels seront tenus bailler les heritages à ferme au plus offrant & dernier encherisseur, & des deniers de la ferme en rendre compte & reliqua, quand & à qui il appartiendra.

LA ROCHELLE Chap. 6. Art. 14. *A la fin.* Et au gouuernement d'iceux commettre Commissaires, qui seront tenus en prendre & receuoir les fruicts & emolumens, & en rendre compte & reliqua.

La Saisie faicte & auant la premiere Criee faut establir Commissaires & comme ils se doiuent gouuerner en leur commission.

Voyez cy dessous l'Addition de ce Titre 16. nombre 11. Bar. Article 214. & 215. & autres.

Commissaires

g Ceste exception est nouuellement adiousteé, & prise des Ordonnances du Roy Louys xii. 1498. Art. 86. & 1507. Art. 95. & de François I. 1535. Cha. 9. Art. 15. Par lesquelles les Presidens, Conseillers, Iuges & Officiers ou leurs enfans ne peuuent estre establis Cõmissaires au regime & gouuernement des choses contentieuses: ains faut que tels Commissaires ne soient suspects ne fauorables à l'vne ou l'autre des parties. La Coustume de Niuer

Article

Source : BIU Cujas

tenus bailler à ferme les heritages saisis, en rendre compte & reliqua.

tre nombre 11. en dispose de mesme, ainsi qu'il se cognoist par la lecture dudit Article. Au reste le fermier ne doit pas estre deschassé : mais vn estranger sera estably Commissaire, qui recoura des mains du Fermier. Toutes ces Coustumes sont contraires au Droict. Iure enim ciuili nemo cogendus est fieri bonorum curator, nisi ex magna necessitate hoc procedat vt inuitus creetur. l. 1. §. quæritur D. de curat. bon. dando l. 4. C. de bonis auct. iud. l. 8. §. 1. D. de procurat. Iure etiam ciuili creditor mittebatur in possessionem bonorum debitoris l. 4. §. siquis D. de bonis auct. iudic. poss. l. 6. C. eod. titulo l. 1. C. Ne pro dote mul. bona quo iure nunc non vtimur.

nois Chap. 32. Art. 29. mise cy dessous en l'Addition de ce Titre.

Art. 354. PARIS.

Opposition afin de distraire, adnuller ou de faire adiuger quelque charge, se doit former auant l'adiudication: mais si elle est à fin de cõseruer droict pour estre mis en ordre sur le pris, est receuë iusques à ce que le Decret soit leué & seellé.

Si on [h] veut s'opposer afin de distraire ou adnuller, ou à fin de faire adiuger quelque charge, telle opposition se doit former auparauant l'adiudication, & non apres : mais l'opposition à fin de conseruer droict pour estre mis en Ordre sur le pris, est receu iusques à ce que le Decret soit leué & seellé. [i]

Art. 355. PARIS.

S. Feod. ou Censier n'est tenu s'opposer pour son droict de Fief ou Censiue : fors pour les arrerages ou profits feodaux precedens l'adiudication.

Le S. F. ou Censier n'est tenu s'opposer aux Criees pour son droict de Fief ou Censiue, ains est entendue l'adiudication par Decret estre faicte à la charge des droicts de Fief ou Censiue : fors & excepté pour le regard des arrerages ou proufits Feodaux precedans de l'adiudication : pour lesquels lesdits Seigneurs sont tenus de s'opposer : autrement en sont exclus.

Art. 356. PARIS.

Celuy qui a omis à s'opposer à fin de distraire, ou de faire adiuger à quelque charge, il peut s'opposer, pour venir sur le pris auant le Decret seellé.

Decret doit estre xxiiii. heures entre les mains du Seelleur.

Toutesfois [k] si aucun auoit omis à s'opposer à fin de distraire ou de faire adiuger l'heritage à quelque charge, il peut s'opposer pour venir sur le pris auant le Decret seellé & non apres. Et doit ledit Decret [l] estre xxiv. heures és mains du Seelleur, auant que le seeller.

Art. 357. PARIS.

Opposition pour chef Cens n'est requise.

Et où [m] les redeuances seroient de chef Cens, n'est besoin d'opposition.

Art. 358. PARIS.

Seigneurs tenus s'opposer pour droicts de Quints, Reliefs ventes, amendes & droicts Seigneuriaux.

Comme [n] aussi sont tenus lesdicts Seigneurs eux opposer pour droicts de Quints, Reliefs, ventes & amendes & autres Droicts Seigneuriaux, qu'ils veulent pretendre sur l'heritage decreté : & en ce faisant sont preferez à tous autres.

CONFERENCE.

Heritage vendu par Decret ne doit autres charges,

Calais Tit. 15. Art. 257. & 258. p. *aux Art.* 354. & 356. *de Paris.* Art. 259. p. *à Paris.* Art. 355. *iusques à ces mots*, fors & excepté. Art. 260. Mais bien sont tenus lesdits Seigneurs, &c. p. *à Paris.* Art. 358. pour les arrerages ou profits de Fief & droits Seigneuriaux, &c. prendre, &c.

Meaux Chap. 16. Art. 120. Quand par le Iuge aucun heritage est adiugé par Decret, apres la vendition & adiudication, l'acheteur en est seur, & de là en auant ne luy peuuent estre demandees aucunes charges, debtes ou hypotheques : sinon celles, ausquelles il les a achetez. Art. 121. Les † heritages, criez & subhastez se doiuent vendre, à la charge de payer par l'acheteur, les Cens & droicts Seigneuriaux fonciers, tels que de leur nature les heritages doiuent, (supposé que le Seigneur pour lesdits droicts Seigneuriaux fonciers ne fut opposant)

h Ces Articles suiuans parlent des Oppositions: par lesquels il se cognoist qu'il y en a de trois sortes, d'annuler, distraire & de conseruer : lesquelles sont aussi remarquees par l'Edict des Criees, & duquel est tiré ceste Art. 354. ainsi qu'il se peut aisement cognoistre par la Conference du 6. Attic. de l'Edict sur le faict des Criees auec ledit Art. 354. nonobstant l'Art. 81. de l'Ordonnance, 1539. qui n'est plus en vsage: ainsi qu'il a esté par nous monstré au Liure dixiesme de la Conference Titre second. Ceux qui ne sont opposans, ne sont receuables apres à s'opposer, comme ayans tacitement remis ce qui leur estoit deu, l. si eo tempore. C. de remiss. pign. sinon auec grande & iuste cause. Decis. Rotæ DCCCLXXXIII. in antiquis.

i Et non pas pour encherir apres l'adiudication par Decret pure & simple, ainsi que Du Moulin a bien noté. Au Parlement de Paris, comme aussi és Requestes du Palais on n'est plus receu à opposition apres le iugement de discussion donné. Iugé par Arrest du vingt-deuxiesme Auril 1532. Et par Arrest de la Cour dõné sur la verification de l'Ordonnance, mil cinq cens cinquante & vn: il est porté qu'aucun n'est receu à s'opposer à Criees, apres le Decret seellé : sauf aux parties apres, à se pourueoir par voye d'Arrest sur le reliqua.

Source : BIU Cujas

debtes ou hypotheques : sinon celles, ausquelles ledit heritage a esté vendu.

† *Cest Art. 121. est amplifié.*

Heritages vendus par Decret, à quelles charges se doiuent vendre.

Toutesfois on est bien receu à encherir iusques à ce que le decret soit seellé en la Cour de Parlement, ainsi qu'il fut dit par Arrest cy dessus, daté du deuxiesme Auril auant Pasques, mil cinq cens trente deux, & depuis par autre Arrest du dixneufiesme Ianuier 1569. & fut ordonné qu'on procederoit à nouuelles encheres. Toutesfois faut noter qu'apres adiudication faicte sur encheres, le nouuel encherisseur n'est plus receuable, ores qu'il fit la condition meilleure, ainsi qu'il fut iugé par Arrest du 20. iour de Ianuier 1587. pour les Fermiers de Sainct Cornille de Compiengne. Est notable vn Arrest donné sur procés par escrit, du 9. Auril 1568. par lequel Pierre Tronquil & sa fẽme qui s'estoient opposez afin de distraire pour le Douaire Coustumier apres l'adiudication faicte par Decret pardeuant le Preuost de Paris à Nicolas de Bazat, d'vne maison assise aux Fauxbourgs S. Victor : toutesfois auparauant le Decret leué & seellé, furent receus opposans, & renuoyez pardeuant ledit Preuost de Paris, pour faire droict sur leur opposition : & neantmoins fut l'adiudication par Decret, confirmee nonobstant l'appel par eux interietté. Et encores fut ordonné se conciliant l'Article de la Coustume de Paris, auec l'Ordonnance du Roy Henry sur le faict des Criees, qu'ils auroient telle part & portion sur les deniers prouenans de la vente d'icelle maison, qu'ils auoient & pouuoient auoir en icelle maison auparauant ladite adiudication par decret. Et par mesme moyen furent les Marguilliers de S. Iean en Greue, qui auoient obtenu lettres pour estre receus opposans ausdites Criees, nonobstant que ledit Decret fut seellé : attendu que les deniers n'estoient encores distribuez, declarez non receuables en leur opposition. Cest Arrest a esté donné au rapport de defunct M. Morlet de Muzeau.

i Par l'Ordonnance du Roy Henry 2. 1551. Art. 12. les heritages criez sont adiugez à la charge des droicts & deuoirs Seigneuriaux, frais & mises des Criees & charges reelles & foncieres. Ceste Ordonnance a esté confirmee souuent par Arrest, mesmes le 4. iour de Decembre 1564. pour vn pauure homme, duquel la terre auoit esté adiugee sans ladicte charge. Quant vn vendeur est trouué possesseur de la chose vendue, l'acheteur se peut addresser à luy par saisie, & obtenir iugement, nonobstant l'opposition à fin de distraire formee par vn tiers prochain, comme vn fils : aliàs il faut iuger l'opposition, afin de distraire auant que adiuger, ainsi qu'il fut iugé le 26. iour de Ianuier 1580.

k Cest Art. 356. prend sa raison du 14. Art. des Criees : & est conforme. Et ne faict telle opposition aucun preiudice a l'adiudication, iugé par Arrest du 17. iour de Decembre 1568.

l Et doit ledit Decret, &c. Cela est pris du stil louable & ancien du Chastelet : par lequel il faut garder le Decret vingtquatre heures auant que le seeller.

m Par les Art. 12. & 13. de l'Edict des Criees sous les charges reelles, sont entendues toutes rentes foncieres, & de bail d'heritage & surcens : pour lesquels ensemble pour les arrerages d'iceux, il faut s'opposer : & n'est requise aucune opposition pour le chef Cens, ainsi que porte cest Art. 357.

n Cecy a esté monstré amplement au Tit. vi. de la Coustu. de Paris Art. 124. mis cy dessus. Vide Fabrum ad. l. si eo tempore. C. de re miss. pign. Masuer. Tit. de exec. & subh. l. etiam. 15. D. qui pot. in pigno.

& sans charge de payer aucuns arrerages d'iceux droicts Seigneuriaux, Quints, Requints, Lots, Ventes, Saisines n'amendes deuz pour le temps passé, sinon que pour iceux ledit Seigneur se fut opposé : auquel cas pour iceux loyaument deuz, il sera le premier payé, apres les frais des Criees. Article cent vingt deuxiesme. Apres qu'vn heritage a esté vendu & deliuré par Decret, on est receu à opposition contre la vente, iusques à ce que les lettres du Decret soient seellees par le Iuge, qui a prononcé & sentencié le Decret : & incontinent que lesdictes lettres seront seellees, on n'est plus receu à proposer ou alleguer causes d'opposition.

On n'est tenu s'opposer pour Cens & droicts Seigneuriaux : sinon pour les arrerages desdicts droicts Seigneuriaux, Quints & Requints, Lots, Ventes, Saisines & Amendes.

Seigneur est le premier payé auec les frais des Criees

Opposition contre la vente, iusques à ce que le Decret soit seellé par le Iuge.

MELVN Chap. 24. Art. 338. Apres †† que le Decret est seellé & deliuré par le Iuge à l'acheteur de la chose adiugee appartient audit acheteur aux charges contenues au Decret, sans qu'aucun y puisse pretendre autre chose pour hypotheque ou autrement : fors & excepté le Cens & autres droicts Seigneuriaux deuz à cause de ladite adiudication, au S. Censuel ou Feodal : lesquels il peut demander, encores qu'ils ne soient reseruez par le Decret : mais ne peut demander les arrerages du Cens ou autres droicts Seigneuriaux, qui pourroient estre deuz auparauant ladite adiudication, s'il ne s'y est opposé, & que l'heritage fut adiugé à ceste charge.

DOVRDAN Tit. 12. Art. 130. Chacun est receu à soy opposer aux Criees d'aucuns heritages qui se font par les quatre quatorzaines anciennes, iusques à ce que le Decret soit adiugé, seellé & leué : & apres le Decret seellé & leué, nul ne doit estre plus receu opposant, soit à fin de distraction ou autrement.

MONT-FORT Chapitre seizieſme. Article cent septante sept, p. *à Dourdan.* opposer aux Criees d'aucuns heritages criez & subhastez, &c. *iusques a ce mot*, adiugé, *inclus.*

MANTE Chapitre dixieſme. Article cent treize. Toutes †† personnes se peuuent opposer à Criees, soit à fin de distraire ou autrement, iusques à ce que le Decret soit grossoyé, seellé & deliuré : mais apres ne sont receuables pour quelque cause que ce soit : & perdent à faute de s'estre opposez entierement leur droict.

SENLIS Tit. 15. Art. 274. En matiere de Criees, les Cens, Surcens, droicts

†† *Cest Article trois cent trente huit est adiousté au lieu des huict, neuf, dix, vnze & douziesme anciens, Titre des Executions & conformemẽt aux Edicts sur les Criees, & iiii. quatorzaines anciennes.*

Source : BIU Cujas

S. Censuel ou Feodal peut demander le Cens & autres droicts Seigneuriaux deuz à cause de l'adiudication: ores qu'il ne soit op posant: fors les arrerages du Cens ou autres droicts Seigneuriaux: s'il n'y a opposition.

† *Cest Art. 113. a esté adiouste comme omis en l'ancien Coustumier*

En matiere de Criees les Cens, Surcens, droicts Seigneuriaux, rentes proprietaires & charges foncieres & les arrerages d'icelles rentes, sont preferez à tous autres rentes constituees ou non infeodees.

Seigneuriaux, rentes proprietaires & charges foncieres, auſquelles ſeroient baillez les heritages criez & ſubhaſtez, & les arrerages d'icelles rentes, ſeront preferez deuant toutes autres rentes conſtituees ou non infeodees & par ordre. Art. 276. Il conuient que les creanciers des rentes proprietaires & rentes enſaiſinees & infeodees, ou de celles qui ne ſont enſaiſinees, ſ'oppoſent, ſi bon leur ſemble, aux Criees auant l'adiudication & Seellé du Decret: ou ſ'ils ne ſ'oppoſent, ils perdront leur droict de rente & hypotheque, tant pour le principal que pour les arrerages ſur les heritages criez, & ſur celuy, à qui ils auront eſté adiugez. Article 278. Quand aucun heritage eſt crié & ſubhaſté, le droict de Cens ou fonds de terre Seigneurial, doit preferer tous droicts de rentes cõſtituees ou autre droict, ſoit proprietaire, enſaiſiné ou infeodé: poſé ores qu'aux Criees le Seigneur ſe ſoit oppoſé ou non: combien que ſi le Seigneur n'eſt oppoſant, il perdroit les arrerages de tel droict de Cens. Art. 279. Droict de Cens & fonds de terre deu à aucun Seigneur ne ſe perd point par Criees, & ne peut eſtre preſcrit. Art. 280. Quand aucun heritage eſt mis en Criees, tel heritage crié, ſubhaſté & adiugé, eſt franc de toutes autres charges: excepté de celles des oppoſans, & auſquelles tel heritage eſt adiugé, auec les droicts de Cenſiue & fonds de terre. Art. 281. Quand vn heritage eſt mis en Criees & adiugé par Decret au plus offrant, ſans la charge de l'oppoſition d'aucun qui pretendoit y auoir droict, qui ne ſ'y eſt oppoſé: tel non oppoſant par l'adiudication du Decret, qui en eſt faict, perd le droict reel qu'il y pretendoit & qu'il euſt peu demander ſur ledit heritage, & d'iceluy droict en eſt debouté: excepté le Seigneur pour ſon droict de Cenſiue & fonds de terre, comme deſſus eſt dit. Art. 282. Quand aucun heritage eſt mis en Criees, chacun eſt habile à ſoy oppoſer aux Criees & à iceluy heritage rencherir iuſques à ce que le Decret ſoit ſigné & ſeellé en iugement du Seel du Iuge, pardeuant lequel eſt faicte l'adiudication du Decret de l'heritage ainſi crié que dit eſt. Apres lequel Seel ainſi apposé aucun n'eſt receuable à ſoy oppoſer n'y mettre enchere: mais auant qu'iceluy Decret ſoit ſeellé, ſera apporté en iugement tout preſt & groſſoyé: & ſera ſignifié que la huictieſme enſuiuant il ſera ſeellé & expedié.

Oppoſition pour rentes proprietaires, & rentes enſaiſinees & infeodees ou non, ſe doit faire auant l'adiudication & Seellé du Decret, tant pour le principal, que pour les arrerages.

Droict de Cens ou fonds de terre Seigneurial eſt preferé à tous droicts de rentes conſtituees ou autre droict, & ne ſe perd par Criees: & ne ſe preſcrit.

Les non oppoſans pour droit par l'adiudication par Decret, perdent leur droict, fors le Seigneur pour ſon Droict de Cenſiue & fõds de terre.

Oppoſitiõs ny encheres ne ſeront receus apres le decret Seellé.

Decret auant que le Seeller ſera apporté en iugement groſſoyé,

VALLOIS Tit. 16. Art. 187. Audit †† cas de Criees, il n'eſt requis que le Seigneur ou Seig. Feodaux ou Cenſuels, dont les heritages criez ſont tenus & mouuans, ſ'oppoſent ou facent oppoſer, pour conſeruatiõ de leurs Cens, droicts Seigneuriaux & redeuances foncieres & anciennes pour l'aduenir: pour ce que ſans oppoſition leur droict eſt & ſera conſerué: mais ſ'il pretendoit à cauſe d'iceux droicts, aucuns arrerages, ſera tenu pour iceux former oppoſition. Et quant aux autres ayant rentes ou autre droict ſur iceux heritages criez, il faut que les y pretendans droict, ſ'oppoſent auparauant l'adiudication du Decret d'iceux heritages criez. Autrement le Decret d'iceux ſe pourroit adiuger au plus offrant & dernier encheriſſeur. Lequel apres le Decret adiugé en iouyroit ſans charge des redeuances pretendues: & pour leſquelles l'oppoſition n'auroit eſté formee par auant l'adiudication de Decret. Et ſuffit faire telles oppoſitions en parlant à la perſonne du Sergent faiſant les Criees ou au Iuge d'icelles, és mains du Greffier: auquel cas ſeront tenus les ſignifier au pourſuiuant en Criees. Article 190. Tous † oppoſans ſont receuables à ſ'oppoſer iuſques à ce que le Decret ſoit ſeellé: & ſe doit faire l'oppoſition du Seel à iour ordinaire, les plaids tenans par le Iuge qui fera l'adiudication des heritages, auant que ſe departir du Siege, & incontinent apres ladite adiudication.

†† Ces Art. 187. & 190. ſont de nouuel introduits.

TROYES Tit. 7. Art. 127. Si vn heritage eſt decreté par Iuſtice, les rentes conſtituees & autres charges & hypotheques ſont & demourẽt perdues, ſi telle adiudication, n'eſt faicte auſdites charges. Et quant aux rentes foncieres & Cenſiues, elles demourent en leur entier, nonobſtant ladite adiudication, & ſeulement ſont perdus & eſteints les Arrerages deuz precedens ladicte adiudication.

LAON Tit. 15. Art. 144. Si aucun heritage eſt acquis par Decret, tel heritage eſt deſchargé de toutes debtes & hypotheques: deſquelles n'eſt faite mention audit Decret: fors du premier Cens & Droicts Seigneuriaux.

S. Feod. ou Cenſuels ne ſont tenus ſ'oppoſer pour leurs Cens, droicts

Source : BIU Cujas

Seigneuriaux, & redeuances foncieres & anciennes.

Oppositions se peuuent faire en la main du Sergent ou au Iuge és mains du Greffier.

Seel se doit apposer à sour ordinaire incontinent apres l'adiudication.

Rentes constituees & autres charges & hypotheques se perdent par Criees, s'il n'y a opposition, & non les rentes foncieres & Censiues: ains seulement les arrerages deuz precedens l'adiudication.

Heritage adiugé par Decret est deschargé de toutes debtes & hypotheques: fors du premier Cens ou foncier & droits Seigneuriaux.

CHALONS Tit.19. Art.149. Heritage adiugé par Decret est deschargé de toutes rentes & hypotheques, &c. p. *à Laon.* sinon du Cens foncier, droicts & deuoirs Seigneuriaux dont il demeure chargé, encores qu'il n'en soit faite mention.

AMIENS Tit.12. Art.258. Le * S.F. pour la conseruation de ses droits Seigneuriaux & redeuances foncieres & anciennes, n'est tenu de s'opposer: ains sans son opposition luy sont les droicts conseruez: si ce n'est pour les arrerages desdits droicts escheus pour lesquels est tenu de s'opposer.

PONTHIEV Tit.8. Art.127. Est necessaire que ceux qui se veulent opposer aux Criees, soit pour acheter ou contribuer qu'ils le facent endedans la iii. criee expiree: & s'ils viennent pour eux opposer apres la troisiesme criee passee ils ne doiuent estre receus à opposition: mais lesdites Criees faites ainsi que dessus est dit, en y gardant l'ordre predicte, si la troisiesme Criee estoit faite à l'Eglise, & non point au lieu du marché, l'opposant viendroit à temps a soy opposer. Art.131. Quant à la distribution des deniers, si la vendition de la chose subhastee ne peut satisfaire à celuy qui la fait crier, aux despens de Iustice, aux arrerages, droicts Seigneuriaux deuz au Seigneur & aux opposans: lesdits despens, droicts Seigneuriaux & les arrerages deuz au Seigneur se prennent premier. Et si apres celuy qui auroit fait faire le Decret & les opposans, contribuent sur ce qui reste chacun à portion pour leur deu.

CHAVNY Tit.12. Art.65. Aussi conuient noter que heritage adiugé par Decret à aucun, est tenu & reputé quitte & deschargé de toutes debtes & hypotheques, dont ne seroit mention au Decret: excepté les Cens & droicts Seigneuriaux.

BOVLLENOIS Tit.19. Art.62. Le S. foncier en cas de vente ou Criees du dernier heritage, est preferé deuant tous autres, pour les arrerages à luy deuz à cause de sadite rente fonciere.

LILLE Tit.13. Art.167. Nonobstant le pauch de chandelle gardé, l'on peut rencherir le marchié, és mains d'Escheuins iusques au Decret adiugie. Art. 172. Ceux pretendans droit és deniers des purges ou Decrets, sont tenus eux opposer au iour du decretement desdites purges ou adiudication du Decret, en baillant leurs lettres d'hypotheques & enseignemens, ou du moins auant les ordonnances des deniers prononchiez: par lesquelles ordonnances l'on leur baille ordre selon les dates de leurs hypotheques, & sont payez de leurs rentes, iusques au iour de ladite ordonnance, à rat de temps. Et apres telles ordonnances prononchiés, les pretendans droict esdits deniers ne sont receuables à eux y opposer. Art. 174. Apres que maisons & heritages sont deuëment purgiez & decretez par adiudicatiõ de Decret, icelles maisons & heritages sont & demeurent deschergiez de toutes charges, hypotheques & empeschemens quelconques autres que celles traictiez entre les parties, & declarees esdites purges & decrets.

ARTOIS Tit.9. Art.190. Si heritages criez & subhastez sont charges d'hypotheques de somme pour vne fois ou courans à rente viagere ou heritiere: & le pris à quoy demeure l'heritage au dernier rencherisseur n'est suffisant pour furnir aux hypotheques: toutesfois iceux heritages demeurez par Decret, demeurent deschargez desdites charges & hypotheques, en payant les deniers de la vente de la demeure dudit Decret. Art.191. Le Seigneur pour ses rentes Seigneuriales & Droicts Seigneuriaux fait à preferer sur les deniers de la demeure du Decret, à tous creanciers hypothecaires.

LA SALLE DE LILLE Tit.23. Art.15. Les droicts Seigneuriaux, rẽtes, Loix & autres, appartenans aux S. desquels lesdits Fiefs, maisons & heritages vendus par Decret, sont tenus leur font à adiuger, si auant que deuz sont, supposé qu'à ces fins ils ne s'opposent, ou personne pour eux. Et doiuent estre prealablement payez auec les despens dudit Decret.

MONTARGIS Ch.19. Art.6. Apres les Criees & Decret dõnez, aucun n'est plus receuable à demander quelque droit sur la chose decretee, qui ne s'est opposé dedans le temps. Art.8. En matiere de Criees il n'est besoin que les S.F. & Cẽsiers s'opposent és Criees: car les ventes & adiudications qui en serõt faites par Decret,

* *Voyez ce qui est noté sur le 254. cy dessous.*

Opposition se doit faire dedans la troisiesme Criee, & non apres.

Les arrerages des droits Seigneuriaux, auec lesdicts droicts & les despens de Iustice se prennẽt les premiers, & puis le poursuiuant & les opposans contribuent pour leur deu.

On peut encherir, iusques au Decret adiugé.

Oppositions doiuent estre faictes au iour du decretement des purges ou adiudicatiõ du Decret.

Heritages purgez & decretez par adiudication par Decret, sont deschargez de toutes charges & hypotheques autres que celles declarees esdites purges & decrets.

Heritage demeure deschargé des hypotheques de somme, pour vne fois, ou courans à rente viagere par le moyen du pris.

Source : BIU Cujas

ne leur peuuent preiudicier quant aux droicts Seigneuriaux, ſinon des arrerages & profits ia deuz & eſcheus, qui ſeront perdus, ſ'ils ne ſ'oppoſent.

ORLEANS Tit.21. Art.480. † p. *à Montargis.* Art.8. cenſiers & ceux qui auront droict de Champart & Terrage ſ'oppoſent aux Criees, &c. droits: ſinon, &c eſcheus: pour leſquels ſe faut oppoſer ſans que pour raiſon de ce, leſdits Champarts & Terrages ſoient eſtimez droicts Seigneuriaux.

NORMANDIE Chap.22. Art.564. Decret ne peut eſtre paſſé au preiudice des rentes Seigneuriales ou foncieres & anciennes, pour faire perdre les rẽtes à ceux, à qui elles ſont deues: ſuppoſé qu'ils ne ſoient point oppoſans au Decret: mais perdent ſeulement les arrerages eſcheus iuſques au iour qu'ils les auront demandez: & ſauf à l'encheriſſeur faire reuenir les derniers emportans deniers.

ANIOV Tit.20. Art.486. Quand †† l'heritage ou biens du debteur eſtãs en main de Iuſtice par execution à la requeſte d'aucun crediteur, les autres crediteurs qui depuis xxx.ans auroient acquis rentes & autres redeuances, charges ou debtes ſur tel heritage, doiuent eux oppoſer auant l'adiudication du Decret: autrement ils ne ſe pourroient plus addreſſer ſur ledit heritage apres ce qu'il auroit eſté adiugé par Decret: ſinon que ce fut heritage baillé à la rente. Et auſſi ceux qui ont rentes anciennes creés parauant xxx.ans, leſquels ne perdrõt point par telles Criees leurs rentes, & ne perdent que leurs arrerages deſdites rentes, ſi aucunes en y auoiẽt. Mais les Seigneurs des Fiefs ne perdront leurs deuoirs n'arrerages par telles Criees, ne par moins de temps que de xxx ans.

LE MAINE Tit.23. Art.489. † p. *à Anjou.* ne perdent leurs, &c.

CHASTEAV-NEVF Chap.14. Art.204. Tous †† oppoſans ſeront receus à oppoſition auant le Decret ſeellé: mais ſ'ils ſ'oppoſent apres les cauſes d'oppoſition des oppoſans communiquees tant au proprietaire, pourſuiuant qu'oppoſans, ſeront tenus de refonder les deſpens des reſponſes qu'il conuiendra faire à leurs cauſes d'oppoſition, comme deſpens prealables & preiudiciaux. Art.105. Quand aucun heritage eſt adiugé par Decret, les ſolennitez en tel cas requiſes † gardees, ledit Decret baillé & deliuré en forme authentique au dernier encheriſſeur, & poſſeſſion prinſe au moyen d'iceluy Decret des heritages à luy adiugez par iceluy, ledit acquereur eſt fait par ce moyen proprietaire & poſſeſſeur de tel heritage à luy adiugé par Decret: en telle maniere que tous ceux qui auparauant le Decret euſſent peu pretendre ou demander aucun droict d'hypotheque proprieté ou poſſeſſion ſur tel heritage, en ſont forclos, priuez & deboutez.

CHARTRES Chap.14. Art.86. p. *à Chaſteau-neuf.* Art 105 les oppoſitiõs des oppoſans diſcutees, le Decret baillé, &c. authentique à la partie & poſſeſſion, &c. par Decret, il eſt fait par ce moyen Seigneur, proprietaire & poſſeſſeur de tels heritages ainſi à luy adiugez, &c. au deuant, &c. ſur ledit heritage ainſi adiugé par Decret, & qu'auant l'adiudication d'iceluy Decret ne ſe ſeroient oppoſez, en ſont forclos, &c.

DREVX Chap.15. Art.74. p. *à Chaſteau-neuf.* Art.105. authentique, celuy eſt faict, &c. de l'heritage ainſi, &c. que aucun que y euſt peu pretendre droict de proprieté, poſſeſſion ou hypotheque ſur ledit heritage, qui auparauant ladite adiudication ne ſe ſeroient, &c.

BERRY Tit.9. Art.70. Toutes †† encheres & adiudications de Decrets ſeront faites en premier lieu à la charge des droicts Seigneuriaux, frais & miſes de Criees: ſans y mettre aucunement la charge des deſpens d'icelles Criees, ou deſpens faits à l'occaſion d'icelles.

AVVERGNE Chap.24. Art.41. Et ſe fera la vente des heritages criez, à la charge des droicts & deuoirs Feodaux & de directe Seigneurie anciens precedens les obligations des creanciers: poſé que les S. F. ne directs ne ſ'y ſoient oppoſez. Art.42. Et quant à la diſtribution du pris deſdits heritages criez, ſeront premierement & auant toute œuure prins & payez les frais des Criees, & apres les arrerages des Cens des heritages criez ſi aucuns en ſont deuz & demandez.

POICTOV Titre vingtieſme. Article quatre cens quarante quatre. *A la fin.* Et ſeront forclos tous autres qui ſe diront auoir droict, rentes ou autres deuoirs ſur ladite choſe adiugee: qui ne ſe ſeront oppoſez: & en ſera baillé poſſeſſion audit acheteur, par auctorité de la Cour. Et eſt ladicte acquiſition par telle adiudication de Decret, de telle vertu que toutes perſonnes ainſi appellees ou preconiſees, en ſont forclos, ſoient maieurs ou mineurs, gens d'Egliſe, ou autres, preſens ou abſens: pourueu toutesfois que les ſolennitez introduites par

† *Ceſt Art. 480. eſt tiré du 346. ancien: & ce qui a eſté adiouſté ſur la fin dudit Art. eſt ſans preiudice du paſſé.*

†† *Fut remonſtré par nous que ceſt Art. 486. pourroit eſtre fort dommageable: par ce que l'acheteur par Decret ne ſeroit ſeur de ce qui luy ſeroit adiugé, qui eſt l'vne & principale cauſe, pour laquelle ſe font telles Criees: & que ſi de ladicte Couſtume ſ'en trouuoit aucune choſe par eſcrit: toutesfois ſi eſtoit-elle à corriger & à moderer. Et en l'vn des Bailliages & Preuoſté de ce Royaume, où ſemblable Article auoit eſté couché pour Couſtume. Les gens d'Egliſe Nobles & Practiciens auoient requis qu'il fut corrigé: attendu qu'en la Cour de Parlement, és Requeſtes du Palais, Treſor & autres iuriſdictions de ce Royaume, celuy ou ceux qui ne ſeroient oppoſans auſdites Criees, pour leurs rentes & arrerages, & auſſi les arrerages des droits Seigneuriaux, apres le Decret adiugé, perdent leurs rentes & arrerages qu'ils pourroient auoir ſur leſdicts heritages adiugez par Decret. Sur*

Source : BIU Cujas

quoy fut respondu que telle estoit la Coustume ancienne, qui par eux auoit esté entretenue & gardee. Et partant auons ordonné qu'ils en vseroient comme de Coustume: & neant-moins que du contenu en icelluy ferions nostre rapport à la Cour, pour sur ce y pouruoir comme de raison.

† *Sur ceste Article quatre cent octante neuf furent faictes pareilles remonstrances & Ordonnances, que sur l'Article 486. d'Aniou.*

†† *Ceste Art. 104. est mis au lieu des Art. 104. & 105. anciens.*

† *Ceste Art. 105. corrige l'ancienne Coustume en ces mots,* les oppositions des opposans discutees.

†† *Ceste Art. 70. est nouuel quant à la forme.*

Frais de Criees premierement payez.

Retraict lignager ou feodal ou ventes ont lieu és heritages acquis par Decret.

les Ordonnances Royaux, ayent esté gardees & obseruees. Article quatre cens quarante cinq. Toutesfois le Seigneur, de qui la chose est tenue, peut ce nonobstant demander & auoir ses droicts & deuoirs feodaux, ventes & honneurs, & autres deuz par vente & transport, ou auoir la chose par puissance de Fief. o

o Le reste de ceste Art. 445. a esté mis sur le 150. Art. de Paris mis cy dessus au Tit. vii.

ANGOVMOIS Chap. 8. Art. 106. Et durant les Criees & subhastations & iusques à ce que la sentence soit leuee en forme, on se peut opposer aux Criees: & apres on n'y est plus receu. Article 107. Et tous pretendans droicts & hypotheques sur les lieux criez, qui ne se seroient opposez, en sont forclos & deboutez: fors les Seigneurs fonciers, pour leurs droicts Seigneuriaux & rentes foncieres seulement. Lesquels Seig. ont ventes & honneurs des choses criees, ou les peuuent prendre par puissance de Fief: & est preferé le lignager. Art. 108. Et lesquelles Criees ont cours tant contre maieurs, mineurs, presens que contre absens de quelque estat que ce soit.

ACS Tit. 6. Art. 3. Quand vne chose est vendue par auctorité de Iustice, & mise en Criees & subhastations, celuy qui a droict sur la chose vendue, est tenu venir soy opposer, quand les Criees & subhastations se font, ou deuant le Iuge qui interposera le Decret, & faire apparoir du droict par luy pretendu auant le Decret interposé, autrement ledit Iuge procedera à l'interposition du Decret, & decheoit celuy qui pretend ledit droict: excepté le S. direct & foncier: lequel n'est tenu soy opposer.

BRETAGNE Tit. 11. Art 181. Le Seigneur doit estre payé deuant tous autres pour les droicts & deuoirs de son Fief: & en second lieu, le S. superieur pour lesdits droicts & deuoirs, apres les autres charges deues sur iceux Fiefs. Tit. 15. Art. 280. Et nonobstant lesdits appropriemens, les rentes censiues & autres foncieres & deuoirs Seigneuriaux, qui seront deuz auparauant lesdits appropriemens sur lesdits heritages ne laisseront d'estre payez à celuy à qui ils estoient deuz auparauant lesdits appropriemens sur lesdits heritages, ne laisseront d'estre payez à celuy, à qui ils estoient deuz.

BAR Tit. 16. Art. 221. Tous heritages criez seront adiugez aux charges des frais des criees & des charges reelles & foncieres, qui seront contenues és iugemens de discussion.

Voyez Vallois Article 186. Niuernois Chap. 32. Article 44. Chasteau-neuf. Article 102. Theroanne Article 19. La Marche Art. 93 Bourbonnois 150. La Marche Art. 394.

Art. 359. PARIS.

Auant que proceder p a l'adiudication des choses saisies, est requis que le saisi soit adiourné parlant à personne, pour veoir adiuger par Decret quarante iours apres le iugement donné. Et où l'on ne pourroit parler à la personne du saisi, suffit de faire l'adiournement au domicile du saisi, & au prosne de l'Eglise Parochiale du lieu, où l'heritage est assis, auec affiche à la principale porte de l'Eglise.

p Quid si c'est vn mineur, furieux, ou autre interdict? L'adiournement doit estre faict à la personne du Tuteur ou Curateur aux corps & biens desdits mineurs & furieux ou à son domicile. Au reste la forme prescrite par ceste Coustume pour proceder à la distribution des deniers est prise du stil du Chastelet de Paris. Mais pour les autres Coustu. faut suiure ce qui est exprimé par icelles, dont il est parlé en l'Addition

Adiournement doit estre fait à la personne du saisi, auãt que proceder à l'adiudication, & ce xl. iours apres le iugemẽt donné: sinon au domicile, & au prosne de l'Eglise Parochiale, auec affiches à la porte de ladite Eglise.

Opposans tenus nõmer leurs domiciles, & comment.

Art. 360. PARIS.

Les opposans aux Criees esliſans domiciles, sont tenus nommer leurs domiciles en certain lieu de la ville, ou du lieu où les Criees sont poursuiuies, & declarer la rue & l'ẽseigne ou autre marque publique & certaine pour estre appellez à la distribution du pris. Lequel domicile

Source : BIU Cujas

de ce Tit. xvi. nombre xi. ou bien ce qui eſt porté par ladicte Ordonnance des Criees. Faut noter que les affiches ſe doiuent appoſer & ſignifier à perſonne ou domicile au parauant l'adiudication, ainſi qu'il fut iugé par Arreſt donné en audience aux Generaux le 15. Feurier 1576. Ainſi par Arreſt de la Cour du 7. Mars 1563. fut vn Decret caſſé & annullé, à faute d'auoir enuoié ſur les lieux affiches & Pannonceaux & auoir receu les oppoſans: & le pourſuiuant condamnés à deſpens dommages & intereſts de l'adiudicataire: & ordonné que les affiches & encheres ſeroient enuoiees ſur les lieux. Et par Arreſt donné en audience le xi. Decembre 1576. fut auſſi vn Decret declaré nul à faute de ſolennité d'affiche & Pannonceau Royal, encores que l'Archeueſque de Reims y euſt faict mettre ſes armoiries.

Domicile eſleu par les oppoſans n'eſt finy par la mort du Procureur.

n'eſt finy par la mort du Procureur ou autre, en la maiſon duquel auroit eſté le domicile eſleu. Et valent tous exploicts de ſignification & autres faicts audict domicile ſur l'execution du Decret, tant pour l'ordre que diſtribution des deniers.

Art. 361. *PARIS.*

Oppoſans tenus dans viii. apres la ſignification faite au domicile eſleu, apporter leurs Titres par deuers le Cõmiſſaire ou à tout le moins dedãs vn autre delay de huictaine pour tous.

Leſdits oppoſans aux Criees ſont tenus dans la viii. apres la ſignification à eux faicte aux domiciles par eux eſleus, ou à leurs perſonnes de porter leurs Titres par deuers le Commiſſaire commis pour fonder leurs oppoſitions: à tout le moins dans vn ſecond delay, qui ſera encores de viii. pour tous delais. Et à faute de ce faire doit le Commiſſaire proceder à l'ordre des oppoſans qui auront fourny leurs Titres ſans auoir eſgard aux hypotheques & oppoſitions des defaillans. Sur lequel ordre le ſaiſi & oppoſans mis en ordre, ouys dedans vne autre viii. pour tous delais, doit eſtre procedé à la diſtribution: ſelon que ledict ordre eſt accordé.

Art. 362. *PARIS.*

Commiſſaire comme doit proceder à l'ordre & diſtribution: & comme doit faire renuoy du differend entre aucuns oppoſãs, ſans y comprendre les oppoſitiõs dire & remonſtrances, & ce qui a eſté faict auec les autres: & ne laiſſe de proceder à la diſtribution entre les autres oppoſans.

S'il y a differend entre aucuns oppoſans pour raiſon dudit ordre ſera faict renuoy entre tels oppoſans ſeulement, ſans comprendre au renuoy, qui ſera deliuré, les oppoſitions, dire & remonſtrances, & ce qui auoit eſté faict auec les autres oppoſans: & neantmoins on procede à la diſtribution entre les autres oppoſans, reſeruant les deniers appartenans aux oppoſans renuoyez, venans en ordre.

CONFERENCE.

CALAIS Tit. 15. Art. 261. p. *à Paris.* Art. 359. donné, leſquels xl. iours ne courent que du iour de la premiere affiche miſe: & où l'on, &c. Art. 262. p. *à Paris.* Art. 360. de la ville de Calais pour eſtre, &c. Art. 263. p. *à Paris* Art. 361. Titres pour fonder, &c. A faute de ce faire ſera procedé à l'ordre, &c. delais y doit eſtre, &c. aura eſté faict.

MELVN Chap. 24. Art. 335. On † ne peut valablement proceder à l'adiudication d'heritages criez pluſtoſt iuſques à ce que le proprietaire ſoit adiourné à perſonne ou domicile ſuffiſamment preſens teſmoins, pour voir interpoſer le Decret & adiuger iceux heritages: pourueu que ledict proprietaire ſoit congneu, & qu'au iour de la Saiſie & Criee, il fut poſſeſſeur des choſes ſaiſies, & auſſi qu'il fut demourant au lieu, où il ſouloit auoir ſon domicile. Et où ledict proprietaire auroit changé de domicile, & ne pourroit eſtre trouué, ſuffira d'adiourner audict lieu, où il auoit ſon domicile, & le faire proclamer au proſne de l'Egliſe Parochiale dudit lieu.

SENS Tit. 13. Art. 126. Si aucun ſ'oppoſe à Criees, le Sergent crieur fera eſlire domicile à l'oppoſant au lieu, où il faict les Criees, ſ'il eſt eſtranger: & icelles parfaictes, luy aſſigner iour audit domicile. Et ſi aucun ſ'oppoſe par Procureur qui ſoit demourant ſur le lieu, le iour ſera aſſigné à l'oppoſant parlant à la perſonne dudict Procureur: lequel †† oppoſant à faute d'eſlire domicile, ſera debouté de ſon oppoſition.

AVXERRE Tit. 5. Art. 124. p. *à Sens.* Le Sergent qui fera les Criees, &c. où ſe font les Criees, &c. dudict Procureur oppoſant.

MONTFORT Chap. 16. Art. 178. Quand aucuns heritages appartenans

† *Ceſt Art. 335. a eſté mis au lieu des 8. 9. 10. 11. & 12. Art. anciens Titre des Executions, cõformement aux Edicts & Ordonnances nouuelles ſur le fait des Criees, & aux quatre quatorzaines anciennes obſeruees audit Bailliage. Et au moyen de l'ord. 1539. a eſté abrogé le 17. Art. dudict Titre,*

Source : BIU Cujas

Nul Sergent ne peut saisir & mettre en Criees, &c.
†† *Ces mots*, lequel opposant, *ont esté de nouuel adiouſtez.*

à aucuns proprietaires sont mis en Criees par les quatre quatorzaines anciennes & accoustumees, l'on ne peut valablement proceder, &c. p. *à Melun.* Art. 335. tel proprietaire, &c. pour decreter iceux heritages ou iceux voir adiuger par Decret.

MANTE Chap. 9. Art. 117. Et † ne peut on, &c. p. *à Melun.* Art. 335. d'icelles terres & Seigneuries & autres heritages roturieres pluſtoſt, &c. proprietaire deſdites terres, Seigneuries & heritages ſoit, &c. Decret à icelles terres & Seigneuries & heritages, ou iceux voir adiuger par Decret, &c. Parochiale du lieu, où il auoit ſon domicile.

† *Ceſt Art. 117. eſt de nouuel introduit.*

CLERMONT Tit. 6. Art. 60. *A la fin.* Depuis * le creancier doit faire adiourner les oppoſans aux Criees, pour dire leurs cauſes d'oppoſitions à certain iour: auquel iour il doit pareillement faire adiourner & appeller le debteur, ſur lequel ſe font les Criees pour voir diſcuter des oppoſitions & auſſi pour voir proceder à l'adiudication par Decret deſdits heritages.

* *Voyez cy deſſous l'Addition nombre.*

VALLOIS Tit. 16. Art. 186. Et †† les Criees ainſi faictes ſeront les oppoſans adiournez par deuant le Iuge, qui a decerné la commiſſion pour dire leurs cauſes d'oppoſition, enſemble le debteur pour voir proceder à la diſcuſſiõ des oppoſitions & adiudication des Criees. Et où promptement ſe pourra faire la diſcuſſion des oppoſans, on y pourra proceder auant l'adiudication. Autrement l'adiudication ſe fera, ſauf à diſcuter des oppoſitions, apres l'adiudication faicte, ſinon qu'il y euſt oppoſition pour diſtraire: laquelle ſe decidera auant l'adiudication: au cas toutesfois que le creancier requiſt adiudication des heritages, contre leſquels n'eſt baillee oppoſition pour diſtraire, ſera procedé à l'adiudication d'iceux: ſauf à diſcuter, comme deſſus: & neantmoins pourra pourſuiure l'adiudication des heritages, pour leſquels y auoit oppoſition à fin de diſtraire ſ'il n'eſt payé entierement de ſon deu. Art. 187. *A la fin.* Et apres les oppoſitions faictes & formees, il ſuffit faire les adiournemens en ceſte partie neceſſaires, parlant aux perſonnes des Procureurs, qui auroient faict les oppoſitions.

†† *Ceſt Art. 186. & 187. ſont de nouuel introduicts.*

SENLIS Tit. 15. Art. 282. Le creancier qui faict faire les Criees d'aucun heritage n'eſt tenu de faire ſignifier les Criees & l'adiudication du Decret aux autres creanciers ayans droict d'hypotheque que ſur les heritages criez, ſi bon ne luy ſemble: ſi les creanciers ne ſ'eſtoient oppoſez aux Criees en la main du Sergent executeur ou Greffier du lieu, auquel ſe doit faire le Decret: auquel cas leur ſeroit donné iour pour dire leurs cauſes d'oppoſition. Art. 284. *Sur le milieu.* Le debteur, ſur lequel ſe font les Criees ſoit adiourné à ſa perſonne ou à ſon domicile pour voir adiuger tels heritages par Decret.

TROYES Tit. 4. Art. 70. S'il y a aucun qui ſ'oppoſe, &c. p. *a Auxerre.* Art. 124. oppoſant, ſera ledict iour aſſigné: & audict iour aſſigné les oppoſans eſtrangers eſliront encores domicile deuant le Iuge.

AMIENS Tit. 12. Art. 256. Doit le Sergent executeur ſignifier à la perſonne ou domicile du debteur, les Criees & encheres qui ſe feront & mettre affiche des encheres tant ſur les heritages criez qu'en l'Auditoire du lieu: & doiuent leſdicts heritages eſtre mis à pris dedans le temps deſdictes Criees & ladite miſe apres deuëment ſignifiee à la perſonne ou domicile de celuy, ſur lequel les Criees ſe font, le tout en preſence de deux teſmoins.

Saiſie ſera ſignifiee à perſonne ou domicile du debteur.

PONTHIEV Tit. 8. Art. 124. Apres les Criees faictes & parfaictes, elles ſoient ſignifiees au debiteur & à celuy, à qui la choſe ſubhaſtee appartient, & que à chacune ſignification faicte, luy ſoit declaré en gardant les termes de la premiere commiſſion de la main-miſe, que ſ'il veut nantir que le Sergent ceſſera les Criees. Art. 125. Et leſdictes ſignifications & Criees faictes & parfaictes, ſoit obtenu commiſſion pour adiourner la partie aduerſe, à laquelle appartient la choſe criee & ſubhaſtee, les oppoſans à icelles Criees, & celuy qui aura faict la miſe à pris: c'eſt à ſçauoir les oppoſans pour dire les cauſes de leurs oppoſitions: ledict acheteur pour vuider ſes mains des deniers de ſa miſe à pris, & le debiteur pour voir adiuger le Decret. Art. 126. Les oppoſans ſont tenus de bailler leurs titres & les hypotheques qu'ils ont ſur la choſe immeuble ſubhaſtee, ſi ainſi eſt qu'ils ſe ſoient oppoſez, pour contribuer aux deniers procedans du Decret: & ſ'ils ſont oppoſans pour acheter doiuent dire les cauſes, pour leſquels

Criees doiuẽt eſtre notifiees au debteur.

Debiteur & oppoſans ſeront aſſignez.

Oppoſans tenus bailler leurs titres & les hypotheques.

Source : BIU Cujas

ils veulent empeſcher l'adiudication du Decret. Et ſi peut ledict obligé, à qui la choſe ſubhaſtee appartient, blaſmer les Criees & les exploicts d'icelles, ſans eſtre tenu de nantir & requerre les procedures d'icelles Criees, & les Criees eſtre reiettees, ſans que par vertu d'icelles aucun Decret ſoit adiugé à l'acheteur.

Obligé ou proprietaire peut blaſmer les procedures & les Criees.

NIVERNOIS Chap. 32. Art. 44. Les Criees & proclamations peremptoires faicts le Sergent doit bailler à la derniere aſſignation au pourſuiuant detenteur & oppoſant, par deuant le Iuge pour voir informer les Criees : à la charge des droicts & deuoirs Seigneuriaux, Feodaux & directs ſeulement, ſans aucuns arrerages des redeuances, ſi les Seigneurs pour raiſon d'iceux ne ſ'eſtoient oppoſez, & auſſi à la charge des frais des Criees, qui ſeront prealablement payees. Auſſi à la charge de payer les debtes adiugees aux oppoſans, ſelon l'ordre de priorité & poſteriorité eu eſgard à l'antiquité, priuilege & qualité des debtes, ſelon la diſpoſition de raiſon.

Droicts & deuoirs Seigneuriaux & directs.

CHASTEAVNEVF Chap. 14. Article 102. Les † Criees ainſi faictes & parfaictes, le Sergent qui aura faict les Criees ou autre, adiournera le proprietaire parlant à ſa perſonne ou à domicile, à iour certain par deuant le Iuge, pour voir interpoſer le Decret de ſes heritages & bailler moyés de nullité, ſi aucuns en veut bailler : enſemble les oppoſans ſi aucuns en y a pour dire leurs cauſes d'oppoſition. Lequel Iuge auant qu'adiuger le Decret des heritages fera prealablement droict ſur la nullité des Criees & cauſes d'oppoſition à fin de diſtraire : & ſur les oppoſitions formees pour rentes & droicts reels foncieres ſi aucuns en y a. Ce faict le Iuge procedera à l'adiudication par Decret au plus offrant & dernier encheriſſeur, à la charge des droicts & deuoirs Seigneuriaux, frais & deſpens des Criees à qui il appartiendra : & auant ladicte adiudication, les cauſes d'oppoſition des oppoſans, lettres & titres ſeront communiquees tant au proprietaire * ſ'il le compiert, pourſuiuant * que autres.

Frais des Criees prealablement payez.

† *Ceſt Art. 102. corrige l'ancienne Couſtume.*

** Aliàs, S'il le requiert.*
** Aliàs, qu'autres oppoſans.*

POICTOV Tit. 24. Art. 443. Et ſ'aucuns ſ'oppoſent ou appellent, neantmoins le Sergent fera & accomplira tous leſdicts cris : & ledict dernier iour, les oppoſans, le debteur & auſſi le crediteur, ſeront adiournez pour proceder ſur ce pardeuant le Iuge : auquel en appartiendra la congnoiſſance, ſi autre mandement exprés il n'auoit de bailler ailleurs l'adiournement. Article 444. Et ſ'il n'y a oppoſans, le debteur ſera adiourné par deuant le Iuge pour voir adiuger le Decret. Et ſi ledict debteur vient & ne dict choſe valable & il apparoiſſe des exploicts ſolennellement faicts, la choſe ſera adiugee au plus offrant & dernier encheriſſeur, & y ſera le Decret de la Cour mis.

Sergent doit parfaire les Criees, nonobſtant toute oppoſition ou appellation, & ſeront adiournez à ceſte fin les debteurs & oppoſans.

Decret comme ſera mis.

SOLE Titre 29. Article 19. *A la fin.* Et le debteur doit eſtre adiourné, ſi perſonnellement ſe peut apprehender, ou ſinon par Edict public par la Cride ou Meſſager du Seigneur en la maiſon de ſon habitation ſ'il en ha, autrement en ſon caſefonds pour venir faire la deſpouille & vendition par liurement de fuſt & terre, & voir adiuger leſdicts biens & interpoſer le Decret par la Cour. Et ſi le debteur eſt defaillant au tiers defaut, qui doiuent eſtre octroyez, & le quart ſi par la Cour eſt ordonné d'abondant, de deux en deux iours pour le moins les adiournemens faicts, la Cour faict la vendition deſdicts biens au dernier encheriſſeur, ou à celuy à qui le dernier encheriſſeur aura tranſporté ſon droict de l'adiudication & interpoſera le Decret. Et ſi le debteur compare & faict iudiciellement le liurement de fuſt & terre, la Cour faict la vendition & adiuge leſdicts biens au dernier encheriſſeur, & l'inueſtit par liurement de fuſt & terre & interpoſe le Decret en la vendition & promet tenir, bonne, ferme & ſeure la vendition de par le Roy. Article 20. Apres leſdicts biens ſont adiugez & interpoſé le Decret par la Cour, la partie creditrice & autres creanciers, ſ'il y en a, doiuent eſtre aſſignez par la Cour à iour certain à l'Oratoire de ſainct Iean de Lixaire pour faire les aberaments : & chacun creancier eſt tenu de iurer ſus l'Autel de ſainct Iean le liure Meſſel & la Croix deſſus poſez que bien & loyaument il luy eſt deu, dont il faict apparoir par Loy aux enſeignemens, & qu'il n'a receu la ſomme qu'il demande en tout n'en partie ains affermera par ſerment que loyaument il luy eſt deu.

Debteur adiourné perſonnellement ou par edict public.

Serment ſolennel des oppoſans comme doit eſtre faict.

Voyez Sens. Art. 125.

Source : BIU Cujas

ADDITION SVR LE TITRE XVI.
De Criees.

I. Solennitez des Criees & subhastations publiques.

II. Des Commissaires establis au regime & gouuernement des choses saisies.

III. Ampliation de Criees faicte à la Rochelle.

IIII. Curateur aux biens vacans est necessaire pour valider les Criees.

V. Certification de Criees.

VI. Des oppositions ou appellations du debteur ou autres.

VII. Des encheres: & comme l'adiudicataire doit fournir les deniers, s'il ne nomme son command.

VIII. Du iugement de discussion.

IX. Subrogation en fait de Criees.

X. Frais de Criees.

XI. Ordre des creanciers sur la distribution des deniers prouenans de la vente des heritages.

XII. Salaire des Sergens pour le faict des Criees.

XIII. Des Appropriemens au pays & Duché de Bretagne.

I. MEAVX Chap. 16. Art. 115. Quand aucun heritage est mis a en Criees à la requeste de quelque crediteur, lesdictes Criees se font par quatre quatorzaines par vn Sergent à cry public, appellé vn Crieur Iure, au lieu duquel les heritages criez sont assis, à iour de Feste, issuë de Messe b Parochial ou iour de plaids: & aussi en la ville plus prochaine du lieu, ou les heritages criez sont assis à iour de marché: & s'il y a discontinuation esdictes Criees, sont nulles & les faut recommencer.

MELVN Chap. 24. Art. 332. Quand †† vn heritage ou bien immeuble est saisi pour estre crié, il conuient que les Criees soient faictes par le Sergent au deuant de l'Eglise Parochiale du lieu, auquel tel heritage est assis, à iour de Dimanche, issuë de Messe Parochiale par quatre quatorzaines en declarant par chacune desdictes quatre quatorzaines, les causes en vertu dequoy, & à la requeste de qui les heritages sont saisis & mis en Criees: & sont lesdictes quatre quatorzaines suffisantes pour apres proceder à la vente & adiudication par Decret desdicts heritages. Art. 333. Est requis que les Criees soient deuëment continuees de iour à autre, & que le tout soit inseré au rapport & procez verbal du Sergent, qui aura faict les Criees: à fin de congnoistre s'il y a aucune interruption ou discontinuation: & si lesdicts heritages criez sont assis en diuerses iurisdictions & lesdictes Criees faictes en l'vne d'icelles iurisdictions seulement, tout ce qui a esté faict sera nul & de nulle valeur: sinon que le poursuiuant en Criees, pour obuier à plus grands frais, eust auparauant obtenu lettres pour auctoriser les Criees faictes en l'vne desdictes iurisdictions seulement.

SENS Tit. 13. Art. 125. Et † ce fait, pourra faire saisir, crier & subhaster ledict heritage, au lieu auquel il est assis & au lieu de la Chastellenie par trois xv. & vne xl. lesquelles xv. escherront de Dimanche en Dimanche à issuë de Messe ou Vespre Parochiaux, & sera la fin d'vne des Criees le commencement de l'autre. Et icelles passees, fera assigner iour audict Curateur pour voir adiuger par Decret ledit heritage au plus offrant & dernier encherisseur. Et si aucun en faisant les Criees à mis à pris ledit heritage & il soit trouué le plus offrant, il sera adiourné pour vuider la main des deniers: ausquels il a mis pris & enchery ledit heritage, & d'iceluy receuoir en luy adiudication par Decret: & aux opposans s'aucuns en y a, sera assigné iour pour dire leurs causes d'opposition: lesquelles solennitez doiuent estre gardees en toutes Executions & Criees d'heritages. Ar. 127. Si †† les trois xv. & xl. de Criees des heritages, que l'on faict crier & subhaster ne sont faites au propre iour qu'elles escheent: mais à six ou viii. iours outre, elles n'en sont pourtant defectueuses & ne les conuient recommencer. Mais si lesdictes xv. ou xl. n'estoient entieres & que le Sergent eust anticipé les

Criees se font par quatre quatorzaines par le Sergent appellé vn Crieur Iuré, à iour de Feste, issuë de Messe Parochiale ou iour de plaids, ou iour de marché & s'il y a discontinuation sont nulles.

†† Les Art. 332. & 333. ont esté mis au lieu des 8. 9. 10. & 11. anciens Titre des Executions & Arrests, &c. conformement aux Edicts nouuellement faicts sur les Criees & aux quatre quatorzaines qui ont touſiours esté obseruez audit Bailliage.

Criees doiuent estre continuees.

Criees doiuent estre faictes en toutes les iurisdictions, où les choses saisies sont situees & assises.

Lettres pour auctoriser les Criees faites en l'vne desdictes iurisdictions seulement.

† Cest Art. 125. reforme l'ancien Art. 112.

Criees de xv. en xv. par trois quinzaines &

a La forme des Criees pour la solennité d'icelles est fort differente, selon les Coustumes des lieux au pays Coustumier. Faber ad l. si eo tempore C. de remiss. pig. Guido Pap. Dec. 22. & 536. Boer. Dec 277. & Masuer en sa Practique Tit. des Criees.

b Vide cap. eam. De æt. & quat. cap. ad audientiam. De Eccl. ædif. Panorm. in cap. fin. De Paroch & ca. 1. De decimis. Et dit la Coustume que les Criees se doiuent faire à iour de Feste, comme font plusieurs autres. C'est vn acte de iurisdiction volontaire qui se peut faire à iour de Feste. l. actus C. de feriis. Lesquelles Criees se doiuent faire publiquement, & l'adiudication s'en doit faire iudiciairement à iour de plaids & iceux tenans, suiuant les Ordonnances du Roy & Arrests de la Cour: qui ont touſiours reprouué les adiudications par Decret iudiciaires faictes à la chandelle estainte, ainsi que i'ay monstré au dixiéme liure de la Conference des Ordonnances Tit. 11. Ce que i'ay confirmé par l'Arrest de Colommiers donné le 27. May 1585. & autre donné en l'audience le 29. Iuillet 1585. Et n'a lieu ladicte extinction de chandelle: sinon és Baux & fermes du Roy, & fut ordonné qu'il seroit leu & publié és Sieges du Ressort, comme il se peut recongnoistre par la lecture des Ordonnances. Ce qui a souuent esté ordonné long temps

Source : BIU Cujas

vne quarantaine à iour de Dimanche à issuë de Messe ou Vespres Parochiales.
Adiournement au Curateur aux biens vacans.
Enchere faicte entre les mains du Sergent.
†† Le 127. Art. contient la reformation du 114. Art. ancien.
Criees ne sont defectueuses, si elles sont à sept ou huict iours outre le iour qu'elles escheoient: & ne les faut recommencer sinon qu'il y eust anticipation d'vn iour ou deux.

hibitions & defenses à tous Iuges de faire aucune adiudication par decret à la chandelle estainte, & à toutes personnes de proceder aux encheres des heritages criez par feu & Chandelle. D'autant qu'en matiere de Criees on doit vser d'affiches & remises: autrement qu'aux Baux à ferme du Roy. Toutesfois secus quand le Decret est volontaire & fut par Arrest donné le 5. iour de Ianuier 1585. iugé que le Decret volontaire ne pouuoit estre debatu par vn tiers, ores qu'il soit faict à la chandelle estainte. Au reste les formes & solennitez introduites pour les Saisies, Criees & Ventes iudiciaires des heritages & biens immeubles sont fort differentes selon la diuersité des Coustumes des pays. Le Roy Henry 2. en l'an 1551. a donné la forme desdictes Criees, & deroge aux Coustumes.

au parauant mesmes par Arrests des premier iour de Decembre 1573. & 2. Decembre 1574. & 17. Nouembre 1576. & 19. Decembre 1577. par lesquels furent faites in-

Criees d'vn iour ou deux: en ce cas il conuiendroit recommencer, non pour le tout, mais en ce, où il se trouueroit faute, & sera la fin d'vne des Criees le commencement de l'autre, comme dessus. Et se parferont les Criees par le Sergent qui aura commencé ou par autre en continuant l'exploit faict par le premier. Art. 128. Le Sergent est tenu d'appeller deux tesmoins à chacune Criee d'heritage autrement son exploict sera nul: & † sera l'exploict paracheué à ses despens.

Sergent doit appeller deux tesmoins à chacune Criee.

AVXERRE Tit. 5. Art. 123. p. *à Sens.* Art. 125. par †† trois XIV. & vne quarte d'abondant: lesquelles XIV. escherront, &c. sera assigné iour, &c. encherisseur à la charge de la rente. Et si aucun, &c. met à pris, &c. le dernier encherisseur, il sera, &c. apporter les deniers, ausquels il aura enchery ledict heritage. Et aux, &c. les causes de l'opposition. Et † seront lesdites solennitez gardees & obseruees en toutes Executiõs de Criees d'heritages. Ar. 125. Si les † XIV. des Criees &c. p. *à Sens.* Art. 127. qu'escheent lesdites XIV. mais s'il y a six ou viii. iours ou plus de continuation, pourtant ne sont les Criees defectueuses, &c. recommencer. Et si les XIV. n'estoient entieres & que le Sergent faisant les Criees eust anticipé, en ce cas conuiendra recommencer icelles Criees. Art. 126. En matiere de Criees d'heritages le Sergent doit appeller, &c. p. *à Sens.* Art. 128. sera nul.

† *Ces mots,* Et sera, *&c. sont de nouuel adiouſtez.*
†† *Ces mots,* trois quatorzaines, *ont esté de nouuel adiouſtez au lieu de* trois XV. *qui estoient en l'ancien.*
† *Ces mots,* Et seront, *&c. ont esté de nouuel adiouſtez.*
†† *Ce mot,* XV. *a esté mis au lieu de* XV. *en consequence du precedent Article.*

SENLIS Tit. 15. Art. 284. Pour † valider & rendre valables les Criees faictes d'aucuns heritages pour estre vendus par decret au plus offrant & dernier encherisseur, par vertu de lettres obligatoires ou condemnation sur ce faite, conuient & est requis que les Criees de tels heritages que l'on veut ainsi vendre par Decret, soient faictes publiquement, aux Sieges, où les heritages seroient vendus. Et si les heritages criez sont assis en autre Chastellenie que celle, où ils sont vendus, conuient qu'ils soient criez au Siege & Auditoire ordinaire de la Chastellenie & Preuosté, ou sont assis tels heritages, par Sergent ayant pouuoir de ce faire, soit par obligation ou condemnation, & à faute de payement ou de garnison de meubles pour satisfaire au deu, par quatre quatorzaines sans discontinuation, & aussi conuient qu'elles soient rapportees ou relatees par escrit au Iuge: par deuant lequel le Decret de tel heritage ainsi crié se doit adiuger. Et les Criees faictes & parfaictes, & viii. iours au parauant l'adiudication par Decret de tels heritages criez, en feront mises attaches ou affixes par escrit à la porte de l'Eglise de la Paroisse, en laquelle les heritages criez sont situez & assis, & à la porte de l'Auditoire & autres lieux publics, ou l'adiudication se fera.

CLERMONT Tit. 6. Art. 60. En † matiere de Criees d'heritages est

Les Practiciẽs ont remonstré sur l'Art. 284. ancien, qu'au moyen des difficultez qui aduenoient esdites Criees, pour les discussions des biens meubles & autres solennitez introduites par ledict Art. les Decrets de heritages & matiere de Criees estoient immortels & ne pouuoient les creanciers estre payé de leur deu. Sur quoy prins l'aduis des assistans qui se sont tous condescendus que ledict Art. ancien fut corrigé: & au lieu d'iceluy seroient faicts deux Art. ainsi qu'ils sont couchez es 284. & 285. dudict Coustumier. Ce qui a esté ordonné estre faict.

Attaches ou affixes mises huict iours auant l'adiudication par Decret, à la porte de l'Eglise Parochiale & à la porte de l'Auditoire & autres lieux publics.

† *Aucuns des gens d'Eglise & Nobles ont remonstré qu'en leurs terres & Seigneuries, où ils disent auoir toute Iustice & Seigneurie, Haute, Moyenne & Basse, ils peuuent faire faire Criees & subhastations, en leurs plaids des heritages assis en leurs dites Seigneuries, & faire proceder à Decret & adiudication par leurs gardes des Iustices & Officiers & de ce sont en bonne & suffisante possession. Parquoy ont requis ledict Art. estre corrigé & augmenté pour leur regard en declarant qu'a eux appartient de faire faire les Criees & Decrets en leurs iurisdictions, des heritages situez en leursdictes Iustices. Autrement s'opposent à la publication de ladicte Coustume, entant que par icelle l'on les en voudroit expulser & priuer. Pareillement ont dit, que ladicte Coustume ainsi qu'elle est posee, n'est de Iustice & selon la forme qu'il est accoustumé garder en toutes autres Iurisdictions entant que lesdictes Criees se doiuent faire en iour de plaids & iceux tenans: afin que les gens, qui ordinairement y affluent en abondance, puissent aduertir les crediteurs desdites Criees, pour eux venir opposer: & neant-moins le contraire se practique par ladicte Coustume, entant qu'elle porte par exprés que*

Source : BIU Cujas

lesdictes Criees se font en l'Auditoire dudict Clermont par quatre xiiii. ensuiuans l'vn l'autre sans interruption & en iour de Ieudy. Or il aduient le plus souuent que ledict iour, est iour de Feste, & ne se tient aucune iurisdiction, & pourtant ny assistent aucunes personnes pour ouyr lesdictes Criees: consequemment l'intention, pour laquelle a esté ordonné ladicte solennité est frustree. Les gens du Roy ont dit au contraire que les Vassaux dudict Comte de Clermont, n'ont aucun pouuoir de faire faire aucunes Criees & adiuger Decret en leurs Iustices, ains le Roy & ses Officiers audict Comté, ont ceste auctorité, preeminence sur ses Vassaux. Et si aucuns d'eux se sont efforcez d'en cognoistre, s'a esté par vsurpation & entreprinse sur les droicts dudict Comte, & sont telles Criees faictes en leurs Iustices nulles, comme faictes expressement contre ladicte Coustume, qui est ancienne, & qui de tout temps a esté gardee: accordant neantmoins qu'elle fut corrigee seulement en ce qu'elle contient que lesdictes Criees se doiuent faire sans interruption en iour de Ieudy en l'Auditoire dudit Clermont. Et par aucuns des Aduocats & Practiciens illec assistans a esté dit que plusieurs Criees ont esté faictes audict Clermont en iour de Ieudy, soit qu'il fut Feste ou non, iouxte ladicte Coustume qui touſiours a esté obseruee, sans estre reuoquee en doute: sur lesquelles Criees n'est encores interuenu aucune adiudication. Et pour la conseruation d'icelles ont requis estre faicte mention en nostre procez verbal de ladicte Coustume & vsance d'icelle. Surquoy & apres auoir ouy l'opinion des gens des trois Estats, pour l'aduis & deliberation de la plus grande & saine partie d'iceux. Auons ordonné qu'il sera faict mention en nostre procez verbal de ladicte Coustume accordee par les assistans ancienne, & que ce neantmoins elle sera corrigee que le contient le 60. Art. dudit Coustumier & outre ladicte correction que les quatre Art. prochains ensuiuans cottez audict Coustumier 61. 62. 63. & 64. seront introduits pour nouuelles Coustumes.

requis qu'elles soient faictes par le Sergent Executeur & le Crieur Iuré dudict Clermont, à ce presens deux personnes du moins, par quatre xiiii. ensuiuans vne l'autre, sans interruption en deux diuers lieux, en iour de plaids ordinaire & iceux tenans pour l'vn en l'Auditoire de Clermont, & l'autre à la Croix du Bourg d'icelle ville. Art. 61. S'il aduenoit qu'aucunes Criees se fissent en vertu de la condemnation ou commission d'vn Preuost Royal ou Haut Iusticier par son Sergent, les Criees se feront de xiiii. en xiiii. aux iours de plaids ordinaires du Haut Iusticier & iceux tenans, ensemble à l'issuë de la Messe Parochial & deuãt l'Eglise d'icelle Paroisse: pour ce faict estre procedé à la discussion des opposans. Art. 62. Telles adiudications de Decret se font publiquement en iugement audict Clemont, & se fera le semblable des Criees des Preuosts & Haut Iusticiers Art. 63. Auant que proceder à l'adiudication des choses criees, les Criees se publieront aux lieux, où seront icelles choses criees assises, & se mettront affixes à l'encontre de l'Eglise Parochial: le tout xv. iours au parauant l'adiudication. Article 64. Et si en faisant les Criees, il aduenoit qu'en vn iour que l'vne des Criees se doit faire, il fut Feste, ou que l'on ne plaidast point, se continueront au prochain iour plaidoyable du Iuge: pardeuant lequel se font les Criees.

VALLOIS Tit. 16. Art. 183. Au parauant †† qu'vn crediteur puisse faire proceder par voye d'execution, Criee & subhastation des biens meubles de son debteur, il est requis que tel crediteur ait condemnation de Iuge competant à l'encontre de celuy, contre lequel il veut proceder par execution & Criees ou lettres obligatoires sous le Seel Royal ou authentique, és lieux, ou il sera authentiqué, cedule ou lettre priuee du debteur deuëment recongnus en Iustice & declarez executoires contre le debteur de son consentement ou par sentence de Iuge competent par iugement contradictoire ou de contumace. Et si on vouloit faire Criees & subhastations à l'encontre de l'heritier de l'obligé ou condamné, il faut touſiours & au parauant que ce pouuoir faire, que les condamnations, obligations, cedules ou escriture priuee fussent declarees executoires à l'encontre de l'heritier ou heritiers de l'obligé ou condamné, ses biens & heritages ou de son consentement ou par sentence contradictoire ou de contumace, & par Iuge competent. Et en chacun desdicts cas parauant que venir aux Criees faut auoir faict commandement à l'obligé ou condamné ou à leurs heritiers de payer le deu ou de fournir de biens meubles, sur lesquelles se puisse faire l'execution pour le deu, & que le debteur ait esté de ce faire refusant ou delayant. Et lors sans faire autre discussion c de biens meubles, l'on peut proceder par Criee & subhastation des immeubles dudict obligé ou condamné. Art. 184. En matiere de Criees d'heritages situez audit Bailliage, quand vn Sergent veut commencer à proceder par execution sur le debteur ou condamné, il conuient que tel Sergent ait commission de Iuge competent, en vertu de laquelle il face commandement à l'obligé ou condamné parlant a sa personne ou domicile qu'il paye au crediteur la somme par luy deuë, ou qu'il baille biens meubles vallans la somme contenuë audit commandemẽt. Et a faute d'a ce obeyr peut ledict Sergent sans autre discussion de biens meubles, saisir les heritages dont il veut faire Criees, & icelles signifier au debteur, a personne ou domicile. Ce faict, le Sergent peut & doit faire IV. Criees des heritages continues & entretenuës par quatre XV. l'vne & la premiere au lieu, ou sont situez les heritages saisis, & la repeter au Siege de la Chastellenie, en laquelle lesdicts heritages sont situez

†† *Les Art. 183. 184. 185. & 187. sont introduits pour nouuelles Coustumes*

Condamnations, obligatiõs cedules ou escritures priuees doiuent estre declarees executoires cõtre l'heritier ou heritiers de l'obligé ou condamné de son consentement ou par sentence cõtradictoire ou de contumace, & par iugement competent.

Commandemens sont preallables auant que venir aux criees

Discussion n'est neccessaire en mattere de Criees.

Sergent doit auoir commissiõ pour proceder aux Criees.

Criees seront

c Par l'Ordonnance 1539. Art. 74. En toutes executions, où il y a commandement de payer, n'est besoin pour la validité de l'exploict de Criees ou autre saisie & mainmise de personnes, ou de biens, faire perquisition de biens meubles: mais suffit du cõmandement deuemẽt faict à personne ou domicile. Il a esté sou-

Source : BIU Cujas

Signifiees au debteur à personne ou domicile.
Criees se font par quatre quinzaines.

uēt iugé que cela n'auoit lieu quand il est question de biens de mineurs. Car audit cas la discussion de meubles est requise & necessaire, ainsi qu'il a souuent esté iugé par Arrest de la Cour. Toutesfois si le Tuteur s'est obligé auec son mineur, s'il est condamné, & son bien saisi pour la debte de son mineur, n'est besoin de discussion de meubles, comme il a esté iugé par Arrest du 6. Auril 1585.

situez & assis, à iours de plaids ordinaires, & iceux tenans, & les trois autres audit lieu de la Chastellenie continues: & par quatre quinzaines mettre & afficher au portail de l'Eglise Parochial, en laquelle lesdits heritages sont situez & assis, & audit Auditoire vn breuet de papier contenant ladite Criee. Et sera tel Sergent creu de ladite affixion des breuets par sa simple relation par escrit, qu'il fera des Criees & affixes: pourueu qu'il y ait deux Records pour le moins. Art. 185. Et où il aduiendroit que la quinzaine en laquelle se doiuent continuer les Criees, escherroit en iour de Feste, ou que pour aucune cause on ne plaidast ledit iour, telle quinzaine se continuera aux premiers plaids ordinaires suiuans. Art. 187. *A la fin.* Et auparauant que proceder à l'adiudication du Decret des heritages, il conuient faire publier quinze iours auparauant l'adiudication en iour de plaids, au Siege, où le Decret se doit adiuger, que le Decret se doit adiuger à ladite quinzaine.

Affiches d'vn breuet de papier contenant chacune Criee, tant au portail de l'Eglise Parrochiale, que de l'Auditoire.

Premiere Criee se continue au premier iour plaidoyable, si la quinzaine est Feste.

Criees seront publiees quinze iours auant l'adiudication.

TROYES Tit. 4. Art. 69. Et ce fait, fera crier, &c. p. *à Sens.* Art. 125. par trois Criees de quinzaine à quinzaine, & la quarte d'abondant: & icelles faites, faire assigner, &c. aucun à mis, &c. qui sera le plus offrant, &c. vuider sa main des deniers, & receuoir l'enchere, ainsi que des autres heritages mis en Criees. Art 71. p. *à Auxerre.* Art. 126. Tit. 7. Art. 126. Quand aucun fait saisir & subhaster aucuns heritages pour estre vendus par Decret, il est requis que la Saisie & vne Criee ou exposition soit faite au lieu & Iustice, où lesdits heritages sont situez & assis. Et si conuiēt faire trois Criees & vne quarte d'abondāt de quinzaine en quinzaine, au lieu de la Chastellenie, en laquelle sont assis heritages és iours & lieux accoustumez, & que les Criees soient bien & deuëment continuees. Et si est tenu le Sergent executeur mettre par escrit en vn billet ou attiquet deuant l'Auditoire du lieu, où l'on fait les quatre Criees & adiudication & declaration de l'heritage ou heritages saisis, le nom de celuy ou ceux, ausquels appartiennent, de celuy qui les fait crier & pour quelle somme.

Trois Criees de quinzaine & vne quarte d'abondant.

Billet ou attiquet mis deuant l'Auditoire du lieu, quelles choses doit contenir.

VITRY Tit. 15. Art. 138. Quand aucun a faict proceder par execution sur les heritages d'autruy, & les fait crier & subhaster, le Sergent est tenu signifier chacune des Criees à celuy à qui les heritages appartiennent si on le peut trouuer, sinon faut auoir lettres d'auctorisation pour faire lesdites signification à son domicile, si aucun en a audit Bailliage. Et si faut aussi faire chacune desdites Criees au lieu & au Siege de la Preuosté, où les heritages sont assis: autrement les Criees seront nulles. Art. 139. Auant que l'on procede à crier & subhaster aucuns heritages, il conuient faire adiourner les detenteurs en matiere d'hypotheque, & leur requerir le payement de la rente ou debte que l'on veut pretendre sur les heritages. Et qui auant ce, procederoit ausdites Criees, elles seroient nulles.

Sergent doit signifier les Criees au debteur obligé, ou condemné à chacune desdites Criees, à personne: sinon à domicile, ayāt lettres d'auctorisation.

AMIENS Tit. 12. Art. 254. Le † Sergent procedant par execution en vertu de iugement ou lettres obligatoires & authentiques contre l'obligé ou condemné, ou contre son heritier, apres que les iugemens ou obligation auront esté declarez executoires contre luy, peut saisir & mettre en la main du Roy les heritages & biens immeubles du debteur, & doit signifier la saisie aux Seigneurs, dont les heritages sont tenus ou à leurs Officiers, leur faisant defenses de receuoir dessaisine ou bailler Saisine à autruy d'iceux heritages, que ce ne soit à la charge de la somme, pour laquelle se fait ladite execution, lesquelles defenses le Sergent doit faire registrer. Article deux cent cinquante cinq. Le Sergent executeur doit faire quatre Criees par quatre quinzaines, & sans discontinuation, és lieux accoustumez, à issuë de grand' Messe, & mettre & afficher au portail de l'Eglise & à l'Auditoire du lieu, l'exploict de la Criee.

Criees seront faictes au lieu & Siege de la Preuosté, où les choses sont assises.

AMIENS L. Article vingt-sept. Sergens †† à masse d'icelle ville &

Adiournement doit estre faict aux detenteurs des heritages en matiere d'hypotheque auant que proceder aux Criees.

Source : BIU Cujas

† *Ces Art.254.255.256.257.& 258. sont pris des 59.& 60.Art. de l'ancien Coustumier : excepté que l'on y a adiouste quelques mots pour plus grande explicatton.*

Saisie comme doit estre signifiee aux Seigneurs dont les heritages sont tenus, ou leurs Officiers.

†† *L'Aduocat du Roy s'est opposé aux Articles vingt-sept & vingt-huict, disant qu'il n'y a que quatre Sergens à masse en ladite ville qui puissent faire lesdits exploicts, mentionnez esdits Articles, & que les autres douze n'ont ledict pouuoir. Et par les Maire & Escheuins a esté soustenu au contraire. Sur lequel different les auons renuoyez à la Cour, au lendemain de la S. Martin.*

Preuosté peuuent en vertu de leurs masses, faire Criees & subhastations des heritages situez en ladite Ville & Banlieuë, pour somme de deniers, enquoy le possesseur d'iceux heritages, est obligé, soit par lettres obligatoires, Royaux, ou autres obligations ou condemnations : & peut prendre & mettre en la main desdits Maieur, Preuost & Escheuins, lesdits heritages desdits obligez ou condemnez, en la presence de deux personnes, & icelle prinse signifier ausdits Maieur, Preuost & Escheuins : & audit obligé, & en son domicile : & faire les Criees de huictaine en huictaine, à iour de Dimanche, & issue de grand Messe.

PONTHIEV Titre huictiesme. Article 118. Quand aucune chose reelle, fonciere & immeuble situee en ladite Comté, est prinse & mise en la main du Roy, à la requeste d'aucun, pour deniers à luy deuz par celuy, à qui appartient l'immeuble, & par faute de nantissement de meuble, il conuient si c'est chose reelle, qui soit tenue en Fief, que la prinse & main-mise soit faicte en presence de deux hommes liges ou de leurs Procureurs. Et si faut, supposé que la chose reelle prinse & saisie, soit Fief ou cottiere, que de la prinse & main-mise, le Sergent executeur rescriue pardeuers le Iuge ou son Lieutenant, duquel soit donnee la Commission, en vertu de laquelle il auroit prins la chose reelle : ou s'il auoit ce faict par mandement Royal, que il rescriue pardeuers le Iuge ou son Lieutenant, auquel par le mandement, la cognoissance de la matiere seroit commise, & que sur son rescrit il ait nouuelle Commission pour mettre en Criees la chose reelle prinse & saisie en la main du Roy. Article cent vingt & vn. Il conuient que le Sergent executeur face les Criees, en signifiant au debteur la prinse & main-mise, la mise à pris de la chose reelle : la premiere Criee : & aussi au Seigneur dont icelle chose reelle est tenue : faut signifier ladite prinse & main-mise, en luy defendant qu'il n'en reçoiue Dessaisine ne baille Saisine à autruy, que ce ne soit à la seureté & conseruation du deu, pour laquelle ladite chose reelle auroit esté mise en la main du Roy. Article cent vingt-deux. Les Criees soient faictes à l'Eglise du lieu, dont la chose prinse & saisie seroit de la Parroisse & à heure de Messe Parochial, en iour de Dimanche, incontinent apres la grand' Messe dicte. Et semblablement se doiuent faire les Criees, en la plus prochaine ville, où il y a marché public, du lieu, où ladicte chose prinse & saisie est situee & assise. Et se doiuent lesdites Criees estre faictes à iour & heure de marché, & au lieu accoustumé de faire cris & proclamations, à ce present Sergent ou Officier dudit lieu. Art. 123. Lesquels Criees se doiuent continuer de xv. en xv. iours, si c'est pour chose Feodale, & si c'est pour chose Cottiere ou Coustiere, de huictaine en huictaine à ladicte Eglise : & audit lieu, iour & heure de marché, & qu'apres la mise à pris, soient en chacun desdits lieux faicts quatre Criees, qui soient entretenues sans interruption par les quinzaines ou huictaines, tant à l'Eglise comme audit lieu, & iour de marché. Article 128. Quand les Criees & subhastations d'aucune chose reelle situee audit Ponthieu, sont faites & parfaictes, & que celuy à qui appartient la chose criee est adiourné pour voir adiuger le Decret, s'il ne compare, & qu'il soit mis en defaut, en vertu d'iceluy seul defaut le Decret s'adiuge & doit adiuger au plus offrant & dernier encherisseur, se il appert les Criees estre bien & deuëment faictes & parfaictes, verifiees & entretenues : & s'il n'en apparoist, tout ce qui s'en seroit faict & ensuy, doit estre reiecté & mis au neant.

THEROANNE Tit. 4. Article dixneuf. Si aucun se retire pardeuers Iustice pour faire aucun commandement à aucun proprietaire d'vn heritage chargé d'aucuns surcens, pour aucuns arrerages, si iceluy commandement faict au proprietaire, ou occupeur dudict heritage, n'est satisfaict à la partie demanderesse, endedans soleil couchant, du iour dudict commande-

En matiere de Criees, la prinse & main-mise de chose reelle tenue en Fief, doit estre faicte en la presence de deux Hommes Liges, ou de leurs Procureurs.

Sergent apres la saisie ou main-mise, soit Fief ou cottier, le doit rescrire au Iuge qui auroit donné la Commission, ou auquel la cognoissance appartient par mandement Royal, pour auoir nouuelle Commission pour mettre en Criees.

Sergent, comme doit signifier la prinse & main-mise, & premiere Criee tant au debteur, qu'aux Seigneurs.

Criees seront faictes à l'Eglise du lieu à heure de Messe Parrochial, à iour de Dimanche : & aussi en la plus prochaine Ville du lieu, où y a marché public, à iour & heure de marché, en presence de Sergent ou Officiers du lieu.

Source : BIU Cujas

Criees se doiuent continuer de quinzaine en quinzaine pour biens, & de huictaine en huictaine pour cottiere.

Quatres Criees faictes apres la mise à pris continuees sans interruption par les quinzaines ou huictaines, tant à l'Eglise, comme au marché.

Defaut seul contre le proprietaire, pour faire adiuger par Decret la chose mise en Criees, si lesdites Criees sont bien & deuement faites & parfaites, verifiees & entretenues.

Commandemens sont faits au debteur ou detenteur, de payer les arrerages de rente ou surcens, & quel salaire est deu à Iustice pour lesdits commandemens.

ment, la Iustice, le lendemain ou autre iour ensuiuant, met le demandeur en son about : & pour ce faict, est deu à Iustice trois sols Parisis, au clos de ladite Ville : mais pour aller au dehors & passer les ponts de ladite ville, est deu ausdits de Iustice quatorze sols Parisis. Et ne fait l'on lors aucun commandement : mais l'on prend la terre ou autre heritage en la main du Seigneur : & apres se font les Criees à l'Eglise & en Iustice par quatre quinzaines continuelles, & lesdites quatre quinzaines & quatre defauts obtenus par la partie demanderesse en vertu d'iceux, sont tous non opposans, priuez, forclos & deboutez d'aucun droict pretendre & demander sur tel heritage audit retraict : sauf contre mineurs d'ans & expatriez : & mesmes est à adiuger ledit heritage à ladite partie demanderesse, & y est decreté & tenu de droict. Et s'il y a opposition par aucun autre ayant droict de Surcens sur ledit heritage, celuy qui a son hypotheque plus ancienne precede : & celuy qui a ladite hypotheque derniere & la plus nouuelle, peut prendre l'heritage, si bon luy semble : à la charge de contenter ceux precedens & prenans deuant luy pour la rente & deniers principaux, & trois annees d'arrerages : sauf en tout le droict du Seigneur foncier : lequel par faute d'opposition ne peut estre priué n'en principal ni en arrerages. Et si ledit opposant ayant derniere hypotheque ne le veut ainsi prendre, il perd le droict par luy pretendu sur ledit heritage ainsi retraict : & le pourra reprendre l'autre ayant le dernier hypotheque auparauant luy. Et est deu à Messeigneurs de Iustice, pour l'adiudication dix sols Parisis, sans toucher aux droicts du Greffe & autres.

Criees se font en l'Eglise & en Iustice par quatre quinzaines & quatre Defauts obtenus pour forclorre & debouter les non opposans d'aucun droict sur tel heritage : sauf les mineurs & expatriez.

Ancienne hypotheque est à preferer à la derniere : & comme le dernier creancier ou ayant hypotheque, peut prendre la chose, à la charge de payer les precedens.

Desvrene Article deuxiesme. Si aucun est obligé pardeuant le Maieur & Escheuins, le Sergent peut saisir les tenances de l'obligé. Et suffit faire trois Criees en l'Eglise par trois Dimanches continuels : & ce fait doit estre dit, que l'heritage doit estre vendu au profit du creancier. Et si personne y veut venir estant dans la ville, faire le peut par dedans xv. iours : & celuy estant hors la ville par dedans vn an.

Seigneur Foncier pour son droict par faute d'opposition ne peut en principal n'arrerages estre priué de son Droict.

Lille Titre treiziesme. Article cent soixante deux. L'acheteur d'vne maison ou heritage gisant en ladite ville d'Escheuinage de Lille, peut toutes les fois que bon luy semble, faire purgier à ses despens ladicte maison & heritage, & les deniers en procedans. Et pour ce deuëment faire, est requis qu'il soit adherité de telle maison ou heritage, & apres nantir les deniers du marchié, si auant qu'ils se payent content, faire mettre vn billet en grosse lettre à telle maison ou heritage, & vn billet au beau regard, tant qu'il plaira à l'Empereur, ou autre lieu eminent, (en ensuiuant les Ordonnances par luy n'agueres faictes,) contenant qu'elle est à purge : & ce faict, apres auoir leué billet du Greffe contenant le marchié, le faire publier par vn Sergent de la Preuosté par quatre iours de Dimanche, és quatre anchiennes Parroisses, de ladicte Ville, à l'heure de grand'Messe, & par quatre iours de Merquedis à la Bretesque d'icelle ville, à l'heure du marchié, le tout de quinze iours en quinze iours, & par bon entretenement, en adiournant en general & en especial, tous ceux & celles qui droict voudroient pretendre, & demander en ladite maison ou heritage ou esdits deniers, à comparoir pardeuant Escheuins au prochain iour de plaids ensuiuant lesdites Criees. Et si personne ne compare obtenir Defaut, premier, second, tiers & quart, de quinzaine en quinzaine, par bon entretenement. Et se au iour dudit quart defaut ou d'autre precedent, personne ne s'oppose, la purge se doit decreter tant pour le fonds, que pour les deniers, seuretez & hypotheques, en telle maniere que personne n'y peut apres valablement contreuenir. Article cent soixante trois. Pour deuëment purgier maison ou heritage, n'est requis signifier vne purge en especial autrement, que dessus. Article cent soixante quatre. Se la maison ou heritage que l'on pretend purgier est gisant hors des quatre anchien-

Salaire pour les Seigneurs en toute adiudication par decret.

Trois Criees par trois Dimanches continuels, quand les tenances de l'obligé sont saisis en vertu d'obligation faite pardeuant le Maieur & Eschevins.

Pour faire purgier vne maison ou heritage par l'acquereur, est requis qu'il soit adherité.

Quatre Criees par quatre iours de Dimanche de quinze iours en quinze iours : & par quatre Mercredis à la Bre-

Source : BIU Cujas

tesque, à iour de marché.

Quatre defauts deuëment obtenus.

nes Parroisses en dedans la Ville & Taille de Lille, à sçauoir és Parroisses de Saincte Catherine, Sainct Andrieu, la Magdelaine, Fiue & Vvazemmes est requis faire publier la purge par dessus lesdites anchiennes Parroisses, en l'Eglise de la Parroisse, où la maison ou heritage est situé & assis. Art. 165. Pour deuëment proceder par decret & execution de Iustice à la vente de maison ou heritage gisant en ladite Ville & Escheuinage, est requis faire prisier telle maison & heritage, par les ouuriers à ce commis, presens deux Escheuins: de laquelle priserie ledit Sergent doit estre aduerty, afin que selon icelle il puist receuoir le denier à Dieu pour l'adueu des Escheuins & non autrement. Et ce faict, doit exposer en vente telle maison ou heritage, par vn iour de Dimanche esdites quatre anchiennes Parroisses de ladite ville, & à la Bretesque d'icelle par iour de Merquedis, à l'heure de marchié. Et apres vendra par ledit Sergent ladicte maison ou heritages, presens Escheuins & le Clerc de ladite Ville, à l'adueu desdits Escheuins, en y apposant denier à Dieu, carité, renchieres, deuises & conditions, comme le cas le requiert. De laquelle vente se doit leuer billet par escrit du Greffier, & la notifier par quatre Dimanches aux quatre anchiennes Parroisses de ladite ville, & par quatre Merquedis à la Bretesque de ladite Ville, en declarant le iour & lieu, que ledit marchié doit demeurer au pauch de Chandelle au plus offrant. Auquel iour & lieu ledit pauch, se doit garder par ledit Sergent, presens deux Escheuins & ledit Clerc. Et ledit pauch de chandelle estaint, ledit marchié demeure au plus offrant & dernier rencherisseur. Et ce faict, ledit Sergent doit adiourner en especial le Preuost de Lille ou son Lieutenant, l'heritier ou ses hoirs, ensemble le dernier rencherisseur, & tous autres en general, qui audit Decret opposer se voudroient, à comparoir au prochain iour de plaids ensuiuant, pardeuant Escheuins, pour ledit Decret veoir adiuger ou y contredire. Et par ledit acheteur & dernier encherisseur vuider ses mains des deniers dudit marchié, en prendant lettres de Decret, possession & saisine dudit marchié, se bon luy semble. Et se audit iour assigné personne ne compare, defaut doit estre donné contre les defaillans, sans faire plus d'adiournement, à tel profit que ledit Decret doit estre adiugié, & ledit acheteur condamné vuider ses mains desdits deniers, comme dessus. Article cent soixante six. Se la maison ou heritage, que l'on pretend decreter, est situé hors des quatre anchiennes Parroisses, endedans la Ville & Taille de Lille, à sçauoir és Parroisses de Saincte Catherine, Sainct Andrieu, la Magdelaine, Fiue, Vvazemmes, est requis faire les publications, comme il est requis pour purges. Art. 167. Pour vendre par Decret & execution de Iustice, lettres de rentes, debtes, noms & actions, estat de Bouchiers ou autres choses semblables, est requis obseruer les deuoirs dessusdits: sauf que l'on n'y doit faire que deux Criees. Art. 170. Toutes renchieres faites auant la premiere Criee en l'vne desdites Eglises ou à sa Bretesque, ne sont reputees que mises à pris: & ne peut-on profiter d'aucune palmee que ladite premiere Criee ne soit faite, & que le Decret s'adiuge. Art. 171. Vn Decret adiugié, est equipollé à desheritement.

Priserie de maison que l'on veut faire decreter sera faite par deux ouuriers, presens deux Escheuins.

Vente comme doit estre notifiee par quatre Dimanches.

Deux Criees suffisantes en vendition de lettres de rentes debtes, noms & actions estat de Bouchier ou autres choses semblables.

Renchieres faictes en l'vne des Eglises ou à la Bretesque, ne sont que mises à pris auant la premiere Criee vn decret adiugé, equipolle à desheritement.

Commandemens sont prealables en toute execution.

Perquisition de meubles est requise.

Nivernois Chap. 32. Art. 23. Le creancier ou son heritier pour le payement enquoy on luy est tenu par obligation ou condemnation, auant que commencer exploict d'execution, Arrest & empeschement d'heritages, pour les mettre en Criees & subhastations, doit par le Sergent executeur, faire faire commandement au debteur ou à son heritier, ou au detenteur de l'heritage obligé, si le debte est reel, au chois d'iceluy creancier de payer le debte ou rente, pour lesquels l'on vent faire les Criees, ou luy fournir meubles vallans iceluy debte. Et si l'executé ou celuy sur lequel se fait l'exploict d'Arrest, execution & commandement soit principal debteur obligé ou tiers, detenteur de l'heritage obligé, fournist biens meubles exploictables sans dechet, valant ladite debte: ledit Sergent executeur surseoira de faire les Criees, & subhastations, iusques à ce que lesdits gages soient vendus, pour sçauoir si l'argent qui en istra, fournira au payement dudit debte. Article 24. Au contraire, si l'obligé, son heritier ou detenteur de l'heritage obligé, audit cas est refusant ou delayant, payer ou bailler gages, est requis faire perquisition des meubles du debteur principal. Et s'il n'en treuue aucuns en l'hostel & domicile de l'obligé, le Sergent pourra faire saisir l'heritage, & iceluy mettre en Criees, pour estre vendu iusques à la concurrence du debte. Et est à l'option du creancier, de s'addresser à tels heritages specialement hypothequez, que bō luy semblera, pour iceux mettre en Criees. Et où les heritages hypothequez ne suffiroient pour le debte: audit cas le

creancier pourra faire saisir des heritages hypothequez generalemẽt, auec les heritages specialement obligez. Et n'est le detenteur receu à declarer autres heritages obligez pour empescher l'effect des Criees commencees. Article vingt cinq. Et si apres l'exhibition ou perquisition des meubles, il appert qu'ils ne soient suffisans pour satisfaire au deu : audit cas le Sergent pourra proceder à la vente des meubles, & neant-moins proceder aux Criees, pour le surplus du debte. Et s'entend quand aux condemnations, que pour condemnation procedant de cause de rente ou arrerages, le creancier a son chois de faire executer la sentence sur les meubles, ou soy addresser aux heritages, & les faire saisir & crier, sans discussion des meubles : mais si la condemnation procede de debte personnel, sera tenu le creancier de faire discussion des meubles, auant que proceder à la saisie & Criee desdits heritages. Article 26. Le Sergent par son exploict tesmoigné selon l'Ordonnance, sera creu de ladite perquisition & choses susdictes. Article 32. Es Criees sera & doit estre obserué, l'ordre & solennité qui s'ensuit. Art. 33. C'est à sçauoir que le Sergent executeur des Criees, en vertu des lettres de Commission de Iuge competent, & des lettres obligatoires passees sous Seel Royal, ou du Comté de Neuers ou autre Seel authentique de Cour Laye, ou en vertu de condemnation de Cour seculiere, peut & doit prendre, saisir & mettre en main de Iustice, les heritages du debteur, ou le principal manoir d'iceux, quand ce sont Seigneuries, mestairies ou autres pieces obligees, pour & en comprenãt les appartenances d'icelles pieces, apres commandemens ou perquisitions faites, comme dit est, signifier audit debteur ou à son heritier, & au tiers detenteur la main-mise & saisie, & les Criees & iours introduits par la Coustume declaree. Art. 34. Ce faict, le Sergent fera quatre Criees & proclamations : la premiere sera quinze iours apres la Saisie, & les autres trois, de quinzaine en quinzaine, comme de Lundy en Lundy, comprins esdites quinzaines, le iour des Saisies & Criees. Et seront les iours des Criees certains & determinez, sans qu'on les puisse prolonger ny abbreger. Art. 35. Et si le iour du Lundy ensuiuant est ferié, l'assignation se ramenera & escherra au Mardy ensuiuant, & lors sera compté de Mardy en Mardy : & sera ainsi fait aux autres Criees ensuiuans. Art. 36. Et sont les iours feriez, ausquels l'on ne peut faire ne passer Criees, les iours de Dimanche, Noël, Pasques, Pentecouste, & les deux iours ensuiuans lesdites Festes, les iours de la Circoncision, des Rois, l'Ascension, la Feste-Dieu, de Toussaincts, des Festes de l'Assomption, de la Natiuité, Conception, Purification & Annonciation nostre-Dame, des Festes principales d'Apostres & Euangelistes, & de la Natiuité de Sainct Iean Baptiste tant seulement, Feste du Patron de l'Eglise Cathedrale, & de la Parroisse du lieu, où se font les Criees. Art. 37. Et à la premiere Criee, le Sergent executeur, sera tenu mettre & affiger au portail de l'Eglise Parochiale du lieu, vn breuet contenant la Criee, de laquelle le Sergent sera creu par son rapport, s'il est fait par maniere que dessus. Art. 38. Les Criees seront faictes és lieux accoustumez à faire Criees en la Iustice, où les heritages sont assis. Et outre, le Sergent executeur en la premiere Criee & rapport d'icelle, nommera & declarera par le menu les heritages par luy mis en Criees, & les lieux ausquels ils sont assis, signifiera les assignations des ventes & mises, si aucuns en y a, à ceux qui pretendent interest par notification generale & publique, en la place publique en laquelle se doiuent faire les Criees, à cry public & haute voix, comme les Criees. Et pendant les deux premieres Criees, le Sergent sera tenu proclamer les Criees vne fois pour le moins en la prochaine ville au iour du marché du lieu, où les heritages sont assis, en mettant autres affixes, contenant les Criees, au lieu public accoustumé pour mettre affixes. Art. 39. Et où les heritages seroient assis en diuerses iurisdictions, les Criees se feront au lieu où sont les principaux heritages, auec proclamations & affixes en la ville prochaine. Art. 40. Et si l'heritage du Seigneur est crié, il sera crié en la Iustice superieure, par Ressort, la solennité susdite obseruee. Article 41. Et seront poursuiuies les Criees, nonobstant opposition ou appellations quelconques, iusques au quart peremptoire, *inclusiue*, en presence d'vn Notaire de Cour Laye, en la maniere deuant dite, & de deux tesmoins, afin que qui se voudra opposer aux Criees, ou y pretendre interest ou droict, il n'en puisse pretendre cause d'ignorance : & à celuy sur lequel on crie par vne seule notification qui sera faicte à personne ou domicile. Car autrement les Criees seroient nulles, & aussi le Decret qui s'ensuiuroit. Article quarante deux. Et si pendant les Criees suruiennent aucuns opposans, le Sergent les doit receuoir à opposition, & pour dire leur cause d'opposition, leur doit assigner iour pardeuant le Iuge, pour voir confirmer les

Discussiõ de meubles n'est neccssaire quãd la condemnatiõ procede de cause, rente ou arrerages : Secus si debte personnel.

Exploict de Criees sera tesmoigné.

Sergent doit auoir Cõmission de Iuge competent, & des lettres obligatoires ou condemnation de Cour seculiere.

Commandemens & perquisitions sont prealables.

Quatre Criees, les trois de quinzaine en quinzaine, & la premiere est de quinze iours sans que les iours se puissent allonger ou abbreger.

Criees à quels iours de Feste ne se peuuent faire.

Affiche dés la premiere Criee mise au portail de l'Eglise Parrochiale du lieu.

Criees seront faictes és lieux accoustumez.

Sergent executeur comme doit faire la premiere Criee.

Affixes mises au lieu public, accoustumé pour les mettre.

Criees ou

ſeront quand l'heritage eſt en diuerſes iuriſdictions, ou quand l'heritage du Seigneur eſt mis en Criees.
Criees ſeront pourſuiuies en la preſence d'vn Notaire de Cour Laye & deux teſmoins.
Criees ſeront notifiees à perſonne ou domicile.
Oppoſans peuuent eſtre receus par le Sergent.

Criees, ainſi & au iour qui ſera cy apres dict. Article quarante troiſieſme. Les oppoſans ne ſeront tenus de former leurs oppoſitions, ſinon à la perſonne du Sergent, pendant les Criees: & neant-moins les peuuent former, parlant à la perſonne du Iuge d'icelles ou au Greffe de ſa Iuriſdiction. Et apres icelles oppoſitions faites & formees, ſuffit faire les adiournemens neceſſaires & requis en ceſte partie, en parlant és perſonnes des Procureurs, qui auront fait & formé les oppoſitions. Art. 47. Et auparauant que proceder à l'adiudication du Decret des heritages criez, il conuient faire publier quinze iours deuant icelle adiudication és iours de plaids au Siege, auquel ledit Decret ſe doit adiuger, qu'iceluy Decret ſera & ſe doit adiuger à la quinzaine. Art. 48. Le Decret d à ce qu'il ſoit valable & que l'on ſ'en puiſſe ayder, doit contenir la cauſe du ſaiſiſſement pour quels annees & termes eſcheus auec les ſubhaſtations, ventes, exploicts & proclamations & ordre des Criees, & que le tout ſoit narré és lettres de Decret: autrement ne ſont valables, & ne ſortiſſent à effect.

Oppoſitions ſe doiuent former pendant les Criees és mains du Sergent: & apres en la perſonne ou du Iuge ou Greffier.

Adiudication de Decret doit eſtre publiee quinze iours auant, és iours de plaids au Siege.

Decret quelles choſes doit contenir pour eſtre reputé bon & valable.

Montargis Chapitre 19. Art. 1. En matiere de Criees & ſubhaſtations, auant qu'aucunes lettres de Decret, ſoient dites valables, &c. p. *à Niuernois.* Art. 48. il conuient qu'elles contiennent, &c. & termes d'arrerages eſcheus, ſoit de Cens, rente ou autrement, qu'icelles auec les ſubhaſtations, &c. proclamations, relations de Sergent, que le tout ſoit incorporé eſdites lettres de Decrets. Autrement, &c. aucun effect: ſauf audit Orleans & villes deſſuſdictes. Article 2. Outre eſt requis, que les Criees ſoient faictes en lieu public ordonné & accouſtumé à faire cris & proclamations de la terre & Seigneurie, où les heritages ſont aſſis: & les Criees faictes: autrement icelles Criees ſont nulles, & ne doiuent ſortir en effect. Article troiſieſme. Auſſi eſt requis que le Sergent executeur face les ſaiſiſſemens, & iceux ſignifié aux parties & detenteurs des lieux. Et ſ'il n'y a detenteur, conuient pouruoir aux terres de Curateur, & pour ce faire il aye Commiſſion libellee, & expreſſe au cas, & que la Commiſſion ſoit attachee à ſa relation, en laquelle ſoient contenues les Criees deuëment continuees de iour à autre, & le tout incorporé és lettres de Decret, afin de cognoiſtre ſ'il y a aucune interruption. Car qui defaut d'vn ſeul iour, tout ce qui eſt ja faict, eſt nul & de nulle valeur, & n'eſt preſumé que les ſolennitez ayent eſté gardees. Article cinquieſme. Les † Criees doiuent auoir les iours continuels: c'eſt de trois huictaines trois quinzaines, & vne quarantaine: & doiuent eſtre faictes au lieu, territoire & Iuſtice, où ſont aſſis leſdits heritages. Et ſ'ils eſtoient en diuerſes iuriſdictions, les Criees faictes en vn lieu ne s'eſtendent à l'autre, ſans lettres expreſſes du Prince, pour decreter les Criees faictes en l'vn deſdits lieux, afin d'obuier aux frais & vacations. Et outre ſera faict vn cry de huictaine au iour de Dimanche, à l'iſſuë de la Meſſe Parochial du lieu, où ledit heritage eſt aſſis & mis vn bref deſdictes Criees, à la porte de l'Auditoire de la iuriſdiction, où ledit heritage eſt crié. Article 9. Le iour du ſaiſiſſement qui ſe faict d'heritages n'eſt rien compté, & ledit iour ou autre ſubſequent, le Sergent commis à faire Criees, eſt tenu declarer que les heritages ſont par luy mis en Criees par huictaines, quinzaines, quarantaines continuels & enſuiuans, & aſſigner iour, qui commencera la premiere huictaine qui ne pourra eſtre moindre de huict iours: & le iour que ſe faict chacune aſſignation eſt compté, & pareillement le iour qu'elle eſchet. Article dixieſme. Les Criees †† & ſubhaſtations d'heritages ſe doiuent faire par quatre quinzaines enſuiuans, non comprins les iours du ſaiſiſſement de chacune proclamation.

Criees ſeront faictes en lieu public accouſtumé.

Notification du ſaiſiſſement doit eſtre faicte aux parties & detenteurs des lieux, & s'il n'y a detenteur, faut auoir Curateur.

Commiſſion.

Criees doiuent auoir les iours continuels.

Criees comme ſeront faictes.

† *Auons ordonné par l'opinion des gens d'Egliſe, Nobles & du tiers Eſtat que ledit Art. 5. ſeroit reformé, & qu'il ſeroit mis pour faire leſdictes Criees trois huictaines, trois quinzaines & vne quarantaine.*

Attache à la porte de l'Auditoire.

Criees cõtinuelles & cõme ſe doiuẽt cõpter.

Criees faictes par quatre quinzaines.

Orleans Titre vingt-vnieſme. Article quatre cent ſoixante quatre. En † tout le Bailliage & Preuoſté d'Orleans & Reſſorts d'iceux n'y a qu'vne forme & vſance de Criees d'heritages & choſes ſuiettes à Decret, qui ſera reglee ſuiuant celle obſeruee au Siege Preſidial deſdicts Bailliage & Preuoſté telle qui enſuit. Article quatre cent ſoixante cinq. C'eſt à ſçauoir, qu'apres commandemens faicts au debteur, celuy qui veut paruenir au Decret, obtient à ceſte fin Commiſſion ſpeciale du Iuge, contenant la debte & cauſe, pour laquelle il veut faire proceder par Saiſie & Criees. Article quatre cent ſoixante ſix. En vertu de laquelle Commiſſion, le Sergent executeur d'icelle, ſe tranſporte ſur

d Les ſolemnitez des Criees ſont preſumees auoir eſté gardees, quand il y a fort long temps que le Decret eſt fait, ainſi qu'il eſt monſtré par Monſieur le Maiſtre en ſes Deciſions au Traicté des Criees. Regulierement vn mineur n'eſt reſtitué ſi ſon Tuteur eſt interuenu. l. quicunque. C. de fide & iure haſt. fiſc. D'autãt qu'il a ſon recours contre ſon Tuteur ſ'il eſt deceu ou trompé. l. fin. C. ſi aduerſ. ven. pign. & ibi. Accurſ. Si on eſt dix ans ſans appeller du Decret, on n'eſt receuable, ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé par Arreſt du 3 Nouembre 1567. Et depuis par Arreſts des Grãds iours de Clermont en Auuergne, donné en Audience le 29. iour d'Octobre 1582. entre Michel & Maiſtre André Dubrugerats, appellans, tant de certaine Sentence, Decret & adiudication des heritages donnee par le Bailly de Berry ou ſon Lieutenant, à Yſſoudun, le 23. Nouembre 1564. que de la ſentence de diſcuſſion & de tout ce qui ſ'en eſt enſuiuy d'vne part, & Magdelaine de Vallanciennes vefue de feu M. Eſtienne Augendre, tant en ſon nom, que comme mere & legitime Tutrice des enfans mineurs dudit defunct & d'elle intimee d'autre part, plaidant Martin pour les appellãs, & Bernard pour l'intimee, apres auoir ouy M. de Thou pour M. le Procureur general, les appellans furent declarez non

Source : BIU Cujas

†† *Ceſt Art. 10. eſt pour le Baron de Toury & habitans dudict lieu.*
Vne ſeule forme de Criees en tout le Bailliage.
† *Les Art. 464. 465. 466. 468. 469. 470. & 471. ont eſté accordé & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*
Commandemens prealables en Criees, & Commiſsion ſpeciale.
En Criees de choſes rotuarieres la declaration aſsiette, tenans & aboutiſſans par le menu.

cauſe d'appel. Depuis deux pauures heritiers n'ayãs eſté appellez au Decret de la maiſon & heritage, pour auoir laiſſé paſſer x. ans apres le decret apres la maiorité, furẽt cõtraints d'acquieſcer au iugement, & furent ſur la cauſe d'appel mis hors de Cour & procez par Arreſt du 6. iour de Feurier 1587. Il ſe trouue quelques Arreſts, par leſquels on n'eſt receu appellant apres les vingt ans ou trente ans: le premier eſt du 20. iour de Iuin 1583. par lequel vn appellant vingt ans apres le Decret fut declaré non receuable en ſon appel: les autres Arreſt des 21. & penultieſme Feurier 1581. contre vn appellant d'vn Decret apres les trente ans.

receuables en leur appel & qu'ils l'amenderoient ſeulemẽt d'vne amende ſeulement & furent outre condamnez és deſpens de la

les heritages du debteur, & iceux ſaiſit reellement & actuellement par declaration, aſsiette, tenans & aboutiſſans, par le menu, y appoſe brandons & Pannonceaux apparens, y eſtabliſt Commiſſaires, puis ſignifie la ſaiſie & eſtabliſſement de Commiſſaires au Seigneur & detenteur deſdits heritages ſaiſis: & pour le ſaiſiſſant eſlit domicile, au lieu, ou la commiſſion a eſté obtenuë, ſ'il n'eſt domicilié en iceluy. Et deſdits exploicts baille coppie tant au Commiſſaire que Seigneur & detenteur des heritages ſaiſis. Art. 468. Ce faict le Sergent ou autre fait les Criees des choſes ſaiſies. Art. 469. Et pour ce faire, ſe tranſporte à iour de Dimanche deuant la principale porte de l'Egliſe Parochiale, ou l'heritage eſt aſſis, à l'iſſuë de la Meſſe Parochiale y celebree: declare & faict ſçauoir à tous en general à haute voix & cry public que les heritages ſont ſaiſis & mis en Criees pour eſtre vendus & decretez par deuant le Iuge, duquel la commiſſion eſt emanee, à la requeſte de qui, & ſur qui, les ſommes, pour leſquelles leſdites Criees ſont faictes, à ce qu'aucun n'en pretende cauſe d'ignorance, & que ceux qui ont intereſts, apparoiſſent. Lequel cry il faict audict iour de Dimanche par trois xv. conſecutiues & encores au iour de Dimanche, que la derniere des trois xv. finit. Apres lequel cry finy de trois xv. & commencement de viii. d'abondant, il faict encores pareil cry à autre iour de Dimanche, qu'eſchet ladicte viii. pour mettre fin aux Criees. Art. 470. Auquel dernier cry, il declare en outre leſdites Criees auoir eſté par luy faites comme deſſus, & met au premier cry, commencement deſdites trois xv. & au dernier cry & fin d'icelles Criees, affiches tant contre la porte principale de ladite Egliſe, que contre la porte & entree principale du Siege ordinaire de la iuriſdiction, ou leſdites Criees ſe font, que pareillement contre la porte du lieu ſaiſi, contenans icelles affiches la declaration des choſes ſaiſies, pourquoy leſdites ſaiſies & Criees ſe font, & le lieu, ou les ventes & adiudication par Decret doiuent eſtre faites. Et de tout ce que deſſus faict ledit Sergent procez verbal deuëment recordé de teſmoins, ſans faire aucune interruption ne diſcontinuation deſdits cris. Article 471. Les xl. iours a decreter ne courent que du iour de la premiere affiche miſe, apres que l'appointement a decreter a xl. iours aura eſté donné. Art. 473. Au parauant qu'aucunes, &c. p a *Montargis.* Art. 1. Cauſe de la ſaiſie, &c. ou autrement auec les ſubhaſtations & relations de Sergent & ordre deſdictes Criees, & que de tout ſoit fait mention ſommaire par leſdites lettres de Decret. Autrement ne ſont valables & ne ſortiſſent effect.

Brandons & Pannonceaux. Commiſſaires.

Criees à quels iours ſe doiuent faire par trois xv. conſecutiues & vne huictaine d'abondant.

Affiches miſes à la premiere & derniere Criee tant contre la porte principale de l'Egliſe que cõtre la porte du Siege ordinaire de la iuriſdictiõ & lieu ſaiſi.

Procez verbal de Criees recordé de teſmoins.

Quarante iours à decreter de quel temps commence à courir.

NORMANDIE Chap. 22. Art. 532. En †† vertu d'obligation recongnuë, Sentence de Iuſtice, portant execution, contract paſſé deuant Tabellions, ou Notaires ou autres lettres executoires, les heritages, rentes & choſes immeubles appartenans ou ayans appartenu au debiteur peuuent eſtre ſaiſis en la main de Iuſtice, pour eſtre decretez apres ſommation faicte a la perſonne ou domicile de l'obligé ou de ſes hoirs, de payer la ſomme demandee & pour laquelle on pretend faire decreter l'heritage. Art. 534. Lors de la ſaiſie doit eſtre mis pris d'argent pour vne fois payer ou rente racquitable ſur chacune piece des herita-

†† *Tous les Art. de ce Chapitre ont eſté paſſez & accordez pour Art. reformez ſur l'vſage ancien practiqué auparauant en Normandie, ſans qu'ils puiſſent preiudicier aux Decrets cy deuant faicts. Et ſi a eſté accordé acte au Deputé de la Nobleſſe de Baieux de l'oppoſition & remonſtrances par luy faictes: Que vn Fief Noble ne peut eſtre decreté, ſ'il n'eſt deu les deux tiers de la valeur dudict Fief, pour ſ'en pouruoir à la Cour. Et ce pendant ſeront les Articles dudit Chapitre entretenus du conſentement deſdits Deputez. Et ſur les requeſtes preſentees par les Bourgeois de Rouen & Caën, afin d'eſtre maintenus en leurs priuileges, de faire ſaiſir & arreſter les biens meubles des forains & eſtrangers leurs debiteurs, qui ſe trouueront eſdites villes iuſques à ce que leſdits eſtrangers ou debiteurs ayent recongneu leurs debtes, encores qu'ils ne facent apparoir ſur le champ de leurs obligations: & que la congnoiſſance en appartienne par preuention, tant au Bailly qu'au Vicomté: apres qu'ils ont faict appa-*

Source : BIU Cujas

roir de leurs Chartes & Priuileges, leur en a eſté accordé acte. Et ſur autres requeſtes preſentees par les Bourgeois, manans & habitans des villes de Dieppe, Louuiers, Andely, Gournay, meſmes par les Parroiſſiens de Mollyneaux, Grand Couronne, Orival & autres particuliers, afin d'eſtre maintenus en leurs Couſtumes locales, franchiſes & libertez, mentionnez eſdites requeſtes: A eſté ordonné que faiſant apparoir par eux reſpectiuement de leurs priuileges, ou qu'il en aura eſté reformé, il leur ſera pourueu. Et a eſté ordonné que leſdits Depuiez articuleront les Couſtumes locales de chacune Vicomté, pour en eſtre informé & leur eſtre pourueu ainſi que de raiſon.

tages ſaiſit par celuy qui requiert l'execution par Decret. Art. 540. Apres les xl. iours paſſez ſont faictes trois Criees par trois iours de Dimanche continuel à l'iſſue de la grand Meſſe Parochial de l'Egliſe, ou les biens ſaiſis ſont aſſis: auſquelles Criees & chacune d'icelles le Sergent appellera teſmoins pour le moins iuſques au nombre de trois autres que ſes Records ordinaires, qui ſeront tenus ſigner chacune deſdites trois Criees. Art. 541. Et où le corps des Egliſes Parochiales ſeroit hors le Reſſort de Normandie, les Criees ſeront faites à iour ordinaire du plus prochain marché des choſes ſaiſies. Art. 542. A chacune des trois Criees le Sergent eſt tenu faire lecture des lettres, obligations & declaration par bouts & coſtez deſdictes terres ſaiſies & du pris mis ſur chacune piece. Art. 543. Le Sergent doit afficher la declaration des choſes ſaiſies par placart à la porte de l'Egliſe Parochial ou aux poſteaux principaux des halles & marchez. Art. 547. Et pour le regard des Fiefs Nobles, ils pourront eſtre decretez en vertu d'obligations, ſentences, contracts authentiques & autres lettres executoires pour quelque ſomme que ce ſoit. Art. 548. Apres commandement fait à l'obligé ou ſes hoirs de payer ou bailler meubles exploictables, le Fief ſera ſaiſi en la main de Iuſtice, pour y eſtre le temps & eſpace de trois mois depuis la ſaiſie, iuſques à la premiere Criee au lieu des xl. iours qui ſouloient eſtre anciennement: & y ſeront eſtablis Commiſſaires, comme dit eſt, pour les lettres roturieres. Art. 549. Celuy qui faict ſaiſir le Fief, eſt tenu lors de la ſaiſie, mettre pris ſur le Fief & toutes les parties d'iceluy, par vne ſeule ſomme, au lieu de l'eſtimation qui ſouloit eſtre anciennement faite par les Nobles Vvauaſſeurs, ouuriers & artiſans: laquelle a eſté abrogee du conſentement des trois Eſtats. Art. 550. Lors de la ſaiſie le decretant eſt tenu bailler en Iuſtice, declaration du Fief contenant les terres, baſtimens, bois, rentes, ou autres appartenances & dependances d'iceluy, & les Paroiſſes, eſquelles il s'eſtend. Art. 551. La declaration ainſi faicte doit eſtre communiquee au ſaiſi ou à l'obligé ou à leurs Tuteurs, s'ils ſont mineurs. Et à ceſte fin doiuent eſtre aſſignez par deuant le Iuge, où le Decret ſe paſſe pour la voir & la receuoir. Art. 552. Leſquels obligé ſaiſi ou leurs Tuteurs doiuent en iugement declarer dans xl. iours, a compter du iour que ladicte declaration ſera baillee, ſi en icelle declaration dudict Fief, appartenances & dependances, ainſi a luy exhibee en Iuſtice, il y a aucune omiſſion ou erreur, pour oſter ce qui eſt de plus ou adiouſter ce qui defaut. Autrement a faute de ce faire dans leſdicts xl. iours, ſans autre ſommation & interpellation, ladicte declaration demeure valable & le Decret interpoſé ſur icelle: ſans que puis apres le decreté la puiſſe impugner, debatre ou contredire, ny appeller du Decret pour defectuoſité d'icelle declaration. Art. 553. Et où apres l'adiudication du Fief, il ſe trouueroit aucune partie de rente Seigneuriale ou quelque partie du Domaine ou autre choſe dependante d'icelle omiſe en la declaration & Decret, elle demeure en la proprieté du decreté ou autre poſſeſſeur, tenue neantmoins dudict Fief decreté à meſme ſuiection qu'elle eſtoit. Art. 554. Et ſi puis apres elle eſt decretee ou venduë, le Seigneur du Fief decreté la peut remettre en ſes mains en payant le pris au deuant & au preiudice de tous heritiers & lignagiers & ſans pouuoir prendre xiii. pour la premiere fois. Art. 555. Apres les trois mois paſſez, le Sergent ordinaire des lieux fera trois Criees par trois Dimanches continuels iſſues des grandes Meſſes Parochiales des Egliſes, où ledict Fief s'eſtend & à chacune d'icelles appellera trois teſmoins pour le moins autres que ſes Records ordinaires: auſquels il fera ſigner ſes Criees, comme deſſus eſt dit, & mettra par affiches en placart la declaration dudit Fief, appartenances & dependances auec le pris, és portes des Egliſes Parochiales, où ledit Fief s'eſtend ou aux poſteaux du plus prochain marché, comme deſſus. Art. 556. Et où il y auroit grand nombre de Paroiſſes & ſi eſlongnees les vnes des autres, que vn Sergent ſeul ne pourroit faire leſdites Criees par tout, en vn meſme iour, elles pourront eſtre faictes par diuers Sergens, & ſuffira que en chacune deſdites Paroiſſes leſdites Criees ſoient faictes par trois Dimanches conſecutifs, & qu'il y ait aſſignation donnee à venir en vn meſme iour apres la derniere deſdites Criees, & que les Sergens, qui

Partie de rẽte Seigneuriale ou du Domaine omiſe en la declaration & Decret, eſt au profit du decreté & ſi elle eſt depuis vendue ou decretee la peut retirer.

Trois Criees par trois Dimãches continuels iſſues de grandes Meſſes Parochiales du Fief & ſeront appellez trois teſmoins, autres que ſes Records ordinaires.

Affiches

Source : BIU Cujas

contenant la declaration aux portes des Egliſes Parochiales ou poſteaux du plus prochain marche. Criees peuuent eſtre faictes par diuers Sergens.

Criees de Fief & terres roturieres enſemblement.

Sergenteries Nobles comme peuuent eſtre miſes en Criees.

Batteaux ou nauires comme ſeront decretees.

Sergent cõme doit ſe gouuerner en matiere de Criees ſ'il ne preſentent aucũs heritiers de l'obligé.

Exploict cõtenant le procez verbal ſera fait en forme deue, et ſera tenu le Sergent en afficher les coppies deſdits exploicts & mandemens.

Defauts contre les heritiers.

Adiournement ſera faict ſur le lieu contentieux, en actions reelles & dependans de realité ſi le debteur eſt hors le pays de Normandie.

Defaut cõme ſe donne contre le non domicilié au pays.

Adiournemẽt faict à la partie des l'introduction de cauſe.

Es enqueſtes faictes hors le lieu de la iuriſ-

feront les Criees ailleurs qu'en la Paroiſſe du manoir principal, facent lecture ſur les coppies des contracts, obligations & ſentences deuement approuuees & collationnees par vn Notaire ou Tabellion. Art. 559. Si auec le Fief ſont ſaiſies terres roturieres appartenans à l'obligé pour eſtre paſſees par Decret, elles pourront eſtre decretees en la meſme forme que le Fief, ſans que pour ce l'on puiſſe alleguer nullité ou defectuoſité audict Decret. Art. 566. Les Sergenteries Nobles ayans domaine Fieffé ou non Fieffé doiuent eſtre decretees en la forme & maniere que les autres terres Nobles. Et ſ'il n'y a domaine, les diligences & Criees en ſeront faictes en la Paroiſſe du principal exercice de la Sergenterie, comme pour les autres Offices venaux. Art. 567. Les batteaux ou nauires doiuent eſtre decretez en Iuſtice, apres les Criees & proclamations faites par trois Dimanches ſubſecutifs ſur Kais & Haures & à l'iſſue de la Meſſe Parochial de l'Egliſe proche du lieu, où batteau ou nauire ſera arreſté. Art. 576. Et quand il ne ſe preſente heritiers de l'obligé, la forme eſt de faire les adiournemens & exploicts aux heritiers en general, à ſçauoir que l'Huiſſier ou Sergent, ſera tenu en premier lieu ſe tranſporter en la maiſon & domicile, où reſidoit le defunct lors de ſon decez. Et illec, enſemble au voiſiné & à iſſue de la grand Meſſe Parochial, à iour de Dimanche de la Paroiſſe, ou ſera aſſis ledit domicile, faire perquiſition ſommaire pour ſçauoir & entendre, ſ'il y aura aucune perſonne qui ſe veulle dire ou porter heritier du defunct. Et ſi aucun ou aucune eſt trouué que tel ſe veule dire & porter, luy ſera faite aſſignation à comparoir par deuant le Iuge à certain brief & competent iour, eu eſgard à la diſtance du lieu, & lequel iour ſera deſigné en l'exploict. Et ſ'il n'eſt trouué aucune perſonne qui heritier ſe veule dire & porter, adiournera ledict Huiſſier ou Sergent, les heritiers en general, en parlant aux perſonnes, ſi aucunes y a, reſidens audit domicile, ſinon au voiſiné & à iſſue de la grand Meſſe Parochial, à iour de Dimanche, à comparoir au lendemain du xl. iour prochain enſuiuant ledit exploict & autres iours, enſuiuans ordinaires ou extraordinaires & par intimation. Et du tout ſera par ledit Huiſſier ou Sergent faict procez verbal en forme deue : auquel ſeront denommez les teſmoins, qui auront eſté preſens aux perquiſitions & adiournemens. Duquel procez verbal & du mandement ledict Huiſſier ou Sergent ſera tenu afficher par placatts les coppies : l'vne à l'huis ou porte dudit domicile, & l'autre à la porte de ladicte Egliſe Parochiale : afin que leſdicts exploits ſoient notoires & que aucune perſonne n'en puiſſe ignorer. Et pour en porter profit contre les heritiers en general, il faut defaux, dont le ſecond ſera de trois ſepmaines, le iour de l'exploit non comptins, pour le profit deſquels ſera paſſé outre à la ſaiſie des biens du decedé & à l'interpoſition du Decret, eſtat & affiniment d'iceluy. Art. 577. Quand celuy, que l'on veut faire conuenir & adiourner eſt demourant hors le pays de Normandie, l'adiournement doit eſtre fait ſur le lieu contentieux, en actions reelles ou dependans de realité : lequel doit eſtre rapporté à iour de Dimanche & ſignifié par le Sergent à haute voix, iſſue de Meſſe Parochial. Et en ce cas doit y auoir xl. iours d'interualle depuis le iour de l'exploict & publication faits, iuſques au iour de l'aſſignation, le iour de l'exploit non comprins. Et leſdits xl. iours reuolus & paſſez & non pluſtoſt, peut eſtre donné defaut en iugement contre celuy qui n'auroit domicile au pays de Normandie, & qui ſeroit abſent. Art. 578. Si la partie principale eſt adiournee en l'introduction de la cauſe, & que ſon Aduocat & Procureur ſ'eſt preſenté en Cour, il ſuffit adiourner les Aduocats ou Procureur en tous les actes & procedures qui ſe font en ladicte cauſe, fors en faiſans l'enqueſte & production de teſmoins, qui ſe faict hors le lieu de la iuriſdiction. Auquel cas la partie doit eſtre adiournee à perſonne ou à domicile. Art. 579. Et ſi la partie n'a domicile audit pays, il ſuffira d'adiourner l'Aduocat ou Procureur qui aura occupé en la cauſe, en luy baillant delay competent pour le faire ſçauoir à la partie. Art. 580. Et ou l'obligé ſeroit mineur d'ans il ſuffit ſommer le Tuteur de bailler biens meubles exploictables pour le payement de la ſomme, ſans faire autre perquiſition des biens dudit mineur : ſinon que le Tuteur eſt tenu xv. iours apres la ſommation, bailler eſtat abbregé de ce qu'il doit à ſon mineur : à peine de reſpondre de tous dommages & intereſts, tant du mineur, que des decretans. Et à faute de le bailler dedans ledit temps, le crediteur pourra ſans autre ſommation paſſer à la ſaiſie &

Source : BIU Cujas

diction faut adiourner la partie a personne ou domicile.

Mineur estant obligé, faut sommer le Tuteur.

Tuteur est tenu quinze iours apres la sommation bailler vn Estat abbregé de ce qu'il doit à son mineur : & s'il est redeuable, à la xv. ensuiuant tenu de representer les deniers.

tirer outre audict Decret. Art. 581. Et ou cas que le Tuteur fut trouué redeuable, est tenu l'autre quinzaine apres representer les deniers qu'il doit à son mineur : autrement à faute de ce faire, & iceluy temps passé, sans faire autre sommation, le crediteur peut faire saisir les heritages appartenans audit mineur, & iceux mettre en Criees. Et autant en peut il faire, si le Tuteur par l'estat qu'il aura baillé & trouué ne deuoir rien audit mineur: sauf le recours & recompense dudict mineur contre son Tuteur, ou cas qu'il eust celé l'argent par luy deu, ou qu'il ne l'euſt payé dedans le temps. Et ce pour les Decrets, qui se feront cy apres.

Criees cõme se peuuent faire sur le mineur.

GRAND PERCHE Tit. 12. Art. 108. Les Criees & subhastations des heritages saisis pour estre vendus & adiugez par le Decret, se font en la forme & maniere qui s'ensuit : à sçauoir que le Sergent commis à faire les Criees se doit transporter deuant l'Eglise Parochiale du lieu, ou les heritages sont assis: & illec à l'issue de la Messe à iour de Dimanche par quatre quatorzaines consecutiues & continuelles proclamer publiquement & dire à haute voix, Que les heritages ont esté saisis à la requeste de tel creancier, sur tel debteur, à faute de payement ou autre acquitement pour estre adiugez par Decret au plus offrant & dernier encherisseur.

Criees cõme se doiuent faire par quatre quatorzaines consecutiues.

CHASTEAVNEVF Chap. 14. Art. 99. Il † est loisible aux creanciers, ausquels sont deuz aucuns deniers ou qui ont droict de rente sur aucun heritage, dont arrerages sont deuz & escheus, & esquels le detenteur est enuers eux obligé ou condamné de faire mettre ledit heritage, par defaut de payement d'iceux deniers ou arrerages, en Criees & subhastations, les solennitez en tel cas requises gardees. Art. 100. Les Criees & subhastations d'heritages se doiuent faire par le Sergent en vertu de la commission du Iuge de la Iustice du Seigneur Chastellain ou Haut Iusticier, sous laquelle tels heritages sont suiets, ou en vertu des obligations en forme authentique ou sentence : apres commandement fait au debteur de payer & refus par luy faict, en la maniere qui s'ensuit : c'est à sçauoir par quatre iours de marché suiuant l'vn l'autre en la ville de Chasteauneuf & lieux où il y a marché : & en plat pays, où il n'y a marché, au prochain marché de la Chastellenie, où ledit heritage est assis, & encores par quatre iours de Dimanche à l'issue de la Messe Parochiale, en laquelle Paroisse tels heritages sont assis. Art. 101. Dés la premiere Criee le Sergent mettra & attachera la copie des Criees contenant la declaration des heritages & encheres des creanciers, à la porte de l'Eglise Parochiale, où les heritages seront assis, & aussi l'attachera au potteau des halles du marché, ou lesdites Criees seront faictes, à ce qu'aucun ne puisse pretendre cause d'ignorance.

† *Cest Art. 99. & 100. sont correctifs de l'ancienne Coustume.*

Criees pour deniers deuz ou arrerages de rẽte, pour lesquels on est obligé ou condamné.

Commission est necessaire pour les Criees outre les obligations ou Sentences.

Commandemens.

CHARTRES Chap. 14. Art. 84. p. *à Chast.* Art. 99. Dont sont plusieurs arrerages, &c. ou arrerages & biens meubles trouuez en la possession dudit obligé ou condamné, en Criees, &c. gardees & obseruees. Art. 85. p. *à Chast.* Art. 100. faire par ordonnance & commission du Iuge, de la Iustice, sous laquelle tels heritages sont suiects : c'est à sçauoir en la ville de Chartres par quatre Samedis ensuiuans l'vn l'autre : és Chastellenies par quatre iours de marché: & au plat pays & où il n'y a point de marché par IV. Dimanches à l'issue de la Messe Parochiale de la Paroisse, en laquelle tels heritages sont assis : lesdites Criees entresuiuans l'vn l'autre sans interualle. Et des la premiere Criee doit estre mise & attachee la coppie desdites Criees à la porte de l'Auditoire, ou telles Criees se doiuent rapporter. Et †† si le Chapitre de Chartres en sa iurisdiction de loing veut faire les Criees de leur iurisdiction au marche de Chartres, faire le pourra en demandant assistance aux Officiers du Roy : lesquels seront tenus la luy donner.

Criees se font par quatre iours de marché suiuans l'vn l'autre & en plat pays, au marche de la Chastellenie: & encores par 4. iours de Dimãche issue de Messe. Parochiale.

Atache mise des la premiere Criee à la porte de l'Eglise Parochiale: & au potteau des halles du marché.

DREVX Chap. 15. Art. 72. p. *à Chartres*. Art. 84. Choses gardees. Art. 73. p. *à Chartres*. Art. 85. à la ville de Dreux par quatre Lundis iours de marché ensuiuans l'vn l'autre de quinzaine en quinzaine & és Chastellenies dudict Comté, & és lieux, où il y a Haute Iustice, par quatre iours de plaids oude iiii. iours de Dimanche, à issue de Messe Parochiale de quinzaine en quinzaine sans interuale, en laquelle Paroisse les heritages sont assis.

Attache à la porte de l'auditoire.

BLOIS Chap. 23. Art. 271. Auant † qu'aucunes Criees soient valables

†† *Ces mots, Et si le Chapi-*

Source : BIU Cujas

tre, &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouſtez.

Commandemens ſont prealables en Criees.

† *Il faut noter que par l'ancienne Couſtume de la Ferté-Ymbaut,* En Criees & ſubhaſtations il conuient, *&c. que le temps eſtoit trop long & ont requis eſtre duit à la Couſtume generale de Blois. Ce que leur auons permis & accordé pour en vſer ſelon icelle pour le temps aduenir.*

Saiſie.

Notification de ſaiſie.

Trois Criees de xv. en xv. à iſſuë de grand Meſſe Parochiale & par vne huictaine d'abondant à iour de Dimanche.

Sergent à la derniere Criee doit ſignifier que les heritages ſont à liurer à certain iour.

Encheres.

Oppoſitions.

Oppoſitions ſeront vuidees auant que proceder au Decret.

Decret quand ſe doit adiuger.

Commandemens ſont prealables en Criees outre les lettres obligatoires, ou ſentence paſſee en force de choſe iugee, ou executoire par deſſus l'appel, ſuiuant l'Ordonnance.

Notification du ſaiſiſſement au debteur ou condamné à perſonne ou domicile.

Premiere Criee ſe fait dãs la huictaine.

†† *Ceſt Art. 50. eſt nouuelle Couſtume quãt à la preſcriptiõ du temps ſeulement.*

Quart d'abõdant.

Aſſignation au proprie-

apres les commandemens faicts par le Sergent, eſt tenu faire diligence de trouuer des biens meubles ſur le debteur. Et ſ'il ne trouue biens ſuffiſans, en vertu des lettres obligatoires, ſentences ou condamnation, il pourra prendre & ſaiſir les heritages de l'obligé ou condamné, ſignifier à iceluy obligé ou condamné, qu'il a prins & ſaiſi ſes heritages, & luy en ſignifiera la vente, & iceux prins & ſaiſis les criera vendables & en vente, par trois cris deuement faicts de quinzaine en quinzaine a iour de Dimanche, a iſſue de la grand Meſſe Parochiale dudit lieu & Paroiſſe, ou ſeront aſſis & ſituez les heritages & par vne huictaine d'abondant, auſſi a iour de Dimanche a l'iſſue de la grand Meſſe de noſtre Dame de Bourg-moyen au change de Blois, & le tout preſens teſmoins. Quant aux heritages qui ſont criez & ſubhaſtez en vertu des lettres de Commiſſion obtenues du Bailly de Blois ou ſon Lieutenant: & és autres Bailliages & Iuſtices qui ſe reglent ſelon le Bailliage de Blois, ſe feront les trois premieres Criees ainſi que deſſus. Et la Criee de ladicte huictaine ſe fera au prochain iour de plaids deuãt le Pretoire à l'iſſue deſdicts plaids. Article 272. Et ce faict à la derniere Criee le Sergent ſignifiera, que les heritages ſont à liurer, c'eſt à ſçauoir par deuant le Bailly de Blois au iour de Samedy, & és autres Bailliages à certain iour de plaids ordinaires, enſuiuant les Criees, qu'ils ont accouſtumé, au plus offrant & dernier encheriſſeur. Et ſ'il y a encheriſſeurs, le Sergent les y receura durant icelles Criees, ſi oppoſans y a, & leur aſſignera iour pour dire leurs cauſes d'oppoſition par deuant le Iuge. Article 273. Et ſignifiera ledict iour à celuy ou ceux, à la requeſte deſquels les Criees ſont faictes leſquelles oppoſitions ſeront vuidees auant que proceder au Decret. Article 274. Et ſ'il n'y a aucuns oppoſans, ou que les oppoſitions ſoient vuidees, leſdicts heritages mis en Criees, apres que ledict Sergent aura faict relation des Criees ainſi faictes par la maniere deſſuſdicte, ſeront de rechef criez vendables, au plus offrant & dernier encheriſſeur auſdicts iours, par deuant le Iuge, qui liurera iceux heritages audict dernier encheriſſeur.

BERRY Titre 9. Article 49. Apres e commandement faict par vertu de lettres obligatoires paſſees ſous ſeel authentique ou de lettres de Sentence paſſee en force de choſe iugee, ou executoire par deſſus l'appel, par l'Ordonnance, ſi le debteur ou condamné ne garnit la main ſuffiſamment pour le payement du deu, pourra le Sergent ſaiſir ſes immeubles pour eſtre mis en Criees & ſubhaſtations, vendus & deliurez par Iuſtice ſi faire ſe doit, au plus offrant & dernier encheriſſeur: lequel ſaiſiſſement par ſon exploit il ſignifiera au debteur ou condamné, parlant à ſa perſonne ou en ſon domicile. Art. 50. Et †† ce fait dedans la huictaine enſuiuãt feta la premiere Criee au lieu public & accouſtumé de faire Criees & proclamatiõs du lieu de la Iuſtice, en laquelle les heritages criez ſont ſituez & aſſis, & de huictaine en huictaine fera les autres Criees f audit lieu, & encores d'abõdãt ſeront leſdites Criees precedẽtes ſignifiees à cry public, à l'iſſuë de la Meſſe Parochiale du lieu, ou leſdits heritages ſont aſſis au iour de Dimãche en aſsignãt iour par le Sergẽt, ſpecialemẽt au proprietaire g en parlant à ſa perſonne ou en ſon domicile, & auſſi à ceux qui ſe ſont ja oppoſez, & en general à tous autres qui ſe voudroient oppoſer, à comparoir au mois enſuiuant pardeuant le Iuge ordinaire, auquel la congnoiſſance de la matiere appartient, auec commination, que ſ'ils ne comparent, nonobſtant leur abſence, ſera procedé à la vente & interpoſition du Decret des heritages, ainſi qu'il appartiendra par raiſon, & attachera ladicte notification & aſſignation de Criees à la porte de l'Egliſe Parochiale du lieu deſdits heritages & à la porte de l'Auditoire du lieu de la Iuſtice, par l'auctorité de laquelle ſeront faictes les Criees. Laquelle h attache con-

e Ceſte Couſtume comme pluſieurs autres, eſt contraire à la diſpoſition du Droict ciuil in l. à Diuo pio D. de re iudic. l'Ordõnance du Roy Frãçois 1. 1539. Art. 74. 75. & 76. dit qu'on peut ſaiſir les immeubles ſans qu'il ſoit beſoin faire diſcuſſion ou perquiſitiõ de meubles, apres cõmandemens deuement faits à perſonne ou domicile: ſans qu'il ſoit diſputé de la validité ou inualidité des Criees, ſ'il y a terme certain de payer par l'obligation ou ſentẽce, comme il n'eſt requis faire apprecier les moiſons & grains auant que ſaiſir & faire les Criees. La perquiſitiõ de biens meubles eſt neceſſaire en la ſaiſie des biens appartenans aux mineurs, ainſi qu'il a eſté iugé par pluſieurs Arreſts de la Cour des 9. Decembre & 27. Ianuier 1545. ainſi qu'il a eſté noté par pluſieurs, & meſmes par nous ſur ladicte Ordonnance liure x. de la Conference Tit. 11. Au reſte aucuns eſtiment qu'il ne ſuffit pour la validité des Criees faire commandement au Curateur aux biens vacans, mais eſt neceſſaire au prealable faire appeller à cry public & ſon de trompe, ceux qui ſe voudront dire & porter heritiers ſuiuant la doctrine de Bartole in l. ſi quis inſtituatur §. ſi conditioni D. de hered. inſt. l. pen. §. vlt. D. ad Treb. Il ſe practique au Chaſtelet de Paris que le Curateur aux biens vacans auant que venir à la ſaiſie doit rendre vn compte des biens

Source : BIU Cujas

du defunct, eſquels il eſt ordonné Curateur. On peut auſſi demander quand l'heritage eſt à la femme ſi les Criees faites ſeulemẽt ſur le mary ſont bonnes & valables, cela eſt ſans doute qu'elles ſont nulles. Car la femme doit eſtre nommee ainſi qu'il a eſté iugé ſouuent par Arreſt du Parlement de Paris, meſmes le dernier iour de Mars 1557.

f Par l'Ordonnance du Roy Henry 2. 1551. Art. 3 ſur le faict des Criees : elles ſe doiuent faire les iours de Dimanche à l'iſſue de la grand Meſſe Parochiale, ſans qu'il ſoit plus beſoin faire les Criees és Auditoires.

g M. le Maiſtre en ſon Traicté des Criees Chap. 25. nombre 3. tient que le proprietaire ſ'eſtant oppoſé, doit eſtre adiourné à deux fins : c'eſt à ſçauoir à fin de bailler ſes cauſes d'oppoſition & moyens de nullité, ſ'aucuns en veut bailler & auſſi à fin de voir adiuger & interpoſer le Decret. Et ſ'il n'eſt oppoſant, il ſera ſimplement adiourné pour voir adiuger & interpoſer le Decret M. l'Abbé.

h L. 11. §. proſcribere D. de inſt. act.

taire faite à perſonne ou domicile.

Aſſignation aux oppoſans & à tous en general au mois par deuãt le Iuge ordinaire auec commination que ſ'ils ne comparent, nonobſtant leur abſence, ſera procedé à la vente & interpoſition du Decret.

Attache de la notification & aſſignation à la porte de l'Egliſe & à la porte de l'Auditoire, & ce qu'elle doit contenir.

tiendra les ſaiſiſſements, notification & aſſignation de Criees. Art. 51. Et † ſi les heritages ſaiſis & mis en Criees ſont en diuers lieux, Iuſtices & iuriſdictions, ſeront les Criees & ſignifications d'icelles & autres choſes deſſus declarees, faites à chacun des lieux, Iuſtices & territoires, en la forme & maniere declaree au precedent Article : autrement ne pourroient les i Criees & ſignifications d'icelles faictes en vn lieu & Iuſtice eſtre valables n'auoir effect pour le regard des heritages aſſis en autres lieux & Iuſtices. Art. 52. Et au iour aſſigné les proprietaires & oppoſans ſeront appellez en iugement, ſ'ils comparent quant au proprietaire ſ'il ſ'oppoſe & declare vouloir empeſcher l'adiudication, pretendãt moyens de nullité, de la ſaiſie & Criees, ſera tenu de les bailler dedans huictaine apres, pour tous delais & produire tout ce que bon leur ſemblera pour la verification de ſes moyens, & le ſemblable quant aux oppoſans qui ſe ſeront rendus ou rendront audict iour oppoſans : leſquels auſſi dedans la huictaine pour tous delais, bailleront leurs cauſes & moyens de leurs oppoſitions & produiront tout ce que bon leur ſemblera pour la verification d'icelles, ſoit à fin de diſtraire, ou pour la conſeruation de leurs debtes & hypotheques & pour eſtre mis en leur ordre. Art. 53. Et en defaut de ce faire dedans le temps, en demoureront forclos & deboutez : & ſera procedé en outre ſans plus les receuoir ou ouyr, ſ'il n'y auoit quelque cauſe & iuſte empeſchement, qui les deut excuſer de contumace ou negligence, durant la premiere huictaine, de laquelle ils fiſſent apparoir promptement, à tout le moins ſommairement & en premiere apparence. Auquel cas leur baillera le Iuge vn autre delay de trois iours ou huictaine au plus tard : & en defaut de fournir dedans les trois iours, ſeront forclos & deboutez, & declaré par le Iuge qu'il ſera procedé à l'adiudication de Decret des choſes, nonobſtant leurs oppoſitions & ſans auoir eſgard à icelles, deſquelles ils ſeront deboutez. Art. 54. Et ſ'ils baillent leurs moyens & produiſent dedans le temps & delay qui leur ſeront donnez, ſeront les moyens & productions tant du proprietaire qu'oppoſans, communiquees au demandeur & pourſuiuant les Criees bien qu'il ne le requiere. Et le ſemblable ſera faict quant aux cauſes d'oppoſition & productions faictes par tous les autres oppoſans : leſquelles auſſi ſeront communiquees au proprietaire, jaçoit qu'il ne le requiere. Pour le regard des autres oppoſans, entre eux, leur ſeront communiquees auſſi ſ'ils le requierent & non autrement. Art. 55. Et ſeront tenus les demandeur & pourſuiuant Criees, proprietaire & autres oppoſans qui auront requis auoir communication, bailler leurs reſponſes & faire leur production au contraire, dedans la huictaine enſuiuant pour tous delais, ſi n'eſt qu'il y euſt quelque piece neceſſaire, peremptoire & deciſiue du procez : laquelle les proprietaire, demandeur & pourſuiuant Criees ou autres oppoſans ne peuſſent produire promptement : ains fut beſoin donner plus long delay, pour icelle recouurir : auquel cas, apres qu'ils auront prealablement affirmé par ſerment, qu'ils ont ladite piece : laquelle contient ce qui eſt contenu par leur reſponce, & qu'elle eſt au lieu, ou ils ont beſoin la recouurer : & qu'ils ne demandent ledit delay pour proteler ou dilayer la cauſe principale, leur ſera baillé le plus brief que faire ſe pourra, ſelon la diſtance des lieux, en les declarant deſlors forclos & deboutez ledit delay eſcheu. Art. 56. Et ou par les moyens de nullité & cauſes d'oppoſition du proprietaire & oppoſant, ou du demandeur pourſuiuant Criees, y auroit quelque faict peremptoire & deciſif, qui ne ſe pourroit prouuer par lettres, & pourroit eſtre prouué par teſmoins, ſera celuy qui a propoſé ledict faict, interrogé par ſerment ſ'il veut verifier par lettres ou ſeulement par teſmoins

i Vide l. de pupillo §. ſi in pluribus D. de noui op. nunt.

† *Ceſt Art. 51. 52. 53. 54. 55. 56. & 57. ſont nouuelles Couſtumes quant à la forme de proceder.*

Sergens comme doiuent faire les Criees, ſi les heritages ſont en pluſieurs Seigneuries.

Oppoſitions aux Criees ſerõt baillees par les oppoſans, & qu'elle forme les Iuges doiuent donner pour les regler.

Moyens de nullité.

Cauſes d'oppoſition.

Forcluſion à faute de produire dans les delais.

Productions des parties és procez de Criees ſeront communiquees au demandeur & pourſuiuant, & au proprietaire encores qu'ils ne le demandent & aux oppoſans entre eux, ſ'ils le requierent & non autrement.

Reſponſes ſeront donnees dãs la huictaine pour tous delais apres la communication des productions : ſinon qu'il fut beſoin de produire vne piece deciſiue qu'ils ne pourroient recouurer ſi promptement.

Source : BIU Cujas

Preuue de nullité & cauſes d'oppoſition comme ſe doit faire par lettres ou teſmoins.

par teſmoins. Et ſ'il affirme qu'il ne le veut verifier que par teſmoins, ſera ordonné aux parties pour informer d'vne part & d'autre ſur ledit faict, vn brief, ſeul & peremptoire delay, qui ſera arbitré ſelon la diſtance des lieux, où les teſmoins ſeront demourans, iuſques au nombre de l'Ordonnance k ſur chacun faict, en declarant deſlors la partie negligente forclos & debouté & ſans y plus retourner. Article 57. Toutesfois ſ'il y auoit eu durant le premier delay quelque legitime empeſchement, duquel la partie qui demanderoit nouuel delay, fit apparoir promptement & ſommairement, autrement que par ſon ſerment, luy ſera baillé vn autre & ſecond delay, ſans plus y retourner pour quelque cauſe que ce ſoit. Article 60. Et †† ſi aucuns oppoſans viennent apres que les autres oppoſans auront baillé leurs cauſes d'oppoſition, auant le iugement de diſcuſſion, en fourniſſant promptement ou dedans trois iours de leurs cauſes d'oppoſition & production de lettres, ſeront receus, en refondant toutesfois les deſpens des reſponces qui leur ſeront baillees par le demandeur & pourſuiuant Criees, & par le proprietaire : auſquels les cauſes d'oppoſition & production ſeront promptement communiquees, & dedans la huictaine ſeront tenus bailler la reſponce.

Second Delay d'informer ſ'il y a legitime empeſchement.

Oppoſans venans auant le iugement de diſcuſſion, tenus de refonder les deſpens des reſponſes.

†† *Ceſt Art. 60. eſt en partie nouuel quant à la forme de proceder.*

La Salle de Lille Tit. 23. Art. 8. Pour deuëment proceder à la vendition & ſubhaſtation de maiſons, Fiefs ou heritages par voye d'execution, le Sergent ſaiſit & met en noſtre main ſouueraine comme Comte de Flandres leſdites maiſons, Fiefs & heritages. Laquelle ſaiſine il eſt tenu ſignifier aux Seigneurs, deſquels ils ſont tenus, leurs Baillifs ou Lieutenans, & au condamné ou obligé. Et en dedans xv. iours enſuiuans expoſer en vente par iour de Dimanche ou autre iour ſolennel à heure de grand Meſſe, à l'Egliſe Parochiale, où leſdits Fiefs, maiſons & heritages ſont aſſis, & par vn iour de Mercredy à heure de marché, à la Breteſque de noſtre-dite Ville de Lille. Et en dedans vn mois enſuiuant vendre iceux au plus offrant, en y aſſeant palmees & haulces, & attacher vn billet contre ladite vẽte à vn Tableau au lieu de ladite Salle, & ladite vẽte ſignifier auſdits Seigneurs, Baillifs ou Lieutenãs, audit obligé ou condamné: neant-moins ſe le marché excede la ſomme de trois cens liures, le Sergent ne peut faire ladite vente, ſans la preſẽce ou auctorité du Iuge. Art. 9. Ladite vente & ſignification faite, iceluy Sergent eſt tenu faire quatre Criees & ſubhaſtations és Egliſes Parochiales, ou leſdits Fiefs, maiſons & heritages ſont giſans, par iour de Dimanche ou autre iour ſolennel à heure de grand Meſſe. Et autres quatre Criees à la Breteſque audit Lille, à heure de marché, à ſçauoir pour leſdits Fiefs de quinzaine en quinzaine, & pour heritages cottiers de viii. iours en viii. iours, & aſſigner le iour pour garder le poulce de chãdelle, au prochain Ieudy apres la derniere Criee, audit lieu de la Salle, à heure de la cloche du veſpre ſonnant, & que le tout ſe face ſans interruption, nonobſtant appellation que l'on pourroit interietter au contraire, à peril de recõmencer. Art. 13. p. *à Lille.* Art. 171. ſentence ou desheritemẽt, au regard des adiournez en eſpecial: & ne peut preiudicier au fonds à ceux non y ayans eſté ſpecialement adiournez. Et n'eſt requis adiourner en eſpecial ceux qui pretendent droict és deniers de ladite vente & decret, à peril de recõmẽcer. Art. 16. Auant que l'on puiſt vendre par execution de Iuſtice, aucuns Fiefs, maiſons & heritages apparens eſtre ſuccedez à enfans mineurs d'ans, eſt requis faire conuenir & adiourner leurs prochains parens & amis, pour eſtre commis Tuteurs d'iceux, ſe parauant tels enfans n'en ſont pourueus. Et par leſdits Tuteurs adiournez, eux fonder en l'hoirie de celuy ou ceux ayans delaiſſez leſdits Fiefs, maiſons & heritages, ſe bon leur ſemble y renoncer, ou eux en voir debouter. Et en cas de renonciation ou deboutement, commettre Curateurs auſdits Fiefs, maiſons & heritages comme vacans. Et au regard des heritiers apparans eagez, eſt auſſi requis les faire adiourner, pour eux fonder en l'hoirie du treſpaſſé, ſe fondez n'y ſont, y renoncer ou eux en veoir debouter & commettre Curateurs cõme deſſus. Contre leſquels Curateurs l'on procede par execution & decret ſur leſdits biens vacans, apres que les lettres en vertu deſquelles l'on veut faire ladite execution, ont eſté par eux recongnues ou prononcees executoires. Art. 17. L'on peut faire vẽdre par Decrets verbaux la ioyſſance à temps des Fiefs, maiſons & heritages Catheux, lettres de rente, mortgaiges, ou autres biens de ſemblable nature, en y obſeruant les deuoirs deſſuſdits: ſauf que l'on ne fait que deux Criees és Egliſes Parochiales, & deux à ladite Breteſque, & que és lettres de tels Decrets les lettres, ti-

Saiſie ou ſaiſine doit eſtre ſignifiee aux Seigneurs, deſquels les Fiefs & autres choſes ſont tenues.

Criees cõme ſe doiuent faire.

Attache de Billet.

Sergent faict la vente ſans la preſence du Iuge, ſi la ſomme n'excede trois cens liures autrement non.

Biens immeubles ou heritages de mineurs ne ſeront vendus, ſans Tuteurs.

Criees.

Curateurs commis aux Fiefs, maiſons & heritages comme vacans, apres que les lettres ont eſté declarees executoires cõtre eux.

La ioyſſance des Fiefs, maiſons & heritages catheux lettres de rente, mort-gaiges,

k Par les Ordonnances de Charl. vii. 1446. Art. 32. & 1453. Art. 111. Louis xii. 1498 Art. 13. François 1. 1535. Chap. 7. Art. 4. & 1539. Chap. 2. Art. 2. Les parties ne ſont receues à faire examiner ſur chacun faict plus de dix teſmoins.

Source : BIU Cujas

&c. ſe peut vendre par Decret verbal par deux Criees.
De n'inſerer aux Decrets les lettres, titres n'exploicts.

tres, exploicts ne ſ'incorporent. Art. 18. L'on peut en vertu de lettres obligatoires paſſees pardeuant Bailly ou Lieutenant, hommes de Fief de la Salle dudit Lille, ou Loix des Cours ſubalternes & Commiſſion executoire ſur icelles faire vendre par la Iuſtice, où ladite obligation a eſté paſſee, les prouſits & reuenus de cent ans & vn iour des Fiefs, maiſons & heritages dudit obligé, en les faiſant ſaiſir, & ſignifier ladite ſaiſine au prochain lieu, en eſpecial audit obligé. Et ſ'il a biens meubles, ſous ladite Iuſtice conuient premier executer leſdits meubles. Art. 19. L'on peut auſſi en vertu de ſentence dõnee dudit Baill. & Cours ſubalternes & Commiſſion ſur icelle vendre, tels prouſits & reuenus de cent ans & vn iour des Fiefs maiſons & heritages, ſur leſquels le contenu en ladite Sentence a eſté adiugé, ſans eſtre requis faire nouuelle ſaiſine. Et ne peut l'on addreſſer telle execution ſur autres biens, & ſe icelle adiudication eſt faite ſur biens meubles mouuables, conuient prealablement vendre leſdits meubles. Art. 20. Pour deuëment faire ladite vente, eſt requis d'expoſer en vente par le Bailly, ſon Lieutenant ou Sergent de ladite Salle de Lille, ou des Cours en dependans, dont leſdits Fiefs, maiſons & heritages ſont tenus, leſdits prouſits & reuenus, par iour de Dimanche à heure de grand Meſſe en l'Egliſe Parochiale, où leſdits Fiefs, maiſons & heritages ſont giſans, & par iour de Mercredy à la Breteſque de noſtre-dite Ville de Lille, à heure de marché, quand telle vente ſe faict au Siege de noſtre-dit Bailliage. Et pour les Cours en dependans, à ſçauoir és lieux, où il y a Breteſque & marché, à ladite Breteſque, à heure dudit marché. Et ſ'il n'y a Breteſque ny marché, aux bancs plaidoiables de la Seignourie & Iuſtice, par laquelle telle vente ſe fait à heure de plaids, le tout en la preſence de deux hommes de Fiefs, Eſcheuins ou Iuges. Art. 21. Laquelle expoſition faicte, ledit Bailly Lieutenant ou Sergent eſt tenu en la preſence des deux hommes de Fiefs, Eſcheuins ou Iuges, vendre à renchere leſdits prouſits & reuenus. Art. 22. Apres, le pris du Marché faite, la Carité ſ'affiet à l'aduenant d'vn franc d'heritage portant xxxiii. gros quatre deniers du Cent de liures, ſi auant que ledit marché n'excede la ſomme de trois cens liures. Et ſ'il excede ladite ſomme, à la diſcretion deſdits hommes de Fiefs, Eſcheuins ou Iuges. Et les rencheres ſ'aſſeent à l'aduenant de ladite Carité: deſquelles les ii. tiers ſont au profit du marché, & l'autre tiers au profit de celuy ou ceux, ſur lequel il eſt rẽchery. Et ne ſe desbourſent leſdites caritez iuſques à l'adiudication du decret. Art. 24. Tel S. Bailly, Lieutenãt ou Serg. eſt tenu attacher vn Billet cõtenãt ladite vẽte: ſi cõme ſ'elle ſe fait par ledit Bailliage en vn Tableau au lieu de ladite Salle, & par les autres Cours au portail de l'Egliſe Parochiale. Et apres faire ii. Criees & ſubhaſtations de xv. en xv. iours enſuiuans ladite vente en ladite Egliſe ou Egliſes du lieu, ou lieux, où leſdits Fiefs, maiſons ou heritages ſont giſans, par iours de Dimanches, à heure de la grand Meſſe, & deux autres Criees à ladicte Breteſque en noſtre-dite Ville de Lille par iour & heure de marché, au regard des ventes qui ſ'y font par iceluy Bailliage. Et pour les autres ſ'il y a Breteſque, & marché à ladite Breteſque, par iour & heure dudit marché. Et où il n'y a Breteſque ne marché, aux bancs de la Iuſtice, à heure de plaids, le tout en la preſence de deux hommes de Fiefs, Eſcheuins ou Iuges, ſans interruption, en aſſignant iour aux prochains plaids, enſuiuant la derniere Criee faicte: à peril de recommencer. Art. 25. Pour deuëment proceder au parfaict dudit Decret, eſt requis ſignifier telle vẽte au S. dõt leſdits fiefs, maiſons & heritages ſont tenus, ſon Bailly ou Lieutenant: enſemble à l'heritier ou detenteur d'iceux, en les adiournant & l'acheteur ou dernier rencheriſſeur, en faiſant leſdites Criees, à comparoir audit iour aſſigné, pour veoir adiuger ledit Decret, meſmes par ledit acheteur ou dernier recheriſſeur ſoy veoir condemner à vuider ſes mains de ſes deniers dudit marché, en prẽdant lettres de Decret. Auquel iour le faiſant vẽdre ou Procureur pour luy apres relation faite deſdits deuoirs, ramener à faict & conclurre adce que ledit poulce de chandelle ſoit allumé, & au ſurplus pertinemment. Et ſe perſonne ne ſ'oppoſe audit Decret, l'on donne defaut à l'encontre des adiournez, à tel profit, que ledit poulce de chandelle eſt allumé. Et iceluy ardant, ledit marche ſe peut rencherir, & apres eſtre eſtaint, ledit Decret faict à adiuger, en condemnant ledit acheteur ou dernier rencheriſſeur de vuider ſes mains des deniers dudit marché, en prendant lettres dudict Decret. Article vingt-ſeptieſme. Pour proceder à la ſaiſine & vendition des prouſits & reuenus de cent ans & vn iour, des Fiefs, maiſons & heritages delaiſſez par vne perſonne treſpaſſee, pour auoir payement d'aucune choſe: il n'eſt requis faire prealablement commettre Tu-

Profits & reuenus de cent ans & vn iour des Fiefs, maiſons & heritages de l'obligé ſe peuuent vendre par la Iuſtice du lieu, & ſ'il y a meubles ſous ladite Iuſtice, ſeront premierement vendus.

Vente de fruicts, profits & reuenus de cent & vn iour comme ſe doit faire, & auec quelles ſolennitez.

Vente faite en la preſence de deux hommes de fiefs, Eſcheuins ou Iuges.

Caritez.

Attache de billet contenant la vente au lieu de la Salle, & és autres Cours au portail de l'Egliſe Parochiale.

Criees ſe doiuent faire en la preſence de ij. hommes de fief, Eſcheuins ou Iuges.

Aſſignation donnee à l'heritier, ou detenteur, acheteur ou dernier rencheriſſeur.

Defaut.

Tuteurs ne ſont neceſſaires

Source : BIU Cujas

teurs aux enfans de telle perſonne treſpaſſee. Article 28. N'eſt requis adiourner en eſpecial ceux pretendans droict és deniers procedans de la vente deſdits prouſits & reuenus d'aucuns Fiefs, maiſons & heritages. Et demeurent en leur entier, de pourſuiure le fonds & proprieté d'iceux. Article. 29. Quand par rapport & hoſtigement aucun a conſenty par exprés en faute de payement, la vente & execution reelle & ſeignourieuſe des Fiefs, maiſons & heritages, le crediteur, pour auoir ledit payement peut par la Iuſtice, ayant receu ledit rapport & hoſtigement, faire vendre le fonds & proprieté deſdits Fiefs, maiſons & heritages rapportez, ſans faire quelque ſaiſine, en y obſeruant ſemblables deuoirs, que l'on faict en vente des prouſits & reuenus de cent ans & vn iour : ſauf qu'apres les deux Criees faictes, eſt requis auparauant l'adiudication du Decret, obtenir deux defaux à l'encontre des Seigneurs, dont les Fiefs, maiſons & heritages ſont tenus, leurs Baillifs ou Lieutenans de l'obligé, enſemble de l'acheteur dernier rencheriſſeur & tous autres, contre leſquels l'on veut acquerir aduanchement & contumace. Et que le premier defaut ſoit donné à tel prouſit, que les defaillans ſoient r'adiournez par intimation. Titre 24. Article 1. Les acheteurs de Fiefs, maiſons & heritages giſans en noſtre-dite Chaſtellenie de Lille, peuuent quand bon leur ſemble, faire purger au Siege de noſtre Gouuernance & non ailleurs, leſdits Fiefs, maiſons & heritages, par eux achetez en fonds & proprieté, auec les deniers de leur marchez, apres eſtre heritiers & auoir baillé les vrais habours d'iceux, en nantiſſant leſdits deniers és mains du depoſitaire dudit Siege: n'eſt que par tels marchez leur ſoit conſenty & accordé en retenir portion à leur charge des premieres hypotheques. Et qu'ils namptiſſent le ſurplus, & s'accordent telles commiſſions ſur le donné à entendre des impetrans, en faiſant apparoir dudit namptiſſement. Article 2. Pour proceder auſdites purges, eſt requis que les Sergens executeurs deſdites Commiſſions, facent attacher vn Billet contenant ladite purge, en vn Tableau au lieu de ladite Salle, & apres ſignifier & publier leſdits marchez & purges par deux iours de Dimanches, ou autres iours ſolemnels, en l'Egliſe Parochiale du lieu, où leſdits Fiefs, maiſons ou heritages ſont giſans, à heure de grand Meſſe, & par deux iours de Mercredy, à la Breteſque de noſtre-dite Ville de Lille à heure de marché. A ſçauoir pour leſdits Fiefs de xv. iours en xv. iours: & pour leſdites maiſons & heritages cottiers, de viii. iours en huict iours : & en chacun deſdits lieux adiourner en general tous ceux & celles, qui auſdits Fiefs, maiſons & heritages vendus, ou aux deniers en procedans, voudront demander droict à comparoir en ladite Salle, à certain & competent iour enſuiuant. Et icelles purges ſignifier en eſpecial aux Seigneurs, de qui leſdits Fiefs, maiſons & heritages ſont tenus, leurs Baillifs ou Lieutenans, aux vendeurs & autres, contre leſquels l'on veut par leſdictes purges acquerir droict au fonds, en les adiournant, comme deſſus, par intimation. Et ſe leſdicts adiournez ne comparent audit iour, eſt procedé au decretement d'icelle purge.

Rapport & hoſtigement.

Vente de fonds & proprieté, comme peut eſtre faite, s'il n'y a Rapport & Hoſtigement.

Purges, comme ſe peuuent & doiuent faire.

SECLIN Art. 6. L'on peut vendre par Decret & execution de Iuſtice, le fonds & proprieté des maiſons & heritages tenus dudit Eſcheuinage. Et pour y deuëment proceder eſt requis de les expoſer en vente par le Bailly, ſon Lieutenant ou Sergent dudit Eſcheuinage par iour de Dimanche, en l'Egliſe Parochiale dudit Seclin, à l'heure de grand' Meſſe & à la Breteſque de ladite Ville par iour de Samedy enſuiuant, à heure de marché. Ce faict, les miſes à pris ſe doiuent faire és mains du Bailly, Lieutenant ou Sergent, en la preſence de deux Eſcheuins. Et doit l'on crier & ſubhaſter ladite vente par trois iours de Dimanche, & le quart d'abondant à heure de grand Meſſe en ladite Egliſe ſans interruption. Et par trois iours de Samedy & le quart d'abondant à ladite Breteſque, à heure de marché. Et ſe peuuent rencherir tels marchez d'vn ou pluſieurs deniers à Dieu, iuſques au poulce de la chandelle gardé, & tels decrets adiugez.

Criees pour le fonds & proprieté de maiſons & heritages tenus de l'Eſcheuinage.

ARMENTIERES Art. 9. L'on peut vendre par Decret & execution de la Iuſtice le fonds & proprieté des maiſons & heritages en ladite ville & Eſcheuinage en vertu de lettres obligatoires paſſees pardeuant eux, contenans conſentement exprés à ces fins, ou autrement les prouſits & reuenus de cét ans & vn iour, en faiſant les Criees en l'Egliſe Parochiale de ladite ville par trois iours de Dimanche continuels à heure de grand' Meſſe enſuiuant les miſes à pris.

Vente des prouſits & reuenus de cent ans & vn iour par

S. SIMON Art. 5. En faict de vente par Decret & execution de Iuſtice

Source : BIU Cujas

trois iours de Dimanche continuels heure de grand'Meſſe.

deſdits Fiefs & heritages, les Criees ſe font comme deſſus, ſeulement és Egliſes Parochiales du lieu, où ils ſont giſans : à ſçauoir l'expoſition en vente, & trois Criees apres la miſe à pris faicte, par iour de Dimanche à heure de grand Meſſe.

LANNOY Art.2. L'on peut par la Loy d'icelle ville, à la requeſte d'vn clamant, apres auoir faict ſommierement apparoir de ſa debte, faire vendre, crier & ſubhaſter par execution de Iuſtice, le fonds & proprieté des maiſons & heritages ſituez en ladite ville, apres auoir par vn iour de Dimãche en l'Egliſe dudit Lãnoy à heure de grand Meſſe, & par vn iour de marché à la Breteſque de ladite ville les auoir expoſé à vente, & ladite vente faite trois Criees en ladite Egliſe, par trois iours de Dimanche continuels, & le quart d'abondant à heure de la grand Meſſe: & par iiii. iours à heure de marché à ladite Breteſq. en aſſignãt iour & heure de la demeure en la halle de ladite ville, au poulce de chandelle, pour receuoir par les Preuoſt ou ſon Lieutenant & Eſcheuins d'icelle ville en nõbre de Loy, toutes renchieres. Ar.3. Et apres ledit poulce de chãdelle gardé, tel marché demeure ferme & ſtable, au plus offrant & dernier encheriſſeur, auquel l'on baille l'adheritemẽt en furniſſant prealablement les deniers principaux dudit marche : leſquels ſe diſtribuent par l'ordonnance deſdits Eſcheuins, en baillant caution ſuiette à refuſion, ſe meſtier eſt, par ceux receuans leſdits deniers.

ERQVINGHEHEN Art.4. L'on peut vendre par decret & executiõ de Iuſtice le fonds & proprieté des heritages tenus de ladite Seign. en vertu de lettres paſſees pardeuãt eux, cõtenãt obligatiõ & cõſentemẽt exprés à ces fins, ou les profits & reuenus de cẽt ans & vn iour, en faiſant iiii. Criees és Egliſes Parochiales, là où tels heritages ſont giſans à l'iſſuë de la grand Meſſe, par iours de Dimanches: à ſçauoir la premiere pour les expoſer en vente, & les autres par trois iours de Dimanche continuels, apres la miſe à pris.

BOVRBONNOIS Chap.13. Art.106. Le creancier ou ſon heritier, pour le payement de ce, en quoy on luy eſt tenu, par l'obligation ou condemnation, où il n'y a terme certain de payer, commandement & ſommation prealablement faite par le Sergent de payer à ſon debteur: & † perquiſition faicte des biens meubles ſur le debteur par le Sergent, de laquelle ſera creu ledit Sergent par ſon rapport, peut au refus ou delay faict par ledit debteur de payer promptement, faire commencer ſon execution & Arreſt ſur les immeubles de ſon debteur ou ſon heritier, declaration prealablement faicte qu'il ſoit heritier. Mais ſi l'executé ou celuy, ſur lequel ſe font les Criees, ſoit principal debteur obligé ou tiers poſſeſſeur, fournit biens meubles vallans la ſomme pour laquelle il eſt obligé, & ſoppoſe à ladicte execution, ne ſeront plus ſaiſis les immeubles, & ſurſerront les Criees. Article 137. Le †† creancier apres perquiſition de meubles ſur ſon principal debteur (de laquelle le Sergent ſera creu par ſon ſerment) & en faute d'iceux peut commancer ſon execution des Criees contre le tiers detenteur & poſſeſſeur des choſes immeubles ſuiettes à ſon hypotheque ſpeciale, ſans garder ordre de diſcuſſion ny benefice de Droict: & n'eſt receu à monſtrer ou declarer autres biens appartenans au principal debteur, ou ſon heritier apparant, pour empeſcher l'effect deſdictes Criees. Article cent trente huict. Et peut le creancier faire ſaiſir auec leſdits heritages, les fruicts d'iceux, ſans ce que le detenteur ou ſon heritier en iouiſſe pendant les Criees. Car l'exploict tiendra en la proprieté & fruicts: pendant leſquelles Criees ſeront leſdits fruicts baillez au plus offrant & dernier encheriſſeur, en deduction & diminution de la debte & frais deſdites Criees. Art.139. Et † ſi leſdits fruicts n'auoient eſté ſaiſis, & ledit creancier ou creanciers ou oppoſans le requeroient, il ſera dit par le Iuge, que pendant le procés des Criees, leſdits heritages ſeront regis & gouuernez par Commiſſaires. Art.143. Eſquelles Criees eſt obſerué & gardé l'ordre & ſolennité qui ſenſuit: c'eſt à ſçauoir que le Sergent executeur deſdites Criees, en vertu des lettres obligatoires paſſees ſous Seel Royal ou de Bourbonnois ou autre authentique, ou de condemnation de Cour ſeculiere & des lettres de Commiſſion, peut & doit prendre, ſaiſir & mettre en la main de Iuſtice, les heritages obligez au creancier & ſemblablement les fruicts d'iceux, apres cõmandemẽt fait par le Sergent executeur à la perſonne ou domicile du debteur ou ſon heritier apparent ou tiers detẽteur de payer, & ſignifier audit debteur ou à ſon heritier apparẽt ou au tiers detẽteur, à perſõne ou domicile, la mainmiſe: enſẽble les vẽtes & criees

† *Commandemẽs ſont prealables auec perquiſition des meubles ſur le debteur faicte par le Sergent.*

†† *Oppoſition de l'obligé ou tiers poſſeſſeur fait ceſſer les Criees, s'il fournit de meubles vallans la ſomme, pour laquelle l'execution eſt faicte.*

Criees faictes ſans garder ordre de diſcuſſion ny benefice de Droict.

Saiſie d'heritages & fruicts enſemblement.

Commiſſaires eſtablis pour regir les fruits.

† *Ceſt Art. 139. eſt accordé pour nouuelle Couſtume.*

Criees. Cõmandemẽs ſeront faicts

Source : BIU Cujas

a perſonne ou domicile du debteur, ou heritier apparent, ou tiers detenteur.

és iours introduits par la Couſt. Leſquelles Criees ſe ferõt és lieux accouſtumez à faire Criees, & de la Chaſtellenie ou Chaſtellenies où les heritages criez ſont aſſis : ſignifiera les prinſe & aſſignations des ventes, à ceux qui pretendent auoir intereſt en general, à la place publique du lieu & Iuſtice, comme deſſus eſt declaré, auquel ſe doiuent faire les Criees à cry public & haute voix : & ce nonobſtant oppoſition ou appellation quelconques, en enſuiuant les Ordonnances, iuſques au quart peremptoire en preſence d'vn Notaire de Cour Laye, & deux teſmoins, afin qui ſe voudra oppoſer eſdites Criees, ou y pretendre droict, il n'en puiſſe pretendre n'auoir cauſe d'ignorance. Et à celuy ſur lequel l'on crie par vne ſeule ſignification ſeulement, qui ſera faicte à perſonne ou domicile. *Aliàs* ſi les Criees & adiournemens pour veoir confirmer ne ſont faits à la perſonne ou domicile du proprietaire poſſeſſeur des choſes Criees, leſdites Criees & adiudications du Decret ſont nulles. Art.145. Les †† Criees doreſnauant ſe feront à iours certains & determinez : ſans ce que l'on les puiſſe prolonger n'abbreger: c'eſt à ſçauoir du iour de la prinſe & ſaiſie, iuſques au iour de la premiere proclamation & vente, y aura quinze iours : & dudit iour iuſques au premier peremptoire autres quinze iours : & dudit premier peremptoire au ſecond, & du ſecond au tiers, & du tiers au quart, à chacun d'iceux quinze iours comprins les iours des prinſe, vente & chacune deſdites Criees comme de Lundy en Lundy. Et ſi ledit iour de Lundy enſuiuant eſt iour ferié, l'aſſignation ſe ramene au Mardy, & ſera ainſi fait és autres Criees enſuiuans. Et ſont les iours feriez, eſquels l'on ne peut faire paſſer les Criees, les iours de Dimanche, de Noel, Paſques, Pentecoſte, & les deux iours ſuiuans les Feſtes de Noel, Paſques & Pentecoſte, Circonciſion, & le iour des Rois, l'Aſcenſion, la Feſte-Dieu, Touſſaincts, les Feſtes de Noſtre-Dame, des Apoſtres, des Euangeliſtes, & la Natiuité Sainct Iean Baptiſte tant ſeulement. Art.154. Le Sergent † ayant fait Criees, eſt tenu faire Procés verbal des Criees: & n'eſt tenu le garder, que iuſques à ſix mois, pendant leſquels il eſt tenu, ſ'il en eſt requis, bailler coppie des Criees & Procés verbal, moyennant ſalaire competent: de laquelle coppie en cas d'appointement diſſimulation ou departement fait par le creancier pourſuiuant les Criees, les autres creanciers ſ'en pourront aider.

AVVERGNE Chap.24. Art.1. Le creancier ou ſon heritier pour le payement de ſon deu, commandement ou ſommation prealablement faict à ſon debteur de payer, peut à ſon chois, commencer ſon execution ſur les biens meubles ou immeubles, noms, debtes & actions de ſon debteur ou de ſon heritier, declaration prealablement faite d'eſtre heritier, ſans ſur ce garder l'ordre de Droict. Art.2. Peut auſſi commencer ſon execution contre le tiers poſſeſſeur & detenteur des choſes immeubles alienees ſuiettes à ſon hypotheque, ſans garder l'ordre & benefice de diſcuſſion, quant és biens de ſon debteur ou ſon heritier, parauant que venir contre le tiers poſſeſſeur de l'heritage ſuiet à ladite hypotheque. Art.3. Et ne ſera receu le tiers poſſeſſeur à indiquer autres biens du debteur, ou ſon heritier dernierement alienez ſuiets à ladite hypotheque : mais ſur iceux ſon recours de garentie, ſommation deuement faite. Art. 4. Toutesfois ſi le debteur garnit au creancier la main de biens meubles, iuſques au debte, & le vi. pour les frais, il y ſera receu, & ſurſeiront les Criees. Article 5. Et peut le creancier proceder par Criees, &c. p. *à Bourbonnois*. Article 138. heritages de ſon debteur ou ſon heritier, declaration prealablement faite qu'il eſt heritier du defunct, & iceux heritages faire ſaiſir, enſemble les fruicts d'iceux, ſans ce que le debteur en iouiſſe, &c. diminution du deu. Art.6. Toutesfois le debteur ou ſon heritier qui aura declaré eſtre heritier comme deſſus, ſera receu à la ferme des fruicts des heritages: leſquels luy ſeront baillez & laiſſez, ſ'il eſt dernier encheriſſeur & metteur, en baillant par luy caution ſuffiſante de rendre & payer le pris que les fruicts luy auront eſté accenſez, ſ'il eſt dit en fin de cauſe. Art. 7. Si le creancier procede par Criees ſur les heritages d'vn tiers poſſeſſeur & fruicts d'iceux, ainſi que permis luy eſt par la Couſtume, & ſans aucune diſcuſſion, il iouyra des fruicts des heritages, pendant leſdites Criees, ſans d'iceux eſtre deſſaiſi, en baillant par luy caution, à tout le moins, iuratoire, deuant l'executeur des Criees, d'iceux rendre & reſtituer depuis le temps de ladite main-miſe, ſ'il eſt dit en fin de cauſe. Article douzieſme. Si l'aſſignation de la prinſe, vente ou d'aucune des quatre Criees eſchoit au iour ferié, elle eſt prorogee par la Couſtume du pays au iour non ferié prochain enſuiuant, ſans qu'à cauſe de ce y ait interruption des

Criees ſeront faites aux lieux accouſtumez, & ſeront ſignifiees à tous en general, qui pretendent intereſt, nonobſtant oppoſition ou appellation quelconques.

Notification de Criees faicte à la perſonne ou domicile du debteur proprietaire.

†† *Ceſt Art. 145. eſt accordé pour nouuelle Couſtume.*

Criees ſe feront à certains iours.

Iours Feriez, eſquels on ne peut faire paſſer Criees.

Procés verbal de criees ne ſera gardé que ſix mois par le Sergent.

† *Ceſt Art. 154. a eſté redigé du conſentement des Eſtats: par ce que l'ancien eſtoit trop obſcur, & ſembloit qu'au moyen d'iceluy, que le Sergent ne fut tenu bailler ſes exploicts de Criees, iuſques à ſix mois, qui ſeroit contre toute raiſon.*

Commandemens ſont prealables.

Execution peut commencer ſur les biens meubles ou immeubles, noms, debtes & actions, ſans garder l'ordre de Droict: ou

Source : BIU Cujas

contre le tiers possesseur, sans garder l'ordre de Discussion.

Criees douuent surseoir si le debteur garnit la main de biens meubles iusques au debte, & sixiesme pour les frais.

Saisie du fonds & des fruicts ensemblement.

Criees escheants par assignation à iour ferié, sont prorogees au iour non ferié ensuiuant.

Criees. Article trezieſme. Et ſont les iours feriez, eſquels és Bas pays d'Auuergne, Langhadois & Briuadois, l'on ne peut faire ne paſſer Criees les Dimanches, iours de Noel, Paſques, Pentecoſte, Feſte-Dieu, Touſſaincts & les Feſtes de noſtre-Dame tant ſeulement. Article 14. Toutesfois au Haut pays des montagnes d'Auuergne, pour cauſe que les villages dudit pays ſont ſeparez & diſtincts les vns des autres, les Criees ſe feront & paſſeront les iours de Dimanche, à l'iſſue de la grand' Meſſe de Paroiſſe, où le peuple afflue. Article 15. 16. 17. & 18. p. *à Bourb.* Art. 145. de la prinſe à la vente, &c. du iour de la vente, iuſques, &c. *iuſques à ce mot*, comprins, *inclus*. Art. 19. Les prinſe, vente, enſemble les quatre Criees ſeront ſignifiees par meſme adiournement & notification au debteur ou à ſon heritier, ſi aucun en y a apparent audit pays & au tiers poſſeſſeur des heritages criez, en perſonne ou domicile. Art. 20. Les quatre Criees parfaictes, les debteur ou ſon heritier & tiers poſſeſſeur & chacun d'iceux, ſeront adiournez en particulier en perſonne ou domicile ſur la confirmation des Criees par autre adiournement ſeparé, à iour competent pardeuant le Iuge, par auctorité duquel les Criees ſont faictes: ſans ce qu'il ſoit beſoin à chacune des quatre Criees, n'à la vente faire particuliers adiournemens & diuerſes ſignifications, comme l'on auoit accouſtumé faire par cy deuant. Art. 21. Faut és matieres de Criees, garder l'ordre & ſolennité qui ſ'enſuit. Art. 22. C'eſt à ſçauoir que le, &c. p. *à Bourb.* Art. 143. obligatoires ou de contract ou de condemnation de Cour ſeculiere paſſee ſous Seel authentique, & des lettres de Commiſſion ſans autre pouuoir, &c. enſemble les fruicts d'iceux, ſi requis en eſt, apres, &c. de payer en la perſonne ou domicile du debteur ou ſon heritier apparent audit pays. Art. 23. Et ſignifiera, &c. p. *audit Art.* 143. apparent & tiers poſſeſſeur en perſonne, &c. Couſtume, tels que deſſus eſt dit. Art. 24. Auſſi ſignifiera les prinſe & aſſignation de vente à ceux qui pretendent auoir intereſt en general, à la place publique, du principal lieu de la Iuſtice, où les heritages criez ſont ſituez à cry public & haute voix, & aux lieux accouſtumez à faire Criees & proclamations, afin que ſ'il y a aucun qui ſe vueille oppoſer és Criees & y pretendre droict, qu'il n'en puiſſe auoir cauſe d'ignorance. Art. 25. Et eſdites prinſe & vente & à chacune des Criees & ſignifications d'icelles, faudra appeller par le Sergent, qui fera les Criees, deux teſmoins pour le moins, ſ'il eſt lettré: & ſ'il n'eſt lettré, vn Notaire & vn teſmoin. Art. 26. Au iour prefix ſur la vente, qui eſt le xv. iour apres la prinſe, à compter comme deſſus, conuiendra paſſer icelle vente à cry public en la place publique & lieux accouſtumez du lieu principal de la Iuſtice, où les heritages ſont ſituez, en preſence ou abſence des appellez en particulier, & auſſi des appellez en general: & eſtrouſſer les heritages vendus au plus offrant & dernier encheriſſeur: & y peut mettre pris le creãcier & ſon Procureur, à la requeſte duquel les Criees ſont faites. Art. 27. Apres laquelle vente faudra a cry public aſſigner deſlors iournees, tant és appellez en general, qu'en particulier, ſur le premier peremptoire, à la quinzaine enſuiuant, non comprins le iour du premier peremptoire. Art. 28. Et au iour du premier peremptoire, le Sergent le paſſera au lieu principal accouſtumé de la Iuſtice, où les heritages ſont ſituez, à cry public, en preſence ou abſence des appellez en particulier & en general: & aſſignera iournee pour le ſecond peremptoire à la quinzaine enſuiuant, non comprins le iour du premier peremptoire. Art. 29. En ſemblable qualité, forme & maniere de xv. en xv. iours, ſeront paſſez leſdits tiers & quarts peremptoires. Art. 30. Doreſnauant ne ſera faicte aucune eſtime des heritages criez. Art. 31. Et le quart & dernier peremptoire parfait & paracheué, doit le Sergent executeur aſſigner iournees aux parties appellees, tant en particulier qu'en general: c'eſt à ſçauoir au debteur, ſon heritier & detenteur, ſi aucuns en y a, autre que le debteur & heritier en perſonne ou domicile: & és appellez en general és lieux & places publiques, à iour competent pardeuant le Iuge, par l'auctorité duquel les Criees ſont conduites, pour venir voir confirmer les ventes & Criees, & à icelles voir mettre & interpoſer le Decret du Iuge, proceder ſur * l'adiudication du pris prouenu de la vente des heritages vendus, & à la deliurance d'iceluy entre les oppoſans, ſi aucuns en y a, comme de raiſon. Ar. 32. Le Sergent executeur des Criees doit receuoir tous oppoſans & ſuſpendre leur oppoſition, iuſques au quart peremptoire, & apres iceluy donner aſſignation aux oppoſans à iour cõpetent pardeuãt le Iuge, par l'auctorité duquel ſe font les criees, pour dire leurs cauſes d'oppoſition. Ar. 33. Et par icelle Couſtume toutes les

Iours Feriez, eſquels on ne peut faire Criees.

Criees au Haut pays d'Auuergne ſe font à l'iſſue de la grand Meſſe à iour de Dimanche.

Notification de Criees au debteur ou à ſon heritier, & au tiers poſſeſſeur, en perſonne ou domicile.

Adiournement faict au debteur, ou ſon heritier ou tiers detenteur en perſonne ou domicile, ſur la confirmation des Criees.

Aſſignation à tous en general.

Sergent doit appeller deux teſmoins pour le moins, ſ'il eſt lettré: ſinon vn Notaire & vn teſmoin.

Vente comme ſe doit faire & eſtrouſſer.

Creancier ou ſon Procureur peut encherir.

Premier peremptoire.

Second, tiers & quart peremptoires, comme ſeront paſſez.

Heritages criez ne ſeront plus eſtimez.

Aſſignation donnee apres le quart peremptoire tant au debteur, & heritier en perſonne ou domicile: & en general, à tous oppoſans, pour voir confirmer les Criees.

Source : BIU Cujas

* *Aucuns lisent* distribution, *comme il est contenu. Art. 43. cy dessous : mais il ne faut rien changer par l'Article. 35.*

Sergent peut receuoir les oppositions & les suspendre iusques au quart peremptoire.

Sergent par vertu desquelles choses peut faire Criees : & ne doit differer par vertu des oppositions ou appellations s'il n'y auoit inhibitions parties ouyes.

Criees se doiuent & peuuent faire & parfaire par le Sergent, en vertu de la seule commission & de l'obligation ou condamnation de Cour laye sous Seel authentique, iusques à l'assignation de voir interposer le Decret & confirmer la vente, sans autre nouuel mandement de Iuge. Art. 34. Et ne doit le Sergent executeur surseoir par appel ou opposition en faisant les Criees iusques au quart peremptoire inclusiuement, sinon que de ce faire fut inhibé parties ouyes. Art. 35. A l'assignation escheant par deuant le Iuge sur la confirmation des Criees & vente, si les appellez en particulier & general font defaut, & qu'il n'y ait autre opposant, les Criees doiuent estre confirmees : pourueu qu'elles soient solennelles & faictes selon ce que dessus, & le pris adiugé au creancier selon la concurrence de sa debte, droicts & deuoirs Seigneuriaux & directs, frais de Criees prealablement payez. Art. 36. Lequel defaut le Iuge pourra tenir en surseance par tel temps qu'il verra estre à faire : veu la distance des lieux, qualité de la matiere & des parties. Art. 45. les peremptoires encommencez par vn Sergent, peuuent estre paracheuez & conduits par vn autre Sergent, sans qu'il y ait interruption n'omission en iceux, à cause de mutation des personnes des Sergens.

Criees confirmees par le defaut desassigné en particulier & en general.

Peremptoire commencez par vn Sergent peuuent estre paracheuez par vn autre.

Execution comme se peut faire.

LA MARCHE Chap. 30. Art. 370. Peut aussi le creancier, se bon luy semble, commencer son execution sur les biens immeubles & heritages de son debteur ou de son heritier tel declaré, ou à l'encontre de tiers possesseurs & detenteurs des choses immeubles & alienees par son debteur, & suiettes à son hypotheque & chacune partie d'icelles, soient premieres ou dernieres vendues & sans garder ordre de discussion ne commencer premierement, si bon ne luy semble, és biens detenus par son debteur ou par ledit heritier : mais suffit seulement faire par le Sergent inquisition sommaire, de trouuer meuble suffisant pour payer sa debte. Art. 371. Toutesfois si le debteur veut garnir de biens meubles iusques au debt, & au tiers plus pour les frais, il sera receu & doiuent surseoir lesdictes Criees. Art. 372. Le †† creancier peut faire saisir l'heritage à luy obligé & hypothequé, & les fruicts pendans en iceluy & qui escherront pendant le procez de Criees, soit contre le debteur ou son heritier declaré, ou contre le tiers detenteur des heritages hypotheques : mais si le debteur ou son heritier veulent bailler caution suffisante, de rendre les fruicts ou le pris, qui luy seront adcensez par l'executeur pendant les Criees, ils seront receus à les recueillir : aussi sera le tiers detenteur, en baillant caution iuratoire de ce faire. Art. 376. En matiere de Criees le premier defaut emporte gain de cause, tant † contre le proprietaire, qui est adiourné pour voir adiuger le Decret, que contre les opposans. Art. 377. L'on peut faire Criees en tous iours de l'an : fors les Dimanches, les iours de Noël, le iour de Pasques, le iour de la Pentecoste, le iour de la Feste-Dieu, le iour de la Toussaincts & les iours & Festes de Nostre Dame tant seulement : & en tous iours feriez & non feriez au pays, on doit paracheuer les Criees, selon les asignations : & ne peuuent les asignations estre diminuees ou prorogees. Art. 378. Toutesfois si par fortune l'vne des asignations enfuit à l'vn des iours feriez dessus declarez, l'asignation de ce cas est transportee au plus prochain iour non ferié. Art. 379. En matieres de Criees l'on garde l'ordre & solennité qui s'ensuit, & qui faut à l'vn des poincts seulement il faut recommencer, & sont les Criees nulles. Et pour quelque appellation ou opposition, qui suruienne le Sergent executeur ne doit differer : mais continuer les Criees & reseruer toutes oppositions à la derniere Criee, quand il donne asignation pour voir interposer le Decret & doit cõmencer comme s'ensuit. Ar. 380. Premieremẽt en vertu de cõmissiõ du Iuge & d'obligatiõ ou cõdamnatiõ sous Seel Royal, s'il procede par auctorité du Iuge Royal ou d'vn Iuge de Madame ou par vertu d'obligation faicte sous Seel authentique qui ait audict pays garde de Seel & contracts, & s'il procede par auctorité du Bailly ou du Iuge dudict Seel ou d'autre Seel authentique, il doit sommer la partie, qui est debteur ou celuy qui s'est declaré son heritier ou le tiers detenteur des biens hypothequez, lesquels il voudra saisir de payer la somme pretenduë par le creancier. Art. 381. Et doit estre faicte la sommation en personne ou domicile parlant à quelqu'vn

†† *Cest Art. 372. est accordé pour Coustume nouuelle.*

Premier defaut en matiere de Criees, emporte gain de cause.

† *Ces mots, tant contre, &c. iusques à la fin, sont de nouuel adiouste.*

Criees à quels iours se peuuent faire ou non, & se doiuent paracheuer selon les asignations.

En Criees qui faut d'vn point, doit recommencer : & ne doit l'on differer pour opposition ou appellation quelconque.

Criees comme doiuent estre faictes par le Sergent.

Sommation & commandemens comme seront faits.

Source : BIU Cujas

de ceux qui y demeurent, ſi le domicile eſt en la Marche : & ſi le debteur, heritier ou tenancier n'ont domicile au pays, la ſommation ſe doit faire au deuant de la porte de l'Egliſe du lieu, où ſont aſſis les biens que l'on veut ſaiſir & ce à haute voix : & peut prendre tout delay pour refus : & ce faict faire inquiſition ſommaire de trouuer meubles ſuffiſans & de tout faire mention en ſon procez verbal de la diligence qu'il en a faicte : enſemble de la ſommation. Art. 382. Et ce faict, doit ſignifier à la partie, comme deſſus, qu'à faute de payement, il prend ſaiſit & met en la main de Iuſtice, les heritages ou l'heritages qu'il veut prendre & ſaiſir pour venir au payement du deu, & en ſigne de ce pourra mettre au lieu principal vn brandon ou autre ſigne de main-miſe ainſi faicte. Art. 383. Icelle prinſe & main-miſe faicte, le Sergent doit ſignifier au detenteur des heritages ſoit le debteur heritier ou tiers poſſeſſeur, la prinſe des heritages & que la vente ſe faict à tel iour, & que les iiii. Criees enſuiuans ſe feront par luy, c'eſt à ſçauoir la premiere tel iour, la ſeconde tel iour, la tierce tel iour, & la quarte tel iour : & par meſme ſignification, adiournement & notification, ſans faire notification particuliere à la vente ny és quatre Criees, ſi bon ne luy ſemble : & ſuffit faire la notification à la perſonne du debteur ou de ſon heritier, ſi aucun en y a apparent au pays, & au tiers poſſeſſeur des heritages criez en perſonne ou domicile. Art. 384. Les delais des ventes & Criees ſont tels : c'eſt à ſçauoir que du iour de la prinſe à la vente, y a xv. iours : & du iour de la vente, iuſques au premier peremptoire xv. iours, du ſecond au tiers xv. iours, du tiers au quart xv. iours : ſans en ce comprendre le iour de la prinſe ne de la vente ne des peremptoires : & faut que les xv. iours ſoient francs. Et ſi comme dict eſt l'vne des aſſignations eſcheoit à quelque iour qui fut ferié des feriees obſeruees, l'aſſignation ſera remiſe au plus prochain iour non ferié : & ſera icelle aſſignation notifiee par le Sergent en faiſant la notification generale des iours des aſſignations : leſquelles il ſera tenu compter par nombre de mois, enſemble les iours de toutes les autres aſſignations. Art. 385. C'eſt à ſçauoir que ſ'il faict la prinſe le dernier iour de Iuillet, il doit ſignifier qu'il procedera à faire la vente le xvi. iour d'Aouſt : & ſi par fortune le xvi. iour d'Aouſt eſt ferié, il doit ſignifier qu'il procedera à faire la vente, le xvii iour dudict mois, à cauſe de la ferie : & d'iceluy xvii. doit ſignifier le premier peremptoire au ſecond iour de Septembre, ſ'il n'eſt ferié, ou autre iour enſuiuant ſ'il eſt ferié, & ainſi d'vn chacun des peremptoires. Art. 386. Aux Prinſes, Ventes, Criees & notifications, le Sergent, ſ'il ſçait eſcrire peut proceder ſans Notaire auec deux teſmoins : ſinon doit auoir auec luy vn Notaire & deux teſmoins, qui ſigneront ſon procez verbal pour y adiouſter foy. Et ſi le Sergent eſtoit empeſché qu'il ne peut paracheuer par maladie ou autrement, ou le premier Notaire & les teſmoins ne peuſſent aſſiſter à toutes les aſſignations, autres Sergens, Notaires & teſmoins pourront eſtre ſubrogez & paracheuer ce que les premiers ont commencé. Et ſi par fortune au lieu, où les Criees ſont commencees y auoit peſte ou autre inconuenient que l'on ne peut paracheuer, les Criees pourront eſtre continuees & paracheuees au plus prochain lieu notable, en ſignifiant ce que dict eſt aux appellez en particulier. Art. 387. Apres les ſignifications particulieres faictes au debteur & tiers detenteur, le Sergent ſe tranſportera en la place publique du principal lieu de la Iuſtice, où les heritages criez ſont ſituez & aſſis. Et illec à cry public & haute voix aux lieux accouſtumez à faire Criees & proclamations, & en la preſence deſdits Notaire & teſmoins ſignifiera la prinſe, aſſignation de vente & aſſignation d'autres Criees en general, à tous ceux qui peuuent pretendre intereſt à icelles Criees, & que ſ'il y a aucun qui ſe vueille oppoſer és Criees & pretendre droict és heritages, qu'il vienne : autrement n'y aura plus de recours & en fera ou fera faire mention en ſon procez verbal. Art. 388. Au iour que la vente ſera aſſignee, l'executeur eſtãt en la place publique, paſſera icelle vente deſdictes heritages criez en la preſence ou abſence des appellez en particulier : & auſſi des appellez en general & eſtrouſſera verbalemẽt les heritages vendus au plus offrant & dernier encheriſſeur : ſauf que ſi pendant les Criees aucun offre greigneur pris, il ſera receu, & y peut mettre, &c. p. *au 26. Art. d'Auuergne*. Art. 389. Apres laquelle vente ainſi faite en la place publique faudra aſsigner deſlors, à cry public iournee, &c. p. *à Auuergne*. Art. 27. particulier à comparoir ſur la place. Et pour le premier peremptoire, au iour apres la quinzaine enſuiuant, à compter comme deſſus. Art. 390. Et ledit iour aduenu faire en ladicte place en l'abſence ou preſence des appellez en general ou particulier ſemblables intimations que deſſus : & declarera ledit Executeur qu'il paſſe le premier peremptoire & donnera aſsignation pour le

Notification faite au debteur heritier ou tenãcier.

Brandon ſigne de main-miſe.

Notification des Criees faite au debteur ſon heritier ou tiers detenteur, à perſonne ou domicile.

Aſsignation de Criees eſcheant à iour Ferié, ſe continue à iour non ferié.

Sergent comme doit compter ſes aſsignations.

Sergent ſ'il ſçait eſcrire, doit auoir deux teſmoins : ſinon vn Notaere & deux teſmoins qui ſigneront le procez verbal de Criees.

Sergens Notaires ou teſmoins autres que les premiers peuuent eſtre appellez pour paracheuer les Criees

Criees comme ſe doiuẽt paracheuer quãd la peſte eſt au lieu des heritages ſaiſis ou autre inconuenient.

Peremptoires en fait de Criees comme ſe doiuẽt paracheuer.

Source : BIU Cujas

Aſſignation donnee au debteur, ou ſon heritier ou tiers detenteur & aux oppoſans.

Sergent doit ſuſpendre toutes oppoſitions iuſques au quart peremptoire.

Commandemens ſont prealables: autremẽt les Criees ſont nulles.

Criees des immeubles peuuẽt eſtre faites ſans perquiſition de meubles.

†† *Ces Art. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. ont eſté mis au lieu des Art. 373. 374. 375. 376. 377. & 378. anciens.*

Attache de la premiere Criee contre la porte de l'Egliſe Parochiale, où ſont ſituez les lieux ſaiſis.

Autre attache contre la porte ou entree de la maiſon ou Pannonceau Royal.

Quatre Criees ſeront faites les iours de Dimãche, iſſue de grãd Meſſe Parochiale.

Premiere Criee.

Encheres des immeubles ſaiſis doiuent eſtre ſignifiees par le Sergent.

Seconde Criee.

Tierce Criee comme ſera faicte.

Quarte Criee.

* Aliàs, *par.*

ſecond peremptoire, apres l'autre quinzaine enſuiuant, & ainſi de peremptoire en peremptoire, iuſques au quart. Art. 391. Et apres ledit quart & dernier peremptoire parfaict & paracheué, le Sergent executeur doit de rechef ſe trãſporter és perſonnes ou domiciles du debteur ou ſon heritier & des tiers detenteurs & leur donner aſsignation à iour certain & competent, &c. p. *a Auuergne.* Art. 31. Decret, proceder ſur l'adiudication du pris, deduire leurs cauſes d'oppoſition & proceder, comme de raiſon. Art. 392. Ledict Sergent doit ſuſpendre toutes oppoſitions, iuſques au dernier peremptoire incluſiuement: deſquelles oppoſitions ſelon ce qu'elles ſont faictes durant les Criees, il doit faire mention en procez verbal. Et ledit quart peremptoire paſſé doit en particulier à tous les oppoſans parlant à leurs perſonnes ou en leurs domiciles, s'aucuns en ont au pays, luy eſtant en la place publique aſsigner iour à tous les oppoſans apres ledict peremptoire. Et à tel iour qu'il donnera au detenteur ou debteur pour voir interpoſer le Decret. Et ne doit, &c. p. *a Auuergne.* Art. 34. s'il ne luy eſt inhibé ou defendu par ſon ſuperieur, parties ouyes.

LODVNOIS Chap. 22. Art. 6. L'on ne peut proceder par execution à vente, Criee & ſubhaſtation d'vne heredital immeuble pour aucune debte, que premier commandement n'ait eſté faict au Seigneur ou detenteur d'icelle choſe, de payer la debte: autrement par defaut de ce, le Seigneur peut donner valable & receuable oppoſition, où il appartient, contre la vente, Criee & ſubhaſtation, de ſa choſe: & pourtant qu'à luy touche, eſt ladicte Criee, vente & ſubhaſtation nulles.

POICTOV Tit. 20. Art. 433. Et ſi †† la partie pourſuiuant ne vouloit proceder par diſcuſſion de meubles, pourra faire ſaiſir les immeubles & iceux vendre & ſubhaſter ſans qu'il ſoit beſoin pour la validité de l'exploict des Criees ou autre Saiſie & main-miſe de perſonne, ou de biens, faire perquiſition de biens meubles, mais ſuffira du commandement deuëment faict à perſonne ou domicile. Art. 435. La ſaiſie faicte, le Sergent doit & eſt tenu laiſſer vne attache contenant la declaration des choſes criees, contre la porte & entree principale de l'Egliſe Parochiale deſdits lieux criez. Et ſi leſdicts heritages ſont aſſis en diuerſes Paroiſſes, ſera faict le ſemblable en chacune des Paroiſſes pour le regard de ce qui ſera aſſis en icelles. Art. 436. En toutes Saiſies aſſiſes és villes & villages en faiſant la ſaiſie ou deuant la premiere Criee, ſera mis & affiché ſur l'entree de la maiſon vn Pannonceau Royal, au deſſus duquel ſera eſcrit, *Que la maiſon eſt ſaiſie & miſe en Criees, & la cauſe* de la Saiſie: de laquelle attache l'executeur fera mention par ſon rapport & procez verbal. Art. 438. Le Sergent executeur doit aller aux iours de Dimanche à la Paroiſſe ou Paroiſſes, où les heritages & biens immeubles criez ſont ſituez & aſſis tant és villes, que villages, & à l'iſſuë de la grand Meſſe Parochial, crier & ſubhaſter les biens ſaiſis par quatre cris & ſubhaſtations: & à la premiere fois faire à ſçauoir par cry public & haute voix, que les biens & heritages ſont en vente pour telle cauſe & pour telles charges & obligations du creancier, & autres ſ'aucuns ſe trouuent qui luy fiſſent declaration & vinſſent à ſa congnoiſſance. Art. 439. Si les biens ſont mis à pris, doit le Sergent faire à ſçauoir ledit pris par cry public, comme deſſus, & que ſ'il y a aucun qui plus en vueille offrir & donner ou meilleure condition appoſer ou ſ'oppoſer incontinent, qu'il vienne auant dedans huict iours & il ſera receu, & que c'eſt le premier cry: & ſemblablement à chacune enchere le doit faire à ſçauoir & auſſi au debteur: & que la ſeconde Criee ſera à la huictaine. Art. 440. Au huictieſme iour enſuiuant, doit ſemblablement le Sergent executeur faire à ſçauoir par cry public, à iſſuë de la Meſſe Parochiale la vente des biens criez & que c'eſt le ſecond cry de huictaine & que ſ'il, &c. qu'il vienne dedans quinze iours & il y ſera receu & que la troiſieſme ſera à la quinzaine. Art. 441. Et à la quinzaine doit pareillement ledict Sergent executeur faire à ſçauoir par cry public, à iſſue de Meſſe Parochiale, la vente des biens criez & que c'eſt le troiſiéme cry, qui eſt de quinzaine, & que ſi aucun veut encherir les biens qu'il vienne dedans tel iour enſuiuant, & que iceluy durant (qui doit contenir quatre iours pour le moins) il y ſera receu, comme de droict. Art. 442. Et doit le Sergent attendre les quarante iours pour le moins: & au iour de quarantaine, ſ'il eſt iour de Dimanche, ſinon au plus prochain Dimanche enſuiuant, faire à ſçauoir par cry public, à iſſuë de la Meſſe Parochiale, que leſdictes choſes ſont en vente & pour telle cauſe & à tel pris, que ſ'il y, &c. ou ſoy oppoſer & dire au contraire qu'il vienne auant, & il y ſera receu: autrement & que c'eſt le dernier cry & ſera l'on receu pour * tout

Source : BIU Cujas

le iour, iusques au iour couchant & non plus. Aussi doit le Sergent à chacun cry ou terme qu'il procedera au faict des Criees : c'est à sçauoir à celuy de huictaine faire à sçauoir celuy de quinzaine : qui sera tel iour, &c. & ainsi des autres.

ANGOVMOIS Chap. 8. Art. 102. Quand aucune chose immeuble est saisie & mise en cry public, auant qu'aucun Decret puisse estre mis & interposé és choses criees, il est requis faire quatre Criees & proclamations : la premiere desquelles se doit faire au iour de Dimanche, en la Paroisse, en laquelle les lieux criez sont situez & assis, & en lieu public d'icelle, & issuë de Messe Parochiale. La 2. 3. & 4. se doiuent faire à iour de marché en la Chastellenie, iurisdiction & territoire, où ladicte chose criee est situee & assise : & si en icelle iurisdiction n'y auoit aucun marché, seront les Criees faictes au lieu & Seigneurie plus prochaine, où il y aura marché. Art. 103. Et l'assignation du premier cry doit contenir huictaine, du second quinzaine, & du troisiéme trenteine, & du quart quarante ou cinquante iours, si les assignations estoient à iour de marché : & si elles n'y estoient, elles & chacunes d'elles sont contenues és prochains iours de marché, suiuant lesdictes assignations. Art. 104. Et dés la premiere assignation, le Sergent peut bailler & assigner à partie, les trois assignations subsequentes. Art. 105. Et est necessaire garder la forme susdicte : autrement si és assignations y a defaut ou en l'vne d'icelles, il conuient refaire l'assignation defectueuse & celles qui apres la suiuent, si aucunes en y a, la precedente ou precedentes demourans en leur force & vertu. Art. 111. Esquelles matieres sont tous opposans contumacez par deux Defaux : & le debteur par vn seul Defaut.

Quatre Criees comme seront faictes.

Deux defaux contre les opposans, & vn seul contre le debteur.

LA ROCHELLE Chap. 6. Art. 14. Quand aucun est iugé ou condamné par vertu d'vn mandement de debitis ou du Iuge, s'il est de Cour seculiere, soit le iugé contenu en sentence de condamnation ou en lettres obligatoires, le Sergent peut faire commandement au debteur, à la requeste du crediteur : & en defaut d'obeyr au commandement, s'il n'y a opposition & garnison de main faicte, prendre & saisir des biens meubles du debteur, & en defaut des biens meubles du debteur, saisir les heritages du debteur à ce obligez & iceux crier & subhaster. Art. 16. Et peut faire commandement & execution, que dessus, celuy qui a droict du principal creancier. Art. 19. Quand aucuns heritages sont en Criees durant quarante iours & par competant interualle de temps, par trois Criees en la Rochelle, & vne autre sur les lieux hors la ville, à iour de Feste ou iour de marché solennellement a son de trompe, les Criees sont bonnes pour obtenir adiudication de Decret. Et les Criees faictes & parfaictes, sera tenu le Sergent icelles rapporter a la Cour, dudict Gouuernement, au iour ordonné, & de ce le Greffier fera Registre. Et a ce qu'aucun ne puisse pretendre ignorance desdictes Criees, a l'Auditoire sera remise & affichee l'attache, contenant le nom des heritages, le lieu, où ils sont situez & assis, le nom du poursuiuant des Criees & de celuy, sur lequel on crie : ensemble & par pareille etiquette seront mises audit Auditoire les Encheres.

Commandemens sont prealables en toute saisie.

Execution faicte premierement sur les meubles, & puis sur les immeubles.

Trois Criees dans la Preuosté de la Rochelle, & vne autre hors la ville à iour de Feste ou de marché.

Registre des Criees fait par le Greffier.

Attache.

TOVRNAY Tit. 6. Art. 1. Que toutes venditions d'heritages necessaires en la ville & pouuoir d'icelle, seront publiees & criees par trois Dimanches de quinzaine en quinzaine entre chacune publication & criee, affigeant à chacune Criee Billets contenans cottation d'icelles Criees : à sçauoir premiere, seconde & tierce, tant aux portaux des Eglises Parochiales, comme maison de la ville : & se feront icelles Criees au deuant desdictes Eglises Parochiales : lesquelles Criees ainsi faictes seront de telle force & vertu que sans debat elles purgeront lesdicts heritages de toutes obligations & hypotheques faites par main assise, rapport d'heritage & autres charges superficielles, non cõcernans le fonds & proprieté d'iceux : de sorte que si ceux ayans droict desdites hypotheques, obligations, main assises, rapport d'heritage ou autres dessusdits, estoiẽt en defaut de debattre lesdictes Criees, où les deniers procedans desdites ventes, durant le temps d'icelles, ou au plustost en dedans Samedy au soir apres la derniere desdictes Criees, en dedans la cloche du vespre sonnee au Bellefroit, tels defaillans de faire lesdicts debats perdent leursdictes hypotheques, si auant que touche lesdits heritages vendus, qui demoureront purgez & deschargez desdites hypotheques : sans ce que les ayans droict d'icelles, puissent iamais reuenir sur lesdits heritages ainsi vendus. Art. 2. Mais és alienations volontaires les heritages pourront estre purgez en vertu de lettres patentes contenantes clause d'auctorisation & par trois Edicts & Criees, comme dessus, signifiant icelles aux creanciers congnus, & s'addressera le committimus d'icelles lettres de purge,

Source : BIU Cujas

aux Eſcheuins & autres Iuges, par deuant leſquels les ventes deſdits heritages ſeroient faictes & paſſees, & les deniers d'iceux heritages vendus, ſe deuront conſigner ſous le depoſitaire d'iceux Eſcheuins ou autres Iuges, par deuant leſquels icelles ventes ſeroient paſſees. Et en chacun cas deſdictes venditions & alienations : demoureront les actions perſonnelles ſaufues aux crediteurs, ſi aucun en y a: & les reelles aux mineurs abſens.

† *Ceſt Art. 118. a eſté contredit par aucuns de l'Eſtat des Nobles, non faiſans toutesfois la plus grãd partie dudict Eſtat, & meſmes fut contredit par le Seigneur de Fenzouet, Maiſtre Nazare l'enfant, Baillif de Taillebourg comme ayant charge pour la Comteſſe dudict lieu, qui ſ'oppoſoient formellement à ce que ledit Art. fut arreſté. Car ils diſoient qu'ils eſtoient en poſſeſſion & ſaiſine par temps immemorial de faire faire les Criees des choſes aſſiſes audit Comté de Taillebourg, en la ville de Taillebourg par leurs Sergens, & ſur icelles deuëment faites veoir interpoſer le Decret par le Iuge du lieu. Mais par ce que leſdits contrediſans ne faiſoient preſque la plus grande partie de l'Eſtat des Nobles, & que tout le demeurant deſdicts Eſtats accordoit ledit Art. appointaſmes que leſdits Officiers de ladicte Comteſſe bailleroient leur dire par eſcrit pour eſtre inſeré en noſtre procés verbal. Les Chaſtellains & Iuſticiers declarent chacun en droict ſoy ne conſentir ledict Art. en la forme qu'il eſt poſé, d'autant qu'il peut nuire ou preiudicier à leurs droicts & de leurs iuriſdictions & executions de ſentences, condemnations & mandemens d'eux & de leurs Iuges, à faire par leurs Sergens & Officiers tant par Criees & ſubhaſtations qu'interpoſition de Decret & dependences d'iceluy & autrement. Auquel diſmes qu'il ne monſtroit la charge des Seigneurs Chaſtellains & Iuſticiers, deſquels indefiniment eſtoit faicte mention en ladicte cedule, & que le iour precedent il n'auoit point parlé pour eux: mais ſeulement pour la Com-*

XAINCTONGE Tit. 17. Art. 118. En † matiere de Criees & ſubhaſtations ſont requiſes iiii. Criees, dont les trois ſe doiuent faire en la plus prochaine ville Royale des lieux mis en Criees, dont ils ſont du reſſort, de quinzaine en quinzaine à iour de marché par vn Sergent Royal : & l'autre & quarte Criee ſe doit faire au bourg de marché ſ'il en y a, ou ſ'il n'y en a, à l'Egliſe Parochiale, iour de Feſte, †† iſſue de Veſpres ou de grand Meſſes.

BOVRDEAVX Chap. 13. Art. 114. L'on doit faire les Criees des immeubles en la ville & Cité de Bordeaux de neuf en neuf iours, iceux neuf iours francs. Et ſi l'vne des Criees tombe à iour de Feſte, doit eſtre faite le lendemain : & és autres villes & iuriſdictions ſubalternes en Bourdelois, l'on doit faire les Criees de Cour en Cour.

ACS Tit. 14. Art. 1. Es Cours baſſes l'on commencera par main-miſe de biens immeubles : ſeront faictes trois Criees de huict en huict iours & en iugement, comme eſt d'vn Lundy à l'autre, ſ'il eſt iour iuridic ou autrement ou ſuiuant iour de Cour, & ainſi des autres iours, ſi en autres iours les Criees ſont commencees : & les trois Criees faictes & parfaictes, l'executeur notifiera & publiera les Criees en preſence du peuple & en iour de Dimanche ou autre Feſte ſolennelle à l'Egliſe quand le peuple y eſt aſſemblé & aſſignera aux parties & à tous les autres à voir faire la quarte Criee en iugemẽt & interpoſer le Decret. Art. 2. Et ſi les Criees ſe font en ville muree, ont accouſtumé eſtre faictes aux carrefours à ſon de trompe de huict en huict iours comme deſſus, & auſſi la publication, & au iour aſſigné la quarte Criee ſera faicte en iugement, & procedé à l'interpoſition du Decret ou autrement comme de raiſon. Art. 3. Mais quand les Criees ſont faites par l'auctorité du Seneſchal ou du Preuoſt Royal, ſont faictes de neuf en neuf iours, ſans comprendre le iour de la Criee, & hors iugement ſur les lieux : reſerué la quarte, qui ſe faict en iugement.

S. SEVER Tit. 16. Art. 1. Quand aucunes Criees & ſubhaſtations ſe font par auctorité de Iuſtice Royale, il y a quatre Criees tant en biens meubles qu'immeubles. Art. 2. Et ſi l'on faict Criees de biens immeubles de neuf en neuf iours, huicts deſdits iours francs, à compter du iour de la prinſe & main-miſe, & en iceux non comprins les iours de la main-miſe & Criees faictes. Art. 4. Et ſi elles, &c. *mis cy deſſus Tit. huict nombre.* Art. 5. Et ſe doiuent faire les Criees és lieux accouſtumez, où la main-miſe a eſté faicte, ſ'il eſt queſtion de biens meubles ou immeubles roturiers. Art. 6. Mais ſ'il eſt queſtion de biens Nobles immeubles, ſe doiuent faire en la ville de S. Seuer & halle d'icelle, comme principale de la Preuoſté. Art. 7. Et ſi la Criee tomboit à iour de Dimanche ou autre Feſte ſolennelle ou és octaues precedentes ou ſubſequentes de Noël, doit eſtre faicte le prochain iour enſuiuant.

BAYONNE Tit. 15. Art. 1. Quand aucune choſe immeuble eſt expoſee en vente, les Criees ſont faictes à ſon de trompe & par la Crie de la ville, appellé vn Sergent, qui apres que la trompete a ſonné, lit de mot à mot la forme du cry accouſtumé en ladite ville, & la Crie le prononce & profere à haute voix. Art. 2. Et tel cry eſt faict de neuf en neuf iours conſtant & inclus és neuf iours le iour que la Crie ſe faict : & ce en la neufieſme Crie, & non en la neufieſme de la Crie apres enſuiuant. Art. 3. Les Criees ont accouſtumé eſtre faictes en lieux & carrefours qui ſ'enſuiuent: ſçauoir eſt la premiere Criee à la place publique, le ſecond cry aux carrefours du bout de la ruë du Pont Maieur, vers le Pont de la Saillie & port du Caſtet: le tiers cry à l'autre carrefour de la ruë du Bourg neuf, pres le Conuent S. Eſprit: & le quart au Bourg S. Eſprit, & apres au carrefour de la ruë du Bourg neuf, pres le Conuent des freres Preſcheurs. Pareillement au milieu de la ruë de Panecau: & auſſi au bout de ladicte ruë, vers le

teſſe de Taillebourg, & auſsi qu'il y auoit beaucoup deſdicts Iuſticiers qui n'auoient contredit audict Titre. Parquoy n'auoit aucun propos d'inſerer ladicte cedule en noſtre procez verbal. Lequel l'Enfant oudit nom nous dict qu'il auoit charge expreſſe deſdits Seigneurs Chaſtellains & Iuſticiers & qu'il en feroit apparoir, nous requerant que voluſsions inſerer ladicte cedule en noſtre procez verbal. Auquel diſmes, afin qu'aucune choſe ne demeuraſt omiſe de ce qu'en auoit eſté faict & pour venir audict l'Enfant, qu'il baillaſt au nom de ſa Maiſtreſſe de Taillebourg & de ceux deſquels il monſtreroit procuration en ladicte Cour, que volontiers inſererions ladicte cedule en noſtre procez verbal.

†† *Ces mots*, iſſue de, *&c. ont eſté adiouſtez de l'aduis des Eſtats.*

pont de Bertaco : ſemblablement au carrefour du port du Peis, vers la ruë des Baſques, & au carrefour de la ruë de Sauuaignac : & au carrefour de la ruë Maieur vers la boucherie deuers le bas : & en vn autre deuers le haut, vers la rue des Faures : vers la rue de l'Eueſque & montent en tout douze cris par chacune Criee. Art. 4. Si les Criees ſont faictes en plus briefs iours que de neuf, ne ſont aucunement valables. Art. 5. Mais ſi elles ſont faictes en plus long iours & diſcontinuees du conſentement de l'impetrant, ſont neantmoins bonnes & valables : pourueu que telle diſcontinuation ou prorogation ne ſoit plus longue que de quinze iours outre leſdits neuf iours entre l'vne & l'autre deſdites Criees. Art. 6. Chacun des Trompete, Sergent & Crie pour chacun iour qu'ils font les douze cris pour leur ſalaire, a vn ſols t.

Salaire des Trompetes pour les Cris.

LA BOVRT Tit. 14. Art. 13. Si le creancier par ſentence, obligation ou autrement deuement faict apparoir de ſon debte au Bailly & demande Criees, le Bailly les luy doit octroyer ſur les biens immeubles du debteur, leſquels le creancier eſt tenu ſpecifier, deſigner ou limiter. Art. 14. Le Merin ou Sergent de la Paroiſſe doit faire les Criees par trois Dimanches prochains enſuiuans & conſecutifs en l'Egliſe Parochiale, où le debteur demeure, ou bien là où iceux biens ſont aſſis : & icelles faictes & parfaictes, les doit rapporter en iugement au Baillif ou ſon Greffier : & ſi oppoſition n'y a, iceluy Baillif doit aſſigner aux parties certain iour pour ſoy tranſporter ſur les choſes criees pour y interpoſer ſon Decret. Art. 15. Et à ce iour ſe doit tranſporter auec ſon Greffier & Sergent ou Merin, & trois ou quatre bons preudhommes, qu'il doit prendre en icelle Paroiſſe non ſuſpects, auec leſquels le plus iuſtement que faire ſe peut, doit eſtimer & apprecier les choſes criees, & ce faict y interpoſer ſon Decret & adiuger & mettre le creancier en poſſeſſion d'icelles choſes criees, iuſques à la valeur & ſomme de ſon debte, ſelon l'eſtimation qui en eſt faicte en argent contant, quand le debteur eſt tenu preciſement à payer en argent, ou en payement quant le debteur n'eſt tenu preciſement à argent, & que en baillant autre payement peut euiter priſon, ce que deſſus eſt declaré. Art. 16. Si les terres, vergers ou autres biens immeubles du debteur ſuffiſent à faire ſe payement, iceluy Decret ne doit eſtre interpoſé ſur la maiſon & iardin vulgairement appellé caſau. Art. 17. Toutesfois des autres immeubles le creancier peut choiſir de tel quartier ou endroit qu'il voudra.

Criees comme ſeront octroyees.

Criees comme ſeront faites par trois Dimanches conſecutifs.

Decret ne peut eſtre interpoſé ſur la maiſon & iardin, ſi les biens ſuffiſent d'ailleurs.

SOLE Tit. 29. Art. 12. p. *à la Bourt.* Art. 13. a faict mettre les bans ſur les biens immeubles du debteur & le terme du ban, qui eſt quarante iours eſt expiré & faict apparoir de ſon debte à la Cour de Lixarre, & demande enquant, Criees & ſubhaſtations par ban ſeruy, luy doit eſtre, &c. Art. 13. Quand la Cour de Lixarre a octroyé l'enquant des biens immeubles, la Crie iuree de Mauleon, doit faire les Criees & expoſer en vente à l'enquant public du Seigneur, les biens immeubles, dont l'enquant eſt octroyé, au plus & dernier encheriſſeur par quatre iours de marché ſuiuans & conſecutifs, au marché de Mauleon, quand le peuple eſt amaſſé audict marché, és quatre lieux accouſtumez. Art. 14. Et icelles faictes on doit rapporter en la Cour de Lixarre ce qui ſera eſté preſenté, & qui ſera le plus offrant & dernier encheriſſeur : & ſi aucun y a mis oppoſition ou empeſchement. Art. 15. Et ha la Crie iuree pour faire les Criees & rapport xxvii ardits de ſalaire. Art. 16. Auſſi doiuent eſtre faictes les denonciations des Criees & ſubhaſtations en le faiſant à ſçauoir au peuple par les trois Recteurs ou Vicaires des trois Egliſes Parochiales plus prochaines incluſe l'Egliſe Parochiale, ou leſdicts biens ſont aſſis, par trois Dimanches ſuiuans en leurs Meſſes Parochiales faiſant leurs prieres en leurs Sermons, comme tels biens ont eſté mis en Criees à l'enquant public du Seigneur au plus offrant & dernier encheriſſeur. Et ſi aucuns lignagers ou parens * qui les veullent retenir en payant les creanciers ou autrement, ſi aucun y pretend intereſt, qu'ils comparoiſſent en la Cour de Lixaire, où ils ſeront omis en leur droict, & leur ſera faict Iuſtice. Art. 17. Et les denonciations faictes les Vicaires ou Recteurs, doiuent faire rapport à la

Recteurs ou Vicaires des trois Egliſes Parochiales incluſe l'Egliſe Parochiale, où les biens ſont ſituez, doiuent faire les denonciations des Criees.

* *Prins ou reprins.*

Source : BIU Cujas

Recteurs Vicaires.

Commandemens ſont prealables en matiere de Criees.

Saiſie.

Tranſport.

Eſtabliſſement de Commiſſaires.

Declaration des heritages par tenans & abboutiſſans.

Affiches de Pannonceaux & armoiries.

Aſſignatiõ au Commiſſaire & au proprietaire.

Criees comme ſe doiuent faire & continuer.

Attachmiſe des la premiere Criee à la principale porte de l'Egliſe Parochiale, ou aux manoirs.

Oppoſans & Encheriſſeurs receus par le Sergent, eſliront domicile.

Affiches ſecondes à la porte de l'Auditoire.

Aſſignation au debteur dernier encheriſſeur & oppoſans pour voir proceder à l'adiudication, & ſera baillee copie aux debteur & oppoſans.

Sergent errant au fuict des Criees.

Prorogation n'annulle les Criees ſi elle n'excede plus d'vn mois, les delais ordinaires.

Tiers detenteur adiourné.

à la Cour de Lixarre des denonciations & publications par eux faites: & ſi aucun y a mis oppoſition ou empeſchement, ſe doit faire le rapport par acte de Notaire, s'ils ne viennent en perſonne. Art.18. Et a chacun deſdits Recteurs ou Vicaires ix.ardits pour leur ſalaire des denonciations & rapport: auſſi la partie doit payer le ſalaire de l'acte dudit rapport.

BAR Tit.16. Art.213 Les Criees & ventes d'heritages ſe feront cy apres comme s'enſuit, ſçauoir que les commandemens ſe feront par le Sergẽt au domicile du debteur, s'il eſt demeurant au dedans dudit Bailliage: ſinon au detenteur de l'heritage ou à cry public au lieu, où ſont aſſis les heritages. Art.214. En defaut de payement le Sergent ſaiſira les heritages affectez, ſur leſquels il ſe tranſportera, eſtablira Commiſſaires, baillera declaration des heritages par tenans & aboutiſſans auec affiches & appoſition de Pannonceaux, & armoiries, aux manoirs, ſ'il y en a: ſinon au lieu public, auec aſſignation au Commiſſaire, pour preſter le ſerment, & à la partie pour voir ce faire, & les defenſes en tel cas accouſtumees, & ſi baillera coppie aux parties & Commiſſaire de ladite aſſignation. Art.215. Se feront & continueront les Criees publiquement par trois quinzaines à iour de Dimanche, & le mois ſuiuant qui eſt le iv. Dimanche à l'iſſue de Meſſe ou Veſpres Parochiales, és lieux, où les heritages ſont aſſis, qui ſeront ſignifiees au debteur, & des la premiere Criee laiſſera le Sergent declaration par le menu de tous les heritages mis en vente qu'il affigera à la principale porte de l'Egliſe Parochiale dudit lieu, où leſdits heritages ſeront aſſis, ou aux manoirs, ſ'il en y a. Art.216. Tous encheriſſeurs ſeront receus par le Sergent en faiſant les Criees, enſemble tous oppoſans: & neant-moins ne leur baillera aſſignation, ſinon à la fin des Criees: leſquels oppoſans & encheriſſeurs ſeront tenus d'eſlire domicile entre les mains du Sergent. Art.217. Aux ii. quinzaines d'apres le Sergent retournera ſur les lieux, où il fera pareille publication, & laiſſera affiches ſans autre declaratiõ par le menu des heritages. Et à chacune des iii. quinzaines le Serg. fera pareille publication au deuãt de l'Auditoire ou lieu public, où ſe fera la pourſuite des Criees, & y laiſſera affiches. Art.218. Le mois eſcheu, le Sergẽt retournera au lieu, & ſignifiera que les Criees s'expirẽt le iour meſmes, & lors baillera aſſignatiõ au debteur, dernier encheriſſeur & oppoſans, ſi aucun en y a, pour voir proceder à l'adiudicatiõ des heritages mis en criees, & laiſſera copie de toutes les beſongnes au debteur & oppoſans, & ſi fera mẽtiõ en ſes exploits, qu'il s'eſt retiré au Greffe, afin de ſçauoir s'il y auroit quelque oppoſant. Art.219 Le Sergent ne pourra accelerer les iours ordinaires des Criees, & s'il erre en ceſt endroit ou autre, faudra recommencer en ce ſeulement, où il ſe trouuera faute. Et eſt tenu de prendre deux Recors à chacune des Criees. Art.220. La prorogation des Criees faites par le Sergent, ne pourra annuller les Criees, moyennant qu'elle n'excede plus d'vn mois les delais ordinaires. Art.230. Auant proceder aux ſaiſies & Criees fait adiourner le tiers detenteur en matiere d'hypotheque, & luy demander payement du debt ou rente que l'on pretend.

II. NIVERNOIS Chapitre 32. Art.28. En telle maniere que durant les Criees, le debteur [1] principal ne ſon heritier ny tiers detẽteur non oppoſant, n'autres parties oppoſantes & ayãs intereſt aux Criees directemẽt ou indirectemẽt, ne iouirõt des heritages pour quelque cautiõ qu'ils puiſſent bailler, ſi ce n'eſt du conſentemẽt du pourſuiuãt des Criees & des autres parties oppoſantes. Art 29. Auſſi au regime & gouuernemẽt deſdits heritages ne peuuent eſtre cõmis ny eſtre fermiers d'iceux, le Iuge, ſon Greffier, Sergẽs executeurs des Criees, Aduocat ou Procureur des parties, les enfans ou freres des deſſuſdits & des pourſuiuans & oppoſans. Art.30. Les fermiers & accenſeurs des heritages & fruicts d'iceux, ou ceux qui a defaut des fermiers & accenſeurs aurõt eſté cõmis au regime & gouuernement d'iceux, ſeront tenus rendre [m] cõpte, & payer le reliqua, ou payer les accẽſes chacun an, ou quãd il ſera ordõné par Iuſtice, & à ce pourront eſtre contraints, cõme acheteurs de biẽs en Iuſtice par prinſe & empriſonnemẽt de leurs perſonnes. Art.31. Le Serg. ou Commiſſaire procedãt aux Criees peut du conſentement des creanciers & oppoſans, à la requeſte deſquels elles ſont faites, receuoir les Cautions & Cõmiſſaires Et où il y auroit contradiction, le Sergent remettra les parties ſur la reception de caution pardeuãt le Iuge, auquel la cognoiſſance de la matiere des Criees appartiẽt: & ce ſans interruptiõ d'icelle matiere ny des Criees.

BAR T.26. Art.229. Les Cõmiſſaires eſtablis aux heritages mis en Criees ſerõt tenus admodier les heritages à qui plus, en baillãt bõne, ſuffiſante caution reſſeante au Bailliage: & ferõt le fermẽt pardeuãt le Iuge qui deura cognoiſtre des criees.

NORMANDIE Chap.22. Art.536. Les [n] Commiſſaires eſtablis par ledit

1 L.vlt D.de curat.bon.dando l.in vẽditione §.1. D. de bonis auct. iudic. poſſ. L'oppoſant aux Criees afin de diſtraire, ſuppoſé qu'il ſe die tiers poſſeſſeur, ne peut empeſcher que les heritages ne ſoient regis par Commiſſaires pendãt les Criees, puis qu'il n'eſt appellant ny oppoſant à la ſaiſie: ains ſeulement aux Criees, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt du 14. iour de Mars 1537.

m Voyez ce qui a eſté noté ſur la Couſtume de Berry Tit.9. Art.71. qui eſt conforme à ceſte Couſtume de Niuernois, ainſi qu'il ſe cognoiſt par Conference des Articles.

Source : BIU Cujas

Addition ſur le Titre XVI.

Qui doit iouir des heritages ſaiſis & mis en Criees.
Quelles perſonnes ne peuuent eſtre Commiſſaires.
Commiſſaires tenus de rendre compte & payer le reliqua par prinſe & empriſonnement de leurs perſonnes.
Sergent peut du conſentement des creanciers & oppoſans, receuoir les cautions des Commiſſaires: ſ'il y a debat les remette deuant le Iuge.
Commiſſaires tenus admodier les heritages en baillant caution.
Feront ſerment pardeuant le Iuge des Criees.

n Par l'Ordonnance du Roy François 1. 1539. Art. 82. les Commiſſaires commis au gouuernement d'aucunes terres ou heritages ſaiſies, ſerõt tenus les bailler à ferme par auctorité de Iuſtice, parties appellees au plus offrant & dernier encheriſſeur, qui ſera tenu de porter les deniers de la ferme iuſques à la maiſon des Commiſſaires, & bailler bonne caution de les entretenir en l'eſtat que les heritages leur ſeront baillez, ſans y commettre fraude ne maluerſation. Ce qui eſt auſſi exprimé par l'Ordonnance faicte ſur le faict des Criees 1551. Art. 4. Comme auſſi par les Art. 83. & 84. de la meſme Ordonnance 1539. Les Iuges auſſi ne peuuent eſtre adiudicataires ou derniers encheriſſeurs d'vn heritage, directement ou indirectement. Ainſi par Arreſt donné en l'audience le 17. Feurier 1595. entre quelques mineurs de la ville de Romorantin appellans du Bailly de Blois & Michel Gallus Iuge Chaſtellain dudit Romorantin, intimé, fut caſſé vn Decret & adiudication par luy faicte au profit d'vn habitant de ladite ville, pour & au nom de la femme dudit Gallus: & ſi fut condamné en tous deſpens dommages & intereſts deſdits appellans. Et pour le deny de Iuſtice, & trop grande procraſtination du Bailly de Blois furent deputez deux de Meſſieurs pour en cognoiſtre: & ordonné que l'Arreſt ſeroit leu & publié par les ſieges du Reſſort. Et par Arreſt donné en la Cour des Aydes le 20. Feurier 1595. en audience contre vn Sergent de Baugé, adiudicataire d'vne Ferme du huictieſme, comme eſtant Officier de Iuſtice, ils ſont tenus le iour du bail à ferme, de faire arreſter les frais de Iuſtice, miſe & deſpenſe faite pour ledit bail, en preſence des parties ou elles deuement appellees, ſans qu'ils puiſſent faire autres frais ſans ordonnance de Iuſtice: & doiuent rendre les deniers de la ferme ſans aucune deduction, fors deſdits frais ainſi arreſtez, & de leurs ſalaires raiſonnables taxez par le Iuge. Au reſte le bail à ferme iudiciairement faict pour trois ans ou autre temps moindre, eſt eſtimé continué taiſiblement apres le premier expiré: & ce pour l'an in ruſticis: & pour quartier in vrbanis. l. item quæritur §. qui impleto D. Locati: ainſi qu'il fut iugé contre vn preneut appellant & contraint à payer par Arreſt donné en l'audience le 15. iour de Iuillet 1585. Et quand il y a appel d'vn bail à ferme faict par les Commiſſaires eſtablis à la ſaiſie, on ne peut faire appeller les fermiers que les Commiſſaires ne ſoient appellez, comme il fut iugé par Arreſt le trezieſme iour de Iuin 1564. Le bail ſe doit faire pour trois ans ſeulement, & ſe doit renouueller de trois ans en trois ans, & ne vaut faict tant que la Commiſſion ou ſaiſie durera: ainſi qu'il fut iugé par Arreſt du 29. iour de Nouembre 1576. au profit du Gouuerneur & Maiſtre de L'hoſtel-Dieu de Paris appellant du Preuoſt de Tournay. Eſt fort notable que vn Commiſſaire ne peut luy-meſmes encherir ny prendre le bail, iugé par Arreſt du 3. iour de Iuillet 1577. comme auſsi a eſté defendu par Arreſt du 11. Auril 1564. à tous Commiſſaires de plus entreprendre aucune iuriſdiction contentieuſe: ains ſeulement procurer les baux à ferme pardeuant les iuges: ſans qu'eux-meſmes les puiſſent ordonner ny bailler, ſous ombre de faire apres ſigner le tout au Iuge, comme ils en abuſent en Poictou.

Huiſſier ou Sergent, doiuent faire proclamer les fruicts des heritages pour eſtre adiugez au plus offrant & dernier encheriſſeur, pardeuant le plus prochain Iuge ordinaire des lieux: & par meſme moyen faire liquider & arreſter ſur le champ les frais de la Commiſſion. Art. 537. Et où les Fermiers deſdits heritages ſeront eſtablis Commiſſaires, ils ſeront tenus au payement du fermage, comme depoſitaires de deniers de Iuſtice. Art. 538. Le tiers acquiſiteur ayant iouy par an & iour, ne doit eſtre depoſſedé pendant le Decret en baillant caution de rendre les fruicts depuis la Saiſie, iuſques au iou de l'Eſtat. Art. 539. Eſtat doit eſtre tenu des fruicts eſcheus depuis la Saiſie, auant que des deniers du pris de l'adiudication.

Proclamations des fruits des heritages ſaiſis.

Frais de la Commiſſion ſeront arreſtez ſur le champ.

Fermiers tenus comme depoſitaire de Iuſtice.

Tiers acquereur ayant iouy par an & iour ne doit eſtre depoſſedé, en baillant caution.

BERRY Tit. 9. Art. 72. Et † afin d'obuier aux frais & miſes, qu'ont accouſtumé faire les Commiſſaires, ſi les heritages ont eſté baillez à ferme, y pourra le Iuge laiſſer le fermier, iuſques à ce que ſa ferme ſoit finie: pourueu qu'elle ſoit à pris raiſonnable & ſans fraude, & qu'il ſoit chargé de faire les reparations neceſſaires, d'entretenir la ferme en bon eſtat, ainſi qu'elle luy aura eſté baillee: & que ledit fermier ſoi reſſeant & ſoluable, & qu'il ne la doiue tenir outre trois ans, en payant par le fermier la penſion d'icelle ferme au Commiſſaire. Art. 73. Et ſi leſdits heritages n'ont eſté baillez à ferme, ou ont eſté baillez à ferme autrement qu'en la maniere deſſuſdite, ſeront baillez au plus offrant & dernier encheriſſeur pardeuant le Iuge, par vertu de la Commiſſion duquel ils auront eſté ſaiſis, à trois ans tant ſeulement: à la charge de les entretenir en bon eſtat, & des reparations neceſſaires, & à la charge auſſi de bailler par le fermier bonne & ſuffiſante cautiõ. Art. 74. Et pour ce faire ſerõt miſes affiches & attaches és lieux publics de la Iuſtice, où les heritages ſaiſis ſont aſſis & ſituez, & pareillemẽt au lieu, où ils doiuẽt eſtre baillez viii. iours au precedent, contenans la declaration des heritages, le lieu, iour & heure, eſquels ils doiuent eſtre baillez: & à ce faire pour leurs intereſts ſeront appellez, le proprietaire & le demandeur & pourſuiuant Criees ou ſon Procureur. Art. 75. Et ſera tenu le Commiſſaire, eſtably au regime & gouuernement, payer les Cens des heritages, ſi aucuns en y a. Art. 76. Et quant aux rentes foncieres, pourront ceux à qui elles ſeront deuës par le bail des heritages ſaiſis & criez, requerir pardeuant le Iuge, pardeuant lequel ſera la matiere des Criees, eſtre payez deſdites rentes, pendant le proces des Criees: & à ceſte

† *Ces Art. 72. 73. 74. 75. 76. & 78. ſont en partie quant à la forme nouuelles Couſtumes.*

Bail à ferme des heritages mis en Criees, doit eſtre ſuſques

Source : BIU Cujas

à trois ans: & pourra estre le fermier conservé en son Bail, si la ferme est à pris raisonnable & sans fraude.
Bail à quelles charges se doit faire.
Affiches ou attaches seront mises.
Commissaire tenu faire appeller au Bail le proprietaire, le demandeur & poursuiuant.
Commissaire tenu payer les Cens: & pour les Rentes foncieres, on doit.

Rentes fōcieres comme seront payees pendant le proces, s'ils sont les premiers en hypotheque par prouisiō, en baillant caution.

fin feront appeller le demandeur, proprietaire & opposans ou leurs Procureurs, s'ils en ont : & seront sommairement ouyes. Et s'il appert promptement au Iuge qu'il n'y ait hypotheque precedent du bail à rente, ordonnera par prouision, que la rente fonciere sera payee, en baillant caution suffisante de la rendre, s'il est dit en fin de cause, que faire se doiue. Art. 77. Et ne pourra doresnauant au regime & gouuernement des biens mis en Criees estre estably o qu'vn seul Commissaire: pourueu que les heritages saisis soient en mesme Iustice, ou les vns non distans des autres de plus de six lieuës, pour obuier aux grans frais & mises: s'il y auoit heritages distans l'vn de l'autre de plus de six lieues: audit cas l'on en pourra commettre deux, ou en chacun endroit. Art. 78. Et ne s'establirōt les Cōmissaires qu'ils ne soient presens, & s'ils alleguoient au Sergent quelque cause d'excusation, & que le Sergent p ne trouuast autre capable, qui vousit accepter la charge, assignera iour aux excusans pardeuant le Iuge, qui aura decerné la Commission, pour dire leurs causes d'excusation : & où au iour assigné ils ne comparoistront, sera donné defaut & promptement & sur le champ, apres la lecture de l'exploit, en vertu d'iceluy, ordonné qu'ils demoureront Commissaires: & s'ils comparoissoient & alleguoient iuste cause d'excusation, s'ils en font deuement & promptement apparoir, sera par le Iuge ordonné autre Commissaire.

Vn seul Cōmissaire estably & nō plusieurs, si les heritages ne sont distans les vns des autres plus de six lieuës: & en pourront estre commis deux.

Commissaires seront presens: & s'ils refusent la Commission, seront assignez pour dire les causes de leurs excuses.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 140. p. *à Niuernois.* Art. 28 pendant †† & durant les Criees qui sont faites contre le principal debteur ou son heritier declaré, le debteur, &c. heritier ne pourra estre fermier des heritages & n'en iouira pour q.c.q.p. bailler durant les Criees, si ce n'est, &c. opposans. Art. 141. Au, &c. p. *à Niuernois.* Art 29. commis le Iuge, &c. executeurs des Criees, &c. les poursuiuans des Criees & defendeurs en icelles principaux debteurs ou heritiers declarez, les enfans ou freres des dessusdits. Lesquels fermiers ou accenseurs des fruits ou commis au regime d'iceux, leurs pleges & cautions seront contraints de les rendre & restituer, quand il sera ordonné, &c. p. *à l'Art 30. de Niuernois.* Art. 142. p. *à Niuernois.* Art. 31. des creanciers opposans, &c. cautions dessusdites, &c. sans interruption d'icelles.

†† *C'est Art. 145. a esté corrigé, modifié & accordé en ceste façon pour Coustume nouuelle.*

Fruicts perceus sont deduits sur la debte.

LA MARCHE Chap. 30. Art. 373. Lesdites Criees † faites & parfaictes & l'heritage adiugé au creancier, lesdits fruicts ainsi saisis & arrestez, sont rabbatus sur la debte & sur les frais & despens desdites Criees & procés au profit du debteur, si le creancier les peut recouurer. Et seront contraints ceux qui les auront receus par prinses de leurs personnes comme Gardiens de Iustice.

† *C'est Art. 373. est accordé pour Coustume nouuelle.*

III. LA ROCHELLE Chap. 6. Art. 17. Quand les biens meubles par vertu d'vne obligation ou condemnation sont mis en Criees & subhastatiōs, le poursuiuant en Criees ou opposant d'icelles, par vertu de son obligation ou condemnation, peut requerir ampliation estre faite d'autres biens appartenans au debteur non criez : & au moyen d'icelle faire nouuelles Criees & bannies des biens omis. Toutesfois à faire les Criees & par vertu de ladite ampliation, est requis telles & pareilles solennitez, que és premieres Criees : & faut insinuer ladite ampliation à la partie, sur laquelle on crie : ensemble la somme, pour laquelle se fait ladicte ampliation & faut que les Criees contiennent pour le moins xl. iours.

Ampliatiō de Criees quād peut estre faite, & par ce moyē faire nouuelles Criees.

Notification de ladicte ampliation.

Criees doiuent contenir pour le moins xl. iours.

IIII. MEAVX Chap. 16. Art. 118. Quand le debteur n'a aucuns hoirs, ou que l'heritage est vacant, & n'y a point de possesseur, on peut requerir pardeuant le Iuge du lieu, en la Haute Iustice duquel les heritages sont assis: de donner Curateur aux heritages vacans: contre lequel Curateur pourra intenter son action, & requerir qu'en defaut de payer, les heritages soient vendus, decretez & adiugez au plus offrant & dernier encherisseur.

Curateur aux biēs vacās cōme doit estre estably & ordonné.

SENS Tit. 13. Art. 115. S'il † n'y a detenteur d'heritage chargé de rente, le rentier peut faire bailler Curateur audit heritage, & contre iceluy obtenir declaration d'hypotheque, &c. *mis cy dessus.*

AVXERRE Tit. 5. Art. 123. &c. celuy à qui est deuë ladite rente peut, &c.
TROYES Tit. 4. Art 69. S'il n'y a aucun detenteur, &c. contre luy, &c.
} p. *à Sens.*

† *Le 115. cōtient la reformation du 112. Art. ancien.*

BOVLLENOIS Titre 29. Article 141. Le * crediteur peut, en faisant mettre Curateur aux biens vacans, requerir adiudication des biens, &

o Iure ciuili plures curatores bonis constitui poterant, qui in solidum agere & conueniri poterant non pro portionibus: nisi per regiones essent cōstituti, vnus fortè rei Italicæ, alius in prouincia, tum enim regiones suas conseruare debebant, vt rectè scribit Vlp. in l. 2. §. si plures D. de curat. bo. dando l. si plures 3. D. eod. tit.

p Par les Arrests de la Cour mesmes du vi. iour de Feurier 1579. Le Sergent doit parler au Commissaire, & le faire signer. Ce qui depuis a esté ordonné par Ordonnāce des Estats tenus à Blois 1579. Art. 174. ainsi qu'il a esté monstré cy dessus. Toutesfois si le Commissaire, ores qu'il n'ait signé, accepte tacitement la Commission & y donne consentement, ne laisse d'estre contraint de rendre compte, comme il fut iugé en audience de releuee le 19. iour de May 1579. contre vn Commissaire appellant, par ce qu'il n'auoit signé l'exploict d'establissement, & n'auoit pleinement iouy: & si fut condamné en l'amende & aux despēs. D'autant qu'il auoit tacitement accepté & consenty. Notez que l'establissement se doit faire en parlant à la personne du Commissaire, & luy doit estre signifié. Et ne vaut fait par attache à la porte sans signification, ainsi qu'il fut iugé par Arrest du 26. iour de Ianuier 1580.

Source : BIU Cujas

* *Aliàs*, Curateur, *sed malè in Editione Pariſ.*

heritages d'vn treſpaſſé pour le payement de ſa debte, en payant droicts Seigneuriaux auec Reliefs tels, qu'ils appartiennent au Seigneur: n'eſtoit que le Seigneur vouſit à ſoy retenir l'heritage, pour ſon droict Seigneurial, en rembourſant la debte deuemẽt verifiee, ou que autruy la vouſit par deſſus encherir.

ORLEANS Tit.21. Art.474. Les heritages vacans & ſans detenteur, peuuent à la requeſte du Procureur de la Seigneurie de la Iuſtice, où ils ſont aſſis, eſtre ſaiſis vendus & adiugez par Decret, comme vacans: pourueu que †† ce ſoit auec vn Curateur ordonné par Iuſtice. Art. 475. Heritage † delaiſſé en Iuſtice par vn tiers detenteur, ou bien abandonné aux creanciers par vn qui aura fait Ceſſion, ſera ſur ledit delaiſſant ou ayant fait ceſſion, ſaiſi, mis en Criees & decreté: & pour ce faire creé Curateur.

BAR Tit.16. Art.223. Quand il n'y a, &c. p. *à Sens.* Art.125. de l'heritage &c. de la rente, le Seigneur de la rente peut, &c. creer, &c. contre luy, &c. d'hypotheque, faire ſaiſir ledit heritage & ſubhaſter en la forme preſcrite cy deſſus.

V. MELVN Chap.24. Art.336. Les †† Criees q doiuent eſtre certifiees à iour ordinaire de plaids tenãs, au rapport & par l'aduis de x. tant Aduocats que Procureurs, pour le moins: à ſçauoir les Criees faites pourſuiuies pardeuãt le Bailly és Reſſorts de ſon Bailliage, pardeuant le Bailly ou ſon Lieutenãt: & celles pourſuiuies pardeuãt le Preuoſt ou ſon Lieutenãt & chacun d'eux en leurs ſieges.

MONT-FORT Chap.16. Art.179. Et † ſeront les Criees rapportees & certifiees aux lieux & pardeuant les Iuges & és Auditoires, où elles ont accouſtumé eſtre rapportees.

MANTE Chap.10. Art.118 p. *à Melun.* Art.336. par †† deuant Iuge Royal à iour ordinaire, les plaids, &c. de dix Practiciens pour le moins, &c.

CLERMONT Tit.6. Art.61. *A la fin.* Et † neant-moins auant que tel Preuoſt ou Iuſticier, peut proceder à l'adiudication des heritages criez, le rapport du Sergent, qui aura fait les Criees ſera rapporté, leu & publié en l'Auditoire de Clermont, en iour de plaids ordinaires, à iceux tenans. Et ſeront les Criees certifiees tant par le Iuge que par les Practiciens aſſiſtans, auoir eſté bien & deuement faites ſelon les Vz & Couſtumes dudit Comté.

NIVERNOIS Chap.32. Art.45. Le Iuge apres les Criees confirmees, leſdites parties ouyes ſur leurs oppoſitions par defenſes au contraire, & les procés des oppoſitions inſtruits, procedera à adiuger par Decret les heritages criez au plus offrant & dernier encheriſſeur. Art.55. Deſormais auant que proceder à l'adiudication & interpoſition de Decret d'aucunes Criees, le Procés Verbal & rapport des Criees, ſera leu en iugement & Auditoire le plus apparent du pays, pardeuant le Iuge ou ſon Lieutenant à iour de plaids. Et durant iceux en preſence des Aduocats, Procureurs & Practiciens, aſſiſtans, & icelles ouyes, leur ſeront par le Iuge ou ſon Lieutenant certifiees par l'aduis des Practiciens, ſi elles ſont bien & deuement faites, ſelon les Vz & Couſtumes du pays: ſans ce que les Iuges & Practiciens en prennent aucune choſe. Et auſſi à ce faire & aſſiſter, ſeront les Practiciens contraints par toutes voyes deues & raiſonnables.

ORLEANS Tit.21. Art.472. Les †† Criees faites & parfaites ſeront certifiees pardeuant les Iuges Royaux & autres Iuges eſtans au dedans du Bailliage d'Orleans, pardeuant leſquels ſeront les Criees pendantes, au ſiege les plaids tenans, par x. Practiciens, Aduocats & Procureurs, ſi tant y en a audit Siege. Et où il n'y auroit nombre ſuffiſant, elles ſeront certifiees pardeuant le plus prochain Iuge Royal.

NORMANDIE Chap.22. Art.544. Les Criees doiuent eſtre rapportees aux prochains pleds & recordees tant par le Sergent, que par les teſmoins: pour la lecture faite de la ſaiſie, criees, lettres, obligations & declaration eſtre procedé à la certification des Criees & diligences par l'aduis des Aduocats, aſſiſtans aux pleds, iuſques au nombre de vii. pour le moins, le Iuge comprins: de laquelle certification ſera baillé acte à part, & ſeparé aux parties. Art.545. Aux prochains pleds enſuiuans la certification, ſera procedé au paſſement & interpoſition du Decret, au preiudice du decreté & de tous autres abſens & non contrediſans, qui pourroiẽt pretẽdre droit & iour aſſigné aux prochains pleds, pour eſtre procedé à receuoir les encheres & rencheres. Article cinq cens cinquante ſept. Les criees ainſi faites ſeront rapportees par le Sergent à la prochaine Aſſiſe, pardeuant le Iuge du Decret, en la preſence des teſmoins, que le Sergent fera comparoir pour le tout recorder en Iuſtice. Où lecture faicte des Saiſies, Criees, obligations, declarations & pris, ſera procedé à la certification d'icelles Criees

q Par l'ancien ſtil des Requeſtes Chap. 18. eſt faict mention que les Criees doiuent eſtre certifiees par les Iuges ordinaires, ſelon la Couſtume, ſtil & vſance des lieux: autrement & à faute de ladite certification ne ſe peut faire aucune adiudication par Decret bonne & valable. Faber ad l. vlt. C. quæ ſit longa conſ. par le de la forme de prouuer vn ſtil ou Couſtume: & tient qu'elle ſe doit prouuer par turbes: la certification des Criees equipolle à preuue de ſtil & Couſtume: & par conſequent doiuent eſtre dix pour le moins, cõme il a eſté ſouuẽt iugé par Arreſt de la Cour, meſmes le 13. Aouſt 1551. Et ainſi qu'il eſt nommement exprimé par les Couſtumes de Melun Article trois cent trente ſix. Mante Article 118. Orleans Article quatre cent ſeptante deux, & ne ſe trouue que les Couſtumes de Normandie Article cinq cens quarante quatre, & Bar Article deux cent vingt quatre, qui demandent qu'en la certification des Criees il y ait pour le moins le nombre de ſept Aduocats, Procureurs & Practiciens. Par les Ordonnances du Roy François premier, mil cinq cent trente neuf, Article ſeptante neuf, & d'Henry ſecond, mil cinq cens cinquante & vn. Article cinquieſme. Les criees parfaictes doiuent

†† *Ces mots,* pourueu que ce ſoit, *&c. ont eſté adiouſtez à ceſt Art.474. qui eſtoit le 342 ancien: pour auoir lieu à l'aduenir.*

† *Ceſt Art. 475. eſt adiouſté & accordé ſans preiudice du paſſé.*

Certification de Criees.

†† *Ceſt Art. 336. eſt adiouſté au lieu des 8. 9. 10. 11. & 12. anciens Tit. des executions, &c. conformement aux Edicts nouuellement faits ſur le faict des Criees.*

† *Ceſt Art. 179. a eſté couché comme il eſt pour la controuerſe qui s'eſt meuë entre les Bailly & Preuoſt Roiaux & les Iuges des iuriſdictions ſubalternes.*

†† *Ceſt Art. 118. eſt adiouſté comme omis en l'ancië Couſtumier.*

† *Ceſt Art. 61. eſt introduit pour nouuelle Couſtume.*

Certification & confirmatiõ des Criees ſans aucun ſalaire.

†† *Ceſt Art. 472. eſt accordé & adiouſté ſans preiudice du paſſé.*

Criees cõme ſont recordees iuſques au nõbre de ſept.

Acte de certification.

Source : BIU Cujas

eſtre certifiees par les Iuges des lieux, lecture faicte d'icelles, à iour de plaids, & iceux tenans: à peine de nullité. Depuis le Roy Henry 3. 1581. crea en titre d'Office formé deux Rapporteurs des Saiſies & Criees en chacun Siege, où l'on a accouſtumé de certifier Criees: & feront rapport d'icelles en pleine audience en la preſence des Practiciens ſuiuant l'Ordonnance. Ceſt Edict fut reuoqué par l'Edict du mois de Nouembre 1584. Art. 39. en ce qui reſtoit à executer: & depuis reſtably par Edicts & Declarations, & 9. May 1584. du 12. Iuin 1587. & en fin ſupprimé par autre Edict de Chartres au mois de May 1588. Article 2. aduenant vacation par mort, forfaicture ou autrement. Aucuns eſtiment que les Criees doiuent ſeulement eſtre certifiees au ſiege Royal: par ce que les Criees doiuent eſtre faictes ſelon les formes preſcrites par les Ordonnances ſur le faict de Criees, & n'eſt le Iuge ſubalterne competant de telles certifications. Mais le contraire ſe practique, & peuuent les Iuges non Royaux & ſubalternes certifier les Criees en leurs Sieges & Auditoires, ſ'il y a nombre ſuffiſant de Practiciens ſuiuant l'Ordonnance. Bacquet au Traicté de Iuſtice Chap. 26. tient qu'il a eſté iugé par Arreſt de la Cour, le 17. iour de May 1577. en audience, que la certification ſe deuoit faire au Siege Royal & non aux Iuſtices inferieures: ainſi qu'il fut iugé par Arreſt donné en la Chambre de l'Edict le 21. Feurier 1581. Toutesfois il ſe trouue Arreſt contraire du 16. iour de Ianuier 1587. plaidant Pocet & Martin, donné au profit du Prince de Guemené Comte de Rochefort appellant de la defence faicte à ſes Officiers par ceux de Montfort, de paſſer outre à la certification des Criees: pretendans que cela appartint au Iuge Royal: fut l'appel & ce mis au neant, & les parties r'enuoyees pardeuant le Bailly de Rochefort, pour proceder au faict deſdites Criees. Notez auſſi que les Iuges Preſidiaux ne peuuent aucunement certifier les Criees, iugé en audience le 29. Decembre 1586. comme i'ay noté au liure x. de la Conference Tit. 11. & au liure 1. Tit. des Preſidiaux. Il a eſté iugé par Arreſt donné en audience le 30. Ianuier 1578. en vne cauſe du Bailliage d'Orleans, que les Criees ſe feroient pardeuant le Iuge Royal des lieux, où les heritages ſont ſituez & aſsis.

par l'aduis des Aduocats aſſiſtans à l'Aſſiſe, &c. p. *audit Art.* 544. de laquelle les parties auront acte ſeparement. Art. 558. A la prochaine Aſſiſe enſuiuant la certification, il ſera procedé à l'adiudication & vente par Iuſtice dudit Fief, au plus offrant & dernier encheriſſeur, au preiudice de l'obligé ſaiſi & de tous autres abſens & non contrediſans.

† *Ceſt Art. 100. eſt correctif de l'ancienne Couſtume.*

CHASTEAV-NEVF Chap. 14. Art. 100. *A la fin.* Et † icelles Criees faites & parfaites, & deuëment rapportees & paſſees, & la quarantaine paſſee à cõpter du iour que fut faite la premiere Criee, icelles Criees ſeront rapportees en Iugement, en la Iuſtice, de laquelle dependront les heritages criez, à iour ordinaire de plaids & iceux tenans, ſeront leuës en iugement à haute voix, en preſence du Iuge, qui tiendra le Siege, des Aduocats, Procureurs & aſſiſtans qui ſeront nommez, par l'aduis deſquels le Iuge declarera ſi les Criees ſont bien & deuëmẽt faites & continuees ſuiuant la commune vſance de ladite Baronnie, par acte, qui ſera ſigné du Greffier ou ſon Commis, & attaché auſdites Criees.

CHARTRES Chap. 14. Art. 85. Et icelles Criees faites & parfaites, & la copie ainſi attachee, & le tout deuement rapporté & verifié, la quarantaine, &c. p. *à Chaſteau-neuf.* Art. 100. Criee, & que toutes les oppoſitions ſont diſcutees en iugement, l'adiudication de tels heritages ſe fait & peut faire au plus offrant & dernier encheriſſeur par le Iuge, ſous la iuriſdiction duquel telles Criees ont eſté faites.

DREVX Chap. 15. Art. 73. p. *à Chartres*, rapportees deuement à la quinzaine, à compter du iour, &c. ou plus long: & que les oppoſitions, &c. *iuſques à ce mot*, faites, *inclus.*

BERRY Tit. 9. Art. 58. Et ſeront tenus les Iuges apres les Criees rapportees, les faire lire en iugement à iour ordinaire de plaids, & iceux tenans, & par l'aduis de l'aſſiſtance les declarer & certifier bien & deuemẽt faites ſelon la Couſtume du pays.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 150. Aſſignation eſcheant pardeuant le Iuge des Criees, ſi les appellez en particulier ou general ſont defaillant, les Criees doiuent eſtre confirmees: pourueu qu'elles ſoient ſolennelles & faites, comme deſſus.

LA MARCHE Chap. 30. Art. 393. Par vertu de defaut obtenu contre les appellez en general & en particulier, les Criees, ſi elles ſont ſolennellement faites: leſquelles à ceſte fin doiuent eſtre veues par le Iuge, doiuent eſtre confirmees, à la charge des droicts & deuoirs Seigneuriaux anciens: poſé ores que le Seigneur direct ou Cenſier ne ſe ſoit oppoſé: mais ſ'il luy eſt deu arrerages, il les perd, ſ'il ne les deduit par oppoſition.

†† *Ces mots,* Et ſeront, *&c. iuſques à la fin, ſont de nouuel adiouſtez.*

POICTOV Tit. 20. Art. 443. Et †† ſeront les Criees certifiees pardeuant le Iuge des lieux à iour de plaids & iceux tenans.

XAINCTONGE Tit. 17. Art. 118. *A la fin.* Et icelles Criees faites, l'executeur d'icelles eſt tenu de les rapporter en Parquet & Auditoire, au reſſort duquel les biens criez ſont ſituez, au iour qu'on expedie les cauſes d'icelle Cour. Et telles Criees ſont bonnes & ſuffiſantes, quant à auoir & obtenir adiudication par Decret des choſes criees & ſubhaſtees: & le Greffier eſt tenu d'enroller la publication: afin que chacun n'en puiſſe pretendre iuſte cauſe d'ignorance.

SOLE Tit. 29. Art. 25. En toutes venditions qui ſe font par encants, Criees & ſubhaſtations des choſes de fonds de terre, auãt que la Cour du S. F. puiſſe pro-

Source : BIU Cujas

ceder au liurement & adiudication, eſt requis le rapport en la Cour de Lixarre, par la Crie Iuree de Mauleon, qui a faite les Criees, & par les Recteurs ou Vicaires des trois Egliſes Parochiales plus prochaines, qui ont fait les denonciations, & par ladite Cour de Lixarre eſt cogneu, ſi elles ſont faites deuement, & ſi le tout eſt deuement paſſé, la Cour de Lixarre doit interpoſer ſon Decret.

BAR T.16. Art.224. Les Criees parfaites doiuent eſtre certifiees à iour de plaids pardeuant les Iuges des lieux par la plus grande & ſaine partie des Aduocats, Procureurs & Practiciẽs deſdits lieux, iuſques au nõbre de vii. pour le moins.

VI. TOVRNAY T.7. Art.1. Nul n'eſt receuable debattre ventes, donnes ou eſchangemens d'heritages, en ladite ville, pouoir & Bãlieu d'icelle, ſ'il n'a droit foncier, proprietaire, hypothecaire ou de louage: lequel louage ſoit recogneu par deuant les Eſcheuins de ladite ville, & tel ſe pourra oppoſer, afin que les heritages ſe vendent, donnent ou eſchangent, à la charge de ſon droict pretendu : mais le crediteur perſonnel, pour ſon deu pourra ſeulemẽt proceder ſur les deniers procedans d'icelles ventes: ne fuſt qu'il vouſit debatre ladite vente, & ſouſtenir icelle eſtre faite en fraude, & en deſſous le iuſte pris. Art.2. Et quant aucuns debattent leſdites ventes, donations ou eſchangemens endedans leſdites Criees, oudit cas le changeur ou acheteur doit faire adiourner les debattans pour dire les cauſes de leur debat, ou eux ouys eſt faict & adminiſtré Iuſtice.

MELVN Ch.24. Ar.334. Pour † quelque oppoſitiõ que l'on face à Criees, ſoit afin de diſtraire ou autrement, l'executeur ne doit differer à les faire & parfaire: mais pourra donner aſſignation aux oppoſans pardeuant le Iuge.

MANTE Ch.10. Art.114. p. *à Melun*, aſſignation pardeuant le Iuge, pour laquelle auſdites Criees ledit executeur ne differe à paſſer outre.

AMIENS Titre 12. Art.257. *Si* * le debteur, ſur lequel on a procedé par execution, ſ'oppoſe à la Saiſie, luy ſera donné iour pour dire ſes cauſes d'oppoſition, icelle Saiſie tenant : ſinon qu'il nantiſſe la main de Iuſtice de deniers ou autres meubles, de la valeur de la ſomme, pour laquelle ſe faict la Criee.

PONTHIEV Tit.8. Art.119. Quand aucune choſe reelle, fonciere & immobiliaire ſituee en ladite Comté, eſt criee & ſubhaſtee en vente, celuy à qui elle appartient, & qui eſt debiteur n'eſt receu à riens dire contre le crediteur, qui le fait ſubhaſter, ne contre les Criees ſ'il ne nantit prealablement en deniers comtans ou de meuble en effect, de la ſomme, pour laquelle la choſe reelle eſt miſe en la main de Iuſtice, quelque payement qu'iceluy debiteur vueille ſur ce alleguer, & le nantiſſement fait, il doit demourer en la main de Iuſtice, iuſques en deciſion de cauſe, & les Criees ceſſer, en quelque eſtat qu'elles ſoient, & le debteur auoir main-leuee de la choſe reelle, & eſtre receu & ouy à propoſer ſes defenſes. Art.129. Et ſi aucuns oppoſans ou oppoſant aux Criees eſtoit adiourné pour dire & monſtrer les cauſes de ſon oppoſition ou oppoſitions, ſe laiſſoit couler en defaut ſur ledit adiournement, il ſeroit & doit eſtre priué de ſon oppoſition par vn ſeul defaut. Et pareillement l'acheteur qui auroit fait ladite miſe à pris de la choſe ſubhaſtee par vn ſeul defaut condamné à vuider ſes mains des deniers de ladite miſe à pris.

LILLE Tit.13. Art.168. Se ceſtuy à qui la choſe vendue par Iuſtice appartient, ſ'oppoſe au Decret, il n'eſt à ce receu, que premier il ne nantiſſe, ce pourquoy la vente ce fait : ſauf que quand il ſe fait par clain, il n'eſt tenu faire ledit nantiſſement.

BOVRBONNOIS Chap.13. Art.144. Et ſi pendant leſdites Criees ſuruiẽnent aucuns oppoſans, les doit receuoir à oppoſition, & pour icelles dire, leur aſſigner iour pardeuant le Iuge duquel eſt emanee la Commiſſion, au iour qu'il donnera pour voir confirmer leſdites Criees : ſi n'eſtoit que les heritages fuſſent en diuerſes Chaſtellenies & iuriſdictions. Auquel cas ſe donnera l'aſſignation pour veoir confirmer les Criees, & aux oppoſans pour voir dire les cauſes d'oppoſition deuant le Seneſchal de Bourbonnois.

AVVERGNE Chap.24. Art.8. S'il y a aucuns oppoſans eſdites Criees, autre que le debteur, à fin de diſtraction, ſ'il eſt detenteur ou poſſeſſeur des choſes criees, il iouira des fruicts pendant leſdites Criees en baillant caution, comme deſſus. Art.9. Autre choſe ſeroit, ſ'il n'eſtoit poſſeſſeur. Car le detenteur iouira des fruicts pendant leſdites Criees, en baillant caution, comme deſſus eſt dit. Art.10. Et où il y auroit contradiction ſur la ſuffiſance ou inſuffiſance de ladite caution baillee par le debteur on ſon heritier, l'executeur renuoyera les parties pardeuant le Iuge, par auctorité duquel les Criees ſont conduites, & ſans aucune interruption d'icelles.

† *Ceſt Art. 334. eſt adiouſté comme il a eſté remarqué cy deſſus, au lieu des 8. 9. 10. 11. & 12. anciens.*

* *Voyez cy deſſus le 254. Art.*

Oppoſition du debteur n'ẽpeſche les Criees ſ'il ne nãtit deniers ou meubles vallans la ſomme, pour laquelle la ſaiſie eſt faite.

Oppoſans priuez de leurs oppoſitions par vn ſeul defaut.

Acheteur par vn ſeul defaut condamné à vuider ſes mains.

Debteur n'eſt receu oppoſant, ſinon en nantiſſant ce pourquoy la vẽte ſe faict: ſauf par clain.

Oppoſans receus par le Sergẽt, qui leur dõnera aſſignation pour voir confirmer les Criees, & dire leurs cauſes d'oppoſition.

Oppoſans à fin de diſtractiõ, autres que le debteur, doiuent iouir pendant le proces, en baillant caution.

Source : BIU Cujas

LA MARCHE Chap. 30. Art. 374. S'il y a opposant possesseur d'aucuns biens criez, pretendans lesdits biens criez n'estre hypothequez, il iouyra desdicts fruicts saisis en baillant caution iuratoire, de les rendre, s'il est dit en fin de cause, comme dessus est dit du tiers possesseur de l'heritage hypothequé. Art. 375. S'il y a debat sur, &c. p. *a Auuergne*. Art. 10. caution l'executeur, &c. de l'auctorité duquel il vse sans interruption de Criees.

Fruicts doiuent estre restablis entre les mains des Commissaires par prinse de corps ou bailler caution

LA ROCHELLE Chap. 5. Art. 12. Quand aucuns fruicts ont esté bien & deuement saisis, & au regime & gouuernement d'iceux commis Commissaires, iceluy sur lequel ladicte saisine a esté faicte, s'il en appelle & se delaisse de son appel, doit estre contraint restablir les fruicts leuez entre les mains desdits Commissaires par prinse de corps ou bailler caution. Chap. 23. Art. 63. Apres declaration d'hypotheque, par sentence ou condamnation faicte sur aucuns biens ou lieux, si execution reale s'assiet sur les lieux hypothequez, ils seront saisis : nonobstant qu'il y ait opposition sinon qu'il garnisse reaument & de fait toute la somme contenue en ladicte obligation.

Opposition du debteur n'empesche l'effect des Criees, sinon en garnissant reaument & de faict.

BRETAGNE Tit. 13. Art. 278. Les †† oppositions soient iudiciellement ou extraiudiciellement faictes contre bannies ou appropriement, ne durent qu'vn an à compter du iour qu'elles auroient esté signifiees extraiudiciellement ou * fourmes en iugement & signifiees extraiudiciellement. Et où il n'y auroit contestation ou appointement à escrire dedans ledict temps, demeureront lesdites oppositions sans effect d'interruption, & sans aucun espoir de restitution. Et demeurera l'acquereur approprié & seront les opposans deboutez par fin de non receuoir, soit que ladicte opposition fut libellee ou generale. Art. 279. Et au cas qu'il y auroit contestation, appointement à escrire ou autre poursuite de l'opposition, si l'instance est discontinuee par iii. ans, ladicte instance demeurera perie, & aura l'appropriement son cours.

†† *Cest Art. 278. & 279. sont de nouuel adiouſtez.*

* Aliàs, *formees. P. V. en deux lieux.*

Instance demeure perie par trois ans.

VII. CLERMONT Tit. 6. Art. 62. *A la fin*. Et * est contraint l'acheteur q à fournir les deniers de la vente, en dedans la huictaine par empriſonnement de sa personne, si mestier est.

* *Voyez ce qui a esté dit sur l'Art. 60.*

Acheteur dernier tenu fournir les deniers dans la huictaine.

VALLOIS Tit. 16. Art. 191. Celuy † auquel tels heritages seront adiugez par Decret, sera tenu fournir dedans huictaine les deniers à quoy se monteront les encheres, & à ce pourra estre contraint par empriſonnement & detention de sa personne, comme acheteur de biens de Iustice.

† *Cest Art. 191. est introduit pour nouuelle Coustume.*

AMIENS Tit. 12. Art. 259. L'acheteur †† & dernier encherisseur d'heritage vendu par Decret, peut retenir pour luy ledict heritage ou nommer son command & celuy dont il est chargé, & luy transporter & delaisser ledit heritage dedans quarante iours, apres le Decret sans que pour la declaration du command, soient deuz aux Seigneurs aucuns droicts Seigneuriaux autres que ceux qui leur sont deuz pour l'adiudication.

Acheteur & dernier encherisseur peut retenir l'heritage ou nommer son command.

LILLE Tit. 13. Art. 169. Nonobstant le pauch de Chandelle gardé l'on peut rencherir le marché és mains des Escheuins, iusques au Decret adiugé.

†† *Cest Art. 259. qui estoit le 38. de Beauquesne a esté adiouſté à la Coustume generale pour auoir lieu à l'aduenir. Et quant aux autres Art. qui estoient audict ancien Coustumier ont esté rayez : & enioint aux Iuges & Officiers dudit Bailliage d'obseruer au lieu desdicts Art. rayez l'ordonnance faite sur le faict des Criees publiee.*

LA SALLE DE LILLE Tit 23. Art. 10. Ledit Sergent peut receuoir autant de haulces & renchieres, que on luy presente, iusques audict poulce de la Chandelle gardé, & en apres est à faire au Luge. Et le premier mettant à pris à la premiere palmee, & non ceux ayans renchery auant la premiere Criee en ladicte Egliſe. Mais les rencherisseurs apres ladicte premiere Criee faicte, ont à leur profit le droict de leurs renchieres & palmees. Art. 11 En faisant ladite vente par le Sergent, l'on assiet vn francq d'heritage, portant xxxiii. gros quatre deniers du cent de liures Parisis de Carite, ou autre somme à la discretion du Iuge en cas que ledict marché excedé trois cent liures, & autant que la Carité porte doiuent estre les renchieres assises, les deux tiers desquels sont au prouffit du marché, & l'autre tiers au prouffit de celuy ou ceux sur qui ledit marché est renchery, & ne se desbourſent les caritez iusques au decret adiugé. Art. 12. Pour deuement proceder à l'adiudication du decret, il est requis d'apporter lesdits exploicts à court, & sur iceux obtenir commission iteratiue, en vertu de laquelle ledit Sergent executeur doit adiourner les Seigneurs, Baillifs ou Lieutenans, l'acheteur ou dernier renchierisseur, l'obligé ou condamné & autres, contre lesquels on veut acquerir defaut par contumace au fonds, pour ledict decret voir adiuger ou y contredire. Et par ledict acheteur ou dernier renchierisseur, soy voir condamner à vuydier ses mains des deniers de son marché, en prendant

q Henry 2. 1551. Art. 8. veut que celuy qui se trouuerra le dernier encherisseur soit tenu consigner & mettre és mains les deniers de son enchere d'vn marchant ou autres, que les poursuiuans des Criees & opposans voudront nommer & eslire. Voyez M. le Maistre en son Traicté des Criees. Chap. 37. Si le dernier encherisseur & adiudicataire ne consigne le pris de l'adiudication dans huictaine au desir de la Coustume, il est tenu des arrerages des rentes depuis le temps qu'il a deu consigner, ainsi qu'il fut iugé par Arrest du 22. iour de Feurier 1522. Notez que les deniers doiuẽt estre consignez és mains des Greffiers ordonnez par Iustice ou bien du Receueur des consignations, lequel a esté creé pour ceſt effect par le defunct Roy Henry 3. par Ordonnance du mois de Iuin 1581. Au moyen dequoy la Cour par plusieurs Arrests, mesmes des 29. Mars 1557. huictiéme Ianuier 1575. & 30. Ianuier 1578. a faict inhibitions & defenses au Preuost d'Orleans ou son Lieutenant, de ne re-

Source : BIU Cujas

ceuoir aucunes conſignations des deniers procedans des adiudications par Decret, Retraicts lignagers, conuentionnels ou autres conſignations pour quelques cauſes que ce ſoit, encores que les parties euſſent conſenti & que les conſignations ſeroient miſes és mains des Greffiers ou leurs commis, dont les Greffieurs en chef ſeroient reſponſables, ou és mains des marchans ou autres perſonnes, dont les parties conuiendront ainſi que nous auons monſtré en la Conference des Ordonn. Liure xii. Tit. xiii. Eſt fort notable que la Dame d'Alençon aiant conſigné pluſieurs deniers entre les mains du Commiſſaire de la Viefuille, apres le decez d'iceluy, demande eſtre preferee à M. du Four Conſeiller pour rente hypotheque : ladicte Dame ſouſtient au contraire qu'elle a hypotheque du iour de l'eſtat dudict Commiſſaire ne plus ne mois que le mineur a hypotheque ſur les biens de ſon Tuteur, qu'il auoit lors de la Tutelle. Au contraire a eſté iugé par Arreſt prononcé ſolennellement le 7. Septembre 1581. que l'hypotheque de ladicte Dame commenceroit du iour de la conſignation : attendu que l'eſtat de Commiſſaire eſtoit pour la police & les enqueſtes & non pour les depoſts.

lettres dudit Decret, poſſeſſion & ſaiſine d'iceluy marché, ſe bon luy ſemble. Et au iour aſſigné ramener à fait ledit Decret en prendant concluſions pertinentes. Et ſe les adiournez ne comparent, fait contre eux à donner defaut contre intimation, en vertu duquel & commiſſion ſur iceluy ſont r'adiournez leſdits defaillans. Et ſ'il n'y a oppoſition extendue au fonds, ledit Decret ſ'adiuge en condamnant l'acheteur ou dernier enchieriſſeur de vuydier ſes mains des deniers dudit marché. Et iuſques à l'adiudication dudit Decret, ſe peut ledit marché r'enchierir és mains de noſtredit Gouuerneur ou ſon Lieutenant. Art. 14. Par ladite adiudication de Decret, l'acheteur ou dernier enchieriſſeur n'eſt reputé ſaiſi n'heritiers des Fief, maiſons & heritages, tant & iuſques à ce, que la poſſeſſion luy ait eſté baillee, par la Loy & Iuſtice du Seigneur, dont ils ſont tenus. Art. 23. Le Seigneur, Bailly, Lieutenant ou Sergent peut receuoir autant de haulces & rencheres, qu'on luy offre, iuſques au poulce de la Chandelle gardé. Et a le premier mettant à pris, droict de la premiere palmee, & non ceux ayans renchery auant la premiere Criee, faite en l'Egliſe. Et les renchieriſſeurs enſuiuans ladite premiere Criee, ont à leur prouſit le droict de leurs rencheres & palmees. Art. 26. Apres ledit Decret paſſé & vallé, il n'eſt loiſible à perſonne inquieter l'acheteur ou dernier renchieriſſeur en la poſſeſſion de ſondit marché. Et ſi n'eſt requis ſoy faire realiſer par adheritement ou autrement eſdits Fiefs, maiſons & heritages. Tit. 24. Art. 3. Telles purges decretees emportent vigueur de Sentence paſſee & vallee en force de choſe iugee. Mais ne peuuent preiudicier à ceux ayans droict au fonds non ſignifiez n'adiournez en eſpecial. Et ſont leſdits Fiefs, maiſons & heritages purgez deſchargez de toutes hypotheques non retenues les acheteurs.

TOVRNAY Tit. 27. Art. 16. Quand quelque heritage ſe vend és Eſcheuinages de ladite ville, & que durant les Criees du vendanges, les creanciers du vendeur vn ou pluſieurs pour recouurer payement de leur deu par obligation hypothecaire, rapport d'heritage ou autre debattent les deniers de la vente, l'acheteur eſt tenu & contraignable à nantir le pris de ſon achat ſous la change & depoſitaire deſdits Eſcheuinages, ſ'il en eſt pourſuiuy, & autrement ne ſ'en peut valablement acquiter, n'eſt qu'il ait fait le content des debatans.

ARTOIS Tit. 9. Art. 192. L'acheteur & dernier rencheriſſeur d'heritage vendu par Decret, outre ce qu'il peut retenir pour luy & à ſon profit, luy eſt loiſible en vuidant ſes mains des deniers de la vendue, au parauant la Saiſine par luy prinſe, declarer ſon command receuable. Et pour icelle declaration de command, peut iceluy command ſoy faire ſaiſir des heritages ainſi vendus, ſans que pource ſoient deuz au Seigneur droits Seigneuriaux autres que ceux à quoy peut monter la demeure par Decret. Art. 193. Il eſt loiſible acheter heritages pour luy ou ſon command, en declarant ſon command lors que la Saiſine ſe fera: pourueu que pour ladicte declaration ne ſoient payez aucuns deniers: auquel cas ſeroient deuz doubles droicts Seigneuriaux.

CAMBRAY Tit. 20. Art. 9. En ſubhaſtation faite par Iuſtice d'heritages rapportez, l'acheteur & dernier rencheriſſeur eſt tenu conſigner reellement & de fait le pris, pour lequel les heritages luy ſont demeurez. Art. 10. En ſubhaſtations ou bails à ferme de choſes appartenans au Seigneur ou à la Republique publiquement faits par Criees au plus offrant: le dernier encheriſſeur à faute de furnir prõtement le pris de la vente ou bailler caution competente de la ferme, eſt tenu payer la folle renchere. Et pareillement les autres precedens par ordre, ſ'ils ne veulent entretenir leur renchere & furnir le pris & caution, comme deſſus : pourueu que ce ſoit endedans xxiiii. heures : autrement le dernier rencheriſſeur eſt tenu à tous intereſts.

NIVERNOIS Chap. 32. Art. 50. En matiere de Criees on peut encherir

Acheteur dernier auant la Saiſine peut nõmer ſon command.

Droicts Seigneuriaux ne ſont deuz pour nomination de Command, ſ'il n'y a deniers donnez pour la nomination.

Dernier rencheriſſeur tenu conſigner reaument & de fait.

Folle renchere pour les fermes du Seigneur ou de la Republique dans xxiiii. heures apres l'eſtrouſſe.

Source : BIU Cujas

Encheres ont lieu pendant le procez, iuſques à la deliurance du Decret ſigné & Seellé.

pendant le procez en quelque eſtat que la cauſe ſoit, iuſques à l'expedition & deliurance des titres du Decret ſignees & ſeellees. Art. 51. Le dernier encheriſſeur eſt contraint par detention & empriſonnement de la perſonne, ſans autre diſcuſſion, conſigner actuellement au Greffe les deniers de ſon enchere dedans huict iours, apres ladicte enchere faite & deliurance du Decret : ſinon qu'à la deliurance de Decret & adiudication y euſt appel. Et où il ne conſignera dedans la huictaine ſoit qu'il tienne priſon, ſoit qu'il ſoit fugitif ou abſent, ſera procedé à la vente de ſes meubles & immeubles par ordre, ſans ſolennité. Et neantmoins pourront les pourſuiuans faire recrier les heritages ja criez aux perils & fortunes & deſpens du dernier encheriſſeur. Art. 52. Quand l'acheteur & dernier encheriſſeur eſt creancier & que ſon deu luy eſt adiugé en tel ordre qu'il en peut & doit auoir payement, ne ſera tenu conſigner que la ſomme qui excedera ſon deu.

Dernier encheriſſeur contraint par priſon.

Dernier encheriſſeur eſtant creancier, s'il vient en ordre n'eſt tenu conſigner que la ſomme excedant ſon deu.

ORLEANS Tit. 21. Art. 476. Apres † la vente & adiudication d'heritage faite en Iuſtice, aucun n'eſt receu à encherir les heritages vendus & adiugez ſinon le Siege tenant. Pourront neantmoins eſtre receus dedans la huictaine apres le iour de l'adiudication les encheres qui ſe monteront au tiers ou plus, de la ſomme, à laquelle les heritages ont eſté adiugez. En maniere que ſi l'heritage a eſté adiugé à quarante eſcus, ſera l'enchere de vingt eſcus receuë, & du plus, plus : & du moins, moins, eſliſant par l'encheriſſeur domicile. Laquelle enchere ſera à la diligence & frais de l'encheriſſeur ſignifiee à l'adiudicataire, ſaiſiſſant & ſaiſi, & ladicte enchere publiee au Siege ordinaire à la huictaine enſuiuant & audit iour toutes autres encheres receuës, le Siege tenant. Et ſera l'adiudication faicte à celuy qui ſe trouuera le dernier encheriſſeur : ſans que apres le Siege leué aucune enchere ſoit receuë à quelques ſommes que ce ſoit : ains tiendra la derniere adiudication. Art. 478. Celuy, auquel a eſté vendu & adiugé par Decret aucun heritage & a payé le pris d'iceluy, eſt à l'inſtant faict vray Seigneur & poſſeſſeur de la choſe adiugee, ſans qu'il ſoit beſoin prendre poſſeſſion reelle & actuelle. Art. 479. Celuy qui a acquis heritage par Decret, le peut delaiſſer en payant les ſommes de deniers, auſquels il a enchery ledit heritage & les arrerages des charges, iuſques au iour du delaiſſement.

† *Ceſt Art. 476. & 478. ont eſté accordez & adiouſtez ſans preiudice du paſſé.*

Encheres quand ſont receues ou non apres l'adiudication.

Dernier encheriſſeur aiant payé le prix eſt à l'inſtant faict vray Seigneur ſans qu'il ait beſoin de poſſeſſion reelle.

Dernier encheriſſeur cõme peut delaiſſer ledict heritage en payant les deniers & les arrerages des charges iuſques au iour du delaiſſement.

NORMANDIE Chap. 22. Art. 546. Les encheres & rencheres doiuent eſtre continuees de pleds en pleds : autrement ſ'il y a diſcontinuation de pleds, celuy qui aura requis l'execution eſt tenu de renoncer. Et ſi ne luy ſont pas comptez n'adiugez les deſpens, qu'il auroit faictes au precedent. Art. 560. L'adiudicataire doit tenir eſtat de ſon enchere, à la ſeconde Aſſiſe enſuiuant l'adiudication : ſi c'eſt Fief Noble, ou aux ſeconds pleds, ſi c'eſt terre de roture : & lors dudict eſtat repreſenter les deniers ſur le Bureau pour eſtre diſtribuez aux oppoſans, ſans que le Iuge l'en puiſſe diſpenſer, ores que les oppoſans le conſentiſſent : ſur peine à l'adiudicataire de payer les arrerages des rentes & intereſts des deniers en ſon propre & priué nom, iuſques à ce que les deniers des encheres aient eſté actuellement garnis : ſauf en cas de lettres de renchere, au profit particulier de conſigner l'obligation, ſi elle n'eſt contredite pour argent content. Et à ces fins elle doit eſtre miſe au Greffe quinze iours auant l'eſtat, pour eſtre communiquee aux oppoſans & autres creanciers. Art. 563. Si le decretant & adiudicataire eſt aiſné oppoſant pour obligation & emportant le pris de l'adiudication, il ſuffit qu'il conſigne ſes obligations legitimement deuës, en vertu deſquelles il a ſaiſi pour deniers contans, tout ainſi que l'encheriſſeur à ſon profit particulier ne garnit que les obligations, iuſques à la concurrence de ſa renchere à ſon profit particulier, & doit à ceſte fin mettre ſes lettres au Greffe, xv. iours auant l'eſtat pour eſtre veuës par le decreté & oppoſans. Art. 568. Et pour ce qu'apres l'adiudication & auant l'eſtat, les crediteurs du decreté oppoſans obtiennent lettres en la Chancellerie pour eſtre permis à rencherir d'vne ſomme au profit commun, & d'autre ſomme à leur profit particulier, ils doiuent faire lire & publier leſdictes lettres à l'iſſue de la Meſſe Parochial de l'Egliſe, où les heritages ſont aſſis. Et ſi c'eſt Fief Noble, à l'Egliſe du principal manoir & icelles affiſcher par placart à la porte de ladite Egliſe, & aſſigner tous pretendans intereſt aux prochains plaids ou Aſſiſes enſuiuans. Art. 569. Auquel iour apres lecture faicte de rechef publiquement & en iugement deſdictes lettres,

Dernier encheriſſeur eſt tenu conſigner ſes deniers & les arrerages des charges iuſques au iour du delaiſſement.

Encheres & rencheres ſeront continuees de pleds en pleds.

Dernier encheriſſeur cõme doit tenir eſtat de ſon enchere : ſur peine de payer les intereſts des deniers en ſon propre & priué nom : & les arrerages des rentes.

Lettre de renchere.

Adiudicataire quand peut conſigner ſes obligations.

Lettres de renchere comme ſeront leuës & publiees & icelles affichees à la porte de l'egliſe

Source : BIU Cujas

les encheres seront receues, sans toutesfois qu'adiudication s'en puisse faire, iusques aux prochains pleds ou Assises ensuiuans. Et ne pourra l'effect desdites lettres de renchere estre adiugé au porteur d'icelles pour son profit particulier, tant qu'il y aura aucun qui vueille encherir & couurir son enchere au profit commun. Art. 570. L'impetrant de lettres pour rencherir à son profit particulier, ne doit estre receu, si la quarte partie de son enchere n'est mise au profit commun, & s'il n'est resseant & domicilié dans le Bailliage, ou qu'il baille plege. Et à faute de se representer au prochain iour, il sera euincé de son enchere. Auquel iour estat sera tenu sur l'enchere precedente & condamné aux despens, dõmages & interests prouenans du retardement tant vers le decreté que les opposans. Art. 571. Les adiudicataires par Decret, demeureront saisis des originaux des diligences du Decret, s'ils veullent en laissant au Greffe coppies approuuees d'icelles. Art. 573. Les frais & despens des lettres de renchere ne seront portez sur les deniers mis au profit commun, sinon pour la quotte part que montera l'enchere au profit commun, & le reste sera porté sur les deniers reuenans au profit particulier de l'impetrant. Art. 574. Les crediteurs prenans lettres pour rencherir à leur profit particulier, ny seront receus, si le debte est creé depuis la saisie faicte de l'heritage pour le passer par le Decret. Art. 575. Et quand l'heritage est decreté pour debte ancienne par autre que le possesseur, les crediteurs ne seront receus en leur renchere au profit particulier si leur debte est posterieure de l'acquisition par luy faite.

Impetrant de lettres de renchere n'est receu si la quarte partie de son enchere n'est mise à profit commun.

Adiudicataires sont saisis si bon leur semble des originaux du Decret, en laissant coppies collationnees au Greffe.

Frais de lettres de renchere sur qui se doiuẽt prendre.

Creanciers quand ne sont receus à prendre lettres de renchere, ou ne seront receus à leur renchere.

BERRY Tit. 9. Art. 62. Et †† quand à la forme [r] des encheres seront faictes par ordre aux charges contenues au iugement de discussion & selon l'ordre d'iceluy tant & si auant que l'encherisseur voudra. Et si vn autre veut encherir apres luy & que toutes les charges contenues au iugement de discussion ne soient comprinses en la premiere enchere reprendra le second encherisseur les charges contenues en la premiere enchere. Et outre les charges restans au iugement de discussion, si auant & tant qu'il voudra. Art. 63. Et si à la premiere, seconde, tierce & iiii. enchere ou autres subsequentes, toutes les charges contenues au iugement de discussion ont esté comprinses selon l'ordre de priorité & posteriorité du iugement de discussion : en ce cas le nouuel encherisseur mettra outre lesdites charges contenues és precedentes encheres, certaines sommes de deniers, & consequemment les autres Art. 64 Et sera tenu le dernier encherisseur dedans huictaine fournir au Greffe du Siege, où l'adiudication aura esté faite, le pris de son enchere, autrement à faute de ce faire dedãs la huictaine, & icelle escheuë sera constitué prisonnier, & contraint par detention de sa personne à ce faire. Et si dedans l'autre huictaine apres, luy constitué ou non constitué prisonnier, il ne fournit encores à sadite enchere, pourra l'immediat & precedent encherisseur prendre, si bon luy semble, pour le pris de son enchere ledit heritage. Et neantmoins demourera le dernier encherisseur prisonnier pour la folle enchere & iusques à ce qu'il l'ait payee. Et outre sera condamné pour l'abus qu'il a faict en Iustice d'encherir, & n'auoir dequoy payer content le pris de l'enchere & en amende arbitraire enuers Iustice. Et pour le payement tant de ladicte folle enchere qu'amende, pourront les parties ciuiles & Procureur du Roy ou de la Iustice subalterne faire proceder, outre la detention de la personne, par execution sur tous les biens meubles & immeubles du fol encherisseur. Art. 65. Et si ledit immediatement precedent encherisseur ne vouloit prendre ledit heritage, selon l'enchere par luy faicte, le pourront prendre par ordre les autres precedens encherisseurs, si bon leur semble. Demourera neantmoins le dernier encherisseur obligé pour toute la folle enchere, & tiendra prison iusques à entiere satisfaction d'icelle. Art. 66. Et où aucun des precedens encherisseurs ne voudra prendre l'heritage pour le pris : pourra en ce cas le demandeur ou proprietaire ou l'vn des opposans requerir que de rechef en iugement l'heritage soit enchery, & que ladicte enchere soit proclamee & par attache, huict iours au precedent, & sera ledict heritage adiugé à celuy qui sera trouué audit iour plus offrant & dernier [s] encherisseur : demourera neantmoins le precedent dernier encherisseur obligé & tiendra prison pour la folle enchere. Art. 67. Et ne seront receus aucuns encherisseurs qu'ils ne declarent les lieux de leur demourance, l'estat & qualité : & fera le Iuge, au iour de

Encheres sont faites par ordre aux charges cõtenues en la sentence de discussiõ & selon l'ordre d'icelle.

Nouuel encherisseur doit mettre certaines sommes, outre les charges contenues es precedentes encheres.

Dernier encherisseur tenu dans la huictaine par prison à fournir le prix de son enchere.

Folle enchere a lieu en Berry.

Dernier encherisseur demeure obligé pour toute la folle enchere, ores que les precedens eussent leurs encheres.

Seigneur proprietaire, poursuiuant ou opposans peuuent requerir que

r Par l'Ordonnance du Roy Henry 1551. Art. 12. L'enchere doit estre faicte à pris d'argent. Ainsi par Arrest du 21. Feurier 1581. dõné en la Chambre de l'Edict cy dessus cité fut vn Decret reuoqué pour auoir les encheres esté faictes à redeuances de grains, & non en argent suiuant l'Ordonnance. Et lõg temps au parauant par Arrest donné en audience le 28. Auril 1551. Present M. le Maistre auoit esté ordonné q. e doresnauant les encheres des terres mises en Criees seroiẽt faites en argent. Et outre plus que l'adiudication par Decret ne seroit faicte à la charge de garantie : mais seroit l'argent distribué aux subsequens creanciers, en baillant caution de le rendre, où ladicte garantie auroit lieu.

s Par les Ordonnãces du Roy Henry faictes sur le faict des Criees en l'an 1551. Art. 9. 10. & 11. Les encherisseurs sont tenus nõmer leur Procureur, eslire domicile : & ne doit aucun estre receu à encherir qu'il n'ait Procureur au Siege : qui sera present à ladicte enchere : & par la mesme Ordonnance il est defendu aux Procureurs de n'encherir par vertu de procuration, s'ils ne congnoissent les parties, ou bien celuy ou ceux qui les voudront charger d'encherir à fin d'auoir

Source : BIU Cujas

l'heritage soit renchery, si les precedens encherisseurs se repentent.

Voyez Monsieur le Maistre en son Traicté des Criees Chap. 40.

recours s'il y a de la fraude ou malice.

plaids, auquel il deliurera l'heritage adiugé par Decret, faire serment au dernier encherisseur s'il a esté suscité ou instigué par fraude à faire ladicte enchere par le proprietaire ou par autre. Et s'il a deniers contans pour satisfaire à la derniere enchere dedans huictaine luy declarant le danger & peril, auquel il se met pour lesdites peines. Art. 68. Et si aucun vouloit encherir par Procureur ne sera receu, s'il n'a enuoyé procuration speciale contenant le lieu de son domicile & sa qualité & pouuoir special au Procureur d'affirmer par serment en iugement en l'ame constituant, le contenu cy dessus qu'est tenu affirmer celuy qui encherit en personne. Art. 69. Le dernier encherisseur, s'il est des creanciers opposans & mis en son ordre par le iugement de discussion & que sa debte soit comprinse en l'enchere, sera tenu & contraint par l'emprisonnement de sa personne consigner tout le pris de l'enchere, comme dessus est dit: excepté la somme à quoy se monte la debte: pour laquelle il a esté mis en son ordre, qui sera comprinse en ladicte enchere.

Encherisseurs tenus declarer leur demourãce estat & qualité.

Serment du dernier encherisseur lors de l'adiudication.

Aucun n'est receu à encherir par Procureur, sans procuratiõ speciale, contenant le lieu de son domicile & estat & pouuoir special.

Dernier encherisseur opposant aux Criees est contraint cõsigner: fors la debte pour laquelle il est mis en ordre.

Bovrbonnois Chap. 13. Art. 148. p. *à Niuernois.* Art. 50. des lettres de Decret. Art. 149. p. *à Niuernois.* Art. 51. Sa † personne de consigner au Greffe, &c. *iusques à ce mot*, appel, *inclus.* Art. 151. L'acheteur, soit creancier ou autre, est tenu consigner reaument & de faict, le pris, pour lequel les heritages luy seront adiugez & deliurez, és mains du Greffier ou autre commis par le Iuge qui a faict l'interposition & adiudication: les deniers comptez & nombrez en luy deliurant le Decret des choses vendues, si dudit Decret n'est appellé: autrement, non: sinon que l'acheteur fut creancier & que ledit pris ou partie d'iceluy luy eust esté adiugé, & qu'il fut preferé aux autres: auquel cas sera tenu seulement consigner la somme, qui excedera son deu, pour lequel il est preferé.

† *Cest Art. 149. est accordé pour nouuelle Coustume.*

Adiudicataire tenu consigner reaument & de fait le pris de l'adiudicatiõ s'il n'y a appel: sinon qu'il fut creancier & des premiers.

Avvergne Chap. 24. Art. 11. En matiere de Criees l'on pourra encherir pendant le procez, en quelque estat que la cause soit, iusques à l'expedition & deliurance des lettres de Decret. Art. 37. Si le creancier est acheteur de l'heritage crié & peremptorisé, iceluy heritage luy sera deliuré pour le pris qu'il y aura mis. Art. 38. Et pareillement vn autre metteur & encherisseur: auquel n'audit creancier ne sera deduit aucun quart n'autre pris, pour l'interest d'euiction n'autrement en maniere que ce soit. Art. 39. p. *à Bourbon.* Art. 151. du Greffe de la Cour, par auctorité de laquelle les Criees se font en deniers comptans & nombrez, &c. Art. 40. p. *à la fin dudit Art.* 151. ne sera tenu consigner que iusques à la somme que montera son deu.

Encheres sont receues iusques à la deliurance des lettres du Decret.

La Marche Chap. 30. Art. 376. *A la fin.* Et peut on encherir l'heritage en quelque estat, &c. p. *à Auuergne.* Art. 11. Que le Decret soit expedié & deliuré. Art. 395. Le dernier encherisseur est tenu & peut estre contraint par prinse de sa personne de consigner en deniers contens le pris, auquel il aura mis & enchery les heritages criez, soit creancier ou autre, sinon que le creancier soit preferé aux autres par la sentence d'adiudication, & que les heritages ne vallent ou soient mis outre son deu: autrement est tenu consigner auant qu'en auoir deliurance, ce que se montera ledit pris outre le deu: pour lequel il est preferé, sans faire aucun rabat pour l'euiction en autre chose. Car l'acheteur est seur apres l'interposition de Decret.

Creancier ou autre estant le dernier encherisseur n'a aucũ quart n'autre pris pour l'interest de l'euictiõ.

Acheteur est seur apres l'interposition du Decret.

Poictov Tit. 24. Art. 443. *A la fin.* Et †† sera l'enchere leuë & publiee t en iugement, aussi à iour de plaids & iceux tenans, & attachee à la diligence de l'encherisseur à la porte de l'Auditoire du Siege, auquel sera faite l'adiudication, pour y demeurer l'espace de quinze iours.

†† *Ces mots, Et sera, &c. iusques à la fin sont de nouuel adiouſtez.*

Angovmois Chap. 8. Art. 110. Au parauant que proceder à aucune adiudication de Decret, les encheres seront publiees & par ettiquetes mises & affichees en l'Auditoire & à la porte d'iceluy, à ce que si aucun dedans quinzaine, comme plus grand encherisseur suruenoit en ce cas tant pour le profit de celuy, sur lequel on crie, que pour le profit des opposans, il y sera receu.

t Par l'Ordonnance du Roy Henry 2. 1551. Art. 8. tous encherisseurs sont receus dans la quinzaine à encherir és Greffes: à la charge de faire signifier l'enchere au dernier encherisseur, ou à son Procureur. Mais depuis est l'Ordonnance de Moulins de l'an 1566. Art. 49. intervenue: par laquelle les delais pour faire enchere courront durant les quarante iours ordonnez pour la vente & adiudication: apres lesquels finis n'y aura autre delay que de huictaine ou quinzaine, pour toutes encheres, & iceluy passé, l'adiudication sera faicte sans plus receuoir aucune enchere, de-

Source : BIU Cujas

bat ou empeſchement de perſonne quelconque, declarans que par faute de ſeau les adiudications ne ſeront doreſnauant ſuſpendues : ains ſont tenues pour parfaictes les delais expirez.

BAYONNE Tit. 15. Art. 7. Le dernier encheriſſeur huict iours apres la ſentence de Decret prononcee doit vuider ſes mains de la ſomme par luy offerte, & icelle mettre entre les mains du Treſorier de la ville, pour icelle ſomme eſtre deliuree à l'impetrant & autres crediteurs tout ainſi qu'il eſt declaré par le Decret & ordre des crediteurs. Art. 8. Et à ce faire ſont contraints les encheriſſeurs par toutes voyes & manieres deuës & raiſonnables. Art. 9. Et outre la contrainte le refuſant dilayant outre le terme de huict iours encourra doreſnauant l'amende de cent ſols t. applicable à la reparation de la ville.

SOLE Tit. 29. Art. 19. Et ſi aucun y a mis maleuots ou empeſchement aux Criees, apres que la Cour de Lixarre a congneu ſur la maleuots, ou ſ'il n'y a empeſchement, le plus offrant & dernier encheriſſeur doit porter la ſomme de preparance pour eſtre preſentee, & icelle depoſer en la main de la Cour de Lixarre. Art. 26. Et aux enquants aucun encheriſſeur n'eſt receu par la Crie, ſinon qu'il fut fondé au pays de Procureur & reſſeant en biens ou baillé caution ſuffiſante de ſon enchere. Art. 27. Celuy qui a acquis aucune maiſon ou heritage de fonds de terre par les Cries aux enquants & ſubhaſtations auec ſes appartenances vniuerſelles, peut recouurir toutes les terres & autres choſes appartenantes à la maiſon, qui auparauant auoient eſté alienees, hors Criees, autrement que par les enquants, tout ainſi que leurs naturels ſucceſſeurs proprietaires euſſent peu recouurer & re-vnir à la maiſon dont ſont dependantes, en payant & leur demeurent les actions que les naturels ſucceſſeurs auoient, ou leur pouuoit auenir quant audit recouurement & re-vnion des pieces alienees.

BAR Tit. 16. Art. 125. L'adiudication ne ſe fera que toutes oppoſitions afin de diſtraction ne ſoient vuidees. Art. 226. Sera la ſentence d'adiudication prononcee en iugement & coppie d'icelle attachee à la porte du Siege, pour y demourer apres la prononciation vn mois, durant lequel tous encheriſſeurs cognus & ſoluables ſerõt reçeus en le faiſant ſignifier au dernier encheriſſeur ou ſon Procureur. Ar. 227. Le mois expiré, qui ſera de quatre octaues à compter au iour de la ſentence, le Decret ſera deliuré à celuy qui ſe trouuera le dernier encheriſſeur: lequel ſera tenu de conſigner les deniers de ſon enchere au Greffe de la Iuſtice d'où prouiendra le Decret, nõmera ſon Procureur & eſlira domicile. Ce que ſera ſignifié au debteur ou ſon Procureur, afin qu'il n'en pretende cauſe d'ignorance.

CALAIS Titre 15. Article 264. Toutes adiudications par Decret de choſe immeuble ſe doiuent faire iudiciairement à iour de plaids & iceux tenans, par le Iuge general de Calais ou celuy qui en ſon abſence tient le Siege.

VIII. BERRY Tit. 9. Art. 61. Et † incontinent u que le procez ſera en eſtat de iuger, ſera donné le iugement de diſcuſſion promptement: apres lequel ne ſera receu aucun à ſ'oppoſer. Et apres ledit iugement de diſcuſſion, ſera ordonné que dedans la huictaine ſeront miſes les encheres & attaches à la porte de l'Auditoire du Iuge, par deuant lequel ſeront conduites les Criees, & auſſi à la porte de l'Egliſe Parochiale du lieu, où ſont les heritages aſſis, & y demoureront leſdites encheres l'eſpace de trois ſepmaines entieres: durãt leſquelles ſeront receus tous encheriſſeurs au Greffe du lieu, où ſera le procez. Et ſera la derniere enchere faicte durant les trois & icelles eſcheuës publiee en iugement les plaids ordinaires tenant. Et ſeront lors receus tous autres encheriſſeurs, iuſques à la fin du Siege & audience, qui ſera pour la iournee Et ſeront les choſes criees adiugees par Decret à celuy qui ſera lors trouué dernier encheriſſeur, ſans qu'aucun y puiſſe plus eſtre receu.

SENLIS Tit. 15. Art. 285. A l'aſſignation que ſe doit faire l'adiudication des Criees, ſera procedé ladite adiudication, ſans faire droict prealablement ſur la priorité ou poſteriorité des creanciers & oppoſans aux Criees: & ſauf à faire diſcuſſion apres l'adiudication faite, auſſi bien qu'au precedent.

NORMANDIE Chap. 22. Art. 572. Le Iuge en tenant l'eſtat du Decret, doit endoſſer les obligations portees au Decret & ſigner l'endos de ſa main & de faire ſigner au creancier & ſpecifier auſſi particulierement les obligations non portees & renuoyees: & ce faict ſeront les Regiſtres des obligations portees, rayez & emargez.

IX. MELVN Chap. 24. Art. 337. Quand x celuy qui a faict faire les

Dernier encheriſſeur doit vuider ſes mains dans huict iours du pris de ſon adiudication.

Encheriſſeur n'eſt receu ſ'il n'a Procureur & reſſeant en biens ou baille caution ſuffiſante.

Dernier encheriſſeur a priuilege de retirer & re-vnir à ſa maiſon les terres & autres choſes appartenans à la maiſon.

Oppoſitions à fin de diſtractiõ ſeront vuidees auant l'adiudication.

Sentence d'adiudication attachee à la porte du Siege, pour y demourer apres la prononciation vn mois: pendant lequel temps tous encheriſſeurs y ſeront receus en le faiſant ſignifier l'enchere.

Dernier adiudicataire doit conſigner au Greffe, nommer ſon Procureur & eſlire domicile.

Adiudications par decret ſeront faites iudiciairement, les plaids tenans.

Iugement de diſcuſſion.

† Ceſt Art. 61. eſt en partie nouuel quant à la forme de proceder.

** Voyez cy deſſus ce qui eſt noté ſur le 284. Art.*

Iuge tenant l'Eſtat du Decret, cõme doit endoſſer les obligations portees au Decret & ſigner l'endos, & ſpecifier les obligations non portees & renuoyees.

u Ceſte Couſtume eſt conforme a vn Arreſt de la Cour du 17. Feurier 1491. recité par M. le Maiſtre en ſon Traicté des Criees Chap. 31. Par l'Ordonnance faite ſur le fait des Criees 1551. Art. 6. & declaration du 16. Septembre 1553. auec l'Arreſt donné ſur la verification de ladite Ordonnance, que l'on peut apres l'adiudication par Decret diſcuter des oppoſitions pour debtes perſonnelles & hypotheques ſi aucunes y a : & par conſequent ſ'oppoſer pour icelles, iuſques à ce que le Decret ſoit leué & ſeellé, ainſi qu'il eſt porté par ledit Arreſt.

x Chacun des oppoſans ſe peut faire ſubroger au lieu du pourſuiuant les Criees & le contraindre à luy donner le procez verbal de Saiſie & Criees, & autres exploicts concernans

Source : BIU Cujas

Criees eſt paye & contenté de ſon deu par le debteur ou autre, pour lequel il fait faire les Criees, il ſe peut departir & deſiſter des Criees, & ceſſent à ſon regard, & n'eſt plus tenu proceder contre ſon debteur, ne autre. Toutesfois ſi vn des oppoſans requiert qu'il ſoit ſubrogé à la pourſuite d'icelles, au lieu du demandeur, il doit eſtre receu en monſtrant & faiſant apparoir de ſon deu & hypotheque, qu'il pretend ſur leſdits heritages, & rembourſant les frais des Criees, ſi rembourſez n'ont eſté.

Subrogatiõ en fait de Criees comme ſe peut faire.

NIVERN. Ch.32. Ar.49. Si pẽdãt le procés des criees le pourſuiuãt des criees va de vie à treſpas, ſon heritier ou ayant cauſe en procedãt ſans nouuel adiournemẽt ou cõmiſſion, peut reprẽdre le proces, & iceluy continuer contre lequel on crie & contre autres oppoſans. Car par le decés du pourſuiuant ne ſ'interrompent les Criees: mais ſi le pourſuiuant par appoinctement ou negligence ou intelligence auec celuy ſur lequel on crie, eſt negligent pourſuiure le proces des Criees, l'vn des oppoſans ſe peut faire ſubroger au lieu du pourſuiuant. Et ſera le premier pourſuiuant tenu bailler les Criees au premier ſubrogé, en le rembourſant des frais d'icelles Criees, deſquels en la fin il ſera rembourſé & ſatisfait par le proprietaire.

MONTARGIS Chap.19. Art.4. Et outre que toutes & quantesfois qu'aucun demandeur en Criees eſt payé & contenté par le detenteur ou autre, de ce qui luy eſt deu, & pour raiſon dequoy il fait faire les Criees, il ſe peut departir & deſiſter deſdites Criees, & ceſſent icelles à ſon regard: & n'eſt plus tenu y proceder contre ſon debteur ny autres. Toutesfois vn des oppoſans pourra requerir eſtre ſubrogé à la pourſuite d'icelles, au lieu du demandeur, doit eſtre & ſera receu en monſtrant & enſeignant de ſon debt & hypotheque qu'il a ſur leſdits heritages. Et ſ'il aduenoit que leſdites Criees fuſſent faites à la requeſte d'aucun Haut Iuſticier par faute de Cens non payez & le Decret adiugé: & que celuy à qui eſt adiugé par Decret ledit heritage ainſi crié, ne ſ'enſaine dudit heritage, & ne face mettre à execution iceluy, mais en laiſſe iouyr le proprietaire par x. ans, qui continue le payement dudit Cens: en ce cas le Decret eſt preſumé nul, & fait ſans cauſe: & n'eſt receuable mettre en cauſe ledit proprietaire.

Decret quãd eſt preſumé nul.

ORLEANS Tit.21. Art.477. Le †† creancier qui a fait mettre les heritages en Criees, ſe peut deſiſter de la pourſuite des Criees: & en ſon lieu l'vn des oppoſans ſe peut faire ſubroger, en le rembourſant des frais des Criees: leſquels il ſera tenu faire taxer dedans le delay qui luy ſera arbitré par le Iuge.

†† *Ceſt Art. 477. a eſté tiré des 343. & 344 de l'ancien: & ce qui a eſté adiouſté eſt pour explication.*

BERRY Tit.9. Art.59. Et † ſi le demandeur & pourſuiuant Criees ſe deſiſte & depart de la pourſuite, l'vn des oppoſans pourra reprendre la pourſuite des Criees au lieu du demandeur & pourſuiuant. Et pareillement ſi l'oppoſant qui aura reprins la pourſuite au lieu du demandeur, ſe deſiſte de la pourſuite, la pourra reprendre vn des autres oppoſans en ſon lieu, & conſequemment de tous les autres oppoſans. Et ſera tenu le demandeur & pourſuiuant qui ſe deſiſtera de la pourſuite des Criees, mettre & laiſſer és mains de l'oppoſant, qui reprendra la pourſuite des Criees, le proces verbal & la procedure, qui ſeruira pour la pourſuite d'icelles, en rembourſant par l'oppoſant reprenãt la pourſuite au lieu du pourſuiuant Criees, iceluy pourſuiuant des frais raiſonnables, s'il n'en a eſté ſatisfaict, & non autrement.

† *Ceſt Art. 59. eſt nouuel quant à la forme de proceder.*

BOVRBONNOIS Chap.13. Art. 147. p. *4 Niuernois.* Art. 49. heritier en procedant, &c. contre celuy, ſur lequel, &c. les Criees ne ſont interrompues: mais ſ.l.p. Criees par, &c. rembourſant deſdites Criees, dont en la fin ſera ſatisfait par le proprietaire.

AVVERGNE Chap.24. Art.44. Si pendant les Criees, le creancier, debteur ou detenteur des heritages treſpaſſe, le creancier ou ſes heritiers en vertu du premier pouuoir, pourront conduire & mettre à fin les Criees contre le debteur ou detenteur ou leurs heritiers, ſans autre nouuel pouuoir ou adiournement, en aſſignant iournees ſur la confirmation des Criees au debteur ou heritier, ſans ce qu'au moyen du treſpas des deſſuſdits ou d'aucun d'eux, y ait interruption des Criees. Art.65. Pendant le procés des Criees ſi le debteur ou detenteur des heritages criez, appointe auec le creancier, qui fait conduire les Criees, ou que le creancier diſſimule, icelles pourſuiure: les autres creanciers oppoſans & chacun d'iceux pourront reprendre le procés des Criees: & ſera tenu le debteur ou detẽteur proceder auec eux nonobſtant l'appointement fait auec le creancier, à la requeſte duquel leſdites Criees auroient eſté conduites.

LA MARCHE Ch.30. Art.396. Si pendant les Criees encõmencees & auparauãt l'aſſignatiõ baillee aux parties pour voir cõfirmer, aduiẽt mutatiõ de per-

nans icelles, en luy payant les frais qu'il a faicts pour raiſon deſdites Criees.

Source : BIU Cujas

ſonnes par le deces des creancier, debteur outiers detenteur, l'on peut par meſme pouuoir & Serg. ou par autre, ſans autre adiournement nouuel paracheuer les Criees, & donner aſſignation aux parties, & ne ſont pour ce reputees interrõpues. Art. 405. Si pendãt le procés entre pluſieurs oppoſans, le debteur appointe à celuy qui a fait conduire les Criees, les autres pourront reprendre le procés. Et ſera tenu le debteur leur reſpondre, nonobſtant ledit appoinctement : & en ce cas le Iuge arbitrera des deſpens des Criees.

X. MEAVX Chap. 16. Art. 119. Celuy qui a fait faire les Criees, y eſt premier payé des frais qu'il a faits à faire leſdites Criees: ſuppoſé qu'il ſoit le dernier creancier.

Frais de Criees ſont premier payees.

PONTHIEV Tit. 8. Art. 120. Quand aucune choſe reelle eſt vendue par Decret, elle eſt affermee & obligee aux deſpens & miſes de Iuſtice faits pour les Criees & adiudication du Decret, comme pour la principale debte : & leſquels deſpés auec les Droicts Seigneuriaux & arrerages deuz au Seigneur, dont la choſe ſubhaſtee eſt tenue ſe prennent premierement ſur les deniers de la vendition de la choſe decretee.

Frais de Criees auec les droicts Seigneuriaux & arrerages deuz au Seigneur ſe prẽnent les premiers.

NIVERNOIS Chap. 32. Art. 46. Et ſont les frais des Criees ceux qui ſont faits pour la prinſe & ſaiſie, ventes & peremptoires, façons de peremptoires, interpoſitions, expedition & deliurance de Decret.

Frais de Criees, comme ſe doiuent entendre.

NORMANDIE Chap. 22. Art. 561. Les frais du Decret, le xiii. rentes Seigneuriales & foncieres ſont pris ſur le pris du decret auãt toutes autres choſes.

Frais du Decret ſurquoy ſe prennent.

BERRY Tit. 9. Art. 79. Les frais & miſes des Criees ſont par la Couſtume du pays & Duché de Berry, les frais du ſaiſiſſement, & eſtabliſſement des Commiſſaires, des Criees faites ſur les lieux & ſignification d'icelles, certification des Criees, & ceux que le demandeur & pourſuiuant Criees fait pour le iugement de diſcuſſion, tant pour le Iuge, que pour le Greffier, enſemble les frais faits pour les actes iudiciels precedens le iugement de diſcuſſiõ. Art. 80. Et tous autres frais tant du pourſuiuant Criees que des oppoſans à icelles ne ſont cenſez & reputez frais & miſes des Criees, & ne peuuent & ne doiuent eſtre comprins en l'enchere ou adiudication par Decret. Art. 81. Et †† ſera tenu le demandeur & pourſuiuant les Criees, faire taxer les frais des Criees, incontinent apres l'adiudication de Decret & dedans huictaine pour tous delais : afin que l'encheriſſeur puiſſe eſtre certain de la ſomme qu'il deura conſigner par les frais & miſes de Criees.

Frais de Criees, comme ſe doiuent entendre.

Frais de Criees ſeront taxez dans huictaine apres l'adiudication du Decret.

BOVRBONNOIS Chap. 13. Art. 150. *A la fin.* Et ſont, &c. p. *à Niuernois.* Art. 46. interpoſition, &c.

†† *Ceſt Art. 81. eſt nouuel quant à la forme ſeulement.*

BAYONNE Tit. 15. Art. 10. L'impetrant de Criees au payemẽt de ſon debte n'eſt preferé aux oppoſans, qui ont hypotheque precedente en datte ou plus priuilegiee. Art. 11. Mais aux frais & miſes qu'il a faits eſdites Criees, eſt preferé à tous crediteurs: poſé qu'ils ayent hypotheque precedente ou plus priuilegiee.

Pourſuiuãt en Criees n'eſt preferé ſinon pour les frais de Criees.

BAR T. 16. Art. 222. Mais ſi celuy qui fait faire les Criees, les auoit aduancé & que l'enchere n'euſt eſté faite à la charge d'iceux, il ſera premier payé & rembourſé ſur les deniers de l'enchere, ores qu'il ſoit dernier creancier.

Pourſuiuãt en Criees, eſt le premier paye de ſes frais de Criees.

XI. MEAVX Chap. 16. Art. 117. Ceux qui ſont crediteurs ayans hypotheque ſont preferez auant ceux qui n'en ont point, ſur les heritages ſubhaſtez & criez. Et des ayans hypotheque, ceux qui ont la precedente ſont preferez au paiement de leur deu, aux crediteur ſubſequẽs en date: & en cas de Deſcõfiture, quãd aux meubles du debteur, les creãciers viẽnẽt à contributiõ [z] *pro rata* de leur debte.

Creanciers ayans hypotheque ſont preferez à ceux qui n'en ont point, & entre hypothecaires, ceux qui ont la precedente.

Cas de Deſconfiture.

SENLIS T. 10. Art. 201. Quand tels heritages chargez de telles rẽtes conſtituees non enſaiſinees n'infeodees, ſont criez & ſubhaſtez ſur le conſtituant, ſes heritiers ou autre detenteur, leſdites rẽtes non enſaiſinees [a] ou infeodees ſont reputees & tenues comme debtes mobiliaires enuers les autres rẽtes qui ſont enſaiſinees ou infeodees, ou comme autres creãces pour debtes mobiliaires. T. 15. Art. 273 Quãd aucuns heritages chargez de rentes non proprietaires non enſaiſinees n'infeodees: mais de rẽtes conſtituees, ſont mis en Criees & ſubhaſtations en defaut de payement pour les arrerages ou autres debtes, les rentes ſont tenues & reputees pour debtes mobiliaires ſeulement : en telle façon que les creanciers des rentes qui ſe ſeroient à ce oppoſez, viendroient tous à contribution aux deniers qui viendroient de la contribution deſdits heritages ainſi criez & ſubhaſtez, ſans auoir regard à la priorité ou poſteriorité de la conſtitution deſdites rentes, ſont preferez aux autres creanciers, qui ſur la proprieté deſdits heritages, ainſi criez que dit eſt, auroient aucun droict d'hypotheque pour raiſon de quelque debte particuliere ou ſomme de deniers pour vne fois eſpece de choſe, comme debte de bled, vin ou autrement. Article deux cent ſeptante cinq. Quand les

Rentes cõſtituees non enſaiſinees n'infeodees en matiere de Criees ſont tenues debtes mobiliaires enuers les autres rentes enſaiſinees ou infeodees.

y Les frais de Criees & encheres ne ſe doiuent prendre ſur les deniers d'icelles, ains doiuent eſtre payez par l'adiudicataire. Toutesfois fut iceluy receu à les offrir, & demoure ladite enchere & adiudication par Arreſt du 19. iour de Mars 1580.

z Le cas de Deſconfiture a eſté expliqué au Titre viii. Article 179. & 180. & autres enſuiuans de la Couſtume de Paris.

a Par l'Edict de Moulins 1566. Article 53. Hypotheque eſt acquiſe ſur les biens du condemné, deſlors de la condemnation ou Sentence, ſi elle eſt confirmee par Arreſt, ou que d'icelle n'y ait appel, ainſi que porte l'Article vnzieſme de la premiere Declaration du

Source : BIU Cujas

Creances ſont debtes mobiliaires.
Rentes non proprietaires non enſaiſinees n'infeodees ſont mobiliaires.
Contribution.
Rentes conſtituees enſaiſinees ou infeodees ſont preferees aux autres non enſaiſinees n'infeodees : où aux ſubſequentes.

Roy Charles 9. 1566. Vide l. tutor. D. de vſur. & l. vlt. D. de reiud.

des Enqueſtes, apres en auoir communiqué à toutes les Chambres aſſemblees, a eſté iugé en l'an 1587. que celuy qui a le premier obtenu ſentence deuoit eſtre preferé à celuy, auquel les choſes ont eſté hypothequees auant la confirmation de la Sentence.

b Par le droict les creanciers hypothecaires ſont preferez en la choſe hypothequee à tous les creanciers priuilegiez. L. eos qui C. qui pot. in pigno. hab. L. 11. D. eod. tit. L. 6. C. de bon. auct. iud. poſſ. par ce que in rem actionem habent vt ait d. l. eos qui L. 18. C. de pignor. l. 17. D. eod. tit. l. rem hereditariam D. de euict. Par Arreſt prononcé en robbes rouges le 7. Auril 1577. par Monſieur le Preſident Seguier a eſté iugé qu'vn Commiſſaire pour les refections & reparations neceſſaires eſt preferable à tous autres creanciers, ores qu'il ne ſe ſoit oppoſé aux Criees, & qu'il ne viẽne qu'à la diſtribution. Saluam enim pignoris cauſam fecit. Le ſemblable auoit eſté iugé par Arreſt donné le 7. Septembre 1564. au rapport de M. Minard entre Iean de Magdelan Seigneur de Montataire, pourſuiuant les Criees de la terre de Roberual ſur l'heritier du S. de Roberual, & les oppoſans auſdites Criees : & faiſant droict ſur la requeſte dudit pourſuiuant Criees, apres en auoir communiqué aux Chambres, que ledit de Magdelan ſur les deniers prouenans de la vente de ladite terre de Roberual ſeroit premier payé, que tous les autres creanciers, des deniers par luy aduancez pour les Commiſſaires, & qu'il payeroit pour le Rapporteur.

heritages ainſi criez ſont chargez de rentes conſtituees, qui ſont enſaiſinees ou infeodees, ſont preferees aux autres à qui ſeulement ſont deuës les rentes cõſtituees non enſaiſinees ou infeodees: poſé ores qu'elles ſoient de date ſubſequẽte de celles non enſaiſinees ou infeodees, & encores precederont les premieres enſaiſinees. Et ſi doiuent leſdits heritages ainſi criez eſtre adiugez par Decret : à la charge des rentes enſaiſinees ou infeodees, & des arrerages d'icelles, s'il y a aucun qui les mette à pris, à la valeur de ce, & non autrement. Art. 277. Quand aucun detenteur ou proprietaire d'aucun heritage, ſoit par Decret ou autre titre particulier, a acquis ou acquiert aucune rente conſtituee ſur ledit heritage, icelle rente eſt confuſe & eſtainte : & ne ſe peut ledit proprietaire ou detenteur ayder contre les autres creanciers ayans droict de rente ou hypotheque ſur iceux heritages: poſé ores qu'ils fuſſent ſubſecutifs en date deſdites rentes ou rente confuſe : ſi ce n'eſtoit toutesfois que la proprieté deſdits heritages fut euincee par Iuſtice dudit detẽteur & proprietaire. Auquel cas l'acqueſteur de rente ou autre charge de qui ſeroit euincee la proprieté deſdits heritages, pourroit valablement demander ſes droicts & actions de rentes & autres charges par luy acqueſtez, tant ſur les heritages euincez, comme ſur les autres non euincez, ainſi que les autres creanciers, & tout ainſi qu'il euſt peu faire, parauant l'acquiſition de la proprieté deſdits heritages euincez.

Decret ſe doit faire à la charge des rentes enſaiſinees ou infeodees.

Rente quand eſt eſtimee confuſe.

CLERMONT Tit. 3. Art. 36. En toutes rentes proprietaires & rentes conſtituees enſaiſinees ou infeodees, y a c priorité & poſteriorité: en ſorte que leſdites rentes, qui ſont premier crees, ſont les premieres payees tant du pur ſort, que des arrerages. Tit. 6. Art. 65. Toutes rentes conſtituees non enſaiſinees ou infeodees en matiere de Criees ou de deſconfiture, ſont reputees debtes pour vne fois : & n'y a priorité ny poſteriorité : ains viennent à contribution auec les autres de ſemblable nature, au marc la liure, ainſi que de raiſon : enſemble les arrerages qui en ſeroient deuz ſelon l'Ordonnance.

Entre Rentes conſtituees infeodees ou enſaiſinees y a priorité & poſteriorité.

Rentes conſtituees non enſaiſinees n'infeodees.

Deſconfiture.

VALLOIS Tit. 16. Art 188. La † conſtitution ou diſtribution des deniers procedans des venditions & adiudications de Decret des heritages criez & ſubhaſtez, ſe doit faire en la maniere qui ſenſuit. Premierement les droicts Seigneuriaux tels qu'ils ſont deuz par la Couſtume, eu regard à la nature de la choſe venduë, & apres iceux les deſpens miſes faicts pour icelles Criees & ſubhaſtations par le pourſuiuant Criees, & apres ſe doit faire la diſtribution des deniers aux oppoſans, ſelon la date & priorité des charges reelles & hypotheques payees, les oppoſans pour debtes perſonnelles viendront à la contribution au ſol la liure, ſans prerogatiue de priorité ou poſteriorité. Art. 189. Et où aux Criees y auroit pluſieurs oppoſans pour rentes conſtituees, les creanciers de telles rentes conſtituees qui ſeroient les premiers infeodez ou enſaiſinez precederont à la diſtribution les autres non enſaiſinez : combien que pour le regard de la conſtitution, ils fuſſent de poſterieure date : tellement qu'eſdites rentes conſtituees entre les infeodez, on aura regard à la date de l'infeodation de la conſtitution.

Diſtribution de deniers comme ſe doit faire.

† *Les Art. 188. & 189. ſont de nouuel adiouſtez.*

Contribution.

On doit auoir eſgard à la date de l'infeodation.

PONTHIEV Tit. 8. Art. 130 Quãd aucuns arrerages ſont deuz à cauſe d'aucune rente ou autre charge reelle aſſiſe ſur les immeubles que l'on crie & ſubhaſte, en vente, ſi celuy à qui ils ſont deuz, ſ'oppoſe aux Criees pour contribuer, il doit eſtre payé de ſon deu pour le tout, ou au moins doit eſtre receu à la contribution des deniers, auec les autres crediteurs, & auoir portion pour ſon deu des deniers

Oppoſant aux Criees pour arrerages de rente ou

c Par Arreſt du Samedy 14. Feurier 1579. a eſté iugé que les precedens creanciers ſeront mis en ordre les premiers, tant pour le principal & arrerages, que pour les deſpens a eux adiugez, comme eſtans acceſſoires du principal, & faicts pour iceluy obtenir, ores que leſdits deſpens n'euſſent eſté adiugez, que depuis la date des obligations & hypotheques des autres creanciers. Vide l. Lucius 18 D. Qui pot. in pign. hab. On demande de quel iour le creancier a hypotheque pour les intereſts. Aucuns eſtimẽt qu'ils ont lieu du iour de l'obligation : pour ce que leſdits intereſts ſont compris en icelle & conſequence de la debte qui n'eſt payee, & ſe trouuent ſtipulez en toutes obligations

Source : BIU Cujas

charge reelle aſſiſe ſur les immeubles, doit eſtre payé.
Contribution.

par le communſtil des Notaires. Autres diſent au contraire, que c'eſt du iour de la demande ſuiuant l'Ordonnance d'Orleans, & ſuiuant le Droict, nulla mora eſt, vbi nulla petitio eſt. Mais il a eſté iugé que tels intereſts auoient leur hypotheque du iour de l'obligation, par Arreſt du 13. Feurier 1586. plaidant Deſchamps & Nauarrot recité par Charondas vii. Reſp. 202. Au reſte le precedent creancier ne precede le ſubſequent pour les deſpens de la pourſuite faicte contre le debteur, comme il a eſté iugé par Arreſt du 14. Aouſt 1581. entre Nicolas de la Voiſiere appellant du Preuoſt de Paris, contre Michel le Febure intimé. Ces Arreſts ſont auſſi cottez par Chopin Liure 3. des Couſtumes d'Aniou Chap. 3. Tit. 3. Voyez cy deſſous ce qui eſt noté ſur la Couſtu. d'Aniou.

du Decret, auſſi auant que la choſe vendue peut monter.

BOVLLENOIS Tit. 19. Art. 62. *A la fin.* Et ceux qui ont charge hypothequee, ſont par apres auſſi preferez ſelon leur ordre & date de priorité ou poſteriorité. Et ſont les autres debtes perſonnelles ſuiettes à contribution.

Creanciers hypothecaires viennent ſelon leur date.
Contribution.

LILLE Tit. 13. Art. 173. Ceux qui reçoiuent deniers en vertu d'hypotheques ſont tenus de bailler caution pardeuant Eſcheuins és mains du Preuoſt ou ſon Lieutenant de les refondre, au cas qu'apres aucun vienne, qui demande & obtienne plus grand droict, ou d'emprendre pour les pourſuis, l'adueu garand & defenſe, & les acquiter & deſpecher, & à ces fins ſont tenus laiſſer leurs lettres & enſeignemens à Cour, qui ſe gardent ſaines & entieres pour les rendre en cas de refuſion: toutesfois ou la repente ou les deniers deuz ne ſeroient du tout acquitez, & qu'il reſtroit aucune choſe, ou à payer: en ce cas ſeroit eſcrit ſur le dos deſdites lettres pour combien l'obligation demoureroit en force, & l'eſcriture ſignee du Greffier de la ville: & ce fait, les lettres rendues à ceſtuy, à qui elles appartiennent. Art. 174. Les ayans ordre par telles ordonnances ſont receus à oppoſition, s'ils entendent par icelles eſtre greuez, que rien ne ſoit deliuré, qu'ils ne ſoient ouys: & ſont tenus faire euoquer ceux, contre leſquels ils entendent extendre leurs oppoſitions à la huictaine enſuiuant.

Creanciers hypothecaires tenus bailler caution.

Creanciers ayans ordre comme ſont receus à oppoſitiõ

NORMANDIE Chap. 22. Art. 565. A la defalcation qui ſe fera pour rentes Seigneuriales & foncieres inraquitables, eſtimation d'icelles ſera faite au denier xx. ſi elles ſont en argent. Et ſi elles ſont en eſpeces, l'eſtimation pour le principal ſera faite ſur le pris commun des v. annees dernieres reduites à vne: & pour le regard des arrerages, elle ſera faite ſur le pris arreſté en Iuſtice, d pour chacune annee des arrerages, qui ſont eſcheus.

Rentes Seigneuriales & foncieres non rachetables, ſont eſtimees au denier xx. ſi elles ſont en argent: ſinon l'eſtimation ſera faite ſur le prix commun des v. annees dernieres reduites à vne.

d C'eſt à dire ſelon l'extraict du Rapport des gros fruicts qui eſt au Greffe des iuriſdictions.

TOVRS Tit. 21. Art. 214. En †† execution qui ſe fait de choſe immeuble hypothequee au payement d'vne rente, le creancier hypothecaire eſt preferé au creancier qui n'a action perſonnelle. Art. 215. Si deux auoient acquis rentes, encores que le ſecond fut e premier en poſſeſſion, neant-moins le premier en hypotheque ſera preferé. Art. 216. Le S. de Fief eſt preferé à tous autres creanciers: & apres luy, celuy à qui eſt deuë la premiere rente fonciere.

e Cela ſemble eſtre contre la Loy quotiens. C. de rei vind.

LA SALLE de Lille, Tit. 24. Art. 4. Ceux qui pretendent droict és deniers des purges amiablement faites ou decretez iudiciairement, tant en noſtre Gouuernance de Lille, que Bailliages & Cours y ſortiſſans, ſont tenus de eux oppoſer, apres leſdites purges decretees, quand au fonds, où leſdits decrets ſont adiugez, en baillant leurs lettres d'hypotheques ou enſeignemens ou du moins, endedans viii. iours enſuiuans pour eſtre procedé aux ordonnances deſdits deniers, à l'aiſement de la Cour, par laquelle leur eſt baillé ordre ſelon les dates de leurs hypotheques, & ſont payez de leurs rentes, iuſques au iour deſdites ordonnances à rat de temps. Art. 5. Tels hypothecaires ſont tenus de bailler caution de refondre ce qu'ils reçoiuent, au cas que aucuns par apres y demandent & obtiennent plus grand droict. Et à ces fins, laiſſer leurs lettres & enſeignemens à Cour, qui ſe y gardent ſaines & entieres pour les rendre en cas de ladite refuſion. Et ſe telles rentes ou debtes ne ſont du tout remplies & acquitees, l'on eſcrit ſur le dos deſdites lettres, pour combien elles demeurent en vigueur ſous le ſeing des Greffiers des lieux. Et ce fait, ſe rendent leſdites lettres ayans droict d'icelles. Art. 6. Par leſdites Ordonnances de deniers, les Iuges retiennent pouuoir & auctorité, ſ'il y a en icelles erreur ou obſcurité, de les interpreter changer & corriger, parties oyes, ainſi que faire ſe deura par raiſon. Et ſont receus les ayans ordre à oppoſition ſ'ils entendent, par icelles eſtre intereſſees, ou mis en ordre poſterieure, que riens ne ſoit deliuré qu'ils ne ſoient oys.

†† Ces Art. 214. 215. & 217 ſont mis au lieu des 1. 2. & 4. Art. anciens dudit Titre.

LODVNOIS Ch. 22, Art. 1. En matiere d'executiõ ſur la choſe immeuble hypothequee au payement de rente acquiſe, le crediteur qui a eu poſſeſſiõ de la rẽte eſt preferé aux creãciers qui n'õt que debte perſonnelle. Et ſ'il n'a poſſeſſiõ, il ſera

Source : BIU Cujas

payé & les creanciers perſonnels, & autres ſelon l'ordre de Droict, ſinon qu'il ait fait diligence telle que deſſus. Art. 2. p. *à Tours*. Art. 216. à tout autre crediteur & apres luy ceux qui ont rentes hypotheques ſur le domaine: toutesfois la rente deuë pour cauſe de choſe baillee à icelle rente, eſt preferee à tous autres qui auroient eſté acquiſes ſur le Domaine. Art. 3. p. *à Tours*. Art. 215. Rente l'vn apres l'autre : ſuppoſé que le ſecond acquereur euſt eu poſſeſſion apres: neantmoins il ſera preferé au ſecond qui auroit premier poſſeſſion.

ANIOV Tit. 20. Art. 476. Le premier crediteur, jaçoit qu'il n'euſt eu poſſeſſion de ſa rente, ſera touſiours preferé & premier payé que les autres ſubſequẽs crediteurs ou acquereurs ſur les biens du debteur, qui n'auroient eu poſſeſſion de leurs rentes, en faiſant par le premier interrupter les ſubſequens au dedans de v. ans, apres la poſſeſſion prinſe par les ſubſequens. Et poſé que le ſecond ou ſubſequent acquereur ait eu poſſeſſion, toutesfois elle ne luy eſt ſuffiſante: ſinon qu'il fut demouré paiſible ſans interruption par v. ans. Car ſi dedans les v. ans, le premier acquereur faiſoit reellement ou ciuilement interrupter, alors le premier acquereur, poſé qu'encores n'euſt eu poſſeſſion ſeroient preferé au ſubſequent. Et ſi ledit premier acquereur qui n'auroit eu poſſeſſion, ne faiſoit ſa diligence d'interrupter les ſubſequens au dedans des v. ans de la poſſeſſion par eux prinſe: en ce cas les ſubſequens qui auroient eu poſſeſſion, ſeroient preferez au premier. Car par la Couſtume, priorité & poſteriorité n'a pas en ce lieu: mais leſdits ſubſequens qui auroient par la forme deſſuſdicte acquis droict d'eſtre preferez au premier, eſtoient ſi negligens qu'ils ſouffriſſent que le premier crediteur ou acquereur acquiſt poſſeſſion de v. ans, ſans le faire interrupter, en iceluy cas, le premier apres v. ans de poſſeſſion paiſible auroit recouuert droict d'aller à contribution & pareil degré que les ſubſequens crediteurs qui auroient premierement acquis droict de le preferer. Et ſi le premier acquereur, qui a eu poſſeſſion, auoit ceſſé & eſté negligent de faire interrupter les derniers acquereurs, au dedans des v. ans apres la premiere poſſeſſion, par eux euë. En ce cas celuy ou ceux des derniers acquereurs qui n'auroient eſté interruptez au des v. ans apres leur premier poſſeſſion, iront à contribution auec le premier crediteur ou acquereur, ſinon que ſa rente fut cree parauant xxx. ans. Art. 477. Et ſi aucun des crediteurs ou acquereurs a donné grace qui n'excede ix. ans de reſcourre la terre ou rente par luy acquiſe, le tenement de v. ans ou autre preſcription ne court point en matiere d'hypotheque au profit de l'acquereur à telle grace durant le temps d'icelle. Art. 479. Les debtes qui apperront par lettres obligatoires, où il y a hypotheque, & auſſi celles dont appert par ſentence ou iugé de Cour, ſont preferees f aux debtes ſimples & perſonnelles, & qui ſont ſans hypotheque: leſquelles cheent en action, & non en execution. Art. 480. Si aucun a rente ſur autruy, qui à celle payer ſoit obligé & ſes biens affectez & hypothequez, il eſt preferé & premier payé quand ce vient a executer les biens de l'obligé auant tous autres creanciers, qui auroient aucunes debtes perſonnelles ſur les biens & choſes de tel obligé, ſi ainſi eſt que le creancier ait eu poſſeſſion & ſaiſine de ſa rente. Art 481. Et ſ'il n'a eu ſaiſine & poſſeſſion de ſa rẽte, les debtes perſonnelles dont il apparoit par obligation hypothecaire, ſeront en pareil degré & autant priuilegiees, & viendrõt tels crediteurs en matiere d'execution à contribution, chacun *pro rata* : & en ce cas priorité & poſteriorité de contracts n'a lieu. Art. 482. les rentes aſſiſes ſur l'heritage & choſe immeuble du debteur, à qui ſeroit l'heritage baillé à telle rente ſoient crees parauant xxx. ans ou depuis, ſeront preferees auant toutes autres rentes & charges, ſi ce n'eſtoient les charges anciẽnes deuës & crees ſur tel heritage parauant ladite baillee à rente & les deuoirs Feodaux.

LE MAINE Tit. 21. Art. 479. p. *à Anion*. Art. 476. poſé qu'encores, &c. Art. 481. Mais ſi les ſubſequens, &c. le premier acquereur apres icelle poſſeſſion paiſible d'iceux v. ans, auroit, & c. *iuſques à ce mot*, preferer *inclus*. Art. 482. En † matiere d'execution ſur la choſe immeuble hypothequee au payement de la rente acquiſe, le crediteur qui a eu perception de la rente, doit eſtre preferé aux autres creanciers, qui n'ont eu perception de leur rente, & autres creanciers qui n'ont que debtes perſonnelles. Car le creancier qui a eu perception de ſa rente, eſt preferé à tous autres ſans auoir regard à la priorité * ou poſteriorité du contract. Et ſi le premier creancier qui n'a eu perception de la rente fait interrupter au dedãs

Tenement de v. ans ou autre preſcription ne court en matiere d'hypotheque.

Debtes portans hypotheque par lettres obligatoires ou ſentence ſont preferees aux debtes ſimples ou perſonnelles & qui ſont ſans hypotheque.

Contribution.

Rentes aſſiſes ſur l'heritage crees parauant trente ans ou depuis ſont preferees à toutes rẽtes & charges : fors les charges anciennes & les deuoirs Feodaux

† *Ceſt Art. 482. a eſté ainſi eſcrit & moderé.*

* Aliàs, & P. V.

f Par Arreſt du 13. Feurier 1586. cy deſſus recité vn Procureur de Tours plaidant Nauarrot obtint d'eſtre receu en ſon ordre d'hypotheque ſur vne terre decretee pour le ſort principal de l'argent preſté du iour de l'obligation precedẽte la ſentence. Et quãt aux dommages & intereſts du iour de la demande par luy faite d'iceux à la raiſon du denier douze qui equipolle à l'vſure du ſort demandee & deue en contractant de bonne foy & non par la ſtipulation L. Lucius 47. D. de act. empti. Combiẽ qu'il y a Arreſt donné au rapport de M. de Pardeſſus, par lequel la Cour adiugea lesdommages & intereſts d'vn argẽt deu par ce qu'ils eſtoient ſtipulez ſcilicet en contractant, à faute de paier que l'on

ſeroit tenu de tous deſpens, dommages & intereſts. Conformement à ce qui eſt traicté par Scęuola in L. Lucius Titius 18. D. qui pot. in pig. Au reſte les dommages & intereſts ne ſe doiuent iuger ſeparement, ains ſe doit faire la condamnation par meſme iugement & ſentence, ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé meſmes par Arreſt du 3. Ianuier 1569. Deſpẽs ou intereſts

Source : BIU Cujas

ne ſe doiuent plus demander quand le principal eſt payé conformement à la loy eos. C. de vſuris. l. 4. C. de poſiti l. termi-natio C. de fruct. & lit. expenſis, ainſi a eſté iugé par Arreſt du 14 Ianuier 1585.

des v. ans, le ſecond creancier, il y ſera preferé: poſé que le ſecond creancier ait eu premier perception & au deuant de ladite interruption. Ar. 483. & 485 p. *aux Ar.* 477. & 479. d'*Anjou*. Ar. 486. p. *à Anjou*. Ar. 480. ne poſſeſſion, &c. priuilegiees cõme les rentes & debtes reelles: & viendront tels crediteurs, &c. Art. 487. p. *à Anjou*. Art. 481.

BOVRBONNOIS Ch. 13. Art. 150. *A la fin.* Et ſera fait droict aux oppoſans par diſcuſſion de priorité, ou poſteriorité, & au pourſuiuant les Criees, & l'heritage adiugé au dernier encherilſeur à la charge des droicts & deuoirs Seigneuriaux Feodaux & directs ſeulement, ſans aucuns arrerages d'iceux, *etiam* ſi les Seigneurs pour raiſon d'iceux ne ſe ſoient oppoſez, & auſſi à la charge des Criees. Art. 152. Et touchant les autres debtes pretendues par les creanciers oppoſans & à iceux adiugees, ſera le pris entr'eux diſtribué ſelon l'ordre de priorité ou poſteriorité, eu eſgard à l'antiquité, priuilege & qualité des debtes, ainſi comme de raiſon: & en cas de deſconfiture, qui eſt touchant les oppoſans en l'ordre de diſcuſſion, qui eſt touchant les perſonnelles, ſi du pris mis en l'adiudication par Decret, apres les hypotheques payees, n'y a argent ſuffiſant pour icelle payer: en ce cas qui eſt de deſconfiture, ſe payeront les oppoſans ſur le pris reſtant au ſol la liure.

Cas de Deſconfiture.

AVVERGNE Chap. 24. Ar. 43. Touchant les, &c. p. *à Bourbon*. Ar. 152. creanciers, ſera, &c. & poſteriorité, &c. eu regard, & c. ainſi que raiſon veut.

Frais des Criees.

LA MARCHE Chap. 30. Ar. 394. Et doit eſtre preferé celuy qui a fait les frais & deſpens des Criees & de l'interpoſition de Decret: pour leſquels frais, celuy qui a fait faire les Criees eſt preferé à tous autres creãciers, poſé qu'il ſoit ſubſequent en date: & apres eſt preferé le Seigneur foncier pour les arrerages, pour leſquels s'eſt oppoſé: & doit le Iuge proceder à la diſtribution du pris entre les oppoſans ſelon l'ordre de priorité & poſteriorité & priuilege des oppoſans, ſoit que le decret ſoit interpoſé par defaut ou parties ouïes, par cognoiſsãce de cauſe.

Rente ou hypotheque.

XAINCTONGE Tit. 17. Art 119. Si celuy qui a fait mettre aucuns biens en ventes, Criees & ſubhaſtations par defaut de payer des arrerages de pluſieurs annees, d'aucune rente ou hypotheque, apres icelles faites & parfaites requiert auoir garniſon de main ou ſaiſine ſur les biens ainſi criez pendant & durant le procez des Criees, la garniſon ou ſaiſine ne luy doit eſtre faite que pour les arreges d'vne annee de la rente tant ſeulement, & non pas pour tous les arrerages enſemblemẽt. Art. 120. Toutesfois & quantes qu'aucun a quelque rente fonciere ou deuë pour baillete d'heritage, ſur aucuns lieux immeubles, ſoient roturiers ou autres, & qu'il en ait iouy par xl. ans & plus, ladite rente eſt dite & reputee pour ancienne: tellement que ſi aucuns ont fait crier les biens immeubles obligez à ladite rente ou baillete, & ſ'en ſoit enſuy adiudication de Decret: & qu'il ait eſté executé: icelle adiudication ou execution ne peut preiudicier à celuy qui a la rente de xl. ans & plus qu'il ne ſoit receuable à demander & pourſuiure la continuation de la rente & payement des arrerages d'icelle: cõbien que celuy à qui eſt deuë ladicte rente ancienne, & qui en a iouy par xl. ans & plus, ne ſe ſoit oppoſé aux Criees & adiudication de decret & execution d'iceluy.

Garniſon de main pour vne annee ſeulemẽt d'arrerages d'vne rente, pendãt les Criees.

Rente fonciere ou pour bail d'heritage dont on a iouy xl. ans eſt reputee ancienne.

On n'eſt tenu de ſ'oppoſer pour rente ancienne puis xl. ans en ça.

SOLE Tit. 29 Art. 21. Apres que les ſermens ſont faits par les creanciers, la Cour procede à la diſtributiõ des deniers ſelon la preference: & ſont preferez les droits du Roy & de la Cour: leſquels ſe payent entierement: & apres eſt preferé le dernier Dot, pour lequel la choſe precomptee eſt hypothequee, & iceux ſont payez reſpectiuement entierement, tant comme les deniers ſe peuuent eſtendre. Ar. 22. Car les droicts du Seigneur & de la Cour ſont principalement priuilegiez, & ſecondement eſt priuilegié par la Couſtume le dernier Dot, qui eſt mis & appoſé ſur les biens. Ar. 23. Et le ſurplus des deniers eſt diſtribué aux autres creanciers qui auront fait les ſermens à la diſcretion & cognoiſſance des Iuges de ladicte Cour. Art. 24. Et ſi les deniers conſignez ne ſont baſtans pour payer tous les creãciers ſe partit la defalcation aux creanciers non priuilegiez, ſol pour liure.

Diſtributiõ de deniers ſelon l'ordre.

Droicts du Roy & de la Cour.

Dernier Dot.

Droicts du Seigneur & de la Cour ſont priuilegez.

XII. ACS Tit. 14. Art. 5. Le Bayle g ou autre qui interpoſera le Decret, aura pour ſon ſalaire en biens immeubles, x. ſols t. & pour la main-miſe, Criees, publications pour chacune d'icelles ii. ſols t. & pour la poſſeſſion reale, v. ſols t. Et quant aux ſalaires des Sergens Royaux en toutes matieres ne prendront plus grand ſalaire, que ce qui eſt contenu aux Ordonnãces Royaux. Ar. 6. Et en biens meubles n'aura que v. ſols, pour Decret & Criee, ſi moins en aucuns lieux n'en ont accouſtumé auoir: auquel cas eſdits lieux ne prendront que ce qu'ils auront accouſtumé & le Greffier en aura autant, en mettant les Criees & Decret en forme.

Deſconfiture Salaire du Bayle ou autre interpoſant le Decret.

Salaire des Sergẽs Royaux

g Pour le ſalaire des Sergens pour le fait des Criees faut voir cy deſſus: & le xii. liure de la Conference des Ordonnances pour leur ſalaire Titre des Huiſſier & Sergẽs.

Source : BIU Cujas

LA BOVRT Tit. 14. Art. 18. Et pour faire icelle interpoſition, le Bailly doit auoir pour ſon ſalaire & voyage xxxv. t. le Greffier xx. ſ. t. le Merin ou Sergent, xviii. ardits & l'Aduocat du creancier, xx. ſols t. Art. 19. Et ſils vont hors la Paroiſſe de leur habitation: autrement iceluy Bailly ne doit auoir que xii. ſols vi. d. t. le Greffier vii ſols vi d. t. le Sergent ix. ardits & l'Aduocat vii. ſols vi d. t. Ar. 20. Et d'icelles ſommes chacun d'eux doit faire ſes deſpens, ſans que le creancier ſoit tenu leur bailler autre choſe: reſerué vi. ſols t. des Criees pour le droict du Roy: & iceluy creancier eſt tenu payer le droict d'iceux preud hommes, qui ont eſté à faire l'eſtimation, & non à autre, ſi bon ne luy ſemble.

CAMBRAY Tit. 20. Art. 8. Pour les droicts de Iuſtice en ſubhaſtation, vente & Criees d'vn heritage rapporté outre les droicts Seigneuriaux ou droict de vente ordinaire, il n'eſt deu autre choſe que le vin de la miſe à pris & le droict ordinaire de chacune Criee, qui eſt en Eſcheuinage de xx. ſols pour chacune: & en Bailliage, de xl. ſols.

XIII. BRETAGNE Tit. 15. Art. 269. On †† ſe peut approprier de tout heritage ou autre choſe reputee immeuble, ſoient ſeruitudes ou autres droicts reels, par tous contracts & titres receus de droict & de Couſtume habiles à transferer Seigneurie, acquerant leſdits heritages ou droicts de celuy qui eſt ſaiſi & actuel poſſeſſeur en ſon nom, par luy & ſes autheurs par an & iour: prenant ledit acquereur poſſeſſion actuelle en vertu deſdits contracts & titres. Et faiſant apres ladite poſſeſſion trois bannies tant dudit contract, que de la priſe de poſſeſſion par iii. iours de Dimanche conſecutifs ſans interualle, incontinent apres l'iſſuë de la grand Meſſe en la congregation du peuple, à haute & intelligible voix aux lieux accouſtumez à la Paroiſſe ou Paroiſſes, où les choſes acquiſes ſont ſituees: par leſquelles bannies ſera faite expreſſe declaration par quelle Cour, ſoit ptochaine ou ſuperieure, l'acquereur l'entend l'approprier: & faiſant ledit acquereur rapporter & certifier les bannies en iugement des prochains plaids generaux ſubſequens leſdites bannies, deuant le Iuge du lieu, où ſont leſdites choſes ſituees, par le Sergent qui a fait les bannies & deux Records, ou par deuant le Iuge ſuperieur ſelon la declaration portee par leſdites bannies, en l'endroit de la menee & obeiſſance du Fief, dont les choſes ſont tenues, ſi obeiſſance y a. Laquelle certification de bannies ſe fera en iugement, huictaine apres la derniere bannie pour le moins: & ſera ladite huictaine franche ſans compter le iour de Dimanche de la derniere bannie ny le premier iour deſdits plaids. Art. 270. Apres la certificatiõ deuëmẽt faite, ne ſera receu aucun oppoſant: ains ſera l'acquereur approprié. Art. 271. Si † aucun acquiert heritages ou droicts reels par quelque titre ou cõtract que ce ſoit & la poſſeſſion reellement priſe, il en a fait vne bannie dont il ait informé en iugement, huictaine apres en la forme que deſſus, & depuis le tienne & poſſede notoirement par le temps de x. ans, il ſera du tout & enuers tous approprié: & ne luy nuira d'auoir fait pluſieurs bannies. Art. 272. Tout acquereur aiant titre, en vertu duquel il a poſſedé actuellement & notoirement xv. ans entiers & accomplis, par luy & ſes autheurs à compter du iour de la poſſeſſion priſe ſans interruption, ſera vers tous & contre tous approprié. Art. 273. Celuy †† qui iniuſtement retient le bien d'autruy & l'aliene ou le perd, combien que l'acquereur en fut approprié, ſi eſt il tenu en faire recompenſe à celuy qui eſtoit Seigneur & proprietaire de la choſe ainſi alienee ou perduë: & ce par heritage ou autrement, au chois de celuy duquel l'heritage a eſté aliené. Art. 274. Ceux † qui ſont appropriez par bannies d'heritages & droicts reels, en la forme cy deſſus, ſont defendus contre quelques perſonnes que ce ſoit, abſens, mineurs & tous autres: ſans aucuns excepter: fors & reſerué contre ceux qui ſont hors du Duché, au temps de la certification des bannies: leſquels ont an & iour pour ſ'oppoſer, à compter du iour de ladite certification, contre leſquels ſeroit requis que l'acquereur euſt tenu leſdites choſes par an & iour ſans empeſchement, apres ladite information & certification de bannies. Art. 275. Et †† ſ'il y auoit dol ou fraude au contract ou aux bannies, competera action, nonobſtant les bannies & certifications d'icelles, iuſques à x. ans apres ladite certification. Et où il n'y auroit bannie, ne ſera aucun receuable apres les 15. ans à compter du iour du contract & poſſeſſion priſe, à debatre le contract de dol fraude ne ſimulation & demeurera l'acquereur comme dit eſt approprié. Ar. 276. La †† forme cy deſſus mentionnee pour faire bannie d'heritages ſera vniuerſellement gardee par tout le pays, quelque vſement local, que les Seigneurs & Gentils-hommes ayent par cy deuant pretendu en leurs terres, ſans preiudice de leurs droicts en autre choſe. Art 277. Les † bannies d'heritages ſituez en pluſieurs Paroiſſes ſe doiuent faire en chacune d'icelles & certifier en la iuriſdiction, dont les

Appropriances ſe font par trois iours de Dimanche auec trois bãnies tãt du contract que de la priſe de poſſeſſion.

†† *Ceſt Art. 269. & 270. reforment & cõprennent les Ar. 265. & 268. anciens. Et ſur ledit Ar. 269. les Deputez de la Nobleſſe ont requis qu'il fut introduit pour Couſtume, que Retraict lignagier auroit lieu dans l'an & iour du contract nonobſtant l'appropriemẽt fait par bannies.*

Auons ordonné que leſdites bannies, certificatiõ & appropriement, auront leur effect, cõme il eſt contenu audit Art. & autres ſuiuans dudit Titre.

Menee & obeiſſance du Fief.

Oppoſition n'eſt receue apres la certification des bannies.

† *Le 266. Ar. ancien a eſté reformé & diſtingué en ces deux Art. 271. & 272.*

†† *Ceſt Art. 273. eſtoit le 285 ancien du Titre des deſpens, dõmages & interests.*

† *Ceſt Art. 274. eſtoit le 269. lequel a eſté ainſi reformé & mis en ce lieu plus conuenable.*

Source : BIU Cujas

choſes ſont tenues prochement ou Cour ſuperieure. Et où on auroit omis à bannir en quelques vnes deſdites Paroiſſes vaudra l'appropriement pour le regard des heritages ſituez aux Paroiſſes, où les choſes auront eſté deuëment bannies: pourueu qu'on ait fait les bannies en la Paroiſſe, en laquelle le chef ou principal manoir de la terre ſont ſituez. Art. 283. Entre freres & ſœurs & autres coheritiers, le detenteur de l'heritage partagé entr'eux, eſt approprié par an & iour ſans bannie, au regard de ſes coheritiers.

Appropriez deuëment, ſont defendus contre toutes perſonnes fors contre ceux qui ſont hors le Duché au tẽps de la certification des bannies

†† *Ces Art.* 275. 276. & 277. *ſont de nouuel adiouſtez.*

†† *Maiſtre Iean le Preuoſt ſe diſant Procureur du Comte de Painthieure, ledict Godet Procureur du Comte de la Val & M. Pierre Boudet ſoy diſant Procureur de Meßire René de Langan Cheualier Sieur du Bois-Feurier ont dis ſ'oppoſer & empeſcher que le contenu en iceluy ait aucun lieu pour leur regard, remonſtrant ledit Preuoſt audis nom, que ledict ſieur Duc de Painthieure à cauſe de ſondit Duché a droict hereditel & patrimoniel de faire faire par ſon Sergent Bannier ou ſes Commis, les Bannies de tous les contracts d'heritages qui ſe feront en la iuriſdiction à iour de marché à certain lieu en la ville de Lamballe. Duquel droict il eſt en bonne poſſeſſion, & en a iouy & ſes denanciers de tout temps. Et pour ces cauſes auroit requis, nonobſtant le contenu audict Art. y eſtre maintenu & conſerué. Et quand audict Godet audict nom, a dict que ledict Sieur de la Val a auſſi vn droict hereditel en ſon Comté de Quintin, duquel il eſt en poſſeſſion immemorial, que toutes les bannies des terres & heritages vendus alienez ſous les Fief & iuriſdiction dudict Comté de Quintin, ſe font au bout de ſa halle de la ville dudict Quintin, à iour de marché, & ce par le Sieur de Quellineuc ou ſon Commis Bannier Feodal de ladicte iuriſdiction, & non aux iſſues des grandes Meſſes Parochiales, ainſi que le portent leſdits Art. requerant qu'il ſoit dict que le dict Art. ne pourra preiudicier au droict patrimonial & hereditel cy deſſus mentionné, ny à tous autres ſemblables que ledict Seigneur Comte de la Val peut auoir en ſes autres terres & Seigneuries, tout ainſi que s'ils eſtoient en ceſt endroict particulierement declarez. Et quant audict Sieur de Bois-Feurier, que de tout temps les Seigneurs Barons de Foulgeres ſe ſeroient reſeruez priuatiuement le droit de bãnie, & appropriemẽt de tous contrats d'heritages faits par les ſuiets & vaſſaux en ladite Baronnie de Foulgeres: Que pour faire leſdites bãnies les ſieurs de la maiſon du Bois-Feurier, laquelle eſt mouuãte de ladite Barõnie, ont droit & ſont en poſſeſſiõ de cõmettre Sergẽs ſuffiſans leſquels ont accouſtumé faire leſdites bãnies au grãd Carrouër de la ville de Foulgeres, à iour de Samedy heure de marché. Duquel droit luy & ſes predeceſſeurs & les Sergens par eux nõmez & cõmis ont vſé & iouy iuſques à preſent ſans contradiction, ne qu'il en ſoit venu plainte: aiant iceluy droict qui eſt heriditel & patrimonial rendu par aduen au Roy, comme portion du reuenu de ſa terre: requerant pour ces cauſes qu'il ſoit dit que ledit Article n'aura lieu pour ſon regard en ladicte Baronnie de Foulgeres: & qu'il pourra iouyr & vſer de ſeſdits droicts & faire faire leſdictes bannies, comme il a faict au temps paſſé. Surquoy leur auons reſerué de faire droict par cy apres. Et depuis les Deputez de la Nobleſſe ont requis que ceſt Art. 276. fut rayé, d'autant qu'il contient derogation aux vſemens locaux, qui ſont comme droicts patrimoniaux: & en particulier le Seigneur du Bois-Feurier à repeté l'oppoſition par luy cy deuant formee contre ledict Art. De laquelle oppoſition luy auons adiugé acte pour luy ſeruir ce que de raiſon: & neantmoins ordonné par prouiſion que la forme portee par ledit Art: ſera gardee.*

† *Les Deputez de la Nobleſſe ont requis que la certification des bannies & appropriemens ſe fiſſent par deuant les Iuges de la iuriſdiction, dont les choſes ſont prochement tenues, & non de la iuriſdiction ſuperieure. Et neantmoins auons ordonné que ledit Art. demeurera comme il eſt eſcrit audict cayer.*

Fin de la Conference des Couſtumes generales & particulieres.



Source : BIU Cujas

INDICE PERPETVEL CONTENANT L'HARMONIE DES COVSTVMES PAR forme de lieux Communs auec vne briefue explication des mots plus obscurs & difficiles.

A

Aage.

AAge des Notaires ne sera moindre que de xxv. ans Poictou Art. 376.

Aucun ne sera receu Notaire ou sergẽt, qu'il n'ait xxv. ans Tours. Art. 77.

Aage de xx. ans accomplis pour les hommes, & de xv. ans pour la fille, à faire la foy & hommage & charges de Fief Paris. Art. 32. & 41. Laon Art. 171. Chalons Art. 181 Estampes Art. 19.

Et aux femelles de xvj. ans Grand-Perche Art. 41. Et aux femelles de xviij. ans. Mante Art. 27.

De xx. ans & vn iour pour les masles, & de xiiij. ans & vn iour pour les filles Mõtargis Chap. 1. Art. 32. & 58. Orleans Art. 35.

De xx. ans tant pour les filles, que les fils Auuergne Chap. 22. Art. 28. La Marche Art. 200.

De xx. ans & vn iour pour le masle, & de xvj. ans & vn iour pour la fille Senlis Art 155.

De masle à xx. ans, & de fille à xij. ans Bourbonnois Art. 33.

De xxj. ãs pour le masle, & de xv. ãs pour la fille Chasteau-neuf Art. 44. Chartres Art 42. Dreux Art. 31. fors és v. Baronnies, esquelles les fils & filles sont receus à xiiij. ans Chartres Art. 44.

De xxj. an pour les mineurs estans en la Garde du Roy, & de xx. accomplis, s'il est en la Garde des autres Seigneurs. Normandie Art. 197.

De xviij. ãs & vn iour pour les fils nobles, & de xiiij. ans & vn iour pour les filles Sens Art. 158 & 220.

De xviij ans pour receuoir les hõmages des suiers Tours Art. 116. pour les masles pour receuoir lesdits hõmages, & de xiiij. ãs pour les filles Tours Art 344. Melun Art. 32. Clermõt Art. 91. Sedã. Art. 154. Pour bailler Aduen des terres roturieres. Normãdie Art. 197.

De xiiij. ans pour le fils noble, & de xij. pour la fille, Meaux Art. 145. & 151. Troyes Art. 18. Chaumont Art. 12. Reims Art 69. & 113. Sainct Quentin Art. 77. Peronne Art. 58. Niuernois Chap. 4. Art. 5.

De xiiij. ans pour porter la foy & hõmage Chartres Art. 41.

De xxv. ans pour faire l'hommage Angoumois Art. 28.

Mariage n'attribue l'Aage pour tenir Fiefs & faire la foy & hõmage, & suffit que l'vn des mariez soit aagé pour ceste effect Melun Art. 34

Seigneur Feodal peut tenir les masles & femelles pour aagez auparauant les xviij. & xiiij. ans à son preiudice, & non du Gardiẽ ou Baillistre. Melun Art. 33.

Vassal maieur de xiiij. ans peut prester le serment de fidelité: & s'il est moindre, se peut differer iusques à l'aage de puberté. Tournay Tit. 10. Art. 14.

Enfans Nobles Aagez à xx. ans complets, & les filles à xiiij. ans, & les Coustumiers, fils ou filles, à xiiij. ans sont habilles à la poursuite de leurs droicts, peuuent contracter de leurs meubles & non aliener les choses hereditaux, sans auctorité de Iustice, iusques à ce qu'ils ayent xx. ans Anjou. Art. 444. Le Maine Art. 455.

Coustumiers ne sont Aagez de tenir leur terre tenue à Foy pluſtot que les Nobles, Anjou. Art. 444. Le Maine Art. 455.

Enfans mineurs quand sont tenus pour aagez Tournay Tit. 9. Art. 1.

Enfans ayans l'Aage de xv. ans includs & la femelle xj. ans, peuuent contracter & disposer de leurs biens sans emancipation Aire Tit. 1. Art. 10. Bappalmes Tit. 1. Art. 15.

Enfans non ayans Pere ne Tuteurs sont reputez Aagez, c'est à sçauoir les masles à xviij. ans, & les femelles à xv. ans la Salle de Lille Tit. 13. Art. 5.

Aage esgale comme se doit entendre Auxerre Art. 222.

Ablais croissans & fruicts Amiens Art. 214. Ponthieu Art. 110. ne seront charriez &c. Ponthieu Art. 107. & 158.

Abonnage Chartres Chap. 4. Art. 16.

Abonner. Tours Art. 122. Lodunois Chap. 12. Art. 5. Rerefief. Dunois Art. 21.

Fief Abonné Chartres. Chap. 4. Art. 16.

Roucins de Seruice Abonnez Tours. 95. & 96. Lodunois Chap. 8. Art 1. & 7. Anjou Art. 131. Le Maine Art. 142. Grand Perche Tit. 2. Art. 38.

Loyaux Aydes Abonnez Tours Art. 94. Lodunois Chap. 8. Art. 8.

Homme & femme serfs Abonnez. Azay le Ferron Art. 3. Buzançois Art. 5. Bouché, Art. 5. S. Genou Art. 4. Maizieres Art. 20. Sainct Cyran Art. 8.

Musniers Abonnez. Chasteaurenaut Art. 1.

Taille ou Queste Abonnee v. les dictions Taille & Queste en leurs lieux.

Abonnement la Marche Chap. 17. Art. 153.

Deuoir Abonni ou deuoirs Abonnis Poictou Art. 31. 106. 148. & 188.

Droict Abonni la Rochelle Art. 4.

Acquereurs & Abõneurs Tours Art. 121. Lodunois Chap. 12. Art. 2.

Abournage Chasteauneuf Chap. 4 Art. 22. Chartres Art. 16. Dreux Chap. 4. Art. 13.

Abourner foy & hommage Anjou Tit. 11. Art. 208. le Maine Tit 12. Art. 223. ses rentes, deuoirs & hõmages iusques à la tierce partie. Ib.

Fief Abourné Chasteau neuf. Chap. 4. Art. 21. Dreux Chap. 4. Art. 13.

Rachat Aborné Grand Perche. Art. 37. & 38.

Abornement. Chasteau neuf & Dreux Ib. Anjou. 418. le Maine Art. 432. Grand-Perche Art. 38.

Abournemens de Fiefs licites. Anjou Tit. 11. Art. 208. le Maine Tit. 12. Art 223. Ne se peuuent faire au preiudice du Seigneur Suzeram Anjou Tit. 11. Art. 209. le Maine Tit. 12. Art. 224.

Absent doit prouuer son absence. Bretagne Art. 303. v. Prescription.

Acazer & soubs acazer. Bourdeaux Art. 101. Voyez la diction, Soubs acazement.

Accord doit estre rapporté au Iuge. Montereau. Art. 17. Appointement, Arbitrage ou departement de proces, se doit iustifier sur le Champ. Bourbonnois Art. 38. ou appointement estant faict auant l'assignation, ne sera relaté par le Sergent Bourbonnois Art. 159.

Accordemens Berri Tit. 6. Art. 1. & 6. & autres Tit. 13. Art. 2.

Accordemens, Lods ne rentes ne sont deuz en alienation, vendition, permutation ou autres contracts des choses censuelles tenues du Roy, s'il n'y a conuention expresse où autremẽt droict constitué ou prescrit. Berri Tit. 6. Art. 1.

En renonciation, cession & transports, faicts par freres où sœurs en contract de mariage de leurs parts & portions au profit de leurs freres & sœurs, s'il n'y à partage precedent Berri Tit. 6 Art. 30. En acquisition d'vsufruict par Donation, Douaire où autrement Berri Tit. 6. Art. 1. Pour partage Berri Tit 6. Art. 28. En la Ville, Chastel & Chastellenie d'Yssoudũ par acquisition de chose Censuelle, soit par succession directe où collaterale, par Contract où autrement, s'il n'y à paction où conuention au contraire Berri Tit. 6. Art. 4. En succession de ligne directe Berri Tit. 6. Art. 10. à Vierzon pour succession directe ou Collateralle Berri Tit. 6. Art. 3. sont deuz en vendition d'heritage Censuel ou rente constituee sur iceluy à faculté de rachat de dix ans & au Roy le double Cens, mais non, s'il excede dix ans Berri Tit. 6. Art. 8. Pour rente specialement assignee sur heritages censuels Berri Tit. 6 Art. 9. En ligne collaterale, fors en la ville, Chastel & Chastellenie d'Yssoudun. Berri Tit 6. Art. 10. En bail à rente ou pensiõ peipetuelle. Berri Tit. 6. Art. 21. au Roy par acquisition, confiscation, Aubeine ou autrement demoureront au Roy en la qualité qu'ils estoient portans Accordemens, lods & ventes Berri Tit. 6. Art. 2. au Roy à Vierzon pour les heritages suiets à Cens ou Festages Berri Tit. 6. Art. 3.

Accreues de Bois sont Lieux de vaine pasture Sens. Art. 154. Auxerre Art. 268. appatiennent au Haut Iusticier, comme biens vacans sinon qu'elles soient en fonds & heritages d'aucũ Sens Art. 154. Auxerre Art. 268. Troyes Art. 177. Chaumont Art. 108.

Accusez tenus respondre par leurs bouches, & ne sont reclus par Procureur Sole Tit. 35. Art. 17.

Estans morts, s'il y auoit action ou plainte deuant le Iuge, l'heritier est tenu de l'interest ciuil. Bretagne Art. 179.

Acheteur, acquesteur ou donataire pre-

Source : BIU Cujas

mier en saisiné ou infeodé ou en possession par apprehension de faict, est preferé à celuy qui n'est ensaisiné, infeodé ou qui n'a pris possession Clermont Art. 37.

Ayant retenu les hypotheques de rentes à sa charge, est tenu au payemẽt des termes entamez puis le VVerps, & prend aussi les louages. Lille Art. 57.

N'est tenu entretenir le louage faict par son vendeur ou aucteur Bar Art. 198. Clermont Art. 247. Vallois Art. 168.

S'il n'y a speciale hypotheque Bar Article 198.

Ou conducteur n'estans entré en possession, ou quãd les ventes ou louages ne sont recognus deuant loy, peut resilir. Cambray Tit. 11. Art. 1.

Manant de marchandise partable & diuisible pour reuendre, est tenu en faire part aux Bourgeois presens au marché & en iour de Foire Tournay Titre dixneuf Article 3. & 4.

Acheteurs de biens de Iustice contraints par corps au payement des deniers de leur achat. Melun Art. 315. Ponthieu Article 174. Berry Titre 9. Art. 18. Bourbonnois Article cent douze.

Apres la huictaine par prison, vente & saisie de ses biens sans solemnité Estampes Art. 157. Montargis Chapitre 20. Art. 9. Orleans Art. 439. Blois Art. 255.

Sinon qũ il y eust opposition ou cause raisonnable empeschant l'execution Montargis Chap. 20. Article 9. Orleans Article 439.

Ne iouissent de Respit, & ne sont receus à cession de biens Estampes Art. 157. & 160. sans les rendre Orleans Art. 439.

Acquests Meaux Art. 14. & 29. Melun Article 210. & 259. Sens Article 67. Montfort Art. 88.

Et meubles quand sont estimez heritages. Xainctonge Art. 88. Sens Art. 68.

Faicts par freres ou aucũs comme seront diuisez entre eux S. Seuer Titre 4. Article 4. & 5.

Acquest comme se doit entendre Reims Art. 32. Labourt Tit. 5. Article 17. Sole Tit. 17. Art. 6. Chasteauneuf Art. 108. Poictou Art. 233. Xainctonge Art. 63. Acs. Titre 1. Art. 8. Tit. 11. Art. 3. Bayonne Tit. 9. Article vingt-cinq.

Comprend ce mot Conquest Reims Art. trente deux.

Quelles choses sont reputees Acquests ou Conquests.

Heritages tenus & possedez par venditiõ, Donation & cession à personne estrange ou transport à pris d'argent ou l'equipollent, don ou legs testamentaire à personne estrange Vitry Art. 116. Sedan Art. 36. & 37. Chauny Art. 22. Laon Art. 112. Chalons Art. 117. Montfort Art. 147. Mante Art. 144. Calais Art. 10. Amiens Art. 51. & 60. Artois Art. 136. Ponthieu Art. 42.

Donnez ou leguez par Testament à personne estrange Reims Art. 33.

A enfant estant en puissance de pere non emancipé Reims Art. 35.

A femme mariee, par autre que par ses pere mere ou parens, desquels elle n'est heritiere, s'il n'est dict au contraire Reims Art. trente quatre.

Pour recompense de seruices ou biens faicts Reims Art. 26. S. Pol Art. 40.

Procedant de Conquest dõné entre vifs, autrement, qu'en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie Reims Art. 38.

S'il n'est dit au contraire Sedan Art. 37.

A l'vn des associez Xainctonge Art. 18.

Aduenu par contract onereux ou lucratif sinon que ce fut Donation a celuy qui eust peu succeder Niuernois Chap. 26. Art. quatorze.

Du naissant du vendeur est acquest au retraiant Reims Art. 37.

Prins a surcens perpetuel, à viage ou à temps du preneur Reims Art. 39.

A titre d'emphytheose à longues annees, sinon qu'il fut marié Laon Art. 114. Chalons Art. 120. Chauny Art. 25.

Eschangé, s'il y a soulte Sedan Art. 34.

Somme de deniers donnee par autres personnes que les ascendans ou freres à filles Normandie Art. 497.

A enfans mineurs d'ans pour estre employee en achat de rente ou heritage &c. Normandie Art. 498.

Rentes acquises Chauny Art. 26.

Donatiõ faicte par vn pere à vn fils puisné d'heritage assis en Caux Normandie Art. 308.

Ou legs testamentaire faict à titre onereux a heritiers presomptifs &c. Sedan Article 35.

Tous dons s'il n'y a paction au contraire Valanciennes Art. 68. Cambray Tit. 3. Art. 1. Dunois Art. 65.

Partage ou diuision d'heritages patrimoniaux n'est Acquest ny alienatiõ Cambray Tit. 2 Art. 7.

Bail faict à vn parent venant à sa succession n'est acquest: & peut rembourser ses associez pro rata, s'il y a entrage ou deniers. Niuernois Chap. 22. Art. 8.

A autres personnes n'estant de l'estoc & branche, est commun Niuernois Chap. 22. Art 10. Bourbonnois Art. 277.

Mari ne peut estre empesché en la iouissance des Acquests Feodaux, estant seul saisi, si les heritiers renoncent à la Cõmunauté Amiens Art. 102. & femme estant saisis les Acquests sont diuisez en deux: & sera la moitié, du predecedé releuee Amiens. Art. 104. decedé auant sa femme, qui renonce à la communauté. Les heritiers peuuent releuer le total. Amiens Art. 101.

En premiere succession d'acquests ny a cotte ne ligne: & y succedent les plus prochains parens du trespassé Monstreul Article quatre.

Fiefs acquestez durant le mariage sont entierement au mari ou a ses heritiers: & ny a la femme ou ses heritiers que le Douaire La Sale de Lille Titre 2. Art 20. Cambray, Tit. 1. Art. 1. & 2.

Fors que la femme y a la moitié par forme de Douaire Teroanne Art. 3.

Fief Acquis par le Vassal, quand le Vassal a faict de son Fief son domaine, est tenu en hommage du principal Fief. Blois Article soixante six.

Apres ladite acquisition estant aliené ou mis hors de ses mains, demoure tenu de luy comme au parauant l'hommage faict: mais apres, il sera tenu du Seigneur Suzerain Blois Art. 67.

Droict de Nouuel Acquest. Voyez Nouuel Acquest.

Acquisitions de Fief faictes par le Seigneur F. sont Acquests: s'il ne les a par droit de Seigneurie Normandie Art. 200. Possedees par le successeur par trente ans, sont reunies au corps du Fief. Normandie Article 200.

Sont communes Montargis Chapitre 9. Art 4.

Si le predecedé n'en a disposé entre vifs ou par testament Ponthieu Art. 39.

Par vn des condetenteurs d'vne rente sur heritage aduenu par succession profite aux autres Estampes Art. 102.

Par vn des cõmuns profite à tous la Marche Art. 347.

Durant la communauté d'vn heritage mouuant de l'estoc & branche d'vn des cõmuns, profite à tous, s'il ne rembourse ses associez vn an apres la dissolution &c. Niuernois Chap. 22 Art. 7.

Droict d'Acquit Aniou Artt 43. 49. 50. 55. 58. & 59. Le Maine Article 50. 57. 58. 64. 67. & 68. Ponthieu Art. 85. & 86.

Acquit ou Coustume Aniou Art. 53. 55. & 58 Le Maine Art. 64 67. & 68..

Des choses vendues ou liurees se paye au Seigneurs Vicontiers dedans le Soleil couché du iour de la vente Ponthieu Art. 82. & 86.

Acre Normandie Art. 158. & 159.

Actions ciuiles ou criminelles Aniou Art. 1.

Action hypothecaire se dresse contre le possesseur ou celuy qui par dol ou fraude a delaissé à posseder. Melun Art. 177. Mante Art. 56.

Se peut intenter pour le tout contre to⁹ les detenteurs des heritages obligez audit hypotheque, en declarant &c. Clermont Art. 31.

Cõtre le detenteur de chacune des choses chargees ou hypothequees: sauf sõ recours contre les autres, en cedant par le creancier ses actions. Niuernois Chap. 7. Art. 10. contre le detenteur de la choſe specialement hypothequee, ou l'vn d'eux, s'ils sont plusieurs obligez seul & pour le tout ou contre l'obligé ou heritier sans discussiõ. Tours Art. 217. contre tous les obligez, ou leurs heritiers, par execution ou action ou contre vn seul: pourueu qu'ils soient obligez chacun pour le tout & ayent renoncé au benefice de diuision. Aniou Art. 468. & 469. Le Maine Art. 471. & 472.

Ne se doit intenter cõtre le tiers detenteur de la chose generalement hypothequee: sinon apres discussion de la speciale ou de l'obligé ou de son heritier. Tours Article 218.

Ne se cree pour obligations, sinon par Rapport d'heritage ou marnassise Tournay Tit. 16. Art. 1.

S'acquiert par apprehension de faict par Relief, ou par Saisine & Dessaisine ou mise de faict Artois Art. 71.

Actions pour debte ciuile non priuilegiee en Cour laye comme se doit intenter tant contre les manans en la Banlieue, que contre les forains Cambray Titre 25. Article 1. 2. & 3.

Pour loyers & desertes de seruice, labeurs ou peine de corps, se doiuent faire par Clain ou desgagement. Cambray Titre 25 Art. 4. ne se doiuent faire que pour vne annee: ou autrement ne sont priuilegiees Cambray Tit. 25 Art. 5. Sont vuidees, par vn seul defaut & y doit l'on obtenir par serment sur la demande Cambray Tit. 25 Art. 6. Pour faire departir aucun d'heritage ou lieu qu'il occupe, comme se doiuent intenter Cambray Tit. 25. Art. 7. Pour louage de maison, iardin ou autre lieu comme s'intentent Cambray Tit. 25. Art. 8. 9. & 10. Pour Payement de red'hibence & Censes de terres comme se doiuent faire Cambray Tit. 25. Art. 11. Pour rente fonciere pour les trois annees dernieres: & pour les louages & Censes pour vn an, sont priuilegiees Cambray

Source : BIU Cujas

Tit.25 Art .12. Pour rente heritiere fonciere ou à titre d'arrentement comme s'intentent Cambray Tit.25. Art.13.14.& 15

Pour spoliation s'intétét dans l'an Cambray Tit.2 . Art.26. Pour emport de Terrage dedans l'an Câbray Tit.25.Art.27. Pour rente viagere ou heritiere par lettres & a rachat,s'intente par clain sur les biens occupans &c. Cambray Tit.25. Art.16.Pour debte dont y a rapport & hypotheque &c. Câbray Tit.25.Art.20.

En matiere d'obseruation de contracts & marchez de ventes &c. Cambray Tit. 25. Art.21.

Redhibitoire ou forfaiture de bestes chevalines Cambray Titre 25.Art.22.

Pour amendise ou interest de quelque ouurage ou marchandise frauduleuse &c. Cambray Tit.25.Art.23.

En matiere reelle pour proprieté d'heritage &c. Cambray Tit.25.Art.25.

Vasselage Actif Berri Tit.12.Art.4.

Adcensement Vitry Art.23.

Adcensiuement Troyes Art. 58. & 148. Chaumont Art.58.& 116.

Additions pour secondes Escritures. Valanciennes Art. 21. Tournay Titre 26. Article 3.

Adebts ou Adepts.S.Omer Art.7.

Adenerer Lille Art.31.

Fruicts vendus & Adenerez Blois Article 39.

Adheriter Cambray Tit. 1. Art.1. & 2. Tournay Tit.20.Art.25.

Adheritance Cambray Tit.1.Art.37.Titre 2.Art.5. & Titre 20.Art.1. Tournay Tit. 10. Art.20.& 25.

Adheritance & Desheritance. Tournay Tit.10.Art.26.

Sont requis en donations de maisons & heritage de l'Escheuinage ou mise de faict Lille Art.61.

Quel droict on prend pour Adheritance ou desheritance Tournay Tit.10. Art.26.

Ont lieu en vente ou eschange d'heritage ou rente heritiere Vallois Art.56.

Adheritance se faict par le S. Bailly ou Lieutenant, presens les hommes de Fief en nombre de Loy. Sainct Simon Article 4. Erquinghem Art.2.

N'estant prise dans xl. iours par l'acquesteur de Fiefs ou ne denommand son commanil dedans ledit temps, est reputé saisi, apres les deuoirs de saisine faits, Cambray Tit.1 Art.3.

Adheritement d'heritages la Salle de Lille Tit.19.Art.2. Lille Art.50.156.157.161 & 170.

Comme se doit prendre& par qui ne peut estre faict. La Sale de Lille Titre 1. Art. 63. & 64.

N'a lieu en Donation.Ib.Art.64.

En Adheritement & Desheritement est deu 4. deniers Hetly Art.

Adiourner la partie à personne ou domicile Normandie Art.579.

Le Iuge en cas d'appel Clermont Art.211. Montargis Chap.22.Art.1.

Adiournement Meaux Art. 84. Melun Art.160.Nivernois Chap.31.Art.17. Tours Art.210.Berri Tit.12.Art.13. & Tit.14. Art. 5.& Tit.20. Art 5. Lodunois Chapitre 20. Art.6. Bourbonnois Art.34. & 441. Sedan Art.298.

Adiournement à Ban quand peut estre decreté tant contre Nobles que Coustumiers.Aniou Art.147.

Adiournement faict sur le lieu contentieux en actions reelles & dependans de realité, si le debteur est hors le pays. Normandie Art.577.

Doit estre faict à la partie ou domicile sinon l'Aduocat ou Procureur ayant occupé Normandie Art.578.& 579.

S'il est mineur,faut sommer le Tuteur de bailler biens meubles &c . Normandie Art.580.

Es Enquestes faictes hors la iurisdiction faut Adiourner la partie à personne ou domicile Normandie Art.579.

Sur la confirmatiõ des Criees sur le debteur ou heritiers ou tiers detenteur sera fait à personne ou domicile Auuergne Chap 24 Art.20.

Doit estre faict à la personne du saisi auant que proceder à l'adiudication, & ce, xl.iours apres le iugement donné : sinon au domicile & au Prosne de l'Eglise auec Affiche à la porte de ladite Eglise Paris Art. 359.Calais Art.161. Melun Art.335. Montfort Art.178.Mante Art. 117. Clermõt Art. 60.Vallois Art.186.Senlis Art.284.Amiens Art.256. Chasteauneuf Art. 102. Poictou Art.443 Ponthieu Art.124.& 125.

A personne ou par Edict public Sole Tit. 29.Art.19.

Contenant assignation donnee au proprietaire à personne ou domicile au mois, & aux opposans à tous en general auec cõmination &c.Berri Tit.9. Art. 50.

Assignations en general à tous pretendãs interest. Auuergne Chap.29. Art. 24. La Marche Art.387.

Doit estre faict à la derniere Criee Niuernois Chap.32.Art.44.

Faict à l'heritier ou detenteur, acheteur, & dernier rencherisseur. La Salle de Lille Tit.23.Art.25.

Contenant assignation donnee à tous en general & en especial au prochains Iours de plaids apres les Criees.Lille Art.162.

Au proprietaire ou au Curateur aux biẽs vacans Sens Art.125.

Est prealable en matiere d'hypotheque contre les detenteurs d'heritages,auant que proceder aux Criees. Vitry Article 139. Bar Art.230.

Estant faict au domicile , en absence de partie,comme de lay donné.Bretagne Artic. cle 25.

N'est neccessaire en vente des profits & reuenus de cent & vn iour aux pretendans droict. La Salle de Lille Tit. 23. Article 28.

Adiournement en Retraict lignager & autres cas specifiez doit estre special Aniou Art.386.Le Maine Art.396.

Sera faict a domicile estant au Comté & Bailliage : sinon sur le lieu en presence de deux tesmoins voisins en parlant à eux & leur laissant copie & le faisant proclamer à l'Eglise Parochial. Mante Art. 72. Bar Art.151.Chalons Art.231.

En absence se peut faire sur le lieu, s'il n'a domicil, en parlant à ses Receueurs , Fermiers ou laboureurs , sinon à deux voisins & faisant attacher l'exploit & rapport du Sergent à la porte du lieu : sinon à la porte de l'Eglise Parochial Bourbonnois Art 429. Laon Art.256. Chalons Art. 244. Reims Art.219.Sedan Art.256 Chasteauneuf Art. 78.Chartres Art.69.Dreux Art.58. Dunois Art.82.

A la personne du Procureur ou entremetteur sinon sur le lieu en presence de deux tesmoins, voisins & publié par trois Dimanches Melun Art.146.

Suffit d'estre faict au detenteur de l'heritage en cas qu'il n'ait domicile Orleans Art. 368.

Comme se doit faire en cas d'absence Berri Tit.14.Art.7.& 8 Aniou Art.412. Le Maine Art.424.

En cas de mors ou absence comme se doit faire, & les choses estre saisies iusques à ce qu'il ait trouue personne capable Tours Art.194. Lodunois Chap.15.Art. 38. Aniou Art. 151.Le Maine Art 362.

Faict contre le mari pour retirer sur la femme Ribemont Art.40.

Sera faict à personne ou domicile : sinon au fermier ou detenteur ou à deux voisins Grand Perche Art.192.

Sinon à haute voix issue de grand Messe ou Vespres à iour de Feste, & par affiches, tant à la porte de l'Eglise que de l'Auditoire Sens Art.53. Auxerre Art. 154. Bar Art. 151.Troyes Art.159.

Doit contenir electiõ de domicile du demandeur au lieu de la Iustice ordinaire Orleans article 367.Tours Art.195.

La declaration pourquoy ledit Adiournement est faict, & quelles autres choses il doit contenir Tours Art. 195. Lodunois Chap.15.Art.39.Aniou Art.414.Le Maine Art.426.

Ne sera faict à la requeste d'vn qui n'est suiet ne resseant au pays,s'il ne baille pleges resseans au pays auant que faire ledit Adiournement Aniou Art 411. Le Maine Art. 422.

Se peut faire pardeuant le Iuge ordinaire ou pardeuant le Iuge du lieu, où les choses sont situees Poictou Art.327.Laon Art. 233. Sedã Art.250. Reims Art.198.Ribemõt Art 38.Tours Art.169.Grãd Perche Art.193.

Par deuant toutes iurisdictions Suzeraines ou inferieures sans commission ou auec Commission Aniou Art.382. Le Maine Art 392.

Par deuant Iuge competant Chauny Article 109.

Par commission quand les choses sont hors du Bailliage Aniou Art.383 Le Maine Art.393.

Sans commission, seralibellé Meaux Article 84.

Doit estre faict auec Commission Soesmes. Art.6. Meaux Art. 83. Amiens Article 168.

Faict par Sergens non Royaux par deuãt Iuge inferieur non Royal à l'Assise prochaine & qu'il y ait huict iours entre l'appel & la menee du Sergent & l'Assise : & si elles se tiennent dans trois mois s'addresseront au Iuge &c.Tours Art.169.

Par sergens Royaux tant en Assise que dehors par deuant Iuge Royal.Tours Article 169.

Sera faict hors huictaine Mante Article 72.

Doit auoir huict iours francs Chasteauneuf Article 78. Chartres Art. 69. Dreux Art.58.

Ne doit contenir plus long delay, que de xv.Blois Art. 198.Dunois Art.182.

Assignation excedant le mois apres l'an & iour Sens Article.32.Troyes Article.151. xl.iours apres l'an & iour Auxerre Art. 157.Vitry Art.126. Laon Art.228. Chalons Art 232.

Se doit faire dans l'an du Contract ou de la possession prinse ou de la grace finie ou affranchissement de la rente Aniou Article 350. & 394. Le Maine Article 361. & 404.

Encores que l'assignation n'y eschee

Source : BIU Cujas

Grand Perche Article 177. Normandie Article 470.

Pourueu qu'elle n'excede huict iours. Angoumois Art. 56.

Et doit l'adiournement eſchoir dans l'an & iour de l'infeodation ou Saiſine. Paris Article 130.

De la notification. Calais Article cent quarante trois.

Peut eſtre donné apres l'an: pourueu qu'il n'excede 15. iours. Bar Art. 144.

Se preuue par la Relatiõ & deux Records. Aniou Art. 413.

D'vn Record. Le Maine Article quatre cent vingt-cinq.

Par le Sergent pourueu qu'il y ait deux Records. Poictou Article trois cens vingt-ſept.

Eſtant à longs iours, l'acquereur peut faire anticiper le lignager Melun Art. 149. Mante Art. 86. Chalons Art. 134. Laon Ar. 228. & 232. Reims Article cent nonante ſept.

Faict à l'acheteur pour venir declarer le vray pris, enſemble les loyaux couſtemens Auuergne Chapitre vingt-trois Article neuf.

Doit eſtre libellé Menetou Art. 15. Auxerre Art. 154.

A deux fins Niuernois Chapitre 31. Article 2.

Dans l'an & iour de la foy & hommage & enſaiſinement Melun Art. 130. Mante Art. 72.

Du contract Sens Art. 32. & offres dans l'an & iour. Sedan Article deux cens dix-ſept.

Ou apres les dix ans continuels equipollens à veſture. Sedan Article deux cens dix-huict.

Adiournemens ou exploicts comme doiuent eſtre faicts aux Tuteurs Berri Titre 1. Art. 14

Premiers faicts à Colleges, Communautez, Nobles & Officiers du Roy doiuent eſtre faicts hors huictaine Mante Art. 195. Clermont Art. 2.

Fors en cas de peril, delicts, prouiſions & Arreſts Clermont Art 2.

Doiuent auoir trois iours francs fors en certains cas Bretagne Art. 23.

En premiere aſſignation doiuent aſſignation competente de huict iours Bretagne Art. 2.

Faicts à gens Nobles doiuent auoir huict iours francs: & à non nobles, v. iours s'il n'y a cauſe d'aſſigner plus Brief iour. Lille Article 135. & 136. La Sale de Lille Titre 25. Article 24.

Faicts en cas ciuil entre parties priuees demourans en Fief, doiuẽt auoir neuf iours francs: & ſix iours s'ils demeurent ſur heritages Cottiers & Cenſuels Heſdin Titre 5. Art 5.

En matiere d'heritage doiuẽt auoir quinzaine: mais la premiere aſſignation ſe peut faire aux prochains plez. Normandie Article 39.

Eſtans faicts en abſence de l'adiourné, Bretagne Art. 25.

Seront faicts à domicile ou en la Parroiſſe de reſidence, ou à perſonne La Salle de Lille Tit. 25. Art. 1.

Faicts les iours feriez à iours Feriez ou non Feriez ſont bons Auuergne Chap. 1. Article 2. La Marche Article 145. Sainct Seuer Titre 1. Article 6. & 7. Sole Titre 7. Article 6

En actions perſonnelles faicts au domicile, ſont bons. Sole Titre 7. Article 8.

En matiere ciuile ſont arbitraires Auuergne Chap. 1. Art. 6.

Se doiuent donner à trois iours deuant Sole Tit. 7. Art. 10.

Doiuent eſtre teſmoignez d'vn ou deux teſmoins La Marche Art. 13.

Sont neceſſaires auant que reſpondre en iugement Bretagne Art. 22.

Ou exploicts faicts par les Bayle ou Sous Bayle, Iurat ou Sergent, eſtans rapportez en iuſtice de bouche ſans eſcrit, ſont bons Sainct Seuer Tit. 1. Art. 5.

Par les Bayle, Meſſager, Fermance, Veſaliere & Iurat, ſont bons Sole Titre 7. Article 2.

En cauſe de fonds de terre, faut qu'il y ait requeſte preſentee neuf iours deuant Sole Tit. 7. Art. 17.

Se font par interualle de trois iours: fors, s'ils ſont trouuez iudiciairement entre voiſins & habitans & non entre eſtrangers. Sainct Seuer Tit 1. Article 22. & 23. Sole Tit. 7. Art. 1.

Faicts à Gentils hommes par Bayles & Meſſages, & non par Degats & Fermances veſalieres Sole Tit. 7. Art. 2.

Pour reprendre ou delaiſſer le proces apres Comparuit Lille Article 141. La Salle de Lille Tit. 25. Art. 19.

Pour voir declarer vne Sentence executoire nõ obſtãt le Susã. Valãciẽnes Art. 220.

Adiournemens perſonnels quand les mal faicteurs ne peuuent eſtre apprehendez Amiens L. Article 19. Ponthieu Art. 158. 159. 160. Heſdin Tit. 5. Art. 6. & 7.

Seront faicts à cry public à la Breteſque quand ceux qui ont commis cas ou malefice vilain ne ſont cogneus. Valanciennes Tit. 12. Art. 141.

En cas de Ban faicts aux domiciles des abſens auec cry public, & les faiſant appeller en iugement: & s'ils n'ont domicile, ſuffit les faire appeller à cry public Auuergne Chap. 1. Article 3 & 4. La Marche Article 17. Sole Tit. 7. Art. 7.

Et autres perſonnels ſe doiuent faire de dix en dix iours, qui ſont huict iours francs Auuergne Chap. 1. Art. 5. La Marche Art. 15. Sole Tit. 7. Art. 10.

A quatre briefs iours à la requeſte du Procureur de la Ville & de partie iniuriee Tournay Tit 11. Art. 10.

Faicts pour la 4. fois contre le crimineux & contumax, il eſt tenu pour atteint & conuaincu du cas & crime à luy impoſé, banny & mulcté ſelon l'exigence du cas Sainct Seuer L. Titre premier Article 24.

Admodiateur. Melun Article trois cens vingt deux.

Admortir Reims Article 237. Chalons Article 17.

La foy & hommage Aniou Article 258. Le Maine Art. 276.

A deniers vne rente fonciere ou autre Tours Art. 166 & 192. Lodunois Chapitre 15 Article 10. Aniou Article 286. 297. 298. Le Maine Article 302. & 312.

Admortiſſement Vallois Article 24 Chalons Article 208. Ribemont Article vingt-ſix.

D'hommage Aniou Art. 258. Le Maine Art. 276.

Admortiſſement real. Theroanne Article 6.

De rente Aniou Art. 354. & 358 Le Maine Article 364. 366. 368. & 405.

Admortiſſement ou permiſſion donnee à gens de mainmorte Bar Article 10.

Se faict par le Duc. Bar Art. 13.

Par le ſeul Prince Bretagne Article 368.

Fief Admorti & indemniſé Tours Art. 104. & 142. Lodunois Chap. 14. Article 18. & 19.

Fief non Admorti S. Quẽtin Art. 84. Boullenois Art. 55.

Fiefs Admortis Montfort Article 47. Mante Article 43. Laon Article quinze & 209. Grand Perche Article 67. Bretagne Art. 368.

Fiefs non Admortis Boullenois Article 55.

Terres d'Egliſe Admorties Senlis Article 66. Laon Article 210. Chalons Article 209.

Rentes Admorties Vitry Article 131. Berri au proces verbal ſur l'Article 33. Titre des Cens.

Cenſiues Admorties Blois Article cent huict.

Rente Admortiſſable. Xainctonge Article cent vingt & vn. Poictou Article 359.

Rente Admortie ou annullee. Aniou Article 154. 297. 298. & 356. Le Maine Article 172. & 376. Grand Perche Article 197. La Rochelle Article 39. Bourdeaux Article 30. Xainctonge Article 45. Bretagne Article 425.

Grace d'Admortir vne rente Aniou Article 159. Le Maine Article 176. 312. 365. & 405 Xainctonge Art. 121.

Adoption n'a lieu La Salle de Lille Titre 13. Art. 4.

Ne peut profiter quant aux heritages s'il n'y a conuention au contraire ou que les affiliez le conſentement Xainctonge Article 1.

Voyez Affiliation.

Aduantage Tours Article deux cens ſoixante Lodunois Chapitre vingt-ſept. Article 3

Profits & Aduantures de Fief. Lodunois Chapitre 14. Article 3. Aniou Article 113 Le Maine Art. 124.

Aduenant, Deſaduenant. Tours Article cent vingt-cinq. deux cens cinquante trois, & deux cens octante cinq. Lodunois Chapitre douze. Article ſix. & Chapitre vingt-ſix. Article cinq, & Chapitre vingt-ſept Article vingt-ſept. Aniou Article deux cens vnze, deux cens quarante & vn, deux cens quarante quatre & deux cens quarante ſept. Maine Article deux cens vingt-ſix, deux cent cinquãte huict, deux cens ſoixante & vn 265. Bretagne Article 535.

Logis Aduenant. Aniou Article 309. Le Maine Article 21.

Douaire Aduenant Lodunois Chapitre 31. Art. 5.

Aduenant bien faict. Aniou Art. 278. Le Maine Art. 294.

Aduertiſſement. Lille Article cent trente deux.

Adueſtures & deſpouilles hypothequees pour le rendage de l'annee Lille Article cent quinze. La Salle de Lille Titre vingt-deux, Article ſept, Cambray Titre 25. Article 11.

Adueu emporte l'homme pour cas criminel. Duché de Bourgongne Chapitre douze, Article premier. Comté de Bourg. Art 82.

Tant en matiere ciuile, que criminelle Auuergne Chapitre ſept Article premier.

Source : BIU Cujas

Partie, faisant faux Aduen condamnee en l'amende de lx. sols & és despens dommages & interests de partie. Auuergne Chap. 7. Art. 3. La Marche Art. 18.

Adueu estãt fait par vn estranger du Seigneur de Talende le maieur & le mineur, ne peut varier Talende Art. 2.

Adueu de Vassal Sens Art. 204. Auxerre Art. 72. & 69. Niuernois Chap. 4 Art. 65. 66. & 67. Montargis Chap. 1. Art. 80. & 85. Tours Art. 2. 19. & 345. Le Maine Art. 116. Angoumois Art. 26. Lodunois Chap. 1 Art. 2. & 15. Chap. 13. Art. 1. & Chap. 33. Art. 5. Bourbonnois Art. 376. Auuergne Chap 22. Art. 10. & 18 & Chap. 29. Art. 6. Bretagne Art. 33. 360. 361. 362. & 364. Sedan Art. 68. Berri Tit. 5. Art. 24. & 35.

Adueu & denombrement Melun Art. 39. Estampes Art. 16. & 42. Mont-fort Art. 5. 6. & 7. Mãre Art. 15. Troyes Art. 30. Chaumõt Art. 19. Reims Art. 98 & 108 Ribemõt Art. 32. Graad Perche 6. 7. 42. & 44. Perõne Art. 61. Montargis Chap. 1. Art. 64. & 65. Orleãs Art. 78. & 82. Sedan Art. 68. Chasteauneuf Art. 34 35. & 36. Chartres Art. 33. & 34 Dreux Art. 24. & 25. Blois Art. 102. 103. 104. 105. 106. 107. Poictou Art. 10. 69. 70. 82. 85 93. 115. 135. & 138. Cambray Tit. 2. Art. 56. Xainctonge Art. 36. Normandie Art. 28. 32. & 33. Meaux Art. 134. Laon Art. 201. Chalõs Art. 201. Anjou Art. 174. Le Maine Art. 194.

Sera faict par l'acheteur, encores qu'il y ait Art. 193. rachat. Le Maine Art. 9. Normãdie

Hommes & femmes de corps se baillent en Adueu & Denombrement par les Vassaux Vitri Art. 145.

Adueu ancien faict au dessus de cent ans. Orleans Art. 81.

Adueu se reçoit sans preiudice du Seigneur, sauf quãt aux prerogatiues & droits d'autorité. Montargis Chap. 1. Art. 80.

Baillé, saufe la leuee Normãdie Art. 120

Faict, le S. est tenu receuoir le Vassal Niuernois Chap. 4. Art. 65.

Ne sera donné au nom du defunct par l'heritier, ains en baillera vn de son temps. Anjou Art. 76.

Ayant esté donné contenant terres ou entreprise sur le domaine du Seigneur, ne prescrit, sinon par trente ans Montargis Chap. 1. Art 80.

Ne sera remply par le Seigneur, encores qu'il l'ait receu Montargis Chap. 1. Art. 80.

Adueu du pere ou du mari Berri Tit. 1. Art. 8. 9. & 10.

Adueu ou Nommee. Montargis Chap. 1. Art. 75.

Estre Aduoué suiet par son Seigneur Niuernois Chapitre 1. Art. 28. Bourbonnois Art. 11. ou s'aduouer suiet de son Seigneur Anjou Art. 140. Le Maine Art. 153. La Marche Art. 12.

Aduouer vne rente en son Fief. Anjou Art. 295. Le Maine Art. 310. l'Arrest faict par vn Sergent Bretagne Art. 129.

Aduouer l'Espaue la Marche Art. 323. & 350. Bretagne Art. 60.

Aduouer tenir du Roy ou du S. Feodal. Le Maine Art. 149. & 150. Aniou Art. 137. & 138.

S'Aduouer Bourgeois du Roy & Desaduouer le Seigneur subalterne Sens Art. 135. Troyes Art. 9. & 10.

Aduouer ou Desaduouer son Seigneur Duché de Bourg. Chap. Art. Niuernois Chap. 9. Art. 6. & 7.

Amende pour Adueu defectueux Aniou Art. 199. Le Maine Art. 215. Bretagne Art. 664.

Pour defaut de donner Adueu. Anjou Art. 174. & 175. Le Maine Art. 194.

Adueuz & Declaration doiuent estre declaratifs & par le menu Anjou Art. 6. Le Maine Art. 7. condemnation ou autre enseignement font foy contre le Vassal Anjou Art. 181. Le Maine Art. 194.

Adueu ou Declaration Mezieres & S. Cyran Anjou Art. 6. 7. 8. & 175. Le Maine Art. 7. & 8.

Adueuz Contr'adueuz Lodunois Chap. 2. Art. 13.

Adueuz applegez ont lieu pour meubles. Poictou Art. 404.

Adueuz La Rochelle Art. 25.

Adueu ou vindication pour chose mobiliaire trouuee & veue à l'oeil en la possession d'aucun par Arrest ou par vn Sergent Melũ Art. 325. Estampes Art. 167. Reims Art. 406. Poictou Art. 385 Lille Art. 121. Orleans Art. 454. & 455. La Rochelle Art. 20. & 25. Acs Tit. 16. Art. 8. Bretagne Art. 120. Bayonne Tit. 14. Art. 1. Ne sera receu, si on ne baille caution Xainctonge Art. 114. estant faict demoure en main de Iustice Anjou Art. 146. Le Maine Art. 161.

Matiere d'Adueu & Denoncement Anjou Art. 420. Le Maine Art. 435.

Ne Contradueu ne chet en chose mobiliaire. Tours Art. 370. Lodunois Chap. 2. Art. 13. & Chap. 37. Art. 6.

Aduouerie en Applegement Aniou Art. 168 Le Maine Art. 188.

On ne peut entrer en la maison d'autruy pour entiercer, sans permission de Iustice Orleans Art. 455.

Aduenz deuement applegez ont lieu pour meubles Poictou Art. 397. & 404 Le Maine Art. 161.

Meuble vendiqué par Adueu Aniou Art. 420. Le Maine Art. 435.

Aduouateur. Xainctonge Art. 12.

Aduouer ou Desaduouer le Seigneur de Melun Art. 85. Sens Art. 214. Auxerre Art. 81. Vallois Art. 37. Laon Art. 198. Chalons Art. 199. & 200. Dourdan Art. 35. S Quentin Art 80. Ribemont Art 28. & 29 Sedan Art. 6. Montargis Chap. 1 Art. 83. Tours Art. 22. Ou de Cens. Tours Art. 117. Lodunois Chap. 13. Art. 1. La Marche Art 187. Peronne Art. 70. Grand Perche Art. 50. 52. & 53. Chartres Art. 43. Blois Art. 101. Bourbonnois Art. 377. & 386. Bretagne Art. 362.

Aduourie. Theroanne Art. 14. Le Maine Art. 188. Bethune Tit. 1. Art. 7.

Crime d'Adultere puny pour la premiere fois sans fustigation, de bannissement arbitraire, & pour la seconde de fustigation & de bannissement perpetuel Bayonne Tit. 25. Art. 1. meslé auec inceste, ou d'inceste seul puny de fustigation, & de bannissemẽt perpetuel Bayonne Titre vingt-cinq Article cinq.

Adulterez seront fustigez & payeront au Seigneur sept Liures huict sols six deniers Sainct Seuer Tit 11. Art 3.

Affilié ou associé succede à l'associant & affiliant auec ses enfans naturels & legitimes és meubles & acquests immeubles Xainctonge Art. 1.

Affeager, ceſt à dire prendre rente Bretagne Art. 359.

V. Feage.

Affeurage Boullenois Art. 45.

Afforer Ponthieu Art. 85. Artois Art. 6. & 7. Monstreul Art. 23.

Afforages Monstreul Art. 23. & 24. Herly Article 3. Beauquesne Art 1. & 7. Sainct Paul Art. 18

Sont de deux sortes Monstreul Article vingt-quatre.

Seigneurs Vicomtiers ont droict d'Afforages pour les vins, ceruoises, & autres breuuages & pris mis sur iceux Monstreul Art. 23. Beauquesne Art. 1. & 7. Artois Art. 6. & 7 Bethune Art. 1.

Fonciers ont droict d'Afforage Beauquesne Art. 2. Artois Art. 3. Bappalmes Tit. 1. Art. 2.

Seigneurs F. ont droict d'Affeurrage de vin. & autres breuuages vendus sur son Fief Boullenois Art. 45.

Affixes ou Affiches Niuernois Tit. 4 Art. 7. 45. 55 Tit. 17. Art. 8. Tit. 32. Art. 37. 38. & 39. Grand Perche Art. 45. Berri Tit. 9. Art. 61. & 74

Droict d'Affranchissement de deniers, c'est à dire quand la vente est faicte francs deniers Tournay Tit. 10. Art. 26. Boutillerie Art. 2.

Agatis Angoumois Art. 34.

Aghais & son marché cõme se doit faire Lille Article 67. La Sale de Lille Titre 10 Art. 8.

Agrier ou Agriere perpetuel La Marche Art. 331. Xainctonge Art. 21. Bourdeaux Art. 86. 101. & 103.

En vignes donnees à l'Agriere on gardera les pactions Bourdeaux Article cent deux.

Ager Sole Titre trente & vn Article 4. & 5.

Agrerer Bourdeaux Article cent trente.

Droict d'Aide. Voyez cy dessous Aydes.

Droict d'Aisnesse a lieu tant en succession de pere que de la mere. Sedan Art. 162. Peronne Art. 181. 182. 183. 184. & 185. Meaux Art. 41. 162. Vitry Art. 53. Chalons Art. 151. Normandie Art. 321. & 322. Chasteauneuf. Art. 5. Dunois Art. 10. Romorantin Art. 4. Trembleuy Art. 2. Grand Perche Art. 142. Blois Art. 143. Montargis Chap. 1. Art. 24. Orleans Tit. 1. Art. 97. Sens Art. 200. & 215. Bretagne Article 541. Melun Article octante huict.

N'a lieu qu'en vne succession de pere ou de mere au chois de l'aisné Bar Art. 115. Chasteauneuf. Art. 5. Dunois Art. 10. Romorãtin Art. 2. Trembleuy Art. 2. Auxerre Art. 55.

A lieu entre roturiers & a la troisieme partie outre l'election de lotie pour son droict d'Aisnesse Goello Art. 669.

Quel il est Grand Perche Article cent cinquante huict.

N'a lieu entre roturiers mesmes pour choses nobles La Marche Article deux cens seize.

En vne succession n'y a qu'vn preciput & aduantage Aniou Art. 223. Le Maine Article 240.

Vne seule Aisnesse en la succession du noble ou non noble delaissant enfans de plusieurs mariages. Melun Art. 98. entre Nobles Sainct Aignan Article quatorze.

Vn droict D'aisnesse entre enfans Clermont Art. 84.

En chacun desdits Bailliages. Vitry Article cinquante trois. Reims Article quarante neuf ou Seneschaucee tel qu'il est porté par les Coustumes Xainctonge Article nonante deux.

Droict d'Aisnesse quand a lieu & quelles choses contient. Bourbonnois Art. 301. La Marche. Art. 215 Auuergne Chap. 12. Art. 51. Paris Art. 13. 14. 15. & 16. Chasteauneuf Art. 5. Chartres Art. 4. & 5. Dreux Art. 3. Blois

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Art.143. & 144. Romorantin Art.13. Dunois Art.8. & 9. Sainct Aignã Art.14. Rue d'Yndre Art 11. Trembleuy Art.1. Berry Tit. 19. Art. 31. Bourbonnois Art.301. 302. & 303. Lepuroux Art.4. Meaux Art.160. Mõtfort Art.9. Mante Art.1. &2.129.261.267. Tours Art.260. Lodunois Chap. 27. Art.5. & 13. Chap .28. Art.3. Calais Art. 13. 14. 15. & 16. Eſtampes Art 10. Auxerre Art.53. Vitry Art. 55. Sens Art.201. Troyes Art.14. Mãte Art. 3. Dourdan Art.6. Chaumont Art.8. Reims Art.44. & 45. Laon Art 147. &148. Chalons Art.159. Melun Art.91. Vallois Tit.2. Art.58. Bayonne Tit.12. Art 35. & 36. Bar Art. 111. Senlis Art.126.127.128. 129. & 130. Troyes Art.14. Chambray Titre 1. Art 8.

Soit le decedé inteſtat ou teſtat Sole Tit. 27. Art 1. & 2.

Soiẽt nobles, ou non nobles Melun Art. 89. Sens Art. 216. & Mante Art. 1. Senlis.

Droict d'Aiſneſſe n'a lieu en Cenſiue & roture. Mante Art. 4. Senlis Art. 113. & 138. Dourdã Art. 7. S. Aignan Art. 14. Montargis Chap. 15. Art. 2. Chabris Art. 13. Chaſteauneuf Art. 7. Chartres Art. 7. Dreux Art. 5.

N'a lieu en Douaire Mante Art. 142. Paris Art. 250. Calais Art. 51. Alieu Eſtãpes Art. 132. Vallois Art. 112. Normãdie Art. 387.

Entre roturiers Coucy Art. 8. Noyõ Art 14.

A lieu en Douaire, ſi l'aiſné renonce à la ſucceſſion de ſon pere Melũ Art. 98. ſe tient à ſon Don Clermont Art. 84.

N'a lieu en la portion de celuy qui renonce ou s'abſtiẽt. Paris Art. 310. Calais Art. 102.

Es acquiſitions faictes des biens de la cõmunauté. Orleans Art. 216. & 217.

A lieu en Fief à la charge du Quint Coucy Article 7.

N'a lieu qu'en ligne directe Melun Art. 96. & entre gens viuans noblement Niuernois Chap. 35. Art. 1. Chaſteauneuf Art. 6. Chartres Art. 6. Dreux Art. 4. Blois Art. 145. Sainct Aignan Art. 17. Chabris Art. 17. Bourbonnois Art. 404 Auuergne Chapitre 12. Art. 52. La Marche Art. 213. Chauny Art. 76.

Fors que les puiſnez ont vn Quint à vie Chauny Art. 76.

Entre filles & partiſſent egalement. Orleans Art. 89. & 305. entre filles ſeulement en ſucceſſion directe ou collateralle. Paris Article 19. & 324. Calais Art. 17. & 115 Meaux Art. 163. Melun Art. 97. Sens Art. 204. Auxerre Art. 58. Bar Art. 116. Eſtampes Art. 11. & 119. Dourdan Art. 8. Montfort Art. 14. 25. & 105 Mante Art. 8. & 9. Senlis Art. 131 & 135. Vallois Art. 59. Clermont Art. 156. Troyes Art. 14. Vitry Art. 58. Laon Art 153. Chalons Art. 156. Reims Art. 41. Coucy Art 7. Sedan Art. 165. Niuernois Chap. 1. Art. 2. Montargis Chap. 1. Art. 25. Chaſteauneuf Art. 6. Chartres Art 6. Dreux Art. 4. Blois Art. 145. Sainct Aignan Chap. 5. Art. 17. Chabris. Art. 17. Bourbonnois Art. 304. Auuergne Chap. 12. Art. 52. La Marche Chap. 19. Art. 213. Orleans Art. 305.

Fors qu'elles peuuẽt choiſir l'vn des Lots & portiõs chacune de degré en degré Grãd Perche Tit. 8. Art. 50.

Fors que l'aiſnee aura le cheſlieu. Clermont Art. 156.

N'a lieu en ligne collateralle Auuergne Chap. 12. Art. 52. Melun Art. 99. Auxerre Art. 59. Chartres Art. 96. Dreux Art. 87. Paris Art. 331. Calais Art. 120. Meaux Art. 164. Dourdan Art. 13. Montfort Art. 21. Mante Art. 19. Senlis Art. 136. 137. & 138. Laon Art. 162. Chalons Art. 173. Reims Art. 52. S. Quentin Art. 48. Ribemont Art. 65. Montargis Chap. 1. Art. 43. Blois Art. 153. La Rue d'Yndre Art. 13. Niuernois Chap. 35. Art. 3. S. Aignan Art. 18. Bar Art. 117. Lepuroux Art. 5. Chabris Art. 18. Orleãs Art. 98. Sedan Art 174. La Marche Art. 214. Sens Art. 103. Vitry Art. 59.

Si elle a eſté Quintee par deſcendans en ligne droicte Angoumois Art. 90. & 91.

Soit entre maſles ou femmelles. Eſtampes Art. 25.

A lieu en ligne collaterale & ſuccede l'aiſné maſle ou femelle iſſu de diuers ventres, aux Fiefs & anciens manoirs Sainct Paul en Arles Tit. 1. Art 12. Angoumois Art. 90.

N'a lieu quãd le pere, mere, ayeul ou ayeulle font donation d'vn heritage tenu en Fief en aduancement d'hoirie, s'il renonce à leurs ſucceſſions Paris Art. 27.

N'a lieu s'il ne faut porter la foy & hommage Grand Perche Art. 159.

Ne ſe peut eſtre oſté par Teſtament ou autre contract lucratif. Angoumois Art. 93.

Eſt transferé au puiſné quand l'aiſné renõce à la ſucceſſion de pere, mere &c. pourueu qu'il n'y ait donation faicte à l'aiſné Mãte Art. 31. au ſecond fils s'il n'y a enfans, viuans de l'Aiſné & ainſi des autres Normandie Art. 239. Xainctonge Art. 102. au plus aagé frere apres la mort de l'aiſné decedé ſans hoirs de ſon corps parauant partage. Melũ Art. 95. Niuernois Chapitre 35. Art. 4.

Aux enfans du fils Aiſné Berry Tit. 19. Art. 31.

Au fils du fils Aiſné en la ſucceſſion des Ayeuls &c. Sedan Art. 164.

N'eſt transferé, à la fille de l'aiſné, qui ne repreſente ſon pere Sedan Art. 163.

Droict d'Aiſneage Bretagne Art. 669. La Rochelle Art. 55.

Auantage nouuel en chacune Succeſſion d'oncle quand les nepueux leur ſuccedent ou les enfans de leurs enfans Aniou Art. 224. Le Maine Art. 141.

Aiſnée par preciput le Chaſteau ou manoir principal & Baſſe court, contenant & contigue audit manoir deſtinee à iceluy: & vn arpent de terre de l'enclos ou iardin ioignant ledit manoir, ſi tant en y a: & s'il contient d'aduantage, le peut retenir en recompenſant ſes puiſnez en terres de la ſucceſſiõ au dire des Preud-hommes Paris Art. 13. Calais Art. 13. Auxerre Art. 53. Vitry Art. 55. Laon Art. 147. & 148. Chalons Art. 159. Orleans Art. 92. Melun Art. 160. Melun Art. 89. & 91. Montfort Art. 9. & 10. Mante Art. 1. & 3. Senlis Art. 126. 127. & 128. Vitry Art. 53. & 55. Reims Art. 42. 44. & 45. Peronne Art. 169. & 180. Normandie Art. 321. Bourbonnois Art. 301. & 302. Amiens Art. 71. & 72. a le nom & les armes auec le chaſtel ou maiſon principale en ſucceſſiõ paternelle ou maternelle Bourbonnois Art. 301. Auuergne Chapitre 12. Art. 51. La Marche Art. 215.

A les armes plaines, le cry & titre de Seigneur auec tel manoir Sẽs Art. 201. Troyes Art. 14. Chaumont Art. 8. Auxerre Art. 54. Bourbonnois Art. 301.

A les harnois de guerre qui ne tombẽt en partage Bretaigne Art. 568.

Peut retenir le parc, bois, Garenne, clos de vignes, ou terres fermees de murailles, hayes viues ou foſſez deſtinez pour la decoratiõ & ornement du manoir, en recompenſant les puiſnez Melun Art. 91. Mõtfort Art. 10. Mante Art. 9. Dourdan Art. 6. Laon Art. 148. Reims Art. 44. Bar Art. 112. & 113. Sedã Art. 158. & 160. Poictou Art. 110. 289. & 290. La Rochelle Art. 54. Xainctonge Art. 91. 95. & 96. Angoumois Art. 87. 88. 89. La Marche Art. 215. Aniou Art. 222. Le Maine Art. 238. Grand Perche Art. 138. & 139.

A le corps des Moulins, Four ou Preſſoüers eſtans audit enclos: mais les profits du Moulin Bannal ou non, & du Four ou Preſſouer Bannaux ſe departent comme le reſte du Fief: & peut auoir droict de Bannalité en recompenſant ſes puiſnez. Paris Art. 14. Calais Art. 14. Orleans Art. 92. Bar Art. 114. Mont-fort Art. 10. en contribuant par les puiſnez aux frais par portiõ du profit qu'ils y prennent Laon Art. 144. Chalons Art. 152. & 153. Auxerre Art. 54. Mont-fort Art. 8. Sens Art. 201. Eſtampes Art. 9. Reims Art. 43. Dourdan Art. 5. Bourbonnois Art. 303. La Marche Art. 215. Mante Art 2. Laõ Art. 149 Chalons Art. 152. & 153. Grand Perche Art. 141. Lodunois Chap. 27. Art. 5.

Eſt eſtimé Aiſné au preiudice des filles, encores qu'elles ſoient plus aages. Melun Art. 90. Senlis Art. 129. Laon Art. 152. Chalons Art. 160. Reims Art. 41. Noyon Art. 7. Sainct Quentin Art. 53. Chauny Art. 70. Boullenois Art. 65.

Quel droict d'Aiſneſſe a és Succeſſions de Comté & Baronnie Vitry Art. 60. & 61. Anjou Art. 278.

Peut retenir vne des terres & Seigneuries, s'il en y a pluſieurs, en recompenſant les puiſnez &c. Vallois Art. 61.

Quel droict d'Aiſneſſe a quand il n'y a que deux enfãs Paris Art. 15. Calais Art. 14. Eſtampes Art. 9. Montfort Art 9. & 12. Senlis Art. 128. & 129. Clermont Art. 81. Dourdan Art. 4. Vallois Art. 58. Mante Art. 1. Laon Art. 150. 151. & 152 Melun Art. 89. 91. & 92. Reims Art. 42. & 46. Grand Perche Art. 144. Chalons Art. 151. 158. & 159. Reims Art. 47. Montargis Chap. 1. Art. 22. Orleans Art. 89. Meaux Art. 162. Melun Art. 89. Sens Art. 216. Vitry Art. 53. S. Pol. Art. 1. & 2. Chauny Art 70. Peronne Art 180. & 181. Orleans Art. 90. Artois Art. 94. Tours Art. 260. Grãd Perche Art. 142. & 145. Blois Art. 143. Mais s'ils ſont pluſieurs enfans, il a la moitié de tous les heritages, outre ſon droict d'Aiſneſſe, & les autres enfans l'autre moitié Paris Art. 16. Calais Art. 15. Melun Art. 89. Eſtampes Art. 9. Montfort Art. 11. Vallois Art. 57. Dourdan Art. 4. Grand Perche Art. 145. Montargis Chap. 1. Art 23. Orleans Art. 89. 90. Aniou Art. 222. Le Maine Art. 239. Chartres Art. 4. Blois Art. 144. Laon Art. 150. quel droict doit auoir quand il n'y a qu'vn ſeul Fief conſiſtant en vn manoir, Baſſe-court & enclos d'vn arpent &c. Paris Art. 17. Mante Art. 1. Reims Art. 42. & 48. Laõ Art. 147 Chalons Art. 151. Troyes Art. 14. Chaumont Art. 8. Orleans Art. 96.

Quand il y a tetres labourables ſans aucun manoir, a vn Arpent de terre Paris Art. 18. Calais Art. 16. Monfort Art. 13. Mante Art. 1. Meaux Art. 161. Senlis Art 126.

Sans heritages tenus en Fief ou roture, quel droict d'Aiſneſſe il y a ſoit qu'il n'y ait que deux enfans ou pluſieurs Melun Art. 92.

Entre roturiers a la moitié, & le puiſnez l'autre moitié egalement, mais ſ'il n'y a que deux enfans, il a les deux tiers outre ſon preciput, & l'autre tiers au puiſné, Noyon Art. 4. Sainct Quentin Art 32. Ribemont Art. 60. & 61. Coucy Art. 6. Peronne Art 184.

Ne prend les Moulins ou Moulin tenus en Fief pour manoir. Montargis Chap. 1. Art. 24.

Entre Nobles, ou ſ'il n'y a maſle la fille Aiſnee, ſuccede à tous les Fiefs & Nobles

Source : BIU Cujas

renemens à la charge du Quint à vie enuers ſes puiſnez Noyon. Art. 2. Sainct Quentin Art.33. Ribemõt Art.59. Coucy Art. 5. Amiés Art.71. Chauny Art.70. Boullenois Art.63. & 68. Nedonchel Art. 2. Peronne. Art.169. Arois Art.94. Ponthieu Art. 1.

Fiſc où Creanciers ſubrogez au droict de l'Aiſné, n'a le droict d'Aiſneſſe auant les partages, ains ſe partent egalement Normandie Art.329.

Aiſné fils du fils Aiſné qui a baillé le Quint à ſes freres ſuccede à ſon pere, & les puiſez auront le Quint du reſte des Fiefs. S. Quentin Art.38. ſauf s'il delaiſſe ſa femme ayant Douaire, il ſera prins premierement quele Quint. Sainct Quentin Art.39.

Ayant le vol du Chappon par preciput, comme il doit auoir ſa portion hereditaire par les mains des Commiſſaires Orleans Art. 95. comme doit auoir ſon droict d'Aiſneſſe & les biens eſtre partis Orleans Art. 96.

Maſle encores qu'il ſoit le plus ieune a le droict d'Aiſneſſe. Anjou Art.226. le Maine Art. 142.

Aiſné & Puiſné apres le droict d'Aiſneſſe pris Et hors leurs preciputs, partent egalement Chalons Art.154. & 157. Reims Art. 46. & 48.

Aiſné où heritier principal ou ſa Repreſentation en Succeſſion noble peut conduire les proces, & peut ou agir contre luy. Anjou Art.236. le Maine Art. 253.

Aiſné n'a Bail, Rachat, Ventes n'y Haute Iuſtice ſon Iuueigneur à cauſe de la terre de luy tenue comme de l'Aiſné Bretagne Art. 72 & 341.

Aiſné ou ſon repreſentant, doit recueillir l'heritage Fiefs & autres choſes procedãs du tige & tronc commun, baillé par partage à ſes puiſnez. Bretagne Art. 543. & doit partager les autres biens egalement par les deux parts, & le tierce par heritage Bretagne Art. 544 a le choix, & doiuent partir terres roturieres tant és ſucceſſions directes que collateralles. Bretagne Art.548.

A option de bailler le tiers aux terres & Fiefs nobles en tel lieu que bon luy ſemble Bretaigne Art.550.

Ayant choiſi le lieu pour partager, fera aſſiette du tiers & la continuera de prochain ſauf d'vn treſſaut Bretagne Art. 541. ſuccede & recueille toutes les portions de ſes freres & ſœurs decedez, puis la mort de leur pere & mere, oresqu'ils n'ayent faict demande. Bretagne Art. 559.

Aiſné fils ou Aiſnee fille en defaut de maſle, a le Fief tenu de la Salle de Lille ou autres fiefs patrimonieux ou acqueſtez, & & s'il y en a pluſieurs, l'Aiſné a le meilleur à ſon chois, & les puiſnez de degré en degré la Salle de Lille Tit. 2. Art. 19. 22. & 23.

A l'hebergement & chef d'heritage roturier en le declarant à Iuſtice, quand il n'y a que celuy, en donnant recompenſe, où en cas de diſcord, ſera l'eſtimation faicte ſur la valleur du reuenu Normandie. Art. 340.

Du premier mariage a le Fiefs acqueſtez meſmes durant le ſecond mariage Bappalmes Art. 6. du ſecond mariage a les deux parts & le chef lieu des Fiefs, contre les filles du premier mariage, freres & ſœurs du ſecond. Clermont Art. 92. a la meilleure maiſon, auec les foſſez, le meilleur Fief, & le meilleur homme de condition à ſon chois, & peut auoir les heritages ioignans & contigus en recompenſant par heritages ou argent Niuernois Chap. 35. Art 5. & 6.

Maſle, où s'il n'y a que filles, l'Aiſnee a tous les manoirs cottiers amaſez, non amaſez, fors les branges, mareſchaucees, eſtables & Bois croiſſans reputez blancs bois, ſ'il ne les retient pour la prinſee Sainct Paul, Tit. 1. Art 1. a le Fief acqueſté ou patrimonial, & ſuccede à tous les Fiefs, ores qu'il y ait pluſieurs Filles Cãbray. Tit. 1. Art. 8. 9. & 12. à le meilleur Fiefs à ſon chois, & les autres puiſnez & à leur defaut les filles, par chois & à degré d'aage, ont les autres Fiefs tant qu'ils durent Cambray Tit. 1. Art. 10. 11. & 13. Sedan Art.159.

Ou aiſnee en Comté, Vicomté, & Barõnie quel droict a pour ſon droict d'Aiſneſſe Tours Art.295. Bordeaux Art. 76. comme partiront les ville, four a ban & autres droits en Comté &c. Tours Art.295.

Ou Aiſnee ou leurs repreſentans quel droict d'Aiſneſſe ont. Grand Perche Art. 137. 138. 139. 140. & 141.

Ayant faict declaration qu'ils ſe tiennent au don à eux faict, vaut droict d'Aiſneſſe Clermont Art. 84.

Es Comtez emporte ſeul le nom & titre, & ont les puiſnez partage en autre terre, s'il y en a ſinon auront portion contingente Bar Art. 2.

Ou Aiſnee ayant apportionné ſes freres ou ſœurs en heritage ſi aucuns decedent ſans enfans la portion par eux non alienee à titre non lucratif, retourne à l'Aiſné ou Aiſnee, en faiſant les funerailles & payant les debtes, ſi des acqueſts faire ne ſe peut Acs Tit. 2. Art. 7.

De chacun mariage ſuccede vniuerſellement, quand il y a enfans de pluſieurs mariages, & ſuccedent en tant de parts, qu'il y a de mariages Sainct Seuer Tit. 12. Art. 26.

Aiſné fils roturier quand la choſe eſt hõmagee trois fois, a ſon droict d'Aiſneſſe, tel que le noble Xainctonge Art. 93.

Aiſné és maiſons nobles ſuccede vniuerſellement, à ſes pere & mere decedez, tant és biens auitins, ou acqueſts quand ils ſont tous d'vn mariage en apportionnãt les autres & baillant la troiſieſme ou quatre partie ſelon le nombre des enfans Acs Tit. 2. Art. 1. ou en defaut de maſle, l'aiſnee ſuccede en apportionnant comme deſſus Acs Tit. 2. Art. 6. peut racheter l'heritage, en baillant l'argent Acs Tit. 2. Art. 4. Sainct Seuer Tit. 12. Art. 19. en payant ladite eſtimation & loyaux decouſtemens Acs Tit. 2. Art. 5.

Aiſné venu en aage porte la foy & Hommage pour luy & ſes freres & ſœurs & les acquitée pour vne fois du profit Montargis Chap. 1. Art 63. Orleans Art. 31.

Maſle, s'il n'y a enfans que d'vn mariage, ſuccede és maiſons & heritages nobles La Bourt Tit. 12. Art. 1. 4. & 5. Sole Tit. 27. Art. 1.

En pluſieurs mariages, la fille aiſnee du premier mariage exclud tous les enfans des autres mariages La Bourt Tit. 12 Art. 2. 4. & 5. Sole Tit. 27. Art. 2. 20. & 21.

Eſt preferé à la fille deſcendente poſé qu'elle ſoit premier nee, s'ils ſont d'vn meſme mariage La Bourt Tit. 12. Art. 5. Sole Tit. 27. Art. 21.

Premier de loyal mariage ou deſcendant de luy ſuccede es biens ruraux, à ſes pere & mere. La Bourt. Tit. 12. Art. 3. & 4. Sole Tit. 23. Art. 20.

Soient fils ou filles, heritent en quelques lieux, & en autres non. Sole. Tit. 27. Art. 3. 5. 9. 10. 12. 16. & 18.

Fils, excluſes les files, heritent à Monfore Sole Tit. 27. Art. 4. & en autres lieux Art. 5. 6 7 11. 13. 14. & 15.

Maſle d'vn mariage deboute les puiſnez & les filles aiſnees ou puiſnees. S. Seuer Tit. 12. Art. 14.

Eſt tenu apportionner & doter les puiſnez ou filles de la tierce ou quatre ſelon le nombre d'enfans S. Seuer Tit. 12. Art. 16. & 17.

Maſle ou à ſon defaut l'aiſnee femelle à le Lar ou maiſon principale du defunct obtenus de l'ayeul par ſucceſſion s'il y a pluſieurs; en à vne à ſon choix &c. Bayonne Tit. 12. Art. 12. 3. 4. 5. & 6.

A le Lar ou maiſon principale, poſé qu'il n'y euſt autres biens, qu'icelle, ſans que les autres puiſnez y puiſſent rien quereler par legitime ou autrement. Bayonne Tit. 12. Art. 7.

En Succeſſion de pere & mere & chacune d'icelles, a la chaſteau ou principal manoir auec le pourpris & outre les deux tiers des maiſons Fiefs &c. l'autre tiers aux puiſnez Bretagne Art. 541.

Ou celuy qui le repreſente decedé ſans hoirs, l'aiſné apres ou celuy qui le repreſente ſuccede à ce qui eſt du tige & tronc commun eſtans és ſucceſſions collaterales par le deux parts & par le tiers. Bretagne Art. 546.

Maſle ou ſes deſcendans ſont preferez aux filles en toutes ſucceſſions pour le droict d'aiſneſſe Bretagne Art. 547.

A la ſaiſine des lettres, meubles & eſcritures auant partage faict aux Puiſnez. Normandie Art. 335.

Faict les fruicts ſiens entre Nobles, iuſques à ce qu'il ſoit ſommé de faire Partage Grãd-Perche Art. 163. eſt maiſtre des Puiſnez tant qu'ils ſeront par indiuis &c. Acs Tit. 3. Art. 6. & 7.

Mettra les lettres, titres & enſeignemens és mains du dernier frere pour en faire les lots & parts. Normandie Art. 336. & comme il les doit faire Normandie. Art. 337. & 338. Garde les lots des Puiſnez abſens Normandie. Art. 339. Doit par declaration les biens ſuiets à partage Grand Perche Art. 160. Quel Partage doit faire à ſes Puiſnez de la tierce partie Tours Art. 271. Peut bailler vne Seigneurie entiere aux Puiſnez pour leur droict, ſi faire ſe peut Tours Art. 272. ou ſa Repreſentation entre Couſtumiers doit faire les Lots, & les Puiſnez choiſir de degré en degré Anjou Art. 279. Le Maine Art. 295. &c. Partiront les choſes homagees en tierce ſans aduantages par les 2. tiers & le tiers Anjou Art. 279. Le Maine Art. 295.

Ne peut rien vendre ſi les puiſnez font bourſe à part & ne demourent auec l'aiſné, toutesfois n'eſt tenu rendre les fruicts Acs. Tit. 3. Art. 9.

Ou aiſnee à ſon defaut a tous les Fiefs, maſures & anciens manoirs Queſquo Art. 2. & les Cottieres à tous les fils, ou à toutes filles, ſ'il n'y a que filles Ib. ſuccede en tous les heritages cottiers patrimoniaux & n'y ont rien les autrres enfans Boullenois Art. 69. & 70. Fors entre Nobles, ou l'Aiſné eſt tenu bailler Quint deſdits heritages en deniers comptans ou rente rachetable au denier xvi. Boullenois Art. 69. & 70. a les fiefs & heritages cottiers, ſans que les puiſnez y puiſſent rien pretendre, ſinõ és granges &c. S. Pol. en Artois Tit. 3. Art. 6. & 7. ou ſes repreſentãs ont tous les meubles debtes actiues, mobiliaires & perſonnelles és ſucceſſions directes aſcendãs Grand, Perche Art. 146. Prend la moitié és Rapports faicts par les puiſnez de dons en faueur de mariage, ou autrement, demourant l'autre moitié au

Source : BIU Cujas

puiſné Grand Perche Art.146.

Frere à la ſucceſſion des pere, mere & autres aſcendans & l'ancienne ſucceſſion de ſes pere & mere Normandie Art. 279.

Des Bourgeois & autres du tiers eſtat ou ſes enfans, ſoit fils ou fille, ont vn ſol pour liure ſur les terres nobles en ſucceſſion directe Bretagne. Art. 589.

Du premier mariage entre roturiers ne prend aucun preciput ſur le droict & portion des enfans du ſecond mari noble. Bretagne Art. 590.

Aiſné a la reception & façon des hommages des choſes eſtans par indiuis. Bretagne Art.178. A la garde des lettres titres & enſeignemẽs de ladite ſucceſſiõ Chap.12 Art. 109.

Eſtant decedé ſans hoirs de ſa chair le plus aagé des puiſnez ou ſon repreſentant, aura le droict d'Aiſneſſe, & le reſte ſe partira egalement. Chaſteau-neuf. Art.119.

Ou Aiſnee garãtit en Partage leurs puiſnez ayans eu portion de Fief, tant que le Parage dure. Tours Art.118.

Aiſné ou Aiſnee ou leurs repreſentãs auront les deux parts des heritages acquis de Bourſe Couſtumiere & eſcheus en tierce foy, & le puiſné ou leurs repreſentãs la tierce Lodunois Chap 29. Art. 2. Roturiers recueilliront la ſucceſſion des choſes nobles cheus en tierce foy, & prendront les fruicts iuſques à ſommation Lodunois Chap. 29. Art. 4.

Quand peut prendre vne rente fonciere au lieu du manoir Orleans Art. 93. & 94.

Doit garantir à ſes puiſnez le tiers enuers le S. Suzerain, dominant Tours Art.181.

Aiſné ou Aiſnee entre Nobles recueille les ſucceſſions & eſt ſaiſi de tous les heritages Lodunois Chap.27. Art. 6. Doit bailler à ſes puiſnez leur part. Lodunois Ib. doit eſtre ſommé par ſes puiſnez, & à les fruicts eſcheus parauant la ſommation, mais apres ſont departis par les deux parts, & par le tiers Ib. doit faire partage à ſes puiſnez & cõmẽt Lodunois Chap 27. Art. 15. Peut eſtre ſommé par les puiſnez de leur bailler partage Lodunois Chap.27. Art.13.

Aiſné ne peut garantir en Parage, quand il y a Partage entre les puiſnez. Blois Art. 72. entre Bourgeois & gens du tiers Eſtat, a la principale maiſon & logis à ſon choix, faiſant recompence &c. ſinon le prochain apres luy Bretagne Art.588.

Ou ſon fils par Repreſentation eſt ſaiſi & faict les fruicts ſiens, iuſques à ce que partage ſoit demandé par ſes freres maieurs & ſi l'eſtimateur, rendra compte &c. Normandie Art. 236. & 238.

Eſt Tuteur legitime de ſes freres & ſœurs Normandie Art. 237. Eſt ſaiſi de la totale ſucceſſion & luy on demande partage Normandie Art. 234. Comme doit partir quand il y a biens en Caux ou hors &c. Normandie Art. 285.

Peut prendre le Fief aſſis en Caux, ſ'il n'y en a qu'vn Normandie Art. 306. Quel droit a en la Succeſſion de ſon ſecond frere ou autres decedez auant partage Normandie Art 328.

Aiſnee fille entre filles emporte hors part vn chef lieu deſdits Fiefs à ſon chois, & fait l'hommage pour ſes ſœurs pour la premiere fois Clermont Art. 83.

A la principale à ſon chois, & les autres, ſelõ leur prerogatiue, & s'il n'y en a qu'vne luy appartient Sedan Art. 1.

A l'hoſtel principal auec le Cheze & aduantage comme l'Aiſné Tours. Art. 273. Poithou Art. 296. Xainctonge Art. 94. meſmes quand il eſt cheu en tierce foy Tours Art. 298. Anjou Art. 227. le Maine Art. 243..

A pareil droict ſur ſes ſœurs, que l'Aiſné Noyõ Art. 6. & a pareilles charges Boullenois Art. 66. Artois Art. 97. Lodunois Art. 16.

Peut Garentir en Partage & faire les Foy & hommage Tours Art. 273.

Emporte ſeulement le nom & les armes ſans autre prerogatiue Chaumont. Art. 8.

Des filles peut Releuer le total de Fiefs pour la premiere fois. Clermont Art 83.

Faict les hommages aux chef Seigneur pour luy & ſes Paragers Normandie Art. 128.

Toutes terres doiuent eſtre parties reſte à teſte entre gens partables, fors le preciput aux heritages nobles à l'aiſné. Bretagne Art. 592.

Nul ne peut tenir en Aleu s'il n'eſt hõme d'Egliſe ayant tenu par xl. ans franchement ſãs faire foy & hõmage & redeuãce Poictou Art. 52. S'il n'en faict apparoir Peronne Art. 102.

Franc Aleu noble ou roturier Troyes Art. 50. Noble aiant Seigneurie & Haute Iuſtice Troyes Art. 52. Vitri Art. 19. Roturier terre ſans Iuſtice ne deuans Cens, rente, Lots, ventes ne redeuances Troyes Art. 53. Vitri. Art. 20.

Terres de Franc-Aleu ſont celles qui ne recognoiſſent ſuperieur en Feodalité Normandie Art. 102.

Ne doit vẽtes, n'autres emolumẽs de Fief Anjou Art. 140. Le Maine Art. 153. Exemptes de foy & hommage de deuoir de par defaut de Rachat, de prinſe par defaut d'hõme & de toutes ſeruitudes Aniou Art. 140. Le Maine Art. 153. Melun Art. 105. Leon Art. 133. Ne doiuẽt Saiſine ne Deſſaiſine n'autre ſeruitude, ſont ſuiectes & a la iuriſdiction du Seigneur Haut Iuſticier Orleãs Art. 255. Ne doiuent fonds de terre Orleans Art. 25.

Franc-Aleu ne doit aucuns droicts Seigneuriaux Remis Art. 139. Normandie Art. 102.

Ne doit Saiſine ou Deſſaiſine Peronne Art 103. & 267.

Veſt ou deueſt Melun, Art. 105. Laon Art. 133. Secus à Reims ou il eſt requis Veſt & deueſt Reims Art. 139.

Franc Aleu ne peut eſtre dit ſans titre expres. Melun Art 105.

Na lieu en Bretagne. Bretagne Art. 328. Senlis Art. 262.

Tout heritage eſt reputé franc & de Frãc Aleu qui ne le monſtre eſtre ferf & redeuable de charge. Troyes Art. 51. Chaumont Art. 62. Niuernois Chap 7. Art. 1.

Toute perſonne peut tenir heritages fiãcs quittes & Allodiaux de tous Cens charges, Fiefs & ſeruitute Auuergne Chap. 17. Art. 19. Acquerant Cens ou rente ſur heritage Allodial, acquiert la directe Auuergne Chap. 31. Art 2. tenant en franc Aleu tenu venir vne fois quand il y eſt appellé & declairer ſon titre Aniou Art. 140. Maine Art. 153.

Francs Aleus ne doiuent rente Relief ne droicts Seigneuriaux ſinõ les trois Plaids generaux paines & amendes introduits par la Couſtume Sainct Omer Art. 19. S. Omer en Artois Tit 2. Art. 5.

Heritages non Feodaux ſont de leur nature libres & francs de toutes ſeruitudes, rẽtes & autres Charges, s'il n'appert du contraire Tournay Tit 17. Art. 1.

Franc Aloy ne peut eſtre tenu ſans titre particulier Meaux Art. 189. Ne doit ſeruice, Cenſiues, Relief, hommage ne redeuance Meaux Art. 190. Peut eſtre erigé en Fief, ſi le detenteur le veut Meaux Art 191.

Franc Aleu ayant Iuſtice Cenſiues ou Fief, ſe partit comme Fief Noble ſinon ſe partit roturierement Paris Art. 68. Orleans Art. 255.

Fors à Chalons, où les enfans ſuccedent roturierement és terres de franc-Aleu, ſans droict d'Aiſneſſe Chalons. 117.

On ne peut tenir terre ſans Seigneur Bretagne Art. 328. Senlis Art. 262.

Heritages, Biens, terres ou choſes Allodiales Chalons Art. 226. Niuernois Tit. 7. Art 1. & Tit 34. Art. 24. Troyes Art. 144. Chaumont Art. 76. & 112. Vitry Art. 126. Auxerre Art. 9. Sedan Art. 217. Bourbonnois Art. 209. 392. & 422. Auuergne Chap. 17. Art. 19 & Chap. 21. Art 14. & Chap. 31. Art. 2. Acs. Tit. 9. Art 7.

Iuſtice eſtant en Franc Aleu ou exempte du Prince Niuernois Tit. 1. Art. 10.

Alleyer declarer la marchãdiſe apportee Acs Tit. 1. 2. Art. 12. 3. & 5. S. Seuer Tit 10. Art. 1. 2. 3. & 5.

Allenuyer pour empoiſonner Vitry. Art. 37.

Terres d'alluuion accroiſſent aux proprietaires s'il n'y a titre Normãdie Art. 195.

Alienation des biens d'vne ſucceſſion faite par le mary ou la femme comme peut eſtre faicte s'ils ne ſont aſſignez pour Dot &c. Bayonne Tit. 9. Art. 21. ne peut eſtre faite apres les Fiançailles ſans le conſentement des perſonnes fiancees Sedan Art. 120.

En vente ou Alienation des heritages ou rente propres à l'vn des mariez ou rachat de la rente, le pris de la vente ou rachat ſera prins ſur les biens de la Communauté, encores qu'il n'y ait conuention de remploy ou declaration Paris Art. 232. Calais. Art. 34. Orleans Art. 192. Cambray Tit. 2. Art. 8. Sedan Art. 106 & 107. Blois Art. 164. & 165. Reims Art. 259. & 260.

Eſt reputé tel heritage Conqueſt, ſinõqu'il y euſt declaration ou proteſtation faicte par deuant Notaire & Iuge competent, lors de la premiere vendition. Melun Art. 225. Sens Art 277. Auxerre Art. 197.

N'eſt Conqueſt ou Acqueſt, & n'y eſt rembourſement Bourbonnois. Art. 278. Xainctonge Art 66.

Sinon &c. Normandie Art. 393.

Eſt propre, en prouuant &c. Niuernois Chap. 23. Art. 31. Pardeuant Iuge competent ou Notaire Bourbonnois Art. 239.

N'eſt permiſe aux maſles ayans xx. ans & vn iours & filles xvj. ans & vn iour, iuſques à l'aage de 25 ans. Senlis Art. 155.

Rẽplois des derniers procedãs de la vente des propres ne ſont Conqueſts ſinon &c. Normandie Art. 393. tels deniers non employez ne ſont meubles, ains immeubles Normandie Art. 394. Anjou Art. 296. Le Maine Art. 311. Bourbonnois Art. 240.

Sont reputez meubles, & les Acqueſts d'iceux Communs s'il n'y a traicté au contraire ou proteſtation expreſſe Bar Art. 83.

Heritage de la femme eſt recompenſe ſur les heritages du mary ou Conqueſts au chois de la femme, ou de ſes heritiers idem des heritages du mary ſur les acqueſts Bretagne Art. 438 439. & 500.

Heritage propre racheté durant le mariage ne tombe en Communauté, en payant la moitié du rachat Peronne Art 137.

Du mary ou femme rendu conſtant le

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

mariage, eſt debt durant le rachat. Comte de Bourg. Art. 36.

Racheté par le mari, ſoit Cenſe ou rente, ne tombe en Cõmunauté, & ne peuuent y pretendre aucune choſe, ſinon és deniers du prix. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 15.

Bail à Ferme excedant x. ans eſt vne eſpece d'Alienation Berri Tit. 5. Art 4.

N'excedant x. ans n'eſt Alienation Ib

Vaſſal ne peut demembrer ſon Fief, ſans le conſentement de ſon S. Feodal Paris Art. 51. Meaux Art. 196. Sens Art. 217. Eſtampes Art. 35. Dourdan Art. 36. Montfort Art. 33. Mante Art. 24. Chauny Art. 96. Sedan. Art. 63.

Demẽbrer ou ecclipſer au preiudice &c. Melun Art. 101.

Eſclicer ou demembrer, ſinon la. Salle de Lille Tit. 1. Art. 66.

Ou vendre partie de ſon Fief ſans &c. Vitry Art. 23.

Aliener le Fief retenu ſans conſentement du S. Suzerain ſans payer profit. Laon Art. 260. Chalons Art. 259.

Vendre, ou donner Chalons Art. 194.

Vendre, eſchanger n'autrement aliener ſans &c. Blois Art. 60.

Vendre, aliener ou tranſporter en tout ou partie ſans &c. Bourbonnois Art. 361.

Si ce n'eſt par Succeſſion ou partage Meaux Art. 166. Melun Art. 101. Sens Art. 217. Laon Art. 161.

Par mariage ou partage Sedan Art. 63.

Par diuiſion reelle. Senlis Art. 204.

Ne peut faire de ſon Fief Arriere fief. Meaux Art. 157. Vitry Art. 25. Sedan Art. 62.

S'il ne marie ſes enfans & qu'il leur baille en mariage ſes heritages Feodaux en reprenant de luy & retenant pour faire le ſeruice Vitry Art. 25. Sedan Art. 62.

Peut faire de ſon Fief arrierefief ſans fraude Amiens Art. 27. faire de ſon fief ſon domaine Anjou Art. 201.

Ne peut demembrer ny diminuer ſon Fief au preiudice du Seigneur: ſinon au cas que Fief croiſt & diminue. Grand Perche Art 56. S. Quentin Art. 70.

Vaſſal peut vendre ſon Fief ſans conſentement en S. F. Le Maine Art. 154.

Peut eſbrancher ſon Fief en vendant partie Clermont Art. 96.

Demembrer & eclipſer ſon Fief: à ſçauoir vendre, aliener & bailler à autruy S. Quentin Art. 70. Si ce n'eſt vn Fief qui luy ſoit adueau par confiſcatiõ dans l'an & iour. Ib.

Engager ſon Fief, le bailler en tout ou partie à rente ou gros ſans ſoy demettre &c. Clermont. Art. 96.

Peut iouer de ſon Fief, diſpoſer & en faire ſon profit des heritages, rentes ou Cens, ſans payer profit au Seigneur dominant pourueu que l'Alienation n'excede les deux tiers & retenant la Foy & quelque droit Seigneurial & domanial Paris Art. 50.

Iuſques à la tierce partie Tours Art. 119. & 122. Anjou Art. 201. Le Maine Art. 216.

Iuſques à la demiſſion de Foy ſans payer profit. Eſtampes Art. 35. Dourdan Art. 36. Mont fort Art. 33. Mante Art. 24. Senlis. Art. 251. Chalons Art 194. Reims Art. 117. S. Quentin Art. 72. Melun Art. 101.

C'eſt à ſçauoir bailler à Cens & rente en portant la foy Dourdan Art. 36. Mante Art. 24. Chalõs Art. 194. Reims Art. 117. S. Quentin Art. 72. & 73. Ponthieu Art. 64. Melun Art. 101.

Iuſques à la main mettre au baſton. Amiẽs Art. 33.

Se peut eſiouir des terres, rentes & autres choſes de ſon Fief, ſans payer xiij. iuſques à demi ſſions & Hommages excluſiuement Norman die Art. 204.

Eſbattre de la tierce partie, par vente, donatiõ ou autre cõtract alienatif Blois Art. 61.

Peut aliener en tout ou partie à Cens ou rente ou autres droicts Seigneuriaux & demeure touſiours Vaſſal, s'il ne ſe deueſt & deſſaiſit de ſon Fief és mains du Seigneur Feodal. Senlis Art. 251.

Se peut iouer de ſon Fief par iij. ans: & ce faiſant l'engager, conſtituer rentes & à faire ſon plaiſir: ſans &c. Meaux Art. 166.

Vendre iuſques à iij. ans & non plus &c. Sedan Art. 57.

A faculté de remeré iuſques à ix. ans: ſans profit Berri Tit. 5. Art. 49.

Peut engager, ou vendre à rachat ſon Fief ou partie iuſques à iij. ans: en le ſignifiant au S. F. Troyes Art. 34. Chauny Art 23. Sãs aucun Quint ou Requint Vitry Art. 22.

A faculté de rachat de iij. ans, ſans le cõgé du Seigneur, & ſans payer pourueu qu'il ne rachete dans les iij. ans ou proroge ou renoue elle la faculté Chalons Art. 193.

Vaſſal ne peut obliger ne luy hypothequer aucun heritage tenu à foy & hommage ſans le conſentement du Seigneur de Fief Chaſteauneuf Art. 39. Chartres Art. 37. Dreux Art. 27.

Peut vendre ſon Fief ou partie ſans cõſentement du S. F. Montargis Chap. 1. Art. 1. Orleans Art. 1. Dunois Art. 1.

Peut bailler à Cens & rente perpetuelle, ferme ou penſion, ſon domaine, retenant la Foy ſans payer profit: pourueu qu'il ne prẽne argent n'autre choſe Montargis Chap. 1. Art. 4. & 54. Berri Tit. 5. Art. 52. Orleans Art. 7. Bar Art. 18. Amiens. Art. 25. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 5. Bourg. Chap. 1. Art. 15. & 14. Comté, Art. 15.

Pourueu que le Cens ſoit ſuffiſant & qu'il n'ait receu argent en ſecret ou public Vitry Art. 23. Sedan Art. 61.

Vendre ou conſtituer rente ſur ſon Fief ſans le conſentement du S. F. Montargis Chap. 1 Art. 2. Orleans Art. 5. Dunois Art. 1.

Conſtituer rente perpetuelle ſur ſon Fief, ſans le conſentement du S. F. au preiudice de ſes heritiers ou ayãs cauſe Sens Art. 190. & 209. Auxerre Art. 60.

Bailler à rente ſans rachat ſous ſon Seel iuſques au tiers du gros de ſon Fief noble. Cambray Tit. 1. Art. 75.

Vaſſal peut augmenter ſes Fiefs Creans & nouueaux Fiefuez ſans faire profit des Fiefs mais ne peut diminuer ou deſtraire quelque droit ou profit ſinõ de ſon gré: Tournay Tit. 10. Art. 37.

Peut Charger ſon Fief de rẽtes viageres ou heritieres à rachat par Rapport & Hypotheque fait pardeuant les Bailly & hommes de Fief de la Seigneurie Cambray Tit. 1. Art. 38.

Peut diuiſer du conſentement du Seigneur en deux ou pluſieurs parties & eſtant releué diuiſement, ils demeurent autant de Fiefs: nonobſtant &c. Cãbray Tit. 1. Art. 31.

Peut ecclipſer, diuiſer & demembrer ſon Fief en recognoiſſant le contract pardeuant le S. F. ſon Bailly & Officiers & le contentant de ſes droicts Seigneuriaux Amiens Art. 31.

Eclipſer, vendre, donner ou tranſporter partie de ſon Fief Peronne Art. 71.

Ne peut vendre le Fond, s'il eſt Haut Iuſticier ou vicomtier s'ils ne ſont rapportez & Hoſtigiez La Salle de Lille Tit. 1. Art. 30.

Non ayant Iuſtice à cauſe de leurs Fiefs ne peut bailler en arentement ou ſurcens ſans le congé du S. F. Artois Art. 41. & 42.

Charger de Cens ou preſtation annuelle n'autre ſeruitude ou Charge, ſans &c. Auuergne Chap. 22. Art. 14.

Tenant en franchiſe ou cenſiue peut charger de rente annuelle La Marche Art 180.

Vaſſaux & Fiefuez ne peuuent vendre, celer & tranſporter les Fiefs, maiſons & heritages, fruicts profits & reuenus n'y les bailler à arentement pour temps excedant xij. ans ne les charger de ſous-rentes ſans rachat La Salle de Lille Tit. 1 Art. 62.

Barons & Chaſtellains peuuent donner de leurs heritages à Gentils hommes pour les tenir en foy & Hommage ſans les vendre, ſinon pour iij. ans autrement y prendra droicts de Quints & Requints. Vitry Art. 24.

S. aiant domaine noble peut bailler à Feage ou pris competent ſans fraude & ſans diminuer la rente ancienne. Bretagne Art. 358

Ayant domaine propre peut Affeager ou prendre à rente Bretagne Art. 359.

Seigneurs non ayans Iuſtice & Seigneurie peuuent bailler en arentement ſans congé du Seigneur Feodal. Bappalmes Art. 5.

En Alienation, vente ou tranſport de Fiefs patrimoniaux ſuffit le conſement de l'heritier principal: & pour les cottiers, de tous les heritiers Artois Art. 77.

Alienation Feodale ne doit ſortir effect au preiudice du S. F. Senlis Art. 251.

L'vſufruict d'vn Fief ſe peut faire à ix. ans ſans conſentement du S. F. Laon Art. 191. Chalons Art. 192.

Baux & Alienations faictes par le preneur ne peuuent preiudicier au S. F. qu'il n'exploite ſon Fief Orleans Art. 8.

Vaſſal noble peut hypothequer & engager ſon heritage de Fief à l'homme noble & non de poſte Bar Art. 18. Ne peut vendre, ſinon à homme noble. Bar Art. 18.

Alienations & hypotheques faicts deuoirs de Loy ſous vne generalité ſont de nulle valeur ſi elles ne ſont ſpecifiees par tenans & aboutiſſans Cambray Tit. 5. Art. 11.

Faicts ſur vn Reueſtiſſemẽt entre cõioincts en termes generaux ſans les ſpecifier, ſont bons Cambray Tit. 5. Art. 12.

Pour repreſentatiõ hereditaire Cambray Tit. 5. Art. 13.

Allouer les frais d'vn compte. Auxerre Art. 234.

Manoirs, heritages ou autres edifices Amaſez & non Amaſez Theroanne Art. 1. S. Paul Art. 1. & 2. Artois Art. 147.

Edifices & Amaſemens Artois Art. 160.

Amende de Reſcouſſes de beſtes deſurenes Art. 5. Montargis Chap. 5. Art. 16. Tours Art. 204. Lodunois Chap. 19. Art. 3. Sainct Aignan Art. 5. & 6. Vallancay Art. 6. 10. & 11. Molins Art. 3. Le Marche Art. 353. Acs Tit. 11. Art. 37. & 38. Sainct Seuer Tit. 2. Art. 10. & 11. Solle Tit. 15. Art. 4. Bourbonnois Art 160.

De prinſe de beſtes applicable à Iuſtice Molins Art. 3.

Amende de ſimple recouſſede gages prins aux Sergẽs meſſiers ou Foreſtiers. Duché de Bourg. Chap. 1. Art. 7. Cõté de Bourg. Art. 58

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

De prinſe de beſtes à garde faicte ou ſans garde ou par Eſchappee Meaux Art. 168. Auxere Art. 171. Chaumont Art. 105. Amiēs Art. 204. S Omer Tit. 2. Art. 12. Pothieu Tit. 2. Art. 102. & 103. Boullenois Art 38. Artois Art. 54. S. Omer en Artois. Tit. 1. Article 7. Sainct Paul en Artois Titre 1. Art. 5. Aire Tit. 1 Art. 4. Lillers Tit. 1. Art 3. Niuernois Tit. 17. Art. 2 Montargis Chap. 4. Art. 15. & 21 Orleans Art. 156 Tours Art. 203 & 205. Lodunois Chap. 19. Art. 1. & 2. Chap. 37. Art. 11. Chaſteau neuf Art. 150. Chartres Art. 115 Dreux Art. 41. Blois Art. 223 & 227. Dunois Art. 52. S. Aignan Art. 1. & 5 Menetou Art. 11. & 24. Selles Art. 1. & 2. Vaſtang Art. 13. Soëſmes Art. 4. Trembleuy Art. 7. Chabris Art. 1. Autreroche Art. 3. & 4. Ville france Art. 1. Berri Tit. 10. Art. 2. & 4. Bourbōnois Art. 529. 530. 531. & 532. la Marche Art. 348. & 358. Poictou Art. 76. Angoumois Art. 34 Xainctonge Art. 11. Bordeaux Art. 108. & 109. Acs Tit. 11. Art. 25. & 26. Bayonne Tit. 2. Art. 23. 4. 5. & 16. La Bourt Tit 3. Art 9. 10. 11. 23. 24. & 25. Sole Tit. 15. Art. 5.

Pour les beſtes d'aumaille & Cheures prinſes en Taillis ou nouuelle plante de Bois. Bretagne Art. 409. 410. 411. 412. 413. 414. & 415.

Cōtre gens ſerfs ſeulemēt Menetou Art. 6 eſt deue pour chacun teſt, encores que les beſtes ſoient ſous meſme garde Menetou. Art 10 La Ferté-Ymbaut Article 7.

Se doit pourſuiure dans quarante iours. Autroche Art. 3. de beſtes prinſes en Garēne Bourbonnois Art. 523. N'eſt deue qu'vne, ſi beſtial eſt ſous vne garde Auuergne Chap. 18. Art. 8. N'a point de lieu, ſi les beſtes, fuyent par mouches &c. Montargis Chap. 4. Art. 14 Orleans Art 157.

Si les beſtes ſont rendues dans vingtquatre heures, & le pan ou gage dans la huictaine Montargis Chap. 4. Art. 15. Orleans Article 159.

Eſt deue ſi on refuſe donner gage Montargis Chap. 4. Art. 17. Orleans Art. 160.

De prinſe de pourceaux trouuez fougeās en Eſtangs vuides & eſtans à bandon Niuernois Chap. 15 Art 6.

Seule pour le dommage faict par pluſieurs beſtes quadrupedes en bois Taillis, ormeaux prez ou ablais, eſtās ſous vne ſeule garde Ponthieu Art. 113. Montargis Chap. 4. Art. 13.

N'eſt deue ſi le beſtail en paſturant, outre paſſāt, chemin entre en aucun heritage, terre labouree n'ayans arbres fruictiers: ains ſeulement dommage Bayonne Tit. 2. Art. 14 & 15.

N'eſt deue, Aſſiſe ne deſdōmage pour les beſtes de la charrue, puis la my-Septembre, iuſques à la premiere ſemaine de Decēbre: ſinon en heritages clos & defenſables Bretagne Art. 400. Pour l'acquereur quand le Seigneur retient le Fief par puiſſance de Fief & faict les fruicts ſiēs Tours Tit. 1. Art. 35.

Ou aſſiſe quand ne peut eſtre demandee Bretagne Art. 416. & 420.

De faire ſes Gardes liges ou liges Eſtages Anion Art. 174. Le Maine Art. 194.

De defaut de Cour Bretagne Article 665.

Pour amende deue au Seigneur on peut ſeulement ſaiſir les fruicts, & non vendre la terre Bretagne Art 663.

Amende pour l'infraction de main-miſe eſt de lx. liures ou de lx ſols Par. ou autre auec le reſtabliſſement &c. Montargis Chap. 1. Art. 74. & 81. Rochelle Art. 7. Amiēs Art. 214. & 416. Melun Art. 43. Ponthieu Article 74 Sens Art. 184 Auxerre Art. 47. Peronne Art. 16. Eſtampes Art. 32.

De vij. ſols Pariſis contre l'infracteur de ſaiſie Reims Art. 145.

Enuers le Seigneur Cenſier ſeulement eſt de v. ſols: & lx. ſols s'il eſt haut Iuſticier: ſi c'eſt en confortant ſa main, il prend v. ſols ſur les lx. Montargis Chap. 2. Art. 2. Orleans Art. 77. & 103. Dunois Art. 35.

Contre les tenanciers labourans apres la main miſe Acs Tit. 8. Art. 3. & 4.

Amende de xj. ſols iij. deniers par faute de payer la Rente à Capbreton en Fief. Acs Tit. 8. Art. 6.

Amende de lx. ſols pour le mal iugé deue par les Vaſſaux, ou par le Seigneur Amiens Art. 188.

Amende d'vn eſcu & quart d'eſcu pour ventes receles & non notifiees dans xx. iours Paris Art. 77.

Dans quatre mois Calais Art. 21.

Pour lots & ventes non payez dans huictaine eſt de vij. deniers & par vn an de lx. ſols Meaux Art. 200. & 201.

Dans huictaine eſt de lx. ſols Par. Eſtampes Art. 48. Mont-fort Art. 51. Mante Art. 46. Melun Art. 112.

Depri eſt de vij. ſols vj. den. t. Chaſteau neuf Art. 51. & 141. Chartres Art. 109.

Ou exhibé ſon contract. Le Maine Art. 170.

Par faute d'exhiber par an & iour, le S. gaigne les fruicts la Marche Article 115. & 185.

Dans quinzaine Melun Art. 117. Tours Art. 376. Lodunois Chap. 37. Art. 18. Sens Art. 21. 126. & 233 Dourdan Art. 46.

Outre les droicts de ventes & ſaiſines Sēlis Art. 14.

De lx. ſols pour auoir recellé les droicts Seigneuriaux de choſe tenue cottierement Ponthieu Art. 71.

Pour ventes recellees par an & iour Molins Art. 1. Chabris Art. 2. Tours Article 376. Lodunois Chap 37. Art. 18.

Pour vente recellee Bar Art. 53.

Pour ventes forcellees Senlis Art. 246. Clermont Article 115. Vallois Article 13.

De vj. ſols Paris. d'amende Coucy Article 3.

De loy pour ventes recellees dans trente iours apres le contract Anion Art. 113.

Dans xl. iours Bourbonnois Art. 394. La Marche Art. 185.

Si dans ledit temps on ne paye ou deprie Auxerre Art. 21. Bar Art. 53. Orleans Article 107. Peronne Art. 91. ou ſi l'on ne ſe faict en ſaiſiner Senlis Art 242.

Dans quatre mois Boullenois Article cinquante & vn.

Amende de lx. ſols pour meſurer à autre meſure ou à meſure non marquee Poictou Art. 65.

Amende contre le ſuiet exploictant apres la ſaiſie Poictou Art 83.

De lx. ſols pour ſaiſie briſee Tours Art. 365. Niuernois Chap. 1. Art. 18. Pour noble en la Cour de ſon Suzerain dont il eſt hōme de foy, ou de ſon Seigneur, ou il eſt eſtager, eſt arbitraire. Tours Article 368. Appoſee par Cour inferieur eſt de lx. ſols & par Cour Royale, eſt arbitraire Lodunois Chapitre 37. Article 2. Pour noble venant contre ſon obligation eſt arbitraire. Tours Art. 368. Lodunois Chapitre 37. Article 4. Contre le ſuiet oppoſant ou aiant mal demandé la deliurance de la choſe ſaiſie, ou deniant le deuoir. Anion Art. 177. Le Maine Art. 195.

Amende ou loy deue au Seigneur & Iuſtice à cauſe des fermes & contre fermes. Sainct Seuer Tit. 1. Art. 15. Par ceux qui rōpent le ban ou main miſe & Arreſt donné S. Seuer Tit. 1. Art. 16. Par celuy qui prend par force aux Bayle, Sous-Bayle ou Sergens iurez aucune choſe meuble pignoree Sainct Seuer Tit. 1. Art. 17. N'eſt deue par l'impetrāt de bā ou main-miſe, s'il ſuccombe: poſé qu'il y ait Contre-ferme S. Seuer L. Titre 1. Art. 16.

Amende de forte-clameur en action perſonnelle. Montereau L. Art. 11. & 12 En matiere d'Arreſt & empeſchemēs Montereau Art. 13. En matiere d'intereſt Mōtereau Article 15. de chacun Reclain de lettres obligatoires, commandemens & condemnations Colommiers Art. 4. Pour defaut de payement en vertu de lettres obligatoires Amiēs Art. 222. en denegation de demande apres les conteſtations Colommiers Art. 5.

Pour ouuerture de terre en voye publique ſans congé du haut Iuſticier Melun Art. 14 Amiens Art. 238. Ponthieu Article 230.

Sur les frocs & flegards né en la terre & iuriſdiction &c. ſans congé Amiens L. Art. 9.

Cōtre ceux qui picquent ou houent en la terre du haut Seigneur ou Vicomtier Ponthieu Art. 100 des laboureurs & entrepreneurs ſur les chemins & voyes communes Langres Art. 2.

Sur vn chemin Royal & voye publique Troyes Art. 130. de grans Chemins, voyes, Sentiers, Paſquis & termes de finage Vitry Art. 5. de terres voiſines plus auant qu'ils ne doiuent & empeſchant le paſſage. Amiens Art. 285.

Contre ceux qui empeſchent les chemins publics S. Aignan Art. 7. Valancay Art. 12. Anion Art. 172. Le Maine Art. 191. qui occupent ou empeſchēt chemin public ou Royal Acs Tit. 17. Art. 1.

Des laboureurs entreprenans és Flegards voyes ou chemins, & couppent branches ou arbres eſtans en iceux Artois Article cinquante & vn.

Pour forfaiture & entrepriſes contre le Seigneur Artois Art. 8.

Amende de puis à marne ou marle non eſtouppé Amiens Art. 246. Boullenois Art. 60. Peronne Art. 11. Artois Art. 19. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 6.

De nouuelles eſteulles Boullenois Article ſoixante Artois Article quarante-neuf.

De l'infraction de ſaiſie contre le Fiuater Sole Tit. 10. Art. 6. & 18.

D'Arracher ou tranſporter bornes couper arbres tenus pour bornes, eſt de lx. ſols Pariſis. Melun Article 14. Boullenois Article 31.

De borne ou eſpine tenue pour borne Amiens Art. 247. Artois Art. 50. S. Omer Tit. 2. Article 14. Sainct Omer en Artois Titre 1. Art. 9.

Pour entrepriſe ſur heritage boſne Troyes Art. 131.

Pour auoir couppé ou eſmondé arbres d'vn haut ou moyen Iuſticier, eſtans ſur la voirie, ou couppé arbre portant fruict Amiens Art. 239.

Les arbres eſtans ſur les flegards & places communes, bois & autres lieux Monſtreul Article dixneuf. Artois Article cinquante & vn.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Pour chacune retraicte, s'il y a plusieurs obligez Aniou Art. 171. pour fausse plainte Amiens L. Art. 11. Pour n'auoir payé le Cens au iour qu'il est deu. Montargis Chap. 1. Art. 9. pour n'auoir deprié les Lods & vẽtes dans huictaine Ib. pour l'infraction de saisie feodale. Ib. pour auoir enfraint Terrage. Ib.

Amende deue en cas de simple de negatiõ apres contestation en cause par celuy qui dechet, pour les faicts proposez Amiens Art. 219. Commines Art. 10. Bappalmes Tit. 2. Art. 8. Pour faicts proposez ou demy faicts S. Paul Tit. 2. Art. 25. Ponthieu Art. 183. S. Paul en Artois Tit. 2. Art. 12. & 13.

Contre celuy qui dechet en cas de nouuelleté Amiens Art. 220. contre celuy qui dechet en simples actions petitoires, reelles & personnelles Aniou Art. 165. Le Maine Art. 182. & 183. en choiste de cause en Applegemens simples & en applegemens ou complainte Aniou Art. 167. Pour defaut est de vij. sols vi. den. Par. ou de x. sols, s'il demeure en lieu noble Amiens Art. 121. Ne sera leuee, sinon que le defaut soit iugé & l'amende adiugee Tours. Art. 373. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 6. Pour defaut Berri Tit. 2. Art. 15. & 16.

Pour infraction de la main du Haut, Moyen ou Bas Iusticier Amiens Art. 237. S. Pol Tit. 2. Art. 23. La Marche Art. 344. de Iustice Vicontiere ou fonciere Beauquesme Art 8 Boullenois Art. 30. de la main de Iustice Haute & Vicontiere La salle de Lille Tit. 1. Art. 14. & 31.

Contre les Cabaretiers, Hostes ou autres vendans vin à pots, ayant en leur maison mesure n'estant de la iauge requise la Salle de Lille Tit. 1. Art. 16.

Contre le tenancier Cotier qui demolit les edifices abloquez & soliuez estans en l'heritage tenu à roture Amiens Art. 198.

Pour retenir bestes estranges plus haut d'vne nuict & les mettre en pasturage public sans congé. Peronne Art. 10.

Pour auoir passé par l'heritage d'autruy enuers le S. foncier ou Vicomtier Ponthieu Art. 101.

Amende appartenant à l'Euesque & Vidame d'Amiens Amiens Art. 17. & 18.

Vne seule Amende du fol appel quãd les Iusticiers sont a vn mesme Seigneur Vitry Art. 9.

Amende de v. sols contre le debteur obligé opposant qui dechet de son oppositiõ ou contre le creancier, qui succombe en matiere d'execution Chaumõt Art. 96. de vij. sols vj. den. tournois Vitry Art. 14. Aniou Art. 163. de v. sols appartient au Siegneur Foncier La Salle de Lille Tit 1. Art 32. de lx sols contre celuy qui s'oppose aux commandemens ou defenses faictes par la Iustice Hesdin Tit. 2. Art. 35. Contre les laboureurs nõ desrengeans en la moison ne separans les bleds ou grains d'auec leurs voisins Peronne Art. 12.

Contre exploicteurs prins en Aduouerie ou applegement, n'y a Amãde, s'il n'y a &c Aniou Art. 168. Le Maine.

Amende contre ceux qui desrobent les fuyes, Coulombiers Garennes &c. Bourdeaux Art. 112.

Contre ceux qui ostent par force la penhere sans s'opposer Sole Tit. 10. Art. 9.

Contre homme venant contre son obligation Tours Art 364. Lodunois Chap. 37. Art. 2. qui nie son seing & succombe Tours Art 375. Lodunois Chap 37. Art. 17.

Pour deuoirs nõ payez à iour & decheute de querelle Tours Art. 266. Lodunois Chap. 37. Art. 3. n'est deue que vne seule pour plusieurs deuoirs deuz à vn seul terme Tours Art. 366. Lodunois Chap. 370. Art. 3. Ny pour plusieurs contracts recellez & depuis exhibez Tours Art. 367.

Contre ceux qui despouillent vn heritage cõtre la volonté du maistre Artois Art. 670.

Contre ceux qui abbatent ou couppẽt les arbres faisans Limites de Iustice Forests Territoires Bourbonnois Art. 164.

Contre ceux qui rompent murs, ou hayes ou fossez des prez, terres, iardins, vignes &c. Berri Tit. 10. Art. 20.

Contre celuy qui succombe en matiere possessoire ou d'execution Berri Tit. 2. Art. 15 & 17.

Amende de defaut en matiere criminelle Berri Tit. 2. Art. 19. en matiere d'Asseuremẽt Berri Tit. 2. Art. 20. La Marche Art. 304. de defaut és iurisdictions subalternes Berri Tit. 2. Art. 21. Pour le treziesme vendu en la Ville de Bourges n'a lieu Berri Tit. 2. Art. 22. Pour quels Defaults n'est deue. Berry. Tit. 2. Art. 23.

Contre celuy qui dechet de requeste de lettre fermee deuement faicte & applegee Tours Art. 369. declain de pourfute de Cour Ecclesiastique Tours Art. 372.

Amende pour defaut ou Contumace Aes Tit. 3. Art. 13. S. Seuer Tit. 18. Art. 25.

De lx. sols contre le defendeur ou demandeur succombant en matiere de Complainte apres contestation appointemẽten droict &c. Ponthieu Art. 149.

Amãde de lx. sols appliquable aux Hauts Iusticiers & Vicontiers pour le sang & autres sombres coups La Salle de Lille Titr. Art. 7. d'vne simple desobeissance est de iij. sols Niuernois Chap. 1. Art 18. Pour le nyattaint & verifie en cause ciuile Berri Tit. 2. Art. 24. pour fouir ou ahaner à vn pied & demy de la borne S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 9. à Trois pieds d'vne borne la Salle de Lille. Tit. 1 Art 12. &c. en vne seule Amende pour plusieurs cõtaicts recellez mesme iour Lodunois Chap. 37. Art. 18.

Amende sera iugee nonobstant L'accord proposé La Marche Art. 54.

Vne seulle Amende pour n'auoir payé au terme Poictou Art. 102. s'il n'y a plusieurs saisissemens Meaux Art. 197. sinon qu'il eust esté mis en proces Melun 207.

Amendes de trois sortes La Ruedyndre Art. 42. sont de diuerses taxes Bourbonnois Art. 160. Arbitraires se taxeront sur le champ Bourbonnois. Art. 165. La Marche. Art. 55.

Sont arbitraires selon la qualité Bretagne Art 407. & 651. Montargis Chap. 4. Art. 16. Orleans Art. 161.

Moderees par les Chastelains selon la qualité & faculté des parties Hesdin Tit. 4. Art. 13.

En quels cas sont adiugees plus grãdes aux Seigneurs, & moindres a la partie Bretagne Art. 639.

Sont de xij. sols Morlaas Sole Tit. 15. Art. 4.

Ne sont deuës a faute de payement de rentes & deuoirs nobles Poictou Art. 103.

Adiugees au Roy se doiuent demander par les Receueurs ou fermiers du Roy auant que proceder par saisie ou Arrest Melun Art. 324.

Ordinaires sont de lx. sols Nerets, ou Par & de vij. sols vi. den. Nerets ou Par. pour la petite Amende des Reclains, defauts, & Arãmes & du Cens non payé Vallois Art. 7. & 183. sont contre les nobles arbitraires, quand elles sont de lx. sols contre les roturiers Vitry Art. 13. de delicts ciuils commis par aucuns en la terre d'vn Haut Iusticier, appartiennent au S. Haut Iusticier, s'il le prend en present meffait. Clermont Art. 204.

Ne seront leuees des cas d'aduanture ou de fortune Bretagne Art. 639.

N'estans taxees moderement par les Iuges, ils seront punis de peine arbitraire Bretagne Art. 650.

Ne peuuent estre remises sans l'aduis des habitans Bayonne Tit. 26. Art. 15.

Comme seront poursuiuies Beauquesne Art. 4. Artois Art. 19.

Amendes Curiales des defaux Normãdie Art. 33. des Plez est de xviii. sols vn denier Normandie Art. 187.

Deues au Roy de chacun clam pour l'amende de l'infraction de la promesse, sont de vij. sols vj. den. Dontreau Art. 2.

Amendes de lx. sols. le sol sera reduit à la Monnoye Douisienne Ancin. Art. 3.

Amendes de confiscations des manans & habitans de la Ville de Bourges, appartiennent au Roy, Berry Tit. 2. Art. 5.

Fief Amette & Abonne Mante Art. 24.

An de l'Execution testamentaire est vile Vallois Art. 175.

Benefice d'octroy d'anmon & Quinquẽmon Montargis Chap. 18. Art 10.

Annoblissement Tours Art. 315. Lodunois Chap. 29. Art. 20.

Homme Annobly Tous Art. 315. & 316. Lodunois Chap. 19. Art 20.

Homme Annobliſt femme & enfans Anjou Art. 253. Le Maine Art. 271.

Femme ne peut Annoblir homme & enfans Anjou Art 253. Le Maine Art. 27.

La mere Annoblist l'enfant pour le droit de nouuel acquest & nõ pour les Aydes &c. Artois Art. 198.

Anticipations Senlis Art. 57. Auuergne Chap. 9. Art. 6. & 7. La Marche Art. 52. & 53.

Appel Anticipé, partie anticipee Anjou Art. 65. Le Maine Art. 75.

Anticiper les quatorzaines des Criees d'vn heritage saisie Auxerre Art. 125.

Appanage, Appennage. Senlis Art. 66. Niuernois Tit. 23. Art. 24. Bourbonnois. Art. 265.

Appanager Berri Tit. 5. Art. 17.

Appaner la Marche Art. 291.

Fille mariee & Appanee Niuernois Tit. 23. Art. 24. Bourbonnois Tit. 265. 305. La Marche Art. 220. 144. Et autres ensui.

Fille mariee & suffisamment Appanagee est forclose des successions des pere, meree ayeul ou Ayeulle, tant qu'il y a hoir masl, ou hoir descendant Tours Art. 284. Lodunois Chap. 27. Art. 26. s'il ne luy est reserué par le contract de mariage Anjou Art. 241. Le Maine Art. 258. Tours Art. 284. Lodunois Chap 27 Art. 26.

Fille Apparagee suffisamment ou deuëment. Bretagne Art. 557. Lodunois. Chap. 15. Art. 5. & Chap. 27. Art. 26. Tours Art. 284 c'est à dire mariee selon sa qualité & condition.

Loy Apparoissant ou Apparissant v. Loy.

Hauts Iusticiers cas d'homicide apres Information ou verité especiale, peuuent proceder à Appeaux & bannissemens par contumace La Salle de Lille Tit. 1. Art. 4. comme se doiuent plaindre de l'homicide & proceder par les dits Appeaux & Bannissemens par defaut & contumaces La Salle de Lille Tit 1. Art. 5.

Appel à denegation de droict quand a lieu Cambray Tit. 26. Art. 10. N'est receu

Source : BIU Cujas

ſans ſommer par eſcrit le Seigneur par trois diuerſes fois de trois en trois iours Auuergne Chap. 30. Art. 14. La Marche Art. 109. peut eſtre releué dans le temps des torts, ſans eſtre tenu de la deſertion Auuergne Chap. 15. Art. 15.

D'vne Sentence interlocutoire, n'eſt point receu ſi elle ne contient Grief non reparable ou qu'elle ait effect de diffinitiue Cambray Tit. 26. Art. 6.

Des Hauts Iuſticiers ou de leurs Officiers en cas d'excés Acs Tit. 13. Art. 10. S. Seuer Tit. 18. Art. 21. & 22.

La matiere d'Appel eſt de ſoy haineuſe Clermont Art. 113.

En appel, on doit iuger ex iiſdem actis an bene vel male. Tournay Tit. 25. Art. 7. & 8. Sole Tit. 11. Art. 1.

Appel n'a lieu en matiere criminelle Cãbray Tit. 27. Art. 5. Lille Art. 200. La Salle de Lille Tit. 29. Art. 2.

Appels du pays de Sole en quels lieux doiuent reſſortir. Sole Tit. 11. Art. 3. 5. & 6. du pays de Tournay. Tournay Tit. 25. Art. 1. & 2. des Eſcheuins ou Iuges Cothiers, des hommes Feodaux La Salle de Lille Tit. 1. Art. 22. du Bailly de Sẽlis. Senlis Art. 78. d'vn Sergent, executeur excedant les termes de ſa Commiſſion Senlis Tit. 2. Art. 45.

Du Preuoſt, Sergẽt ou Officiers de la terre & Seigneurie d'vn Haut Iuſticier ayant Baronnie, ou droict Chaſtellenie Chaumõt Art. 101. ſe doiuent releuer x. iours frãcs deuant l'Aſſiſe Montargis Chap. 22. Art. 1. Cõtre qui doiuent eſtre releuez Montargis Chap. 22 Art. 1.

Ne doit empeſcher le reſtabliſſement La Salle de Lille Tit. 18. Art. 2.

Appellans releuans *Omiſſo medio*, ſont renuoyez s'il n'y a attentat ou autre cauſe de retenir Senlis Art. 48. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 22. omis le iuge moyen les Hauts Iuſticiers doiuent eſtre condemnez en Amende de lx. ſols Par. Amiens Art. 21. de lx. ſols tournois Boullenois Art. 39. Põthieu Art. 88. & 184.

En Cour ſouueraine, le Seigneur ou Iuge d'appel, peut demander l'obeiſſance Poictou Art. 417. du Preuoſt ou Sergens, Coudãnez en l'amende de lx. ſols Pariſis & és deſpens de la cauſe d'Appel Senlis Art. 55. des Baillifs, Preuoſts & iuges ſubalternes condamnez en amendes de fol Appel doubles Senlis Art. 57. des Sentences donnees par le Preuoſt de la Ville de Senlis, de Cõpiengne &c. Senlis Art. 58. tenus cotter le iour de leur Appellation Senlis Art. 59. tenus ſe preſenter és preſentations, à l'Aſſiſe ſur peine de l'Amende double Vitry Art. 7. quand ils decheẽt de leur cauſe d'appel, cõdamnez en amende double. Clermont Art. 212. tenus porter le proces Appellatoire clos & ſecret Sole Tit. 11. Art. 2 & 3. de rapporter & reproduire le proces de la premiere inſtance Cambray. Tit. 27. Art. 4. de faire apparoir de la Sentence Tournay Tit. 27. Art 11. doiuẽt auoir Meſſager non ſuſpect pour porter le proces clos & ſerré Sole Tit. 11 Art 4. 5. & 6. Nobles, Colleges &c. payant vj liures tournois double, s'ils perdent leur cauſe Vitry Art. 7. defaillans apres litis cõteſtation doiuent amende de x. ſols & s'ils ſont nobles, de v. ſols Vitry Art. 8 & 9. Ne releuans l'appel, & eſtant defert, doiuent pareille Amende Senlis Art. 10. doiuent xvij liures x. ſols Theroanne Art. 14. des Maires & Eſcheuins doiuent lx. ſols Pariſis Bolongne L. Art. 20. Doiuent Amende de lx. ſols Tours Art. 307. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 26. Lodunois Chap. 37. Art. 10. Le Maine Art. 185. Anjou Art. 166. Et s'ils ſont nobles doiuent Amẽdes arbitraires Anjou Art. 166. le Maine Art. 185. d'vn interlocutoire verbo. ne ſont tenus bailler Griefs par eſcrit Mauriac. Art. 1.

Condamnez en x. liures d'amende Heſdin Tit. 4. Art. 14.

Acquieſcans apres les iours de renoncer paſſez doiuent amende Boulonnois Art. 39. Boulogne L. Art. 20.

Doiuent releuer dans xl. iours és matieres ordinaires, & dans x. iours és matieres ſommaires Berri Tit. 2. Art. 36.

Dedans xl. iours & és Grands iours d'Auuergne ou en la Cour de Parlement dans trois mois Auuergne Chap 30. Art. 5.

Tenus de releuer dans l. iours ſur peine de deſertion Senlis Art. 46. 49. & 76. Clermont Art. 211. Valanciennes Tit. 2. Art. 25. Tit 13. Art. 157. Amiens Art, 218. Cambray Tit 27. Art. 1.

Fors les Appellations de la Chambre de Spire Cambray Tit. 27. Art. 2.

Dedans xl. iours trois mois Lille Art. 197. La Salle de Lille Tit. 16. Art. 1.

Du Preuoſt de la Ville, des Preuoſts iurez & Eſcheuins dans x. iours Valenciennes Tit. 1. Art. 9. & Tit. 2 Art. 25.

Des Reuuard & autres ſubalternes dedãs xl. iours pardeuant les Eſcheuins Lille Art. 198.

Dans huictaine Poictou Art. 411.

Doiuent releuer dedans vij. iours & vij. nuicts s'ils ont appellé dãs vij. iours &c. apres la Sentence Tournay Tit. 25. Art. 13. illicoe ont xiiij. iours pour releuer Tournay Tit. 25. Art. 3. aux iours d'Audience, & nõ aux iours d'Aſſiſe Berri Tit. 2. Art 37.

Du Chaſtelain, releuẽt à la Table de Marbre à Paris dans trois mois Heſdain Tit. 4. Art. 14. du chaſtelain, Bailly ou ſergent pardeuant le Seneſchal, dans x. iours. La marche. Art. 104.

Dans xxx. iours la Bourt. Tit. 1. Art. 6.

Peuuent renoncer à leurs Appellations dans huictaine Senlis. Art. 47. Vitri Art. 12. ſans Amande Tours Art. 374. Lodunois Chap. 37. Art. 13. La Marche Art. 103

Dans viij. iours en les mains des Sergens & executeurs ou pardeuant les Iuges en ſignifiant la renonciation à partie Auuergne Chap. 30. Art. 8. Et ſi les Iuges ſont du pays la feront enregiſtrer au Greffe, ou la ſignification &c. Auuergne Chap 30 Art. 9. Pardeuant le Greffier en payant Amende Auuergne Chap. 30. Art 3 Vitry Art. 12.

Dans huictaine doiuent amende de lx. ſols Par. Ponthieu Art. 184.

Dans x. iours en payant xl. ſols d'amende mais apres les x. iours doiuent xvij liures x. ſols Paris Theroanne Art. 14.

Dans vij. iours & vij. nuicts en payant la moitié de l'amende du fol appel: & ne doiuent Amende, s'ils renoncent dans les Plaids Tournay Tit. 25 Art. 5. & 6. Doiuent l'amende de lx. ſols Pariſis au Comté d'Artois. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 23.

Tenus appeller ſur le chãp & s'ils ſõt abſẽs dans vij. iours & vij. nuicts La Salle de Lille Tit. 26. Art. 1. N'appellans illico, non receuables en leur Appel La Marche Art. 102. en matiere ciuile, receus par Procureur Auuergne Chap. 30. Art. 16.

Appellans ne pourront bailler plus long dẽlay que de xv. és cauſes ordinaires, & de viij. és cauſes ſommaires Berri Tit. 2 Art. 37. & 38. Priſonniers ne peuuent eſtre tirez hors le pays de Sole Sole Tit. 11. Art. 7. de l'eſlargiſſemẽt des priſonniers, ne le peuuẽt empeſcher: ains ſeront eſlargis nonobſtant l'Appel en baillant caution Bretagne Art. 169. fors que ſi le Procureur de la iuriſdictiõ eſt appellant Bretagne Art 170.

Tenus en l'Amende de vij. ſols Mauriac Art. 1 de xv. ſols auec deſpens Bretagne Art. 663.

Fol Appel ou fol iugé des iuriſdictions ſubalternes deu au Roy Berry Tit. 2. Art. 18. eſt de lx. ſols au profit des Seigneurs Auuergne Chap. 30. Art. 1. tant des Sergẽs, que des Iuges La Marche Art. 105.

Preuoſt ou Sergens en cauſe d'Appel, cõme payent ou gaignent les deſpens ſouſtenans leur iugé & exploicts Senlis Art. 52. En excés s'ils ne ſe preſentent, ne doiuent deſpens Senlis Art. 53 Iugent & exploictent ſans danger d'amende Senlis Art. 51. Forain de Senlis & en garde ne doiuent deſpens Sẽlis Art. 61. Fermier eſt reputé partie és cauſes d'office Senlis Art. 55.

Iuges, Sergens & Officiers ſubalternes & Baillifs Chaſtellains ou Seigneurs aians mal iugé & exploicté condãnez en amende de lx. ſols pour le mal iugé. Senlis Art. 61. 63. 77. 89. & 92. Royaux ne payent amende de leur mal iugé Senlis Art. 61. Clermont Art 212.

Hommes de Fief ayant iugé condamnéz en lx. liures Pariſis Ponthieu Art. 88. doiuent. lx. ſols Par. d'amende Boullenois Art. 39. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 26. Nul n'a reſſort ne cognoiſſance d'appeaux s'il n'a ce droict ou titre expres ou grande poſſeſſion Meaux Art. 186.

Nul Seigneur dudit Comté de Clermont n'a Aſſiſe ne Reſſort, ſinon le Cõte de Clermont Clermont Art. 299.

Comté de Clermont eſt de l'ancien reſſort du Bailliage de Senlis. Senlis Art. 1. 3. 4. 6. 7. 9. 10 & 11.

Appellations de la Iuſtice du Parageau reſſortit en la Iuſtice du Seigneur ſuperieur Tours Art. 73. Lodunois Chap. 6. Art. 4. des Iuges des Seigneurs Cauiers reſſortiſſent pardeuant le Baillif dudit pays, La Bourt Tit. 1. Art. 6. du Bailly de Beauuais ſortiſſent deuant le Baillif de Senlis. Senlis Art. 28. des Preuoſts de la Chaſtellenie de Beauuais ſortiſſent pardeuant le Baillif de Beauuais à ſon Aſſiſe. Senlis Art. 30. des Preuoſts & Seigneurs des Chaſtellenies de Mello & Moncy reſſortiſſent chacun à leur Aſſiſe, & les Appellations des Maires & Sergens des Seigneurs tenans en Fief de leurs Chaſtellenies Senlis Art. 35. des Preuoſts Royaux & Baillifs ſubalternes, à l'Aſſiſe de Senlis Senlis Art. 38. de tous Iuges, Sergens & officiers ſubalternes reſſortiſſent à l'Aſſiſe de Compiengne & Ponthoiſe Senlis Art. 67. 69. 73. 75. 83 84. 85. 91. & 93. Reſſortiſſent de plain droict à l'Aſſiſe de Clermont. Clermont Art. 205. des Seigneuries particuliers de S. Piat ſortiſſent pardeuant le Baillif & Eſcheuins de ladite Egliſe S. Piat. Art. 10. des ſentences & iugemens des Baillifs hommes & iuſtices reſſortiſſent pardeuant le Seneſchal de Boullenois. Boullenois Art. 13. & 14. du Iuge ou Seneſchal reſſortiſſent pardeuant le Bailly ou Seneſchal des Comté, Vicomté, Baron ou Chaſtellain & d'eux pardeuant le Iuge Royal Tours Art. 80. des Iuges inferieurs reſſortiſſent és Aſſiſes des Comté, Barõs & Chaſtelains Blois Art. 15. Vaſtang Art. 5. des petites Aſſiſes reſſortiſſent aux grandes Aſſiſes La Rochelle Art. 1. des Maire & Eſcheuins de Calais reſſortiſſent pardeuant le Iuge general de Calais

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Calais. Calais L. Art.12. du Preuoſt de la Drapperie & du Mayeur reſſortiſſent par deuant les xiij. hommes & d'illec au Preuoſt. Valanciennes Tit.2. Art.12. des iugemens & ſentences dõnees en matiere criminelle par les Maire & Eſcheuins de Bourges reſſortiſſent ſans moyẽ à la Cour Berri Tit 2. Art.6.

Appleger ou Complaindre Lodunois Chap.1. Art.23. & Chap.29. Art.4.

Appleger douloir ou complaindre en cas de nouuelleté Lodunois Chap.27. Art.8 & Chap.29. Art.4. Aniou Art.234. & 272. Le Maine Art.251.287. & 289.

Appleger ou former complainte en cas de nouuelleté Poictou Art.264.279. & 293. La Rochelle Art.58. & 59.

Appleger & cautionner ſon marché Auxerre Art.115.

Appleger les annees ſubſequẽtes Auxerre Art.135.

Appleger Poictou Art.88.94. & 96.

Applegé Tours Art.370. Lodunois Chap 37. Art.6.

Requeſte de lettre formee deuement faite & Applegee ou mettre ſon obligatiõ en Requeſte Applegee Tours Art. 369. Aniou Art.471. & 509. Le Maine Art.474. & 504.

Applegement ou Complainte poſſeſſoire Aniou Art.167.168. Le Maine Art.188. & 190. Angoumois Art.9. La Rochelle Art.25.

Applegement contre Applegement Lodunois Chap.2. Art.13. & Chap.37. Art.5. Poitou Art.16. 385. 397. & 402.

Applegemens ſimples Aniou Art.69.167. Le Maine Art.80 & 186.

En matiere d'applegemens & complaintes en cas de Contrapplegement, Sergent doit adiourner ſur le ſequeſtre & fourniſſement ô intimation Poictou Art.400. doit maintenir verballemẽt & adiourner le defendeur &c. La Rochelle Art.57. cõme doit faire reſtablir les choſes La Rochelle Art.58. cõme ſe donne ſentẽce ſur vn ſeul Defaut auec vn ſauf competent Poictou Art.400. La Rochelle 58.

Applegemẽs n'ont point de lieu en meuble &c. Poictou Art 401.

V. Complainte, & Plegemens.

Apport. Reims Art.182.241.246.254. cõprend le don de nopces & tout ce qu'on apporte en biens meubles ou immeubles & tout ce qui eſt aduenu par ſucceſſion puis le mariage Reims Art.246.

Heritiers de la femme ont la moitié des Conqueſts outre l'Apport mobiliaire en proprieté: à la charge de l'vſufruict de la moitié pour le mary: deduction faicte des debtes &c. Reims Art.265. 266.267. 268. & 269. ſi la femme eſt decedee ſans auoir declaré ſon chois, reprennent ſon Apport auec la moitié des Conqueſts, ſans qu'ils ayent le chois Reims Art.272.

Mari eſt quitte de la reſtitution de l'Apport en delaiſſant les heritages, eſquels les deniers de l'Apport ont eſté employez Reïs Art.275. Fera declaratiõ par le menu ſignee de luy ou d'autre &c. eſcheus par ſucceſſion dont n'a eſté fait inuentaire & la rapportera par deuant le Iuge: autrement la femme ou ſes heritiers ſeront creus &c. Reims Art.766.

Apport mobiliaire giſt en pourſuite perſonnelle, & non poſſeſſoire ou execution: ſinon &c. Reims Art.254.

Conſiſtant en meubles non eſtimez, la fẽme ou ſes heritiers ſont tenus les reprendre, s'ils ſont en nature: ſinon l'eſtimation, s'ils ſont conſommez: deduction faite des debtes &c. Reims Art.255. ſera ſẽdu ſelon la priſee & eſtimation, deduction faite &c. Reims Article 254. & 255. quand doit eſtre reſtitué, s'il y a pluſieurs fẽmes, & la premiere eſt preferee, ſinon qu'il y euſt meubles en nature Reims Art.257.

Femme prenant legs generaux, eſt forcloſe de ſes Douaire & Apport Reims Art.263.

Appreciateurs iurez nommez par les parties ou par le Iuge d'office Bretagne Art. 262. & Gauleurs trouuez en defaut à l'arpentage & meſurage ſeront punis & cõment Bretagne Art.264. tenus arreſter ſur le lieu & par chacune piece de terre qu'ils priſerõt & accorderont la quantité & eſtimation d'icelle, & la ſigneront auec le Iuge Bretagne Art.265. de meubles ou Priſeurs tenus faire ſerment Berri Tit.1. Art. 44. Bourbonnois Art.183. quel ſerment doiuẽt faire Berri Tit. 1. Art.45.

Appreciation de meubles des mineurs ſe fera en la Ville de Bourges par priſeurs iurez Berri Tit.1. Art.44.

De bleds, vins, bois & autres choſes faites ſur le Regiſtre au Greffe de la Preuoſté ſelon l'eſtimatiõ cõmune Melun Article 330. Bretagne 259.

Apprecy ſe doit faire ſelon les trois marchez precedẽs Bretagne Art.267. des grains fait à raiſon du priſ: ſinon en rentes de grain Bretagne Art.267.

Appropriance ou Appropriement Bretagne Art.110.140.306.309.324.433. & 443.

Bannies & Appropriemẽt Bretagne Article 306.

Appropriement comme ſe faict par trois Bannies tant du contract que de la priſe de poſſeſſion par trois dimanches conſecutifs Bretagne Art.269. apres la certification des Bannies Bretagne Art.270. par dix ou quinze ans en gardant les ſolemnitez. Bretagne Art.271. & 272. ſelon la forme des Bannies qui ſeront gardees par tout nonobſtant vſances particulieres des Seigneurs & Gentils-hommes. Bretagne Art.276. des heritages eſtãs en diuerſes Parroiſſes ſe feront en chacune d'icelles, & ſeront les Bannies certifiees en la iuriſdiction prochaine ou ſuperieure Bretagne Art.277.

En appropriement les bannies ſeront certifiees en iugement des prochains plaids generaux par deuant le Iuge du lieu ou par deuant le Iuge ſuperieur Bretagne Art. 269. dans la huictaine franche apres la derniere Bannie Bretagne Art.269.

Oppoſition n'eſt receue apres la certification Bretagne Art.270.

Entre freres & ſoeurs & autres coheritiers le detenteur eſt Approprié ſans Bannies des heritages partagez Bretagne Art.283.

Appropriez par Bannies d'heritages & droicts reels, ſont defendus contre toutes perſonnes, abſens, mineurs fors contre ceux qui ſont hors le Duché durãt la certificatiõ des Bannies Bretagne Art.224. s'il n'y a dol ou fraude au contract ou Bannies: auquel cas y a dix ans apres la certification Bretagne Art.295. demeurent, quinze ans apres le contract, & ne le peut on debattre de dol, fraude ne ſimulation ores qu'il n'y ait bannies Bretagne Art.275.

Celuy qui detient le bien d'autruy qu'il aliene ou le perd, ores que l'acqueteur en ſoit approprié ſi doit il faire recompenſe au proprietaire de la choſe Bretagne Art.273.

Apparer Bretagne Art.208. & 770.

Arammes Vallois Art.7.

Serftenãt ſeruemẽt ou mortaillablement doit le Ban ou Arban la Marche Art.136.

Arbans la Marche Art 136. 137. 143. 146. 166.167.168.429. & 430.

Arbitres Bretagne Art.17.

Ne peuuent executer leurs Sentences: ſinon &c. Bretagne Art.18.

Iuges ordinaires ne peuuẽt eſtre Arbitres entre leurs ſuiets Bretagne Art.17.

V. Recuſation.

Arpent vaut cent verges, la verge 26. pieds & en aucuns lieux n'y a que 72. verges pour Arpent Clermont Art.86. & 241. cent perches, chacune perches 24. pieds & chacun pied treze poulces Grand Perche Art.39. cõtient quatre vingt pas en quarré Poictou Art.197. vaut vne ſexteree La Marche Art. 426. eſt de quatre quartiers en quarré, le quartier de dix toiſes en chacune quarreure & la toiſe de ſix pieds, & le pied de douze poulces Niuernois Tit.37. Art.23. cent perches, & vingt pieds pour perche Dunois Art.51. cẽt cordes chacune corde, vingt pieds de Roy, qui eſt douze poulces pour pied Montargis Chap.2. Art.22.

Arpenteur, Meſſiers & Meſureur Tours Art.62.

Arrentement d'heritage Tours Art. 302. Lodunois Chap.15. Art.11. & Chap.25. Art. 12. Vaſtang Art.6. Bretagne Art.60.

Arrentemens de partie des Fiefs ne ſont reputez realiſez, pour contraindre les acheteurs à les entretenir, s'ils ne ſont realiſez en preſence des hommes des Seigneurs ou par deuant leurs ſouuerains, ceux appellez Artois Art.43.

Arrentemens des choſes tenues en fief, ne ſeront accordez par les Seigneurs, ſi bon ne leur ſemble Artois Art.45. de cottiere, ſerõt accordez par les Seigneurs en baillant recognoiſſance &c. Artois Art.46.

Arrentiſſement Boullenois Art.127.

Arrerager Bourbonnois Art.339.

Arrerages. Paris Art.99.101.102.103.114. Melun 107.126.172. & 174. Meaux Article 8. & 68. Sens Article 118. 123. Orleans Art. 167. Dourdan Article 44. 52. 53. 54. 75. & 145. Berri Titre 1. Article 23. & 26. Titre 8. Article 18. Titre 9. Article 21. 33. & 35. Tit. 12. Article 8. Grand Perche Article 207. Chaſteauneuf Article 46. 47. 64. 96. & 99. Chartres Art. 44. & 45. Dreux Article 33. 34. & 72. Sedan Article 19. 20. 21. & 22. Aniou Article 79. 235. 237. 295. & 326. Le Maine Article 90. 367. 369. Tours Article 25. 199. 200. 201. 340. 366. Lodunois Chap. 1. Article 21. Chapitre 27. Article 3. Chap. 33. Art. 6. Montargis Chap. 19. Art. 1. & 8.

Arrerages de Cens pour deux annees ou autres precedentes giſent en action Auxerre Art.22.

Pour les annees precedẽtes les trois dernieres annees & frais de ſaiſie Cenſuelle Dourdan Art.44. Montfort Art.49. Mante Art.47. S. Quẽtin Art.91. Ribemõt Art.53.

Arrerages de rente fonciere ne ſe peuuent demander que de trois ans & en deſſous Tournay Tit.21. Art.2.

De Fief, Cens & autres deuoirs de trois annees dernieres Sole Tit.28. Art 3. & 4.

De rentes conſtituees à pris d'argent ne ſe peuuent demander que de v. ans Bourbõnois Art. 18.

S'il n'y a comte, Sentence, conuention ou interpellation. Bar Article 192. Sedã Art. 21.

De quatre annees, comprins la preſente La Marche Art.176.

De Cens ne ſe peuuent demander que de cinq annees dernieres: fors ceux deuz au Roy Berri Tit.12. Art 8.

De Cenſes, rentes & autres deuoirs ſont perſonnels. La Rochelle Art.65

De Cens & deuoirs portans directe Se

Source : BIU Cujas

gneurie ſe preſcriuent par dix ans Bourbonnois Art.18.

De deniers de mariage aſſignez ou promis ſont de dix pour cent & de quel iour courent Duché de Bourg. Chap.4. Art.23. Comté Art.31.

De huict pour cent. Niuernois Chapitre 23.Art.18.

Promis non payez à huict pour cent. Niuernois Chap.23.Art.20.

Armures ne doiuent eſtre tranſportees hors la Ville de Bayonne ou du Royaume ſur peine &c. Bayonne Tit.6.Art.1.& 2.

Arres quand ſont perdues Laon Art.278. Chalons Article 268. Reims Art. 400. Sens Art.256. Auxerre Art.141.

Arreſt de Iuſtice Senlis Art.247.

Arreſt & main miſe Senlis Art. 247.

Droict d'Arreſt de meubles Berri Tit. 9. Art.10. Orleans Art.423.& 445.

De forain equipolle à Arreſt de corps. Lille Art.127.

Pour dommages & intereſts Lille Article 130.

Declaré eſtant exceſſif du double. Cambray Tit.25.Art.36.

N'a lieu entre habitans d'vne meſme iuriſdiction. Acs Tit.16.Art.12. Cambray Tit. 25.Art.38.

Fors en choſe iugee Acs Tit. 16. Article 13. & 14.

De loyers & penſions pour droicts Seigneuriaux Orleans Art.423.

Arreſt ou Plegement Bretagne Art.27.

Arreſt ou clain Bethune Tit.2.Article 16. Cambray Tit.25.Art.34.

Arreſtant ſe peut reſtraindre en ſa demãde Lille Art. 128. comme a gain de cauſe Lille Art.131 payé ſelon ſon ordre Bayonne Tit.14.Art.12.13.14.& 15.

Aucun ne peut eſtre Arreſté venant en Ville pour le faict de Iuſtice Tournay Tit. 27.Art.2.

On ne peut proceder par Arreſt de corps és Seigneuries des hauts Iuſticiers s'ils ne ſont priuilegiez à ces fins la Salle de Lille Tit.1.Art 31.

Ou execution de cheual de Gentils-hommes ou autre homme d'eſtat: s'il n'eſt obligé par corps Bretagne Art.119.

Arreſt & empeſchement des fruicts d'vne meſtairie pour les fermes ou rentes foncieres, & des fourrages & pailles: & eſtans trãſportez, ſeront arreſtez & tiendra l'Arreſt iuſques à caution &c. Niuernois Chap. 32. Art. 19. Bourbonnois Art. 225. Montargis Chap.18 Art.1. Orleãs Art.406.& 421. Dunois Art.87.

Sans lettres le fruicts, pailles, fourrages & fumiers Berri Tit.9.Art.44 45 46 & 47.

Pour les arrerages deuz & le terme prochain à eſchoir de rente fonciere, ferme, pẽſions ou moiſons Blois Art.249.

Comme ſera faict, ſi les heritiers ſont demourans hors le pays Niuernois Chap. 32. Art.12 Orleans Article 441. Blois Art 252. & 253.

Faict ſur les biens des debteurs forains & eſtrãgers trouuez en la Ville & faux bourgs de Paris, Calais ores qu'il n'y euſt Cedule, obligation ou condemnation. Paris Art.173. Calais Art.233. Idem pour Melun, en informant du cõtract ou promeſſe dans vingt quatre heures ou autre delay. Melun Art. 331 idem pour Montargis & Orleans Montargis Chap.18.Art.8. Orleans Article 442.

Pour la Rochelle, en baillant caution des dommages & intereſts procedans de l'Arreſt La Rochelle Art.21. Idem pour ceux de Lille. Lille Art.202.

Faict par les habitans de la Ville & fors-bourgs de Vennes ſur le debteur ou ſes biẽs Vennes Art.702.

Sur les biens des debteurs forains demourans dix lieues à l'enuiron, eſtans en la Ville Sens L. Art.2. forscontre ceux de Villeneufue le Roy & ceux de la Preuoſté & reſſort dudit lieu Ib.

De perſonnes Calais Art.233. au corps, s'il n'eſt noble ou Clerc ou bien les biens meubles de tel forain, ſoit Clerc ou nõ, & n'aura prouiſion, ſinon baillant caution fideiuſſoire de payer le Iuge &c. Reims Art. 407. & 408. des debteurs Forains S. Flour Art.4. Orillac Art.4. La Rochelle Article 21. Par le Merin ou Sergent La Bourt Tit.1. Art.3. & 7. Par le Bayle ou Meſſage Sole Tit. 1. Art. 15.& 16.

Sur les non Bourgeois par les Bailly, Lieutenant ou Sergent de la Ville de Seclin. Seclin Art.9. Oſtricourt. Art.2. Neufuille Art. 4. Chiſoing Art.1. Commines Art.2. Ennetieres Art.3. Camphin Art. 10. VVahaignes Art.3. Bappalmes Tit.2. Art.7. L'Alleue Article 22.& 23.

De toutes perſonnes pourueu qu'elles ne ſoient heritieres ou reſidentes ſur l'Eſcheuinage Lannoy Art.5. Tournay Tit.2. Art.7.

De corps contre les Bourgeois Chiſoing Art.2. contre celuy qui eſt abandonné des Eſcheuins Commines Art.2.

Quand & à quels iours a lieu ou non Ennetieres Art.7.

De cheuaux ou meubles pour recognoiſtre ou nier Cedules és Villes Royales de Berri Berri Tit.9. Art.10.

Par corps fait par les Sergens ou garnir biens non periſſables Amiens L. Art.29.

Du debteur non Bourgeois Lille Art.122.

Des obligez par corps eſtant trouuez és Villes Royalles de Berri, Berri Tit.9. Art.1.

De forains à la requeſte d'vn forain Amiẽs L. Art.39.

Sur beſtes Cheualines ou autres meubles periſſables s'il ne veut namtir biens non periſſables Amiens L. Art.32.

Faict ſur choſes non periſſables, ſera adiourné le debteur abſent &c Amiens L. Article 33.

D'eſtranger obligé par ſerment faict par voiſin & habitant de S. Seuer & ne peut decliner S. Seuer Tit.1. Art.5.& 6.

Sur marchandiſe du debteur par congé du Iuge ſans obligation Blois Art.259.

Ou ſaiſie ſur meubles ou fruicts comme ſera faicte Bretagne Art.123.

Arreſt de corps n'a lieu, quand on vient pour l'expedition des cauſes Monſtreul Art. 1. Boullenois Art. 130. S. Omer en Artois Tit.2. Art 28. Bourbonnois Article 135. la Marche Art.403. Auuergne Chap. 24. Article 62.

Suruenans és Foires & Marchez Bourbõnois Art.133. Auuergne Chap.24. Art.62. La Marche Art.403.

Sur les perſonnes Eccleſiaſtiques: ſinon ſur leurs biens meubles Tournay Tit.2. Art. cle 2.

Contre les Gentils hommes & gens d'ordonnance, ſoit pour leurs perſonnes, cheuaux & bagage allans au Seruice du Roy Berri Tit.9. Art.8.

Contre Bourgeois Tournay Tit.2. Art.4. ſinon en crime flagrant ou eſtans conuaincus S. Seuer L. Tit.1. Art.13.& 14.

Ne ſe fera qu'en villes & Bourgades, où l'on trouuera pain & vin Bretagne Art.114.

Accord pour ſuſpenſion de l'Arreſt cõme ſera faict & ſignifié Sole Tit.29. Art.9.

Infracteur d'Arreſt de ſa perſonne puny Sole Tit.29. Art.7.

Bris d'Arreſt. Sole Tit.29. Art.7.

Bayle ne peut donner eſlargiſſement à celuy qui a l'Arreſt Sole Tit.29. Art.8.

Arreſt eſtant faict, eſt aux deſpens de l'arreſtant Bretagne Art.115.

Arreſt ou ſaiſie de Rente ſeront ſignifiees & comment Bourbonnois Art. 263. Tours Art.273. Lodunois Chap.1. Art. 17.

Arreſté doit eſtre aſſigné Clermont, Art. 2. eſtant oppoſant ſera aſſigné Amiens L. Art.31.

Confeſſant ou deniant le deu, ſera contraint Lille Art.123 & 124.

Le premier en Arreſt Execution ou Saiſie valablemẽt faits, eſt preferé & le premier payé Paris Art.178. Calais Art. 246. Normandie Art. 582. Auuergne Chap. 24. Art. 53 Seclin Art.3. Bayonne Tit.14. Art.12.13.& 14 Melun Art.312. Cambray Tit.25 Art. 39. S. Seuer Tit.15. Art.1.

Fors en cas de Deſcõfiture Paris Art.179. Calais Art.246. Meaux Art.118. Montfort Art.183 Normãdie Art.582. Mãte Art.186. Senlis Art.191. Clermont Art.58. Reims Art. 396 Orleans Art.448. Boullenois Art.142.

S'il n'y a expreſſe hypotheque S. Seuer Tit. 15. Art.1.

Ban Adueu, Arreſt ou empeſchement ſur quelque choſe cõme ſera faict par le Sergẽt Bayonne Tit.14. Art.1.2.3.4.5. 6.7. 8.9. 10. & 11.

En arreſt ou clain ce qu'il faut garder Lille Art.103.104.107.& 108. de corps demanant & forain on procede à toutes fins, Lille Art. 133. Arreſt ou clain ſans ſaiſine ne vaut Lille Art.109. ſur les biens des Bourgeois ou enfans ne vaut s'il n'eſt abſent de la loy Lille Art.110.& 129. Seclin Art.10. ne ſe faict par Procureur Lille Art.111.& 125. Cambray Tit. 25. Art.37. n'eſt empeſché par appellation Lille Art.126. eſt bon à iour de Feſte Cambray Tit.25 Art.35.

Arreſtant ſe peut reſtraindre en ſa demãde Lille Art 178. comme a gain de cauſe on perd Lille Art.131.

Arreſt, Saiſie Executiõ ou emprisõnemẽt en vertu d'obligation, eſt bõ, ſi la choſe eſt certaine: & ſi l'eſpece eſt ſuiette à appreciation, en adiournãt pour apprecier. Paris Art. 166. Calais Art.139.

Ou ſaiſie ſur les biens du mari decedé & de la cõmunauté, apres cõmãdemens faicts à la vefue & heritiers Paris Art. 169. Calais Art.241

Pour ſalaire d'auoir labouré, cultiué ou enſemencé vne terre Melũ Art.182. des nõs & debtes du debteur ſera ſignifié Mõtargis Chap. 20. Art. 16. faict par vertu de lettres obligatoires & ſentẽces Blois Art.260. Berri Tit.9. Art.23 Bourbonnois Art.107. 108. 109.& 110. Auuergne Chap. 24. Art. 54 55. 56. 57. &58. La Marche Art.369.& 401. Bretagne Art 121.234.& 235. Cãbray Tit 25. Art. 42. etiam ſans lettres auec congé de Iuge Blois Art.261. ſur les gros Diſmes appartenans aux gros Diſmeurs Clermont. Art. 249. Pour ſalaires des moiſſonneurs &c. Orleans Art.445. Niuernois Chap.32. Art. 13. Blois Art.267. Bretagne Art 183.& 229.

Arriereban Laon Art. 2.& 39. Chalons Art.53. Tours Art.139. 164.297.& 335. Amiẽs Art.122. Berri Tit.9. Art.8.

Charges de l'Arriereban Tours Art.297.

Ban & Arriereban ſe doiuent payer par le Seigneur ſaiſiſſant ou iouiſſant par vertu de Saiſie Tours Art.139.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Puiſnez doiuent contribuer pour leur regard au ban & Arriereban &loyaux Aydes Tours Art. 164. Lodunois Chap. 27. Art. 9.

Arrierefief. Paris Art. Meaux Art. 157. Melun Art. 75. 81. 91. 99. & 101. Sens Art. 196. & 204. Ponthieu Art. 64. 81. Eſtãpes Art. 33. Montfort Art. 35. Senlis Art. 129. Troyes Art. 45. Montargis Chap. 1. Art. 44. 45. Sedan Art. 62. 71. & 73. Aniou Art. 27. Le Maine Art. 9. & 222. Grand Perche Art. 45. Dunois Art 17. Bourbonnois Art. 373. 381. 388. 390. La Marche Art. 135. Poictou Art. 128. Peronne Art. 29. & 52. Berri Tit. 5. Art. 1. Bretagne Art. 366. & 376. Dourdan Art. 19. Auxerre Art. 52. & 72. Bayonne Tit. 8. Art. 1. 8. 9. & 10. Clermont Art. 8. Bretagne Art. 357.

Quand demoure Plain Fief Montargis Chap. 1. Art. 45.

Faire de ſon plein Fief vn Arriere Fief ou de ſon Fief vn Arriere fief. Sens Art. 189. Mãte Art. 5. & 34. Vitry Art. 25. Auxerre Art. 42. & 52 Bar Art. 21.

Bailler partie de ſon Fief en Arrierefief Amiens Art. 27.

Arrierefiefs tenus d'vn meſme Seigneur dont le Fief principal eſt tenu Tours Article 37.

Demourẽt plain Fief, eſtant alienez apres la foy & hommage: mais auant l'hõmage, demourent Arriere Fief. Orleans Art. 19.

Seigneur Arriere Feodal Troyes Art. 45.

Arriere-Garde c'eſt la garde des mineurs qui tiennent d'autres mineurs qui ſont en la garde du Roy ou Seigneurs. Normandie Art. 221.

Arriere Vaſſal Sens Article 196. Eſtampes Art. 33. Troyes Art. 45 Tours Art. 135. Grãd Perche Art. 45. Chaumont Art. 32. Vitry Article 43. La Marche Art. 342.

Arriere Vaſſaux Sedan Art. 71. Orleans Art. 76. & 83. Blois Art. 77. Sens Art. 197. Eſtampes Art. 33.

Arriere Vaſſeurs. Chartres Art. 17. & 148.

Homme proche ou Arriere. Bretagne Art. 42.

Aſſaſins ſeront trainez. Bretagne Art. 631.

Donnans loyer ou prenant &c. Bretagne Art. 625.

Droict conuentionnel ou Aſſenne conuentionnel Lille Art 204. & 213.

Paraſtre ne peut bailler Aſſenne à ſes enfans, iuſques à ce que l'Aſſenne de ſa femme ſoit faicte Valanciennes Art. 84.

Aſſener Auuergne Chapitre 21. Art. 6. & Chap. 22. Art. 2. pour main-mettre Aſſenement Auuergne Chap. 9. Art. 9.

Aſſens Bretagne Art. 255.

Foſſez anciens & blanches Eſpines reputez Aſſens. La Salle de Lille Tit. 27. Art. 2.

Aſſeurement eſt donné par le haut Iuſticier. Melun Art. 4. Sens Art. 171. Bar Art. 38. Bourbonnois Art. 59.

Eſt exploict de haute Iuſtice Sens Art 9. Auxerre Art. 12. Troyes Art. 124.

Peut eſtre donné par le Roy ou haut Iuſticier eſtant affermé Sens Art. 170. Bar Art. 38.

Par deuant le Iuge lay s'il n'eſt Preſtre ou Clerc Troyes Art. 125. Chaumont Art. 8.

Ne peut eſtre donné ſans ſommaire cognoiſſance de cauſe: ſinon &c. Auxerre Article 12.

Doit eſtre reciproque Bar Art. 39. Tournay Tit. 12. Art. 1.

Se publie aux Bretеſques Tournay Tit. 12. Art. 1.

Faict par ſerment ſans information precedente, ſi les excés ne ſe peuuent preuuer Auuergne Chap. 10. Art. 1. & 2.

A lieu par tout. Tournay Tit. 12. Art. 5.

Baillé vne fois, ne peut eſtre reiteré pour vne meſme cauſe Bourbonnois Art. 53. Auuergne Chap. 10. Art. 3. La Marche Art. 35.

N'a lieu pour les ſuiets contre le Seigneur Iuſticier: ſinon &c Bourbonnois Article 58. Auuergne Chap. 10. Art. 7.

Special dõné par le haut Iuſticier ou ſon Iuge Bourbonnois. Art. 59.

Eſt donné par contrainte & empriſonnement, en cas de refus. Bourbonnois Art. 54. La Marche Art. 36. Poictou Art. 419. & 420.

En Aſſeurement faut comparoir perſonnellement Bourbonnois Art. 51. Auuergne Chap. 10. Art 3. La Marche Art 31. & 33.

Faut affermer la doutance La Marche Art. 33.

On peut donner Adiournemẽt par deuãt le Seneſchal de Bourbõnois à Moulins ou autre Iuſticier Bourbonnois Art. 51.

Peut contraindre le Vaſſal de le donner. Poictou Art 16.

Les fils de famille aagez de 20. ans & les filles de 16. ou femmes mariés peuuent eſter en iugement actiuè & paſſiuè Bourbonnois Art. 55.

Ceux de S. Pourçain ſe gouuernent ſelon la Couſtume d'Auuergne & en autres choſes ſelon les Couſtumes de Bourbonnois S. Pourçain Art. 593.

Infraction d'Aſſeurement emporte peine capitale Sens Art 172.

Corporelle ou pecuniaire à l'arbitrage du Iuge Bourbõnois Art. 37. Auuergne Chap. 10. Art. 10. La Marche Art. 32.

Adiournement en matiere d'Aſſeurance par vn Sergent ſans commiſſion par eſcrit la Marche Art. 30.

Aſſeurance ſe donne par le haut Iuſticier auec cognoiſſance de cauſe. Cambray Tit. 22. Art. 8.

Donnee par les Preuoſts iurez Tournay Tit. 12. Art. 1.

A lieu par tout Tournay Tit 12. Art. 5.

Aſſeurance Grand Perche Art. 9.

Aſſeureté, Lodunois Chap. 39. Art. 3. La Rue d'Yndre Art. 38. & 39. Poictou Article 419. La Rochelle Art. 9.

Aſſeureté comme eſt faicte Sens Art. 173. Bourbõnois Art. 56. & 61. Auuergne Chap. 10. Art. 5. & 6. La Marche Art. 34.

Eſt faicte s'il y a eu adiournement, encores qu'elles ne ſoiẽt &c Lodunois Chap. 39. Art. 3.

N'eſt faicte pour iniure verbale Sens Article 173. Bourbonnois Art. 56. & 61.

Se peut demander & bailler par Procureur Poictou Art. 421.

Se donne par le Iuge ſur peine de la hart La Rue d'Yndre Art. 38.

Aſſiette Niuernois Tit. 1. Art. 7.

Aſſiette de rente, debte, terres, heritages ou de mariages Tours Art. 352 & 353 Lodunois Chap. 15. Art. 41. & Chapitre 36. Art. 1. & 2. Aniou Art. 161. 161. 295. 489. & 491. Le Maine Art. 310. Bourbonnois Art. 556. Auuergne Chap 31. Art. 1. & enſuiuant Bretagne Art 324. & 422. 553. & 599. Poictou Art. 190. & autres enſuiuans.

Aſſiette de trois manieres, couſtumiere, par aduis & en aualuement de terre Bourbonnois Art. 556.

Aſſiette en aualuement ou Couſtumiere comme ſe faict Bourbonnois Art. 557. iuſques au 584. Auuergne Chapitre 31. Art. 3 iuſques au 77. La Marche Article 410. iuſques au 442. Poictou Article 189. iuſques au 192. & 199. Xainctonge Art. 122. iuſques à l'Art. 131. Bretagne Article 238. iuſques au 258. & Art. 263.

Aſſiette de terre comme ſe doit faire Melun Art 93 Troyes Art. 182. iuſques au 199. Niuernois Chap. 37. Art. 2. iuſques au 29. Montargis Chap. 2. Art. 11. iuſques au 22. Orleans Art. 198. Heſdin Tit. 2. Art. 21. iuſques au 28. Tours Art. 352. iuſques au 363. Lodunois Chapitre 36 Art. 1, iuſques au 12. Aniou Art. 492. iuſques à l'Art. 499. Grand Perche Art. 39.

Chaſteauneuf Art. 11. 12. 13. & 14. Chartres Art. 11. & 12. Dreux Art. 8. iuſques au 14. Dunois Art. 25. iuſques au 29. Bar Art. 21. iuſques au 24.

Ne ſera faicte quand on eſt cõdemné ou obligé payer & bailler rente ſimplement: fors s'il eſt cõdemné bailler rente en Aſſiette Niuernois Chap. 37. Art. 1.

Se doit faire ſur les hommes des Seigneurs Heſdin Tit. 2. Art. 20.

Aſſignal Comté de Bougongne Art. 11. 12. 38. & 39. Niuernois Tit. 23. Art. 4. 13 32. Tit. 24. Art. 11. Duché de Bourgõgne Chap. 4. Art. 18.

Aſſignal ſera recouuert touresfois & quãtes, en rendant les deniers Aſſignez Duché Chap. 4 Art. 18.

Acquis appartient à la femme, ſi le mari l'afferme au contract Niuernois Chap. 23. Art. 32.

Fẽme faict les fruicts ſiens des Aſſignaux de ſon mariage Niuernois Chap. 23. Art. 12.

Eſt ſaiſie de ſes Aſſignaux & apres elle, ſes heritiers & font les fruicts leurs Niuernois Chap. 23. Article 13 Duché de Bourgõgne Chap. 4. Art 17. Comté Art. 39.

Aſſignation cõme ſe doit faire pour Donation pour nopces Bayonne Tit. 9. Article 1.

Eſtant faicte pour Dot ou Donatiõ pour nopces ne ſera derechef faicte pour autre Dot Bayonne Tit. 9. Art. 23.

De Dot ſur Dot Sole Tit. 24. Art. 19.

Eſtãt faicte, ils font les fruicts leurs Bayõne Tit. 9. Article 14. & 15. La Bourt Titre 9. Art. 12.

Tenus de nourrir les enfãs iuſques à l'aage de xviij. ans: & apres leur donner moitié des biens Aſſignez Bayonne Tit. 9. Art. 17. & 19. 20. & 21. Des vingtcinq ans Sole Tit. 24. Art. 21. 22. 24. & 25. iuſques à ce qu'il ſoit marié & a la moitié La Bourt. Tit. 12. Art. 12. 13. 14. & 15. La quarte. Sole Tit. 24. Art. 11. 12. & 17. Bourb. Art. 368.

Aſſiſes de Bailly ou Seneſchal. Senlis Art. 29. & 32. Clermont Art. 199. 205. & enſuiuãs Ponthieu Art. 159. & 162. Niuernois Chap. 1. Art. 24. & 27. Aniou Art. 46. & 64. Tours Art. 1. 39 46. 55. 56 59. 169 194. Lodunois Chap. 1. Art 1. & 2. Chap. 2. Art. 1. 7. & 8. & Chap. 4. Art. 1. Chap. 5. Art. 1. Chap. 15. Art. 2. Blois Art. 12. Bourbonnois Art. 6. & 540. Auuergne Chap. 26. Art. 5 & Chap. 30. Art. 16. La Marche Art. 53. 323. & 327. Xainctonge Art. 8. Poictou Art. 4. & 6. Berri Titre 2. Art. 37.

Aſſiſes du Iuge d'appel. Montargis Chap. 22. Art. 1. Senlis Art. 63. & 70. 79. & 90.

Se publient xl. iours deuant Senlis Article 50.

Tenues à Compiengne ou Ponthoiſe par le Lieutenant general de Senlis ou Lieutenant particulier Senlis Art. 64. & 70.

De Clermont ſe tiennent d'an en an Clermont Art. 199.

Se publient ſix ſemaines deuant qu'elles ſe tiennent Clermont Article deux cens ſoixante.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Des Bas moyens & hauts Iuſticiers ſe tiennent quatre fois l'an. Tours Article premier & trente neuf. quarante ſix cinquãte neuf. Lodunois Chapitre 1 Article 1. Chapitre deux Article 8. Chapitre quatre Article 1. Chap 5. Article 1. Aniou Art. 64. Pruilli L. Art. 3. Azay le Ferron Art. 2. Bouzancois Art 2. Bauché Art. 2. l'Iſle Sauary Art. 2. des Comte Barons & Chaſtelains ſe tiendront iiij. fois l'an Aniou Art. 64. Blois Article 12. Poictou Article 19. Angoumois Article 7.

Des hauts Iuſticiers non Chaſtelains ſe tiennent ſix fois l'an, & des Barons iiij. fois Poictou Art. 20.

Vne fois l'an Angoumois Art. 8.

En quels lieux ſe peuuent tenir Poictou Art 71. & 72.

Grandes ſe tiennent quatre fois l'an. La Rochelle Art. 1.

Grand Aſſiſe & petite Aſſiſe. Poictou Article 4. 16. & 73. La Rochelle Art. 1.

Petite Aſſiſe Preuoſté ou Plaids pour chacun mois ou par quinzaine Poictou Art. 19. Angoumois Art. 7. de xv. en xv. La Rochelle Art. 1. & 2.

En la grand Aſſiſe les proces pendans en la petite peuuent eſtre euoquez Poictou Art. 6.

Cauſes d'Aſſiſe ne ſeront expediees hors d'icelle: ſans le conſentement des parties: ſinon par lettres d'abbreuiation &c. Poictou Art. 19.

Es aſſiſes on peut reformer les Vaſſaux, leurs Iuges &c. Clermont Art. 208. 209. & 210.

Iuges de hauts Iuſticiers tenus comparoir aux deux Aſſiſes de Meſſion & à Paſques Normandie Art. 19.

Aſſiſe ou deſdommage Bretagne Art. 395. 398. 405. 406.

Attaches Berri Tit. 5. Art. 20. & Tit. 9. Art. 2. 50. 61. 66. & 74.

Attache de la notification & aſſignation à la porte de l'Egliſe & à la porte de l'Auditoire, & ce qu'elle contient &c. Berri Titre 9 Art. 50.

Miſe, des la premiere Criée à la porte de l'Egliſe Parochial & au poſteau des halles du marché Chaſteauneuf Art. 101.

A la porte del'Auditoire Chartres Art. 85.

Du billet contenant la vente au lieu de la Salle: & és autres lieux au portal de l'Egliſe Parochial La Salle de Lille Titre 23. Art. 24.

Ou Affixe de la declaration des choſes ſaiſies à la porte de l'Egliſe ou aux poſteaux principaux des halles & marchez Normandie Art. 543. & 555.

Faicte des exploicts contenant le Proces verbal faict en forme deue & par copies Normandie Art. 576.

Attaches ou Affixes miſes à la porte de l'Egliſe Parochiale, huict iours auant l'adiudication & à la porte de l'Auditoire Senlis Art. 284 Amiens Art. 255. Montargis Chap. 19. Art. 5.

xv. iours auant l'adiudication Clermont Art. 63.

Des la premiere Criee au portail de l'Egliſe Parochiale du lieu. Niuernois Chap. 32. Art. 37. & au lieu public Niuernois Chap. 32. Art. 38.

Se mettent à chacune des quatre quinzaines Vallois Art. 184.

A chacune Criee Tournay Tit. 6. Art. 1.

D'vn Billet ou attiquet deuant l'Auditoire du lieu Troyes Art. 120.

Secondes à la porte de l'Auditoire Bar Art. 217.

Et Attaches és lieux publics &c. Berri Tit. 9 Art. 74.

Attache ou Billet de la vente faicte par le Sergent La Salle de Lille Tit. 23. Art. 8.

Attache de la premiere Criee contre la porte de l'Egliſe Parochial Poictou Art 435

Ou affiche de Pannonceau Royal & armoirie aux manoirs: ſinõ en lieu public Bar Art. 214. & 215. Poictou Art. 436.

Affichee à l'Auditoire La Rochelle Art. 19.

Contenant les encheres affichee à l'Auditoire La Rochelle Art. 19.

Simple Attendue ou Congé, pour Congé pur & ſimple, Sens Art. 35.

Se peut rabbatre d'ans l'an & iour en Retraict lignager Ib.

Attentat. Aniou Art. 148. Poictou Art. 416. Senlis Art. 48. Bretagne Art. 649.

Reſpondre par Attenuatiõ. Bayonne Tit. 26. Art. 22.

Attenuations & iuſtifications Bayonne Tit. 26. Art. 22.

Iuſtifications receuables Ib.

Attenuer la reparation de l'iniure verifiee Bretagne Art. 631.

Attourné Lodunois Chap. 15. Art. 38.

Attrayere Chaumont Art. 50. Vitry Art. 1. 15. 36. & 79.

Droict d'Attrayeres Vitry Art. 79.

Attrayere comme ſe doit entendre Vitry Art 1. & 15.

Biens vacans par Attrayeres & Confiſcations appartiennent au haut Iuſticier fors des Bourgeois Vitry Art. 1. & 15.

Biens Eſpaues ou Eſtrayeres appartiẽnẽt aux hauts Iuſticiers ou Vicomtiers La Salle de Lille Tit. 1 Art. 25. & 27.

Aubain Melun Art 6. Chauny Art. 43. Ponthieu Art. 19 Laon Art. 8. Chalons Art. 14. & 16. Reims Art. 340. Le Maine Art. 48. S. Aignan Art. 20. Selles Art 6. Vallancay Art. 5. Bourbonnois Art. 188 196. La Marche Art. 328. Amiens Art. 253 Aniou Art. 41. Chabris Art. 26. Poictou Art. 298. Peronne Art. 7. & 8.

Aubains ſe peuuent marier ſans encourir les peines &c Chalons Art. 16.

Sont eſtrangers nez en pays n'eſtant de la ſouueraineté de la Couronne de France. Laon Art 8 Reims Art. 340. Peuuẽt acquerir biens & diſpoſer d'iceux entre vifs Laon Art. 8. Chalons Art. 16. Reims Art. 341.

Et nõ par teſtament: ſinon pour leurs obſeques Laon Art. 9. Chalons Art. 16. Reims Art. 341.

Ne peuuent teſter ſans lettres de naturalité: ſinon au profit de leurs enfans nez au Royaume & y demourans Peronne Art. 8.

Peuuent auoir heritiers legitimes regnicoles. Normandie Art. 148.

Leurs enfans nez au Royaume & y demourans Peronne Art. 7.

Et eſtrangers venans és Chaſtellenies de Murat, Heriſſon, Montlucon & Chantelle ne peuuẽt eſtre aduouez par autre Seigneur que M. s'ils n'ont haute &c. Bourbonnois Art 196.

Succeſſion des Aubains appartiẽt au Roy. Chauny Art. 43. Chalons Art. 14. Ponthieu Art. 1. Amboiſe Art. 1. Montrichard Art. 1.

S'ils n'ont lettres de naturalité verifiees Melun Art 6. Laon Art. 10. Amiens Art. 253. Peronne Art. 7. Normandie Art. 148. Poictou Art. 298.

Aux charges de droict, encores que les immeubles ſoient tenus d'autres Seigneurs Normandie Art. 148.

Et non aux hauts Iuſticiers ſinon qu'ils ayent titre ou priuilege au contraire Laon Art. 10. Chalons Art. 14.

Au Sieur de S. Aignan &c. S. Aignan Art. 20. Selles Art. 26. Vallancay Art. 5. Chabris Art. 26.

Au Baron de Buzançois &c. Buzançois Art. 3. Art. 6. S. Genou

A Madame Bourbonnois Art. 188. La Marche Art. 328.

Pour les meubles appartiẽt aux Seigneurs ayans droict d'Eſpaue mobiliaire: & pour les heritages, aux Seigneurs en la iuriſdictiõ deſquels ils ſont ſituez Aniou Art. 41. Le Maine Art. 48.

Droict d'Aubaine appartient au Roy ſeul Grand Perche Art. 18. Pothieu Art 19. Berri Tit. 6. Art. 2. Senlis Art. 205.

Aubaines appartiennent au haut Iuſticier Sens Art. 10. Auxerre Art. 13.

Droict d'Aubaineté n'a lieu en Artois. Artois Art. 40.

Aubenage Vallois Art. 3. Dunois Art. 16. Tours Article 43. Lodunois Chap. 2. Art. 5. Chap. 37. Art. 8. S. Cyran Art. 6. l'Iſle Sauary Art. 3 Preuilly Art 2. La Roche-Pozay Article 1. La Guierche Article 1. Maizieres Art. 12.

Aubinage Montargis Chap. 1. Art. 48.

Auctorité paternelle V. Pere.

Auditeurs ou Notaires pour receuoir cõtracts. Clermont Art 198.

Auditeurs Sainct Paul Art. 42. Ponthieu Art. 79 Lille Art. 64 65. & 213.

Auditeurs ſous le Seel des ſouuerains Bailliages Lille Art. 68. La Salle de Lille Tit. 10. Art 9 & Tit. 20. Art 1.

Auenages Aniou Art. 128. Le Maine Art. 138. Blois Art. 40 Dunois Art. 27. & 28.

Biens Auitins Acs Tit. 1 Art. 12. Bayonne Tit. 9. Art. 26. Tit 11. Art. 12. & 15.

Doiuent venir au plus prochain habille à ſucceder & en peut diſpoſer fors de la tierce partie Acs Tit. 1. Art. 1. & 2.

Les dõner à vn d'iceux: fors le lar. Bayõne Tit. 11. Art. 11. 12 & 15

Droict d'Aulnage & de meſures Tours Art. 69.

Aulnes ſerõt egallees & adiuſtees à l'Aune Royal. Tours Art. 69.

Des Seigneurs ſe bailleront à la meſure de l'Aulne du Roy. Tours Art. 69.

Droict de meſure & d'Aulnage. Tours Art. 6 9. V. Draps.

Tenir par Aumoſne ou bien faict Normandie Art. 139.

Fief tenu en pure Aumoſne Normandie Art. 141.

Don d'Aumoſnerie & maladerie Tours Art. 295.

Auoirs ou autres choſes donnees à mycroiſt ou à meſtairie Bretagne Art. 421.

Auoutre Art. 480. 481.

Pour illegitime different du Baſtard.

Ne peut dõner n'aumoſner aucune choſe s'il ne la baille en ſa vie Bretagne Art. 480.

Loy aux Aydes Tours Art. 88. 139. 140. 264 297. 335. Lodunois Chap. 8. Art. 2. 3. 6. 8. & 10. Chap. 14. Art. 17. Poictou Art. 188. & 189.

Droict d'Aydes eſt deu vne fois en la vie du S. pour marier ſa fille aiſnee, faire cheualier ſon fils aiſné, racheter ſon corps de priſon pour guerre de ſon Prince, ſur les cotteries autant qu'ils doiuent par an: & ſur les tenans en Fief, Ix. ſols. Ponthieu Art. 77.

Telle ſomme que monte le Relief ſans Chambellage, l'vn deſdits cas aduenant à ſon chois Boullenois Art. 21. Artois Art. 38. Beauqueſne Art. 6. S. Omer Art. 8.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Pour Fief tenu en Pairrie, dix liures: & tenu en plein hommage & non en Pairrie lx. sols en l'vn desdits cas au chois du S. F. & vne fois en sa vie. Amiens Art. 189. Doulens Art. 2.

Est autant que se monte le Relief selon la qualité & condition des Fiefs Hesdin Tit. 2. Art. 12. & 13.

Appartient au S. Haut Iusticier és 4. cas pour voyage d'outre mer, nouuelle Cheualerie, mariage d'vne fille tant seulemẽt pour la rancon du Seigneur Duché de Bourg. Chap. 1. Art. 4. Comté de Bourg. Chap. 6. Art. 54.

Pour le mariage de l'vne des filles seulement Bretaigne Art. 82. quand il ou son fils aisné est faict Cheualier Bretagne Art. 83. quand il est prins en guerre &c. Bretagne Art. 84.

Aydes Cheuels deuz au chef Seigneur Normandie Art. 166. sont de trois sortes. Ayde de Cheualerie, de mariage, & de rançõ Normandie Art. 168. 169 & 170.

Loyaux deuoirs & Aydes és 4. cas Poictou Art. 188. deuz au Seig. qui est homme d'Eglise Ib. deuz en trois cas, rançon du S. mariage de la fille aisnee, & quand le S. est faict Cheualier. Tours Art. 88. 89. 90. & 91. Lodunois Chap. 8. Art. 2.

Pourront lesdits cas en vne mesme annee aduenans estre leuez és annees subsequentes. Tours Art. 92. Lodunois Chap. 8. Art. 3. seront payez par l'vsufruictier seul Tours Art. 97. non abonnez à quelle raison se doiuent leuer Tours Art. 94. Lodunois Chap. 8. Art. 8.

Ne seront leuez plus d'vne fois en la vie du S. Tours. Art. 92. Lodunois Chapitre 8. Art. 3.

Ayde assise sur les hommes, selon que chacun aura de biens par l'aduis des plus apparãs gens de bien. Bretagne Article 84. Deu par l'homme de foy simple Aniou Article 129. & 130. Le Maine Article 140. & 141.

Droict de loyal Ayde appartient à Noble & non roturier Tours Art. 93. Lodunois Chap. 8. Art. 10. Ne peut estre cedé, donné, transporté ne baillé à ferme Tours Art. 93. N'est deu pour rentes roturieres Tours Article 94. Lodunois Chap. 8. Art 9. N'est deu en la Regale de Theroãne. Theroanne Article 15. en la ville, Terrouer, Bãlieue & Chastellenie pour heritages cottiers. Doullens Art. 2.

S. Hauts Iusticiers, Vicõtiers ou Fonciers n'ont droict d'indire Loyaux Aydes sur les tenans Feodaux ou rentiers La Salle de Lille Tit. 1. Art. 70. Vicomtiers n'ont droict: ains les hauts Iusticiers en vn cas exprimé par la Coustume d'Artois Bappalmes Tit. 1. Art. 4.

Hommes tenus de deliurer leur Seigneur arresté, quand il se peut deliurer par Pleges selon qu'ils serõt assignez. Bretagne Art. 85. tenus d'Ayder à leur Seigneur de ce qu'ils doiuent pour vne annee quand il achete terres en sa Premesse, ou retire les heritages de son Presmé Bretagne Art. 86. En temps de guerre pour fortifier ses places en leur nourrissant & leurs bestes. Bretagne Art. 87. Si le feu ard les maisons du Seigneur ou si elles tombent, sont tenus Ayder de leur corps, charretes & bœufs Bretagne Article 88.

Garantis en Parage ou Parageaux doiuẽt Ader à payer les Aydes & Roucins Tours Art. 97. Lodunois Chapitre 8. Art. 6.

Ayde de Relief est deu aduenant la mort du S. immediat, à leurs hoirs pour ayder à releuer les Fiefs Normandie Art. 162. Aux heritiers de celuy qui a faict Profession de Religion par demy Relief. Normandie Art. 165.

N'est deu quand le Fief est vendu, donné ou eschangé encores que ce soit par aduancement de succession Normandie Article 167.

Bacheliers Aniou Art. 63. Le Maine Art. 71. & 72. Ne sont Comtes, Vicomtes, Barons ne Chastellains, & ont forteresses, grosses maisons parties de Comtez &c. auec pareil le Iustice Aniou Art. 63. Le Maine Article 72.

Bail Mante Art. 178. Chalons Art. 10. Laõ Art. 261. Chauny Art. 81. 94. & 95. 138. Beauquesne Art. 39. & 53. Melun Art. 33. 35. 185 Vallois Art. 173. Reims Art. 328.

Bail naturel Aniou Art. 89. Le Maine Article 102. Lodunois Chap. 14. Art. 9.

Bail de mineurs appartient au pere, mere ou autre parent plus prochain Artois Art. 155. Amiens Art. 125. 126. Peronne Art. 220. Lodunois Chap. 27. Art. 29 Chap. 33. Art. 1. Aniou Art. 85. Le Maine Art. 95. Chartres Art. 107. Dreux Art. 94 Berri Tit. 1. Art. 26. 27. 29. & 33. Boullenois Art. 78. La Marche Art. 70 Lodunois, Chap. 33. Art. 1. Duché de Bourg. Chap. 6. Art. 4. Tours Art. 346. La Salle de Lille Tit. 14. Art. 1.

Bail s'apprehende comme en succession Amiens Article 127 Boullenois Art. 87.

Ne peut estre apprehendé par contrainte ou de releuer de Bail Amiens Art. 128.

Appartient aux parens en ligne collatera le Melun Art. 285.

Sinon que les pere & mere ou autres ascendans ne vouluſſent accepter la Garde, ains le Bail Chauny Art. 143. Boullenois Article 87.

Au plus prochain parẽt masle ayant vingt cinq ans du costé paternel: sinon au costé maternel Berri Tit. 1. Art. 34. & 35. Au frere paternel ayant vingt cinq ans & est preferé à la mere moindre de vingt cinq ans. La Marche Art. 71.

A l'enfant aisné ou aisnee de 18. ans. La Bourt Tit. 10. Art. 2. Sole Tit. 25 Art. 2.

N'appartient au parent collateral: ains est estimé Tuteur & Curateur Vallois Article 73.

L'Aisné venu en aage, forclost sa sœur du Bail de ses freres & sœurs Mõtargis Chap. 1. Art. 63 Orleans Art. 30.

Freres ou sœurs aagees de vingt cinq ans attirent le Bail a eux Orleans Art. 30.

Bail fini, les enfans ne retournent à nouueau Bail Berri Tit. 1. Art. 32.

N'a lieu entre roturiers Aniou Art. 88.

Bail ne Garde n'a lieu entre roturiers Mãte Art. 178.

A lieu quand il n'y a Gardien, si les prochains le veulent accepter Mõtargis Chap. 7. Art. 4. Orleans Art. 179.

Doit estre accepté dans trente iours apres qu'il est deferé Berri Tit. 1. Art. 38.

Bail n'a la garde des corps des mineurs, sinon le Bail naturel Aniou Art. 89. Maine Art. 102.

Doit donner prouision de la tierce partie de leurs biens Aniou Art. 89. Le Maine Article 102.

Estant fini, est ordonné, vn Curateur. Berri Tit. 1. Art. 37.

Quand l'Aisné attraict le Bail de ses freres & sœurs, prendra les meubles par Inuẽtaire Berri Tit. 1. Art. 41.

Droict de bail ne se peut ceder ne transporter: sinon les fruicts & emolumens Anjou Art. 90. Le Maine Art. 103. Lodunois Chap. 23 Art. 1.

Mineur n'a le Bail d'autruy Aniou Article 98 Le Maine Art. 111.

Sortant de bail attire le Bail des autres Montargis Chap. 1. Art. 48. estant aagé de xxv. ans. Orleans Art. 28 Ayant 14. ans attraict le Bail de ses freres.

S. aiant le Bail ne peut empescher le Pere ou mere de laisser la garde de leurs enfans Bretagne Art. 73.

Bail n'a delay d'attente d'heritier. Aniou Art. 95 Le Maine Art 108.

Baillistres desquelles personnes se doiuent entendre Montargis Chap. 1. Art. 35. Orleans Art. 27.

Baillistres Boullenois Art. 78. & 87. La Marche Art 76 & 80. Amiens Art. 129. Peronne Art. 69. 214. 225. & 227. Artois Art. 158. Tours Art. 16. 340. 341. Sedan Art. 127 & 153. Berri Titre. 1. Article 26. 29. 39. & 43.

Tenus faire inuentaire des biens meubles auant que s'immiscer Berri Tit. 1. Article 36. Melun Art. 291. Montargis Chapitre 1. Article 36.

Des successions escheues durant le Bail & en rendre compte & reliqua Tours Art. 341. Lodunois Chap. 33. Art. 2.

Tenus bailler caution Bourgeoise: sinon &c. Berri Tit. 1. Art. 34. La Bourt. Tit. 10. Article 2. Sole Tit. 25. Art. 2.

Sont tenus aux dommages & interests enuers les mineurs pour maluersation Melun Art. 291.

Ne sont tenus acquiter les enfans Melun Art. 291.

Ne gãgnent les meubles ne les fruicts Melun Art. 291. Montargis Chap. 1. Art. 36. Orleans Art. 27. Chaumont Art. 1. Vitry Art. 63 Peronne Art. 225.

Ains en doiuent rendre compte Mante Art. 180.

Collateraux nobles font les fruicts leurs mais non les meubles. Berri Titre 1. Article 29.

Font les fruicts leurs &c Boullenois Article 178. Aniou Article 85. Le Maine Article 98.

Ne payent profit de Rachat Montargis Chap. 1. Art. 27. 30. 31. 33. & 36. Orleans Art. 25. & 27. Blois Art. 5. & 18. ou Relief Senlis Art. 132. ou Relief. Laon Art. 164.

Doiuent Relief & faire les trois Offres Chauny Art. 81.

Ne baillent ou recoiuent Adueu. Tours Article 345. Lodunois Chapitre 33. Article 5.

Baillistres, & Tuteurs ou Curateurs font les foy & hommage & seruir le Fief & les reçoiuent Tours Art. 343. Lodunois Chap. 33. Art. 4. Aniou Art. 106. 125. Le Maine Art. 106. 135. Blois Art. 18.

Ou Gardiens peuuent reprendre les terres nobles des mineurs, & faire la Foy & hõmage & seruir aux despens des mineurs Sedan Art. 153.

Ne sont tenus racheter les rentes constituees. Peronne Art. 227.

Suruiuant des conioincts fait les fruicts siens & non les meubles durant la Garde ou Bail: à la charge Paris Article deux cens soixante sept. Calais Article cent trẽte huit. Meaux Article cent quarante huit, & cent quarante neuf. Melun Article deux cens octante sept. Sens Article cent cinquante six. Estampes Article octante neuf. Dourdan Article 124. Montfort Article 116.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Mante Art.180. Senlis Art.152 & 154. Clermont Art.170. 171. 176. Vallois Art. 67. & 68. Troyes Art. 17. Chaumont Art.11. Vitry Art. 63. Reims Art. 331. Amiens Art. 130. & 131. en prenant le Bail &c. Chauny Art. 141. & 142. Perõne Art. 223. & 224. & nõ des heritages Censuels & roturiers Peronne Art. 235. Montargis Chap. 1. Art. 27. Orleans Art. 25. Aniou Art. 85. & 94. Le Maine Art. 98. & 107. Grand Perche Art. 170. Chasteau neuf. Art. 135. Chartres Art. 105. Dreux Art. 104. Berri Tit. 1. Art. 26 Blois Art. 5. La Marche Art. 74. 75. & 76. Tours Art. 340. Lodunois Chap. 33. Art. 8. Bar Art. 68. des choses Nobles & non des roturieres Meaux Art. 148. Boulonnois Art. 87.

Acceptant l'administration des biens maternels qu'elles charges doit subir Berri Tit. 1. Art. 23. Bourbonnois Art. 174.

Se remariant ne faict les fruicts siens Dourdan Art. 125.

Roturiers ne prennent les meubles ne les profits des heritages Montargis Chap. 1. Art. 30.

Nobles prennent les meubles leurs & les fruicts Melun Art. 287. Sens Art. 156. Senlis Art. 152. Reims Art. 332. Bar Art. 68. Lodunois Chap. 33. Art. 6. Chasteauneuf Art. 135. Chartres Art. 105.

Fors ceux &c. Montargis Chap. 1. Art. 27. Orleans Art. 25. & n'ont rien à cause de la Grade Blois Art. 5.

Acquitent les Reliefs & Rachats Sẽs Art. 156.

Peut faire declaration qu'il ne veut faire les fruicts siens: ains en rendre compte Meaux Art. 150.

Garde quand se tourne en Bail Montargis Chap. 1. Art. 37.

Fief escheu à vn mineur par Succession appartient au pere ou mere: & à leur defaut au plus prochain lignager Amiens Art. 125. & 126.

Deniers rapportez pendant le Bail ou don de meubles ou heritages appartiennent au mineur & non au Bail. Anjou Art. 91. & 92. Le Maine Art. 104. & 105. du rachat des rentes constituees appartiennent au mineur, & non au Bailliſtre Peronne Art. 227.

Bailles Montargis Chap. 1. Art. 7.

Bailliſtrerie Duché de Bourg. Chap. 6 Art. 8. & 9.

Bail de mariage, Mari Bail de sa femme Clermont Art. 90. Amiens Art. 9. Ponthieu Art. 28. Artois. Art. 134.

Mari & Bail Peronne Art. 124.

Relief de Bail V. Relief.

Bail & Debail Boullenois Art. 48.

Bail Rachat Bretagne Art. 62. 72. 73. 249. 345. 355. & 356.

Bail à ferme Berri Tit. 1. Art. 33. & 34. Tit. 5. Art. 4 Tit. 6. Art. 1. Tit. 8. Art. 18. Tit. 10. Art. 23. & 24.

Bail d'heritage à rente, quand est estimé frauduleux Anjou Art. 354. Le Maine Art. 464. Grand Perche Art. 188.

D'heritage Censuel faict par le proprietaire Montargis Chap. 2. Art. 288.

Bail à Surcens, ou arrentement d'heritage cottiers n'est vallable sans le Consentement des Seigneurs, & s'il n'est passé & recognu en leur Cour &c. Hesdin Tit. 1. Art. 4.

Ferme & Baillete Bourdeaux Art. 101. Bayonne Tit. 4. Art. 10 Tit. 8. Art. 10. Tit. 17 Art. 13. & 14.

Baillete ou Esporle Bourdeaux Art. 101.

Bailleur ou Bailleurs de bestes à Chaptel. Berri Tit. 17. Art. 1. 2. 3. 6. 7. 9. 10. 11. 12. & 13.

Bailleurs de terres, maisons, edifices moulins ou autres choses immeubles doiuent estre payez des fruicts & leuee de la ferme, ores qu'il y eust plege. Bretagne Art. 182.

Bailly Sens Art. 148. Comté de Bourg Art. 64. Sedan Art. 79. Berri Tit. 2. Art. 19. Niuernois Tit. 1. Art. 24 Tours Art. 80. Le Maine Art. 53.

Bailly Chastelain Senlis Art. 61.

Seneschal ou Bailly Tours. Art. 28. 30. & 31. Anjou Art. 40. & 46.

Bailly du S. Chastelain cognoist des actiõs reelles & mixtes auec la correction des crimes Blois Art. 5. du Haut Iusticier n'ayant droict de Chastellenie cognoist de toutes actions reelles, personnelles & mixtes & de tous crimes Blois Art. 19. de Bar ou son Lieutenant, & non autres, s'ils n'ont titres ou possession: cognoist de Sauuegardes enfraintes, complaintes en matiere de saisine Bar Art. 41. est Iuge en premiere instance des Nobles Bar Art. 42.

De Vermandois est Capitaine & Iuge ordinaire des Nobles Laon Art. 2. d'Amiens ou son Lieutenant est Iuge prouincial Art. 230. cognoist seul & sans renuoy de tous cas priuilegiez tant criminels, que ciuils Amiens Art 231. des lettres de Remissions, Pardon & autres priuilegiees. Amiens Art. 232. de Lens cognoist des Eglise & du droit d'icelles Lens Tit. 1. Art. 1. de toutes matieres criminelles reelles ou personnelles, soit en matiere d'Appeaux, complainte de nouuelleté, simple saisine & mise de faict Lens Tit. 1. Art. 4. Peut bailler commissions aux Sergens executoires sur lettres obligatoires Royaux ou autres Seaux cogneus Lens Tit. 1. Art. 4. de Beauuais en son Assise iugé par Conseil des Hommes de Fief à peril de lx. sols d'amende Senlis Art. 32. 37. 75. 82. & 85. Et hors Assise à peril de lx. sols d'amende en quelque cas que ce soit ciuil ou criminel Sẽlis Art. 33. & 37. tenu de soustenir son Iugé Senlis Art. 84. ou son lieutenant cognoist de tous crimes en premiere instance Normandie Art. 1. de toutes matieres hereditaires & personnelles entre Nobles: de Fiefs nobles & leurs appartenances, en toutes personnes Normandie Art. 2. de matieres Beneficiales, Decimales de Patronnage d'Eglise, de Clameur de loy Apparante, de Clameur reuocatoire, des priuileges de nouuelle dessaisine de mariage encombré de sur demande Normandie Art. 3. de lettres de mixtiõ Normandie Art. 4. de Hesdin, & non les Maires & Esquins, a cognoissance de debats commis en la Prairie appellee la Garenne Hesdin Tit. 4. Art. 9. Mais le chastellain cognoist de toutres autres choses aduenues en ladite Prairie Hesdin Tit. 4 Art. 10. & dõne cõgé de coupper branches, & may, clorre ieux & barres, picquer, heuuer, & estiquer, prendre preaux & gazons Hesdin Tit. 4. Art. 11. & 12. ou Preuost ou leurs lieutenans besongnans en personne ne doiuent demander assistance au Haut Iusticier de leur Resort Senlis Art. 95. & Gouuerneur de Lille ou Lieutenant cognoist des matieres possessoires des Benefices. La Salle de Lille Tit. 18. Art. 7. de la Bourt a cognoissance de toutes matieres & actions ciuiles & criminelles La Bourt Tit. 1. Art. 1. tenu administrer Iustice à l'estranger obligé ou tenu pour delict La Bourt Tit. 1. Art. 2. ou son Lieutenant cognoist de tous crimes en premiere instance Normandie Art. 1. de Senlis ou ses lieutenans ont cognoissance du faict du Domaine du Roy de tout le Bailliage Senlis Art. 12. & 14.

Bailliage Meaux Art. 142. & 241. Comté Art. 64. Tours Art. 43. & 194. Aniou Art. 282. Sedan Art. 79. Berri Tit. 5. Art. 46.

Baiſer le Verroul, la ſerrure de l'huis, ou la porte du Fief dominant Sens Art. 182. Auxerre Art. 44. Berri Tit. 5. Art. 20.

Appeller ou adiourner à Ban les accusez, delinquans Senlis Art. 106.

Adiourner en cas de Ban Auuergne Chap. 1. Art. 3. La Marche Art. 15. & 17.

A peine de Ban, proceder à Ban. Ponthieu Art. 159. Bretagne Art. 660.

Adiournement à Ban Bretagne Art. 300.

Assignation à Ban Bretagne Art. 573.

Banniſſement ſera publié par le Merin Bayonne Tit. 15. Art. 3 4. 5. 6. & 7.

Banniſſement Senlis Art. 98. Niuernois Chap. 1. Art. 35. Cap. 2. Art. 1. Aniou Art. 148. Bretage Art 629. Amiens L. Art. 19. Monſtreul Art. 48. Berri Tit. 2. Art. 29. S. Seuer L. Tit. 1. Art. 2 6. Bayonne Tit. 25. Art. 1. 2. & 5. Bannis punis quand ils ſont trouuez rompans le bã Anjou Art. 148 Auuergne Chap. 29. Art. 3. La Marche Art. 339. S. Seuer L. Tit. 1. Art. 26. Sole Tit. 35. Art. 8. Valancenes Art. 142. & 143 enrotulez en vn Tableau és Auditoires & Priſons Royaux Aniou Art. 149. Doiuent eſtre cogneus Bayonne Tit. 15. Art. 2. Pour matiere ciuile ou cas & 3. d'exces. La Bourt Tit. 15. Art. 1.

Ban & main miſe tant en biens meubles qu'immeubles Sainct Seuer Tit. 1. Art. 1. & 8. ou main-miſe & Arreſt quand peut eſtre faict par les Bayles ou Seigneurs S. Seuer Tit. 1. Art. 16. n'eſtant fermee cõme ils peuuent mettre en poſſeſſion la partie S. Seuer Tit. 1. Art. 18. & 19.

On ne peut proceder par Ban ne Arreſt és actions perſonnelles, s'il n'y a Iugé ou obligations ſous ſeel Royal Acs Tit. 16. Art. 3.

Droict de Ban à vin eſt pour vin creu en Fief. Tours Art. 102. Lodunois Chap 9. Art. 1. Aniou Art. 184. le Maine Art. 202. Ne peut eſtre affermé par le Seigneur Tours Art. 102. Lodunois Chap. 9. Art. 1. Le Maine Art. 102.

Appartient aux S. Chaſtelain ou autres ſuperieurs, & non aux inferieurs Aniou Art. 184. Le Maine Art. 202. Ne dure que xl. iours Tours Art. 102. Lodunois Chap. 9. Art. 1. Aniou Art. 184. le Maine Art. 201. La Marche Art. 318. Empeſche que les ſuiets vendẽt autre vin Tours Art. 102. Lodunois Chap. 9. Art 1. Sur peine d'amende de lx. ſols Aniou Art. 184. Le Maine Art. 202.

De vendanger n'eſt prerogatiue de Chaſtellenie ne Haute Iuſtice Aniou Art. 285. 286. Le Maine Art. 203. & 204. Ne peut eſtre rompu: ſur peine d'amende Aniou Art. 185. Le Maine Art. 203. vignes eſtans en Bannie Niuernois Tit. 13. Art. 1.

Ouuerture de Bannie V. Vendanges.

Gens priuilegiez, comme Nobles & Gens d'Egliſe, ne ſont exempts du Ban: ſinon &c. Aniou Art. 186. le Maine Art. 204.

Four, Moulins, Preſſoir Bannal ou Bannier ou à Ban. Paris Art. 14. 71. & 72. Orleans Art. 92 100. & 101. Montfort Art. 11. Eſtampes Art. 9. Sens Art. 200. Auxerre Art. 54. Mante Art. 2. Laon Art. 149. Chalons Art. 152. & 153. Chartres Art. 5. Reims Art. 43. Grand-Perche Art. 391. 141. Bourbonnois Art. 305. 537. 538. & 543. La Marche Art. 225. Lodunois Chap. 1 Art. 12. Chap. 20. Art. 11. Chap. 27. Art. 5. & Chap. 28. Art. 3 Blois Art. 143. & 241. Romorantin Art. 3 Boullenois Art. 56. Artois 61. Trembleuy Art. 2. S. Aignan Art. 14. Lepuroux Art. 4. Poictou Art. 47. Xainctonge Art. 6. & 95. Peronne Art. 14. Dourdan Art. 5 Berri Tit. 16. Art. 1. & 2.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Tit.19. Art.31. Chaſteauneuf Art 11. & 12. Dreux Art.8. Tours Art.7.8.9.22.26.& 50. & 295.

Droict de Bãnie ne s'acquiert pour aller cuire ou mouldre par aiſance ou voiſinage ou pure faculté Niuernois Chap. 18. Art.1. Aniou Art 28. Le Maine Art.32. Bourbonnois Art. 542.

Se preſcrit par trente ans apres contradiction contre gens laiz, & 40. ans contre l'Egliſe Niuernois Chap.18. Art.2. Aniou Art. 27. le Maine Art.31. Bourbonnois Art.543.

V. Four, Moulin, Preſſouer.

Bans de Mars & d'Aouſt appartiennẽt aux hauts Iuſticiers & Vicomtiers La Salle de Lille Tit 1. Art 8. Boullenois Art.49. Artois Art.48. Ne ſerõt point adiugez, qu'ils n'ayẽt eſté prealablement adiugez en la Salle. La Salle de Lille Tit.1. Art.13.

Droicts de Ban à vin Tours Art. 295.

Ban de Moulin Grand Perche Art. 65. Peronne Art.14.

Bandee Bourbonnois Art.351.

Bãdie la Marche Art.317.318.319. & 320.

Bandier la Marche Art.319.

Bandier ne peut entrer en la Caue La Marche Art.318.

Four ou Moulin Bandiers La Marche Art.316.

Droict de Bancquage ou Bancage du Seigneur Lodunois Chap.1. Art.7.& 8. Chap. 9. Art.1. Tours Art.11. & 12.

Bannage Teroanne Art.15. & 16. Bourbonnois Art 543.

Droict de Bannalité Paris Art. 14. Dourdan Art.5. Sens Art.201. Montfort Art. 11. Mante Art.2. Laon Art.149. Chalons Art. 152. & 153. Reims Art.43. Auxerre Art. 54. Tours Art.102.

Bannee ou droict de Bannee Ponthieu Art.82.96.97.& 98. Amiens Art.240.

Banniers Ponthieu Art.96. & 97. Boullenois Art.56. Artois Art.61. Niuernois Chap. 18. Art.

Choſes Bannieres Artois Art. 52.

Moulin Banquier V. Moulin.

Foreſt ou Bois, Bannal Comté de Bourg Art.57. Duché Chap 13. Art.1.

Riuieres Bannales Troyes Art 179. Chalõs Art.110. Vitry Art 121. Niuernois Chap. 16 Art.2.& 3.

Temps des Bannies Chaumont Art.104.

Bannir les heritages ou meubles vacans par Ban de huictaine &c. Tours Art.25.26. &44. Lodunois Chap.1 Art.21.&22. Chap. 2. Art.6. Aniou Art.442. Le Main Art.453.

Bannir le Treſor trouué en terre ou autre choſe Bretagne Art.46.47. L'acte de ceſſiõ de Biens Bretagne Art.681.

Bannie Tours Art. 25. & 45. Lodunois Chap 1. Art.21.& 22. Chap.2. Art.7. Aniou Art.442. Bretagne Art.21.140.239.302.306. 511.521.579 Bar Art.50.

Bannieres peuuent eſtre portees par Cõtes, Vicomtes ou Barons Poictou Art.1.

Ban Tours Art.26.& 62. Lodunois Chap. 1. Art. 22. & Chap.5. Art. 4. Bretagne Article 369.

Bans la Rochelle Art.17. Aniou Art 147. 150.442 Le Maine Art.120.& 453. Acs Tit. 8. Art.7. Tit.11. Art.9 Tit.14. Art.14 Tit.16. Art.3. S. Seuer Tit.1. Art.1.2.8.11.16.& 18. S. Seuer L. Tit.1. Art.10 Bayonne Tit.24. Art. 12.& 3. Solle Tit.10. Art.4.7. Tit 29. Art.12.

Bandiment ou Bannie Sole Tit 10. Art. 80 & Tit.29. Art. 28. Bayõne Tit.14. Art. 4.& 15. Bretagne Art.520.521. & 522.

Bans, edicts & proclamations Art 45. Le Maine Art.52. Bourbonnois Art.108.

Eſpaue Bannie Aniou Art.150. Le Maine Art.163.

Contract Banni Bretagne Art. 324.

Ban pour publication & cry des hommages. Tours Art.114 Lodunois Chap. 11. Art. 7. & 8.

Ban ſur l'hoſtel Feodal dure xl. iours & comme on prend poſſeſſion de la choſe Bãnie Sole Tit.10. Art.4.

Bãnars Cõté de Bourg Art.56. pour Meſſiers.

Ban terrouer & finage Sedan Art.305.

Ban & Arriereban Laon Art. 2. Tours Art.139.& 264. Peronne Art. 145. Berri Tit. 9 Art.8.

Banlieue. Paris Art. Clermont Art.1. & dernier. Coucy Art.2. S. Omer Art.18. S. Paul Art.31 Boullenois Art.99. Boulongne L. Art.1.2.6.12.14.15.17.& 18. Eſtampes Art. 1.2. & 3. V Viſſent Art.1.4. 5 6. Peronne Art. 86.& 91. Doulens Art.2. Lille Art.93. Amiẽs L. Art.1.4.10.& 15. Bethune Tit.2. Art.12.

Banlieue de Moulin combien doit contenir Poictou Art 39, Xainctonge Art.7. Bretagne Art. 377. 383. Pour les draps. Bretagne Art. 388. meſuree en cas de debat & à quels deſpens Bretagne Art 380.& 381.

Banlieue de Moulin Aniou Art.14. & 16. Le Maine Art. 14 & 16. Grand Perche Art. 25. La Marche Art 311. & 315 Angoumois Art.29. Poictou Art 34.38.& 40.

Baptiſer Grief La Bourt Tit.9. Art. 19. & Tit.12. Art.10.

Barõ combien peut creer huict Notaires & viij. Sergens Poictou Art.5 37. 387. vj. Notaires & vi. Sergens Angoumois Art. 5. xij. Notaires & xij. Sergens Tours Article 75. & 76.

Baron Vitry Art.24.& 55. Boullenois Art. 15.16.17.& 20. Comté de Bourgongne Art. 66 Mõtargis Chap 1. Art.66. Tours Art. 6 42.46.70.71. & 72. Lodunois Chap.2. Art. 4. & Chap.6. Art.1.2.& 3. Aniou Art 47. Le Maine Art.54.55.& 56.

Le Prince ou les anciens Barons ont ſeuls la punition du feu Bretagne Art.50.

Baronnie Paris Art. Melun Art. 44. Eſtampes Art.38. Montfort Art.41. Mante Art.40. Senlis Art. 34. Clermont Art. 103. Vitry Art. 60. Laon Art. 219. Boullenois Art.6 & 15. Tours Art. 56. 73. 75. 129. 130. 294.& 295. Lodunois Chap.6. Art 4. Chap. 12. Art.7.& 8.& Chap.28. Art 1 Aniou Art. 47.278.496. Le Maine Art. 54. & 56. Bretagne Art.382.

Barõnie doit auoir trois Chaſtellenies Anjou Art.47.

Droicts & preeminence de Baronnie, cõme le Chaſtel. Tours Art. 129. Lodunois Chap.12. Art.7.

Droicts de Comté. Vicomté & Baronnie ne ſe departent point Aniou Art.215. Maine Art. 234. Tours Art. 284. Lodunois Chap. 28. Art 1.& 2. Ne les dignitez & Nobleſſes d'iceux Aniou Art.278. Le Maine Art.294.

Baronnies & Chaſtellenies ne ſe diuiſent point Meaux Art.160. ſont indiuidus Bar Art.2.

Barons ont haute Iuſtice Moyenne & Baſſe Poictou Art. 1. Angoumois Article 1. Boullenois Art 15. Aniou Art.48 Le Maine Art. 56. Grand Perche Art.1. La Rochelle Art.1. de quels droicts vſent Tours Art.70. Lodunois Chap. 6. Art.1. Aniou Art. 47.& 49. Le Maine Art. 54.& 57. Poictou Art.1.

Ont cognoiſſãce de toutes cauſes en premiere inſtance: ſauf des cas Royaux & matieres priuilegiees Boullenois Art.15. & 20. Doiuent auoir deux Chaſtellains pour le moins Tours Art.71. Lodunois Art.2. ont tous les droicts du S. Chaſtelain Poictou Art.2. Tours Art.71. Lodunois Chap.6. Art. 2. Grand Perche Art.3 Blois Art 3.

Peuuent donner à leurs Vaſſaux haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe, mais non au preiudice de ſes ſuiets ou des droicts du Roy Tours Art. 72. Lodunois Chap. 6. Art. 3. Aniou Art 62. Le Maine Art.71.

Sont exempts des Iuſtices des Baillifs Royaux Boullenois Art.16.

Ont Iuſtice patibulaire à quatre pilliers garnis de liens par dedans & par dehors Tours Art.72. Lodunois Chap.6 Art.3. de Pruilli à quatre pilliers quatre pointes & feſtes par deſſus Pruilly Art.1. Gibet à quatre pilliers Aniou Art. 48. Le Maine Art. 46. Poictou Art.1. Angoumois Art. 2. La Rochelle Art.1.

Fourches patibulaires à quatre pilliers Grand Perche Art.2. liées par dedans & par dehors à feſts & ſouffeſts Blois Art.1.

Bas Iuſticier V. Iuſticier.

Baſſe Iuriſdictiõ, Baſſe Tour V. Iuriſdictiõ.

Baſtage deuoir pour vn cheual laſſé ſans charge ou chargé pour raiſon du Baſt, outre le peage pour la marchandiſe Acs Tit.12. Art.5.&6 S. Seuer Tit.10. Art.5.& 6.

Baſtard Paris Art. Meaux Art. 29. Sens Art.28. Melun Art.299 Tours Article 242.245.320. & 321. Berri Tit. 19. Art. 29.& 30. Lodunois Chap.25. Art. 3. & 19. Chap.30. Art.1. Aniou Art. 41.315.343. 344. 345. le Maine Art.48.328.355.356.357. Grãd Perche Art.17.99. Amiens Art. 249. Monſtreul Art. 21. Beauqueſne Art. 1. Peronne Art.4.5.& 6. Auxerre Art.31.32. & 34. Bretagne Art. 325. Dourdan Art. 123.

Baſtards d'vn homme franc & ſerue, ſont ſerfs: & ſi elle eſt franche, ſont Baſtards. Bourbonnois Art.194. Bretagne Art. 476.

Iſſus de Nobles & leurs deſcendans ſont Nobles. Artois Art. 201. Ne ſont de par la mere Theroanne Art. 4. Valanciennes Art. 121. L'Alleue Tit.1. Art.8.

Se peuuent marier ſans encourir la peine de Formariage Laon Art.6. Chalons Art. 16. Doiuent auoir prouiſion de corps ſur les biens de leur pere ou mere Bretagne Article 478.

Ne ſont capables de Succeſſion, s'ils ne ſont legitimez Melun Art 297. Sens Art. 31 Auxerre Art.33.& 34 Calais Art 113 Bar Art 73 Cambray Tit.12. Art.11. Normandie Art.275.

Ne ſuccedent ne par Teſtament ne ab inteſtat à leurs parens & lignagiers Bourbonnois Art.185. Auuergne Chap.12. Art.10. La Marche Art.221. Poictou Art.297. Angoumois Art.96. Ne ſuccedent Eſtampes Art. 128. Dourdan Art.123. Montfort Art. 106. Mante Art.175. Vallois Art.91. Duché de Bourgongne Chap. 8. Art. 3. Montargis Chap.15. Art.5. Orleans Art.310 Blois Art. 20. Vallancay Art.5. à leurs parens és meubles n'heritages. Ponthieu Art.17. Sauf à leurs enfans ou neueux deſcendãs d'eux en ligne directe par mariage Art.150. Niuernois Chap.34. Art.32. Amiens Art.251.

Sinon és meubles & acqueſts de ſes enfans legitimes. Senlis Art. 172. Clermont Art.153. Cambray Tit.12 Art.11.

Legitimez cõme ſuccedent Bayonne Tit. 12. Art. 38. & 39. La Salle de Lille Tit. 2. Art.61.

Ne ſuccedẽt en Fief s'ils ne ſont legitimez par le Roy ou mariage Niuernois Chap. 4. Art. 20. à pere n'a mere, n'y au contraire Tournay Tit.23 Art.2. à leurs pere & mere de quelque coſté que ce ſoit Sedan Art.197.

Source : BIU Cujas

en ligne directe ou collaterale. Arras Tit. 3. Art. 30. Niuernois Chap. 74. Art. 22.

Encores qu'ils soient legitimez Lille Art. 13 La Salle de Lille Tit. 2. Art. 60.

Peuuent succeder és biens meubles & immeubles de leur mere n'ayant enfans legitimes Aire Tit. 1. Art. 9.

Es biens meubles Catheux & heritage de leur mere auec les enfans nez en mariage l'Alleue Tit. 1. Art. 8. Valanciennes Art. 121. & eux decedez sans hoir, sa mere succede ou parens maternels Valanciennes Art 122. à leurs mere ésbiens du costé maternel, & eux decedez sans hoirs, les proches parés dudit costé leur succedent. S. Omer Tit. 1. Art. 1. S. Omer en Artois. Tit. 1. Art 21.

Succession des Bastards sont au Roy, s'ils n'ont enfans nez en loyal mariage & sans faire Testament Meaux Art 30. Melun Art. 301. Laon Art. 6. Chalons Art. 13. Reims Art. 338.

Fors s'ils sont nez en la Iustice Haute, Moyenne & Basse d'aucuns Seigneurs de leurs femmes de corps naiz de cõdition serue Meaux Art. 31. Melũ Art. 301. Vitry Art. 1.

Au prince, s'ils decedẽt sans heritiers Arras Tit. 3. Art 30. Au Seigneur souuerain Sedan. Art. 198. Au Duc. Duché de Bourg. Chap. 8. Art. 1. à Madame. La Marche Art. 233.

Appartient au Haut Iusticier Mante Art. 177. Clermont Art. 153. Laon Art. 4. Chalõs Art. 13. Reims Art 335. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 25. Bar Art. 126. Berri Tit. 19. Art. 26 Bretagne Art. 481 Boullenois Ar. 22. Perõne Ar. 4. Tours Art 321. Grãd Perche Art 17. Blois Art. 20. Cambray Tit. 12. Art. 12. Niuernois Chap. 34. Art. 23. s'ils ne sont legitimez en pure proprieté aux charges de droict. Normandie Art. 147. Au Haut Iusticier ou Vicomtier. S Paul Tit. 2. Art. 27. Au Seigneur Iusticier: mais le Vicõtier n'a que lx. sols. S. Omer en Artois Tit. 3. Art. 30. Au Seigneur Vicomtier Monstreul Art 21. Beauquesne Art. 1. Ponthieu Art. 17. Artois Art. 9.

Autres que du costé de la mere sõt aux Seigneurs de Valanciennes ou ses successeurs. Vallanciẽnes Art. 123 à la Ville de Tournay en payant ses debtes Tournay Tit. 13. Art. 3. en payãt, les debtes, obseques &c. pour leurs parts. Peronne Art. 4. Cambray Tit. 12. Art. 12. Duché de Bourg. Chap. 8. Art. 2. des meubles appartient à chacun Seigneur, ayõt droict d'Espaue mobilaire Anjou Art. 41. Le Maine Art. 48.

A quels Seigneurs appartient S. Anignã Art 20. Selles Art. 6. Le Rue d'Yndre Art. 32. Chabris Art. 16. Au Baron de Buzançois s'ils n'õt esté faicts hommes du Roy à Chastillon en ce cas, elle est au Roy Buzançois Art. 6.

Du Prestre Bastard, pour les heritages au Duc & pour les meubles au Prelat. Duché de Bourg Chap 8. Art.

Succession des enfans des Bastard, decedans sans hoirs de leurs corps vient aux parẽs & non au Seigneur Theroanne Art. 5. Bregne Art. 482. pour les heritages procedans du tronc du pere Bastard ou de la mere ou grand mere appartient au Duc & le surplus aux parens. Duché de Bourgongne Chap. 8. Art. 2.

Enfans de Bastard, naiz en loyal mariage succedent à leur pere & mere Estampes Art. 128. Montfort Art. 106. Mante Art. 176. Laõ Art. 5. Chalons Art. 12. Reims Art. 337. S. Quentin Art. 45. Sedã Art. 197. Bar Art. 126. Amiens 250. Peronne Art. 5. Cambray Tit. 12. Art. 9. Lille Art. 14. Tours Art. 320. Lodunois Chap. 30. Art. 1. Aniou Art. 344. Le Maine Art. 356. Blois Art. 146. Vallancay Art. 5. & non les autres parens Bourbonnois Chap. 17. Art. 286. Auuergne Chap. 12. Art. 11. Et le pere succede és meubles & conquests. Melun Art. 300. Sens Art. 29. Auxerre Art. 31. Dourd an Art. 123. Troyes Art. 117. Calais Art. 134.

Heritages acquis par Bastards s'ils decedent sans hoirs de leurs corps appartiennẽt au Seigneur où ils sont situez, s'il a Moyenne Iustice Bretagne Art. 473. Et les meubles au Seigneur, où il a hebergement quelque part qu'ils soient situez, en payant les debtes, obseques, Testament accõpli Bretagne Art. 474. & 475.

Seigneurs Vicomtiers en la Ville & Banlieuë de S. Omer n'ont droict és biens estrãgers & des Bastards que lx. sols S. Omer Tit. 2. Art. 18. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 4.

Vefues des Bastards, Aubains & de ceux qui n'ont heritiers ne perdent leurs Douaires, Communauté des biens & Conuentiõs matrimoniales. Orleans Art. 312.

Suruiuant des Bastards conioints par mariage a la moitié des debtes meubles & acquests S. Pol. Tit. 2 Art. 27.

Collateraux ne succedẽt és fiefs & heritages venãs d'vn Bastard ou Bastarde La Salle de Lille Tit. 2. Art. 62.

Bastards peuuent receuoir Don entre vifs Don & legs testamentaire de ces pere & mere & autres parens cõme personne estrãge Melun 298. Peuuent apprehender legats & Dons Ponthieu Art. 18. Donation faicte par pere & mere pour les nourrir & alimenter Poictou Art 297. Donation par vsufruict pour son aliment & nourriture Bretagne Art. 476 Donations de la iij. partie de tous ses biens de sa mere pour les nourrir & alimenter. La Marche Art. 22. Donations de meuble comme à vn estranger Normandie Art. 411. Donation à eux faicte Cambray Tit. 3. Art. 5. Normandie Art. 424. de mariez & incestueux pour alimens Cambray Tit 3. Art. 7. Pour cause de mort, s'ils sont non mariez & non incestueux Cambray Tit. 3. Art. 6.

Ne peuuent aliener les choses donnees Sedan Art. 116. N'õt propre Anion Art 343. Le Maine Art. 355.

Don faict à fils naturel se peut reuoquer par ses heritiers dans l'an & iour Normandie Art. 423.

Bastiment faict en heritage commun, est commun, & non en heritage ancien, qui demeure propre Niuernois Chap. 22. Art. 6. Bourbonnois Art. 271.

Reparation faicte en heritage propre appartient sans rembourſement au commun Niuernois Chap. 22. Art. 6. Bourbonnois Art. 272.

Entre communs n'est suitte à rembourſement. Niuernois Chap. 22. Art. 6.

Faicte en heritage indiuis par vn des cõmũs Bretagne Art. 606.

Baston. V. Fust, mettre La Main au Baston Rains.

Battures ou excez faicts le iour de Marché quelle Amende emportent Montereau Art. 14.

Qui frappe de la main, est amendable Amiens L. Art. 13. frappe & abbat par terre par courroux & debat Amiens L. Art 14. tire couteau ou espee en debat ou par malueillance Amiens L. Art. 15. frappe de baston, espee, ou d'arme moulue Amiens L. Art. 16. frappe ou desgaigne glaiue Boullenois L. Art. 15. tire espee, coulteau ou autre baston Bethune Tit. 1. Art. 6 faict debat emprinse outrage ou meslee de faict sur terre d'aucun Seigneur F. dont il est suiet ou non Boullenois Art. 26. & 28 se peut purger en la terre du Haut Iusticier Boullenois Art. 27. blesse à sang courant & playe ouuerte ou sans sang S. Pol Tit. 2. Art 32. Anappes Art. 1. Bouines Art. 3. de sombre coups sans sang. Bouines 4. Art. Anapes Art. 1. bat autruy de main ou poing garny de baston ou autre sans sang, ou s'il est non garny & à sang Artois Art. 64. Bethune Tit. 1. Art. 6. Hesdin Tit. 1. Art. 7. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 8. a faict desbat ou meslee en la terre d'aucun Seigneur, se peut purger en la Iustice du delict ou de son domicile S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 14. Bat autruy par tout soit à sang ou non Lillers Tit. 1. Art 4. Tire vn coustel à fer emolu ou vn espee Bouines Art. 5.

Battures simples Lodunois Chap. 37. Art. 7 faictes de guet à peusee Lodunois, Chap. 37. Art. 16. en bris de marché ou Foire Lodunois Chap. 39. Art. 15. ou Playes de marque quelles amendes portent Acs Tit. 13. Art. 1. 2. 3. & 6. estãt faictes par vn à plusieurs y a autant d'amendes Acs Tit. 13. Art 4. Sole Tit. 35. Art. 19. estant faictes en departant ou defendant, n'y a amende Acs Tit. 13. Art. 5. Leyaux en quels lieux ont amende S. Seuer Tit. 18. Art 1 2. 3. 4. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 13. 14. & 16 Leyau de Loy maior Sole Tit. 35. Art. 4. enquel cas amendes de loy ne sont deuz Sole Tit. 35 Art. 21.

Battu paye l'amende S. Seuer Tit. 13 Art. 5.

Ayans nauré ou blessé aucun ne doiuent iouir de l'habitation de la ville, & comme seront condemnez Tournay Tit. 11. Art. 8. 15. 20. & 22. estans trouuez hors les mettes de la ville &c. seront empriſonnez Tournay Tit. 11. Art. 5 pour autres naureures ou bleſſures iouiront de l'habitation en paiant l'amende Tournay Tit. 11. Art. 11. cogneus, mais nõ par le blesſé ou nauré, sont publiez aux Bretesques. Tournay Tit. 11. Art. 12. baillans coup mortel, se peuuent purger en trois cas, Alibi &c. Tournay Tit. 11. Art. 24. tirant coustelu ou harnois &c. Bayonne Tit. 26. Art. 1. 2 3. 4. 5 6. 7. & 8.

Prouoqué ou bailléSoffleut ou coup de pied de propos deliberé Bayonne Tit. 18. Art. 10. La Bourt. Tit. 19. Art. 8. 9. Sole Tit. 35 Art. 12. & 13 Doiuent payer les miſes & frais du bleſſé. Sole Tit 35. Art. 16.

Outrageant aucun qui vit plus de xl. iours n'est puni de mort: ains arbitrairement Bretage Art. 620.

Outragez ont plus grande amende que les Seigneurs. Bretagne Art. 650. S'ils sont impotens on leur doit pouruoir de leur vie tout le temps Bretagne Art. 652.

Iuges puniront les delinquans arbitrairement outre les amendes deuës aux S. Cauiers & Hauts Iusticiers Acs Tit. 13 Art. 8. 9. & 11. S. Seuer Tit. 18. Art. 17. 18. 19. 20. & 23. Bayonne Tit. 26. Art. 6.

Bayle & Meſſage Sole Tit. 17. Art. 15. & 16.

Seigneur de Fief peut mettre Bayle en son lieu pour faire executions. Sole Tit. 10. Art. 3.

Bailes, Meſſages, Degaas, fermances, vesalieres & Iurats sont creuz de leurs adiournemens Sole Tit. 7. Art. 1 quel Salaire prennent pour ferme & Contre ferme Acs. Tit. 16. Art. 3. 4. & 5.

Bayles & Sous Bayles peuuent faire tous Adiournemens sans lettres S. Seuer Tit. 1. Art. 2. receuoir Clameurs & plaintes, faire Bãs & main miſes Ib. Arreſter à la requeſte

Source : BIU Cujas

de partie l'eſtranger trouué en leur iuriſdiction encor qu'il n'y ayt obligé &c. S. Seuer Tit. 1. Art. 12. & 13. ſont creus par ſerment de leurs Offices S. Seuer Tit. 1. Art. 17. en leur Bayle doiuent prendre les criminels & arreſter les perſonnes Sole Tit. 4. Art. 3 & 4. executans pluſieurs pour vn debte en vne meſme Parroiſſe n'ont qu'vn Salaire Sole Tit. 4. Art. 4. Tit. 7. Art. 4.

Deux Bayles idoines mis par le Seignr Sole Tit. 4. Art. 2. doiuent iurer & bailler cautiõ Sole Tit. 4. Art. 2. Ne peuuent mettre aucũ en leur place pour les executions Sole Tit. 4. Art. 3. Tit. 7. Art. 18. Tit. 10. Art. 3.

Bayles Royaux Pedaneaus Acs Tit. 9. Art. 43.

Preuoſts, Bayle & Iurez les deux en l'abſence des Iurats cognoiſſẽt de toutes matieres ciuiles & criminelles S. Seuer. L. Tit. 1. Art. 1. 2. & 3. de toutes matieres & remedes poſſeſſoires S Seuer Tit. 1. Art. 15. en premiere inſtance des cauſes ciuiles & criminelles des habitãs, ſans qu'ils puiſſent eſtre tirez hors la Ville. S. Seuer Tit. 1 Art. 4.

Bedats ou Vedats Acs Tit. 8. Art. 12. 18. 20. Sole Tit. 15. Art. 1.

Cloche de Beffroy Amiens L. Art. 9.

Benefice de Diuiſion ou Diſcuſſion encõres que les obligez ou leurs pleges, & vn ſeul pour le tout, ny ayent expreſſement renoncé, ne peut eſtre par eux allegué. Niuernois Chap. 32 Art. 10. Chaſteau neuf Art. 153.

Champ. Beſiable pour terre ou Lande cõmune à pluſieurs Acs Tit. 11. Art. 2. & 4.

Beſtail a pied fourché des Parroiſſiẽs appartient au Seigneur Iuſticier, ſi aucun eſt mort Ladre appartiẽt, dont ils n'auroient aduerti la Iuſtice pour eſtre viſité & Iugé Boullenois Art. 25. Secus en la ville de Bolongne Bolongne L. Art 14. Ne peut eſtre mené paſturer en Bois Taillis prez vignes &c. Grand Perche Art. 219 trouué en Aubaredes, Taillis &c. eſt amendable Acs Tit 11. Art. 8. & 9. en temps de glandee trouué dãs les bois La Bourt. Tit 3. Art. 19.

Beſte frayable ou periſſable Cambray Tit. 24. Art. 2.

Beſtes aumailles, Cheualines, cheures ou autres portans dommage, ne peuuent eſtre menees és Bois Taillis, iuſques à ce qu'ils ſoient defenſables Sens Art. 148. Auxerre Art. 262. & 263. Bar Art. 205.

Miſes és vignes, vergers, iardins, prez & bois deuement clos Acs Tit. 11. Art. 1. & 16. és campagnes & heritages portans fruicts, prez clos, vignes, & caſaux Sole Tit. 13. Art. 10. & Tit. 15. Art. 8.

Trouués en Bois Taillis au deſſous de trois ans amendables Amiens Art. 200. tãt és bois Taillis, que haut Bois Amiens Art. 20. & 203. Bethune Tit. 1 Art. 5. au dedans de trois ans & vn May Tours Art. 175. Lodunois Chap. 16 Art. 7. & Chap. 37. Art. 12. Aniou Art. 182 Le Maine Art. 200. Vaſtang Art. 18. Berri Tit. 10. Art. 12. Bourbonnois Art. 524. Auuergne Chap. 28. Art. 23. Menat Art 3. Combrailles Art 2. La Marche Art. 356. en nouueaux Taillis en plantis en deſſus de trois ans Artois Art. 55. Heſdin Tit. 1. Art. 5. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 6. en Bois Taillis au deſſous de quatre ans Monſtreul Art. 7. S. Aignan Art. 4.

Sciemment de nuict és gaigneries enſemencees en bleds, en Prez ou vignes &c. Bretagne Art. 636.

Taillis ou de Serpe iuſques à v. ans à cõpter pour les Cheures & pour les autres beſtes iuſques à 4. ans Poictou Art. 196. trouuees en Bois de Foreſt de Garenne & defenſes, amendables Troys Art. 176. Chaumont Art. 106. en Bois de couppe & de vendue, iuſques à quatre ans apres la couppe. Niuernois Chap. 17. Art. 7. eſtans trouuees és Bois ou terres d'autruy peuuent eſtre priſes, & le Berger ou Garde amendable Artois Art. 57.

En terres defenſables ou vignes Bretagne Art. 405.

Prinſes en paſſant chemin Royal dans les Garennes ou Taillis, ſi elles ne s'y arreſtent, ne ſont bonnes Bourbonnois Art. 524.

A laine ne ſeront nourries en la Ville de Melun, Eſtampes &c. Melun Art. 339. Eſtãpes Art. 185. ne Porcs ne peuuent eſtre menés és Bois & Foreſts pendant le temps de gramer ſans le conſentement des proprietaires Sens Art. 151. Auxerre Art. 165.

Cheures ou Boucs ne ſeront menez és Bois Troyes Art. 178.

Biains Aniou Art. 49.

Biens ſont coruees tant d'hõmes que de beſtes Poictou Art. 99.

Biens Poictou Art. 92. 102. & 190. Angoumois Art. 22. Xainctonge Art. 131. & 132.

V. Coruees.

Biens ſont meubles ou Immeubles Paris Art. 88. Calais Art. 1. Reims Art. 16.

Biens ou heritages ſont nobles ou roturiers ou en Franc Aleu. Normandie Art. 99. immeubles ſont de naiſſant, acqueſt ſont en Fief cenſiues &c. Reims Art. 40. Troyes Art. 50. Chaumont Art. 57.

Billet Etiquet Troyes Art. 126. Lille Art. 157.

Billette c'eſt le Tableau contenant les deuoirs de la Peagerie & Couſtumeier Tours Art. 82. Lodunois Chap. 7. Art. 2. Aniou Art. 2. & 18. Maine Art. 60. & 67.

Billots droicts & impoſitions que le Roy ou autre Seigneur prend par octroy ſur le vin. Bretagne Art. 292.

Droit de Blairie, Seigneur Blayer. Niuernois Chap. 3. Art. 1. 2. 6. & 7.

N'appartient à aucun s'il n'a Iuſtice, titre particulier ou Preſcriptiõ Niuernois Chap. 3. Art. 4.

Seigneur Blayer Niuernois Chap. 32. & 6.

Blaſmer le Denombrement ou Aduenu. V Aduen, Denombrement.

Blaſme Paris. Art. 10. Melun 39. & 41. Eſtãpes Art. 44. Mont fort. Art. 7. Vallois Art. 51. Laon Art. 13 67. 204. & 205. Chalons Art. 209. Reims Art. 98. & 108. Ribemont Art. 33. Chaſteauneuf. Art. 35. Sedã Art. 70. Perõne Art. 61. & 62. Niuernois Chap. 4. Art. 49. & 67. Bretagne Art. 361. Dourdan Art. 17. Tours Art. 3. Grand Perche Art. 44. Mante Art. 15. Ribemõt Art. 33. Amiens Art. 19. Mõtargis Chap. 1. Art. 66. Blois Art. 106. Bourbonnois Art. 383. La Marche Art. 188. Normandie Art. 121. & 122. Melun Art. 40.

Blaſme d'Aduеus & Denõbrement Normandie Art. 28. & 33.

Blaſmer les Criees & les exploicts d'icelles Ponthieu Art. 125.

Blaſmer & Debattre Perõne Art. 61. & 62. Normandie Art. 122.

Blaſmer ou reprocher les Aduеus Bretagne Art. 361.

Vaſſal doit aller ou enuoyer querir de Blaſme de Denombrement au lieu du principal manoir dont eſt mouuant le Fief Paris Art. 10. Melun Art. 39. Eſtãpes Art. 44. Mõtfort Art. 7. Mãte Art. 15. Vallois Art. 51. Laõ Art. 203. Ribemont Art. 33. Peronne Art. 61. Grãd Perche Art. 44. Blois Art. 109. Orleans Art. 81. Bourbonnois Art. 383. La Marche Art. 188.

Dans le lendemain des xl. iours au domicile du Seigneur, s'il demeure à x. lieuës du Fief dominãt, s'il n'a Iuſtice & s'il à Iuſtice: aux Officiers de la Iuſtice Montargis Chap. 1. Art. 66.

Bohade Auuergne Chap. 25. Art. 21.

Ou Vouade La Marche Art. 139.

Bohade ou Viuade en quel lieu eſt deue s'il n'y a lieu determiné Auuergne Chap. 25. Art. 21. Comme eſt deue La Marche Art. 138. & 139.

Bois croiſſant reputé blanc Bois S. Pol Art. 1.

Bois mort & mort Bois ou Bois vif Aniou Art. 311. Berri Tit. 5. Art. 43. Acs Tit. 11. Art. 28 Niuernois chap. 17. Art. 11. & 12.

Bois mort & mort Bois comme ſe doiuent entendre Niuernois Chap. 17. Art. 12.

Bois Taillis & reuenans Bourbonnois Art. 524. quand eſt entendu eſtre Bois Taillis Mõſtreul Art. 7. eſt defenſable aux cheures iuſques à v. ans Xainctonge Art. 14 Taillis & reuenans eſtant à l'iſſue des villes & villages à vn traict d'arc, doiuẽt eſtre clos & bouchez: autrement n'y aura priſe de beſtes: ſinõ comme en ſimple degaſt Bourbonnois Art. 524. Taillis auſquels y a Vſage, ſont defendus en tout temps Blois Art 225. Molins Art. 2. Ne ſont defendus, s'il n'y a Taillis fruicts, paiſſon ou garenne Veſtang Art 18. du Pourryon en tout tẽps defenſables Vaſtang Art. 18. ne ſont defenſables, ſinon en temps de glandee & paiſſon ou couppez ou bruſlez nouuellement. Berry Tit 10. Art. 12. & 13. ne ſont defendus en tout temps pour en auoir meſfaicte Couſtumiere La Marche Art. 355. de ſerpe nouuellement couppé defenſable iuſques a quatre ans. Xainctonge Art. 14. de couppes Duché de Bourgongne Chap 13 Art 2. Taillis en quel temps ſe doit coupper Grand Perche Art. 74. & Foreſts touſiours defenſables S. Seuer Tit. 3. Art. 17. de Haute fuſtraye quel font Sens Art. 153. Auxerre Art. 260. Troyes Art. 181. Blois Art. 78 Grand Perche Art. 75. ſont touſiours en defenſe, reſerué ceux qui ont droict de Couſtume & vſage Normandie Art. 85. depuis quel temps les gros bois chargeans gland tenus noblement, ſont defenſables Poictou Art. 197. pris en quel temps commence la defenſe S. Seuer Tit 3. Art. 18. & en quel temps la cloſture commence Niuernois Chap. 17. Art 5. quand commence le tẽps de Gramer Sens Art. 151. Auxerre Art. 269. Troyes Art. 175. Chaumont Art. 107. de glandee & paiſſon Montargis Chap. 4. Art 8 Orleans Art. 154. Berri Tit. 10. 12. pris à coupper ou layer, doit eſtre couppé & abbatu dans le premier iour de May, & la maneuure vuidee dans la Magdelaine Amiens Art. 213. ſoit Cheſne, Marrian, Eſtallons, Perots ou Tayons, ne ſerõt couppez és Bois d'vn Iuſticier ſur peine d'amende Amiens Art. 200. & 212. Monſtreul Art. 29. S. Paul Art. 20. Artois Art. 58. Bethune Tit. 1. Art. 5 S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 8. & Tit. 2. Art. 16. Heſdin Tit. 2 Art. 31. S. Paul en Artois Tit. 2. Art. 11. Cheſnes ſõt defendues en tẽps de Glandage S. Seuer Tit. 3. Art. 19. de garde non clos ne foſſoyez portans paiſſon Niuernois Chap. 17. Art. 3. reuenus & de couppe Menat Art. 3. Maraientaux Aniou Art. 36. 103. 113. & 497. Le Maine Art. 40. 116. 124 Pris contre la volonté du maiſtre crime, s'il n'eſt charpenté pour merrien à edifier ou deſrobbé de nuict ou ſié, ou fauſſemẽt marqué ou portant fruicts Bretagne Art. 621 & 622. du Roy reglez ſelon les Ordonnãces

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Boullenois Art. 34. Bois de ſerpe de couppe de touche Dunois Art. 25. Poictou Art. 190. & 196. en Pleſſis ou touche Chartres Art. 12. durant temps de Paiſſon, ſont de grande & defenſes Niuernois Chap. 17. Art. 6. Trenchis defenſalles iuſques à trois ans Aniou Art. 182. Le Maine Art. 200. de haute fuſtaye apres la couppe, ſe racheté cõme Bois Taillis Grand Perche Art. 64. Ne ſera pris en la terre du voiſin ſans ſon gré Acs Tit. 8. Art. 41 groſeſtant leué d'vne maiſon, les voiſins ſont tenus y ayder. Bretagne Art 89.

En forfaict de Bois de Garennes & d'Eauës, defendus, degaſts de bled ou de prez &c. les mal faicteurs peuuẽt eſtre arreſtez xxiiij. heures par les Seigneurs F. Normãdie Art. 36.

Punition de ceux qui deſrobent Bois & Aubarede ſec ou verd Bourdeaux Chap. 12. Art. 111.

Gentil'homme tranchãt Foreſt faict amẽde Aniou Art. 164. Le Maine Art. 181.

Paſtre ou autre arrachant arbre portant fruict &c. puny Sole Tit. 3. Art. 8. Tit. 15. Art. 18.

En Bois vſagers on peut vſer de ſemblãbles peines & amendes. Niuernois Chap. 17. Art. 18. appartenant à autruy on ne peut amaſſer gland, põmes au autres fruicts, ſans ſon congé Niuernois Chap. 17. Art. 17.

Le Bois acquiert le plain: c'eſt à ſçauoir en Foreſt Bannal & en Haute Iuſtice Duché de Bourgongne Chap. 15. Art. 1. Comté Art. 57.

Vaſſal ne peut appliquer le Bois tenu en Foy & hõmage, à autre vſage, qu'à Bois Dunois Art. 30. peut faire coupper le Bois ſec par Ordonnance du Iuge Dunois Art. 30.

Rabbais cõme ſe faict aux marchãs quãd il y a faute és Bois par eux achetez Boullenois Art. 176.

Seigneurs peuuent faire garder les amendes & autres peines contenues és ordonnances faictes contres les Larrons & couppeurs de Bois Boullenois Art. 33. proprietaires d'vn Bois couppé le peuuent tenir en defenſes apres xx. ans paſſez pour vendre le glãd & la paiſſon Poictou Art. 197. Niuernois Chap. 17. Art. 8.

Bonnier VVahaignes Art. 3.

Borderie Poictou Art. 174. & 177.

Borne Aniou Art. 3. & 280. Le Maine Art. 6. Amiens Art. 247. Monſtreul Art. 8. Bretagne Art. 126. 394. & 635.

Iuſtice fonciere a droict de mettre Bornes Aniou Art. 280. Le Maine Art. 296.

Bas Iuſticiers ont cognoiſſance de Bornes Aniou Art. 280. Le Maine Art. 267.

Bonnes ou Bornes ſe doiuent planter & aſſoir preſent Iuſtice par Pateurs & Meſureurs ſermentez La Salle de Lille Tit. 27. Art. 1. Lille Art. 232. ne ſerõt miſes par Freresſcheurs apres partage ſans Iuſtice: ſinon Paux ou enſeignemens Aniou. Art. 280. Le Maine Art. 296.

Entre perſonnes priuees ſe mettent ſans auctorité de Iuſtice La Marche Art 329. de Chemins, maiſons ou terres contigues, comme ſeront miſes Bayonne Tit. 17. Art. 2.

En cloſture d'heritage, il faut Bõner & diuiſer les chemins Bretagne Art. 393. ſi elles sõt Limitees de iuſtice La Marche Art. 329.

Oſtans Bornes ou mettans fauſſes Bornes punis Bretagne Art. 635.

Bonnier Ennetieres Art. 1. VVahaignes Art. 3.

Bournage de terrouer, Iuſtice & Seigneurie ſe peut faire par le Haut Iuſticier, mais non par le moyen ou Bas Senlis Art. 117.

Botage, Botois Sole Tit. 1 Art. 5.

La Bouche & les mains, ou main & bouche Paris Art. 3. 4. 26. 66. Melũ Art. 45. 46. 47. Sens Art. 192. 194. 196. Eſtampes Art. 2. 5. 29. Mõtfort Art. 2. & 18. Mãte Art. 41. Dourdan Art. 2. 3. & 40. Senlis Art. 152. 156. 165 Clermont Art. 17. & 104. Vallois Art. 51. Trois Art. 44. & 45. Laon Art. 157. 159. & 222. Chalons Art. 166. 198. & 170. Noyon Art. 25. S. Quentin Art. 65. & 67. Ribemont Art. 3. & 4. Chauny Art. 73. & 106. Auxerre Art. 62. 66. 67. & 79. Niuernois Chap. 4. Art. 56. Amiens Art. 21. Chaſteauneuf Art. 22. Blois Art. 54. Reims Art. 59. & 71. La Marche Art. 189.

La Bouche & les mains ſont deux ſeulement par le nouueau Vaſſal en Donation faicte au fils par le pere, mere, ayeul ou ayeulle, en aduencement d'hoirie Paris Art. 26. Montfort. Art. 18.

Pourueu qu'il ſe porte heritier du donateur apres ſa mort Eſtampes Art. 2. Autrement ſeroit de ce qui paſſe: oit ſa portiõ cõtigẽte & hereditaire Mont fort. Art. 18. Mãte Art. 7. Reims Art. 74. & 75.

Encors qu'elle excede la portion hereditaire: pourueu qu'il n'y ait fraude: & payeront double Quint en retenant par le donateur la foy & hommage ſa vie durant. Laon Art. 179. 180. & 181.

En Donation faicte en aduancemẽt d'hoirié ou faueur de mariage Melun Art. 53. Dourdan Art. 3. ſans payer aucun droict de Rachat Sens Art. 221. Mante Art. 7.

Ou droicts Seigneuriaux Amiens Art. 48. faicte par Mariage Auxerre Art. 79.

Soit en Fief ou roture, n'en doit profit: fors le droict de Chãbellage Noyon Art. 27.

Auec le droict de Chambellage eſt deu en Donation faicte en ligne directe Vallois Art. 52. Troyes Art. 33. Chaumont Art. 22.

En Donation faicte en faueur de mariage ou aduancement Ribemont Art. 14.

Faicte en ligne directe au lieu en l'acquit & payement des deniers promis en faueur de mariage. Reims Art. 72.

Faicte au prochain heritier apparent & non d'autre en aduancemẽt d'hoirie, ne ſont deuz droicts Seigneuriaux fors double Relief & ſimple Cambellage Cambray Tit. 1. Art. 70. & ne ſont deuz aucuns droicts Seigneuriaux pour conſentir l'vſufruict de tel Fief Cambray. Tit. 1 Art. 71.

Auec Chambellage eſt deu en partage ou Donation faicte en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie par pere, mere ayeul ou ayeulle ou l'vn d'eux: ſi le Fief n'eſchet par ledit partage à fille mariee S. Quentin Art. 55. à fillefille de fils ou fille mariee Peronne Art. 40.

Auec Chambellage en Donation faicte de pere à fils Senlis Art. 156.

En ſucceſſion de Fief eſcheu en droicte ligne Loan Art. 167. Chalons Art. 168.

De pere à fils ou fille mariee Senlis Art. 152. pour Fief donné & rapporté en partage de Succeſſiõ directe: encores qu'il ne demeure au donataire Melun Art. 60.

Pour Fief eſcheu à filles en ligne directe mariee ou non mariée, pareilles ou leur maris. Auxerre Art. 76. à filles ou vefues en ligne directe. Eſtampes Art. 5.

En quels cas eſt deue ſeulement Reims Art. 61. eſt deue quand les heritiers reprẽnẽt le Fief dõt la vefue iouiſſoit pour ſon Douaire prefix ou couſtumier Reims Art. 65. quãd le S. F. retire le Fief par puiſſance de Fief ſur le nouuel acquereur n'eſtãt lignager Reims Art. 66 quand ledit S. F. vnit & incorpore à ſon Fief principal. Reims Art. 67. Quand le fief eſtãt de naiſſant eſt retiré pour le parẽt ou lignager ſur l'eſtrãger & qui n'eſt du coſté & ligne Reims 68. S. Quentin Art. 69. par vn mineur ayant Gardiã ou Tuteur paruenu en aage reprenãt & releuãt ſon Fief Reims Art. 69. quand par Rapport & collation du Fief donné en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie ou Succeſſion directe, le Fief tõbe par partage à aucũs des enfans Reims Art. 71. quand le Don eſt faict en faueur de mariage ou aduencement d'hoirie en ligne directe Reims Art. 82.

Eſt deue ſeulemẽt par l'ancien Vaſſal Paris Art. 66. Laon Art. 222. Chalons Art. Amiens Art. 21. & 22. La Salle de Lille Tit. 1. Art 40 Melun Art. 45. Sens Art 95. Auxerre Art. 66. Eſtampes Art. 39. Dourdan Art. 40. Montfort Art. 43. Mante Art. 41. Sẽlis Art. 255. Clermont Art. 104. Vallois Art. 53. Troyes Art. 44. Reims Art. 59. S. Quentin Art. 89. Ribemont Art. 22. Peronne Art. 56. Niuernois Chap. 4. Art. 56. Grand Perche Art. 49. Poictou Art. 165. Normandie Art. 106.

Bouche c'eſt le ſerment de fidelité. Chauny Art. 106.

Droict de Boucherie Tours Art. 40.

Bouchers ou marchans ne peuuent faire trouppeaux particuliers de vaches, veaux, poulains &c. pour nourrir ſur le Ban & Territoire de Sedan. Sedan Art. 305. Peuuent tenir beſtes à laine en la Ville pour viij. iours ſeulement Eſtampes Art. 186. Tueront leurs beſtes ſur la Riuiere & nõ en leurs maiſons. Melun Art. 340. Eſtampes Art. 186. vendans chair malade pour ſaine, ou la femelle pour le maſle, punis S. Seuer L. Tit. 10. Art. 1. Preſteront le ſerment, accouſtumé. S. Seuer L. Tit. 10. Art. 8.

Bourdelage Bourbonnois Art. 257. 265. & 498. Niuernois Chap. 4 Art. 27. 28. & 68. 70. Chap. 5. Art. 13. Chap. 8. Art. 8. Chap. 37. Art. 1.

Bourdelagier ou tenãcier en Bourdelage Bourbonnois Art 501.

Pour ſucceder en Bourdelage, il faut eſtre heritier du defunct Bourdelier & commun auec luy au temps du decés, ſoit par Communauté couſtumiere ou conuenue autrement le S. Bourdelier en eſt ſaiſi Niuernois Chap 6. Art 18 fors les deſcendans en ligne directe au premier degré encores qu'ils ne ſoiẽt communs Niuernois Chap. 6. Art. 19. fors ſi le contract porte ceſte clauſe, parti & non party Niuernois Chap. 6. Art. 20. faut eſtre cõmuns de & mourans enſemble auec le treſpaſſé, non ſeparez Bourbonnois Art. 501.

Toutes manieres d'heritage ſe peuuent donner a Bourdelage pour tel pris & charge qu'il eſt conuenu.

Bourdelage eſt de pareille condition que Taille Bourbonnois Art. 498. eſt double ou tierce, ou eſt ſimple Bourbonnois Art. 498. Ne peut eſtre conſtitué ſur les maiſons & heritages eſtans en la ville de Neuers & autres villes du pays de Niuernois. Niuernois Chap. 6. Art. 30. emporte directe Seigneurie Niuernois Chap. 6. Art. 2. emporte tiers denier & retenue Ib. eſt conſtitué en trois choſes, argent, bled & pleume ou des trois les deux Niuernois Chap. 6. Art. 3. Doit eſtre porté en l'hoſtel du S. Bourdelier, s'il n'y a lieu conuenu: pourueu &c. Niuernois Chap. 6. Art. 10.

Detenteur d'vn heritage Bourdelier ne peut eſtre contraint de monſtrer ſon titre:

Source : BIU Cujas

ſil a iouy par xxx. ans: ſeulement a paſſer nouueau titre. Niuernois Chap. 6. Art. 16. Ne peut empirer la choſe Bourdeliere: mais la peut bien amender, ameliorer, laiſſer & entretenir en bon & ſuffiſant eſtat Niuernois Chap. 6. Art. 15. Peut laiſſer la choſe Bourdeliere en payant les arrerages, tiers deniers & reuëmens, s'ils ſont deuz, & laiſſant la choſe en l'eſtat conuenu ou autre bõ & ſuffiſant Niuernois Chap. 6. Art. 16. doit faire le delaiſſement & renonciatiõ à la perſonne du S. Bourdelier ou en iugement, le Procureur dudit Seigneur appellé, rendant les lettres, s'il en a. Niuernois Chap. 6. Art. 17. Commet la choſe tenue en Bourdelage, s'il ceſſe pour trois ans continuels à le payer en eſtant interpellé Bourbonnois Art. 502. premier preneur ceſſant de payer la redeuãce par trois ans, commet la choſe Bourdelerie Niuernois Chap. 6. Art. 4. Idem de l'heritier mediat ou immediat Niuernois Chap. 6. Art. 4. comme peut purger ſa demeure ou negligence offrant payement de trois annees Niuernois Chap. 6. Art. 8. Ne peut partir ou diuiſer la choſe Bourdeliere ſans conſentement du S. Bourdelier Niuernois Chap. 6. Art. 11. Doit remettre la choſe en ſon eſtat dãs l'an & iour Niuernois Cha. 6. Art. 12. & 13.

Arrerages de redeuance Bourdelier ſeront payez nonobſtant la Commiſe par faut de payement de trois annees Niuernois Chap. 6. Art. 9.

Contract quand eſt reputé Bourdelier Niuernois Chap. 6. Art. 3.

Seigneur Bourdelier par la commiſe eſt faict Seigneur & poſſeſſeur de la choſe Niuernois Chap. 6. Art. 6. Peut intenter exploicts, interdicts & actions poſſeſſoires Niuernois Chap. 6. Art. 6. & 13. Ne peut expulſer le detenteur ſans cognoiſſance de cauſe ou ordonnance de Iuſtice s'il n'y a autre conuention Niuernois Chap. 6. Art. 7. ſuccedant par faute d'hoir ou puiſſance de ſa directe, a la choſe en l'eſtat qu'elle ſe trouue lors de l'eſchoite: & ſi elle n'eſt en eſtat ſuffiſant a recours contre le Bourdelier precedent ou ſes heritiers. Niuernois Chap. 6. Art. 21. & 22. a le tiers denier du pris de la vente: & és cas és quels en matiere feodale & Cenſuelle, Quint, lots, ventes & Retenue ont lieu en cas de vendition ou alienation, a le tiers dernier en montant Niuernois Chap. 6. Art 23. & 25. Bourbonnois Art. 500.

En la Chaſtellenie de Germigny, alienation d'vn heritage Bourdelier ſe peut faire ſans le conſentement du Seigneur, mais non pas de partie, diuiſion ou heritage Bourbõnois Art. 499.

Biens Bourdeliers Niuernois Chap. 34. Art. 24.

Bourdelier pour celuy qui eſt redeuable de Bourdelage Niuernois Chap. 2. Art. 6. & Chap. 36. Art. 2.

Loy & Bourgage Vimeu Art. 1.

Heritage tenu en Bourgage, ne doit Reliefs, xiij. droicts Seigneuriaux & Couſtumiers & le poſſeſſeur eſt tenu bailler declaration & exprimer les rentes & redeuances deuës s'il n'y a titre ou poſſeſſion Normandie Art. 138.

Bourgeois Paris Art. Melun. Art 331. Eſtampes Art. 89. Boullenois Art. 13. Comté de Bourgongne. Art. 26. & 27. Niernois Chap. 1. Art. 18 Bretagne Art. 217. 493. & 583. Berri Tit. 2. Art. 4. Tit. 15. Art. 5.

Bourgois ou Bourgages Lille Art. 58. 61. 118. & 125.

Bougeois du Roy Troyes Art. 2. Chaumõt Art. 3. ſont iuſticiables du Roy en tous cas perſonnels ciuils & criminels Vitry Art. 6. Troyes Art. 2.

Se peuuẽt aduouer Bourgeois du Roy, ſans mõſtrer les titres de Bourgeoiſe Troyes Art. 9.

Sont redeuables de Iuree, s'ils ne ſont Clercs ou priuilegiez Troyes Art. 2.

D'aucun Seigneur ayant les droicts Royaux, ſont ſes redeuables de Iuree & ſes Iudiciables comme deſſus. Troyes Art. 2. Roturiers demeurans en la Chaſtellenie de Prouins, Sezanne &c. ſont Bourgeois du Roy, s'ils ne ſont Clercs Prouince Art. 3. s'ils ne ſont Clercs, Baſtards ou de ſerue condition Sezanne Art. 1. de Iuree Colõmiers Art. 2. & 3. de Parcours Sens. Art. 137. 138. 139. & 140. de Parcours ſe peuuent aduouer Bourgeois du Roy par ſimple Aduеu en payant xij. deniers Par. au Roy par an Sens Art. 137. de la Riuiere de Vannes, ſe peuuent auſſi aduouer Bourgeois du Roy par ſimple Aduеu Sens Art. 138. de la Riuiere de Vannes, payent leur Bourgeoiſie au preuoſt fermier de la Riuiere Sens Art 38. qui ne ſont Bourgeois de Parcours de ladite Riuiere doiuent prendre leurs lettres de Bourgeoiſie du preuoſt de Sens de Villeneufue le Roy ou leurs Lieutenans &c. Sens Art. 139. qui ne ſont Bourgeois de Parcours doiuent prendre lettres deſadueu du Bailly de Sens ou ſon lieutenant, & par vertu d'icelles s'aduouër Bourgeois du Roy par vn Sergent Royal Sens Art. 140. demeurans au Comté de Ioigny, doiuẽt auoir lettres de Bourgeoiſe du Bailly de Troyes ou ſon leutenant & par vertu d'icelles ſoy faire aduouer Bourgeois du Roy par vn Sergent Royal Troyes Art. 9. & 10. du Roy peuuent decliner la Cour de Seigneurs ſubalternes en tous cas & delicts: fors en preſent meffaict ou delict commis trois mois au parauant la Bourgeoiſie Sens Art. 141. Auxerre Art. 36. en toutes cauſes perſonnelles Sens Art 142. Auxerre Art. 37. tenus de reſpondre pardeuant les Seigneurs pour raiſon des droicts Seigneuriaux ou en action pour les heritages aſſis en la Seigneurie. Sens Art. 145. Auxerre Art. 38. ayans prins leurs aduis, conſeil, veue, garant ou cõteſté en cauſe ne peuuent s'aduouer Bourgeois du Roy Sens Art. 144. S'ils ont conteſté, ne peuuent &c. Auxerre Art. 39. Ne peuuent faire conuenir leurs debteurs autre part que pardeuant leurs Iuges domiciliaires ordinaires Sens Art. 145. Auxerre Art. 4. de iuree ſur les demourans au Bailliage de Vitry, nez au pays de Barrois, doiuent leur Iuree au Roy. Vitry Art 78. decedans ſans heritier legitime demourant auec eux & regnicole à l'heure du treſpas, n'ont autre heritier que le Roy Vitry Art. 78 Nez au pays de Champagne & demeurãs au pays de Bar, ſont acquis au Seigneur Duc & s'ils y decedent, le Roy luy ſuccede par droict d'Attrayeres & repreſẽte les enfans: ſ'il n'y a heretiers prochains au Bailliage de Vermandois Vitry Art. 78.

Peuuent tenir hoſtages en peſcheries de la mer, & faire le harenc ſor & blanc, maquereaux &c. Bolongne Art. 19. V Viſſent 6. Calais L. Art. 11. de Calais doiuent preſter le ſerment & eſtre receus par le Maieur, & Eſcheuins, en payãt l'entree Calais L. Art. 5. Auant qu'eſtre receus doiuent rapporter atteſtation de la Iuſtice des lieux de leur natiuité ou demeurances, de leurs bonnes vies mœurs & conuerſation, ſans note d'infamie ou de Lepre Calais L. Art. 6. ſont Seigneurs de tous Hoſtages pour faict de Peſcherie, & les tranſmettent à leurs enfans Calais L. Art. 11. Doiuent bailler par chacun an iiij deniers, ſur peine d'eſtre priuëz du priuilege de Tonlieux & debtes deues au Seigneur &c. la Baſſee Art. 1. de Tournay comme ſont reputez Bourgeois, & doiuent faire ſerment au Comte de Flandres Seigneur de Tournay & Tourneſis, tant en la main de l'vn des Preuoſts, que du Doyen de la Banniere, ſous le quel il ſe voudra mettre Tournay Tit. 13. Art. 1.

De Paris ne peuuẽt en matiere ciuile eſtre contraints plaider ailleurs qu'en la ville de Paris pour quelque cauſe ou priuilege que ce ſoit Paris Art. 112.

Serfs peuuent aduouer leurs femmes Bourgeoiſes de M. le Comte en iuſtice Niuernois Chap. 9. Art. 7.

Enfans de Bourgeois eſtans à marier, ſont reputez Bourgeois. Bolongne L. Art. 21. Calais L. Art. 8. tenus preſter le ſerment, ſans payer aucun droict. Calais L. Art. 8. ayans eſleu franchiſe, ſont Bourgeois de monſieur le Comte, & doiuent payer xij. deniers par chacũ an. Niuernois Chap. 9. Art. 6. maieurs de Bourgeois ſont tenus payer au Reuuard ou ſon Commis chacun 4 den autrement ledit an paſſé, ſont priuez du droict de Bourgeoiſie: mais s'ils ſont mineurs, doiuẽt payer vn an apres la minorité finie La Baſſee Art. 1.

Iuge ſubalterne faiſant difficulté s'il cognoiſtra de la cauſe d'vn Bourgeois du Roy qui decline. La Cour, peut aſſigner les parties pardeuant le Iuge Royal pour decider ce que de raiſon Auxerre Art. 41.

Deuoirs de Bourgeoiſie. Sens. Art. 136.

Lettres de Bourgeoiſie Troyes Art. 1. 9. & 10. Auxerre Art. 35. & 36.

Main Bourgeoiſe pour le conſignation de deniers Sens Art. 53. Peronne Art. 239.

Caution Bourgeoiſe Blois Art. 253. Berri Tit. 1. Art. 34. Tit. 8. Art. 18. Tit. 13. Art. 8. Tit. 14. Art. 19. Bayonne Tit. 14. Art. 8.

Femme franche Bourgeoiſe du Roy Vitry Art. 68.

Bourgeoiſie Grand Perche Art. 87.

Du Comté de Neuers Niuernois Chap. 9. Art. 6 & 7.

Puiſnaiz ou Bourſaux Giãd-Perche Art. 78.

Fief Bourſal le Maine Art. 282 ou Bourſier Chartres Art 17.

Maries & Fiefs Bourſiers Chartres Art. 17.

Bourſe n'a point de Suitte au Proces verbal de la Couſtume de Berri Tit. 10. Art. 18. & Niuernois Tit. 12. Art. 4.

V. Diſme.

Venir entre la Bourſe & les deniers Aniou Art. 370. & 371. le Maine Art. 380. & 381. Blois Art. 200.

Bourſe deſliee Acs Tit. 10 Art. 21. Lodunois Chap. 15. Art. 1.

Faire Bourſe à part. Acs Tit. 3. Art. 9.

Bouſe Couſtumiere Tours Art. 167.

Bourſe Cõmune. Bretaigne Art. 561. 562.

Brãchage Sens Art. 32. & 47. Mãte Art. 166. & 167. Angoumois Art. 64. & 94. Blois Art. 27. Xainctonge Art. 65. 97. 100. & 101. Berri Tit 19. Art. 1. Bayõne Tit. 12. Art. 1. 12. 17. 24. 25. 29. & 36.

Branchages ou Branches ou degrez Lodunois Chap. 15. Art. 20. Tours Art. 178. Angoumois Art. 94. Bourbonnois Art. 354.

Lignage & Branchage Tours Art. 178. Lodunois Chap. 15. Art. 20.

Eſtoc & Branchage Tours Art. 178. 287. & 288. Sedã Art. 246. Poicton Art. 203. 215.

Source : BIU Cujas

217.272.286.335.336.337.340. & 341.

Ligne & Branchage Duché de Bourgongne Chap. Art.

Lignage & Branche, Coſté & Branche. Xainctonge Art. 55. Auxerre Art. 169.

Succeder par Branches, & non par teſtes Lille Art. 16. la Rochelle Art. 50. ou Branchages Acs Tit. 2. Art. 28. 29. & 32. Bayonne Tit. 12. Art. 5. Acs Tit. 2. Art. 32.

Branchieres Aniou Art. 43. 50. 52. 53. & 58. Le Maine Art. 50. 58. 60. 61. & 67. Tours Art. 81.

Ou Branchages. Bourbonnois. Art. 354.

Brandon Paris Art. 74. Mante Art. 47. Senlis Art. 123. Laon Art. 136. Mont fort. Art. 49. Montargis. Chap. 2. Art. 2. Tours Art. 20. 46. & 114. Lodunois Chap. 1. Art. 16. & Chap. 2. Art. 8. Chaſteau neuf Art. 33. & 148. La Marche Art. 335. 348. 349. Bretagne Art. 38. & 649. Dourdan Art. 44. Orleans Art. 103.

Brandon ſigne de main miſe La Marche Art 382.

Brandon en ſaiſie d'heritage Tours Art. 20 Lodunois Chap. 1. Art. 16. Se met ſur terres labourables ou vignes Montargis Chap. 2. Art. 2. Orleans Art. 103. Chaſteauneuf. Art. 148.

Appoſition de Brandon. Tours Art. 114.

Arreſt ou Brandon Paris Art. 74. Reims Art. 144. Dourdan Art. 44. Mont fort Art. 49. Mante Art. 47.

Brandonner Sens Art. 225.

Arreſter & mettre Brādōs Sēlis Art. 123.

Arreſter & Brandonner l'heritage les fruicts & meubles eſtans en icelluy Sens Art. 120. & 225. Chartres Art. 32. Dreux Art. 23. 24. & 99.

Saiſir & Brandonner Bar Art. 51.

Brandonner & empeſcher Chartres Art. 32. Dreux Art. 23.

Heritage empeſché ou Brandōné Dreux Art. 42.

Breil de Foreſt pour vn grand Bois marmantau, Taillis ou buiſſon où les groſſes beſtes ſe retirent ordinairement Aniou Art. 36. Le Mainte Art. 40.

Breteſque, Breteque ou Breteſche pour le lien public, non ſe font les cris, publications & proclamations de Iuſtice Artois Art. 37. Lille 155. 160. 166. & 185. Tournay Tit. 11. Art. 1. & Tit. 12. Art. 1.

Breuet d'obligation ou Brief Eſtampes 155. & 156. Māc Art. 167. Laon Art. 119. Berri Tit. 9. Art. 15.

Ou Brief d'obligation ou de debte Melun Art. 254 & 327. Sēs Art. 78. Niuernois Chap. 33. Art. 8. Sedan Art. 138.

Breuet de papier Vallois Art. 184. Niuernois. Chap. 32. Art. 37.

Brief de Surdemande de nouuelle deſſaiſine Normandie Art. 52. & 53. de nouuelle Deſſaiſine pour recouurer choſe entre prinſe puis an & iour Normandie Art. 50. peut eſtre intentee par la femme pour ſon heritage, le mary abſent Normandie Art. 531.

Bris de Marché Aniou Art. 79. Le Maine Art. 90.

Saiſine ou Saiſie briſee Poictou Art. 25. 55. & 12. Angoumois Art. Xainctonge Art. 14.

C

Cabal ou Cabau Bourdeaux Art. 49. 50. & 56. Bayōne Tit. 3. Art. 21. 22. & 23. pour les deniers ou marchandiſes qu'aucun prend d'autruy à moitié, au tiers ou quart de gain.

Cachereau Cambray Tit. 26. Art. 29.

Calaage Valenciennes Tit. 1. Art. 6.

Calengier S. Pol Art. 20.

Calenger les delinquans la Salle de Lille Tit. 1. Art. 19. Heſdin. Tit. 2. Art. 8.

Calengez Tournay Tit. 11. Art. 21. Valanciennes Art. 12.

Capdiuheil pour l'hoſtel noble & maiſon principale appartenant à l'aiſné par precipur. Acs Tit. 2. Art. 8. & 9.

V. Lar.

Capitaux entre les comtes, Vicomtes & Barrons Bourdelois Art. 75.

Carnaler, Carualage c'eſt tuer le beſtail trouué en sō dōmage, & l'appliquer às ōvſage & profit, & le manger Acs Tit. 11. Art. 11 13. 21. 22. 23. 31. & 42. S. Seuer Tit. 3. Art. 2. 3. 4. 5. 17. & 18. Bayonne Tit. 2. Art. 16. Sole Tit. 2. Art. 3. & Tit. 14. Art. 2. 3. & 4.

Il n'eſt permis Carnaler le Beſtail entre voiſins d'vne Paroiſſe: ſinon en temps de glādage. Acs Tit. 8. Art. 11. 12. 13. 18. 19. 20 21. 22. 42. & 43. S. Seuer Tit. 3. Art. 17. 18. Sole Tit. 15. Art. 7. & 13.

Carnaleur Sole Tit. 15. Art. 13.

Beſtes appartenans au Caſtelian ſeront Carnalees Tit. 1. Art. 2. Peuuent eſtre carnalees de iouir & non de nuict deux Sole Tit. 1. Art. 2.

Capitaine des Chaſteaux faict ſerment au proprietaire Tours Art. 331. Lodunois Chap. 31. Art. 2.

Carpot doit eſtre mené, ſi les ſuiets y ſont tenus Bourbonnois Art. 352.

Tenir & Poſſeder vignes à Carpot. Bourbonnois Art. 352. & 353.

Vignes tenues à Carpot Bourbonnois Art. 352.

Cas de ſaiſine & de nouuelleté Paris 96. 97. Reims Art. 179. Monfort Art. 59. & 60. Mante Art. 87. & 88. Senlis Art. 267. Clermont. Art. 44. & 51. Vallois Art. 116. Pōthieu Art. 143. Peronne Art. 218. Montargis Chap. 21 Art. 1. Aniou Art. 426. Le Maine Art. 441. Bourbōnois Art. 86. & 61. Orleans Art. 489. Sens Art. 116. Calais Art. 231.

Moyen Iuſticier n'a cognoiſſance des cas de nouuelleté Blois Art. 21.

Cas priuilegié Cas ou delict Royal Amiens Art. 231. & 234. Montfort Art. 184. Bretagne Art. 3.

La cognoiſſance des cas Royaux appartient au Iuge Royal ſeulement Melun Art 1. Tours. Art. 59. des cas priuilegez appartient au Bailly de Bar ou ſon Lieutenāt ſeulement Bar Art. 42. aux Iuges Royaux ſeulemēt Amiens Art. 223. au Iuge lay Angoumois Art. 33. Boulongne L. Art. 2. & 3.

Bailly d'Amiens à la cognoiſſance pour le cas priuilegé contre toutes perſonnes &c. Amiens Art. 233.

Cas & delicts priuilegiez appartiennent au Roy Clerment Art. 202. Vallois Art. 10. Bretagne Art. 7.

Cas Royaux & matieres priuilegiees Boullenois Art. 5. & 20.

Cas Royaux & priuilegiez ne ſont ſuiets à Renuoy. Bolongne L. Art. 3. Viſſent Art. 1.

Cas priuilegié attraict à ſon le delict cōmun Amiens Art. 231.

Procés des Preſtres, Diacres Sous diacres & Religieux profez ayans delinqué en la Monnoye ou Commis cas priuilegiez, ſerōt faicts és Priſons Eccleſiaſtiques, s'ils en ont: ſinon és priſons des Iuges ſeculiers concurremment Bretagne Art 7.

Prelats tenus y aſſiſter ou Commettre Vicaire pour faire & parfaire le proces, & donneront Sentences ſeparees Bretagne Art. 7.

Cas de ſimple ſaiſine perſonnelle a lieu quand on a eſte trouué en la perception d'vne rente ou droict reel & incorporel ſur aucun heritage dont il a iouy puis x. ans en ça & par la plus grande partie Paris Art. 98. Meaux Art. 218. Clermont Art. 52. Vallois Art 118. Laon Art. 134. Chalons Art. 128. Reims Art. 187. Sedan Art. 263. Bourbonnois Art. 95.

S'intente apres l'an du droict poſſeſſoire perdu, iuſques à dix ans Clermont Art. 52.

En Cas de ſimple ſaiſine faut requerir eſtre remis en la poſſeſſion, en laquelle on eſtoit auparauant la ceſſation Paris Art. 98. Vallois Art. 118. Laon Art. 134. Chalons Art. 128. Reims Art. 187. Sedan Art. 263.

Cas de nouuelleté. Mante Art. 87. Clermont Art. 46. Montfort Art. 60.

V. Cas de Saiſine & nouuelleté.

Cattel & catteuls. S. Paul Art. 27. & 37. Boullenois Art. 74 83. 86. 88. & 94. Artois Art. 106. 111. 112. 141. 143 & 144. Lille Art. 49. 58. 61. 93. 277. 210. 211. Monſtreul Art. 44. & 47. Beauqueſne Art. 10. 11. & 12. S. Paul en Artois Tit. 1. Art. 11.

Granges eſtables & mareſchaucees ſont Catheux Beauqueſne Art. 2. Artois Art. 144. S Pol en Artois Tit. 1. Art. 17. ſortiſſent nature de meubles. S. Pol. en Artois Ti 1 Ar. 17.

Meubles & cathel Monſtreul Art. 47.

Tous arbres non portans fruicts ſont reputez Catheux: ſauf les cheſnes aagez de trois couppes. Beauqueſne Art. 11. & Blancs Bois non feans à coupper Artois Art. 143.

Capitaine Caſtelian cognoiſt des matieres & actions criminelles & ciuiles. Sole Tit. 2. Art. 1. quel ſerment doit preſter Sole Tit 2. Art. 2. tient Cour de huictaine en viij. auec les Seigneuries qui ſont tenus y venir Sole Tit 2. Art. 3. 4. pouuoir demettre trouppeaux de beſtail és herbes & Eaues Sole Tit 2. Art. 2. 3 & 4. en quelles matieres peut mander les Gentilshōmes iugeans & peut iuger en leur abſence Sole. Tit. 2. Art. 6. 8. & 9.

Seigneurs Cauiers ayans Iuſtice Baſſe & fonciere: auſquels ſont deuz cens, rentes & deuoirs fonciers Acs Tit. 9. Art. 3. 4. 9. 20 21. 29. 33. 43. 45. & 46 Tit. 10. Art. 15. Tit. 13. Art. 1. 2 3. & 8. La Bourt Tit. 1. Art. 4. & 6. Sole Tit. 3. Art. 2. & Tit. 10. Art. 2 & 10.

Cognoiſſent de toutes actiōs perſonnelles & reelles Acs Tit. 1. Art. 43. des chemins priuez de voiſin à voiſin Acs Tit. 9. Art. 45. ont amende de vi. ſols tourn. Acs Tit. 9. Art. 46. ont iuriſdictiō Baſſe entre leurs Finaters en cauſe ciuile tant ſeulement, & non contre les eſtrangers La Bourt Tit. 1. Art. 4. Ne peut proceder par adiournement ne prendre aucun, ſinon en flagrāt delict Arc Tit. 9. Art. 44. Doiuent mener le priſonnier vingt quatre heures apres au Haut Iuſticer Arc. Tit. 9. Art. 44.

Droict de Cautiōnage Bourdeaux Art. 94. pour caution.

Caution Bourgeoiſe. V. Bourgeois.

Caution iuratoire Grand-Perche Art. 94.

Caution reſſeante ou fideiuſſoire.

En recognoiſſance de Cedules, faut confeſſer ou nier, auant qu'il y ait Renuoy par le Iuge Royal Vallois Art. 10. Tournay Tit. 16. Art. 7. ſoit Preſtre ou Clerc Ponthieu Art. 164. La Marche Art. 12. Pardeuant le Iuge lay Orleans Art. 461. Auuergne Chap. 1. Art. 8.

Les gens d'Egliſe ſont contraints par deuant le Iuge, de les denier ou cognoiſtre par

par caption de leur temporel Montargis Chap. 20. Art. 14.

Faut cognoiſtre ou nier : & ce faict, conſigner les deniers ou bien bailler biens exploictables. Montargis Chap. 20. Article 13. garnir la main en deniers ou quictances valables : pourueu que l'obligation ſoit pure & non conditionnelle, &c. Mante Art. 59. Tournay Tit. 26. Art. 7.

Apres la recongnoiſſance on eſt contraint garnir la main du contenu en la cedule, nonobſtant oppoſition ou appellation quelconque. Aniou Art. 50. Le Maine Ar. 504. à faire nantiſſement realement & de faict Tournay Tit. 27. Art. 18.

On n'eſt receu à dire contre la teneur, ſans nantir le deu, s'il ne ſe rapporte au ſerment des demandeurs du fait emportant deciſion de cauſe. Lille Article 221. 222. & 223. La Salle de Lille Tit. 25. Art. 10. les forains peuuent eſtre contraints par Arreſt de leurs cheuaux, ſans preiudice des iuriſdictions. Berry Tit. 9. Art. 10. ſont condamnez à garnir, apres la recongnoiſſance, en bailliant cautions. Berry Tit. 9. Art. 11.

On eſt receu ſans nantiſſement à verifier le payement auant le ſiege leué. Tournay Tit. 26. Art. 7.

Cedule emporte garniſon de main Orleãs Art. 462. Blois Art. 266. Bourbonnois Art. 97.

Vn ſeul delay pour garnir : & à faute de ce, condamné à garnir. Berry Tit. 9. Article 13.

Se deſceindre & ietter ſa ceincture à terre comme ceux qui font ceſſion de biẽs Bourbonnois Art. 72. Auuergne Chap. 20. Article 4. La Marche Article 64. Bretagne Art. 680.

Celle Troyes Art. 5. & 59. Chaumont Art. 3. & 78. pour maiſon, demourance & meſlange de biens, de perſonnes de ſeruile condition.

Cens en quelles eſpeces conſiſte Reims Art. 141. & deuoirs quand denotent Fief en mueſſe. Aniou Art. 179. Le Maine Art. 197.

Cens à iour nommé ou à Queſte. Blois Art. 109. & 115. Cens portans lods, ventes, & defaux ou non. Romorantin Art. 5.

Cens menus ou gros. Langres Art. 4. Sens Art. 20. Gros eſt dict chef cens. Sens Article 20.

Cens premier & infeodé Grand Perche Art. 84.

Chef Cens premiers Cens. Senlis Article 239. Mante Art. 110. Reims Art. 382. Tours Art. 361. Lodunois Chap. 36. Art. 10.

Cens fonciers Vitry Art. 117. S. Paul Art. 125. S. Paul en Artois Tit. 2. Art. 10. Heſdin Tit. 2. Art. 14. & 15. Queſque Art. 2.

Cens truans qui ne portent lods ne ventes mais ſeulement doit l'acheteur double Cẽs pour la premiere annee Soeſmes. Article 3.

Cens viagers ou perpetuels Chalons Article 246.

Cens portans lods & ventes ſont de la nature des Cens Couſtumiers & accordables Berry Tit. 6. Art. 4.

Double Cens eſt deu à toute mutation au S. Cenſuel dedans xl. iours apres : & le Cens ſimple au iour qu'il eſt deu. Grand Perche Art. 84.

Double Cens Grand Perche Art. 82. & 84. Vaſtang Ar. 1. & 2 Berry Tit. 6. Ar. 1. 4. 5. 6. 15 21. Soeſmes Ar. 3. La Fetté Auray Art. 6. Molins Ar. 1. Auuergne Chap. 25. Article 15.

Deuz au Roy en alienation, vendition, permutation & autres contracts Berry Tit. 6. Art. 1.

Second Cẽs eſt reputé rẽte. Auxerre Ar. 95.

Surcens eſt ſecoude rente Moſtreul Ar. 31.

V. Surcens.

Cens n'a lieu au pays de Langers, fors és terres & Seigneuries aiãs titres ou poſſeſſiõs Langres Art. 4 eſt diuiſible. Eſtampes Ar. 55. Blois Ar. 129. Orleãs Ar. 121. Dunois Ar. 46. Le Seigneur appellé. Montargis Chap. 2. Art. 36.

N'eſt reputé diuiſé encores que le Seig. ait particulierement ſon Cẽs d'aucuns particuliers s'il n'a conſenti à la diuiſion Auuergne Chap. 21. Art. 19.

N'eſt diuiſé, s'il ne plaiſt au Seigneur & ſe peut addreſſer aux detenteurs ſans leurs recours contre les Comparſonniers. Bar Art. 57. Bourbonnois Art. 409. Poitou Art. 102. & 103. Auuergne Chap. 1. Art. 22.

Encores que les heritiers ou frareſcheurs l'aient departy entre eux, & deuoiẽt enuoier le deuoir tout enſemble : ſur peine d'amende de loy : & ſe peut addreſſer à chacũ Aniou Art. 108. Le Maine Art. 188. encores que la choſe ſoit venue à pluſieurs par ſucceſſion, acquiſition, alienation ou autrement, s'ils l'ont departy Aniou Art. 470. Le Maine Art. 473.

Cher Cens ne doit Releuoiſons ne ventes Orleans Art. 135. excede dix ſols t. Art. 135.

Cens à cher pris, n'a queſte ne droicts de Reliefs au Comté de Dunois, &c. Dunois Art. 32. En ventes & Reliefs Blois Art. 109.

Cẽs requerable Chartres. Art. 111. Orleãs Article 133.

A queſte Blois Ar. 109. 113. 114. & 115. Dunois Ar. 32. Grand Perche Ar. 83. Se doit demander en preſence de teſmoins au temps de Careſme ou autre temps Blois Ar. 113. Ne porte amende, s'il n'eſt requis Blois Art. 113. rendable & payable à certain iour Aniou Art. 178. Le Maine Art 196. Cher Cens à cher pris Blois Ar. 109. & 115 Dunois Ar. 82.

Cent mort Auuergne Chap 31. Ar. 71. Cẽs purs ſans Reliefs Auteroche Ar. 1. Cens heredital ou à la vie Amiens Art. 137.

Cens anciens & fonciers ou Cens & rẽtes anciennes & foncieres Laon Ar. 38. Chalons Art. 81. Chauny Art. 125. Cens, rentes & deuoirs fonciers Chaſteauneuf Art. 60. ou rentes deuz ſur heritages emportent directe Auuergne Cha. 31. Ar. 1. La Marche Ar. 409.

Cens ſur Cens ou Cenſiue ſur Cenſiue n'a lieu au preiudice du S. Cenſier Sens Ar. 239. Auxerre Ar. 95. Eſtampes Ar. 56. Auuergne Chap. 21. Ar. 4. Blois Ar. 127. Dunois Ar. 34. Montargis Chap. 2. Art. 27. Orleans Art. 222. Niuernois Chap. 5. Ar. 12. Berry Tit. 6. Ar. 31. Sans le conſentement du S. Cenſier Troyes Art. 56. Cenſe ſur Cenſe n'a lieu. Duché de Bourg. Chap. 11. Art. 3. Comte de Bourg. Art. 81.

Cens ſe doiuent payer au iour qu'ils ſont deuz : ſur peine de v. ſols Par. d'amẽde Paris Art. 85. Meaux Art. 192. Pour vne annee ſeulement s'il n'a fait queſtion pour chacune d'icelles. Montfort Art. 56. Eſtampes Ar. 50. Mante Ar. 54. Senlis Ar. 263. Clermont Art. 116. Vallois Ar. 23. de v. ſols t. fors qu'en aucuns lieux, y a autre amende Senlis Art. 20. Dreux Art. 40. Montargis Cha 2. Art. 1. Orleans Ar. 102. Blois Art. 111. Selles Art. 4. S. Aignan Ar. 8. Chabris. Ar. 6 fors quelques lieux, où il n'y a que trois ſols pour la derniere annee Montargis Chap. 2. Art. 1.

De trois ſols tournois. Auxerre Art. 20.

De quatre ſols Pariſis Reims Art. 148. & 149.

VI. ſols Pariſis ſi autrement n'eſt conuenu pourueu que le Receueur ou Seigneur tiẽne Bureau, & qu'il l'ait fait denõcer huict iours au parauant au Proſne de l'Egliſe Amiens Article 199.

De vii. ſols vi. deniers Pariſis ou tournois : pourueu que le S. ou ſon Receueur ait Bureau, &c. Peronne 94. Melun Ar. 105. Niuernois Chap. 5. Art. 9. Montargis Chap 2. Art. 44. Chaſteauneuf Art. 43. Chartres Art. 112 Le Maine Art. 196. Es Chaſtellenies de Sẽlis & Compiengne & v. ſols Pariſ. és Chaſtellenies de Chaumont, Ponthoiſe, &c. Senlis Art. 263. de vii. ſols vi. den. Pariſis à Milly Clermont Art. 116.

Douze ſols Par. qu'on dit Loy apres qu'ils ont eſté payez Heſdin Tit. 2. Art. 9.

De xl. ſols Pariſis Dourdan Ar. 51. auec les frais de la Saiſie Laon Art. 135.

D'amende ſimple Poictou Art. 56.

Ne portent amende ſans titre ou poſſeſſiõ equipollent à titre Noyon Art. 139.

En grains Chappons ou autres eſpeces que deniers, ne portent amende, s'il n'y a conuention ou poſſeſſion immemoriale Peronne Art. 94 Ne doiuent aucune amende en la ville, & Banlieue de Paris à faute de payement Paris Art. 85.

Cens à quels iours ſe doiuẽt payer Vallois Art 23. Amiens L. Ar. 22. entre le Soleil leuãt & Soleil couchant Blois Art. 110. Doiuent eſtre portez à l'hoſtel & manoir dõt la choſe eſt tenue : ſinon au lieu où l'on a accouſtumé les receuoir Poictou Art. 10. Angoumois Article 21.

Cens à Dun le Roy ſont ſimples & non accordables : s'il n'y a conuention, &c. Berry Tit. 6. Art 5. à Bourges. En cas de vendition permutation ou alienation emportent Accordemens lods & ventes : aux gens d'Egliſe deux ſols t. & aux laiz, vingt de. pour liure, s'il n'y a paction, &c. Berry Tit. 6. Ar. 6. & 7.

En argent quand doublent ou redoublent & les autres Cens ne doublent ou redoublẽt Poictou Art. 161 & 162. en argent à diuers termes ne doublent & redoublent qu'à vn terme Poictou Art. 162. iuſques à cinq ſols à deux feſtes doublent & redoublent Poictou Art. 163.

Defaut n'eſt deu en Cens requerable : ſinon 24. heures apres qu'il a eſté demandé & requis en la maiſon au iour qu'il eſt deu Orl. Art. 133. N'eſt deu à faute de payer le Cens, ſi l'heritage n'a eſté baillé à ceſte charge ou qui ne monſtre du contraire Menetou Ar. 1.

Amende de Loy à faute de payer le deuoir requerable dans huict iours apres qu'il eſt requis. Le Maine Ar. 196. de cinq ſols tourn. s'il ne paye dans huict iours, apres qu'il aura eſté requis Chartres Art. 112. de v ſols tour. à faute de payer le Cens à queſte eſtant demandé Blois Art. 114. giſt en action de l. ſols Pariſ. ſeulement Auxerre Art. 22.

Pour auoir recellé le vray pris par l'acheteur en faiſant veſtir Reims Ar. 159. de deux ſols vi. den. pour defaut de payer la Cenſiue Troyes Art. 54. Pour n'auoir payé le Cens ou double Cens eſt de vi. ſols vi. den. Grand Perche Art. 82. Orleans Art. 45.

De cinq ſols Grand Perche Art. 10. Sens Art. 241. n'eſt deuë ſinon apres la requiſitiõ, ſi le Cens eſt requerable Grand Perche Art. 81. Vne ſeule amende par faute de Cens nõ payé Clermont Article 116. Auxerre Article 20. Eſtampes Art. 50 Orleans Art. 101. Angoumois Art. 8. Chabris Art. 8. Montargis Chap. 2. Art. 3.

Eſt acquiſe par le premier non payé Clermont Art. 116.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

N'eſt deue que pour la derniere annee s'il n'a eſté conuenu ou executé, &c. Niuernois Chap. 5. Art. 10.

N'a lieu, s'il n'en appert par contract ou poſſeſſion ſuffiſante Bar Art. 58.

En cens & rente deue enſemble, la rente n'eſt amendable : mais s'il y a ſeulement rente infeodee, y a amende Amiens Art. 178.

Cenſier pour celuy qui doit le cens au S. Cenſuel Grand Perche Art. 84.

Cenſier & Cenſataire Orleans Article 129.

S. Vtile ou autre ſe doiuent nommer au S. Cenſier en payant le Cens. Orleans Art. 138.

S. Cenſier n'oyant manoir tenu de faire publier le lieu aux Proſnes des Parroiſſes ou les heritages ſont aſſis, quinze iours auant la reception des Cenſiues Melun Article 107. Mante Article 54. Dourdan Article 51. Montfort. Art. 56.

Ou ſon Receueur ne demourant ſur le Fief ou corps du chaſteau doiuent faire ſçauoir le iour & lieu en ſon fief & huict iours apres le terme eſcheu, à l'iſſue de la Meſſe Parochial, & aſſigner à la huictaine enſuiuant lieu pour porter les deuoirs Poictou Article 56.

Tenu de demander ſur le lieu leurs cens ou rente particulierement ou par publication faicte à l'Egliſe ou autrement Heſdin Tit. 2. Art. 9.

Se peut addreſſer hypothecairement à la terre ou au detenteur Niuernois Chapitre 5. Art. 3.

Deuement certifié de l'acquiſition receuant l'acheteur ſans demander les lods & ventes, n'eſt plus receu en faire queſtion Melun Art. 118.

Foncier peut auoir Siege d'vne forme ou Table pour receuoir ſes Cens aux iours & lieux accouſtumez Sens Article. 22.

S. de Fief & autres n'ayans maiſon ou manoir au dedans du Fief tenus en nommer vn certain auãt que proceder par ſaiſie pour payer les deuoirs, exhiber leurs contracts Tours Article 6.

Ne peut deſaduouer à homme & tenancier celuy qui a payé la Senſiue par trois ans continuels Amiens Art. 41.

En la ville & Banlieue de Paris peut proceder par voye de ſimple gagerie par defaut de payement de Cenſiues pour trois annees d'arrerages Paris Art. 86.

S. de Fief a droict d'auoir vn denier de Cens pour quartier de terrepré, &c. Tours Article 5.

S. Cenſier a droicte Seigneurie, lots, ventes, Retenue, Defaux, &c. Niuernois Chap. 5. Art. 1.

Chacun gardera la nature de ſa Cenſiue Montargis Chap. 2. Art. 9.

Tenant Cenſier ou Rentier tenu vne fois en ſa vie affermer auoir payé le Cens ou Rente Heſdin Tit. 2. Art. 8. cottier ou rentier peut rendre & delaiſſer au S. heritage cottier, en payant le double Cens ou rente Heſdin Tit. 2. Art. 11.

Heritages quand ſont eſtimez eſtre chargez & redeuables de Cens, &c. Paris Article 100.

Perception de Cens, Taille & deuoirs portans directe ne preiudice au S. direct & ne s'en peut le Taillablier ou Cenſier dire ſaiſi ou reueſtu Bourbonnois Art. 416.

Heritage cenſable Comté de Bourgongne Art. 81.

S. Cenſable Comté de Bourg. Article 81.

Liure Cenſuel Sole Titre 13. Article 2.

Tenir des terres Cenſiuement Aniou Article 200. 263. & 442. Herbaut Art. Tours Ar. 117. Lodunois Cha. 13. Article 1. Le Maine Art. 215. 281. & 453.

Droict de Cenſiue attribue ſeulement Iuſtice Cenſuelle Meaux Art. 203.

Terres Cenſiues Aniou Art. 108.

Cenſe Duché de Bourgongne Chapitre Art. Comté Art. 13. 14. 35. & 62. & Art. 108. pour Cens.

Nature de chacune Cenſiue ſera gardee Orleans Art. 140.

Vne Cenſiue ne peut eſtre à deux diuers droicts Orleans Art. 123.

Cenſiue & Couſtume Sens Article 225. & 242. Troyes Art. 78.

Heritages francs de Cenſiue, s'il n'appert du contraire Auxerre Art. 23. Sezaine Art. 2. roturiers tenus en Cenſiue Reims Article 240.

Bourdelage n'autre charge ne peut eſtre mis ſur cens d'autruy Niuernois Chapitre 5. Art. 13.

Toutes Cenſiues ſeront infeodees: ſinon qu'elles fuſſent amorties ou donnees par le Prince Blois Article 108. Cens ſur cens & toute autre charge eſt annuelle eſt commiſe au S. direct, apres declaration faicte par Iuſtice Auuergne Chap. 21. Art. 4.

On ne peut bailler à Cens ou ſurcens choſe reelle tenue cottierement, ſans le conſentement du S. Ponthieu Article 91. Amiens Art. 42. Monſtreul Art. 31. S. Omer Article 18.

Vendre rentes ſur Cenſif ou autre chef Fief ou ſurcharger icelle ſans le conſentement du Sieur du Cens ou du chef Fief: on peut bien ſurcharger les membres du Fief. Bourbonnois Art. 333.

Haut Iuſticier n'eſtant S. Cenſuel peut tranſporter l'heritage vacant en ſa terre, à la charge du Cens & droicts Cenſuels Sens Art. 239. Auxerre Art. 95. Peut bailler ledit heritage à rente ou argent pour vne fois. Sens Art. 239. Auxerre Art. 95.

S. Chaſtellain, Haut Iuſticier, Moyen ou Bas peut ſeul creer Cenſif portant Gands, ventes Saiſines & amendes Dunois Article 34.

Ayant retiré aucune piece, il la peut bailler à Cens Dunois Art. 34.

Eccleſiaſtiques peuuent bailler les heritages amortis à Cens ou rente eſtans de leur cenſif Blois Art. 128.

Proprietaire ne peut vendre ou aliener partie de l'heritage tenu à Cens, ſans charge du Cens : à peine de v. ſols tournois d'amende. Dunois Article 47.

Ne peut demolir ou deteriorer l'heritage redeuable de Cẽſiue, Couſt. ou autre droict Seigneurial. Sens Article 242. Troyes Article 78. Montargis Chapitre 2. Article 42.

Sans le conſentement de ſon Seigneur ſi ce n'eſt pour le rebaſtir, &c. Peronne Art. 104. Le peut meliorer, mais non l'empirer Bourbonnois Art. 398.

Ou S. vtile detenteur, tenu entretenir en bõ eſtat les heritages tenus à Cens ou rentes Berry Tit. 6. Article 32. Niuernois Chapitre 5. Art. 19.

Rente ou ſurcharge miſe ſur le Cens ou Fief eſtant leuee par trente ans continuels apres la notification d'icelles faicte aux Seigneurs de Fief & Cenſiuiers & directs demourent: ſauf des droicts de directe Seigneurie Bourbonnois Art. 334.

Payement de Cens ou acquis ſe prouuent par le ſerment faict deuant Iuſtice vne fois contre meſme perſonne. Ponthieu Article 87. faict par le temps de trois ans rend celuy qui l'a faict tenancier de celuy à qui il a payé. Ponthieu Art. 92. de Taille, Cens, rente ou autre deuoir annuel pour trois annees conſecutiues, exempte des arrerages precedent Bourbonnois Art. 419. Faict la derniere annee exempte des arrerages precedens, en faiſant ſerment d'auoir payé les arrerages precedens La Marche Art. 175.

En faiſant ſerment d'auoir payé les arrerages de la derniere annee exempte des Cens rentes & autres deuoirs demandez s'il n'y a proteſtation faicte en prenant le dernier payement Poictou Art. 63.

Arrerages de Cens, Tailles ou autres deuoirs annuels de bled, vin, huille & autres choſes qui giſent en poids, meſure & mutation ſe doiuent payer au plus haut pris des annees, eſquelles ils ſont deuz Bourbonnois Art. 128.

Deux ſortes de Cenſifs Auteroche Art. 1.

Cep & meſure Poictou Art. 66.

Cep & Boiſſeau Poictou Art. 66. ne peuuent eſtre immuez Poictou Art. 66.

V. Sep.

Droict de Cerquemage & Bornage procez verbal de la Couſtume de Peronne.

Cerquemanage Lille Art. 232. & 233. Valenciennes Art. 31. Montdidier. Art. 1. quãd eſt requis & comme doit eſtre faict. Lille Article 233. Cambray Titre 25. Article 28. & 29.

A lieu en action pour deſreng d'heritage Cambray Tit. 25. Art. 28. En complainte, execution & reſtitution a lieu, encores qu'il ait eſté faict Lille Art. 234.

A quelles deſpens ſe faict Cambray Tit. 25. Art. 32. Valanciennes Art. 124. comme doit eſtre executé Cambray Tit. 25. Art. 33. Se deſtruit par trois voyes Cambray Titre 25. Art. 30.

Cerquemaneurs pour Maiſtres Iurez qui plantent les Bornes ou deplantent & raſſoient Cambray Tit. 25. Art. 31.

Ceſſion de biens ſe fera par la forme requiſe de Droict. Tournay Tit. 4. Art. 3. ſe doit faire appellez les creanciers Bourbonnois Art. 71. Cambray Tit. 23. Article 1.

Se decrete, au premier iour ſeruant, s'il n'y a oppoſition Lille Art. 229. La Salle de Lille Tit. 28. Art. 2. Eſtant demandee s'il n'y a oppoſition, le debteur doit tenir priſon pendant le litige Lille Art. 230. La Salle de Lille Tit. 28. Art. 2. faite le creancier peut faire prendre par execution les biens du debteur, les creanciers appellez. Lille Art. 231. La Salle de Lille Tit. 28. Art. 3. eſtant faicte, ſera ordonné vn Curateur aux biens vacans, à la requeſte des creanciers La Marche Art. 65.

Le debteur ne peut eſtre arreſté priſonnier, ſinon pour le temps arbitré par le Iuge pour faire diſcuſſion & execution Bretagne Art. 116.

Ne ſe faict par Procureur, ains en perſonne iudiciairemẽt, auec quel ſermẽt. Bourbonnois Art. 72. Auuergne Chap. 1. Art. 2. & 3. La Marche Chap. 11. Art. 64. Bretagne Art. 681.

Ne ſera faicte par acheteurs de biens de Iuſtice. Melun Art. 318. Par Proxenetes ou Correiers Orleans Art. 429.

Pour condamnation d'intereſt ciuil procedant d'excez, crimes & delict Laon Art. 280. Chalons Article 220. Reims Article

Source : BIU Cujas

395.

Pour debte engendree pour delict ou malefice. Ponthieu Art. 114.

Pour reparation de sang & despens du procez Lille Art. 227.

Pour matiere de delict, iniures verbales & despens du procez Lille Art. 228.

Pour deniers deuz au Prince ou à ses fermiers Lille Art. 227. La Salle de Lille Tit. 28. Art. 1.

Pour Tourage de prison Lille Art. 228. Pour chose baillee, &c. Auxerre Article 150.

Pour achat de bestial, vin, bled vendu en plain marché Orleans Article 428. Bourbonnois Art. 132.

Se peut faire tant en Cour d'Eglise que Cour laye Cambray Tit. 23. Art. 1.

Acte de Cession sera banny en la Parroisse du debteur cedant à sa diligence Bretagne Art. 681.

Cession de biens insinuee & publiee en iugement Montargis Chap. 8. Art. 6. Bourbonnois Art. 73. à iour ordinaire Montargis Chap. 96. Art. 6. Bourbonnois Art. 73.

Certification de Criees se doit faire à iour ordinaire les plaids tenans par l'aduis de dix Practiciens Melun Article 336. Xainctonge Art. 118. Mante Article 118. Par le Iuge du lieu. Poictou Art. 443. au nombre de vii. Bar Art. 224. sera recordee par vii. Normandie Art. 544. & 557. Tant par le Iuge, que Practiciens Clermont Article 61. Berry Tit. 9. Art. 58. Bourbonnois Art. 110. Chasteauneuf Art. 100. Chartres Article 85. La Marche Art. 85. Niuernois Chap. 32. Art. 45. & 55. Par deuant les Iuges Royaux & autres Iuges des lieux par dix Practiciens Orleans Art. 472.

Criees seront rapportees & certifiees aux lieux, où les choses sont situees. Montfort Art. 179. Sole Tit. 19. Art. 29.

Apres la certification, on procede à l'adiudication. Normandie Art. 540.

Chambellage Meaux Article 139. Mante Art. 6. 35. Senlis Art. 152. 156. 166. & 214. Clermont Art. 73. Chalons Art. 166. & 172. S. Omer Art. 8. Chauny Art. 73. 79. S. Quentin Art. 40. 62. 74. & 76. Ribemont Art. 3. 4. & 70. Boullenois Article 6. 7. 8. 17. 48. 49. 50. 91. & 92. &c.

Chambellage est de vingt sols Parisis Senlis Art. 215. & 245. Clermont Art. 73. Noyon Art. 23. 25. & 26. Vallois Article 33. & 39. Chauny Art. 73. de vingt sols outre le Relief. Ponthieu Art. 4. de vingt sols ou xl. sols. Amiens Art. 7. 25. & 71.

Est vne piece d'or à la volonté du vassal Laon Art. 158.

Valant demy escu & au dessus : pourueu que le Fief soit de 20. liures de rente par an : autrement n'est que de v. sols S. Quentin Art. 76.

Est d'vn escu Sedan Art. 44. & 50.

Est le tiers du Relief Boullenois Article 17.

Ou Chambellage est de deux sols la liure autant que le Relief monte Aire Tit. 2. Art. 2.

Est diuers selon la nature, & qualité des Fiefs Hesdin Tit. 2. Art. 12. & 13.

Est de dix liures, si le Fief vaut cent liures de reuenu : & s'il vaut moins, est de vingt sols. Peronne Art. 33.

Est deu en toute mutation Laon Art. cent cinquante huict & cent cinquãteneuf. Vallois Article 39. En ligne directe Senlis Article 156. Se paye par l'acheteur. Senlis Article 237. Laon Article 174. Sainct Quentin Article 74.

Est deu pour eschange de Fief à Censiue, s'il n'y a soulte. Peronne Article 45. Ou droict de Chambellage Senlis Art. 235. Vallois Article 47.

Appartient à l'aisné seul, & non aux puisnez S. Quentin Art. 40. Ribemont Art. 79.

Est deu au Baron ou Chastellain, & non à autre. Poictou Art. 147.

N'est deu qu'vne fois, aiant esté paye Ponthieu Article 31. ne cheual de seruice par le vassal qui a faict les foy & hommage. Meaux Article 139. N'a lieu Chalons Article Art. 172.

N'est deu par l'ancien vassal Ribemont Art. 22.

Chambellage Cambray Titre 1. Article 46.

Chambellage Bretagne Article 332. & 347.

Chambres aisees Melun Art. 209. Troyes Art. 64.

Chambres quoyes & coyes Sens Article 107 Auxerre Art. 110. Bar 183. Ou fosses coyees Montargis Chap. Art. 6. ou quoyes Orleans Art. 243. & 245.

Chambres coyes ou autres viles choses ne seront faictes pour endommager son voisin Bretagne Art. 175.

Champart ou droict de Champart Estãpes Art. 59. & 60. Mante Art. 55. Senlis Art. 113. 118. 124. & 239. Clermont 4. Art. 119. Ponthieu Article 110. Peronne Article 105. Amiens Art. 193. & 195. Niuernois Chap. 11. Article 1. 2. & 3. Montargis Chap. 2. Article 40. & Chap. 3. Article 1. & 3. Orleans Article 141. & 142.

Champart ou Terrage Chasteauneuf Article 149. Chartres Article 113. Dreux Article 98. Dunois Article 50. & dit que c'est vn mesme droict. N'a lieu en terres tenues en Fief, sinon qu'il y eust titre ou conuention contraire. Estampes Article 61. Orleans Article 142.

Sera payé auant que de desgarnir la terre, & sera le Seigneur appellé Mante 55. A peine de lx. sols Parisis Senlis Art. 263.

Detenteurs de terres chargees de Champart, laboureurs ou fermiers tenus appeller le S. du Champart, son Procureur ou commis pour Champarter. Estampes Article 59. Mante Article 55. Clermont Article 119. Amiens Article 193. Ponthieu Article 12. S. Paul en Artois Tit. 2. Article 15. Montargis Chap. 3. Article 1. Orleans Article 141. Dunois Art. 50. Romorantin Article 7. Menetou Article 4. Niuernois Chap. 11. Article 2.

En leuant le Champart ou Terrage sans appeller le Seigneur, son Procureur ou commis doiuent lx. sols Parisis au Seigneur pour chacune piece, s'il n'y a titre, &c. Estampes Art. 60. Ponthieu Article 112. Peronne Article 105. Chasteauneuf Article 149. Chartres Article 113. Dreux Art. 98.

Tenus, s'il est rendable, le mener en la grange Champartresse ou autre lieu deputé en la Seigneurie, s'il n'y a titre au contraire Estampes. Article 59.

Quand les Seigneurs ont droict constitué ou prescrit vn mesme droict de le faire charrier. Berry Tit. 10. Art. 27 Bourbonnois Art. 352.

Tenus charrier le Champart en la grange du Seigneur : sur peine de soixante sols d'amende Clermont Article 119. Amiens Art. 193. Montargis Chapitre 3. Article 1. Orleans Article 143. Menetou Article 4. Poictou Article 64. & 100. En la grange du Seigneur principal, s'ils sont plusieurs Seigneurs. Amiens Article 194. S. Pol en Artois Tit. 2. Article 15. En la grange ou Pressouer Terrageaux Blois Article 100. & 132.

Terres tenues à Champart ou Terrage ne doiuent ventes ne saisines ou profit de Relief : sinon qu'elles soient redeuables de Cens auec le Champart, s'il n'y a titre, &c. Estampes Art. 62. Blois Article 135. sinon qu'il y eust titre ou possession de quarante ans Orleans Article 143.

Estans delaissees en friee & sauart à faute de les labourer par trois ans continueis, le Seigneur les peut appliquer à son domaine Clermont Article 120. delaissees à labourer par trois ans, le Seigneur y peut mettre le fer, & iouyra d'vne annee pour la recompense des trois. Amiens Article 195.

Estans en friche ou riez, pourront estre prises par le Seigneur & les mettre en labeur, iusques à ce que le proprietaire les demande Amiens Art. 196.

Peuuent estre appliquees au profit du Seigneur, quand le detenteur est defaillant par 9. annees entieres Blois Art. 120. Romorantin Art. 6.

On peut labourer terres ou vignes d'autruy en payant le Champart ou droict de Parcie Niuernois Chap. 11. Art. 1.

Grange Champartresse Orleans Art. 59. Mante Art. 55. Orleans Art. 143.

Champartir ou Champarter pour prendre & leuer le droict de Champart & Terrage Niuernois Chap. 11. Art. 2. Montargis Chap. 3. Art. 3 Estampes Article 59. Mante Art. 55. Clermont Article 119. Amiens Article 193. Ponthieu Art. 112. S. Paul en Artois Tit. 2. Article 15.

Champayer Menetou Article 25. La Ferté Auray Article 3. & 5. Trembleuy Art. 6. Autreroche Article 2. Auxerre Art. 260. Romorantin Art. 11. La Ferté Ymbaut Art. 6.

Pasturer & Champayer Orleans Article 148.

Champayer. Idem. Sens Art. 146. Troyes Article 169. Chaumont Art 103.

Chandelle estaincte Lille Article 160. & 164. Ponthieu Art. 169.

L'estainte de la Chandelle. Bretagne Art. 579. & 728.

Chandelle allumee Ponthieu Art. 169. pour les Baux faicts par Iustice.

Le Chanteau part le Vilain ou les serfs. La Marche Art. 153. 154. & 160. Auuergne Chap. 27. Article 7.

Pour demonstrer quand les hommes tenans heritages serfs ou mortaillables qui estoient communs.

V. Feu, Parti.

Chantelle ou quatre deniers de Chantelle deuz par droict de Taille personnelle par les hommes de serue condition Bourbonnois Art. 192. & 203.

Chappeau ou Chappel de roses Aniou Article 241. Le Maine Art. 258. Tours Art. 284. Lodunois Chap. 27. Article vingt six.

Pour vn legier dõ de mariage que le pere faict à sa fille quand il la marie, ne luy donnant son aduenement & legitime portion.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Chappellain de l'hoſtel Dieu d'Orleans peut receuoir les Teſtamens de ceux qui ſont malades oudit Hoſtel Dieu Orleans Art. 189.

Chaptel ou contract de chaptel quand on donne le beſtail à microiſt, moitié perte & gaing. Niuernois Titre 21. Article 1. Berry Tit. 17. Art. 1.

Bourbonnois Art. 554. & 555. ou capitau Sole Tit. 20. Art. 1. & 2.

C'eſt vn Bail de beſtes à microiſt Bretagne Art. 236. & 421.

Chaptel de beſtes baillees à croiſt & eſt eſtimé par le bailleur Niuernois chap. 21. Art. 2.

En contract de Chaptel, le beſtail eſt donné à my-gain & my-perte Sole Tit. 20. Art. 1. & 2.

Le beſtail eſtant donné ne peut eſtre vendu ſans le conſentement du tenancier, & s'il le vend, il le peut prendre pour le prix Sole Tit. 21. Art. 1. le bailleur fournit le beſtail, & le preneur le prend en garde & charge pour le nourrir, garder, &c. à ſes deſpens Niuernois Chap. 21. Art. 2. & 3. le peril ou perte eſt commune s'il n'y a dol, faute ou coulpe du preneur Niuernois Chap. 21. Art. 3. 4. & 6.

Berry Tit. 17. Art. 4. Bourbonnois Art. 554. le croiſt & profit eſt commun fors les greſſes, labeurs, laictages des beſtes, qui appartiennent aux preneurs : hors mis en meſtairies, ou l'on en vſera, comme de Couſtume ou qu'il ſera cõuenu. Niuernois Chap. 21. Art. 4.

Le dommage ou deterioration du beſtail eſt commune Niuernois Chap. 21. Article 3.

Le preneur peut affranchir & acquiter le Chaptel, en payãt le pris à vne ou pluſieurs fois, & le rendre commun auec le bailleur en perte & profit le beſtail, & le croiſt, profit & dommages commun Niuernois Chap. 21. Art. 5. & 6.

Eſt tenu nourrir iuſques à la S. Iean le beſtail : ſi quinze iours apres les trois ans ils n'ont faict exiguer. Berry Titre 17. Art. 1.

Apres les cinq ans, iuſques à vn an. Berry Tit. 17. Art. 21.

Ne peut tirer de la laine des beſtes auant que le temps ſoit venu de les tondre. Berry Tit 17. Art. 5.

Fors pour la ſanté d'icelles, en le denonçant au bailleur. Berry Titre 17. Art. 6. le Bailleur peut faire viſiter & eſtimer le beſtail dix iours deuant la ſainct Martin. Niuernois Chap. 21. Art. 9.

Peut exiguer, demander compte & exhibition de ſon beſtail vne fois l'an, dix iours deuant la ſainct Iean. Niuernois Chap. 21. Art. 9.

Et ſe departir quinze iours apres les trois ans finis. Berry Tit. 17. Art. 1.

Peut exiguer quand bon luy ſemble, quand le preneur y commet faute. Niuernois Chapitre 21. Article 9.

Toutesfois & quantes. Sole Tit. 20. Art. 1. & 2.

Le preneur ne peut vendre les beſtes tenues à Chaptel ou à moitié, ſinon du vouloir & conſentement du bailleur Berry Tit. 17. Art. 7. Sole Tit. 20. Art. 3.

Le preneur ou bailleur venant à exiguer, doit eſtimer & priſer les beſtes : & à celuy qui demande le partage huictaine pour les retenir ou delaiſſer pour la priſee. Berry Titre 17. Article 3. Bourbonnois Article 553.

Le preneur ou bailleur a dix iours pour choiſir ou retenir le beſtail exigué & priſé par le Bailleur ou preneur, & s'il le retient baillera plege du pris obligé cõme le principal debteur, auec les renonciations, de payer dedans dix iours. Niuernois Chap. 21. Art. 10.

On ne peut exiguer auant trois ans entiers.

Berry Tit. 17. Art. 1. Si les beſtes ſont donnees à moitié, il y a cinq ans entiers & quinze iours apres iceux finis. Berry Titre 17. Art. 2. Les conuentions ſeront gardees. Berry Tit. 17. Art. 1. & 2.

Fors ſi elles ſont illicites & vſuraires. Niuernois Chap. 21. Art. 15.

Quand la perte tombe entierement ſur le preneur ou le cas fortuit meſmes des beſtes baillees à penſion ou moiſon. Berry Tit. 17. Art. 11. & 12. Bourbonnois Art 555.

Il y a ſuite de beſtail, s'il eſt prins par execution ſur le preneur ou par luy vendu. Niuernois Chap. 21. Art. 16.

Berry Tit. 17. Art. 8. & 10.

Sole Tit. 20. Art. 3. Le preneur & bailleur ſont communs au beſtail & croiſt d'iceluy. Niuernois Chap. 21. Art. 4.

Partiront la laine egalement. Berry Tit. 17. Art. 5.

Le preneur pendant les dix iours pour le chois, doit garder le beſtail & nourrir. Niuernois Chap. 21 Art. 12.

Bailleur ayans prins moiſon ou fruicts quand il y a Bail de beſtes à moiſon, tenu de les deduire ſur le Chaptel. Berry Tit. 17. Art. 13.

Compenſation ſe doit faire entre le bailleur & preneur de beſtes à Chaptel egalement : autrement non. Niuernois Cha. 21. Art. 7. & 8.

Le preneur tiendra priſon pour les dõmages & intereſts liquidez & taxez : & s'il eſt Couſtumier, on peut proceder extraordinairement contre luy. Berry Tit. 17. Art. 7.

Comme le preneur peut affranchir le Chaptel en payant le pris vne ou pluſieurs fois, & le rendre commun auec le bailleur en perte & profit. Niuernois Chap. 21. Art. 5. & 6.

Beſtail donné en garde ſans terme, comme ſe peut oſter. La Bourt Tit. 8. Article 1.

Sole Tit. 21. Art. 2.

Chaſſe permiſe à cor & cry à tous harnois & engins en la Foreſt du Mans, à tous les habitans de la ville de Meaux Meaux L. Art. 1.

Gens de Poete ne pourront Chaſſer ne hayer à beſtes rouſſes ou noires ſans congé ou priuilege.

Comté de Bourg. Art. 106.

Pour la Grurie & la Chaſſe ſeront gardees les Ordonnances.

Duché de Bourg. Chapitre 13. Article 17.

Le S. d'Heſdin ou ſon Chaſtellain chaſſant en la Foreſt, les S. aians Bois ne peuuent Chaſſer ou faire Chaſſer, iuſques à trois iours apres la Chaſſe.

Heſdin Tit. 4. Art. 16.

Beſtes chaſſees rouges ou noires, & prinſes en la Garenne ne ſe peuuent leuer ſans permiſſion. Heſdin Tit. 4. Article 7.

Comme peuuent eſtre pourſuiuies. Comté de Bourg. Article 105. & 107.

Chiens ne peuuent eſtre menez par la Garenne, ains par les chemins.

Heſdin Titre 4. Article 8. Ne ſeront tenus par les habitans és mettes d'icelle, s'ils ne ſont enlarnonnez, &c.

Heſdin Tit. 4. Art. 8.

Amende & punition contre ceux qui chaſſent és Garennes iurees.

Meaux Art. 214. & 215. Es Garennes du Roy Meaux Article 216.

Corporelle contre ceux qui chaſſent és Garennes ou Conninieres.

Dourdan Art. 147.

Niuernois Chap. 17. Article 16.

Montargis Chap. 6. Art. 1.

Orleans Article 167.

La Ferté Ymbaut Art. 8.

Menetou Art. 13.

Trembleuy Art. 8.

Contre ceux qui font voler Faucons, Louuiers, &c. ſur la Riuiere de Cauche. Heſdin Titre 4. Article 5. qui vont querir beſtes ſauuages aux champs.

Heſdin. Tit. 4. Article 5. Pour Connins emblez ou deſrobbez és Garennes. Aniou Article 192. Le Maine Article 162.

Arbitraire contre les Nobles chaſſansés Garennes. Aniou Article 171.

Chaſſe defenſable à groſſes à qui doit appartenir. Aniou Art. 36.

Le Maine Article 40.

Es faux à Connils ou Garennes appartenans à homme Noble. Bretague Article 391. defendue en Garenne iuree.

Meaux Article 211. & 214.

Es Garennes, Buiſſons, Taillis & Clos d'arbres.

Eſtampes Article 183. defendue és vignes. Berry Tit. 9. Art. 16.

Nul ne doit tendre ne Theſurer en domaine d'autruy. Aniou Art. 35.

Le Maine Art. 39. & 162.

Auſtours & Eſperuiers peuuent eſtre prins aux filets. Sole Tit. 13. Art. 9. ou leurs œufs ne ſeront prins au nid. Sole Tit 13. Art. 10.

Chaſtels & loyaux Couſtemens Chaſteauneuf Art. 80. 91 Chartres Art. 67. 71. & 78 Dreux Art. 51. 57. & 90. pour les frais & loyaux couſts.

Chaptel & miſes Blois Article 193.

Chartulaire Cambray Titre 16. Article 9.

Charte, lettres ou titre.

Meaux Article 76.

Vitri Article 119.

Niuernois Chap. 1. Article 7.

Seigneur Chaſtellain, Chaſtellenie. Meaux Art. 143. Paris Art. Melun Art. 44. Sens Art. 52. 125. Eſtampes Art. 138. Montfort Ar. 42. Mante Art. 40. Senlis Art. 1. & 3. Boullenois Art. 15. Niuernois Cha. 1. Art. 24. & 25. Montargis Cha. 1. Ar. 5. 18. 64. 65. & 91. Orleans Article.

Tours Art. 6. 8. 42. 46. 56. 59. 75. 76. 80. 114. 194. & 295. Lodunois Ch. 2. Art. 4. Ch. 5. Art. 1. & 2. Cha. 11. Art. 7. Chap. 28. Ar. 1. & 3. Ch. 36. Ar. 10. Aniou Art. 36. 43. 44. 47. 51. 52. 188. & 496. Le Maine Art. 50. 54. 58. Chaſteauneuf Art 75. & 76. Berry Tit. 5. Art. 11. Tit 6. Art. 4. & 10. Tit. 13. Art. 3 Tit. 14. Article 30.

Chaſtellains és mettes de leurs Chaſtellenies ont toute Iuſtice ſauf des cas Royaux Boullenois Art. 15. Aniou Art 44. Le Maine Art. 51. quels droicts ont. Aniou Art. 49 Le Maine Art. 57. Senlis Art. 93. Niuernois Cha. 1. Art. 25. Tours Art. 59. Grand Perche Art. 5. & 6. Peuuent porter leurs armoiries en forme d'eſcuſſon, & non en quarré Poictou Ar. 1.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Ont toute Iuſtice auec la cognoiſſance des grands cas: de rauiſſement de perſonnes d'homicide faict de guet à pens & de encis &c. Aniou Art. 44. Le Maine Art. 51. ont toute Iuſtice Grand Perche Article 4. & 8. Poictou Art. 3. Angoumois Art. 3.

Ou leurs Officiers ont congnoiſſance de toutes actions perſonnelles, ciuiles non excedans lx. ſols fors entre marchãs ſommairement & de plain. Aniou Art. 46. Le Maine Art. 53.

Perſonnelles & mixtes & de tous crimes fors des cas Royaux Blois Art. 14. ne peuuẽt donner Tutelles, Curatelles ne procuratiõs par non puiſſance Aniou Art. 46. Le Maine Art. 53. Peuuent donner Tuteurs & Curateurs Blois Art. 17. doiuẽt entretenir les põts chauſſees, paſſages & autres lieux, eſquels ils prennent Peages. Grand Perche Art. 6. ont la cognoiſſãce des grãds chemins Blois Art. 17.

Et des cas commis en iceux: excepté des cas Royaux, de meurtres de guet à pens, de femme forcee & de boutement de feu. Grãd Perche Art. 4. Tours Article 59. Lodunois Chap. 5. Art. 1. Poictou Art. 3. Chaſteaureg-naut Art. 2.

Ont droict d'auoir Baillif, tenir Aſſiſes & decider des cauſes d'appel. Niuernois Chap. 1. Art. 24. ont deux Iuges, Baillif & Preuoſt Blois Art. 15. ont Iuſtice patibulaire à trois pilliers garnis de liens &c. Tours Art. 64. Lodunois Chap. 5. Art. 6. Aniou Art. 43. Le Maine Art. 50 Grand Perche Art. 4.

A quatre pillers par dehors & patees par embas Blois Article 16. à quatre pillers ſans Chappellet Angoumois Art. 3. L'Iſle Sauary Art. 8.

Peuuent creer vj. Notaires & vj. Sergens Poictou Art. 5. 375. & 387. Tours Art. 75. & 76. quatre Notaires & quatre Sergens Angoumois Art. 2.

Peuuent reformer en tout temps les Iuges & Officiers, hauts, moyens & bas Iuſticiers ſuiets à leur Chaſtellenie pour les abus par eux commis Senlis Art. 95. ont preeminence ſur leurs vaſſaux és Egliſes de leurs Chaſtellenies meſmes Tours Art. 60. Lodunois Chap. 5. Art. 2.

Et y peuuent auoir & tenir littres en armes & trinbres: ſinon que le Vaſſal fut ſpecial fondateur Ib. & ſi c'eſt la principale Egliſe Parochiale, il les aura par dedans Ib. Ont droict de Police, faire Bans, cris, proclamations, mettre & indire peines ſur ſes ſuiets, mettre & bailler meſures Aniou Art. 45. Le Maine Art. 52. Tours Art. 62. Lodunois Chap. 5. Art. 4. Inſtituer Arpenteur, Meſſier & meſureur Tours Art. 62.

Sont tenus venir adiuſter leurs meſures aux ceps du S. Baron de Pruilhy. Pruilhy Art. 4.

Bailly ou Iuge Chaſtelain Senlis Art. 61. & 71. ou Officier Chaſtelain Le Maine Art. 53. ou Chaſtelain ſimplement Duché de Bourgongne Chap. Art. Niuernois Chap 9. Art. 6. Bretagne Art. 266. & 267.

Pour le Iuge d'vn Seigneur Iuſticier qui a droict de Chaſtellenie.

Chauffages Aniou Art. 497.

Chef Cens V. Cens.

Chef lieu pour le lieu ou principal manoir & hoſtel du Seigneur Feudal Ponthieu Art. 82. & 83. Artois Art. 3. 14. & 37.

Ou Chef lieu de la Seigneurie Amiens Art. 4. 20. 186. & 199 Peronne Art. 1. 22. 30. 31. & 189.

Chef lieu quelles choſes doit contenir Clermont Art. 86.

Chef Seigneur Normandie Art. 166. Ponthieu Art. 110. Aniou Art. 201. 204. & enſuiuans Le Maine Art. 216. & 219.

Pour Seigneur feudal, Suzerain, ou Cẽſir.

Chef mets pour Chef meix le principal manoir de la ſucceſſion De Surene Art. 3.

Voyez Mex, ou Meix.

Le pied ſaiſit le Chef.

Voyez Pied.

Chemier pour le fils aiſné ou celuy qui le repreſente & tient ſon lieu: les Puiſnez ſont Parageurs. Poictou Art. 30. 94. 95. 125. 126. & autres Xainctonge Art. 22. 30. & 107.

Chemin Royal Amiens Art. 185. Boullenois Art. 157. ou grand chemin Tours Art 59. & 84. Lodunois Chap. 5. Art. 1. Grãd chemin Peageau Lodunois Chap. 5. Art. 1. & Chap. 7. Art. 4. Aniou Art. 79. & 62. Maine Art. 50. 59. & 90.

Chemin Peagier Tours Art. 84. Poictou Art. 12.

Chemins Royaux appartiennent au Cõte de Flandres. La Sale de Lille Titre 1. Article 17.

De Ville marchande à Ville marchande ſont en la garde du Prince Bretagne Article 49.

Chemins voiſinaux, ponts & foſſez comme ſeront reparez & à quels frais Bayonne Tit. 18. Art. 1. 2. 3. 4. & 5.

Seigneurs ayans iuriſdiction doiuent borner les voyes & routes n'eſtãs de ville marchande à ville marchande Bretagne Article 49.

Grans Chemins Royaux quel eſpace doiuent contenir Senlis Art. 272. Amiens Art. 285. S. Omer Art. 2. Boullenois Art. 157. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 17.

Chemins communs de cinq ſortes Clermont Art. 226. 227. 228. 229. & 230. Vallois Art. 194. 195. & 196.

Sentier Boullenois Art. 165.

Peſante Boullenois Art. 166.

Chemins ſe doiuent rapporter au pied le Roy Boullenois Art. 156.

Doiuẽt eſtre tenus à leurs limites Sole Tit. 36. Art. 1.

Vicomtiers de quelle largeur Boullenois Art. 160. S. Omer Art. 15. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 17.

Chaſtellains Boullenois Art. 161. forain Boullenois Art. 162. d'iſſue de Ville Boullenois Art 163.

Qu'elles choſes ſont defendues és Chemins Royaux Boullenois Art. 158. & 159. ou autres Boullenois Art. 164.

Iuges doiuent ouir ſommairemẽt les parties, quand il eſt queſtion des fins & limites ou chemins, & vuider la matiere ſur le lieu S. Seuer Tit. 1. Art. 20.

Habitans des Parroiſſes peuuent eſtre contraints par le Iuge ordinaire de reparer les chemins, ponts & de faire les impoſts neceſſaires, trois ou quatre d'eux appellez, ſans aucuns frais Bourbonnois Art. 361.

Seront cõtraints à reparer, ſi les Seigneurs n'y ſont tenus. Bretagne Art. 49.

Iuges doiuent employer les deniers des amendes és reparations des chemins Bretagne Art. 49.

Iuges ordinaires des lieux pouruoiront aux chemins voiſinaux Tours Art. 84. Lodunois Chap. 7. Art. 4. Poictou Art. 12.

Reparation de chemin à qui appartient Buron Art. 1. Par qui ſera faicte S. Omer Article 16. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 18.

On ne peut fouir ſur les chemins, frons, flegards, flots, Reiets ny ſur le gros Fief des S. hauts Iuſticiers ou Vicomtiers, ſans leur congé La Salle de Lille Titre premier Article 17.

Fruicts des arbres eſtãs ſur les Chemins ſont aux habitans Boullenois Art. 11

Eſtans ioignans les limites de mõtagnes, ſeront partis egalement Marminhac Article 1.

Cheminees.

V. Seruitude.

Cheual de rencontre Poictou Article 187.

Quand deux cheuaux ſe rencontrent en vn an, à mutation de S. & de Vaſſal.

V. Rachat rencontré.

Cheual de ſeruice abolit l'autre Cheual. Poictou Art. 187.

Cheual de ſeruice Mõtargis Chap. 1. Art. 75. Poictou Art. 148. 149. 165. & 166. Grand Perche Art. 76. Meaux Article cent trente neuf Aniou Article 131. 132. 133. 177. & 218. le Maine Article 142. 143. 195. & 233. Chaſteauneuf Article 21. Chartres Article 15. Dreux Article douze, Dunois Article vingt-trois.

Cheual de Seruice eſt deu à la fin de l'an à l'heritier du Seigneur Feodal quãd la foy ou hommage plain a changé par mutation du Seigneur Feodal comme ſi elle chãgeoit par mutation du Vaſſal. Poictou Article 165.

Eſt eſtimé lx. ſols: ſinon que le Fief valle dix liures en reuenu Montargis Chapitre premier Article ſeptante cinq. Orleans Article ſeptante cinq. Chaſteauueuf Article 21. Chartres Article quinze. Dreux Article 12.

Eſtimé lx. ſols & vn den. tournois Peronne Art. 76.

Eſtimé cent ſols, s'il n'eſt abourné Anjou Art. 131 Le Maine Art. 142.

Comme eſt eſtimé Poictou Art. 178.

Eſt deu à chacune mutation d'homme, & ſe payé apres la foy & hõmage Grand Perche Art. 76.

Se paye par ceux qui tiennent terres ſuiettes à cheuaux de ſeruice à mutatiõ de mort, de ſuiet ou Seigneur Aniou Article 131. Le Maine Art. 142. deu a mineur eſtant en Bail, luy doit eſtre gardé Aniou Art. 132. Le Maine Art. 145. Doit eſtre reſerué aux proprietaires ſans que le Seigneur leuant le Rachat le puiſſe prendre Aniou Art. 133. Le Maine Art. 143.

Se peut leuer quand le Fief eſt entier, ou ſe leue au prorata Chaſteauneuf Art. 21. Chartres Art. 15. Dreux Art. 12.

A qui doit eſtre payé par l'heritier du Vaſſal apres la mort du S. lige, quand le Fief lige tombe en Rachat Poictou Art. 168. eſt deu, nonobſtant le Rachat, en quelques endroits. Poictou Art. 149. deu par la mort ou mutation du Seigneur ſe paye au commencement de l'annee Poictou Art. 166. 169. & Plect à la fin. Poictou Art. 169. & 173. Ne peut eſtre leué qu'vne fois en ſa vie Montargis Chap. 1. Art. 75. Orleans Art. 84. en la vie du vaſſal Chaſteauneuf Art. 21. Chartres Art. 15. Dreux Art. 12. Blois Art. 94. N'eſt deu pour renouuellement de Foy. Grand Perche Art. 76.

Cheual & armes du Vaſſal mort deuz au Seigneur Cambray Titre 1. Article 49. 50. & 51.

Cheual trauerſant Poictou Art. 168. & 183.

N'eſt deu par l'hommage plain ſous hõmage lige, és pays où les plains courent en Rachat: où eſt deu demy cheual Poictou Article 155. eſt deu au pays de Gaſtine par le

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Vaſſal plain ou ſon heritier à ſon S. plain à mutation de Vaſſal. Poictou Art. 186.

Cheuaux trauerſans Poictou Art. 166.

Cheual de ſeruice ou Trauerſant Poictou Art. 183.

Quand le Cheual de ſeruice ou trauerſant eſt deu, n'eſt deu qu'vn cheual. Poictou Article 183.

Vaſſaux entiers à plein cheual de ſeruice Chaſteauneuf. Art. 11. Chartres Article 11. Dreux Art. 8.

Cheuaux Trauerſans Poictou Art. 166 168. 183 & 185.

Cheualerie Aniou Art. 128. Le Maine Art. 138. Berri Tit. 19. Art. 42.

Cheuecier Aniou Art. 110. Le Maine Art. 121. Au procés verbal de la Couſtume de Paris, de Bretagne, de Berri, quand il eſt traicté de la comparition du Clergé: Il a la charge de la Cire, des luminaires & ornemens en Monaſtere ou Parroiſſe.

Le Cheze qui eſt de deux arpens de terre enuiron le Chaſtel ou hoſtel noble eſtãt en Fief, appartient à l'aiſné hoir maſle ou fille aiſnee à ſon defaut Tours Art. 248 260. 273. 295. & 296. Lodunois Chap. 27. Art. 4. & 5. Chap. 28. Art. 3. contient quatre arpens de terre en Vicomté, Comté & Baronnie. Tours Art. 295. Lodunois Chap. 28. Art. 3.

Tenir Feu & Chezologe Valancay Art. 3. pour Chezal ou Chezeau maiſon & meſnage Clame & amende. Bourbonnois Art. 159.

Clain pour amende Niuernois. Chapitre 15. Art. 13.

Arreſt ou clain de choſes perdues ou deſrobbees, encores qu'elles ſoient achetees en plein marché Cambray Tit. 16. Art. 16. nouueaux apres vn faux & abuſif ne ſera faict Cambray Tit. 25. Art. 55. Clain Aniou Art. 458. Le Maine Art 95. & 466.

Clain & loy Cambray Tit. 25. Art. 1. ſe doit renouueller dans 24. heures. Cambray Tit. 25. Art. 2. & 3.

Clain ou Clameur faicte en iugement S. Seuer Tit. 1. Art. 1. 2. 10. 11. 14. 15. & 20.

Clain & Arreſt Cambray Tit. 25. Art. 44.

Clain & Arreſt pour debtes, Cenſes & redeuances des terres ou heritages: ores que le terme ne ſoit eſcheu. Cambray Titre 15. Art. 56.

Adiournement en Clain & matiere de Retraict Lodunois Chap. 15. Art. 1. 2. 5. 16. 20 19 & 40 Chap. 37. Art. 16.

Clain ou Adiournement Aniou Article 69. & 70. Le Maine Art. 80. ſur tort faict Aniou Art. 70.

Clain pour prinſe de beſtes. Niuernois Chap. 15. Art 13. Chap. 17. Art. 7.

Le Clain par eſcrit contiendra la demande Valanciennes Art. 150.

Clain d'abierſe quand vn frere agiſt contre aucun qui luy empeſche ſa portion Valanciennes Art 81.

Voye de Clain ſe faict par le Preuoſt des Clains fermier Bethune Tit. 2. Art. 16.

Decheoir de Clain: c'eſt à dire de ſa demande Tours Art. 372.

Arreſt ou clain ſeront ſignifiez Cambray Tit. 25. Art. 34.

Arreſt ou Clain Lille Art. 124.

Le Clamant Lille Article 99. 101. 102. 103 & 104.

Clamer & faire ſaiſir les biens ou deniers de ſon debteur forain Clain & ſaiſine. Lille Art. 98. & 104.

Clame pour demande & clameur faicte en iugement Bourbonnois Art. 159.

Clame Auuergne Chap. 28. Art. 11. 12. 17. 19. 20. & 21. S. Saturnin Art. 1. Mirefleur Art. 1. S. Babel Art. 1. Maſſat Art. 2. Montaurin Art. 3. S. Martin Art. 1.

Droict de Clame Auuergne Chap. 28. Art. 14. & 17.

V. Amende.

Clameur à titres de lettres leues quand a lieu Normandie Art. 457.

Clameur à iuſtice, c'eſt à dire ſe plaindre, douloir ou demander Dunois Art 52. droict Clermont Art. 85. aucuns droicts Eſtappes Art. 5. Garand. Bretagne Art. 145. en Garieur S. Seuer L. Tit. 1. Art. 20. en Cour Suzeraine Aniou Art. 81. & 406. Le Maine Art. 92. & 417.

Clameur de Loy apparante Normandie Art. 1.

Clameur de desgagement Cambray Tit. 25. Art. 4.

Clameur pour le S. Iuſticier Niuernois Chap. 15 Art. 6. 7. & Chap. 17. Art. 2.

Clameur reuocatoire Normandie Art. 3. & 136.

Clameur pour Retraict F. ou lignager. Normandie Art. 445. & 470.

Pour Retraicte d'heritage Cambray Tit. 25 Art. 15.

Proces introduit par Clameur S. Seuer Tit. 1. Art. 1.

Clameur doit eſtre priſe dans l'an & iour de la lecture & publication, encores que l'aſſignation eſchee apres l'an & iour: pourueu &c. Normandie Art. 470. & 472.

En proces introduit par Clameur, faut que celuy qui l'introduit la ſerue ou plege: & celuy contre qui elle eſt faicte, contre ferme incontinent & en aucuns lieux dans neuf iours S. Seuer Tit. 1. Art. 10.

S'il ne ſe trouue pleges, on eſt receu à caution iuratoire S. Seuer Tit. 1. Art. 11.

Clameurs & plaintes receues par les Bayles & Sous-Bayles S. Seuer Tit. 1. Art. 2.

Clamant Sole Tit. 35. Art. 19.

V. cy deſſus.

Clappier à Connils defendus en la Ville de Melun, Eſtampes. Melun Art. 341. Eſtãpes Art. 192.

Mettre ou iecter les Clefs ſur la foſſe du treſpaſſé, en ſigne que la femme renonce aux biens meubles & conqueſts Mellux Art 52. & 53. Chaumont Art. 7. Vitry Art. 91. Laon Art. 26. Chalons Art 30.

Se Deſceindre & laiſſer ſa ceinture ſur la foſſe de ſon mary. Duché de Bourgongne Chap. Art.

Clercs. Meaux Art 3.

Quelles perſonnes doiuent iouir du priuilege des Clercs Bretagne Art. 4

Priuilege du Clerc Angoumois Art. 33.

Croixé ne iouiſt du Priuilege, s'il n'eſt Clerc Bretagne Art. 666.

Enfans de ſerfs ne peuuent porter Couronne ou Tonſure Clerical, ſans congé du Seigneur Meaux Art. 79. eſtre Clercs ſans le gré du Seigneur Troyes Art. 6. Chaumõt Art. 3. Niuernois Chap. 8. Art. 17. Demeurent ſerfs, ſauf quant aux coruees Niuernois Chap. 8. Art 17.

Cointhes Sole Tit. 5. Art. 1. & 2.

Command Artois Art. 192. & 193. Cãbray Tit. 2. Art. 5.

Denombrer Command Cambray Tit. 1. Art. 1.

Commãd ou Adheritance. Cambray Tit. 1. Art 1.

Commande pour Depoſt Bayonne Tit. 3. Art. 1.

Commettre & forfaire Artois Art. 21.

Commettre ſon Fief Troyes Article 39. Chaumont Art. 24. Comté de Bourgõgne Art. 95.

Commiſſaires eſtablis és Offices aians gages pour receuoir les fruicts Paris Art. 353. Calais Art 256.

Quelles perſonnes ne peuuent eſtre Cõmiſſaires Niuernois Chap 32 Art. 28. & 29. Bourbonnois Art. 140. & 141.

Commiſſaires doiuent ſigner l'exploict qui doit contenir ſa reſponſe Normandie Art. 535.

Doiuent auoir copie des exploicts, comme le proprietaire Orleans Art. 466.

Tenus appeller au Bail le proprietaire, le demandeur & pourſuiuant Berri Titre 9 Art. 74.

Payeront les Cens Berri Tit. 9. Art. 75. les rentes foncieres par prouiſion pendant le proces en baillant caution & appellant &c. Berri Tit. 9. Art. 76.

Aſſignez pour dire leurs cauſes d'excuſe Berri Tit. 9. Art. 78.

Ou autres aians prins les fruicts sõt tenus par priſe de leurs perſonnes comme Gardiens de Iuſtice. La Marche Art. 273.

Eſtablis en vertu de Saiſie Feodale, apres trois ans demeurent deſchargez pour l'aduenir Paris Art. 31. & 62. Orleans Art. 1.

Vn ſeul Commiſſaire & non pluſieurs ſi les heritages ne ſont diſtãs plus de ſix lieues les vns des autres: & y ſeront mis deux Berri Tit. 9. Art. 77.

Tiers acquereur aiant iouy par an & iour ne doit eſtre depoſſedé, en baillant caution Normandie Art. 538. Sera tenu des fruicts Normandie Art. 539.

Cõmiſſaires eſtablis en cas de Complainte La Rochelle Art. 59. au regime des Fiefs ſaiſis Boullenois Art. 54. Niuernois Chap. 4. Art 8. Tours Art. 22. Grand Perche Art. 80. Aniou Art 170. Le Maine Art. 189.

Eſtablis en toutes choſes miſes en Criees Paris Art. 353. Calais Art. 256. Meaux Art. 116. Niuernois Chap. 32. Art. 26. 27. & 30. Montargis Chap. 19. Art. 7. Normãdie Article 535. & 548. Chaſteauneuf Art. 98. Chartres Art. 83. Dreux Art. 71. Blois Art. 273. Berri Titre 9. Art. 71. Orleãs Art. 466. Bourbonnois Art. 139. & 140. Bar Art. 214. Poictou Art. 437. Angoumois Art. 109. ſeront preſens Berri Tit. 9. Art. 78.

Feront le Serment par deuant le Iuge des Criees Bar Art. 229.

Feront faire proclamations des heritages ſaiſis Normandie Art. 536.

Feront bailler à ferme les fruicts des heritages ſaiſis, en deduction du debte &c. Niuernois Chap. 32. Art. 27. moyennant caution Poictou Art. 437. Angoumois Art. 109. admodier les heritages auec caution Bar Art. 229 pour trois ans: & ſera le fermier ſans fraude conſerué en ſon Bail. Berri Tit. 9. Art. 72. & a quelles charges Berri Tit. 9. Art. 73.

Doiuent rendre compte & payer le reliqua Angoumois Art. 109. La Rochelle Art. 14. rendre compte, payer le Reliqua ou les adcenſes Niuernois Chap. 32. Art. 30. Bourbonnois Art. 141.

Tenus de rendre Compte au Vaſſal aians depuis faict ſon deuoir, en payant les frais de la Saiſie, ſalaires & vacations des Cõmiſſaires Reims Art. 109.

Par faute de denombrement non baillé dans xl. iours doiuent rendre compte des fruicts Paris Art. 9. Melun Art. 42. Meaux Art. 135. Dourdan Art. 6. Eſtampes Art. 42. Senlis Art. 252. Vitry Art. 42. Laon Art. 203. Chalons Art. 204. S. Quentin Art. 83. Amiens Art. 17. S. Pol Art. 9. Chaſteauneuf

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Art.36. Chartres Art.34. Dreux Art.25 Bourbonnois Art. 381. Auxerre Art. 50. Reims 109. Vallois Art. 48. Niuernois Chap. 4. Art. 8. Peronne Art. 60. Ponthieu Art. 73 Amiens Art. 17. Blois Art. 105. Montargis Chap. 1. Art. 64. Artois Art. 13.

Laiſſans iouir le Vaſſal ou ſes fermiers ou meſtayers font que le Vaſſal n'eſt tenu que de l'annee du Saiſiſſement & non des ſubſequentes, s'il n'y a nouuelle Saiſie Montargis Chap. 1. Art. 81.

N'eſtans empeſchez par le Vaſſal doiuent reſpondre des fruicts & reuees Grand Perche Art. 57.

Feront arreſter les frais de la Commiſſiõ les premiers Normandie Art. 536.

Bas Iuſticier ou S. F. reſponſable des Commiſſaires eſtablis à ſa requeſte Tournay Art. 18. Lodunois Chap. 1. Art. 14. Tours Art. 22. Grand Perche Art. 57.

Fruicts ſeront reſtablis entre les mains des Commiſſaires par prinſe de corps, ou bailler caution La Rochelle Art. 12.

Commiſſion de Fief. Senlis Art. 205.

Proteſtations de ne faire faux Adueu empeſchent la Commiſe, s'il eſt trouué d'autre Bourbõnois Art. 376. La Marche Art. 196.

Droict de Commis ou Commiſe Duché de Boug. Chap. 1. Art. 1. Comté de Bourg. Art. 1. 5. 6. 7. 10. 65. & 108. Niuernois Chap. 1. Art 6. Chap. 4. Art. 10. 17. 39. 61. & 6. Chap. 6. Art. 8. & 9. Tit. 24. Art. 9. Bourdeaux Art. 82. N'a lieu pour infraction de main-miſe ou ſaiſie Sens Art. 184. Auxerre Art. 47. a faute de payement de Rente fonciere Tournay Tit. 17. Art. 4.

A lieu quand l'heritier collateral du Vaſſal decedé ſe met dans le Fief & trouble la poſſeſſion du S. F. ſaiſiſſant Bar Art. 7.

Ne ſe peut pretendre à cauſe d'hommage non faict Duché de Bourg. Chap. 1. Art. 1. Tournay Tit. 10. Art. 18.

Danger de Commiſe S. Quentin Art. 81. Ribemont Art. 28.

Commiſe ou confiſcation de l'heritage au profit du S. Cenſier, ſi le contract eſt ſimulé Comté Art. 65.

A lieu Chaumont Art. 56.

Quand il y a deſaueu formel & expres Bourbonnois Art. 377.

Pour vente ou alienation faicte du Fief ſans le conſentement du Seigneur F. Troyes Art. 37.

Quand les Aſſignaux de Douaire, deniers de Mariage ſont vendus à eſtrangers. Comté Art. 11.

En cas que le nouuel acquereur prenne poſſeſſion ſans le conſentemẽt du Seigneur F. Bar. Art. 6.

Pour declaration defectueuſe Aniou Art. 20. le Maine Art. 214.

A faute de payer les droicts de directe & fondalité &c. La Marche Art. 157.

Appartient à l'aiſné comme le droict de Retenue Comté Art. 22.

N'a lieu en matiere Cẽſuelle Vitry Art. 40.

En Surcẽs ou ſurcharge Auuergne Chap. 21. Art. 5.

Pour hommage non faict & denombrement non baillé Duché de Bourg. Chap. 3. Art 3. Sens Art. 198. Auxerre Art. 68.

En choſes Feodales quand les heritiers prennent poſſeſſion ſans le conſentement du S. F. Duché de Bourg. Chap. 3. Art. 5. Cõté Art. 7.

En alienation ou tranſport de choſe Feodale ſi l'acheteur n'en prend poſſeſſion ſans le conſentemẽt du S. Duché de Bourg. Cha. 3. Art. 8. Comté Art. 16. Auuergne Chap. 21. Art. 3.

Pour auoir pris poſſeſſion d'vn Fief ſans le congé du S. F. Niuernois Chap. 4. Art. 17.

Par faute de payer le Cens par trois ans ou autres temps Auuergne Chap. 21. Art. 3

Quand la poſſeſſion des choſes donnees par Teſtament ou Donation pour cauſe de mort, eſt priſe ſans le conſentement &c. Comté Art. 6.

Quand le Fief eſt donné par pere, mere ou parens en traicté de mariage Comté Art. 8.

En aſſignaux de deniers de mariage dons ou Douaire faits en mariage à enfans ou parens Comté Art. 11. Niuernois Chap. 4. Art. 10.

Quand le Vaſſal afferme n'auoir cognoiſſance n'autrement de quel S. ſon Fief eſt tenu &c. Bar Art. 26.

Farine Cõmiſe au S. Iuſticier qui a droict de Molin Bannal, & tomber en Commiſe Tours. Art. 8.

Communauté de biẽs meubles & acquerемens s'acquiert par trois choſes concurrentes, lignage, perſonnes vſans de leurs droicts demourance d'an & iour, apport & cõmunication de biens Chaſteauneuf Art. 70. Chartres Art. 61. Dreux Art. 52. entre roturiers aagez de xxv. ans, vſans de leurs droicts, demourans enſemble par an & iour viuans d'vn meſure, biens, viuans d'vn meſme bien &c. ſinõ qu'il y euſt familiarité &c. Poictou Art. 31. Angoumois Art. 41. Xainctonge Art. 58.

Par an & iour entre perſonnes vſans de leurs droicts viuans enſemble à commun pot & deſpenſe Sens Art. 280. Auxerre Art. 201. Troyes Art. 101. Chaumõt Art. 75.

Communauté de biens ſ'entend de meubles & conqueſts, ſi elle n'eſt limitee Orleãs Art. 214. Taiſible eſt de meubles & cõqueſts Berry Tit. 8. Art. 10. Bourbõnois Art. 267. de meubles & acqueſts faicts tant auparauant le mariage, que durant iceluy. Niuernois Chap. 22. Art. 3. Taiſible entre deux freres aagez de vingt ans hors puiſſance depere par demourance d'an & iour Bourbonnois Art. 267. Niuernois Chap. 22. Art. 2. Ne s'acquiert par demeurance ſans conuention ou contract. Melun Art. 224. Mãte Art. 133. Niuernois Chap. 22. Art. 1. Bar Art. 88. Tours Art. 231. Aniou Art. 511. Le Maine Art. 509. Laon Art. 267. Chalons Art. 62 Reims Art. 385. Montargis Chap. 9. Art. 1. Orleans Art. 213. Dunois Art. 59. Vaſtang Art. 12. Bourbonnois Art. 167.

Ne s'acquiert par le gendre ou la bru, s'il n'y a conuention ou proteſtation au contraire Niuernois Chap. 22. Art. 21. Ne ſe peut contracter par la femme du fils demourant auec le pere ou mere Duché de Bourg. Cha. 6. Art. 2. Ne s'acquiert par parens, ſeruiteurs ou autres nourris par amour, affection, pitié ou ſeruice: s'il n'y a conuention Sens Art. 281. Auxerre Art. 202. Bar. Art. 88. Troyes Art. 102.

Expreſſe ou taiſible ſe cõtinue entre le ſuruiuant & heritiers des predecedez en ligne directe ou collaterale maieurs ou mineurs iuſques &c. Berri Tit. 8. Art. 20. Bourbonnois Art. 267.

Par quels moyens ſe peut deſſoudre Berri Tit. 8. Art. 20.

Maiſtre & chef de la Communauté peut ſans procuration agir & eſtre conuenu Niuernois Chap. 22. Art. 5. Bourbonnois Art. 268. par contracts & obligatiõs oblige tous ceux de la Communauté. Berry Tit. 8. Art. 22.

Payement faict à l'vn des aſſociez eſt bon s'il adminiſtre les biens de la cõpagnie Berri Tit. 8. Art. 21.

Aucun ne doit profit de la choſe cõmune s'il n'y a interpellation de partage &c. Sens Art. 282. Auxerre Art. 203 Niuernois Cha. 22. Art. 14. Bourbonnois Art. 280.

Aucun ſe peut heberger és heritages indiuis Bretagne Art. 606.

Communauté de biens entre le mary & la femme eſt de biens meubles, & conqueſts immeubles & commence du iour des eſpouſailles & benediction nuptiale Paris Art. 220. Calais Art. 23. Meaux Art. 56. Melun Art. 211. Eſtampes Art. 96. Montfort Art. 126. & 127. Dourdan Art. 77. Clermont Art. 179. & 185. Vallois Art. 94. Troyes Art. 83. Chaumont Art. 67. Laon Art. 17. Chalons Art. 19. S. Quentin Art. 1 Amiens Art. 98. Tournay Tit. 14. Art. 1. Poictou Art. 219. Angoumois Art. 40. La Rochelle Art. 48. Xainctonge Art. 62. Grand-Perche Art. 102. Bayonne Tit. 9 Art. 24. Aniou Art. 511. Le Maine Art. 508. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 2. Comté Art. 15. 27. & 28. Niuernois Chap. 23. Art. 2. Montargis Chap. 8. Art. 1. Orleans Art. 186. Sole Tit. 24 Art. 1. Bourbonnois Art. 233. Eſbreulle Art. 1. Eſcurolles Art. 1. Lodunois Chap. 14 Art. 1. Cambray Tit. 7. Art. 8. Berri Tit. 8. Art. 7. La Bourt. Tit. 9. Art. 1. Sedan Art. 76. Sẽs Art. 272. Auxerre Art. 190. Mante Art. 119. Perõne Art. 112.

De meubles & debtes perſonnelles actiues & paſſiues, Sens Art. 272. Tours Art. 230. entre roturiers. S. Aignan Art. 10 de toutes debtes mobiliaires & perſonnelles tant actiues, que paſſiues Auxerre Art. 190. debtes perſonnelles & mobiliaires és actiues & paſſiues Calais Art. 23. Laon Art. 17. S. Quentin Art. 1. Peronne Art. 115.

N'a lieu entre l'hõme & la femme. Reims Art. 239. Normandie Art. 374.

Eſtant entre conioincts par mariage nobles ou roturiers. Angoumois Art. 43. eſt par moitié ſinon en certains lieux. Poictou Art. 243.

Les meubles & acqueſts ou cõqueſts ſe diuiſent par moitié Bar Art. 76. & creances ſe diuiſent egalement entre non nobles & le ſuruiuant Chaſteauneuf Art. 66. Chartres Art. 57. Dreux Art. 48.

De meubles, Cõqueſts immeubles & debtes, ils ſe diuiſent egalement entre gens de pote par moitié Meaux Art. 51. & 56. Melun Art 211. Dourdan Art. 77. Mante Art. 94. Vallois Art. 65. Troyes Art. 83. Chaumont Art. 67. Laon Art. 17. Chalons Art. 19. Boullenois Art. 105. Cambray Tit. 7. Art. 9. S. Quentin Art. 1. & 8. Peronne Art. 115. Xainctonge Art. 62. La Rochelle Art. 47. Niuernois Chap. 23. Art. 2. Tours Art. 316. & 307. Montargis Chap. 8. Art. 1. & 2 Blois Art. 182. Sedan Art. 77. Bourbonnois Art. 233. Grand Perche Art. 103. Lille Art. 210. Arras Art. 52. & 53.

S'il n'y a priuilege de nobleſſe du mari ou traicte derogeãt à ce Meaux Art. 56. Troyes Art. 83. Chaumont Art. 67. Chalons Art. 19. S. Quentin Art. 1. & 8. Tours Art. 230 Lodunois Chap. 24. Art. 1. Angoumois Art. 41. La Rochelle Art 48. Xainctonge Art. 62. Cambray Tit. 7. Art. 8. & 9. Poictou ou conuenance au contraire Niuernois Chap. 23. Art. 2. Aniou Art. 511. Le Maine Art 508. Bourbonnois Art. 233 Orleans Art. 186.

S'ils ont demouré par an & iour Aniou Art. 258. & 511. Le Maine Art. 255. & 508. Grand Perche Art. 102. & 103. Chaſteauneuf Art. 66. & 68. Chartres Art. 57. & 59.

Source : BIU Cujas

Dreux Art. 48. & 50. Bretagne Art 424. 469. eſtãs mariez vne fois, des la premiere nuict Chaſteau-neuf Art. 67. Chartres Art. 58. Dreux Art. 49.

Les biens meubles eſcheus par ſucceſſion Legs ou donation ne tombent en Communauté Montargis Chap 9. Art. S'il n'y a conuention au contraire Orleans Art. 217. fors quand ils eſcheent au ſuruiuant de l'vn des conioincts par la mort de l'vn de leurs enfans. Montargis Chap. 9. Art. 5. Orleans, Art. 217.

En contemplation du donataire s'il n'eſt dict au contraire ou fuſſent communs. Niuernois Chap. 26. Art. 9. ſont cõmuns s'il ne ſe &c. Poictou Art. 233. Xainctonge Art. 63.

Meubles eſcheus par ſucceſſiõ ſont communs entre l'homme & la femme & autres perſonnes: & non les immeubles & heritages. Bourbõnois Art. 276. Niuernois Chap. 22. Art. 9.

Femme ayant renõcé n'eſt tenue aux debtes, ſi elle n'eſt obligee expreſſement ou les debtes creez pour la fẽme Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 21. Peronne Art. 119. Aniou Art. 238. Le Maine Art. 155. Lodunois Chap. 27. Art. 31 33 & Chap. 10. Art. 11. Niuernois Chap 23 Art. 16. Sens Art. 188. Auxerre Art. 192. Troyes Art. 12. Sens Art. 147. Tours Art 290.

Eſtant obligee pour la Communauté, eſt tenue payer: mais elle ou ſes heritiers ont recours contre les heritiers du mary Orleans Art. 204. Sedã Art 87. & 88. Tours Art. 308.

Communauté de biens ſe continue entre le ſuruiuant de deux conioints par mariage & les enfans d'iceux s'il n'y a inuentaire fait legitimement, ores qu'il ſe remarie Paris Art 240. & 241. Calais. Art. 41. & 42. Sens Art. 283. Auxerre Art. 204. Eſtampes Art. 100. Dourdan Art. 86. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 32. & 42. Montfort. Art. 135. Mante Art. 132. Senlis Art. 169. Clermont Art. 92. Laon Art. 265. & 266. S. Quentin Art. 7. Cãbray Tit. 7. Art. 1. & 15 Montargis Chap. 9. Art. 3. Le Maine Art. 506. Bayonne Tit. 9. Art. 45. 46. 47. & 48. Sedan Art. 82. & 85. Poictou Art. 232. 234. 235. & 308. Angoumois Art. 52. Bretagne Art. 584 & 585. Berri Tit. 8. Art. 9. Bourbonnois Art. 270. Grand-Perche Art. 106. Blois Art. 183. Tours Art. 348. Lodunois Chap 39. Art. 2.

S'acquiert par an & iour, s'il n'y a inuentaire ou partage, ſi bon ſemble aux enfans ou heritiers Meaux Art. 61. & 62. Mante Art. 132. Senlis Art. 169. Niuernois Chap. 22. Art. 42. Chap. 23. Art. 22. Montargis Chap. 9 Art. 3. Orleans Art. 206. Bar Art. 87. Sedan Art. 82.

Iuſques à ce que l'inuentaire ſoit clos & arreſté pardeuant Iuge competent Melun Art. 221. Eſtampes Art. 100. Dourdan Art. 86. Grand Perche Art. 106.

Faict dans xl. iours Poictou Art. 231.

Dans vn mois, s'il eſt preſent, ſinon dans deux mois Sedan Art. 82.

Eſt diſſolue par Inuentaire faict & parfaict & clos trois mois apres Paris Art. 241. Calais Art. 42. pardeuant Iuge competent Eſtampes Art. 100. Melun Art. 221. Dourdan Art. 86. par inuentaire ou proteſtation Niuernois Chap. 23. Art. 23.

Par Inuẽtaire ou acte contraire Chaſteau neuf Art. 70. Chartes Art. 61

S'acquiert pour vne terre auec deux conioincts Mõtargis Cha. 9. Ar. 2. Orleãs Ar. 215.

Se continue par tiers ou quart ou autrement quand le ſuruiuant ſe remarie, ſans inuentaire legitimement clos & arreſté Paris Art. 242. Calais Art. 43. Meaux Art. 63. Melun Art. 222. & 223. Sens Art. 92. 93. 284. & 285. Auxerre Art. 205. & 206.

Fors entre Nobles Sens Art. 285. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 42. 43. & 44. Peronne Art. 127. Troyes Art. 109. & 110. Laon Art. 266. Chalons Art. 59. 60. 61. S. Quantin Art. 7. Peronne Article 128. & 129. Lille Art. 37. Tournay 14. Art. 18. 19. 20. 21. & 22. L'Alleue Tit. 2. Art. 11. Bayonne Tit. 9. Art. 48.

L'vn des enfans ſuruiuant continuans la Communauté prend autant que tous les enfans Paris Art 243. Calais Art. 44 Poictou Art. 237 Ne peut demãder partage ou iouiſſance des biens communs, quand le ſuruiuant eſt en viduité: & s'il ſe remarie ſans aſſigner formoture competent, le peuuent demander Cambray Tit. 7. Art. 10. & 11. L'Alleue Tit. 2. Art. 11. & 12.

Entre mariez, le ſuruiuant des conioincts de pote doit acquiter le teſtament, obſeques & funerailles. Meaux Art. 51. du iour de l'enterrement: & des autres iours à l'heritier Angoumois Art. 45. Doit accomplir les obſeques & funerailles & accompliſſement du Teſtament ſur la part du decedé Chalons Art. 19. Cambray Tit. 7. Art. 13. ne les faict tant du iour du treſpas qu'autres s'il n'y a don de meubles au ſuruiuant Lodunois Chap. 29. Art. 1.

Ne les paye, ains les heritiers du decedé Sedan 77. Calais Art. 31. Laon Art. 22. Tours Art. 305. Poictou Art. 246. S. Quentin Art. 4. Chauny Art. 17. Boullenois Art 73. Cãbray Tit. 7. Art. 13. Artois Art. 139. Normandie Art. 377. Meaux Art. 49. La Sale de Lille Tit. 2. Art. 46. Bar Art. 109.

Entre Nobles, le ſuruiuant doit acquiter les legs teſtamentaires Reims Art. 384.

La femme doit les ſeruices, obſeques & funerailles de ſon mari, & non les legs teſtamentaires Reims Art. 242.

Doit prendre les dons, legats & funerailles ſur les biens cõmuns. Lille Tit 2 Art. 34.

Retiẽt l'vſufruict des Fiefs acquis, ores que celuy qui eſt adherité termine vie, ſans enfans Tournay Tit. 10. Art. 24.

Tenu nourir, entretenir & inſtruire les enfans & marier les filles, s'ils n'ont biens Normandie Art. 369.

Succede au Fief ſans enfans & en tous meubles aux charges &c. Cambray Tit. 2. Art. 4.

Le ſuruiuãt entre Nobles a tous les meubles à mirebalais Aniou Art. 238.

Entre Nobles & les xxv. Eſcheuins de Poictiers Poictou Art. 229.

Entre Nobles s'il n'y a enfans Paris Art. 248. Meaux Art. 49. Melun Art. 218. Sẽs Art. 83. Eſtampes Art. 98. Montfort Art. 133. Mãte Art. 131. Senlis Art. 146. Clermõt Art. 189. Troyes Art. 11. Chaumont Art. 6. & 28. Vitry Art. 74. & 84. Chalons Art. 28. Noyon Art. 31. S. Quentin Art. 3. Ribemont Art. 93. Cauny Art. 15. & 16. Peronne Art. 126. Tours Art. 247. Chaſteauneuf Art. 66. Dreux Art. 103. Berri Tit. 8. Art. 13. Montargis Chap. 1. Art. 40. Reims Art. 279. & 281. Bar Art. 78. Calais Art. 39. Chartres Art. 57. Laõ, Art. 20. & 21 Reims Art. 274. 281. 284.

La moitié des conqueſts par vſufruict Vallois Art. 62.

Les Obligations mobiliaires paſſees auant les Fiançailles entrent en Communité, apres an & iour Bretagne Art. 447.

Quelles choſes, ne tombent en Communauté.

Donation faicte à la charge qu'elle ſera propre aux donataire Paris Art. 246. Calais Art. 47. Melun Art. 233. Mante Art. 120. Reims Art. 34. Mõtargis Chap. 8. Art. 14. Orleans Art. 211. Poictou Art. 233. Bayonne Tit. 9. Art. 25. 26. & 27.

Faicte en contemplaction de ſang. Bretagne. 441.

Faicte en ligne directe Paris Art. 246. Calais Art. 47.

Par traicte de mariage, s'il n'eſt dict autrement Orleans Art. 211.

Don faict à vn des compagnons par celuy de qui il eſt heritier preſomptif Aniou Art. 313. Le Maine Art. 507. Bourbonnois Art. 274.

Legs faict par contemplation de ſang &c. Bourbonnois Art. 233.

Donation ſimple tombe en Communauté. Paris Art. 246. Calais Art. 47. Montargis Chap. 8. Art. 14. faicte par perſonne eſtrãge eſt acqueſt: ſinon que le donateur l'euſt autrement declaré Bretagne Art. 441.

Le ſuruiuant des nobles conioincts par mariage communs en biens a les meubles du treſpaſſé pour le tout, & les deniers des Retraicts Lignagers, conuentionels & Feodaux Lodunois Chap. 25. Art. 15.

Communs peuuent pretendre part en la choſe Bourdeliere acquiſe par l'vn des cõmuns: mais le S. Bourdelier le peut recompenſer, ſi bon luy ſemble Niuernois Chap. 6. Art. 27.

Succedent à leur parent commun decedé ſans hoirs procreez de ſon corps. La Marche Art. 216.

Prouiſions ont lieu entre communs telle qu'entre mariez. Niuernois Chapitre 25. Art. 4.

Comparuit, Lille Art. 137.

Se laiſſer mettre en Comparuit Dreux Art. 57.

Pour Defaut que le demandeur faict à l'aſſignatiõ qu'il a faict bailler au defendeur c'eſt proprement l'acte qui eſt deliuré par le Iuge à l'vne des parties litigantes pour certifier ſa comparition.

Compenſation a lieu d'vne debte claire & liquide & non autrement Paris Art. 105. Calais Art. 222. Melun Art. 326. Dourdan Art. 56. Montfort Art. 68. Mante Art 66. Reims Art. 397. Tours Art. 219. Bourbonnois Art. 7. Auuergne Chap. 18. Art. 6. La Marche 3 Art. 200.

Selon diſpoſitiõ de droict Eſtampes Art. 68. a lieu Blois Art. 269.

N'a lieu en cour laye Montargis Chap. 21. Art. 10. Lille Art. 140. La Salle de Lille Tit. 25. Art. 18. Tournay Tit. 26. Art. 1.

Matiere de Complainte & de Nouuelleté ou biẽ Complainte de Nouuelleté Ponthieu Art. 143. & 163 Lille Art. 145.

Complainte ou doleance en cas ou matiere de Saiſine & de nouuelleté Montargis Chapitre 21 Article 1. 4. & 12. Bourbonnois Art. 297. Auuergne Chap. 2. Art. 1. La Marche Article 4. & 7. Poictou Art. 55. Auxerre Art. 211.

Complainte en cas de Saiſine & de Nouuelleté ſe doit intenter dans l'an & iour du trouble Paris Art. 96. Calais Art. 230 Montfort Art. 59. Mante Art 87. & 88. Senlis Art. 267. Clermont Art. 44. & 46. Vallois Art. 116 Ponthieu Art. 144. & 148. Lille Art. 149. Montargis Chap. 21. Article 1. Orleans Art. 456. Bourbonnois Art. 89. La Salle de Lille Tit. 18. Art. 1. Laon Art. 134. Chalons Art. 128. Reims Art. 187. Sedan Art. 263.

A lieu encores qu'il n'y ait iouiſſance par an & iour Poictou Art. 368.

Alieu quand on a iouy pour trois annees

Source : BIU Cujas

dernieres d'vne rente Grãd Perche Art. 210.

Pour heritage ou droict reel ou incorporel ou mobilier, droict ou seruitute reputé immeuble Paris Art. 96. Calais Art. 230. Mont-fort Art. 59. Mante Art. 87. Senlis Art. 267. Clermont Art. 44. Vallois Art. 116. Ponthieu Art. 144. Peronne Art. 218. Aniou Art. 426. Le Maine Art. 441. Bourbonnois Art. 86. Se peut intenter dans l'an par le proprietaire contre celuy qui a acheté des Colons ou conducteurs, encores qu'il ait iouy plus d'an & iour. Melun Art. 168. Mante Art. 91.

Pour les heritages alienez pour le mary. Reims Art. 260.

N'a lieu pour chose mobiliaire, sinon pour vniuersité de meubles. Paris Art. 97. sinon pour meuble accessoire à l'immeuble ou pour vniuersité, &c. Calais Art. 231. Clermont Art. 51. Sens Art. 117. Montfort Art. 60. Bourbonnois Art. 91. Auuergne Chap. 2. Art. 8. La Marche Art. 7. Poictou Art. 401. Montargis Chap. 21. Art. 6. Orleãs Art. 489. Sinõ pour prinse de meubles prins en la Iustice d'autruy, en donnant trouble au faict de la Iustice d'icelle. Clermont Art. 51. Poictou Art. 401.

N'a lieu contre les exploicts d'vn Haut Iusticier: ains opposition ou appellation. Montargis Chap. 21. Art. 12. Berry Titre. 2. Art. 32. contre la saisie ou empeschement du S. Iusticier direct ou Feodal: ains faut s'opposer, appeller ou venir par recours. Auuergne Chap. 1. Art. 1. & 2. La Marche Art. 4. Et en autres cas a lieu apres la reception en foy & hommage, & payement de lods & ventes, contre le S. direct ou Feodal qui l'espesche, le trouble ou occupe. Auuergne Chap 1. Art. 3. La Marche Artic. 4. contre le S. F. apres que le Vassal a esté receu en foy & hommage. Clermont Art. 50. Vallois Ar. 117. par la femme, pour la iouissance de son Douaire Melun Art. 237. Sens Art. 167. Auxerre Art. 211. Chalons Art. 45. Reims Art. 248. Amiens Art. 109. Peronne Art. 144. Tours Article 326. Poictou Art. 254.

Complainte se peut intenter par le mary pour les droicts de sa femme. Sens Art. 119. Troyes Art. 136.

Par l'heritier contre vn tiers autre que la Douairiere. Poictou Art. 264. Berry Tit. 18. Art. 7. S. Seuer Tit. 12. Ar. 12. contre celuy qui l'a troublé dans l'an & iour du trouble ou mort. Vallois Art. 72. Tours. Art. 262. Poictou Art. 279. Xainctonge Art. 105. Bordeaux Artic. 74. par celuy qui a esté payé d'vn deuoir annuel quand il y a contradiction, nonobstant la cessation du payemẽt par autre temps moindre que de trente ans. Bourbonnois Art. 92. Pour droicts de mere faculté dedans l'an de la contradiction formelle, nonobstant toute cessation. La Marche Art. 93.

Par vn Vassal pour raison de son fief contre toutes personnes, s'il n'y a saisie, encores qu'il ne soit receu en foy & hommage: fors contre son Seigneur. Clermont Art. 50 Vallois Art. 117.

Comme est intentee iudiciairement. Mõtargis Chap. 21. Art. 8.

Par le Vassal contre le S. saisissant, s'il a faict ses diligences. Tours Art. 110. Lodunois Chap. 11. Art. 2. S'il a esté receu par main souueraine. Troyes Art. 43. Laon Art. 186.

Pour tort faict & refus de Plege, & s'appleger en Cour, &c. Tours Art. 29. Lodunois Chap. 1. Art. 25. estant en foy ou ayant fait les offres, &c. Montargis Chap. 1. Art. 52. Orleans Art. 68. Berry Tit. 5 Art. 23.

Contre vn tiers qui le trouble. Berry Tit. 5. Art. 23.

Par le donataire contre l'heritier & tous autres. Tours Art. 240.

Par le Seigneur sur saisie brisee contre celuy qui aura exploicté par dessus sa main, &c. Tours Art. 27. Lodunois Chap. 1. Article 23.

Ne peut pour saisie brisee. Poictou Art. 55.

Ne peut par le Vassal s'il n'a fait les foy & hommage, ou se soit mis en deuoir, &c. Berry Tit. 5. Art. 23.

En quel cas l'heritier ne peut intenter remede possessoire. Angoumois Art. 117.

En matiere de Complainte l'impetrant obtient les interests. La Salle de Lille Titre 8, Art. 4.

Le possessoire fait suspendre le petitoire. Montargis Chap. 21. Art. 8. Faut plaider & conclurre à toutes fins: sinon qu'il ait son droict puis an & iour, ou soit conducteur ou fermier. Montargis Chap. 21. Art. 5 Adiournement comme sera faict. Lille Article 150.

Prẽdre Complainte en matiere de Nouuelleté. Montargis Chap. 1. Art. 52. Orleans Art.

Former ou intenter Complainte. Tours Art. 27. 240. 262. 294. Grand Perche Art. 95. & 210. Peronne Art. 144. Xainctonge Art. 78 Auxerre Art. 223. Berry Tit. 2. Art. 32. Tit. 5. Art. 23.

Former & executer Complainte en cas de Saisine & nouuelleté. Le Maine Article 396.

Se complaindre en matiere de Saisine & de Nouuelleté. Blois Art 99. Tours Artic. 297. & 326. Xainctonge Art. 105.

Vignes donnees à Complants demourees à tailler & de serpe peuuent estre reprinses par le S. de Fief. Poictou Art. 61. demourees à tailler dans la S. George. La Rochelle Article 62.

Droict de Complant doit estre porté par le detenteur ou autre pour luy à l'hostel du S. ou là aupres, dans demie lieuë. Poictou Art. 101. mené en la maison du S. auant les fruicts. Xainctonge Art. 21.

Detenteurs des vignes tenues audit droit doiuent passer leur vendange par le lieu que leur autheur. Poictou Art. 62.

Terre baillee à Complant pour la planter en vigne. Aniou Art. 160. Le Maine Art. 177 Poictou Art. 59. 60. 61. 62. & 82. Xainctonge Art. 18. 21. & 127. La Rochelle Article 62.

Complanterie pour le droict & portion que le Seigneur prend sur les fruicts des vignes baillees à Complanter, cultiuer & exploicter. Poictou Art. 75.

S. de Fief quand a son action pour ses interests des vignes non façonnees. Poictou Art. 61. Peut saisir les fruicts, y mettre Commissaires, &c. Ib.

Complanter. Poictou Art. 82. Xainctonge Art. 18.

V. Vignes.

Audition des Comptes, des Testamens appartient au Roy & à l'Eueſque par Preuention. Meaux Art. 39. au Comte de Clermont par Preuention, sans que la Cour d'Eglise ny autres y ayent que voir. Clermont. Art. 139. au Roy par Preuention, &c. Vallois Art. 176.

Compulsoire ou Commission pour contraindre les Notaires, Greffiers & autres personnes publiques, de deliurer les contracts, Titres, instrumens, actes, regiſtres, sentences, sacs & procedures des parties, dont ils se veulent ayder. Bourbonnois. Art 433.

Comte. Tours Art. 6. 42. 74. Aniou Art. 48 Le Maine Art. 56. & 57.

Comte de Clermont a par tout sa Comté Seel authentique. Clermont Art. 198. de Blois a tout droict de Iustice. Blois Artic. 10. Cognoist de toutes actions personnelles, reelles & mixtes, ciuiles & criminelles. Blois Art. 10. a Ressort & Suzeraineté sur ses Vassaux, tant en cas d'appel qu'autrement. Blois Art. 11. de S. Paul ou ses Officiers cognoissent de tous crimes: sauf de crime de leze Majesté reel. S. Pol Art. 33. d'Angoulesme en la Chastellenie d'autruy peut creer vn Sergent. Angoumois Art. 5.

Comte à tels droicts que les S. Hauts Iusticiers. Tours Art. 74. peut donner Haute Iustice, Moyenne & Basse à ses Vassaux, & retenir le Ressort. Aniou Art. 62. Le Maine Art. 71.

A Gibet ou fourches patibulaires à vi. pilliers. Aniou Art. 48. Le Maine Art. 46. Tours Art. 74. a quatre pilliers. Poictou Art. 1. Peut bannir les delinquans. Poictou Art. 2. Peut creer Notaires & Sergens. Poictou Art. 5. iusques au nombre de douze Notaires & douze Sergens. Angoumois Ar. 5. Tours Art. 75. & 76.

Comtes, Vicomtes & Barons ont Ressort & Suzeraineté chacun en leur regard. Aniou Art. 65. Le Maine Art. 74. Cognoissent de l'execution de leurs Sentences & appointemens donnez & prononcez en leurs Cours, & de faussete commise en leurs lettres & Seaux. Aniou Art. 77.

Concubines des Prestres & Religieux sont de la iurisdiction des Maire & Conseil sans Renuoy. Bayonne Tit. 2. Art. 6.

La pire condition attire à soy la meilleure. La Marche Art. 156. Bourbonnois 298. emporte la meilleure. Bourbonnois Art. 199. & 208. ou le mauuais emporte le bon. Niuernois Chap. 8. Art. 22.

Gens de condition.

V. Serfs.

Cõnestable. Boullenois Ar. 7. pour la Capitainerie ou gouuernement qui tient en Pairrie.

Confession faicte en iugement fait prouue: fors en cas de crime: s'il n'appert autrement du delict. Bretagne Art. 164.

Confiscation & forfaicture de denrees & marchandises. Aniou Art. 49. Le Maine Art. 57. Grand Perche Art. 7.

Confiscation de biens meubles & heritages appartient au Haut Iusticier. Meaux Art. 206. Sens Art. 24. Montfort Art. 187. Montargis Chap 5. Art. 4. Mante Art. 189. Duché de Bourg Chap. 2. Art. 1. Niuernois Chap. 2. Art. 2. Troyes Art. 120. Chaumõt Art. 95. Orleans Art 331. Grand Perche Art. 19. Dunois Art. 16. Amiens Art. 225. Ponthieu Art 161. S. Paul Art. 26. Chabris Art 26. Bourbonnois Art. 349. Auuergne Chap. 29. Art. 2. Quesque Art. 4. Peronne Art. 2. S. Pol en Artois Tit. 2. Art. 4. &. 5. S. Omer en Artois Tit. 2. Art 13. Bar Art 30. Si la personne est condamnee à mort ou bannie à perpetuel. Melun Art. 10. Sens Art. 25. Auxerre Art. 27. Troyes Art. 133. Chalons Art. 262. Reims Art 348.

Des heritages appartient au Haut Iusticier. Vallois Art. 3. fors des biens vacans par Aubenage, mort des Bastards & des personnes suiettes à morte-main. Vallois Art.

Source : BIU Cujas

3. vacans de main morte. Duché de Bourg. Chap 2. Art. 3. & Chap. 8. Art. 4. fors des Taillables & mortaillables. Bourbonnois Art. 349. fors des Bourgeois du Roy, qui a les meubles, & le Haut Iuſticier les immeubles. Vitry Art. 1.

Fors des biens de celuy qui eſt de condition ſeruile, en payant ix. ſols pour les frais de Iuſtice. Niuernois Chapitre 2. Article 5.

Confiſcation des meubles du Clerc banny ou condamné à charte perpetuelle, appartient à ſon Prelat, & les immeubles au Haut Iuſticier.

Confiſcation n'a lieu à faute de feſtre par les acheteur faict louer & inueſtir Iuſſat. Art. 1. & 2.

Confiſcation de meubles a lieu ſeulement en la Comté de Boullenois. Monſtreul Art. 48.

Confiſcation a lieu en crime d'hereſie & de leze Majeſté, tant en meubles qu'heritages. Monſtreul Art. 48.

N'a lieu ſinon en crime de leze Majeſté diuine & humaine au premier chef. Boullenois Art. 24. Bolongne Art. 5. Vviſſent. Art. 4.

Confiſcation appartient au Roy en crime de leze Maieſté, hereſie, fauſſe monnoye. Meaux Art. 206. és cas priuilegiez au Roy. Vallois Art. 3. Chaumont Art. 95. Vitry Article 15. Amiens Art. 226. Lodunois Chap. 39. Art. 5. Aniou Art. 142. Le Maine Artic. 157. Auuergne Chap. 29. Art. 2. Bourbonnois Art. 349.

En cas de crime de leze Maieſté. Melun Art. 10 Sens Art. 24. Laon Art. 11. Reims Art. 348. Ponthieu Art. 161 Normandie Article 144 de leze Maieſté humaine. Auxerre Art. 26. Montfort Art. 187. Mante Artic. 189. Chaumont Art. 95. Chalons Art. 261. Peronne Art. 2. Grand Perche Art 19.

Confiſcation de biens giſans en la Chaſtellenie de Lille demeurent és Couſtumes & vſances anciennes. Lille Art. 25. La Salle de Lille Tit 1. Art. 71 des biens du larron n'a lieu au profit du S. Vicomtier. Heſdin Tit. 2. Art. 7. Tit. 4. Art. 23.

Appartient au S. Vicomtier. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 1.

De l'heritage du Vaſſal, Bourdelier, Cenſier ou autre tenãt en directe a lieu au profit du Haut Iuſticier. Niuernois Chap. 2. Art. 6.

A lieu pour les immeubles du condamné ou declaré pariure, ou en cas de crime portant peine corporelle. Bretagne Art. 638. d'heritage: ſinon és cas declarez. Bretagne Art. 658. de meubles & fruicts d'heritages des bannis. Bretagne Art 659. des meubles & immeubles s'il eſt condamné à mort. Bretagne Art. 660.

Confiſcation de meubles aux Iuſticiers ayans ce droict. Aniou Art. 142. Le Maine Art 157. des fruicts des immeubles pour vne anne. Aniou Art. 142. Le Maine Art. 157. de meubles ou herirages n'a lieu en homicide ſimple faict de guet à pens. Aniou Art 144 Le Maine Art. 159. de meubles ſi le corps eſt confiſqué, appartient au Baron du Maine la Iuhez. Le Maine Art. 157. 158. & 159.

Appartient au Seigneur Suzerain, & non au Iuge qui prendra ſur icelle lx. ſols auec les frais & miſes Blois Art 25.

Confiſcation d'immeubles n'a point de lieu. Aniou Art 142. Le Maine Art. 157.

N'a lieu en Cambreſis fors en certains cas. Cambray Tit. 24. Art. 1. N'a lieu pour les immeubles que pour vn an: ſinon en crime de leze Majeſté. Bayonne Tit. 29. Art. 1. ſinon en crime de leze Maieſté diuine & & humaine. Lepuroux Art. 2. La Marche Art. 338. N'a lieu en Berry pour les manans & habitans en iceluy: fors en crime de leze Maieſté humaine. Berry Tit. 2. Art. 12. & 3.

Confiſcation de trois ſortes. Auuergne Chap. 29. Art. 4.

Comte de S. Paul a toutes Confiſcations fors en cas de crime de leze Maieſté reel. S. Paul Art. 33.

Haut Iuſticier en vertu de Confiſcation apprehendant les meubles, eſt tenu payer les debtes perſonnelles, rentes conſtituees non infeodees, & les arrerages d'icelles, iuſques à la concurrence des meubles: & celuy qui apprehende les heritages, tenu de payer le ſurplus. Senlis Art. 199. Vallois Art. 179. Amiens Art. 225. Poictou Art. 202. Doit payer les debtes iuſques à la concurrence des biens confiſquez. Reims Art 348. Les debtes & deuoirs. Bourbonnois Art. 266. Les charges reelles & foncieres precedente ſa prinſe & execution. S. Paul Art. 26. S. Paul en Artois Tit. 2. Art. 4.

Doit premierement payer les debtes du condamné. Peronne Tit. 1. Art. 3. Bourbonnois Art. 350. les debtes de l'executé deuement prouuees. S. Pol en Artois Ti. 2. Art 4 les debtes de l'executé, le Douaire & conuentions matrimoniales. Orleans Art. 311. Peut declarer confiſcation. Niuernois Ch. 2. Art. 7.

Le Moyen ou le Bas Iuſticier ont lx. ſols ſur ladite confiſcation. Niuernois Chap. 2. Art. 1. Senlis Art. 199. ont pareille ſomme iuſques à laquelle ils ont Iuſtice. Montargis Chap. 5. Art. 4. Orleans Art. 332.

Moyen Iuſticier prend lx. ſols ſur le droit de Confiſcation. Senlis Art. 199. idem du Bas Iuſticier. Auxerre Art. 30.

Condamné par Iuſtice Royale confiſque les fruicts pour la premiere annee, exempts de toutes debtes, fors des rentes Seigneuriales & foncieres pour l'annee: & ſes meubles à la charge des debtes. Normandie Art. 145.

Deniant ou meſcognoiſſant le gage, confiſque au Roy les deniers preſtez, & ſi doit le rendre. Normandie Art. 451.

Donataire confiſcant quand il y a retention d'vſufruict, confiſque la proprieté & l'vſufruict. Ribemont Art. 13.

Femme mariee ne confiſque que ſes propres ſeulement. Meaux Art. 208. Melun Art. 11. Sens Art. 27. Auxerre Art. 29. Bar Art. 31. Troyes Art. 135. Laon Art. 12. Montargis Chap. 2. Art. 3. Chalons Art. 265. Amiens Art. 228. Niuernois Chap. 2. Art. 4 Ne perd ſon Douaire. Orleans Art. 224 Aniou Art 318. Le Maine Artic. 330. ſon Douaire ou droict de Communauté ou autres à elle appartenans. Bourbonnois Art. 266.

Mary confiſque ſes meubles & conqueſts immeubles & propres à la charge du Douaire. Meaux Art. 208. Troyes Art. 134. Ne confiſque la moitié des meubles & conqueſts immeubles appartenans à la femme ny ſon Douaire. Melun Art. 11. Laon Art. 12. Chal. Art. 265. Amiens Art. 227. Ne cõfiſque ſes propres & la moitié des meubles & conqueſts Sés Art 26. Auxerre Art. 28. Orleans Art. 209 & 224 Chalons Art. 263. Peronne Ar. 134. Montargis Chap 5. Art. 3. Niuernois Chap. 2. Art. 3. Les biens qui appartiennent à ſa femme. Bar Art. 30. Duché de Bourgongne Chap. 2. Art. 2.

La part des biens que la femme doit auoir en la Communauté. Mante Art. 194. Normandie Art. 317. Grand-Perche Art. 118. Poictou Art. 201. N'eſt tenu du crime de ſa femme: ains ſeulement tenu de reparer ſur les biens de la communauté. Bretagne Art. 657. ne confiſque le Fief de ſa femme Aniou Art. 187. Le Maine Art. 205.

Mari ou femme ne confiſque que leur part de leurs meubles & acqueſts. Tours Art. 255.

Forfaict du mari ou de la femme ne peut preiudicier à la femme ou mary Reims Art. 349. ne faict Confiſquer les biens l'vn de l'autre. Bretagne Art. 346.

Frais de la Confiſcation ſont preferez à tous autres creanciers. Senlis Art. 200.

Du proces ſeront rembourſez par le Haut Iuſticier. Peronne Art. 3.

Doiuent eſtre payez. Bourbonnois Art. 249.

Deſpens & miſes de Iuſtice raiſonnables ſe prennent ſur les biens confiſquez, ſi la ſentence le porte S. Pol Art. 26. S. Pol en Artois Tit. 2. Art. 4.

Confiſcation de tout le beſtail à pied fourché des Parroiſſiens, s'ils laiſſent mourir vn ladre ſans le reueler à Iuſtice. Boullenois Art. 25.

Ce qui n'a lieu en la Ville, Bourgage & Banlieue. Bolongne Art. 14.

Confiſcation des farines moulues, pain ou autre ouurage de four moulu & cuit ailleurs au profit du S. ayant droict de Bannee de Four ou moulin. Amiens Art. 240. Ponthieu Art. 97. & 98. Boullenois Art. 56. Artois Art. 6. Heſdin Art. 6. S. Pol en Artois Tit. 1. Art 7. Peronne Art. 14. Niuernois Chap. 18. Art. 3. & 4. Tours Art. 8. Maizieres Art. 4. Lodunois Chap. 1. Art. 4. Grand Perche Art. 26. & 27. La Marche Art. 312. & 314 Xainctonge Art. 8.

Qui confiſque le corps, confiſque les biens. Paris Art. 183. Meaux Art. 207. Sens Art. 24. Auxerre Art. 26. Monfort Art. 185. Mante Art. 193. Vitry Art. 17. Chaumont Art. 119. Troyes Art. 132. Laon Art. 11. Chalons Art. 266. Reims Art. 38. Ponthieu Art. 143 Tours Art. 1. Niuernois Chap. 2. Art. 1. Normandie Art. 578. L'Iſle Sauary Article 7. Grand Perche Art. 19. Bar Art. 26.

Ne confiſque les biens, ſinon pour crime de leze Maieſté diuine ou humaine, ou fauſſe monnoye. Calais Art. 250. Tours Article 378.

Fors en crime de leze Majeſté. S. Quentin Art.

Ne confiſque ſes biens immeubles, mais ſes meubles: fors en crime de leze Majeſté. Poictou Art. 200.

Haut Iuſticier a le Fief de celuy qui meurt ſans heritiers, & qui a confiſqué ſon Fief, ſi elle luy appartient. Sens Art. 207. Auxerre Art. 74. Bar Art. 9.

Le Roy a par Confiſcation le Fief de celuy qui eſt executé par mort pour crime de leze Majeſté, Sens Art. 207. Bar Article 19.

Par Confiſcation & Commiſſion la Seigneurie vtile ſe peut conioindre à la directe Clermont Art 109.

Confiſcation de Fief a lieu en cas de Felonnie contre le Seigneur ou Vaſſal. Laon Art. 196, & 197. Chalons Art. 197. En quels cas a lieu. Reims Art. 129.

Choſe Feodale eſt confiſquee pour cas & crime Feodal, comme Felonnie & Faux Adueu Niuernois Chap. 4. Art. 66. Auuergne

Source : BIU Cujas

Chap. 22. Art. 18. & 19. Par Felonnie, faux adueu ou Desadueu formel. La Marche Art. 198. de Felonnie ou faux adueu. Bourbonnois Art. 386. Auuergne Chap. 22. Art. 18. & 19. Chap. 29. Art. 6.

Le Prince seul peut en sa Cour conclurre à Confiscation. Aniou Art. 191. Le Maine Art. 208.

Bailliſtre ne confiſque la proprieté du Fief: ains seulement les fruicts. Berry Tit. Art.

Confiſquer ſon Fief pour commettre ou forfaire ſon Fief, quand par la faute du Vaſſal il eſt acquis au Seigneur F. Paris Art. Vallois Art. 36. Reims Art. 129. Montargis Chap. 1. Art. 83. Dourdan Art. 34.

Vaſſal ne confiſque le Fief ou choſe tenue en Franc-Aleu, ou Cenſiue, ne la ſurcharge pour la vente. Auuergne Chap. 22. Art. 15 La Marche Art 180. & 181.

Confortemain, quand le S. F. ou Cenſuel vſe de la main de ſa Commiſſion & auctorité de Iuſtice, ou de ſon Seigneur Suzerain pour la conſeruation de ſes droicts, ou bien vne Commiſſion obtenue du Roy ou d'autre Seigneur ſuperieur, pour conforter la ſaiſie du S. F. ou Cenſuel. Auuergne Chap. 22. Art. 2. Berry Tit. 5. Art. 26. Blois Art. 39. Angoumois Art. 11.

Commiſſion confortatiue du Roy ou du Seigneur ſuperieur. Blois Art. 39.

Main Confortatiue du S. Haut Iuſticier. Orleans Art. 77.

Conforter la Saiſie. Blois Art. 39.

Congé de Cour. Senlis Art. 59. Clermont Art. 22. & 212. Vitry Art. 7. & 126. Laon Art. 234. Chalons Art. 242. Reims Art. 199. Ponthieu Art. 139. 146. 164. 167. 177. 179. & 180. Lille Art. 131. 132. & 138.

Congé donné en Aſſiſe en matiere d'Appel, emporte gain de cauſe. Clermont Art. 213. S'il n'y a anticipation. Auuergne Chap. 9. Art. 6. La Marche Art. 52 de Cour & deſpens, ſi le demandeur ne fait apparoir ſur le champ de ſon pouuoir & titre. Ponthieu Art. 165. de Cour & deſpens contre le demandeur, quand il y a Defaut contre iceluy prins auant conteſtation. Cambray Tit. 26. Art. 14. de Cour requis apres defenſes propoſees à faute de repliquer, & commẽt. Tournay Tit. 27. Art. 9. de Cour à faute de cotter par l'appellant le iour de ſon appel. Senlis Art. 59. de Cour & deſpens contre l'appellant qui ne s'eſt preſenté. Vitry Art. 7. obtenu contre l'impetrant de lettres Royaux emporte qu'il eſt debouté de l'effect d'icelles. Auuergne Chap. 9. Art. 8. La Marche Art. 45. de Court, contre le demandeur à faute d'enſeigner ſon defendeur par eſcrit l'eſtat de la cauſe. Ponthieu Art. 181. La Marche Art. 48.

De Cour contre le lignager, emporte gain de cauſe, encores qu'il ſoit dans l'an & iour. Clermont Art 31. Vallois Art. 137. Laõ Art 234. Chalons Art. 242. Reims Art. 199. Sedan Art. 248.

Obtenu apres les concluſions, fait que le lignager eſt priué du Retraict: & auant les concluſions, n'y a que deſpens. Ponthieu Art. 140.

Obtenu contre vn lignager, n'empeſche les autres lignagers d'y venir dans le temps. Vallois Art. 137. Chalons Art. 242. Melun Art. 147. Clermont Art. 25.

Et s'il y a fraude, le temps ne court que du iour de la fraude deſcouuerte. Melun Art. 147.

Au defendeur en Complainte, ſi le complaignant eſt defaillant, emporte gain de cauſe. Ponthieu Art. 151.

De Cour ayant eſté obtenu vne fois, on ne peut recommencer par nouuelle action: ſinon en refondant les deſpens de la premiere inſtance ou nanty effectuellement en main de Iuſtice. Cambray Tit. 25. Article 54.

Domaine Congeable.

V. Douaire.

Coniuration en matiere criminelle comme ſe doit faire. Tournay Tit. 11. Art. 5. 6. & 7.

Coniure du S. Bailly ou ſon Lieutenant. S Omer Art 6. Theroanne Art 8. quand les Vaſſaux & hommes Feodaux ſont appellez & conuoquez pour iuger les differents des ſuiets.

Coniure du Gouuerneur ou ſon Lieutenant. Bethune Art. 17.

Coniure & ſemonce. Valanciennes Article 1.

Conqueſts. Paris Art. 220. 244. Calais Art. 23. Meaux Art. 18. 19. & 26. 56. Melun Art 47. 130. 214. Sens Art. 26. Montfort Art. 88. 129. Berry Tit. 1. Art. 18. & 19. Tit. 7. Art. 9. & 10. Tit. 8. Art. 1. Tit. 12. Art. 16. Tit. 14. Art. 4. & 24. Tit. 19. Art. 1. Eſtampes Article 96.

Conqueſt comme ſe doit entẽdre. Reims Art. 32. Laon Art. 113. Chalõs Art. 118. Chauny Art. 24. Chaſteau neuf Art. 108.

Conqueſt acquiſition faicte par les conioincts ou l'vn d'eux conſtant leur mariage. Chalons Art. 250.

Conqueſts faicts par la femme auec ſes maris precedens ſe doiuent partir egalemẽt entre les enfans. Paris Art. 279. Calais Art. 71. Orleans Art. 203. Durant & conſtant les autres mariages ſubſequens ſe diuiſent entre eux pour leurs parts. Paris Art. 279. Calais Art. 71. Orleans Art. 203.

Rachat de rente deue par l'vn des conioincts faits durant le mariage eſt Conqueſt Paris Art. 244. Calais Art. 45. Melun. Art. 220. Dourdan Art. 87. Montfort Art. 136. Mante Art. 128. Sens Art. 278. Bar Art. 86. Auxerre Art. 189. Amiens Art. 108. Eſtampes Art. 101. Laon Art. 31. Chalons Ar. 34. Xainctonge Art. 64.

Racquits & deſcharges faits conſtant le mariage ne ſont Conqueſts. Comté de Bourg Art. 35.

Conſignation en matiere de Retraict cõuentionnel entre les mains de qui ſe doit faire. Poictou Art. 367. Angoumois Art. 77. quelle doit eſtre faicte en cas de refus. Poictou Art. 370.

Sera faicte le iour de l'aſſignation, & ce faiſant faut offrir, conſigner & depoſer actuellement. Normandie Art. 489.

Au refus ou delay de l'acquereur ſe pourra faire de telle ſomme que bon ſemblera, tant pour le prix que loyaux couſtemens. Auuergne Chap. 23. Art. 10. en main tierce au iour de l'aſſignation en Iuſtice. Auuergne Chap. 23. Art. 5. & 6.

Sera faicte par les lignagers, S. F. ou directs en deniers comptans ou argent monnoyé, dans le temps de la Couſtume. Auuergne Chap. 23. Art. 38.

Neceſſaire pour faire les fruicts ſiens. Meaux Art. 85. & 86. ſe doit faire iudicialement ou en main tierce hors iugement, partie preſente ou appellee, dans le temps, &c. Auuergne Chap. 23. Art. 4. 5. 6. & 7.

Ou Garniſſement dans quel temps. Normandie Art. 477. & 478. comme ſera faicte. Sole Tit. 19. Art. 7.

Sera faicte dans xxiiii. heures apres le Retraict adiugé par ſentence, partie preſente ou appellee, apres, &c. Paris Art. 136. Calais Art. 147.

Dans huictaine. Amiens Art. 170. Aniou Art. 173. Le Maine Art. 383. & 386. Chaſteau neuf Art. 77. Blois Art. 194. & 196. Poictou. Art. 325. La Rochelle Art. 34. Xainctonge Art. 46.

Dans neuf iours. Acs Tit. 10 Art. 2.

Dans quinze iours. La Marche Art. 266. Bretagne Art. 307.

Dans vingt iours. Niuernois Tit 31. Art. 5. ſera faicte en argent monnoyé ayant cours. Normandie Art. 477. La Marche Art 124. & non en autres. Ib.

Et obligation faicte au Greffe ou tel effect que la conſignation reelle. Berry. Titre 14 Art. 18.

Demoure au peril de celuy qui ſuccombe au Retraict Reims Art. 201.

D'vn piece d'argent valant dix deniers proteſtant parfaire. Menetou Art. 15. d'vn grand blanc. S. Aignan Art. 23.

Reale du pris principal auec or & argent pour tous loyaux couſtemens. Tournay Titre 10. Art. 30.

N'eſt neceſſaire ſinon apres le delais faict & lettres miſes en Cour. Blois Art. 198.

Ne ſe fera és mains des Iuges, leurs peres, enfans ou freres. Auuergne Chap. 23. Art. 8. Bourbonnois Art. 444.

Conſolidation & reintegration des Fiefs fauorable. Aniou Art. 205. Le Maine Art. 220.

Conteſtation comme s'entend. Paris Art. 104. Calais Art. 221. Orleans Art. 411.

V. Communauté.

Contracts ne peuuent eſtre faits par enfans eſtant en puiſſance de pere ou mere, ſans leur conſentement. Troyes Art. 139.

Par fils de famille eſtans en puiſſance paternelle, de Tuteur ou Curateur, ſans leur auctorité. Berry Tit. 1. Art 16. & 17.

De mineurs de xxv. ans ne ſont validez par ſerment Bretagne. Art. 498.

Hereditaires & hypothecaires doiuent eſtre paſſez pardeuant Notaires & Tabellions, ou pour le moins ſous le Seing priué des contractans. Normandie Art. 513.

Seront recordez pardeuant le Maieur & vii. Eſcheuins dans l'an de la paſſation, auant qu'ils ſoient executoires. Valanciennes Art. 58. & 60.

Doiuent eſtre paſſez pardeuant Eſcheuins ou deux d'iceux: fors contract de mariage. Tournay Tit 5. Art. 4 & 5.

Et obligations paſſees pardeuant Loix Eſcheuinales, en ſera faict vn double dans xl iours enſuiuans. Valanciennes Art. 160.

Eſtans paſſez és mettes de la Preuoſté de Rennes, les contrahans peuuent eſtre contraints par la Cour à entretenir leurs promeſſes, pourueu que l'vſement ſoit libellé en l'adiournement: fors ceux de Vitré & Foulgeres Rennes L. Art. 686.

Contracts des ſommes excedans cent liures ſeront paſſez pardeuant Notaires, ſignez des parties, &c. Bretagne Art. 376.

En Contract de mariage, auant la foy baillee, on y peut mettre toutes conditions, conuentions & accords. Montargis Chap. 8 Art. 8. & 9. Orleans Art. 202. Tournay Tit. 15. Art. 1.

La conuention qu'il n'y aura aucune Communauté. Berry Tit. 8 Art 8.

La conuention eſt bonne, Que la femme pourra renoncer à la Communauté, ou ſe tenir à ſes conuentions matrimoniales à ſon chois, au preiudice de ſon mary & de ſes

Source : BIU Cujas

heritiers, & non des creanciers. Berry Tit. 8. Art. 9. V. Conuention.

Pere & mere ou autre aſcendat ayans recognu vn de ſes enfans pour ſon heritier en faueur de mariage, auec promeſſe par eſcrit inſinuee de luy garder ſon heritage, ne le peut aliener n'hypothequer ny les bois de Haute Fuſtaye, &c. Normandie Art. 244. Anjou Art. 245. & 246. Le Maine Art. 262. & 263. Sauf pour extreme neceſſité, ou pour la redemption de ſon corps. Anjou Artic. 262. Le Maine Art. 264.

Peuuent marier leur fille de meubles ſans heritages, ou d'heritages ſans meubles. Normandie Art. 250. Idem.

Des freres, qui peuuent marier leurs ſœurs. Normandie Art. 251.

En contracts le vendeur eſt tenu declarer la rente, & le Notaire en doit aduertir les parties. Bordeaux Art. 92.

De vendition, permutation, arrentement ou autre alienation d'heritage, on eſt tenu declarer par ſerment les charges & hypotheques deſdits heritages alienez, ou s'ils ſont francs. Cambray Tit. 2. Art. 14. Niuernois Chap. 5. Art. 25. Bourbonnois Art. 79. Bordeaux Art. 91.

Les Notaires ſont tenus faire mention des rentes & autres charges des choſes immeubles. Bourbonnois Art 79. & 80. Bordeaux Art. 91. Niuernois Chap. 5. Art. 4.

Contract ou chirographe perdu, comme ſe doit recorder, Vidimer & collationner. Valanciennes Art. 161. & 162.

Contract comme ſe peut recouurer par Vidimus ou coppie collationnee à celle du regiſtre ou ſur la minute. Idē des Ayuvves, & lettres Eſcheuinales. Valanciennes Art. 71.

Contracts vſuraires & illicites prohibez & defendus, & ſont les parties contrahantes & Notaires amendables. Bourbonnois Art. 421.

Lecture & publication de Contracts cōme ſe doit faire & eſtre enregiſtree au Greffe de la iuriſdiction ordinaire. Normandie Art. 441. & 442.

Contrahans ne peuuēt deroger à la Couſtume. Normandie Art. 314. tenus ſe purger par ſerment, s'il y a fraude ou ſoulte de deniers en l'eſchange. Amiens Art. 28.

Si la vendition eſt faicte Francs deniers. Artois Art. 28.

Contredicts & Saluations. Poictou Art. 392 Berry Tit. 20. Art 7.

Quand les parties en fourniſſent contre les Titres & lettres produits par la partie aduerſe: laquelle doit donner ſes Souſtenemens ou Saluations au contraire.

Contre lettre ſecrette baillee par l'acquereur du Fief ou Vaſſal vendeur contenant faculté de rachat à dix ans ou perpetuelle. Berry Tit. 5. Art. 51.

Faicte à part & hors la preſence des parens, qui ont aſſiſté au contract de mariage nulle. Paris Art. 258. Orleans Art. 223.

Contrepleger, Pleger, Contreplege, Plege, pour bailler caution & fideiuſſeur. S. Seuer Tit. 1. Art. 9. 14. 15. & 18.

Contreſchange, quand deux perſonnes contractent par eſchange mutuel. Berry T. 14. Art. 15. & 16.

Contumace. Tournay Tit 26. Art. 6. & 7. La Rochelle Art. 25. & 27. Xainctonge Artic. 113.

Rente de Conuenans. Bretagne Article 541.

Conuentions entre conioincts par mariage, faictes en traicté de mariage, tiendront ſi elles ſont honneſtes. S. Quentin Art. 14. La Marche Art. 296. Bourbonnois Art. 219. Auuergne Chap. 14. Art. 25. & 26. Chap. 15. Art. 1. La Chaize-Dieu Art. 2.

Conuention ou accord fait en mariant leurs enfans, que les enfans laiſſeront iouir le ſuruiuant pere ou mere des meubles & conqueſts eſt bonne, ſ'il ne ſe remarie: & n'eſt aduantagé. Paris Art. 281. Calais Art. 79.

Coruees. Paris Art. 71. Orleans Art 100. Niuernois Chap. 8. Art. 4. & 17. Bourbonnois Art. 191. & 495. Bretagne Art. 91. Anjou Art. 31. & 499. Le Maine Art. 36. Grand Perche Ar 3) Blois. Ar. 40. Auuergne Ch 17. Art. 15. & 16. Chap. 26. Ar. 18. 19 & 22. Chap. 31. Ar. 51. & 52. La Marche Ar. 92. 136. & 430.

Coruees deuees quatre fois l'an. Bourbonnois Art. 191.

Trois fois l'an. Bourbonnois Art. 339. & 495. Se doiuent faire du Soleil leuant au Soleil couchant. Bourbonnois Art. 191. & 339 Auuergne Chap. 25. Art. 18.

Ne ſe doiuent faire plus que le ſuiet ne retourne le ſoir en ſa maiſon. La Marche Art. 138.

Sont deues par les ſuiets aux Seigneurs. Bretagne Art 343.

A quelle raiſon ſeront payees. Bourbonnois Article 339. Auuergne Chap. 25. Art. 19.

Ne peuuent eſtre faictes pour autres que pour les Seigneurs. Bourbonnois Article 336.

Ne ſ'arreragent point, & ne ſe prennent vne annee ſur l'autre. Bourbonnois Art. 339 Auuergne Chap. 25. Art. 18.

Ne tombent en arrerages, s'ils ne ſont demandez. Auuergne Chap. 27. Art. 22. La Marche Art. 146.

Abonnees à deux ou trois. Bourbonnois Art 495.

Coruees, charrois & maneuures à mercy ſont limitees à douze l'annee. Auuergne Chap. 25. Art 18.

Seigneur ne peut contraindre faire Coruees, s'il n'y a titre, Adueu ou Denombrement baillé. Paris Art. 71. Orleans Art. 100.

Coruees viles ne ſeront faictes en perſonne par Noble homme, & s'il les doit, baillera homme pour les faire Bretagne Art. 9.

Gens Coruecables à volonté. Niuernois Chap. 8. Art. 7. Duché de Bourgongne. Chap. Art.

V. Fiuaters.

Heritages Cottiers ou Roturiers. S. Omer Art. 22. S. Paul Art. 4. Ponthieu Art. 86 Boullenois Art. 49. 50. 51. & 52. Artois Art. 14. 20. 77. & 136. Amiens Art 23. 33. 36. & 38. Doulens Art. 1. & 2. Vimer Art. 1. & 6.

Tenant ou tenancier Cottier ou tenant cottierement. Ponthieu Art. 72. & 63. Amiens Art. 42 & 43. Monſtreul Art. 5. & 8. & 28. Foulloy Art. 1. Heſdin Tit. 2. Article 3.

Pour celuy qui tient & poſſede heritage redeuable de Cens ou Surcens ou Rente.

Tenement Cottier n'a aucuns droicts Seigneuriaux outre ſes bornes, hayes & limites. S. Omer en Artois Titre 2. Article 1.

Cotterie & tenement Cottier. S. Omer Art. 16. & 23. Sainct Paul Art. 10. 11. 12. & 15. Ponthieu Art. 4. 6. 31. 33. 40. 69. 77. &c. Amiens Art. 112. 148. 149. 150. & 181. Beauquelne Art. 14. Vimer Art. 1. & 2. Artois Art. 116.

Pour heritage Cenſuel ou redeuable de rente.

Tenement Cottier. Monſtreul Art. 5. S. Omer Art. 19. ou roturier. Sainct Pol Article 15.

Terre Cottiere. Monſtreul Art. 28. Vimer Art. 1.

Terres Rentieres & Cottieres. Theroanne Art. 1. S. Paul Art. 3. 4. & 7. Boullenois Art. 55.

Redeuables de rentes Cotteries. Vimeu Art. 2. S. Pol Art. 12. Heſdin Titre 2. Art. 11. & 14.

Rentiers cottiers & fermiers. Boullenois Art. 36.

Heritage Cottier. Monſtreul Art 39. & tenu en Cenſiue. Doulens Art. 1.

Iuges Cottiers quand les hommes Cottiers ſont appellez au iugement. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 22.

Cottierement. Ponthieu Art. 1. 11. 71. 77. 89. 90. 94. Boullenois Art. 43. & 53. Amiens Art. 42. Monſtreul Art. 28.

Lieu Cottier. Ponthieu Art: 170.

Homme Cottier. Artois Art. 1. Boullenois Art. 46. 47. 52. & 55. Bolongne. L. Art. 8. Vviſſent Art. 3.

Choſe Cottiere. Ponthieu Art. 34. 56. 89. Ponthieu Art. 122. Amiens Article 39.

Cottiers Boullenois Article 36. 42. 47. & 50. Herly Art. 1. 5. & 6. Queſque Art. 1. & 2. Artois Art. 78.

Cottiers & Renteux. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 38.

Droicts de Couletage n'eſt deu pour vendition. Lille Art. 70.

Droicts de Colombier ou Coulombier. Montargis Chap. 1. Art. 8.

Demourent à l'vn des heritiers ſeulement. Normandie Art. 137.

Paragers ayant baſty vn Coulombier en leur portion de Fief, & iouy par quarante ans paiſiblement ne ſeront contraints à demolir. Normandie Art. 137.

Coulombier. Ponthieu Art. 82. Boullenois Art. 44.

Coulombier en pied & de nouuel edifié, n'eſt permis ſans licence du Seigneur ou de Iuſtice. Duché de Bourgongne Chapitre 15. Article premier. Niuernois Chapitre 19. Art. 1.

Mais on peut auoir Coulombier ſurſoler. Niuernois Chap. 19. Art. 1.

Ou Fuye, Ne ſeront faicts, s'ils ny eſtoient d'ancienneté ſur pied ou pilliers, ou s'il n'a trois cens iournaux de terre en Fief. Bretagne Art. 389.

Coulombier ne volerie ne peut eſtre tenue dans la Ville d'Eſtampes: ſur peine, &c. Eſtampes Art. 192.

Trie ne volerie ne peut eſtre faict de nouuel ſans congé du Seigneur Chaſtelain. Chaſteau-neuf Art. 152.

Ne peut eſtre baſty de nouueau par aucun, s'il n'eſt Noble ou a Domaine Noble. Bretagne Art 389.

On ne peut auoir Coulombier mouuant de pied, Garenne ne fuye, n'eſleuer bonde d'eſtang ne Moulin, ſans conſentement du Seigneur. Vaſtang Art. 19.

Ne peut eſtre faict de nouueau ſans congé. Bar Art. 47.

Tries & Trappes de pigeons defendues. Bretagne Art 389.

On ne doit tirer ou tendre aux Pigeons du Coulombier, auec filets, glus, &c. Bretagne

Source : BIU Cujas

tagne Art.390.

Haut Iuſticier ayant Cenſiue, peut auoir Coulombier à pied auec boulains, iuſques à rez de Chauſſee. Paris Art. 69.

A cent arpens. Orleans Art.168.

Vn Seig. non Haut Iuſticier ayant Fief, Cenſiue & terres en Domaines, peut auoir Coulombier à pied, iuſques à 50. arpens. Paris Art.70.

Voliere aux champs permiſe iuſques à deux cens boulains, & ſans fuye. Orleans Art.168.

Non excedant cinquante boulains ſans qu'ils puiſſent eſtre augmentez, ſinon comme deſſus. Calais Art.19.

Coulombier à pied ayant Boulains, manes, & troux, ne peut eſtre tenu par vn tenant en Cenſiue, s'il n'a titre & permiſſion du Roy, ou tient terres iuſques à deux cens cinquante meſures. Calais Art.19.

Cour perſonnelle. S. Seuer L. Titre 1. Art.22.

En laquelle les parties litigantes doiuent comparoir, & proceder en perſonne, & non par Procureur.

Courtiers de vins. Reims Art.399.

Courratiers. Bourbonnois Art.131. Niuernois Chap.32. Art.2. Berry Tit.9. Art. 31. & 32. Dunois Art.89. Auxerre 141. & 142.

Courratier eſt creu du pris entre le vendeur & l'acheteur, s'il n'y a grand ſomme, ou que la partie en vouſit informer. Bayonne Tit.4. Art.19. & 20.

Ne vaut qu'vn teſmoin, quand il eſt queſtion des pactions & conuentions ſur l'eſpece. Bayonne Tit.4. Art.21.

Iuré quel ſalaire. Auxerre Art.146.

Doit laiſſer vn Billet de l'achat du vin. Auxerre Art.147.

Marchant de vin ou Courratier iuré en quel cas ſe peut deſdire du marché. Auxerre. Art.163.

Courtiers de vin tenus de payer le prix au vendeur: ſinon qu'il fut autrement conuenu. Reims Art.399.

Faiſans fraude és venditions de meubles, tenus par priſon auec amende pecuniaire ou corporelle. Berry Tit.9. Art.32.

Proxenetes, Courratiers commis à vendre marchandiſes tenus de rendre les marchandiſes ou le prix par empriſonnement. Niuernois Chap.32. Art.21. Dunois Art.89. Bourbonnois Art.131. Orleans Art. 419. Berry Tit.9. Art.31.

On n'eſt tenu à prendre Courratier. Auxerre Art.145. & 146.

Iuges Subalternes, Souuerains, n'autres, ne peuuent amplifier les Articles contenus en la Couſtume. Bretagne Art.685.

Couſtume de Bleds, vins & autres choſes pour vn reuenu annuel. Duché de Bourgongne Chapit. Article. Montargis Chapitre 2. Art. 40. & 42. Poictou. Art.57.

Couſtume ou Cenſiue. Sens Article 225.

Droict de Couſtume. Grand Perche Art.29.30. & 39. Aniou Art. 49. Le Maine Art.57. appartient au Bas Iuſticier. Grand Perche Art.29.

Couſtumes de grain & chair eſcheables. Troyes Art.189.

Couſtume eſt deuë par tous, s'ils ne ſont priuilegiez & en ce cas doiuent payer Depry. Tours Art.83. Lodun. Chap.7. Art.3. ſe doit payer dans la huictaine. Grand Perche Art.29. eſt deue pour denrees, volailles & beſtes à laict. Grand Perche Art.29.

Leuage & petite Couſtume. Aniou Art. 9. Le Maine Art.11.

Petite Couſtume de denrees vendues en quelque Fief. Aniou Ar.8. Le Maine Ar.10.

Couſtume ou leuage des denrees qui ont ſeiourné 8. iours naturels, ſ'il n'y a titre, preſcription ou exemption au contraire. Aniou Art.9.

Seigneurs ont leuage des biens de leurs ſuiets, allans demourer hors le Fief. Aniou Art. 8. Le Maine Art.8. prenans droict de Preuoſté ou de grand Couſtume, n'ont la petite. Aniou Art.9. Le Maine Art.35.

Tenent à foy & hommage à hebergement ne doit Couſtume. Artois Art.8. Le Maine Art 9.

Couſtumiers ou Suiets Couſtumiers. Tours Art.7.49.50 57.346. Aniou Art.130. 147.255.262.264.279.357.444. Le Maine Art 35.37.141.163.180.191.204.272.280.282 295.455 349. Lodunois Chap.34. Art.1.

Bourſe Couſtumiere.

V. Bourſe.

Amendes Couſtumieres ou arbitraires. Tours Art.55. Lodunois Chap. 4. Art.1. & Chap. 37. Art.11. S. Aignan Art.1. Menetou Art.25. Selles Art.1. & 2. Chabris Art.1. & 10.

Prinſe Couſtumiere. La Ferté Ymbaut Art.7. pour amende ordinaire.

Couſtume pour Peage ou deuoir. Tours Art.81. Lodunois Ch.7. Art.1. Aniou Art.8 10.30. & 49. Le Maine Art.10.57.

La Couſtumiere pour Peagerie. Aniou Art.50.54. Le Maine Art.58. & 61.

Noble ou Couſtu. Lodunois Ch. 39. Art. 14. Aniou Art.30.32.150. 163.171.172.174. 177.178 186.199. 200.266. 324.340.345. 374. & 512. Le Maine Art.166.181. 187.192. 196.215.254.255. 284. & 313.334.338.352.357. 384.456. & 509. Chartres Art.86. Dreux Art.75.

Couſtumiers non Nobles. Aniou Art. 259. Le Maine Art.277.

Perſonne Couſtumiere. Art. 302. & 303. Aniou Art.258. & 317. Le Maine Art. 276. & 349.

Perſonne Couſtumiere ou roturiere. Lodunois Chap.25. Art.12.

Homme Couſtumier. Aniou Art. 252. 260.267. 301 303. 304.305. Le Maine Art. 270.278. & 285. ceſt à dire de condition roturiere.

Couſtumier homme de Foy. Aniou. Art.177. Le Maine Art.195.

Femme ou fille Couſtumiere. Aniou Art. 88.237.238.252.253.267.299. Le Maine Art. 101.278. & 285.

Suiets eſtagers Couſtumiers. Lodunois Chap.1. Art.3. Chap.2. Art.11. Chap. 4. Art. 2. Aniou Art.14. Le Maine Art.14.

Pour ſuiets qui ont maiſon au Fief d'vn Seigneur, & ſont roturiers Couſtumierement. Aniou 252. 253. 258. Le Maine Art. 270. 271. & 276.

Serf Couſtumier, qui doit les Tailles ordinaires à ſon Seigneur. La Marche Art. 126.127.128.

Couurir le Fief. Aniou Art. 100. & 126. Le Maine Art.113.120.121. & 135.

Couurir le feu de ſon Fiuater, en ſigne de ban, ſaiſie ou main-miſe du Seigneur de Fief par faute de payement. Sole Tit.10. Art.8.

Creancier peut pourſuiure ſon debteur ou plege à ſon chois. Duché de Bourgongne Chap. 5. Art.3. Lille Art.147.

Le Plege de ſon debteur principal ſans l'auoir rendu non ſoluable, ou les pourſuiure tous deux enſemble. Lille Art. 147. La Salle de Lille Tit.25. Art.7.

Pour leurs parts ſeulement, quand les Pleges ne ſont obligez pour le tout. Lille Art. 147.

Se peut addreſſer à ſon chois à l'vn de ſes debteurs obligez vn ſeul pour le tout, par vne meſme debte, ou à ſon debteur ou pluſieurs Pleges obligez chacun pour le tout. Niuernois Chap. 32. Art. 10. Chaſteau neuf Art.153. Bourbonnois Art. 114. & 115.

Fors en la Ville de Bayonne où ils ſont quittes en payant leur part, ſ'ils n'ont renõcé à la Couſtume de la Ville en preſence du Maire ou ſon Lieutenant. Bayonne Tit.21. Art.1.

Eſtant de la Ville comme le debteur, il peut bailler Plege, & a quinze iours de terme, & ledit temps paſſé, ſera ledit Plege contraint par corps. Mauriac Art.3.

Peut ſommer le Plege de le payer ou faire payer, ſ'il ne monſtre des biens du debteur ſituez au Duché non debatus. Bretagne Art.190.

Comme ſe peut faire payer de ſon debteur. Valanciennes Art.8.

Se doit payer premierement ſur les meubles, & comment. La Bourt. Tit. 14. Art.1. 2.3.4.5.6.7.10.12.22.23. 24. 25. & 26. Sole Tit.29. Art.1.2.3.4.5.6.7.8.28. & 29.

A ſon choix de ſ'addreſſer cõtre l'heritier ou celuy qui tient les meubles. Poictou Ar. 249. Lodunois Chap.27. Art.14.

Sans diſcuſſion contre la vefue ou heritiers. Tours Art.269.

Contre l'vn des conioincts obligez, ou ſes heritiers. Vallois Art.99. Aniou Ar.507 Le Maine Art.502.

Contre les heritiers apparãs du premier decedant: ſinon contre les Nobles prenant les meubles. Chauny. Art.18.

Contre la vefue pour la moitié, ou contre l'heritier des immeubles pour le tout. Artois Art.183. Duché de Bourg. Ch.4. Art.11. & 12. Comté. Art.30. Niuern. Ch.23. Ar.8. & 9. Bourb. Art.242. & 243. ou pour le tout contre la vefue, ſon recours, &c. La Salle de Lille Tit.2. Art.47.

A ſon recours contre les heritiers du mary. Reims Art.253.

Peut agir ſelon la forme des obligatiõs Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 13. Niuern. Chap.23. Art.10. Bourbonn. Art.243.

Contre le ſuruiuant, ſi les heritiers du predecedé ſont inſoluables. Bourbon. Art. 244. Bretagne Art.334.

Des conioints obligez par partage l'autre y eſt tenu, ſ'il eſt pur: ſinon, &c. Niuernois Chap.23. Art.11

Fera proceder par execution ſur les biens du mary, auant que ſur la femme. Bretagne Art.430.

Ne peut faire ſaiſir les propres de la femme ou les fruicts apres la ſeparation iugee. Tours Art.292.

Se peut addreſſer tant contre les heritiers des meubles, acqueſts & conqueſts, que des propres, chacun pour ſon regard: ſauf leur recours, &c. Melun Art. 268. Arras Art.47.

Contre l'heritier mobiliaire ou immobiliaire: ſauf, &c. Sens Article 95. Bar Article. 131. Artois Article 185. 187.189. Cambray Titre 15. Article 2. & 3. Amiens Article 91. & 159. Lille Article 4. La Salle de Lille Titre ſecond, Article 15. & 16.

Du coſté paternel ou maternel, ſe

Source : BIU Cujas

peut addreſſer contre les heritiers paternels ou maternels : mais pour les debtes faictes par le defunct, tant contre les paternels que maternels : ſauf leur recours & ſans preiudice, &c. Auuergne Chap. 12. Article 22. & 23.

Creancier ſera tenu vendre les meubles loyaument. Bretagne Art. 227. premiers peuuent faire arreſter les meubles vendus dans la huictaine. Bretagne Art. 231. & 232.

Creant de Seruice ſe faict en la main du Bailly Chaumont Art. 9.

Le Cry & les armes. Troyes Art. 14. Chaumont Art. 8. pour le nom, titre, qualité, deuiſe, armoiries & eſcuſſons que les aiſnez Nobles pretendent ſur les puiſnez.

V. Aiſné.

En matiere de Criees les commandemẽs de payer ſont prealables. Theroanne Artic. 19. Chaſteau neuf Art. 100. Niuernois Ch. 22. Art. 23. & 33. Orleans Art. 465. Bourbonnois Art. 107. & 143. Normandie Art. 548. Blois Art. 271. Berry Tit. 9. Art. 49. Bar Art. 213. & 214. La Rochelle Art. 14. Lodunois Chap. 22. Art. 6.

Les heritages criez ne ſeront plus eſtimez. Auuergne Chap. 24. Art. 30.

Biens des mineurs ne ſerõt mis en Criees ſans appeller leurs Tuteurs. La Salle de Lille Tit. 23 Art. 16.

Le Iuge comme doit regler les parties apres l'introduction de cauſe. Berry Tit. 9. Artic. 52. & 53. ordonner la preuue ſur les moyens de nullité & cauſes d'oppoſition par lettres ou teſmoins dans vn Delay, &c. Berry Tit. 9. Art. 56. & 57. Donner ſentence de Diſcuſſion. Berry Tit. 9. Art. 61. Bourbonnois Art. 150. ſans faire droict ſur la priorité ou poſteriorité: ſauf à ce faire apres Senlis Art. 185.

Tenant l'eſtat du Decret, endoſſera les obligations portees au Decret & ſigner l'endos, & ſpecifier les obligations non portees & renuoyees. Normandie Art. 572.

Vne ſeule forme de Criees en tout le Bailliage. Orleans Art. 464.

Les Criees & Subhaſtations. Berry Tit. 9. Art. 49. & 50.

Du Fief doiuent contenir mis par le pourſuiuant. Normandie Art. 549. & 554.

Des immeubles faictes à la requeſte du Creancier. Aniou. Art. 502. Le Maine Art. 498.

En toute Criee faut mettre pris d'argent ou rente ſur les choſes Criees. Normandie Art. 532. de Fief faut auoir la declaration du Fief ſur le decretant, pour eſtre communiqué au ſaiſi, &c. Normandie Art. 550. & 551. & y feront reſponce dedans xl. iours. Normandie 552.

Criees ſeront notifiees au debteur. Ponthieu Art. 121. & 124. Vallois Ar. 184. Bourb. Art. 143. Auuergne Chap. 24. Art. 19. Vitry. Art. 138 Niuernois Chap. 22. Art. 41.

Peuuent eſtre blaſmees par l'obligé ou proprietaire, enſemble les procedures. Ponthieu Art. 126.

Se fõt par les iiii quatorzaines par le Sergent appellé vn Crieur Iuré au iour de Feſte, iſſue de Meſſe Parochiale, & à iour de plaids ou de marché. Meaux Art. 115. Clermont Art. 60.

Par les iiii quatorzaines anciennes Mõfort Art. 175. Mante Art. 115. Grand Perche Art. 208.

Par iiii. quatorzaines ſans diſcontinuatiõ & ſeront rapportees & relatees par le Sergent. Senlis Art. 284.

Seront faites publiquement aux Sieges, où les heritages ſont vendus: & mis ſont en autre Chaſtellenie, au Siege & Auditoire de ladicte Chaſtellenie. Senlis Article 284.

Seront faites par le Sergent au deuant de l'Egliſe Paroch. du lieu, à iour de Dimãche, iſſue de Meſſe Parochiale par quatre quatorzaines. Melun Art. 332.

De 14. en 14. iours quand il y a condition ou Commiſſion du Preuoſt Royal ou haut Iuſticier par ſon Sergent aux iours & plaids ordinaires & à l'iſſue de la Meſſe Parochiale. Clermont Art. 62.

Par trois quinzaines & vne quarantaine, de Dimanche en Dimãche à iſſues de Meſſe ou Veſpres Parochiales. Sens Art. 125. & vne quarte d'abondante. Auxerre Art. 123. Troyes Art. 69. & 126.

Faictes par iiii. quinzaines. Montargis. Chap. 19. Art. 10. Vallois Art. 184. & 185. Amiens Art. 255.

Se font publiquement & en iugement. Clermont Art 62.

Comme ſe doiuent faire. Lille Art 8. & 9. ſur le mineur. Normandie Article. 580. & 581.

Quand ſont defectiues. Montfort Art. 176.

Doiuent eſtre continuees de iour à autre. Melun Art 333. Troyes Art. 125. Montargis Chap 9 Art. 5. & 9.

Ne doiuent eſtre faictes en moins de iours que de neuf. Bayonne Tit. 5. Art. 4. Secus a plus longs iours du conſentement &c. Bayonne Tit. 5 Art 5.

Doiuent eſtre continuees, autrement ſont nulles. Meaux Art. 115. La Marche Art. 379.

Autrement ſeront refaictes, ſi elles ſont defectueuſes. Angoumois Art. 105. Bar Art. 219.

Ne doiuent eſtre recommencees, ſi elles ſont faites à ſept ou huict iours outre. Sens Art. 127. Auxerre Art. 125.

Comme ſeront faictes par les Bayles ou autres. Acs Tit. 14. Art. 5. & 6. La Bourt Ti. 14. Article. 18. 19. & 20. Cambray Tit. 20. Art. 8.

Ban & Criees de l'Hoſtel Feodal, comme ſeront faites, & par qui. Sole Tit. 10. Art. 4.

Seront publiees auãt l'adiudication. Clermont Art. 63. Vallois Art. 187.

Eſcheantes à iour ferié, ſeront continuez au prochain iour non ferié enſuiuant. Auuergne Chap. 24. Art. 12. La Marche Art. 384. S. Seuer Tit 16. Art. 7. Se continuent, s'il y a Feſte, au prochain iour plaidoyable. Clermont Art. 64. Vallois Art. 185.

Doiuent eſtre faictes en toutes les iuriſdictions, où les choſes ſont aſſiſes. Melun Art. 333.

Seront faictes ſans diſcuſſion, apres cõmandemens faicts, de payer ou fournir meubles, & faut auoir Commiſſion. Vallois Art. 183. & 184.

Criees de trois huictaines & trois quinzaines & vne quarantaine. Montargis Chap. 19. Art. 5.

Seront faictes au lieu, territoire & Iuſtice, où les choſes ſont ſituees: & ſi elles ſont en diuerſes iuriſdictions, les Criees ne valent ſans lettres du Prince. Montargis. Ch. 19. Art. 5.

Se doiuent faire au lieu & au Siege de la Preuoſté, où les heritages ſont aſſis. Vitry Art. 138.

Seront faictes és lieux accouſtumez. Niuernois Chapitre 32. Art. 38. Bourbonnois Article 143. Auuergne Chap. 24. Art. 22 & 23.

En lieu public. Montargis Chapitre 19 Art. 2.

Et s'il y a diuerſes iuriſdictions, elles ſe feront au lieu où ſont les principaux heritages. Niuernois Chap. 32 Art. 39. La Marche Art. 387. S. Seuer Titre 16. Art. 5. & 6. Bayonne Tit. 15. Art. 1. 2. & 3.

En la Iuſtice ſuperieure, ſi l'heritage du Seigneur eſt Crié. Niuernois Chapitre 32. Art. 40.

A quels iours ne ſe peuuent faire. Niuernois Chapitre 32. Art. 36. Bourbonnois Art. 145. Auuergne Chap. 24. Art. 13. La Marche Art. 376. S. Seuer Titre 16. Art. 7.

Criees comme ſe doiuent faire. Sçauoir quatre, dont la premiere eſt de quinze iours, & les trois autres de quinze en quinze iours, ſans les allonger ou abbreuier. Niuernois Chap. 32. Art. 34. & 35. Bourbonnois Art. 145. Auuergne Chap. 24. Art. 15. 16 17. 18. La Marche Art. 380. 381. 382. 389 & 390.

Seront pourſuiuies en la preſence d'vn Notaire Lay, & deux teſmoins. Niuernois Chapitre 32. Art. 41. Bourbonnois Art. 143.

Se font à iour de Dimanche à l'iſſue de la grand Meſſe Parochiale. Auuergne Chap. 24 Art. 14.

A l'Egliſe du lieu, à iſſue de Meſſe Parrochiale, à iour de Dimanche, & iour de Marché, en la plus prochaine Ville, en preſence de Sergent & Officiers du lieu. Ponthieu Art. 122.

Trois Criees faictes par trois Dimanches continuels, quand les tenances de l'obligé ſont ſaiſis, en vertu d'obligation faicte pardeuant le Maieur & Eſcheuins Deſurene Art. 2.

Par trois iours de Dimanche continuels à l'iſſue de la grand Meſſe Parrochiale. Normandie Art. 540.

Et ſi elles ſont hors le reſſort de Normandie, elles ſe feront à iour de marché. Normandie Art. 541.

Criees ſe continuent de quinzaine en quinzaine, en Fief, & de huictaine en huictaine, pour Cotterie. Ponthieu Article 122.

Seront faictes outre ce quatre Criees apres la miſe à pris continuelles, ſans interruption, par les quinzaines ou huictaines, tant à l'Egliſe comme au marché public. Ponthieu Art. 121.

Criees en vertu dequoy ſe doiuent faire. Normandie Art. 832.

Peuuent eſtre faictes par diuers Sergens, s'il y a nombre de Parroiſſes eſlongnees les vnes des autres. Normandie Art. 556.

Trois Criees du Fief faictes par trois Dimanches continuels, iſſue de grandes Meſſes Parrochiales. Normandie Article 555.

De Fiefs & terres roturieres enſemble, ſont bonnes. Normandie. Article 559.

De Batteaux & Nauires. Normandie Art. 567.

De Sergenteries Nobles ayans Domaine Fieffé ou non. Normandie Article 566.

Des Offices Venaux. Normandie Art. 566

D'vn Office Royal Comptable en la Chãbre des Comptes à Paris ou autre of-

Source : BIU Cujas

fice venal. Paris Art. 350. 351. & 352. Orleans Art. 484.

De rente fonciere en la meſme forme que les heritages ſuiets à la rente. Paris Art. 349. Calais Art. 254. Orleans Art. 483.

De Rentes conſtituees ſur l'Hoſtel de la ville de Paris ou autre. Paris Art. 347. Orleans Art. 481.

De Rentes conſtituees par les particuliers Paris Article 348. Calais Art. 253. Orleans Art. 482.

Pour deniers ou arrerages de rente deuz Chaſteau-neuf Art. 99. Chartres Art. 84. Dreux Art. 71.

Pour arrerages de Surcens ſe font en l'Egliſe & en Iuſtice par quatre quinzaines. Theroanne Art. 19.

Pour faire la Retraicte des tenemens à la Table & Domaine du Seig. F. ou Cenſier. Boullenois Art. 53. Bolongne L. Art. 13. Eſtampes Art. 9.

Des profits & reuenus de cent ans & vn iour comme ſe font. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 18. 19. 20. & 27.

Criees, vente ou interpoſition par decret faicte en termes generaux ne vaut: mais les faut declarer particulierement. Lodunois Chap. 22. Art. 7.

Se doiuẽt faire en la preſence de deux hõmes de Fief, Eſcheuins ou Iuges. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 24.

Se font quatre iours de marché ſuiuans l'vn l'autre, & en plat pays au marché de la Chaſtellenie, & encores par iiii. iours de Dimanche iſſue de la Meſſe Parochiale. Chaſteau-neuf Art. 100.

Par quatre Samedis, & és Chaſtellenies par quatre iours de marché, & au plat, &c. Chartres Art. 85.

Par quatre Lundis iours de marché, de quinzaine en quinzaine, & és Chaſtellenies & lieux ayans Haute Iuſtice par quatre iours de plaids ou de Dimanche, a iſſue de Meſſe Paroch. de quinzaine en quinzaine. Dreux Art. 70.

Ont lieu contre maieurs, mineurs, preſens & abſens. Poictou Art. 444. Angoumois Art. 118.

Criees faictes ſur vn Curateur aux biens vacans. La Salle de Lille. Titre 23. Article 16

Trois Criees de quinzaine en quinzaine à iſſue de grand Meſſe Parochiale, & par vne huictaine d'abondant à iour de Dimãche. Blois Art. 271.

Deux Criees pour vendre par Decret la ioyſſance des fiefs, maiſons & heritages, Catheux, lettres de rente, mort gages. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 17.

Des profits de cent ans & vn iour des Fiefs, maiſons & heritages de l'obligé, par iour de Merquedy à la Bretesque du lieu: ſ'il y a meubles, ſeront les premiers vendus La Salle de Lille Tit. 27 Art. 18. 19. 20. 21. 22. & 24. par trois iours de Dimanche continuels. S. Simon Art. 5. Armentieres Art. 9. par quatre Criees. Erquinghen. Art. 4. de fonds & proprieté, s'il y a Rapport & hoſtigement. La Salle de Lille. Tit. 23. Art. 39.

Pour le fonds & proprieté de maiſons & heritages tenus de l'Eſcheuinage de Seclin, par iour de Dimanche, &c. Seclin Art. 6. Lannoy Art. 2.

Par deux Dimanches & le quart d'abõdant, &c. Lannoy Art. 2.

Premiere Criee faicte dans la huictaine, au lieu public: & les autres de huictaine en huictaine: & encores vn quart d'abondant à iour de Dimanche à iſſue de la Meſſe Parochiale. Berry Tit. 9. Art. 50.

Et s'ils ſont en diuerſes Seigneuries, en chacun des lieux. Berry Tit. 9. Art. 51.

Criees d'immeubles ſe peuuẽt faire ſans perquiſition de meubles. Poictou Article 433.

Quatre Criees faictes par quatre Dimanches à iſſue de Meſſe Parochiale. Poictou Article 438. 440. 441. & 442.

La premiere à iour de Dimanche, & les autres à iour de marché, en la Chaſtellenie, iuriſdiction & territoire: & ſ'il n'y a marché, au lieu & Seigneurie plus prochaine. Angoumois. Art. 102. 103. 104. & 105.

Criees par trois Dimanches de quinzaine en quinzaine. Tournay Titre 6. Article 1.

Trois Criees dans la Preuoſté & vne hors la Ville à iour de Feſte ou de marché. La Rochelle Art. 19.

De quinzaine en quinzaine, & la quatrieſme au bourg du marché: ſinon à l'Egliſe. Xainctonge Art. 118.

Criees doiuent ſurſeoir, ſi le debteur garnit la main de biens meubles iuſques au debte, & ſixieſme des frais Auuergne Chapitre 24. Art. 4. & tiers des frais. La Marche Art. 371.

Criees de neuf en neuf iours, & és autres villes de Cour en Cour. Bourdeaux Art. 114.

Trois Criees de huictaine en huictaine à iour de Dimanche ou autre Feſte ſolemnelle, auec vne quarte apres aſſignation à tous en general. Acs Tit. 14. Art. 1. & 2.

Et de neuf en neuf iours, par l'auctorité du Seneſchal ou du Iuge Royal. Acs Tit. 14 Art. 3.

Faictes par trois Dimanches. La Bourt. Tit. 14. Art. 14.

Quatre Criees tant en meubles qu'immeubles par auctorité de Iuſtice. Sainct Seuer Tit. 16. Art. 1.

Des immeubles de neuf en neuf iours. S. Seuer Tit. 16. Art. 2.

Par quatre iours de Dimanche conſecutifs. Sole Tit. 29. Art. 13.

Criees ſeront confirmees par le defaut des aſſignez en general & en particulier. Auuergne Chap. 24. Art. 35.

Comme ſeront octroyees. La Bourt Titre 14. Article 13. Sole Tit. 29. Art. 11.

Comme ſeront octroyees. La Bourt. Tit. 14. Art. 13. Sole Tit. 29. Art. 12.

Seront rapportees au Iuge ou Greffier pour les decreter. La Bourt Tit. 14. Art. 14. & 15. Sole Tit. 29. Art. 14.

Adiudications par Decret doiuent eſtre publiees à iour de plaids au Siege, quinze iours auant. Niuernois Chapitre 32. Art. 47.

A perſonne ou domicile. La Marche Art. 383.

Seront faictes iudiciairement les plaids tenans. Calais Art. 264.

Comme ſeront faictes. Auuergne Ch. 24. Art. 26.

Attachees à la porte du Siege vn mois apres la prononciation, pendant lequel temps, encheriſſeurs y ſeront receus, en faiſant ſignifier l'enchere. Bar. Article 226.

Apres le mois, le Decret eſt deliuré. Senlis Art. 227.

Adiudicataires doiuent eſtre ſaiſis des originaux, en laiſſant coppie collationnee aux Greffes. Normandie Article. 572.

Prorogation des Criees n'annulle icelles, n'excedant plus d'vn mois les delais ordinaires. Bar Art. 220.

Aſſignation donnee au debteur dernier encheriſſeur & oppoſans, pour proceder au Decret. Bar. Art 218.

Ampliation de Criees comme peut eſtre faicte. La Rochelle Art. 17.

Doit pour le moins contenir quarante iours. La Rochelle Art. 17.

Subrogation en faict de Criees comme ſe faict. Melun Article 337. Niuernois Chapitre 32. Article 49. Montargis Chapitre 19. Article 4 Orleans Article 477. Berry Titre 6. Article 59 Bourbonnois Article 147 & 154. Auuergne Chap. 24. Article 44. & 65. La Marche Art. 396. & 405.

Frais de Criees ſont payez des premiers. Meaux Article 121. Ponthieu Article 131. La Salle de Lille. Titre 23 Art. 15. Berry Titre 9. Article 70. Auuergne Chapitre 24. Art. 42. Bar Article 221. Niuernois Chapitre 32. Article 44.

Sont premierement payez. Meaux Article 119. Bar Art. 122. Bayonne Titre 15. Art. 10. La Marche Art. 394.

Comme ſe doiuent entendre. Niuernois Chapitre 32. Article 46. Berry Titre 9. Article 79. & 80. Bourbonnois Art. 150.

Auec les Droicts Seigneuriaux ſe prennent les premiers. Ponthieu Article 120.

Du Decret auec le treize rentes Seigneuriales & foncieres ſont pris ſur le pris du Decret. Normandie Article 561.

Fruicts perceus pendant les Criees ſont deduits ſur la debte. La Marche Article 373.

La Crie de la Ville pour le Crieur ou preconizeur. Bayonne Titre 15. Article 1. & 6.

Ou Cride. Sole Titre 29. Article 13. & 19.

Criee Iuree de Mauleon. Sole Tit. 10. Art. 4.

Quel ſalaire a pour les Criees. Sole Tit. 29. Art. 15.

Salaire des Trompetes pour les Cris. Bayonne Tit. 15. Art. 6.

Regiſtre ſera faict des Criees par le Greffier. La Rochelle Art. 19.

Crime ou delict & la cognoiſſance & punition d'iceluy appartient au Iuge du domicile ſ'il eſt requis: ſ'il n'y a cas priuilegié. Montfort Art. 184.

Appartient à la Iuſtice du lieu, ou le delict eſt cõmis, ſ'il eſt apprehendé ou pourſuiuy, de chaude pourſuite, & s'il eſt abſenté ſera appellé, à peine de Ban: ſi le delict le requiert. Cambray Tit. 22. Art. 10. Appartiẽt à la Iuſtice du delict, s'il a eſté prins en preſent meffaict, ou que la pourſuite en ait eſté faite, incontinẽt apres le delict. Bourbonnois Art. 62. Appartient au Iuge du lieu où le delict eſt commis, ſ'ils y ſont apprehendez ou preuenus: par decrets & adiournemens en iugeant dans iiii. mois: autrement le Iuge du domicile en cognoiſtra. Bretagne Art. 11. Appartient à celuy, que le delinquant aura choiſi en Cour, Souueraine, la Cour du lieu où le delict eſt commis, ou en la Cour dont il eſt ſuiet couchant & leuant. Heſdin Titre 2. Article 8.

La cognoiſſance du delict commis en Foire ou en Marché, ou de choſe deſrobbee & rauie, expoſee audit Marche ou Foire, appartient au Iuge

Source : BIU Cujas

du Marché ou Foire, s'il n'y a preuention ou poursuite continuelle par le Iuge du delict iusques à la Foire. Bretagne Art. 12.

D'vn homicide ou autre crime commis appartient au Seigneur ou Officier, s'il est commis par aucun non suiet a luy sur vne autre & Seigneurie. Cambray Titre 22. Art. 21.

Preuost d'Angy & Maire de Brenoulle doiuent dans xxiiii. heures mener les criminels prisonniers és prisons de Senlis. Sēlis Art. 22.

Tenus faire & parfaire le procés des criminels és prisons de Senlis, & faire les executions en la Iustice de Senlis. Senlis Art. 23. Bail de bestes à croist, &c.

V. Bail, Chaptel.

Croixé, s'il n'est Clerc, n'a priuilege en cas de crime. Bretagne Art. 66.

Curateur aux biens vacans, ou bien Commissaire estably à la requeste des creanciers, peut faire foy & hommage au refus du Vassal ou proprietaire, & obtenir main-leuee. Paris Article. 34. Orleans Art. 4.

Sera receu par Iustice à defaut du proprietaire. Orleans Art. 4.

Peut demander Souffrance Orleans Art. 4. Peut au lieu de l'heritier, faire tous deuoirs vers le Seigneur Feodal, & à son refus, ou bien s'il n'y en a, le creancier le peut faire pour euiter la regale, & aura recours sur les biens de la Curatelle. Artois Art. 14.

Ayant esté receu par le Seigneur, il se peut pourueoir pour ses profits sur les deniers de la ferme ou deniers qui en prouiendront. Orleans Art. 4.

Ordonnez aux biens vacans, à la requeste des creanciers. Aniou Art. 506. Le Maine Art. 501. Bourbonnois Art. 172. Tournay Tit. 5. Art. 1. 2. & 3.

Pour le faict des Criees, contre lequel on doit intenter action. Meaux Art. 118. Sens Art. 125. Auxerre Art. 123. Troyes Art. 69. Bar Art. 223. Boullenois Art. 141. Orleans Art. 474. & 475.

Curateur pour celuy qui est hors de son sens. Bretagne Art. 518. ou au prodigue. Bretagne Art. 523.

Ordonné à vn prodigue par lettres patentes Lille Art. 48. La Salle de Lille Tit. 15. Art. 10. & 11.

Ordonné au mineur ayant 14. ans & la fille à 12. ans, & sont hors de Tutelle. Bretagne Art. 515. & 516.

Sera donné aux Vassaux mineurs ayants procés sur la prestation des Hommages. Tours Art. 344.

Des peres & meres à leurs enfans, sinon leur sera donné Curateur. Niuernois Chap. 29. Art. 9.

Sera esleu à la diligence des plus prochains parens. Orleans Art. 182.

Donné à enfans ayans quatorze ans iusques à dixhuict. La Bourt. Tit. 10. Art. 5. Sole Tit. 25. Art. 5. Cambray Tit. 6. Art. 4.

Tenu de faire apparoir de sa qualité. Poicton Art. 305.

Donné aux masles ayans attaints vnze ans, & filles neuf, qui demeure Curateur iusques à l'aage de vingt cinq ans. Orleans Art. 183.

Peut seul en iugement poursuiure les actions de ses mineurs. Berry Titre 1. Art. 14.

Curateurs, Gagiers d'Eglise, Receueurs, Executeurs testamentaires sont creuz, iusques à dix sols par leur serment. Orleans Article 299. Bourbonnois Art. 50. Bretagne Art. 162.

Curez tenus de bailler lettres de Vicariat general, & les faire enregistrer au Greffe. Paris Article 290. Calais Article 81. Melun Art. 245. Auxerre Article 226. Estampes Article 107. Dourdan Art. 104. Peronne Article 163. Grand Perche Article 122. Tours Article 223. Mante Art. 154.

Tenus de les nommer d'an en an. Grand Perche Article 122. Estampes Article 107.

Et Vicaires generaux tenus de porter & faire porter de trois en trois mois és Greffes, les Registres des Bapteſmes, Mariages, Testamens & Sepultures, sans payer aucune chose au Greffier. Paris Art. 291. Calais Art. 82.

Tenus faire Registre des Testamens. Tours Art. 323.

D

Dalles à receuoir les Eaues. Clermont Article 221. Rennes L. Article 698.

Dame pour nouerque ou marastre. Meaux Art. 63.

Danger du Seig. F. ou Censuel. Amiens Art. 33.

Fiefs de danger. V. Fiefs.

Droict de Tiers & Danger. V. Eaues & Forests.

Debiter. Berry Tit. 1. Art. 46.

Pour vendre & distribuer en destail de la marchandise à diuers acheteurs.

Lettres ou mandement de debitis. La Rochelle Art. 14.

Debleure ou Embleure. Auxerre Art. 22. & 64.

Pour les bleds pendans par les racines.

Debteurs de vingt sols tenus payer prōptement sans terme. Bayonne Titre 8. Art 14.

Peuuent recouurer les biens dans huictaine, rendant le pris auec douze deniers pour liure. Dourdan Art. 150. Bretagne Ar. 224.

Cachant ou latitant ses meubles condemnez, &c. Berry Tit. 9. Art. 25.

Debtes Actiues. Laon Article 17. Berry Tit. 4 Art. 1.

Passiues. Troyes Article 11. 12. & 83. Chaumont Art. 67. Berry Tit. 1. Art. 10. & Tit. 18. Art. 22.

Labeurs & semences preferees en payement sur les aduestures auant droict de Cense & autre debte. La Salle de Lille. Tit. 22. Art. 6.

Debtes payees par celuy qui prend tous les meubles: ou qui en prend portion, au fur d'icelle. Aniou Art. 237. Le Maine Art. 254. Vitry Art. 109. Mante Art. 71. Ponthieu Art. 57. Xainctonge Art. 81. Sens Art. 95.

Mobiliaires, obseques & funerailles par l'heritier apprehendant les meubles à titre vniuersel, ou legataire vniuersel, & non les reelles. Peronne Art. 198. Amiens Art. 90. & 91.

Par le suruiuant des conioincts prenans les meubles. Reims Art. 300.

Mobiliaires & arrerages des rentes, par qui seront acquittees. Poictou Art. 247. Angoumois Art. 46.

Payees par ceux qui prennent les meubles. Poictou Art. 248.

Et apres discussion sur les acquests, main ferme & patrimoniaux: & à leur defaut sur les Fiefs d'acqueste. Cambray Titre. 15. Art. 1.

Funerailles & charges hereditaires seront payees sur tous les biens. Bordeaux Art. 58. 60. Acs Tit. 1. Art. 5. Sainct Seuer Tit 12. Art 8. Lille Art. 117. La Salle Tit. 12 Art. 5.

Mobiliaires payees par celuy qui apprehende les meubles ou Conquests. Bourbonnois Art. 316.

Obseques & funerailles & rachats deuz par le defunct. Grand Perche Art. 148.

Payez auant les legats. La Salle de Lille. Tit. 9. Art. 8.

Ne seront payees par les legataires. Vallois Art. 81.

Conuention entre mariez de payer chacun leurs debtes crees parauant le mariage, n'empesche qu'ils n'y soient tenus, s'il n'y a inuentaire au prealable. Paris Art. 222. Orleans Art. 212.

Debtes faicts parauant le mariage, serōt payez par celuy qui les a faictes, & non des acquests ou propres de l'autre des conioincts. Bayonne Tit. 9. Art. 32.

Faites durant le mariage sont payez des biens communs. Bayonne Tit. 9. Art. 33. 34. 35. 36. & 37.

Par moitié. Laon Art. 22. Senlis Art. 145. Boullenois Art. 105. Lille Art. 210. Arras Art. 52. & 53. La Rochelle Art. 47. Bretagne Art. 495.

Faictes du consentement du decedé comme seront payez par le suruiuant. La Bourt Tit. 9. Art. 16. Sole Tit. 24. Art. 20.

Seront payees & acquitees par le suruiuant & heritiers du decedé. Bretagne. Art 432.

Par qui se doiuent payer. Aniou Art. 235. Le Maine Art. 252.

Se payent sur toute la masse hereditaire. Duché de Bourg. Chap. 7. Art. 12.

Personnelles suiuent les meubles. Tours Art. 268. Lodunois Chap. 27. Art. 14.

Personnelles, actiues & passiues. Blois Art. 142.

Debtes mobiliaires payez egalement par les heritiers estans en pareil degré. Mante Art. 166.

Meubles & Debtes se partissent egalement Ribemont. Art. 80.

Et les rentes foncieres & autres charges reelles d'ancienneté se payent par ceux qui ont les heritages: & quant aux reelles constituees par le defunct se payent pro rata desdits biens. Mante Art. 166.

Et funerailles payez par les enfans au pro rata Bourbonnois Art. 216.

Heritier institué par Contract de mariage tenu payer toutes debtes & charges hereditaires. Bourbonnois Art. 223. tant actiue que passiue. Auuergne Chap. 14. Art. 34. idem par contract d'Association. Auuergne Chap. 15. Ar. 7. peut renoncer à l'heredité. Bourbonnois Art. 223. Auuergne Chap. 14. Art. 34. Chap. 15. Art 7.

Heritiers tant en meubles qu'immeubles succedans egalement sont tenus personnellement de payer les Debtes de la succession, pour la part qu'ils sont heritiers. Paris Art. 332. Calais Article 121. Estampes Article 123. Chasteau-neuf Art. 129. Senlis Art. 163. Clermont Art. 39. Montargis Chap. 15 Art. 11.

Tenus des Debtes actiues mobiliaires egalement. Sainct Quentin Article 56.

Tenus payer & acquiter les debtes &

Source : BIU Cujas

obſeques perſonnelles & autres: ſauf au legataire vniuerſel ou heritier mobiliaire & immobiliaire. Boullenois Article 123.

Tenus payer les debtes mobiliaires & perſonnelles, faire les frais funeraux, & accomplir le Teſtament. Melun Art. 268. Sedan Art. 109.

Les debtes & les legs mobiliers pour vne fois. Vallois Art. 79.

Des heritages payent les charges reelles ou Rentes. Vallois Art. 79. Mante Art. 166.

Eſtans detenteurs d'heritages obligez & hypothequez à la debte pour le defunct, ſont tenus pour le tout: ſauf leur recours. Paris Art. 332. Calais Art. 122. Sedan Art. 166. Mante Art. 70. Senlis Art. 163. Clermont Artic. 34. Vallois Artic. 166. Orleans Art. 358. Laon Art. 118. Chalons Art. 131.

Paternels & maternels payent chacun à leur eſgard les debtes. Auuergne Chap. 12. Art. 17. & 18. La Marche Artic. 234. & 235.

Succedans aux meubles & acqueſts payẽt les debtes du defunct. Auuergne Chap. 12. Art. 19. La Marche 236.

Partiſſans les meubles entr'eux payent par moitié: & s'il n'y a meubles, en commun, pro rata. Auuergne Chap. 12. Art. 20. 21. La Marche Art. 19.

Heritiers en ligne collaterale ſuccedans en Fief & roture, payent pour portion de l'emolument. Paris Art. 335. Calais Art. 124 Orleans Art. 357.

Heritiers ſuccedans aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, ou bien ſeulement aux propres ou donataires vniuerſels tenus contribuer aux debtes chacun pour la part qu'ils en amendent. Paris Art. 334. Calais Art. 123. Auxerre Art. 246, Orleans Art. 360. Artois Art. 185. 186. & 187.

Pour la valeur des biens deferez & ſelon la quantité de l'emolument en faiſant apprecier dans quinze iours la part & quotité des biens: autrement ſont tenus par egale portion. Berry Titre 19. Art. 31.

Tenus des debtes paſſiues & perſonnelles, ſelon ce qu'ils prennent au ſol la liure. Troyes Art. 111.

Et encores les funerailles. Vitry Art. 82. & 83. Sedan Art. 109.

Payer les charges & Debtes chacun pour leur portion hereditaire ſans auoir eſgard à l'emolument. Ribemont. Art. 69.

Tenus payer les Debtes, & accomplir le Teſtament, obſeques & funerailles. Laon Art. 65. & 83. Chalons Art. 90. Reims Art. 300. & 301. S. Quentin Art. 57. Chauny Art. 60. Noyon Art. 9.

Plains ou ſimples tenus acquiter le Teſtament, & toutes debtes, meſmes les torts & dommages: ſinon que les legs excedaſſent le pouuoir de la Couſtume. Reims Art. 305. & 306.

Payent egalement les rentes Conſtituees ſur terres Feodales ou Cenſiues non infeodees. S. Quentin Art. 55.

Prenans des biens d'vn decedé, s'il n'y a autre heritier, tenus en toutes debtes. Melun Art. 272.

Et legataires enſemble par preciput, ne ſont tenus des Debtes plus que ſes coheritiers: ſinon pour les charges foncieres anciennes. Reims Art. 301.

Legataire vniuerſel de meubles tenu de payer les charges, debtes & obligations. Lille Art. 28.

De meubles & acqueſts doit acquiter les debtes perſonnelles, & acquiter le Teſtament. Clermont Art. 136. Vallois Art. 173.

De certaine quote, paye pour portion d'icelle. Vallois Art. 173.

Aiſnez en ligne directe, ne ſont tenus des Debtes perſonnelles, pour le droict d'Aiſneſſe, plus que les autres coheritiers. Paris Art. 334. Senlis Art. 163. Bretagne Article 552. Orleans Ar. 360. Eſtampes Article 123. Montfort Art. 112. Mante Artic. 172. Laon Art. 68. Chalons Article 98. Ribemont Art. 69. Grand Perche Art. 149.

Des debtes immobiliaires, foncieres & reelles: ſinon pour la portion qu'ils en tiennent. Grand Perche Article 149.

Des rentes conſtituees. Orleans Article 360. Montfort Art. 112. Mante Art. 172. Laon Art. 68.

Sinon pour les charges foncieres & anciennes, auſquelles les Fiefs ſont affectez. Eſtampes Art. 123.

Rentes infeodees. Sainct Quentin Art. 55.

Fõcieres & anciennemẽt deues ſur le fief Montfort Art. 112. Mante Art. 172.

Ou anciennement aſſignees ſur leſdicts heritages. Dourdan Article 58. Laon Art. 68. Chalons Art. 98. Reims Art. 303. Ribemont Art. 69.

Sauf que ſi elles ont eſté conſtituees & aſſignees par les pere & mere, les puiſnez en payent leur part. Laon Article 68. Chalons Article 98. Reims Article 304.

Puiſnez ne ſont tenus des debtes plus que les filles pour l'aduantage: ſinon, &c. Laon Art. 69. Chalons Art. 98.

Aiſné & puiſnez doiuent contribuer aux debtes mobiliaires, perſonnelles & hypothecaires. Bretagne Art. 552.

Prenant les biens de lignee doit payer les Debtes faictes, tant pour marier les filles ou fils, que pour autre neceſſité. La Bourt Titre 12. Article 21. Sole Titre 27. Article 35.

Ayant prins les meubles tenu des Debtes pour le tout: & ſi la fille aiſnee ne prend que portion, en eſt tenue pour la portion. Tours Art. 268. & 274. Lodunois Chap. 27 Art. 14.

Chacun porte ſes charges pour raiſon de ſa portion. Acs Tit. 3. Art. 8.

Heritiers mobiliaires ſeuls tenus à payer les dons & legats teſtamentaires valablement faicts, & non les heritiers hereditaires. La Salle Titre 2. Art. 15. & 16. Cambray Tit. 15. Art. 2. & 3.

Tenus acquiter les heritiers hereditaires. La Salle de Lille Titre 2. Art. 16. Cambray Tit. 15. Art. 2. & 3.

Doiuent payer les arrerages des rentes & autres charges ſur les heritages du defunct Cambray Tit. 15. Art. 2.

Tenus deſcharger les debtes du defunct rapportees & hypothequees. Cambray Tit. 15. Art. 3.

Ne ſont tenus ſeuls payer les Debtes mobiliaires: ains les heritiers des immeubles, en payant leur part. Berry Titre 19. Article 32.

Apprehendans les Fiefs patrimoniaux ne ſont tenus aux Debtes: ains ſeulement les acqueſtez, apres tous ſes autres biens meubles & acqueſts immeubles. Cambray Tit. 1. Art. 24.

Heritiers payant les debtes perſonnelles, doiuent payer les arrerages des Cenſes, rentes & autres deuoirs. La Rochelle Art. 65.

Rapport & Declaration. Boullenois. Art. 52.

Denombrement & Declaration. Tournay Tit. 10. Art. 16.

Vne ſeule Declaration des terres. Artois Art. 17.

Declaration. Artois Art. 14. & 15.

Declaration des choſes roturieres. Normandie Art. 198.

Des choſes tenues du S. Cẽſiuemẽt ou par hommage. Tours Art. 117. Lodunois Chap. 13. Art. 1. des cottieres. Boullenois Art 52. Artois Art. 14.

Declaration & Eſcroe de Cotterie à chacune mutation de Seigneur. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 3. ou eſcroe & Declaration Normandie Art. 175.

Des choſes tenues cenſiuement ne ſera defectiue. Aniou Art. 200. Le Maine Article 214.

Peut eſtre reformee auant conteſtation en cauſe. Aniou Art. 200. Le Maine Ar. 214.

Des terres cottieres & rentieres ſe doit bailler vne fois par le tenancier Cottier. Monſtreul. Art. 10.

Peut eſtre debattue par le Seigneur. Mõſtreul. Art. 10. Sera blaſmee dans l'an. Tours Art. 3. Sera baillee vne fois par Noble ou roturier. Angoumois Art. 23.

Par le Vaſſal roturier. Poictou Art. 105.

De terres Cenſuelles ſe doit bailler. Peronne Art 93. ſera baillee par les ſuiets tenans à Cens ou rentes infeodees à vie ou à perpetuité, & y peuuent eſtre contraints. Grand Perche Art 85. Tours Art. 2. Lodunois Chap. 1 Art. 2. Dunois Art 45.

Declarations ne doiuent contenir proteſtations. Le Maine Art. 152. fors s'il vient dans l'an. Lodunois Chap. 13. Art. 1.

Le S. Procureur n'Officiers ne prendront aucune choſe des Tenues, Minus & Declarations des terres, rentes & deuoirs directement ou indirectement, ſauf ii. ſols mõnoyé & non plus, pour Relation, quand le ſuiet la prendra. Bretagne Art. 81.

Decliner le Iuge, Cour ou iuriſdiction des S. ſubalternes. Sens Art. 141. 142. Sens L. Art. 3. Auxerre Art. 36. 37. & 41. Bretagne Art. 28. Amiens Art. 233. Mante Art. 47.

Detenteur d'heritage Feodal ou Cenſuel oppoſant ayant main leuee, ne peut Decliner la Cour du Iuge, où eſt aſſis le Fief. Mante Art. 47.

Nobles conuenus pardeuant le Bailly de Vermandois ne peuuent decliner: ſi ce n'eſt pour heritages aſſis en autre Preuoſté. Laõ Art. 2.

Suiet peut decliner la iuriſdiction de ſon S. s'il luy demande plus grand deuoir, &c. Bretagne Art. 28.

Decret ne peut eſtre interpoſé ſi les biens ſuffiſent d'ailleurs. La Bourt. Tit. 14. Art. 6. donné ſera adiugé au plus offrant & dernier encheriſſeur. Poictou Art. 414.

Se doit faire à la charge des rẽtes enſaiſinees ou infeodees. Senlis Art. 175.

Lettres, titres & exploicts ne ſe doiuẽt incorporer au decret. La Sal. de Lil. T. 23. A. 17

Partie de rente Seigneuriale ou domaine du Fief omiſe en la Declaration & Decret, eſt au profit du decreté. Normandie Article 553. eſtant depuis vendue ou decretee, le S. du Fief decreté la peut remettre en ſes mains, en payant, &c. ſans payer xiii. pour la premiere fois. Normandie Art. 554.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Decret le doit bailler par la Haute Iuſtice. Cambray Tit. 6. Art. 8. de Iuge emporte Desheritance & miſe de poſſeſſion en vertu d'iceluy vaut adheritance. Tournay Tit. 5. Art. 6.

Decret du S. F. direct ſera interpoſé aux alienations & venditions, & quel Salaire. Sole Tit. 18. Art. 3.

Decret quelles choſes doit contenir pour eſtre bon & valable. Niuernois Chap. 32. Art. 48. Montargis Chap. 18. Art. 1. Orleans Art. 473.

Decret quand eſt preſumé nul. Montargis Chap. 19. Art. 4.

Decret comme s'adiuge. Lille Art. 165. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 12. Blois Art. 274. adiugé equipolle a desheritement. Lille Art. 171. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 13.

Quarante iours a decreter de quel iour commencent à courir. Orleans. Article. 471.

Heritage vendu par Decret ne doit autres charges, debtes ou hypotheques, ſinon celles, auſquelles les heritages ont eſté vendus. Meaux Art. 120. Melun Art. 338. Senlis Art. 280. & 281. Troyes Art 127. Laon Art 144. Chalons Art. 149. Chauny Art. 65. Lille Art. 174. Montargis Chap. 11. Art. 6. Aniou Art. 486. Chaſteauneuf Art. 105. Chartres Art. 86. Dreux Art. 74. Poictou Art. 444. Angoumois Art. 107.

Eſt a la charge de payer les droicts Seigneuriaux, Fonciers & le Cens. Meaux Art. 121.

Decret doit eſtre apporté en iugement, auant que le Seeller, & ſignifier qu'il le ſera dans huictaine. Senlis Art. 282.

Seellé à iour ordinaire, les plaids tenans apres l'adiudication. Vallois Art. 190.

Doit eſtre vingtquatre heures entre les mains du Seelleur, auant le ſeeller. Paris Art. 356. Calais Art. 258.

Defaut en matiere Criminelle emporte amende de lx. liures Pariſis, ſi aucun eſt naure ou bleſſé. Amiens l'Art. 19. eſtant donné ſur adiournement perſonnel, ſera decerné prinſe de corps: & s'il en y a deux, ſera adiugé à trois briefs iours. Poictou Art. 389.

Defaut ou Congé apres la comparition és matieres pendaus & indeciſes, quel profit emportent. Auuergne Chap. 9. Art. 11. La Marche Art. 47. Poictou Art. 391.

En cauſe d'appel quel profit emporte. Vitry Art. 8. & 9. donné en Aſſiſe. Clermont Art. 213.

Contre l'intimé apres comparition quel profit & amende emporte. Vitry Art. 11.

Emporte amende de vii. ſols vi. deniers, tant pour le demandeur que defendeur. Montereau. L. Art. 16. & de dix ſols, s'il demoure en lieu noble. Amiens Art. 221.

De vii. ſols vi. den. Par. fors ſur miſe de faict. Ponthieu Art. 182.

Emporte vii. ſols. La Marche Art. 48.

Faict pour perſonne noble, eſt de x. ſols Pariſis, où le roturier paye v. ſols, & xv. ſols Par. où le roturier paye vii. ſols vi. den. Clermont. Art. 4.

En matiere d'execution de meubles Criees, nouuelleté, emporte gain de cauſe. Auuerg. Ch. 9. Art. 5. 8. & 10. La Marche Art. 45. & 49. Xainctonge Art. 113. contre l'oppoſant, & eſt debouté de ſon oppoſition. Berry Tit. 9. Art. 2. & 6. Lille Art. 218. donné contre aucuns apres qu'ils ont cognu leurs Seings, n'empeſche qu'ils ne ſoient receus à propoſer defenſes. Heſdin. Tit. 5. Art. 1.

Vn ſeul Defaut en matiere de Criees contre l'acheteur condamné a vuider ſes mains Ponthieu Art. 129.

Premier Defaut en matiere de Criees emporte gain de cauſe. La Marche. Art. 376.

Vn ſeul Defaut en matiere de reddition de compte. Poictou Art. 414.

Vn ſeul Defaut pour obtenir gain de cauſe és matieres de Degagement pour ſeruices, loyers & labeurs de corps. Cambray Tit. 25. Art. 6. en matiere de rentes, Cenſes ou redhibences de terres & louages de maiſons, &c. en affermant ſa demande. Cambray Tit. 25. Art. 18 en matiere d'execution faict par le defendeur. Ponthieu Art. 173.

Defaut auant litis conteſtation, apres auoir comparu en matiere de commandemens & autres cauſes non priuilegiees. Cãbray Tit. 26. Art. 3.

Defaut apres litis conteſtation ſe donne contre le demandeur & iamais congé, & quel eſt ſon profit. Ponthieu Art. 178.

Defaut & contumace pour declarer vne Cedule pour confeſſee, ſi elle eſt pure, ſimple & nullement conditionnee. Tournay Tit. 26. Art. 7.

Defaut ſauf l'exoine en matiere criminelle. Poictou Art. 394. Eſt nul, ſi l'exoine eſt bien prouué. Poictou Art. 394.

Defaux bien obtenus contre les delinquans, on procede à peine de Ban. Ponthieu Art. 190. pour l'appellant contre l'intimé. Auuergne Chap. 9. Art. 7. La Marche Art. 52. & 53.

Quatre Defaux contre les non oppoſans en Criees. Theroanne Art. 19.

Quatre Defaux en matiere criminelle pour obtenir Sentence. Auuergne Chap. 9. Art. 4. La Marche Art 44. neceſſaires pour obtenir gain de cauſe. Ponthieu Art. 132. La Marche Art. 46. La Rochelle Art. 25. & 27. contre le defendeur en Retraict. Ponthieu Art. 140. ou bien trois. Bourbonnois Art. 429. Niuernois Chap 31. Art. 6 en cauſe nõ priuilegiee. Cambray Tit. 25. Art. 19.

Quatre Defaux en matiere perſonnelle ou peritoire. Auuergne Chap. 9. Art. 1. 2. & 3. pour forclorre de Garand. Ponthieu Art. 175.

Deux Defaux en matiere d'Appellation bien obtenus. Poictou Art. 418.

Emportent gain de cauſe en matiere d'Aſſenement, reprinſe de procés, &c. Auuergne Chap. 9. Art 9.

Pour eſtre debouté de toutes defenſes & partie receuë à preuue Tournay Tit. 1. Art. 2. Tit. 26 Art. 6. en toutes matieres ciuiles ou criminelles: ſauf qu'ils en pourront ordonner vn troiſieſme. Poictou Art. 388. en matieres ciuiles comme ſe doiuent iuger. Poictou Art. 390.

Cinq Defaux en matiere reelle, &c. Cambray Tit. 25. Art. 51 mais en action perſonnelle vn Cambray Tit. 25. Art 51.

Defauts comme ſont deuement obtenus. Heſdin Tit. 5. Art. 4.

Quand la demande n'eſt inſeree dans le premier ou attaché à iceluy. La Marche Art. 50. ou Congez obtenus auant conteſtation emportent gain de cauſe. La Marche Art. 51. en matieres de Complaintes, d'Aduenz, &c. La Rochelle Art. 25. & 27.

En matiere d'admonition perſonnelle ou hypothecaire enſemble, &c. La Rochelle Art. 26. & 27.

En enterinement apres conteſtation en cauſe. Xainctonge Art. 113.

Comme s'adiugent en matiere de Criees pour vendre les fonds & proprieté, où il y a rapport & hoſtigement. La Salle Tit. 23. Art. 25.

Contre le proprietaire, &c. Ponthieu Art. 128. obtenus contre les heritiers de l'obligé pour proceder à la Saiſie & interpoſitiõ du Decret. Normandie. Art. 576.

Contre le non domicilié au pays. Normandie Art. 577.

Donnez par le Sergent executeur de Complainte. Ponthieu Art. 150. ſimples obtenus ſur le lieu contentieux, ne portent gain de cauſe, ſ'il ne ſont obtenus en iugement. Ponthieu Art. 150.

Donnez en matiere de Complainte. Lille Art. 150. & 151. eſtans obtenus deuement, ou paye les deſpens. Ponthieu Art. 151.

Defaillans de debattre leurs droicts dans certain temps, comme perdent leurs droits en matiere de Criees. Tournay Tit. 6. Art 1.

Degan, Degagerie pour Officier eſtably en chacune Parroiſſe. Sole Tit. 5. Art. 1. 2. 3. & 4. Tit. 6. Art. 1. & 2. Tit. 7. Art. 1. & 2. Tit. 14. Art. 14. S'eſlit par chacun an le premier iour de May. Sole Tit. 6. Art. 1.

Le Seigneur s'il trouue le Bourg ſans Degan a vn bœuf pour l'amende valant x. liures Bourdelois. Sole Tit. 6. Art. 2.

Clercs ſeront Degradez par les Prelats, eſtans conuaincus d'auoir commis crime de fauſſe Monnoye ou autre meritant Degradation. Bretagne Art. 7.

Deguerpir & Eſponcer. Tours Art. 199. & 218. Paris Art.

Pour delaiſſer & quitter l'heritage.

Deguerpiſſement & Eſponce. Tours Art. 200.

Paroles de Delay pour paroles atroces & iniurieuſes. Poictou Art. 17.

Delais en matiere ciuile arbitraires par les Iuges. Auuergne Chap. 6. Art. 1. La Marche Art. 41. Sole Tit. 1. Art. 1. à deliberer d'eſtre heritier ſont arbitraires. Auuergne Chap. 6. Art. 4. La Marche Art. 43. Sole Tit. 9. Art. 3.

Ou terme remis à l'arbitrage du Iuge, quand le marchant eſt en quelque voyage ſur mer. Vennes L. Art. 703. de veue. Ponthieu Art. 169. de Garand. Bretagne Art. 143. de preſter le ſerment. Sole Tit. 9. Art. 4 pour garnir. Bourbonnois Art. 98.

Trois Delais ordinaires & cõmuns pour faire Enqueſtes, & le quart auec cognoiſſance de cauſe. Auuergne Chap. 6. Art. 2. Sole Tit. 9. Art. 2. La Marche Art. 42. fors és petites cauſes, où l'on en pourra moins dõner. Auuergne Ch. 6. Art. 3. Sole Tit. 9. Art. 1. En cauſe d'appel, en Surſeance de Sequeſtre, Recreance, Reproches de teſmoins & choſes incidentes n'y a qu'vn ſeul Delay. La Marche Art. 42.

En action perſonnelle non excedant, &c. n'y a que deux Delais pour faire Enqueſte. La Marche Art. 42.

Delict commun, qui appartient à tous Iuges, & non ſeulemẽt au Iuge Royal, à la difference des cas & delicts priuilegiez, attribuez ſeulement aux Iuges Royaux contre toutes perſonnes. Amiens Art. 231. & 235 Bretagne Art. 7. Angoumois Art. 33.

Delicts communs & non priuilegiez. Amiens Art. 235.

Deliurance ou Recreance. Xainctonge Art. 17.

Demande doit eſtre inſeree dans le premier Defaut ou attachee à iceluy. La Marche Art. 50.

Qui demande plus qu'il ne doit, en matieres odieuſes ou priuilegiees doit decheoir. La Rochelle Art. 28.

Demandeur traictant d'vn droict d'autruy eſt tenu en faire apparoir ſur le champ, ſ'il eſt ſommé ou dans certain temps. Lille

Source : BIU Cujas

Art. 142. La Salle de Lille Tit. 25. Art 6.

Deniers rendus des acquests faicts à grace ou faculté, sont partis entre les heritiers & le suruiuant, s'il y a communauté. Aniou Article 290. & 291. Le Maine Art. 305.

Sans fraude pour grace donnee ou ralongee, ou par Retraict lignager ou Feodal sont communs entre deux conioincts Aniou Ar. 292. Fors en Retraict lignager ou Feodal Le Maine Art. 307.

Donnez à la charge de les employer en heritages propres, s'ils ne l'ont esté durant le mariage, sont repris sur la masse des biẽs communs: & à defaut sur les propres du mary. Laon Art. 111. Chalons Art. 32. Ribemont Art. 91. Bar Art. 132.

Sans aucune confusion Auuergne Chap. 23. Art. 18. & 19. Bourbonnois Art. 248. sinon sur les acquests Peronne Art. 130.

Sur les acquests, sinon sur les biens du mary, sur les meubles, &c. Bretagne Article 427.

Baillez auec promesse d'asseoir ou de rẽdre n'entrent en communauté. Bretagne Article 427.

De mariage assignez ou promis d'assigner sont heritage Duché de Bourg. Chap. 4. Ar. 24. Comté Art. 32. Niuernois Chap. 23. Article 17.

Seront rendus à la femme, sans rien deduire ne defalquer pour sa moitié & part &c. S. Quentin Art. 9. & 10.

Se prendront sur les biens immeubles & heritages du mary Peronne Art. 135. & s'il n'y a que meubles, &c. Peronne Art. 136. seront rendus entierement, s'ils sont en espece. Peronne Art. 131. Fors si elle succede en tous meubles par la Coustume ou disposition du mary Peronne Art. 133.

Sinon que le mary eust mis l'argent à part &c. S. Quentin Art. 11. & 12.

Deniers du Roy sont priuilegiez Berry Tit. 9. Art. 4.

Deniers procedans du rachat d'vn acquest faict pendant la communauté soit commũs Niuernois Chap. 22. Art. 12. secus estant acquis auant la communauté. Niuernois Chap. 22. Art. 13. Bourbonnois Art. 279.

Denombrement Meaux Art. 134. Paris Art. 8. 9. 10. & 11. Senlis Art. 252 Dourdan Art. 15. 16. & 17. Clermont Art. 78 Vallois Art. 48. Vitry Art. 42. Chalons Art. 204. S. Quentin Art. 83. Chauny Art. 99. Ponthieu Art. 72. Artois Art. 14. 15. 17. 18. & 52. S. Paul Article 9. Duché de Bourgongne Chap. 3. Art. 4. & 5. Comté de Bourg Art. 4. 5. & 18. Auxerre Art. 50. & 68. Niuernois Chap. 4. Art. 6. 8. 10. 12. 49. 67. 68. Tit. 24. Article 9. Montargis Chapitre 1. Art. 64. Grand Perche Art. 37. Blois Art. 37. Bourbonnois Art. 381. 382. 383. & 387. Angoumois Article 28. Xainctonge Article 18. Sedan Article 68. 69. & 70. Amiens Art. 14. & 15. S. Riquier Art. 2. Peronne Art. 59. Berry Tit. 5. Art. 21. 24. 35. & 56.

Denombrement & declaration de Fief Sens Art. 186. Duché de Bourg. Chapitre 3. Art. 4.

Nommee & denombrement du vassal Bourbonnois Art. 381. & 382. Montargis Chap. 1. Art. 75. Auuergne Chap. 22. Art. 6. La Marche Art. 188.

Rapport & denombrement Boullenois Art. 52. Tournay Tit. 10. Art. 17. Sainct Pol Art. 9. La Salle Tit. 1. Art. 41. & 42.

Denombrement doit estre baillé dans xl. iours apres la reception en foy & hommage Paris Art. 8. Meaux Art. 136. Melun Ar. 39. Dourdan Art. 15. Sens Art. 187. Auxerre Article 50 Bar Ar. 8. Estampes Article 42. Montfort Art. 5. Mante Art. 15. Clermont Ar. 78 Senlis Article. 252. Vallois Article. 48. Troyes Article 30. Chaumont Article 19. Vitry Art. 42. Laon Art. 203. Chalons Art. 204. Reims Art. 208. S. Quentin Art. 83. Ribemont Art. 32. Amiens Art. 14. Sedan Art. 70. Cambray Tit. 1. Art. 48. S. Paul Art. 9. Chauny Art. 99. Ponthieu Art. 74. Peronne Art. 60. Artois Ar. 36. Duché de Bourg. Chap. 3. Art. quatre Comté Art. 4. Niuernois Chap. 4. Art. 6. & 8. Montargis Chap. 1. Art. 64. & 65. Dunois Art. 20. Tours Art. 20. Lodunois Chap. 1. Art 2. Aniou Art. 6. Le Maine Art. 7. & 182. Artois Art. 14. Grand Perche Art. 42. Chasteauneuf Art. 35. Chartres Art. 33. Dreux Art 24. Blois Article 102. & 104. Dunois Art. 20. Bourbonnois Art. 381. Auuergne Chap. 22. Art. 6. La Marche Art. 188. Sedan Article 55. & 56. Tours Boullenois Art. 52. La Sa Salle de Lille Tit. 1. Art. 41.

Dans lx. iours Berry Tit. 5. Art. 4.

Doit estre en forme probante & authentique en parchemin passé par deuant Notaires ou Tabellion. Paris Art. 8. Laon Art. 203. Chalons Art. 204. Amiens Art. 14. Poictou Art. 135. Cambray Tit. 1. Art. 56. Sedan Art. 56. Tournay Tit. 10. Art. 60.

Estre faict bien au long sans rien delaisser Montargis Chap. 1. Art. 64.

Doit contenir la declaration speciale par le menu des choses feodales, sans receler aucune chose: autrement ce qui est recelé, est acquis au Seigneur Melun Art. 40. Cambray Tit. 1. Art. 59. Niuernois Chap. 4. Art. 68.

Par deux confins pour le moins Bourbõnois Art. 382.

Comme doit estre baillé par le vassal lige ayant chef d'hommage augmenté ou diminué. Poictou Art. 142. par vassal non ayant chef d'hommage Poictou Art. 143.

Peut estre corrigé dans xl. iours apres le Blasme quand il y a omission ou erreur Poictou Art. 180. & 181. Melun Article 41.

Iusques à ce qu'il ait esté receu par le Seigneur & qu'il ait baillé son Recepissé ou sentence donnee sur le debat Peronne Article 63.

Presenté sert de confiscation contre le vassal, & non contre le Seigneur Feodal, s'il n'a esté accepté ou qu'il ait laissé passer xl. iours apres la presentation & acte faict en iugement Niuernois Chapitre 4. Article 67.

Ayant esté baillé vne fois par le vassal, n'est contraint de le donner vne autre fois quelque mutation qu'il y ait Amiens Art. 18. Berry Tit. 5. Article 21. & 56. Artois Art 17. par le Noble ou roturier Agoumois Art. 23. ne sera baillé au S. nouuel acquereur Aniou Art. 7. Le Maine Art. 8. vne fois en la vie du Seigneur & s'il y a mutation sera donné Ponthieu Art. 75. Tours Article 3.

Ne sera baillé au nouuel Seigneur, s'il a esté baillé, ains seulement le double, s'il le demande Peronne Art. 64. Cambray Tit. 1. Art. 60.

Donne à chacune mutation de Seigneur S. Pol en Artois Tit. 1. art. 3.

Estant debatu, n'empesche que le vassal ne iauisse pendant le procez Montargis Ch. 1. Art. 65. Orleans Art. 82. Blois Art. 107. Dunois Art. 20. Sedan Art. 70.

Estant debatu, le vassal aura main leuee pour les Articles accordez & non debatus, la saisie tenant pour le surplus Vallois Art. 49. Laon Art. 205. Chalons Art. 206 Peronne Art. 62. Grand Perche Article 44.

Doit estre blasmé ou debatu dans xl. iours apres qu'il a esté baillé: autrement est tenu pour receu Paris Art. 10. Melun Art. 39. Montfort Art. 17. Mante Art. 15. Vallois Art. 51. Troyes Art. 30. Laon Article 204. Chalons Art. 204. Reims 108. Ribemont Art. 33. Amiens Art. 15. Sedan Art. 70. Cambray Tit. 1. Art. 56. Montargis Chap. 1. Art. 66. Orleans Art. 82. Aniou Art. 139. Le Maine Art. 152. Grand Perche Art. 44. Blois Art. 106. Bourbonnois Article 383.

Dans l'an Le Maine Art. 152. Bretagne Art. 302.

Dans trois mois Chasteauneuf Article 3. La Marche Art. 188.

Fors les S. Chastellain qui ont trois mois Montargis Chap. 1. Art. 65.

Trente ans Normandie Art. 122. Bretagne Art. 361.

Peut estre baillé auant les xl. iours quand le vassal a faict ses foy & hommage & offres au desir de la Coustume Paris Art. 11. Cambray Tit. 1. Art. 58.

Ayant esté receu par vn des Conseigneurs par indiuis, doit estre communiqué aux autres. Amiens Art. 24.

S.F. peut proroger le temps de donner le denõbrement, mais non abbreuuer. Meaux Art. 135. Ponthieu Art. 74. Bourbonnois Art. 381.

Peut faire les fruicts siens à faute d'adueu & denombrement non baillé. Poictou Art. 85.

Contraindre ses suiets, à donner denombrement ou declaration: ores qu'il n'ait iurisdiction Maiziens Art. 2. S. Cyran Article 1.

Doit bailler lettres de Recepissé en forme deuë Amiens Art. 19. Boullenois Article 52. La Salle de Lille Art. 42. Bourbonnois Art. 383. Tournay Tit 1. Art. 16. Artois Art. 16. & 17.

Nouuel a de luy competent pour voir les titres, Adueuz & Denombremens de ses vassaux, &c. Chalons Art. 223.

Ne blasmant l'Adueu dans les prochains iours, n'est tenu d'y comparoir sans nouuelle assignation Normandie Art. 121.

Vse de quart saisissement ou sommation chacune de xl. iours par faute de Denombrement Montargis Chap. 1. Art. 64. & 65. Orleans Art. 78. Dunois Art. 20.

Vassal apres auoir presenté son Denõbrement & l'auoir esté querir, doit prendre attestation pardeuant Notaires ou tesmoins de ses diligences Melun Art. 39. Estampes Article 44.

Tenu bailler son rapport au renouuellement de Seigneur, s'il en est sommé. Sainct Paul 9.

Amendes deuës au S. par defaut d'Adueu non baillé. Montargis Chap. 1. Art. 64. & 65. Orleans Art. 78.

Apres quatre quinzaines Grand Perche Art. 42 Blois Article 105. Poictou Article 136. & 138.

V. Blasme.

Denoncement criminel deuement applegé en Cour Suzeraine, n'est suiet à Rẽuoy Aniou Art. 71. Le Maine Article 81. & 168.

Faict en Cour Suzeraine & en Cour suiette pour vne mesme personne & d'vn mes-

Source : BIU Cujas

me cas, le premier qui execute le Denoncement en aura la congnoiſſance Aniou Art. 72. Le Maine Art. 83. formé & deuement applegé. Aniou Art. 73. Le Maine Art. 84.

Comme peut eſtre delaiſſé en faiſant terme, Le Maine Art. 168.

N'eſt receu pour battures, ſi elles ne ſont de guet à penſee, griefues & atroces. Le Maine Art. 169.

Qui dechet par ſentence diffinitiue du Denoncement par luy faict, eſt condamné en amende Lodunois Chap. 37. Arti. 9.

Denoncemens criminels Aniou Art. 79. Le Maine Art. 90. ciuils Lodunois Chap. 2. Art. 13.

Denonciateurs ou plaintifs à faux tenu aux deſpens, dommages & intereſts & en l'amende, &c. Bourbonnois. Art. 63. 64. & 65. Auuergne Chap. 26. Art. 11. 12. & 14. La Marche Art. 336.

Compoſant ou appointant, pendant le procez auec l'accuſé, celuy qui rapporte profit dudict appointement tenu en l'amende ou ſe iuſtifier dans xv. iours au Procureur d'office Bourbonnois Art. 66. Auuergne Chap. 29 Art. 15. & 16.

Denonciation de nouuel œuure comme ſe faict Bretagne 392. Sedan Ar. 298. & 299.

Deparager Normandie Art. 241.

Depié de Fief, quand vn Fief eſt depecé & departy par tranſport, vente, Donation, hypotheque ou autre alienation, Tours Ar. 118. 119. 120. 122. 124. 125 & 136. Lodunois Chap. 12. Art. 1. 2. 3. 5. & 6. Chap. 14. Art. 8. & 14. Aniou Art. 203. 205. Le Maine Art. 218. & 220.

Chet en action Aniou Art. 206. Le Maine Art. 221. Se faict au preiudice du Suzerain Aniou Art. 207. Le Maine Article 222. Se monſtre par Abournemens de Fief Aniou Art. 207. Le Maine Art. 223. Eſtant fait quand on aliene plus de la tierce partie du reuenu, le Suzerain aura foy & homge des acquereurs Aniou Article 210. Le Maine Art. 225. Eſtant par ſucceſſion ou aduancement d'hoirie, on ne doit hommage au Suzerain Aniou Art. 214. Le Maine Art. 229.

N'a lieu en partage de ſucceſſion Tours Art. 120. Lodunois Chap. 12. Article 3. Le Maine Art. 220.

N'a lieu pour bonner ou changer hommage Tours Art. 122. Lodunois Chapitre 12. Art. 2.

Pour rentes conſtituees à pris d'argent en general ou particulier Tours Art. 124.

Hommage deu par le Depié de Fief pour tranſport de partie de Fief ſans retention du deuoir, ou pour tranſport de plus du tiers auec deuoir ou ſans deuoir. Tours Ar. 119. Eſtant faict par Depié de Fief, ſans ſommer le vendeur de leur porter garantage, ce ne peut eſtre à ſon preiudice Tours Art. 114 Aniou Art 211. Le Maine Article 226. Quand le Seigneur aliene plus des deux tierces parties du Fief par vendition ou alienation Tours Article 125. Lodunois Chap 12. Art. 6.

Se peut demander par action pour la premiere fois quand le Parage eſt failly, & pour la premiere fois ou quand la foy eſt interrompue par vn moyen Tours Artic. 118. Lodun. Chap. 11. Art. 1. Action de Depié de Fief Aniou Art. 204.

Apres Depié de Fief il retourne à ſa premiere nature & hommage eſtant conſolidé Aniou Art. 205. Le Maine Art. 220.

Quand le Fief eſt deſpecé & les parties re-vnies & conſolidees, ils ſont ſous la premiere fois Tours Art. 121. Lodunois Chapitre 12. Art. 14.

Quand le Fief eſt deſpecé par Parage, n'eſt requis faire retention de foy & hommage ou autre deuoir Aniou Art. 201. Le Maine Art. 216.

Deport pour les deux parts des fruicts d'vne annee du Fief qui appartient au S. F. pour ſon droict de Rachat ſur vn mineur, à qui le Fief appartient, à la charge de bailler l'autre tiers ou bien prouiſion au mineur à l'ordonnance de Iuſtice Aniou Art. 107. Le Maine Art. 119.

Depoſitaire contraint de rendre le Depoſt nonobſtant la Cõpenſation requiſe Bayõne Tit. 3. Art. 1. Bretagne Art. 648. N'eſt tenu des cas fortuits Bayonne Tit. 3. Art. 2. Bretagne Art. 648. de biens de Iuſtice comme ſeront contraints Berry Titre 9 Article 18.

V. Execution.

De prier Sens Art. 21. 226. 233. Eſtampes Art. 49. Mante Art. 46. Tours Article 82. Aniou Art. 54. 55. 56. & 57 Le Maine Art. 63. 64. & 65. Chaſteauneuf Art. 141. & 143. Chartres Art 108. & 111. Dreux Ar. 36. 37. & 40. Auxerre Artic. 21. Dourdan Article 46.

Pour accorder au S. Cenſuel pour les lods & ventes ou declarer au S. Cenſier ſon contract d'acquiſition, & le ſupplier d'attendre le payement de ſes lods & ventes & autres droicts Cenſuels.

Suffit à l'acquereur aller payer ou Deprier le Cens ſur le lieu de la derniere recepte, ſil n'a maiſon ou certain lieu: & ſil a lieu, y doit aller: s'il ne le trouue fera declaration pardeuant Notaires ou Teſmoins Eſtampes Article 249.

Deprier les lods & ventes Montargis Ch. 1. Art. 90. & Chap. 2. Article 5. 7. 8. 31. & 35.

Deprier les ventes Menetou Artic. 2. La Ferté Ymbaut Art. 2. Melun Article 116. Sens Artic. 21. 226. & 233.

Faire Depry. Menetou Art. 2.

Depry quand ſe doit faire Chaſteauneuf Art. 14. Chartres Art. 109. Orleans Article 107.

Eſtant faict par l'acheteur, il eſt tenu bailler recongnoiſſance par Notaire dudit Depry contenant la ſomme de l'acquiſition à ſes deſpens: & le Seigneur à l'acheteur aux deſpens du Seigneur de Notaire ou de ſa main ou Commis. Montargis Chap. 2. Article 8.

Le Depry Sens Art. 223. Mante Art. 46. Dourdan Art. 46. & 47. Montargis Chap. 1. Art. 91. Chap. 2. Art. 1. 6. & 8. Chaſteauneuf Art. 51. 141. Auxerre Article 24. Tours Art. 82. 83. & 86. Lodunois Ch. 7. Art. 2. 3. & 6. Aniou Art. 57. 58. Le Maine Art. 66. & 67.

Se doit faire à la perſonne du Iuge de la iuriſdiction en abſence du S. & luy faire ſes offres & Depry & le faire enregiſtrer Montargis Chap. 2. Art. 6. Orleans Art 107.

Depry eſt deu ſeulement, quand on conduict ou faict conduire par eau les choſes de ſon creu ou meubles d'vne Peagerie en autre, en aucune de ſes maiſons Tours Art. 82. Lodunois Chap. 2. Art. 2. Aniou Art. 57. Le Maine Art. 66.

S. Cenſuel ayant requis le depriant de paſſer congnoiſſance ou condamnation des lods & ventes, pardeuant le Iuge ordinaire, il ſera tenu. Sens Art. 233.

Acheteur aura lettre & certification du depry en payant xii. deniers pour icelle. Dourdan Art. 46.

Amende n'a lieu en adiudication par decret pour n'auoir deprié, ſinon qu'il fut nõmement chargé de Cens: & à xl. iours pour Deprier Montargis Chap. 2. Art. 6. Orleans Article 107.

Deſaduouër ou aduouër Meaux Article 185. Montfort Article 28. & 29.

Son Seigneur Feodal ou Cenſuel Tours Art. 117. Lodunois Chap. 1. Art. 19 Chaſteauneuf Art. 45 Dreux Art 32. Bretagne Art. 141. Berry Titre 5. Art. 39. Dourdan Article 39. La Marche Article 187. Bretagne Article 362.

Deſaduouer ſon S. duquel on tient heritage de condition ſerue ou mortaillable La Marche Art. 158.

Deſaduеu tant du S de Fief que Cens Niuernois Chap. 4. Art. 65. & 66 Montargis Chap. 1. Art. 83. Peronne Art. 66. 67. 68. Auxerre Art. 186. Bretagne Art. 362.

Deſaduеu formel Melun Art. 79. Artois Art. 21.

Ou bien denegation formelle ou deſaduеu ſe faict en perſonne ou Procureur, &c. Berry Tit. 5. Art. 19. Dourdan Art. 34.

Aduеu ou deſaduеu formel. Rebemont Article 29.

Deſaduеu du S. Suzerain quand il n'approuue le faict du Seigneur ſon ſuiet, ou de ſes Officiers. Bretagne Art. 16. & 39.

Le S. F. & vaſſal, apres l'aduеu faict, ſe doiuent communiquer l'vn à l'autre leurs aduеux & denombremens & titres de la tenure du Fief, & s'en purgeront par ſerment Paris Art. 44. Reims Art. 128. Orleans Ar. 79. Eſtampes Art. 43.

Tenus reſpectiuement communiquer aux deſpens du requerant Eſtampes Art. 43.

Vaſſal peut requerir ſon S. F. de l'inſtruire des titres & eſt tenu ſen purger Melun Art. 87. Laon Art. 200. Chalons Ar. 200. Xainctonge Art. 40. Grand Perche Art. 53.

Doit ayder à ſon S. des aduеus & denombremens & titres communs eſtans par deuers luy Laon Art. 201. Chalons Art. 201.

N'eſt tenu monſtrer au Seigneur & non le S. au vaſſal. Auuergne Chap. 22. Art. 8.

Peut faire la Foy par proteſtation de ne faire faux Aduеu: & ſauue les fruicts & cõmiſe du Fief: & la foy eſt pure & ſimple pour celuy qui là reçoit. Auuergne Chap. 22. Art. 10. 11. & 12.

Peut eſtre appellé pour aduouer ou deſaduouer & congnoiſtre. La Marche Art. 187.

Peut de ſon auctorité ſe remettre en ſon Fief: ſauf ſon exploict, &c. Niuernois Ch 4. Art. 65.

Deniant le Fief eſtre tenu du S. F. le confiſque. Paris Art. 43. Eſtampes Art 34. Dourdan Art. 34. Montargis Chap. 1. Art. 28. & 83. Mante Art. 25. Vallois Art. 36. Vitry Art. 40. Meaux Art. 185. Montfort Ar. 28. Reims Art. 116. Ribemont Art. 28. Artois Art. 21. Niuernois Chap. 4. Art. 66. Tours Art. 117. Grand Perche Art 52. Chaſteauneuf Art. 45. Chartres Art. 43. Dreux Art. 32. Berry Tit. 5. Art. 29. Bourbonnois Art 386. Auuergne Chap. 12. Art. 18. La Marche Art. 198. Bretagne Art. 362. Orleans Art. 81. Blois Art 101.

Perd ſon Fief, s'il n'aduoue le Roy à Seigneur & ſans fraude Meaux Art. 185.

Fait que le Fief & fruicts tombent en cõmis Melun Art. 86. Laon Art. 198. Chalons Art. 199.

Faiſant faux aduеu ou deniant commet ſon Fief. Sens Article 199. Auxeere Article 69.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Doit aduouer ou desaduouer formellement le S.F. Melun Art. 86. Laon Art.198. Chalons Art. 199. Reims Art. 127. S. Quentin Art. 80. Ribemont Art 28. Grand Perche Art. 52. Berry Tit 5. Art. 29. Auuergne Chap. 22. Art.9.

Sinon quand deux S. pretendent la tenue Feodale Grand Perche Art. 52. Reims Artic. 127. Melun Art. 88. Laon Art.202. Chalons Art.202. Ribemont Art. 30. Peronne Art. 70.

Ne suffit aduouer le Roy Laon Art.198. Chalons Art. 199. S. Quentin Art. 81. Ribemont Art. 28.

Desadueu faict par le vassal purement & simplement, fait que le vassal iouist pendant le procez Blois Art. 101. Berry Tit. 5. Art. 29. Auuergne Chap. 22. Art.13. Bretagne Art. 362. Cambray Tit. 1. Art. 61. Montargis Chap. 1. Art. 83. Orleans Art. 81. Dunois Art. 45. Chartres Art. 43. Dreux Artic. 32. Bar Art. 20. Laon Art.199. Chalons Art. 200. Reims Art. 126. S. Quentin Artic. 81. Sedan Art. 63. Peronne Art. 67.

Estant faict le vassal doit auoir prouision & iouyr du Fief ou main-leuee pendant le procez: à la charge de la commise. Paris Art. 45. Estampes Art. 34. Dourdan Art. 34. Montfort Art. 29. Vallois Art. 37. Laon Art. 199. Chalons Art. 203. Reims Art. 126. S. Quentin Art. 81. Sans bailler caution Peronne Art. 66. Aniou Art. 181. Le Maine 199. Chasteauneuf. Art. 45.

Desadueu des choses tenues Censiuemẽt ou par hommage faict perdre ce qu'on tient du Seigneur Tours Art. 117. Lodunois Ch. 13. Art. 1.

Estant faict en matiere Censuelle, y a amende de lx. sols Parisis Peronne Art. 98. Dreux Art. 100.

Desadueu formel ne se faict quand il afferme sçauoir de quel S. Fief est tenu: sinon que le Seigneur l'eust premierement informé. Sens Art. 205. Auxerre Art. 81. fors contre le Roy aiant saisi: duquel on doit reprendre ou nier sans information. Sens Art. 215. Auxerre Art. 81.

Detenteur & proprietaire de terres tenues en Censiues, deniant le Cens au Sieur ne perd sa terre. Vitry Art. 40.

Desbourssement Chasteauneuf Article 81. 82. Chartres Art. 72. & 73. Dreux Ar. 61. & 62.

Descalange S. Omer en Artois Titre 2. Art. 14.

Biens Descalangez & deschargez de saisine: La Salle de Lille Tit. 21. Art. 8.

Desconfiture. Paris Art. 179. 180. 181. & 482. Meaux Art. 117. Montfort Article 183. Mante Art. 93. & 186. Senlis Artic. 9. & 273. Clermont Art. 56. 58. 59. 65. & 188. Reims Art. 396. Tours Art. 220. Bourbõnois Art. 152. Orleans Art. 448. 449. 450. & 451. Boullenois Art. 142. Calais Art. 246. 247. 248. & 249. Boullenois Artic. 62. Ponthieu Art. 130.

Desconfiture a lieu en Cession de biens & sont payez au sol la liure: fors pour les debtes priuilegiees ou pour lesquels les biẽs sont hypothequez Cambray Tit. 23. Art. 2. N'a lieu quand le creancier se trouue saisi du meuble à luy baillé en gage Paris Art. 181. Calais Art. 148. Orleans Article 450. En depost s'il est en nature. Paris Art. 182. Calais Art. 249. Orleans Art. 451. Pour les deniers dotaux & pour l'administration de la Tutelle Calais Ar. 246.

A lien s'il n'y a debte priuilegiee, comme louage de la maison ou marchandise estant en nature vendue sans iour & terme Auxerre Art. 130. Clermont Art. 58.

Cas de desconfiture comme se doit entẽdre. Paris Art. 180. Calais Art. 247. Orleans Art. 449.

Cas de desconfiture & de simple execution sont differens Clermont Art. 59.

Cas de desconfiture ou rompture. Boullenois Art. 142.

En desconfiture chacun creancier vient au sol la liure sur les meubles du debteur, & n'y a preference ne prerogatiue. Paris Art. 178. Calais Art. 246. Auxerre Artic. 130. Montfort Art. 183. Mante Art. 186. Senlis Art. 291. Clermont Art. 58. Reims Artic. 396. Boullenois Art. 142. Cambray Tit. 25. Art. 39. Orleans Art. 448. Sole Titre 26. Article 29. Aniou Article 481. Le Maine Art. 487.

Desertion d'appel Senlis Art. 46. Clermont Art. 212. Berry Tit. 2. Art. 37. & 39. adiugee à faute de coter le iour de l'appel. Senlis Art. 59.

Appel desert. Berry Tit. 2. Art. 36. & 38.

Appel declaré desert, s'il n'est releué dans le temps de xl. iours. Amiens Article 218. Cambray Tit. 27. Art. 3. dans 7. iours & 7. nuicts. Tournay Tit. 2. Art. 4. dans huictaine, ou si le Iuge n'est adiourné ou la partie intimee ou n'a faict appeller sa cause dans la prochaine Assise. Poictou Art. 411. & 412.

Ne sera dit desert sans declaration du Iuge superieur Auuergne Chap. 30. Art. 6. La Marche Art. 110. Desertion en quel cas a lieu Sole Tit. 11. Art. 2. & 3.

Commission en desertion du Iuge superieur. Berry Tit. 2. Art. 39.

Amende en desertion pareille que de ceux qui ne se presente en Assise estans appellans. Vitry Art. 10.

Est de xl. sols. Niuernois Chap. 1. Art. 27. Auuergne Chap. 30. Art. 2. La Marche Article 105. S. Omer en Artois Titre 2. Article 32.

De xl. sols Parisis Amiens Art. 218. La Salle de Lille Tit. 26. Art. 1.

Desgagement ou desgagiement Cambray Tit. 25. Art. 4. & 5. Tournay Tit. 26. Ar. 6.

Desgagement. Montargis Chap. 4. Artic. 12. & 13.

Desgagement. Estampes Art. 155. Montargis Chap. 18. Art. 6.

Desgast ou dommage. Montereau. Art. neuf.

Action pour degasts, pinses, dommages & interests, se doit intenter dans huictaine. Estampes Art. 189. pour dommage faict par Bestes dans vingt iours Orleãs Article 151. est annale. Normandie Article 517.

Desherance pour defaut d'heritier. Bretagne Art. 595.

Desheritemens & inuestitures. l'Alleue Tit. 2. Art. 18.

Saisine, dessaisine & desheritement comme se doit faire. L'Alleue Tit. 2. Art. 18. des choses cottieres se faict pardeuant le S. Vicomtier Haut Iusticier. Monstreul Art. 11. Chauny Art. 30.

Desheritance n'est requise en don. Valanciennes Art. 70.

Despens adiugez contre la femme non auctorisee par son mary en action d'iniure, comme se prennent. Normandie Art. 529.

Ne se prennent sur les biens de la communauté. Orleans Art. 200.

Despens des defaux ou congez obtenus auant contestation en cause ou apres, sont preiudiciaux & executoires. La Marche Ar. 51. Preiudiciaux doiuent estre payez auant proceder. Bretagne Art. 171. sont taxez en vertu d'vn seul defaut. Cambray Titre 26. Art. 11. Poictou Art. 422. Bretagne Artic 174. sont verifiez par le serment du Procureur ou de sa partie suffisamment fondé. Bretagne Art. 174. Quand sont entendus preiudiciaux Bretagne Art. 172.

Ne sont deuz quand on faict demande à aucun d'vn debte qui n'est de son faict, s'il ne conteste apres la verification. Bretagne Ar. 173. cõme se taxent en la ville de Valanciẽnes Valãciẽnes Ar. 158. & 159. seront taxez par le Iuge, selon la qualité des personnes & distance des lieux. Bourbonnois Article 155. n'ont lieu entre voisins, s'ils ne procedent par escritures, &c. S. Seuer L. Titre 1. Art. 17. ont lieu entre voisins & estrangers ou entre estrangers. S. Seuer L. Titre 1. Article 18.

Entre le vassal & Seigneur, sinon les Curiaux. Normandie Art. 35.

Entre le Seigneur & son suiet. La Salle Tit. 1. Art. 73.

Liquidation de despens, dommages & interests se faict contre le Garand, sans recours aucun. Bretagne Art. 144. Ne se fait contre les garentis, sans discussion. Orleans Article 457.

Despens ne sont obtenus par le lignager s'il n'y a contredit. Ponthieu Art. 139.

Desairer les oyseaux de proye. Bretagne Art. 67.

Dessaissonuer les Bois taillis ou Estangs. Berry Tit. 5. Art. 46.

Action par desreng d'heritage. Cambray Tit. 25. Art. 28.

Simple desrene. Normandie Art. 5.

Desrenter Cambray Tit. 9. Art. 6. Valenciennes Art. 87.

Destination de pere de famille vaut titre Melun Art. 189. Estampes Art. 73. Dourdan Art. 72. Montfort Art. 84. Sedan Art. 279. Si elle est par escrit. Paris Artic. 216. Calais Art. 202. Orleans Art. 228.

Destrier vn grand cheual de guerre coursier ou cheual de lance. Aniou Article 47. Le Maine Art. 55.

Detenteurs ou proprietaires d'heritages chargez de Cens, rentes ou autres charges reelles & annuelles, tenus personnellement de payer & acquiter ensemble les arrerages escheus de leurs temps. Paris Article 99. Meaux Art. 68. Melun Art. 175. Sens Art. 132. Auxerre Art. 131. Dourdan Article 52. Montfort Art 65. Mante Art. 60. Clermõt Art. 40. Vallois Artic. 160. & 161. Troyes Art. 73. & 118. Vitry Art. 133. Bar Art. 61. Reims Art. 184. Chauny Art. 27. 28. & 29. Senlis Art. 206. Niuernois Chapitre 7. Art. 3. & 4. Berry Tit. 9. Art. 33. Montarnis Chap. 2 Art. 38. Amiens Art. 154. Monstreul Art. 12. S. Omer Art. 9.

Tenus hypothecairement des arrerages, ou tenus de les delaisser pour estre saisis & adiugez, sans qu'il soit besoin de discussion Paris Art. 101. Calais Art. 219. Mante Art. 57. & 61. Clermont Art. 38. Sens Art. 134. Auxerre Art. 132. Senlis Art. 206. Vallois Art. 159. & 161. Laon Art. 116. Chalons Art. 130. & 132. Reims Artic. 183. Amiens Art. 153. Artois Art. 188. Duché de Bourg Chap. 11. Art. 6. Orleans Art. 436. Grand Perche Art. 205. Dreux Artic. 101. Sedan Art. 264. 265. 267. Peronne Art. 271. Monargis Chap. 2. Art. 39. contraints par execution. Bourbonnois Art. 136.

Peuuent estre poursuiuis sans diuision ne

Source : BIU Cujas

discussion Clermont Art. 40. sans diuision Peronne Art. 272.

Sans faire diuision de l'hypotheque speciale, si bon ne semble Vallois Art. 161.

Pour le tout, encores qu'ils ne tiennent tout l'heritage. Peronne Art. 272.

Conuenus personnellement pour les arrerages non excedans neuf ans &c. Bourbonnois Art. 414.

Obligez personnellement.

Nommans le Detenteur, sont deschargez pour l'aduenir. Niuernois Chap. 7. Article 4.

Tenus de passer sentence ou declaration s'il n'a exception valable. Bar Art. 61. Vitry Art. 133.

Tiers detenteur ne peut estre executé pour les arrerages : mais conuenu en declaration d'hypotheque. Blois Article 248.

Deuests se peut faire par le porteur de lettres d'acquisition, encores qu'il ne soit constitué par icelles Procureur Laon Art. 127. Reims Art. 164.

Deuestir. Senlis Art. 235.

Deuoir Coustumier. Tours Artic. 28. Lodunois Chap. 1. Art. 24. Deuoir de Loy Cambray Tit. 1. Art. 75.

Dez sont defendus & n'y peut l'on iouer n'autres ieux defendus ou Brelencs: sur peine de lx. sols d'amende. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 10.

Haut Iusticiers ou Vicomtiers ne pourront consentir qu'on iouë aux ieux defendus. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 10.

Directe Feodale. Niuernois Chap. 4. Ar. 50. & 52.

Ordre de discussion est necessaire. Sedan Art. 264. 265. & 267.

Quand n'est necessaire. Paris Art. 201. Calais Art. 219. Estampes Art. 66. Dourdan Art. 55. Clermont Art. 40. Vitry Art. 161. Montfort Art. 66. Sens Art. 134. Auxerre Art. 132. Vallois Art. 159. & 161. Laõ Art. 116. Chalons Art. 130. & 132. Duché de Bourg. Chap. 11. Art. 6. Orleans Artic. 436. Grand Perche Art. 205. Bourbonnois Art. 136. Peronne Art. 271.

En matiere de Criees n'est necessaire si la condamnation procede de rentes ou arrerages: secus si de debte personnelle. Niuernois Chap. 32. Art. 25.

Discussion de meubles sur le Garand. Orleans Art. 457.

Disme, Dismerie. Berry Tit. 10. Ar. 16. 17. 18. & 25.

Dismes sont Ecclesiastiques ou patrimoniales. Berry Tit. 10. Art. 17.

Doiuent estre premierement payees que le Champart. Mante Art. 55. que le Terrage Art. 25.

Estans delaissees sur le Champ le laboureur en est quicte. Monstreul Art. 15. Hesdin Tit. 2. Art. 29. Boullenois Art. 37. S. Omer en Artois Tit 2. Art. 11.

De laine & aigneaux deues. Boullenois Art. 146.

Seront payees des choses accoustumees en la maniere accoustumee. Berry Tit. 10. Art. 10. en la saison & maniere accoustumee. Sole Tit. 17. Art. 10.

Estans en patrimoine, sont alienables. Berry Tit. 10. Art. 16.

Appartenans à gens laiz ou d'Eglise peuuent estre vendus & alienees, comme autres choses profanes. Sole Tit. 17. Art. 8. & 9. Niuernois Chap. 12. Art. 8.

Infeodez peuuent estre vendus & alienez. Blois Art. 63. Sont de la cognoissance du S. Haut Iusticier du lieu. Niuernois Chap. 12. Art. 8. des Iuges seculiers. Blois Article 63.

Sont deues sur les choses tenues en Fief s'il n'y a chose au contraire. Menetou Article 26.

Dismes de Rompers appartiennent aux Curez des Parroisses. Niuernois Chap. 12. Art. 5. de Ronters n'appartiennent aux Curez: sinon pour les premieres annees, s'ils ne sont Dismeurs des lieux contigus, s'il n'y a titre ou priuilege au contraire. Niuernois Chap. 12. Art. 5.

Gens d'Eglise ou laiz à cause de leur Seigneurie & patrimoine, ne peuuent posseder Dismes sans titre, ny prescrire, s'ils n'ont possession immemoriale. Niuernois Chap. 12. Art. 7.

En matiere de Dismes & Terrages suffit produire vn Chartulaire ou Cachereau authentique pour obtenir au possessoire. Cambray Tit. 26. Art. 9.

V. Suite de Dismes.

Dismier. Auuergne Chap. 17. Art. 18. La Marche Art. 96.

Distroict & Territoire. Melun Artic. 10. Bretagne Art. 218. Berry Tit. 1. Art. 41. & Tit. 19. Art. 10.

Pour Septaine, Banlieue, Ban, Finage ou Quinctes.

Distroict de Molin pour l'estendue & Banlieue. Bretagne Art. 371. 374. 388. & 607.

Dixiéme denier deu en cas de vente, don, transport ou alienation de Fief, deu au Preuost ou l'estimation. Tournay Tit. 10. Article 22. Bethune Tit. 2. Art. 13.

Se paye par le vendeur ou alienateur. Tournay Tit. 20. Art. 2. Par l'acheteur quãd la vente est faicte argent franc, auec l'affiãchissement de deniers. Tournay Titre 10. Art. 26.

V. Droicts Seigneuriaux.

Droict Domanier qui appartient au S. Iusticier pour ses droicts anciens & accoustumez: pour lesquels il peut faire proceder par execution. Niuernois Chapitre 31. Article 15.

Droict Seigneurial & Domanial. Paris Art. 51. & 52.

Ou exploict Domanier, duquel le S. F. peut vser sur le Fief à defaut de foy & hommage par le vassal. Berry Tit. 5. Art. 25.

Seigneur proprietaire & Domanier pour Seigneur du fonds, domanie & heritage. Tours Art. 23. Lodunois Chap. 1. Art. 13. & 20. Maizieres Art. 5. Cyran. Art.

Domaine pour proprieté de quelque chose. Tours Art. 103. 105. 114. 164. 188. & 208.

Domaine muable ou nõ muable. Troyes Art. 186. & 187. Bretagne Art. 389. pour la proprieté de quelque chose, de laquelle la valeur se peut augmenter ou diminuer.

Domaine congeable. Bretagne Art. 541.

Domaine non Fieffé. Normandie Article 100.

Domaine Noble. Bretagne Art. 358.

Seigneur dominant pour Seigneur du Fief dominant. Tours Art. 134. & 281.

V. Seigneur.

Domicile des opposans ou autres en matiere de Criees n'est finy par la mort du Procureur. Paris Art. 360. Calais Art. 262.

Exploicts de signification faicts au Domicile sont bons. Paris Art. 360. Calais Article 262.

Dommage faict par cheuaux, charrete ou autre choses, comme se doit reparer. Bretagne Art. 640.

Par moulins ou autres choses. Bretagne Art. 641. Par le moyen d'vn arbre ou autre chose abbatue. Bretagne Art. 646. & 647.

Faict, comme s'adiuge, quand il est aueré par tesmoins S. Seuer L. Tit. 1. Art. 10. 11. & 12.

Faict par le bestail des Estrangers. La Bourt Tit 3. Art. 27. 28. 29. 30. & 31.

Se doit demander dans les trois mois. Anjou Art. 183.

Dans trois iours apres la prinse. Blois Art. 217. & 219. La Ferté Auray Art. 1.

Dans quinze iours. Dunois Art. 52. La Ruë d'Yndre Art. 20. Dans la premiere Assise S. Ponts Art. 1. Dans vn an. Acs Titre 11. Art. 35.

Se doit estimer dans quatre iours. Acs Tit. 11. Art. 35. Sole Tit. 15. Art. 1. & 2. par gens commis par Iustice S. Seuer Tit. 3. Art. 16. visiter & taxer par les Iurez. Bayonne Tit. 2. Art. 1.

Sera visité à la requeste de partie. Hesdin Tit. 2. Art. 34. Monfort Art. 158. Mante Art. 191. Reims Art. 401. Dreux Art. 41. La Marche Art. 352.

Bestes trouuees & prinses en dommage, soit iardins, prez ou terres des champs, y a amende, ou par voye, ou sentier non accoustumé. Hesdin Tit. 2. Art. 32. & 33. en prez bleds & vignes, seront prinses & amenees a Iustice. Tours 206. Lodunois Chapitre 19. Article 4.

Veues faisans dommage peuuent estre donnees en garde au pastre. Montargis Ch. 4. Artic. 19.

En prez & bleds durant le temps qu'ils sont en garde. Niuernois Chap. 15. Art. 9. faisans dommage, saisies par le S. F. Normandie Art. 68.

On ne peut aller en vignes, gaignages & autres heritages plantez d'arbres, &c. pour y prendre & cueillir herbes, &c. Estampes Art. 184.

Mener Bestail és Bois taillis, vignes, prez &c. plantes d'arbres fruictiers. Estampes Ar. 187.

Ses bestes dans les iardins, Oziers, Aulnois & vignes d'autruy. Dourdan Art. 60.

En terres suiettes à Terrage estans fumees & emblauees. Car elles sont de garde Soesmes Art. 2.

Mener ses bestes à laine és marets communs. Amiens Art. 209. Amiens L. Art. 10. Artois Art. 56.

Laisser pasturer ses bestes en nouuelles esbeulles: sur peine. Amiens Art. 209. S. Pol Art. 22. Ponthieu Art. 106. & 107. Artois Art. 49. Lillers Tit. 1. Art. 2.

Ny en terres Ablayees de Bleds ou de Mars, ou és iardins & prez d'autruy. Monstreul Art. 6.

Ny en Ablaiz croissans S. Pol Art. 24.

Les proprietaires, vignerons, fermiers & Gardiens creuz du dommage iusques à v. sols en l'affermant. Estampes Art. 184. & 187.

Sont creuz de la prinse dans vingt quatre heures apres Dourdan. Art. 60.

Seigneur voulant recouurer son bestail doit consigner iusques à la somme de l'amende, bailler pleges & cautions. Bayonne Tit. 2. Art. 17. & 18.

Dommage ou playe faict par beste brute à personnes se doit reparer par le Seigneur si mieux il n'aime donner la beste. Acs Tit. 13. Art. 14. S. Seuer Tit. 18. Art. 26. Sera payé à discretion s'il sçait la beste estre vicieuse: sinon, &c. Bretagne Article 1. & 2.

Fait par bestes vicieuses estans en coulpe par faute de la garder. Bretagne Art. 3.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel

Priſe de bœuf contre la volonte du Seigneur. Sole Tit. 15. Art. 20. & 21.

Don ou legs faict à enfant mineur d'ans eſtant en puiſſance de pere & mere, non emancipé, appartient au pere ou mere en vſufruict leur vie durant ſeulement: ſinon, &c. Vitry Art. 110.

Appartiẽt au pere iuſques à ce que l'enfant ait vingt ans, ou ſoit marié ou emancipé ſinon, &c. Laon Art. 56. Chalons Art. 8. Reims Art. 8. Sedan Art. 7. iuſques à ce que l'enfant ſoit aagé ou emancipé. Chauny Art. 55.

Appartient au pere par vſufruict iuſques à ce que le maſle ait attaint l'aage de vingt ans ſoit marié ou entré aux Ordres Sainctes & la fille de xviii. ans ou que le pere fut decedé, s'il n'eſt dit autrement par le donateur. Reims Art. 35.

Ou donations faictes aux enfans eſtãs en puiſſance de pere & non emancipez, appartiennent au pere. Lille Art. 50. La Salle de Lille Tit. 13. Art. 22.

De meubles aduenus aux enfans mineurs d'ans du viuant de leur pere, & ſeront vendus & employez en achat de rente ou heritage: & iouyront d'iceux le pere ou mere ſuruiuant: & s'ils ſont eagez, les pourront apprehender. Valanciennes Art. 110.

Donation faicte par pere ou mere eſt reputee faicte en auancement de ſucceſſion. Paris Art. 278. Calais Art. 70. Orleans Art. 210. Eſtampes Artic. 144. Montfort Art. 151. Mante Art. 149. Dourdan Article 92.

Eſtant faicte par pere ou mere, l'enfant n'eſt tenu ſe porter heritier, & ſe peut tenir à ſa donation. Montfort Art. 151. Mante Art. 149. Dourdan Art. 92.

Pour cauſe d'eſtude faicte à fils de famille eſt bonne. Berry Tit. 7. Art. 8.

Eſtant faicte en aduancement d'hoirie & à vn heritier apparent, il eſt tenu des debtes &c. & a ſon recours. Amiens Art. 52. Artois Art. 82. & 83.

Par Noble au principal heritier preſomptif ne vaut, ſinon telle part en aduancement. Aniou Article 320. Le Maine Article 333.

Faicte par pere Noble ou frere aiſné ou ſa repreſentation à ſon fils ou frere puiſné de ſa portion par heritage eſt propre, & nõ acqueſt. Aniou Art. 323. Le Maine Article 337.

Faicte aux enfans des heritiers preſomptifs, eſt reputee faicte aux heritiers immediats. Blois Art. 168.

Faicte à l'heritier preſomptif par pere ou mere & autres perſonnes de la proprieté auec retention d'vſufruict, eſt bonne. Bretagne Art. 557.

Faicte à enfant Baſtard ne vaut, s'il n'a du viuant du donateur la reelle & actuelle poſſeſſion. Aniou Art. 345. Le Maine Article 357.

Faicte à vn Baſtard de la 4. partie des acqueſts à vie & de tous les meubles à perpetuité. Tours Art. 242. Lodunois Chapitre 25. Art. 3.

Faicte de la vi. partie de ſes meubles & conqueſts immeubles, à la charge, &c. Sedan Art. 116.

Faicte à fils de famille eſt nulle, ſi elle n'eſt confirmee par mort, &c. Berry Tit. 7. Art. 5.

Faicte par Nobles à enfans puiſnez de la troiſieſme de leur patrimoine auec la 3. des acqueſts & conqueſts en heritage, & tous les meubles a perpetuité. Aniou Artic. 322. Le Maine Art. 324. Tours Art. 248. Lodunois Chap. 26. Art. 1.

Eſtant faicte par pere au fils aiſné en aduancement d'hoirie, les puiſnez y ont le Quint, ſinon qu'ils fuſſent recompenſez d'ailleurs. Monſtreul Art. 33. Boullenois Article 92.

Des Fiefs, à la charge du Quint. Artois Art. 80. du naturel Quint. Ponthieu Article 62.

Faicte en aduancement de ſucceſſion n'empeſche la donation du tiers à l'eſtranger. Normandie Art. 422. N'empeſche que l'aiſné n'aye les deux parts auec l'aduantage. Tours Art. 252. Lodunois Chapitre 26. Art. 2. & 4.

Des heritages anciens à autres qu'aux heritiers apparens, ſans le conſentement de l'heritier ne vaut. Boullenois Art. 93.

Faicte aux heritiers preſomptifs ou aux heritiers preſomptifs de ſes heritiers preſomptifs ne vaut outre la portion legitime & couſtumiere. Poictou Art. 215.

Faicte aux heritiers preſomptifs ny à leurs deſcendans: fors le Noble és meubles en tout ou partie, à ſes enfans puiſnez, &c. Bretagne Art. 199.

Faicte en aduancement d'hoirie ou faueur de mariage, n'a beſoin de veſt ou deueſt: s'il y a poſſeſſion actuelle ou ciuile par retention d'vſufruict, &c. Laon Artic. 155. Chalons Art. 65.

Faict au ſeul heritier de tout ſon heritage & immeubles, & à tous fils ſont pluſieurs Normandie Art. 418.

Dons ou donations entre vifs ou par teſtament. Senlis Art. 209. entre Nobles ou roturiers. Tours Art. 257. ſimples ou mutuelles. Tours Art. 257.

Donation d'entre vifs de tous meubles & heritages propres, acqueſts & conqueſts à perſonne capable, eſt bonne, ſi le donateur a 25 ans & eſt ſain d'eſprit. Paris Art. 272. Grand Perche Art. 93.

Et de la moitié de ſes propres, reſerué la legitime de Droict. Calais Art. 66.

De tous ſes biens à perſonne capable auec telles charges & conditions que bon luy ſemble, delaiſſee la legitime de Droict. Melun Art. 232. Sens Art. 109. Auxerre Art. 218. Orleans Art. 277. Reims Artic. 232. Noyon Art. 20. Montargis Chap. 11. Article 1.

De tous ſes biens tant propres, qu'acqueſts Feodaux à perſonne eſtrange ou à ſes enfans, ou l'vn d'eux, &c. Peronne Art. 167.

De tous acqueſts & conqueſts faictes à autres perſonnes que conioincts par mariage. Artois Art. 133.

De tous ſes biens tãt propres qu'acqueſts & meubles: reſerué la querelle de Donation inofficieuſe. Dourdan Art. 91.

Faicte de meubles par celuy qui ſe marie, ou aiant obtenu benefice d'aage, s'il a xx. ans eſt bonne. Paris Art. 272. Calais Artic. 66. Orleans Art. 275.

Des meubles acqueſts & conqueſts & de la v. partie des propres à perſonne capable & ſans fraude. Montfort Art. 146. Mante 143.

Et de la tierce partie de ſon heritage à vie. Xainctonge Art. 60. & 61.

Des propres ne vaut outre le Quint au preiudice de ſes heritiers. Montfort Ar. 145.

Faicte à enfans ou eſtrangers de la moitié de leurs propres patrimoniaux & tous leurs meubles & conqueſts. Blois Article 166. & 167.

De tous leurs biens. Bar Article 168.

De tous leurs biens meubles & acqueſts immeubles & non des propres. Sedan Article 108.

Des heritages & conqueſts. Clermont Art. 122.

De ſes biens & heritages tant de propre & naiſſant comme autres. Troyes Art. 138.

Faicte à perſonne eſtrange ou a vn de ſes enfans non venant à la ſucceſſion, de telle part de ſes biens qu'il luy plaira, reſerué la legitime de Droict. Vallois Art. 133.

Vente ou alienation de meubles & conqueſts meſmes faicte par mariez, & leurs heritages propres à la charge du Douaire. Vitry Art. 112. Ribemont Art. 47. Chauny Art. 48. & 49.

Vaut à autre perſonne qu'à ſa femme. Senlis Art. 210.

Ceſſiõ ou tranſport de meubles, acqueſts & conqueſts, ſoit entre vifs ou par Teſtament ou cauſe de mort, ſans le conſentement de l'heritier. Ponthieu Artic. 21. de meubles, debtes, catels & acqueſts. Boullenois Art. 88.

De tous biens, eſt bonne. Niuernois Chap. 27. Art. 4.

Du Quint des heritages Feodaux. Boullenois Article 89. des propres, par don hereditai ou viager. Ponthieu Art. 20.

Des propres ſans eſperance de rappeller: pourueu que la donation ſoit acceptee du viuant du donateur & s'en deſſaiſiſſe de la proprieté. Montargis Chap. 11. Articl. 10.

Vente, engagement ou don & alienation des ſes biens, Fiefs, terres & heritages acqueſtez. Artois Art. 133. Gardant la legitime aux enfans. Chaſteauneuf Art. 109. Chartres Art. 80. Dreux Art. 76.

Ou par Teſtament ou derniere volonté des heritages ou rente reputee immeuble ſe doit paſſer pardeuant deux Eſcheuins. Valanciennes Art. 55.

De meubles acqueſts & conqueſts immeubles & tous ſes heritages procedans de naiſſant, ſ'il n'y a enfans: ſinon la moitié d'iceux auec les meubles, acqueſts & conqueſts, &c. Laon Art. 51. le tiers de ſon naiſſant. Chalons Art. 63.

De la tierce partie de ſon heritage & biẽs immeubles, ſoient acqueſts, conqueſts ou propres, à la charge de contribuer aux debtes deuës lors de la donation. Normandie Art. 417.

Faicte du tiers au profit de l'vn des enfans eſt bonne: chargee des debtes, obſeques, funerailles & legs teſtamentaires, ſans eſtre ſuiette à rapport. La Marche Art. 211.

De la moitié des acqueſts & conqueſts ne vaut que iuſques à la concurrence du tiers de tous les biens des donateurs. Normandie Art. 426.

De la tierce partie de ſes heritages & de tous acqueſts & meubles. Le Maine Article 332.

De la moitié de leurs biens tant meubles qu'immeubles, propres & conqueſts, ſ'il y a enfans: & en ce qu'elle excede nulle. Berry Tit. 7. Art 9.

De tous acqueſts & tiers du patrimoine à vie, & ſes meubles à perpetuité faite par vn roturier à perſonne eſtrange n'eſtant heritier preſomptif, de ſes heritiers preſomptifs Tours Art. 233. 234. & 235. Lodunois Ch. 15. Art. 1. Idem des Nobles Lodunois Cha. 26. Art. 3.

A perpetuité de tous ſes meubles, acqueſts & tierce partie de ſon patrimoine pour cauſe pitoyable & ſalut de ſon ame,

Source : BIU Cujas

ians enfans : ſinon la moitié des meubles à perpetuité : & des acqueſts la moitié à viage. Tours Art. 233.

Vniuerſelle entre vifs faicte de tous biens preſens à autre qu'à ſes enfans *per modum quotæ*, ne vaut ſans bail & apprehenſion reelle & actuelle. Bourbonnois Art. 209. La Marche Art. 309.

Entre vifs, s'il y a enfans ne vaut : ſinon en faueur de mariage, pour les immeubles. La Marche Art. 306. des meubles ou conqueſts immeubles ou de partie d'iceux, eſt bonne faicte à parens, autres qu'enfans. La Marche Art. 306.

Des propres à eſtrangers, ne vaut : ſinon des meubles & conqueſts. La Marche Article 309.

Particuliere eſt bonne ſans apprehenſion reelle. Bourbonnois Art. 213.

Entre vifs ou par Teſtament pour prouiſion de corps, nourriture & entretenement de ſa perſonne ne vaut plus que du tiers de ſon heritage : & heritiers auront les deux tiers. Poictou Art. 203. La Rochelle Ar. 44. francs de dons & legats. Angoumois Art. 149. Et s'il n'y a que meubles le tiers d'iceux : & s'il n'y a qu'acqueſts le tiers : & ledict tiers excedant ſera reduit. Ponthieu Article 223. & 224. La Rochelle Article 44.

De la tierce partie des immeubles par heritage ou de la moitié d'iceux par vſufruict. Bretagne Art. 199.

Eſtant faicte en haine ou fraude des heritiers preſomptifs ne vaut. Bretagne Article. 199.

Ne vaut ſi le donateur eſtoit malade lors de la donation, & decede dans xl. iours. Poictou Art. 223.

Eſtant faite à cauſe de ſeruice, les heritiers en ligne directe ſont tenus de la preuue : mais non les collateraux & eſtrangers. Sedan Art. 115.

Faicte entre conioincts ou eſtrangers ne comprend l'hoſtel principal & Fief Noble Poictou Art. 214.

Entre vif tant à eſtranges perſonnes, qu'a enfans de tous biens preſens vaut. Niuernois Chap. 14. Art. 42.

Vniuerſelle de tous biens preſeus & aduenir auec retention d'vſufruict : ſauf la legitime. Auuergne Chap. 14. Art. 42.

Meſmes en contracts de mariage. Berry Tit. 8. Art. 5. Sinon en contract de mariage. Bordeaux Art. 210.

De meubles, debtes, catheux & acqueſts ſans garder aucune ſolennité. S. Pol Art. 37.

Ou diſpoſition de biens faicte par Noble perſonne ſans frauder les autres enfans de leur legitime, eſt bonne. Bourdeaux. Artic. 75.

Donation faicte en faueur de mariage par le mary au contract eſt bonne : ſauf la legitime. La Marche. Art. 289. ſaiſit ſans aucun adheritement. Tournay Tit. 15. Article 2. en faueur de mariage ou pour nopces à la fille aiſnee plus qu'aduenant. Tours Art. 15. Lodunois Chap. 25. Art. 6.

Ne doit exceder la legitime part & portion. Angoumois Art. 51.

En contract de mariage, aſſociation vniuerſelle & donation entre vifs, on peut priuer ſes vrais heritiers ſauf la legitime. Auuergne Chap. 14. Art. 40.

Donation faicte en faueur de mariage & de l'vn des conioincts, luy eſt propre. Blois Artic. 160.

Faite en faueur de mariage ou emancipation, eſt bonne : pourueu qu'elle ne ſoit immenſe & la legitime gardee. Orleans Article 272.

Faicte à fils de famille ou fille en droicte ligne, bonne & ne ſe peut reuoquer. Berry Tit. 7. Art. 6.

D'heritages ou meubles, ſans que les enfans ſoient tenus ſe porter heritiers. Orleãs Art. 286.

Faicte en faueur des deſcendans, bonne. Berry Tit. 8. Art. 5. Bretagne Art. 267. ou de l'vn des mariez. Berry Tit. 8. Art. 2. ſelon les pactions & conuentions. Meaux. Ar. 15. Sedan Art. 119. Melun Art. 234. S. Quentin Art. 14. faicte en traicté de mariage. Berry Tit. 8. Art. 2.

Vniuerſelle ou particuliere bonne, la legitime gardee. Niuernois Chap. 27. Art. 12.

De tous & chacuns ſes biens meubles & conqueſts immeubles & moitié de leurs heritages à vie ou à touſiours Blois Art. 160.

Iuſques à la concurrence des meubles à perpetuité, & des acqueſts à vie. Tours Art. 236.

Faicte à enfans, eſt reputee faicte en aduancement d'hoirie : reſerué le tiers de Caux Normandie Art. 420. Quand eſt reputee faicte en aduancement d'hoirie. Aniou Art. 333 Le Maine Art. 345.

Particuliere & conuention faite en faueur de mariage, ſaiſit les mariez. Berry Tit 7. Art. 7.

Mutuelle ou ſimple faite par les conionts par mariage auant iceluy ſolennizé, ne doiuent contenir inſtitution d'heritier : bonne, en conferant l'effect apres la mort du donateur : & peuuent faire conuention de ſucceder en certains biens. Berry Tit. 8. Artic. 5. Fors au pays de Bourbonnois, Auuergne, &c. Bourbonnois Art. 219. Auuergne Ch. 14. Art. 25. 26. & 27. Chap. 15. Art. 1. Xauxillanges Art. 1. La Chaize-Dieu Art. 1. La Marche Art. 296.

Faicte en faueur de mariage aux Baſtards bonne. Bourbonnois Art. 219. Auuergne Chap. 14. Art. 37.

N'a lieu quand le donataire predecede ne delaiſſant enfans du mariage ou repreſentans en ligne directe. Tours Art. 256.

Bonne, s'il n'y a enfans : & s'il y a enfans lors d'icelle, ne doit valoir plus que ſe monte la portion de celuy des enfans. Bretagne Art. 205.

Ne ſe peut faire des meubles, s'il y a donatiõ du tiers par heritage ou de l'vſufruict de la moitié ſoit en faueur de mariage ou autrement. Bretagne Art. 208.

Faicte par vn malade, dont il decede, ne vaut. Bretagne Art. 209.

Donation entre vifs ou par Teſtament du reuenu de trois ans. Monſtreul Article 34. Boullenois Art. 90. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 13. Cambray Tit. 1. Art. 21.

A titre de mort-gage de Fiefs & heritages ou portion d'iceux, aux deſcendans du donateur en ligne directe. La Salle de Lille Tit. 10. Art. 7.

Donation du tiers de tous biens, comme ſe doit entendre. Normandie Art. 427. outre le tiers de chacun Branchage. Bretagne Art. 200. Ne vaut plus que du tiers des propres. Aniou Art. 324. Le Maine Artic. 338. & 339.

Quand il y a pluſieurs donations, ſera reduite au tiers & comment. Aniou Art. 335. Le Maine Art. 347.

D'heritages ou rente heritiere faicte ſimplement à aucun pour luy ou ſes hoirs ou non, à qui doit appartenir ou non. Valanciennes Art. 111.

Ou diſpoſition par titre lucratif des immeubles n'a lieu ſ'il y a enfans : & des meubles ou de partie d'iceux, eſt bonne à parens ou eſtrangers : fors à ſes enfans. La Marche Art. 306.

Donation entre vifs de tous biens preſens & aduenir, en retenant certaine ſomme, eſt bonne ſans tradition, eſtant inſinuee du viuant du donateur. Auuergne Chap. 14. Art. 20. & 22. Bourbonnois Art. 211. Sedan Article 112.

De maiſon de quelles choſes s'entend. Acs Tit. 5. Art. 1.

Donation de meubles deliurez du viuant du donateur, n'eſt ſuiette aux debtes. Bretagne Art. 204. de meubles, ne vaut ſans tradition, &c. Sedan Art. 113. des debtes & droicts par Ceſſion ou tranſport par eſcrit accepté. Sedan Art. 114. pour auoir lieu apres la mort charge des debtes, &c. Bretagne Art 214.

Donation ſimple entre mariez n'eſt faite ou confirmee par Teſtament. Lodunois Chap. 25. Art. 8.

Donation entre roturiers ou nobles, ſimple ou mutuelle, ne vaut ſinon par la maniere ſuſdicte Tours Art. 239. & 257.

Faicte au preiudice des creanciers ne vaut Lille Art. 58. La Salle de Lille Tit. 10. Ar. 6. Valanciennes Art. 72.

Au preiudice des heritiers d'vn eſtoc, ne vaut quand il y a pluſieurs eſtocs. Bretagne Art. 202.

Faicte par Bourgeois ou gens de baſſe condition à l'vn de leurs hoirs plus qu'à l'autre ne vaut. Bretagne Art. 217.

Donation d'heritage ou rente immobiliaire s'il n'a hoir apparent en ligne directe ſans le conſentement de ſon hoir collateral. Valanciennes Art. 61.

Faicte des acqueſts à vn eſtranger comme ſe peut retirer dans l'an. Tours Artic. 251.

Faicte à la charge de nourrir le donateur eſt reputee inofficieuſe, quand on donne la totalité de leurs biens ou plus grand partie s'ils ne ſont refuſans d'y contribuer. Sens Art. 10. Auxerre Art. 219. & 220. Poictou Art. 205. Angoumois Art. 50.

Si elle n'eſt faicte en faueur de mariage ſauf la legitime. Auxerre Art. 210.

De tous biens à la charge d'alimens, ne vaut que iuſques au tiers. Bretagne Ar. 436.

Faicte à la charge de payer les debtes cõme ſ'entend. Niuernois Chap. 27. Art. 3. Auuergne Chap. 14. Art. 10.

Entre roturiers comment alieu. Aniou Art. 337. Le Maine Art. 349.

Faicte en morte-main, la morte-main en doit vuider ſes mains dans l'an & iour de la ſommation faite par Iuſtice. Amiens L. Art. 3.

Faicte auec retention d'vſufruict à vie ou à temps ou auec clauſe de conſtitut ou precaire, eſt bonne. Paris Art. 275. Calais Art. 67. Meaux Ar. 16. Melun Art. 231. Sens Art. 108. & 115. Auxerre Art. 217. Eſtampes Art. 146 Dourdan Art. 93. Montfort Art. 153. Mante Art. 150. Troyes Art. 137. Laon Art. 154. & 155. Chalons Article 64. Reims Art. 229. Chauny Art. 54. Peronne Art. 109. Cambray Tit. 3. Art. 8. Montargis Chap. 11. Art. 5. & 6. Orleans Art. 283. & 284. Normandie Art. 431. Chaſteauneuf Art. 110. Dreux Art. 111. Blois Art. 169. Berry Tit. 7. Art. 2. 3. & 4. Bourbonnois Art. 214. Bar Art. 167. Poictou Art. 274. Sedan Art. 110.

Auec retention d'vſufruict, ne vaut, s'il n'y a

Source : BIU Cujas

n'y a prise ou apprehension de faict du cõsentement du donateur au preiudice de luy & ses heritiers. Senlis Art. 211. & 212. Clermont Art. 127. & 128. Vallois Artic. 130.

Donation pour cause de mort ou testamentaire. quand le donateur est malade lors de la Donation & il decede dans quarante iours ou non. Sens Article 109. Auxerre Art. 218. Bar Art. 169. Grand Perche Artic. 130.

Quand le donateur est gisant au lict malade de maladie dont il decede. Paris Art. 277. Calais Artic. 69. Orleans Artic. 297. Normandie Artic. 433. Blois Art. 171. Auuergne Chap. 14. Artic. 36. Niuernois Chap. 27 Art. 5. Sedan Art. 118.

Auec quelle solennité se doit faire. Auuergne Chap. 14. Art. 38.

Ne vaut si elle n'est faicte & passee xl. iours auant la mort pardeuant Notaires & insinuee dans ledict temps. Normandie Art. 433.

Si le donnant ne vit trente iours apres. Montargis Chap. 13. Art. 8.

Ne vaut plus auant que par Testament Niuernois Chap. 27. Article 4.

Que pour la quatriesme partie. Auuergne Chap. 14. Art. 36. Se doit reduire à la 4. partie. Auuergne Chap. 14. Art. 12. & 15.

Ne vaut rien Blois Art. 170.

Ne saisit Niuernois Chap. 27. Artic. 6. Auuergne Chap. 14. Art. 14.

Ains les faut auoir par les mains de l'heritier. Sedan Art. 118.

Est reuocable nonobstant la clause contraire. Niuernois Chap. 27 Art. 5. Auuergne Chap. 14. Art. 36. Cambray Titre 3. Art. 5. Sedan Artic. 118. Tours Art. 244. La Marche Art. 259.

Donation pour cause de mort & testamentaire se peut reuoquer. Aniou Art. 339. Le Maine Artic. 351. Bourbonnois Art. 294. Auuergne Chap. 14. Art. 13.

Peut estre reuoquee dans les xl. iours, & non apres. Auxerre Art. 218.

Don mutuel faict à la femme par le mary à la femme est bon. Senlis Art. 210. N'a plus de lieu, si la femme se remarie. Bretagne Art. 213.

Donation mutuelle de meubles & conquests s'ils viuent xl. iours. Bourbonnois Art. 227.

Doit estre egale. La Marche Art. 290.

Donation mutuelle entre conioincts par mariage de tous meubles & conquests en baillant caution de restituer s'il n'y a aucuns enfans. &c. Paris Art. 280. Calais Art. 73. Estampes Art. 140. Dourdan Art. 94. Meaux Art. 18 21. 22. & 23. Melun Art. 226. Sens Art. 112 Reims Art. 234. Sedan Art. 102. & 103. Auxerre Ar. 222. Senlis Art. 144. Bar Art. 163. Niuernois Chap 23. Artic. 27. Laon Art. 47. Chalons Art 36. Noyon Artic. 21. S. Quentin Art. 18. Peronne Art. 110. Orleans Art. 281. Tours Art. 243. 244. & 247. Lodunois Chap. 25. Art. 4. 5. & 6. Montfort Artic. 148. Mante Article 147. Clermont Art. 123. Vallois Art. 128. Troyes Art. 85. Chaumont Art. 69. Vitry Art. 113. Aniou Art. 325. 326. & 327. Le Maine Ar. 334. Grand Perche Art. 94. Chasteauneuf Art. 106. & 107. Chartres Art. 87. Dreux Art. 75. Bourbonnois Art. 227. Blois Ar. 162. & 163. S. Agnan Art. 21. & 22. Dunois Art. 68. La Ruë d'Yndre Artic. 16. Chabris Art. 20.

Est viagere & non à perpetuité. Meaux Art. 21.

Ne se peut faire à pepetuité *etiam*, sans enfans. Meaux Art. 25.

N'a lieu. Chauny Art. 14. Romorantin Art. 8. quand il y a enfans. Tours Articl. 243.

Quand est nul. Chaumont Article 69 Vitry Art. 113.

Ne sera confirmé par Testament à Marchesnoir & Freteual, & comme sera faict Dunois Art. 68.

Ne se peut reuoquer, sinon, &c. Aniou Art. 329. Le Maine Art. 341. Bourbonnois Art. 229. Lodunois Chap. 25. Art. 7. La Rochelle Art. 49. Poictou Art. 213.

Faite entre vifs & confirmee par Testament ou par Testament ensemble. Dunois Art. 68.

Par Testament ou Testament se peut reuoquer. Aniou Art. 332. & Le Maine Art. 344.

Homme & femme ne peuuent donner aux enfans l'vn de l'autre du premier mariage, s'ils ont enfans. Paris Art. 283. Calais Art. 72.

Se peuuent aduantager par Testament & ordonnance de derniere volonté des meubles, acquests & conquests immeubles & Quint des propres s'il n'y a enfans. Amiens Art. 106. Mante Art. 146. Peronne Art. 111.

De tous leurs meubles & acquests immeubles & moitié de leur naissant. Reims Artic. 291. Noyon Art. 18. disposer par vsufruict de leurs meubles, acquests & conquests. Clermont Art. 131. pour recompense d'heritages vendus, &c. Vallois Art. 131. Cambray Tit. 7. Art. 19.

Mary & femme se peuuent donner tant par Donation mutuelle que simple, par Testament ou autrement, leurs meubles, acquests & conquests immeubles, & la 3. partie des propres à perpetuité. Poictou Ar 209. & 211. La Rochelle Art. 43. & 49. Angoumois Ar. 52. Xainctonge Ar. 71. & 72. S'il se remarie, & y ait enfans, ne vaut que par vsufruict Poictou Art. 209 encores qu'il n'y ait egalité de biens en espece & quantité. Poictou Art. 210.

Homme & femme mariez s'ils ont enfans ne se peuuent donner l'vn à l'autre: & s'ils n'en ont, se peuuent bailler les meubles à perpetuité, & les acquests & conquests par vsufruict. Ribemont Art. 48. & 49.

Se peuuent aduãtager l'vn l'autre par donation d'entre vifs quand il n'y a enfans, de tous meubles & conquests immeubles, auec le Quint des propres par vsufruict, en payãt les charges ordinaires, &c. baillant caution Montfort Art. 149. Mante Art. 145. Noyon Articl. 21. sinon par donations mutuelles. Reims Art. 232.

Ayans enfans, ne se peuuent donner que la moitié de leurs acquests à vie: ores que ce fut en faueur de mariage. Tours Art. 344.

Ne se peuuent faire Don de leurs meubles acquests & propres ny de leurs Fiefs. Chauny Art. 49. & 82. de leurs biens, Fiefs, terres & heritages. Artois Art. 133.

Pour les acquests. La Bourt Tit. 9. Artic. 5. Sole Tit. 24. Art. 4.

Suruiuant doit bailler caution & faire inuentaire: sinon les heritiers, &c. Sens Ar. 112. Troyes Art. 85. Chaumont Ar. 69. Laon Art. 47. Bourbonnois Ar. 230. & 231. Orleans Ar. 281. Tours Ar. 241. Bretagne Ar. 223. Mõtargis Chap. 11. Art. 4. Dunois Ar. 68. Lodunois Ch. 25. Ar. 5. Aniou Ar. 326. 327. Bar Ar. 163. Meaux Ar. 21. & 22. Chasteauneuf Art. 106. Chabris Art. 20. Auxerre Art. 222.

Homme & femme conioincts par mariage peuuent faire donation mutuelle de meubles à perpetuité & conquests & tierce partie des heritages à vie. Bretagne Artic. 210. & 211.

Ne peuuent contracter ensemble n'eux aduantager par Testament n'autrement. Paris Art. 282. Calais Art. 72. Melun Artic. 234. Auxerre Art. 222. Estampes Art. 141. Clermont Art. 124. Troyes Art. 84. Chaumont Art. 68. Vitry Art. 113. Laon Art. 50. Chalons Art. 27. Chauny Art. 12. Boullenois Art. 95. Peronne Art. 110. Artois Art. 89. 95. Niuernois Chap. 11. Art. 3. Orleans Art. 280. Grand Perche Art. 98. Berry Tit. 8. Art. 1. La Marche Art. 290. Vallois Artic. 131. Bourgongne Chap. 14. Art. 7. Normandie Art. 395. Blois Art. 174. S. Paul Art. 37. Lille Art. 52. La Salle de Lille Tit. 12. Art. 56. Tournay Tit. 14. Art. 8. Senlis Ar. 143. Sedan Art. 102. & 126. Bretagne Art. 215. Romorantin Art. 8. Bourbonnois Art. 226. Sens Art. 72. Auuergne Chap. 14. Artic. 28. 39. & 46. Sole Tit. 24. Art. 3. La Bourt Titre 9. Art. 3. & 4.

Par Donation pure & simple entre vifs Peronne Art. 110. La Marche Art. 290. Sedan Art. 102.

S'ils ont enfans, ne se peuuent donner l'vn à l'autre: s'ils n'en ont, peuuent bailler les meubles à perpetuité & les acquests & conquests par vsufruict. Ribemont Art. 48. & 49. Contract entre vifs faict auec le mary ou ses parens, à son profit est nul. Aniou Artic. 328. Le Maine Artic. 340. de ses meubles iusques à la concurrence de la moitié de ses heritages & immeubles lors du decez: & s'il y a enfans, du tiers. Normandie Art. 415.

Don mutuel de soy ne saisit: mais est suiect à deliurance. Paris Article 284. Calais Article septante quatre Meaux Article 20. Bistampes Article 142. Dourdan Artic. 96. Clermont Art. 125 Vallois Art. 119.

Don mutuel ou simple saisit. Blois Article 176.

Saisit le suruiuant du iour du decez apres inuentaire faict & caution baillee, partie presente ou appellee. Melun Art. 219. Montfort Article 150. Mante Artic. 148. Chalons Artic. 37. Niuernois Chap. 23. Artic. 27. Montargis Chap. 11. Art. 4. Bourbonnois Art. 227. 230.

Saisit sans qu'il soit besoin de deliurance ou tradition. Troyes Art. 85. Grand Perche Art. 95. & 101. Bar Art. 164. Sedan Art. 105. Reims Art. 234.

Doit estre insinué dans les 4. mois. Paris Art. 284. Calais Art. 74.

Insinué par l'vn des conioincts, vaut pour tous deux. Paris Art. 287. Calais Art. 74. N'est reuocable apres l'insinuation: sinon du consentement, &c. Paris Art. 284. Calais Art. 74.

Doit estre accepté dans xv. iours apres le trespas du premier mort & s'il est absent, dans quarante iours ou quinze iours apres le retour, & sera la declaration enregistree au Greffe. Sedan Art. 105.

Donation mutuelle n'a lieu qu'en meubles & conquests. Meaux Article 24.

Pour les meubles & acquests immeubles, & non pour les heritages & propres obuenus par succession. Xainctonge Article 77.

Entre deux estrangers par heritage & à perpetuité. Aniou Article trois cens trente Le Maine Article 342. Ne vaut durant la maladie dont il decede, Aniou Article 331. Le Maine Art. 343.

Source : BIU Cujas

Sans enfans de la tierce partie des meubles & de l'vſufruict entier des acqueſts, s'ils ne decedent dans xl. iours. Berry Tit. 8. Art. 3. Mais à Yſſoudun de la moitié de leur acqueſt ou vſufruict. Berry Tit. 8. Art. 4.

Donataire mutuel ne gaigne les fruicts que du iour de la caution preſentee. Paris Article 285. Calais Article 75. Sinon du iour de l'acceptation faicte en iugement. Sedan Art. 105. Doit preſenter ſa caution en iugement des la premiere aſſignation. Paris Artic 285. Calais Artic. 75. bailler caution partie preſente ou appellee. Melun Art. 229. doit bailler caution. Blois Artic. 176. Faire inuentaire & priſee des biens &c. bailler caution fideiuſſoire, &c. Dourdan Art. 230.

Ne poſſedant biens ou eſtrange doit bailler caution. Blois Art. 176.

Peut intenter complaintes & actions poſſeſſoires. Sens Artic. 112 Auuerre Art. 223. Laon Art. 48. Chalons Art. 37. Reims Article 234. Orleans Article 282. Grand Perche Article 95. Xainctonge Article 78. Bar Artic. 164.

Eſt tenu aduancer les obſeques & funerailles du decedé, & la part & moitié deſdites debtes communes deues par le decedé: qui ſeront deduites ſur la part & portion dudit decedé. Paris Article 286. Calais Artic. 76. Melun Art. 228. Eſtampes Article 143. Dourdan Article 97. Clermont Article 126. Troyes Article 85. Orleans Article 281. Lodunois Chap. 25. Art. 5. Montargis Chap. 11. Art. 4. Bourbonnois Article 228. & 230. Laon Auxerre Article 223 Arti. 49. Chalons Art. 38. Reims Art. 235. Grand Perche Artic. 96. Troyes Article 85.

Payer les debtes communes, legs mobiliers obſeques & funerailles, & non les legs & debtes reelles. Meaux Artic. 29. Laõ Article 49. Chalons Artic. 38. Reims Art. 235. Grand Perche Artic. 96. Bourbonnois Artic. 228.

Doit faire faire les reparations viageres des heritages ſuiets au Don, payer les charges & Cens annuels : & les arrerages des rentes foncieres & conſtituees eſcheus, &c. Paris Article 287. Calais Art. 77. Melun Art. 227. Eſtampes Artic. 143. Chalons Art. 37. Orleans Art. 282. Grand Perche Artic. 96. Auxerre Artic. 222. Troyes Art. 85. Laon Art. 47. Reims Art. 234. Montargis Chap. 11. Art. 4.

N'eſt tenu payer les legs & diſpoſitions teſtamentaires. Paris Artic. 286. Calais Art. 76.

Heritier peut demander nouuelle priſee des meubles outre l'inuentaire faict. Paris Artic. 288. Calais Artic. 78.

Donations ſe reuoquent par ſuruenance d'enfans. Niuernois Chap. 27. Artic. 13. Normandie Art. 435.

Vniuerſelles aut per modum quotæ, ſont reuoquees par ſuruiuance. Bourbonnois Artic. 225.

Faictes contre la Couſtume ſe peuuent reuoquer par les heritiers dans les dix ans Normandie Art. 421.

Entre mary & femme ſont confirmees par mort, ſi elles ne ſont reuoquees. Poictou Art. 213

En contract de mariage ne ſont reuocables. Bourbonnois Art. 225. Auuergne Ch. 14. Ar. 30. & 33.

Simples ſe peuuent reuoquer. Poictou Article 213

Immenſes ſe peuuent quereller ſelon Droict. Laon Ar. 50. Chalons Ar. 63. Orleãs Ar. 177. Montargis Chap. 11. Art. 10.

Donation peut eſtre faicte par Baſtard entre vifs ou par Teſtament. Tours Artic. 245. Lodunois Chap. 25. Art. 9. Grand Perche Art. 99. de la tierce partie des acqueſts & conqueſts. Aniou Art. 343. Le Maine Ar. 355.

Faite par Concubin à Concubine ne vaut Tours Art. 246. Lodunois Chap. 25. Art. 6. Aniou Ar. 342. Le Maine Art. 354.

Faicte à puiſné s'eſtaint par la mort de l'aiſné. Aniou Art. 322.

Par les freres, oncles, chef de ligne à leurs freres nepueux. Tours Art. 249. Lodunois Chap. 16. Art. 1.

Faite par puiſné ſans enfans & tenant ſon partage diuiſé, pour les acqueſts & meubles a perpetuité. Tours Art. 250.

Faicte par le mary à ſa femme ſe doit faire aux Mambourgs pardeuant la Loy. Valanciennes Art. 80.

Donations ſe reglent ſelon la Couſtume des lieux. Bretagne Art. 200.

Heritages ſe reglent en Succeſſion ou Donation ſelon les couſtumes des lieux où ils ſont ſituez & non ſelon le domicile des perſonnes Laon Ar 57. Chalons Art. 66. Reims Art. 238. & 325.

Biens meubles ſuiuent le corps, & les heritages la Couſtume des lieux. Bar Art. 122. Lille Art. 7. Amiens Art. 96. Boullenois Art. 150. Ponthieu Ar. 2. Peronne Art. 201. Artois Art. 151. Cambray Tit. 12. Art. 5.

Valent pour le tout és contracts de mariage & d'aſſociacion vniuerſelle. Auuergne Chap. 14. Arti. 16.

Saiſiſſent. Auuergne Chap. 4. Art. 17.

Faites par mineurs ou autres eſtans en puiſſance d'autruy, à leurs Tuteurs curateurs ou adminiſtrateurs ou leurs enfans durãt la Tutelle, &c Idem du Teſtament. Paris Art. 276. Calais Ar. 68. Orleans Art. 296. Normandie Ar. 425. Sedan Art. 117. Ny à leurs Pedagogues. Normandie Art. 425. ſinon au profit de leur pere, mere, ayeul, ayeule ou autres aſcendans, encores qu'ils ſoient Tuteurs n'eſtans remariez ou decedez. Paris Ar. 276. Calais Art. 68. Orleans Art. 296.

Dons quand les donataires parens defaillent ſans hoirs de leurs corps, retournẽt en la ligne : ſeeus s'ils ou l'vn d'eux ne ſont lignagers ou heritiers. Aniou Ar. 333. Le Maine Ar. 445. faite en faueur de mariage quãd retournent au Donateur. Blois Art. 160.

Donateur ſera nourry chez le Donataire ou ceux qui contribueront, &c. Poictou Ar. 206. Angoumois Art. 50.

Eſt tenu payer les debtes deues au temps de la Donatiõ. Aniou Ar. 326. Bour. Ar. 209.

Eſt tenu de garãd quand il y a lettres. Lille Ar. 56. Auuerg. Ch. 14. Ar. 13. Reims Ar. 230.

Ou vendeur ne s'eſtant deſſaiſi, ſes heritiers y ſuccedent S. Pol Ar. 38. Amiens Ar. 54. Põthieu Ar. 80. La Salle de Lille Tit. 10. Art. 3.

Donataire comme peut agir contre le Donateur. Reims Ar. 230. Bretagne Ar. 479.

Donataires vniuerſels des meubles tenus aux debtes mobiliers. Tours Ar. 237. Teſtamẽtaires doiuẽt payer les debtes. Lodunois Ch. 25. Art. 11. tenus des rentes foncieres & Seigneuriales & autres charges reelles. Normandie Ar. 428. Si la Donation eſt moindre que du tiers, ſont deſchargez des debtes hypothecaires & perſonnelles du donateur, iuſques, &c. Bretagne Ar. 419. ou acheteurs aians eſté receus en foy & hommage ou apprehendé reellement, &c. eſt preferé. Senlis Art. 216.

Par retention d'vſufruict ſont ſaiſis & ce par la tradition de lettres de ſaiſine ou ſaiſine faicte au preiudice des donateurs ou leurs heritiers. Montargis Chap. 11. Art. 10. Orleans Art. 275.

Ou legataires d'heritages Feodaux, comme doiuẽt, &c. Amiens Art. 53.

Donation ne ſaiſit, ſil n'y a deliurance actuelle, retention, &c. Grãd Perche Ar. 101.

Dons de nopces quid. Reims Art. 245.

Donner & retenir ne vaut. Paris Art. 273. Meaux Art. 17. Melun Art. 230. Sens Art. 108. Auxerre Art. 217. Eſtampes Article 145. Dourdan Artic. 93. Montfort Art. 152. Mante Art. 150. Senlis Art. 211. & 212. Clermont Art. 127 Vallois Artic. 130. Troyes Art. 137. Chaumont Art. 76. Vitry Art. 111. Laon Art. 54. & 55. Chauny Art. 54. Cambray Tit. 3. Art 8. Reims Art. 229. Chalons Art. 62. 64. Peronne Art. 109. Orleans Art. 204. Normandie Artic. 430. Chaſteauneuf Art. 110. Dreux Art. 77. Blois Art. 169. Berry Tit. 7. Art. 1. Bourbonnois Art. 212. Montargis Chap. 11. Art. 5. Auuergne Chap. 14. Art. 25.

Donner & retenir comme ſe doiuent entendre. Paris Ar. 274. Calais Ar. 67. Meaux Ar. 17. Melun Ar. 230. Sẽs Ar. 208. Auxerre Artic. 217. Senlis Art. 211. & 212. Clermont Art. 128. Vitry Artic. 111. Chalons Ar. 64. Reims Art. 229. Chauny Art. 54 Peronne Art. 109. Cambray Tit. 3. Art. 8. Niuernois Chap. 27. Art. 1. & 2. Orleans Ar. 283. Normandie Art. 431. Bourbonnois Art. 212. Auuergne Chap. 14. Art. 18. 19. & 20. Bar Art. 167. Troyes Art. 137.

Donner & retenir n'a lieu : fors en contract de mariage & aſſociation vniuerſelle. Auuergne Chap. 14. Art. 25. fors en mariage. Bourbonnois Art. 212. Bar Art. 167.

Ce n'eſt donner & retenir quand il y a vſufruict à vie ou à temps, clauſe de conſtitut ou Precaire. Paris Art. 275. Meaux Artic. 16. Melun Art. 231. Sens Art. 115. Auxerre Art. 217. Eſtampes Art. 146. Montfort Article 153. Mante Art. 150. Troyes Art. 137. Chaumõt Ar. 76. Vitry Ar. 111. Peronne Ar. 109. Montargis Chap. 11. Art. 6. Orleans Art. 284. & 285. Normandie Artic. 432. Chaſteauneuf Art. 110. Dreux Art. 78. Blois Art. 169. Berry Tit. 7. Art. 2. 3 & 4. Bourb. Art. 214. Auuergne Chap. 14. Art 21.

Dot doit eſtre conſtituee en deniers & moitié en cheuance ou heritages Cuſſet Article 1.

En beſtail, comme eſt repeté Cuſſet Art. 6. eſt rendu par le pere auec le tiers d'icelle. Montpenſier Ar. 8. comme eſt repetee & par qui. Acs Tit. 4. Art. 1. 2. 3. & 4.

Eſt payee de Mars entiers, s'il n'eſt autrement conuenu. Nazat Art. 2.

Sur quels biens ſe prendra. Normandie Art. 350.

Ne laiſſe d'eſtre demandee par la femme prenant part aux conqueſts ſur les autres biens du mary. Normandie Art. 350.

Augment de Dot ſera payé incontinent s'il n'eſt accordé de Mars en tiers. Riz Art. 2. Buſſet Art. 1.

Eſt tenu pour conſigné quand le mary a receu le racquit des rentes baillees en Dot Normandie Art. 351.

Sera demandee & payee nonobſtant l'alienation des biens du mary & renonciatiõ faicte à l'hypotheque. Bordeaux Art. 53.

Ou Donation pour nopces eſt gaignee par le ſuruiuant des conioincts, s'il y a enfant né vif, &c. Bayonne Tit. 9. Art. 12. & 13.

Donnee par vn eſtranger doit eſtre rendue à l'eſtranger ou à ſon heritier : ſans qu'il en puiſſe diſpoſer. Bayonne Titre 9. Art. 2. 3. 4. 5. & 6. par iugement de Iuſtice Sole Tit. 24. Art 15.

Source : BIU Cujas

s'il y a enfans nez vifs, eſt recouuerte ſur les biens meubles du predecedé: ſinon tient les immeubles, &c. Bayonne Tit. 9. Art. 7. & 8. comme ſera payee, ſi le ſuruiuant ne veut tenir les immeubles & la veut retirer. Bayóne Tit. 9. Art. 9. & 10.

Ne ſera donnee par pere ou mere, ſi bon ne leur ſemble, à fille ſubornee ou viuant en lubricité, ſi la fille n'a plus de 20. ans. Bordeaux Art. 43.

Biens du mary & des freres communs ſont obligez à la reſtitution du Dot de la femme. Bordeaux Art. 44.

Reſtitution de Dot quelle ſera. Acs Tit. 4. Art. 9. & 10. ſans qu'il gaigne rien du Douaire, deduction des funerailles, &c. S. Seuer Tit. 11. Art. 7. & 8. ſera faicte au plus prochain lignager quand les enfans ſont morts S. Seuer Tit. 11. Artic. 9. & 10.

Ne ſera faicte des immeubles ſi les œuures ſont faites, iuſques à pres que les fruits ſont recueillis, ſinon incontinent en payãt les œuures. S. Seuer Tit. 11. Art. 13. & 14. s'il eſt en argent, dans l'an apres le decez. S. Seuer Tit 11. Art. 15. en quelques lieux incontinent, & le meuble dans l'an: ou bien ſelon la Couſtume generale, ou ſelon les termes. S. Seuer Tit. 11. Art. 21. 22. 23. & 24. ſi le mary n'entretient la moitié, le doit rendre s'il ne baille caution. La Bourt Tit. 9. Art. 25. 26. 27. & 28. Sole Tit. 24. Art. 29. 30. 31. & 32. ne ſera faicte durant la vie, s'il y a enfans: ſinon &c. S. Seuer Titre. 11. Art. 25.

Biens Paraphernaux quels ſont. Normandie Art. 380. Se preunent ſur les biens communs. Bordeaux Art. 45.

Biens Dotaux comme ſe doiuent entendre. Auuergne Chap. 14. Art. 8. La Marche Art. 304. Retournent à la femme ou à ſes heritiers qui en ſont ſaiſis. Auuergne Ch. 14. Art. 10. La Marche Art. 307. Montpenſier Art. 5.

Biens Dotaux, inalienables. Auuergne Chap. 14. Art. 3. La Marche Art. 299. eſchangez par le mary, peuuent eſtre recouuerts par la femme dans an & iour apres le treſpas, &c. Auuergne Chap. 14. Artic. 4. La Marche Art. 300. & ne ſeront payees que les reparations neceſſaires. Auuergne Chap. 14. Art. 5. La Marche Art. 301.

Douaire Couſtumier, ou prefix, conſtitué ou conuentionnel. Paris Art. 247. 248. 249. 250. 251. 253. 255. 256. 257. 260. 261. 262. Meaux Ar. 6. 7. & enſuiuans. Melun Ar. 49. 235. Sens Art. 162. Eſtãpes Ar. 130. Montfort Art. 137. Mante Art. 134. Senlis Art. 174. Clermõt Ar. 157. Vallois Ar. 102. Troyes Ar. 86. Chaumont Art. 70. & 71. Vitry Art. 86. Aniou Art. 312. Grand Perche Artic. 112. Berry Tit. 8. Artic. 9. 11. 12. 14. 15. & 16. Dourdan Artic. 88. 89. & 90. Senlis Artic. 174. Chalons Art. 39. Ribemont Art. 82. Amiens Art. 109. Peronne Art. 138. Blois Art. 187. S. Aignan Art. 12.

Douaire & Dons de nopces ſont differens Reims Art. 245.

Douaire quid Angoumois Art. 81. Reims Art. 243.

Douaire pour Dot de la femme qu'elle a porté en mariage S. Seuer Tit. 11. & Tit. 12. Art. 36. S. Seuer L. Tit. 3 Art. 4. & Tit. 4. & 5.

Douaire Couſtumier eſt de la moitié des heritages du mary, &c. Paris Artic. 148. Meaux Art. 6. Melun Art. 135. Sens Art. 162. Auxerre Art, 208. Eſtampes Art. 130. Dourdan Ar. 88. Montfort Ar. 138. Mante Art. 134. Senlis Artic. 175. Clermont Artic. 157. Vallois Art. 103 Troyes Art. 86. Chaumont Art. 70. Vitry Art. 86. Laon Art. 33. Chalons Art. 41. Reims Article 243. & 282. Noyon Art. 28 S. Quentin Art. 92. Ribemont Art. 83. Chauny Art. 122. Queſque Art. 6. Peronne Art. 140. La Salle de Lille Tit. 5. Art. 1. Amiens Art. 112. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 9. Lens Tit. 1. Artic. 7. Bourbonnois Art. 250. La Rue d'Yndre Art. 15. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 6. Blois Art. 189. Comté de Bourg. Art. 26. Eſcurolles Art. 2. Esbreulle Art. 1. Caſſel Art. 2. Chaſteauneuf Art. 55. & 56. Chartres Art. 52. & 54. Sauf és v. Baronnies. Dreux Art. 43. & 45. Niuernois Chap. 24. Art. 1. Bar Art. 89. Tournay Tit. 15. Art. 6. Berry Tit. 8. Art. 11.

De tous les heritages. Montargis Chap. 14. Art. 1. Orleans Art. 218. Dunois Artic. 69.

Du tiers entre roturiers. Dreux Artic. 43. & 45.

Du tiers. Normandie Art. 352. 356. & 381 entre Bourgeois peut eſtre à la tierce partie Comté Art. 26.

De la moitié des heritages tenus en Fief, & tiers des rotures. Calais Artic. 49. de la moitié des heritages Feodaux, & du tiers en cottiers. Amiens Art. 111. S. Paul Art. 44. Boullenois Art. 99. & 109. Nedonchel Art. 3. Artois Art. 172. & 173. S. Paul en Artois Tit. 1. Art. 19. S. Omer Art. 23. Ponthieu Art. 33.

Eſt de la moitié, &c. ou de la ſomme de dix liures & ſans rapport, s'il n'y a conuention contraire Dourdan Art. 88.

De la moitié des Fiefs acquis. Monſtreul Art. 43. Beauqueſne Art. 8. S. Pol Art. 7. S. Omer Art. 17.

Douaire Couſtumier n'a lieu, s'il n'eſt conuentionnel. Amiens L. Ar. 4. La Rochelle Art. 45. Entre roturiers s'il n'eſt conuentionnel Xainctongne Art 76. S'il n'eſt conuenu. La Marche Art. 288 Boullenois Ar. 999. S'il n'eſt conuenancé. Eſtampes Art. 10. Deſureſne Art. 7. fors celuy porté par le contract de mariage. Vaſtang Art. 11.

En quels lieux n'a lieu. Boullenois Artic. 99. Bolongne L. Art. 12. en la Cité de Cambray, &c. Cambray Tit. 4. Art. 1. En la ville Prenoſté & Reſſort d'Yſſoudun. Berry Tit. 8. Art. 12.

N'a lieu és heritages tenus de l'Eſcheuinage Arras Tit. 7. Art 4. baillees à mortgage. Lille Tit. 4. Art. 7.

Douaire Couſtumiere a lieu, encores qu'il n'ait eſté cõſtitué par le contract de mariage. Paris Art. 247. Calais Art. 48. Mante Art. 137. Laon Art. 31. Eſtampes Artic 130. Vallois Art. 102. Boullenois Art. 98. Poictou Art. 253. Bourbonnois Art 250.

N'a lieu és conqueſts. Berry Tit. 8. Art. 11. Bourbonnois Art. 250.

Ou acqueſts. Vitry Art. 98.

Sur acqueſts retraicts. Heſdin Tit. 3. Ar. 5.

Es heritages eſcheus puis les nopces en ligne collateral. Clermont. Artic. 159. Laon Art. 43 Chalons Art 44. Amiens Artic. 113. Peronne Art. 141. Normandie Art. 36. Aniou Art. 304. Le Maine Art. 317. Chaumont Ar. 70. Vitry Art. 87.

Secus à Monſtreul Art. 38. N'a lieu à Bolongne Bolonnois Ar. 99. Bolong. L. Ar. 12.

N'a lieu ſur conqueſt ne ſur les biens dõnez au mary. Normandie Art. 383.

Sur acqueſts, ſi elle y prend la moitié Artois, Art. 170. Soit qu'elle y renonce ou prẽne part. Bretagne Art. 465. ſur les acqueſts faits tant parauant le mariage, que durant. Amiens L. Art. 6. ores qu'ils ſoient remez par Retraict. Peronne Art. 151.

En heritages cottiers. Bethune Titre 1. Article 9.

Quand il y a communauté de tous meubles propres, acqueſts & conqueſts. Auxerre Art. 209. durant la Garde Noble. Melun Art. 245. Sur heritage propre vendu pour le racquit. Normandie Art. 382. Auquel cas ſera recompenſee ſur les autres biens du mary, ſi le racquit des rentes & hypotheques eſt faict durant le mariage. Normandie Art. 391. & 391.

Sur les granges, eſtables, mareſchaucees & bois blancs. Monſtreul Art. 45.

Si le pere ou la mere n'ont conſenti le mariage, &c. Normandie Art. 555.

Douaire Couſtumier eſt le propre des enfans du mariage. Paris Article 249. Calais Articl. 50. Melun Artic. 239. Mante Artic. 136. Eſtampes Art. 131. Senlis Art. 162. 177. 182.

Soit prefix ou couſtumier. Vallois Article 108. Soit Couſtumier ou conuenu. Niuernois Chap. 24. Art. 28. Normandie Artic. 384.

Eſt propre. Mante Art. 112.

Entre Nobles, eſt le propre aux enfans maſles, ores qu'elle ſoit morte, & quand il n'y a que filles pour la moitié. Eſtampes Art. 133. eſt propre. Chaſteauneuf Art 59. Chartres Art. 53. & 56. Dreux Artic. 44.

Entre roturiers n'eſt propre ains viager: en baillant caution. Eſtampes Article 135.

Eſt propre quant aux heritages roturiers, & non quant aux Fiefs. Clermont Art. 160. & 161.

N'eſt propre, ſoit couſtumier ou conuentionnel, ains viager ſeulement. Meaux Article 10. Auxerre Article deux cens quinze. Montfort Article cent trente neuf. Mante Artic. 136. Vitry Artic 90. Poictou Artic. 257.

N'eſt le propre, ſi la femme meurt auant ſon mary, ains eſt nul & eſteint. Sens Artic. 163. Auxerre Article 215. Poictou Article 257.

Ne peut eſtre vendu, engagé ne hypothequé par les pere ou mere des enfans. Paris Artic. 249. Calais Artic. 50. Melun Art. 241. Amiens L. Art. 4. Niuernois Ch. 24. Art. 8. Chaſteauneuf Article cinquante neuf. Chartres Article cinquante ſix. Dreux Article 4. Dunois Artic. 70 Normandie Artic. 384. Clermont Art. 160. Eſtampes Art. 132. Chauny Art. 51.

Eſt paternel. Senlis Artic. 177. Niuernois Chap. 24. Article 8. Melun Article deux cens quarante.

Eſt perſonnel & non propre, s'il n'eſt dit autrement par le contract. Orleans Article 220.

Saiſit, ſoit couſtumier ou prefix. Paris Art. 256. Calais Art. 57. Melun Article 237. Sens Artic. 167. Auxerre Art. 211. Troyes Article 86 Laon Artic. 36. Chalons Artic 45. & 46. Noyon Artic. 28. S. Quentin Art. 93. Ribemont Artic. 84. Amiens Artic. 109. Peronne Artic. 144. Comté de Bourg. Article 39. Niuernois Chap. 24. Art. 7. Tours Art. 326. & 327. Aniou Article 312. Grand Perche Article 114. Berry Tit. 8. Art. 16. Auuergne Chapitre quatorze Article onze. Bourbonnois Article 250. Poictou Artic. 253. & 254. Bourgongne Chap. 4 Art. 15. Montargis Chap. 14. Artic. 1. Bar Article 90. Orleans Article 218. Dunois Article 69. Sedan Art. 204.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel

Fors en quelques lieux, ou il doit, eſtre apprehendé du conſentement de l'heritier &c. Ponthieu Art. 36. 37. Artois Art. 167.

Sinon depuis la ſommation. Le Maine Ar. 325. Lodunois Chap. 32. Art. 2. ou demande. Dreux Art. 43. Normandie Art. 353. Blois Art. 190. Orleans Art. 219. Dourdan Art. 90. Mante Art. 37 Laon Art. 36. S. Quentin Ar. 93. Ribemont Art. 84.

Sinon apres l'acceptation faicte en iugement. Meaux Art. 9. Eſtampes Art. 136.

Du iour du Decret de Iuſtice, ſinon du conſentement de l'heritier. Ponthieu Artic. 50. Dans l'an & iour du treſpas. Chaſteauneuf Art. 61.

De la maintenue & non deuant. Chauny Article 123. & 124. apres la caution baillee. Orleans Art. 218.

Exceſſif ſera reduit & moderé. Tours Art. 327.

Les enfans apres la mort du pere. Niuernois Chap. 24. Art. 8.

Douaire prefix, limité, accordé, conuentionnel ou conuenancé. Montargis Chap. 14. Art. 1. & 2. Tours Art. 287. 293. 326. 332. & 333. Lodunois Chap. 15. Art. 31. & Chap. 31. Art. 5. & 6. Grand Perche Art. 112. Chaſteauneuf Art. 55. Chartres Art. 52. Dreux Art. 43. Blois Art. 187. Dunois Art. 69. & 70. Bourbonnois Artic. 250. Sedan Art. 205. Amiens Art. 109. Monſtreul Art. 39. Peronne Art. 138. Auxerre Art. 210. Bretagne Art. 206. 241. 601. & 604.

Eſt le propre des enfans iſſus du mariage. Paris Article 255. Calais Article 56. Sens Article cent ſoixante neuf. Auxerre Article 214. Eſtampes Article 139. Senlis Article 182. Normandie Article 384. Amiens L. Article 4. Vallois Art. 108.

N'eſt propre aux enfans ſ'il n'eſt dict par le mariage. Cambray Titre quatre Article quatre.

Conſtitué pour vne fois payer, eſt viager à la femme ſeulement. Eſtampes Article 139.

Douaire diuis ou diuiſé, c'eſt à dire conſtitué & aſſigné par le contract. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. Duché de Bourg. Art. 39.

Douaire prefix quid. Laon Art. 34. Senlis Art. 181. Sens Artic. 169. Auxerre Art. 210. Chalons Articl. 40 Reims Article 243. Chauny Articl. 120. Peronne Article 139. Poictou Art. 255. Chaſteauneuf Artic. 57. Chartres Art. 55. Dreux Art. 46.

Prefix & conuentionnel ſe regle ſelon la conuention des parties. Chaſteauneuf Article 55. Chartres Article 52. Dreux Article 43. Sens Art. 166. Auxerre Art. 210. Chauny Art. 120.

Se doit demander, & n'eſt deu. Orleans Art. 219.

Douaire conuentionnel moindre que le Couſtumier, a lieu: & s'il excede, eſt reduit à Couſtumier. Tours Artic. 332. Lodunois Chap. 31. Art. 5.

Eſt reduit au tiers, & ne peut exceder le Couſtumier Poictou Art. 259.

Ne peut exceder le Couſtumier. la Ruë d'Yndre Articl. 15. Auxerre Article 212. Duché de Bourgongne Chap. 4. Article huict. Niuernois Chapitre vingt quatre Article deux.

A lieu, ſi le mary n'a heritage propre Auxerre Art. 212.

Nonobſtant la renonciation faicte par ſon mary à la ſucceſſion. Normandie Article 366.

Eſt viager. Meaux Article 7. pour vne fois payer eſt viager. Eſtampes Artic. 139. Montfort Art. 143. Mante Artic. 138. Clermont Artic. 163. Vallois Art. 109. Niuernois Chap. 24. Art. 3.

Conuentionnel ayant eſté aſſigné, les heritiers ont le choix de payer le Douaire conuentionnel ou Couſtumier Tours Art. 333. Lodunois Chap. 31. Art. 6

Sera reduit à la tierce partie. Aniou Art. 300. 302. Le Maine Article 314. & 316.

Sera de la tierce partie, s'il n'en a eſté moins conuenancé Aniou Article 302. Le Maine 316.

Ne ſera pris ſur la terre de l'Aſſignal: ſinon qu'il excede les deniers d'iceluy. Niuernois Chap. 24. Art. 12. Duché Chap. 4. Article 22. Bourbonnois Art. 254.

Enconuenancé a lieu ſur telle partie des heritages du mary biens meubles, acqueſts & conqueſts qu'il a eſté accordé, ſans que le conſentement de l'heritier apparant ſoit requis. Ponthieu Art. 35.

Sur Rentes par lettres hypothequees ſur aucuns heritages ou Fiefs, comme ſur le fonds, ſoit qu'elles ſoient rachetables ou non. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 15.

Conuentionnel ſe doit aſſigner auant les Eſpouſailles, & non apres: ſinon, &c. Cambray Tit. 4. Art. 2. Pour la Noble, eſt de la tierce partie: & de la moitié auec la tierce des choſes Nobles eſcheuës en tierce foy pour la roturiere. Tours Art. 333. Lodunois Chap 31. Art. 6.

Douaire prefix faict ceſſer le Couſtumier Bourbonnois Art. 250. Paris Art. 261. Melun Art. 238. Sens Art. 168. Auxerre Artic. 213. Eſtampes Art. 130. & 138. Montfort Art. 141. Mante Artic. 139. Senlis Art. 183. Clermont Art. 162. Vallois Art. 107. Laon Art. 34. & 35. Chalons Art. 43. Reims Art. 244. Noyon Art. 29. S. Quentin Art. 94. Peronne Artic. 142. Artois Artic. 168. Niuernois Chap. 24. Artic. 1. Montargis Chap. 14. Artic. 2. Orleans Art. 219. Blois Artic. 188. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 8. Art. 168. Calais Artic. 60. Dourdan Artic. 89. Tournay Tit. 15. Art. 7.

S'il n'y a choix par contract de mariage. Reims Artic. 244. ou couſtume contraire. Chauny Art. 130. Meaux Artic. 8. Troyes Artic. 87. Chaumont Artic. 71. Vitry Art. 88. Noyon Art. 29. Ribemont Art. 88. Amiens Art. 109. & 110. Grand Perche Art. 112. & 113. Poictou Art. 258. Sens Artic. 168. Auxerre Art. 213. Laon Art. 34. Sainct Quentin Art. 94. Montargis Chap. 14. Art. 2. Orleans Artic. 219. Peronne Artic. 142. Chalons Art. 43.

Ou Couſtumier peut eſtre eſleu & choiſi par la femme, ores que le contract n'en face mention du Couſtumier. Meaux Article 8. Troyes Articl. 87. Sedan Art. 205. Chaumont Art. 71. Vitry Art. 88 Ribemont Article 88. Amiens Art. 110. Chauny Art. 130. Boullenois Article 106. Artois Artic. 166. Ponthieu Art. 35. Tournay Titre cinq Article cinq. Grand Perche Article cent douze. Poictou Article 258. Bar Article 91.

Dans xl. iour ſi elle eſt roturiere: & dãs trois mois, ſi elle eſt Noble. Laon Art. 35. Chalons Article 43. Reims Artic. 244. Amiens Artic. 110. Bar Art. 90. Orleans Article 282.

Dans vn mois apres le decez ou apres ſa cognoiſſance Sedan Art. 206.

Et le ſignifier à l'heritier apparant: ſinon &c. Grand Perche Art. 113.

Douaire prefix ſe prend ſur la part du mary ſans confuſion & hors part. Paris Article deux cens ſoixante. Calais Article cinquante huict.

Sur quels biens ſe doit prendre. Bourbonnois Article deux cens cinquante neuf & deux cens ſoixante. Niuernois Chapitre 24. Art. 14.

D'vne ſomme de deniers pour vne fois payer venue aux enfans, eſt mobilier. Paris Article 259. Calais Article 57. & ſucceder aux heritiers mobiliers. Paris Article 259.

N'eſt priuilegié, ains ſimple debte, en ce qui excede le Couſtumier en cas de Deſconfiture. Boullenois Art. 100.

N'a lieu qu'il ne ſoit demandé en iugement. Chaſteauneuf Article ſoixante deux.

Sur l'heritage Bourdelier au preiudice du Seigneur. Niuernois Chap. 6. Art. 29.

Eſt deu du iour de la demande en iugement. Normandie Art. 353.

Ne ſaiſit. Meaux Art. 9 Eſtampes Artic. 137. Troyes Artic. 86. Chaumont Artic. 72. Vitry Art. 89.

Eſt deu du iour du decez, s'il eſt par eſcrit & demandé dans l'an: ſinon du iour de la demande en iugement. Montfort. Article 141. Chauny Article 121 Blois Artic. 190. Auuergne Chap. 14. Art. 1.

Sinon du iour de la demande en iugement. Senlis Article 184. Clermont Article 161. & 169. Vallois Artic. 105. Chaumont Artic. 72. Vitry Artic. 89. Artic. 72. Chaſteauneuf Article 61.

Mary ne peut engager, obliger, vendre ou hypothequer les heritages ſuiets à Douaire prefix ou Couſtumier, au preiudice de la femme ou enfans. Melun Art. 241.

Ne peut charger ou aliener les biens ſuiets à Douaire S. Omer Artic. 23.

Douaire & legs particuliers du mary faits à la femme, ſeront baillez, ſi elle le declare Reims Art. 262.

Arrerages du Douaire prefix ne courent iuſques apres la declaration. Meaux Artic. 8. Troyes Art. 87. Chaumont Art. 71. Vitry Art. 88. Sedan Art. 206.

Du iour qu'il eſt demandé. Eſtampes Art. 137. Chaſteauneuf Art. 64. Clermont Art. 169.

Apres la ſommation. Le Maine Ar. 325.

Ne ſe peuuent demander que de v. annees Montargis Chap. 14. Article 1. Berry Tit. 8. Artic. 17.

Douaire court du iour du decez. Tours Artic. 338. Chaſteauneuf Artic. 55. Chartres Article 54 Dreux Artic. 43. Lodunois Chap. 32. Art. 2.

A defaut de propres ſera ſur le quart des conqueſts ou bien des meubles de la portiõ des heritiers du decedé. Orleans Art. 221. Trembleuy Artic. 12.

A defaut d'heritages ou de prefix, eſt de lx. ſols tourn. pour vne fois. Dunois Art. 69.

Eſt de la tierce partie. Grand Perche Article 111. S. Aignan Art. 13. Selles Art. 7. Poictou Art. 256 Angoumois Art. 82.

S'il n'y a conuention au contraire iuſques à la moitié. Bretagne Art. 455.

Entre Nobles de la tierce, &c. des ſucceſſions directes ou collaterales. Tours Article 326. Lodunois Chap. 31. Art. 1.

Soit Noble ou roturiere, à la tierce. Aniou Art. 299. & 305. Le Maine Artic. 313. & 318.

De la moitié des choſes roturieres & tierce des choſes Nobles eſcheuës en tierce foy. Tours Art. 328. Lodunois Chap. 32. Artic. 2. Xainctonge Art. 75.

Pour roturiers, du tiers és v. Baronnies. Chartres Art. 52. & 54.

Source : BIU Cujas

Entre gens de labeur eſt de cent ſols ſans enfans, & de L. auec enfans. Menetou Art. 20. eſt de lx. ſols quand n'a eſté parlé de Douaire. Chabris Art. 11.

Se paye par prouiſiõ pour la moitié. Aniou. Art. 313. Le Maine Art. 326.

Adiugé par prouiſion. Xainctonge Article 79.

S'acquiert au coucher dés la premiere nuict. Chaſteauneuf Artic. 55. Clermont Article 158. Vallois Articl. 202. Amiens Art. 111. Sainct Omer Article 23. Ponthieu Article 33. & 45. Cambray Titre 4. Artic. 43. Boullenois Articl. 98. Peronne Artic. 143. Normandie Article 352. Bretagne Artic. 450.

Des la benediction nuptiale. Grand perche Art. 117.

Eſt deu encores que la femme n'ait rien porté. Blois Art. 190.

Ne ſe perd pour ſe remarier Boullenois Art. 108. Artois Artic. 177.

Fors quand elle ſe marie à ſon domeſtic. Bretagne Artic. 454. excepté ſur heritages Cenſuels & Cottiers. Heidin Tit. 1. Article 14.

Ne peut eſtre demãdé ſinon apres la mort Melun Article 236. Niuernois Chap. 24. Art. 6. Bourbonnois Article 249.

N'a lieu qu'apres la mort. Aniou Artic. 306. Le Maine Art. 319.

Ou du iour de la diſſolution du mariage. Chalons Artic. 42. Ribemont Article 85.

Durant le mariage & ne s'en peut obliger Clermont Art. 166.

Ne ſera donné par l'heritier que iuſques à la concurrence de la ſucceſſion. Normandie Art. 363.

Sera baillée ſur vne piece ou deux. Aniou Articl. 307. Le Maine Art. 320. A part & diuis. Poictou Art. 261.

Si la femme n'eſtoit auec ſon mary lors de ſon decez. Normandie Artic. 361. & 362. Bretagne Art. 451. 452. & 453. Si elle ſe remarie à ſon domeſtic ordinaire. Bretagne Artic. 454.

Eſt eſtaint par la mort des enfans iuſſus du mariage decedans ſans hoirs de leurs corps. Senlis Artic. 187. Vallois Article 115.

Par la mort de la femme. Cambray Tit. 4. Article 43. Bourbonnois Article 249. Montfort Artic. 139. Chaſteauneuf Article 58. & 59. Chartres Article 56. Dreux Art. 47. Melun Art. 239.

Se perd quand la femme forfaict en ſon mariage par plainte faicte par le mary en Iuſtice. Tours Art. 336. Lodunois Chap. 31. Art. 9. par fornication ou ſeparation faicte par ſa faute. Aniou Art. 319. Le Maine Art. 317. Bretagne Art. 451.

Ne s'eſteint par la mort des Douairieres s'il eſt conſtitué en deniers pour vne fois ou choſe mobiliere. Auxerre Art. 215.

Eſtant aſſigné n'eſt reputé hypothecaire s'il n'y a faict ſpecial recognu & ratifié. Lille Art. 209.

Ne ſera aſſigné par l'heritier fors enfant comme il a eu ſaiſine. Bretagne Article 459.

Ne peut eſtre baillé à eſtrangers que les heritiers ne l'ayent pour le pris. Montargis Chap. 14. Art. 1.

Soit en eſpece, rente ou deniers promis n'eſt qu'à la vie de la femme : s'il n'y a enfant du mariage, & retourne aux heritiers s'il n'y a contract. Paris Article 263. Calais Article deux cens ſoixante deux. Melun Article 240. Chaſteauneuf Article 65. Meaux Article dix. Eſtampes Article 139. Montfort Article 139. & 143. Mante Article cent trente huict. Vallois Article 109. Niuernois Chapitre vingt quatre Article 3. Montargis Chapitre quatorze Article 3. Chalons Article quarante & vn Reims Article 243. Chaſteauneuf Article 58. & 59. Chartres Article 53. & 56. Dreux Article quarante quatre. Berry Tit. 8. Artic. 14. & 15. Poictou Artic. 257. Auxerre Art. 215.

Soit Couſtumier ou prefix, eſt viager. Melun Artic. 239. N'a lieu que durant la vie de la femme. Berry Titre 8. Article 14. & 15.

Demeure à la femme, ſi elle ſuruit ſans reſtitution. Cambray Tit 4. Art. 7.

Douaire appartient aux enfans s'abſtenans de la ſucceſſion paternelle ſans payer aucunes debtes. Paris Artic. 250 Calais Art. 51. Eſtampes 134 Senlis Article 176. Mante Art. 141.

Des ſecondes ou tierces femmes quel doit eſtre. Paris Art. 253. Calais Artic. 54. Mante Art. 131. Senlis Art 185. Clermont Art. 167. Amiens Artic. 114. Amiens L. Art. 6. Beauqueſne Art. 14. Ponthieu Art. 34. Artois Art. 176. & 181. Peronne Art. 150. Duche de Bourg. Chap. 6. Art. 1. Comté Art. 40. Niuernois Chap. 24. Artic. 5. Aniou Art 308. Le Maine Artic. 321. Grand Perche Art. 120. La Salle de Lille Tit. 5. Art. 2.

De la femme & enfans du ſecond mariage, n'eſt augmenté par la mort des enfans du premier mariage. Paris Artic. 254. Calais Artic. 55 Fors a Beauqueſne &c. Artic. 14. Ponthieu Art. 34. Aniou Art. 308. Le Maine Art. 321.

Douaire ſur Douaire n'a point de lieu, tant que le premier dure. Bourbonnois. Art. 252.

A lieu en quelques pays ſur les heritages du pere ou ayeul ayans conſenti le Douaire. Normandie Ar. 354 de la tierce partie, &c. s'ils ſont viuans donneront prouiſion ſur leur terre, &c. Aniou Ar. 303. Le Maine Art. 317. Bretagne Art. 462. & 463. moitié du tiers tant du Douaire roturier que Noble en la partie dudit fils. Poictou Art. 260.

Enfans de diuers licts ont le tiers és biẽs de leur pere. Normandie Art. 385. & comme ils le doiuent partager. Normandie Ar. 387. peuuent reuoquer les alienations du tiers. Normandie Ar. 388. ont la proprieté du tiers des biens de la femme & le partagent cõme deſſus Normandie Art. 389.

Aiſné a la iouiſſance du tiers de la terre du pere, & le pere le meuble promis. Bretagne Ar. 460. ſinon que le fils euſt biens d'ailleurs ſuffiſans de la ſucceſſion de ſa mere. Bretagne Art. 460.

Douaire n'eſt empeſché par alienation ſi la femme n'a conſenti à la vente. Vitry Art. 98 Bretagne Art. 470. Grand Perche Ar. 119. Sedan Art. 209. Laon Art. 42. 174. & 175. Chalons Art. 57. & 58. Reims Article 288. Chauny Art. 51 84. & 129. Normandie Art. 364. Tours Art. 328. Lodunois Chap. 31. Article 1. Aniou Art. 306. Peronne Art. 151. Et ſi elle a conſenti en doit eſtre recompenſee, ſur autres heritages du mary, ſinon qu'elle fut tournee au profit de la communauté. Peronne Artic. 151. Laon. Artic 42. Chalons Art. 58. Reims Article 248. Et peut demander ſur les autres biens ou ſe faire releuer de la renonciation. Rebemont Artic. 89.

Douaire retourne aux heritiers du mary en l'eſtat qu'il ſe trouue lors du decez de la femme: fors ce qui eſt eſcheu pour les rentes ou deniers des termes eſcheus. Clermont Art. 165. Vitry Art. 94. Chauny Art. 127. & 128. Dourdan Art. 163.

Non pas les deſpouilles ameublies, ores que le terme de S. Martin ou autre ne ſoit venu. Vitry Art. 93. Sedan Art. 212. pour rentes annuelles, ſe paye à la fin du temps. Cambray Tit. 4. Art. 8.

En rendant les labeurs & ſemences Laon Article 40. Chalons Artic. 54. Reims Art. 151. Calais Art. 64. Amiens Article 123. Chauny Art. 127. Sedan Article 211. Pour les bleds, &c. Boullenois Art. 107. Cambray Titre 4. Article 10. Bretagne Article 600.

Quand eſt deu aux heritiers de la Douairiere. Cambray Tit 4. Art. 8. 9. & 10.

Douaire eſt preferé aux puiſnez pretendans le Quint S. Quentin Article 39. premier eſt preferé au ſubſequent S. Quentin Article 39. eſtant eſtaint, la portion des puiſnez l'accroiſt. S. Quentin Art. 39.

Et preferé à toutes debtes. Laon Article 46. Reims Art. 256. Amiens Artic. 115. hypothecaires priuilegiées ou autres. Chalons Artic. 48. Amiens Artic. 115.

A toutes debtes & obligations perſonnelles & hypotheques creez puis le mariage Boullenois Artic. 101. La Salle de Lille Tit. 5. Art. 4. Tournay Tit. 15. Art. 4. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 20.

Don mutuel n'empeſche le Douaire prefix d'vne ſomme de deniers pour vne fois ſur le ſurplus des biens du mary ſans diminution ne confuſion. Paris Art. 257. Calais Art. 58.

Don & Douaire ne ſe peuuent demander enſemble, ores qu'il y euſt conuention Tours Art. 337. Aniou Art. 310. Le Maine Artic. 323. Lodunois Chap 32. Art. 1. de meubles & Douaire ont lieu. Aniou Art. 310. Le Maine Art 323.

Don ou Douaire ſera opté dans xl. iours Aniou Art. 310. Le Maine Art. 323.

Si le Don vaut le tiers de l'heritage, la femme iouiſt du Douaire : s'il ne vaut le tiers, elle aura Don & Douaire. Poictou Artic. 268. Angoumois Artic. 53. & 54. Xainctonge Art. 79.

Droict en bien faict par heritage n'eſt acqueſt & ny peut la femme pretendre que ſon Douaire. Aniou Article 250. Le Maine Art. 260.

Douaire n'a lieu au profit de femme Noble heritiere principale ſur terre de ſon mary, s'il n'a eſté conuenancé. Aniou Article trois cens Le Maine Article trois cens quartorze.

De femme Noble heritiere principale quel ſera. Aniou Article 301. Le Maine Article 315.

En maiſon principale n'en Quint de choſes Nobles. Xainctonge Art. 75.

Ne ſera derogé à la Couſtume pour le Douaire. Niuernois Chapitre vingt quatre Artic. deux.

Plain Douaire & entier : à la difference du Douaire, qui appartient à la veſue du fils pendant la vie de la Douairiere du pere. Peronne Article 150. La Salle Titre 5. Art. 7.

Douairiere. Paris Article quarante. Melun Article quarante neuf Tours Article centtrente deux, trois cent trente & vn, trois cent trẽte quatre, trois cens trente cinq. Lodunois Chap. 31. Art. 3 & 7. Aniou Art. 117. 125. 129. 311. 316. 317. & 319. Grand Perche Ar.

Source : BIU Cujas

120. Chasteauneuf Art. 60. Dreux Art. 47. Blois Art. 191. Auuergne Chap. 25. Art. 9. & 10. Xainctonge Art. 75 Bretagne Ar. 69. 242. 457. & 600. Sedan Art. 61. & 206. Mõſtreul Art 41. & 42. Beauqueſne Artic. 15. Peronne Art. 145. & 149. Auxerre Article 208. & 215. Berry Tit. 8 Article 17. & 18.

Douairiere auec ſon droict de Douaire à l'vne des maiſons ou fortereſſe, en l'entretenant de cloſture Clermont Art. 164. Vitry Article 86. Chalons Article trente trois. Noyon Art. 30. S. Quentin Article 95. Ribemont Art. 97. & 98. Amiens Art. 120. & 121. S. Pol Artic. 46. Chauny Art. 134. Grand Perche Artic. 115. Aniou Art. 309. Le Maine Art. 322. Bourbonnois Article 350. Artois Art. 179. Peronne Artic. 147. Sedan Art. 213. Tours Art. 329. Lodunois Chapit. 31. Artitic. 2. Beauqueſne Article 15. Peronne Art. 149.

Tant qu'elle ſera en viduité ſeulement Laon Art. 24 Chalons Art. 33. Reims Article 282.

Et ſ'il n'y en a qu'vne, en a la moitié Vitry Art. 86. Laon Artic. 24. Beauqueſne Art. 15. Chauny Art. 134. Artois Article 180. Sedan Art. 213.

Si elle eſt ſuffiſante. Chalons Art. 33. Vitry Art. 55. & 60.

Sinon l'aura entierement. Chalons Ar. 33. Peronne Art. 147. Sedan Art. 213. ou en aura la troiſieſme partie. Aniou Artic. 309. Le Maine Art. 320.

Sinon qu'elle en euſt vne ſpeciale. Peronne Art. 148.

Sera logee competemment, & n'aura la maiſon principale. Xainctonge Art 75.

N'eſtant ſuffiſamment logee au principal manoir, Bretagne Art. 458.

A la moitié du Chaſtel ou maiſon appartenant à l'aiſné, s'il eſt ſuffiſant pour les deux: ſinon le Douaire de la vefue eſt preferé à l'aiſneſſe. Vitry Article 55. & 60.

Douairiere ou vſufruictiere quels droicts ou fruicts peuuent auoir ou non. Niuernois Chapitre 24. Article 9. & 10.

Auant les payemens eſcheans quels fruicts a communs auec l'heritier. Tours Article 331. Bourbonnois Article deux cens cinquante ſept.

En quelles choſes ou non a part & portion. Monſtreul Article 41. Boullenois Article 109.

A tous les fruicts & profits & reuenus annuels, Rachats & hommages. Cambray Tit. 4. Art. 5.

A creation des Officiers auec l'exercice de la Iuſtice. Cambray Titre quatre Article cinq.

Peut auoir tels Officiers que bon luy ſemble. Ponthieu Art. 54. La Salle de Lille Tit. 5. Art. 6.

Se peut intituler Douairiere de tel lieu de ſon mary. Ribemont Art. 95. Peronne Article 156.

Peut vendre le reuenu de ſon Douaire pour trois ans, & ſi à plus long temps, elle doit Quint. Vitry Art. 96.

Mettre hors de ſes mains ſon Douaire Couſtumier, ſans le conſentement de ſon heritier Duché de Bourgongne Chap. 4. Art. 6.

Ne peut coupper Bois qui n'ait ſept ans. Clermont Art. 164.

Peſcher Eſtangs que de trois en trois ans Clermont Art. 164.

Vendre les Foreſts de ſon Douaire non vendues de memoire d'homme, ne les couper ſans le conſentement de l'heritier. Meaux Article 173. & 174.

Sinon peut vendre ſelon les monſtres & ventes anciennes. Vitry Artic. 93. Sedan Art. 215.

Ny exceder les ventes anciennes des Bois Taillis, ſans le conſentement de l'heritier. Bar Article 211.

Ny faire abbatre les Perots & Tayons ſans, &c. Amiens Artic. 119. Ou arbres fruictiers. Monſtreul Artic. 42. Sainct Paul Art. 47.

Deſſoler & abbatre bois de couppe, ſinon par couppes ordinaires ou ſaiſon conuenable. Amiens Art. 118.

N'a rien en la proprieté des Cheſnes & arbres fruictiers & autres mis pour Rados ains en vſufruict. Monſtreul Artic. 42. Boullenois Art. 108.

Es Cheſnes que l'on dict Tayons de l'aage ſoixante ans. Boullenois Art. 115.

A l'vſufruict ès Bois à couppes ordinaires de Fiefs ou cottiers en delaiſſant Eſtallons. Boullenois Artic. 114. & 148. Aniou Article 311. Le Maine Article 324.

A ſa part des Bois blancs eſtans par deſſus les couppes ordinaires, & les peut retenir l'heritier en pyant la priſee. Boullenois. Art. 115.

Peut au defaut ou refus de l'heritier par auctorité de Iuſtice prendre du Bois de haute fuſtaye pour reparer. Bourbonnois Art. 262.

Ayant vendu ſon Douaire, il pourra eſtre retiré par le proprietaire dans l'an & iour. Sedan Article 216. Peronne Article 160.

Ne peut conſtant le mariage renoncer à ſon Douaire. La Salle de Lille Titre 5. Art. 4.

Doit bailler caution iuratoire: & ſi elle ſe remarie, bonne & ſuffiſante. Paris Article 264. Calais Article 63. Montfort Article cent quarante quatre. Mante Article cent quarante. Niuernois Chapitre 24. Article 11. Orleans Article 218. Eſtampes Article 135. ſelon Droict Chaſteauneuf Artic. 60. Auxerre Artic. 216. Bretagne Artic. 468.

S'il y a enfans ou ſe remarie. Bar Article 89.

Eſt tenue aux Reparations viageres. Paris Article deux cens ſoixante deux Calais Article ſoixante & vn, Melun Article deux cens quarante deux.

Des menues Reparations. Vitry Article octante ſix & nonante ſix. Laon Article trente ſept, Chalons Article cinquante & vn, Reims Article deux cent cinquante & vn. Ribemont Article octante ſix. Chauny Article 125. Peronne cent quarante cinq & cent quarante ſix. Niuernois Chapitre 24. Article premier Orleans Article 222. Bourbonnois Art. 252. Lodunois Chapitre 31. Article 7. Sedan Article 207.

Doit ſouſtenir de cloſture & couuerture en l'eſtat qu'elle les trouue. Meaux Article 6. Melun Art. 242. Sens Art. 164. Auxerre Art. 216. Vallois Artic. 106. Chaumont Artic. 70. Troyes Artic. 86. Vitry Art. 87. Laon Article 38. Chalons Article 52. Ribemont Art. 103. Niuernois Chapitre 24. Art. 1. Tours Artic. 334. Cambray Tit. 4. Art. 6. Normandie Art. 360. Blois Artic. 189 Chaſteauneuf Article 60. Grand Perche Art. 116.

Doit contribuer aux frais des procez. Poictou Art. 264.

Doit payer les charges foncieres. Meaux Article ſix. Chaumont Article 70. Niuernois Chapitre vingt quatre Article 1. Bourbonnois Article 252. Sedan Article 207. Reims Article 243.

Les Cens rentes & charges foncieres & reelles. Melun Article 242. Sens Article 165. Auxerre Article 216. Duché de Bourgongne Chapitre 4. Article 6. Sainct Aignan Article 13. Selles Article 7. Bar Article 89. Angoumois Art. 82.

Rente & Cens anciens & foncieres Laon Article 38.

Cens & rentes anciennes & fonciers. Chalons Article 52. Chauny Article 125. Grand Perche Article Art. 116.

La moitié des choſes reelles & foncieres Peronne Article 145.

Les charges realiſees rentes foncieres & hypotheques precedens. Boullenois Article 100.

Les rentes volages conſtituees par le mary durant le mariage. Senlis Article 165. Troyes Article 89. Sinon, &c. Chauny Article 125.

Les charges de l'Arriereban. Laon Article 39. Chalons Art. trois cens trente trois Ribemont Art. 88. Amiens Articl. 122. Peronne Art. 146. Les charges, Arrierebans & loyaux aydes pendant le Douaire, iuſques à la concurrence dudit Douaire ou vſufruict Tours Art. 335. Doit contribuer pour la premiere mutation aux deuoirs deux pour le tiers. Poictou Art. 265.

N'eſt tenue aux gages des Capitaines & Gardes des fortereſſes. Peronne Art. 146.

Eſtant en viduité doit acquiter les charges à ſa caution iuratoire, ſi elle n'en peut donner. Orleans Art. 218. & 221. Dunois Art. 69. Trembleuy Art. 12.

Ne doit coupper n'extirper vignes, &c. ne faire coupper bois ſans appeller le proprietaire, ſinon ſera priuee du Douaire. Tours Art. 334. Anion Art. 311. Le Maine Artic. 324. Lodunois Chap. 31. Art. 7. & 8. Normandie Art. 360. Auuergne Chap. 24. Art. 11. Bourbonnois Art. 264.

Femme ne peut eſlire ſon Iuge en cauſe de Douaire. Bretagne Art. 467. Peut demander ſon Douaire en la Cour du Prince. Aniou Art. 313. Le Maine Art. 318. A pour ſon Douaire pendant le procez le tiers de prouiſion en baillant caution. Boullenois Artic. 103. De Baſtard n'eſt priuee de Douaire. Anion Art. 315. Le Maine Art. 328. des Baſtards ou Aubains Bar Art. 93.

Enfant prenant Douaire, doit rendre ce que ſa mere a receu en mariage & les aduãtages de ſon pere ou moins prendre. Paris Art. 252. Calais Art. 53. Normandie Art. 386. doit rapporter ce qu'il euſt rapporté s'il euſt eſté heritier. Clermont Article 168. L'aduantage qui luy a eſté faict. Vallois Article 111. Renonçant à la ſucceſſion du pere, n'a au Douaire que telle part & portion que ſi les autres ſe fuſſent declarez Douairieres. Senlis Artic. 186. Vallois Art. 114.

On ne peut eſtre heritier & Douairier enſemble. Paris Article 251. Calais Article 52. Mante Article 141. Senlis Article 176. & 178. Vallois Artic. 110. Melun Article 239.

Heritier peut vendre le gros Bois ſuiect à Douaire. Peronne Article 159. coupper gros Bois pour ſon vſage. Peronne Article 159.

Peut cõtraindre la Douairiere par Iuſtice à

Source : BIU Cujas

reparer. Aniou. Art.311. Le Maine Art. 324.

Doubler ſes deuoirs ſur ſes hommes. Aniou Art.128. Le Maine Art.138.

Le Doublage, lors qu'il conuient ayder au Seigneur, les ſuiets doiuent le Double de leurs rentes & deuoirs. Aniou Art.128. 129. & 130. Le Maine Art. 138. 140. & 141. Bretagne Art. 82.

Doublage a lieu en trois cas pour la Cheualerie, le mariage de ſa fille aiſnee empargee noblement, & pour ſa rançon. Aniou Art.128. Le Maine Art.138.

Se paye apres la prochaine Feſte d'Aouſt. Ibid. Comme ſe doit entendre. Ib. S'appelle Relief. Aniou Art.128. Le Maine Art.139 & eſt le double du cens, rente ou deuoir, ou profit annuel. Aniou Art. 128. Le Maine Art.139.

Double d'Aouſt pour la Taille ordinaire deue au S. au mois d'Aouſt. La Marche Art.92.128. 129 131. & 429.

Doublement. Tours Art.94. Lodunois Chap.8. Art.8.

Doubles Cens. Berry Tit.6. Art.1.& 4. Grand Perche Art.82.& 84.

Double du Surcens deu pour Relief par le Sur-cottier & Sur-cenſier. Boullenois Art.92.

Maiſon de Doublier. C'eſt à dire ſans gouttiere. Tours Art. 212.

Donnes & foſſez. Grand Perche Article 137.

Qui a Donne ou Douhe, a Foſſé. Trembleuy Art.10. pour Reiect.

Draps vendus en deſtail ſeront aulnez par le feſt, fors les Roulleaux & Cariſez d'Angleterre. Tours Art.65. Lodunois Ch 5. Art.7. Aniou Art.173. Le Maine Art 193. Poictou Art.8.

Ne ſeront tirez à poulies n'autres engins. Tours Art.66 Poictou Art.9.

Ne ſeront expoſez en vente à l'aune: ſi non qu'ils fuſſent mouillez & retraicts, & preſts d'eaue. Tours Art.67. Lodunois Ch. 5. Art.8. Poictou Art.10.

Pourront eſtre preſſez aux Preſſes ſemblables à celles de Paris. Tours Art. 68 Lodunois Chap.5. Art. 9. Poictou Art.11.

Seront façonnez deuement & ſans fraude, & ne ſeront fardez de bourre ou autre choſe. Poictou Art.9.

Drappiers, Merciers, Eſpiciers, &c. Seruiteurs ne doiuent faire action ne demander de leur marchandiſe, ſalaire & ſeruice apres l'an paſſé, à compter du iour de la deliurance de la marchandiſe ou vacation, ſ'il n'y a Cedule, &c. Paris Art.127. Calais Art.217. Montfort Art.186. Normandie Art.520. Tours Art. 211. Lodunois Chap.20 Art.8. Orleans Art.265. Clermont en Auuergne Art.2.

Apres deux ans. Troyes Art. 200. Chaumont Art.119: Vitry Art.147. Cambray T. 17. Art.7.

Apres deux ans pour ſeruiteurs. Montargis Chap.10. Art. 64. Aniou Art. 508. Le Maine Art. 503. Chaſteau-neuf. Art. 97. Chartres Art.82. Dreux Art.82.

Par an & iour pour ſalaires & loyers de ſeruiteurs. Bretagne Art.292. Bar Art. 194.

Droicturer & releuer. Peronne Art.24.

Ou bien Releuer & Droicturer le Fief. Chauny Art.73.78.79 91 101.& 106. Artois Art. 20.23. 30.101. 102. Tournay Tit.10. Art.14.& 27.

Droicture. Chalons Art. 219. Normandie Art.125.

Droicture & Relief. Cambray Tit.1. 31. & 42.

Droicture & poſſeſſion ou ſaiſine. Bretagne Art.77.455.471.& 705.

Droicture & Seigneurie. Bretagne Art. 282.

Droict Seigneurial, ou Droicts Seigneuriaux. Tours Art.35. Clermont Art. 80.

Droict Domanial.

V. Domaine.

Droicts Feodaux. Tours Art.33. Aniou Art.416. Le Maine Art.429.

Ou Droicts & profits Feodaux. Orleans Art.11.

Droict Seignourial n'eſt deu pour permutation ou eſchange de Fiefs & heritages cottiers tenus d'vne meſme Seignourie: ſil n'y a ſoulte: & ſ'ils ſont en diuerſes Seignouries, eſt deu de la valeur & eſtimation d'iceux. La Salle de Lille Tit.1. Art. 61.

Pour Don faict par deux conioincts par mariage des choſes par eux acqueſtez conſtant leur mariage, pour la ſaiſine: mais ſi la choſe ſe diuiſe ou apprehende ſeparemẽt y a deux droicts Seigneuriaux. Ponthieu Art.40.

De contracts faits pardeuant la Iuſtice du Seigneur & de ſes Vaſſaux, faire les recognoiſſances, desheritemens & inueſtitures pertinentes: autrement ſera payé doubles Droicts. La Salle de Lille Tit. 1. Article 62.

Eſt deu pour hypotheque creé ſur Fiefs, maiſons & heritages Cottiers, pour rentes heritieres ou viageres à rachat, & comme il peut pourſuiure ſ'il y a main-aſſiſe. La Salle de Lille. Tit.1. Art.54.

A la vente don ou tranſport quand les rentes ſont conſtituees par rapport de fiefs ou heritages cottiers, & qu'à faute de payement, y a rentree. La Salle de Lille Tit.1. Art.56.

Eſt de xiiii deniers en vente, tranſport & Donation realiſees. Boutillerie Art.2.

En heritage cottier eſt du xiii. denier. Amiens Art.36.

Eſt du xii. denier par le vendeur: fors ſ'il eſt dit Francs deniers par l'acheteur. Peronne Art.85.

Eſt du x. deniers à la vente ou tranſport des heritages: fors de Bourgeois à Bourgeois. Commines. Art.16.

A la vente des Fiefs. Boutillerie Art.2.

En vente, don ou tranſport d'heritages cottiers eſt le Quint denier de la vente ou priſee. Lillers Tit.2 Art.2.

Droict de x. denier du pertinent de la fille, eſt deu pour mariage d'vne fille de Bourgeois à vn non Bourgeois. La Baſſee. Article 5.

Eſt deu en Donation faicte des heritages propres ou acqueſts faicts à l'aiſné, en aduancement d'hoirie, ſ'il les apprehende par ſimple Relief, &c. S. Omer en Artois Tit.1. Art.12.

A l'enfant puiſné pour ſa portion de Quint ou Requint. Ib.

Au fils ou autre des heritages ou acqueſts, retenu le viage. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 17. S. Pol en Artois Tit.1. Article 13.

Quand le S. F. vnit le Fief mouuant de luy à la Table de ſon Fief principal, &c. Melun Art.50.& 75.

Droict Seignourial n'eſt deu pour partage entre coheritiers de biens, Fiefs & heritages: & s'il y a deniers non procedans de l'hoirie, eſt deu. La Salle de Lille Tit.1. Art.60.

Pour vente de Fiefs ou heritages de Fiefs ou heritages cottiers faite par decret & execution de Iuſtice, pour les profits & reuenus de cent ans. La Salle de Lille. Tit.1. Art.52.

Pour hypotheque creé ſur Fiefs ou heritages cottiers à la ſeureté d'vne ſomme non courante en rente. La Salle Tit.1. Art. 60.

Par le Vaſſal & Vicomtier ou Haut Iuſticier donnant partie de ſon fief à tenir de luy pour auoir pleine Court: s'il n'a prins deniers en recompenſe. S. Omer Art. 11. Artois Art.32.

Droicts ou profits Seigneuriaux n'e ſont deuz pour le rachat du Quint heredital fait par l'aiſné. Amiens Article.77. Peronne Art.72.

Pour l'apprehenſion du Quint à viure naturel. Ponthieu Art.61.

Ou pour recompenſe faicte par le fils aiſné. Peronne Art.154

En Eſcheuinage fait ſans fraude & ſoulte, ſi les heritages ſont en meſme Fief & Seigneurie. Amiens Ar.28. Peronne Art. 67. Cambray Tit.1 Art.36

Mais ſ'il y a ſoulte ou autre profit ſon deuz. Amiens Art.28.

Ou ſ'ils ſont en diuerſes Seigneuries ſelon la valeur des heritages. Amiens Art.29. Peronne Art. 67. Cambray Tit.1. Art.36. La Salle de Lille Tit. Art.61.

Quand l'heritage eſt donné ou eſchangé, ſinon qu'il y euſt ſoulte. Noyon Art.24.

Pour retention d'vſufruict en Donations venditions & alienations. Amiens. Art.50.

Pour vendition ou alienation d'vſufruict Noyon Art.39.

Pour les accords des arrentemens ou Surcens, s'il n'y a deniers desbourſez. Artois Art.47.

Pour vn ſimple rapport & hypotheque faict ſur vn Fief: ſinon qu'il ſe vendit, &c. Cambray Tit.1. Art 41.

Pour hypotheque creé ſur Fiefs pour rente viagere à rachat non infeodee, ny pour ſomme non courante à rente. Bappalmes Tit.1. Art.6.

Pour ſeureté, hypotheque ou rapport d'heritage faict ou aſſis ſur heritages Feodaux ou Cottiers pour vne ſomme d'argẽt à vne fois, & non à rente courante. Heſdin Tit.1. Art.8.

Droicts Seigneuriaux ne Cenſuels ne ſont deuz pour maiſons, prez, vignes & immeubles tenus de l'Eſcheuinage de la Ville. Peronne Art.86.

Pour heritages amortis par le Roy ou tenus en Franc-Aloy: excepté les Droicts des Francs fiefs & nouueaux Acqueſts. Meaux Art.202.

Pour la conſtitution de rente ou rachat. Sens Art.123.

En Donation en ligne directe aux heritiers apparens. La Salle de Lille Titre 1. Art.51.

Pour maiſons & heritages à titre de mort gage & ſans deſcompt. La Salle de Lille T. 1. Art.53.

Pour recognoiſſance de Douaire conuenancé. Amiens L. Art.4. Ponthoiſe Art.36.

S'il n'excede le Couſtumier. Heſdin Tit. 3. Ar.6.

Pour partage vniuerſel entre enfans ou heritiers. Amiens Art.94.

Pour realiſation de partage. Cambray Tit.14. Art.2.

Pour declaration de Command ſ'il ny a deniers donnez. Amiens Art.259. Artois Art.192.& 193.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

A la vente, don ou transport. Camphin Art.1. Pont à Vvendin Art. 5. Vahaignes. Art.3. Herlies Art.1. Seclin Art. 8. Esquermes Art.1. Esreux Art.1.

Pour droicts reels acquis sur heritages pour trois ans. Monstreul Art.30.

Faicte par Bourgeois à Bourgeois ou non Bourgeois. La Baisee Art.3.

Pour hypotheque cree pour vne somme &c. S. Pol Art. 43.

Pour Nantissemens. Peronne Art.262.

Pour vne somme de deniers mise sur fief ou cotterie pour vne fois. Amiens Article 149.

Pour la premiere vente: s'ils ont esté vne fois payez pour creation d'hypotheque pour rente. Amiens Art.152. Artois Art.69.

Quand on met hors de pain & pot ou de pain seulement. L'Alleue Tit.2. Art.14.

En succession directe ou Collaterale pour heritages Censuels. Peronne Art.92.

Pour heritages vendus sous faculté de remeré & retirez. Artois Art.67.

Pour rachat des rentes & hypotheques. Artois Art 67.

Pour viage retenu pour fief donné à son heritier appartient en aduancement d'hoirie. Artois Art.39.

Ne tiers denier, lots, ventes ou autres profits, pour renonciation faicte par la sœur mariee par son frere, &c. s'il n'y a partage precedent. Niuernois. Chapitre 4. Art.69.

Droicts Seigneuriaux sont deuz au Seig. d'Artois pour acquerir droict reel és Fiefs, le vi. denier du pris ou la valeur des heritages donnez ou vendus, ou du pris apposé és ventes: sauf pour les fiefs tenus de luy procedez par achat, est le v. denier. Hesdin Tit.2. Art 17. Herly Art 6.

Et à ses Vassaux, le v. denier de la valeur des fiefs donnez ou vendus, ou du pris apposé és ventes. Hesdin Tit. 2. Art.18.

Est de xvi. den. Parisis par le vendeur: & s'il est dict Francs deniers, l'acheteur les paye. Mondidier Art.6.

En certains lieux est du vingtain, ou de treze, vn: de xii. vn, xi. vn x. vn. Acs Ti.9. Ar. 25.26.28.

En vendition d'heritages Feodaux, & en autres contracts. Amiens Art.35.

Seront payez par le vendeur quand la vente est faicte simplement: & par l'acheteur, quand elle est faicte Francs deniers. Amiens Art.36.

Le x denier à la vente, don ou transport des tenemens Cottiers. S. Omer Art.19.

Du prix ou rente en vendition d'heritage cottier ou rentier, ou creation de rente: & en Bolonnois le 3. den. & outre lesdits vi. & 3. s'il est dict francs deniers, &c. Monstreul Art 32.

Payez par le vendeur. Chauny Art 86.

Par le vendeur & acheteur. Aire Tit. 2. Art 1.

Par moitié. Doullens Art.1. S. Paul Art. 7. Hesdin Tit.1. Art.3.

Se pourront aduancer par l'acheteur en cas de negligence: sauf à les recouurer. Peronne Art.44.

Sont deuz par l'acheteur seul & non par le vendeur. Vallois Art 22.

Payez par l'acquereur, insques à ce que celuy sur lequel on veut acquerir hypotheque ou droit reel ait consenty. Amiens Ar. 146.

Sont payez, s'il ne fait vuider les oppositions dans vi. mois Amiens Art. 146.

En vendition ou prisee desdits droicts, au chois desdits Seigneurs. S. Paul Art. 14.

Pour heritages Feodaux sont du Quint denier, & en cottiere du vi. en Artois & S. Paul, & en Bolonnois du tiers. Monstreul Art. 41.

Droicts Seigneuriaux & Reliefs se prennent pour Cottieres. Boullenois Art. 50.

En vente, donation ou transport, quand les donataires sont adheritez ou Donatiõs realisez. S. Piat Art. 2. Chisoing Art. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 5.

Pour faculté de rachat en faisant la vente ou donation d'heritages cottiers en cas de realisation: mais non s'il rachete dans ledit temps. La Salle de Lille. Tit 1. Art. 50.

Pour hypotheque cree pour constitution de rente viagere ou heritiere à rachat, ou sans rachat. Artois Art. 68.

Pour Rentes en Fief, le Quint & en Cottieres, le 6. den. sans Venterolles. S. Pol en Artois Tit. 5. Art. 1. & 2.

Sont deuz tels que du x. denier pour ventes, dons ou transports realisez par non Bourgeois à Bourgeois ou non Bourgeois La Bassee Art. 3.

Pour deniers courans en rente, quand la main du Roy est assise. L'Alleue Titre. 1. Art. 1.

Pour Bail en arrentement ou Surcens à touiours. Ib.

Pour rapport par Dessaisine main-assise & mise de faict és heritages Feodaux du Quint & roturiers du xiii. Amiens Art. 141. 142. 144. & 146. Ponthieu Art. 113. 114. 115. & 116. Boullenois Art. 116.

Sont deuz en Eschange quand il y a deniers baillez & bourse deslice outre le Relief. Boullenois Art. 50.

Et Quint denier quand le Fief est donné cedé ou eschangé a autruy. Cambray Tit. 1. Art. 35.

Pour Douaire assigné, & y a demy-Quint de la valeur de l'assignation. Cambray Tit 1. Art. 45.

Se reglent selon la Coustume generale des lieux, quant c'est vn Fief ou Noble tenement vendu. Estappes Art. 2.

En matiere Feodale selon la Coustume des lieux. Estappes. Art. 2.

Estans payez en faisant la vente d'vn Fief, l'acheteur ne paye que Cambrelage. Cambray Tit. 1. Art. 47.

Ne se peuuent pretendre par celuy qui baille ses Fiefs en arrentement, sans le cõsentement du souuerain, s'il n'a Iustice ou Seigneurie. Artois Art. 53.

Recelez en cas de vendition, charge ou hypotheque faicte sur chose tenue en Fief, y a amende de ix. sols ou perdition de Fief, auec restitution des droicts recelez. Ponthieu Art. 71.

Ayans esté payez, le S. son Receueur ou fermier tenus de signer la quictance desdits deuoirs sans rien prendre, &c. Tours Art. 36.

Trois droicts Seigneuriaux recognitifs de Seigneurie, Fief, Cens & Terrage. Blois Art. 33.

Sont incompatibles en vn mesme suiet, s'il n'y a conuention au contraire. Blois Art. 34.

Quels droicts sont compatibles auec le Fief, Cens ou Terrage. Blois Art. 40.

Aucun ne peut tenir heritages, s'il ne les tient à Censiue, Terrage ou Feodalité, s'ils ne sont deuement amortis, ou que le Roy eust esté payé de son Indemnité. Blois Art. 33.

Doubles Droicts Seigneuriaux outre l'amende ordinaire du Depry, quand l'eschange au autres contracts se trouuẽt frauduleux. Sens Art. 228. Auxerre Art. 24.

Droicts de Iustice. Tours Art. 195.

Duc d'Aniou a Gibet à Fiefs en signe de Suzeraineté. Aniou Art. 48.

Duc ou Ducs. Aniou 48. Le Maine Art. 56. & 58.

Duché. Bretagne Art. 684. Berry Tit. 1. Art. 1. & souuent ailleurs.

E

Eauë sur la riuiere de Cher à qui doit appartenir. Menetou Art. 21.

Sente à pied le long de la Riuiere de Cher. Menetou Art. 21.

Eauës & Riuieres se doiuent remettre à l'ancien Cours. Boullenois Art, 177.

Pour Mesureurs & visiteurs Iurez. Boullenois Art. 178. Hesdin Tit. 2. Art. 41.

De quelle largeur doiuent estre. Boullenois Art. 178.

On ne peut destourner l'Eaue & empescher la nauigation publique. Blois Article 237.

Visitation des Eauës, Ponts, &c. sur les flots & Flegards appartient au Bailly de Lens ou ses Officiers, Lens Tit. 2. Art. 2.

Eccleseches & Demembremens de Fiefs tenus en pareil Relief & charge. Boullenois Art. 58.

Eclipsement de Fief. Amiens Art. 31.

Partie du Fief Eclipsee tenue à mesmes droicts que la totalité du fief. Amiens Art. 32. Boullenois Art. 58.

Eccleſiastiques & Nobles ont droict de seance pres les Iuges. Normandie Article 38.

Et Nobles viuans noblement sont exẽpts de Tailles, Subsides & Aydes, &c. Amiens Art. 192.

Possedans Fiefs Nobles par Aumosnes, ont l'exercice de la Iustice, & tous autres droicts appartenans à leurs Fiefs. Normandie Art. 41.

Es preeminences des Eglises ne sera aucune chose innouee, ny vsé de voye de faict. Bretagne Art. 676.

Edifice sera faict à droict plomb. Rennes L. Art. 687.

A droict plomb & à ligne sans saillie Nantes L. Art. 722.

Se peut esleuer si haut que bon semble, tout droict à plomb & à ligne. Melun Art. 192. Sens Art. 99. Auxerre Art. 101. Troyes Art. 62. Chalons Art. 143. Amiens L. Art. 23. Berry Tit. 11 Art. 17.

Qui veut Edifier ou faire Estables, Cheminees, &c. en vn mur moitoyen, quelles choses il doit garder. Paris Art. 188. 189. 190. & 191. Calais Art. 174. 175. 176. & 177. Meaux Art. 73. Melun Art. 205. 206. 207. & 208. Sens Art. 106. & 107. Auxerre Art. 109 110. & 111. Estampes. Art. 88. Mante Art. 105. Clermont Art. 219. 220. 221. & 225. Troyes Art. 64. Laon Art. 269. Chalons Art. 141. & 142. Reims Art. 368. 371. 372. 376. & 377. Amiens Art. 166. Cambray Tit. 18. Art. 23. & 4. Niuernois Chap. 10. Ar. 11. & 13. Montargis Chap. 10. Art 5. 6. & 7. Orleans Art. 213. 243. 246. & 247. Normandie Art. 598. 600. 601. & 213. Aniou Art. 452. Grand Perche Art. 220. 234. 235. & 236 Dunois Art 60. & 61. Berry Tit. 11. Art. 10. 11. & 12. Bourbonnois Art. 511. & 516. Lodunois Chap. 21. Art. 2. Rennes Art. 695. Nantes Art. 717 723

Source : BIU Cujas

724. & 727. Sedan Art. 287. & 293. Bar Art. 174. & 183.

Qui veut labourer ou fumer terres, place, iardin ou terre vuide proche ou ioignans au mur d'autruy ou moitoyen, doit faire contremur, &c. Paris Art. 192. Calais Art. 178. Meaux Art. 74. Clermont Artic. 222. & 223. Cambray Tit. 18. Art. 5. Niuernois Chap. 10. Art. 12. Bourbonnois Art. 520. Sedan Art. 288.

Voisins peuuent faire Edifices prés d'vn mur non moitoyen en payant la moitié du mur, iusques à son hebergé. Paris Art. 194. Calais Art 180. Orleans Art. 235. Melun Art. 203. Estampes Art. 85. Chalons Art. 138. Montargis Chap. 10. Art 3. Blois Art. 232.

Peuuent hausser le mur moitoyen, tant haut que bon leur semble, sans le consentement du voisin, en payant les charges, s'il est suffisant: s'il n'y a titre contraire: & s'il n'est suffisant, le fera fortifier. Paris Art. 195. 196 & 197. Calais Art. 181. 182. & 183. Melun Art. 194. Estampes Art. 75. Dourdan Art. 64. Montfort Art. 75. Maute Art. 97. Reims Art. 362. Berry Tit. 11. Art. 5. Bar Art. 172. Cambray Tit. 18. Art. 1.

Peuuent faire Bastiment ou Edifice sur le mur moitoyen si haut que bon leur semble, en payant la moitié du mur. Paris Art. 198. Calais Art. 184. Montfort Art 77. Mãte. Art. 99. Chalons Art. 138. Bayonne Tit. 17. Art. 4. 5. & 6.

Faire Fenestres, trous ou veues en vn mur moitoyen sans le consentemẽt du voisin. Paris Art. 199. Calais Art. 185. Melun Art. 190. Clermont Art. 224. Vallois Art. 127 Niuernois Chap. 10. Art. 8. Montargis Ch. 10. Art. 2. Orleans Art. 231. Blois Art. 232. Berry Tit. 11. Art. 4. Bourbonnois Art. 503. Nantes Art. 707. Bar Art. 178.

Fenestres, auuans & roicts ne seront faits sur la Rue sans congé. Reims Art. 364.

Lucarnes ou Creux serõt mesurez. Reims Art. 379.

Edifice ancien de nouuel basty, ayant Saillie, comme sera abbatu. Reims Art. 374.

Edifices, caues & de leurs fondemens Reims Art. 375.

Ne seront faicts sans prendre allignemẽt de la Iustice Sedan Art. 291.

Ne sera entre pris sur la chausure de la ville. Reims Art. 373.

Puits, degrez ou marche se pourront faire en lieu peu nuisible Reims Art. 353.

Fondemens faicts en terre commune pour bastir seront demolis Bayõne. Tit. 17. Art. 1.

Tenancier Cottier ne peut demolir aucuns Edifices abloquiez & soliuez sans consentement &c. Amiens Art. 198.

Peuuent demolir leurs maisons sans &c. Acs. Tit. 9. Art. 16.

Edifice nouueau estant faict plus haut qu'il ne doit, cõme doit estre faict & auoir Gouttieres. Amiens L. Art. 24.

Faict en terre d'autruy Bretage Art. 605.

Portant dommage. Bretagne. Art. 392. sera debatu dans l'an. Ib.

Se peut faire pour empescher les veuës de son voisin. Lille Art. 235.

De nouuel, Saillies &c. ne seront faicts sans permission. Reims Art. 351.

Edifices ou reparations en choses communes comme seront faicts. Auxerre Art. 116. Sens Art. 269. Orleans Art. 257. Bourbonnois Art. 518. Clermont L. Art. 5. Nãtes L. Art. 714. Berry Titre 11. Art. 15. Montargis Chap. 10. Art. 13. mesmes le mur commun Nantes L. Art. 712.

Rues doiuẽt estre embellies par Edifices, & non ruinees Niuernois Chap. 10. Art. 29.

Celuy qui bastit ayant Gouttiere commune & en leue plus haut que celle de son voisin &c. Bayonne Tit. 17. Art.

On doit laisser demy piedde chacun costé pour stillicide S. Seuer Tit. 13. Art. 1. & 2.

Comme il est permis appuyer les murailles du voisin en Edifices Clermont. L. Art. 3. Gleuat Art. 1. Montsaluy Art. 2.

Seulles & poutres ne seront mises & assises contre celles de son voisin. Orleans Art. 238. Nantes Art. 716.

Voisin tenu retirer ses cheurons Melun Art 192. Sens Art. 99. Auxerre Art. 101. Troyes Art. 62. Chalons Art. 143. Amiens L Art 23. Berry Tit. 11. Art 17.

Chacun Voisin doit porter patience à son voisin qui veut bastir ou reparer Melũ Art. 204. Estampes Art. 86. Orleans Art. 240. Niuernois Chap. 10. Art 20. Dunois Art. 62. Bourbonnois Art. 50. Nantes L. Art. 207. Sedan Art. 378.

Pour dresser eschelles. Reims. Art. 378.

Habitans des villes peuuent faire mener des pierres deuant leurs maisons pour bastir ou reparer en laissant espace suffisant pour les Charretes Berri Tit. 11. Art. 21. & 22.

Osteront dans le temps qui leur sera prefix, les grauois des rues apres l'Edifice parfaict sur peine d'amende arbitraire Berri Tit. 11. Art. 23. & 24.

Effœuil Anjou Art. 103. Le Maine Art. 116.

Emancipation se peut faire deuant le Iuge La Rue d'Yndre Art. 30.

Le Iuge ordinaire aiant Moyenne iurisdictiõ pour le moins Poictou Art. 311. par mariage. Bretagne Art 327. par domicile separé. Bretagne Art. 528.

Se peut faire en quelque aagé que ce soit tant en iugement que dehors, pretens qu'absens, par deuant Notaire & tesmoins Montargis Chap 7. Art. 8 Orleans Art. 185.

Sens que les solennitez de droict y soient requises. Berri Tit. 1. Art. 5. de l'enfant aiant 20. ans Bretagne Art. 526. N'est neccessaire. Amiens Art. 136.

Fils de famille par an tenant domicile separé, au veu son pere, se peut obliger & est emancipé. Bourdeaux Art. 2. tenant feu & lieu separé &c. Duché de Bourg. Chap. 6. Art. 3. Cambray Tit. 6. Art. 2. roturier demourant hors l'hostel de son pere par an & iour. Poictou Art. 312.

Ayant passé 25. ans & tenant domicile separé &c. Bretagne Art. 528.

Noble encores qu'il soit marié & demeure hors la maison de son pere, doit estre expresse ment emancipé. Poictou Art. 313. Angoumois Art. 120.

Maieur de 21. an entre nobles, & non nobles de 25. ans mariez, se tenans hors la maison &c. Xainctonge. Art. 2.

Emancipéz succedent en rapportant Mõtargis Chap. 7. Art. 8.

Taisiblement ou expressement, ont l'administration de leurs biens, sans que le pere &c. Poictou Art. 315.

Ou mariez ou hors l'aage de 25 ans peuuent demander partage à leur pere des biẽs matrimoniaux ou d'autre &c. Angoumois Art. 121.

Peuuent ester en iugement sans auctorité Xainctonge Art. 2.

Choses acquises par l'enfant emãcipé, luy sont propres. Xainctonge Art. 2.

V. Mariage.

Fille mariee & Empatagee noblemẽt Anjou Art. 1. 28. & 241. Le Maine Art. 138. & 258. pour mariee à son pareil en Noblesse és maison & selon son estat & qualité

V. Apparagee.

Empeschement & saisie Grãd Perche Art. 78. & ailleurs. V. Saisie.

Emphyteote peut donner, vendre ou aliener ses heritages sans congé du S. Fõcier Bourdeaux Art. 87.

Tenanciers & Emphyteotes tenus d'eux faire Inuestir, recognoistre & esporler ou faire diligence Bourdeaux Art. 85.

Contract quand est reputé Emphyteotique Blois Art. 211.

En contract Emphyteotique ou adcensiment les defaillans par trois à payer la charge ou pension, seront contraincts par Iustice à laisser les heritages Chaumont Art.

Quand l'heritier ou herities cessent de payer par trois ans Berri Tit. 17. Art. 11.

Confiscation ou Commise n'a lieu pour les emphyteotiques à faute de payement du Cens Iussat Art. 2. & 3.

N'a lieu en chose Emphyteotique ou arrente vendue Tournay Tit. 27. Art. 5.

N'a lieu en chose Feodale ou Emphyteotique encores que le tenãcier cesse de payer le temps accoustumé.

Ou ne venir par Execution. Senlis Art. 30. Iussat. Art. 2. & 3.

Employ des deniers n'estant faict par le mari seront apres la dissolution du mariage, prins sur les biens de la Communauté: & où ils ne suffiroient, sur les biens propres du mari Sedan Art. 41.

Biens du mari obligez à l'employe du iour des deniers baillez Sedan Art. 41.

Encheres sont receuës iusques au decret adiugé Lille Art. 167. & 169. iusques à la deliurance du Decret signé Niuernois Cha. 32. Art. 50. Bourbonnois Art 148. Auuergne Chap. 24. Art. 11. La Marche Art. 376.

Ne seront receuës apres le decret Seellé Sẽlis Art. 282. iusques à la fin du Siege Berri Tit. 9. Art. 62.

Faictes entre les mains du Sergent Sens Art. 125. Auxerre Art. 123. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 10.

Des immeubles saisis doiuent estre signifiees par le Sergent Poictou Art 439.

Comme sont faictes La Salle de Lille Tit. 23. Art. 11. & 12.

Lieuës & publiees en iugement à iour de plaids & attachees à la porte de l'Auditoire pour y demourer xv. iours. Poictou Art. 443. Angoumois Art. 110. signifiees & leues en iugement à la huictaine ensuiuant Orleans Art. 476. en iugement les plaids tenans Berri Tit. 9. Art. 61.

Ne sont receues sinon le siege tenãt, quãd l'Adiudication est faicte Orleans Art. 476 seront receues dans huictaine, si elles montent les tiers plus Orleans Art. 476.

Faictes par ordre aux charges contenues à la Sentence de discussion, & selon l'ordre d'icelle Berri Tit. 9. Art. 62. & 63.

Encheres & Rencheres sont continuees de pleds en pleds Normandie Art. 546.

Droict de Rencheres La Salle Tit. 25. Art. 23.

Rencheres faictes avãt la premiere Criee ne sont que mises à pris Lille Art. 170.

Lettres de Renchere Normãdie Art. 560. & 568. comme seront leues, publiees & affichees à l'Eglise Normandie Art. 568. & 569. quand ne seront prinses par les Creanciers

Source : BIU Cujas

ou quand ils ne pourront eſtre receus à leur Renchere. Normandie Art. 574. & 576.

Au profit particulier, ne ſeront receues ſi l'enchere n'eſt pour la 4. partie à profit cõmun. Normandie Art. 570.

Creanciers ou leurs Procureurs ſont receus comme perſonnes eſtranges à encherir. Niuernois Chap. 32. Art. 7. Bourbonnois Art. 113. Auuergne Chap. 24. Art. 26. & 49. La Marche Art. 388.

N'autres eſtans adiudicataire n'a aucun quart n'autre pris pour l'intereſt de l'euiction. Auuergne Chap. 24. Art. 37. & 38. La Marche Art. 395.

Aucun n'eſt receu à Encherir ſ'il n'a Procuration & reſſeant en biens, ou baillé caution ſuffiſante. Sole Tit. 29. Art. 26.

Sans procuration ſpeciale contenant le lieu de ſon domicile, qualité & pouuoir ſpecial. Berry Tit. 9. Art. 68.

Encheriſſeurs tenus declarer leur demourance, eſtat & qualité. Berry Tit. 9. Art. 67.

Nouuel Encheriſſeur doit mettre certaines ſommes outre les charges contenues és precedentes Encheres. Berry Tit. 9. Art. 63.

Dernier Encheriſſeur doit tenir eſtat de ſon Enchere. Normandie Art. 560.

Tenu conſigner ſon Enchere, ſ'il n'eſt mis en ordre pour debte. Berry Tit. 9. Art. 69. Niuernois Chap. 32. Art. 52. Bourbonnois Art. 151. Auuergne Chap. 24. Art. 40. La Marche Art. 395.

Quand peut conſigner ſes obligations. Normandie Art. 563.

Demoure obligé pour toute la folle Enchere, ores que les precedens laiſſent leurs Encheres. Berry Tit. 9. Art. 65. & 66.

Quel ſerment eſt tenu faire lors de l'adiudication. Berry Tit. 9. Art. 67.

N'eſt ſaiſi n'heritier iuſques à ce qu'il ait poſſeſſiõ par la Loy en la Iuſtice du Seigneur. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 14.

Ne peut eſtre inquieté, apres le Decret paſſé, & ne ſe doit faire realiſer par Adheritement és Fiefs. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 26.

Apres auoir payé, eſt vray Seigneur, ſans auoir beſoin de poſſeſſion reelle. Orleans Art. 478.

Ou dernier acheteur tenu fournir ſes deniers dans la viii. par priſon. Clermont Art. 62. Vallois Art. 191. Niuernois Chap. 32. Art. 51. Bourbonnois Ar. 149. & 151. La Marche Art. 365. Auuergne Chap. 24. Art. 39. & 40. Bar Art. 227. Berry Tit. 9. Art. 64. Cambray Tit. 20. Art. 9. Bayonne Tit. 15. Art. 7. & 8.

Doit conſigner au Greffe, nommer Procureur & eſlire domicile Bar Art. 227.

Conſigner reaument & de faict, nonobſtant le debat des creanciers. Tournay Tit. 27. Art. 16.

Peut retenir l'heritage ou nommer ſon Command dans xl. iours apres le Decret. Amiens Art. 259. Artois Art. 192. & 193.

Peut delaiſſer l'heritage adiugé, en payãt les deniers & les arrerages des charges. Orleans Art. 479.

Encis pour le meurtre de la femme enceincte de ſon enfant au ventre. Aniou Art. 44. Le Maine Art. 51.

Enclaues. Chaſteau-neuf Art. 5. 79. 97. & 115.

Pour les limites, ou deſtroict d'vne Prouince.

Enclaues de la Seigneurie. Peronne. Art. 180.

Preuoſtez & Chaſtellenies Enclauees en autre Chaſtellenie. Senlis Art. 235.

Subiects Enclauez dans vn Fief. Le Maine Art. 9.

Villages Enclauez au pays d'Artois. Boullenois Art. 14.

Reſſorts & Enclauemens. Boullenois Art. 9.

Mariage Encombré. Normandie Art. 3.

Quand le mary, du conſentement de ſa femme, ou ſans iceluy, a aliené ſon heritage, & l'en a deſſaiſie.

Encourement, pour la peine que nous encourons par noſtre faute. Bourdeaux Art. 82.

Endoſſer, Endoſſement. Perõne Ar. 260.

Quand le S. ou ſes Officiers de la Iuſtice font mention au dos du contract d'acquiſition du Nantiſſement par eux accordé à l'acquereur.

Enfans eſtans ſous l'aage de 25. ans, ſont mineurs & ne peuuent aliener ne diſpoſer de leurs heritages & immeubles, hypothequer ne prendre aduance ſur leur bien pour plus d'vn an, vendre ne demolir les Bois par pied. Bretagne Art. 483.

Nobles ayans l'aage de xx. ans accomplis auront la iouiſſance de leurs biens, & pourront agir & defendre pour leurs meubles & iouiſſances. Bretagne Article 483. & 494.

Mineurs Bourgeois ou autres de bas eſtat ayans xvii. ans accomplis, peuuent auoir par auctorité de Iuſtice, & aduis de ſes parens l'adminiſtration de leurs biens, negotier & marchander des choſes mobiliaires. Bretagne Art. 493.

De xxv. ans ne peuuent vendre, charger ny aliener leurs immeubles ſans Decret. Cambray Tit. 6. Art. 7.

De famille mineurs, femmes mariees & autres eſtans en pouuoir d'autruy ne ſe peuuent obliger Bretagne Art. 197.

Ne contracter, negotier, conuenir ny eſtre conuenu en Iuſtice ſans auctorité: ſinon contre celuy au pouuoir duquel il ſeroit & luy ſera donné par le Iuge vn Curateur Bretagne Art. 483. Lille Art. 3.

Sinon en matiere d'iniure ou cauſes criminelles. Bourbonnois Art. 169. La Marche Art. 345. Berry Tit. 1. Art. 11.

Mineurs voulans contracter mariage apres la mort de leur pere, tenus de requerir le conſentement de la mere, Tuteur & proches parens. Bretagne Art. 496.

Mariez non emancipez & ayans paſſé l'aage de 25 ans faict les fruicts ſiens de ſa terre, ſans que le pere le puiſſe empeſcher Poictou Art. 316.

N'eſtans mariez, & n'ayans l'aage de 25. ans, ne iouyſſent des fruicts, ains le pere. Poictou Art. 317.

Eſtans en puiſſance de pere peuuent acquerir meubles & immeubles à ſon profit, ſans que le pere y puiſſe auoir aucune choſe apres l'aage de 25. ans accomplis. Poictou Art. 318.

En Tutelle ſont en la puiſſance paternelle iuſques à ce qu'ils ſoient deſchargez & mis au leur, ou paruenus à eſtat de mariage ou à l'aage de xxv. ans. Lille Art. 41.

Ne peuuent eſter en iugement ne contracter. Lille Ar 40. & 42.

Ayans 20. ans, & hors de garde iouiſſent comme maieurs de leur bien Valanciennes Art. 75. Peuuent obliger, diſpoſer ou aliener leurs biens & heritages. Artois Art. 154.

Sinon par auctorité de Iuſtice. Valanciennes Art. 90.

Sont aagez à vingt ans. Montagis Chap. 7. Art 5.

Maieurs de 25. ans, Seigneurs de leurs droicts, & peuuent aliener tous leurs biẽs. Bayonne Tit. 4 Art. 7.

Comme perdent leurs droicts. Bayonne Tit. 4. Art. 8. 9.

Mineurs de xxv. ans, & les filles de xviii. ne peuuent diſpoſer entre vifs de leurs biẽs: ſinon par Teſtament. Reims Art. 11.

Peuuent eſter en iugement ſans auctorité. Auuergne Chap. 1. Art. 7. La Marche Art. 11. Sole Tit. 7. Art. 11.

Ne ſe peuuent marier ſur les biens obligez, iuſques à ce qu'ils ayent payé le Dot ou Donation pour nopces. Acs Tit. 4. Article 15.

Expoſez ou autres doiuent auoir prouiſion pour leurs viures & comment. Bretagne Art. 532. & 533.

Iugemens donnez contre les enfans exerçeans marchandiſe ne ſont executez contre le pere, ſi n'eſt qu'il exerce au veu & ſceu de ſon pere. Berry Tit. 1. Art. 9.

Ou contre la femme en cauſe d'iniures criminelles ne ſe peuuent executer contre le mary ou pere, ou leurs biens eux viuans. Berry Tit. 1. Art. 12.

Sinon apres la Communauté diſſolue, mort du pere ou emancipation. Bourbonnois Art. 169.

Enfans ſont iouiſſans & vſans de leurs droits ou ſous la puiſſance d'autruy Reims Art. 5.

Par le treſpas du premier mourant ne prennent droict és heritages poſſedez durant le mariage, iuſques apres la mort. Arras Art. 25.

Ont ſeulement les heritages d'Eſcheuinage, ſans eſtre tenu des debtes contractees puis le treſpas, &c. Arras Art. 26.

Du Second mariage ne peuuent demander droict és heritages poſſedez durant le premier mariage, &c. Arras Art. 27.

Ont les heritages eſcheus par ſucceſſion ou acquis durant le mariage. Arras. Article 28.

Ne les femmes ne peuuent eſter en iugement, ſ'ils ne ſont marchans publics & maieurs de 25. ans. Bourdeaux Art. 3. Berry T. 1. Art. 6.

N'ayans Curateur, peuuent contracter ſur leurs immeubles & faire bail de leurs heritages à moindre temps de dix ans. Berry Tit. 2. Art. 34.

Ne ſont capables d'eſter en iugement: ains leurs Tuteurs, s'ils ne ſont adultes: & ne peuuent aliener, vendre, donner, quitter, engager, aſſenſer à long temps ſans auctorité de Tuteur ou Curateur, & Decret de Iuge. Bayonne Tit. 4. Art. 1. 2. & 3.

Pourront eſtre en iugement auec leur Curateur. Berry Tit. 1. Art. 14.

Acquerans meubles auant ledit aage, ils ſont au pere, & les fruicts des immeubles, la proprieté demourant au fils. Poictou Art. 318.

Non emancipez, s'ils acquierent par marchandiſe ou autre voye, appartiennent au pere: ſ'il n'y a volonté du pere contraire, ou que les biens vinſſent de mariage, ou bien qu'ils les acquierent apres le mariage faict du conſentement du pere, acquis par ſucceſſion, ſeruice ou promeſſe. Bretagne Art. 529.

Mineurs de xiiii. ans non ayans Curateur peuuent louër leurs immeubles pour vn an. Bayonne Tit. 4 Art. 4. & 5.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Mineurs de 25. ans ne peuuent par Contract de mariage diſpoſer de leurs immeubles ſans auctorité de Curateur ou decret de Iuge. Auuergne Chap. 13. Art. 1. & 2.

Maieurs de xviii. ans & mineurs de 25. ans, peuuent louer leurs immeubles iuſques à neuf ans. Bayonne Tit. 4. Art. 6.

Faire aucun contract d'aſſociation auec conuenance de ſucceder ſans auctorité de Curateur ou Decret. Auuerg. Ch. 13. Art. 3.

Contracter ne diſpoſer de leurs meubles ſans auctorité de Tuteur ou Curateur. Reims Art. 15.

Aliener n'hypothequer les biens propres & patrimoniaux & meubles pretieux n'ayans l'aage de xxv. ans accomplis. Amiens Art. 135.

Sont inhabiles de contracter de leurs biens. La Salle de Lille Tit. 13. Art. 5.

Peuuent ſolennellement contracter de leurs meubles auec leur Tuteur par Decret Reims Art. 15.

Ayans attains l'aage de 20. ans peuuent iouir de leurs biens, encores qu'ils ne ſoiẽt mariez, & ne peuuent aliener les immeubles ne contracter d'iceux auant l'aage de 25. ans. Peronne Art. 234.

Sont maieurs pour eſter en iugement, adminiſtrer leurs biens, contracter de leurs meubles & acqueſts immeubles. Amiens Art. 135.

Maſles aagez de xv. ans complets & filles de xi. ans ſont habilles pour gouuerner leur bien, le receuoir, vendre & tranſporter & à mener ſes cauſes & beſongne, en y gardant les ſollemnitez requiſes &c. Ponthieu Art. 59. Boullenois Art. 120.

Eſter en iugement & paſſer touscontracts licites & raiſonnables: fors quand à la venditiõ des immeubles qui ne ſe fera ſans decret de Iuſtice &c. Boullenois Art. 120.

Enqueſtes par eſcrit doiuent eſtre faictes pardeuant deux hõmes liges des Balliages ou de Procureurs. Ponthieu. Art. 184.

Seront faictes par deux Eſcheuins & Greffier auec quel ſalaire. Valanciennes Art. 23.

Comme doiuent eſtre publiees. Bourbonnois Art. 39. La Marche Art. 63.

Ne doiuent eſtre publiees és Cours Layes. Tournay Tit. 27. Art. 7.

N'ont lieu és matieres prouiſionnalles & és incidens. Bourbonnois Art. 39. La Marche Art. 63.

Conioncts par mariage acquereurs d'vn heritage mouuant d'eux, ſont reputez Enſaiſinez ou infeodez du iour du contract. Vallois Art. 53.

Enſeignement de Loy. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 40.

Entiercement. Dunois Art. 93.

Choſe mobiliaire Entiercee. Orleans Art. 454.

Entiercer les biens d'vne maiſon quand on les met en main tierce ou Sequeſtre. Orleans Art. 455.

Entrage quand celuy, auquel a eſté faict vn bail à rente, Cens ou autres charges, doit payer au bailleur quelques deniers d'ẽtree. Niuernois Tit. 22. Art. 8. Bourbonnois Art. 274. & 442. Comté de Bourgongne Art. 72.

Entraueſtiſſement de Sang ou par lettres n'a lieu entre enfans de diuers licts. L'Alleue Tit. 2. Art. 11.

V. Raueſtiſſement.

Entree ou Droict d'Entree.

V. Iſſue.

Entrer en Foy.

V. Foy.

Entrer en Hommage. Tours Art 343.

Terres Ermes pour vacantes en deſert ou friche. Bourb. Art. 331.

Errames ou Eraime. Clermont Art. 4. Vallois Art. 7.

Pour amende des defauts & Reclains.

V. Aramme.

Erremens ou Arremens. Lille Art. 137.

Pour les dernieres expeditions & actes de Iuſtice faicts entre les parties litigantes, & ſe nomment auſſi Retroactes. Lille Art. 137.

Droicts d'Eſcas deu à la Ville pour meubles cattheux & heritages reputez pour meubles ſuccedant ou donnez à non Bourgeois. Seclin Art. 14.

Eſt du x. denier du pris de la vente. Seclin Art. 16.

N'eſt deu en certain cas. Ib.

Meubles Eſcables. Seclin Art. 15.

Eſchange quand & comment eſt reputé frauduleuſe. Bretagne Art. 66. Melun Art. 121. Sens Art. 228. Auxerre Art. 25. Montargis Chap. 2. Art 34.

Eſt eſtimé frauduleux, quand il eſt racheté dans l'an. Melun Art. 142. Aniou Art. 354. & 401. Le Maine Art. 64. & 412. Bourbonnois Art. 454. & 459.

Eſt reputé vendition, ſ'il eſt racheté dans l'an. Auxerre Art. 159. Montargis Chap 16. Art. 25 Orleans Art. 386. Normandie Art. 447. Tours Art. 176. Lodunois Chapitre 15 Art. 18.

Quand choſe baillee ou eſchangee eſt reputee vendition ou Eſchange. Bordeaux Art. 98.

Heritages Eſchangez en ſucceſſion ſont de telle nature que les heritages donnez en Eſchange: ſinon qu'il y euſt ſoulte de deniers, & ſont Acqueſts. Cambray Tit. 2. Art. 6. Orleans Art. 385.

Enfans mariez par Eſchange, quand vn pere marie ſa fille en autre maiſon, en la quelle il prend vne femme pour ſon fils & domeſtic, laquelle il ſubroge en la place de ſa propre fille pour luy ſucceder comme ſeroit ſa fille naturelle & legitime, & l'affilie. Niuernois Chap. 8. Art. 31. Chap. 23. Art. 25. Chap. 34. Art. 29.

Eſcheance pour Eſchoite ou Succeſſion Beauqueſne Art. 1. Lille Art. 16.

Eſcheute hereditaire. Berry Tit. 19. Art. 16 & 33. Comté de Bourg. Art. 10.

Eſchoite pour ſucceſſion qui eſchet & aduient au lignager habille à ſucceder. Troyes Art. 26. Niuernois Chap. 6. Art. 21. & Chap. 34. Art. 8. Aniou Art. 279. Le Maine Art. 295. & 327. Blois Art. 92. Bretagne. Art. 593. Peronne Art. 34. & 38. Auxerre Art. 76. Berri Tit. 5. Art. 9.

Eſcheoir Eſtampes Art. 2.

Eſcheller quand vn criminel eſt mis & attaché à l'Eſchelle auec vne mitre ou autrement pour punition ou pour faire amende honorable. Auxerre Art. 3. Sens Art. 2. & 3. Bourbonnois Art. 2. Niuernois Chap. 2. Art. 15.

Eſcherpilleurs pour voleurs & brigands. Aniou Art. 44. Le Maine Art 51.

Eſcheuer la Chaleur. Clermont Art. 225

Eſcheuins. Laon Art. 119. Reims Art. 351. 353. & 373. Theroanne Art. 6. & 11. S. Paul Art. 31. Boulongne Art. 1. 2. & 3. Lille Art. 10. 33. & 40. Tours Art. 42. Poictou Art. 229. & 238. Peronne Art 91. Berry Tit. 2. Art. 4. Tit. 9. Art. 36. & Tit. 15. Art. 4.

Eſcheuinage. Reims Art. 178. & 373. Boullenois Art. 99. Lille Art. 1. 5. 24. & 33 Peronne Art. 86. & 90.

V. Heritages tenus de l'Eſcheuinage

Eſcleche. Lille Art. 79. 86. 87. Armentieres Art. 3. & 4.

Quand on faict vente de partie de l'heritage. Eſcouppieres. Sedan Art. 306.

Eſcritures des parties iuſques à tripliques & quadrupliques. Cambray Tit. 26. Art. 5. Valanciennes Art. 16. & 17. 151. 152. & 153. Tournay Tit. 26. Art. 3. & 4.

Eſcroër & declaration. Normandie Art. 190. 192. 175. S. Pol en Artois Titre 1. Article 3.

Eſcroes baillees ſous le nom du proprietaire & vſufruictier conioinctement Normandie Ar. 190 ſeront preſentez par les proprietaires en leur nom. Normandie Art. 192. des Puiſnes: & ils ſigneront celle de l'aiſné Normandie Art. 175.

Es gards & Iurez. Calais L. Art. 4.

Eſcours ou Eſuirs, dont les Eaues ou immondices tombent dans le puits ſont defendus Orleans Art. 248. Bar Art. 185. veues &c. demourent comme ils ſont en partage, s'il n'eſt dict du contraire Normandie. Art. 596.

Ne ſeront oſtez, s'ils ne portent preiudice notable Sens Art. 105. Bar Art. 187. Sedan. Art. 289.

Seront retirez Auxerre. Art. 108.

Ou Ozmes Bourbonnois Art. 509.

Eſtans communs, chacun doit contribuer. Nantes Art. 713.

Chacun doit receuoir ſon Eaue, ſinon qu'il y euſt mur commun & edifice. Niuernois Chap. 10. Art. 1. & 22.

Nul n'eſt tenu porter l'Eaue de ſon voiſin. Chalons Art. 140.

Gouttiere commune. Bayonne Tit. 17. Art. 7. ou Geſſe. Nantes L. Art. 712.

Ou Nau ne ſont permiſes ſur rues publiques. Reims Art. 358.

Touc ſera dreſſé aux prochains. Toucs Nantes Art. 726.

Conduit pour Cloaque ou Eaue pour aller au conduit public. Rennes Artic. 693. & 694.

Eſpaues comme ſe doiuent entendre. Laon Art 3. Reims Art. 343.

Eſpaues appartiennent au Haut Iuſticier Montfort Art. 187. Mante Art. 189. Senlis Art. 17. Queſque Art. 4. Meaux Art. 204. Melun Art. 7. Sens Art. 10. Auxerre Art. 13. Bar Tit. 32. Troyes Artic. 118. Chaumont Art. 93. & 94. Laon Ar. 3. Chalons Art. 15. Boullenois Art. 23. Peronne Art. 17. Duché de Bourg. Chap. 1. Art. 1. Comté 89. Niuernois Chap. 1. Art. 1. Montargis Chap. 5. Art. 1. Grand Perche Art. 15. Berry Tit. 2. Art. 7. Bourbonnois Art. 332.

Au Seig. Haut Iuſticier ou Vicomtier, Amiens Art. 190. La Salle de Lille Tit 1. Art. 27.

Au S. Vicomtier Monſtreul Art. 18. Beauqueſne Art. 1. Artois Art. 9. & 10.

Aux Iuſticiers, ſ'ils ne ſont reclamez Cambray Tit. 24. Art. 2.

Au Roy Chauny Art. 43. & aux Hauts Iuſticiers chacun en ſon endroict & limite Reims Art. 343.

Foncieres appartiennent aux Bas Iuſticiers. Aniou Art. 10. Le Maine Art. 11.

Aux Bas Iuſticiers iuſques à lx. ſols. Niuernois Chap. 1. Art. 1.

D'Auettes aux Bas Iuſticiers. Tours Art. 17. Lodunois Chap. 1. Art. 13. Au moyen & non au Bas. Prully Art. 1.

Source : BIU Cujas

Mobiliaires n'appartiennent au Moyen Iuſticier, ains au Chaſtelain. Maizieres Art.11.

Mobiliaires appartiennent au Moyen Iuſticier, en gardant les ſolemnitez requiſes. Tours Art.47.& 52. Lodunois Chap.2. Art. 9. & Chap.3. Art.2.

Ou Gros Voyer. Aniou Art. 40.& 41. Le Maine Art.47.& 48. Blois Art.26.

Ou Bas Iuſticier. Blois Art.2. Poictou Art.302.

Appartiennent aux Haut, Moyen & Bas Iuſticiers. Orleans Art.163. Poictou Art. 302.

Seront Criees & publiees, auant que le Seigneur les puiſſe appliquer à luy. Meaux Art.204. Melun Art.7. Sens Art.11. Auxerre Art.14. Bar Art.32. Troyes Art.118. Chaumont Art.93. Monſtreul Art. 18. La Salle de Lille Tit.1. Art.27. Boullenois Art.23. Peronne Art.17. Duché de Bourg. Chap.1. Art 1.& 2. Comté de Bourg. Art.59. & 60. Niuernois Chap.1. Art.3. Montargis Chap. 5. Art.1. Orleans Art.163. Tours Art.53. Lodunois Chap 3. Art.1. Aniou Art.40. Le Maine Art.47. Dunois Art.55. Menetou Art.12. Berry Tit. 2. Art 7.& 9.

Seront gardees & proclamees. Bourbonnois Art.336. Auuergne Chap.26 Art.1.& 5. La Marche Art.321. Poictou Art.303. Bourdeaux Art.105. Bretagne Art.47.

Par huict ou quinze iours. Aniou Art.150 151. Le Maine Art.163. & 164. Auuerg. Ch. 16. Art. 8. La Marche Art. 8. Bourdeaux Art 105. Requeſtal L. Art.1.

Trouuees doiuent eſtre declarees au S. Haut Iuſticier dans vingt-quatre heures: ſur peine. Meaux Art.205. Melun Art.9. Sens Art.12. Auxerre Art.15. Bar Art.34. Troyes Art.119. Chaumont Art.94. Amiens Art.190. Peronne Art.19. Artois Art.10. Duché de Bourg. Chap. 1. Art.3. Comté Art.61. Niuernois Chap. 1. Art 6. Montargis Chap.5. Art. 2. Orleans Art.166. Dunois Art.54. Berry Tit. 2. Art.14. Bourbonnois Art.338.

Sont rendus à ceux qui les reclament dãs les Criees, en payant les frais & faiſant apparoir qu'elles ſont leurs. Meaux. Art.204. Melun. Art.7. Sens. Art.11. Auxerre. Art.14. Bar Art.32. Troyes. Art.118. Chaumont. Ar. 93. Amiens. Art. 190. Monſtreul Art.18. La Salle de Lille. Tit.1. Art.27. Boullenois. Art. 23. Peronne. Art.18. Duché de Bourg. Cha. 1. Art 1. & 2. Comté. Art.59. & 60. Niuernois Chap.1. Art.4. & 5. Montargis. Cha.5. Art. 1. Orleans Art. 164. & 165. Tours Art. 52. Lodunois Chap 3. Art.2. Dunois Art. 55. Berri Tit.2. Art.8.9.10.& 13. Bourbonnois Art. 336. Auuergne Chap. 26. Art. 3.4. & 5. La Marche Art. 323. & 325. Bordeaux Art.101 Bretaigne Art 47.

Peuuent eſtre vendues, ſi elles ſe conſomment en frais, & les deniers conſignez en Iuſtice, au profit dequi il appartiendra Melun. Art.8. Sens Art.11. Auxerre Art.14. Bar Art.32. Boullenois Art.23.

Hauts Iuſticiers doiuent auoir iouiſſance des choſes eſgarees Bretagne. Art. 49.

Vaiſſeaux d'æz ou abeillons à nid trouuez Eſpaues, doiuent appartenir moitié au Seigneur, & moitié à celuy qui les a trouuez. Cambray Tit.24. Art 4.

Eſpaue d'eſſain d'abeilles appartient moitié à celuy qui les a trouuez, & l'autre moitié au Seigneur qui a la Iuſtice. Tours Art. 54. Lodunois Chap.3 Art 3.

D'abeilles à miel à qui appartient. Bourbonnois Art.397. Auuergne Chapitre 26. Art.8.

Bornion à miel. Auuergne Chap. 26. Art.7.

Eps de mouches à miel eſtant pourſuiuies tant qu'elles ſoient aſſiſes, ne perd la Seigneurie, & les peut leuer en demandant congé: mais ſ'il ne les pourſuit, appartiennent au S. Vicomtier ou Haut Iuſticier, en a Iuſtice duquel elles ſont aſſiſes. Amiens Art.193. S. Omer Art. 10. Lodunois Chap. 3 Art.13.

Ne ſeront leuees ſans grace des Officiers des Hauts Iuſticiers ou Vicomtiers. Heſdin Tit.2. Art.6.

Hauts Iuſticiers ont cognoiſſance des choſes eſgarees. Bretagne Art.47.

Eſpaue du Faucon & du deſtrier appartient au Baron. Aniou Art.47. Le Maine Art 53.

Eſpanite ou Eſpanité ne giſt en Nobleſſe. Vitry Art.72.

Eſperons dorez qui ſe donnent au S. F. par le Vaſſat pour le droict de Relief & Rachat Senlis Art.158.

Eſponces d'heritages. Tours Art. 198. 220. & 221. Lodunois Chap.18 Art.1.2.& 3.

Quand on deguerpit, quicte ou delaiſſe au S. l'heritage ſuiet à rente, cens, &c.

Quictance & Eſpoeſe. Tours Art.198.& 201 Lodunois Chap.18. Art.12.& 3.

Eſponſe Tours Art.200.

Eſponſer. Tours Art.199. Aniou Art. 466. Le Maine Art. 470.

V. Exponſer.

Eſporler pour recognoiſtre les deuoirs au Seigneur. Bourdeaux Art. 82. 83. 85. 88. 93. & 94.

Eſporler & recognoiſtre. Bordeaux Art. 85 & 94.

Eſporle. Bordeaux Art. 83. 88. & 101.

Eſporles & recognoiſſances. Bordeaux Art. 94.

Tenanciers tenus d'eſporler par la mort du Curé ou Beneficier pour rentes foncieres. Bourdeaux Art. 99.

Vendant ou alienant durant la vie du Beneficier, Eſporleront ſeulement au Regiſtre. Bourdeaux Art 99.

Eſquierres des Clochiers & Egliſes. Vitry Art 122.

Ou Eſquiers Chalons Art. 266.

C'eſt l'endroict des Clochiers. Chaumõt Art. 103.

Ou de Clochier a autre. Troyes Art. 169. Sens Art. 146. Melun Art. 303.

V. Vaine paſture.

Patron & Eſſief. Aniou Art. 40. Le Maine Art. 46.

Eſſorilé. Aniou Art. 148.

Eſtablage de marchandiſes. S. Paul Art 29.

Pour le droict que prend le S. pour permettre aux marchans d'expoſer leurs marchandiſes en vente.

Eſtablage ou Eſtallage eſt deu aux Hauts Iuſticiers & Vicomtiers. S. Paul Article 29. Sainct Paul en Artois Tit. 2. Article 2.

Eſtables. Edifices.

V. Mur moitoyen.

Eſtages. Lodunois Chap. 1. Art. 7.& 9. Aniou Art. 19. & 135 Le Maine Art. 19. 33. & 145. Poictou Art. 39.

... le Sol, appellé l'eſtage du Rez de Chauſſee, a le deſſus & deſſous de ſon Sol: & y peut faire puits, aiſemens, &c. ſ'il n'y a Titre au contraire. Paris Art. 187. Calais Art. 173. Melun Art. 191. Eſtampes Art. 74. Dourdan Art. 66. & 67. Montfort Art. 74. & 76. Mante Art. 96. & 98. Laon Art. 146. Reims Art. 366. & 367. Sedan Art. 277. Normandie Art. 595.

Eſtages de maiſon. Berry Tit. 11. Art. 16.

Lige Eſtage. Aniou Art. 134. & 174. Le Maine Art. 144. & 194.

Vaſſaux qui doiuent Lige Eſtage au Chaſtel de leur Seigneur tenus de le faire perſonnellement. Aniou Art. 134. Le Maine Art. 144. Tenus y venir ſept iours apres la ſemonce. Aniou Art. 134. Le Maine Ar. 144.

La feront au premier requerant. Aniou Art. 135 Le Maine Art. 145.

Defaillant à faire liges Eſtages, le S peut prendre & tenir leur terre, & faire les fruits ſiens, & les peut traicter en ſa Cour. Anion Art. 135. Le Maine Art. 145.

N'ayans maiſon, le S. leur en doit fournir. Aniou Art. 135. Le Maine Art. 145.

Eſtagiers ou Eſtagers pour les ſuiets d'vn Seigneur qui ont maiſons & Eſtages en ſon Fief, & y ſont demourans & domiciliez. Tours Art. 7. 49. 50. 57. & 368. Lodunois Chap. 1. Art. 3. Chap. 2. Art. 11. & 12. Chap. 4. Art. 2. Chap 37. Art. 4 Aniou Art. 14. 21. 23. 65. 67. & 74. Le Maine Art. 14. 21. 24. 75. & 85. Grand Perche Art. 25. Bretag. Art. 122. 150. & 250.

Eſtager maiſonnier. Bretagne Article 377.

Reſſentir d'Eſtages & Eſtager. Le Maine Art. 33.

Eſtalon de meſures. Tours Art. 41. 42. 62 & 130. Auxerre Art. 4.

Eſtallonner les poids & meſures appartient au Seig. Haut Iuſticier. Senlis Art. 96. Melun Art. 13.

Auoir, tenir & bailler Eſtallons de poids & meſures appartient au Haut Iuſticier. Sens Art. 4. Ponthieu Art. 84.

Eſtallonner & adiouſter les meſures. Aniou Art. 216. Le Maine Art. 231.

Meſures Eſtallonnees. Clermont Article 242 Poictou Art. 35.

V. Meſures.

Eſtallons S. Pol Art. 21. Boullenois Ar. 33. & 114. Artois Art. 58. Amiens Art. 210. & 211. Artois Art. 58. Bethune Tit. 1. Art. 5. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 8. Monſtreul Art. 29. pour les laiz, cheſnes & Baillieaux qu'on laiſſe en couppant vn Bois Taillis.

Eſtang peut eſtre de nouuel edifié par le Haut Iuſticier, ſi la Chauſſee eſt en ſon fonds & Iuſtice, en recompenſant ſes ſuiets Troyes Art. 180. Chaumont Art. 111. Niuernois Chap. 16. Art. 4 Bauché Artic. 3. Maizieres Art. 14. & 15. S. Cyran Art. 4. & 5.

Par le S. F. ſi la Chauſſee eſt en ſon fonds inonder les Domaines en recompenſant. Tours Art. 37. Aniou Art. 29. Le Maine Art. 34.

Par chacun en ſon heritage, & y aſſeoir bonde ou pilon: pourueu, &c. Niuernois Chap. 16. Art. 5. Montargis Chap. 6. Art. 2. Orleans Art. 170. Trembleuy Art. 9. Berry Tit. 26. Art. 3.

En recompenſant ſes voiſins. La Marche Art. 310.

Eſt à peſcher de trois en trois ans. Vitry Art. 37.

Aucun ne peut leuer bonde, ne faire ſaut de moulin, ſans le congé du Seigneur. Menetou Art. 14. La Ferté Ymbaut Article 9.

Roturier ne peut faire n'aſſeoir Bondes en edifices d'Eſtangs ſans congé. Bauché

Art.

Source : BIU Cujas

Art. 4. Maizieres Art. 14.

Seigneur d'Eſtang peut ſuiure ſon poiſſon monté par creuë ou desbordemens d'Eauës. Orleans Art. 171. 172. & 173. Blois Art. 228.

A droict de ſuite en montant ſeulement Blois Art. 228.

Peſchant ſon Eſtãg peut ſuiure ſon poiſſon & le peſcher au prochain Eſtang d'embas vuide. Orleans Art. 174.

Peut eſtre contrainct de leuer la bonde de ſon Eſtang & en quel temps. Orleans Art. 175.

Quand doit denoncer la peſche huict iours deuant Orleans Art. 176.

Quand il ne peut peſcher. Orl. Art. 177.

Tenu de rendre les frais de l'empoiſſonnement à ſes perſonniers. Niuernois Chapitre 26. Art. 6. Bourbonnois Art. 285.

Les trois Eſtats de la Court d'Ordre, peuuent eſtre mandez & aſſemblez.. Sole Tit. 5. Art. 1. & 2.

Doiuent comparoir. Ib.

Quelles perſonnes ſont excuſees d'y venir. Sole Tit. 5. Art. 3. & 5.

Procureurs ſeront receus pour les gens de chacune Parroiſſe. Sole Titre premier Article 6.

Lettres d'Eſtat. Ponthieu Art. 166.

Quand on donne Eſtat en la cauſe pour la continuer pour l'occupation de l'Aduocat ou Procureur de la partie, ou bien pour cauſe de l'abſence neceſſaire de l'vne des parties.

Eſtelon d'aune de picotin, &c. Bretagne Art. 698. 699. & 70.

Sep & Eſtelon. Tours Article 41. 42. & 62. Lodunois Chapitre 2. Article 3. & 4. Chapitre 5. Article 4. Chapitre 12. Article 18.

Eſter en iugement. Berry Titre premier. Article 3. 6. 11. 12 & 14. Titre 9. Article 14.

Eſteulles nouuelles, comme ſe doiuent entendre. Amiens Art. 245. S. Pol Art. 22. Ponthieu Art. 226. & 107. Artois Art. 150. Tit. 1. Art. 5.

Eſtoc, coſté & ligne. Melun Article 130. 134. 162. 164. Mante Article 72. Peronne Article 235. Auxerre Article 166. 241. & 243. Berry Tit. 19. Art. 1. & 16.

Eſtoc. Sens Art. 50. 60. & 62. Niuernois Chep. 4. Art. 31. Chapitre 23. Article 28. Bourbonnois Art. 185. 187. 250. Auuergne Chapitre 12. Art. 4. & 8. La Marche Art. 217. Bretagne Art. 202. 531. 554. 555. 556. 594. & 595.

Lignage, Eſtoc & ligne. Mont-fort. Art. 160.

Eſtoc & Branchage. Mante Art. 166. & 167. Laon Article. 255. Chalons Art. 235. Tours Art. 287. 288. & 310. Bretagne Article 200. Dourdan Art. 116. 131. & 142. Niuernois Chap. 22. Art. 7. & 10. Bourbonnois Art. 273.

Coſté & Eſtoc. Menetou Art. 15. Bourbonnois Artic. 315. & 468. Dourdan Article 142.

Eſtoc, ſouche & ligne. Bourdeaux. Art. 4. & 8..

Eſtoc & ligne Dourdan Art. 117. Grand Perche Art. 152. 153. Bourbonnois Art. 323. 434. & 467. Bourdeaux Art. 65. Amiens Art. 173. & 174. Peronne Art. 246. 248 254. & 257. Berry Tit. 13. Art. 5. Titre. 14. Art. 1. & 14 Tit. 19. Art. 6. & 23. S. Seuer Tit. 12. Art. 13. & 43.

Eſtoc ou ligne, Dourdan Art. 133. S. Seuer Tit. 5. Art. 1.

Lignage & Eſtoc. Soëſme Art. 5.

Eſtoc & Fourchage. Blois Art. 193. & 207.

Ligne, Souche & Fourchage. Dunois Art. 80. Menetou Art. 16.

Deſcendue & ſouche. Dunois Art. 71.

Eſtoccage pour Eſtoc. Bar Art. 128.

Eſtoccage qui eſt vn droict de 4. deniers deu au S. en vente d'heritage. De Surene Artic. 3.

Eſtranger doit bailler Caution de payer les Deſpens. La Bourt. Tit. 1. Art. 15.

Tenu eſlire domicile Tournay Titre 27. Artic. 2.

Eſtre Niuernois Chapitre 31. Artic. 2. Chapitre 34. Artic. 9. Lodunois Chap. 29. Artic. 23.

Eſtre & Coſté Niuernois Chap. 26. Artic. 31. Chapit. 31 Art. 16.

Lignage & Eſtre Niuernois Chapitre 31. Artic 6.

L'Eſtre, tronc & ligne Niuernois Chap. 34. Artic. 5.

Tronc & Eſtre Niuernois Chapitre 34. Artic. 7.

Eſtrouſſer.

Ettiquet pour vn Billet par eſcrit que le Sergent qui faict des Criees des heritages ſaiſis met & attache à la porte de l'Auditoire pour faire entendre &c. Troyes Art. 126.

Eueſque de Theroanne Seigneur ſpirituel & temporel de la ville, frocs, flegards, Chemins & voiries de Theroanne. Theroanne Art. 2.

A toute Iuſtice, Haute, Moyenne & Baſſe. Ib.

Euiction de Garandie n'a point de lieu en Retraict. Meaux Art. 96.

En choſes vendues & adiugees par peremptoires. Niuernois Chap. 32. Artic. 54. Bourbonnois. Art. 153. Auuergne Chap. 24. Art. 38. La Marche Art. 395.

Execution de corps & biens peuuent eſtre cumulees. Berry Tit. 9. Art. 17. Bourbonnois Art. 101. 166.

Sur les non Taillez pour la Taille de pain & vin. Orleans Art. 491.

Execution ſimulee quand il n'y a tranſport de meubles. Melun Art. 182. Montargis Chap. 20. Art. 11. Dunois Art. 99.

En laquelle y a tranſport de meubles eſt preferee à celle, où il n'y a tranſport. Niuernois Chap. 32. Art. 14. Orleans Art. 452. idem de l'Arreſt. Orleans Art. 452.

Eſt bonne par le Sergent du Seigneur pour exploicts, Defaux & amendes. Bourbonnois Art. 102. & non par Arreſt ou detention de perſonne. Auuergne Chap. 24. Art. 68. La Marche Art. 407.

Ou Arreſt contre le forain pour les Exploicts. Auuergne Chap. 24. Art. 71.

Pour les amendes, intimation de quinzaine prealablement faicte à l'heritier dans l'an: & ſ'il y a obligation apres l'an. Bretagne Art. 219.

Pour l'emolument des fermes. Ponthieu Art. 102.

Pour droicts Domaniaux anciens & accouſtumez ſans autre Commiſſion. Niuernois Chap. 32. Art. 15.

Pour debtes du Roy ou ſon Fermier, ſi elles n'ont eſté prealablement demandees au debteur en perſonne, ou à ſon domicile Melun Art. 323. Commines Art. 6. Lannoy Art. 6. Arras Art. 44.

Pour les fermes du Prince ou de la Ville ſeront nantis. Lille Art. 220. La Baſſee Art. 11.

De Aydes tant ſur meubles que immeubles comme ſe faict. Valanciennes Art. 34. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44 45. 46 47. & 49.

Sur les biens du debteur, comme ſera faicte. Niuernois Chap. 32. Artic. 20. Bourbonnois Art. 126.

Se peut faire par les porteurs de lettres. Montarg. Chap. 20. Art. 2. Orleans Art. 432

Faicte dans l'an contre ceux qui ont prins Bois: & apres l'an comme pour autres debtes. Bretagne Art. 236.

Faicte à la requeſte des heritiers du creãcier ſur les debteurs perſonnels & hypothecaires Vallois Art. 162.

Declaration pour louage par mandement de Iuge ou inſtrument de Notaire, tient, nonobſtãt oppoſition ou appellation. Bordeaux Art. 40.

Execution, Arreſt ou empeſchement pour les louages, adcenſes & arrentemens de maiſons, prez, terres, vignes ou autres heritages ſur les biens & fruicts eſtans eſdites maiſons, terres & heritages. Vaſtang. Art. 6. & 7. Berry Tit. 9. Art. 37.

Pour Rentes par grains à faute de payement apres ſommation faicte, par le Receueur ou Sergent. Bretagne Art. 268.

Faicte ſans congé de Iuge ſur vn louager les iours & Vigiles de Noel, S. Iean Baptiſte, & le lendemain pour les termes eſcheus eſdites Feſtes. Blois Art. 258.

Sur les meubles des Clercs & Preſtres: mais non les meubles, debtes & fruicts de Benefices eſtans hors la maiſon. Blois Art. 258. hors leſdits iours par congé de Iuſtice Blois Art. 258.

De lettres obligatoires faictes par la veſue ou heritiers ſur le debteur obligé. Melun Art. 321. Eſtampes Art. 152.

Tant pour arrerages de rentes que debtes perſonnelles. Blois Art. 251. Montargis Chap. 20. Art. 2.

Faicte contre les heritiers pour tels parts qu'ils ſont heritiers apres declaration. La Rochelle Art. 16.

De lettres obligatoires contre l'heritier de l'obligé ne vaut ſans declaration. Melun Art. 321. Eſtampes. Artic. 152. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 5.

S'il n'y a pareille condemnation ou declaration contre l'heritier. Mante Art 69. Niuernois Chap. 31. Art. 2. Boullenois Art. 151. S'il n'y a hypotheque ſur Fief ou cotterie. Ponthieu Art. 79. ains y viendra par action. Blois Art. 254.

S'il n'eſt tel declaré. Auuergne Chap. 24. Art. 70.

Executions ceſſent par la mort du debteur: fors en certains cas. Niuernois Chap. 32. Art. 2. Montargis Chap. 20. Art. 4. Orleans Art. 433.

Sinon qu'il y euſt heritier apparent, & procedera par Execution ou Arreſt ſur les meubles du debteur. Montargis Chap. 20. Art. 4. Orleans Art. 433.

Faicte à la requeſte du Ceſſionnaire ſur les biens du debteur, ou empriſonnement faut faire declarer executoire. Melun Article 311.

Arreſt ou autre voye bonne, ayant le ceſſionnaire certioré. Niuernois Chapitre 32. Art. 1.

Ou ayant iuſtifié de ſon tranſport. Bourbonnois Art. 127.

A la requeſte du ceſſionnaire ou ayant tranſport ne vaut. Blois Art. 263.

Eſt bonne contre le tiers detenteur pour vne rente. Dreux. Art. 101.

Mais non en vertu de lettres obligatoires, & tient l'Arreſt pour les loyers pen-

Source : BIU Cujas

ſions ou fruicts pendans. Niuernois Chap. 32. Art. 11. Montargis Chap. 20. Art. 7. Orleans Art. 438.

Faicte à la requeſte du mary contre les obligez ou condamnez enuers ſa femme. Blois Art. 264.

D'vne obligation faicte auant le mariage ne git en Execution contre le mary ou femme. Mante Art. 70.

Pour beſtes à pied fourché achetees au marché ſur les acheteurs demourans en ladicte Seigneurie. Sainct Pierre de Lille Article 3.

Doit commencer premier au meuble auant l'immeuble. Lodunois Chap. 22. Art. 5. pour eſtre bonne & valable. Lille Art. 216. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 4. Seclin Art. 11. & 12. S. Pol Art. 34.

En Donation du demi-quint ou de la debte. Sainct Pol en Artois Tit. 3. Art. 9.

Pour contracts & obligations executoires. La Baſſee Art. 10. Arras Art. 27.

Par peine ſeruie comme ſera faicte. Cambray Tit. 25. Art. 35.

Pour arrerages d'vne rente fonciere ou loyers d'vne maiſon edifiee ſur heritages tenus de diuerſes perſonnes. Orleans Article 422.

Ou Saiſie de namps à la requeſte du Seigneur, & en quels mains ſeront mis. Normandie Art. 63. 65.

Pour garde. Normandie Art. 66.

Ne ſera faite hors le Fief. Normandie Art. 64.

Sur les beſtes paſturantes au fonds du Seigneur. Normandie Art. 67.

Execution ne ſe peut faire par le Seig. direct ſur les meubles du tiers detenteur : ſinon qu'il euſt paſſé titre nouueau, & y fut obligé, ou qu'il fut en poſſeſſion de receuoir la rente de luy. La Marche Art. 182.

Pour trois annees d'arrerages de Rẽte fonciere & derniere, &c. Montargis Chapitre 18. Art. 1. & 2.

Faicte à la requeſte de deux Seigneurs, aura deliurance en conſignant. Montargis Chapitre 18. Article 3. Orleans Art. 418.

Execution, Arreſt ou empriſonnement ne ſont valables ſans obligation, condemnation, delict ou quaſi delict ou choſe priuilegiee, ou qui le vaille. Paris Art. 160. Calais Article 232. Melun Art. 310. Eſtampes Art. 147. Montfort Art. 154. Mante Artic. 67. Senlis Art. 104. Clermont Art. 53. Lille Art. 214. La Salle de Lille. Tit. 23. Article 1. Bourbonnois Art. 96. Bretagne Art. 104.

Sinon qu'il fit queſtion de louage de maiſon, terres ou arrerages de Cens. Melun Artic. 310.

Ou qu'il y euſt flagrant delict. Montfort Article 154.

Sur beſtes de charrue & labeur. Bretagne Art. 226. La Bourt Tit. 14. Art. 3. Sole Tit. 29. Art. 4.

De meubles à vſage quotidian. Bretagne Art. 226.

Breuet n'eſt Executoire, ſil n'eſt groſſoyé & mis en forme. Mante Art. 67.

Lettres, Sentences, Contracts, actes & inſtrumens paſſez par Notaires ou Greffiers, Eccleſiaſtiques, ne giſent en Execution, s'il n'y a permiſſion du Iuge Lay. Orleans Art. 431.

Execution ne ſe peut faire apres la mort du creancier. Montargis Chap. 20 Art. 3. Orleans Art. 432. Blois Art. 250. Dunois Artic 95.

Sur les biens du Tuteur, Curateur, &c. Bretagne Art. 233.

Ne ſera faicte ſi les lettres ne ſont recongnues iudiciairement. Lille Art. 101.

Sur Execution pour meſme choſe ne vaut Lille 223. Eſtampes Art. 168. Orleans Article 453. Bourbonnois Art. 130. Tournay Tit. 27. Art. 3.

Pour plus ne vaut. Lille Art. 215. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 22.

Fors pour les fermes du Prince. Lille Art. 215. La Salle de Lille Tit. 23 Art. 22. Cambray Tit. 25. Art. 37.

Ou Arreſt n'ont lieu ſur les denrees & marchandiſes amenees en la Ville à iour de Foire & marché, & ſont nuls. Eſtampes Artic. 165.

N'a lieu, quand on a choiſi la voye d'action. Mante Art. 68.

Comme ſe peut faire ſur beſtes baillees à microiſt. Bretagne Art. 236.

Louages & Bail de maiſon ſont executoires dedans la quinzaine, apres le terme eſcheu : le temps paſſé, giſent en execution Tournay Tit. 20. Art. 10. & 11.

Deniers deuz pour louage executoires & priuilegiez. Launoy Art. 4. S. Pierre de Lille Art. 2. Pour vn an ſur les biens trouuez eſdites maiſons. Arras Art. 43.

Execution eſtant faicte ſur choſe qui ne ſe peut diuiſer, le reſte ſera rendu au debteur. Bretagne Art. 220.

De beſte prinſe en la poſſeſſion du debteur. Bretagne Art. 220.

Ou Saiſine priuilegee pour hypotheque à la requeſte du creancier, comme ſe doit faire. Aniou Art. 471. & 472. Le Maine Art. 474. & 475.

De rente, encores qu'il y ait trente ans que l'obligation ait eſté paſſee, ſe peut faire contre l'obligé, ſes heritiers ou bien tenans, en prouuant ſa poſſeſſion puis trente ans. Aniou Art. 474. Le Maine Art. 477.

Peut commencer ſur biens meubles ou immeubles, noms, debtes & actions, ſans garder l'Ordre de Droict. Auuergne Chap. 24 Art. 1.

Contre le tiers poſſeſſeur, ſans garder l'ordre de Diſcuſſion, & ſans eſtre receu à indiquer biens. Auuergne Chap. 24. Article 23.

Apres perquiſition de meubles. La Marche Art. 370.

A defaut de meubles ſur les immeubles. La Rochelle Art. 14.

Executez apres la vente des meubles, ont huictaine pour les retirer. Eſtampes Ar. 62.

Peuuent empeſcher la rente, en baillant argent dans huictaine. Laon Artic. 273. Reims Art. 386.

Executeurs Teſtamentaires. Paris Art. 297. Meaux Art. 34. Melun Art. 249. Sens Art. 55. 74. & 75. Eſtampes Article. 106. Montfort Art. 91. Mante Art. 158. Senlis Art. 148. Clermont Art. 30. & 134. Vallois Art. 171. Troyes Art. 98. Chaumont Art. 89. & 90. Victry Art. 105. Berry Titre. 18. Art. 22. 23. & 24. Bretagne Art. 581. 614. & 615. Dourdan Art. 103.

Executeurs Teſtamentaires ſont ſaiſis des biens meubles durant l'an & iour. Paris Art. 297. Calais Art. 90. Meaux Art. 35. Melun Art. 251. Sens Artic. 76. Auxerre Article 232. Eſtampes Article 105. Dourdan Article 103. Mont-fort Article 91. Mante Article 158. Senlis Article 148. Clermont Article 134. Vallois Article 171. Troyes Art. 99. Chaumont Article 90. Vitry Article 106. Laon Article 61. Chalons Article 74 Sainct Quentin Article 25. Amiens Article 61. Peronne Article 167. Lille Article 32. Normandie Article 416. Niuernois Chapitre 33. Article 2. Montargis Chapitre 13. Article 5. La Salle de Lille Titre 9. Article 9. Orleans Article 29. Aniou Article 274. Le Maine Article 292. Bar Art. 103. La Rochelle Article 68. Angoumois Article 113. Chaſteau neuf Article 111. Chartres Article 89. Dreux Article 79. Berry Titre 18. Article 22. Grand Perche Article 133. Poictou Article 271. Reims Article 297. Blois Art. 177.

Et des Conqueſts, s'il n'y a aſſez Niuernois Chap. 33. Article 2. Montargis Chap. 13. Art. 5. Bourbonnois Art. 295.

Ne ſeront deſſaiſis dans l'an & iour, non obſtant les offres de l'heritier Meaux Art. 35. Bar Art. 103.

Tenus de faire apprehenſion iudiciaire Artois Art. 182.

De faire faire Inuentaire en diligence, l'heritier preſent ou appellé Paris Art. 297. Vallois Art. 174. Peronne Art. 167. Niuernois Chap. 33. Art. 2. Grand Perche Article 133. Bar Art. 103. Sedan Art. 134. Chaſteauneuf Art. 111. Le Maine Art. 291. Blois Art. 177. Normandie Art. 416. Berri Titre 18. Article 22. Melun Art. 252.

Autrement ne ſont ſaiſis Troyes Arti. 98. Chaumont Art. 89. Vitry Art. 105. Meaux Art. 34.

Appellez les heritiers &c. ſinon le Procureur Fiſcal Melun Art. 251. Sens Artic. 75. Auxerre Artic. 232. Normandie Artic. 416. Calais Artic. 90. Eſtampes Artic. 106. Montfort Artic. 91. Mante Art. 158.

Tenus de ſe contenter quand l'heritier veut mettre promptemẽt argent entre leurs mains. Calais Article. 90. Mante Article 159. Niuernois Chapitre 33. Article 6. Bar Article 103. Berry Titre 18. Article 23. Bourbonnois Article 295. Sedan Article 135. Melun Article 252. Grand Perche Article 133. & 134. Sens Article 76. Auxerre Article. 233. Chaſteau-neuf. Article 111. Laon Article 61. Chalons Article 76. Reims Art. 297. Chartres Art. 89. Dreux Art. 74.

Fors quand il a delaiſſé les biens à œuures pitoyables. Laon Art. 62. Chalons Art. 77 Reims Art. 198.

Sont ſaiſis iuſques à certaine ſomme ſuiuant la volonté du teſtateur. Clermont Article 234. Vallois Article 171. Troyes Article nonante neuf. Chaumont Article nonante. Victry Article 106. Orleans Art. 290.

Tenus de payer les debtes claires & recongneues dedans l'an. Melun Article 254. Sens Article 77. Auxerre Article 234. Troyes Article 115. Niuernois Chapitre 33. Article 7.

Sont deſchargez des debtes non liquides. Dourdan Article 103. Vallois Article 171.

Ne doiuent receuoir que ce qui leur eſt ordonné. Bretagne Art. 616.

Peuuent eſtre conuenus pour les debtes du defunct. Orleans Art. 291.

Peuuent receuoir les debtes du defunct, dont ils ont les obligations ou Cedules par Inuentaire, ſans le ſçeu de l'heritier. Melun Article 255. Sens Article 78. Auxerre Article 235. Niuernois Chapitre 33. Article 8. Bourbonnois Article 298.

Dans l'an & iour faire proceder par Arreſt ou execution ſur les debteurs du defunct. Orleans Art. 459.

Source : BIU Cujas

Doiuent estre decretez par le Iuge auant que s'immiscer. Arras Titre 3. Article 32. Tournay Titre 22. Art. 8.

Prendre la charge en Iustice. Bretagne Art. 616.

Peuuent estre contraincts à furnir & entretenir les Testamens. Valanciennes Article 28.

Ne sont tenus accepter la charge, s'ils n'ont accepté le legs. Grand Perche Art. 135.

Sont contraincts executer le Testament quand ils ont commencé l'execution Bourbonnois Art. 296. La Bourt Tit. 11. Ar. 7. Sole Tit. 26. Art. 7.

Estant plusieurs, & les vns absens, vn peut executer. La Bourt Tit. 11. Art. 6. Sole Tit. 26. Art. 6.

Ayans pouuoir de distribuer les biens du defunct, ne les peuuent distribuer à leur profit: ains à d'autres personnes, &c. La Bourt Tit. 11. Art. 8. Sole Tit. 26. Art. 8.

Peuuent estre mis quand les nommez ne veulent accepter la charge: sinon que les heritiers, &c. Meaux Art. 36. & 37. Niuernois Chap. 36. Art. 3.

Mis au lieu des Executeurs absens ou decedez. Tournay Tit. 22. Art. 9.

Tenus rendre compte. Tournay Titre 22. Article 8. Artois Art. 182. Lille Art. 32. Arras Tit. 3. Art. 33.

Apres l'an & iour, & comme seront contraints. Sens Art. 79. Auxerre Article 236. Niuernois Chapit. 33. Art. 9. Berry Titre. 18. Article. 24. Bourbonnois Article 296.

Peuuent employer les fruicts des terres & rentes, si les meubles ne suffisent. Bretagne. Art. 615.

Peuuent vendre par auctorité de Iustice quelque heritage de la Succession, s'il n'y a meubles suffisans. Chalons Article 75. Bourbonnois Article 295. Vitry Article 107. Chaumont Article 91. Meaux Article 38. Bar Art. 121. Poictou Article 121. Auuergne Chapitre 33 Art. 4. Troyes Art. 100.

Huictaine apres sommation faicte à l'heritier Angoumois Art. 113.

Les meubles & les adenerer. La Salle de Lille Tit 9. Art. 10. Lille Art. 35.

Quand & comment. Melun Article 253.

Peuuent intenter Complainte. Orleans Article 291. Montargis Chapitre 13. Article 5.

Sergent Executeur. Berry Titre 9. Article 26.

Exception de peeune non nombree n'a lieu: pour charger de preuue le creancier: mais le debteur y peut estre receu. Cambray Titre 26. Art. 15. Berry Tit. 2. Article 31. Bourbonnois Article. 36. Auuergne Chapitre 18. Article 3. & 4. La Marche Art. 98.

N'a lieu en Cour Laye. Montargis Chap. 21. Art. 11. Orleans Art. 444. Blois Art. 269.

Ou marchandise non liuree, on peut auoir le serment du creancier. Bretagne Art. 263.

D'Excommunication n'a lieu en Cour Laye. Auuergne Chap. 18. Art. 5. La Marche Art. 99.

Et action *ad exhibendum* ont lieu. Blois Art. 26.

Exception se doit prouuer. Bretagne Art. 290.

Proposant exception ou faict ou autres exploicts empeschans le principal, vaut Defaut. Bretagne Art. 29.

En faicts retardans le principal, on doit iurer de malice. Bretagne Art. 157.

Exceptions declinatoires n'ont lieu apres conclusion & contestation ou requeste de Garand. Lille Art. 146. La Salle de Lille Tit. 25. Art. 26.

Excez faict en Marché ou Foire, amendable, comme en simple Batture. Le Maine Art. 166.

V. Battures.

Excommunications & Cẽsures n'ont lieu contre les debteurs: ains seulement semonces & monitions. Bretagne Art. 6.

Exhereditation permise és cas de Droict Berry Tit. 18. Art. 5. Aniou Art. 271. Orleans Art 287. Tours Art. 303. Lodunois Chap. 25. Art. 12. Chalons Art. 69. Duché de Bourgongne Chap. 7. Art. 2.

N'empesche le saisissement iusques à ce qu'il soit cogneu d'icelle. Berry Titre 18. Art. 5.

N'a lieu. Chalons Art. 69.

Sinon en delaissant la legitime. Duché Chap. 7. Art. 2.

S'il n'y a cause suffisante & exprimee. Dreux Art. 91.

Sans cause legitime pour les biens de Papoadge. Sole Tit. 27. Art. 1.

Permise pour mariages Clandestins contractez par les enfans de famille, estant sous aage de xxv. ans. Bretag. Art. 495.

Portion de celuy qui est Exheredé accroist aux autres qui ne sont ingrats. Berry Titre 18. Art. 6.

Fille Noble ou roturiere ayant forfaict en son corps peut estre priuee par ses pere & mere des successions directes non aduenues & non des collaterales. Tours Art. 286 Lodunois Chap. 27. Art. 28. Anion Article 251.

De xx. ans. Le Maine Art 269.

Se mariant auant l'aage de vingt-cinq ans peut estre exheredee ou appanee. Bourbonnois Art. 322. La Marche Art. 247.

Exhibition de Taille de marchandise ou autre sorte, est tenue pour verifiee, si le readiourné n'exhibe sa contre taille. Tournay Tit. 27. Art. 15.

Declaration de lettres d'acquisition faite par le nouuel acquereur ou detenteur au Seigneur Censuel, &c. Melun Art. 111.

Sera faicte sur le lieu: sinon ou en son absence, sera pris acte en presence de 2. Notaires ou d'vn Notaire & deux tesmoins. Melun Art. 113. & 118.

Du contract d'eschange sera faicte dans quinzaine. Melun Art. 126. auec serment Vallois Art. 16.

Du contract de vendition au S. Censuel dans xl. iours Comté de Bourg. Art. 64.

Dans xl. iours. Auxerre Art. 88.

Par les vendeur & acheteur. Senlis Art. 237. Peronne Art. 99.

Dans huict iours apres l'acquisition au Comté de Sancerre. Montargis Chap. 2. Art. 47.

Apres son acqueſt, ou luy nommer tesmoins, quand il n'y a contract passé, &c. Blois Art. 118.

Dans huictaine, à peine de lx. sols Parisis, & à la quinzaine ensuiuant exhiber lesdites lettres & payer les droicts. Melun Art. 112.

Dans quatre mois Boullenois Art. 51.

De chose Feodale ou roturiere tenu declarer dans xl. iours au S. F. si l'acquisition est pour luy ou non. Peronne Art. 82.

S. Foncier ou Censier peut poursuiure le nouuel acquereur detenteur, afin d'exhiber ses lettres pour estre payé de ses droicts de Ventes, Saisines & amendes. Paris Art. 73. Dourdan Art. 43. Montfort Art. 48. Reims Art. 160. Mante Art. 45. Bourbonnois Art. 393.

Incontinẽt la quinzaine passee apres l'acquisition. Melun Art. 110.

Dans xl. iours, en estant requis. Sens Art. 235. Auxerre Art. 91. Grand Perche Ar. 81. Berry Tit. 6. Art. 20. Chasteauneuf Art. 47.

La huictaine passee apres l'acquisition. Montfort Art. 48. Mante Art. 45. Reims Art. 160. Orleans Art. 103.

Nouuel acquereur apres auoir payé les lods & ventes n'est tenu exhiber. Auxerre Art. 91.

D'heritage feodal ou Censuel est tenu en faisant la foy ou depriant, ou du moins payant les Profits, Exhiber le contract de nouuel inuestiture ou Acqueſt. Montargis Chap. 2. Art. 31. Tenu de monstrer ou Exhiber ses lettres de prinse ou achat au Seig. Censuel, s'il en est requis, payer ou deprier les droicts dedans le temps de la Coustume Orleans Art. 108.

Nouuel tenancier doit dans 20. iours apres l'an donné aux lignager ou S. foncier les contracts, demãder Inuestizõ. Bordeaux Art. 92.

S. vtile ou possesseur satisfaisant au Seig. Censuel dans le tẽps de la Coustume doit iouir des fruicts. Berry Tit. 6. Art. 17.

Ne s'opposant ou ne satisfaisant au Seig. Censuel dedans l'an & iour de la notification & assignation, ne peut demander restitution des fruicts & leuees. Berry Tit. 6. Art. 19.

Acquereur doit monstrer ses lettres d'acquisition en faisant les Offices, Foy & hommage, si le S. les demande ou son heritier: s'il ne monstre, &c. Sens Art. 192. Auxerre Art. 63. Troyes Art. 43.

Exhiber & monstrer ses lettres d'adquisition, donation, Eschange ou autre titre de Succession: autrement ne sera receu, si bon ne semble au S. F. Sedan Art. 64. Les lettres d'acqueſt, soit par vente, permutation, Eschange, Bail à rente, donaison ou autrement, en offrant les profits Feodaux. Blois Article 90.

Exemption par Appel. Aniou Art. 67. 68. 69. & 70. Le Maine Art. 77. 78. 79. & 80. Poictou Art. 413. & 414.

N'a lieu s'il est appel des Officiers du Comté de Poictou ou des Iuges Royaux. Poictou Art. 414.

Exempts par Appel d'aucune Iustice, fors de la Royale, sont Exempts d'icelle. Monstreul Art. 27. Aniou Art. 67. 68. & 196. La Rochelle Art. 64. Le Maine Article. 78. & 79.

Feront vuider l'Appellation dans vi. mois autrement l'Exemption n'a lieu. Monstreul Art. 27.

Ne sont exempts sinon de la cause seulement. S. Omer Art. 17. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 24. Le Maine Art. 27.

Par Appel interiecté des Iuges du Duc d'Aniou ou du Maine, ses Seneschaux ou Iuges Suzerains, sont Exempts en icelle cause: fors s'il se peut reparer en diffinitiue, simple Clain ou Adiournement. Aniou Article 69. & 196. Le Maine Article 80. & 211.

Peuuent estre, si le suiect & le Seigneur ont procés ensemble. Aniou Article 69. & 196. Le Maine Article 77.

Source : BIU Cujas

& 211.
En toutes cauſes, mais non de ſucceſſion Poictou Art. 413.
De certaine ſentence ou Art. ne ſont Exempts en autre cas. Bretagne Article 168.
Appellans a denegation de Droict ſont Exempts du Seigneur en toutes cauſes ciuiles & criminelles Auuergne Chapitre 30. Article 10. La Marche Artic. 107. Bretagne Art. 167.
Des torts & Griefs ſeulement ne ſont Exempts Auuergne Chapitre 30. Article 11. gaignans leur cauſe, ſont Exempts & leur poſterité à perpetuel, mais s'ils la perdent condamnez en l'amende pour le Fol Appel, deſpens dommages & intereſts du Seigneur Auuergne Chap 30. Art. 12. & 13. La Marche Art. 107. & 108.
Succombans ſont amende à Iuſtice & partie Bretagne Art. 167.
Du S. ordinaire, eſt tenu de reſpondre, ſi la cauſe n'eſt connexe ou dependante La Marche Art. 106.
Exemption de ſubſides accouſtumez eſtre leuez en vne Seigneurie ſe doit prouuer par titre: autrement le ſuiet n'en eſt tenu. Bretagne Art. 289.
Exemption de Fief Aniou Artic. 196. Le Maine Art. 211.
Exiguer pour departir du Chaptel de beſtes, ou faire partages des beſtes baillees à moictié Niuernois Chapitre 21. Article 9. 10. & 14. Berri Titre 17. Article 1. 2. & 3. Bourbonnois Article 553. Sole Titre 20. Artic. 2.
Exonie Eſtampes Art. 40. Montfort Article 44. Clermont Article 105. Poictou Article 394. Bretagne Article 719. Le Maine Art. 92. & 95.
Exonies receues en maladies, empeſchement de chemins & voyes publiques: fors és Clains. le Maine Art. 95.
Ne ſe peuuent propoſer en cauſes ciuiles: ains en cauſes criminelles Poictou Article 394.
Exonier ou Exoiner Le Maine Article nonante cinq.
Exploicter le Fief du Vaſſal en pure perte Paris Article 1. & 7. Calais Article 11. Eſtampes Art. 1. 18. & 36. Dourdan Artic. 1. 18. 36. & 39. Montfort Article 1. 4. & 45. Melun Article 77. Reims Article 99. Mante Article 10. Meaux Article 130. Vallois Article 54. Reims Article 99. & 117. Montargis Chap. 1. Art. 3. 8. 11. 16. 17. 18. 47. 56. 69. 70. 76. & 88. Auxerre Artic. 50. 60. 61. & 65. Niuernois Chapitre 4. Article 11. 50. 54. 56. & 57. Lodunois Chapitre 1. Article 14. Chapitre 14. Artic. 3. Chaſteauneuf Article 16. 31. 37. Chartres Article 13. 30. & 35. Dreux Article 10. & 28. Blois Art. 61. 62. 76. 99. & 101. Dunois Article 2. 21. & 22. Aniou Article 113. Le Maine Article 124. Bourbonnois Article 373. & 398. Poictou Article 25. & 55. Angoumois Article 14. & 116. Berri Tit. 5. Article 7. 9. 12. 15. 35. Titre 9. Article 82. Titre 12. Article 4. Bretagne Art. 344. Orleans Article 6. 7. 8. 43. & 60. Chalons Art. 96. S. Quentin Art. 72.
Nonobſtant le Bail à Cens ou rente, ou que le Fief fut ametté & abonné. Mante Art. 24.
Exploicter & rauoirer Orleans Art. 74.
Exploicter & ſaiſir le Fief Niuernois Ch. 2. Art. 11. Berry Tit. 5. Art. 35.
Exploicter le Fief Montargis Chapitre 1. Article 38. 92. & 93. Orleans Art. 6. 43. & 60. Berry Titre 5. Article 7. 35. 4. & 48. Blois Article 62. Chaſteauneuf Article 35. Chartres Art. 35.
Exploicter les Vaſſaux, Arriere Vaſſaux ou Rereuaſſaux. Montargis Chapitre 1. Art. 67. & 68. Orleans Art. 76. & 83.
Le Vaſſal Blois Art. 77.
Exploicter c'eſt iouir par le Seigneur par ſes mains du Fief de ſon Vaſſal Reims Article 100.
Exploict du Seigneur de Fief Montargis Chapitre 1. Article 56. 69. 72. & 73. du Seigneur Feodal ou Cenſuel Dreux Art 42 Berry Tit. 14. Art. 11.
Cheoir en Exploict Montargis Chap. 1. Art. 69.
Exploict Domainer Berry Tit. 5. Art. 25.
Ou Exploictation Berry Titre 12. Artic. 4 & 9.
Exploicteur Aniou Art. 168. pour celuy qui met quelque choſe à execution & effect.
Prinſe vente & Exploictation de biens meubles ou immeubles Niuernois Chapitre 10. Article 15. Bayonne Titre 8. Artic. 1. & 10.
Vendre & Exploicter Bretagne Artic. 219. & 229.
Exploicter & tenir la maiſon & heritage en ſa main Berry Tit. 11. Art. 8.
Exploict pour detention, poſſeſſion, & iouiſſance du Conducteur ou Fermier ou d'autre qui a iouy poſſedé & tenu l'heritage ou vſé de la choſe Aniou Article 426. & 449. Blois Article 38. Xainctonge Article 61.
Exploicter l'heritage baillé à rente ou loyer Aniou Article 214. & 442. Le Maine Art. 125. 453. & 473.
Ou autre choſe trouuee eſgaree Bretagne Art. 47.
Poſſeder tenir & exploicter vn heritage Aniou Art. 170. Lodunois Chap. 20. Art. 1. & 2. Bourdeaux Art. 29.
Exploict de Cour Bretagne Art. 159. Sedan Art. 321.
De Sergent ou de Iuſtice. Bretagne Art. 77. 92. & 229. Berry Titre 2. Article 29. & 32.
Pour la Relation & rapport que le Sergent fait pour vn adiournement, Execution, arreſt ou ſaiſie de biens ou de perſonne.
Exploict d'Adiournement Berry Tit. 20. Art. 2.
Exploicts & adiournemens Berry Tit. 1. Art. 14.
Exponce & Quictance Aniou Art. 462. & 465. Le Maine Art. 467. & 469.
Quicter & Exponcer Poictou Art. 57. & 58.
Quictance & Expõnce d'heritages de deux ſortes Lodunois Chap. 18. Art. 1. & 5. Aniou Art. 462. & 465. Le Maine Artic. 467. & 469.
Ou Eſponce ne ſe peut faire ſ'il ne plaiſt à la partie. Tours Art. 198. Lodunois Chap. 18. Art. 1. & 2. ſinon en delaiſſant la choſe en bon eſtat Lodunois Chap. 18. Article. 3. Aniou Art. 463. Le Maine Art. 468.
En conſignant au refus du Seigneur de Fief les deuoirs en main de Iuſtice Suzeraine Lodunois Chap. 18. Art. 4. Aniou Art. 464.
Exponcion d'heritage faicte par le preneur d'heritage à rẽte amortiſſable Poictou Art. 360.
Extrayeres de Baſtards. Sainct Omer Article 7.
V. Attrayere.

F.

Fabrique Aniou Art. 110. Le Maine Article 121.
Treſoriers & Fabriqueurs des Parroiſſes doiuent donner pourueyance aux enfans expoſez. Bretagne Art. 533.
Facteur doit rendre compte de l'argent ou choſe donnee pour employer en marchandiſe dans deux iours Bayonne Tit. 3. Art. 3. preallablement la ſomme Bayonne Tit. 3. Art 4 & 17.
Doit incontinent rendre, encores q'il n'y ait pacte de gain & perte, ſ'il n'y a cas fortuit Bayonne Tit. 3. Article 8. 9. 10. & 11.
Soit d'vn ou pluſieurs Bayonne Titre 3. Art. 12. 13. & 14.
Sera payé de ſon ſallaire ſelon l'accord Bayonne Tit. 3. Art. 11. & 15.
N'eſt creu de la perte par ſerment, ſ'il ne prouue Bayonne Tit. 3. Art. 6. 7. & 17.
Doit departir le gain ſelon le pact Bayonne Tit. 3. Art. 5. & 18.
Facteur ou perſonnier Bayonne Titre 3. Art. 24. & 25. ou compagnon Bayonne Tit. 3. Art. 21. & 22.
Faute ou defaut d'homme Paris Artic. 1. Melun Art. 82. Mante Art. 38. Montfort Article 1. Senlis Art. 159. & 199 Clermont Art. 72. & 77. Vallois Article 34. Victry Artic 41. Reims Art. 96.
Quand le Vaſſal ne faict la Foy & hommage à ſon S. Feodal.
Droict de Fautrage ou Preage Tours Art. 100. & 101. Les Eſcluſes Art. 2 & 3.
Ne ſe doit affermer, mais le doit le S. tenir en ſa main Tours Art. 100.
Fors le Seigneur des Eſcluſes, qui le peut affermer, les Eſcluſes Art. 2. & 3.
Se perd ſi le Seigneur en vſe autrement qu'il eſt porté par la Couſtume Tours Article 101.
Seigneur ayant tel droict doit reſpondre des beſtes faiſans dõmage Tours Art. 101.
V. Preage.
Faux Adueu La Marche Art. 18. 196. & 198. Auxerre Art. 69.
V. Adueu.
Vſurpateur du nom de Nobleſſe, armes &c. punis, ſans preiudice de plus grãd peine Bretagne Art. 677.
Faux vendeurs ou ayãs vendu à deux meſures punis comme Larrons & Fauſſaires Bretagne Art. 682.
Vendeurs ne doiuent vſer de deux meſures, les vnes pour acheter, les autres pour vendre: à peine de cent liures Bayonne Tit. 27. Art. 2.
Vendans à Faux poids & fauſſes meſures non ſignee n'eſt allonnee, comme ſeront punis Clermont Art. 242. Sole Tit. 35. Article 4.
Punis par Amandes arbitraire La Marche Art. 342. Doiuent eſtre condamnez en dixhuict liures applicants à la reparation de la Ville Bayonne Tit. 27. Art. 1.
Chair ou autre choſe à Faux poids, confiſque la chair, & doit amende de xviii. ſols Morlaas Sole Tit. 37. Art. 2. & 3.
Noble ou Couſtumier trouué ſaiſi de fauſſe aulne, poids ou meſure doit amendede ſoixante ſols Manſais: mais ſ'il en

Source : BIU Cujas

dixhuict sols Morlaas. Sole Titre 37. Art. 2. & 3.

Noble ou Coustumier trouué saisi de fausse aulne, poids ou mesure, doit amende de soixante sols Mensais : mais s'il en a vsé, est arbitraire. Le Maine Article 165.

On ne doit vser d'autre aulne ou verge que celle qui est marquee de la ville Bayonne Tit. 27. Art. 4.

Draps faux ou autre marchandise vendus ou exposez en vente par le marchant doiuent estre ars publiquement, ou donnez aux pauures : & le marchant condamné en amende arbitraire. Le Maine Artic. 165. La Marche Art. 340.

Faux Tabellions punis corporellement & pendus Le Maine Art. 165.

Notaire ou autre criminel de faux sera pilloriſé, aura le poing dextre couppé Lodunois Chap. 39. Art 9.

Falsifiant lettres Royaux doit estre decapité la Bourt. 19. Art. 4. Sole Titre 35. Art. 4.

Lettres d'autre Seigneur puny à l'arbitrage de Iustice la Bourt. Tit. 19. Art. 4. Sole Tit. 35. Art. 4.

La cognoissance de faulse Mõnoye mesmes contre les Prestres, Clercs, priuilegiez ou gens de Religion, appartient au Roy seul, & à ses Iuges. Bretagne Art. 45.

Faux Monnoyeurs seront bouillis & pendus, & la maison confisquee Lodunois Chapitre 39. Article 1. Bretagne Article 634.

Faux tesmoing en matiere ciuile le doit amender, estre fustigué & la langue percee & banny à perpetuel S. Seuer Tit. 11. Art. 4.

En matiere criminelle doit estre puny de semblable peine que le criminel eust esté S. Seuer Tit. 11 Art. 5. & 6.

Qui fait faux poids ou fausses mesures comme sera puny Acs Tit. 18. Art. 1.

Forge les poids & mesures faussement ou en vse est peny arbitrairement Acs Tit. 18. Art. 2.

Iurisdiction de Faymidret, pour Basse Iustice & Fonciere Sole Tit. 1. Art. 5. & 8. Tit. 10. Article 2. & Titre 18. Art. 1.

Iurisdiction de Faymidret sur les Botois & Fiuaters Sole Tit. 1. Art. 5. & 8.

Lieu & Feage noble Aniou Art. 31. Le Maine Art. 36.

Feage pour heritage qui tiẽt en Fief. Bretagne Art. 52. & 53.

Feage pour rente Bretagne Art. 358.

Felonnie du Sieur Feodal Melun Art. 85. Laon Art. 197. Chalons Art. 198. Reims Article 130. Ribemont Article 31. Amiens Art. 45. Peronne Article 68.

Ou du Vassal Senlis Article 199. Vallois Art. 179. Troyes 39. Chaumont Artic. 24. Laon Art. 196. Chalons Article 197. 198. Ribemont Art. 31. Chauny Artic. 97. & 98. Comté de Bourg. Art. 20. & 21. Niuernois Chap. 4. Art. 66. Aniou Art. 189. & 196. Le Maine Art. 107. Grand Perche Art. 50. Chasteauneuf Art. 45. Chartres Artic. 32. Bourbonnois Art. 386. Auuergne Chap. 22. Art. 18. Chap. 19. Art. 6. La Marche Art. 198. Amiens Art. 44. Peronne Artic. 68. Reims Art. 129. & 130.

Felonnie Forfaicture & Confiscation Chasteau-neuf Artic. 45. Chartres Article 43. Dreux Art. 32.

Felonnie estant commise par le Seigneur contre son Vassal, confisque ou perd son hommage & droit de Fief Melun Article 85. Ribemont Article 31. Amiens Artic. 44. & 45. Peronne Article 68. Cambray Titre. 1. Article. 62. Bappalmes Titre. 1. Article 3. Grand Perche Article 50.

Perd son droict & Tenure Feod. Reims Art. 130.

Commise par les maisnez ou leurs hoirs contre le Premier Seigneur ou leurs aisnez és cas exprimez en droict Comté Article 20.

Seigneur comme peut poursuiure le Vassal pour Felonnie commise Chauny Article 98.

Femme suruiuant son mary gaigne son lict, robbes & ioyaux en l'estat &c. Auuergne Chap. 14. Art. 45.

Aisgue par ce Art. 1. & encores la moytié de la Dot Aisgue par ce Art. 1.

A la moytié des meubles & Conquests Espreulle Art. 1.

De tous les biens de son mary tant meubles qu'heritages : des meubles pour en disposer à son plaisir : des immeubles pour en iouir sa vie durant. Montpensier Art. 1. 2. & 3. La moitié des debtes, doit communiquer sa Dot, Licts & ioyaux : fors ses vestemens Mont pensier Art. 4. Artonne Art. 1.

Est tenue prendre en payement, ou par hypotheque partie des biẽs du mary. Bourdeaux Art. 52.

A le chois de prendre son augment auec la Dot, ou bien la moitié des meubles de son mary. Ris Art. 3. & moitié des immeubles. Billon Art. 1. Maringues Art. 2.

Est nourrie sur les biens de son mary pendant l'an du Dueil. Marsat Art. 1.

Autresfois mariee ne gaigne que le tiers de sa Dot. Bordeaux Art. 49.

Suruiuant tient les biens du defunct, iusques à l'entier payement de son Dot ou Donation pour nopces, & faict les fruicts siens : en baillant caution : fors en quelques lieux où elle y vient par action. Acs Tit. 4. Art. 5. 9. 12. 13.

Peut demourer esdits lieux sa viduité durant, & aura ses alimens. Acs Titre 4. Art. 7.

Se voulant remarier, s'il y a enfans, repete la moitié de la Dot seulement. Acs Titre 4. Art. 8.

A les lict & robbes reparez sans enfans & si elle se remarie ayant enfans, a les lict & robbes amendez : & à Sainct Maur la moitié du lict & ses robbes entierement. Sainct Seuer Titre 4. Art. 18.

A son Douaire, lict & robbes en l'estat qu'il se trouue. Sainct Seuer Titre 11. Article 1.

Se remariant quand il y a enfans a la moitié du Dot, ioyaux, & moitié du lict, & robbes entierement. S. Seuer Tit. 11. Art. 2.

Demourant en la maison Noble ne peut auoir la moitié du lict, si elle n'en apporte deux. Sainct Seuer Titre 11. Article 3.

Ne peut en quelques lieux tenir les biens de son mary : ains y doit venir par action. Sainct Seuer Titre 11. Article 26.

Demourant en viduité, est nourrie & alimentee en la maison, & sur les biens de ses enfans. Sainct Seuer Titre 11. Art. 4.

Peut demourer an & iour en la maisod de son mary auant son election. Reims Art. deux cens quarante sept Grand Perche Art. 115.

Vefue estant obligee auec son mary, ses heritiers ont recours contre les heritiers du mary. Reims Article deux cens cinquante trois.

N'ayant enfans, peut tenir tous les biens, faire les fruicts siens, sans rien precompter sur le sort : s'il n'y a, & cetera. Sainct Seuer Titre 11. Article cinq & six.

Doit garder les conuention portees par son contract de mariage, & n'aura aucun chois. Reims Article deux cens septante trois.

Tenue des rentes constituees à prix d'argent durant le mariage, iusques à la concurrence de la Communauté. Auxerre Art. 121.

La moitié des debtes & arrerages de Rentes deuës lors de la dissolution. Orleans Art. 187.

D'acquiter les Rentes constituees par le mary au dessous du denier vingt. Bretagne Art. 426.

De la moitié des arrerages des rentes constituees par son mary si elle est generale, &c. iusques à la concurrence, &c. & si elle est speciale. Dunois Article 57.

Des rentes hypothecaires estant communes. Poictou Art. 252.

N'est tenue au payement des rentes, si elles ne sont mobiliaires, ou bien constituees sur les Conquests ou autres biens communs. Berry, Titre 8. Article 26.

Prenant la moitié des meubles & Conquests, outre son Douaire, est tenue de la moitié des debtes, & vient tout à diuision s'il n'y a conuentiõ au contraire Ribemont Art. 90.

Estant immiscuee de son auctorité és biẽs de son mary, est tenue des debtes, &c. priuee de son droict de mariage, nonobstant la Renonciation, s'il n'y a Donation antenuptiale. La Salle de Lille. Titre second, Article 48.

Femme & heritiers tenus de payer par moitié les choses promises en contract de mariage, non payees n'acquittees, sinon qu'il y eust renonciation. Bourbonnois Art. 234.

A la Saisine de ses heritages propres, de la moitié des Conquests, & du tiers de la terre de son mary. Bretagne Article 471.

Renonçant à la Communauté, ne perd son Douaire. Meaux Article 55. Amiens Article 100. Peronne Article 155. Sedan Article 208. Monstreul Artic 44. Artois Art. 171.

Sinon qu'autrement soit conuenu. Orleans Art. 206.

N'a rien aux acquests. Reims Article 261.

Soient appropriez ou non. Bretagne Art. 433.

Nonobstant la Communauté a son Douaire. Sainct Omer, Article vingt quatre.

Femme ou ses heritiers dans l'an apres la mort du mary, ou dissolution du mariage, se pourront prendre à leurs heritages. Aniou Article 445. Le Maine Art. 457.

Peuuent demander dedans ledict temps, la Succession de ligne, & costé delaissee à recueillir par le mary. Le Maine Art. 458.

Doit alimenter ses enfans des premie-

Source : BIU Cujas

res nopces iuſques à l'aage nubil, ſils n'ont biens de leur pere: & audit aage les marier & leur donner la 4. partie. S. Seuer L. Tit. 4. Art. 1.

Mais le pere ne leur baillera aucune portion ſil les alimente, &c. Sole Tit. 8. Art. 1. & 2.

Eſt tenue payer la moitié des debtes mobiliaires faictes & accreues par le mary tant durant le mariage, qu'auparauant. Paris Art. 221. Calais Art. 24. Melun Art. 216. Auxerre Art. 191. Eſtampes Art. 96. Dourdan Art. 78. Ponthieu Art. 47. Peronne Art. 115. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 9. Comté Art. 29. Bourbonnois Art. 233. & 241. Artois Art. 137. Eſcuroles Art. 1. Monfort Art. 126. Mante Art. 119. Clermont Art. 186. Peronne Art. 118. Orleans Art. 187 Grand Perche Art. 102.

N'eſt tenue ou ſes heritiers que iuſques à la concurrence des biens de la Communauté: pourueu qu'il y ait loyal Inuentaire &c. Orleans Art. 187.

Tenue de payer les debtes par elle faites auant le mariage. Bar Art. 79. Niuernois Chap. 23. Art. 16.

Ne peut eſtre empriſonnee pour debte ciuile mariee ou non. Cambray Tit. 25. Art. 49. Bretagne Art. 445.

Ne pour debte de ſon mary. Bretagne Art. 445.

Eſt en la puiſſance de ſon mary. Meaux Art. 58. Troyes Art. 80. Chaumont Art. 66. Sens Art. 166. Auxerre Art. 207. S. Quentin Art. 25. Duché Chap. 4. Art. 1. Comté Art. 24. Niuernois Chap. 23. Art. 1. Aniou Art. 510. Le Maine Art. 505. Chaſteau neuf Art. 71. Chartres Art. 62. Dreux Art. 53. Blois Art. 3. Berry Tit. 1. Art. 15. Tit. 18. Art. 3 Bourbonnois Art. 170. & 232.

Ou fiancee. Auuergne Chap. 14. Art. 1. La Marche. Art. 298. Poictou Art. 225. 275. & 314. Angoumois Art. 98. & 118. La Rochelle Art. 23. Tournay Tit. 14. Art. 2. Cambray Tit. 7. Art. 1. Bar Art. 70. Xainctonge Art. 73.

Ayant eſté mariee ne retourne en la puiſſance du pere &c. Bourbonnois Art. 232. Auuergne Chap. 14. Art. 2. La Marche Art. 298.

Ne peut eſtre ou eſter en iugement ſans auctorité de ſon mary, ou de iuſtice. Meaux Art 58. Auxerre Art. 207. Troyes Art. 80. Chaumont Art. 66. S. Quentin Art. 15 Duché Chap. 4. Art. 1. Comté Art. 24. Niuernois Chap. 23. Art. 1. Tours Art. 232. Grand Perche Art. 109. Chaſteauneuf Art. 71. Chartres Art. 62. Dreux Art. 53. Blois Art. 3. Berry Tit. 1. Art. 11. & 15. Angoumois Art. 98. La Rochelle Art. 23. Xainctonge Art. 74. Tournay Tit. 14. Art. 2. Paris Art. 214. Eſtampes 93 Montfort Art. 123. Mante Art. 115. Senlis Art. 270. Clermont Art. 183. Reims Art 13. Peronne Article 123. Bourbonnois Artic. 169. & 237. Bar Article 70. Bretagne Art. 449. Calais Article 226. Lille Article 99. Montargis Chapitre 8. Article 15. Orleans Art. 201.

Sinon qu'el le fut ſeparee par iuſtice au refus de ſon mary Melun Article 215. Eſtampes Article 93. Dourdan Artic. 80. Mante Article 115. Senlis Article 270. Clermont Article 183. Reims Article 13. Peronne Article 123. Bar Ar 70.

Ou Marchande publique Dourdan Article 80. Mante Article 115. Senlis Article 270. Clermont Article 183. Reims Article 13. Cambray Titre 7. Article 1. Sedan Article 96. Xainctonge Art. 74.

Ou pourſuyuie pour delict ou iniure Cambray Titre 7. Article 1. Lille Artic. 1. Poictou Article 226. Xainctonge Art. 74. La Salle de Lille Tit. 12. Article 1. Berry Tit. 1. Art. 11.

Fors en matiere d'excez ou d'iniure Blois Article 3. Tournay Titre 14. Art. 2.

Ne peut vendre, aliener n'hypothequer ſes heritages ſans l'auctorité de ſon mary Paris Article 123. Calais Article 25. Eſtampes Article 92. Dourdan Artic. 80. Montfort Article 122. Mante Artic. 124. Clermont Article 182. Reims Artic. 12. Chalons Article 24. Artois Article 86. Meaux Art. 58. Arras Tit. 2. Art. 10. Tournay Tit. 14. Art. 3. 4. & 6. Bayonne Tit. 9. Art. 31. La Bourt Tit. 9. Art. 9. Sedan Art. 94. Lille Art. 59. La Salle de Lille Tit. 12. Article 1. Senlis Art. 270. Peronne Art. 123. La Rochelle Art. 23. Xainctonge Art 73. Bourgongne Chap. 4. Art. 1. Niuernois Chap. 23. Art. 1. Blois Art. 3. Dunois Art. 58. Berri Tit. 1. Art. 11. 16. 17. & 21. Bourbonnois Art. 169. 171. & 258. Poictou Art. 225. Angoumois Ar. 98. Bretagne Ar. 447. 449. Bar Art. 31. La Marche Art. 298. Tours Art. 232. Anjou Art. 510. Le Maine Art. 505. Grand Perche Art. 109. Chaſteauneuf Art. 71. Chartres Art. 62. Dreux Art. 53. ou obliger ſans le conſentement du mary La Marche Article 198.

Si elle n'eſt ſeparee de biens ou marchande publique Eſtampes Art. 92. Chaumont Art. 66. S. Quentin Art. 15. Duche de Bourgongne Chap. 4. Art. 1. Niuernois Chap. 23. Art. 1 Montargis Chap. 7. Art. 1. Orleans Art. 194.

Ne peut faire contract ſans l'auctorité & conſentement de ſon mari, tant pour le regard d'elle ou heritiers que de ſon mary. Paris Art. 123. Calais Art. 25. Grand Perche Art. 109. Chaſteauneuf Art. 71. Chartres Art. 62. Dreux Art. 53. Blois Art. 3. Berri Tit. 18 Art. 3. Poictou Art. 275. Angoumois Art. 118.

Donation au preiudice de ſon mari ne d'elle Sens Art. 111. Auxerre Article 221. Bar Art. 170.

Donation vendition n'autre contract entre vifs Troyes Art. 80. & 139. Chalons Art. 24. Meaux Art. 58. Auxerre Art. 207.

Sauf en cas de marchandiſe Berri Tit. 1. Art. 16. & 17. Bourbonnois Art. 171.

Contracts, adminiſtrer les biens communs ne les ſiens, ſans &c. Poictou Art. 225. Angoumois Art. 98. La Rochelle Art. 27 Xainctonge Art. 73.

Aucuns contracts entre vifs Meaux Art. 58. Auxerre Art. 207. Troyes Art. 80. Sainct Quentin Art. 15. Duché de Bourgongne Chap. 4. Art. 1. Comté Art. 24. Niuernois Chap. 23. Art. 1. Montargis Chap. 7. Art. 6. Orleans Art. 194. Sedan Art. 94.

Ne peut vendre, charger, donner ny aliener leurs biens ſans le conſentement des enfans eſtans en aage ou de leurs Tuteurs Cambray Tit. 7. Art. 20. 21. 22. & 23.

Ne peut diſpoſer des meubles ſans licence de ſon mary Chauny Art. 1. Boullenois Article 49.

De ſes meubles & heritages ſans le conſentement de ſon mari: fors par Teſtament Chalons Art. 122. Chauny Art. 49.

De vingt cinq ans ne peut diſpoſer ſans l'auctorité de ſon mary & decret de Iuge Berri Tit. 1 Art. 21.

Femme ſe remariant ne peut aduantager és propres & acqueſts ſon ſecond mari plus que l'vn de ſes enfans: & non es Conqueſts des prec edés mariage dont elle ne peut diſpoſer. Paris Article 279. Calais Article 71. Orleans Article 203. Normandie Article 390.

Ne peut bailler plus que la tierce partie de ſes immeubles à ſon mary ou enfans Vallois Art. 134.

Diſpoſer au profit de ſon ſecond mari des aduantages & profits nuptiaux du premier mari, s'il y a enfans Laon Article 29. Chalons Art. 35. Reims Art. 236. & 293. Amiens Art. 107.

Aliener la part & portion appartenant à ſes enfans, qui ſuccedent par moitié S. Seuer L. Tit. 4. Art. 2.

Mariee en aage nubil peut contracter auec auctorité de ſon mari Montargis Chap. 7. Article 6.

Peut contracter auec l'auctorité de ſon mari S. Quentin Art. 19.

Au refus de ſon mary, ſe fera auctoriſer par Iuſtice Niuernois Chapitre 23. Article 1. 5. & 6. Angoumois Article 98. Montargis Chapitre 8. Article 3. & 15. Orleans Article 201. Bourbonnois Article 237. Sedan Article 96.

Le mari eſtant abſent, ſe fera auctoriſer par Iuſtice Aniou Article quatre cens quarante ſix.

Peut diſpoſer par Teſtament ſans le conſentement &c. Reims Art. 12.

Sans l'auctorité &c. Sainct Quentin Article quinze. Comté Article 24. Aniou Article 510. Le Maine Article 505. La Rochelle Art. 23. Xainctonge Article 73. Tournay Titre quatorze. Art. 5. Angoumois Article 98.

Ne peut diſpoſer par Teſtament que de ſa moitié Boullenois Article nonante quatre.

Ne peut diſpoſer de ſes biens par Teſtament n'autrement ſans le conſentement de ſon mari Artois Art. 86.

Peut laiſſer ſa part des acqueſts à autre qu'à ſon mari La Bourt. Tit. 9. Art. 11. Sole Titre 8. Art. 164.

N'a rien aux meubles & Conqueſts ſinon apres la mort du mary Normandie Article 374.

Noble ou de Franche condition ſuruiuant ſaiſie de la part & portion des debtes de ſon mary Comté Art. 29.

Recouurira les biens alienez par ſon mari, dont elle eſtoit ſaiſie Bretagne Article 477.

Peut diſpoſer entre vifs de ſes biens Dotaux & au deſſous pour le mariage &c. Auuergne Chap. 14. Art. 6.

Iuſques à la moitié La Marche Article 302.

Par quelque contract que ce ſoit de ſes biens Parafernaux & aduentifs: fors au profit du mari Auuergne Chap. 14. Art. 9. La Marche Art. 305.

Aliener ſes biens Dotaux pour alimens d'elle, mari enfans, priſon de ſon mari auec cõgnoiſſance de cauſe &c. Auuergne Chap. 14. Art 7. La Marche Art. 303.

Peut auoir recompenſe du Dot aliené par ſon mari: & a faute de ce s'addreſſera contre les detenteurs Normandie Art. 525 & 526. ſi l'argent n'a eſté conuerti au profit de la femme, ſera recompenſee de ſes biens meubles vendus ſur ceux de ſon mary: & à defaut contre les detenteurs. Normandie Art. 528.

Se peut oppoſer pour ſon Douaire, quand les biens de ſon mary ſont vendus

Source : BIU Cujas

Aniou Art. 309.

En quelques lieux ne peut diſpoſer de ſon Douaire ſans le congé de ſon mary & prochain lignager. S. Seuer Tit. 11. Art. 19. & 20.

Sans le conſentement de ſon mary, ſi elle n'eſt ſeparee par effect, ou marchande publique. Paris Art. 234. Calais Art. 36. Melun Art. 213. Montfort Art. 131. Mante Art. 126. Clermont Artic. 191. Vallois Art. 98. Laon Art. 19. Peronne Article 122. Cambray Tit. 7. Art. 1. & 2. Orleans Art. 196. Blois Art. 181. Bayonne Tit. 9. Artic. 38. & 39. La Bourt Tit. 9. Art. 9. & 10. Sole Tit. 8. Art. 8. & 9. Bretagne Article 447. Sedan Art. 95. Eſtampes Artic. 92. Chaumont Art. 66. S. Quentin Art. 15. Ponthieu Art. 48. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 1. Niuernois Chapitre 8. Art. 4. Tours Art. 232. Grand Perche Art. 109. Bourbonnois Art. 168. La Marche Artic. 298. Poictou Art. 227. Angoumois Art. 99. Bretagne Art. 448. La Bourt Tit. 9. Art. 9. Chauny Art. 1. Chalons Art. 25.

Mariee en aage nubil peut contracter par auctorité de ſon mary. Montargis Chap. 7. Art. 6.

Au refus de ſon mary, ſe fera auctoriſer par Iuſtice. Niuernois Chap. 23. Art. 15. & 16. Angoumois Artic. 98. Montargis Chap. 8. Art. 15. Orleans Artic. 201. Bourbonnois Art. 237. Sedan Article nonante ſix.

Eſt reputee marchande publique, quand elle faict trafic de marchandiſe ſeparee & à part de celle de ſon mary Paris Art. 235. Calais Article 36. Orleans Art. 197. Laon Art. 19.

Eſtant marchande publique ſe peut obliger ſans ſon mary touchant le faict de la marchãdiſe. Paris Art. 236. Calais Art 36. Meſũ Art. 213. Eſtãpes Art. 92. Bretag. Art. 448. Laon Art. 19. Chalons Art. 25. S. Quentin Art. 15. Chauny Art. 1. Ponthieu Art. 48. Artois Art. 86. Lille Artic. 60. Bayonne Tit. 9. Art. 40. La Bourt. Tit. 9. Art. 10. Sole Tit. 8. Art. 9. Sedan Art. 95. Blois Art. 181. Cambray Tit. 2. Art. 2. Valanciennes Art. 83. S. Pol. en Artois Titre 1. Art. 11. Montargis Chap. 8. Art. 5. Berry Tit. 1. Art. 7. 8. & 10. Niuernois Chapitre 29. Art. 2. & 29.

Tenant bouticle au veu & ſceu de ſon mary eſt pourſuiuable. Lille Art. 60.

Ores qu'elle ſoit marchande publique, ne peut agir ſans ſon mary. Poictou Art. 227. Angoumois Art. 99.

Ou fils de famille exerçans publiquement marchandiſe peuuent eſter en iugement ſans, &c. Bourbonnois Art. 168. Auuergne Chap. 1. Art. 9. La Marche Art. 10. Sole Tit. 7. Art. 12.

Femme franche Bourgeoiſe mariee auec homme Noble, prend les meubles & debtes, s'il n'y a enfans: & s'il y en a, la moitié auec ſon Douaire. Vitry Article ſoixante huict.

Noble a la moitié des meubles & conqueſts immeubles, s'il n'y a enfans. Vitry Art. 74.

Aura ſes robbes & ioyaux & trouſſel. Bretagne Art. 567.

Suruiuant a la moitié des meubles & actions mobiliaires, à la charge d'en faire part à ſes enfans. Lille Art. 22. La Baſſee Art. 7. Oſtricourt Art. 7. 8. & 9. Pont à Vendin Art. 4. Arras Tit. 3. Art. 21. Camphin Art. 3. 4. & 5. Neufuille Art. ſix & 7.

S'eſtant emiſcuee à tous les meubles, cathaux & heritages reputez meubles à la charge, &c. Lille Art. 211. & 212.

Tenue par les debtes de ſon mary. Sainct Omer en Artois Tit. 2. Art. 26.

Payer les debtes & accomplir le Teſtamẽt du defunct. Ribemont Art. 93.

Ayant diſpoſé des meubles ou de partie d'iceux, ſes heritiers en doiuent acquiter le mary. Laon Art. 20.

Doit faire declaration dans xl. iours Chalons Art. 28. Reims Artic. 281. Peronne Art. 126.

Pardeuant Iuge competent les heritiers appellez S. Quentin Art. 6. Sedan Article 79.

Apres la declaration faicte, eſt ſaiſie des meubles & conqueſts & en fera inuentaire & priſee. Sedan Art. 80.

Fors ceux qui ſont pour la fortification & inſtruction des maiſons & ceux qui ſont pour perpetuelle demeure, en payant les debtes, &c. Montargis Chap. Art. 40. renonçant aux meubles en a la moitié, eſt tenue aux debtes pour icelle moitié. Poictou Art. 240.

Par Don de Fief ou achat faict conſtant le mariage ne ſe peut affranchir à ceſt effect: s'il ne luy eſchet par ſucceſſion, ſans fraude Cambray Tit. 1. Art. 5. & 6.

Gaigne les meubles à perpetuité & des conqueſts, la moitié en proprieté, & l'autre moitié par vſufruict S. Aignan Art. 11. Sedan Art. 78. 80. & 81.

Gaigne les meubles. La Rue d'Yndre Art. 14. Lepuroux Art. 7.

A la moitié des conqueſts en Bourgage. Normandie Art. 313.

Hors Bourgage en proprieté à Giſors: & en vſufruict à Caux: & le tiers és autres Bailliages. Normandie Art. 313.

Reprend ſes heritages de naiſſant & propre. Reims Art. 242.

Gaigne la tierce partie de ſa Dot, & recouure ſes robbes, veſtemens nuptiaux, licts & ioyaux auec l'empirement. Bloz Article premier. Menat Art. 1. Teſſonniere Art. 2. Cohat Art. 1. Cuſſet Art. 5. Royat Article premier.

Sans empirement. Theolde Artic. 1. S. André Art. 1. Marſat Art. 2.

Auec vne Guarlande ou Chappel. Prouſſat Art. 1. & 2. S. Vincent Art. 2.

A les biens parapharnaux par le Iuge, l'heritier ou creancier appellez: mais en heritage ne gaigne rien. Cohat Art. 1.

A ſes biens Parapharnaux iuſques au tiers Normandie Art. 380.

A ſes biẽs Parapharnaux par ſes licts, robbes & ioyaux & la moitié pour l'augment de ſa Dot, eſtant en bled ou deniers Gimeaux Art. 1. & non en meubles. Gimeaux Article deux.

Fors par Couſtume locale. Gimeaux Article 4.

La moitié des immeubles, le double de ſon Dot & non de la rente. Bordeaux Art. 47. & 48.

De tous les meubles, noms, debtes & actions du mary Cuſſet Art. 2. Nezat Article premier.

Gaigne ſes licts, linges de telle eſtimation, ſes bagues & ioyaux, &c. La Marche Art. 229.

Augment de moitié de ſa Dot Riz Art. 1. Buſſet Art. 1. Pont Chaſtel Art. 2.

Auec vne Guarlande ou Chappel d'argẽt Seleule Art. 2. Diſſat Art. 1.

Se remariant à tels licts, robbes & ioyaux qu'elle apporta Riz Art. 1. Buſſet Art. 1.

Femme mariee iouiſt des priuileges de Nobleſſe. Meaux Art. 155. Melun Artic. 294. Mante Art. 33. Vallois Art. 65. Clermont Art. 152. Troyes Artic. 13. Vitry Art. 68. Laon Art. 15. Chalons Art. 4. Reims Art. 3. S. Quentin Art. 5. Ribemont Art. 96. Peronne Art. 157. Sedan Art. 3.

Eſt annoblie par le mariage. Mante Art. 33. S. Quentin Art. 5. Bar Art. 65.

Eſt reputee Noble. Laon Art. 15. Sainct Quentin Art. 5. Amiens Art. 124. Tours Art. 317. Lodunois Chap. 29. Art. 18. Bar Art. 65. Sedan Art. 4.

Noble vefue d'vn homme non Noble, iouiſt du priuilege de Nobleſſe. Vallois Article 66. Laon Art. 6. Amiens Artic. 124. Chauny Art. 6. 8. & 69.

Noble mariee à vn roturier ne iouiſt du priuilege de Nobleſſe durant le mariage. Chalons Art. 5. Reims Articl. 4. Chauny Art. 69. Sedan Art. 4.

Se remariant à vn roturier & non Noble, perd ſon priuilege. Laon Art. 15. & 16. Chalons Art. 5. Reims Art. 4. S. Quentin Art. 5. Amiens Art. 124. Tours Art. 317. Lodunois Chap. 29. Art. 18. Bar Art. 65. Sedan Art. 4.

Conſentant à l'alienation des conqueſts ne ſera recompenſee. Bretagne Art. 443.

Pourſuit ſes droicts reels de l'auctorité de ſon mary. Niuernois Chap. 23. Art. 6.

A la moitié és Baux faicts par ſon mary conſtant le mariage, aux charges & conditions appoſees aux contracts: ſans preiudice des droicts des S. directs & bailleurs. Laon Art. 114. Chalons Art. 120. Chauny Art. 25.

Se remariant à ſon domeſtic eſt en interdiction des biens. Bretagne Art. 454.

Fer maillé. Paris Art. 201. Calais Art. 187. Orleans Art. 230.

Fermage pour Ferme. Normandie Artic. 119. & 375.

Fermance veſſallieres. Sole Tit. 1. Art. 5. Tit. 2. Art. 6. Tit. 5. Art. 2. Tit. 7. Art. 1. & 2.

Pour Officiers differens du Degan, Meſſage & Bayle. Plege ou Fermance. Sole Tit 32. Art. 1. & 4.

Oppoſition ou Fermatiue. Sole Titre 14. Art. 5. Tit. 29. Art. 10.

Ayans Fermances Veſſalieres ne peuuent eſtre Iuges, & n'ont aucun Famydret, ne droict de leuer Taille en ſon Botois. Sole Tit. 1. Art. 5.

Fermier du renendage aiant biens meubles exploictables doit ſignifier au creancier la vente. Dourdan Art. 146.

Tenu auec ſa caution de payer le creancier. Dourdan Art. 146.

Ferme des Clameurs. S. Seuer Tit. 1. Art. deux.

Ferme, Contreferme, Fermer, Contrefermer quand le demandeur & le defendeur touchoient en la la main du Iuge, en affermant qu'ils auoient bon droict. Acs Tit. 16. Art. 3. 4. & 5. S. Seuer Tit. 1. Art. 2. 8. 9. 10. 12. 13. 15. & 18.

En vn procez n'y a qu'vne ferme. S. Seuer Tit. 1. Art. 2. & 8.

Ferme & Contreferme comme ſe doiuẽt entendre. Acs Tit. 16. Art. 3. 4. & 5.

Ferme ou Contreferme. S. Seuer Titre 1. Art. 13.

Fermier ou Contrefermier. S. Seuer Tit. 1. Art. 12.

Ou Contrefermier ou Contrepleger S. Seuer Tit. 1. Art. 9.

Ferme ou Plege de Bans ou main-miſe. S.

Source : BIU Cujas

Seuer Tit. 1. Art. 8. & 18.

Doit eſtre notifiee à celuy qui faict faire la main miſe. S. Seuer Tit. 1. Art. 9.

Ou contreferme des clameurs. Seuer Tit. 1. Art. 2. & 10.

Femme ſera recriee au peril du preneur à faute de bailler caution & plege. Niuernois Chap. 20. Art 2. Bourbonnois Article 546.

Se peut donner à telles conuenances & conditions que bon ſemblera. Niuernois Chap. 20. Art. 8. Bourbonnois Art. 552.

Preneurs de Fermes & adcenſes apres l'Eſtrouſſe doiuent bailler caution dans 4. iours, & le temps paſſé contraints par empriſonnemẽs de leurs perſonnes. Niuernois Chap. 20. Art. 1. Bourbonnois Art. 546.

Preneurs de Fermes & leurs Pleges, tenus chacun ſeul & pour le tout par prinſe de corps & de biens, ſans y garder l'ordre de diſcuſſion ne benefice de diuiſion. Niuernois Chap. 20. Article 1. Bourbonnois Article 546.

Encheriſſeurs ayans faict les miſes vingt quatre heures apres les ſix iours de Tiercemens & Doublemens, receus à encherir d'vn ſold pour liure ſur toute la ſomme en le ſignifiant, &c. Niuernois Chap. 20. Artic. 5. Bourbonnois Art. 549.

Se peuuent departir de leurs Encheres, Doublemens & Tiercemens & du ſold pour liure, deux heures apres la miſe, en payant contant la derniere miſe, &c. Niuernois Chap. 20. Art. 6. 7. & 8. Bourbonnois Ar. 500 & 551. Auuergne Chap. 16. Art. 15. La Marche Art.

Fermiers de Iuſtice tenus comme depoſitaires de Iuſtice. Normandie Art. 531.

Fermier des Exploicts & amendes. Senlis Art. 54. Berry Tit. 11. Art. 15.

Ou Preuoſt Fermier. Senlis Art. 55. Niuernois Chap. 1. Art. 26.

Pour celuy auquel appartient le profit des Defauts & congez ou amendes de Iuſtice pour les cas ou delicts.

Peuuent faire pourſuite des cas, delicts & malefices : mais non compoſer des amendes ſans communiquer aux gens du Roy : &c. Senlis Art. 54.

Ou Iuſticiers ou Officiers ne peuuent cõpoſer, tranſiger ou appointer des excez auãt ſentence. Acs Tit. 13. Art. 12. S. Seuer Titre 18. Art. 24.

Fermier ou maiſonnier. Blois Art. 78.

Par Ferue c'eſt à dire au pro rata ou au fur. Bourbonnois Art. 274.

Droict de Feſtage. Berry Tit. 6. Artic. 3. Menetou Art. 19. Dunois Art. 26. & 27.

Pour vn droict Seigneurial deu par chacun an pour le Feſt de maiſon, comme en autres lieux le Fouage pour le feu.

Feſtage deu au Roy en Ville de Vierzou Berry Tit. 6. Art. 3.

Le pris & Feur. Ponthieu Art. 85.

Au Feur l'emplage. Montagis Chap. 2. Article 45.

Feurmariage.

V Formariage.

Prince ſeul ou les anciens Barons ont la cognoiſſance de la punitiõ du feu. Bretagne Art. 50.

Feu s'eſtant pris par le moyen du Four commun, le Seigneur eſt tenu de reparer. Bayonne Tit 24. Art. 1.

S'il vient de maiſon particuliere, le S. & le conducteur tenu ſolidairement. Bayonne Tit. 24. Art. 2.

Quand on crie au Feu ou au meurdre, chacun eſt tenu d'y aller. Bretagne. Article 90.

Pour arreſter le Feu, on peut abbatre vne ou deux maiſons. S. Seuer L. Tit. 10. Art. deux.

Eſtant esbrandy en pluſieurs maiſons, on peut abbatre les prochaines. Bretagne Art. 644.

Le Feu & le Pain, partent l'homme mortemain. Duché de Bourg. Chap. 9. Artic. 12. Comté Art. 99. Niuernois Chap. 8. Art. 13.

Feu eſtant mis en maiſon, ſ'il n'y a de la faute de celuy qui demeure, il n'eſt tenu Bretagne Art. 643.

En vn lieu par dol, autele & fraude, ſ'il eſt inſoluable comme ſera puny. Bayonne Tit. 24. Art. 3. mis en maiſon ou moulin, en eſt decapité. La Bourt Tit. 19. Art. 5. Sole Tit. 35. Art. 5.

Mis malicieuſement aux Landes ou Boſcages cõmuns ou particuliers. La Bourt Tit. 3. Art. 21. & 22. Sole Tit. 15. Art. 16. & 17.

Fief Dominant. Melun Art. 25 & 38. Eſtãpes Art. 12. 16. 19. 20. & 38. Mante Art. 44. Laon Art. 186. 187. 188. 202. 219. 224. Chalons Art. 177. 189. 190. 219. & 224 Reims Art. 120. & 138. Ribemont Art. 19. Montargis Chap. 1. Article 11. 66. & 85. Grand Perche Article 35. 38. 44. 46. 47. 48. & 65. Chaſteauneuf Art. 16. Poictou Art. 23. Peronne Art. 30. 52. 56. & 81. Berry Titre 5. Article 20. Dourdan Art. 25.

Fief ſeruant, qui depend du Fief dominant en Foy & hommage. Melun Art. 44. Eſtampes Art. 38. Mante Artic. 44. Laon Art. 224. Chalons Art. 224. Reims Art. 138. Ribemont Art. 19. & 23. Grand Perche Art. 34. & 65. Peronne Art. 55. & 81. Auxerre Art. 65 Berry Tit. 5. Art. 35. Amiẽs Artic. 2.

Fief ſeruant ſe gouuerne ſelon la Couſtume du lieu, & non ſelon la Couſtume du Fief dominant. Mante Art. 44. Laon Art. 224. Chalons Art. 224. Reims Artic. 138. Peronne Art. 81.

Enclaué en Touraine, ſelon la Couſtume de Touraine ou Lodunois : poſé qu'ils ſoient tenus d'autres Seigneuries eſtãs hors les fins & limites. Tours. Art. 61. Lodunois Chap. 5. Art 3.

Fief nuemẽt en plain Fief à la difference de l'Arriere Fief Melun Art. 75. & 76. Clermõt Art. 199. Troyes Art. 45. & 190. Laon Art. 260. Reims Art. 222.

Fief tenu en plain hõmage Amiens Art. 7.

Fief hommagement tenu Xainctonge Art. 36.

Fief franc Poictou Art. 148.

Fief tenu en Perrie ou plain hommage, a pareil Iuſtice & Seigneurie, que le S. F. Amiens Art. 25.

Fief tenu à plein lige ou en Pairriere. S. Paul Art. 10.

Fief lige Poictou Art. 168.

Tenu par hommage Lige ou plain, en Parage, ou par prenant ou par mettant ou en Gariment Poictou Art. 99. & 106.

Fief ſans Domaine Orleans Art. 45

Demeure entier & indiuiſible au S.F. ſur toute la choſe Feodale. Auuergne Chap. 22. Art. 35.

Fief de danger n'ont lieu. Troyes Article 37. Chaumont Art. 56. Sinon en la Preuoſté de Vaucouleur. Chaumont Art. 56.

Ont lieu au Bailliage de Bar. Bar Art. 1.

Terres Feodales & Seigneuries demourent entieres ſans eſtre demembrees. Sedan Art. 161.

Fiefs & Domaines tenus noblement ou roturireemẽt. Poictou Art. 9. Angoumois Artic. 20.

Chef Fief. Bourbonnois Article 333. & 334.

Qui Fief nie, ou Fief rongne, Fief perd Blois Art. 101 La Marche Art. 187.

Fief plain & principal. Sedan Art. 73.

Fief principal. Tournay Tit. 10. Article 37. Sedan Art. 73. Blois Art. 66. & 67. Melun Art. 50. S. Quentin Art. 70.

Fief Noble, & non reſtrainct. Ponthieu Artic. 4.

Fief Noble ou Rural ou non Noble. Niuernois Chap. 4. Art. 27. 28. & 29. Noble & tenus en plein hommage. Amiens Artic. 25.

Fief Noble. Auuergne Chap. 22. Art. 1. Mante Art. 34. Eſtampes Art. 12. Cambray Tit. 1. Art. 75.

Noble ne peut eſtre baillé à titre de Cens ou Bourdelage: mais ſeulement le Fief rural Niuernois Chap. 4. Art. 28.

Fief Bourſal ou Burſal qui appartient aux puiſnez. Le Maine Art. 282.

Mairies & Fiefs Bourciers. Chartres Article 17.

Fief entier. Chaſteauneuf Art. 21. Chartres Art. 15. Dreux Art. 12.

Plein Fief à la difference de l'Arriere Fief Niuernois Chap. 27. Art. 9. & 10. Montargis Chap. 1. Art. 44. 45. & 68. Orleans Ar. 76. & 83. Chartres Art. 65. Dunois Art. 15. & 21. Bourbonnois Article 373. & 388. Auxerre Art 52. 67. 72. Sens Ar. 97. Troyes Art. 45. Bar Art. 24. Montargis Chap. 4. Art. 59.

Plain Fief de Haubert. Normandie Art. 156. & 158.

Plain Fief ou demy Fief. Laon Art. 260. Bar Art. 25. Montargis Chap. 1. Artic. 44. Dunois Art. 15.

Fief vif ou mort. Acs Tit. 8. Art. 2. 5. 6. 7. & 8.

Fief mort eſt ſoubs-acazement ou rente Acs Tit. 8. Art. 5. & 7.

Fief ſeruy. Aniou Art. 103. 104. 109. Le Maine Art. 116. 117. & 120.

Fief deſeruy. Grand Perche. Article 32. & 46.

Fiefs creans ou nouueaux Fiefuez. Tournay Tit. 10. Art. 37.

Faire ſon Fief de ſon Domaine. Niuernois Chap. 4. Art. 30. Aniou Art. 201. & 221. Le Maine Art. 216. & 236.

Faire Arriere fief de ſon plein Fief. Sedan Article 62.

Vaſſal ne peut faire de ſon Domaine, ſon Fief ſans le conſentement du S. F. Niuernois Chap. 4. Art. 30.

Peut faire de ſon Fief Domaine ſans le conſentement du S. & ſans payer profit. Niuernois Chap. 4. Art. 30.

Faire ſon Domaine de ſon Fief ou Cenſif Niuernois Chap. 4. Art. 30. Aniou Article 348. 384. 387. 391. & 399. Le Maine Art. 360. 394. 397. 401 409. 410. & 429. Chaſteauneuf Art. 75. Chartres Art. 65. Dreux Art. 56. Blois Art. 66. 67. & 186. Poictou Article 132.

Entrer de Fief ſeruy. Xainctonge Art. 36. 37. 38. & 39. Poictou Art. 115. 116. & 117.

Vaſſal entre de Fief ſeruy en trois cas. Xainctonge Art. 536.

Entrer en ſon Fief. Bourbonnois Articl. 368. Auuergne Chap. 22. Art. 1.

Seruir le Fief. Aniou Art. 116. Le Maine Art. 118.

S. Seruy de l'hommage. Aniou Article 106. & 116. Le Maine Art. 118.

Fief deſcouuert. Tours Art. 110. Lodunois Chap. 11. Art. 2.

Non ſeruy & deſcouuert. Aniou Article 109. Le Maine Art. 120.

Source : BIU Cujas

V Ouuerture de Fief.

Fief & nueſſe. Aniou Art. 221. Le Maine Art. 236.

Celuy qui a Fief, n'eſt fondé d'auoir Iuſtice: & eſt tenu aller plaider en la Iuſtice ou eſt ſitué le Fief. Buzançois Art. 3. Bauché Art. 1. Maizieres Art. 1. 5. Cyran Art. 1. l'Iſle Sauary Art. 3.

Fiefs & Iuſtice n'ont rien enſemble. Tours Art. 379. La Mothe ſur Yndre Art. 1. Buzãçois Art. 1. Bauché Art. 1. S. Genouſt Art. 1. L'Iſle Sauary Art. 1.

N'ont rien commun enſemble. Blois Ar. 65. Berry Tit. 5. Art. 57.

N'argue la Iuſtice ou reſſort: ne la Iuſtice ou reſſort le Fief. Berry Tit. 5. Art. 57.

Fief & Reſſort n'ont rien commun. Auuergne Chap. 2. Art. 4.

Iuriſdiction, Reſſort & Fief n'ont rien cõmun. Bourbonnois Art. 1.

Fief, Reſſort & directe Seigneurie n'ont rien commun. La Marche Art. 5.

Fiefs cottiers tiennent nature d'heritages de mainferme & ſe partiſſent entre coheritiers. Cambray Tit. 1. Art. 74.

En ligne collaterale ſuccedent au plus prochain lignager de l'eſtoc & ſont preferez les maſles aux femelles en pareille degré: & à faute de maſle, l'aiſnee femelle. Tournay Tit. 10. Art. 7. & 8.

Se peuuent accroiſtre au profit du Sieur Suzerain par acqueſts & mariage. Aniou Art. 207. Le Maine Art. 222.

Retournant au S. à la charge des rentes foncieres, hypotheques debtes mobiles, diſcuſſion prealablement faicte, des meubles du vaſſal: & iacquitera les foncieres au denier vingt: fors celles de l'Egliſe dont elle a iouy par xl. ans: ſinon en cas de l'Edict. Normandie Art. 201.

Fiefs & heritages cottiers tiennent cotte & ligne. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 4.

Sont patrimoniaux, s'il n'appert du contraire. La Salle de Lille Tit. 2 Art. 5.

Auant le mariage, retraicts à titre de proximité tiennent coſte & ligne dont ils procedent tant en ligne directe que collaterale. La Salle de Lille Tit. 2. Art 24. & 35.

Sortiſſent la nature des heritages retraicts Heſdin Tit 3. Art. 4.

Fiefs peuuent eſtre acquis par Nobles, encores qu'ils ne viuent noblement: ains marchandement. Troyes Artic. 16. Chaumont Art. 10.

Par toutes perſonnes Nobles ou non Nobles hommes ou femmes, ſauf le droict du Roy. Berry Tit. 5. Art. 1.

Sans denonciatiõ faicte au S. F. ou emphytheotique, conſentement ou licence du S. Berry Tit. 5. Art. 2. Sole Tit. 18. Art. 1.

Ou heritages feodaux, ſont reputez patrimoniaux. Meaux Art. 133. Troyes Art. 37. Niuernois Chap. 4. Art. 27. Auuergne Ch. 22. Art. 33.

Se peuuent vendre ou aliener ſans le conſentement du ſieur Feodal ou du Vaſſal. Meaux Art. 133 Auuergne Chap. 7. Artic. 133. Auuergne Chap. 22. Art. 33. & 34. La Marche Art. 201.

En faiſant les deuoirs par deuant le Bailly & quatre hommes de Fief du S. & payant les droicts Seigneuriaux. Cambray Tit 10. Art. 32.

Pourueu que les contracts ſoient recongnus en la preſence des Preuoſt & Hommes de Fief Troyes Art. 20.

Peuuent eſtre poſſedez & tenus par femmes. Ponthieu Art. 41.

Peuuent acquerir & ſucceder en choſes Feodales. Comté de Bourg. Art. 17. Niuernois Chapitre 4. Article 18. Blois Article 64.

Sinon par Nobles. Meaux Article 154. Troyes Art. 16. Chaumont Art. 10. Vitry Art. 46.

Entre roturiers ſe diuiſent par moitié & par les deux tiers, Ribemont Art. 60.

Requis par vn Noble d'vn Noble, on ne peut vſer de iuriſdiction & Faymidret. Sole Tit. 18. Art. 1.

Peuuent eſtre partagez entre enfans ſans le conſentement du S. F. Chalons Art. 171.

Peuuent eſtre acquis par non Noble, mais il en ſera contraint à en vuider ſes mains dedans l'an & iour, s'il n'en paye finance au Roy, ou qu'il euſt eſté receu en Foy, &c. Meaux Art. 154. Vitry Art. 46. La Ruë d'Yndre Art. 6.

Nobles ne peuuent eſtre acquis par roturier ſans payer Rachat. Bretagne Art. 357.

Peuuent eſtre tenus par les manans & habitans de Sens: ſans eſtre, &c. Sens L. Article premier.

Ne peuuent eſtre vendus par la femme conſtant le mariage, ſans le conſentement de ſon mary Tours Art. 21. ſinon qu'elle fut en viduité Ib.

Fiefs ſont indiuidus. Normandie Article 305.

Nobles ſont impartables & indiuidus Ib.

Sont indiuiſibles tant en ligne directe que collaterale: & ſont au plus prochain aiſné maſle, & à faute de maſle, à l'aiſnee femelle ſans repreſentation en toute ligne. Tournay Tit. 10. Art. 1.

Suiuent coſte & ligne. Tournay Titre 10. Art. 1. & 2.

Eſtans tenus du Preuoſt de la commune s'ils ſont pluſieurs, n'appartiennent à l'aiſné ou aiſnez: fors l'vn à ſon chois & aux maiſnez, ſelon leur prerogatiue: & ainſi entre filles. Tournay Tit. 10. Art. 3. & 5.

Tenus de diuers Seigneurs ſont à l'aiſné, Tournay Titre 10. Art. 6.

Appartiennent entierement à l'aiſné s'il n'y a que filles. Tournay Titre 10. Artic. 4.

Patrimoniaux à faute d'hoirs ſuccedent à l'aiſné hoir maſle venant de la ligne & agnation: à faute de maſle en pareille degré à l'aiſnée femelle. Cambray Tit. 1. Art. 14.

Fors les Fiefs venans de pere & mere & non plus haut, ou le nepueu & niepce venant de frere ou ſœur du defunct, qui eſt preferé à l'Oncle ou Tante. Cambry Titre 1. Art. 15.

Acqueſtes à faute d'hoirs deſcendans de luy ſuccedent à l'aiſné hoir maſle plus prochain: & en faute de maſle à la femelle: fors en pareil degré le maſle de ſon agnation eſt preferé, &c. Cambray Tit. 1. Art. 16. & 17.

Ou heritages de main-ferme venans de ſucceſſion patrimoniale ne remontent en Cambreſis en ligne directe, quand le pere ou la mere s'eſt faict mort. Cambray Titre 1. Art. 18. & 19.

Acqueſts par le fils ou filles decedez ſans hoirs ſuccedent au pere ou mere. Cambray Tit. 1. Art. 20. en acqueſte ne ſe peuuent cõditionner contre la Couſtume. Cambray Tit. 1. Art. 25.

De Haubert entre filles heritieres ſeules peut eſtre partagé en huict parties. Normãdie Art. 320. & 324.

Fils de famille.

V. Enfans aagé.

Filles ayans eu en mariage ou autrement heritages excedans le tiers du bien du pere ou mere, les fils le peuuent renoquer dans l'an & iour du decez de pere & mere ou de leur maiorité. Normandie Ar. 254.

Ne ſeront payees que iuſques à la concurrence du tiers. Normandie Artic. 255.

Non mariees du viuant des pere & mere peuuent demander part au tiers. Normandie Art. 256.

Mariees feront part au profit des fils, ſi les autres filles ſont receues à partage, ores qu'il ne luy ſoit rien deu lors du decez d'iceux. Normandie Art. 257.

Sont en la Garde de l'aiſné: & ayans xx. ans demandans mariage les freres les peuuent garder an & iour & leur bailler mariage aduenant. Normandie Art. 261.

Et ne les peut garder apres l'an & iour, s'il ſe preſente perſonne idoine & conuenable, &c. Normandie Art. 264.

Freres contribuent à la nourriture, entrerenement & mariage de leurs ſœurs. Normandie Art. 249.

Finage. Melun Art. 303. Sens Art. 146. Troyes Art. 169. Chaumont Art. 103. Vitry Artic. 5. & 122. Chalons Art. 266. & 267.

Pour le Ban ou Territoire d'vne Iuſtice & Seigneurie.

Quand argent faut, finaiſon nulle. Grand Perche Art. 61.

Fins de non receuoir, de folle pourſuite. Lille Art. 139.

Medecins, Chirurgiens & Apothicaires non receuables pour leurs ſalaires & vacations apres l'an. Paris Art. 125. Calais Art. 215.

Apres deux ans. Meaux Art. 64.

Marchans gens de meſtier & autres vendeurs de denrees & marchandiſes en detail ne ſont receuables apres ſix mois paſſez du iour de la deliurance: s'il n'y a arreſt de cõpte, &c. Paris Art. 126. Calais Art. 216. Maute Art. 187. Reims Artic. 394. Normandie Art. 519. Tours Art. 211. Lodunois Chap. 10. Art. 8. Sedan Art. 315. & 316.

Pour marchandiſes deliurees en gros ou en detail apres deux ans. Meaux Artic. 64. Troyes Art. 201. Chaumont Art. 20. Ou quatre ans. Vitry Art. 148. Aniou Art. 508. Le Maine Art. 503. Chaſteauneuf Art. 97. Chartres Art. 82. Dreux Art. 70.

Apres vn an paſſé. Montfort Article 186. Bourbonnois Art. 13.

Apres an & iour contre marchans vendãs en detail. Bretagne Art. 292.

Apres trois ans. Cambray Tit. 17. Art. 7.

Finater ou Finatiers pour tenanciers & ſuiets du S. Cauier: auquel ils doiuent Cens rente & autres deuoirs, & ſur leſquels il a Baſſe iuriſdiction. La Bourt Tit. 1. Art. 4 Sole Tit. 2. Art 8. Tit. 10. Art. 1. 6. 7. 8. 10. Tit. 12. Art. 3. & 5. Tit. 18. Art. 1. Tit. 27. Art. 5. Tit. 33. Art. 4.

Finaters du Roy ne doiuent eſtre vexez par les Seigneurs ou leurs Officiers en carrieres ou maneuures. Sole Tit. 10. Art. 10.

Entrans dans la maiſon choſe feodale, s'il ne ſoppoſe ou contente le S. doit amende. Sole Tit. 10. Art. 741.

Flegards. Boullenois Art. 29. 43. 132. & 168. Artois Art. 5. & 51. S. Omer Artic. 13. Theroanne Art. 6. S. Paul Art. 31. Monſtreul Art. 41. Heſdin Tit. 4. Art. 22. Lillers Tit. 2. Art. 5. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 17. 34. S. Omer en Artois Tit. 2. Articl. 1 Amiens Art. 184. L. Art. 9.

Pour chemins, rues, voyes publiques ou places communes.

S. feodal n'a droict ſur les Flegards au preiudice des Maire & Eſcheuins S. Pol Article 31.

Source : BIU Cujas

V. Flos, fronds, frous ou fros.
Fleſtrir & marquer. Melun Art. 1. Auxerre Art. 1.
La Couſtume de Niuernois Chap. 1. Art. 1. a dict marquer.
Fleuues nauigables ſont au Roy s'il n'appert du contraire. Meaux Art. 182. Ne ſont aux Hauts Iuſticiers, s'il n'y a titre ou longue iouiſſance. Meaux Art. 182.
Iſles ou Riuieres ſont au Haut Iuſticier s'il n'y a titre ou preſcription. Sens Artic. 13. Bourbonnois Art. 341.
Folle enchere c'eſt la derniere miſe. Niuernois Chap. 20. Art. 6. Auuergne Chap. 16. Art. 15. Bourbonnois Art. 551. La Marche Art. 116.
En matiere de Criees & comme eſt puny le fol encheriſſeur. Berry Tit. 9. Art. 64.
Renchere pour les fermes du Seigneur ou de la Republique. Cambray Tit. 20. Ar. 10.
Miſes & folles encheres. Bourbonnois Art. 500.
Entrer en foy. Meaux Art. 48. Peronne Article 173.
Entrer en foy & hommage. Vallois Art. 47. Clermont Art. 77. Vitry Art. 54. Montargis Chap. 1. Art. 17.
Foy & ſeruice, hommage & ſeruice. Chaumont. Ar. 11. S. Quētin Ar. 35. Foy doit eſtre gardee entre le S. & le Vaſſal. Normandie Art. 123.
Foy & hommage c'eſt la Bouche & les mains Reims Art. 59.
Foy & hommage doit eſtre faicte preſens du moins 4. hommes de Fief de la commune auec le Preuoſt. Tournay Titre 10. Article 24.
Eſt deu à chacune mutation de ſuiet & de Seigneur. Aniou Art. 100. Le Maine. Article 113.
Par mort, acqueſt, mariage ou autremēt ſe doit faire dans xl. iours. Aniou Article 101. & 102. Le Maine Art. 114. & 115.
Se doit faire pendant les xl. iours Grand Perche Art. 34.
Par le Vaſſal, ſoit lige ou cōme Iuueigneur d'aiſné dans xl. iours apres l'an du Rachat finy, ou s'il n'y a, rachat dans 4. mois apres la poſſeſſion nouuelle. Bretagne Art. 343.
Faicts ſous proteſtation de ne faire faux adueu. Bourbonnois Art. 376. La Marche Art. 166.
Se doit preſenter à la perſonne des S. F. s'il eſt au pays: & s'il eſt abſent au lieu & maiſon dont le Fief eſt mouuant, les Officiers & entremetteurs ou aucuns d'eux appellez. Niuernois Chap. 4. Art. 1.
Foy doit eſtre faicte par le Vaſſal en perſonne. Chaſteauneuf Art. 17. Chartres Art. 14. Dreux Art. 11.
Quand eſtimee faillir du coſté du S. F. ou du coſté du vaſſal. Blois Art. 48. & 49.
Foy & hommage quand eſt eſtimee pure & ſimple. Bourbonnois. Art. 377. La Marche Art. 18.
Foy, hommage & Denombrement deuz en mutation de S. F. ou de vaſſal. Bar Ar. 27.
Ne ſont deuz que par la mort ou mutatiō du vaſſal & non du S. F. Normandie Ar. 106.
Foy, hommage & offres ſe doiuent faire au Roy ou à ſes Officiers. Chaumont Art. 56.
Sera faicte à l'aiſné trouué ſur le lieu, & à ſes autres freres. Berry Tit. 5. Art. 20.
Se peut porter par l'aiſné & acquite ſes ſœurs de leur premier mariage, tant de la foy que Relief, en declarant le nom & aage d'icelles. Paris Art. 35.
Pour ſes freres & ſœurs puiſnez eſtans en bas aage, & que les fiefs ne ſoient diuiſez Meaux Art. 140. & 141.
Ses freres & meſmes les ſœurs de leur premier mariage mariees ou non. Chalons Ar. 169. Reims Art. 114.
Aiſné garantit ſa ſœur de ſon premier mariage, ſoit mariee ou ſe marie apres: ſinō qu'elle ſoit entree en foy. Melun Art. 62.
Les puiſnez & ſa ſœur, encores qu'elle ſoit plus aiſnee. Meaux Art. 144.
Garantit ſes ſœurs tant qu'elles ſe tiendront à marier, ſans payer Relief. Senlis Article 116.
Sa ſœur mariee ou non pour ſon premier mariage, pour le fief eſcheu en droicte ligne Laon Art. 159. & 167.
Ou en ſon refus le plus aagé d'apres, peut pour tous ſes freres & ſœurs mariees & à marier, faire & porter la foy & hommage, & les acquite des droicts & deuoirs enuers le S. feodal pour leur premier mariage, ſoit partage faict ou non. Eſtampes Art. 3. & 4. Dourdan Art. 9. & 10. Montfort Artile. 3. Mante Art. 21. 20. Reims Art. 114. Vallois Art. 63. Troyes Art. 14.
Aiſné peut releuer & rentrer en hommage du total des fiefs pour la premier fois ou des deux parts: & ſ'il releue pour le tout, les maiſnez peuuent releuer leur tierce partie de leur aiſné ou du S. feodal à leur chois. Clermont Art. 82 Troyes Artic. 14. Chaumont Art. 13. Chalons Art. 167. Aniou Art. 262. Le Maine Art. 280.
Pourueu qu'ils reprennent dans l'an de leur aiſné: autrement apres l'an ſont tenus de reprendre. Vitry Art. 62. Reims Art. 115.
Peut releuer tous les fiefs pour ſes autres freres & ſœurs de leur conſentement, en ce qu'ils peuuent releuer leur part & portion du S. feodal Vallois Art. 63. & 64.
Doit releuer & payer tous les droicts Seigneuriaux, faire les foy & hommage & ſeruices: ſans que les puiſnez en ſoient tenus pour leur Quint. S. Quentin Art. 35. Peronne Art. 173. & 186.
Releue tous les heritages, s'il en eſt d'accord auec ſes autres freres & ſœurs en payāt vn Relief. Ponthieu Art. 63.
Peut retenir & porter la foy en ligne directe du cōſentement de ſes freres & ſœurs & autres & les garantit du profit de Rachat: qui tiendrōt leurs portions de luy ſans payer Rachat de ſon viuant. Chaſteauneuf Art. 2. Chartres Art. 2. Dreux Art. 2.
Eſtant en aage tenu porter la foy & hommage pour ſes freres & ſœurs mariez ou nō & les garder vne fois de payer profit. Montargis Chap. 1. Art. 32. Orleans Artic. 35. Dunois Art. 12.
Ne ſe peut deſiſter ayant porté au preiudice de ſes freres, s'ils ne veulent porter Orleans Art. 35.
Ne peut porter la foy & hommage és v. Baronnies, s'il ne prend la moitié en chacun fief. Chartres Art. 2
Faict la foy & hommage pour tous & en paye les Reliefs. Normandie Art. 196 les deuoirs Seigneuriaux ordinaires. Tours Article 297.
Acquite les filles des rachats de leur premier mariage, fils ou filles ayans fief entier par leur partage. Tours Art. 271.
Chargé de faire les foy & hommage & garantir en franc Parage ſous ſon hommage à ſes puiſnez leur tierce partie franche en retenant les deux parts. Tours Artic. 264. Lodunois Chap. 27. Art. 9. & 10.
Ou les puiſnez en l'abſence ou negligence de l'aiſné: & eſtant de retour, ils luy rendrōt compte Tours Art. 265. Lodunois Chap 27. Artic. 11.
Tenus de ſdommager les puiſnez. Aniou Art. 262. Le Maine Art. 280. Garantir les puiſnez. Aniou Art. 262. Le Maine Ar. 280.
Ou ceux qui le repreſentent ou l'aiſnée fille s'il n'y a que filles, font la foy & hommage & garantiſſent aux puiſnez en Parage fors des filles ayant Fief entier. Aniou Art. 232 Le Maine Art. 250.
Tenu porter la foy & hommage pour luy & ſes puiſnez. Grand Perche Artic. 159.
Ou qui le repreſente tenu, &c. Angoumois Art. 25.
Ou ſon repreſentant eſt homme de foy ſans autre declaration ou election, encores qu'il n'y ait partage: fors s'il eſt donné vn lieu tenu en fief ou principal manoir. Grand Perche Art. 59.
Vendant ſa portion de fief doit acquiter ſes puiſnez ou Bourſaux du Rachat. Grand Perche Art. 78.
En cas de partage ou ſans partage eſt chargé des foy & hommage & des ſeruices: ſauf ſon recours apres ſommation faite Auuergne Chap. 22. Art. 38. & 40.
Entre couſtumiers a les deux tiers, fera la foy & hommage & garantira l'autre tiers aux puiſnez, en retenant deuoir. Aniou Art. 262. & 264. Le Maine Art. 280. & 283.
Fils aiſné ou fille aiſnee aagee peut porter la foy & hōmage pour leurs freres & ſœurs mariez & non mariez & les acquitent. Sens Art. 220. Tenu de releuer & droicturer pour tous les fiefs & doit main & bouche, &c. Chauny Art. 72.
N'eſt contraint ſi les puiſnez choiſiſſent tenir du S. F. Reims Art. 114.
Peut releuer tant pour luy que pour ſes freres & ſoeurs, le fief eſcheu en droicte ligne: & ont le chois de releuer de l'aiſné ou du S. F. Laon Art. 159.
Ou ſon fils aiſné maſle en ligne directe peut porter la foy & garantir en Parage, &c. mariees ou non. Blois Art. 69. 70. & 73.
Fille aiſnee peut & doit comme heritiere entrer en foy & hommage pour le total des fiefs ſans profit. Melun Art. 37.
Aagee non mariee peut porter la foy & hommage ſans payer profit. Montargis Ch. 1. Art. 32. Dunois Chap. 1. Art. 12.
Heritiers ou enfans venus en aage auront leur part de la main de leur frere ou ſœur & entreront en foy & hommage ſans profit ou rachat. Melun Art. 37. & 47.
Freres ou ſœurs mineurs ne peuuent garantir leur frere aiſné: & la ſœur ne peut garantir ſon frere. Meaux Art. 144.
Puiſnez ont leur action pour les dommager & intereſts, ſi les S. Suzerains leuent les fruicts apres ſommation faicte à l'aiſné Tours Art. 275. Lodunois Chap. 27. Ar. 17. Auuergne Chap. 22. Art. 39. & 41. Aniou Art. 262. Le Maine Art. 280.
Puiſnez Douairiere ou vſufructuaire par le dol, colluſion ou negligence de l'aiſné, peuuent porter la foy & hommage. Aniou Art. 126. Le Maine Art. 136.
Puiſnez couſtumiers departant egalemēt & par teſtes, feront chacun foy & hōmage pour leur part & portion, ſi l'vn a les deux parts & garantit le tiers, en retenant deuoir Aniou Art. 264. Les Maine Art. 283. Idem des freres & ſœurs, couſins, couſines & autres parens venans à la ſucceſſiō l'vn de l'autre par defaut d'heritier. Aniou Art. 265.
Heritiers Nobles ou Couſtumiers pour l'abſence les vns des autres peuuent offrir au S. F. & faire les foy & hommage. Aniou Art. 266.

Source : BIU Cujas

Vaſſal tenu faire vne ſeule foy, bailler vn adueu. Montargis Chap. 1. Art. 85. Orleans Art. 48. faire vne ſeule preſtation de foy à l'vn des Conſeigneurs : ou en leur abſence &c. Berry Tit. 5. Art. 21.

Ayant faict foy & hommage vendant ou alienant partie de ſon heritage demoure des ſeruices pour le tout : ſauf ſon recours contre ſes perſonnes. La Marche Art. 202.

Le fief eſtant ſaiſi & mis en Criees à faute de deuoirs, &c. tenu dans xv. apres : autrement le Iuge, &c. Berry Tit. 9. Art. 83.

Comme doit declarer les choſes qu'il tiēt & comment, &c. Bretagne Art. 346.

Entré en foy au parauant le Bail, fera la foy & hommage au S. venu en aage, quand il aura faict proclamer & aſſigner ſes hommages. Tours Art. 343. Lodunois Chap. 33. Art. 4. N'eſt tenu chercher le S. hors le lieu pour faire la foy & hommage. Meaux Ar. 187. Melun Art. 25.

Doit eſtre receu par main ſouueraine & iouyr pendant le procez ſ'il y a contention pour la Tenure Feodale, en conſignant par luy en Iuſtice, les droicts & deuoirs. Paris Art. 60. Melun Art. 88. Eſtampes Art. 37. Dourdan Art. 35. Montfort Art. 39. Laon Art. 202. Chalons Art. 202. Reims Artic. 124. Ribemont Art. 30. Peronne Art. 70. Orleans Art. 87. Grand Perche Art. 52. Romorantin Art. 13. Bourbonnois Artic. 385. Bretagne Art. 309.

Au refus de ſon Seigneur, en conſignant les droicts. Laon Art. 186. Chalons Art. 189. Dourdan Art. 29. Melun Art. 28. Mōtargis Chap. 1. Art. 16. Reims Articl. 123. Grand Perche Art. 54.

Receu par main ſouueraine ſe peut dire ſaiſi. Vitry Art. 52. Et peut intenter complainte en cas de nouuelleté contre ſon S. F. ou autre l'ayant troublé. Troyes Art. 43.

Eſt tenu xl. iours apres la ſignification faicte de la ſentence ou arreſt, faire & porter la foy. Paris Art. 60. Eſtampes Art. 37. Dourdan Art. 35. Laon Art. 202. Chalons Art. 202.

Se peut pleger par Cour ſuperieure à ce qu'il demoure en ſouffrance, iuſques à ce qu'il ſoit iugé entre les deux Seigneurs. Bretagne Art. 109.

Peut obtenir tel remede qu'il appartiendra. La Rochelle Art. 48.

Tenu de bailler à ſon S. Feodal ſes lettres de reception en foy & hommage : & le S. F. lettres de recongnoiſſance de ſon fief pardeuant Notaires & teſmoins. Niuernois Chap. 4. Art. 48.

Tenu faire foy & hommage & ſerment de fidelité. Chaſteauneuf Art. 1. Chartres Art. 1. Dreux Art. 1. & payer les droicts & profits de fief deuz, bailler ſon adueu & denombrement au S. du fief dominant, encores qu'ils ſoient pluſieurs. Eſtampes. Artic. 16.

Noble doit acquiter pour tous, ſ'il n'y a partage : & apres le partage, chacun doit faire hommage. Poictou Art. 115. Xainctōge Art. 37. La Marche Art. 186. Bretagne Art. 363. Mais les roturiers doiuent tous attendant le partage faire l'hommage ou conuenir de l'vn d'eux : apres le partage chacun eſt tenu faire hōmage. Bretagne Ar. 363.

Seigneur feodal n'eſt tenu receuoir l'acheteur de la rente à homme, ſi bon ne luy ſemble. Meaux Art. 168.

Ne le ſaiſira point, ſi bon ne luy ſemble Clermont Art. 97.

Qu'il n'ait payé les fruicts encourus. Auuergne Chap. 22. Art. 30.

Ne receura l'acheteur, donataire ou ſucceſſeur, que les droicts des ouuertures precedentes ne ſoient payez. Perōne Ar. 49.

Et fera apparoir du dernier Relief, ſinon qu'il en euſt iouy par trente ans. Perōne Ar. 50. ſinon en payant les droicts Seigneuriaux & loyaux frais. Niuernois Chap. 4. Ar. 62.

Tant pour luy que pour ſes autheurs. Melun Art. 27. Sedan Art. 66.

Peut faire reſeruation deſdits droicts pour vſer de ſaiſie : autrement y viendra par actiō Melun Art. 27. Sens Art. 222. Montfort Art. 46. Mante Art. 18. & 22. Laon Artic. 223. Reims Art. 125. Blois Art. 97. Berry Tit. 5. Art. 38.

Ne doit differer à receuoir aucun Vaſſal pour oppoſition ou appellation, en declarant qu'il n'entend preiudicier au droict d'autruy. Laon Art. 216. Chalons Ar. 216. Reims Art. 121. Chauny Art. 103.

Ne doit refuſer l'acheteur eſtāt capable de Fief, en luy payant les droicts & deuoirs : ſ'il ne le prend pour le pris. Meaux Art. 168.

En payant le rachat. Berry Tit. 5. Art. 3.

Refuſant de ſon receuoir ſon vaſſal, peut eſtre conuenu pardeuant le Iuge Royal du lieu du fief dominant : à fin d'eſtre receu en payant, & à ſon refus voir conſigner en Iuſtice les droits. Melun Ar. 38. Poictou Ar. 92.

Peut receuoir celuy des vaſſaux qui a le plus clair droict ſ'ils ſont oppoſans. Poictou Art. 113. & s'il meurt, leuera le rachat ou le deuoir. Poictou Art. 123. & 124.

Tous vaſſaux qui ſe preſentent & ſes droits ſans eſtre tenu les reſtituer, ſinon qu'aucun euſt iuſte cauſe d'erreur. Laon Art. 214. & 215. Chalons Art. 213. & 214. Reims Artic. 119. & 120. Chauny Art. 102. & 103. Bourbonnois Art. 384.

Ne doit refuſer le mary pour faire Relief encores que le Seigneur ne ſoit payé du viuant du donateur. Peronue Art. 51.

Ne receura le mary roturier aiant eſpouſé femme ſ'il ne luy plaiſt. Meaux Art. 156.

Vaſſal, à homme, s'il n'eſt Noble. Vitry Article 46.

Peut commettre à la reception des hōmages, ſerment de fidelité, acception & blaſme de recongnoiſſance de fief & denōbrement, perſonnes qualifiees de Nobleſſe Office ou autre qualité. Niuernois Chap. 4. Art 48.

Peut receuoir les foy & hommage des vaſſaux tenās de la Seigneurie de ſa femme & bailler ſaiſine des heritages roturieres, ſans ſon conſentement. Senlis Art. 250.

Doit receuoir les heritiers d'vne femme noble mariee à homme roturier, ſans qu'ils ſoient contraints vendre ledit fief ne vuider leurs mains. Meaux Art. 156.

Les S. F. & Cenſuel tenus de ſaiſir l'acheteur xl. iours apres la notification du contract. Senlis Art. 235.

Apres la reception, ne peut empeſcher le fief pour les profits deuz au parauant la reception, ſ'il n'y a reſeruation expreſſe ou cōtract recellé. Montargis Chap. 1. Artic. 6. Orleans Art. 66. Grand Perche Artic. 55. Melun Art. 222. Montfort. Art. 46. Mante Art. 18. & 22. Laon Art. 223. Reims Art. 125. Blois Art. 97. Berry Tit. 5. Art. 38.

Ne reçoit l'emphytheoſe en foy & hommage, ſi bon ne luy ſemble. Meaux Ar. 177.

Peut demander foy & hommage, deuoir ou redeuance pour choſes tenues en fief, encores qu'il n'aie que iuriſdiction fonciere Poictou Art. 52.

Doit faire la reception ſauf ſon droict & l'autruy. Bretagne Art. 346.

Ayant donné ſon fief à Cens ou rente, retenu à luy la foy ou non, doit touſiours porter la foy, acquiter le preneur, & payer les profits, le cas aduenant, ſinon qu'il y ait conuention au contraire. Montargis Ch. 1. Art. 84.

Se peut addreſſer à l'aiſné, ſi les enfans n'ont fait partage pour faire la foy ou offres au lieu du fief. Blois Art. 95.

Peut faire le ſerment de fidelité & hommage, & bailler denombrement à l'vn des Conſeigneurs. Amiens Art. 24.

S'ils ſont pluſieurs heritiers peut couurir le fief, faire l'hommage & empeſcher la prinſe ſans preiudicier aux autres coheritiers. Aniou Art. 100. Le Maine Art. 113.

Eſt quitte en faiſant & preſentant l'hommage à l'vn des Conſeigneurs tenant le manoir & Chaſtel commun : & s'il n'y a Chaſtel, à celuy qui a plus grand part : ſ'ils ont egales portions, à l'aiſné, ſ'ils ſont freres ſinon à celuy qui ſe trouuerra ſur le lieu, ou aux Officiers. Niuernois Chap. 4. Artic. 45. Bourbonnois Art. 391. Auuergne Chapit. 22. Art. 42. 43. 44. & 45. La Marche Art. 203. 204. 205. & 206.

Doit faire ſignifier, ſa reception, offres & preſentation aux Conſeigneurs ou entremetteurs eſtans ſur le lieu : ou par cry pubic & affixes. Niuernois Chap. 4. Art. 46.

Foy ne ſera faite hors la Duché. Bordeaux Art. 81. Bretagne Art. 362.

Ne ſera receu autre part que ſur le lieu, ſi bon ſemble. La Marche Artic. 199. Auuergne 710. Que ſur le fief dominant. au S. F. Paris Artic. 64. Meaux Artic. 187. 376. Chartres Art. 14. Dreux 11. Bourbonnois Art 209.

Et hōmage deu au Roy cōme ils ſeront faicts, eſt demouré en doute. Bordeaux Article. 81.

Ne peut eſtre refuſee par le S. F. encores qu'il ne ſoit ſur le lieu. Poictou Art. 111.

Ne ſera faicte par vn vſufruictier, & ne payera rachat. Berry Tit. 5. Art. 18. Aniou Art. 125. Le maine Art. 135.

Par le S. F. pour vnion faicte du fief de ſon vaſſal à ſon Domaine : ains ſeulement ſon heritier ou aiant cauſe ſans paier profit pour l'vnion. Orleans Art. 18.

Tant du fief que de l'Arriere fief, quand le S. F. meurt apres que le vaſſal a acheté ſon Arriere fief. Orleans Art. 18.

Sera faite par le vendeur de la portion de choſe Feodale du total du fief : ſauf ſon recours. Auuergne Chap. 22. Art. 36.

Les deux tierces parties du fiefs, garantiſſent l'autre tierce. Aniou Artic. 202. Le Maine Art. 216.

Foy & hommage ſe doit faire ſur le lieu Seigneurial, s'il eſt ſur le lieu, ou autre aiant charge pour luy : & s'il n'y a autre, deuant la porte du manoir principal. Paris Art. 63. Meaux Art. 187. Melun Art. 24. & 25. Sens Art. 182. Auxerre Art. 44. Eſtampes Ar. 12. Dourdan Art. 25. Montargis Chap. 1. Ar. 41. Mante Art. 18. Chaumont Art. 20. & 56. Vallois Art. 27. & 28. Troyes Artic. 31. Vitry Artic. 44. Laon Artic. 187. & 188. Chalons Art. 190 & 191. Reims Art. 110. S. Quentin Art. 79. Peronne Art. 30. & 31. Duché de Bourgongne Chap. 1. Art. 3. Niuernois Chap. 3. Art. 45. Orleans Article 45. & 46. Montargis Chap. 1. Art. 11. & 12. Comté de Bourg. Chap. 1. Art. 3. Cambray Tit. 1. Art. 72. Tours Art. 110. Grand Perche Art. 35. 36. & 38. Aniou Artic. 109. Le Maine Art. 120. Chaſteauneuf Art. 17. & 18. Chartres Art. 14. Dreux Art. 2. & 11. Blois Art. 54. & 90. Berry Tit. 5. Art. 20. Bour-

Source : BIU Cujas

bonnois 380 Dunois Art. 2. Auuergne Ch. 21. Art. 25. Chap. 22. Art. 46. 47. 48. 49. & 50. La Marche Art. 199. 207. 208. & 209. Poictou Art. 109. 110. & 111. Xaincтōge Art. 24. Bretagne Art. 352.

Forme de faire la foy & hommage. Paris Art. 63. Melun Art. 24. Sens Art. 282. Auxerre Art. 44. & 45. Eſtampes Art. 12. Montargis Chap. 1 Art. 10. Orleans Artic. 47. Normandie Art. 107. Tours Art. 115. Lodunois Chap. 11. Art. 9. Grand Perche Art. 35. Berry Tit. 5. Art. 20. Bourbonnois Art. 380. La Marche Art. 189. 190. 192. & 193. Bretagne Art. 335. Aniou Art. 109. Le Maine Art. 120. Auuergne Chap. 22. Art. 46. 47. 48. 49. & 50.

Pour foy ſimple. Aniou Art. 137. Le Maine Art. 148. & 149.

Pour hommage lige ou plain. Poictou Artic. 113.

Pour hommage lige, &c. Bretagne Ar. 333.

Pour hommage lige. Aniou Art. 138. Le Maine Art. 150. & 151.

Pour celuy qui tient en Iueignerie ſans parage. Bretagne Art. 334.

Foy ſimple. Aniou Art. 137. Le Maine Art. 148. & 149. Lige. Aniou Art. 138. Le Maine Art. 150.

Foy doit eſtre faicte par celuy qui a baillé à Cens ou rente ſans foy daſſaiſir de la foy & payer tous les droicts & profits Feodaux ſ'il n'y a conuention au cōtraire. Orl. Ar. 11.

Choſe hōmagee ne peut porter foy & hōmage, ſi elle ne vaut xxv. ſols à commune Aſſiette. Poictou Art. 53.

Doyen ou Cheuecier, Abbé, Prieur ou Maiſtre de la maiſon Dieu, ou Procureur de la Fabrique, &c. peuuent faire & receuoir les foy & hommage. Aniou Artic. 110. Le Maine Art. 111.

Femme apres le treſpas de ſon mary tenue faire foy & hommage s'il ne l'a portee conſtant le mariage. Mante Ar. 32. vefue groſſe d'enfant doit faire foy & hommage des heritages de ſon mary & de ſes propres. Aniou Art. 99. Le Maine Art. 112. Lodunois Ch. 14. Artic. 9.

N'eſt tenue pour ſon Douaire faire la foy & hommage, payer Relief ne profit, ains l'heritier. Paris Art. 40. Senlis Artic. 180. & 184. Vitry Ar. 97. Laō Ar. 41 Chalōs Art. 55. & 56. Chauny Art. 126. Peronne Art. 153. Ribemont Art. 87. Sens Art. 208. Auxerre Art. 78. Vallois Art. 103.

Doit hōmage pour ſon Douaire. Meaux Art. 188. Troyes Art. 19. Chaumont Artic. 14. 26. & 39.

Ne doit que la bouche & les mains ſi le mary eſt entré en foy. Melun Art. 49.

Peut releuer au refus de l'heritier & paier les droicts: dont elle a recours. Chalons Art. 56. Peronne Art. 153. & 154.

Droict de Foire & marchez. Tours Art. 59. & 295. Lodunois Chap. 5. Art. 1. Chap. 28. Art. 3. Aniou Art. 43. & 49. Grand Perche Art. 6. Le Maine Art. 50. & 57.

Deux Foires franches eſtablies en la ville de Calais, font ceſſer tous marchez. Calais L. Artic. 3

Seigneur foncier. Paris Art. 73. & 78. Aniou Art. 61. & 180. Le Maine Art. 29. & 198. Chaſteauneuf Art. 147. Chartres Art. 110. La Marche Art. 175. Sedan Art. 236. & 258. Beauqueſne Art. 2. & 3. A Baſſe Iuſtice. Artois Artois Art. 1.

Seigneurie fonciere Paris Artic. 73. Chaſteauneuf Art. 147.

Le S. Cenſuel eſt reputé auoir Iuſtice fonciere. Mante Art. 48. A Iuſtice fonciere & Domaniale. Reims Art. 144.

Iuſtice ou iuriſdiction fonciere. Lodunois Chap. 1. Art. 13. Aniou Artic. 1. 12. 13. Le Maine Art. 297. Chaſteauneuf. Ar. 142. Chartres Art. 109. Poictou Artic. 21. & 55. Angoumois Art. 12. & 35. Sedan Art. 259. Amende fonciere Chartres Ar. 110.

Seigneur treſfoncier & proprietaire qui n'a pas la Iuſtice. Bourbon. Art. 341. & 342.

Rente fonciere.

V. Rente.

Droicts de directe ou fondalité qui appartient au S. Foncier & direct. La Marche Art. 157. 411. & 415.

S. Fonciers & Vicomtiers ont amende pour l'infractiō de leur Iuſtice. Artois Ar. 11.

S. Souuerain a congnoiſſance de l'infraction de la Iuſtice fonciere. Artois Art. 1.

V. Iuſtice.

Droict de Forage pour vn droit Seigneurial appartenant au S. Haut, Moyen & Bas Iuſticier qui ſe prend ſur les ſuiects vendās vin en broche & en detail Mante Ar. 196. Senlis Art. 125. Chalons Art. 3. Amiens Art. 183. Beauqueſne Artic. 2. Theroanne Art. 7. S. Paul Art. 18. & 19. Artois Ar. 3. Ponthieu Art. 82.

Appartient aux S ayans Haute ou Moyēne Iuſtice ſur leurs ſuiects vendans vin à broche & detail, en lieux non francs. Amiens Art. 183. S-Pol Art. 18. & 19. Heſdin Tit. 2. Art. 2. Bouines Art. 7.

Ou aux S. Fonciers Ponthieu Art. 4. & 5.

A l'Eueſque de Teroanne pour les vins vendus en bloc ou en gros ceruoiſes, &c. Teroanne Art. 7.

S. ayans Haute ou Moyenne Iuſtice ou leurs Officiers ont droict de mettre le pris du vin vendu à broche. Amiens Art. 182. le vin ou pain vendu. Herment Art. 2.

Maieurs & Eſcheuins de Deſurene ont droict de mettre pris au vin. Deſurene Ar. 8.

Eſcheuins font l'aſſiette de tous boires & bouillis. Bethune Art. 4.

Droicts de Forage Montdidier L. Art. 1.

Forains achetans marchandiſe le iour de Samedy, tenus de reſpondre pardeuant le Preuoſt ſans renuoy. Montereau Art. 3.

V. Arreſt, Cedule, Contracts.

V. Domicile, Execution.

Forbannir. Aniou Art. 48.

Sentence de Forban. Bretagne Ar. 11.

Forclos, Forcluſion & Forclorre. Berry Tit. 9. Art. 30. & 53. Tit. 13. Art. 8. &. 10. Tit. 19. Art. 29. & Tit. 20. Art. 7.

Foreſtier ou Sergent des Bois. Duché de Bourg. Chap. 1. Article 7. Comté Art. 58. Meaux Art. 177. Sens Art. 155. Langres L. Art. 3. Vitry Art. 120. Niuernois Chap. 17. Art. 13. & 14. Bretagne Art. 230. & 401.

Pour celuy qui a la charge de la garde des Bois & Foreſts, & y.

Forfaire ſon fief, ſa Seigneurie ou Iuſtice quand le fief, Seigneurie ou Iuſtice chet en commiſe enuers le Seigneur. Sens Art. 184. Vitry Art. 4.

Forfaire le Douaire pour le crime. Clermont Art. 160. pour confiſquer.

V. Confiſquer.

Forfaict pour crime ou delict. Bretagne Article 446.

Foriurer le pays pour delaiſſer & abandonner le pays & ſe retirer ailleurs. Normandie Art. 49.

Formariage. Meaux Art. 78. Troyes Ar. 3. & 6. Chaumont Art. 3. Vitry Artic. 144. Laon Art. 7. Reims Art. 339. Chalons Ar. 16. Duché de Bourg. Chap. 9. Art. 21. Pour le droict ou l'amende que l'homme de ſerue condition doit à ſon Seigneur, quand ſans le congé & licence de luy il s'eſt marié à femme franche ou d'autre condition & Iuſtice, que de la ſeruitute, Iuſtice & Seigneurie dont il eſt.

Partie formelle Niuernois Chap. 1. Ar. 20.

V. Partie formelle.

Partage reel & formel pour actuel & parfaict entre communs. Auuergne Chapitre 27. Art. 7. & 8.

Garend formel.

V. Garend.

Contradiction formelle pour expreſſe au cas. Berry Tit. 11. Art. 2.

Exploicts ou adiournemens formels. La Marche Art. 116. Poictou Art. 327. & 366. Angoumois Art. 56. & 77. qui different des ſimples adiournemens.

Deſadueu formel. La Marche Artic. 198. ou denegation formelle. Berry Tit. 5. Ar. 29.

V. Adueu, Deſadueu.

Aſſigner formoture competente. Cābray Tit. 7. Art. 11. L'Alleue Tit. 2. Art. 11. & 12.

Par conaſſene ou diues quand le ſuruiuāt des conioincts ſe remarie, il doit aſſigner Formoture competente à ſes enfans pour la part de leur pere ou mere.

Droict de Formoture. L'Alleue Titre 2. Article 12.

Forteclameur pour vne amende de deux ſols ſix deniers deue au Roy, par celuy qui ſuccombe en actiō perſonnelle pour le premier adiournement, &c. Montereau L. Ar.

Foſſé à qui appartient. Montfort Art. 83. Mante Art. 106. Reims Art. 369. Tremblenay Art. 10. Berry Tit. 11. Artic. 14. Sedan Art. 196. Cambray Tit. 18. Art. 7.

S'il n'y a bornes ou poſſeſſion au contraire. Grand Perche Art. 218. Bournes deſignātes les limites. Cambray Tit. 18. Art. 7.

Iect de foſſé monſtre à qui le foſſé appartient. Auxerre Art. 115. Montargis Cha. 10. Ar. 12. Orleās Ar. 252. Grād Perche Ar. 218.

Foſſez & hayes peuuēt eſtre faicts en gardant les chemins. Normandie Art. 83.

Foſſez à Eaue ou Cloaques auront vi. pieds de diſtance en tous ſens, &c. Paris Article 217. Calais Art. 213.

Vuidanges de foſſes de Priuez ne ſeront miſes dans la ville. Paris. Artic. 218. Calais Article 204.

Fouage. Bretagne Art. 292. Normandie Artic. 76.

Ligne, ſouche & fourchage. Montargis Chap 16. Art. 1. & 4.

Lignage, fourchage ou branchage. Chabris Art. 21.

V. Eſtoc, ligne.

Fourches patibulaires appartiennent au S. Haut Iuſticier. Peronne Art. 20.

A deux pilliers appartiennent au S. Vicōtier. Beauqueſne Art. 1. Artois Art. 35.

Ou au S. Haut Iuſticier. Grand Perche Ar. 11. Blois Art. 20 Poictou Art. 14. Angoumois Art 6. La Rochelle Art. 2.

Ou au Moyen Iuſticier. Blois Art. 24.

A trois pilliers appartiennent au S. Chaſtellain. Grand Perche Art. 4. Poictou Ar. 3.

A quatre pilliers appartiennent au S. Barō Comte, Vicomte ou Chaſtelain ſelon la diuerſité des Prouinces & Couſtumes. Grand Perche Art. 2. Blois Art. 13. & 16. Poictou Art. 1. Angoumois Art. 2. & 3. La Rochelle Article 1.

A trois ou quatre pilliers appartiennent au S. Haut Iuſticier, & non plus, s'il n'eſt Baron, ou Comte.

A ſix pilliers au S. Comte. Tours Ar. 74.

Fourches ou ſigne patibulaire, Ceps & Pi

Source : BIU Cujas

lori ou Carcant. Meaux Artic.209. Melun Art. 1. & 2. Senlis Art. 27. Chaumont Art. 99. La Bourt Tit.19. Ar.6. Sole Tit.35. Art.6.

Ces signes patibulaires sont de Haute Iustice. Comté de Bourgongne Article 53. Troyes Art. 123.

Et appartiennent aux Hauts Iusticiers. Vallois Art. 2. V. Iustice.

Fourgagement, heritage, fourgaigné. Tournay Tit. 8. Art. 17. pour l'heritage retraict par le rentier.

Four doit estre assis au Bourg de la Seigneurie. Angoumois Art. 19.

Ne peut estre construit, ne edifié par le tenant cottier sans congé du Seigneur. Ponthieu Art. 96. fors pour vn boisseau mesure de Neuers. Niuernois Chap. 18. Art. 5. Bannier doit estre chauffé trois fois la sepmaine. Tours Art. 49.

Fours banniers n'estans en estat de cuire le suiet peut porter son pain cuire ailleurs. Niuernois Chap. 18. Art. 11.

Fours ou Moulins bannerets ne sont s'il &c. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 72.

Seigneur ne peut contraindre aller au Four ou Moulin pretendu Bannal, s'il n'y a titre valable, &c. Paris Artic. 71. Orleans Artic. 100. Titre valable apres contradictiõ Niuernois Chap. 18. Art. 1.

Bannier est tenu faire au prosne que son Four est en estat deu. Niuer. Chap. 18. Ar. 12.

Bas Iusticier n'a Four. s'il n'en a iouy d'ancienneté. Tours Articl. 16. Lodunois Chap. 1. Art 12.

A droict de Four à Ban. Aniou Art. 24. Poictou Art. 46. Xainctonge Art. 46.

Moyen Iusticier ou Bas ayant droict de Four à Ban peut contraindre ses suiets à cuire leur pain en son Four. Tours Artic. 40. Lodunois Chap. 1. Artic. 12. Chap. 2. Artic. 11. Aniou Art. 24. Le Maine Artic. 24. s'ils sont hommes roturiers couchans & leuans. Poictou Art. 46. Xainctonge Art. 6

S'ils n'ont preserit la liberté par dix ans Xainctonge Art. 6.

Suiects Tonsurez & d'Eglise peuuent tenir Fours particuliers. Chastillon Art. 3.

Quelles personnes sont suiettes à cuire au Four Bannal. Niuernois Chap. 18. Ar. 15.

Fourniers comme doiuent faire bien cuire le pain. Bayonne Tit. 22. Art. 1. & à quel pris Bayonne Tit. 22 Art. 2.

Boulangers publics ne sont suiets au Four à Ban. Tours Art. 16. Poictou Art. 47.

Fournissement pour le sequestre de la chose contentieuse en matiere possessoire & de complainte, & le restablissement des fruicts qui doit estre faict és mains du Commissaire. Bourbonnois Art 41. Poictou Art. 400.

Frairies & communauté. Sens Art. 5. & 23. Auxerre Art. 48. Tours Artic. 103. & & 142. Grand Perche Artic. 67. Lodunois Chap. 10. Art. 10. Art 1. Chap. 14. Art. 19. Aniou Art. 37. Le Maine Art. 41.

Franchise de la ville de Valanciennes pour les forains aians commis homicide ou naure autruy hors la ville & Banlieue, comme doit estre accordee par deux Iurez de Castel. Valanciennes Article 125.

En quels lieux n'a lieu Ib. Doit estre obtenue auant entrer en la ville ou Banlieue. ou bien auoir lettres de Remission. Valanciennes Art. 126. & 129.

Accordee peut estre debatue par le Preuost le Comte & partie interessee. Valanciennes Art. 127.

Enuoyé en Franchise doit forjurer le pays par deuant son Iuge. Norm. Ar. 49.

Franche personne estant de la Preuosté de Sens, &c. se peut aduouer. Bourgeois de Sens. Sens Art. 136. de la Preuosté ou ressort d'Auxerre, se peut, &c. Auxerre Art. 35.

Estant Bourgeois de Parcours, se peut aduouer Bourgeois du Roy par simple adueu, en payant douze deniers Parisis au Roy par an. Sens Article 137.

De la Riuiere de Vennes, se peuuent aduouer Bourgeois du Roy par simple adueu Sens Art. 138.

Francs deniers en vente de Fief ou Censiue. Meaux Art. 131. 132. & 199. Melun Ar. 68. Troyes Artic. 27. Chaumont Ar. 17.

Vente faicte francs deniers. Senlis Article 234. Amiens Artic. 35. 37. & 38. Chauny Articl. 118. Sens Artic. 191. Senlis Article 236. 238. & 245. Clermont Art. 80. Vitry Art. 51. Laon Art. 175. Chalons Artic. 183. Reims Art. 91. 94. & 96. Sainct Quentin Art. 74. Ribemont Art. 9. Sedan Art. 42. Sainct Paul Art. 24. Ponthieu Article 68. Boullenois Art 50. S. Omer Artic 8. Cambray Titre 1. Artic. 33. Blois Artic. 80. & 81. Laigny Art. 1.

Ou argent franc. Tournay Tit. 10. Art. 25. Montereau Art. 9.

Droicts de francs deniers. Sainct Omer Art. 8. Artois Art. 28.

Prisage appellé franc pris. Bretag. Ar. 161.

Chose tenue à franc deuoir. Tours Artic. 145. & 299. Lodunois Chap. 14. Artic. 21.

Quand l'hommage a esté mué en deuoir ou que l'heritage roturier est baillé par le Seigneur: posé que ledict deuoir soit annuel & deu à muance d'homme ou de Seigneur

Francs fiefs. V. Nouueaux acquests.

Franches veritez se tiennent de vii. en vii. ans. S. Omer en Artois Tit. 2. Artic. 19.

Se tiennent tous les ans par le Bailly de S. Omer ou son Lieutenant sur les Seigneuries subalternes du Bailliage S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 20.

Generales se tiennent vne fois l'an és terres des Hauts vassaux. La Salle Tit. 1. Ar. 19.

Especiales. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 4. & 5.

Es veritez generales tenus de comparoir & comme on procede contre les delinquãs. La Salle de Lille. Tit. 1. Art. 19.

Franchises Bourbonnois Art. 156. & 339.

Aucun droit n'est deu pour franquiesmes. Herly Art. 2. & 3.

Frareuseté. Lille Artic. 79. 86. & 87. Armentieres Art. 3. & 4.

Frareuseté est preferee à proximité, & Escleche à frareuseté Ib.

En matiere de fraureuseté ou escleche on doit tout prendre. Lille Art. 88.

Fraresche, fraresche ou fraresches. Aniou Art. 180. 280. 282. 425. 433. 434. & 435. Le Maine Art 198. 297. 440. 448. & 449. Grand Perche Art 214. Poictou Art. 94. 95. coheritiers & fraresche 115. & 125. Xainctonge Art. 22.

Pour les coheritiers & lignagiers venans à mesme succession. Heritages fraresche. Armenteris Art. 2.

Fraresche & succession. Aniou Art. 434. Le Maine Art. 449.

Fraux & pasturages. Pierrefort. Art. 2.

Fraux. Auuergne Chap. 28. Art. 6.

Fraux communs. Sainct Heren Article 3. Nourcilles Art. 1 Sainct Cirgues Article 1. Vigan Artic. 1. Et commun aux Picherade Article premier.

Frocs. S. Omer Art. 13. Teroanne Art. 6. Ponthieu Art. 106.

Frocs, Flegards. Hesdin Tit. 3. Artic. 1. Amiens Art. 184. Amiens L. Art 9.

Chemins & voiries. Theroanne Art. 6.

Front de chemin. La Salle de Lille Tit. 4. Article 1. Flos. Artois Art. 5.

Fronds & flegards S. Piat Art. 9.

Fros ou flos, flegards & lieux communs à qui doiuent appartenir au S. foncier ou Vicomtier S. Omer Artic. 13. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 1.

Frou & lieu public. Orleans Art. 169.

Froux. Menetou Artic. 10.

Chemins, frous, flegards, &c. & les arbres sur iceux sont au Haut Iusticier. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 17.

Fruicts des personnes serues se depart entre plusieurs seigneurs pour leurs parts & portions: s'il n'y a parcours ou Coustume contraire. Troyes Art. 7.

Ensuit le ventre entre les Riuieres d'Aulbe & de Marne. Troyes Art. 8. Chaumont Ar. 5. Fors quand l'vn des conioincts est noble: & peut suiure la coste noble. Troyes Art. 8. Chaumont Art. 5.

Ensuit le costé noble, & ne succede point au serf. Chaumont Art. 5. Fruicts des heritages propres pendãs par les racines au tẽps du trespas des mariez, appartiennent a celuy à qui les heritages sont: en rendant la moitié des labours & semẽces. Paris Ar. 231. Calais Art. 33. Sens Art. 275. Orleans 308. Bar Art. 85 Chalons Art. 116. Meaux Art. 69. & 72.

Ou donnant la moitié des fruicts. Laon Art 23. Si autrement n'en a esté ordõné par Testament. Chartres Art. 60. Sont reputez meubles: & se partent par moitié: & seront leuez, & les façons faictes à frais communs. Meaux Ar. 21. Chaumont Art. 74. Montargis Cha 8. Art. 13 Blois Ar. 184. Berry Tit. 8. Ar. 23. Aniou Ar. 239. Maine Ar. 256.

Quand sont reputez meubles. Vitry Ar. 94.

Naturels & non industriaux pendans par les racines sont au proprietaire. Chasteauneuf Ar. 69. Chartres Ar. 60. Dreux Ar. 51. Ne tombent en communauté. Berry Tit 8. Art. 24. Naturels font partie du fonds Meaux Art. 72. Niuernois Chap. 26. Ar. 4. Bourbõnois Art. 284. Quand la chose est baillee à ferme, moison ou pension, se partent cõme fruicts d'acqueremẽs en payant les charges & redeuances. Chasteauneuf Art. 69. Chartres Art. 60. Dreux Art. 51. Des heritages propres, se partent par moitié, s'il n'y a priuilege ou traicté au contraire. Chaumont Ar. 74. Troyes Art. 88.

Sont cõmuns entre gens mariez en recõpensant la moitié, & quãd aux vignes apres Pasques egalement: & par auãt la moitié des labourages, en payant les charges. Montargis Ch. 8. Ar. 13. Apres les labourages, selon les portions: & si les façons sont cõmencees se paracheuront au pro rata. Niuernois Ch. 25. Art. 2. & 3. De vignes beschees & ensemẽcees, de meuble commun sont meubles, & se partent egalement. Aniou Ar. 239. & 240. Le Maine Ar. 256. & 257. Berry Tit. 8. Ar. 23. & 24. Des terres ensemẽcees & des vignes marrees & taillees, estãgs peuplez, &c. Blois Art. 184. apres la my May: & des vignes apres la S. Iean sont partagez cõme meubles: & auãt prorata du mariage. Chalons Art. 111. Sedan Ar. 14. Es profits des Estangs, Fosses, Viuiers & bois taillis pour raison & portion du tẽps ores que puis la dissolutiõ ils ayent esté, &c. Laõ Ar. 106. Chalõs Ar. 114. les deniers procedãs de la vẽte des bois sont partagez entre eux cõme meubles. Sedã Art. 17. Leuees des terres labourables, vignes ou mestairies à qui doiuent appartenir, & comme se doiuẽt appartenir & comme se doiuẽt partir. Aniou Ar. 379. Le Maine Art. 389. Semencees, meliorations & reparations neceſſaires

Source : BIU Cujas

faictes auant l'adiournement sont à l'acquereur. Troyes Artic. 166. ou Airures & engrez payez à l'acquereur s'il ne prend les fruicts. Normandie Art. 475. Ou impenses faictes pour labourer & ensemencer entre la recollection & adiournement sont restituees Normandie Art. 214.

Communs tenus contribuer à la culture & collection des fruicts. Auxerre Art. 195.

Leuez & emportez en temps deu auant l'adiournement par l'acquereur luy appartiennent. Clermont Art. 17. Vallois Artic. 145. Laon Art. 245. & 246. Reims Art. 214. Poictou Art. 338. Angoumois Art. 65. Blois Art. 198. Bourbonnois Art. 482. Chauny Ar. 14.

Perceus pendant l'an & iour auãt le temps de maturité, &c. serõt restituez ou la valeur Melun Art. 161.

Abbatus & moison pour raison d'iceux, rẽtes foncieres & loyers de maisons escheus Orleans Art. 375. & 376.

Encores qu'il n'ait faict les labeurs & meliorations. Chalons Art. 249.

Sont à l'acquereur iusques au iour de l'assignation. Tours Artic. 168. Lodunois Chap. 15. Art. 12. ou offre. Normandie Art. 475. & 476. Angoumoins Art. 8. A faict bonne diligence de recongoistre le Retraict. Aniou Artic. 377. Le Maine Artic. 387. Pour le tẽps qu'il n'est rembourse. Berry Tit. 14. Art. 2.

Pendant l'an & iour d'interruption sont au retrayant. Montargis Chap. 16. Artic. 21. Orleans Art. 377.

Sont au retrayant puis l'adiournement, offre de bourse, deniers loyaux, cousts & à parfaire. Paris Art. 134. Calais Art. 146. Sens Article 32.

De l'adiournement & offres deuement faictes. Orleans Art. 374. 375. 376. & 377.

Apres la consignation reelle. Sole Tit. 19. Ar. 7. Berry Tit. 14. Art. 12. & 20. Niuernois Chap. 31. Art. 8. & non autrement. La Marche Art. 262.

Sinon de la contestation en cause. Grand Perche Art. 194. Des offices, soit qu'il ait consigné ou faict ses offres. Chalons Artic. 238. Reims Art. 201.

Offres iudiciairement faictes, s'il n'y a interruption par an & iour. Montargis Chap. 16. Art. 21.

De l'offre & consignation des deniers à la discretion de Iustice: sinon que l'acquereur, &c. Meaux Art. 85. & 86. faictes au Greffe ou entre les mains de personnes accordees. Bar Art. 155.

Du iour de la consignation, & les precedés sont à l'acheteur. Troyes Art. 166. Amiens Art. 169. Auxerre Art. 168. ou contestation Clermont Art. 17. & 33. S. Pol Art. 41. Perõne Ar. 239. Vallois Ar. 145. & 146. Põthieu Ar. 137

S'il a nanti les deniers du marché au iour de la demande ou saisine. La Salle de Lille Tit. 11. Art. 5.

De l'offre effectuelle des deniers principaux & d'aucune somme pour les frais & loyaux cousts: & au refus de la consignation Artois Artic. 131.

Du iour de la contestatiõ en cause faisant offres & exhibition de deniers & offre d'vne piece d'argent pour les frais, &c. Estampes Art. 175. Du iour de l'adiournement libellé &c. sinon de la demande faicte en iugement Melun Art. 160. puis l'adiournement. Aniou Art. 380. Le Maine Art. 390. Blois Ar. 198. Chabris Art. 22.

Non seulement puis l'adiournement, mais aussi puis le mois apres la signification de la saisine. Le Maine Art. 190.

De l'adiournement, desbourcement ou garnissement. Normandie Art. 472. & à son refus de l'offre des deniers du pris & loyaux cousts. Normandie Art. 473.

De l'assignation, refus ou delay faict. Tours Art. 168. Lodunois Chap. 15. Art. 12.

Puis la premiere offre de bourse & deniers qui se fait à chacune iournee. Bourbonnois Art. 428.

Puis l'offre deuement faicte. Xainctonge Art. 44. à personne & domicile & adiournement donné, &c Poictou Art. 338.

Offre & consignation faicte de piece d'argent. Angoumois Art. 65. La Rochelle Ar. 36.

Demourent au peril du S. F. quand le vassal a faict l'hommage, gagé & offert actuellement le rachat. Tours Art. 134.

De Fief baillé à ferme à neuf annees, sont reputez cueillis & acquis, encores que le terme de payement de la ferme ne soit escheu: & s'il est à dix ans ou au dessus, on a esgard au terme, qu'il se doit paier. Berry Ti. 5. Ar. 15

Et ne sont les Cens & rentes reputez cueillis, iusques au iour de les payer escheu. Berry Tit. 15. Art. 15.

Recueillis pendant la saisie sont au S. F. & ceux qui ne sont recueillis, auant la mainleuee, apres les droicts & deuoirs faicts & payez, soit au Vassal. Berry Tit. 5. Art. 13. 12. & 31. Cambray Tit. 1. Art. 54.

Quels appartiennẽt au S. Berry Ti. Ar. 42.

Seront consignez par le Vassal, quand il n'est d'accord de la valeur auec le Seigneur Bretagne Chap. 22. Art. 30.

Fruicts en Retraict conuentionnel sont à l'acquereur & les prochains à cueillir, à raison & portion du temps. Poictou Art. 369.

Iusques à l'offre. Angoumois Articl. 78.

Apres refus, consignation ou deposition. Lodunois Chap. 15. Art 3.

Fruicts de la mestairie pourront estre saisis pour la pension ou moisson. Dunois Ar. 86.

Fumiers n'ordure ne peuuent estre tenus en grand ruë plus haut d'vn iour. Niuernois Chap. 10. Artic. 19. en petites rues estroites pour huict iours. Niuernois Chap. 10. Ar. 21.

Fumiers d'vne Cense employez à fumer les terres de la Cense. Cambray Tit. 19. Art. 5. Ne seront transportez ailleurs Ib.

Au fur. Auuergne Chap. 31. Art. 59.

Au feur. Berry Tit. 6. Art. 23.

Fur emplage. Chasteauneuf Artic. 9. & 10. Chartres Art. 10. Dreux Art. 7. qui se faict pro rata de l'estimation de quelque chose & du reuenu ou du temps & de la iouissance.

Parens ou voisins à defaut de parens soigneux de faire mettre en seure garde les furieux & troublez d'entendement. Normandie Art. 150. & 151.

Furt qualifié V. Larrons.

L'iniurement de Fust & terre. Sole Tit. 10. Art. 4. Tit. 18. Art. 3. Tit. 29. Art. 29.

Pour le signe du Deueſt & Dessaisine, du Vest & Saisine.

Fustage. Sole Tit. 13. Art. 1.

Fuye. Tours Art. 37.

G

Gabarier. Bourdeaux Art. 116. Ne peut exiger plus grand somme: sur peine du fouët Bourdeaux Art. 116.

Gabelles. Boulongne L. Art. 3.

Simple Gagerie. Paris Art. 86. quand le Seigneur Censier ne fait transport de biens pour le payement de son Cens.

Gagerie quand le proprietaire d'vne maison prend gages sur le conducteur pour le payement des loyers. S. Seuer L. Tit. 3. Ar. 3. Paris Art. 161 Art. 163. Calais Art. 234. Estampes Art. 148. & 149. Senlis Article 288. Clermont Art. 150. Bourbonnois Art. 117. Orillac Art. 2.

On peut proceder par voye de gagerie sur les biens estans és maisons de la ville & faux bourgs de Paris pour trois termes d'arrerages de rente constituee sur icelle. Paris Art. 163 Par Brandon & Arrest pour la derniere annee d'vne rente fonciere, quand on est en possession de leuer la rente ou qu'il y ait lettres: & si le debteur est obligé personnellement, l'execution sera faicte sur ses biens & la main garnie pour trois ans. Sens Art. 120.

Pour les arrerages de la rente fonciere ou autre contre l'obligé pour autant de temps que l'action personnelle dure. Montargis Chap. 20. Art. 6 Orleans Art. 434.

Sur les biens de l'obligé, la succession estãt iacente. Orleans Art. 434.

De rente non fonciere s'il y a lettres obligatoires. Blois Art. 247. Mesmes sans lettres obligatoires pour trois annees de loyer ou rente fonciere. Dunois Art. 91.

Et s'il y a opposition la main tiendra, s'il n'y a consignation. Blois Art. 246.

De rente constituee pour v. annees seulement: sinon qu'il y ait interpellation iudiciaire. Orleans Art. 435.

Gage. Senlis Artic. 54. Estampes Art. 156. Comté de Bourgongne Artic. 104. Niuernois Chap. 5. Artic. 16. & 18. Titre 28. Artic. 2. Tit. 32. Art. 5. 8. 23. & 24. Lille Artic. 115. 116. Bourbonnois Art. 130. & 522. Montargis Chap. 4. Art. 9. 10. & 15. Sainct Aignan Art. 1. Selles Art. 2. Valancay Art. 8. & 9. La Ferté Ymbaut Art. 7. Soesmes Artic. 4. La Ferté-Auray Article 1. Chabris Artic. 2. Haute roche Artic. 3. Berry Tit. 13. Artic. 8. Sainct Seuer Tit. 14. Art. 1. Bretagne Art. 222.

Celuy qui a gage, a hypotheque sur ledict Gage. Lille Art. 120. a biens de son debteur sans titre de Gage, le peut mettre hors de ses mains & les faire saisir pour son deu. Lille Art. 120.

Peut faire conuenir son debteur pour desengager le gage. Sainct Seuer Titre 14. Article 2.

Gage mobilier sera gardé par le creancier Bayonne Tit. 10. Art. 8.

Estant gasté ou deterioré par sa coulpe en doit estre tenu. Bayonne Tit. 20. Art. 9.

Ne peut estre vendu quand il y a terme de vendre sans denonciation faicte au debteur. Bayonne Tit. 20. Art. 10.

En quel cas est bien vendu. Bayonne Tit. 20. Art. 11.

Vendu non suffisant, le debteur doit fournir le surplus. Bayonne Tit. 20. Art. 10.

Perte du gage sur qui doit tomber. Bayõne Tit. 20. Art. 15. & 16.

Gage ne peut estre pris par force: & s'il luy est donné, le doit porter à Iustice. Blois Art. 221.

Pris à vne personne doit estre denoncé dans 24. heures. Berry Tit. 10. Art. 4.

Gager pour prendre gage. Melun Artic. 328 & 329. Senlis Art. 130. Senlis Art. 288. Chaumont Art. 96. Vitry Art. 120. Bourbonnois Art. 134. Auxerre Art. 128. Bayõne Tit. 8. Art. 11.

Gager l'amende pour la payer & acquiter ou consigner S. Paul Artic. 32. Sainct Paul en Artois Tit. 2. Art. 6.

Clameur gagee. Normandie Art. quatre cent septante sept.

Desgager Sainct Aignan Artic. 5. Selles Artic. 2.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

La Ferté Ymbaut Artic. 7. La Ferté Auray Art. 1. Trembleuy Art. 7.

Ou deſengager Sainct Seuer Titre quatorze Artic.

Deſgagement Soeſmes Artic. 4. Molins Artic. 3. prendre le Chappeau ou autre habillement du paſtre du beſtail en l'heritage d'autruy.

Gager perſonnes en ſon dommage, & gage. Auxerre Art. 271. & 272.

Gager de la robbe & d'autres habits, & gage prins. Berry Tit. 10. Art. 5.

Engager, Engageur, Engagement. Sedan Art. 136. & 147. La Bourt Tit. 17. Art. 3. & 4. Sole Tit. 29. Art. 30. & Tit. 31. Art.

Engage. Bretagne Artic. 64. & 65.

Gage mort, que l'on baille pour auoir deliurance du beſtail prins en dommage. Bretagne Art. 397. 403. 406. 418 & 419.

Depoſt & gage. Auxerre Art. 150.

Gager & offrir actuellement le rachat. Tours Art. 134.

Gager & payer le rachat. Tours Article 144.

Gager le rachat. Anjou Art. 115. 265. & 266. Le Maine Artic. 126. & 284. Lodunois Chap. 11. Articl. 6. Chap. 14. Article trois.

Gagerie de rachat ou gaiure quand le Vaſſal offre reellement au Seigneur Feodal le droict & profit de Rachat. Lodunois Ch. 14. Art. 3. & 6.

Rachat gagé. Tours Art. 134. Lodunois Chap. 14. Art. 6.

Gagement du Rachat. Lodunois Chap. 14. Art. 5.

Gage plege. Normandie Art. 107. & 185. 186. 187. & 189.

Gage plege tenu par le Seigneur Feodal outre les plaids ordinaires par chacun an & à quelle fin. Normandie Art. 185.

Sera tenu par le Seneſchal du fief en la preſence du greffier, Tabellion ou Notaire auant la quinzaine Iuillet. Normandie Art. 186. Sera proclamé par le Prouoſt de la Seigneurie. Normandie Art. 189.

Amende contre les hommes defaillans au gage-plege. Normandie Art. 187.

Gageure de Rachat. Tours Art. 139. Lodunois Chap. 14. Art. 11.

Terres gaignables ſont terres non cultiuees. Normandie Art. 162.

Gaigneries. Poictou Art. 177.

Gambage deu au Seigneur Feodal ſur les Braſſeurs. Boullenois Artic. 45. Herly Article 3.

Droict de gants qui eſt de deux deniers Pariſis, que l'acheteur doit au S. Cenſuel pour la ſaiſine. Senlis Art. 246. ou deux ſols Pariſis. Vallois Art. 13.

Gands ſeulement ſont deuz en eſchange faict but à but ſans fraude, encores qu'ils ſoient en diuerſes Cenſiues. Dunois Artic. 38. Pour bail d'heritage à rente à touſiours mais, s'il n'y a bourſe deſliee. Dunois Art. 39. à Marcheſnoir pour Bail à rente ſimple. Dunois Art. 39. En Don ou tranſport ſimple, s'il n'y a bourſe deſliee. Dunois Article 40.

Gants ſe doiuent payer dans huictaine apres l'achat au S. ſon Procureur ou Receueur ou en ſon abſence les conſigner. Dunois Art. 37. fors qu'à Marcheſnoir n'y a que v. ſols: & ſi on defaut par an y a lx. ſols. Ib. Gants & ventes, quand l'acheteur doit vne paire de gants ſur le tout & xvi. deniers Pariſis pour franc. Montargis Cha. 2. Art. 4.

A Compiengne, &c. ſont de xvi. deniers Pariſ. pour xvi. ſols pour la lettre & ſaiſine & xii. de. Par. auec le ſeel. Sēlis Ar. 240. ou a 20. den. t. pour le Sergent du S. Cenſuel auquel appartient le droict de ventes qui eſt de vingt deniers pour liure. Chaſteauneuf Artic. 48. 50. 52. 91. & 147. Chartres Art. 21. 46. 47. 49. & 78.

Gants & ventes ſont deues pour bail à rente à reſcouſſe perpetuelle és v. Baronnies &c. Chartres Artic. 22.

Ne ſont deues quand la faculté ne dure que trois ou cinq ans. Chartres Art. 22.

Ventes & Gants, ventes de vingt den. pour vingt ſols du pris de l'acquiſition, & pour les Gants quinze deniers, pour tout l'acqueſt ou de dix deniers, ou quatre deniers ſelon les Couſtumes. Dunois Artic. 34. & 36. Tours Artic. 112. & 147. Lodunois Chap. 14. Art. 23.

Sont eſtimees deux ſols Pariſis. Vallois Articl. 13. Sont deues pour heritages vendus ou eſchangez eſtans en diuerſes Cenſiues & rentes conſtituees. Chaſteauneuf Ar. 50. Chartres Artic. 47. Dreux Art 35.

Haut Iuſticier peut donner garde ſpeciale & particuliere. Sens Art 174.

Cenſiues à droict de lots & ventes. Montargis Chap. 2. Art. 4.

A droict de gants & ventes. Ib. à ventes ſimplement. Ib. à vins & ventes xvi deniers Pariſis pour franc, & vne Iallee de vin Ib. Orleans Artic. 106.

Garde Noble ou Bourgeoiſe. Paris Art. 165. 269. 270. & 271. Calais 136. Meaux Artic. 147. 153. Sens Artic. 91. Montfort Artic. 116. 120. Laon Artic. 261. 262. & 263. Reims Art. 330. & 334. Chalons Artic. 10. Sainct Quentin Artic. dernier. Peronne Art. 220. 222. & 233. Chauny Artic. 140. Normandie Art. 213.

Appartient aux Nobles. Seus Art. 185.

Enfans tombent en la garde Noble du Seigneur, &c. Normandie Art. 213.

Garde Noble, Royale, ou Seigneuriale. Normandie Art. 214.

Garde Royale quid. Normandie. Ar. 215.

Seigneuriale en quels fiefs ſ'eſtend. Normandie Art. 216.

Le Roy quel priuilege a en la garde Royale. Normandie Art. 215. Peut faire don de la garde Royale. Normandie Art. 215. Garde Noble ſe peut accepter par pere, mere, ayeul ou ayeulles Nobles apres le treſpas de l'vn d'eux. Paris Ar. 265. Calais Art 136. Melun Ar. 285. & 287. Sens Ar. 156. Eſtāpes Art. 89. Auxerre Ar. 254. Dourdan Art. 124. Montfort Art. 116. Clermont Art. 170. Chaumont Art. 11. Vitry Art. 63. Reims Art. 330. Chauny Art. 138. & 140. Montargis Ch. 1. Art. 26. 31. & 34. Chap. 7. Art. 4. Orleās Art. 23. 26. & 178. Grand Perche Art. 166. Blois Art. 4. Bar Ar. 66. Sedan Art. 149. & 152. Mãte Ar. 179. Amiens Art. 125. & 126. Chaſteauneuf Art. 134. Berry Tit. 1. Art. 22. 24. 26. & 27. Laon Art. 261. Boullenois Art. 78. Duché de Bourg. Chap. 6. Art. 5. & 6. Tours Art. 339. Anjou Art. 85. Le Maine Art. 98. La Marche Art. 70. Bourbonnois Art. 174. & 175. Chartres Art. 104. Dreux Art. 115.

Par le pere ou mere & non par l'ayeul ou ayeulle. Meaux Article 147. Senlis Artic. 152. Vallois Art. 67 & 72. Troyes Art. 17. Laon Art. 261. Sainct Quentin Artic. 98. Tours Artic. 319. Anjou Art. 85. Le Maine Artic. 98. Clermont Artic. 173.

Ains ont l'adminiſtration des biens comme Tuteurs & Curateurs. Senlis Artic. 152. Clermont Art. 173. Vallois Art. 72. Laon Art. 261. S. Quentin Art. 98.

Pere, mere ou ayeul peuuent prendre la garde, &c. ſans venir en Iuſtice, & y peuuent renoncer. Chaſteauneuf Artic. 134. Chartres Art. 104. Dreux Art. 95.

Ont la garde, ores que le ſuruiuant conuole à ſecondes nopces, pourueu qu'il face inuentaire & baille caution la Bourt Tit. 10. Art. 1. Sole Tit. 25. Art. 1.

Ores qu'ils ſoient mineurs de xxv. ans Peronne Article deux cens vingt Tours Article 347.

Suruiuant a la garde Noble, ſans faire les fruicts ſiens, & en doit rendre compte, fors des heritages. Sedan Art. 149. & 150.

Pere eſt le garde naturel: pourueu, &c. Bretagne Art. 500.

Ayeul paternel preferé au maternel pour la garde. Reims Artic. 339. Chauny Art. 140. Peronne Art. 220. Grand Perche Art. 166. Blois Art. 4.

A l'ayeulle paternelle ou maternelle. Reims Art. 330.

Et les maſles aux femelles. Blois Art. 4

Gardien Noble ou garde Noble d'enfans Melun Artic. 33. 46. & 285. Sens Article 155. Senlis Article 152. Clermont Article 170. Vitry Art. 63. Meaux Artic. 149. Eſtampes Art. 20. & 89. Montfort Article 27. & 30. Mante Art. 21. Troyes Article 17. Chaumont Artic. 11. Chalons Article 10. Reims Artic. 330. Montargis Chapit. 1. Artic 33. Chaſteauneuf Artic. 43. Chartres Artic. 41. Dreux Art. 30. Sedan Art. 149. 150. & 155. Berry Tit. 1. Art. 27. Dourdan Art. 33. & 124. Bretagne Art. 73 500. 506. 516. 534. & 535. Paris Art. 267.

Gardien Noble ou Bourgeois. Paris Article 267. Orleans Art. 25. Reims Artic. 331. Chaumont Artic 11. Vitry Artic. 63.

Gardien Noble ou Bourgeois doiuent faire inuentaire. Paris Article 269. Calais Artic. cent quarante. Eſtampes Articl. 90. Dourdan Articl. 126. Montfort Article 119. Clermont Artic. 174. Grand Perche Art. 171. Peronne Artic. 222. Bourbonnois Article 174. Dreux Art. 103.

Ou Bailliſtre. Tours Art. 341. Lodunois Chap. 33. Art. 3. Mante Artic. 181. La Marche Article 76. Chaſteauneuf Artic. 140. Anjou Art. 85. Le Maine Art. 98.

Appellé vn Curateur pour la confection d'iceluy. Bar Artic. 67.

Dans huictaine apres l'acceptation. Vallois Art. 170.

Gardiens & Tuteurs prendront les biens par inuentaire & en rendront compte & reliqua. Auxerre Article 254. Laon Artic. 261. Blois Artic. 6. Grand Perche Artic. 171. Chaſteauneuf Art. 140. Berry Tit. 1. Artic. 43.

Feront faire inuentaire des meubles pour les rendre, en cas de reſtitution, s'ils conuolent, &c. Sens Article cent cinquante ſix. Vallois Articl. 67. Dreux Article 104. Bourbonnois Artic. 174. La Marche Artic. 76.

Bourgeois & Roturiers feront inuentaire &c. Reims Art. 333.

Des titres des heritages & biens immeubles. Peronne Art. 224.

Des biens meubles debtes & catheux. Artois Artic. 159. & 160.

Fors le pere, qui n'eſt tenu ce faire: ſinon à la pourſuite des prochains parens des mineurs. Poictou Article trois cens huict.

Noble ne faict les fruicts ſiens des heritages, rentes & poſſeſſions tenus en Cenſiue ou roture. Melun Art. 292. Clermont Art. 177. Vallois Art. 76.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Faict les meubles siens auec les fruicts de tous les heritages Feodaux à la charge Laon Artic. 261. La Salle de Lille Titre 1. Meaux Artic. cent quarante huict 149. Melun Art. 286. & 292. Senlis Artic. 152. & 154 Vallois Artic. 68. Peronne Articl. 224. Montargis Chap. 1. Artic. 27. Blois Art. 5. Clermont Art. 170. Berry Tit. 1. Art. 23.

Ne faict les meubles & les fruicts siens Montargis Chap. 7. Article 3. Orleans Article 178.

Garde Bourgeoise ou roturiere se peut accepter par pere ou mere Bourgeois. Paris Articl. 266. Calais Art. 237. Dourdan. Article 125. Reims Artic. 330. Orleans Artic. 32. & 33. Tours Artic. 326. Montargis Chap. 1. Artic. 30. & 31. Estampes Artic. 89. Montfort Art. 116.

A lieu quand il y a Fiefs Nobles & pour ce regard seulement. Clermont Art. 176.

Heritage Noble faict tomber en Garde, mais non le roturier. Normandie Art. 100. & 101.

Choses tenues en Censiue ou roture ne tombent en Garde. Melun Art. 292. Clermont Art. 177. Vallois Art. 76. Peronne Artic. 215.

Meubles, Fiefs restraints & heritages cottiers ne tombent en Garde: ains les Nobles. Amiens Art. 32.

Garde ne peut estre acceptee par les collateraux. Clermont Art. 176.

Garde du Roy ou d'autres Seigneurs. Normandie Art. 197.

Gardien Bourgeois ou roturier ne faict les meubles fruicts & reuenus siens. Reims Art. 333. des mineurs non Nobles, &c. Blois Art. 6.

Ayeuls trouuees remariees ne font les meubles leurs. Montargis Chap. 1. Artic. 37. non mariees & femmes estans en viduité font les meubles leurs Ib.

Garde Noble ou Bourgeoise se doit accepter en iugement. Paris Artic. 269. Calais Artic. 140. Dourdan Artic. 128. Montfort Art. 118. Mante Artic. 181. Senlis Art. 153. Clermont Art. 172. Vallois Art. 70.

Ou le Bail. Melun Art. 288. Laon Art. 263. Reims Arc. 334.

Noble doit estre acceptee. Estampes Ar. 90. Reims Art. 334.

Se doit prendre en Iustice. Peronne Article 222.

Dans xl. iours pardeuant le Iuge ordinaire du Haut Iusticier. Grand Perche Ar. 167. Montargis Chap. 1. Art. 26.

Dans xv. iours Bar Art. 67. au greffe: sinõ dans la huictaine ensuiuant, y aura Tuteurs ou Curateurs. Orleans Art. 23.

Noble ou Bourgeoise. Mante Artic. 179. Dourdan Art. 126. 128. & 129.

Bourgeoise ou roturiere se donne, les parens appellez. Reims Art. 334.

Garde d'enfans mineurs Nobles ou roturiers Montargis Chap. 1. Art. 26 28. 30. 37. & 49. Chap. 7. Art. 3. 4. & 5. Chap. 8. Art. 10. Aniou Art. 88. 89. & 99. Le Maine Art. 112. Grand Perche Artic. 166. Chasteauneuf Artic. 134. Chartres Art. 103. Dreux Art. 95. 96. 97. & 104. Blois Artic. 4. & 58. Sole Tit. 25. Art. 1. & 2.

Gardien. Troyes Art. 20. Chaumont Ar. 11. Reims Art. 69. & 112. Laon Artic. 262. Grand Perche Art. 169. Chasteauneuf Art. 135. Chartres Ar. 104. Dreux Ar. 104. Blois Ar. 5. Sedan Ar. 153. Montargis Chap. 1. Art. 26. 27. 29. 30. 33. & 37.

Biens des Gardiens affectez & hypothequez pour les meubles contenus en l'inuentaire. Dourdan Art. 126.

Gardiens mauuais mesnagers & dissipans les biens sont priuez de la garde, comme les Tuteurs. Dourdan Art. 126.

Bourgeois doiuent bailler caution. Paris Artic. 269. Calais Article 140. Montfort Art. 119.

Nobles ou Bourgeois tenus bailler caution. Estampes Art. 124. Peronne Articl. 229 Mante Mante Art. 181. Aniou Artic. 93. Le Maine Art. 106. Duché de Bourg. Chap. 6. Art. 4. & 9. Bourbonnois Art. 175.

Apres l'acceptation de la garde, feront faire visitation des heritages des mineurs. Senlis Art. 154. Clermont Art. 171. Vallois Article 69.

Garde Noble ou Bourgeoise est finie, s'ils se remarient. Paris Art. 268. Calais Ar. 139. Meaux Art. 152. Melun Articl. 286. Clermont Art. 172. Troyes Art. 17. Chaumont Art. 11, Vitry Art. 63. Aniou Artic. 85. Le Maine Art. 98. Peronne Artic. 230. Sedan Art. 151. Grand Perche Art. 168. Montfort Art. 116. Mante Art. 180. Vallois Art. 67. Laon Art. 261. Reims Art. 332. Chartres Art. 106. Dreux Art. 96. Berry Titre 1. Art. 30. & 31. Chasteauneuf Art. 136. Duché de Bourg. Chap. 6. Art. 8. & 9. Montargis Chap. 1. Art. 30. Dourdan Art. 124. Berry Tit. 1. Art. 30. & 31.

Si la femme se remarie seulement. Melun Art. 286. Orleans Art. 180. Blois Artic. 9. Tours Art. 339 La Marche Art 81. Lodunois Chap. 33. Art. 1. Montargis Chap. 1. Art. 30. Peronne Artic. 230. Grand Perche Art. 168 Chasteauneuf Art. 136.

Ne se perd. Artois Art. 157 Vitry Art. 63.

Par mariage Artois Article 154. Grand Perche Art 172.

Garde noble finit pour le fils à vingt ans la Royale à xxi. ans: & pour la fille à vingt ans. Normandie Art. 223. 227. & 229.

Garde Bails & Tutelles finissent à vingt ans. Montargis Chap. 7. Art. 5.

Garde noble finit à vingt ans pour les masles & quinze ans pour les femelles. Paris Art. 268. Estampes Art. 89. Dourdan Art. 127. Montfort Artic 117. Vallois Article 75. Si plustost ne sont mariez. Estãpes Art. 89. Montfort Artic. 117. Vallois Article 75.

A vingt ans pour les masles, & xiiii. pour les filles. Aniou Art. 86. Le Maine Artic. 99. & xviii. pour les filles si plustost ne sont mariees. Mante Art. 181.

A xx. ans pour les masles & 16. pour les filles. Grand Perche Art 172.

Iusques à xx. ans. Vallois Artic. 75.

A vingt ans & vn iour pour les fils, & quatorze ans & vn iour pour les filles. Montargis Chap. 1. Article 58. Orleans Artic. 24.

A xviii. ans vn iour aux masles & quatorze ans & vn iour aux filles. Clermont Article cent septante deux & cent septante six. Bourbonnois Art. 174.

Dixhuict ans & les femelles à quinze ans. Lille Art. 40.

Dixhuict ans pour les masles, & quatorze ans pour les femelles. Tours Articl. trois cens quarante. Lodunois Chap. 33. Ar. 1. Berry Tit. 1. Art. 22.

Seize ans pour les masles & xiiii. pour les femelles. Bar Art. 69.

Quinze ans pour les masles, & treize ans pour les femelles. Cambray Titre six Article six.

Quinze ans & la fille à douze ans. Vitry Article soixante cinq. Reims Article trois cens trente trois.

Quinze ans, & onze pour les filles. La Salle Titre quatorze Article premier. Boullenois Article septante huict & octante sept.

Quinze ans pour les fils, & quatorze ans pour la fille. L'Alleue Titre premier Article neuf. Cambray Titre six. Article trois Artois Article cent cinquante quatre. Duché de Bourgongne Chapitre six Article quatre. Tours Article trois cens quarante six. Lodunois Chap. 34. Art. 1.

Bourgeoise à quatorze ans & pour les filles à douze Paris Article 268.

Tant Nobles que Bourgeoise. Calais Article 139. Meaux Article 153. Berry Tit. 1. Art. 37. La Marche Artic. 73. Amiens Article 134. La Marche Artic. 73. Melun Article 291. Troyes Artic. 18. Chaumont Article 12. Laon Article 261. Reims Art. 332. Chauny Artic. 137. Peronne Artic. 226. Blois Article 8. Duché de Bourgongne Chapit. 6. Artic. 4.

Iusques à xxv. ans pour les roturiers. Dourdan Artic. 125. Reims Art. 333.

Garde de ceux qui tiennent Fiefs des mineurs, tombe au Seigneur ou au Roy. Normandie Art. 222.

Garde s'entend en ligne directe, & Bail pour les collateraux. Mante Art. 179.

Appartient au pere ou mere. Chasteauneuf Art. 139. Chartres Art. 108.

Noble est entre Noble, comme Tutelle entre roturiers. Laon Art. 262.

Garde Noble & Bourgeoise n'ont lieu Chalons Art. 10.

Gardien & Bailliage comme se doiuent entendre. Mante Artic. 179.

S'entend pour les heritages Feodaux seulement. Laon Art. 262.

Fille sera mariee par quel aduis, & aura son Fief. Normandie Art. 227.

Comme doit se pourueoir si le Seigneur contredit, & demander congé. Normandie Artic. 231.

Estant hors de garde se remariant à vn homme non aagé de xx. ans faict tomber son fief en garde. Normandie Article 230.

Mariee ne tombe en garde, encores que elle n'ait vingt ans. Normandie Art. 232.

Ou ayans vingt ans ne tire ses sœurs hors de garde, & peut demander son lot & partage. Normande Artic. 234.

Mariee mineur n'aiant attaint l'aage de vingt ans ne peut contracter de son meuble sans declaration de Iustice, &c. Normandie Art. 232.

N'estant en garde peut estre mariee par les Tuteurs sans demander congé au S. Normandie Art. 235.

Seigneur ayant la garde ne faict les fruicts siens: mais est tenu les nourrir & entretenir s'ils ont biens roturiers: s'il n'y a en ses mains tous ses heritages & biens Normandie Art. 218.

Doit tenir en droict estat ancien les edifices, &c. Normandie Article deux cens vingt & vn.

S'ils sont plusieurs Seigneurs; ils contribueront pour leur quote, & y peuuent estre contraincts. Normandie Artic. 219. & 220.

Mineur sortant de garde a ses Fiefs & ceu qui sont en sa garde. Normandie Article 223.

Et s'il est en celle du Roy, aura lettres patentes de main-leuee. Normandie Article 224.

Source : BIU Cujas

Ne doit Relief ſortant hors de Bail. Normaudie Art. 225.

A les Reliefs & droicts de ſes hommes. Normandie. Art. 226.

Gardiens, Bailliſtres ou Tuteurs pour la Garde, Bail ou Tutelle ne doiuent profit ou Rachat. Melun Articl. 36. 46. & 296. Chaſteauneuf Artic. 38. Chartres Article 107. Dreux Artic. 97. Lodunois Chapitre 14. Art. 9. Laon Art. 264

Rachat ou Relief. Sens Artic. 157. Vallois Artic. 74. Troyes Artic. 20. Montargis Chap. premier Artic. 26. 29. 33. & 94. Orleans Article 23. 27. 32. & 33. Clermont Artic. 175.

Nobles ou Bourgeois ne ſont tenus payer les droicts de Relief: mais ſont tenus acquiter les mineurs, s'il en eſt deu. Paris Art. 46. Dourdan Art. 33.

En ligne directe ne rachete point. Sens Art. 156. 157. Montargis Chapitre 1. Art. 26. Orleans Art. 23.

En demandant ſouffrance. Chaſteauneuf Art. 43. és cinq Baronnies, &c Chartres Art. 41. Dreux Art. 31.

Faiſant les fruicts ne doit profit. Eſtampes Artic. 24. Montfort Artic. 30. Mante Artic. 35. & 42.

Mais doiuent acquiter les mineurs du droict de Chambellage. Mante Artic 35.

Tenus payer Rachat incontinent, autrement le Seigneur donnera ſouffrance. Chartres Artic. 41.

Doiuent hommage ſans Relief. Troyes Art. 17. & 20.

Sans Rachat & ne font les fruicts leurs Chaumont Art. 11. Vitry Art. 63. Blois Ar. 6.

Doiuent Relief. Chauny Art. 81. Relief de Bail. Peronne Art. 231.

Gardiens pere & mere ſe remarians tenus de bailler caution de rendre indemnes les mineurs. Montargis Chap. 1. Article 33.

Gardiens apres la Tutelle finie, ſont Tuteurs, & Curateurs. Melun Art. 290. Troyes Art. 17. ſe remarians rendront compte des meubles. Bar Art. 69.

Peuuent eſtre Tuteurs ou Curateurs. Paris Art. 271. Calais Art. 142. Orleans Article 23.

N'eſtans Tuteurs ne peuuent intenter les actions reelles & perſonnelles. Paris Artic. 270. Calais Artic. 141.

Maſles doiuent à leurs deſpens intenter les actions, &c. Melun Art. 289.

Nobles ou Bourgeois doiuent intenter toutes actions. Bourdeaux Art. 129. Montfort Artic. 120. Ne peuuent faire pourſuite des reelles: ains ſeulement des perſonnelles Mante Art. 182. Clermont Art. 178.

En qualité de Bailliſtre agir en matiere petitoire: mais en qualité de Tuteur, &c. La Marche Artic. 79.

Pere & Garde naturel a action pour ſes mineurs. Bretagne Art. 534.

Qui Garde prend, quitte le rend. Melun Art. 287. Reims Art. 331.

Seigneur Gardain qui a la Garde Noble. Normandie Art. 222.

Gardes. Chaſteauneuf Art. 140. Berry Tit. 1. Art. 43. La Bourt Tit. 10. Art. 2. Auxerre Art. 254. pour les Nobles.

Gardien de biens. Melun Art. 316. & 317.

Ou Gardié de meubles. Berry Tit 9. Ar. 18.

Gardien de Iuſtice. Berry Tit. 9. Art. 18.

Gardiens de meubles ne peuuent eſtre acheteurs d'iceux. Niuernois Chap. 31. Art. 5.

Garde de biens de Iuſtice ſera cõtraint tãt par priſon, que ſaiſie & vente de ſes biens au refus de les repreſenter ou payer la debte Melũ Ar. 316. Berry Tit. 9. Ar. 18. Apres comãdement a luy faict à domicile de les repreſenter. Melun Art. 317. Eſtampes Artic. 164. Apres auoir eu l'exploit du Sergent. Eſtampes Artic 161.

Ne ſera reçeu à oppoſition, ſinon en repreſentãt les meubles. Eſtãpes Ar. 159. & 160.

Garde de Iuſtice. Clermont Art. 21. Mõtargis Chap. 22. Art. 2. ou Iuge & Garde de Iuſtice. Niuernois Chap. 1. Art. 24.

Pour le Preuoſt ou Iuge d'vn Seigneur ſubalterne ou du Roy, & qui eſt inferieur du Bailly, & qui a la iuriſdiction comme en depoſt & en garde.

Ou Garde de la Preuoſté. Berry Ti. 2. Art. 19. Vaſſang. Art. 5.

Gardes de Iuſtice. Peronne Art. 91. & 260. pour les Officiers de la Iuſtice du Seigneur.

Gardes. Tours Art. 98. & 99. Aniou Art. 136. Le Maine Art. 146.

Ou Gardes liges. Aniou Art. 174. Le Maine Art. 194.

Garde de corps que les vaſſaux doiuent de leurs corps à leurs Seigneurs eſtans armez ſuffiſamment. Aniou Article 136. Le Maine Artic. 146

Sont tenus y aller & y peuuent eſtre contraints. Aniou Art. 136. Le Maine Art. 146. par ſemonce. Tours Art. 99. Lodunois Chapitre 8. Art. 6.

Vaſſal doit faire les Gardes à ſon Seigneur eſtans commãdees vne fois en ſa vie. Tours Article 98. Lodunois Chapitre 8. Article quatre & cinq.

Defaut de dix ſols pour Noble, & cinq ſols pour roturier. Tours Art. 98. Lodunois Chap. 8. Artic. 5.

Garde mis par le Bailly ou Maieur aux deſpouilles des terres aux deſpens des debteurs. Cambray Tit. 25. Art. 11.

Gardes & mangeurs. Tournay Titre 27. Article 17.

Garde maneurs ordonnez pour eſtre mis en le maiſon du debteur. Valanciennes Art. 8. & 10.

Garde faicte. Amiens Art 202. & 206. Monſtreul Art. 7. Auxerre Artic. 166. Acs Titre 11. Artic. 16. & 20. Berry Titre 10. Article 4.

Quand les beſtes ſont gardees & ſont en l'heritage d'autruy & y font dommage.

Garand, garent, garantir ou garentir, ou garandir, garantie ou garendie, ou garentie Paris Art. Lille Art. 141. 142. & 144. Montargis Chap. 20. Art. 5. & Chap. 21. Art. 7. Auuergne Chap. 24. Ar. 3. Melun Art. 320. Lodunois Chap. 27. Article 18. & 19. Blois Artic. trente neuf, Sedan Article 270. Berry Tit. 20. Art. 5. Sole Tit. 32. Art. 5. 6. & 7. Dourdan Article 54. Aniou Art. 141. 211. 417. & 507 Le Maine Art. 161. 188. 430. & 502.

Defaillir de Garend. Melun Article 178.

Ou defaut de Garantie. Eſtampes Article ſoixante ſept. Montfort Artic. ſoixante ſept. Mante Art. ſoixante deux. Vallois Art. 165. Dourdan Art. 54.

Garent qui defaut. Grand perche Ar. 207.

Choſe Garentie. Tours Art. 126. & 136.

Delay de Garent. Ponthieu Article 168. & 174.

Garant de pluſieurs ayans couppé & abbatu pluſieurs Eſtallons, perots ou Tayons eſt tenu en autant d'amende. Amiens Artic. 211.

Donné apres le delay de veuë pour choſe immobiliaire. Ponthieu Artic. 169.

Volontaire & ſans eſtre adiourné pour la Garandie, ne doit auoir Garant n'induce ne veuë & doit proceder peremptoirement par vn ſeul Defaut. Ponthieu Artic. 175. Eſt permis auſſi bien aux demandeurs qu'aux defendeurs. Ponthieu Art. 176.

Doit reſpondre pardeuant le Iuge de la choſe contentieuſe, ſans decliner. Sens Article 253. Auxerre Article 137. Bar Article 200.

Comme ſera pourſuiuy. Tournay Titre 27. Artic. 10.

Eſt demandé pour recouurer ſur autruy quelque debte ou autre choſe. La Salle de Lille Tit. 18. Art. 8. Lille Artic. 145.

Tenu emprendre le garand s'il en appert par lettres congneues ou inſtrumens. Lille Artic. 148. La Salle de Lille Titre vingt huict Artic. neuf.

Refuſant, eſt tenu des dommages & intereſts. Sens Art. 253. Auxerre Art. 137. Bar Art. 200.

Formel n'a lieu en procez de Criees, quand au debteur principal ou heritier declaré ou tiers detenteur, s'il n'y a ſentence ou declaration precedente. Niuernois Chapitre 32 Artic. 53. Bourbonnois Art. 146. Auuergne Chap. 24. Artic. 63. & 64. La Marche Art. 404.

Ayant eſté receu, on n'eſt tenu attendre outre le troiſieſme Garieur. S. Seuer Tit. 1. Art. 19. Comme eſt appellé & n'eſt l'on tenu attendre le quatrieſme Garand. Normandie Artic. quarante

Ayant eſté receu à amener Garand s'il defaut n'a plus aucun delay. Bretag. Ar. 143.

A lieu en choſe deſrobbee ou mal priſee, quand elle eſt arreſtee ou la perſonne. Bretagne Art. 145.

Ne ſera empris par vn tiers pour les turbateurs auant le reſtabliſſement & ſequeſtres vuidez. La Salle de Lille Titre dix-huict Article deux

En cas poſſeſſoire: ſinon qu'il ait ſon droict puis an & iour ou ſoit conducteur ou fermier. Montargis Chapitre vingt & vn Artic. cinq.

En delict & forfaict n'y a Garand. Le Maine Art. 18. Bretagne 139.

Garieur. Poictou Ar. nonante quatre, nonante ſept, cent quarante ſix. Sainct Seuer L. Titre premier Article dixneuf & vingt. La Bourt Titre dix huict Article ſix, ſept & neuf.

Garieur formel. Xainctonge Article vingt deux cent quinze.

Tirer à Garent. Aniou Article quatre cens vingt. Lodunois Chap. vingt ſept Article quatorze.

Appeller à Garent. Aniou Art. deux cens onze. Le Maine Article deux cens vingt ſix & quatre cens trente cinq.

Clamer à Garent Bretagne Article cens quarante cinq.

Garendir ou Garandir. Bar Article deux cens vingt Sainct Seuer L. titre premier Article dix neuf. Lille Article cent quarante huict. Tours Article nonante ſept, cent vingt cinq, cent vingt huict & cent trente & vn. Lodunois Chapitre huict. Article ſix Chapitre vingt ſept, Article neuf, dix, dix neuf, vingt, vingt & vn & viegt cinq. Chapitre vingt neuf Article deux. Sedan Article cent dix huict. Aniou Article deux cens vn, deux cens deux, deux cens onze, deux cens ſoixante deux deux cens ſoixante quatre & quatre cent vingt ſept. Le Maine Article quatre cent quarante deux. Chaſteauneuf Art. 83 Chartres Art. 74. Blois Art. 61. & 62.

Garentage ou Garantage. Tours Art.

Source : BIU Cujas

Art. 125. Lodunois Chap. 12. Art. 6. Chap. 27. Art. 25. La Marche Art. 259. Bretagne Artic. 142.

A lieu entre coheritiers de choſes tombees en partage. Bretagne Art. 142.

Garentage & defenſe. Lodunois Chap. 27. Art. 14.

Prendre en garentage. Le Maine Art. 435. Anion Art. 420.

Gariment. Lodunois Chapitre 20. Artic. 5. Poictou Artic. 94. 95. & 136. Angoumois Art. 20. Xainctonge Art. 22. La Bourt. Tit. 17. Art. 2. Tit. 18. Art. 2.

Tenir en gariment. Poictou Artic. 94. 95. & 136. Angoumois Artic. 20. Xainctonge Artic. 22.

Quand on tient partie du Fief autrement que par ſucceſſion, mais par conuenance, pour en payer quelque droict Noble & non roturier.

Garentiment. Sole Tit. 32. Art. 2.

Garentiſſement. Aniou Art. 427. Le Maine Art. 441.

Garandie. Peronne Art. 244.

Garentie n'a lieu ſi on eſt approprié de la choſe bannie ou laps de temps. Bretagne Artic. 140.

Garandie pour choſe achetee par execution. Bretagne Art. 141.

Pour choſe retiree par Retraict ſinon de ſes faicts & obligations. Vitry Art. 130. Peronne Art. 243. Niuernois Chap. 31. Artic. 29. Bretagne Art. 138. Sedan Art. 247.

Inſtrument Garentigioné. Bretagne Tit. 16. Artic.

Par lequel aucun eſt obligé en Rolat, tellement qu'il peut eſtre executé par corps & en ſes biens, vne execution non ceſſant pour l'autre.

Garentir en ou ſous hommage. Aniou Artic. 201. & 232. Le Maine Art. 216. & 249.

Garentir de foy & hommage. Aniou Ar. 262. & 264. Le Maine Art. 280. & 282.

Garentir en parage, ou le parage. Tours Artic. 97. 128. 131. Le Maine Art. 228. Lodunois Chap. 8. art. 6. Chap. 27. Artic. 9. 19. 20. 21. Chapitre 29. Art. 2. Blois Article 69.

V. Parage.

Garentir de profit de Rachat. Chaſteauneuf Artic. 2. & 26. Charres Art. 2.

V. Aiſné, Foy & Hommage.

Garantie iuree Meaux Art. 211. & 212.

Eſt par permiſſion du Roy, titre particulier & exprés ou longue iouiſſance. Meaux Art. 211. & 217.

S'entend Garẽne defendue. Meaux Article deux cens douze.

Garenne en tout temps defendue. Acs Ti. 8. Art. 18. Menetou Art. 13. Trembleuy Ar. 8. Berry Tit. 10. Art. 14.

Garennes anciennes defendues. Auuergne Chap. 28. Art. 22.

A connils defendues. Poictou Artic. 198. Xainctonge Art. 14.

Garenne tant à groſſes beſtes, qu'à connins permiſe. Meaux Art. 217.

Accroiſſemens de Garennes defendues. Aniou Art. 34. Le Maine Art. 39.

Droict de Garenne appartient au Comte d'Artois és mettes & Bailliages, &c. Heſdin Tit. 4. Art. 2. 3. & 4.

Franches Garennes ne ſont en la Chaſtellenie. La Salle de Lille. Titre 1. Article 72.

S. F. peut faire Garenne en ſon fief. Tours Articl. 37.

Bois ſont reputez Garennes quand ils ont Clappiers ou ancien nom. Niuernois Chap. 27. Art. 1.

Faux à Connins peut eſtre faict par le S. Feodal s'il n'y a Garenne appartenant à Seigneur. Bretagne Art. 391.

Buiſſon à Connins permis au Haut ou Bas Iuſticier. Meaux Art. 213.

Appartenant à homme Noble ou roturier defenſable. Aniou Art. 32. Le Maine Art. 37. & 38.

On ne doit tirer en Garenne. Bretagne Article 390.

Amende contre ceux qui chaſſent en Garenne. Troyes Art. 179. Chaumont Articl. 110. Le Maine Art. 209. La Marche Artic. 355. & 356.

En anciennes Garennes. Vitry Art. 121. La Marche Art. 356.

Gariment. V. Tenir.

Garlande. V. Guirlande.

Garnir la main de Iuſtice de la ſomme ou de meubles, & garniſon de main. Berry Tit. 9. Art. 1. 11. 49. Bayonne Tit. 18. Artic. 5. Bretagne Art. 165.

Garniſſemens pour conſignations. Normandie Art. 477. & 478.

Garniſon de main pour vne annee des arrerages d'vne rente pendant les Criees. Xainctonge Art. 119.

Garniſon de main. Aniou Art. 181. Le Maine Art. 199.

Garniſon comme ſera ordonnee par le Iuge en obligation cedules ou ſentences conditionnelles. Orleans Art. 462. Bourbonnois Articl. 97. Berry Tit. 9. Art. 11.

Eſt empeſchee par ſerment du defendeur au creancier, ſil eſt preſent en iugement, ou ſ'il peut venir dans huictaine. Berry Titre neu Article 12.

Simple Gaſt. Bourbonnois Art. 524.

Gaſtier pour celuy qui eſt commis à la garde des fruicts des heritages à la nomination des habitans des lieux. Auuergne Ch. 31. Art 69. Mirefleur Art. 1. Coppel Artic. 2. Broc Art. 1. & 2.

Tenu garder les heritages, & reſpondre du dommage. Coppel Art. 2.

Gaſtines Vodable. Art. 1.

Gaudence pour la iouiſſance d'vn heritage baillé à louage de neuf à neuf ans, & à perpetuité. Bordeaux Artic. 101.

Choſes Gayues. Normandie Article 194. 583. & 590.

Appartiennent au Roy ou Seigneur de Fief. Normandie Art. 589. 591. & 592.

Seront reclamees dedans l'an. Normandie Artic. 593.

Ne ſeront retenues plus de ſept iours. Normandie Art. 592.

Quelles choſes Gayues appartiennent au Roy ou au S. de Fief. Normandie Art. 589.

Gazaille S. Seuer Tit. 3. Art. 13.

Gayuer ou Gueſuer.

V. Gueſuer.

Gens d'armes ou mauuais garçons aians eſté enuoyez par aucun en maiſon d'autruy, pour le piller & outrager, il doit eſtre condamné, &c La Marche Article trois cens quarante ſix.

Gens de Pote ou Poſte.

V. Pote.

Gens de corps, qui ſont de main-morte. Vitry Art. 141.

Gens de ſeruile condition & de main morte Chalons Art. 17.

Gens de main-morte Comté de Bourgongne Article nonante trois, nonãte ſept, nonante huict & cent vn.

Pour hommes & femmes de ſeruile condition & mainmortes.

Gens d'Egliſe & de main-morte. Chalons Article deux cens huict. Laon Artic. deux cens dix. Ribemont Artic. 25. & 37. Boullenois Art. 55.

V. Main-morte.

Gens d'Ordonnance, de Ban, &c. Berry Tit. 9. Art. 8.

Gendre le Giron. Peronne Artic. deux cens quarante & vn.

Glandage, Glandager Sainct Seuer Tit. 3. Artic. 19. Sole Titre 13. Articl. 1. La Bourt Titre 3. Art. 19.

Comme ſera departy entre les Paroiſſiens. La Bourt Tit. 3. Art. 3.

Glanage ne peut eſtre empeſché, ſinon vingt quatre heures. Melun Artic. 334. Eſtampes Article 190. Dourdan Article 151. Sinon trois iours apres. Peronne Article 106.

Glaneurs cõme punis. Melun Artic. 344. Eſtampes Artic. 190. & 191. Dourdan Ar. 151.

L'enſeigne & gonfanier. Boullenois Art. 7. pour l'Officier qui tient en Pairrie & porte l'eſtandart & vient de Gonfanon.

Arpenteurs & gouleurs ou gauleurs. Bretagne Art. 264.

V. Arpenteur.

Gourts. Bourbonnois Art. 162.

Ayans obtenus lettres de grace du Roy des crimes capitaux doiuent ſe purger contre le Procureur & tenir priſon. Ponthieu Article 162.

Remiſſion, Pardon ou autre prouiſion de grace, doit payer les frais des procedures, ſans qu'il puiſſe eſtre retenu priſonnier par le Haut Iuſticier. Bourbonnois Ar. 67.

Seigneurs, Baillifs ou Lieutenans ſe peuuent oppoſer pour eſtre payez des droicts & ſalaires deuz, auant que les impetrans ſoient deliurez de priſon. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 4.

Temps de Grainer. Troyes Art. 175. Sens Art. 152. Chaumont Art. 107. Auxerre Art. 265. 266. & 269. Pour paiſſonner les pourceaux és Bois & Foreſts.

V. Pourceaux Viue paſture.

Grands iours d'Auuergne. Auuergne Ch. 30. Art. 5.

On peut oſter aux grappeurs de raiſins, ſi les vignes ne ſont vendangees. Melun Ar. 344. Eſtampes Art. 190. Peronne Art. 106.

On ne peut aller grappeter, ſinon que tout le clos ſoit vendangé. Berry Tit. 15. Art. 7. ſinon trois iours apres qu'elles ſont vendangees. Bourbonnois Art. 351.

Greffier ne fera aucuns actes de Iuſtice, s'il n'eſt requis. Valanciennes Art. 24.

Quel ſalaire doit auoir. Valanciennes Art. 24. Au pays de La Bourt prend pour Relief deux ſols ſix deniers & pour le Seel autant. La Bourt Tit. 1. Artic. 6.

Pour les ſentences. Sole Titre 11. Art. 1. 4. & 5.

Greigneur de vingt cinq ans. Auuergne Chapitre premier Article ſept. Pour maieur. Preſcription Greigneur, c'eſt à dire plus grande. Auuergne Chapitre dix ſept Article premier.

Greigneur pris. La Marche Article trois cens octante huict pour le plus grand.

Partie Greigneure ou Greigneur. Bayonne Titre 26. Art. 15.

Griefs és Procez par eſcrit, apres que les parties ont conclud comme en procez par eſcrit: ſans plaider choſe de nouueau, ſinõ auec prouiſion du ſouuerain: & ſ'il n'eſt procés par eſcrit, les cauſes d'appel & Griefs ſerõt propoſez par l'Aduocat. Tournay Tit. 25. Art. 7. & 8.

Source : BIU Cujas

Pour quittance de ventes. Aniou Art. 157. Le Maine Art. 179.
Gruier. Sedan Art. 306. & 307.
Pour vn Officier des Forests, qui a le marteau pour marquer le bois & arbresque l'on vend, ou que les vsagers prennent pour bastir & Chauffer.
Droict de Gruerie & Garenne qui appartient au S. Haut Iusticier auec la Chasse, paisson & pasnage des bois qui sont à ses Vassaux ou suiets. Senlis Art. 107. Montargis Chap. 1. Art. 72.
Gruirie. Montargis Chap. 1. Art. 72. Duché de Bourg. Chap. 13. Art. 7.
Bois en Grurie doiuent estre coupez, mesurez, arpentez, layez, criez & liurez. Orleans Art. 75.
Bois hors de Grurie estans saisis & abbatus par les Seigneurs, sils sont en estat de coupper Orleans Art. 75.
Bois en Gruyrie ou hors Gruyrie. Montargis Chap. 1. Art. 72. Orleans Art. 58.
Guerb. depuis la my Septembre iusques à la my-Feurier. Bretagne Art 408.
N'appartient à gens de basse condition. Ibidem.
Guerpir. La Marche Art. 147. Xainctonge Art. 116. & 117. Bourbonnois Art. 399.
Guerpir & delaisser l'heritage. La Marche Art. 147. Paris Art. 79. Orleans Art. 115.
Guerpie ou quictance. La Marche Article 147.
Guerpine. La Marche Art. 99. & 180. Bourbonnois Art. 399.
Guerpison ou Gurpison. Bourdeaux Art. 85. & 86. Xainctonge Art. 117.
Sera faicte en iugement, sinon, &c. Xainctonge Art. 117.
Guesuer & delaisser l'heritage. Orleans Art. 128.
Guesuement. Orleans Art. 128.
S. d'vn heritage suiet à Releuoisons le peut Guesuer pour les Releuoisons : à la charge, &c. Orleans Art. 128.
Si le proprietaire iouist, le loyer de l'annee sera estimé par 2. Preud'hommes. Ib.
Droict de Gul. Chalons Article 3. Tours Art. 295. Loduнois Chap. 28. Art. 3. Bourbonnois Art. Bretagne Art. 292.
Appartient à l'aisné des Comte, Vicomte, & Baron par titre particulier deuëment verifié ou iouissance de temps immemorial pour en iouir suiuant l'Ordonnance. Tours Art. 295.
Suiets Guetables. Auuergne Chap. 25. Art. 17.
Tenus seulement aux legieres reparatiõs des Chastels & fortereresses. Ib.
Guet à pens. Auuergne Chap. 29. Art. 1.
Gulpir & quitter l'heritage. Auuergne Chap. 21. Art. 16. & 18.
Gulpine. Auuergne Chap. 21. Art. 16. & 17. se peut faire en vertu du premier Defaut. Auuergne Chap. 21. Art. 16.
Se peut faire hors iugement. Auuergne Chap. 21. Art. 18.
Gurpir. Bayonne Tit. 8. Art. 10.

H.

Habitans de La Bourt peuuent porter pour leurs defenses & du pays harnois en tout temps. La Bourt Tit. 20. Art. 1.
Peuuent porter & faire passer par la Ville & Cité de Bayonne, & par la Riuiere toute maniere de prouision & viures, en payãt les droicts deuz au Roy. La Bourt Tit. 20. Article 2.
Peuuent porter & faire passer leurs Pommades par la ville, &c. La Bourt. Tit. 30.
De Sole peuuent porter armes pour leurs defenses. Sole Tit. 1. Art. 3.
De Bethune, ont plusieurs priuileges, Edicts, Statuts, vsages. Bethune Chap. 2. Art. 18.
Habits ou Habillemens.
V. Femme, mary.
Hable pour le Haure ou port de mer. Bolongne L. Art. 22. 23. & 24.
Haro pour malefice de corps, & pour choses, où il y a eminent peril. Normandie Art. 54.
Pour toute introduction de procés possessoire. Normandie Art. 54.
Se peut intẽter tant pour meuble qu'heritage. Normandie Art. 55.
Clameur de Haro. Normandie Art. 55. 58. & 59.
Parties tenues de bailler caution. Normandie Art. 56.
La Hart. Auuergne Chap. 10. Art. 4. La Marche Art. 32. Amiens L. Art. 9. Beauquesne Art. 1. La Rue d'Yndre Art. 38.
Pour la corde au col, par laquelle on liure la mort au criminel condemné.
Haut Iusticier. Berry Tit. 2. Art. 7. 9. & 14. Tit 19. Art. 19. & 30. Senlis Art. 96. Melun Art. 1. Sens Art. 1.
V. Iustice.
Hayer. Bretagne Art. 405.
Hayes & ronches plantees, quel espace on doit laisser. Monstreul Art. 13. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 21.
Viues ou Buisson à qui appartient. Berry Tit. 10. Art. 22.
Ne seront plantees plus pres des vignes d'Orleans. Orleans Art. 259.
Hebergement principal pour Hostel ou maison. Poictou Art. 262. Xainctonge Art. 75. principal manoir. Bretagne Art 458.
Hebergement & chef d'heritage. Normandie Art. 340.
Chastel, hostel Noble ou Hebergemẽt. Poictou Art. 291.
Chastel, manoir ou Hebergement. Aniou Art. 222. Le Maine Art. 238.
Droict d'Herbage vif & mort appartient aux S. ayant Haute Iustice ou Moyenne, & en quel cas. Amiens Art 181. Monstreul. Art. 28. S. Riquier Art. 1. S. Pol Art. 17. Hesdin Tit. 2. Art. 2. & 3. Boullenois Art. 36. Vimeu Art. 3. & 4. S. Pol en Artois Tit. 2. Article 1.
Aux Hauts Iusticiers & Vicomtiers. S. Pol Art. 29. S. Pol en Artois Tit. 2. Art. 2.
Appartient au S. F. ou autre ayant Iurisdiction fonciere. Ponthieu Art. 94.
N'est deu. S. Omer Art. 6.
S'il n'y a plus de xviii. bestes. Vimeu Art. 3.
Droict d'Herbage vif se doit payer quãd il est demandé au iour de S. Iean Baptiste. Amiens Art. 181. S. Pol Art. 17. Ponthieu Art. 94. Hesdin Tit. 2. Art. 2. Boullenois Art. 36. Vimeu Art. 3. S. Pol en Artois Tit. 2. Art. 1.
N'est deu à Oisemont, s'il n'y a plus de xviii bestes. Vimeu Art. 3.
Droict de mort Herbage ne se doit demander, & se doit payer la nuict de Sainct Iean. Ponthieu Art. 95. Hesdin Tit. 2. Art. 3. Boullenois Art. 36. Vimeu Art. 4.
Franc Herbage quand le bestail à laine est tenu en lieu & Fief noble. Vimeu Art. 3.
Droict d'Issue d'Herbage. S. Pol Art. 29.
Droict d'Herbages & pasturages. Aniou Art. 182. Le Maine Art. 200.
Qui appartient à ceux qui ont droict d'vsage és bois d'autruy, pour le pascage de leur bestail.
Droict d'Herbregué d'asseoir planchers, murailles & autres edifices. Tournay Tit. 17. Art 6. & 7.
Herbreger, Hebregerie, Herbregement pour loger, logis & maison. Bretagne Art. 315 606. & 621.
Heritages patrimoniaux. Artois Art. 123. & 126.
Heritages tant Fiefs que main-fermes. Cambray Tit. 5. Art. 1.
Feodaux ou Cottiers. Amiens Art. 38. Boullenois Art. 51. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 65.
Feodaux ou Censules. Peronne Art. 253.
Feodaux, nobles abbregez ou restraints Amiens Art. 71.
Patrimoniaux & d'acquest. Artois Art 79
Renteux d'vn Fief, & les fossez sont mẽbres du Fief. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 69.
Renteux. Boutillerie Art. 3.
Cottiers ou de main ferme. Aire Tit. 2. Article 2.
Heritages ne tiennent cotte ne ligne. Arras Art. 4.
Quand à la saisine ensuiuent la personne. Bretagne Art. 563.
Heritages clos & bouchez sont defensables. Niuernois Chap. 15. Art. 1. Clermont en Auuergne Art. 1.
Et Domaines nobles, sont de defense en tout temps. Bretagne Art. 396.
Du Seigneur, encores qu'ils soient declos, sont defensables. Bretagne Art. 395.
Tenus en Fief ou cotterie, comme sont francs & defensables en tout temps, & iusques à quelle quantité. Boullenois Art. 132.
Depuis quel temps sont defensables. Mont-morin Art. 1. 2 4. 5. & 7. La Bourt Tit. 3. 7. 8. & 18. Romorantin Art. 11.
Peuuent estre clos de fossez & hayes, en gardant les chemins Royaux de leur largeur, & les chemins & sentes pour le voisiné. Normandie Art. 83.
En issue de Ville non bouchez, ne sont defensables. Romorantin Art. 12.
Du front du village : fors sils sont à Monsieur. Menetou Art. 15.
Sur grands chemins & à l'issue des Villes & Villages. Berry Tit. 9. Art. 19.
Estans en la Chastellenie de Trembleuy & de la Ferté-Ymbaut. Trembleuy Art. 5. La Ferté Ymbaut Art. 6.
Non clos & bouchez suffisamment à la denonciation des circonuoisins de le clorre dans quarante iours. Bourb. Art. 533.
Contenans vn iournau de terre peut estre clos pour chacun bœuf d'aree. Xainctonge Art. 16.
Ne peuuent estre mis en defense. Bretagne Art. 405.
Ou lieux non cultiuez, estans en chaume, frische, Bruyeres & Buissons ne sont defensables. Berry Tit. 10. Art. 11.
N'estant clos n'ayant fruicts, ne sont defensables. Acs Tit. 11. Art. 4.
En quels lieux sont defensables, clos ou non. Acs Tit. 11. Art. 5. 6. 7. 8. 9. 10. & 20.
En gaigneries & vignes, iusques à tel temps, &c. Bretagne Art. 401.
Peuuent estre mis en defense. Bretagne Art 405.
Ou prez peuuent estre tenus clos en toute saison : fors quand aux forains, &c. Billon Art 1. & 2.
Prez & autres Heritages clos & fermés de murailles, hayes, palis & fossez sont de.

Source : BIU Cujas

fensables. Berry Tit. 10. Art. 7.

Fruictiers, iardins, vergers clos ſont defenſables en tout temps. Bourb. Art. 526.

Plants defenſables & de garde iuſques à quatre ans incluſiuement. Bourbonnois. Art. 528.

Meſmes pour les Cheures. Art. 225.

Toutes terres cultiuees ſont en defends, iuſques à ce que les fruicts ſoient recueillis. Normandie Art. 81.

Terres labourables & lieux où les paſturages ſont communs, ſont defenſables & iuſques à quel temps. Poictou Art. 195.

Aucun n'eſt tenu clorre ſon Heritage. Sens Art. 100. Auxerre Art. 102.

Chacun peut iouyr de ſon Heritage, ſelon que bon luy ſemble, en temps prohibé. Auuergne Chap. 28. Art. 10.

Heritages ſe reglent en ſucceſſion ou Donation ſelon les Couſtumes des lieux, ou ils ſont ſituez, & non ſelon le domicile des perſonnes. Laon Art. 57. Chalons Art. 66. Reims Art. 238. & 325.

Heritages de Pote & roturiers. Bar Art. 10. & 12.

Heritages partables & non partables. Normandie Art. 319.

Heritages d'Eſcheuinage à qui doiuent ſucceder, & s'ils tiennent cotte & ligne. Bethune Tit. 2. Art. 5. 6. 7. & 8.

Choſes Heritables. Bretagne Art. 319.

Heritier. Art. 232.

Heritier ſimple à la difference de l'heritier par benefice d'inuentaire. Artois Art. 112. Niuernois Ch. 34. Art. 28. & 29. Sedan Art. 176. Berry Tit. 19. Art. 15. 16. & 25.

Où il eſt appellé Heritier pur & ſimple.

Chacun a ſon droict par action contre l'heritier noble. Bretagne Art. 564.

On ne peut eſtre heritier & legataire. Vitry Art. 100. Paris Art. 300. Calais Art. 93. Meaux Art. 33. Montfort Art. 93. Mante Art. 152. Clermont Art. 157. Chaumõt Art. 85. Chalons Art. 71. Reims Art. 302. S. Quẽtin Art. 28. & 29. Chauny Art. 13. Niuernois Chap. 33. Art. 11. Montargis Chap. 3. Art. 3. Chaſteau-neuf Art. 114. Chartres Art. 92. Melun Art. 249. Senlis Art 160. Vallois Art. 80. Sens Art. 72. Auxerre Art. 229. Troyes Art. 112. Blois Art. 158. Peronne Arti 205. Orleans Art. 288. Sedan Art. 129. Bar Art. 99. L'Alleue Tit. 2. Art. 13.

Tant en ligne directe que collaterale. Eſtampes Art. 109. Grand Perche Art. 123 Dourdan Art. 106.

Si le legs n'eſt faict par prelegat & hors part. Peronne Art. 205. Orleans Art. 288.

Fors don de meuble entre nobles. Aniou Art. 338. Le Maine Art. 356.

On ne peut eſtre aumoſnier & parchonnier. Lille Art. 8. Tournay Tit. 2. Art. 4.

Sinon que le teſtateur ait faict declaration expreſſe au contraire. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 12.

On peut eſtre Donataire entre vifs & heritier en ligne collaterale. Paris Art. 301. Calais Art. 93. Montargis Chap 15. Art. 20. Orleans Art. 288.

La legitime ſaufue aux enfans. Reims Art. 233. 287. & 288.

Renoncer à la ſucceſſion, & prendre le legs Melun Art. 249. Senlis Art. 160. Vallois Art. 80. Bourbonnois Art. 321.

Dedans xl. iours. Sens Art. 72. Auxerre Art. 229. Troyes Art. 112.

Doit auoir les deux parts franches, quictes & deſchargez de toutes debtes & laigs teſtamentaires. Meaux Art. 27. Troyes Art. 95. Chaumont Art. 82. Vitry Art. 101.

Abinteſtat acceptant le legs à luy faict eſt tenu aggreer la diſpoſition, ſans demander la reduction au quart. Auuergne Chap. 12. Art. 50.

Ou hoir ne doit reſpondre deſſaiſi. Bretagne Art. 563.

N'eſt tenu de deliurer au legataire, ſinon les debtes payees ou caution de les payer ou acquiter enſemble les Obſeques ou funerailles Meaux Art. 27.

Ab inteſtat ou Conuentionnels, ores q u'ils ſoient inſtituez par Teſtament, ne prendront profit outre les trois quarts, & ſera le quart diſtribué entre les legataires, au ſol la liure ou autrement. Auuergne Chap. 12. Art. 44. & 45. La Marche Art. 251. & 252.

Il ne ſe porte Heritier qui ne veut. Paris Art. 316. Calais Art. 107. Melun Art. 266. Eſtampes Article. 117. Dourdan Art. 142. Montfort Art. 102. Clermont Art. 142. S. Quentin Art. 52. Peronne Art. 207. Orleans Art. 335. La Marche Art. 258. Poictou Art. 178. Bretagne Art 571. Sedan Art. 175. Boullenois Art. 81. Artois Art. 112.

Il n'y a point d'Heritier neceſſaire. Sainct Quentin Art. 52. Cambray Tit. 12. Art. 2. Arras Tit. 3. Art. 18. Artois Art. 112. Lens Art. 5. Lille Art. 2. La Salle de Lille Titre. 2. Article. 3.

Soit en ligne directe ou collaterale. Boullenois. Art. 81.

Declaration d'eſtre Heritier ou non, ſe doit faire dans xl. iours. Sedan Art. 175.

Apres la ſucceſſion eſcheuë, s'il eſt maieur. Normandie Art. 235.

Eſtant mineur, le Tuteur par l'aduis des parens, Ib.

Faire en iugemẽt d'eſtre Heritier ou nõ, profite à tous: ſecus quand c'eſt par contumace, & ne profite qu'au pourſuiuant. Niuernois Chap. 34. Art. 26. Bourbonnois Art. 326. Sedan Art. 200. 201. & 202.

De n'eſtre Heritier ne ſert, ſi on ne repudie. Auuergne Chap. 12. Art. 54. La Marche Art. 256.

Et n'eſt-on tenu renoncer, s'il n'y a adiournement pour ceſt effect. Poictou. Article 278.

Ou faict acte d'Heritier, quand on prend & apprehende les biens d'vn defunct ou partie d'iceux, ſans autre qualité ou droict de les prendre, eſt tenu aux debtes: autrement s'il luy eſt deu quelque choſe, le doit demander. Paris Art. 317. Calais Art. 108. Orleans Art. 336. Normandie Art. 235. Melun Art. 272.

Qui s'immiſce ou prend de la ſucceſſion iuſques à v. ſols Par. il eſt tenu Heritier. Sẽlis Art. 156. Vallois Art. 101.

Et apprehende les biens d'vn defunct ſans auctorité de Iuſtice, eſchet en amende: fors en ligne directe. Vallanciennes Art. 113.

Qui paye les frais funeraux ou s'entremet eſtant habille à ſucceder, il eſt Heritier ſimplement, & ne peut repudier. Niuernois Chap. 34. Art. 26. Bourbonnois Article 325.

Heritier peut quitter les meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, auec le Quint des propres à tous les legataires, & demoure ſaiſi des quatre Quints, les debtes payees ſur tous les biens de l'heredité Paris Art. 295. Calais Art. 88. Orleans Article 297.

Payent les legs & accompliſſement du Teſtament. Vitry Art. 109.

Heritier conuentionnel. Niuernois Chap 34. Art. 29. Bourbonnois Art. 330. Auuergne Chap. 12. Art. 39. 44. 45. Chap. 14. Art. 35. Chap. 15. Art. 8. La Marche Art. 249. & 251.

Inſtitué par contract de mariage ou appellé & accordé pour eſtre comme vn autre hoir, & à pareil droict que celuy au lieu duque. il a eſté baillé & eſchangé.

Heritier ſimple eſt preferé à l'heritier cõuentionnel ſe portant Heritier ſous benefice d'inuentaire. Bourbonnois Art. 223. & 330. Niuernois Chap. 34. Art. 29. Auuergne Chap. 12. Art. 39. Chap. 14. Art. 34. La Marche Art. 249. Idem pour l'aſſocié. Auuergne Chap. 15. Art. 7. & 8.

A l'heritier ſous Benefice d'inuentaire. Bourbonnois Art. 329. Niuernois Chap. 34. Art. 28. Sedan Art. 178. Auuergne Chap. 12. Art. 38. La Marche Art. 248.

Ores qu'il ne ſoit ſi proche, s'il vient dedans les dix ans. Berry Tit. 19. Art. 16.

Fors s'ils ſont en pareil degré, &c. Sedan Art. 179.

Eſtant plus proche que l'Heritier ſans benefice, eſt preferé à luy, ores qu'il ſe porte heritier ſimple. Berry Tit. 19. Art. 25.

En venant dedans l'an apres la preſentation des lettres. Laon Art. 72. Chalons Art. 79. Reims Art. 308. Peronne Art. 208. Artois Art. 12. Lille Art. 184. La Salle Tit. 8. Art. 6. Cambray Tit. 13. Art. 19. Bar Art. 127

Pourueu qu'il ne ſoit mineur ou ayant benefice de reſtitution. Peronne Art. 208.

Heritier abſolut. Normandie Art. 86. 89. & 90. preferé. Normandie Art. 90.

Preferé à l'Heritier ſous benefice d'inuẽtaire. Bourbonnois. Art. 329. Auuergne Chap. 12. Art. 38. La Marche Art. 248. Se peut porter Heritier en ſon rang de prochaineté. Normandie Art. 91.

Heritier ſous benefice d'inuentaire quãd a lieu. Lille Art. 176. Cambray Tit. 12. Art. 17. La Salle Tit. 8. Art. 1.

Doit faire declaration dans xl. iours. Berry Tit. 19. Art. 9.

Et ne faiſant icelle dans ledit temps, il eſt priué. Berry Tit. 19. Art. 15.

Doit auoir lettres patentes & les faire interiner, obtenir Commiſſion pour faire inuentaire. Lille Art. 176. 178. 180. La Salle de Lille Tit. 8. Art. 12. du Prince. Duché de Bourg. Chap. 7. Art. 22. Bar Art. 124. lettres. Normandie Art. 86.

Sans lettres preſentant requeſte au Bailly ou ſon Lieutenant. Sedan.

Obtenir de la Loy, ou de la Cour ſpirituelle de Cambray. Cambray Tit. 12. Art. 17

Fera appoſer le Seau ſur les biens du defunct. Bretagne Art. 573.

Seeller les lieux, ou ſont les meubles, iuſques à l'arreſt de l'inuentaire. Berry Titre 19. Art. 13.

Conuentionnel au contract de mariage, ſe peut porter Heritier ſous benefice, ſ'il n'y a heritier ſimple. Niuernois Chap. 34. Article 29.

Se peut porter Heritier ſimple, dans xl. iours apres la declaration d'vn autre, ſoy diſant heritier ſous benefice d'inuentaire Orleans Art. 341.

Dans les dix ans que ſ'eſt preſenté vn autre. Berry Tit. 19. Art 23.

Peut eſtre exclus par le pere, Tuteur, Curateur ou autre ſe portant Heritiers ſimples pour & au nom des mineurs, ſans meſler les adminiſtrations. Berry Tit. 19. Art. 17. 18. & 20.

Et doiuent eſtre les mineurs eſtre parens du defunct & habilles à ſucceder. Berry Ti. 19. Art. 22.

Et ne baillent caution Berry Tit. 19. Ar-

Source : BIU Cujas

ticle 20.
Mineur ſ'immiſceant ſans faire inuentaire tenu entierement aux debtes. Berry Tit. 19. Art. 21.
Peut eſtre releué de ſa declaration dans le temps. Berry Tit. 19. Art. 18.
Se trouuant en parité de degré auec l'Heritier ſimple, retient ſa part ſ'il veut. Berry Tit. 19. Art. 24.
A pareils droicts que l'Heritier. Berry Tit. 39. Art. 26.
Heritier abſolut peut accepter la Succeſſion ſous Benefice d'Inuentaire, ſans pouuoir eſtre exclus par vn heritier ſimple auſſi proche. Bretagne Art. 572.
Heritier ſous benefice, &c. tenu de bailler par declaration les heritages de la ſucceſſion, & les Baux à ferme d'iceux. Bretagne Art. 575.
Iurer ſolennellement qu'il exhibera tous les biens de la ſucceſſion. Berry Tit. 19. Article 12.
Faire inuentaire des biens meubles catheux, debtes & heritages, & faire priſee. Artois Art. 111. Lille Art. 178. 179. & 180. Cambray Tit. 12. Art. 17.
Dans xx. iours. Sedan Art. 177.
Dans xl. iours, ſ'il eſt au Duché, ou dans trois mois. Bretagne Art. 571.
Quarante iours apres le decés. Normãdie Art. 92.
Par le Iuge les creanciers & legataires appellez. Berry Tit. 19. Art. 10. & 11. Bretagne Art. 576.
Quarante iours apres la declaration, & le feront clorre dans ledit temps. Berry Titre 19. Art. 9.
Tenu de le faire clorre dans trois mois apres la declaration. Bretagne Art. 573.
Doit bailler caution. Artois Art. 111. Lille Art. 180 Cambray Tit. 12. Art. 17. Sedan Art. 177. Bar Art. 124.
Dans xl. iours apres la Declaration. Berry Tit. 19 Art. 9.
Tenu rendre compte dans demy an apres &c. les creanciers appellez. Lille Art. 186. La Salle. Tit. 8. Art. 3 Normandie Art 93.
Comme doit faire faire les Criees. Normandie Art. 86. 87.
Faire faire la vente des meubles. Bretagne Art. 579.
A les deniers de la vente des meubles & fruicts des immeubles, en baillant caution Bretagne Art. 576.
Doit faire vendre les meubles & immeubles, nonobſtant la priſerie. Normandie Art. 96.
Eſt preferé à la vente des meubles, en payant. Bretagne Art. 580.
A la Premeſſe des immeubles dans quinze iours. Bretagne Art. 580.
N'eſt tenu que iuſques à la concurrence des biens mis par Inuentaire. Artois Art. 113 Lille Art. 187. La Salle Tit. 8. Art. 4. Cambray Tit. 12. Art. 17. Normandie Art. 95. Bretagne Art. 576. & 577.
Doit payer les creanciers au ſol la liure. Lille Art. 186. La Salle Tit. 8. Art. 3.
Les debets ſelon la priſee. Ponthieu Article 57.
Tenu de reſpondre aux actions & demande des creanciers. Normandie Art. 98.
Paye les frais funeraux. Berry Tit. 19. Art. 14.
Vẽdant l'heritage ou maiſon du defunct les creanciers ſe doiuent oppoſer. Lille Art. 196.
Recelant quelques biens eſt reputé Heritier ſimple, & tenu aux debtes. Artois Art. 113. Lille Art. 182. Cambray Tit. 12. Art. 18. La Salle Tit. 8. Art. 5. Normandie Art. 95. Berry Tit. 19. Art. 11.
Ne peut apprehender que les biens compris en l'inuentaire & priſerie. Lille. Art. 182. La Salle Titre. 8. Art 5. Normandie Art. 95.
En ligne directe n'eſt exclus par vn autre heritier ſimple. Paris Art. 342. Calais Art. 131 Orleans Art. 338.
Plus prochain ne peut eſtre exclus par vn mineur ſe portant heritier ſimple. Paris Art. 343. Calais Art. 132. Peronne Art. 208. Orleans Art. 339. Berry Tit. 19. Art. 22.
Peut renoncer à iceluy, & ſe porter Heritier ſimple. Melun Art. 271. Lille Art. 184.
Peut eſtre exclus par vn autre plus prochain, qui ſe portera Heritier ſous benefice d'inuentaire. Lille Art. 85. La Salle Tit. 8. Art. 7.
Ayant obtenu Benefice exclud le plus prochain d'autre Benefice. Artois Art. 115.
Ou Curateur aux biens vacans ne peut vendre les meubles, ſinon en faiſant publier la vente, &c. & delaiſſant vne affiche contre la porte de la maiſon. Paris Art. 344. Calais Art. 133. Orleans Art. 342.
Et les immeubles, ſinon en gardãt les ſolennitez requiſes en matiere de Criees. Orleans Art. 343.
Maieur Eſtranger ſe portant Heritier du defunct, ne peut exclurre l'heritier par benefice d'Inuentaire: fors les maris & femmes. Berry Tit. 19. Art. 22.
Heritier eſtranger demourant hors le Royaume, ne ſuccede aux parens regnicoles natifs du Royaume, & y decedez: mais les parens natifs, &c. Sens Art. 91.
Reſidens au Bailliage de Bar ſuccedent au Duché de Lorraine, & è contra. Bar Art. 143.
Banny à perpetuité incapable de ſucceſſions, & ſuccedent les plus prochains. Sens Article 97. Auxerre Art. 248. Niuernois Chap. 34. Art. 25. Bourbonnois Art. 322. Sedan Art. 203.
Enfans des condamnez & confiſquez, ſuccedent à leurs parens, ſ'ils ſont conceus lors de la ſucceſſion eſcheuë Normandie Art. 277.
Eſtranger ne peut eſtre Heritier ſimple ou ſous benefice d'inuentaire. Bourbonnois Art. 330. Auuergne Chap. 12. Art. 39. La Marche Art. 249. Berry Tit. 19. Art. 21.
Fors les maris & femmes, és cas eſquels ils peuuent ſucceder. Berry Tit. 19. Art. 21.
Enfans ſe portans Heritiers ſimples peuuent exclurre l'heritier Teſtamentaire, ſe portant heritier ſous benefice d'inuentaire. Berry Tit. 19. Art. 27.
Heritiers ou parens ont xl. iours pour deliberer, ſ'ils ſeront heritiers. Sens Art. 90. Auxerre Art. 245. Bar Art. 142. Arras Tit. 3. Art. 19. Troyes Art. 107.
Ne ſ'eſtant immiſcez, ou ne ſ'eſtant portez Heritiers. Montargis Chap. 15. Art. 21. Orleans Art. 337.
Doiuent renoncer iudiciairement, ou eſtre deboutez par Sentence, ou forclos par preſcription. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 17.
Quatre Defauts neceſſaires pour faire forclorre l'heritier apparent de la ſucceſſion. Lille Art. 11. La Salle de Lille Titre 2. Art. 18.
Declaration faicte par vn parent qu'il veut eſtre Heritier, ou quand il prend les meubles du decedé, il eſt heritier. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 13.
Interpellation d'vn creancier faicte aux heritiers, ſert pour tous. Orleans Art. 337.
Debteur ayant renoncé à vne ſucceſſion, & ne la voulant accepter, ſes creanciers peuuent demander eſtre ſubrogez. Normandie Art. 298.
Heritiers prennent les terres en l'eſtat qu'elles ſont, ſi elles ont eſté aduenues par le defunct: mais ſi parauant par autres les tenans à ferme ou Cenſe, ne doiuent auoir que la ferme ou Cenſe. Cambray Tit. 12. Art. 22. & 23.
Doiuent rendre les labeurs & ſemences aux hoirs de l'vſufruictier. Cambray Titre 12. Art. 24.
Proches ou preſomptifs d'vn abſent par vii ans du pays, dont on n'a nouuelles, ſe peuuent enſaiſiner deſdits biens, qui luy ſeront rendus, ſ'il retourne. Aniou Art. 269. Le Maine Art. 287.
De la ligne dont procedent les acqueſts des Fiefs, les peuuent auoir en rendant le my-denier aux autres Heritiers n'eſtans en ligne. Aniou Art. 403. Le Maine Art. 414.
Ne peuuent prendre heritages prins à vie, s'ils ne ſe declarent Heritiers, & en peuuent diſpoſer comme d'autres heritages Dunois Art. 77.
Des Fiefs & heritages peuuent retenir les edifices, &c. pour tel prix qu'ils ſeront eſtimez. La Salle Tit. 2. Art. 56.
Deux ſortes d'Heritiers paternels & maternels. Auuergne Chap. 12. Art. 4.
Heritier ſeul d'vn coſté & ligne. Ponthieu Article 13.
En immeubles. Bolongne Art. 6.
En ligne collaterale. Boullenois Art. 84.
Heritier eſtranger du debteur domiciliaire au pays & Duché de Berry tenu proceder pour les debtes pardeuant le Iuge ordinaire du domicile du defunct par Arreſt de meubles hereditaires. Berry Tit. 9. Art. 14.
Baillera caution ſuffiſante dans le pays de proceder, eſter en iugement, & ſatisfaire au Iugé. Berry Tit. Art. 14.
Heritiers ſont tenus perſonnelement des faicts, promeſſes & obligations du defunct. Montfort Art. 70. Mante Art. 63. Dourdan Art. 58. Senlis Art. 149. & 163. Clermont Art. 34. Vallois Art. 166. Sedan Art. 166.
Des manoirs, &c. peuuent auoir les grãges, mareſchaucees & autres biens reputez Catheux & manoirs, en payant à l'heritier mobilier la valeur. Artois Art. 147.
En pareil degré ſuccedent egalement en Cottieres & meubles. Artois Art. 106.
Vn ſeul Heritier peut eſtre pourſuiuy pour le tout: ſauf ſon recours contre ſes coheritiers. Laon Art. 118. Amiens Art. 159. Reims Art. 181. Chalons Art. 131.
Heritiers peuuent reprendre pour leur demoure les maiſons louees, &c. ſans fraude, en payant les intereſts. Lille Art. 190. La Salle de Lille Tit. 16. Art. 3.
Vn ou pluſieurs biens tenans ou acquereurs du debteur, comme peuuent eſtre pourſuiuis par le creancier en matiere de requeſte perſonnelle. Poictou Art. 409.
Eſtrangers tenus de reſpondre & proceder des debtes du defunct: ſinon en baillant caution au pays, &c. Berry Tit. 9. Article 14.
Ou detenteurs des heritages ſuiets à la rente deuë par les conioincts, tenus continuer pour la moitié, & payer les arrerages du iour du decés. Paris Art. 245. Calais Article 46.
Tenu rembourſer ou continuer la moitié. Sedan Art. 269. Bar Art. 86. Sens Art. 278. Melun Art. 220. Eſtampes Art. 101.

Source : BIU Cujas

Aniou Art.286.& 298. Le Maine Art. 302. Bretagne Art. 442. Niuernois Chapitre 23. Article 29.

Peut acquiter dans l'an, ſi elle eſt fonciere : en rembourſant la moitié de l'argent & des arrerages, &c. Auxerre Art.199. Laon Art.31. Chalons Art. 34. Amiens Art. 108.

En baillant le my-denier au ſuruiuant qui n'eſt de la ligne. Xainctonge Art. 64.& 65.

Tenus payer les deniers de l'amortiſſement. Aniou Art.297. Le Maine Art. 312.

Heremps communs. Sole Tit.13. Article 1.3. & 4.

Terres Hermes & vacans. Auuergne Ch. 28. Art.3.

Hoir. Paris Art. Berry Tit. 2. Art.3. Tit.19. Art.2. & 5. Bretagne Art 336. 337. 341.& 356.

Hoirie. Melun Art. 53. & 63. Sens Art. 32. Vitry Art. 116. Berry Tit.18. Art.19. Ti. 19. Art. 18.

Hoirie & Succeſſion. Auuergne Chap.12 Art.3. Auxerre Art.154.

Aduancement d'Hoirie. Aniou Art. 320. & 333. Le Maine Art.333. & 345. Sedan Art. 30.45.182.184. 217. & 262. Amiens Art.10. 47.51. & 52. Monſtreul Art. 33. Peronne Art.40. Auxerre Art. 241. Dourdan Art.3. 22. & 92. Paris Art.

Pour le Don qui a eſté faict à l'heritier preſumptif, en aduancement de ſon droict ſucceſſif.

V. Don ou Donation.

Hoir de quenoille pour la fille heritiere. La Rue d'Yndre Art.7.

Hommage perſonnel. Amiens Art. 20.

Hommage & ſeruice. Vitry Art.63.

Plein Homage. Ponthieu Art 77. Amiens Art. 7.25.186.& 189.

Hommage. Tours Art.2.18.21. 22. Berry Tit.5. Art.3.5.6.& 7.

Tenir à Hommage & ſeruice annuel. Tours Art.94.

Ou Hommagement Xainctonge Art.37.

Hommage ſimple à la difference de l'hõmage lige. Tours Art. 110. 115.362.& 363. Lodunois Chap.11. Art. 2. & 9. Chap.36. Art. 11.& 12. Aniou Art.397.

Homage lige. Poictou Art.14.

Homage plein ou lige. La Rochelle Article 4.

Hommage lige ou plain. Poictou Art.99. 113.148.149.150. 159. & 165. Bretagne Article 337.

Deux eſpeces d'Hommages liges & plains Poictou Art.108.

Hommage de deuotion, comme en frãche aumoſne, n'emporte Fief ne iuriſdictiõ Poictou Art.108.

Pour Hommage nouuel n'eſt deu aucun deuoir au Seigneur. Poictou Art.54.

Hommage ſe peut receuoir par le S.F. ou par commis. Poictou Art.114.

Lige ou plain comme eſt deu. Poictou Article 53.

Ne ſe faict pour choſe Hommagee achetee à grace ou faculté de reſcouſſe durant la grace, ſi elle n'eſt perpetuelle. Aniou Article 126. Le Maine Art.136.

Sera faict par le vendeur ou ſon heritier, ayant eu grace, ſi le cas y eſchet. Aniou Art.126. Le Maine Art.136.

Hommage eſtant chargé durant la vie de la Douairiere, le Douaire ne court en Rachat: & ſ'il y a autre deuoir n'en payera rien & en ſera rabbatu le tiers du Douaire ou ce qu'il monte à l'heritier, ou celuy qui fera l'hommage. Poictou Art.165.

Sera faict par les Heritiers, & non par la Douairiere. Poictou Art.164.

Fief à ſimple Hommage, liege ou Noble. Cambray Tit.1. Art. 47.49.& 50.

Foy & Hommage quand ſe doiuent reſeruer. Chaumont Art.49.

Faire Hommage. Paris Art.65.

Et ailleurs.

V. Bouche & mains, Foy & Hommage.

Homme pour Vaſſal. Paris Art.1. Meaux Art.89. 124. 160. Mont-fort Art 1. Mante Art.38. Vallois Art.40. Sens Art.180.& 205. Eſtampes. Art.1. Troyes Art. 29. & 44. Chaumont Article. 27. Theroanne Art.10. & 11. Montargis Chap. 1. Art. 8.10. 92 Tours Art.21.22. 95.109. Lodunois Chap.1. Art. 18.& 19. Aniou Art.287. Le Maine Art. 303. Bretagne Ar.336.354.358.& 664. Dourdan Art.1 19. & 27.

Le Fief de ſon Homme & ſuiet. Aniou Art.287.

Homme, Foy & hommage. Melũn Art. 24. Eſtampes Art.3.

Homme viuant, mourant & confiſcant. Mont-fort Art. 47. Mante Art.43. Laon Art. 209. Peronne Art. 76. Bretagne Art. 368. Bourbonnois Art.390.

V. Gens de main-morte, Vicaire.

Hommes de Fiefs. Senlis Art.32 37. & 88. Chalons Art.197. S. Quentin Art. 88. S. Omer Art.10. Chauny Art.8. Ponthieu Article 87. Boullenois Art.15. 18.& 97. Artois Art.33. & 37. Amiens Art.186. Beauqueſne Art.5.& 6. Peronne Art.36.

Hommes & Vaſſaux pour Seigneurs de Fiefs tenus ſeruir à la Iuſtice, aſſiſter & iuger pour le Bailly à leurs perils de l'amende, ſ'il eſt dict mal iugé. Clermont Art.199. & 205. Sainct Paul Artic. 28. Chauny Article 99.

Bailly & Hommes Boullenois Art. 14. & hommes du S.F. Laon Art.193.

Bailly ou Garde de Iuſtice & hommes de fief. Chauny Art.97.

Hommes de fiefs, Pairs & Vaſſaux. Vallois Art.33.

Bailly & hommes de fief. Cambray Tit. 1. Art. 38.

Hommes de fief. Cambray Tit.1. Art.32. Chauny Art.97. Theroanne Tit.2. Art.12.

Quel ſalaire auront pour lettres de venditions, &c. Theroanne Tit.2. Art.12.

Homme de Foy pour Vaſſal. Bretagne Art. 294.& 662. Aniou Art. 151. 174. 176. 177. Bretagne Art.283.

Hommes & Pairs de Court. Cambray 1. Art.34.

Homme Feudal. Ponthieu Art.72. & 81. Boullenois Art.15.& 39.

Pour Seigneur qui a des Hommes tenans en Fief de luy.

Homme Feudal pour Vaſſal. Ponthieu Art 74.& 81.

Homme de foy ſimple ou lige. Aniou Article 129.130. 137. 138.187. Le Maine Art. 140. 141.148 149.150.151. 187. 188. 205. & 206. Bretagne Art. 333. Lodunois Chap.38. Art.6.

Homme lige. Bretagne Art.333. Lodunois Chap.36. Art 11.& 12. Tours Art. 115. & 362. Ponthieu Art.66.

Defaut d'Homme. Aniou Art.494. Berry Tit.9. Art.82. Bretagne Art.354.

Ou faute d'Homme. Bretagne Art. 336. Sedan Art.74.& 154. Peronne Art.29.

Hommes profitables, deſquels le Seign. tire le profit & reuenu. Bretagne Art.91.

Hommes & femmes de corps. Troyes Art.3. & 6. Chaumont Art. 3. qui ſont de condition ſeruile.

Hommes & femmes de condition. Niuernois Chap.4. Art.68.

Homme de main morte. Chaumont Art.78. Vitry. Art.103.

Choſe hommagee. Tours Art.89. 114. 119.132. 134.135.144. 275.301. Lodun. Chap. 14. Art. 1. & 3. Poictou Art.28.& 29.

Lieu hommagé. Tours Art.114. Lodun. Chap.11. Art.7.

Rentes & deuoirs hommagez. Tours Art.122.

Terre hommagee. Tours Art.132.

Domaine hommagé. Aniou Art.32. & 35.

Homicides & autres aſſiſtans & confortans punis ſables cõme homicides. Tournay Tit.11. Art.16. 17.& 18.

Ayans commis homicide comme le doit declarer, & ſe purger. Valanciennes. Art. 130.131.132.& 134.

Corps d'vn homicide ne ſera leué nuitement. Normandie Art.43.

Homicide eſt reputé ſi bleſſé n'eſt remõſtré. Valanciennes Art.135.

Comme eſt puny. La Bourt Tit.19. Art. 2. Sole Tit.35. Art.2.

Peine de celuy ou celle qui ſe tue ſoymeſme. Lodunois Chap. 39. Art.8. Bretagn. Art.631.

De femme tuant ſon enfant. Lodunois Chap.39. Art.2.

Attentat d'homicide puny. Auuergne Chap.29. Art. 1.

Ou meurtre faict en ieu, n'eſt puniſſable S. Seuer L. Tit.11. Art.1.

Meurtriers, Traiſtres, Guetteurs de chemins, Aſſaſins, &c. comme punis & traiſnez. Bretagne Art.632.

Meubles de ceux qui ſe ſont occis appartiennent au Roy, &c. Normandie Art.49.

Honneurs.

V. Lods, Ventes, &c.

Hoſpital & Maladerie. Boullenois Art 55 La Salle de Lille Tit.1. Art.39.

Hoſpitaliers de Maladeries. Chauny Art.100.

Hoſtages des peſcheries. Calais L. Art 9.& 12.

Pains d'hoſtellage, qui eſt vn droict Seigneurial que les ſuiets payent pour le Fouage & tenement. Dunois Ar.27.

Droict d'hoſtellage pour le pris, taxe & ſalaire que les marchans, forains & eſtrangers payent pour le louage des maiſons, boutiques, Ouuroiers eſquels ils mettent leurs marchandiſes aux iours de Foire ou marché. Bayonne Tit.5. Art.47. Tit.7. Art. 22.23.24.25.26.27.28.29. 30.& 31.

Deſpens d'hoſtellage preferez ſur les biẽs & cheuaux hoſtellez. Paris Art. 175. Calais Art.243 Eſtampes Art. 154. Mont-fort Art. 180. Mante Art 188. Reims Art.395. Lille Art.118. La Salle de Lille Titre.22. Art. 11. Bourbonnois Art.135. Berry Tit.9. Art. 19. & 20.

Hoſtelliers, Tauerniers, & Cabaretiers n'ont aucune action pour vin ou autre choſe vendue en detail par aſſiette en leurs maiſons. Paris Art.128. Calais Art.218. Orleans Art. 267. Normandie Art.521. Melun Art. 328. Eſtampes Art.156.

Et maiſtres de jeux de paume reçoiuent les enfans de famille ou mineurs, & leur adminiſtrent boire & manger. Dourdan Art.148.

N'ont action contre leſdits enfans, leur

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

pere ou mere ou Tuteurs. Dourdan Art 148

Comme peuuent pourſuiure ceux qui ont beu & mangé en leur maiſon puis demy an. Montargis Chap. 18. Art. 6.

Ne peuuent retenir pour gages les habillemens des mineurs. Dourdan Art. 148.

Arreſter ceux qui auront faict la deſpenſe. Melun Art. 328. Eſtampes Art. 155.

Eſtans publics peuuent arreſter ceux qui, &c. La Rue d'Yndre Art. 23.

Peuuent gager ceux qui auront beu en leur maiſon. Bourbonnois Art. 134.

Deſgager le denier pour tous. Montarg. Chap. 18. Art. 6.

Ayans receu gage pour vin vendu en Tauerne, le peuuent vendre, apres que le Tõneau de vin eſt failly. Niuernois Chapitre 28. Art. 5.

Eſtans ſur les ports & Haures ont action de ce qui aura eſté arreſté par le proprietaire du nauire ou maiſtre. Normandie Article 522.

Ne prendront Cedules, breuets ou Obligations pour la deſpenſe. Melun Art. 328. Eſtampes Art. 155.

Ne peuuent ſurcharger vn vaiſſau d'autre vin, ny en iceluy mettre autre vin ne Braſſerie. Niuernois Chap. 28. Art. 3.

Reuendeurs, ou autres, ne peuuent aller au deuant des viures & denrees, qu'on apporte és Villes, Foires & marchez. Niuernois Chap. 28. Art. 4. & 5.

Aucun ne peut aller au deuant des nauires & batteaux venans à la ville pour acheter les viures qui y ſont. Bayonne Titre 4. Article 17.

Ou autres logeans en leurs maiſons marchans, en autre temps que de Foire, peuuent retenir la moitié des marchandiſes portees par les eſtrangers pour le meſme prix. Bayonne Tit. 5. Art. 46.

Peuuent retenir les biens & cheuaux hoſtelez, & ſi aucun les veut enleuer, peuuent ſ'oppoſer. Paris Art. 175. Calais Article 243 Eſtampes Art. 154. Montfort Art. 180. Mante Art. 188. Reims Art 195. Lille Art. 118. La Salle de Lille Tit. 22. Art. 11. Berry Tit. 9. Art. 19. & 20. Boullenois Art. 135.

Rapports & hoſtigemens d'heritages, pour creer hypotheques. La Salle de Lille Tit. 22. Art 1.

Comme ſe doiuent faire. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 29.

Heritages Rapportez & hoſtigiez. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 30.

Huictieſme pour vn Ayde appartenant au Roy & qui ſe prend ſur le vin & autres breuuages vendus en detail par les Tauerniers, Hoſtelliers ou autres. Tours Art. 229

Dependre l'huis ou feneſtre de la maiſon en ſigne de main-miſe & d'execution. Lille Art. 220 Niuernois Tit. 5. Art. 16. Montargis Chap. 2. Art 2.

Action hypothecaire ſur l'heritage de l'obligé & conqueſts immeubles de la Communauté. Orleans Art. 188.

Recours reſerué l'vn contre l'autre pour la moitié. Orleans Art. 189.

Hypotheque ſe conſtitue par le ſeul conſentement, ſans aucun Nantiſſement. Chalons Art. 133. ſuit la choſe. Mante Art. 57.

Ne ſe conſtitue par le ſeul conſentement. Laon Art. 119.

S'engendre à cauſe d'obligation paſſee ſous Seel Royal ou authentique. Clermont Art. 35.

Mais non par Obligation ou autre contract paſſé ſous Seel de la Cour Eccleſiaſtique. Sens Art. 153 Troyes Art. 74. Bar Art. 64 Berry Tit. 3 Art. 2

Sous Seel Royal à Montdidier. Peronne Art. 258.

Alier pour contracts, recognoiſſanſes & obligations paſſees ſous Seel aux cognoiſſances de la Ville a lieu par ſimple conuention ou tacite ſans ſolennité. Calais Art. 225.

Ne ſe diuiſe. Melun Art. 177. Mante Art 56. Senlis Art. 164. & 192. Clermont Art 35. Vallois Art. 157. Niuernois Chap. 7. Art. 10 Montargis Chap. 2. Art. 37. Aniou Art. 468. 469. 470. & 488. Le Maine Art. 471. 472. 476. & 492 Bourb. Art. 410.

Eſt indiuidue. Bar Art. 57.

Speciale ne ſe diuiſe. Tours Art. 217. Lodunois Chap. 22. Art. 4.

Generale ſe diuiſe. Tours Art. 218. Lodunois Chap. 22. Art 4.

Se peut diuiſer par le conſentement du creancier ou du Seigneur de Fief. Aniou Art. 473 Le Maine Art 476.

A lieu du iour des obligations perſonnelles paſſees, ores qu'il n'y ait conuention generale ou ſpeciale. Bretagne Art. 177.

S'acquiert ſur fonds & heritages, & non ſur meubles & choſes tenans condition de meubles. Monſtreul Art. 37.

A lieu du iour qu'on a receu pour autruy condemnation ou delict commis. Bretagne Art 178.

A lieu à Peronne & Roye du iour du Nãtiſſement. Peronne Art 263. & à Laon Laon Art. 119.

Ou droict reel pour rente hereditale ou viagere, recongneue pardeuant Notaires Royaux ou d'autre Iuſtice ſur l'obligé ſ'acquiert par l'vne des trois voyes, par Rapport par Deſſaiſine, par main aſſiſe & main miſe de faict. Amiens Art. 140. 141. 142. 143. & 144. Ponthieu Art. 113 114. 115. & 116. Boullenois Art. 116. Artois Art. 74.

Cree en vertu du Seel aux cognoiſſances de la Ville, n'empeſche alienation, donation ou partage, vente des mouuables & portatifs de l'obligé. Lille Art. 98.

De tous biens ſituez ſur la iuriſdiction des Eſcheuins des l'inſtant de l'adheritement pardeuant Auditeurs ou autres iuſtes Iuſticiers. Lille Art. 99.

Quand fiefs, maiſons & heritages ſont iudiciairement realiſez. La Salle de Lille Tit. 22. Art. 2.

Cree pour appellations emiſes des Sentences diffinitiues ou interlocutoires, Commiſſions ou autres exploicts. La Salle de Lille Tit. 22. Art. 4.

Des biens du mary ou de ſes hoirs eſtans ſous la iuriſdiction des Eſcheuins quand il prend à ferme, obligé en rente ou obligation paſſee ſous Seel Royal. Lille Art. 100.

Faicts du conſentement des S pour tenemens cottiers, ils peuuent appoſer recognoiſſance, & payeront le vi. den ſans Venterolles. S. Pol Art. 15.

Contracts de venditions d'heritages ou rentes, Baux à cens hereditaux ou à vie, ou à louage, permutation, donation & autres pardeuant Notaires Royaux, Baillifs, &c. ou autres Iuges que les S. F. ou leurs Officiers dont les heritages ſont tenus n'engendrent Hypotheque ou droict reel, pour le Seig. F. ou creanciers ſ'ils ne ſont recognus pardeuant leſdits S. ou leurs Officiers. Amiens Art. 137. S. Paul Art. 42. Arras Titre 5. Art. 41.

Et droict reel pendant le mariage du pere à l'enfant faict pardeuant deux teſmoins, eſt bon. L'Alleue Tit. 2. Art. 19.

Par miſe de faict, main-aſſiſe, ſaiſine. La Salle de Lille Tit. 19. Art 1. & 2. Tit. 20. Art. 1. Tit. 21. Art 1.

Sentences emportent Hypotheques du iour qu'elles ſont baillees, ores qu'il n'y ait Nantiſſement. Peronne Art. 268.

Des Iuges laiz. Bourbonnois Art 97.

Du iour de l'execution d'icelles, & ſ'il y a appel, du iour qu'il ſ'eſt mis en deuoir de la faire executer, ſi elle eſt cõfirmee. Laõ Art. 125 Reims Art. 180.

Du iour qu'elle eſt rendue. Lille Art. 112.

Des obligations n'excedans la ſomme de cent liures. Bretagne Art. 177.

Pour Cedules du iour de la recognoiſſance ou denegation faite en iugement Bretagne Art 177.

Ou pardeuant Notaires ou quand elle eſt tenue pour confeſſee. Paris Art. 107. Calais Art. 229. Montfort Art. 72. Senlis Art. 289. Mante Art 64 Clermont Art 43. Vallois Art. 167 Orleans Art. 462.

Du iour de la recognoiſſance, ores qu'il n'y ait Nantiſſement. Peronne Art. 268. Berry Tit. 6. Art 34. Eſtampes Art. 70. Mõtfort Art. 64. Mante Art. 64.

Creancier ayant vne maiſon pour aſſeurance de ſon debte, la doit entretenir, faire labourer l'heritage, & payer le fief & rente. Bayonne Tit. 20. Art. 1.

Se peut addreſſer contre les poſſeſſeurs des heritages vendus ou alienez par leurs debteurs. La Bourt Tit. 17. Art. 1. & 2. Sole Tit. 30. Art. 1. & 2.

En quel cas peut perceuoir les fruicts de la choſe hypothequee. Bayonne Tit. 20. Art. 2. 3. 4. & 6.

A les fruicts quand il y a contract d'engagement à la charge de payer rente par chacun an, autrement les fruicts ſont impurez. La Bourt Tit. 17. Art. 4. & 5. Sole Tit. 30. Art. 4 & 5.

Terre engagee quand peut eſtre deſ engagee nonobſtant la Saiſie ou vendue par Criees La Bourt 17 Art. 2. Sole Tit. 29. Art. 30. & Tit. 30. Art. 3.

Quand la choſe ſera louee ou adcenſee, le detenteur eſt preferé en baillant caution. Bayonne Tit. 20. Art. 5.

N'a lieu ſans recognoiſſance és cas, eſquels tacite Hypotheque alieu de Droict Amiens Art. 139.

Sur tenemens cottiers ou roturiers, ſans le conſentement des S. F. S. Paul en Artois. Tit. 3. Art. 1.

Sur cotterie, ſi bon ne ſemble au S. F. ſinon pour vne ſomme de deniers pour de my an. Amiens Art. 148.

Sur fief ou cotterie pour vne ſomme de deniers pour vne fois. Amiens Art. 150.

Pour rente, Cens, Surcens ou Rente, par Hauts Iuſticiers, Vicomtiers & Fonciers, s'il ne leur plaiſt. Ponthieu Art 89.

Declaration d'Hypotheque ſ'execute cõtre le tiers detenteur de l'heritage hypothequé Sens Art. 134. Auxerre Art. 133.

Hypotheque tacite ſur les biens des Tuteurs ou maris, ſans aucun Nantiſſement. Laon Art. 124. Peronne Art. 269. Reims Art. 124.

Pour leur Douaire. Chauny Art. 130. S. Omer Art 23 Amiens Art. 115.

N'a lieu ſauf du priuilege du Prince. La Salle de Lille Tit. 12 Art. 3.

Premiere preferee aux dernieres. Aire Tit. 2. Art. 5.

Pour ſentences, obligations, contrats des Iuges Eccleſiaſtiques, Greffiers, &c. du iour de la permiſſion. Orleans Art. 431.

Source : BIU Cujas

Creancier peut pourſuiure l'acquereur eſtranger des choſes tenues à rentes ou d'autre debte : pourueu qu'il n'ait poſſeſſionde v. ans continuels ſans interruption. Aniou Art.475 Le Maine Art.478.

Ayant eu poſſeſſion d'vne rente par xxx. ans ſe peut addreſſer Hypothecairement ſur l'heritage hypothequé ſpecialemẽt en prouuant ſa poſſeſſion. Aniou Art. 478. & 484. Le Maine Art 484.

Pour Hypotheque generale ne ſe peut addreſſer au tiers acquereurs & detenteurs: ſinon apres diſcuſſion valable du principal debteur. Le Maine Art.484.

Premier acquereur de la rente commune doit faire adiournement en demande d'interruption aux acquereurs ſubſequens & detenteurs des choſes Hypothequees & auant ſaiſine & poſſeſſion de v.ans. Aniou Art.485. Le Maine Art.488.

De rente ou debte cree puis trente ans ſur les biens d'autruy, comme doiuent faire interrupter les derniers acquereurs dans v. ans. Aniou Art.487. Le Maine Art.490.

Pourſuiuant Hypotheque doit faire vuider les Oppoſitions dans ſix mois. Amiens Art 46.

Heritage eſt hypothequé aux Ventes. Troyes Art. 55.

Pour acquerre Hypotheque faut releuer en perſonne ou par Procureur fondé pardeuant deux hommes ligez, &c. Ponthieu Art. 66.

Requeſtes perſonnelles & hypothecaires ont lieu en Teſtament, Cedule, Seels recongnus & Douaires, ores qu'il n'y ait obligation expreſſe. Poictou Art.408.

Sont d'eſtroict Droict : fors en certains cas. Poictou Art.410.

Requeſtes & demandes hypothecaires, comme ſe doiuent intenter, & quelle eſt leur nature. Poictou Art.405. & 406.

Eſtans formees contre le tiers detenteur n'y eſchet Saiſie ny Sequeſtre, ſinon apres veuë & monſtree. Poictou Art.407.

I

Iaugeur de fuſtailles, qui iauge la fuſtaille à vin. Clermont Art.233.

Quelles choſes ſont Immeubles, Droicts noms, raiſons & actions. Calais Art.1.

Noms & actions competens à immeubles. Berry Tit. 4. Art. 1.& 2. Normandie Art 490.

Office venal eſtant ſaiſi ſur le debteur par auctorité de Iuſtice, parauant reſignation admiſe, & prouiſion faicte au profit d'vn tiers, & a ſuite par hypotheque. Paris Art.95. Calais Art.69. Normandie Art.500. Orleans Art 485.

Et peut eſtre crié & adiugé par Decret. Paris Art.95. Normandie Art.500. Orleans Art.485 Calais Art.6.

Acheré à condition de rachat perpetuel.

Deniers rembourſez apres la ſeparation du mariage, tant des rentes conſtituees ſur le Domaine & Recepte du Roy, maiſon de ville, que autres, meſmes Offices venaux acquis à condition de rachat perpetuel, Retraict lignager, Feodal & conuentionnel, & tous rembourſemens d'heritages, pour quelque cauſe que ce ſoit. Bretagne Article 212.

Procedans de l'adiudication de l'Office venal ſont ſuiets à contribution & Deſconfiture. Paris Art 95. Orleans Art. 485. Calais Art. 6.

Rentes conſtituees ſur le Domaine, maiſon de Ville & autres vendus à condition de rachat perpetuel, ſi elles ne ſont amorties ou rembourſees durant le mariage. Bretagne Art. 415.

Vſtancilles d'hoſtel tenans à fer & à cloud ou ſeellez en plaſtre, & mis en perpetuelle demeure, ne pouuans eſtre tranſportez ſans fraction & deterioration. Paris Art. 90. Calais Art.3. Reims Art. 20. Orleans Art.356. Sedan Art. 26. Normandie Art.492.

Fors quand aux locatifs, ſils ſe peuuent oſter ſans notable deterioration. Berry Tit. 4. Art.5.

Fors les Chaudieres & autres vaiſſeaux vſtencils mis par les louagiers, ſi le proprietaire ne les veut auoir. Tournay Titre 27. Article 6.

Edifice, maiſons, granges & autres choſes adherantes au fonds tenant à fer, cheuilles ou ciment. Tournay Titre 17. Art.8.

Edifices ſur morte de Fief enclos d'eauës La Salle de Lille Tit.7. Art.10.

Motte de Fief & le pont. La Salle de Lille. Tit. 7. Art. 10.

Moulin à vent & à eauë eſtant en vne maiſon quand ils ne peuuent eſtre oſtez ſans deſpecer ou deſaſſembler. Paris Art. 90. Calais Art. 3.

Tournant à vent & à Eauë. Laon Art.102. Reims Art.23. Orleans Art.352.

Fors les Moulins à bras. Berry Titre 4. Article 3.

Moulins. Eſtampes Art. 129. Normandie Art. 501.

S'ils ne ſont baſtis ſur Batteaux ou Riuieres. Montfort Art.58. Montargis Chap. 15. Art.22. Orleans Art 352.

Pendant eſtant ſur Riuieres ou Ruiſſeau fiché ſur pilliers & fondemens ſtables & immobiles. Tours Art.222.

Preſſouer ne ſe pouuant oſter, &c. Paris Art.90 Calais Art.3 Melun Art.279. Normandie Art. 501. Berry Tit. 4. Art. 6. Bourbonnois Art. 288. Lodunois Chap. 23. Art. 1. Poictou Art. 250. Tours Art.223.

Preſſouer auec ſes inſtrumens & fourniture d'iceluy. Eſtampes Art.58. Chalons Article 109. Montargis Chap.15 Art.22.

Et tout ce qui eſt attaché par cheuille ou cloud. Orleans Art.353. Berry Tit. 4. Art. 6.

Preſſouer à vin & à Tourdoirs. Laon Art.202.

A viz & à tourdoirs. Reims Art.23.

Edifié en vne maiſon auec tous ſes vſtãcilles. Bourbonnois Art. 288. Tours Art. 223. Lodunois Chapitre. 23. Art.1. Poictou Art.250.

Toreilles, Chaudieres, Bac & Cuues de Braſſeries ne ſe pouuans tranſporter. Calais Article 3.

Cuues de cuiure à Tainturer & à Tanneurs aſſis en terre. Calais Art.3.

Cuues à vin, huille & verjus. Berry Tit. 4. Art. 6.

A faire & autres choſes. Poictou Art.250.

Eſtans baſties aux maiſons des proprietaires. Normandie Art.504.

Cuues & autres ouurages appropriez en vne maiſon pour y eſtre perpetuellemẽt, &c. Tours Art. 224. Lodunois Chapitre 23. Art.2.

Cuues & Baignoires ne ſe pouuans oſter ſans ouuerture ou deſſaſſembler. Melun Art.283. Tours Art. 224. Lodunois Chap. 23. Art.2.

Cuues & Tonnes. Normandie Art. 501.

Choſes attachees à cloud, & miſes pour perpetuelle demeure. Melun Art.280. Cambray Tit.16. Art.3. Laon Art.100. Chalons Art.109. Chauny Art.3. Lodunois Chap.23. Art.3. Tours Art. 225.

Tenans à fer, cloud & cheuille. Niuernois Chap. 26. Art. 11. Bourbonnois Article 281.

Fors pour l'vſufruictier, fermier ou louagier, ou autre ſemblable, qui les peut enleuer, ſinon que le proprietaire le vueille recompenſer. Tours Art.226.

Artillerie & inſtrumens ſeruans à icelle, eſtans és Chaſteaux & places fortes pour la garde du lieu, ou pays de frontiere. Laon Art. 102. Reims Art.20.

Seruant à la garde d'vne place, Chaſteau ou forteresſe. Chalons Art. 103. Berry Tit. 4. Art 4.

A la tuition & defenſes des Chaſteaux, Donjons & forteresſes, & ſuiuent leur nature. Amiens Art. 97. Niuernois Chap. 26. Art.10. Bourbonnois Art.286.

Artilleries & fauconneaux. Tours Article 227.

Et poudres, ſouffres, ſalpeſtres, armes & munitions de guerre. Sedan Art.27. & 29

Venditions ou Bails à rente ou Surcens, ſont reputez immeubles. Sainct Pol Article 42.

Thuillerie. Reims Art. 23. Chalons Article 109.

Deniers procedans de la vente d'heritage de mineurs. Orleans Art.251

Du rachat ou racquit des heritages retirez ſur les mineurs. Normandie Art.499.

Huictieſmes & autres Aydes achetez du Roy, ou autre ayant droict à faculté de rachat. Tours Art.229.

Liures & ornemens de Chapelle appartenans à l'heritier principal. Amiens Art.97.

Batteaux ou nauires ſaiſis par auctorité de Iuſtice. Normandie Art.505.

La croiſee, eſtache, arbre, Gayolle & le giſant d'vn moulin à vent, & le reſte eſt meuble. Artois Art.145. nayelle, &c. Bappalmes Tit.1. Art.13.

La maiſon & Belfroy, le giſant & la rayere en moulin à eauë, & le reſte meuble. Artois Art.145. Bappalmes Tit.1. Art.13.

Somme de deniers donnee par les aſcendans en faueur de mariage, pour eſtre employee en heritage, encores qu'elle ne le ſoit. Paris Art. 93. Calais Art. 6. Orleans Art.350.

Ou par les freres ou autres. Normandie Art.497.

Grands greniers c'eſt à dire grandes arches pour mettre grains. Poictou Art. 250

Pepinieres, Cheſnotieres, Haiſtriers, Oliuiers & autres ieunes arbres prouenus du plant ou ſemence, & tenus en reſeruoir pour eſtre tranſplantez. Normandie Article 502.

Fors que les fermiers les peuuent enleuer ſils ont apres leur bail en laiſſant la moitié au proprietaire : pourueu, &c. Normandie Art.503.

Poiſſon en eſtang ou foſſe. Paris Art.91. Calais Art.4 Melun Art.281. Chauny Art. 5 Normandie Art.506.

Durant trois ans ou viuier. Vitry Art.37. & 114. Laon Art.103. & 104. Sedan Art.13. Bourbonnois Art.285. Chalons Art. 112.

Eſtant en l'eauë. La Salle de Lille Tit.7. Art.10.

Auant les deux premiers ans depuis l'empoiſſonnement Niuernois Chap. 26. Art.5. Bourbonnois Art.285.

Bois couppé, bled, foin, en grain eſtant ſur pied. Paris Art. 92. Calais Art.5.

Source : BIU Cujas

Melun Art 282.
Ou fruicts pendans par les racines. Laon Art.103. & 110. Orleans Art.354.
Bois à couppes ordinaire, s'il n'eſt ameubly & couppé Beauqueſne Art.11. Artois Art.143. Normandie Art.434.
Cheſnes de trois couppes. Beauqueſne Art 11.
Bleds auant qu'ils ſoient nouëz. Niuernois Chap.26. Art.1.
Eſtans en terre auant la my-May. Monſtreul Art.47.
Et autres adueſtures depuis la ſemoiſon, iuſques à la my-May. Boullenois Art. 140. Beauqueſne Art.10.
De mars iuſques au iour de S. Iean Baptiſte. Boullenois Art.140. verds, grains iuſques à ce qu'ils ayent le pied couppé. Bappalmes Tit.1. Art. 11.
Adueſtures & autres choſes & Vvariſons eſtans ſur heritages. Valanciennes Art.117. La Salle de Lille Tit.7 Art.2.
Vignes quant aux fruicts auant qu'elles ſoient fouiees. Niuernois Ch. 26. Art.2.
Arbres croiſſans ſur heritages. Tournay Tit.17. Art.8 & Bois croiſſans ſur motte de Fief. La Salle de Lille Tit.7. Art.10.
Prez quant à l'herbe auant la Noſtre Dame de Mars. Niuernois Chap.26. Art 3.
Arrentemens terminatifs paſſez & realiſez. Cambray Tit 16. Art 6.
Maiſon manable, porte & Colombier aſſis ſur heritage. Monſtreul Art.45.
Chaſteaux & Four. Beauqueſne Art.2. Artois Art.145. Et le ſurplus meuble. La Salle de Lille Tit.7. Art.1. auec les granges, Eſtables & mareſchaucees. Bappalmes Tit. 1. Art.2. La Salle de Lille Tit 1. Art 8.
Rentes, ſurcens ou rentes portees par lettres d'hypotheque, à rachat ou non. Normandie Art.504.
Immeubles ſuiuent les Couſtumes des lieux, où ils ſont aſſis. Reims Art.22.
Sont de Naiſſant ou propre, acqueſts ou conqueſts. Reims Art.22.
Immunité en tous cas de delict a lieu: fors aux cas exceptez de Droict. Bretagne
Impoſitions Amiens Art 192.
Impoſts Artois Art.199.
Incident. Aniou Art.2. Bretagne Art 172.
Droict ou profit d'Indemnité. Grand Perche Art.67. Dunois Art. 17. Poictou Art. 52. Berry Titre.5. Article. 53. Bretagne Art. 368. Auxerre Art. 6. 9. 48. & 189. Normandie Art.140. & 141. Aniou Art 37. Le Maine Art. 41. Auxerre Art 75.
Droict du Roy & Indemnitez. Poictou Art. 52.
Droict d'Indemnité appartient au S. F. au Fief duquel les Gens d'Egliſe, les Frairies, Communautez & autres main-mortes acquierent. Tours Art. 103. Lodunois Chap. 10. Art.1.
Eſt de la valeur des fruicts de trois annees des choſes acquiſes par les Gens de main-morte, ſ'il n'y a compoſition. Aniou Art.37. Le Maine Art.41. Lodunois Chap. 10. Art 3.
Ou bien eſt le v. denier de la valeur & eſtimation de la choſe. Melun Art 30.
La v. partie des choſes acquiſes, ſ'il ny a eu deniers baillez, ou v. partie du reuenu de l'heritage ou rente à perpetuité ou le reuenu pour v. ans. Tours Art.105.
Ou le reuenu de trois annees de la choſe acquiſe, & le ſixieſme denier de la valeur & pris de l'acquiſitiõ au chois des acquereurs. Sens Art. 8. Auxerre Art.8. La vi. partie du iuſte pris ou de la valeur du Fief ou heritage de pote. Bar Art.12.
Indemnité deuë par l'homme de corps, quand il ſ'eſt formarié, eſt le tiers de ſes biens meubles & heritages tels qu'ils a au iour & heure du mariage, &c. Vitry Ar.147.
Haut Iuſticier ayant par Aubenage ou Confiſcation vn Fief non tenu de luy, ou Arrierefief, doit en vuider ſes maius dans l'an pour l'Indẽnité du S. ou payer le Quint denier ou profit de Rachat. Montargis Ch. 1. Art.47. Orleans Art. 21. Dunois Art.17.
Indemnité n'eſt deuë pour heritages francs & Allodiaux. Auxerre Art.9.
Ou inionction eſt empeſchee par la reception des rentes, deuoirs, Hommages & Rachats, ſi le S. ne veut prendre l'Indemnité: mais l'inionction eſt ſeulement empeſchee, ſi l'Officier a pouuoir ſpecial de receuoir les ventes, &c. Le Maine Art.42. Blois Art 45.
Infame comme ſe doit entendre. Bretagne Art.151.
Infame pour iniures verbales ou reelles. Bayonne T.26. Art.24. La Bourt T.19. Ar.13
Infeodation. Paris Art.130.
Quand le S. F. admet en poſſeſſion & ſaiſine le Vaſſal.
Infeodation requiſe en rentes conſtituees ſur Fiefs. Laon Art.132. Chalons Art.124.
S. F. ou Cenſuier eſt reputé Infeodé ou en ſaiſiné du iour du contract publié en iugement, &c. Paris Art. 135. dés le temps de la retention. Clermont Art.28. Vallois Ar.55.
Informer les Criees. Niuernois Chap.34. Art.44. Information faite à la requeſte de partie formelle Niuern. Chap.1. Art.20.
Sera faite par le Iuge & decretee, ſoit qu'il y ait partie formee ou non. La Rue d'Yndre Art.35. & 36.
Informations faites par les Eſcheuins, apres les plaintes pour homicides, battures, naureures & excés commis és Villes, Loy, Banlieu & Eſcheuinage. Arras Art.56.
Sont faites pour crimes publics ou priuez deſeruans peines corporelles. Tournay Tit.11. Art 1. Ne ſe peuuent faire en autres crimes, ſi l'on ne ſe. Tournay Tit. Art.1.
Seigneur inferieur eſtãt negligent d'Informer & decreter xv. iours apres le delict, le ſuperieur en cognoiſtra ſans Renuoy, ſ'il n'eſt requis dans ledit temps Bretag. Art.14
Prendre droict par Information. Arras Art.56. Infraction de ſaiſie & n'eſt permis labourer & exploiter apres la main-miſe, ſur peine de xi. ſols trois deniers. Acs Tit.8. Art. 3. & 7. fors en certains lieux. Acs Tit.8. Ar.4.
Amende.
V. Saiſie.
Inionction ou Indemnité. Aniou Art.38. Le Maine Art 42.
Iniure verbale, excés de main garnie ou non quelle amende emporte. Montereau Art. 14. Amiens Art. 216. Amiens L. Art. 12. Bolongne Art.16.
Action d'iniures comme ſintente. Cambray Tit. 25. Art. 24. Ne paſſe à l'heritier. Bretagne Art.180.
Iniure doit eſtre prouuee. Bretagne Art. 672. faicte par vile perſonne à noble, ou par noble à vile perſonne. Bretagne 674. & 175.
Compenſation en iniures verbales. Bretagne Art.673.
Amende contre l'accuſateur ſe deſiſtant de ſon accuſatiõ ou le meſdiſant de ſon meſdit. Auuergne Chap. 29. Art.7. La Marche Art. 333. d'vne preſente meſlee iniurieuſe. Niuernois Chap.1. Art.19.
Femme peut agir en matiere d'iniures ſans l'auctorité de ſon mary. Normãdie Art.529
Montargis Chap.8. Ar.7. Orleans Art.200.
Pourſuiure pour meffaict ou meſdit, ou autre crime par elle faict, le mary en eſt tenu ciuilement. Normandie Art.530. peut eſtre conuenue ſans auctorité de ſon mary en ladite matiere. Montargis Chap.8. Art.7. Orleans Art.200.
Pour iniure dicte ou faite en Cour ſeculiere par vn Preſtre ou Clerc, il en doit reſpondre & l'amender. Poictou Art.425. mais peut auoir ſon Renuoy pour le delict commun. Angoumois Art. 33. ſecus en autres perſonnes qui n'ont leur Renuoy. Angoumois Art. 33. Inquant ou Enquant. Poictou Art.428. Bretagne Art. dernier. Solle Tit.29. Art.6.12. & 13.
Vendre & Inquanter. Bretag. Ar. dernier.
Inſtance poſſeſſoire ſe perit par diſcontinuation d'an & iour. Bourb. Art.90.
Inſtance perit par trois ans Bretag. Art. 279. Bourb. Art.14. ſi elle eſt conteſtee. Sedan Art. 319. par 30. ans. Comté. Art 52.
Peremption d'Inſtance en quel cas n'a point de lieu. Sedan Art.319.
Interruption d'Inſtance delaiſſee par an. Cambray Tit.26. Art.7. Tournay Titre.3 Art. 1. apres Comparuit. La Salle de Lille Tit.25. Art.19. Lille Tit. 10. Art. 141. Ponthieu Article.167. par an & iour. Sedan Article 320.
Cauſes ne cheent vagues n'interruptes. Lille Art. 141. La Salle de Lille Titre 25. Art.19.
Deſpens de Peremption d'Inſtance. Sedan Art.320.
Lettres de Relief d'Interruption receuës. Tournay Tit. 3. Art. 4.
Ou mandement Royal. Ponthieu Art.167.
Inſtitution d'Heritier n'a point de lieu. Paris Art.299. Calais Art.8. Meaux Art.28 Sens Art. 70 Auxerre Art. 227. Eſtampes Art. 108. Dourdan Art. 98. Montfort Art. 92. Mante Art. 151. Senlis Art.165. Vallois Art.169. Troyes Art.96. Chaumont Art. 83. Vitry Art. 101. Chalons Art. 69. Reims Art. 285. Peronne Art.161. Montargis Ch. 13. Art.1. Orleans Art.287. Tours Art.258. Le Maine Art.237. Grand Perche Art. 121. Chaſteau neuf Art. 117. Chartres Art. 95. Dreux Art.85. Blois Art.137. Berry Tit.18. Art.4. Auuergne Chap. 12 Art. 40. La Marche Article. 250 Lodunois Chap. 27. Art. 1. Poictou Art. 272. Tournay Tit.22 Art 3. Angoumois Art. 114. Bar Art.102. Sedan Art. 122. La Rochelle Art.41.
N'eſt permiſe. Aniou Art.271.
On ne peut Inſtituer aucun par Teſtament ou autrement, au preiudice des heritiers par contract de mariage. Bourbonnois Art. 221. Auuergne Chap. 14. Art.31.
Inſtitution ne Subſtitution d'Heritier n'ont point de lieu. Niuernois Chap. 33. Art.10. Montargis Chap. 13. Art.1. Sedan Art.130.
Subſtitution n'a point de lieu. Bourbonnois Art. 314. Auuergne Chap. 12. Art. 53. La Marche Art.255.
Inſtitution d'Heritier en Contract de mariage nulle. Berry Tit.8. Art.5. & 6.
Fors en Bourbonnois. Bourbonnois Art. 210. 219. & 220. Auuergne Chap. 14. Art.29. Chap.15. Art.5.
Inſtitution d'Heritier permiſe, meſmes d'vn eſtranger, au preiudice des enfans legitimes procreez en loyal mariage, pour la moitié des biens. Berry Titre 18. Article 5.
Inſtrument de Fidelité. Berry Tit.5. Art.20.

Source : BIU Cujas

Insinuation est necessaire és Donations entre vifs. Berry Tit. 7. Art. 11.

Es Donations faictes de pere à fils en faueur de mariage ou cause pitoiable dans les 4. mois. Normandie Art. 434.

N'est necessaire en Donation. Troyes Art. 140. Niuernois Chap. 27. Art. 8. Montargis Chap. 11. Art. 8.

Taht entre vifs, que Testamentaires, legs. Montargis Chap. 13. Art. 22. de disposition testamentaire. Orleans Art. 300. Bourb. Ar. 218. Auuergne Chap. 14. Art 41.

Instrument de fidelité. Berry Tit. 5. Ar. 20.

Interdiction de biens comme a lieu. Bretagne Ar. 519. cõme se doit faire si le proces prend longueur. Bretag. Art. 520. 521. & 522

Interdiction de vendre ou aliener biens par vefuage n'a lieu. Montargis Chap. 1. Ar. 9. Orleans Art. 361.

On doit faire iuger l'instance dans trois ans. Bretagne Art. 524.

Interest ciuil deu par l'heritier. Bretagne Art. 179. appartient à la vefue pour la moitié, & l'autre moitié aux enfans ou plus prochains parés habilles à succeder és meubles : ou s'il n'est marié ou plus prochain habille à succeder és meubles sans charge, &c. Lille Art. 24. La Salle de Lille Titre 2. Article 57. Cambray Titre 12. Article. 16.

N'est osté par an & iour. Bretagne Article 291.

Quelles personnes auront l'amẽde ou reparation ciuile. Bretag. Art. 651. & 656.

Les conioincts par mariage comme sont contraints à payer la reparation ou interest ciuil. Aniou Ar. 145. Le Maine Art. 160.

Femmes ne doiuent que la moitié des amendes de fol appel, acquiescement & autres reglees par les Ordonnances & Coustumes Orleans Art. 460.

Interruption ne se fait par seule Requeste sans introduction de proces. Sole T. 28. Ar. 1. contre l'vn des freres ou communs par indiuis. Niuernois Ch. 36. Art. 5. Aniou Art. 435. Berry Tit. 12. Art. 13. Bourbonnois Art. 35. en acqueremens de rente. Lodun. Chap. 24. Art. 6. en debte personnelle & obligation, &c. Lodunois Chap. 24. Art. 5 comme a lieu. Normandie Art. 34. de proces en matiere de Retraict lignager comme s'entend. Aniou Art. 459. 460. & 461. Le Maine Art. 466. Bar Art. 193. Normandie Art. 485.

Peut estre poursuiuie par la femme, sans auctorisation n'autre prouision que de Iustice, au dedans des trente ans. Le Maine Art. 331. Interruption de v. ans. Aniou Art. 489. 491. Le Maine Art. 493. & 495.

V. Prescription.

L'Intimé. Aniou Art. 166. Le Maine Art. 185. La Marche Art. 105. ou partie Intimee. Sẽlis Art. 52. 55 Vitry Ar. 7. & 11. Aniou Ar. 65 Le Maine Ar. 75. Berry T. 2. Ar 37. Pour celuy qui a obtenu iugement à son profit.

Intimer en cas d'appel la partie qui a obtenu. Clermont Ar. 211. La Rochelle Ar 10. Poict. Ar. 411. Intimer les parties pardeuant Iuge cõpetent. Aniou Art. 491. pour adiourner les parties à certain iour. Intimer le S. quand l'appellant le prend à partie pour luy auoir donné Iustice. La Marche Art. 109.

Intimation. Aniou Art. 140. 165. 174. Le Maine Art. 153. 184. & 194. La Marche Art. 390. Poict. Ar. 309. 398. 400. 421. & 424. Berry T. 19. Ar. 10. Intimer, intimation pour signifier, notifier, denoncer & faire sçauoir sa demande, requeste, poursuite, Cõplainte, la vente de meubles, &c. Bretag Ar. 112. 174. 219. 221. 228. 295. & 561. Bayonne T. 8. Ar. 6. 12. & 13. Intimez non presentez, condãnez en l'amende de lx. s. & s'ils sont nobles de 6. liures. Vitry Ar. 8. Ne sont tenus se presenter s'bon ne leur semble. Vitry Ar. 11. Doiuẽt faire apparoir du proces. Tournay T. 27 Ar. 11. Se departans, condẽnez és despens de l'appellant. La Marche Art. 111. Ne doiuent amende. Aniou Art. 166. Le Maine Art. 185.

Inuentaire par qui sera fait. Auuerg. Ch. 11. Ar. 7. La Marche Art. 87. Bretag Ar. 503. Bayõne T. 10. Ar. 6. Peut estre faict à la requeste des prochains parens habilles à succeder pour sçauoir l'estat de la successiõ, &c Sens Ar. 90. Auxerre Art. 24. Troyes Art. 107. de lettres & Escritures sera faict, appellé deux prochains parens ou voisins, vn Sergent Tabellion, ou autre personne public, qui le signe. Normandie Art. 335.

V. Garandies, Heritiers, Tuteurs.

Confection d'Inuentaire ne peut estre prohibee par Testament aux Tuteurs. Poictou Art. 307. Cõmis ou Greffier cõmettãt faute ou abus és Inuentaires punis. Bayõne T. 10 Ar. 8. & 9. Inuestizon & infeodation Bourbonn Art. 433. seront deliurez par les Greffiers des S. ayans Iustice. Bourb Ar. 433

Inuestizõ. Bordeaux Ar. 82. ioindre à son Domaine. Bar Art. 4. ionction à lieu, & se peuuent les sommez se ioindre au procés, pour deduire leur interest, nonobstant le Defaut contre eux donné. Bretag. Art. 146.

Garand ne voulant garantir, se peut ioindre en cause. Lille Art. 148. La Salle de Lille Tit. 28. Art. 9.

Iour seruant. Lille Art. 180. 216. & 217.

Pour le iour auquel vne cause est assignee & doit auoir expeditiõ. Grands Iours d'Auuergne. V. Grands Iours.

Ioyaux comme se doiuent entendre. S. Seuer Tit. 11. Art 12.

Droict d'Issue, d'Entree. Acs Tit. 9. Art. 19. 20. 22. 27. 28. 34. 38. Bayonne Tit. 5. Art. 42.

En chose cottiere Ponthieu Art. 40.

Ou de Saillie & Entree. Bayonne Tit. 8. Art 9.

Se paye par moitié. Artois Art 28.

Pour les lods & ventes, rentes & honneurs & autres droicts Seigneuriaux qui se payent au S. Cauier, rentier ou Censuel & direct par le vendeur, & par l'acheteur, pour le Vest, Deuest, Saisine ou Dessaisine, à la vente ou transport des heritages tenus en Bourgeoisie de Lilliers, de deux sols d'Entree & autant d'Issue. Lilliers Tit. 2. Art. 3.

Pour Issue qui est Dessaisine, est deu vi. den. Par. à Roye. Peronne Art 91.

Droict d'Issue est deu pour marchandise ou autre chose transportee d'vne Seigneurie en vne autre. Heldin Tit. 1. Art. 4.

Est deu aux Hauts Iusticiers & Vicomtiers. S. Pol Art. 29. S. Pol en Arrois Tit. 2. Art. 2.

V. Mary.

Iuge & Garde de la Preuosté.

V. Garde.

Iugerie pour iurisdiction, Septaine & Territoire de la Ville. Issoire Art.

Iuges Cottiers. La Salle de Lille Titre 1. Art. 45.

Iuge ayant prins vn delinquant hors du lieu & distroict du delict du domicile, en doit cognoistre, apres que les Iuges des lieux du delict, & du domicile, ont esté intimez pour le retirer. Bretagne Article 13.

Iuges, Chastellains, Preuosts ou autres Officiers estans au dessous des Seneschaux, ne sont Iuges d'Appel. Poictou Art. 415.

Iuge Royal cognoist des mandemens de Tenure. Normandie Art. 42. ou Haut Iusticier cognoist du different des mesures Normandie Art. 32.

Iuge Suzerain. Chasteau-neuf Art. 15. Tours Art. 117.

Iuge Veher, Iuge du Bas Iusticier. La Rue d'Yndre Art. 26.

Iuge ordinaire. Auxerre Art. 137.

Iuges Roiaux cognoissent des excés faits à ports d'armes. Acs Tit. 13. Art. 11. S. Seuer Tit. 13. Art. 22. par tout des poids & mesures Normandie Art. 23. cognoissent seuls & par Preuention des lettres obligatoires passees sous Seel Royal de fausseté commise esdits contracts & lettres du Roy. Aniou Article 76 Le Maine Art. 88. de fausse monnoye. Lodunois Chap. 35. Art. 9.

Iuges ne sont tenus de porter leurs Sentences. Cambray Tit. 27. Art. 4.

Peuuent absoudre des cas aduenus par fortune ou ignorance. Bretagne Art. 642.

Des Seigneurs pour les choses qui touchent les Seigneurs, deuoirs de Fief, meffaict ou mesdit à ceux qui sont en leur garde, ou qui viennent prendre droict à la Cour, ou qui contreuiennent aux commandemens & defenses faictes par la Cour attentent aux plegemens, &c. Bretagne Art. 38.

Peuuent prendre les Hommes d'autres iurisdictiõs pour meffaicts ou mesdits faits au Seigneur, sa femme, enfans ou domestiques, & les retenir vingt-quatre heures seulement, & les r'enuoiront à Iustice superieure. Bretagne Art. 39.

Cognoissent de crimes en leur iurisdiction. Bretagne Art. 40.

Ne doiuent cognoistre de l'heritage que le Seigneur veut retirer à soy ou à son hoir, s'ils n'ont esté acceptez Iuges. Bretagne Art 41.

Ny des contracts faicts entre le Seigneur & ses hommes. Bretagne Art. 42.

Des mestayers & Censiers du Seigneur, s'il n'y a contract fait par la Cour auec submission, ou delict commis en sa Iustice. Bretagne Art. 43.

Cognoissent entre Madame & son suiet. La Marche Art. 8.

Ne tiendront leurs iurisdictions ny feront leurs exploicts de nuict. Bretag. Ar. 19.

Tiendront leurs iurisdictions *en lieux* suffisans & honnestes. Bretagne Art. 19.

Et Greffier serõt residens sur le lieu à certain iour. Grand Perche Art 14. 23. & 24.

Laiz cognoissent de l'Arrest. Bretagne Art. 120.

Comme doiuent proceder contre l'acquereur refusant exhiber ses contracts, ou affermer iceux, s'il faict defaut. Berry Tit. 14. Art. 29.

Iuges du domicile cognoissent des contracts, rescission de Contracts, demande de Retraict conuentionnel, de toutes actions personnelles. Bretagne Art. 8.

Du domicile ou de l'heritage cognoissent des actions de Retraict lignager. Bretagne Art. 8.

Iuges des lieux où les choses sont situees cognoissent des instances petitoires & actions pures reelles. Bretagne Art. 8.

Iuges de Fief.

V. Pairs.

Tous Iuges competens à pouuoir donner Trefues sans pouuoir decliner. Normandie Article. 43. Tenus iuger par l'aduis & opinion de l'assistance. Normandie

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Art. 12. seculiers tenus aduertir les Iuges Ecclesiastiques de retirer les Prestres & Clercs priuilegiez. Bretagne Art. 3. tenus à la requeste du Iuge d'Eglise prendre les accusez de crime, en faisant apparoir du decret Bretagne Art. 1. Iurat. Bourdeaux Art. 39. S. Seuer Tit. 1. Art. 4. 5. T. 18. Art. 4. Bayõne T. 1. Ar. 3 Solle T. 7. Ar. 1. T. 11. Ar. 3. 4. & 5

Pour l'Escheuin, Cõsul, Capitou ou Gouuerneur de la Ville vn des Iurats ou Consuls peut faire exploict en l'absence de l'autre. S. Seuer Tit. 1. Art. 3. & 5.

Sergents Iurats. S. Seuer Tit. 1. Art. 3. Tit. 2. Art. 1. & 2.

Droict de Iuree, vn droict pour la iurisdiction & cognoissance. Colommiers Art. 2 fors sur les Nobles, Clercs ou de serue condition. Colommiers. Art. 2.

S. de Coulommiers n'a droict de poursuiure les Bourgeois de Iuree demourans hors sa terre. Colommiers Art. 3.

Droict de Iuree est deu au Roy ou au S. par leurs Bourgeois. Troyes Art. 2. Victry Art. 78.

Hommes & femmes de Iuree. Troyes Art. 2. Victry Art. 78.

Es dispositions faictes entre vifs n'est requis Necessité Iuree, ou consentement de l'heritier. Ribemont Art. 50. Chauny Art. 48

Iuré de Cattel. Valanciennes Art. 13. 34. 40. 125. 136. & 139.

Iurez de la Paix. Valanciennes Art. 136. & 138.

Iurez Experts & gens à ce cognoissans nommez par les parties, ou à leur defaut par le Iuge. Paris Art. 184. Calais Art. 170. Aniou Art. 450. Le Maine Art. 462.

Par qui seront ordonnez. Bayonne Tit. 1. Art. 2.

Feront le serment deuant le Iuge. Paris Art. 184. Calais Art. 170. Melun Art. 187. Montfort Art. 73. Estampes Art. 71. Niuernois Chapitre 10. Art. 7. Bourbonnois Art. 521.

Feront rediger par escrit la minute du rapport sur le lieu auant que partir, & mettre icelle és mains du Clerc. Paris Art. 185. Calais Art. 171.

Seront appellez iusques au nombre de quatre Acs Tit. 15. Art. 1.

Seront esleus par chacun, & comment. Acs Tit. 15. Art. 2. & 3.

Rapport des Iurez sera apporté en iugement. Paris Art. 184. Calais Art. 170.

Clerc de Greffe deliurera le Rapport aux parties dans xxiiii. heures, s'ils le requierent Paris Art. 185. Calais Art. 175.

Reformation du rapport des Experts fait dans neuf iours. Bayonne Titre 1. Article 3. 4. & 5.

Amendement du Rapport peut estre requis par la partie. Niuernois Chap. 10. Art. 17. Melun Art. 187. Bourbonnois Art. 521. Estampes Art. 71. Montfort Art. 73.

Iurisdiction Basse ou fonciere. Poictou Article. 21. & 22. de Faymidret, c'est à dire Basse. Sole Tit. 10. Art. 2 & Tit. 18. Art. 1.

Basse Iurisdiction. Poictou Art. 17.

Iurisdiction Vicomtiere. Ponthieu Art. 105.

Deux degrez de Iurisdiction en toute Iurisdiction subalterne. Tours Art. 79. & 80. Poictou Art. 4. Angoumois Art. 4.

Iustices sont bornees & limitees. Brizançois Art. 1. Bauché Art. 1.

Sont de trois sortes, Haute, Moyenne & Basse. Vallois Art. 1

Iustice Haute, Moyenne & Basse. Meaux Art. 31. & 203. Senlis Art. 25. & 27. Clermont Art 201. Vallois Art. 1. Ponthieu Art. 81. Boullenois Art. 15. Bolongne Art 1. Vviſſent Art. 1. Quesque Art. 1. Niuernois Chap. 37. Art. 3. 4. & 5. Tours Art. 59. & 71. Lodunois Chap. 5. Art. 1. Chap. 26. Art. 10. Aniou Art. 42. 44. 493. 496. Blois Art. 10. Bretagne Art. 248.

Iustice Haute Vicomterie & Fonciere. S. Omer Art. 10. Artois Art. 16. Amiens Art. 114. S. Riquier Art. 5.

Iustice Censuelle. Meaux Art. 203. ou Cẽsiere Auxerre Art 20.

Iustice Fonciere appartenãt au S. Foncier, pour raison des Cens. Sens Art. 20.

Iustice Fonciere & Domaniale. Reims Art. 144.

Iustice Fonciere. Aniou Art. 1. 12. 13. 153. 28 Le Maine Art. 3. & 171. Poictou Art. 21.

A amende iusques a sept sols vi. deniers. Chasteau-neuf Art. 142. & 151. Dreux Art. 110. & 116.

Basse Iustice. Tours Art. 1. Grand Perche Art. 24.

Entre Iustice Basse & Fonciere n'y a difference. Bar Art. 56.

Basse Iustice, Fonciere & simple Voirie. Aniou Art. 1. Le Maine Art. 3. Basse Iustice fonciere. S. Riquier Art. 2.

Bas Iusticier cognoist des ciuiles reelles, soient petitoires ou possessoires, dont n'y a Loy d'amende que de sept sols six deniers entre Nobles, & dix sols entre roturiers. Aniou Art. 2. Le Maine Art. 4.

Des actions personnelles iusques à soixãte sols Parisis, & delicts dont l'amende est de vii. sols vi. deniers Par. Melun Art. 20. Vallois Art. 5. Tours Art. 1. Lodunois Chap. 1. Art. 2.

De toutes actions personnelles ciuiles, dont les amendes n'excedent vii. sols vi. deniers Blois Art. 27. Poictou Art. 17.

A Iurisdiction des actions personnelles, iusques à vii. sols vi. deniers. La Rue d'Yndre Art. 26.

De toutes causes ciuiles, personnelles & possessoires, reelles & mixtes, & des meffaicts iusques à lx. sols. Sens Art. 18. Auxerre Art. 17.

Des causes d'iniure dont l'amende n'excedé vii. sols vi. den. Par. Poictou Art. 17.

Des causes ciuiles & criminelles, si l'amende n'excede lx. sols. Niuernois Chap. 1. Art. 13.

Entre ses Fiuaters & non contre les estrãgers. Sole Tit. 10. Art. 1.

Des Abornemens d'heritage. Bar Art. 49

Bornes assis sans auctorité de Iustice. Le Maine Art. 6.

Des meubles, de battre autruy, sans sang & sans poing garny, de vilaines paroles & iniures. Senlis Art. 120.

De sa Censiue, & condamner ses suiets par faute de Cens non payez. Senlis Article 122.

De sa main brisee: de Champart emporté. Senlis Art. 124.

De tout ce qui concerne la Dessaisine & Saisine des heritages tenus de luy. Artois Article 1.

Des demandes des dommages de bestes. Aniou Art. 12. Le Maine Art. 12.

Des choses d'entre luy & son suiet pour deuoirs Feodaux, Censuels & Seigneuriaux. Grand Perche Art. 24.

Ayant droict de Foires, peut cognoistre des mesures de boire & bled. Normandie Art. 24.

Du bruict du marché: pourueu qu'il n'y ait sang ny playe. Normandie Art. 25.

Du parc brisé des excés faicts à son Preuost. Normandie Art. 26.

Des incidẽs. Aniou Art. 1. Le Maine Ar. 4.

De Saisine brisee, ventes recellees par an & iour. Aniou Art. 3. des bornes assis sans auctorité de Iustice. Le Maine Art. 6.

De rentes cognues & des Blasmes d'Adueus. Normandie Art. 28. de la diuision des terres & du different des mesures. Normãdie Art 32.

Bas Iusticier ne cognoist des actions criminelles. Aniou Art. 1. Le Maine Art. 3.

Des actions pures, personnelles & autres actions excedans les Loix & amendes. Aniou Ar. 3. Le Maine Ar. 6. desiniures de sang ou playes ou paroles de delay. Poict. Ar. 17.

Des delicts dont l'amende excede v. sols tourn. Beauquesne Art. 2.

Dont l'amende excede lx. sols. Artois Art. 2, Bappalmes Tit. 1. Art. 1.

N'a cognoissance des delicts ny pouuoir de bailler Saisine ou Dessaisine. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 1.

Peut faire le procés criminel à vn delinquant dans vn iour naturel: autrement le doit renuoyer au Iuge Royal. Normandie Art. 37.

Ne peut garder les prisonniers plus de vingt quatre heures: & si le prisonnier est condamné aura vii sols vi. den. t. auec ses frais & mises. Blois Art. 30.

Et les doit renuoyer aux prisons du Roy ou de la Haute Iustice. Normandie Art. 29.

Doit aduertir le Haut Iusticier, si le delict requiert plus grãde amẽde, & aura l'amẽde de telle qu'il luy appartient. Melun Art. 20.

Peut prendre tous delinquans: mais les doit promptement mener au superieur. Melun Art. 21.

Prendre les delinquans en flagrant delict Niuernois Chap. 1. Art. 13.

Auoir Prisons. Sens Art. 19.

Prisons & Ceps. Blois Art. 28.

Prisons raisonnables à rez de Chaussee. Auxerre Art. 18.

N'a Fourches patibulaires n'autre instrument. Blois Art. 30.

Peut faire prinse de bestes. Niuernois Chap. 1. Art 13.

Creer Messiers. Bar Art. 50.

Mettre en Bannie aucune portion de prez ou terres pour bestes trayantes, & imposer amendes iusques à v. sols. Bar Article 50.

Saisir & Brandonner terre suiette à Censiue. Bar Art. 51.

Arrester & mettre Brandons par faute de Cens non payé. Senlis Art. 123.

Mettre Bornes entre deux Sentiers. Senlis Art. 121. Aniou Art. 8. Le Maine Art. 10.

Asseoir Bornes entre les heritages de ses suiets. Tours Art. 1. Lodunois Chap. 1. Article 1.

A seulement ses droicts Seigneuriaux & Reliefs escheans. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 1. vẽtes, Retraicts, &c. Aniou Art. 4. Le Maine Art. 7. amẽdes pour deuoirs non payez Aniou Art. 8. Le Maine Art. 10.

Ne peut demander que trois annees des arrerages de ses rentes Seigneuriales. Normandie Art. 31. Ne peut bailler mesures, sinon par possession, &c. Poictou Art. 17.

Doit auoir deux Hommes anciens tenãs heritages. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 1.

Peut tenir Plez & Gage-Plege. Normandie Art. 28.

Mettre le prix aux vins & boissons & a les amendes. Normandie Art. 27.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Cognoiſtre en matiere ciuile indifferemment: mais non des matieres criminelles, ſi l'amende excede ſoixante ſols. Bourbonnois Art. 4.

Aucuns Bas Iuſticiers n'ont iuriſdiction Criminelle & ciuile, que iuſques à vii. ſols d'amende. Bourbonnois Art. 4.

Droict de ventes & honneurs ou d'auoir la choſe vendue par puiſſance de Fief, depend de Baſſe Iuriſdictiõ ou Fonciere. Poictou Art. 21. Bourbonnois Art. 12.

S. Foncier n'a Iuriſdiction ne Seigneurie dehors ſes Bornes. S. Omer Art. 13. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 1.

Tenant Fief noblement & par Hõmage, eſt fondé d'auoir ventes & Honneurs, ou vſer de Retraict. Angoumois Art. 10. La Rochelle Art. 3.

S. Eccleſiaſtiques, Tuteurs, Curateurs, Douairieres & autres adminiſtrateurs & vſufruictiers peuuent prendre les ventes, & receuoir les Hommages. Poictou Art 31.

Moyenne Iuſtice, Moyẽ Iuſticier. Tours Art. 39. 376. Anjou Art 39. Le Maine Art. 44. Lodunois Chap. 2. Art. 1. La Rue d'Yndre Art. 25. & 26.

Moyenne Iuſtice, Grand Voirie & Iuſtice à Sang c'eſt tout vn. Anjou Art. 39. Le Maine Art. 43. Tours Art. 39.

Auoir meſure & poids, & Moyenne Iuſtice. Meaux Ar. 209. Troyes Ar. 123. Chaumont Art. 99. Sects & adiuſter meſures à bleds, ſont eſpeces de Moyẽne Iuſtice. Cõté de Bourgong. Art 5. Moyen Iuſticier peut cognoiſtre de toutes cauſes reelles & perſonnelles n'excedans l'amende de lx. ſols. Tours Art. 39. Lodunois Chap. 2. Art. 1.

En action perſonnelle ſeulement. La Rue d'Yndre Art. 25. & non reelle. Grand Perche Art. 21.

De toutes actions ciuiles, reelles, perſonnelles ou mixtes n'excedãs l'amende de lx. ſols t. Lodunois Chapitre. 2. Art. 13. Vallois Art. 4. Melun Art. 16. Bar Art. 48. Sauf des cas de nouuelleté. Blois Art. 21.

De toutes cauſes d'iniures & autres de ſang & playe, &c.

Dont l'amende ſeroit de lx. ſols. Poictou Art. 67. des delicts & malefices iuſques à lx. ſols. Sens Art. 16.

De ſimples homicides faicts de guet à pens, de ceux qui ont arraché Bornes, des actions perſonnelles, de ſimples demandes ciuiles, ſoient reelles ou perſonnelles, & des incidens. Anjou Art. 39. Le Maine Artiele 44.

Des cas criminels, ſçauoir eſt de furt ſimple, d'homicide faict en chaude meſlee, & non de guet à pens: & de tous autres cas moindres que les ſuſdits. Blois Art. 23.

Mettra les delinquans és mains & priſons du Haut Iuſticier, ſi l'amende excede lx. ſols: & la prendre ſur l'amende pecuniaire. Poictou Art. 67.

En aucuns lieux faict l'adiuſtement de meſures. Bar Art. 45.

Doit prendre les meſures du Haut Iuſticier. Sens Art. 17.

A cognoiſſance des meſures. Sens Art. 17.

De delier & arracher Bornes, & de les mettre entre voiſins, & de limitation de Iuſtice ou Seigneurie. Senlis Art. 108. 117. 119.

Des battures iuſques à ſang & playe. Senlis Article. 109. de coups orbes, de chaude cholle, ſans, &c. Senlis Art. 110.

De main-briſee & Champart emporté de ventes recellees, amendes de lx. ſols. Senlis Art. 113. d'vn laict dict ou iniure faite en iugement au Iuge. Senlis Art. 114.

Peut prendre tous Priſonniers, les interroger & detenir vingt-quatre heures. Melun Art. 17.

Auoir Priſons ſans vſer de Ceps, &c. Melun Ar. 19. Priſons fermees Ceps & anneaux Senlis Art. 111. pour la capture & garde des priſonniers iuſques à vingt-quatre heures. Tours Art. 46. Lodunois Chap. 2. Art. 8.

Creer & bailler Tuteurs, bailler & decreter Sauuegardes ſpeciales, Commiſſions & gardes ſpeciales és cas poſſeſſoires. Sens Art. 14. Auxerre Art. 16.

Donner Tuteurs & Curateurs, & faire Inuentaires. Senlis Art. 112. Bourbonnois Art. 3.

Donner Tutelles & Curatelles. Tours Art. 51. Lodunois Chap. 2. Art. 3.

Et procurations. Anjou Art. 40. Le Maine Art. 47.

Donner Curateur aux cauſes, & non Tuteurs ou Curateurs à leurs perſonnes & biens. Grand Perche Art. 22.

Donner Tutelles & Curatelles, emanciper, bailler meſures, cognoiſtre d'applegemens & autres cauſes n'excedans l'amende de lx ſols. Poictou Art. 16. Angoumois Art. 9. Xainctonge Art. 5.

Faire Inuentaire & pourueoir de Tuteurs Talende Art. 3.

Faire main-miſes, ſubhaſtations, Inuentaire, interpoſition de decrets, Emancipations. Sens Art. 15. Auxerre Art. 16. Niuernois Chapitre. 1. Art. 14. Bourbonnois Article 3.

Faire mettre Brandõ, Seeller huis, cognoiſtre de ſaiſie briſee. Tours Art. 46. Lodunois Ch. 2. Art. 4. A Gibet à deux pilliers à liens au deſſus & au deſſous par dedans, & non par dehors. Anjou Art. 39. Le Maine Ar. 44.

Fourches patibulaires à deux pilliers ſans pate, pillier & carcan. Blois Art. 24.

A l'amende de lx. ſols ſur les condemnez auec les frais de la capture & autres raiſonnables. Melun Art. 18. Tours Art. 46. Lodunois Chap. 2. Art. 8.

Eſt fondé d'auoir lx. ſols & vn denier d'amende. Tours Art. 48. Lodunois Chap. 2. Art. 10.

De droict de Boucherie. Tours Art. 40. Lodunois Chap. 2. Art. 2.

N'a cognoiſſance des cas où il eſchet punition corporelle. Maizieres. Ar. 10. des cauſes perſonnelles non concernans la Moyẽne Iuſtice. Maizieres Art. 10.

Moyens & Bas Iuſticiers ayans vn criminel dont ils ne doiuent cognoiſtre, le doiuent ſignifier au Haut Iuſticier ou à ſes Officiers dans 24. heures. Niuernois Chap. 1. Art. 17. Tours Art. 46. Lodunois Chap. 2. Artic. 8. Bourbonnois Art. 4. La Marche Art 337.

Ne le garderont plus de deux iours apres la ſignification. Niuernois Chap. 1. Art. 17. La Marche Art. 337. Bourbonnois Art. 4.

Quelles choſes ont communes. Senlis Art. 118.

Vn Seign. ayant Haute Iuſtice, Moyenne & Baſſe eſtant partagee, par parties entre freres & ſœurs, chacun eſt Haut Iuſticier en ſa part, ſ'il n'eſt reſerué audit Partage. Melun Art. 100.

Haut Iuſticier, Haute Iuſtice. Tours Art. 46. 55. Anjou Art. 42. Le Maine Ar. 49

Haute Iuſtice appartient à M. le Comte d'Artois, en la Chaſtellenie & Bailliage de Heſdin, & ſur les admortiſſemens faits aux Egliſes. Heſdin Titre 2. Article 1. Tit. 4. Art. 15.

Haut Iuſticier a cognoiſſance de tous cas & actions ciuiles & criminelles, ſ'ils ne ſont priuilegiées. Vallois Art. 2. Grand Perche Art. 9. de tous cas tant criminels, que ciuils non priuilegiez, des matieres poſſeſſoires, reelles & mixtes en premiere inſtance, & par preuẽtiõ ſur leurs Vaſſaux. Amiẽs Art. 236. De tous cas, crimes & delicts, fors des priuilegiez. Amiens Art. 223. fors des cas Royaux Normandie Art. 13.

De tous crimes & cas commis en ſa Haute Iuſtice. Poictou Art. 68.

De tous crimes & forfaitures. Artois Art. 12. fors de crime de leze Majeſté. S. Pol Art. 30. de tous cas criminels, delicts & malefices. S. Pol Art. 30.

De punition corporelle, des cas criminels de ſa iuriſdiction, de toutes cauſes reelles & poſſeſſoires ciuiles. Senlis Art. 98. & 99.

Des cas criminels: excepté de meurtre fait de guet à pens, de femme forcee, & de boutement de feu. Tours Art. 55. Lodunois Chap. 4. Art. 1.

De tous crimes & delicts dont mort ſe peut enſuiure. Monſtreul Art. 20.

Des cas portans peine de mort, mutilation de membres, & autres peines corporelles, comme fuſtiger, Pillorier, bannir, fleſtrir ou marquer. Melun Art. 1. Niuernois Chap. 1. Art. 15.

Pillorier, eſcheler, bannir, marquer & deporter. Sens Art. 1. Auxerre Art. 1. Bar Art. 28. Bourbonnois Art. 2.

De meurtre, rapt, boute-feu, peché contre nature, batteures & mutileures, de guet à pens, ſans port d'armes de chaude cholle, ſ'il n'appartient au Roy. Senlis Art. 98.

Des battures faictes de guet à pens, de fauſſonnerie. Anjou Art. 42. Le Maine Article 49.

Sur les Voiries, auuens. Senlis Art. 96.

Par preuention des abus de Loy faicts & commis par Eſcheuins & Iuges. La Salle de Lille. Tit. 1. Art. 1. des tranſgreſſeurs du droict de Trauers. Senlis Art. 105.

Des mandemens de Tenure entre leurs ſuiets: pourueu qu'elle ne ſoit debattue. Normandie Art. 42.

De la tranſgreſſion des poids & meſures, & a le moyen Iuſticier l'amende iuſques à lx. ſols. Auxerre Art. 4.

Du brief de ſur-demande entre ſes Vaſſaux ſeulement. Normandie Art.

Des grands cas. Anjou Art. 143. Le Maine Art. 158.

A les droicts des Moyẽs & Bas Iuſticiers, & les Moyens Iuſticiers, ceux des Bas Iuſticiers. Auxerre Art. 19.

A toute Iuriſdiction Haute, Moyenne & Baſſe. Anjou Art. 42. Le Maine Art. 49.

Ayant Haute Iuſtice ou Moyenne, eſt fondé d'auoir la Baſſe. La Marche Art. 1. Poictou Art. 65.

Eſt fondé en droict de Seigneurie en tout ce qui eſt au dedans de ſon territoire, enclaues & limites. Peronne Art. 101.

Peut faire commandemens de defenſes generales ou particulieres, és fins de ſa terre. Amiens Art. 224.

Commandemens. Cãbray Tit. 22. Art. 7.

Edicts & Statuts, impoſer amendes arbitraires. Artois Art. 12.

Eſt S. Voyer és Frocs, Flegards, chemins & voirie. Amiens Art. 184.

Demander iuſques à xxix. annees d'arrerages de leurs rentes. Normandie Art. 21.

Eſt fondé de tenir ſes Plaids de mois en mois & Aſſiſes iiii. fois l'an. Tours Art. 85. Lodunois Chap 4. Art. 1.

Ne peut tenir Plaids, mais ſes Aſſiſes iiii.

Source : BIU Cujas

fois l'an. Maizieres Art.13.

Peut faire leuer homme mort hors grãds chemins. Tours Art.55. Lodunois Chap.4. Art.1. Visiter & leuer corps morts, noyez, desesperez ou occis sur le camp, & non autres. La Salle de Lille Tit. 1. Art.2. S. Seuer Tit.8. Art 8.

Imposer peine du dernier supplice aux malfaicteurs. La Salle de Lille Tit 1. Art.3.

Prẽdre amendes tant coustumieres qu'arbitraires. Tours Art.55. Lodun. Ch.4. Art.1.

Donner Commission en matiere de saisine & de nouuelleté de Criees & Subhastations, creer Tuteurs, Curateurs, faire Inuentaire Blois Art.20.

Donner Seuretez. Tours Ar.55. Lodunois Chap.4. Art.1.

Donner Asseurances. Grand Perche. Ar.9.

Mais non les oster. Aniou Art. 42. Le Maine Art.49.

Donner Trefues entre leurs suiets. Normandie Art.22.

Creer Tuteurs, faire main-mises, Inuentaires, subhastations d'heritages, interposer decrets, emanciper, donner & adiuster mesures. Bar Art.45.

Passer decrets. Senlis Art.99.

Saisir ou faire saisir les heritages estans en sa Iustice pour contraindre les detenteurs à monstrer à quel titre ils les tiennent. Senlis Art.100.

Punir le delinquant forain. Troyes Tit. 1. Art.2.

Auoir mesures, desquelles les Moyens & Bas Iusticiers seront tenus vser. Melun Art.13.

Auoir, tenir, & bailler estelons de poids & mesures. Sens Art.3. Auxerre Art.4. Ponthieu Art.84.

Ordonner poids, balances & mesures. Ponthieu Art.109.

A regard sur les mesures, faict mesurer & estallonner les poids & mesures de sa Iustice. Senlis Art.96.

Peut corriger toutes personnes vsans de mesures non flattries de la marque de la ville. Lens Tit. 2. Art.3.

A le cry des Festes. Bar Article. 36. Senlis Art.106.

Faict faire les cris publics, donne congé pour prendre pris & ioyaux, mettre bornes, aunes & enseignemens de Tauernes. Senlis Art.96. & 106.

A vn seul Iuge nõmé Bailly. Blois Ar.19.

Doit auoir prisons bonnes, seures & raisonnables basties à rez de chaussee, sans vser de fers, ceps, &c. Melun Art. 5. Grand Perche Art.12.

Prisons & ceps. Angoumois Ar.6.

Lieu certain & honneste pour l'exercice de la Iustice. Grand Perche Art.12.

A signe patibulaire pour les executions Bar Art.33.

Signe patibulaire à trois ou quatre pilliers Auxerre Art. 2.

Fourches patibulaires, ceps & pillori. Meaux Art.209. Melun Art.2.

Pillory & carcan. Melun Art.3.

Pillier & carcan. Blois Art.20.

Pillory & eschelles. Sens Art.2. Auxerre Art.3. Troyes Art.128.

Signe patibulaire, pillory & eschelles. Troyes Art.123. Chaumont Art.99.

Fourches patibulaires à deux pilliers, & les Liens par dehors. Senlis Art.27. à deux pilliers & liens par dedans & par dehors. Tours Art.58. Lodunois Chap.4. Art.3.

A deux pilliers à liens au dessus & au dessous dedans & au dehors. Aniou Art.42. Le Maine Art. 49. à deux pilliers Grand Perche Art.11. Liees par dedans, & patees par embas Blois Ar.20. à deux pieds ou pilliers. Poictou Art.14. Angoumois Art. 6. La Rochelle Art.2.

A trois pilliers. La Salle de Lille T.1. Ar.3.

Peut releuer dans l'an ses fourches patibulaires estant tombees, sans congé. Melun Art.3. Meaux Art.209. Sens Art.4. Auxerre Art.5. Bar Art 35. Troyes Art.123. Chaumõt Art.99. Peronne Art.20. Duché de Bourg. Ch.1. Art.8 Cõté de Bourg. Ar.53 Niuern. Chap.1. Art.11. reedifier sans cognoissance de cause & ministere de Iustice. Grãd Perche Ar.11. Leuer lesdites fourches patibulaires par permission. Niuernois Ch.1. Art.10.

Peut esleuer fourches patibulaires, Niuernois Chap.1. Art.9.

Peut passer ses Procurations, Adueuz, & Denõbremens à son preiudice sous son Seel & idem constant le mariage, si le fief est à cause de sa femme. Poictou Art.69. & 70.

N'a droict de Seel à contracts, ne droict de Tabellionnage: sinon, &c. Blois Art. 20.

N'a cognoissance de Seel Royal. Senlis Art.99. de lettres de Remission, de Respits, ny pour estre receu à faire cession, de Leze Majesté, fausse Monnoye, & autres cas Royaux. Normandie Art 20

Ne peut tirer en cause les suiets, Vassaux & tenanciers demourans audit Gouuernement, sinon pour les droicts & deuoirs, &c. Peronne Art.1.

N'ont cognoissance des fautes des Officiers Royaux. Normandie Art.20.

Ne peut vser d'Arrest ou emprisonnement sur Officiers ou Sergens Royaux & ordinaires exploictans dans leur district. Normandie Art.18.

Contraindre ses suiets à garder les prisonniers. Bourbonnois Art.5. Poictou Art. 15, sinon pour la seureté de la Iustice en cas de rescousse. Poictou Art.15.

Cognoistre de crimes, ne punition corporelle n'auoir fourches patibulaires. Maizieres Art.13 Vassal tenu de faire apparoir de sa Iustice & Droict Seigneurial. S. Riquier Artic 3. Droicts de Haute Iustice, Moyenne & Basse gisent plus en disposition de Droict que de Coustume. Clermõt Art.201.

Seigneurs abusans de leur Iustice, la perdent & est deuolue aux superieurs. Aniou Art.197.

On ne peut estaller marchandises, prendre l'estœuf, danger le iour de la feste du Patron ou Dedicace, iouer, n'entreprendre sur la Iustice Haute ou Moyenne, sans congé du Seig. ou de ses Officiers. Amiens Art.242.

Exploict de Iustice ne se peut faire en la terre d'vn Haut Iusticier sans son congé ou de ses Officiers. Amiens Art. 241. fois le Roy & ses Officiers. Boullenois Art.32.

Iustice patibulaire à deux pilliers & liens par dedans & par dehors, appartient au S. Haut Iusticier. Tours Art. 58. Lodunois Chap. 4. Art. 3. ou trois pilliers pour le S. Chastelain. Tours Art.64. Lodunois Chap. 5. Art.6. Aniou Art.43. ou à iiii pilliers pour le Baron. Tours Art.72. garnis de biẽs pardedans & par dehors, sans fests par dessus. Lodunois Chap. 6. Art.3. ou à six pilliers pour le Comte. Tours Art.74.

Iusticier pour rendre & faire la Iustice à son suiet, lequel on peut contraindre d'obeir, ou bien faire exploict de Iustice. Aniou Art.287. Le Maine Art.303.

Iusticier pour le Seigneur de la Iustice. La Marche Art.341.

N'est fondé de soy dire S. F. des choses situees en sa Iustice. Auuergne Chap.2. Article 5. La Marche Art.179.

Iuueigneur. Bretagne Art.52. 69. 72. 134. 370. 36. 541. 251 343. 541.

Pour le puisné à l'esgard du fils aisné.

Iuueigneur tenant sans Parage ou en Parage. Bretagne Art.334. & 335.

Iuueigneurie ou Iuueigneurerie. Bretagne Art.134. 334.

Tenir en Iuueigneurie. Bretagne Article 334.

Iuueigneur d'aisné doit estre recongneu par l'aisné. Bretagne Art. 30.

Estant en defaut de faire la foy à l'aisné ou à son S. Lige, sans estre empesché par l'aisné, n'est tenu faire la foy & Hommage. Bretagne Art.345.

Peut purger les defaux obtenus contre luy par l'aisné. Bretagne Art.338.

Tenant en Parage peut seoir en iugemẽt, au costé de son aisné ou de son Iuge. Bretagne Art.319.

Suriuueigneur. Bretagne Art.251.

L

Ladres auront vne maison au lieu & Parroisse de leurs natiuitez, auec leurs vstensilles. La Salle de Lille. Tit.32. Art.1.

Peuuent demander aumosnes. La Salle de Lille Tit.32. Art.1.

Ou Lepreux.

Layer. Amiens Art.213.

Bois en Grurie Layez. Orleans Art.75.

Lais ou layes. Tours Art 135. Lodunois Chap.14. Art.3. Aniou Art 117.

Laiz pour la croissance que la riuiere dõne au Seigneur Iusticier. Bourbonnois Article 340.

Langayeur a v. den. pour Porc. Orl. Art. 425 tenu fendre l'Oreille au Porc mezeau. Ib. tenu solidairement. Orleans Art. 427.

V. Porcs.

Lar pour maison principale. Bayonne Tit.12. Art.27. 30. 35. & 36.

Larcin ou Furt qualifié puny de mort. Bretagne Art. 526. non qualifié, ne sera puny de mort s'il n'excede x. liures monnoyes, sauf l'arbitrage du Iuge. Bretagne Article 628.

Simple cõme sera puny. Duché de Bourgongne Chap.1. Art.5. Niuernois Chap.1. Art.8. qualifié ou plus grand, comme sera puny. Duché de Bourg. Chap.1. Art.5. Niuernois Chap.1. Art.8.

Larron d'Eglise, maison, cabane, moulin ou en chemin public, puny de mort. La Bourt Tit 9. Art.1. Solle Tit.35. Art.3.

Larron domestique comme puny. Lodunois Chap. 39. Art. 7. Bourdeaux Art. 107. de cheual ou iument pendu. Lodunois Chap. 39. Art. 11.

De cheuaux, bœufs ou autres bestes de seruice, puny de mort. Bretagne Art 617.

De bœufs, vaches, moutons, brebis ou autre beste à pied fourché. Lodunois Chap. 39. Art. 12.

De chose emblee aux champs comme punis. Lodunois Chap. 39. Art. 14.

Nocturne puny de mort. S. Seuer Tit. 11. Art. 2 pour la seconde fois destrobbant chose de valeur doit estre pendu. La Bourt. T. 9. Art. 6. Solle Tit. 35 Art. 6.

Larrons ayant faict bris & crocheteurs pendus. Lodunois Chap. 39. Art. 6.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Vendans raiſins non ayant vignes, comme punis, ſ'ils ne diſent le lieu, d'où ils les ont eu Bordeaux Art.113.

Faiſeurs de paniers, & n'ayans bois, tenus le dire: autrement punis. Bourdeaux Art. 113.

Comme on peut pourſuiure celuy dont on a ſouſpçon d'auoir commis le larcin: & doiuent faire ſerment ſur l'Autel, le Meſſel & la Croix. Sole Tit.35. Art.22. & 23.

Habitans des Villes auront latrines en leurs maiſons. Paris Art. 193. Calais Art. 179. Melun Art. 210. Eſtampes Art. 87. Mante Art. 107. Niuernois Chap. 10. Art. 15. Orleans Art. 244. & 245. Dunois Art. 63. Bourbonnois Art. 515. Tournay Titre 17. Art.5.

Entre latrines ou aiſemens, & le puits du voiſin, y aura x. pieds & vn contremur de chaux & ſable. Dourdan Art.67. Montfort Art.76. Mante Art. 98. Reims Art.567. Melun Art.209. Eſtampes Art.88. Grand Perche Art.220. Chalons Art. 142. Cambray Tit.8. Art.4.

Neuf pieds. Orleans Art.246. Rennes L. Art.724.

Diſſept pieds. Laon Art.267.

Legataire de moindre part que du quart n'eſt tenu aux legs & funeralles: ſinon, &c. Bourbonnois Art.291.

Vniuerſel tenu aux debtes & obſeques du treſpaſſé. La Salle de Lille Tit.9. Art.6.

N'eſt ſaiſi des choſes leguees. Meaux Art. 32. Melun Art 250. Sens Art. 74. Auxerre Art. 231. Laon Art 63. Chalons Art. 72. Reims Art. 296. S. Quentin Art.26. Amiens Art.65. Chauny Art. 59. & 89. Ponthieu Art.27. Arras Ar.34. Niuernois Chapitre 33. Art. 5. Montargis Chap. 13. Art.5. Grand Perche Art. 124. Bourbonnois Art. 293. Xainctonge Art.90. Sedan Art.133.

Donataires, legataires & heritiers quand ſont reputez heritiers des heritages donnez ou legatez. Tournay Tit 22. Art.11.

Legataire doit auoir deliurance du meuble legué par l'executeur: & de l'immeuble par l'heritier. Melun Art. 250. Sens Article 114. Auxerre Art. 231. Clermont Art. 135. Bourbonnois Art. 293. Vallois Art. 172. Troyes Art.114. Laon Art. 63. & 64. Chalons Art. 72. Reims Art. 296. S. Quentin Art.26. Amiens Art. 62. Chauny Art.59. Niuernois Chap 33 Art.5. Montargis Ch. 13. Art.5. Orleans Art.291.

Se peut payer par ſes mains du legs mobilier à luy faict & non deliuré. Laon Art. 64. Reims Art 299.

Prendre le quart par les mains de l'heritier, & n'eſt ſaiſi. Auuergne Ch. 12. Art.41.

Saiſi peut intenter action poſſeſſoire, petitoire & perſonnelle. Montargis Chap. 11. Art.5. Orleans Art. 292. Bourbonnois Article 297.

Legs payé par les heritiers. Auuergne Chap. 12. Art.24.

Se demande par action perſonnelle, hypothecaire & rei vindication. Chalons Art. 72. par action. Amiens Ar. 65.

Prelegat faict à vn heritier ab inteſtat, vaut de la 4. partie. Auuergne Chap.12. Art. 46. La Marche Art.282.

Legs faict en eſpece, ſe paye en eſpece. S. Quentin Art.26.

Raiſonnables de biens auitins permis. Acs Tit. 1. Art. 1. 2 3. & 4. S. Seuer Tit.12. Art. 4. 5 6. 7. & 8.

Inofficieux reduit à la portion contingente ab inteſtat. Sedan Art.129.

Pitoyables ſe prendront ſur le tiers. Bordeaux Art.77.

Legitime deuë de Droict de nature. Chaſteau neuf Art. 109. 113. Chartres Art. 88. & 91. Dreux Art 76 & 81.

Eſt de Droict reſeruee aux Enfans. Melun Article.232. Sens Art.109. Auxerre Art.218. Vallois Art. 133. Reims Art.232. & 291.

Noyon Art.20. & 21. Peronne Art.111. & 107. Montargis Chap.11. Art.1. Orleans Ar. 277. Chaſteau-neuf Art.109. Chartres Art. 88. Dreux Art.76. Auuergne Chap. 14. Art. 16. S. Quentin Art. 14. Niuernois Chap. 27. Art.12.

Eſt reſeruee aux enfans capables en cas de Donation des biens Paraphernaux ou aduentifs. Auuergne Chap.14. Art.9.

Doit eſtre delaiſſee aux enfans. Duché de Bourg. Chap. 7. Art.2. & 3. deſchargee de frais funeraux & diſpoſitions teſtamentaires. Duché de Bourg. Chap.7. Art.7.

Sera gardee aux enfãs. Dreux Ar. 81. & 82

Ne ſera delaiſſee par les collateraux diſpoſans de leurs biens, ſi bon ne leur ſemble. Duche de Bourg. Chap.7. Art.4.

S'entend de la moitié de la part & portiõ que chacun enfant euſt eu en la ſucceſſion de pere, &c. ſ'ils n'euſſent diſpoſé entre ou derniere volonté, deduit ſur le tout les debtes & frais funeraux. Orleans Art.298. Calais Art. 85. Orleans Art.274.

Entre nobles, pour les maſles moitié en terre, & moitié en argent: & les filles en argent ſeulement. Bourdeaux Art.76.

Et ſ'il n'y a que filles. Idem.

Eſt de la tierce partie ou de la moitié ſelõ le nombre. Duché de Bourg Chap.7. Article 2 & 3.

Quand eſt deue à la mere. Acs Titre 2. Article 25.

Eſt deue au pere, mere ou autres aſcendans des biens de leurs enfans, decedans ſans hoirs de leurs corps. Bordeaux Art.64.

Se peut laiſſer ſur vne certaine choſe. Bourbonnois Art 216.

Les noms & titres des dignitez & edifices de Fiefs nobles, ne ſont comprins en la legitime. Bourdeaux Art.76.

Choſes donnees ſont hypothequees à la legitime du iour de la Donation. Vallois Art. 133.

Lengaieur, lengayer les porcs. Dunois Art. 90.

Pour cognoiſtre ſ'ils ſont meſeaux ou ladre.

Lettres perpetuelles comme ſ'entendent. Bourb. Art.78. non perpetuelles. Auuergne Chap. 2 Art 9. La Marche Art.37. en ferme ſont preuue. Cambray Tit 5. Art.6.

Lettres de mixtion quãd deux terres ſont aſſiſes en deux Vicomtez Royales. Normandie Art.4.

Leuage pour Peage ou Couſtume qui appartient au S. Iuſticier pour les denrees qui ont ſeiourné viii. iours naturels en ſon fief, & y ont eſté vendues & tranſportees en autre main. Aniou Art.9.10.30. Le Maine Art. 10 11 & 35.

Leuer la main d'vn heritage ſaiſi. Montarg. Chap.1. Art.20. Chaſteau neuf Art.33.

Lez & coſté. S. Paul. Art. 36. & 41. Artois Art.105. & 119. Lille Art.83. La Salle de Lille Tit.11. Art.1. Aniou Art. 133.

Vaut autant que Eſtoc & ligne, ligne & coſté.

Lez. Boull. Art.172. & 174. pour le coſté quand il eſt queſtiõ des fins & limites d'vn heritage. Le Clerc & libellance du Bailliage ou de la Iuſti. Côté de Bourg. Art.64 pour le Greffier. Cõmiſſion & exploicts libellez

Niuern. Chap. 31. Art.2. Montarg Chap.19. Art. 3. Berry Tit.20. Art 2. Oppoſition libellee ou generale. Bretag. Art. 278. Libeller ſa demande ou autre choſe. Bretag Art. 338. & 686.

Libelle peut eſtre augmenté à la premiere aſſignation quand les adiournemẽs ſont libellez: & dedans la ſeconde aſſignation, ſ'ils ne ſont libellez. Auuerg. Chap. 2. Ar. 10.

Les parties peuuent alterer & changer leurs demandes, defenſes & concluſions, demourant l'action en ſa nature, ſ'il n'y a conteſtation. Tournay Tit. 26. Art. 2.

Demãdeur apres cõcluſions prinſes & cõteſtatiõ, ne les peut amplier ou chãger, mais reſtraindre. Lille Ar. 138. La Sal. T. 25. Ar. 15.

Demande doit eſtre claire. Lille Art. 143. La Salle de Lille Tit. 25. Art. 4.

Qui defaut de qualité ou narre de fauſſe cauſe, il dechet. Lille Art. 137. La Salle de Lille Tit. 25. Art. 3.

Lien de mariage. Clermont Art. 182. Vallois Art 98. Bolong. Art. 12. Eſtãpes Art. 10.

Femme Liee de mary. Chauny Art. 1. 48. & 57. Lille Art. 29. 55. & 56.

Eſtre Lié de mariage. Artois Art. 154.

Lien de Seruitude. Meaux Art. 2.

Lieuë de Moulin combien doit contenir. Tours Art. 13 Lodunois Chap. 1. Art. 9. Aniou Art. 23. Le Maine Art. 23.

Lieutenant general & particulier & autres Officiers, doiuent reſidence ſur les lieux Senlis Art 12.

Lieutenãt particulier en abſence du Lieutenant general, a pareille preeminẽce & auctorité, que le general. Senlis Art. 12.

Fief eſt tenu a plain Lige. S. Pol Art. 10. pour Fief tenu en plain Hommage.

Hõmage Lige. Tours Art. 111. & 361. Lodunois Ch. 36. Art. 11. & 12. Bretag. Art. 33.

Hommage Lige ou plein. Poictou Art. 53. 99. 108. 113. 133. 134. 142. 143. 147. 148. Angoumois Art. 20. pour plein proche & ample.

V. Hommage.

Seigneur Lige & prochain ou proche. Bretagne Article. 52. 329. 330. 331. 334. 343. 379.

Tenir Ligement. Poictou Art. 167.

Tenue Lige ou à ligence. Bretagne Art. 329 330 & 332.

Lige Eſtage. Aniou Art. 134 174. Le Maine Art. 144. & 194.

Garde Lige. Aniou Art. 174. Le Maine Art. 194. V. Garde.

Ligence. Aniou Art. 135. & 136. Le Maine Art. 145. 146. & 147. Bretag. Art. 329. 330 331. & 332. Qui eſt deue par les Vaſſaux perſonnellement au Chaſtel de leur Seign. en temps de guerre, & ſ'ils n'ont maiſon, au lieu, où ils doiuẽt leurs Eſtages le Seigneur les en doit fournir.

Lige ſouche & fourchage. Montarg. Ch. 16. Art. 1 & 4. Dunois Art. 80. Lignage & branchage. Sens Art. 41. Lignage & branchage. Auxerre Ar. 69. Heritage ancien de la ligne & eſtre du vendeur. Niuern. Chap. 31. Ar. 1. Venu d'eſtoc, ſouche & ligne Orleans Ar. 380. Du coſté, eſtoc & fourchage. Blois Art. 193. Ligne lignager, lignage. Meaux Ar. 67. & 83. Eſtãp. Art 29. Dourdã Ar. 116. 117. 131. Lignager ayãt retiré le Fief vẽdu ſur le S. F. eſt tenu de payer au S. F. les droicts de Quint auãt qu'il ſoit receu en foy & hõmag. Par. Art. 22. Melun Ar. 72. Dourdan Art. 38. Montfort Chap. 1. Art. 17. Senlis Art. 234. Peronne Art. 257. Reims Art. 95. Tours Art. 165. Normandie Art. 183. Mante Art. 17. Bourbonnois Art. 46. Lodunois Chap. 15. Art. 9.

Source : BIU Cujas

Eſt tenu payer les ventes & honneurs. Tours Art. 165.

Lignager eſt preferé au S.F. Meaux Art. 170. Melun Art. 191. Sens Art. 186. Auxerre Art. 49. Bar Art. 147. Clermont Art. 91. Troyes Art. 27. Vitry Artic. 38. Laon Art. 259. Monſtreul Artic. 35. Boullenois Art. 139. Niuernois Chap. 4. Art. 37. Tours Art. 112. Aniou Art. 347. Le Maine Art. 359. Chaſteauneuf Art. 76. Chartres Art. 66. Angoumois Art. 18.

Au S. F. ou Cenſuel. Senlis Article 237.

En y venant dedans l'an & iour de la reſtitution. Chalons Art. 258. Ribemont Art. 2. Peronne Art. 257

Lignager ſur lignager n'a point de retenue Bourbonnois Art. 439. Auuergne Chap. 13. Art. 21. La Marche Art 271.

V. Retraict lignager

Par lignes c'eſt à dire per ſtirpes. Sens Article 88.

Double ligne n'eſt conſiderable en heritages patrimoniaux: ains ſeulement en meubles, catheux, debtes & acqueſts. Artois Art 105.

A lieu ſelon Droict eſcrit. Comté de Bourg. Art. 46.

Duplicité de lieu. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 55.

Meubles, catheux, debtes & acqueſts ne tiennent coſte ne ligne. Artois Art. 105.

Heritages patrimoniaux cottiers ne tiénent coſte ne ligne. Bappalmes Tit. 1. Article dix.

Auoir & tenir Littres en ſes armes & timbres. Tours Art. 60. Lodunois Chap. 5. Art. 2.

Mettre Littres ne Armoiries. Tours Ar. 60 Lodunois Chap. 5. Art. 2.

Liurement de fuſt & terre c'eſt le ſigne de la deſpouille de la choſe feudale és main du Seigneur Soie Tit. 10. Art. 4. & 5. Tit. 18. Art. 3.

Locataire pour celuy qui prend à louage Bourdeaux Art. 38. & 39. Sedan Art. 272. & 274.

Ou locatif. Berry Tit. 4. Art. 5. Titre 9. Art. 35.

Locatifs des maiſons des villes Royales de Berry ne ſont tenus payer la rente ne cõtinuer, ſinon iuſques à la concurrence des loyers. Berry Tit. 9. Art. 35.

Locataire pour locateur. Clermont en Auuergne Art.

Lods, ventes, ſaiſines, deſſaiſines & amẽdes. Meaux Art. 87. 109. 195 & 210. Chaumont Art. 57. & 60. Chalons Art. 123. & 126. Ponthieu Art 111.

Lods & ventes Melun Art. 10. Sens Art. 226. Niuernois Chap. 4. Artic. 58. & 70. Auxerre Art. 21. 83. 85 Montargis Chap. 2. Art. 4. Lodunois Chap. 1. Art. 29. Ch. 17. Art. 4 Romorantin Artic. 5. Soeſmes Art. 3. Molins Art. 1. Bourbonnois Artic. 392. La Marche Artic. 4. 114. 150. 151. & 152. Bourdeaux Art. 95 Berry Tit. 6. Art. 1. & 4 Tit. 12. Art. 7. Tit. 13. Artic. 2. Acs Tit. 9. Art. 22. 30. & 42. S. Seuer Tit. 5. Art. 10. Bretagne Art. 244. 281. 306. Dourdan Art. 50.

Lods ou ventes. Sens Art. 21. Acs Tit. 9. Art. 18. & 35.

Lods ventes & honneurs. Bayonne Tit. 8 Art. 9.

Lods, ventes & accordemens de quatre ſols tournois. Montargis Chap. 2. Article quarante quatre.

Ventes, lodes. Bretagne Art. 317.

Lods & ventes ne ne ſont qu'vn meſme droict. Eſtampes Art. 48. Mante Art. 46.

Acheteur doit le droict de ventes & le vendeur le droict de lods: & chacun d'eux vingt deniers. Melun Artic. 115.

Peut retenir par deuers luy le droict de lots & le payer. Melun Art. 112.

Lods & ventes ſont deuz quand vn heritage Cenſuel eſt baillé à rente perpetuelle. Montargis Chap. 2. Art. 10. & 45. Orleans Art. 108.

A rente rachetable ſous faculté de remeré des l'heure de la prinſe & non à l'heure du rachat. Montargis Chap. 23. & 46. Orleãs Art. 109.

Quand la rente eſt vendue à autre que au preneur, ſes heritiers ou aians cauſe, Seigneurs & poſſeſſeurs dudit heritage. Orleans Art. 109.

De pluſieurs acquiſitions ou rachats. Niuernois Chap. 5. Art. 3.

Ou retenue, quand rente eſt vendue ſur heritages tenus en Cenſiue. Niuernois Ch. 5. Artic. 23.

Et amendes pour bail à rente ou conſtitution d'icelle. Montargis Chap. 2. Art. 51.

Du double de la rente en aucũs lieux. Acs Tit. 9. Art. 22.

Se doiuent payer dans xl. iours. Bourbonnois Art. 394.

Se payent au vin denier par l'acheteur au S. foncier & non à autre. Bourdeaux Article 95.

Au vi. den. qui eſt trois ſols 4 deniers pour liure ou au tiers en montant autres au quart autres au douze, ſelon les vſages, ſ'il n'y a titre particulier commune vſance ou preſcription au vi. den. pour le ſimple du pris Bourbonnois Art. 394.

N'excedent xx. den. pour liure. La Marche Art. 152.

S'il n'y a titre paction ou conuention au contraire. Eſtampes Art. 48. Niuernois Ch. 5. Art. 2. Sens Art. 21. & 226.

Sauf à Bleneau, où il y a deux ſols vi. den. pour liure. Niuernois Chapitre 5. Article 49.

Sont de deux ſols pour tout le contract & les ventes de xx. pour chacune liure. Auxerre Art. 20.

Sont de xvi. den. Pariſis. Dourdan Article 45.

De trois ſols 4. den. pour liure du pris qu'ils ſont vendus ou autrement trãſportez par contract equipollent à vente ou ſubhaſtez par Iuſtice. Troyes Art. 54.

Ne peuuent exceder vn gros Barrois. Bar Artic. 52.

Le vingtain du pris accordé payé par le vendeur. Acs Tit. 9. Art. 19.

Hors la ville marché & fauxbourgs & quatre villages, xx. den. pour franc. Meaux L. Artic. 1. Colommiers Article premier Creey Article premier Choiſi Artic. 1. Resbets Art. 1. xx. den. par le vendeur, & x. deniers par l'acheteur pour lods & ventes. Resbets Art. 1.

Le vendeur x. deniers & l'acheteur x. den. Resbets Art. 3.

Autant que la choſe vendue vaut de rẽte par an. Acs Tit. 9. Art. 17.

Sont deues en rente conſtituee à perpetuité ſans rachat. Meaux Art. 185.

De deux ſols tourn. quand l'heritage eſt baillé à planter, meliorer ou edifier à moitié &c. & non ventes. Auxerre Art. 87.

Du vi. den. en cas de vendition ou donation. Heſdin Tit. 2. Art. 18.

A cauſe de Cenſe ſeulement: ſ'il n'y a titre ou poſſeſſion. Bar Art. 154.

En heritage tranſporté & baillé à rente & à rachat, mais non du rachat. Sens Artic. 230. Troyes Art. 75.

Au S. Cenſier quand le haut Iuſticier vẽd vn heritage vacant hors de ſa Cenſiue, à la charge de ſa Cenſiue. Sens Art. 243 Auxerre Art. 95. Troyes Art. 77.

En eſchange quand il y a ſoulte ou d'autre choſe. Montereau Art. 10. Melun Art. 120. Sens Art. 228. Auxerre Art. 85. Bar Art. 55. Eſtampes Art. 58. Montfort Artic. 57. Vallois Art. 15. Troyes Artic. 55. Laon Art. 139. Reims Art. 152. Chaumont Art. 59. Peronne Art. 87. & 90. Duché de Bourg. Chap. 11. Art. 7.

Quand l'heritage eſt vendu par le preneur à la charge de la rente rachetable ou perpetuelle, &c. Sens Art. 231. & 232. Auxerre Art. 89 Troyes Art. 76.

Pour heritage vendu à faculté de rachat à touſiours ou à temps. Melun Art. 23. A certain temps. Sens Art. 236. Auxerre Art. 99. Eſtampes Art. 52. Chalons Art. 129.

Se payent par moitié par le vendeur & acheteur, ſ'il n'eſt dit francs deniers. Meaux Art. 199. Prouins Art. 2. Montereau Art 9. Sens Art. 226. Troyes Art. 54. & 55.

Par l'acheteur ſeul. Reims Art. 155.

Lods & ventes & retenue ont lieu és cas eſquels Quint & Requint ont lieu en matiere Feodale. Niuernois Chap. 5. Art. 7.

N'ont lieu à Langres: és terres & Seigneuries particulieres aians titre ou poſſeſſion. Langres Art. 4.

Ont lieu ſeulement en aucuns lieux. Sens Artic. 21.

Doiuent eſtre depriees ou payees dans quinzaine apres l'acquiſition. Sens Artic. 10. & 226 dans huictaine. Dreux Art. 36 Melũ Art. 139. dans neuf iours. Menetou Art. 2.

Payees trois mois apres le depry & notification. Mante Art. 46.

Ne ſont deuz pour vente de rente perpetuelle ou à remeré ſon heritage: ſinon que ce fut ſur heritages particulier par Iuſtice ou les parties. Montargis Chap. 2. Art. 25. Orleans Art. 111

En rente conſtituee à temps ſans rachat. Meaux Artic. 185. perpetuelle ou à temps ſans rachat. Sens Art. 232. Auxerre Art. 89.

Pour heritages baillez à rente perpetuelle ou à rachat, ſi la rente n'eſt rachetee. Meaux Artic. 188.

De la derniere vendition quand l'acheteur n'a paye & ſe deporte le vendeur dedans l'an ains de la premiere. Montargis Chap. 2. Art. 26. Orleans Art. 112.

Si l'heritage eſt dedans la ville, marché & fauxbourgs, ſ'ils ne portent fruicts & és 4. villages de la Preuoſté de Meaux, encores qu'ils portent fruicts. Meaux L. Art. 2.

Pour eſchange faict but à but ſans ſoulte ou bourſe deſſier. Meaux Art. 109. Melun 120. Sens Art. 228. Auxerre Art. 85. Bar Art. 55. Eſtampes Art. 58. Montfort Artic. 52. Mante Art. 53. Vallois Art. 15. Troyes Art. 55. Chaumont Article 59. Duché de Bourg. Chap. 1. Art. 7. Reims Artic. 151. Laon Art. 130. Comté de Bourg. Art. 63.

Fors de deux ſols tournois pour vne fois Auxerre Art. 85.

Pour heritage baillé à titre d'emphytheoſe à touſiours. Meaux Art. 210.

Pour conſtitution de rente ou rachat d'icelle. Sens Art. 123. Auxerre Art. 120.

Pour heritage tenu à Cens baillé à rente rachetable à temps ou à touſiours: ſinon quand elle ſera rachetee. Melun Art. 122. Auxerre Art. 88.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Pour rente conſtituee a pris d'argent, ſoit generalement ou ſpecialement. Melun Art. 124. Montfort Art. 55. Eſtampes Artic. 51. Dourdan Art 50.

Pour delaiſſement fait ſans bourſe deſlier d'vn heritage chargé de rente au profit du S. rentier. Auxerre Art. 94.

Pour ſoulte de deniers en partage faict entre coheritiers. Melun Art. 126.

Donation faicte par amour & affection Sens Art. 229. Eſtampes Art. 54. Chaumõt Art. 61.

Fors qu'il eſt deu lods de deux ſols ſeulement. Auxerre Art. 86.

Quand les contrahens ſe deportent de leur conſentement du marché ſur le lieu, & que les lettres ne ſont paſſees. Sens Article 234. Dedans 24. heures, encores que les lettres ayent eſté paſſees. Auxerre Art. 90.

Pour contract verbal quand ils ſe departent dans la quinzaine.

Quand ils ſe departent dans 24. heures apres le marché ſans profit. Vallois Artic. 22. dans huict iours. Laon Art. 138. Reims Artic. 157.

Si le rachat ſe faict dans le temps Sens Ar. 236. Auxerre Art. 99. Eſtampes Artic. 52. Chalons Art. 129.

Pour heritages baillez à rente perpetuelle ou à rachat, ſi la rente n'eſt rachetee. Meaux Art. 188.

V. Ventes.

Logres ou gain nuptial ne git en reſtitution. La Marche Art. 308.

Los pour gré & volonté: auoir ſon los & chois. Vallois Art. 14. Lot & portion. Melun Art. 134.

Lot & lotte. Bretagne Art. 309. 456. 591 & 699.

Lots & partages. Reims Art. 250. Ribemont Art. 101. Niuernois Chap. 25. Art. 1. Acs Tit. 3. Art. 10.

En matiere de partage autrement que par ſucceſſion, celuy qui demande partage, fera les lots, & l'autre choiſit: & ſils ne peuuẽt conuenir, ſorte dirimendum S. Seuer Tit. 4. Art. 12. & 3. Acs Tit. 3. Art. 10. Aniou Art. 281. Le Maine Art. 298.

Qui demande partage, faict les lots. Niuernois Chap. 25. Art 1.

Le demandeur faict les lots, & les autres choiſiſſent. La Marche Art. 223.

Et le plus ieune choiſit. Bordeaux Ar. 78.

Les puiſnez nobles font les lots, & l'aiſné choiſit. Grand Perche Art. 161. Normandie Art. 336. 337. & 338. Et en autre ſucceſſion le plus ieune, & l'aiſné choiſit, & apres l'aiſné les puiſnez. Grand Perche Art. 162.

Lots faicts par l'aiſné & les moins nez choiſiſſent ſelon leur aage ſi autrement ils ne s'accordent. La Marche Art. 222. entre couſtumiers. Aniou Art. 279. Le Maine Art. 295. Maiſné Boutilliere Art. 4.

Seront communiquez aux parties, & apres iettez au Sort. Berry Tit. 20. Art. 10.

Lot ou lottie pour la part de l'vn des coheritiers ou communs en biens. Aniou Ar. 277. 279. 281 & 433. Le Maine Art 293. 295. 296. 298. & 48. Grand Perche Art. 150. 161. 162. Bourdeaux Art. 78. Peronne Art. 158. Amiens Art. 117. & 118. Bretagne Art. 297. 437. 570. & 638.

Heritage portant lots pour directe Seigneurie, droict de retenue, & amende. Cõté de Bourg. Art. 62.

Lots & amende. Peronne Art. 91.

Droict de lots & retenue. Sedan Art. 236.

Lots & gects de biens en faict de partage. Berry Tit. 20. Art. 10.

Loyer pour le pris du louage des maiſons & heritages. Niuernois Chap. 32 Art. 11. & 16. Montargis Chap. 18. Art. 1. 3. & 5. Bourbonnois Art. 117. Dunois Art. 63. 88. 91. & 92. Poictou Art. 159. Sedan Art. 214. 271. 274. & 276. Berry Tit. 9. Art. 21.

Loyer ſe prend auſſi pour le pris du louage & adcenſes des maiſons ruſtiques ou pour le ſalaire des ſeruiteurs. Tours Art. 211. Sedan Art. 315. Bretagne Art. 183 229. 292. & 625.

Loyers & ſalaires de ſeruiteurs priuilegiez pour l'annee à toute hypotheque. Lille Ar. 113. La Salle de Lille Tit. 22. Artic. 9.

Louage, louager. Aniou Artic. 504 Le Maine Artic. 500. Blois 258. & 265. Berry Tit. 9. Art. 36. & 37.

Louager pour le conducteur d'vne maiſon Boullenois Art. 61. & 127. Bolongne Art. 11. Lille Art. 186. Tours Art. 226. Bourbonnois Art. 119.

Louages de maiſons & rentes ſe payent à quatre termes: ſ'il n'y a conuention au contraire. Melun Art. 185. Sens Art. 257. Vallois Art. 18. Cambray Tit. 19. Art 2.

Pardela les 4 ponts. Lille Art. 189. Bourbonnois Art. 37.

A deux termes, ſ'il n'y a, &c. Auxerre Ar. 14. endedans les ponts. Lille Art. 189.

De trois mois en trois mois. Dourdan Ar. 143. Vallois Art. 180.

Commancent à la Sainct Remy. Reims Articl. 390.

De tonnes ou tõneaux pour mettre citres comme ſe fait pour deux ans entiers. Bayõne Tit. 7. Art. 12, 13 14. 15. & 16. La Bourt Tit. 7. Art. 8. 9. 10. 12. & 13. Sole Titre 22. Art. 9. & 10.

Des beſtes pour cheuaucher, & à quel peril, ſi elles ſ'affollent. Bayonne Tit. 7. Art. 17. & 18. La Bourt Tit. 7. Art. 11. 12. & 14. Sole Tit 2. Art. 12. 13. & 14.

Des marchandiſes venales en temps de Foires ſe payeront ſelon la conuention. Bayonne Tit. 7. Art. 22. & 23.

Ou arreſt de vaiſſeaux pour mettre citre Bayonne Tit. 7. Art. 16. La Bourt Art. 9. Sole Tit. 22. Art. 10.

Debte deue à cauſe de louage de maiſon eſt priuilegiee ſur les meubles eſtans en icelle. Melun Art. 180. Mante Art. 92. à non priuilegiez. Vallois Artic. 151. 182. Berry Tit. 9. Art. 39. Sedan Art. 275. & 276. Armentieres Art. 8. L'Alleue Tit. 2. Art. 20. & 21. Lannoy Art. 4.

A la femme pour ſon Douaire & à tous creanciers. S. Seuer L. Tit. 3. Art. 4.

Pour vne annee courant. Lille Art. 114.

S'il n'a pris depuis le terme nouuelle obligation. Aniou Art. 504. Le Maine Ar. 500.

De moiſon ou penſion de meſtairie. Dunois Art. 86.

D'heritages baillez à titre de ferme d'argent, moiſons de grains ou autrement, eſt priuilegiee ſur les fruicts & reuenus deſdits heritages. Melun Art. 181.

Encores qu'on y vint par deſcõfiture. Mãte Art. 93.

De trois, ſix ou neuf ans ſe peut faire ſans fraude & ſans y appeller le S. dont ils ſont tenus. Boullenois Art. 118.

Conducteur ne peut eſtre mis hors de la maiſon louée auant le terme: ſinon en certains cas. Bayonne Tit. 7. Art. 1 2. 3. & 4. La Bourt Tit. 7. Art. 1. 2. 3. & 4. Sole Titre 22. Art. 1. 2. 3. & 4.

Sera contraint de vuider par Iuſtice viii. iours apres le louage finy, & ne ſera receu à alleguer prolongations, s'il n'en faict apparoir par eſcrit. Melun Art. 186.

A huict iours pour vuider apres le louage finy. Melun Art. 186. La Bourt Tit. 7. Art. 5. Sole Tit. 22. Art. 5.

Doit denoncer trois au parauant que ſortir. Cambray Tit. 19. Art. 2. Bar Art. 202.

Six mois auant le bail finy. S. Flour Ar. 2.

Quinze iours auant le terme finy & rendre les clefs à la fin. Auxerre Art. 149.

Ou Cenſier doit iouyr trois ans, ſ'il a labouré & enſemencee les terres & comment Lille Art. 115. La Salle de Lille Tit. 16. Ar. 1.

Quand eſt cenſé auoir reprins à louage ſ'il ne faict apparoir du contraire. Lille Ar. 196. La Bourt Tit. 7. Art. 5. & 6. Sole Titre 22 Art. 5. & 6.

Pour vn an. Bourbonnois Art. 124. S. Flour Art. 2. & 3. Orillac Art. 1. Clermont Art. 1. Bourdeaux Art. 38.

Peut s'en aller le terme du louage finy, & le locateur rehtier. Tournay Tit. 20. Art. 7. & 8.

D'heritage à loyer, iouyſſant viii. iours apres le terme finy, ſans ſommage tenu de paracheuer l'annee. Montargis Chap. 18. Art. 5. Orleans Art. 420.

Comme continue le premier marché, s'il n'eſt denoncé dedans trois mois parauant Senlis Art. 258. Auxerre Art. 149. Chalons Article deux cens ſeptante quatre Cambray Titre dixneuf Art. premier & 2. Bar Art. 202.

Sans terme ou apres le terme finy ne doit vuider ou s'en aller, ſinon trois mois apres commandement fait par auctorité de Iuſtice Cambray Tit. 19. Art. 1. & 2.

Peut eſtre mis hors s'il ne paye l'annee & gage la ſubſequente, ou baille pleges ou gages. Sens Art. 251. Auxerre Art. 135. Bar Art. 199.

De neuf ans quelles deſpouilles doit auoir La Salle de Lille Tit. 16. Art. 5.

Aiant faict faire edifice ſur le lieu donné à louage, l'heritier les peut retenir en payant les deniers. Lille Art. 191. La Salle de Lille Tit. 16. Art. 14.

Peut deduire & rabbatre ſur les louages, les reparations neceſſaires faictes & à faire pourueu qu'il y ait denonciation & refus. Sens Art. 661. Auxerre Art. 152. Bar Art. 195. Lille Art. 191. La Salle de Lille Tit. 16. Artic. 10.

Vſer de retention pour les reparations, apres ſommation faite. Troyes Ar. 202. Berry Tit. 9. Art. 40. & 42. Bourbonnois Chap. 13. Art. 120.

Tenu des menues reparations. Dourdan Artic. 143.

N'eſt tenu bailler pleges ou caution, s'il n'y a conuention. Sens Art. 251. Auxerre Art. 135. Bar Art. 199.

Ou meſtayers maluerſans peuuent eſtre expulſez. Montargis Chap. 18. Art. 9.

Ou Seigneur de maiſon peut apres le terme finy mettre hors le conducteur. S. Seuer L. Tit. 3. Art. 10.

Locateur peut contraindre le conducteur à garnir de meubles exploictables & ſuffiſans pour la ſeureté du louage. Laon Artic. 275. Lille Art. 191.

En quel cas perd ſon louage ou non. Acs Tit. 7. Art. 3.

En trois cas apres ſommation. Acs Tit. 7. Art. 1. 2. & 3.

Peut faire ſortir le conducteur à faute de garnir la maiſon de meubles. Laon Art. 275. Chalons Art. 272. Blois Art. 265. Calais Ar. 236. Pour deux termes. Orleans Art. 417. Dunois Art. 88. Lille Art. 197. pour vne annee. Berry Tit. 9. Art. 41.

Source : BIU Cujas

Quand il ceſſe de payer pour vn an. Berry Tit. 9. Art. 41.

Louager ou Cenſier ne peut vendre les deſpouilles eſtans en verd ou autremẽt ſans la charge de la Cenſe. Tournay Tit. 20. Ar. 14. Bailler à louage à vn autre. Lille Artic. 187. Tournay Tit. 20. Artic. 9. Cambray Tit. 19. Art. 3. Bourbonnois Artic. 123 Bayõne Tit. 7 Art. 11.

Peut emporter les ouurages par luy faits ſi l'heritier ne les prend. Lille Artic. 192.

N'eſt tenu partir de ſa maiſon que ſes interests ne ſoient payez. Lille Art. 198.

Euincé du louage a ſon recours contre le bailleur. Sedan Art. 272.

Locataire peut quitter la maiſon en tẽps de peſte en payant, &c. Bourdeaux Ar. 39.

Locateur tenu aux dommages & interests enuers le conducteur, à faute de le faire iouyr. Clermont Ar. 247.

Conducteur s'en allant ſans cauſe auant le terme, ou retenant les clefs apres le terme tenu du louage & pour quel temps. Acs Tit. 7. Art. 4.

Comme ne doit ſortir ne vuider, s'il ne luy plaiſt. Tournay Tit. 20. Art. 1.

Comme doit debattre la vente faicte ſans charge de louage. Tournay Tit. 20. Art. 2. & 3. Et comme il peut debattre la vente. Tournay Tit. 20. Art. 2. 3. & 5.

Ou preneur d'heritage à vie ou temps doiuent vſer comme bon pere de famille: & ne peuuent demolir les Bois de haute fuſtaye, arbres fruictiers, arbres anciens nõ eſtans couppez ou arbres eſtans pour la decoration. Dunois Art. 78.

Ou meſtayers maluerſans és meſtairies ſont expulſez apres congnoiſſance de cauſe Berry Tit. 9. Art. 48.

Ayant plus de la moitié en vne maiſon, a option d'y demourer pour iuſte pris. Cambray Tit. 19. Art. 4.

S. de la choſe n'eſt tenu apres le louage finy, la louer au precedent conducteur. Bourdeaux Art. 41. en quel cas peut aller demourer en la maiſon louee. Tournay Tit. 20. Art. 6.

Celuy qui a plus ancien louage ou Cenſe, eſt preferé. La Salle de Lille Tit. 16. Art. 11. Lille Art. 199.

Second conducteur obligé enuers le Seigneur comme le premier. S. Seuer Titre 3. Article 9.

Biens touuez en maiſon louee appartenans au louager, ſont affectez au louage. Tournay Tit. 20. Art. 15. tacitement obligez. Cambray Tit. 25. Art. 8.

Locataire preferé aux meubles pour ſon louage ſur les deniers, &c. Laon Art. 274. Chalons Artic. 271. Reims Art. 387. Amiẽs Art. 156. Bourbonnois Art. 225.

Cenſier quel bois doit couppper en ſa Cẽſe. La Salle de Lille Tit. 16. Art. 6.

Peut faire fin de Cenſe par pauureté & inſoluence, en payant les arrerages & le ſignifiant à l'heritier. La Salle de Lille Titre 16. Art. 8.

Ne peut froiſſer ne deſfroyer les terres de labeur, ſans le conſentement de l'heritier. La Salle de Lille Tit. 16. Art. 7.

Maiſons de la ville de Bourges ſuiettes à rente ſeront baillees à louage par les Iuges ordinaires ou par les Maires & Eſcheuins. Berry Tit. 9. Art. 36.

Conducteur peut eſtre contraint par le locateur à reparer le dommage par luy fait en la maiſon qu'il tient à louage. S. Seuer L. Tit. 3. Art. 5.

Ne fera aucunes reparations: ſinon les neceſſaires, apres requiſition faicte au locateur. S. Seuer L. Tit. 3. Art. 6. Bayonne Tit. 7. Art. 10. La Bourt Tit. 7. Art. 7. Sole Tit. 22. Art. 7.

Peut oſter les reparations ſans endommager la maiſon, ſinon que le S. les vueille retenir S. Seuer L. Tit. 3. Art. 8.

Beſtes de labeur louees à certain pris ne peuuent eſtre oſtees au conducteur auant le temps, & ne les peut laiſſer auant le terme. Acs Tit. 7. Art. 7. & 8.

Conducteur ou prenant à louage tenu garnir la maiſon de biens exploictables: & ſ'il la degarnit peut eſtre contraint par Iuſtice à rapporter iceux en la maiſon. Melun Art. 279. Senlis Art. 287.

Peut vſer de tels droicts ſur les Sublocatifs, que le Maiſtre d'icelle contre luy. Niuernois Chap. 31. Artic. 18. Bourbonnois Art. 121. Orleans Art. 414. Berry Titre 9. Article 42.

Pour ſeureté des annees dernieres. Orleans Art. 415. & 416.

Pour les termes eſcheus & deuz Lille Ar. 116. & 215.

Le Seigneur de la maiſon peut faire arreſter les meubles du conducteur en quelque lieu qu'ils ſoient. Melun Art. 179. Mante Art. 92. Dunois Art. 93. Niuernois Chap. 32. Art. 17. Montargis Chap. 13. Artic. 4. Orleans Art. 415. Cambray Tit. 25. Art. 8.

S'ils n'ont eſté vendus. Laon Art. 274. Chalons Art. 271. Reims Art. 387. Amiens Art. 156. Bourbonnois Art. 118.

S'ils n'ont eſté vendus par auctorité de Iuſtice ou autrement. Mante Art. 92.

Et ſeront contraints de les reſtablir à double valeur du louage. Bayonne Tit. 7. Art. 7. & 8.

Executer le conducteur & luy faire garnir la main de biens pour le deu. Senlis Art. 287. Vallois Art. 181. Niuernois Chapitre 32. Art. 16.

Le louager pour le temps de ſa detention Bolongne Art. 11.

Auec auctorité de Iuſtice pour les loyers d'vn an ſur les meubles. Laon Artic. 274. Chalons Art. 271. Reims Art. 387. Amiens Art. 156. & 157.

Proceder par Arreſt & Saiſie pour moiſon de terre ſur les meubles eſtans en icelle ores que le contract ne ſoit par eſcrit. Eſtãpes Art. 150.

Faire ſaiſir les fruicts tant pour la ſeureté de ſon deu, que de la moiſon de l'annee eſcheue ſans le tranſporter ailleurs. Melun Artic. 184.

D'Arreſt & tranſport de leurs biens, ores qu'ils ſoient Cleres & d'Egliſe. Sens Artic. 22. Auxerre Art. 153.

Prendre les biens des ſublocatifs pour le loyer & charges du bail, qui leur ſeront rendus en payant le loyer de leur occupatiõ Paris Art. 162. Calais Artic. 235. Orleans Article 408.

Les biens de ſon fermier louager eſtans ſur le lieu, tant en maiſon de ville, que champeſtre & retenir les fruicts. Bolongne Article 61.

Prendre & retenir ſans auctorité de Iuſtice les biens de ſon louager. Aniou Art. 503. Le Maine Art. 509.

Peut gager ſans Sergent ou homme de Iuſtice, ſi le conducteur le tranſporte, en le denonçant à Iuſtice. Senlis Art. 288.

Par auctorité de Iuſtice faire prendre les biens eſtans en la maiſon louee. Bar Artic. 196. Bar Tit. 7. Art. 7.

Par commiſſion du Iuge faire ſaiſir les biens eſtans eſdites maiſons ou terres pour les arrerages de la location. Melun Ar. 383.

Peut ſe faire aſſeurer à ſes deſpens en faiſant mettre la main de Iuſtice ſur les biens eſtans en ſa maiſon, &c. Tournay Tit. 20. Art. 11. & 13.

Louandier. Acs Tit. 11. Art. 31.

Louandiers. Auuergne Chap. 19. Art. 4.

Pour fermier ou louager.

Paſſer à la loy, venir à la loy. Ponthieu Article 86.

Ville de loy. Boullenois Art. 13. & 99.

La loy de ville. Lille Art. 30. 31. 52. 98. 106. & 125.

Loy priuilegiee de la ville. Amiens L. Article 29.

La loy du Vicomte de la ville. Boullenois Artic. 180.

Loy & Bourgage. Vimeu Art. 1.

Gens de la loy pour les Officiers. Cambray Tit. 5. Art. 1.

Groſſes ou petites loix. Tournay Titre 8. Article 7.

Oeuure de loy par deshéritance. Tournay Tit. 10. Art. 20.

Amende de loy. Aniou Art. 15. 153. 163. 165. 167. 172. 178. 180. 185. 470. Le Maine Art. 15. 168. 170. 171. 180. 186. 188. 191. 196. 198. 203. & 473. Lille Art. 231.

Loy de vii. ſols vi. den. pour l'amende de Iuſtice ordinaire. Lodunois Chapitre 37. Article 5.

La loy d'amendes. Aniou Art. 2. 50. 146. 150. Le Maine Art. 58. 16. 163. & 182.

Les loix & amendes. Aniou Artic. 3. Le Maine Art. 6.

La loy ou amende. Acs Tit. 9. S. Seuer Tit. 8. Art. 8. & Tit. 18. S. Seuer L. Tit. 1. Article 16.

La loy de xiii. ſols vi. den. S. Seuer Tit. 1. Art. 16. & 17.

Loy de grand ſix ſols, loy de petit ſix ſols La Bourt Tit. 6. Art. 6. La Bourt Titre 14. Art. 5. 10. 11. & 22.

Par action de loy apparoiſſant on eſt tenu dans xl. ans a demander eſtre declaré proprietaire de ſon heritage ou qui a appartenu à ſes predeceſſeurs. Normandie Art. 60.

Bailly Royal & Haut Iuſticier ont congnoiſſance de loy apparoiſſant. Normandie Art. 61.

En loy apparoiſſant le defendeur demoure ſaiſi, ſauf la queſtion des fruicts, ſ'il decheoit. Normandie Art. 62.

Luminiers qui ſont eſleus par les habitans pour Procureurs & Fabriciens. Auuergne Chap. 21. Art. 12.

Luminiersou Iurez ont les adminiſtratiõs des affaires communs des lieux villages ou Parroiſſes. Auuergne Chap. 2. Art. 7.

M

Macquerelles pour la premiere fois fuſtigees, & bannies: & pour la ſeconde condamnez à mort. Bayonne Tit. 25. Art 3. & 4.

Mettre la main au baſton. Artois Ar. 136. S. Simon & Raiſe. Art. 3.

Pour le Veueſt, Deueſt, Saiſine ou Deſſaiſine.

Main du Roy. Berry Tit. 5. Art. 27. Ponthieu Art. 120.

Main de Iuſtice, Bourgeoiſe ou autre. Chaumont Art. 112.

Main de Iuſtice. Blois Art. 39. ne deſſaiſit perſonne. Orleans Art. 3.

Main de Roy ou de Iuſtice. Montfort Art. 175. & 176.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Main de Cour. Aniou Art. 169. 351. & 471. Le Maine Art. 187. 362. & 474.

Main de loy, Cambray Tit. 2. Artic. 5. & Tit. 10. Art. 1. & 2.

Main noble, main roturiere. La Rue de Yndre Art. 6.

Main moyenne. Cambray Tit. 1. Article 72.

Main tierce. Auuergne Ch. 22. Art. 31.

Main aſſiſe. Amiens Art. 142. 143. & 145. La Salle de Lille Tit. 20. Artic. 1. Tournay Tit. 16. Art. 1. L'Alleue Tit. 1. Art. 1. Ponthieu Art. 115. Artois Art. 75.

Aſſeoir & mettre la main du Comté d'Artois. Artois Art. 75. Ponthieu. Art. 115.

Mettre ſa main. Berry Tit. 6. Art. 12.

En ſes mains. Berry Tit. 10. Art. 23.

Prendre la main quand le Notaire reçoit le conſentement & ſerment des parties pour paſſer vn contract. Berry Tit. 3. Art. 1.

Main aſſiſe comme cree hypotheque. La Salle de Lille Tit. 20. Art. 1.

Main leuee. Berry Tit. 5. Art. 31.

Du fief ſaiſi. Montargis Chap. 1. Art. 92. Niuernois Chap. 4. Artic. 8. Berry Titre 5. Article 31.

Ne ſera faicte à la requeſte d'vn vſufruictier, ſinon en payant les droicts. Paris Ar. 2. Orleans Art 63.

Main miſe Feodale. Berry Tit. 5. Art. 10. 13. 14. 24. 29. 33. & 55. Tit. 9. Art. 82.

Saiſie ou main miſe ſera ſignifié au detenteur. Berry Tit. 6. Art. 12.

Aſſignation ou main-miſe ſignifiee au poſſeſſeur, &c. Ib.

Main miſe Paris Art. 345. 346. Calais Ar. 251. & 252. Montfort Art. 175. Mante Art. 115. Duché de Bourgongne Chap. 3. Artic. 1. Comté Art. 1. Chaſteauneuf Art. 33. & 35. Chartres Art. 35. Reims Articl. 97. & 98. Berry Tit. 5. Art. 35. & 36.

Main-miſe Feodale a lieu, nonobſtant la ſaiſie de Iuſtice, en cas d'ouuerture de fief és choſes ſaiſies & miſes en Criees. Berry Tit. 9. Art. 82 ſignifiee par le Commiſſaire eſtably au proprietaire, & au demandeur & pourſuiuant Ib.

Doit eſtre faicte en la preſence de deux hommes liges ou leurs Procureurs. Ponthieu Art. 118.

Arreſt & main-miſe. Senlis Art. 248.

Main-miſe a lieu par faute de reſider ſur le fief vif & y tenir feu vif dans an & iour de la ſommation. Acs Tit. 8. Art. 8. fors en certains lieux. Acs Tit. 8. Art. 11.

Et s'il demeure en autre iuriſdiction ou poſſede autre heritage en la Parroiſſe, n'eſt tenu preſter ſerment ains tenu y tenir feu vif, &c. Acs Tit. 8. Art. 10.

N'a lieu en fief mort. Acs Tit. 8. Art. 5.

Heritages de main-ferme ſont tous heritages qui ne ſont fief. Cambray Tit. 2. Ar. 1.

Se peuuent conditionner à volonté des acquereurs. Cambray Tit. 2. Art. 10.

Fors l'homme & la femme qui ne peuuẽt l'vn ſans l'autre, &c. Cambray Tit. 2. Ar. 11.

Et n'empeſchent les diſpoſitions qu'on en feroit. Cambray Tit. 2. Art. 12.

Terres cottieres de main-ferme. Artois Article 14.

Les cottiers & main-fermes. Artois Artic. 23.

Heritages cottiers ou de main-ferme Artois Art. 136.

En heritages de main-ferme n'y a prerogatiue au faict de ſucceſſion: ſauf le droict de maiſneté. Cambray Tit. 2. Art. 1.

Main mettre pour affranchir l'homme de condition ſeruile. Meaux Art. 79. & 158. Vitry Art. 140.

Main mis. La Rue d'Yndre Art. 19 pour ceux qui ſont eximez de ſeruitude & faicts francs & Bourgeois.

Droict de morte-main, heritages mainmortables. Meaux Art. 48. & 77. Vallois Art. 3. Vitry Art. 69. & 70 Resbets Art 3.

Heritages mainmortables enuers aucun Seigneur: pour ceux qui tombẽt en la mainmorte du Seigneur quand le poſſeſſeur eſt decedé ſans hoir de ſon corps nay en mariage & eſtant en Celle. Sens Article 24. Troyes Art. 59. Comté de Bourg. Artic. 86. 93. & 95.

Appartiennent à gens de ſeruile condition. Troyes Art 60.

Terre main-mortable. Niuernois Chap. 8. Art. 7. & 8.

Homme, lieu, condition au femme de main-morte ou main mortable. Niuernois Chap. 8. Art. 7. Bourbonnois Article. 25. 189. 197. & 203.

Seigneur & Seigneurie de la main-morte ou main-mortable. Duché de Bourgongne Chap.

Seigneur Feodal ou Vaſſal de main-morte Eſtampes Art. 77.

Hommes de main-morte, qui ſont de cõdition ſeruile, main mortable enuers leur Seigneur en tous biens meubles & heritages ou en meubles ſeulement, ou en heritages ſeulement, quand ils treſpaſſent ſans enfans nez en mariage, eſtans de leur condition & en Celle. Troyes Art. 3. 5. 6. & 91. Chaumont Art. 1. 3. & 18. Vitry Art. 15. 141. Chalons Art. 17. & 18. Duché de Bourgongne Chap. Art.

Homme morte-main. Comté de Bourg. Art. 69.

Homme de main-morte. Melun Artic. 164. Mante Art. 78.

Gens de main-morte. Chaumont Ar. 1.

Ayans acquis au profit de leurs Benefices, Frairies ou communautez heritages en la terre du Haut Iuſticier, peuuent eſtre contraints de les mettre hors de leurs mains dedans an & iour à peine, &c. Sens Art. 5. 23. & 185. Montargis Chap. 1. Art. 86. & 87. Orleans Art. 40. 41. 118. & 119. Blois Art. 41. & 42. Cambray Tit. 2. Artic. 9. Comté de Bourgongne Art. 108. Tours Ar. 103. & 104. Lodunois Chap. 10. Art. 1. & 2. Grand Perche Art. 67. Berry Tit. 5. Art. 53. & 55. Peronne Art. 75. Chauny Artic. 100. Sainct Quentin Art. 64. Auxerre Ar. 6. 48. Clerment Art. 111. Vallois Artic. 4. Vitry Art. 4, Laon Art. 208. 210. Chalons Artic. 208. Auuergne Chap. 2. Art. 12. 13. & 14. Chap. 21. Art. 16. Xainctonge Art. trente quatre.

Dedans l'an & iour de la ſommation de mettre hors de leurs mains, ce qui leur a eſté donné, vendu ou legué. Senlis Article 220.

Eſtans receu à homme viuant & mourant ils y ſeront en payant profit ſans preiudice de l'indemnité. Montargis Chap. 1. Artic. 86. Orleans Art. 40. & 118.

Doiuent bailler pour fief non amortis terres & rentes cottiers hommes de fief ou cottier viuant & mourant. Boullenois Article 55.

Peuuent eſtre contraints par le Roy ou ſes Officiers mettre hors de leurs mains ce qu'ils ont acquis puis xxx. ou xl. ans dans deux ans. Aniou Art. 3. Le Maine Ar. 41.

Iuſques à trente ans S. Quentin Ar. 84.

Ou bailler homme viuant & mourant. Bretagne 368.

Apres trente ans tenus payer indemnité. Bretagne Art. 368.

Apres la ſaiſie de les mettre hors leurs mains dans xviii. mois: & ſi les commandemens ne ſont faicts dans ledict temps, ils payeront indemnité & bailleront homme viuant & mourant. Bar Art. 11. & 12.

Ayans tenu par xl. ans en exemption de bailler homme viuãt mourant & confiſquãt ou de pouruoir à l'indemnité, tiennent en pure aumoſne & ne bailleront que ſimple declaration. Normandie Art. 141.

Ne ſont fondez auoir ferme, bans, ventes n'autre Iuſtice: ſ'ils n'ont titre ou ſaiſine ſuffiſante. Bretagne Art. 369.

Gens d'Egliſe & autres tenans à mainmorte, les gens d'Egliſe ſont de main-morte plus les Communautez, Frairies, Chapitres & Colleges. Sens Art. 4. 6. 22. 184. Laon Art. 210. Chalons Artic. 208. Sainct Quentin Art. 84 Montfort Art. 47. Mante Art. 43. Montargis Chap. 1. Art. 86. 87. 88. Orleans Art. 40. 41. 118. & 119. Peronne Art. 75. 76. & 77. Tours Art. 38. 103. 105. & 108. Lodunois Chap. 10. Art. 1. 2. & 5. Aniou Art. 37. 38. Le Maine Art. 336. Grand Perche Art. 67. Blois Art. 43. & 42. Auxerre Art. 6. 8. 10. 48. & 182. Melun Art. 29. Berry Tit. 5. Artic. 53. Bretagne Article 368.

Gens de main-morte *ayant retiré par puiſſance de Fief*, tenus de choiſir vn vaſſal autre que de main-morte & en vuider ſes mains dedans l'an & iour de la retenue. Eſtampes Art. 27.

Ne ſe peuuent accroiſtre en fief pour les amortir. Bretagne Art. 308.

Ne ſont receus en foy & hommage par le S. F. ains en ſont tenus vuider leurs mains apres an & iour ſ'ils n'en ont iouy plus de xl. ans. Melun Art. 29. S. Quentin Ar. 84.

Contraints dedans xl. ans par le S. Feodal Cenſier ou Terrageaux. Blois Art. 41.

Plus de lx. ans. Montargis Chap. 1. Ar. 87. Orleans Art. 41. & 120.

Ayans iouy plus de xl. ans tenus *bailler* homme viuant & mourant & payer indemnité. Melun Ar. 29. Sens Art. 7. & 185. Tours Art. 105. Lodunois Chap. 10. Art. 3. Blois Art. 44. Bar Art. 10.

Tenans fief amortis par le Roy tenus payer indemnité. Ribemont Art. 26.

Tenans fiefs amortis tenus *bailler* homme viuant, mourant & confiſcant. Normandie Art. 140. Montfort Art. 47. Peronne Art. 76. & 77. Bar Ar. 10. & 12. & indemnité. Laon Art. 209. Chalons Art. 208. & 209.

Et mourant ſans confiſcant, s'il n'eſt conuenu. Montfort Art. 43. Chalons Art. 208. Ribemont Art 27. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 39. Grand Perche Art. 67. Tours Art. 142. Lodunois Chap. 14. Art. 19.

De bailler nouuel homme viuant & mourant xl. iours apres le decez. Peronne Art. 77. dans l'an. Cambray Tit. 1. Art. 55.

S'il ſe rend Religieux & faict vœu & profeſſion de Religion dans xl. iour apres l'empeſchement en payant profit. Montargis Chap. 1. Art. 88. Orleans Art. 42.

Ne peuuent tenir aucuns heritages ſans amortiſſement. Vallois Art. 24. plus d'vn an, de fief, de pote ou terre roturiere. Bar Art. 10.

Forfaire ne confiſquer leurs heritages. Vitry Art. 4.

S.F. quand eſt eſtimé auoir eu congnoi-

Source : BIU Cujas

faice de l'acquiſition faite par gens de main-morte. Sens Art 6. Auxerre Art. 7.

Peut faire interrupter dedans les xl. ans Tours Art. 108.

Droict de main-morte. Niuernois Ch. 8. Art. 7. & 10.

La main-morte. Niuernois Chap. 8. Article 27.

Morte-main. Amiens L. Art. 3.

Droict de mortaille. Bourbonnois Art. 207.

Rapporter main-pleine pour garnir la main de Iuſtice, de biens ſuffiſans & valables. Blois Art. 262.

Rapport de main pleine. Dunois Art. 96.

Se faire receuoir par main-ſouueraine, auec lettres Royaux. Paris Art. 60. Dourdan Art. 29. & 35. Melun Art. 88. Eſtampes Art. 37. Montfort Art. 39 Laon Artic. 202. Chalons Art. 202. Reims Artic. 124 Ribemont Art. 30. Peronne Artic. 70. Orleans Art. 87. Grand Perche Art. 52. Bourbonnois Art. 385. Bretagne Art. 109.

V. Foy.

Maintenue & garde. Niuernois Chap. 1. Art. 18.

Maintenir & garder en poſſeſſion & ſaiſine. La Ferté Auray Art. 4.

Faire faire ſa maintenue. Chauny Ar. 126.

Preuoſté & Mairie. Resbets Art.

Preuoſt Maire de Ponthoiſe. Senlis Art. Art. 58. & 72.

Mairie. Senlis Art. 17. 20. 81. 87. pour Preuoſté Royale.

Maire & garde de Iuſtice. Senlis Art. 115. & 116.

Mayeur heritable. Cambray Tit. 5. Ar. 10.

Et Eſcheuins creez de nouuel pour receuoir les ſaiſines. Cambray Tit. 5. Art. 3 & 10.

Mayeur de Valanciennes peut faire toutes ſignifications & ſommations ciuiles pour meubles & immeubles, & auoir en depoſt deniers procedans de vente d'heritages ou rẽtes heritiers: regir choſes ſequeſtrees. Valanciennes Art. 29.

Garder en ſes mains tous deniers procedans d'heritages vendus ſubmis à remploy. Valanciennes Art. 30.

Seeller la maiſon mortuaire, inuentorier & mettre en ſes mains les biens delaiſſez par vn defunct. Valanciennes Art 31.

Sera preſent aux Cerquemanages contre les abſens & expaiſez. Valanciennes Article 32.

De Seclin quelle cognoiſſance à. Seclin Art. 4. des bans, d'aſſens, & Iuſtice politique. Seclin Art. 5.

Vn Maieur & 4. Eſcheuins eſleus par chacun an le 1. iour de l'an appellez les Officiers du Roy. Calais L. Art. 1. ont la cognoiſſance du faict de Police auec, &c. Calais L. Art. 2.

Doiuent pourueoir aux eſtats & Offices de la maiſon de ville commettre Eſgards & Iurez, les deſtituer, &c. Calais L. Art. 4.

Peuuent faire tous ſtatuts & ordonnances Politiques pour le faict des Hoſtages, &c. Ib. Art. 9.

Seront aduertis des marchandiſes amenees dans la ville & haure d'icelle auant les expoſer en vente. Ib. Art. 10. Bolongne Art. 23.

Ont la cognoiſſance des procez meuz pour le faict des Hoſtages Ib. Art. 12.

Doiuent receuoir les Maiſtres des Meſtiers & cognoiſtre de leurs chefs d'œuure &c. ſans toucher aux Barbiers, &c. Art 13.

De toutes choſes concernans leſdits Meſtiers & ouurages des artiſans Art. 14.

Ont cognoiſſance conioinctement auec le Lieutenant general du vaux des viures &c. Ib.

Les Maieur, Preuoſt & Eſcheuins d'Amiens ont cognoiſſance de tous delicts & infraction des Ordonnances, &c. Amiens L. Art. 20

Ont la garde de nuict, iuriſdiction & apprehenſion des delinquans. Amiens Ar. 21.

Maire de Mondidier a toute Iuſtice meſmes droict de police, trauers, &c. Mondidier Art. 1.

Le Preuoſt de la drapperie & le Maieur cognoiſſent de tous traictez pour cauſe de drappeaux & ce qui en depent. Valanciennes Art. 12.

Garderont les Brefs & minuts de la drapperie. Dourdan Art. 12.

Maieurs & Eſcheuins ont tous droicts appartenans aux Hauts Iuſticiers. Montdidier L. Art 2.

Des habitans tant ciuilement, que criminellement. Montdidier L. Art. 2.

Quels Officiers peuuent commettre pour l'exercice de la Iuſtice. Montdidier L Ar. 3.

De la ville de Bayonne peut faire ſtatuts concernans le bien & police de la ville: pour ueu qu'ils ne ſoient contre les Couſtumes ou contre les Ordonnances de Dieu. Bayõne Tit. 26.

De Bolongne & de Vviſſent ont toute Iuſtice auec la police de la ville. Bolongne L. Art. 1. Vviſſent. Art. 1.

Ont congnoiſſance de tous Bourgeois & de leurs procez, &c. Bolongne Art. 2. Vviſſent Art. 2.

Mettent le pris ſur le Sel, &c. Bolongne Art. 22. font ſtatuts de police, &c. Ib. Ar. 22. Du faict des peſcheries Art. 21. Des Arreſts Art. 25.

De la ville de Bourges ont le iugement des cauſes criminelles des manans & habitans de ladite ville, fauxbourgs & ſeptaine de Bourges. Berry Tit. 2. Art. 4 ont par preuention congnoiſſance du faict de police Berry Tit. 9. Art. 36.

Maire & Conſeil comme doiuent proceder en matiere d'iniure Tit. 26. Art. 18. 19. 20 21. 22. & 23.

Congnoiſſent des delicts commis : ſauf que les hommes de Fief congnoiſſent des adheritemens & desheritemens, &c. l'Alleue Tit. 2. Art. 1.

De commines ont trois iours en chacune ſemaine. Commines Art. 1.

Adminiſtrent iuſtice aux eſtrangers. Cõmines Art. 2. comme procede contre les debteurs Commines Art. 3. 4. & 5.

N'ont congnoiſſance des fiefs. l'Alleue Tit. 2. Art. 1.

Peuuent receuoir tous contracts & conuentions mobiliaires. Valanciennes Ar. 57.

Apres leur Eſcheuinage demeurent Iurez de Catel & peuuent receuoir leſdits contracts. Valanciennes Art. 37.

Et doiuent eſtre recognus pardeuant deux Eſcheuins, &c. Arras Art. 38.

Les Preuoſts, Bayle & Iurez és iugemens des matieres criminelles tenus appeller les Bourgeois de la ville & des plus experts S. Seuer L. Tit. 1. Art. 7.

Peuuent faire nouuel ſerment de bien opiner. S. Seuer Tit. 1. Art. 7. Iugeront les procez ſelon la plus grande & ſaine partie. S. Seuer Tit. 1. Art. 8.

Infracteurs des commandemens & ordõnances du Maire, ſon Lieutenant ou Conſeil, comme punis S. Ponthieu. Bayonne Tit. 26. Art. 12. 10. 14. 15. 16. & 17.

Droict de Mairie & Communauté. Tours Art. 42. & 62. Lodunois Chap. 2. Artic. 4. & Chap. 3. Art. 4.

Maire de Brenoulle Royal. Senlis Ar. 20.

Maire de Chaſtel ou Merc de Chaſtel Aniou Art. 43. Le Maine Art. 50.

Maire ou Merc du Gibet. Aniou Art. 43. Le Maine Art. 50.

Maire ou Merc de la Iuſtice. Aniou Art. Art. 48. Le Maine Art. 56.

Mairie & Fiefs Bourſiers. Chartres Ar. 17.

V. Burſaux.

Maiſnez. Clermont Art. 82. Coucy Art. 8. Theroanne Art. 1. Montargis Chap. 1. Artic. 35.

Droict de Maiſneté. Cambray Tit. 2. Ar. 1. Appartenant au fils maiſné conſiſte ſur le manoir & heritage cottier venant de patrimoine & comme il ſe prend, en prenant recompenſe. La Salle de Lille Tit. 4. Art. 1.

Eſt deu ſur les heritages patrimonieux, à fils ou fille. S. Simon. Art. 2.

Appartient à la fille maiſnee, & prend la meilleure piece de terre. L'Alleue Titre 2. Artic. 15.

A l'enfant maiſné du premier & noble mariage. Cambray Tit. 8. Artic. 1. Valanciennes Art. 100.

Au maiſné trouué lors du decez du dernier morant Cambray Tit. 8. Art 8

Eſt engendré par le treſpas de l'vn des conioincts, Cambray Tit. 8. Art. 3.

Eſt eſcheu par la mort du ſuruiuant. Cambray Tit. 8. Art 3.

Mobiliaire en quelles choſes conſiſte ou non. Cambray Tit. 8. Art. 5. & 7. Valanciennes Art. 95. 96. & 97.

Se peut prendre du viuant du ſuruiuant ſil dechoit de biens ou les vend en fraude de maiſné. Cambray Tit. 8. Art. 6.

Se prendra dans vi. mois. Valanciennes Art. 98.

Comme ſe leue & doit leuer. Valanciennes Art. 93. & 94.

N'a lieu en marchandiſe. Valanciennes Artic 100.

N'eſt empeſché par Teſtament ou autre diſpoſition. Cambray Tit. 8. Art. 21.

Hereditaire ſe prend ſur heritage de mainferme aiant maiſon manable. Cambray Tit. 8. Art. 8.

N'eſt empeſché par fortune de guerre ou autre cas fortuit, ſi le dernier mort autre part. Cambray Tit 8. Art. 9.

Eſt empeſché quand par fortune de guerre, la maiſon eſt demolie ou bruſlee. Cambray Tit. 8. Art. 10.

N'eſt empeſché, ſi tel bruſlement aduient apres eſtre engendré & auant le treſpas du dernier decedant. Cambray Titre 8. Article 11.

N'a lieu ſur heritage de fief. Cambray Tit. 8. Artic. 12.

Sur toutes les maiſons ioignans enſemble. Cambray Tit. 8. Art. 19.

Parties de la maiſon baillees à louage: ains viennent, &c. Cambray Tit. 8. Art. 17. & 18.

Contre les enfans du ſubſequent mariage. Cambray Tit. 8. Art. 2.

Sur arrentemens baillez à vie ou à temps: ſils ne ſont, &c. Cambray Tit. 8. Art. 20.

Ne ſe peut prendre qu'en vn lieu à ſon chois : ores qu'il y ait pluſieurs, &c. La Salle Tit. 4. Art. 2.

N'eſt deu à filles : ſinon à defaut de fils La Salle Tit 4. Art. 3.

S'il n'eſt iudiciairement apprehendé ou conſenti par les heritiers ou, &c. La Salle Tit. 2. Art. 4.

Source : BIU Cujas

Et la recompenſe, eſt patrimoine. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 5.

Ne ſe peut demander apres dix ans, ſi le maiſtre a iouy à part de ſa part, pendant ledict temps. Cambray Tit. 8. Art. 16.

Enfans tant du premier que ſecond mariage comme doiuent diuiſer les heritages patrimoniaux & d'acqueſte ſauf le droict de maiſneté. Valanciennes Art. 104. 105. 106. & 107.

Maiſon de Paix pour l'auditoire du Iuge.

Maiſon de deſpens. Commines Art. 4. 5. 6. 7. & 8.

Maiſonnages pour les bois de haute fuſtaye, qu'on couppe pour baſtir & edifier. Anjou Art. 497.

Fermier & maiſonnier. Blois Ar. 78.

Malteſte. Commines Art. 6. Lannoy Ar. 6. Arras Art. 44.

Maiſtres de Ieux de Paulme n'ont action pour les eſtœufs par eux fournis en leurs Ieux de Paulme. Normandie Art. 521. Melun Art. 329. Eſtampes Art. 156.

Ne reçoiuent les enfans de famille ou mineurs & leur adminiſtrent boire & manger Dourdan Art. 248.

Ne peuuent retenir gage, obligation, breuet pour eſtœufs & autres choſes fournies aux mineurs de xx. ans, valets, ſeruiteurs &c. Melun Art. 329. Eſtampes Art. 156.

Maletoſte. Commines Art. 6. Lannoy Art. 6. Arras Art. 44.

Maleuoſts pour empeſchement. Sole Tit. 10. Art. 4.

Mambours. Valanciennes Art. 27. 69. & 80.

Des mineurs d'ans doiuent bailler à rente par recours les heritages deſdits mineurs Valanciennes Art. 27.

Mamburnie ou Mambournie. Valanciennes Art. 7.

Mettre hors Mamburnie & ſuiection. Valanciennes Artic. 90.

Enfans aagez & mis hors Mambournie. Valanciennes Art. 63.

Manans & habitans, aians & tenans maiſons en la ville & qui ſont couchans & leuans. Melun Art. 210. & 330. Eſtampes Art. 87. Berry Tit. 1. Art. 1. 2. Tit. 2. Art. 1. & 4.

Manoir. Paris Art. 13. 15. & 16. 30. 63. Melun Art. 25. 39. & 89. Sens Art. 201. Eſtampes Art. 9. Monſfort Art. 9. & 42. Mãte Art. 1. & 115. Senlis Art. 126. Vallois Art. 57. Teroanne Art. 1. S. Pol Art. 1. & 2. Berry Tit. 5. Art. 20. & 48. Tit. 19. Art. 31. Bretagne Art. 277. 457. 458. 541. 565. & 601.

Appartenãt à l'aiſné par droict d'aiſneſſe.

Principal manoir ou hoſtel noble. Reims Art. 42.

Et principal ou maiſtre manoir ou le lieu Seigneurial. Senlis Art. 129. Vallois Article 57.

Ou le chef lieu. Clermont Art. 81. & 83.

Le manoir du fief dominant. Montargis Chap. 1. Art. 11. Tours Art. 6. du fief ſeruant. Montargis Chap. 1. Artic. 13. Tours Art. 114. & 134. Ou de l'vn & l'autre fief. Montargis Chap. 1. Art. 22. & 23. Chap. 4. Art. 1. Chap. 15. Art. 16. & 17. Tours Art. 248. Anjou Art. 222.

Anciens manoirs cottiers amaſez ou non amaſez S. Pol Art. 1.

Quand ſont reputez anciens. S. Pol Art. 1. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 11. Tit. 3. Artiel. 7.

Manneuures pour coruees. Bourbonnois Art. 29.

Coruees & manneuures. Auuergnes Ch. 17. Art. 15. & 16.

Mandement d'acheter marchandiſe hors la Cité, ſans donner argent. Bayonne Tit. 3. Art. 26.

Deniers & ſols manſars, qui eſt le double des tournois tant en amendes, contracts, receptes que autrement. Le Maine Article 4. 5. 6.

Maiſonnier pour celuy qui habite au fief du Seigneur, & y eſtager. Bretagne Ar. 376 & 377.

Maraſtre pour Nouerque ou bellemere. Bourbonnois Art. 492. & 501.

Marc d'argent eſtimé à dix liures Pariſis Melun Art. 56. deu au S. F. outre le reuenu d'vn an du fief du Vaſſal pour le Relief ou Rachat, quand le reuenu eſt priſé vingt liures choiſi par le Seigneur. Meaux Artic. 138.

Droict de marchage. Auuergne Chap. 28. Artic. 2. Mothe de Cauillac Art. 2. La Marche Art. 357. 359. & 360. Prades Art. 1. & 2. Saluiat Art. 1.

Marchaines. Peronne Art. 35.

Droict de marché appartient au Seigneur. Chaſtelain. Senlis Art. 93.

De tous marchez on en vuide par intereſt Cambray Tit. 21. Art. 2.

Droict de marciage, ou marciage a lieu à Verneul en choſes tenues en Cenſiue & directe. Verneul Art. 585. & 587.

Eſt deu par la mutation du tenancier par mort. Verneul Art. 588.

N'a lieu quand on prend vii. ſols vi. den. à defaut de payement. Verneul Art. 586. en vendition. Verneul Art. 588.

Quand heritages ſont chargez de taille ſ'il n'y a obligation ou conuention. Verneul Art. 588.

On paye autant de marciage que de Cens Verneul Art. 587.

Egliſe ne marcie point en la mutation du Prelat par mort. Verneul Art. 589.

Duc de Bourbonnois ne marcie point. Verneul Art. 590. pretend qu'il peut marcier és terres portans marciage par luy acquiſes ou qui luy eſcherrõt de nouuel. Verneul Art. 190.

Le S. Cenſiuier & direct a droict de prendre de trois annees la deſpouille de l'vne pour fruicts naturels: mais non de fruicts induſtriaux. & ne prend que la moitié de la deſpouille. Verneul Art. 585.

Marchandiſe vendue ſe doit leuer dans xx. iours, ſ'il n'y a autre conuention. Laon Art. 278. Chalons Art. 168.

Soit vin ou autre marchandiſe. Reims Ar. 400. de vin outre vingt iours. Sens Artic. 256. Auxerre Art. 141.

Priſe en foire ou marché eſt reputee payee ſ'il n'y a obligation ou promeſſe par eſcrit, force ou larcin. Bretagne Art. 198.

Deliurance de marchandiſe mobiliaire argue payement. Sens Art. 254. Auxerre Art. 138. Bar Art. 201.

Mareſchauchees. S. Pol Art. 1. & 4. Monſtreul Art. 45. Beauqueſne Art. 12. Artois 144. & 147.

Mareſchaucees ſont matieres aſſemblees pour baſtir. Monſtreul Art. 45.

La mareſchaucee qui tient en Pairrie. Boullenois Art. 7.

Charians, couppans ou entreprenans ſur les Marets & Communautez punis. Heſdin Tit. 4. Art. 21.

Margliſeurs. La Salle de Lille Tit. 1. Article 19.

Ou marguilliers Lao 1 Art. 20. 8. Clermõt Art. dernier. Chalons Artic. 208. Chauny Art. 100. Bourbonnois Art. 50. Bretagne Artic. 561.

Pour ceux qui ont la charge des Egliſes Parochiales.

Le mariage d'vne femme, pour la dot qu'elle porte à ſon mary. Normandie Art. 262.

Mariage ſecond ſ'entend de tous hors le premier. Chaſteauneuf Artic. 22. Chartres Art. 98. Dreux Art. 89.

Mariage aduenant. Normandie Art. 262. 263. 265. 266. 267. & 268.

Cõme eſt eſtimé & ſur quelles ſucceſſions. Normandie Art. 262. & 263.

Filles ſont en la garde de l'aiſné: & ſi elles ont xx. ans & demandent mariage, les freres les peuuent garder par an & iour & leur bailler mariage aduenant. Normandie Art. 261. & ne les peut garder apres l'an & ſ'il ſe preſente perſonne idoine & conuenable: & ſ'il refuſe ſans cauſe, aura partage. Normandie Art. 2641.

Ne voulans ſe ranger à la volonté de ſes freres & parens ſans cauſe raiſonnable, ne peuuent demander que mariage aduenant Normandie Art. 265.

Seront mariees par l'aduis de Tuteurs & prochains parens & amis auec mariage aduenant. Normandie Art. 266.

Eſtans nubiles ſe peuuent marier par l'aduis des autres parens & amis, ſi le Tuteur eſt negligent, & arbitreront mariage aduenant. Normandie. Art. 267.

Ayans xv. ans ont prouiſion ſur leur frere par vſufruict, attendant mariage: & ſe marians ont la proprieté. Normandie Ar. 268.

Reſeruees à partage ne peuuent pretendre part qu'en la ſucceſſion de celuy qui l'a reſeruee. Normandie Art. 342. & 343.

N'ont rien és fiefs & principales pieces de la maiſon. Normandie Art. 269.

Es manoirs, maſures logees aux champs ou anciens meſnages. Normandie Art. 271.

Ont part és maiſons aſſis és villes & bourgs. Normandie Art. 271.

Se doiuent contenter des rotures & autres biens qui leur pourront donner reuenant à leur droict. Normandie Art. 269.

Des heritages de la ſucceſſion. Normandie Ar. 349.

Eſtans mariees par ſon frere, qui luy donne moins qu'aduenant, peuuent ou leurs enfans demander le ſurplus. Lodunois Ch. 27. Art. 27. Tours Art. 285.

Homme Noble peut donner à ſa fille plus grand mariage qu'aduenant & meſmes la tierce partie de ſa terre ou choſe immeuble. Anjou Art. 241. Le Maine Art. 258.

Mariees Noblement par ſon pere, reuiẽnent à ſucceſſion de pere & mere, en rapportant le Don de mariage. Anjou Art. 242. Le Maine Art. 259.

Ne doiuent rapporter les meubles donnez en ſimple nature de meubes ſ'il n'y a paction de les employer en heritages pour eſtre propres à la fille. Anjou Art. 243. Le Maine Art. 260.

Eſtans mariees par ſon frere noble, ſi elles n'ont eu mariage aduenant, peuuent demander loyal partage, en rapportant ce qui a eſté donné, ſi elles ne l'ont accepté pour leur legitime ou qu'elles y euſſent renoncé Anjou Art. 244. Le Maine Art. 261.

Ayans en plus grand ou moindre mariage qu'aduenant, c'eſt au profit ou dommage de l'aiſné. Anjou Art. 247. Le Maine Artic. 265.

Fiſc ou creancier ſubrogé au droict des freres

Source : BIU Cujas

freres doit partage, & non mariage aduenant. Normandie Art. 263.

Mariage de filles ne doit eſtre differé pour la minorité de ſes freres. Normandie Artic. 266.

Tuteurs & parens prenans or ou argent pour conſentir le mariage de leurs parens mineurs, ſeront punis & priuez de leurs ſucceſſions. Bretagne Art. 679.

Bref de mariage encombré.

V. Encombré.

Mary tenu perſonnellement des debtes mobiliaires de ſa femme, & en peut eſtre pourſuiuy durant leur mariage. Paris Article 221. Melun Artic. 216. Eſtampes Article 96. Dourdan Articl. 77. Montfort Article 126. Mante Artic. 127. Peronne Art. 118. Duché de Bourgongne Chap. 4. Article 10. Grand Perche Artic. 102. Blois Artic. 180. Bourbonnois Art. 233. Eſcurolles Art. 1. Cambray Tit. 7. Art. 4. La Salle de Lille Titre 12. Art. 5.

Prend femme cum onere & honore. Blois Artic. 180.

Qui eſpouſe la femme, eſpouſe les debtes. Meaux Art. 65. Melun Art. 216. Blois Artic. 180.

Mary eſt Seigneur des meubles & conqueſts, leſquels il peut vendre, donner entre vifs ou hypothequer ſans le conſentement de la femme. Paris Artic. 225. Calais Artic. 27. Meaux Art. 59. Melun Artic. 212. Sens Art. 274. Orleans Artic. 193. Poictou Art. 230. 242. & 244. Auxerre Artic. 194. Eſtampes Art. 94. Dourdan Art. 81. Montfort Artic. 124. Mante Art. 122. Senlis Article 271. Clermont Art. 184. Vallois Art. 95. Troyes Art. 81. Chaumont Art. 73. Laon Artic. 18. Chalons Art. 21. S. Quentin Artic. 17. & 18. Reims Art. 239. Coucy Artic. 1. Chauny Art. 1. & 50. Peronne Art. 113. Lille Art. 53. & 66. Cambray Tit. 7. Art. 6. Boullenois Art. 94. Queſque Art. 7. Ponthieu Art. 44. La Salle de Lille Tit. 12. Art. 2. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 3. Niuernois Chap. 23. Ar. 3. Montargis Cha. 8. Art. 3. Tours Ar. 154. Anjou Art. 289. Le Maine Art. 304. Grand Perche Art. 108. Chaſteauneuf Ar. 74. Chartres Ar. 64. Dreux Ar. 48. Blois Ar. 178. & 179. Artois Art. 134. Berry Tit. 1. Art. 18. & 19. Bourb. Art. 235. & 236. Lodunois Chap. 26. Art. 6. Angoumois Art. 101. La Rochelle Ar. 22. & 25. Bayonne Tit. 9. Art. 28. & 29. La Bourt Tit. 9. Ar. 1. S'il n'y a contract cõtraire. Cõté de Bourg. Ar. 33. Tournay Tit. 14. Art. 5. Lillers Tit. 2. Ar. 6. Bar Ar 76. & 77. Xainctonge Ar. 67. Peut vendre ſans le congé de ſa femme les meubles & conqueſts immeubles, deſquels il eſt Seigneur. Dreux Ar. 48.

Ne les peut vendre tous ſans le conſentement de ſa femme, mais ſeulement la moitié. Oſtricourt Ar. 10. Ne peut valablement ſans ſon conſentement. Vahaignes Art. 2.

Vendre les acqueſts ſans ſon conſentemẽt Camphin Art. 7. Peut vendre ou donner tous ſes heritages patrimoniaux. Oſtricourt Art. 10. Ne peut diſpoſer d'vn heritage donné à ſa femme pour luy eſtre propre. Dourdan Ar. 81. Peut diſpoſer de ſa moitié. Queſque Ar. 7. Bourb. Art. 236. Poictou Ar. 242. Sole Tit. 24 Ar. 2. La Bourt Tit. 9. Art. 2. Lodunois Chap. 6. Ar. 6. Par teſtament. Meaux Ar. 59. Melun Art. 212. Laon Art. 18. Chalõs Ar. 21. S. Quentin Ar. 17. Boullenois Ar. 94. Bar Ar. 76. Mõtargis Cha. 8. Ar. 3. Tours Art. 254. Niuernois Chap. 23. Ar. 3. A le gouuernement des fruicts des propres de ſa femme Sens Art. 274. Auxerre Art. 174. Chalõs Ar. 22. S. Quentin Ar. 17. Xainctonge Artic. 70 La Rochelle Art. 22. Peronne Art 124 Bar Art. 77. Bourdeaux Art. 42. Berry Tit. 1. Ar. 20. Artois 134. Chaſteauneuf Ar 74. Chartres Art. 64. Dreux Art. 55. Bourbonnois Artic. 235. La Marche Artic. 297. Blois Article 179. Poictou Art. 130. & 229.

Faict les fruicts des biens aduentifs & parafernaux ſ'il n'eſt autrement conuenu. Auuergne Chap. 14. Art. 43. La Marche Article 297.

A la pourſuite des actions dependans des heritages propres de ſa femme. Chaumont Artic. 73. Bourbonnois Art. 235.

Actions perſonnelles, poſſeſſoires & reelles pour ſon intereſt. Peronne Art. 124.

Eſt Curateur de ſa femme ſ'il n'eſt aagé. Bretagne Art 510.

Ne peut vendre, eſchanger ou liciter les heritages de ſa femme, &c. ſans ſon conſentement. Paris Art. 226. Bar Art. 77. Sens Art. 274. Calais Art. 28. Eſtampes Artic. 95 Dourdan Art. 82. Montfort Artic. 125. Mante Art. 123. Clermont Art. 185. Senlis Art. 207. S. Quentin Art. 18. Peronne Ar. 125. Niuernois Chap. 23. Art. 4. Poictou Art. 230. Chaſteauneuf Art. 74. Chartres Art. 64. Dreux Artic. 55. Anappes Art. 5. Ennetieres Artic. 6. Camphin Art. 7. L'Alleue Tit. 2. Art. 9. Sedan Art. 91. La Salle de Lille Tit. 12. Art. 3. Anjou Art. 336. & 445. Le Maine Art. 348. & 457. Auuergne Chap. 14. Art. 3. Bourbonnois Art. 235.

Tranſporter ou aliener la moitié des acqueſts doit il iouiſt par vſufruict. ſans le cõſentement des heritiers maieurs ou de leurs Tuteurs, &c. Le Mane Art. 299.

Peut vendre, &c. Herlies Art. 1. Neufuille Artic. 2.

En gardant la ſolennité du Droict & de Couſtume, ſ'ils ont pere ou mere, ils auront leur auctorité. Bretagne Art. 510.

Ne peut vendre, &c. ne ſon Douaire ſans ſon conſentement & de ſes enfans. Senlis Artic. 207.

Sans le conſentement des ſes enfans. l'Alleue Tit. 2. Art. 9. Valanciennes Art. 62.

Les heritages de ſa femme, ſ'il y a enfant legitime. Valanciennes Art. 62. conioincts ou ſuruiuant ne peut aliener, &c. ſ'il y a enfans. Valanciennes Art. 85. & 86.

Peut faire baux à loyer ou moiſon à ſix ans à Paris, & aux champs à neuf ans. Paris Artic. 227.

A neuf ans. Calais Art. 29.

Bail à ferme ſans fraude & eſt la femme tenue de le garder. Bar Art. 81. Sens Article 275.

Ne peut faire bail à ferme ou moiſon outre le temps de leur mariage Blois Art 179

Par contract ou obligation obliger ſa femme, ſans ſon conſentement plus auant que iuſques à la concurrence de la communauté ſ'il y a loyal inuentaire faict ſans faute ou fraude. Paris Art. 228. Calais Art. 30. Orleans Art. 187.

Eſt Seigneur des actions mobiliaires & poſſeſſoires: & peut agir ſeul. Paris Ar. 233. Calais Art. 35. Sens Art. 276. Auxerre Ar. 196. Dourdan Art. 83. Montfort. Art. 130. Mante Art. 127. Clermont Art. 187. Vallois Art. 96. Laon Art. 30. Reims Art. 14. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 5. Comté Art. 34. La Salle de Lille Tit. 12. Art. 3. Orleans Art. 195. Montargis Chap. 8 Art. 3 Niuernois Ch. 23. Art. 5. Chaſteauneuf Art. 174. Chartres Ar. 164. Dreux Art. 55. Sedan Art. 93 Blois Art. 180 Chalons Art. 23. Artois Art. 88. Grand Perche Art. 110. Bourbonnois Art. 135. Angoumois Art. 110. Peronne Art. 124.

Peut intenter toutes actions tant perſonnelles que reelles Melun Art. 214. Cambray Tit. 7. Art. 5.

Perſonnelles hypothecaires & autres inſtances. Poictou Artic. 228 Angoumois Art. 100. Petitoires ou poſſeſſoires, les reelles & petitoires pour ſon intereſt. Peronne Ar. 124. Sens Art. 276. Eſtampes Artic. 97. Laon Art 30. Chalons Artic. 23. Reims Art. 14. Grand Perche Art. 110.

S'il n'eſt queſtion de la proprieté. Sedan Art. 93.

Pour les reelles du conſentement de ſa femme. Sainct Quentin Article 16. Artois Article 88.

Eſt procureur legitime de ſa femme. Melũ Art. 214.

En deſcendãt ſeulement. La Salle de Lille Tit. 12. Art. 4.

Ou autre conioincte perſonne doit auoir Procuration. Chap. 4. Art. 1. Acs Titre 4. Article 10.

Pour les biens aduentifs ſans Procuration. La Marche Art. 27.

Eſt receu ſans Procuration, ſ'il n'eſt contredit par ſa femme. Sole Tit. 8. Art. 1.

Faict les fruicts ſiens biens Dotaux. Cõté Art. 34.

Gaigne tous les meubles à la charge de payer toutes debtes & de reſtituer aux heritiers d'icelle l'apport, & inhumer, & la moitié des conqueſts tant feodaux que roturiers en proprieté & vſufruict, & l'autre moitié par vſufruict. Reims Art. 277.

Doit iouyr par vſufruict de la part que ſa femme a aux conqueſts, encores qu'il ſoit remarié. Normandie Art. 315.

Ayant eu enfant vif né de ſa femme, iouiſt par vſufruict en viduité du reuenu. Normandie Art 367.

Peut conditionner les acqueſts que c'eſt pour luy & pour ſa femme. Artois Art. 120.

Seul acqueſteur des heritages feodaux, & & ſi elle n'eſt ſaiſie, &c. Artois Art. 135. S. Pol Art. 7. Et n'y peuuent rien pretendre ſes heritiers. Monſtreul Artic. 43. Beauqueſne Artic. 3.

Et les peut aliener ſans le conſentement de ſa femme: mais ſi elle en eſt inueſtie & adheritee, ne peuuent ſans le conſentement de l'vn de l'autre. Tournay Tit. 10. Art. 23.

N'eſt ſeul en acquiſition d'heritage cottiers ou de main-ferme: ains la femme. Artois Art. 136. Cambray Tit. 2. Art. 2. 3. & 4.

Ou ſes heritiers peuuent retirer la part des conqueſts aiant appartenu à la femme en proprieté. Normandie Art. 316.

Suruiuant acquiert droict de Douaire és heritages collateraux, patrimoniaux ou acqueſtez parauant le mariage. Aire Tit. 2 Article 3.

Eſt Seigneur des meubles. Comté de Bourgongne Art 25.

Eſt Seigneur des biens Dotaux de ſa femme. Auuergne Chapitre vingt cinq Article quatorze.

Ne peut par Teſtament au preiudice de ſa femme diſpoſer des meubles & conqueſts immeubles, ſinon pour ſa moitié. Paris Article deux cens nonante ſix. Calais Article octante neuf.

Preiudice de ſa femme ou ſes heritiers Meaux Article ſoixante. Melun Article deux cens douze & deux cens quarante huict. Auxerre Article deux cens & deux cens trente ſept. Eſtampes Artic. cent quatre. Dourdan Article cent deux. Montfort Article nonante. Mante Article 122. & 157. Clermont Article 133. Vallois Art.

Source : BIU Cujas

86. Troyes Article 84. Chaumont Article 68. S. Quentin Art 23. & 24. Cambray Tit. 7. Artic. 7. Duche de Bourgongne Chap. 4. Artic. 4. Grand Perche Artic. 132. Poictou Art. 243. Sedan Artic. 134. Bayonne Tit. 9 Artic. 30. Xainctonge Article 69. Laon Artic 18. Chalons Artic. 21. Reims Artic 294. Chauny Art. 61. Artois Art. 134. Niuernois Chap. 23. Artic. 3. Montargis Chap. 8. Articl. 3. Boullenois Article 94. Chasteauneuf. Artic. 74. Chartres Article 64.

Au preiudice du chois de la femme suruiuant son mary. Reims Art. 294.

Doit faire les hommages à cause des fiefs de sa femme & les receuoir. Poictou Art. 144. Encores qu'elle l'ait faicte. Bretagne Art. 351.

Tenu de remettre les heritages de sa femme en l'estat qu'il les a receus. Reims Article 264.

Tenu rendre les droicts, apres les reparations necessaires. Normandie Art. 192.

Faisant restitution du Dot, doit recouurer les meliorations necessaires. Sainct Seuer Tit. 11. Art. 16.

Ayant faict maison & edifices en l'heritage fief noble de sa femme, le mary & femme n'y prendront rien. Bretagne Art. 602.

En son heritage, &c Bretagne Article 601. En heritage partable estant au mary ou à la femme, leurs hoirs y prendront, &c. Bretagne 623.

Suruiuant fera les hommages des acquests & non la femme ou ses heritiers. Poictou Artic. 243.

Suruiuant gaigne lesdicts, robbes, coffres, linge & ioyaux de sa femme: à la charge de la faire enseuelir, payer les funerailles. La Marche Art. 226. Auuergne Chap. 14. Art. 44. A outre ce la moitié des biens dotaux. Mõtpensier Art 6. & 7. Dissat Art. 2. Theolde Art. 2. Marsat Art. 3.

Pour en iouyr sa vie, & partir les meubles & conquests, s'il n'y a autre accord. Esbreule Article 1.

A la moitié de la Dot constituée en bled ou argent, ses hicts: à la charge, &c. Billon Artic. 2. Pont-Chastel Art. 1. Gimeaux Ar. 3. Nessat. Artic. 1. Tessonnieres Art. 1. Busset Art. 1. Seleule Artic. 1. Cusset Artic. 4. Marnigues Art. 2. S. André Art. 1.

Gaigne la tierce de la Dot, licts, &c. Blot Art. 2. Menat Artic 1. Prousset Art. 1. Sainct Vincent Art 1. Chastel-Guyon Art. 1. Royat Artic. 1.

Le dot & les meubles. Bordeaux Art. 47. & 49.

S'il y a enfans, gaigne le Dot & vtensilles de maison: le reste reserué aux enfans du mariage. Bordeaux Art. 49 & 50.

Les meubles promis ou portez. Sainct Seuer L. Art. Tit. 5. Art. 2

Iouist de la part de ses enfans mineurs. Bayonne Tit. 9. Art. 49.

Se mariant sur les biens de sa femme aiãt enfans, est vsufructuaire. Acs Tit. 4. Ar. 14.

Doit recompenser sa femme des heritages propres vendus ou alienez de son consentement pour les debtes personnelles du mary. Aniou Artic. 336. Le Maine Artic. 348 sans fraude ou desguisement. Normandie Artic. 396. Doit restablir & comment. Bar Ar. 184.

Aiant promis recompense à la femme, en faisant l'alienation de ses heritages lors du contract, en est tenu. Sens Art. 286. Auxerre Art. 198.

Ou autre ne peut vendre les biens sur lesquels le Dot ou Donation pour nopces est assignee, ny les propres de la femme. Bayõne Tit. 9. Art. 41.

Les biens assignez au mariage sans le consentement de la femme: nec è contra. La Bourt Tit. 9. Art. 6. Sole Tit. 24. Art. 5.

L'assignation estant finie, on peut disposer s'il n'y a pact au contraire. La Bourt Tit. 9. Art. 7. & 8. Sole Tit. 24. Art. 6. & 7.

Estant plege pour autruy n'oblige les biẽs de sa femme ne la femme. Bayonne Titre 9. Artic. 41.

Suruiuant des conioincts comme tenu de faire partage des mariages aux aisnez ou aisnees qui les ont donnees ou à leurs enfans qu'ils les puissent aliener ou hypothequer leur moitié. La Bourt Tit. 9. Art. 18. 19. 20. 21. & 22.

Peut retourner auec son fils en renonçant à l'vsufruict. La Bourt Tit. 9 Art. 23. 24 27. & 28. Sole Tit. 24. Art. 25. 26. 27. & 28.

Comme doit iouyr s'il y a enfans du mariage & à quel titre. Cãbray Tit. 8. Ar. 13 & 14.

Pere peut assigner le mariage de ses filles sur les conquests, sans le consentement de sa femme. Bretagne Art. 422.

Doit recompenser sa femme, si le mariage est assigné sur l'heritage de sa femme. Bretagne Art. 423.

Mariez sont reputez aagez & vsans de leurs droicts pour administrer leur bien, & non le vendre, engager ou aliener pendant la minorité. Paris Art. 239. Calais Art. 40. Meaux Artic. 57. Melun Artic. 219. Sens Art. 160. Auxerre Artic 257. Estampes Ar. 99. Dourdan Art. 88. Montfort Art. 134. Mante Artic 129. Clermont Artic. 190. Vallois Art. 100. Troyes Art. 21. Reims Artic. 10. Sainct Quentin Art. 13. Cambray Titre 6. Art. 1. Niuernois Chap. 23. Art. 26. Orleans Art. 181. & 182. Tours Art. 351. Grand Perche Art. 173. Chasteauneuf Art 72. & 73. Chartres Art. 63. Dreux Art. 54. Blois Art. 1. & 2. La Ruë d'Yndre Art. 30. Berry Tit. 1. Art. 3. & 4. Bourbonnois Art. 166. Lodunois Chap. 35. Art. 1. La Rochelle Art. 24. Bretagne Art. 499. & 527. Bar Art. 75. Tournay Tit. 9. Art. 2. Simon par decret. Sedan Art. 146.

Sans que par le mariage, ils retournent en la puissance de leurs peres. Bourb. Ar. 166.

Peuuent faire rendre compte à leurs Curateurs. Tours Art. 351.

Marmentau V. Bois

Masure. Poictou Art. 174. & 177.

Matieres priuilegiees ressortissent par appel pardeuant le Seneschal de Boullenois. Boullenois Art. 12.

Des cas Royaux ressortissent pardeuant le Seneschal. Boullenois Art. 13 & 14.

Purgatiues. Auuergne Chap. 9. Art. 9.

De Bornes & limitations de partage de succession. Auuergne Chap. 9. Art. 9.

Matieres ou causes sommaires, matieres ou causes ordinaires. Berry Tit. 2. Art. 36. 37. & 38.

Iuge doit traicter sommierement de plain & sans figure de procez, quand les parties comparent au premier adiournement. Tournay. Tit. 26. Art. 7.

Iusticiers vuideront sommairement & de plain les petites causes personnelles de trẽte ou xl. sols & au dessous. Aniou Art. 66. Le Maine Art. 76.

Matrimoine. Lodunois Chap. 25. Art. 1.

Heritages Matrimoniaux pour heritages maternels venans du costé maternel Lodunois Chap. 29. Art. 23

Le mauuais emporte le bon. Niuernois Chap. 8. Art. 22

Quand l'vn des conioincts par mariage est de condition seruile & l'autre franc, leurs enfans sont serfs. Max. Bourbonnois Art. 411.

Medecins. V. Mex.

V. Fins de non receuoir.

Meffaicte Coustumiere. La Marche Art. 349. 351. 352. 355. 356 357. & 360.

La menee du Sergẽt. Tours Ar. 169. & 194.

Bailliage & amenee. Aniou Art. 382.

La menee & obeissance du Fief. Bretagne Art. 269

Mercs de Iustice, de Chastel, de Gibert. V. Iustice.

Merin ou Sergent. La Bourt Tit. 1. Art. 3. 7. & 8. Tit. 14. Art. 1. 2. 14. & 18. Tit. 15. Art. 2. & 3.

Messages, messageries, pour Sergens & Sergenteries, qui font les messages des Iuges, & executent leurs mandemens & commissions. Sole Tit. 4. Art. 1. & 2. Tit. 25. Artic. 1. & 2. Tit. 7. Art. 1. 2. 3. 4. 5. Tit. 35. Art. 17.

Messagers Iurez. Sole Tit. 5. Art. 1. & 2.

Messagers creez. Sole Tit. 4. Artic. 1.

Quel serment doiuent faire. Sole Titre 4. Art. 1.

Doiuent bailler caution suffisante. Sole Tit. 4 Art. 1

Quel salaire ont pour chacun adiournement. Sole Tit. 7. Art. 1.

Doiuent faire les executions des mandemens & lettres executoires emanees du Castelan de Maulcon, Ban, main-mises, penheres & assignations sur oppositions. Sole Tit. 7. Art. 2.

Ne peuuent subroger aucun en leur lieu. Sole Tit. 7 Art. 3. & 5.

Executans plusieurs pour vne debte en vne mesme Parroisse n'ont qu'vn salaire. Sole Tit. 4. Art. 4. & Tit. 7. Art. 4.

Messier. Melun Art. 307. Sens Artic. 154 Tours Art. 62 Duché de Bourgongne Ch. 1. Art. 7. Comté Art. 56. & 58. Reims Art. 402. & 403. Bar Art. 50. Lodunois Chap. 5. Art. 4.

Pour vignier ou garde des vignes ou bleds ou moissons.

Messier ou mesureur. Tours Art. 62. Lodunois Chap 5. Art. 4.

Sergent ou messier. Melun Art. 307.

Forestier ou Messier. Sens Art. 155. Langres L. Art. 3.

Sergent ordinaire Blamier ou Messier. Bretagne Art. 370.

Sergent Messier. Troyes Art. 122. Chaumont Art. 192.

Cõmis a la garde vignes & autres fruicts de terre.

Mestayer Partiaire. Tours Art. 113.

Mestairie Berry Tit. 9. Art. 45. 46. 48. Bretagne Art. 421.

Mestaier tenu de mettre les fruits de la mestairie és bastimens & logis d'icelle. Dunois Art. 86. Fumiers, pailles & estrains ne serõt enleuez hors la mestairie. Dunois Art. 87.

Seront saisis & arrestez Berry Tit. 9. Ar. 46.

Mesure de diuerses sortes. Clermont Art. 37. Sole Tit. 57. Ar. 1. De grain à mines. Clermont Ar. 231. de terre. Clermont Ar. 234. 235 236. 237 238. 239. & 240. D'Arpens. Clermõt Art. 241. D'arpentage Dunois Ar. 51. D'aune Clermõt Ar. 243. & 244. De poids. Clermõt Art. 245. Droict de mesure. Tours Art. 41. 42 & 62. Lodunois Ch 2. Ar. 2. 3. & 4. Aniou Ar. 43. Le Maine Ar. 50.

De mettre mesures. Poictou Art. 66.

Poids & mesures donnez par celuy à

Source : BIU Cujas

qui il appartient. Xainctonge Art. 136.
Tonneau que doit contenir. Niuernois Chap. 37. Art. 27.
Marchandiſes ſeront vendues au poids du Roy ou à l'aune de Paris. Xainctonge Art. 134.
Braſſe doit contenir ſix pieds communs Xainctonge Art. 135.
Iournal que doit contenir. Bretagne Artic. 263.
Seigneur vſant de plus grande ou moindre meſure perd ſon droict de bailler meſures. Tours Art. 41. Lodunois Chapitre 2. Art. 3.
Ayant droict de meſure ne peut auoir qu'vn ſept ou eſtellon ſans le croiſtre ou diminuer : autrement dechoit de ſon droict Tours Art. 42. Lodunois Chap. 2. Artic. 3. Poictou Art. 66.
Tenu enuoyer ou apporter en l'hoſtel de la ville plus prochaine ayant droict de Mairie ou Communauté, le ſep ou eſtellon. Tours Article 42. & 62. Lodunois Chap. 2. Artic. 3.
Regiſtre ſera faict des poids & meſures Poictou Art. 66.

V. Iuſtice, Iuges.

Meubles quelles choſes comprend. La Bourt Tit. 14. Art. 9. Sole Tit. 29. Article 11.
Meubles n'ont ſuite par hypotheque. Paris Article 170. Calais Article 226. Meaux Article 123. Melun Artic. 313. Sens Article 131. Auxerre Articl. cent vingtneuf Eſtampes Artic. 69. Montfort Article 71. Mante Articl. 65. Dourdan Art. 57. Senlis Artic. 208. Clermont Artic. 56. Vallois Art. 158. Troyes Art. 72. Chaumont Art. 65. Chalons Art. 273. Reims Artic. 186. Cambray Titre 20. Artic. 11. Duché de Bourgongne Chap. 5. Art. 4. La Salle de Lille Titre 22. Articl. 12. Tournay Titre 27. Artic. 17. Comté de Bourgongne Article 164. Montargis Chap. 20. Article 15. Orleans Articl. 447. Tours Article 220. Grand Perche Artic. 206. Blois Art. 268. Berry Tit. 9. Artic. 9. Bourbonnois Art. 116. Auuergne Chapitre 24. Artic. 52. La Marche Artic. 400. La Rochelle Article 60. Bar Article 60. Sedan Artic. 273. Aniou Art. 490. Le Maine Art. 494.
Hors les mains de l'obligé n'ont point de ſuite. Aniou 421. Le Maine Art. 436.
Sinon en cas de louage de maiſon ou ferme des champs. Paris Article 171. Calais Article 227. Chalons Artic. 273. Laon Article 274. Reims Art. 254. Mante Artic. 92.
Pour louage de maiſons. Auxerre Art. 129. Blois Article 268.
Ou d'autre debte priuilegiee. Blois Art. 268. Sedan Art. 273. & 274.
Pour loyer de maiſon. Reims Artic. 186.
S'ils n'ont eſté vendus à d'autre. Sedan Artic. 274. & 276.
Publiquement par auctorité de Iuſtice. Dourdan Art. 57.
Sinon au profit du locateur. Montfort Art. 71. Mante Art. 65. Dourdan Artic. 57. Grand Perche Artic. 206.
Ou du marchant pourſuiuant ſa marchãdiſe auant la vente, &c. Mante Art. 65.
Ou vendeur pourſuiuant la choſe vendue eſtant en eſſence és mains de l'acheteur ſans Deſconfiture. Tours Artic. 221.
Ou s'il a eſté vendu ſans iour & ſans terme, ſous eſperance d'en eſtre payé promptement. Grand Perche Art. 206.
Sinon en matiere de deſconfiture. Clermont Article cinquante ſix. Ou priuilege. Orleans Artic. 447.
Meubles prins par execution ſeront vendus dans deux mois apres les oppoſitions iugees ou ceſſees. Paris Article 172. Calais Article 242.
Dans vn mois apres enſuiuant : autrement les executions ſont nulles & ſeront les meubles relaſchez par le Iuge ordinaire. Auuergne Chap. 24. Article 50.
Autrement le Sergent, les pourra deliurer à partie. La Marche Article trois cens nonante ſept.
Auec quelle ſolemnité ſeront vendus. Aniou Article quatre cens nonante. Le Maine Art. 494.
Ou biens trouuez en la maiſon ſont affectez au louage. Armentieres Art. 8.
Quelles choſes ſont tenues & cenſees pour meubles?
Cedules & obligations faictes pour ſomme de deniers, marchandiſes ou choſes mobiliaires. Paris Artic. 89. Calais Artic. 2. Reims Art. 18.
Debtes actions paſſiues. Reims Article dixſept.
Debtes perſonnelles deues par obligation cedules ou autrement. Sedan Article vingt quatre.
Droicts, noms, raiſons & actions. Calais Artic. 1.
Noms & actions pour choſes mobiliaires. Niuernois Chapitre 26. Article 7. Bourbonnois Article deux cens octante & vn. Auuergne Chapitre 16. Article 10. La Marche Artic. 113.
Et actions competans à meubles. Berry Tit. 4. Art. 1. & 2. Normandie Art. 490. Cambray Tit. 16. Art. 4.
Or, argent monnoyé ou à monnoyer. Reims Art. 17.
Bois couppé, bled, foin ou grain ſoyé ou fauché, encores qu'il ſoit ſur le champ & non tranſporté. Paris Artic. 92. Calais Art. 5. Melun Artic. 282.
Fruicts foins, & grains eſtans ſur la terre apres la Sainct Iean Baptiſte encores qu'ils ne ſoient fiez ne couppez. Normandie Ar. 474. & 491.
Fors les pommes & raiſins, iuſques au premier iour de Septembre. Normandie Artic. 491.
Fruicts des terres & vignes perceus au temps de moiſſonner, vendanger en maturité. Meaux Art. 125.
Bled eſtans en terre apres la my-May, ſont meuble & cathel. Monſtreul Article 47.
Bleds verds. Boullenois Art. 140.
De Mars iuſques à la Sainct Iean Baptiſte. Boullenois Art. 140.
Bleds verds reputez catheux. Beauqueſne Art. 10. Artois Artic. 141.
Et apres le pied couppé meubles. Beauqueſne Art. 10. Artois Art. 141.
Bleds eſtans couppez & recueillis, encores qu'ils ne fuſſent mis en grange. Laon Artic. 103.
Ayans le pied couppé. Bappalmes Tit. 1. Art. 11. Couppez & cueillis. La Salle de Lille Tit. 7. Art. 2.
Bleds en terre eſtant nouez. Niuernois Chap. 26. Art. 1.
Fruicts cueillis, couppez & abbatus eſtans en maturité, moiſons & fermes deuës, encores que le termes des ferme & moiſon ne ſoient eſcheus. Orleans Art. 207.
Cenſes deuës pour la deſpouille de l'annee, ſi le pied eſt couppé au iour du treſpas, encores que les termes ne ſoient eſcheus. La Salle de Lille Tit. 7. Artic. 5. Cambray Tit. 16. Art. 2.
Bois taillis apres le temps de la coupe ordinaire. Laon Art. 105. Chalons Ar. 113. Reims Art. 19.
Apres xv. ans ſils n'ont accouſtumé de eſtre couppez à moins de temps. Sedan Art. 15. & 16.
Foins à coupper la my-May paſſee, raiſins la my-Septembre, & tous autres fruicts pẽdans par les racines apres la Sainct Iean Baptiſte. Reims Art. 19.
Vignes quant aux fruicts eſtant fouies. Niuernois, Chap. 26. Art. 2.
Prez quant à l'herbe apres la noſtre-Dame de Mars. Niuernois Chap. 26. Ar. 3.
Aduenſtures & autres choſes & Vvariſons couppez. Valanciennes Art. 117.
Tous heritages. Arras Art. 5.
Heritages tenus en Franc-Alleux. La Salle de Lille Titre 7. Article 11. Eſtreux Article 2.
Arrerages de redeuances. Niuernois Chapitre 29. Art. 7.
De cens & rente. Bourbonnois Article 281. Auuergne Chap. 16. Art. 10. La Marche Art 113.
De rentes foncieres ou conſtituee & loyer de maiſons apres le terme eſcheu. Orleans Article 207.
De rentes Seigneuriales ne ſont reputees que du iour que le payement eſt eſcheu. Normandie Art. 495.
De rentes foncieres & hypothecaires iuſques au iour du decez. Normandie Article 496.
De rentes Seigneuriales & ſous-rentes eſcheus du iour du treſpas de l'heritier: ſauf en cas de retraict. La Salle de Lille Titre 7. Art. 6.
Dons ou aumoſnes d'vne ſomme de deniers ou grains faits à l'Egliſe. Vitry Ar. 132.
Preſts faicts à Cenſiers à l'entree de leur Cenſe, ſe deuans rendre au iour de Sainct Iean Baptiſte. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 16. Par priſee & eſtimation. Artois Article 142.
Viures & prouiſions deſtinez pour la prouiſion & train ordinaire. Sedan Artic. 28.
Harnois de guerre trouuez en autres lieux qu'és, maiſons, chaſteaux & villes, ſinõ qu'ils fuſſent deſtinez & [illegible] pour y ſeruir. Sedan Art. 29.
Vſtancilles d'hoſtel qui ſe peuuent tranſporter ſans fraction & deterioration. Paris Art. 90. Calais Artic. 3. Reims Artic. 20. Normandie Artic. 492. Orleans Art. 356. Sedan Art. 25.
Tout ce qui ſe peut tranſporter de lieu en autre. Laon Art. 99. Chalons Artic. 108. Chauny Art. 2. & 4.
Poiſſon en boutique ou reſeruoir. Paris Art. 91. Calais Ar. 4. Melun Ar. 281. Orleans Artic. 355.
La bonde leuee. Blois Ar. 229. Meaux Art. 127. Bourbonnois Art. 374.
En eſtang ou viuier apres trois ans. Vitry Art. 37. & 114. Laon Art. 104. Chalons Art. 112. Sedan Art. 13. Reims Art. 19.
Apres deux ans. Bourbonnois Art. 285.
Mis en reſerue ou reſeruoir. Niuernois Chap. 26. Art. 5. Bourbonnois Art. 285 Normandie Art. 506.
Separez des eſtangs ou viuiers. Chauny Art. 5. En garde ou hugues. Laon Articl. 103. Reims Ar. 19. Peſché & mis en foſſes, huches & autres petits lieux, hors les eſtangs & viuiers. Chauny Art. 5. Cuues d'vn preſſoir. Niuern. Ch. 26. Ar. 12. Bourbonnois Ar. 248

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Cuues & Baignoires. Melun Art. 280.

Et autres gros vſtancilles ſe pouuans reuer ſans deterioration. Laon Art. 101.

Et chantiers. Chalons Art. 108.

Toreilles, Chaudiere, Bac & Cuues de Braſſerie. Calais Art. 3.

Nauires, Chalouppes, Barques & Batteaux ſe pouuans tranſporter ſans fraction &c. Calais Art. 3.

Batteaux ou Nauires. Normandie Art. 50.

Moulin à vent & à eauë ſe pouuant oſter ſens deſpecer ou deſſaſſembler. Paris Art. nonante.

Aſſis ſur Batteaux ſe pouuans mouuoir de place en autre. Niuernois Chapitre 26. Art. 8. Mante Artic. 58. Montargis Chap. 15. Artic. 22. Orleans Artic. 352. Bourbonnois Art. 282.

A vent aſſis ſur ſeulle. Niuernois Chapitre 26. Article 8. Bourbonnois Article 282.

A bras. Chalons Artic. 108. Berry Tit. 4. Artic. 3.

A eauë eſtant en batteau: ſinon qu'il y euſt atache au moulin perpetuel ou qu'il fut bannal. Tours Art. 221.

Ce qui ſe tourne d'vn moulin eſt meuble, & le ſurplus ſortit nature de fonds. La Salle de Lille Tit. 7. Art. 9.

Edifices ſur ſeulle. Niuernois Chapitre 26. Art. 12.

Preſſoer ſe pouuant oſter, &c. Paris Art. nonante.

Eſtant ſur ſeulle ſans fondement de terre. Niuernois Chap. 26. Artic. 12.

Rentes perſonnelles non hypothecaires. Monſtreul Art. 37.

Rentes conſtituees à pris d'argent. Duché de Bourgongne Chap. 5. Artic. 2. Comté Art. 37. Sedan Artic. 18. Vitry Articl. 131.

Iuſques à ce qu'elles ſoient rachetees. Paris Art. 94. Calais Artic. 60. Montfort Artic. 54. Mante Artic. 52. Melun Art. 284. Sens Artic. 223. Auxerre Artic. 120. Bar Artic. 59. & 62. Dourdan Artic. 49. Blois Artic. 157. Orleans Art. 191. & 251. Normandie Artic. 492. & 499. Laon Art. 107. Chalons Artic. 220. Mante Art. 52. Tours Art. 228. Berry Tit. 8. Art. 25. Troyes Art. 66. Chaumont Art. 64.

Mobiliaires: ſinon qu'elles ſoient nanties & hypothequees par nantiſſement faict. Chauny Art. 6. Ponthieu Art. 134.

Conſtituees ſous faculté redemptiue & de remeré. Montargis Chap. 8. Art. 10.

A pris d'argent, ſoient nanties, realiſees ou infeodees ou non rachetables à perpetuité. Reims Art. 18.

Foncieres, & volantes à vie ou à long tẽps ou à touſiours. Blois Art. 157.

Heritieres & viageres ſans rachat. La Salle de Lille Tit. 7. Art. 7.

A pris d'argent rachetables par conuention à temps ou perpetuellement. Bar Article 25.

Foncieres, encores qu'elles ſoient rachetables, durant le temps qu'elles ne ſont rachetables. Sens Art. 122.

Heritieres & à rachat. Valanciennes Article 50.

Appartenans à mineurs, eſtant rachetees pendant leur minorité, les deniers du rachat ou remploy en autres rentes ou heritages, ſont immeubles pour retourner aux parens du coſté & ligne. Paris Art. 94. Calais Art. 8. Normandie Artic. 499.

Eſtans rachetees, les parens doiuent employer ou le rendre aux mineurs. Montargis Chap. 8. Art. 10.

Deniers procedans des Rachats des rentes conſtituees. Laon Art. 107.

Heritieres ou viageres conſtituees à pris de deniers. L'Alleue Tit. 1. Art. 6.

Rentes par lettres, viageres ou heritieres à rachat, ſoit qu'il y ait main aſſiſe ou rapport d'heritage ou non. Artois Art. 140.

Rente hereditale donnee par pere ou mere à puiſnez pour leur portion de Quint encores qu'elle ne ſoit realiſee. Amiens Artic. 83.

Heritieres ſans rachat hypothequees ſur aucuns heritages Artic. 140.

Infeodees ou hypothequees ſur fiefs ou heritages cottiers. S. Omer en Artois Tit 1. Article dixneuf.

Par lettres hypothequees ſur aucuns heritages ou fiefs. Sainct Pol en Artois Titre 1. Art. 15.

Rentes par arrentement à Rachat ou nõ. L'Alleue Tit. 1. Article 6. Cambray Tit. 11. Art. 7.

Et rapport de fiefs ou heritages. La Salle de Lille Tit. 7. Art. 8.

Realiſeés par main-aſſiſe ou par rapport d'heritage. Tournay Tit. 16. Art. 2.

Viageres ou hereditables conſtituees, debtes & obligations dont n'y a hypotheque & droict reel & à Rachat. Boullenois Artic. 116.

Et heritieres à rachat conſtituees à pris d'argent. La Salle Lille Tit. 7. Art. 7.

Viageres & rentes heritieres conſtituees à pris d'argent & à rachat ſur hypotheque d'heritage. Cambray Tit. 16. Art. 1.

A rachat eſtant ſur le corps de communauté de ville. Valanciennes Artic. 50.

Acquiſition des Ayder, Gabelles & fonds de terre du Domaine du Roy rathetables à perpetuité. Reims Art. 18.

Baux & marchez de terre, adcenſes de moulins, prez, bois & heritages. Cambray Tit. 16. Art. 5.

Arrentemens terminatifs ſous Seaux des Bailleurs ou pardeuant Notaire & teſmoins ſans eſtre realiſez. La Salle de Lille Tit. 7. Artic. 7.

Vſufruict de reuenus des Fiefs & heritages cottiers, droicts d'iceux profits & reuenus de cent ans & vn iour vendus par Decret. Lille Tit. 7. Art. 3.

Donations de Fiefs & heritages cottiers à titre de mortgage & ſomme de deniers à prendre ſur iceux. La Salle de Lille Titre 7. Article 4.

Heritages baillez à rente fonciere ou emphyteoſité à rachat. Troyes Art. 65.

Grains procedans de moiſons des Cenſes & ammodiations, eu eſgard au commencement du louage & bail a ferme, & au iour du treſpas, encores que le payement ne ſoit eſcheu, ny les grains recueillis. Sedan Artic. 10. Idem des fruicts des terres baillees à fermes ou louage. Sedan Article onze.

Fruicts induſtriaux entre communs & perſonniers. Bourbonnois Art. deux cent octante quatre.

Par la Couſtume apres les ſemences faictes en ſucceſſion & partage. Meaux Article ſoixante neuf, ſeptante, ſeptante & vn & ſeptante deux. Sedan Article neuf. Auxerre Artic. 195.

De vignes, prez, arbres & autres fruicts naturels apres le premier iour de May. Sedan Artic. 14.

Incontinent apres les ſemences, & és vignes du ſeizieſme May en ſucceſſion ou partage. Auxerre Art. 195.

Loyers de maiſon & d'heritages a pris d'argent ou moiſon de grains, arrerages de Rentes conſtituees à pris d'argent, le terme eſcheu. Chalons Artic. 115.

Se partiſſent & les fruicts des heritages communs entre comoincts ou perſonniers, pro iata que le mariage a duré. Chalons Art. 115. & 116.

Louages de maiſons & arrerages de rentes heritieres ſont a l'heritier mobilier, ſi auant que les termes ſont eſcheus au parauant le treſpas. Valaũciennes Artic. cent dixhuict.

Penſions & redeuances des Baux à touſiours ou à plus long temps que de dix ans auant les termes eſcheus. Sedan Artic. 23.

Granges, Eſtables, Mareſchaucees & Blanc Bois en ſucceſſion entre enfans ſeulement. Monſtreul Articl. 45. Boullenois Artic. 74.

Maiſons & heritages en la ville & Eſcheuinage. Valanciennes Article 6. Commines Artic. 16. Armentieres Article premier Eſureux Arti. 1.

Argent prouenant de Retraict Couſtumier ou Conuentionnel. Poictou Article 251.

Meubles catheux & heritages reputez pour meubles. Seclin Article quatorze. La Baſſee Art. 3.

Bois blanc & catheux. Sainct Pol en Artois Tit. 1. Art. 12.

Et heritages nobles ou partables des decedez ſans hoirs legitimes de leurs corps comme ſeront partis. Bretagne Article cinq cens nonante trois.

Aduiennent au plus prochain: Niuernois Chapitre trente quatre. Article treize. Berry Tit. 19. Art. 1.

Conqueſts & debtes perſonnelles ſont reputez meubles pour le partage. Bourbonnois Art. 269.

Meubles ſuiuent le corps. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 9.

Le corps & ſon vray domicile. Arras Article 30.

Le corps & lieu mortuaire. L'Alleue Tit. 2. Artic. 16.

Et non les heritages tenus d'Eſcheuinage. Arras Art. 30.

Ne tiennent coſte ne ligne. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 6.

Meubles eſcheus à la femme durant le mariage ſont au mary à la charge de les employer moitié en heritage ou rente. Normandie Art. 375.

S'il n'y a conuention entre Nobles les deux tiers ſortiſſent nature de meubles: entre roturiers la moitié, &c. Bourbonnois Artic. 221.

Sont heritages pour les deux parts & la tierce meuble, ſi la fille a renoncé à ſucceſſion autrement ſont meubles, ſ'il n'y a conuention contraire. Xainctonge Art. 59.

Meubles en certains cas ne ſuiuent le Domicil. Laon Article 86. Chalons Art. 99.

Meubles ou reputez pour meubles, ſuiuent les Couſtumes des lieux. Reims Article 21.

N'enſuiuent la Couſtume du lieu où il eſt decedé ou demourant. Bretagne Art. ticle 11.

Meubles & conqueſts immeubles quant à la ſucceſſion ſont de meſme nature. Montargis Chap. 13. Art. 7. Dunois Art. 78.

Demandez ou vindiquez par adueu ou autremẽt. Anjou Ar. 420. Le Maine Art. 435.

Vendus à l'ancan apres la deliurance ſon,

Source : BIU Cujas

à l'acheteur, ores qu'ils fussent furtifs, & les peut auoir dans huictaine. Sedan Art. 336. l'acheteur ne sera poursuiuy pour les debtes du vendeur, si le meubie est hors du vendeur ou s'il n'y a Arrest. Aniou Art. 411. Le Maine Art. 436.

Mettre les meubles d'vn conducteur d'vne maison sur les carreaux par auctorité de Iustice. Melun Art. 186.

Mesnier. V. Mousnier.

Mex ou Meix. Niuernois Chap. 4. Art. 68. Tit. 8. Artic. 3. & 19. Chapitre 37. Art. 13. Comté de Bourgongne Art. 84. 85. 86. 90. 91. & 93. Duché de Bourgongne Ch. 9. Art. 8.

Pour le tenement & heritage main-mortable des personnes de seruile condition & de main-morte.

Mex & tenemens. Niuernois Chapitre 4. Art. 68.

Mineur de 18. ans encores que les Baillistres luy aiēt rendu le bail, ne reçoit l'hōmage de ses hommes. Tour Art. 116. Lodunois Chap. 11. Art. 10.

Si le Tuteur ou Curateur a payé le deuoir venu en aage sera l'hommage & y entrera comme de fief seruy. Poictou Art. 117. Angoumois Art. 28. Xainctonge Art. 39. tenu bailler son denombrement. Angoumois Artic. 28.

Venu en aage doit releuer & payer les droicts non payez par le Tuteur, & faire la foy & hommage. Chauny Art. 81. Ponthieu Artic. 29.

Si les Tuteurs ont releué de bail & payé double relief Chauny Ar. 81. Ponthieu Ar. 29. Ne doit que bouche & mains auec le serment de fidelité. Cambray Tit. 1. Ar. 28.

Receu sans profit, sinon qu'il en fut deu des precedens. Montargis Chap. 1. Art. 49. & 63. Orleans Art. 29.

Venu en aage n'est tenu payer nouueaux reliefs ne bailler nouueau denombrement ains les doit aduouer. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 59. Melun Art. 46.

Estant hors de Tutelle, tenu faire hommage & serment de Feauté dans vn an. Duché de Bourgongne Chap. 1. Art. 4. Niuernois Chap. 4. Art. 5.

Mineur aiant esté euincé du Retraict par fraude ou collusion de son Tuteur a recours contre le Tuteur pour ses dommages & interests dans l'an de sa maiorité. Normandie Art. 467. creu par serment de la valeur & quantité des meubles & conquests ioinct la commune estimation. Blois Art. 283.

Minu, pour delaration, aduen & denombrement qu'vn nouueau acquereur & suiet doit bailler par le menu à son Seigneur. Bretagne Art. 81. & 360.

Adueuz & minus. Bretagne Art. 360.

Mise de faict Art. 155. 156. 157. 158. 160. & 161. Ponthieu Art. 116 Artois 71. 75. & 117. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 63. Tit. 15. Art. 1. & 2. Amiens Art. 54. 144. & 145. Lens Tit. 1. Art. 1.

Pour acquerir droict reel en vn heritage laquelle estant deuemēt decretee par le Iuge emporte hypotheque.

Mise de faict ne depossede personne. Tournay Tit. 1. Art. 2. La Salle de Lille Tit. 19. Art. 3. Sera pour apprehender toutes successions. Lille Art. 155.

A titre particulier n'a lieu, si on ne faict apparoir du titre par lettres, instrumens ou tesmoins, qui sera communiqué au defendeur Lille Art. 156. La Salle de Lille Tit. 19. Art. 1.

Pour vn louage pour seureté de son louage. Lille Art. 157.

Cree hypotheque des l'instant de la main mise. Lille Art. 158.

Se doit signifier en especial au Preuost de Lille ou son Lieutenant & autres ayans Iustice. Lille Art. 159. La Salle de Lille Tit. 19 Art. 2.

Se decrete au premier iour contre le defaillant. Lille Art. 160.

Equipolle à desheritement ou adheritement. Lille Art. 161.

Moyen Iusticier. V. Iustice.

Moison. Paris Art. Amiens Artic 154. 214. Peronne Artic. vingthuict. Auxerre Art. 64. & 135.

Pour le pris de l'adcense, louage ou loyer ou ferme.

Moison de grains. Paris Ar. Meaux Art. 70. Melun Art. 57. 181. 184. & 130. Sens Art. 250. Clermont Artic. 102. Montargis Chap. 2. Art. 43. Montfort Art. 38.

Moison, fruicts ou pension annuelle qui se prend pour bail de bestes à Chaptel ou autrement. Berry Titre dixsept. Article douze & treize.

Monsonnier. Blois Art. 78.

V. Maisonnier.

Moissines de raisins. Berry Titre quinze Article deux.

Droict de monneage appartenant au Roy se prend sur chacun feu pour son monneage & fouage de trois en trois ans. Normandie Artic. 76.

Par quelles personnes n'est deu. Normādie Art. 77. 78. & 79.

Les Iuges Royaux congnoissent seuls du monneage. Normandie Art. 80.

Monstree & monstre. Tours Art. 1. 2. & 4. Lodunois Chap. 1. Artic. 1. & 2. Aniou Art. 16. Le Maine Art. 7. La Rochelle Art. 13. Bretagne Artic 124. 126. 135. 767. & 768. La Marche Art. 178.

Pour la veue d'vn heritage que le demādeur fait au defendeur.

Est faicte par le Seigneur au suiet pour deuoirs particuliers: mais non quand les deuoirs sont generalement demādez à cause de ce qu'il tient en fief. Tours Art. 4.

Se peut faire tant pour instruction de Iustice, qu'à la requeste de partie. Bretagne Artic. 124.

Oculaire de l'heritage doit estre faite par le redeuable de rente fonciere vne fois en sa vie, &c. ou par le S. La Marche Art.

Par vn seul defaut. Bretagne Article 135.

Par le vassal au Seigneur, aux despens du Seigneur. Bretagne Art. 133.

Monstree & veue ont lieu en action personnelle, d'attentat, spoliation, &c. Bretagne Art. 126.

En toute action reelle. Bretagne Article 127.

En chose particuliere. Bretagne Art. 130.

En plegement general pour l'opposant. Bretagne Art. 131.

Comme doiuent estre faictes. Bretagne Article cent trente six. Cambray Titre 26. Article 2.

Monstree ne veuë n'a lieu entre freres pour heritages de la succession du pere ou mere, ny en autre demande vniuerselle. Bretagne Art. 125.

En choses donnees ou promis bailler par contract ou autrement de son faict. Bretagne Art. 128.

En premesse ou retraict Feodal de Bretagne Artic. 129. quand il est question de la maison, où demoure le defendeur. Bretagne Art. 132.

Ne sont faictes par le Seigneur ou celuy qui le represente à l'aisné: sinon au cas que le S. superieur le voudroit contraindre. Bretagne Artic. 133.

Demandeur apres la monstree & declaration faicte par le defendeur, s'il ne faict apparoir du trouble, est tenu le desdōmager Bretagne Art. 137.

V. Veuë.

Montenage. Monstreul Art. 24.

Droict de montenage. Boullenois Ar. 36.

N'est deu. S. Omer Art. 6.

V. Montenage.

Le mort saisit le vif. Paris Art. 318. Calais Art. 109. Meaux Artic. 40. Melun Ar. 166. Sens Artic. 82. 110. 117. & 182. Auxerre Art. 239. Estampes Artic. 118. Montfort 103. Mante Artic. 89. Dourdan Art. 105. Senlis Art. 142. Clermont Art. 141. Vallois Art. 77. Troyes Art. 41. & 90. Chaumont Art. 77. Vitry Art. 71. Laon Art. 71. Chalons Art. 78. Reims Art. 307. Noyon Art. 1. S. Quentin Art. 54. Ribemont Artic. 56. Amiens Art. 66. Boullenois Art. 75. & 122. Peronne Artic. 168. Artois Art. 92. Duché de Bourgongne Chap. 7. Art. 1. Comté Ar. 43. Montargis Chap. 13. Art. 6. Niuernois Chap. 34. Art. 1. Orleans Art. 301. Normādie Art. 235. Tours Art. 259. & 262. Le Maine Art. 237. Grand Perche Ar. 136. Chasteauneuf Art. 116. Chartres Art. 94. Dreux Ar. 84. Blois Art. 136. Berry Titre 19. Art. 28. Bourbonnois Artic. 299. Auuergne Chap. 12. Art. 1. La Marche Art. 211. Lodunois Chap. 27. Art. 2. Poictou Artic. 279. Angoumois Art. 84. La Rochelle Articl. 56. Xainctonge Art. 105. Bourdeaux Article 74. S. Seuer Tit. 12. Artic. 11. Arras Art. 16. Cambray Titre 12. Artic. 1. Tournay Tit. 24. Art. 1. Valanciennes Artic. 91. Bar Art. 123. Sedan Art. 156.

Noble ou roturier, pour la part qu'il peut succeder. Tours Art. 259.

Soit en ligne directe ou collaterale. Sens Art. 82. Auxerre Art. 239. Sainct Quentin Artic. 54. Ribemont Art. 56. Herly Art. 1.

En ligne directe. Bretagne Artic. 111. & 538.

Tant ascendante que descendante sans faire Clain ou Relief. Valanciennes Article 91.

En succession Noble ou roturiere. Aniou Art. 272. Bretagne Art. 563.

Heritier testamentaire, ores qu'il ne soit habille à succeder pour euiter circuit. Berry Tit. 18. Art. 7.

Son heritier testamentaire ou ab inteſtat Comté de Bourg. Art. 43. Berry Titre 19. Artic 28.

Ab inteſtat, sans apprehension de faict. Niuernois Chap. 34. Art. 1. Bourbonnois Art. 299. Auuergne Chap. 12. Artic. 1. La Marche Article 211. Poictou Article 279. Angoumois Artic. 84. Chasteauneuf Artic. 116. Chartres Art. 94. Dreux Art. 84. Blois Art. 136.

Sans en faire aucune apprehension pour meubles & main-fermes pour y acquerir droict transmissible. Cambray Titre douze Article premier.

Sans apprehension de faict au dedans de l'an & iour du decez. Aniou Artic. 272. Le Maine Art. 289.

Des biens tant heritages que meubles. Arras Art. 6.

Sans aucun ministere de faict. Normandie Art. 235.

Sans aucunne solemnité garder. Sedan Art. 156.

Source : BIU Cujas

Tant en fief qu'en roture. Ribemont Article 56.

Des biens du defunct, ſil n'en auoit diſpoſé par tradition vraye ou feinte. Poictou Art. 273. Angoumois Art. 116. & 117.

Ores qu'en matiere Feodale contre le S. ſoit requiſe inueſtiture. Clermont Article 141.

Doit releuer les heritages à luy ſuccedez auant qu'il puiſſe auoir droict contre le S. & en iouyr. Boullenois Artic. 122.

En faiſant les droicts & deuoirs à ce pertinens. Artois Art. 92.

Les Reliefs pour ce deuz aux S. dont les heritages ſont mouuans S. Pol Art 2.

Le ſerf mort ſon Seigneur ſil n'y a priuilege au contraire. Sens Art. 110.

Aiſné a la ſaiſine de la ſucceſſion Noble ou roturiere. Bretagne Art. 563.

Abſent pour cauſe quand ſe peut dire ſaiſi. Le Maine Art. 289.

Mineur ſe peut dire ſaiſi dans l'an & iour de ſon aage. Aniou Artic. 272. Le Maine Artic. 289.

Femme mariee ſe peut dire ſaiſie dedans l'an & iour du mariage diſſolu. Aniou Article deux cens ſeptante deux. Le Maine Art. 289.

Mortaille Auuergne Chapitre dix ſept Artic. 14. Chap. 21. Artic 12. & 14. Chap. 22. Art. 16.

Droict de confiſcation & mortaille. Auuergne Chap. 22. Art. 16.

Mortgage. Lille Artic. 39. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 53.

Droict de mortgage. Lille Art. 38. La Salle de Lille Titre dixſept. Artic. 6. Tournay Tit. 10. Art. 33. 34. & 35.

Mortgage comme ſera racheté. Tournay Tit. 10. Art. 33. 34. & 35.

Et les fruicts ſont au donataire ſans deſcompt. Tournay Titre dix. Articl. trente cinq.

Motte Seigneuriale. Troyes Artic. 14. Chaumont Art. 8.

Droict de moulage ou mouture eſt de la ſeizieſme partie. Bretagne Article trois cens octante ſept. Aniou Article 26. Le Maine Article 26. La Marche Article 313. Angoumois Article 30. Grand Perche Article 27.

Droict de moulage quel eſt. Niuernois Chapitre dixhuict Article 6. Tours Article quatorze Lodunois Chapitre 1. Article 10 Aniou Article 26. Le Maine Article 26. Blois Article 240. Bourbonnois Article 535. La Marche Article 313. Poictou Articl. 36. Bretagne Article trois cens ſeptante deux & trois octante ſept. Bayonne Tit. 23. Artic. 2. 3. 8. 9. & 10. La Bourt Titre 2. Article 2. Sole Titre 12. Art. 4.

Droict de moudurier ou moulage. Xainctonge Art. 9.

Deuoir de moulte. Bretagne Article 387.

Moulant ou cuiſant eſt creu de ſon ſerment iuſques à cinq ſols. Niuernois Chap. 18. Article 13. Aniou Article 25. Le Maine Article 25. Bourbonnois Artic. 541. Bayonne Titre 23. Articl. 1. La Bourt Tit. 2. Artic. 1. Sole Tit. 12. Artic. 5. Bretagne Artic. 385.

Moulin doit eſtre tenu en poinct rond & bien clos. Niuernois Chap. 18. Art. 9. Lodunois Chap. 1. Art. 11. Blois Art. 241. Bourbonnois Art. 537. Poictou Art. 37.

A poinct, roué & bien cloué. Tours Article 15.

Bannier ou autres ſeront faicts ronds. Blois Art. 241. Bourbonnois Art. 537.

Moulin à vent ou à eauë peut eſtre conſtruit par toutes perſonnes : pourueu que ce ne ſoit dans Territoire, & Iuſtice du Seigneur aiant droict de moulin bannier à bled, & qu'il y ait Saut & entre y on. Berry Tit. 16. Art. 1. & 2.

Peut eſtre faict par chacun, &c. ſil ne faict preiudice, &c. Sole Titre 12. Article 1.

Par l'homme Noble en ſon heritage. Bretagne Art. 601.

Ne peut eſtre faict ſans congé du Seigneur. La Ferté Ymbaut. Articl. 10.

De nouuel, ſil n'eſt Chaſtelain, ou ſans congé du Baron ou Chaſtelain. Maizieres Artic. 9.

Sur Riuiere publique au deſſus & au deſſous des ponts portans dómages aux ponts Turcies, Chauſſees, Talus, &c. Orleans Artic. 256.

Bas Iuſticier ou moyen fondé d'auoir moulin bannal. Tours Article 7. & 50. Lodunois Chap. 1. Artic. 3. Aniou Artic. 15. Le Maine Art. 14. Grand Perche Article 25.

Pour acquerir bannie & four ou moulin faut auoir Titre ou apres prohibition ou contradition, paiſible poſſeſſion de xxx. ou quarante ans. Niuernois Chap. 18. Art. 1.

Ayant Fief tenu noblement auec iuriſdiction peut auoir four ou moulin banniers, ou pluſieurs moulins. Angoumois Art. 29.

Haut, moyen ou bas Iuſticier peut contraindre ſes ſuiects & eſtagiers Couſtumiers demourans, &c. à venir moudre au moulin bannal, s'il eſt en eſtat deu : autrement iront au moulin du Seigneur Suzerain. Tours Artic. 7. 9. 50. & 57. Buzançois Artic. 4. 5. Genouſt Article trois Maizieres Artic. 3. Sainct Cyran Article 2. L'Iſle Sauary Art. 5. Lodunois Chapit. 1. Artic. 3. & 5. Chap. 2. Artic. 6. Chapitre 4. Artic. 2. Aniou Artic. 15. Le Maine Article 14. Grand Perche Art. 25. La Marche Art. 311.

Leuant & couchant roturierement. Poictou Art. trente quatre, quarante deux & quarante cinq. Angoumois Articl. 29. Xainctonge Art. 7.

Soit qu'il y ait moulin à eauë ou à vent. Poictou Art. 43.

Peut contraindre ſes hommes à moudre au moulin de ſa femme, durant le mariage. Poictou Art. 50.

Eſtant ſon manſionnier en proche fief auec arriere fief. Bretagne Art. 376. 377. 382.

Doit auoir moulin a luy appartenant pour vſer de la contrainte. Poictou Ar. 51.

Moulin à vent n'eſt reputé bannal, ſil n'y a titre valable, recongnoiſſance, adueu ou denombrement. Paris Artic. 72. Orleans Art. 101.

Bannial ne peut eſtre de nouuel conſtruit, ſi ſon Seigneur en a d'ancienneté. Tours Art. 7. Lodunois Chapitre premier Artic. 3.

Droict de moulin bannier. Berry Titre 16. Art. 1.

Droict de bannie. Ponthieu nonante ſept & nonante huict.

Moulin bannier, ou moulins banniers. Bourbonnois Art. 303. La Marche Article 215.

Ou banquier. Azay le Ferron Article 4. Sainct Cyran Art. 2. L'Iſle le Sauary Art. 5. S. Bauché Art. 3.

Moulin bannier n'eſtans en eſtat de moudre, le ſuiect peut prendre bled & le faire moudre ailleurs. Niuernois Chapitre dixhuict Article onze. Bourbonnois Article 539.

Bannal n'eſtant propre à faire faire pain blanc, le Boulanger public peut aller moudre ailleurs. Niuernois Chapitre dixhuict Article quatorze. Tours Article dix. Lodunois Chapitre 1. Article 6. Aniou Article dixneuf. Le Maine Article 18. Bourbonnois Art. 542.

Bannier eſtant en eſtat deu, le Seigneur bannier eſt tenu le faire denoncer au Proſne. Niuernois Chapitre 18. Article 12. Bourbonnois Articl. 533. Aniou Article 20. Le Maine Artic. 19. La Marche Article 316.

Bas Iuſticier a droict de moulin à draps. Aniou Artic. 22. Le Maine Artic. 21. & 22. peut contraindre les ſuiects d'y aller fouller leurs draps, en payant le droict de foulage. Aniou Art. 22. Le Maine Article 22.

Les viez & ſus-granier du moulin ne ſeront leuez ſans prendre eſchantillon & appeller Iuſtice. Blois Artic. 238.

Reparations de moulins communs comme ſe doit faire. Bayonne Tit. 23. Art. 4. 5. 6. & 7. Bretagne Art. 374. Aniou Artic. 21. Le Maine Art. 20.

Fruicts des moulins, preſſouers, &c. banniers ſont communs pendant l'an de recõpenſe. Bourbonnois Artic. 303.

Suiects en cas de procez ont deliurance de leurs bleds & farines en baillant pleges & s'ils requierent mal la deliurance punis. Aniou Article ſeize. Le Maine Artic. quinze.

Contraignables d'aller moudre au moulin du Seigneur Suzerain, s'il eſt dans la Banlieue. Aniou Artic. 17. Le Maine Article 16. La Marche Article 315. Poictou Article trente huict & quarante. Bretagne Article 375. 378. 379. 380. & 384.

Peuuent eſtre contraincts par le Seigneur Iuſticier à reſſentir d'eſtage. Le Maine Artic. 33.

Fors les priuilegiez. Amboiſe Artic. 2. Maizieres Artic. 5. Sainct Cyran Artic. 3. L'Iſle Sauary Art. 6.

Tonſurez & d'Egliſe peuuent mener leur bled ailleurs ſans contrainte. Chaſtillon Artic. 3.

Ne peuuent eſtre contraints moudre au moulin du voiſin. Poictou Article quarante huict.

Moulins & moulans ſuiects rapporter en partage comme ſeront aſſis. Bretagne Article 370.

Ayans eſté donnez en partage, les coheritiers ne pourront faire moulin pour y tirer les ſuiects. Bretagne Articl. 371. 372. & 373.

Moulins auront vne ablee ou lanciere ouuerte. Montargis Chap. 10. Art. 8.

Vne allee ouuerte. Blois Art. deux cens trente ſept.

Le Seigneur ou ſon mouſnier peut oſter le grain ou farine au ſuiect allant ou retournant de moudre. Sole Titre premier Article trois.

Mouſnier ou Meuſnier eſt tenu aller querir le bled & rendre la farine à la meſure. Poictou Art. 34. Xainctonge Art. 7.

Peut faire meſurer les bleds en ſa preſence, & les rendre par detentiõ de leurs beſtes & poches. Niuernois Cha. 18. Art. 7. Aniou Art. 26. Le Maine Artic. 26. Bourbonnois Art. 536. Blois Art. 240.

Source : BIU Cujas

Tenu rendre la farine bien moulue dans xxiiii. heures. Niuernois Chap.18. Art.8. Grand Perche Art 25. Angoumois Art.30.

Dans deux iours & vne nuict. Tours Art.13. Lodunois Chap.1. Art 9. Bourbonnois Art.538.

Dans trois iours. Xainctonge Art.7.

Tenus rendre la meſure telle que deſſus. Tours Art. 15. Lodunois Chap. 1. Art.11.

Ne rendant le poids ou y commettant fraude, amendable. Bayonne Tit. 23. Article 12.

Meuſniers des Moulins non Banquiers, n'ont droict d'aller chaſſer par la Chaſtellenie, ſ'ils ne ſont abandonnez. S. Cyran Art. 3. L'Iſle Sauary Art. 6. Chaſteau Regnaut Art.1. Herbaut Art.2.

Suiet peut mener ſon bled ailleurs pour vne fois, ſi ſon bled a ſeiourné 24. heures. Aniou Art.26. Le Maine Art. 27. Grand Perche Art. 25. La Marche Art. 317. Ponthieu Art.99.

Ou par defaut ou veut, ou ſi ſon bled a ſeiourné 24. heures. Poictou Art. 44. Peronne Art. 14.

Doit moudre ſon bled en ſon rang. Bretagne Art.386.

N'eſt preferé au Seigneur. Bretagne Article 386.

Tenu attendre l'eauë trois iours & trois nuicts, & le vent vn iour & vne nuict. Bretagne Art.386.

Exempts d'aller au Four ou Moulin. Aniou Art. 30. Le Maine Art. 35. Ponthieu Art 82. & 83. Grand Perche Art.28.

Nobles & Gens d'Eglites ne doiuent moultes, fournages, preſſoirages, ne coruees, ſ'ils n'acquierent choſes ſuiettes. Aniou Art.31. Le Maine Art.36.

Ne peuuent faire Four ne Moulin au preiudice. Aniou Art.31. Le Maine Art.35.

Le Seigneur, ou celuy qui le repreſente vne fois l'an, peut ſuiure ſes Hommes par Iuſtice, & auoir leur ſerment, qu'ils ont bien ſuiuy leurs Moulins. Bretagne Article 387.

Meuſniers de Maizieres & de l'Iſle Sauary ne peuuent Chaſſer les vns ſur les autres. L'Iſle Sauary Art.5.

Et leurs ſeruiteurs ne peuuent aller ſur le Bannage d'autruy, charger bled & y mener farine. Peronne Art.15.

Aller ou enuoyer grains és villages des S. Voyers & Hauts Iuſticiers ayans Moulins, ne y mener farine. Peronne Art 15.

Voiſins ne peuuent eſtre empeſchez de chaſſer, s'il n'y a titre, &c. Paris Art. 72. Orleans Art.101.

Ne peuuent chaſſer quand le Meuſnier Banquier chaſſe: & les farines confiſquees. Azay le Ferron Art.3. Buzançois Art.4.

Ceux ſont tenus de venir moudre qui ont apporté bled dans les limites du Moulin Bānal. Niuernois Chap.18. Art.15. Bourbonnois Art.545.

Mais non les ſuiets ayans acheté hors le Bancage. Tours Art. 11. & 12. Lodunois Ch. 1. Art.7. & 8.

Chacun peut aller moudre ſon grain au plus prochain Moulin de ſa maiſon, ſans pouuoir eſtre contraint. Sole Tit.12 Art. 2.

Si n'eſt que le Moulin du S. ſoit auſſi prés. Sole Tit.12. Art.2. & 3.

Montonage pour vn droict Seigneurial, qui ſe prend ſur ceux qui vendent & achetent beſtail ou autre marchandiſe ſur le Fief d'vn Seigneur. Herly Art.3. Bollenois Art.35. & 36.

Mouuance de Fief. Sens Art.215. Vitry Article 44.

Murailles moitoyennes ou non pendans en ruine, ſeront reddreſſees. Clermont Art. 217.

Eſtans ruineuſes on peut rompre celle du voiſin en reparant. Orleans Art.239. S. Seuer Tit.13. Art.3. Nantes Art.718.

Demolition de murailles ou autre œuure Clandeſtine, n'attribue poſſeſſion. Bar Art.182. Orleans Art. 253. Nantes Art.721. Sedan Art.294.

D'edifices ou maiſons menaçans ruine. Sedan Art.297.

Comme on ſe doit pourueoir en mur ruineux. Aniou Art.451.

Murs quand ſont reputez moitoyens. Paris Art.211. Calais Art.197. Melun Art. 193. Eſtampes Art.76. Laon Art.271. Chalons Art. 135. Reims Art.365. moituriers. Tournay Tit.17. Art.2.

Poutres ne ſoliues ne ſeront miſes & aſſiſes és Murs non moitoyens. Paris Art. 206. Calais Art. 192. Melun Art.199. Eſtampes Art. 81. Dourdan Art. 69. Montfort Art. 80. Bourbonnois Art. 506. Sedan Art.285. Mante Art.102.

Ne ſeront miſes dans le Mur moitoyen, ſans y aſſeoir Iambes, Parpaignes. Paris Art. 207. Calais Art.193. Melun Art.200. Eſtampes Art.82. Dourdan Art.70. Mante Art.81. Montfort Art.103. Reims Art.365. Rennes Art. 691. & 692. Bourbonnois Article 507.

Les Murs moitoyens ſeront percez iuſques à la moitié ſeulement. Paris Art.208. Calais Art. 194. Melun Art.201. Eſtampes Art.83. Dourdan Art. 71. Montfort Art 82. Mante Art.104. Reims Art.365. Bourbonnois Art. 508.

Ne ſeront percez au preiudice du voiſin. Melun Art. 202. Eſtampes Art. 84. Sedan Art.285.

Ne ſeront percez tout outre. Auxerre Art. 112. & 113. Niuernois Chap.10. Art. 10. Montargis Chap. 10. Art.4. Orleans Art.232. Blois Art. 233. Bourbonnois Art. 505. Nantes Art 715. Bar Art.173.

Filets, accompagnez de pierre monſtrent que le Mur eſt moitoyen. Paris Art.214. Calais Art.200.

Ou Retaux. Tournay Tit. 17. Art.2. & 3.

Buſes & cheminees entees. Tournay Tit. 17. Art.4.

Ou Corbeaux, ſ'il n'appert du contraire. Sens Art.101. Auxerre Art.103. Orleans Ar. 241. Normandie Art.597. Nantes Art. 710. Niuernois Chap.10. Art.4. Montargis Chapitre 10 Art.3.

Ou feneſtres. Rennes Art. 687.

Relais ou armaires, marques de proprieté. Normandie Art.605.

Corbeaux monſtrent qu'il y a droict d'hebergement. Tournay Tit. 17. Article 6. & 7.

Et autres enſeignes de mur moitoyen. Berry Tit.11. Art.5.

Mur eſt reputé moitoyen ſ'il n'y a titre. Melun Art. 193. Eſtampes Art.76.

Ou ſinon qu'il portaſt entierement le corps de l'Hoſtel. Laon Art. 271. Chalons Art.134.

Ou ſinon qu'il apparoiſſe. Chalons Art 135. Niuernois Chap.10. Art.14.

Murailles moitoyennes ſeront au fondemens de trois pieds. Rennes Art.689.

Peuuent eſtre percees & demolies, pour ſe loger & edifier apres ſommation. Paris Art. 204. Calais Art. 190. Melun Art. 195. Sens Art.100. Auxerre Art. 102. Eſtampes Art. 77. Doudan Art.65. Montfort Art. 78. Mante Art.100. Reims Art. 363. Sedan Art. 183. Blois Art. 233. Bourbonnois Article 505.

Maçons ne peuuent toucher à vn Mur moitoyen pour le demolir, percer & reedifier, &c. Paris Art. 203. Calais Art.189.

Murs comme ſont reputez communs. Orleans Art.234.

Iambages comme monſtrent que Mur eſt commun. Orleans Art. 242. Nantes Art.710.

Pants quand ſont communs. Auxerre Art. 104.

Murailles ſont communes iuſques à dix pieds. Sedan Art.292.

Mur edifié en terre commune. Melun Art.203. Eſtampes Art. 85. Montargis Chapitre 10. Art. 3. Orleans Art. 237. Nantes Art.711.

Murailles ou cloſtures comme ſeront payees. Sens Art. 103. & 104. Auxerre Art. 106. & 107. Eſtampes Art.79. Chalons Article 139. Montargis Chap.10. Art.9. & 10. Bar Art.176.

Mur moitoyen ou commun, comme ſera edifié ou reparé. Paris Art. 205. Calais Art. 191. Melun Art. 198. Eſtampes Art. 80. 68. Montfort Art. 79. Mante Art. 101. Troyes Art, 63. Reims Art. 360. Normandie Art.604.

Reparations de murs communs ou moytoyens. Sens Art.90. Auxerre Art.102. Laon Art.272. Chalons Art. 134. Sedan Art.281. & 284. Bar Art.184.

Comme ſe font. Cambray Tit.18 Art.6. Niuernois Chap. 19. Art.4. 5. 6. & 7. Bourbonnois Art 512. & 513.

Cloſtures de murailles moitoyēnes comme ſeront faictes. Rennes Art.688. Nantes Art.719.

Cloſtures ſont communes. Bar Article 175.

On eſt tenu ſe clorre. Lille Art. 236. La Salle de Lille Tit.27. Art.3.

On ſe peut ayder du mur edifié en payant la moitié. Blois Art.232. Bourbonnois Art. 504. Eſtampes Art.85. Bayonne Tit.17. Art. 2. & 3. Bar Art.176.

Voiſin ſ'il ne contribue à faire cloſture baille de la place. Reims Art.370.

Doit ſouſtenir à ſes deſpens la maiſon du voiſin. Rennes Art. 690.

Voiſin peut eſtre contraint à faire cloſture faiſant ſeparations de maiſons, Court & iardin en la ville & fauxbourgs, iuſques à certaine hauteur. Paris Art. 209. Calais Art.195.

Ne peut eſtre contraint hors la ville & fauxbourgs. Paris Art.210. Calais Art.197. Melun Art. 196. & 197. Amiens L. Art.15. Eſtampes Art. 78. Dourdan Art.59. Laon Art. 270. Chalons Art.134. Reims Art. 355. & 361. Orleans Art.234. & 236. Chaſteauneuf Art. 94. Chartres Art. 79. Dreux Art.77.

Eſt receu à demander la moitié du mur baſty, en rembourſant le pris. Artois Art.114.

N

Son propre Naiſſant. Meaux Art.114.

Naiſſant. Sedan Art. 124.

Heritage propre & Naiſſant ou Naiſſant ſimplement. Troyes Art.95. 138. 144. & 145. Chaumont Art.82. 112. & 113. Vitry Art. 83.

Source : BIU Cujas

100.108.109.112.126. Laon Art. 27.41.51. 59. & 108. Chalons Art. 32. 63. 80. & 225. Reims Art.22.24. & 25. Sedan Art.30.32.38 & 125.

Ou de propre & Naiſſant. Sedan Art.106 168.172.173.199.209.231.232.& 233.

Ou venant de Naiſſant. Peronne Article 190.

Le propre heritage ſappelle Naiſſant Reims Art.22.

Heritage propre viẽt de Naiſſant. Noyõ Art.22.

Heritage de Naiſſant & ligne. Vitry Article 126.

Heritage de Naiſſant Noble ou roturier. Reims Art.189.

L'heritage propre & ancien ſappelle Naiſſant, à la difference de l'acquit. Reims Art.190. Ribemont Art. 68. Coucy Art. 9. Chauny Art. 21.35 & 38.

Heritage acquis des deniers donnez pour employer, eſt propre & Naiſſant. Chauny Art.21.

Naiſſant conuentionnel, & non naturel pour la pecune donnee par pere ou mere au fils ou fille, pour eſtre employee en heritages : ou l'heritage acquis de ladicte pecune. Sedan Art.39.

Namps. Normandie Art.30. & 36.

Pour le beſtail & autres meubles prins par execution.

Nampt. Valanciennes Art.8.

Nantir la main de Iuſtice pour garnir la main & fournir argent ou meubles au Sergent exploicteur. Amiens Art. 257. Amiens L. Art.32.

Nantir le Cens. Amiens Art.214. Chalons Art.126.

Les Cens ou Moiſſons. Ponthieu Article 109.

L'acte de recognoiſſance du debte. Laon Art.121.

Faire Nantir ſes lettres d'obligation ou d'acquiſition ſur les heritages de ſon obligé. Laon Art.119. Reims Art.174. Chauny Article.7.

Nantir du Relief. Artois Art.23.

Nantir en deniers ou en meubles. Lille Art.119.201.219.220.222.& 223.

Nantir les deniers & le Nantiſſement. Lille Art.90.157.& 163

Nantir ou bailler caution pour les arrerages de ſa rente. Artois Art.16.

Ou pour l'amende. Artois Art.19.

Premier ou dernier crediteur Nanty. Laon Art. 119. Reims Art. 176. Chauny Art.10.

Crediteur Nanty de gage par ſon debteur pour le deu. Ponthieu Art.155.

Debtes Nanties. Laon Art. 46.

Rente Nantie & realiſee. Laon Art.116. 193. & 194. Reims Art.18. & 183. S. Quentin Art 55. Ribemont Art.42. Chauny Art.6. & 97. Peronne Art.270.

Hypotheque Nantie ſur aucun heritage. Laon Art.143.

Nantiſſement. Laon Art. 119. 120. 122. 123.124.193.& 194. Chalons Art. 133. Reims Art.173. Ribemont Art. 51. Chauny Article 6. & 97.

Nantiſſement de Breuet ſigné de deux Notaires ou d'vn Notaire ou deux teſmoins ou lettres paſſees ſous Seel Royal ou autre authentique, ſur les heritages pardeuant les Maire & Eſcheuins ou autres Iuſticiers Fonciers, en preſence de deux teſmoins. Laon Art. 119. Reims Article 174. & 178.

Se faict par les Officiers des lieux pour heritages Feodaux ou roturiers. Ribemont Art.51. Chauny Art.67.

Pardeuant qui ſe doit faire à Peronne & Roye. Peronne Art. 260.

En temps d'hoſtilité ſe fera deuant les Iuges Royaux. Peronne Art.261.

Comme ſe doit faire. Chauny Art.7. & 8.

Se fera à la charge de ne receuoir aucun autre Nantiſſement que ce ne ſoit à la charge de ſon deu ou rente & priorité de ſon droict. Laon Ar.119. Reims Art.174. Chauny Art.8.

A lieu & ſe faict en deux manieres. Reims Art.173.& 174. Laon Art.119.

Se doit faire du viuant du conſtituant debteur ou obligé : autremẽt ne vallent. Chauny Art.11.

Se peut faire ſans le conſentement de l'obligé viuant : mais apres ſa mort, le conſentement de l'heritier eſt requis. Laon Art. 122.& 123. Reims Art.181.

Nonobſtant appellation ou appellation de l'heritier. Laõ Art. 123.

Faict par vn Sergent Royal, au refus des Maires & Eſcheuins ou Iuſticiers fonciers, & quelle forme il y faut garder. Laon Art. 119. Reims Art.175. Chauny Art.8.

Sera ſignifié au debteur. Chauny Art.8.

A lieu du iour de la ſignification quand il y a empeſchement de l'heritier. Laon Article 123.

Sera endoſſé ſur les lettres & enregiſtré au Greffe de la Iuſtice des lieux. Laon Art. 119. Reims Art.174.

Ou au plus prochain Siege Royal. Peronne Art.260.

Eſtant faict, les heritages ſont affectez & hypothequez aux rentes, debtes, &c. Chauny Art.8.

Premier precede les ſubſequens. Chauny Art.10. Boullenois Art.118.& 119.

Eſt preferé aux droicts perſonnels. Boullenois Art.118.

Se peut faire de debte ou rente reconguue, pardeuant Iuſticiers fonciers ou autres : encores qu'il n'y ait lettres paſſees. Laõ Art.121. Reims Art.179.

Ne peut eſtre refuſé à faire apres la mort de l'obligé : ſauf tous droicts. Laon Article 123.

N'a lieu à Chalons & pays qui ſe regiſſent par la Couſtume. Chalons Art. 133.

Hypotheque ne vaut ſans Nantiſſement à Peronne & Roye. Peronne Art.259.

Acheteur comme peut rembourſer celuy qui pretend realité, main-aſſiſe, Deſſaiſine, &c. Boullenois Art.149.

Nantiſſement de l'execution. Ponthieu Art.172.

Pour les gages prins par execution ſur vn debteur.

Lettres de Naturalité. Melun Art.7. Poictou Art 298. Amiens Art. 253. Peronne Art.7.& 8.

Que les Aubains & eſtrangers non natifs de ce Royaume de France, impetrent du Prince pour eſtre reputez & tenus pour naturels François, & pour y demourer, cõme ſils y eſtoient naiz.

Nau pour receuoir les Eauës. Reims Art. 359. eſtant ſur vn Mur moitoyen. Reims Art.359.

N'eſt permis ſur rue publique. Reims Art.358.

Maiſtres de Nauire & Marmiers ſen allans en guerre ou marchandiſe feront ſerment quelle Artillerie ils portent en leur Nauire, de ne la vendre ny les munitions, ſobligeront de retourner & denoncer leur retour au Maire ou Eſcheuins. Bayonne Tit.6. Art.3.4.5.& 6.

Nepueu, Niepce en droicte ligne ou collaterale. Berry Tit.7. Art.6. Tit. 19. Article dernier.

Deniers ou ſols Nerets. Vallois Art.7.

Ou les ſept ſols vi.den. Nerets vallent iiii. ſols vi.deniers Pariſis, & les lx.ſols Nerets, xxxvi.ſols Pariſis.

Ni attint & verifié. Berry Titre 2. Article 24.

Quand vne partie ſuccombe apres conteſtation en cauſe ciuile, & pour lequel eſt deue Amende.

Ni. Poictou Art. 390. Auuergne Chap. 9. Art. 1.

Noble ou Couſtumier. Aniou Art. 169. Le Maine Art.187.

Enfans ſont reputez Nobles : poſé que la mere ſoit roturiere. Melun Art. 294. Laõ Art.14. Reims Art.2.

Poſé que le pere & la mere ſoient roturiers. Sens Art.161. Troyes Art.1. Chaumõt Art.2.

Si le pere & la mere ſont Nobles. Meaux Art. 4. Chalons Article 1. Chauny Art.67.

Enfans iſſus de pere non Noble & de mere Noble, ſont Nobles. Reims Art. 2. Sedan Art.2.

Sont reputez roturiers, ſi le pere eſt roturier. Laon Art.14.

Nez d'vn Noble & d'vne femme ſerue, ſont Nobles, & ne ſuccedent à leur mere, en biens qui cheent en Mortemain. Meaux Art.77. Vitry Art.69.

Peuuent demourer Nobles, en renonçant aux biens & ſucceſſion du coſté ſerf. Vitry Art.69. & 84. Bar Art.71.

D'vn roturier & d'vne femme Noble ſont Nobles, en renonçant à la iii. partie de la ſucceſſion paternelle au profit du S. Duc. Bar Art.71.

Continuans la roture apres la ſucceſſion paternelle ne ſeront receus à l'eſtat de Nobleſſe, ſinon en renonçant entierement à la ſucceſſion paternelle, & obtenant rehabilitation du S. Duc. Bar Art.71.

Entre Nobles le fruict enſuit la condition du pere ou de la mere. Meaux Art.4.

Mais entre gens roturiers & depote, le fruict enſuit la condition du ventre. Meaux Art. 5.

I'il ny a titre, preſcription ou priuilege au contraire. Bar Art.72.

Le ventre affranchit & annoblit pour iouyr du benefice octroyé aux Nobles : mais non pour les droicts du Roy. Chalons Art.2.

Enfans de mere Noble iouiſſent du priuilege de Nobleſſe. Meaux Art.156.

Nobles reſponſables pardeuant le Bailly ou ſon Lieutenant, ſi le Haut Iuſticier n'a Chaſtellenie & Bailliage, ou de leur conſentement. Meaux Art.142.& 143.

Pardeuant le Bailly de Chalons : & ſils demeurent en terre de Chapitre & Abbé pardeuant leur Bailly ou Garde. Chalons Article 6.

Reſponſables deuant le Bailly. Vitry Article 2. Bar Art.43. Laon Art.2.

Tenus ſortir iuriſdiction pardeuant les Bailly & Preuoſt de Chauny ou l'vn d'eux, ſans decliner. Chauny Art.69.

Ne ſont reſponſables pardeuant le Bailly de Vermandois : ſinon és cas, eſquels par priuilege en doit cognoiſtre. Chalons Art.6.

Ne ſont reſponſables pardeuant le Preuoſt. Meaux Art. 143.

Source : BIU Cujas

Nobles exempts des droicts de Thonneux, Grand & petit Guet, de Preuoſt & Forage, en ce qui eſt de leur creu. Chalons Art. 3.

Viuans Noblement ne ſont aſſeables aux Tailles, Aydes & ſubſides. La Salle de Lille Tit. 29. Art. 1.

Faiſans & exerçeans choſes derogeans à Nobleſſe, ſont aſſeables, taillables & contribuables aux Tailles, Aydes & Impoſts. Artois Art. 199. La Salle de Lille Titre 29. Article 1.

Faiſant traſic de marchandiſe & vſant de bourſe commune Bretagne Art. 561.

Peuuent tenir en Ferme Diſmes, ſans deroger à Nobleſſe. La Salle de Lille Tit. 29. Art. 2.

Retourner à leur premier eſtat de Nobleſſe, ſans qu'il leur ſoit neceſſaire obtenir rehabilitation Artois Art. 200.

Peuuent reprendre leur qualité toutesfois & quantes, en faiſant declaration, &c. Bretagne Art. 561.

Ne peuuent iouyr des Nobleſſes appartenans au Prince ſeulement, fils n'ont titre certain. Bretagne Art. 51.

Nobleſſe ne ſ'acquiert par ceux qui tiennent roturierement, encores qu'ils declarent en leurs Adueuz les tenir par Foy & Hommage. Normandie Art. 99.

Adueu ou Nommee. Montargis Chap. 1. Art. 75. Bourbonnois Art. 381. 382. Auuergne Chap. 22. Art. 49. La Marche Art. 188

Pour l'Adueu & Denombremẽt d'vn Fief que le Vaſſal donne à ſon S. F.

V. Adueu.

Notaire ou Tabellion. Sens Art. 245. Montfort Article 86. Mante Art. 153. Eſtampes Art. 153.

Notaire doit ſçauoir lire & eſcrire. Tours Art. 77.

Eſtre trouué capable par le Iuge du lieu. Tours Art. 77.

Prendre Commiſſion du Seigneur. La Rue d'Yndre Art. 28.

Fera ſerment. La Rue d'Yndre Art. 28.

Des Vicomtes, Barons & Chaſtelains eſt inſtitué par les Seneſchaux & Iuges, apres inquiſition ſur leur vie & mœuis & experience. Poictou Art. 376. & 377.

Mettra ſon ſeing au pied des lettres de prouiſion eſtans dans vn papier. Poictou Art. 376. & 377.

Tenu de dreſſer la minute des contracts auant que prendre la main des parties. Berry Tit. 3. Art. 1.

Fera lecture intelligible des contracts, en la preſence des parties & teſmoins. Berry Tit. 3. Art. 1. Bourbonnois Art. 77.

Tabellion ou Notaire ne peut receuoir cõtract ſans deux teſmoins maſles, ou qu'il y ait deux Notaires ou Tabellions. Sens Art. 245. Auxerre Art. 134. Bourbonnois Art. 74. & 75.

Doit mettre le nom, qualité & demourance des teſmoins. Sens Art. 246. Auxerre Art. 134. Bourbonnois Art 75.

Doit cognoiſtre les teſmoins. Bourbonnois Art. 75. La Marche Art. 40.

Mettre le lieu, où il reçoit ſes notes & lettres. Bourbonnois Art. 78. La Marche. Art. 39.

Tenu de faire Protocolles & regiſtres des lettres perpetuelles. Bourbonnois Art. 78. La Marche Art. 38.

De tous contracts & inſtrumens, & garder les minutes originales, qu'il ſignera & fera ſigner aux parties. Poictou Art. 380.

Doit lire aux parties, & leur donner à entendre les renonciations par eux faictes. Poictou Art. 381.

N'eſt reuoqué par la mort & mutation du Seigneur. Bourbonnois Art. 83. Poictou Art. 379.

Ne peut paſſer aucuns contracts hors les fins & mettes du lieu, où ils ſont inſtituez. Poictou Art. 378. Angoumois Art. 37.

Sinon les Notaires du Chaſtelet de Paris, d'Orleans & Mont pellier, qui reçoiuent tous contracts par tout le Royaume de France. Orleans Art. 463.

Salarié ſelon l'eſcriture & labeur, par la taxe du Garde du Seel. Bourbonnois Art. 82. La Rue d'Yndre Art. 29.

Par la taxe du Iuge ordinaire ou Garde des Seaux. Bourbonnois Art. 82.

Quel Salaire doit auoir pour aſſiſter à la vente des meubles. Dunois Art. 100.

Cnmme doit groſſoyer par Retulit les Notes qu'ils ont achetees, ou qui leur ont eſté donnees. Bourbonnois. Art. 85.

Ne doit groſſoyer lettres non perpetuelles, ſans auctorité de Iuſtice, & partie appellee. Auuergne Chap. 2. Art. 9. La Marche Art. 37.

Notaire & Sergent en meſme Iuſtice incompatibles. Tours Art. 78.

Protocoles & Regiſtres des Notaires à qui doiuent appartenir apres leur decés, ſoit des Vaſſaux ou Madame. Bourbonnois Art. 84.

Seront mis par Inuentaire. Bourbonnois Art. 84.

En quels contracts il faut deux Notaires, ou vn Notaire & deux teſmoins. Poctou Art. 382. & 383.

Deux Notaires ou vn Notaire & deux teſmoins peuuent paſſer tous contracts, ſans aucune ſomme limitee. Angoumois Ar. 37.

Tenus exhiber aux lignager S. F. Cenſiers ou Bourdeliers les notes des alienations par eux receuës. Niuernois Chap. 31. Art. 15. Bourbonnois Art. 433. Sedan Art. 223.

Notaires de Cour d'Egliſe ne peuuent paſſer aucuns contracts, des choſes reelles & temporelles : ſinon en la Compaignie d'vn Notaire de Cour Laye. Angoumois Art. 39.

Eccleſiaſtiques, Apoſtoliques ou Epiſcopaux ne doiuent receuoir aucuns contracts entre perſonnes Layes, ou pour choſes reelles & mixtes. Berry Tit 3. Art. 2.

Preſtres & Religieux ne peuuent eſtre Notaires en Cour ſeculiere. Poictou Art. 384. Angoumois Art 38.

Notaire ne peut eſtre legataire és Teſtamens par luy receus. Niuernois Chap. 33. Art. 12. Bourbonnois Art. 292. Auuergne Chap. 12. Art. 49. La Marche Art. 254.

Tenu faire bon Regiſtre des Teſtamens Tours Art. 323.

Les Notes d'vn Notaire. Niuernois Chapitre 31 Art. 15. Bourbonnois Art. 433.

Cas ou matiere de Nouuelleté. Blois Art. 11. & 21. Sedan Art. 265. Amiens Article 220.

Ou matiere de Saiſine & de Nouuelleté. Blois Art. 20.

Pour la Complainte poſſeſſoire intentee pour cauſe de nouuelle Deſſaiſine.

Nouuelleté naiſt de Saiſine, & Saiſine de Poſſeſſion. Clermont Art. 45.

V. Cas de Nouuelleté.

Droict de nouuel Acqueſt eſt payé par perſonnes non Nobles acquerans ou poſſedans Fiefs ou nobles tenemens. Art. 194.

Se preſcrit par xl. ans. Artois Art. 194. eſt de trois annees l'vne. Artois Art. 195. eſt perſonnel. Artois Art. 196.

N'eſt deu qu'vne fois en la vie. Artois Art. 197.

Noble de par pere ou mere exempt du droict de nouuel Acqueſt. Artois Art. 198.

Nouueau Titre & declaration d'hypotheque.

V. Titre.

Fief & Nueſſe. Aniou Art. 10. 29. 61. 221. & 351. Le Maine Art. 11. 34. 236. & 362.

Fief en Nueſſe. Aniou Art. 179. & 268. Le Maine Art. 197. & 286.

La Nueſſe du Seigneur Foncier. Le Maine Art. 49.

Nueſſe. Aniou Art. 42. Le Maine Art. 29. & 49.

Pour l'eſtendue de la S. Feodale ou Cenſuelle, de laquelle les choſes ſont tenues nuëment & immediatement. Iuſtice Fonciere en Nueſſe. Aniou Art. 11. Le Maine Art. 13.

Iuſticier en Nueſſe. Aniou Art. 13. Le Maine Art. 13.

Suiet en Nueſſe. Le Maine Art. 9.

V. Fief.

O

Obeiſſance quand le S. inferieur demande au Seign. Suzerain ſon Rennoy. Poictou Art. 304.

Quand paſſe au S. ſuperieur. Bretagne Art. 359.

Obeiſſances pour recognoiſſances & droicts Seigneuriaux deux aux Seigneurs. Aniou Art. 258. Le Maine Art. 276.

Obiects de Teſmoins. Bayonne Titre 26. Art. 23.

Obiects & Reproches generaux defendus. Bourbonnois Art. 44. Auuergne Chap. 8. Art. 1. 2. 3. & 6. La Marche Art. 57. & 59.

V. Reproches.

Droict d'Obliages. Blois Art. 40.

Droict d'Oblie. Montargis Chapitre 2. Art. 40.

Obligation en forme authentique ou groſſoyé. Mante Art. 67.

Peut eſtre faicte pour autruy : pourueu que la perſonne, &c. Bretagne Art. 184.

De femmes nulle ſans auctorité de leurs marys : ſinon au cas qu'elles ſobligent pour pere & mere, mary ou pour ſes enfans. Bretagne Art. 197.

Ou autre faict clair, eſt executoire ſommairement. Bretagne Art. 222.

Faicte & paſſee ſous Seel Royal, executoire ſur les biens de l'obligé. Paris Art. 164. Calais Art. 237. Blois Art. 245.

Faicte ſous Seel authentique & non Royal, pourueu que les parties fuſſent demourans au lieu de l'obligation. Paris Art. 165. Calais Art. 238.

Faicte & paſſee pardeuant Eſcheuins, ſous hypotheque de ſes biens meubles, eſt executoire. Cambray Tit. 25. Art. 48.

Paſſee hors le pays de Cambreſis, n'eſt executoire par peine ſeruie, & ne vaut que Cedule. Cambray Tit. 25. Art. 50.

Perſonnelle ſe diuiſe entre les heritiers pour leurs parts & portions. Melun Article 177.

Obligation ou Sentence contre le mary, ne ſont executoires contre la vefue ou heritiers du defunct, ſi tels ne ſont declarez, iceux appellez. Paris Art. 168. Calais Article 240. Montfort Art. 157. Boullenois Art. 151. Chaſteau-neuf Art. 132. Niuernois Chap. 32. Art. 2. Melun Art. 321. Eſtampes Art. 152.

Source : BIU Cujas

Blois Art.251. & 252. Montargis Chap. 20. Art.3.

Sauf ſon recours, &c. Montfort Art. 157. La Marche Art.363. Vallois Art.183. Amiẽs Art.254. Bourbonnois Art.106. Auuergne Chap.24. Art.5.

Obligations paſſees ſous Seel Royal ou authentiques & Cedules pures & ſimples, recongnues ou verifiees emportent Garniſon. Niuernois Chap.32. Art. 3. Montargis Chap. 20. Art.1.

De Cour Laye Orleãs Art 430. Chaſteauneuf Art.132. Blois Art. 245. La Marche Art.363.

Sont executoires par execution contre les heritiers par peine ſeruie, ſinon par clain ou ſimple action. Cambray Titre 25. Article 46.

Ne ſont executoires par peine ſeruie, ſinon en la Seigneurie ou elle eſt paſſee. Cãbray Tit.25. Art.47.

Faictes ſous Seel authentique emportent Hypotheques. Bourbonnois Art.97.

Condamné à garnir doit ſatisfaire dans deux delais, & ſera la Garniſon faicte és mains du creancier. Niuernois Chapitre 32. Art.3.

Obligé par corps peut eſtre empriſonné, ſans diſcuſſion de biens, & peut eſtre pourſuiuy pour le tout. Melun Art. 314. Troyes Art. 129. Vallois Art.102. Niuernois Chap. 32. Art.8. & 9. Berry Tit.9. Art.15. & 16. Bourbonnois Art.104. & 105. Auuergne Chap.24. Art.59. 66. & 67. La marche Art. 402. & 406. La Rochelle Art. 66. Bayonne Tit.16. Art. 1.2. & 3. Bretagne Art.112. 113. & 114.

Droict d'Obole deu pour le Tabellionnage au Roy, de chacune liure vne Obole. Sens Art. 246.

Oeuures de la Loy.

V. Loy.

Cauſes d'Office. Bretagne Art.690.

Pour les cauſes du Seigneur Iuſticier.

Procureur d'Office, Greffe d'Office. Bretagne Art.234.

Officiers meſprenans ſciemment en leurs Offices punis. Bretagne Art.31.

Reſpondront du meffaict & des doleances ſur le champ, ſans retraict de Cour. Bretagne Art 32.

Ne doiuent cognoiſtre des droicts appartenans au S. Superieur. Bretagne Art.36.

S. tenus ſenquerir du deuoir de leurs Officiers. Bretagne Art.33. & 34.

Ne doiuent refuſer de faire Iuſtice. Bretagne Art.35.

Offres & deuoirs ſe doiuent faire ſur le lieu du Fief dominant, encores qu'ils ſoiẽt pluſieurs Seigneurs, en les ſignifiant à l'vn des Seigneurs en partie, trouué audedans des dix lieues, à ſa perſonne ou domicile. Montargis Chap. 1. Art. 85. Orleans Art. 48. Dunois Art.24.

Faictes à l'vn des Seigneurs. Grand Perche Art.38.

De Foy & Hommage, ventes & deuoirs ſe doiuent faire dans xv. iours par les Seigneurs des choſes hereditaux par acqueſt, mariage ou autrement que par mort. Lodunois Chap.11 Art.4.

Acceptation des Offres & compoſition des profits faicte par l'vn des Conſeigneurs eſt bonne, & ont leur recours les vns contre les autres. Dunois Art.24.

Offres ſe font au S. F. ou à ſes Officiers, s'ils ſont en la Chaſtellenie ou Bailliage du lieu du Fief: & s'ils ſont abſens, ſuffit aller ſur le Fief dominant, illec faire ſes Offres. Vallois Art.40.

Seront faites à la perſonne du Seigneur s'il eſt au pays: ſinon au lieu & maiſon dõt le Fief eſt mouuant, ou à la perſonne de ſon principal Officier. Duché de Bourg. Chap.3. Art.1. Comté Art.3.

Sur le lieu Seigneurial dont eſt tenu le Fief. Paris Art. 63. Meaux Art.187. Melun Art. 24. & 25. Sens Art.182. Auxerre Art. 44. Eſtampes Art. 12. Dourdan Art.25. Vallois Art. 27. & 28. Montfort Art. 41. Mante Art.18. Chaumont 20. & 56. Troyes Art.31. Vitry Art.44. Laon Art. 187. & 188. Chalons Art.190. & 191. Reims Art.110. S. Quentin Art. 79. Peronne Art. 30. & 31. Montargis Chap. 1. Art.11. & 12. Orleans Art 45 46 & 47. Normãdie Art.107. Tours Art.110. Lodunois Chap. 11. Art. 2. Aniou Art.109. Le maine Art.120. Grand Perche Art.35. & 36. Chaſteau-neuf Art. 17. 18. 19. & 20. Chartres Art.14. Dreux Art.2. Blois Art. 54. & 90. Dunois Art.114. Berry Tit. 5. Art.20. Bourbonnois Art. 380. Auuergne Chap.22. Art.46. 47. 48. 49. & 50. Niuernois Chap.4. Art 45.

Se doiuent faire apres la mutation incontinent, ſi elle eſt autrement que par mort: & par mort dedans xl. iours apres, de la Foy & Hommage, & du reuenu de l'annee, ou d'vne ſomme de deniers ou le dict des Preud'hommes au chois du S. Mante Art.22.

Faictes par le Procureur en cas de legitimes excuſes, ſont de tel effect que ſi le Vaſſal les auoit offertes. Berry Tit.5. Art.19.

Offres empeſchent la Saiſie & que le S. gaigne les fruicts. Sens Art.183. Dunois Ar. 3. Niuernois Chap.4. Art.51.

Deuëment faictes vallent & equipollent à Foy faicte. Blois Art. 98. Xainctonge Art.24. Grand Perche Art. 58. Eſtampes Art. 15.

Pour les Fiefs tenus du Roy, comme ſe doiuent faire. Troyes. Art.31. Chaumont Art.20.

Se doiuent reiterer apres les quarante iours. Chaſteau-neuf Art.16. Chartres Art. 12. Dreux Art.10.

Et comme les xl. iours des Offres ſe doiuent compter. Chaſteau-neuf Art.16. Dunois Art.5.

Offres quand ſont deuëment faictes au Seigneur Cenſuel. Niuernois Chapitre 5. Art.14. & 15.

Offres & preſentations en matiere de Retraict lignager ſe font par l'acheteur, au refus des S. F. ou Cenſuel, en prenant acte pardeuant Notaire. Melun Art.145.

Offre ſe doit faire hors iugement, & au refus ſe pourueoir en Iuſtice. Artois Article 129.

Offre d'vne piece d'argent, offrant à parfaire, en iugement ou preſence d'vn Sergẽt & deux teſmoins. Angoumois Art. 56. d'or & d'argent en offrant payer le ſort principal & loyaux couſtemens La Rochelle Article 29.

De Bourſe & d'aucuns deniers du Retrait offrant parfaire & parfournir. Ponthieu Art.137.

Offres ſimples ſont ſuffiſantes pour gain de cauſe. Niuernois Chap.31. Art.8. Amiens Article. 169. Sainct Pol Art. 41. Ponthieu Art.137.

De bourſe, deniers, loyaux couſts, & à parfaire ſe doiuent faire tant par l'adiournement qu'à chacune iournee de la cauſe principale, iuſques à conteſtation en cauſe incluſiuement, & d'appel, iuſques à concluſion. Paris Art. 140. Dourdan Art.135. Montfort Art. 164. Vallois Art. 136. Ribemont Art. 39. Peronne Art. 237. & 238. Niuernois Chapit. 31. Art. 3. & 4. Chartres Art.69. La Marche Art.261.

De xiii. pieces de Monnoye du coing du Roy & à parfaire: & au refus de les prẽdre, les conſigner iudiciairement dans iii. mois. La Marche Art 261.

Se doit faire dans l'an du pris & ſort principal, auec quelque ſomme pour les loyaux frais: ſinon ſera faicte Offre de certaine ſomme, & à parfaire & continuera, &c. Niuernois Chap. 31. Art. 3. & 4.

Eſtant faictes il faut perſiſter en icelles, monſtrer Bourſe & deniers, & offrir à parfaire à chacune iournee & aſſignation, iuſques à conteſtation: ou les conſigner. Clermont Art.22.

A chacune iournee ou les conſigner en Iuſtice: ſinon que du conſentement du defendeur, &c. Troyes Art. 151.

Ou aſſignation iuſques à conteſtation d'icelle. Mante Art.72.

Auant conteſtation en cauſe, ou les cõſigner. Sedan Art.221.

Vne fois & à la premiere Audience, auãt conteſtation en cauſe, en offrant parfaire. Meaux Art, 101. Chaſteau-neuf Art. 78.

En iugement d'vne piece d'or ou d'argent & offre de parfournir, en eſtant certioré, & les loyaux decouſtemens quand ſeront liquidez. Bourdeaux Art.17.

A la premiere iournee ſeulement. Montargis Chap.16 Art.1.

Aſſignation à deſcouuert & à parfaire. Grand Perche Art.178.

A l'introduction de la cauſe le pris de la vente reaument & de faict, & pour les loyaux frais & couſts, vne piece d'argent conſignee offrant parfaire. Vaſtang Art.10.

A chacune Audience de la cauſe iuſques à conteſtation, offrant deniers à deſcouuert & à parfaire. Melun Art. 159. Chartres Art.69. Dreux Art.58. Dunois Art.82.

A la preſentation de la cauſe, iuſques à conteſtation. Eſtampes Art.174.

De deniers à deſcouuert & à parfaire le ſort principal dans l'Octaue. Bar Art.155.

Dedans l'an, meſmes à la premiere iournee, & conſigner reaument en main de Iuſtice Bourgeoiſe ou autrement. Chaumont Art.112.

De bourſe & deniers à chacune iournee de la cauſe. Bourbonnois Art.428.

En iugement des deniers *principaux*, & de quelque ſomme de deniers pour les frais Artois Art. 138.

De Bourſe & deniers & à parfaire pour le pur ſort & loyaux couſts, & continuer à chacune iournee iuſques à conteſtation en cauſe, ou conſigner en main de Iuſtice, &c. Senlis Art.223.

A la premiere iournee, audience & expedition, d'or & d'argent à deſcouuert & à parfaire, le rembourſement du pur ſort, frais & loyaux couſts. Sens Art.34.

D'vne piece d'or ou d'argent, ou autre ſomme, & à parfaire dans la huictaine enſuiuant, &c. Poictou Art. 222. Angoumois Art.56. Xainctonge Art. 48.

Preſens Notaires, Greffiers ou autres teſmoins, offre actuelle, & à deſcouuert, des deniers, &c. iuſques à conteſtation en cauſe, ſinon qu'il l'euſt conſignee à Iuſtice, & l'euſt faict ſignifier à l'acheteur. Chalons Art. 230. & 231 Chauny Art.109. & 110.

A l'adiournement pardeuant Notaire, & 2. teſmoins, vne piece d'argent, & à parfaire, les loyaux couſtemens, & doit rei-

Source : BIU Cujas

terer les Offres a tous les appoinctemens de la choſe : iuſques à conteſtation en cauſe. Laon Art. 231. & 232. Reims Art. 196. & 200.

A l'expedition de la cauſe, d'or, argent à deſcouuert & à parfournir. Auxerre Article 155.

En iugement ou entre les mains d'vn Sergent, auec offre de parfournir ou par Cedule en preſence de Sergent. Xainctonge Art. 48.

Actuellemẽt les deniers dans l'an & iour Vitry Art. 126.

A chacune iournee auant conteſtation ſ'ils n'eſtoient en depoſt en main de Iuſtice. Ibid. realement du pris & frais raiſonnables dedans l'an & iour. Troyes Art. 144.

Faire offre d'or & d'argent a deſcouuert, & à parfaire le rembourſement du pur ſort, frais & loyaux couſts Melun Art. 130.

Oiſifs & Vagabons punis. Lodunois Ch. 39. Art. 10.

Oppoſition vaut trouble de faict. Montargis Chap. 21. Art. 15. Orleans Art. 485. Bourbonnois Art. 90.

Oppoſition à fin de diſtraire, annuller ou faire adiuger quelque charge, ſe doit former auant l'adiudication & non apres. Paris Art. 354. Balais Art. 257. Vallois Article 187. 190. Montfort Art. 177. Mante Art. 113. Senlis Art. 276. & 282. Melun Article 238. Meaux Art. 122.

A fin de diſtraction vuidee auant l'adiudication. Bar Art. 225.

Auant que proceder au Decret. Blois Art. 173.

A fin de conſeruer le droict pour eſtre mis en Ordre, eſt receue iuſques à ce que le Decret ſoit leué & ſeellé. Paris Art. 354. Calais Art. 257. Melun Art. 238. Meaux Art. 122. Dourdan Art. 130. Montfort. Art. 177. Mante Art. 113 Senlis Art. 276. & 382. Vallois Art. 190. Chaſteau-neuf Art. 104. Angoumois Art. 106. Acs Tit. 6 Art 3.

Aiant eſté omiſe, on peut ſ'Oppoſer pour venir ſur le pris auant le Decret ſeellé, & non apres. Paris Art. 355. Calais Art. 258.

N'eſt receuë apres la Sentence & iugement de diſcuſſion. Berry Tit. 9. Art. 61.

Pendant les Criees peut eſtre receuë par le Sergent. Niuernois Chap. 32. Article 41. & 43.

Et apres és perſonnes du Iuge ou és Greffes de leur iuriſdiction. Niuernois Chap. 32. Art. 43.

Suſpendue par le Sergent, iuſques au quatrieſme peremptoire. La Marche Article 392.

De l'obligé ou tiers detenteur en fourniſſant de meubles vallans la ſomme, empeſche les Criees. Bourbonnois Art. 106.

Communiquee au proprietaire & oppoſans. Chaſteau neuf Art. 102.

N'empeſche Criees. Melun Art. 354. Mante Art. 114.

Sinon qu'il nantiſſe la main de Iuſtice Amiens Art. 257. La Rochelle Art 63. Ponthieu Art. 119.

Saufclain Lille Art. 168.

Contre Bannis ou Appropriement ne dure qu'vn an. Bretagne Art 278.

Demoure ſans effect, ſ'il n'y a conteſtation ou appoinctement à eſcrire dans ledit temps Bretagne Art. 278. & 279.

Ou debats pour ventes, Donations ou eſchangemens faicts, cõme ſe conduit. Tournay Tit. 7. Art. 1. & 2.

Non neceſſaire pour rente fonciere dont on a iouy plus de quarante ans. Xainctonge Art. 119.

Eſtant formee la cognoiſſance doit aller deuant le Iuge, auquel elle appartient. Chalons Art. 186.

Pardeuant le Iuge qui a donné la Commiſſion. Ribemont Art. 20.

Si le Seigneur Cenſier n'a Iuſtice, pardeuant le Iuge ordinaire. Mante Art. 48. Reims Art. 144.

Oppoſition ne peut empeſcher la main-miſe Feodale. Blois Art. 39. Amiens Art 3.

La main-miſe ou Saiſie Feodale. Eſtampes Art. 31. Dourdan Art. 28.

De Ban & main-miſe. S. Seuer Tit. 1. Art. 1. & 8.

N'a lieu contre ſentence rendue par Eſcheuins. Lille Art. 217.

A lieu contre les Sentences rendues par le Reuvart en nantiſſant. Lille Art. 202.

Sur execution de lettres, inſtrumens, Cedules recongnues ou prononcees executoires en nantiſſant. La Salle de Lille Titre 25. Art. 11.

Se doit faire dans huictaine apres la ſignification de la vente Ponthieu Art. 179.

Eſtant formee, le creancier eſt tenu faire apparoir de la Commiſſion, Relation & lettres obligatoires. Ponthieu Art. 189.

Sur clains n'eſt receuë iuſques à ce que les deniers ſoient leuez ou receus par le clamant. Lille Art. 106.

De l'executé n'eſt receue ſans nantir, qui ſera mis és mains du depoſitaire de la Cour. Lille Art. 217. & 225. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 3. Tournay Tit. 26. Art. 8. Titre. 27. Article 7.

Sinon en rapportant main-pleine, ou ſ'il n'y a Rapport de main pleine. Blois Article 162. Dunois Art. 96.

N'a lieu contre execution de Sentence diffinitiue dans l'an. Montargis Chap. 20. Art. 5.

Si elle n'eſt ſurannee. Bourbonnois Article 100.

N'empeſche l'Arreſt ou Oſtage. Bretagne Art. 117.

N'eſt receue apres la vente. La Marche Art. 366.

De l'acheteur de biens de Iuſtice : ſinon en payant ou nantiſſant. Eſtampes Art. 157.

Oppoſans tenus nommer leurs Domiciles, la rue, & l'enſeigne, ou autre marque publique & certaine. Paris Art. 360. Calais Art. 262.

S'ils ſont eſtrangers. Sens Art. 126. Auxerre Art. 124. Clermont Art. 60. Vallois Art. 186. & 187.

Par faute d'election de Domicile ſeront deboutez. Sens Art. 126. Auxerre Art. 124. Troyes Art. 70.

Venans auant le iugement de diſcuſſion ſont receus en refondant les deſpens. Berry Tit. 9. Art. 60.

Eſtans Oppoſans és mains du Sergent Executeur, doiuent eſtre appellez pour dire leurs cauſes d'oppoſition. Senlis Art. 282. Chaſteau-neuf Art. 102. Sens Art. 125.

Appellez apres l'interpoſition par Decret Sole Tit. 29. Art. 20.

Tenus la huictaine apres la ſignification deſdits Domiciles eſleus, porter leurs Titres pardeuers le Commiſſaire, à tout le moins dans vn ſecond Delay, qui ſera de huictaine pour tous. Paris Art. 361. Calais Art 263.

Bailler leurs Titres & Hypotheques. Ponthieu Art. 126.

Doiuent faire ſerment ſolennel ſur leurs Oppoſitions. Sole Tit. 29. Art. 20.

Receus par le Sergent doiuent eſtre aſſignez pour dire leurs cauſes d'Oppoſition, & pour voir confirmer les Criees. Bourbonnois Art. 144.

Sont priuez de leurs Oppoſitions par vn ſeul defaut. Ponthieu Art. 129.

A fin de diſtraction, eſtant detenteurs ou poſſeſſeurs autres que le debteur, doiuent iouir pendant les Criees en baillant caution. Auuergne Chap. 24. Art. 8. & 9.

Caution Iuratoire. La Marche Art. 374.

Bailleront leurs cauſes d'Oppoſition dans certain temps, & quelle forme les Iuges doiuent donner pour les regler. Berry Tit. 9. Art. 52.

Doiuent garnir la main de Iuſtice, auant que dire ſes cauſes d'oppoſition. Berry Tit. 9. Art. 24. La Rochelle Art. 18. Sole Tit. 29. Art. 10.

A la Complainte, pour trouble faict, tenus à reſtablir. Ponthieu Art. 145. & 146.

Quand peuuent decliner la Cour. Ponthieu Art. 147.

S. Feodal ou Cenſier n'eſt tenu ſ'oppoſer pour ſon droict de Fief ou Cenſiue: fors pour les arrerages ou prouffits precedens l'adiudication. Paris Art. 255. Calais Art. 259. & 260. Meaux Art. 121. Melun Art. 338 Senlis Art. 278. 279. 280 & 281. Vallois Ar. 287. Troyes Art. 127. Laon Art. 144. Chalons Art. 149. Amiens Art. 258. Chauny Ar. 65 La Salle de Lille Tit. 27. Art. 15. Bar Ar. 221. Angoumois Art. 107. Acs Tit. 6. Art. 3. Bretagne Art. 280. Berry Titre. 9. Art. 70. Auuergne Chapitre. 24. Art. 41. Niuernois Chap. 31. Art. 44.

Idem pour le droict de Champart & Terrage, ſans qu'ils ſoient eſtimez droicts Seigneuriaux. Orleans Art. 480.

Idem pour les rentes Seigneuriales ou foncieres & anciennes. Normandie Article 564.

S. Foncier ne peut eſtre priué par faute d'oppoſition, ſoit en principal ou en arrerages. Theroanne Art. 19. La Marche Article 393.

S. F. ou Cenſuel Oppoſant pour droicts de Quints, Reliefs, ventes, amende & autres droicts Seigneuriaux eſt preferé. Paris Art. 358. Calais Art. 260. La Marche Art. 393. & 394.

Eſt le premier payé. Meaux Art. 121. Ponthieu Art. 131. Boullenois Art. 62. Artois Art. 191. La Salle de Lille Tit 23. Art. 15. Berry Tit. 9. Art. 73. Bretagne Art. 184. Niuernois Chap. 32. Art. 44.

S. Feodal preferé à tous Creanciers, & apres luy le S. de la rente fonciere. Tours Art. 216 Lodunois Chap. 22. Art. 1.

Oppoſant en quel cas a main-leuee des fruicts pendant le procés, & iouira ſous la main de Iuſtice. Blois Art. 39.

Doit auoir main-leuee & les fruicts, en payant les frais de la Saiſie. Berry Tit. 8. Art. 17. en nantiſſant le droict de Relief. Artois Art. 23.

Quand il y a Arreſt & main-miſe de choſes roturieres pour defaut de payement faict des droicts & deuoirs Seigneuriaux. Senlis Art. 249.

A l'execution de ſes meubles eſt condamné à l'amende, ſ'il eſt dict bien procedé: ſinon le creancier y eſt auſſi condẽné. Chaumont Art. 96.

A la Saiſie faicte pour Cenſiue, moiſons & deſpouille de terre, aura main leuee, en nantiſſant & baillant caution. Amiens Article 214.

Sinon en nantiſſant ou baillant caution

Source : BIU Cujas

pour le Cens ou moiſons. Ponthieu Article 110.

Doit garnir iuſques à dix annees d'arrerages du deuoir de Cens, rente fonciere ou autre deuoir portant directe: & pour v. ans quant aux rentes roturieres. Bourbonnois Art. 415.

Conſigner trois annees d'arrerages deuz. Chaſteau neuf Art 47. Chartres Art. 45. Dreux Art. 34.

A main leuee, en conſignant trois anneees, auec l'amende de la derniere annee. Montargis Chap. 2. Art. 3. Orleans Article 106.

Trois annees du Cens. Dourdan Art. 44. Mante Art. 47. Montfort Art. 49. Paris Art. 75. Ribemont Art. 53.

En conſignant vne annee en la main du S. ou à ſon refus, en Iuſtice. Melun Article 109.

La derniere annee, & baillant caution de deux ans. Clermont Art. 112.

En demourant la main du S. garnie pour la derniere annee & amende. Sens Art. 225.

Et pour la derniere annee ſeulement. Auxerre Art. 12. Chalons Art. 126. Laon Art. 136. Reims Art. 144.

Aucun ne doit eſtre receu à entrer en cauſe, ſi apres commandemens faicts, il ne ſe rend Oppoſant formel. Tournay Tit. 27. Art 13.

Oppoſant doit bailler Plege, ſ'il veut auoir main-leuee, d'eſtre à droict. Tours Art. 28. Lodunois Chap. 1 Art. 24.

Se peut complaindre ſ'il le refuſe, ou appleger en la Cour du Suzerain. Tours Art. 29. Lodunois Chap. 1. Art. 24.

Par le moyen de ſon Oppoſition eſt conſerué en ſa poſſeſſion iuſques à ce qu'il ſoit diſcuté d'icelle Berry Tit. 5. Art. 26. 28. & 55. Tit. 6. Art. 14. & 17.

Fors contre le Roy. Berry Tit. 5. Art. 27. & 55 Tit. 6 Art. 15.

S'il eſt mal oppoſé, tenu rendre les fruicts à ſon Seigneur. Berry Tit. 5. Article 28. & 55.

Receueur du Domaine ou S. ſubalterne, ſ'il n'y a Oppoſition reçoiuent les fruicts, à la charge d'en rendre compte à l'oppoſant, ſ'il eſt dict. Berry Titre. 5. Art. 27. Titre 6. Art. 16.

Oppoſant entiers. Bretagne Art. 220.

Sera creu par ſerment auec le debteur, & comment. Orleans Art. 456. Bourbonnois Art. 129.

Doit eſtre aſſigné pour dire ſes cauſes d'Oppoſition, & comme on y doit proceder. Berry Tit. 9. Art. 29. & 30. Bretagne Art. 223.

Quelle Ordre ou prerogatiue il y a entre les creanciers ayant ancienne hypotheque. Theroanne Art. 19.

Celuy qui a eu poſſeſſion eſt preferé à tous creanciers. Aniou Art. 480. Le Maine Art. 486.

Sinon elles ſont priuilegiees & viendront à contribution. Aniou Art. 481.

Droict de Cens ou fonds Seigneurial preferé. Senlis Art. 278.

Cens, Surcens, Droicts Seigneuriaux, Rentes, charges foncieres, & arrerages preferees à toutes Rentes. Senlis Art. 274.

Rentes conſtituees non enſaiſinees n'infeodees en matiere de Criees ſont debtes mobiliaires enuers les autres Rentes enſaiſinees ou infeodees. Senlis Art. 201. & 275. Clermont Article. 36. & 65. Vallois Art. 189. Boullenois Art. 62.

Idem des rentes non proprietaires non enſaiſinees. &c. Senlis Art. 273.

Rentes Seigneuriales & foncieres non rachetables eſtimees au denier vingt, eſtant en argent: ſinon ſur le pris commun des cinq annees reduites à vne: & pour les arrerages ſur l'extraict des Greffes. Normandie Art. 565.

Creanciers hypothecaires tenus bailler caution. Lille Art. 173. La Salle de Lille Tit. 24. Art. 5.

Ayans ordre receus à oppoſition. Lille Art. 174. La Salle de Lille Tit. 24. Art. 6.

Preferez à celuy qui n'a qu'action perſonnelle. Tours Art. 214.

Ayans acquis rente, le premier en hypotheque, eſt preferé. Tours Art. 215. Lodunois Chapitre. 22. Art. 3. Aniou Art. 476. Le Maine Art. 479. 481. & 482.

Ayãs eu le premier perception de ſa rente eſt preferé. Le Maine Art. 482.

Eu poſſeſſion de la rente acquiſe eſt preferé à ceux qui n'ont que debte perſonnelle. Lodunois Chap. 22. Art. 1.

Ayans dernier hypotheque peuuent prendre la choſe à la charge de contenter les precedens Theroanne Art. 19.

Debtes portans hypotheques par lettres obligatoires ou ſentences, preferees aux debtes ſimples ou perſonnelles. Aniou Art. 479 Le Maine Art. 485.

Toutes creances ſont debtes mobiliaires. Senlis Art. 201.

Oppoſant pour arrerages de rente ou charge reelle aſſiſe ſur immeuble, ſera payé. Ponthieu Art. 130.

Ordonnances de deniers ſe doiuent interpreter par ceux qui les ont donnees. La Salle de Lille Tit. 24. Art. 6.

Commiſſaires, comme doiuent faire l'Ordre des creanciers, auant que proceder à la diſtribution des deniers. Paris Art. 361.

Doiuent faire ſerment ſolennel aux oppoſans ſur leurs Oppoſitions. Sole Tit. 29. Art. 20.

Doiuent faire renuoy du different meu entre aucuns oppoſans, ſans y comprendre les oppoſitions, dire, & remonſtrances, & ce qui a eſté faict auec les autres: & ne laiſſent de proceder à ladite diſtribution entre les autres. Paris Art. 362.

Doiuent preferer les Creanciers hypothecaires à ceux qui n'ont hypotheque: & entre les hypothecaires, ceux qui ont la precedente. Meaux Art. 117.

Feront la diſtribution ſelon l'ordre de priorité & poſteriorité. Bourbonnois Art. 152. Auuergne Chap. 24. Art. 43. La Marche Art. 394.

Premierement pour les droicts Seigneuriaux, 2. pour les frais de Criees, & aux creanciers ſelon la priorité des charges reelles & hypotheques, & debtes perſonnelles. Vallois Art. 188. Sole Tit. 19. Art. 21. 22. 23. & 24.

Quand feront la diſtribution, & comme les oppoſans y doiuent ſatisfaire. La Salle de Lille Tit. 24 Art. 4.

Ordures ou autres immondices ne peuuent eſtre tenus hors les maiſons plus haut de vingt-quatre heures. Berry Titre 11. Article 19.

Ordures ou immondices ne ſeront portez deuant les maiſons d'autruy, places ou rues vuides, &c. Melun Art. 343. Eſtampes Art. 87. Niuernois Chap. 10. Art. 16. & 21. Bourbonnois Art. 515.

Ne doiuent eſtre apportez és Foſſez des Villes Royales de Berry, ne en la Foſſe des Arenes de Bourges. Berry Tit. 11. Art. 20.

Eauë ou autre choſe ne ſera iectee par feneſtre ou rue publique, ſans crier par iii. fois. Bourbonnois Art. 161.

Oſtage, Oſtager. Bretagne Art. 112.

Quand le debteur eſt arreſté priſonnier par la ville, pour la ſeureté du debt, afin de tirer argent de luy.

V. Arreſt.

Droict d'Oſtizes, qui eſt vn deuoir annuel de Geline, que le ſuiet paye à ſon Seigneur, pour le Fouage & tenement. Blois Art. 40.

Onſclage. La Rochelle Art. 46. pour le baiſer du mary.

Outrage fait à Sergent faiſant ſon Office comme puny. Bretagne Art. 20. Lodunois Chap. 39. Art. 4.

V. Battures.

Ouuerture de Fief. Paris Art. 52. Melun Art. 101. Sens Art. 122. 123 Eſtampes Art. 12 18. & 33. Montfort Art. 34. Auxerre Art. 67. & 82. Dourdan Art. 21. Laon Art. 44. 182. 189. & 194. Chalons Art. 187. & 188. Reims Art. 96 S. Quentin Art. 58 & 72. Ribemont Art. 16. & 17. Comté de Bourg. Art. 20. & 21. Niuernois Chap. 4. Art. 1. 6. 15. 56. & 59. Montargis Chap. 1. Art. 19. & 82 La Marche Art. 183. & 184. Peronne Art. 21 24. 29. 34. & 52. Bretagne Art. 343. & 366. Orleans Art. 61. Berry Tit. 5. Art. 35. 38. & 44. Tit. 9. Art. 62. Tit. 12. Art. 7. & 9.

Quand il y a mutation du Seigneur ou du Vaſſal.

De fief ſaiſi par faute d'homme, droicts & deuoirs non faicts & payez. Reims Article 96.

Par le decez du Vaſſal. S. Quentin Article 58.

Ouuerture de Rachat. Tours Art. 133.

D'Arriere fiefs. Niuernois Chap. 4. Art. 59 Bretagne Art. 366.

Fief Ouuert. Paris Art. 2. Mante Art. 34 S. Quentin Art 61. Niuernois Chap. 4. Art. 1 Montargis Chap. 1. Art. 69. & 81. Bourbonnois Art. 368. & 373. Auuergne Chap. 22. Art. 1. La Marche Art. 183 Peronne Art. 30. & 72. Dourdan Art. 14. & 18. Orleans Art. 10. & 61 Chalons Article 182. & 196. Ribemont Art. 51. Artois Art. 41. Mante Art. 34. Eſtampes Art. 12.

Fief eſt Ouuert quand l'homme viuant & mourant faict vœu & profeſſion de Religion. Montargis Chap. 1. Art. 88. Orleans Art. 42.

N'eſt ouuert par le moyen de la Saiſie, iuſques à ce qu'il ſoit vendu & adiugé par Decret, ou la Foy faicte. Orleans Art. 3.

Fief Noble ouuert. Auuergne Chap. 22. Article 1. Mante Art. 34. Eſtampes Article 12.

Fief vuide & ouuert. Blois Article 47. 76 77. & 78.

Fief Deſcouuert. Tours Art. 110. Lodunois Chap. 11. Art. 2. Aniou Art. 119. Le Maine Art. 120.

Arriere-Fief Ouuert. Paris Art. 2. & 54. Melun Art. 82. Dourdan Art. 19. Bourbonnois Art. 373.

Ouuerture de Vendanges. Berry Titre 15. Art. 4. 5. & 6.

V. Vendanges.

Oyes & Canes ne ſeront nourries en la Ville de Melun, à peine, &c. Melun Art. 339. Eſtampes Art. 185.

Oyes trouuees en bleds ou Prez. Tours Article 207. Lodunois Chapitre 19. Article 5. & 15.

En prez. Xainctonge Art. 15.

Prez, Iardins, &c. Acs Tit. 11. Art. 17.

Source : BIU Cujas

eſtans trouuees és prez, vignes, bleds, gaignages, le S. en peut tuer vne ou deux. Blois Article 222. Vaſtang Article 16. Auuergne Chapitre 28. Article 24. Sole Titre 15. Art. 8.

Ou beſtes volans trouuees en dommage, peuuent eſtre tuees. Montargis Chap. 4 Art. 17. Orleans Art. 162.

V. Beſtes, Dommage.

P

Padouir pour mettre ſon beſtail paiſtre en la terre, Bois ou Lande commune de pluſieurs, ou d'vne Parroiſſe. Acs Titre vnzieſme. Article ſecond, 26. 27. & 29.

Droict de Paduentage. Acs Tit. 11. Art. 27. & 29.

Paduentage commun. Acs Titre 11. Art. 26.

Padouens & Paſturages. La Bourt Titre 3. Article 26. 23. & 27. Titre vingt. Article 4.

Padoences. Sole Tit. 13. Art. 41

Mettre hors de pain & pot. L'Alleue Titre premier. Art. 14.

Pour Emanciper.

Mettre hors de ſon pain & pot. L'Alleue Tit. 1. Art. 14.

Pains d Hoſtellage.

V. Hoſtellage.

Pairs & Compagnons tenus aſſiſter au iugement, iugent à leurs perils & fortunes, & au danger de l'amende enuers le Roy, s'il eſt mal iugé Senlis Art. 95.

Aux Aſſiſes. Clermont Art. 199. & 200. S. Quentin Art. 82.

Pairs ſont les Vaſſaux du S. Feod. tenans de luy en pareille nature & condition. Senlis Art. 158. Laon Art. 166.

Vaſſaux de Fief. Chalons Art. 177.

Se nomment Compagnons & Conuaſſaux tenans Fief du S. Chauny Art. 77.

Pairs de Fief. Noyon Art. 25. Sainct Pol Art. 10.

Pairs & Hommes de Fief. Reims Art. 76.

Hommes de Fief, Pairs & Vaſſaux. Vallois Art. 33.

Pairs Fiefuez. Chauny Art. 77.

Pairs és mettes de leurs Baronnies, ont toute Iuſtice : ſauf des cas Royaux. Boullenois Art. 15. & 20.

Pairs. Boullenois Art. 15. 16. 17. & 20.

Le Dict des Pairs. Senlis Article 211. Clermont Article 74. & 76. Vallois Article 42. & 52.

Ou des Compagnons & Conuaſſaux. Chauny Art. 77.

Fief ou terres tenues en Pairrie. Amiens Art. 7. 25. & 189. S. Pol Art. 10.

Le Comté de Beauuais tenu en Pairrie. Senlis Art. 28.

Pairries. Boullenois Article 7. & 15. Lille Art. 93.

Paix de la Ville doit eſtre enregiſtree. Tournay Tit. 12. Art. 2.

Dure la vie de ceux, auſquels les defences ont eſté faictes. Tournay Tit. 12. Art. 4.

Eſt oſtee du mutuel conſentement des parties. Tournay Tit. 12. Art. 4. & 6.

Se baille par l'vn des Preuoſts ſeuls. Tournay Tit. 12 Art. 4.

N'a lieu hors les limites de la Ville & pouuoir de Tournay. Tournay Tit. 12. Art. 5.

Peut eſtre donnee par les Preuoſts & Iurez de leur office, aux habitans qui ont haine & malueillance, en leur defendant la voye de faict. Tournay Tit. 12. Art. 2. & 3.

Par ce qu'il n'eſt loiſible aux habitans de ſe venger & vſer du droict de guerre.

V. Maiſon de Paix.

Lener le Palee & Vvaſon quand il eſt queſtion de Retraicte d'heritage donné à rente, à faute de payement pour le reincorporer au Domaine du S. Haut Iuſticier, Vicomtier ou Foncier. La Salle de Lille. Tit. 1. Art. 45.

Haulche & Renchiere de Palmee ou Paulmee. Tournay Tit. 18. Art. 3.

Panage.

V. Paſnage.

Pancarte qui contient les droicts & Couſtume de peage, & doit eſtre mis en vn poſteau au chef de la peagerie, auec vne billette. Tours Article 81. Lodunois Chapitre 7. Art 1.

Pannonceau du Roy ou Royal. Tours Article 26. Poictou Article 436. Bayonne Titre 14. Article 3. Paris 347. 348. 350. & 352.

Brandons & pannonceaux. Orleans Article 466.

Affiches & pannonceaux mis. Paris Article 347. 348. 350. & 351. Orleans Art. 481. 482. & 484.

Pannonceaux du Roy ou affiches miſes à la porte de l'Egliſe parochiale. Tours Article 26.

Pannonceaux armoyez. Bar Art. 40.

Biens ou Heritages papoaux & de papoadge, ou Biens auitins. Acs Tit. 1. Art. 1. & 8. Tit. 2. Art. 2. Tit. 6. Art. 1. Tit. 10. Art. 1. S. Seuer Tit. 5. Art. 2. Tit. 12. Art. 4. S. Seuer L. Tit. 4. Art. Titre 8. Article Solle Tit. 17. Art. 1. 4. 5. & 6. Tit. 19. Article 1. & 23. Tit. 24. Art. 19. 22. & 25. Titre 25. Art. 1. Tit. 26. Art. 3. & 4. Tit. 27. Art. 1. 26. 34. 35. & 36. Tit. 28. Art. 8.

Pour heritages obuenus de lignee, de papoadge. Bayonne Tit 5. Art. 1.

Biens de papoadge ou lignage. Bayonne Tit. 9. Art. 27.

Biens papoaux & auitins. La Bourt Tit. 7 Art. 5. Sole Tit. 17. Art. 5.

Parafer & ſigner. Bretagne Ar. 265.

Parageur, parageau. Tours Art. 73. 97. 119 127. 128. 129. 130. 131. 136. 276. 277. & 278. Lodunois Chap. 6. Art. 4 Chap. 12. Art. 7. & 10. Chap. 27. Art. 20. & 21. Aniou Article 213 & 220. Le Maine Art 218. & 233 Poictou Artic. 94. 75. 118. 125. & 126. Xainctonge Article 22. 30. & 107. Angoumois Art. 25.

Le frere Aiſné ſ'appelle Parageur, & les puiſnez parageaux. Tours Article 128. & 276.

Parageaux pour garãtis en pãrage. Tours Art. 97. Lodunois Chap. 8. Art. 6.

Premier Chef parageur, & premier parage. Tours Art. 281.

Chef Parageur ou du parage Lodunois Chap. 6. Article. 4. Chap. 27. Article 19. 20. & 21.

A la difference du fils aiſné du puiſné, Parageau, duquel fils aiſné, ſes puiſnez tiennent en ſecond Parage.

Aiſnez paragers peuuent faire Iuſtice ſur les biens des puiſnez. Normandie Art. 131.

Puiſnez paragers. Normandie Art. 128.

Payent leurs Reliefs, Aydes & redeuances aux Chefs Seigneurs, par les mains des aiſnez eſtant ſommez. Normandie Article 130.

Parageur ayant vendu & tranſporté à perſonne eſtrange le Fief, eſt tenu le garantir, tant que le parage dure, & ſe peut compter. Tours Art. 131. & 276. Lodunois Chapitre 12. Art. 9. Chapitre 27. Article 18. Aniou Art. 219. Le Maine Art. 234.

A les Rachats & ventes quand le cas y eſchet. Aniou Art. 219. & 221. Le Maine Art. 234. & 236.

Peut faire appeller ſon Parageau pour racompter ſon lignage. Aniou Article. 217. Le Maine Art. 232.

A iuriſdiction & cognoiſſance par parage failly ſur les choſes baillees au parageau & ſuiets nuement. Aniou Art. 221. Le Maine Art. 236.

Parageau paye le tiers de la terre, fors pour la premiere Foy & Hommage. Tours Art. 177. Lodunois Chap. 12. Art. 11.

Ayant vendu, tranſporté ou aliené à perſonne eſtrange, doit faire foy, &c. Aniou Art. 219. Le Maine Art. 234.

Peut donner le tiers de ce qui luy eſt donné. Amiens Art. 214.

Ne faict Hommage durant le parage. Lodunois Chap. 12 Art. 12.

A telle Iuſtice, & tient auſſi noblement, que ſon parageur, ſ'il n'eſt parti de Baronnie, Comté, Vicomté ou au deſſus. Tours Art. 129. Lodunois Chap. 12. Art. 7.

Ou parageur a telle iuriſdiction que le Chemier, ſi autrement n'eſtoit conuenu, &c. Poictou Art. 140.

Ne ſes ſuiets hors Baronnie, ne reſpondent à la Cour du parageur durant le parage, qu'en cas de Meſures & pour racompter. Tours Art. 130. Lodunois Chapitre 12. Article 8. Aniou Art. 216. Le Maine Article 233.

Prend & adiuſte les meſures à l'eſtelon du parageur. Tours Art. 130. Lodunois Chap. 12. Art. 8. Aniou Art. 216. Le Maine Art. 235.

Le Parage faict Foy a l'acquereur. Tours Article 276. Lodunois Chapitre 27. Article 18.

Faict Foy au parageur ou à celuy qui le repreſente, & eſt demandé par action pour la premiere fois. Tours Art. 277. Lodunois Chap. 27. Art. 19. & 21.

Ayant tranſporté à perſonne eſtrange icelle, doit faire au parageur immediat telle Foy & Hommage, & deuoir qu'il faict au S. Suzerain. Tours Art. 278. Lodunois Chap. 27. Art. 20.

Parage. Tours Art. 118. 126. 127. 128. 130 131. 132. 136. 276. 277. Lodunois Chap. 12. Art. 1. 8. 9. 10. 11. & 12. Chap. 14. Art. 14. Chapitre 27. Article 9. & 18. Aniou Article 63. 201. & 212. Le Maine Article 71. 216. 219. & 227. Blois Art. 69. Poictou Art. 17. 95. & 99. Angoumois Art. 20. & 26. Xainctonge Art. 30. Bretagne Art. 330. & 541.

Partager en parage. Bretagne Ar. 378.

Racomter parage. Aniou Art. 216. & 217. Le Maine Art. 231. & 232.

Droicts de tenir en parage, ſont prerogatiues perſonnelles de ſang. Bretagne Article 338.

Fief Garanty en parage. Tours Art. 278. Lodunois Chap. 27. Art. 19. & 20. Aniou Art. 214. Le Maine Art. 219. 233. 234. & 236. Blois Art. 72.

Tenir en parage & Ramage. Bretagne Art. 541. Aniou Art. 232. Le Maine Article 249. Poictou Article 116. 125. & 126. Angoumois Article 20. Bretagne Article 251.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Garentir en Parage. Tours Art. 97. 128. & 273. Lodunois Chap. 8. Art. 6. Chapitre 27. Art. 21. Chap. 29 Art. 2. Aniou Artic. 213. & 232. Le Maine Art. 228. 233. & 249. Blois Art. 72.

Garantir en franc Parage. Tours Art. 264 & 273. Lodunois Chap. 27. Art. 9. Aniou Art. 232. Le Maine Art. 249. Blois Art. 69. 70. 73. & 85.

Garentir le Parage. Tours Art. 131. Lodunois Chap. 12. Art. 9.

Parage a lieu entre Nobles & choſes hõmagees. Aniou Art 212. Le Maine Art. 227.

Depend de Depié de Fief. Aniou Art. 212. Le Maine Art. 227.

Faict en trois manieres : 1. quand on ſe peut prendre par mariage. 2. quand la choſe eſt tranſportee à eſtrangers. 3. quand le Parageau ſans ſommer ſon Parageur a faict Hommage. Tours Art. 126. Lodunois Chapitre 12. Art. 7. & 10.

Finit quand le lignage eſt ſi eſlongné qu'on ne ſe peut marier ſans diſpenſation. Aniou Art. 213. Le Maine Art. 252. Poictou Art 107.

Dure iuſques à ce que la lignee iſſue des aiſnez & puiſnez, ſe puiſſe prendre par mariage, qui eſt du quart au v. Tours Art. 264. Lodunois Chap. 27. Art. 9.

Tant que le lignage ſe peut compter. Poictou Art. 126. Angoumois Art. 26.

Tant qu'il n'y a partage ou hoir maſle deſcendant de l'aiſné, ou quand prennent mariage. Blois Art. 71.

Ceſſe quand l'alienation eſt faicte par les ayans eſté garantis en Parage. Blois Article 74.

Ou quand les puiſnez alienent leur portion. Blois Art. 75.

Quand la terre eſt tranſportee en main eſtrangere. Bretagne Art. 342.

Fief ſort de Parage, & doit Foy & Hommage quand il tombe en autres mains que Parageurs ou deſcendans de Parageurs. Normandie Art. 133.

Rentre en Parage par Clameur reuocatoire, ou par releuement ou condition de Rachat : toutesfois ſ'il le rachete, il le tiendra par Hommage. Normandie Article 136.

Foy & Hommage deu par Parage failly. Aniou Art. 217. & 218. Le Maine Article 232. & 233.

Gentil-homme peut donner à ſa fille ou ſœur, la tierce partie de ſa terre, & la garantir en Parage : fors des Rachats & prinſes de Fief. Aniou Article 213. Le Maine Art. 228.

Succeſſeur ou heritier du Parageur de Succeſſion en ſucceſſion, peut donner le tiers des deux parts à tenir en parage. Aniou Art. 214. Le Maine Art. 229.

Hoirs des puiſnez, quand le lignage eſt hors le vi. degré, ſont tenus faire Foy & Hommage aux hoirs de l'aiſné ou poſſeſſeurs du Fief Normandie Art. 132.

Hommage deu par parage failly, ſe faict au parageur immediat, tel que le parageur au Suzerain. Art. 127. Lodunois Chap. 11. Art. 12.

Chemier peut contraindre le parageur à luy faire Hommage de la choſe tenue en parage, ſ'il ne peut comter ſon lignage. Poictou Art. 126 Angoumois Art 26.

Ou qui le repreſente a droict d'hommage, quand il tranſporte à perſonne eſtrange ſon Fief en Hommage ou eſtrange les choſes tenues en parage. Poictou Article 129.

Quand perd droict d'Hommage par vertu d'alienation ou tranſport faict par le Chemier. Poictou Art. 130.

Quand ne perd droict d'Hommage, nonobſtant l'alienation. Poictou Article 131.

A Ventes & Honneurs ou la Retenue, quand la vente ou alienation eſt faicte par l'vn des perſonniers ou Parageurs. Angoumois Article vingt ſept. Xainctonge Article 30.

A iuriſdiction ſur les parageurs en trois cas: pour defaut de deuoir non payé, pour ſon Adueu, & declaration non baillé pour vendition de la choſe. Poictou Article 140.

Ayant baillé en partage à ſon parageur partie de ſon Fief, demoure en ſon hommage. Poictou Art. 116.

Parageur contrainct de faire Hommage, doit appeller le Seigneur, dont la choſe eſt tenue, & ne le peut empeſcher, ſi le lignage ne ſe peut compter. Poictou. Article cent vingt ſept & cent vingt huict.

Quand leur part court en Rachat, à quels deuoirs doiuent contribuer auec le Chemier. Poictou. Article cent trenteneuf.

Confuſion de Fief entre le Seigneur & ſon ſuiet, ne nuict aux Parageurs. Poictou Art. 133.

Hommagez & garantis en parage, ſont ſuiets nuëment au parageur : & les ſuiets du parageau, en cas de Reſſort & Suzeraineté. Aniou Article 221. Le Maine Art. 236.

Parcieres. Bourbonnois Article 352. 353. Auuergne Chapitre 19. Article 6. Chapitre. 31. Article 34. & 35. La Marche Art. 69.

Meſtayer Parciere. Tours Article cent treize.

Compaignie parciere pour beſtail. S. Seuer Tit. 3 Art. 13.

Parcon ou parchon. Cambray Titre. 8. Article. 15. & 17. Tournay Titre 10. Article 33.

Pour la portion & partage qui eſt quand les enfans veulent ſucceder, font rapport de leur don, pour auoir leur portion virile, & eſtre receu à partage par leurs coheritiers.

Nul ne peut eſtre Aumoſnier & Parchonnier.

V. Heritier.

Parcours. Troyes Art. 7. Comté de Bourgongne Art. 103. Duché de Bourgongne Chap. 7. Art. 2.

Ou Procours. Niuernois Chap. 12. Art. 1.

Parcours. Vitry Art. 78. & 79.

Pour l'vſance & Couſtume contenant les anciennes Societez qui eſtoient les Villes & pays de diuers Seigneurs.

Bourgeois de parcours, qui ſont Bourgeois du Reſſort de Sens, és marches de Champagne. Sens Art. 137. 138. 139. & 140.

V. Bourgeoi

Bretagne. Berry Tit. 19 Art. 16.

Droict de parlage, quand les habitans de diuerſes iuriſdictions peuuent faire paiſtre leur beſtail l'vn ſur l'autre. Sainct Seuer Titre troiſieſme. Article premier & ſecond.

Le pariſis des Tournois que le Tuteur paye à ſon mineur pour la priſee & reſtitution de ſes meubles. Berry Titre premier. Article 44.

Pariure eſt infame & incapable de tenir Office public. Bretagne Art. 37.

Parquet, pour l'Auditoire du Iuge. Xainctonge Art. 118.

Tenir Par-prenant & Part-prenant. Poictou Art. 17. 94. 95. 99. 106. & 107. Xainctonge Art. 22.

Partage ou aſſignation faicte entre enfans eſt bonne & reuocable. Niuernois Chap. 34. Art. 17.

Iuſques à quarante iours auant le decés Bourbonnois Art. 216.

Faicte vingt iours auant le decés. Duché de Bourg. Chap. 7. Art 6. 7. & 9.

Se peut faire preſens ou abſens les enfans en iugement ou dehors, pardeuant deux Notaires, ou vn Notaire & deux teſmoins, qui ſigneront, ou bien ſous la ſignature du diſpoſant, appellé vn Notaire Royal & deux teſmoins. Duché de Bourgongne. Chapitre. 7. Art. 8. Bourbonnois Art. 216.

Se peut faire par Teſtament ou autrement, entre enfans par homme ou femme mariez, ſans eſtre contraints de les faire egaux : ſinon qu'ils fuſſent preterits ou exheredez, ou priuez de leur legitime. Tournay. Titre quatorzieſme. Article vingt trois.

Faict par pere ou mere à leurs enfans, pardeuant la Loy du lieu de leur reſidence. Cambray Tit 14. Art. 4.

Ou aduis de partage acheté, n'a beſoin de realiſation. Cambray Tit. 14. Art. 2.

Peut eſtre faict par pere Noble de ſon viuant à ſes enfans, de l'aduis de quatre parens, deux paternels & deux maternels. Bretagne Art. 560.

Par pere, mere ou autres aſcendans, cõme bon leur ſemblera. La Salle de Lille Tit. 9. Art. 4.

Vaut, ſ'il n'eſt reuoqué par eſcrit, ou que l'vn des enfans ne ſoit lezé ny greué outre la ſixieſme partie de ſa legitime. Bretagne Art. 560.

Idem des biens de la mere, elle viuant & conſentant. Ib.

Entre le ſuruiuant des conioints & ſes coheritiers, ſans le conſentemeot de les enfans & decret de Iuge ſans recompenſe & malengin. Cambray Tit. 14. Art. 3.

Pour Collateraux, comme ſe peut faire ſans laiſſer aucune legitime, en preſence de deux Notaires, ou vn Notaire & deux teſmoins, ou bien ſous l'eſcriture & ſignature du diſpoſant, en faiſant declaration par luy, & viuant vingt iours apres la diſpoſition. Duché de Bourgongne Chapitre. 7. Art. 9.

Se peut faire entre coheritiers des biens eſcheus, & entreſchanger le droict de meubles à immeubles, & d'immeubles à meubles. La Salle de Lille. Titre deuxieſme. Article 59.

Comme ſe doit faire entre maieurs & enfans mineurs d'ans. Lille Article trente cinq.

Se doit faire en l'eſtat que les biens ſont lors de la demande. Lille Article trente ſix.

Doit eſtre faict à nepueu ou niepces en ligne directe par Ayeul ou Ayeule. Lille Art. 39.

Eſtahr fait chacun eſt ſaiſi de ſa part. Lille Art. 38. Bourbonnois Art. 216.

Se peut faire entre coheritiers pardeuant Notaire & teſmoins, ou autrement ſans realiſation pardeuant Iuſtice. Cambray Tit. 14. Art. 1.

Doit eſtre fait egalemẽt des acqueſts Feod.

Source : BIU Cujas

eſquels n'y a Iuſtice ne Vaſſaux, entre les enfans pour vne fois ſans Aiſneſſe. Orleans Article 91.

De Fiefs eſtant faict par pere, mere, ayeul ou ayeulle entre leurs enfans, peuuent faire que les membres tiennent de luy ou de ſon fils aiſné, ſans moyen, & du S.F. en Arriere-fief. Reims Art. 116.

De Fiefs eſtant faict en ligne collaterale entre enfans, ne tiendront de l'aiſné, ains du S. F. Reims Art. 116.

Ou Diuiſion ou alienation faicte du conſentement du S.F. chacun des tenanciers eſt tenu faire la Foy & Hommage, & ſeruice deuz. Auuergne Chap. 22 Art. 4.

Inuentaire des biens de la Communauté ſera faict egalement entre le ſuruiuant, & les heritiers du treſpaſſé. Paris Art. 229. Melun Art. 211. Eſtampes Art. 91. Montfort Art. 121 & 128. Senlis Art. 145. Clermont Art. 180. Vallois Article. 90. Troyes Art. 83. Chaumont Art. 67. Vitry Art. 75. Laon Art. 22. S. Quentin Art. 1. Amiens Art 98. Artois Art. 119. & 153. Lille Art. 123. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 38 & 45 Ponthieu Art. 38 Boullenois Art. 73 Peronne Art. 115 Niuernois Chap. 23. Art. 2. Grand Perch: Art. 103 Meaux Art 50. Chaſteau neuf Art 66. Blois Art. 182. Lodunois Chap. 27. Art. 33. Chap. 29 Art. 11. Poictou Art. 238. 239. & 243 Bretagne Art. 581. & 586. Vennes Art. 701. Calais Art. 31 Orleans Art. 186. Valanciennes Art. 102. Oſtricourt Art. 11. Arras Art 22. Bappalmes Tit. 2. Art. 1. Normandie Art. 377. Duché de Bourg. Chapitre. 4. Art. 14.

Fors que le ſuruiuant a ſes Veſtemens de Dimãches & moiennes Feſtes hors part & ſans recompenſe: & ceux du decedé, en, &c. Chalons Art. 20. Laon Art. 22.

Les veſtemens de tous les iours, & ceux de, Dimanches, &c. Reims Art. 242. Tours Art. 307. Lodunois Chap. 29. Art. 10.

Ordinaires des Dimanches. Sedan Article 90. des iours ouuriers. Cambray Tit. 7. Art. 12.

Fors que l'aiſné a les Liures. Bretagne Art. 586.

Partage comme ſera faict par l'Aiſné à ſes puiſnez. Anjou Art. 277. Le Maine Art 293.

Ou diuiſion quand eſt cenſee faicte entre l'Aiſné & ſes puiſnez. Xainctonge Article 103.

De terres Feodales faict entre freres heritiers ne preiudicie point au Seign. F. Sens Art. 189. Auxerre Art. 52. Duché de Bourg. Chap. 3. Art. 7. Comté de Bourg. Art. 23. Niuernois Chap. 4. Art. 19. Bar Article 21. Bourbonnois Art. 366.

Se peut faire ſans licence du S de Fief. Bourdeaux Art 82. Bourbonnois Art. 366.

Comme ſe doit faire par Iuſtice ou autrement. Anjou Art 227.

Eſtant faict en vertu de Don d'entre vifs ou treſpas d'aucun des 2. conioincts chacun doit tenir leur portion en pareil hommage, droicts & ſeruice enuers le Seign. F. & ſortiſſent pareille nature. Ponthieu Article 60.

Apres le partage & Eſporle chacun tenãcier eſt tenu payer la rente. Bourdeaux Art. 83.

Et ſera la rente egallee le S. appellé: & en ſon abſence, luy ſera ſignifié. Bourdeaux Art. 84.

Par partage on peut laiſſer tous les Homages à l'vn des enfans. Comté de Bourg. Art. 23.

En partage l'aiſné n'eſt tenu faire partage: fors des heritages dont il iouiſt actuellement. Bretagne Art. 598.

Les puiſnez auront leur portiõ en contribuant aux frais. Bretagne Art. 598.

Selon l'aſſiette que l'aiſné leur aura faicte en tel eſtat que les heritages eſtoient lors d'icelle, en rembourſant l'aiſné, &c Bretagne Art. 599.

L'aiſné, ſ'il eſt queſtion de Comté & Baronnie, doit bailler aux puiſnez leur aduenant bien faict: & aux femelles leur portion couſtumiere. Anjou Art. 278.

S'il n'y a que Baronnie, comme il doit faire. Anjou Art. 278.

Sauf des dignitez & prerogatiues, en les recompenſant. Ib.

S'il n'y a que filles, a les deux tiers, & les puiſnez l'autre tiers en bien-faict ou vſufruict, & les filles en heritages Anjou Art. 222. & 226. Le Maine Art. 239 & 242.

Le preciput & aduantage de l'aiſné ne tombe en partage. Anjou Art. 222. 227. & 278. Le Maine Art 238. & 294.

Les heritages Nobles acquis de Bourſe Couſtumiere & tombez en tierce foy, ſe partagent noblement entre l'aiſné & les puiſnez, &c. Tours Art 297.

Terres ſuiettes à Terrage, ſe partiſſent egalement entre les fils: & en defaut d'eux, entre filles. Herly Art 5.

Heritages cottiers ſe partiſſent egalemẽt. Nedonches Art. 2.

En partage entre Bourgeois & gens de Baſſe condition, comme les lots doiuent eſtre faits par trois preud'hommes non ſuſpects. Bretagne Art. 591.

Comme les puiſnez le doiuẽt demãder à l'aiſné, & le faire appeller deuant le Iuge ordinaire du lieu, & luy demander declaration par eſcrit de tous les biens de la Succeſſion Bretagne Art. 565.

Et les renuoyer à leurs parens pour leur partage. Bretagne Art. 576.

Comme on doit prendre concluſions de partage, & pardeuant qui. Tournay Titre 18 Art. 1. 2. & 3.

Le maieur de vingt cinq ans accomplis, peut prouoquer à partage, & ſommer hors iugement, ce qu'ils ſont tenus, faire à la quinzaine enſuiuant. Berry Titre 20. Article premier.

On doit proceder apres ſommation extraiudiciaire contre le frere aiſné ou ſon principal adminiſtrateur de biens communs, & le faire adiourner par Commiſſion libellee & inſeree en l'exploict. Berry Tit. 20. Art. 2.

Le Iuge doit adiuger Defaut. Berry Tit. 20. Art. 3.

Donner Sentence ſur le profit des defaux. Berry Tit. 20. Art. 4.

Comme doit adiourner, ſi les adiournez comparent Berry Tit. 20. Art. 5.

Donne vn ſeul Delay & peremptoire pour informer de la denegation. Berry Titre. 20. Article 6.

Donne vn autre Delay pour produire, bailler Contredits & Saluations. Berry Tit. 20. Art. 7.

Fera faire publication de l'Enqueſte dans trois iours apres le Rapport: & fera bailler Reproches auant la publication. Berry Tit. 20. Art. 8.

Faiſant on doit premierement ſur tous les biens communs, diſtraire les Mariages apportez par le Gendre, ou bru fils ſont recongnus. Acs Titre 3. Article 4. & 5.

Doit eſtre faict Rapport entre freres & ſœurs, du prouſit de la mouture des Moulans ſuiets par Diſtroict, & non des autres moulans volontaires. Bretagne Art. 607.

Les lots ſeront faicts par le dernier, & l'aiſné choiſit. Normandie Article deux cent trente huict.

Les freres & ſœurs partagent egalement les meubles, acqueſts & Conqueſts fors és Fiefs Nobles, où l'aiſné prend droict d'Aiſneſſe. Normandie Art 302.

Et ne prendra qu'vn preciput en toute la maſſe. Normandie Art. 303.

S'il y a Fiefs qui ne ſe puiſſent commodement partir, ſera eſtimé, & comment. Normandie Art 305.

Comme les Filles ou enfans doiuent partager le Fief ou Fiefs, ſelon la Couſtume generale. Normandie Article 305. & 306.

Filles mariees, ores qu'elles ne reuiennent à Partage, font part au profit des heritiers, ſi elles n'y ont eſté reſeruees. Normandie Art. 346.

Non mariees, peuuent demander pour leur Partage, le tiers en la proprieté des heritages ſituez en Caux, outre ce qui eſt en Bourgage. Normandie Article 347.

Ne peuuent demander que prouiſion du tiers, ſ'il n'y a qu'vn Fief en toute la ſucceſſion, ſans autres biens. Normandie Article 330.

Ne peuuent rien demander en la Succeſſion de pere & mere: & ne font part au profit de l'aiſné, au preiudice du Tiers des Puiſnez en Caux. Normandie Article 348.

Contraindre les Aiſnez ou leurs enfans à Partage des Fiefs, ains ſe contentent des Rotures. Normandie Article 283.

Venans à partage ont toutes enſemble vn tiers en proprieté, à la charge de porter la prouiſion des puiſnez. Normandie Article 282.

Sont tenues prendre par eſtimation leur part, quand il n'y a qu'vn Fief. Normandie Art. 284.

Reſeruees à Partage, ont part ſur la roture & autres biens. Normandie Article 345.

En Partage les terres acquiſes par le Seigneur de ſon homme, tenues roturierement, ſont parties comme de rentes. Bretagne Art. 608.

Maiſon ne ſe pouuant commodement partir entre Heritiers, ſera licitee & inquantee entre eux. Nantes Article ſept cent vingt huict.

Eſtant partable comme ſe partit. Lille Art. 194.

Heritage Feodal baillé à Cens ou rente ſe diuiſe comme roturier entre les heritiers du preneur. Melun Art. 273. Montargis Chap. 15. Art. 13. Orleans Art. 345. & 346.

Cens & Rentes ſe diuiſent entre les Heritiers du bailleur comme Feodaux. Melun Art. 273. Montargis Chap. 15. Art. 13. Orleans Art. 347.

Tous Arrentemens ſont partables entre les heritiers du preneur, ſ'ils n'ont eſté donnez en Fief. Artois Article cent quarante quatre.

Rentes infeodees ſe partent comme feodaux: & non infeodees, comme rotures. Ribemont Art 79.

Source : BIU Cujas

Rentes foncieres ſe partent comme Feodaux. Montargis Chap. 15. Art. 17.

Rentes Conſtituees ſur heritage Feodal, entre les heritiers de l'acquereur, ſe part egalement: ſinon qu'elles fuſſent infeodees ou acquiſes ſur le Fief par luy tenu en Cens ou Rente. Montargis Chapitre quinze. Article 14. Orleans Article 348.

Eſtaux de Bouchers de la Ville, ſe partiſſent comme meubles & heritages Cenſuels. Orleans Art. 362.

Fiefs & heritages cottiers ſont partables ſelon la Couſtume des lieux. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 8.

Heritages cottiers donnez en faueur de mariage, ſont & ſe partiſſent comme patrimoniaux: mais autrement ſont acqueſtez. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 34.

Vn Parti, tout eſt parti Niuernois Chapitre 8. Art. 9.

Manoirs Cottiers d'heritages d'ancienneté amaſez faiſans froc ſur Flegard, ſont indiuiſibles, & ſuccedent à vn ſeul heritier: les nouuellemẽt amaſez ſont partables entre heritiers. Heſdin Tit. 3. Art. 1.

Acquis durant le mariage, eſcheent à vn ſeul heritier du coſté du mary ſ'il n'en a diſpoſé: & non du coſté de la femme, qui iouiſt de la moitié ſa vie durant. Heſdin Tit. 3. Art. 2.

Douairiere ou Vefue & l'heritier comme font partage & les lots. Bretagne Art. 456. & 457. Ribemont Art. 100. Peronne Article 51.

Douairiere faict les lots ou lotit, & l'heritier choiſit. Laon Art. 25. & 45. Chalons Art. 49. & 50. Reims Art. 250. S. Quentin Art. 96. & 97. Ribemont Art. 101. Amiens Art 117. Ponthieu Art. 52. & 53. Peronne Art. 158. Sainct Pol Art. 46. Artois Article 138. Chauny Article 135. Bourbonnois Article 258.

N'eſt tenue partager auant quarante iours. Niuernois Chap. 24. Art. 13. Bourbonnois Art. 258.

Douairiere & heritier baillent à Ferme, ſ'ils ne peuuent commodement partir, & prennent chacun leur part par les mains des Fermiers. Laon Art. 44. Chalons Art. 49. Reims Art. 249.

Parties Ciuiles en matiere de Criees & Decret d'heritages, auſquels appartient l'intereſt de la folle enchere. Berry Titre 9. Art. 64.

Partie formelle. Niuernois Chap. 1. Art. 20. Sole Tit. 35. Art. 1.

Partie formee. La Rue d'Yndre. Art. 35. 36. & 37. Bordeaux Art. 79. Cambray Tit. 22. Art. 4. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 18.

Pour la partie ciuile qui pourſuit ſon intereſt contre l'accuſé.

Plainte formee. Cambray. Titre 22. Art. 2.

Partie formelle & la partie ſont cõſtituez priſonniers ſ'ils ne baillent caution. Niuernois Chap. 1. Art. 20.

N'a lieu ſinon pour homicide ou autre foulle & crime Grief. Cambray Titre 22. Article 5.

En matiere ciuile. Niuernois Chapitre 1. Art. 20.

A lieu en matiere criminelle en trois cas iniure reelle, effuſion de ſang, ou enorme macheure & pour crime, requerant detention de perſonnes. Niuern. Chap. 1. Art. 20.

Ne ſera receuë par Sergent: mais les doit mener au Iuge ou Iuſticiers. Niuernois Chap 1. Art. 22.

Succombant doit eſtre condamnee en amende arbitraire, reparation, dommages & intereſt enuers la partie. Cambray Titre 22. Article 5. Niuernois Chap. 1. Art. 20. & 23.

Aucun ne ſera receu à partie formee, ſinon pour crime ou delict, & ſ'il y a crainte de fuite: & en matiere ciuile, ſ'il y a obligé portant ſubmiſſion expreſſe à priſe de corps, ou ſ'il eſt eſtranger n'ayant immeubles. Bordeaux Art 79.

Entre marchans pour viures ou preſt. Bourdeaux Art. 79.

Contre ceux qui ont biens en la Seneſchaucee. Bourdeaux Ar. 79.

S'il n'a permiſſion de Iuge & baillé caution, fors en crainte de fuite. Bourdeaux Art. 79.

Clameur de parties formelles és matieres de Crimes ou autres receuës par les Bayle ou Sous-Bayle. S. Seuer Tit. 1. Art. 14.

Seront plegez ou bien ſeront en Arreſt & priſon. S. Seuer Tit. 1. Art. 14.

On peut par partie formee, intenter action pour delict actuel & intereſt procedant de fonds. La Salle de Lille Tit. 25. Article 14.

Paſnage ou Pennage & paiſſon des Bois appartiẽt au Seigneur Iuſticier, qui a droict de Gruerie & Garenne. Senlis Art. 107. Poictou Art. 159. La Marche Art. denier. Bretagne Art. 255.

Glandee, Paſnage, Paſturage. Aniou Art 497.

Paſturage & paſnage. Poictou Art. 159.

Droict de paſſage pour façonner, emblauer ou debleure de terres enlacees en heritage d'autruy. Auxerre Art. 117.

Paſturages ſont limitez en la Limaigne, & Bas pays d'Auuergne par Iuſtice, ſ'il n'y a droict de Marchage. Auuergne Chap. 28. Art. 1. & 2.

Es Chaſtellenies de S. Heren, &c. S. Heren Art. 2. S. Priuat Art 1. Vernet Art. 2.

Par iuriſdictions. S. Seuer Tit. 3. Art. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. & 9.

Par Gaſtines. Vodable Art. 1.

Par Parroiſſes & Villages. Mozun Art. 1. Solez Art. 1. Cholmette Article. 1. Charraiz Artic. 1. & 2. Prades Art. 1. & 2. La Bourt Tit. 3. Art. 1. 2. & 3.

Par Mas & Villages au Haut pays d'Auuergne. Chap. 28. Art. 5. S. Heren Art. 1.

Par Villes & Villages. Mont-penſier Art. 11. Bioſſat Art. 1.

Par villages, maz & tenemens. Menat. Art. 2. Combrailles Art. 1. Croc Baſ vile. Art. 1. Brioude Art. 1. & 2. Pinhols Art. 1. Mont morin Art. 7. Viuerols Art. 1. Montraueil Art. 1. Aurlenc Art 3. Rioux Art. 1. Ambert Art. 1. Bleſle Art. 1 Doranges Art. 1. Roche-ſauine Art. 1. Ambert Art. 1. Chabreughol Art. 2. Motte de Cauillac Art. 1. 2. & 3. Pine Art. 1. Core Art. 1. Cornol Art. 1. & 2. Dyene Art. 1. La Marche Art. 359. & 360.

Sont communs en toutes ſaiſons. Arlenc Ar. 1. Doranges Art. 1. Poictou Art. 193. puis quel temps. Roche-Sauine Art. 1. Rioux Art. 2. Talende Art. 1.

En quel temps ſont communs. Mozun Ar. 1. & Riez en quel temps ſont communs. Boullenois Art 133.

Chacun peut faire Labaquis, Trebyns & Fornats és heremps communs: fors aux lieux preiudiciaux, &c. Sole Tit. 13. Art. 3.

Paſteurs & Gardeurs de beſtes peuuent faire paſturer leur beſtail par tous les lieux, où les beſtes de leurs voiſins peuuent paſturer. S. Seuer L. Tit. 10. Art. 6. & 7.

Herbes, paiſſon & glandage des herẽps communs, ſont communs & francs. Sole Tit. 13 Art. 1.

En quel temps on peut mettre la faux és paſturaux communs. Berry Tit. 10. Article 15.

Sont deffenſables. Berry Tit. 10 Art. 8.

Habitans peuuent mener paſturer leur Beſtail és paſturages communs, terres hermes & vacans en tout temps. Auuergne Chap 28. Art. 3.

Es padoences communes terres & heremps, &c. Sole Tit. 13. Art. 4.

Aux Padouens & paſturages, &c. La Bourt Tit. 3. Art. 16. 17. & 18.

Peuuent mener és marets & communautez, & iuſques à quel nombre. Heſdin Tit. 4. Art. 18. & 19.

Es heritages portans fruicts, les fruicts eſtans ſeuez, ſi les prez ne portent remure. Auuergne Chap. 28. Art. 4. Billon Art. 1. Mont morin Artic. 1. Viuerols Art. 3. Acs Tit. 11. Art. 23.

Peuuent deſtiner partie de leurs fraux & paſturages, & de leurs prez en temps non defenſable, pour leur beſtail. Auuergne Chap. 28. Art. 6. Mont morni Art. 2. Montraueil Art. 1.

Peuuent mener leurs beſtes és terres d'autruy: ſinon qu'elles ſoient en guerer ſemees ou gaignage, ou en chaume ou bouchees. Menetou Art 8.

Sans le conſentement du Seigneur de l'heritage. La Ferté-Auray Ar. 3. Tremblay Art. 6. Autruche Art 2.

Es Paſtureaux communs, fors les pourceaux. Berry Tit. 10. Art. 15.

Prendre herbe auec la faucille en tout temps, & non auec la faux. Berry Tit. 10. Article 15.

Foſſoyer & boucher le pré, ou paſturage commun, ou y mener, &c. Orleans Art. 150.

Ne peuuent faire paſturer és paſturages communs à plus grãd nombre que l'on n'a hyuerné & nourry des foins & pailles prouenans de ſes heritages. Auuergne Chap. 28. Art. 11. S. Heren Art. 3. S. Germain de Lernueil Ar. 1. Arlenc Art. 2. Roche-ſauine Art. 2. Sarmentaſon Art. 1. Picheraude Art. 1. Pierre-fort Art. 2. S. Maurice Art. 1. S. Cyrgue Art. 1. S. paul Art. 1. Apchon Art. 1. Trizac Art. 1 La Marche Art. 361. Sole Titre 13 Art. 5.

Peuuent ſubroger d'autre beſtail pour eſtiuer aux montagnes: fors ceux du village de la Nauaſte. S. paul Art. 1. & 2. Trizac Art. 1. comme peuuent remplir vne montagne. Marminhac Art. 2.

Ne peuuent mener leurs beſtes és terres où il y a deſblee nõ cueillie, auant le poinct du iour, & les y tenir apres Soleil couché. Dunois Art. 53.

Vſage libre pour les prairies, paſtis, paſturages & Buiſſons. Orleans Art. 149.

Garde de marets & Communautez appartient au Duc d'Artois. Heſdin Titre 4. Art. 17.

Des Baronnies de Sorde, de la Fontan, & parroiſſe de Sainct Cric, peuuent mener leur beſtail par Aubaredes & Taillis, ſans amende & dommage. Acs Titre 11. Article 10.

Peuuent mener leur beſtail en Paſturages vains ſans amende: fors és Bois & paſturages gras, ſans le conſentement du S. Meaux Art. 179. Vitry Art. 123. Chalons Art. 267.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Es lieux de Vaine Paiture de leur hnage. Melun Art 303. Sens Art. 146. Auxerre Art. 260. Vitry Art. 122. Chalons Art. 266. Sedan Art. 302.

Si le Seigneur n'a droict de Blairie dont il n'y ait compoſition. Niuernois Chap. 3. Art. 1. 2. & 3.

Peuuent Champayer & vain paſturer d'vn clochier à autre. Troyes Art. 169. Chaumont Art. 103.

En terres vaines roturieres iuſques aux clochiers des Parroiſſes : ſinon que les terres ſoient cloſes. Montargis Chap 4. Art. 2. Orleans Art. 145.

Peuuent defendre leurs terres eſquelles y a chaumes, iuſques à ce qu'ils ayent enleué le Chaume. Montargis Chap. 4. Article 2.

En quels lieux ne peuuent mener Paſturer beſtes en heritages d'autruy ſans congé. Montargis Chapitre 4. Article 6. Orleans Art. 148.

Es terres ſuiettes à Diſmes, iuſques à ce qu'ils ſoient recueillis, ou trois iours apres. Boullenois Art. 37.

Ne les peuuent mener és heritages tenus en Fief ioignans au manoir tenu en Fief. Montargis Chap. 4. Art. 1. Orleans Art. 144.

Auant iour failly és chemins & voyes publiques, & les y tenir apres iour failly. Orleans Art. 146. Bourbonnois Article 534.

Pretendre auoir vſage ou Paſturage outre la vaine paſture, ſ'ils n'ont titre. Sens Ar. 147. Auxerre Article. 261. Troyes Art. 168. Chaumont Art. 102.

Sinon par Parcour, ou qu'ils ayent titre, &c. Duché de Bourg. Chap. 13. Art. 5.

Entreprendre ſur le territoire d'vn autre village. Boullenois Art. 134.

Cenſier ou heritier comme peut prendre Paſſage en lieu moins dommageable. La Salle de Lille Tit. 16. Art. 9.

Droict de Puiſſance Paternelle n'a lieu. Senlis Art. 221.

Enfans ſont en la puiſſance des Peres. Chalons Art. 7. Reims Art. 6. Sedan Art. 5. Montargis Chap. 7. Art. 2.

Sortent de la puiſſance Paternelle, eſtans aagez de vingt ans, mariez, tenans & faiſans faict à part, au veu & ſceu du Pere, ou emancipez. Chalons Art. 7. Reims Art. 6. & 9. Sedan Art 5.

Mariez. Montargis Chapitre. 1. Art 2. Poictou Art. 310. La Salle de Lille Titre 13. Article 1.

Non Nobles ſont à leurs droicts quand le pere ou la mere va de vie à treſpas. Montargis Chap. 7. Art. 3. Chaſteau-neuf Article 133. Chartres Art. 103. Dreux Art. 93. Bourbonnois Art. 167.

Emancipez pardeuant Iuſtice competente, mariez ou ayans prins eſtat honorable. La Salle de Lille. Titre 13. Article premier.

Heritages patrimoniaux. Boullenois Art. 69. 89. 124. 138. Artois Art. 76. 77. 78. & 116.

Heritage donné à l'Egliſe, on n'y peut rien reclamer : ſinon ce qui eſt reſerué : & ſi le Patronnage eſt donné ſans reſeruatiõ, ils & leurs hoirs, ont entiers les droits honoraires deuz aux Patrons. Normandie Art. 143.

Iuge Roial cognoiſt du Patronage. Normandie Art. 71.

Droict ou droicture de Patronnage. Tours Article 295. Lodunois Chapitre 28. Art. 3.

Patronnage quand eſt reputé litigieux, & le litige finy. Normandie. Article. 70. & 72.

Brief Batronnage. Normandie Art. 70.

Pourquoy introduit. Normandie Art. 74.

Patrons ont ſix mois pour preſenter. Normandie Art 69.

Le Patron a droict d'inſtituer Clercs Parochial, Margliſeurs. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 29.

Haut Iuſticier quand eſt reputé S. fondateur de l'Egliſe. La Salle de Lille Tit. 1. Article 29.

Le Roy a la preſentation des Benefices, pendant le Litige. Normandie Art. 73.

Honneur & fidelité deuz aux Patrons, & non foy & hommage. Normandie Art. 71.

Droicts de Paué. Grand Perche Art. 33.

Paueurs ne doiuent pauer ſans viſitation. Orleans Art. 258.

Sont choiſis par les proprietaires & locataires. Ib. ne peuuent enleuer plus grande quantité de paué que celle qui eſt neceſſaire. Ib.

Creancier ſe peut faire payer en trois ſortes de ſon obligé. Aniou Art. 489. 490. & 502. Le Maine Art. 493. 494. 495. 498.

Se peut faire payer nonobſtant oppoſitiõ par nouuelle requeſte. Aniou Art 501.

Debteur eſtant furieux, inſenſez, mineurs ou abſens, comme les creanciers ſe peuuẽt faire payer. Aniou Art. 506. Le Maine Art. 501. Bourbonnois Art. 172.

Debteur de pluſieurs parties ou ſommes, peut employer en payement que bon luy ſemble : ſ'il n'y a diuiſe au contraire. Lille Art. 144. La Salle de Lille Tit. 25. Art. 17.

Peage Amiens Art. 192. Auuergne Chapitre 25. Art. 16. La Marche Art. 343. Poictou Art. 12. & 13. Aniou Art. 43. & 49. Le Maine 50. & 57. Tours Art. 59. Grand Perche Art. 6.

Droict de Peage du long & du trauers. Tours Art. 59 84. 85. 86. 87. 295. Lodunois Chap. 5. Art. 1. Chap. 7. Art. 1. 2. & 3. Chap. 28. Art. 3. Aniou Art. 49. & 54. Le Maine Art. 57. & 62. Grand Perche Art. 7. & 39. Chaſteau-neuf. Art. 11. Chartres Art. 11. Dreux Art. 8. Bourbonnois Art. 354.

Droict de Couſtume ou de Peage. Tours Art. 8. & 295. Lodunois Chapitre 7 Art 1. 2. & 3.

Peage ou Couſtume. Tours Art. 81. Lodunois Chap. 7. Art. 1.

Droict de Peage & Trauers. Grand Perche Art. 39. Chaſteau-neuf Art. 11. Chartres Art. 12.

Droict de Peage ou de Couſtume ſera payé par le marchant forain, ou autre conduiſant denrees : ſur peine d'amende. Tours Art. 81. Lodunois Chapitre. 7. Art. 1. Aniou Art. 50. 51. & 52. Le Maine Art. 58. 59. & 60. Bourbonnois Art. 354. La Marche Art. 343. Acs Tit. 12. Art. 1. & 2. S. Seuer Titre 10. Art. 1. & 2.

Deu pour le Paſſage aux Gabariers. Bourdeaux Art. 116.

Pour les vtenſilles changeant de domicile, &c. Maizieres Art. 17. S. Cyran Art. 7.

N'eſt deu pour Baſtage & Rodage. Acs Tit. 12. Art. 5. & 6. S. Seuer Tit. 10. Art. 5. & 6. pour choſe de ſon creu par vingt & vn iour Sole Tit. 34. Art. 1.

Ou Depty n'eſt deu par le marchant allant en Foire ou marché, ſ'il paſſe par aucune Peagerie, & retourne le meſme iour en ſon logis. Tours Art. 86. Lodunois Chapitre 7. Article. 86. Bourbonnois. Article 359.

Par le marchant en la Peagerie de ſon domicile. Tours Art. 86. Lodunois Chapitre 7. Art. 6. Bourbonnois Art. 360. & 361 Auuergne Chap. 25. Art. 16. Poictou Art. 12. & 13.

Eſt deu par le Marchant amenant autre marchandiſe. Maizieres Art. 6.

Quelles marchandiſes ſont ſuiettes à Peage ou non. Acs Titre 12. Article 8. 9. 10. & 11. Sainct Seuer Titre 10. Article 8. 9. 10. & 11. Sole Titre 34. Article 1. 2. & 5.

Paſtre ne payant Peage amendable. Sole Tit. 34. Art 3. & 4.

Eſcoliers & autres priuilegiez ne ſont tenus payer Acquit ne Couſtume : ains doiuent deprier : & ſi aucun en abuſe, puny comme fauſſaire ou pariure. Aniou. Article 55. & 56. Le Maine Article 64. & 65. Bourbonnois Article 362. & 363.

Alleguans Priuilege en cas de debat, doiuent conſigner ou bailler reſpondant. Bourbonnois Art. 356.

Se doiuent purger par Serment. Acs Titre 12. Article 4. Sainct Seuer Titre 10. Article 4.

Achetans vin & autres choſes pour leur prouiſion ou autrement, paſſant par les Peages, doiuent les droicts de Peage, ſ'ils ne ſont priuilegiez : auquel cas feront apparoir du priuilege. Bourbonnois Art. 355.

S. ayans droict de Peage ou de Couſtume doiuent mettre à vn poſteau au chef de la peagerie, la Pancarte contenant les droicts verifiee par le Iuge Royal & ſuperieur du lieu. Tours Art. 81. Lodunois Chap. 7. Art. 1. vn Tableau. Acs Tit. 12. Art 7. S. Seuer Tit. 10. Art. 7.

Doiuent tenir en bonne reparation les ponts, ports & paſſages ſur chemins, riuieres, ruiſſeaux du grand Chemin, &c. autrement ſont tenus aux dõmages & intereſts. Tours Art. 84. & 85. Lodunois Chap. 7. Art. 4. & 5. Aniou Article. 59. Le Maine Art. 68. Bourbonnois Art. 360. & 361. Auuerg. Cha. 25. Art. 16. Poictou Art. 12. & 13.

Ou ſon fermier ſuccombant aux procés contre vn priuilegié, tenu aux deſpens dõmages & intereſts. Bourbonnois Art. 357.

Exigeans plus grand ſomme, qu'il n'eſt deu, tenus en l'amende, & à rendre le double, &c. Bourbonnois Art. 357.

Ne peuuent prendre que leur peage en argent, & non en, &c. ſinon, &cetera. Acs Titre douzieſme. Article dixieſme & vnzieſme. Sainct Seuer. Titre 10. Article 10. & 11.

Amende n'eſt deuë, ſi le voicturier paye le Peage à celuy qu'il trouue en la maiſon, en abſence du Seigneur ou de ſon fermier. Bourbonnois Article trois cent ſoixante quatre.

N'a lieu contre le marchant, paſſant ſans acquiter, retournant par la Couſtumiere, ſans denrees. Aniou Article cinquante quatre. Le Maine Article ſoixante deux & 63.

A lieu, pour n'auoir acquité ſciemment, ou auoir vſé de dol, fraude & larcin, & comme elle doit eſtre faicte. Aniou, Article cinquante trois. Le Maine Article 51.

Contre les Nobles ou autres priuilegiez defaillans à deprier. Aniou Article cinquante quatrieſme. Le Maine Article ſoixante trois.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Confiſcation n'eſt deuë pour auoir mal acquité : ains amende. Tours Article 87. Lodunois Chap. 7. Art. 7. Bourbonnois Art. 354.

Pour le Peage ou Depri, on ne peut eſtre conuenu en la Cour du S. du Peages. Maizieres Art. 18.

Saiſie faicte par le Seigneur Suzerain ou Iuge Royal des fruicts de la Seigneurie, pour les dommages & intereſts des marchans, par faute de reparations non faictes, tient par prouiſion, nonobſtant l'appel Tours Art. 85. Lodunois Chap. 7. Art. 5. Poictou Art. 13.

Peagerie. Tours Art. 81. 82. & 86. Lodunois Chap. 7. Art. 1.

Chemin Peager ou Peageau.

V. Chemin.

S. Peager. Acs Tit. 12. Art. 3. & 7. S. Seuer Titre. 10. Article. 3. & 7. Sole Titre 34. Article 3.

Chef ou Branches du Peage. Bourbonnois Art. 354.

A quelles Peines les delinquans ſont condamnez : & comment. Valanciennes Article 144.

Executer par la foſſe, par l'eſpee. Valanciennes Art. 144.

Droict de Pellage pour vn droict Seigneurial. Mante Art. 196.

Pere eſt adminiſtrateur legitime des biens maternels & aduentifs : & faict les fruicts ſiens, iuſques à quatorze ans pour les filles, & dix-huict pour les maſles. Bourbonnois Article 174. Auuergne Chap. 11. Article 2.

Eſt vſufructuaire des biens maternels & aduentifs. Auuergne Chapitre. 11. Art. 2. La Marche Art. 225.

N'eſt tenu faire Inuentaire, ne rendre compte d'iceux. Auuergne Chap. 11. Article 2.

Doit faire Inuentaire auant que conuoler en ſecondes nopces : ſur peine de priuation de l'vſufruict. Auuergne Chap. 11. Art. 2.

Vſufructuaire des biens acquis & aduenus à ſon fils. La Marche Article 225.

Pert l'vſufruict des biens maternels ou aduentifs de ſa fille, quand il la marie ou fiance, ſans reſeruation dudict vſufruict. Auuergne Chapitre 14. Article 48.

Ce qui eſchet au pere, eſchet au fils. Duché de Bourgongne. Chapitre 7. Article 19.

Pere & mere ne peuuent aduantager leurs enfans, venans à leurs ſucceſſions l'vn plus que l'autre. Paris Art. 303. Calais Article 95. Sens. Article 73. Auxerre Article 230. Bar Article 100. & 165. Eſtampes Art. 112. Dourdan Article 108. Montfort Article 96. Mante Article 162. Clermont Article 144. Vallois Art. 82. Troyes Article 113. Vitry Article 99.

Au naiſſant. Reims Article 233. & 287. Chalons Art. 100. Chauny Art. 13. Duché de Bourgongne Chap. 7. Art. 5. Niuernois Chapitre 27. Art. 7. Montargis Chapitre 11. Article 9. Chapitre 15. Art. 1. Normandie Art. 409. & 420. Tours Article 302. Aniou Article 260. & 337. Le Maine Article 278. & 349. Lodunois Chap. 25. Article 12. Poictou Article. 218. 219. & 272. Bourbonnois Article 217. La Marche Article 295. Chaſteau neuf Art. 123 Chartres Artic. 100. Dreux Article 91. Dunois Art. 64. & 66. Sedan Article 128. Blois Article 167. Grand Perche Art. 125. Orleans Art. 273

Tant en ligne directe que collaterale. Vallois Article 82. Le Maine Article 278.

Sinon en traicté de mariage. Meaux Art. 11. Poictou Art. 219. Orleans Art. 286. La Marche Art. 295.

En Donation pour recompenſe de ſeruices ou merites bien verifiez. Tours Article 302.

Que les enfans de ſes heritiers fuſſent emancipez, & que le Don ne retourne au pere. Sedan Art. 128.

Pourueu que la Donation excede la portion hereditaire. Bar Art. 166.

Fors en ligne collaterale. Bar Article 100.

Soit qu'ils viennent à l'aiſné, ou qu'ils y veulent renoncer. Grand Perche Art. 125. Dunois Art. 64.

Ne peut aduantager l'vn de ſes heritiers preſomptifs plus que l'autre. Angoumois Art. 115. La Rochelle Art. 42.

Donner à leurs enfans, hors contract de mariage. Bourbonnois Art. 217. La Marche Art. 295.

Peuuent donner à leurs enfans en laiſſant la legitime aux autres. Berry Tit. 7. Art. 10.

Pourueu que le donnant ait heritage. Poictou Art. 216.

En mariant ou par Teſtament. Acs Tit. 1. Art. 6.

Faire partage à leurs enfans, & aduantager l'vn plus que l'autre. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 58.

A l'vn de ſes enfans non venans à ſa ſucceſſion, telle partie de ſes biens qu'il luy plaiſt, & l'aduantage : reſerué la legitime aux autres enfans. Laon Art. 52.

Fors de naiſſant. Reims Art. 233. & 287.

Fors la maiſon principale, qui demeure à l'aiſné maſle : & ſ'il n'y a maſle, à la femelle, & a le chois. Bayonne Tit. 11. Art. 6. 7. & 8.

Ou autre parent peuuent aduantager, quand il n'y a enfans, en la troiſieſme partie de l'heritage. Xainctonge Art 87.

Mere peut aduantager l'vn de ſes enfans : & ſi elle en a, ne peut donner le tiers à vn eſtranger. Bourdeaux Art. 77.

Pere ou mere ne peuuent vendre, bailler à rente, ferme ou louage, leurs heritages ou partie d'iceux à leurs enfans, au preiudice des autres. Montargis Chapitre 15. Art. 4.

Pere & mere, ou ayeuls & ayeulles, ſuccedent à leurs enfans, decedez ſans hoirs de leurs corps, aux meubles, acqueſts, & Conqueſts immeubles. Paris Article 311. Calais Article 104. Melun Article 258. Meaux Article 42. Sens Article 85. Auxerre Article 241. Eſtampes Article 115 Dourdan Art. 110. Montfort Article 99. Mante Article 168. Senlis Article 141. Clermont Article 150. Vallois Article 78. Troyes Article 103. & 104. Vitry Article 80. & 81. Laon Article 77. Chalons Article 84. Reims. Article 313. Noyon Article 10. Sainct Quentin Article 41. Ribemont Article 67. Amiens. Article 68. Ponthieu Article 7. Chauny Article 37. & 74. Boullenois Article 70. Peronne Article 199. Artois Article 107. Niuernois Chapitre 34. Article 4. Orleans Article 313. Cambray Titre 12. Article 7. Duché de Bourgongne Chapitre 7. Article 14. Comté. Article 44. Normandie Article 309. 310. & 311. Tours Article 283. & 310. Aniou Article 237. & 270. Le Maine. Article 254. & 288. Grand Perche Article 155. Chaſteau-neuf. Article 124. Chartres Article 101. Blois Article 147. Auuergne Chapitre 12. Article 3. La Marche Article 224. Poictou Article 284. La Rochelle Article 52. & 85. Bretagne Article cent nonante trois. Lodunois Chap. 29. Article 13. & 14. Angoumois Article 86.

Et non autres. Bourbonnois. Article 314.

Auec les freres & ſœurs germains en meubles & Conqueſts à l'excluſion des freres vterins & paternels. Bourbonnois Art. 314.

Succedent aux meubles, en purgain, & ont l'vſufruict des acqueſts, &c. meſmes ſont preferez plus proches. Berry Tit. 19. Article 3. & 4. Niuernois Chap. 34. Art. 4. & 5. Poictou Art. 284.

Succedent aux charges de la Couſtume. Tours Art. 283. & 310.

Sont hoirs mobiliaires Lille Art. 5. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 54.

Succedent pour le tout és biens que les enfans ont eu de luy. Duché de Bourgongne Chap. 7. Art. 14.

Es maiſons tenus de l'Eſcheuinage. Anappes Art. 6 Neuf-ville Art 1. Pont à Vēdin Art. 3. Camphin Art. 6.

Aux meubles & reputez pour meubles. Commines Art. 18.

Es heritages procedans de leur Eſtre eſcheus à leurs enfans par ſucceſſion collaterale. Niuernois Chap. 34. Art. 9.

En toutes choſes fors en heritages Feodaux. Bappalmes Art. 9.

A leurs enfans entierement. L'Alleue Titre 1. Article 4. Tournay Titre 24. Article 7.

Fors l'ayeul & ayeule, qui ne ſuccedent aux meubles & vſufruict. Aniou Art. 270. Le Maine Art 288.

Excluent les Oncles & Tantes, en la ſucceſſion de leurs enfans. Normandie Art. 242.

Ne ſuccedent tant qu'il y a hoir deſcendant. Normandie Art. 241.

Ne ſuccedent aux Acqueſts & Conqueſts, ſinon en vſufruict, quand il y a freres ou ſœurs du decedé. Orleans Article 313.

Ont l'vſufruict ſeulement des acqueſts & Conqueſts immeubles. Berry Tit. 19. Article 3.

Baillant caution d'entretenir les heritages, & rayer les charges foncieres, Droicts Seigneuriaux, &c. Orleans Article 313. 316.

Iouyſſent par vſufruict des biens delaiſſez par leurs enfans acquis par pere ou mere, & qui leur ſont aduenus par le decez de l'vn d'eux, ſ'ils decedent ſans enfans, & deſcendans. Paris Article 314. Calais Article cent cinq. Orleans Article 316.

Ne ſont tenus aux debtes : ſinon ſubſidiairement. Berry Tit. 19. Art. 3.

Doiuent payer les debtes mobiliaires, iuſques à la concurrence des biens, ayans fait Inuentaire ſolennel. Dourdan Art 110.

Les debtes mobiliaires, obſeques & funerailles. Senlis Art. 141. Bretagne Article 593.

Les debtes du defunct, & l'accompliſſement du Teſtamēt, iuſques à ce qu'ils prennent au marc la liure. Vitry Art. 81.

Source : BIU Cujas

Les debtes personnelles, mais funeraux & Dons testamentaires mobiliaires, Tours Art. 310. & 312. Lodunois Chap. 29. Art. 13. 14. & 15.

Les debtes & frais funeraux. La Rochelle Art. 85.

Les debtes & arrerages de rẽtes & denoirs deuz par leurs enfans & accomplissant le Testament. Aniou Art. 237.270. Le Maine Art. 254. & 288.

Peut renoncer aux meubles & acquests dans xl. iours apres le decez venu à leur cognoissance. Tours Art. 313.

Sans aucune limitation de temps. Lodunois Chap. 29. Art. 15.

Oncles & Tantes excluent le pere & mere en la Succession de leurs neueux. Normandie Art. 242.

Ayeul ou ayeulle succedent aux heritages aduenus à l'enfant decedant sans enfans & descendans & freres, si le pere les auoit acquis. Paris Art. 315. Calais Art. 106. Orleãs Artic. 317.

Aux acquests acquis pere, mere & depuis venus par succession aux enfans decedez sans hoirs. Blois Artic. 151.

Pere, mere, ayeul ou ayeulle succedent auant le fisque. Melun 269. Montfort 101. Mante Artic. 170. Poictou Art. 250. Laon Artic. 81.

Ou les Hauts Iusticiers Chalons Art. 88. Peronne Art. 199. Tours Art. 310. Auant les cousins germains en meubles, acquests & conquests immeubles, & en propre de leur costé. Sens Art. 86. Troyes Art. 104. Reims Art. 314.

Pere, mere ou ascendans succedent selon leur degré és meubles & és biens qu'ils ont donné & és acquis, s'il y a freres & sœurs: sinon succedent seuls és meubles. Xainctonge Art. 97.

Ou autres ascendant succedent au tiers, sans hoirs de leurs corps & freres & sœurs: & s'il y a freres ou sœurs, le tiers est diuisé entre les ascendans & lesdicts freres. Bourdeaux Art. 57. & 59.

A leurs enfans ou petits enfans decedez sans hoirs de leurs corps tant és meubles, qu'és acquests immeubles & heritagez donnez en mariage & aduancement de succession Sedan Artic. 166.

Succedent au decedé auec les freres & sœurs d'iceluy, selon droict. Acs Titre 2. Article 26.

Pour la moitié aux biens acquests de leurs enfans ou des conquests obuenus à l'enfant decedé sans faire Testament, & l'autre moitié est pour l'ame du defunct. Bayonne Tit. 12. Art. 10. 11 16. & 34.

Egalement és acquests, & la 3. partie est employee pour les funeraílles, & à leur defaut les plus prochains. La Bourt Tit. 12. Ar. 7. & 9. Sole Tit. 27. Art 23. & 25.

Estant tant du costé paternel que maternel partiront egalement sans auoir esgard au nombre des personnes. Sedan Art. 167. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 54.

Ascendant succede aux biens du decedé sans enfans & freres, dont lesdits biens sont procedez. Acs Tit. 2. Art. 22.

Masle succede pour le tout és biens acquis nobles és lieux, ou le masle succede seul: & en defaut l'aisnee, & és biens ruraux par teste vn pareil degré: sinon le plus prochain. Acs Tit. 2. Art. 23. & 24.

Succede és meubles & acquests immeubles à defaut des descendans & en leur defaut les collateraux. Sedan Art. 181.

Ayeul ou ayeulle n'ont rien aux meubles & acquests, ains les freres & sœurs: & s'il n'y a frere ou sœur ou leur representãt, prefereront leurs Oncles & Tantes. Bretagne Art. 594.

Pere, mere & autres ascẽdãs à faute de satisfaire aux charges de la Coustume, sont priuez du gain des meubles & fruicts: fors pour les reparations: s'il n'y a faute notable Berry Tit. 1. Art. 27. & 28.

Pere ne succede aux biens de la maternelle ny la mere ou ceux de la ligne paternelle S. Seuer Tit. 12. Art. 43.

Est legitime administrateur des biens aduentifs & maternels. Berry Tit. 1. Art. 22. Bourbonnois Art. 174. La Marche Art. 184.

Et mere s'ils sont d'aage competent c'est à scauoir de 20. ans. Niuernois Chap. 30. Art. 6. Bourbonnois Art. 175.

En faisant inuentaire & faict les fruicts siens. Duché de Bourg. Chap. 6. Art. 7.

Ou ayeul non nobles conuolans à autres nopces ne font les fruicts leurs. Berry Tit. 1. Art. 30.

Mere ou ayeulle se remariant ne gaigne les meubles, & perd le gouuernement, &c. Berry Tit. 1. Art. 31. La Marche Art. 81.

Noble se remariant perd le bail. Lodunois Chap. 27. Art. 29. & Chap. 33. Art. 1.

Auctorité paternelle ny d'autres aiãs puissance sur le delinquant n'est requise en crime. Bretagne Art. 556.

Peremption d'Instance. V. Instance.

Peres. S. Pol en Artois Tit. 2. Artic. 11. S. Pol Art. 21. & 46.

Ou Perots. Amiens Art. 210. & 211. Monstreul Art. 29. Boullenois Artic. 33. Bethune Tit. 1. Art. 5. S. Pol Art. 21. & 46.

Sont gros arbres.

Perots ou Tayons. Amiens Art. 119.

Perriere ne sera faicte, &c. Orleans Ar. 490.

Perrieres ne seront cherchees aux possessions d'autruy. Orillac Art. 3.

Fors à Leocamp. Leocamp Art. 2. & 3.

Perprendre, Perprinse, Perprison. Acs Tit. 9. Art. 11. 12. & 18.

Pour prendre de sa propre auctorité terres communes & franches, sans congé du Seigneur, en payant quotité de la queste ou rente.

Seigneurs en quels lieux peuuent vser de perprison en payant lods, ventes, entrees & issues ou non. Acs Tit. 9. Art. 11. 12. 17. 18. & 19.

Personnes Nobles ou roturieres. Meaux. Art. 1. Troyes Art. 1. Chaumont Art. 1. Sedan Art. 1. Reims Art. 1.

Franches ou serfs & de serue condition. Meaux Art. 2. Troyes Art. 2. Chaumont Art 1. & 3.

Franches sont Clercs ou laiz. Meaux Article 2.

Sont franches. Reims Artic. 1. Montargis Chap. 7. Art. 1.

S'il n'appert du contraire. Troyes Art. 2.

Peuuent eux marier librement & faire tous faicts legitimes: fors les cas concernans la police & realité. Troyes Art. 2.

Residens, encores qu'elles soient serues par l'espace de vingt ans au pays suiet à la Coustume, sans reclamation de leurs Seigneurs, acquierent liberté de leurs personnes & biens: Montargis Chap. 7. Art. 1.

Manans & habitans de la ville & septaine de Bourges, des ville & Chastel d'Yssoudun, ville & septaine de Dun le Roy, Mehũ sur Yeure, Vierzon & Concoursant sont libres & de franche condition. Berry Titre 1. Art. 1. & 2.

Demourans en Auuergne ou la Marche sont francs & de franche condition: encores qu'en aucuns lieux y ait heritages tenus à condition de seruitude. Auuergne Chap. 27. Art. 1. La Marche Art. 125. Sole Tit. 1. Ar. 1.

Franches se peuuent marier à personne de condition serue: leurs enfans nez entre le Riuieres de Seine & Aulbe, & de Seine & Yõne ont le chois de prendre quelle condition que bon leur semble, en delaissant les biens & succession de celuy, duquel ils quictent la condition. Troyes Artic. 7. Chaumont Article 4.

Enfans nez en la Preuosté de Troyes de pere franc & mere serue, vel è contra, ensuiuent la condition franche, & ne succedent à leur pere ou mere. Troyes Artic. 7. Vitry Art. 69.

Nez de condition de seruitute d'el'Eueſché de Troyes, se departent par moitié entre le Roy & l'Eueſque. Troyes Art. 7.

Mais contre Seigneurs, l'Eueſque emporte tout. Troyes Art. 7.

Personnier. Lille Art. 7. Pour coheritier.

Personnier pour le compossesseur & suiet à mesme droict de Taille reelle, enuers le Seigneur ou des deuers de seruitute ou mortaille, ou qui tient en commun & par indiuis vn heritage auec vn autre. Bourbonnois Ar. 417. La Marche Art. 163. Art. 271. Angoumois Art. 25 & 27. Xainctonge Article 107.

Seigneurs Personniers. Poictou Ar. 45.

Compersonniers pour communs en biẽs ou heritages. Niuernois Chap. 22. Art. 7.

Ou personniers. Niuernois Chap. 6. Ar. 27. Chap. 8. Art. 11. Chap. 10. Art. 5. Chap. 21. Artic. 3. 4. 6. 9. 10. 11. & 12. Chap. 23. Art. 21. 22. 23. Chap. 26. Article 6. Aniou Article 20.

Moulin personnier pour commun. Aniou Art. 20. Le Maine Art. 20.

Femme personniere. Bourbonnois Art. 241. & 246.

Communs Personniers. Bourbonnois Ar. 270. La Marche Art. 163. & 271.

Personnier pour celuy qui est compagnõ auec vn autre en faict de trafic & negotiation, en gain, profit & perte. Bayonne Tit. 3. Art. 21.

Ou celuy qui doit contribuer à la refectiõ d'vn pont ou chemin. Bayonne Tit. 18. Article 3.

Peſche defenduë és Estangs viuiers ou fosses. Dourlan Art. 147. Estampes Article 183. Orleans Art. 169. Aniou Art. 192. Le Maine Art. 209. La Ferté Ymbaut Artic. 8. Menetou Art. 13. Trembleuy Art. 8. Bretagne Art. 390. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 9.

Es Eauës des Seigneurs aians Iustice & droict de Peſcherie Amiens Art. 215.

Droict de peſcherie ou de peſche. Menetou Art. 12. & 13. Amiens Art. 225.

Peſche à la ligne à trois poils & à l'ableret, appellé le carré permise en la Riuiere de Cler. Menetou Art. 22.

Garennes & archaux de la riuiere de Cler les fosses ou boudures des moulins sont defendus. Menetou Art. 23.

Chaux & appas ne seront mises és riuieres Niuernois Chap. 16. Art. 3. Bourbonnois Artic. 162.

Temps de peſcher les estangs. Grand Perche Art. 74.

Amende contre ceux qui peſchẽt en eauës & riuieres bannales. Troyes Art. 179. Chaumont Art. 110. Vitry Artic. 121. Niuernois Chap. 16. Art. 3. Aniou Art. 192. Le Maine Art. 209. Montargis Chap. 6. Art. 1.

Contre ceux qui peſchent de nuict au

Source : BIU Cujas

feu ou en eſtangs & foſſez defendus. Troyes Artic. 179. Chaumont Art. 110. Vitry 121. La Salle de Lille Tit. 1 Art. 9.

Le pied ſaiſit le chef. Chalons Art. 143.

Pigeons patez & non patez ne ſeront nourris dans la ville de Melun, Eſtampes, Melun Art. 341. Eſtampes Art. 192.

Viels ne ſeront prins à trappes, fillets ou collets. Eſtampes Art. 193.

Pillier & carcan. Blois Art. 20. & 24.

Pillorier & pilloriſer. Sens Artic. 1. & 2. Melun Art. 1. & 3. Auxerre Art. 1. Niuernois Chap. 1. Art. 9. & 15. Lodunois Ch. 39. Art. 9. Bourbonnois Art. 2. Troyes Article 123.

Pour mettre vn criminel au pilori & carcan.

Plaids francs ou francs plaids. Teroanne Art 8.

S'adiugent ou publient deux fois l'an & à quels iours ſe tiennent. Theroanne Article 8.

Seruice de plaids. Peronne Ar. 78.

Plaids generaux ſe tiennent trois fois l'an ſur le faict des clains, & quelles perſonnes ſy peuuent clamer. Valanciennes Arti. 35. & 36.

Plaids ſe tiennent de quinzaine en quinzaine par le Vicomte. Normandie Ar. 10.

Plaids & aſſiſes ne ſerõt tenus par les hauts Iuſticiers, pendant que les Iuges Royaux tiennent leurs plaids & aſſiſes. Normandie Art. 16. Bourbonnois Art. 6. Poictou Article 73.

Plaids des hauts Iuſticiers ſe tiennent de mois en mois. Tours Art. 55. & 56. Maire monſtier Art. 1.

Ceſſent en temps meſtiues, vendanges & autres temps. Tours Art. 56.

Des S. Chaſtellains ſe tiennent de quinzaine en quinzaine. Tours Art. 59. Lodunois Chap. 5. Art. 1.

Petits plaids Chaſtellains de quinzaine en quinzaine. Aniou Art. 46. Le Maine Art. cinquante trois.

De huictaine en huictaine. Montrichard. Art. 1. Chaſteauregnaud Art. 3.

Le S. Chaſtellain a droict de tenir plaids Pruilly Art. 3. Azay le Ferron Art. 2.

Barons & Chaſtellains ont droict de tenir plaids & aſſiſes. Buzançois Artic. 2. Bauché Art. 2. l'Iſle Sauary Art. 2.

Moyens ou bas Iuſticiers peuuent faire exercer de quinzaine en quinzaine leur iuriſdiction en lieux certains & honneſtes. Grand Perche Art. 23. & 24.

Plaids en Loy. La Salle de Lille Titre 1. Art. 33.

Plaids ordinaires. La Salle de Lille Tit. Artic.

Plaids ſeruans. Tournay Tit. 27. Art. 10.

Les plaids. Berry Tit. 1. Art. 48. Tit. 9. Art. 13. 30. & 58. ou plaidoiers. Berry Titre 20. Art. 6.

Plaider. Berry Tit. 5. Art. 27.

Cauſes en matieres reelles & foncieres ſe doiuent plaider de huictaine en huictaine Tournay Tit. 27. Art. 13.

Seruir les plaids de ſon S.F. Amiens Article 186.

V. Pair.

Plaine Cour. Beauqueſne Artic. 10. S. Omer Art. 11.

Plaict. V. Plect.

Plainte ou Clain. Tournay Titre huict Artic. huict.

Plaincte à loy. La Salle de Lille Titre 1. Art. 47. Tourçoing Art. 1.

Pardeuant qui ſe doit faire & comment La Salle de Lille Tit. 21. Art. 4.

A lieu pour rẽdage de Cenſe non eſcheus & non par ſommes de deniers n'autres choſes non eſcheuës. La Salle de Lille Tit. 21. Article 7.

Pour actions perſonnelles & reelles. La Salle de Lille Tit. 21. Art. 1.

Et plaincte à loy le defendeur eſtant poſſeſſeur d'an & iour, doit iouyr pendant le litige, s'il le requiert: & ſi c'eſt pour debte baillera caution. La Salle de Lille Titre 21. Artic 3.

Dedans ſept iours & ſept nuicts à compter du iour de la plainte doit faire veuë & oſtenſion des biens. La Salle de Lille Titre 21. Art. 5.

Le plaintiſſant ſe doit preſenter contre les adiournez en eſpecial & en general. La Salle de Lille Tit. 21. Art 5.

Obtient par diuers plaids deuëment entretenus, s'ils ne comparent, en faiſant de ſa demande par preuue. La Salle de Lille Tit. 21. Art 6.

Se rapportant au ſerment des adiournez comme on procede. La Salle de Lille Titre 21. Art. 6.

Si biens mouuables ſont ſaiſis & eſtans trouuez ſans garde, ſont deſcalangez & deſchargez de ladite ſaiſine & peuuent eſtre ſaiſis par autre. La Salle de Lille Titre 21. Articl. 8.

On ne doit differer la ſaiſine & exploict pour appellation, iuſques à ce que la main de Iuſtice ſoit garnie ou caution baillee. La Salle de Lille Tit. 21. Art. 9.

Plantins croiſſans ſur les chemins, Reiets fronds & fiegards, à qui appartiennent S. Piat Art. 9. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 17. & 34.

On ne peut abbatre ou eſpincer les arbres ou plantains, ſans congé des Seigneurs. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 17.

Plect ou plaict & cheual de ſeruice. Poictou Art. 31. 148. 149. 167. 169. 172. & 173.

Deuz au S.F. par le Vaſſal.

Plaict & cheual de ſeruice ſont deuz pour hommage plain entre la Seyure & la Dyue & la Seyure & la Mer: ſ'il n'eſt abonni, &c. Poictou Art. 148.

Quand ſont deuz apres la mort du Seig. lige parauant la mort du Vaſſal plain qui meurt apres. Poictou Art. 169.

Combien ſont eſtimez quand ſous vn hõmage plain ſont tenues pluſieurs maſures & borderies. Poictou Art. 179.

Plect eſt deu dés la mort ou mutation. Poictou Art. 173.

Plect & cheual deu par l'heritier du nouuel Vaſſal plain mort au dedans de l'an. Poictou Art. 184.

Plect de morte main. Poictou Art. 173. & 174.

Qui eſt des la mort ou mutation du Vaſſal.

Plect de morte-main quand double. Poictou Art. 175.

Plects ou plaicts ou ſeruices. Poictou Artic. 31.

Pleger. Sens Art. 251.

Pour bailler gages ou pleges.

Plege. Sens Art. 251 Niuernois Chap. 20. Art. 1. & 2. Chap. 21. Art. 10. Chap. 32. Ar. 10. Lille Art. 143. Tours Art. 27. & 29. Lodunois Chap. 1. Art. 24. & 25. Aniou Art. 11. 15. 53. 177. 411. 416. & 471. Le Maine Art. 12. 15. 61. 195. 422. 429. & 474. Sainct Aignan Art. 1. Chabris Art. 2. Bretagne Ar. 122. & 182. Sedan Art. 274. & 275. La Bourt Tit. 18. Art. 1. & 2.

Plege ou pleges ne peuuẽt eſtre contraints viuant le principal debteur, ſ'ils ne ſont cõſtituez principaux debteurs ou que le debteur ſoit hors du pays ou non ſoluable, diſcuſſion faicte. Bourbonnois Art. 114.

Peut eſtre executé ſans faire diſcuſſion. S. Flour Art. 1.

Ayant eſté contraint de payer, peut auſſi contraindre ſon debteur en corps & biens pour eſtre rembourſé de toutes choſes S. Seuer Tit. 17. Art. 1.

Comme ſe doit pouruoir contre celuy pour qui il eſt plege. La Bourt Tit. 18. Art. 1. 2. 3. 4. & 10. Sole Titre 32. Article 1. 2. 3. & 8.

Eſt conſtitué ſ'il n'a dequoy viure, ſera nourry: autrement ſera mis hors des priſons La Bourt Tit. 18. Art. 4.

Ayant payé peine ou amende, peut mettre en vente & bannie les biẽs de celuy pour lequel il eſt plege, ſans diſcuſſion. Bretagne Art. 187.

Eſt quicte de la plegerie, quand le creancier faict accord auec ſon debteur de payer à autres termes que, &c. La Bourt Tit. 18. Art. 5. Sole Tit. 32. Art. 4.

Eſtant conuenu a delay de huictaine & autre pour faire appeller ſon Garieur. La Bourt Tit. 18. Art. 6. Sole Titre 32 Art. 5.

Fors ſ'il eſt obligé vn ſeul & pour le tout La Bourt Tit. 18. Art. 9. Sole Tit. 32. Art. 7.

Eſtant condamné par defaut de Garieur, le peut faire executer en ſes biens. La Bourt Tit. 18. Art. 6. Sole Tit. 32. Art. 6.

Apres auoir ſatisfaict ou contenté le creãcier, peut faire executer ſans autre procedure. La Bourt Titre 18. Art. 10. Sole Tit. 32. Art 8.

Ayant requis deuëment eſtre deſchargé, le debteur eſt tenu aux dommages & interests. La Bourt Tit. 18. Art. 11. Sole Titre 32. Art. 9.

Eſtant pour autruy, les biens venans du coſté de la femme n'en ſont tenus en rien. La Bourt Tit. 18. Art. 12.

Eſt quitte apres ſommation faicte au creãcier de ſe faire payer. Bretagne Art 192.

Ne ſera executé, encores qu'il ſoit obligé ſeul pour le tout, ſ'il monſtre par effect les biens du debteur principal. Bretagne Article 193.

Ne doit payer plus que le principal obligé Bretagne Art. 188.

Doit payer le dommage ou la ſomme pour laquelle il ſ'eſt obligé, encores que le dommage de la ſomme ne ſoit liquide. Bretagne Art. 189.

Pour vn criminel priſonnier, ne peut eſtre tenu corporellement. Bretagne Article 185.

Obligé de faire tenir priſon au criminel ou le repreſenter à Iuſtice à certaine peine, ſi elle eſt declaree commiſe, peut la faire moderer, ſ'il eſt repris. Bretagne Ar. 186.

Plege de payer les redeuances pour ceux qui ne ſont reſſeans du fief. Normandie Article 188.

Pluſieurs pleges tenus pour leurs parts: & ſ'ils ſont obligez ſolidairement, il aura recours contre les autres ſans ceſſion. Bretagne Art. 194.

Ne ſont contraints a payer vn ſeul & pour le tout, ſ'ils n'ont renoncé au benefice de diuiſion. Bretagne Art. 195. & 196.

Plege de Douaire, le doit faire fournir & valoir, ores qu'il excede le tiers. Normandie Art. 357.

N'a recours ſur les biens du mary, encores qu'il ait contrelettre ou promeſſe 1b.

Source : BIU Cujas

Pere ou ayeu eſtant plegé, n'eſt tenu que des arrerages eſcheus durant leur vie : & n'y ſont les heritiers obligez. Normandie Article 358.

Plege de droict que doit donner le debteur non domiciliaire & eſtager du Seigneur. Bretagne Art. 122.

Plegerie. Sole Tit 32. Art. 1. 4. & 5. Bayõne Tit. 9. Art. 41. La Bourt Tit. 18. Article 1. 5. & 6.

Pleuine. Bretagne Art. 191.

Refus de plege. Anjou Art. 171. Le Maine Art. 190.

Plegement. Bretagne Art. 27. 38. 131. & 172. Pour l'applegement & complainte poſſeſſoire.

Plegement general. Bretagne Art. 131.

Plegement n'arreſt n'ont lieu par defaut d'hommage payement de rachat, contre vn poſſeſſeur paiſible par an & iour. ains actiõs ſinon pour choſes eſcheuës en l'annee. Bretagne Art. 104.

Contre l'heritier du defunct en droicte ligne pour empeſcher la ſaiſine. Bretagne Artic. 111.

Quelles perſonnes ſe peuuent pleger les coheritiers & autres pretendans droict en choſe commune & par indiuis : & ceux qui ont commencé procez. Bretagne Ar. 105.

En cas de premeſſe, au parauant que l'acquereur ſoit approprié Bretagne Ar 109.

Homme contre ſon Seigneur. Bretagne Art. 108.

Quelles perſonnes ne ſe peuuent pleger le ſpoliateur pour raiſon de la choſe ſpoliee iuſques à ce qu'il ait reſtably. Bretagne Artic. 106.

Attentans contre plegemens condamnez aux deſpens, dommages & intereſts, & amẽde. Bretagne Art. 107.

Vſant de ſon droict n'attente contre plegemens. Bretagne Art. 107.

Plegemens ſe forment tant pour meubles qu'immeubles, droicts corporels ou incorporels. Bretagne Art. 103.

Se feront dans l'an & iour du trouble fait ou comminé. Bretagne Art. 103.

Se pleger. Bretagne Art. 77. & 103. pour ſe complaindre.

Se pleger en demande de premeſſe. Bretagne Art. 488.

Pour l'action en retraict lignager

Plegeur pour celuy qui ſe complaint d'auoir eſté troublé ou empeſché en ſa poſſeſſion. Bretagne Art. 107.

Plein fief. V. fief.

Plez. Normandie Art. 107.

Pleine Cour Beauquesne Art. 5.

Pleuine. Bretagne Art. 191. V. Cour.

Plume & relief de plume : quand l'heritage ne doit que plume. Theroanne Ar. 9. V. Bourdelage.

Porfaiſant. Bretagne Artic. 334. pour negligent.

Droict de pontenage. Amiens Ar. 192.

Vn droict que le S. prend ſur les marchãdiſes paſſans.

Porcs. V. pourceaux.

Porter la Foy & Hommage. Berry Tit. 9. Art. 83.

Ports de la montagne du pays de Sole quand ſont communs. Sole Tit 14. Art. 1.

Puis quels temps ſont dits Vedats. Sole Tit. 14. Art. 2. & 3.

Puis quel temps ſont francs. Sole Tit 14. Art. 14. & 6.

Ports & coyalards puis quel temps ſont francs. Sole Tit. 14. Art. 6.

Le Roy & les Officiers ſeuls ont cognoiſſance du port d'Armes. Bayonne Tit. 19. Artic. 1.

Poſſeſſion eſt de trois ſortes par occupation & detention, par ſucceſſion, par tradition de faict. Clermont Art. 45.

Par occupation & detention, ſucceſſion & voye de faict comme s'acquierent. Clermõt Art. 46. 47. & 48.

De droict corporel ou incorporel, profane & non ſpirituel l'acquiert par an & iour ſans titre. Montargis Chap. 21. Art. 2. Senlis Art. 266.

De Diſme infeodee d'ancienneté. Montargis Chap. 21. Art. 3. Orleans Artic. 487

D'vn droict Eccleſiaſtique, comme d'vn Benefice, Diſme ou autre faict requierent titre. Montargis. Chap. 21. Art. 3.

Comme ſe doit prendre. Bourbonnois Art. 209 & 422. Auuergne Chap. 21. Art. 2 & Chap. 22. Art. 20. & Chap. 13. Artic. 2. La Marche Art. 263. Tours Art. 159. & 167. Lodunois Chap. 15. Art. 4.

Se donne par la main de l'heritier, ſi le donateur ne l'a donnee de ſon viuant ou ſ'il n'y a clauſe, &c. Tours Art. 240. Lodunois Chap. 25. Art. 2. Anjou Art. 341. Le Maine Art. 353. Bourbonnois Art. 213 Auuergne Chap. 14 Art. 37

Ne ſacquiert ne droict de proprieté pour labourer terres à champart ou parciere. Niuernois Chap. 11. Art. 3.

Donateur apres la poſſeſſion baillee, ne doit prendre les leuees : ſ'il n'y a conuentiõ contraire. Bretagne Art. 216.

Diligence du vaſſal enuers le S. de ſe faire receuoir & veſtir, vaut poſſeſſion. Laon Art. 172. Reims Art. 137.

Poſſeſſion reale de la choſe tenue à cens ou rente ne ſe peut prendre ſans congé du S. és lieux où la preſentation a lieu. Acs Tit. 9. Art. 5.

En certains lieux ſe prend ſans congé du S. Acs Tit. 9. Art. 6.

Par les heritiers ab inteſtat ſans le conſentement, &c. Duché de Bourg. Chap. 3. Art. 5 Comté Artic. 7. Bourbonnois Article 367.

En matiere de fiefs ſe peut prendre ſans conſentement du S. & ſans danger de commiſe. Niuernois Chap. 4. Art. 17.

De fief ou roture. Poictou Art. 29.

Si le fief eſt eſcheu ou aduenu de par pere ou de pere, il peut ſe mettre dans iceluy ſans danger de commiſe & fait les ſiens iuſques à la ſaiſie. Chauny Art. 56.

Si le pere ou la mere l'ont dõné en traicté de mariage. Comté Art. 8.

Ne ſe peut prendre par l'acquereur, de terre tenue en fief ou cenſiue, ſinon par la main du Seigneur. Senlis Art. 235.

En partage & diuiſion de choſe feodale: ſans, &c. Duché de Bourgongne Chap. 3. Art. 6. Comté Art. 9. Niuernois Chapitre 4. Art. 19.

De choſe immeuble quand on eſt ſaiſi de faict par les Seigneurs immediats ou par les Officiers, eſt bonne, le S. payé de ſes droicts ponthieu Art. 5.

Se peut prendre ſans conſentement du S. Cenſuel ou foncier Sedan Art. 258. ponthieu Art. 29.

En vertu de Don faict entre vifs, legs teſtamentaire, venditions ou autres contracts de fiefs ou vſufruict n'eſt bonne, ſi les donateurs ou vendeurs ou procureurs pour eux ne ſe deueſtent & deſſaiſiſſent és mains des S. ou leurs Baillifs & Officiers ; & les donateurs ou acheteurs receus en foy & hõmage par eux ou leurs Baillifs & mis en poſſeſſion. Laon Art. 172. Reims Article 136.

Fors en fiefs donnez en mariage ou aduancement d'hoirie & ſont les donataires ſaiſis & veſtus ſans ſolennité. Laon Articl. 172. Reims Art 136.

Ne peut eſtre priſe par l'heritier collateral du vaſſal, apres la ſaiſie du S. ſans congé d'iceluy. Bar Art. 7.

Eſtant priſe ſans le conſentement du S. ſi l'acquereur paye l'amende, il a recours contre le vendeur, ſ'il a aſſeuré icelle eſtre allodiale. Acs Tit. 9. Art. 7.

Des choſes vendues, cedees ou tranſportees, eſt continuee aux acquereurs & ceſſiõnaires : apres la poſſeſſion apprehendee : & des droicts incorporels, les acquiſitions ſuffiſent. Bourbonnois Art. 94.

Et ſaiſine peut eſtre priſe par l'acquereur ſans le conſentement du S. Cenſier ou Iuſticier. Sens Art. 116. & 227.

Et ſaiſine d'vn vſufruictier ne profite à ſon heritier contre le proprietaire. Clermont Art. 49.

Ne peut eſtre interuertie par les Colons ou conducteurs. Melun Art. 168. Mante Artic. 91.

Appartient à celuy, au nom duquel on poſſede. La Bourt Tit. 16. Artic. 2. Sole Tit 30. Art. 2.

Priuilegiee. Vallois Art. 116.

Immemoriale ſans titre n'attribue droict de poſſeſſion ou proprieté en terres vacans ſinon par iouiſſance de trẽte ans apres contradiction. La Marche Art. 362.

Immemoriale ſans titre ou payement de redeuance equipolle à titre. Niuernois Ch. 10. Art. 26. Ch. 17. Art. 9.

S'acquiert par an & iour & exploicts derniers non, &c. Montargis Cha. 21. Artic. 1. Orleans Art. 486.

Mary poſſede au nom de ſa femme & ne profite la poſſeſſion aux heritiers. Blois Art. 213.

Quelles choſes n'aquierẽt poſſeſſion ou ſaiſine. Exploits cachez & latitez. Blois Ar. 216.

Paſſer & repaſſer par l'eritage d'autruy. Romorantin Art. 11. Auxerre Art. 114. Blois Crt. 215. Orleans Art. 251.

Paſſer & repaſſer par tollerance. Orleãs Artic. 155.

Ou aller, venir ou mener ſes beſtes paſturer en l'heritage d'autruy n'eſtant de garde & defenſe, ſ'il n'y a titre ou poſſeſſion ſuffiſante auec payement de redeuance ou payement de redeuance ou poſſeſſion immemoriale. Niuernois Chap. 10. Art. 20. Romorantin Art 6. La Ferté-Auray Art. 5.

En bois ou buiſſon d'autruy, ſ'il n'y a titre, &c. Niuernois Chap. 17. Art. 9.

Paſturage & champeage en heritage d'autruy non clos ne defenſable. Blois Artic. 114.

Se peut prendre par les enfans ou parens pour les Aſſignaux de mariage ou Douaire Comté Art. 10.

Eſtans faicts à enfans ou parens pour ce qui leur eſt baillé en mariage. Comté Art. 10. & 12.

Fors les perſonnes eſtranges auſquels vente ou tranſport en auroit eſté faict, Comté Art. 11.

Seigneurs de Tenemẽs ou Seigneuries ne ſe peuuent enſaiſiner par preſcription poſſeſſion n'autrement en ce qui concerne leur prerogatiue de leur Seigneurie. Beauqueſne Article 3.

Choſe mouuante poſturage ou paſtura-

Source : BIU Cujas

Die. Berry Tit. 5. Artic. 8. Niuernois Cha. 1. Art. 3.

Gens de pote. Meaux Art. 4. 5. 50. 155. Comte de Bourg. Art. 102. & 106. Duché Chap. 13. Art. 6.

Homme roturier & de poſte. Vitry Article 68.

Gens de poſtee & roturiers. Vitry Article 65.

Femme roturiere & de pote. Meaux Article 155.

Homme Noble ou de pote. Bar Article 18.

Gens de pote ne ſe peuuent aſſembler, faire gects ne collecte ſur eux : paſſer procuration ſans congé de leur Seigneur. Duché de Bourg. Chap. 13. Art. 6. Comté de Bourg Art. 102.

Terre de pote. Bar Art. 118.

Peuple & ſuiets ſils n'ont Chartre & priuilege, Corps ou Communauté approuuee ne ſe peuuent aſſembler, paſſer procuration impoſer ne faire aſſiette : ſans le congé du S. Haut Iuſticier. Niuernois Chap. 1. Art. 7. Bar Art. 46.

Habitans n'ayans Corps commune Conſulat ne ſe peuuent aſſembler pour leurs affaires communs, pour faire impoſts ou collects ſans congé du S Haut Iuſticier. Bourbonnois Art. 9. & 10. Auuergne Chap. 2 Art 6 La Marche Art. 6.

Sinon au Haut pays d'Auuergne, où ils ſe peuuent aſſember pour faire Luminiers ou Iurez. Auuergne Chap. 2. Art. 7.

Porcs vendus au marché langayés eſtant mezeaux, ne ſeront repris par l'acheteur ſ'il ne veut. Orleans Art. 425.

S'ils ſe trouuent tels au corps & iambons le vendeur eſt tenu les reprendre : ſ'il ſe trouue à la langue, le langayeur les doit payer. Orleans Art. 425. Dunois Artic 90. ſeront repris par le vendeur dans neuf iours s'ils ſe trouuent ladres. Sainct Seuer Titre 7. Art. 1.

Celuy qui tuë vn porc, s'il arrache la lãgue ſans aduertir qu'il y ait des grains, eſt tenu le prendre. Orleans Artic. 426.

Porcs ou pourceaux trouuez en aucun heritage peuuent eſtre tuez & carnalez. Bayonne Tit. 2. Art. 16. La Bourt Tit. 3. Art. 12. & 13.

Ou autres beſtes trouuez en bled, iardin ou autre heritage, ne peuuent eſtre tuez ou affolez, & ſera payee l'eſtimation d'iceux en payant le dommage. La Bourt Tit. 3. Art. 32. & 33. Sole Tit. 15. Art. 6.

Doiuent porter vne barre au col, afin de n'eſtre tuez ou carnalez. Sole Tit. 15. Ar. 13. & 14.

Porcs ou pourceaux ne ſeront menez ès prez en tout temps. Melun Art. 305. Sens Art. 150. Troyes Art. 170. Chaumont Art. 104. Chalons Art. 266. Vaſtang Artic. 15. Chabris Art. 7. Berry Tit. 10. Art. 10. Bourbonnois Art. 325.

En pré & prairie. Niuernois Chap. 15. Art. 8. Menetou Art. 7. Xainctonge Ar. 15. Bar Ar 208.

En prez, vignes, ſauſis, & terres emblauees Auxerre Art. 264.

Et oyes trouuez és prez. Auuergne Cha 28. Art. 24.

En vigne. Troyes Ar. 172.

En bleds, prez & vignes Montargis Ch. 4. Artic. 7. Tours Artic. 207. Lodunois Chap. 19. Ar. 5.

En pré & vigne. Orleans Ar. 153 Blois Article 226.

En vigne, iardin ou pré clos. Acs Titre 11. Ar. 14. 15. 16. & 17.

Es prez portant foin. S. Seuer Tit. 3 Article 11.

Et autres beſtes de nourriture ne ſeront laiſſez ſans garde. Dourdan Ar. 162.

Ne peuuent eſtre menez en bois & foreſts pendant le temps de grainer. Sens Art. 151. Auxerre Art. 265.

Trouuez en hautes foreſts & bois de haute fuſtaye durant ledit temps. Sens Art. 152. Auxerre Art. 266. Troyes Artic. 175. Chaumont Art. 107.

Et cheures ed tout temps defendus Normandie Ar. 84.

Pourceaux trouuez és marets & communautez, confiſquez. Heldin Tit. 4. Ar. 20.

Ne ſeront nourris dans la ville, ne ſur les grands chemins paſſans des fauxbourgs. Melun Art. 342. Eſtampes Ar. 185.

Truyes, boucs, cheures, cochons, cheureaux &c. ne ſeront nourris dans la ville. Niuernois Chap. 10 Art. 18.

Dans les villes Royales de Berry. Berry Tit. 11. Ar. 18.

Sinon eſt quant aux cheures en cas de neceſſité. Berry Tit. 11. Art. 18.

V. Prez & Vignes.

Pour prinſe. Tours Ar. 260. & 295. Lodunois Chap. 27. Art. 4. & 5. & Chap. 28. Article 3.

Pour pris. Senlis Ar. 129. Vallois Art. 57. Laon Art. 147. 149. Chalons Ar. 150. Sainct Quentin Ar. 95. Niuernois Chap. 4. Artic. 68.

Pour l'enclos, les enuirons & prochaines cloſtures de quelque lieu Seigneurial. Chaſtel, manoir & hoſtel Noble ou d'Egliſe.

Droict de pourſuite ou de ſuite. Troyes Art. 3. & 6. Chaumont Art. 3. Vitry Artic. 145. Niuernois Chap. 8. Ar. 6. & 27. Bourbonnois Art. 189. 195. 197. & 203. Berry Tit. 1. Art. 1.

V. Suite.

Chaude pourſuite. Bretagne Ar. 12.

Practicien. Berry Tit. 2. Ar. 4.

Practiquer. Berry Tit. 5. Ar. 22.

Droict de preage & de fauttage. Tours Art. 100. & 101.

Quand vn S. peut mettre auec garde faite ſes beſtes cheualines & vaches ès prez de ſes ſuiets : leſquels prez il eſt tenu garder.

Prez en quel temps ou cas ſont defendus ou non. Melun Art. 302. & 304. Sens 149. Auxerre Art. 263. Troyes Artic. 170. Chaumont Art. 103. Vitry Art. 122. Chalons Art. 266. Dourdan Art. 61. Amiens Article 208. Boullenois Art. 133. Niuernois Chap. 14. Ar. 1. & 2. Montargis Chap. 4. Art. 3. & 4. Orleans Ar. 147. Normandie Art. 82. Tours Art. 202. Lodunois Chap. 19. Art. 1. Blois Art. 224. Menetou Art. 6. Vallançay Art. 7. Vaſtang Art. 15 Chabris Ar. 3 Billon Art. 2. Xainctonge Art. 15. Bourdeaux Art. 110. S. Seuer Tit. 3. Art. 12. Effraiſe Art. 1. Montſalui Art. 1. Leocamp Art. 1. Fontagis Ar. 1. La Marche Art 354. Sedan Art. 301.

Eſtans en prairie ne peuuent eſtre mis de nouueau en reuiure ſinon, &c. Niuernois Chap. 14. Art. 3.

Prez gaigneaux. Tours Art. 202.

Et paſturcaux defenſables ſils ſont clos & toiſoyez. S. Aignan Art 3. Chabris Ar. 6.

Et de regain en quel temps defenſables. Poictou Art 96.

Clos & fermez ſont touſiours defendus. Menetou Ar. 6. La Marche Ar. 354.

Appe lez Secherons ſont defenſables. Vaſtang Art. 15.

Prez champaux en fonds de riuiere & ſechiſſons. Xainctonge Art. 15.

Et prairies bouchez ſont defenſables en tout temps. Bourbonnois Ar. 325.

Du S Souuerain en tout temps defenſables. Sedan Ar. 301.

Portant riuiere doiuent eſtre clos & fermez. S Saturnin Art. 1.

Fauchez en la prime ne ſont defenſables que iuſques à la S. Iean Baptiſte. Eſpirat Ar. 1. Montagut Art. 1.

Ne peuuent eſtre tenus clos audit temps non defenſables ſans laiſſer paſſage pour faire entrer le beſtail. Mozun Art. 2. Montagut Art. 1.

On ne peut charroyer dans les prez. Niuernois Chap 3 Art. 4.

Si les habitans font paſturer leurs prez, ſans recueillir les premiers fruicts on y peut aller, les fruicts de voiſins ſeuez. Viuerols Artic. 3.

On peut aller paſturer en pré apres qu'il eſt fauché Maſſat. Ar. 1.

Fors ès vignes & prez clos. Billon Article 4.

Prairie d'Eſreux exempte de la iuriſdictiõ des Maieurs & Eſcheuins de ville. Eſreux Art. 1.

Le S. des Eſchiſes a vn droict Seigneurial de prendre pour les beſtes aumailles, cheualines & brebiat miſe en la prairie, puis le 8. Mars iuſques au 15. Auril. Les Eſchues Article 1.

Precloſtures anciennes comme ſentendẽt Xainctonge Art. 95.

Droict de prelation. Bourdeaux Ar. 89.

Retraict de premeſſe. Bretagne Art. 66 86 110. 129. 338 488 489 530. & 580.

Preſme pour le prochain lignagier qui vient au Retraict pour eſtre du lignage & ramage, dont procede l'heritage.

Bretagne Art. 66. 86. 110. 129. 338. 489. 530. & 580.

V. Proëſme.

Preſcription.

Preſcription de dix ans entre preſens & vingt ans entre abſens l'acquiert d'vn heritage ou rente ou hypotheque poſſedé à iuſte titre & de bonne foy franchement, &c. Paris Art. 113. & 114. Calais Artic. 205. & 206. Meaux Artic. 80. & 82. Melun Art. 170. Auxerre Art. 188. Eſtampes Artic. 63. & 65. Dourdan Artic. 73. Montfort Art. 61. Mante Art. 108. Senlis Art. 188. & 193. Clermont Art. 67. 68. & 69. Vallois Artic. 119. & 123. Vitry Art. 134. Laon Art. 141. Chalons Article 145. Reims Art. 380. & 384. Amiens Art. 160. Chauny Art. 62. Peronne Article 210. & 211. Anjou Article 430. Le Maine Art. 445 Grand Perche Article 209. Dreux Art. 66. Blois Art. 192. La Marche Art. 90. Sedan Art. 308. & 309. Xainctonge Art. 111. Poictou Art. 372. & 374. Bretagne Art. 272. S. Seuer L. Tit. 7. Art. 2. Bar 189. Menetou Art 18. Lodunois Ch. 10. Art. 4. & 7.

Nuict à toutes rentes & hypotheques pretendues ſur vn heritage ou rente. Paris Artic. 114. Calais Art. 207. Eſtampes Ar. 65. Montfort Art. 62. Senlis Art 63. Clermont Art. 68. Vallois Art. 123 Reims Ar. 384.

A lieu ſuppoſé qu'elle ſoit payee par celuy qui l'a conſtituee ou autre deſcen du tiers detenteur. Paris Article 115. Calais Article 207.

Secus à Auxerre. Auxerre Art. 187.

N'a lieu quand il y a location, retention de precaires, &c. Paris Article 115. Calais Artic. 207.

Source : BIU Cujas

En hypotheque. Anjou Article 477. Le Maine Art. 483.

Preſcription de vingt ans complets pour droict de ſeruitude ou autre ſuiection & redeuance. Ponthieu Art.117. Cambray Tit. 17. Art. 1.

Pour terres roturieres, occupees & tenue franches, ſont, &c. Vitry Art. 16. & 135. Laõ Art. 141. Chalons Art.145.

Pour immeubles & actions reelles ou perſonnelles. Artois Artic. 73.

Entre preſens, & de trente ans entre abſens pour droict reel. Vallois Art. 89.

Pour droict perſonnel & toutes actions. Artois Art.72. S.Pol Art. 47.

De vingt ans entre preſens. Arras Article cinquante cinq.

Pour acquerir franchiſe & liberté par les ſerfs. Vitry Art. 146.

Ou de dix ans. Chalons Art. 18.

Preſcription Couſtumiere eſt de trente ans. Niuernois Chap. 5. Art. 22.

Preſcription de trente ans continuels paiſiblement ſans inquietatiõ, encores qu'il ne face apparoir du titre. Paris Art. 118. Calais Art. 210. Melun Art.172. Eſtampes Ar. 64. & 65. Dourdan Art. 74. Montfort Article 63 Mante Art. 109. Clermont Art 70. Vallois Art. 120. Laon Art. 142. Chalons Art. 146. Reims Article 381. Amiens Artic. 161. Chauny Art. 63. Lille Art.72. La Salle de Lille Tit. 17. Artic. 1. & 2. Arras Titre 8. Art. 55. Tournay Tit. 21. Art. 21. Orleans Artic. 261. Dunois Chap. 16. Article 85. Anjou Art. 431. Le Maine Artic. 446. La Marche Art. 91. La Bourt. Tit. 13. Art. 1. S. Seuer L. Tit. 7. Art. 1. Sedan Article 310. Montargis Chap. 17. Art. 1. & 4. Auxerre 188. Peronne Art. 210. & 211. Blois 192. Menetou Art. 18. Bar Art. 189.

A titre ou ſans titre. Boullenois Ar.121.

Moindre de trente ans n'a lieu. Montargis Chap. 17. Art.1. Orleans Art. 260. Berry Tit. 12. Art. 1.

Toutes preſcriptions reduites à trente ans Duché de Bourgongne Chap. 14. artic. 1. Comté de Bourgongne Art. 51. Auuergne Chap. 17. Art. 1.

Contre gens lais à trente ans, & les Eccleſiaſtiques à 40. ans. Niuernois Chap. 36. Art. 2.

Preſcriptiõ de trente ans pour tous droits preſcriptibles. Vaſtang Art. 8. La Ruë de Yndre Art. 33.

Pour tous droicts, noms, actions, heritages, terres, Seigneuries & biens quelconques. Berry Tit. 12. Art. 1.

Pour Arrerages de biens dotaux & meubles de la femme. Bourbonnois Art. 27.

Pour les biens de la femme, meſmes cõſtant le mariage, ſinon, &c. Auuergne Ch. 17. Art. 5.

A lieu contre toutes perſonnes, Egliſes, Colleges, Communautez & mineurs. Berry Tit. 12. Art. 1.

Contre toutes perſonnes & les mineurs hors l'Egliſe. Vaſtang Art 8.

Pour Diſmes tant pour la leuee que pour la quotte, & de 40. ans entre Eccleſiaſtiques Niuernois Chap. 36. Art. 4. La Marche Ar. 96. Bourbonnois Art. 21.

De trente ans. Auuergne Chap. 17. Ar. 18.

Contre toutes perſonnes pour toutes choſes preſcriptibles. Anjou Art. 424. Le Maine Art. 439.

Pour heritiers preſomptifs contre ceux qui ont droict de rente ou charge. Anjou Ar. 424. Le Maine Ar. 439.

A lieu contre ceux qui ont pouuoir de pourſuiure leurs droicts en iugemẽt. Bourbonnois Ar. 23 Auuergne Chap. 17. Ar. 3.

A lieu de titre, droict conſtitué, &c. Auuergne Chapitre 17. Article 4. La Marche Art. 91.

Preſcription de xl. ans ſans titre a lieu contre mineurs, abſens, communautez, freres & ſœurs pour leurs partages. Bretagne Artic. 282.

Pour droict de contrainte & d'inionction de payer l'indemnité. Le Maine Art. 459.

Contre les droicts du S. Souuerain. Sedan Art. 311.

Contre l'Egliſe. Vaſtang Art. 8. La Salle de Lille Tit. 17. Ar. 3 Bourbonnois Art. 22. 23. Senlis Ar. 194. Clermont Ar. 71. Vallois Art. 123. Laon Art. 142. Amiens Artic. 161. Chauny Art. 63. Chalons Art. 147. Peronne Ar. 210. Lille Art. 72. & 73. Anjou Art. 447. Le Maine Art. 459. Blois Art. 192 Paris Ar. 123. La Marche Art. 91. Orleans Artic. 263. Tours Ar. 209. Niuernois Chap. 5. Artic. 22. Arras Art. 55. Lodunois Chapitre 20. Artic. 7.

Pour acqueſts anciens, & non pour acqueſts nouueaux: & ne ſont plus priuilegiez que les lais. Le Maine Art. 459. Anjou Ar. 448.

Pour rente conſtituee à pris d'argent en faueur de mariage par pere, mere ou frere. Normandie Art. 510.

Sinon qu'elle paſſe en autre main auant les xl. ans & ſera racquitable. Normandie Art. 510.

Vaut titre en toute Iuſtice. Normandie Artic. 507.

Fors en droict de patronnage du Roy ou autres. Normandie Art. 507.

Hypotheque ne ſe preſcrit que par xl. ans. Mante Ar. 109. Vitry Art. 137. Sedan Art. 313.

Ou action hypothecaire, &c. Melun Art. 174. Mante Art. 111.

Pour rentes ou autres droicts reels. Senlis Ar. 191. Reims Ar. 383. Amiens Art. 162.

Par preſcription de droict, & non par 30. ans. S. Seuer L. Tit. 7. Ar. 4.

Par le tiers detenteur encores qu'il n'ait titre: & par le detenteur aiant titre & bõne foy par dix & vingt ans. Grand Perche Article 211.

Pour hypotheques anciens deuz à l'Egliſe parauant xl ans par l'obligé ou ſon heritier. Lodunois Chap. 20. Ar. 9.

Se preſcrit par xl. ans par l'obligé ou ſes heritiers. Laon Art. 143. Chalons Artic. 148. Peronne Art. 213. Calais Art. 214.

Preſcription de xli. an auec titre ou ſans titre en choſe de fonds de terre. Sole Titre 28. Art. 1.

A lieu contre ceux qui ont droict, &c. Sole Ib.

Preſcription de xl. ans pour totalité de rente Seigneuriale & de trente ans pour portion d'icelle ou forme de payement. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 74.

Pour rendre vn heritage franc, ſerf & mort taillable. La Marche Art. 156.

Pour conſeruer la perception de la rẽte Ib.

Action perſonnelle ſe preſcrit par trente ans. Melun Art. 174. Mante Art. 111. Senlis Art. 189. Peronne Art. 214. Clermont Artic. 66. Vallois Art. 121. Vitry Art. 137. Reims Art. 183. Amiens Art. 162. Calais Art. 213.

Encores qu'il y ait nantiſſement. Chauny Artic. 64.

Perſonnelles & mobiliaires ſe preſcriuẽt par trente ans. Normandie Artic. 508.

Perſonnelles & mixtes. Grand Perche Artic le 211.

Reelles, mixtes ou perſonnelles: fors les hypotheques anciens, &c. Lodunois Chap. 20. Art. 9.

Reelles & mixtes. Sedan Art. 313.

Perſonnelles ſoit pour heritages ou hypotheques acceſſoire. Bretagne Ar. 285.

Preſcription de neuf iours contre les creãciers ne declarans leurs debtes dans neuf iours apres le decez ou fils ſon abſens dans neuf iours apres le retour. Bayonne Tit. 13. Art. 3. & 4.

De xl. iours pour iournees donnees, iournees & louages de beſtes. Montargis Chap. 17. Art. 2. Orleans Art. 164.

Pour droict de retenue du iour de l'exhibition des lettres d'acquiſition. Berry Tit. 12. Artic. 7.

De trois mois pour peines de cor p& de maneuures & de gens de bras, ſ'il n'y a preuue, creance ou promeſſe au contraire Sens Art. 255. Blois Art. 244.

De xv. iours a Auxerre Ar. 139.

De ſix mois pour louages de cheuaux, bœufs & autres beſtes. Orleans Art. 266.

D'vn an pour ouurages, façons de vignes voicture & ſalaire de ſeruiteurs. Orleans Art. 265.

Pour ſeruiteurs & mercenaires. Clermõt en Auuergne Ar. 2.

Ou vſucapion pour choſes vendues en foires ou marchez. Sedan Ar. 325.

D'an & iour pour ouurages, ſalaires de ſeruiteurs mercenaires, nourritures & inſtruction d'enfans. Bar Art. 194.

D'an & iour contre ſalaires & loyers de ſeruiteurs. Bretagne Ar. 292.

Pour endommagement de beſtes, payement de fouages, tailles, impoſts, billots, deniers d'octroy, taux, guets, aydes & defaut d'auoir moulin à Moulin bannal. Bretagne Art. 292.

Par pour iniures verbales. Bourbonnois Ar. 15. Auuergne Chap. 29. Ar. 8. La Marche Ar. 334.

Pour trois mois. Sedan Art. 318.

Pour tort faict où eſchet amende ciuile. Bretagne Art. 291.

De deux ans contre les fermiers des exploicts & amendes pourſuiuans leurs droits ſ'il n'y a ſommation ou promeſſe. Berry Tit. 12. Ar 15.

De trois ans pour deniers de collectes, impoſts, clames, amendes, defaux & exploicts de Iuſtice, d'emolumens d'actes de Cour, defaux, groſſes de ſentence & autres actes. Bourbonnois Art. 16 & 17.

Ou vſucapion de trois pour les meubles meubles. Melun Ar. 169. Amiens Art. 163. Peronne Ar. 214. Anjou Ar. 419. Le Maine Art. 434. Sedan Art. 324.

Ou de cinq ans. Bretagne Art. 284.

Preſcription de cinq ans continuels contre les acquereurs de rente conſtituee, dõs legs, faicts depuis trente ans: exempte de ladite rente, &c. ſinon que le domaire fut donné à ceſte charge. Lodunois Chap. 20. Art. 1. Tours Art. 208.

En eſtrangers & non entre l'obligé & heritier preſomptif. Anjou Articl. 422. & 421. Le Maine Art. 437. & 438.

Pour rente ou charge ſans interruption ſinon que le Domaine fut baillé à la charge de la rente. Tours Art. 208.

En matiere de preſcription de v. ans, la poſſeſſion doit eſtre publique, & non clandeſtine. Anjou Art. 429. Le Maine Ar. 444.

Preſcription de v. ans pour crimes, prouuant ſon bon nom: ſ'il n'y a plainte & in-

Source : BIU Cujas

formation ſur icelle. Bretagne Art.288.

Pour les arrerages de cens : fors ceux deuz au Roy. Berry Tit. 12. Ar.8.

Pour acquereur contre acquereur. Aniou Art. 428. Le Maine Art.443.

Preſcription de vii. ans pour celuy qui baſtit, plante, vigne ou vergle au autrement peuple au fonds d'autruy maieur de 25.ans &c. Bayonne Tit. 13. Ar. 5.

Preſcription de neuf ans pour marcs de rente. Lille Ar. 82.

Preſcription de dix ans pour exemption de ſeruitudes perſonnelles. Aniou Ar. 453.

Pour choſe mobiliaire. Vallois Art. 89.

Contre toutes hypotheques creez parauant trente ans : & de cinq ans contre celles creez pour trente ans & de trente ans contre la rente deuë à cauſe de l'heritage baillé a rente ou contre le S. de Fief. Aniou Ar.503 Le Maine Ar.499.

Entre preſens pour immeuble chargé de rente ſinon que l'heritage fut donné à la charge, &c. Aniou Ar. 437. & 438.

Pour les acqueſts, dons ou legs tenus auec vn Fief, Domaine & meſtairie. Aniou Art. 441. Le Maine Ar.452.

Contre le lignager ou S.F. encores que l'acquereur n'ait pris poſſeſſion en la forme portee par la Couſtume. Tours Article 160.

Pour reſciſſion de contracts par deceptiõ d'outre moitié de iuſte pris, &c. Bourbonnois Art. 19. Bretagne Ar.297.

Entre frareſcheurs aians diuiſé leurs biẽs communs ſans rien paſſer par eſcrit. Aniou Art. 433. Le Maine Art. 448. Grand Perche Ar.214. Bar Ar.191.

Quelles choſes ſont ſuiettes à preſcription.

Faculté de racheter heritage à touſiours par trente ans. Paris Ar.120. Calais Art. 212. Orleans Ar.269. Peronne Ar.216. Niuernois Chap. 36. Ar.3. Lille Ar.77. Berry Tit. 12. Ar. 11. Bourbonnois Ar. 20. Auuergne Chap. 17. Ar. 11. La Marche Artic. 94. Bretagne Ar.287.

Ou xl.ans. Normandie Ar.509.

Fors ſur les maiſons aſſiſes en la ville & fauxbourgs. Paris Ar.121. Orleans Article 270.

Profit d'indemnité, par trente ans. Auxerre Ar.189.

Douaire par trente ans. Chalons Article 47.

Droicts ou profits Feodaux ou Cenſuels par trente ans. Montargis Chapitre 19. Article 5.

Cens portant directe Seigneurie par S. contre Seigneur, &c. Paris Art.123. Niuernois Chap. 4. Art. 13. Tours Art.209. Bourbonnois Ar. 22. Orleans Ar.263.

Arrerages, cens & rente fonciere par 30. ans. Tours Ar.209. Lodunois Chapitre 20. Article 3.

Ou cens, lods, & ventes preſcriptibles par trente ans: & contre les Egliſes par xl. ans Niuernois Chap. 5. Art. 22. Bourbonnois Art.22.

Arrerages de cens par trente ans, &c. Paris Ar. 124. Melun Ar.173. Dourdan Art. 75. Montfort Art. 64. Mante Article 110. Senlis Ar. 191. Reims Ar.382. Peronne Ar. 217. Niuernois Chap. 5. Art. 22. Montargis Chap. 17. Art. 3. Grand Perche Artic. 212. Blois Ar. 35. Bourbonnois Ar. 22. Auuergne Ch. 17. Ar.6.

Droict de Fief par vn S. ſur vn autre. Bourbonnois Ar. 31. Auuergne Chap. 17. Art. 13. La Marche Art.95.

Droict de vaſſellage & feodalité ou de Cenſiue par vn tiers ſur le vaſſal ou cenſier du S. F. ou Cenſuel par trente ans : pourueu qu'il y ait deux ouuertures, &c. Berry Tit. 12. Art. 9.

Arrerages de droict de taille és quatre cas de charrois, maneuures & tailles perſonnes apres la contradiction. Bourbonnois Art. 29. Auuergne Chap. 17. Art. 9. & 15.

De charrois maneuures & tailles à mercy & volonté. La Marche Ar.133.

De tailles és quatre cas, par dix ans. Bourbonnois Ar.30.

De tailles, charrois, coruees & maneuures certains ſe preſeruent par trente ans. Auuergne Ch.17. Ar.16.

Profit de cas aduenus de taille par trente ans. Auuergne Chap. 17. Ar.10.

Deuoirs de rente ordinaire ſe preſcriuent contre le Seigneur par tenant en conditiõ de ſeruitute ou de main-morte. La Marche Ar. 92.

Deuoirs & droicts Seigneuriaux, eſcheus Bretagne Art. 281.

De lods & ventes par trente ans du iour de l'execution. Bretagne Ar.282.

Et rachats du iour qu'ils ſont eſcheus. Bretagne Ar.282.

Surcens ſe preſcrit par trente ans: & la ſeigneurie directe appartient au premier S. Auuergne Ch 17. Ar.17. Peronne Ar.217.

Rente fonciere non Seigneuriale ſe preſcrit par xl. ans. Lille Ar.79.

En quelles choſes preſcription n'a lieu.

Contre frereſcheurs ou coheritiers ſinõ du iour du decez du pere ou mere quand ils ont fait don tranſport ou contract à l'vn de leurs enfans au preiudice des autres Aniou Art. 425. Le Maine Art. 440. Bar Article 190.

Entre freres & ſœurs ſ'il n'y a partage ou titre valable. Lille Art.74. La Salle de Lille Tit. 17. Ar. 5. Grand Perche Ar.214. S. Seuer L. Tit. 7. Ar.3.

De vingt ans n'a lieu entre freres & ſœurs & coheritiers. Cambray Tit. 17. Ar 3.

Ny contre lettres en ferme. Cambray Tit. 17. Ar. 3.

Quadragenaire n'a lieu entre coheritiers auant le partage. Normandie Ar 505.

N'a lieu par moindre temps que de trẽte ans. Aniou Ar. 434. Le Maine Art. 449.

Contre celuy des communs qui poſſede Bourdeaux Ar.80.

Entre communs, ſ'ils ont choſe indiuiſe Bourbonnois Art. 26.

Contre mineurs. Bourbonnois Ar.33.

Mineurs ou femmes pendant la minorité ou mariage. Lodunois Chap. 20. Ar. 7.

Contre la femme durant le mariage ſ'il n'y a ſeparation de biens. Berry Tit. 1. Art. 13. & Tit. 12. Ar. 16. Reims Art. 260.

Durant & conſtant le mariage pour la proprieté de ſes heritages, vendus, alienez ou hypothequez par ſon maty ſans ſon cõſentement. Aniou Art. 445. Le Maine Ar. 457.

Durant le mariage: & commẽce à courir du iour du decez du mary. Grand Perche Art. 215.

Pour la proprieté des biens dotaux ou parapharnaux vendus ou alienez par le mary ſans le conſentement de ſa femme. Bourbonnois Ar.27. & 28.

Contre le fils de famille eſtant en puiſſance paternelle. Berry Tit. 1. Ar. 13.

Contre mineurs, l'Egliſe abſens, ny en action perſonnelle, ny contre hypotheque ſpeciale, &c. Cambray Tit. 17. Ar. 2.

Contre les mineurs, femme mariee & l'Egliſe. Chauny Art. 63. Lodunois Cha. 20. Article 7.

Ne court contre le creancier & Seigneur de la rente non infeodee. ſi le S. de fief exploicte. Orleans Ar. 262.

L'Egliſe, mineurs & Seigneurs de la premiere rente fonciere, ſ'il n'y a droicts, &c. Poictou Ar. 372.

N'a lieu pour la totalité d'vne rente Seigneuriale : ains pour portion ou forme de payement. Lille Ar. 77.

Pour l'homme de main-morte, par quelque temps que ce ſoit. Duché de Bourg. Chap. 9. Art. 2.

Sans titre valable ou priuilege. Comté Art. 83. Bourbonnois Ar. 25.

Contre abſens du pays, mineurs d'ans, ou conſtituez en Tutelle. Lille Ar. 73. La Salle de Lille Tit. 17. Ar. 4. L'Alleue Tit. 1. Ar. 4.

En matiere de cerquemanage. Cambray Tit. 17. Ar. 4.

Entre les hõmes du Vaſſal & le Seigneur du ſerf, ne entre les hommes ſerfs vaſſaux & hommes ſerfs. La Marche Ar. 156.

Faculté de racheter droict de mort-gage rentes conſtituees à rachat ou de pouuoir apprehender droict de Quint ne ſe preſcrit La Salle de Lille Tit. 17. Ar. 6.

Erreur de compte. Lille Ar. 81. La Salle de Lille Tit. 17. Ar. 8

Indemnité, ſinon par temps immemorial. Tours Ar. 107. Lodunois Chap. 10. Ar. 4.

Droict de feſtage. Menetou Ar. 10.

Coruees, vinades, doubles d'Aouſt & droicts de ſeruitude ne ſe preſcriuent ſinon apres contradiction. La Marche Ar. 92.

Fief, cens ou terrage ne ſe preſcriuent. Menetou Ar. 18.

Droicts Seigneuriaux impreſcriptibles. Blois Ar. 35.

Droict de cens. Clermont Ar. 69.

Ne ne preſcrit contre le detenteur ſ'il n'a titre ancien. Paris Ar. 124.

Ou chef cens. Melun Ar. 173. Dourdan Ar. 75. Montfort Art. 64. Mante Ar. 110. Senlis Ar. 191. Reims Ar. 382. Bourbonnois Ar. 22. Peronne Ar 217.

N'eſt preſcriptible par quelque temps que ce ſoit. Berry Tit. 12. Ar 7.

Et deuoir de cens ne ſe preſcrit par les tenanciers. La Ruë d'Yndre Chap. 3. Ar. 10.

Cenſuel ou Seigneurial ne ſe preſcrit. Sẽlis Art. 193.

Seigneurial par le ſuiet contre le Seigneur Vallois Art. 119.

Droicts cenſuels ou autres droicts Seigneuriaux ne ſe preſcriuent pour le tout: mais pour la moitié. Montargis Chap. 17. Artic. 3. Orleans Ar. 263.

Rente Seigneuriale pour le tout ains pour portion. Lille Ar. 78.

Foy & hommage d'heritages nobles & chef cens d'heritages roturiers ne cheent en preſcription. Sens Ar. 218. Auxerre Ar. 186.

Sinon du iour de deſaueu & contraditiõ Auxerre Ar. 186.

Cens portant directe Seigneurie ne ſe preſcrit par l'acquereur tant que le Seigneur eſt payé de ſon cens par le vedeur. Bourbonois Art. 32.

Rente fonciere ou conſtituee ne ſe preſcrit tant que l'obligé ou ſon heritier paye. Auxerre Ar. 187.

Faculté de racheter rentes cõſtituees à pris d'argẽt ne ſe preſcrit. Paris Ar. 119. Calais Ar. 211. Peronne Ar. 216. Orleans Ar. 268. Normandie Ar. 516. Vitry Ar. 131.

Rachat des legs pitoyables de rentes en deniers ou autres eſpeces ſur vne maiſon de la ville

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Nalieu pour empriuſes d'heritages circõuoiſins : ſ'il n'y a bonnes, aſſens ou ſeparation notable. Lille Arti. 79. La Salle de Lille Tit. 17. Ar. 7.

Ne court contre celuy qui n'a moulin. Poictou Ar. 41.

Contre le S. au regard de ceux qui ſe voudront defendre par xx. ou xl. ans. Aniou Ar. 204. Le Maine Ar. 219.

Contre le S. ſi le tenancier cottier baille ſon heritage à cens ou ſurcens, ſans ſon cõſentement. Amiens Ar. 42.

Preſcriptions introduites par la Couſtume ou accordees par contracts & conuentions, commencent contre Maieurs courent contre mineurs abſens, inſenſez, furieux, prodigueur & interdicts, eſtans pourueus de Tuteurs Bretagne Ar. 286.

Fors la preſcription de dix ans pour dol, fraude, circonuention, crainte & violence pretendue aux contracts. qui n'a lieu que du iour que les cauſes auront ceſſé. Bretagne Ar. 286.

Commencent à courir contre le mineur faict Maieur, depuis qu'il eſt faict Maieur pour les choſes corporelles & diuiſibles : mais pour les incorporelles & non diuiſibles, la minorité empeſche la preſcriptiõ Bourbonnois Ar. 24.

En matiere de Retraict lignager ont lieu apres l'an de la recongnoiſſance faicte en iugement. Aniou Article 415. Le Maine Art. 445.

En matiere de Douaire court du iour du decez Paris Art. 117. Calais Ar. 209.

Du pere. Mante Ar. 112.

Du iour que les executions ont peu eſtre faictes ſur enfans de famille, ou femmes mariees. Bourbonnois Ar. 169

Le temps de minorité ou hoſtilité n'eſt compris en la preſcripuon de vingt ans. Boullenois Ar. 121.

De vingt, trente & dix ans. Vallois Article 89.

De minorité ou abſence neceſſaire. Sedan Ar. 314.

Vendeur obligé ou ſon heritier ne peut preſcrire que par quarante ans. Montargis Chapitre dixſept. Article premier & quatre. Orleans Article deux cens ſoixante & vn. Dunois Ar. 85.

Ou ayant recogneu ou eſtant condamné ne peut preſcrire. Bourbonnois Article 22.

Preneur ou ayant cauſe ne peut preſcrire la rente fonciere, Feodale & Seigneuriale en faiſant apparoir des lettres de bail Grand Perche Ar. 212.

Seigneur vtil, ſoit Cenſier, Bourdelier ou rentier ayant payé partie de la redeuance par trente ans continuels, peut preſcrire par trente ans, &c. Niuernois Chapitre trente ſix. Article deux. Berry Titre douze. Artic. 12. Auuergne Chap. 17. Article 6.

Seigneur ne preſcrit contre le Cenſier nec è contra. Berry Titre douze Article trois.

Deuoir ſoit Noble ou autre n'eſt diuiſé, ſi bon ne ſemble au Seigneur & y faut telle preſcripuon de temps qu'en l'action principale. Lodunois Chapitre 22. Artic. 8.

Entre le Seigneur Feodal & le ſuiect n'y a moindre preſcription que de trente ans. Le Maine Article quatre cens cinquante trois.

Seigneur Feodal aiant ſaiſi le Fief ne peut preſcrire le fonds & proprieté. La Salle de Lille Titre premier Article trenſept. Aniou Article quatre cent trenteneuf. Grand Perche Article ſeptante neuf. Chaſteauneuf Article nonante ſix Chartres Article octante & vn. Dreux Article trente cinq, trente ſix & trente ſept. Berry Titre douze Art. trois.

Sous ombre de telle iouyſſance ne peut preſcrire. Tournay Titre dix Article dixhuict.

Ayant ſaiſi le Fief par faute d'homme droicts & deuoirs non faicts & Denombrement non baillé. Paris Article douze Meaux Article cent trente ſix. Melun Article cens trois Sens Article deux cens dixhuict Auxerre Article ſeptante ſept. Bar Article 16.

Pour la Tenure Feodale. Eſtampes Article vingt ſix Montfort Article huict. Mante Article vingt trois. Senlis Article cent nonante cinq Clermont Article ſeptante deux Troyes Article vingt trois. Chaumont Article cinquante deux. Vitry Article quarante neuf & cent trente ſix Laon Article cent octante ſix & deux cens douze. Chalons Article deux cens onze & deux cens douze. Reims Article 133. Sedan Article 74. Amiens Article cinq & 164. Chauny Artic. 92. & 93. Peronne Article 74. Artois Article 30.

Sinon qu'il euſt titre particulier. Montargis Chap. 1. Article 9. Orleans Articl. 86. Normandie Artic. 117. & 512. Xainctonge Art. 112.

N'acquiert droict petitoire ou poſſeſſoire, ſ'il n'y a contradiction par trente ans. Niuernois Chap. 4. Art. 12. & 14.

Par trente ou quarante ans. Bourbonnois Artic. 27.

Meſmes en droict Cenſuel. Chaſteauneuf Article 96. Chartres Article 81. Dreux Artic. 69.

Contre ſon homme Feodal ou rentier : mais le vaſſal ou rentier preſcrit contre ſon Seigneur. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 75.

Cenſuel ne preſcrit contre ſon Cenſier Berry Tit. 12. Ar. 6.

Seigneur de Fief peut acquerir l'heritage ou autres droicts de ſon ſuiect ou autre ſeruitude par preſcription ou tenement de xxx. ans ſur l'heritage tenu de luy. Aniou Article quatre cens trẽte neuf. Le Maine Artic. 450.

Tenure Feodale ſe peut preſcrire par vn tiers. Eſtampes Article 24. Reims Artic. 134. Grand Perche Article 79. Blois Artic. 36. Berry Tit. 12. Art. 4. & 5.

Ou Cenſiue. Berry Tit. 12. Artic. 6.

Directe du fief ſe preſcrit par tiers par 30. ans contre, &c. Niuernois Chap. 4. Artic. 15.

Deux S. de fief peuuent preſcrire l'vn contre l'autre. Orleans Artic. 86.

Vaſſal ne preſcrit la foy de ſon Seigneur pour quelque iouyſſance. Paris Article 12. Meaux Artic. 136. & 137. Melun Article 103. Sens Art. 118. Auxerre Artic. 77. Bar Artic. 16. Eſtampes Artic. 26. Montfort Artic. 8. Mante Artic. 23. Senlis Artic. 195. Clermont Art. 72. Troyes Artic. 23. Chaumont Artic 82. Vitry 49. & 136. Laon Article deux cens douze & deux cens treize. Chalons Article deux cens douze. Reims Article 133. Amiens Art. 164. Chauny Artic. 92. & 93. Peronne Artic. 74. Artois Art. 31. Montargis Chap. 1. Artic. 9. Orleans Art. 86. Normandie Art. 116. & 512. Grand Perche Art. 79. Chaſteauneuf Artic. 69. Chartres Artic. 81. Dreux Art. 69. Blois Artic. 35. & 36. Berry Titre 12. Artic. 3. Bourbonnois Art. 31. Xainctonge Art. 112. Sedan Ar. 74.

N'acquiert, liberte de la choſe Feodal, droict petitoire ou poſſeſſoire, ſ'il n'y a cõtradiction par trente ans. Niuernois Cha. 4. Article 13. & 14.

Contradiction de trente ans, & à l'Egliſe xl. ans. Bourbonnois Ar. 387.

Ne peut preſcrire acquiſition de droict touchant Haute Iuſtice & Seigneurie, Rente ou recongnoiſſance annuelle deuë audict Seigneur. Sainct Omer en Artois Titre premier Article trois. Aire Titre 1. Artic. 2.

Ne peut preſcrire enfant que touche la ſuperiorité, mais peut preſcrire la rente ou redeuance. Cambray Titre premier Article ſept.

Les rentes redeuances ou ſeruitudes. Artois Artic. 31.

Poſſedant vn Fief paiſible l'eſpace de vingt ans accomplis, ne doit eſtre inquieté ſous ombre de Denombrement non baillé. Cambray Titre premier Article ſoxante neuf.

Suiet ne peut acquerir l'heritage rente deuoir ou autres droicts de ſon Seigneur, n'exemption contre luy de ſes deuoirs deuz ſur l'heritage tenu par tenemẽt moindre de trente ans. Aniou 440. Le Maine Art. 451.

Meſmes en droict Cenſuel. Chaſteauneuf Art. 96. Chartres Art. 81. Dreux Article 69.

Cenſier ne preſcrit contre ſon S. Berry Tit. 12. Ar. 6.

Profits de Fief, Rachats, de Quints & autres ſe preſcriuent par trente ans, ſ'il n'y a ſaiſie ou inſtance pour raiſon d'iceux. Paris Article douze. Melun Article 103. Sens Article deuxcens ſoixante trois. Auxerre Article cent octante ſix. Bar Article 16. Montfort Artic. 8. Mante Article 23. Chaumont Artic. 52. Laon Artic. 213. Chalons Artic. 212. Reims Artic. 133. Sedan Art. 74. Amiens Artic. 164. Peronne Artic. 74. Orleans Article 86. Tours Art. 146. Lodunois Chap. 14. Artic. 22. Grand Perche Art. 79 Blois Ar. 35. 36. & 37. Berry Tit. 12. Art. 7 Bourbonnois Art. 31. Niuernois Chap. 4 Art. 6. Chaſteauneuf Art. 96. Chartres Ar. 81. Dreux Art. 69. Aniou Artic. 439.

Enſemble la prerogatiue de prendre par puiſſance de Fief par trente ans. Troyes Article 23.

Le droict de retenue par xxx. ans, contre les lais, & xl. ans contre l'Egliſe : & pour le droict par xl. iours du iour de la notification de l'acquiſition. Niuernois Chap. 4. Art. 16.

Rachats & arrerages de Cens ſe preſcriuent par trente ans & ſont couuerts. Chaſteauneuf Ar. 96. Chartres Ar. 81. Dreux Art. 69.

Accordemens, lods & ventes des heritages Cenſuels, ſe preſcriuent par xxx. ans Berry Tit. 12. Ar. 7.

Preſens comme ſ'entendent en matiere de preſcription. Paris Article 116. Calais Article 208. Meaux Article 81. Melun Ar. 171. Sedan Ar. 312.

Abſens comme ſ'entendent. Sedan Art 312.

Preſentation comme ſe doit faire au Seigneur de fief par les tenanciers de la choſe tenue du Seigneur direct foncier. Acs Tit. 9. Art. 1.

Au S. direct qui la peut retenir pour ſoy

Source : BIU Cujas

& pour autruy. Bayonne Tit. 5. Artic. 18.
Aux Seigneurs Cauiers. Acs Tit. 9. Article deux.
Au Seigneur direct ou de Prinfief, ſi le lignager n'vſe de retenue. Bayonne Titre 5. Article 10.
Preſentation ſe doit faire aux Conſorts dans 1x. iours. Acs Tit. 10. Art. 17. & 19. Bayonne Tit. 5. Ar. 20.
Sera faicte au plus prochain, & non autres. Bayonne Tit. 5. Ar. 1. & 2.
Abſent. Bayonne Tit. 5. Ar. 3. & 4.
Sinon qu'il fut abſent. Bayonne Titre 5. Art. 8. & 9.
Auec declaration par eſcrit. Bayonne Tit. 5. Artic. 3.
Eſtant faicte au Seigneur direct, les lignagers ſont preferez. Bayonne Tit. 5. Article 17.
Sera faicte aux Tuteurs ou Curateurs des mineurs, ſi aucuns en ont: ſinon on les en fera pourueoir. Bayonne Tit. 5. Ar. 40.
Si ce ſont immeubles. Bayonne Titre 5. Artic. 49.
Et ſi ce ſont meubles, faut notification. Bayonne Tit. 5. Ar. 50.
Sera faicte au Conſort ſi l'on vend au frere ou ſœur. Bayonne Tit 5. Art. 22.
N'a lieu quand le frere ou ſœur ayant acheté la choſe acquiſe par ſon pere, la vend à vn eſtranger, & y ſont receus les freres de l'acquereur. Bayonne Tit. 5. Ar. 23. & 24.
Comme ſera faicte en cas que l'on vende ſes biens en bloc par neceſſité: dont les aucuns ſont de lignee, les autres conqueſts & de communauté: en faiſant ſerment, &c. Bayõne Tit. 5. Ar. 29. 30. 31. 32. 33. 34. & 35.
Ne ſera faicte au S. direct ou lignager des maiſons & places aſſiſes en la Ruë des Mareſchaux de la ville & Cité. Bayonne Titre 5. Art. 18. & 19.
En la Baronnie de Pontons quand la vente eſt faicte de partie: ſinon qu'elle fut du total. Acs Tit. 1. Ar. 3.
Conſort eſt preferé au lignager ou Seigneur. Acs Tit. 10. Art. 18. Bayonne Tit. 5. Art. 10.
Lignager a neuf iours pour declarer ſ'il veut la choſe. Bayonne Tit. 5. Art. 5. & 10. Acs Tit. 10. Ar 17.
Doit offrir ou à ſon refus conſigner. Bayõne Tit. 5. Ar. 5 & 6.
Preſentation comme ſera faicte quand il y a concurrence de lignagers eſtans en pareil degré. Bayonne Tit. 5. Ar. 15.
Entre Conſorts les choſes eſtans indiuiſees, & ne ſe pouuant diuiſer, l'vn des Conſorts n'eſt tenu vendre & ſeront eſtimees par experts. Bayonne Tit 5. Artic. 25. 26. & 27.
Amende deue par les tenanciers des hauts Iuſticiers ou Cauiers à faute de preſenter. Acs Tit. 9. Art. 3. & 4.
Preſentation ne ſe doit faire par ceux qui payent Queſte & Aubergarde. Acs Titre 9. Art. 13. & 14.
Preſme du Ramage. Bretagne Art. 306.
Preſme & lignager. Bretagne Ar. 299. Doit payer le vray pris & loyaux couſts & miſes ſans fraude. Bretagne Ar. 299.
Preſmeſſe octroyee iuſques au v. degré du ramage. Bretagne Art. 298.
Se peut demander par preſme demourant au Duché ou abſent dans an & iour apres information des bannies, &c. Bretagne Ar. 302. & 303.
Suiect en quel cas peut auoir preſloue. Le Maine Ar. 29. & 30.
Bas Iuſticier a droict de contraindre à tourner à ſon preſſoüer, ſ'il eſt en eſtat & au dedans la demie lieue. Le Maine Article 28.
Preudhommes. Paris Artic. 13. 17. & 47. Montfort Article 10. Mante douze. Chalons Artic. 177. Reims Artic. 76. Niuernois Chapitre 4. Artic. 63. Chapitre huict Art. 2. Chap. 26. Art. 4. Chap. 31. Art. 27. Montargis Chap. 1. Artic. 13. & 14. Chaſteauneuf Artic. 8. 11. 14. & 15. Chartres Ar. 8. 11. & 12. Dreux Art. 6 8. & 9. La Marche Art. 318. Tours Art. 147. Dunois Art. 3. 4. & 5. Romorantin Artic. 1. La Ferté-Ymbaut Art. 1. Poictou Art. 159. Bretagne Ar. 176. 591. & 618. Auxerre Art. 62. La Bourt Tit. 14. Art. 15. & 20. Dourdan Art. 24. Orleans Ar. 63.
Preudhommes comme ſeront choiſis, & dans quel temps doiuent arbitrer. Montargis Chap. 1. Art. 14. Orleans Artic. 53. Chaſteauneuf. Art. 15. Dunois Ar. 4.
Deux preudhommes eſleus pour faire l'aualuation des droicts Seigneuriaux, frais & fruicts entre le Seigneur Feodal & le vaſſal, qui pourront en cas de diſcord eſlire vn tiers. Niuernois Chap. 4. Ar. 63.
Preudhommie. Vitry Ar. 39. Sedan Ar. 55.
Preudes gens. Aniou Art. 450. Le Maine Art. 462 Bretagne Ar. 538. & 577.
Preuention a lieu en matiere de delict. Clermont Art. 202.
Fors en cas & delicts priuilegiez, où il n'y a preuention cõtre le Roy. Clermõt Ar. 202
Quand il y a information des excés ou delits decretee de prinſe de corps ou d'adiournement perſonnel ou quand le delinquant eſt apprehẽdé en preſent meffaict. Clermõt Art. 203.
Entre les Officiers Royaux ou des hauts Iuſticiers pour beſtes trouuees en nouuelles eſteulles. Amiens Ar. 244. Ponthieu Ar. 106.
A lieu pour vn mal-faicteur non eſtranger Aniou Ar. 74 Le Maine Art. 85.
Pour le S. ſouuerain: mais ſi les delinquãs ſont requis, ſont rendus en gageant l'amende S. Pol Ar. 32. S. Pol en Artois Tit. 2. Ar. 6.
En cas de beſtes en bois ou foreſt. Amiens Art. 200. & 201.
En matiere de complainte de Nouuelleté des obligations Royaux, miſes de faict, de Douaires, Dõs, Aumoſnes, Inuẽtaires, mainaſſiſes en vertu de lettres Royaux, aſſignation de viure aſſeurement Royal, & des ſignatures & ſeaux des Iuges. Ponthieu Article 184.
Le Roy a preuention de toutes matieres de ſon Seel. Vallois Ar. 9.
Preuention & concurrence auec les hauts Iuſticiers pour les matieres poſſeſſoires, lettres obligatoires, cõtracts, teſtamens & autres inſtrumens paſſez ſous le Seel Royal du Bailliage de Vermandois. Laon Art. 1.
Sur les hauts Iuſticiers pour les matieres ciuiles & criminelles. Noyon Ar. 39.
En tout ſon Comté de Blois en cas de Nouuelleté. Blois Ar. 11.
Et ſes Officiers ont congnoiſſance de toutes matieres de delicts ſur leurs vaſſaux. Vallois Ar. 10.
Son Preuoſt & Officiers ont droict de Preuention ſur les Seigneurs & ſuiects de ladicte Preuoſté. Ribemont Ar. 1.
Le Bailly d'Amiens ou ſon Lieutenant congnoiſt par preuention de tous cas criminels & ciuils quels qu'ils ſoient commis ès fins de ſon Bailliage, de toutes matieres perſonnelles, reelles & mixtes pourueu que la perſonnelle excede de 60. iours ſauf les renuoys où ils ſont requis. Amiens Artic. 230.
Bailly de Vaſtang peut par preuention exercer toute iuriſdiction de toutes cauſes. Vaſtang Ar. 9.
Bailly ou Preuoſt de Sens ont preuentiõ pour les forains demourans obligez à dix lieues à l'enuirõ de Sens obligez ſous le Seel de la Preuoſté ou leurs heritiers: ſans qu'ils puiſſent decliner la iuriſdiction: non comprins ceux de Villeneufue & ceux dudict lieu. Sens L. Art. 3.
Preuoſt de Montereau congnoiſt par preuention des habitans en ladite Chaſtellenie Montereau Art. 6.
Des obligez ſous le Seel de ladite Chaſtellenie. Montereau Art. 7.
Peut par preuention prendre malfaicteurs faiſans delict ou beſtes faiſant degaſt ou dommage. Montereau Ar. 8.
Les Preuoſts congnoiſſent par preuentiõ de toutes matieres perſonnelles, reelles & mixtes, iniures & delicts communs: ſauf les renuois. Amiens Ar. 235.
Le Duc d'Aniou, Comtes, Vicomtes, Barons & S. Chaſtellains & autres ont par Preuention la congnoiſſance de tous cas criminels & ciuils en toutes actions ciuiles, reelles & perſonnelles ſur les vaſſaux & ſuiets de leurs vaſſaux. Aniou Ar. 63. Idem pour le Maine. Le Maine Ar 75.
Les Comtes, Vicomtes & Barons iouiſſent de ladite preuention. Aniou Ar. 75. Le Maine Ar. 87.
Le Iuge qui premier a preuenu par execution en a la congnoiſſance ſ'il n'y a partie accuſant ou denonceur. Aniou Artic. 73. Le Maine Art. 82. & 84.
Encores qu'il y ait denoncement en accuſation applegee fait en autre Cour. Aniou Ar. 73. Le Maine Ar. 84.
Iuges Royaux congnoiſſent des poids & meſures par preuention. Normandie Ar. 23.
Bailly & gouuerneur de Lille a par preuẽtion congnoiſſance des matieres poſſeſſoires. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 1.
Preuoſt forain, Iuge ordinaire de la Preuoſté & de toute la Chaſtellenie. Senlis Ar. 16. 17. 57. & 64.
Forain de Senlis. Senlis Ar. 21.
Dequoy a congnoiſſance, & des Egliſes, Nobles & Communautez. Senlis Ar. 22. & 24. Forain de Chaumont. Senlis Ar. 80.
Forain de Compiengne a Moyenne & Baſſe Iuſtice. Senlis Ar. 65.
Preuoſt de la ville n'a que Moyenne & Baſſe Iuſtice & congnoiſſance des matieres perſonnelles. Ar. 25. & 58.
Preuoſt en garde. Senlis Ar. 60. & 74.
Preuoſt ou garde de Iuſtice. Senlis Artic. 114.
Ou garde de la Preuoſté. Berry Ti. 2. Ar. 19.
Preuoſt ou garde de la Preuoſté. Berry Tit 5. Ar. 11. Tit. 8. Ar. 12.
Pour le Preuoſt, Iuge & Garde de la Preuoſté, qui n'eſt fermier des exploicts & amendes, & eſt en office.
Iuge Preuoſtal. Angoumois Ar. 4. Iuge & garde. Vaſtang. Art.
Preuoſt Vicomtal. Sẽlis Ar. 71. 74. qui eſt Iuge Chaſtellain & Preuoſt & garde. N'a cognoiſſance des nobles par Edict ſpecial. Senlis Art. 74.
Preuoſt Maire. Senlis Ar. 58. & 72.
Preuoſt Chaſtelain. Senlis Ar. 65. Preuoſté foraine de Laon. Laon Artic. 1. 270. & Et dernier. Ribemont Article dernier. Coucy Ar. dernier. Preuoſté d'Angy. Senlis Ar. 17. 18. 19. 21. 22. & 23. ordinaire. Senlis Ar. 13. & 67.

Source : BIU Cujas

Preuoſt hereditál, qui eſt tenu faire les exploicts de Iuſtice ou y commettre vn Sergent Queſque Ar.1.

Preuoſt fermier prend l'amende de lx. ſols ſur les appellans condamnez Senlis Article 55. Des exploict de la Preuoſté foraine. Senlis Artic. 57.

Preuoſt fermier des exploicts & amendes Senlis Art. 55. 56. & 58.

Ne peut eſtre Iuge és cauſes de ſon office Niuernois Chap. 1. Ar. 26.

Preuoſt fermier auquel appartient les eſſpaues & amendes. Dunois Art. 55. Hauteroche Art. 3. Ville Franche Ar. 1

Preuoſt de Paris cognoiſt ſeul des arreſts faicts ſur les debteurs forains. Paris Ar. 174.

Preuoſt & Eſcheuins ont congnoiſſance de tels arreſts. Amiens L. Ar. 29.

Preuoſt d'Orleans ou ſon Lieutenant cognoiſt des contracts promeſſes, pactions ou marché faict par forains, ou eſtrangers, ſi le forain eſt conuenu dans 24. heures apres Orleans. Art 443. Idem pour le Iuge de Trembleuy Art. 11.

Preuoſt hereditál de Queſque. Queſque Art. 1.

A le tiers denier des droicts Seigneuriaux & tiers des amendes. Queſque Art. 1.

Preuoſt & Iuge ordinaire de Montdidier congnoiſt en premiere inſtance ſur tous les hoſtes & ſuiects roturiers en toutes actions ciuiles & criminelles. Montdidier L. Art. 9.

Preuoſt le Comte ou ſon Lieutenant à la ſemonce des matieres criminelles. Valanciennes Art. 5.

A la calenge de tous cas où il chet punition ciuile ou criminelle. Valanciennes Art. 6. Et le Preuoſt de la ville ou ſon Lieutenãt peuuent auec les Sergens baſtonniers ou autres aller de nuict viſiter les lieux diſſoluts, Cabarets, Tauernes & regarder apres les mauuais garnemens pour le mettre aux priſons, Valanciennes Ar. 11.

Preuoſts Royaux du Bailliage d'Amiens n'ont congnoiſſance de matiere criminelle ne des cas priuilegiez criminels ou ciuils: ains ont ſeulement la capture: & ſont tenus les receuoir pardeuant le Bailly ou ſon Lieutenant. Amiens Art. 234.

Ne peuuent mulcter aucun de peine ou amende pecuniaire excedant lx. ſols. Amiẽs Artic. 234.

Preuoſt Iurez & Eſcheuins ont cognoiſſance de toutes matieres criminelles, ciuilles, reelles, perſonnelles & mixtes: fors en cas de crime de leze, &c. Valanciennes Article 1.

Ont pouuoir de faire ſtatuts concernans le faict de la police de la ville. Valanciennes Ar. 2.

D'inſtituer & commettre par chacun an vn preuoſt, Maieur, Bourſier & XIII. hommes ſur le faict de la Drapperie. Valanciennes Ar. 4.

De la ville a la congnoiſſance de toutes actions perſonnelles non dependans de Ayvve ou realité. Valanciennes Article ſept.

Viſitent & corrigent les ſtatuts & loix pour la police des lieux. Valanciennes Art. 147. & 148.

En matiere ciuile, reelle & mixte doiuent faire comparoir le pourſuiuant ou procureur pour luy fondé. Valanciennes Artic. 13.

Congnoiſſent ou baillent charges ſur toutes matieres traictees par deuant Maieur & Eſcheuins. Valanciennes Article 149. & 150.

Preuoſts congnoiſſent en premiere inſtance & par preuention de toutes matieres perſonnelles, reelles & mixtes, d'iniures & delicts communs & non priuilegiez: pourueu qu'en matiere perſonnelle il ſoit queſtion de cinq ſols: ſauf les renuois. Amiens Ar. 235.

Preuoſt des quatre deniers de Chanfelle. Bourbonnois Ar. 203.

Droict de Preuoſt. Chalons Ar. 3.

Droict de Preuoſté ou Preuoſtez. Tours Article cinquante neuf & deux cens nonante cinq. Lodunois Chap. cinq Article premier Chapitre vingt huict Article 3. Aniou Article 10. 43. 49. 58. & 59.

Qui appartient au Seigneur Chaſtellain ou Prince qui a Iuſtice: & lequel eſtablit vn Preuoſt fermier pour receuoir ſes peages, Couſtumes, Acquits & Trauers des paſſans & de leurs marchandiſes ou denrees.

Preuoſt du Seigneur Chaſtellain a congnoiſſance des actions perſonnelles tant ſeulement. Blois Ar. 15.

On ne peut eſtre pourſuiuy pardeuant le Preuoſt pour moindre ſomme que de xx. ſols en action perſonnelle non priuilegiee. Monſtreul Ar. 2.

Preuoſts ou fermiers des Preuoſtez tenus reſider ou laiſſer gens pour receuoir la Couſtume & Depry. Aniou Artic. 57. Le Maine Ar. 68.

Preuue ſera faicte par lettres quand on ſayde de conuentions, traictez, marchez, Teſtamens & obligations. Valanciennes Ar. 74.

Preuue par teſmoins de la perte des contracts recongneus par deuant Tabellions, qui ont eſté paſſez outre le ſeing priué, eſt receu. Normandie Article cinq cens quatorze.

On ne doit attendre preuue de ſon heritage par teſmoins. Normandie Article 513.

Exploict de Cour ne ſe prouue par teſmoins: ains par actes ou ſerment de partie ſinon la perte par trois teſmoins. Bretagne Art. 156.

Deuoirs de lettres ſe preuuent par lettres en ferme & par record de Iuges viuans. Cambray Tit. 5. Ar. 5.

Teſmoins particuliers ne peuuent depoſer d'œuure de Loy ou deuoirs de Loy: ſinon en cas de violation. Cambray Titre 5. Art. 7.

Record de Loy ne vaut contre lettres en ferme, Regiſtre, Embreuuieure originelle ny ſecond Record contre vn premier. Cambray Tit. 5. Ar. 8.

Preuue de la lecture & publication de contracts ne ſe peut prouuer par teſmoins Normandie Ar. 441.

Seigneur de Prinfief pour Seigneur direct d'vn heritage qui doit rente. Bayonne Tit. 5. Ar. 10. 11. 33. 37. 38. & 42. Titre huict Article premier, neuf & dix. Titre treize Article ſept. Titre dixſept. Article quatorze & ſeize. La Bourt Titre ſix. Article trois.

Prins, reprins. Sole Tit. 10. Ar. 4.

Prinſe de beſtes en bois & foreſts de vente, à garde faicte ou par ignorance & eſchappee. Meaux Article cent ſoixante huict. Troyes Article cent ſeptante & vn. Chaumont Art. 105.

Peut eſtre faicte par les proprietaire & Seigneur des terres & prez defendus ou par autres de par eux. Melun Article 168.

En gageant, les beſtes ou perſonnes en rendant le gage à Iuſtice dans douze heures & doit eſtre recongneu ou verifié. Auxerre Ar. 271. & 272.

Dans huictaine. Montargis Chapitre 4. Article 9. Orleans Article cent cinquante huict. Menetou Article 9. Valançay Art. 8. Vaſtang Article 14. La Ferté-Ymbaut Article 7. Autroche Art. 3. La Marche Art. 349. Bourdeaux Artic. 108. Sole Titre 15. Article 1.

Eſtant faicte, faut rendre les beſtes ou le gage à Iuſtice dans vingt quatre heures. Sainct Aignan Article 2. Selles Artic. 1. La Ferté Ymbaut Article 7. La Ferté Auray Art. 1. Chabris Article 4. Berry Tit. 10. Artic. 1. & 5. Auuergne Cha. 18. Art. 12. & 13. Billõ Art. 3. Montmorin Art. 3. La Marche Art. 349. Bordeaux Article 108. Sole Tit. 15. Ar. 1.

On les doit mener a Iuſtice, le iour ou le lendemain. Blois Ar. 218.

On peut detenir les beſtes vn iour & vne nuict. Poictou Art. 81.

S'il n'y a Sergent ou meſſier. Reims Art. 403. vingt quatre heures ſeulement. Niuernois Chap. 15. Art. 4. Montargis Chap. 4. Art. 9.

Doit eſtre prouuee par vn teſmoin digne de foy. Soëſmes Ar. 4.

Ne ſe peut faire en lieux incultiuez ou heritiers non bouchez pres les villages, &c. Vaſtang Art. 17. & 20.

En heritages delaiſſez à cultiuer. Bayonne Tit. 2. Art. 13.

Beſte peut eſtre delaiſſee pour le dommage ſi elle n'eſt priſe à garde faicte. Melun Article 309.

Comme ſera vẽdue ou bien retenue pour le meffect, ſi elle ne ſe peut vendre. Reims Ar. 404.

Comme ſera vendue. Poictou Ar. 77.

Peut eſtre detenue, iuſques à ce qu'il y ait aduouateur. Xainctonge Ar. 12.

Sera enfermé afin de la retirer dãs 24 heures apres. Bretagne Ar. 417. & 418.

Cheualine ne ſera miſe ſous fermure. Bretagne Ar. 419

Par qui deliuree. Xainctonge Ar. 17.

Ou beſtail doit eſtre rendu à celuy qui le demande, en baillant gage mort. Bretagne Ar. 397. 403. 404. & 406.

Rendue au maiſtre habitant du lieu, en cas d'oppoſition ſans gage ny caution. Reims Art 405.

Seigneur aiant Iuſtice, ſon ſuperieur ou Preuoſt Royal peut par ſes Officiers faire prendre les beſtes faiſans dommage Amiens Ar. 204. Poictou Ar. 75. Xainct. Ar. 10. & 11.

Sergens, Gardes ou Meſſiers peuuent prẽdre les beſtes mal faiſantes & en dommage & les tenir en priſon, &c. Reims Art. 402.

Preneur eſt creu par ſerment de l'amende iuſques à trois ſols t. & du dõmage iuſques à v. ſols ſauf ſ'il veut prouuer, &c. Auxerre Ar. 271. & 272. iuſques à v. ſols Pariſis ſauf &c. Eſtampes Ar. 188. Montfort Ar. 158. Mãte Ar. 191. Reims Art 401.

Eſt creu par ſerment. S. Omer Ti. 2. Ar. 12. S. Omer en Artois Tit. 2. Ar. 7. Niuernois Cha. 15. Ar. 2. Mõtargis Ch. 4. Ar. 10. & 11. Dreux Art. 115. Dreux Ar. 41. Blois Art. 217. 219. & 220. Orleãs Ar. 156. & 158. Tours Ar. 203 Lodunois Ch 19. Ar. 1. Aniou Ar. 183. Grãd Perche Ar. 219. Dunois Ar. 52. Romorantin Art. 10. S. Aignã Ar. 1. Menetou Ar. 9. Selles Ar. 1. Vaſtãg Ar. 13 La Ruë d'Yndre Ar. 20. 21. & 22. La Ferté-Ymbaut Ar. 7. Lepuroux Ar. 1. 2. & 4. Trembleuy Ar. 7. Chabris Article 1. deux & trois Autreroche Article quatre

Source : BIU Cujas

Berry Titre 10. Article 13. & 5. Bourbonnois Art. 522. Auuergne Chapitre 28. Article 14. 15. & 16. Sainct Ponts Artic. 1. S. Bonnet Artic. 1. Maiſſat Art. 2. Billon Article 3. Montmorin Artic. 3. Chaiſe Dieu Art. 2. Roche-Sauue Art. 3. Rioux Art. 2. La Marche Art 349. Bourdeaux Ar. 108. Acs Tit. 11. Art. 32. & 35. Bayonne Titre 2. Art. 6. 23. & 26. La Bourt Tit. 3. Art. 14. & 15.

Eſt creu de la prinſe & non du dommage Poictou Art. 81. Sainct Seuer Titre trois Article quinze Sainct Seuer L. Titre deux Art. 1. Sole Tit. 15. Art. 1.

Creu de l'aſſignation ſans ſerment: mais ſon ſeruiteur par ſerment. Bretagne Art. 397. & 416.

Par ſerment du lieu où ils l'ont pris. Bretagne Ar. 398.

Eſt creu de la reſcouſſe. Bayonne Titre 2. Art. 12.

N'eſt creu ſinon qu'il y ait vn teſmoin. S. Martin Ar. 1.

Mais ſeulement le Sergent en iurant. Poictou Ar. 76. & 78.

Maiſtre de la beſte eſt creu du dommage. Bourbonnois Ar. 522.

En prinſe de beſtes faut qu'il y ait vn Giraſtier ou deux Mirefleur Article premier.

Faut deux teſmoins. Sainct Babel Art. premier.

Seigneur à l'amende ou le dommage. Poictou Art. 79.

Seigneur de l'heritage quand peut carnaler ou pignorer le beſtail par luy trouué deſſous les Cheſnes ou fruictiers. Acs Tit. 11. Art. 23.

Peut pignorer le beſtail en temps qu'il n'y a poinct de fruicts. Acs Titre 21. Article vingt quatre.

Peut prendre l'homme incogneu & de petite reputation en dommage. Bayonne Tit. 2. Ar. 21. 22. & 23.

Et ſ'il eſt cogneu, iuſques à ce qu'il ait teſmoins. Bayonne Tit. 2 Ar. 25. & 26.

Beſtail, dont ne ſe trouue Maiſtre, peut eſtre vendu. Bayonne Tit. 2. Ar. 19.

Peut eſtre donné pour le dommage & amende. Bayonne Tit. 2. Ar. 8.

Eſtranger peut eſtre tenu & pris en compagnie Parciere S. Seuer Tit. 3. Art. 13.

Peut eſtre pris paſturant en heritages defendus. S. Seuer Tit. 3. Art. 4.

En ſon heritage ou d'autruy. S. Seuer L. Tit. 2. Ar. 1.

Trouué en verger, Pommiers, vigne ou iardin, clos, champ de bled, peut eſtre prins par le S. Bayonne Tit. 2. Ar. 1.

S'il ne peut eſtre prins, peut eſtre tué. Bayonne Tit. 2. Ar. 7. 8 & 9.

Ne ſera vſé de priſage appellé franc pris. Bretagne Ar. 261

En tout partage, appretiation ou aualuation d'heritage, on peut auoir reueuë dedãs l'an & iour du premier priſage Bret. Ar. 262.

Priſeurs Iurez de biens. Commines Ar. 4.

Aucun ne doit eſtre mis priſonnier pour crime: ſ'il n'eſt pris en preſent meffaict, ou par ordonnance de Iuge, ou partie formee. Cambray Tit. 22. Ar. 4. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 18.

Aiant forfaict en aucune Iuſtice ou terre peut eſtre mis en priſon par le S. du delict: mais hors d'icelle, ne le fera ſans auctorité & ſi la Iuſtice du lieu ou il eſt prins, eſt la premiere, ne ſera rendu, ſinon en cas de chaude ſuite. La Marche Ar. 34.

Priſonniers eſtant eſchappez, le Garde comme en eſt tenu ou non. Bretagne Article 683.

Cauſes de priſonniers ſe traictent de tiers en tiers iour. Tournay Tit. 27. Ar. 12.

Priuileges appartenans aux Prelats, Eueſques, Comtes, Barons, Seigneurs, Chapitres & Communautez & autres droicts patrimoniaux & hereditaux ſeront gardez cõme ils eſtoient le paſſé. Bretagne Article 684.

Priuileges des Bourgeois & habitans de Paris. paris Art. 173.

Procez verbal. Bretagne Ar. 123. Berry Tit. 9. ArtArt. 59. qui contient l'exploict des cõmandemens de payer fait par vn Sergent, la ſaiſie de l'heritage, &c.

Procez ordinaire. Aniou Ar. 66. Le Maine Artic. 76.

S'introduit és Cours ou iuriſdictions ordinaires de la Preuoſté par trois moyens. S. Seuer Tit. 1. Art. 1.

Train ordinaire de procez. Tournay Tit. 2. Ar. 50.

Proche fief Bretagne Ar. 376. pour le fief lige. Proclamer & aſſigner ſes hommages. Tours Art. 343.

Proclamations & ſignifications de venir faire la foy & hommage comme ſe doiuent faire. Paris Art. 65. Melun Ar. 44. Auxerre Art. 65. Eſtampes Art. 38. Montfort Ar. 48. Mante Article 40. Senlis Artic. 254. Clermont Art. 103. Vallois Art. 54. Chalons Art. 219. Reims Art. 58. Amiens Art. 20. Peronne Art. 55. Montargis Chap. 1. Art. 18. Orleans Artic. 60. Grand Perche Artic. 46. & 47. Berry Tit. 5. Art. 35. Bourbonnois Artic. 369. & 370. Auuergne Chap. 22. Artic. 51. La Marche Art. 184. & 210. Poictou Art. 109 Xainctonge Art. 33.

Par qui & comment ſe doiuent faire. Sens Article 196. Troyes Artic. 44. Peronne Article 55.

Sommations ou adiournemens par qui ſe doiuent faire, & ne ſera l'aſſignatiõ moindre que de quarante iours. S. Quentin Ar. 87. & 88. Ribemont Art. 19. Amiens Art. 20. Chauny Art. 106. Peronne Artic. 54. Niuernois Chap. 4. Art. 55. Montargis Chapitre 1. Artic. 18. Orleans Artic. 60. Grand Perche Artic. 46. & 47. Blois Art. 50. Angoumois Art. 24.

Par les Chapitres & Colleges ſe font de xl. ans en xl. ans. Grand Perche Art. 48.

Trois ſortes de ſommer le vaſſal pour faire la foy & hommage. Blois Art. 50 51. & 52.

Eſtans faictes, le vaſſal eſt tenu apres icelles comparoir, ſi le S. F. y eſt preſent autrement non. Laon Artic. 220. Chalons Artic. 220. Amiens Ar. 20. Dourdan Ar. 42. Reims Artic. 111.

Sinon contre M. le Duc qui peut commettre. Bourbonnois Ar. 327. Fors le Prince. Auuergue Chap. 22. Art. 26. Si ce n'eſt vn qui ſoit notoirement roturier & le vaſſal Noble. Bretagne Art. 367.

Seront faites par le S. nouueau par ſucceſſiõ ou acquiſition ou autremẽt auant que mettre en ſa main les fiefs tenus de luy. Paris Ar. 65. Meaux Art. 130. Melun Art. 44. Sens 195. & 196. Auxerre 65. Eſtampes 38. Montfort 42. Mante 40. Senlis 254. Clermont 103. Vallois 54. Troyes 44. Laon 219. 220. & 221. Chalons 219. 220. 221. & 222. Reims 58. S. Quentin 85. & 86. Ribemont 19. Amiens 20. Chauny 106. Peronne 54. & 57. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 4. Niuernois Chap. 4. Ar. 55. Mõtargis Cha. 1. Art. 16. 17. 18. Orleans Ar. 60. 61. & 62. Tours Art. 114. Lodunois Ch. 11. Art. 7. Grand Perche Ar. 46. & 47. Chaſteauneuf Art 35. Chartres Artic. 35. Blois Art. 50. 51. & 52 apres 20. ou 40. iours. Berry Tit. 5. Art. 35. & 36. Bourbonnois Ar. 369. & 370. Auuergne Chap. 22. Art. 51. La Marche Art. 184. & 210. Poictou Art. 109. Angoumois Ar. 24. Xainctonge Ar. 33.

Procureur fiſcal. La Marche Art. 26.

En cas d'abſence peut faire faire inuentaire des biens, &c. faire ſceller les coffres. Sedan Art. 86.

Procureur d'Office. Queſque Art. 1. Auuergne Chap. 29. Art. 9. 10. & 16. La Marche Art. 335.

Procureur d'Office empeſchant le renuoy ſans cauſe raiſonnable condamné és deſpés de la partie en ſon priué non. Auuergne Ch. 7. Ar. 2.

Peut pourſuiure les delinquans auec information decretee, & ſ'il y a partie ſe peut ioindre. Bourbonnois Art. 63. Auuergne Chap. 9. Ar. 11. La Marche Ar. 335.

Receu à pourſuiure le delinquant en cas priuiligié, de ſauuegarde, main-miſe ſ'il y a plaintif ou denonciateur. Auuergne Chap. 29. Art. 9.

En cas d'excez, où il y a ſang & playe, eſt receuable, ſans plaintif ou denonciateur Auuergne Chap. 29. Artic. 10. La Marche Article 335.

De la, Cour n'eſt receuable à conuenir aucun pardeuant le Iuge, ſ'il n'afferme ou monſtre par eſcrit ſon intereſt. La Ruë de Yndre Art. 37.

Procureur du Roy ou autre doit eſtre partie formelle pour faire empriſonner aucun, adiourner en perſonne, ou accuſer. Sole Tit. 35. Art. 1. Ou de S. ne peut accuſer pour crime ou delict, ſans information decretee. La Bourt Tit. 19. Art. 1.

Doit faire pourueoir de Tuteur ou Curateur aux mineurs. Clermont Art. 193. Chalons Art. 9. Bourbonnois Art. 181. Poictou Ar. 309. Aſſiſtera aux baux des mineurs. Clermont Art. 197. Melun Artic 200.

Appellé aux inuentaires à defaut de parẽt Tours Ar. 348. Fera priuer de la Tutelle les diſſipateurs de biens. Grand Perche Ar. 174.

Contraindra les Tuteurs à faire l'employ, &c. Mante Artic. 183.

Procureur doit faire apparoir de ſa procuration generale ou ſpeciale & luy ſera donné vn delay pour ce faire. Bretagne Artic. 92.

Ou aduocat n'aiant charge, ou memoire ſigné de leurs parties ſe feront aduouër, ſ'ils mettent crime ou iniure. Bretagne Ar. 101.

De ceux qui ſont habilles à proceder tant en demandant qu'en defendant. Ponthieu Artic. 163.

Des Forains auec election de domicile. Valanciennes Articl. 18. 20. &21.

Eſt receu pour toutes perſonnes en matiere ciuile. Auuergne Chap. 4. Art. 1. La Marche Chap. 4. Ar. 28. Sole Tit. 8. Ar. 2.

Sans procuration pour la premiere aſſignation, en faiſant apparoir à l'aſſignation prochaine. Pierrefort Artic. 1. Mauriac Articl. 2.

N'eſt receu ſinon apres conteſtation en cauſe. S. Seuer L. Tit. 1. Art. 22. Fors les Prelats, Chapitre, College, Conuent & Vniuerſité. Quel ſerment doit faire, ſ'il n'eſt decif. Bretagne Article 95. Ayant comparu, eſt tenu de paſſer outre. La Marche Artic. 29.

Peut eſtre adiourné par veuës ou monſtrees, produire teſmoins, collations de pieces, &c. La Rochelle Ar. 13.

N'eſt receu en actions de loix: maieurs pour le bleſſé & celuy qui eſt bleſſé. Sole

Source : BIU Cujas

tic. 8. Art. 3.

De Cour d'Egliſe n'eſt receuable en Cour ſeculiere. Bretagne Art. 97.

En matiere criminelle Bretagne Ar. 98.

Sinon en matiere criminelle incidẽt pour vn terme. Bretagne Ar. 99.

Ne peut eſtre conſtitué par celuy qui eſt en pouuoir d'autruy ſans l'auctorité d'iceluy : ſinon que ce fut contre luy. Bretagne Artic. 100.

Tenu bailler recepiſſé aux parties de la charge, lettres & argent baillez. Bretagne Art. 102.

Apres ſa charge expiree, tenu rendre les lettres & pieces aux parties, en eſtant requis, & les parties les retireront dans trois ans. Bretagne Ar. 102.

Ne ſera recherché apres trois ans, en iurãt &c. Bretagne Ar. 102.

Receu à demander ſon ſalaire & miſes apres les trois ans paſſez. Bretagne Article 102.

Procurations des forains ſeront paſſez par deuant telles loix des villes que bon leur ſemble, ſans eſtre aſtraints les paſſer pardeuant le Maieur & Eſcheuins de la ville. Valanciennes Ar. 19.

Ne ſont valables apres trois ans. Valanciennes Ar 93. Bretagne Ar. 94.

Contiendront le lieu où elles ſeront paſſees, & ſeront ſeellees. Bretagne Article nonante trois.

Infames ou mineurs de dixhuict ans ne peuuent eſtre procureurs en iugement. Bretagne Ar. 96.

Production des parties en tout procez de Criees ſeront communiquees au demandeur & pourſuiuant & au proprietaire, encores qu'ils ne le demandent, & aux oppoſans entre eux, ſ'ils le requierent. Berry Tit 9. Ar. 54.

Reſponſes ſeront donnees à la huictaine enſuiuant ladite communication. Berry Tit. 9. Ar. 56.

Profit de cens n'eſt deu au Seigneur Cenſier pour bail à ferme non excedant dix ans : & ſ'il excede dix ans, eſt deu. Berry Tit. 5. Art 4.

Pour heritage feodal ou cenſuel baillé à ferme ou moiſon, rente ou penſion iuſques à neuf ans : ſ'il n'y a promeſſe, &c. Montargis Chap. 2. Ar. 43.

Si les bailleurs ou preneurs vendent leurs droicts, &c. Montargis Chap. 1. Article 43.

Proiſme. Lille Artic. 89. La Boutilliere Artic. 5. Enneteres. Art. 7. Camphin Art. 8. Sainct Piat Ar. 12. L'Eſpine Art. 1. Sainct Simon & Raiſe Art. 3. Erquinghens Articl. 1. Mouuans Ar. 1.

Proiſme & lignager perd ſon droict de proximité, quand il acquiert & le peut on retirer ſur luy Lille Ar. 93. La Salle de Lille Titre 11 Art. 7.

Proëſmes eſtans ſous le ſon des cloches lors que les quinzaines ſont expirees en Criees d'heritages cottiers. Theroanne Artic. 18.

Proëſme peut retraire l'heritage en y venant dedãs les prochains plaids paſſez apres les Criees, & rendant les frais & leaux couſtemens. L'Alleue Tit. 2. Ar. 18.

Le proëſme Theroanne Art. 18. S. Pol Ar. 41. Ponthieu Ar. 133 & 135. Artois Art. 123.

Proëſme & lignager. Artois Ar. 124 125 & 126. Lillers Tit. 3. Ar. 7. Anjou Ar 348. & 398. Le Maine Ar. 160. & 408.

Promoteur d'Office. Senlis Article 115.

Pour le procureur aux cauſes de la Seigneurie & Domaine ou S. Iuſticier.

Propres heritages. Paris Article 129. 132. 147. 150. 151. 155. 159. Melun Article 131. & 260. Berry Tit. 14. Article 1. & 14.

Ou biens propres. Berry Tit. 7. Article 9. & 10. Tit. 8. Art. 1. Tit. 12. Art. 16. Dourdan Ar. 111.

Propres. Meaux Artic. 14. & 26. Sens Artic. 25. & 31. Montfort Artic. 87. Berry Tit. 14. Art 4. Tit. 19. Ar. 6.

Pour les heritages anciens & patrimoniaux.

Propre naturel & conuentionnel. Tours Ar. 311. Dourdan Art. 111.

Propre conuentionnel & non naturel. Grand Perche Artic 156. Poictou Article 285.

Quelles choſes ſont reputees propres.

Heritage eſcheu par ſucceſſion en ligne directe ou collaterale, eſt naiſſant & propre Reims Article 24. Niuernois Chap. 26. Ar. 13. Grand Perche Article 203. Chaſteauneuf Articl. 121. Chartres Article 99. Sedan Ar. 23. Dunois Art. 75. Bourbonnois Artic. 278. Bourdeaux Artic. 63. Dreux Article 101.

Soit par donation en faueur de mariage legs teſtamentaire ou autre diſpoſition de entre vifs que pour cauſe de mort en ligne directe. Sedan Art. 30. Cambray Titre 3. Article 2. & 3. Niuernois Chap. 26. Artic. 14. Chap. 27. Article neuf. Dunois Article 65.

Heritage donné par les aſcendans à leurs enfans ou leurs enfans en don de mariage ou aduancement d'hoirie. Reims Artic. 28.

Ou ſ'il doit ſucceder au donateur. Laon Artic. 112.

Pour telle portiõ qu'il doit ſucceder. Chalons Artic. 117 Noyon Artic. 22. Sens Art. 14. Auxerre Art. 124 Montfort Art. 147. Mante Artic. 144. Calais Art. 10. Troyes Art. 141. Amiens Art. 51. Chauny Art. 23. Ponthieu Art. 42. Peronne Artic. 108. Artois Artic. 81. & 138. Sedan Art. 31.

Donation faicte en aduancement d'hoirie Melun Art. 133.

Si la donation n'eſt faicte par expres aux deux conioincts, la moitié eſt ſeulement propre. Sens Art. 114.

S'il n'eſt dit pour ſortir nature de conqueſt Sedan Art. 31.

Heritage laiſſé par teſtateur à ſon enfant ou autre ſon proche parent ou lignager par legs vniuerſel ou particulier, donation à cauſe de mort, ſi le donataire ou legataire deuoit ſucceder : ſinon que le teſtateur l'euſt legué ou donné pour eſtre acqueſt : ou que le legs fut remuneration de ſeruice ou bien faict. Reims Ar. 26.

Donne pour cauſe de nopces. Vallois Artic. 132.

Acquis des deniers donnez par les aſcendans aux deſcendans en don de mariage ou aduancement d'hoirie, legs vniuerſel, ou particulier, ou donation pour cauſe de mort, encores que l'acquiſition ſoit faicte conſtant le mariage. Reims Article 28.

Et depuis eſcheu par ſucceſſion. Melun Artic. 265.

Donnez ou aduenus à titre d'hoirie, ſucceſſion, legs, Teſtament ou Donation faicte en aduancement de ſucceſſion à l'heritier preſomptif du donateur & en faueur de mariage. Vitry Article cent ſeize.

Ou immeubles, ſoient propres acqueſts eſcheus aux enfans & deſcendans à titre lucratif ou ſucceſſif de pere, mere ou autres aſcendans. Amiens Article deux. Orleans Article trois cens trois. Normandie Article deux cens quarante ſept, & trois cens dixhuict. Xainctonge Article cent vn. Montfort Article cent vingt neuf Clermont Article cent octante & vn. Orleans Artic. 303.

Baillé par le mary en recompenſe d'autre heritage du naiſſant de ſa femme par luy encores que la vente ſoit faicte de ſon conſentement. Reims Art. 30.

Acqueſts d'vn defunct venus par ſucceſſion à vn autre, &c. Boullenois Artic. cent vingt quatre. Paris Article deux cens trente. Montfort Article cent vingt neuf. Clermont Article cent octante & vn. Normandie Article deux cens quarante ſept. Xainctonge Artic. cent vn. Calais Artic. 31. Orleans Art. 303.

Ou heritages par luy retraits & mis à cotte & ligne Artois Art. 78.

Tous heritages ſont reputez eſtre nature de naiſſant du coſté & ligne paternelle, ſ'il n'appert du contraire. Reims Article trente & vn.

Poſſedez par deux conioincts ſont reputez patrimoniaux ſ'il n'appert du contraire. Valanciennes Article cent dixneuf.

Choſe immobiliaire leguee ou donnee par contemplation du donataire eſt heritage propre. Niuernois Chapitre vingt ſix Article 9.

Donation faicte par l'aiſné au puiſné pour leur prouiſion de la ſucceſſion directe aſſiſe en caux. Normandie Article trois cens ſept.

Pecune donnee par les aſcendans pour eſtre employee ou heritage à enfans ou enfans de leurs enfans, eſt heritage & ſortit nature de propre naiſſant. Reims Article 27. Sedan Artic. 38. Laon Article 108. Calais Art. 10.

Propre ne remonte poinct en ligne directe. Paris Article trois cens douze. Calais Article trois cens quatre. Melun Article deux cens ſoixante neuf. Eſtampes Articl. cent ſeize. Dourdan Article cent onze Montfort Artic. 100. Mante Article cent ſoixante neuf. Senlis Article cent quarante & vn. Chalons Article octante quatre. Laon Art. 81. Sainct Quentin Article quarante deux. Peronne Article cent nonante neuf. Artois Artic. cent ſept. Orleans Articl. 314. Chaſteauneuf Article cent vingt quatre. Chartres Article 101. Dunois Article ſeptante quatre Meaux Article quarante deux Chauny Article trente huict. Duché de Bourgongne Chapitre ſeptante ſept Artic. 14. Comte Artic. 44. Montargis Chap. 15. Art. 7. Tours Article 310. Poictou Article 284.

Fors és choſes donnees par pere & mere à leurs enfans decedez ſans enfans & deſcendans d'eux. Paris Article 313. Calais Articl. 304. Melun Article deux cens ſeptante. Auxerre Article deux cens quarante & vn. Vitry Article 81. Chalons Artic. 87. & 88. Laon Art. 109. & 110 Reims Ar. 29. Noyon Article 22. Sainct Quentin Ar. 42. Peronne Artic. 200. Montdidier L. Ar. 8. Duché de Bourg Chap. 7. Art. 14. Comté Ar. 44. Montargis Ch 15. Ar 9 Orleans Art. 315. Tours Art. 311 Grand Perche Art. 155. Berry Ti. 19. Ar. 5. Bourb. Ar. 314. La Marche Ar. 224. Poictou Ar. 285. Xainctõge Ar. 97. Bayõne Tit. 12. Ar. 34. Sens Art. 114. Troyes Ar. 141. Niuernois Chap. 27. Ar. 9.

Source : BIU Cujas

Fors és fiefs donnez à l'enfant par le pere & herite le prochain collateral a faute de descendant sauf s'il estoit acquis. Tournay Tit. 10. Ar.36.

Succession ne monte en ligne directe. Meaux Ar. 43. Theroanne Ar. 2. Duché de Bourgongne Chap. 7. Art. 14. Comté de Bourg. Ar.44. Montargis Chap.15. Ar. 7.

De biens auitins & de conquest ne monte tant qu'il y a collateraux. Bayonne Tit. 12. Ar. 14.

Des ascendans aux descendans reglee selon la Coustume, nonobstant l'Edict 1567. Duché de Bourg. Chap. 7. Ar. 15.

Heritage ancien ou propre en succession collateralle ne monte tant qu'il y á hoirs descendans. Niuernois Chap. 34. Ar. 8.

Propre conuentionnel, & non naturel remonte. Melun Ar. 270. Dourdan Art. 111. Montfort Artic. 100. Mante Article 169. Chalons Article 87. Laon Artic. 109. Tours Art. 311. Grand Perche Article cent cinquante cinq. Poictou Art. 285. Reims Art. 27. 28. & 29.

Donation faicte en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie, si le donateur decede sans hoirs procreez de son corps, retourne au pere ou mere. Sens Ar. 114. Auxerre Artic 124. Troyes Artic. 141. Niuernois Chapitre 27. Article 9. Sedan Article 39. & 40.

Quand la donation est faicte à enfans neueux ou cousins decedans sans enfans. Montdidier L. Ar. 9.

Oncles donateurs ou leurs enfans succede au donataire en la chose donnee, s'il n'en a disposé. Auxerre Ar. 242.

Droict de proprieté l'acquierent par tradition, deliurance ou acte equipollent sans aucune saisine ou dessaisine. Calais Artic. 228.

Droict de proximité pour Retraict lignager. Theroenne Art. 7. Chauny Artic. 107. La Boutillerie Ar. 25. Comté de Bourg. Artic. 67.

Publication d'enqueste. Berry Titre 9, Article 30. & Titre 20. Article 8. Sainct Seuer Titre 1. Article 25. Bretagne Article 156.

V. Enquestes.

Bois en Puel. Auuergne Chapitre vingt huict Article vingt trois. Menat Ar. 3. Combrailles Ar. 2.

Quand ils ont esté nouuellement couppez & n'ont encores trois ans & vn may d'aage.

Puisnez font foy & hommage des choses qui leur sont escheues par partage. Blois Artic. 72.

Tiennent en plain fief du Seigneur Feodale ou de leur aisné, en arriere fief du S.F. Mante Artic. 5.

Doiuent faire les foy & hommage. Tours Art. 266. Lodunois Chap. 27. Art. 12. La Marche Art. 202.

Releuẽt de leur aisné ou du S.F. sans payer finance pour la premiere fois. Senlis Ar. 132. Comté de Bourg. Ar. 18. Grand Perche Art. 62. & 63. ou puisnees. Clermont Art. 83. S. Omer Ar. 21. Boullenois Ar. 79.

En matiere de Comté, Vicõté & Barõnie ont leur portion par la main de l'aisné quãd il ne recompense & peuuent former complainte. Tourt Ar. 294. Masles en aucuns pays du Maine succedent par heritage, cõme à Vendosme. Aniou Ar. 231. Le Maine Art. 239. & 248.

Ne peuuent faire mettre en Criees leur portion à eux baillee par l'aisné en heritage Acs Tit. 2. Art. 5. S. Seuer Tit. 12. Ar. 20.

Ou filles aians esté apportionnez ou dottees ne peuuent demander aucune chose à leur aisné. S. Seuer Tit. 12. Art. 15.

Succedent en ligne collateralle par heritage auec les filles. Aniou Ar. 222. Le Maine Ar. 238. & 239.

Ou leurs enfans comme doiuent succeder Aniou Ar. 250. Le Maine Ar. 245. & 268.

Succedent par teste, & non par branches Poictou Ar. 292.

Ou leurs freres succedãt à l'aisné sans hoirs comme sera departie la successiõ Aniou Art. 230. Le Maine Ar. 247.

Ou de la representation de l'aisnee. Aniou Ar. 223. & 240.

Ont le tiers de la succession nonobstant le mariage de leur aisné ou aisnee. Aniou Art. 246. Le Maine Art. 264.

Estans decedez, leurs heritiers succedent en tous leurs acquests. Aniou Ar. 222. Le Maine Ar. 238. & 239.

Sans hoir de leur chair à qui doit appartenir. Tours Ar. 163. Lodunois Ch. 27. Ar. 24.

Estans decedez sans enfans, comme leur succession se doit departir. Tours Art. 278.

Auec enfans leur tiers sera partagé comme dessus par les deux tiers & le tiers. Tours Ar. 280. Lodunois Chap. 27. Ar. 25.

Si la portion a esté donnee à part & diuis elle n'accroist aux puisnez: ains se partage entre l'aisné & puisnez comme succession collateralle. Poictou Ar. 294.

Accroist aux puisnez, s'il y a partage: sinõ à l'aisné ou aisnee. Lodunois Cha. 27. Art. 6.

Sont saisis de leur tiers & se peuuent cõplaindre. Tours Ar. 267.

De leurs parts. Tours Ar. 297. Le Maine Ar. 251. apres sommatiõ dans l'an. Lodunois Chap 37. Ar. 8. Chap. 29. Art. 4. Poictou Ar. 293. Chacun des puisnez est saisi de sa part des fiefs. S. Quentin Ar. 32.

Emporte vn Chastel ou maison, si tãt y en a: sinon se departent egalement. Vitry Artic. 56. Chalons Ar. 150. mesmes en Baronnie ou Chastellenie recõpensant de la valeur, &c. Vitry Art. 60. & 61 Peut choisir vn fief si tãt y en a. Normandie Ar. 323.

Tierce ou quarte partie des puisnez cõme sera estimee. Acs Tit. 2. Ar 3. S. Seuer Tit. 12. Ar. 18. Ne peuuent demander partage à l'aisné, ains se contentent de la tierce partie en l'vsufruit de l'heritage paternel, &c. Normandie Ar. 180. ont leur tiers en proprieté. Normandie Ar. 281.

Ne peuuent tous ensemble demander plus d'vn tiers: & apres leurs decez retourne à l'aisné. Normandie Ar. 281. comme doiuent demander leur part, quand il y a biens en caux ou hors la coustume, Normandie Art. 286.

Partagẽt le reste de la succession apres que l'aisné a prins son preciput. Normandie Ar. 324. Succedẽt au puisné decedé sans enfans & non l'aisné apres partage fait. Normandie Art. 325. Fors s'il y auoit vn fief Noble qui n'eust esté choisi par l'aisné. Normandie. Ar. 326 Partagent la succession de l'aisné mort auant ou apres partage, sans preciput. Grand Perche Ar. 164. Chacũ des puisnez tient son tiers cõme Iuueigneur d'aisné, en parage & ramage de l'aisné. Bretagne Ar. 541. pour la premiere fois releuẽt le Quint de leur aisné sans payer relief. Amiens Art. 79. Peronne Art. 173 & 186.

Frere aisné quel droict a en la succession de son frere aisné decedé sans enfans. Normandie Ar. 326. Heritiers des puisnez coustumiers aians choisi de faire deuoir à leur aisné, departent leur portion par egales portions: & si au Suzerain ou à leur aisné, departiront comme hommages. Aniou Artic. 263. Le Maine Ar. 281.

Puissance de fief. Paris Ar. 20. 21. & 159. Meaux Ar. 114 Melun Ar. 16. 50. 162. & 163. Sens Art. 41. & 185. Estampes Artic. 29. Montfort Art. 15. 16. & 170. Mante Artic. 28. Senlis Ar. 198. 226. 227. Clermont 10. 28. Vallois Art. 14. & 20. Chaumont Art. 17. Vitry Art. 54. Laon Art. 257. Chalons Art. 256. & 257. Reims Artic. 66. Montargis Chap. 1. Artic. 52. & 91. Artois Artic. 116. & 118. Tour Art. 33. 34. 35. 36. 38. 94. 112. 143. 164. 178. 180. 196. & 188. Lodunois Chap. 1. Ar. 29. Chapitre 11. Artic. 5. Chap. 14 Art. 13. Chap. 15. Art. 8. 23. & 30. Chap. 17. Art. 1. 2. 3. 4. & 5. Aniou Ar. 295. 384. & 391. Le Maine Artic. 307. 310. 394. 401. & 410. Grand Perche Art. 201. Peronne Ar. 257. Auxerre Art. 49. & 80. Sedan Art. 52. 55. & 236. Amiens Artic. 38. 40. & 178. Monstreul. Art. 36. Xainctonge Ar. 27 28. 30. & 31. Angoumois Art. 10. & 11. La Rochelle Art. 3. Bourdeaux Ar. 5. 26. 87. & 89. Bourbonnois Artic. 368. & 474. Auuergne Chap. 22. Art. 1. Poictou Artic. 21. 22. & 23. Chasteauneuf Art. 41. Chartres Art. 39. & 66. Dreux Art. 29. Blois Art. 18. & 208. Dourdan Art. 37. & 38. Bretagne Art. 129. 138. & 306.

Puissance ou droict de fief. Tours Artic. 301. Lodunois Chap. 29. Art. 6.

Puissance de fief ou de cens. Bretagne Art. 294.

Pure perte du Vassal. Berry Tit. 5. Artic. 33. Dourdan Art. 1. & 18. Bretagne Artic. 343. Sedan Art. 65. Blois Artic. 76. Paris Art. 1. & 7.

Purger les despens. Artois Articl. 18. & 23.

Purger les arrerages de la rente. Artois Artic. 16.

Ou le cours des rentes Art. 160. ou les droicts Seigneuriaux. Artois Art. 29. ou les debtes. Artois Art. 83. & 186.

Pour payer & acquiter.

Purger le defaut S. Seuer L. Tit. 1. Artic. 21. La Bourt Tit. 15. Ar. 7.

Quand le defendeur qui a defailly compare en personne ou par procureur & offre proceder & ester à droict.

Purger vne maison ou heritage. Lille Art. 157. 158. 159. 174 & 185.

Purger les hypotheques. Paris Art. 84.

La purge. Lille Art. 157. 158. 159. 161. 171. & 185.

Quand on veut faire purger vn heritage de toutes charges & hypotheques & empeschemens en le faisant decreter.

Purge de venditions volontaires faictes par trois Edicts & Criees. Tournay Tit. 6. Artic. 2.

De maison ou heritage comme se peut faire par l'acquereur. Lille Artic. 162. La Salle de Lille Tit. 24. Art. 1.

Se decrete apres quatre defauts deuëment obtenus. Lille Art. 162.

Comme doit estre publié à la Bretesque Lille Article cent soixante deux, cent soixante quatre, cent soixante cinq & cent soixante six. La Salle de Lille Titre 24. Artic. 22.

N'est requis quelle soit signifiee en especial autrement que dessus. Lille Article cent soixante trois. La Salle de Lille Titre 24. Article 2.

Prisee sera faicte de la maison que l'on veut decreter par deux Ouuriers en pre.

Source : BIU Cujas

ce de deux Eschevins. Lille Art. 165.

Purges decretees emportent force de Sẽtence passee en force de chose iugee. La Salle de Lille Tit. 24. Art. 3.

Ne preiudicient aux ayans droict au fõds non appellez en especial. La Salle de Lille. Tit. 24. Art. 3.

Se purger par serment. Berry Tit. 9. Art. 24. & 25.

Q

Iours de Quarantaine. Chasteau neuf. Art. 31.

Pour les xl. iours apres le decés du Vassal ou Seigneur.

Quart denier du pris ou de l'estimation Boullenois Art. 50. & 106.

Quarteron. Poictou Art. 174. & 177.

Questaux. Bourdeaux Art. 79. S. Seuer Tit. 9. Art. 1. 3. & 4.

Pour ceux qui sont de condition seruile suiets a Queste.

Questaux iouiront sur les lieux de leurs droicts accoustumez. Bourdeaux Art. 97.

Condition questale & serue. S. Seuer Tit. 9 Art. 1. & 4.

Terre de queste. Acs Titre 9. Article 11. & 12.

Queste & Aubergarde. Acs Titre 9. Art. 13. & 18.

Queste est vne rente generale vniforme payee communement par toute vne Parroisse, &c. Acs Tit. 9. Art. 15.

Queste courant. La Marche Art. 128. 129. 143. 159. & 166.

Que le S. impose par chacun an sur ses suiets taillables

Doit estre imposee & demandee iudiciellement dedans l'an. La Marche Article 159.

Queste abonnee. Bourbonnois Art. 345.

Quester ses gens de seruile condition. Niuernois Chap. 8. Art. 4.

Hommes & femmes serfs questables. Niuernois Chap 8. Art. 4.

Questes. Bourbonnois Art. 343. 344. 345. & 347.

Quictance.

V. Cens, Exponse, Fief, S. Feodal ou Censuel.

Quinquenelles. Bourbonnois Art. 68.

V. Cession de biens, Respit.

Quint denier. Paris Art. 3. 21. 22. 83. 84. Sens Art. 7. & 8. Montfort. Art. 23 & 26. Clermont Art. 107. Niuernois Chap. 24. Article. 10. Chapitre. 31. Article. 26. Montargis Chapitre 1. Art. 47. Dourdan Artic. 23. & 38.

Quints & Requints. Meaux Art 121. 132 & 133. Melun Art. 67. 68. 69. & 70. Sens Art. 190. Mante Art. 16. Senlis Art. 234. & 236 Clermont Art. 80. Vallois Art. 26. Troyes Art. 23. 27. & 190. Chaumont Art. 17. Vitry Art. 22. 24. & 51. Laon Art. 174 175. & 176. Chalons Art. 183. Reims Art. 61 & 84. Sedan Art. 42. Peronne Art. 42 & 43. Auxerre Art. 49. & 61. Aniou Art. 156. Le Maine Art. 174. Chartres Art. 48. Blois Art. 79. 80 81. 82. & 90. Dunois Art. 31 S. Aignan Art. 24. Bourbonnois Art. 430. Amiens Art. 35. Niuernois Chap. 4. Art. 16. 21. & 18. Titre 31. Art. 12. Montargis Chap. 1. Art. 4. 51. & 55. Chauuy Art. 118.

Quint ou Requint. Clermont. Aric. 8 Reims Art. 99.

Droicts de quints deniers. Senlis Article 247.

Quint denier est autant que la vendition monte. Meaux Article. 131. Auxerre Art. 61. Laon Art. 175. Chauny Art. 86. Cambray Tit. 1. Art. 33. Niuernois Chap. 4. Art. 21. Montargis Chapitre. 1. Art. 60. Blois Article 70.

S'entend du sort principal de la vendition & en autres contracts de la valeur & estimation. Amiens Art. 35. Artois Art. 28.

Est la v. partie de la vente ou vendue. Melun Art 70. Sens Art. 191 Senlis Art. 236. & 438. Troyes Art. 27. Chaumont Article 17. Chalons Art. 183. Reims Art. 85. S. Quentin Art. 175. Orleans Art. 1.

Est de vingt deniers tournois l'vn. Chaumont Art. 43. en Fief. Nedonchel Art. 1. S. Omer Art. 8.

Quint est deu pour heritage vendu ou adiugé par decret. Paris Art. 83. Chaumont Article 24. Vitry Art. 48. Niuernois Chap. 4. Art. 22.

Nonobstant tous contracts & conuentions. Melun Art. 69.

Quand celuy qui a prins à rente, la rachete de celuy qui l'a constituee. Sens Article 217.

En vendition d'heritage Feodal, Donation, transports & alienations. Doullens Article 1.

Par le second mary pour terre feodale baillee à fille remariee en acquit de deniers du premier mariage. Chaumont Art. 54. Vitry Art. 34.

Quand le fief change main par vendition ou alienation à pris d'argent. Dourdan Art. 23. Montfort. Art 23.

Pour Bail de Fief à rente & rachat excedant trois ans. Meaux Art. 133.

Pour vendition faicte sous grace de rachat perpetuel ou remeré pour trois ans: s'il n'y a prorogation faicte en fraude du S. F. Reims Art 91.

Pour Donation de chose Feodale, si ce n'est de parent à parent: sinon qu'elle fut non pure & simple, ains à charge & recompensatiue. Niuernois Chap. 4. Art. 33.

Pour vente de rente heritiere sans rachat par Dessaisine & adheritance. Cambray Tit. 1. Art. 37.

Pour terres Feodaux achetees à vies. Chaumont Art. 42.

Ou transportees à certaine redeuance annuelle à la vie du trãsportant ou à tousiours Chaumont Art. 43.

Pour Bail, vente ou transport de Fief, à la charge de la rente ou redeuance sa vie durant ou à tousiours. Sedan Art. 56.

Pour Bail à Cens ou rente, quand il y a deniers desbourſez Sedan Art. 63. Orleans Art. 9. Chalons Art. 194.

Pour transport faict d'vn Fief par le Vassal pour sacquiter d'vne rente perpetuelle ou viagere, à raison du pris de ladite rente. Reims Art. 92.

Pour vendition de fief ou rente infeodee ou autre contract equipollent à vendition soit la vendition volontaire ou neccessaire. Reims Art. 93.

Pour assignation de rente specialement sur fief, où y a Retenue. Niuernois Chap. 4 Art. 38.

Pour acquisition d'vn Arriere-fief faicte par le Seigneur du Fief saisi. Reims Art. 96. 97. & 98.

Quand aucun vend ou charge son Fief. Ponthieu Art. 68.

En vendition & alienations d'heritages feodaux, & en cottiere le vi. denier. S. Pol Art. 14.

En Eschange quand il y a soulte, iusques à la concurrence. Laon Art. 177. & 178 Ribemont Art. 8. S. Quentin Art. 68. Reims Art. 84. Orleans Art. 13. Montargis Chap. 1. Art. 61.

Desdits deniers Melun Art. 67.

Outre le Rachat, si les Fiefs sont de diuerse Seigneurie: mais s'ils sont d'vne mesme Seigneurie non. Estampes Art. 7.

Pour Eschange de chose Feodale. Niuernois Chap. 4. Art. 26.

En pur Eschange. Chaumont Art 38.

En Eschange ou il y a soulte d'argent & de Fief tenu en Douaire quand il est eschãgé. Chaumont Art. 45.

Auec vn Relief, sans Chambellage, en vendition, donation, ou alienation d'heritages Feodaux. Boullenois Art. 50.

En vente & alienation de Fief. Niuernois Chap. 4. Art. 21.

Vente, Don, Eschange ou transport de fief. Artois Art. 28.

Pour Fief vendu. Cambray Art. 33. Blois Art. 79. Quesque Art. 2. Vimeu Art. 6.

Aliené ou autrement transporté. Germigny L. Art. 591.

Ou autrement aliené à pris d'argent. Melun Art. 68. S. Quentin Art. 74.

Auec le droict de Chambellage est deu pour vendition de fief le Quint par le vendeur, & le Chambellage par l'acheteur. Peronne Art. 43.

Pour vente, ou alienation faicte à grace ou faculté: & en cas de Rachat, vn autre Quint. Niuernois Chap. 4. Art. 23.

Pour Fief baillé à rente sans rachat & sans argent desbourſé. Cambray Tit. 42.

Auec Rachat, est de Quint du Rachat, & auec argent, Quint du pris. Cambray Tit. 1. Art. 43.

Pour vente, cession ou transport d'icelle rente, est deu demy-quint. Cambray Tit. 1. Art. 44.

Pour vente de Fief ou partie. Orleans Article 1.

Ou vendition d'heritage tenu en Fief. Montargis Chap. 1. Art. 57.

Pour vente de Fief sous faculté de Remeré, si le vendeur se dessaisit de la foy: mais non pour vente de Remeré de neuf ans, en retenant en la foy Montargis Chap. 4. Art. 26. Orleans Art. 10. & 11.

Pour le Rachat faict dans le temps de la faculté accordee. Montargis Chap. 1. Art. 77. Orleans Art. 10. & 12.

Pour Legs faict d'vn Fief par Testament, &c Chaumont Art. 48.

Pour Dons faicts de chose Feodale en recompense de seruice & curialitez. Chaumont Art. 41.

Auec le droict de Chambellage pour don d'heritage tenu en Fief ou roture recompensatif. Senlis Art. 214.

Pour bail faict à vie pour plus de neuf ans, à la charge de redeuance de deniers baillez ou autres choses, s'il y a bourse desliee. Reims Art. 90.

Pour Fief vendu à trois ans, & non racheté dans ledit temps. Sedan Art. 57.

Par la Douairiere vendant le reuenu de son Douaire pour plus de trois ans. Sedan Art 61.

Pour viage ou viages retenus sur chose reelle dõnee de la prisee & valeur de la chose: & s'il y a plusieurs viages, est deu le viii. den. Ponthieu Art. 55.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Conſtitution de rente a plus long temps que de trois ans. Troyes Ar. 38. Chaumont Art. 24. Vitry 31. & 33.

Renonciation faicte au profit de l'aiſné ou autres par les filles. Sainct Aignan Article 24.

Quint ou profit n'eſt deu par le Vaſſal, pour conſtitution de rente ſur ſon Fief, ſi par apres il ne delaiſſe & tranſporte le Fief audit acquereur pour ſacquiter de la rente. Melun. Art. 71.

N'autres droicts, ſi le S. rachete ou deſgage ſon fief durant trois ans. Troyes Art. 34. Chaumont Art 23.

Pour Bail fait à Cens ou rente, ſinon qu'il ſoit infeodé: & ſera deu Quint denier auec Chambellage. Peronne Art. 73.

Pour vendition de rente en general ſur tous ſes biens tenus de diuers Seigneurs: ſ'il n'aſſigne ſur vn fief ſpecialemẽt. Niuernois Chap. 4 Art. 25.

Pour rente conſtituee à pris d'argent generalement ou ſpecialement. Eſtampes Article 51.

Pour Fief donné purement & ſimplemẽt en mariage, combien que le donataire ne ſoit de l'eſtoc. Niuernois Chapitre 4. Article 31.

Pour Bail à annees ſ'il ne paſſe trente ans. Niuernois Chap. 4. Art. 32.

Si les contrahẽs ſe departent dans le meſme iour de la paſſation ſans fraude. Niuernois Chap. 4. Art. 23.

Sans profit & aduantage ſ'il n'a prins poſſeſſion corporelle, ou qu'il n'y ait demiſſion de Foy. Sens Art. 206.

Dans 24. heures auant, &c. Auxerre Art. 70.

Par le S. F. achetant vn fief mouuant de ſon fief, pour auoir autre homme, ou l'vnir à ſa table: ſinon que le S. ſuperieur tint le Fief principal ſaiſi, à faute de foy & hommage. Melun Art. 75. Chaumont Article 44.

Pour Bail faict de partie de fief Noble ou rural, à Cens ou Bourdelage, ſ'il n'y a ſoulte, choſe excedant la redeuance ou argent d'entree. Niuernois Chapitre. 4. Article 26.

Pour partage de fief ſ'il n'y a tournes de choſe non commune ou partable. Niuernois Chap. 24 Art. 24.

En Don faict à la charge de nourrir le donateur le reſte de ſa vie. Vitry Art. 39. Sedan Art. 54. & 55.

Quint ſe paye par l'acheteur, quand le fief eſt vendu ou baillé à rente. Paris Article 23. & 33. Auxerre Art. 61. Eſtampes Article 8.

Par le vendeur, ſ'il n'eſt dict francs deniers au vendeur. Meaux Art. 131. & 132. Melun Art. 68. Chalons Art. 183. Ribemõt Art. 9. Sens Article. 191. Clermont Art. 80. Chaumont Art. 17. Vitry Art. 31. & 33. 51. Sedant Art 42. Theroanne Art. 10. Chauny Art. 86. Montargis Chap. 1. Art. 57. & 58. Blois Art. 79. 80. & 81. Laon Art. 174. & 175. S. Quentin Art. 74. Amiens Art. 35. ponthieu Art. 68. Artois Art. 28. & 29. Reims Article 96. Troyes Article 38. Chaumont Art. 24.

Se paye par moitié. Troyes Art 27.

Se doit Offrir & payer par le vendeur dans xl. iours de la vendition du fief, & ſoy en deſſaiſir au profit de l'acheteur en la Comté de Beaumont & Chaſtellenie de Chambly. Senlis Art. 237.

Acheteur peut ſur le pris de l'achat deduire ou retenir le Quint deu par le vendeur. Melun Art. 73.

Requint eſt autant que le Quint denier du Quint monte ou la v. partie du Quint. Meaux Art. 133. Melun Art 70. Senlis Art. 236. & 238. Clermont Art. 80. Laon Art. 175. Chalons Art. 183. Reims Art. 186. Sainct Quentin Art. 75. Sedan Article. 41. Chauny Art. 86. peronne Art. 43. Cambray Titre. 1. Art. 33. Montargis Chapitre 1. Art. 60. Blois Art. 81.

Requint ne ſera doreſnauant deu. Orleãs Article 1.

Quint & Requint eſt deu par l'acheteur, quand la vente eſt faicte francs deniers. Meaux Art. 132. Melun Art. 68. Sens Article 191. Senlis Art. 236. 238. & 245. Clermont Art. 80 Troyes Art. 27. Chaumont Art. 17. Vitry Art. 51. Laon Art. 175. Chalons Art. 183 Reims Art. 91. 94. & 96. Ribemont Article 9. Sedan Art. 42. Amiens Art. 35. & 37. Chauny Art. 86. Cambray Titre. 1. Art. 33. Montargis Chapitre. 1. Art. 57. Blois Article 81.

Auec le droict de Chambellage. Sainct Quentin Art. 74. Peronne Art. 43.

Outre la Bouche & les mains, ſ'il eſt dict Francs deniers. Melun Art. 68.

Quand le fief eſt vendu, aliené, tranſporté, ou mis en autre main. Germigny Article 591.

Pour fief vendu ou autrement aliené, à pris d'argent. Noyon Art 23.

Pour vente de fief ou rente conſtituee infeodee. Vallois Art. 26.

De la redeuance annuelle, pour laquelle eſt vne terre laiſſee ou tranſportee. Vitry Art. 32.

Pour vendition d'vne rente non infeodee ſoit perpetuelle ou viagere conſtituee ſur vn fief. Reims Art. 94.

Quand le Fief eſt donné ſans charge: mais ſ'il y a charge, en ſera payé Chambellage, &c. Chauny Art. 86. & 87.

En vendition ou donation entre vifs, retenu l'vſufruict: ſauf en donation en faueur de mariage, d'hoirie & ſucceſſion. Chauny Art. 88.

Pour Bail à Cens & rente, ſ'il y a argent baillé. Montargis Chap. 1. Art. 4.

Pour vente de Cens & rente ou partie d'iceux. Montargis Chap. 1. Art. 55.

Quand le frere aiſné achete à pris d'argent de ſes puiſnez le fief qui leur appartenoit par partage: ſi les vendeurs ont les deniers francs: ſinon les vendeurs doiuent Quint ſeulement. Vitry Art. 47.

Quand les puiſnez vendent les fiefs ils ont faict hommage à l'aiſné. Vitry Art. 62.

Pour fief donné à vie à vn amy. S. Quentin Art. 54.

Pour Eſchange eſtant en meſme Seigneurie, quand il y a ſoulte d'argent ou ſoulte equipollent: mais non eſtant en diuerſes. Peronne Art. 45. & 46.

Quand il y a deniers desbourſez. Ribemont Art. 12.

Pour partage quand il y a tornes d'argent de meuble ou immeuble, n'eſtant de la ſucceſſion. Montargis Chap. 1. Art. 51.

Pour Donation faicte entre vifs, ou par Teſtament à perſonne eſtrange. Peronne Article 2.

Faicte par mary à femme, ou par femme à mary, des fiefs par eux acquis Peronne Art. 42.

Pour engagement faict ſans le conſentement du S. F. à plus long temps que de iii. ans. Reims Art. 88.

Pour alienation d'vſufruict à plus long temps que de neuf annees. Laon Art. 191. Chalons Art. 192.

Pour retention d'vſufruict. Ribemont Art. 12.

Quint & Requint n'eſt deu pour Donation pure & ſimple, pour recompenſe ou eſchange but à but, & ſans ſoulte, ſoit, &c. Laon Art. 176.

Pure & ſimple, ou par Teſtament n'eſtoit que tel Don ou legs fut recompenſatif. Vitry Art. 30.

Pour Donation faicte en recompenſe ou remuneration. Sedan Art. 46.

Ou Relief n'autre profit par le Seigneur pour vn Arriere fief acqueſté: ſinon de là en auant. Sedan Art. 73. Peronne Art. 52.

Sinon qui fut re-vny & faict membre. peronne Art. 52.

Donation ſimple, en aduancement d'hoirie, en faueur de mariage, à cauſe de mort ou teſtamentaire. Chalons Art. 184.

Retention d'vſufruict d'aucun heritage vendu. Chalons Art. 185. Ribemont Article 13.

Conſolidation d'vn vſufruict auec la proprieté: ains ſeulement pour vendition de la proprieté Quint, ou Quint & Requint ſ'il eſt dict francs deniers. Chalons Article 185.

Fief eſcheu par Confiſcation. Sedan Article 60.

Eſchange faict ſans ſoulte & ſans fraude: ains ſeulement en la Bouche & les mains: & ſ'il y a ſoulte, eſt deu Quint de la ſoulte Chalons Art. 195. Ribemont Art. 5. S. Quẽtin Art 58. Sedan Art. 51. Orleans Art 13. Montargis Chap. 1. Art. 61.

Si l'vn des freres ou ſœurs prend le partage de l'autre par eſchange contre autre fief ou heritage roturier, ſ'il n'y a ſoulte. Vitry Art. 47.

Pour fiefs aſſis au pays de Lengres. Lengres Art 5.

Pour remeré inſeré és lettres, excedant neuf ans, tant qu'il dure: & ſ'il n'eſt inſeré en icelles il eſt deu. Blois Art. 182.

Prolongations du remeré, ſi elles n'excedent neuf ans. Blois Art. 83.

Rachat de Fief faict dans le temps par le vendeur ou ſon heritier. Peronne Art. 47.

Ny par le lignager ayant retiré par le moyen de la faculté, ſ'ils ont eſté payez pour le premier achat. peronne Art. 47.

S'il le rachete apres le temps, ſont deuz nouueaux droicts de Quint. peronne Article 148.

Pour partage en ligne directe, encores qu'il y ait ſoulte. Troyes Art. 36.

N'a lieu ſ'il n'y a Adueu ou titres ſuffiſans au contraire. Dunois Art. 31.

Quand le Vaſſal ou ſon heritier ou ayant cauſe, rachetent la rente par le Vaſſal conſtituee. Vallois Art. 26.

Demy Quint pour rente viagere ou heritiere à rachat conſtituee ou vendue ſur vn fief par rapport & hypotheque. Cambray Tit. 1. Art. 39.

Si le Fief eſt vendu par decret de Iuſtice, pour execution de lettres, eſt deu le plain Quint, deduction faicte du Demy-Quint. Cambray Tit 1. Art 40.

Quint viager ou heredital. Amiens Art. 57. 59. 71. & 72. Peronne Art. 169. & 174.

Quint heredital. Heſdin Tit. 1. Art. 9. Amiens Art. 71. Peronne Art. 169.

Quint naturel & Couſtumier. Amiens Art. 57.

Quint naturel eſt heredital. Heſdin Tit. 2. Art. 9.

Source : BIU Cujas

Quint datif. Boullenois Art. 89. & 91. S. Pol Art. 4. & 5. Chauny Art. 70. & 72. ponthieu Art. 1. 60. 61. & 63.

Quint peut eſtre donné. Monſtreul Article 34.

Racheté par le S. des quatre parts, à raiſon du denier vingt. Amiens Art. 59.

Eſtre donné ſans le conſentement de l'heritier. ponthieu Art. 26.

Quinter les Fiefs. Boullenois Art. 64. Artois Art. 95.

Ou ſes heritages. Ponthieu Art. 26.

Pour diſpoſer d'iceux.

On ne peut quinter qu'vne fois. ponthieu Art. 26.

Succeſſion collaterale quintee & departie. Angoumois Art. 90.

Directe quintee & partie. Angoumois Art. 91.

Quintement n'a lieu en ſucceſſion collaterale, quand la directe ſucceſſion, dont elle eſt deſcendue, a eſté quintee & partie: & y a eſté prins droict d'Aiſneſſe. Angoumois Art. 91.

Quint a lieu ſeulement en ſucceſſion de pere & mere. Boullenois Art. 64.

Et non en ſucceſſion de grand pere ou de grand mere. Artois Art. 95.

Sur Fiefs poſſeſſez & apprehendez à titre vniuerſel, & non particulier. La Salle de Lille Tit. 3. Art. 10.

Eſt deu encores que la fille face renonciation generale à la ſucceſſion & hoirie, ſi expres elle ne renõce audit droict, ou qu'elle en ſoit deboutee. La Salle de Lille Tit. 3. Art. 9.

Droict de Quint appartient aux fils & filles non ayans ſuccedé. La Salle de Lille Tit. 3. Art. 1.

Se doit Ecclipſer par l'aiſné, aux deſpens de celuy qui l'a apprehendé ou à luy conſenty. La Salle de Lille Tit. 3. Art. 3.

Quint à vie appartiẽt aux puiſnez. Noyõ Art. 2. Coucy Art. 5.

Quint viager Feodal. S. Quentin Art. 34. Ribemont Art. 59. ponthieu Art. 1.

En quelles choſes conſiſte. S Quentin Article 40. Ribemont Art. 70. La Salle de Lille Tit. 3. Art. 1.

Quint de viure naturel doit eſtre apprehende par Miſe de faict. ponthieu Art. 61.

N'eſt deu ſ'il n'eſt apprehendé ou conſenty par l'heritier. La Salle de Lille. Titre 3. Art. 2.

Retourne à l'aiſné apres le decés des puiſnez le dernier viuant tout tenant. Ribemont Art. 59. & 74. Amiens Art. 8.

Retourne à l'heritier, & non aux enfans. Ponthieu Art 1. & 60.

S'il n'a eſté apprehendé ou conſenty. La Salle de Lille Tit. 3. Art. 5.

Au gros du Fief n'eſtant apprehendé Artois Art. 103.

Quint hereditalſe diuiſe egalement. Amiens Art. 71.

En quelles choſes ne conſiſte. Amiens Art. 71.

N'a lieu és Duchez, Marquiſats & Comtez, eſquels ils n'ont qu'vn Quint viager franc & quicte de debtes. peronne Article 174.

Quint datif eſt tenu du Seig. des quatre parts à pareil Relief, charges & redeuances, que doit le corps dudit Fief. Boullenois Art. 91.

Quint ou portion de quint ſe releuent & apprehendent ou droicturent à pareil Relief & droicture, comme le Fief principal & chacune portion eſt à pareille preroga tiue. Artois Art. 102.

Puiſnez au Comté d'Artois releuent leur quint ou portion de quint du Seig. F. Monſtreul Art. 3.

Au Comté de Bolonnois de leurs freres & ſœurs Seigneurs des 4. parts. Monſtreul Art. 3.

L'aiſné des Puiſnez mourant ſans hoirs, l'aiſné d'apres luy ſuccede & accroiſt aux puiſnez la portion du Quint hereditalou viager par egale portion. peronne Art. 176. & 177.

Peuuent ſe tenir au droict de Quint, en repudiant les fiefs à eux eſcheus par chois. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 21.

Doiuent vſer du quint comme vn bon pere de famille, pendant les trois ans de rachat. Amiens Art. 76.

Faire l'apprehenſion du quint à frais cõmus. Boullenois Art. 63.

Ne doiuent payer Relief à leur Aiſné, pour leurs portions du Quint: fors leurs heritiers tenus de releuer du Seigneur des iiii. parts. Boullenois Art 63.

Venus en aage doiuent faire la foy & hommage. Boullenois Art. 63.

Saiſis de leur droict & part du Quint feodal, & peuuent former Complainte. Sainct Quentin Art. 36. Ribemont Art. 76.

S'eſtans faict ſeuls maintenir & garder au Quint, en iouiront, & non les autres, ſ'ils ne ſe font auſſi maintenir. S. Quentin Article 37.

Se doiuent faire maintenir. Chauny Article 70.

Doiuent partir le Quint egalement. Sainct Quentin Art. 36. & 37. Chauny Art. 70. põthieu Art. 1. & 60. La Salle de Lille Titre. 3. Artois Art. 94.

Suruiuans ont la portion des decedez ou de ceux qui ſabſtiendront, ſans que l'aiſné y ait rien. S. Quentin Art. 37. Ribemont Art 74. Amiens Art. 81.

Soit hereditalou viager. peronne Article 175.

A quelles charges ſont tenus pour leur Quint Feodal. S. Quentin Art. 40. Ribemõt Art. 74. Amiens Art. 80.

Doiuent releuer du S. principal ſi le pere leur a aſſigné quelque choſe pour ledict Quint. Ribemont Art 75.

N'ont la part de celuy qui n'a apprehendé: ains demoure au gros du Fief. Artois Art. 103.

Vn des Puiſnez demandant ſon Quint, l'aura ſeul: à la charge, &c. Ribemont Article 75.

Pour renonciation de Quint de viure naturel au profit de l'aiſné n'eſt deu aucun droict. ponthieu Art. 63.

Pere & mere peuuent aſſigner aux Puiſnez quelque choſe au lieu du Quint, & ont le chois. Ribemont Art. 72.

Donner à perpetuité ſans qu'il puiſſe eſtre ſuiet à retour à l'aiſné. Ribemont Article 73.

Ayans diſpoſé de leur Quint u profit de l'vn de leurs enfans, les autres auront leur part de Quint ſur les autres parts & portions. Ribemont Art. 77.

Aiſné doit faire diuiſion à ſes puiſnez, à deſpens communs: autrement ils iouiront par indiuis. Boullenois Art. 63.

Paruenu à l'aage de xxv. ans peut recompenſer ſes puiſnez du Quint hereditalen terres de la ſucceſſion, ou en argent, dans trois ans. Amiens Art. 75. Peronne Article 170. & 171.

Fiefs ſe Quintent de xl. en xl. ans, ſ'ils n'auoient eſté Quintez. La Salle de Lille. Titre 3. Article 4. Bappalmes Titre 1. Article 8.

Venans d'acqueſt ne ſe Quintent, ains ceux de ligne. Bappalmes Titre premier Art. 8.

Eſtans Quintez ſ'ils ſuccedent à l'aiſné comme heritier du puiſné mort ſans hoirs, ſont fiefs nouueaux à pareils droicts & Reliefs. Artois Art. 104.

Heritier d'vn Quint de Fief ecclipſé a telle Iuſtice que l'heritier du principal fief. La Salle de Lille Tit. 3. Art. 6.

Non ayant Iuſtiçe, le doit tenir du S. de Fief principal, & à ſemblable Relief: & ſ'il a Iuſtice, a option. La Salle de Lille Titre 3. Art. 7.

N'eſt reputé heritier du treſpaſſé, ne ſubmis aux debtes, charges & obligations d'iceluy: & en peut eſtre pourſuiui: recours reſerué contre les heritiers du treſpaſſé. La Salle de Lille Tit. 3. Art. 8.

Quintaine. Maizieres Art. 8. & 9.

Meuſniers tenus frapper la Quintaine par trois coups, vne fois l'an: ſur peine, &c. Maizieres Art. 8. & 9.

R

Rabattre l'attendue ou Congé. Sens Art. 35.

Pour le faire reuoquer par comparition ſubſequente faicte en temps & lieu.

Rachat ou Relief. Paris Art. 33. Meaux Art. 134. & 159. Melun Art. 37. & 55. Sens Art 156. 157. & 200. Eſtampes Art. 2. & 13. Montfort Art. 31. Mante Art. 6. Senlis Art. 132. & 158. Clermont Art. 73. & 74. Vallois Art. 33. & 35. Ribemont Art. 4. Troyes Art. 17. 19. 23. & 26. Chaumont Art. 11. 14. & 16. Vitry Art. 21. Laon Art. 157. Chalons Art. 166. Noyon Art. 23. & 26. S. Quentin Art. 40. & 64. Reims Art. 76. Montargis Chap. 1. Art. 13. 15. 20. 29. 30. 36. 61. 62. & 64. Tours Art. 123. & 132. Lodunois Chap. 11. Art. 5. & 6. Chap. 14. Art. 1. Chap. 27. Art. 10. Chap. 31. Art. 3. Aniou Art. 4. 38. 84. 201. 240. 258. 262. 294. 494. & 497. Le Maine Art. 7. 42. 97. Grand Perche Art. 31. & 184. Blois Art. 44. & 84. Dunois Art. 1. Romorantin Art. 1. La Rue d'Yndre Art. 7. Poictou Art. 31. 53. 54. 91. 93. La Rochelle Art. 4. Berry Tit. 1. Art. 39. & Tit. 5. Art. 3. & 4. Dourdan Art. 11. & 22. Bretagne Art. 62. 63. 68. 71. 104. 249. 250. 281. 341. 343. & 345.

Plein Rachat. Grand Perche Art. 65.

Droicts de Rachats. Senlis Art. 247.

Racheter du S. F. Melun Art. 61. Montargis Chap. 1. Art. 46. Chaſteau-neuf Art. 27. Grand Perche Art 7. 15. 25. 29. 39. 53. 62. 64. 65. 68. & 75.

Rachat Abonné Grand Perche Art 37.

Mis à certain pris.

V. Abonné.

Rachat rencontré. Aniou Art. 123 Le Maine Art. 173. Lodunois Chap. 14. Art. 12. Poictou Art. 164.

Quand durant l'annee eſchet autre Rachat d'aucun Fief qui court en Rachat.

Rachats pluſieurs en vne annee. Tours Art. 137. Lodunois Chap. 14. Art. 11. & 12.

En vne meſme annee, les premiers finiſſent par l'aduenement des ſeconds. Poictou Art. 184.

Terre qui chet en Rachat. Aniou Article 316. 317.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Rachat eſt la leuee d'vne annee. Blois Art. 87.

Ou le profit de l'annee, & tel que le Vaſſal euſt peu & deu prendre. Blois Art. 91.

La valeur des fruicts d'vne annee. La Rue d'Yndre Art. 5.

Le reuenu des fruicts d'vne annee ou la valeur. Vallois Art. 33.

Ou les fruicts & profits d'vne annee. Poictou Art. 151 153. & 164.

Le reuenu d'vne annee. Sedan Art. 49. Blois Art. 84. Clermont Art 88.

De la premiere annee de la choſe acquiſe apres la foy & hommage: & en cas de fraude, la ſeconde. Berry Tit. 5. Art. 6.

D'vn Eſtang eſt le tiers de la Peſche. Vitry Art. 37.

Le profit & leuee d'vne annee des fruicts des heritages tenus en foy & hommage. Romorantin Art. 4.

Ou Relief eſt le reuenu d'vn an au chois de trois annees l'vne outre la foy & hommage & droict de Chambellage. Chaumõt Art. 16. & 17. Senlis Art. 158. Sainct Quentin Art. 64.

La valeur d'vne annee choiſie en trois, le tiers de chacune ou ledict des Pairs. Clermont Art. 74. & 76.

D'vne annee faiſant de trois annees dernieres, vne annee commune. Ribemont Art. 4.

L'annee de l'ouuerture ou la troiſieſme partie du reuenu des trois annees precedẽtes accumulees enſemble, au chois du Seigneur. Peronne Art. 34.

Pour chacun des Arriere-Vaſſaux, quatre liures, s'il vaut la ſomme ou plus, ou le reuenu d'vne annee. Mante Art. 34.

Es Chaſtellenies de Chaumont & Ponthoiſe, &c. Senlis Art. 264.

Eſt de vingt deniers pour liure, ſoit pour choſe Feodale ou Cenſuelle. La Rue d'Yndre Art. 9. & 11.

Droict de Rachat ou de Relief n'eſt qu'vn Melun Art. 55. Eſtampes Art. 13. S. Quentin Art. 64. Reims Art. 76.

Rachat ſe paye dans xx. iours, ſi c'eſt acqueſt: ou xl. ſi c'eſt ſucceſſion. Berry Tit. 5. Art 36.

Ou ventes en quels cas ſont deus au S. Parageur par le Parageau. Tours Art. 136. Lodunois Chap. 14. Art. 8.

Rachat en quelle choſe eſt deu?

En Donation faicte à la fille mariee, ou ſe mariant apres le Don. Aniou Art. 96. Le Maine Art. 109.

Quand vn Fief eſt donné, cedé & tranſporté, ſoit par Donation faicte entre vifs ou par Teſtament. Sens Art. 200. Auxerre Art. 70.

De choſe hommagee à puiſné par heritage: ſauf és lieux, où ils ſuccedent par heritage. Aniou Art. 97. Le Maiue Art. 110.

Donation ſimple. Eſtampes Art. 2.

En Donation: ſinon en Donation faicte par pere ou mere à l'aiſné heritier preſomptif en aduancement, ou à ſes filles non mariees. Aniou Art. 96. Le Maine Art. 109.

Encores qu'il y ait retention d'vſufruict. Grand Perche Art 69.

Faicte entre vifs, ou par Teſtament en ligne collaterale en aduancement de ſucceſſion ou autrement, eſt deu auec le Chãbellage. Peronne Art. 41.

Sera payé par le fils en ligne directe, ſi ſon pere ne la payé, luy eſtant aduenu en ligne collaterale. Chaumont Art. 49.

Eſt deu à toutes morts & mutations en Perche-Gouet & és v. Baronnies. Chartres Art. 2.

Ou Relief deu en toutes mutations. Paris Art. 33. Meaux Art. 338. Senlis Art. 244. & 257. Troyes Art. 32. Blois Art. 87. Melun Art. 166. Sens Art 200. Auxerre Art. 70. & 86. Montfort Art. 23. Mante Art. 13.

Par la mort de l'homme ou femme de foy, quand leur ſucceſſeur n'eſt heritier ſans moyẽ, comme s'il n'eſtoit fils ou fille, frere ou ſœur & non plus. Aniou Ar. 84. Le Maine Art. 97.

Tant de morts, tant de Rachats à la Ferté Bernard. Le Maine Art. 97.

En ſucceſſion directe ou collaterale, quãd il y a moyen entre ſon heritier & le decedé. Lodunois Chap. 14. Art. 2.

En quelques lieux quand le Vaſſal doit Hommage Lige pour chacune mutation, s'il n'eſtoit abonni. Poictou Art. 148.

Et profit de Fief eſt deu par le treſpas de chacun aiſné. Grand Perche Art. 60.

En Eſchange faicte but à but ſans ſoulte. Melun Art. 67. Sens Art. 214. Art. 80. Senlis Art. 257.

D'heritage en Fief. Troyes Art. 32. Chaumont Art. 21. & 38.

Donation ou alienation. Vallois Article 52.

En Eſchange d'heritages hommagez eſtans en diuers Fiefs. Tours Art. 143. Lodunois Chapitre. 8. Article. 13. Eſtampes Article 7.

En tout contract d'Eſchange, Donation, Bail à rente, où il y a Deſſaiſine de foy: fors qu'en vente. Blois Art. 87.

Si les heritages ſont en diuers Fiefs. Tours Art. 143. Lodunois Chap. 14. Article 13.

Permutation ou Donation: fors ſi les Fiefs compermutez ſont ſous vne meſme Seigneurie. Berry Titre. 5. Art. 41. Orleans Art. 13 Montargis Chap. 1. Art. 61.

Pour vendition, alienation à pris d'argent ou autre contract. Mante Art. 16.

Pour vente de Fief ou partie d'iceluy. Dunois Art. 1.

Pour vendition, meſmes pour faculté de remeré, vn ſeul droict. Berry Titre 5. Article 50.

Pour faculté de remeré excedant neuf ans: ou ſi le Vaſſal proroge la faculté iuſques à dix ans ou audeſſus. Berry Titre 5. Art. 49.

Bail à rente auec la Foy & Hommage, ſinon qu'il y ait retention de foy par le bailleur. Grand Perche. Art. 77.

Par le Doyen, Cheuecier, Abbé, Prieur & Maiſtre de la maiſon Dieu, entrant en Hommage, &c. Aniou Art. 110. Le Maine Art. 121.

Quand le Benefice eſt vacant. Aniou Art. 112 Le Maine Art. 123.

Par le treſpas ou reſignation du beneficier. Grand Perche Art 67.

Par la mort ou mutation du chef d'Egliſe, &c. Blois Art. 44.

Par Fabriques & autres n'ayans Chef principal. Aniou Art. 111. Le Maine Article 122.

Rachat plain eſt deu par la mort du bailleur à rente ou alienation de la rente. Grãd Perche Art. 77.

Quand le cas y eſchet, Tel rente, tel Relief. Theroanne Art. 9.

Par l'heritier proprietaire du legs faict à vie par Teſtament, en reſtitution pour ſatisfaction, en ligne collateral. Chaumont Art. 48.

Pour Fiefs acquis. Chaſteau-neuf Art. 23. Chartres Art. 19. Dreux Art. 14.

En toute mutation au Doyen de l'Egliſe de Sainct Martin de Tours. Ligneil Article 1.

En mutation ſoit par vendition, ſucceſſion en ligne collaterale ou autrement. Mante Art. 12.

Pour Fiefs amortis par le Roy, à chacune mutation, encores qu'on ait receu Homme viuant & mourant, ſ'il n'y a conuention au contraire. Reims Art. 83.

Profit de Rachat ou Relief eſt deu en ligne collaterale. Orleans Ar. 22 Melun Art. 59. Eſtampes Art. 25 Mante Art 12. Vallois Art. 33. Troyes Art. 26. Chaumont Art. 16. Vitry Art. 29. & 37. Laon Art. 166. Chalons Art. 177. Reims Art. 77. & 78. Noyon Art. 25. S. Quentin Art. 63. Ribemont Art. 5. Sedan Art. 49. Chauny Art. 77. Chaſteauneuf Art. 23. & 25. Chartres Art. 19. & 25. Dreux Art. 14. & 16. Blois Art. 84.

Auec le droict de Chambellage. Senlis Art. 15. Peronne Art 37.

Eſt deu à faute de demander Souffrance par les Tuteurs dans quarante iours. Eſtampes Art. 19.

Par la Vefue pour ſon Douaire. Sens Article 208.

Pour ſon Douaire conſtitué ou eſcheu. Auxerre Art. 78. Troyes Art. 19. Chaumont Art. 14. 26. & 39. Monſtreul Art. 39.

Par filles ou pluſieurs mariees pour les heritages tenus en Fief. Montargis Chapitre 1. Art. 38.

Mariees au temps que l'aiſné deuoit faire les Foy & Hommage. Poictou Art. 116.

Pour mariage de femme, encores qu'elle ait faict Hommage & payé les deuoirs. Poictou Art. 144. & 146.

Par le mary à cauſe de ſa femme, ſi elle n'a frere qui l'affranchiſſe & porte la foy. Montargis Chap. 1. Art 38.

Par le mary des heritages qui ſuccedent aux enfans ou heritiers, &c. Mouuaux Article 2.

Mariee ou qui ſe marie, ſi elle n'a frere qui la garantit en Parage. Blois Art 85.

Par la femme ſuruiuant ſon mary heritiere d'heritages venans de ſon propre. Mouuaux Art. 2.

Par le mary à cauſe de ſa femme, & ſ'il luy en aduient aucunes par ſucceſſion ou autrement à cauſe d'elle, conſtant le mariage. Aniou Art. 87. Le Maine Art. 100. Poictou Art 116.

Si la Donation faicte en mariage ou autrement à la fille, par ſon mary. Lodunois Chap. 14. Art. 8.

Pour Fief eſcheu à la femme conſtant le mariage. Cambray Tit. 1. Art. 26.

En ligne directe ou collaterale, conſtant le mariage. Chaſteau-neuf Art. 26.

Pourueu qu'en ſucceſſion directe ſon frere ne la garantiſſe. Chartres Art. 24. Dreux Art. 17.

Pour heritages Feodaux eſcheus durant le mariage. Tours Art. 132. Lodunois Chapitre 14. Art. 1.

Pour les premieres ou ſecondes nopces, celebrees apres le decés de l'aiſné. Chaſteau neuf Art. 3.

Par la femme ſe mariant. Art. 99.

Pour chacune mutation de mary. Chaſteau-neuf Art. 26. Chartres Art. 24. Dreux Art 17.

Pour le mary ſecond, qui doit auſſi porter la Foy. Mante Art. 32.

Par l'heritier collateral du mary faiſant partage auec la vefue de la moitié des Fiefs

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

mouuans de diuers Seigneurs acquis constant le mariage. Melun Art. 60.

Rachat au pays de Gastine quand les Ces sont deuz en argent, ils doublent & redoublent iusques à cinq sols. Poictou Article 160.

A lieu à Chastelleraut quand la chose tombe en main de Femme. Poictou Article 171.

Pour heritage tenu en Fief baillé à rente & rescousse. Chausteau-neuf Art. 24. Chartres Art. 20 Dreux Art 15.

Es v. Baronnies & Perche Gouet pour heritage baillé à rente à rescousse perpetuelle Chartres. Art. 22.

Pour contract en matiere de Despié de Fief & autres faicts: & les parties payeront les deuoirs pro rata. Aniou Art. 203. Le Maine Art. 28.

Au Blanc en Berry & Chastelleraut, quand les choses tombent en main de femme. Poictou Art. 150. & 171.

En quelques Chastellenies & Ressorts de Vouuant, &c. quand les Hommages sont plains. Poictou Art. 149. & 172.

En alienation pour chacune partie des Fiefs acquestez en cas de separation par succession, comme pour le corps principal Boullenois Art 59.

En alienation suiette à Rachat. Aniou Article 220. Le Maine Art. 235.

Par les freres ou sœurs apres la mort de l'aisné, de ce qui leur est escheu en ligne collaterale. Chasteau-neuf Art. 3. Chartres Art. 3.

Ou Quint n'est deu pour Retraicte de Fief vẽdu, dont on a paye Quint denier, à cause de la premiere vente. Chaumont Art. 35. Ribemont Art. 24.

Rachat n'est deu en ligne directe. Chasteau-neuf Art 32. Chartres Art. 32. Dreux Article. 22. Vallois Article 33. Tours Article 133.

Par succession en ligne directe. Estampes Article 2.

De ses pere & mere. Montargis Chapitre 1. Art. 38.

En ligne ascendant. Blois Art. 85.

Ains seulement la Bouche & les mains, auec le serment de fidelité, fors au Vvexin le François. Paris Art. 3. Meaux Art. 134. Melun Art. 52. Sens Art. 192. Auxerre Article 62.

Si ce n'est par conuention speciale à toute mutation. Calais Art. 12.

La Bouche & les mains auec le Chambellage. Laon Article. 157. Senlis Article 156. Reims Art. 70. Noyon Art. 16. & 25. Troyes Art. 25. & 47. Chaumont Art 25. S. Quentin Art. 62. Ribemont Art. 63. Sedan Art. 44. Peronne Art. 32. Chasteau neuf Art. 22. Chartres Art. 16. Dreux Art. 13 Berry Tit. 5. Art. 12.

Par Filles estans seules en ligne directe: mais en ligne collaterale, chacune d'elles doit Rachat. Senlis Art. 204.

Pour la premiere Foy & Hommage faicte par Depié de Fief, ou par Parage failly: s'il n'y a vendition, alienation ou Donation autrement qu'en faueur de mariage ou aduancement de succession. Tours Art. 136. Lodunois Chap. 14. Art. 8. & 14.

En Donation de chose feodale en ligne directe. Berry Tit. 5. Art. 16. Paris Art 33. Meaux Art. 138. Dourdan Art. 22. Montfort Art. 23.

Faicte pour Dieu ou en aumosne, ou en faueur de mariage aduancement de succession. Montargis Chap. 1. Art. 61. Orleans Article 14.

Par les descendans aux ascendans. Orleans Art. 14.

Donation faicte en faueur de mariage ou autrement en aduancement en ligne directe sinõ que le mary vueille entrer en foy apres la demission d'icelle. Montargis Chap. 1. Art 41. Dunois Art. 14.

Ou Censuel & autres droicts Seigneuriaux en donations faictes en ligne directe. Orleans Art. 273.

Pour quelque mutation que ce soit du Seigneur au Vassal sinon qu'il apparoisse du contraire ou recognoissance expresse au contraire. Auuergne Chap. 22. Art. 17. La Marche Art. 197.

Par Freres & sœurs attirant le Bail de leurs freres & sœurs. Montargis Chap. 1 Art. 62. Orleans Art. 30.

Pour adiudication faicte par decret, & licitation faicte entre eux. Orleans Art. 16.

En succession de freres & sœurs, & en toutes autres a lieu. Tours Art. 133.

Apres la mort de l'aisné és v. Baronnies, sinõ que l'vne des sœurs se remariast. Chartres Art. 2.

Pour succession venãs à pere, mere, ayeul, &c. de leurs enfans ou descendans, &c. fors les Fiefs du Vvexin. Paris Art. 4. Chaumõt Art. 40. Meaux Art. 134. Troyes Art. 25. Chartres Art. 16.

Pour heritages Hommagez eschangez, estans sous vne mesme Seigneurie: s'il n'y a tornes. Montargis Chap. 1. Art. 61. Orleans Art. 13.

Ne sont deuz que pour choses Hommagees. Grand Perche Tit. 2 Art. 31.

En Eschange faict but à but, sans fraude & sans soulte. Boullenois Art. 50.

Par les Dignitez ou Offices sans fonds, tenus en Fief: ains Hommage. Art. 117.

Ou Relief n'est deu quand le fief donné par pere ou mere Noble, si l'enfant decede sans hoirs de son corps. Meaux Art. 159.

Soit Noble ou roturier. Vitry Art. 26.

Par condition de retour apposee en la donation: ains la Bouche & les mains. Melun Art. 53. Reims Art. 73

En Donation faicte au fils, pour accroissement de mariage. Chaumont Art. 36.

A Ysoudun n'est deu en ligne collaterale. Berry Art. 5. Art. 11.

Ou Relief, Quint ou Requint par le S. Haut Iusticier, auquel est escheu par attrayere ou confiscation vn fief, mesme mouuant d'autre Seigneur. Chaumont Art. 50. Vitry Art. 36.

Pour la premiere Foy & Hommage par Parage failly: s'il n'est deu à cause de la femme du mary. Aniou Art. 218. Le Maine Arucle 233.

Pour Bail de Fief à Cens ou rente, encores qu'elle soit perpetuelle, retenu les Foy & Hommage. Sens Art 224. Auxerre Article 82.

Pour venditions. Melun Ar. 66. Dourdan Art 22. Montfort Art. 23.

Par le trespas de femme mariee vefue ou fille à marier. Mouuaux Art. 2.

Pour chose tenue à franc deuoir. Tours Art. 145. Lodunois Chap. 14 Art. 21.

Par quelque maniere que le Vassal contracte. Meaux Art. 146.

Pour Hommage nouueau. poictou Article 134.

Par le mary de son premier mariage pour Fiefs de sa femme n'ayant esté mariee. Vitry Art. 27.

S'il n'y a Saisie ou poursuitte. Melun Article 65.

Pour fiefs aduenus en ligne directe durãt le mariage. Vitry Art. 27.

Par la femme mariee, si elle l'a payé. Bretagne Art. 71.

Par la fille pour son premier mariage, ou par la mort de son mary, si elle a este acquitee parauant le mariage. Grand perche Article 72.

Par le mary & sa femme au frere aisné, pour sa portion. Chartres Art. 2.

Pour partage fait entre coheritiers, ores qu'il y ait retour de bourse: pourueu qu'il n'excede la moitié de la valeur du fief. Blois Art. 88 Montargis Chap. 1. Art. 51. Orleans Article 15.

Par partage & accord faict entre coheritiers. Chaumont Art 33.

Partages & diuisions faictes entre hoirs en droicte ligne, sans retour. Chasteauneuf Art. 28. Chartres Ar. 26. Dreux Art. 19.

Ou second partage de la mesme succession ou d'autres en ligne directe ou collaterale, fait sans retour. Chasteau-neuf Article. 28 Chartres Art. 26. Dreux Art. 19.

N'autres profits feodaux pour partage. Berry Tit. 5. Art. 32.

Par le mineur paruenu en aage prenant le Fief de son Gardien ou Tuteur. Melun Art. 46.

Pour vente faicte par le Vassal à faculté de remeré de trois ou cinq ans, s'il est par escrit passé par le mesme Notaire & Tabellion, mesme iour, heure & temps, iusques à ce que ledit temps soit passé. Chartres Article 18.

Fors és v. Baronnies & perche Gouet, ou Rachat est deu incontinent. Chartres Article 21.

Et le vendeur le retirant dans ledit temps ne doit profit. Chartres Art. 21.

Pour rescousse de trois ou cinq ans iusques à ce qu'elle soit faicte. Chartres Article 22.

Pour Bail à rente à touſiours, où le Bailleur retient la Foy & Hommage. Chasteauneuf Art. 24. Chartres Art. 20.

Bail à ferme n'excedant dix ans. Berry Tit. 5. Art. 4.

N'autres Feodaux pour acquisition d'vsufruict par Douaire, Donation ou autrement. Berry Tit. 5. Art. 18.

Quand le mary est predecedé par la femme. poictou Art. 110.

En quels lieux n'a lieu, ains sont les deuoirs abonnis poictou Art. 171.

Fors les Domaines tenus à Hommage plain. poictou Art. 172.

Rachats & Loyaux Aydes escheans en vne mesme annee sont confus: & ne se leuent les Aydes. Tours Art. 140.

Ou profits feodaux & Censuels ne sont deuz pour Retention d'vsufruict, sinon apres l'vsufruict finy. Orleans Art. 283.

Vn seul Rachat deu en vne annee. Orleans Art. 17.

En vendition mesmes à faculté de remeré: sans qu'il soit deu nouueau droict pour le recouurement. Berry Tit. 5. Art. 50.

Rachat en quoy consiste, quand le Fief est sans Domaine & Censiue. Poict. Ar. 170

Rachat quand croist & diminue. Grand perche Art. 62 64. & 65.

Vn seul Rachat en vne annee. Blois Article 92.

Fief se rachete entierement & pleinement pour la premiere fois par la mort du predecesseur, quand il est partagé entre heritiers Grand perche Art. 62.

Source : BIU Cujas

Vaſſal n'eſt tenu de Racheter que ce qu'il luy plaiſt, & peut laiſſer le reſte en la main du Seigneur, qu'il peut racheter en payant le Rachat, & lx. ſols pour le delaiſſement. Grand Perche Art. 68.

Plain comme rachete les maſures ou Borderies Poictou Art. 182.

En Gaſtineaud deuoir doit à ſon S. plain & quand eſt tenu payer les deuoirs. Poictou Art. 183.

Deuoirs abonnis tombent en Rachat. Poictou Art. 167.

Fief Lige ou plain eſtant à deuoir d'argẽt ne tombe en Rachat. La Rochelle Art. 4.

Seigneur ne prend les fruicts & Iſſues des Fiefs donnez à Iuueigneur ou Douairieres: ſinon apres leur mort. Bretagne Article 69.

Comme doit iouyr quand en vne annee pluſieurs Vaſſaux decedent. Bretagne Article 70.

Rachats ſont couuerts par trente ans. Chaſteau-neuf Art. 96. Chartres Art. 81.

Quand ſont couuerts. Mont-fort. Article 46.

Par la reception de la Foy & Hommage faicte ſans reſeruation expreſſe de Rachats. Chaſteau-neuf Art. 96. Chartres Art. 81.

Annee du droict de Rachat ou Relief, ne commence que le marc d'argent ne ſoit payé. Melun Art. 56.

Commence du iour des offres acceptees ou valablemẽt faictes iuſques à pareil iour. Paris Artic. 49. Orleans Article 56. Tours Art. 134.

Du iour de la mort ou autre cas aduenu, pourueu, &c. Aniou Artic. 115. & 116. Le Maine Art. 126.

Mort ou mutation venue à la notice & cognoiſſance du Vaſſal. Poictou Art. 152.

Du iour de l'offre. Blois Art. 91.

Profit de Rachat ne ſera amoindry par le Vaſſal ayant quarante iours pour venir vers le Seig. F. Aniou Art. 120. Le Maine Art. 129.

Marc d'argent deu auec le Rachat ou Relief, comme eſt eſtimé. Melun Art. 56. Chaſteau-neuf Art. 9. & 10. Chartres Art. 9. & 10. Dreux Art. 7.

Bois, Eſtangs, Garennes, Fuyes & Peſcheries, ne courent en Rachat, ny les maiſons & Hoſtels. Poictou Art. 158.

Faculté de Rachat ou de Remeré. Meaux Art. 110. Melun Art. 122. Sens Art. 63. & 236. Eſtampes Artic. 52. Troyes Art. 100. Chaumont Art. 91. Reims Art. 91. & 268. Berry Tit. 5. Art. 49. 50 Tit. 6. Art. 8. Titre 12. Art. 11. Tit. 13 Art. 9. Tit. 14. Art. 3.

Faculté de Rachat ſera inſeree dedans l'inſtrument de vendition. Berry Titre 5. Art. 51.

Rachat & Racheter. Duché de Bourg. Chap. Art.

Pour le Retraict lignagier & retirer par droict de lignage.

Grace ou faculté de Rachat ſera par eſcrit, ſi le contract eſt par eſcrit. Tours Article 158.

Sera enregiſtree au Greffe. Bourdeaux Article 15.

Ou ſupplement en Retraict on doit mettre le pris de la grace auec le principal. Aniou Art. 364. 365. Le Maine Article 374. & 375.

Racquint de rente. Mante Art. 50.

Pour le Rachat d'vne rente.

Radots de maiſons. Monſtreul Art. 42. Boullenois Art. 108.

Mettre le requerant ou donataire en la choſe par luy acquiſe par Rain & par baſton. Lille Art. 84.

Id eſt per anulum & virgam.

Rammage. Bretagne Art. 298. 306. 322. 323. 325. 326. 330. 331. 482. 541. & 593.

Pour Branchage, fourchage, la touche, la ligne, le coſté, l'eſtoc, le tronc, le lignage.

Heritage quand eſt reputé eſtre du Rãmage. Bretagne Art. 298.

Ramener la demande à faict, & conclure Lille Art. 128. La Salle de Lille Titre 23. Art. 25.

Cauſe Ramenee à faict. Ponthieu Article 165.

Ramener le decret à faict. La Salle de Lille Tit. 23. Art. 12.

Rappel de Ban. Valanciennes Artic. 142. & 143.

Rappel, rappeller. Lepuroux Art 6. Bourbonnois Art. 311. Berry Tit. 19. Art. 35. La Bourt Tit. 12. Art. 15.

Quand on appelle expreſſement à ſa ſucceſſion celuy qui n'eſt pas autrement habille à ſucceder par la Loy ou Couſtume, ou à cauſe de la renonciation par luy faicte par contract de mariage ou autrement, Rappel n'a point de lieu. Lepureux Art. 6.

Pere & mere peuuent Rappeller à leurs ſucceſſions leurs enfans. Berry Titre 19. Article 35.

Rappel a lieu, ſans le conſentement des autres freres & ſœurs. Poictou Art 221.

Fille mariee en premiere nopces & appanee, ne peut Rappellé à aucun droict ſucceſſif, au preiudice des maſles ou leurs deſcendans, ſans leur conſentement. Bourbonnois Art. 311. Auuergne Chap. 12. Art. 29. & 30. La Marche Art. 240. & 241.

Rapport & Denombrement. Sainct Pol Art. 9. Bourbonnois Art. 52. Art. 14. S. Omer Art. 10.

Pour l'Aduеu & declaration des heritages que le Vaſſal ou Cottier eſt tenu bailler à ſon S. F. ou Cenſuel.

Rapport des Vaſſaux. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 40.

Rapport & Denombrement des terres Cottieres ne ſe faict ſinon en vertu des lettres patentes du Comte de Flandres. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 43.

Rapport des heritages faict és mains de Loy. Cambray Tit. 13 Art. 1.

Rapport & Hypotheque. Cambray Tit. 1. Article 38. 39. 40. & 41. Titre 25. Article 20.

Heritage eſtant moins vendu pour debtes, que pour les deniers du rapport ne portent, le debteur ou heritier tenu aux debtes eſt pourſuiuable pour le reſte. Cambry Tit. 25. Art. 20.

V. Hommagement.

Rapport de gens experts. Berry Titre 11. Art. 7.

Rapport de Iurez.

V. Iurez.

Rapport du Sergent pour exploict ou relation. Bourbonnois Art. 159. Poictou Art. 436. Bourdeaux Art. 21. Bretagne Art. 123. La Rochelle Art. 11. Reims Art. 219. Eſtampes Art. 5. Ponthieu Art. 159. Aniou Article. 82. & 413. Le Maine Article 93. & 425.

Ou pour ſon exploict de diſcuſſion de biens meubles. Niuernois Chapitre 32. Article 5.

Ou pour l'exploict & proces verbal des Criees d'heritages ſaiſis. Niuernois Chapitre 32. Article 38. & 55. Berry Titre neuf. Article 58.

Ou pour la relation d'vn Sergent faict à Iuſtice des heritages d'vn debteur appreciez pour ſatisfaire au deu où à la rẽte. Aniou Art. 491.

Ou pour l'exploict d'vn Sergent contenant perquiſition de biens meubles. Bourbonnois Art. 106. & 137.

Ou pour le Rapport d'vne Information ou Enqueſte. Berry Titre 9. Art. 30. Titre 20. Art. 7. & 8.

Rapporter les Criees. Xainctonge Article 118.

Rapport de monſtree & veue. Bretagne Art. 768.

Rapport de main-pleine. Montargis Chap. 18. Art. 2.

Quand le conducteur oppoſant eſt receu à faire rapporter par le Sergẽt les biens ſur luy prins par execution, pour en auoir recreance, prouiſion ou deliurance, en rapportant main-pleine d'autres biens ſuffiſans.

Rapporter la main-pleine du debt ou de la valeur des fruicts empeſchez & arreſtez. Montargis Chap. 20. Art. 7.

Rapport & rapporter. Berry Tit. 19. Art. 35. & 42.

Quand les enfans ſont tenus rapporter, ou moins prendre, en faiſant partage de la ſucceſſion de leur pere, mere ou autres.

Rapport de quelles choſes ſe doit faire.

Des Dons faicts aux enfans, ou bien moins prendre. Paris Art. 304. Calais Art. 97. Eſtampes Art. 111. Dourdan Art. 107. Montfort Art. 95. & 97. Mante Art. 161. Clermont Art. 145. 146. & 147. Senlis Art. 151. Laon Art. 88. Chalons Art. 100. & 101. Reims Art. 317. S. Quentin Art. 44. Ribemont Art. 78. Noyon Art. 16. Channy Art. 44. & 47. Artois Art. 148. Montargis Chapitre 11. Art 2. & 9 Orleans Art. 286. Normandie Art. 260. Aniou Art. 260. & 334. Le Maine Art. 278. & 346. Sainct Pol en Artois Tit. 1. Art. 18. Aire Art. 8. L'Alleue Tit. 1. Art. 7. Acs Tit. 3 Art. 3. Tours Art. 304. & 308. Lodunois Chapitre 29. Art. 7. Grand Perche Art. 126. Sedan Art. 183. Peronne Art. 204. Berry Tit. 19. Art. 35. & 42. Amiens Art. 92. Niuernois Chap. 27. Art. 10. Bretagne Art. 576.

Des choſes donnees par affection de pere ou mere, en faueur de mariage, &c. Sens Art. 266. Poictou Art. 218.

Des Dons faicts par traicté de mariage ou autrement. S. Omer Art. 4. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 20. Heſdin Tit. 1. Article 12.

Des biens communs par moitié en la ſucceſſion des pere & mere, ſinon en la ſucceſſion de celuy de qui la choſe eſt propre. Melun Art. 274.

Soit en mariage ou autrement. Bar Article 134. Sens Artic. 89. & 264. Auxerre Art. 244. Senlis Art. 151. Meaux Art. 12. & 14. Aire Art. 8. Clermont Article. 148. 149. Troyes Art. 142. Vitry Art. 73. Laon Art. 90. 92. & 93. Chalons Art. 102. Reims Article 318. & 319. Sainct Quentin Art. 44. Niuernois Chap. 27. Art. 10. Chaſteauneuf Art. 127.

Des Dons faicts aux enfans des heritiers Paris Article 306. Calais Art. 99. Orleans Art. 308.

Dons faicts par l'ayeul ou ayeulle, ſi l'enfant ſuruiuant ſes pere & mere veut venir à la ſucceſſion, ores qu'il renonce à la ſucceſſion de ſon pere, &c. Paris Art. 308. Calais Art. 100. Orleans Art. 307.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Des fruicts des heritages communs perceus auant la demande en partage. Bretagne Art. 597.

Des fruicts des heritages ou rente ou profits de deniers baillez des choſes donnees par pere, mere, ayeul ou ayeulle, ne ſe faict ſinon du iour de la ſucceſſion eſcheue. Paris Art. 309. Calais Art. 101. Bar Art. 135. & 137.

Du iour de la prouocation à partage. Orleans Article 286. & 309. Bretagne Article 597.

Des heritages donnez en eſſence & eſpece, ſi le donataire les a en ſa poſſeſſion, en rembourſant des impenſes vtiles & neceſſaires, ſinon l'eſtimation eu eſgard au temps du partage. Paris Art. 305. Calais Article 98. Chalons Art. 103. Reims Art. 317. Orleans Art. 306.

Sans y comprendre les meliorations. Laon Art. 89. Aniou Art. 261. Le Maine Art. 279.

Sinon la iuſte valeur. Chauny Art. 45. Grand Perche Art. 126. Lodunois Chap. 29. Art. 7. & 12. Sedan Art. 184. 185. & 186. Tours Art. 309.

Francs & quictes, & les garantir de ſon faict: & s'il la vendu ou aliené ſans fraude, la iuſte valeur, eu eſgard au temps de la Donation ſans reſtitution de fruicts. Melun Art. 275.

De deniers pour employer en heritage ou de l'heritage acquis. Chauny Art. 21.

De la priſee de l'heritage donné en faueur de mariage, s'il eſt priſé, eu eſgard au temps du Bail: & ſi c'eſt argent, le ſort Sens Article 268. & 270. Auxerre. Article 251. & deux cent cinquante deux. Bar Art. 135.

D'heritage baillé à la charge de rapporter ſans eſtimation, eu eſgard au temps des reparations vtiles & neceſſaires. Sens Art. 271. Auxerre Art. 152.

De la moitié ſeulement de l'heritage dõné par contract de mariage pour ſortir nature de Conqueſts aux futurs conioincts. Sedan Art. 192.

Les robbes nuptiales. Bar Art. 139. Tours Art. 304.

Ioyaux & Trouſſeaux. Noyon Art. 16. S. Quentin Art. 44 Melun Art. 277. Sens Art. 269. Auxerre Art. 253. Chalons Art. 104. Sedan Art. 189.

Et le Serpaut ou Trouſſeau. Troyes Article 142.

Des choſes donnees aux enfans Bar Article 100. & non des fruicts. Blois Art. 158. Chalons Art. 100.

Si le legataire veut venir à la ſucceſſion, ſinon ſe peut tenir à ſon legs. Vitry Article 99.

A lieu tant en ligne directe que collaterale. Bretagne Art. 596.

Deniers aduancez pour payement de rançon, achat d'Office, & pour acquerir degré ès Arts, &c. Chalons Art. 106. Reims Art. 323. Laon Art. 96. Sedan Art. 188.

Rapport ne peut eſtre empeſché par pere ou mere Laon Art. 94.

Prohibé par le pere. Chalons Art. 100.

Peut eſtre inhibé & defendu. Niuernois Chap. 26. Art. 11.

N'a lieu. Arras Tit. 3. Art. 20.

Quand la mere a donné par aduancement de mariage. Valanciennes Article 116.

De mariage n'a point de lieu. Ponthieu Art. 38.

Entre tous enfans mariez. Amiens Art. 93 Cambray Tit. 12. Art. 27.

Quelles choſes ne ſont ſuiettes à rapport.

Liures d'Eſcoliers, Penſions, nourritures & entretenemens d'enfans iuſques à ce qu'ils ſoient mariez. Calais Art. 97. Laon Art. 95. & 97. Bretagne Art. 597. Tours Art. 304.

Liures frais des Eſcoles, Apprentiſſages, ores qu'il depende plus que ſon reuenu Auxerre Art. 253. Grand Perche Art. 126. Blois Art. 159.

Frais de nopces & banquets. Melun Art. 277. Sens Art. 269. Auxerre Art. 453. S. Quentin Art. 44. Lodunois Chap. 29. Art. 7. Tours Art. 304. Calais Art. 97. Noyon Art. 16. Blois Art. 159. Sedan Art. 191. Chalons Art. 104. 105. & 107. Bretagne Ar. 597

Se rapportent. Troyes Art. 142.

Don pour entretenir à l'Eſcole: fors les liures, ſils ſont en eſſence. Aniou Art. 261. Le Maine Art. 279.

Les choſes donnees en ligne collaterale, s'il n'eſt dict. Melun Art. 176. Sens Art. 265 Auxerre Art. 250. Laon Art. 98. Chalons Art. 107. Reims Art. 324. Niuernois Chap. 324. Art. 20.

Meſmes en faueur de mariage. Lille Art. 21. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 66.

Deniers desbourſez par aſcendans pour nourriture pour le faict des armes, pour entretenement & inſtructions ès Arts Liberaux ou mechaniques, iuſques au degré de Licence incluſiuement. Laon Art. 95. Chalons Art. 105. Reims Art. 322 Grand Perche Art. 127. Blois Art. 159. Sedan Art. 187.

Deniers pour entretenir aux Eſcoles & armes, ſinon qu'il y euſt proteſtation contraire. Melun Art. 278.

Pour l'Eſtude, acquerir degrez, Gendarmerie aux Ordonnances du Roy. Berry T. 19. Art. 42.

Par les enfans venans par repreſentaion des choſes, &c. ſi de leur chef, &c. non de ce qui eſt donné à leur pere. Sedan Art. 189. & 190.

Don faict par preciput. Noyon Art. 16. Reims Art. 288. & 317. Ribemont Art. 78. Niuernois Chap. 27. Art. 11. par Precipuité Bourbonnois Art. 308.

Faict ſans charge de rapport, & qu'il ſoit dict. Peronne Art. 204.

Don de mariage, en partage faict par pere, &c. Lille Art. 19. La Salle Tit. 2. Article 65.

Mais ſe doit rapporter s'il n'eſt dict du cõtraire. Lille Art. 18. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 64.

Don faict en ad.

Don de choſe mobiliaire faict en contract de mariage. Chauny Art. 19.

Ou autrement. Chauny Art. 20.

Rapport d'heritage retiré par Clameur, par pere ou mere au nom de leurs enfans, s'il n'a pour payer le prix. Normandie Art. 468. Tours Art. 196.

Sinon que les pere & mere en euſſent diuiſé. Bretagne.

Et s'il a eſté retiré par les mariez, &c. Bretagne Art. 531.

Les fruicts des heritages donnez. Tours Art. 304. Aniou Art. 261. Le Maine Art. 279. & 346. Vallois Art. 83. Montargis Chap. 12. Art. 2. Orleans Art. 286. & 309.

S'il eſt roturier, & le don ſoit faict en aduancement d'hoirie.

Les fruicts des heritages ny les profits des deniers donnez. Chalons Art. 100.

Des fruicts des choſes donnees. Blois Art. 158. Donataire venant à la ſucceſſion doit rapporter ou ſe tenir à ſon Don, en renonçant. Blois Art. 167.

Se peut tenir à ſon Don, reſerué la legitime. Paris Art. 307. Calais Art. 96. Melun Art. 274. Sens Art. 89. & 270. Auxerre Art. 244. Senlis Art. 161. & 213. Clermont Art. 119. Vitry Art. 73. & 99. Laon Art. 91. & 92. Reims Art. 320. & 321. Ribemont Art. 81. Chauny Art. 46. Ponthieu Art. 8. Niuernois Chap. 27. Art. 11. Bar Article. 138. & 166. Meaux Art. 13. Tours Art. 309. Poicton Article 228. Montargis Chap. 11. Art. 2. Aire Art. 2. Chalons Art. 100. Blois Art. 167. Lodunois Chap. 29. Art. 12. Aniou Art. 334 Le Maine Art. 346.

Rapproprier à ſa table & domaine. Boullenois Art. 53.

Rapteurs de femmes non publiques ou de femmes publiques demourantes auec ſon mary, punis de mort. Bretagne Art. 623.

Subornateurs de fils ou fille mineur de xxv. ans ſous pretexte de mariage ou autre couleur, ſans le gré des pere, &c. punis de mort. Bretagne Art. 467.

Ou ſeducteurs de fille pucelle, la doit prendre à femme, & la doter: ſinon luy doit donner Douaire. La Bourt Tit. 19. Art. 12. Sole Tit. 35. Art. 11.

Seigneurs, Gentils hommes & autres cõtraignans les fils ou filles de leurs ſuiets, de ſe marier à leurs ſeruiteurs domeſtiques, comme punis. Bretagne Art. 678.

Qui force ou viole femme, ſera decapité. La Bourt Titre. 19. Art. 10. Sole Titre 35. Art. 10.

Facteur ou Seruiteur eſtant en ſeruice deſrobbant ou ſouſtraiant la femme ou eſpouſe de leurs maiſtres, fille, niepce, ou fille baillee en garde, doit perdre la teſte. Bourdeaux Art. 106.

Femmes attirans ieunes gens pour leur faire perdre leur bien, punies à l'arbitrage du Iuge. Bretagne Art. 624.

Retraicte. Bethune Tit 1. Art. 7.

Raueſtiſſement de deux ſortes, ou par lettres. Bethune Tit. 2. Art. 1. Arras Titre. 1. Art. 1. L'Alleue Tit. 2. Art. 3.

Ou Entraueſtiſſemẽt de deux ſortes. Bappalmes Tit. 2. Art. 2. Arras Tit. 1. Art. 1.

Entraueſtiſſemens ou Raueſtiſſemens par lettres, comme ſe font. Arras Titre premier. Art. 1.

Se font deuant les Eſcheuins. Arras Titre 1. Art. 1.

Raueſtiſſement ſe doit paſſer deuant Loy & eſtre generale & reciproque de main-fermes, & non de Fief. Cambray T. 9. Ar. 1.

A lieu ſils ont heritages main-fermes de ſon chef & coſté en Cambray & Cambreſis, & deuoirs, &c. autrement ne vaut, &c. Cambray Tit. 9. Art. 2. & 3.

Comme eſt valable eſtant faict pardeuãt Loy. Cambray Tit. 9. Art. 4.

A lieu ſi le ſuruiuant eſt dans l'an du decés remis aux heritages, & dans xl. iours, aux meubles. Cambray Tit. 9. Art. 5.

Par lettres entre ii. conioints comme ſe fait Lille Art 62. L'Alleue Tit. 2. Art. 3. 4. 5. & 6. Bethune Tit. 2. Art. 1. La Baſſee Art. 13. Cõmines Art. 20. Pont à Vvendin Art. 7. Tournay Tit. 14. Art. 9. & 13.

A lieu ſeulement au premier & noble mariage. Cambray T. 10. Art. 1. en heritages de main-fermes ou cottiers, & non en fiefs ou meubles. Camb. T. 10. Ar. 1 Quel effect il a, & cõbien il dure. Cãb. T. 10. Ar. 2. & 3. entre conioints & pardeuant qui ſe doit faire. Valancien. Art. 77. Sera de tous biens, & heritages ſituez, &c. Arras T. 1. Art. 3. L'Al-

Source : BIU Cujas

leue Tit. 2. Art. 3. & 4. Commines Art. 5.

Ne vaut si l'vn est malade & decede. Cãbray Tit. 9. Art. 7.

Par Sang ou par lettres n'a lieu s'il y a enfant. Lille Art. 64. Valanciennes Art. 82. Armentieres Article 5. L'Alleue Titre 2. Article 10.

Ne se doit rappeller. Valanciennes Art. 77. l'vn sans l'autre. Arras Titre 2. Art. 11. & Titre 5. Article 46. Tournay Titre 14. Art. 10. & 11.

En matiere de Raueſtiſſement le ſuruiuant doit payer les debtes, obſeques & funerailles, derrenter & entretenir. Cambray Tit. 9. Art. 6.

Les debtes, exſeques & funerailles. Seclin Art. 3. Commines Article 20. Pont à Vvendin Article 7. Tournay Titre 14. Article 9.

Gaigne les meubles, ioyaux & catheux, &c. en payãt les debtes. Valanciennes Ar. 87

A les biens meubles & Catheux, s'il y a enfans. Lille Art. 65. Seclin Art. 2. Bappalmes Titre. 2. Art. 2. Bethune Tit. 2. Art. 3. 4. & 5.

Realiſer vn contract. Amiens Art. 137. Peronne Art. 72. & 259.

Quand on recognoiſt le contract pardeuant le Seigneur dont l'heritage eſt tenu, ou pardeuant les Officiers de ſa Iuſtice, afin d'acquerir droict reel & hypotheque, & pour eſtre nanty.

Rente realiſee & nantie. Peronne Ar. 270.

Reblandir & retirer ſon Adueu & Denõbrement de ſon S. Montfort Art. 7. Mante Art. 15. Reims Art. 108.

Quand le Vaſſal retourne deuers le S. F. pour ſçauoir s'il veut debattre l'Adueu & Denombrement.

Le Vaſſal ou ſuiet a huictaine pour reblandir le S. de Fief, & faire ſes diligences, ſans pouuoir faire exploict au preiudice de la Saiſie. Lodunois Chap. 1. Art. 16.

Reblandir le S. F. ou Iuſticier. Tours Art. 18. 22. 25. & 28. Lodunois Chap. 1. Art. 14. 16. 21. & 24. Dourdan Art. 17.

Reblandir le beſtail qui a eſté prins en dommage par le Seigneur. Poictou Article 75. & 78.

Reblandiſſement comme ſe doit faire en abſence du S. Tours Art 22. 28. 30. & 31. Lodunois Chap. 1. Art 24. 26. & 27.

Quand le Vaſſal ou ſuiet vient pardeuers ſon S. ou à ſon Seneſchal ou Bailly, pour ſçauoir la cauſe de la Saiſie ou du Blaſme de la recellee & le recellé. Montargis Chap. 2. Art. 44. & 47.

Se prend huict iours apres l'acquiſition faicte & non denoncee, & eſt de lx. ſols. Montargis Chap 2.

Recelleurs de larrons, meurtriers, forceurs de femme, embraſeurs de maiſon, participans à leurs meffaicts punis comme les malfaicteurs, &c. Lodunois Chap. 39. Art 13.

Recelleurs de choſe perdue, ſ'ils ſçauent qu'elle ſoit demandee, punis comme larrons. Bretagne Art. 629.

Des biens des laboureurs eſtans aux champs punis comme larron. Bretagne Art. 630.

Lettres de recepiſſé Bourbonnois Art. 383 Artois Art. 15. & 52. Boullenois Art. 52. S. Omer Art. 10. Amiens Art. 19. & 24. Mõſtreul Art. 10. Peronne Art. 63.

Par leſquelles le S. F. ou Cenſuel confeſſe auoir receu le denombremẽt de ſon Vaſſal, ou recognoiſſance & declaration du tenant cottier qui doit Cens ou rente. Ceſt la quictance que le Seigneur F. baille à ſon Vaſſal du Denombrement qu'il luy a fourny, où à ſon tenancier cottier de la Declaration de ſes terres rentieres & cottieres.

Recepiſſé. Bretagne Art. 102.

Pour l'eſcrit & certification que les Procureurs ſont tenus bailler aux parties de la charge, lettres, pieces & argent qui leur ſont baillez.

Receueur peut bailler en Cenſe ou louage les Fiefs, maiſons ou heritages de ſon Maiſtre. La Salle de Lille. Tit. 31. Art. 1.

En renſeignement pour trois annees des rentes Seigneuriaux, ſ'il y a inſtance non interrupte. La Salle de Lille Titre 31. Article 1.

Fins de non receuoir.

V. Fins.

Reclamer l'Eſpane. Chaumont Art. 93. Meaux Art. 204

Heritages non reclamez. Vitry Article 3. & 16.

Beſtes non reclamees. Troyes Art. 118. qui ne ſont demandees.

Reclain. Clermont Art. 4. Vallois Art. 7. Colommiers Art. 5.

Amende de reclain. Clermont Art. 4.

Reclamer ou appeller. Lille Art. 44.

Reclamer ſon hõme ou femme de corps. Vitry Art 145. Chalons Art. 18.

Quand le S faict pourſuite de ſes gens de ſeruile condition, qui ſont allez demourer hors la Prouince ou terre dõt ils ſont hommes ſans congé de leur Seigneur.

Reclamation du Seigneur. Montargis Chap. 7. Art. 1.

Quand il pourſuit ſes hommes de ſerue condition.

Se reclamer de Cour inferieure en Cour Suzeraine Aniou Art. 81.

Ou bien ſe clamer, &c. Le Maine Art. 22.

Recognoiſſance ou nouuel titre ſera paſſee par le nouuel acquereur. Niuernois Chap. 7. Art. 8.

Par le tiers detenteur. Montargis Chap. 2. Art. 38. & 39. Berry Tit. 6. Art. 29.

Oblige celuy qui la faicte à payer le Cẽs iuſques a ce qu'il ait nommé le nouuel tenancier. Angoumois Art. 21.

Par le poſſeſſeur de l'heritage hypothequé. Normandie Art. 518.

Ayant eſté faicte par aucun, pour Cens ou charges, il eſt contraint par execution, iuſques à ce qu'il nomme celuy, auquel il a tranſporté l'heritage faiſant fauſſe nomination puny. Bourbonnois Art. 103. Auuergne Chap. 24. Art. 72.

Recoler les teſmoins. Auuergne Chap. 9. Art. 4. Bayonne Tit. 26. Art. 21.

Recolement. Bayonne Tit. 26. Art. 22.

Se faict quand les teſmoins ont iuré iudiciairement, partie appellee ou ſon Procureur Bayonne Tit. 26. Art. 21. Doit eſtre publié. Bayonne Tit. 26. Art. 22.

Recoler l'Information. La Marche Ar 44.

Quand on repete les teſmoins, & que l'on leur relit leurs depoſitions, auant que faire la Confrontation.

Reconduction tacite à faute de rendre la clef au iour du terme, ſ'il plaiſt au S. ſinon le conducteur vuidera & payera le terme au pris de la premiere location. S. Seuer L. Tit. 3 Art 1. & 2.

Reconuention n'a lieu en Cour Laye. Meaux Art. 219. Boullenois Art. 181 Cambray Tit. 25. Art. 52. & 53. Montargis Chap. 21. Art. 9. Bourbonnois Art. 38. Auuergne Chap. 18. Art. 7. La Rochelle Art. 61. Tournay Tit. 26. Art. 1.

Si elle ne depend de l'action, & ſoit la defenſe de la premiere action, Paris Art. 106 Calais Art. 223. Melun Art. 327. Montfort Art. 69. Mante Art. 58.

Si ce n'eſt par lettres ou benefice du Prince. Montfort Art. 69.

Sinon que les parties ſoient eiuſdem fori, ou elle a lieu, ſans nouuel adiournement. La Marche Art. 101.

Record. Peronne Art. 13. 78. Tours Art. 369. Lodunois Chap. 15. Art. 1. Aniou Art. 413. Le Maine Art. 181. & 425. Poictou Article 84. 327. & 395. Bretagne Art. 269.

Pour vn Teſmoin.

Reccord comme ſe peut faire par vn ſeul homme de Fief dans l'an, &c. Cambray Titre 5. Art. 9.

Recorder ſes exploicts & deuoirs de preſentation. Bretagne Art. 315.

Reccords de mariage comme ſeront admis pour la cognoiſſance du Douaire. Normandie Art. 371.

Doiuent parler certainement. Normandie Art. 372.

Eſtant par eſcrit, preuue n'eſt receue cõtre iceux. Normandie Art. 373.

Recreancier. Sens Art. 140.

Quand le Sergent met à deliurance à caution ſuffiſante les corps ou biens des Bourgeois oppoſans, qui ſont arreſtez ou empeſchez par les Officiers de quelque S. ſubalterne.

Recreance. Troyes Art. 10.

Recreance & deliurance de loyers, penſions ou fruicts de la choſe obligee arreſtez par vn creancier. Niuernois Chap. 32. Art. 11 Montargis Chap. 20. Art. 7.

Ou biens prins par execution par vn locateur ſur vn conducteur. Montargis Chapitre 18. Art. 2.

Recreance. Lille Art. 149. La Marche Art. 42. Acs Tit. 16. Art. 1. La Bourt Titre 16. Art. 6. Sole Titre 30. Art. 5. Bretagne Art. 165.

Quand il eſt queſtion de matiere poſſeſſoire ou de Complainte, la recreance doit eſtre par prouiſion adiugee à celuy qui à le plus clair & euident droict. Lille Article 54.

Qui a le mieux prouué ſa poſſeſſion. Acs Titre 10. Art. 1.

Recreance de beſtail prins au dommage d'autruy. Poictou Art. 78. Xainctonge Art. 17.

Recreance des fruicts empeſchez. Chaſteau-neuf Art. 47. Chartres Art. 45. Dreux Art. 34. Poictou Art. 55. 61 85. 90. 91. & 93 Xainctonge Art 20. & 22.

Quand on faict deliurance à l'oppoſant des fruicts & de l'heritage qui auoient ſur luy eſté ſaiſis & empeſchez par le Seigneur Cenſier pour les arrerages du Cens à luy deuz, ou autres deuoirs Feodaux.

Recuſations propoſees contre vn Iuge ordinaire ou delegué, eſtant friuoles euidemment, le Iuge ſe peut declarer competent Bourbonnois Art. 7. Auuergne Chap. 5 Art. 1. La Marche Art 96. Sole Titre 3. Art. 1.

Ou bien doit nommer arbitres de Droict, pour en cognoiſtre dedans vn delay preſix: & iceluy paſſé, le Iuge en cognoiſtra. Bourbonnois Article ſept. Auuergne Chapitre cinquieſme. Article premier. La Marche Article 96. Sole Tit 3. Art. 1.

Arbitres de Droict, les declarant non legitimes & non valables condẽnent le reculãt: maisiſi elles ſont legitimes & vraies, le

Source : BIU Cujas

Iuge ſen deporte. Bourbonnois Artic. 8. Auuergne Chap. 1. Art. 8. La Marche Art. 96. Sole Tit. 3. Art. 2.

Reddition de Compte. Poictou Art. 424.

Redeuances. Meaux Art. 22. Melun Art. 227. Sens Art. 147. Troyes Art. 50. & 54. Chaumonnt Art. 43. 57. & 102. Vitry Article 16.

Ou Redeuoir. Montargis Chap. 3. Article 7.

Pour les deuoirs & charges, eſquels les proprietaires ſont tenus enuers quelque S. F. Cenſuel, Rentier, Penſionnaire ou Terrageur.

Regain. Art. 302. Sens Art. 149. Auxerre Art. 203. Sedan Art. 301.

Ou Reuiure. Berry Tit. 10. Artic. 6. Niuernois Chap. 14. Art. 1. 2. & 3. pour la ſeconde herbe.

Regale de Theroanne appartient à l'Eueſque de Theroanne auec, &c. Theroanne Article.

La Regale. Artois Art. 23. & 24.

Quand le S. prend à ſon profit les fruicts des heritages de Fief ou cottiers à faute de les releuer & droicturer.

Droict de Regaler. Artois Art. 20.

Aſſeoir ſa main & Regaler le Fief. Senlis Art. 245.

Regaler & Retenir le Fief. Senlis Art. 205.

Regaler les Fiefs. Senlis Article 159. 205. & 245.

Regaler & faire les fruicts ſiens. Senlis Art. 253.

Regiſtre ſera faict à part des Veſts, Deueſts & Nantiſſemens par les Greffiers des Iuſticiers fonciers. Laon Art. 120. Reims Art. 177.

Deſſaiſines, miſes de faict & de main-aſſiſe. Amiens Art. 145.

Droict de Regiſtre. Vimeu Art. 1.

Qui eſt deu au S. pour eſtre enſaiſiné de de l'heritage cottier, & eſt de quatre deniers.

Reiets. La Salle de Sille Tit. 1. Art. 17. S. piat Art. 9 Herly Art. 4.

Reiect en Bornes de quel coſté doit eſtre. Boullenois Art. 166. 169. 170. & 171. Heſdin Tit. 2. Art 36. 37. & 46.

S'il n'y a Bornes, ſur les anciennes Eſpines. Boullenois Art. 173. 174. & 175. Heſdin Tit. 3 Art 37. & 38.

Reilhage. La Marche Art. 332.

Pour Charruage, Trainage ou ſuite de Diſmes.

Inſtance de Reintegrande. Bretagne Art. 165.

Reintegration. Sainct Seuer Tit. 1. Art. 15. La Bourt Titre 16. Article Sole Titre 30. Art.

Quand celuy qui a eſté ſpolié ſe pourueoit par Reintegrande ou action dedans l'an & iour de la Spoliation, afin d'eſtre remis & reintegré en ſa poſſeſſion.

Relation de Sergent. Meaux Art. 83. Vallois Art. 184. ponthieu Art. 101. & 179. Mõtargis Chap. 19. Art. 1. & 3. Aniou Art. 411. Le Maine Art. 422. Poictou Art. 84. Bretagne Art 77 Peronne Art. 13.

Pour exploict de Sergent.

Relation d'autre Officier. Bretagne Art. 18.

Relation libellee. Auuergne Chap. 2. Art. 10 & 11.

Relater. Bourbonnois Art. 159.

Releuer ſon Appellation, Relief d'Appel. Senlis Art. 46. Doullens Art. 5. La Bourt, Tit. 1. Art. 9. Berry Tit. 2. Art. 36. & 37.

Mineur releué. Berry Titre. 8. Art. 25. & 19. Art. 19.

Quand vn mineur de xxv. ans deceu ou circonuenu par la facilité ou autrement, eſt reſtitué en entier par lettres Royaux enterinees en Iuſtice.

Releuer & Droicturer ſon Fief. Clermõt Art. 88. Vallois Art. 68. Ribemont Art. 16. Chauny Art. 73. 91. 92. 94. 102. 117. & 126. Beauqueſne Art. 19.

Fief releué ou droicturé. Chauny Art. 91. Artois Art. 20.

Releuer les heritages de Fiefs ou Cottiers, Artois Art. 20.

Releuer & payer droicture. Chalons Art. 219. Chauny Art. 78.

Pour payer au S. F. le Relief ou rachat & ſes droicts & deuoirs.

Releuer le Fief, ſon heritage ou tenemẽt. Paris Art 39. S. Quentin Art. 59. Laon Art. 215. & 219. Chalons Art. 167. 179. Amiens Art. 1. 5. & 9. Monſtreul Art. 3. 4. & 5. Peronne Art. 21. 24. 38. 153. 186. & 224.

Releuer de Bail. Amiens Art. 10.

Releuer le mineur de Bail. Amiens Art. 128. & 130.

Quand le Bailliſtre releue le Fief de ſon mineur du S. dont il eſt tenu.

Relief & Droicture. Cambray Titre 1. Article 31.

Relief & Chambellage. Sainct Omer Art. 8.

Relief de Fief. Peronne Art. 37. Auxerre Art. 70. 71. 76. 78. 79. & 80.

Quand le Vaſſal ou ſuiet recognoiſt ſon Seigneur.

Relief ſe paye dans xl. iours apres le contract. Cambray Tit. 1. Art. 48.

Relief. Boullenois Art. 6. 7. 8. & 17.

Deu au Roy par les Baronnies, Pairries ou Chaſtellenies ou aux Egliſes, Barons, pairs & Chaſtelains pour raiſon des Fiefs, les corps des Fiefs Nobles eſtãs releuez, les dependances le ſont. Normandie Art 160.

Sinon qu'il y euſt moulin à part & ſans Relief qui paye vn eſcu. Normandie Article 161.

Profit ou droict de Relief. Paris Art. 3. 5. 6. 33. & 35. Blois Ar. 124. & 125. Dunois Art. 32. Amiens Art. 7. Doullens Art. 1. Dourdan Art. 22. 23. & 26.

Profits & droicts de Fief ſont diuiſibles entre les Conſeigneurs par egale portion. Auuergne Chapitre. 22. Art. 45. La Marche Art. 206.

Duché, Marquiſats, Barõnies & les plains Fiefs de Haubert quels Reliefs doiuent. Normandie Art. 152. 153. 154. 155. & 156.

Relief eſt le reuenu d'vne annee le dict des pairs, ou vne ſomme de deniers pour vne fois qui ſe doit offrir au chois du S. F. Paris Ar. 47. Sens Art 193. Auxerre Art. 62. Eſtampes Art. 13. & 17. Dourdan Art. 24. Montfort Art. 31. Mante Art. 12. Senlis Art. 158. & 215. Vallois Art. 33. Troyes Art. 26. Vitry Art. 29. Laon Art. 166. Chalons Art. 177. Reims Art. 76. Noyon Art. 25. S. Quentin Article. 64. Chauny Art 77. Montargis Chap. 1. Art. 13. & 14. Orleans Art 52 Dunois Art. 3. Romorantin Art. 1. La Ferté-Ymbaut Article. 1. Peronne Art. 37. Sedan Article 59.

Le reuenu d'vne annee. Vitry Art. 21. auec le mare d'argent. Chaſteau neuf Art 8. 9. & 10. Dreux Art. 6. & 7.

Saufés v. Baronnies & Perche-Gouet. Chartres Art 8. 9. & 10. d'vn Fief à ſimple hommage eſt de vii. ſ. vi. den. & autant de Chambellage. Cambray T. 1. Art. 46. eſt de lx. ſ. Louiſiens, &c. Tournay Tit 10. Art. 15.

Le reuenu d'vne annee, vn marc d'argẽt ſ'il y eſchet ou autre ſomme de deniers ou le dict de ii. Preud'hõmes. Meaux Art. 138.

Auec le marc d'argent ou vne ſomme de deniers offerte par le Vaſſal. Melun Art. 55.

Relief ſe doit faire dans 7. iours & 7. nuicts Eſtappes Art. 3.

Tels Cens, tels Reliefs. Blois Art. 109. & 115. ſoit en ligne directe ou collaterale. La Ferté Auray Art. 6. Auteroche Art. 1. S. Aignan Art 9. Doullens Art. 1. S. Omer Art. 19. Ponthieu Art. 11. & 31. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 5. ponthieu Art. 4.

Des heritages tenus de nature d'Eſcheuinage ſont de la valeur du reuenu de demy an des maiſons, &c. Bethune Art. 12.

Relief en quels cas eſt deu.

En toute mutation peronne Art. 32.

En toutes mutations és Fiefs qui ſe gouuernent ſelon la Couſtume du Vvexin le François, ſans Quint. Paris Art. 3. & 33. Soit en ligne directe ou collaterale. Grand perche Art. 31. de toutes morts & mutations au perche-Gouet & v Baronnies Chartres Ar. 2. 16. & 17. Es Fiefs des Chaſtellenies de Ponthoiſe & Chaumont, des Chaſtellenies de Mellon & Moncy. Le Chaſtel, & les fiefs qui en depẽdẽt de toutes mains & mutatiõs Senlis Art. 156. 166. & 167.

Es Seigneuries de Bulles & Conty, ſauf la Chaſtellenie de Milly mouuant de Bulles, de toutes mains & mutations.

Pour vente, Donation ou autre contract alienatif de tout le Fief. Blois Art. 60.

Quand le Fief eſt donné, eſchangé ou legué. Noyon Art. 23.

Auec le droict de Chambellage pour don d'heritage tenu en Fief ou roture recompenſatif és Chaſtellenies de Chaumont & Ponthoiſe. Senlis Art. 214. par le donataire ayant retenu l'vſufruict. Ribemont Art. 12.

En ſimple Donation d'heritage Noble & tenu en Fief. Senlis Art. 215.

En Donation de terres Feodales faictes à perſonnes eſtranges ou collateraux en aduancement d'hoirie, ou ſans charge. Sedan Art. 45. remuneratoire. Chalons Art. 185.

Entre vifs ſimples ou remuneratoires. Reims Art. 82. Pour don faict en ligne collaterale aux heritiers du Donateur. Coucy Art. 4. ſimple eſt deu quand le fief eſt eſchangé, donné ou autrement aliené : fors par vendition. Vallois Art. 52. auec Chambellage, bouche & mains pour Fief donné entre vifs ou par Teſtament. S. Quentin Art. 67. Si le donataire ſe tient à ſa Donation, eſt deu tel profit que ſ'il luy fut aduenu par ſucceſſion. Blois Art. 89.

Par mutation de Vaſſal, par Eſchange, diſpoſition teſtamentaire ou Donation entre vifs. Ribemont Art. 6. Laon Ar. 176 En tous cas que le Fief eſchet par ſucceſſion collaterale. Montargis Chap. 1. Art. 62. En leg teſtamentaire ſimple ou remuneratif. Reims Art. 82. Relief ou Rachat a lieu en ligne collaterale. Chaumont Art. 25.

Peut eſtre faict par l'heritier prochain du defunct dans l'an. Cambray Tit. 1. Art. 64. & 65. pour ſon parent abſent & loingtain, en baillant caution. Cambray Tit. 1. Art. 76.

Relief d'achat que l'acheteur eſt tenu outre le Quint payer tel que doit le Fief par mort, ſans Chambellage. Lillers Tit. 2. Art. 1.

Relief ou Rachat eſt deu par les filles, pour ſecondes ou tierces nopces. Paris Art. 37. Meaux Art. 146 Orleans Art. 37. Melun Art. 64. Clermont Art. 89. Troyes Art. 46. Reims Art. 80.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Vn ſeul droict de Relief eſt deu pour Fief eſcheu en ligne collaterale, tant pour le mary, que pour la femme. Paris Art. 38.

Ou rachat eſt deu par le mary pour Fief eſcheu meſmes en ligne directe ſinon que ſon frere l'euſt acquitee. Melun Art. 61.

Sinon que pour ſon premier mariage elle euſt eſté acquitee par l'aiſné ou puiſné. Reims Art. 79. & 81.

Quand la ſucceſſion vient à hoir de quenouille. La Rue d'Yndre Art. 7.

Pour le mary en Donation faite en traicté de mariage, autrement qu'en aduancement d'hoirie: iaçoit qu'il y ait vn frere. Melun Art. 63.

Relief de proprieté quand eſt deu. Amiens Art. 7.

Plain Relief eſt deu par le mary pour fief eſcheu à fille mariee, pendant le mariage ou deuant. Senlis Art 132. & 167.

Par la mort, auec Chambellage, ſ'il n'y a lettre contraire. S. Omer Art. 8.

Relief de Bail eſt deu par le mary & femme ſe mariant. Ponthieu Art. 28. Clermont Art. 87. 88 Theroanne Art. 9. S. Pol Art. 11. Chauny Art. 78. & 95. Boullenois Art. 48. Artois Art. 26. & 27. Peronne Art. 26. & 27 Peronne Art 51. & 231. Amiens Article 8. Monſtreul Art. 16.

Quand la femme ſallie par mariage. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 4.

Sans aucun Chambellage. Boullenois Art. 48. Amiens Art 7.

Eſt le reuenu d'vne annee. Peronne Article 231.

Eſt deu pour la proprieté par le mary a cauſe du mariage de ſa femme. Amiens Article 9.

Relief de Bail, tel que relief heritier ſans Chambellage. S. Pol Art. 4.

Pour Fief eſcheu à ſa femme conſtant ſon mariage par ſucceſſion, don teſtamentaire ou entre vifs faict en aduancement d'hoirie. Amiens Art. 10.

Par le mary pour le fief eſcheu à ſa femme par ſucceſſion, vn de proprieté pour la femme, & vn de Bail, & vn de Chambellage: & n'eſt tenu le S. receuoir vn Relief l'vn ſans l'autre. Monſtreul Art. 16.

Relief de Bail ſans Chambellage, encores que la femme ait releué. Artois Article 26.

Eſt deu pour fief eſcheu à fille mariee en ſucceſſion directe ou collaterale, ou par Donation, ſoit qu'elle ait faict ou non, les droicts dudit Fief. Clermont Article 87.

Eſt deu ſans Chambellage par le mary pour les Fiefs eſcheus à ſa femme, dans xl. iours apres les eſpouſailles. Sainct Pol Art. 11.

Par le ſecond mary pour le Douaire de ſa femme, & de toutes terres Feodaux à elle appartenans. Chaumont Art. 27. Reims Art. 81.

Pour Fief donné entierement à titre d'emphyteoſe: mais n'eſt deu ſi le bailleur reſerue l'homage. Meaux Art. 171.

Pour Bail faict à vie ou à plus de neuf ans à la charge de redeuances. Reims Article 90.

Relief ou profit ſe paye par l'heritier, & non par la Douairiere, s'il eſt deu de ſon chef. Paris Art. 40. Melun Art. 49. Chauny Art. 126.

Apres ſommation faicte par la Douairiere de releuer, payer les droicts & deuoirs, & faire la Foy & Hommage ou obtenir Souffrance. Senlis Art. 180. & 184. Vallois Art. 113. Peronne Art. 153.

Par le proprietaire à cauſe de l'heritage baillé en Douaire ou vſufruict, iuſques au iour de la deliurance. Tours Article trois cent trente cinq.

Par le proprietaire ou heritier, qui ſera tenu deſdommager la Douairiere ou autre vſufruictier en certains cas, & en autres non. Aniou Art. 316. & 317. Le Maine Art. 329. Blois Art. 191.

Par la Douairiere ſe remariant à cauſe du Douaire. Meaux Art. 188. Sens Art. 208. Troyes Art. 19. & 39. Vitry Art. 21. & 97. Chaumont Art. 14. & 26.

Outre le droict de Chambellage, eſt deu pour Fief eſcheu à fille, ou fille de fils, ou fille du decedé mariee auant l'eſchoite ou depuis Peronne Art. 34.

Vn ſeul droict de Relief eſt deu, ſi la fille ſe marie auant auoir releué & payé pour l'eſchoite en ligne collaterale, & pour mariage: ſinon que la Saiſie fut depuis l'eſchoite, &c. Peronne Art. 38.

Par la vefue apres le treſpas de ſon premier mary, pour ſes propres heritages eſtans de la nature d'Eſcheuinage, ſoient parrimoniaux, d'acqueſte ou autrement. Bethune Tit. 2. Art. 10.

Relief ordinaire eſt deu par la femme mariee pour heritages Feodaux à elle eſcheus durant le mariage de pere, freres ou autres Heſdin Tit. 1. Art. 1.

Par le treſpas du poſſeſſeur d'aucune choſe reelle ou proprietaire, & retourne en la main du S. iuſques à ce qu'elle ſoit releuee dans 7. iours & 7. nuicts, &c. ſi elle eſt noble & noblement tenue dans xl. iours & quarante nuicts. Ponthieu Art. 6.

Relief deu en cottiere par mort à raiſon de 20. deniers t. pour liure & droict de Quint & Requint appartenant à l'Abbé de Vendoſme. Chartres Art. 48.

Eſt deu au S. d'Herbaut en choſes tenues Cenſuement: & non des hommages: de vingt ſols vingt deniers. Herbaut Article premier.

De xii. deniers à Verouges. Reſbets Art. 7

Eſt du double de la Cenſiue. S. Pol Art. 12

S. Pol en Artois Titre 2. Article 8. Sainct Piat Art. 3.

Par mort ou vente, ſ'il n'y a pacte au contraire. S. Pol Ib.

En vendition ou alienation au lieu des Droicts Seigneuriaux. Bolongne Art. 7.

Du double de la rente Eſtappes. Heſdin Tit. 2. Art. 14.

Du double de la recognoiſſance appoſee pour rentes hipotheques ſur tenemens cottiers. S. Pol en Artois Tit. 3. Art. 2.

S'il n'y a Relief addicté ou faict ſpecial au contraire. Boullenois Art. 46.

Ou le double de la redeuance quand le ſurcens eſt realiſé. Heſdin Tit. 2. Art. 14.

En cas de vendition & alienation, ſ'il n'eſt addicté par le Bail à rente au contraire. Viſſent Art. 2. Bolongne Art. 7. & 8.

Ou de la valeur du reuenu d'vn an, ſ'il ne doit Rente. S. Omer Art. 19.

Du double de la rente des heritages cottiers ou la valeur des fruicts d'iceux de trois ans, la rente deduite. Lillers Titre 2. Article 2.

Du double de la rente pour les heritages cottiers & rentes. La ſaille de Lille Titre 1. Article. 38.

Ou le double du cens. Queſque. Art. 2.

Ou double de la Cenſiue. Ponthieu Article 31.

Ou quatre deniers pour droict de Regiſtre en certains lieux de Loy & Bourgaige. Vimeu Art. 1.

Ou douze deniers pour la meſure pour terres labourables, qui ne doiuent Cens fonciers. S. Pol Art. 13. S. Pol en Artois Tit. 2. Art. 8. qui doiuent Terrage & Diſme. Heſdin Tit. 2. Art. 16.

D'vne piece d'argent. Caphin Ar. 1. à l'Aduenant du Bonnier. Ennetieres Art. 3.

Des heritages & rentes vne annee. Boutillerie Art. 3.

Relief d'hoir pour rentes & hypotheques outre le double de la recognoiſſance. S Pol Art. 15.

Deu pour Entraueſtiſſement de ſang, ou par lettres. Bethune Tit. 2. Art. 11.

Ordinaire pour Bail à rente ou Surcens par la mort du bailleur & le Surcenſier du Double. S. Pol Art. 16. ordinaire du par le proprietaire, & le Surcenſier du double. S. Pol en Artois Tit. 3. Art. 3.

Pour heritage baillé en Surcotterie, eſt deu tel Relief que le Surcens, ſ'il n'y a paction ou conuention ſpeciale. Boullenois Art. 47. Heſdin Tit. 2. Art. 15.

Pour la premiere fois que femme eſchet vefue Salommez Art. 2.

Par l'homme de la rente & Surcens tel que l'homme du fonds. Artois Art. 46.

Pour partage faict apres la mort du decedé. Artois Art. 84.

Relief pour pluſieurs Fiefs Nobles & liegez à Relief de Cheual & armes tenus d'vn meſme Seigneur, eſt pour le premier Cheual & armes: & pour les autres Fiefs, en ſera quicte en payant lx. ſols Cambreſis, & autant de Cambrelage pour chacun d'iceux Cambray Tit. 1. Art. 50. & 51. Si les fiefs ſont tenus de diuers Seigneurs, chacun doit auoir ſon droict. Cambray Tit. 1. Art. 52.

Relief ſimple & Chambellage deu pour don faict à vn heritier apparant & en aduancement d'hoirie, ſans payer autres droicts: mais ſi en aduancement de mariage ou autre cauſe, ſans eſtre faict en aduancement, &c. Amiens Art. 47.

Relief ſimple eſt de lx. ſols. Ponthieu Art. 31. de Fief ſimple liege eſt de lx. ſols. Cambreſis & autant de Cambellage. Cambray Tit. 1. Art. 50 Pour Fief à ſimple hommage eſt de vii. ſols vi. den. & autant de Cambellage. Cambray Art. 46.

Relief en Bail eſt double. Ponthieu Article 31.

Deu par le mary pour heritages de ſa femme, dont elle auoit eſté ſaiſie parauant le mariage. Ponthieu Art. 30.

Par le mary pour l'heritage Cenſuel aduenu à ſa femme. Reſbets Art. 7.

Par fils & filles mariez Resbets Art 7.

Vn ſeul droict de Relief deu par le legataire pour apprehenſion d'vn don de choſe reelle, F. ou Cottiere fait par Teſtament faicte apres le treſpas du teſtateur. Ponthieu Art. 56.

Par le treſpas d'homme ou fils heritier. Solommez Art. 2.

Pour ſucceſſion de femme heritiere. La Baſſee Art. 8.

Par le treſpas du mary. Salommez Art. 2.

Pour Fief noblement tenu en Pairrie, cent ſols Par. & autant d'Ayde, & cent ſols par. de Cambellage tenu en demy pairrie, cent ſols par. & autant d'Ayde, & cinquante ſols par. de Cambellage: tenu de plain lige, trente ſols pariſis & autant d'Ayde xv. ſols pariſ. de Cambellage: tenu en demy lige, quinze ſols pariſ. & autant d'Ayde, & ſept

Source : BIU Cujas

sols vi. den. Par. de Chambellage tenu à quart Lige vii. sols vi. den. Paris. & autant d'Ayde, & iii sols vi.den. Par. de Cambell. Hesdin Tit.2. Art. 13.

Pour Fiefs qui souloient estre tenus de la Comté de Ponthieu, est deu pour chacun Fief tenu à plain Lige, lx.sols Paris. & autant d'Ayde, & xx.sols Par. de Cambellage, tenu à demy lige, trente sols, autant d'Aydes, & le tiers de Cambellage. Hesdin Tit.2. Art.14.

Plain Relief de xl.P.& xx.sols de Chambellage. S. Omer Art. 8. S. Omer en Artois Tit.2.Art.12.

De dix liures ou de trois annees, l'vne au chois du releuant. La Salle de Lille Tit. 1. Art.35.

Relief de lx. sols Parisis, & xx. sols de Chambellage, & pareille Ayde, quand il y eschet: tenus en Pairrie, dix liures, sauf que les francs Vassaux, comme les Pairs ne doiuent rien. S. Pol Art.16 S. Pol en Artois Tit. Art.8.

A soixante sols de Par & à moitié de Chambellage. S. Pol en Artois Titre 12. Article 9.

Pour Fief Noble & non restraint, lx. sols & xx. sols de Chambellage: & en Cottiere, tels Cens, tels Reliefs, s'il n'y a moindre ou plus grand, &c. Ponthieu Art.4.

Pour Fief, Eschange, auec Chambellage. Reims Art.7.

Reliefs pour terres roturieres & autres Tenemẽs au dessous du viii du Fief de Haubert, est de xii. den. Normandie Ar.159.

Pour fiefs, de cent sols Paris. & le tiers en Chambellage, qui se comprennent en cent Mesures de terre & au dessus de lx. sols Par. & le tiers, &c. en trente mesures de sept sols six deniers par. & le tiers de Chambellage, &c. s'il n'y a faict especial au contraire Boullenois Art.17.

De chacun manoir amasé & anciens mets non amasez, d'vn viel gros valant dix den. Flandres. Ostricourt Art.1.

De manoir, maison, masure auec la Court & Iardin, est de trois sols. Normandie Art. 159.

Des terres non cultiuees ou gaignables Normandie Art. 162.

Relief & xiii. payez au S. F. encor qu'il ait iouy du Fief en vertu de sa saisie: mais ne seront payees les rentes Seigneuriales ou foncieres, charges ou redeuances deuës à cause des heritages estans escheus pendant la Saisie Normandie Art.114.

Relief est deu par les heritiers de celuy qui faict profession de Religion. Normandie Art.166.

Par mort ou mutation de Vassal. Normãdie Art.163.

Quand le Beneficier meurt ou se depart de son Benefice. Tours Art.241. Lodunois Chap.14 Art.19.

Pour dons d'entre vifs faicts à l'heritier apparent par aduancement de succession, encores qu'il y ait retention de viage, comme en succession. Boullenois Article 50.

En toutes nopces hors mis les premieres. Sainct Quentin Art. 66. Ribemont Article 4.

Par la femme autãt de fois qu'elle se marie pour les Fiefs à elle escheus. Melun Art. 64. Senlis Art. 167. Clermont Art.89. Vallois Art. 42. Ponthieu Art. 28. Grand Perche Art. 72. Chasteau-neuf Art. 26. Chartres Art. 24 Dreux Art.17. Orleans Art. 37. Meaux Art.146.

Soit en ligne directe ou collaterale. Troies Art.46.

Reliefs n'ont lieu. Romorantin Art. 14. Menetou Art.3. Trembleuy Art. 4. La Ferté-Ymbaut Art. 4.

En la Ville & Banlieuë d'Amiens. Amiẽs L. Art. 1. Desurene Art.3. En Fief n'en Cottieres. Aire Tit. 1. Art.1.

Relief ou profit de Fief pour quelles choses n'est deu?

Pour partage. Laon Art.160. Ribemont Art.15. Grand Perche Art. 59.

Sinon qu'il y eust tournes de meubles, &c n'estans de la succession. Montargis Chap. 1. Art.51.

Faict par pere, mere ou ascendant. Melun Art.52. Chalons Art 170. La Salle de Lille Tit. 1. Art.59. Laon Art.160.

Ou subdiuision entre toutes personnes, &c. Orleans Art.15.

Ou droicts Seigneuriaux ains simple Relief & Chambellage. Amiens Art. 49.

En ligne directe ou collaterale. Auxerre Art.71. en ligne directe encores qu'il y ait soultes. Chaumont Art 53.

Fors à Artois: où est deu pour partage fait aux heritiers apparens Artois Art.85.

De pere à fils ou fille, fors la bouche & les mains auec le Chambellage. Senlis Article 166. Par la fille pour fief escheu en ligne directe, si elle ne se marie. Melun Art. 61 Senlis Art.166. Sens Art.211. ores qu'elle se marie depuis, ou quelle le fut. Auxer. Ar.76

En ligne directe par les filles pour leur premier mariage Paris Art.36. Orleans Ar. 36. Meaux Art. 146. Sens Art. 211. Auxerre Art. 76. Laon Art. 168. Noyon Art.26. S. Quentin Art. 66. Vitry Art. 27. ains seulement Chambellage auec la bouche, &c. Ribemont Art.4.

En ligne directe. Millefonses Art. 1. Sauf que les nobles doiuẽt auec bouche & mains Chambel. fors, &c. Clermont Ar.73. fors en la Chastell. de Milly, &c. Clermont Art.74.

Pour Fief escheu en ligne directe à fille, pendant le 1.2. ou autre mariage. Paris Art. 38. Meaux Art. 146.

En Donation faicte en ligne directe en aduancement de succession, & sans charge ou recompense. Sedan Art.46.

Par le trespas du bailleur à rente à tousiours mais. Blois Art. 125. du preneur de la Seigneurie vtile de trois annees l'vne. Ib.

Relief, Quint, Requint ou profit de Fief, n'est deu en ligne directe. Montargis Chap. 1. Art.32. Orleans Art. 22. Vitry Art.29.

Mais main & bouche, sans Chambellage. Chalons Art.166.

Pour eschange sans soulte. Vitry Art. 30. Reims Art.84. S. Quentin Art. 68. pure & simple tenus d'vn mesme S. Laon Art. 178.

Quand Quint est deu, sinon par contract precedent dont le vendeur n'eust esté receu en Foy. Melun Art.74. Clermont Art.107.

De pleume n'est deu auec autre chose. Theroanne Art.3.

Relief, Quint, ne Requint n'est deu pour vn Arriere fief acquis par le Vassal. Sedan Art.73.

Pour rente constituee soit perpetuelle ou rachetable. Reims Art.89.

Par la femme pour la part des Fiefs acquis par son mary durant la Communauté, ny par les heritiers du mary, si elle y renonce: pourueu que le mary les ait payé. Paris Art. 5. Orleans Art.38.

Pour les Conquests faicts durant le mariage, ains la Bouche & les mains: en mõstrant que son mary est entré en foy. Melun Article. 48. Tours Art.144. Lodunois Chap. 14. Art.20. Aniou Art.394. Le Maine Art. 309. Reims Art. 63. Sedan Art.60. Peronne Art.84.

Pour les Fiefs acquestez ou conquestez, tombans en sa part. Chaumont Art.29.

Tant qu'elle sera en viduité. Art. 261. Chasteau neuf Art 27. Chartres Artic. 25. Dreux Art.18. Blois Art.86.

Et doit payer le droict de Chambellage. Vallois Art.47.

Si la part du conquest appartenant à son mary luy aduient, par Donation ou autrement. Senlis Art.261.

Pour chacun mariage. Estampes Art. 6. Laon Art. 165. Chalons Art.178. Reims Art. 79. & 80.

Pour les subsequens mariages est deu Relief & Chambellage. Noyon Art.26.

Par filles ou vefues le marians, pour Fiefs escheus, sinon que le frere les eust acquitees. Estampes Art.5.

Pour Fief escheu en ligne directe à fille mariee, si son frere ne l'acquite, par le mary qui doit faire & porter foy & hommage Estampes Art.6. Dourdan Ar.11. Montfort Art.24. Mante Art.30.

Relief de proprieté pour Fiefs escheus à femme auparauant ou constant le mariage S. Omer Art.20. Sainct Omer en Artois Tit.1 Ar.2.

Relief simple deu par la femme apres la mort de son mary. Ponthieu Art. 28.

Et non Relief de Bail. Boullenois Article 48.

Fils marié tenu releuer le Bourgage dedans l'an apres la consommation du mariage: autrement ses meubles sont escasables. Seclin Art 15.

Relief de proprieté. S. Omer Art.20. Mõstreul Art.16. & 36.

Relief heritier. S. Pol Art. 11.

Pour relief de proprieté

Relief simple. Ponthieu Ar.28. & 31. Artois Art.158.

Relief de Bail n'est deu. Boullenois Art. 48. Artois Art.26.

Relief de Bail. Ponthieu Art.29. & 30.

Relief de rente. Theroanne Art 11. deu au S. à la mort du tenant.

Relief de bouche. Hetly Art.1. & 2. quãd le Vassal ou tenant cottier recognoist tenir son heritage de quelque Seigneur.

Relief en matiere Censuelle. Herbaut Art Aniou Art.156. Le Maine Art.174. Chartres Art.48. Blois Art.44.

Relief à mercy par la mort des heritiers. S. Piat Art.7.

Des francs mets appartient aux Prebendez du Salue de l'Eglise de trois annees l'vne. S. Piat Art.8. Par la renõciation des successions de pere, mere, &c. pourueu qu'il n'y ait argent baillé, &c. paris Art.6. Orleans Art.39.

Faite par la sœur par cõtract de mariage à tous biens Feod moyennant dot ou somme de deniers promise: pourueu qu'il n'y ait par age precedent. Niuern. Ch.4. Ar.69. Berry T.5. Ar.17.

Fors à Sainct Aignan, ou Relief est deu par la sœur renonçant à la succession, si elle prend argent. S. Aignan Art. 24. N'est deu quãd par contract de mariage le pere, mere ou autre ascendant appanage les descendãs & les fait renõcer aux successions tant futures, que deferees. Berry Titre 5. Article. 17.

Par le trespas du preneur à rente à vie, ou à temps, ou à ses ayans cause, s'il

Source : BIU Cujas

n'eſt à touſiours mais. Blois Art.124. & 125.

Ne ſe doit par la femme, apres la mort de ſon mary, ſi elle ne ſe remarie. Sens Article 211.

Pour fiefs cottiers ou heritages de main-ferme, autres que doiuent les heritages de main ferme. Cambray Tit.1.Art.74.

Pour le mariage d'vne fille à laquelle eſt eſcheu vn Fief en ligne directe. Laon Art. 165. Chalons Art.178.

En premieres ou autres nopces. Sedan Art.58.

Si le fief eſt eſcheu en ligne collaterale, dont elle a payé droict de Relief. Laon Art. 165. Chalons Art.178.

Par le ſecond mary des terres Feodaux, qu'il a prinſes auec elle. Chaumont Article 28.

Par le mary pour ſa femme Noble, ſi elle l'a payé. Normandie Art.199.

Par la femme conuolant en ſecondes, tierces ou autres nopces, ſi elle a payé le relief: ains ſeulement Chambellage pour chacun mariage. Peronne Art.39.

Pour dation de Tuteur ou Curateur, par minorité ou autrement. Orleans Article 34.

Ou Droicts Seigneuriaux ne ſont deuz pour l'apprehenſion de Douaire. Amiens Art.116. Artois, Art. 169. La Salle de Lille Tit.1.Art.58.

Fors pour Douaire prefix excedant le Couſtumier. Monſtreul Art. 39. Bolounois Art.106.

Ni pour droict de Viuenotte. La Salle de Lille Tit.1.Art. 58.

Pour heritages cottiers ſuiets à Douaire. Boullenois Art.49.

Ou profit de Fief pour Donation ou alienation d'vſufruict, iuſques à neuf ans. Laon Art.191.

Par la vefue demourant en viduité, ſi ſon mary a releué & payé les droits, & ne doit que la bouche & les mains, &c. Paris Art.39 Senlis Art. 260. Clermont Art. 88. Vallois Art.45. Meaux Art. 188.

Meſmes pour les acqueſts. Amiens Art. 18. fors que les heritiers du mary y peuuent entrer pour la moitié. Ponthieu Art.44.

Pour vn Fief à elle appartenant par droict de proprieté ou acquiſition. Eſtampes Article 41.

Apres le treſpas de ſon mary pour les fiefs eſcheus en ligne collateral durant le mariage, dont ſon mary a reprins & payé les droicts. Meaux Article.185. Troyes Art.19. Chaumont Art.14.& 31.

Mais ſeulement faire les Foy & Hommage, & payer droict de Chambellage. Vallois Art.46.

Tenue de faire Hommage. Laon Art.169 Chalons Art.179. Poictou Art.145.

Quand le relief de proprieté eſt faict par elle ou ſon mary. Amiens Art. 11.

Des Fiefs, dont elle auroit eſté ſaiſie vne fois. Artois Art.26.

Par la Douairiere, ſi elle ſe remarie. Sedan Art.59.

Par les enfans ou heritiers pour les heritages non Feodaux. Tournay Titre 24. Article 3.

Par le treſpas des heritiers. Seclin Art.8. Eſquermes Art. 1. Eſtreux Art.1. Herlies Art.1 Neuf-ville Art.3. Armentieres Art.1.

Par le treſpas d'vne femme ou fille heritiere. Salommes Art.2.

D'vne femme vefue. Ib. & S. Piat Art.3.

Mariee decedant auant ſon mary. S. Piat Art.4.

Des filles non ayans eſté mariees. S. Piat Art. 4.

Ne droicture ne ſont deuz pour ſucceſſion maſculine. La Baſſee Art 8.

Ou Quint & Requint quand le lignager retire du S.F. ains ſeulement de la premiere vendue. Troyes Art.27. Laon Art. 238. Chalons Art. 256. Reims Art. 221. Ribemont Art.22 & 24.

Fors en Normandie où il eſt deu relief xiii. outre le pris & loyaux couſts. Normandie Art.183. a les ventes & ſaiſines où il en peut vſer. Senlis Art.234.

En cas de vefue n'eſt deu Herly Art.2.

Reliefs, lods & ventes, Saiſine ou Deſſaiſine ne ſont deuz au S ayant droict de Terrage, Diſme, don ou Champart, le fonds eſtãt ſitué en la Comté de Ponthieu, ſ'il n'eſt chef Seigneur. Ponthieu Art. 111.

Es Reliefs ou rachats on ne doit faire qu'vne ſeule cueillete d'vne ſorte de fruicts ny pris qu'vn fruict en vne annee. Paris Art. 49. Orleans Art.56. Tours Art.134 Poictou Art.153.& 164.

S.F. a xl. iours pour eſlire ſon Relief. Sens Art.193 Auxerre Art.62. Eſtampes Art. 17. Montargis Chap.1. Art 13. Orleans Art.52. Chaſteau-neuf Art.16. Chartres Article 13. Dreux Art.10.

A le chois. Vitry Art.29. Chaſteau-neuf Art. 16. Chartres Art.13. Dreux Art.10. Dunois Art 3. La Ferté-Ymbaut Art 14.

Ne peut refuſer vn parent comme prochain a releuer vn immeuble retourné en ſa main, par faute d'homme & relief, en le contentant de ſes droicts. Ponthieu Art. 9.

Peſchant les Eſtangs, doit les laiſſer peuplez du peuple eſtans és Eſtangs. Aniou Art.121. Le Maine Art.131.

Prendra les profits & emolumens des Garennes & Coulombiers pour l'annee. Berry Tit 5. Art.47.

Secus en Poictou. Poictou Art.158.

Ne doit toucher aux Taillis, ſ'il y a bois de Haute fuſtaye & a la Paiſſon, paſturage & Paſnage. Idem quand il n'y a que Eſtangs Fuyes, Riuieres & Garennes Poictou Art. 159. S'il n'y a que maiſons, il aura le tiers du profit & loyer. Poictou Art.159.

Que bois Taillis, ils ſeront eſtimez par 4. Preud'hommes choiſis, &c. Poictou Art.150

Et le Vaſſal peuuẽt cõpoſer pour le droict de Rachat. Berry Tit.5. Art. 6.

Seigneur ayant choiſi le reuenu d'vn an il aura communication des Tertiers & Papiers de Recepte ou extraict de la declaration ſur iceux papiers à ſes deſpens. Paris Art 50. Eſtampes Art.14. Dourdan Article 26. Mont-fort Art.32. Vallois Art. 35. Orleans Art. 54. Le papier ou Regiſtre ou Aſſiſe. Poictou Art.157.

Iouiſſant du reuenu pour ſon Relief en doit vſer comme vn bon pere de famille. Sens Art.194. Auxerre Art. 64. Mont-fort Art. 32. Laon Art. 211. Chalons Art. 210. Chauny Art.101. Grand Perche Art.37. Orleans Art.70.

Sans faire rauage. Tours Art.335.

Exploicter les Garennes & Coulombiers comme vn bon, &c. Berry Tit.5. Art.47.

Pendant les xl. iours peut loger ou y faire loger dans les Chaſteaux, &c. ſans deſloger l'heritier ny ſes fermiers. Aniou Art.113. Le Maine Art 124. Lodunois Chap.14. Art 3.

Apres les xl. iours paſſez des offres, ne peut plus choiſir l'annee, mais la ſomme ou le dict des Preud'hommes Dunois Art.5.

Ayant choiſi vne ſomme de deniers, doit rendre les fruicts empeſchez & leuez. Orleans Art. 59. Dunois Art.7.

Peut tenir ſon Vaſſal preſent ou abſent pour diligent, & luy en expedier lettres de Recepiſſe. Cambray Tit.1. Art.69.

Ayant receu vn homme à releuer, ne peut apres les xl. iours en receuoir à relief vn autre: mais les doit tenir pour diligens & auant, reçoit tous ceux qui ſe preſentent. Ponthieu Art.10.

Leuera le profit des Arriere Vaſſaux pour le temps de ſon annee. Tours Art.135.

Les profits & aduantures du Fief. Lodunois Chap.14 Art.3.

Couppera les bois Taillis ayans 4. fueilles & 4. mois de May. Lodunois Chap.14. Ar.3.

Prendra les fruicts des Bois Taillis, Eſtangs, Saulſaye & autres choſes, qui ne ſe couppent ou perçoiuẽt par chacun an, pour portion du temps, les frais deduits. Paris Art. 48. Melun Art 58. au pro rata de l'annee. Sens Art. 194. Auyerre Art.64. Mante Art.14. Troyes Art. 26. Chaumont Art. 16. Reims Art. 107. Montargis Chap. 1. Art. 71. & 72. Tours Art. 135. Orleans Art. 57. Berry Tit. 5. Art. 44 & 45. Bretag. Art. 67.

Prendra ſur l'Eſtang, la moitié ou tierce: & ſur le Bois Taillis, la x. ou autre partie. Romorantin Art.1.

Les fruicts des vignes comme bleds, au temps de la maturité, ou des Eſtangs, en temps & ſaiſon conuenable, auant la mainmiſe ou ſaiſiſement appoſee. Meaux Art. 125.& 127.

Ne couppera Bois ſoit Taillis ou autres, ny vendra les bois tombez par impetuoſité de vents ou autrement, peſcher Eſtangs, &c Bretagne Art.67.

Couppera les Bois Taillis accouſtumez eſtre couppez puis trente ans: pourueu que le Taillis ait v. ans paſſez, fors les coudrayes ſaulſayes & freſnages à trois ans, ou les coudrayes à 4. ans. Aniou Art. 113. Le Maine Art.124. Ne couppera les bois marmentaux. Aniou Art.113. Le Maine Art. 124. ny les vſufruictiers ou Douairieres, les Laiz ſeruans de limitatiõs & ceinctures, &c. Dunois Ar.22. Aniou Ar.117. Tours Ar.135. Lodun. Ch.4. Ar. 3. A la Peſche ſi la bõde eſt leuee auant la Saiſie. Bourb. Ar.374. Peſchera les Eſtangs ayans eſté iii. ans en eau puis la derniere peſche. Aniou Art.113. Le Maine Art. 124. iii. ans entiers & peuplez. Tours Ar.135. Lodun. Chap.14. Ar.3. Ne peut coupper les Bois Taillis, ne peſcher les Eſtangs: ſinon au temps de la maturité d'iceux, en appellãt ſon Vaſſal, ou en ſon abſence, le fermier ou Procureur. Berry T.5. Ar.46. Montarg. Ch. 1. Art.71. & 72. Orleans Art.57. Ne peut trãcher la Chauſſee de l'Eſtang, ſ'il y a bonde: ſi l'on n'a accouſtumé de la trancher. Aniou Art.121. Le Maine Art. 130. Fiefs ſe doiuent releuer dans xl. iours. S. Pol Art.8.

Dans an & iour apres le treſpas. Cambray Tit.1.Art.53.

Doiuent eſtre releuez & les S. payez de leurs droicts, auant que l'heritier puiſſe auoir droict reel. Amiens Art 12.

Relief de tenemens cottiers ſe doit faire dans vii. iours & vii. nuicts. Monſtreul Ar.5. dedans 10. iours cõplets. Foully Art.1. Vimeu Ar.2. Ponthieu Art.11. La Salle de Lille Titre.1. Art.38. Relief ſe doit payer dans xl. iours. La Salle de Lille Tit.1. Art.35.

Double Relief auec Chãbellage deu pour apprehenſion de Don fait à l'heritier apparant en aduancement d'hoirie du viuant du donateur: mais apres la mort, ſimple Relief & Chambellage. Artois Art.79. S. Pol en Artois Tit.1.Art.10.

Source : BIU Cujas

En aduancement d'hoirie pour chacun fief ou tenue en cottiere. Sainct Pol Article 35.

Et s'il y a retention de viage, fruict ou autre chose, est deu Quint pour fief, & le vi. denier pour cottiers. Sainct Pol Article trente cinq.

Relief se doiuent faire en personne ou par procureur special, en presence de deux hommes ligez ou leurs procureurs. Ponthieu Ar. 66.

Deuant le S. ou ses officiers aians pouuoir Ponthieu Ar. 4.

Relief ou autre droict se peut demander par action contre le vassal qui a faict acte de vassal en la Cour de son S. F. Amiens Art. 41.

Relief de bail deu par le precedent mary se doit poursuiure par action. Peronne Article 51.

Et ventes sont deuz pour ventes de terres cottiers donnees à cens, &c. Ponthieu Article nonante.

Puisnez chacun en son ordre, si l'aisné s'abstient d'apprehender les fiefs, les peuuent releuer en payant simple relief & Châbellage. Amiens Art. 13.

Freres peuuent releuer le fiefs chacũ pour leur part & portion: & apres recongnoistre leur portion l'vn de l'autre prestent la Loy Valanciennes Ar. 81.

Heritier n'a main-leuee pendant le litige s'il ne paye ou nantit le relief & baille caution. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 38.

Seigneur n'est tenu receuoir vn relief l'vn sans l'autre. Monstreul Art. 6.

Ne prendra pour les fruicts de la premiere annee puis la saisie, sinon les fruicts que le vassal eust prins durant icelle annee: & non plus auant: s'il n'y a fraude. Berry Tit. 5. Art. 37. & 40.

Le reuenu ne se paye en nature pour bleds & grains: ains pour les bois, prez, vignes, & autres reuenus. Peronne Art 35. & 36.

Demy Relief pour Douaire Coustumier à Bolonnois. Monstreul Ar. 39.

Sans Chambellage. Boullenois Ar. 49.

Quand plusieurs debattent de la Seigneurie, celuy qui obtient par sentence doit releuer & payer, encores que l'autre eust releué & payé & ce sans restitution, &c. Laon Ar. 214. Chalons Ar. 215.

Plusieurs tenans en cottiere peuuent estre receus à relief dans les vii. iours & les vii nuicts. Ponthieu Ar. 11.

Tenant n'a & ne doit auoir Relief, Droicts Seigneuriaux n'amendes & n'a rien outre les bornes, &c. de son tenement. Monstreul Ar. 8.

S. sera payé des arrerages deuz auant que receuoir l'heritier à releuer. Boullenois Article 57.

N'est receuable de demander l'amende. La Salle de Lille Tit 1. Ar. 38.

Tels cens, telles releuoisons où à droict de ventes. Orleans Ar. 123. & 131.

Sont du denier six, pour chacun denier de cens, sans que les rentes foncieres en encourent. Orleans Ar. 132.

Rentes foncieres, arrierefoncieres, surfoncieres ou sortissans nature de foncieres, encourent & sont exploictees pour les releuoisons. Orleans Ar. 130.

S. Censier 15. iours apres la mutation peut obstacler & barrer l'heritage qui doit releuoisons, cens, & vn defaut ou prouision de Iustice, &c. Orleans Ar. 125.

Releuoisons à plaisir Orleans Ar. 123. 124.

Et autres subsequens sont à plaisir qui ne monstre du contraire. Orleans Ar. 124.

Deues à toutes mutations du costé des redeuables. Orleans Ar. 126.

Sont deues en la ville & fauxbourgs d'Orleans en toutes Censiue Orleans Ar. 124.

Est deue vne seule quand il y a plusieurs mutations. Orleans Ar. 139.

Se payent par la mutation des S. vtils. Orleans Ar. 138.

Ne comprennent les censiues qui se doiuent querir. Orleans Ar. 131.

Ne sont deues en eschange but à but sous vne mesme Censiue: mais seulement s'il y a Tournes. Orleans. Ar. 137.

Par les Beneficiers par la mutation du Beneficiers. Orleans Ar. 138.

Par les filles & leurs maris à cause d'elles pour leur premier mariage, ou par la mort de leur maris: sinon, &c. Orleans Ar. 127.

En Censiues qui se doiuent querir & chercher. Orleans Ar. 131.

Hors la ville & fauxbourgs, &c. sont du denier six, ou de Religieux ne sont capables de succeder aux Fiefs. Duché de Bourg. Chap. 3. Ar. 5. Comté Ar. 7.

V. Succession.

Reliqua. Melun Ar. 42. Sens Ar. 8. & 9. Troyes Ar. 116. Reims Ar. 109. S. Pol Art 9. Berry Tit. 1. Ar. 31. Tit. 9. Ar. 21. Titre 18. Ar. 24.

Ce que le comptable doit par l'arrest & closture de son compte, quand la mise doit à la recepte pour auoir esté moins & despencé que receu. Comme vn Commissaire qui a rendu compte du regime des heritages saisis. Niuernois Chap. 32. Art. 30.

Ou les Executeurs Testamentaires. Niuernois Chap. 33. Ar. 9.

Ou les Tuteurs ou Curateurs. Tours Art. 350. & 351. Art. 85. Le Bailliſtre ou le Gardien. Tours 341. Aniou Ar. 88.

Relots ou Relods. Prouins Ar. 1.

Droict de Relods est de dix deniers pour liure outre les trois sols quatre deniers. Mõtereau Ar. 9.

Rembourſement. Chasteauneuf Ar. 81. & 82. Chartres Ar. 72. & 73. Dreux Art. Ar. 61. & 62.

N'a lieu pour auoir recouuert son heritage vendu ou hypothequé durant la communauté. Niuernois Chap. 22. Ar. 11.

Remeré. Montargis Chap. 2. Ar. 25. 33. 41. 46. & 47. Chap. 16. Ar. 16. & 25. Chartres Ar. 18. Blois Art. 82. 83. & 116. Bourbonnois Ar. 23. 279. 295. 423. 431. 484. & 484. Auuergne Chap. 25. Ar. 13. Poictou Ar 320. Bourdeaux Ar. 15. & 96. Bretagne Ar. 56. & 287. Sedan Ar. 136. Acs Titre 9. Ar. 42. Tit. 10. Ar. 12. & 13. S. Seuer Tit. 8. Ar. 6. Aerry Tit. 5. Ar. 49. & 50. Tit. 6. Ar. 8. Tit. 12. Ar. 11. Tit. 13. Artic. 9. Tit. 14. Art. 3.

Pour le rachat de rente assignee ou d'heritage vendu

Grace ou faculté de remeré, ou de rachat ou de rauoir & remerer. Le Maine Ar. 104. Tours Ar. 148. Auuergne Chap. 16. Ar 21. Bourdeaux Ar. 16. Auxerre Ar 99. & 185. Lodunois Chap 16. Ar. 3. Aniou Ar. 91. Meaux Ar. 38. Vitry Art. 107. Chaumont Ar. 91. Troyes Ar. 100. Artois. Art. 67. Montargis Chap. 1. Ar. 77. & 78. Ch. 2. Ar. 46. Chap. 16. Ar. 16.

Faculté redemptiue & de remeré. Montargis Chap. 8. Ar. 10.

Remiſſion.

V. Grace.

Remonstrances pour faict d'homicide se font en trois sortes. Valanciennes Art. 136. 137. 139. & 140.

Femme Noble ou non Noble peut renoncer a la communauté en faisant bon & loyal inuentaire, la chose estant entiere. Paris Ar. 237. Calais Ar. 37. Estampes Ar. 96. Orleans Ar. 204. Dourdan Art. 84. Mõfort Ar. 132. Mante Artic. 130. Clermont Art. 188. Vallois Ar. 97. Troyes Artic. 12. Chaumont Ar. 7. Vitry Artic. 91. & 92. Amiens Ar. 99. Ponthieu Art. 46. Boullenois Ar. 104. Tours Ar. 290. Meaux Art. 51. & 53. Melun Ar. 217. Sens Artic. 214. Auxerre Ar. 192. Laon Ar. 26. Chalons Ar. 30. Sainct Quentin Ar. 2 Chauny Artic. 136. Aniou Art. 138. Grand Perche Artic. 104. Xainctonge Ar. 80. Bretagne Artic. 435.

Comme doit renoncer à la communauté pour s'exempter des debtes. Bayonne Tit. 9. Ar. 34. & 37.

En vuidant la maison mortuaire sans y rentrer. Lille Art. 208. La Salle de Lille Tit. 2. Ar 50.

En mettant les clefs sur la fosse du trespassé. Meaux Art. 52. & 53. Laon Ar. 16. Chabris Ar. 30.

Laissant sa ceincture sur la fosse de son mary. Duché de Bourgongne Chapitre 4. Artic. 20.

Noble ou roturiere a faculté de renoncer. Sens Ar. 272. Angoumois Ar. 43. & 47. La Rochelle Article 46. Cusset Ar. 3.

Peut renoncer au traicté de mariage & se tenir au Testament de son mary. Valanciennes Ar. 78.

La Noble dans xliii. iours & la roturiere dans vingt iours. Tours Ar. 290.

La Noble dans xl. iours & la roturiere dans trente iours. Grand Perche Article 104.

La roturiere dans huict iours. Lodunois Cha. 27. Ar. 31 32. & 33.

Dans trois mois, & la roturiere dans xl. iours. Dourdan Ar. 84. Mante Ar. 130. Senlis Art. 147. Troyes Artic. 12. Chaumont Artic. 7.

De trois mois ou de six semaines. Laon Art. 26. Chalons Art. 30. Airas Artic. 50. Peronne Ar. 119. & 120. Artois Art. 161. Cambray Tit. 7. Art. 14.

Dans vingt quatre heures. Niuernois Chapitre 23. Artic. 14. Duché de Bourg. Ch 4. Ar. 19. & 20.

Dans vn mois. Aniou Article 238. Le Maine Ar. 155.

Trente iours. Bretagne Ar. 433.

Dans huictaine. Angoumois Article 43. Xainctonge Ar. 80. & 81. Sedan Ar. 87.

Roturiere dans viii. iours en renonçant au Douaire. Lodunois Chap. 27. Artic. 33. Chap. 29. Ar. 11.

Noble doit faire la renonçiation en presence de Iuge ou de Notaire & tesmoins Curé ou Vicaire du lieu & tesmoins, &c. Duché de Bourg. Chapitre 4. Ar. 29.

En iugement. Comté Ar. 41.

Dans xl. iours du iour du decez du mary sans appeller l'heritier ou parens, & suffit leur signifier si elle est poursuiuie. Calais Ar. 38. Melun Ar. 217. Sens Art. 214. Auxerre Ar. 192. & 193. Ponthieu Art. 104. Peronne Ar. 119. S Quentin Ar. 2. Amiens Art. 99. Artois Ar. 161.

Dans xl. iours l'heritier appellé, sinon le procureur fiscal. S. Quentin Ar. 2. Boullenois Art. 104. Grand Perche Ar. 104. Bourbonnois Ar. 245. & 246. Normandie Article 309.

Incontinent apres le trespas de son mary.

Source : BIU Cujas

Chauny Art. 136.

Dans trente iours apres le decez. Bretagne Ar. 432.

Dans xxiiii. heures en preſence du Iuge ordinaire du lieu, apres la mort, ou congnoiſſance d'icelle. Niuernois Chapitre 23. Art. 14.

Quand perd ſon chois & election. Reims Art. 270.

Peut renoncer du viuant du mary. Tours Art. 291. Lodunois Chap. 27. Ar. 34.

Eſt priuee du benefice de la renonciation ſi elle a caché, recellé, ou ſouſtrait. Melun Art. 217. Mante Artic. 130. Chalons Artic. 31. Laon Art. 26. Chauny Art. 136. Boullenois Art. 104. Peronne Artic. 121. Grand Perche Art. 105. Reims Art. 274. Duche de Bourg. Chap. 4. Art. 21. Comté Ar. 41. Peronne Art. 121. Artois Artic. 163. Cambray Tit. 7. Art. 18. Artas Art. 53. Poictou Art. 238. Auxerre Art 192. Niuernois Chap. 23. Ar. 15. Calais Ar. 38. Bourbonnois Art. 246. Bar Ar. 92. Bretagne Ar. 437.

Pendant les xl. iours peut demourer en la maiſon & vſer des biens, ſans en tranſporter aucuns. Tours Ar. 330. Artois Art. 165.

Noble. Lodunois Chap. 31. Art. 4. Bourbonnois Art. 245. Bretagne Art. 435. Beauqueſne Ar. 17.

Et ſera nourrie des biens de la maiſon Cambray Tit. 7. Ar. 18.

La roturiere dans 20. iours Lodunois Ch. 34. Ar. 3.

A le chois de partir ou de tenir. Rems Ar. 240.

Dans xl. iours. Reims Ar. 241. & 271. Amiens Art. 99. Monſtreul Ar. 44. S. Pol Ar. 45. Chauny Ar. 16. 132. & 136. Lille Ar. 213 La Salle de Lille Tit. 2. Ar. 49.

Peut retenir ſes veſtemens, &c. Lodunois Chap. 27. Art. 33. & Cha. 29. Ar. 11.

Nonobſtant la renonciation emporte ſes heritages propres & acqueſts faicts auant le mariage, & les habits des Dimanches & feſtes. Laon Art. 27. Chalons Ar 30. Amiens Art. 101. Monſtreul Ar. 44. Chauny Art. 133. & 136.

Emporte ſon Douaire. Vitry Art. 91. & 92. S. Pol Ar. 45. Chauny Ar. 132. Boullenois Ar. 104. Angoumois Ar. 47. & 48.

Couſtumier ou Conuentionnel. Tours Ar. 293. Bourbonnois Ar. 245.

Ses biens Paraphernaux & ſon Douaire. Normandie Ar. 379.

N'a Douaire Couſtumier ou diuis. Duché de Bourg. Chap. 4. Artic. 19. Comté Ar. ticle 41.

Peut par benefice d'inuentaire deuëment obtenu, en baillant caution, apprehender les meubles & acqueſts ſans, &c. Cambray Tit. 2. Art. 15.

Aiſné fils peut renoncer à la Communauté. Tours Ar. 269.

Renonciations ne nuiſent aux creanciers Montargis Chap. 8. Ar. 8. & 9.

Seront enregiſtrees au Greffe. Sedan Article 87.

Quelles choſes la femme doit auoir nõobſtant la renonciation. Bretagne Article 436. Bretagne Ar. 80.

Femme ou ſon heritier doit faire ſerment parauant la renonciation. Bretagne Article 437.

Renonciation faite en contract de mariage par enfans aux ſucceſſions de pere, mere au profit des autres enfans eſt bonne : toutesfois ſils n'ont leur legitime, peuuent demander le ſupplement. Berry Tit. 19. Art. 33. & 34.

A ſucceſſion future de pere & mere en cõtract de mariage en gardant la legitime. Senlis Art. 267.

Faicte en contract de mariage eſt au profit de l'hoir mais le germain & des deſcendans de luy : ſinon, &c. Bourbonnois Ar. 307.

Aux biens paternels ou maternels auec ſerment, ne peut venir à la ſucceſſion demander ſupplement de legitime. Bourdeaux Article 67.

Eſtant faicte par fille mariee & appanee par pere, mere, ayeul ou ayeulle, paternels ou maternels, apres leur decez, ne peut demander legitime ou ſupplement, ne venir à ſucceſſion collateralle dans les termes de repreſentation tant qu'il y a maſle, &c. & hors les termes de repreſentation, y ſuccedent. Bourbonnois Ar. 305. Auuergne Ch. 12. Ar. 35. La Marche Ar. 246.

Faicte par fille mariee à future ſucceſſiõ de pere & mere eſt bonne, ores qu'elle fut mineur. Peronne Art. 206.

Et n'y peut retourner, ſi elle n'eſt rappellee Eſtampes Art. 114.

Par fille mariee par pere, &c. Noble peut renoncer à leurs ſucceſſions directes : & ſi elle eſt mariee par collateraux, eſt forcloſe des ſucceſſions directes ou collateralles, ſi elle &c. Poictou Ar. 220.

Mais ſ'il eſt roturier, peut renoncer à toutes ſucceſſions directes & collateralles à eſchoir. Poictou Ar. 221.

Par enfans mariez par pere & mere ne peuuent plus retourner à leurs ſucceſſions, ſi la choſe donnee reuient iuſques à la legitime. Montargis Chap. 12. Ar. 1.

Fille mariee viuant les pere, mere, ayeul, paternel, ſoit qu'elle ait renoncé ou non, ne peut venir à aucune ſucceſſion directe ou collateralle, tant qu'il y ait hoir maſle ou deſcendant de luy. Auuergne Chapitre 12. Artic. 25.

Ou fiancee. La Marche Art. 220.

S'il n'eſt dit au contraire. Duché de Bourg. Chap. 7. Ar. 21. Comté Artic. 43. 49. & 50. Niuernois Chap. 23. Ar. 24.

Ne peut retourner, ſi elle n'eſt rappellee. Comté Ar. 43. & 49.

Ne peut impugner la dotation : ſinon, &c. Niuernois Chap. 23. Art. 24.

Mariee en premieres nopces en la maiſon de ſes pere & mere ou l'vn d'eux ſans Dot, n'eſt forcloſe de ſucceſſion. Auuergne Cha. 12. Art. 25. La Marche Art. 220.

Ne peut rien demander à ſes freres, outre ce qui luy eſt promis par ſon mariage. Normandie Ar. 252.

A l'heritage de ſes anceſtres. Normandie Art. 253.

Mariee apres la mort de ſa mere, peut roturier à la ſucceſſion de ſa mere & autres parens du coſté maternel, & eſt forcloſe des paternels. Auuergne Chap. 12. Ar. 33.

Apres le decez, faut appeller deux des plus prochains parens ou voiſins, ſi elle n'eſt noble. Bordeaux Ar. 69.

Se mariant à homme indigne de l'eſtat & qualité de ſon lignage ne peut rien pretendre ny quereller eſdits biens de pere & mere. Auuergne Chap. 12.

Fiancee ſeulement n'eſt forcloſe deſdites ſucceſſions, ſi le mariage n'eſt accomply. Auuergne Chap. 12. Ar. 57.

Par le pere ne vient à partage : ſinon qu'il l'ordonne. Bordeaux Ar. 66.

Auec terre & argent ou renonçant aux biens paternels auec ſerment ne ſuccede à ſon frere, ſ'il y a frere ou neueu. Bourdeaux Art. 71.

Fillé à laquelle le pere a donné en la mariãt ce que bon luy a ſemblé, ne peut demander autre choſe Ar. 291.

Deuement apparagee par pere noble ne peut demander plus grand partage. Bretagne Ar. 557.

Ne peut apres la mort de ſon pere, eſtre appanee par la mere ou le frere des biens à elle aduenus de ſes predeceſſeurs, ſi bon ne luy ſemble. La Marche Ar. 291.

Eſtant maieur & d'aage parfaict ayant faict quictance & renonciation, telle quictance eſt bonne, ſans deception d'outre moitié. Marche Ar. 292.

Peut renoncer au profit du pere aux biẽs aduentifs eſcheus moyennant recompenſe raiſonnable : autrement non. La Marche Art. 293.

Ores qu'elle ait renoncé taiſiblement ou expreſſement, ſ'il n'y a que filles lors de la ſucceſſion, elle ſuccede auec ſes autres en rapportant ou moins prenant. Bourbonnois Artic. 309.

Ne peut demander part en l'heritage du pere ou mere contre les freres ains mariage aduenant. Normandie Art. 249.

Enfans en ligne directe ou aſcendans peuuent ſe tenir à la donation faicte en ligne directe, ou retourner à la ſucceſſion, &c. Orleans Ar. 273.

Portion de celuy qui renonce accroiſt aux autres heritiers. Paris Art. 310. Calais Art. 102. Eſtampes Art. 113. Dourdan Art. 109. Montfort Art 98. Mante Art. 163. Sainct Quentin Art. 53. Ponthieu Art. 8. Orleans Art. 399. Bourbonnois Art. 323. Sedan Article 180.

Puiſnez fils ou filles ſe doiuent contenter de ce que leurs pere & mere leur ont donné en les mariant, ſans impugner le Teſtament ou diſpoſition. Sainct Seuer Tit. 12. Ar. 9. La Bourt Tit. 12. Artic. 19. Sole Tit. 27. Ar. 34.

Aiſné ou aiſnee eſt tenu marier pour tout legitime ſes ſœurs de pere & de mere, ou du coſté dont les biens ſont venus. La Bourt Tit. 12. Art. 19. Sole Tit. 27. Ar 34.

Portion de la fille mariee & appanee accroiſt aux maſles ſeulement en payant la Dot conſtituee ou le reſte, ſinon les ſœurs leur ſuccedent en payant pro rata. Bourbonnois Art. 310. Auuergne Chap. 12. Art. 31. La Marche Ar. 244.

Accroiſt à l'aiſné : à la chage des beſtes à la raiſon de ladite portion. Bretagne Artic. 558.

Fille mariee & appanee fait part & nombre és ſucceſſions pour la legitime. Bourbõnois Ar. 310. Auuergne Chap. 12. Ar. 32. La Marche Ar. 245.

Fille peut eſtre mariee en premieres nopces, enſemble les autres deſcendans en directe ligne, en leur reſeruant droict ſucceſſif de pere, mere & autres lignagers. Bourbonnois Art. 311. Auuergne Chap. 12. Article 27.

Idem des Collateraux. Auuergne Chapitre douze Article 28. La Marche Artic. 241.

Renonciation de la proprieté de quelques heritages ſe doit faire en iugement & non autrement. Clermont Article deux cens quarante ſix.

En iugement partie preſente ou appellee Cambray Tit. 11. Ar. 12.

A la perſonne du Seigneur ſon Receueur ou Procureur en iugement le Procureur preſent ou appellé. Niuernois Cha-

Source : BIU Cujas

pitre cinq Article vingt. Chapitre sept Article six.

Des heritages non tenus du Roy sans moyen en payant la rente & arrerages & la laissant en bon estat. Desurene Article premier.

De la chose censuellle, en payant les arrerages, defaux, lods & ventes deuz, & la laissant en bon & suffisant estat ou selon le bail. Niuernois Chap. 5 Art. 20.

A la chose suiette a rente, en payant les arrerages, &c. Niuernois Chap. 7. Ar. 6.

Detenteur quand peut quicter & laisser le fief & autres biens tenus à cens & rentes agrieres, en payant v. sols Bourdelois. Bourdeaux Art. 86.

Tiers detenteurs non personnellement obligez ou qui ne sont heritiers de l'obligé peuuent renoncer & quicter les heritages en payant, &c. Tours Artic. 200. & 201. Orleans Art. 134.

En payant les arrerages du passé & le terme ensuiuant. Monstreul Ar. 14.

Peuuent renoncer à l'heritage pour le cēs en payant les arrerages. Melun Artic. 127. Sens Art. 238. Auxerre Art. 92. Boullenois Art. 146. Lodunois Chap. 18. Art. 5. & 6. Aniou Art. 469. Le Maine Art. 469.

Et ce qui sera deu au prochain terme. Poictou Ar. 57. & 58.

Auant contestation en cause, si leur garand leur defaut, sans estre tenus payer ladite rente ne arrerages. Paris Artic. 102. Calais Artic. 220. Estampes Art. 67. Dourdan Art. 54. Montfort. Artic. 67. Mante Art. 62. Vallois Art. 165. Clermont Artic. 39. Amiens Art. 155. Peronne Art. 271.

Orleans Artic. 409. Tours Artic. 199. Grand Perche Art. 207. Sedan Ar. 270. Melun Ar. 176. Le Maine Ar. 469.

Apres contestation peuuent renoncer en payant les arrerages de leur temps. Paris Art. 103. Calais Art. 220. Amiens Art. 155. Peronne Art. 271. Orleans Art. 410. Tours Art. 199. & 201.

Ne sont tenus payer la rente generale si le vendeur est present viuant & soluable : & peuuent seulement estre contraints pour auoir declaration d'hypotheque. Sens Art. 135. Auxerre Ar. 133.

Ne peuuent guerpir, sinon en payant les arrerages & laissant les heritages, &c. Xainctonge Ar. 116.

Sinon qu'ils eussent obligé tous leurs biēs à faire quelques reparations ou ameliorations sans le vouloir, &c. Xainctonge Article 117.

Tenancier cottier peut renoncer en la main du Seigneur, en paiant les arrerages du cens s'il n'est preneur, l'obligé personnellement Amiens Art. 43. Art. 273.

Payant les arrerages du passé & le terme ensuiuant. Monstreul Ar. 14.

Proprietaire ou son heritier obligé payer le cens & maintenir l'heritage en bon Eltat ne sera receu à renoncer s'il ne plaist au S. Sens Art. 238. Auxerre Art. 92. Ponthieu Art. 93. Peronne Art. 272. Lodunois Chap. 18. Art. 7. Aniou Art. 467. Berry Tit. 9. Ar. 34. Bourbonnois Art. 399.

Chacun peut delaisser ses immeubles en la main du S. en payant les arrerages deuz & le terme entamé, ou à son refus le faire conuenir. Ponthieu Art. 93. en payant les arrerages des annees passees s'il n'est dict du cōtraire par la baillete Bayonne Tit. 6. Art. 10.

En payant les arrerages deuz & deliurant la rente à ses despens & laissant en bon estat Bourbonnoois Art. 399. Auuergne Chap. 21. Art. 16.

Acquerur du preneur à la charge de la rēte sans autre charge peut renoncer à l'heritage, s'il n'a promis expressement garantir Paris Art. 110. Orleans Art. 413.

Preneur d'vn heritage à cens ou rente annuelle peut renoncer en iugement, partie presente ou appellee, en payant tous les arrerages du passé & le terme ensuiuant, ores qu'il eust promis payer, & obligé tous ses biens. Paris Art. 109. Melun Art. 127. Sens Art. 237. Auxerre Art. 92. Amiens Art. 43 Ponthieu Art. 92. Niuernois Chap. 5. Art. 20. Orleans Art. 412. Aniou Ar. 462. 463. & 464. Le Maine Art. 467. Bourbonnois Art. 399. Auuergne Chap. 21. Art. 16 Lodunois Chap. 18. Ar. 1. & 2. Poictou Art. 57. & 58. Xainctonge Ar. 116. & 117. Bourdeaux Art. 86.

En payant les arrerages du passé & l'annee ensuiuant en rendant, &c. Boullenois Artic. 145.

Detenteurs d'heritages chargez de cens &c. tenus personnellemēt de payer, &c. sont quictes des arrerages precedens en renonçant ausdits heritages Meaux Art. 68. Sens Art. 131. Troyes Art. 73.

Sans payer les arrerages. Senlis Art. 206.

Peuuent delaisser les heritages suiects à rente, & sont contraints par toutes voyes, mesmes par execution pour la derniere annee. Berry Tit. 9. Art. 33.

Preneur d'heritage à rente à tousiours ou à temps obligé auec promesse d'intenuenir ledit heritage, ne se peut departir ou renoncer sans le consentement du bailleur. Senlis Article 98.

Bailler en enseigne & payement : quand les Receueurs peuuent donner par leur cōpte pour trois annees d'arrerages des rentes La Salle de Lille Tit 31. Art. 1.

Rente ne denote fief en Nuesse, s'il n'appert que ce soit fief. Aniou Artic. 179. Le Maine Art. 197.

Infeodee ou hypothequee se tient en fief &c. Ponthieu Art. 78

Rente volage. Sens Art. 39. 121. & 164. Auxerre Ar. 42. 43. 184. & 185.

Ou volante. Cambray Tit. 11. Art. 5. Blois Artic. 157. 270. & 270. & 275. Bourdeaux Artic. 100.

Qui est constituee à pris d'argent qu'on appelle rente volant & courant. Sens Ar. 122.

Rente cōstituee à pris d'argent. Tours Art. 123. 124. Berry Tit 5. Art. 5. Tit 6. Art. 8. 24. & 33. Tit. 8 Ar. 25.

Est dicte rachetable. Berry Tit. 6. Art. 24. & 33. Tit. 8. Art 25.

Quand est estimee Feodale ou roturiere. Blois Art. 68.

Rente Censiue ou Cens. Bretagne Ar. 306.

Rente noble sur fief, taille, herbaux & rētes roturieres sont indiuisibles. Poict. Ar. 103

Fief vif ou rente fonciere. Acs Tit. 8. Ar. 2.

Rente fonciere. Sens Ar. 119. 121. Estāpes Ar. 63. Auxerre Ar. 43. 47. 183 186. Mōtargis Ch. 2. Ar. 33. 37. 38. & 42. Ch. 16. Ar. 26. & 27 Chap. 18. Ar. 1. 3. & 4. Lodunois Chap. 20. Ar. 3. Art. 192. 209. 216. Berry Tit. 6. Art. 29. Tit. 9. Art. 2

Rente fonciere ou baillette d'heritage dont on a iouy par quarante ans & plus, est ancienne. Xainctonge Art. 719.

Toutes rentes creez par vn partage ou licitation, sont reputees foncieres. Orleans Article 349.

Rente fonciere Seigneuriale & Feudale. Grand Perche Art. 212. & 213.

Rente fonciere se rachete au denier vingt Normandie Art. 201.

Rente fonciere & Seigneuriale. Ancin Article 2.

Rente proprietaire. Senlis Artic. 273. 274. Clermont Artic. 14. & 56.

Rente viagiere ou hereditalle. Ponthieu Art. 113. Amiens Art. 140.

Viagere ou heritiere. Cambray Titre 1 Article 8.

Rente roturiere. Laon Art. 193. Chauny Art. 97. Tours Art. 94. 114. Lodunois Ch. 8. & 9. Bourbonnois Art. 415.

A la difference des rentes infeodees.

Rente infeodee. Orleans Art. 261. Vitry Art. 131. Reims Art. 18. & 19. Senlis Artic. 97. Vallois Art. 26. Ponthieu Art. 78.

Rente infeodee. Reims Art. 94. Ribemont Art. 51.

Rente realisee & nantie. Peronne Article 270.

Rente hypothecaire. Lodunois Chap. 20. Article 4.

Rente muable. Niuernois Chap. 37. Article 15.

Rente personnelle non hypothecaire. Mōstreul Artic. 37.

Rente heritiere ou viagere. Lille Art. 68. & 69. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 24. & 2. Tit. 10. Artic. 9. & 10. Arrois Artic. 68. 140. 160. & 190. Valanciennes Artic. 29. Cambray Tit 1. Art. 39. Tit. 25. Ar. 16.

Heritiere fonciere ou heritiere a titre d'arrentement. Cambray Tit. 5. Artic. 13. 14. & 15.

Rente heritable ou hereditale. Amiens Art. 26. 83. & 140. Ponthieu Ar. 113.

Rente perpetuelle. Bar Art. 23. Sens Art. 190. Auxerre Art. 60.

Ou viagere. Reims Ar. 92. & 94.

Rente Seignouriale. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. Art. 45. Tit. 3. Art. 1. S. Piat Ar. 4.

Rente Seigneuriale. Normandie Ar. 32.

Et fonciere. Normandie Ar. 114.

Rente par lettres. Cambray Tit. 11. Art. 5. 8. & 10.

Rente fee. Aniou Art. 359. Le Maine Article 369.

Rentes à l'appercy. Bretagne Artic. 167. V. Appercy.

Rente ou reuenu rendable. Auuergne Ch. 31. Ar. 3. & 4. La Marche Ar. 411. 412. & 417.

Pour vne rente seche ou volant qui ne porte profit à son S. & est rachetable comme estant cōstituee à pris d'argent. La Marche Ar. 180. 411. 432. & 437.

Rente seche. La Marche Ar. 180.

Rente seche differe de la rente fonciere. Acs Tit. 8. Ar. 7.

Rente seche est la pension, rierefief ou cēs annuel que le suiet impose sur son heritage mouuant d'aucun S. foncier & est admortissable S. Seuer Tit. 6. Ar. C'est la rēte constituee à pris d'argent & volante. Bayonne Tit. 4. Art. 10. & 11.

Rente seche ou volant est amortissable. Bayonne Tit. 4. Art. 11.

Ne sera racheree par contrainte faicte au vendeur. Bayonne Tit. 4. Art. 12.

Rente premiere sur heritage allodial, s'appelle rente fonciere, emporte droict de directe & Seigneurie de lods & ventes. Bourbonnois Art. 392.

Rente en partie vendue, est premiere : & celle que le vendeur retient, est la derniere, s'il y a obligation. Clermont Art. 42.

Rētes achetees & constituees à pris d'argēt sont à tousiours rachetables, sinon qu'elles fussent amorties ou infeodees. Vitry Artic. 131. Paris Art. 119. Calais Art. 211. non por-

Source : BIU Cujas

tant directe. Bourbonnois Art. 418.

Qu'on nomme rentes volants ſont touſiours rachetables, iuſques a cent ans & au deſſous. Sens Ar. 123.

Encores que l'acquiſition ſoit faicte pour touſiours. Chalons Art. 121.

Encores qu'elles ſoient dictes perpetuelles. Sedan Ar. 18.

Nonobſtant leur contract ou renonciation contraire. Troyes Ar. 67.

Rentes volans rachetables. Bourdeaux Article 100.

Volans conſtituees à pris d'argent à rachat ſont rachetables. Cambray Titre 11. Article 5.

Dedans la ville de Blois. Blois Ar. 270.

Conſtituees puis trente ans en ça ſont rachetables. Blois Art. 275. Berry Titre ſix Article 33.

Rente volage ou volant n'eſt executoire contre vn tiers detenteur ſans condemnation ou recongnoiſſance. Sens Art. 121. Bar Artic. 59.

Conſtituee n'eſt executoire. Auxerre Article 119.

Conſtituee à pris d'argent ou bled ſont à touſiours amortiſſables. Xainctonge Article 121.

Sur les maiſons & fauxbourgs de la ville de Paris: ſinon qu'elles fuſſent premieres apres le cens & fonds. Paris Artic. 21. Orleans Artic. 271.

Se rachetent au pris porté par les contrats ſinon au denier douze. Orleans Ar. 268.

Rente annuelle conſtituee à raiſon de ſept & demy pour cent. Bayonne Titre 4. Artic. 10.

Enſaiſinee ou infeodee eſt bonne. Senlis Artic. 97. Valanciennes Art. 177.

A lieu ſur les heritages du vendeur ou cõſtituant poſſedez par le vendeur ou Seign. Feodale à titre particulier. Senlis Artic. 198. Valanciennes Artic. 178.

Rente conſtituee ſur terre Feodale ou Cenſiue non infeodee, tient nature de roture & cenſiue Sainct Quentin Ar. 55.

Rentes conſtituees en grain ſeront reduites au denier douze. Peronne Ar. 215.

Sans aucune deduction ou repetition des arrerages: ſinon que le contract fut manifeſtement vſuraire. Sedan Ar. 19. & 20.

En grains ou à pris d'argent reductes au denier xvi. Cambray Tit. 11. Ar. 11.

Seront reductes à quinze pour vn. Berry Tit. 6. Ar. 24

Eſtans au denier dix, ſeront reduictes. Berry Tit. 6. Ar. 24. cy apres conſtituees, ſeront rachetables Ib. Se doit payer par les heritiers pour leurs parts. Orleans Ar. 349.

Dons ou aumoſnes d'vne ſomme d'argent ou de grains à vne Egliſe ſont rachetables par le proprietaire au denier vingt. Vitry Article 132.

Legs pitoyables de rentes en deniers grains ou autres eſpeces ſur les maiſons de la ville & fauxbourgs ſont rachetables au denier vingt. Paris Art. 122. Orleans Ar. 271.

Rentes d'Egliſe & foncieres ne ſont rachetables contre la volonté du proprietaire. Cambray Tit. 11. Art. 4. Montargis Chap. 16. Art. 27.

Toutes rentes ſont rachetables dans la ville & Cité. Cambray Tit. 11. Art 1. 2. & trois.

Sur maiſons & heritages à touſiours rachetables. Montargis Chap. 16. Art. 26. Niuernois Chap. 7. Art. 9.

Conſtituees ſur Fief ſont roturieres, ſi elles ne ſont infeodees. Chalons Article cent vingt ſept.

Vendues & conſtituees ſeront payees par celuy qui les aura vendues ou conſtituees: mais les arrerages par moitié. Orleans Article 190.

Rentes foncieres ſont rachetables pour le pris porté par les contracts, fors celles des Egliſes. Montargis Chap. 16. Ar. 27.

Rentes dans la ville & Cité ne ſe peuuẽt conditionner qu'elles ne ſe pourront iamais racheter, mais bien durant la vie des bailleurs, &c. Cambray Tit. 11. Article 3.

Hors la ville & Cité ne ſe peuuent racheter contre la volonté du proprietaire, ſ'il n'eſt porté par les lettres. Cambray Titre 11. Artic. 3.

Rentes foncieres deuës ſur maiſons & heritages eſtant vendus ſe peuuent rauoir, en rendant les deniers, frais & loyaux couſtemens. Bethune Tit. 2. Art. 14.

Sont executoires ſur les biens trouuez és maiſons & tenemens. Bethune Tit. 2. Article 14.

Ne ſe peuuent acquerir à moindre pris que de vingt hures pour le fort principal de vingt ſols. Orleans Ar. 191.

Rentes, charges ou hypotheques non infeodees conſtituees par le vaſſal ſur vn fief, ne ſeront payees par le Seigneur durant le temps de la main miſe. Paris Ar 28. Montfort Art. 19. Dourdan Art. 27 Blois Ar. 62. Mante Ar. 11. Orleans Ar. 6 Grand Perche Artic. 70. Chartres Art. 32. & 38. Dreux Art. 28. Bretagne Art. 365. Chaſteauneuf Art. 40. Montargis Chap. 1. Ar. 3. Chap. 8. Art. 11. Ribemont Ar 51.

S'il ne les a ou ſes predeceſſeurs conſenties ou ſoient anciennes de xl. ans. Tours Art. 139. Lodunois Chap. 14. Ar. 16.

Le fief venant en la main du S. par Aubeines confiſcation ou commiſes ne ſeront payees par le S. F. Senlis Art. 205.

Par commiſe ou felonnie. Troyes Art. 39. Chaumont Art 24. Laon Ar. 194. Chalõs Ar. 196. Chauny Ar. 97.

Nuiſent aux heritiers du vaſſal, & non au S. F. Bar Artic. 23.

N'empeſche que le S. n'exploicte le fief à pure perte, ſans charge, &c. Peronne Art. 60. Auxerre Art. 60.

Au S. F. ſi elles ne ſont realiſees & infeodees. Niuernois Chap. 4. Art. 39.

Ou charges infeodees & anciennes ſeront payees par le S. F. faiſant les fruicts ſiens. Mante Art. 11. Laon Art. 194. Chalons Ar. 196. Ribemont Art. 51. Montargis Chap. 1. Ar. 3. Orleans Art. 6.

Ou charges deues à cauſe du fief, Ban & Arrierebã & loyaux aydes de l'annee. Tours Ar. 139. Conſtituees ſur fief, nanties & non infeodees, ſont roturieres ou cenſiues. Laon Ar. 193. Chauny Ar. 97.

Sans rachat infeodees ſont reputees fief. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 56.

Conſtituees eſtant rachetees, les deniers appartiennent à celuy des conioincts ou heritiers, du coſté duquel la rente eſt venue. Montargis Chap. 8. Ar. 10. apres le treſpas la Dame n'eſt tenue des arrerages eſcheus durant le mariage, ſ'il n'y a conqueſt, &c. Montargis Chap. 8. Ar. 11.

Infeodees, foncieres & perpetuelles & rente fonciere Seigneurial & premiere eſt reputee Cens & ſortir nature de Cens en toutes choſes. Chaſteauneuf Ar. 49.

Non infeodees ne ſeront parties comme fief Ribemont Ar. 51.

Rentes heritieres ſe peuuent conſtituer au denier xvi. & en deſſus: & les viageres à deux ou trois vies, au denier dix & en deſſus: & à vne vie ſeule, au denier vi. vii. viii. & en deſſus. Lille Art. 68. La Salle Tit. 10. Ar. 9. Ne ſe peuuent conſtituer ſans rachat moyennant pris d'argent. Lille Art. 69. La Salle Tit. 10. Ar. 10.

Viageres ou heritieres par lettres ne vallẽt ſans rapport & hypotheque ſpeciale. Cãbray Tit. 11. Art. 8. Par lettres ſe peuuent conſtituer par rapport & hypotheque. Cambray Tit. 11. Art. 10. Ne peuuent eſtre miſes ſur vn heritage ou maiſon: mais ſeulement charger d'vne ſomme de deniers par vne fois. Arras Tit. 5. Art. 45.

Rentes ou redeuances ſont indiuiſibles. Niuernois Chap. 7. Ar. 10.

Heritages ſuiets à pluſieurs rentes foncieres eſtans ioincts demeurẽt chacun chargez de toutes les rentes. Arras Tit. 1. Ar. 14.

Rentes anciennes par payemens de xl. ans ne ſont rachetables, ſ'il n'appert du contraire. Bretagne Art. 260.

Ne ſeront conſtituees pour arrerages de rente. Sedan Ar. 23.

Rentes heritieres & a rachat ſont rachetables au denier xvi. ſi le pris n'eſt dict. Valanciennes Ar. 64.

En arrentement au denier vingt & non plus haut. Valanciennes Ar. 64.

Rentes foncieres ſont de pareille conditiõ que les heritages. Arras Tit. 2. Ar. 6.

Eſtant propres à l'vn des conioincts luy demourent & a ſes hoirs. Senlis Ar. 123. Bar Art. 62. Troyes Ar. 65. Montargis Chap. 8. Ar. 10. En grains deues à certain iour, ſe payent au plus haut pris dedans l'an. Melun Artic. 330.

Arrerages de terres ou rentes ſe payent au plus haut pris commun. Cambray Titre 19. Art. 6. De bled vin ou autre choſe pour rente conſtituee au fur que les rentes ont eſté acquiſes. Troyes Art. 68.

De bled, vin & huille ou autres choſes giſans en poids & meſure ou mutation pour cens, taille ou deuoir annuel ſe payent au plus haut pris qu'il a valu en l'annee, ſans aucune appreciation. Bourbonnois Ar. 128.

Rentes foncieres & Seigneuriales deuës en eſpece de bleds & auoine ſe payent telles que les terres les portent, ſans eſtre ſubmis à les payer à la priſerie du Prince ou autre Seigneur. Ancin Ar. 2.

Quand les rentes ſont deues au grenier du S. il doit au terme tenir ſon grenier ouuert par quinze iours, ſ'il ou ſes fermiers refuſent, ne ſont tenus du ſurhauſſement. Bretagne Art. 260.

Rente conſtituee & vendue ſous faculté de rachat, ſe rachete, & le rachetant fait les fruicts ſiens, en paiãt le droict du laboureur Auuergne Ch. 16. Ar. 21. La Marche Article 121.

Rente, hypotheque ou charge ſur vn Fief ne preiudicie point au S. F. ſi elle n'eſt enſaiſinee ou infeodee. Chaſteaun. Ar. 28. Chartres Ar. 36. Dreux Ar. 26. Senlis Ar. 203.

Rente ou ſurcens ſe doit demander ſur le lieu & comme il faut intenter action. Amiẽs Ar. 248. Boullenois Art. 130. Sainct Omer en Artois Tit. 2. Artic. 3. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 45.

Fors que ceux de S. Pierre de Lille ne ſont tenus les demander S. Pierre Art. 4.

Ne ſe peut vendre ſans y garder l'vne des trois voyes. S. Pol en Artois Titre 3. Artic. 4.

Bail à rente ou ſurcens ſe peut faire de heritage venu de ſucceſſion, ſans y appeller l'heritier apparant ou garder aucu-

Source : BIU Cujas

ne solemnité pourueu qu'il soit à suite pris & sans bailler deniers & sans rachat Sainct Pol en Artois Titre 3. Art. 3.

Des heritages Feodaux ou cottiers se peut faire par le Seigneur Feodal sans le consentemẽt de son heritier apparant: mais s'il est homme cottier le Seigneur Feodal y doit estre appellé. Boullenois Ar.117.

Rente, pension ou Cens ou Arriere fief se peut imposer sans le sceu du Seigneur Foncier, & est amortissable. S. Seuer Tit. 6. Art. 1. & 2.

Rente est confuse quand le Seigneur acquiert l'heritage chargé de rente ou partie d'icelle. Melun Ar.178.

La rente ou charge. Clermont Article 41. Vallois Article 103. Amiens L. Article 7. & 8. Cambray Tit. 21. Art. 9.

Quand le rentier est proprietaire. Senlis Ar.202.

Est esteinte quand elle est achetee, ou quand celuy qui l'a constituee la rachete Bethune Tit. 2. Ar. 15.

Quand est confuse. Arras Tit. 6. Art. 48. Senlis Ar. 277.

N'est confuse quand le rentier est mis par auctorité dans l'heritage redeuable de rente fonciere estant sans detenteur: à la charge de frais de Criee. Sens Articl. 124. Auxerre Art. 122.

Vendeur de rentes foncieres tenus le signifier au possesseur des heritages chargez Arras Tit. 6. Ar. 48.

Chacun peut donner ses heritages à rente & par recours. Valanciennes Ar. 64.

Charger son heritage de rente heritiere & à rachat par desheritance & adheritance. Valanciennes Ar. 55.

Rentier ou Receueur ayant faict saisir pour plus de terme qu'il n'est deu, se peut restraindre en payant les despens. Tournay Tit. 8. Ar. 4.

Ne peut faire poursuite & saisine pour plus de trois annees dernieres de la rente fonciere. S'il n'y a promesse de payer les arrerages. Tournay Tit. 8. Art. 3.

Rentier. Auxerre Article 186. 187. 191. 195. Berry Tit 9. Artic 44. Titre douze Artic douze.

Pour celuy auquel la rente appartient ou celuy qui doit la rente.

Rentier pour le Rolle & papier Terrier du S. qui a rentes, droicts & deuoirs sur ses hommes.

Rentier comme se peut faire payer d'vne rente fonciere perpetuelle ou à vie. Auxerre Art. 118.

Premier rentier iouissant de l'heritage par auctorité, sera premier satisfaict & auant le second rentier. Sens Article cent vingt neuf. Auxerre Article 127. Bar Article 63.

Premier rentier preferé aux autres. Niuernois Chap. 7. Art. 2.

Second rentier comme se peut addresser au tiers detenteur. Sens Article 129. Auxerre Ar. 127.

Ou creancier ne peut faire mettre la maison ou heritages en Criees, quand il a meubles ou fruicts suffisans ou que le detenteur n'a failly de payer par chacun an. Sens Article cent trente. Auxerre Article 128.

Detenteur retournant dans dix ans, est tenu luy rendre l'heritage en luy payant les meliorations, sans deduction des leuees. Auxerre Ar. 122.

Voulant rentrer en son heritage, comme sera receu. Bar Artic. 63. Tournay Tit. 17. Article 4.

Rolles & rentiers des iurisdictions seront reformez de dix en dix ans & comment se doiuent faire. Bretagne Ar. 74.

Pourront estre faicts en l'absence de l'hõme par prouision information faicte de la rente, s'il a esté appellé. Bretagne Article 74.

Seigneur pour rentes peut faire executer en son Fief, vendre d'heure à autre, quand les exploicts sont bien faicts, &c. Bretagne Ar. 75.

Nouuel acquereur se doit faire enroller & monstrer au lieu, de qui il est subrogé. Bretagne Ar. 75.

Contract, iugé, rolle ou rentier portant execution paree. Bretagne Ar. 78.

Hommes sont contraints de leuer les rentes de leur Seigneur, apres qu'il leur aura fourny du Rolle signé du Greffier ou Notaire. Bretagne Art. 76.

Feront chacun la cueillette en son Bailliage à l'ordre du Rolle. Bretagne Ar. 77. Seront soluables & respondront des deniers Ib.

Ou Sergens la cueillette, si aucun se plege ou baille empeschement de payer la rente, en donnant l'exploict & relation au Seigneur ou son procureur en sont quictes. Bretagne Ar. 77.

Terres renteuses. La Salle de Lille Titre 1. Ar. 34.

Ordre des rentiers, & precede le premier ensaisiné, ores qu'il fut le dernier acquesteur Vallois Art. 19.

Obligé par obligation passee sous Seel Royal ou authentique ne peut demandeur Garieur formel: ains seulement sommer Xainctonge Art. 115.

Ou aiant rente fonciere en la ville & Banlieue est Seigneur de sa rente fonciere pour les droicts Seigneuriaux & de relief. Bethune Tit. 2. Art. 15.

Affermant vne fois en sa vie auoir payé sa rente, demoure quicte des arrerages precedens. Boullenois Art. 131.

Quand est estimé rentier du Seigneur qui a receu de luy par trois ans continuels la rente Sainct Omer en Artois Tit. 2. Art. 6. Boullenois Art. 147.

En rente ou sous rente hypothequee sur maison ou heritage, comme on doit proceder par plainte & adiournement. Commines Art. 12. 13. 14. & 15.

Par contumace, les heritages sont vendus. Ib.

Comme doit faire adiourner les opposans Tournay Tit. 8 Art. 11. & 12.

Dernier declaré en ordre comme peut requerir estre mis au lieu du saisissant à la charge de paier les rentes precedentes la sienne. Tournay Tit. 8. Art. 12.

S'estant opposé ayant hypotheques, est mis au lieu du saisissant, en payant les rentes foncieres & despens. Tournay Titre 8. Artic. 13.

Rentier, taillablier. Bourbonnois Artic. 415.

Tenu bailler par declaration sa rente. Boullenois Art. 182.

Rentiers non ensaisinez viendront à contribution pro rata de leur deu. Vallois Article 9.

Les premiers creez precedemment viendront tant pour l'execution que pour le principal. Cambray Tit. 25. Ar. 17.

Seigneur a action contre les tenementiers des heritages chargez de cens ou rentes ou contre les precedens obligez. Comté de Bourgongne Ar. 114.

Comme se fera payer des rentes non Seigneuriales La Salle de Lille Titre 1. Article 46.

Ne peut poursuiure ses rentiers par actiõ personnelle ou possessoire, s'il n'y a promesse. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 48.

Detenteur d'heritage tenu à rente, contraint entretenir la chose en bon & suffisant estat. Niuernois Chap. 7 Ar. 5.

Acquesteur renonçant à l'heritage acquesté, peut retourner à sa rente, nonobstant confusion. Vallois Article 64. Sedan Article 268.

De fief, maison ou heritage à la charge de rente ou charge tenu recongnoistre les lettres executoires contre luy La Salle de Lille Tit. 25 Ar. 12.

Heritier ou aiant cause d'vn defunct recongnoissant les lettres obligatoires de la rente ou d'autre debte, oblige ses propres heritages, & les peut le creancier faire saisir & mettre en Criees, encores qu'ils ne aient point appartenu audict defunct. Ponthieu Ar. 132.

Tenus payer le reste, si les deniers de la rente d'vn heritage suiet à rente viagere ou heritiere par lettres & à rachat, ne portent autant que les deniers, &c. Cambray Tit. 25. Art. 16.

Renuoy, renuoyer. Anjou Ar. 65. 66 71. 75. & 77. 406. Le Maine Ar 56. Blois Article 22. Bourbonnois Ar. 11. & 12. Auuergne Chap. 7. Art. 1. La Marche Artic. 19. Angoumois Ar. 32. 33. & 36. Amiens Artic. 230. 235. & 236. Berry Tit. 9. Ar. 12.

Quand vn renuoye en autre Cour & iurisdiction la cause qui auoit esté assignee pardeuant luy ou l'accusé pardeuant le Iuge du domicile, ou du lieu du delict.

Renuoy est octroyé, quand il est requis en payant les mises de Iustice. Sainct Pol Ar. 32. S. Pol en Artois Tit. 2. Art. 6. Auuergne Chap. 7. Article 5. & 8. La Marche Art. 19.

Doit estre faict des hommes qui s'adiouent iusticiables de Madame sans moyen s'ils ne sont prins en present meffaict ou de chaude suite. La Marche Art. 12.

Aux Hauts Iusticiers & Vicomtiers par les Seigneurs superieurs ou Officiers du Bailliage de Lille, aians preuenu en prinse ou attiré les delinquans par Veritez tenues, en payant droict de prinse & information: fors pour amendes de sang & sombres coups, auquel cas n'y a renuoy: & ont chacun pareilles amendes, si elles ne sont engagees. La Salle de Lille Titre 1. Ar. 20.

Est deu aux Hauts Iusticiers ou Vicomtiers pour autres delicts & crimes, s'il est requis & les defendeurs n'ont defendu peremptoirement. La Salle de Lille Tit. 1. Article 21.

En matieres reelles, mise de faict & actions personnelles. La Salle de Lille Tit 1. Art. 23. & 24.

Doit estre faict quand les parties sont d'accord de l'aduen & renuoy: si le Procureur d'Office ne l'empesche. Auuergne Chap. 7. Art. 2.

Estant demandé par le suiet seul, faut signifier l'aduen au Seigneur où à ses Officiers. Auuergne Chapitre 7. Art. & 17. La Marche Art. 20.

Renuois ont lieu en matiere de Retraict. Anjou Article octante & vn. Le Maine Ar. 92.

Pour demande torsionnaire. Le Maine Article 9.

Doiuent estre requis en temps deu par

Source : BIU Cujas

les vaſſaux parauant conteſtation en cauſe ou delay peremptoire prins. Amiens Article deux cens vn, deux cens trente deux cens trente cinq, & deux cens trente, ſix. Sainct Pol Article vingt. Sainct Omer en Artois Titre premier Article huict. Sainct Pol en Artois Titre deux Articl. 5. La Salle de Lille Titre vingt cinq. Article premier.

Par le Moyen Iuſticier des matieres dont il n'a congnoiſſance. Blois Artic. 22.

Es cas eſquels ils ſe doiuent faire, ſeront faicts par les ſuperieurs aux Seigneurs inferieurs. Boullenois Art. 9 & 20. Montdidier L. Artic. 9. La Ruë d'Yndre Article 27.

Des perſonnes priuilegiees. Amiens L. Art. 21.

En matiere d'Arreſt ou plegement fait par Cour ſuperieure. Bretagne Ar. 27.

Doiuent eſtre demandez par le Seigneur ou autre ayant pouuoir. La Salle Titre 25. Art. 1.

Aux Iuges Royaux par les Hauts Iuſticiers, ſans vſer, &c. Normandie Article quinze.

Octroyez en matiere ciuile, encores que le ſuiet ne ſoit aduoué: ſecus en matiere criminelle. Normandie Chapitre 1. Artic. 28.

Ont lieu en delict. Montfort Ar. 184.

Faicts pour principal & pour l'execution de la garniſon. Mante Article cinquante neuf.

Sont requis apres conteſtation en cauſe en matiere perſonnelle, non criminelle & ſi le Seigneur immediat, & le Suzerain concurrent, le Seigneur immediat eſt preferé. Aniou Artic. 65. Le Maine Ar. 75.

En cauſe d'appel, auant conteſtation. Aniou Ar. 65. Le Maine Ar. 75.

Seront faicts aux Iuges ſubalternes par les Seigneurs Suzerains de petites matieres non excedans vingt ſols, ſi les parties ont eſté adiournees au loing, comme de ſix lieues: ſi ſommairement, ils ne le peuuent vuider. Aniou Art. 66. Le Maine Article 76.

Sont faicts par les Iuges Royaux auãt conteſtation en cauſe. Le Maine Article octante huict.

Quand ils ſont requis ſuffiſamment par les Seigneurs aians Iuſtice: ſauf ſi la partie ſe rapporte au ſerment du defendeur & que la matiere, &c. Senlis Ar. 94.

Doiuent eſtre faicts par les Preuoſts aux Nobles viuans noblement, & non roturierement. Vallois Ar. 2.

Pour Clerc tonſuré & aians priuilege de clericature. Tournay Tit. 11. Art. 4.

Pour gens d'Egliſe pardeuant leur ordinaire pour le delict commun. Angoumois Art. 33.

Iuges ſeculiers doiuent rendre les Clers priuilegiez aux Iuges Eccleſiaſtiques. Bretagne Ar. 11. 12. 18. & 666.

En tous cas de delict ont la capture des Preſtres, Clercs & Religieux, & s'ils refuſent donner ſeureté: ſauf de les rendre aux Iuges Eccleſiaſtiques ſ'il eſt requis & faire ſe doit, en payant les frais de Iuſtice: fors que pour cas priuilegié, ils ne payent que la moitié. Bretagne Ar. 3.

Renuois n'ont lieu en cauſe du Domaine ny en Officiers delinquans en leurs Offices Bretagne Art. 26.

En matiere d'aſſeurement: ſinon apres iceluy donné. Bourbonnois Ar. 52.

Quand on eſt appellé pour deliberer, ſi on eſt heretier. La Marche Ar. 43.

Quand le ſerment eſt deferé ou referé. Vallois Art. 11. La Marche Ar. 3.

En matiere d'empeſchement de chemin Peageau, de delict faict en grand chemin de fauſſe aulne, de bris de marché, de Denoncemens criminels faicts par le bleſſé en la Cour du Suzerain, en matiere d'hypotheque vniuerſel, quand il eſt queſtion de rentes & arrerages d'icelles, & que les choſes hypotheques ſont en diuerſes iuriſdictions. Anion Ar. 79. Le Maine Ar. 90.

Ne ſeront faicts par les Officiers du Roy aux inferieurs, des cauſes de relieuement ou reſtitution qui ſ'octroient par le Roy ſeul. Aniou Ar. 80. Le Maine Ar. 91.

S'il y a pluſieurs Seigneurs demandans le renuoy: & doit le Iuge retenir la cognoiſſance pour le debat des parties, ſans preiudice de leur droict. Auuergne Chap. 7. Ar 9. La Marche Ar. 21.

Ne ſont octroyez pour deſpence faite en aucun lieu, ſ'il eſt conuenu promptement Bourbonnois Ar. 12.

Ou profit du forain pour marchandiſe faicte le iour de marché ou delict commis en plein marché, ſ'il eſt prins en flagrant delict. La Marche Ar. 23.

Ne ſeront octroyez à vn Preſtre ou Clerc pour vne iniure faicte ou dicte en Cour ſeculiere. Poictou Ar. 425.

Ou autres faiſans telle iniure. Angoumois Ar. 33.

Par le Iuge du domicile au Iuge du contract ou delict commis. Angoumois Ar. 32.

Ne ſont donnez à homme d'Egliſe pour arrerages de rente ou autre action reelle & pour ſaiſie de la choſe pour leſdicts arrerages. Angoumois Ar. 36.

Si aucun Preſtre ou Clerc non marié, eſt appellé par deuant le Seneſchal ou l'vn des Baillifs Royaux pour reſpondre aux faits & choſes contenues és lettres ſous Seaux priuilegiez en matiere de complainte & de nouuelleté & miſe de faict ou ſauuegarde. Ponthieu Art. 164.

Des cauſes des Officiers, Aduocats & Practiciens du ſiege. Boullenois Art. 153.

Ny pour reſpondre à lettres. Boullenois Artic. 154.

Par le Iuge Royal des matieres de puits riuieres & autres lieux dangereux, refections de chemins, &c. Boullenois Article 154.

Quand les ſuiects ſont conuenus pour cognoiſtre ou nier lettres inſtrumens ou cedulles: ou que le demandeur, ſe ſoit rapporté au ſerment du defendeur. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 23.

Ne ſeront faicts ſinon apres la recongnoiſſance de cedulle. Vallois Ar. 10.

Si le tenement eſt de diuers Seigneurs ou que les miſes de faict ſe font pour ſeureté de rentes heritieres ou viageres. La Salle de Lille Titre premier Article vingt quatre.

En matiere reelle ſi les choſes ſont ſiſes en diuerſes iuriſdictions. Aniou Article ſeptante cinq. Le Maine Article octante ſix.

En matiere de complainte intentee en la Gouuernance de Lille. La Salle de Lille Titre dixhuict Artic. 5.

En matiere criminelle, ſi le Seigneur ne faict l'aduen & requiere le renuoy & paye les frais. Bourbonnois Article onze. Auuergne Chapitre 7. Article 1.

N'ont lieu ſans raduen. La Salle de Lille Titre 25. Art. 1.

De l'execution des ſentences, iugemens & appoinctemens donnez & prononcez en la Cour du Prince. Aniou Article 77.

Quand le delinquant a eſté prins en preſent meffaict. Auuergne Chapitre ſept Artic. 4.

Deniez aux forains achetans marchandiſes en la ville de Montereau le iour de Samedy. Montereau Ar. 3.

Quand il eſt queſtion de deſpence de bouche faicte aux Tauernes & Hoſtelleries de Montereau. Montereau Article cinq.

Aux habitans dudict lieu, ſoit de partie à partie ou pour cas de delict. Montereau Art. 6.

Quand il eſt queſtion des cas Royaux & priuilegiez. Bolongne L. Artic. 3. Vviſſent Art. 1.

Ne ſont octroyez ſans aduen du Seigneur Iuſticier ou de ſon Procureur. La Marche Ar. 25.

Seront empeſchez par le Procureur fiſcal, ſans caute: ſur peine, &c. La Marche Art. 26.

Reparations neceſſaires comme ſ'entendent. Sainct Seuer L. Titre trois Article ſept.

Menues & neceſſaires doiuent eſtre faictes par le Seigneur Feodal faiſant les fruicts ſiens. Reims Article cent trois. Berry Tit. 5. Ar 48.

Faictes par les Douairieres. Troyes Article octante ſix. Laon Article trente ſept Chalons Article cinquante & vn. Niuernois Chap. 24. Artic. 4.

Reparations viageres ſont toutes reparations d'entretenemens, hors les quatre gros murs, poutres & entieres couuertures & voutes. Paris Article deux cens ſoixante deux. Calais Artic. 61. Orleans Artic. 222.

Reparations groſſes. Melun Article 242 Laon Article 37. Chalons Article cinquante & vn. Reims Article deux cens cinquãte & vn. Chauny Article 125. Peronne Article 146. Niuernois Chap. 24. Article 1. Bourbonnois Article 252. Cambray Titre 4. Article 6.

V. Douaire.

Repreſentation a lieu en ligne directe infiniment, & en quelque degré, &c. Paris Article 319. Calais Article 110. Orleans Artic. 304. Melun Article 261. Sens Article 96. Auxerre Article 247. Eſtampes Article cent dixneuf. Dourdan Article 113. Montfort Article 104. Mante Article 164. Vallois Article 87. Troyes Article nonante deux. Chaumont Art. 79. Vitry Article 66. Ribemont Article 57. Amiens Article. 69. Bar Article 119. Chaſteauneuf Artic. cent quinze. Poictou Article 277. Angoumois Article 83. La Rochelle Article 53. Xainctonge Article 504. Acs Titre 2. Article trente & vn. Chartres Article 93. Dreux Artic. 83. La Marche Article 218. Grand Perche Artic. 151. Tours Article 287.

Directe des deſcendans in infinitum. Niuernois Chap. 34. Art 11.

Directes des aſcendans aux deſcendans infiniment. Bourbonnois Art. 306.

En ligne directe. Meaux Article 41. Senlis Article 139. Clermont Article 155. Montargis Chap. 15. Art. 4. Blois Artic. 138. & & 139. Lille Artic. 16. Ennetieres Article 5. Theroanne Art. 1. Aire Titre 1. Article 6. Aniou Artic. 268. Le Maine Art. 286.

Source : BIU Cujas

Tant en Fiefs maintermes, que meubles Cambray Tit. 12. Art. 25.

Fors és fiefs. Tournay Tit. 24. Ar 2.

Tant en fief qu'en roture. Laon Art. 74. & 154. Chalons Art. 81. Noyon Art. 15 S. Quentin Art. 43. Peronne Art. 191. Sedan Art. 163.

Infiniment quant aux rotures. Reims Art 309.

En faict de ſucceſſion de biens, &c. Armentieres Art. 6. S. Simon Art. 1.

Tant en ligne directe que collateralle in infinitum. Auuergne Chap. 12. Art. 9.

Tant en ligne directe que collateralle. Laõ Art. 154. Chalons Art. 81. Reims Art. 50. Chabris Art. 19. S. Aignan Art. 19. Selles Art. 5. Vaſtang Art. 22. Grand Perche Article 151.

Infiniment. S. Seuer Tit. 12. Art. 12. Bretagne Art. 592.

En tous degrez. Tours Art. 287.

En toutes ſucceſſions. Duché de Bourg Chap. 7. Art. 19.

Tant de noble que de roturier. Tours Art. 287. Lodunois Chap. 27. Art. 39.

Soient Nobles ou roturieres tant qu'on peut monſtrer lignage. Aniou Art. 225. Le Maine Art. 241.

Directes ou collateralles tant que le lignage ſe peut compter. Poicton Art. 277. Xamctonge Art. 104.

A lieu comme de droict. Angoumois Art. 83. Acs Tit. 2. Art. 31.

En ligne collateralle, quand a lieu. Paris Art. 320. Melun Art 262 & 263. Sens Ar. 96. Auxerre Art. 247. Eſtampes. Art. 121. Montfort Art. 104. & 110. Mante Art. 164. & 165. Vallois Art. 87. Troyes Art. 92. Chaumont Art. 73. Vitry Art. 66. Laon Art 75. & 76. Chalons Art. 82. & 83 Reims Art. 309. & 310. Noyon Art 15. S. Quentin Art. 43. Ribemont Art. 58. Amiens Art. 70. Peronne Artic. 195. & 196. Duché de Bourgongne Chap. 7. Art. 18. Niuernois Chap. 34. Art. 10. Orleans Art. 318. Chaſteauneuf Art. 115. Chartres Art. 93. Dreux Art. 83. Berry Tit. 19. Art. 43. Bourbonnois Art. 306. La Marche Art. 228. La Rochelle Art. 53. Normandie Art. 288. & 289. Calais Art. 111.

A lieu iuſques aux enfans des freres incluſiuement. Melun Art. 262. Sens Art. 96. Auxerre Art. 247. Eſtampes Art. 121. Dourdan Art. 115. Montfort Art. 104. Mante Art. 164. Vallois Art. 161. Niuernois Chap. 34. Art. 13. Sedan Art. 169. Peronne Art. 195 Berry Tit. 19. Art. 43. La Rochelle Art. 53. Troyes Art. 92. Chaumont Art. 79. Vitry Art 66. Laon Art. 75. Chalons Ar. 82. Chaſteauneuf. Art. 115.

Quand aux fiefs ſeulement, & quant aux rotures infiniment. Reims Art. 53. & 309. Bar Art. 119. Noyon Art. 15.

Tant en fief que roture. S. Quentin Article 43.

Sauf és meubles. Niuernois Chap. 34. Art. 13.

Des freres & ſœurs ou de leurs enfans. Bourbonnois Art. 306.

Quand les neueux ou niepces viennent à la ſucceſſion de leur Oncle ou Tante auec les freres & ſœurs du decedé Paris Art 320. 325. & 326. Calais Art. 110. 111. Orleans Ar. 318.

A lieu, ſi elle eſt accordee par ceux de la ſucceſſion deſquels eſt queſtion. Blois Art. 138. & 139.

Profite ſeulement à celuy, à qui elle eſt accordee. Blois Art. 140.

De ſexe a lieu en ſucceſſion de meubles & conqueſts. Normandie Art. 301.

En ſucceſſion de meubles, acqueſts & conqueſts entre les Oncles, Tantes, neueux & niepces au premier degré. Normandie Art. 288.

Maſles ſuccedans aux femelles ſont admis à repreſenter leur mere, ou meres, &c. Acs Tit. 2. Art. 33.

Repreſentation n'a point de lieu en ligne collateralle. Senlis Art. 140. Clermont Art. 155. Boullenois Art. 84.

Sinon du conſentement de ceux qui y ont intereſt. Montargis Chap. 15. Article huict.

Repreſentation a lieu és ſucceſſions mobiliaires & heritages cottiers de pere, mere, oncles & tantes. S. Omer Ar. 2.

Repreſentation n'a point de lieu. Chauny Art. 36. & 75. Ponthieu Art. 8. Boullenois Art. 76. 77. Artois Art. 93. Tournay Tit. 24. Art. 2. Artois Article 93 Arras Tit. 3. Art. 17. Lillers Tit. 1. Art. 1. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 10.

En ligne directe aſcendante. Niuernois Chap. 34. Art 12.

En ligne directe ny collateralle. Boullenois Article 71. & 84. Tournay Titre 10. Art. 1. & 7.

Fors en ligne directe pour meubles & reputez pour meubles. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 10.

Enfans de leal mariage repreſentent leur pere & mere, en la ſucceſſion de grand pere & mere. Art. 101.

Repreſentation en ſucceſſion de fiefs n'a lieu en ligne directe ou collateralle. Tournay Tit. 10. Art. 1. & 7.

Filles ne repreſentent ſon pere en la ſucceſſion de l'ayeul és fiefs tant qu'il y a maſle &c. Droict d aiſneſſe. Cambray Tit. 12. Article 25.

Repreſentation de trois voyes de proximité de lignage, fraeuſeté & eſcleche. Lille Art. 83. & 84.

Se doit ſignifier à l'acheteur dans vii. iours & vii. nuicts, ſ'il ne ſe veut oppoſer. Lille Ar. 84.

Se peut faire par procureur ſpecialemẽt fondé. Lille Art. 92.

A lieu en cas de vente, ſoit qu'ils ſoient acquis ou venans de ſucceſſion. Lille Ar. 91.

Sera ſignifiee à l'acheteur. Tournay Tit. 10. Art. 30.

Reprinſe à titre de proximité. S. Quentin Art. 2. Bouuines Art. 2. Pont à Vendin Art. 6. Ennetieres Art. 7. Camphin, Artic. 8. Vahaignes Art. 4. S. Pierre de Lille Ar. 7. Eſtreux Art. 1. Seclin Ar. 7.

V. Retraict lignager.

Reproches de teſmoins. Bourbonnois Art. 5. Bretagne Art. 148. Berry Tit. 9. Ar. 30. & Tit. 20. Art. 8.

Reproches ſe doiuent donner dans quinzaine, & ſaluations dans autres xv. Valanciennes Art. 15. & 154.

Contre les perſonnes des teſmoins, & non contre les dicts & depoſitions. Bourbonnois Article 40. Sainct Seuer Titre 1. Article 25.

Auant publication. Bourbonnois Artic. 40. Auuergne Chap. 8. Art. 1. La Marche Art. 57. S. Seuer Tit. 1. Art. 25.

Faicts de reproches ſont receus contre les prenues & raiſons de droict. Cambray Tit. 26. Art. 1.

Ne ſeront generaux: ains ſpecifiez & declarez. Bourbonnois Artic. 44. Auuergne Chap. 8. Article 6. La Marche Art. 62.

Et ſaluations ſeront reiectez ſ'ils concernent le principal de la matiere. Tournay Tit. 26. Ar. 5.

En matiere criminelle ſont arbitraires. Auuergne Chap. 8. Art. 7. La Marche Article 60.

D'excommunication non receuable. Auuergne Chapitre 8. Article 4. La Marche Art. 62.

D'eſtre larron, periure, &c. ne ſont receus: ſ'il n'y a ſentence ou compoſition. Bourbonnois Art. 42. Auuergne Chapit. 8. Artic 5. La Marche Art. 59.

Receus pour la diminution de la renommee. Auuergne Chap. 8. Ar. 5.

De familiarité, & amitié, & ſeruice ne ſont receus, ſ'ils ne ſont domeſtics. Bourbonnois Art. 43.

En quelles matieres n'ont lieu. Bourbonnois Ar. 41.

De teſmoins ne ſont receus, ſ'ils ſont examinez en iugement en preſence de partie, ſi elle ne les propoſe ou proteſte les reprocher & apres leur examen & depoſition n'eſt plus receu. Bretagne Article 148.

Ne ſeront articulez par les Aduocats ſ'ils ne ſont receuables & ayent charge de partie. Bourbonnois Ar. 45.

Reproches & ſaluations ſeront veuz auec les procez principaux, auant qu'appointer les faicts de reproches & ſaluations de teſmoins, & doiuent eſtre concluant. Bourbonnois Article quarante ſix. Auuergne Chapitre 8. Article 3. La Marche Art. 58.

Eſtans donnez contre les teſmoins examinez és premieres reproches, ne ſeront receus ſans ordonnance du Iuge. Bourbonnois Article quarante ſept. Auuergne Chapitre huict Article deux. La Marche Artic. 61.

Reprocher & blaſmer l'adueu & denombrement Article trois cens ſoixante & vn.

Pour le debattre & contredire.

Requart. Boullenois Art. 50.

Qui eſt le quart denier du quatrieſme denier du pris ou de l'eſtimation de la vente, donation ou autre alienation d'vn heritage cottier.

Requeſte deuëment applegee. Aniou Article cinq cens neuf. Le Maine Article 504.

V. Appleger.

Requints Paris Art. 15. 24. Meaux Artic. 121. & 133. Melun Art. 70. Sens Ar. 36.

V. Quint.

Requiſitoire pour executer ſentences hors du diſtroict des Iuges competens. Bretagne Art. 16. & 218.

Relief. Montargis Chap. 1. Artic. 44. & 67. Dunois Article 15. & 21. Sole Tit. 18. Artic. 1.

Pour l'arriere fief à la difference, du plain fief, qui eſt tenu nuement à pur & ſans moyen d'vn S. F.

V. Riere fiefs.

Rere-Vaſſal. Niuernois Titre 4. Article 60. Montargis Chap. 1. Artic. 67. & 68. Dunois Artic. 21.

Pour l'arriere-vaſſal, qui iouiſt d'vn arriere fief.

Reſcare de Four Herli Art. 3. Semble que c'eſt le droict de four-bannier.

Reſciſſion de contracts a lieu tant contre le dernier detenteur que le premier acquereur. Primò, quand il y a faculté de rachat auec deception d'outre

Source : BIU Cujas

moitié, &c. 2.

Quand le contract ſe peut reſcinder pour autre cauſe. Auuergne Chap. 16. Art. 17. & 18. La Marche Art. 118. & 119.

A lieu en vente d'immeubles ou heritages Senlis Art. 252. Bar Artic. 200. Bourbonnois Art. 86.

Reſciſſion de contract pour deception d'outre moitié n'a lieu en choſe mobiliaire Senlis Art. 252. Auxerre Article 136. Bar Artic. 209. Bourbonnois Art. 86. Auuergne Chapitre 16. Artic. 9. Marche Article 112. Cambray Tit. 21. Ar. 3.

Reſtitution & action reſciſſoire n'ont lieu en meubles. Orleans Art. 446.

A lieu en y venant dans vingt quatre heures & intimant à partie. Bretagne Article 295.

N'a lieu en vente ou louage de fruicts à trois ans au deſſous. Bourbonnois Art. 86. Auuergne Chap. 16. Art. 9.

En vente & adiudication par Criees & interpoſition par Decret ſolennel. Bourbonnois Art. 487. Auuergne Chap. 16. Article 22. La Marche Article 122. Cambray Tit. 21. Article 4.

En tranſaction. Bretagne Article deux cens nonante cinq.

N'a lieu ſi le contract excede cent liures Bretagne Art. 295.

Es contracts faicts par maieurs capables de contracter contenans alienation de meubles ou bail à ferme à moindre temps que de dix ans : ſinon qu'il y euſt dol ou fraude ou qu'il fut queſtion d'vniuerſité de meubles pprecieux & de grand valeur. Berry Tit. 2. Ar. 35.

Maieur apres l'aage de trente cinq ans parfaicts ne peut eſtre releué. Bretagn Article 296.

Mineur deceu peut, pendant ſa minorité eſtre reſtitué pour deception ou erreur faicte par ſon Tuteur Bretagne Article 492.

Eſtant deceu par le faict du Tuteur ou Curateur, ledict Tuteur ou Curateur peut demander reſtitution, & ſera tenu deſdommager la partie. Bretagne Art. 501.

Curateur aux cautes ordonné au mineur quand il obtient reſtitution eſtant deceu par le faict de ſon Tuteur ou Curateur. Bretagne Art. 492.

Rente reſcouable. Chaſteauneuf Article 48.

Ou rente receuable. Chartres Ar. 46.

Reſcouſſe ou eſcouſſe. Duché de Bourgongne Chapitre Art. 7. Comté de Bourgongne Artic. 58. Tours Art. 204. Lodunois Chap. 19. Art. 3. Vallançay Ar. 9. Molins Articl. 3. Bretagne Art. 229. & 644. Montargis Chap. 4 Art. 10.

Ou eſcouſſe. Bretagne Art. 407.

Quand les beſtes ou gages prins par les Officiers, Sergens, Meſſiers, Foreſtiers ou par le Seigneur de l'heritage ou ſon commis & deputé leur ſont oſtez par ceux qu'ils auoient deſgagé, les aiant trouué en dommage, ou qu'ils auoient executé.

Ou bien quand le debteur executé & diſcuté vient dans la huictaine pour rauoir ſes meubles qui auroient eſté vendus publiquement à la requeſte de ſon creancier. Aniou quatre cens nonante. Le Maine Article quatre cens nonante quatre.

Reſcouſſe pour retraict lignager. Xainctonge Art. 43.

Pour retraict conuentionnel. Bretagne Article 56.

Reſcouſſe d'vn maiſaicteur priſonnier. Poictou Art. 35.

Pourſuite & reſcouſſe. Amiens Article 240.

Reſcouſſe par grace. Tours Arcicle cent octante cinq.

Ou rauoir & reſcouſſe. Lodunois Chapitre 15. Article 28. Aniou Article nonante & vn, cent vingt ſix, deux cens nonante, deux cens nonante & vn, 358. 362. 363. 456. & 477. Le Maine Art. 104. 136. 307. 308. 372. 373. 403 464. 483 Chaſteauneuf Art. 24. 48. & 83. Chartres Art. 18. 20 22. 46. 74 & 76.

Quand il eſt traicté de la faculté & grace de pouuoir racheter vn heritage vendu. Ceſte grace ſe nomme auſſi faculté de reſcourre & remeré.

Rente à reſcouſſe. Chaſteauneuf Artic. 48. Chartres Artic. 46. Dreux Art. 40.

Rente reſcouſſe & amortie. Aniou Art. 356. 358. Le Maine Art. 368.

Choſe reſcouſſe. Lodunois Chap 15 Article 42.

Reſcript du Sergent executeur. Ponthieu Art. 149.

Quand il reſcrit de ſon exploict par deuers le Iuge & luy faict ſa relation.

Officiers & Practiciens tenus reſider ſur le lieu de la Iuſtice. Boullenois Art. 152. Poictou Art. 7.

Reſpit. Paris Art. 111. Melun Art. 322. Eſtampes Art. 157. Sens Art. 259. Montfort Art. 182. Mante Article 185. Senlis Art. 190. Clermont Art. 248. Vallois Art. 193 Laon Art. 279. Chalons Artic. 269. Reims Art. 392. Ponthieu Art. 152. & 154. Auxerre Art. 150. Niuernois Tit. 32. Art. 22. Tit 9. Art. 21. & 22. Dourdan Artic. 145. Sole Tit. 33. Art. 1. & 4. Bar Art. 203.

Reſpits n'ont lieu contre vne ſentence donnee contradictoirement, louage de maiſon, arrerages de rentes, moiſon de grain, & debtes de mineurs contracté auec les mineurs ou leur Tuteur durant leur minorité. Paris Art. 111. Calais Art. 225. Melun Art. 322. Sens Art. 229. Auxerre Artic. 150. Eſtampes Art. 166. Montfort Artic. 182. Mante Artic. 185. Senlis Art. 290. Clermont Art. 248. Chalons Artic. 269. Vallois Art. 193 Reims Art. 392. Ponthieu Artic. 152. Montargis Chap. 18. Art. 10. Berry Tit. 9. Art. 21.

Pour debtes a cauſe de crime adiugees par ſentences : deniers bailiez en depoſt reliqua de l'adminiſtration & gouuernement pour les biens des Egliſes, de la choſe publique, mineurs, prodigues ou inſenſez, ſalaires deuz à ſeruiteurs ou mercenaires. Melun Artic. 322. Senlis Art. 259 Auxerre Art. 150. Eſtampes Art. 166. Chalons Artic 269. Orleans Art. 424. Berry Tit. 9. Artic. 21. Bourbonnois Art. 68. Auuergne Chap. 19. Art. Art. 1. 4. 5. & 6. La Marche Art. 66. 67. 69. Sole Titre 33. Articl. 1. & 4. Bar Art. 203. Montargis Chap. 18. Art. 10.

Alimens deuz à enfans mineurs, pauures orphelins ou autres pauures. Berry Tit. 9. Art. 21.

Alimens, medicamens ou deniers pour fourniture de bled. Mante Art. 185.

Pour marchandiſe prinſe en plain marché Senlis Art. 259. Auxerre Art. 150.

Vente de vins Auxerre Art. 150. Laon Art. 279.

Vin, bled, grain, poiſſon tant d'eau douce, que de mer. Orleans Art. 428 Berry Tit. 9. Art. 22. Bourbonnois Artic. 68. & 132. La Marche Art. 68.

Droicts funeraux & legs pitoyables. Mõtargis Chap. 18. Art. 10.

Pour deſpens adiugez & taxez. Senlis Art. 290.

Contre le mary pourſuiuant le dot de ſa femme, ne contre la vefue & enfans pourſuiuans le payement ou reſtitution de ſon Dot. Bourbonnois Art. 69. Auuergne Chapitre 19. Art. 3. La Marche Art. 66. Sole Tit. 33. Art. 3.

Lettres de reſpit ou eſtat. Ponthieu Art. 156. 157.

Lettres d'eſtat pour reſpit. Ponthieu Article 182.

Sont quinquennelles.

Lettres de reſpit ou d'eſtat n'empeſchẽt le garniſſement ou nantiſſement faict auparauant leſdictes lettres obtenues. Ponthieu Artic. 156.

Eſtant ſignifiees au creancier, il ne peut faire aucune choſe contre leſdites lettres ny faire depuis aucunes executions ou procedures : ſur peine de priſon & amende. Põthieu Art. 157.

Ne ſeront enterinees ſans appeller les creanciers. Ponthieu Art. 156. Bourbonnois Art. 70. Auuergne Chap. 19. Art. 2. Sole Tit. 33. Art. 3.

Terme ou reſpit. Aniou Art. 347. Le Maine Art. 359. Auuergne Chap. 9. Art. 5. La Marche Art. 66. & 188.

Reſpit & ſouffrance pour vne meſme, choſe. Bourbonnois Art. 375. & 386. La Marche Art. 276. Angoumois Art. 24. Bretagne Art. 334.

Se mettre en reſpits. Lodunois Chapit. 1. Ar. 18. & Chap. 11. Ar. 6. & 12.

Acceptation de reſpit. Aniou Ar. 103. Le Maine Ar. 116.

Pour deuoir feodal.

Reſponſible ou Procureur reſpondãt pour le vaſſal. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 39. aſſiſte au plaids du Seigneur. Tournay Tit. 10. Ar. 38 eſt de bonne qualité, & reputé hõme de fief & vaque aux affaires de la Iuſtice. Tournay Tit. 10. Ar. 38.

Reſſeant. Acs Tit. 16. Art. 3.

Pour domicilier, ſuffiſant & ſoluable qui tient feu & lieu en certain lieu caution reſſeante. Bretagne Ar. 118.

Perſonnage reſſeant. Berry Tit. 9. Ar. 26.

Reſſeant au pays ou du pays. Aniou Ar. 411. Le Maine Artic. 291. & 422. Auuergne Chap. 25. Art. 1. & 5. Chapitre 31. Artic. 53.

Reſſeant en Iuſtice. La Marche Ar. 438.

Gens reſſeans & ſoluables. Berry Tit. 31. Art. 34. & Tit. 9. Art. 72.

Pour habitans domiciliers & reſidens au lieu.

Reſſort, reſſortir. Meaux Artic. 186. 189 Senlis Artic. 1. & 3. Tours 72. 159. 195. Aniou Art. 16. 48. & 65. Le Maine Art. 16. 56. 71. Berry Tit. 2 Art. 6. Tit. 5. Ar. 11. 46. & 57. Tit. 6. Ar. 3. Tit. 8. Art. 12.

C'eſt le droict de cognoiſtre des cauſes d'appel. Reſtablir & reſtabliſſement. Lille Art. 148. 149. & 235.

Quand le defendeur rend & reſtitue les fruicts de l'heritage auquel le demandeur pretend auoir par luy eſté troublé ou empeſché en la iouiſſance & perception d'iceux.

Reſtabliſſement par ſigne ou realement faict. Ponthieu Art. 144 & 145.

En matiere de cõplainte ou de nouuelleté. Reſtablir, & reſtabliſſement des biens d'vn conducteur en l'hoſtel baillé à louage pour ſeureté des loyers,

Source : BIU Cujas

ſils ont eſté tranſportez. Montargis Chap. 18. Art. 4. Berry Tit. 9. Ar. 38.

Ou bien des fruicts que le vaſſal auroit perceu apres la ſaiſie de ſon Seigneur Feodal ou Cenſuel à luy ſignifiee. Grand Perche Art. 55. & 56. Chaſteauneuf Art. 142. La Marche Art. 195. Poictou Art. 25. & 87. Angoumois Art. 14. La Rochelle Ar. 58. & 59. Peronne Ar. 26.

Ou reſtablir le dommage. Berry Tit. 10. Art. 21.

Reſtabliſſement de fruicts. Grand Perche Ar. 55. & 56.

Reſtablir les fruicts. Dourdan Art. 28.

Ou Reintegrer les fruicts. Chaſteauneuf Art. 142.

Reſtablir & reintegrer la main miſe. Chaſteauneuf Ar. 151.

Ou la choſe ſpolice. Bretagne Art. 111.

Ou ce qui auoit eſté executé par prouiſion. Bretagne Ar. 175.

Reſtitution ſous pretexte de minorité n'au ra lieu, quand mineurs mariez ont fait rendre compte & reliqua à leurs Curateurs. Tours Art. 351.

Soit pour la femme ou mary, a lieu, ſ'il eſt lezé pour les immeubles. Chaſteauneuf Ar. 72. & 73 Chartres Ar. 63. & Dreux Ar. 54.

Pourra eſtre demandee, ſ'ils ſont notablement deceus par leur facilité. Berry Tit. 1. Art. 4.

A lieu quand le mineur eſt deceu par le faict du Tuteur ou autrement. Bret. Ar. 11.

Mineur de xxv. ans aiant faict vn cõtract ou ſon heritier, ſ'il eſt bleſſé, ſe peut faire reſtituer ou releuer. Bourbonnois Ar. 173.

Retenir par la bourſe. Ponthieu Ar. 67.

Retenir & auoir par la bourſe. Ponthieu Artic. 69.

Retenue d'heritage cenſeul ou feodal. Melun Ar. 128. Berry Tit. 13. Ar. 1. & 3.

A lieu dans xl. iours apres l'exhibition des contracts ou notification faictes à perſonne ou domicile, au S. ſon Receueur ou procureur en preſence de teſmoins, en payant les deniers frais & loyaux couſts, ſ'ils ſont liquides, ou 24. heures apres la liquidation. Vallois Ar. 29. Laon Ar. 257. Chalons Art. 256. Reims Art. 135. & 220. Monſtreul Art. 35. La Marche Ar. 180.

Quarante iours apres la vente, en faiſant rembourſement. Boullenois Ar. 139.

Retenue quand a lieu.

Quand la rente eſt vendue eſtant ſur vn heritage Cenſuel, ſ'il n'a eſté conſenti a icelle. Duché de Bourg. Chap 11. Ar. 3.

Quand la choſe eſt vendue dãs trois mois à cõpter de l'exhibition La Marche Ar. 175.

Quand on tient en fief, cenſiue ou franchiſe. La Marche Art. 279.

En fief & bourdelage, au profit de l'Egliſe Niuernois Chap. 6. Art 25.

Quand la choſe eſt vendue à perſonne eſtrange, en rembourſant du ſort principal & d'autres frais. Ribemont Art. 2. Niuern. Ch. 4. Ar. 5. & 60. Et non à aucun lignager Vallois Art. 14. Vaſtang Art. 1.

En choſe feodale vendue ou alienee etiam par decret de Iuſtice xl. iours apres la notification, ou le Quint à ſon chois. Niuernois Chap. 4. Art 35.

Quand l'heritage eſt vendu ou baillé à rente perpetuellemẽt à temps ou à touſiours Vallois Art. 25.

Quand aucun heritage portant lots, ventes, veitures & amendes. Vitry Art. 18.

Quand on vend l'heritage cenſable, ſur lequel on a conſtitué rente, dedans xl. iours apres la denonciation de la vente. Duché de Bourgongne Chap. 11. Art. 4.

A Bleneau quand l'heritage eſt vendu ou la rente. Montargis Chap. 2. Art. 50. & 51.

Pour heritages vendus mouuans & tenus du S. de Valançay tenus à cens. Valançay Article 6 En vente d'heritages cottiers. Heſdin Tit. 1. Ar. 10.

De choſe feodale ou cenſuelle. La Ruë d'Yndre Ar. 9. Bourbonnois Art. 479.

Ou repreſentation ont lieu en choſe vendue tenue du S. direct à compter de l'exhibition des contracts. La Marche Ar. 277.

Quand la choſe emphyteutique eſt vẽdue Bourdeaux Art. 87.

Seigneur Feodal ou Cenſuel a droict de Retenue pour le pris que l'heritage F. ou Cenſiue a eſté vendu, cede ou tranſporté, en rendant le pris, loyaux frais & couſts dedãs xl. iours apres l'exhibition. Berry Titre 13. Article 1.

Peut auſſi retenir la rente conſtituee ſur l'heritage Feodal ou Cenſuel. Berry Titre 13. Artic. 2.

A la retenue de la choſe vendue en payant le ſort principal & loyaux couſtemens dans trois mois à compter, comme deſſus. Auuergne Chap 22 Ar. 20.

S. F. ou Cenſiuier peut auoir les heritages eſtans de leur Fief & Cenſiue trois mois apres l'oſtenſion & exhibitiõ des lettres d'acquiſition. Bourbonnois Art. 424.

S. direct ou F. dans trois mois à compter de la poſſeſſion reelle peut retraire l'heritage vendu. Auuergne Chap. 21. Art. 1. & 2.

Direct ou de prinfief peut retenir tant pour luy, que pour autruy, lors que l'on luy faict la preſentation. Bayonne Tit. 5. Art. 10.

S. F. a droict de prendre la choſe vendue, permutee eſchangee ou autrement alienee en la Baronnie de Chaſteautoux pour les deniers, ou de prendre le rachat, à ſon chois La Ruë d'Yndre Chap. 2. Art. 5.

A huict iours apres l'exhibition & offres pour prendre ou retenir les ventes & honneurs. Poictou Ar. 23 Angoumois Ar. 13.

Vſant de retenuë ne peut auoir Quint ne Requint. Troyes Art. 27. Ponthieu Ar. 69.

Doit auoir le Quint & Requint. Chaumõt Ar. 17. Reims Ar. 95. Ses ventes & hõneurs Lodunois Chap. 15. Ar. 9.

Vn ſeul Quint denier. Vitry Ar. 50.

Si la vente n'eſt faicte francs deniers peut retenir ſon droit de Quint denier ou autres droicts Seigneuriaux. Amiens Art. 38. Chauny Artic. 118.

Doit eſtre payé des droicts de Relief & treizeme. Normandie Ar. 184.

A droict de retenue, ou les lods & ventes Niuernois Chap. 5. Art. 5.

Peut prendre de luy meſme la ſaiſine & poſſeſſiõ, ſans ſe faire veſtir d'autre Seigneur Valançay Art. 21.

Doit dans xl. iours apres l'exhibition declarer ſ'il veut auoir l'heritage acqueſté. Valançay Art. 6.

Seigneur Bourdelier à la retenue, en payãt le ſort principal, loyaux couſts & frais raiſonnables. Niuernois Ch. 6. Art. 23. & 24.

A an & iour apres l'exhibition, en paiant le pris & couſts. Anjou Art. 391. Le Maine Artic. 401.

Dedans l'an & iour apres la notification. La Ruë d'Yndre Ar. 9.

A compter du iour de la poſſeſſion prinſe. La Marche Art. 277.

Retenue feodale dure trente ans, ſ'il n'y a notification. Niuernois Chap. 4. Art. 35. Ch. 5. Artic. 6.

Retenue en quelles choſes n'a lieu.

En louage faict a vingt neuf ans ou vendition de fruicts a 29. ans. Auuergne Chap. 29. Art. 19. & 20.

Quand la rente fonciere eſt vendue. Troyes Artic. 58.

En vendition d'heritages Cenſuels à Yſſoudun ſans conuention. Berry Titre 13. Article 3.

Quand l'heritage eſt vendu à vn lignager. Vallois Art. 30.

Quand heritages hommages eſtans de diuerſes Seigneuries ſont eſchangez. Tours Art. 143. Lodunois Chap. 14. Ar. 13.

Sinon par contract ou conuention. Melun Art. 128. Sens Art. 240.

Quand le Seigneur a baillé ſaiſine. Vallois Artic. 20.

Retenue feodale ou cenſuelle n'a lieu en vẽdition faite à faculté de rachat à neuf ans Berry Tit. 13. Art. 9.

Egliſe n'vſe du droict de retenue feodale ou cenſuelle. Berry Tit. 13. Art. 14.

Soit que les gens d'Egliſe ſoient S. F. ou directs, & ont ſeulement ventes & hõneurs Xainctonge Art 31.

Par puiſſance de fief, ſinon pour la neceſſité. Bordeaux Art. 90.

A droict de retenue par puiſſance de fief Poictou Art. 33.

Le Roy n'a droict de retenue ſinon pour le biẽ de la choſe publique. Bordeaux Ar. 90.

Eccleſiaſtiques n'ont droict de retenue Niuernois Chapitre 5. Article 8. Vaſtang Article 2.

En choſes feodales ou cenſuelles. La Rue d'Yndre Ar. 9. Bourbonnois Art. 479.

Fors à Niuernois, où ils ont retenue en fief & bourdelage. Niuernois Chapitre 6. Article 25.

Retenir & re-vnir à ſa table le fief par puiſſance de Seigneur. Senlis Ar. 226. Amiẽs Art. 18. & 43. Clermont Ar. 93.

Retentiõ a lieu à Maieſc. Acs Tit. 9. Ar. 14.

Pour le S. direct: fors en certains lieux. S. Seuer Tit. 8. Art. 8. & 13.

Droict de retention pour les labours & ſemences qu'ont les laboureurs & fermiers Peronne Artic. 27.

Retention de meubles ou immeubles ſe peut faire par le conſort quand ils ſe vendent, adcenſent ou engagent. Bayonne Tit. 5. Art. 47

Retail. Poictou Article cent ſeptante quatre & cent ſeptante ſept.

Retirer & appliquer à ſon Douaire. Chaſteauneuf Art. 75. Chartres Article 65.

Et rapproprier au corps de la Seigneurie Boullenois Art. 139.

Retour de bourſe. Treignac Article 1.

Retractiõ pour retraict. Duché de Bourg. Chap. Artic. Comté Article 109. 110. 111. 112. & 113. Lille Art. 92.

Retraict lignager. Paris Article 129. Meaux Article octante quatre. Melun Art. 51. 72. & 130. Sens Article 32. Eſtampes Art. 29. & 169. Montfort Artic. 159. Mãte Art. 72. Senlis Art. 222. Clermont Artic. 5. Vallois Art 135. Troyes Art. 144. Chaumont Ar 112. Vitry Ar. 124. Laõ Ar. 225 Le Maine Ar. 358. Grãd Perche Ar. 177 Anjou Ar. 262. & 273 Retraicts ou clameurs de 4. ſortes, lignager, Seigneurial, cõuentiõnel & à droict de lettres leues. Normãdie Ar. 437. Actiõ en retraict n'eſt ouuerte, ſi la portiõ des heritages eſt moindre que celle qui n'eſt retraiable. Orleans Art. 396. Retraict lignager a lieu en vẽte de propre heritage ou rẽte fonciere, faicte à perſonne eſtrange & le parent y vient dans l'an & iour apres

Source : BIU Cujas

l'enſaiſinement ou infeodation, en rembourſant l'acheteur de ſõ ſort principal & loiaux couſts. Paris Ar.129. Duché de Bourg. Ch. 10 Ar.4. Eſtampes Ar 171. Dourdan Ar.131. Montfort Ar.160. Senlis Art. 222. Laon Artic. 225. Chalons Artic. 225. Reims Art. 189. Noyon Art. 33. Ribemont Art. 34. Orleans Art. 363.

Dans trois mois ſ'il eſt allodial corporel, ou incorporel dans ſix mois du iour de la poſſeſſion reelle. Bourbonnois Art. 422.

Du iour que le contract aura eſté notifié au Greffe Royal de la ville de Calais. Calais Art. 143.

Du iour de l'enſaiſinement & poſſeſſion és choſes cenſuelles ou roturieres, ou du veſt & deueſt regiſtré: ou du iour de la poſſeſſiõ de faict és allodiales: és Feodales de la reception en foy & hommage ou deuoir payé Sedan Art. 217.

Dedans l'an & iour du contract ou vendition. Sens Ar. 32. Grand Perche Art. 177. & 182. Auxerre Art. 154. & 185. Angoumois Ar. 55. Orleans Ar. 36. Theroanne Ar. 18.

En rendant le ſort principal, frais & loiaux couſts, & faiſant offres à deſcouuert au iour de l'aſſignation & expedition de la cauſe Auxerre Art. 154.

En rendant le pris du principal achat, ſes loyaux frais, miſes & couſtemens tels que de raiſon. Clermont Ar. 5.

En payant les deniers principaux & frais Chauny Art 107.

Apres la ſaiſine dudit heritage, en rembourſant l'acheteur ou autre poſſeſſeur du principal, lods & ventes, ſaiſines & deſſaiſines, auec les loyaux couſts faicts par ledit acheteur. Meaux Art. 87.

En cenſiue apres que le vendeur ſ'eſt deſaiſi & deueſtu en la main du S. Cenſier Meaux Art. 88. Es heritages Feodaux apres que le Seigneur Feodal l'a receu à homme ou donné ſouffrance. Meaux Art 88. & 89.

Du iour de la reception en foy & hommage, enſaiſinement, ou de l'offre & preſentation priſes pardeuant Notaires au refus des Seigneurs. Melun Ar. 145.

Dans la Royale poſſeſſion priſe par l'acheteur ou du premier payement faict de la rẽte ou cenſe. Comté Art. 67. & 69.

Es choſes Feodales, du iour de l'infeodation, és roturieres de l'enſaiſinement ou apres la reception en foy & hommage ou enſaiſine priſe. Eſtampes Article cent ſeptante & vn. Dourdan Article cent trente & vn. Reims Article cent octante huict Laon Article deux cens vingt cinq. Chalons Article deux cens vingt ſix. Vallois Article cent trente cinq. Troyes Article cent quarante quatre. Chaumont Article cent douze. Vitry Article cent vingt ſix. Noyon Article 34.

Es choſes allodiales du iour de la vraye poſſeſſion de faict. Troyes Article cent quarante quatre. Chaumont Article cent douze Vitry Article cent vingt ſix. Laon Article deux cens vingt cinq Chalõs Article 226.

A lieu dedans l'an de la vente d'vne rente ſur vn heritage propre ou de la ſaiſine & infeodation. Eſtampes Article cent ſoixante neuf. Montfort Article cent cinquante neuf. Clermont Article 32. Vallois Article 140.

Dans l'an & iour que le contract eſt enſaiſiné & deuëment inſinué au regiſtre du Seigneur ou de ſa iuriſdiction, en rembourſant du ſort principal, de la vendition, frais de lettres & autres loyaux couſts. Amiens Art. 167.

Dans l'an, en payant les deniers principaux frais, &c. Ponthieu Article 133. Boullenois Art. 135.

Du iour de la poſſeſſion priſe, en vertu du contract. Noyon Ar. 34.

De la reception faicte en foy & hommage ou de la Deueſture, & que la foy a eſté baillee. Ribemont Article trente quatre.

Apres les dix ans paſſez ſans prendre aucune veſture. Laon Article deux cens vingt ſix. Chauny Art. 108.

De la priſe de veſture apres les dix ans Laon Art. 227.

Apres l'an & iour du refus faict par le Seigneur Feodal ou cenſier de inueſtir & infeoder. Laon Art. 228.

Dans l'an & iour de la ſaiſie & inueſtiture, en rendant les deniers de l'achat, frais & loyaux couſts & baillant caution d'acquiter & deſdommager pour les deniers non deſbourſez. Peronne Article 235.

Dedans l'an & iour de la vendition ou poſſeſſion, encores que le lignager ne fut né ne conceu lors du contract de vendition Tours Art. 152.

Dedans l'an & iour en vente de choſe immeuble. Angoumois Art. 55.

Quand le plus prochain parent lignager de l'eſtoc & ligne y vient dedans l'an. Bourdeaux Art 4.

Quand le plus prochain en degré recouure la choſe de lignee: ce qu'il peut toutesfois & quantes. La Bourt Titre ſix Article trois.

Dedans quarante & vn ans conſecutifs en payant le pris & loyaux couſtemens & ameliorations. Sole Titre dixneuf Article premier.

Quelles conditions ſont requiſes & neceſſaires pour paruenir à vn Retraict lignager. Melun Artic. cent trente. Mante Article ſeptante deux. Vitry Art. 126. Angoumois Ar. 56.

Retraict lignager ſe doit intenter dans dixſept iours & dixſept nuicts apres la ſaiſine & veſture, & faut faire offre de rembourſer les deniers principaux auec les droicts Seigneuriaux, frais de lettres & loyaux couſtemens. Montdidier L. Article ſix.

Dans l'an & iour de la ſaiſine baillee à l'acheteur. Artois Article 123.

En rembourſant les deniers principaux fais de lettres & loyaux couſtemens. Sainct Pol en Artois Titre cinq Article ſeptante.

Par le plus prochain dans l'an & iour de la vente, en rendant le pris & frais raiſonnable. Duché de Bourgongne Chap. 10. Art. 1.

Dans le premier an & iour en rendant &c. ſ'il eſt vendu à vn qui n'eſt du lignage d'où il eſt parti ou à vn parent, &c. Duche de Bourgongne Chapitre dix Article 3.

Lignager ou Feodal des acqueſts faicts par conioincts ne peut eſtre faict qu'à la charge de la grace ou faculté. Aniou Article deux cens nonante deux. Le Maine Art. 308.

Retraict ſe pourſuit contre l'acheteur ſecond ou contre le premier, ou tous deux enſemble. Sens Article deux cens cinquante ſept. Auxerre Article cent ſeptante ſept. Bar Article cent cinquante. Clermont Article 7. Vallois Article cent cinquante. Poictou Article cent ſoixante trois. Poictou Article trois cens cinquante deux. Vitry Article cent vingt ſept. Laon Article deux cens quarante huict. Chalons Article deux cens quarante trois Reims Article deux cens cinq. Peronne Article deux cens ſeize. Duché de Bourgongne Chapitre 10. Article douze. Comté Art. 79. Bourbonnois Art. 460. Auuergne Chap. 23. Art. 12. La Marche Artic. 287. Blois Art. 210. Berry Titre 14. Art. 17. Poictou Art. 352.

Contre le premier acheteur ou contre le ſecond, apres declaration faicte. Poictou Article 352. & 353. Angoumois Art. 63. & 73. Bourdeaux Ar. 10. & 11.

Ou action ſe perpetuee contre les ceſſionnaires & detenteurs, apres declaration faicte par le premier acheteur. Montargis Chapitre ſeize Article vingt quatre. Orleans Artic. 369.

Eſt ouuerte dans l'an & iour du contract faict à la charge de le faire decreter, ou foy & offres faictes. Orleans Ar. 401.

Faict hors iugement, eſt vendition. Tours Art. 191. Lodunois Chap. 16. Ar. 34.

Sauf my denier. Aniou Artic. 392. Le Maine Ar. 402.

En retraict cognu en iugement n'y a que vne ſeule adiudication. Tours Art. 183. Lodunois Chap. 15. Ar. 26.

S'il eſt cognu hors iugement, le fils ou fille frere ou ſœur ſeulement du vendeur y peuuent venir dans trois mois apres ladicte execution. Tours Art. 183. Lodunois Chap. 15. Ar. 26.

Ne ſera faicte congnoiſſance au preiudice de l'vn ou autre lignager ſi deux lignagers font bailler adiournement en deux diuerſes Cours. Tours Ar. 184. Lodunois Chap. 15. Artic. 27.

Seront faictes les recognoiſſances faictes en iugement & pleine audience, &c. Tours Art. 191. Lodunois Chap. 16. Artic. 35. Bretagne Art. 301.

Comme ſeront faictes. Aniou Art. 375. & 376. Le Maine Art. 385. & 386.

Peuuent eſtre faictes à la charge du procez, &c. Aniou Art. 385. Le Maine Ar. 395.

Commine ſeront faictes en abſence du lignager. Lodunois Chap. 16. Ar. 40.

Retraict lignager ou action ne ſe peut ceder à perſonne eſtrange. Melun Ar. Art. 137. Mante Article 78. Duché de Bourgongne Chap. 10. Article ſix. Comté Ar. 76. Niuernois Chapit. 31. Article vingt trois. Normandie Article quatre cens octante. Tours Article cent octante & vn. Lodunois Chapitre quinze, Article vingt quatre. Le Maine Article quatre cens vingt huict. Vaſtang Article 9. Bourbonnois Article quatre cẽs cinquante ſept. Auuergne Chap. vingt & vn. Article vingt, & Chapitre vingt trois Artic. 14. La Marche Artic. 280. Poictou Artic 351. Angoumois Art. 72. Xaincton ge Art. 55. S. Seuer Tit. 5. Art. 9.

Sinon a autre lignager de meſme eſtoc Bourb. Ar. 457. Auuergne Chap. 21. Art. 20. La Marche Ar. 280.

Ne ſe peut ceder. Tours Ar. 181. Lodunois Chap. 15. Art. 24.

Retraict ne ſ'en va pas par parties n'a quartier Aniou Ar. 382. Le Maine Ar. 392. Tours Ar. 178. Lodunois Chap. 15. Ar. 20.

Eſt introduit en faueur des parens lignagers & à fin que les heritages ne voiſent hors la ligne. Chauny Ar. 115.

Pourquoy introduit. Clermont Art. 6.

Eſt d'eſtroict Droict. Angoumois Art. 73.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

En vn contract n'y a qu'vn retraict deuëment executé Aniou Art. 370. Le Maine Ar. 390.

Fors quand le lignager, retire sur le Seigneur de Fief. Aniou Art. 390. Le Maine Art. 400.

Retraict ou offre de my-denier n'a lieu qu'entre mary & femme. Poictou Art. 342.

Quand & comment a lieu au pays de Thouarçois. Poictou Art. 343.

A lieu en rentes, charges ou seruitudes acquises constãt le mariage si elles n'ont esté reuendues. Poictou Art. 344. & 345.

A lieu quand le mary acquiert des parens de sa femme, & non pas retraict feodal. Poictou Art. 361.

Iusques au vii. degré. Normandie Art. 438.

Retraict se doit faire sans fraude. Mante Ar. 78.

En quelles choses retraict lignager a lieu

En contract de vente ou equipollent à vẽte, ou y a bourse desliee, & deniers ou autres meubles baillez ou promis bailler, dans l'an & iour de l'acqueſt ou de la possession prise ou de la grace donnee. Lodunois Chap. 15. Article 1.

De vente sonant ou equipollent à vente, soit de propre ou de conquests. La Rochelle Ar. 29 Acs Tit. 10. Ar. 1. S. Seuer Titre 5. Art. 1.

De vente sonant ou equipollent à vente dans l'an & iour en payant le sort principal auec les loyaux coustemens. Xainctonge Art. 43.

Vente d'heritages, rentes ou biẽs immeubles, autrins ou acquis dans an & iour, du iour de la prinse de possession. Acs Tit. 10. Art. 1. S. Seuer Tit. 5 Ar. 1.

D'heritages ou rente, en rembourſant l'acheteur du sort principal, loyaux couſts & miſes. Montargis Chap. 16. Ar. 1.

En tout contract d'alienation d'heritage & chose immeuble, où il y a argent baillé ou promis bailler ou autre meuble. Aniou Ar. 346.

En vente ou alienation des immeubles sur lesquelles assignation est faicte. Bayonne Tit. 9. Art. 12.

Ventes d'heritages ou adiudications par Decret d'heritages patrimoniaux, Fiefs & maisons dans l'an du desheritement ou du decret adiugé ou mise de faict decretee ou adheritement baillé. La Salle de Lille Tit. 11. Ar. 1.

En vente d'heritage pure & absoluë ou contract equipollent à icelle: quand l'heritage est venu par succession. La Ruë d'Yndre Ar. 2.

Venditions pures & simples ou faictes auec faculté de rachat perpetuel ou à temps Berry Tit. 14. Art. 1.

Vendition, cession & transport à pris d'argent d'heritage propres dans lx. iours du iour de la vente. Berry Tit. 14. Ar. 1.

En rentes ou censes ou bail d'heritage ancien à censeou rente annuelle & perpetuelle Duché de Bourgongne Chap. 10. Article 8.

En rentes ou censes vendues ou assignees sur heritage. Comté de Bourgongne Article 68.

Bail d'heritage à censeou rente perpetuelle dont on prend argent, pour entrage, sile pris excede la valeur de la censeou rente. Comté de Bourg Art. 72.

En terres baillees à complant, iusques au dedans de l'an & iour du complant finy. Aniou Article cent soixante. Le Maine Art. 177.

Bail à rente à touſiours mais sous faculté de pouuoir racheter icelle ou partie. Montargis Chap. 16. Ar. 17.

Quand le Seigneur Feodal a retiré vn fief en fraude en y venant dedans l'an & iour. Tours Art. 188.

Quand l'heritage est vendu ou aliené à pris d'argent ou chose equipollent dans l'an & iour du contract. Grand Perche Article 177.

Dans l'an & iour de la possession reelle & actuelle faicte & prinse sans fraude publiquement & en presence de personne publique & tesmoins, en rendant les deniers de la vente dans huictaine apres l'adiudicatiõ ou recognoissance frais & loyaux coustemẽs taxez dans ledict temps. Chasteauneuf Article 77. Chartres Artic. 67. Dreux Artic. 57. Dunois Art. 79. La Marche Ar. 260.

En vente d'vn heritage patrimonial ou rente dans l'an & iour du contract en rembourſant l'acquereur du sort principal, loyaux chastels & miſes. Blois Art. 193.

Dans l'an & iour de la vente. Romorantin Ar. 9. S. Pourçain Ar 592. Sainct Pourçain L. Art. 1. Treignac Ar. 1.

Son adiournement libellé & rembourſant du sort principal loyaux couſts & miſes. Menetou Ar. 15.

De rente dans trois mois de l'infeodation ou inueſtizou. Bourbonnois Ar. 423.

Au profit du fermier durant le temps de remeré. Bourbonnois Ar. 474.

De vente à remeré dans trois mois, & encores trois mois apres le remeré finy. Bourbonnois Ar. 423.

Durant l'an de vendition seulement. Bar Art. 145.

A la charge de la faculté octroyee. Blois Art. 206. La Marche 284. Sens Art. 63. Bar Ar. 145. Troyes Ar. 149. Chaumont Art. 117. Chalons Art. 255. Sedã Art, 237. Montargis Chap. 16. Ar. 16. Orleans Ar. 393. Meaux Ar. 110. Dãs trois mois à compter de la possessiõ reale prinse par l'acheteur. Auuergne Cha. 23. Ar. 1. 2. 39. & 40.

Sous faculté de rachat, de la possession reale, & non du iour du rachat. Auuergne Chap. 23. Ar. 13.

Dans vn an apres la faculté de remeré finie Sens Art. 63. Chalons Ar. 255. Sedan Artic. 237. Niuernois Chap. 31. Ar. 9. Bourbõnois Ar. 484. La Marche Artic. 284. Montargis Chap. 18. Ar. 16. Orleans Ar. 393. Tours Art. 157. Aniou Art. 362. Le Maine Ar. 372. Chabris Ar. 26. Bourdeaux Ar. 15.

En heritage baillé à rente rachetable dãs l'an de la saisine ou infeodation: en consignant le sort principal & arrerages eschеus puis l'adiournement, & les precedens serõt mis en loyaux couſts, en rendant les fruicts perceus. Paris Artic. 137. & 138.

Dedans l'an & iour du bail, en rembourſant, &c. Orleans Art. 389. 390. 391. & 392. Normandie Art. 448. Tours Ar. 166. Sedan Ar. 226.

A personne estrange. Auxerre Art. 164. Mante Art. 180.

Et qui n'est de la ligne. Meaux Ar. 67.

Rachetable à touſiours ou à temps. Vallois Art. 15. & 140.

Rachetable ou non. Montfort Art. 174.

Auec faculté de racheter. Grand Perche Artic. 191. A touſiours auec faculté de racheter la rente ou partie d'icelle dans l'an & iour du contract. & bail à rente. Sens Artic. 43. Blois Artic. 209.

A reſcouſſe à personne estrange. Chast. Ar. 83. Chartres Ar. 74. Dreux Ar. 63.

Vente de rente fonciere dans l'an & iour de la lecture du cõtract. Normãdie Ar. 487.

Bail d'heritage propre à rẽte perpetuelle. Chasteauneuf Art. 85. Chartres Art. 75. Dreux Art. 64.

Bail à rente ou surcens perpetuels sur heritages propres. Neaux Art. 107.

En vente generalement vendue. Poictou Ar. 330.

De rente nantie & realisee. Ribemõt Article 41.

Et non autrement. Ponthieu Ar. 134.

De rente fonciere. Auxerre Ar. 165. Mãte Art. 79.

Rente perpetuelle ou à vie sur heritage propre. Melun Art. 143. Montargis Chap. 16. Ar. 10. Orleans Art. 388.

En conſtitution de rente ou vente sur heritage propre. Chasteauneuf Ar. 86. Chartres Ar. 76. Dreux Art. 65.

De rente volage a perpetuité sur heritage propre. Sens Art. 40.

En prise d'heritage a rente rachetable. La Rochelle Art. 30.

En heritage baillé à rente à grace perpetuelle de reſcourre dedans l'an & iour de la reſcouſſe. Aniou Art. 358. Le Maine Art. 368.

A touſiours mais à personne estrange, s'il y a bourse desliee. Chasteauneuf Art. 90. Chartres Art. 77.

En vente de rente faicte par le vendeur en retenant la foy s'il l'aliene au preneur, &c. Orleans Ar. 398.

De rente ou surcens sur la maiſon ou heritage, & est le proprietaire de la maiſon preferé. Theroanne Ar. 17.

Quand la rente conſtituee à pris d'argent est donnee contre vn heritage. Normandie Ar. 493.

En rachat de rentes perpetuelles dans l'an & iour du rachat. Mante Article octante.

S'il y a deniers desbourſez ou chose equipollent. Tours Ar. 167. Lodunois Ch. 15. Art. 11.

Vente de cens, surcens ou rentes non rachetables. Vallois Art. 141. Grand Perche Article 204.

Pour autres rentes acquitees puis dix ans en ça apres le premier acquitement. Tours Art. 193.

Vente de rente sur tous ses biens dedans l'an & iour de la possessiõ prinse de l'assiette faicte. Lodunois Chap. 15. Ar. 41.

De rente generale sur tous ses biens. Bourdeaux Art. 34. De rentes ou censes eschеuës de lignes. Troyes Ar. 148. Chaumont Ar. 116.

Conſtitutiõ de rente sur son heritage propre. Troyes Ar. 148 Chaumont Ar. 116.

En vente ou trãſport de rente s'il y a bourse desliee, deniers ou autres meubles baillez ou promis bailler à compter du iour de la possession, &c. Lodunois Chap. 15. Art. 36.

De rentes ou censes eschеuës de ligne Troyes Art. 148. Chaumont Ar. 116.

En heritages baillez à titre d'emphyteoſe ou accenſſiment. Chaumont Art. 116.

D'emphyteoſe, cens viagers ou perpetuels Chalons Artic. 146.

En tous contracts, par lesquels immeubles sont donnez à rente amortiſſable & rachetable. Poictou Art. 359.

En bail d'heritage ou choſe immeuble à rente amortiſſable rachetee dedans l'an & iour. Xainctõge Ar. 45. mais nõ si elle est rachetee apres l'an, & est deu seulement vẽtes honneurs. La Rochelle Ar. 39.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

A rente perpetuelle, ſi la rente eſt rachetable dedans l'an & iour à compter du rachat: & ſi apres l'an, du iour de la vendition de la rente. Sedan Article 227. & 228.

En vendition de Cens ou rente. Bar Art. 146.

Bail d'heritage à Cens ou rente annuelle ou perpetuelle. Bar art. 146.

Pour le proprietaire, quand la rente eſt venduë ou alienee par le debteur, ſi le debteur offre ſon marché, il a ſix ſepmaines pour la Retraicte. Valanciennes Article ſeptante cinq.

En vendition de rentes auec obligation d'aſſiette, du iour de l'aſſiette: ſinon que l'aſſiette fut promiſe ſur certain fonds deſigné & le contract banny & approprié. Bretagne Ar. 324.

De propre heritage vendu & adiugé par decret en iugement par Criees & ſubhaitations. Article 150. Calais Article 159. Meaux Article 112. Melun Articl. 138. Sens Art. 45. Auxerre Artic. 167. Eſtampes Art. 180. Dourdan Artic. 140. Montfort Article 169. Mante Art. 74. Troyes Art. 147. Chaumont Art. 115. Laon Art. 252. Chalons Art. 253. Reims Art. 192. Artois Article 121. Duché de Bourgongne Chap. 10. Art. 9. Niuernois Chap. 31. Art. 28. Grand perche Art. 202. Chaſteauneuf Art. 84. Berry Tit. 14. Art. 25. Bourbonnois Art. 450. Sedan Art. 230. Auuergne Chap. 23. Artic. 37. La Marche Art. 286. Angoumois Artic. 76. Acs Tit. 10. Ar. 11. La Bourt Tit. 6. Art. 4. Sole Tit. 19. Art. 2. & 3. Aniou Ar. 410. Le Maine Art. 411. Poictou Ar. 445.

En eſchange, ſi la ſoulte excede la moitié pour portion de la ſoulte, & ſi elle eſt moindre que la moitié non. Paris art. 145. Calais Art. 155. Mante Art. 75. Peronne Artic. 252. Orleans Art. 484 Tours Artic. 177. Lodunois Ch. 15. Ar. 19.

Participant plus de vendition, & au regard de l'argent, ſ'il excede le tiers Bretagne Article 316.

Ne venant à egalité de la valeur de l'heritage baillé en contreſchange pour la ſoulte & valeur. Clermont Art. 19. Poictou Ar. 355. Angoumois Ar. 74. Xainctonge Ar. 56.

Si la ſoulte reuient par commune eſtimation, à la iuſte valeur de la moitié de l'heritage. Melun Art. 142.

Plus deux fois que la choſe. Bourdeaux Art. 32. Angoumois Art. 74. Sedan Art. 224.

Plus que la valeur de la choſe pour la ſoulte. Chalons Artic. 245. Grand Perche Art. 190. La Marche Arti. 266. S. Seuer Tit. 5. Art. 12. & 13.

S'il y a ſoulte. Sens Arti. 38. Auuergne Art. 159.

Soulte baillee ou bourſe deſliee Bar Art. 148. Acs Tit. 10. Ar. 9 & 21.

Quand il y a eſpece mobiliaire donnee Melun Art. 136. Sens Artic. 49. Auxerre Art. 171. Troyes Ar. 157. Montargis Chap. 16. Art. 9. Sedan 225. Auuergne Chap. 23. Ar. 30. S. Seuer Tit. 5. Art. 15. Bourbonnois Art. 452 Aniou Art. 353. Le Maine Artic. 364. Berry Tit. 14. Art. 15. & 16.

Quelque petite que ce ſoit. Normandie Artic. 450.

Auec vn cheual ou marchandiſe. Clermõt Art. 21. Vallois Art. 156.

Quand la choſe eſchangee eſt rachetee dans l'an. Montargis Chap. 16. Ar. 25. Tours Ar. 177. Lodunois Chap. 15. Art. 18. Auxerre Art. 159. Normandie Ar. 386. S. Seuer Tit. 5. Ar. 13. & 14. Melun Ar. 136.

Retraict lignager, Feodal ou Cenſuel a lieu quand il y a ſur ſoulte ou bourſe deſliee Berry Tit 14. Ar. 15.

Quand l'heritage eſt adiugé ſur vn Curateur aux biens vacans ou ſur l'heritier par benefice d'inuentaire. Paris Ar. 151. Calais artic. 160.

Quand portion eſt vendue par licitation qui ne ſe peut bailler a diuis. Paris Art. 154. Calais Ar. 163.

Entre deux conioincts par mariage ayans acquis vn heritage propre à l'vn d'eux, ſ'ils n'ont enfans à compter du iour du decez pour la moitié ſeulement, & non de la ſaiſine ou infeodation: & ſi par partage il ſort hors la ligne, il chet en retraict, ſi le retraiant intente ſon action & fait proteſtations dans l'an du decez. Paris Artic. 155. 156. & 157. Calais Ar. 164. 165. & 166. Meaux Ar. 93. 94. & 95. Melun Art. 152. Sens Art. 60. 62. Auxerre art. 181. Eſtampes Art. 181. Dourdan art. 142. Montfort Artic. 172. Mante Art. 83. Senlis Art. 229. & 230. Clermont art. 155. Vallois Art. 152. Troyes Art. 82. & 150. Laon Art. 249. 250. & 251. Chalons Art. 251. & 252. Reims Artic 217. & 218. Ribemont Art. 45. Amiens ar. 179. & 180. Peronne Article 248. 249. & 250. Chauny Artic. 115. Duché de Bourgongne Ch. 16. Artic. 4. Niuernois Chap. 23. Article 28. Montargis Chap. 16. Artic. 5. 6. & 8. Orleans Art. 381. 382. & 403. Normandie Art. 481. & 482. Tours Art. 156. & 185. Lodunois Chap. 15 Art. 28.

Fors entre Nobles. Lodunois Chap. 15. Art. 29. Aniou Art. 285. 396. & 397. Le Maine Artic. 301. & 407. Grand Perche Art. 200. & 201. Chaſteauneuf Art. 80. Chartres Art. 71. Dreux Art. 60. Blois Art. 207. Berry Tit. 14. Art. 22. & 23. Bourbonnois Ar. 464. Poictou art. 340. & 341. La Rochelle Art. 40. Bourdeaux Art. 27. 28. 29. & 30. Bretagne Art. 319 320. 321. 322. & 323. Bar Artic. 157. Sedan Ar. 234.

Fors que les enfans ont ſix mois pour retirer. Sens Art. 60. Laon Ar. 251. Chalons Art. 252. Montargis Chap. 16. Art. 6. Orleãs Artic. 381.

Quand la proprieté eſt vendue à vn autre retenu au vendeur l'vſufruict. Melun Artic. 133. Bourbonnois Art. 463.

Quand l'vſufruict eſt vendu auec la proprieté à meſme perſonne. Melun Artic. 133. Bourbonnois Art. 463.

Eſt vendu à autre qu'au proprietaire. Normandie Ar. 488. Valanciennes Ar. 76.

S'il eſt parent du vendeur ou retrayeur. Sedan Art. 242.

En vente ou tranſport de loges, boutiques eſtaux & places publiques achetees du Roy & venans de ſucceſſion. Paris Ar. 148. Calais Art. 158.

En vente ceſſion ou tranſport de baux à quatre vingt dixneuf ans ou lõgues annees Paris Art. 149.

De baux a ferme pour plus de trente ans Normandie Ar. 488.

Pour plus de 9 ans. Bretagne Ar. 313.

En vendition faite à dix ans & au deſſus iuſques à 20. ou 29. ans: ou en vendition de fruicts. La Marche Ar. 120.

Pour conqueſt aux deux conioincts ſ'il eſt vendu par eux, y a retraict pour la portion de l'enfant. Sens Ar. 41. Auxerre Art. 162. Troyes Ar. 153.

En heritage vendu par conioincts par mariage, tant pour les parens du mary que de la femme apres xl. iours des venditions adheritemens, &c. S. Piat de Seclin Ar. 11.

En vente de bois de haute fuſtaye, ſ'il eſt encor ſur le pied lors de la ſignification de la clameur. Normandie Ar. 449.

En vente faite à pris d'argent par vn Seigneur Feodal des terres eſtans dans ſon fief à la charge de Cens, apres l'an & iour de la vendition. Montfort Ar. 173.

En heritages venans de ſucceſſion de pere, mere ou autres parens encores qu'ils les ayent acqueſtez. Calais Ar. 152.

Venans des pere & mere, & non des oncles, tantes, couſins germains & autres collateraux. Melun Ar. 137.

En heritages propres, & non és acqueſts & conqueſts acquis venus par ſucceſſion à leurs enfans ou heritiers. Meaux Art. 105. Ribemont Ar. 44. Amiens Ar. 89. Montargis Chap. 16. Ar. 15.

Quand le vendeur donne pour vne rente, vn immeuble. Poictou Ar. 27. Angoumois Ar. 17. & 18.

En heritage donné, cedé & tranſporté à vn de la ligne, ſ'il le vend à perſonne eſtrãge, encores qu'il luy ſoit acqueſt. Meaux Art. 105.

Donné en faueur de mariage à leur enfant ou autrement, ſ'il le reuend à eſtranger. Melun Ar. 131. Sens Art. 41. Auxerre Art. 162. Reims Art. 224.

En mariage ou aduancement d'hoirie. Senlis Art. 232.

En heritage vendu, encores qu'il y ait retention de Cens: pourueu qu'il le retire à la charge du Cens. Melun Article cent trente deux.

Propre baillé en recompenſe ou payemẽt Sens Art. 59. Auxerre Art. 180. Troyes Ar. 165. Orleans Art. 397.

En faueur ou recompenſe de ſeruice. Normandie ar. 484.

En Donation pour aggreable ſeruice entre autres perſonnes que conioincts par mariage. Tours Artic. 190. Lodunois Ch. 15. Art. 33.

En Donation faicte à la charge que le lignager, &c. Le Maine Art. 431.

En vente d'heritages faictes par executeurs teſtamentaires. Sens Article 55. Bourbonnois Ar. 471. Auxerre ar. 176.

Du Quint des propres par Ordonnance du defunct. Clermont Art. 30. Troyes Art. 160. Bar Art. 153.

En vente de l'heritage donné à la femme pour ſon aſſignal pour les parens de l'eſtoc & ligne ou par le vendeur Bourbonnois art. 463.

En heritage acquis ou retiré par vn lignager & depuis vendu à l'eſtranger. Troyes Art. 158. La Marche art. 267. Paris Ar. 133. Meaux Ar. 91. & 92. Auxerre Ar. 172. Melun ar. 134 Montfort Art. 161. Mante Ar. 72. Clermont Ar. 8. Vallois Article 151. Peronne Artic. 254. Grand Perche Artic. 183. Chartres Arti. 72. & 73. Dreux Art. 61. & 63. Chaſteauneuf Ar. 81. & 82. Laon Art. 247. Reims Art. 215. Chalons art. 250. Melun Ar. 135. Duché de Bourgongne Chap. 10. Art. 7. Comté Art. 73. Niuernois Chap. 31. Ar. 24. Montargis Chap. 16. Art. 1. & 4. Calais Art. 145. Sens Art. 50 & 51. Eſtampes Artic. 172. Dourdan Art. 133. Troyes Art. 146. Chamont Art. 114. Bourbonnois Ar. 439. Auuergne Chap. 23. Ar. 21. La Marche Art. 271. Bretagne Ar. 316. La Salle de Lille Tit. 11. Art. 22. Orleans Art. 373.

En bail d'heritage propre ou partie ou contract auec deſbourſement de deniers ou autre meuble. Chaſteauneuf Articl. 84.

Pur & ſimple ſans bourſe deſlier. Blois Art. 204.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

En vente, encores qu'il y ait Donation de plus value. Bourb. Art. 451. Si la Donation excede la valeur de la choſe vendue: mais ſi elle excede le pris, c'eſt Donation, & ny a Retenue. Auuergne Ch. 13. Art. 35. & 36.

Entre mortaillables és cas, ou ils peuuent vendre La Marche Art. 264.

En acqueſts & conqueſts au profit des parens paternels & maternels. Normandie Art. 456. Poict. Ar. 358. La Rochelle Art. 31.

Acqueſt. Tours Art. 156. Anjou Art. 466. Le Maine Art. 476. au profit des parens paternels ſeulement. Auuerg. Chap. 23. Art. 25. La Marche Art. 267.

En heritages propres ou acqueſts eſcheus par ſucceſſion ou titre lucratif de pere, mere & puis vendus: & en don faict de leurs acqueſts, &c. Amiens L Ar. 2. ſ'ils ont ſuccedé aux acqueſts. Niuern. Chap. 26. Art. 9.

En tous contracts ayans preſompte ou vehemẽte fraude, pour empeſcher le lignager. Bourb. Art. 477. Le Maine Art. 433.

En vẽte faite au fermier des meſmes choſes, ſans charge de la fraude. Le Maine Art. 433. Bourb. Art. 477. Secus à Dunois. Dunois Art. 84. Quand le donataire vend l'heritage propre qui luy a eſté donné. Senlis Art. 233. Quand l'heritage eſt vendu hors la famille, eſtoc & ligne. Amiens Art. 273.

En vente de ſucceſſion vniuerſelle, ou de partie: poſé qu'il n'y ait que meubles. Sedã Art. 243. Auuergne Chap. 23 Art. 23.

En choſes mobiles entre conſorts. Acs T. 10. Art. 20. en heritage eſcheu par partage de ſucceſſion entre coheritiers de pluſieurs lignes, encores qu'il ne ſoit de la ligne. Melun Art. 134. Sens Art. 44. Auxerre Art. 166. Troyes Art 154. Retraict en quelles choſes n'a point de lieu? en purs acqueſts du vendeur. Artois Art. 116. La Salle de Lille Tit. 11. Art. 1. Acqueſt ou Conqueſt. Sole Tit. 19. Art. 1. Quand l'heritage eſt vendu à vn qui eſt de la ligne. Meaux Art. 91. Amiens Art. 173. Comté de Bourg. Art. 73. Niuernois Chap. 31. Art. 16. quand vn heritage propre donné par eſchange eſt depuis racheté & vendu: par ce que c'eſt acqueſt. Mante Art. 84.

Quand pendant l'an & iour l'acquereur le reuend à vn de la ligne. Meaux Art. 99.

Sans fraude: ſinon qu'il y euſt adiournement en Retraict parauant la reuente. Melun Art 151. Sens Art. 47. Auxerre Art. 169.

Pour ce qui demoure en ligne quand l'acquereur vend la Seigneurie vtile à vn lignager, retenue à luy la directe, *vel è contra*. Meaux Art 100.

Quand l'heritage eſt donné à edifier, plãter, meliorer à moitié ou autre part. Auxerre Art. 87.

Quand le contract eſt reſolu ſans fraude auant la tradition, poſſeſſion ou iouiſſance reelle de la choſe. Tours Art. 158. Lodunois Chap. 15. Art. 3.

En Rente conſtituee generalement ſur tous les biens, & ſi elle eſt amortiſſable, &c. La Rochelle Art. 38. En conſtitution de Rente, ſ'il n'y a aſſignation particuliere dedans l'an & iour de ladite aſſignation. Montargis Chap. 16 Art. 23. En permutation n'y a retention & retraict, ſi les parties ont denoncé les permutations & Donations auſquels il faut faire preſentation, & faict ſerment ſolennel, encores qu'il y ait plus grãd ſomme que la valeur des choſes. Bayonne Tit. 5. Art. 41 & 42.

En Contract d'Eſcheuinage faict ſans fraude, s'il n'y a argent baillé ou promis bailler. Le Maine Art. 363.

Sans dot ou fraude. Noyon Art. 38.

En permutation ou eſchange. Clermont Art. 13. Amiens Art. 176. Chalons Art. 113. Acs Tit. 10. Art. 9. S. Seuer Tit. 5. Art. 12. Meaux Art. 108. Sens Art 38.

Quand il participe plus de permutation que vendition. Clermont Art. 19. Vallois Art. 143. non equipollent à vendition. Ribemont Art. 43 Reims Art. 210.

En eſchange fait but à but ſans ſoulte. Meaux Art. 108. Sens Art. 38. Mante Art. 75. Bourb. Art. 453. La Mache Art. 266. Acs Tit. 10. Art. 9. S. Seuer Tit. 5. Art. 12. & ſans fraude. Melun Art. 142. Senlis Article. 224. Clermont Artic. 13. & 14. Vallois Art. 142. Peronne Art. 252. Anjou Art. 346. Le Maine Art. 365. Montargis Chap. 16. Art. 9. Orleans Art. 484. Auuergne Chap. 23. Art. 31. Reims Art. 210. Noyon Art. 38. Tours Art. 17. Grand Perche Art. 187. Blois Art. 103.

S'il n'y a fraude. Comté de Bourg. Art. 70 Niuernois Chap. 31. Art. 19.

Pur & ſimple ſans ſoulte d'argent. Chalons Art. 245. Tournay T. 10. Art. 32. Tours Art 175. Lodunois Chap. 15. Art 17. Artois Art. 132. ores qu'il y ait deniers ou ſoulte, excedans la valeur de la choſe. Auuergne Chapitre. 23. Art. 31. Poictou Art. 356. Xaintonge Art. 57. quand la ſoulte eſt moindre que la moitié Paris Art. 145. Calais Art. 155. Peronne Art. 257. Orleans Art. 484. Tours Art. 177. Lodunois Chap. 15. Art. 19.

Quand les choſes eſchangees ſont d'vne meſme qualité. Clermont Art. 21. Vallois Art. 156.

Quand les deniers ou choſes donnees n'excedent le contreſchange. Tours Art 177. Lodunois Chap. 15. Art. 19. Grand Perche Art 190. En Donation, ores qu'elle ſoit aualuee pris pour pris, ſi ce n'eſt hebergerie. Bretagne Art. 315. En Donation entre vifs, but à but ſans ſoulte. Meaux Art. 108. Senlis Art. 224. Vallois Art 142. Bar Art. 148.

Sans bouche deſſier. Blois Art. 204.

Pure & ſimple ſans fraude. Tournay Tit. 10. Art. 32. Peronne Art. 251. Anjou Art. 346

Ou remuneratoire. Grand Perche Art. 187

Faicte ſans dol ou fraude. Noyon Art. 38.

Faicte à deux conioincts par mariage, & non en mariage ou aduancement d'hoirie. Senlis Art. 232. Ou autre contract qui n'equipolle à vendition. Ribemont Art. 43.

Pure & ſimple ſoit entre vifs ou à cauſe de mort. Orleans Art. 387. Donation ſimple legs teſtamẽtaire ſans ſoulte d'argent. Chalons Art. 245. legs teſtamentaires & donations ſans fraude. Chauny Art. 213.

Remuneratoire faicte ſans fraude. Bourbonnois Art. 443.

Donation entre vifs ou par Teſtament Amiens Art. 176. de Fief ou terre de pote. Bar Art. 17. Dons purs, ſimples faicts ſans charge onereuſe, ſoit entre vifs, ou par legs teſtamentaires. Clermont Art. 12.

Dons gratuits, remuneratoires ou faicts pour cauſe & à charge aucune. Reims Art. 210. En Donation à la charge d'eſtre nourry le reſte de ſa vie. Vitry Art. 39. 125. Bourbonnois Art. 469. Sedan Art. 55.

En Donation ny a retention ny retraict, ſi le donnant & donataire, & font les Preſentations requiſes, & ſerment ſolennel. Bayonne Tit. 5. Art. 41. & 42.

En tranſaction ou autres contracts, où n'y a bourſe deſſiee non equipollent à vendition. Reims Art. 210. Si le tenant n'eſt de poſſedé par la tranſaction. Normandie Art. 453. Aniou Art. 360.

En Tranſaction. Tours Art. 180. faicte de Droict litigieux ſans fraude. Clermont Art. 29. Le Maine Art. 370.

En Bail à rẽte perpetuelle ou pure & ſimple. Grand Perche Art. 187.

Bail de Cens & Surcens, ſinon qu'ils ſoiẽt depuis vendus. Peronne Art. 253.

Baux d'heritages à Cens & Surcens où à vies dont la proprieté demoure aux bailleurs, ſ'il n'y a fraude. Chauny Art. 113.

A rentes faits ſans fraude Tours Art. 175.

En Rente donnee par aſſiette, ſi le creancier n'a eu poſſeſſion d'icelle par an & iour: ſecus au Retraict Feodal. Aniou Art. 500. Le Maine Art. 96.

Pour conſtitution de rentes generalemẽt ou ſpecialement. Orleans Art. 399.

En baillee d'heritage faicte pour payer les Rentes fees & charges, s'il n'y a argent, &c. Aniou Art. 359. Le Maine Art. 269.

Contract de baillee à rente ſans fraude: ſi elle n'eſt reſcouſſe & amortie dans l'an du contract. Aniou Art. 356. Lodunois Chap. 15. Art. 10. En pur arrentement. Lodunois Chap. 15. Art. 11.

Bail d'heritage propre à rente perpetuelle ou à vie ſans bourſe deſſier. Melun Art. 143. Sens Art. 64. Laon Art. 242. Reims Art. 209. Montargis Chap. 16 Art. 10. & 13. Orleans Art. 388. & 389. Tours Art. 167.

A rente perpetuelle. Auxerre Art. 165. Montargis Chap. 16. Art. 10. à Cens ou rẽte perpetuelle. Mante Art. 80.

A rente & Surcens annuel & hereditable, ſans fraude & deniers. S. Pol en Artois Tit. 3 Art 8.

A Cens, Surcens ou rentes non racheтables. Vallois Art. 141.

Vente de rente conſtituee à pris d'argẽt Auxerre Art. 161.

En Rentes creez puis dix ans acquitees. Tours Art. 193.

En Admortiſſement ou extinction de rente ou preſtation annuelle. Grand Perche Art. 197.

En admortiſſement de Rentes eſtans ſur edifices & baſtimens des Villes & Citez: ſinon que ledit admortiſſement fut faict au dedans de la baillee à Rente: mais y a Ventes. Le Maine Art. 405.

En acquiſition d'autre rente que fonciere ſur heritages aſſis en Ville cloſe & franche, faicte par le proprietaire & Seigneur. Bourbonnois Art. 473.

En heritages baillez en Emphyteoſe & accenſſiment. Troyes Art. 148.

En choſes mobiliaires. Paris Ar. 144. Calais Art. 154. Chaſteau-neuf Ar. 93. Dourd. Art. 138. Mõtfort Ar. 167. Aniou Ar 361. Le Maine Art. 371. Bourbonnois Art. 472. & 473. La Marche Art. 266. Poictou Art. 350. Auuergne Chap. 23. Art. 23.

Fors ſi elles ſont vendues auec heritages. Lodunois Chap. 15. Art. 32, Aniou Art. 361. Le Maine Art. 371. Bourbonnois Art. 472

En meubles & catheux. La Salle de Lille Tit. 11. Art. 1.

En vendition de fruicts d'heritage. Tours Art. 187. Lodunois Chap. 15. Art. 31. Aniou Art. 402. Le Maine Art. 413.

De fruicts ou penſions d'heritages, de Douaire Couſtumier ou Conuentionnel. Tours Art. 187. Lodunois Chap. 11. Art. 31. Aniou Art. 402. Le Maine Art. 413.

En fruicts pẽdans par les racines. Bourbonnois Art. 433.

En Donation pour prouiſion de corps, ſ'il n'y a bourſe deſſiee. Poictou Art. 350.

En vente par Decret. Orleans Art. 400. Comté de Bourg. Art. 78. Tours Art. 180.

Source : BIU Cujas .

Lodunois Chap. 15. Art. 23.

Sinon en cas qu'il y euſt pris certain & conuenu auant le Decret. Tours Art. 180.

En vendition par Decret ſur vn Curateur à la choſe abandonnee. Paris Art. 153. Calais Art. 162.

En adiudication d'vn heritage d'acqueſt ſur vn Curateur aux biens vacans Paris Art. 152. Calais Art. 161.

En heritage baillé pour iouir des leuees pour certains ans, & iuſques à parfaict payement de la debte, & en gage, ferme ou louage non excedans neuf ans. Bretagne Art. 313.

En Emphyteoſe à touſiours. Meaux Art. 106.

Es biens & heritages non feodaux. Tournay Tit. 24 Art. 5.

En heritage d'Eſcheuinage, ſoit d'Acqueſte ou patrimoine. Bethune Tit. 2 Art 9.

En Fiefs & main fermes vendus ou alienez. Cambray Tit. 2. Art. 13.

Entre gens de condition ſeruile, Bourdelage. Niuernois Chap. 31. Art. 20.

En la ville, Chaſtel & Chaſtellenie d'Yſſoudun. Berry Tit. 14. Art. 30.

A Genon, &c. S. Seuer Tit. 5. Art. 16.

A Aiſgues par ce Aiſgues parte. Art 3.

Retraict ou Retenue n'a lieu pour les lignagers & S. direct à Chargnac. Chargnac Art. 1.

En vente de couppe de bois de haute fuſtaye, Tailles ou arbres: ſinon que pour vne fois la couppe appartint au vendeur, & le fonds à vn autre: & ſeroit preferé le Seig. du fonds. Sens Art. 66. & 67. Bar Art. 162.

Entre gens tenans en ſeruitude. La Marche Art. 265.

Au profit du franc quand le ſerf ou de ſerue condition a vendu: mais le ſerf peut venir au Retraict. Bourbonnois Ar. 461.

En vendition de choſe tenue en ſerue cõdition ou mortaillable La Marche Art. 169.

Au profit des S. direct ou lignagers en adcenſe perpetuelle: ſinon que les Entrages excedent la charge ou deuoirs. Bourbonnois Art. 442.

En Abournement de Fief. Aniou Art. 418.

En Conqueſt. Mante Art. 82. Bourbonnois Art. 434.

Acqueſt. Clermont Art. 27. Reims Artic. 190. Peronne Art. 254. Acs Tit. 10. Artic. 4. Comté de Bourgon. Art. 74. Grand Perche Art. 183. Chabris Art. 11. Berry Tit. 14. Art. 4.

Quelles perſonnes ſont admis ou receus au Retraict ou non?

Tout parent, encores qu'il ne ſoit lignager du coſté des heritages, ſi la ligne eſt faillie. Duché de Bourg. Chap. 10. Art. 4. La Rochelle Art. 32.

Meſmes pour choſe qui n'eſt de ſon brãchage: & neant-moins ſera preferé celuy qui eſt du branchage. Poictou Art. 336. & 337. Angoumois Art. 64. Bordeaux Art. 7.

Encores qu'il ne ſoit de l'eſtoc & branche: mais ſeulement du coſté & ligne. Sedan Art. 246.

Encores qu'il ne ſoit de l'eſtoc & lignage Laon Article. 255. Chalons Art. 235. Reims Art. 191.

Parens admis au Retraict ſelon qu'ils ſont prochains. Art. 454.

Frere ou ſœur du vendeur & ſes enfans, peuuent venir au Retraict dans l'an & iour de la vẽte de choſe acquiſe par eux eſcheuë par ſucceſſion de pere ou mere, & non les oncles & couſins du vendeur. Montargis Chap. 16. Art. 2. Orleans Art. 380. Melun Art. 137.

Secus à Sedan. Sedan Art. 246.

Idem de choſe acquiſe par eux, & donnee en aduancement de ſucceſſion. Montargis Chap. 16 Art. 2. Orleans Art. 380.

Frere ayant acquis de ſon frere Domaine rente ou heritage, le Retraict a lieu pour ſa portion. Tours Art. 164. Lodunois Chap. 15. Art. 8.

Heritiers du vendeur de la coſte & ligne peuuent venir au Retraict apres ſa mort. Paris Art. 142. Calais Art. 151. Meaux Art. 96. Melun Art. 144. Orleans Article. 402. Bourdeaux Art. 19.

Peuuent retirer la choſe vendue par leur parent. Bourb. Art. 485.

Si l'adiournement a eſté poſé auant le decés du vendeur. Aniou Art. 367. Le Maine Art. 377.

Fils peut Retraire l'heritage vendu par ſon pere: pourueu qu'il n'y ait fraude, colluſion, & intelligence entre luy & ſon pere. Laon Art. 253. Chalons Art. 240. Reims Art. 193. Sedan Art. 294.

Encores qu'il ſoit heritier du pere. Bourdeaux Art. 19.

Encores que l'heritage euſt eſté vendu au parauant qu'il euſt eſté né & conceu. Laon Art. 154. Chalons Art. 241. Reims Art. 194. Sedan Art. 245.

Demourant auec le pere, & en ſa puiſſance ne vient au Retraict. Acs Tit. 10. Art. 24.

Deſcendans peuuent Retirer l'heritage vendu par pere & mere. Bourb. Art. 485.

Emancipez ou non. Auuergne Chap. 23. Art. 22.

Enfans, nepueux, & deſcendans eſtans en puiſſance de pere, peuuent retirer les choſes vẽdues par leur pere ou autres leurs lignagers. Bourdeaux Art. 13.

A naiſtre au temps de la bannie & certification ne peut venir à la Premeſſe. Bretagne Art. 311.

Retraict lignager a lieu entre aſcendans & deſcendans en droicte ligne. S. Seuer Tit. 5. Artic. 11. N'a lieu entre aſcendans par droicte ligne. S. Seuer Tit 5. Art. 18.

Pere & mere peuuent venir au Retraict des choſes vendues par leurs enfans & deſcendans. Auuerg. Chap. 23. Art. 22.

Oncle paternel ou maternel peut eſtre receu au Retraict de la choſe vendue par ſon nepueu, laquelle luy eſtoit venue par ſon pere, qui l'auoit acquiſe. Laon Art. 255. Chalons Art. 235.

Mineur ſe peut pleger en demande de Retraict ou d'interruption de preſcription, ſans Tuteur & Curateur: & s'il y a debat, il y ſera pourueu, & fera les deuoirs que les maieurs. Bretagne Art. 488. & 489.

Mary ſeul peut Retirer l'heritage du coſté de ſa femme. Reims Art. 223. Angoumois Art. 60.

Pour eſtre patrimoniaux à ſa femme. Artois Art. 71.

Sans ſon conſentement. Lille Article. 91. Bourbonnois Art. 465. Poictou Art. 331. Bourdeaux Art. 22.

Les Fermiers, Douairieres ou vſufruictiers, ont les choſes vendues durant leur Ferme, vſufruict, Douaire: & les peut le S. retirer en rembourſant. Bourbonnois Ar. 474. & 475 Le Maine Art. 410.

Achetans durant leur ferme, &c. Bourbonnois Art. 476.

Baſtard n'eſt receu au Retraict. Paris Art. 158. Calais Art. 169. Eſtampes Art. 182. Orleans Art. 404. Niuernois Chap 31. Art. 25. Bourb. Art. 436.

Enfans des Baſtards nez en loyal mariage peuuent eſtre receus au Retraict des terres vendues par les lignagers de leur pere & mere. Bretagne Art. 325.

Baſtard legitimé ayant vendu ſon propre, faict qu'il y ait Retraict. Sens Art. 48. Auxerre Art. 170. Troyes Art. 156. Bourbonnois Art. 436.

Qui n'eſt habile à ſucceder, ne peut venir à Retraict. Paris Art. 158. Calais Art. 169. Melun Art. 139. Sens Art. 46. Eſtampes Art. 182. Montfort Art. 171. Troyes Art. 155. Reims Art. 227. Orleans Art. 404. Aniou Artic. 368. Le Maine Artic. 378. Niuernois Chap. 31. Art. 25. Chaſteau-neuf Art. 93. Bourbonnois Art. 436.

S'il n'eſt parent dans le vii degré. Sens Art. 46.

Religieux ne peut venir à Retraict. Niuernois Chap 31. Art. 25.

Retraict lignager court contre maieurs & mineurs, ſans eſperance de reſtitution. Paris Art. 131. Calais Art. 144. Orleans Art. 366. Normandie Art. 443. Laon Art. 129. Reims Art. 190. Tours Art. 197. Bourdeaux Art. 35. Niuernois Chap. 31. Art. 10. Tours Art. 197. Aniou Art. 456. Le Maine Article 464. Berry Tit. 14. Art. 1. Bourbonnois Art. 425. Auuergne Chap. 23. Art 3. La Mache Art. 285. Poictou Art. 362. Angoumois Art. 75. Xainctonge Art. 49. Acs Tit. 10. Art. 14. S. Seuer Tit. 5. Art. 5. Bourdeaux Art. 35.

Contre le ſçachant ou ignorant maieur ou mineur. Berry Tit. 14. Art 1.

Maieurs, mineurs, abſens, furieux & tous autres priuilegiez, &c. Laon Art. 129. Reims Art. 190. Tours Art 197. Poictou Art. 362. Angoumois Art 75.

Contre toutes perſonnes priuilegiees & non priuilegiees, mineurs, abſens ou furieux. Chalons Art. 254. Sedan Art. 252.

Mineurs, ignorans, abſens & tous autres. Niuernois Chap. 31. Art. 10.

Mineurs, fols, furieux, inſenſez preſens ou abſens. Aniou Art. 456. Le Maine Article 464.

Toutes perſonnes mineurs, femmes mariees & autres. Bourbonnois Art. 425. & autres perſonnes quels-conques, ſachans ou ignorans. Auuergne Chap. 23 Ar. 3. La Marche Art. 285.

Et mineurs. S. Seuer Tit. 5. Art. 4.

Contre preſens, abſens, maieurs, mineurs, ſachans ou ignorans. Xainctonge Art. 49. Bar Art. 158.

Tous, ſoient maieurs, ignorans ou abſens. Acs Tit. 10. Art. 14 Bayonne Titre 5. Art 39.

Contre tous. Treignac Art. 1.

En Retraict on le regle comme en matiere de ſucceſſion. Boullenois Ar. 136. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 18. Aire Tit. 1. Art. 7. S. Pol en Artois Tit. 1 Art. 14. Heſdin Titre 1. Art. 11. Normandie Art. 462. Tours Art. 161 Lodunois Chapitre 15. Art. 5. Blois Art. 199. Poictou Art. 335. Angoumois Art. 62. & 64. Xainctonge Art. 52 Bourdeaux Art. 12.

Repreſentation a lieu, comme en ſucceſſion Aniou Art. 369. Le Maine Art 379.

Et y viennent par lignes non par branches Poictou Art. 332. & 333. Angoumois Art. 62. Bourdeaux Art. 9.

N'a lieu comme en ſucceſſion. Tours Art. 161. Auuergne Chap. 23. Art. 19.

Heritage Retraict eſt affecté à la famille. Paris Art. 139. Calais Art. 148. Orleans Art. 383. Normandie Art. 469.

Doit ſortir nature de Naiſſant. Chauny Art. 115.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Nature & condition d'heritage au retraiât & à ſes heritiers du coſté & ligne. Ponthieu Art.141. Boullenois Art.138.

Nature d'heritages patrimoniaux en ſucceſſion & alienation des Retraicts. Artois Art. 123. ou biens acquis par vn lignager ſont de l'eſtoc dont ils ſont procedez. La Marche Art.232.

Reputé de l'eſtoc quand ils viennent par ſucceſſion en ligne collaterale. Bourbonnois Art 435.

Heritage acquis par eſchange eſt propre, ſi l'on a eſchangé vn propre, & tombe en Retraict. Paris Art. 143. Calais Art. 153 Eſtampes Art.178. Dourdan Art.137. Montfort Art.166. Mante Art. 84. Orleans Art. 385. Grand Perche Art. 189. Berry Tit. 14 Art.14. Bourbonnois Art.462.

Sortit nature de celuy qui eſt donné en contr'eſchange. Melun Art 141. Sens Art. 38. Auxerre Art. 159. Montfort Art. 166. Senlis Art. 231. Mante Art. 84. Clermont Art. 13. Vitry Art.115. Laon Art. 113. Chalons Art.119. Reims Art.36. Amiens Art.30. Montargis Chap.16. Art.19. Orleans Article 385. Anjou Art. 273. Le Maine Art. 290. Grand Perche Art. 189. Chabris Art. 23. Berry Tit.14. Art. 14. Bourbonnois Article 462. La Marche Art. 273 Cambray Tit. 2. Art.6. Sedan Art 33.

Fors entre conioincts par mariage en cas qu'il y ait ſoulte de deniers. Laon Article 115. Chalons Art.119.

Heritage prins par Eſchange ſ'il y a argent baillé eſt acqueſt au fur de l'argent. Vitry Art.115. Reims Ar. 36. Orleans Art.385

Heritage retiré durant & conſtant le mariage, eſt conqueſt au mary, ſ'il n'eſt retiré Berry Tit. 14. Art. 24. Ribemont Art. 45. Niuernois Chapitre 23. Art. 30. Chalons Art.250.

De cottiers ſont acqueſtez. La Salle de Lille Tit.2. Art.36. Chaſteau neuf Art. 80. Poictou Ar.339. Angoumois Art.66. Bourdeaux Art.22.

Retiré eſt acqueſt. Chalons Art. 250. Reims Art.215. eſt conqueſt. Laon Art.247.

Retiré par le gré & auctorité du mary, eſt patrimonial, & ſeront mis les deniers en partage. La Salle de Lille. Tit.2. Art.37.

Heritage eſtant acquis des deniers d'vn heritage propre des conioints par mariage, ſortit nature du premier heritage vendu, tant au Retraict qu'autrement. Chaſteau neuf Art.88.

Choſe vendue par les conioints par mariage, & depuis retiree, par eux, eſt de pareille nature qu'elle eſtoit auant la vendition. Angoumois Art.67.

Temps de Retraict ne court, ſinon depuis l'infeodation ou ſaiſine. Paris Art. 130.

Infeodation ou ſaiſine & poſſeſſion reelle ſans fraude. Chaſteau-neuf Art.87.

De la ſaiſine ou inueſtiture. Peronne Art. 240. du iour de la Retenue Feodale ou Cenſuelle, & re-vnion faite par le S. pardeuant Iuge competent, &c. Senlis Art. 228.

Du iour de la poſſeſſion reelle priſe. Auuergne Chap. 23. Art.2.13. 39. 40. & 41. La Marche Art 263.

De la poſſeſſion reale. Comté Article.67. & 70.

Reelle & actuelle. Niuernois Chapitre 31. Art.2.

De la tradition & apprehenſion reelle & poſſeſſion ſans fraude. Bourdeaux Art.4.

Du iour de l'adiudication par decret derniere renchere, & adiudication d'icelle, ores qu'il en fut appel. Normandie Art. 444.

Et ſi auleurs du iour de la publication de l'adiudication. Normandie Art.445.

Dans l'an & iour de la lecture & publication du contract. Normandie Art.438. Normandie Art 440.

Es choſes Feodales, de la reception en Foy & hommage: és choſes Allodialles de la poſſeſſion: & és cenſiues, de l'enſaiſinement. Sedan Art. 217.

Du iour qu'il ſ'eſt faict veſtir & ſaiſir par Iuſtice. Chauny Art.108.

Du iour de la poſſeſſion Tours Art.152. & 153. Anjou Art. 346. Le Maine Art. 358.

De la priſe de poſſeſſion ou interpoſition du Decret, en rendant les deniers, &c. Bar Art.144.

Du iour de l'acquiſition, ſans attendre la faculté de rachat. Berry Tit.14. Art.1.

De la vente. Duché de Bourg. Chap.10. Art. 5.

Du contract ou de la grace finie. Grand Perche Art 182.

De la notification faicte au Greffe de la iuriſdiction, où l heritage eſt aſſis. Poictou Art. 319. 320. & 321. Angoumois Art. 33. Xainctonge Ar.50. de la notification ou inſinuation. Poictou Art.320.

Du payement des rentes ou Cenſes, en preſence de Iuge. Comté. Art.68. & 70.

Pour l'heritage feodal dans l'an & iour du contract, comme roturier, fors à Orleás & lieux circonuoiſins, où il ſe peut retirer dedans l'an & iour apres la foy faite. Montargis Chap.26. Art.18.

Apres les foy & offres deuement faictes, & ſouffrances baillees Orleans Art.364.

Lignager doit payer l'acheteur des deniers de l'achat, où a ſon refus, les conſigner en Iuſtice, iceluy deuement appellé dans 24 heures apres le Retraict adiugé par Sentence, & que les lettres auront eſté miſes au Greffe, & apres l'affirmation du pris Paris Art. 136. Calais Article. 147. Melun Art 153.

Apres le conſentement donné, exhibitiõ & affirmation. Meaux Art. 102. Auxerre Art.183. Eſtampes Art.173. Dourdan Artic. 134. Mante Art.72 Montfort Art.162. Clermont Art.23. & 24. Orleans Art.370. Vallois Art.136. & 148. Laon Art.236. Chalons Art. 232. & 233. Reims Art. 202. Ribemont Art. 46. Peronne Art. 241. Montdidier. L. Art.7. Montargis Chap.16. Art.12. Grand Perche Art. 179. Berry Tit. 14. Art.18. Sedan Art.253.

Fournir à ſes offres dans vingt quatre heures. Senlis Art. 223. Bourbonnois Art. 428.

Rembourſer dans 24. heures en contract d'eſchange. Berry Tit.14 Art.16.

Dans Soleil couchant, au moins dans 24. heures. Montfort Art. 162.

Dans Soleil couché. Ponthieu Art. 137. & 138.

Dans xxiiii. heures à compter du iour qu'il aura mis au Greffe les lettres d'acquiſition & affermé le pris. Clermont Art.23.

Dans trois iours. Sens Art. 65

Au refus, dans huictaine ſ'il eſt demourant en la Iuſtice ou autre temps, à l'arbitrage du Iuge. Sens Art. 65. Auxerre Artic. 184. Montargis Chap. 16. Art. 12. Orleans Art.371.

Et ſ'il y a eu procés, dans le temps arbitré, fournira ſes offres dans xx. iours, à compter du iour des acceptation ou Sentence. Niuern. Chap.31. Art.5.

Dans huictaine apres la recognoiſſance ou Decret. Amiens Art.170. Anjou Art.370 Le Maine Art. 380. & 383. Blois Art. 194. 196. & 197. Dunois Art.80. S. Aignan Art. 23. Bourdeaux Art. 18. Poictou Art. 335 Angoumois Art. 57. La Rochelle Art.34. Xainctonge Art 46.

Dans vii. iours & vii. nuicts apres, &c. Lille Art. 85. & 90. La Salle de Lille Titre 11. Article 4.

Dans 12. iours pour payer le pris, &c. Acs Tit.10. Art.2.

Dans dix iours, bailler, deliurer & parfournir le pris, apres les Defaux iugez, ſi l'acquereur n'exhibe ſon Titre. Niuernois Chap.31. Art.7.

Dans xv. iours apres la recognoiſſance ou adiudication de Premeſſe. Bretagne Article 307.

Dans xv. iours les deniers & loyaux couſts. La Marche Art 268.

Doit promptement fournir les deniers principaux droicts Seigneuriaux & autres loyaux couſtemens, à la diſcretion de Iuſtice. Artois Art.130.

Dans ſoleil couché ou eſcouſſe droict iour. Ponthieu Art.137.

En cas de refus, dedans l'an de la realité, conſigner en main de Iuſtice les deniers. Boullenois Art 136.

Doit rebourſer les frais & loyaux couſts dans xxiii. heures, apres la liquidation faicte d'iceux Calais Art.147. Eſtampes Art. 173. Montfort Art.163. Clermont Art.24. Laon Art.236. Chalons Art.232. Reims Article 202. Ribemont Art. 46. Peronne Art. 242. Grand Perche Article 179. Sedan Article 254.

Dans huictaine. Melun Ar. 155. 157. Dourdan Art. 134. Amiens Article. 171. Mante Art. 72.

Dans trois iours apres la taxe, &c. Auxerre Art.184.

Temps de huictaine ne court pendant la preuue faicte au contraire, du ſerment de l'acquereur. Poictou Art.326. Angoumois Article 57. Bourdeaux Article 18. Bar Art.156.

Doit payer le ſort principal en or ou en monnoye, & n'eſt beſoin de payer les eſpeces meſmes, ſ'il n'y a intereſt. Niuernois Chap 31. Art 14.

Dans huictaine payer les Lods & Ventes, Quint & Requint, dont il appert par Quictance, Reception en hommage ou enſaiſinement. Melun Art.157. Sens Art.36. Auxerre Art.158.

Les Lods & Ventes ſimples deuës au S. Cenſier, & non ſi elles ſont doubles par la faute de l'acquereur, és cas qu'elles doublent. Bourbonnois Art. 446.

Outre le ſort principal, doit payer les couſts de lettre & façon d'hommage, &c. Poictou Ar.354. La Rochelle Art. 35. Bourdeaux Art.31.

Rembourſer le pris contenu au contract, s'il n'y a fraude, & les loyaux couſtemens, dans xv. iours apres la recognoiſſance. Bretagne Art.307.

Doit les Reparations neceſſaires. Auxerre Art.158.

Impenſes neceſſaires ou faictes par auctorité de Iuſtice. Grand Perche Article 195.

N'eſt empeſché de faire le Retraict auant la priſe de poſſeſſion, infeodation & inueſtizon. Bourb. Art.425.

Le lignager plus prochain eſt preferé meſmes à autre ayant preuenu. Troyes Article 145. Chaumont Art. 113. Amiens Art. 174. Ponthieu Art. 135. & 136. Lalleue Tit.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

1. Art. 5. Heſdin Tit. 1. Art. 11 Comté de Bourg. Art. 69. Auuergne Chap. 23. Art. 16. & 19. Poictou Art. 332. Angoumois Art. 61. & 64. La Rochelle Art. 30. Bourdeaux Art. 7. & 9. Tours Art. 154. 161. 162. & 165. Lodunois Chap. 15 Art. 2. 3. & 7. Aniou Art. 370. Le Maine Art. 380. Blois Article 199.

Receu dans l'an, combien que l'acquereur ait cogneu autre ſoy diſant lignager, ſans debattre, &c. Aniou Art. 349.

Eſt preferé, encores qu'autre euſt eſté recongnu à Retraict. S. Art. 41. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 14. Duché de Bourgongne Chap. 10. Art. 2. Normandie Art. 461. Grand Perche Art. 180.

Ou qu'il l'ait acheté. Bourdeaux Art. 8. Xainctonge Art. 47.

Plus prochain du coſté & ligne venant auant l'execution reelle & actuelle, eſt preferable au moins prochain, encores qu'il ait preuenu. Calais Art. 150.

Plus prochain preferé au Retraict, encores qu'il y ait adiournement. Lille Art 87. La Salle de Lille Tit. 11. Art. 6. Bar Art. 154.

Peut venir entre la bourſe & les deniers. Tours Art. 154. & 161. Aniou Art. 370. & 371. Le Maine Art. 380. & 381.

Plus diligent & qui premier faict adiourner, eſt preferé à tous autres plus prochains Paris Art. 141 Melun Art. 150. Sens Article 52. Auxerre Art. 173. Eſtampes Art. 177. Dourdan Art. 136. Montfort Art. 165. Senlis Art. 225. Clermont Art. 26. Vallois Art. 139 Laon Art. 230. Noyon Art. 35. Ribemõt Art. 35. Chauny Art. 107. Montargis Chap. 16. Art. 3. Orleans Art. 378. Peronne Art. 236 Artois Art. 127. La Salle de Lille Tit. 11. Art. 6. Romorantin Art. 9. Menetou Art. 16. Soeſmes Art. 5. Berry Tit. 14. Art. 5. Bretagne Art. 300. Meaux Art. 90. Chalons Art. 228 Reims Art. 165. La Marche Artic. 274. Angoumois Art. 61.

Eſtans en pareil degré. Calais Art. 150.

Encores qu'il ſoit le plus eſlongné. Meaux Art. 90.

Dont l'aſſignation eſt de dix iours. Niuernois Chap. 31. Art. 17.

Encores qu'autre ait faict bailler à plus brief iour. Bourbonnois Art. 441.

En concurrence d'adiournements faicts en meſme iour, le plus prochain en degrè eſt preferé: & ſ'ils ſont en pareil degré & concurrens en meſme iour & adiournemẽt, chacun en aura ſa portion egale. Melun Art. 150. Sens Art. 52. Auxerre Art. 173. Eſtampes Art. 177. Dourdan Art. 136. Mante Art. 77. Laon Art. 23. Niuernois Chap. 31. Art. 17. Montargis Ch. 16. Art. 3. Orleans Article 378.

Ayans par adiournement intenté eſtans en pareil degré, ſeront receus par egale portion. Meaux Art. 97. Bar Art. 154.

Fors ſ'ils ſont enfans ou freres ou ſœurs, du vendeur, ou qu'ils euſſent portion par indiuis. Orleans Art. 378. Berry Titre 14. Art. 5.

Eſtans en pareil degré, de lignage, celuy qui premier faict faire l'adiournement, & qui preuient eſt à preferer. Troyes Art. 145 Bourbonnois Art. 440. La Salle de Lille Tit. 11. Art. 6. Amiens Art. 174 & 175. Ponthieu Art. 136. Boullenois Art. 136 Duché de Bourg Chap. 10. Art. 2. Tours Art. 154. Aniou Art. 370. Le Maine Article. 380. Grand Perche Art. 180. 181. Chaſteau neuf Art. 77. Chartres Art. 68. Blois Art. 199. 201. Auuergne Chap. 23. Art. 16. Lodunois Chap. 15. Art. 2. & 5. Poictou Art. 332. Xainctonge Art. 47. Bourdeaux Article. 4. Normandie Art. 454. Auuergne 23. Art. 18. L'alleue Tit. 1. Art. 5.

Le plus aiſné eſt à preferer en Fief: mais en heritage partable egalement. Normande Art. 465.

Concurrens en meſme iour, l'aiſné eſt preferé au puiſné, le maſle à la femelle. Grand Perche Art. 181. Chaſteau neuf Art. 77. Chartres Art. 68. Berry Titre 14 Article 5.

Le plus ancien. Acs Tit. 10 Art. 22.

Entre conſorts par portion. Acs Tit. 10. Art. 22.

Du coſté du pere preferez és maiſons nobles, & le maſle à la femelle: & en autres biens ſ'ils ſont en meſme degré Acs Titre 10. Art. 5.

S'ils ſont du coſté de la mere, le plus proche. Acs Tit. 10. Art. 5.

Eſtans en pareil degré en auront autant l'vn comme l'autre. Tours Art. 7. Poictou Art. 312. Chaumont Art. 113. Blois Art. 201. Auuergne Chap. 23 Art. 12. Bourdeaux Art 6. & 9. Angoumois Art. 61. La Rochelle Art. 30.

De degré en degré, viennent au Retraict les vns apres les autres, & n'ont qu'an & iour. Acs Tit. 10. Art. 8. S. Seuer Titre 5. Art. 5.

S'ils ſont freres, celuy qui eſt le plus habile à ſucceder en la choſe. Ponthieu Art. 135. Lignager plus prochain preferé à l'eſtranger. Niuernois Chap. 31. Art. 16.

Plus prochain qui doit ſucceder, & l'vn ſ'abſtenant, &c. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 18. Aire Tit. 1. Art. 7. Bappalmes Tit. 1. Art. 14 Blois Art. 199. Tours Art. 162 Lodunois Chap. 15. Art. 6. Poictou Art. 315. Angoumois Article. 62. & 64. Xainctonge Art. 52. Bourdeaux Art. 12. La Bourt. Tit. 6. Art. 6.

Oncle eſt preferé au nepueu. Tours. Art. 161.

Enfans ou freres du vendeur ou ayans portion par indiuis preferez à tous lignagers. Berri, Tit. 14. Art. 15. Orleans, Art. 378.

Commun & perſonnier eſtant parent, eſt preferé à tous autres lignagers, La Marche, Art. 271

Lignager quelles ſolemnitez doit garder auant l'adiournement. Poictou Art. 327. Doit faire ſon offre de lignage par deuant le Sergent. Poictou Art. 328. ſon offre à l'acheteur, ſa femme ou domicile: & s'il n'a domicile ſur les lieux. Poictou, Art. 329. Angoumois Art. 56.

A le profit du Contract auec les meſmes charges, conditions & qualitez, termes de payement. Berry Tit. 14. Art. 19.

N'a les termes & doit payer promptemẽt. Troyes Art. 61.

Eſt preferé au S. F. du iour du Retraict & de la publication de la Retenue publiee en iugement au plus prochain Siege Royal. Paris Art. 159.

Dans l'an & iour du contract. Grand Perche Article 186. Chaſteau-neuf Art. 76. Chartres Art. 70. Dreux Art. 59. Blois Art. 18. & 208.

Dedans l'an & iour de la Retenue. Meaux Art. 114. Melun Ar. 163. Senlis Art. 42. Auxerre Art. 163. Eſtampes Art. 19. Dourdan Art. 141 Montfort Art. 170. Mante Art 76. Senlis Art. 226. Clermont Art. 10. Vallois Art. 138. Vitry Art. 124. Laon Artic. 259. Chalons Art. 257. Reims Art. 158. & 228. Noyon Art. 37. Ribemont Art. 36. Amiens Art. 178 Chauny Art. 119. Boullenois Art. 139. Artois Art. 124. Peronne Artic. 257. Duché de Bourgongne Chap. 10. Art. 10. Niuernois Chap. 4. Art. 36. & Chap. 31. Art. 22. Montargis Chap. 16. Art. 11. Orleans Art. 365. Aniou Art. 348. & 390. Le Maine Art. 360. & 400. Poictou Art. 30. & 346. Xainctonge Art. 51. La Rochelle Art. 37. Bourdeaux Art. 5 Acs Tit. 10. Art. 15. Blois Art. 18. Lodunois Chap. 11. Art. 15.

Fors en certains lieux, ou le S. eſt preferé. Acs Tit. 10 Art. 16.

Au S. F. ou direct. Niuernois Chap. 13. Art. 22. Ponthac Art. 15.

F. ou Cenſuel. Berry Tit. 14. Art. 13.

Fiefs Cenſuels ou directs. Bourbonnois Art. 438. Auuergne Chap. 21. Art. 15. Ch. 23. Art. 15. La Marche Art. 281.

S. fonciers & Cenſuels. Sedan Art. 236.

S. F. ou ou fonciers. Angoumois Art. 69.

S. Cenſuel. Senlis Art. 226.

Fors au S. direct és choſes d'emphyteoſe. Sailhens Art. 1. Brezons Art. 1.

Dans vn mois peut retenir les choſes retenues par le S. de Prinfief. Bayonne Tit. 5. Art. 38.

N'eſt preferé au S. Cenſier aiant droict de Cens portant lods & retenue. Comté Art. 71.

S. prochain eſt preferé au S. F. au S. ſuperieur Bretagne Art. 318.

S. F. n'eſt preferé au lignager. Tours Art. 164. Lodunois Chap. 15. Ar. 8.

Retraict lignager peut retirer l'heritage propré dedans l'an & iour de l'acheteur ou de celuy qui le tient & poſſede, ſ'il a eſté reuendu pendant ledict temps, en rembourſant, &c. Meaux Art. 87.

Doit retenir pour luy & non pour autre. Melun Art. 130. Mante Art. 72.

Ayant delaiſſé la pourſuite, peut pourſuiure la clameur iuſques à trente ans, ſ'il a cedé par fraude. Normandie Art. 464.

Fera ſerment qu'il ne demande le retraict en fraude, ains pour luy. Chaſteauneuf Ar. 77 Chartres Art. 68.

Doit affermer que le retraict eſt pour luy & non pour autre. Peronne Art. 236. Artois Art. 127. La Salle de Lille Tit. 11. Art. 6. Sens Art. 56. Auxerre 156. Bar Art. 161. Clermont Art. 6. Vallois Art. 147. Troyes Art. 162. Laon Art. 237. Sedan 150. Reims Art. 203. Amiens Art. 171. Montargis Ch. 20. Art. 16. Berry Tit. 14. Art. 10. Bourbonnois Art. 455. Auuergne Chap. 21 Art. 20. Poictou Art. 324. Angoumois Art. 58. Bourdeaux Art. 20. Acs Tit. 10. Art. 6. Bretagne Art. 310. Bayonne Tit. 5. Art. 6. 17. & 36. S. Seuer Tit. 5. Art. 9. La Marche Art. 280.

Doit eſtre de ligne, ſouche & fourchage à Marcheſnoir. Dunois Art. 80.

Du lignage & eſtoc. Soeſmes Art. 5 L'Eſpine Art. 1.

Suffit eſtre le plus prochain. Camphin Article 9.

Ou parens des vendeurs chacun en leur ordre, ſont receus à la clameur, nonobſtant les alienations faites dans l'an & iour. Normandie Art. 460.

Eſtant recogneu encores que ce ſoit extraiudicialement ſans ſolemnité de Iuſtice ne doit eſtre euincé par vn plus prochain. Chalons Art. 229.

Lignager retraiant n'eſt tenu prendre les arrerages de la rente ou les payer ſ'il ne luy plaiſt. Aniou Art. 357. Le Maine Art. 367. Bourbonnois Art. 476.

Plus prochain eſtant acquereur empeſche les autres lignagers: mais non ſ'il eſt plus

Source : BIU Cujas

eſloigné : & s'ils ſont auſſi prochains en aura la moitié : & a le chois de bailler le tout ou partie : s'ils ſont en pareil degré, chacun en a ſa part. Anjou Art. 395. le Maine Art. 406.

Ne rend que les deniers de la premiere vente, & non de la ſeconde. Melun Art. 148. Auxerre Art. 178. Bar. Art. 150. Vitry Art. 127. Laon Art. 248. Chalons Art. 243. Reims Art. 205. & 216. Niuernois Chap. 31. Art. 13. Aniou Art. 400. le Maine Art. 411. Grand Perche Art. 196. Blois Art. 205. Berry Tit. 14. Art. 17. Bourbonnois Art. 460 Poictou Art. 352. Sedan Art. 240.

A la choſe alienee durant l'an de Retraict nonobſtant alienation. Ponthieu Art. 142. Comme ſe doit gouuerner, ne pouuant faire offre, &c. Poictou Art. 353. Angoumois Art. 73. Bourdeaux Art. 10. & 11.

Acheteur, quand les lignagers ſont en debat, il les doit laiſſer plaider, & ne perdra les fruicts, n'eſtant rembourſé de ſon pur ſort & loyaux couſtemens. Meaux Art. 98.

Eſt tenu aux dommages & intereſts à faute de declarer à qui il a tranſporté ou delaiſſé la choſe ſubiette à Retraict. Poictou Art. 354. Angoumois Art. 61. Bourdeaux Art. 9.

En toutes concurrences peut cognoiſtre lequel que bon luy ſẽble ſans fraude Dourdan Art. 136. Laon Art. 230. Chalons Art. 228. Reims Art. 195. Ribemont Art. 35. Sedan Art. 219. & 220.

Les peut tous recognoiſtre, ſi bon luy ſemble, s'il n'y auoit defenſes contre aucũs particuliers. Aniou Art. 404. le Maine Art. 415.

Doit receuoir le premier qui ſe preſente, & nõmer celuy à qui il l'a delaiſſee ou tranſportee. Poictou Art. 332.

Ne reſpond qu'au plus prochain. Aniou Art. 404. le Maine Art. 415.

Eſtat conuenu en diuerſes iuriſdictions, en quelles il faut ſurſeoir, & comme il les peut recognoiſtre. Aniou Art. 405. le Maine Art. 419.

Ou Acheteur durant l'an & iour ne doit faire aucuns baſtimens ne reparations, ſi elles ne ſont neceſſaires. Paris Art. 146. Mante Art. 85. Eſtampes Art. 176.

Groſſes reparations. Orleans Art. 373.

S'ils ne ſont neceſſaires & par auctorité de Iuſtice. Calais Art. 156. Meaux Art. 111.

Ne peut empirer l'heritage: & doit reſtablir. Paris Art. 156.

Soit pour abbatre arbres ou bois, peſcher Eſtangs en autre temps que de couſtume. Sens Art. 39. Auxerre Art 160. Mante Art. 85. Troyes Art. 152.

Demolir ne deteriorer l'heritage. Eſtampes Art. 176.

Si la demolition eſt neceſſaire. Bordeaux Art. 36.

Ne muer de forme & nature d'iceluy Orleans Art. 373.

Changer, gaſter ne muer la forme de la choſe achetee &c. Laon Art. 244. Chalons Art. 148 Reims Art. 213.

Demolir aucune choſe en diminution de l'heritage & le doit reſtablir. Melun Art. 161. Aniou Art. 378. le Maine Art. 388.

Ny faire beſongner ſans le conſentemẽt du retraict ou ordonnance du Iuge. Vitry Art 128.

Ny faire aucun excez, comme coupper arbres portans fruicts, demolir edifices, peſcher viuiers, coupper bois autrement qu'en temps deu. Clermont Art. 18. Bourbonnois Art. 482.

Faire demolition ne nouuel edifice ſans auctorité de Iuſtice, dans l'vn de la poſſeſſion. Tours Art. 170. Blois Art. 202. Lodunois Chap. 15. Art. 15.

Ne doit faire autres reparations que les neceſſaires, ny rien de nouueau, qui ne ſe &c. Meaux Art. 111.

Ne peut edifier de nouueau Chaſteauneuf Art. 89.

Sera rembourſé des reparations neceſſaires ſelon l'eſtimation faicte par gens à ce cognoiſſans. Melun Art. 165. Sens Art. 37. Auant l'adiournement, les fruicts perceus deduits. Troyes Art. 151. Aniou Art. 378. Le Maine Art. 388. Sedan Art. 239.

Des Impenſes neceſſaires faictes auant l'adiournement. Laon Art. 243. Chalons Art. 247. Reims Art. 211.

Des impenſes neceſſaires, ou faictes par auctorité de Iuſtice. Grand Perche Art 195.

Mais non des volontaires, ny des neceſſaires faictes apres l'adiournement, ſi elles ne ſont faictes par auctorité de Iuſtice. Chalons Art. 247. Reims Art. 212. Bourbonnois Art. 481. Sedan Art. 239.

Mais non des vtiles qu'il peut enleuer ſans deterioration. Laon Art. 243. Sedan Art. 259. Reims Art. 211.

Ou des reparations faictes à plaiſir, & ſans neceſſité, ſi elles ne ſont pour entretenir en ſon eſtre. Clermont Art. 15. Vallois Art. 153.

Sera rembourſé par le retraict lignager ou conuentionnel des repartions neceſſaires, & non des vtiles ou autres. Poictou Art. 377. Angommois Art. 79.

Des reparations neceſſaires & vtiles faictes par auctorité de Iuſtice en retraict cõuentiõnel ou couſtumier. Bourdeaux Art. 36.

Des couſtemens & reparations neceſſaires faictes auant & depuis l'adiournement. Tours Art. 170. Blois Art. 202. Lodunois Chap. 15. Art. 13.

Des impenſes reparations ou ameliorations neceſſaires & vtiles & non des volontaires. Chauny Art. 114. Montargis Chap. 16. Art. 14. Orleans Art. 372.

Des labours, ſemences & amendemens. Clermont Art. 16. Vallois Art. 154.

Des lods & ventes & autres deniers. Troyes Art. 151.

Ne ſera rembourſé des reparations faictes dedans l'an &c. Chaſteau-neuf Article. 89.

Doit mettre ſon contract d'acquiſition au Greffe & affermer le pris, s'il en eſt requis. Paris Art. 136. Calais Art. 147. Meaux Art. 102. Melun Art. 153. & 154. Sens Art. 33. Auxerre Art. 183 Eſtapres Art. 173. Clermõt Art. 23. Vallois Art. 136 & 148. Troyes Art. 151. Laon Art. 236. Chalons Art. 202. Reims Art. 202 Ribemont Art. 46. Amiens Art. 170. Aniou Art. 373. Le Maine Art. 383 Blois Art. 196. La Marche Art. 269. Sedan Art. 253.

Doit monſtrer le contract, & faire ſerment ſur le. Te igitur. Bourdeaux Art. 18. Acquereur y peut eſtre contraint & condamné à ce faire, & le vendeur auſſi. Chauny Art. 111. Liſle Art. 85. Angoumois Art. 57. Xaintonge Article 46.

Affermant auoir plus acquis l'heritage, qu'il ne l'a, ſera puni d'amende arbitraire, & condamné aux dommages & intereſts, & a ſix pour cent. Berry Tit. 14 Art. 6.

Perdra les deniers du ſort principal: qui ſeront adiugez, vn tiers au Haut Iuſticier, vn tiers aux pauures, & vn tiers au retrayant auec l'heritage. Bar. Art. 156.

N'exhibant ou ne voulant affermer ſes contracts contenir verité, le lignager peut conſigner en Iuſtice, telle & ſi petite ſomme que bon luy ſemble, offrant de parfaire & s'obligeant au Greffe Berri Tilt. 14. Art. 21.

Eſt recevable de prouuer le pris affermé n'eſtre le vray pris de la choſe vendue. Poictou Art. 326. Angoumois Art. 57. Bourdeaux Art. 18. Bar. Art. 156.

Serment comme ſera pris des compermutans ou donnans. Tournay Tit. 10. Art. 32. Niuernois cha. 31. Art. 19. Duché de Bourg. chap. 10. Art. 13 Comté Art. 79. Auuergne chap. 23 Art. 32. S. Seuer Tit. 5. Art. 14.

Lignager doit retirer tout ce qui eſt au contract ou les delaiſſer ſi bon ſemble à l'acquereur, ſinõ qu'il y euſt des heritages achetez non procedans de la coſte & ligne. Meaux Art. 103. & 104. Reims Art. 231. Montargis cha. 16. Art. 22. Orleans Art. 394. & 395. Bourbonnois Art. 447. & 449. Auuergne chap. 23 Art. 26. & 29. Tours Article 178. Lodunois chap. 15. Art. 20. Chabris Art. 25 Poictou Art. 348.

Encores qu'il y ait diuers contracts ſi la demande eſt generale ſinon qu'elle fut particuliere. Tours Art. 179. Lodunois chap. 15. Art. 21 & 22.

Doit prendre ou delaiſſer tous les heritages vendus par vn meſme contract, ſoient meubles ou acqueſts immeubles, ſi bon ſemble à l'acheteur Melun Art. 140. Victri Art. 129 Ribemont Art. 41. Calais Art. 167. Peronne Art. 246. Artois Art. 125. S'ils ſont tenus de meſme Seigneur ou eſtre. Niuernois Chap. 31. Art. 27.

Pour vn meſme pris, encore qu'il y en ait de non retrayables s'il plaiſt &c. Mante. Art. 81.

Sinon au cas que les heritages fuſſent en partie paternels & maternels. Ribemont Art. 41. ou Acqueſt. Peronne Art. 247 Calais Article 268.

En Fief ou Cenſiue venans de meſme coſte & ligne, ne peut retraire l'vn ſans l'autre. Laon Art. 241. Chaalons Art. 237. Reims Art 208.

Prend ſeulement les heritages qui ſont tenus d'vne Seigneurie, & laiſſe les autres. Lille Art. 8.

Prend ſeulement ce qui eſt de ſurnaiſſant en payant l'eſtimation eu eſgard au total, & par appreciation des choſes vendues, & n'eſt contraint prendre le tout, ſi l'acheteur n'a notable intereſt & incommodité. Laon Art. 239. Chalons Art. 236. Reims Art. 206. Ribemont Art. 41. Chauni Art. 112. Peronne Art. 167. Bar. Art. 246. Normadie Art. 455. Tours Art. 178. Lodunois Chap. 15. Art. 20.

Sans eſtre contrainct à retirer les autres. Comté Art. 75.

Chacun peut retirer ce qui vient de leur coſté & ligne. Laon Art. 240. Reims Art. 207. S'ils ſont de diuerſes Seigneuries. Niuernois Chap. 31. Art. 27. Bourbonnois Art. 448. Auuergne Chap. 23. Art. 24. 27. & 28.

En cas de concurrence de lignagers. Sedan Art. 232. & 233.

Rembourſer à la raiſon du pris du total & valeur des choſes, ſi l'achepteur laiſſe ſeulement le propre. Melun Art. 140.

Lignager à les meſmes termes que l'acquereur en luy donnant bonne ſeureté: autrement ne ſera receu, s'il ne baille argent contant. Melun Art. 156. Sens Art. 54. Bourbonnois Art. 470. Auxerre Art. 175. Bar Art. 152. Chalons Artic. 239. Reims

Source : BIU Cujas

Art. 225. Sedan Art. 229. Tours Art. 135. Normandie Art. 483.

A le profit du contract de vendition, auec les meſmes charges, conditions & qualitez tenues de payement. Berry Tit. 14. Art. 19.

Et demeure obligé au lieu de l'acheteur. Lille Art. 96. La Salle de Lille. Titre 11. Art. 9.

N'aura les termes, & doit payer contant. Troyes Art. 161.

Ne prenant la choſe recognue, tenue aux deſpens dommages & intereſts. Aniou Art. 407. Le Maine Art. 418.

Ne peut retirer apres l'an & iour de l'acquiſition faicte par les conioincts par mariage d'vn heritage tenu d'eux. Vallois Art. 53.

Les pactions ou conuenances ne ſeront faictes au preiudice du Retraict lignager. Chaumont Art. 118. Niuernois Chapitre 31. Article 21. Duché de Bourg. Chapit. 10. Art. 11.

Soit Feodal, Cenſuel, ou lignager. Bourbonnois Art. 458.

Pactions ou conditions doiuent eſtre inſerees aux contracts: autrement ſont nulles. Normandie Art. 446.

Acheteurs & vendeurs tenus affirmer le pris de la vente, & l'acheteur exhiber ſes lettres. Auxerre Article. 156. Chalons Article 233.

Et ſe purger encores de toutes fraudes & ſimulations Laon Art. 238. Reims Art. 204. Chalons Art. 233. Sedan Art. 252. Chauny Article 111. Montargis Chapitre 16. Art. 20. Tours Art. 182. Berry Titre. 14. Art. 9. Bourbonnois Art. 455. Auuergne Chapitre 23. Art. 31. & 34. Acs Tit. 10. Art. 7. La Bourt Tit. 6. Art. 7. S. Seuer Tit. 5. Art. 6. Bretagne Article 304. & 305. Bar Article 152.

Tenus affirmer le pris & conuention Bayonne Tit. 5. Art. 53.

Autrement doiuent eſtre punis & comment. La Marche Art. 270.

Ayans faict mettre plus grand pris, qu'il n'eſt conuenu, punis comme pariures. Melun Art. 158.

Acheteurs punis deniers auoir acheté, ſ'il eſt prouué du contraire. Normandie Article 451. Bourbonnois Art. 456. Tours Art. 173. Lodunois Chap. 15. Art. 16.

Deniers le lignage, ſ'ils ſuccombent, condemné és deſpens, dommages & intereſts. Aniou Article 372. Le Maine Article 382.

Nians auoir baillé deniers ou choſe equipollent, punis. Tours Art. 173. Lodunois Chapitre 37. Article 16. Bourbonnois Article 456.

Ayant acquis de ſon lignager, ſ'il ſuccombe, faict amende. Lodunois Chap. 37. Art. 15.

Ayans commis fraude, les autres lignagers peuuent venir au Retraict dans l'an & iour, & exclurre le ſecond acquereur, & tous autres lignagers ayans commis fraude. Tours Art. 171. Lodunois Chapitre. 15. Article 14.

Par Repetition de Retraict contre les ſeconds acquereurs, ſ'il vient dans l'an. Aniou Art. 398. Le Maine Art. 408. S. Seuer Tit. 5. Art. 17.

Peuuent retourner à l'heritage, ſ'il y a fraude commiſe. Normandie Artcle. 465.

Dans dix ans à compter du iour de la reognoiſſance en fraude, faicte au preiudice du lignager ou Seigneur F. Bretagne Article 327.

Contract frauduleux, eſt clamable dans trente ans. Normandie Art. 486.

Acheteur ayant vendu dans l'an l'heritage, ſ'il eſt adiourné dans ledit an, il le doit rendre, ou bien appeller ſon ſecond acheteur. Melun Art. 148. Bar Art. 150. Aniou Art. 408. Le Maine Art. 419.

Le ceſſionnaire, qui ne peut decliner. Grand Perche Art. 198. & 199. Poictou Art. 352. Angoumois Art. 63.

En Retraict le propre attraict les meubles & conqueſts & le Feodal, le Cenſuel. Montargis Chapitre 16. Article 22. Orleans Art. 395.

Tout le contenu eſt ſuiet à Premeſſe. Bretagne Art 308. & 309.

Peut vnndre auparauant l'adiournemẽt & non depuis. Sedan Art. 238.

Quand commet vice de Litige. Aniou Article 408. Le Maine Art. 419.

Ou acquereur eſtant adiourné en Cour ſuiette, ſe peut clamer en Cour Suzeraine, ſ'il ne veut debattre le Retraict. Aniou Article 406. Le Maine Art. 417.

Voulant acheter vne maiſon pour la demolir, le vendeur doit faire les cris & proclamations, & ſ'il vient aucun voiſin, pour l'auoir, il ſera preferé. Bayonne Titre 5. Article 51.

Loyaux couſts, quelles choſes comprend. Niuernois Chap. 31. Art. 12. Bourbonnois Art. 430.

Sort principal quelles choſes contient. Niuernois Chapitre. 31. Art. 12. Bourbonnois Art. 430.

V. Conſignation, Ofruicts, Offres, &c

Retraict Conuentionnel, lignagier, ou Feodal. Peronne Art 152.

Retraict Conuentionnel ou Couſtumier. Lodunois Chap. 27. Art. 3.

Pour le remeré & rachat d'vn heritage vendu à grace: ou le Retraict lignager.

Retraict Couſtumier. Comté de Bourg. Art. 72.

Retraict Conuentionnel peut eſtre cedé & tranſporté. Poictou Art. 351. Angoumois Art. 72. Xainctonge Art. 55.

Retraict Conuentionnel eſt preferé au lignager, pendant la grace. Poictou Art. 363 Angoumois Art 77.

Offres en Retraict Conuentionnel ſe feront à deſcouuert à perſonne: & en ſon refus ou abſence conſigne pardeuant le Iuge de la iuriſdiction ou pardeuant vn Sergent & deux Records, ou deux Notaires, ou vn Notaire & deux teſmoins. Lodunois Chap. 16. Art. 1.

De Retraict conuentionnel comme ſeront faictes. Poictou Art. 365.

Auec la conſignation & adiournement ſur refus. Poictou Art. 366.

Grace de Retraict ſe peut donner le meſme iour ou le lendemain, iuſques à tel tẽps & pris accordé. Poictou Art. 363.

Sera baillee par eſcrit en preſence de Notaires & ſignee d'eux. Poictou Art. 363.

Lignager peut faire ſon offre, nonobſtant la grace qu'il a donnee au vendeur. Poictou Art. 364.

L'acquereur ayant fait tranſport au lignager, comme le vendeur doit faire ſon offre & à qui. Poictou Art 365.

Femme ou mary ſera rembourſé de la moitié du rachat ou rembourſement des Rentes. Troyes Art. 82. Duché de Bourg. Chap. 4. Art. 26. Niuernois Chap. 23. Artic. 28.

Ayant vendu vne rente ſeul & pour le tout, ſera retiree pour le tout ou portion. Poictou Art 357. Bourdeaux Art. 33.

Rentes & arrerages d'icelles ſerõt payees par le Retrayant lignager ou conuentionnel pour les heritages retirez. Poictou Article 368.

Retraict des acqueſts faits au fief de l'vn des conioincts. Aniou Art 284. Le Maine Art. 300. Blois Art. 186.

Se peut faire dans l'an du decés hors iugement & ſans adiournement. Aniou Art. 284 Le Maine Art 300.

Retraiant ou clamant à titre de lettres leues n'eſt tenu prendre tous les heritages Normandie Art. 458.

Que les parens de l'acquereur ſont receus à clamer ou non. Normandie Art 459.

Retraict Feodal. Tours Art. 34. Aniou Art 292. & 293. Le Maine Art. 359. Grand Perche Art. 184. Berry Tit. 13. Art. 6. Tit. 14. Art. 13.

Ou Retraict par puiſſance de Fief. Aniou Art. 4. 384 & 391. Le Maine Art. 7.

Pour la Retenue de laquelle le S. peut vſer par puiſſance de Fief, ſur le nouuel acquereur.

Retraict Feodal quand ſ'en va par quartiers. Aniou Art. 384. Le Maine Art. 394.

N'eſt empeſché par Souffrance ou reſpit. Bourbonnois Art. 486.

A lieu en vendition faicte à faculté de Rachat à dix ans, comme en vendition ſimple dans xl. iours ſans attendre, &c. Berry Tit. 13 Art 9.

En adiudication par decret en y venant dans la huictaine, & ſ'obligeant au lieu du dernier Encheriſſeur dans trois iours apres. Berry Tit. 13. Art. 10.

A lieu auant l'hommage receu. Troyes Art. 39. Chaumont Art. 24.

En alienation faicte à rachat. Niuernois Chap. 4. Art. 41.

Se peut faire par Gens de main-morte: à la charge. Tours Art. 38.

Retraict Feodal ou par puiſſance de fief, n'a lieu, ſauf chacun en ſon Fief. Aniou Art. 384. Le Maine Art. 394.

Quãd le S. F. a fait de ſon Fief ſon Domaine, & vend depuis ou tranſporte la choſe à vn autre. Aniou Art. 399. Le Maine Article 399.

Quand l'heritier a iouy an & iour ſans eſtre inquieté, en iurant qu'il croit que ſon predeceſſeur a fait ſon deuoir, ſ'il monſtre la notification faicte par le Vaſſal dans huictaine. Xainctonge Art. 28.

Pour deuoir rentes ſur partie de Fief alienee par contract de vente. Poictou Art. 30.

Pour rentes conſtituees generalement ſur tours les biens. La Rochelle Art. 38.

Si ce n'eſt qu'aſſiette ſoit faite. Xainctonge Art 32.

Quand la choſe Feodale ou Cenſuelle eſt vendue au lignager du vendeur de l'eſtoc & ligne dont il vient. Berry Titre 13. Art. 5.

En Eſchange. Amiens Art. 40.

Sinon qu'il y euſt retour de deniers plus grand que la choſe baillee en recompenſe: ou que l'eſchange fut frauduleux. Niuernois Chap. 4. Art. 40.

En Bail faict à annees, ſ'il n'excede trente ans. Niuernois Chap. 4. Art. 42.

En Donation. Amiens Ar. 40. Niuernois Chap. 17. Art. 43.

En vente faicte à grace. Lodunois Chap. 17. Art. 5.

Quant le S. ſon Receueur ou Fermiers ont

Source : BIU Cujas

ont receu les deuoirs. Tours Art. 36.

N'a lieu sinon pour remettre les heritages à son Domaine, & non en fraude de l'acquereur. Tours Ar. 188. Lodun. Ch. 17. Ar. 4

Est empesché par tenement de dix ans. Tours Art. 36. Lodunois Chap. 17. Art. 3.

Ayant esté faict par coniоincts par mariage, le suruiuant tiendra les acquests durant sa vie: & apres la mort, sera payé le my-denier. Tours Ar. 186 Lodunois Chap. 15. Art. 30. Grand Perche Art 201.

Retraict Censuel. Berry Tit. 13. Art. 6. Tit. 14. Art 13.

En terre Censuelle. Grãd Perche Ar. 204.

Retraict Feodal a lieu quand le vendeur donne pour vne rente, vn immeuble. Poictou Art. 27. Angoumois Art. 17. & 18.

En acquest & propres s'il n'y a concurrence de lignagers. Reims Art. 190. a lieu pour le S. direct & non pour autre. Sole Tit. 18. Art. 2. s'il n'a interposé son Decret. Ib.

Seigneur Feodal ayant receu le Quint denier, a cause de la vendition, cheut ou baillé Souffrance, ne peut vser de la Retenue ou Retraict Feodal. Paris Art. 21. Sens Art. 186. Auxerre Article. 49. Estampes Art. 28. Dourdan Art. 37. Montfort Art. 16. Mante Art. 28. & 36. Troyes Art. 27. Amiens Art. 38. Chauny Art. 117. Artois Art. 122. Aniou Art. 347. & 389. Le Maine Art. 359. & 399. Chasteau neuf Art. 41. & 76. Chartres Art. 39. & 66. Dreux Art. 29. & 30. Berry Tit. 13. Art. 1. Bourbonnois Art. 424. Blois Artic. 18. La Marche Art. 276. Normandie Art. 182. ayant receu ses droicts. Senlis Art. 237.

Ayant receu le Relief ou la Foy & hommage Normandie Art. 182.

Le xiii. de l'acheteur dont il estoit chargé ou signé l'endos. Ib.

N'est receuable apres les dix ans, & apres auoir esté payé du Rachat & droicts Seig ou saisi le Vassal. Grand Perche Art. 184.

Apres. auoir receu à hommage ou baillé Respit. La Marche Ar. 276.

Aiant baillé Souffrance ou receu en foy & hommage. Blois Art. 18.

Receu en foy & hommage ou receu les Accordemens, Lods & Ventes. Berry Tit. 13. Art. 1. & 2.

Ou Censuel apres la reception en hommage de Lods & Ventes ou recognoissance nouuelle. Bourbonnois Art. 424. & 480.

Quand le Seigneur a receu le Rachat, Plaicts, services ou deuoirs, apres l'exhibition. Poictou Art. 31.

Ne payant le pris apres neuf iours de la presentation & declaration. Acs T. 9 Ar. 10

Huict iours apres l'exhibition & purgation. Bourdeaux Art. 89.

S'il n'esliſt dans 8. iours. Xainctonge Ar. 27

Et n'esliſant dans huict iours, ou eliſant, & s'il ne paye le pris dans huict iours, il ne sera receu. Poictou Art. 23.

Apres l'exhibition, receuant le Rachat de la chose hommagee, les Plaicts, seruices ou autres deuoirs Poictou Art. 31.

Apres trente ans ne peut contraindre son Vassal à exhiber ses contracts, ny demander ses ventes & honneurs: & vser de Retraict. Poictou Art. 26.

N'est en demeure d'eslire le Retraict ou les Ventes & Honneurs, iusques à ce que l'exhibition ait esté faicte, ou serment presté, sinon par trente ans. Poictou Art. 26. Angoumois Art. 15.

S. de Fief ou Cens n'est fruſtré de son retraict par l'Appropriement, sinonqu'il eust esté fait apres l'exhibition deuement faite, offre du deuoir de Lods & Ventes, ou que les Bannies & Appropriement fussent faites en la Cour du S. Bretagne Art. 306.

Peut vser de Retraicte en mise de faict, si la cause n'est contestee par defenses peremptoires. Artois Art. 117.

Peut dans xx. ans contraindre l'acquereur à exhiber les contracts, sçauoir dans x. ans les choses vendues par puissance de Fief, ou les ventes & honneurs, & dans les dix ans, & apres les vingt ans, a les ventes & honneurs. Xainctonge Art 27.

Ayant retiré vn Fief vendu à grace ne peut rien demolir: ains fera seulement les reparations neceſſaires. Lodun. Ch. 17. Ar. 5

Peut retenir les contracts xv. iours s'il n'en donne le double collationné, &c. Tours Ar. 34. Lodunois Chap. 17. Art. 2.

En receuant les contrats & copies assignera iour de quinzaine, lieu & heure certains au dedans du Fief, pour entendre sa declaration, voir executer le Retraict Feodal, ou payer les Lods & Ventes, s'ils sont deuz. Tours Art. 34. Lodunois Chap. 17. Art. 1.

Peut retenir le contract huict iours, s'ils ne baillent copie collationnee à l'original. Bourbonnois Art. 426.

A droict de Retraict Feodal. Grand Perche Art. 185.

Huict iours apres l'exhibition des contracts a les ventes & honneurs, ou peut prẽdre les choses par puissance de Fief. Poictou Art. 349. Angoumois Art. 71. Xainctonge Art. 54.

A plus long delay pour vser de Retraict Feodal que le patẽt & lignager. Aniou Art. 387. Le Maine Art. 397.

Vn an apres l'exhibition des contracts, ne seront plus receu au retraict. Aniou Art. 387. Le Maine Art. 397.

A la Retenue en cas d'alienation ou mutation de la chose Feodale, sans demander aucuns lods, ventes, n'autres droicts: sinon que le Fief fut chargé de Cens en directe, portant lots & ventes. Auuerg. Ch. 22. Ar. 21

Doit payer le pris dans huict iours à l'acquereur à perſonne ou domicile, par offre actuel ou payement reel: ou à sa femme en son absence s'il a domicile en la Prouince ou Ressort: sinon consignera au Greffe de la iurisdiction Royale. Poictou Art. 347.

Au refus fait par l'acquereur de le recognoistre, doit offrir reellement le prix, & les loyaux coustz liquides: & s'ils ne le sont telle somme qu'il verra, offrant parfaire. Berry Tit. 13. Art. 6. & 7. En cas de terme, doit s'obliger & bailler caution Bourgeoise de payer aux termes conuenus, ou bien gage suffisant au lieu de la caution, dans xl. iours, autremẽt n'est receu. Berry T. 13. Ar. 8

S direct ou Feodal n'est receu à la Retenue de plusieurs heritages estans de sa directe ou Fief sous vn mesme pris: sinon du consentement de l'acquereur. Auuergne Chap. 21. Art. 8. & 11. & Chap. 22. Art. 22.

Peut auoir ce qui est de sa directe ou fief: & sera tenu prendre tout, si l'acheteur l'offre. Auuergne Chap. 21. Art. 10. & 11. Chap. 22. Art. 23. & 24. Poictou Ar. 348. & 349. Angoumois Art. 70. & 71. Xainctonge Art. 53. & 54. Tours Art. 178. Lodunois Ch. 5. Ar. 20

Peut Retraire pour les deniers & pris de la vendition auec les frais & loyaux coustemens. Chauny Art. 116.

Le Fief ou Cotterie auant la saisine baillee, &c. Artois Art. 116.

Retirer le Fief, ou roture, rente fonciere vendue en payant le pris & loyaux coustz. Normandie Art. 177. 178. & 181.

Auparauant la saisine baillee, le Fief ou heritage vendu en paiant les deniers du sort principal, & loyaux coustz, si la vẽte est faicte francs deniers Amiens Art. 38. & 39.

Retenir par la bourse le Fief baillé à ferme, en rendant la somme. Ponthieu Art. 67.

L'heritage ou chose immobiliaire, soit en Fief ou Cotterie, en payant & rendant les deniers, & rabbatant ses droicts Seigneuriaux. Ponthieu Art. 69.

Prendre les heritages roturiers vendus, en rendant les deniers. Senlis Art. 237.

Ou Censuel peut retraire & re-venir à sa Table dans xl. iours apres la notification, les heritages Feodaux & Censuels, en rendant les deniers de l'achat, frais de lettres & loyaux coustz. Peronne Art. 253.

Direct a droict de Retention en la chose tenue de luy vendue, en faisant serment. Acs Tit. 9. Art. 8. & le doit declarer dans 9. iours apres la Presentation. Acs T. 9. Art. 10

Fors en certains lieux Acs Tit. 9. Art. 9.

Seigneurs Cauiers ont droict de Retention des choses tenues d'eux. Acs Titre 9. Art. 9.

S. F. au cas que le Vassal n'ait signifié l'alienation, ou qu'il ne l'ait racheté dans trois ans, peut reprendre la chose vendue, constituee ou engagee pour le pris ou le Quint ou Requint à son chois. Troyes Art. 35. Chaumont Art. 23.

En Retraict feodal l'adiournement estant posé, l'acquereur au premier iour peut cognoistre le Seigneur. Aniou Art. 388. Le Maine Art. 398.

Ou lignager pour l'executer n'y a que 8. iours apres la cognoissance. Aniou Art. 388. Le Maine Art. 398.

Prescription ne court contre le S. F. sinon vn an & iour apres l'exhibition des contracts ou offres, de les exhiber, faicte par l'acquereur. Aniou Ar. 387. Le Mai. Ar. 397

Retention appartenant à plusieurs S. directs, Conseig. de mesme Prinsief, le parent est preferé: & s'ils ne s'accordent, il est decidé par sort. Bayonne Tit. 5. Art. 11 & 12.

S. si le nouuel acquereur n'a fait les offres dans xv. les peut prendre & leuer par defaut de foy & hommage non faits ou prendre le Rachat, ou la chose par puissance de Fief, s'il n'est parent. Lodunois Chap. 11. Art. 5. Doit voir le contract de la chose hommagee & transportee par quelque contract que ce soit. Poict. Ar. 28. A le chois de faire purger le tenancier, ou bien prouuer le contraire. Bourd. Ar. 88. Apres l'exhibition & purgation doit declarer dans viii. au tenancier ou emphyteote, s'il veut la chose par droict de Prelation, & bailler lr iuste pris, v. s. Bourdelois moins. Bourdeaux Art. 89. S. F. ou de rẽte Censiue peut retirer les choses vendues par puissan ce de fief ou de Cens. Bretag. Ar 306. ou Censuel peut retenir les heritages vẽdus, en rendant les deniers auec les loiaux coustemẽs. Senlis Ar. 235. S Chastelain peut auoir par retraict le fief vendu dãs xl. iours sans fraude. Montarg. C. 1 Ar. 5. & nõ le fief ou heritage cẽsuel. Montarg. C. 1 Ar. 91. Orl. Ar. 49. dans xl. iours apres la significatiõ & exhibition. Sedã Ar. 52. dedãs l'an & iour de la vẽditiõ & dans xl iours apres la notificatiõ de la vẽte & exhibitiõ des cõtrats. Chasteau. Ar. 75. Chartres Ar. 65. dedãs l'an, &c. Dreux Ar. 50. dedãs l'an de l'exhibition des lettres d'acqueſt, en rembourſant, &c. Blois Ar. 18. pour les deniers de la vẽte. Bar Ar. 4. & 147. Sẽlis Ar. 237. pour le pris en payãt les loiaux &c. Troyes Art. 27. Chaumõt Art. 17.

Dedãs l'an & iour, les choſes hereditaux. Aniou Art. 347. Le Maine Art. 359.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

L'heritage acquis ou rente infeodez apres l'exhibition faicte dans les dix ans. Grand Perche Art. 184.

Dedans xl. iours apres la notification de la vente & exhibition des contracts. Paris Art. 20. Sens Art. 186. Auxerre Article. 49. Meaux Art. 170. Melun Art. 31. & 102. Dourdan Art 37. Montfort Art. 15. Mante Art. 28. Vallois Art. 29. Noyon Art. 36.

Encores qu'il soit de main-morte. Estampes Art. 27.

Apres la Dessaisine ou infeodation, en rendant les deniers & loyaux coustemens. Clermont Art. 93.

Dedans trois mois apres l'exhibition & ostension des lettres d'acquisition. Bourbonnois Art. 424. La Marche Art. 475. Auuergne Chap. 22. Art 20.

S. vendant terres de son Domaine à pris d'argent à la charge de Cens enuers luy, n'y a ventes, & ne sont suiettes à Retraict. Mõtfort Art. 173.

S. ne peut retenir les fiefs ou heritages cottiers mouuans de luy. La Salle de Lille. Tit. 1. Art. 65.

Ne peut retirer par puissance de Fief, quãd il y a eschange sans fraude & sans soulte. Auxerre Art. 80.

N'est contraint retirer que ce qui est de son tenement. Artois Art. 125. Niuernois Chap. 31. Art. 27.

N'a que huict iours pour executer le Retraict Feodal. Le Maine Art. 429.

Apres la quinzaine n'est receu au Retraict Feodal. Tours Art. 34. Apres xl. iours. Artois Art. 117.

En Retraict Feodal la chose retraicte à droict, Seigneurie n'est acquest. Normandie Art. 200. Les heritages retirez par l'vsufruictier sont re-vnis au corps du Fief. Normandie Art. 202. venus à l'vsufruictier par confiscation de ligne estainte, & s'il les a sa vie durant. Normandie Art 23.

En Retraict Feodal, l'acquereur par contract de vente ou sonant ou equipollent à vente, le doit notifier dans viii. iours, & declarer son contract. Poicton Art. 23. & 25. Angoumois Art. 13. Xainctonge Art. 27.

Exhiber le contract dedans xl. iours, & faire serment, & offrir les ventes & honneurs, sur peine de l'amende. Poictou Art. 23. & 253. Angoumois Art. 13. & 14. Xainctonge Art. 27.

Doit se purger par serment sur le Liure & & la Croix, du vray pris, & exhiber ses contracts. Bourdeaux Art. 88.

Ayant exhibé & laissé à son S. son contract ou copie d'iceluy, est tenu la huictaine apres retourner vers ledit Seig. Poictou Art. 24.

N'ayant declaré son vouloir dans les xl. iours, le nouuel Vassal est tenu vers iceluy en personne, pour estre receu à foy, ou receuoir ses deniers. Vallois Art. 32.

Le nouuel acquereur tenu d'affermer le contenu en son contract, fera foy de son acquisition, & en baillera vidimus. Troyes Art. 27. Chaumont Art. 18.

Notifier l'acquisition ou nouueau titre par le vidimus de la lettre Niuernois Chap. 4. Art. 35.

Soit par don, cession, transport, achat ou autre acquisition, doit monstrer & exhiber ses lettres, luy en bailler le double, & affermer le contenu en icelles. Vitry Ar. 45.

Monstrer & exhiber l'instrument du contract d'acquisition dans xl. iours. Berry Tit. 5. Art. 30. ses contracts & offrir les foy & hõmage, ou les ventes & deuoirs. Tours Art. 111. Loudun. Chap. 17. Art. 1.

Exhiber ses contracts iurer & affermer le contenu en iceux, s'il le S. le requiert. Tours Art. 33.

Des heritages Feodaux ou Cottiers doit insinuer & signier son achat & acquisition au S. dans xl. iours à peine de lx. sols Par. Boullenois Art. 51.

De rentes rachetables & constituees n'est tenu notifier. Boullenois Art. 51.

Doit notifier la vente, exhiber les contracts & en bailler coppie. Paris Art. 20. Estampes Art. 27. Dourdan Art. 37. Montfort Art. 15. Laon Art. 257.

Notifier & exhiber ses contracts dans xl. iours au plus tard, auparauant la fin de l'an & iour. Chasteau-neuf Art. 76. Chartres Art. 66.

Notifier ses lettres au Seigneur. Sens Art. 186. son acquisition au S. F. Auxerre Art. 49. Mante Art. 29.

Notifier & communiquer les venditions au Seigneur. Peronne Art 255.

Exhiber l'original de son contract, ou en laisser la coppie collationnee à l'original à ses despens. Aniou Art. 391. Le Maine Art. 401 & 429.

Les lettres d'acquisition ou en bailler copie deuement collationnee à ses despens. Bourbonnois Art. 424. & 426.

Ses lettres & affermer le contenu, & faire le offres. Vallois Art. 29. Troyes Art. 29. Chaumont Art. 18.

Monstrer son contract en forme. Montargis Chap. 1. Ar. 5. & exhiber son contract s'il en est requis. Orleans Art. 49.

Ne monstrant ses lettres & contracts dãs xv. est amendable. Tours Art. 34. Lodunois Chap. 17. Art. 1.

N'est tenu exhiber ses contracts s'il n'y a contract de vente ou equipollent à vente. Art 28. Angoumois Art. 19.

Sinon par forme d'edition, ou quand la chose est hommagee. Poictou Art. 28.

S'il n'en est sommé & requis. Angoumois Art. 19.

Le vendeur d'heritage, terre ou Seigneurie tenue en Fief ou Censiue, tenu venir voir les S. F. ou Censuel dedans quarante iours, luy notifier la vendition, bailler & payer les droicts de vente ou Quint denier. Senlis Art 235.

Retraict de Barre ou de Cour. Bretagne Art. 10. & 32.

N'a lieu en submission de iurisdiction faicte par contracts. Bretagne Art. 10.

N'a lieu si les Officiers sont appellez pour respondre de leurs Offices. Bretagne. Article 32.

Voyez Renuoy.

Retraire, r'approprier & re-vnir à sa Table & Domaine. Monstreul Art. 9. & 33. Peronne Art. 255. Boullenois Article. 53. & 139.

Retraire & re-vnir à sa Table. Peronne Art. 256. Artois Art. 116.

Retraire & r'approprier à sa Table & Domaine. Monstreul Art. 35.

Retraicte. Ponthieu Art. 170. & 182.

Qui se faict par les creanciers pour leur deu, quand vn est obligé par vnes lettres enuers deux personnes, qui de luy sont retraicts, & doit le debteur pour chacune Retraicte sept sols six deniers Parisis, s'il demeure en lieu cottier: & s'il demeure en lieu noble, x. sols Parisis.

Retraicte de proximité de lignage. Arras Art. 49. Sainct Piat Art. 12. Armentieres Art. 2.

A titre de proximité de lignage. Herlies Art. 2.

A titre de proximité lignagiere. Ostricourt. Art. 4. Commines Art 21.

Retraicte de maisons, Fiefs & heritages cottiers se faict dans les quarante iours ensuiuans les Des-heritemens & Adheritemens faicts & baillez. S. Quentin de l'Isle. Art. 2.

De maisons & d'heritages cottiers. Bouines Art. 2. Le Boutillerie Article 5. Estreux Article premier. Esquerines Article 2. L'Espine Art. 1.

Apres la publication de la vente. Camphin Art. 8. Ostricourt Article 4. L'Espine Art. 1.

D'heritage suiet à Rente fonciere comme se faict. Tournay Titre. 8. Article 14. 15. La Salle Titre 17. Art. 4. Lille Art. 45.

De rente vendue à autre qu'au tentier se doit faire quinze iours apres la signification Cambray Tit. 11. Art. 6.

N'a lieu par faute de rẽte non payee. Tour coin Art. 1.

En heritages non acquests vendus & non Verpis dans quarante iours ensuiuant l'Adheritement. Salommez Article 2. Seclin Art. 7.

Patrimonieux & non acquis. Ennetieres Art. 7.

Patrimonieux auant *les Adheritemens*, & comme doit faire les Offres. Sainct Simon & Raise. Art. 3. Erquinghehem Article 1.

De maisons ou heritage dans sept iours & sept nuicts apres la publication de la vente deuement faicte. Pont à Vvendin Article 6. Vvahaignes Article 4. Annentieres Article 2.

Des heritages renteux, &c. S. Pierre de Lille Art. 1.

Retraicte ou reprinse pour rente vendue ou alienee sur quelque heritage. Valanciennes Art. 5.

Retraicte se faict d'ans l'an, sinon que les Criees fussent faictes & le Vverp aussi. Bethune Tit. 1. Art. 7.

Apres les Adheritemens & Desheritemẽs & venditions publiees. Mouuaux Article 1.

Retraicte par proximité de lignage, ou par puissance de Fief, n'a lieu en vendition ou alienation d'heritages. Arras Article 49.

Retraicte du Fief depuis *la vente* iusques à l'an de l'adheritance. Tournay Tit. 10. Art. 29. & 30.

Dedans l'an & iour de la Saisine rendant les deniers, frais & leaux coustemens: sauf si les Criees ont esté publiees par 3. quinzaines. Lillers Tit. 1. Art. 7.

Retraicte de l'heritage arrenté se peut faire par clain, apres auoir sommé par Iustice ou Maieur, presens tesmoins, le possesseur ou proprietaire de satisfaire dans vn mois, aux termes escheus. Cambray Tit. 25. Ar. 15.

Se peut faire pour Rente à titre d'arrentement. Cambray Tit. 25. Art. 17.

Fermier du Revendage du Roy. Dourdan Art. 146. V. Fermier.

Reuendeurs publics ne seront receus s'ils ne baillent Plege: presteront le serment deuant le Maire ou son Lieutenant: ont vn sol pour liure. Bayonne Tit. 8. Art. 15. 16. & 17.

Reuenir à la Table de l'aisné. Tours Art. 279.

Quand les successions d'vn puisné, ou de ceux qui sont issus de luy, ont eu leur partage diuisé, & qui sont decedez

Source : BIU Cujas

ſans hoirs de leurs corps, & appartient à l'aiſné frere, ou à ſes repreſentans.

Reuentons. Melun Article 117. Dreux Art. 31.

Vn droict outre les Lods & Ventes deu par l'acheteur au Seig. Cenſuel, eſt de vingt deniers pour Liure: & ſe nomme autrement Venteroilles ou Reuentes. Clermont Art. 115.

Reuentons deux quand l'acheteur a promis acquiter le vendeur du droict de ventes. Melun Art 117.

Reuentons ne ſont deux. Dreux Article 35.

Re vnion des Cenſiues acquiſes par le S. F. ſ'il n'y a declaration expreſſe au contraire. Paris Art. 53. Orleans Art 20.

Re-vnir a la Table & Domaine du Seig. Amiens Art. 104.

Quand l'heritage retourne au Seigneur Feodal.

Fief ou Arriere-fief retenu par puiſſance de Fief n'eſt eſtimé Re-vny & conſolide, ſi le Vaſſal ne l'a employé en ſon Adueu, &c. Laon Article. 260. Chalons Art. 259. Reims Art. 222.

Re vnir le Fief à ſa terre. Vitry Art. 38.

A la Table de ſon Fief principal. Melun Art. 50.

Re vnir & reincorporer à ſon Fief. Reims Art. 98. S Quentin Art. 70.

Re-vnir a ſon Domaine. Senlis Art. 237.

Reprendre & re vnir. Chauny Art. 96.

Reincorporer & reuenir au gros du Fief ſans le congé du S. F. La Salle de Lille Tit. 1. Art 67.

Retirer & re vnir à ſa Table. Ribemont Article 2.

Fief Re-vny au Domaine du Vaſſal, quand il l'a prins, ou qu'il en a iouy par an & iour. Niuernois Chapitre quatrieſme. Art. 30.

Heritages Cottiers tenus d'vn fief quand par le S. F. ſont re-vnis & reincorporez au gros du fief. La Salle de Lille Tit. premier. Art. 68.

Re Vvard. Chiſoing Art. 2. & 3.

Pour Iuge ou Officier.

V. Sentences.

Rierefief. S. Seuer Tit. 6 Art. 1. & 2. Bayõne Tit. 17. Art. 10. 11. 13. & 14.

Pour la Rente ſeche, la penſion ou autres Cẽs annuel que le ſuiet impoſe ſur ſon heritage mouuant d'aucun S. foncier: & eſt amortiſſable.

Rierefief ou rerefief. Montargis Chap. 1. Art. 44. Dunois Art 15.

Pour l'Arrierefief.

Riez & places de Flegards Lillers Tit. 2. Art. 5.

Riez & paſturages. Boullenois Art 133.

Riez. Herly Art 4.

Riuiere courant perpetuellement ne ſera empeſchee. Montargis Ch. 10. Art. 8. Normandie Art. 207 208. & 209. Blois Art. 237.

Ou cours de Riuieres & marets publics, ne ſeront empeſchez. Amiens Art. 243.

On ne peut deſtourner l'eauë, & empeſcher la nauigation publique. Blois Article 217.

Riuiere ne peut eſtre en Garenne & defenſe, ſ'il n'y a titre ou preſcription. Niuernois Chap. 16 Art. 1.

Aucun n'a vſage ne droit peritoire ou poſſeſſoire en Bois Riuiere banal, ſans titre ou redeuance Niuernois Chap 16. Art. 1. Duché de Bourg. Chap. 13. Art. 2.

Riuiere tolt & donne au S. Haut Iuſticier & ne donne au S. treſfoncier & proprietaire n'ayant Iuſtice. Bourbonnois Art. 340.

De Cire ne tolt ne baille, &c. Vic Art. 1.

Motte ferme eſt au S. treſfoncier & proprietaire. Bourbonnois Art. 341.

Proprietaire ayant perdu ſon heritage ou partie, en peut prendre autant de l'autre coſté, moyennant que ſes voiſins ayent ce qui leur appartient. Bar Art. 212.

Seigneur peut deſtourner l'eaue de ſa terre: pourueu que les deux riues ſoient en ſon Fief Normandie Art. 206.

Baron de Maizieres & Chaſtellains de ladite Baronnie, ſont Seigneurs, gardes & protecteurs de Riuieres & fleuues perennes Maizieres Art. 2.

Peuuent defendre d'y faire Moulin ou arreſt ou deſtour. Ib.

On ne peut Rouir Lins, Chanures ou autres choſes en Riuieres ou marets publiques, ſans le congé du Seigneur. Art. 243.

Lin en l'eaue d'autruy ſans ſon gré. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 1.

Chanure, Lin, chaux en eſtang, peſcheries, gourts, marets. Bourbonnois Article 16.

Rodage. Acs Tit. 12. Art. 5. & 6. S. Seuer Tit. 10. Art. 5 & 6.

Le deuoir que S. Peager prend pour vne charrete vuide ou chargee de marchandiſe paſſant par le chemin public & Royal, outre le Peage deu pour raiſon de la marchandiſe.

Rompei terres nouuellement cultiuees. Niuernois Chap. 12. Art. 6.

Cas de Rompture. Boullenois Art. 106. 142 Artois Art. 166.

Pour Deſconfiture.

Rongner ſon Fief. Aniou Ar. 137. Le Maine Art. 148. & 149.

Ronteis terres qui de long temps n'ont eſté labourees. Niuernois Chap. 12. Art. 6.

Roteurs ne ſeront faicts en eaue courant Normandie Art. 209.

Roturiers pour non nobles & du tiers Eſtat. Meaux Article. 1. 3. 4. 18. & 50. Melun Artic. 174. Sens Art. 81. & 160. Eſtampes Art. 135. Montfort Art. 116. Mante Art. 1. & 178. Clermont Art. 4. Reims Article. 179. Noyon Art. 4. Boullenois Art. 12. Montargis Chap. 12. Art. 1. Tours Art. 1 132. 233. 239. 247. 301. 304. 309. 317. 318. 338. 364. 366. 374. & 575. Lodunois Chap. 1. Art. 1. Chap. 8. Art. 5. & 10. Chap. 15. Art. 28. Ch 19. Art. 1. Chap. 25. Art. 1. Chap. 26. Art. 3. Chapitre. 37. Art. 37. Art. 1. 3. 5. 7. 13. & 17. Aniou Article. 2. 31. 46. 164 334. & 425. Le Maine Art. 53. 237. 296. & 346. Grand Perche Art 158. Chaſteau-neuf Art. 137. Chartres Art. 52. 54. & 87. Dreux Artic. 75. La Marche Art. 79 83 173 212 & 216. Xainctonge Art. 6. 7. 8. 76. & 93 Bretagne Art 150. 152. 408. 556. 572. 590. 699 Dourdan Article. 88. 90. 115. & 127. Chauny Article 133.

Nobles ſont touſiours oppoſez aux roturiers. Montargis Chap. 12. Art 1. Blois Art 4. 9. 46. Peronne Art. 127. Tours Art. 83. 98. 230. 238. 240. 246. & 254. 287 296. 310 319 & 351. Lodunois Chap. 14. Art. 1. Chap. 24. Art. 1. Chap. 25. Art. 3. 4. 8. & 10. Chap 26. Art 6. Chap. 27. Art. 29. Aniou Art. 249. & 279 Le Maine Art. 4 185. 210. 289. & 332. Grand Perche Art 104 & 151 Chaſteau-neuf Art. 7. & 106 Auuergne Chap. 17. Art. 19. Angoumois Article. 23. 43. 44. & 98.

Femme roturiere & de Pote. Meaux Art 155. Melun Art. 217. & 294. Sens Article 213. Eſtampes Article 96. Montfort Article 132. Mante Article 130. Troyes Article 12. Laon Article 14. & 15. Chalons Art. 4. Reims Art. 2. 3. & 281. Montargis Chap 14. Art. 1. Aniou Art. 94.

Mariage roturier. Lodunois Chap. 29. Art. 11.

Perſonne Conſtumiere ou Roturiere Lodunois Chapitre 25. Article 12. Chap. 29. Art. 17.

Homme Roturier, Femme Roturiere. Vitry Art. 7. & 8. Laon Art. 14. 15. & 16. Chalons Art. 4. Reims Art. 1. 3. & 42. Poictou Art. 15. 34. & 38. Le Maine Art 107. 267. & 317. La Marche Art. 81. Sedan Art. 3. 4. 87. 204. 208. & 213. Amiens Art. 124. Bretagne Art. 357. & 363.

Gens Roturiers. Tours Art. 185. 186. & 297. Aniou Article 88. & 204. Le Maine Art. 36.

Femme Noble ou Roturiere. Tours Article 187. 232. 290. 291. 293 308. 316. 317. 330. 332. 333 336. & 337. Lodunois Chap. 15. Art. 31. Chap. 27. Art. 33. & 34. Chapit. 29 Art. 11. Chap. 31. Art. 5. 6. 7. & 9. Chap. 33. Art. 1. & 3. Aniou Art 30. & Dourdan Art. 84.

Enfans Roturiers. Sens Art. 158.

Fille Noble ou roturiere. Tours Art. 286.

Fief Roturier. Bretagne Art. 305 343. 400. & 566.

Pour vn heritage tenu à Cens ou rente d'vn S. F.

Heritages, Biens ou Fonds Roturiers. Meaux Art. 160. Sens Art. 115. Montfort Art. 87. Mante Artic. 117. Senlis Art. 153. 214. & 234. Clermont Article 13. 14. & 97. Laon Art. 137. & 210. Chauny Art. 35. & 55. Vitry Art. 57. Chalons Art. 165. Montargis Chap. 4. Art. 1. Chap. 8. Art. 12. Chap. 15. Art. 13. Chap. 16. Art. 18. Tours Art. 145. Amiens Art. 46. & 47. S. Seuer Tit. 12. Art. 25. Tit. 16. Art. 1. Lodunois Chap. 14. Art 21 Grand Perche Art. 144. Auxerre Art. 186. Peronne Artic. 85. 99. 170. 184. Chaſteauneuf Art. 122. Sedan Art. 157. & 165. Bretagne Art. 247.

Heritages en Roture. Paris Article. 53. Melun Art. 92. 145. 273. & 292. Mante Art. 4. Laon Art. 225. 262. Dourdan Article 7.

Tenus à Cens ou Rente.

Choſes Roturieres. Meaux Article 148 164. Eſtampes Article cent ſoixante. Tours Art. 170.

Nobles ou roturieres. Poictou Article 29. Xainctonge Artic. 51. & 75. Bretagne Art 563.

Choſes Roturieres & Cenſiues. Aniou Art. 258. Le Maine Art. 276. Sedan Art. 217 & 218. Dourdan Art. 132.

Terres Roturieres. Paris Article 345. Mante Article 116. Montargis Chapitre quatre. Article 2. Peronne Article 75 76. 82. 97. Bretagne Art. 91. 356. 416. 548. 550. & 552.

Emphyteuſe Roturier. Meaux Art. 210.

Maiſon, logis ou manoir Roturier. Poictou Art. 260. 292.

Naiſſant Roturier. Laon Art. 60.

Propre heritage, qui eſt en roture & non en Fief.

Deuoirs non Roturiers. Angoumois Art. 20.

Perſonne roturiere. Aniou Art. 279 Le Maine Art. 296.

Rente roturiere. Laon Art. 193. Chauny Art. 97 Blois Art. 68 Bourbonnois Art. 414 & 415 Poictou Art 103.

Immeubles roturiers. Orleans Art. 431.

Source : BIU Cujas

Succeſſion Roturiere. Tours Art. 314. Lodunois Chap. 29. Art. 16. Aniou Art. 225. 254. & 272. Grand Perche Art. 143 157. & 160. Le Maine Art. 241. & 272. Angoumois Art. 83.

Condition Roturiere. Angoumois Art. 29. 41. & 42. Xainctonge Art. 58. Bretagne Art. 553. & 555. Sedan Art. 2.

Subuentions Roturieres. Bretagne Article 561.

Roturierement. Paris Art. 68. Troyes Art. 11. & 16. Chaumont Art. 10. Vitry Art. 2. 7. & 8. Tours Art. 18. 314. 315. 316. 317. & 320. Lodunois Chap. 1. Art. 14. Chapit. 5. Art. 3. Chap. 29. Art. 16. 17. 18. 20. & 21. Aniou Art. 254. 255. 256. 344. Le Maine Art. 273. 274. & 356. Poictou Art. 34. 42. & 43. Angoumois Art. 20. & 85. Bretagne Article 356. & 608.

Biens immeubles tenus Roturierement en Cenſiue, ſont oppoſez à ceux qui ſont tenus noblement en Fief ou en Franc-Aleu Reims Art. 40.

Main Roturiere & d'homme non noble. La Rue d'Yndre Art. 6.

Tenancier Roturier. Amiens Art. 41.

Pour celuy qui tient vn heritage Cenſuel & Roturier.

Tenancier en Roture. Tours Art. 260. Peronne Art. 191. Dourdan Art. 99.

Fief ou Roture. Sedan Art. 258.

Fief & Roture. Paris Art. 335.

Roture. Amiens Art. 198 Peronne Ar. 46.

Droict de Rouage. Mante Art 196. Senlis Art. 125. Mondidier L. Art. 1.

Pour vn droict Seigneurial, qui ſe prend ſur le vin qui eſt vendu en gros, & tranſporté par charroir, & auant que la roue tourne.

Roucin de Seruice. Tours Art. 95. & 96. Lodunois Chapitre 8. Article 6. & 7. Blois Art. 93.

Vn bon & puiſſant Cheual pour ſeruir en guerre, vn Cheual d'armes, vn Cheual de guerre.

Roucin de ſeruice ſe demande par ſimple action, & non par voye de ſaiſine. Chaſteau-neuf Art. 21. Chartres Art. 15. Dreux Art. 12. Blois Art. 95.

Eſtimé lx. ſols tourn. Blois Art. 93. Dunois Art. 23.

Eſt requerable. Blois Art. 95.

Roucins de ſeruice deuz à muance d'hõme, ou à muance d homme & de Seigneur Tours Article 95. Lodunois Chapitre 8. Article 1.

Roucins Abonnez ou non. Tours Art. 95. Lodunois Chap. 8. Art. 1.

Roucins non abonnez comme feront priſez. Tours Art. 95. Lodunois Chap. 8. Art. 7.

Heritiers du Vaſſal ne ſont tenus payer le Roucin, ſ'il n'auoit eſté requis. Blois Art. 95.

Le Roy doit defendre & garder toutes les nations du pays de Solle en leur franchiſe. Solle Tit. 1. Art. 2.

Eſt Souuerain Fieffeux. Meaux Article 154. & 158.

A droicts Royaux vniuerſellement par tout ſon Royaume. Le Maine Art. 1.

A Reſſort & Suzeraineté ſur les ſuiets du pays, tant en cas d'appel, qu'autrement. Aniou Art. 65. Le Maine Art. 74.

Tenu bailler Homme viuant & mourant. Sens Art. 207. Auxerre Art. 75.

Droicts Royaux ou Cas Royaux ou priuilegiez.

V. Cas Royaux. Iuges.

Heritages & Biens Ruraux à la difference des Biens & heritages Gentioux & Nobles. Acs Tit. 2. Art. 1. 10. 20. 24. & 26. Le Bourt Tit. 12. Art. 3. & 10. Solle T. 27. Art. 19. & 26.

Fief Noble ou Rural.

V. Fief.

Ruyer. Bethune Tit. 1. Art. 3. Lillers Tit 2 Art. 5. S. Piat Art. 9.

Les Ruyers ſont Seigneurs des chemins, Reiects, Fronds & Flegards. Sainct Piat Article 9.

Ont cognoiſſance des delicts communs en iceux chemins, &c. Sainct Piart Article 9.

V. Voyer.

S

Sabaters peuuent prendre en leurs paſturages la tierce partie de la Croſte du Tauſin pour faire Tax, en laiſſant les deux tierces. Sole Tit 13. Art. 7.

Droict de Sacquage. Theroanne Art 7.

Droict de Sainctre ou Cheintre. Berry Tit. 10. Art. 11.

Ce droict appartient à aucuns Seigneurs és lieux non cultiuez, qui ſont en chaume, en friche, en bruieres ou buiſſons: afin d'y faire paiſtre leur beſtail ſeulement, & en chaſſer le beſtail d'autruy.

Saillies, Goulots &c. ſur Rues defendues Reims Art. 351. ne ſeront miſes ſans permiſſion. Ib. comme ſeront eſtouppees par les voiſins, ſ'ils ont droict. Reims Article 352.

Dalles ſortans ſur le Paué de la Ville, priuez & ouuerture de Caue defendus. Rennes Art. 352.

Aiſances de baſtimens ſur les rues defendues. Niuernois Chap. 10. Art. 22.

Ny entrees de Caues & degrez. Niuernois Chap. 10. Art. 23.

V. Eſpargne.

Auant que proceder par Saiſie, &c. il faut auoir condemnation, ou lettres obligatoires paſſees ſous Seel Royal ou authentique, ou Cedulle recongnue. Vallois Art. 183.

Saiſie ſera faicte ſur les lieux ſaiſis, tant Fiefs que rotures. Paris Art. 345. & 346. Calais Art. 251. & 252. Montfort Art. 175. & 176. Mante Art. 115. & 116. Orleans Artic. 467. Poictou Art. 434. & 439. Blois Article 101.

Des Fiefs & terres nobles, ſera des principaux manoirs auec les appartenances & dependances, ſans les declarer par tenans & abboutiſſans. Paris Art. 345. Calais Art. 251. Montfort Art. 175. Mante Art. 115. Orleans Art. 467. Poictou Article 434. Bar Art. 228.

L'hoſtel & ſes appartenances. Lodunois Chap. 21. Art. 7.

Eſtant faicte, les Fiefs, Seigneuries & terres nobles doiuent eſtre nommez, tant par la main-miſe, que par la premiere Criee. Paris Article 345. Calais Article 251. Montfort Article 176. Mante Article 116.

De roture, eſt bonne ſi toutes choſes ſont declarees par le menu, par tenans & abboutiſſans, tant par la main-miſe, qu'en la premiere Criee. Paris Article 346. Calais. Article 252. Lodunois Chapitre vingt-ſept. Article 7. Poictou Article 434. Orleans Article quatre cens ſoixante ſix.

Doit contenir les bouts & coſtez des heritages ſaiſis roturiers & non nobles. Normandie Art. 533.

Doit contenir les cauſes de la Saiſie. Paris Art. 345. & 346. Calais Article 251. & 252.

Saiſie d'heritages & fruicts enſemblement. Bourbonnois Article 138. Auuergne Chapitre 24. Article 5. La Marche Article 372.

Sera faicte en fiefs de trois mois auant la premiere Criee. Normandie. Article 546.

Doit tenir en la proprieté & fruicts. Niuernois. Chapitre trente deux. Article 27.

Signifiee à perſonne ou domicile du ſaiſi. Amiens Art. 256.

Au Seigneur detenteur des heritages. Orleans Art. 466.

Au debiteur ou condemné à perſonne ou domicile. Berry Tit. 9. Art. 49.

Aux Seigneurs deſquels les choſes ſont tenues. La Salle de Lille Titre vingt trois Article 8.

Saiſie & Main-miſe. Amiens Art. 2.

Saiſie de fruicts pendans par racine ou couppez pour moiſons & penſions de terre & heritages: & en cas d'oppoſition, demeure la main de Iuſtice garnie. Laon Art. 276.

Pour la penſion d'vn an. Reims Article 387.

Pour la derniere annee, ſ'il n'eſt aſſeuré du dernier terme, ores qu'il ne ſoit eſcheu & en cas d'oppoſition, &c. Laon Article 277. Chalons Article 275. Reims Article 391.

Par faute de payement de trois annees d'arrerages de rente foncière, comme ſe doit faire. Tournay Tit. 8. Art. 1. & 2.

Eſtant pour plus de trois annees, le rentier eſt quicte en payant trois annees. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 47.

Pour toutes annees, iaçoit qu'elles excedent trois annees. S. Piat Art. 6.

Ou obſtacle pour defaut de payer dans xxiiii. heures le Cens requerable faict que le S. a pluſieurs Defaux. Orleans Art. 133.

De la Cotterie à defaut de bailler par declaration les terres Cottieres & rentieres Monſtreul Art. 10.

Des terres Cenſuelles. Peronne Article 93.

Saiſie ou Saiſine Feodale preferee à toutes autres, ſ'il n'y a Deſaueu formel. Melun Art. 4. & 79.

Eſt plus priuilegiee que toutes autres. Laon Art. 207. Chalons Art 216.

Comme ſera faite pour proceder à la Regale des Fiefs. Artois Art. 23.

Ne vaut ſans ſommation ou empeſchement precedent. Montargis Chap. 1. Art. 16. & 93.

Faicte pour auoir la declaration par les detenteurs & proprietaire, à quel titre ils tiennent les Fiefs. Clermont Article cent treize.

Par defaut de payement de Cheual de ſeruice. Aniou Article 177. Le Maine Art. 195.

Par faute de ſeruice de Cour & Plaids auec ſes Pairs & Compaignons & Vaſſaux pardeuant le Bailly ou Garde de Iuſtice. Sainct Quentin Art. 82. Cambray Tit. 1. Art. 57.

De ſeruice non faict, & reparations non faictes La Rochelle Art. 6.

Faicte ſur l'heritier collateral decedé, &c. Bar Art. 7.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Pour les droicts du Seigneur les choſes Feodales du Fiuatier. Sole Tit. 10. Art. 6.

Ceſſe par le premier des contendans faiſant les Foy & Hommage, & payant les droicts & deuoirs Seigneuriaux, encores que le Fief demoure contentieux. Reims Art 122.

Eſt leuee, en demandant par le ſuiet deliurance ô plege. Aniou Art. 177. Le Maine Art. 195. N'eſt leuee ſi le cheual a eſté recogneu ou approuué: ſinon, &c. Ib.

Doit demourer, nonobſtant oppoſition ou appellation, pendant le procés, ſ'il n'y a Def aduеu. Laon Ar. 218. Chauny Ar. 104.

Eſtant faicte, ſi le Fief ſuiet n'eſt deſeruy l'heritier en fera bailler main-leuee à la Douairiere. Melun Art 49.

Ne tenant que pour le reſtabliſſement des fruicts, le S. ne fait les fruicts ſiens. Grand Perche Art. 56.

Ou Saiſiſſement ne vaut que ſommation pendant les xl. iours. Orleans Art 60. Chaſteau neuf Art. 35. Chartres Art. 35. Blois Art. 62. & Arreſt faite par le nouueau S. F. apres les xl. iours, &c. Senlis Art. 253.

Saiſie Feodale doit contenir les cauſes d'icelle, & ſuffit que l'vne ſoit veritable. Poictou Art. 89. Tours Art. 19. Lodunois Chap. 1. Art 15. quand elle ſe peut ſouſtenir pour vne cauſe. Laõ Art. 206. Chalons Art. 207. Reims Art. 132.

Pour quelles cauſes ſe peut faire. Peronne Art. 78. Angoumois Art. 11. Xainctonge Art. 18. Poictou Art. 82.

Quel interuale doit auoir entre l'exploict & la Saiſie. Grand Perche Art. 33.

Se fait par Commiſſion du Bailly du S. F. ou de ſon Lieutenant ſur le Chef lieu, & en defaut ſur partie du lieu. Peronne Art. 22

Par le Preuoſt ou Sergent, &c. Normandie Art. 112.

Par le Sergent du S.F. en demandant, &c. Niuernois Chap. 4. Art 9.

Ne doit eſtre faite ſans Commiſſion de Iuge. Ribemont Art. 20.

Du Iuge ordinaire du Haut Iuſticier. Montargis Chap. 1. Art. 93. auec Notaire & teſmoins ſans Iuſtice. Montargis Chap. 1. Art. 89.

Doit contenir le nom du proprietaire, ſommation faite prealablement. Paris Art. 2. Orleans Art. 63.

A lieu quand il y a ouuerture de Fief. Niuernois Chap. 4. Art. 6.

Doit eſtre renouuellee de trois ans en trois ans. Paris Art. 31. & 62. Orleans Art. 51.

Eſt annale. Normandie Art. 111. Poictou Art. 87.

Doit eſtre deuëment faicte & ſignifiee. Peronne Art. 25. Niuernois Chap. 1 & 8. Grand Perche Art. 32. Chaſteau neuf Art. 33. Berry Tit 5. Art. 25. Bourbonnois Artic. 372. Auuergne Chapitre. 22. Art. 4. & 5. La Marche Art 182. S. Quentin Art. 59. Bretagne Art. 343.

A partie ou perſonne capable. Anion 170. Le Maine Art. 189.

Si ſignifiee à la perſonne ou domicile du Vaſſal ou detenteur, Receueur, &c. Peronne Art 22

Sur le Fief ou portion d'iceluy.

A la perſonne du Vaſſal, s'il eſt au lieu ou à ſes Officiers ou entremetteurs, & s'il n'y en a, par cry public & affixe au lieu public, ou à la porte de l'Egliſe Parochiale. Niuernois Chap 4. Art 7

A la perſonne du Vaſſal, detenteur du Fief ou à ſa femme. Montargis Chap. 1. Article 74.

A la perſonne du Vaſſal ou domicile, ou au lieu, Acenſeurs, fermiers, &c. ou à leur domicile: ou par cry public par attache, &c. Bourbonnois Art. 371.

A la partie eſtant au Fief, ſi aucun en y a: ſinon par oppoſition de brandon en ſaiſie, la ſignifiant à deux voiſins du lieu, ou au Prone, ou à l'iſſue des Veſpres. Tours Art. 20. Lodunois Chap 1. Art. 16.

Au Vaſſal au principal manoir, detenteur ou laboureur des terres ou par publication generale au Proſne de l'Egliſe Parrochiale du lieu ſaiſi, & la faire enregiſtrer au Greffe.

Au Chef lieu du Fief ſaiſi, ſi aucun en y a: ſinon au portail de l'Egliſe Parochiale du lieu par affiches. Amiens Art. 4.

Sur le lieu du Fief ſeruant, & le Vaſſal eſt abſent ſur vne du Fief, & la ſignifier au fermier, en preſence de deux plus proches voiſins. Ribemont Art. 21.

Sur le Chef-lieu, ſi aucun en y a: ſinon ſur l'vne des pieces en preſence de deux teſmoins ou Records. Peronne Art. 78.

Peut eſtre faicte aux perils & fortunes de l'vſufruictier. Paris Art. 2. Orleans Article 63.

Eſtant faicte, le S. peut ſaiſir les deuoirs, Cens & rentes deuz au Vaſſal, & defendre aux ſuiets de les bailler que la main ne ſoit oſtee. Poictou Art. 97.

N'a lieu quand le Vaſſal n'eſt inueſti pour nouuel deuoir. Poictou Art. 54. & 55.

Faicte premier qu'impoſer deuoir ne vaut Poictou Art 55.

Eſtant faicte à faute d'exhibition, apres icelle exhibitiõ & offres de payer les droits, main-leuee en eſt faicte. Aniou Art. 391. & 416. Le Maine Art. 401. & 429.

Procés ou Regiſtre de Cour contenant les adiournemens ou Saiſies auoir eſté faites, font foy: ſans que preuue ſoit receu au contraire: ſinon par inſcription en faux. Poictou Art. 86.

En quels cas le S. F. peut ſaiſir le Fief de ſon Vaſſal mouuant de luy? pour quelles cauſes par ſon Sergẽt ou Officiers. Poictou Art. 82 Angoumois Ar. 11. Xainctonge Ar. 18. Par faute d'homme droicts & deuoirs non faits & non payez, & fait les fruicts ſiés en pure perte. Paris Art 1. Calais Art. 11. Eſtampes Art. 1. Dourdan Art. 1. Montfort Art. 1. Meaux Art. 124. Melun Art. 77. Sens Art 180. Orleans Art. 43. Lodunois Chap. 11. Art. 6 apres les xl. iours du treſpas paſſez. Auxerre Art. 42. Clermont Art. 15. 18. & 21. Vallois Art. 34 & 40. Vitry Art. 41. Laon Art. 182 & 195. Reims Art. 77 & 99. Ribemont Art. 16. S Quentin Art. 61. Amiens Ar. 1. Boullenois Art. 54. S. Pol Art. 8. Chauny Art 91. Peronne Art. 21. 23. & 25. Arrois Art. 20. Dedans l'an & iour, ou apres l'an du decés. Duché de Bourg Chap. 3. Ar. 1. Comté Art. 1. Poictou Art. 91. & 119. Xainctonge Art. 19. & 23 Bretagne Ar 379. Grand Perche Art. 32. Niuern Ch. 1. Art. 6. & 8. Tours Art 21. Aniou Art. 103. Chaſteau-neuf Art. 30. 32. & 33. Chartres Art. 29. & 31. Dreux Art. 21. 22. & 23. Blois Art. 76. Berry Tit. 5. Art. 25. Bourbonnois Art. 368. Auuergne Chap. 22. Art. 1. contre les mineurs ſinon xl. iours apres la Saiſie reelle & actuelle du Fief: leur recours reſerué contre les Tuteurs & Curateurs. Eſtampes Art 19.

Saiſiſſant auant les xl. iours paſſez, ne fait les fruicts ſiens Sens Art. 180.

A faute de venir par l'achereur d'vn Fief vers le S. F. dedans xl. iours offrir les droicts Senlis Art. 245. Pour contracts recellez, non declarez & exhibez dans le tẽps de la Couſtume. Poictou Art. 15. Angoumois Art 14.

A faute d'exhibition de contracts puis 30. ans. Aniou Art. 391. & 416. Le Maine Art. 401. & 429. A faute de payer la penſion, rente ou autre deuoir. Bourdeaux Art. 82.

Apres l'an, le Fief des mineurs & fait les fruicts ſiés par faute de recognoiſſance faite par les Tuteurs. Duché de Bourg. Chap. 3. Art. 2. Niuernois Chap. 4. Art. 3.

Dans xl. iours apres la mutation du dernier poſſeſſeur ou Vaſſal. Tournay Chap. 9. Art. 109. par defaut d'homme apres la ſignification de la Sentence donnee contre le nouuel acquereur par Depié de Fief. Aniou Art. 206. Le Maine Art. 221.

Les Fiefs, maiſons & heritages à faute de payer les droicts Seigneuriaux. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 62.

Par la Commiſſion de ſon Iuge, ſ'il a Iuſtice, ſinon par ſon ſuperieur. Blois Art. 76.

Ayant droict de Fief, Cens ou Terrage, ou ſon Procureur, auec Commiſſiõ de leur Iuſtice, ſ'ils en ont par faute de recognoiſſance ou payement des droicts & profits, peut faire ſaiſir l'heritage tenu d'eux. Blois Art. 38.

Peut mettre en ſa main dedans l'an & iour nonobſtant oppoſition ou appellation quelconque, & faire les fruicts ſiens. Aniou Art. 103. & 104. Le Maine Art. 116. & 117.

Et non les meubles, n'autres choſes qui ne procedent du reuenu. Aniou Art. 104. Le Maine Art. 117.

Dedans l'an que l'hommage eſt deu, ſi le Vaſſal ne venoit faire l'hommage ou offres dedans quarante iours. Aniou Article 436.

En cas d'alienation, vente & tranſport dedans vingt iours, ſi le Vaſſal ne fait la Foy, paye le profit ou fait offres pertinentes dedans quarante iours du ſaiſiſſement. Montargis Chapitre premier, Article 8. 69. 92. & 93. Orleans Article 43. & 71.

Dedans vingt iours apres l'ouuerture du Fief, quand la foy faut du coſté du Vaſſal. Montargis Chapitre 1. Art. 19. Orleans Art. 43.

Si ce n'eſt l'heritier du Vaſſal, qui a quarante iours auant que le Fief puiſſe eſtre ſaiſi. Montargis Chapitre 1. Artic. 19. & 20. Tours Article 109. Lodunois Chap. 11. Art. 10.

Aſſigner luy meſme Brandon, ou y faire mettre & appoſer la main du Roy, ou d'autre Seigneur ſon Suzerain, en confortant ſa main. Chaſteau neuf Article 33. Chartres Artic. 32. Dreux Art. 23. Blois Art. 39. Auuergne Chap. 22. Art. 2. Senlis Art. 159.

Exploicter le Fief de ſon Vaſſal en cas d'ouuerture, nonobſtant le Bail à Cens ou rente, dont le Vaſſal a retenu la Foy. Sens Art. 224. Niuernois Chap. 4. Art. 39. Montargis Chap 1. Art. 3.

Nonobſtant l'alienation faicte par le Vaſſal de la tierce partie. Blois Art. 61.

Peut exploicter tout le Fief tant ce qui eſt aliené, que ce qui eſt retenu, ſi le droict domanial n'eſt infeodé ou receu par Adueu. Paris Art. 52. Mante Art. 24. Sainct Quentin Art. 72. Peronne Art. 72. Tours Art. 139.

Saiſir le Fief à faute d'homme, quand la femme ſe marie par le treſpas de ſon mary, & la tenir en ſa main, iuſques à ce que la Foy luy ait eſté portee, & fait les fruicts ſiens apres les xl. iours. Laon Article 189. & 190.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

A faute de faire le Relief par le mary ou ſa femme: mais ne faict les fruicts ſiens. Amiens Art. 9.

Par faute de Relief de Bail trois mois apres le mariage cõſommé, & fera les fruicts ſiens. Artois Art. 37.

A le profit des leuees, apres la ſaiſie. Monſtreul Art. 16.

Dans xx. iours apres la nouuelle acquiſition de Fief ou rentes ou autres charges reelles ſur le Fief, ſaiſir & faire les fruicts ſiens. Berry Tit. 5. Art. 7. & 8.

S'il ne vient dedans xl. iours apres le ſaiſiſſement. Berry Tit. 5. Art. 8. Sans que le Vaſſal puiſſe pretendre le S. F. auoir eſté ſatisfaict de ſon droict de Rachat. Berry Tit. 5. Art. 33.

En cas d'ouuerture par alienation ou autre mutation, & apres la mort du Vaſſal dedans xl. iours. Bourbonnois Art. 368. Auuergne Chap. 22. Art. 1. Et xl. iours apres la Saiſie Auuergne Chap. 22. Art. 4. Et xl. iours apres la Saiſie. Auuerg. Ch. 22. Ar. 4 Quarãte iours apres l'ouuerture. La Marche Art. 183.

Comme peut leuer les fruicts ou ſaiſir. La Marche Art. 10.

Peut ſaiſir & faire les fruicts ſiens pour choſes hommagees delaiſſees par le Vaſſal. Grand Perche Art. 68.

Par ſon Sergent aſſiſté de teſmoins en cas d'ouuerture. Chalons Art. 186.

Peut ſaiſir le Fief, & y faire eſtablir Cõmiſſaires, ſi le Vaſſal ne baille ſon Denombremẽt dedãs xl. iours, ſans faire les fruicts ſiens, en payãt les frais de la Saiſie & autres raiſonnables. Paris Art. 9. Meaux Art. 135. Melun Art. 42. Dourdan Art. 16. Sens Art. 187. Auxerre Art. 50. Bar Art. 8. Eſtampes Art. 42 Mante Art 15. Montfort Ar. 6. Sẽlis Art. 252. Clermont Art. 78. Vallois Art. 48. Troyes Art. 30. Chaumont Art. 19. Vitry Art. 42. Laon Art. 203. Chalons Art. 204. Reims Art. 108. & 109. S Quentin 83. Amiens Art. 15. 16. & 17. S. Pol Art. 9. Chauny Art. 99. Ponthieu Art. 72. 73. & 74. Boulenois Art. 52. Peronne Art 60. Artois Art. 13. 14. & 18. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 41. Duché de Bourg. Chap. 3. Art. 4. Comté de Bourg. Art. 4. Niuernois Chapitre. 4. Art. 8. Montargis Chap. 1. Art. 64. & 65. Orleans Art. 38. & 82. Grand Perche Art. 42. Chaſteau-neuf Art. 34 Chartres Art. 24. & 25. Blois Art. 103. & 105. Berry Tit. 5 Art. 24. Bourbonnois Art. 381. Auuergne Chap. 22. Art. 7. & 8. La Marche Art. 188. Poictou Art. 135. Bretagne Art. 360. Cambray Tit. 1. Art. 56.

Apres les xl. iours du contract ou Succeſſion eſcheue, peut ſaiſir & faire les fruicts ſiens. Melun Art. 22. de ſucceſſion ou acquiſition. Clermont Art. 77.

En Succeſſion directe ou collaterale apres icelle deferee, ſaiſir & faire les fruicts ſiens. Berry Tit. 5 Art. 9. & 12.

Quarante iours apres l'an du rachat finy ou ſ'il n'y a Rachat dans iiii. mois apres la nouuelle poſſeſſion. Bretagne Art. 343.

Apres l'an & iour de releuer paſſez, peut ſaiſir & faire les fruicts ſiens. Cambray Tit. 1. Art. 54. Peut eſtre receu iuſques à trente ans à demander ſes rentes: mais les ventes à la femme ou heritiers, iuſques à dix ans: & peut ſaiſir, &c. Tours Art. 146. Lodunois Chap. 14 Art. 22.

Peut ſaiſir le Fief, ſi le Vaſſal a eſté defaillant d'aſſiſter & comparoir, ou Procureur pour luy aux plaids & iours à luy aſſignez, ſelon la nature de ſon Fief. Chauny Art. 99.

Le Fief de ſon Vaſſal qui ſera demembré ſans ſon contentement. S. Quentin Art. 71.

Peut en ſaiſiſſant conforter la main. Berry Tit 5. Art. 25. Angoumois Art. 11.

Pour quictance de Foy faicte par le Vaſſal, & fait les fruicts ſiens. Chaſteau neuf Art. 29. Chartres Art. 28. Dreux Art. 20.

N'ayant iuriſdiction, peut ſaiſir verbalement, ſinon par Commiſſion & confortemain Angoumois Art. 11. a double Iuſtice pour ſaiſir & appoſer ſa main Feodale, &c. Montargis Chap. 1. Art. 89. & 90.

Apres l'an du decés de l'acqueſteur, ne peut proceder par Saiſine priuilegiee par defaut d'exhibition, &c. par action en ſimple Saiſine iuſques a trente ans. Aniou Art. 158. Le Maine Art. 157. iouiſſant du Fief ſans faire reſponce aux offres du Vaſſal, il eſt quicte du Rachat. Sens Art. 219. Par re-vnion à ſa table & au groſſe de ſon fief par faute, &c. ne peut demander les rentes du tẽps de ſa ioiſſance: ains les arrerages eſcheus & deuz au temps de la re-vnion. Artois Art. 25

N'a les fruicts adiugez, ſ'ils ne ſont engrãgez, &c. Normandie Art. 118.

Prendra les fruicts de la terre hommagee Tours Art. 132. puis la notification. Niuernois Chap. 4 Ar. 60. En l'eſtat qu'il les trouue. Montargis Chap. 1 Art. 70. Orleans 69.

Baillera main-leuee des fruicts eſcheus puis l'ouuerture, ſ'ils viennẽt dans xl. iours apres l'ouuerture, ſans payer les frais de la ſaiſie: mais apres les xl iours perdent leſdits fruicts, & payent les frais, &c. Laon Ar. 190.

Tenu rendre les fruicts perceus puis les Offres. Aniou Art. 105. Niuernois Chap. 4 Art. 53. Montargis Chap. 1. Art. 70. Orleans Art. 69. Se peut prendre à ſon Fief. Chaſteau neuf. Art. 38. Chartres Art. 36. Dreux Art. 26. ou ſ'addreſſer à l'acheteur. Chauny Art. 86. Saiſir & mettre en ſa main le Fief vendu pour les droicts de Quint & Requint, ſauf à l'acheteur ſon recours contre le vendeur, ſ'il en eſt tenu. Sedan Art. 43.

Ne ſe prendra au vendeur pour le Quint ſ'il ne veut: ains fera empeſcher le Fief, leuera les fruicts à ſon profit. Sens Art. 191.

Se peut addreſſer aux vendeur & achereur ou ſe prendre à ſon Fief. Montargis Chap. 1. Art. 59. Orleans Art. 44. pour vente & tranſport perſonnel contre les vendeur & Acheteur, &c. Lillers Tit. 2. Art. 4.

Contre l'acheteur par Saiſie ou par actiõ à ſon chois. Dourdan Art. 23. La Marche Art. 182. Blois Art. 56.

Proceder par Arreſt & main-miſe de la choſe tenue en fief ou roturiere, ou faire adiourner les vendeur & acheteur. Senlis Art. 246. Peut ſaiſir le Fief, quand il y a ouuerture par ſucceſſion, contract ou autrement. Peronne Art. 21.

Se peut prendre à choſe pour les profits de Fief. Paris Art. 24.

Et non à l'acheteur ou vendeur. Troyes Art. 24. Chaumont Art. 55.

Apres la Deſſaiſine peut tenir le Fief en ſa main, & en leuer & prendre les profits, en ſaiſon deue iuſques à ce qu'il ſoit payé de ſon Quint: mais pour les ventes ne faict les fruicts ſiens. Clermont Art. 98.

Peut Saiſir apres ſommation ou tenue d'hommage. Bretagne Art. 341. Berry Tit. 5. Art. 35. comme peut proceder par Saiſie & fonder en plainte. La Salle de Lille. Tit. 1. Art. 36. & 37.

Peut exploicter le Fief de ſon Vaſſal par Commiſſion de ſon Iuge, ſinon par ſon ſuperieur ayant Iuſtice. Auuergne Chap. 1. Art. 2.

Pout ſaiſir & profiter nonobſtant le Bail à rente ou Surcens, faict par le Vaſſal. Artois Art. 42.

Ne peut prendre par defaut d'homme ſur le mineur, s'il n'a Bail, Tuteur, &c. Aniou Art. 106. Le Maine Art. 108.

Apres la ſaiſie prend les fruicts par ſes mains, ſ'il n'y a oppoſition: & en cas d'oppoſition, ſont leuez par le Commiſſaire Blois Art. 101.

Doit rendre les fruicts apres les Offres raiſonnables. Vitry Art. 44. Laon Art. 187. Chalons Art. 190. Reims Art. 110.

Leue les fruicts iuſques à la concurrence de ſes droicts, & peut intenter cas & remedes poſſeſſoires Niuernois Chap. 5. Art. 14.

Ayant ſaiſi par faute d'homme, droicts & deuoirs non faits, peut mettre en ſa main les Arriere fiefs ouuerts dependans du Fief ſaiſi. Paris Art 54. Melun Art 82. Senlis Art. 197. Auxerre Article. 67. Dourdan Art. 19. Montfort Art. 34. Mante Art. 38. Troyes Art. 45. Bar Art. 24. Reims Art 131. Sedan Art. 71. Montargis Chap. 1. Art. 67. Blois Art. 177. Dunois Art. 21 Senlis Art. 259. Peronne Art. 29. Grand Perche Art. 45. Poictou Art. 18. Orleans Art. 76. Bretagne Art. 366. Niuernois Chap. 4. Art. 59. Bourbonnois Art. 373. Chaumont Art. 32.

Sinon que les Arriere vaſſaux euſſent parauant l'empeſchement reprins de leur Seigneur Feodal, & payé, &c. Sens Art. 197

S'il y a ouuerture d'iceux. Peronne Art. 29 Niuernois Chap. 4. Art. 59. Grand Perche Art. 45. Bourbonnois Art. 373. Bretagne Art. 366. par rencontre de Rachat. Poictou Art. 164. a tous les Reliefs des Arriere-fiefs qui eſcheent tenus en premier foy du Fief ſaiſi pendant la Saiſie. Senlis Art. 259.

A les profits de l'Arriere-fief quand le Vaſſal le laiſſe en la main du S. ſans riẽ rendre. Senlis Art. 165.

Ayant ſaiſi, les Seigneurs proprietaires des Arriere fiefs, peuuent faire la Foy & Hommage pour auoir main-leuee, & luy payant les droicts & deuoirs ſi aucuns en ſont deuz. Paris Art 55. Melun Art. 82. Auxerre Art. 67. Montfort Art 35. Mante Article 39. Reims Article 131. Eſtampes Article 33. Vitry Article 43. Chaumont Article 32.

Auparauant ou depuis la Saiſie. Melun Art. 82.

Apres ſommation faite au S. Vitry Art. 43. Chaumont Art 32. Sedan Art. 71.

Dans quel temps doiuent ſommer leur Seigneur, pour faire ſon deuoir. Montargis Chapitre 1. Article 67. Orleans Article 76.

Ne peut ſaiſir les Arriere fiefs ne choſes tenues de ſon Vaſſal. Bourbonnois Article 373.

Ne la choſe des hommes & ſuiets tenans Noblement ou roturierement du Vaſſal ſaiſi Poictou Art. 121.

Ayant ſaiſi par faute d'Adueu non baillé, n'exploicte les Arriere-fiefs. Montargis Chapitre premier, Article 68. Orleans Article 83.

Se doit contenter de la redeuance pour ce qui eſt baillé à ferme, ſans fraude: & pour le ſurplus l'exploicte par ſes mains en rendant les labeurs, ſemences & frais Paris Article 56. & 57. Eſtampes Article 30. Mont-fort Article 36 Clermont. Article 101. & 102. Amiens Article 6. Peronne Article 27. & 28. Chartres Article 13. Berry Titre 5. Article 164. Orleans Art. 72. Normandie Art. 119. Dourdan Art. 21. Peronne Art. 28. & 36.

Source : BIU Cujas

Ou de la moitié si le mestayer exploicte y a trente ans. Aniou Art. 114 Le Maine Ar. 125. Lodunois Chap. 14. Ar. 3.

S'il l'a baillé raisonnablement & sans fraude. Dourdan Art. 21. Montargis Chap. 1. Article 56.

Doit entretenir les fermes & marchez faits par le vassal pour trois ans, pour les ventes de couppes de bois & pesches des estãgs, & aura les loyers & pris d'icelles durãt la saisie autrement si elles sont pour plus, n'est tenu Reims Art. 101. & 102. Poictou Art. 154.

Et s'il y a fraude ou collusion, peut rompre les marchez & fermes & de nouuel les bailler. Reims Ar. 102.

N'est tenu entretenir la ferme, si bonne luy semble. Tours Art. 113. Aniou Art. 122. Le Maine Art. 32.

Generale: mais prẽdra les baux particuliers Poictou Art. 150.

Peut prendre tous les fruicts pendans és terres du fief mouuant, labourez & semez par le vassal, en luy payant les labours & semences & delaissant le foire & fourrages sur les lieux. Melun Art. 57.

Si elles ont esté labourees par vn fermier a le chois de prendre les gaignages, en rendant les frais & semences, ou departir à la gerbe, ou prendre la maison. Melun Ar. 57.

Doit rembourser le fermier ou laboureur de ses labeurs, feurs, semences & façons: & aura son recours contre le bailleur. Chasteauneuf Art. 10. Chartres Ar. 13. Mõtfort Art. 36. & 37. Mante Art. 13. Clermont Art 100. & 101. Montargis Ch. 1. Ar. 56. Orleans Art. 53. & 72. Berry Tit. 5. Ar. 44. Dunois Art. 4. Romorantin Ar. 1. Peronne Ar. 27. Dourdan Ar. 20. Estampes Art. 30. & 31.

Peut neantmoins auoir le terme & moison deuë par le fermier ou laboureur. Montfort Art. 38. Mante Art. 13. Poictou Art. 154.

Prend telle partie, qu'il feroit si elle estoit baillee à vn autre laboureur, selon qu'elles se baillent. Poictou Art. 156.

Ayant saisi peut prendre les gagnages des terres emblauees en rendãt les feurs, labours & semences: & n'est tenu se contenter de la rente, si elle n'est infeodee. Paris Ar. 59. Sens Ar. 224. Auxerre Art 82. Estampes Art. 36. Montfort Art. 45. Clermont Art. 106. Aniou Art 122.

A les caues, greniers, granges, estables, pressoirs & celliers estans au principal manoir & bassecourt pour recueillir & garder les fruicts, & aussi portion du logis pour s'y loger. Paris Ar. 58. Orleans Ar. 73 Tours Ar. 134. Lodunois Chap. 14. Art. 3. Poictou Art. 158. Bretagne Art. 68.

Leuer les emblees des terres emblauees en payant les frais & semences: sinon prẽdra la moison de l'annee au pris de la ferme. Sens Art. 194. Auxerre Art. 64.

Peut exploicter le fief, ores qu'il eust esté baillé à cens ou rente non infeodez en paiãt les labours & semences. Montfort Ar. 45.

Doit laisser la part du laboureur & mestier partiaire pour les fruicts naturels & non artificiels. Tours Ar. 113. Lodunois Ch. 11. Ar. 11.

Autant de semences, si les terres estoient ensemencees, &c. Aniou Art. 118. Le Maine Art. 127.

Tenu faire labourer les vignes cõme elles estoient au temps du rachat, &c. Lodunois Chap. 14 Art. 6. Aniou 119. Le Maine Ar. 119.

Quels fruits a apres le rachat ou saisie, soit de Quints deniers, lots, &c Niuernois Cha. 4. Art 58. Ne peut cõtraindre le vassal à vuider sa maison ains doit laisser les granges, celliers, &c. Tours Art. 134.

Desloger le fermier, rentier ou mestayer. Aniou Art. 122. Paris Ar. 58. Orleans Art. 73 Tours Art. 134. Lodunois Chap 14.

Desloger le suruiuant, leurs enfans ny heritiers, &c. Bretagne Ar. 61.

Ne peut tirer les fumiers, chaumes ou fourrages du lieu saisi, ne l'empirer. Aniou Art. 122. Le Maine Art. 132.

Se peut seruir du bestail raisonnablement & en a le profit & croist. Aniou Ar. 132.

Ne poit plaider dessaisi pour ses droicts Seigneuriaux. Chaumont Ar. 63.

Censier se peut addresser par faute de cens non payez, sans ministere de Iustice: & en cas d'opposition se pourueiront par deuant la Iustice ordinaire, s'il n'a autre Iustice Mante Art. 48.

Pour les lods & ventes à l'heritier & detẽteur iusques à trente ans. Montargis Chap. 2. Art. 32.

Prendre à la chose pour sa censiue, &c. & auoir declaration d'hypotheque. Sens Art. 237. Par defaut de payemens de surcens vinages & autres droicts Seigneuries Ar. 101.

Tenu de deferer le serment au detenteur quand il est deu plusieurs annees s'il ne veut en faire apparoir par lettre: sinon pour la derniere. Reims Art. 147.

Peut recourir aux heritages mouuans de sa censiue par faute de tenementier & censé non payee & les appliquer à son profit, si le detẽteur ne vient dedans dix ans. Duché de Bourg. Ch. 11. Ar. 5. Niuernois Chap. 5. Art. 11. Montargis Ch 2. Ar. 29.

A l'heritage delaissé pour le cens & le peut vẽdre ou en faire son profit sans que le haut Iusticier y ait rien. Sens Ar. 244. Auxerre Ar. 93. Pour ses rentes peut retraire & rapproprier à leurs table & domaine à faute de rente non payee, &c. Monstreul Art. 9. S. Omer en Artois Tit. 2. Ar. 14. Estampes Ar. 4. 5. 6. 7. & 8. Par faute de payement de 3. annees de la rente, &c. Estampes Ar. 9.

Par faute de payemẽt de la rẽte deuë pour rente cottiere. S. Omer en Artois Tit. 2. Ar. 4. A la chose tenue de luy en censiue si on defaut de payer par trois ans. Goëllo. L. Ar. 700. Et la peut labourer & en iouyr, iusques à ce que l'heritier vienne reprendre. Sainct Quentin Ar. 90. Peronne Ar. 97.

Reçoit les fruicts & emolumens: sinõ qu'il y eust opposition. Berry Tit. 14. mais ne fait les fruicts siens Berry Tit. 6. Ar. 16. Peronne Art. 95. Grand Perche Art. 82.

Peut poursuiure son amende de lx. sols par action ou saisie en vertu de commission ordinaire. Dreux Art. 112.

Contraindre le detenteur à luy payer trois annees d'arrerages du cens. Auxerre Ar. 20.

Venir par action personnelle contre l'achereur pour ses lods, ventes & arrerages du cens. Auuergne Chap. 21. Ar. 7.

Ayant saisi pour censiues, moisons ou despouille de terre, faut nantir le cens de la derniere annee & bailler caution pour l'annee, &c. Amiens Ar. 214. Haut Iusticier sur quelles choses il peut faire saisie. Aniou Art. 180. Le Maine Ar. 198. Haut Iusticier, Vicõtier ou Foncier peut faire saisie pour rentes foncieres & Seigneuriales pour faire les fruicts siens. Artois Ar. 26. Pour dix annees d'arrerages de cens portans directe. Bourbonnois Ar. 105. La feront par tenans & aboutissans Peronne Art. 100.

Ne fait les fruicts siens. Meaux Artic. 197. Bourbonnois Art. 408. Dunois Ar. 48.

Faict les fruicts siens des heritages vacans tenus à cẽs, &c. Chasteauneuf. Ar. 46. Chartres Ar. 44. Dreux Art. 33.

Peut faire saisir par faute de titre non exhibé, Champart emporté, cens non payé, ventes recellees, droicts de saisine, &c. Sẽlis Art. 256. Pour raison de gãts & autres droits Seigneuriaux, & ventes deuës par forains. Dunois Ar. 49 Seign. de Prinsief peut pour le dernier terme à rente: pourueu que le preſt ne soit, &c. Bayonne Tit. 8. Ar. 1. Quels meubles ne peut faire prendre. Bayonne Tit. 8. Ar. 2. Peut pretẽdre la Seigneurie vtile estre consolidee auec la directe par faute de paier la rente durant 7. ans, &c. Bayonne Tit. 3. Ar. 13. Seigneur Censier tenu de consigner & payer trois annees d'arrerages. Tours Ar. 3. Receueur du domaine ou S. subalternes s'il n'y a opposition reçoiuent les fruicts, mais en rendant compte Berry Tit. 6. Art. 16. S. Censier peut proceder ou faire proceder par voye d'Arrest ou Brandon sur les fruicts pour les arrerages. Paris Artic. 74. Dourdan Ar. 44. Montfort Art. 49. Mante Ar. 47. Laon Ar. 136. Chasteauneuf Ar. 148. Clermont Ar. 112.

Peut à faute de payement de trois ans & la presente, proceder par executiõ ou par actiõ & si par 4 annees, &c. La Marche Ar. 157.

Saisir par vertu de la commission, s'il est haut Iusticier, bas ou moyen: sinon par celle du haut Iusticier ou Chastellain, iusques à consignatiõ de deux annees. Meaux Ar. 194.

Ou commission du Iuge Royal ou autre aiant haute Iustice, pour vne annee precedent la saisie: & les precedens par action. Melun Art. 108.

Pour les arrerages de son cens, amende & droicts censuels par obstacle, & barreau ou brandrons. Mõtargis Chap. 2. Ar. 2. Orleans Art. 103.

Pour les arrerages de trois annees dernieres. Sens Art. 225. Auxerre Art. 21. Estampes Art. 53. Montfort Ar. 49. Mante Art. 47. Sẽlis Art. 113. & 256 Clermont Art. 112. Laon Ar. 136. Reims Ar. 144. S. Quentin Ar. 91. Ribemont Ar. 52. & 53 Ponthieu Ar. 109. Peronne Art. 95. Niuernois Chap. 5. Art. 16. & Chap. 32. Ar. 15. Montargis Chap. 2. Art. 2. Orleans Ar. 103. Grand Perche Ar 82. Chasteauneuf Art. 148. Auuergne Chap. 21. Ar. 6. Angoumois Ar. 11. Bar Art. 58. & 231. mais la saisie ne tient que pour la derniere Laon Art. 136.

Peut faire brandonner les heritages ruraux & fruicts & arrester le louage des maisons chargees de censiue ou coustume. Sens Ar. 225.

Par faute de cens nõ payé empescher pour les arrerages de trois annees la debleure & fruicts, & arrester les reuenus & louages des maisons. Auxerre Ar. 22.

Sur les fonds & fruicts, proceder par voye, &c. ores qu'il ne soit haut Iusticier, pour les arrerages du cens. Reims Ar. 144.

Par voye d'arrest sur les heritages & fruits estans en sa haute Iustice pour monstrer, &c. Vallois Art. 56.

Par la Iustice les heritages censuels pour lods ventes, &c Chaumont Ar. 60.

Saisir sans ministere de Iustice. Melun Ar. 48. Reims Ar. 144.

Par faute de cens non payez & par faute de detenteur, &c. Ribemont Ar. 52.

De neuf annees d'arrerages, & de trois d'amende. Blois Art. 22.

Haut Iusticier ou moyen par voye d'execution sur censiue & moisons pour l'annee & terme à venir. Bretagne Ar. 110.

Par la Iustice de la ville par execution pour cens & rente pour le temps de sa detẽtion. Bolongne Ar. 10. Pour faute d'homme

Source : BIU Cujas

ou trois annees d'arrerages. Bológne Ar. 14. Bolonnois Ar 53.

Par faute de cens & double cens nõ payé Grand Perche Ar. 82

Pour les arrerages du cens. Chasteauneuf Ar. 47. Chartres Art. 34. Chartres Art. 45.

Pour censiue & moisons pour l'annee, &c. Ponthieu Ar. 110.

Executer vendre & exploicter pour ses ventes liquides, ou bien l'alienation sera faicte aux despens de l'acquereur. Bretagne Art 79. & 80.

En vertu du Rolle signé de son Procureur ou Receueur, peut pour les trois dernieres annees proceder par execution. Bar Ar. 231.

Mettre à la main les choses tenues à cens & rente fonciere par defaut de payement du fief vif ou rente fonciere. Acs Tit. 8 Ar. 2.

Taillablier, censier ou rentier foncier pour sa taille, censiue ou rente, defaux de censiue peut empescher l'heritage & les fruicts, & les faire vendre sans les demander par actiõ Bourbonnois Ar. 413.

Faire assenement & main mise par faute de cens non payé. Auuergne Chap. 24 Art 72. Pour les arrerages de trois annees de cens. Montpensier Art. 9. ou surcens & de l'annee de l'exploict sauf ses diligence. Aigueſparce Ar. 2. Par action personnelle pour 4. annees. Montpensier Ar. 9. & 10.

Peut proceder par action pour deux annees d'arrerages & garnison, &c. Bourbonnois Art. 101.

Ne peut saisir & faire les fruicts siens, sinõ apres xl. iours de la mort du vassal Paris Ar 7. Meaux Ar. 128. & 129. Montfort Ar. 4 Mãte Ar 10. Vallois Ar. 34. & 41. Troyes Ar. 22. & 24 Chauny Ar 15 Vitry Art. 41. Quentin Ar. 52. Ribemont Ar. 17 Amiens Artic. 1. Tournay Tit. 10. Art. 17. & 19 Dourdan Ar. 14 Niuernois Ch. 4 Ar. 1. Orleans Artic. 50. Anjou Ar 101. Le Maine Ar. 114 Grãd Perche Art 34. Chasteauneuf Art. 31. Chartres Art. 53. Berry Tit. 5. Art. 9. Bourbonnois Ar. 368. La Marche Ar. 183. Normãdie Ar 109. Dreux Ar. 10. Auuergne Ch. 12 Art. 5. Lodunois Ch. 11. Ar. 3 Sedan Ar. 65.

N'exploicter dans les xl iours donnez à l'heritier du vassal pour entrer en foy. Montargis Ch. 1. Ar. 70. Orleans Ar. 64. Peut saisir incontinent que le vassal est mort, & fait les fruicts siens si l'heritier ne fait son deuoir & offres pertinentes. Melun Ar 78 Sẽlis Ar. 159 Laõ Ar 183. & 184 Reims Ar. 105. & 106. Mõtargis Ch 1. Ar 7. mesmes auant qu'il soit receu par le superieur. Niuernois Ch. 4. Ar. 54.

Soit l'ouuerture de fief par mort ou autrement. Chalons Ar 187. & 188.

Peut saisir de nouuel, s'il a composé & ne paye Grand Perche Ar. 195.

En cas de mutatiõ autremẽt que par mort Ribemont Ar. 18. mais ne fera les fruicts siens, sinon apres six mois. Sedan Ar 68.

Vingt iours apres l'ouuerture. Niuernois Chap. 4. Ar. 1. Peut arrester les fruicts de la terre estant en son fief iusques à plege de Droict. Bretagne Art. 122. Apres xl. iours & les cottiers dans vii. iours & vii. nuicts par Iustice competente. Boullenois Ar 42.

Apres la mort: mais de fait les fruicts siẽs: sinon apres l'an. Comté de Bourg. Ar. 2. Duché de Bourg. Chap 3. Ar. 1.

Ne peut saisir pendant les xl iours dõnez à l'acheteur pour faire ses offres, foy & hommage, n'aussi pendant les xl iours donnez au S. pour deliberer. Vallois Ar. 11. Vitry Art. 54. Pour adueu non baillé a iours pour la premiere inionctiõ. Tours Ar 19. Lodunois Cha 1. Art 15. Par commission generale. Ib.

Si le vassal a vendu, donné ou aliené, sans notification faite au S. Laon Art. 195. Reims Art. 118. N'a profit au fief sans saisie. Vitry Art. 41 Ne fait les les fruicts siens sans saisie Auuergne Ch. 22. Ar. 3. Laon Ar 212.

Auant la saisie. Paris Ar. 62. Sens Art. 188. Estampes Art. 18. Mante Ar. 10. Troyes Ar. 22 Chaumõt Arti. 54. Chartres Artic. 182. Reims Art. 57.

Encores qu'il y ait commissaires. Grand Perche Ar. 80.

N'a les leuees pour auoir saisi le fief à faute d'auoir releué dans xl. iours. Boull. Ar. 48.

Ne peut leuer les leuees des fiefs par defaut de foy & hommage, iusques à xl. iours apres les Espousailles. Tours Ar. 138. iusques à xv. iours, &c. Lodunois Ch. 14. Ar. 15.

Ne peut saisir sur vn tiers acquereur pour l'exhibition des contracts des predecesseurs sinon pour les ventes escheuës puis dix ans & peut auoir main-leuee, en baillant caution des ventes de son predecesseur, & payant celles de son acquest Tours Ar. 146.

S. F. doit vser du fief saisi comme vn bon pere de famille. Paris Ar. 1. & 54. Calais Ar. 11. Laon Art. 211. Chabris Ar. 210. Reims Art. 103. S. Quentin Art 61. Amiens Art. 1. Chauny Ar. 101. Lodunois Chap. 14. Art. 6. Montargis Chap. 1. Art. 73. Orleans Ar. 70. Anjou Art. 103. & 104. Le Maine Art. 117. Grand Perche Ar. 73. Chasteauneuf Ar. 30. Chartres Ar. 30. & 31. Dreux Ar. 23. Blois Ar. 78. Berry Tit 5. Ar. 43. & 48. Poictou Ar. 119. & 154. Xainctonge Ar. 22. & 23. Melun Art. 80.

Doit faire la saisie, appellez deux hommes de fief ou gens de Iustice. Laon Ar. 182.

Par l'auctorité du S. ou du Seneschal du lieu, & non du Iuge, Bailly ou Chastellain, &c Xainctonge Ar. 25.

Par son Seneschal, ou Iuge aiant haute, moyenne ou basse Iustice. Blois Art. 2.

Faisant les fruicts siens par vertu de saisie doit payer les charges anciennes. Reims Ar. 103. Berry Tit. 5. Ar. 48.

Peut contraindre les parties, si les acquereur, donataires ou autres entrẽt en actuelle iouissance de la chose alienee, de luy payer ses droicts Seigneuriaux, ou eux desister du contract. Amiens Art 33

L'acquereur n'estant entré en l'actuelle iouissance de la chose alienee, vn an apres le contract, pour ses droicts, & n'y peut renõcer. Amiens Ar 34.

S. F. ou censuel peut saisir le fief ou l'heritage roturier acquesté apres xl. iours passez: iusques à ce que le detenteur soit opposant: ou bié pourra faire adiourner lesdits vẽdeur & acheteur pour payer les droicts, &c. Sẽlis Ar. 247.

Comme doit iouyr de l'heritage suiet à sa rente sans toucher aux bois montans, meubles & catheux, &c. La Salle de Lille Tit. 1. Art. 46. Receueur ou ses Officiers, comme peut poursuiure les arrerages de sa rente. Tourçoing Ar. 1.

Peut saisir les terres du mineur quatre mois apres la succession escheuë ou possession prise, ou xl. iours du rachat finy. Bretagne Art 350.

Aisné apres le bail ou rachat finis peut saisir par defaut d'hommage. Bretagne Article 55.

Ne peut saisir par faute d'hommage, si le vassal a esté ensaisiné par an & iour. Bretagne Art. 353.

Recreance ou deliurance de chose Feodale saisie par qui peut estre faite & comment Poictou Ar 88. Xainctonge Art. 20.

Ne sera faite par le Sergent. Ib.

Par le Seigneur quand la saisie est faite par faute d'homme, &c. Poictou Ar. 91. & 92.

Estant demandee, le vassal doit offrir plege. Poictou Ar. 88 & 90.

Doit renoyer le vassal a l'Assise de son Suzerain. Poictou Ar. 98.

Sera faicte aux parageurs, part prenans ou frereſcheux, &c. Poictou Ar. 94. & 118. Xainctonge Ar. 22.

Quand ne leur est faite. Poictou Ar. 95.

Ne peut estre deniee au vassal par le S. sinon es cas cy dessus. Poictou Art. 93.

Ou main-leuee sera faite par le S. au vassal venant dans xl. iours, &c. Montargis Ch. 1. Art. 82. Orleans Art. 69.

Requeste de deliurance de fief porte opposition ou contradiction du deuoir de seruice. Anjou Art. 177. Le Maine Ar. 195.

Saisine pour saisié. Tours Art. 22. La Rochelle Ar. 7. Xainctonge Ar. 19. Vitry Ar. 4. & 42. Chauny Art. 10. 77. 92. 99. & 106. Cabray Tit. 2. Ar. 56. Anjou Art. 170 Le Maine Art. 189.

Estant faite indeuëment, on peut estre arresté & y a condemnation, &c Bretagne Article 654.

Comme doit estre contredite par le proprietaire. Tournay Tit. 8. Ar. 5. & 6. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 45.

Saisine n'est suspendue par opposition ou appellation: sinon, &c Tours Ar. 22.

N'emporte aucun effect que pour le S. saisissant & non pour le vers. Bretag. Ar. 353.

Saisine & main-mise. Anjou Art 105. Berry Tit. 5. Ar. 14. Blois Ar. 101. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 62.

Saisissement pour saisie. Montargis Chap. 1. Ar. 8 18. 19 20. & 65 Orleans Ar. 61. Berry Tit. 5. Ar. 8. Chasteauneuf Ar 34. Ponthieu Artic. 74.

Plainte du saisissant cõme sera faite Tournay Tit. 8. Ar. 7. La Salle de Lille Tit. 1. Ar 45 à loy du S. saisissant. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 47.

Droict de saisines, dessaisines. Paris. Ar. 73. & 82 Meaux Ar. 87 111 & 210. Sẽlis Ar. 214. 235 237. 247 & 248. Clermont Ar. 93. 98. & 114. Montargis Chap 2. Ar. 49. 51. & 53. Estampes Ar. 46. & 47. Amiens Art. 23. 39. Peronne Art. 91. 103. & 267 Ponthieu Art. 7. Boullenois Ar. 139. Artois Ar. 116. & 117. Cabray Tit 1. Ar. 37. Monstreul Ar. 3.

Saisine & dessaisine. Montargis Chap. 11. Art. 7. & 10. Peronne Ar. 164.

Laquelle se fait en presence de Notaire, & qui equipolle à tradition de fait, & possessiõ prinse sans autre apprehension. Saisine happee. Senlis Ar. 240.

Droict de saisine est deu en eschange d'heritage roturier: encores qu'ils soient assis en diuerses Seigneuries. Senlis Art. 257.

Est deu aux Maire & Eschevins de 10. sols tournois: comme personne de l'hommage: & pour le Bourgeois & celuy non priuilegié 20. sols. Bolonnois Ar. 18.

Ne sera accordee par le S. ou la tenue de Droict, qu'il ne soit contenté de ses droicts. Senlis Ar. 257.

Se paye par l'acheteur. Senlis Ar. 237.

Des heritages Feodaux ou cottiers n'est prise, si on ne veut. Boullenois Ar. 51.

Ou droict d'entree ou issuë est de chacun v. sols Herly Ar. 2.

Ou droict d'issuë est de 4. den. Par. & 12. d. & du vi. den. Theroanne Ar. 11. Sens Ar. 9.

Se paye par le vendeur, & autant pour l'adheritement par l'acheteur. Esquernes Art. 1.

Est douze deniers Parisis. Paris Ar. 82.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

De v. sols Parisis Senlis Ar 214.
En vendition ou donation d'heritages nō amasez ou anciens mets realisees est deu 4. d. pour saisine & dessaisine. Oistricourt Ar. 1.
Pour heritages cottiers ou main-ferme à la mort où à la vente 4 den. &c. Aire Tit. 2. Ar. 2. 4. deniers Par. pour chacun mencauldee & pour le manoir xii. den. Lens Tit. 2. Ar. 5.
Est deue en eschange. Mante Ar. 53.
Permutation. Vallois Ar. 16.
Comme se doit acquerir. Niuernois Ch. 5. Artic 15.
Deues pour retraict lignager, si elle a esté prise. Perōne Ar. 243. & 244. Pōthieu Ar. 143
On n'est saisi pour rētes foncieres de l'Escheuinage sans apprehēsion à titre singulier s'il n'est vniuersel Artas Art. 40.
Saisine & dessaisine ne sont deux pour heritage roturier baillé à titre d'emphyteose à tousiours Ar. 210.
Sont requises en don, legs ou vēte: fors en contract de mariage: ou aduancement de succession. Chauny Art. 85.
En quels cas diligence vaut saisine. Pōthieu Art. 12.
Saisine n'a lieu en rente constituee à temps ains à rente constituee à perpetuité. Meaux Artic. 195.
En donation faite à hertier presomptif en faueur de mariage, donation mutuelle. Peronne Ar 226.
Ne prend saisine qui ne veut. Paris Ar. 82. Meaux Ar. 193. Sens Ar. 227. Auxerre Ar. 84. Estāpes Ar. 47. Montfort Art. 53. Dourdan Artic. 45.
Dessaisine se fait par les vendeurs. Artois Artic. 117.
Au profit de l'acheteur. Senlis Ar. 237.
Est de 4 sols pour les Officiers. Coucy Ar. 3.
De 2. sols 3. deniers. Acs Tit. 9 Ar 19.
De 4. den. Maille-maison Ar. 1. Resbets Artic. 1.
Droict de saisine est de xii. den. Par. Paris Art. 82. Montfort Ar. 52 Meaux Ar. 193. Maille-maison Ar. 1 Resbets Ar. 2. Estāpes Art. 47. Dourdan Art. 45 Mante Ar. 51. Sēlis Ar. 239 Montargis Ch. 2 Ar 49. & 53.
De quatre sols Parisis. Coucy Ar. 3.
A Roy pour entree, qui est la saisine est six den. Peronne Ar. 91.
De deux sols quand le prix excede xx. sols Faremonsper Ar. 2.
Est d'autant que se monte la rente. Acs Tit 9. Art. 27. & 29.
D'entree de xiii. sols trois den. Acs Tit. 9. Art. 28.
D'issue par moitié. Acs Tit. 9. Ar. 29.
Pour chacune entree ou issue il y a 2. sols trois den. Acs. Tit. 9. Ar. 20. 21. & 22.
De xxviii. sols Par. pour saisine & dessaisine Theroanne Ar. 10.
Se faict presens trois hommes du moins tenans du Seign. S. Pol Ar. 42. Artois Ar. 71.
En presence de deux tesmoins ou de deux Notaires R. Senlis Art. 258.
Faite en presence de Tabellio ou Notaire & tesmoins vaut tradition & apprehension reelle. Estampes Art. 153.
Se prēdra dans xl. iours des heritages baillez perpetuellemēt à rēte rachetable à tousiours ou à tēps, en paiāt, &c. Vallois Ar. 25.
Et saisine requise en tous contracts d'alienation & transports, & comme elles doiuent estre faites. Peronne Ar. 264. d'heritages roturiers & censuels: fors en donation faite en aduancement de succession. Chauny Ar. 58.
Ou vesture est requise en donation ou iouissance de dix ans. Laon Ar. 53.
En donation de chose fonciere, reelle & immobiliaire. Ponthieu Ar. 22.
En don fait en aduancement d'hoirie Ponthieu Art. 25. & 43. S Pol Ar 39.
En vendition ou donation. Chauny Ar. 52.
N'est requise en surcens. Vallois Ar. 17.
En rentes constituees & vendues sur heritages. Vallois Ar. 18.
Et s'il s'en faict vestir & saisir, il le peut en payant les vins & ventes. Vallois Ar. 18.
Apprehension de faict equipolle à saisine Senlis Ar. 216.
Acheteur ne se peut mettre en l'heritage s'il n'est ensaisiné, &c. Senlis Ar. 249. Sedan Ar. 259.
Tenu affermer le contenu en ses lettres d'acquisition. Clermont Ar. 117.
Sont tenus les parties contrahentes affermer. Vallois Ar. 16. & 17.
Ne sera saisi par le S. s'il ne fait apparoir des lettres de vendition. Clermont Ar. 117.
Registre des saisines & dessaisines fait par le S. censuel ou ses Officiers. Clermont Ar. 94. Sedan Ar. 259. par le S foncier. Vallois Art. 13. Ensaisinement mis sur le dos des lettres. Vallois Ar. 13.
Acheteur ne se peut mettre en heritage ou droict acquis sans auoir satisfait le S. de ses droicts à peine de l'amende de lx. sols. P. Senlis Art. 240. & 247. Clermont Ar 114.
De vii. sols vi. den. dans 8. & de lx. sols dans l'an. Resbets Ar. 6. dans xl. iours. Mondidier L. Art. 4 De rente rachetable cōstituee sur vn heritage tenu en censiue, doit payer saisine. Estampes Ar. 46 Montfort Ar. 52.
Heritier en ligne collaterallе ou directe ne prend saisine. Peronne Ar. 92.
Don simple ne saisit sans traditiō reelle ou clause translatiue. Laon Ar. 53.
Ou desheritance ou rapport a lieu en vēte, eschange, arrentement chargé ou hypothequé. Cambray Tit 5. Ar. 1. 2. & 3.
Ventes, saisines & dessaisines & reliefs par deuant qui doiuent estre faites S. Pol en Artois Tit. 2. Ar. 7.
Saisine & dessaisine equipollent à tradition de faict & possession prinse de la chose. Mōtargis Ch 11. Ar. 7. Orleans Ar. 278.
Par qui se peut bailler. Peronne Ar. 91.
Venditions, dessaisines & saisines ou reliefs des fiefs ou heritages cottiers seront faicts pardeuant l'vn des conseigneurs par indiuis Bailly ou Officiers de Iustice, & sont aussi bons, que s'ils estoient faits pardeuant tous les conseigneurs. Amiens Art. 23.
Ne seront donnees par le S. censier, iusques à ce qu'ils soiēt payez de leurs droits. Meaux Art. 194. Vendeur de terre tenue en fief ou censiue est tenue se dessaisir ou deuestir és mains du Seigneur sur peine, &c. Senlis Ar. 235.
Detenteur ne se peut dire saisi contre le S. Censuel iusques à ce qu'il soit reuestu, &c. Niuernois Chap. 5. Ar. 14.
Acquesteur quand apres l'an est reputé pour saisi & adherité. Cambray Tit. 2. Ar. 5.
Seigneurs peuuent retenir en leurs mains les dessaisines vii. iours, &c. Hesdin Tit. 1. Ar. 10. Le mort saisit le vif.

V. Heritier.

Le pied saisit le chef. Chalons Art. 143.
Quand on peut leuer son edifice sur sa place si haut que l'on veut.
Cas ou matiere de simple saisine. Paris Art. 98. Meaux Art. 218. Clermont Artic. 52. Vallois Artic. 118. Bourbonnois Article 92.
Qui fiatente contre celuy qui auroit iouy de la chose dont il seroit question par la moindre partie des dix ans: afin qu'il soit maintenu & gardé en possession & saisine de la chose, & en prouuant qu'il a iouy par la plus grande partie des dix ans, il doit obtenir à son profit.
Simple saisine. Lens Titre premier Article premier.
Cas de saisine & nouuelleté. Paris Art. 96. & 97.

V. Complainte.

Salaires pour iournees d'Aduocat ou Procureur. Ponthieu Art. 184.
Saluations. Bourbonnois Art. 40. & 46. Auuergne Cha. 8. Art. 3. Ponthou Ar. 391. Berry Tit. 20. Art. 7.
Quand l'on soustient les tesmoins reprochez & les titres contredits.
Sauf conduit ou sauuegarde. Chaumont Art. 100.
Sauf relief Bretagne Ar 352. & 367.
Pour souffrance que le Seigneur baille à son vassal pour luy faire hommage.
Donner sauuegarde appartient au Iuge Royal. Melun Art. 4.
Au Roy seul. Bretagne Ar. 44.
Sauuegarde Artic. 4. Sens Ar. 13. 173. & 174. Ponthieu Art. 163. Niuernois Chap. 1. Art. 18. La Ruë d'Yndre Art. 40. & 41. Bretagne Art 44.
Sauuegardes speciales. Sens Art. 14. Auxerre Art. 16.
Comme est faicte. Sens Ar. 179.
De seureté comme est faicte. Bretagne Art. 671.
Du Roy preferee à la sauuegarde du haut Iusticier. Sens Ar. 178.
Generale ou speciale se baille par le Roy ou ses Baillifs, Seneschaux & Iuges. Sens Art. 175.
Se baille par le Bailly de Bar ou son Lieutenant auec appositiō de Pannonceaux armoyez. Bar Ar. 40.
Par le Iuge & comment. La Rue d'Yndre Art. 40.
N'est faicte pour iniures verbales. Sens Artic. 179.
Infraction de sauuegarde du Roy quelle peine emporte. Sens Art. 176.
Amende honorable, pecuniaire ou autre à l'arbitrage du Iuge. Bretagne Ar. 668.
Du haut Iusticier quelle peine emporte Sens Ar. 177. La Rue d'Yndre Art. 41.
Sects Comté de Bourg Art. 5.
Droict de Seaux à contracts & Tabelliō nages. Grand Perche Ar. 39. Chast. Ar. 11.
Scelle & inuentaire. Sens Ar. 82.
Sceller la maison mortuaire & inuētorier. Vallois Ar. 31. Iuge fera sceller les coffres à la requeste du procureur fiscal. Sedā Ar. 143.
Seel ou adueu. Acs Tit. 16. Ar. 8.
Opposition au seel. Acs Tit. 16. Ar. 11.
Sceiles sont defendus & faut venir par action. Acs Tit. 16. Ar. 6. & 7.
Fors és choses meubles. Acs Tit. 16. Ar. 8.
Droicts de Seaux à contracts Tours Ar. 5. & 295. Aniou Ar. 43. & 49. Le Maine Art. 50. & 57. Lodunois Chap. 5. Ar. 1. Grand Perche Ar. 5. Amende de celuy qui contreuient au Seel. Acs Tit 16. Ar. 10.
Seel aux congnoissances de la ville de Lille. Lille Ar. 97. 98. 99. & 100.
Droict de Segreage appartenant au S. de l'Isle Sauary. L'Isle Sauary Ar. 10.
Seigneure directe appartient au S. F. & l'vtile au vassal. Peronne Ar. 21.
Seigneurie vtile, directe Paris Art. 123. Meaux Ar. 100. Auuergne Chap. 17. Ar. 17. Blois Ar. 125. Acs Tit. 8. Art. 9. Bayonne Tit. 13. Art. 7. Peronne Ar. 21.
Seigneur du fief dominant. Chasteau-

Source : BIU Cujas

neuf Art. 16. Ribemont Ar. 19. Grand Perche Ar. 46.

Seigneur dominant. Paris Ar. 51. & 58. Grand Perche Ar. 49. 59. 78. Peronne Art. 32. 37. & 43. Tours Ar. 134. & 281.

Pour le Seigneur du fief dominant.

Seigneur du fief dominant. Eſtampes Art. trente huict.

Seigneur ſubalterne. Berry Tit. 2. Ar. 14. 21. & 32. Tit. 5. Art. 28. & 55. Tit. 6. Artic. 6. Tit. 9. Ar. 10. Tit. 10. Ar. 3.

Pour le S. Iuſticier autre que le Roy : duquel il eſt inferieur & vaſſal, & reſſortit en la iuriſdiction Royale.

Seigneuries ſubalternes. Berry Tit. 15. Ar. 4. & 5.

Seigneurs cottiers. Heſdin Titre 2. Article 14.

S. Feodal. Berry Tit. 5. Art. 1. 2. 3. 4. Tit. 9. Art. 82. Tit. 12. Ar. 3.

Faiſant iniure à ſon homme de foy perd ſon obeiſſance. Bretagne Art. 662.

Seigneur du fief. Berry Tit. 5. Ar. 21.

Chef Seigneur. Aniou Ar. 201. & 202. Le Maine Ar. 203. & 216.

Seigneur lige & prochain ou proche. Bretagne Art. 334. 372 375. 378. & 384.

Seigneur Suzerain. Tours Ar. 222. & 275. Aniou Ar. 202 Blois Ar. 22.

Seigneur incommutable. Chartres Artic. dixhuict.

Seigneur du plain fief Bar Art. 24.

Seigneur arriere feodal. Troyes Ar. 45.

Seigneur Cenſier. Berry Tit. 5. Ar. 2. & 4.

Ou Cenſuel. Berry Tit 5. Ar. 53. 54. & 55. Tit. 6. Ar. 7.

Pour le Seigneur auquel le cens annuel eſt deu, & les profits cenſuels, à l'ouuerture du cenſif.

Seigneur cenſuel a Iuſtice fonciere. Mãte Art. 48.

Eſt S. foncier. Chartres Ar. 111.

Seigneur direct. Xainctonge Ar. 4.

Seigneur direct ou de prinfief. Bayonne Tit 5. Ar. 10.

Pour celuy qui a baillé à rente ou cens ſon heritage feodal ou roturier.

Seigneur direct & profitable en matiere de fiefs comme ſ'entendent. Clermont Ar. 108.

Seigneur Emphyteutique. Berry Titre 5. Artic. 2.

Pour celuy qui baille ſon heritage à rente Emphyteuſe.

Seigneur ſans moyen ou par moyen comme ſ'entendent. Clermont Ar. 110.

Seigneur vtile. Aniou Ar. 103. Bourbonnois Ar. 475. Auuergne Chap. 2. Article 1. & 3. Berry Tit. 6. Art. 17. 25. 26. & 32. Titre 12. Ar. 14.

Pour le proprietaire qui poſſede & iouiſt de l'heritage cenſuel, feodal, ou redeuable de rente fonciere : qui ſe nomme Seigneur profitable. Clermont Art. 108. & 109.

Seigneur Bas & foncier. Bar Ar. 49.

Seigneur foncier ou direct. La Marche Ar. 134. Xainctonge Ar. 11.

Non aiant iuriſdiction n'ont cognoiſſance de cauſes n'officiers : ont ſeulement les amẽdes des cens non payez. Vallois Ar. 6.

Peuuent pourſuiure les amendes pardeuãt le Seneſchal ou Iuge du S. Xainctonge Article 26.

Seigneur feodal ne peut coupper les bois de haute fuſtaye, & autres eſtans pour l'embelliſſement n'ayans accouſtumé d'eſtre couppez. Orleans Art. 74.

Les bois taillis, ne peſcher les eſtangs : ſinõ en tẽps conuenable. Grand Perche Art. 73. & 74.

Les bois de haute fuſtaye ne touche, qui ſont embelliſſement du lieu, ne cueillir les fruicts, ſ'ils ne ſont en maturité, ne peſcher les eſtangs, ſ'ils ne ſont empeſché, ne les taillis des bois, ſ'ils ne ſont en couppe. Blois Artic. 78.

Les bois marmentaux & arbres fruictiers ou empirer la proprieté de la choſe. Aniou Art. 103. Le Maine Ar. 116.

Ne peut prendre aucune choſe és bois de haute fuſtaye, eſtans en proprieté & non en fruict : & autres bois deſtinez pour la decoration de la maiſon. Berry Titre 5. Artic. 43.

Mais peut ſeulement prendre du mort bois & bois mort pour ſon chauffage. Berry Tit. 5. Ar. 43.

Ne peut peſcher les eſtangs ou coupper les autres bois : ſinon en temps & ſaiſons deues. Orleans Ar. 74. & 75. Tours Ar. 109. Lodunois Chap. 11. Ar. 1.

Pourſuiure les acquerans pardeuant ſon Iuge, ſ'il a iuriſdiction : ſinon pardeuant ſon Suzerain. La Rochelle Art. 3.

Iouiſſant par faute d'homme, reliefs & arrerages non payez, ſe compte de la ferme Boullenois Ar. 128.

Ne doit plaider deſſaiſi. Sens Art. 184. Eſtãpes Art. 32. Chalons Art. 218.

Quand il y a ſaiſie à faute d'homme, ſinon que le vaſſal maintienne eſtre en foy ou ſouffrance, auoit deuëment offert ou deſaduoué. Montargis Chap. 1. Art. 83. Orleãs Art. 80.

Acquerant vn heritage tenu à cens ou rente fonciere mouuãte de ſon fief doit faire la foy & hommage, & n'eſt plus arrierefief : ains plainfief. Bourbonnois Ar. 388. alienãt ledit fief en retenant la foy, il retourne à ſa premiere nature. Bourbonnois Ar. 389.

Immediat ne peut mettre en vne ſeule foy les fiefs mouuans d'vne meſme Seigneurie ſans le conſentement du S. ſuperieur. Melun Art. 102. Clermont Ar. 99.

Acquerant vn fief tenu en arrierefief du Roy ou d'autre S. le tient en plain, ou le mettra hors de ſa main. Sens Ar. 205. Auxerre Art. 72. Aniou Art. 287. Le Maine Art. 303. vn fief mouuant de luy eſt tenu prendre inueſtiture du S. ſuperieur, payer les droits, &c. Clermõt Ar. 95. ne doit pour ceſte fois aucũ Quint ou Requint : ains ſeulement l'hommage. Vitry Ar. 35.

Acquerant vn fief tenu de luy noblement : le tiendra noblement cõme les rẽtes tennes noblement : & ſi ce ſont terres roturieres, demourẽt cõme parauant. Bretagne Ar. 356.

Acquerãt choſe au fief de ſon vaſſal tenue en arriere fief, il doit faire la foy & hõmage. Bourbõnois Ar 390. Fors. M. le Duc qui doit bailler hõme, viuant, mourant & confiſquãt Bourbonnois Art 390.

Aiant commencé à faire coupper les fruits il les aura : & ce qui reſte le vaſſal, apres l'offre deuëment faite Blois Ar. 100.

A leuer la bonde, ſi l'eſtang eſt en peſche, ſont au S. F. Blois Ib.

Aiant fait ſaiſir n'eſt tenu nourrir le proprietaire. Melun Art. 81. Sens Art. 210.

N'eſt tenu payer les penſions des religieuſes, rentes ou charges n'eſtans anciennes ou infeodees. Melun Ar. 81. La rente ou rentes à vne n'a deux filles. Sens Ar. 220. Doit paier les arrures, labours & ſemences au fermier. Normandie Ar. 119.

Exploictant en pure perte doit payer les charges anciennes. Reims Art. 110.

Peut exploicter les eſtangs, bois, vignes, terres & desblees meures : fors les bois eſtans pour l'embelliſſement. Montargis Chap. 1. Artic. 71.

Ne doit coupper les gros bois & deſerter les maiſons, vignes, &c. Poictou Art. 119.

Iouiſſant & leuant le rachat doit faire les vignes de toutes façõs, ſi elles l'eſtoient, &c. les rendre en tel eſtat. Tours Ar. 139.

Seigneur cenſier ou rentier ſe peut addreſſer contre l'aſſignal & tenemẽtier, ſans qu'il ſoit beſoin diſcuter l'action perſonnelle cõtre, &c. ny ſes hoirs. Duché de Bourg. Ch. 11. Ar. 6.

Perequation eſtant vente de la rente ou deuoir deu ſur vn max, cõme les detenteurs ſont tenus payer : & ſe peut addreſſer pour le tout contre l'vn perequez. Bourbonnois Article 410.

Rentier ou leurs receueurs, n'aians auoir receu des coẽquez ou perequez, ſ'il ſe trouue du contraire, punis. Bourbonnois Ar. 411.

Seigneur feodal doit confirmer la venditiõ ou eſchange faicte par le vaſſal, & y donner conſentement. Bar Ar. 4. & 5.

Donner conſentement à la vente. Ponthieu Ar. 67.

Ne peut contraindre ſes vaſſaux à faire la foy & hommage & payer les droicts, ſ'il n'a faict ſes droicts & deuoirs enuers ſon S. F. Clermont Art. 79.

Peut retenir en ſa main la ſaiſine, iuſques à xl. iours ſi la choſe eſt feodale, & iuſques à vii. iours & vii. nuicts, ſi elle eſt cottiere. Põthieu Art. 70.

Apres 4. mois du iour de la vente & acquiſition paſſez pourra pourſuiure ſes droicts Seigneuriaux, encores que l'acquereur n'ait fait faire la ſignification. Boullenois Art. 51.

Apres les xl. iours paſſez de la notification eſt tenu conſen ir la poſſeſſion en paiant les droict Seigneuriaux. Boullenois Art. 139.

Eſt tenu de veſtir & ſaiſir l'acheteur, en payant, &c. Peronne Art. 256.

S'il doute de la fraude pourra faire adiurer & examiner les vendeurs & acheteurs ou à leur refus fera priſer la valeur du fief. Cambray Tit. 2. Art. 34.

Pren prouſit pour la rente conſtituee aduenant ouuerture. Sens Art. 123.

Se peut faire paier par l'acheteur des profits deuz au parauant la vente : mais il a ſon recours contre le vendeur. Orleans Art. 2

Peut faire crier & ſubhaſter decret & Iuſtice les fruicts & reuenus de cent ans & vn iour. La Salle de Lille Tit. 1. Ar. 30.

Seigneurs peuuent faire leur profit des tenemẽs delaiſſez en leurs mains. Ponth. Ar. 32.

Prendre leurs Preuoſts, Receueurs & Meuniers, vn mois apres leur charge finie rendre compte. Normandie Art. 29.

Ont congnoiſſance de toutes matieres eſquels ſont fondez leurs inferieurs : mais non au contraire. Aniou Ar. 1.

Saiſir & mettre en leurs mains les choſes par luy delaiſſees à monſtrer. Bretagne Article 133.

Ne peuuent iuſticier ou prendre namps que ſur leur fief. Normandie Ar. 30.

Pourſuiure aucun qui ne tienne d'eux : ſinõ en preſent meffaict. Ib.

Ont iuriſdiction haute, moyenne & baſſe ſ'ils ont Bailly, Cours, Hommes de fief, Maieur & Eſcheuins. Cambray Tit. 22. Art. 1.

Tenus prendre la cauſe pour leurs Baillifs, Gardes de Iuſtice, deſquels eſt appel, ſans les deſaduouër. Montargis Chap. 22. Ar. 22.

Hauts Iuſticiers ont l'amende de lx. ſols des folles appellations interiettees de leurs Iuſtices, & des fols iugez, &c. La

Source : BIU Cujas

Salle de Lille Tit. 1. Art. 15.

Doiuent respondre des iugemẽs de leurs Iuges, fautes & abus. Berry Tit. 2. Ar. 18.

Condamnez en l'amende de xl. sols Parisis pour le mal iugé. Berry Tit. 2. Art. 18.

Peuuent defendre le iugement ou exploict sans qu'il soit besoin que le Iuge ou Officier compare, s'il n'y a excez ou attentat. Poictou Art. 416.

Superieurs immediats par defaut ou refus de Iustice, peuuent exploicter en la terre de leurs vassaux, & contre criminels : aux despens des inferieurs. Cambray Tit. 2. Article 9.

S. F. estans plusieurs dont le Roy en est l'vn, on doit plaider deuant le Iuge Royal. Melun Ar. 104.

Iouyront de leurs droicts seigneuriaux en la maniere accoustumee. Maine Ar. 196.

De leurs censes, lods, retenues, amendes, coustumes, &c. Duché de Bourg. Chap. 11. Ar. 1. Comté de Bourgongne Article 62. & 65.

Aians terroüer limité sont fondez de soy dire & porter S directe de tous les domaines & heritages estãs en iceluy, & y peut asseoir Cens tel qu'és terres voisines. Angoumois Artic. 35.

Chastellains se peuuent dire seigneurs directs & vtiles de ce qui est en sa Chastellenie dont ne luy est faict deuoir : s'il, &c. Xainctonge Art. 4.

S. F. ne peut desaduouer à homme son tenancier roturier, s'il a payé trois ans continuels la Censiue. Amiens Ar. 41.

Prend le fief en l'estat qu'il le trouue & ne prend que le surcens, rente ou moison. Vallois Ar. 43. Niuernois Chap. 4. Art. 57.

Sinon que le vassal eust preuenu sans fraude Niuernois Chap 4. Ar. 57.

Et a le vassal les redeuances dont le terme est escheu auant la saisie. Clermont Ar. 102. Niuernois Chap. 4. Ar. 57.

Ne doit leuer les prez & pasturagez delaissez aux laboureurs. Poictou Ar. 155.

Seneschal Sens Ar. 175. Sainct Pol Artic. 34. Ponthieu Ar. 163. Boullenois Ar. 9 & 12. Tours Art. 28. 30. 31. & 80. Lodunois Chap. 1. Art. 24. 26. & 27. Aniou Art. 40. 46. 64. 69. 170. 387. & 391. Le Maine Ar. 53. 189. 397. & 401. Grand Perche Ar. 1.

Senechal de Lannes congnoist de crime de leze Maiesté, de maniere de fausseté, de lettres ou seels Royaux, de gage de bataille du different des armes entre les Gentilshõmes du pays, de ceux qui falsifient rayent & lauent monnoye d'or ou d'argent. La Bourt Tit. 1. Ar. 1.

En autres cas n'a congnoissance que par appel. La Bourt Tit. 1. Ar 1.

Seneschal ou Bailly peut bailler toutes commissions S. Pol en Artois Titre trois Article neuf.

Seneschaucee. Ponthieu Artic. 157. 163. 171. & 181. Boullenois Artic. 9. 152. & 153.

Bailliage ou Seneschaucee. Aniou Article 223.

Sentences excedans vne peau seront taxees par le Iuge, auant que le Greffier en prenne aucune chose. Bourbonnois Ar. 158.

Pour autruy doiuent tourner à leur profit Bretagne Ar. 233.

Sentences & iugemens des Maires & Escheuins de la ville de Bourges pour les criminels habitans, sont executez par l'auctorité du Roy. Berry Tit. 2. Ar. 5.

Sont enregistrees & expediees par le Greffier du Iuge Royal. Berry Titre 2. Artic. 5.

Du Maire & Conseil portans condemnation de peine corporelle executez par le Preuost. Bayonne Tit. 28. Art. 1.

Criminelles s'executent nonobstant l'appel ou priuilege de simple tonsure. Tournay Tit. 11. Ar. 3. & 4

De punition de corps promptement executees. Bretagne Ar. 637.

Se doiuent executer dans huictaine. Bretagne Art. 218.

Par le Iuge qui l'a donnee au dedans de son distroict, sinon par commission rogatoire. Bretagne Art. 218. Cambray Tit. 26. Art. 10.

Du Preuost de la ville s'executent par deux Sergens bastonniers pour furnir à icelles & seront establis gardemaneurs. Valanciennes Ar. 10. N'ont vigueur que l'espace d'vn an. Lille Art. 220. La Salle de Lille Tit. 23. Article 6.

Demeurent en vigueur, combien qu'elles soient surannees. La Salle de Lille Tit. 25. Artic. 11.

Sont executoires sans surannement. Tournay Tit 4. Art. 1.

Doiuent estre declarees executoires contre les heritiers des condamnez, si l'executiõ n'est encommencee. Tournay Tit. 4. Artic. 1. & 2.

Des Iuges superieurs en cause d'appel, se mettent à execution par les Iuges inferieurs Cambray Tit. 27. Art. 8.

Seront executees reaument & de faict, s'il n'y a appel ou contract. Bretagne Ar. 166.

Nonobstant quelconque exception, s'il n'en est iustifié promptement. Bretagne Ar. 237.

Peuuent estre mises à execution par auctorité du Iuge, apres le temps de releuer passé. Auuergne Chap. 30. Ar. 7. La Marche Ar. 110. Sole Tit. 11. Ar. 1. 4. 5 & 6.

Donnees contre le garand sont executoires contre le garanti: sauf des despens dommages & interests de l'instance. Bretagne Art. 144. Orleans Art. 457.

Contre le garanti tant du principal, que des despens, apres la diligence faicte du cõdemné sur les meubles. Montargis Cha. 20. Art. 17. Apres discussion. Orleans Ar. 457.

En matiere personnelle & mobiliaire doiuent contenir condemnation de payer dans sept iours. Poictou Art. 416. & 427.

Donnees en declaration d'hypotheque cõtre vn detenteur, sont executoires contre le condemné tant qu'il est detenteur, nonobstant l'an & iour passez. Montargis Ch. 20. Art. 18. Orleans Ar. 437.

Doiuent estre prononcees en iugement au lieu accoustumé. Valanciennes Ar. 156.

Sentẽces des Maieur & Escheuins de Calais pour le faict de la pescherie, executoires par prouision. Calais L. Ar. 15. Du Preuost de la Drapperie & du Maieur d'icelle. Valãcienne Art. 12.

Par les Preuost de la ville non excedant la somme de vingt Carolus d'or pour vne fois se mettront à execution, sans preiudice de l'appel. Valanciennes Ar. 9.

Iusques a l. Carolus pour vne fois & v. Carolus de rente, sont executoires, &c. Valanciennes Ar. 26.

Diffinitiues des Preuosts & Iurez ou de Maieurs & Escheuins, sont executoires sous bõne caution, nõobstant l'appel, &c. Tournay Tit. 25. Ar. 9.

Prouisoires, sont executoires en baillant caution, iusques à la somme de l. liures mõnoyé, nonobstant l'appel, opposition ou empeschement. Bretagne Art. 165.

Des Iuges subalternes au dessus de ladite somme de cinquante liures, en appellant pour conseil, &c. qui signifieront. Bretagne Art. 165.

Rendues parties ouyes, en action pour se departir d'vn lieu, se doiuent executer nonobstant l'appellation, &c. Cambray Tit. 25. Art. 7.

Sep à poids & mesures. Lodunois Chap. 5 Art. 4.

Separation de biens. Aniou Ar. 145. Berry Tit. 1. Ar. 13. 48. & 49. Tit. 12. Ar. 16.

Quand la femme par auctorité de Iustice se fait emanciper de la puissance de son mari & dissoudre leur communauté, & qu'il luy est permis d'administrer ses biens sans son auctorité. Separations qui se font deuant les Iuges Ecclesiastiques. Bourbonnois Ar. 73.

Separatiõ de biens sera publiee & insinuee en iugement par deuant le Iuge lay, pour estre valable contre les creanciers. Montargis Chap. 9. Ar. 6. Orleans Ar. 198. Berry Tit. 1. Ar. 48.

Sera publiee au prosne de l'Eglise de la Parroisse le second Dimãche qu'elle est faite Dunois Art. 58. Blois Ar. 3.

Sera faicte auec congnoissance de cause & informatiõ prealable. Orleans Ar. 198. Berry Tit. 1. Ar 49 Sedan Art. 97.

Estant solennellement faite, la femme peut contracter disposer de ses biens meubles, & immeubles, comme si elle n'estoit mariee. Montargis Chap. 8. art. 6. Sedan Ar. 97.

Doit estre executee. Paris Ar. 224. Calais Ar. 26. sans fraude. Orleans Art. 198.

Meubles de la femme separee de biens sont à ses enfans, sinon sont employez à la nourriture du mary & acquit des debtes. Normandie Art. 376.

Septaine. Berry Tit. 1 Art. 1. 2. & 44. Tit. 2. Art. 4. 17. 18. 22. Tit. 6. Article 3. 5. 6. & 22. Tit. 10. Ar. 1.

Pour Banlieue, la Bannie, les Quintes, la Iugerie, le Finage, le Distroict, ou Iustice de la ville, les entours & enuirons de la ville & non seulement l'enclos d'icelle.

Sequestre de choses donnees. Sens Ar. 112. Reims Art. 234.

Sequestre & saisine a lieu és causes possessoires, d'applegement & complaintes & doit on restablir, sur peine de perdition de cause Poictou Art. 402. & 403.

Est ordonné en matiere de Haro. Normandie Ar. 57. & 58.

En matiere de cõplainte, s'il n'y a possessiõ triennal. Bourbonnois Ar. 90.

N'a lieu en choses mobiliaires. Auuergne Chap. 2. Ar. 8. La Marche Art. 7.

Fruicts sequestres, quand le fief a esté releué dans l'an, & que le second releuant inquiete le premier. Cambray Tit. 26 Art 12.

En heritages & main-ferme, action & procez en matiere reelle, s'il n'est triennel possesseur doit demourer en sa possession. Cambray Tit. 26. Ar. 13.

Ne seront sequestrez, s'il est annale paisible possesseur. Cambray Titre 16. Article 12.

Sequestre sera ordonné, en cas que le procez de partage prenne long traict par la faute du defendeur, s'il n'y a moyen valable pour l'empescher & comme il sera fait Berry Titre vingt. Article onze & douze.

Commissaires deliureront les fruicts aux parties plaidantes, pour ce qu'elles se trouuerront d'accord. Berry Titre 20. Article 13.

Sequestration. Montargis Chapitre vingt & vn, Art. 4.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Qui ſe faict verbalement ou reellement en matiere poſſeſſoire.

Nuls hommes ſerfs de corps. Duché de Bourgongne Chap. 9. Ar. 1.

Serfs de pluſieurs conditions ſelon la nature des terres & Seigneuries. Troyes Article 3. & 6. Chaumont Ar. 3.

De quatre deniers de Chantelle. Bourbonnois Ar. 192.

Taillables à volonté, de pourſuite & de Formariage. Troyes Ar. 3. Chaumont Article 3.

A volonté, abonnez, queſtables ou corueables. Niuernois Chap. 8. Ar. 17.

Sont de pourſuite. Troyes Ar. 6. Vitry Ar. 145. Niuernois Chap. 8. Art. 6. Auuergne Chap. 27. Art. 11.

Tant par le Duc que ſes Vaſſaux. Bar Article 19.

De corps ou de ſerue condition vſans de leurs droicts demourans hors lieux francs, tenus de payer ſemblables redeuances que leurs predeceſſeurs. Vitry Art. 143.

Venans demourer au lieu de Chaſtillon ſont francs & libres. Chaſtillon Art. 2.

Couſtumiers. La Marche Art. 126. & 127.

Fugitifs. Vitry Art. 146. Chalons Ar. 18.

Mortaillables à cauſe de la vendition ſerue ou mortaillable. La Marche Art. 125.

Main-mortables en tous biens meubles & heritages, &c. Troyes Ar. 5. Chaumont Art. trois.

Ou en meubles ſeulement, ou en heritages Troyes Art. 6. Chaumont Art. 3. Vitry Art. 144.

De conditiõ ſerue, main-morte & deſuite les autres francs & affranchis. Auuergne Ch. 27. Art. 1.

En quelque temps que l'homme de condition ou ſerf retourne, il peut reprẽdre ſon heritage en payant les arrerages encourus ſ'il n'y a ſentence d'adiudication. La Marche Ar. 92.

Peuuent retourner à leurs heritages dedans x. ans, encores que le Seigneur ait iouy Niuernois Chap. 9. Ar. 28. Duché de Bourgongne Chapitre 9. Article 22. Comté Art. nonante trois.

Dedans trente ans. Niuernois Ch. 9. Art. 27. & 28. La Marche Ar 172.

Ne peuuent marier à femmes franches ou d'autre condition que de la ſeruitute dont ils ſont ſans congé de leur Seigneur. Meaux Ar. 178. Vitry Ar. 144.

Doiuent pour l'indemnité le tiers des des meubles, ſ'il eſt de condition de main morte de meubles, & le tiers des heritages auec le tiers des meubles, ſ'il eſt de morte-main. Vitry Ar. 144.

Ou gens de conditions peuuent marier leurs filles franchement, meubles portans hors la communauté ſans retour. Niuernois Chap. 8. Ar. 16.

Peuuent marier leurs enfans par eſchange. Niuernois Chap. 8. Art. 31.

Peuuent marier leurs enfans, mais ils demourent ſerfs. Bourbonnois Ar. 200.

Par manumiſſion faicte par leur S. ne delaiſſent d'eſtre ſerfs au Roy. Meaux Ar. 168. Vitry Ar. 140.

Doit payer finance au Roy, auant que ſe dire fancs. Vitry Ar. 140.

Eſtans affranchis ſont francs & non ſerfs ne queſtaux. S. Seuer Tit. 9. Ar. 3.

Cleres affranchiſſent leur femme ſerue durant le mariage & vefuage. Vitry Ar. 70.

Ou hommes de main-morte peuuent deſaduouër ſon S. & aduouër M. le Duc, en renonçant à ſon meix. Duché de Bourg. Cha. 9. Ar. 9. La Marche Art. 158.

Doiuent les arrerages & droicts de ſeruitude & intereſts. La Marche Art. 158.

Peuuent delaiſſer à leur S. ſon meix & heritages, & la tierce partie de ſes meubles, ou bien les deux parts d'iceux & acquerir liberté. Comté Art. 86.

Ou homme tenans heritage ſerf ou mortaillable, peuuent eſtre receus à gurpir & delaiſſer ledit heritage, payant les rentes & droicts eſcheus. La Marche Art. 145. 158. & 175.

Doiuent faire feu & reſidence ſur l'heritage tenu ſeruement ou mortaillablement ſ'il eſt ſuffiſant d'y entretenir vne paire de bœufs. La Marche Ar. 144. 145. & 160.

Eſtans pluſieurs communs, ſuffit qu'vn face feu vif pour les autres. La Marche Art. 144. & 163.

Tenans deux heritages ſerfs ou mortaillables tenus de deux diuers Seigneurs, ne peuuent remuer ſans licence du Seigneur, & doit faire feu vif ou quitter. La Marche Ar. 175.

Ou mortaillables ne peuuent en contract de mariage diſpoſer de leurs biens qu'au profit de leurs enfans. La Marche Ar. 174.

Peuuent paſſer tous contracts de vente & tranſports à leur profit & contre eux tant de mariage qu'autrement fors des alienatiõs de leurs heritages. Bourbonnois Art. 204.

Peuuent faire tous contracts, ventes & alienations de leurs biens. La Ruë d'Yndre Art. 18.

Peuuent aliener & diſpoſer de leurs biens par contract d'entre vifs pur & ſimple. Auuergne Chap. 27. Ar. 4.

De condition ſeruile & main-morte peuuent donner, vendre & engager leurs meubles. Chalons Art. 17.

Peuuent vendre l'heritage de main morte aux gens de la Seigneurie & de meſme condition, & non à homme de franche cõdition, ſans le conſentement du S. Duché de Bourg. Chap. 9 Ar. 10. Comté Ar. 95.

Ne peuuent vendre, donner ne ſurcharger l'heritage de ſerue condition ou mortaillable par contract d'entre vifs ou diſpoſition aiant traict à mort, ſans congé, &c. La Marche Art. 148. & 149.

Peuuent acquerir vn heritage franc & diſpoſer d'iceluy, ſans congé, &c. ſinon qu'il euſt poſſedé l'heritage franc par trente ans La Marche Ar. 156.

Ou francs achetans d'vn ſerf d'autre ſeruitude peuuent eſtre contraints de remettre les heritages en main habille. Niuernois Ch. 8. Art. 19.

Peuuent acquerir du franc & contra. Niuernois Chap. 8. Ar 8.

Mais non en Bourbonnois ou le frãc peut vendre au ſerf: mais le ſerf ne le peut vendre au franc ſinon à perſonne de leur condition Bourbonnois Ar. 201. & 204.

Ne peut vendre, changer ou tranſporter ſon heritage taillable & mortaillable, ou aſſocier aucun, ſans licence. Bourbonnois Article 430.

Surcharger de rente ou autre ſurcharge ledit heritage ſans congé, &c. Bourbonnois Ar. 493. & 494.

Succedent les aux autres & cõmẽt. Troyes Ar. 3. Chaumont Ar. 3. Bourbonnois Ar. 207 La Ruë d'Yndre Ar. 18.

Ne ſuccedent à leurs parens francs, & è *contra*. Niuernois Chap. 34. Art. 2. Meaux Ar. 8. Reſbets Ar 8. Chaumont Ar. 8. Troyes Art. 94. La Ruë d'Yndre Ar. 19.

Et diſent que le franc ne ſuccede au ſerf aut contra, mais la C. de Bourbonnois dict que le franc ou franche ne ſuccede au ſerf: mais le ſerf ſuccede. Bourbonnois Ar. 290.

De quatre deniers n'eſchoitent point les vns aux autres. Bourbonnois Ar. 192.

Aians eſté mariez par eſchange comme ſuccedent. Niuernois Chap. 8. Ar. 31.

Ou gens de main-morte ne peuuent ſucceder l'vn à l'autre: ſinõ, &c. Duché de Bour. Chap. 9. Art. 13. Comté Ar. 98.

Eſtans en Selle recueille la ſucceſſion de ſes pere & mere au profit des autres enfans mariez eſtans hors Selle. Troyes Ar. 3 Chaumont Ar. 3. Venans à la ſucceſſion de leur cõmun, les autres y viẽnẽt. Duché de Bourg. Chap. 9 Ar. 16. Comté Ar. 94.

Communs ſuruiuant ont les meubles, & le S. a les heritages. Niuernois Chap. 8. Art. 4.

Eſtãs enfans ſeparez & hors la cõmunauté par an & iour ne ſuccedent à pere ne mere ſi ce n'eſt pour ſeruice ou autre ſemblable condition. Niuernois Chap. 8. Ar. 12. & 14. Bourbonnois Art. 492.

Enfans ou neueux en droicte ligne demourans ſur vn heritage franc, encores qu'ils ſoient ſeparez ſuccedent à leur pere & ayeul & en defaut d'eux vn autre parent commun La Marche Art. 160.

Tenans heritages ſerfs ou mortaillables peuuent ſucceder à leur parent commun ou ſeparé és biẽs francs: mais peuuent eſtre cõtraint par le S. de l'heritage franc en vuider leurs mains. La Marche Art. 161.

Emphyteotes de main morte ne peuuent faire aucun pacte de ſucceder par contract d'aſſociation n'autrement, puis qu'il eſt parti. Auuergne Chap 27. Ar. 6.

Eſtans main-mis ne peuuent ſucceder à ſerfs. La Ruë d'Yndre Ar. 19.

Seigneur cõme doit ſucceder pour la main morte és heritages eſcheables. Troies Ar. 59. & 60 Et en eſt ſaiſi. Troyes Ar. 91. Chaumõt Ar. 78. Vitry Ar. 142. Niuernois Chap. 8. Ar. 9. Duché de Bourg. Chap. 9. Ar. 14. Comté Artic. 88. & 94.

Au ſerf ou mortaillable, ſ'il n'a cõmuns en meubles & immeubles, &c. mais ſ'il n'y a partage ſuccede aux meubles. La March. Ar 154

De Reſbets ſuccedent à leurs mains mortables. Reſbets Ar. 5. Succede en meubles ou heritages ſelon la cõditiõ dõt ils ſont. Vitry Art. 141. Niuernois Chap. 8. Ar. 7.

Doit auoir ſa morte-main pour l'enfant decedé ſans hoir. Vitry Artic. 141. Succede à l'homme ou femme de corps. Vitry Ar. 142.

Prend la ſucceſſion du Preſtre de main-morte Duché de Bourg. Ch 9 Ar. 20.

Cõme doit ſucceder ou faire partage quãd il y a hoirs cõmuns ſuruiuans ou pluſieurs Seig. Niuernois Chap. 8. Ar. 25. 29 & 30. La Marche Ar. 164. Et la main-morte ſuccede à la femme ſerue mariee à homme franc, ſi elle decede ſans hoirs, &c. Cõté Ar. 87 A la femme tenant ſeruement, mariee à vn ſerf tenãt heritage ſerf ou mortaillable. La Marche Ar. 170. Doit payer les debtes au marc la liure. Vitry Ar. 142. Ne doit payer les debtes prenant les heritages. Duché de Bourg. Cha 9. Ar. 15. Comté Ar. 100. Mais prenant les meubles. La Marche Ar. 162 A ſa morte-main de la ſerue mariee à vn Clerc: à la charge des debtes, teſtament, obſeques & funerailles: ſ'il n'y a enfans en voulrie. Vitry Ar. 70. Ou Seigneurie de main-morte n'acquiert point ſur l'autre. Duché de Bourg. Ch. 9. Ar. 16. Cõté Ar 94. Direct ſuccede à ſon Emphyteote de cõditiõ de mainmorte. Auuerg. Ch 27. Ar. 3

Ne ſuccede à la fille marie de ſon conditionné decedant ſans enfans: ny aux freres couſins

Source : BIU Cujas

Couſins ou autres n'ayãs faict partage reel. Auuergne Chap.27. art.8.

N'eſt preferé en la ſucceſſion de ſon Emphyteote à la fille d'iceluy. Auuergne Chap. 27.art.9.

Iouyra de ſon droict cõſtitué ou preſcrit. Auuergne Chap.27.art.10.

Doit mettre hors de ſes mains dans l'an & iour du treſpas. Duché de Bourg Chap.9. art 19. Niuernois Chap.8.art.8.

Ou gens de main-morte ſeparez ne peuuent ſe reünir enſemble, ſans conſentemẽt &c. Duché de Bourg. Chap.9.art.12. Comté art 97.

Quand ſont dicts eſtre partis & ſeparez. Duché de Bourg Cha.9.ar.12. Comté art.97.

Sont reputez partis ſ'il y en a vn ſeul n'eſtant d'autre ſeruitude ou de diuers lict qui ſe ſepare de la Communauté: nonobſtant la communauté que les autres pourroient cõtracter, ſ'il n'y a conſentement des Seigneurs. Niuernois Chap.8 art.9.& 10.

Communauté n'eſt reputée partie par le mariage d'vne fille ayant droict acquis. Niuernois Chap. 8. art. 11. Par le mariage des enfans. Niuernois Chap.8. art.12. vne fois departie ne ſe peut raſſembler pour ſucceder ſans le congé &c. Niuernois Chap. 8. art.15. La Marche art.155.

Partage d'vn heritage taillable ne ſe peut faire ſans licence. Bourbonnois art.491.

Doit eſtre formel entre le conditionné & ſes freres ou lignagers par le partement du chanteau. Auuergne Chap.27.art.7.

Ne faict croiſtre la Geline ou ſegle à cauſe de rente ordinaire: mais ſi elle eſt deuë à cauſe de feu & ſeruitude, elle croiſt. La Marche art.173.

Femme de main-morte ſe mariant à hõme franc, eſt franche. Duché Chap.9.art.7. Niuernois Chap.8.art.16.

Mariée auec hõme de condition eſt ſerue & ſa poſterité. Niuernois Chap 8.art.16.

Franche ſe mariant à vn ſerf & de main-morte, durant le mariage, eſt reputée de main-morte: mais apres la mort de ſon mari, peut demourer en lieu franc, demoure franche delaiſſant le Meix &c. Duché de Bourg Chap.9.art.7.& 8. Comté art. 91. Niuernois Chap.8.art.16.

Peut eſtre ſerue & mortaillable à cauſe des heritages. La Marche art.165.

Veſue d'vn ſerf à doüaire couſtumier de la moitié des heritages de ſeruitude de ſon feu mari, en payant la Taille ſerue, baillant declaration & recognoiſſance &c. dãs l'an. Niuernois Chap 8.art.20.

Fille mariée à ſon partage peut retourner à partage ou prouiſion de biens: pourueu &c. Comté art.90.

Franc marié à femme de main-morte eſtant au meix de ſa femme, ſe peut departir elle viuant ou apres la mort dans l'an & iour, en delaiſſant le meix. Comté art.85.

Mourant au meix eſt de main-morte. Comté art.85. par cõuention deuient main-mortable auec ſa poſterité. Duché de Bourg Chap.9.art.5. Comté art.84.

Tenant feu & lieu par an & iour, payant les deuoirs &c. Duché de Bourg Cha.9 ar.6.

Enfans ſerfs ſuyuent la condition de leur mere ſerue, Reſbets art.4. Bar art.72.

La condition du pere en lieu de main-morte. Duché de Bourg Chap.9 art.3. Comté art.92. la condition de leur pere & mere. Bourbonnois art 199.

Deſcendans de Queſtaux, ſont de condition Queſtalle & ſerue, ſ'ils ne ſont affranchis. S. Seuer Tit.9.art.4.

Ayans pere ou mere de franche conditiõ le premier peut eſlire en Iuſtice la franchiſe & les ſeigneurs auoir le ſecond ſerf, & ainſi conſequemment. Niuernois Chap. 9. art.1.& 2. en quel temps doiuent faire ladite election. Niuernois Chap.9.art.2.3.4.& 5.

Heritages ſerfs & mortallables ſe font en deux ſortes, par recognoiſſance ou poſſeſſion de trente ans. La Marche art.127.

Redeuables de Couſtume eſcheable, ſont eſcheables & mainmortables. Troyes ar.59.

Charges de Couſtume & d'argent ne ſont main-mortables. Troies art.59.

Des ſerfs affranchis par priuilege, manumiſſion ou autrement: retournent *ipſo facto* au S. Niuernois Chap.8.art.26.

Meix aſſis en lieu de main-morte eſt main-mortable, ſ'il n'y a titre ou vſance au contraire. Duché de Bourg Chap.9.art.4.

Sergent Fieffé. Senlis art.87.

Qui a quelque Iuriſdiction & peut commettre trois Sergens, deux à cheual, & vn à verge. Senlis art.87.

Sergent Feodé ou du Fief. Bretagne art.21.

Lequel à la charge de faire tous exploicts neceſſaires pour la recherche & conſeruation des droicts Feodaux du ſeigneur.

Sergent Prairier. Les Eſcluſes art.

Qui a la charge des Prairies pour les garder & pour conſeruer l'herbe d'icelles.

Sergent Meſſilier. Troyes art.122. Chaumont art 97.

Blauier ou Meſſier. Auxerre art.270.

Qui a charge de garder les bleds ou vignes auant la deſpouille & leuée.

Sergent Royal ou non Royal. Tours art. 169.

Ou des Hauts Iuſticiers. Amiens art.205. 206.& 207.

Pourueu par le Roy, ou par vn S. ſubalterne.

Sergent des Hauts Iuſticiers. Peronne art.13.

Iuſques au nombre de deux. Angoumois art.5. de ſix. Tours art.76.

Sergent Fermier. Bretagne art 674.

Qui a prins à ferme l'office de Sergenterie.

Sergent Baſtonnier. Valanciennes art.8.

Sergentie. Bretagne art.674.& 677.

Sergenteries. Normandie art. 8.

Sergens de la Paix. Valanciennes art.138.

Sergens ſçauront lire & eſcrire. Tours art.77. Poictou art.386.

Seront trouuez capables par le Iuge du lieu. Tours art.77.

Ne ſeront inſtituez ſans information de leur vie & mœurs. Poictou art.386.

Feront commandement auant que faire execution. Auuergne Chap.24.art.46.

Feront execution en preſence d'vn Notaire ou deux teſmoins. Montargis Cha.20. art.8. Dunois art.97.

Appelleront deux perſonnes capables & pour aſſiſter à la priſe des meubles. Berry Tit.9.art.16.

En quel lieu pourront vendre les gros meubles non portatifs, & qui ſe conſomment en portage. Mante art.197.

Bailleront les meubles en garde à vn depoſitaire bon & reſſeant majeur de 25. ans & vſant de ſes droicts. Berry Tit.9.art.26.

Et ne les mettent en Tauerne. La Marche art.398.

Feront la vente au dixieſme iour, ſ'il n'y a conſentement des deux parties ou oppoſition formée. Niuernois Chap.32.art.5.

Comme doiuent faire les Criées & proclamations des meubles prins par execution. Poictou art. 428. feront à ſçauoir les encheres & le pris. Poictou art. 429. receuront tous encheriſſeurs iuſques à trois heures: y pourront receuoir le debteur en payant. Poictou art. 431. ſeront payez par le debteur. Poictou art. 432. notifient les encheres. Poictou art. 430.

En faiſant la vente des meubles, doiuent appeller vn Notaire ou deux teſmoings. Eſtampes art. 158.

Feront vne Criées de huictaine en meubles & aſſigneront le iour pour voir interpoſer le Decret. Acs tit. 14. art. 4.

Criées de trois en trois iours. S. Seuer tit. 76. art. 3. & 4. Ne baillent plus long delay que de trois ou neuf iours pour la 3. Criées Acs tit. 16. Art. 4.

Feront eſlire domicile aux acheteurs forains: auant la deliurance de meubles bailler caution de les rendre ou faire rendre dans huictaine. Eſtampes. art. 162.

Ferõt la vẽte au lieu accouſtumé en preſence d'vn Notaire ou deux teſmoins. Dunois art. 100.

Ne feront vente ſans permiſſion du creãcier. La Marche art. 398.

Doiuent ſignifier la vente à certain iour & lieux accouſtumez, huict iours auant la vente. Melun art. 319. en preſence d'vn Notaire ou deux teſmoins. Montargis chap. 20. art. 12. Dunois art. 99. à la huictaine enſuiuant, heure, &c. Mante art. 197. Bretagne art. 229. Dourdan art. 150. ou autre temps: pourueu qu'elle n'excede vn mois. Auuergne chap. 24. art. 46 La Marche art. 398. Au dixieſme iour enſuiuant. Niuernois chap. 32. art. 4. au lieu public de la Iuſtice, &c. Berry tit. 9. art. 3. Et commencer la vente apres neuf heures du matin & auant dix heures: & ne deliurent iuſques à vne heure apres midy. Berry tit. 9. art. 3. à huict heures. La Marche art. 364. La Rochelle art. 15. à la quinzaine. Bourbonnois art. 111.

Pour les deniers du Roy, y mettront quatre iours entre l'execution & la vente. Berry tit. 9. art. 4.

Tenuz rendre l'execution parfaicte dans quinze iours, ſinon qu'il y euſt oppoſition &c. Montargis chap. 20. art. 10.

Dans trois iours de marché. Dunois art. 98.

Dans les nuicts qui ſont trois Samedis enſuiuans l'vn l'autre. Blois art. 256.

Dans les villes, la rendre parfaicte dans le lendemain: & hors les villes & autres lieux en la Prouince dans huictaine. Berry tit. 9. art. 26. & 27.

Rendront les lettres, obligations, &c. trois iours apres l'execution faicte, pour celles qui ſont faictes en ville: & pour celles qui ſe font hors les villes, dans huictaine, autremẽt ſerõt punis. Berry Tit.2. art.28.29.&30.

Feront les exploicts d'execution à perſonne ou domicile de l'executé, parlant à la femme, enfans ou freres majeurs de vingt ans. Berry tit.9.art.2.

Ne pourront eſtre acheteurs de biens, meubles ou gages prins par execution. Niuernois Chap.32. art.5. Berry tit.9.art.27.

Feront la vente, qui ſera confirmée par le Iuge. Auuergne Chap.24.art.47.& 48.

Faicte par le Iuge. Bourbonnois art.111.

Delinquans & forfaiſant en leurs Offices, iuſticiables de la Iuſtice du Seigneur, ou de la Iuſtice ſuperieure. Bretagne art.15.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Prenans fauſſe qualité punis par le Iuge du delict. Bretagne Art. 15.

Commettans abus & executions condãnez és dommages & intereſts &c. Berry Tit. 9. Art. 26. & 27.

Feront les executions en toute modeſtie & ſans iniure Berry Tit. 9. Art. 27.

Ont le tiers des amendes. S. Pol Art. 20.

Seront creuz de leurs Adiournemens ſimples. Chaumont Art. 98.

Peuuent faire Adiournemens, Arreſts ſur fruicts & deſpouilles d'heritage & executiõ ſans commiſſion: fors en Adiournemẽt perſonnel & prinſes de corps. Clermont Art. 1.

En vertu de leurs maſſes, faire tous Adiournemens & ſignifications en matiere ciuile, perſonnelle ou reelle: & executer toutes obligations, contracts & ſentences, ſans commiſſion, en baillant copie de leurs exploicts, ſentences ou obligations. Amiens l. Art. 18.

Ayans leur verge peuuẽt faire ſimple Adiournement. Bolongne l. Art. 17. Vviſſent Art. 7.

Des Iuriſdictions ſubalternes & ordinaires peuuent faire tous Adiournemens ſimples & main-miſes ſur heritages, ſans commiſſion, ſil y a deux teſmoins. Auuergne Chap. 1. Art. 1.

Pardeuãt Chaſtellains & Iuges inferieurs ſeulement, & non deuant le Seneſchal ou Bailly du pays, où il faut Commiſſion. La Marche Art. 16.

Peuuent faire adiournement en leur Bailliage ſans Commiſſion, receuoir applegemens & adueuz, contrapplegemens & contraduezuz: mais non hors leurs Bailliages, ſans mandement. Poictou art. 385.

Faire ſimples adiournemens, ſans mãdemens. La Rochelle art. 9. & 10.

Et Iurats peuuent faire tous adiournemens, main-miſe & autres exploicts. S. Seuer tit. 1. art. 3.

Baſtonniers commis par les Preuoſts, Iurez & Eſcheuins. Valancienne art. 3.

Enuoyez par le Preuoſt de Ville, pour executer ſes ſentences Valanciennes art. 10.

Doiuent aſſiſter les Preuoſt le Comte & de la ville pour faire capture des delinquãs. Valanciennes art. 11.

De la Preuoſté font les deniers bons des vẽtes. L'Ille art. 71. ont quatre deu. de la liu. Ib. comme doiuent faire les ventes & auec quelles ſolemnitez. L'Ille ar. 105.

Quand il eſt queſtiõ d'vne prinſe de corps la peuuent executer, auant demander aſſiſtance & ſans le tranſporter Clermont ar. 3.

Royaux tenuz demander aſſiſtance aux S. ou leurs Officiers, en l'execution & leuée de biens ſeulement. Amiens art. 229.

Doiuẽt faire mettre les meubles entre les mains d'vn prochain voiſin du tenancier. Bayonne tit 8 art. 3. en cas d'oppoſitions les apporterõt aux Reuẽdeurs publics pour les vendre & auec quelle ſolemnité. Bayonne tit 8 art. 5. 6. 7. & 8

Doiuent à chacune Criée appeller deux teſmoins. Sens art. 128. Auxerre art. 126. Vallois art. 184 Troyes art. 71. Amiens l. art. 27.

Trois teſmoins, autres que ſes Records ordinaires. Normandie art. 540 & 555.

Ses exploicts teſmoignez ſuyuant l'Ordonnance. Niuernois Chap. 32. art. 26.

De deux teſmoins Niuernois art. 32. & 41.

Eſtre recordez de deux teſmoins. Orleãs art 470

Doiuent notifier les Criées à perſonne ou domicile. Niuernois Chap. 32. art. 41.

Signifier la ſaiſie aux S. dont les heritages ſont tenuz, ou leurs Officiers, en leur faiſant defenſes &c. Amiens art. 254. Ponthieu art. 121. La Salle de L'Ille tit. 23. art. 8.

Faire perquiſition de meubles, & les vendre auant que faire les Criées. Niuernois Cha. 32. art. 24. 25. & 33. Bourbõnois art. 106.

A maſſe d'Amiens, peuuent faire Criées, & les doiuent ſignifier aux Majeur & Eſcheuins. Amiens l. art. 27.

Doiuent ſignifier aux S. La Salle de L'Ille tit. 23. art. 8.

Font les Criées de huictaine en huictaine. Amiens l. art. 27.

Peuuent Criées ſans garder ordre de diſcuſſion ny benefice de droict. Bourbonnois art. 137.

Doiuent auoir Commiſſion auec lettres obligatoires ou condemnation de Cour ſeculiere. Niuernois Chap. 32. art. 33.

Commiſſion libellée & expreſſe. Montargis Chap. 19. art. 2. Orleans art. 465.

Reſcrire au Iuge pour auoir nouuelle commiſſion, pour mettre la choſe en Criées Ponthieu art. 118.

Comme ſe doiuent gouuerner en matiere de Criées, ſil ne ſe preſente aucun heritier de l'ogligé. Normandie art. 576.

A la derniere Criée doiuent ſignifier que les heritages ſont à liurer. Blois art. 272.

Peuuent receuoir les encheres. Blois art. 272. eſliſant domicile. Bar art. 216.

Les oppoſitions. Blois art. 272. & ſuſpendre toutes oppoſitions &c. Auuergne Chap. 24. art. 25.

Font la vente en la preſence du Iuge, ſi la ſomme excede trois cens liures: autrement non. La Salle de L'Ille tit. 23. art. 8.

Doiuent appeller deux teſmoins, ſil eſt lettré, ſinon vn Notaire & vn teſmoin. Auuergne Chap. 24. art. 25.

Sinon vn Notaire & deux teſmoins, qui ſigneront. La Marche art. 386.

Comme doiuent paſſer les 1. 2. 3. & 4. peremptoires des Criées. Auuergne Chap. 24. art. 27. 28. & 29.

Doiuẽt laiſſer declaratiõ. Bar ar. 215. & 217

Peuuent paracheuer les peremptoires cõmencez par vn autre. Auuergne ch. 24. ar. 36.

Comme doiuent cõpter les Aſſignations. La Marche art. 384. & 385.

Comme peuuent faire les Criées au plus prochain lieu notable, ſil y a peſte ou autre inconuenient où elles ſe doiuent faire. La Marche art. 386.

Ne doiuent differer par vertu d'oppoſitiõ ou appellation, ſil n'y a inhibitions, parties ouyes. Auuergne Chap. 24. art. 33. & 34. La Marche art. 379.

Peuuent du conſentement des creanciers & oppoſans, receuoir les cautions des Cõmiſſaires, & ſil y a debat, les remettre deuãt le Iuge. Niuernois Chap. 32. art. 31. Bourbonnois art. 142.

Idem quand il y a oppoſition à fin de diſtraction. Auuergne Chap. 24. art. 10. La Marche art. 375.

Sergens executeurs du Bailly, ou Preuoſt Chaſtelain tenus demander aſſiſtance au Haut Iuſticier ou à ſes Officiers. Sẽlis ar. 95.

En faiſans la ſaiſie, doiuent inſerer en en leurs exploicts de ſaiſie, les coſtez, ſi la choſe eſt roturiere: ſi elle eſt noble, ſuffit ſaiſir le corps du Fief. Normandie art. 113.

Creuz de la ſaiſie Feodale, y ayant deux Records, ſans qu'on ſoit receu à preuue cõtre icelle: ſinon par inſcription en faux. Poictou art. 84.

Mettront les meubles entre les mains du prochain voiſin, ſil y a oppoſition: ſinon des Reuendeurs publics. Bayonne Tit. 8. art. 11. Et ſi c'eſt argent, entre les mains des Orfeures. Bayonne tit. 8. art 13.

Ne doiuent faire ou ſignifier Arreſt ſil n'y a election de domicile, de procuration & de caution reſſeante en la ville qui ſignera l'exploict ou autre a ſa requeſte. Bretagne art. 118.

Vendront promptement les biens, ſans attendre la viii. quand le debteur eſt obligé à gages tous iugez. Bretagne art. 221.

Feront la vente en lieux publics & accouſtumez, ſinon ſur le lieu ô intimation. Bretaigne art. 228.

Des meubles frayables & periſſables au plus offrant & dernier encheriſſeur à l'extinction de la chandelle. Cambray tit. 25 art. 43.

Doiuent aſſigner iour pour voir confirmer la vente. & peut le Iuge ſuſpendre l'adiudicatiõ, ſelõ la matiere la Marche art 367.

Ayant faict procez verbal de criées, tenuz le garder ſix mois, & ſil en eſt requis en bailler copie. Bourbonnois art. 154.

Sergent Foreſtier ou Meſſier eſt creu par ſerment de ſa prinſe, ou rapport d'icelle: autrement en ſera informé. Melun art. 307. Meaux art. 177. Sens art. 155. Langres L. art. 3. Auxerre art. 270. Troyes art. 122. Chaumont art. 97. Victry art. 120. Ponthieu art. 76. Boullenois art. 142. ſainct Omer en Artois Tit. 1. art. 10.

Des Foreſtz creuz de leurs rapports, &c. Le Maine art 181.

Meſſiers & ſergens ou commis à la garde des fruicts, creuz par leurs ſerment. Duché de Bourg. Chap. 1. art. 6. Comte art. 56. ou garde de Finage, &c. Bar art. 209.

Sergens & Officiers de Iuſtice creuz par ſerment. Artois art. 65. S. Pol en Artois. Tit. 1. art. 9.

Royaux creuz par ſerment de leurs prinſe. Lens art. 8. faicte en preſent meffaict. Pontieu art. 102. Niuernois chap. 15. art. 2.

Eſtans bien famez & renommez. La Rochelle art. 11. du beſtail prins és prez. Amiẽs art. 166.

Foreſtier du ſeigneur ne prend aucune choſe pour prinſe de beſtail, ſinõ ſur l'amẽde. Bretaigne art. 402.

Vn ſeul ſergent ſans aſſiſtance peuuent prendre vn delinquant: & la prinſe faicte le notifier. Senlis art. 95.

Sergens ne peuuent bailler les meubles en garde au debteur, ſans le conſentement du creancier. Eſtampes art. 163. executeurs du Bailly ou Preuoſt Chaſtelain tenuz demander aſſiſtance. au Haut Iuſticier ou à ſes Officiers. Senlis art. 95.

Executans ou exploictans pour leur ſeigneur ne peuuent demander ſalaire ſil n'y a vne bannie ou commandement. Bretagne art. 21.

Quand ſont les executions & exploicts aux deſpens des ſujects. Bretagne art. 21.

Non Feodez ont ſalaire raiſonnable. Bretagne art. 21.

Exploictãs ne peuuent auoir plus grand ſalaire que le ſergent du Fief. Bretagne art. 21.

Sergẽs Feodez n'õt ſalaire. Bretagne ar. 21.

Sergens de Madame quel ſalaire ont. Bourbonnois art. 156.

Ne peuuent exploicter en la terre d'vn Haut Iuſticier, ſans demãder aſſiſtance. Clermont art. 3.

En

Source : BIU Cujas

En Seigneurie d'autruy, ſans requerir cõgé ou aſſiſtance. Artois art. 3.

Dans les hautes Iuſtices ſans mandement ou Commiſſion du Roy ou de ſes Iuges : ſauf pour les debtes du Roy. &c. Normandie art. 17.

Ne feront exploicts de nuict ſinon pour delict ou autre cas requerãt celerité. Bourbonnois Art. 156.

Ne receueront aucun metteur, ſans fournir promptement les deniers : ſinon du cõſentement du creancier. Niuernois chap. 32. Art. 5. ne peuuent executer pour leurs ſalaires. Blois Art. 257.

Eſtans pluſieurs à faire vne execution chacun en peut eſtre tenu pour leur fait. Dunois Art. 97.

N'auront en taxe des frais d'execution que deux voyages. Niuernois chap. 32. Art. 6.

Doiuent vendre à lenquant les biens de celuy qui a faict ceſſion de biens, ſans y garder ſolemnité. Orleans Art. 440.

En Execution paſſeront outre nonobſtãt l'oppoſition, iuſques à garniſon de main & bailleront aſſignation à l'oppoſant. Berry Tit. 9. Art. 1. Auuergne Chap. 24. Art. 51. la Marche Art. 399.

Doiuent receuoir l'oppoſitiõ du debteur formée le iour de la vente & luy donner aſſignation, &c. Berry Tit. 9. art. 5.

Feront l'exploict d'execution teſmoigné d'vn ou deux teſmoins. La Marche artic. 368.

Serment du bleſſé ou accuſé. Sole Tit. 35. art. 18. 19. & 20.

Serment peut eſtre receu par le Iuge, en ſupplement de preuue Cambray Tit. 26. Art. 6.

Eſtant deferé, on eſt tenu d'affermer ou referer, ſans en faire Renuoy. Vallois art. 11. La Marche art. 46.

Affermer ou nier & eſt le Serment referé : & les faicts tenuz pour verifiez. Tournay Tit. 26. art. 10.

Iurer ou referer, ſi la demande ne paſſe trois francs. Bourdelois & les parties ſont preſentes. Sole Tit. 9. art. 4.

Serment doit eſtre preſté par le debteur, ſi le creancier veut croire ſa partie. Orleans art. 265. Sedan art. 315.

Doit eſtre allegant payement. Blois art. 244.

On eſt tenu preſter ou referer le Sermẽt. Cambray Tit. 26. art 6. iurer ne referer, ſi le deferant ne le veut croire, tant ſur la delation que ſur ces exceptions & defenſes peremptoires. Bourbonnois art. 48. Auuergne chap. 3. Art. 1. La Marche art. 8.

On ne doit rien dire contre le Serment de celuy à qui il a eſté deferé. Bretagne ar. 163.

Serment que les parties ont dit verité. Bretagne art. 147. de malice. Bretagne art. 157. de ce qu'aucun ſe fait ſçauant. Bretagne art. 158.

Serment auec information de la perte de ſes meubles, dont aucun eſt deſaiſi, ſans auctorité de Iuſtice ou ſon conſentement. Bretagne art. 160.

De ceux qu'on eſtime auoir fait le dommage, & ſont examinez par les Iurez. S. Seuer Tit. 1. art. 10. 11. & 12.

On peut mettre à ſerment des faicts conteſtez entre parties, ſi le delay d'informer n'eſt paſſé. Bretagne Art. 156.

Cauſe ſe doit vuider ſommairement & de plain, par le ſerment des parties. La Marche Art. 3.

Seigneur peut auoir le ſerment des vendeur & acheteur, pour ſçauoir la verité du marché. Bretagne Art. 65.

Serment de Calomnie. Lille art. 232.

A lieu és Cours & Iuriſdictions. S. Seuer Tit. 1. Art. 24.

Serment de fidelité. Paris Art. 3.

Ne ſera preſté par le Vaſſal, ſ'il l'a preſté en ſa vie. Artois Art. 17. S. Pol en Artois Tit. 1. Art. 3.

Serment des Tauerniers, Gabaretiers & autres vendans viures publiquement pour leur venel, iuſques à v. ſols Pariſ. vn den. Monſtreul Art. 17.

Pour ſon voël (*alias* venel) iuſques à xv. ſols trois deniers. Deſurene Art. 6.

De la vente par luy faicte, iuſques à v. ſols vn den. t. Boullenois Art. 149.

De la deſpence iuſques à v. ſols. Niuernois Chap. 28. Art. 1.

Puis demy an, iuſques à v. ſols, Montargis Chap. 18. Art. 7.

Ou des Reuendeurs, dans trois mois, iuſques à v. ſols. Bourbonnois Art. 49. Auuergne Chap. 3. Art. 2. à vij. ſols t. La Marche Art. 9.

Au dedans de xl. iours, iuſques à v. ſols. Blois Art. 343.

Des Marchands & Marchandes publiques, iuſques à v. ſols. Niuernois Chap. 29. Art. 1.

Quand aucun à rompu la haye. Auxerre Art. 117.

Dedans l'an & iour, iuſques à cinq ſols. La Ruë d'Yndre Art. 24. Poictou Art. 79.

Iuſques à vingt ſols. Bretagne Art. 161.

Des negociateurs & deſpenſiers de maiſon & autres achetans pain, vin, chandelle &c. iuſques à vingt ſols. Bretagne Artic. 161.

Debte d'vn defunct auerée par ſerment ſur l'Autel ſainct Leon, peut eſtre prouuée auoir eſté payée. S. Seuer l. Tit. 1. Art. 27.

Serpaut.

V. Trouſſeau.

Seruice de Plaids. Peronne Art. 65. 78. & 79.

Qui eſt deu par les Vaſſaux pour aſſiſter aux plaids du ſeigneur S. ou de ſes Officiers Iuſticiers.

Seruice. Anjou Art. 128. & 129. Bretagne Art. 240.

Pour le deuoir auquel vn ſujet eſt tenu enuers ſon ſeigneur feodal.

Seruice de Preuoſté. Normandie Art. 179. & 180.

Seruir le Fief. Anjou Art. 104. 106. & 109.

Pour faire la foy & hommage aux ſeigneurs, & luy offrir & iurer le ſeruice Feodal accouſtumé.

Seigneur ſerui de ſon Hommage. Anjou Art. 116.

V. Fief ſerui.

Seruiteurs ou ſeruantes ſen allans auant le terme par commandement, ou de leur gré ſans cauſe, ont leur ſeruice entier ou le perdent. Acs Tit. 7. art. 5. & 6.

N'ayans ſerui par raiſon de maladie ou empeſchement, ſils ont eſté nourris par le Maiſtre, tenus ſeruir deux iours pour vn. La Bourt Tit. 7. art. 15. 16. & 17. Sole Tit. 23. art. 12. & 13.

Seruitude entre coheritiers quand il y a vn puits ou court communs. Normandie art. 608.

Conſtitution de ſeruitude ne vallent ſans declarer nommément & ſpecialemẽt quelles ſeruitudes. Paris artic. 215. Calais artic. 201 Normandie artic. 606. & 607. Orleans art. 227.

Droict de ſeruitude ne ſacquiert par longue iouyſſance ſans titre. Paris art. 186. Normandie artic. 594. Lille art. 80. Montargis Chap. 10. art. 1. Orleans artic. 66. Peronne art. 212. Tournay Tit. 21. art. 1. Cambray Tit. 17. art. 6. Blois artic. 230. Berry Tit. 11. art. 1. & 2.

Ou Veuës, Eſgouſts &c. Calais art. 172. Melun artic. 188. Reims artic. 350. Noyon artic. 32. Amiens artic. 165. Sens artic. 98. Auxerre artic. 100. Eſtampes artic. 72. Dourdan artic. 63. Mont-fort artic. 85. Senlis artic. 268. Clermont artic. 216. Vallois artic. 124. Sedan artic. 278. Troyes artic. 61. Anjou artic. 450. Le Maine artic. 462. Grand Perche artic. 216. Chaſteauneuf artic. 95. Chartres artic. 80. Dreux artic. 68. Nantes artic. 705. Rennes artic. 596.

Dans la Ville de Mante. Mante art. 94.

Hors la ville par Preſcription de Droict. Mante art. 94.

S'il n'y a contradiction. Meaux artic. 76. Bar art. 179.

Par trente ans. Niuernois Chap. 10. art. 2. Berry Tit. 11. artic 2. & 3. Bourbonnois. artic. 519. Laon artic. 145. Chalons artic. 144.

Par quarante ans ſans titre. Rennes art. 597. Amiens art. 165.

Sans titre ou deſtination de pere de famille ou choſe equippollent à titre. Bar art 171. & 173. Sedan art 323.

N'a lieu en ſeruitude vrbane ou ruſtique. Bourbonnois art. 519. Bayonne tit. 1. art. 1. Sole tit. 28. art. 2.

Par pactions faictes entre les parties, ou partages, ou diuiſions faicts de choſes communes, ſ'il n'eſt dit au contraire. Tours artic. 212. Lodunois Chap. 21. art. 1.

Par pactions, ſtipulations appoſées ou miſes, ou autres conſentemens des parties. Anjou art. 450. Le Maine art. 402.

Liberté contre titre de ſeruitude ſacquiert par trente ans &c. Paris art. 186. Calais artic. 172. Orleans art. 226. Normandie art. 954.

Seurté ou ſeureté. Lodunois Chap. 4. artic. 1. Tours artic. 55. Bretagne artic. 3. & 668.

Pour Aſſeurement, Aſſeurance, & Aſſeureté.

Donner ſeurté. Bretagne art. 668.

Action de ſeurté. Bretagne art. 669.

Seurté eſtant affermée ſera donnée. Bretagne art. 670.

Deniant ſeureté peut eſtre arreſté. Bretagne art 670. & 671.

Sexterée de terre pour charge de cheual. Poictou art. 289.

Simple Defaut & pur à la difference du Defaut ſauf. Berry Tit. 2. art. 3.

Simple heritier. Sedan artic. 176. Berry tit. 19. art. 15. & 16.

V. Heritier.

Simple Donation, à la difference de la Donation mutuelle & reciproque. Berry tit. 8. art. 1.

Où à la difference de la Donation remuneratoire, ou à cauſe de mort, ou en fa-

Source : BIU Cujas

ueur de mariage, ou en aduancement d'hoirie. Chalons art. 181.

Donner simplement ou mutuellement. Berry tit. 8. art. 3. 4. & 5.

V. Donation.

Simple Cens. Berry tit. 6. artic. 5. & 6.

A la difference des Cens accordables qui portent lods & ventes, ou du double Cens.

Simple saisine. Anjou art. 478. Le Maine art. 484.

A la difference du cas de Nouuelleté.

Simple vendition à la difference de celle qui est faicte sous faculté de rachapt. Berri tit. 13. art. 9. tit. 14. art. 3.

Ou de celle qui est faicte sans eschange. Berry Tit. 14. art. 15.

Condamnez du crime de Sodomie seront ars & bruslez. Bretagne art. 633.

Sogre, Sogra Sole Tit. 24. art. 501. 14.

V. Estage.

Sommations faictes en toutes les actions tant ciuilles que crimnelles article 46. & 22.

Son de la cloche. Tournay Tit. 11. artic. 15. & 22.

Soubs acazer. Bourdeaux art. 101.

V. Acazer.

Soubz Rachat. Bretagne art. 396.

Pour le profit deu à l'Arriere-fief que le S. exploicte.

Soudics. Bourdeaux art. 75.

Obtenir Souffrance, Senlis art. 180. & 184.. Vallois art. 113.

Souffrance du Seigneur donnée au Vassal. Paris art. 21. 41. 42. & 67. Meaux art. 183. & 184. Melun art. 23. & 25. Sens art. 186. & 223. Estampes art. 19. Mont-fort art. 16. Mante art. 21. Troyes art. 27. Laon art. 170. Chalons art. 180. Reims art. 97. & 112. Niuernois chap. 4. art. 49. 64. & chap. 24. ar. 9. Montargis chap. 1. art. 29. 52. 53. 94. Tours art. 21. Grand Perche art. 41. Chasteau-neuf art. 41 42. 43. 75. Chartres art. 39 40. 41. & 65. Dreux art. 29 30. 56. & 59. Blois ar. 18. 57 58. 59. & 64. Dunois. ar. 19. Borbonnois art. 375. 378. 379. & 486. La Marche art. 200. Sedan. art. 154. Peronne. art. 58. Auxerre. art. 49. & 78. Berri tit. 1. art. 39. Tit. 5. artic. 23. & 39. Bretagne artic. 352. Dourdan artic. 30. 32. & 37. Chaumont art. 17.

Souffrance & permission. Reims article 97.

Terme ou Respit. Mante art. 21. Anjou art. 347. le Maine art. 359. Bourbonnois art. 373.

Acception de Respit. Anjou art. 102.

Souffrance vaut foy tant qu'elle dure. Paris art. 42. Melun art. 35. Sens art. 233. Auxerre art. 78. Estampes art. 22. Montfort art. 26. & 27. Mante art. 21. Troyes. art. 47. Bar. art. 200. Laon art. 170. Chalons art. 180. Reims art. 112. Peronne art. 58. Grand-Perche art. 41. Orleans art. 24. Cambray Tit. 1. art. 27. Niuernois chap. 4. art. 64. Chasteau-neuf art. 42. Chartres art. 41. Dreux art. 30. Berry Tit. 5. art. 25. & 39. Blois art. 59. & 64. Dunois art. 19. Montargis chap. 1. art. 52. & 53.

Se donne aux Tuteurs de mineurs prodigues, furieux & non autres personnes legitimement empeschez par maladie ou autrement en payant les droicts & deuoirs si aucuns en sont deuz Vallois art. 38.

Au mineur, malade ou absent. Auuergne chap. 22. art. 28. & 29. la Marche art. 291.

Se doit demander par les Tuteurs, Curateurs ou autres leurs parens qui peuuent estre Gardiens, xl. iours apres la creation de Tutelle ou acceptation. Estampes art. 19. par le Gardien Estampes art. 89.

Doit estre donnée aux enfans qui sont mineurs & en Tutelle, ou à leurs Tuteurs: en declarant le nom & aage des mineurs. Paris art. 41. Melun art. 45. Auxerre art. 78. Estampes art. 22. Dourdan art. 30. Orleans art. 32. 33. & 34. Normandie art. 197.

Pour terres roturieres au Tuteur en baillant declaration des heritages, charges, noms & aages & payant les rentes Normandie art. 198.

Souffrance dure iusques à ce que les mineurs soient en aage. Paris art. 41. Meaux art. Melun artic. 35. Montfort artic. 27. Mante artic. 21. Laon artic. 170. Chalons artic. 180. Reims art. 112. Orleans art. 24. & 34. Chasteau-neuf artic. 43. Peronne art. 58.

Iusques à l'aage de puberté. Cambray Tit. 2. art. 27. Grand Perche art. 42. Blois art. 58. & 64. Berry Tit. 1. art. 39. Bourbonnois artic. 379. Auuergne Chap. 22. art. 28.

Empesche la saisie, tant qu'elle dure. Blois art. 59.

Respit ou souffrance n'empesche la retenuë. Bourbonnois art 375.

Empesche le Retraict Feodal. Meaux art. 183.

Pendant la souffrance n'est tenu le Vassal faire Hommage. Niuernois Chapit. 3. art. 64.

Ne faict le S.F. les fruicts siens. Auuergne Chap. 22. art. 7.

S'il n'est autrement conuenu. Niuernois Chap. 3 art. 64.

Estant expirée, peut le Seigneur saisir & faire les fruicts siens. Meaux article 183.

Baillistres & Tuteurs au refus du Seigneur de donner souffrance se peuuent pouruoir pardeuant le Iuge Royal. Melun art. 35.

Ayans souffrance doiuent payer par chacun an les rentes deuës au seigneur, s'il ne tient les heritages en sa main & faict les fruicts siens. Normandie art. 197.

Demandans souffrance doiuent offrir le profit en procedant du chef des mineurs. Estampes artic. 21. & 23.

Et n'est tenu bailler souffrance sans estre payé, s'il procede d'ailleurs. Estampes art. 23.

Tuteurs tenus de faire recongnoissance dans le terme d'vn an, sans estre tenus de faire hommage & serment de feauté. Duché de Bourg Chap. 3. art. 2. Niuernois Chap. 4. art. 3.

Pere, mere au nom de leurs enfans, Tuteurs & Curateurs receus à faire les Reliefs, Foy & Hommage des Fiefs escheuz aux Mineurs: en payant les droicts de Reliefs: ou le seigneur baillera souffrance. Cambray Tit. 2. art. 27.

Faire souche. Meaux art. 67. Mante art. 167. Berry Tit. 14. art. 4.

Partir par souches. Melun artic. 257. & 262.

C'est à dire, *in stirpes*, par lignes.

Venir ou succeder par souche. Mante artic. 165. Paris artic. 320. & 321. Dourdan art. 115.

Souche & ligne. Montargis Chap. 15. art. 3. & 7. Auxerre art. 154.

Ligne ou souche. Tours art. 282. Lodunois Chap. 27. article 23. Sedan artic. 182.

Ligne, souche & fourchage. Montargis Chap. 16. art. 1. & 4.

Tige & souche. Bretagne art. 570. pour le tronc.

Par souches. Sedan artic. 169. & 171. Amiens art. 69. Peronne art. 191. 196. & 197. Auxerre art. 247.

Souche commune. Amiens art. 287.

Quand plusieurs sont descendus d'vn mesme pere, mere, ayeul, ou ayeulle.

Soulte ou Bourse desliée ou retour de deniers. Paris artic. 145. Meaux art. 108. & 109. Melun artic. 67. & 142. Sens art. 37. 212. 227. & 248. Estampes artic. 7. Montfort artic. 57. Mante artic. 53. Senlis artic. 224. & 231. Clermont artic. 13. & 14. Vallois artic. 15. & 142. Troyes artic. 36. 55. & 57. Chaumont artic. 38. & 45. Victry artic. 30. & 115. Chalons artic. 119. 195. & 245. Reims artic. 36. & 152. Noyon artic. 23. Sainct Quentin article 68. Ribemont article 7. Amiens article 28. & 29. Boullenois article 50. Duché de Bourg Chap. art. Comté artic. 63. & 65. Grand Perche artic. 88. & 190. Bourbonnois artic. 453. Auuergne Chap. 23. artic. 31. Sedan artic. 33. 34. 51. & 224. Peronne artic. 45. 88. 90. & 252. Auxerre artic. 80. 85. 97. & 159.

Ou Soulde. Boullenois art. 50. Laon art. 115. 139. & 160.

Soulte mobiliaire. Auxerre art. 97.

Pour le retour de meuble, quand l'vn des coheritiers retourne à l'autre quelques deniers ou meubles en faict de partage pour le recompenser de la plus-valuë de son lot.

Souz rente. La Salle de L'ille, Titre 1. art. 62.

V. Rente.

Iuge, Iustice ou Iurisdiction subalterne.

V. Iuge, Iustice.

Souz-Vassal. Chaumont artic. 32. Vitry art. 43.

Spolié ayant iouy par an & iour doit estre reintegré. La Bourt Tit. 16. art. 1. & 3. Sole Tit. 30. art. 1. & 3.

En matiere de reintegration le defendeur doit bailler pleges & cautions, s'il n'a biens. La Bourt Tit. 16. art. 4. Sole Tit. 30. art. 4.

En matiere de Spoliation, violence ablatiue &c. les parties seront ouyes sur les lieux contentieux, sommairement & de plain. Bayonne Tit. 19. art. 1. 2. & 3.

Seigneur prenant heredité en sa main, celuy qui auoit possession, doit auoir mainleuée ou recreance en baillant pleges d'estre & fournir à droict au seigneur & à la partie. La Bourt Tit. 16. art. 5. Sole Tit. 30. art. 5.

Passer & repasser n'attribuë Possession. Orleans art. 251.

Heritages subhastez. Paris artic. 199. Meaux art. 116. 168. Montfort art. 177. Niuernois Chap. 31. art. 28.

Subhastations. Sens artic. 14. Vallois art. 183. Niuernois Tit. 32. art. 23. Berry Tit. 9. art.

Pour

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Pour Criées.

Criées & Subhaſtations. Montargis Cha. 9. art. 1.

Subhaſter. Victry artic. 138. Sens artic. 124. V. Criées.

Submiſſion & prorogation de iuriſdiction faicte par contract, bonne & n'y eſchet Retraict de Cour. Bretagne artic. 10. & 43.

Subrogation en faict de Criées. V. Criées.

Succeſſions, directes ou collateralles. Meaux Art. 42.

Succeſſions aduiennent en droicte ligne aſcendante, ou en ligne collateralle. Meaux art. 42.

Succeſſion en ligne directe comme ſ'entend. Normandie article 236. Bretagne. art. 539.

Aſcendans ſuccedent aux meubles quād il n'y a que ſouz-fils. Meaux art. 42.

Tant que la ligne directe aſcendante ont lieu, l'aſcendante ou collateralle n'ont lieu. Amiens art. 67. Boullenois art. 80. Cambray. 12. arti. 16. Niuernois Chapit. 23. art. 3. L'Ille art. 15.

La ligne aſcendante dure, la collateralle n'a lieu pour les meubles & conqueſts & patrimoniaux procedans. Amiens art. 68.

En ligne directe on Succede par ſouches. Auxerre art. 247.

En Repreſentation en ligne collateralle, on Succede par ſouches, & non par teſtes. Paris art. 320. & 328. Calais art. 111. Melun art. 263. Auxerre art. 247. Dourdan art. 115. Montfort art. 110. Mante art. 165. Laon art. 76. Chalons art. 83. Reims art. 310. Peronne art. 196. Conté de Bourg art. 47. Niuernois Cha. 34. art. 10. Orleans art. 305. & 327. Normandie art. 289. & 290. Grand Perche art. 151. Berri Tit. 19. art. 43. Acs Tit. 2. art. 32. Sedan art. 169. Ribemont art. 65.

Teſte à teſte, ſoit auec leur oncle, ou entre leurs couſins. Bretagne art. 597.

Neueux en pareil degré venans de leur chef, & non par Repreſentation, Succedent par teſtes, & non par Souches. Paris art. 321. & 328. Calais art. 112. Melun art. 263. Auxerre art. 247. Dourdan art. 115. Mōtfort art. 110. Mante art. 165. Laon art. 76. Chalons art. 83. Reims art. 310. Peronne art. 197. Orleans art. 319. & 327. Blois art. 154. Berry Tit. 19. art. 43. Sedan art. 169. Normandie art. 304.

Enfans des freres n'excluent leurs Tantes ſœurs du defunct en Fief: ains y ſuccedēt de leur chef auec leſdicts enfans. Paris art. 323. Calais art. 114. Orleans art. 322. Normandie art. 290. Laon art. 163. Reims art. 54.

Eſtans pluſieurs ſuccedēt pour vne teſte. Paris art. 323. Calais artic. 114. Orleans artic. 322.

Maſles venans d'vne fille ſuccedent par Repreſentation, ne prennent rien és Fiefs de leur Oncle ou Tante, non plus que leur mere y venant. Paris art. 322. Calais art. 113. Sens artic. 96. Eſtampes artic. 121. Orleans artic. 320.

Enfans de l'aiſné, maſles ou femelles repreſentent leur pere au droict d'Aiſneſſe en ſucceſſion de l'ayeul ou ayeulle. Paris artic. 324. Calais art. 115. Orleans art. 305. Eſtampes art. 119. Montfort art. 105. Mante artic. 8. & 9.

Fils aiſné repreſente ſon pere au droict d'Aiſneſſe en la Succeſſion de l'ayeul. Melun art. 94.

De l'ayeul ou autres aſcendans. Dourdan art. 114. Montfort art. 105. Clermont art. 79. Victry art. 66.

Repreſente leur pere, mere, ayeul, ayeulle ou autres aſcendans au droict d'aiſneſſe: & entre eux l'aiſné à ſon droict d'aiſneſſe. Eſtampes art. 119.

Quand il n'y a autres hoirs maſles: autrement y vient comme puiſné. Meaux art. 41.

Fils ou fille du fils repreſente ſon pere au droict d'aiſneſſe partageant auec ſes Oncles. Mante artic. 8. Senlis artic. 139. Laon artic. 155.

Mais Chalons artic. 161. ne parle de la fille.

Aiſné maſle des Nepueux ou Niepces, ou l'aiſné ſuccede aux heritages de ſes grands pere & mere. Boullenois art. 77.

Fille ne repreſente ſon pere au droict de aiſneſſe. Meaux art. 41.

En la ſucceſſion de l'ayeul prennent autant qu'vn puiſné. Troyes art. 92. Chaumōt art. 79. Victry art. 66.

Filles de l'aiſné ſeules repreſentent toutes enſemble leur pere au droict d'aiſneſſe. Paris art 324. Calais art. 115. Montfort artic. 105. Orleans art. 305.

Fille venant de maſle repreſente ſon pere en la ſucceſſion de ſon oncle decedé, auec le frere. Orleans art. 321.

Son pere entre roturiers au droict d'aiſneſſe. Peronne art. 194.

Si elle a ſeulement Tantes aiſnées, repreſente ſon pere auec le droict d'aiſneſſe. Melun art. 94.

Ou fille d'iceluy ou filles des Oncles. Laon art. 156. Chalons art. 163. & 164.

Couſins germains ou autres. Peronne art. 193.

Fille ne le repreſente au droict d'aiſneſſe, ſi elle a oncles puiſnez de ſon pere: ains appartiennent au puiſné, oncle aiſné ou ſon fils le repreſente. Melun artic. 94. Auxerre artic. 56. Dourdan art. 124. Troyes art. 9. Chaumont artic. 79. Victry art. 66. Laon art. 156. Chalons art. 162. Reims art. 50. Peronne art. 192.

Fille prend autant en la Succeſſion de ſon ayeul qu'vn des puiſnez. Melun artic. 94.

A ſeulement le tiers de la part de ſon pere rachetable comme dit eſt entre nobles. Peronne art. 192.

Fille de l'aiſné, ores qu'elle ſoit ſeule, à par Repreſentation Le droict d'aineſſe. Normandie article 240.

Et en ligne collaterale pour la ſucceſſion ancienne. Normandie. art. 240.

Niepce en ligne directe repreſente ſon pere à la ſucceſſion de l'ayeul ou ayeulle en tout droict d'aineſſe, ſ'il n'a hoirs maſles: auquel cas elle vient ſeule par Repreſentation. Blois art. 141.

Petits enfans ne repreſenteut leur pere, mere pour venir à la ſucceſſion de leur ayeul ou ayeulle: ains appartient la Succeſſion aux oncles & tantes. Chauny art. 56. & 71.

Enfans repreſentans lenr pere & mere en la ſucceſſion de leurs ayeuls y viennent par ſouches & non par teſtes, ſoit auec leurs oncles ou couſins germains iceux oncles predecedez. Calais art. 110. iceux freres & ſœurs eſtans decedez. Melun. art. 257. Laon art. 54. Amiens art. 69. Chalons art. 81. Reims. art. 50. Peronne art. 191. Sedan art. 163.

Y viennent à compte de teſtes, & non par branches. Lille art. 17.

Enfans des freres aiſnez par repreſentation ne prennent preciput en la ſucceſſion de meubles, acqueſtz ou conqueſtz en ligne collateralle au preiudice des oncles & tantes. Normandie art. 292.

Deſcendans en ligne directe excluent les collateraux en Fief & heritages cottiers, & les collateraux les aſcendans. La Salle de L'ille. Tit. 2. art. 2.

Excluent les aſcendans & collateraux és biens meubles & reputez pour meubles. La Salle de L'ille. Tit. 2. art. 2.

Enfans de pluſieurs licts ſuccedent par teſte ſelon droict. Duché. Chap. 7. art. 16. Niuernois Chap. 34. art. 16. Fors és heritages eſcheuz en tierce foy ou l'aiſné prend les deux parts. Bourbonnois artic. 300. La Marche art. 127.

Par licts, & non par teſte Cōte de Bourg. art. 45.

In ſtirpes, & non *in capita* egalement. S. Seuer Tit. 12. art. 22.

Succedent egalement le droict d'aineſſe gardé. Chaſteau-neuf. art. 122.

Couſtumiers ſuccedent par egales portions. Anjou art. 267. Le Maine art. 285.

Du premier mariage ont les propres heritages tenuz en Fief, & les enfans du ſecond les conqueſts tenuz en Fief. Chartres art. 98. Dreux art. 89.

Du premier lict ſuccedent acqueſts faits par le pere ou mere, ſ'ils n'en ont diſpoſé: reſerué la legitime. Bourdeaux art. 70.

Mariez par eſchange ont pareil droit que ceux au lieu deſquels ils ont eſchangez, pour la ſucceſſion des aſcendans & en ſont ſaiſis, ſ'il n'y a conuention au contraire. Niuernois chap. 23. tit. 25. Bourbonnois art. 265.

Ou appanez, le maſle eſt forclos ſeulement des ſucceſſions de pere, mere, & aſcendans la fille de toutes ſucceſſions, tant que ſ'il y a hoir maſles. Bourbon. 205. eſtās decedez leurs propres parens, leur ſuccedent. Niuernois chap. 23. art. 25. Bourbonnois art. 265.

Entre non nobles ſeulement, ſans preiudice des droicts des Seigneurs, pour les Taillables, mortaillables & Bourdeliers Bourbonnois art. 265.

De diuers licts ſuccedent à leurs pere, ayeuls & ayeulles ſous la Repreſentation declarée en tous biens meubles & immeubles, propre & conqueſtz aſſis en la couſtume, ſous la prerogatiue des aiſnez. Montargis. chap. 1. art. 39.

Enfans de la tante forcloüēt leurs tantes des immeubles, & non pas des meubles, qui luy appartiennent Niuernois chap. 34. art. 14.

De la tante decedée, lors du treſpas du defunct, ſ'ils ſont forclos par leurs couſins & couſines. Niuernois chap. 34. art. 14.

Enfans heritiers d'vn defunct viennent egalemēt à la ſucceſſion dudit defunct: fors és Fiefs & Franc-Aleu noble. Paris art. 302. Calais art. 94. Melun art. 256. Senlis. art. 133. Eſtampes art. 110. Mont-fort. art. 94. Mante art. 160. Clermont art. 143. Laon. art. 73. Chalons art. 80. Reims. art. 312. Noyon art. 8. S. Quentin art. 31. Amiēs ar. 82. Theroane ar. 1. Chauny ar. 35. la Salle de Lille tit. 1. art. 25. & 53. Anappes art. 2.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Esquermes Art. 3. Chisoin Art. 3. S. Simon Art. 1. Launoy Art. 1. S. Piat Art. 1. Salommez Art. 1 Pont à Vendin Art. 2. Camphin Art. 2. Vuahaigues Art. 1. Ancin Art. 1. Boullenois Art. 70. S. Pol tit. 1. Art. 3. Blois Art. 142. Dourdan Art. 7. Sedan Art. 157. Bretagne Art. 187. Peronne Art 188. Montargis Chap. 15. Art. 2.

Es heritages tenus en Franc-Aleu, Censiue, non tenus en Fief. Troyes Art. 14. Chaumont Art. 8.

Sauf le droict d'Aisnesse. Vallois Art. 88.

Entre gens roturiers en succession directe ou collateralle. Lodunois Chap. 29. Art. 3. Tours Art. 97.

Enfans d'vn mesme mariage partissent egalement, sans que l'aisné ou aisnée soit priuilegée: sinon que la maisnée prend la meilleure piece de terre. L'Alleue Tit. 3. Art. 15.

Sauf le droict de Maisneté hereditaire ou mobiliaire. Valanciennes Art. 93.

Enfans Succedent par testes, & non par lignes. Sens Art. 88.

Partissent les maisons & heritages tenus de l'Escheuinage reputez pour meubles entre masles & femelles, tant en ligne directe, que collateralle. Secin Art. 1. Ostricourt Art. 6 Neufuille Art. 1. S. Quintin Art. 1. Mille fonsse. art. 1. Boulnes Art. 1. Boutillerie Art. 1. Ennetieres Art. 2.

Succedent par egales portions és biens ruraux. Acs Tit. 2. Art. 13.

Fors à Capbreton. Acs Tit. 2. Art. 13.

Descendus d'vn mariage, s'il n'y a Testament, Succedent aux biens assignez pour Dot ou Donation pour nopces: sauf leur legitime. Bayonne Tit. 12. Art. 8. & 9.

Fiefs demourent à l'aisné, soit en ligne directe ou collateralle. Theroanne. Art. 1.

Maison principale est deuë à l'aisné ou aisnée. Bayonne Tit. 11. Art. 7. 8. & 10.

Fils ou fille aisnée à son defaut en quelques lieux succede vniuersellement, en apportionnant les autres fils ou filles. Acs Tit. 2. Art. 10. 12. 13. 16. 17. & 18.

En la ville de Tartas, pour la Succession du pere seulement. Acs. Tit. 2. Art. 19.

En aucuns lieux, les fils masles succedent egalement, en mariant & dotant les filles Acs Tit. 2. Art. 11. 15. & 17.

Et à leur defaut, les filles y succedent egalement. Acs Tit. 2. Art. 15. & 17.

A Tartas pour la Succession de la mere, les fils & filles succedent égallement. Acs Tit. 2. Art. 19.

Aisné masle ou à son defaut l'aisnée en certains lieux succede vniuersellement des biens du pere & mere, & forcluent les autres enfans d'autre mariage S. Seuer Tit. 12. Art. 38. és lieux, où il succede seul à toutes les Successions, soient directes ou collaterales: &c. S. Seuer Tit. 12. Art. 27. & 28.

Aisné du premier mariage en quelques lieux succede en la moitié de tous les biens du pere & mere, & les aisnez des autres mariages en l'autre moitié. S. Seuer Tit. 12. Art. 40.

Fils & Filles en la ville de Tartas succedét egalement. Acs tit 2. art. 20. Filles ou leurs descendans succedent egalement S. Seuer Tit. 12. Art. 21.

En quelques lieux succedent egalemét par teste & non par branches: les masles d'vn mariage deboutent les femelles. S. Seuer Tit. 12. Art. 39.

Fille aisnée du premier mariage à defaut de masle succede & deboute les autres. S. Seuer tit. 12. Art. 41.

Fils de diuers mariages succedent egalement par branches, & non par teste: l'aisné forclost les puisnez & femelles. S. Seuer. 12. Art. 12. Idem s'il n'y a que filles. S. Seuer Tit. 12. Art. 24.

Les masles deboutent les femelles. S. Seuer Tit. 12. art. 33.

Les Filles d'vn mariage, auec les enfans d'autre mariage succedent par moitié. S. Seuer Tit 12. Art. 23. Instirpes. S. Seuer Tit. 12. Art. 34. fors à Montagut, ou elles sont deboutées. S. Seuer. Tit. 12. Art. 35. Filles en certains lieux succedét egalemét au pere ou mere, s'il y a enfant né mort, & s'il y a fils né vif, l'aisnée succede vniuersellement. S. Seuer Tit. 12. Art. 37.

Enfans d'vn mesme mariage succedent egalement à leur pere & mere & deboutent les filles S. Seuer Tit. 12. Art. 30. Sauf en quelques lieux, où elles succedent auec les masles és biens maternels. S. Seuer Tit. 12. Art. 31.

Succedent pour la moitié és acquests faicts durant le mariage en faisant partage contre le suruiuãt: & en l'autre moitié succedent egalement auec les autres enfans d'autre mariage. Vallois Art. 90.

Successions communes en la ville de S. Seuer, & y viennent les enfans egalement, s'ils ont biens communs: & s'ils sont diuisez, l'aisné emporte tout. S. Seuer Tit. 12. Art. 29.

Masle ou femelle se marians contre le gré volonté de ses pere & mere, & à leur defaut auant l'aage de 18. ans & 20. ans, perdét le droict de primogeniture &c. La Bourt Tit. 12. art. 10. 11. & 12. de 22. & 18. Sole Tit. 27. art. 26. 27. & 28.

Enfans ou les souz-fils & leurs descendãs inferieurs succedét au pere ou mere. Meaux art. 42.

Nez *de soluto & soluta* succedent quand il y a mariage subsequét. Sens Art. 92. Troyes art. 108.

Es biens acquests du decedé sans faire Testament, tous enfans legitimes y succedent La Boutt Tit. 12. Art. 8. Sole Tit. 17. art. 24. & c. 26.

Enfans doiuét suyure la volonté de leurs parens, en se mariant, du costé desquels les biens viennent. La Bourt tit. 12. art. 13. & 14.

Peuuent estre rappellez nonobstant telles offenses. La Bourt tit. 12. art. 15.

Aisné ou aisnée ou leurs representãs succedent selon la qualité des biens à l'enfant decedé sans enfans & Testament, tant en ligne collaterale. La Bourt tit. 12. art. 16. & 17. Sole tit. 27. art. 32. & 33.

Du premier mariage succede és biens turaux à son pere & mere. Sole tit. 27. art. 19.

Fief noble entre gens roturiers ou non nobles, qu'ils tiennent par permission du Roy ou du Seigneur se doit departir entre leurs enfans, comme s'ils estoient nobles, & y a droict d'aisnesse. Meaux Article 169.

En ligne directe en Succession noble vn fils à autant que deux filles. Bar Art. 118.

Filles en Fiefs seulement n'ont autant qu'vn fils. Meaux Art. 160. Troyes Art. 14. Chaumont Art. 8. Victry Art 57. Chalons. Art. 154. & 159. Laon Art. 150. Reims Art. 42. Coucy Art. 5.

Chose hommage venuë au S. F. par puissance de Fief, se depart entre les roturiers comme choses du Fief. Tours Art. 301. Lodunois. Chap. 29. Art. 6.

Succession de femme noble mariée à roturier se depart entre enfans noblement: & la portion des conquests & meubles pour la premiere fois: & puis roturierement. Anjou Art 252. le Maine Art. 270. Bretagne. 555.

De femme non noble & homme noble, pour la premiere fois roturierement, & apres noblement. Anjou Art. 253. le Maine Art. 271. Bretagne. Art. 554.

Succession mobilaire se doit apprehẽder, & comme on la peut vendre ou aliener. Valenciennes Art 73. collaterale s'apprehende par clain. Valenciennes Art. 108. & 109. collaterale quand peut estre estimée patrimoniale Valanciennes. Art. 108. à lieu selon droict Comte de Bourg. Art. 44. appartient aux masles à l'exclusion des femelles, & le frere forclost la sœur, &c. Niuernois Chap. 34. Art. 14. Ce qui n'a lieu à Clamecy. &c. Niuernois chap. 34. Art. 15.

Heritages non nobles se partent egalement: & és Fiefs en ligne directe vn masle prend autant que deux filles. Meaux. Art. 45. roturieres & non-nobles, ou tenuz en censine ou roture, se partissent egalement. Meaux art. 160. Mante art. 4. Chasteauneuf. art. 7. Chartres art. 7. Dreux art. 5. ou terres roturieres, meubles & terres tenuës en Franc-Aleu se partent egalement: & y ont les filles autant que les fils. Victry. art. 57.

Tenu en franc-deuoir tombe en tierce Foy, se depard comme heritage noble tenu en tierce Foy. Tours art. 299. & 314. Lodunois Chap. 29. Art. 3. à quarte mutation. Poictou art. 280.

Ibidem, s'il est tenu à deuoir noble en Gariment ou Parage & faut mutation d'heritier par trois fois. Poictou art. 281.

Enfans succedent egalement en terre de pote. Bar Art. 118.

Meubles des roturiers en succession se departent sans aduantage. Anjou Art. 259. Le Maine Art. 277.

Entre heritiers nobles se diuisent egalement. Poictou Art. 291. en Succession directe ou collateralle. Angoumois Art 92.

Succession roturiere escheuë à nobles se depart roturieremẽt. Tours Art. 314. Lodunois Chap 29. Art. 16.

Pour la premiere fois. Anjou Art. 254. Le Maine Art. 272.

Directe de personnes annoblis par vertu &c. ne se depart noblement, iusques à ce que les Fiefs & terres nobles soient paruenuës à second partage. Bretagne Art. 570.

D'vn hõme nouuellement annobly ayãt enfant auant l'Annoblissemẽt, se depart roturierement si les enfans ou leurs representant sont viuãs lors de la successiõ escheuë: autrement se depart noblemẽt. Tours Art. 315. Lodunois Chap. 29. Art. 20. ou femme roturiere mariée à homme noble decedée sans enfans hoirs de leur chair, se depart roturierement pour les choses roturieres & pour celles tombées en tierce foy entre les collateraux, s'ils ne sont nobles d'ancienneté. Tours Article 315. Lodunois Chapitre 29. Art. 21.

Abournement de Fief ou amortissement de foy & hõmage n'empesche que les choses ne demourent en leur premiere nature, quant à Succession & se depart pour la premiere fois coustumieremẽt. Anjou Art. 158. Le Maine Art. 276. biens meubles des Bourgeois

Source : BIU Cujas

geois & du tiers Eſtat, & leurs heritages ſe departent par moitié, & les debtes par moitié. Bretagne Art. 573. Fiefs entre gens Annoblis ſe departent par teſte ſans droict de Aiſneſſe pour la premiere fois: & pour la ſeconde, comme nobles. S. Aignan Art. 5. Vallancay Art. 4. Chabris Art. 14. eſcheuës à roturiers par ſucceſſion directe ſe partent par teſte, iuſques à ce qu'ils ſoient tombez en tierce foy. La Ruë d'Yndre Art. 16. Chabris Art. 15. toutes Succeſſions paternelles & maternelles eſcheuës auant la declaration & option de l'aiſné, ſont cõfuſes: & n'y a qu'vn preciput: & ſ'il y a declaration ou partage, il a deux preciputs. Normandie Art. 331. & 332.

Entre gens Couſtumiers l'aiſné ou aiſnée à les deux tiers des choſes tenuës en Foy & hommage, & tombées en tierce foy: & ſes freres & ſœurs le tiers par heritage ſans autre aduantage. Anjou Art. 253 Le Maine Art. 273. les conqueſts & acqueſts tenus à foy ou autrement egalement: ſinon que les conqueſts fuſſent cheuz en 3. foy. Ib.

Succeſſiõ directe ou collaterale ſe depart par teſte entre roturiers. Tours Art. 297. Lodunois Chap. 27. Art. 2. entre roturiers ſe depart egalement pour les meubles, & domaines roturiers: fors les domaines nobles tõbez à quarte mutation Poictou. Art. 280. Angoumois Art. 85. quand ſe doit partager noblement, ou roturieremẽt. Tours Artic. 317. & 318. Lodunois Chap. 29. Art. 18. & 19. Bretagne Art. 556.

En Succeſſion collaterale, les prochains ſuccedent aux meubles & cõqueſts. Meaux Art. 43. plus proches parens d'vn enfant decedé ſans hoirs, ſuccedent aux meubles & acqueſts immeubles. Blois Art. 156. eſtans prochains Succedent aux propres. Meaux Art. 43 Sens Art. 85. Auxerre Art. 241. Vallois Art. 78. Troyes Art. 103. Senlis Art 141. Victri Art. 80. Reims Art 313. Noyõ Art. 10. Chauny Art. 74. Therouanne Art. 2. Montargis Chap. 15. Art. 7. Poictou Art. 284. Angoumois Art. 86. La Rochelle Art. 85. Xainctonge Art. 97. Bretagne Art. 593. Sedan Art. 166. Niuernois Chap. 34. Art. 5. Montargis Chap 15. Art. 3. Et aux meubles & conqueſts, immeubles & autres heritages, ſ'il n'y a parent de la ligne. Montargis Chap. 15. Art. 10. Sauf quand il y a double ligne. Cambray Tit. 12. Art. 5. Eſtans eſgaux ſuccedent eſgalement aux propres. Meaux Art. 43. En pareil degré, ſuccedent aux meubles, debtes, obligations, & par eſgales portions. S Omer Art. 3. eſgalement, ſans auoir eſgard aux Demy-freres & duplicité de lieu. La Salle Tit. 2. art. 55.

Hors les termes de Repreſentation le plus prochain en degré ſuccede. La Marche. Art. 219.

Les plus proches parens d'vn enfant decedé ſans hoirs ſuccedent aux meubles & acqueſts immeubles, ſans exclurre la Repreſentation. Paris Art. 325. Calais Art. 116. Blois Art. 156. Eſtampes Art. 120 Dourdan Art. 116. Montfort Art. 108. Chaalons Art. 91. Bar Art. 130. Chauny Art. 39. Ponthieu Art. 14 Meaux Art. 43. Melun Art. 264. Auxerre Art. 243. Mante Art. 166. Laon Art. 78. S. Quentin Art. 47. Amiens Art. 85. Boullenois Art. 85. Niuernois Chap. 34. Art. 5. Orleans Art. 323. & 335. Berry Tit. 19. Art. 2.

Succedent aux heritages patrimoniaux cottiers. Bappaluces Tit. 10. Amiens Art. 85.

Du Sang ſuccedent aux acqueſts feodaux ou cottiers: les feodaux à l'aiſné maſle ou femelle: & les cottiers de leurs cens & rentes realiſées, & les meubles en pareil degré, tant meubles qu'immeubles. Mante Art. 166. Ribemont Art. 65.

En meubles, acqueſts & conqueſts, immeubles roturiers eſgalement. S. Quentin Art. 46. Duché Chap. 7. Art. 17. Niuernois Chap. 34. Art. 7.

Du coſté & ligne dont les heritages ſont aduenus luy ſuccedent, ores qu'ils ne ſoient les plus prochains, ſans exclurre, &c. Paris Art. 326. Calais Art. 117. Amiens Art. 87. Duché de Bourg Chap. 7. Art. 17. Melun Art. 260. Dourdan Art. 116. Montfort Art. 108. & 111. Mante Art. 166. Senlis Art. 141. & 162. Clermont Art. 151. Laon Art. 78. Chaalons Art. 85. & 91. S. Quentin Art 47. Ribemont Art. 68. Chauny. Art. 38 & 39. Meaux Art. 44. M. Vallois Art. 78. Troyes 183. Ponthieu Art. 14 Niuernois Chap. 34. Art. 5. & 7. Montargis Chap. 15. Art. 3. Boullenois Art. 85. Peronne Art. 190. Artois Art. 105. Comté de Bourg Art. 46. Tours Art. 287. Grand Perche Art. 152. Chaſteauneuf Art. 128. Dreux Art. 86. Blois Art. 110. & 156. Bourbõnois Art. 315. Auuergne Chap. 12. Art. 4. La Marche Art. 217. Lodunois Chap. 29. Art. 23. Angoulmois. Art. 94. Berry Tit. 16. Art. 1. la Rochelle. Art. 50. Acs Tit. 2. Art. 30. S. Seuer Tit. 12. Art. 12. Normandie Art. 245. & 246.

Sans retourner aux aſcendans. Meaux Art. 42. Montargis Chap. 15. Art. 3.

Feodaux ou cottiers venus & eſcheuz au defunct par Succeſſion de ſes predeceſſeurs. Amiens Art. 84.

Biens paternels ſuccedent aux paternels, & les maternels aux maternels: ores qu'ils ne ſoient ſi prochains. Eſtampes Art. 120. Senlis Art. 162 Comté de Bourg Chap. 190. Duché Chap. 7. Art. 17. Ribemont Art. 66. Comté Art. 461. Grand Perche Art. 190.

Meubles & acqueſts ſans conſideration de ligne, vont au plus prochain. Senlis Art. 168. Entre Nobles ſont departis par moitié, ſi la femme ou ſes hoirs y veulent prendre part. Bretagne art. 507.

Quand ſont eſtimez paternels ou maternels. Laon art. 79. Amiens. art. 87. Orleans art. 324.

Suiuent coſté & ligne. Artois art. 108. la ligne du tronc. Duché de Bourg Chap. 7. art. 17. Comté de Bourg. art. 46.

Du tronc & eſtre. Niuernois Chap. 34. art. 7.

Les branches. Augoulmois art. 94. Sainctonge art. 100.

L'eſtoc & ligne Grand Perche art. 152.

Eſcheus par Succeſſion ſont patrimoniaux, & ſuiuent la coſte & ligne. Cambray Tit. 12. art. 3.

Doiuent eſtre partagez ſuiuant la condition noble ou roturiere, de celuy du branchage, duquel ils prouiennent. Poictou art. 286.

Proprieté d'heritages & rentes heritieres retournent à leur coſte & ligne apres le treſpas du viager. Valenciennes. art. 114.

Comme parens ſont entendus eſtre du coſté & ligne, ſoient paternels ou maternels. Paris Art. 329. Calais. art. 118. Melun art. 264. Dourdan art. 117. Mante art. 167. Clermont art. 151. Laon art. 79. Chaalons art. 86. Reims art. 315. Orleans art. 325. Tours art. 288. Sedan art. 182. Amiens art. 87. En ligne collaterale en fief le maſle exclud les femelles en pareil degré. Paris art. 326. Calais art. 117. Senlis art. 134. Montfort art. 109. Orleans art. 99. & 330. Victry art. 59. & 67. Laon art. 163. Chaalons art. 174. Reims art. 51. Noyon art. 11. S. Quentin art. 49. Ribemont art. 64. Artois art. 96. & 100. Cambray Tit. 1 art. 7. Montargis Chap. 1. art. 42. Chaſteauneuf art. 119. Chartres art. 96. Dreux art. 87. Blois art. 152. Melun art. 99. S. Omer art. 5. S. Omer en Artois Tit. 1. art. 16. Acs Tit. 2. art. 34.

Quand il eſt auſſi proches qu'elles. Sens art. 201.

Les femelles n'heritent auec les maſles eſtans en pareil degré Paris art. 25. Calais art. 18. Meaux art. 165 Bar art. 120. Eſtampes art. 25. Dourdan art. 12. Monfort art. 199. Mante art. 20. Senlis art. 134. Vallois art. 60. Troyes art. 15. Vitry art. 67. Chaumont art. 9. Vitry art. 59. Laon art. 163. Chaalons art. 174. Reims art. 51. & 54. Coucy art. 8. Sedan art. 170. Clermont art. 85. Sinon par Repreſentation. Vallois art. 89.

En Succeſſion collaterale, ſoit noble ou roturiere, les maſles excluent les femelles és fiefs propres. Grand Perche. art. 157.

Les femelles repreſentans l'hoir maſle, prennent telle part eſdits fiefs, qu'euſt fait le maſle. Ibid.

Succedent eſgalement auec les maſles és autres heritages feodaux acquis. Grand Perche art. 157.

Les maſles & femelles en pareil degré ſuccedent par eſgale portion. Auxerre art. 59. Aiſné maſle en pareil degré & en faute de maſle, l'aiſnée ſœur elle a les fiefs ſans charge de Quint. Artois art. 99.

Ayant prins ſon preciput ne prend rien en la Succeſſion des puiſnez, en ce qu'ils ont eu à titre Succeſſif. Grand Perche art. 154. Le plus prochain collateral maſle venant du plus aagé, ſuccede entieremẽt aux fiefs: & ſ'il n'y a que filles, la plus aagée, encores qu'elle ſoit iſſuë du puiſné. Peronne art. 178. & 179.

Neueux venans d'vne ſœur auec les neueux venans du frere, ſuccedent aux freres & autres biens de leurs Oncles egalement Melun art. 99. Laon art. 164. Chalõs, art. 175. Reims. art. 55.

Maſles du defunct, emportent tous les heritages Feodaux Victry art. 67.

Et excluent la niepce en la Succeſſion de l'oncle Laon art. 165. Chalons art. 176. Reims art. 56.

Nepueux & Niepces eſtans en pareil degré partiſſent par teſte, & non par ſouche en la Succeſſion de leurs Oncles & Tantes Normandie Art. 304.

Enfans de ſœurs decedées ne ſuccedent à la Repreſentation de leur mere auec leurs oncles: mais bien auec leurs Tantes, ſ'il n'y a frere viuant. Normãdie art. 291. Niepces filles des freres ou ſœur, ſ'il n'y auoit aucuns neueux ſuccedent au defunt decedant ſans enfant frere ou ſœur Laon. art. 164. Laon art. 175. Reims Art. 55.

Nieces és meubles & heritages nõ nobles & mouuans de cenſine, prennent autant que les nepueux. Victry art. 67.

Les freres ou couſins ſuccedent és Fiefs acqueſtez & les plus prochains en ladicte ligne excluent les moins prochains. Chauny art. 75.

Hors les degrez de repreſentation les aſcendans & deſcendans collateraux ſuccedent egalement. Chalons art. 92. & non par eſtocage. Bar. ar. 118. par teſtes & nõ par ſouches. Sedan art. 171. & dans leſdits termes

Source : BIU Cujas

per ſtirpes. Bourbonnois art. 306.

Heritiers partiſſent egalement par teſtes & non par ſouches les meubles & heritages non tenuz en fief. Paris Art. 327. Meaux Art. 43. Melun Art. 259. Sens Art. 84. Senlis Art. 138. ſoit maſles ou filles ſans droict d'aineſſe. Noyon Art. 14.

Succedent egallement par teſtes la Ruë d'Yndre Art. 13. eſtans en pareil degré, le Puroux Art. 5.

Entre roturier ſeulemẽt Trẽbleuy. Art. 3.

Freres & ſœurs partagent eſgalement les heritages en Bourgage par toute la Normandie, meſmes en Caux, ſi les filles ſont receuë à partage. Normandie. Art. 270.

Heritages appartiennẽt au plus prochain habille à ſucceder en quelque degré que ce ſoit, ſ'il n'y a heritiers de la ligne, dont ils procedent. Paris Art. 330. Calais Art. 119. Orleans Art. 326. Berry Tit. 19. Art. 1. Laon Art. 82. Chalons Art. 97. Reims Art. 316. Amiens Art. 88.

Sans auoir eſgard de quel lez & coſté ils ſont parens. Arras Tit. 3. Art. 24. ſuccedent aux Seigneurs, ſans que les biens d'vn coſté puiſſent ſucceder à l'autre. Normandie Art. 245. Anjou Art. 268. Le Maine Art. 286. cottiers acqueſtz ſuccedent aux plus prochains hoirs maſles, excluent les maſles les femelles en pareil degré, la Salle de Lille Tit. 2. Art. 33. acquis par deux conioincts ou par l'vn ſeul ſuccedent en ligne collateralle, excluant les maſles les femelles en pareil degré, &c. La Salle de Lille Tit. 2. Art. 31.

Parens ſuccedent les vns aux autres tant que le lignage ſe peut compter. La Marche Art. 217.

En Fiefs l'aiſné maſle ou aiſnée, ou qui le repreſente ſuccede vniuerſellement. Acs Tit. 2. Art. 27.

En quelques lieux tous maſles ſuccedent egalement & par branchages. Acs Tit. 2. Art. 28. & ſ'il y a maſles & femelles, le plus proche ſuccede ou qui le repreſente: & ſ'ils ſont tous en pareil degré, egalement par branchages. Acs Tit. 2. Art. 29.

Heritages ſont eſtimez noble quãd l'aiſné verifiera que par xl. ans precedens la ſucceſſion eſcheuë, qu'ils ont eſté poſſedez noblement ſauf à verifier le contraire par les puiſnez. Bretaigne Art. 549.

Acqueſts faicts par Nobles pendant le trafic de marchandiſe ou acquis de bourſe couſtumiere, ſeront partagez egalement. Bretaigne Art. 561. faicts depuis la declaration, ſeront partagez noblement. Bretagne Art. 561.

Defaillant la ligne deſcendente les choſes ſont partagées ſelon la condition de la famille. Bretagne Art. 554.

Succeſſion directe ou collateralle aduenuë pendant le trafic de marchandiſe, ſe partit noblement. Bretagne Art. 562.

Toutes terres doiuent eſtre parties teſte à teſte entre gens partables fors les preciput aux heritiers nobles a l'aiſné. Bretaigne Art. 592.

Heritages & Conqueſtz ſen vont en deux lignes, quand il ny a hoir du corps du deffunct. Anjou Art. 268. le Maine. Art. 286. les meubles & acqueſtz ſen vont en deux lignes par moitié. Lodunois Chap. 29. Art. 23. la Rochelle Art. 50.

Heritages viennent au plus prochain du coſté & ligne, dont ils viennent. Chaſteauneuf Art. 118. & 130. Chartres. Art. 86. Cambray Tit. 12. Art. 3. Bourdeaux Art. 54. & 55. Berry. Tit. 19. Art. 1. Auuergne Chap. 12. art. 4. La Marche art. 217. 218. S. Seuer Tit. 12. art. 13. la Rochelle art. 23. Xainctonge art. 100. Lodunois Chap. 29. art. 23. Grand Perche art. 152. & 153. Anjou art. 250. le Maine art. 268. patrimoniaux, la Salle de l'Iſle Tit. 2. art. 26. Soit en ligne directe ou collateralle. Bourbonnois art. 315. ſauf quand il y a double ligne. Cambray Tit. 12. art. 5.

Cottiers acquis auant le mariage ſuccedẽt en ligne directe comme patrimoniaux: & en collateralle aux prochains, &c. la Salle de l'Iſle Tit. 2. art. 27.

Heritages propres ſuccedent eſgalemẽt à ceux de la ligne. Troyes art. 93. Chaumont art. 80. Laon art. 80. Orleans art. 330. Grand Perche art. 153. Chaſteauneuf art. 126. Dreux art. 90. Sedan art. 172.

Paterna paternis, Materna maternis. Mante art. 171. Chaſteauneuf art. 120. Dreux art. 90. Auxerre art. 240. Tours art. 287. Melun art. 260. Sedan art. 173. & 182. Grand Perche art. 152. & 153. Blois art. 156. Dunois art. 72. Sens art. 84. Meaux art. 44. la Marche art. 217. Lodunois Chap. 29. art. 23. la Rochelle art. 23. Xainctonge art. 100. S. Seuer Tit. 12. art. 13.

Biens acquis par le defunct ſont reputez paternels, & y ſuccedent les parens paternels exclus les maternels. Auuergne chap. 12. art. 6. & 8. la Marche art. 231. collateraux paternels preferẽt les maternels. Normandie art. 294.

En Succeſſion de ſœur ou frere chacun ſuccede és biens venus de leur ligne: & les meubles & acqueſts ſe diuiſent eſgalement *per ſtirpes*, ſ'il n'y a conioinct *ex vtroque*, la terre qui ſera preferé aux conjoincts *ex vtroque* la Rochelle. art. 51.

Freres ou ſœurs du defunct eſtans en la ligne deſcendante des acqueſts, ſont preferez aux Oncles & Tantes de ligne collateralle ſeulement. Cambray Tit. 12. art. 4.

En heritages procedãs des ayeuls & ayeulles du defunct, ou de plus haut, ils ſuccedent auec les oncles, tantes, eſgalement teſte à teſte. Cambray Tit. 12. art. 4. Succeſſion de frere decedé ſans hoir de ſa chair, comme eſt reputée directe, & le frere prend droict d'aiſneſſe. la Rochelle art. 55.

Frere conſanguin ou vterin eſt preferé en la Succeſſion de meubles & acqueſts de ſon frere conſanguin & vterin à celuy qui n'eſt que conſanguin. Poictou. art. 295.

De pere, mere d'autre mariage ſuccedẽt aux propres venus de l'acqueſt de leur pere. Dunois art. 52.

Departent la Succeſſion collateralle, cõme de freres aiſnez par les deux pars & par le tiers. Anjou art. 229. le Maine art. 246.

Partent eſgalement ſans droit d'aiſneſſe les fiefs eſcheuz en ligne collateralle, eſtãs en meſme degré. Senlis Art. 136. & 137.

Soient nobles ou non. Montargis. Chap. 15. Art. 2. ſ'ils ſont nobles, & y ait fiefs, l'aiſné maſle exclud les puiſnez, fils ou fille, ſans charge de quint: & ſ'il n'y a que filles, l'aiſnée, &c. Noyon Art. 12. a le total des fiefs en recompenſant les autres. S. Quentin Art. 48. Ribemõt Art. 66. Coucy. Art. 8. S'il y a maſles auſſi prochains que les filles, elles ne prennent rien és fiefs. Meaux. Art. 45. & 165. Coucy Art. 8. S'il n'y a que filles, ſuccedent egalement. Meaux Art. 45. S'ils ſont maſles roturiers, partiront egalement. Coucy Art. 8.

En ſucceſſion de propre directe ou collateralle, tãt qu'il y a maſles ou deſcendãs de maſles, les femelles ou deſcendans n'y ſuccedent. Normandie Art. 248.

En fief ſuccedent egalement. Paris Art. 331. Calais. Art. 141. Meaux Art. 164. Sens Art. 103. Auxerre Art. 59. Montfort Art. 21. Mante Art. 19. Eſtampes Art. 122. Senlis Art. 136. Victry Art. 59. Laon Art. 162. Chaalons Art. 173. Reims Art. 52. S. Quentin Art. 48. Ribemont Art. 65. Niuernois Chap. 35. Art. 3. Blois Art. 153. La Marche Art. 214. Orleans Art. 98.

Entre Nobles viennent à l'aiſné, ou aiſnée, ou leurs repreſentans: fors en deux cas. Tours Art. 282. Laudunois Chap. 27. Art. 23. Entre roturiers l'aiſné maſle ou aiſnée à ſon defaut ſuccede au fief. Grand Perche Art. 187. aux fiefs nobles abbregez ou reſtraints. Amiens Art. 84.

Entre freres & ſœurs les fiefs & cottieres ſuccedẽt à l'aiſné ou aiſnée: & les meubles catheux & acqueſts aux freres. Boullenois Art. 86.

L'aiſné maſle a tous les fiefs & anciens manoirs ſans droit de quint ou autre partage, ſauf que les granges, eſtables, mareſchaucées & bois croiſſans ſe partent eſgalement. S. Pol Art. 4. eſtans en pareil degré, Partent eſgalement les heritages cottiers, cens & rentes realiſées & non infeodées. Amiens art. 84. heritages cottiers & terres labourables. S. Pol art. 4. & 5.

Enfans eſtans à pareil degré iſſus de diuers ventres du coſté des heritages feodaux ou cottiers, l'aiſné maſle emporte toute la ſucceſſion: & eſtans d'vn ventre, le fils en deboute la fille, poſé qu'elle fuſt aiſnée. Boullenois art. 82. S. Pol art. 44. & 5.

En pareil degré, & iſſus d'vn ventre, le maſle forcloſt la femelle: & iſſus de diuers ventres, l'aiſné maſle ou femelle a les fiefs. S. Omer art. 5. Artois art. 96. S. Omer en Artois Tit. 1. art. 16. S. Pol art. 4.

Partiſſent les heritages ruraux par mariage & non par teſtée: fors en certains lieux. Acs Tit. 2. art. 20. & 21.

Femelles plus prochaines que les maſles ſuccedent auec les maſles venans par Repreſentation eſgalement. Reims art. 54.

Filles en ligne collateralle ne prennent aucune choſe és fiefs, quand il y a maſle en pareil degré. Vitry art. 67. prennent autant que les maſles és meubles & heritages non nobles. Ibid.

Filles eſtans plus prochaines en degré que les maſles ſuccedent és fiefs nobles, ſans droict d'aiſneſſe, les maſles exclus. Meaux art. 165. Senlis art. 135. Chaumont art. 9. Vitry art. 59. Laon art. 163. Chaalons art. 174. Blois art. 152.

Eſtans ſeules ſuccedent eſgalement. Vallois art. 60. Succedans par faute d'hoir, ſuccedent eſgalement & partiſſent les fiefs. Normandie art. 172. Partiſſent teſte à teſte, tant en fief, que choſe roturiere. Meaux art. 164. ſoient nobles ou non, ſuccedent eſgalement, fors en fief. Melun art. 259.

Sœur ne ſuccede auec ſon frere en eſcheute de coſté. Chaumont art. 46. ayant reprins en ſon nom & payé finance, le frere peut reprendre, & luy vaut la finance faicte & payée par ſa ſœur. Chaumont art. 46.

Succede en ce qui eſt d'aleu-roturier ou de cenſiue eſgalement auec le frere. Vitry art. 59.

Vterine ſuccede aux biens acqueſtez par le pere & delaiſſez au fils, & non l'oncle frere du pere, &c. Dourdan art. 118. Dunois art.

Source : BIU Cujas

art. 72. Ne ſuccede,ains l'oncle. Laon art. 79.

Maſles eſtans en pareil degré partiſſent les fiefs par teſte ſans droict d'aiſneſſe:fors le cry & les armes. Sens art. 203. maſles Bar art. 117.

Prochains parens ſuccedent és fiefs par portions eſgales. Troyes art. 15. Chaumont art. 9.

Freres de pere & mere ſont preferez en la ſucceſſion de ligne collateralle de leur frere ou ſœur treſpaſſée pour les meubles, debtes & conqueſts immeubles, contre le frere ou la ſœur paternel. Troyes art. 93. Chaumont art. 80 Peronne art. 189. Niuernois chap. 34. art. 16. Tours art. 289. Grand Perche art. 153. la Rochelle art. 51. Bar art. 129. Chaſteauneuf art. 126. Dreux art. 90. Blois art. 155.

Pour les meubles & acqueſts immeubles iuſques au degré des oncles, &c. Orleans art. 330.

Et ſœurs germains au regard de tous biens preferez. Duché de Bourg Chap. 7. art. 18.

Succedent auec les demy freres, & demy ſœurs eſgalement. Tournay Tit. 24 art. 6.

Succedent à leur pere & mere pour les acqueſts au prejudice des autres freres d'autre mariage. Bourdeaux art. 72.

Eſtans de l'eſtoc & ligne, dont viennent les biens, ſuccedent auec les freres & ſœurs de deux coſtez. Bourdeaux art. 65.

Et enfans de freres conjoincts de deux coſtez ſont preferez à ceux qui ne ſont cõjoincts que d'vn coſté & propres deferez par eſtoc. Berry Tit. 6. art. 7.

Collateraux conjoincts de deux coſtez, ſont preferez à ceux qui ne ſont que d'vn coſté. Peronne art. 189.

Freres de pere & de mere ſeulement preferent les ſœurs germaines. Normandie art. 298.

Parens de deux coſtez excluent ceux qui ne ſont que d'vn coſté. Blois art. 155.

Demy-freres & ſœurs ne ſuccedent auec les freres conioincts de deux coſtez, ſuccedent és meubles & heritages de leur coſté. S. Quentin art. 50.

Germain a la moitié de tous les meubles & acqueſts pour raiſon du coſté, dont il luy attenoit ſeul, & ſi aura en l'autre moitié, c'eſt à ſçauoir vn quart au total. Reims art. 311.

Duplicité de lien n'a lieu en ſucceſſion. la Salle de l'Iſle Tit. 2. art. 11.

Sœur vterine ſuccede eſgalement auec la germaine. Normandie art. 310.

Sœur de pere eſt tante, paternelle & prefere les oncles & tantes maternels & meubles, acqueſts & conqueſts immeubles. Normandie art. 312.

Enfans des freres & ſœurs germains preferez, ſauf pour le droict des heritiers maternels deſdits enfans. Duché de Bourg. chap. 7. art. 18.

Sont preferez cõtre les couſins germains entre nobles. Troyes art. 93. Niuernois Chap. 34. art. 16.

Des freres vterins ſuccedent auec les enfans des freres germains. Normandie. art. 297.

Du frere vterin ſuccedent auec les enfans des freres germains. Normandie art. 297.

Freres excluent les ſœurs & leurs enfans les deſcendans des ſœurs eſtans en pareil degré. Normandie art. 293.

Enfans de pluſieurs licts ou freres ou ſœurs en la ſucceſſion de leurs Oncles, Tãtes ou autres collateraux ſuccedent par ligne, & non par teſte. Duché de Bourg. chap. 7. art. 18.

Si les collateraux ſont en meſme degré les plus prochains eſtant d'vn meſme ventre, l'aiſné maſle ſeul à la Succeſſion collateralle & ſi de diuers, l'aiſné ou aiſnée à la ſucceſſion des meubles & acqueſts & les heritages procedãs de ſon coſté. Ponthieu. art. 15. & 16.

Freres ſuccedent aux acqueſtz. Bourdeaux art. 72.

En la moitié des biens acquis par le decédé ſans faire Teſtament auec les enfans des freres ou ſœurs de meſme qualité, excluz ceux, &c. Bayonne Tit. 12. art. 12. Et en leur defaut ou de leurs enfans, les freres & ſœurs d'vn coſté auec les enfans des freres & ſœurs. Bayonne Tit. 12. art. 13. &14.

Et en defaut de tous freres entre les plus prochains parés tãt du coſté du pere, que de mere, ores qu'ils ne ſoient en pareil degré Bayonne Tit. 12. art. 15.

Es biens auitins les prochains collateraux, y ſuccedent par teſtes eſtans en pareil degré. Bayonne Tit. 12. art. 29.

Et en leur defaut, les plus haut du branchage. Bayonne Tit. 12. art. 31.

Freres & ſœurs ſuccedent par branchage egalement auec les enfans des freres predecedez pour les biens de conqueſte, faicts par pere & mere obuenus au decedé ſans faire Teſtament. Bayonne Tit. 12. art. 17. En defaut de freres ou ſœurs & de leurs deſcendans ſuccedent les plus prochains pareus deſcendans du coſté pour la moitié, &c. Bayonne Tit. 12. art. 19.

Et en leur defaut, la moitié eſt diuiſée egalement tant &c. Bayõne Tit. 12. art. 20.

Si le decedé eſtoit marié au temps du decez, les biens de conqueſte ſont diuiſez en trois parties. Bayonne Tit. 12. art. 22. 23. & 33.

La moitié des conqueſtz eſt pour l'ame du defunct Bayonne Tit. 12. art. 21. & 32.

Filles ſuccedent és biens auitins & de conqueſte au decedé ſans enfans & Teſtament par branchage egalement auec les enfans des freres, &c. Bayõne Tit. 12. ar. 25.

Freres & ſœurs ſuccedent egalement pour les meubles, acqueſtz & conqueſtz immeubles. Paris art. 340. Melun art. 360. Sens art. 84. Auxerre art. 240. Eſtampes art. 127. Dourdan art. 122. Sedan. art. 172. Mont-fort art. 115. Mante art. 171. Senlis art. 168. Vallois art. 89. Laon ar. 80. Chalons art. 89. Amiens 86. Normandie art. 295. &296. Xainctõge art. 98. & 99. Bourdeaux. art. 65. S. Quentin art. 50. Reims art. 311.

Es biens dont ils ſattiennent par egale portion Auuergne chap. 12. art. 5. freres & ſœurs d'vn coſté ſuccedẽt auec les freres & ſœurs de tous coſtez. Bayõne Tit. 12. art. 18.

Parens & lignagiers ſuccedent aux Eueſques & Eccleſiaſtiques ſeculiers. Paris art. 330. Calais artic. 125. Meaux artic. 46. Eſtampes artic. 124. Dourdan. artic. 119. Mont-fort art. 113. Mante artic. 173. Senlis art. 170. Vallois art. 92. Troyes art. 106. Chaumont art. 87. Victry art. 85. Reims art. 327. Artois art. 151. Niuernois chap. 34. art. 21. Chaſteau-neuf art. 130. Blois artic. 148. Berry Tit. 19. art. 40. Bourbonnois art. 320. Auuergne chap. 12. art. 55. la Marche art. 257. Poictou art. 288. Bretagne art. 609. Cambray Tit 1. art. 14. Bar art 141. Sedan art. 195.

Sans que l'Eueſque y puiſſe pretendre aucun droit eſdictes ſucceſſions. Bar art. 141.

Succeſſions mobiliaires des Preſtres decedez *ab inteſtat*, appartiennent à l'Eueſque de Langres. Langres art. 6.

Des Doyen, Chanoines Prebẽdez, Chappellains & autres habituez en l'Egliſe de Langres appartiennent au Chapitre de Lãgres. Langres art. 7.

Tant des gens du tiers Eſtat, Nobles, qu'Eccleſiaſtiques ſeront reglées ſelon les Articles reformez: ſils ont diſpoſé ſuiuant iceux: ſinon ſuiuant l'ancienne. Duché de Bourg chap. 7. art. 13.

Gens Eccleſiaſtiques pourront faire diſpoſitions & partages entre leurs plus prochains heritiers, ou bien diſpoſeront tant entre vifs qu'à cauſe de mort, de tous leurs biens comme les Nobles. Duché de Bourg chap. 7. art. 10.

Sont habilles à ſucceder à leurs parens. Berry tit. 19. art. 41. Cambray tit. 12. art. 14. Bayonne art. 141.

Religieux ne Religieuſes profez ne ſuccedent à leurs parens, ne le Monaſtere. Paris art. 337. Calais art. 126. Meaux art. 47. Eſtampes art. 126. Dourdan art. 120. Montfort art. 114. Mante art. 174. Senlis art. 171. Clermont art. 154. Troyes art. 105. Chaumont art. 88. Vitry art. 77. Reims art. 326. S. Quentin art. 51. Amiens art. 95. Peronne art. 202. Artois art. 149. l'Ille art. 112. la Salle de l'Iſle tit. 2. art. 63. Duché de Bourg chap. 7. art. 23. Niuernois chap. 34. art. 18. Bourbonnois art. 319. Auuergne chap. 12. art. 14. la Marche art. 229. Poictou art. 287. Angoulmois art. 95. la Rochelle art. 67. Xainctonge art. 106. Bayonne tit. 12. art. 37. Blois art. 147. Bretagne art. 610. Berry tit. 19. art. 36. Chaſteauneuf art. 125. Chartres art. 102. Dreux art. 92. Grand Perche art. 165. Orleans art. 334. Tours art. 296. Lodunois Chap. 29. art. 1. Normandie art. 273. Auxerre art. 249.

Soit en ligne directe ou collateralle. Auxerre art. 249. Victry art. 77. Chaſteauneuf art. 125. Chartres art. 102. Dreux art. 92. Blois art. 147. Berry Tit. 19. art. 36. En quelque degré que ce ſoit. Vallois art. 91.

Sans qu'ils facẽt eſdictes ſucceſſions part, portion ne nombre pour la computation de legitime. Bourbonnois art. 319 Auuergne chap. 12. art. 14. la Marche art. 229.

Religieux ſont reputez morts ciuilement quant à la ſucceſſion. Artois art. 149. l'Iſle art 112. la Salle de l'Iſle tit 2. art. 63.

Par Ordonnances & Conſtitutions du Roy de France, ne. &c. Duché de Bourg chap. 7. art. 12.

Religieux de l'Ordre de Ciſteaux pretend auoir priuilege de ſucceder. Duché de Bourg chap. 7. art. 23.

Sortant auant profeſſion taiſible, retourne à ſes droicts. Reims art. 326. Berry tit. 19. art. 39. Poictou art. 287.

Peut diſpoſer auant ſa profeſſion, ou en icelle faiſant eſtant aagé de vingt ans, & dixhuict pour les femelles au profit de la Religion, ou autre perſonne capable & non prohibée, &c. Sens art. 87. Anjou art. 249. Mante art. 263.

Donner auant la profeſſion ſes biens, ou partie au Monaſtere. Cambray Tit. 12. art. 8.

Source : BIU Cujas

Entrant en Religion dans l'an de la probation, peut diſpoſer de ſes biens au profit de ſes parens ou autre ſelon droit. Berry tit. 19. art. 38.

Ne peut faire dedication ou donation expreſſe de ſes biens au profit du Monaſtere: ſinon de la tierce partie. Berry tit. 19. art. 38.

Peut dedier ſes biens à l'Egliſe par expreſſe dedication, & non autrement. Bourbonnois art. 318. Auuergne chap. 12. art. 12. la Marche art. 229.

Noble Religieux ou Religieuſe eſtant mis en Religion approuuée, l'aiſné ou aiſnée prend la part dudict Religieux ou Religieuſe, qu'ils euſſent eu s'ils fuſſent demeurez ſeculiers. Anjou art. 248. le Maine art. 266.

Sauf en la Chaſtellenie de Mirebeau, où le fils aiſné ne prend rien en icelle portion, mais ſe depart entre les enfans. Anjou art. 248.

Parens prochains ſuccedent à celuy qui entre en Religion ſans auoir diſpoſé au parauãt de ſes biens, pour le maſle de vingt ans, & pour la femelle de dixhuict ans. Calais art. 126. Sens art. 87. Eſtampes art. 125. Reims art. 326. Peronne art. 203. Niuernois Chap. 34. art. 19. Orleans art. 333. Normandie art. 273. Montargis Chap. 15. art. 18. Berry Tit. 19. art. 37. Poictou art. 287.

Oncle ſuccede au nepueu auant le couſin germain. Paris art. 338. Normandie art. 243. Orleans art. 328. Dourdan art. 121. Peronne art. 209. Calais art. 127. Chaſteauneuf art. 131. Artois art. 110.

Ou tante, &c. Melun art. 267.

Oncle & nepueu d'vn defunct decedé ſans freres ne ſœurs ſuccedent egalement ſans Repreſentation. Paris art. 339. Calais art. 128 Orleans art. 329.

Nepueux precedent les oncles & tantes en tous biens meubles & acqueſts immeubles, & aux propres procedãs de leur eſtoc, coſté & ligne: & ſ'il n'y a nepueux & niepces, les oncles & tantes precedent les couſins & couſines germaines. Auxerre art. 243.

Ou couſins en ſucceſſion collateralle ſuccedent egalement par teſte & ordre de degré, ſauf és fiefs, où le maſle forcloſt la femelle. Montargis chap. 15. art. 19.

Oncles & autres parens collateraux, qui ne ſont ioincts que d'vn coſté, ſuccedent egalement aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles. Paris art. 341. Meaux art. 44.

Immeubles, ſoient acqueſts ou heritages viennent aux collateraux ſeuls, & à leur defaut aux aſcendans, comme ils ont les meubles au defaut de collateraux. Angoulmois Art. 87.

Biens du decedé ſans faire teſtament diuiſez ſelõ la qualité & couſtume des lieux, & ſ'il a fait teſtament, ſelon ſon Ordonnance. Acs Tit. 3. Art. 1 & 2.

Succeſſion des puiſnez Nobles appartient aux puiſnez ſuiuans ou leurs repreſentans. Grand Perche Art. 154.

Appartient à l'aiſné en defaut de puiſnez maſles, & eſt preferé aux femelles és fiefs propres. Grand Perche Art. 154.

Pour les acqueſts & autres biens appartenans au defunct, d'ailleurs, appartient eſgalement audit aiſné & puiſnez, fils ou filles. Grand Perche Art. 154.

N'appartient aux femelles pour les fiefs propres: ains au puiſné ou puiſnez maſles. Grand Perche Art. 154.

Suitte par hypotheque. Paris Art. 95. & 170. Berry Tit. 9. Art. 9. Dourdan Art. 57.

V. Meubles.

Suitte de Diſmes. Niuernois Chap. 12. Art. 12. & 4. Valançay Art. 3. Tit. 10. Art. 18. Solle Tit. 17. Art. 10.

Suitte de Diſmes a lieu, quand les laboureurs vont labourer hors la Diſmerie, en autre lieu ſubject à Diſme ou exempt. Niuernois Chap 12. Art. 1. Valançay Tit. 2. Art. 3. Berry Tit. 18. Art. de Rheillage. La Marche Art. 332.

Pour les aigneaux & autres beſtiaux. Solle Tit. 17. Art. 11.

N'a lieu ſi on laboure pour autruy à prix d'argent. Niuernois Chap. 12. Art. 1. és Diſmeries d'Egliſe. Valançay Art. 3.

Curez n'ont aucune Suitte pour leurs Diſmes. Valançay Art. 3.

En Suitte de Diſme on n'a que demie Diſme, ſ'il n'y a procours ou droict de labourer l'vn ſur l'autre par lettre ou preſcriptiõ. Niuernois Ch. 12 Art. 2. & 3. Berry Tit. 10. Art. 18. La Marche Art. 332. Solle Tit. 17. Art. 11.

Faut que les bœufs ou beſtes ayent eſté hyuernées l'hyuer precedẽt la recollection du Diſme. Niuernois Chap. 12. Art. 2. & 3. Depuis le premier iour de Nouembre, iuſques au premier Mars. Berry Tit. 10. Art. 18.

Suitte de beſtes. Berry Tit. 17. Art. 10.

Ou de beſtail. Niuernois Chap. 21. Art. 16.

Qui appartient à celuy qui a bailé le beſtail à Chaptel.

Droict de Suitte. Berry Tit 1. Art. 1.

Suitte de gens. Solle Tit. 1. Art. 1.

Ou Suitte de perſonnes ſerues Auuergne Chap. 27. Art. 2. & 9. ou de pourſuitte. La Marche Art. 147.

Les manans & habitans des villes Royales du pays de Berry ſont exempts du droit de Suitte. Berry Tit. 1. Art. 1. & 2.

Surcens. Meaux Art. 107. Senlis. Art. 274. Vallois Art. 13. 17. 43. 141. & 159. Laon Art. 114. & 242. Chaalons Art. 120 Reims Art. 39 153. 161. & 209. ſainct Quentin art. 73. Therouanne Art. 17. & 19. Amiens Art. 7. & 8. Amiens Art. 42. & 248. Monſtreul Art. 31. S. Pol Art. 16. & 42. Chauny Art. 25. & 113. Ponthieu Art. 64. 88. & 90. Artois Art. 42 46. & 47. Auuergne Chap. 17. Art. 17. Chap. 21. Art. 4. & 5. Peronne Art 72. & 253. Boullenois Art. 47.

Pour le ſecond & dernier cens ou rente, qui eſt deuë apres le chef & premier cens ou rente, & eſt tenuë d'aucun ſeigneur en cenſiue.

Surcens eſt ſeconde rente. Monſtreul Art. 31.

Surcenſe. Boullenois Art. 145.

Rente ou Surcens. Amiens Art. 42. & 248. Amiens L. Art. 7. & 8.

Ou Surcens. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 3.

Surcenſier. Boullenois art. 47. & 145. S. Pol en Artois tit. 3. art. 5. Ou Sourcenſier. ſainct Pol art. 16. Amiens art. 248.

Surcharge Auuergne chap. 21. art. 5. & ch. 22. ar. 15. La Marche art. 180.

Surcottier, Surcotterie. Boullenois. art. 46. & 47.

Quand les heritages, cenſuel, feudal ou cottier qui doiuent cens, rente ou autre deuoir, eſt chargé d'autre cens, &c.

Droict de ſuriect. Auuergne ch. 32. art. 39

Pour l'augmentation du pris.

Sur poil ou ſerpaut.

V. Trouſſeau.

Surſoulte. Berry Tit. 14. art. 15.

V. Soulte.

Suzeraineté. Anjou art. 287. le Maine art. 303.

T.

Tabellion ou Notaire. Eſtampes artic. 155. Sens art. 244. Mont-fort art. 86. Mãte art. 153. Berry Tit. 18. art 9. & 10.

Tabellions en Cour d'Egliſe ne peuuent receuoir Inuentaires. Troyes art. 75.

Seigneurs Chaſtelains ont ſeel authentique & Tabellion par la Couſtume de Senlis art. 93.

Tabellionner. Sens art. 248. pour mettre en forme vn contract, quand on le liure en parchemin & groſſoyé.

Droict de Tabellionnage. Chaſteauneuf art. 11. Blois art. 17. & 20.

Droict d'Obole deu au Roy à cauſe de ſon Tabellionnage & en quels contracts. Sens art. 247. 248. & 249.

En quels contracts n'eſt deu. Sens art. 250.

Mettre en ſa Table. Paris art. 21.

Remettre à ſa Table & Domaine. Meaux art. 170. Bollonnois art. 53. Bolongne art. 13. Eſtappes art. 9.

Retirer & Re-vnir à ſa Table. Ribemõt. art. 2.

Retraire & Re-vnir à ſa Table. Peronne art. 256. Artois art. 116.

Rapproprier à ſa Table & domaine Boullenois art. 53.

Tableau. Acs tit. 12. art. 7.

Tailles, aydes & ſubſides. Amiens art. 192. Bolongne L. art. 4. Blois art. 40. Artois art. 199.

La Salle de Lille tit. 29. art. 1.

La ville de Bolongne eſt franche & exẽpte de Taille. Bolongne L. art. 4.

Droict de Taille appartient au S. F. & ſe doit payer tant par le vendeur, qu'acheteur dans ſoleil couchant, fors les priuilegiez ou autres, &c. Boullenois art. 35.

Droict de Tailles eſt ſeigneurial. Blois art. 40. Dunois art. 26. & 27.

Taille franche ou ſerue. La Marche art. 69. 132. & 189.

Taille ſerue comme ſe doit impoſer par le ſeigneur, & la forme qu'il y doit garder. Niuernois chap. 8. art. 2.

S'impoſe ſur les corps ſerfs & meix, ſ'ils en ont. Niuernois chap. 8. art. 3.

Tailles Reelles ou perſonnelles. Bourbonnois art. 488.

Tailles perſonnelles Bourbonnois art. 29. & 345. qui ſont ſur le chef & ſur la perſonne.

Tailles perſonnelles ſont franches ou ſerues. Bourbonnois art. 189. ſont a volonté raiſonnable. Bourbonnois art. 190.

Obligent les contribuables à quatre charrois l'an ou quatre coruées. Bourbonnois art. 191.

Sont deuës à M. & non à autre ſeigneur par les demourans par an & iour és Chaſtellenies de Mural, &c. Bourbonnois art. 195.

Perſonnelles deuës à autres ſeigneurs, qu'à M. ſont ſerues de ſuitte & main-morte. Bourbonnois. art. 197.

Si elles

Indice perpetuel.

Si elles ſont deuës à M. & au Vaſſal, celles du Vaſſal ſont ſerues. Bourbonnois art. 198.

Perſonnelles deuës trois fois l'an, en Aouſt: Noël & Paſques ſont ſerues. Bourbonnois art. 203.

Tailles reelles. Bourbonnois Art. 345. & 489. Qui ſont deuës à cauſe des terres, & les ſuiuent ſont reelles, ſ'il y a argent baillé, ou geline deuz en Aouſt, ou des trois les deux, dont l'argent ſoit l'vn. Bourbonnois Art. 489.

Deuës en Aouſt ſont doublans & tierçans au regard de l'argent, & non pour le bled, & autre ſomme. Bourbonnois Art. 496. & 497.

Sont doublans pour vne année, & la Queſte courant en l'autre au chois du ſeigneur. La Marche Art. 128. & 129.

Simples par conuention ou preſcription ne doublent ne tiercent. Bourbõnois Art. 497. Simples. Bourbonnois art. 498.

Pour doublage ne ſe peuuent leuer qu'vne fois l'année. Anjou Art. 128. le Maine Art. 138.

Taille double. Bourbonnois Art. 34. & 346.

Droict de Taille ou Queſte és quatre cas. Bourbonnois Art. 29. 30. 343. & 344. Auuergne chap. 17. Art. 9. 15. & 16. chap. 25. Art. 2. La Marche Art. 130.

Reïterables au cas de priſon ſeulement. Bourbonnois Art. 344. Auuergne chap. 25. Art. 3. La Marche Art. 130.

Abonnée en pluſieurs endroits. Bourbonnois Art. 345.

En autres lieux ſe leuent ſelon les Tailles reelles & perſonnelles, & doublent l'année eſdits quatre cas. Bourbonnois Art. 345.

Eſdits quatre cas aduenans ne ſe leuent par M. le Duc, que pour vn cas: & les autres cas és autres années. Bourboinnois Artic. 347. Idem pour les hauts Iuſticiers. Auuergne Ch. 25. ar. 12. fors qu'en la Marche, où ils ſe leuent en vne année. La Marche Art. 131.

Seront leuées par le S. Haut Iuſticier, ſ'il luy aduient les quatre cas, & prend le profit pour ſa part. Auuergne Chap. 25. Art. 11. Par l'acheteur de Haute Iuſtice ſous faculté de rachat, és cas aduenans à ſa perſonne. Auuergne Chap. 25. Art. 13. par le mary és biens dotaux de ſa femme ayant Haute Iuſtice. Auuergne Chap. 25. Art. 14. Fors entre les Riuieres de Cher & Sioule, pour raiſon de la directe, à raiſon du double cẽs. Auuergne Chap. 25. Art. 15. ſeront impoſées ſur les hommes tenans ſeruement à volonté raiſonnable par le Iuge du ſieur Haut Iuſticier, ou par le ſieur meſme. La Marche Art. 130. Doiuent eſtre ſignifiées par le ſieur à ſes hommes: à fin de la faire reduire & moderer, ſi beſoin eſt. La Marche Art. 130. ſur l'homme franc ou tenant heritage en franchiſe à deuoir d'argent. La Marche Art. 132. Appartiennent ſeulemẽt au ſieur direct foncier, & non au ſieur Iuſticier. La Marche Art. 134. fors à Madame qui l'a ſur tous ceux qui ſont en ſa directe. La Marche Art. 135. fors ſur les hommes de ſes Iuſticiables tenans d'eux en franchiſe, ſeruitude ou condition mortaillable. Ib.

Les S. Iuſticiers ou non en vſeront ſelon leurs droicts. Bourbonnois. Art. 347. & 348.

Tailles annuelles iugées & abournées. Anjou Art. 129. & 130. le Maine Art. 140. & 141.

Que les ſujects doiuent à leur ſeigneur S. chacun an.

Taille. Anjou Art. 128. le Maine Art. 138. Pour le droict de doublage & des loyaux Aydes.

Tailles n'ont lieu quand le ſeigneur marie ſa fille en ſa maiſon ſans dot particulier. Auuergne Chap. 25. Art. 4.

Es quatre cas deuës le fort portant le foible. Auuergne Chap. 25. Art. 5.

Taille ou Queſte ſ'impoſe egalement, le fort portant le foible. La Marche Art. 128.

Doiuent eſtre egalées par les ſujects, ou à leur refus par les Officiers du ſieur Iuſticier, appellé nombre ſuffiſant des ſujects. Auuergne. Chap. 25. Art. 5.

Recogneus par vn Tenancier pour luy & ſes perſonniers, ne nuict au S. Taillablier, & ne profitent aux priſonniers non nommez: ſinon. &c. Bourbonnois Art 417.

Vne ſeule Taille leuée par le Haut Iuſticier ayant droict, conſtitué ou par Couſtume à ſon chois: mais le non Haut Iuſticier ne peut leuer que ſon droict conſtitué. Auuergne chap. 25. Art. 7. & 8.

Tenant heritage mortaillable n'eſt tenu au double d'Aouſt Queſte courant ne Taille aux quatre cas: ains doit Bans, Arbans & Vinade. La Marche Art. 143.

Quatre deniers de Taille perſonnelle. Bourbonnnois art. 203.

V. Chantelle.

Serfs ſont Taillables à volonté vne fois l'an, & à la S. Berthommier. Niuernois. Chap. 8. art. 1.

Abonnez à certaine Taille par compoſition, conuenance ou preſcription, en vſeront comme de Couſtume. Niuernois. Ch. 8. Art. 4.

Eſtans Taillables plus qu'vne fois l'an ou guettables par conuenance, ou preſcription, ſeront cõtraints par leurs ſeigneurs. Niuernois Chap. 8. Art. 3.

Taillables de Taille à volonté ou abonnée. Troyes Art. 3. & 4. Chaumont. Art. 3. Niuernois Chap. 8. Art. 1.

Taillables à volonté par leur ſeigneur peuuent eſtre moderez par le Roy ou ſes Officiers de Chaſtillon. Chaſtillon ſur Yndre Art. 1.

De Taille abonnée. Fromenteau Art. 1. l'Iſle Sauary Art. 9. La Couldray Art. 1.

De Taille à volonté ou abonnez. Azay le Ferron Art. 3. Buzançois Art. 5. Bauché Art. 5. S. Genouſt Art. 4. Maizieres Art. 20. S. Cyran Art. 8.

Taillables haut & bas Duché de Bourg. chap. art. Comté art. 101.

Pour Taillables à plaiſir & volonté.

Nobles de par pere exempts des Tailles, impoſitions & Aydes. Artois art 198.

Pupilles vefues, pauures & miſerables perſonnes & mandiens exempts de Taille. Auuergne chap. 25. art. 6.

Doüairiere ou vſufruictier ont droict d'impoſer Tailles és quatre cas qui tombẽt en leurs perſonnes durant ledict vſufruict ou Doüaire, & non le proprietaire, & ſi leſdits cas tombent en la perſonne d'iceluy, ledit proprietaire, Doüairiere ou vſufruictier ne peut Tailler & demeurent au profit des ſuiects en Haute Iuſtice. Auuergne Chap. 23. art. 9. & 10.

Tous procedãs au departemẽt des deniers & egal & audition de Comptes, ne prendront aucun ſalaire, ſinon le Notaire ou Clerc pour l'eſcriture ſeulement. Bretagne art. 680.

Ville & Taille. Lille art. 44. pour la ſeptanie & le territoire de la ville.

Taille d'hommes & femmes ſerfs Niuernois chap. 37. art. 3.

Heritages Taillables. Duché de Bourg. chap. Art. Bourbonnois art. 349. 489. & 490. Qui appartiennent à l'homme de main-morte & de ſeruile cõditiõ Feu taillable Bourbonnois art. Taillables Mortaillables. Bourbonnois art. 265. & 349.

Seigneur ou ſuiet Taillablier. Bourbonnois art. 413. 415. 416. & 417.

Tailler ſes hommes & ſuiects. Bourbonnois art. 343 & 344.

Taions ou Tayons. Amiens art. 119. 210. & 211. Boulonnois. art. 33. & 148. S. Pol en Artois Tit. 2. art. 11. ſont gros arbres.

Vn cheſne eſt nommé Tayon quand il a trois ans. Monſtrueul art. 29. Pontieu art. 7.

Tauerniers.

Tendre le giron. Peronne art. 241. pour recognoiſtre le lignager.

Tenir en ſa main. Berry Tit. 5. art. 24. & 25. Tit. 11. art. 8. en Parage, part prenant ou en Gariment. Poictou art. 95. 136. Angoumois art. 28. ſont differens. Poictou art. 107.

Quand le S. Feodal vſe d'exploict domanier ſur la choſe feodale par luy ou ſon Cõmis, ou quand l'on iouïſt par ſes mains d'vn heritage.

Tenancier ou Emphyteote. Bourdeaux Art. 89.

Tenemens nobles. Artois art. 194.

Tenementier Comte de Bourg. art. 80.

Tenuë Feodale. Melun 86. 88.

Tenuë par Parage Normandie art. 127.

Lige ou ligence eſt ordinaire en tous Fiefs. Bretagne art. 332.

Tenuë de droict. Artois art. 28.

Tenuë par aumoſne. Normandie art. 139.

Seigneur ne peut departir la Tenuë à ſon homme. Bretagne art. 348.

Tenure & Retraicte d'heritage baillé à rente fonciere. Tournay Tit 8. art. 6.

Saiſine & Tenure. Tournay tit. 8. art. 7. tit. 17. art. 4.

Mettre en Tenure & poſſeſſion. Tournay tit. 8. art. 8. & 19.

Tenure feodale. Paris art. 60. Eſtampes art. 24 37. Reims art. 127. Dourdan art. 35. Montfort art. 39. Ribemont art. 30. Peronne art. 70.

Ou de cens. Bourdeaux art. 75.

Tenure. Senlis art. 195. Amiens art. 164 Normandie art. 126.

Tennre du fief. Reims art. 134. Paris art. 44.

Teneur feodale. Laon art. 202.

Nobles Tenures. Ponthieu art. 41.

Trois ſortes de Tenures Nobles, lige ou à ligence du Iuueigneur d'aiſné en Parage & Ramage, en Iuueignerie ſans Parage. Bretagne art. 329.

Tenure de quatre ſorte par hommage, par Parage, par aumoſne, & par bourgage. Normandie art. 103.

Tenue du Iuueigneur d'aiſné en Parage & Ramage. Bretagne Art. 330. En Iuueignerie ſans Parage. Bretagne art. 331. En Iuueignerie ſimple. Bretagne art. 342.

Terceau. Chartres art. 113. Eſt vn droit qui ſe nõme en autres lieux Vinage. Chartres art. 114. Dreux art. 99.

Se paye quand on ſort le vin hors de la Cuue ou autre vaiſſeau. Chartres art. 114. Dreux art. 99.

Source : BIU Cujas

Est acquité en delaissant la vigne dés le iour de sainct Barthelemy. Chartres artic. 114. Dreux art. 99.

Terrage. Mante art. 296. Berry tit. 10. art. 23. 25. & 26. Tit. 14. art. 21 Ponthieu art. 110. 111. Bollenois art. 37. Herly art. dernier. Artois art. 34. 62. & 63. Montargis chap. 1. art. 90. chap. 2. art. 40. Chasteauneuf art. 149. Chartres art. 112. Blois art. 33. 34. 38. 40. 41. 119. & 130. Bretagne art. 536. 537. 578.

Qui est aussi nommé Champart Soüesmes. art. 1.

Terrage & Champart n'est qu'vn mesme droict Dunois art. 50.

Terrage & Champart Dunois art. 28. & 51. Amiens art. 193. 195. & 197.

Terrage est de douze gerbes vne. Berry tit. 10. art. 25. Vallançay art. 2. Vastang art. 3. le Puroux art. 3.

De vingt-quatre rayes les deux. Soësmes art. 1.

Est deu aux vns plus, aux autres moins, selon la diuersité des lieux. Blois art. 130.

Sera mené en la maison du seigneur auãt les fruicts: à peine de l'amende. Xaintonge art. 21. Peut estre delaissé sur le pied sans euoquer le seigneur ou Commis en delaissant de vingt-quatre rayes les deux: & peut aussi estre cueilly, sans attendre le laboureur, &c. Soëssmes art. 1.

Detenteur peut emporter apres la sommation, son fruict, en laissant le droict de Terrage sur le champ. Berry tit. 10. art. 27.

Gerbes Terragées Granges Terragereſſe, Terre Terragée Terrager. Mõtargis chap. 3. art 2. & 3.

Terre Terragiere. Berry tit. 10. art. 24. 26. & 27.

Granges ou Pressouër Terrageau. Blois art. 132. & 133.

Le Terrageur. Artois art. 63. ou Terrageau. Blois art. 41. 43. & 44.

Pour le seigneur auquel appartiẽt le droit de Terrage & Champart, qui se prend sur terres labourables, & aussi en quelques lieux sur bois, prez, pasturages & viuiers.

Terrage est droict seigneurial qui emporte lods & ventes. Montargis chap. 3. art. 4. s'entend de xii. gerbes l'vne, s'il n'est declaré. Montargis chap. 3. art. 5.

N'est deu pour prez, bois, vignes. Montargis chap. 3. art. 6.

Se doit mener en la grange des S. Censiers en leur seigneurie: sur peine. &c. Bouines art. 6. Montargis chap. 3. art. 2.

Detenteurs d'heritages chargez de droit de Terrage, tenuz auant qu'ẽporter les aduestures & Ablais venant à meurissons appeller les S. Censiers ou Commis pour voir faire la couppe & prendre la x. & tourner la xj. pour la laisser à Disme. Blois art. 131. Berry tit. 10. art. 26. Boullenois art. 37. Artois art. 63. Bouuines art. 6. s'ils sont plusieurs seigneurs en suffit euoquer vn. Artois art. 63.

Tenuz payer amende de lx. sols Parisis defaillant à payer le Terrage, s'il y a Iustice. Aire art. 3. Artois art. 34. la Ferte-Ymbaut art. 5. seule, ores qu'ils soient plusieurs seigneurs. Artois art. 63.

Terrager. Berry tit. 10. art. 24. pour celuy qui possede & tient terre suiete à Terrage.

Terragers ne peuuent vendre les terres Terragieres sans licence du seigneur, s'il n'y a bail ou conuention au contraire. Berry tit. 10. art. 24.

Terrage ou agrier. La Marche art. 331.

Terrage ou Champart. Bourbonnois art. 352. Poictou art. 62. 64. & 82. Xainctonge art. 82. Xainctonge art. 18. & 21.

Terrager. Poictou art. 64. & 82. Xainctonge art. 18.

Terragerie. Poictou art. 64. 75. & 191.

Terres situées au dedans du circuit d'vn terrage, y sont suiettes. Romorantin art. 6.

Ne peuuent estre ostées au suiet, s'il a iouy par dix ans sans la cessation de trois ans & vn mois de May s'il n'y a bail contraire. Berri tit. 10. art. 23.

Se peuuent vendre à la charge du Terrage Vastang art. 3.

Delaissées par sept ans sans labeur, & les enfruicter pourront estre labourées par le seigneur pour auoir son droict de Terrage. Vallançay art. 2.

Par trois ans & vn mois de May continuel de les labourer ou emblauer le premier labourer les peut appliquer à son profit, en payant Terrage Vastang. art. 4. & vn mois &c. le Puroux art. 3.

Le seigneur les peut remettre en sa main. Berry tit. 10. art. 23.

Données à Terrage ou agrier perpetuel estãt en friche par trois cueillettes sans les labourer peuuẽt estre reprinses & remises au Domaine. La Marche art. 331.

Estans en pays de bocage ou plaine cõme doiuent estre ensemencées. Poictou. art. 104.

Ne seront mises en Pastis ou prez exceptez celles qui ont esté prinses puis neuf ans en ça: à la charge de les cultiuer & labourer. Menetou art. 5.

Ne pourront estre encloses de haye ou fossé pour la mettre à pasture, pré ou edifice. Amiens art. 397. Hesdin tit. 2. art. 30. Blois art. 131.

Ne seront amassées ou emprayées. Artois art. 62. fors à Montargis. Montargis chap. 3. art. 7.

S'entendẽt estre baillées à Terrage, sinõ delaissées à Rietz par trois ans pourront estre labourées par les Seigneurs ou autre, &c. Artois art. 62.

Sont baillées à Terrages, sinon que par expres il soit dit qu'on n'en payeroit. Mõtargis chap. 3. art. 6.

Seigneur ayant droict de Terrage, Parciere, Champart ou Carpot ou ses Commis, doiuent estre appellez vingt quatre heures auant que rien transporter hors le champ, & vigne: sur peine du double, &c. s'ils font residence sur le lieu & parroisse, &c. Bourbonnois art. 352. sur peine de soixante sols d'amende. Poictou art. 64.

Quand Terrage & Champarts sont deuz, le laboureur est tenu attendre vn iour naturel auant emporter, &c. Xainctonge art. 18.

Terres sujectes à Parciere ou Carpot ne seront appliquées à autre vsage, sans le cõsentement du seigneur: à peine de l'amende, & interests enuers luy. Bourbonnois art. 353.

Si le seigneur a donné congé à vn laboureur de recueillir ses fruicts, le doit bailler aux autres. Xainctonge art. 18.

Matiere de Terre-garde. S. Seuer tit. 1. art. 20.

Quand il est question entre parties des fins & limites ou des chemins.

Terme à qui doit appartenir. Deyren art. 1. S. Clemens art. 1.

Terrier & papier. Estampes art. 14. Bourbonnois art. 203. & 411. Auuergne chap. 25. art. 8.

Pour le papier du seigneur, auquel sont contenuës les recognoissances de ses cens, rentes, &c.

Territoire du seigneur Haut ou autre Iusticier. Meaux art. 204. Duché de Bourg Chap. 1. art. 1. & 3. Comté de Bourg art. 56. & 59. Niuernois chap. 1. art. 1. Berry tit. 9. art. 51. tit. 16. art. 1.

Territoire des terres sujectes à Champart ou Terrage. Estampes art. 59.

Et pour l'estenduë d'vne parroisse. Boullenois art. 134.

Et pour les terres des particuliers. Comté de Bourg art. 103.

Terre & Gorse à qui appartient. La Marche art. 330.

Tesmoins instrumentaires des contracts doiuent estre masles. Sens art. 245. Auxerre art. 134.

Et non domestiques du Notaire. Auxerre art. 134.

Seront masles & majeurs de vingt ans. Bourbonnois art. 75.

En enqueste comme presteront le serment. Valanciennes art. 154.

En presence de partie, ou à son defaut & contumace. Bretagne art. 149.

Preuue de deux Tesmoins est suffisante. Bretagne art. 147.

Quelles personnes ne peuuent estre Tesmoins pour leur seigneur, fors en cas de rente ou crime. Bretagne art. 150.

Infames de droict ne peuuẽt porter Tesmoignage: sinon és cas exceptez de droict. Bretagne art. 151.

Roturier ne doit estre receu en Tesmoignage pour fait de Noblesse, fief, &c. s'il n'est Prestre ou de Iustice. Bretagne art. 152.

Les cousins germains ne peuuent estre Tesmoins pour les cousins germains, ou au dessouz. Bretagne Art. 153.

S'il n'attaint autant au demandeur qu'au defendeur, ou fust question de chose mobiliaire ne valant cent sols monnoye pour vne fois. Bretagne art. 153.

Ceux qui sont de la consanguinité dans le neufiesme degré: sinon qu'il attaigne autant à l'vn comme à l'autre. Bretagne art. 154.

Les seruiteurs domestiques pour leurs maistres, ceux qui ont profit en la cause, qui sont du conseil: sinon que la cause fust petite. Bretagne art. 155.

Gens de condition main-mortables, corueables à volonté, iusticiables, &c. ne peuuent estre Tesmoins pour le seigneur. Duché de Bourg Chap. 9. art. 18. Comté de Bourg art. 101.

Gens de conditions ne sont receus en Tesmoignage pour & contre leur seigneur: sauf en matiere criminelle & de franchise. Niuernois chap. 8. art. 21.

Serfs & de serue condition peuuent porter Tesmoignage indifferemment. Bourbonnois art. 205.

Homme tenant heritage serf ne peut porter Tesmoignage contre son seigneur: mais le mor-taillable le peut porter. La Marche art. 171.

Tesmoins testamentaires seront idoines, suffisans, masles, & aagez de vingt ans, n'ayans interest au Testament. Paris art. 289. Calais art. 80. Normandie art. 397.

Source : BIU Cujas

Berry Titre 18. article 10. Bar article 94.

De vingt cinq ans. Orleans article 289.

Ne ſeront legataires. Paris article 289. Calais article 80. Dourdan article 104. Montfort artic. 86. Mante artic. 153. Senlis artic. 173. Clermont artic. 140. Vallois artic. 170. Laon artic. 58. Peronne artic. 162. Cambray tit. 13. artic. 3. Niuernois Chapit. 33. artic. 12. Normandie artic. 397. Tours artic. 322. Bourbonnois artic. 292. Auuergne Chapit. 12. artic. 49. La Marche article 254. Troyes artic. 97. Chaumont art. 84. Victry art. 102. Chaalons artic. 67. Reims artic. 189. Sainct Quentin artic. 21. Amiens art. 55. Peronne art. 162.

Quels ſeront receus. Bretagne article 618.

Signeront le Teſtament, ou mention ſera faicte de la cauſe pourquoy, &c. Paris art. 289. Calais art. 80. Bretagne art. 613. Bar art. 97. Berry tit. 18. art. 10.

Teſtamens doiuent eſtre preſentez aux Eſcheuins de Tournay dans certain temps & pourquoy. Tournay titre 22. article 6. & 7.

Seront approuuez. Tournay titre 22. art. 8.

Oppoſition aux Teſtamens ſe peut faire dans l'an & iour. Tournay tit. 22. art. 10.

La cognoiſſance de l'execution des Teſtamens appartient aux Iuges laiz. Montargis chap. 13. art. 9.

De la ſolemnité des Teſtamens aux Iuges d'Egliſe. Bretagne art. 614.

Teſtament ſolemnel comme doit eſtre fait, eſcrit & ſigné du Teſtateur, ou paſſé par deuant deux Notaires, ou pardeuant le Curé de la parroiſſe, ou ſon Vicaire general, & vn Notaire, ou du Curé ou Vicaire & trois teſmoins, idoines, ſuffiſans & capables, maſles & aagez de vingt ans, & non legataires. Paris artic. 289. Galais artic. 80. Melun artic. 244. Sens artic. 69. Auxerre artic. 266. Eſtampes artic. 107. Dourdan artic. 104. Montfort article 86. Mante article 153. Senlis article 173. Clermont article 140. Vallois article 170. Laon article 58. Chaalons article 67. Reims article 289. Sainct Quentin article 21. Amiens article 55. Chaumont artic. 55. Chaumont artic. 85. Troyes article 97. Victry article 102. Peronne artic. 162. L'Iſle artic. 27. Cambray tit. 13. artic. 3. Niuernois chap. 33. artic. 13. Montargis chap. 13. artic. 4. & 10. Orleans article 289. La Salle de l'Iſle tit. 7. artic. 2. Tournay tit. 22. artic. 1. Normandie artic. 397. Tours artic. 322. Anion article 276. Le Maine article 292. Grand Perche artic. 122. Chaſteauneuf article 112. Chartres article 90. Dreux article 80. Blois article 175. Vaſtang article 21. Berry tit. 18. article 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. & 18. Bourbonnois article 289. 292. La Marche article 230. Poictou artic. 268. 269. & 270. Angoulmois article 112. Sainct Seuer tit. 12. article 10. Bayonne tit. 11. article 2. 4. & 5. La Bourt tit. 11. article 5. Solle tit. 26. article 8. Bretagne article 613. Bar artic. 94. & 95. Sedan article 123. Auuergne chap. 12. article 48. La Marche article 253.

En preſence d'vn Notaire & deux Teſmoins, &c. Melun artic. 244. Montfort article 86. Mante article 153. Tours article 321. Grand Perche article 121. Sens article 68. Auxerre article 226. Eſtampes article 107. Senlis article 173. Troyes article 97. Chaumont artic. 84. Victry article 102. Laon article 58. Chaalons article 67. Reims artic. 189. Sainct Quentin article 21. Amiens article 55. Peronne article 162. Niuernois chapitre 33. article 13. Normandie article 397. La Marche article 230. Poictou article 268. 269. & 270. Bayonne tit. 11. article 2. Bretagne article 613.

S'il n'excede la ſomme de ſix liures tournois, il ſuffit vn Notaire & deux Teſmoins, ou le Curé ou ſon Vicaire & deux Teſmoins. Anjou article 276. Le Maine art. 292.

En la ville ſuffit quatre Teſmoins & vn Notaire, & aux Teſtamens faicts aux villages deux, & le Notaire pour le moins. S. Seuer tit. 12. art. 10.

Sera faict par eſcrit. Bretagne article 612.

Faict en temps de peſte, comme ſera faict, & auec quelle ſolemnité. Bayonne tit. 11. artic. 3. La Bourt tit. 11. artic. 5. Solle tit. 26. art. 5.

Ou diſpoſition derniere faicte entre enfans, ou pour cauſes pitoyables peuuent eſtre faictes ſelon Droict Ciuil ou Canonique. Berry tit. 18. art. 8.

Suggeré eſt nul. Tours article 322. Berry titre 18. artic. 8. Bretagne artic. 616.

Secret comme ſera faict. Berry titre 18. artic. 9.

Sans Teſmoins eſt bon. Chaſteauneuf artic. 112. Chartres artic. 90. Dreux artic. 80. Blois art. 175.

Teſtament & Codicille ne ſont differens. Sens artic. 81. Chaumont artic. 86. Bourbonnois artic. 290. Bar art. 94.

Doit eſtre inſinué & publié. Berry tit 18. art. 19. 20. & 21.

Eſtre accomply : pourueu qu'il ne ſoit contre Droict ou Couſtume. Bretagne art. 617.

Contenant premiere inſtitution & legs eſt bon. Berry tit. 18. art. 1.

N'eſt moins valable par faute d'inſtitution d'heritier. Paris Article 299. Calais Article 83. Sens Article 70. Auxerre Article 227. Dourdan Article 98. Montfort Article 92. Mante Article 151. Chaumont Article 83. Chaalons Article 69. Peronne Article 161. Cambray Titre 13. Article 2. Sedan Article 122. Poictou Article 272. Bar Article 102. Orleans Article 287. Tours Article 258. Grand Perche art. 121. Tournay Tit. 22. Artic. 3. La Salle de l'Iſle Titre 9. Article 1. Niuernois Chapitre 33. Article 10. Reims Artic. 285.

A quel aage on peut Teſter?

Aage de ſeize ans pour Teſter du tiers des meubles. Normandie Article 400.

De vingt ans pour Teſter. Normandie Art. 399.

Aage de pleine puberté de dixhuict ans. Berry Titre 18. Article 1.

De quatorze ans pour les maſles, & treize ans pour les femelles. Bayonne Titre 11. Article 1.

Pour les meubles, de dixſept ans pour les maſles, & filles à quinze ans, ſans auctorité de leur pere, ſi pluſtoſt n'eſtoient mariez : & de vingt ans pour les maſles, & dixhuict pour les femelles touchant les immeubles. Poictou Art. 278.

Fils de famille à dixſept ans ſans auctorité de pere. Angoulmois Article 119.

Vſant de ſes droicts à quinze ans accomplis. La Bourt Titre 11. Article 2. Solle Tit. 26. article 1.

Eſtant en puiſſance d'autruy de dixhuict ans. La Bourt Tit. 11. Article 2. Solle Tit. 26. Article 2.

Pour teſter des meubles, Acqueſtz & Conqueſtz immeubles, vingt ans accomplis : du quint des propres ving-cinq ans accomplis. Paris article 293. Orleans article 293. Calais article 86. Peronne article 164. Sedan article 124. & 125.

De vingt ans pour les maſles, & de dixhuit pour les femelles. Eſtampes artic. 103. Dourdan article. 101. Melun. article. 247. Sens article 68. Mont fort article 89. Mante article 155. Auxerre article 225. S. Quentin article 20. Amiens article 56. Tours article 324. Grand-perche article 131. Laon art. 59. Chaalons art. 68.

Pour Teſter des propres faut auoir vingt cinq ans tant maſles que femelles. Melun article 247. Mont fort article 89. Mante article 155. Laon article 59. Chalons article 68. Reims artic 290. Peronne article. 164. Tours artic. 324. Grand-Perche artic. 131.

Tant propres qu'acqueſtz. Eſtampes art. 103.

A vingt ans pour le maſle, & dix-huit pour la femelle, pour les meubles & conqueſtz immeubles, & Quint des propres. Auxerre art. 225.

Maſles mariez auant l'aage de vingt ou dix-huit ans peuuent teſter de leurs meubles, acqueſtz & conqueſtz immeubles & quint des propres, &c. Mante. Art. 155. Laon art. 59. Chalons artic. 68. Reims art. 290. Dourdan artic. 101.

De vingt-ans pour le Quint des propres, ſ'il n'y a meubles acqueſtz ne cõqueſtz immeubles. Paris art. 294. Calais art. 87. Orleans art. 294.

S'il n'y a que meubles de la quatrieſme partie. Sens art. 68. iuſques au Quint *ad pias cauſas* Eſtampes art. 103.

Quelles perſonnes peuuent faire Teſtament ou diſpoſer de leurs biens, chacun eſtant en aage & non empeſché de droict. S. Seuer Titre 12. Article 1.

Perſonnes ſaines d'entendement, vſans de leurs droits, peuuent diſpoſer de tous leurs biens meubles, acqueſtz & conqueſtz immeubles & de la v. partie de leurs propres ſeulement. Paris Article 292. Calais Article 84. Melun Article 246. Sens Art. 68. Montfort Article 87. & 88. Mante Art. 156. Dourdan Art. 100. Senlis Article 219. Clermont Article 131. Amiens Article 56. Auxerre Article 225. Vallois Article 84. & 86. Niuernois chap. 33. Article 1. Orleans Article 292. Grand-Perche Article 129. auec le reuenu d'vn an. Chaſteauneuf Artic. 113. Chartres Article 91. Dreux Art. 81. 82.

Soit en Fief ou roture. Dourdan Article 99. Mont fort Article 87. Senlis Article 217. Clermont Article 130. Vallois Article 84.

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

De tous heritages & acquests. Chauny Art. 57.

Ses meubles, acquests & conquests: pourueu qu'il n'y ait enfans. Senlis Artic. 218.

Du tiers de ses propres: autrement ne vaut en ce qui excede le tiers. Meaux Art. 26. & 27. Troyes Art. 95. Chaumont Artic. 82. Victry Art. 100. & 108. Chaalons Art. 68.

Quint des Fiefs de Naissant. Coucy Art. 9.

De la moitié de leur Naissant roturier, & du tiers en Fief. Laon Art. 59. & 60. Reims Art. 292.

Du tiers de leur Naissant soit en Fief ou roture. Chaalons Art. 70.

Du tiers de ses propres en censiue, & du Quint en Fief: & par vsufruict de tous ses propres heritages, reseruée la legitime. Noyon Art. 17. & 18. S. Quentin Art. 22. Ribemont Art. 55. Chauny Art. 58. Peronne Art. 165.

Disposer que du tiers de ses meubles, s'il y a enfans viuans lors du decez, qui porte les funerailles & legs Testamentaires. Normandie Art. 403.

S'il n'a que filles mariées, & qu'il soit quitte de leur mariage, de la moitié: & l'autre à sa femme, sinon dispose du tout. Normandie Art. 404 & 405.

De son heritage & biens immeubles ou tenans nature d'iceux: sinon du tiers des acquests. Normandie art. 412.

N'ayant enfans, du tiers de ses acquests, & conquests: autres toutes-fois qu'à la femme & à ses enfans, si le Testament ou donation est faicte trois mois auant le decez, ou qu'il n'ait disposé du tiers entre vifs. Normandie Art. 407.

Des biens auitins, sinon par le consentement de l'heritier. La Bourt Tit. 11. Art. 4. Solle Tit. 26. Art. 4.

Par Testament disposer plus que par donation entre vifs. Tours Art. 325.

De l'vsufruict de ses heritages & d'autres biens, non plus de son heritage. Normandie Art. 414.

Sinon pour recompense de ses seruiteurs ou cause pitoyable n'excedant le reuenu d'vn an. Normandie Art. 414.

On peut disposer des meubles & acquests immeubles, & de la tierce partie de son heritage, s'il n'y a enfans: & s'il n'a heritages du tiers des acquests ou tiers des meubles. Xainctonge Article 84. 85. & 86.

Des meubles & acquests immeubles, mesmes au profit d'vn estranger. Acs Tit. 1. Art. 7.

Des acquests à chacun des enfans, deduits les frais des funerailles. La Bourt Titre 11. Article 3. Solle Titre 26. artic. 3.

Du quart de tous heritages chargé de tous legs & funerailles, demourans les trois quarts à l'heritier. Bourbonnois art. 291.

Chargé de tout legats, de la quarte partie des debtes & funerailles, & seront reduites au quart. Auuergne chap. 12. artic. 41. 46. & 47.

Du quart en censiue des propres, & du Quint des fiefs auec vne année du reuenu. Dreux art. 82.

Du quart en censiue & du quint en fief. Blois art. 173.

Du tiers, demourans les deux parties de l'heritage ou de ce qui est censé heritage franc & quicte de dons & legats. Xainctonge Art. 84. 85. 86. & 89. Bourdeaux Art. 60. & 61.

De la sixiesme partie des heritages de ligne & de tous meubles & acquests: & s'il n'y a que meubles & acquests de la quarte partie. Bar Art. 98.

Des meubles & acquests immeubles acquis par le Testateur & son industrie. Bayonne Tit. 11. Art. 14. & 15.

Ses meubles à qui leur plaist, s'il n'y a enfans. Normandie art. 410.

Peut charger les rotures du tiers, & les Fiefs patrimoniaux du quint. S. Quentin art. 27.

Assigner le quint sur vne piece, s'il y en a plusieurs. Clermont art. 138. Vallois art. 83. Victry art. 109.

Donner plus que du quint du consentement de l'heritier. Amiens. art. 58.

Iusques au Quint en Fief, & au quart en censiue. Montargis Chapitre 13. Art. 2. & 11. Dreux Article 82. Blois Article 173.

Pour l'vsufruict des propres à quelque personne que ce soit. Noyon Article 17.

On ne peut disposer au profit de sa femme, ses enfans, & enfans de ses enfans Meaux Artic. 26. Senlis Article 218. Ribemont Article 55. *& e contra.* Chauny Artic. 12. & 57. Arras Tit. 2. Artic. 7. 8. & 9.

Au prejudice du coheritier. Chauny Art. 57.

Donner par Testament aux enfans des enfans viuant leur pere ou mere plus à l'vn qu'à l'autre. Meaux art. 26.

On peut donner le Quint à l'vn ou plusieurs de ses enfans non venans à la succession. Senlis art. 217.

Laisser à l'vn plus qu'à l'autre de ses heritiers. Bourdeaux art. 61.

Ou aduantager l'vn plus que l'autre. Normandie artic. 418. Blois art. 167. Angoumois art. 49.

Au preiudice des legitimes deuës aux enfans. Vallois art. 93.

Par Testament le reuenu de trois ans de son Fief. Beauquesne art. 9.

Ou par entre vifs. Boullenois Article 90.

Sans appeller l'heritier. Artois article 90.

Des Fiefs & heritages. La Salle de l'Isle Tit. 9. art. 4.

De trois années de leurs heritages: pourueu qu'ils n'excedent ce que la Coustume permet. Anjou art. 275.

Le Quint de son heritage, tant par don Testamentaire qu'entre vifs. S. Omer en Artois Tit. 1. art. 14.

De ses Fiefs patrimoniaux, & est hereditál. Hesdin Tit. 1. artic 9. Lillers tit. 1. art. 5.

Des deux parts de ses biens à autres qu'à ses heritiers de droict & de Coustume. Duché chap. 7. art. 4.

De leurs meubles & heritages non feodaux, les donner, legater ou disposer d'iceux en tout ou partie, & y apposer conditions. Tournay tit. 22. art. 1.

Quelles personnes peuuent faire Testament ou non.

Conioincts peuuent par ensemble disposer de leurs heritages par Testament ou autrement. Tournay Titre 2. article 8.

Et s'il n'y a entraueststissement, le maty seul peut disposer de la moitié des heritages de sa femme, ou de son costé ou d'acquests. Arras Tit. 2. art. 7.

Suruiuant ne peut disposer des heritages situez audict Escheuinage, s'il y a enfans viuans, sinon des meubles: & s'ils sont morts, en peut, &c. Arras tit. 2. art. 12. & 13.

Se peuuent donner le Quint en Fief, & le Quart en censiue, & non le reuenu d'vne année. Chartres art. 91.

Femme peut faire Testament sans l'auctorité de son mary. Sainct Quentin art. 20.

Estans esdicts aage. Grand Perche art. 131. Auxerre art. 238. Estampes art. 105. Berry tit. 18. art. 3. Poictou artic. 275. Angoumois art. 118.

Disposition de tous meubles & catheux, si le suruinant s'y consent. Bappalmes art. 4.

De main fermes comme sera fait. Bappalmes art. 4.

De tous meubles ou portion d'iceux. L'Isle art. 26.

De tous meubles catheux & heritages reputez pour meubles ou portion. La Salle tit. 9. art. 3.

Des Fiefs & heritages à titre de Mortgage, & sans descompt en ligne directe. L'Isle art. 28. La Salle tit. 9. art. 5. Tournay tit. 10. art. 33.

Femme ne peut disposer au prejudice du mary ou ses heritiers pour sa portion. Meaux article 60. Clermont article 133. Vallois article 86. Troyes artic. 84. Chaumont art. 68. Sedan art. 131. Chaalons art. 26. Chauny art. 12.

Au prejudice de l'vsufruict du mary. Reims art. 295.

Ou conioinct ayant faict legs en espece, ledict legs a lieu: mais les heritiers sont tenus recompenser pour la moitié, & si c'est meuble precieux, le suruiuant le peut auoir. Laon art. 66. & 67. Chaalons art. 73. Amiens art. 63. & 64. Chauny art. 66.

Comme lesdits legs doiuent estre payez, & par qui. Sedan art. 132.

Bastard peut faire Testament de ses acquests & conquests immeubles. Meaux art. 29.

Disposer de ses biens, tant par contract d'entre vifs, que par Testament. Melun Art. 299. Sens Art. 28. Auxerre Art. 41. Estampes Art. 128. Mante Artic. 171. Bar Art. 73. Laon Art. 5. Chaalons Art. 11. Peronne Art. 5. L'isle Artic. 30. La Salle de l'Isle Tit. 9. Artic. 7. Cambray Tit.

Source : BIU Cujas

Tit. 12. Article 103. Niuernois Chap. 34. artic. 24. Montargis Chap. 15. Artic. 6. Orleans Art. 311. Dunois art. 75. Normãdie Art. 276. & 401. Calais Art. 92. Tournay Tit 23. art. 1. Bourbonnois art. 184. Berry Tit 19. Art. 30.

Iusques à la moitié. Bretagne article 477.

Ne peut disposer des meubles & acquestz. Clermont art. 153. de leurs heritages, meubles ou cateux sans le consentement de leur seigneur Lillers. Tit. 1. Art. 1.

Ecclesiastiques non religieuses professes peuuent tester Bar Artic. 110. Sens art. 80.

Personne asseruie d'enfans ne peut plus auant legater que sa portion. Cambray tit. 13. art. 4.

Femme fiancée ne peut faire testament sans l'auctorité de son mary. Artois Artic. 87.

Femme ne peut faire Testament sans auctorité. Lille Artic. 31. Normandie art. 402.

Sinon pour aumosne, amendemens ou recompense de seruice. Bretagne Article 619.

Sinon pour chose pieuse de la troisiesme partie des meubles & acquestz de la communauté Bar. art. 108.

Peut disposer de la troisiesme partie de son Doüaire, s'il n'y a pact au contraire. S. Seuer tit. 11. art. 11.

Ayans enfans habilles à succeder, ne peut disposer que du tiers des meubles. Normandie art. 408.

Ne peut disposer que de la troisiesme partie du Dot, si elle n'est donnée par estranger. Acs Tit. 4. art. 1.

Peut disposer de la quatriesme partie tãt de ses biens dotaux qu'autres chargée de tous legats, quart des debtes. Auuergne chap. 14. art. 16.

Enfans de famille ne peuuent faire Testament iusques à l'aage de vingt-cinq ans, sinon des biens acquis par leur industrie ou benefice du Prince souuerain. Berry tit. 18. art. 2.

Serfs ne peuuent Tester que de v. sols & au dessous, de ce qui chet en morte-main sans le consentement du seigneur. Vitry Art. 70. & 103. Troyes artic. 6. Chaumont art. 3. Chalons art. 17. Duché de Bourg chap. 9. artic. 11. Comté de Bourg artic. 96.

Sinon au profit de leurs communs. Cõté de Bourg. art. 96.

Disposer que de lx. sols. Niuernois cha. 9. artic. 32.

Conditionnez ne peuuent par Testamẽt ou autrement faire heritier au preiudice de leurs Seigneurs Auuergne Chapit. 27. art. 5.

Questaux & de condition serue ne peuuent Tester ne disposer des biens par Testament ou disposition d'entre vifs. S. Seuer tit. 9. Art. 1.

Serfs peuuent disposer par Testament ou autrement de ce qu'ils ne tiennent en Morte-main. Chalons art. 17. Troyes art. 3. Chaumont art. 3.

Peuuent Tester ou disposer de leurs biens par donation mutuelle n'ayans enfans. La Ruë d'Yndre art 18.

Testamens & autres dispositions de derniere volonté seront recordez dans six semaines, auant qu'ils soient executoires. Valanciennes art 59. & 60.

Testament des Bastards doit estre accombly & ce qui reste appartient au Roy. Meaux Art. 30. Arras Art. 30. Peronne Artic. 4. Cambray tit. 12. Art. 12. Tours Art. 321. Berry Tit. 19. Art. 29. Bourdeaux Artic. 73. Bayonne Tit. 12. Art. 38.

Thoreau en trois villages ne peut estre empesché d'aller à ieu. Bretagne Artic. 420.

Seigneur Feodal peut auoir en son fief Thorier. Ponthieu Art. 82.

Thoreau & Verot. Boullenois Article 44.

Mais non les Hauts Iusticiers Vicomtiers ou Fonciers, s'ils n'en font apparoir. Artois Art. 52.

Tendre & Thesurer au Domaine d'autruy. Anjou Art. 35. Le Maine Art. 39. & 62.

Tiercer le cens. Chasteauneuf Art. 13. Chartres Art. 11. Dreux Art. 9.

Tomber & escheoir ou venir en Tierce Foy, ou main. Tours Art. 297. 298. 299. 300. 314. & 316. Lodunois Chap. 29. Artic. 2. 3. 4. 17. 20. & 21. Chap. 31. Art. 6. Chap. 32. Art. 2. Anjou Artic. 255. 256. 267. & 279. Le Maine Artic. 273. 274. 285. 296. Sainct Aignan Art. 16. Chabris Art. 16.

Main Tierce. Auuergne Chap. 22. Art. 32.

Heritages tombez en Tierce Foy. Tours Art. 297.

Ou cheuz en Tierce Foy. Lodunois Ch. 29. Art. 2. & 4.

V. Foy.

Tiers denier. Niuernois Chap. 4. Art. 58. & 70. Chap. 6. Art. 2. & 23. Chap. 24. Art. 10.

Qui est deu au seigneur Bourdelier, & est le tiers denier du prix de la vente de l'heritage Bourdelier.

Tiercemens & Doublemens n'ont lieu apres la chandelle estainte. Ponthieu Art. 170.

Ont lieu seulement és fermes de Madame, & non autres. La Marche Article 117.

Sont chacun de trois iours, & les trois iours passez on ne peut plus tiercer, ne doubler. Niuernois Chapit. 20. Article 3.

Les huict iours passez. Bourbonnois Art. 547.

Comme se mettent sur la premiere mise. Niuernois Chap. 20. Artic. 4. Bourbonnois Art. 548. La Marche Art. 117.

Droict de Tiercer ou Doubler. La Marche Art. 117.

Tige & Tronc commun. Bretagne Art. 543. 545. 546. & 552.

Tige & Souche. Bretagne Art. 570. Pour le lignage.

Titre quand est reputé valable. Paris Art. 71.

Toise est de six pieds. Bourbonnois. Art. 302.

Toisage se fait à la toise de six pieds, douze poulces pour pied de Roy s'il n'est dit du contraire. Orleans Art. 254.

Enduits & crespis de maçonnerie à vieils murs, à quelle raison se Toisent Paris Art. 219.

Tonlieu. Monstrueul art. 24. & 26.

Ou Tonlieu. Therouanne Art. 7. Bourbonnois Art. 129. De Surene Art. 4.

Ou Thonneu. Chaalons Art. 3.

Tonnelieux Mondidier L. Art. 1.

Bourgeois & Escheuins ne doiuent aucun. Tonlieu De Surene Art. 4.

Vendeurs & Acheteurs doiuent payer Tonlieux dans Soleil couchant du iour de la vendition. Monstreul Art. 26. Therouanne Art. 7.

Des bestes viues aux seigneurs Vicomtiers dans Soleil couchant. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 7.

Nobles & gens d'Eglise ne doiuẽt payer Tonlieu. Boullenois Art. 129.

Hõme de Fiefs ne sont soubmis à payer Tonlieux n'Afforages. S. Omer en Artois Tit. 2. Art. 8,

C'est vn droict seigneurial que les vẽdeurs & acheteurs payent de ce qu'ils vendent & achaptent selon les Coustumes des lieux, & se prend sur toute marchandise, soit de bestes cheualines & autres: est de quatre deniers du vendeur, & autant de l'acheteur pour chacune beste cheualine, bœuf, ou vache, ou d'vn denier pour chacune beste blanche. Boullenois Art. 35.

Tournes. Montargis chapit. 1. Artic. 51. & 61. chap. 12. Artic. 24. 30. & 48. chap. 16. Art. 9. Blois Art. 120. Dunois Art. 38.

Pour la soulte ou retour de deniers ou bourse desliée, ou eschange ou partage.

Tours & murailles vieilles de Bayonne puis le port de Saut iusques au chasteau vieux sont au Roy. Bayonne Tit. 18. Art. 6.

Seront tenuës nettes & couuertes en bon estat, sans y faire bastiment ou les aliener. Bayonne Tit. 18. Art. 7.

Ne se prescriuent. Bayonne Tit. 18. Art. 9.

Traict d'arc. Bourbonnois Art. 524.

Traistres decapitez. La Bourt Tit. 19. Art. 4. Solle Tit. 35. Art. 4.

Traisnez. Bretagne Art. 632.

Transport simple ne saisit: & sera signifié à la partie auec copie auant qu'executer. Paris Art. 108. Calais Art. 224. Clermont Art. 55.

Sans apprehension ne saisit. Xainctonge Art. 42.

Dons simples, Cessions & Transports ne saisissent, s'il n'y a apprehension de fait, retention d'vsufruict, &c. Melun Art. 167. Mante Art. 90.

En matiere de Transport faut premierement faire declarer l'obligation executoire. Melun Art. 311.

Suffit iustifier du Transport. Bourbonnois Art. 127.

Faut y venir par action. Blois Art.

Trauers. Amiens Art. 192. Anjou Art. 43. & 49. Le Maine Art. 50. & 57. Tours Art. 59. Grand Perche Art. 6.

Droict de Trauers appartient au seigneur Chastelain. Senlis Art. 93.

Est droict seigneurial de Haute Iustice. Senlis Art. 105.

Est deu par ceux qui passent aucune chose Tributaire par les mettes du Comté de S Pol, fors par personne priuilegiée S. Pol en Artois Tit 2. Art. 3.

Se prend sur les marchandises passans par les chemins. Clermont art. 229. Vallois article derniere. Amiens art. 192. Anjou art. 43. & 49. Le Maine art. 50. & 57. Grand

Source : BIU Cujas

Perche art. 7. & 39.
Tresfond. Tours art. 1. pour le fonds.
Le droict de Treu accouſtumé. Comté de Bourg art. 107.
Quand la beſte a eſté abbatuë en autre ſeigneurie qu'en celle du veneur ou chaſſeur.
Trefues & aſſeurement. Anjou art. 42. 78. 82. & 152. Le Maine art. 49. 89. 93. 94. & 167.
Trefues & ſauuegardes enfraintes. Anjou art. 386. Le Maine art. 396.
Trefues peuuent eſtre données en perſonne ou par procureur. Le Maine artic. 94.
Action de Trefues enfraintes eſt annale. Normandie art. 44. Doit eſtre intentée deuant le Iuge ordinaire du defendeur, ou deuant celuy qui a donné les Trefues. Normandie art. 46.
En adiournement de Trefues n'y a reſpit ne delay. Normandie art. 48.
Adiournement en demande de Trefues doit eſtre baillé nommement & declarement. Anjou art. 82. 83. Le Maine art. 93. & 94.
Refuſant donner Trefues, eſt puny ſ'il ſe trouue que celuy qui les auoit demandées a eſté nauré, inutilé ou deſrobbé. Anjou art. 152. Le Maine art. 167.
Peut eſtre contrainct à les donner par prinſe de corps & detention de ſa perſonne. Anjou article 152. Le Maine article 167.
Le Iuge lay ſeul cognoiſt de Trefues enfraintes Normandie art. 47.
Ou les Iuges & Officiers du Prince des Trefues données en la Cour du Prince enfraintes. Anjou artic. 78. le Maine artic. 89.
Ou les Iuges de Vaſſaux, des tréues & aſſeurement donnez en la Cour des vaſſaux ſi le Prince ou autre Suzetain n'a pris congnoiſſance par preuention Anjou art. 78. Le Maine art. 89.
Treſors trouuez appartiennent au Haut Iuſticier Senlis art. 17.
Es terres du Domaine du Roy appartient au Roy Normandie art. 211.
En autre terre du ſeigneur de Fief. Normandie. art. 211.
En nef ou cimetiere, à la Fabrique. Normandie art. 211.
D'or & d'argent par bechement & ouuerture ſõt au Prince ſ'il n'y a pourſuite. Bretagne art. 46.
Comme doiuent eſtre departis. Sens article 8. Auxerre art 11. Bar artic. 44. Cambray tit. 24. art. 3. Anjou art. 61. Le Maine art. 70. Bourbonnois. art. 335.
Fortune d'or appartient au Roy. Anjou art. 61. Le Maine art. 70.
D'argent au Comte Vicomte ou Barõ. Anjou art. 61. Le Maine art. 70.
Trezieſme du vin Berry Titre 2. art. 22.
Trezieſme denier eſt deu quand le Fief eſt vendu à pris d'argent outre le relief. Normandie art. 171.
Se paye au pris de vingt deniers pour liure, ſ'il n'y a titre, conuention ou poſſeſſeſſion au contraire. Normandie Article 174.
N'eſt deu en eſchange ſ'il n'y a argent baillé. Normandie art. 172.
Pour la premiere vente faicte par le Parager. Normandie art. 134.
De terre roturiere venduë ſans Relief, ſinon en cas de ſucceſſion. Normandie art. 173.
Le Tronc de pere, mere ou autres parens. Sens art. 84. Duché de Bourg chap. art.
Tronc & ligne. Auxerre art. 240.
Chef ou Tronc. Sedan art. 84.
La ligne du Tronc. Duché de Bourg chap. art.
L'eſtre, Tronc & ligne, la ligne du Tronc & Eſtre. Niuernois chap. 34. art. 5.
Le Tronc eſt la ſouche, le Tige & l'eſtoc: la ligne, c'eſt la branche ou le lignage.
Lignagier deſcendant du Tronc. Bayonne tit. 5. art. 1. tit. 12. art. 24 31. & 32.
Trouble. Berry tit. 2. art. 32. tit. 5. art. 23.
Trouſſeau ou ſerpaut. Sens article 269. Troyes art. 143. Melun art. 278. Auxerre art. 253. Chaalons art. 104.
Ou Trouſſel. Comté de Bourg art. 87. Bretagne art. 463. 568. 569.
Ce ſont licts, draps, coffres, robbes, vaiſſelle, beſtail & autres menus meubles & meſnage, que les pere, mere ou autres donnent en contract de mariage à leurs fils, filles ou autres leurs parens.
Cens Truants. Souëſmes art. 3.
qui ne font que doubler, & ne portent lods ne ventes en cas d'ouuerture.
Tuteurs nommez par le Teſtament du pere ſont preferez à tous autres. Auxerre art. 258. Niuernois Chap. 30. artic. 1. Bourbonnois art. 177. Sedan art. 140. Cambray tit. 6. art. 10.
Preferent la mere. Bretagne art. 507.
Preſterõt le ſerment par deuant le Iuge ordinaire. Auxerre art. 258. Auuergne chap. 11. art. 1.
Et legitimes ſeront confirmez. Niuernois chap. 30. art. 3. La Marche art. 84. Sedan art. 141. Auuergne chap. 11. art. 2. Reims art. 329.
Secus, en Bourbonnois. art. 178.
Teſtamentaires tenus bailler caution & faire inuentaire. Bretaigne art. 501.
Ne font les fruicts leurs. Grand Perche art. 176.
Contraints de perdre la charge. Bourbonnois art. 181. Poictou artic. 309. La Salle de l'Iſle tit. 15. art. 5. Sainct Seuer L. tit. 6. art. 1. Bayonne tit. 10. art. 4.
Tuteurs tenus bailler caution. Bretagne art. 503. Nantes art. 720.
Et Iuſtice doit reſpondre des caution. Bretagne art. 484.
Ne ſont tenus bailler caution. La Salle de l'Iſle tit. 15. art. 2.
Seront donnez par les Maire & Conſeil. & à quelles perſonnes. tit. 10. art. 1.
Créez par la Haute Iuſtice. Cambray tit. 6. art. 9.
Par les Eſcheuins de l'Iſle, qui ont ce pouuoir, & de les deſcharger. L'Iſle art. 43.
Seront eſleuz par les parens. Auxerre art. 255. Dourdan art. 149. Clermont art. 193. Chaalons art. 9. Orleans art. 182. & 183. Sedan artic. 140. Bayonne tit. 10. art. 2. Tours art. 350. Lodunois chap. 34. art. 3.
Les plus prochains parens habilles à ſucceder, ſ'ils ont eſté appellez. Orleans art. 183. & 184.
Parens du coſté paternel preferez à la Tutelle ou Curatelle. Bretagne art. 504.
Paternels preferez aux maternels. Bretagne art. 507.
Ayeuls ou Ayeulles preferez à tous autres. Bretagne art. 507.
Ne ſeront eſleuz ſ'ils n'ont eſté appellez. Orleans art. 184.
Ou Curateurs eſleuz pendant la garde pour intenter & deduire les actions reelles. Paris art. 270. Calais art. 141.
Pour heritages roturiers & qui ne tombent en garde. Normandie art. 217. Laon art. 262.
Pere & mere peuuent pretendre ſeuls le bail & ioüyſſance des biens de leurs enfans. Cambray tit. 6. art. 5.
N'eſt Tuteur ou Curateur, ains adminiſtrateur. Poictou art. 308.
Eſt bail ou Tuteur, & faict les fruicts ſiens, &c. Cambray tit. 6. art. 3. Berry tit. 1. art. 22.
Ne faict les leuées & profits ſiens. Artois art. 156.
Frere aiſné majeur de vingt cinq ans forcloſt la mere en la Tutelle deſdits freres & ſœurs. Auuergne chap. 11. art. 6.
Secus, ſi elle a vingt cinq ans. La Marche art. 83.
N'eſtant majeur la mere eſt adminiſtrateresſe. Auuergne chap. 11. art. 8.
Eſt preferé à tous: fors à l'ayeul paternel. La Marche art. 83.
Oncle Tuteur de ſes nepueux ou niepces à defaut de mere & frere. Auuergne chap. 11. art. 10.
Mere aagée de vingt cinq ans eſt Tutrice. Auuergne chap. 11. art. 4.
Naturelle, ſans la demander n'accepter en iugement, ſans faire apparoir de ſa qualité. Poictou art. 305.
Eſtant mineur de vingt cinq ans, il ſera pourueu de Curateur aux cauſes, &c. Berry tit. 1. art. 25.
Doit bailler caution. Duché de Bourg chap. 6. art. 6. Anjou art. 88. Le Maine art. 101.
Ou Ayeulle eſt Tutrice ou Curatrice de ſes enfans iuſques à ce qu'elle ſe remarie. Bretagne art. 506.
Prefere les Ayeuls ou Ayeulles. Bretagne art. 507.
Peut prendre la Tutelle par auctorité de Iuſtice. Duché de Bourg Chap. 6. art. 6.
Femme ne peut eſtre Tutrice, Curatrice, Procuratrice, ne ſolliciter, &c. ſinon, &c. Bretagne art. 505.
Mere ne perd la Tutelle, ores que l'vn des freres viennẽt en aage. Auuergne chap. 11. art. 9.
Par les ſecondes nopces perd la Tutelle legitime. Niuernois chap. 30. artic. 7. Tours art. 350. Lodunois chap. 34. art. 3. Anjou article 88. Le Maine article 101. Bourbonnois artic. 176. La Marche artic. 86.
Mais non le pere. Niuernois chap. 30. art. 7. Tours art. 350. Lodunois chap. 34. art. 3.
Quand elle marie ſes filles, ſans, &c. La Marche art. 72.
Tenuë auant que contracter ſecond mariage de faire pourueoir de Tuteur & Curateur à ſes enfans, &c. Berry tit. 1. article 31.
Auant les eſpouſailles, &c. Bretagne art. 504.

Ne

Ne peut ſe remarier ſans faire pourvoir de Tuteur ou Curateur. Bourbonnois art. 76.

A tant qu'elle ſera en viduité, l'adminiſtration des perſonnes, & biens de ſes enfans, & fait les fruicts ſiens, &c. Berry tit. 1. art. 24.

Et apres eſt donné Tuteur ou Curateur par auctorité de Iuſtice. Vallois art. 67. Bar art. 66.

Tutelle faut par mariage. Sedan art. 146.

Curatelle dure iuſques à l'aage de vingt cinq ans. Orleans art. 183. entiers & vingt ſix entamé. Victry art. 65.

Tutelle dure pour les maſles iuſques à vingt ans & vn iour: & aux filles iuſques quatorze ans & vn iour. Montargis Chap. 7. art. 7.

Iuſques à vingt & vn an. Xainctonge art. 3.

Iuſques à l'aage de vingt quatre ans pour les maſles, & douze pour les filles. Orleans art. 182. La Marche 82. Niuernois chap. 4. art. 5. chap. 29. art. 5. Bretagne art. 515. & 516.

Iuſques à l'aage de xv. ans. Valenciennes art. 90.

Iuſques à quatorze ans pour les filles, & ſeize pour les maſles. Orleans art. 183.

Iuſques à l'aage de vingt cinq ans ou qu'ils ſoient mariez, ou obtenu diſpenſe d'aage. Cambray tit. 6. art. 5. Melun art. 295. Sens art. 259. Auxerre art. 256. Bar art. 74. Troyes art. 21.

Iuſques à quinze ans pour les maſles, & à douze pour les filles. Victry art. 65.

Iuſques à ce qu'ils ſoient deſchargez & mis au leur ou mariez ou ayans vingt cinq ans. La Salle de l'Iſle tit. 15. art. 7. l'Iſle art. 43.

Enfans eſtans en puiſſance d'autruy ne peuuẽt auoir la garde ſils n'ont vingt cinq ans: & auctoriſez par le pere ou Iuſtice. Bretagne art. 535.

Tutelle & curatelle ne ſera delaiſſée ſans cognoiſſance de cauſe. Bretagne art. 514.

Tutelle & curatelle n'eſt qu'vn. Auxerre art. 259. Montargis chap. 7. art. 7. Cambray tit. 6. art. 5.

Sont datiues. Reims art. 329. Anjou art. 88. Le Maine art. 101.

Sera decernée par le Iuge. Dourdan art. 149. Chaumont art. 12. Victry art. 64. Reims art. 328. Chaalons art. 9. Amiens 133. Perõne art. 232. Grand Perche art. 175. Blois art. 7. Bourbonnois art. 181. La Marche art. 70. 77. & 82. Poictou art. 304. & 309. Cambray tit. 6. art. 10. Tours art. 350. La Bourt tit. 10. art. 3. Solle tit. 25. art. 3. Bretagne art. 481. & 486.

Legitime a lieu apres la Teſtamentaire. Niuernois chap. 30. art. 1. Cambray tit. 6. art. 10. Bourbonnois art. 178.

Entre roturiers. Chaſteauneuf art. 137. La Salle de l'Iſle tit. 15. art. 1.

N'a lieu qu'à la mere, &c. Bourbonnois art. 179.

A defaut de pere & mere, à l'ayeul ou ayeulle. Niuernois chap. 30. art. 2.

N'empeſche que les Iuges n'en puiſſent pourvoir. La Salle de l'Iſle tit. 15. art. 2.

Datiue a lieu apres la legitime & Teſtamentaire. Niuernois chap. 30. artic. 1. Cambray tit. 6. art. 10. Bourbonnois art. 178.

Se donne par eſlection. Niuernois Chap. 30. art. 3 Bourbonnois art. 181.

Doit eſtre confirmée, & non la legitime ou Teſtamentaire. Bourbonnois artic. 178.

Tutelle ou adminiſtration de biens peut eſtre renduë auec cognoiſſance de cauſe. Bretagne art. 525.

Au pere ou mere Noble ſuruiuant, & à leur refus à l'ayeul. Auxerre art. 254. l'Iſle art. 41.

Sera donnée par auctorité de Iuſtice & eſlection des parés & amis. Lodunois chap. 33. art. 1.

On ne peut eſtre deſchargé d'eſtre en Tutelle, ſinon par lettres patentes de rehabilitation. La Salle de l'Iſle tit. 15. art. 12.

Entre pluſieurs Tuteurs qui doiuent adminiſtrer. Sedan art. 148.

Vn Tuteur peut ſeul agir & eſter en iugement, ores qu'il ait contuteurs, &c. l'Iſle art. 44.

Doiuent preſter le ſerment. Clermont art. 193. Chaalons art. 9. Bourbonnois art. 181. Boyonne tit. 10. art. 4. & 5. La Bourt tit. 10. art. 4. Solle tit. 25. art. 4. Bretagne art. 502. & 503.

Tenus de faire Inuentaire & rendre compte & reliqua. Cambray tit. 6. art. 11. Auxerre art. 255. 256. 257. Auuergne chap. 11. art. 4. 10. & 12. Sedan art. 143. Clermont art. 193. Chaalons art. 9. Chaſteauneuf art. 137. La Salle de l'Iſle tit. 15. art. 2. La Bourt tit. 10. art. 4. Duché de Bourg. chap. 6. art. 6. Tours art. 348. & 350. Anjou art 88. Le Maine art. 101. Melun art. 295. Sens art. 159. Bar art. 74. Troyes art. 21. Lodunois chap. 34. art. 32. Grand Perche art. 176. Berry tit. 1. art. 42. & 44. Bourbonnois art. 182. La Marche art. 84. Poictou art. 306. Bayonne tit. 10. art. 7.

Fors le pere, ſinon qu'il ſe remarie. Auuergne chap. 11. art. 13.

De faire clorre l'inuentaire dans quarante iours. Berry tit. 1. art. 24. Bourbonnois art. 182.

Dans vn mois. Sedan art. 142.

Doiuent faire apprecier les meubles. Berry tit. 1. art. 44. Bourbonnois art. 183. Poictou art. 206.

Vendre les meubles periſſables par ordonnance de Iuge. Berry tit. 1. art. 45. Sedan art. 144. Cambray tit. 6. art. 14. Par auctorité de Iuſtice. Mante art. 183. La marchandiſe du defunct & comment. Berry tit. 1. art. 46.

Quarante iours apres la cloſture de l'inuentaire. Bourbonnois art. 183.

Rendre compte des deniers de la vente, & non de la priſée. Bourbonnois art. 183.

Bailler les deniers de la vente des meubles periſſables à profit. Berry tit. 1. art. 45.

Pour les faire profiter honneſtement. Nantes L. art. 729.

A frais & à gaignages à prix raiſonnable, & limiter le temps. &c. Arras art. 35. & 36.

A rente & à recours. Valanciennes art. 27.

Feront employ des deniers procedans de ladicte vente en achat d'heritage ou rẽte. Mante art. 183. Sedan art. 144.

Contraints par le Procureur du Roy ou de la ſeigneurie & parens à vuider les mains, & faire ledict employ. Mante art. 183.

Tenus de rendre le tout en leur propre & priué nom. Clermont art. 195.

Les meubles non periſſables, & le prix de ceux qu'il a vendus. Berry tit. 1. art. 47.

Rendre des meubles des Tournois au Pariſis à faute de les auoir vendus. Berry Tit. 1. Art. 44.

Dans quinze iours apres ſommmation faicte tenuz bailler vn eſtat abbregé de ce qu'il doit à ſon mineur. Normandie artic. 580 & 581.

Bailler à ferme les heritages des mineurs pour le tẽps que la Tutelle durera à l'iſſuë, &c. Clermont. art. 196.

Pour neuf ans. Clermont art. 196.

Feront faire les Baux en la forme de ceux du Roy Clermont Art. 197.

Si les heritages vallent deux cens liures tournois de reuenu comme ſera faicte l'amodiation. Clermont art. 197.

Tenuz faire le choix dans le temps autrement ſont tenuz aux deſpens dommages & interreſtz. Normandie art. 333.

Ne pourront prendre directement ou indirectement des heritages des mineurs. Clermont art. 197.

En cas de reſtitution de meubles des mineurs les doiuent exhiber ou la priſée. Bourbonnois art. 183.

Tenuz rendre compte. Mante artic. 178. Arras Art. 37. La Marche art. 85.

Ou Curateurs ou Gardes Nobles, ſi toſt qu'ils ſont mariez. Grand-Perche article 233.

Meſmes le pere & mere n'ayant le Bail. Sedan Art. 156.

Meſme la mere, & payer le reliqua. Bourbonnois art. 176.

Auant que conuoler, &c. Niuernois cha. 11. Art. 5. Berry tit. 1. art. 31.

Ne peuuent Compromettre, Tranſiger, & deferer ſerment deciſif, &c. Bretagne art. 509. Sedan art. 156.

Ne doiuent intenter procez ſans conſeil. Bretagne art. 513.

Negotier ou contracter auec leurs mineurs. Bretagne art. 508.

Ne peuuent vendre les heritages ou les charger ſinon, &c. Sedan art. 147. Clermont art. 194. Mante art. 184. L'ille art. 47. La Salle de L'ille tit. 15. art. 6.

Tuteurs ne Curateurs ne doiuent point de Rachat à la Ferte-Bernard, &c. Le Maine art. 118. Berry Tit. 1. Artic. 39. Auxerre art. 78.

Ou Curateurs des mineurs ou perſonnes furieuſes doiuent rachapt & profit de Fief. Grand-Perche art. 41.

S'il ne ſe preſentent Bailliſtres ne doiuẽt payer qu'vn Relief de proprieté & chambellage pour les mineurs, &c. Amiens art. 129.

Eſtans receuz par le S. Feodal il aura les deux parts d'vn an pour les choſes hommagées pour le deport, & la tierce partie pour la nourriture des mineurs. Anjou art. 107. & 108. les vrais fruicts d'vne année. Le Maine art. 119.

Tenuz rendre indemnez les mineurs des reliefs. Boullenois art. 78.

Ne ſont tenuz preſter ſermẽt de fidelité, ſi bõ ne leur ſemble. Tournay tit. 10. art. 14.

Seigneur doit par ſes Officiers faire pourvoir de Tuteurs ou Curateurs aux enfans-ſerfs & ne peuuent les parens en faire pourvoir ſans ſon conſentement ou de ſes Iuges & Officiers. Menetou art. 17.

Seigneur Feodal tenu faire pourueoir aux mineurs de Tuteurs ou Curateurs, ſils n'ont parens ou amis qui ſen vueillent charger. Anjou Article 107. Le Maine art. 119.

Source : BIU Cujas

Parens eſtans hors le Baillage ne ſeront appellez. Orleans Art. 184.

Education & entretenement à qui doit appartenir. Bretagne Art. 485.

Tuition, curation. Mante Art. 184.

V.

Succeſſions Vacantes appartiennent au S. de S. Aignan. Selles. S. Aignan Art. 1. Selles Art. 26.

Biens Vacans comme ſe doiuent entendre. Poictou Art. 299. Laon Art. 84. Chaalõs Art. 93 Reims Art. 344. Chauny Art. 40.

Appartiennent au bas Iuſticier ſi le ſuject eſt decedé ſans faire teſtament. Poictou Art. 299.

Se peuuent recouurer dans trente ans cõtre le ſeigneur ou ſon Receueur: mais contre vn tiers qui les detient à tiltre particulier, de bonne foy, non apres dix ou vingt ans. Tours Art. 23. & 24. Lodunois chap. 1. Art. 14. & 21. Le Maine Art. 453. dans dix ans ſeulement ſinon qu'il fuſt mineur. Laon Art. 85. Chaalons Art. 94. Reims Art. 345. Anjou Art. 342. Le Maine Art. 453. dans cinq ans. Vitry. Art. 3. ſ'il n'eſt releué du Roy. Chauny Art. 42. delaiſſez par aucun voiſin ſont diſtribuez pour Dieu, & ne ſont au Fiſque ou à la femme. S. Seuer L. tit. 10. art. 9.

Biens Vacans à faute d'hoir appartiennent au Haut Iuſticier. Paris Art. 167. Eſtãpes Art. 157. Melun Art. 6. Montfort. Art. 156. & 187. Mante Art. 189. Victry Art. 15. Sens Art. 10. Auxerre Art. 13. Laon Art. 3. 186. Chaalons Art. 15. & 99. Reims Art. 343. & 346. Chaumont Art. 92. Amiens Art 252. Peronne Art. 9. Niuernois chap. 1. Art. 12 Orleans Art. 344. Grand Perche Art. 16. Bourbonnois Art. 323. 328. & 332. La Marche Art. 327. & 328. Cambray tit. 12. Art. 13. Chauny Art. 41.

S. F. ſuccede à droict de deſherance & ligne eſtainte. Normandie Art. 146. Anjou Art. 26. Blois Art. 20.

Seigneur de fief ſuccede par droict de desherance & reuerſion vn eſtoc defaillant, & ne ſuccede l'autre. Bretagne Art. 595.

Haut Iuſticier ſuccede à celuy qui decede ſans heritier habil' à ſucceder, à la charge des debtes, & accompliſſement de teſtament. Bar Art. 37. Laon Art. 87. Chaalons Art. 95. Reims Art. 347. Peronne Art. 9. Niuernois chap. 1. Art. 12. Anjou Art. 268. Le Maine Art. 286. La Marche Art. 328.

Ou S. Vicomtier. Monſtreul Art. 22.

Ou autres à quelles charges ſont tenus. Poictou Art. 300.

Haut Iuſticier peut ſaiſir & mettre en ſa main les heritages vacans eſtans en ſa Iuſtice. Paris Artic. 167. Eſtampes Art. 151. Montfort Art. 156. Pour la conſeruation. Bourbonnois Art. 327. Auuergne chap. 12. Art. 15.

Et regir par Commiſſaires qui doiuent faire inuentaire. Laon Art. 84. Chaalons Art 930. Reims Art. 344. Chauny Art. 40. Peut faire Inuentaire ou ſeeller Clermont Art. 201.

Moyen iuſticier peut faire le meſme. Tours Art. 44.

Seigneur bas Iuſticier fera ſaiſir les biẽs vacãs par defaut d'hoir apparent, &c. Tours Art. 18.

Bannir les heritages Vacans. Tours Art. 26. Lodunois chap. 1. Art. 22. Amiens Art. 442. Le Maine Art. 453.

Peut mettre en ſa main tous les heritages & biens Vacans, iuſques à, &c. Senlis Art. 103.

Apres auoir fait bannir les heritages Vacans fait les fruicts ſiens. Tours Art. 25.

Ne peut ſaiſir par defaut d'hoir quand il y a enfans, freres, couſins ou nepueux apparens au lieu, &c. Tours Art. 32. & 44. quand il y a heritiers apparens en la Iuſtice. Bourbonnois art. 327.

Pourueu que dedans le mois de la ſucceſſion eſcheuë, ils ſe portent heritiers. Auuergne chap. 12. art. 15.

Pluſieurs S. concurrens en meſme degré. Chauny art. 40.

Creanciers ſeront payez ſur les biens Vacans ou les feront vendre & decreter. Senlis art. 103.

Requerant la ſucceſſion quand elle eſt ſaiſie par defaut d'hoir, aura deliurance apres information deuëmẽt faicte, en baillant caution, &c. Tours art. 32 Lodunois chap. 1. art. 28. & chap. 2. art. 6. Bourbonnois art. 327.

Biens ne ſont reputez Vacans ores que la ligne defaille du coſté, dont les heritages procedent, & qu'il n'y ait pere ne mere: ains ſuccedent les autres parens, ores qu'ils ne ſoient dudict coſté & ligne, exclus le Haut Iuſticier. Laon artic. 82. Amiens art. 88. Reims art. 316. Berry tit. 19. art. 1. Sedan art. 168.

Mary ſuccede à la femme & la femme au mary ſans hoirs & teſtament, ou diſpoſition de derniere volonté. Berry tit. 19. art. 8. Poictou art. 299.

Cela n'a lieu en Bourbonnois. Bourbonnois art. 328.

Terres de commune delaiſſées par trois ans retournent à leur premiere nature pour eſtre occupées. Langres art. 1.

Terre quand eſt reputée Vacante. Auxerre art. 95.

Biens eſtrangers & des baſtards à qui doiuent appartenir. S. Omer art. 18. S. Omer en Artois tit. 1. art. 4.

Vaine paſture, & vain Paſturer. Niuernois Chap. 3. Artic. 1. & 5. Chapit. 17. Artic. 8. Auxerre Art. 260. 261. 263. Sedan Art. 302. 303. Chaumont art. 109. Troyes Art. 169. 178. Sens Art. 145. 146. Melun Art. 302. & 303. Victry Art. 122. & 123. Sens Art. 146. Victry Art. 122. & 123. Bar Art. 208.

Vaines paſtures ſont appellées terres en friche labourables hors les deſpoüilles, terres non enſemencées, prez apres la faux & iuſques, &c. Victry Art. 122. Chaalons Art. 266. Niuernois Chap. 3. Art. 5.

Sont terres non enſemencées. Montargis Chapit. 4. Article 2. Orleans Article 145.

Sont terres & prez non clos apres la deſpoüille, terres Vacantes non labourées, terres en ſauart, & friches, hayes & buiſſons: fors l'eſpargne, & les terres, prez & heritages que l'on veut approprier, &c. Sedan Art. 303.

En bois de haute fuſtaye comme ſe doit entendre. Duché de Bourg. chap. 13. art. 4. Bar art. 207.

Prez fauchez, & deſpouillez ſont vaine paſture: ſinon qu'ils ſoient clos ou qu'il y ait Regain, &c. Melun art. 302. Sens artic. 249. Auxerre artic. 263. Troyes artic. 270. Chaumont art. 103.

En bois & foreſts de vente on ne peut mener aucune beſtes vain paſturer, iuſques à cinq ans paſſez: apres qu'ils ſont couppez: apres lequel temps on peut vain paſturer de clochier à autre. Troyes art. 178. Chaumont. art. 109.

On peut vain paſturer en pré non clos en tout temps: fors pour les pourceaux, puis le foin fauché & amené iuſques au Mars Bar. art. 208.

Vain paſturage. Troyes art. 170. Chalõs art. 104. & 266.

Vſagiers vãs paſturiers. Duché de Bourg chap. Art.

Vſagier de vin paſturage de clochier à autre. Comté art. 103.

A la difference de viue paſture és boys de haute foreſt: qui eſt le temps de grainer ou glandée. Duché de Bourg. chap.

Terres vaines. Montargis chap. 4. art. 2.

Eſquelles n'y a aucune ſemence ou fruits.

Terre vaine & place vuide. Sedan artic. 289.

En laquelle n'y a aucun baſtiment ny iardin, & qui n'eſt exploictee.

Vaiſſeaux à vin de quelle matiere & meſme doiuent eſtre. Tours art. 63. Lodunois chap. 5. art. 5.

Varech comme ſentend. Normandie art. 583. appartient à tout S. F. Normandie art. 194. eſt en la garde du S. F. ſans le pouuoir enleuer ou diminuer iuſques à ce qu'il ait eſté viſité par Iuſtice Royale. Normandie art. 584. ſera mis entre les mains de perſonnes ſoluables Normandie art. 585. ſera vendu par auctorité de Iuſtice, ſ'il ne ſe peut garder. Normandie art. 586. Reclamé dans l'an & iour eſt rendu en payant les frais raiſonnables & faiſant preuue. Normandie art. 587. & 590.

Vaſſeur. Chartres art. 17. & 48. Blois art. 12.

Valuaſſeur ou Vuaſſeur. La Marche. art. 315.

Vaſſal. Grand-Perche. art. 62.

Vaſſal lige. Bretagne art. 334.

Vaſſal doit ſubir iuriſdiction en la Cour de ſon ſeigneur pour droicts Feodeaux. Peronne art. 83. Cambray. Tit. 1. art. 77.

Se peut faire receuoir par le ſeigneur ſouuerain, ſi ſon ſeigneur eſt refuſant. Vallois. art. 40.

Doit vſer de ſon fief comme vn bon pere de famille pendant les quarante iours. Chaſteau-neuf art. 31. Chartres art. 30.

Et ne le peut empirer pendant ledit tẽps. Anjou art. 101. & 102. Le Maine art. 114. & 115. Lodunois chap. 11. art. 3.

Quand le Fief eſt venu par ſucceſſion, doit faire hommage dans quarante iours. Xainctonge art. 33.

Eſt tenu faire foy & hommage & ſermẽt de fidelité ou payer Rachat à ſon S. pour Fiefs acquis ou eſcheuz en ligne collaterale. Chaſteau-neuf Artic. 23. Chartres Art. 19. Dreux Art. 14.

Dans xl. iours, apres que le Fief luy eſt aduenu, faire foy & hommage & ſerment de fidelité. Sedan Art. 64.

Se peut iouër de ſon Fief par trois ans. Meaux Art. 172.

Acquerant de ſon S. proche les rentes & obeyſſances, il les tiendra du Superieur, & doit l'obeyſſance, rachat & bail. Bretagne Art. 356.

Auant

Auant qu'eſtre receu, eſt tenu payer les droicts de ſon predeceſſeur : autrement ne les peut plus demander. Chauny Art.80.

Noble adiourné en cas d'appel à l'Aſſiſe pour acte de Iuſtice ſ'il dechet doit amende. Clermont Art.214.

Aduouant ſon Garde de Iuſtice, eſt tenu en pareille amende. Clermont Art.115.

N'eſt receu par Procureur à faire la foy & hommage. Paris Art.67. Melun Art.26. Sens Art.181. Auxerre Art.43. Eſtampes Art.40. Dourdan Art.41. Montfort Art.44. Mante Art.27. Clermont Art.105. Troyes Art.40. Laon Art.217. Chalons Art.217. Reims Art.111. Montargis Chap.1. Art.79. Anjou Art.124. Le Maine Art.134. Lodunois Chap.14. Art.10. Grand Perche Art.40. Blois Art.57. Bar Art.14. Cambray Tit.1. Art.29. Niuernois Chap.4. Art.44. Berri Tit.5. Art.19. Bourbonnois Art.378. Auuergne Chap.22. Art.16. Orleans Art.65. La Marche Art.194. Normandie Art.105. Poictou Art.114. Bretagne Art.367. S. Quẽtin Art.78.

Eſt receu par Procureur ſi le Procureur à procuration ſpeciale. Chauny art.105. Peronne Art.53.

Ayant eſté receu par Procureur, ſ'il a attaint l'aage de puberté, & n'eſt empeſché, le doit faire en perſonne. Peronne Art.53.

Eſt tenu apres ſommation faire le ſermẽt de fidelité au nouueau S. F. encores qu'il l'ait preſté au predeceſſeur. Peronne Art.54. Chauny Art.106.

Doit exhiber ſes lettres & affermer le contract contenir verité. Vallois Art.27.

Apres les offres iouyſt de ſon Fief ſans offenſe. Montargis Chap.1. Art.11. & 12. Orleans Art.45. Tours Art.110. Lodunois Chap.11. Art.2. Dunois Chap.1. Art.2.

Faict les fruicts ſiens auant que le S. y ait mis & appoſé la main. Paris Art.62. Meaux Art.124. Sens Art.184. Troyes Art.22. S. Quentin Art.60. Ribemont Art.21.

Iuſques à ce qu'il ſoit ſommé ou empeſché. Montargis Chap.1. Art.7.

Eſt tenu apres xl. iours paſſez des offres, aller vers le S. F. ſur lieu du Fief dominant, pour ſçauoir ſa volonté. Chauny art.77. Dunois Art.5.

Et iceux paſſez, l'option eſt reſeruée au Vaſſal : ſinon elle dure iuſques à ce qu'il ait ſatisfaict. Eſtampes Art.17. Laon Art.166.

Eſt quitte du profit de Rachat apres les offres faites, ſi le S.F. laiſſe paſſer vn an ſans auoir declaré quelle offre il veut accepter. Montargis Chap.1. Art.15. Orleans Art.55.

Ne peut charger ſon Fief de Rente ou iceluy demẽbrer au preiudice du Seigneur. Vallois Art.50.

En Bail à rente perpetuelle ſans rachat, le bailleur eſt Vaſſal de la rente, & le preneur Vaſſal du premier Fief. Cambray Tit.1. Art.30.

Eſtant la Rente viagere ou heritiere ſans rachat, ſi elle eſt rachetée, n'eſt qu'vn ſeul Fief. Cambray Tit.1. Art.38.

Pour infraction de main-miſe venuë à ſa congnoiſſance, tenu rendre les fruicts & leuées puis icelle main-miſe. Paris Art.29. Dourdan Art.28. Eſtampes Art.32. Montfort Art.20. Mante Art.37. Melun Art.43. Sens Art.184. Auxerre Art.47. Reims Art.104. Amiens Art.2. & 16. Peronne Art.26. Poictou Art.25. 83 & 20. Angoumois Art.14. Orleans Art.27. Montargis Chap.1. Art.74. & 81. Ponthieu Art.74. Anjou Art.169. Le Maine Art.178. Grand Perche Art.55. Dreux Art.23. & 42. La Rochelle Art.7. Ribemont Art.21. La Marche Art.195. Chaſteau neuf Art.143. Chartres Art.110. & 116.

Et n'y a commiſe. Sens Art.184. Auxerre Art.47. Eſtampes Art.32. Reims Art.104.

Deniant auoir briſé la ſaiſine eſt creu par ſon ſerment ſi elle &c. Anjou Art.170.

Ayant perçeu les fruicts puis la ſaiſie, le S. F. faict liquider les fruicts dans trois mois. Grand Perche Art.56.

Il perd ſon Fief quand par mal-talent il met la main à ſon S. ou forfaict à ſa femme ou fille. Melun Art.84. Normandie Art.125. & 126. Bretagne Art.661. Lodunois Chap.38. Art.1. Grand Perche Art.50. & 51. La Ruë d'Yndre Art.8. Anjou Art.193. & 195. Le Maine Art.210.

S'il entend mal parler de ſon S. en cas de trahiſon & ne le reuele. Lodunois Chap.38. Art.2. Anjou Art.188.

S'il deſpucelle vne pucelle donnée en garde. Lodunois Chap.38. Art.4. Anjou Art.194.

S'il bat enormement ſon Sergent exploictant. Lodunois Chap.38. Art.5.

S'il met la main à ſon S. ſa femme, Sergent ou autre Officier. Anjou Art.188. Le Maine Art.206.

Quand il le deſaduouë. Grand Perche Art.50.

S'il ſçait aucuns qui machinent la mort du S.F. La Ruë d'Yndre Art.8.

Pour trahiſon & felonnie. Anjou Art.188. Le Maine Art.206.

Pour ne ſe departir de ce qu'il a entrepris ſur le domaine de ſon S.F. mais y perſiſte iuſques en diffinitiue. Anjou Art.189. Le Maine Art.207.

Peut dõner ſon Fief à loüage à tant d'années qu'il luy plaiſt au deſſus de dix ans : en receuant par chacun an le loüage ſans dõner profit au S.F. Reims Art.88.

Doit eſtre receu toutes les fois qu'il ſe preſente, ſ'il faict offres raiſonnables. Meaux Art.136. Laon Art.185.

Peut delaiſſer deliure & vacant le Fief ſaiſi pour la premiere année, en le ſignifiãt: ſinon n'eſt requis &c. Berry Tit.5. Art.6.

Tenu payer les frais de la ſaiſie. Niuernois Chap.4. Art.8. Montargis Chap.1. Art.20. & 21. Berry Tit.5. Art.8.

Et ce qu'il doit pour les frais de la ſaiſie feodale, ſignification & eſtabliſſement. Peronne Art.79.

En quel cas doit les frais de la ſaiſie ou non. Chalons. Art.187. & 188.

Et ſ'il different deſdits frais, ils ſeront taxez par le Iuge. Montargis Chap.1. Art.21.

En quels cas doit iouyr de ſon Fief par prouiſion en baillant caution. Tournay Tit.1. Art.22.

Apres la mutation de ſon coſté, incontinent ou dans les xl. iours apres la mort, doit aller vers le S F. luy faire la Foy & Hommage &c. Reims Art.99. Meaux Art.128. Vallois Art.34.

En toute mutation, doit apres le contract ou ſucceſſion eſcheuë faire la Foy &c. Melun Art.22. Clermont Art.77.

Ou faire les offres. Melun Art.78.

Venant dans les xl. iours aura mainleuée ſans qu'il ſoit tenu aux frais & deſpens de la ſaiſie. Melun Art.78. Vallois Art.41. Laon Art.183. Chalons Art.187. & 188. Reims Art.155. S. Quentin Art.59. Ribemont Art.17.

En toute mutation de mort. Mante Art.10.

A quarante iours pour exhiber ſes lettres d'acquiſition. Vitry Art.54.

Tant en ligne directe que collateralle, à xl. iours francs. Ribemont Art.17. Tournay Tit.10. Art.14.

En ſucceſſion collaterale à xl. iours apres icelle deferée. Berry Tit.5. Art.9.

A quarante iours pour faire la Foy & Hõmage en cas de ſucceſſion, ou xx. iours, ſi c'eſt part Acqueſts. Blois Art.53.

Faiſant en la Cour de ſon S. F. pardeuant le Bailly & Officiers, acte de Vaſſal, eſt reputé homme & tenant. Amiens Art.41.

Doit pleger ſon S. pour deliurer ſes Nãps. Normandie Art.205.

Ne ſe peut dire ſaiſi, iuſques à ce qu'il ait faict ſes deuoirs, ou qu'il ait eu Souffrance. Melun Art.23. & 88. Montargis Chap.1. Art.11. Orleans Art.88. Dunois Art.19. Berry Tit.5. Art.13. Niuernois Chap.4. Art.50.

Apres les offres & deuoir. Auxerre Art.46.

Pour les offres faictes, ſ'il n'eſt en ſaiſine & receu en foy & hommage par le S. F. Seigneur mediat ou autre ayant puiſſance. Sens Art.183. Troyes Art.41.

Contre ſon S. exploictant le Fief, pour droict procedant de ſa directe Feodale, ſ'il n'eſt receu par foy & hõmage ou par main ſouueraine. Niuernois Chap.4. Art.50.

Mais par apprehenſion de faict ou par la Couſtume ſe peut dire ſaiſi cõtre autre que ſon S. encores qu'il ne ſoit receu en Foy & Hommage. Sens Art.183. Troyes Art.41.

N'a point de temps prefix pour aller faire la Foy & Hommage & payer ſes deuoirs. Montargis Chap 1. Art.6.

Autre que Iuueigneur, ne peut contraindre ſon ſeigneur à luy cognoiſtre ſa Tenuë. Bretagne Art.349.

En quel cas peut empirer le Fief de ſon ſeigneur. Poictou Art.128.

Quand & comment il peut empirer le Fief de ſon ſeigneur. Poictou Art.132.

Peut bailler à rente ſon Fief, en retenant la Foy & Hõmage, ſans payer profit. Blois Art.62.

Ayant vn ou deux hommes de Fief a cõmencement de Cour, Iuſtice Vicontiere, & peut emprunter Homme de Fief de ſon ſeigneur ſouuerain. Monſtreul Art.25.

Beauqueſne Art.10. Boullenois Art.18. S. Omer Art.10. S. Omer en Artois tit.2. art.15. Artois Art.33. La Salle de L'ille tit.1. art.33.

Ayant ſeigneurie peut emprunter du ſeigneur ou Bailly. Cambray tit.1. art.73.

Peut bailler de ſon Fief, à tenir de luy en partie pour auoir plaine Cour ſans le cõſentement de ſon ſeigneur. Bollenois Art.19. & 97. Artois. Art.32. S. Omer en Artois tit.2. art.11.

Ayant Iuſtice de Viconte en peut créer heritablement ou viagerement d'autres, donner accroiſſement d'hommes ou de rẽte & à tenir de luy iuſques au tiers de ſon Fief. La Salle de Lille tit.1. art.34.

Vaſſaux ou leurs Officiers ſouffrãs les delinquans frequenter en leurs Territoires & iuriſdictions ſans en faire pourſuite, ſeront reprins & ſera procedé contr'eux par leurs Suzerains à declaration de perdition d'icelle Iuſtice. Anjou art 198. Le Maine art.212.

Vaſſaux de plain Fief. Montargis chap.1. art 18.

Vaſſaux doiuent iuger aux Aſſiſes à leurs perils & fortunes & en tous cas ciuils &

Source : BIU Cujas

criminels, &c. Clermont art. 299. Senlis art. 32. & 88.

Tenuz de comparoir en perſonne à l'Aſſiſe ou Procureurs pour eux ſuffiſamment fondez. Clermont art. 207. Blois art. 12.

De faire les iugemens, appointemens ou ſentences des cauſes & matieres criminelles & ciuiles à leurs deſpens. S. Pol art. 28. S. Pol en Ariois tit. 2. art. 14. ou hommes ligos tenuz de iuger les procez par eſcrit à leurs perils & fortunes. Ponthieu art. 184. Amiens art. 188. S. Pol en Artois tit. 2. art. 14.

Contrains au ſeruice de plaids. Peronne art. 65.

De ſeruir en perſonne de xv. en xv. en la Cour de leur ſeigneur. Amiens art. 186. tenuz d'y aſſiſter eſtans appellez. Amiens art. 187. S. Pol en Artois tit. 2. art. 14.

Tenuz d'aller en armes ſeruir le Duc en ſes guerres à ſes deſpens, reſtitution de priſes de corps. &c. Bar art. 3.

Ou heritiers Feodaux ou rentiers tenuz ſeruir en la Cour auec leurs Pers & Compaguons eſtans ſommez, ſ'ils n'ont commis reſponſibles. La Salle de Lille tit. 1. art. 44.

Fiefuez peuuent mettre reſponſible de bonne qualité. Tournay tit. 10. art. 38.

Ou Poteſtats & Gentils-hommes iugeãs du pays tenuz y aſſiſter. Sole Tit. 2. art. 7.

Peuuent exercer leur iuriſdiction & faire tenir leurs plaids. Ponthieu art. 81.

N'ont aucune ſeigneurie ſur les Flegants contre le ſouuerain S. Pol art. 31.

Droict de Vaſſelage tit. 12. art. 9.

Vaſſelage actif. Berry tit. 12. art. 4. qui eſt le droict de feudalité ſur l'heritage tenu en Fief.

Tant que le S. dort, le vaſſal veille : & au contraire. Paris art. 61. & 62. Meaux art. 124. Melun art. 83. Sens art. 188. Auxerre art. 51. Eſtampes art. 18. Mont-fort art. 40. Mante art. 10. Senlis art. 196. Vallois art. 44. Troyes art. 22. Chaumont art. 51. Chalons art. 182. Victry art. 41.

Reims art. 57. S. Quentin art. 60. Ribemont artic. 21. Chauny art. 93. chap. 2. art. 11. Niuernois chap. 24. artic. 2. Chaſteau-neuf. art. 33. Chartres art. 33. Dreux art. 33. Normandie art. 110. Bar artic. 22. Dourdan art. 18. Orleans art. 85. Bourbonnois 368.

On ne doit vendanger auant l'ouuerture de la Bannie Niuernois chap. 13. art. 1. Berry tit. 15. art. 5.

Encores que les Vignes ſoient en clos. Berry Tit. 15. Art. 4.

Fors les Vergers & Iardins clos & fermez. Niuernois Chap. 13. Art. 2.

Seigneur du Ban à priuilege de vendanger ſes vignes, le iour precedent. Niuernois Chap. 13. Art. 3.

Doit faire l'ouuerture du Ban par l'aduis de ſes Officiers & ſujets. Niuernois Chap. 13. Art. 4.

Ouuerture de vendanges comme doit eſtre faicte en la ville de Bourges, Villes Royales & Seigneuries ſubalternes & villages Berry Tit. 15. Art. 4 & 5.

Vendition de Cottieres ſe doit faire par deuant le S. Vicomtier Haut Iuſticier & cõment. Monſtreul Art. 11. Chauny Art. 30.

Ou Donation realiſée preferée à toute autre faicte verbalement. La Salle de l'Iſle Tit. 10. Art. 4.

Vendeur de choſe mobiliaire ſans iouyr & tenuë peut pourſuir icelle pour eſtre payé du pris de la vente. Paris Art. 176. Calais Art. 244. Montfort Art. 181. Mante Art. 192. Reims Art. 398. Orleans Art. 458. Dourdã Art. 144. Tours Art. 220. Grand Perche Art. 206. Auxerre Art. 130.

Et ſ'il y a tenuë, en cas qu'il y ait ſaiſie, eſt preferé aux Creanciers. Paris Art. 177. Calais Art. 245. Montfort Art. 181. Reims Art. 398. Orleans Art. 458.

Demourant en poſſeſſion par an, apres la vente, ſ'il vend aucuns debtes, ils ſont payez ſur la choſe, ſ'il n'y a autres biens. Bayonne Tit. 20. Art. 7.

Vendans vne meſme choſe à deux, punis comme fauſſaires. Bourbonnois Art. 81.

Perſonne vſant de ſes droicts peut vendre & aliener ſes meubles, acqueſts & conqueſts immeubles & tous ſes propres ſans le conſentement &c. Chalons Art. 122.

Vendeur de vin à ſon recours pour ſes dommages & intereſts tant contre le Marchand que Courratier ſolidairement, ſi le vin n'eſt pris dans xx. iours. Auxerre Artic. 141.

Dans quinze iours. Bar Art. 197.

Ne peut vendre vin renouuellé, ſinon en le declarant au Marchand ou Courratier. Auxerre Art. 144.

Ayant remply vne fois le vaiſſeau en preſence du Marchant ou Courratier, n'eſt tenu du remplage ou reliage. Auxerre Art. 141.

Ne peut faire Cuuée de vin amaſſé aux Eſtappes. Auxerre Art. 145.

Vendeur ou Acheteur en la ville de Tournay ou pouuoir d'icelle, n'eſt tenu liurer le marché, ſ'ils ne veulent en payant les intereſts. Tournay Tit. 19. Art. 1.

Comme eſt tenu aux intereſts à faute de &c. Tournay Tit. 19. Art. 2.

Auant la choſe liurée, eſt quitte en payãt les intereſts. Cambray Tit. 21. Art. 2.

Si la vente eſt verbale n'eſt tenu ſe deſheriter, en rendant les deniers à Dieu, carité & ceux qu'il a receuz. L'Iſle Tit. 5. Art. 54. La Salle de l'Iſle Tit. 10. Art. 5.

Peut contraindre l'acheteur à en prendre l'adheritemẽt dans xl. iours, ſ'il ſ'en eſt deſherité à perſonne ou domicile: & ledit tẽps paſſé, ne peut eſtre contraint. L'Iſle Art. 54. La Salle de l'Iſle Tit. 10. Art. 5.

Vendre ou donner ſes heritages & rentes ſ'il n'a heritier en ligne directe, ſans le conſentement des heritiers en ligne collaterale. Valanciennes Art. 61.

Vendeur de Cheuaux eſt tenu ſeulement de morue, pouſſe & courbatures. Sens Art. 260. Auxerre Art. 151. Bar Art. 204.

De morues, eſpouſſes, corbes & corbatures. Bourbonnois Art. 87.

Morues & eſpouſſes. Cambray Tit. 21. Art. 5.

S'il les a vendu ſains & nets, eſt tenu de tous vices apparens & non apparens. Sens Art. 260. Auxerre Art. 151. Bourbonnois Art. 87.

Dans quarante iours. Bar Art. 204.

Se Venger en vn Fief ou heritage, & y faire l'aſſiette d'vne rente. Anjou Art. 295. & 483. Le Maine Art. 310.

Vente ou alienation d'heritages cottiers, rentes realiſées, infeodez ou patrimoniaux, ſe peut faire ſans y garder aucune ſolemnité, en ſe desheritant, durant ſa vie. S. Omer Art. 22. S. Omer en Artois Tit. 1. Art. 11.

D'heritages ſans aucune ſolemnité : fors aux heritages Feodaux. Aire Tit. 1. Art. 5.

Eu heritages cottiers tant patrimoniaux, que d'acqueſte. Bappalmes Tit. 1. Art. 7.

D'heritage de nature d'Eſcheuinage d'acqueſt ou propre ſe faict ſans y garder la ſolemnité des trois voyes. Bethune Tit. 1. Art. 9.

D'heritage propre ne ſe peut faire ſinon par neceſſité iurée ou par le conſentement de ſon heritier apparent. Boullenois Art. 125. S. Pol Art. 36. Artois Art. 76. S. Pol en Artois Tit. 3. Art 30.

Sinon du quint. Ponthieu Art. 20.

Ou alienation d'vn heritage chargé de Cens ſe doit faire par le S. vtile à la charge du Cens. Berry Tit. 6. Art. 26.

Des heritages patrimoniaux en ligne directe ne vaut au preiudice de ſes enfans : ſinon &c. Valanciennes Art. 63.

De bles & ſel conduits & portez en Nauire comme eſt faicte. Bayonne Tit. 4. Art. 18.

Ou Hypotheque de biens papoaux & auitins ne ſe peut faire, ſinon pour aſſignation de mariage, ou vrgente neceſſité ou conſentement de l'aiſné. La Bourt tit. 5. ar. 1. & 2. Sole tit 17. art. 1. & 2.

Encores qu'elle ſoit faicte ſans cauſe ſi l'aiſné ou autre qui doit ſucceder ne proteſte dans l'an, &c. La Bourt tit. 5. artic. 3. Sole tit. 17. art. 3.

Eſtant faicte par Criées, l'aiſné preſent, doit proteſter & oppoſer. La Bourt. tit. 5. art. 4. & 5. Sole tit. 17. art. 4. & 5.

Faicte par aiſné ou aiſnée emancipée de ſes biens : fors de lignée, ſans le conſentement de ſes pere & mere. La Bourt tit. 5. art. 6. Sole tit. 17. art. 6.

alienation ou depoſition des acqueſts ſe peut faire par le premier acquerant : encore que le premier heritier marié ou autre ſoit demourant auec luy. La Bourt. tit. 5. art. 9. Sole tit. 17. art. 9.

De biens auec telle modification que bõ ſemble ſans que les heritiers y puiſſent cõtreuenir. Lille art. 49. La Salle de Lille. tit. 10. art. 1. faicte par femme non mariée ſans y garder l'vne des troys voyes. L'allene. tit. 1. art. 3. par femme mariée ou vefue, ſinon par la neceſſité iurée, &c. L'allene tit. 1. art. 3. de l'heritage patrimonial & acqueſté ſinon par l'vne des troys voyes : droicte vẽte &c. L'allene tit. 2. art. 14. de biens auitins ou papoaux ne ſe peut faire ſur vn qui ſe marie en ſecondes nopces ayans enfans du premier mariage : ſinon pour la moitié. Acs tit. 6. art. 1. & 2. de viures & autres dẽrées ne vaut ſi on les met à plus haut pris qu'elles n'ont eſté expoſées. Bayonne Tit. 4. art. 13. du Quint des propres ſans le conſentemẽt de ſon heritier apparant par don hereditat ou viage. Ponthieu art. 20. verbale n'empeſche que le vendeur ne ſoit heritier & proprietaire, ſinon qu'il ſe ſoit iudiciairement desherité & l'achepteur adherité, &c. Lille art. 55.

Venderolles pour vn droict de vingt deniers pour liure deu par l'acheteur en vente d'heritage cenſuel faicte francs deniers outre le droict de lods & ventes. Laigny. art. 1.

Sont deuës auec le ſixieſme denier par l'heritage cottier eſt vendu francs deniers. Doullens art. 1. ou le ſeizieſme denier des vẽtes qui ſont de ſeze deniers pour chacun franc. Senlis. art. 236. 238. & 241.

Eſt le droict de franc denier & porte le quint des droicts ſeigneuriaux. Artois art. 28. ou reuentes Clermont art. 115.

Sont deuës par l'acheteur de l'heritage cottier

cottier & tenu en cenſiue, quand la vente a eſté faicte francs deniers, & ce outre le vj. denier des ventes. Amiens art. 36. Beauqueſne art. 10. Doullens art. 3. Queſque art. 2. S. Pol art. 14. & 15. Senlis art. 236. & 241. Ponthieu art. 68. Heſdin tit. 1. artic. 2. & 3. Laigny. art. 1.

Outre le 13. denier qui ſont le 13. du 13. Amiens art. 36.

Vẽtes & Venterolles ſont le quint & requint denier en vendition de Fief faicte francs deniers au vendeur Ponthieu art. 68.

Venterolles pour le Requint du pris du Fief aliené. Artois art. 28.

Ne ſont deuës. S. Pol art. 15. Queſque art. 2.

Lods, Ventes, Veſtures & amendes. Vitry art. 18. & 20. Chaumont art. 123. & 125. Reims art. 160.

Droict de ventes. Paris art. 76. Senlis art. 13. & 247.

Dourdan art. 46. 48. 50. Vitri artic. 117. Eſtampes art. 45. Reims art. 143. Montargis chap. 2. art. 4.

Droict de ventes & ſaiſines deſſaiſines & amendes. Montfort Art. 48. Mante Art. 5. Senlis Art. 235. Coucy Art. 3.

Se payent par l'acheteur & non par le vẽdeur. Blois Art. 118. Chaſteau-neuf Art. 144. Dunois Art. 36. Reims Art. 143. Victry Art. 117. Poictou Art. art. 21. Chartres 47. Bretagne Art. 64.

S'il n'eſt conuenu du contraire. Menetou art. 2.

Par le vendeur ſeul. La Ferté Ymbaut art. 2. Herment art. 1. S. Seuer Tit. 8. art. 1.

Par moitié. Troyes art. 55. Senlis art. 237. Dreux art. 35.

Sont deuës en Eſchange, ſi les heritages ſont en diuerſes Cenſiues. Montargis cha. 2. art. 24 & 53. Senlis art. 257. Blois art. 115. 119. & 120. Chaſteau-neuf art. 53. Chartres art. 50. Dreux art. 38. Blois art. 119. à Mondidier & Roye, Peronne art. 82.

Encores qu'ils ſoient vn ou diuers Fiefs. Anjou art. 155. Le Maine art. 173.

Quand ils ſont eſchangez auec heritages tenuz en Fief ou terrage. Blois art. 119.

Quand il y a retour d'argent à la raiſon &c. Poictou art 356. Angoumois art. 74. Xainctonge art. 57. Grand Perche art. 88.

Ou ſoulte. Peronne art. 88.

Quand il y a tournes. Dunois artic. 38. Blois art. 120.

En deuës en donation de choſe venduë à remeré. Montargis Chap. 2. art. 41. à Mondidier & Roye.

Faicte entre vifs ou par teſtament : ſinon que la donation fut faicte à l'heritier en ligne directe ou collaterale ou en faueur de mariage. Peronne art. 88.

Quand la donation eſt faicte à la charge, ou pour recompenſe à perpetuité. Blois art. 121.

En contract de Vente. Blois art. 115. 119. & 120.

Pour Vente de Fief faicte à grace perpetuelle ou excedant neuf ans. Lodun. Chap. 11. art 6.

Pour la baillete des gaudẽces quand il y a argent deſbourſé &c. Bordeaux art. 101.

En bail à rente quãd il y a bourſe deſliée. Dunois art. 39.

Pour rentes ſpeciales, foncieres ou conſtituées, venduës ou eſchangées: ſ'il n'y a remeré : pourueu qu'il rachete dans le temps du remeré. Montargis Chap. 2. art. 33.

Deuës au S. ſuzerain chemier quand le Vaſſal aliene partie du Fief & retient deuoir ſur ce qu'il aliene: & les autres ſont au Vaſſal. Poictou art. 30.

Pour heritage baillé à rente à grace d'amortir, quand la rente eſt venduë ou tranſportée durant la grace. Anjou Art. 159. Le Maine Art. 176.

Pour toutes rentes foncieres non rachetables venduës ou delaiſſées, à autre par rachat depuis le premier bail. Paris Art. 87. Meaux Art. 195. Sens Art. 232. Chartres Art. 89.

En Bail à rente, emphyteoſe ou adcenſiuement. Troyes art. 58.

Ont lieu quand les heritages ſont vendus ou autrement tranſportez par contract equipollent à venduë, ſubhaſtez ou decretez par Iuſtice. Chaumont art. 59.

Pour l'achat de la rente ou ſort principal de la rẽte, encores qu'elle ne ſoit racheteé: quand on l'achete à pris d'argent on prend à rente rachetable. Paris art. 78. Eſtampes art. 46. Montfort art. 52. Mante art. 50. Vallois art. 13. Noyon art. 24. Laon art. 137. Chalons art. 125. Niuernois Chap. 5. art. 2. Auuergne Chap. 16. art. 1. Xainctonge art. 29.

Quand l'heritage vendu par decret ſur le nouuel acquereur a la pourſuite des creanciers : les ventes ſont à l'acquereur & non au Seigneur : ſinon en luy rendant les premieres. Paris art. 79.

Idem des ventes & Releuoiſons. Orleans art. 115..

Tant pour le pris contenu és contracts ou decret, que pour le ſort principal des rentes, encores qu'elles ne ſoiẽt lors rachetées. Paris art. 83. Orleans art. 111. Tours art. 123. Grand Perche art. 91. & 92.

Pour heritage acheté à la charge de le faire decreter ou pour purger les hypotheques: & ce vn ſeul droict de quint ou ventes tant pour le contract d'acquiſition que decret, au chois du Seigneur. Paris art. 84. Orleans art. 116.

Pour heritage adiugé par decret. Melun art. 129. Niuernois Chap. 5 art. 5. Bourbonnois art. 402. Auuergne Chap. 16. art. 8. Tours art. 147.

En ventes volontaires. S. Seuer Tit. 8. art. 1.

De la vente premiere auec faculté. Acs Tit. 9. art. 42.

En legs. Bourdeaux art. 104.

Quand la choſe n'eſt rachetée dans le Remeré accordé. Bourdeaux art. 96.

S'il y a Remeré plus de v. ans Ib.

Si le Remeré eſt par contract ſeparé. Ib.

Quand l'eſchange eſt reputé vendition, mais ſi elle eſt reputée eſchange ventes de l'argent ſeulement. Bordeaux art. 98.

Quand heritages ſont baillez & eſtimez de telle eſtimation par contract de mariage à autre qu'à fils ou fille ou autre deſcendant. Bourdeaux art. 99.

En permutation, ſ'il y a retour d'argent pour le retour. Acs Tit. 9. art. 40.

Ou pour le tout és cas, où l'on prend pour ventes &c. Acs Tit. 9. art. 41.

Au S. ſuperieur quand le proche S. achete heritage de ſon homme, dont il euſt eu vẽtes. Bretagne art. 61.

Quand le ſujet acquiert les rentes & obeiſſances de ſon S. proche, enſemble le rachat & le bail. Bretagne art. 62.

Seulement ſi l'obeiſſance eſt retenuë demourant le rachat & autres droicts au vendeur. Bretagne art. 63.

Appartient au prochain S. ores que le ſuperieur euſt droict de baume ſur la choſe. Bretagne art. 52.

Au prochain S. lige, quand elles ſont tenuës comme Iuueigneur d'aiſné. Ib.

Quand il y a fraude en la vente. Bretagne art. 53.

Pour vente & appreciation de bienfaict, doüaire, vſufruict ou autre viage. Bretagne art. 57.

Pour heritages baillez en payement de debtes mobiliaires. Bretagne art 59.

En tous contracts de rentes & Cens excedans x. ſols de rente : fors des arrentemens faicts par grains ſans fraude. Bretagne art. 60.

Tant de l'engage que de la vendition faite par apres. Bretagne art. 54.

Quand l'engage de fruicts paſſe neuf ans. Bretagne art. 55.

Pour heritage prins à rente à reſcouſſe, ou achat de rente reſcouable des l'heure du bail. Chaſteau-neuf art. 48. Chartres art. 46. Dreux art. 40.

Droict de Vẽtes n'eſt deu pour rembourſement faict en matiere de Retraict lignager. Chaſteau-neuf art. 82. & 91. Chartres 73. & 78. Dreux art. 61. & 102. Melun artic. 157. Clermont art. 9.

En retraict lignager des choſes tenuës en Fief ou cenſiue. Chartres art. 17.

Ny aucun profit de Fief Auxerre art. 182. Vallois art. 149. Ponthieu art. 143. Peronne art. 243. 244. Niuernois chap. 31. artic. 26. Montargis Chap. 16. art. 7. Orleans. art. 403. Dunois art. 83. Berry tit. 14. art. 11. 12. & 20. Bourbonnois artic. 445. Auuergne. chap. 23. art. 20. Boullenois art. 23. S. Seuer Tit. 5. Art. 20.

Ne Retraict n'eſt deu pour reſtitution des acqueſtz ordonnée par le mary pour deſcharger ſa conſcience, par ſa femme ou ſes heritiers, à celuy de qui il les a acquis Anjou art. 289. Le Maine art. 304.

Ou profit de Fief ne ſont deuz pour Retraict lignager ou Feodal : mais ſeulement du premier Rachat. Blois artic. 117. pour choſes tenuës en Fief ou cenſiue, vendus. Chartres art. 17.

Pour reſcouſſe de rente. Chaſteau-neuf art. 48. Chartres art. 46. Dreux art. 40.

En bail à rente à touſiours-mais d'heritage tenu en cenſif : ſinon qu'il y euſt bourſe deſliée, ou que les heritages ou rentes fuſſent depuis vendus. Chaſteau neuf art. 52. Chartres art. 49.

Ventes ne ſont deuës en donnations, ſinon qu'elles ſoient pour recompenſe de ſeruice ou charges : autres que celles dont l'heritage eſt chargé. Orleans art. 117.

Faictes entre vifs, ſoient ſimples gratuites ou remuneratoires ou faictes à quelque charge ou autrement. Reims. Art. 151.

En Donnation faicte par pere ou parens en auancement de ſucceſſion, ſi le, &c. Blois art. 122.

En Donation faictes pour recompenſe. Tours art. 147. Lodunois chap. 14. art. 24.

En faueur de mariage : Tours art. 151. faicte ſans fraude. Grand-Perche art. 89. Bar Art. 55.

En donnation pure & ſans charge. Blois, art. 121. Senlis art. 214. & 215.

En eſchange, ſ'il n'y a tournes ou qu'ils ſoient en diuerſes cenſiues. Montargis Chap. 2. art. 48.

En permutation de choſes eſtãs en diuers

Source : BIU Cujas

Fiefs Tours art. 147. Lodunois ch. 14. art. 24.

S'ils ſont en vne meſme cenſiue : ſinon qu'il y euſt tournes. Montargis ch. 2. ar. 24. Orleans art. 110.

En eſchange but à but ſans fraudes : encores qu'ils ſoient en diuerſes Seigneuries. Grand-Perche art. 88.

Eſtans en meſme cenſiue: ſ'il ny a retour. Chaſteau neuf art. 54. Chartres artic. 51. Dreux art. 39. Blois art. 119.

Pour partage & diuiſion : ſ'il n'y a tournes d'argent ou choſe mobiliaire non eſtãt de la ſucceſſion, & ſans fraude. Montargis chap. 2. art 30. Encores qu'il y ait ſoulte, ſi elles ne ſont ſi grandes, &c. Troyes art. 57. Chaumont art. 59.

S'il n'y a bourſe deſliée Dunois art. 44. ſoulte d'argent ou ſoulte mobiliaire, autre que de la ſucceſſion. Auxerre art. 97. Sinon qu'il y euſt ſoulte ou retour Eſtampes art. 57. entre coheritiers, encores qu'il y ait tournes : & entre autres perſonnes eſt deu profit pour les tournes. Orleans Art. 113.

En retour d'argent pour partage entre coheritiers & frareſcheurs : fors l'vn à tout l'heritage &c. Anjou Art. 282.

De choſe mobiliaire en retour de partage, ſi le retour eſt de la meſme ſucceſſion & par meſme contract. Tours Art. 151. Lodunois Chap. 14. Art. 28.

Quand frere, ſœur ou autres heritiers, moyennant conſtitution de dot ou reception de deniers en faueur de mariage ou partage quictent leurs biens &c. Bourbonnois art. 405. Auuergne Chap. 16. Art. 16.

En Tranſaction. Le Maine Art. 370.

Pour heritages prins à titre de Surcens, emphyteoſe ou loüage, à plus de trois ans, ſ'il n'y a bourſe deſliée. Reims Art 153.

En Abournement de Fief. Anjou Art. 418. Le Maine Art. 432.

En Vente faicte à faculté de remeré à 3. ou 5. ans, iuſques à ce qu'il ſoit expiré. Chartres Art. 18.

Ny quand l'heritage eſt racheté apres ledit temps: fors és cinq Baronnies, qu'il faut payer bands & ventes. Chartres, Art. 21.

Et ne ſont deuës par le vendeur le retirãt Ib. Bourdeaux, Art. 32.

Faictes ſoubs faculté de pouuoir racheter les choſes eſchangees dans vn temps, ſinon que ce fuſt dans vn an. Bourbonnois, Arti. 407. dans trois ans. Auuergne, Chap. 16. Art. 12. & 13.

Pour conſtitution de rente generale ou particuliere. Tours, Art. 123. Poictou, Art. 27. Angoumois, Art. 16. 7. & 18.

A pris d'argent, ſinon qu'elle fuſt depuis vendue, grand Perche, Art. 91. 92.

Pour vente ou cõſtitution de rente, Chaſteauneuf, Art. 144.

Soit à vie, ou à touſiours, Dunois, Art. 41. s'il n'y à bourſe deſliee Blois, Art. 122.

Si les heritages cenſuels ne ſont hypotequez à la rente. Dunois, Art. 42.

Pendant la grace ou prerogation non excedant neuf ans: ſinon que la grace fuſt generale, ou perpetuelle. Tours, Art. 148. Lodunois, Chap. 14. Art. 25.

Pour rentes conſtituees à pris d'argent, ſoient rachetables ou non. Reims, Art. 154.

Pour rente amortie ſeulement. Anjou, Art. 154. Le Maine, Art. 172.

Si le contract eſt reſolu du conſentement des parties, auant la poſſeſſion prinſe Tours Art. 149. Lodunois, Chap. 14. Art. 26.

Quand les vendeur & acheteur ſe departent dans l'an. Dunois, Art. 43.

En Tranſlation faicte d'immeubles ou droits, ou y a deniers ou equippolent. Tours Art. 150. Lodunois, Chap. 14 Art. 27.

Quand le Pere ayant conſtitué au contract de mariage vne ſomme de deniers en Dot: dont partie doit eſtre conuertie, baille heritage. Bourbonnois, Art. 403.

Pour Licitation faicte entre coheritiers ſans fraude, à l'vn des coheritiers: *ſecus* à vn eſtranger. Paris, Art. 80. Melun, Art. 125. Orleans, Art. 16. & 114.

Ou droicts Seigneuriaux pour choſe venduë en Criées. Acs Tit. 9. Art. 5.

Fors en certains lieux és iuriſdictions ordinaires & non des decrets faicts par auctorité de Iuſtice Royale. S. Seuer. Tit. 8. Art. 11. & 17.

Pour remeré d'vn ou cinq ans eſtant en meſme contract. Bourdeaux Art. 96.

En Donations pures & ſimples entre vifs ou pour cauſe de mort, legat, inſtitution d'hoirs eſtrangers, conſtitution de Doüaires. S. Seuer Tit. 8 Art 4. Acs Tit. 9. Art. 36.

En Permutation vraye & non feinte, ſ'il n'y a retour d'argent. S. Seuer Tit. 8. Art. 5. Acs Tit. 9. Art. 37.

Fors en quelques lieux, ores qu'il n'y ait retour eſtans ſous diuers Seigneurs directs. S. Seuer Tit. 8. Art. 9. Acs Tit. 9. Art. 38.

Pour rachats faicts par vertu du remeré. S. Seuer Tit. 8. Art. 6. Acs Tit. 9. Art. 42.

En aucunes alienatiõs en certains lieux. S. Seuer Tit. 8. Art. 10. & 12.

En la Chaſtellenie de Mortaigne. Grand Perche Art. 86.

En contract d'eſchange & Donaiſon ny pour retraict de Premeſſe, ſinon que l'eſchange fut frauduleuſe. Bretagne Art 66.

Pour deniers baillez pour partage dot ou aſſiette faicte pour deniers promis & baillez en Dot. Bretagne Art. 58.

Pour titre d'engage de fruicts qui ne paſſe neuf ans. Bretagne Art 55.

En vendition auec condition de remeré ou reſcouſſe, pendant la condition, ſi elle ne paſſe neuf ans. Bretagne Art. 56.

Quand il n'y a bourſe deſliée. Clermont Art. 114.

En acqueſt de rentes generales dõt n'y a aſſiette: vendition faicte par le Seigneur du Fief vendition ne paſſant neuf ans : Donation ſimple cauſee & faicte de la liberalité du donneur. Anjou art. 161. Le Maine art. 178.

Sur heritages vniuerſels aſſis en pluſieurs Fiefs iuſques a l'aſſiette ou temps. &c. Anjou art. 195. Le Maine art. 310.

En rente par hypotecque vniuerſelle Anjou ar. 162. fors en hypoteque ſpecial: & l'acheteur ſy veut addreſſer pour faire aſſiette Anjou art. 162.

En bail a rente pur & ſimple. Grand-Perche. Art 89.

Apres la reception du rachapt, Plaict, Seruices ou autres deuoirs & exhibition du contract. Poictou. art. 31.

S. Céſuel ſe peut addreſſer à l'heritage ſi bõ luy ſemble Senlis art 126 Clermont art. 115. Peronne art. 99. Laon art. 140. Troyes art. 54. au detenteur qui ſera tenu ſubir iuriſdictiõ. Melun art 115. Mante art. 49. Reims art. 158. ou au vendeur, &c. Melun art. 117.

Acquereur ſ'il ne veut les ventes ou demande Garand, apres l'exhibition a deliurance Anjou ar. 417. Le Maine art. 430.

Lods & ventes quand ſont deuës : en permutation pour deniers ou meubles de retour ſelon l'eſtimation. Bourbonnois. art. 392. Auuergne chap. 16. art. 2.

Si le contract eſt frauduleux. Bourbonnois art. 392. Auuerge chap. 16. art. 2.

En cas de vendition ſeulement. Auuergne Chap. 16. art. 1. tout contract de vente ou equipollent à vente Xainctonge. Art. 4. en vente de ſucceſſion & generalité de tous biens, en rabbatant au *pro rata*, au ſol la liure la valeur des meubles & debtes actifs. Bourbonnois art. 392. Auuergne ch. 16. ar. 7.

En loüange de 29. ans : encores qu'il y ait diuerſes reuolutions. Auuergne chap. 16. art. 19. La Marche art. 120.

En ſupplement de iuſte prix ou acquiſitiõ de plus-valuë, ſoit par tranſaction ou autrement : mais non en Donation de plus-valuë. Bourbonnois artic. 401. Auuergne. chap. 16. art. 4. & 5.

Pour heritage ou rente baillées en payement de deniers dotaux ou autres. Bourbõnois art. 403. Auuergne chap. 16. art. 16.

Pour heritage baillé à rente rachetable ou non, ſoit que la rente ſe rachete ou non. Reims art. 156.

Pour heritage vendu à faculté de rachat ſ'il eſt racheté dans le temps, &c. La Marche art. 114.

Quand le retraiant lignager retire du ſeigneur direct. Bourbonnois art. 400.

Quand le ſeigneur haut Iuſticier vend vn heritage vacant aſſis en ſa haute Iuſtice. Bourbonnois. ar. 404.

Pour vendition faicte à faculté de rachat. Bourbonnois art. 406. Auuergne ch. 16. ar. 11.

Si la choſe eſchangée eſt rachetée dans l'an Bourbonnois art. 407. dans trois ans. La Marche. art. 115.

Pour heritages baillez en contre eſchange incertains & non baillez reaument & deliurez. Bourbonnois art. 407. Auuergne chap. 16. art. 14. La Marche art. 115.

Pour contracts prohibez, illicites & deceptifs, ſi l'acheteur eſt entré en poſſeſſion. Bourbonnois. art. 421.

En donnation faicte à la charge de payer les debtes du donateur. Auuergne ch. 16. ar. 3

En donation d'heritage roturier pour recompenſe : mais non en Donation pure & ſimple. Senlis Art. 214. & 215.

Quand apres la conſtitution de rente il y a vendition volõtaire ou par Decret. Tours Art. 123. Blois Art. 126. Grand Perche Art. 91. & 92.

Des choſes tenuës à franc deuoir. Tours art. 145. Lodunois Chap. 14. art. 21.

Lods & Ventes quand ne ſont deuz: quãd l'acheteur parauant la poſſeſſion prinſe de la choſe achetée ſe depart de ſon bon gré pour cauſe raiſonnable : autrement ſ'ils departent de leur ſimple volõté, ils ſont deuz. Bourbonnois art. 397.

En Rente generalement venduë. Poictou art. 350.

En Contracts par leſquels meubles ſont donnez à rente amortiſſable. Poictou ar. 359

En ſucceſſion collaterale. Berry Tit. 6 ar. 4

Pour choſes tenuës en Bourdelage, Cenſiue ou autre directe, quand la ſœur y renõce par contract de mariage. Niuernois Cha. 4. art. 70.

A Peronne, encores que la Donation ſoit faicte à perſonnes eſtranges. Perõne art 90.

Encores que les choſes eſchangées ſoiẽt tenuës de diuers Seigneurs. Peronne Art. 90.

A Mondidier & Roye quand les choſes eſchangées ſont de meſme Seigneurie. Peronne Art. 88.

Pour Vente de rente perpetuelle : ſinon que ce fut ſur heritage particulier par Iuſtice ou les parties. Montargis Chap. 2. art. 25.

Sinon

Source : BIU Cujas

Indice perpetuel.

Simon que les heritages fuſſent depuis vẽdus. Orleans art. 111. pour rentes generales venduës. Xainctõge ar 32. Par l'heritier ayãt iouy par an & iour, faiſant ſermẽt qu'il croit ſon predeceſſeur auoir faict ſon deuoir & mõſtrant notification faite dans huictaine. Xainctonge art. 28. Lods & Ventes ne ſont couuerts par la reception du Cens & ne ſe preſcriuent que par trente ans. Montargis Cha. 2. art. 48. ou Droicts ne ſeprennent ſur heritages tenus de l'Eſcheuinage. Peronne art. 90. & 91. Ventes ſe peuuent demãder par le S. de Fief iuſques à trẽte ans: fors à la femme ou heritiers, iuſques à dix ans ſinon que l'acquereur les euſt mis en procez & ne fut diſcontinué. Tours art. 146. Lodunois Cha 14 art. 22. Fors contre le tiers acquereur des ventes deuës par ſon aucteur parauant dix ans. Tours art. 146. Sont ſeulement pour heritages eſtans en Cenſiue, ſans payer Lods. Melun art. 116 licitation, Ventilation & eſtimation. Poictou art. 349. Le fruict enſuit le Vẽtre & la condition d'iceluy. Troyes art. 8.

Succeder par Ventrées. Acs tit. 2. art. 20. c'eſt à dire, par Mariages. La Verge annobliſt, & le vẽtre affranchit, procez verbal de la Couſtume de Meaux. Sergent à Verge.

V. Sergent.

Veſt & Deueſt pour ſaiſine & deſſaiſine. Melun art. 104. Sens art. 226. Senlis art. 235. Laon art. 54 55. 120. 126. 225. Chalons art. 123. 124. Reims art. 139. & 150. 162. Ribemont art. 14. Sedan art. 210. 217. & 261. Auxerre art. 84. Chauny art. 8. & 34. Reſbets art. 6.

Veſt, Deueſt, Rapport & Hypotheque comme ſe doiuent faire en autruy Seigneurie. Cambray tit. 5. art. 14.

Veſts & ſaiſines. Beauqueſne art. 2.

Veſt & Deueſt n'a lieu en ſucceſſion collateralle, legs d'heritage, donations mutuelles & faictes en faueur de mariage: en acquiſition faicte par Retraict lignager. Sedan art. 262. en droicts incorporels. Chauny art. 34 n'eſt requis ſinon en vente d'heritages chargez de Cens, Lods & Ventes. Chalons Art. 123. en ſucceſſion d'heritage directe ou collaterale, ny en legs deliuré par Iuſtice ou par les heritiers, Donatiõs mutuelles entre femme & mary, ou aduancement de ſucceſſion. Reims art. 171. & 239. ny en acquiſition pour Retraict lignager. Reims ar. 171.

En Franc-Aleu. Laon Art. 225. à Sens. Sens art. 116. & 227. Auxerre ar. 84. Se fait par tradition d'vn petit baſton ou buchette. Laon art. 126. Reims Art. 165. Cambray tit. 5. art. 1. Chauny art. 30. eſt requiſe pour acquerir droit de proprieté & Seigneurie en la main de Iuſtice fonciere. Laon art. 126. Reims Art. 162. & 165. Iouyſſance de dix ans equipolle à tradition & veſture. Laon Art. 130. & 226. Reims Art. 168. Sedan Art. 218. & 261. Chauny Art. 108. & acquiert le droict & poſſeſſion. Chauny Art. 31. & 52. Pour Veſt & Deueſt eſt deu 2. den. Pariſis. Reims Art. 142. Seigneur nouuel ne ſe doit immiſcer en heritage de Franc-Aleu ou roturier hors les cas, où n'eſt requis Veſt ne Deueſts, ſans eſtre veſtu ou enſaiſiné. Reims art 150. V. Franc-Aleu.

Veſture Sedan. art. 218 261. Laon artic. 226. 227. Reims. artic. 140. Noyon artic. 34. Chauny artic. 30. 33. & 53.

Veſture & Veſt c'eſt vne meſme choſe. Reims art. 142. il ſe faut veſtir & Enſaiſiner dans quinzaine apres la vẽdition & en faire faire regiſtre. Sedan art. 259. entre pluſieurs acquereurs le premier & enſaiſiné eſt preferé Sedan. art. 260. Veſtir & enſaiſiner Veſtu & enſaiſiné. Sedan. art. 257. 260. 262.

Veſtir & ſaiſir Peronne. art. 256.

Seigneur n'eſt tenu de Veſtir le nouueau acquereur, s'il ne paye les arrerages. Niuernois chap. 5. art. 21. Veuë de lieux. Ponthieu art. 175. Boullenois art. dernier. Berry Tit 20. art. 23. tit 20. artic. 5. Veuë reelle & proprietaire. Ponthieu. art. 167. & 168.

Veuë doit eſtre requiſe auant litis conteſtation, & non apres: ſinon, &c. Tournay. Tit. 27. ar. 8. faite en action reelle, apres que le demãdeur à baillé declaration contenãt les bouts & coſtez de l'heritage. Normandie art. 51. comme doit eſtre faicte. La Salle de Lille. tit. 28. art. 21. Cambray tit. 26. art. 2. Bretagne art. 135. ne ſera faicte par le S. à ſon rentier. Boullenois art. 182. Reelle ou proprietaire n'eſtant faite au iour & heure, on doit auoir cõgé de Cour & deſpens. Põthieu art. 168. Blaſmée: ſinon que ſur le chãp la partie aduerſe proteſte ce faire & le face au iour de ramener à faite. La Salle de L'Ille. Tit. 28. art. 21. Droict de veuës Berry. Tit. 11. art. 2. & 13. Veuës ou feneſtres en vn mur ioignant ſans moïé à vn heritage d'autruy, ſeiõt de neuf pieds de haut, au deſſus du rez de chauſſée quant au premier Eſtage: & quãt aux autres de ſept pieds à fer maillé, & dormant. Paris art. 200. Calais art. 286 Clermont art. 218. Vallois art. 125. Orleans art. 229 230. 602. & 603. A huict pieds de haut, quant au premier eſtage. &c. Melun art. 190. Sens art. 202. Auxerre art. 105.

A ſept pieds de haut. Anjou art. 455. Le Maine art. 463. Grand-Perche art. 117 Chaſteau-neuf art. 95. Chartres artic. 80. Dreux art. 68. Berry tit. 11. art. 13. Nantes art. 706. & 707. Bar art. 177. Sedan ar. 290. à raiſon de 7. pieds de hauteur & és chãbres de 6. pieds. Meaux. ar. 76 Veuës ſur ſoy. Grand-Perche ar. 217. en mur moitoyen à quelle raiſon & hauteur. Mante ar. 95. Laon. ar. 268. Chalons art. 136. & 137. Reims art. 364. Veuës faictes ſur vn mur propre & non commun. Niuernois ch. 10. ar. 9 Quand ſont permiſes. Reims ar. 356. ne ſeront offuſquées par baſtimẽs plus de deux pieds & demy. Reims ar. 357. Veuë de cognoiſſance. Berry tit. 11. ar. 13. Veuës droictes ou bées de quelles diſtance ſeront. Paris art. 202. Calais ar. 288.

Veües morres: qui ſont à voirre dormãt, voirre mort & non ouurant. Bretagne. art. 696. droict devefue couſtumier ſur les meubles du mary appartient à la femme hors part, &c. ſ'il n'y a clauſe contraire. Lille. art. 206. La Salle de Lille tit. 2. ar. 51. L'allene. tit. 2. ar. 19. Valenciennes art. 102. Cambray tit. 2. ar. 4. hors part. Lille art. 206. La Salle de Lille tit. 2. ar. 39. Vefue en renonçant au droict, a ſes habits de chacune piece vne. S. Omer en Artois tit. 2. art. 27.

Reparations Viageres. V. Reparations.

Doüaire Viager. V. Doüaire.

Donation Viagere. V. Donation.

Rente ou pẽſion Viagere. V. Rente.

Cens Viagers. V. Cens.

Surcens Viagers. V. Surcens.

Viaire pour vne penſion annuelle qui ſeſteint par la mort. Chaumont art. 33.

Quint Feodal Viager ou heredital.

Quint à vie. V. Quint.

Viage pour la vie. S. Pol Art. 35. Ponthieu Art. 55. Boullenois Art. 50. Artois Art. 189. Tours Art. 233. Lodunois Chap. 25. Art. 5. Chap. 26. Art. 3. Anjou Art. 294. 321. 323. 324. 326. & 402. Le Maine Art. 299. 307. & 413. Poictou Art. 343. Bretagne Art. 57. 241. & 242.

Viagement. Ponthieu Art. 35.

Droict viager ſur aucunes choſes reelles Ponthieu Artic. 58.

Viager pour vn vſufruictier. L'Ille Art. 187

Vicaire pour l'homme viuant & mourant que l'on donne au S. F. Blois Art. 44. & 45. Orleans Art. 40. 41. 42 118. 119. & 120.

Bailler Vicariat. Blois ar. 45. Orleãs ar. 119.

Lettres de Vacariat. Orleans art. 219. Blois Art. 45.

Vicaire general. Paris Art. 289. Orleans Art. 289. Melun art. 244. Sens Art. 69. Auxerre Art. 226. Eſtampes Art. 107. Mante art. 153. Senlis Art. 173. Clermont Art. 140. Vallois Art. 170. Troyes Art. 97. Chaumont Art. 84. Vitry Art. 102. Laon art. 58. Chalons Art. 97. Reims Art. 289. S. Quentin art. 21. Amiens Art 55. Peronne Art. 161. Tours Art. 321. Bourbonnois Art. 289.

Vicomte de la Ville de Boullenois. Boullenois Art. 180.

Vicomte. Tous Art. 642. & 80. Anjou Art. 48. 49 & 61. le Maine 56. & 57. Poictou art. 1.

Vicomte peut informer de tous crimes: mais ne peut iuger: ains le Bailliſ. Normandie Art. 10.

Vicontez & Sergenteries. Normandie art. 16. Iuſtice, iuriſdiction ou Seigneurie. Vicomtiere. Ponthieu art. 82. 84. & 104 105. Amiens art. 191. & 246. Monſtreul art. 6. 7. 25. S. Riquier art. 2. Artois art. 5. Action Vicomtiere. Ponthieu. art. 105. Seigneur Vicomtier. Ponthieu art. 17. 82. 84. Artois art. 4. Amiens art. 191. Monſtreul art. 11. 18. Beauqueſne art. 1. & 3. Vimeu ar. 5. Chemin Vicontier. V. Chemin.

Vidame d'Amiens. Amiens L. art. 17.

Vidame de Reims. Reims art. 351.

Vidame de Gerberoy. Procez verbal de la Couſtume d'Amiens. Vidimus de lettres. Niuernois chap. 4. art. 16. & 35 & chap. 5. art. 6. & 14. Troyes art. 27. Chaumont art. 18. pour la copie collationnée par les Notaires, Secretaires ou Greffiers. Droict de viduité appartient au mary au preiudice des enfans & des S. F. Normandie art. 366.

Droict de Vientrages des vins & autres breuuages Senlis art. 125. Vignes données à Comptant ne ſeront oſtées au detenteur ſi elles ne ſont demourées de ſerpe. Poicton. art. 60.

Vignes priſes à faire comme ſeront taillées, binées & rebinées & addreſſées en ſaiſon deuë. Niuernois chap. 13. art. 5. Berry Tit. 15. art 8. Es vignes adreſſées les fermiers ou adcenſeurs feront quatre-vingt prouins par an. Berry Tit. 15. art. 8.

Vignerons à quelle heure doiuent commencer leur iournée ou la finir. Berry Tit. 15. ar. 1. Feront les façons des Vignes loyaument & diligemment. Berry tit 15. art. 1. Ne feront à la fin de leur iournée aucune huée ou cry. Ib. Ne feront feu dans les vignes: ains pourront faire feu de charbon ſeulement aux heures de leurs repas. Berry tit. 15. art. 2. N'emporteront en leurs maiſons aucuns bois des Vignes, moëſſines ne ne fruicts en qualité notable. Berry tit 15. art. 2. ne vendront donneront Cheuelus ny Chabolt. Berry tit. 15. art. 2. N'auront aucuns chiens és vignes. Berry tit. 15. art. 2. ou Commis à la garde des vignes n'eſtreront en icelles: ſinon pour prinſe de perſonnes ou de beſtes. Berry tit. 15. art. 3. Tiẽdront les paſſages des vignes bien clos & bouchez: & ſeront autour & du long des bouchetures par dehors ſpecialement és grands chemins. Berry tit 15. art. 3.

Vilain pour vn homme ſerf. La Marche art. 153. Ville de S. Seuer ne ſe peut aliener. S. Seuer tit. 10. art. 5.

Vinade Auuergne chap. 25. artic. 2. La Marche art. 92. 138. 139. 429. 430.

Source : BIU Cujas

Pour vn droict que les Seigneurs ont ſur leurs ſuiets pour charroyer leur vin.

Vinade ou Bohade en quel lieu eſt deuë, ſ'il n'y a lieu determiné. Auuergne ch.25.ar. 21. comme eſt deüe. La Marche artic. 138.& 139. Entiere quand eſt priſe par les Seigneurs ou xv. ſols. La Marche art. 140. 141.

Eſtant deüe par droict recogneu ou conſtitué, le ſuiet eſt tenu aux intereſtz. La Marche art. 142. ſe demande dans l'an, & l'arban dans la ſemaine. La Marche artic. 146. double d'Aouſt, Arbans & autres droits de ſeruitudes deuës, encores que le ſuiet ne face feu vif & reſidence. La Marche art. 166. & Arbans ne ſe peuuent vendre ou trãſporter à autry. La Marche art. 167. fors que les fermiers ſe peuuent aider des Arbans & viandes pour amẽder ou recueillir les fruitz de la ſeigneurie. La Marche art. 168.

Seigneur ne peut demandeur argent pour Vinade ou Arban, ſi le ſuiet le veut faire. La Marche art. 167.

Droict de Vinage. Senlis art. 263. Reims. art. 161. qui ſe prend ſur les vignes au lieu des cenſiues ſe doit payer ſur peine de. LX. ſols Par. Senlis art. 263. ſe paye à bout de cuue & doit eſtre payé auant que le detenteur tire ſon vin. Clermont art. 121. Vindidication de choſe vendüe comme ſe doit faire: & en quelle maniere. Bayonne Tit. 4. ar.14. & 15. droict de mettre pris au Vin. Amiens art. 182. Vin du marché. Chaumont ar.37. Victry ar. 49. Reims ar.85. Tours art. 147. 172. Bretagne ar.319. Vin du marché cõprins au Quint denier. Chaumont ar.37. Victry ar.49. non cõprins: ſinon qu'il fut exceſſif. Reims ar. 85. Acheteur de vin le debitant en la ville de Troyes, eſt tenu rendre les vaiſſeaux: mais non quand il les vend hors ladite ville. Troyes art. 203.

Droict de Vins & ventes, quand le pris excede vingt ſols eſt de iij. ſols iij. deniers. Faremonſtier art. 2. Vin n'eſtant du creu de la ville ne doit eſtre mis en icelle: ſinon en cas de neceſſité. S. Seuer L. Tit 10. art. 3. Vin ſe vend par pintes & chopine ou par pots & lots. Clermõt art. 232. Vne ſeulle forme de Vaiſſelle à vin. Bourdeaux art. 115.

Muy de vin ou tonneau combien doit tenir. Clermont ar. 232. Fuſtaille de vin vendu ſera iaugée. Clermont art. 233. ne ſera faicte par les Tonnelliers qui ne ſoit de la iauge requiſe, & ſera marquée. Clermõt art. 233. Tours ar. 63. Lodunois ch.5. ar.5. Bourdeaux art. 115. Vne ſeulle iauge & eſtallon de vin à mettre vin & combien doit tenir. Orleans art. 492. Vaiſſeaux à vin ſeront de bon bois, ſec non punais rongé verge, artiſonné, ſans aubour, &c. Tours art. 63. Lodunois. ch. 5. art. 5. Bourdeaux art. 115. Viſitatiõ plus ample peut eſtre ordõnée par le Iuge. Paris ar. 184. Calais art. 170. cõme ſera faite Bayonne tit. 1. ar. 3. peut eſtre faite à la cõſeruation des droits des doüairieres, &c. Sedan ar. 297. Bourbõnois. ar. 153. Meſſager. Sole tit. 35. ar. 17. Viſitation doit eſtre faite du bleſſé par Medecin & Chirurgiens ſermẽtez & en eſt le facteur deſchargé, ſi le bleſſé eſt trouué hors le peril de mort. La Salle de Lille tit. 30. art. 1. Tournay tit. 11. ar. 14. & 18. Valenciennes tit. 12. ar. 138. Viſitation & rapport des Chirurgiens, quand il y a aucun bleſſé ou nauré. Tournay tit. 11. ar. 5. & 6.

Droict de Viuelotte ou Viue-notte. La Salle de L'Ille Tit. 1. Art. 58. Tit. 6. Art. 1. & 2. ſur hetitages cottiers patrimoniaux du mary, ſa vie durant: à la charge de payer les rẽtes & ſouz rentes des heritages cottiers & entretenir les edifices. La Salle de L'Ille Tit. 6. Art. 1. ſe perd pour la moitié, ſi elle ſe remarie, Ib. ſ'acquiert ſans apprehẽſion, Ib. ſe prẽd cõtre ſes enfans, neueux ou niepces en ligne directe. La Salle de L'Iſle Tit. 6. ar. 2. ſe perd par leur treſpas, Ibid.

Vnir & mettre à ſa Table. Paris Art. 21.

Retraire & reünir à ſa Table & Domaine, à ſa Table ou au gros de ſon Fief.

V. Retraire, Re-vnir.

Voirre ou fer dormãt. Paris Art. 199. 200. 201. Calais Art. 185. 186. 187. Meaux Art. 76. Melun Art. 190. Sens Art. 102. Mante Art. 95. Berry Tit. 11. Art. 13. Clermont Art. 218. 224. Orleans Art. 230. Anjou Art. 455. Le Maine Art. 463. Grand-Perche Art. 217. Chaſteauneuf Art. 95. Chartres Art. 80. Dreux Art. 68. Sedan Art. 282. 290. Montargis Chap. 10. Art. 11. Vallois Art. 125. Laon Art. 268. Chalons Art. 136. Reims Art. 364. Nantes Art. 796. Auxerre Art. 105.

Voirre ouuert. Rennes Art. 697.

Voirre dormant, c'eſt vn Voirre mort & non ouurant. Rennes art. 696. 697.

Vn Voirre attaché & ſeellé en plaſtre, que l'on ne peut ouurir. Paris art. 201. Calais art. 187. Orleans art. 230. Auxerre art. 105.

Voiſin, Voiſiné. S. Seuer l. Tit. 9. Art. 1. & ſuiuans Bayonne Tit. 5. Art. 43. 44. 45.

Voiſin peut retenir le Nauire ou Batteau vendu par vn habitant de Bayonne à vn eſtranger pour luy, & non pour autre. Bayonne Tit. 5. Art. 43. & 44. preferé à l'eſtranger en vendition de viures. Bayonne Tit. 5. Art. 45.

Chemin Voiſinal qui a huict pieds de large. Tours Art. 59. & 84. Lodunois Chap. 5. art. 1. Chap. 7. art. 4. V. Chemin.

Teſmoins Voiſinaux prochains du lieu, où la poſſeſſion eſt prinſe. Tours art. 159.

Voulrie. Vitry art. 70. 100. 141. 143. pour puiſſance de pere ou mere eſtre en Voulrie. art. 70. 110. 141. 145.

Voyrie. Senlis art. 96. Theroanne art. 6.

Pour la Voye, le Chemin, Trauers ou Ruë commune ou publique.

Droict de Voyrie ou Voüerie, c'eſt de Iuſtice. Procez verbal du Grand-Perche.

Seigneurs Voyers. Procez verbal du Grãd Perche & Peronne art. 16.

Voyer Heſdin Tit. 4. art. 22. à la cognoiſſance des grands chemins champeſtres, flegards & delicts cõmis en iceux. tit. 4. ar. 22.

Gros Voyen pour moyen Iuſticier. Blois art. 21. 22. 23. 24. & 26.

Simple Voyrie pour baſſe Iuſtice. Anjou art. 1. Le Maine art. 3.

Baſſe Voyrie Tours en la Rubrique tit. 1.

Grand Voyrie. Tours art. 39.

Vſage de bois en quoy conſiſte. Niuernois Chap. 17. art. 11.

Vſagers de bois. Meaux art. 177. Anjou art. 182. Le Maine art. 200. Blois art. 221. Sedan art. 306. ayans droict de Paſquis ou paſturages, ne peuuẽt leurs beſtes és bois taillis, que 5. ans apres la couppe: ſi le Bois n'eſt pluſtoſt de defenſe. Vitry art. 118. de paſturage peuuent enuoyer paſturer leurs beſtes és bois de garde: ſinõ en temps de garde & defenſe. Niuernois Chap. 17. art. 4. ayans droict de mettre leurs pourceaux paſcager en tẽps de paiſſon & de garde: n'en peuuent mettre autres que de leur nourriture & du lange de Mars. Niuernois Chap. 17. art. 19. ne peuuent exceder le nombre ou autrement en mal vſer au preiudice du Seigneur. Niuernois Chap. 17. art. 20. ne peuuent aller ny conuerſer en vn bois: auquel ils ont leur vſage, iuſques à la quinte fueille. Meaux art. 175.

En bois couppis, iuſques apres la quarte fueille. Duché de Bourgongne Cha. 13. art. 2.

Eſtans prins faiſans dõmage par le Sergẽt ou Foreſtier, il en eſt creu. Meaux art. 177.

Peuuent prendre bois mort, & mort bois pour ſe chauffer, & ſes neceſſitez ſeulemẽt. Niuernois Ch. 17. ar. 11. Acs tit. 11. ar. 27. & 28.

Ne peuuent prẽdre bois pour baſtir, ſans ſ'addreſſer au S. Foncier, ſon Foreſtier ou Commis: ſur peine d'amende. Niuernois Ch. 17. ar. 13. Sedan ar. 306. comme ſe doiuẽt pourueoir cõtre le Seigneur, ſ'il eſt refuſant de marquer leſdits arbres. Niuernois Chap. 17. ar. 14. peuuent prendre du bois commun pour leur prouiſion de leigne, de bois de fuſte, & non vendre hors la Parroiſſe &c. ſinõ pour leurs neceſſitez. La Bourt tit. 3. ar. 4. 5. & 6. ayans droict d'aiſance, vſage & paſturage des Bois & Foreſts d'autruy, en iouyront ſelon leurs titres & neceſſitez. Sedan art. 304. eu bois, riuieres, marets & paſturages, ne peuuent vẽdre foins, herbe de paſturage ou paiſſon: & en peuuent prẽdre pour leur vſage ſeulement. Meaux ar. 180. 181. Niuernois Chap. 17. art. 15. ne peuuent mal vſer de leur vſage ou le vendre. Troyes art. 174.

Aucun ne iouyſt du droict d'Vſage en bois & foreſts, ſ'il ne le monſtre par chartre ou titre, ou ſ'il ne le tiẽt en Fief, ou ſ'il n'a iouy par temps immemorial. Meaux art. 176. Vitry art. 119.

Non Vſager en Bois & Foreſts, ſ'il y a forfaict, & eſt prins auec ſes cheuaux, eſt puny. Troyes art. 173. Chaumont art. 106.

Seigneur peut vendre la paiſſon de ſon bois Vſager: à la charge de l'vſage. Niuernois. Chap. 17. art. 21.

Vſufructuaire & viager inſques à quel tẽps peut bailler à loüage ou cenſe. La Salle de L'Iſle tit. 16. art. 2. L'Iſle art. 188.

Retention d'Vſufruict finie, il eſt conſolidé à la proprieté, au profit des donateurs &c. Orleans art. 279.

Vverps & Saiſines. Theroanne art. 11. Beauqueſne art. 3.

Le Vverp. L'Iſle art. 57.

Faire le Vverp. Bethune tit. 1. art. 7.

Heritages Vverpis. Salommez art. 2.

Vuidanges & curages de puits, latrines & eſgouts communs ſe font aux deſpens cõmuns chacun à leur tour, en payant le tiers des frais. Orleans art. 249. Nantes l. art. 725. de puits ioignãs caues à mettre vins ou autres biens ſeront vuidez incontinent qu'ils ſeront pleins de &c. Orleans art. 250.

Vuider ſes mains. Berry tit. 5. art. 53. & autres lieux.

V. Gens de main-morte.

Vuider la maiſon ou meſtairie. Berry tit. 9. art. 41. & 48.

Droict de Vouade. La Marche art. 139.

V. Bohade.

FIN.

Source : BIU Cujas

INDICE DES CHOSES PLVS MEMORABLES, ET MATIERES CONTENVES ES ANNOTATIONS de la Conference des Couſtumes.

Le premier nombre ſignifie la Page : & le ſecond la Ligne de l'Annotation.

A.

AGE prefix & ordonné pour deliurer les enfans de la puiſſance paternelle. 9. a. 61. des Procureurs. 111. b. 5. & 11. & 16. Pour preſter la Foy & Hommage. 263. a. 5. ou receuoir les hommages. 265. a. 14. Pour faire finir la Garde Noble, ou Bourgeoiſe eſt different par les Couſtumes. 633. b. 4. Legitime quel eſt reputé par le droict. 64. b. 11. pour teſter. 681. b. 1.

Abournage de fiefs. 170. b. 18.

Abournement de fiefs. 170. b. 18.

Quels ſont eſtimez abſens. 421. b. 7.

Acazer. 241. b. 33.

Accordemens. 308. b. 4.

Accuſateur en France peut deſiſter ſans infamie ou peine du Turpiliã, ſi ce n'eſt que on ait receu profit : encore que l'on ſe ſoit rendu partie ciuile. 154. a. 4.

Accuſé doit reſpondre par ſa bouche ſans miniſtere d'Aduocat ou Procureur. 115. a. 61. 155. b. 15. 555. b. 3.

Accuſez abſouz n'eſtoient anciennemẽt receuz à ſe conſtituer demandeurs en reparation ne dommages & intereſts contre les denonciateurs. 153. b. 1.

Acheteur qui a gouſté du vin & qui l'a approuué & trouué bon, le marché parfaict & accomply, le vin eſt à ſes perils & fortunes. 396. a. 16. l'imitation. 396. a. 25. faiſant quelque preſent à la femme du vendeur ne doit ledict preſent eſtre compté au prix. 308. b. 18. ſi ce n'eſt que la choſe venduë appartient à la femme. 308. b. 19.

Acheteurs de biens de Iuſtice cõtraincts par empriſonnement de leurs perſonnes a payer le pris des choſes par eux achetées. 392. a. 5. ne peuuent eſtre admis a faire ceſſion de biens. 392. a. 7.

Acquereur eſt tenu faire apparoir au S. F. par eſcrit des contracts quand la ſomme excede cent l. 200. b. 17. eſtant au deſſous de cent l. y ſuffit de notifier verbalement la venditon du fief pris d'icelle, les clauſes conditions ſi aucunes y en a. 200. b. 18. Tenu exhiber ſon contract d'acquiſition au retraians lignager. 492. a. 11. n'ayant leué le contract, le doit exhiber aux deſpens du retraiant. 492. a. 12.

Acquiſition ne laiſſe d'eſtre bonne touchant la proprieté & poſſeſſion, combien que l'acquereur ne ſoit en ſaiſine par le Seigneur direct : peult eſtre neantmoins cõtrainct payer douze deniers Pariſis pour la ſaiſine par luy priſe. 315. b. 15. faite par decret & auctorité de Iuſtice fort ſeure. 316. b. 11.

Acqueſt. 369. a. 69.

Acquis. 560. a. 29. & 34.

Actio de finibus 22. b. 7. *de paſtu pecoris iure ciuili eſt perpetua.* 76. b. 1. *perſonalis.* 414. a. 26. & 27.

Action de dot n'eſt donnée contre le pere. 654. a. 49. d'Iniures, ſ'il n'y a conteſtation en cauſe ne paſſe à l'heritier de celuy qui a ſouffert iniure n'y ne compete contre l'heritier de celuy qui à faict ladicte iniure. 432. a. 9. Perſonnelle *de Iudicatio* ſ'eſtend & demoure ſur tous les autres biens du deguerpiſant, ores que pour l'hypotheque en deguerpiſſant il fuſt deliuré. 382. a 11. gagiere. 414. a. 4. hypothecaire eſt reelle. 342. a. 21. par le droit eſt reelle *& in rem ſcripta.* 414. a. 28. ſe peut practiquer contre tous detenteurs & poſſeſſeurs. 378. a. 15. par qui ſe doit intenter & contre qui. 413. b. 36. eſt crée par la ſeule conuention & conſentement des parties. 414. a. 2. differente de la gagiere. 414. a. 5. ne doit eſtre accumulée auec la perſonnelle. 388. b. 8. & 37. Perſonnelle eſt plus digne & attire à ſoy l'hipotheque. 388. b. 10. pour deguerpir ou payer eſt reputée perſonnelle. 388. b. 41. contre le plege ou fideiuſſeur a. 39. a. 7. en retraict eſt *in rem ſcripta.* 495. b. 4. ſe peut intenter pardeuant le Iuge du lieu. 495. b. 18. en retraict conuentionel pluſtoſt perſonnelle que mixte. 501. b. 30. ſe peut intenter pardeuant le Iuge du domicile de l'acheteur. 495. b. 24. eſt mixte ſelon aucuns. 495. b. 29. fort fauorable. 495. b. 31. pour repetition de Retraict a lieu par vne partie acquiſe ſeparement, & dont le retraict auroit eſté intenté & ſont auſſi les fruicts reſtituables & les deſpens. 498. a. 1.

Actions & Edicts des Preteurs ſe finiſſoient par an. 432. a. 8.

Actions perſonnelles ſe preſcriuent par 30. ans auec les droicts qui en dependent. 180. b. 2.

Adcenſe aux deſſous de dix ans contiẽt alienation. 270. a. 11.

Adheritance. 344. a. 21.

Adiournement en matiere de tretraict doit eſtre faict & l'aſſignation eſchoir dans l'an & iour. 437. b. 5. ſur qui tombe le danger & peril de la choſe qu'on veut retirer. 489. a. 62.

Adiournemens doiuent eſtre libellez. 126. a. 23 & 436. b. 1. 487. a. 1. interrompent la preſcription faicts deuant quelque Iuge que ce ſoit. 436. b. 2. & 8. baillez à l'vn des Conſeigneurs, cedetenteurs ou poſſeſſeurs ne nuiſent aucunement aux autres & n'interrompent la preſcriptiõ pour le regard de ceux qui n'ont eſté adiournez. 436. b. 8.

Adiudication par decret ne ſera faicte à la chandelle eſtainte. 777. b. 37. & 778. a. 1.

Adquiſita à filio ad patrem quando ſpectant. 9. a. 9.

Admortiſſement ſe faict par le Roy. 289. b. 5. preſuppoſé du Roy touchant les gens de main-morte, le Seigneur eſt contrainct receuoir indemnité à raiſon du tiers en fief, & du quart en roture. 289. a. 45.

Admortiſſemens faits par le Roy ne peuuent preiudicier aux Seigneurs Feodaux pour raiſon des droicts qui leur ſont acquis & leur ſont tenuz leur payer indemnité. 270. a. 1. faicts par les Seigneurs ne peuuent preiudicier au Roy. 290. a. 11. faicts par le Roy empeſchent que les Seigneurs puiſſent contraindre les gens de mainmorte à vuider leurs mains des heritages par eux acquis. 290. a. 14. Clauſes des lettres d'Admortiſſement. 290. a. 15.

Adoption n'a point de lieu en France, ſ'il n'y a contract exprez. 9. b. 37.

Adſcriptij. 10. a. 9.

En la Baronnie du Maine n'y a aduantage en meubles en perſonnes qui departent couſtumierement. 193. b. 1.

Adueu. 175. b. 6. 432. a. 58.

Adueu & Denombrement. 179. a. 14.

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Difference entre Adueu & Denombrement. 175. a. 17.

Anciens Adueuz & Denombremens. 258. b. 29.

Adueuz renduz au Roy comment ſont verifiez. 176. a. 1.

Adueuz & Contre-Adueuz receuz pour meubles & choſes mobiliaires. 374. a. 15.

Aduis, parçon. 879. b. 20.

Diuerſes punitions des Adulteres. 156. a. 12. & 34. ſont auiourd'huy punis de mort. 156. a. 29. & 39.

Aduocatia. 22. a. 42.

Aduoüé. 21. a. 29.

Aduoüer. 175. b. 6.

Aduouërie. 22. a. 21.

Æſtimatio emptionem facit. 336. a. 66.

Affeager. 241. b. 48.

Affeurrage. 55. a. 11.

Afforage. 55. a. 10.

Afforement. 55. a. 29.

Affiches ou Pannonceaux Royaux neceſſaires. 772. a. 1.

Affiliations & Adoptions par contract de mariage. 9. b. 38.

Droict d'Aiſneſſe. 123. a. 1. & 198. a. 8. eſt perſonnel. 303. a. 1. en doüaire n'a lieu. 303. b. 4. ne peut eſtre oſté ou diminué par le Pere au preiudice de ſes enfans. 303. b. 12. eſt tranſmiſſible aux femelles. 195. a. 26. N'a lieu entre filles. 196. b. 1. 198. b. 1. ſelon quelques Couſtumes appartiennent aux filles: ſelon quelques autres non. 198. b. 1. & 7. ſelon aucuns ceſſe & n'a point de lieu ſ'il n'y a aucune maiſon principale. 86. a. 18.

Aiſné ayant prins le principal manoir en la ſucceſſion du Pere commun ne doit prendre autre manoir en la ſucceſſion de ſa mere commune. *Idemque*, ſ'il a premierement pris en la ſucceſſion maternelle: *Secus*, ſi les Pere & Mere n'eſtoient communs. 194. b. 4. ou proprietaire ne voulant porter la Foy & Hommage au Seigneur Feodal par dol ou colluſion, le Puiſné ou la Doüairiere pour empeſcher la ſaiſie, peut faire offrir la Foy & Hommage & payer ce que leſdicts Aiſné & proprietaire pourroient deuoir au Seigneur Feodal pour ſes droicts: pour leſquels ils auroient recours contre eux. 222. b. 1. Renonçant au droict d'Aiſneſſe, à ſçauoir, ſ'il y a droict d'Aiſneſſe pour le regard des autres enfans. 183. b. 7.

Aleu. 258. a. 14. & b. 2. etymologie. 258. a. 30.

Deux eſpeces & ſortes d'Aleu. 258. a. 38.

Franc Aleu noble. 184. a. 11.

Pretendant ſon heritage eſtre tenu en Franc-Aleu, doit faire apparoir de titre expres & ſpecial. 320. a. 46.

Comment les perſonnes peuuent tenir en Franc-Aleu. 265. b. 1.

En Franc-Aleu de quel iour le Retraict à lieu. 446. a. 5.

Franc-Aleu ne ſe peut acquerir par preſcription ſans titre. 258. a. 1.

Alienation de fruicts, n'eſt alienation de proprieté ou ſeigneurie. 472. b. 1.

Alienation comme ſe faiſoit anciennement. 393. b. 5.

Soubs le mot d'Aliener doiuent eſtre cõprinſes les donations. 13. a. 42.

Qui peut diuiſer, peut aliener. 13. a. 11.

Alloüer. 308. b. 3.

Alluuion par le droict ciuil donne & augmente le fonds au profit du Seigneur proprietaire cõme auſſi elle diminuë ſon fonds & domaine. 65. b. 36.

Amende adiugée au Roy ne ſe paye ſolidairement par les Seigneurs Iuſticiers: ains par portion & contribution deſdicts biens. 35. a. 34. Arbitraire contre les mal executans. 42. a. 21. Couſtumiere par defaut de payer le cens, comment ſe doit entendre. 318. a. 1. Du bas Iuſticier. 26. a. 30. de Reclain en Vallois. 39. a. 37. A Laon. 39. a. 39. de 60. ſols pariſis pour le Formariage. 10. a. 76. Du fol appel ores qu'il procede de la ſentence d'vn Iuge non Royal appartient au Roy ſeul & non aux Sieurs Iuſticiers. 144. a. 20.

Amende deuë pour infraction de mainmiſe feodale ou non. 216. a. 5.

Amendes & droicts de Formariage leuez anciennement par le Collecteur des Morte-mains & Formariages qui en comptoit à la Chambre des Comptes. 10. b. 3. Depuis comme domaniaux receuz par les Receueurs ordinaires des lieux. 10. b. 4.

Amendes ſont miſes entre les profits de la Iuriſdiction. 41. b. 1. Adiugées aux Hoſpitaliers & à l'Eueſque & Vidame de Laon. 40. a. 54. Prouenans d'infraction des Ordonnances du Roy appartiennent au Roy ſeul. 41. b. 6. les leue par ſa main par tout ſon Royaume, meſmes és terres de ſes inferieurs. 41. b. 12. à les amendes des contrauentions aux commandemens ou defences des Officiers du Roy dont le Iuge Royal à cognoiſſance. 41. b. 20.

Celuy qui forme ſon oppoſition à fin de ſommer ne doit aucune amende. 42. a. 30.

Amendes pour Defaux & Contumaces pourquoy ordonnées. 135. a. 8.

An de retraict en vente faicte ſoubs faculté de remeré de quel iour commance à courir. 494. a. 1.

L'An en matiere Beneficiale de quel iour ſe doit prendre. 373. a. 7.

Outre l'an eſt requis quelque titre. 373. a. 12.

Ius ἀναχώμησεως aut ἀς ἀκπιχῶν. 218. b. 9.

Droict d'Aiſneſſe n'a lieu en ligne collaterale. 725. b. 19.

Annonæ ciuiles. 367. b. 19.

Ἀπόφασις. 602. a. 9.

Appartenances. 183. b 72.

Appellations comment ſe doiuent releuer. 142. b. 6. en matieres criminelles doiuent reſſortir directemẽt en la Cour de Parlement quand il y a iugemẽt de mort peine capitale ou afflictiue. 114. a. 14. Des Sentences de Torture & autres peines afflictiues de corps ſe releuent directement en la Cour de Parlement. 146. b. 10.

En Appel d'vn Bail à Ferme ne faut faire appeller les Fermiers, que les Commiſſaires ne ſoient appellez. 787. b. 27.

Appel peut eſtre interietté d'vn executeur ou Sergent quand il excede la congnoiſſance, duquel appartient aux Iuges dont procedent les Sentences qu'on veut mettre à execution ou auſquels appartient la congnoiſſance de la cauſe principale. 142. a. 46. Deſert. 146. a. 59. n'empeſche l'execution. 525. b. 1.

Idem ne peut releuer ſon Appel & le releuer où il ne faut. 142. b. 23.

Conuenu en autre Iuriſdiction qu'il ne faut meſmes hors le Royaume peut Appeller de la diſtraction de Iuriſdiction. 120. a. 24.

Appellant n'eſt receuable n'ayant les ſentences & pieces au poing. 143. a. 25.

Qui n'a intereſts, n'eſt receuable Appellant. 143. a. 23. Des Pairs de France ou de leurs Iuges ſoit en pays Couſtumier ou de Droict eſcrit, eſt exempt de la Iuriſdiction du Pair & de tous ſes ſujets en toutes ſes cauſes tant en demandant comme en defendant. 146. b. 36. De decret de priſe de corps contre luy decerné & faiſant intimer le ſeigneur Iuſticier ſ'il ſuccombe eſt condemné és deſpens enuers ledit Seigneur intimé. 22. b. 58. Du deny de Iuſtice gaignant ſa cauſe demouroit anciennement auec ſa femme famille & biẽs eſtans en la Seigneurie & Iuſtice du ſieur Iuſticier, dont il eſtoit appellant exempt de ſa Iuriſdiction. 147. b. 3. d'vn decret non receuables apres trente ou vingt ans. 778. a. 10.

Appellans peut renoncer à leur appel dãs huict iours au Greffe. 144. a. 33. tenuz appeller *illicò*. 145. b. 63. On eſt releué de l'*illicò* par lettres Royaux. 145. b. 69. Aucuns Iuges les reçoiuent ſans lettres en payant le ſeau. 145. b. 70.

Eſtans pluſieurs Appellans chacun doit l'amende. 144. a. 17. *ſors le Mary & la* femme. 144. a. 18.

En pays couſtumier celuy qui appelle des Iuges ſuiets, eſt exempt du Iuge *pendente appellatione* en toutes cauſes tant en demandant, qu'en defendant. 146. b. 35.

En la Duché d'Aquitaine qui appelle eſt exempt de toutes cauſes & cas, tant que l'appel durera. 146. b. 38.

Applegemens. 25. b. 22.

Cas d'Applegemens & Nouuelleté ſont conformes. 25. b. 23.

Appleger. 25. b. 24.

Appointement à venir plaider par Aduocats emporte conteſtation. 382. a. 11.

Apayer. 349. b. 27. Ceux d'Aquitaine ne ſont ſubiets à Confiſcation. 34. b. 5.

Arammes ou Errammes ou Errames. 39. a. 33.

Defenſes aux Preſidens & Conſeillers de prendre charge d'Arbitrage ne compromis. 114. b. 11.

Submiſſion à Arbitres n'eſt que volontaire: & nul n'y peut eſtre contrainct. 114. b. 1.

Arbres ou bois ne doiuent eſtre abbatus. 72. b. 2.

Armes des nobles combien que communes à tous les enfans de la maiſon doiuent demourer à l'aiſné. 184. a. 57.

Armes en quarré & eſcuſſon. 31. b. 54.

Argent deſtiné pour acheter vn heritage ou immeuble, reputé meuble. 366. b. 9. mis ou depoſé outre la deſtination, reputé immeuble. 366. b 17.

Arpent de terre. 184. a. 30. & 185. b. 14.

Arpenteurs. 361. b. 1.

Arreſt. 305. a. 16. Diuerſes ſignifications. 305. a. 16. & 17. a ſignification propre. 305. a. 18.

Arræ. 393. b. 1.

Arres ou Erres auancées au vendeur ſont part du pris. 308. b. 17.

Arrerages de rente ſe doiuent payer ſelon l'eſtimation commune de l'année eſcheuë,

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

cheuë, ſuyuant les extraicts du Greffe. 417. a. 33. de rentes conſtituées ne ſe peuuent demander que de cinq années. 433. a. 53. de rentes conſtituées en eſcuz ſe doiuent payer à la valeur des eſcuz, lors du payement d'iceux. 411. b. 39. de rentes volantes ne ſe peuuent demander que des cinq années dernieres. 506. b. 10. de Rétes apres les termes eſcheuz, ſont meubles. 367. a. 31. de cens par la Couſtume de Berry, ne ſe peuuent demander que pour les cinq dernieres années : ſinon les arrerages du cens du Roy. 307. a. 9. Du Doüaire, courent du iour du decez. 609. a. 31. ſe adiugent communément à raiſon du denier quinze. 609. b. 7. adiugez à raiſon du denier vingt. 609. b. 10.

Fondement des Arreſts ou executions depend des Sentences ou obligations paſſées ſouz ſeel authentique eſtans en bonne forme. 502. b. 1.

Arreſt de compte pour parties de Marchand doit eſtre par eſcrit. 427. a. 30.

Arrierefief. 262. a. 11.

Arrierefief à la difference du pleinfief. 262. a. 27.

Arriereuaſſal. 262. a. 32.

Aſſaſſins. 157. b. 39.

Aſſenne. 519. b. 19.

Aſſeurément ſe doit bailler par ſerment. 127. b. 43. ſe donne tant pour les perſonnes, que pour les choſes. 347. b. 11.

Comme ſe donne l'Aſſeurement. 127. a. 42. Seigneur feodal ou autre ſ'il eſt tenu de donner Aſſeurement à ſon vaſſal & ſujet ou ſi le vaſſal eſt tenu de le donner à ſon Seigneur. 127. b. 23.

Difference entre Aſſeurement & ſauuegarde. 127. a. 2.

Infraction d'Aſſeurement. 127. a. 32.

Aſſeurémens de Cleres pardeuant qui ſe faiſoient anciennement. 127. b. 1.

Aſſeuremens ne ſe doiuent donner que de ſujet à ſujet. 127. b. 37.

Aſſiette de Rentes. 334. a. 47.

Aſſignation en retraict quelles choſes doit contenir. 460. b. 1.

Aſſis ou Aſſiſe. 521. b. 6.

Aſſiſes. 104. b. 1. & 13. appartenans au Iuge d'appel. 104. b. 3.

Aſſociez ſont tenuz d'vn debte hypothecaire faict au profit de la communauté. 600. a. 30.

Attermoyemens receuz au lieu de Reſpits. 388. a. 11. comment ſe doiuent faire. 388. a. 11.

Attourné. 486. a. 54.

Attrayeres. 49. a. 1.

Aubain ayant obtenu lettres de naturalité, pourueu qu'il euſt enfans regnicoles, ſoit en conſequence de ce adopté vn de ſon nō fuſt ſa ſucceſſion adiugée à l'enfant adoptif. 47. a. 68.

Aubains. 47. a. 11. appellez Eſpaues. 47. b. 6. Aubains & Baſtards incapables de ſucceder. 43. b. 64.

Biens d'vn Eſtranger non naturalizé ne appartient au Seigneur Haut Iuſticier en la terre duquel il eſt decedé par droict de deſherence: ains au Roy par droict d'Aubeine quand le droict appartient au Roy ſeul. 48. a. 1.

Droict d'Aubaine appartient au Roy. 47. a. 35.

Aubergarde. 316. a. 11.

Auenages. 321. a. 35.

Deux ſortes d'Aumoſne. 261. b. 11.

Franche Aumoſne. 261. b. 11.

Autokineta. 362. b. 55.

Droict d'Aydes. 271. b. 1.

Droict de loyaux Aydes. 271. b. 1.

Droict d'Aydes deu au Roy à cauſe des fiefs mouuans & tenuz de luy nuëment & ſans moyen tout ainſi qu'aux autres Seigneurs. 272. a. 13.

Deux cas introduits par les Couſtumes pour le droict des Aydes. 271. b. 65.

Ayeul debouté de la garde Bourgeoiſe de ſon petit fils. 627. b. 12. à defaut de pere ou mere ſuccede. 711. b. 26.

Ayeulle ſuccede à defaut de la mere. 715. b. 24.

B.

Bacheliers. 34. a. 1.

Bail. 638. b. 1.

Bail à ferme faict en Iuſtice comme eſt reputé continué. 787. b. 24. ſe doit faire pour trois ans. 787. b. 29.

Qui Bail prend, quitte le rend. 630. a. 3.

Bailler à Feage. 241. b. 48.

Baillie. 638. b. 1.

Baillifs. 104. b. 26.

Ban. 54. b. 35.

Droict de Ban. 55. a. 2.

Banlieuë. 319. b. 16.

Bannalité. 54. b. 36.

Bannalité de fours ou moulins eſt eſpece de ſeruitude. 62. b. 40.

Droict de Bannalité ou coruées ne ſont de l'eſſence du fief : ains pluſtoſt reputez fruicts & reuenuz d'iceluy. 63. a. 6.

Bauneret. 4. a. 17.

Bannie introduite pour le bien public. 100. b. 2.

Bannir. 54. b. 38. & 55. a. 1.

Seigneurs ne peuuent Bannir hors leur territoire & Iuriſdiction. 20. b. 8.

Banqueroutiers pour eſtre recognuz, cōtraincts en quelques lieux porter le bonnet vert. 392. b. 23. Iuges doiuent proceder extraordinairement contre les Banqueroutiers. 392. b. 26.

Bans & Arbans. 18. b. 6.

Biens. 18. b. 13. & 15.

Pays de Bar erigé en ſouueraineté. 5. a. 12. 13. 14. & 15.

Baron. 13. a. 1. & 46. 48. 49.

Choſes requiſes pour eſtre Baron. 31. a. 44.

Barons peuuent porter leurs armoiries en quarré. 31. b. 34.

Baronnie. 31. a. 7. comme ſe prend auiourd'huy. 31. a. 28.

Droicte Baronnie. 31. a. 51.

Droict de Baronnie dōné à vn ſeigneur, à ledit ſeigneur par ce moyen droict de clorre ſa principalle ville & la murer auec tours & pont-leuis, ſans autre nouuelle impetration. 31. b. 1.

Baronnies non ſuiettes à diuiſion & partage par pluſieurs couſtumes. 184. a. 37. Arreſtz contraires. 184. a 37.

Baſtage. 59. a. 42.

Baſtard peut tenir Office temporel. 43. b. 64. Capable de donation & legats. 43. b. 70. ou naturel d'vn Preſtre, legitime & conceu *etiam ex ſoluta* comme coucubine, eſt incapable de ſucceder & ne peut exclurre les heritiers collateraux. 46. b. 41. legitimé & marié par le pere vient à la ſucceſſion de celuy qui le fait legitimer auec les enfans de la femme que le Pere prend apres 46. b. 75. Debouté du partage par luy requis par faute de lettres de legitimation encore que le Pere l'euſt aduoüé. 46. b. 19.

Baſtard Adulterin auquel donnation auoit eſté faicte de meubles, acqueſtz & conqueſtz par le Pere viuant eſt ſeulement à la prouiſion d'alimens & viures neceſſaires. 46. b. 53.

Il eſt permis au Pere de donner à ſon fils Baſtard quelque choſe par forme d'vſufruict & tant qu'ils viuront. 46. b. 3.

En pluſieurs Couſtumes de la Flandres n'y a point de Baſtards de par la mere. 45. a. 14. & 27.

Baſtards des Preſtres peuuent eſtre ſeulement legitimez *ad honores* pour eſtre capables de donation, mais non des ſucceſſions. 44. b. 21. ſe peuuēt marier ſans encourir la peine de formariage. 10. b. 13. Sont eſtimez nobles eſtans aduoüez de Peres Nobles, iouïſſent des Priuileges, prerogatiues, & exemptions de nobleſſe auec pouuoir de porter les noms & armoiries de leurs Peres naturels auec la difference d'vne bande ou barre trauerſant du haut à coſté gauche au bas du coſté droict. 45. a. 42. ne ſont capables de ſucceſſions ne de laiſſer heritiers, ſ'ils ne ſont legitimez. 45. a. 52. Eſpaues, Aubains ne Mimmis ne peuuent ſe marier à perſonne autre que de leur condition ſans le congé du Roy ou de ſes Officiers qu'ils ne ſoient tenuz payer xl. ſols Pariſis d'amende. 44. a. 12. Se legitiment par mariage ſubſequent. 44. b. 7. Solemnitez requiſes en ceſte eſpece de legitimation. 44. b. 9. ne peuuent ſucceder à leur Pere & Mere, ſ'ils ne ſont legitimez n'y acquerir aucun fief. 260. a 15. venir a retraict. 479. a. 9. Deuëment legitimez peuuent eſtre admis & receuz audict retraict. 479. a. 14. & 17.

Trois choſes qui doiuent eſtre concurrentes auant que les Seigneurs Haut Iuſticiers puiſſent auoir la ſucceſſion des Baſtards. 43. b. 25. & 674. b. 13.

Pendant la Queſtion de Baſtardiſe le legitime par mariage ſubſequent admis par prouiſion à partager auec ſes freres les biens de leurs deffuncts Pere & Mere. 44. b. 11. & 14.

Beaupere, ou Vitrict peut eſtre chargé de la tutelle du fils de ſa femme, ou de l'education. 634. a. 14.

Benediction nuptiale ne doit eſtre faicte en face de ſaincte Egliſe. 549. a. 10.

Benefice & priuilege d'annion & quinquennion. 386. b. 2.

Nulle Beſte ne doit aller en bois taillis iuſques à ce qu'il ſoit en defence. 11. b. 6. *Bianis*. 18. b. 13.

Biēs qu'els ſont dicts en termes de droict. 362. b. 52.

Diuiſion generale des biens. 362. b. 36. parafernaux. 554. b. 48. Aduentifs 554. b. 38. poſſedez auec condition & charge de ne les pouuoir aliener à perſonne eſtrāge, ne tombent en confiſcation. 36. b. 41.

Biens de la Communauté ne peuuent eſtre prins par execution pour deſpens adiugez contre la femme mariée, ores que le mary ait eſté en cauſe, ſ'il ne la expreſſement auctoriſée. 587. b. 1.

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Biens des Tuteurs ſont tacitement obligez & hypothequez au mineur pour la geſtion & adminiſtratiõ de la tutelle. 415 a.34. & 647. a. 18. N'eſt requis aucune ſolennité de droict ou couſtume pour créer & former hypotheque ſur les biens des Tuteurs ou Curateurs. 415. a. 50. Commence l'hypotheque à courir *à die inchoatæ adminiſtrationis.* 415. a. 56.

Bois de haute fuſtaye hors le temps de grainer, & les taillis apres la quinte feuille ſont declarez & reputez lieux de vaine paſture. 77. a. 16.

Bois taillis eſt en fruict. 133. b. 7. ſe doit coupper de dix ans en dix ans. 237. a. 1.

Bois marmentaux. 167. a. 57. d'ou. 167. a. 58. & 97. b. 33.

Bonnes ou Bornes. 22. a. 58. & Bunnes 22. b. 1. Bonnages. 22. b. 5. Bonne. 22. b. 7.

Borde. 261. a. 9.

Bauuoï. 22. b. 1.

Bouade. 18. b. 4.

La Bouche & les Mains. 256. a. 12.

Bourdelage. 322. a. 1. Eſteint & amorty en la ville de Neuers, 322. b. 26.

Suiets Bourdeliers. 261. a. 9.

Bourg. 326. a. 11.

Bourgage. 306. a. 1.

Droict de Bourgeoiſie donné par les Romains & autres nations pour vertu ou recompenſe. 4. b. 4. ſ'acquiert par ſimple aduеu ſans autre acte Iudiciaire. 120. b. 41.

Forme d'entrer en la Bourgeoiſie du Roy. 4. b. 2.

Le Roy ne peut receuoir en ces Bourgeoiſies les Officiers d'aucun Seigneur inferieur, Qu'ils n'ayẽt rẽdu compte de leurs adminiſtrations & payé le reliqua, & que ſ'ils ſont receuz les faut renuoyer. 4. a. 62.

Exiger aucunes Entrées pour les Bourgeoiſies defenduës. 4 b. 11. on peut toutesfois receuoir ce qu'ils donneront liberalement. 4. b. 12.

Bourgeois ayant droit de Bourgeoiſie eſt exempt de la Iuſtice inferieure & ſubalterne. 120. b. 36. Du Roy ſexime de toute autre Iuriſdiction. 4. a. 56. demeurant par pluſieurs années en vne ville pert la Bourgeoiſie de l'autre ville. 4. b. 13.

Bourgeois doiuent payer leur droit de Bourgeoiſie au Roy ou Seigneur, ſ'ils ſont Bourgeois du Roy ou de quelque Seigneur. 4 b. 8. deuoient anciennement les iſſuës, quand ils partoient de leurs Bourgeoiſies, autrement ne pouuoient ſe retirer & quitter la Bourgeoiſie. 4. b. 9.

Bourgeois & habitans de Paris non tenuz en l'amẽde pour cens non payé : ſi à ce ne ſe ſont obligez. 317. b. 2.

Cognoiſſance des Bourgeois du Roy pour leur eſtat & qualité appartient au Iuge Royal. 4. a. 32.

Bourſe ou argent n'a point de ſuite. 352. a. 34.

Brandon. 305. a. 20. 167. b. 1.

Breil de Foreſt. 97. b. 39. d'ou. 97. b. 45.

Bref de mariage encombré. 596. b. 1.

Droict de Bris. 10. a. 10.

Burgi. 326. a. 18.

C.

CAbal. 372. a. 1.

Cabau. 372. a. 1.

Calenge. 160. a. 1.

Calanger. 150. a. 1.

Droict de Chambrelage. 267. b. 49.

Capital. 372. a. 1.

Capital. 404. b. 15.

Capitatio. 17. a. 21.

Capitalis illatio. 17. a. 22.

Carpot ou quart pot. 353. a. 23. Etymologie de Carpot. 353. a. 28.

Cas Royaux ou Priuilegiez. 20. a. 53.

Catheux quels ſont reputez. 366. a. 6.

Que c'eſt que Catheux. 366. a. 21.

Cauciage. 330. b. 4.

Cauere. 678. a. 14.

Cauſſe quand eſt dicte conteſtée ou non 382. a. 1. & 9.

Deux cauſes lucratiues ne peuuent eſtre concurrentes en meſme ſuiet. 611. b. 6.

Caution de payer le Iugé receuë en France en certains cas. 139. b. 45.

Cedulle faicte pour ieu n'emporte prouiſion. 123. a. 18.

Cedulle de quel iour emportent hypothecque. 385. a. 68. ſont tenuës pour confeſſées par vn ſeul defaut. 385. a. 64. Tous Iuges tant Royaux que des hauts Iuſticiers ſont competens de la recognoiſſance de denegation d'icelle contre toutes perſonnes trouuées ſur les lieux & hors leurs domiciles. 385. b. 1. Priuées de quel iour emportent hypothecque. 415. a. 15.

Ceinture. 33. b. 12.

Celerage. 15. a. 46.

Celuy qui n'a promis fournir, & faire valoir, eſt neantmoins obligé de rendre l'heritage en pareil eſtat & valeur, qu'il eſtoit au temps de la prinſe. 386. a. 2.

Chef cens different du gros cens, ſurcens vn croix de cens. 310. b. 8. foncier. 310. b. 8.

Cens capital. 310. b. 8.

Gros Cens. 310. b. 10. Menu. 310. b. 7.

Chef Cens. 310. a. 1. mort. 310. b. 10.

A Cher ptis. 321. a. 38. Cher. 321. a. 38. & 39. *In dubio*, eſt eſtimé requerable. 318. b. 3. double different du ſimple Cens. 313. b. 1. des cens couſtumiers & accordables. 313. b. 10. Emporte amende à faute de payement, ventes & ſaiſine. 238. b. 12. diuiſé par le conſentement du Seigneur, Chacun detenteur paye le cens eſcheu en ſa part, & par meſme moyen l'amende entiere. 317. b. 20. Deu à diuers Seigneurs en vne commune cenſiue n'eſt deuë qu'vne ſeule amende pour ledict Cens non payé. 317. b. 9.

En controuerſe de droict de Cens celuy eſt preferé qui eſt fondé en cens plus ancien. 304. a. 23.

Quote du Cens ou redeuance ſe peut preſcrire. 426. b. 9.

Deux choſes neceſſaires pour monſtrer qu'vn cens n'eſt requerable. 314. b. 5.

Cenſiti. 10. a. 1.

Cerquemanage. 431. b. 7.

Cerquemaneurs. 544. a. 31. Sermentez. 431. b. 29.

Certificateur ne peut eſtre conuenu ſinon apres diſcuſſion du principal debteur & fideiuſſeur, ſ'il n'eſt obligé ſolidairement auec renonciation. 391 b. 5.

Certification de Criées neceſſaire & doit eſtre faicte pardeuant les Iuges ordinaires. 788. b. 1. par les Iuges des lieux à iour de plaids. 789. a. 1. ſe doit faire au ſiege Royal en quelques Prouinces. 789. b. 7. ne ſe peut faire par les Preſidiaux. 789. b. 18.

Ceſſation de payement en emphyteoſe. 406. b. 18.

Ceſſion de biens aucunement odieuſe. 391. b. 15. eſt benefice de droict. 391. b. 19. garantit ſeulement le debteur de la priſon n'eſtant quitte enuers le creancier, ſ'il n'a payé. 391. b. 24. non receuë contre le Roy. 392. a. 35. Ne pour deſpens de Geolage. 392. a. 41. Ne peut eſtre faicte par Procureur. 392. a. 70. ne rend infame le debteur. 392. b. 11. faicte par le debteur, les Creanciers peuuent nommer vn Curateur aux biens vacans, & faire proceder aux criées des heritages d'iceluy. 392. b. 48. luy doiuent ſeulement eſtre laiſſez ſes habits de tous les iours. 392. b. 52. ne peuuent les Creanciers de leur auctorité & par accord faict entre eux, prendre ſes biens. 392. b. 53 tellement fauorable que le debteur n'y peut renoncer par obligation ou Contract. 392. a. 11. ayant iuré n'en vſer, ſ'en peut ayder nonobſtant ſon ſerment. 392. a. 13. doit eſtre faicte en iugement. 382. b. 1.

Ceſſion & tranſport doiuent eſtre ſignifiez & d'iceux copie baillée, auparauant que executer. 519. a. 39.

Ceſſionnaire ne faict proceder par execution en ſon propre & priué nom : ains au nom & comme ayant droict de ſon cedant. 519. a. 9.

Droict de Chambellage ou Cambrelage. 267. b. 49. & 50.

Droict de Champayer ou paſcager ne donne poſſeſſion ſans tiltre. 375. a. 62.

Champeage ou paſſage ne monſtre vne affection ou volonté de poſſeder. 375. a. 51.

Champart. 348. a. 3. par quelques Couſtumes appellé Terrage & ſignifie le meſme droict. 348. a. 11. & 17. Quel eſt le droict de Champart. 348. b. 1. doit eſtre reiglé ſelon la Couſtume des lieux ou des lieux circonuoiſins. 348. b. 2. Etymologie. 348. b. 41 Adiugé comme ſeigneurial emportant lods & ventes. 350. b. 61. non ſeigneurial par tout & en toutes choſes. 350. b. 62. Ou terrage ſelon aucuns preferable au Diſme. 348. b. 15. & 349 a. 5. non payable auant le Diſme. 348. b. 30.

Chanoine eſtranger ayant obtenu lettres de naturalité du Roy furent les biens d'iceluy adiugez au Doyen & Chapitre & declarez leur appartenir comme vacans. 47. b. 10.

Droict de Chantellage & Roüage. 28. a. 43. & 55. a. 41. Tel à Chantellage qui n'a pourtant Roüage. 28. a. 38.

Chappel de Roſes. 753. b. 1.

Chaptel. 404. b. 42. ſon Etymologie. 405. a. 10.

Chaſſe eſt defenduë aux Roturiers & non nobles, meſmes aux Gentils-hommes pour raiſon des Foreſts du Roy, ſ'ils n'ont droict & conceſſion d'y chaſſer. 96. b. 11.

Ceux qui ont droict de Chaſſe en peuuẽt eux ſeuls vſer, ſans qu'ils permettẽt q̃ ceux qui ne ſont de leur maiſon chaſſẽt. 96. b 47.

Defenſes à toutes perſonnes de Chaſſer ſoit à pied ſoit à cheual, auec chiens ou oyſeaux

Indice des Annotations.

oyſeaux ſur les terres enſemencées depuis que le bled eſt en tuyau : & aux vignes depuis le premier iour de Mars iuſques apres la deſpouille. 85. b. 2.

Seigneur Chaſtellain à cognoiſſance des grands Chemins. 23. a. 25.

Chaſtellains peuuent empeſcher qu'autres qu'eux facent Forteresſe en leur Chaſtellenie. 32. b. 55.

Droict de Chaſtellenie. 32. b. 35.

Chemier. 224. a. 3.

Grands Chemins doiuent eſtre reduicts à leur ancienne largeur. 547. a. 14. Arbres plantez en iceux ne peuuent eſtre pour ce couppez, abbatuz ou endommagez. 547. a. 17. fruict deſdits arbres appartient aux proprietaires & Sieurs Voyers. 547. b. 6.

Par la Couſtume de France les Chemins ſont aux Seigneurs Iuſticiers: mais les grãds Chemins Royaux ſont au Roy. 39. a. 23.

Chetel. 372. a. 2. & 3. 404. b. 25. & 43.

Cheual de rencontre. 277. b. 14. de ſeruice. 268. a. 12.

Cheualiers Bannerets. 31. b. 51.

Cheualier du drapeau quarré. 31. b. 52. & 34. a. 26.

Cheuecier. 292. a. 1.

Cheuir. 200. b. 27.

Le Cheze. 184. a. 33.

Choſes dõnées ne ſont par le droict cõpriſes ſoubs le nom d'Acqueſt. 396. b. 26. Sacrées ſe peuuent aliener pour la rançon des pauures priſonniers & captifs. 589. a. 7. Requiſes pour faire vne Chaſtellenie. 32. b. 45.

Κινητὰ. 362. b. 55.

Κινουμένα. 362. b. 55.

Clain ou Clameur. 38. b. 14.

Clain ou demande. 38. b. 15.

Clain. 39. a. 3.

Clame. 39. a. 4.

Clameur de gageplege. 25. a. 2.

Clamor. 38. b. 14.

En Cour ſeculiere vn Clerc n'eſt ouy ne receu à decliner en cas de loüage de maiſon. 121. a. 7.

Nul ne peut iouyr du priuilege Clerical, ſ'il n'eſt conſtitué és Ordres ſacrez: & pour le moins Souſdiacre ou Clerc Beneficié ou reſident & ſeruant, ou Eſcollier actuellement eſtudiant. 151. a. 12.

Cliens anciennement tenus ayder à leurs Patrons qui les auoient prins en protection & ſauue-garde. 272. a. 6. Leur ayder à marier leurs Filles, ſ'ils n'auoiẽt des moyẽs ſuffiſans, payer leur rançon, ſ'ils, ou leurs enfans eſtoient priſonniers de Guerre. 272. a. 9.

Codicile & Teſtament. 691. b. 1.

Eius eſt Cœlum, cuius eſt ſolum. 242. a. 1.

Coheritiers ou Freres & Sœurs prenans à part les fruicts de leurs parts & portions font preſumer qu'il y a partage & diuiſion. 429. a. 25.

Cohuë. 101. b. 20.

Collations & preſentations des benefices ſont & appartiennent au Vaſſal & non au Seigneur Feodal. 245. a. 3.

Collecta. 30. a. &.

Collectæ. 30. a. 26.

Collecteur des Mortemains. 10. b. 4.

Colleges & aſſemblées illicites defendus. 29. b. 43.

Colonus partiarius. 245. b. 1.

Eſtabliſſement de Commiſſaire doit eſtre ſigné. 698. a. 28.

Commiſſaires eſtablis aux ſaiſies feodales & Cenſuelles ne ſont tenus de faire bail des fiefs ſaiſies à faute de denombrement non baillé. 178. b. 30. aux heritages ſaiſis. 768. a. 11. & 12. eſtans Laboureurs, quand ſont deſchargez. 768. 2. pour trois Tutelles deſchargé. 768. b. 6.

Commiſſaire. 175. b. 28. ſera eſtably pour receuoir par les mains du Fermier, ſans qu'il ſoit expulſé. 769. a. 4.

Droict de commiſe n'a lieu en choſes cenſuelles. 296. b. 10.

Commiſſion pour faire ſaiſies non neceſſaire en quelques lieux. 168. a. 5.

Communauté d'entre l'hõme & la femme conioincts par Mariage, recommandable. 548. b. 1. ne ſe gaigne que par an & iour. 549. a. 16. Continuée & ce qui eſt compris en icelle. 518. a. 9. ſe doit prendre en faueur des aſcendans & deſcendãs en ligne directe. 578. a. 19. Eſt continuée par faute d'inuentaire faict. 577. b. 40. ne peut eſtre pretenduë par les enfans qu'auec le ſuruiuant & non auec l'autre conioinct ſ'il ſe remarie. 548. a. 2. ceſſe du iour de l'inuentaire faict. 578. a. 3. ne peut eſtre fraudée par delict. 556. a. 12.

Conuention de communauté faicte long temps apres la celebration & conſommation du mariage reprouuée. 551. b. 34.

Trois choſes concurrentes pour acquerir communauté ou ſocieté. 599. a. 4.

Compenſation n'a lieu d'vne debte liquide à vne non liquide. 384. b. 1. eſt eſpece de ſolution. 384. b. 2. En France n'eſt receuë ſans lettres. 384. b. 4.

Complainte à lieu pour droicts reels incorporels. 374. a. 26. n'a lieu entre le Seigneur & le ſujet. 376. a. 15. En cas de ſaiſine & nouuelleté. 372. b. 2. eſt des cas Royaux. 373. b. 1. Iuges ſubalternes non Royaux n'en peuuent cognoiſtre que par lettres. 373. b. 3. Preuention entre Iuges Royaux & ſubalternes. 373. b 25. n'a lieu en France pour meubles. 374. a. 4. à lieu en vniuerſité de meubles. 374. a. 5. & 9. Intentée pour faire ceſſer le trouble tant paſſé qu'aduenir. 373. a. 24. trois chefs en icelle. 373. a. 25. les trois chefs de Complainte mis & accumulez enſemble. 373. a. 30. en matiere de Complainte les preuues eſtant egalles, le Iuge doit abſoudre le defendeur. 373. a. 14. on ne doit auoir acquis poſſeſſion *vi, clam, vel precario.* 375. b. 1.

Complaintes de meubles & immeubles cõcurrentes droit doit eſtre premierement fait ſur la reſtitution du meuble. 374. a. b.

Ce qui eſt requis pour former complainte. 376. b. 18.

Compulſoire. 498, b. 10.

Condemnation & execution pour malverſation n'eſt retardée, par l'iſſuë d'vn compte que l'on rend, ores que le rendant pretende l'oyant, compte luy eſtre redeuable. 645. a. 10.

Condemnation à chartre perpetuelle au pain & eau, emporte confiſcation. 36. a. 9.

Condamné n'ayant qu'vn vſufruict des immeubles, tel vſufruict tombe en Confiſcation. 36. b. 35.

Condẽné aux deſpens doit non ſeulemẽt les deſpens de ſon temps, mais du temps de ſon predeceſſeur ſ'il a repris le procez purement & ſimplement. 148. b. 21.

L'homme conditiõné qui ſ'eſt aſtrainct à ladicte Condition par l'eſpace de. 30. ans ne peut ſ'en aller ou quitter le tenement n'y meſmes ſes enfans. 13. a. 1.

Conducteur dechaſſé par faute de payement peut deduire ou demander les reparations vtiles & neceſſaires. 399. a. 31. n'eſt tenu aux reparations, ſ'il n'y a conuention expreſſe. 399. a. 31. peut agir contre le locateur pour faire faire leſdites reparations. 399. a. 32. Exception. 399. a. 33. peut eſtre contrainct au pauage de la maiſon loüée, le rabbattant ſur le loüage. 399. a. 34. ne doit eſtre par trop incommodé eſtant faictes par le locateur les reparations. 399. a. 35. tenant train deſhonneſte & ſcandaleux peut eſtre dechaſſé. 241. a. 48. Apres le loüage finy peut eſtre expulſé. 398. b. 61. Sçauoir ſi le Conducteur peut laiſſer la maiſon loüée pour les ſpectres & Malings Eſprits paroiſſans nuitement en icelle. 402. b. 5.

Conducteurs tenus par le droit deſloger le. 15. de Iuillet. 402. a. 4.

Confiſcation eſt des profitz de la Iuriſdiction. 34. a. 38. des biens d'vn delinquant adiugée en vn pays, où elle eſt receuë n'a lieu & ne ſ'eſtend en autre lieu, où elle eſt admiſe. 34. a. 62. de tous biens a ſeulement lieu contre ceux qui ne ſont en puiſſance d'autruy. 24. b. 41. a lieu pour crime de leze majeſté au premier chef tant en fiefs, Arierefiefs, qu'autre biens meubles & immeubles, & ſans charge de ſubſtitution. 34. b. 3. D'vn Clerc pour les meubles ayant eſté banny par l'Official adiugée a l'Eueſque. 36. a 14. immeubles confiſquez appartiẽnent aux Seigneurs Iuſticiers en la Iuriſdictiõ deſquels ils ſont ſituez. 36. a. 22.

Confiſcations par les Anciennes loix n'auoient lieu en crime d'Hereſie. 34. b. 16. appartiennent aux Sieurs où les biens ſont ſituez, ores que le Crime ſoit faict ou puny ailleurs. 34. a. 54. adiugées pour crime de leze majeſté ſoit au premier ou ſecond chef, Hereſie, fauſſe mõnoye, appartiẽnent au Roy ſeul. 34. a. 65. Adiugées à cauſe de meurtre commis de guet à pens, rapt, ou incendie, homicides commis és grands chemins & voyes publiques, ſont & appartiennent au Haut Iuſticier. 34. b. 1. En matiere de Confiſcations faut ſuiure la Couſtume du lieu, où le delict a eſté commis. 34. a. 63.

Fermier ayant confiſqué corps & biens au Roy le profit de la ferme augmenté doit appartenir au Roy pour le temps d'icelle & eſtre cenſé de la confiſcation. 36. b. 21.

Biens Confiſquez au Roy non empeſchez pour debtes des villes ou Bourgeoiſies des Condemnez. 35. a. 49. des Mineurs ne tombent en confiſcation ny ceux de la tutelle. 36. b. 1. Immeubles Confiſquez vont au Sieur Iuſticier ſans payer debtes. 34. a. 49. d'vn homme de ſerue condition ne tombent en Confiſcation. 24. b. 40. Bail eſcheu apres la condemnation n'eſt compris en la Confiſcation: mais vient & doit appartenir au plus proche parent. 36. b. 32.

Par quelques Couſtumes les Hauts Iuſticiers ont les biens Confiſquez ſans payer aucunes debtes. 35. a. 15. Choſe plus equitable que les Seigneurs auſquels appartient droit de Confiſcation chacun en leur Iuriſdiction, payent les debtes du condemné *pro*

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

rata bonorum & ſelon qu'ils amendent des biens Confiſquez. 35. a. 24.

Confrairies. 289. a. 53. defenduës. 29. b. 50.

Commiſſaires feront Bail à Ferme. 787. b. 3. ne peuuent faire aucuns frais, que ceux du Bail, ſans Ordonnance de Iuſtice. 787. b. 23. doiuent faire arreſter les frais du Bail, le iour du Bail partie appellée. 787. b. 19. ne peuuent eux meſmes encherir ny prendre le Bail. 787. b. 31. doiuent ſeulement procurer les Baux ſans entreprendre iuriſdiction contentieuſe. 787. b. 32. doiuent ſigner & les Sergens doiuent parler à eux, & faire mention qu'ils ne ſçauent ſigner. 788. a. 21.

Conqueſt. 369. a. 71. & 74. 560. a. 29.

Conſeillers du Preſidial non exempts de Tutelle. 642. b. 18.

Conſentement du debteur requis pour vſer du retraict contre la volonté du Creancier. 457. b. 10.

Conſigner en main de Iuſtice. 461. a. 10.

Conſignation ou depoſt entre les mains de qui doiuent eſtre mis. 461. a. 22. faite en retrai tdoit demouter iuſques en diffinitiue. 468. b. 22.

Conſignations ne ſeront miſes és mains des Greffiers ou leurs Commis: ains du Receueur des Conſignations. 790. b. 1.

Conſtitut. 652. a. 44. Eſt eſpece de tranſlation de poſſeſſion. 652. a. 51.

Contract de mariage ne peut deroger à la Couſtume. 618. a. 8.

Conioincts par Mariage peuuent *ex poſt facto* accorder que la Communauté ait lieu ſuyuant la diſpoſition de la Couſtume: nonobſtant la premiere conuention. 551. b. 6.

Contract de conſtitution de rente faiſant mention d'execution, comment peut eſtre executé, pour les arrerages contre celuy auquel l'heritage a eſté arrenté ou qui a conſtitué la rente ſur ſon heritage. 379. b. 15. D'Emphyteoſe ſeparé de la Conduction, Vendition ou alienation. 455. a. 33. Retraict lignager a lieu en iceluy. 45. b. 1. Emphyteutique eſt nul de diſpoſition de droit, ſ'il n'eſt redigé par eſcrit. 453. b. 5. ne ſe peut diuiſer quand pluſieurs choſes ſont venduës par iceluy, combien que les choſes contenuës audit contract ſe puiſſent diuiſer. 489. b. 4. Eſt reputé frauduleux ou tenir la nature de vendition. 468. b. 66. & 469. a. 11. principaux faits de fraude & ſimulation audit Contract d'eſchange. 469. a. 14.

Quand vn Contract eſt reputé vendition ou eſchange. 336. a. 4.

Choſes concurrentes pour declarer vn Contract vſuraire. 397. b. 49.

De toutes choſes excedans cent liures doit eſtre faict & paſſé Contract par eſcrit. 200. b. 16. 382. a. 56.

Contracts dependans d'vne ſucceſſion ont meſme priuilege que la ſucceſſion meſme. 266. a. 1. de quel iour prennent leur derniere perfection. 445. a. 1. de vendition ſe peuuent faire ſans aucun eſcrit ou conſentement. 453. a. 5. on ne peut eſtre receu à faire preuue par teſmoins. 453 b. 2.

Contrahans ſont tenus declarer en quels Fiefs ou Cenſiues ſont ſituées les choſes venduës, & quelles charges elles doiuent. 289. a. 3.

Contrapplegemens. 25. b. 22.

Contremauds. 134. b. 41. 42. & 43.

Contredicts defendus contre les dicts & depoſitions des teſmoins. 138. b. 39.

Contrelettres. 612. a. 76. ſont nulles faites auparauant le mariage. 612. a. 16. en faict de Finances defenduës. 612. a. 18.

Contumaces pro Confeſſis & convictis habentur. 154. b. 19.

En matieres de Coruées faut conſiderer la Couſtume de la Prouince, ancienne Loy, & vſance du lieu ſuject. 17. b. 67.

Redeuable de Coruées tenu de ſe nourrir & icelles faire à ſes deſpens. 17. b. 63.

Droict d'auoir Colombier à pied eſt droit feudal & ſeigneurial. 258. b. 10. Celuy qui le veut auoir, doit auoir cenſiue. 258. b. 12. & qui la en peut conſtruire. 98. a. 11. Eſt vne marque de nobleſſe des fiefs. 98. a. 35.

Droict de Coutelage. 60. a. 1.

Creanciers hypothecaires preferez à tous autres creanciers priuilegiez. 794. a. 9. precedens ſeront mis en ordre les premiers tant pour le principal que pour les intereſts. 794. a. 23. precedens ne precedent les ſubſequens pour les deſpens de la pourſuite faicte contre le creancier. 794. b. 7.

Creanciers vſoient anciennement de grandes rigueurs contre leurs debteurs non payans. 391. b. 30. du fils ſubrogez au droit du legitime appartenant audict fils leur debteur en la ſucceſſion paternelle. 626. a. 7.

Criées comme ſe doiuent faire. 773. b. 1. & 22. de l'heritage de la femme, elle y doit eſtre nommée. 780. b. 1. à quel iour ſe doiuent faire. 780. b. 5.

Crime de leze Majeſté eſt de cognoiſſance & Iuriſdiction Royale. 22. a. 4. Iuges Royaux ſeuls en peuuent cognoiſtre. 22. a. 4. & non autres. 22. a. 7. & 8.

Crimes doiuent eſtre punis, où le delict a eſté commis: & ſont tenus les Iuges du domicile renuoyer le delinquant, s'ils en ſont requis. 149. a. 3. De delay. 28. a. 6.

Croix de cens. 310. b. 18.

La Couſtume ne doit auoir lieu és choſes qui ſont non ſeulement introduites par erreur: mais auſſi contre les droicts du Roy & bien public. 31. a. 69. obſeruée en matieres d'iniures verbales. 163. a. 9. Longue. 258. b. 32. Procez verbal de la Couſtume faiſant quelque mētion de la Couſtume ancienne faict vne pleine preuue. 7 b. 11. Des lieux où ſe paſſe vn contract ou teſtament doit eſtre obſeruée pour les formes & ſolemnitez d'iceux: *Secus* pour les choſes dont l'on diſpoſe par leſdits contracts ou teſtaments. 511. a. 5. Locales ou voiſines n'ayans diſpoſé d'vn faict touchant les fiefs, on doit auoir recours au droict commun des fiefs. 266. b. 25. Opinion contraire. 266. b. 48. Qui parlent du ſerment pour le dommage faict, ne decident rien des deſpens. 89. a. 11. & 31. Touchant la Garde Bourgeoiſe, diſpoſantes de l'ayeul & de l'ayeule, l'Ayeul eſt preferable. 627. b. 13. Mots couchez en vne couſtume faiſans mention de l'ancienne Couſtume dans le texte font pleine & entiere foy d'icelle. 7. b. 10. Doiuent eſtre pris proprement. 699. a. 23.

Redaction des Couſtumes du Bailliage de Bar. 5. a. 18.

On a recours au droit Commun quand il ſe preſente quelques cas ou poincts non exprimez par les Couſtumes. 54. a. 2.

Curateur aux biens. 769. a. 6.

Curez ou leurs Vicaires peuuent receuoir Teſtamens. 678. a. 22. 680. b. 10. feront Regiſtre des Bapteſmes, Mariages & Sepultures. Ib. l. 25.

D.

DEbte du Dot priuilegiée. 388. a. 4. procedāt à cauſe de loyers de maiſons ou autres heritages fort priuilegiée. 503. a. 6. proprietaire des maiſons preferable à tous autres ſur les biēs eſtās en la maiſon ou autre heritage donné à loyer. 503. a. 11. preferable à la femme pour ſon doüaire. 503. a. 20. Vn debte n'empeſche l'autre. 384. b. 17.

Debtes clairs & liquides. 384. b. 8.

Debtes, noms & actions competans à meubles reputez meubles. 363. a. 13.

Debteur n'ayant dequoy payer la reparation & deſpens adiugez pour delict, la peine eſt conuertie en peine corporelle. 392. a. 18. Decedé on doit faire appeller ſes heritiers pour veoir declarer les lettres obligatoires ou ſentences executoires contre eux tout ainſi qu'elles eſtoient contre le deffunct. 519. a. 22. peut delaiſſer à ſon creancier la poſſeſſion de la choſe engagée & bailler en payement de ſon debte. 406. b. 59. ſolidairement obligé auec pluſieurs autres au payement d'vne rente annuelle & ayant payé la ſomme totalle au creancier ſoubs ſimple quictance ſans ceſſion d'actions à neantmoins action contre ſes coobligez pour leurs parts & portions. 378. b. 24. ne peut faire ceſſion ſ'il n'a paſſé le guichet & eſt mis priſonnier à la requeſte de l'vn de ſes creanciers. 392. b. 36. ſ'il ne ſe recognoiſt & confeſſe debteur. 392. b. 38. ſ'il ne veut declarer & indiquer ſes biens. 392. b. 39. ſ'il a aliené ſes biens en fraude de ſes creanciers.

Debteurs en vertu d'obligation paſſée ſoubs ſeel authentique, peuuent eſtre executez en tous lieux où ils ſeront trouuez demourans lors de l'execution. 507. a. 1. forains & eſtrangers comme peuuent eſtre arreſtez. 511. b. 28. ne peuuent eſtre empriſonnez. 511. b. 40. & 44.

Deception d'outre-moitié de iuſte prix ſe doit rapporter au temps de la vente. 397. b. 8. Comment ſ'entend le prix en icelle. 397. b. 10. N'a lieu en choſe incertaine & generale. 397. b. 12. 16. & 19. A lieu auſſi bien pour l'acheteur que pour le vendeur. 397. b. 20. Si elle a lieu en loüage ou bail à ferme. 397. b. 22. Abbé releué d'vn bail fait par le dol & fraude de ſon fermier. 397. b. 31.

Declarations de deſpens doiuent eſtre eſcrites en papier, chacune page contenant vingt lignes. 148. b. 16.

La Declaration du lieu, où les contracts ſont receus & paſſez, eſt de l'eſſence des contracts, & y eſt neceſſairement requiſe. 116. b. 50.

Decret ne ſera fait à la charge de garantie: mais ſera l'argent diſtribué en baillant caution par les ſubſequens creanciers. 791. b. 26.

Sixieſme liure des Decretales non gardé en France. 289. a. 47. la cauſe. 289. a. 48.

Deux

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations,

Deux Defaux ſuffiſans en toutes matieres. 135. a. 4. 155. a. 6.

Defendeur ne peut faire interroger le demandeur ſur la verité du fait, ſi ſon ſerment n'eſt deciſoire. 389. a. 49.

Degrez de conſanguinité & parentele ſe doiuent nõbrer & compter ſelon le Droict Ciuil. 461. b. 15. en retraict ſe compte ſuiuant la diſpoſition ciuile. 461. b. 22.

Deguerpir. 314. a. 50.

Deguerpiſſant auant conteſtation on eſt quitte, en rendant ce qu'on a receu. 381. b. 27. ne paye rien auant ladicte cõteſtation. 381. b. 33. Apres icelle paye iuſques à la concurrence de ce qu'il a receu. 381. b. 33.

Delais pour prouuer & informer ſont peremptoires & arbitraires à la diſcretion des Iuges. 132. a. 28. d'attente de Conſeil abrogez. 497. b. 1. En France ſont arbitraires. 132. a. 4. Auiourd'huy reglez par les Ordonnances Royaux. 132. a. 11.

Delicts ſont perſonnels. 37. b. 12.

Delinquãt peut-eſtre prins en lieu ſainct & dehors. 154. b. 2.

Demandeur en retraict doit eſtre parent lignager du vendeur, & de la ligne dont meut l'heritage. 437. a. 20.

Mot de Deniers prononcé ſimplement & ſans [illegible]ne reſtriction ſ'entend des deniers te[illegible]ois. 311. a. 11.

Deniers ſont les marques de la vente. 336. a. 19. *συμβόλοι ὠνῆς καὶ πράσεως.* 336. a. 23. *συμβόλοι τῆς ἀλλαγῆς.* 336. a. 26. Procedans de la vente des heritages ou rentes propres à l'vn des cõioincts par mariage ſont mis & ſubrogez au lieu & place deſdicts heritages ou rentes. 363. b. 10. baillez à vn Proxenete ou Courrier pour moyenner vn achat, viẽnent en loyaux couſts contre le lignager retrayant. 453. b. 25. doiuent eſtre arbitrez par le Iuge. 453. b. 34. Procedans de la vente d'vn eſtat venal quels ſont reputez. 368. b. 10. Manſais. 21. b. 3.

Denombrement. 17. a. 3.

Denombrement & Declaration comme ſont differens. 175. b. 4.

Denombrement & Declaration. 175. b. 6.

Denonciateur doit eſtre condamné en deſpens, dommages & intereſts. 153. b. 41.

Denonciateurs differens de la partie ciuile. 152. a. 2.

Denunciatio. 8. a. 17.

Depié de fief. 240. b. 1.

Deport. 230. a. 1.

En Depoſt n'eſchet compenſation, option ou empeſchement. 384. b. 14. & 392. b. 67.

Depoſt és choſe ſaincte & ſacrée. 392. b. 60. doit eſtre rendu & reſtitué ſans y commettre aucun dol ou fraude. 392. b. 60. promptement & ſans aucune remiſe. 392. b. 64.

Deprier. 318. b. 13.

Depry ſe doit faire dans le temps porté par les Couſtumes. 318. b. 29.

Le ſeul Deſaueu empeſche que le ſeigneur ne demeure ſaiſi. 216. b. 17. fait perdre au vaſſal ſon fief. 230. b. 1. fait hors iugement n'eſt promptement Deſaueu. 230. b. 28.

De ſaiſine. 343. b. 1.

Deſconfiture. 515. a. 11.

Lettres de Deſertion obtenuës auant le temps de trois mois ne vallent qu'anticipation. 146. a. 63.

Deſertion d'appel comment eſt reputée couuerte. 146. a. 61. n'appartient au bas ou moyen Iuſticier, ſ'il ne leur eſt attribué par la Couſtume. 53. a. 17.

Desheritance. 344. a. 21.

Deſpens preiudiciaux. 148. b. 18. ne ſe peuuent compenſer auec autres deſpens ou debte liquide. 148. b. 20. ſe doiuent taxer par le Iuge qui a donné la ſentence. 148. a. 20. Enjoinct aux Procureurs de la Cour de les croiſer & bailler les diminutions à part, comme en compte les debats. 148. b. 1. Appel de la taxe d'iceux faicte en preſence des Procureurs, n'eſt receu. 148. b. 2. doiuent eſtre taxez par les Iuges. 148. b. 6. En taxe de deſpens la Couſtume doit eſtre ſuiuie. 148. a. 8. Salaire & vacations combien que non deſbourſez ſe mettent en taxe de deſpens. 148. b. 12.

Simple Deſrene. 25. a. 13.

Deſrene. 25. a. 22.

Deſrener. 544. a. 23.

Deſreng d'heritage. 544. a. 22.

Deſren. 544. a. 23.

Deſtination du Pere de Famille doit preualoir & la faueur & contemplation de mariages conſiderables. 367. a. 2. du Pere de Famille vaut tiltre & comment. 367. a. 4. 541. a. 34.

En detention d'heritage chargé de rente ou autres charges, la Couſtume n'en diſpoſant, il faut diſcuter le debteur principal auant que ſ'addreſſer au nouueau tenãcier, & ce ſuiuant le droict commun. 381. a. 42. *Secus* ſi detenteur a acheté la choſe hypothequée & obligée, pendant le procez & litige. 281. b. 1. Qui a recogneu aucun heritage doit nommer le detenteur & le faire appeller. 343. a. 24. Tiers detenteur ayant droit à *condemnato*, d'vn heritage affecté, & ſpecialement hypothequé peut eſtre conuenu & ſaiſi. 44. a. 44.

Pluſieurs Detẽteurs d'vn meſme heritage qui ne doit qu'vn cens indiuiſé, ne payent qu'vne ſeule amende. 317. b. 12. pour les arrerages eſcheuz de leurs temps ſont tenuz perſonnellement. 318. a. 28. Tiers detenteur comment eſt tenu. 318. b. 8.

Deuolutaires tenuz de bailler caution pour payer le Iugé. 124. b. 12.

Es Cenſiues *dies interpellat pro homine.* 308. b. 29.

Defences de publier aucunes erections de ſeigneuries en nouuelles Dignitez: ſi non que les Seigneurs, auſquels ſera attribuée nouuelle Dignité ſoient de la qualité requiſe. 31. a. 54.

Benefice de Diſcuſſion fauorable. 381. a. 3. Diſcuſſion d'oppoſition formée par le vaſſal ſe doit faire pardeuant le iuge du ſeigneur feodal. 286. b. 25. eſtant neceſſaire le creancier n'eſt tenu de diſcuter les biẽs de ſon debteur eſtant hors le Royaume en pays Eſtranger. 381. b. 6. Par le droict il faut premier diſcuter l'hypotheque ſpeciale que la generalle. 380. b. 3.

Droit de Diſme eſt deu par le laboureur fermier ou Acheteur ores que le Seigneur proprietaire ou vendeur ne l'en ayt pas expreſſement chargé. 353. a. 10. *ſecus* du droit de Terrage. 353. a. 11. n'eſt deu és terres miſes en Eſtang. 352. b. 32. doit eſtre payée ſelon la couſtume des lieux. 351. a. 1. Par les Canons la dixieſme portion eſt deuë pour icelle. 351. a. 2. En aucuns lieux la dixieſme gerbe, en autres la trezieſme ou vingtieſme ou moindre. 351. a. 2. la Couſtume ne la determinant on doit auoir recours au droit canonic. 351. a. 3. les Ordõnances veulent que les Couſtumes ſoient gardées par la quote. Ou les trãſactions & compoſitiõs ſi aucunes ſont interuenuës entre les Curez & Paroiſſiens redeuables du droit de Diſmes. 351. a. 4. La Couſtume eſtant obſcure & incertaine doit eſtre ſuyuie celle des lieux circonuoiſins. 351. a. 8. En doute ſe doit payer au dixieſme. 351. a. 9. n'eſt deu pour les poids & feues eſtans en verd. 352. b. 24. preferable au Champart ou Terrage. 348. b. 23. & 26. chacun peut librement ceder & tranſporter à quelque tiltre que ce ſoit aux Egliſes les Diſmes qu'ils tiennent en fiefs tenuz du Roy mediatement ou immediatement ſans le conſentement du Roy, & ſans que les Eccleſiaſtiques ſoient tenuz en vuider leurs mains 350. b. 10. Retournées aux perſonnes Eccleſiaſtiques par le tranſport fait par gens lais ne ſont ſuiettes à amortiſſement & ne ſont reputées infeodées. 350. b. 40. opinion Contraire. 350. b. 51. Diſmes ou prophanes ou Eccleſiaſtiques. 349. a. 20 ſont du droit diuin. 349. a. 25.

Diſtractz. 434. a. 21. & 29. Cõmẽt ſont vallables. 434. a. 23.

Diuiſio vim emptionis obtinet. 169. b. 19 Diuiſion faicte pour la culture n'eſt eſtimée vraye & reelle diuiſion. 338. a. 6. *cenſetur quædam permutatio.* 429. a. 31. de ſucceſſion. 758. a. 1. & 758. b. 1. & 12.

Dommages & intereſtz comme ſont adiugez en matieres de riées. 795. a. 4. ne ſe doiuent iuger ſeparément. 795. a. 1. pen.

Domaine du Roy de ſa nature non ſuiect à Preſcription. 425. b. 7. muable ou non muable. 354. b. 4. Eſtant queſtion du domaine du Roy on doit paſſer outre nonobſtant oppoſition ou appellation & ſans preiudice d'icelles. 307. b. 5. Domaines Congeables. 198. a. 1.

Domeſtiques non receuables en teſmoignage ſ'ils ne ſont lors & au temps de leur depoſition. 139. a. 11. à faute d'autre, & leur depoſition eſtant requiſe ſont receuz. 139. a. 14. en crime receuz pour mõſtrer l'innocence ou iuſtification. 139. a. 15.

Domicile en toutes Prouinces reputé pour preſence. 421. b. 6.

Dominiorum plures ſpecies. 371. b. 31.

Donataire ſe peut tenir à ſon don. 704. a. 63. ou legataires n'eſt tenu des debtes. 731. a. 22. vniuerſel comme tenus. Ib.

Donation ou diſpoſition d'entre vifs fort fauorable. 648. a. 7. faicte par le diſciple à ſon Precepteur ou Pedagogue n'eſt proprement donation. 654. a. 57. faicte par vne femme noble de tous ſes biens meubles & immeubles à ſon fils Baſtard (n'ayant autres enfans qu'elle auoit eu d'vn Gentilhomme, iugée bonne & valable auec condition de porter les Armoiries de la maiſon & titre d'Eſcuier. 45. a. 54. faicte en faueur de mariage non ſuiette à reuocation. 665. b. 1. mutuelle n'eſt proprement Donation. 656. a. 8. ne vaut y ayant enfans d'autre mariage. 656. a. 13. doit eſtre faicte en pleine ſanté. 656. a. 23. & 656. b. 6. & 11. Quand n'eſt trouuée bonne. 660. a. 1. permiſe par la Couſtume entre deux conioints en ſecond mariage, y ayant enfans du premier lict, comment ſe doit reſtraindre. 655. a. 43. en Donation pour cauſe remuneratoire ou onereuſe, droicts ſeigneuriaux ſont deuz au ſeigneur Feodal. 269. a. 28. Donations faictes en fraude des Creanciers. 670. b. 1. Entre l'homme & la femme prohibées. 661. a. 4. Entre vifs ou teſtamentaires faictes par les Donateurs au profict de leurs Tuteurs, Cura-

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

teurs, Gardiens, Bailliſtres, & Adminiſtrateurs ſont nulles. 654. a. 6. Exception. 654. a. 27. faictes à Baſtards ont lieu pour alimens. 673. a. 2. faicte à vne putain. 674. a 1. à concubine. Ib. ligne. 5. faictes en contract de mariage ſe peuuent reuoquer. 675. a. 1. ſeront acceptées. 675. b. 33.

Donateurs doiuẽt eſtre ſains nõ furieux ou inſenſez. 648. b. 5. non tenus de Garantir. 675. a. 34.

Don faict par forme de prelegat eſt reputé acqueſt. 655. a. 18. mutuel n'eſt reuocquable ſinon du conſentement des deux conioincts. 663. b. 3. faicte en contract de mariage ou autrement auantageant ſes enfans. 303. a. 1.

Dons. 579. b. 19. comme retournent à ceux qui les ont donnez, 711. b. 26.

Dõner & retenir ne vaut. 652. a. 12. vaut en contract de mariage. Ibid.

Ce qui eſt donné par le Pere, eſt cenſé eſtre donné en aduancement d'hoirie. 607. a. 35. choſes données par pere ou mere ſont reputées propres aux Donataires. 655. a. 4. ſont ſuiettes à rapport. 655. a. 11. Données ou leguées à l'vn des Conioints par mariage en leur contemplation, ne ſont eſtimées conqueſtz. 583. b. 1.

Qui tout Donne, tout pert. 675. a. 18.

Dormir. 247. a. 24.

Dos etiam muliebris publicari & confiſcari poteſt certis caſibus ex lege maieſtatis, &c. 38, a. b.

Dot eſt maternel. 615. b. 2.

Doüaire eſt vn ſimple vſufruict. 225. a 6. eſgaré. 602. a. 13. C duc. 602. a. 13. eſt paternel. 615. b. 1. eſt ſubject à rapport. 607. b. 19. ſe peut prendre ſur tous biens & comment. 618. a. 27. eſt deu par le mary mineur. 602. a. 14. eſt deu par le mary du iour de la conſommation du mariage. 612. a. 54. ſe doit prendre ſur les biens du mary procedant d'autre mariage. ibid. ſe peut pourſuiure contre l'heritier du mary pardeuant le Iuge du domicile du mary 625. a. 18. Couſtumier de la femme eſt propre heritage des enfans venans dudit mariage, & ne ſe peut vendre, engager, n'hypothequer au prejudice d'iceux. 424. a. 5. Prefix & aſſigné en argent & ſans retour eſt reputé maternel & non reuerſible, ny communicatif aux heritiers paternels. 615. b. 3. reputé viager, ſ'il n'y a contract de mariage au contraire, & comment. 615. b. 6. Premier doüaire preferable au ſecond. 607. b. 47. & 58. & 608. a. 1. En la forme de conſtitution de doüaire faut ſuiure la loy du pays, où le mariage a eſté contracté. 612. b. 3. En doüaire caduc les enfans mourans deuant le Pere ſans enfans, le doüaire eſt mort pour eux, comme pour la femme premourant. 606. a. 29. Proprieté du doüaire adiugée au fils apres la mort de ſa mere, reſerué au pere l'vſufruict. 606. a. 42. Deux ſortes de doüaires. 601. b. 6. eſt deu, ou par la Couſtume du pays, ou par la conuention ou ſtipulation portée par le contract de mariage. 602. a. 1. Couſtumes ſont diuerſes pour le doüaire Couſtumier. 602. a. 18. eſt propre heritage des venans du mariage. 605. b. 7. & 606. a. 23. n'y a droit d'aiſneſſe en iceluy. 606. a. 9. eſt reputé paternel. 606. b. 2. & 6.

Nul ne peut eſtre Doüairier & heritier. 607. b. 18. & 24.

Doüairiere peut deſtituer les Procureurs Fiſcaux. 620. b. 1. doit eſtre logée. 622. a. 8. doit ioüir & vſer des choſes ſubjettes au Doüaire, comme vn bon pere de Famille. 613. b. 28. doit faire les reparations viageres & menuës. 613. b. 33. & 614. a. 1. ne peut demander que les arrerages de cinq années immediatement precedens. 433. a. 45.

Doüairieres pouuoient anciennement tirer pardeuant le Iuge Royal ou en Cour d'Egliſe, ou pardeuant le ſeigneur du fief, les cauſes de leurs doüaires. 625. b. 1.

Doublage de deuoir ſeigneurial. 277. b. 24.

Double d'Aouſt. 277. b. 50.

Double ligne. 725. a. 25. & 739. b. 14.

Double lien. 739. b. 14.

Droit de Quint denier appartenant au ſeigneur feodal en vendition des fiefs, & conſtitution de rente rachetable, & conſtituée ſur vn fief. 206. b. 1.

Droicts ſeigneuriaux ne ſont deuz pour choſes données en faueur de mariage, combien que reduites & eſtimées à argent & recompenſe de ſeruice ou bienfaicts. 269. a. 38. En eſchange n'y ayant prix desbourſe ou fraude couuerte, droicts ou profits ne ſont deuz. 323. b. 3.

E.

Eccleſiaſtiques doiuent faire la Foy & Hõmage ſelon la Couſtume des lieux. 248. b. 47. doiuent eſtre authoriſez par leurs ſuperieurs, au deſaueu par eux faict. 230. b. 52. n'ont droict de rettraict feodal. 204. b. 1.

Eclipſer. 238. a. 16. Eclipſement. 238. a. 16.

Effoüeil. 167. a. 54.

l'Egliſe peut vſer du droict de Retenuë. 201. a. 1.

Par le droict des Feudes l'Egliſe n'eſt tenuë faire ou preſter aucun ſerment de fidelité. 248. b. 46.

Eſlection de doüaire prefix ou Couſtumier eſt tranſmiſſible à l'heritier. 612. b. 4.

En Eſlection de Tuteurs aux mineurs, doiuent eſtre appellez les parens du coſté paternel & maternel au nombre de ſix de chacun coſté, & en defaut d'iceux, les prochains voiſins & amis. 640. b. 1.

Emancipatio. 8. b. 5. *Emancipationis præmium.* 8. b. 21. Emancipation ſe peut faire tacitement & par ſouffrance. 8. a. 63.

Emphyteuſis. 268. a. 25. *Duplex.*

Emphyteuſis. 266. a. 30. *Ius Emphyteuticarum.* 268. a. 25.

Emphyteoticaire defaillant de payer doit eſtre chaſſé par auctorité de Iuſtice. 406. b. 28.

Encheres ſeront faictes à argent, & non en grains. 791. b. 3.

Dernier Encheriſſeur comment ſe peut departir de ſa miſe & enchere, & en demeurer quitte. 401. a. 4.

Encheriſſeurs tenus nommer leur Procureur. 791. b. 39. ſeront cogneus aux Procureurs. 791. b. 41. receus à encherir dans la quinzaine en le faiſant ſignifier. 792. a. 6. ne ſeront receus apres les 40. iours, quand il y a eu delay de huictaine ou quinzaine. 792. a. 13.

Dernier encheriſſeur tenu de conſigner. 796. a. 3.

Encis. 33. b. 15.

Enfans nez auparauant la liberté acquiſe par le pere, demeurent ſerfs, ſi la liberté ne leur eſt donnée comme au pere. 11. a. 17.

En France ſont emancipez par mariage ou par l'aage de vingt ans. 9. a. 53. viuant leur pere n'ont aucune action touchãt iceluy. 424. a. 25. mariez reputez vſans de leurs droicts pour auoir l'adminiſtration de leurs biens, & non pour vendre, engager ou aliener leurs immeubles pendant leur minorité. 6. b. 8. tenus pour aagez ſoient nobles ou non eſtans en l'aage requis par la Couſtume pour faire la foy & hommage ſont tenus pour majeurs pour l'effect dudict acte, & non pour vendre, engager, ou aliener leurs immeubles ſans decret de Iuſtice. 218. a. 53. Peuuent venir au retraict de l'heritage vendu par leur pere, *idque iure proprio.* 466. b. 6. ſoient emancipez ou non. 466. b. 11. ont choix & eſlection de ſe tenir à la communauté ou demander ce qui leur appartient du chef des predecedez. 578. a. 15. D'vn fiere ne ſont receus au retraict des heritages vẽdus par leur oncle, & aquis. 484. a. 24. ſõt tenus de payer les droits de rachapts ou de Quint ou Requint, non acquitez par leur pere ou mere, ſ'ils n'ont eſté preſcrits par le laps de 30. ans. 169. b. 1. Doiuent encore les profits des fiefs deuz par leur pere & mere & autres aſcẽdãs, ſ'ils ont eſté receuz par le Seigneur feodal, ſans payer leſdits droits & profits, auec reſeruation expreſſe faicte par le Seigneur feodal, qu'il les ait receu ſans prejudice des droits de profit & rachapt par luy pretendu, ou que le Seigneur leur ait baillé terme de les payer : auquel cas le Seigneur n'a qu'vne ſeule action. 169. b. 3. d'vn Regnicole & Eſtranger naiz au Royaume, ne ſont reputez Aubains és biẽs prouenuz du Regnicole. 47. b. 13. derogeans à nobleſſe, doiuent obtenir lettres de rehabilitation du Duc de Bar, en renonçant à la tierce partie de la ſucceſſion à eux eſcheuë par le decez de leur pere. 3. a. 50. des Baſtards naiz en loyal mariage ſont receuz au retraict des terres de leurs lignagers, qui viennent du Ramage & Branchage de leur pere & mere dont ils ſont iſſus. 479. a. 19. appellez eſgalement à la ſucceſſion du pere, &c. 700. a. 1.

Engins prohibez pour le fait de peſche. 71. a. 22.

Enqueſtes rapportées & receuës, les parties en ont communication, apres laquelle elle ne ſont plus receuës à bailler reproches & objects de teſmoins. 138. a. 1.

Enſaiſinement & inueſtiture faicte par le Receueur du Domaine & Officiers du Roy comme, ſeigneur ſouuerain, ne ſert de diligences au ſubject enuers ſon ſeigneur de fief immediat. 297. b. 6.

Entrages. 583. b. 56.

Entrer de fief ſeruy. 229. b. 18.

Entrée ou iſſuë. 343. b. 3.

Eps d'auettes. 48. b. 30.

Erreur du calcul & compte ſe purge en tout temps. 431. b. 51.

Eſſain d'auettes. 48. b. 30.

Esbrancher ou Esbranchemẽt. 238. a. 17.

En Eſchange y ayant ſoulte de deniers, retraict a lieu pour la ſoulte de deniers dõnez. 468. b. 7.

Eſcleche & Eſclechement de fiefs. 238. a. 19.

Eſcleche. 452. b. 1.

Eſclicher. 452. b. 3. 230. a. 17.

Eſclichement. 452. b. 4. 230. a. 17.

Eſcolages non ſubjects à Rapport. 706. b. 1.

Es contracts & obligations faicts par le ſeul conſentement n'eſt requiſe l'Eſcriture. 599. b. 3.

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Eſcriture n'eſt de la ſubſtance des pactions ou conuenances. 453. a. 1.

Eſleuz faiſans leurs cheuauchées & viſitations des parroiſſes de leur Eſlection, ce que doiuent faire. 59. a. 7. Ne ſont competens de cognoiſtre des droicts de Peage, de Trauers & de Barrage. 59. a. 23.

Eſſoine. 134. b. 20.

Droict d'Eſſongne. 321. b. 17.

Eſpaues. 48. a. 21. d'auettes. 48. b. 33. d'abeilles. 48. b. 33. de cheual ou autres choſes. 51. b. 1. & 42. appartiennent aux hauts Iuſticiers priuatiuement au moyen ou bas Iuſticier. 48. b. 4.

Droict d'Eſpaues. 48. a. 55.

En Nobleſſe ne giſt Eſpauité. 47. b. 4.

Eſtage lige. 277. a. 16.

Eſtalons. 623. b. 14.

Eſtoc. 445. a. 44.

Eſtrangers tenus de bailler caution pour payer le Iugé. 124. b. 17. naiz en France de loyal mariage ſuccedent à leur pere & mere és biens eſtans en France, encores que le pere & mere ſoiẽt Aubains, & n'ayẽt obtenu lettres de naturalité du Roy. 47. a. 74 & 47. b. 1.

Eſtrayeres. 49. a. 1.

Dignité d'Eueſque deliure de la puiſſance paternelle. 8. b. 3. & 735. a. 23.

Eueſque quels ſucceſſeurs peut auoir. 735. a. 1.

Euiction n'a lieu en matiere de criées. 133. b. 24.

En matiere de retraict n'y a Euiction ou garentie 466. b. 3. & 10.

Excadentiæ. 53. a. 6.

Exception. 308. b. 30. de pecune non nombrée receuë en France, & comment. 389. a. 32. eſt temporelle. 389. b. 3. d'excommunication. 389. b. 15.

Exceptions declinatoires. 389. a. 7. dilatoires. 389. a. 5. peremptoires. 389. a. 7. ſe doiuent eſtendre aux cas ſemblables. 624. b. 13. aux choſes qui ont moins de doute, & aux cas moins fauorables. 624. b. 16.

Executeurs teſtamentaires. 688. a. 1. ſont ſaiſis. 688. b. 14. peuuent vendre. 689. a. 1. doiuent rendre compte. 696. b. 10. contraints à accomplir le teſtament. Ib. lig. 27.

Matiere d'Execution eſt ſommaire. 145. b. 25.

Execution declarée tortionnaire pour auoir eſté faicte à heure induë & l'executant condemné en tous deſpens, dommages & intereſts. 525. b. 51. & 54. Encommencée ſur le debteur ſe continuë & parfait ſur l'heritier ayant eſté appellé. 507. a. 42. & b. 9. doit eſtre certaine. 507. & 10. doit contenir nommément par declaration les choſes deſquelles eſt queſtion. 507. a. 12. faicte par vertu d'obligation paſſée ſous ſeel Royal ou autre ſeel authentique, peut eſtre faicte nonobſtant oppoſition ou appellation quelconque, & ſans prejudice d'icelles. 506. b. 22. faicte pour cauſe ſpeciale priuilegiée tient pour le principal, cõbien que faicte en iour de Foires & marché. 513. a. 23.

Executions par quel moyen ſe font. 502. b. 26. ceſſent par la mort de l'obligé ou condemné. 507. a. 4. ſe doiuent faire à heures commodes de iour non à heures induës. 525. b. 41. ſe doiuent faire entre deux Soleils. 525. b. 47.

On ne peut proceder par Execution ſur biens d'autruy, ou par empriſonnement, qu'il n'y ait obligation ou condemnation, delict, ou quaſi delict. 525. a. 17.

Executant condamné és deſpens, dommages & intereſts de l'executé, pour auoir eſté la maiſon de l'executé eſchellée par vn Huiſſier. 525. b. 29.

Breuet non groſſoyé & mis en bonne forme n'eſt Executoire. 525. a. 11.

Exemption aux gens d'Egliſe de tous impoſts. 4. a. 5. de ſuges n'ont lieu en pays de Droict eſcrit, fors és terres des Pairs de France. 147. a. 6. en quels cas n'ont lieu. 147. a. 12. n'eſt attachée à la perſonne: ains au Siege de la Iuſtice. 147. a. 34.

Exhibition n'a lieu en partage ou diuiſion faicte entre coheritiers ſans fraude. 304. b. 18. n'a auſſi lieu quand le cenſier a poſſedé plus de 30. ans, ſi ce n'eſt pour faire vn papier terrier. 304. b. 19. Exhibition des tiltres faicte par le vaſſal ou Iuge de ſeigneurie, en l'abſence du ſeigneur feodal, empeſche le Retraict feodal. 304. b. 19.

Exidoniare. 134. b. 33.

Exiguer. 405. a. 17.

Exonia. 134. b. 20.

Vn Preſtre ne peut Exoiner vn adiourné à comparoir en perſonne. 134. b. 49.

Exoiner. 134. b. 4.

Exoine. 134. b. 4.

Exoine n'eſt raiſonnable de vacquer aux obſeques de ſon pere ou mere treſpaſſez. 134. b. 40.

Exoines. 134. b. 41. Receuz en deux ſeuls cas. 134. b. 47.

Exponces ou Exponcions. 383. b. 6.

Exponſion. 383. a. 42.

Exponſer. 383. b. 6.

Exponſe. 383. a. 43.

F.

F*Actio homagij.* 266. b. 77.

Faicts des parties ſeront accordez au Greffe. 131. b. 23.

In crimen Falſi incidit qui nullo iure ſibi competente Furcas erigit. 21. a. 34.

Expoſant fauſſe monnoye anciennemẽt puny comme larron & non comme fauſſaire. 34. b. 31.

Pur Feage. 241. b. 47.

Felonnie. 295. b. 19.

Femelles compriſes ſous le nom maſculin. 739. b. 8.

Femidroict & Semidroict. 28. a. 32.

Femme mariée cenſée & reputée de la famille du mary. 16. a. 8. En crime & toutes matieres de peines eſt cõprinſe ſoubz le nom maſculin. 155. b. 38. donnée à l'hõme pour compagne & non pour ſeruante. 548. b. 13. appellée par les Romains Dame & Maiſtreſſe. 548. b. 24. doit ſuiure la Couſtume des lieux pour la preſtation de la foy & hommage. 248. b. 35. reprenant ſes heritages propres ne doit payer aucun relief. 224. b. 17. peut au nom de ſes enfans renoncer au doüaire Couſtumier pour deliurer leur pere de priſon. 597. a. 6. a vne hypotheque tacite ſur les biens de ſon mary. 588. a. 25. peut demander ſes conuentions matrimoniales, meſmes ſon doüaire quand le mary *vergit ad inopiam.* 598. a. 7. ne peut demander ſon doüaire du viuant du mary ſur vn acqueſt ou cõqueſt. 598. a. 22. ayant eſté tutrice de ſes enfans ne peut ſous pretexte de minorité ſ'excuſer qu'elle ne rende compte, ores qu'en puiſſance du mary qui ne la veille auctoriſer. 645. a. 8. oppoſãte aux criées des heritages de ſon mary viuãt preferée aux creãciers d'iceluy tant pour ſon dot & mariage, que pour ſon doüaire. 620. a. 25. mariée au refus de ſon mary auctoriſée par Iuſtice ou bien ſeparée de biens peut eſter en iugement. 7. a. 41. eſt en la puiſſance de ſon mary. 553. a. 4. & b. 2. ne peut faire aucun acte ou negoce ſans l'auctorité ou conſentement expres d'iceluy. 553. a. 6. & b. 4. ſouloit eſtre perpetuellement en tutele. 553. a. 16. ſeparée de biens d'auec ſon mary ne peut vendre ſans l'auctorité & cõſentement d'iceluy. 553. b. 31. vefue aiant preſenté la foy & hommage au Seigneur & nõ nõmement la main & la bouche eſt quitte. 251. b. 30. mariée ne ſe peut obliger ſans le conſentement de ſon mary, ores qu'elle ait obligation durant le procez de diuorce qu'elle a contre ſon mary. 556. a. 26. ſeparée de biens d'auec ſon mary ne ſe peut obliger par acte iudiciaire ſans eſtre prealablement auctoriſée par iceluy. 566. a. 65. faiſant meſme trafic & negociation que ſon mary & gouuernant la boutique oblige ſon mary. 566. a. 68. eſtant marchande publique, & ſ'obligeant pour le faict de ſa marchandiſe ſ'oblige pour ſon faict & ne peut vſer du Benefice *du veleian* 566 b. 1. le mary eſtant le marchant de la marchandiſe qu'elle rend, en ce cas ſes biens n'en ſont tenuz. 566. b. 3. ſoit noble ou roturiere n'eſt tenuë des faicts & promeſſes de ſon mary ou elle n'a parlé outre ſa part & portion de Communauté. 567. b. 1. ayant renoncé à la communauté n'eſt tenuë des debtes mobiliaires de ſon mary ſi elle n'eſt obligée ſolidairement auec iceluy, ou que les deniers ſoient tournez à ſon profit. 567. b. 8. Deux choſes requiſes pour exẽpter la femme vefue de payer les debtes de la communauté. 567. b 27. Mariée & mineur de 25. ans ne peut agir & intenter action petitoire ou reelle ſans Curateur 565. a. 33. ſeparée de biens, a non ſeulement ſes heritages propres & deniers dotaux ſtipulez par ſon contract de mariage: mais auſſi ſon douaire. 598. b. 6. eſt pour iceluy les heritages de ſon mary eſtans vẽdus & adiugez par decret miſe en ordre du iour de ſon contract. 598. b. 8. Roturiere ioüiſſãt du priuilege de nobleſſe, perd iceluy 3. a. 23. Comment elle le peut recouurer. 3. a 25. ſe remariant à Gentilhomme ou perſonne noble apres la mort de ſon mary roturier n'a beſoing d'aucunes lettres. 3. a. 35. Aucunes Couſtumes requerant ſeulement vne declaration faicte pardeuant Iuge competãt, en ne ſe remariant à homme roturier. 3. a. 59. Eſt tenuë d'entretenir le Bail faict par ſon mary. 559. a. 5. limitation de ce. 559. a. 6. Opinion de Bartole ſur ce point. 559. a. 7. Autre opinion. 559. a. 9. n'eſt tenuë des debtes que iuſques à la cõcurrence de la communauté. 560. a. 10. Renonçant à la cõmunauté, eſt tenuë faire bon & loyal inuentaire. 560. a. 15. Preſomption grande contre elle ſi elle n'a fait inuentaire. 560. a. 17. tenuë de la moitié des debtes de la Communauté par faute dudit Inuentaire. 560. a. 18. Peut iouïr de ſon doüaire ſon mary viuant & commẽt. 618. a 39. en peut iouïr eſtant iceluy condamné par contumace, priué de ſes Eſtats, ou banny & relegué. 618. a. 53. & b. 3. ayant droit d'aides en vn fief & mariée auec vn Gentilhomme en ſecondes ou tierces Nopces, ſçauoir ſ'il peut exiger ce droit des ſuiets de ſa femme pour ſa fille aiſnée, &

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations,

non pour la fille aiſnée de ſa femme. 275. a. 5. ſaiſie de ſon doüaire peut intenter le cas de nouuelleté contre les heritiers de ſon mary ou autres luy faiſans trouble en iceluy. 609. a. 6. Priuee de ſon doüaire n'ayant faict election dans. xl. iours 612. b. 7. priuée ſeulement des arrerages. 612. b. 9. gaigne ſon doüaire au coucher. 549. a. 13. Comment peut auoir Don & Doüaire. 611. b. 44. ſe Gouuernant mal & viuant impudiquement, meſmes apres le decez de ſon mary eſt priuable de ſon douaire. 619. a. 10. Doibt reſpect & reuerence à ſon mary. 596. b. 17. tel reſpect & reuerence ne ſuffit pour faire caſſer vn Contract. 596. b. 29. reputée commune combien qu'elle n'ait couché auec ſon mary, ou eſté menée en la maiſon d'iceluy. 549. a. 11. ayant fief & ſe remariant ſon mary doit rachat & profit des fiefs qu'elle tient. 172. a. 5. ſuccede à ſon mary à faute de Parens. 53. b. 46. de condition roturiere mariée à vn noble iouïſt du Priuilege de nobleſſe. 572.. b. 2. noble renonçãt à la cõmunauté de feu ſon mary & au bail de ſes enfans demeure quite des debtes. 568. a. 23. ſuruiuant ſon mary à option de retenir tous les meubles en payant les debtes ou en renonçant aux meubles le iour des obſeques deſſus la foſſe en la preſence des amis eſtãs au ſeruice. 568. a. 25. Eſtant tenuë de guarandie le mary peut eſtre condamné à garantir pour ſa femme. 133. b. 6. non tenuë de rendre l'argent de la vente du propre de ſon mary & comment. 161. a. 8. n'eſt cenſée Dame & Maiſtreſſe de ſa part & portion des acqueſts, ſinon apres la diſſolution du mariage par mort. 556. a. 4. ne peut former deſaueu ſans auctorité de ſon mary. 230. b. 60. ne peut demander ſon douaire ſur les biens du mary Banny a perpetuité, tant que le mary vit, or qu'il ſoit mort ciuilement. 37. b. 41. Arreſt contraire. 37. b. 52. peut faire aucun contract ou obligatiõ ſans auctorité de ſon mary. 366. a. 8. ne confiſque ſon heritage pour le crime du mary, fruicts neantmoins ſont confiſquez, tant qu'il vit. 37. b. 32. ſeparée ne peut vendre ſes heritages ſans l'auctorité de ſon mary. 598. b. 10. n'eſt receuable à ſ'oppoſer à fin de diſtraire *ex vrgente ad inopiam:* ains peut ſeulement ſ'oppoſer, & empeſcher la vente ſur le propre d'iceluy. 598. a. 26. peut repeter ſon dot. 508. a. 41. femmes eſtoient anciennement en perpetuelle tutelle de leurs maris. 643. a. 23. par le droit des Feudes eſtoient incapables de tenir fiefs. 211. a. 1. comment tenuës bailler aſſeurement. 128. b. 24. Quand le peuuent demander à leurs maris. 128. b. 29. Anciens ſouloient acheter leurs femmes. 549. a. 1. ne peuuent eſtre Tuteurs. 640. a. 16. par le droit Ciuil femme rauie ne peut ſe marier à celuy qui la rauie. 155. b. 64. Par le droit Canon tel mariage eſt permis. 156. a. 2. Ignorance de la femme touchant la condition de main-morte de ſon mary faict que le fruict eſt libre. 11. a. 9. Qui eſpouſe la femme eſpouſe les debtes. 549. a. 18. Iugemens donnez cõtre la femme auctoriſée par Iuſtice au refus de ſon mary ſont ſeulement executoires contre les biens de la femme & de la communauté, icelle diſſoluë. 555. a. 41. ne peut eſtre teſmoing en vn Teſtament ou Codicile. 677. b. 34. peut eſtre executrice Teſtamẽtaire. 695. b. 9. ſuccede à ſon mary decedé ſans faire Teſtament. 711. a. 1.

Fermier. 218. a. 1. peut preſenter aux Offices & Benefices. 298. a. 15.

Fermiers tenus demander dans ſix mois leur peage autrement ne ſont receuables. 60. b. 1. Defences aux Fermiers des Defaux, Exploicts & Amendes, de ne compoſer & traicter auec les malfaicteurs & delinquans auant qu'ils ſoient iugez & condamnez, & ſur qu'elle peine. 43. a. 17. tant des Nobles qu'Eccleſiaſtiques tenus payer les Tailles. 4. a. 12.

Feſtage. 333. b. 17.

Feſtes doiuent eſtre gardées & obſeruées par toutes perſonnes. 101. a. 1.

In Fendo non eſt locus iuri accreſcendi. 172. b. 8.

Fiancée eſt en la puiſſance de ſon fiancé. 554. a. 10.

Fideiuſſeur, Inſtiteur ou Proxenete ſe eſtant obligé en ſon propre & priué nom, ores que ce ſoit pour vn autre, eſt tenu de payer ſans faire diſcuſſion. 39. b. 7. eſt eſtimé liberé, quãd le creancier a innoué quelque choſe auec le debteur principal. 391. a. 48.

Qui Fief denie ou rongne, Fief perd. 230. b. 4.

Fief donné entierement en Emphiteoſe perpetuellement & à iamais profit eſt deu à cauſe de la mutation. 168. a. 34. le bailleur ſe reſeruant l'hommage, & n'y ayant aucune demiſſion de foy, profit n'eſt deu au ſeigneur Feodal. 268. a. 36. acquis au ſeigneur par le deſaueu du vaſſal, n'eſt tenu d'aucunes debtes & hypotheques auparauant faictes & crées par ledict vaſſal ſur ſon Fief. 215. a. 38. en l'air ſans terre, & ſans domaine, doit eſtre ſaiſi & arreſté entre les mains des ſujects & redeuables des droicts ou profits de Fief qu'ils pourront deuoir à cauſe de leurs maiſons de terre, aduenant vacation & ouuerture de Fief. 165. a. 22. Reuenant au S. F. ſoit par Retenuë Feodale, commiſe, confiſcation ou autrement, doit payer & acquitter les rentes, charges ou hypotheques, ores qu'elles ne ſoient infeodées. 215. a. 13. dignement & ſans moyen à la difference de celuy qui eſt tenu par moyen. 252. b. 33. ou heritage retiré par le fils par droict de retraict des deniers de ſon pere, demeure propre audict fils, & n'eſt eſtimé paternel. 466. b. 19. Conſiſtant en vne ſeule maiſon de demeurance, icelle loüée par le vaſſal ſans fraude & de bonne foy, le S. F. ſe doit contenter du loüage. 244. a. 45. non loüée, ains habituée par le vaſſal, ſe doit auſſi contenter du loüage, au dire de gens à ce cognoiſſans. 244. a. 54. ou cens ſe peut diuiſer *non diuiſione facti vel rei*, ains ſeulement *diuiſione Iuris.* 338. a. 1. Eſt regulierement en France tenu du Roy, ou ſans moyen, ou en Arriere-fief. 231. a. 5.

Fiefs deſtinez pour la Nobleſſe. 259. a. 9. Par la premiere inſtitution & qualité des Fiefs ne pouuoient eſtre tenus & poſſedez par perſonnes non Nobles. 184. a. 9.

En France ſont reduits à la forme des autres heritages. 215. a. 21. & 260. a. 13. de danger. 260. a. 45. ſont pluſtoſt reels que perſonnels. 248. a. 3. diuerſité d'opinions. 248. a. 17. és fiefs le iour interpelle. 247. a. 47.

Fiefs comme ſeront partis. 762. b. 1.

Par le droit le Fils ne peut eſter en iugement ſans l'auctorité de ſon pere. 6. b. 7. eſtant au ventre peut ſucceder. 466. b. 31. eſt capable de legs & autres choſes qui cõcernent ſon profit. 466. b. 31. peuuent venir au retraict. 466. b. 35. En puiſſance de pere non admis au retraict. 466. b. 13. admis ſans le conſentement & auctorité de ſon pere. 466. b. 14. eſtant mineur doit auoir ſon curateur. 466. b. 15. non requis ou neceſſaire d'auoir tuteur ou curateur. 466. b. 17. ſe peut tenir à ſon don, & ſ'abſtenir de la ſucceſſion, la legitime, reſeruée aux autres enfans. 213. a. 27. de famille Beneficier peut eſter en iugement ſans l'auctorité de ſon pere pour raiſon de ſon Benefice. 7. a. 47. Adoptif ne peut venir au retraict. 466. b. 27.

Fille eſtant mariée eſt en la puiſſance de ſon mary, & eſt ſortie de celle de ſon pere. 9. b. 30. mariée en aage nubil reputée majeur pour contracter auec l'auctorité de ſon mary. 554. b. 3. Decret de Iuſtice requis outre l'auctorité du mary. 554. b. 12. ayant renoncé à la ſucceſſion de ſes pere & mere, ne peut pretendre droit en la choſe priſe à bail Emphyteotique par l'vn d'iceux. 406. b. 51. ayant generalement renoncé à toute ſucceſſion ne peut venir au retraict. 466. b. 28. ores qu'elle ne ſoit mariée doit relief pour fief à elle eſcheu en ligne collaterale. 224. a. 50. pour ſon premier mariage ne doit autre relief que ce premier. 224. a. 56. *Si* pendant ce premier mariage ou autre ledict Fief luy eſchet en ligne collaterale, ne doit qu'vn droit de relief, tant pour ſon mary que pour elle. 224. b. 1. ſe remariant, ores qu'elle ait payé le relief conſtant le precedent mariage, ou parauant iceluy eſt deu ledict droict pour chacun deſdits autres mariages, & en toutes mutations qu'elle fera par mariage depuis le premier. 224. b. 3.

Par la Pratique de France les Filles peuuent ſucceder aux fiefs, meſmes en ligne directe, ayant reduit les fiefs à la forme des autres heritages: mais non en ligne collaterale en la pluſ-part des Couſtumes quand il y a des maſles en pareil degré. 211. b. 1. ne doiuent iouyr des fiefs qui ſont principalement inſtituez pour la cõſeruation des maiſons & familles, meſmement quand il y a des maſles. 211. b. 4. Nobles tenuës pour majeurs auant l'aage parfaict & accomply. 7 a. 3. ont droict de repreſentation & droict de retirer par le moyen du retrait lignager les choſes propres alienées. 301. a. 6. Defenſes de diſtraire les Filles ſouz pretexte de mariage. 156. a 8.

Fins de non receuoir introduites par le droict gardées en France. 388. b. 42.

Fins & iouxtes des heritages. 767. b. 1.

Fiſc eſt exclus par les parens eſtans outre le 10. degré. 53. b. 25. & 725. b. 7.

Foires nouuelles ne ſe peuuent introduire en France ny faire ſans le congé du Roy. 26. b. 30. Le Roy peut ordonner Foires & marchez en ſes terres, encores qu'ils portent dommage aux Seigneurs voiſins. 26. b. 36. A luy ſeul appartient créer Foires & marchez de nouuel en ſon Royaume, & y octroyer tels priuileges qu'il luy plaira. 26. b. 4. Eſtablir Foires eſt droit de Souueraineté & Royal. 26. b. 13.

Forage. 55. a. 10. & 27.

Forbannis. 24. b. 16.

Droict de Formariage. 10. a. 63.

Formoture. 579. b. 1. & 23.

Droict de Formoture. 579. b. 20.

Fortune d'argent. 54. a. 48.

Fortune d'or. 54. a. 28. à qui elle appartient. 54. a. 29. & 47.

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Fourches d'vn haut Iuſticier. 21. a. 15.

La Foy & hommage ſont perſonnels. 256. b. 9. ne ſe peuuent faire aux murailles, portes ou autres choſes inanimées. 251. b. 5.

Foy & hommage ſe doit faire par le vaſſal au logis. 267. a. 47. defaillant du coſté du Seigneur, & non du coſté du vaſſal, & que ledit vaſſal euſt vne fois en ſa vie preſté la foy & hommage auec le ſerment de fidelité n'eſt tenu par ſaiſie d'aller recognoiſtre le nouueau Seigneur. 253. a. 52. Exception. 253. b. 2.

Foy & hommage, relief, ne profit feodal n'eſt deu par la femme, acceptant la communauté pour le fief acquis par le mary durant la communauté. 174. b. 1. Raiſon de ce. 171. b. 2. ſ'il n'y a perſonne ſur les lieux ayant pouuoir de receuoir la Foy & hõmage, le vaſſal n'eſt tenu de la preſter. 251. b. 1.

Formes pour la reception de Foy & hõmage diuerſes ſelon les Couſtumes des lieux. 252. a. 17. Excuſes ſuffiſantes pour eſtre receus à faire la Foy par Procureur. 257. a. 6.

Vne Foy ſuffit pour touſiours. 248. b. 23.

Foy n'eſt adiouſtée au S. de l'heritage ny au Sergent ſ'ils ont eſté conuaincus de parjure ou bien ont inimitié capitale contre le maiſtre des Beſtes, ou celuy qui a eſté trouué en dommage, ou ſi le ſeigneur des Beſtes prouue du contraire du rapport fait par le Sergent. 91. a. 1.

Droict de Foüage. 69. a. 22.

Fragilité du ſexe feminin ne doit eſtre au prejudice des biens & facultez des femmes. 566. a. 19.

Frairies. 289. a. 53.

Frais de criées payez par l'adiudicataire outre le prix. 793. b. 1.

Fraiz des funerailles & obſeques par qui doiuent eſtre faicts. 585. b. 37. faicts ſelon la qualité & moyens de la perſonne. 663. b. 25. regardent les heritiers de la femme, & comment. 549. b. 2. non tenus pour debtes. 550. a. 3.

Franches veritez. 149. b. 14.

Toutes perſonnes eſtans en Franchiſe ſe peuuent prendre, ſauf à les reintegrer quãd il y aura priſe de corps, decernée contre eux ſur les informations, & qu'il ſoit ainſi ordonné par le Iuge. 154. a. 13. en cas de debtes n'eſt beſoin de l'ordonnance du Iuge. 153. b. 2.

Droict de Francs-fiefs. 259. b. 44.

Frareſcheurs. 223. b. 5.

Fraude commiſe au prix de la choſe venduë ou alienée, la preſcription du retraict ne court ſinon du iour de la fraude deſcouuerte. 484. a. 13.

Frerage. 222. a. 10.

Frere ſuccede à la ſœur mariée decedée ſans hoirs, & non le Seigneur. 16. a. 23.

Frereſcheurs. 223. b. 6.

Frocs ou Flos, Flegards. 21. b. 27.

Fronds & Flegards. 22. a. 3.

Frotis. 22. a. 3.

Fruicts pendans quels ſont reputez. 365. b. 1. & 17. ſont partie du fond. 472. b. 5. cueillis & ſeparez ſont reputez meubles. 472. b. 12. en matiere de retraict ne diminuent le principal. 450. b. 5. Difference des Fruicts Induſtriaux & naturels. 565. b. 5.

Fruicts ſont acquis au premier ſaiſiſſant ſ'il l'obtient. 284. a. 20. leuez & eſcheus des Benefices à qui doiuent appartenir. 735. a. 38.

Où le Fruict enſuit le ventre, la femme ne doit aucune amende pour le Formariage. 10. b. 8. Quand le mary eſt Noble, le Fruict ſuit la partie noble, & elle doit amẽde. 10. b. 10.

Fructus intelliguntur deductis expenſis. 266. b. 1.

Furcæ. 20. a. 41.

Furioſus. 8. a. 6.

G.

GAge de Bataille. 110. b. 10.

Gage & hypotheque. 412. b. 6. & 413. a. 1. & 4.

Gage eſt en choſes mobiliaires. 413. a. i.

Gagerie ſ'entend pour les meubles ſeullement. 419. b. 8. Gagerie de meubles pour cenſiue tant contre le proprietaire que le locataire. 319. b. 7.

Gaigne couſtumiere. 693. b. 12.

Gambage. 56. a. 1.

Garand appellé deniant eſtre garand à ordinairement ſon Renuoy. 133. a 22. tenu de comparoir. 133. b. 2. en replique. 133. b. 17. quand doit eſtre appellé. 133. b. 18. Formel. 133. b. 9. pourquoy ainſi nommé. 133. b. 14. prenant la cauſe & garandie pour vn autre ne peut demander Renuoy autre choſe ſ'il denie eſtre garand. 133. a. 18. En delict n'a nul Garand. 134. a. 29. Qui tire à Garand & Garand n'a, ſa cauſe perduë il a. 133. b. 8. vn Iuge peut eſtre Garand à ſon Sergent. 134. a. 35.

N'y ayant que ſimple obligation de Garandie d'vne charge ou rente ſur vne heritage on ne peut eſtre condamné qu'à Garantir en cas de deuiction ſans dommages & intereſtz: ſinon depuis ladicte euiction effectuée. 133. a. 25. Nul ne prend la Garandie ſi bon ne luy ſemble. 133. a. 15.

Garde des ſceaux d'Angers. 118. a. 10.

Garde noble eſt profitable & honorable, & n'eſt ſujet à rendre compte des fruicts & reuenuz des mineurs. 627. a. 16. & b. 1. Eſt au lieu des tuteles legitimes. 627. b. 3. ne ſe peut deferer par lettres contre la Couſtume. 627. b 6. Bourgeoiſe eſt cõpatible auec la garde noble pour les biens diuerſement ſituez. 627. b. 16. Mere eſt touſiours preferée à l'ayeul. 627. b. 17. 636. b. 13. & 17. Droict de Garde noble ou Bourgeoiſie introduit à l'exẽple de la tutelle, & neantmoins different d'icelle. 627. a. 10. Royalle fort ancienne. 637. b. 1.

Gardes. 277. a. 14.

Gardes liges. 277. a. 14.

Gardien noble tenu bailler caution tout ainſi que le Bourgeois. 636. a. 3. & 4.

Gardiens de biens prins par execution ne peuuẽt eſtre cõtraints par corps n'y recherchez dix ou douze ans apres. 528. b. 1.

Garennes anciennement defenduës aux proprietaires dans leurs terres, ſi elles n'eſtoient enregiſtrées en la chambre des Comptes. 96. b. 59. Accroiſſemens de Garennes anciennes & nouuelles oſtées. 96. b. 54.

Gauleurs. 392. b. 24.

Gayuer. 50. a. 15. Choſes Gayues. 50. a. 10.

Gens de main-morte. 288. b. 1. pourquoy ainſi ditz. 288. b. 15. peuuent porter la foy & hommage par Procureur. 256. b. 24. vſer de droict de retenuë feodale. 299. a. 1. Eccleſiaſtiques condamnez nonobſtant les amortiſſemens Royaux à recognoiſtre le Seigneur & Iuſticier du lieu, & luy payer les cens tels que les terres voiſines luy pouuoient deuoir. 290. a. 38. tenuz bailer au S. F. homme viuant, mourant & confiſcant. 289. a. 27. par quelques Couſtumes tenuz ſeullement à bailler homme viuant & mourant & non confiſcant. 289. a. 29. & 32.

Gens d'Egliſe ou Religion par l'ancienne Praticque de France ne pouuoient rien acquerir ne poſſeder, & eſtoient tenuz en vuider leurs mains dans l'an & iour. 289. a. 17.

Gens de condition ou main morte. 11. b. 1.

Gentils-hommes de France ſont tenuz au Ban & Arrierban. 170. b. 3. doiuent faire apparoir aux Baillifs & Seneſchaux ou leurs Lieutenans de leur droit de Chaſſer en Foreſtz du Roy. 96. b. 24. ont de couſtume de faire les obſeques de leurs parens dedans xl. iours apres la mort & treſpas d'iceux aduenu. 174. b. 1.

Geolier ayant laiſſé euader le priſonnier puniſſable. 163. b. 8. ſouuent eſt condemné à repreſenter le priſonnier dans certain temps, ſ'il y a quelque apparence de negligence. 163. b. 8. ne peut retenir les priſonniers pour le droit de giſte & Geolage. 342. a. 48.

Defences de non Glaner durant le temps d'Aouſt fors aux gens vieils ou debilitez, apres que le Seigneur aura enleué ſes gerbes, & les Dixmes eſtans emportez. 101. a. 4.

Greffiers ou autres Commiſſaires ne doiuent rien prendre pour les conſignations qui ſe font en leurs mains. 461. a. 27.

Grurie. 166. b. 43.

Guerp. 314. a. 55.

Guerpie. 12. b. 15.

Guerpine. 12. b. 12.

Guerpir. 314. a. 51. 12. b. 9.

Guerpire. 314. a. 57.

Guerpir l'hommage au Roy. 314. b. 8.

Guerpir la ville ou la bataille. 314. b. 4.

Gueſner. 50. a. 14. & 330. a. 15.

Gulpir. 12. b. 16. Gulpine. 12. b. 19.

Gueſuer l'heritage. 50. a. 14. & 18. & 330. a. 15.

Gueſuement. 50. a. 16.

Droict de Guet. 18. a. 17.

Subjects Guettables ne peuuent eſtre cõtraints à faire le Guet en vn chaſteau ruïné & non en defence. 277. a. 31.

H.

HAbillemens ſubjects à Rapport. 705. a. 17.

Haro pour quelles choſes eſtoit crié. 152. b. 1. d'où a prins ſon origine. 152. b. 15. Celuy qui a crié Haro eſt en la ſauuegarde du Roy. 153. a. 4. Crié ſur aucun faict que celuy ſur lequel il eſt crié, eſt priſonnier du Roy, & ſ'il ſabſente, eſt touſiours reputé priſonnier quelque part & Iuriſdictiõ qu'il ſoit, peut eſtre pourſuiuy & prins à chaude chaſſe. 153. a. 5. Ne pouuant eſtre prins eſt adiourné par lettres requiſitoires, & le faict ſon Iuge adiourner. 153. a. 9.

Haut Iuſticier ne peut auoir pillory en la ville, bourgade, où le Roy a pillory. 20. a. 48. ſe doit contenter d'eſchelles, & poſteaux à mettre Carcans. 20. a. 49. ayant procez auec ſon vaſſal ou ſubject ne peut faire inuentaire: ains appartient au Iuge Royal. 24. a. 9. & 10.

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Hauts Iuſticiers par la faute des Officiers du Roy, ont vſurpé le droit de ſucceder aux Baſtards. 43. b. 8. ou moyens Iuſticiers peuuent faire inuentaires. 24. a. 9. ont entreprins & vſurpé ſur le Roy le droict de desherence. 53. a. 16.

Heberge. 10. b. 19.

Herbaux. 338. b. 12.

Hebergement. 192. a. 1.

Herbregement. 192. a. 2.

Crime d'hereſie eſt public commis contre la majeſté diuine. 34. b. 143. En cas d'hereſie on peut iuger le procez criminel apres la mort de l'accuſé à fin de confiſcation. 34. b. 18. non aux autres crimes. 34. b. 19.

Heritage ancien. 440. a. 1. naiſſant. 369. a. 46. propre. 369. a. 73. Amorty peut retourner à ſa premiere condition & nature. 290. a. 18. adiugé par partage ou ſentence à l'vn des coheritiers, ne ſont deuz d'iceluy aucuns droicts de lots & ventes, ou autres profits. 314. b. 18. decreté à vn deſdits coheritiers ne ſont auſſi deuz. 314. b. 19. *Secus* à vn eſtranger. Ibid. propre ne remonte en ligne directe, & n'y peuuent ſucceder les Pere, Mere, Ayeul ou Ayeulle. 171. a. 14. Cenſuel eſt affecté & obligé au payement de la cenſiue. 342. a. 1.

Pluſieurs fonds ou Heritages vendus par vn meſme prix, le tout n'eſt reputé qu'vne vendition. 489. b. 9.

Heritages ſont cenſez libres ſ'il n'appert du contraire. 12. a. 39. Autrinx. 369. a. 67. Papoaux. 369. a. 67. ſubjects à rachat quels ſont reputez. 367. b. 50. retirez par retraict lignager demeurent propres au retrayant. 458. a. 23. & b. 8. Acquis par eſchange ſortiſſent la nature des heritages eſchangez. 467. a. 21. & 468. b. 8. Comment ſont entendus auoir fait ſouche en acqueſts. 484. a. 17. venus au parent collateral *recta via*, & ſans auoir paſſé par les deſcendans, ne ſont reputez propres. 484. a. 18.

Heritier quand eſt reputé faire acte d'heritier. 763. a. 1.

Heritier eſtranger quel. 124. b. 1.

l'Heritier de celuy qui tient vn heritage en tiltre d'emphyteoſe, ne peut eſtre priué de ſon heritage par ceſſation de payement de trois annees. 406. b. 39. ſous benefice d'inuentaire quand eſt exclud. 742. a. 9. quand paye deſpens. 742. a. 14. quand eſt releué. Ibid. quand eſt tenu pour Heritier ſimple. Ibid. n'eſt exclus par le ſimple, &c. 742. a. 35. quand eſt reputé Heritier. 716. b. 6.

Heritiers paternels ou maternels doiuent ſucceder au doüaire mobilier. 612. a. 24. ſont tenus perſonnellement pour les parts & portions qu'ils ſont Heritiers. 379. a. 2. comment doiuent eſtre adiournez ſur vne obligation du deffunct. 507. a. 32. de la femme ne peuuent pretendre aucun droict de communauté aux meubles de leur defunct beau-pere, acquis & inuentoriez auparauant le ſecond mariage. 549. a. 24. peuuent renoncer à la communauté. 568. a. 36. des Doüairieres & vſufruictieres ont ſeulement les fruicts cueillis & abbatus au iour du decez de la Doüairiere. 624. b. 28. ſouz benefice d'inuentaire comme doiuent faire vendre les meubles. 742. a. 44. rendre compte Ibid. comme peut payer les creanciers. Ibid. excluent le Fiſc. 742. b. 1. connient trouuer. 766. a. 1. volontaires en France. 716. a. 11.

Heure de midy deſtinée pour le repos. 17. a. 61.

Hypotheque à cauſe de ſentence ou condemnation. 793. b. 22.

Hommage de deuotion. 261. b. 13. ſimple à la difference de l'hommage lige ou plein. 250. b. 1. anciennement ſe faiſoit par le noble de la Foy par le roturier. 275. b. 5. anciennes couſtumes mettoient difference entre Hommage lige & Hommage plein. 250. b. 6.

Hommes de pleiure. 276. b. 9.

Hommes de fiefs. 282. b. 10.

l'Hõme ſe doit releuer trois fois la nuict pour vendre le bien de ſa femme. 558. b. 9.

Hommes ſerfs ou de ſerue condition, ne peuuent vendre ou aliener ſans le congé de leur Seigneur, les heritages par eux tenus en droict de ſeruitude. 484. a. 31.

Hommes mortaillables ne peuuent vendre leurs heritages, ſinon à gens de pareille condition & qualité. 484. a. 39.

Homo poteſtatis & non nobilis. 1. a. 27.

Homicide. 23. a. 4. la cognoiſſance de l'Homicide commis és chemins publics appartient au Iuge Royal ſeul. 23. a. 1. & 2.

Homicides de guet à pens, guetteurs de chemins ſont punis de la peine de la rouë. 157. b. 3.

Droict d'Hoſpitalité & charité Chreſtienne enuers les Hoſtes & paſſans commandé aux Hoſteliers. 514. a. 28.

Hoſtages. 5. a. 67.

Hoſtel de la ville de Paris inſtitué. 697. a. 19.

Droict d'Hoſtellage. 321. a. 11.

Defence aux Hoſteliers, Cabaretiers & Tauerniers de tenir ou permettre en leurs maiſons berlans de ieux de dez, de cartes, autres & debauchemés, ne faire aucun credit pour ceſt effect: ſur peine de perdition de leur debte. 427. b. 13. faire aucunes acquiſitions pour debte & taille de deſpence de bouche faicte en leurs tauernes & cabarets, pour pain, vin & autres denrées par eux fournies: ſur peine de nullité des contracts: auec defence aux Notaires de paſſer tels contracts. 427. b. 18.

Huiſſier adiourné à comparoir en perſonne pour auoir eſchellé vne maiſon, voulant proceder par execution. 525. b. 16. 33. pour auoir procedé à heure induë. 525. b. 58.

Hypotheca. 413. a. 4.

Droict d'Hypothecque ne ſe peut prouuer par eſcriture priuée. 415. a. 13. ſe doit prouuer par inſtrument public & authentic. 415. a 14. de quel iour a lieu és ſentences. 415. b. 9. taiſible à lieu de droict ſur la maiſon ou nauire quand on a baillé argent pour la refection ou reparation de la choſe, ſans laquelle le lieu n'euſt peu profiter. 416. a. 53. taiſible eſtenduë *ad ea quæ Eccleſiæ teſtamento relicta ſunt*, & pour leſquels n'eſt requis aucun Nantiſſemẽt. 417. b. 4.

Hypotheque ſur l'Eſtat du Commiſſaire du Chaſtelet à cauſe d'vne conſignation de quel iour court. 790. b. 5.

Hypothecque eſt en choſes immeubles. 413. a. 6. Couſtume par laquelle hypotecque ſe diuiſoit condamnée. 413. b. 32. à lieu du iour de la ſentence donnée ſur defaut ou du iour de la conteſtation ou denegation. 385. a. 31. Generale ſe doit rapporter à la Couſtume du lieu ou demoure le teſtateur ou Contrahant. 414. a. 42. hypothecque ſpeciale ne requiert diſcuſſion. 414. a. 41. Droict de tacite hypothecque octroyé aux Seigneurs cẽſiers ſur les meubles des maiſons qui doiuent cens. 319. b. 3. le fils pour raiſon de ſes biens Aduentifs à vne hypothecque tacite ſur les biens de ſon pere. 9. b. 22.

En action Hypothecaire non conioincte à la perſonnelle diſcuſſion eſt requiſe. 414. a. 35.

Hyuernage. 382. a. 41. le diſme eſt deu pour le beſtail Hyuerné & vendu puis ledit Hyuernage. 352. a. 45.

I.

Doneare. 134. b. 35.

Diuiſion des Immeubles corporels. 319. b. 22. 362. b. 41. & 42.

Immeubles ſont de deux ſortes. 362. b. 41. Immeubles corporels. 262. b. 50. ſuiuent la Couſtume du lieu ou les heritages ſont ſituez. 124. b. 9. 510. a. 5.

Dignitez des Immeubles fait que les meubles ſont rangez à leur qualité. 468. a. 22.

Immunité n'a lieu pour debtes ny pour matieres ciuiles. 154. a. 4

Impenſa funeris omne creditum ſolet præcedere, cum bona ſoluendo non ſunt. 418. b. 4.

Impenſes & meliorations faictes ſur le fond de la femme, comme ſe peuuent repeter par les heritiers du mary. 426. a. 67. Quelles ſont le droict. 471. a. 8. viennent ſeullement en retraict. 471. a. 9. 10. 11.

Incapables de ſucceſſions feodales ne peuuent iouïr du droict de Commiſe. 296. a. 32.

Incendiaires. 157. b. 52.

Droict d'Indemnité. 289. a. 37. eſt deu pour eſchange & toute autre mutation. 290. a. 24. Profit d'Indemnité. 289. a. 37. comme ſe preſcrit. 435. a. 41. ſe faict par le Seigneur. 289. b. 7.

Indicij præmium. 52 a 8.

Infeodation & reception d'adueu ont effect de conſentement. 238. a. 36. & 244. b. 7. ſans iceux ce qui permis au S. Feodal. 238. a. 36.

Infeodation des diſmes en France eſt faicte par les Roys ou Seigneurs Vaſſaux des Roys de France. 351. b. 13. ont leur ſource & origine deſdits Roys & non de l'Egliſe. 351. b. 13. leſdicts diſmes infeodez ſont en commerce & en peut on diſpoſer par contracts comme des choſes du Domaine. 351. b. 14. Canons les entendent des choſes ſpirituelles & Eccleſiaſtiques & non des diſmes infeodez comme eſtans terriens. 351. b. 18.

Iniuriarum actio anno tempore præſcripta eſt. 432. a. 7.

Iniures dictes à vn Iuge verbalemẽt ſoit par eſcrit comme punies. 16. b. 47.

Inſinuation & enregiſtrement au Greffe ſont en tous cas de la forme eſſentielle. 415. a. 28. requiſe és Donations. 665. b. 4.

Inſtance a effect de perpetuer l'action & empeſcher l'effect de la preſcription. 180. b. 10.

Inſtitution d'heritier neceſſaire par le droict ciuil. 698. a. 1.

Deux ſortes d'Interdits introduits par le droict ciuil en matiere poſſeſſoire pour la diſtinction des meubles & immeubes. 373. b. 61. ſont reduicts en vn pour le regard de la poſſeſſion. 374. a. 8. Interdicts poſſoires ſont annuels. 373. a. 6. & 8.

Intereſts

Indice des Annotations,

Interestz de quel iour sont deuz & ont hypotheque. 799. a. 30. & 794. b. 6.

Deux sortes d'Interruptions. 436. b. 18.

Interruptions naturelles. 436. b. 21. Ciuiles. 436. b. 29. Intimé a iuste occasion de soustenir le iugemẽt dõné à son profit. 143. b. 2.

Intimez condamnez en l'amende par la Cour. 143. b. 13. Autres Iuges ne peuuent 143. b. 19.

Benefice d'Inuentaire. 741. b. 3. n'est concedé aux heritiers des Financiers. 742. a. 5.

Inuentaire necessaire. 560. a. 13. par deuant qu'elles personnes se peut faire. 23. b. 12. confection des Inuentaires & partages attribuée aux Notaires. 23. b. 46. Interdiction d'icelle à tous Iuges & Greffiers. 23. b. 50. En la confection d'vn Inuentaire on n'est tenu appeller le Iuge. 568. a. 4. sera faict par les Executeurs testamentaires. 688. a. 18. cõme peut estre prohibé. 688. a. 24.

On souloit anciennement estre Inuesti ou receu en foy & hommage par Rain & par Baston. 239. a. 10. Iour seruant. 763. b. 1.

Iuge Royal estant commis peut receuoir par main souueraine. 246. b. 69. superieur des Seigneurs Iusticiers dont est appel pẽdant l'appel peut prendre cognoissance des causes dudit suiet, nonobstant l'empeschement du Seigneur Iusticier. 147. a. 44. Cognoist seul priuatiuemẽt (selon aucuns) à tous Iusticiers subalternes des lettres passées sous seel Royal s'il est question du crime de faux. 21. b. 3. 4. & 5. Ou le subalterne quand doit auoir cognoissance de l'infraction de la Sauuegarde ou d'Asseurement. 127. a. 23. doit receuoir vn Vassal par main Souueraine s'il a cognoissance des matieres feudales & droicts Royaux. 246. b. 39. seul peut donner main leuée au vassal demandeur en main-leuée en vertu des lettres Royaux & non le Iuge de la cause principale. 165. a. 16. Ordinaire nõ Royal & subalterne à la capture, interrogatoires & tous preparatifs. &c. ne peut donner sentence, la cause n'ayant esté contestée. 382. a. 8. Recuse sans declarer les causes de Recusations inadmissibes passant outre ores qu'il ne face que renuoyer peut estre prins à partie & est cõdemnable aux despens. 125. b. 22. peut mettre à execution sa sentence: nõobstãt l'appel ou opp. quãd led. appel n'a esté releué dans le temps prefix par les Ordon. ou la Coustume sans qu'il soit besoing faire adiourner l'appellãt en matiere de desertion. 145. b. 46. ne peut estre depositaire de Iustice. 460. b. 47. & 461. a. 1. ne peuuẽt receuoir les consignations. 461. a. 29.

Iuge d'appel doit la desertion & non celuy duquel on est appellant. 146. a. 67. Il est en la puissance d'vn Iuge d'octroyer ou refuser vn congé ou Pareatis. 29. a. 9.

Iuge ordinaire. 765. a. 1.

Iuges & Officiers Royaux peuuent seuls saisir les biẽs des Ecclesiastiques souz pretexte de la non residence ou reparations nõ faictes: à la requeste des Procureurs Generaux ou leurs Substituts. 288. a. 3. En pays Coustumier ils ne doiuent, à faute de preuue, deferer le sermẽt au demãdeur, sans lettres du Roy, encores qu'il ait à demy prouué son intention. 137. a. 31. Ordinaires sont exempts de tutelle. 642. b. 19. Royaux doiuẽt cognoistre des droits de Peage, trauers, & barrage. 59. a. 27. Par appel en la Court. 59. a. 28. doiuent faire lire & publier les defaux auant que se leuer du siege & les rabbatre, s'ils sont presens, prenant par le parties appointemẽt & procedãt à la cause: autremẽt nõ sans causes legitimes, & sans appeller la partie. 135. a. 26. Subalternes cõme doiuent iuger le criminel. 22. b. 36. Royaux doiuent prester aide pour l'executiõ des sentẽc. des Iuges Ecclesiastiques, sans en prendre cognoissance. 151. a. 21. doiuent instruire en tous cas les procez pour les delicts priuilegiez cõtre les Ecclesiastiques auparauãt en faire aucun delaissemẽt pour le delit cõmun. 151. a. 31. faire cõioinctemẽt l'instructiõ des procez criminels pour les cas priuilegiez auec les Iuges d'Eglise, & aller trouuer les Ecclesiastiques. 151. b. 3. nõ Royaux ne cognoissent du seel Royal. 21. a. 75. des hauts Iusticiers ne pouuoiẽt cognoistre de meurtre ou homicide de guet à pens, ny de rapt, incẽdie ou boutement de feu. 21. a. 40. Des S. Hauts Iusticiers ne peuuẽt cõdamner le criminel & delinquãt, auquel le procez a esté fait & parfait à la requeste du Proc. Fiscal, és despẽs du procez, enuers le S. Haut Iusticier, ny le condãner és frais de Iustice, s'il n'y a partie ciuile, ny en amẽde enuers Iustice. 22. b. 30 doiuẽt simplemẽt cõdãner le delinquant en l'amẽde enuers le S. Haut Iusticier, & sur icelle prendre les fraiz du procez. 22. b. 44. sont incõpetens de cognoistre des cõtracts passez souz seel Royal. 512. b. 41. ne peuuent interdire par prouisiõ. 647. a. 41. Iuges, Lieutenãs & Greffiers ne receuroit ne passeront aucuns cõtracts volontaires entre quelques personnes, & pour quelque cause q̃ ce soit. 116. a. 51. Ou autres Officiers ou leurs enfans & parẽs, ne peuuẽt estre cõmis au regime & gouuernemẽt de chose contentieuse. 461. a. 16. Iuges d'Eglise sont incompetens de cognoistre des causes de doüaire. 625. b. 1. Iuges sont tenus regler les parties de tous appointemẽs necessaires, & peremptoires dés la contestation des parties. 134. b. 53.

Iuges ne peuuent estre adiudicataires ou derniers encherisseurs. 787. b. 12.

Iugement Ecclesiastique n'emporte aucun hypotheque. 385. a. 38.

Iugemens & sentences données contre les garands executoires contre les garantis, tout ainsi que contre les condamnez: sauf les dommages & interests, dont la liquidation & execution se doit faire contre le garand seulement. 141. b. 3. Recours ballé par quelques Coustumes cõtre le garanty, si le garand est fait insoluable. 141. b. 22. seront donnez par aduis des Aduocats. 141. a. 1.

Iuratores. 392. b. 6.

Façon de Iurer sur les sainctes Enangiles fort solemnelle. 252. b. 4.

Iurez & Commissaires nommez & accordez par les parties: ou bien à faute d'en nommer par l'vne d'icelles estans nommez d'office sont creuz de ce qui gist en leur art & industrie. 529. a. 20. quand doiuent faire leur rapport à Iustice. 529. a. 29. doit estre pourueu en chasque ville de nombre competẽt d'iceux, & leurs noms, surnoms & demeurances inserits au Greffe des Iustices ordinaires des lieux. 529. b. 9. leur aduis & rapport estre cõclud & escrit promptemẽt. 529. b. 12. quand doit estre deliuré aux parties. 529 b. 16. leur salaire taxé par les Iuges par iournées ou heures, tant en ville qu'aux champs. 529. b 18. & 22.

Iurisconsultes appellez à faire les testamens & contracts. 678. a. 12.

Iurisdiction de Faymidret. 28. a. 19.

Iurisdiction ordinaire, naturelle, ou commise. 20 a. 14. 18. 23. & 30.

Iuste craincte & legitime, donne rabais du loüage. 402. a. 19. & b. 1.

La Iustice est octroyée par le Roy aux Iusticiers au peril de l'amende. 144. a. 23.

Distinction de Iustice en haute, moyenne & basse. 28. a. 36. Iustice Fonciere quatriesme espece de Iustice. 20. a. 2. 28. a. 36.

Iustice basse. 28. a. 37.

Haute Iustice a cognoissance de toute effusion de sang, & non la Moyenne ou la Basse. 21. a. 71.

Iustice & seigneurie font maintes choses faire. 258. a. 26. Le cas desquels peut cognoistre la Basse Iustice. 26. a. 32. A la Haute Iustice appartient priuatiuemẽt la cognoissance & punition des excez faits auec effusion de sang. 20. b. 6. & non à la Moyenne. 26. a. 4. Chacun iusticier tenu de contribuer au payement des debtes passiues, tant mobiliaires qu'immobiliaires du deffunct *pro modo emolumenti.* 34. & 55.

Haut Iusticier doit donner asseurement, & le Iuge Royal sauuegarde. 127. a. 37.

Hauts Iusticiers subalternes n'ont cognoissance du crime de fausse Monnoye. 34. b. 26. peuuent cognoistre contre ceux qui les exposent en leur terre. 34. b. 28.

Seigneurs Iusticiers faisoient anciennement Iustice aux presens seulement, & quand receuoient Procureurs des absens, & quand non. 25. b. 1.

Iusques à quelles sommes les Coustumes de France permettent au Seigneur Bas Iusticier de cognoistre. 26. a. 1.

Iuueigneur. 198. a. 14.

L.

Droict de Labourage comment se doit entendre. 411. b. 4.

Larrons de Garennes & Estangs, punis & corrigez comme larrons. 97. b. 8.

Larrons & coupeurs de bourses pour la premiere ou seconde fois ont la fleur de lys ou l'oreille couppée. 158. b. 38.

Laudare. 308. a. 15.

Laudatiua. 308. a. 14.

Laudimia, Laudominia. 308. a. 13.

Laudum, Laudamentum. 308. b. 6.

Legataire n'est saisi. 694. a. 2. ne prend le legs par ses mains. 694. a. 30. Deux especes de Legitimations receuës seulement en France. 44. b. 16.

Lettres de Legitimation verifiées & entherinées à la Chãbre des Comptes, apres la mort du pere ne peuuent seruir au fils. 44. b. 18. Legitime. 184. a. 17. Adiugée aux enfans, nonobstant le doüaire prefix de la femme. 626. a. 4. deuë du droict de nature. 690. b. 21. de quelle portion est. 691. a. 3. deuë au pere. 691. a. 7. a diuers noms en droit. 691. a. 36. comme se doit estimer. 751. a. 13.

Legs est vne donation. 583. b. 47. est reglé selon les donations. 583. b. 51. fait à l'vn des conioints par mariage, quel doit estre estimé. 583. b. 27. secret. 694. a. 33. fait aux pauures. 694. a. 50. peut estre deliuré par l'executeur. 695. a. 1. *Lepra seu vitiligo.* 5. b. 1. & quelle difference mise entre ces mots par Medecins. 5. b. 5.

Lepreux mis hors des villes és maladeries ou leprosiés. 5. b. 4. habitans d'vne parroisse n'ayant releué & denoncé ceux qui sont attains de lepre, leur bestail est confisqué, s'il meurt ladre, sans estre rendu & declaré tel. 5. b. 22.

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Lettres de Derogance. 3. a. 30. de Cõfortemain. 167. b. 21. Quand ont lieu. 167. b. 27. d'Eſtat. 139. b. 1. n'ont lieu és cas de nouuelleté & complaincte. 139. b. 27. n'y és cauſes ſommaires & matieres ſuiettes à prouiſion. 139. b. 39. ne contre le Roy. 139. b. 49. n'ont lieu en matiere criminelle. 139. b. 51. Lettres pour peremption d'inſtance defenduës. 140. b. 2. de ſurſeance. 139. b. 39. perpetuelles. 117. a. 25. ont effect different a celuy des ſommations & proteſtations. 117. a. 27. de legitimation à qui doiuent eſtre addreſſées & comme verifiée. 44. b. 1.

Droict de leuage. 60. b. 15.

Leucargillon. 39. b. 2.

Leudes. 308. b. 1.

En crime de Leze Majeſté la mort de l'accuſé auãt ſa condemnation ne deſcharge les enfans quand aux biens & confiſcation. 34. b. 7. Et la confiſcation de quel iour eſt acquiſe. 34. b. 8.

Liage. 55. a. 44.

Libellus emendari vel mutari poteſt ab auctore. 126. b. 2.

Liberi ſui vel alieni mons, en pain ou hors de pain. 6. b. 5.

Liberté fauorable. 258. b. 18. *indubio* l'on preſume pour la liberté. 320. a. 1. Fauoeur de la liberté. 3. b. 1.

Chacun eſt Libre par le droict naturel. 1. b. 27.

Toutes choſes ſont eſtimées libres, ſ'il n'appert du cõtraire. 320. a. 27. reputées Allodiales par quelques Couſtumes. 320. a. 35.

De choſe Licite qui ne ſe peut partir entre heritiers & adiugé à l'vn d'iceux ne ſont deuz aucuns Lods & ventes. 314. b. 21. Licitation ſe doit faire par Iuſtice ſans aucune fraude. 314. b. 24.

Lignagier retrayant eſt tenu au rachapt des rentes comme il eſt au rembourſemẽt des deniers du ſort principal, fraiz & loyaux couſtz. 438. a. 1 Eſtant certain du pris doit entierement offrir & conſigner Ledit pris : *Secus* ſ'il n'eſt liquide. 448. a. 7. retrayant peut venir dans l'an du rachat continuel. 444. b. 18. preferé au S. F. 470. a. 29. Preuenant par adiournement eſt preferable à tous autres Lignagiers. 461. b. 1. Plus prochain en degré preferé par quelques Couſtumes. 461. b. 6. debouté des lettres par luy obtenuës à fin d'eſtre releué de ce qu'il n'eſtoit venu dans le tẽps comme abſent *reip. cauſſa* en la guerre auec le Roy. 446. a. 15.

Double Ligne. 725. a. 25.

Liſiere. 33. b. 13.

Litre. 33. b. 11.

Locateur à quoy tenu. 399. a. 52.

Logres. 589. a. 9.

Loy Apparoiſſante. 25. a. 25. 131. b. 1.

Loy de l'Empereur Auguſte defendant d'eſleuer ſon baſtimẽt plus haut que ſoixãte & dix pieds. 542. a. 32. de Traian de ſoixante. 542. a. 39.

Loy entre les Egyptiens par laquelle vn chacun eſtoit tenu de rendre compte de ſes moyens & facultez de viure. 163. a. 58.

Les loix ont les yeux deuant & non derriere. 585. a. 56.

Loyers & penſions ſont au lieu des fruits 369. b. 2.

Lots & leur Etymologie. 308. a. 7. Droict de Lots & ventes diuers ſelon la diuerſité des Couſtumes. 308. b. 12.

Droicts de Lots & ventes, ſaiſines & amendes ſe pourſuiuent ſeulemẽt par action, n'attribuẽt ſaiſie ſur le fonds, ſont tenuz & reputez perſonnels ne pouuans par conſequent eſtre demandez a vn nouuel acquereur. 304. b. 10. y peut eſtre contrainct hypothecairement. 304. b. 13. Et ce ſeulement és choſes feodales & non és rotures. 304. b. 14. ſe doit le Seigneur addreſſer par action contre ceux qui les doiuent. 304. b. 15. Nouuel acquereur ſ'eſtant obligé par le meſme cõbat d'acquiſition de les payer, le ſeigneur eſt receuable à les luy demander. 304. b. 16. non deuz quand par contract de mariage ſont promis deux mille eſcus dont l'vne moitié eſt en deniers: & l'autre en vn fief demourant propre à la future. 336. b. 1. Et pour louages à dix ans. 279. b. 10. Pour rentes conſtituées à pris d'argent ne ſont deuz aucuns droicts de Lots & vẽtes n'y autres profits Seigneuriaux. 314. a. 1.

Lots & ventes en vẽdition faicte à faculté de remeré ſont deuz à celuy qui eſtoit fermier lors de la vendition. 323. b. 20. y ayant eu ſuppllements adiugez à celuy qui iouiſſoit lors du ſupplement. 324. a. 10. ſont ſeulement deuz en vraye & parfaicte vendition. 324. a. Pour donnation de choſes cenſuelles ſont deuz Lots & ventes. 269. a. 20. Lots & ventes ne ſont differens. 308. b. 7. Lots par qui ſeront faits. 758. a. 1.

Los. 308. b. 2.

Luminiers. 30. a. 35.

M.

MAgiſtrats, Officiers Huiſſiers ou Sergens exerçans & executans actes de Iuſtices ne ſeront excedez. 162. b. 13.

Maieur de 20. ans n'ayant eſt deceu ou trompé en vẽte d'heritage non receua. à faire reſcinder le cõtract de vẽte. 647. b. 24.

Maiorité iugée par la Couſtumes de. 18. ou. 20. ans doit ſ'entendre, pour la ſimple adminiſtration non pour l'alienation. 576. b. 6. Idem de la Maiorité acquiſe par mariage. 576. b. 8.

Main du Roy n'expolie perſonne. 246. b. 89.

heritages Mainfermes. 594. a. 1. ſont differens des Alleuz. 594. a. 20.

Ce qu'il conuient faire pour auoir mainleuée pour rentes foncieres & droicts ſeigneuriaux. 217. b. 10.

Deux ſortes de Main-morte. 12. b. 30. & 13. a. 1. Choſes concurrentes pour eſtre dict de main-morte. 12. a. 16.

Homme de Main-morte different du cõditionné peut abandonner le meix ou heritage. 13. a 3. ſe peut liberer en laiſſant ledit meix. 13. a. 4.

Gens de Main-morte receuz à foy & hõmage, ou inueſtis par l'vſufruictier, ou la vefue doüairiere peuuent eſtre contrainctz par le proprietaire à vuider leurs mains des terres par eux ainſi acquiſes. 292. b 13.

heritages d'vn homme Main-mortable à qui appartiennent. 24. b. 39.

Droict d'Aubeine n'a lieu en Marchant eſtranger venant en France pour vendre & debiter ſa marchandiſe ſans auoir intention d'y faire ſa demeurance. 48. a. 15.

Maiſon qui doit eſtre choiſie par la veufue, par vertu de la Couſtume ne peut eſtre loüée n'adcenſée. 621. a. ne peut demãder les loüages ou loyers d'icelle, ayant eſté negligente à la demander. 621. a. 8. faict partie du doüaire. 621. a. 13. luy eſt donnée en vſufruict, & la peut donner par adcenſe ou ferme, ou bien en demander les loyers & penſions. 621. b. 3.

Eſtant la Maiſon principale, doit eſtre nommément promiſe par le contract de mariage. 621. b. 9. eſtant generalement promiſe ne peut eſtre la principale. 621. b. 11.

Maiſtre de la Monnoye debouté de la ceſſion contre vn marchant, qui ſuiuant l'Ordõnance du Roy luy auoit deliuré des douzains rongnez. 392. a. 57.

Maltoſtes. 521. b. 1.

Difference entre le Mariage ou dot appellé par les Latins *Dotem*, & le Doüaire. 617. b. 29.

Mot de Mariage prins pour la Dot de la femme. 272. a. 13.

Marmau. 619. b. 10.

Marmentau. 619. b. 11.

Mary appellé par les Romains Seigneur. 548. b. 22. faict les fruicts des heritages de ſa femme ſiens. 565. a. 59. Conuolant en ſecondes Nopces, & ayant aſſocié ſa femme és acqueſts par luy faicts, les enfans d'icelle y ont part. 578. a. 16. & 17. Eſtant prodigue & y ayant interdiction de biens, les contracts faicts par iceluy auparauant l'execution & publication d'icelle, auec creation de Curateur, ſont bons & valables. 598. a. 42. ayant confiſqué vne partie de ſes biens, le fiſque doit ſatisfaire les creanciers, du nombre deſquels eſt la femme. 38. b. 6. ſeul & ſans ſa femme peut agir pour les meubles d'icelle. 565. a. 4. Pour les deteriorations des heritages a elle appartenans. 565. a. 56. N'eſt ſeigneur des actions petitoires, ou reelles pour les immeubles. 565. a. 10. peut vſer du droit de Retenuë au profit de ſa femme. 200. b. 28. ayant receu le quint denier, cheuy ou cõpoſé, cõment ſa femme peut vſer de ſon droit de Retenuë. 200. b. 29. quãd peut eſtre contraint d'auctoriſer ſa femme. 553. b. 32. Inſtituer ſa femme ſon heritiere. 661. a. 46. Conſtant le mariage ayant reüny par puiſſance de Fief vn autre Fief tenu de luy, eſt tenu cõmuniquer à ſa femme ou à ſes heritiers, ledit Fief ainſi reüny. 297. b. 9. Conſtant le mariage eſt maiſtre & Seigneur des actiõs de ſa femme mobiliaires & poſſeſſoires. 376. a. 7. peut intenter leſdites actions ſans le conſentement d'elle. 376. a. 13. n'eſt ſeigneur & maiſtre des propres de ſa femme, ains ſimple adminiſtrateur. 263. a. 54. Peut en qualité de mary, & au nom de ſa femme, recenoir les vaſſaux de ſa femme en foy & hommage, donner ſaiſine des heritages roturiers eſtans en la cenſiue de ſa femme, & vſer de tous les droits feodaux & ſeigneuriaux de ſa femme. 263. b. 2. les fruicts deſdits fiefs luy appartiennent. 263. b. 5. Peut vſer de retraict feodal. 263. b. 6. ne peut aucunemẽt diſpoſer des biens dotaux de ſa femme, ores que ce ſoit pour doüer ſes filles. 588. b. 34. vẽdre les heritages de ſa femme ſans le conſentemẽt d'icelle. 558. b. 1 n'eſt tenu faire inhumer ſa femme à ſes deſpens. 549. b. 5. ne paye doüaire. 618. b. 11. ne confiſque la moitié de la cõmunauté appartenant à ſa femme. 38. a. 11. & femme quãd ſuccedẽt l'vn à l'autre. 725. b. 15.

Mariez mineurs de xxv. ans, ne peuuent vendre leurs heritages & immeubles ſans decret de Iuſtice. 576. b. 10. ſans aduis de leurs parens. 576. b. 11.

Maritagium. 272. a. 13. Marne. 40. a. 14.

Maſles pilliers des maiſons. 751. b. 12.

Matieres ſommaires. 145. b. 12.

Mauuais emporte le bon, pire condition attire à ſoy ou emporte la meilleure. 13. b. 49. & 13. b. 51.

Medecins

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Medecins recommandez. 426. b. 28. ne doiuent rien exiger des malades pendant leurs maladies. 427. a. 7.

Meix ou Mex. 10. b. 15. Mas. 10. 26.

Membournie. 15. a. 32. 33. & 34.

Menée de Sergent. 486. a. 14. & 28.

Mercator filiusfa. pro Patrefa. habetur. 7. a. 38.

Mere commune heritiere de ſa fille receuë a renoncer à la communauté. 568. a. 45. Eſt touſiours preferable à la garde noble & tutelle de ſes enfans. 633. b. 25. ſe remariant ne perd la charge & education de ſon filz. 633. b. 33. & 634. a. 8. priuée des meubles qui luy ſont deferez par la Couſtume pour le decedz de ſes enfans auſquels vont leſdits meubles. 635. a. 12. Cõuolant en ſecõdes nopces & allant demourer auec ſon mary ſans faire Inuentaire ne ſe ſepare point mais demoure commune ainſi qu'auparauant. 16. a. 13. ſuccede à ſes enfans nez de Baſtards & preferée au Seigneur. 46. a. 19.

Meshaing. 154. b. 9.

Meſſiers. 25. a. 37. Meſſiers & Gaſtiers. 26. a. 34. Meſſiers & Garde. 26. a. 35.

Droict de Meſurer & Aulner draps & marquer les aulnes adiugé au Baron de Chaſteau-roux en Berry. 20. b. 1. & 2.

Meubles. 362. b. 43. & 369. a. 1. Qui ſont les meubles & debtes communs entre le Mary & la femme. 563. a. 4. Meubles & & acqueſtz adiugez a vn Baſtard. 43. b. 68 ſpecialement hipothecquez peuuent eſtre pourſuiuiz. 510. b. 9. Eſtimation de meubles vile. 16. b. 53. Meubles ſuiuent le domicile. 16. a. 4. la perſonne. 369. a. 1. ſuiuent le corps & le domicile. 124. b. 27. 510. a. 5. prins par execution & venduz par le ſergent eſtans euincez ſuiuant la Couſtume eſt au debteur d'en reſpondre. 529. b. 29. ne tiennent coſte ne ligne. 467. b. 11. n'ont point de ſuite. 16. b. 55. ſont libres 16. b. 59.

Meurtre fait de guet à penſée, femme forcée & boutement de feu ſont crimes deniez aux Seigneurs Cahſtelains. 33. a. 1. n'y les Seigneurs ſubalternes. 33. a. 38.

Minare. 486. a. 22.

Mineur n'ayant en reuiſion de compte dequoy fournir aux fraiz du compte le Tuteur doit eſtre contrainct d'aduancer. 645. a. 15. Eſtant Notaire ne peut eſtre releué de ſa promeſſe ſous couleur de Minorité. 116. a. 14.

Mineurs de xxv. ans vaſſaux deſaduouant leur Seigneur feodal ſont releuez. 218. a. 49. peuuent faire Donation entre vifs ou teſter au profit de leur Pere & Mere ou autre aſcendans combien que Tuteurs ſils ne ſont remariez. 654. a. 32. ne peuuent aliener leurs heritages ſans decret de Iuſtice. 648. a. 30. Eſtans en puiſſance de Tuteurs ou Curateurs ne peuuent diſpoſer au profit de leurs Tuteurs ou Curateurs durant la Tutelle ou Curatelle. 648. a. 34. ne peuuent faire aucun deſadueu. 230. b. 38. ne peuuent contracter ſocieté. 599. a. 14.

Minor vbique abſens reſtituitur. 7. a. 72. doit auoir lettres Royaux autrement n'eſt ouy. 7. a. 75. *ad diuiſionem prouocare non debet.* 759. a. 16.

Minorité non conſiderable en renonciation de ſucceſſion. 751. b. 20.

Miau. 180. a. 3.

Miſſions. 12. b. 1.

Monachi ſeruis comparantur. 738. a. 38. *non habent peculium ſine Abbatis licentia.* Ibid. capable de laigs pour eſtudes. 738. 1.

Monaſtere ne ſuccede. 736. a. 39.

Defences aux perſonnes libres ſe faire Moines ſans licence du Roy. 11. b. 26.

Moines ne peuuent teſter. 736. a. 15. *μοναχὸς.* 16. b. 29.

Monitions & Cenſures Eccleſiaſtiques permiſes pour crime & ſcandale public. 390. a. 27.

Droict de Monneage. 69. a. 21.

Monnoie ſe doit Entendre de celle qui a cours par les ordonnances. 488. b. 1.

Monſtrée & veuë. 133. a. 1.

Mort & mariage deſpecent loüage. 399. a. 45.

Mort ce doit verifier. 721. a. 44.

Le Mort ſaiſit le vif ſon hoir plus proche & habille à luy ſucceder. 265. b. 48. 435. a. 33.

Mortgage. 214. b. 1.

Mortitiæ. 53. a. b.

Mos ſiue conſuetudo dant Iuriſdictionem. 22. a. 11. & 12.

Droict de Moulin Bannier. 62. b. 35. Il eſt permis de baſtir Moulin en ſon fond: pourueu que ce ne ſoit au preiudice du Seigneur ayãt droit de Moulin Bannier. 61. b. 5.

Il n'eſt loiſible en France baſtir Moulin à vent ſans permiſſion du Seigneur Haut Iuſticier, duquel faut acheter le vent. 61. b. 13. Arreſt à ce contraire. 61. b. 20.

Moulin eſtans dans les cloſtures & foſſé appartient à l'aiſné: pourueu qu'il ne ſoit bannier. 185. b. 24.

Moulins aſſis ſur bateaux quels ſont reputez. 364. a. 8.

Moulin à vent quand eſt eſtimé bannal, & quand non. 61. b. 19.

Moutonage. 55. b. 1.

Mulier in officio Mariti eſt. 10. b. 28. *ſequitur Mariti conditionem, & ora quæ habet præſumuntur eſſe viri.* 10. b. 31.

Mundeburde. 15. a. 38.

Mundium. 15. a. 35.

Mundualdus Tutor. 15. a. 36.

Comment la Mutatiõ eſt eſtimée. 381. a. 1.

N.

NAiſſant conuentionnel. 361. a. 9.

Nantiſſement pour créer hypothecque, expliqué par quelques Couſtumes. 415. a. 18. requis par la Couſtume de Laon pour créer hypothecque. 414. b. 59.

Eſtranger Aubain ayant obtenu lettres de Naturalité, le Roy ne delaiſſe de luy ſucceder ſ'il decede ſans enfans. 17. a. 44.

Nauires ſont compriſes en vendition ou donation des immeubles. 363. b. 55. reputées meubles. 364. a. 5.

Neceſſité iurée. 393. b. 11.

Negligence du Mary ne doit nuire ne prejudicier à la femme. 430. b. 16.

Le Neueu eſt preferé au droict d'aineſſe à l'Oncle. 195. a. 33.

Neueux de frere decedé excluent la Tante, ſœur germaine. 212. b. 1.

Neueux honorent leurs oncles. 721. a. 17.

Nihil habet commune proprietas prædiorum cum Iuriſdictione. 19. b. 1.

Noble doit auoir nom, armes & cry. 12. 25.

Nobles race ou annoblis. 1. a. 1. tenus de ſuiure les armes, & aſſiſter le Prince. 4. a. 14. & 15. non contribuables aux tailles à cauſe de leurs biens immeubles. 4. a. 16. 17. & 18. pour ioüir du priuilege doiuent viure noblement ſans faire aucun acte derogeant à nobleſſe. 4. a. 19. Nobles vaſſaux des hauts Iuſticiers doiuent reſpondre pardeuant leſdits ſieurs hauts Iuſticiers. 120. a. 6. Par les anciennes loix & Ordonnances de la France il n'eſtoit permis qu'aux nobles de tenir fiefs. 259. a. 3.

Nobleſſe d'où vient. 1. a. 25. doit eſtre cõfirmée par les Arreſts des Cours de Parlement ou des Aydes. 2. a. 3. 4. & 5. ſe peut ordonner par la Couſtume. 2. a. 8.

Nominateurs d'vn tuteur quand tenus, & quand non. 641. b. 3.

Nommé & denombrement. 75. a. 12.

Secondes Nopces odieuſes. 585. b. 3.

Notaires Eccleſiaſtiques ne peuuent receuoir aucuns contracts entre perſonnes layes. 116. a. 54.

Notaire doit rediger par eſcrit la volonté des parties, & la lire en leur preſence ſans y rien adiouſter qui ne ſoit par elles dit, & n'vſer de mots ſuperflus. 117. a. 3.

Notaires ne peuuent receuoir aucuns contracts, ſinon qu'il y ait deux teſmoins ou deux Notaires ſans teſmoins. 116. b. 1. doiuent cognoiſtre les contrahans & les teſmoins. 116. b. 12. doiuent faire ſigner tous actes & contracts aux parties & teſmoins ſils ſçauent, & en faire mention. 116. b. 18. 680. b. 3. doiuent appeller vn teſmoin pour le moins qui ſçache ſigner, ſils ſont és villes & gros bourgs. 116. b. 27. 680. b. 7. mettre la qualité, demeurance & parroiſſes des parties, la maiſon où les contracts ſont paſſez, & le temps de deuãt ou apres Midy. 116. b. 25. 680. b. 9. ne doiuẽt receuoir aucuns contracts que les parties n'expriment en quel fief ou cẽſiue, & quelles charges elles doiuent. 116. b. 37. 205. a. 1. & 304. a. 34. tenus audiencer les contracts par eux receus & les faire ſigner, & de ce les ſommer, & en faire mention. 116. b. 47. faire regiſtre des contracts & actes. 117. a. 15. doiuẽt eſtre examinez par les Iuges & preſter ſerment auãt leur reception. 116. a. 47. mettre leur nom, ſurnom & ſeing manuel, dont ils entendent vſer. 116. a. 48. Par les Ord. du Roy Franç. 1. receuoient & paſſoient les cõtracts, demeurant la groſſe aux Tabellions, ſans qu'ils peuſſent entreprẽdre ſur les limites les vns des autres. 117. a. 40. Par Edict du Roy Henry 3. 1575. les Gardenottes ont eſté erigez en office & en vertu d'iceluy, les Notaires faits Notaires Gardenotes. 117. a. 50. ne peuuent demeurer en la terre des Seigneurs, & y paſſer inſtrumens. 117. a. 58. doiuent eſtre reglez par les Iuges Royaux pour leur ſtyl, ſalaire & vacation. 117. b. 8. Et Tabellions ayant fait & paſſé faux contracts, ſont punis de mort. 156. b. 6. & Sergens doiuent eſtre aagez de vingt cinq ans. 116. a. 1.

Notification & inſinuation des contracts ſe doit faire au Greffe des Iuriſdictions ordinaires Royales. 444. b. 4.

Noüalles. 350. a. 12.

Quand le Nouuel acquereur eſt tenu exhiber les titres anciens de ſes autheurs. 304. b. 7. quand il n'y eſt tenu. 304. b. 8. ayant pluſieurs titres, autant anciens & principaux les vns que les autres, eſt tenu les exhiber tous, ſ'il ne ſe reſtraint à vn ſeul, renonçant à la foy des autres. 304. b. 21. ſe doit purger par ſerment de la verité du contract. 304. b. 23. ayant acquis heritage à la charge du cẽs, ne peut preſcrire ledit cens. 431. a. 28.

Nouueaux acqueſts. 259. b. 42.

Nouuelleté. 372. b. 26. Celuy qui ſuccombe en matiere de Nouuelleté, doit eſtre condamné és deſpens, dommages & intereſts & amende arbitraire. 42. a. 8.

Nouendial. 174. a. 14.

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Nueſſe. 23. a. 28.
Voyez de Nullité n'ont point de lieu. 7. a. 75.

O.

OBliage. 321. a. 29.
Obligation perſonnelle eſt contractée par le moyen de la ſaiſine. 315. b. 12. faicte par l'vn des aſſociez eſt executoire contre l'autre. 600. b. 1. eſt innouée quand le creancier a attermoyé le debteur & ſtipulé intereſt de luy. 391. a. 51. de mortgage. 214. b. 15. paſſée ſouz ſeel Royal eſt executoire par tout le Royaume. 506. b. 36. de fief eſt indiuiduë. 175. b. 19. *non dandi ſed tradendi.* 175. b. 22.
Obligations d'où procedent. 502. b. 46.
Oeconome d'vn Egliſe ne peut chaſſer les fermiers. 242. b. 15.
Officiers venaux. 368. b. 1.
Officiers tenuz de faire reſidence continuelle. 111. a. 8. Du Roy ne peuuent faire les inuentaires contre la volonté des parties. 582. a. 5. en quel cas ils le peuuent faire. 582. a. 9. de Iuſtice doiuent principalement garder & obſeruer les feſtes. 101. b. 1.
Offres & conſignations ont leur effect a part & tel que les Couſtumes leur donnent. 448. a. 11. neceſſaires pour obtenir en retraict. 458. b. 41. & 459. a. 4. doiuent eſtre reiterez en cauſe d'appel. 459. a. 8. ne ſont requiſes lors qu'il y a cõſignation. 459. a. 12. de vaſſal doiuent eſtre pures & ſimples & non auec condition. 248. a. 36. offres ſans conſignation ſont ſuffiſantes, ſinon que le Seigneur ou ſes officiers veillẽt que le vaſſal conſigne. 248. b. 15. offres & ſommations ſe doiuent faire en temps & lieu opportun. 248. b. 31.
Oppoſans ſe peuuẽt faire ſubroger au lieu du pourſuiuant. 792. b. 26.
Oppoſant en tiers ne peut empeſcher l'eſtabliſſement de Commiſſaires. 787. a. 5.
Oppoſition pour debtes perſonnelles & hypotecques receuës iuſques à ce que le Decret ſoit leué & ſeellé. 792. b. 14.
Oncle & le neueu ſont en pareil degré. 739 a. 1. Grands oncles comme ſuccedent. Ibid.
Oppoſitions non receuës apres le decret. &c. 769. a. 46.
Ordonnances faictes contre les enfans contractans mariage ſans le conſentement de leurs Peres, Meres, Tuteurs, & Curateurs ſeront gardées. 8. a. 29. Par laquelle les biens des Baſtards appartiẽnent au Roy a defaut d'enfans, legitimes & ny a poſſeſſion au contraire ſ'il nya priuilege expres. 43. b. 55. ſçauoir ſi l'ordonnance corrige les Couſtumes eſtant generalle. 434. a. 5. & 9.
Ordre des Dignitez Françoiſe. 31. a. 45.
Oſculum. 571. b. 1.
Droict d'Oſtizes. 320. b. 29. 321. a. 22.
Droict d'Oublie. 321. a 35.
Tout changement de vaſſal faict Ouuerture. 267. b. 37. limitation. 267. b. 39.

P.

PAct ou Faculté de remeré. 501. b. 21.
Pactions reſolutoires. 444. a. 1.
Pactions de remeré. 444. a. 20. de n'aduantager leurs enfans les vns plus que les autres. 703. a. 20.
En Payement de cenſiues & rentes foncieres pour baux d'heritages, excedantes ſoixante ſols doiuent eſtre reduites & aualuées en eſcus au deſſous d'vn eſcu comme de Couſtume. 388. b. 23.
Payement de trois années dernieres conſecutiues fait preſumer des precedentes. 319. b. 15. de cens comme ce doit regler. 317. a. 33.
Pains d'Hoſtellage. 321. a. 5.
Panage, Pennage ou Parpage. 29. a 35.
Pairs & cõpagnons de la Cour. 282. b. 11.
Etymologie. 282. b. 21.
Parage. 192. a. 14. 222. a. 1. à qui appartient proprement. 222. a. 11. dure tant qu'il ſe peut nombrer & compter. 301. a. 1.
Παραγράφιον. 16. b. 29.
Παράλιλος. 156. a. 47.
Parciere. 353. a. 15.
Parçon de Formort. 579. b. 38.
Parcours, Procours & Entrecours. 2. b. 1.
Parens outre le dixieſme degré excluënt non ſeullement le fiſc: mais auſſi tout autre parent venant d'vne autre brãche. 53. b. 78.
Paris commune patrie de ceux qui ſont demourans au Royaume de France. 506. b. 2.
Parolles de delay. 28. a. 3.
Partage heredital ordonné aux filles en la ſucceſſion de leur Pere les biens duquel auoient eſté confiſquez. 36. b. 45. Et diuiſion preſumée entre freres ayans demouré ſeparement l'vn de l'autre par 10. ans 16. b. 9. faict par pere ou mere à ſes enfans. 756. a. 1. ſe faict par prouiſion. 759. b. 5.
Particulier en France n'eſt receuable a accuſer par vindicte animoſité quand les parens & parties intereſſées & le Procureur du Roy ſe taiſent. 152. a. 17.
Partie ciuile. 151. b. 17.
Partie formée. 151. b. 16.
Partie formelle par quelques Couſtumes ſe doit rendre priſonniere auec l'accuſé. 152. a. 15. n'a lieu qu'en certain cas. 152. a. 16.
Parties ſont tenuës affermer les faicts contenuz en leurs eſcritures & additions & ſe peuuent faire interroger ſur icelles reſpectiuement. 137. a. 48. ſont tenuës ſe purger iudiciellement du ſerment de Calomnie. 137. b. 4. contrahentes doiuent declarer leur volonté aux Notaires. 117. a. 1. ne voulans nommer vn conſignataire ou ne ſ'en pouuãs accorder le Iuge en doit nõmer d'office. 461. a. 26. demoure ordonné, ſ'il n'allegue cauſe iuſte de refus. 461. a. 27.
Partus ſequitur ventrem. 2. a. 42.
Paterna paternis, Materna maternis. 177 a. 31.
Droict de Patronage ſelon les Canoniſtes appartient à tous les heritiers & non à l'aiſné ſeul. 189. a. 1. des Egliſes ne ſe peut vendre par le droict. 436. a. 24. non ſuiet à preſcription. 436. a. 25.
Par le droict Canon, Patron Eccleſiaſtique eſt different du Patron lay. 69. a. 1. Eccleſiaſtique à ſix mois pour preſenter. 69. a. 4. Patron lay a quatre mois. 69. a. 10.
Patrons & dotateurs des Egliſes doiuent eſtre nourris par les Egliſes qu'ils ont fondées & dotées. 283. b. 43.
Pauureté iurée. 393. b. 15.
Peage. 57. b. 7. Aucun ne peut impoſer nouueau Peage, ſans le vouloir & permiſſion du Roy, dont la cognoiſſance en appartient au Iuge Royal. 57. b. 11.
Droict de Peage, Trauers & Barrage ſont droicts domaniaux & non ayde & ſubſide. 59. a. 30. Seigneur prenant Peage eſt tenu recompenſer la perte. 57. b. 19.
Pedagium. 57. b. 1.
Quelle peine y a contre les Perjures. 491. b. 66. Peines contre les Perjures arbitraires. 492. a. 5. Peine appoſée touchant le non payement du cens eſt domaniale. 417. a. 48.
Peine ancienne de ceux qui ſe tuent eux-meſmes. 157. a. 51. Curateur eſt donné au corps mort, & ſon procez fait, comme ſ'il eſtoit viuant, quand le cas le merite. 157. a. 68.
Peines de larcin ſont arbitraires en France. 138. a. 9. doit eſtre condamné à reſtituer la choſe deſrobée, auec amende arbitraire enuers le Roy ou Seigneur Iuſticier, & enuers partie ciuile. 158. a. 9.
Droict de Pellage 321. b. 6.
Phryſons ſont exempts du droict d'Aubaine. 47. b 14.
Φίλωμα, Φίλωσις. 295. b. 19.
Φυξικλα. 71. b. 21.
Pere doit rendre compte des biens aduentifs, & ne peut iceux aliener. 9. b. 18.
Pere & mere, ayeul ou ayeulle ſuccedent és choſes par eux données à leurs enfans decedans ſans enfans, & deſcendans d'eux. 171. a. 19.
Pere eſtant mauuais meſnager peut eſtre mis en ſon lieu vn autre tuteur, qui ſera eſleu par les parens. 633. a. 7. Eſt priué de la tutelle, ou du moins le bien eſt ſequeſtré & mis en main tierce. 633. a. 21. Combien qu'abſent, eſt touſiours preferable à la tutelle de ſes enfans. 633. a. 27. eſt plus tenu faire inhumer ſa fille, que n'eſt le mary. 549. b. 18. inhumée par vn tiers, le pere ou les heritiers n'ayant dequoy payer, le mary en eſt tenu *in quantum facere poteſt* 546. b. 13. Eſt tuteur legitime & naturel de ſes enfans qu'il a emancipez eſtans encor mineurs d'ans. 640. b. 21. ayant donné par contract de mariage quelques biens à ſon fils, les biens ainſi donnez ne ſont ſujets à confiſcation pour crime commis par le pere. 36. b. 37. Tenu de faire vne brieue deſcription des biens aduentifs de ſes enfans, non des fruicts. 9. b. 5. ladicte deſcription par vn Notaire en leur preſence, & deux amis cognus. 9. b. 11. ne doit ſucceder à ſon enfant decedant ſans hoirs, qu'és meubles & acqueſts ſeulemẽt, & non és propres ſ'ils ne ſont venus de luy. 171. a. 55. ne peut continuer la communauté auec ſes enfans du premier lict, ſouz pretexte de la declaration par luy faicte, par luy, qu'il entend icelle continuer. 578 a. 3. & 4. ne peut faire aucunes conuentions en fraude dudit droict d'aineſſe. 303. b. 17. eſt vn droict de nature. 303. b. 8. ou mere a les meubles de ſon fils deceedé ſans hoirs, procreez de leur chair, en pur gain. 715. b. 3.
Peremption d'inſtance diuerſement limitée par les Couſtumes. 140. a. 7. & 140. b. 10.
Permiſſion de l'Empereur Leon de hauſſer & enleuer ſa maiſon ſi haut que l'on veut, *modo ſit intra legitimum ſpatium.* 542. a. 26. reſtrainte à cent pieds. 542. a. 43.
Iuge inferieur refuſant on peut ſadreſſer à autre Iuge ſon ſuperieur qui baillera & octroyera vne permiſſion ſubſidiairement. 29. a. 19.

Celuy

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Celuy qui exploicte en vertu de mandement du Iuge ſuperieur n'eſt autrement tenu de demander permiſſion à l'inferieur, ſinon de courtoiſie & honneſteté. 29. a. 20.

Permutation ou eſchange des choſes dotales permiſe. 564. a. 6.

Permutation ſemblable à vendition. 468. a. 53.

Perot. 623. b. 6. & 8.

Perots differens du Tayon & Eſtalon. 623. b. 4.

Peſche de nuict defenduë en deux temps. 71. a. 58.

Droict & permiſſion de Peſcher és riuieres ſe doit donner par le Roy ou ſes Officiers ayans pouuoir de le donner. 71. a. 11.

Perpendre. 316. a. 1.

Perprinſe. 316. a. 8.

Perquiſition de meuble non neceſſaire. 778. b. 1. & 780. a. 1. fors quand il eſt queſtion de biens de mineurs. 775. a. 1. & 780. a. 20.

Perſonnes non receuable à faire deſadueu. 230. b 46. 47. 48. & 49.

Pigeõs ſ'ils ſont meubles ou immeubles. 370. a. 1. Pigeons & Poiſſons font partie de la maiſon. 183. b. 68.

Pignus. 413. a. 4.

Plaict. 280. b. 25.

Plaicts & cheual de ſeruice. 205. b. 1.

Plaine maintennë. 373. a. 29.

Plain poſſeſſoire. 373. a. 29.

Plainctes Iudiciaires. 39. a. 8.

Plect. 280. b. 25.

Plect de. 22. b. 7.

Plect de morte-main. 280. b. 30.

Plegement. 377. b. 1.

Pleger. 377. b. 3.

Plege & debteur obligé ſolidairement pour vne rente ſe peut faire deſcharger. 391. b. 10.

Pleges ou Cautions pour le dot defenduës par le droit. 619. b. 16.

Habitans de Poictiers ſont ſoubs la Baniere du Viconte de Chaſtel-heraud. 31. b. 40.

Poiſſon mis dãs vne foſſe ou eſtãg quelle eſt reputé. 365. a. 17.

Politor. 245. b. 8.

Pontenage. 4. a. 10.

Forme & qualité de poſſeder. 374. b. 46.

Poſſeſſion de l'vn des heritiers conſerue la poſſeſſion des autres heritiers. 719. a. 19.

Eſpeces de Poſſeſſion. 374. b. 3. & 16.

Trois eſpeces de poſſeſſions ſuffiſantes à ſaiſine. 375. a. 4. Royale. 13. a. 39. Reelle & actuelle doit eſtre publique & non clandeſtine. 445. a. 2.

Poſſeſſeur de mauuaiſe foy ne peut preſcrire par aucun temps. 421. a. 16.

Gens de Pote ou Couſtumiers oppoſez aux Nobles. 1. 28. ſont Nobles ou Couſtumiers. 1. a. 29.

Droict de Pourſuite. 2. a. 28. de ſuite. 2. a. 35. & 37.

Precaire qui eſt entre le Seigneur & le vaſſal eſt reputé & perpetuel. 180. a. 15.

Premeſſe. 437. a. 15.

Præſentes qui dicantur. 421. b. 4.

Longue vſance de Poſſeſſion, moyens de produire la Preſcription de l'exercice de la baſſe Iuſtice. 29. a. 65.

Par le droict Preſcription commencé en la perſonne d'vn deffunct, peut eſtre continuée contre vn mineur. 430. a. 13. doit obtenir lettres du temps qu'il a couru pendant ſa minorité. 450. a. 14. de droict ne court contre le mineur. 421. a. 25. d'vn an introduite pour les ouurages, menuës dentrées, façons de vignes & ſalaires de ſeruiteurs, n'empeſche que le creancier ne puiſſe deferer le ſerment à ſon debteur. 428. a. 7. Couſtumiere ou conditionnelle ne court contre les mineurs. 419. b. 7. n'a lieu entre le S. cenſier & non ſubject redeuable de cenſiue. 426. a. 16. comment eſt interrompuë. 436. a. 35. introduite pour les immeubles. 432. a. 32. ne court contre le S. F. 230. a. 40. Ordinaire contre l'Egliſe eſt de quarante ans. 435. b. 1. par quelques Couſtumes eſt de trente. 435. b. 4. En ceſte derniere Preſcription les gens d'Egliſe peuuent obtenir lettres du Roy pour eſtre releuez du temps qui a couru outre les trente ans. 435. b. 8. Contre l'Egliſe Romaine eſt de trente ans. 435. b. 38. d'Egliſe contre Egliſe de quarante ans. 435. b. 49. de cinq ans introduite en certains crimes. 433. b. 2. de trente ou quarante ans, de quel iour commence à courir. 435. a. 19. n'a lieu contre le Roy. 436. a. 30. En Preſcription de trente ans n'eſt requis eſtre poſſeſſeur de bonne foy. 424. a. 67. Eſt introduite en haine des pareſſeux & negligens. 424. b. 1. Es choſes incorporelles & non diuiſibles communes, la minorité n'empeſche que la Preſcription n'ait lieu tant qu'il y a vn des communs mineurs. 429. b. 31. Perſonnes exemptes d'icelle. 421. a. 27. *non valeti agere non currit Præſcriptio*. 429. a. 3.

Preſcriptions à quelle fin introduictes. 420. b. 1. Introduictes par les Couſtumes courent contre les mineurs & tous autres. 433. a. 1. Introduictes par les Edicts & Ordonnances Royaux, ne ſont oſtées par les Couſtumes. 435. a. 1.

Trois choſes neceſſaires pour vallablement Preſcrire. 421. a. 21.

Qualité de cens ſe peut Preſcrire. 182. b. 5.

Preſtations annuelles ſe Preſcriuent par trente ans. 425. b. 10.

Preſentations & Nominations des Offices appartiennent au vaſſal. 496. a. 1. & 6.

Preſſoüer cenſé & eſtimé immeuble. 363. b. 45.

Preſtres ont iuſtes cauſes de l'excuſer de tutelle. 642. a. 1. non Priuilegiez en leurs meubles eſtant queſtion de loüage de maiſon. 503. b. 8. & autres promeuz aux Ordres ſacrez ne peuuent eſtre executez en cas de crime ou condemnation, ſans degradation precedente. 151. b. 6.

Dire de Prud'hõmes ou de gens de bien. 233. b. 3. En cas de debat & difficulté pour la Preuention de Iuriſdiction, la prouiſion demeure au Roy, la diſpute eſtant entre le Iuge Royal & le non Royal, & entre Iuges Royaux à celuy qui a preuenu. 121. a. 15.

Comment on peut acquerir Preuention en matiere criminelle. 149. b. 11.

Priſons doiuent eſtre ſeparées du chaſteau en lieu propre & commode pour le Iuge. 20. a. 60. Priuilege de garde Bourgeoiſie octroyé aux Bourgeois de Paris par Charles V. & depuis confirmé par Charles VI. 627. b. 26. Octroyé aux Bourgeois de Paris pour le payement des droicts de cens. 319. a. 11. de la Fierte de Roüen ou de la Fierte de S. Romain octroyé à iceux qui portẽt le iour de l'Aſcenſion la Chaſſe dudict S. Romain. 34. b. 32. Exception du Priuilege. 21. b. 36. De ne payer aucunes tailles par les Nobles fort ancien, d'où tiré. 4. a. 14.

Prix comment ſe doit entendre. 308. b. 13.

Pro herede gerere quid. 716. b. 12.

Proclamations és fiefs pourquoy introduites. 253. a. 1. Leur effect. 253. a. 3. & 19.

In Gallia olim nullus per Procuratorem litigare poterat in regijs tribunalibus. 25. b. 1. Habitans n'ayans corps ne commune, ne peuuent conſtituer Procureur ſans le vouloir, congé & auctorité de leur Seigneur, & du Roy en ſon refus. 30. a. 1.

Procureur ſans Procuration n'eſt redeuable, & ce qui ſeroit fait par luy ne vaut. 114. b. 19. Procureurs comparans ſans procuration doiuent eſtre punis comme fauſſaires. 115. a. 6. doiuent mettre leur Procuration au Greffe, ſ'ils en ſont requis. 115. a. 7. ne peuuent ſe preſenter n'y occuper, ſans charge ſpecialle. 115. a. 8. de la Cour de Parlement ſont tenuz vuider toutes deſertions, folles intimations, fins de non proceder hors iugement par l'aduis de M. les gens du Roy, ou par expedient à peine de l'amende. 146. a. 70. ayant eu procuration pour occuper en la cauſe eſt tenu & contrainct comparoir en l'inſtance de l'executiõ des Arreſts ou Iugemens ſans nouuelle procuration. 115. b. 26. ſont tenuz faire regiſtre de tout ce qu'ils reçoiuent de leur parties. 115. b. 31. ne doiuent retenir les pieces deſdites parties ſous ombre de leurs ſalaires. 115. b. 49. doiuent ce faire deſcharger des ſacs les procez eſtans iugez dedans trois ans apres & en retirer quittãce. 115. b. 51. ne ſont receuz ne leurs heritiers à demander leurs ſalaires & vacations apres vn an ou deux au plus. 115. b. 53. ſe doiuent contenter des ſalaires moderez. 115. b. 55. ne doiuent par les Ordonnances prendre procuration ne charge ſans auoir memoires & inſtruction des parties. 115. a. 10. ne ſont receuz en matiere criminelle. 115. a. 61. ne peuuent faire pourſuite de leurs ſalaires apres vn an ou deux au plus. 428. b. 6.

Procureur du Roy ne peut faire faire les Inuentaires contre la volonté des parties. 582. a. 4. en quels cas il le peut. 582. a. 9. du Roy ou de Hauts Iuſticiers ſont tenuz nommer le denõciateur l'accuſé ayant obtenu Arreſt & iugement d'abſolution. 153. b. 19. En crimes notoires & publics par commune fame & renommée, ſ'ils ont faict la pourſuite de leur office ne ſont tenuz nommer le delateur. 153. b. 34. du Roy ou d'offices prennent concluſions criminelles ſur informations precedẽtes ſans peril de l'amende. 151. b. 21.

Prodigus. 8. a. 2.

Proditores. 157. b. 42.

Proëſme. 439. b. 31. Preſme. 445. a. 28.

Proiſme. 439. b. 32.

Profeſſion de Religion. 736. a. 1. de deux ſortes. 737. a. 1. expreſſe ou Tacite Ibid.

Profits de fief. 261. b. 15. Profits de fief ſe preſcriuent par 30. ans, ſ'il n'y a ſaiſie ou inſtance pour raiſon d'iceux. 100. b. 3.

Promeſſe de non retirer par retraict bonne & vallable. 489. b. 2.

Promoteur d'office : Procureur de Monſieur, Procureur Fiſcal, ou de Cour : Procureur d'office public ou de la ſeigneurie. 24. a. 19.

Mot de propre comment ſe doit entẽdre. 558. b. 31. Conuentionel. 367. a. 10.

Propres heritages. 369. a. 43. & 57. & 72. naiſſans. 712. b. 16. anciens. 712. b. 20. conuentionnels. 712. b. 21. doiuent retourner en la ſouche. 725. a. 18. 4. & 45.

Proprietaire ne peut rien faire au preiudice du S. F. ou Cenſuel. 339. a. 1. rentrant dans

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

l'heritage Cenſuel tenu payer les reparations & ameliorations. 342. b. 40. ou detéteur conſignant 3. années doit auoir mainleuée. 305. a. 56. de l'herirage ſaiſi ſe peut oppoſer à la ſaiſie, auquel cas il a main-leué en conſignant trois années du cens. 305. a. 27. ne ſoppoſant, la ſaiſie tient pour les années pour leſquelles elle a eſté faicte. 305. a. 28. monſtrant auoir payé les trois dernieres anneés conſecutiues doit obtenir non ſeulement par prouiſion: ains auſſi diffinitiuement auec main-leuée demoure quitte & deſchargé. 305. a. 29. limitation. 305. a. 31.

Proprietaire oppoſant doit eſtre adiourné à deux fius. 780. b. 6.

Proteſtatione conſeruatur ius proteſtantis. 7. b. 31.

Par le moyen des Proteſtations nos actions volontaires ſont limitées & prennent leur force & vigueur deſdites Proteſtations. 339. b. 47.

Prouiſion eſtant adiugée la cauſe n'eſt plus ſommaire. 145. b. 29. adiugée auec enfans d'vn Aubain nez en France ores que leur pere fuſt decedé en pays eſtranger. 47. a. 72.

Publication d'Enqueſte introduicte en toutes cours en matiere ciuile: fors en la Cour de Parlement. 138. a. 3. ſera gardée en toutes Cours. 138. a. 4. & 759. b. 34. Apres publication d'Enqueſte l'on n'eſt receu a produire nouueaux teſmoins. 138. a. 6. Comment ſe doit entendre. 138. a. 7. faute de Publication ſelon aucuns rẽd le procez nul. 137. b. 36.

Puiſſance paternelle n'eſt auec autant de liberté que celle des Romains ou des Prouinces, qui ſe regiſſoient ſelon les loix Romaines. 6. a 16. Ceux d'Aquitaine ont vſé du droict de puiſſance paternelle ſur leurs enfans. 6. a. 12.

Q.

QVarantaine. 174. b. 8.

Queſte. 316. a. 10. droict de Queſte és quatre cas. 280. a. 24.

Quictances en nombre de trois preſuppoſent payement des precedentes années. 305. a. 40.

Quictement faict par le detenteur ou poſſeſſeur les deſcharge des rentes ou redeuances dont leſdits heritages ſont chargez. 381. b. 21.

Quint naturel & Couſtmier. 189. b. 20. viager ou heredital. 187. b. 15. & 23. & 189. b. 7. à vie. 187. b. 6. datif. 187. b. 10. ne peut eſtre chargé de charges perſonnelles: ains ſeulement des reelles foncieres. 189. b. 3. Il eſt permis aux puiſnez de prẽdre leur Quint comme la legitime *in corporibus hæreditariis.* 189. a. 26.

Quint denier n'eſt deu pour terre de la ſucceſſion baillée à la fille pour la ſomme promiſe en mariage, meſmes pour partie d'icelle ameublie. 213. a. 9. en quel cas eſt deu. 206. b. 46. Que ceſt. 206. b. 46.

Droict de Quintaine. 41. b. 47.

Quinte d'Angers. 97. b. 22.

R.

RAchapt. 233. a. 1. droit de Rachat ou Relief. 218. b. 8. rencontré 277. b. 1. En ligne directe par la Couſtume generale de France n'eſt deu Rachat. 169. a. 53. ſeulement deu en ligne collateralle. 169. a. 54. Droict de Rachat ou profit de lots & vẽtes n'eſt acquis au S. F. ou cenſuel, ſinon en cas d'alienation. 280. a. 8. n'eſt deu en mutatiõ de pere à fils, de frere à frere: *Secus* quand le fief eſt venu de l'ayeul au petit fils. 219. b. 18. doit eſtre payé par le proprietaire, & non par l'vſufruictier 69. a. 50. Rachats, Quints, lots & ventes, & ſemblables droicts ſont fruicts. 200. b. 39. par quelques Couſtumes en donation eſt deu Rachat, ſoit entre-vifs, ſoit par teſtament. 268. a. 58.

Ramage. 445. a. 37.

Rappel doit eſtre par eſcrit. 751. a. 34.

Rapport & Denombrement. 175. a. 10.

On n'eſt receu à dire aucune choſe contre le Rapport des Iurez: ains ſe faut inſcrire en faux. 529. b. 5. Eſtat de Conſeiller de la Cour non ſuject à Rapport. 704. a. 49. a eſté ſuject à Rapport. Ibid. 57. choſes données en ligne directe ſujettes à Rapport. 702. a. 7.

Rapport fondé ſur l'egalité. 704. a. 3. 6. & 9. n'a lieu entre eſtrangers. 704. a. 17. en ligne collaterale. 705. a. 14.

Rapt eſt de Haute Iuſtice. 21. a. 66.

Rapporteur de ſaiſies & criées en chacun ſiege Royal erigé en tiltre d'Office. 789. a. 2. ſupprimé 789. a. 5.

Reblandir & retirer ſon adueu & denombrement. 176. a. 6.

Reblandir le beſtail prins en dommage. 176. a. 19.

Reblandiſſement. 176. a. 14.

Recelant le vray prix doit perdre l'heritage. 13. b. 31.

Reception des lots & ventes faictes par le Receueur du S. du fief, empeſche le retraict feodal. 204. a. 1.

Reclain. 39. a. 5.

Reconduction tacite n'eſt preſumée és maiſons de villes & fauxbours. 298. b. 9. A Paris le Locateur ne faiſant ſortir le cõducteur de ſa maiſon apres le loüage finy y a tacite Reconduction pour trois mois. 398 b. 20. n'emporte execution, ſ'il n'y a clauſe expreſſe ou contract. 401. b. 66.

Reconuentions licites par le droict. 384. b. 23. ſe doiuent intenter par deuant meſme Iuge. 384. b. 31. n'a lieu en certains cas. 384. b. 53. n'eſt receuë en France ſans lettres, & comment. 385. a. 11. Comment a lieu par la Couſtume de Paris. 385. a. 19. doit auoir lieu quand elle eſt prealable, & ſe doit premierement decider. 385. a. 21. pour vne meſme choſe, & entre meſmes perſonnes doit auoir lieu. 385. a. 22. permiſe de droict naturel, ciuil & canonic. 385. a. 23. Eſt exception & defenſe du defendeur. 385. a. 24. Difference entre Compenſation & Reconuention. 385. a. 4.

Recreance. 373. a. 26 à qui doit eſtre adiugée. 373. a. 27.

Peine du propoſant cauſes de Recuſation fauſſes. 126. a. 4.

Regain. 85. b. 6.

Releuoiſons à plaiſir. 317. a. 5.

Serf fait Religieux ſans le vouloir de ſon Seigneur, qui l'endure deuient ſerf de ſon ſuperieur. 11. b. 31.

Religieux & Moines ne peuuent ſucceder és Fiefs. 296. a. 8.

Ou Religieuſes ne peuuent ſucceder. 259. b. 48. & 736. a. 27.

Ne peuuent acquerir aucuns fiefs ou terres nobles ſans danger de commiſe. 260. a. 6.

Peuuent eſtre executeurs teſtamentaires. 695. b. 24.

Quod in Religionem diuinam committitur in omnium fertur iniuriam. 34. b. 14.

Relief. 233. a. 1.

Relief de Quint denier non deuz pour vne meſme choſe enſemble. 268. a. 56.

Relief quand eſt deu ou non. 268. a 52. n'eſt deu pour partage. 169. b. 17. Par mutation du ſeigneur dominant ne change en rien le fief qui en depend, & n'eſt deu aucun Relief. 256. b. 1.

Relods. 309. a. 1.

Rembourſement en retraict doit eſtre faict entierement. 462. a. 27. ne vaut faict par ſimple offre & proteſtation entre deux concurrens. 462. a. 27.

Porteurs de lettres de Remiſſion doiuẽt eſtre oüys de nouueau, & leur procez fait & parfait. 164. a. 1.

Doiuent preſenter les lettres de Remiſſion à genoux, nuë teſte. 164. a. 7.

Ne vallent trois mois apres la datte d'icelles. 164. a. 14. doiuent eſtre addreſſées aux Cours ſouueraines, ſi les perſonnes ſont nobles ou aux Iuges ordinaires ſi elles ſont non nobles. 164. a. 18. ne ſeront enterinées ſans oüyr les Aduocat & Procureur du Roy. 164. a. 27. ne doiuent eſtre baillées, ſinon celles *qui ſont de Iuſtice.* 164. a. 32. & pour les cas ſeulement meritans peine corporelle. 164. a. 38.

Remploy dont n'eſt parlé ou conuenu par contract de mariage, eſt reputé meuble. 564. a. 19.

On peut Renoncer aux priuileges introduits en ſa faueur. 489. a. 31.

Renonciation aux ſucceſſions de pere & mere quand eſt bonne. 751. b. 1. faicte par le Tuteur ne vaut ſans aduis des parens. 752. a. 47. comme ſentend. 754. a. 20.

Renonciation faicte entre les mains du Sergent n'eſt ſuffiſante. 144. b. 2. doit eſtre faicte à partie & ſignifiée auquel cas il ſuffit ſans aller au Greffe. 144. b. 2.

Renonciation & deguerpiſſement d'heritages ſe doit faire en iugement. 382. a. 41. ne ſuffit la faire és mains du Sergent executeur. 382. a. 46.

Renonciations faictes aux Greffes doiuent eſtre inſerées par le renonçant au pied de l'acte & appoinctement, dont il ſ'eſtoit porté pour appellant. 144. a. 40.

Rente. 238. b. 1. volage. 406. b. 62. 455. a. 14. volant. 406. b. 62. volant & courant. 406. b. 63.

Rente conſtituée à prix d'argent. 407. a. 1. ſeche. 241. b. 16.

Rente fonciere. 407. a. 2.

Quatre eſpeces de Rente fonciere. 487. a. 2. Reputée en aſſiette de terre. 354. a. 19. crée par bail & licitation d'heritages eſt reputée fonciere. 407. a. 4.

Fonciere peut eſtre ſeigneuriale & feodale. 407. a. 5.

Fonciere ou proprietaire differente de la Rente rachetable & conſtituée à prix d'argent. 238. b. 3.

Eſt de bail d'heritages ainſi que le cens. 238. b. 8.

Differente du cens en quoy. 238. b. 10.

Doit eſtre racheté en meſmes eſpeces qu'elle a eſté conſtituée. 411. b. 45.

Inſtrument de Rente faicte apres vn engagement ou conduction, fait preſumer le contract ſimulé. 483. b. 7.

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

Rentes conſtituées à prix d'argent à la charge deſquelles aucunes venditions volontaires ou adiudications par decret ont eſté faictes ſont reputées faire partie du prix : & en ce cas ſont deuz lods & ventes aux Seigneurs cenciers & fonciers. 314. a. 17. A touſiours rachetables. 425. a. 1. n'a preſcription lieu en icelles. 425. a. 6. en certaines eſpeces & rachetables en pareilles eſpeces en quel temps ſe doit prendre la valeur deſdites eſpeces. 411. b. 25. ſont eſtimées immeubles. 454. b. 21. & 455. a. 15. comment ſe doiuent acheter. 455. a. 19. diuerſement reputées par les Couſtumes. 367. a. 13. ſe doiuent racheter pour le tout & non pour partie. 414. b. 22. Conſtituées eſtans au denier dix doiuent eſtre reduites à raiſon du denier douze ou quinze. 455. a. 20. ſont reputées vſuraires eſtans conſtituées à moins qu'au denier dix. 455. a. 22. Conſtituées en bled doiuent eſtre reduites au denier douze tãt pour les arrerages deuz que pour le payement qui ſ'en doit faire. 408. b. 1. & 354. a. 61. au denier 25. ou de vn pour 30. non comprinſes ſoubs le nom de rentes volans. 408. b. 2. volantes où il n'y a ſpecial hypotheque ſont meubles. 367. b. 5. faculté de racheter non ſujette à preſcription. 425. a. 13. Rentes à vie qu'elles ſont reputées. 367. b. 64.

Rentier. 407. a. 6.

Il n'y a renuoy au Iuge ſubalterne, l'obligation, où contract eſtant paſſé ſoubs ſeel Royal. 512. b. 5. requis par le ſujet conioinctement auec le Seigneur qui le vindique doit eſtre ordonné. 149. b. 4. n'a lieu apres conteſtation. 121. a. 9. En cas de debat Renuoy eſt faict prouiſion par deuant le Iuge Royal, ſans preiudice des droits des parties en autre cauſe. 121. a. 18.

Reparation ou Intereſt ciuil à qui ſe doit adiuger. 597. a. 18. Deffunct ayant delaiſſé femme & enfans, les enfans ont les deux tiers de la reparation adiugée & la femme le tiers. 597. a. 23.

Repreſentation comme a lieu. 720. a. 10. fauorable. 721. a. 14. à lieu quand deux choſes concurrent. 724. b. 28.

Peine conſtituée pour chacun faict de Reproche calomnieuſement propoſé non verifié. 139. a. 23.

Defences de fournir Reproches auant la publication d'Enqueſte. 138. b. 43.

Reproche iniurieuſe. 139. a. 4.

Requart. 209. a. 15.

Requint. 207. a. 2.

Reſciſſion de Contracts ſe doit pourſuiure dedans les dix ans. 397. b. 52. d'outre moitié de iuſte prix n'a lieu en choſe mobiliaire. 397. a. 1. à lieu en meubles precieux de grande valeur. 397. a. 14. Cas eſquels n'a lieu. 397. b. 47. Deux cas eſquels reſciſſion de contract à lieu contre le ſucceſſeur ou acquereur ſingulier. 397. b. 41.

Reſpit. 205. a. 23. 386. a. 11. vn iour de Reſpit vaut cent ſols. 388. a. 15. eſt introduit de droict. 386. b. 4. Lettres de Reſpit. 386. a. 11. & b. 2.

Reſponſes de verité ſur articles pertinẽs ſe doiuent faire en perſonne & non par Procureur ou par eſcrit pardeuant le Iuge de la cauſe. 137. a. 59.

Reſſort. 101. b. 11. Droict de Reſſort. 101. b. 15.

On n'eſt reſtitué contre vn decret quand il y a dix ans. 777. b. 23.

Temps de Reſtitution, contre promeſſe Obligation ou vente de quel iour ſe prend. 397. b. 35. temps de guerre & autres iuſtes empeſchemens non comptis és dix ans de Reſtitution. 397. b. 36.

Droict de retention pour les alimens. 514. a. 23.

Droict de Retenuë cenſuelle & feodalle ſe preſcript par 30. ans. 182. b. 19. les lettres d'acquiſition eſtãt exhibées ſe preſcript par 40. ans. 182. b. 22. eſt Seigneurial. 339. b. 58. Introduict contre aucunes loix de droict. 340. a. 1. ou retraict feodal ſe peut vendre ou autrement ceder & tranſporter par le Seigneur. 297. b. 4. feudale n'eſt reputée en fruict & reuenu ordinaire, mais en droict inherent & annexé à la Feudalité. 200. b. 31. le Roy a droict de Retenuë. 299. b. 1. comment. 299. b. 4.

Retiers Reſixieſme. 309. a. 15.

Retraict introduict en faueur du lignage & pourquoy. 458. a. 1. ou eſtably pour la Conſeruation des familles. 446. a 23. & 446. b. 7. heritages retirez en vertu d'iceluy demeurẽt propre au retrayãt & ne chãgent de qualité. 458. a. 23. & b. 8. eſt acqueſt par quelques Couſtumes. 458. b. 9. de ſoy fort odieux. 446. a. 13. Quatres ſortes de Retraict. 481. b. 3. trois ſortes ſeulement. 481. b. 14. Retraict de mydenier. 474. a. 2. Retraict de premeſſe. 445. a. 19. action de Retraict quelle eſt 48. b. 36. Droict de Retraict lignagier fort ancien. 437. a. 9. de Retraict plus eſtroict que le droict d'hoirie. 471. b. 1. de Retraict feodal ou retraicte feodalle ſe peut vendre, donner, ceder, ou autrement tranſporter. 499. a. 9. lignagier introduict en tous pays meſmes de droict eſcrit. 481. b. 49. lignagier à lieu tant en venditions volontaires que neceſſaires. 473. a 28. comment ce doit entendre. 473. a. 33. à ſeulement lieu contre les eſtrangers de la ligne dont procede l'heritage. 446. b. 1. N'a lieu ſi pendant l'an l'acheteur n'eſtant de la ligne reuend a vn parent lignagier. 446. b. 2. en vente de couppe de bois de haute Fuſtaye y a retraict 482. a. 13. & 21. Reputé fainct & ſimulé le Retrayant ayãt emprunté auparauant que de retirer, & apres vendu ce qu'il auroit retiré à plus grands pris qu'il n'auoit eſté vendu par la premiere vẽte. 492. b. 2. lignagier & feodal peuuent auoir lieu par concurrence. 450. b. 23. Entier d'vn heritage entier adiugé a l'aiſné ſeul. 463. b. 5. lignagier n'a lieu és baux faicts à longues années 472. b. 63. n'a lieu outre le ſeptieſme degré. 479. a. 270. n'a lieu en pur & vray eſchange. 468. b. 56. Autres cas eſquels n'a lieu. 482. a. 23. n'eſt eſtainct par la repudiation de la ſucceſſion paternelle. 466. b. 9. lignagier ou feodal n'a lieu en pur don. 482. b. 2. An du Retraict lignagier de quel iour commence à courir. 434. a. 40. Pour les fiefs. 437. a. 53. Pour les Rotures. 437. a. 54. Eſt peremptoire. 437. a. 57. comment. 437. a. 59 En vendition faicte par vn mineur & par luy ratifiée ayant attainct l'aage de xxv. ans de quel temps ſe doit prendre l'an & iour. 437. a. 70. ne commence à courir que du iour de la ratification. 437. b 13. & 19. du iour de la poſſeſſion reelle & actuelle. 440. b. 13. en matiere de Retraict faut conſiderer les deux lignes ſoit du Pere ou de la Mere ſans auoir eſgard au double liẽ. 444. a. 39. on ne peut empeſcher ce qui eſt de clair & liquide. 451. b. 1. en feodal. ou conuentionel ou n'eſt tenu retirer le tout. 489. b. 17. En matiere de retraict la Couſtume des lieux ou l'heritage eſt ſitué doit eſtre ſuiuie. 486. a. 7. & 9. En retraict cõuentionnel de quel iour l'acquereur doit faire Reſtitution des fruicts en cas de refus par luy faict. 450. a. 19. Conditions & qualitez requiſes en Retraict lignagier. 454. b. 28. Couſtumes diuerſes pour le temps d'iceluy. 437. a. 22. ſont reglez comme ſucceſſions. 446. b. 12. 447. b. 2. 461. b. 8. & 462. a. 16. Conuentionnel à quelle fin eſt introduit. 501. b. 1. Retraict par puiſſance de fief. 200. a. 2. pourquoy inuenté. 200. a. 7. en quelques choſes à lieu. 200. a. 35. feodal d'où a pris ſon origine. 200. a. 1. pourquoy inuenté. 200. a. 7. En permutation droict de R. feodal n'a lieu. 297. b. 15.

Retraicte lignagere. 437. a. 14.

Retrayant cõdamné rembourſer en meſmes eſpeces contenuës au contract ou le pris de ce qu'elles pouuoient lors valoir. 488. b. 23. l'imitation. 489. a. 9. & 13. tenu rembourſer argent au cours de la mõnoye vſuraire. 489. a. 18. Et vendeur tenuz iurer en eſtans requis par l'acheteur ſur lequel le retraict eſt faict. 491. b. 47. peut retirer en partie d'vn adiudicataire ce qui eſt ſujet à Retraict. 489. b 14 receu à rebourſer le ſort principal, fraiz & loyaux couſts d'vn contract portant vente, & non de la vente faicte puis apres par decret. 473. a. 55. tenu rembourſer les despens des baſtimens faicts par l'acheteur en la choſe retraicte. 471. a. 13. n'eſt tenu que payer ce qui a eſté payé pour la choſe achetée. 471. a. 14. doit venir dans l'an. 437. a. 25. & 32. lignagier par toutes Couſtumes de France eſt preferé au S. F. voulant vſer du droict de retenuë. 200. b. 40. apres les offres & conſignations peut ceder ſon droict. 499. a. 6. declaré receuable à retraire vne maiſon baillé à bail de rente & payable par chacũ an à vn tiers. 355. a. 9. Lignagier doit faire offres telles qu'elles ſont ſpecifiées par les Couſtumes des lieux. 458. b. 23. lignager comment gaigne les fruicts. 447. b. 12. & 448. a. 7. peut requerir que l'acheteur declare ce qu'il a payé des droicts ſeigneuriaux. 448. b 34. En concurrences de Retrayãs lignagiers, Couſtumes des lieux doiuent eſtre conſiderées. 461. b. 26. precedent en heure eſt preferable. 461. b. 33. l'imitation. 461. b 38. Concurrens en meſme iour & heure par adiournement plus prochain en degré preferable. 461. b. 50. chacun à ſa part & portion egale. 462. a. 11. aiſné ou plus ancien preferable au puiſné maſle à la femelle. 462. a. 13.

Pendant l'an & iour l'acquereur de choſe ſujette à retraict n'eſt cenſé ne tenu Seigneur incommutable. 471. a. 1. peut auant l'adiournement prendre & percenoir pendant ledict an & iour en temps & ſaiſon commode les fruicts de la choſe ainſi par luy acquiſe. 471. a. 6.

Reuentes. 309. a. 14.

Reuentons. 309. a. 3.

En matiere de compte l'accord de Reuiſion comment ſe doit entendre. 645. a. 12.

Reuiure. 85. b. 6.

Rodage. 59. b. 2.

Romains ſouloient donner à leurs femmes les clefs de la maiſon, & pourquoy. 568. a. 6. faiſans diuorce d'auec leurs fem-

Source : BIU Cujas

mes leur ostoient lesdictes clefs. 568. a. 7.
Rompers. 350. a. 1.
Roturiers par quelques Coustumes tenuz vuider leurs mains des Fiefs par eux acquis. 259. b. 3. Par autres Coustumes leur est loisible & à quelle charge. 259. b. 5. Achetans fiefs nobles ne sont pour ce annoblis ny mis au rang & degré des nobles. 259. b. 6. Chacun est presumé Roturier, s'il n'appert du contraire. 1. a. 33.
Roüage. 55. a. 39.
Roucin de seruice. 276. b. 19.
Droict du Roy és fiefs en quoy consiste. 260. b. 6. droict du Seigneur. 260. b. 8.
Le Roy à Preuention sur ses sujets. 149. b. 9. pretend par tout la succession des Bastards. 43. b. 1. seul peut legitimer. 44. a. 24. seul peut amortir. 289. b. 8. Est souuerain de tous les Vassaux & Arrierevassaux de France. 246. b. 35. cognoist de tous Contracts faicts soubs seel Royal. 21. b. 1. En cas qu'il y ait submission à toutes autres Cours en a la cognoissance par Preuention. 21. b. 1. & 2. seul peut saisir les Arrierfiefs de son vassal. 168. a. 18. peut affranchir les Mortaillables & de main-morte, au preiudice du S. direct. 11. b. 51. & 52 n'a point de despens & n'est condamné és despens. 22. b. 55. ayant le bail des mineurs est tenu d'entretenir leur manoirs & seigneuries en bon estat. 638. a. 15. n'est tenu reparer ce qui se perd és biens du mineur par cas fortuit. 638. a. 17. est tenu les nourrir pour les heritages qui sont en garde & non pour autres. 638. a. 19. à droict de marier les filles qui sont en sa garde. 638 a. 20. faict les meubles & fruicts des mineurs siens. 638. a. 23. Vend les bois commencez à vendre par les parens des enfans estans en bail. 638. a 23. paracheue les ventes desdits bois & en a les deniers. 638. a. 25. A luy seul appartient la succession de l'Estranger ores que naturalizé s'il meurent sans enfans. 47. a. 53. Anciennement a luy seul appartenoit donner Graces à plaidoyer par Procureur & lettres d'Estat en & par tout son Royaume. 35. b. 8.

S.

Saisie feodale estant delaissée par le laps de trois ans par le Seigneur de fief, sans en faire poursuite contre les Commissaires est estimée perie. 216. b. 13. Preferée à tous autres. 164. b.
Saisie. 287. a. 1. n'est exploict de Iurisdiction : ains exploict domanial. 168. a. 1. Conserue le S. F. en ses droicts & empesche en ce cas la prescripsion, le Vassal estât depossedé par le moyen de ladicte saisie. 180. b. 9. Faicte sur quelques heritages declarée bonne & valable à faute d'auoir exhibé par le proprietaire & detenteur les tiltres. &c. 304. b. 30. de biens vacans pourquoy introduicte. 507. b. 1. est reputée nulle s'il ny a Commissaires establis. 175. b. 29. Saisies generalles sans expressiõ de cause sont nulles & abusiues. 168. b. 25. ou le Seigneur n'a aucune Iurisdicton se doiuent faire en vertu de commission de de Iuge competent. 165. a. 9. doiuent estre faictes par voye de Iustice ordinaire & non d'auctorité priuée ou voye de faict. 165. a. 10. faictes par le S. F. sur les fruicts du Vassal parauant les 40. iours sont tortionnaires & suiettes à tous despens dommages & interestz. 165. a. 20. en saisie de biens vacans, où il y a concurrence de seellez, par qui doit estre fait l'inuentaire. 507. b. 43.
Pendant la Saisie faicte par le S. F. n'est ledict S. F. tenu acquicter les rentes, charges ou hypothecques non infeodées, constituées sur le fief par son vassal. 215. a. 1.
Saisies & criées comme se pourront faire. 767. a. 1.
Saisine. 343. b. 1. comment se fait. 344. a. 2. est acquise par an & iour. 372. b. 17. que l'vsufruictier a en la chose ne profite en rien à son heritier contre le proprietaire. 375. a. 24.
Pour acquerir vraye Saisine & obtenir en matiere possessoire ce qui est requis. 373. a. 2. de quel iour il faut compter. 373. a. 5. apres l'an complaintes ne sont receuës. 373. a. 5.
Saillies & osteuens defendus. 542. a. 54.
Salaire des Medecins & Apoticaires fort priuilegiez & preferez aux precedés creanciers 427. a 9. marchent en mesme rang que les frais funeraux quand il est question de l'ordre de priorité ou posteriorité en fait de criées. 427. a 10.
Saluations. 138. b. 45.
Sects. 24. b. 21. 24. b. 22.
Seel de Paris, Orleans, Montpellier, attributif de Iurisdiction. 21. b. 3. tout seel n'est attributif de Iurisdiction selon aucuns. 120. b. 2. & 21. b. 2.
Deux sortes de Seigneurs. 239. a. 2.
Seigneur peut proceder par arrest & saisie sur les fruicts pendans pour l'amende. 318. b. 8. preferé aux parens collateraux du serf. 14. a. 55. vtile ne peut rien faire au prejudice du direct. 329 a. 5. Comment se doit entendre. 339. a. 5. Chastelain. 32. b. 32. ayant requis son suject auant contestation, encores qu'elle soit depuis faicte par le sujet y a Renuoy. 121. a. 11. ayant poursuiuy l'acquereur aux fins d'exhiber ses lettres d'acquisition, pour estre payé de ses droicts, ne peut plus vser de Retenuë feodale ou censuelle 304. b. 4. Abusant de sa Iustice doit estre priué du droict d'icelle. 29. b. 4. descouurant l'intelligence & collusion des vendeur & acheteur, ou simulation de contracts est tousiours receuable à vser de son droict de retenuë du iour de la descouuerte, & vendre & ceder son droict à vn autre. 297. a. 17. iusques à quelle raison peut tailler ses gens. 10. a. 41. ayant Iustice sur les Nobles & autres Seigneurs sur les Roturiers : le Roturier encores qu'il tienne & possede terres Nobles, doit estre iusticié par le Iuge des Roturiers. 259. b. 11. peut Saisir pour vingt neuf années d'arrerages à luy deuës. 305. a. 26. ou Receueur & Procureur d'iceluy receuant le cens sans parler de l'amende, semble l'auoir remise & quictée. 318. b. 6. donnant liberté à son serf, ne peut le serf s'exempter de payer les rentes & deuoirs qu'il doit. 11. a. 27. n'est receu apres le temps de quarante iours à blasmer le denombrement. 175. b. 61. n'est teuu acquicter les rentes ou charges non infeodées, *Secus* s'il les a infeodées. 215. b. 4. Direct. 260. b. 51. Vtile. 260. b. 55. Emphyteutique. 310. b. 3. peut contraindre son vassal d'exhiber ses contracts. 263. a. 15. ne peut sans Saisie precedente, leuer les fruicts à son profit. 167. a. 4. doit preallablement notifier sa saisie, & declarer sa volonté pour le gain des fruicts. 167. a. 5. exploicte en pure perte au prejudice de son vassal. 266. b. 17. non tenu de diuiser sa rente ou son cens. 378. b. 14. ne peut de son auctorité declarer le fief acquis & confisqué, & en priuer le vassal, sans les solemnitez requises, & consentement du vassal. 295. b. 1. foncier distingué du censier. 304. a. 1. foncier n'a droict de censiue. 304. a. 59. Feodal voulant que les arrierefiefs soient saisis auec le fief principal les doit specialement & actuellement saisir. 242. b. 57. Estant appellé en Iustice par son vassal, est tenu precisément declarer pour quelles causes il entend auoir saisi & soustenir sa saisie. 216. b. 19. Decedé & ayant delaissé sa femme enceinte, la foy & hommage se doit faire sous le nom du ventre au curateur donné pour cest effect. 581. b. 45. doit bailler main leuée à son vassal si tost qu'il a baillé son denombrement, & purgé sa demeure. 176. b. 1. Combien qu'il vueille debattre l'Aduеu & denombrement doit bailler main leuée, au moins pour le regard de ce qui est accordé. 176. b. 6. Blasmant l'aduеu de son vassal, s'il est requis de bailler par declaration ce qu'il pretend estre tenu de luy, d'auantage est tenu le declarer. 176. b. 27 faisant saisir generalement à faute d'homme foy & hommage non faict, n'est tenu autrement declarer par le menu les causes de la saisie. 163. b. 28. Achetant de son vassal fief mouuant de luy, tel Arrierefief deuient au S. superieur de l'acheteur plein-fief. 262. a. 1. ayant faict saisir le fief de son vassal à faute de foy, hommage & deuoirs non payez, encores qu'il vende ledict fief, & que l'acquereur ait receu depuis la saisie ledict vassal à foy & hommage, si le vendeur s'est reserué le droict de saisie, il peut continuer & poursuiure icelle, & ne se contenter de l'action. 164. b. 20. peut ioüyr & exploicter par ses mains, encores que parauant il eust faict saisir & establir commissaires au regime du fief saisi. 165. a. 18. ne peut saisir les Arrierefiefs mouuans de son vassal. 168. a. 12. peut proceder par saisie feodale pour auoir le quint denier à luy deu és cas, esquels il a lieu, ou bien le droict de Relief & Rachat. 240. b. 11. ne peut estre contraint de receuoir ses deuoirs & profits par parcelles. 265. a. 31. pour felonnie perd son hommage & droict de fief. 295. b. 25. & 28. Est preferable aux creanciers saisissans, iaçoit que sa saisie soit posterieure. 164. b. 40. n'est tenu faire veuë à son vassal ce requerant. 133. a. 6. doit faire signifier à son vassal la saisie & la cause. 168 b. 9. refusant de receuoir son vassal, doit le vassal se faire receuoir par main souueraine. 264. b. 29. quand il blasme le denombremẽt & aduеu. 175. b. 65. ne peut preserire par quelque temps que ce soit les heritages qu'il tient à faute d'homme, droicts & deuoirs non faits, & non payez. 181. b. 8. Censier peut par les Officiers de sa Iustice fonciere proceder par voye d'arrest ou brandon. 304. b. 38. foncier n'ayant telle Iustice ne peut vser de telle saisie ou arrest. 304. b. 39. vsage contraire par Ordonnance du Roy Charles 1563. 304. b. 43. Censier par quelques Coustumes à faute de payement ou de tenancier se peut addresser à l'heritage suject à sa censiue. 342. a. 14. se peut faire payer par trois voyes. 315. a. 3. ne peut proceder par arrest & saisie, sinon par le moyẽ de sa Iustice fonciere, & Sergent qu'il a en icelle ou par commission

Indice des Annotations.

cõmiſſion du Iuge. 305. a 11. Cenſier eſt auſſi Seigneur Foncier. 304. a. 68. ou Rentier ayant faict ſaiſir pour les arrerages par luy pretenduz fors ceux des trois dernieres années à luy payées par l'acquereur des terres eſt declaré non receuable, mal ſaiſi bien oppoſé. 305. a. 34. outre la gagerie peut faire proceder par voye de ſaiſie & arreſt. 319. b. 12. Payé des arrerages par vne voye ne peut reprendre l'autre. 319. b. 13. Cenſuel pretendant doubles ventes ſur ſon ſujet Cenſier doit faire apparoir au nouuel acquereur que luy ou ſes aucteurs ont recogneu leſdictes ventes doubles. 313. b. 14.

Seigneurs d'Aleu tenus exhiber leurs titres quand le Procureur du Seigneur le requiert. 258. b. 5. pretendans Peage ſur la Riuiere de Loire condamnez à la nettoyer & ballizer au lieu où ils leuent leſdicts droicts. 58. a. 3. Iuſticiers doiuent purger leurs terres des mal faicteurs & gens mal viuans à leurs deſpens. 22. b. 19. feodaux peuuent eſtre contraincts dõner ſouffrance aux mineurs ſelon les aages deſignez. 328. b. 38 plaident ſaiſis fils ne ſont deſaduoüez formellement. 286. b. 49. doiuent faire faire leur ſaiſie par auctorité de Iuſtice. 342. a. 53. Prenans peage doiuent reparer les chemins. 57. b. 69. tenuz entretenir en bonne & deuë reparation les ponts, chemins & paſſages. 58. a. 1. Entre pluſieurs Seigneurs Feodaux d'vn meſme fief dominant les lettres d'aduen & denombrement à qui ſeront delaiſſées. 178 a. 1. Deux Seigneurs debatans vn fief dont l'vn ait ſeulement ſaiſi le debat n'empeſche l'adiudication des fruicts en pure perte au profit du Seigneur ſaiſiſſant qui doit obtenir. 165. a. 11. Quelques Seigneurs pretendent auoir priuilege de pouuoir donner lettres d'Amortiſſement. 289. b. 14. Cauiers. 110. b. 1. Vicontiers. 24. a. 22. mutuelle & reciproque obligation du Seigneur & du Vaſſal cauſe de la prohibition de la Preſcription. 180. a. 23.

Seigneur quand eſt preferé au pere ou mere du fils decedé ſans hoirs de ſon corps. 712. b. 1.

Seigneurie vtile eſt proprieté inferieure. 339. a. 4. Directe eſt proprieté ſuperieure. 339. a. 4.

Semidroict. 28. a. 20.

Seneſchauſſée ou Bailliage reputée vne meſme Prouince 421. b. 9.

Sentences de prouiſion & garniſon de main données par les Iuges d'Egliſe, comment & en quels cas ſont executoires nonobſtant l'appel. 419. a. 4.

Sentence eſtant ſurannée ce qu'il conuient faire. 528. a. 1.

Sentences en matiere de doüaire executoires nonobſtant l'appel *etiam* contre vn tiers detenteur. 611. a. 15. & b. 1.

Separation de biens à quelle fin introduite. 598. a. 67. n'eſt auctoriſée ſans grande & iuſte cauſe. 598. a. 69. Eſtant volontaire doit tenir nonobſtant l'appel ou empeſchement du Mary. 598. b. 5. peut eſtre faicte pour le mauuais meſnage du Mary, ou pour la folie d'iceluy. 598. b. 6. n'empeſche que l'auctorité du Mary ne ſoit requiſe és ventes que la femme veut faire. 598. b. 10. Doit eſtre faite en Iuſtice auec cognoiſſance de cauſe ou autrement. 555. a. 37. Sentence de Iuge neceſſaire en icelle. 555. a. 39. Partage executé ſans fraude. 555. a. 40. d'entre le mary & la femme n'empeſche que le mary ne puiſſe auctoriſer ſa femme. 598. b. 9.

Sequeſtre doit eſtre demandé auant conteſtation en cauſe. 373. a. 25. à lieu en matiere de complainte. 374. a. 19. doit eſtre ordonné par Iuſtice, parties ouyes. 374. a. 20. & 760. a. 3. A quelle fin ce faict. 374. a. 21. ſe doit faire du conſentement des parties. 374. a. 23. n'auoit anciennement lieu qu'en matiere petitoire. 374. a. 23.

Tenir par grand ou petite Sergeantie. 261. b. 18.

Sergens doiuent faire ſigner à leurs records les exploicts de ſaiſie, Arreſt & autres: ou en faire mention par les exploicts. 526. a. 1. doiuent mettre le temps de deuant ou apres midy. 526. a. 3. inſerer le domicile que les parties ont eſleu. 526. a. 4. faiſans executions ciuiles ne peuuent bailler en garde les biens meubles prins par execution aux parties executées: à peine nullité. 516. b. 15. N'y à femme mariées ſans le conſentement de leurs maris. 516. b. 24. Doiuent faire ſigner leurs exploicts aux Gardiens & depoſitaires de biẽs ſur les ſuſdites peines. 516. b. 29. les exploits d'Eſtabliſſement de Commiſſaire. 516. b. 39. ne peuuent faire aucuns exploicts ſans aſſiſtance de deux Records non domeſtiques, parens & alliez des parties. 118. a. 31. ne doiuent eſtre receuz ſ'ils ne ſçauent lire ou eſcrire & doiuent eſtre examinez auant leur reception. 116. a. 35. Receuz par les Iuges tenuz d'eſcrire & enregiſtrer de leur main leurs noms au Greffe. 116. a. 45. ne peuuent faire pourſuite de leurs ſalaires apres vn an ou deux ans plus. 428. b. 15. Royaux peuuent en deux cas exploicter és terres des Seigneurs Hauts Iuſticiers. 118. b. 43. doiuent mettre à execution dans huictaine les pieces qui luy ont eſté miſes entre mains au pluſtoſt, ſi les Couſtumes le veulent. 119. a. 6. tenuz obeïr à leurs Iuges & Superieurs. 119. a. 15. ne doiuent prendre leurs ſalaires par ceux qu'ils adiournent. 119. b. 20. doiuent proceder en leurs executions auec toute modeſtie. 525. b. 9. Des foreſtz creuz par les Ordonnances du Roy par ſerment de leurs prinſes: ſinon qu'il y euſt inimitié. 75. a. 1. Doiuent auſſi faire rapport veritable de toutes les priſes, adiournemẽs & exploicts. 75. a. 10. Foy ne doit eſtre adiouſtée aux Sergens ſinon qu'il ſoit recordé par les teſmoings. 126. b. 22.

Serf commun fait Religieux ſans le vouloir des perſonniers, leſdits perſonniers des l'heure ſans attendre ſon decez & treſpas ont leur part & portion de ſes biens. 11. b. 37.

Serfs des Seigneurs eſtans hors le Royaume ſont faicts francs par l'entrée d'iceluy. 17. b. 36.

Serment quant peut valider la Donation. 661. a. 14.

Sermẽs priuilegiez introduicts en faueur des Marchans. 396. b. 1. Choſes requiſes eſdits Sermens. 396. b. 8.

In Gallia nulli propriè ſerui 15. a. 13. *an poſſunt teſtari.* 14. a. 8. *Iure ciuili teſtes eſſe poſſunt.* 19. a. 11. *non ordinandi ſine licentia dominorum.* 11. b. 19.

Seruiteurs accouſtumez de ſe louër à temps tenuz ſeruir l'an entier. 402. b. 63.

Seruitus ſeruitutis eſſe non poteſt. 337. a. 5.

Droict de ſeruitude ſans tiltre n'eſt ſuiet à aucune preſcription. 536. a. 2. ne ſe peuuent acquerir meſmes par preſcriptiõ centenaire ſans titre. 530. a. 7.

Perſonne de cõdition ſeruile miſe en liberté par ſon maiſtre ſans congé du Seigneur du fief deuient ſerue dudit Seigneur de fief. 11. b. 44.

Socagium. 261. b. 15.

Tenure en Socage. 291. b. 13.

Sol Manſais. 27. b. 1.

Solennitez qui ſe gardent pour faire vn Duc Marquis & Conte. 31. b. 55.

Solemnitez ou formalitez d'execution doiuent eſtre gardée eſtroitement. 524. b. 18. de criées quand ſont preſumées auoir eſté gardées. 777. b. 1.

Entre l'homme & la femme n'y a aucune Societé ou Communauté pour crime. 37. b. 13.

Societé eſt de droict. 599. a. 12. ſ'acquiett par conſentement. 599. a. 12. & 18. contient en ſoy vne eſpece d'alienation. 599. a. 14. N'eſt de tous biens, ſi elle n'eſt par expres accordée & conuenuë entre les Contrahans. 599. b. 22. Contient en ſoy vne communication de toutes pertes & gains. 599. b. 46.

Crime de Sodomie deteſtable & defendu 456 a. 44.

Sommation rend le ſuiet en demeure. 339. b. 1.

Sort és partages & diuiſions. 759. b. 50.

Soubzacazer. 241. b. 33.

Soubzacazement. 241. b. 39.

Souffrance expreſſe ou taiſible empeſche que le Seigneur F. ne face les fruicts ſiens, tant qu'elle dure. 230. a. 33. à lieu ſoit qu'elle ſoit neceſſaire, ſoit qu'elle ſoit volontaire. 238. a. 44. doit auoir lieu ſi elle eſt baillée auant qu'il y ait aucune choſe faicte ſeus ſi elle eſt donnée apres que l'achepteur aura exhibé ſon contract, & le temps a auſſi commencé à courir. 230. a. 47. empeſche la ſaiſie feodale. 229. a. 6. ſ'il y en auoit le S. F. en doit bailler main-leuée & le temps de la ſouffrance expirée, il doit ſaiſir de nouueau ſ'il veut gaigner les fruicts. 229. a 7. auenant nouuelle mutation du coſté du Vaſſal la ſouffrance ceſſe. 229. a. 23. & doiuent les mineurs auoir nouuelle ſouffrance ſi pendant la premiere leur aduient quelques fief. 229. a. 23.

Souſtenement de titre. 138. b. 44.

Spolié & pillé agiſſant à fin de reſtitution ou reintegrande, eſt creu par ſerment, ioinct la commune renommée, dont il peut informer non le defendeur. 137. b. 6.

Statuts d'Italie ont donné execution parée aux Inſtruments garantigionnez. 385. b. 8.

Subrogatum ſapit naturam ſubrogati. 467. a. 3.

Subſtitution n'eſt permiſe en Berry. 685. b. 25. n'a lieu. 698. a. 8. publiée à iour de plaids dans ſix mois. 698. b. 3.

Succeſſeur en ligne directe ou collaterale venant à deceder auant les quarante iours, ſon heritier doit auoir pareil temps, & compter du iour que la ſucceſſion luy eſt deferée ſans auoir eſgard au temps qui a couru contre le premier ſucceſſeur. 173. a. 27.

Suject d'vn Seigneur ayant choiſi la charge de Concierge & Garde de Priſons ou de Miniſtre, ou Executeur de Iuſtice

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations,

peut à ce eſtre contrainct ſ'il a gages. 23. a. 52. Ou ſ'il a cõuenance ou paction expreſſe. 23. a. 59. & redeuable de Cenſiue tenu en quelques lieux donner à ſon Seigneur vne paire de gans. 310. b. 19. ſont leſdits gans eſtimez à argent. 310. b. 24. Deniãt en iugement le deuoir pour lequel le S. de fief a faict ſaiſir doit auoir deliurance pendant le procez 283. b. 16. Et redeuable ne peut purger ſa demeure. 208. b. 29. n'eſt receu complaignant contre ſon Seigneur. 376. a. 16. Suiets peuuent preſcrire la liberté par le temps de xxx. ans. 63. a. 5.

Suite de Diſmes. 382. a. 1. & 405. b. 1.

Sunnis. 134. b. 13.

Surcens. 310. b. 10.

T.

Droict de Tabellionage. 118. a. 1. Droict de Taille és 4. cas. 280. a. 24. ſe doit payer *pro menſura poſſeſſionum*. 280. b. 1. au ſol la liure. 28. b. 9. Droict de Taille volontaire & raiſonnable. 17. a. 1. à volonté & Taille abonnée ſur qui ſe prend. 20. a. 22. & 23. Homme de ſeruitude & main-morte Taillables en leur vie & à leur decez. 17. a. 8.

Les ſix-vingts Cheuancheurs exempts de Taille & Hoſtellage. 321. a. 8.

Peine de Taillon nõ vſitée ne Pratiquée en France. 153. b. 46.

Tauerne Banniere. 55. a. 5.

Taureau Bannier. 98. a. 55.

Tayon. 623. b. 7.

Teloneum. 4. a. 1. *Telonei canon*. 4. a. 2. *Telonarij*. 4. a. 3.

Temps exprimé par la Couſtume doit eſtre prins ciuilement & non de moment en moment ou preciſement du iour de la vente. 502. b. 25. de 100. ans reputé immemorial. 425. a. 24. Prefix au lignagier retrayant pour parfournir les deniers de l'achat. 451. a. 10. doit fournir & conſigner les deniers dans le temps prefix. 451. a. 14. & 21. de Preſcription doit eſtre cõplet & parfaict. 424. b. 3. prefix & ordõné par la loy ou couſtume pour faire quelque choſe ſ'il n'y eſt obey, y à priuation de droit ſans eſpoir de le pouuoir recouurer. 454. a. 1. de 40. iours pour deliberer ſi l'on ſe veut porter heritier de quelque deffunct. 132. b. 4. de payer les louages. 399. a. 23. de payer le Iugé. 141. a. 6. de vẽdre les meubles. 141. a. 21. de 40. iours és fiefs comment ſe doit entendre. 175. b. 51. de 40. iours és fiefs pour la preſcription apres la nonification & exhibition des contracts ſe doit prendre ciuilement. 200. b. 8.

Tenir en Bourgage. 261. a 52. 261. a 53.

Tenir en Parage. 300. a. 10.

Tenure par Aumoſne. 261. b. 6.

Diuerſe ſortes de Tenure. 261. a. 17. & 25. En quelques Prouinces nul ne peut tenir terres ſans le Seigneur. 320.

Terceau. 351. a. 12.

Terrage. 348. a. 9. & 15. par quelques Couſtumes reputé ſeigneurial par quelques non. 350 b. 59.

Teſmoing non receuable à informer des iniures contre luy dites par forme de reproche. 139. a. 53.

Teſmoings produits de part & d'autre ne ſont ſujets à reproches quant à la perſonne. 139. a. 8. Affidez. 139. a. 9. Portans faux teſmoignage en Iuſtice ſont punis de mort. 156. b. 7. en vn Teſtament. 677. b. 1. ne ſeront legataires. 677. b. 20. fors par le Droict Ciuil. ibid. ſeront priez pour aſſiſter. 677. b. 33.

Teſtament faict ſans auctorité du mary declaré bon & valable. 553. b. 41. Secret. 679. b. 9. faict en temps de peſte. 680. b. 41. & 681. a. 1. faict en temps de guerre. 681. a. 6. des captifs. 681. a. 22. doit eſtre inſinué & publié. 692. a. 39. maintenu de faux ſujet à prouiſion. 695. a. 12.

Es Teſtamens on garde la Couſtume des lieux. 680. a. 18.

Teſtamens ſont de la cognoiſſance du Roy. 697. a. 1.

Theſaurus. 54. b. 30.

Thorel Bannier. 55. a. 51. & 518. a. 56.

Threſor trouué party en tiers. 54. b. 12. comme ſera party. 54. a. 70.

Tiers poſſeſſeur qui iouy de bonne foy par 30. ans ou autre tẽps porté par les Couſtumes ſuffiſant à acquerir preſcription ſe peut ayder de la preſcription pour la teneur. 180. b. 13.

Titre iuſte & legitime de bonne foy requis pour acquerir aucune choſe par preſcription de dix ou vingt ans. 421. a. 12. comment ſe doit entendre tel tiltre. 421. a. 17.

Toiſes ſelon aucunes Couſtumes. 195. b. 14.

Tonlieu ou Thonlieu. 3. b. 14. Thonneaux. 3. b. 24. Tonlieu. 3. b. 27.

Droict de Trainage. 352. b. 5.

Tranſaction n'eſt contract. 482. b. 32. On ne peut venir contre Tranſactions faictes entre majeurs ſous pretexte de lezion d'outre moitié de iuſte prix. 397. b. 50.

On ne peut Tranſiger du crime de faux. 156. b. 11.

Droict de Trauers. 21. b. 9.

Trepied. 33. b. 26.

Tributarij. 10. a. 3.

Tuteur ne doit eſtre preſent à l'interrogatoire de ſon mineur. 155. b. 11. doit eſtre ordonné qu'il luy ſera communiqué pour y dire, changer & adiouſter ce que bon luy ſemblera. 155. b. 12. peut eſtre appellé à la confrontation pour donner Reproches. 155. b. 13. Ayant geré & adminiſtré auant l'eſlection & nomination faicte de ſa perſonne, tous ſes biens ſont hypothequez aux mineurs pour la reddition de compte, & de quel iour commence l'hypotheque. 647. a. 16. a hypotheque ſur les biens de ſon mineur. 647. a. 24. ne peut toutesfois empeſcher que les pupilles ne ioüiſſent de leurs heritages. 647. a. 25. eſt tenu rendre compte ſolidairement encore qu'vn autre ait geré la tutelle: ſauf ſon recours. 645. a. 19. ne peut faire bail à ferme de maiſon ſans le conſentement du Contuteur, & auctorité de Iuſtice. 645. a. 23. ayant faict bail & ſignifié que ſes pupils ſont faicts majeurs eſt aſſez deſchargé, ores qu'il n'ait rendu compte, & ſe doit on addreſſer aux heritiers. 645. a. 24. Achetant vn fief pour pour luy & au nom de ſes mineurs, & obtenant du S. F. ſouffrance de faire la foy & hommage, n'eſt pour ce exclus ledit Seigneur de ſon droict de retraict feodal. 298. b. 21.

Tuteurs & curateurs tenus apres l'inuentaire fait faire vendre par auctorité de Iuſtice les meubles periſſables, & employer les deniers en rente ou heritage par l'aduis de parens & amis. 644. a. 2. tenus rendre compte de leur geſtion & adminiſtration, & payer le reliqua, la tutelle ou curatelle finie. 644. b. 12. en quel lieu ſont tenus rendre compte. 645. a. 3. & curateurs tenus rendre compte de tous le biens & reuenus de leurs mineurs. 627. b. 1. Couſtumes diuerſes pour le temps que les tuteurs & curateurs ſont tenus faire inuentaire. 645. a. 49. ne peuuent aliener les immeubles des mineurs ſans decret & auctorité de Iuſtice. 646. b. 4. ne doiuent prendre ou accepter aucune ceſſion contre leurs mineurs, ſur quelle peine. 646. b. 47. & 647. a. 1. ne peuuent accorder auec leurs mineurs, ores que majeurs, qu'ils n'ayent prealablement rendu compte. 647. a. 8. & 10. Eſlection doit eſtre faicte de ceux qui ſont dans le reſſort de Prouince ou Bailliage. 641. b. 2.

Tutoris datio. 24. a. 12.

Dation de Tutelle eſt vn droict Royal. 641. a. 10. des perſonnes Nobles viuans noblement appartient aux Baillifs, Seneſchaux, & autres Iuges reſſortiſſans ſans moyen en la Cour. 641. a. 39. des non Nobles & Roturiers appartient aux Preuoſts & Iuges inferieurs. 641. a. 50.

V.

Biens Vacans. 53. a. 1. appartiennent proprement au Roy ſeul. 53. a. 15. & deſherence differens. 53. a. 15. quand ne ſont reputez tels. 725. b. 8.

Valuaſſeur. 24. b. 19.

Varech. 50. a. 1.

Vareſque, forme & mandement de demander iceluy. 50. a. 25. & 26.

Vaſſal lige. 250. b. 9. Ancien. 256. a. 3. Vaſſal de mon Vaſſal n'eſt pas mon Vaſſal. 242. b. 57. Vaſſal eſt tenu declarer & ſignifier au Seigneur l'alienation par luy faicte. 238. b. 19. ne peut bailler tout ſon fief ſans retenir qu'vn fief en l'air. 238. b. 31. tenu de payer le loüage de la maiſon & chaſtel. 236. b. 18. Anciennement pouuoit arrenter partie de ſon fief pour ſon profit faire, ſans appeller le Seigneur de qui il tient. 238. a. 25. Cauſes pour leſquelles peut eſtre priué de ſon fief, introduictes par le droict des Feudes, differentes de celles que les Couſtumes & Practique de France ont receus. 295. a. 1. doiuent eſtre gardées celles qui ſont contenuës és Couſtumes. 295. a. 30. ayant faict les foy & hommage, & offres en l'abſence du Seigneur ſelon la forme preſcripte par la Couſtume, ne peut derechef y eſtre contrainct. 248. b. 19. ayant baillé ſon Aueu & denombrement au precedent Seigneur, n'eſt tenu le bailler au nouueau. 256. b. 3. eſt tenu formellement aduoüer ou deſaduoüer en Iugement & ſur ſommation & interpellation faicte par le Seigneur feodal au Vaſſal. 230. b. 19. Peut faire de ſon pleinfief vn arrierefief. 262. a. 17. Defendu par aucunes Couſtumes. 262. a. 22. tenu de nourrir ſon Seigneur, ſ'il n'a moyen de viure. 283. b. 54. l'imitation. 283. b. 61. Ancien ne doit faire foy & hõmage par la mutation du S. F. 264. b. 1. par quelques Couſtumes doit la foy & la main.

Source : BIU Cujas

Indice des Annotations.

264. b. 5. nonobſtant les offres par luy faicts peut eſtre contraint à bailler & payer les droicts & deuoirs deuz. 248. b. 26. N'eſt tenu offrir les droicts & deuoirs deuz par ſon predeceſſeur. 248. b. 28. Apres la ſaiſie deuëment notifiée eſt poſſeſſeur de mauuaiſe foy : & par conſequent tenu à la reſtitution des fruicts. 216. a. 23. deſaduoüant ſont Seigneur Feodal, doit iouyr pẽdant le procez par prouiſion ſans qu'il ſoit tenu à bailler caution. 230. b. 73. 216. b. 18. Commettant felonnie perd ſon fief. 295. b. 26. Quand eſt emendable pour raiſon de la ſaiſie. 217. b. 20. priué de ſon fief pour l'homicide par luy commis en la perſonne du S. F. 295. b. 5. Eſtant condamné à bailler ſon aduеu & denombrement, ſ'il n'y ſatisfaict le S. F. peut ſaiſir & faire les fruicts ſiens. 179. b. 19. Quelque ancien qu'il ſoit eſt touſiours tenu de bailler ſon deſnombrement, meſmes au nouueau Seigneur, ſ'il ne l'auoit baillé auparuant. 175. b. 11. deſaduoüant le fief doit eſtre ſequeſtré. 265. a. 1. & 8. peut eſtre contrainct par ſon Seigneur à l'exhibition des titres communs. 200. b. 14. eſt ſaiſi par la mort de celuy auquel il a ſuccedé. 265. b. 54. Exception pour le regard du S. F. 265. b. 58. à delay de 40. iours pour bailler ſon denombrement & pareil temps baillé au S. F. pour le blaſmer. 175. b. 39. n'eſt tenu aller hors du Royaume requerir le Sieur du fief ſitué dans le Royaume. 267. a. 16. Diuerſes diſpoſitions des Couſtumes touchant ce point. 267. a. 26. & 31. preſter ſerment contre les ſolemnitez portées par la Couſtume. 250. a. 37. Tant qu'il dort le Seigneur veille & *è contra*. 168. a. 28.

Vaſſaux & Arriereuaſſaux doiuent faire le ſeruice des Ban & Arriereban en perſonns ſelon le reuenu des Fiefs & Arrierefiefs dedans trois mois. 270. b. 6. Vaſſaux tenus aſſiſter au Iugement des procez faits par les Baillifs des Seigneurs Feodaux dont ils releuent & tiennent leurs fiefs, iugent à leurs perils & fortune & à peril de l'amende enuers le Roy. 282. b. 1. Plusieurs Vaſſaux doiuent bailler enſemble & conioinctement leur denombrement & n'y eſt vn ſeul receuable. 175. b. 17.

Vefue eſt preferable aux creanciers ſubſequens. 619. b. 43. En cas de debat luy eſt la prouiſion adiugée pour ſon doüaire & alimens par deſſus tous les Creanciers. 619. b. 45. Ayant renoncé en iugement aux biens de ſon mary, ne peut eſtre releuée de telle renonciation. 597. b. 48. deboutée de l'effect de la renonciation par elle faicte à la communauté par faute d'inuentaire faict des biens de la communauté. 568. a. 1. priuée du droict de communauté pour les choſes par elle priſes & cachées du iour que les choſes prinſes & cachées ſont cognuës. 569. a. 13. Par prouiſion preferée à tous Creanciers pour ſon doüaire & conuentions ſur les biens meubles du Pere, du Mary en vertu d'vne ſimple quictance à elle donnée par ſondict Mary. 620. a. 4. repetant ſon dot ou mariage eſt preferée au doüaire prefix propre aux enfans. 620. a. 1. deboutée de la preference ſur les meubles de ſon Mary & renuoyée à la contribution au ſol la liure auec les autres creanciers. 620. a. 13. preferée pour les conuentions au frere ayant obligation precedente & elle eſtant premiere en ſaiſie. 620. a. 22.

Veiller. 247. a. 27.

Vendeur ayant promis garder le vin en ſa caue eſt tenu durant ledit temps. 396. a. 36 le temps non exprimé n'eſt tenu apres les ſommations faictes a l'acheteur l'oſter & tirer de la caue. 396. a. 43.

Vendeurs tenus declarer és contracts les charges des choſes venduës. 395. b. 1.

Vendition ou alienation eſtant nulle à qui doiuent les fruicts eſtre reſtituez. 397. b. 43. faicte de francs deniers. 202. b. 1. nõ preſumée ſ'il nya pris ou bourſe deſliée. 455. a. 11.

Pluſieurs choſes venduës par vn ſeul cõtract pour meſme prix ſont eſtimée vne ſeule vente. 468. a. 40.

Choſe vendë paſſe loüage. 399. a. 41.

Vente pour ſoy & ſon mieux. 444. a. 24. Vente & adiudication par decret eſt ſuiette a retraict. 473. a. 1. de bleds en verd. 395. a. 2. à temps ou à dix ans eſt pluſtoſt alienation de fruicts que de fond. 232. b. 6. Ventes. 308. a. 5. Ventes deuës quand la vendition d'vſufruict eſt à perpetuité. 325. b. 4. faicte auſſi ſeparement de la proprieté en fraude du S. Cenſier. 325. b. 19. En location perpetuelle ventes ſont deuës. 325. b. 8. faicte à certaines lignées. 325. b. 9.

Venterolles. 208. b. 1. 309. a. 4.

Ventre annobliſt. 1. b. 54. n'annobliſt. 2. a. 2.

La Verge annobliſt & le ventre affranchiſt. 1. b. 55. & 2. b. 22.

Veritas conuitij non excuſat iniuriantẽ. 163. a. 29.

Veritez. 149. b. 14.

Veſt ou Deueſt. 343. 2.

Demandeurs en vniuerſité de biens ne ſont tenus faire veuë du lieu. 133. a 2.

Veuë d'vn heritage. 132. b. 11. comment doit eſtre faicte 131. b. 31. Raiſon pourquoy elle ſe faict. 132. b. 53.

Veuës de maiſons Partagées entre Coheritiers qui ont ſuiuy la diſpoſition du pere de famille ne doiuent eſtre bouchées: ains demourer en l'eſtat qu'elles eſtoient lors du partage. 530. b. 5.

Vexin. 169. b. 8. Vexin le François different de celuy qui eſt en Normandie. 169. b. 11.

Vicaire. 292. b. 42.

Viconté. 24. a. 29.

Viconte de Thouars plus grand Vaſſal & premiers du Conté de Poictiers. 31. b. 45.

Vidames. 40. a. 21.

Vif gage. 214. b. 11.

Vilain. 16. 17. & 21. & 23. & 259. a. 39.

Pluſieurs Villes & Communautez exemptes de droict de Francs-fiefs & nouueaux acqueſtz. 269. b. 27.

Vinage. 349. a. 8.

Vinculs duplicitas.. 725. a. 39.

Virginia. 3. a. l. pen.

Vitalitium. 228. b. 35. & 602. a. 8.

Droict de Vuienotte. 228. b. 25.

Droict de Vuielotte. 228. b. 24. & 617. b. 1. & 13. & 20. Different du droict de Doüaire deu ſur les terres feodales. 617. b. 7.

Vœux faicts pour les neueux. 721. a. 20. Ne peut auoir droict de Voirie qui n'a Iuſtice. 27. a. 18. Voirie. 27. a. 10. ſimple. 27. a. 1. Grande. 27. a. 6.

Voyes. 27. a. 23.

Vol du chappon. 184. a. 23.

Volonté des contrahans conſiderable és contracts. 336. a. 53.

Volqcin. 169. b. 8.

Voulrie. 9. a. 17.

Vſage & commune practique pour le fait des ſaiſies feodales. 164. b. 17. & 1. a. 1.

Vſagers tenus de monſtrer leurs tiltres aux Maiſtres des Eauës & Foreſts. 75. b. 5. doiuent obtenir confirmation de leurs priuileges, & ne doiuent forfaire aux bois, ny prendre bois ſans permiſſion des Officiers. 75. b. 13. Doiuent eſtre reglez & reſtraints par les Grands Maiſtres, Maiſtres particuliers, Lieutenans & autres Officiers. 75. b. 20. ne peuuent ceder ou tranſporter leur droict d'Vſage à autres qu'à leurs hoirs. 76. a. 2. en doiuent vſer ſeulement ſelon la forme de leur don. 76. a. 8. ne doiuent prendre ne coupper aucuns arbres ſ'ils ne ſont morts entierement. 76. a. 16.

Vſucapio. 718. b. 8.

Vſucapion introduicte pour les meubles. 432. a. 34. bõne foy requiſe en icelle. 432. a. 51.

An vſusfructus ſit dominij pars. 371. b. 25.

Definition d'vſufruict. 472. b. 24. n'eſt ſuject à Retraict. 472. b. 31. & 41. l'Vſufruict que le pere gaigne és biens Aduentifs de ſa fille procede de la puiſſance paternelle. 9. b. 32. & 33. reputé immeuble. 371. b. 62. appartenant au pere és biens aduentifs & maternels de ſes enfans, *iure poteſtatis* eſt eſtainct, ſi les biens eſcheent aux enfans eſtans pour lors de l'eſchoite emancipez. 629. b. 1. n'eſt finy par la mort de l'enfant, & dure contre les heritiers maternels. 629. b. 29. Qui ioüiſt d'vn vſufruict par le moyẽ de la Loy ou Couſtume, n'eſt tenu bailler caution de ioüir comme vn bon pere de famille. 616. a. 1.

Vſufruictier negligent & laiſſant preſcrire, tenu aux dommages & intereſts enuers le S. proprietaire. 169. a. 36. peut retenir par puiſſance de fief la terre tenuë & mouuant du fief, dont il ioüiſt par vſufruict. 200. a. 53. peut ſeulement faire ſaiſir le fief du Vaſſal au nom & cõme Procureur du proprietaire. 169. a. 9. peut ſaiſir à ſa requeſte. 169. a. 43. eſt tenu des reparations menuës & viageres. 613. b. 23. ne doit relief n'autre droict & profit de fief. 280. a. 22.

Vſurpateurs du nom & tiltre de Nobleſſe punis par la rigueur des Ordonnances. 157. a. 6.

Vuerpir. 314. a. 50. *Vuerpire*. 314. a. 56.

Vverp. 393. b. 20.

Vulquecin. 169. b. 8.

Vxores coruſcant radijs maritorum. 3. a. 1. *honore maritorum eriguntur & genere nobilitantur*. 3. a. 11.

FIN.

Source : BIU Cujas



FAVTES SVRVENVES EN CESTE IMPRESSION.

P.3.a.l.1.aux Annotations, *pro vxoris*, liſez, *vxores*.& l.51. pour &, liſez, C. & l.56. pour rehabitation, liſez rehabilitation. lin. antep. *Virginia*.

p.8.a.l.9.liſez,*quieſcentis loco habetur*.& l.vlt.*reſoluitur*. l.9. a. liſez, & par la loy *cum oportet*.& l.14.liſez, *Anthemius*.

p.12.a.l.19.liſez, concurrent.

p.15.a.l antep.*Angeſ*.& p.22.a.& 24.a.

p.16.b.l.30. μὴ.

p.20.a.56.pour iuriſdiction,liſez,inſtruction.

p.21.a.l.72.pour marily,liſez,mardy.

p.22.b.10.pour *Quæ*,liſez, Quoy.& l.40. liſez, parfaict à la requeſte du Procureur &c.

p.24.a.l.21.liſez d'office. & 24.b.l.18.liſez,iuſtice de Valuaſſeur.

p.28.b.l.11. τῖς γὰρ πλέοσι ἢ ἐλάττοσι. &c.

p.29.b.l.67.*Plinium in Epiſt*.

P.34.a.l.55.liſez,ordonné & iugé que &c.

p.40.a.l.39.liſez,*Theophilus*.

p.42.b.l.22.liſez, amendes des cõtreuenans aux cõmandemẽs &c.

p.43.b.l 60.liſez, μεζυσίαι τ^s &c. & l.61. Σόλωνός σοι νόμον, Νόθῳ μὴ ἐᾷ) ἀγχιστέαν παίδων ὄντων γνησίων, & en la ligne ſuyuante, liſez. μετεῖναι.

P.53. a. 10. ἀδέσποτα ἀκλητρόμητα lin.pen. *Caſſiodorus*. & 53.b.l.114. §.1.*De legat*.1.

p.54.b.l.36.à la Rubrique liſez,droicts d'herbage &c.

p.76.b.l.31.aux Sommaires du Titre 12.liſez,nouuelles eſteulles.

p.83.a.l.24.*atterunt* &c.

p.84.a.au texte 26.liſez prairie &c.

p.116.b.l.55.pour,audiencier,liſez,ſigner.

p.132.a.l.17.liſez,*diuerſitatem cauſæ*.

p.138. b.l. 16. δῆλ & l. ſeq. δῆλ φόβου μὴ τ' ἀληθῆ μαρτυρῆσαι.

p.139.l.25.liſez,*conuiuis*.

p.144.a.43.liſez, 1566.

p.146.b.l.25.liſez,de May 1336.par &c.

p.147.a.l.48.liſez.peut prendre &c.

p.153.b.l.antep.*iudicum ſeueritatem*.

p.156.a.l. ὑποχῆ φαιδώσεις & l. ſeq.Tit.2.l.46.

p.163.a.l.4.liſez,Roüen,pour,Roy.& l.14.*calore*.

p.168.b.l.29. liſez, Toutesfois ſi le &c. & plus bas, hommage non faict.

p.192.a.l.28.*Paragium*.

p.198.b.l.14.liſez,*l.in multis*.

p.211.b.l 11.*Aluarotus*.

p.218.b.l.9.*ius* ἀναχώμψεως *aut* ἐποδεκτικοῦ.

p.220.a.l.26.pour indiuiſé,liſez,indemniſé.

p.222.a.l.13.liſez,ainſi que le dit &c.

p.222.b.l.19.liſez,*prætor*.§.*ſed & quod Papinianus*.

p.244.a.l.23.*de Gaius*.& l.29.liſez,*ruſtica fiunt*.

p.245.b.l.17.liſez,*Nonium*.

p.246.b.l.pen.n'expolie.

P.247.a.l.4.4our eſtre entré en &c.

p.271.l.6.*compenſet* &c.& l.17.ſont tenus ſuyure &c.

p.277.a.l.22.1344.

p.321.a.l.22.pour,d'office,liſez d'oſtize.

P.354.a l.46. ἀντίχρησις.

P.357.a.l.25.liſez,*cum certum*.

P.373.a.l.18.de doubte &c.& l.22.*in cap.cauſam* &c.

P.378.a.9.liſez,preſtation.

p.381 b.l.8.liſez,indiquez.

p.391.b.l.3.pour ſa part &c.

p.411.b.l.33.liſez,ayant aucunement eſgard &c.

p.413.a.l.5.liſez,Gage eſt en meuble &c.

p.413.b.l.30.liſez,Iuin 1385.

p.433.a.l.40. liſez, ὁπιδοτέλη.

p.446.b.l.11.liſez ne changent.

p.453.b.l.17.liſez,Cheureuſe.

p.455.a.l.9.effacez ſur,deuant le mot vn.l.15.liſez,conformement.

p.459.a.l.1.doit perdre &c.

p.466.b.l.32.liſez,*qui quartam*.

p.474.b.l.8.pour Couſtume,liſez Communauté.

p.481.b.l.63 liſez,au profit.& *l.69*.liſez,par la &c.

p.494.a.l.43.liſez de contraire aduis &,&c.

p.506.b.l.18.liſez,1539.

p.529.b.l.4.apres ce mot,*extra*,adiouſtez, On doit ſuyure l'aduis & rapport des Commiſſaires ou Iurez,deſquels les parties ont accordé & conuenu ſuyuant la doctrine de Bartole *in l.ſocietetem* §. *arbitrorum*.*D.Pro ſocioo.ex l.ſiquis arbitratu* 43.*D.de verbor.obligat*. *à perſona eius non eſt recedendum,cuius arbitrium inſertum eſt & l. fin. C. de contrah. empt*. d'où ſemble eſtre tirée la Couſtume de Paris en ces Art.184.& 185.

p.544.a.l.46.pour,diſtraire,liſez,deſtruire.

p.553.a.l.29.liſez,*continebantur*.& b.l.14.ſont contraires &c.

p.563.a.l.5.liſez,blez couppez.

p.566.a.l.66.liſez,qu'vne femme ores &c.

p.567.b.l.41.effacez,aucune.

p.568.a.l.8.*Mimam*.

p.573.a.l.11.Danpont.&c.

p.578.a.l.19.liſez,Chabris.

p.579.b.l.3.liſez,part.

p.585.b.l.6.*Gerontiam*.

p.602.a. l.9. ὑποθολον.

p.607. b.l.65.liſez,ſeconde femme aura &c.

p.618.a.l.51,liſez,demerites.& l.62.liſez, Paris,& b.l.29.Il a eſté iugé que non.&c.

p.618.a.l.9.liſez,iugé au mois de Decembre 1574.

p.622.b.l.18.le Blanc.

p.627.b.l pen.liſez, 1371.

p.634.a.l.13.liſez,*Marciam*.

p.636.a.l.13.liſez, Bruges.

p.638.a.l.14. liſez, mention de ſon liure de l'hiſtoire d'Eſcoſſe. Le Roy.&c.

p.658.b. ſur la Gouſtume d'Anjou, Art. 325. mettez en marge és Annotations.

L'Arreſt ſolemnel prononcé par defunct M. le Preſident de la Gueſle aux Arreſts de la Pẽtecoſte le 18.May 1584. eſt fort notable. Le faict eſtoit que l'an 1547.donatiõ mutuelle auoit eſté faicte par deux conioincts par mariage,ſuyuant ce qu'ils ſe pouuoient dõner par la Couſt. laquelle donne la tierce partie des propres, *extantibus liberis*,& tous les cõquests immeubles & les meubles entierement. Ceſte donation fut depuis confirmée par teſtament en l'an 1557. Or par la Couſtume d'Anjou *extantibus liberis*, ils n'ont que l'vſufruict. Lors de ladicte donation y auoit vne fille viuante, malade toutesfois d'vne maladie apportée du ventre de la mere,& prouenuë de l'incontinence du pere, qui auoit cauſé la ſeparation de la mere nommée Cheſneau & le mari. Apres le decez de la fille, eurent vn fils. La femme eſtant auſſi decedée, le mari faict appeller les heritiers de ſa femme pour auoir la proprieté de ce qui luy eſtoit donné par la Donation,le Preuoſt d'Angers adiuge la prouiſion au mari: lequel depuis ceda & tranſporta ſon droict aux denommez

Source : BIU Cujas

nommez au procez: & les faict ſubroger en ſon lieu. De ceſte ſentence il y euſt appel : mais la Cour ayant ordõné par Arreſt qu'il ſeroit informé par turbes *ſuper modo vtendi* : D'autant que les defendeurs pretendoient obſeruer la Couſtume en ſa rigueur: & que le Don mutuel ne pouuoit auoir lieu pour la proprieté: lequel auſſi eſtoit empeſché pour les enfans & que la clauſe, *extantibus liberis*, eſtoit *in fauorem liberorum*. Et que *liberis non extantibus*, elle n'auoit lieu. Les demandeurs ſubrogez au lieu du mary ſouſtenoient le contraire, & que les termes de la Couſtume ne ſe deuoient ainſi prendre à la rigueur, meſmes au cas qui ſe preſentoit, & ſuffit qu'il y ait eu enfans viuans, nez & procréez de ceux qui ont faict telle Donation mutuelle, & ne laiſſe la Couſtume auoir lieu, tout ainſi que ſi les enfans eſtoient au temps de la mort de l'vn des donataires. Les defendeurs auoient obtenu lettres en cauſe d'appel. L'Enqueſte rapportée, Griefs & reſponſes fournis, La Cour par ſon Arreſt ainſi prononcé en robbes rouges adiugea aux demandeurs la tierce partie de tous les biens propres, & tous les acqueſts & conqueſts immeubles, enſemble tous les meubles prouenuz tant du coſté paternel que maternel, & condamna les defendeurs aux deſpens de l'incident des lettres & de la cauſe d'appel : fut l'appellation & ce miſe au neant, ſans amende. Voyez Chopin 3. des Couſtumes d'Anjou. Tit. 1. nombre 7. & 8.

p. 661. a. l. dern. liſez, malade. &c.

p. 672. a. l. pen. liſez, *Ramat.*

p. 673. b. l. 18. liſez aucun droict, par &c.

p. 677. b. l. 63. pour receu, liſez, releu.

p. 684 a. l. 3. liſez, 1567.

p. 686. a. l. 5. *indicibus.*

p. 691. a. l. 8. apres ce mot, Arreſt, effacez le mot, du.

p. 692. a. l. 43. apres le mot, *monachi*, effacez, *libro.*

p. 694. a. l. 28. liſez, mari a Chinon. & b. l. 10. liſez, *& ita ex actu etiam* &c.

p. 695. b. l. 10. liſez, charge & fonction &c. l. 13 liſez, à vne femme. Accurſe & autres ſur la *l. Tutela D. de tut. & l. feminæ D. de regul. iur.* tiennent qu'vne femme ne peut exercer les charges qui ſont propres aux hommes: mais il &c.

p. 698. a. l. 17. apres ces mots, *De legat. 2* adiouſtez, *& ita teſtamentum vel inſtitutio in cauſam fideicommiſſi & codicillorum vertitur vt rectè ſcribit Vlp. in l. poſtumus. 12. §. ſi paganus D. de inuſto rupt. & irr. teſtam. & l. quærebatur 14. D. de mil. teſtam. quæ ſunt ambæ coniungendæ.*

p. 703. a. l. 17. apres ce mot, receut, effacez par, & liſez, receut les parties &c.

p. 712. b. l. 9. liſez, en fin apres.

p. 720. b. l. 3 2. liſez, font conuenir. & l. 56. liſez, conſiderer la repreſentation: &c.

p. 721. a. l. 51 liſez de quel iour.

p. 731. a. l 75 liſez, & *ita* que l'aiſné, &c.

p. 736. a. l. 32. liſez, Bazoches. & l. 34. liſez, d'Yuetot. & l. 64. adenerée.

p. 737. b. l. 33. liſez, Biet.

p. 739. b. l. 23 liſez, *vel de alia matre.*

p. 742 a. l. 21. liſez, contre l'addition &c. & l. 47. contenter de bonne foy & ſans &c.

p. 744. a. l. antep. mais non ce que &c. lig. dern. apres ce mot Paris, adiouſtez, infirmée.

p. 748. b. l. 2. liſez, mis cy deſſous, p. 762. b.

p. 756. a. l. 8. liſez, *indicio.* & l. 10. *indicijs.*

Source : BIU Cujas

PRIVILEGE DV ROY.

HENRY PAR LA GRACE DE DIEV ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, à noz amez & feaux Conſeillers les gens tenans noz Cours de Parlemẽt, Preuoſt de Paris, Bailly de Roüen, Seneſchaux de Lyõ, Thouloze, Bordeaux & Poictou & leurs Lieutenans, & à tous noz autres Iuſticiers & Officiers qu'il appartiendra, ſalut: Guillaume Chaudiere Libraire Iuré en l'Vniuerſité de Paris, nous a faict remonſtrer qu'il a recouuert vn liure intitulé; la Conference des Couſtumes generales, où ſont adiouſtées pluſieurs Couſtumes ſuiuãt la reformatiõ derniere, qui eſt diſtribuée en deux parties par Pierre Guenoys Lieutenant Particulier au Siege & reſſort d'Yſſoudun en Berry, enſemble la Conference des Ordonnances Royaux augmentée de beaucoup d'Ordonnances, Annotations & Arreſts ſur ce donnez és Cours ſouueraines de France, auec des Tables fort amples: tellement que ladicte Conference eſt amplifiée du quart ou enuiron, le tout par ledict Guenoys, leſquels deux liures ledit Chaudiere deſireroit volontieremẽt imprimer: mais d'autant qu'il luy couſte ja de grands frais & couſtera encores pour l'impreſſion d'iceux: il doubte & craint qu'apres auoir expoſé iceux, autres Imprimeurs & Libraires de ceſtuy noſtre Royaume les voulſiſſent ſemblablement imprimer, ou ſuſcitaſſent ſemblablement les eſtrangers à ce faire, & par ce moyen fruſtrer ledict Chaudiere de ſes frais & miſes, & rendre ſa peine, diligence & trauail inutile, & luy faire receuoir perte & dõmage: Pour à quoy remedier, & à fin que ledit Chaudiere qui a trauaillé pour le bien public, ayant foutny à ce qui eſtoit neceſſaire pour aduãcer leſdits labeurs & recouuert leſdites copies, ſe reſſente du fruict de ſon labeur; Il nous a tres-humblement requis luy permettre faire imprimer leſdits liures, & interdire à tous autres Libraires & Imprimeurs les imprimer ou faire imprimer. NOVS A CES CAVSES deſirant la promotion & aduancement de la choſe publique en noſtre Royaume & ne voulant permettre que ledit ſuppliant ſoit fruſtré de ſes frais, peines & trauaux, conſideré auſſi qu'il a eſté choiſi par ledict Guenoys pour imprimer leſdits deux liures. Vous mandons, ordonnons & enioignons par ces preſentes, que vous ayez à permettre, comme nous permettõs audit Chaudiere qu'il puiſſe imprimer ou faire imprimer, vendre & diſtribuer leſdites Conferences des Ordonnances Royaux & Couſtumes generales ſelon l'ordre, methode & augmentation faite par ledit Guenoys, & en telle forme & caractere que bon luy ſemblera: faiſant tres-expreſſes inhibitions & defenſes à tous autres Imprimeurs, Libraires & autres perſonnes de quelque eſtat & conditions qu'ils ſoient de les imprimer, vendre & debiter, contre-faire ny alterer l'ordre & methode dudict Guenoys, ſans le congé expres dudict Chaudiere durant le temps & terme de dix ans, apres que leſdicts liures ſeront paracheuez d'imprimer: ſur peine de mil eſcuz d'amẽde, laquelle moitié nous appartiendra, & l'autre moitié aux pauures: Et ſur peine auſſi de confiſcation des exemplaires qui ſeront faits par autres, & ſans le conſentement dudit Chaudiere, ou de ceux qui de luy auroient permiſſion de vendre & debiter leſdicts Liures. De ce faire vous donnons pouuoir, auctorité, commiſſion & mandement ſpecial, & de proceder à l'encontre de ceux qui contreuiendront par toutes voyes deuës & accouſtumées, & par les peines ſuſdites, nonobſtant oppoſitions & appellations quelconques: pour leſquelles & ſans preiudice d'icelles ne voulons eſtre differé. Et pour ce que de ces preſentes ledict expoſant pourra auoir affaire en pluſieurs & diuers endroits: Nous voulons qu'au vidimus d'icelle, faict ſoubs ſeel Royal, ou par l'vn de noz amez & feaux Conſeillers, Notaires & Secretaires foy ſoit adiouſtée comme au preſent original. Et ſi voulons & mandons que mettant par bref le contenu du preſent priuilege au commencement de chacun deſdicts liures, que cela ait forme de ſignification, tout ainſi que ſi l'original eſtoit particulierement ſignifié à chacun, & que cela ſoit de tel effect & vertu, comme ſi leſdites lettres leur auoient expreſſément & particulierement eſté monſtrées & ſignifiées: Car tel eſt noſtre plaiſir. Donné à Paris le huictieſme iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens quatre-vingts & quinze. Et de noſtre regne le ſeptieſme.

HENRY.

Par le Roy,

RVZE'.

Source : BIU Cujas

EXTRAICT DES REGISTRES DE PARLEMENT.

VEV par la Cour les Lettres Patentes du Roy, données à Paris le huictieſme Mars dernier, ſignées, HENRY. Et plus bas, Par le Roy, RVZÉ. Et ſeellées du grand Seel de cire iaulne, Par leſquelles pour les cauſes y contenües, eſt mandé à ladite Cour, permettre à Guillaume Chaudiere Libraire Iuré en l'Vniuerſité de Paris, imprimer ou faire imprimer, vendre & diſtribuer les Liures intitulez: La Conference des Ordonnances Royaux, & Couſtumes generales, ſelon l'ordre, methode & augmentation faite par Me Pierre Guenoys Lieutenant Particulier au pays & Reſſort d'Yſſoudun, & en telle forme & carractere que bon luy ſemblera. Ce que ledit Seigneur luy permet, auec defenſes à tous autres Imprimeurs, Libraires & autres perſonnes de quelque eſtat & condition qu'elles ſoient, de les imprimer, vendre & debiter, contre-faire ny alterer ſans le congé exprez dudict Chaudiere durant le terme de dix ans apres que leſdits Liures ſeront paracheuez d'imprimer: ſur peine de mil eſcus d'amende, comme il eſt plus au long porté par leſdites lettres: Requeſte preſentée à ladite Cour par ledit Chaudiere, tendant à fin d'entherinement deſdites lettres: Cõcluſions du Procureur general du Roy, & tout conſideré. LADITE Cour ayant eſgard auſdites lettres, & icelles entheriuant: A ordonné & ordonne que ledit Chaudiere impetrant, iouyra du priuilege mentionné en icelles, pour le temps & terme y contenu: Et a fait & fait inhibitions & defenſes à tous autres de le troubler & empeſcher: ſur les peines portées par leſdites lettres. Fait en Parlement le 27. iour d'Aouſt, l'an 1595.

Signé, DV-TILLET.

Extraict des Regiſtres du Chaſtelet de Paris.

VEV le conſentement du Procureur du Roy, il eſt ordonné que les Lettres Patentes du Roy cy attachées obtenües par l'impetrant ſeront regiſtrées és Regiſtres du Chaſtelet, pour y auoir recours par le ſuppliant quant beſoing ſera. Fait ce 26. Iuin 1595.

Signé, SEGVIER.

Enregiſtré le Vendredy 23. Feurier 1596.

Acheué d'imprimer le 20. Aouſt, mil cinq cens quatre-vingts & ſeize.

Source : BIU Cujas



Source : BIU Cujas